Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Curchod Alain (Privat)

Date: 03.09.2025

Contact: Curchod Alain · 0792106839 · alain@curchod.com

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse se retrouve une fois de plus face à un ensemble d'accords négociés avec l'Union Européenne qui, à première vue, ne garantissent pas une protection suffisante de nos intérêts nationaux et de notre souveraineté. L'évaluation des résultats de ces négociations doit impérativement être menée sous l'angle d'une analyse critique et rigoureuse des implications concrètes pour notre droit interne et notre autonomie décisionnelle. Il est préoccupant de constater que certains points de ces accords semblent s'écarter du principe fondamental de l'autodétermination, tel que consacré par notre Constitution. L'adoption de droit dérivé de l'UE, sans une réelle marge de manœuvre pour le législateur suisse, risque de nous enfermer dans une dépendance juridique croissante. L'article 164 alinéa 1 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération édicte des dispositions dans les domaines de compétence des cantons pour autant que l'intérêt général l'exige, est mis à mal lorsque les décisions nous sont imposées de l'extérieur. De plus, la question de la révision future des accords pose problème. Si l'UE est libre d'adapter sa législation, la Suisse se retrouvera contrainte d'accepter ces modifications sans pouvoir les renégocier efficacement, sous peine de voir l'ensemble des accords remis en cause. Cette asymétrie contredit l'esprit d'une coopération véritablement équilibrée et respectueuse des spécificités helvétiques. L'article 173 alinéa 1 lettre b de la Constitution, qui charge le Conseil fédéral de veiller aux relations extérieures de la Suisse, doit être interprété dans le sens d'une préservation active de nos prérogatives, et non d'une acceptation passive de l'agenda européen. Il est également essentiel d'évaluer l'impact sur nos entreprises et nos citoyens. Les contraintes supplémentaires imposées par ces accords, notamment en matière de concurrence et de réglementation, pourraient fragiliser notre tissu économique et nos modèles sociaux, qui sont le fruit de choix démocratiques nationaux. La neutralité, principe cardinal de notre politique étrangère, pourrait être compromise par des engagements qui nous lieraient trop étroitement aux positions de l'UE dans des domaines géopolitiques sensibles. En définitive, une analyse approfondie, dépassant les formules diplomatiques, est nécessaire pour déterminer si ces accords servent réellement les intérêts supérieurs de la Suisse, tels que définis par sa population et ses institutions, ou s'ils ne représentent qu'une étape supplémentaire vers une intégration subie et préjudiciable à notre identité et à notre indépendance.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

L'accord-cadre institutionnel proposé avec l'Union européenne suscite de sérieuses réserves quant à son impact sur la souveraineté helvétique et la capacité de notre droit interne à réguler notre propre destin. L'introduction d'une clause d'« adoption dynamique du droit de l'UE » par le biais de l'article 7 dudit accord, dans sa formulation actuelle, obligerait la Suisse à transposer quasi-automatiquement la législation européenne sans débat démocratique ni contrôle parlementaire adéquat. Cette disposition, qui contourne de fait les procédures législatives habituelles prévues par la Constitution fédérale, notamment les articles 168 et 173 relatifs aux compétences du Conseil fédéral et des Chambres fédérales, représente une menace directe pour notre système de démocratie semi-directe. L'article 4, quant à lui, prévoit la possibilité pour la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) d'interpréter les dispositions de l'accord, ce qui aurait un effet contraignant sur le droit suisse. Cette soumission, même indirecte, à la jurisprudence d'une autorité judiciaire extérieure, non élue par le peuple suisse et n'ayant pas à rendre de comptes devant lui, est inacceptable au regard des principes fondamentaux de notre État de droit. Le respect de la souveraineté nationale, pilier de notre indépendance, est mis à mal par cette tentative d'assujettissement juridique. De surcroît, l'extension du champ d'application de la libre circulation des personnes, telle que prévue, risque de créer des tensions supplémentaires sur les infrastructures et le marché du travail suisse, sans garanties suffisantes de contrepoids ou de mécanismes

d'adaptation prévus dans l'accord. Les dispositions relatives au secteur des services et au droit de la concurrence, qui impliqueraient une assimilation forcée des normes européennes, pourraient également entraîner des distorsions significatives pour nos entreprises et nos consommateurs, sans que le bénéfice de cette uniformisation ne soit clairement démontré. Dans ces conditions, il est impératif que le Conseil fédéral revoie en profondeur les termes de cet accord. La Suisse doit pouvoir conserver sa pleine liberté de décision et sa capacité à adapter sa législation à ses propres besoins et à sa réalité sociopolitique, sans subir d'ingérences extérieures ou d'obligations juridiques contraignantes qui éroderaient sa souveraineté et le pouvoir décisionnel de ses institutions démocratiques. Une approche prudente et axée sur la préservation des acquis suisses s'impose.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des questions fondamentales quant à l'impact de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) sur la souveraineté helvétique et la protection de nos normes internes. L'alignement sur le droit de l'UE, tel qu'il découle de l'interprétation constante de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), représente une avancée significative dans l'adoption unilatérale de dispositions européennes sans que la Suisse ait un droit de regard sur leur élaboration. Il est préoccupant de constater que l'extension de l'ALCP à la Croatie, sans clause de sauvegarde appropriée, pourrait entraîner une pression accrue sur le marché du travail suisse et potentiellement nuire aux conditions salariales et de travail des travailleurs nationaux. L'article 10 de l'ALCP, dans sa formulation actuelle, semble ouvrir la voie à une interprétation extensive qui pourrait affaiblir le principe de priorité des travailleurs suisses, garanti par la Constitution fédérale, notamment par l'article 118a sur la gestion de la migration. De plus, la nécessité d'adapter continuellement notre droit national pour le conformer aux évolutions du droit communautaire, souvent sans contrepartie directe ou sans pouvoir d'influence réel, interroge sur la nature même de l'accord. L'article 12 de l'ALCP, qui prévoit une adaptation continue, risque de transformer la Suisse en un simple suiveur du droit européen, au détriment de sa capacité à légiférer selon ses propres intérêts et valeurs. Nous nous interrogeons également sur les mécanismes de résolution des différends. Si l'ALCP prévoit des comités mixtes, leur efficacité et leur capacité à réellement défendre les intérêts suisses face à la puissance normative de l'UE restent à démontrer. La primauté du droit de l'UE, telle que reconnue par la CJUE, pourrait rendre les décisions de ces comités inopérantes si elles contredisent le droit européen. En conclusion, bien que l'intention affichée soit de faciliter les relations avec l'UE, la mise en œuvre concrète de ces accords semble se traduire par une érosion progressive de notre souveraineté législative et une soumission accrue aux normes européennes. Il est impératif que le Conseil fédéral réévalue les bénéfices réels de ces ajustements au regard des atteintes potentielles à notre ordonnancement juridique interne et à la protection de notre marché du travail.

Aides d'État

La soumission proposée aux règles de l'UE en matière d'aides d'État représente une remise en cause fondamentale de notre souveraineté et de notre modèle fédéraliste. Les dispositions actuellement en vigueur, qui permettent aux cantons et aux communes de définir des politiques de soutien économique alignées sur leurs besoins spécifiques et leur légitimité démocratique, seraient remplacées par un régime de contrôle européen rigide et technocratique. Ce transfert de compétences, notamment par la création du nouveau volet de la Loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et l'adaptation du droit de la concurrence (KG, art. 18 al. 2), érige une «super-autorité», la nouvelle chambre des aides d'État au sein de la WEKO, agissant comme un prolongement de l'UE. Cette chambre, dont la composition et les compétences sont définies par l'article 3 du BHÜG, est conçue pour appliquer un droit étranger à nos réalités économiques nationales, au détriment de nos intérêts stratégiques. L'article 103 de la Loi sur l'aviation (LFG), qui sera supprimé, illustre parfaitement cette perte de contrôle national dans un secteur crucial comme le transport aérien. La prétention de cette chambre à pouvoir imposer ses décisions, notamment par le biais de la modification de la Loi sur le Tribunal fédéral (BGG, nouvel art. 82 let. bbis), ôte aux cantons leur autonomie et leur droit de procédure. En effet, ceux-ci perdent leur indépendance décisionnelle, leurs jugements pouvant désormais être contestés et annulés devant le Tribunal fédéral sur la seule base de leur incompatibilité avec le droit de l'UE. L'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral, via les articles 31a, 33 et 37a-c de la Loi sur la procédure administrative (VGG), renforce cette centralisation du contrôle. Le droit de recours direct prévu à l'article 31a VGG pour la nouvelle chambre des aides d'État à l'encontre des décisions cantonales constitue un nouveau mécanisme d'ingérence dans la souveraineté cantonale et affaiblit le fédéralisme. De surcroît, l'exclusion du Surveillant des prix des réunions de cette chambre, tel que stipulé dans la modification de la Loi sur la surveillance des prix (PüG, art. 5 al. 2), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Ces dispositions révèlent une volonté d'instaurer un contrôle unilatéral et peu contestable des aides d'État, au détriment des principes de subsidiarité et de proportionnalité qui ont toujours guidé notre politique économique. L'ensemble de ces modifications représente

une soumission inacceptable à la logique européenne et une menace directe pour la gouvernance économique autonome de la Suisse.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant à l'extension de la libre circulation des personnes, telle que proposée dans le cadre des accords avec l'Union européenne. L'argument central repose sur la contradiction flagrante entre ces propositions et l'article 121a de la Constitution fédérale suisse (BV), qui garantit la volonté du peuple de maîtriser l'immigration de manière autonome. Le projet introduit un nouveau droit de séjour prolongé, accordé après seulement cinq ans, ce qui contrevient aux dispositions actuelles et crée un statut de résidence de facto irrévocable, même en cas de problèmes sociaux ou de criminalité. Cette mesure, qui s'apparente à une "Niederlassung C PLUS", affaiblit considérablement la sécurité intérieure et la pérennité de nos institutions sociales. L'afflux accru de ressortissants de l'UE et de leurs familles, y compris ceux vivant d'aides sociales, impose une charge financière insoutenable aux contribuables suisses, aux cantons et aux communes, alors que les dispositions actuelles de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) devraient, en principe, encadrer ce flux. L'élargissement sans précédent du regroupement familial, permettant l'arrivée non seulement des conjoints et enfants, mais aussi des parents et grands-parents, risque d'entraîner une augmentation incontrôlable de la population et des coûts sociaux. La prétendue "clause de sauvegarde" prévue dans le paquet d'accords est d'une inefficacité manifeste, ses conditions d'application étant si strictes qu'elle ne sera jamais utilisée en pratique. Loin de protéger les intérêts suisses, elle expose le pays à des mesures coercitives de la part de l'UE en cas d'usage. L'intégration automatique du droit de l'UE concernant l'immigration par le biais de la "méthode d'intégration" prive le Parlement et le peuple suisses de leur droit de décider des futures adaptations dans ce domaine crucial. Cette forme de sous-traitance législative est une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. Les modifications proposées au sein de la Loi sur l'asile (LAsi), notamment la suppression de l'article 29a et l'introduction de l'article 41c, consacrent l'immigration dans nos systèmes sociaux en facilitant l'accès à l'aide sociale pour les ressortissants de l'UE, rendant toute exclusion quasi impossible. L'article 21b LAsi, censé offrir une clause de sauvegarde, se révèle être un instrument inopérant, ne permettant aucune maîtrise réelle des flux migratoires ni l'instauration de contingents efficaces. Parallèlement, l'introduction de frais de scolarité fortement majorés pour les étrangers, prévue dans la Loi sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur l'EPF) et la Loi fédérale sur le financement des hautes écoles (LFHF), témoigne d'une tentative désespérée de compenser les coûts engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Cette mesure agressive reconnaît implicitement le fardeau financier que la libre circulation fait peser sur nos institutions académiques et sur les étudiants étrangers. La mise en place d'un nouveau cadre de paiement et d'un mécanisme de contribution spécifique dans la LFHF pour compenser l'égalité de traitement des étudiants de l'UE constitue une nouvelle illustration des coûts dissimulés de ce paquet d'accords. Le contribuable suisse doit désormais financer l'obligation imposée à nos cantons d'immatriculer les ressortissants de l'UE aux mêmes conditions que les Suisses. L'adaptation de la Loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, invalidité et survivants (LPP), avec l'ajout de l'article 49 alinéa 2 chiffre 27, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE, sapant ainsi notre souveraineté en matière de politique sociale. La Suisse perd la capacité de régir sa prévoyance professionnelle de manière autonome, dans l'intérêt de ses assurés. La modification de la Loi sur la libre circulation des personnes (LCCPF), spécifiquement l'article 25f alinéa 1bis, restreint le versement en espèces des avoirs de caisse de pensions lors d'un déménagement vers l'UE. Il s'agit d'une conséquence directe de la soumission au droit de l'UE et d'une atteinte aux droits de propriété des assurés suisses, dictée par Bruxelles. L'intégration du Certificat professionnel européen (CPE) dans la Loi fédérale sur le marché intérieur et la reconnaissance des professions (LMI) remplace la procédure suisse éprouvée de contrôle des qualifications professionnelles par un mécanisme automatisé de l'UE, portant atteinte aux standards de qualité élevés de la Suisse. Dans le domaine de la santé, l'introduction du CPE dans la Loi fédérale sur les professions médicales (LPRe) et la Loi sur les professions de la santé (LPS) annule la procédure d'examen indépendante des diplômes étrangers, créant un risque inacceptable pour la sécurité des patients. La dévolution de la responsabilité de la garantie de la qualité à un système bureaucratique de l'UE représente une régression dangereuse. L'extension du système IMI au domaine de la psychologie, par le biais du nouveau ch. 37 al. 4 de la Loi sur les professions de psychologue (LPsy), constitue un autre abandon de la compétence de régulation souveraine. Ces modifications témoignent d'une capitulation face aux exigences de l'UE, au détriment de la souveraineté et de l'intérêt national.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de vives préoccupations quant aux mesures de protection des salaires proposées dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes. Les dispositions actuelles apparaissent

comme insuffisantes et relèvent davantage d'une cosmétique que d'une réelle compensation du pressionnement massif exercé sur les salaires suisses résultant de l'extension de la libre circulation. Une érosion généralisée du niveau de vie, particulièrement dans les couches moyennes et inférieures, est à redouter. Plutôt que de renforcer notre dispositif de protection des salaires, éprouvé et efficace, ces nouvelles règles tendent à l'assouplir et à l'aligner sur des standards européens potentiellement moins protecteurs. L'introduction de nouvelles réglementations, présentées comme plus contraignantes, risque en réalité d'engendrer une bureaucratisation accrue sans garantir une efficacité proportionnelle, favorisant ainsi les entreprises étrangères pratiquant le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle semblent être affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail se voient sapées par des structures centralisées et une conformité accrue aux directives de l'Union européenne. Cela pourrait se traduire par une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions salariales et de travail. L'article 335l et suivants du Code des obligations, introduisant une protection spécifique contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, constitue un présent empoisonné. Il crée une disparité au sein du droit du travail, instaurant une classe privilégiée dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, au détriment de la flexibilité nécessaire aux PME et sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) et à la loi sur l'assurance-accidents (LAA) méritent également une attention particulière. Les ajustements proposés à la loi sur le travail détaché (LDet) ne représentent pas un renforcement mais une refonte dictée par l'UE. L'élargissement du système de sanctions, tel que prévu à l'article 9, alinéa 2, vise principalement la compatibilité avec le droit de l'UE, et non nécessairement l'amélioration concrète de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit de recours, historiquement ancré dans l'article 11, et sa réorganisation sous l'article 13a, affaiblissent la systématique existante et compliquent la défense des droits des travailleurs. De surcroît, le lien entre la loi sur les marchés publics (LMP) et la nouvelle loi sur la contribution à la cohésion (annexe 5, chiffre 1, lettre d) pose problème. Il pérennise les paiements de cohésion comme un élément fixe de notre droit et crée des interconnexions qui renforcent davantage le lien politique de la Suisse avec l'UE. L'assimilation des sanctions européennes à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel article 80, alinéa 2, chiffre 6, LP) représente une cession majeure de souveraineté, transformant la Suisse en un instrument d'application de sanctions administratives financières de l'UE sans une révision judiciaire approfondie.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux propositions relatives au domaine des transports terrestres, telles que présentées dans le cadre de la procédure de consultation. L'harmonisation envisagée avec le droit de l'Union européenne soulève des inquiétudes majeures quant à l'impact sur le service public, pilier de notre système de mobilité. L'introduction du principe de cabotage dans le secteur ferroviaire, tel que modifié par le nouvel article 40ater de la loi sur les chemins de fer (LChef), constitue une menace directe pour notre système de transports. Cette disposition permet aux entreprises étrangères de desservir des liaisons purement nationales, ce qui risque d'entraîner une "cueillette des fruits" par ces opérateurs. Ces derniers privilégieront les lignes rentables, laissant les Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) et autres entreprises concessionnées assumer seules les coûts des lignes moins lucratives mais essentielles à la desserte du territoire. Cette pratique sape le modèle économique du service public et la péréquation financière qui le sous-tend. De plus, l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) impose à la Suisse d'intégrer des critères de droit européen dans les appels d'offres. Cette contrainte porte atteinte à la souveraineté de la Confédération et des cantons dans la définition et l'organisation de leur propre offre de transports publics. L'obligation de se conformer à des normes étrangères risque de conduire à des solutions moins adaptées aux réalités suisses et potentiellement plus coûteuses pour les contribuables. La "Déclaration commune" censée garantir la protection du service public apparaît juridiquement insuffisante. Elle ne représente pas un engagement contraignant et n'offre aucune garantie contre l'évolution future du droit européen, que la Suisse serait alors tenue d'appliquer dynamiquement. Cette déclaration ne constitue qu'une mesure de pacification sans substance réelle pour prévenir l'érosion de notre autonomie décisionnelle dans le domaine ferroviaire. En outre, la mise en œuvre de l'accord semble impliquer une acceptation progressive de nouvelles réglementations européennes, telles que celles relatives au "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM). Cette évolution tend à transférer les compétences de décision de la Suisse vers des instances européennes, diluant ainsi notre contrôle national sur une infrastructure vitale. L'application du droit européen des aides d'État pourrait également remettre en cause des subventions éprouvées, essentielles au financement du transport de marchandises, du trafic régional et du renouvellement du matériel roulant, mettant directement en péril la qualité et l'étendue des prestations offertes à la population. En conclusion, les modifications proposées engendrent une insécurité juridique et une perte de souveraineté qui compromettent sérieusement l'avenir de notre service public

de transports terrestres. Il est impératif de réévaluer ces dispositions afin de préserver les acquis et de garantir un service de qualité et équitable pour tous les citoyens suisses.

Contribution financière

La proposition visant à transformer les contributions de cohésion volontaires en une obligation légale et automatique constitue une régression majeure pour la souveraineté suisse. En renonçant au contrôle parlementaire et à la possibilité de réévaluer annuellement ces engagements, la Suisse se prive d'un levier politique essentiel et s'expose à des exigences financières accrues et incontrôlables dictées par l'Union européenne. L'introduction d'un "mécanisme juridiquement contraignant de recalcul" tel que prévu par le nouvel Accord cadre institutionnel, et concrétisé par le projet de loi sur les contributions de cohésion (KoBG), garantit que les sommes initialement proposées ne seront qu'une façade, dissimulant des sommes bien plus importantes à l'avenir. La Suisse deviendrait ainsi une contributrice nette sans droit de regard ni garantie de contrepartie sur l'accès au marché ou la levée des obstacles non tarifaires. Cette transformation des paiements volontaires en une obligation permanente, ancrée dans le droit suisse par le biais du KoBG, contrevient directement à la souveraineté budgétaire du Parlement telle que garantie par la Constitution fédérale. L'article 1 du KoBG, en créant un "droit permanent" aux paiements, érode la prérogative du Parlement de décider de l'allocation des fonds publics, le réduisant à un simple exécutant d'obligations externes. De plus, l'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, du Bulletin officiel du Bundesrat (BöB) ne relève pas d'une simple formalité technique. Elle légalise et normalise les contributions à l'UE, les inscrivant durablement dans notre ordre juridique comme des paiements de routine, sans que les bénéfices attendus soient clairement définis ou garantis. La tentative de légitimer ces contributions par leur association avec la loi sur la promotion de la paix (art. 1, al. 2, let. b de la loi sur la promotion de la paix et la sécurité humaine) est particulièrement trompeuse. Elle instrumentalise l'image positive de la promotion de la paix pour masquer la nature politiquement sensible et potentiellement préjudiciable de ces paiements forcés à l'UE, vidant ainsi de leur substance les principes de notre politique étrangère et de notre législation humanitaire.

Électricité

La présente prise de position exprime de sérieuses préoccupations quant aux répercussions de l'accord sur le marché de l'électricité avec l'Union européenne. L'intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, notamment via ACER et ENTSO-E, aboutit à une perte de souveraineté énergétique. La Suisse deviendra un participant assujetti à des directives sans droit de vote, tout en assumant les coûts afférents. Cette situation confère à Bruxelles le pouvoir de décision sur notre réseau électrique, une évolution particulièrement inquiétante au regard de l'article 4a et suivants du nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG). L'autorité fédérale de régulation de l'électricité (ElCom) sera réduite à une simple entité d'exécution du droit européen, contrainte d'appliquer des réglementations non légitimées démocratiquement en Suisse. Ce démantèlement d'une régulation énergétique autonome, adaptée aux besoins nationaux, menace la stabilité de notre approvisionnement. Les dispositions de l'article 22 StromVG sur l'extension des compétences de l'ElCom et les articles 10, 18 et 19 StromVG concernant le renforcement des règles d'unbundling confirment cette dérive vers une uniformisation préjudiciable à nos structures fédérales. La politique européenne en matière d'aides d'État risque d'impacter négativement notre force motrice principale, la force hydraulique. Le système actuel de redevances hydrauliques, bénéfique pour les cantons de montagne, pourrait être qualifié de subvention illégale et aboli, affectant ainsi les finances locales et notre capacité à gérer nos ressources naturelles. De surcroît, les structures fédérales dans le domaine de l'approvisionnement énergétique, telles que les centrales électriques communales, seront affaiblies. Leur droit d'injection prioritaire traditionnel sera sapé par les règles européennes de concurrence, désavantageant ainsi la production d'énergie locale et décentralisée. Les modifications de l'article 15 du nouveau droit sur l'énergie (EnG) qui réduisent la limite de puissance bénéficiant de l'obligation de reprise et de rémunération de 3 MW à 200 kW, constituent un coup dur porté à la production décentralisée et proche des citoyens. La sécurité de l'approvisionnement national sera sacrifiée au profit du marché libre. Les règles de l'UE restreignent la constitution de réserves stratégiques, comme la réserve d'eau, et effacent la responsabilité claire de l'approvisionnement. La sécurité d'approvisionnement sera livrée aux caprices du marché, scénario potentiellement catastrophique en période de crise. La création d'une réserve énergétique jugée insuffisante, conformément aux articles 8b et suivants StromVG, soulève de vives inquiétudes quant à la capacité de garantir une fourniture stable. Enfin, la libéralisation complète du marché électrique entraînera une volatilité accrue des prix, pénalisant les PME et les ménages. Les coûts liés à la sécurité de l'approvisionnement, non pris en charge par le marché, devront être couverts par de nouvelles taxes grevant les consommateurs. L'introduction d'un refus de soutien en cas de prix négatifs, tel que stipulé dans les nouveaux articles 29d alinéa 4 et 33a alinéa 2bis EnG, créera une incertitude considérable pour les investissements dans

les énergies renouvelables, freinant leur développement et accroissant notre dépendance envers des marchés étrangers et des énergies fossiles imprévisibles. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau dans l'article 8 alinéa 2 BATE représente une soumission supplémentaire au régime de l'UE, privant la Suisse de flexibilité dans la gestion de ses infrastructures critiques.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction face au projet de réglementation sur la sécurité alimentaire. Ce dossier, loin de se limiter à une amélioration ciblée de la sécurité des denrées, constitue une intégration massive et discutable du droit alimentaire de l'Union européenne, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour notre pays. L'intitulé même de ce projet est trompeur. Il ne s'agit pas simplement de renforcer la sécurité, mais bien de soumettre l'ensemble de notre économie agroalimentaire aux règles communautaires du programme "De la ferme à la table". Cela menace directement nos standards de production élevés, la survie de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs. La qualité helvétique, fer de lance de notre compétitivité, risque d'être irrémédiablement compromise par l'alignement sur des normes souvent moins contraignantes. Le label "Swiss made" perdrait alors sa valeur intrinsèque. L'aspect le plus préoccupant réside dans la clause dite de "guillotine". Cette disposition lie l'application de cet accord à l'ensemble des traités bilatéraux I. Une éventuelle dénonciation de cet accord, pourtant nuisible, entraînerait l'effondrement de l'ensemble de nos accords avec l'UE. Cette forme d'extorsion politique rend toute décision souveraine de la Suisse pratiquement impossible. De plus, l'accès et les pouvoirs de contrôle accordés aux inspecteurs européens dans nos étables, nos fromageries et nos restaurants constituent une atteinte inacceptable à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient des objets de contrôle pour une autorité étrangère. L'introduction d'une bureaucratie européenne massive est une menace concrète. Les petites exploitations, les magasins à la ferme, les fromageries d'alpage, les bouchers de village, voire les associations organisant des événements traditionnels, seraient contraints de se conformer à des réglementations complexes et inappropriées pour nos réalités. Cela porterait un coup fatal à nos traditions locales et à notre tissu économique de PME. Le projet vide de sa substance notre moratoire sur les OGM, confirmé à plusieurs reprises par le peuple. La Suisse serait forcée d'accepter des produits contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés, bafouant ainsi la volonté populaire. La révision totale du droit des denrées alimentaires et des objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre la qualité suisse et les producteurs, imposant une réglementation européenne sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Les modifications prévues au Code des obligations concernant la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) nous obligent à renoncer à nos normes nationales, souvent plus strictes, en matière de transport et d'abattage au profit des standards de l'UE. C'est un recul regrettable pour le bien-être animal et une perte de souveraineté flagrante. Les nouvelles compétences en matière de réglementation accordées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (nouvelles dispositions aux art. 141 et 148 LwG) constituent une délégation de pouvoir inquiétante, contournant le Parlement et le privant de son rôle dans des décisions touchant directement nos agriculteurs. L'adaptation du droit forestier (nouvel art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts aux directives de l'UE, nous privant de notre capacité à réagir rapidement et souverainement face aux menaces spécifiques à nos forêts. Enfin, l'alignement sur le droit européen en matière de police sanitaire vétérinaire (Art. 1 nouveau TSG) nous fait perdre le contrôle sur un domaine d'une importance capitale pour la sécurité nationale, en nous soumettant à un système rigide et bureaucratique.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse, en s'engageant dans cette voie d'intégration toujours plus poussée avec l'Union européenne, sacrifie une part de sa souveraineté et de sa flexibilité. Le paquet d'accords bilatéraux, dans son ensemble, risque d'entraîner une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles, compromettant ainsi la capacité de la Suisse à définir ses propres politiques et réglementations, spécifiquement dans des domaines cruciaux pour son économie et sa société. L'application du droit européen par le biais de la Cour de justice de l'Union européenne, telle qu'envisagée, contrevient directement à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution fédérale suisse, qui garantit la souveraineté de la Suisse. Permettre à une juridiction étrangère d'interpréter et d'appliquer unilatéralement des dispositions qui ont un impact direct sur le droit suisse affaiblit considérablement le rôle de nos propres tribunaux et le processus législatif national. Cette soumission de fait à une instance supranationale, sans que la Suisse ne dispose d'un droit de veto ou d'une réelle capacité d'influence sur l'évolution du droit européen, est inacceptable. De plus, l'adoption quasi automatique de la législation européenne sans possibilité de négociation adéquate sur chaque point risque de porter atteinte à l'intérêt national. Des domaines tels que la politique économique, la fiscalité, ou encore la politique sociale pourraient se retrouver corsetés par des directives

européennes qui ne tiennent pas compte des spécificités helvétiques. L'Accord sur la libre circulation des personnes, par exemple, soulève des questions quant à son impact sur le marché du travail suisse et sur le respect des conditions de travail prévues par la loi sur le travail et la loi sur l'assurance-chômage. Il est impératif de réévaluer la portée et les conséquences de chaque accord proposé. Plutôt que de tendre vers une harmonisation forcée, la Suisse devrait privilégier des accords sectoriels ciblés, permettant de préserver son autonomie décisionnelle et de défendre ses intérêts nationaux de manière plus efficace. La prudence et la défense des principes constitutionnels helvétiques doivent primer sur une intégration aveugle qui pourrait s'avérer préjudiciable à long terme pour la prospérité et l'identité de notre pays.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bilateralen NEIN (Privat)

Datum: 03.09.2025

Kontakt: Marianne · Khouzam · freespiritm@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

1. Die Verträge sehen die dynamische Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz, die faktische Überwachung der Schweiz durch die Europäische Kommission und die Streitbeilegung mit einem Auslegungsmonopol des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) vor.

2. Da der EuGH den Ruf eines Gerichts hat, der mitunter zu grenzenloser Auslegung neigt (zuletzt C-181/23 Kommission ./. Malta, EuGH-Urteile: Was bedeutet die grenzenlose Auslegung für die Schweiz?), hat das dritte Element nach hier vertretener Auffassung die schwerwiegendsten Folgen.

3. Darüber hinaus wäre die Schweiz verpflichtet, jährlich 350 Millionen Franken an weniger wohlhabende EU-Mitgliedstaaten zu zahlen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

NEIN . Ein Freihandelsabkommen ist für die Schweiz die bessere Option..

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung (Stromabkommen)?

Teurer Deal, weniger Selbstbestimmung – dafür einfacher Zugang. Heute Marktzugang ja, aber ohne EU-weite Preiskopplung (Parallelregime).

Mit Abkommen implizite Preiskopplung & einheitliche Verfahren – einfacher und planbarer.

Der Preis dafür Einmalig (Implementierung): ~3.5–6.0 Mio CHF (IT/Plattformen, Vorlagen, Schulung). Jährlich (Betrieb/Compliance): ~6.1–10.0 Mio CHF.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Familiennachzug: Wer alles mitzählt Nachzug ist nicht nur Ehepartner + 2 Kinder.

Die UBL fasst «Familienangehörige» weiter: Ehepartner, Kinder unter 21 und Unterhaltsberechtigte sind klar.

Dazu kommen auf- und absteigende Angehörige (Eltern/Grosseltern) sowie Partner in einer «dauerhaften Beziehung».

Mehr Anspruchsberechtigte bedeuten: mehr Gesuche, mehr Abklärungen (Verwandtschaft, Unterhalt, Dauerbeziehungen), mehr Verfahren.

Gemeinden spüren das zuerst in Schule und Integration; Kantone bei Sozialdiensten und Verwaltung. Das ist die Eintrittstür zur Kostenkette. Je weiter die Definition, desto breiter der Zustrom.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Abkommen sind einseitig und die Schweiz hat sie einfach akzeptiert, ohne sie überhaupt gelesen oder geprüft zu haben. Es sind Kolonialabkommen.

Die Unterwerfung unter ein extraterritoriales Gericht ist ein entscheidendes Merkmal von Halb-Kolonisierung. Aber damit nicht genug.

Die Schweiz soll auch noch 350 Millionen Franken pro Jahr an die EU zahlen. Der Vergleich, den der Bundesrat diesbezüglich mit den EWR/EFTA-Staaten Island, Liechtenstein und Norwegen zieht, ist nicht haltbar.

Diese Staaten unterliegen nicht der Aufsicht durch die EU-Kommission und der Zuständigkeit des EuGHs.

Von wirtschaftlicher Unterlegenheit kann im Verhältnis Schweiz-EU jedoch keine Rede sein. Die Schweiz steht wirtschaftlich sehr viel besser da als die Union.

Auch strukturell sollte Bern mithalten können, selbst wenn die systematische Beschäftigung von Kopfnickern im öffentlichen Dienst natürlich ein Problem ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 03.09.2025

Kontakt: Renate Steiner · reni.steiner@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung bedarf einer eingehenden kritischen Prüfung, da sie erhebliche Nachteile für die Schweizer Souveränität und die Rechtsordnung birgt. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne eine gleichwertige Mitsprache der Schweiz zu gewährleisten, stellt eine Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung dar. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Rechte der Kantone, welche durch eine solche pauschale Rechtsübernahme gefährdet sind. Die kantonalen Kompetenzen, wie sie in Artikel 46 BV dargelegt sind, könnten durch die direkte Anwendbarkeit von EU-Recht ausgehebelt werden, was zu einer empfindlichen Schwächung der föderalen Struktur führen würde. Die damit einhergehende dynamische Rechtsübernahme, bei der sich die Schweiz verpflichten würde, zukünftige EU-Gesetzgebungen ohne eigene Verhandlungsspielräume zu adaptieren, ist in höchstem Masse problematisch. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 BV verankert ist. Das Schweizer Volk und die Kantone würden de facto entmündigt, da sie keinen Einfluss mehr auf die Gesetzgebung hätten, die ihren Alltag unmittelbar betrifft. Weiterhin sind die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung und die richterliche Unabhängigkeit zu beanstanden. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz, deren Urteile für die Schweiz bindend wären, untergräbt die Autorität unserer eigenen Gerichte und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der die Verbindlichkeit von Bundesgesetzen betont und die richterliche Unabhängigkeit schützt. Die ökonomischen Folgen, insbesondere im Hinblick auf die Wettbewerbsfähigkeit und die Gefahr von ungerechtfertigten Auflagen für Schweizer Unternehmen, dürfen nicht unterschätzt werden. Die geforderte Übernahme von EU-Normen kann zu einer zusätzlichen Belastung führen, die mit den spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Marktes kollidiert. Es muss daher klar festgehalten werden, dass die vorliegende Vorlage gravierende Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, der föderalen Ordnung und der Volkssouveränität aufwirft. Eine solche einseitige Anpassung an EU-Recht ist nicht im Interesse der Schweiz und muss in ihrer jetzigen Form entschieden zurückgewiesen werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Einschränkung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und die Möglichkeit, lokale Wirtschaftsförderung auf die spezifischen Bedürfnisse unserer Regionen auszurichten. Anstatt eigenständige Entscheidungen zu treffen, werden kantonalen und kommunalen Beschlüsse einer zentralen EU-konformen Behörde unterstellt und bedürfen deren Genehmigung. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die angepassten Bestimmungen des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen mit der Beihilfekammer eine 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' fungiert. Ihre primäre Aufgabe wird es sein, die Kompatibilität mit dem EU-Recht zu gewährleisten und nicht primär die Interessen der Schweiz zu vertreten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Besonders problematisch ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Gewährung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse an die neue Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Dies untergräbt die kantonalen Autonomien und die föderalistischen Strukturen in inakzeptabler Weise. Auch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des

Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Die Ausweitung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die föderalistische Struktur weiter. Die Beschränkung der Rolle des Preisüberwachers gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG gefährdet zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Massnahmen führen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU, machen uns zu reinen Regel-Empfängern und hebeln die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Schwächung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Insbesondere die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht klar dem Willen des Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, das praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Bestimmungen, neu verankert in Artikel 41c des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), ermöglichen eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kostenlast allein von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden muss. Der Familiennachzug wird in beispielloser Weise ausgeweitet, indem neu nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachgezogen werden können. Dies führt unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche „Schutzklausel“ in Artikel 21b des AIG ist eine reine Farce. Die Hürden für deren Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch bemühen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ entmachtet das Schweizer Parlament und Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c im AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit vom System. Die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern führt zu drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a), ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BBG) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) ersetzt bewährte schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung von Berufsstandards und gefährdet gerade im sensiblen Gesundheitsbereich die Patientensicherheit. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln und höhlt unsere sozialpolitische Souveränität aus. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Dies sind allesamt schwere Eingriffe in unsere nationale Autonomie und unsere demokratischen Rechte.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erweisen sich als äusserst unzureichend und verharren auf kosmetischer Ebene. Sie sind nicht in der Lage, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der aus der Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, wirksam zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und historisch wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser de facto aufgeweicht und an die divergierenden EU-Standards angepasst. Die angekündigten neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden in ihrer Effektivität massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu etablierten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies hat unweigerlich weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen zur Folge. Der neue Kündigungsschutz für

Arbeitnehmervertreter stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zur Etablierung einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität insbesondere kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des unaufhaltsamen Lohndrucks zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Ausweitung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des bisherigen Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht grundlegend unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Veränderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Die Öffnung des Marktes für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret durch den neu einzuführenden Artikel 40ater, ermöglicht es ausländischen Anbietern, gezielt die lukrativen inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den essenziellen, aber unrentablen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis des Service public und gefährdet dessen flächendeckendes Angebot für die Bevölkerung. Des Weiteren ist die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinen Schutz vor der dynamischen Übernahme zukünftiger EU-Rechtsakte, welche die Schweiz sodann ohne Mitspracherecht implementieren müsste. Dies höhlt unsere Souveränität im Bahnverkehr schleichend aus. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab, insbesondere wenn künftige Regulierungen wie die zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) übernommen werden müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), neu in Artikel 32a Absatz 1bis, schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Statt Kriterien anzuwenden, die den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz am besten dienen, müssen EU-konforme Vorgaben erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Das EU-Beihilferecht stellt zudem eine existenzielle Bedrohung für unseren Service public dar. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Stabilität, sondern auch die Qualität und das Umfang des Angebots für die Bürger massiv beeinträchtigen. Die Anpassungen, insbesondere die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG und die Verpflichtungen in Art. 32a Abs. 1bis PBG, sind ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public und die damit verbundene Grundversorgung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einer rechtsverbindlichen Form, wie sie durch das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) intendiert ist, stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über die Finanzen unseres Landes dar. Die Umwandlung

freiwilliger, vom Parlament genehmigter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht bedeutet den Verlust eines essenziellen politischen Druckmittels und die faktische Einführung einer Zwangsabgabe. Die im vorgeschlagenen Abkommen genannten 350 Millionen Franken pro Jahr erscheinen primär als Lockmittel, während der dort verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Das neue KoBG fungiert hierbei als gesetzgeberisches Instrument zur Perpetuierung dieser Zahlungsverpflichtungen. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Artikel 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Durchsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erfolgen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die Beziehungen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) zementiert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was die strategische Bedeutung dieser Festschreibung unterstreicht. Besonders bedenklich ist die Verknüpfung des Kohäsionsbeitrags mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Dies stellt einen irreführenden Missbrauch des Ansehens der Schweizer Friedensförderung dar, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird somit faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei die verbindlichen Zahlungen keinerlei Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bieten. Das Ergebnis ist eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Strom

Die vorgeschlagene institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Beteiligung an ACER und ENTSO-E, stellt einen inakzeptablen Verzicht auf die schweizerische Energiesouveränität dar. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die finanziellen Lasten mittragen muss. Dies führt dazu, dass Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, eine Entwicklung, die unsere nationale Autonomie fundamental untergräbt. Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die Umwandlung in eine «operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» massiv beschnitten. Sie wird gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die ElCom verliert ihre Fähigkeit, flexibel auf nationale Gegebenheiten zu reagieren, und wird zum Handlanger externer Interessen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende wirtschaftliche und soziale Auswirkungen auf die betroffenen Regionen und würde das Prinzip der Lastenverteilung in der Schweizer Energiepolitik aushöhlen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die Preisstabilität. Sie wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Eine unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG verschärft diese Problematik zusätzlich. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Zusätzlich schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, welche die föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung offenbart ein alarmierendes Ausmass der Unterwerfung unter das europäische Regelwerk im Bereich der Lebensmittelsicherheit. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die eigentliche Sicherheit hinausgeht und die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft der EU-Regulierung unterwirft. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv gefährdet. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie sich aus der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ergibt, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Dies zerstört wichtige Wettbewerbsvorteile unserer Produzenten, die bisher auf höchste Standards setzen durften. Eine gravierende Problematik stellt die sogenannte "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies bedeutet eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Weiterhin wird mit der Übernahme von EU-Verordnungen im Tierschutzgesetz (neuer Art. 15a und 21 TSchG) ein beispielloser Rückschritt im Tierschutz eingeleitet. Unsere nationalen, oft strengeren Vorschriften bei Transport und Schlachtung werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Darüber hinaus wird unser mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium durch die Verpflichtung zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet. Die EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Betriebe und lokale Initiativen treffen wird und somit lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, was die Schweiz in ihrer Reaktionsfähigkeit einschränkt. Ferner gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die Fortentwicklung des bestehenden Rechtsrahmens impliziert wird, tangiert grundlegende Prinzipien unserer Verfassung. Insbesondere die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsordnung, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird durch eine automatische oder faktische Übernahme von EU-Recht untergraben. Die angestrebte Regelung des freien Personenverkehrs und die damit verbundene Fortentwicklung des bilateralen Vertrags über die Personenfreizügigkeit (PFV) werfen ernste Fragen hinsichtlich der Steuerung der Zuwanderung auf. Artikel 121a BV, der die Steuerung der Zuwanderung unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen und sozialen Bedürfnisse regelt, könnte durch die Verpflichtungen aus einem stabilisierten Abkommen de facto ausgehebelt werden. Die Schweizer Bevölkerung hat sich in verschiedenen Abstimmungen klar für eine eigenständige Migrationspolitik ausgesprochen, welche durch eine weitergehende Übernahme von EU-Regularien gefährdet ist. Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Schweiz in «Minstaaten»-Situationen

gerät, in denen sie zwar Verpflichtungen aus EU-Recht übernimmt, aber keinen Einfluss auf dessen Gestaltung hat. Dies widerspricht dem demokratischen Grundprinzip der Mitsprache und Verantwortlichkeit. Die Schweiz würde sich in eine Abhängigkeit begeben, die ihre Handlungsfreiheit in der Aussen- und Wirtschaftspolitik massiv einschränkt. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die im Rahmen einer «Stabilisierung» wahrscheinlich ausgeweitet würde, stellt ebenfalls eine Belastung dar, deren Verhältnismässigkeit und Nutzen kritisch hinterfragt werden muss. Ohne eine klare und nachvollziehbare Gegenleistung und unter gleichzeitiger Aufgabe schweizerischer Souveränitätsrechte erscheint eine solche finanzielle Verpflichtung nicht im Interesse der Schweiz. Die vorgeschlagenen Massnahmen drohen, die Schweiz tiefer in die europäische Integration zu ziehen, ohne dass die Vorteile für die Bevölkerung klar erkennbar sind. Vielmehr besteht die Gefahr einer Erosion unserer Rechtseinheit und unserer demokratischen Selbstbestimmung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Bedenken und kann in der vorliegenden Form nicht als vorteilhaft für die Schweiz betrachtet werden. Es ist kritisch zu hinterfragen, inwieweit die angeblich erzielten Vorteile tatsächlich eine Kompensation für die gravierenden Nachteile darstellen, die sich aus einer solchen Vereinbarung ergeben würden. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Schweiz würde sich faktisch dem Diktat der Europäischen Union unterwerfen, ohne die demokratische Legitimation oder die Handlungsfreiheit zu besitzen, welche die Mitgliedstaaten geniessen. Dies steht im diametralen Gegensatz zum Geist der schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft, welcher die souveräne Natur der Schweiz betont. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass das schweizerische Parlament diese einzeln prüfen und genehmigen kann, widerspricht dem Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung und der parlamentarischen Kontrolle. Ferner ist die finanzielle Komponente dieses Pakets äusserst problematisch. Die Verpflichtung zur Zahlung von Beiträgen an die EU, deren Höhe und Verwendung nicht transparent dargelegt sind, bedeutet eine erhebliche finanzielle Belastung für die schweizerischen Steuerzahler. Die im Rahmen des Kohäsionsbeitrags zu erwartenden Gelder sind in keinem Verhältnis zu den potenziellen Einnahmeverlusten durch die Beeinträchtigung des Binnenmarktzugangs und die erhöhte Bürokratie zu sehen. Die Annahme dieses Pakets birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Erosion weiterer schweizerischer Errungenschaften, wie beispielsweise unseres direkten Demokratiesystems und unseres föderalistischen Staatsaufbaus. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte könnte durch die obligatorische Bindung an den Europäischen Gerichtshof, wie er in Artikel 4 des revidierten Abkommens zur Personenfreizügigkeit vorgesehen ist, massiv beeinträchtigt werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Rechtshoheit, wie er im Bundesgesetz über die Organisation der Bundesverwaltung und des Bundespersonals verankert ist. Die dadurch entstehende Rechtsunsicherheit für schweizerische Unternehmen und Bürger ist nicht zu unterschätzen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eher einer Unterwerfung als einer partnerschaftlichen Zusammenarbeit gleichkommt und die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit gegenüber der EU drängt. Die potenziellen negativen Folgen für unsere wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit sowie für unsere direkten demokratischen Rechte sind gravierend und dürfen nicht ignoriert werden.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: M. Crot (Privat)

Date: 04.09.2025

Contact: Marc Crot · mc777@protonmail.com

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La conclusion de nouveaux accords avec l'Union européenne suscite des interrogations quant à leur véritable apport pour la souveraineté suisse et la protection de nos intérêts nationaux. Si le discours officiel met en avant une harmonisation et une simplification des relations, une analyse plus approfondie révèle des risques non négligeables pour notre droit interne et notre capacité de décision autonome. Il est impératif de s'assurer que tout accord n'entraîne pas une dérive vers une adhésion de facto au marché intérieur européen, sans pour autant bénéficier des avantages d'une adhésion pleine et entière. L'application de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), même de manière indirecte, pourrait mener à une érosion de notre système juridique. Le principe de la primauté du droit européen, bien que formellement écarté, pourrait s'infiltrer par le biais d'interprétations extensives des accords, tel que cela est prévu par l'article 4, paragraphe 1, de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui stipule que les traités doivent être interprétés de bonne foi selon le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte ainsi qu'à leur objet et à leur but. L'incertitude quant à la marge de manœuvre laissée à la Suisse dans l'interprétation et l'application des futures dispositions est préoccupante. De plus, la flexibilité décisionnelle de la Suisse, garantie par notre système fédéral et notre démocratie directe, pourrait être compromise. L'adoption de normes européennes sans débat préalable au niveau national, sous la pression d'engagements internationaux, affaiblirait la participation citoyenne et la légitimité des décisions. La Constitution fédérale suisse, en son article 173, garantit le rôle des Chambres fédérales dans la surveillance de l'exécution des traités. Il faut s'assurer que ces accords ne contournent pas ce contrôle démocratique. Enfin, il est légitime de se demander si les contreparties obtenues justifient les concessions potentielles en matière de souveraineté. Les bénéfices attendus en termes d'accès au marché ou de sécurité doivent être évalués avec la plus grande prudence face au risque d'une dépendance accrue envers l'UE et d'une perte de contrôle sur nos propres lois. La clause de sauvegarde, souvent évoquée, doit être suffisamment robuste pour garantir une véritable protection de nos spécificités économiques et sociales, conformément aux principes de notre droit public interne.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation porte sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne, une initiative qui, malgré les intentions affichées, soulève de sérieuses préoccupations quant à sa véritable portée et à ses implications pour la souveraineté suisse. Il est impératif de souligner que tout accord visant à "stabiliser" les relations ne saurait se faire au détriment de l'autonomie législative et de la capacité de décision de la Suisse. L'adoption unilatérale de pans entiers du droit de l'UE, comme cela est souvent le cas dans les accords sectoriels, s'apparente à une forme d'intégration forcée qui affaiblit notre système juridique. L'article 5 de la Constitution fédérale garantit que la Confédération respecte le droit international et le droit européen dans la mesure où ils s'y prêtent. Cependant, la manière dont ces principes sont appliqués dans le cadre des relations avec l'UE tend à privilégier une adaptation systématique du droit suisse au droit européen, sans la réciprocité qui devrait caractériser une relation entre États souverains. La question de la primauté du droit européen sur le droit suisse est un point de friction majeur. Si des accords devaient impliquer une quelconque forme de reconnaissance de cette primauté, cela constituerait une atteinte inacceptable à notre ordre juridique constitutionnel. Le droit suisse, tel que défini par le peuple et les cantons, doit rester le fondement de notre système juridique. Toute disposition qui soumettrait le droit national à une juridiction supranationale, comme la Cour de justice de l'Union européenne, serait en contradiction directe avec l'article 49a de la Constitution fédérale concernant l'autonomie du peuple et des cantons. De plus, la "stabilisation" ne doit pas être interprétée comme une invitation à de

nouvelles concessions unilatérales. La Suisse a déjà intégré de nombreux accords bilatéraux qui lui imposent des obligations significatives. La tentation de consolider ces relations par des cadres plus englobants, qui pourraient ensuite évoluer vers des formes d'adhésion de facto, est réelle. Il est donc crucial que toute nouvelle démarche soit soumise à une évaluation rigoureuse de son impact sur les intérêts fondamentaux de la Suisse, notamment sur son marché du travail, sa politique sociale et sa capacité à conclure des accords commerciaux indépendants. L'article 49 de la Constitution fédérale, qui garantit la pleine souveraineté de la Suisse, doit guider toute négociation. La prétendue "stabilisation" ne saurait être un prétexte à une érosion progressive de cette souveraineté.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des questions fondamentales quant à la compatibilité de l'accord proposé avec l'acquis communautaire avec les principes constitutionnels suisses et les intérêts nationaux. L'intégration progressive de l'acquis communautaire, telle qu'envisagée, risque de fragiliser notre souveraineté et notre indépendance décisionnelle, principes pourtant sanctuarisés par notre Constitution fédérale, notamment par l'article 5 alinéa 2 qui stipule que la Confédération veille à la sauvegarde des intérêts du pays. Il est préoccupant de constater que l'adoption automatique et sans discernement d'une législation étrangère, sans une analyse préalable approfondie de ses impacts sur notre droit interne, pourrait aboutir à une érosion de notre système juridique unique. L'article 122 de la Constitution fédérale confère au peuple et aux cantons le droit de décider des lois, une prérogative qui pourrait être diluée par une adhésion trop rapide à un ensemble normatif extérieur. Le mécanisme de suivi et de mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, tel que présenté, semble privilégier une application uniforme qui ne tiendrait pas compte des spécificités helvétiques. De plus, la notion de "traités bilatéraux" qui sous-tendent cette démarche peut masquer une réalité de subordination accrue vis-à-vis de l'Union européenne. Si l'objectif est une coopération renforcée, elle ne devrait en aucun cas se traduire par une renonciation à notre capacité de légiférer et d'adapter nos propres lois en fonction de nos besoins. L'article 164 de la Constitution fédérale, qui définit le rôle des Chambres fédérales dans l'adoption des lois, doit rester le garant de notre processus législatif national. Il est impératif que toute adaptation de notre droit à l'acquis communautaire soit soumise à un examen minutieux de proportionnalité et de nécessité, afin de garantir que les avantages attendus ne se fassent pas au détriment de notre identité juridique et de notre marge de manœuvre politique. La présente proposition, telle qu'elle est formulée, ne semble pas suffisamment démontrer comment ces principes fondamentaux seront préservés.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux conséquences de la refonte proposée du domaine de la libre circulation des personnes et de l'immigration, notamment en ce qui concerne les accords avec l'Union européenne. Les modifications envisagées, particulièrement celles relatives à l'application du droit de l'UE, menacent directement notre souveraineté et la capacité de la Suisse à maîtriser sa propre immigration. L'extension du droit de séjour permanent, accordé après seulement cinq années, contrevient manifestement à l'esprit de la Constitution fédérale, notamment à l'article 121a, qui stipule clairement la nécessité pour la Suisse de réguler sa propre immigration. L'introduction d'un nouveau droit de séjour quasi irrévocable, y compris en cas de comportement criminel ou de dépendance à l'aide sociale, affaiblit considérablement notre sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. Les coûts générés par une immigration accrue, notamment via le regroupement familial élargi pour inclure des parents et grands-parents, retomberont inévitablement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes. La "clause de sauvegarde" mentionnée dans le paquet d'accords apparaît comme une illusion. Les conditions strictes et les menaces de mesures punitives de la part de l'UE rendent son application hautement improbable, la transformant de facto en une clause d'intimidation. L'automatisation de la reprise du droit de l'UE concernant l'immigration, via la "méthode d'intégration", dépossède notre Parlement et notre peuple de leur pouvoir décisionnel dans un domaine essentiel, sapant ainsi notre démocratie directe. L'article 41c de la loi sur l'assurance-invalidité (LA ani), qui étend les droits à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE, ainsi que la suppression de l'article 29a de la loi sur les étrangers (LEtr), consacrent cette dépendance et cette subvention implicite de nos systèmes sociaux par l'UE. L'augmentation drastique des frais de scolarité pour les ressortissants étrangers dans les hautes écoles, telle que prévue dans la loi sur l'EPF (art. 34d al. 2bis) et la loi sur la formation professionnelle supérieure (LFPS, art. 61a), constitue un aveu flagrant des coûts supplémentaires engendrés par la libre circulation dans le domaine de la formation. De même, l'assujettissement de la deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE, conformément à l'article 49 al. 2 chiffre 27 de la loi sur le libre passage (LPP), représente une renonciation à notre souveraineté en matière de prévoyance professionnelle. L'article 25f al. 1bis de la loi sur le libre passage limite en outre le versement du avoirs de caisse de retraite, une ingérence dictée par Bruxelles dans les droits des

assurés suisses. L'intégration du système d'information du marché intérieur (IMI) de l'UE dans diverses lois, telles que la loi fédérale sur la formation professionnelle (art. 2 al. 1bis LFP), la loi sur les professions médicales (LPMéd, art. 15, 35, 50), la loi sur les professions de la santé (LPSan, art. 10, 15) et la loi sur les professions de psychologue (LPsy, art. 37 al. 4), remplace l'évaluation nationale rigoureuse par des mécanismes automatisés de l'UE. Cela pose un risque concret d'abaissement des normes de qualité et d'une perte de contrôle national sur l'accès aux professions, particulièrement préoccupant dans des domaines sensibles comme la santé. Ces adaptations témoignent d'une capitulation progressive face aux exigences de l'UE, au détriment de notre souveraineté et de nos intérêts nationaux.

Transports terrestres

Le domaine des transports terrestres, particulièrement le secteur ferroviaire, est exposé à des risques majeurs par les accords envisagés avec l'Union européenne. L'application du droit européen des aides d'État menace directement le modèle éprouvé de financement de notre service public. Les subventions essentielles à la viabilité du fret ferroviaire, du trafic régional ou au renouvellement de notre matériel roulant, pourraient être qualifiées d'illégales. Cette éventualité est inacceptable, car elle mettrait en péril la qualité et l'étendue du réseau de transports dont bénéficie la population suisse. L'introduction de la notion de « Kabotage » dans le cadre du transport ferroviaire, telle que proposée par l'ajout de l'article 40ater à la loi sur le chemin de fer (EBG), constitue une brèche dangereuse. Elle ouvre la porte à des opérateurs étrangers qui ne manqueraient pas de se concentrer sur les lignes les plus rentables, phénomène connu sous le nom de « Rosinenpickerei ». Les CFF et les autres entreprises concessionnaires, qui assument déjà un mandat de service public incluant les lignes moins lucratives mais vitales pour la desserte du territoire, seraient alors directement pénalisées. Cela fragiliserait leur base financière et compromettrait la pérennité d'un service public équitable et accessible à tous. De surcroît, la « Déclaration commune » présentée par le Conseil fédéral comme une garantie est, d'un point de vue juridique, dénuée de toute valeur contraignante. Elle n'offre aucune protection concrète contre les évolutions futures du droit de l'UE, que la Suisse serait tenue d'adopter de manière dynamique. Il s'agit là d'une illusion de sécurité qui ne parvient pas à masquer la perte progressive de souveraineté dans la gestion de notre réseau ferroviaire. L'obligation d'intégrer des réglementations européennes futures, comme celles relatives au « Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure » (ENIM), signifierait une abdication de nos compétences nationales de pilotage au profit d'instances européennes. Par ailleurs, l'assujettissement de la Suisse aux normes européennes lors d'appels d'offres pour le transport de voyageurs, via le nouvel article 32a alinéa 1bis de la loi sur le transport de voyageurs (PBG), restreint considérablement la souveraineté des cantons et de la Confédération dans la conception de leur offre de mobilité. L'objectif de privilégier les solutions les plus adaptées aux besoins suisses pourrait être sacrifié au profit de critères de conformité européenne, entraînant potentiellement des coûts supplémentaires pour les contribuables et une optimisation moindre du système. Il est impératif de préserver notre capacité décisionnelle pour garantir un service public ferroviaire fort et adapté aux réalités helvétiques.

Contribution financière

La proposition visant à formaliser la contribution financière de la Suisse à l'UE sous forme de "paiements de cohésion" soulève de graves préoccupations quant à la souveraineté nationale et au contrôle démocratique. Initialement présentés comme des contributions volontaires et soumises au contrôle parlementaire, ces paiements sont sur le point de devenir une obligation juridiquement contraignante. Cette transformation, consacrée par la création d'un propre Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), représente un transfert inacceptable de la maîtrise budgétaire de notre Parlement vers une autorité extérieure. L'article 1 du KoBG, en établissant un droit permanent à ces paiements, érode de manière significative la souveraineté de la Confédération en matière de décisions budgétaires. Au lieu d'une évaluation souveraine de l'opportunité et du montant de chaque contribution, la Suisse se voit imposer une obligation de paiement préétablie. Le montant initial de 350 millions de francs par an, avancé comme un chiffre de départ, ne doit pas masquer le mécanisme de révision "juridiquement contraignant" intégré au projet, qui conduira inévitablement à des demandes de sommes considérablement plus élevées. La Suisse deviendrait ainsi une contributrice nette sans droit de veto, contrainte de payer selon les diktats de l'UE, sans garantie proportionnelle d'amélioration de l'accès au marché ou de résolution des entraves commerciales. L'intégration du KoBG dans l'Annexe 5, chiffre 1, lettre d) du Traité entre la Suisse et l'UE ne constitue pas une simple formalité. Elle ancre ces paiements de manière durable dans notre ordonnancement juridique, les assimilant à une composante standard et permanente de notre législation. L'amalgame avec le domaine de la promotion de la paix, stipulé dans l'article 1, paragraphe 2, lettre b) du KoBG, est particulièrement trompeur. L'utilisation de la légitimité de la promotion de la paix suisse pour justifier des paiements politiquement sensibles et contestés à l'UE est une manœuvre peu scrupuleuse qui nuit à l'image de notre politique étrangère. En transformant une démarche politique discrétionnaire en une obligation

légale irrévocable, ces dispositions sapent le rôle du Parlement et la capacité de la Suisse à défendre ses propres intérêts face aux exigences de l'UE.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes révèlent une insuffisance criante et un caractère purement cosmétique. Elles sont absolument incapables de compenser la pression massive et constante exercée sur le niveau de vie des travailleurs suisses, engendrée par l'élargissement non contrôlé de la libre circulation. Nous sommes en danger d'une érosion généralisée de nos salaires, affectant particulièrement les classes moyennes et inférieures. Au lieu de renforcer notre système éprouvé et efficace de protection des salaires, le projet actuel vise à l'affaiblir et à le soumettre aux normes de l'Union européenne. Les nouvelles réglementations se révèlent plus bureaucratiques et paradoxalement moins efficaces que les mesures de protection des travailleurs mises en place jusqu'à présent. Ce dispositif ne profite qu'aux entreprises étrangères désireuses de pratiquer le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle sont délibérément affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont subtilement minées par ces nouvelles structures centralisées et dictées par l'UE. Il en résulte une diminution des contrôles et une application plus laxiste des conditions de salaire et de travail, au détriment des employés suisses. L'introduction d'un nouveau droit de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, tel que proposé dans les articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue un cadeau empoisonné. Il instaure une société à deux vitesses dans notre droit du travail, une complexité inutile qui paralyse la flexibilité, en particulier celle des petites et moyennes entreprises (PME), sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. Cet article représente une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par des pressions externes. Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), notamment les nouvelles règles concernant les associations à l'article 2, peuvent sembler techniques mais font partie d'un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la logique de la conformité avec l'UE. L'extension du système de sanctions dans l'article 9, alinéa 2, de la loi sur le travail (LTr) sert avant tout la compatibilité avec le droit de l'UE, et non une réelle amélioration de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit de recours de l'article 11 et son déplacement vers l'article 13a constitue une restructuration juridique qui affaiblit le système éprouvé et complique la défense des droits des travailleurs. La liaison de la loi sur les marchés publics (LMP) avec le nouveau règlement sur la contribution de cohésion (annexe 5, chiffre 1, lettre d) est particulièrement problématique. Elle ancre les paiements de cohésion comme un élément permanent de notre système juridique et crée des liens transversaux qui lient davantage politiquement la Suisse à l'UE. Enfin, l'équivalence des sanctions de l'UE avec les jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel article 80, alinéa 2, chiffre 6, LP) représente une abdication massive de souveraineté. La Suisse devient ainsi une auxiliaire de l'exécution des sanctions administratives financières de l'UE, ce qui sape notre propre ordre juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans examen judiciaire approfondi.

Électricité

La soumission du présent projet de loi, visant à libéraliser davantage le marché de l'électricité et à l'aligner sur le droit de l'Union européenne, soulève de sérieuses inquiétudes quant à la souveraineté énergétique de la Suisse et à la sécurité de son approvisionnement. L'intégration forcée dans les structures de surveillance de l'UE, telles qu'ACER et ENTSO-E, nous réduit à un rôle de suiveur sans droit de vote, tout en nous imposant les coûts et les décisions prises à Bruxelles. L'article 4a et suivants du nouveau Code de la loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) formalisent cette perte d'autonomie réglementaire, transformant l'ElCom, notre autorité de régulation indépendante, en un simple bras d'exécution des normes européennes. Cette dépendance démocratiquement illégitime sape les fondements d'une régulation énergétique adaptée aux besoins spécifiques de la Suisse. Le système des redevances sur l'eau, essentiel au financement des cantons de montagne et à la pérennité de notre production hydroélectrique, est directement menacé par les règles européennes en matière de subventions. L'article 15 du nouveau droit de l'énergie (EnG) et les dispositions relatives aux subventions dans le cadre du marché européen pourraient qualifier ces redevances de subventions d'État illégales, menaçant ainsi notre ressource énergétique la plus importante. De même, les structures fédéralistes de notre approvisionnement, notamment les centrales communales, sont fragilisées. L'article 10, 18 et 19 du StromVG, qui renforcent les exigences en matière de découplage (unbundling), vont à l'encontre de la priorité d'injection accordée à la production locale et décentralisée, favorisant ainsi les grands acteurs au détriment des initiatives régionales. La sécurité d'approvisionnement nationale est sacrifiée sur l'autel du marché. Les nouvelles dispositions concernant les réserves énergétiques, telles que l'article 8b et suivants du StromVG, ne garantissent pas une planification adéquate et claire des capacités nécessaires pour assurer la stabilité de notre réseau. La responsabilité de la

sécurité d'approvisionnement devient floue, partagée entre un marché peu fiable et une Union européenne qui ne dispose pas de la légitimité démocratique pour en garantir le respect en Suisse. La libéralisation complète du marché, telle que préconisée par les articles 4a et suivants du StromVG, conduira inévitablement à une volatilité accrue des prix et, par conséquent, à une augmentation des coûts pour les PME et les ménages suisses. Les coûts de la sécurité d'approvisionnement, non pris en charge par le marché, seront inévitablement répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles taxes. En outre, l'introduction d'une exclusion de soutien en cas de prix négatifs, conformément aux nouveaux articles 29d alinéa 4 et 33a alinéa 2bis de l'EnG, crée une incertitude d'investissement considérable pour les énergies renouvelables. Cela entrave le développement des installations solaires, éoliennes et de biomasse, rendant la Suisse encore plus dépendante des marchés étrangers imprévisibles et des énergies fossiles. La Suisse est engagée dans une voie périlleuse qui sacrifie sa souveraineté et la stabilité de son approvisionnement énergétique sur l'autel d'une intégration européenne mal conçue.

Aides d'État

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé concernant le domaine des aides d'État, car il représente une atteinte majeure à la souveraineté nationale et à l'autonomie des cantons. La pratique actuelle, où les subventions sont le fruit de décisions politiques démocratiquement légitimées des cantons et des communes, sera abolie au profit d'un régime de contrôle européen rigide et technocratique. L'introduction du nouveau droit sur les aides d'État, notamment par le biais du projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et de l'adaptation du droit des cartels (KG, art. 18 al. 2), instaure une "super-autorité" qui agira comme un prolongement de l'Union européenne. Cette nouvelle instance, intégrée au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), concentrera un pouvoir considérable sans garantie de contrôle démocratique suffisant. Les décisions prises par cette chambre de compensation ne serviront plus prioritairement les intérêts suisses, mais la conformité avec le droit de l'UE, sapant ainsi la maîtrise économique nationale. De plus, la souveraineté des cantons est sévèrement compromise. Ils perdront leur autonomie organisationnelle et procédurale. Le BHÜG et les modifications du droit du Tribunal fédéral (BGG, art. 82 let. bbis) leur confèrent un droit de recours direct contre les décisions cantonales, transformant ces derniers en simples unités administratives subordonnées. Leurs décisions, issues de processus démocratiques, pourront être contestées devant le Tribunal fédéral et annulées par le biais d'un contrôle abstrait des normes, portant ainsi atteinte au fédéralisme suisse. L'assujettissement au contrôle de l'UE s'étend à des secteurs stratégiques tels que l'approvisionnement en énergie, le transport aérien et routier, ainsi que les banques cantonales. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG) supprime la compétence nationale de contrôle de la WEKO sur les aides dans le secteur aérien, le soumettant entièrement au nouveau régime européen et privant la Suisse de toute autonomie décisionnelle. Enfin, l'exclusion du Surveillant des prix des séances de la chambre de compensation, en vertu de la modification de l'article 5 al. 2 de la loi sur la surveillance des prix (PüG), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Ce dispositif vise à permettre à la nouvelle autorité de fonctionner sans entrave, au détriment de la voix des citoyens. L'ensemble de ces mesures constitue une dégradation inacceptable de la capacité de la Suisse à définir et contrôler sa propre politique économique et à préserver son système fédéral.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction face au projet de conformité avec le droit alimentaire de l'Union européenne, présenté sous le titre trompeur de « Sécurité des denrées alimentaires ». Il ne s'agit nullement d'un simple renforcement de la sécurité, mais d'une intégration complète visant à soumettre l'ensemble de l'agriculture et de l'économie alimentaire suisse au cadre réglementaire européen « De la ferme à la table ». Cette démarche menace directement nos standards de production élevés, nos exploitations agricoles familiales, ainsi que la liberté de choix des consommateurs. La qualité suisse, reconnue mondialement, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes entraînera inévitablement une dégradation qualitative. Le label « Made in Switzerland » perdra de sa valeur si les produits doivent être fabriqués selon les mêmes critères, moins rigoureux, qu'en Union européenne. Ceci anéantit un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs. Une dangereuse « clause guillotine » lie cet accord à tous les autres traités bilatéraux I. La résiliation de cet accord préjudiciable entraînerait la chute de l'ensemble du dispositif contractuel bilatéral. Il s'agit d'un chantage politique inacceptable qui bloque toute possibilité de décision souveraine pour la Suisse. L'accès et les compétences de contrôle des inspecteurs européens dans nos exploitations, fromageries et restaurants constituent une ingérence massive dans notre souveraineté. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de contrôle pour une autorité étrangère. Une vague de bureaucratie sans précédent s'apprête à déferler sur nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises industrielles, mais aussi les petites fermes, les exploitations d'alpage, les bouchers de village et même les associations lors de fêtes

populaires devraient se conformer à des réglementations européennes complexes et inadaptées. Ceci détruit les traditions locales et les existences économiques. Notre moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, confirmé à plusieurs reprises par le peuple, est sapé de manière systématique. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens autorisés contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés, foulant ainsi au pied la volonté populaire. La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité suisse, les producteurs et les consommateurs, en soumettant toute la chaîne alimentaire à la réglementation européenne. Ceci engendre une bureaucratie asphyxiante et une perte de nos standards élevés. De plus, les adaptations dans la loi sur la protection des animaux (LPA, art. 15a, 21) nous obligent à abandonner nos réglementations, souvent plus strictes et éprouvées, en matière de transport et d'abattage au profit des normes de l'UE. Il s'agit d'un recul pour le bien-être animal et d'une perte claire de souveraineté. Les nouvelles compétences de l'exécutif dans la loi sur l'agriculture (nouveaux alinéas aux art. 141 et 148 LAgr) confèrent une carte blanche pour l'application du droit européen. Le parlement est contourné et ne peut plus décider dans le détail de l'adoption de réglementations affectant directement nos agriculteurs. Ceci représente une érosion du contrôle démocratique dans un domaine d'importance capitale pour la Suisse. Enfin, l'adaptation dans la loi sur les forêts (nouvel art. 26 al. 1bis LFor) soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perd sa capacité à réagir rapidement et souverainement aux menaces spécifiques pesant sur nos forêts, se conformant à des mécanismes européens souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine. L'ensemble de ce projet est inacceptable et porte atteinte à notre indépendance.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le projet d'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne suscite une profonde préoccupation quant à son impact sur la souveraineté et le système juridique helvétiques. L'adoption d'une législation européenne dérivée, sans que la Suisse n'ait son mot à dire dans son élaboration, contrevient aux principes fondamentaux de l'autodétermination inscrits dans la Constitution fédérale suisse, notamment l'article 1 alinéa 1 qui stipule que "le peuple et les cantons suisses". De plus, la perspective d'une soumission à la Cour de justice de l'Union européenne, même de manière indirecte, pose un sérieux problème juridique. L'article 120 alinéa 1 de la Constitution fédérale confère aux tribunaux suisses la compétence exclusive d'interpréter et d'appliquer le droit suisse. L'ingérence d'une juridiction étrangère dans l'application du droit suisse, même par le biais de renvois ou d'interprétations contraignantes, risquerait de saper l'indépendance de notre système judiciaire et d'éroder la confiance du peuple dans ses propres institutions. Les arguments en faveur de cet accord, souvent axés sur la simplification de l'accès au marché unique, ne sauraient justifier un tel renoncement à notre souveraineté. Il convient de s'interroger sur la capacité de la Suisse à négocier des accords bilatéraux adaptés à ses intérêts spécifiques, une pratique qui a fait ses preuves par le passé et qui respecte notre modèle constitutionnel. La logique d'une intégration toujours plus poussée, telle que prônée par l'UE, semble méconnaître la nature particulière de la Suisse en tant qu'État souverain et neutre. La prétendue "assurance de la sécurité juridique" pour les entreprises suisses opérant dans l'UE ne doit pas masquer le risque de déstabilisation de notre propre cadre légal. L'article 164 alinéa 1 de la Constitution fédérale mandate le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale de "veiller à la stabilité du droit". L'adoption d'un flux constant de droit européen pourrait rendre cette mission de plus en plus ardue, voire impossible, créant une insécurité juridique accrue pour nos citoyens et nos entreprises face à un droit en perpétuelle évolution et dont nous serions tributaires. La Suisse doit impérativement préserver sa capacité à adapter son droit à ses propres besoins et à la volonté de son peuple et de ses cantons, sans subir une influence extérieure incontrôlée.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Peter Dünner <duenner@icloud.com>
Sent: Donnerstag, 4. September 2025 16:48
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Importance: High

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Peter Paul Dünner (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Peter Dünner · 0763920876 · duenner@icloud.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zu den vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht wirft erhebliche prinzipielle und praktische Bedenken auf, welche einer eingehenden Prüfung bedürfen. Die Tendenz zur schrittweisen Übernahme von Unionsrecht ohne klare Kompensationsmechanismen für die Schweiz untergräbt die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Insbesondere die generelle Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen gleichwertigen Einfluss auf dessen Ausgestaltung hat, ist aus einer völkerrechtlichen Perspektive kritisch zu betrachten. Das Prinzip der Völkerrechtskonformität, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, gebietet eine sorgfältige Prüfung, ob die übernommene Rechtsnorm mit der Schweizer Rechtsordnung und den Grundwerten unseres Staates vereinbar ist. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht droht dieses Prinzip auszuhöhlen, da die Schweiz faktisch gezwungen ist, Rechtsakte zu akzeptieren, die nicht im Einklang mit ihren eigenen demokratischen Prozessen und Interessen entstanden sind. Ferner bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der verfassungsrechtlichen Zulässigkeit einer solchen Praxis. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Befugnis des Bundesrates zur Ausgestaltung der Aussenpolitik im Rahmen der Verfassung vorsieht, darf nicht als Freipass für die bedingungslose Übernahme ausländischen Rechts missverstanden werden. Die übermässige Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die automatische Umsetzung von dessen Urteilen in der Schweiz, wie sie in verschiedenen Abkommen angedeutet wird, greift tief in die Gewaltenteilung ein, die in Artikel 1 Absatz 3 BV als Grundprinzip unserer staatlichen Ordnung festgehalten ist. Die richterliche Unabhängigkeit und die Volkssouveränität könnten hierdurch gefährdet werden. Es ist nicht ersichtlich, wie die vorgeschlagenen Massnahmen mit dem Artikel 197 Absatz 4 der Bundesverfassung vereinbar sind, welcher die Berücksichtigung der Interessen der Bevölkerung und der Kantone bei der Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU verlangt. Die derzeitige Vorgehensweise scheint die Interessen der Schweizer Bevölkerung und der kantonalen Gesetzgebung hintanzustellen. Die vorgeschlagenen Massnahmen führen zu einer schleichenden Rechtsangleichung, die die Schweiz ihrer rechtsgestaltenden Autonomie beraubt, ohne dass ein klarer und transparenter Mechanismus zur Gegenleistung oder zum Ausgleich von Nachteilen existiert. Dies widerspricht dem Grundgedanken einer souveränen und eigenverantwortlichen Staatengemeinschaft. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität schützt und die rechtsstaatlichen Prinzipien wahrt. Die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen bergen erhebliche Risiken und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, um den verfassungsrechtlichen und rechtsstaatlichen Anforderungen gerecht zu werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stärkung des Lohnschutzes sind bestenfalls kosmetischer Natur und werden der realen Erosion der Schweizer Lohnstrukturen, die durch eine ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit droht, nicht wirksam entgegenwirken können. Vielmehr scheint eine schleichende Angleichung an EU-Standards mit geringerem Schutzniveau intendiert zu sein, was insbesondere für die mittleren und unteren Einkommensschichten erhebliche Nachteile mit sich bringen würde. Die geplante Anpassung des Entsendegesetzes (EntsG) stellt keine Stärkung, sondern eine von der EU-Kommission diktierte Umgestaltung unseres bisher bewährten Lohnschutzes dar. Die angepassten Kontrollmechanismen und Sanktionssysteme, wie sie etwa in Artikel 9 Absatz 2 EntsG angedacht sind, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die juristische Umstrukturierung des Klagerechts, etwa die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG, verwässert die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Besonders kritisch zu sehen ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q Obligationenrecht (OR). Dieses Regelwerk stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies limitiert die Flexibilität, insbesondere von Kleinst- und Kleinbetrieben (KMU), und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres liberalen Arbeitsmarktes. Ferner ist die vorgeschlagene Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz problematisch. Diese Verbindung zementiert die Kohäsionszahlungen als integralen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft rechtliche Querverbindungen, welche die Schweiz politisch weiter an die EU binden. Die beabsichtigte Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine gravierende Abtretung von Souveränität. Sie macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und die Prinzipien der Rechtssicherheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht geeignet sind, den Lohnschutz in der Schweiz angemessen zu gewährleisten. Vielmehr bergen sie die Gefahr einer Aufweichung bewährter schweizerischer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle und einer unnötigen Einschränkung unserer Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unseren föderalistischen Staatsaufbau dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Entscheidungsgrundlage von Bund, Kantonen und Gemeinden dienen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die autonome Wirtschaftsgestaltung auf lokaler Ebene. Insbesondere die Souveränität der Kantone wird durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) massiv beschnitten. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre eigenständigen Förderungsentscheide zukünftig einer zentralen Beihilfekammer unterstellt werden und einer Prüfung auf EU-Konformität standhalten müssen. Die Schaffung einer solchen "Superbehörde" innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie sie sich aus der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) ergibt, ist äusserst bedenklich. Diese Beihilfekammer agiert primär als "verlängerter Arm der EU", und ihre Entscheide dienen nicht mehr vorrangig Schweizer Interessen, sondern der Durchsetzung von EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was zu einer Entfremdung zwischen der wirtschaftspolitischen Steuerung und den Bedürfnissen der Schweizer Bevölkerung führt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Änderung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) mit der Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse seitens der neuen Beihilfebehörde degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch eine abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Ferner bedeutet die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen Preisschützers zum Schweigen gebracht wird. Insgesamt führt die geplante Regelung zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend als 'Vom Hof auf den Tisch' tituliert, stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar und ist daher entschieden abzulehnen. Hinter dem scheinbar harmlosen Anliegen der Lebensmittelsicherheit verbirgt sich ein umfassendes Integrationsprojekt, das unsere hohen Produktionsstandards, die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten in akute Gefahr bringt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an

oft tiefere EU-Standards unweigerlich erodieren. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies ist nicht nur eine Entwertung unserer nationalen Markenidentität, sondern auch eine Schwächung unserer Produzenten auf dem globalen Markt. Besonders besorgniserregend ist die 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit manövriert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie unserer nationalen Standards untergräbt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen massiv belasten und viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentech-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Zusammenfassend stellt die angestrebte Übernahme des EU-Lebensmittelrechts eine Kapitulation vor Brüssel dar und gefährdet die Grundfesten unserer Landwirtschaft, unserer Qualität und unserer Souveränität.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Strom offenbart gravierende Mängel und Risiken, die eine bedingungslose Zustimmung ausschliessen. Die vorgeschlagenen Massnahmen bedeuten einen erheblichen Verlust an Energiesouveränität für die Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem passiven Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die nationale Steuerungshoheit untergräbt. Die Schweizerische Energie-Kommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 22 des Stromversorgungsgesetzes (StromVG), der die Unabhängigkeit der ElCom als zentrales Prinzip verankert. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage vieler Kantone und Gemeinden massiv schwächen. Die schweizerischen föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Änderungen erheblich geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion unterstützt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt bürgernahe Energieprojekte und widerspricht dem Geist des Energiegesetzes (EnG). Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein unverantwortliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Artikel 4a ff.) vorangetrieben wird, birgt erhebliche Risiken. Sie wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage, was dem Ziel einer diversifizierten erneuerbaren Energieversorgung zuwiderläuft. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Artikel 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Änderungen abzulehnen, da sie die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen der Schweiz massiv gefährden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung, da sie in wesentlichen Punkten im Widerspruch zur Bundesverfassung (Art. 121a BV) und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung stehen. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit impliziert, ist unter diesen Umständen schlichtweg nicht akzeptabel. Besonders gravierend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, welches praktisch unentziehbar sein soll. Diese 'Niederlassung C PLUS' untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da sie selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hätte. Dies steht im krassen Gegensatz zu den Prinzipien der Rechenschaftspflicht und der inneren Sicherheit, welche durch solche Bestimmungen gelockert werden. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen nicht nur gefördert, sondern faktisch zementiert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten tragen allein die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden, was eine unbillige Belastung darstellt. Der Familiennachzug wird zudem auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet, indem nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist nichts weiter als ein reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz sie dennoch versuchen anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies entlarvt die Klausel als eine Erpressungsklausel und nicht als ein Schutzinstrument. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entmachtet zudem das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) mit der 'Wiedereingliederungsstrategie' in Art. 24a sind lediglich kosmetische Massnahmen. Sie sollen den offensichtlichen Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern. Anstatt eine effektive Steuerung zu ermöglichen, werden lediglich bürokratische Mittel zur Verwaltung der Folgen eingeführt, ohne den Druck auf die Sozialwerke zu mindern. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterstellung der zweiten Säule (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unter die EU-Koordinationsregeln und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere schmerzliche Eingriffe in unsere sozialpolitische Souveränität und Eigentumsrechte. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Kapitulation vor der EU darstellen, die unsere Souveränität, unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke nachhaltig gefährdet. Die schweizerische Gründlichkeit und Qualitätskontrolle wird für eine EU-Kompatibilität geopfert, und die direkte Demokratie wird untergraben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag stellt eine inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatisch und rechtlich bindende Pflicht ist bedenklich. Artikel 1 des Entwurfs des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die budgetäre Hoheit. Dies bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen, gegen die die Schweiz keinerlei Einspruchsmöglichkeit mehr hat. Es ist offensichtlich, dass der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockvogelangebot dient. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die Bundesfinanzen (BöB) signalisiert eine dauerhafte Integration dieser Zahlungen in die Schweizer Gesetzgebung, was die Ausgaben zur Pflichtübung verkommen lässt. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und grenzt an einen Missbrauch des guten Rufs der Schweizer Friedensförderung. Diese Verbindung dient offensichtlich dazu, politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität schmälert, ohne dafür greifbare Vorteile im Marktzugang zu erhalten oder Hindernisse abgebaut zu bekommen. Dieses Abkommen bedeutet eine permanente finanzielle Belastung ohne jegliche Mitspracherechte.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Service public in der Schweiz und höhlt unsere Souveränität aus. Die Einführung der Kabotage, wie sie durch die vorgesehene Anpassung des Eisenbahngesetzes (EBG, neuer Art. 40ater) angestrebt wird, stellt einen Frontalangriff auf die Grundversorgung im Schienenverkehr dar. Ausländische Anbieter, oft durch staatliche Subventionen gestützt, werden durch diese Öffnung in der Lage sein, sich die lukrativsten inner-schweizerischen

Strecken herauszupicken. Diese "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Bevölkerung unverzichtbare Nebenlinien zu bedienen. Die Folgen sind absehbar: eine schleichende Aushöhlung des umfassenden Versorgungsauftrags und damit eine Verschlechterung der Servicequalität und des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wenig aussagekräftig. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, die unsere Gesetzgebung fortlaufend beeinflussen würden. Dieses Instrumentarium ist bestenfalls eine Beruhigungspille, die die langfristige Erosion nationaler Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme manifest, welche uns zwingen könnte, zukünftige EU-Regulierungen, beispielsweise zum European Network of Infrastructure Managers (ENIM), zu übernehmen. Dies würde die Entscheidungsfindung und Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagern. Des Weiteren wird die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränken. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Möglichkeit ein, Vergaben primär nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten. Stattdessen müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Resultaten für die Schweizer Steuerzahler führt. Die Gefahr, dass das EU-Beihilferecht unser bewährtes Subventionssystem für den Schienenverkehr, einschliesslich des Güter- und Regionalverkehrs sowie der Materialerneuerung, als unzulässig einstuft, ist real und bedroht die finanzielle Stabilität und Innovationsfähigkeit unseres Bahnwesens. Zusammenfassend gefährden die vorgeschlagenen Massnahmen den Service public im Landverkehr auf fundamentaler Ebene, schwächen die SBB und andere einheimische Akteure, und führen zu einer schleichenden Entreissung nationaler Steuerungs- und Souveränitätsrechte. Die angeführten rechtlichen Anpassungen im EBG und PBG sind nicht geeignet, diese gravierenden Bedenken auszuräumen, sondern verschärfen die Problematik.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext des vorgeschlagenen Rahmenabkommens mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und bedürfen einer kritischen Neubewertung, insbesondere unter Berücksichtigung der Souveränität unseres Landes und der Stabilität unseres Rechtssystems. Die angestrebte Übernahme von EU-Recht, wie sie in Artikel 4 des vorgeschlagenen Abkommens angedeutet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung. Insbesondere Artikel 49 des Bundesgesetzes über die Notstandspässe (BNG) betont die Notwendigkeit, dass schweizerische Gesetzgebung stets auf die nationalen Bedürfnisse und Verfassungsgrundsätze abzustimmen ist. Eine pauschale Angleichung an EU-Recht droht diese Autonomie zu untergraben und könnte dazu führen, dass wir uns rechtlichen Entwicklungen unterwerfen, die nicht im besten Interesse der Schweiz liegen. Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Artikel 14 des Abkommens problematisch. Die vorgeschlagene bindende Wirkung seiner Urteile in den Anwendungsbereichen des Abkommens steht im direkten Widerspruch zu Artikel 120 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Unabhängigkeit ihrer Gerichte garantiert. Eine externe Gerichtsbarkeit, deren Entscheidungen zwingenden Charakter für die Schweizer Rechtsordnung hätten, würde unsere rechtsstaatlichen Prinzipien fundamental in Frage stellen. Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus dem Abkommen ergeben könnten, sind ebenfalls unklar und potenziell belastend. Ohne eine klare und detaillierte Aufschlüsselung der finanziellen Gegenleistungen und deren Kompatibilität mit dem Bundeshaushaltsgesetz (BHG), insbesondere den Artikeln 3, 5 und 8, welche eine sorgfältige Planung und Genehmigung der Staatsausgaben vorschreiben, besteht die Gefahr unausgewogener finanzieller Belastungen für die Schweizer Bevölkerung und die Unternehmen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von tiefgreifenden rechtlichen, souveränen und finanziellen Risiken für die Schweiz bergen. Eine unkritische Übernahme dieser Ergebnisse wäre fahrlässig und würde die grundlegenden Prinzipien, auf denen unser Staat und unser Wohlstand aufgebaut sind, gefährden. Es bedarf einer eingehenderen Prüfung und möglicher Nachverhandlungen, um die nationalen Interessen und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein, damit bin ich nicht einverstanden

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an der Wahrung unserer Souveränität und der langfristigen Stabilität unserer Rechtsordnung aufkommen. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht birgt fundamentale Risiken, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Das Prinzip der automatischen Rechtsübernahme, wie es in diesem

Paket angelegt ist, widerspricht diametral dem Geist unserer direktdemokratischen Verfassung. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität und das Recht des Volkes, über die Gestaltung der staatlichen Ordnung zu entscheiden. Die zwangsweise Implementierung von EU-Recht, ohne die Möglichkeit einer direkten Mitsprache oder gar eines Vetos durch Volk und Stände, untergräbt dieses Grundprinzip. Es handelt sich nicht um eine freiwillige Rechtsübernahme, sondern um eine faktische Abhängigkeit, die unsere Handlungsfreiheit einschränkt. Des Weiteren ist zu befürchten, dass die dynamische Rechtsübernahme zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führt. Gemäß Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses verfassungsrechtliche Prinzip unterlaufen, da die Gesetzgebungskompetenz de facto auf die Europäische Union verlagert würde. Dies würde die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, auf nationale Bedürfnisse und Interessen einzugehen, massiv beschneiden. Die Gefahr besteht, dass wir uns einem stetig wachsenden Korpus von Rechtsnormen unterwerfen müssen, die nicht auf unsere spezifischen Gegebenheiten zugeschnitten sind und deren Auswirkungen nicht vollständig absehbar sind. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz zur Auslegung des übernommenen EU-Rechts ist ebenfalls äusserst problematisch. Dies würde die richterliche Gewalt in der Schweiz, die durch die Bundesverfassung in Artikel 190 BV festgeschrieben ist, de facto beschneiden. Die Bindung an die Urteile des EuGH würde unsere eigenen Gerichte in ihrer richterlichen Unabhängigkeit und Entscheidungsfreiheit stark einschränken. Dies ist insbesondere vor dem Hintergrund relevant, dass die Rechtsprechung des EuGH nicht immer mit den Grundwerten unserer Verfassung im Einklang steht. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine ernsthafte Bedrohung für die rechtsstaatliche Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz darstellt. Die Risiken der automatischen Rechtsübernahme, der Eingriff in die Gesetzgebungskompetenz und die Unterwerfung unter die Autorität des EuGH sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden.

Freundliche Grüsse,

Peter Dünner
Hurdackerstrasse 25
8600 Dübendorf
+41 (0)76 392 08 76
duenner@icloud.com

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Irene Habersaat (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Irene Habersaat · 076 429 19 14 · habersaat1@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung europäischer Vorhaben wirft erhebliche und grundlegende Bedenken auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Zwar wird die Notwendigkeit der Anpassung von Rechtsnormen im Lichte internationaler Verpflichtungen anerkannt, doch die Art und Weise, wie dies hier vorgeschlagen wird, offenbart ein gravierendes Defizit an Sorgfalt und eine tendenziöse Priorisierung fremder Interessen über jene der Schweiz. Insbesondere die Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die verfassungsrechtlichen Grundlagen sind besorgniserregend. Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert unmissverständlich das Prinzip der Volkssouveränität und der staatlichen Unabhängigkeit. Jede Umsetzung von EU-Recht, die über eine reine Übernahme von Standards hinausgeht und diktatorischen Charakter annimmt, steht in fundamentalem Widerspruch zu diesem Artikel. Die vorliegende Vorlage scheint die Gefahr zu bergen, die Schweiz in einen Zustand der Rechtsunterordnung zu manövrieren, in dem ihre demokratischen Entscheidungsprozesse ausgehebelt werden. Des Weiteren sind die potenziellen negativen Folgen für die schweizerische Gesetzgebung und die Rechtssicherheit nicht zu unterschätzen. Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert die Rechtsgleichheit und den Schutz des berechtigten Vertrauens. Eine unkritische und übereilte Implementierung von EU-Richtlinien birgt das Risiko, bestehende, schweizerische Gesetze zu konterkarieren oder Lücken zu schaffen, die zu Rechtsunsicherheit für Bürger und Unternehmen führen. Der Grundsatz der Rechtssicherheit gebietet, dass Änderungen sorgfältig geprüft und schrittweise erfolgen, um unerwünschte Konsequenzen zu vermeiden. Die Argumentation, dass die vorliegenden Massnahmen zur Wahrung der Wettbewerbsfähigkeit unerlässlich seien, vermag nicht zu überzeugen. Vielmehr muss kritisch hinterfragt werden, ob die angestrebte Konvergenz mit dem EU-Recht nicht zu einer wirtschaftlichen Abhängigkeit führt, die langfristig schädlicher ist als eine isolierte Positionierung. Die Eigenständigkeit des schweizerischen Rechts und der schweizerischen Wirtschaftsregulierung sind tragende Säulen unserer Prosperität, und jede Einschränkung dieser Autonomie muss mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Die Annahme, dass die Schweiz ohne diese Anpassungen ins Hintertreffen geraten würde, ist eine unbelegte und potenziell manipulative Behauptung. Die vorliegende Vernehmlassung erfordert daher eine tiefgreifende Revision, die primär auf die Wahrung unserer souveränen Rechte und die Stärkung unseres Rechtssystems abzielt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies entmündigt die demokratisch legitimierten Entscheidungsträger und unterstellt Förderungen für essenzielle Bereiche wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU einer fremden Instanz. Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) fundamental untergraben. Mit der Schaffung einer neuen Beihilfebehörde, die faktisch als verlängerter Arm der EU fungiert, werden kantonale Erlasse nicht mehr primär nach Schweizer Interessen, sondern nach EU-Kompatibilität geprüft. Dies widerspricht dem Prinzip der föderalistischen Autonomie und degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern, denen die prozessuale Autonomie und das formelle rechtliche Gehör im Rahmen der Überprüfung ihrer eigenen, demokratisch gefällten Entscheide durch die neue Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) verwehrt bleiben. Die Möglichkeit, kantonale Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht zu kippen (Art. 98a BGG), ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Hoheit. Besonders alarmierend ist die geplante

Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz unterwirft sich hier bedingungslos dem EU-Beihilferecht und verliert jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Die Schaffung einer 'Superbehörde' im Rahmen der WEKO, die sowohl das Kartell- als auch das EU-Beihilferecht durchsetzt (Art. 18 Abs. 2 KG), birgt die Gefahr undemokratischer Machtkonzentration und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Die unzureichende demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist nicht hinnehmbar. Ebenso bedenklich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG), was den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt und der neuen Behörde ungehindertes Agieren ermöglicht. Die Schweiz mutiert zu einem reinen Regel-Empfänger und verliert ihre wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag, insbesondere die Umwandlung der bisherigen freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht, ist aus Sicht der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Etablierung eines solchen Beitragsgesetzes (KoBG) untergräbt die Budgethoheit des Parlaments nachhaltig, indem es eine permanente Verpflichtung mit Rechtsanspruch nach Art. 1 KoBG schafft. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der Parlamentskontrolle über die Verwendung von Steuergeldern. Die automatische Natur dieser Zahlungen bedeutet den Verlust eines wesentlichen politischen Druckmittels der Schweiz gegenüber der EU. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko, dass die Schweiz zu zukünftig massiv höheren Zahlungen gezwungen wird, ohne die Möglichkeit zu haben, dies abzulehnen. Diese Entwicklung verwandelt die Schweiz faktisch in eine Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, deren Vorteile im Vergleich zu den Kosten für die Souveränität fragwürdig sind. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine formale Aufnahme. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und signalisiert eine dauerhafte finanzielle Verpflichtung gegenüber der EU. Die Irreführung durch die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung, wie in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG angedeutet, ist inakzeptabel. Hierbei wird der renommierte Name der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch umstrittene und finanziell belastende Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt handelt es sich bei der vorgeschlagenen Regelung um eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Autonomie und eine Übertragung von Kontroll- und Entscheidungsbefugnissen in Kernbereiche der Finanzpolitik an die EU.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter nicht mehr souveräne Entscheidungsgrundlagen dar. Es ist nicht ersichtlich, wie die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Standards beruht, unter diesen Umständen aufrechterhalten werden kann. Die zwangsweise Übernahme oft tieferer EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Besonders gravierend ist die verankerte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen verknüpft. Diese inakzeptable politische Erpressung entzieht der Schweiz jegliche souveräne Handlungsfähigkeit. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in die Souveränität dar und degradiert unsere Produzenten zu reinen Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Die zu erwartende Welle der Bürokratie bedroht nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, lokale Käsereien und Metzgereien, die mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überfordert würden. Dies droht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören. Das Gentechnik-Moratorium, demokratisch mehrfach bestätigt, wird durch die Verpflichtung zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Ebenso stellen die angepassten Artikel im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) im Hinblick auf Tiertransporte und Schlachtung einen inakzeptablen Rückschritt dar, der unsere bewährten, oft strengeren nationalen Vorschriften durch EU-Massenstandards ersetzt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur

Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle bedeutet. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und entzieht der Schweiz die Fähigkeit zu schnellen, souveränen Reaktionen auf spezifische Bedrohungen. Schlussendlich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig, da sie der Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung entzieht und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom, welche eine Annäherung an das EU-Stromrecht vorsehen, sind aus einer souveränen und versorgungssicherheitsorientierten Perspektive äusserst bedenklich. Es zeichnet sich eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Energieautonomie ab. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz ihre Entscheidungsbefugnis über das eigene Stromnetz. Wir werden zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, während essenzielle strategische Entscheidungen künftig in Brüssel gefällt werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der ihnen zustehende Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist fraglich, ob der Markt in Krisenzeiten die Verantwortung für eine jederzeitige Stromversorgung übernehmen kann und will. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) sowie die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) in Verbindung mit der Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neues Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) gefährden die Versorgungssicherheit und untergraben die dezentrale Energieproduktion. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur untergraben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst besorgniserregend und lassen Zweifel an ihrer Wirksamkeit und ihrem eigentlichen Zweck aufkommen. Es scheint, als handle es sich hierbei primär um kosmetische Anpassungen, die den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keineswegs zu kompensieren vermögen. Die Befürchtung einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, ist somit mehr als berechtigt. Statt den bewährten und bisher wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an niedrigere EU-Standards angepasst. Die neuen, auf dem Papier komplexeren Regeln sind faktisch bürokratischer, aber weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet ausländischen Akteuren, die auf Lohndumping abzielen, Tür und Tor. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die angeblichen Verbesserungen im Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und unerwünschten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit

dar, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Landverkehrsabkommens mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Service-public-Landschaft. Insbesondere die Einführung der sogenannten Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater EBG stellt eine existenzielle Bedrohung für unseren etablierten Bahnverkehr dar. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter zum Bedienen inner-schweizerischer Strecken wird eine unerwünschte 'Rosinenpickerei' Tür und Tor geöffnet. Unternehmen aus dem Ausland werden sich primär auf die profitabelsten Hauptrouten konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Anbieter mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis des Service public und gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung mit öffentlichem Verkehr. Die vom Bundesrat propagierte 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich als rechtlich wertlose und nicht bindende Absicherung. Sie bietet keinerlei Schutz vor dynamisch übernommene EU-Rechtsentwicklungen, welche die Schweiz zwangsläufig wird adaptieren müssen. Diese Erklärung stellt eine reine Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), müssten ohne nationale Mitsprache übernommen werden, was die Steuerungskompetenz unwiderruflich an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die Freiheit, rein schweizerische Verkehrsziele zu verfolgen, wird hierdurch massiv beschnitten. Das Abkommen untergräbt letztlich die Unabhängigkeit und die Fähigkeit der Schweiz, ihren öffentlichen Verkehr im Sinne der eigenen Bevölkerung und ihrer spezifischen Bedürfnisse zu gestalten und zu erhalten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des Abkommens zur Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die im krassen Widerspruch zum klaren Willen des Souveräns gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf statt zehn Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellem Verhalten oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Dieses Recht zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem EU-Bürgern und ihren Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht gewährt wird, selbst wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die daraus resultierenden Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Der Familiennachzug wird in einer für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern zusätzlich zu Partnern und Kindern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten. Die angepriesene 'Schutzklausel' im Vertragspaket entpuppt sich als reines Täuschungsmanöver. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu nutzen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese nicht zu einer Schutzklausel, sondern zu einer Erpressungsklausel macht. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch ihre Mitsprache verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, festigen die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen

Ausschluss selbst bei Abhängigkeit praktisch verunmöglichen. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht, da sie wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) drastisch erhöhte Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Das Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), indem eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung tritt, was unsere hohen Qualitätsstandards schwächt und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes beeinträchtigt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassung des AIG stellt den Kern der Kapitulation vor der EU dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die ausgehandelten Punkte tatsächlich die souveränen Interessen der Schweiz angemessen wahren und ob sie im Einklang mit unserer rechtsstaatlichen Tradition und unseren verfassungsmässigen Grundsätzen stehen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht des schweizerischen Gesetzgebers ist äusserst problematisch. Artikel 6 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (FZA) regelt die Anpassung des schweizerischen Rechts an die EU-Erweiterung, doch die aktuellen Vorschläge gehen weit darüber hinaus, indem sie eine automatische Rechtsübernahme ermöglichen, die nicht mehr von einer wirksamen parlamentarischen Kontrolle begleitet wird. Dies untergräbt die Gewaltenteilung und die demokratische Legitimation von Gesetzen. Ferner sind die finanziellen Verpflichtungen, die aus diesen Abkommen resultieren könnten, kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz würde sich potenziell an EU-Programme binden, deren Kosten und Nutzen nicht transparent dargelegt sind. Artikel 173 der Bundesverfassung, der die Verpflichtungen des Bundes zur Sicherung der Unabhängigkeit und des Wohlstands der Schweiz festschreibt, scheint hierbei vernachlässigt zu werden. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten zu einer ungewollten Abhängigkeit von der EU führen und den finanziellen Spielraum für eigene nationale Prioritäten einschränken. Die Frage der Fortentwicklung des Rechts ist ebenfalls von grosser Bedeutung. Die Möglichkeit der EU, neues Recht zu schaffen, das dann automatisch in die schweizerische Rechtsordnung integriert werden soll, ohne dass die Schweiz aktiv an dessen Gestaltung mitwirken kann, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Dies widerspricht dem Geist des bilateralen Ansatzes, der auf Partnerschaft und gegenseitigem Einvernehmen beruht. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird hierdurch fundamental in Frage gestellt. Abschliessend muss betont werden, dass eine solche automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in Teilen angedeutet wird, nicht mit Artikel 164 der Bundesverfassung vereinbar ist, der die Pflicht des Bundesrates vorsieht, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren. Die vorgelegten Ergebnisse lassen befürchten, dass diese Interessen nicht ausreichend berücksichtigt wurden und die Schweiz dadurch in eine rechtliche und politische Abhängigkeit gerät, die mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen nicht vereinbar ist. Eine eingehende Prüfung und gegebenenfalls deutliche Nachbesserungen sind unerlässlich.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz offen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte in eine einseitige Abhängigkeit gerät, die die verfassungsmässigen Grundlagen unserer direkten Demokratie untergräbt. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und insbesondere Artikel 1, welcher die Rechtsquellen regelt, wird durch eine schleichende Übernahme von EU-Recht de facto umgangen. Wenn zukünftige Rechtsetzung primär durch externe Instanzen bestimmt wird, deren Entscheidungen wir lediglich rezipieren müssen, ohne sie aktiv mitgestalten zu können, verliert die inländische Rechtssetzung an Bedeutung und die Volkssouveränität wird ausgehöhlt. Der Grundsatz der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird durch eine solche Regelung ernsthaft gefährdet. Des Weiteren ist die fragliche Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Einflussmöglichkeiten mit Artikel 5 BV, der die Grundsätze der staatlichen Organisation und Rechtsordnung festlegt, nur schwer vereinbar. Die Schweiz würde sich zur Annahme von Bestimmungen verpflichten, die potenziell nicht im besten Interesse der Schweizer Bevölkerung oder Wirtschaft sind, und dies

ohne die Möglichkeit, diese Bestimmungen im Rahmen des demokratischen Prozesses zu beeinflussen oder abzulehnen. Die juristischen und wirtschaftlichen Kosten einer solchen Integration sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Unklarheit bezüglich der Haftung und der Finanzierung von Folgekosten, die sich aus der Übernahme von EU-Recht ergeben, birgt erhebliche Risiken. Das Prinzip der individuellen Verantwortung und der soliden Staatsfinanzen, wie es implizit in der Haushaltsführung des Bundes verankert ist, könnte durch unvorhersehbare Verpflichtungen stark belastet werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU eine Reihe von rechtlichen und politischen Herausforderungen mit sich bringt, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Gefahr der Erosion unserer direkten Demokratie, die Schwächung unserer nationalen Rechtssetzungskompetenz und die potenziell unkalkulierbaren finanziellen Verpflichtungen wiegen schwer und erfordern eine äusserst vorsichtige und dezidiert skeptische Haltung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Integrität der Schweiz. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommen angestrebt wird, untergräbt das Prinzip der Selbstbestimmung und die demokratischen Prozesse, die das Fundament unseres Landes bilden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk diese Bestimmungen im Einzelnen prüfen und genehmigen können, widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung. Insbesondere Art. 50 der Bundesverfassung (BV) betont die Bedeutung der Volksrechte und der parlamentarischen Kontrolle. Wenn wir uns EU-Rechtsakten unterwerfen, ohne die Möglichkeit zu haben, diese aktiv mitzugestalten oder abzulehnen, wird die Volkssouveränität ausgehöhlt. Es besteht die grosse Gefahr, dass durch solche Abkommen die Schweiz faktisch dem Primat des EU-Rechts unterstellt wird, ohne die Möglichkeit, eigene rechtsstaatliche Standards zu wahren. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der Rechtssicherheit, wie sie in Art. 5 BV verankert sind. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Verbindlichkeit unserer eigenen Gesetze könnten erheblich beeinträchtigt werden, wenn sie sich zukünftig primär an der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) orientieren müssten, auch wenn dies nicht explizit in den Abkommen festgehalten wird. Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU, wie die Vereinfachung des Handels, werden durch die damit verbundenen rechtsstaatlichen Einschränkungen und den Verlust an Autonomie überkompensiert. Die Schweizer Bevölkerung hat wiederholt ihre Skepsis gegenüber einer übermässigen Einflussnahme aus Brüssel zum Ausdruck gebracht. Jede neue Vereinbarung, die eine stärkere Integration mit sich bringt, muss daher mit grösster Sorgfalt und einem kritischen Auge auf die langfristigen Konsequenzen für unsere nationale Rechtsordnung und unsere demokratischen Institutionen geprüft werden. Wir dürfen nicht die Fehler anderer Länder wiederholen, die ihre Souveränität für vermeintliche wirtschaftliche Vorteile geopfert haben.

Traité d'asservissement à l'UE

Consultation - Formulaire de réponse

Le traité de libre-échange de l'UE met en danger la souveraineté de la Suisse et les droits fondamentaux de tous les Suisses. Avec MASS-VOLL!, stoppez cette attaque contre nos libertés et écrivez dès aujourd'hui une réponse à la consultation au DFAE du conseiller fédéral de l'UE Ignazio Cassis !

Vous avez des questions ? N'hésitez pas à nous contacter : **eu@massvoll.swiss**

Deutsch | Français | Italiano

✓ Domaines & Détail — ✓ Général — ✓ Négociations — ✓ Mise en œuvre nationale — ✓ Évaluation globale — ✓ Expéditeur & Contact

Révision & Export

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Genoud (Privat)

Date: 04.09.2025

Contact: Genoud · genevieve.genoud@hotmail.com

Général

La présente consultation vise à stabiliser les relations entre la Suisse et l'Union européenne. Bien que la volonté de clarification et de sécurité juridique dans

nos relations bilatérales soit louable, une analyse approfondie des propositions et de leurs implications révèle des préoccupations majeures qui ne sauraient être ignorées. L'objectif de stabilisation ne doit en aucun cas se traduire par une capitulation devant les exigences européennes au détriment de notre souveraineté et de nos intérêts nationaux.

Il est impératif d'examiner avec la plus grande rigueur les accords envisagés au regard de notre Constitution fédérale, et notamment de l'article 2 alinéa 2 qui stipule que "La Confédération suisse agit en vue de remplir ses devoirs envers la postérité et de ménager la nature". Une intégration accrue, telle que suggérée par certaines propositions, risque de nous lier à des politiques de l'UE, notamment environnementales ou énergétiques, qui pourraient entrer en contradiction avec les priorités définies par la Suisse pour le bien-être des générations futures et la protection de notre environnement unique. L'autonomie décisionnelle de la Suisse, garantie constitutionnellement, serait ainsi potentiellement compromise.

De plus, la notion de "stabilisation" pourrait, en pratique, masquer une tentative d'alignement progressif sur le droit de l'Union européenne sans que la Suisse n'ait son mot à dire sur son élaboration. L'article 5 de notre Constitution précise que la Confédération exerce ses compétences dans les limites de la présente Constitution et dans les limites de la souveraineté cantonale. L'adoption d'actes législatifs de l'UE, même par le biais d'accords, sans une participation pleine et entière aux processus décisionnels, s'apparente à une prise de compétence indirecte qui affaiblit notre démocratie directe et notre système fédéral. Le principe de subsidiarité, fondamental dans notre organisation étatique, pourrait être bafoué.

La question de l'application du droit de l'Union européenne par le biais d'une incorporation directe ou indirecte dans notre ordre juridique mérite une attention particulière. L'article 164 alinéa 3 de la Constitution fédérale dispose que "Les actes législatifs sont soumis au référendum obligatoire". L'idée d'intégrer des dispositions européennes qui deviendraient ensuite applicables en Suisse, sans pour autant être soumises au droit de veto populaire suisse, soulève des interrogations constitutionnelles fondamentales. Comment garantir que les citoyens suisses conservent leur pouvoir souverain de s'opposer à des lois qui ne leur conviennent pas, y compris celles adoptées par

l'UE et qui seraient reprises dans le cadre d'un accord bilatéral ? La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) se voit conférer un rôle d'interprète suprême du droit de l'UE. L'acceptation de sa jurisprudence comme faisant autorité en Suisse, même de manière implicite, constituerait une cession inacceptable de notre souveraineté judiciaire, comme l'indique l'article 190 de la Constitution fédérale, qui stipule que "Les tribunaux suisses appliquent le droit suisse". L'ingérence d'une juridiction étrangère dans l'application du droit en Suisse est une ligne rouge qui ne devrait pas être franchie.

Par ailleurs, la liberté de négociation et la capacité de la Suisse à adapter ses propres réglementations pour répondre à ses besoins spécifiques sont également mises en jeu. L'article 26 alinéa 2 de la Constitution garantit le droit à la propriété, qui inclut la liberté économique. Si des accords avec l'UE imposent des contraintes réglementaires excessives ou inadaptées au contexte suisse, cela pourrait porter atteinte à cette liberté fondamentale. Il est essentiel de veiller à ce que toute "stabilisation" ne se fasse pas au prix d'une perte de flexibilité et d'une rigidité qui nuirait à notre compétitivité et à notre capacité d'innovation.

En conclusion, si la clarification des relations avec l'UE est un objectif légitime, les modalités proposées doivent être examinées avec la plus grande prudence. L'approbation d'accords qui conduiraient à une dépendance accrue vis-à-vis de l'UE, à une limitation de notre souveraineté, à une remise en cause de notre système fédéral et de notre démocratie directe, ainsi qu'à une soumission implicite à la jurisprudence de la CJUE, serait inacceptable. Il est primordial que toute nouvelle étape dans nos relations soit rigoureusement évaluée à l'aune de notre droit constitutionnel et qu'elle garantisse la préservation de nos intérêts nationaux et de notre indépendance. Une véritable stabilisation doit passer par le respect mutuel des spécificités et des souverainetés de chaque partie, et non par une intégration unilatérale au profit de l'une d'elles.

Négociations

Le présent avis exprime une profonde insatisfaction quant aux résultats des négociations en cours avec l'Union européenne, tels qu'ils sont présentés pour

évaluation. L'analyse approfondie des propositions révèle des lacunes juridiques et stratégiques significatives qui menacent la souveraineté de la Suisse et vont à l'encontre de nos intérêts nationaux fondamentaux. Il est impératif de soulever plusieurs préoccupations majeures qui justifient une révision substantielle, voire un rejet pur et simple, des accords envisagés.

En premier lieu, la tendance à l'adoption de la législation européenne, souvent qualifiée de "reprise de l'acquis", pose un problème constitutionnel majeur. L'article 173 de la Constitution fédérale stipule clairement que "les actes législatifs de l'Union européenne ne sont pas directement applicables en Suisse". Or, les accords en discussion semblent s'orienter vers une assimilation quasi automatique de nouvelles réglementations européennes sans que celles-ci soient soumises à un contrôle démocratique adéquat ni qu'elles tiennent compte des spécificités du droit suisse. Cette approche, camouflée sous des termes techniques, représente une érosion insidieuse de la souveraineté parlementaire. Le Parlement suisse devrait conserver son pouvoir décisionnel souverain quant à l'adoption de lois, sans être contraint par des décisions unilatérales de Bruxelles. L'application directe ou quasi directe de droit étranger, même si elle est présentée comme une condition pour l'accès au marché, est fondamentalement incompatible avec le principe de l'autodétermination législative garanti par notre loi fondamentale.

De surcroît, l'implication attendue de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'interprétation des accords est particulièrement préoccupante. L'article 47 de la Constitution fédérale consacre le droit à un tribunal indépendant et impartial. Conférer à la CJUE, une institution dont le mandat principal est de faire respecter le droit de l'UE, un rôle d'interprète suprême dans des domaines touchant directement l'ordonnancement juridique suisse, revient à s'affranchir de notre propre système judiciaire. Le risque est réel que les interprétations de la CJUE soient biaisées en faveur des intérêts de l'UE, au détriment des spécificités et des priorités suisses. Notre système juridique, fondé sur des principes solides et une jurisprudence nationale éprouvée, ne devrait en aucun cas être subordonné à une instance extérieure dont la légitimité et l'impartialité, dans le contexte suisse, sont loin d'être établies de manière incontestable. La compétence exclusive des tribunaux suisses pour trancher les litiges concernant l'application du droit suisse, y compris celui découlant d'accords internationaux, doit être préservée.

Ensuite, la question de la participation au marché intérieur européen, si elle est présentée comme un avantage économique indéniable, ne peut justifier un abandon de nos prérogatives souveraines. Le "one-in, one-out" ou la philosophie de l'adoption automatique de la législation européenne, telle qu'elle est souvent dépeinte dans les négociations, crée une dépendance structurelle qui affaiblit notre capacité à définir librement notre propre politique économique, sociale et environnementale. L'article 123 de la Constitution fédérale, relatif à la politique économique, ainsi que les principes généraux de l'autonomie de la Confédération, sont mis à mal lorsque des décisions cruciales sont prises en dehors de nos frontières et de nos mécanismes démocratiques. Le coût de cette intégration, en termes de perte de contrôle sur notre propre destin, pourrait bien s'avérer supérieur aux bénéfices économiques immédiats. Une évaluation rigoureuse des conséquences à long terme sur notre tissu économique et social s'impose.

Par ailleurs, il est nécessaire de s'interroger sur la transparence et la portée des accords. Les négociations ont souvent été menées dans un relatif secret, alimentant une défiance légitime au sein de la population et des milieux économiques. La nature des concessions, tant sur le plan normatif que financier, doit être analysée avec la plus grande clarté. L'absence d'un débat public suffisamment approfondi sur les implications concrètes de chaque disposition risque de conduire à l'adoption d'accords qui ne reflètent pas véritablement les aspirations nationales. L'article 166 de la Constitution fédérale, concernant la politique extérieure, implique une responsabilité du Conseil fédéral devant les chambres et le peuple. Le processus actuel semble s'écarter de cette exigence de responsabilité et de débat démocratique.

Enfin, il est crucial de ne pas sous-estimer le risque de voir se développer une inégalité de traitement entre les entreprises suisses opérant dans l'UE et les entreprises européennes opérant en Suisse. Les accords bilatéraux actuels ont déjà révélé certaines de ces asymétries. Les nouvelles propositions pourraient accentuer ces déséquilibres, plaçant nos acteurs économiques dans une position de faiblesse par rapport à leurs concurrents européens, qui bénéficient de l'application uniforme du droit de l'UE et de la protection de leurs institutions. Cette perspective est incompatible avec le principe d'égalité de traitement et de concurrence loyale, qui devrait être un pilier de toute

relation internationale sérieuse.

En conclusion, les résultats actuels des négociations avec l'Union européenne sont loin de répondre aux attentes d'une Suisse souveraine, démocratique et prospère. Les concessions envisagées, notamment en matière d'adoption du droit européen et de soumission à la jurisprudence de la CJUE, soulèvent des questions juridiques fondamentales et menacent l'autonomie décisionnelle de notre pays. Il est indispensable que ces préoccupations soient prises en compte de manière sérieuse et que les autorités suisses privilégient une voie qui sauvegarde résolument nos intérêts nationaux et notre indépendance, conformément aux principes ancrés dans notre Constitution. Une approche plus sélective, axée sur des accords bilatéraux spécifiques et respectueux de notre souveraineté, apparaît comme la seule voie raisonnable.

Mise en œuvre nationale

Allgemeine Bemerkungen
La présente consultation soulève de vives inquiétudes quant à la profonde remise en cause de notre souveraineté nationale et de nos principes constitutionnels fondamentaux par l'intégration accrue dans le cadre juridique de l'Union européenne. L'alignement proposé sur le droit européen, tel qu'il découle des accords bilatéraux, risque de saper l'autonomie décisionnelle de la Suisse et d'affaiblir notre capacité à légiférer dans l'intérêt de notre population.

Nous observons avec une préoccupation croissante une tendance à la délégation implicite de compétences législatives à des organes supranationaux dont la légitimité démocratique est contestable aux yeux d'une large partie de la population suisse. Le principe fondamental de la souveraineté cantonale, ancré dans notre Constitution fédérale, notamment à travers l'article 3, pourrait être érodé par une uniformisation forcée des normes nationales dictée par Bruxelles.

De plus, la primauté du droit européen sur le droit suisse, qui s'est progressivement imposée dans la jurisprudence, constitue une atteinte inacceptable à notre système juridique. L'article 49a de la Constitution

fédérale, qui garantit le droit du peuple et des cantons de se prononcer sur la modification des traités internationaux, ne doit en aucun cas devenir une coquille vide. La procédure d'adoption de nouvelles réglementations européennes, souvent sans véritable consultation démocratique des États membres et encore moins d'un pays tiers comme la Suisse, est problématique.

Nous mettons en garde contre une acceptation aveugle de l'acquis communautaire sans évaluation rigoureuse de ses implications pour notre droit interne et pour la volonté populaire exprimée par les urnes. L'absence de participation effective de la Suisse à l'élaboration des normes européennes crée une asymétrie préoccupante qui ne peut être compensée par de simples accords d'application. Il est impératif que la Suisse conserve son droit de maîtriser sa propre législation et de décider de manière autonome des règles qui régissent son économie, sa société et son avenir. Une analyse approfondie des bénéfices réels, par rapport aux coûts de souveraineté et aux risques d'ingérence, doit présider à toute décision d'intégration future.

Aides d'État
La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au domaine des aides d'État, tel qu'il est proposé dans le cadre des accords avec l'Union européenne. La pratique actuelle, solidement établie et permettant aux cantons et aux communes de décider en toute souveraineté de mesures de soutien économique, serait ainsi démantelée au profit d'un régime de contrôle technocratique et rigide imposé par l'UE. Cette soumission à une autorité extérieure constitue une atteinte inacceptable à notre autonomie décisionnelle et à notre fédéralisme.

En effet, l'instauration d'une nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que prévue par la modification de l'article 18 alinéa 2 de la loi sur les cartels (KG), transformerait cette dernière en une véritable "super-autorité". Cette chambre agirait comme un bras étendu de l'UE, subordonnant les intérêts économiques nationaux à la conformité avec le droit européen. La loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) concrétise cette ingérence enInstitutionalisant le contrôle exercé par l'UE sur des secteurs stratégiques tels que l'énergie, le transport aérien et routier, ainsi que le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux cantons bancaires.

La perte de souveraineté est d'autant plus alarmante que les cantons se verraient privés de leur autonomie organisationnelle et procédurale. En vertu des nouvelles dispositions introduites dans la loi sur le Tribunal fédéral (BGG, nouvel art. 82 let. bbis), leurs décisions de subventionnement, prises dans le cadre de leur légitimité démocratique, seraient soumises à un contrôle abstrait de conformité devant le Tribunal fédéral. Cette situation, ainsi que l'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral par les articles 31a, 33 et 37a-c de la loi sur la procédure administrative (VGG), consacre une centralisation de la justice administrative et affaiblit structurellement le fédéralisme.

La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation (LFG) illustre de manière flagrante cette renonciation à notre contrôle national dans un domaine d'importance stratégique. La capacité de la WEKO à examiner les aides dans le secteur aérien sur la base des intérêts suisses serait supprimée, livrant ce secteur au régime des aides d'État de l'UE. De surcroît, l'exclusion du Préposé fédéral à la surveillance des prix des réunions de la chambre des aides d'État (modification de l'art. 5 al. 2 de la loi sur la surveillance des prix, PüG) affaiblit la protection des consommateurs et la transparence, tout en facilitant le travail de cette nouvelle autorité européenne. La Suisse, loin de renforcer sa position, se positionne ainsi en simple récepteur de normes, vidant de sa substance sa propre politique économique et son autodétermination.

Libre circulation: Immigration
La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux propositions d'accord dans le domaine de la libre circulation et de l'immigration, telles qu'elles sont présentées. Loin d'apporter une amélioration, ces mesures semblent représenter un recul significatif en matière de souveraineté nationale et de maîtrise de notre politique d'immigration, en contradiction directe avec le mandat constitutionnel clair de l'article 121a de la Constitution fédérale.

L'extension sans précédent de la libre circulation, notamment par la reprise de dispositions de l'Union européenne, ouvre la voie à une immigration massive. L'introduction d'un nouveau droit de séjour prolongé, accessible après seulement cinq ans, et pratiquement inaliénable, même en cas de déviance ou

de dépendance aux aides sociales, représente une menace sérieuse pour notre sécurité intérieure et la viabilité de nos systèmes sociaux. Cette disposition semble directement contredite par la logique même de la protection des intérêts nationaux, telle que préconisée par notre propre législation.

La tendance à une immigration accrue dans nos systèmes sociaux est flagrante. L'octroi d'un droit de séjour quasi garanti aux citoyens de l'UE et à leurs familles, indépendamment de leur contribution économique ou de leur situation sociale, imposera une charge financière insoutenable aux contribuables suisses, aux cantons et aux communes. L'extension du regroupement familial, incluant désormais ascendants et beaux-parents, accentue cette tendance d'une manière qui dépasse les normes habituelles, même pour des pays hors UE.

La prétendue « clause de sauvegarde » ne constitue en réalité qu'un leurre. Ses conditions d'application draconiennes la rendent inapplicable en pratique, transformant une mesure de protection en une simple formalité. Toute tentative d'invocation sérieuse serait d'emblée menacée par des représailles de l'UE, ce qui en fait une clause d'intimidation plutôt qu'une véritable garantie. La méthode d'intégration proposée pour le droit de l'UE en matière d'immigration prive de facto notre Parlement et notre peuple de leur capacité à réagir aux futures modifications du droit européen, une atteinte inacceptable à notre démocratie directe.

L'adaptation de la loi sur l'asile et l'immigration (LAI) dans son ensemble est le cœur d'une capitulation face à l'UE. La nouvelle « clause de sauvegarde » (art. 21b LAI) est une façade qui empêche toute véritable régulation, tandis que l'abrogation de l'art. 29a et l'introduction de l'art. 41c SA (nouvellement introduit) consacrent le droit de séjour des citoyens de l'UE aux dépens de nos propres systèmes sociaux. Ceci est une violation délibérée de l'impératif constitutionnel de maîtriser notre immigration et une érosion directe de notre souveraineté. L'introduction de frais de scolarité plus élevés pour les étrangers dans les lois sur les EPF et les HES témoigne de l'aveu des coûts considérables engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation.

L'intégration du système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) dans la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFP) (art. 2 al. 1bis) remplace

notre examen rigoureux des qualifications professionnelles par une reconnaissance automatisée, affaiblissant nos standards de qualité et notre capacité à réguler notre marché du travail. De même, dans le domaine de la santé, l'introduction du certificat professionnel européen (CPE) dans la loi sur les professions médicales (LPMe) et la loi sur les professions de la santé (LPSan) délègue la responsabilité de la qualité à un système bureaucratique européen, créant un risque pour la sécurité des patients.

En conclusion, ces propositions représentent une capitulation politique et juridique de grande ampleur. Elles sapent notre souveraineté, menacent notre modèle social et notre sécurité, et vident de leur substance les principes de notre démocratie directe. Nous appelons à un rejet clair de ces accords qui sacrifient notre indépendance au profit d'une intégration forcée et inadaptée à nos réalités nationales.

Libre circulation: Protection des salaires
Les mesures proposées en matière de protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes apparaissent comme notoirement insuffisantes et cosmétiques. Elles ne parviendront pas à compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation. Une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, affectant particulièrement les classes moyennes et inférieures, est à craindre. Loin de renforcer la protection des salaires éprouvée et efficace en Suisse, les nouvelles dispositions l'affaiblissent pour l'aligner sur les standards de l'Union européenne. Ces règles, plus bureaucratiques, sont intrinsèquement moins efficaces que les mesures d'accompagnement existantes.

Les mécanismes de contrôle sont également affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont sapées par des structures nouvelles, centralisées et conformes aux directives de l'UE. Cette réorganisation administrative se traduira inévitablement par une diminution des contrôles et une application laxiste des conditions de salaire et de travail, profitant ainsi aux entreprises étrangères pratiquant le dumping salarial. L'adaptation de la loi sur le travail (LTr) à ce nouvel environnement, sans une révision substantielle de l'article 199, ne garantit en rien une protection adéquate.

Le nouveau droit de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, introduit par les articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue un cadeau empoisonné. Il instaure une société à deux vitesses en droit du travail, paralysant la flexibilité des petites et moyennes entreprises (PME) sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. L'article 335n CO, en particulier, impose des contraintes bureaucratiques excessives à l'égard des licenciements, sans que cela n'apporte une contrepartie tangible pour les travailleurs suisses.

Les modifications apportées à la loi sur la réduction du temps de travail dans le cadre de la loi sur le travail (AVEG), bien que présentées comme des précisions techniques, s'inscrivent dans un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la pression de la compatibilité avec l'UE. Toute modification de notre système éprouvé de force obligatoire des conventions collectives de travail (CCT), tel que régi par l'article 2 de l'AVEG, risque d'affaiblir les mécanismes suisses robustes au profit de modèles conformes à l'UE, souvent moins efficaces.

Enfin, l'alignement des sanctions de l'UE sur les jugements exécutoires en droit de la poursuite et de la faillite, via le nouvel article 80, alinéa 2, chiffre 6 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), représente une cession de souveraineté massive. La Suisse devient un auxiliaire d'exécution pour les sanctions administratives financières de l'UE, ce qui compromet notre ordre juridique en permettant l'exécution de décisions administratives étrangères sans examen judiciaire approfondi. Ce paquet législatif est inacceptable dans sa forme actuelle.

Transports terrestres
La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux implications de l'accord sur les transports terrestres avec l'Union européenne, notamment en ce qui concerne le secteur ferroviaire, pilier de notre service public national. L'application du droit européen des aides d'État menace directement la viabilité des subventions actuelles, pourtant essentielles au bon fonctionnement du transport de marchandises, du trafic régional et au renouvellement de notre matériel roulant. Ces aides, spécifiquement adaptées à nos besoins, pourraient être jugées incompatibles avec le droit de l'UE, compromettant ainsi la qualité et l'étendue de l'offre à disposition de la

population.

L'introduction de la « cabotage » ferroviaire, telle que prévue par le nouvel article 40ater de la loi sur le transport par chemin de fer (LTC), constitue une atteinte inacceptable au principe du service public. Cette disposition ouvre la porte à des entreprises étrangères, potentiellement déjà subventionnées par leurs États d'origine, pour opérer sur des liaisons purement nationales. Ce mécanisme de « sélection des bonnes affaires » ne fera que renforcer les acteurs étrangers aux dépens des CFF et des autres concessionnaires nationaux, qui sont tenus d'assurer une couverture territoriale complète, y compris sur les lignes moins rentables, mais indispensables à la cohésion territoriale. L'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) aggrave cette situation en obligeant la Suisse à se conformer aux prescriptions de l'UE lors des appels d'offres, limitant ainsi la souveraineté cantonale et fédérale dans la définition de politiques de mobilité adaptées aux réalités suisses.

La prétendue « Déclaration commune » avancée par le Conseil fédéral pour rassurer n'offre aucune garantie juridique concrète. Elle ne constitue pas un rempart contre les futures évolutions du droit européen, auxquelles la Suisse serait tenue de se conformer de manière dynamique. Il s'agit d'une illusion de sécurité qui ne freine en rien l'érosion progressive de notre souveraineté décisionnelle dans le domaine ferroviaire. L'adoption future de réglementations européennes telles que celles concernant le réseau européen des gestionnaires d'infrastructure (ENIM) confirme cette tendance à la délégation de compétences vers des instances supranationales, au détriment de la gestion nationale. En résumé, cet accord met en péril l'équité, la couverture et la viabilité financière de notre système ferroviaire national, sans véritable contrepartie ni garantie durable.

Contribution financière
La proposition de modifier le cadre des contributions financières de la Suisse à l'Union européenne soulève des préoccupations juridiques et politiques majeures. Il est inacceptable de transformer des contributions volontaires, soumises au contrôle du Parlement fédéral conformément à l'article 166 de la Constitution fédérale, en une obligation légale contraignante. Cette évolution priverait la Suisse d'un levier politique essentiel et saperait sa souveraineté

démocratique sur des fonds publics considérables.

Le mécanisme de calcul et de révision des paiements, tel que proposé, est particulièrement alarmant. L'affirmation que le montant initial de 350 millions de francs annuels constituerait un engagement définitif est trompeuse. Le "mécanisme contraignant juridiquement" pour le recalcul futur implique une soumission aux exigences de l'UE, sans que la Suisse ne puisse s'y opposer, transformant ainsi notre pays en un contributeur net sans droit de veto.

L'introduction d'une loi fédérale sur les contributions de cohésion (KoBG) est le véhicule juridique qui cimente cette nouvelle réalité. En faisant de ces paiements une obligation permanente et légalement garantie, comme le stipule l'article 1 du KoBG, la loi érode la prérogative budgétaire du Parlement fédéral, consacrée par l'article 129 de la Constitution. Au lieu d'une décision souveraine sur l'allocation des fonds publics, nous nous dirigeons vers une simple exécution d'obligations dictées par l'extérieur. L'inscription du KoBG à l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, de la loi sur les émoluments (BöB) ancre ces contributions dans notre ordre juridique, leur conférant une légitimité accrue en tant que dépense fédérale récurrente et incontournable.

De plus, la connexion du KoBG avec la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout de l'article 1, alinéa 2, lettre b, apparaît comme une manœuvre visant à légitimer des contributions financières politiquement sensibles sous le couvert d'une noble cause. Cet amalgame est trompeur et instrumentalise la politique de paix suisse pour servir des intérêts financiers de l'UE. La Suisse ne devrait pas devenir un pourvoyeur financier permanent de l'UE sans garanties tangibles d'un accès équitable au marché intérieur européen, comme le garantirait un accord-cadre institutionnel robuste. La position de "payeur net sans voix au chapitre" est inacceptable.

Électricité
La soumission de la Suisse à la régulation du marché intérieur européen de l'électricité, telle que proposée, représente une abdication inacceptable de notre souveraineté énergétique nationale. L'intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, telles que l'ACER et l'ENTSO-E, nous confère le statut de participant soumis à des directives, sans droit de vote, tout en nous obligeant à assumer les coûts. La prise de décision concernant

notre infrastructure vitale, notre réseau électrique, sera reléguée à Bruxelles, sapant ainsi notre capacité à adapter notre politique énergétique à nos besoins spécifiques.

L'autorité de régulation suisse de l'électricité (ElCom) se verra réduite à un rôle d'agent d'exécution pour le droit de l'UE, contrainte d'implémenter des prescriptions démocratiquement illégitimes. Ceci marque la fin d'une régulation énergétique indépendante et adaptée aux spécificités helvétiques. Le pilier de notre approvisionnement énergétique, l'énergie hydraulique, est directement menacé par les règles de l'UE relatives aux aides d'État. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, pourrait être classé comme une aide d'État illicite et aboli.

Nos structures fédérales d'approvisionnement énergétique, y compris les centrales communales importantes, seront affaiblies. Leur priorité d'injection traditionnelle sera neutralisée par les règles de concurrence de l'UE, désavantageant ainsi la production d'énergie locale et décentralisée. La sécurité d'approvisionnement nationale sera sacrifiée au profit du marché libre. La constitution de réserves stratégiques, comme la réserve hydraulique, sera limitée par les règlements de l'UE, et aucune entité claire ne portera la responsabilité de la sécurité d'approvisionnement de la Suisse.

La libéralisation complète du marché de l'électricité, introduite par le nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a et suivants), conduira à une volatilité accrue des prix et, ultimement, à une augmentation des coûts pour les PME et les ménages. Les coûts liés à la sécurité de l'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, devront être répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles taxes. Le nouveau droit de l'énergie (EnG, art. 15 nouveau) affaiblit la production d'énergie renouvelable décentralisée en modifiant les règles de rémunération, compromettant ainsi la viabilité économique des petits producteurs locaux. L'extension massive des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des prescriptions relatives à l'« unbundling » (art. 10, 18, 19 StromVG) sont des instruments de mise au pas avec l'UE. La Suisse perd le contrôle de son infrastructure critique et se soumet à une régulation téléguidée depuis Bruxelles, détruisant ainsi nos structures fédérales et la coopération éprouvée entre la Confédération et les cantons. La suppression

de l'exception pour la société nationale du réseau (art. 8 al. 2 BATE) représente une soumission supplémentaire au régime de l'UE, nous privant de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos réseaux électriques.

Sécurité des denrées alimentaires
La prétendue « Sécurité des denrées alimentaires » masque en réalité un vaste projet d'intégration qui soumet l'ensemble de l'économie agroalimentaire suisse au cadre réglementaire européen « De la ferme à la table ». Cette démarche menace gravement nos standards de production élevés, nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs. La qualité suisse, reconnue mondialement, est mise en péril par une harmonisation qui imposera des normes souvent inférieures, dévalorisant ainsi le label « Made in Switzerland ».

Le véritable danger réside dans la « clause guillotine », qui lie cet accord à l'ensemble des autres conventions bilatérales. La résiliation de cet accord serait synonyme de la rupture de l'ensemble du corpus contractuel bilatéral, une forme de chantage politique inacceptable qui prive la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine. L'octroi de pouvoirs de contrôle aux inspecteurs de l'UE sur nos exploitations, nos laiteries et nos restaurants constitue une ingérence profonde dans notre souveraineté.

Une vague de bureaucratie sans précédent s'annonce pour nos producteurs. Les petites exploitations, les fromageries d'alpage et les artisans locaux se retrouveraient submergés par des réglementations complexes et inadaptées, menaçant leur existence et nos traditions culinaires. Le moratoire suisse sur la génétique, pourtant validé démocratiquement à plusieurs reprises, est sapé, nous obligeant à accepter des produits contenant des OGM.

La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre la qualité helvétique. La soumission de l'ensemble de la chaîne alimentaire aux réglementations de l'UE entraînera une bureaucratie étouffante et une perte de nos standards élevés. De plus, l'adaptation du droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) nous contraint à abandonner nos réglementations, souvent plus strictes, en matière de transport et d'abattage au profit des normes européennes, ce qui représente un recul éthique et une perte de souveraineté.

Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (nouvelles dispositions aux art. 141 et 148 LwG) constituent une véritable délégation de pouvoir pour l'adoption du droit de l'UE, contournant le Parlement et affaiblissant le contrôle démocratique. L'adaptation de la loi sur les forêts (nouvelle disposition à l'art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts aux diktats de l'UE, nous privant de notre capacité à réagir rapidement et souverainement aux menaces spécifiques. Enfin, l'adoption des règlements de l'UE dans la loi sur les épizooties (nouvel art. 1 TSG) nous fait perdre le contrôle sur un domaine vital, imposant un système rigide et bureaucratique qui met en péril notre agriculture et la santé publique.

Évaluation globale

Le traité de libre-échange de l'UE met en danger la souveraineté de la Suisse et les droits fondamentaux de tous les Suisses.
Je tiens à vous faire part que je suis opposée à la signature de ce traité.

Veuillez envoyer votre prise de position avant le 31 octobre 2025 par voie électronique (en format PDF ou Word) à:
vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch
C'est la seule façon de nous assurer que nos voix soient entendues !

Incite d'autres personnes à rejeter traité d'esclavage de l'UE et à communiquer ce Non à Ignazio Cassis !

Partagez cette page sur :

Réinitialiser toutes les saisies

Retour | Exporter en Word | Exporter par e-mail

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Armin Kündig und Familie (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Kündig · 0566315145 · armin.kuendig@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus Sicht der Schweiz kritisch zu betrachten und werfen erhebliche verfassungsrechtliche sowie wirtschaftliche Bedenken auf. Die Annäherung an die Europäische Union, wie sie im aktuellen Entwurf dargelegt wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der Untergrabung des schweizerischen Rechtsstaates. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache des schweizerischen Gesetzgebers widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die demokratischen Rechte (RD) verankert ist. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU würde bedeuten, dass sich die Schweiz zukünftig weitgehend durch exekutiven oder administrativen Akt von Brüssel fremdbestimmen liesse. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts, welches die Volkssouveränität und die Gewaltenteilung im Vordergrund sieht. Die Argumentation, dass eine solche Übernahme notwendig sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen zur EU zu stabilisieren, überzeugt nicht gänzlich. Es besteht die Gefahr, dass durch die Angleichung an den EU-Binnenmarkt die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit langfristig geschwächt wird. Insbesondere die KMUs, das Rückgrat unserer Wirtschaft, könnten unter dem erhöhten Regulierungsdruck und den damit verbundenen Kosten leiden, was die im Artikel 7 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankerte Pflicht des Bundes, die Wirtschaft zu fördern, konterkariert. Die Freiheit, eigene wirtschaftspolitische Akzente zu setzen, würde massiv eingeschränkt. Des Weiteren fehlen klare Mechanismen, wie die Schweiz im Falle von sich änderndem EU-Recht adäquat reagieren könnte, ohne ihre eigene Rechtsordnung einer ständigen Revision zu unterziehen. Die Gewährleistung der Rechtssicherheit, ein Grundpfeiler des Rechtsstaates gemäss Artikel 5 BV, wäre dadurch erheblich gefährdet. Die Abhängigkeit von externen Rechtsquellen ohne vorgängige parlamentarische Zustimmung und Volksabstimmung erscheint als nicht tragfähige Grundlage für eine dauerhafte und stabile Beziehung. Die Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftliche Eigenständigkeit sind nicht zu unterschätzen und bedürfen einer eingehenderen Prüfung sowie einer deutlich skeptischeren Haltung.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass und erscheinen in ihrer aktuellen Form für die Schweiz nicht tragbar. Es ist zu befürchten, dass eine Annahme dieser Ergebnisse die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes erheblich untergraben würde. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, wie sie in den bilateralen Verträgen mit der EU zunehmend vorgesehen ist, stellt eine massive Herausforderung für die Rechtsordnung der Schweiz dar. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Selbstbestimmung der Schweiz. Die vorgesehene Mechanik der automatischen Rechtsübernahme in den Verhandlungsabkommen birgt die Gefahr, dass Schweizer Parlamentsentscheidungen und die direkte Demokratie ausgehebelt werden. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde ohne klare vertragliche Einschränkung faktisch bindend für die Schweiz, was im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung steht, wonach Bundesgesetze für die Gerichte und Behörden massgebend sind und nicht fremde Gerichtsurteile. Die Gefahr, dass die Schweiz ungewollt an Rechtsprechungsentwicklungen gebunden wird, die nicht im Einklang mit schweizerischen Verfassungswerten stehen, ist evident. Des Weiteren werfen die Verhandlungsergebnisse Fragen hinsichtlich des Schutzes der Löhne und der Arbeitsbedingungen in der Schweiz auf. Die Personenfreizügigkeit, wie sie im Rahmen der bilateralen Verträge gehandhabt wird, in Verbindung mit den von der EU geforderten

Anpassungen, könnte Druck auf das Lohnniveau ausüben und die Errungenschaften des schweizerischen Sozialmodells gefährden. Das Schweizer Recht, namentlich das Arbeitsgesetz, das auch Schutzbestimmungen für Arbeitnehmer enthält, müsste potenziell revidiert werden, um den EU-Vorgaben zu entsprechen, ohne dass eine angemessene Gegenleistung oder ein ausreichender Schutz der nationalen Interessen garantiert ist. Die Kompensationsmechanismen, die im Rahmen der Verhandlungsergebnisse vorgesehen sind, erscheinen unzureichend, um die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft abzufedern. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Kerninteressen und ihre einzigartige Rechtsordnung wahrt. Die aktuelle Ausgestaltung der Verhandlungsergebnisse lässt diese Sorge offen. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Regelungen ohne klare Ausnahmen und Kontrollmechanismen, die die schweizerische Souveränität wahren, ist abzulehnen. Es bedarf einer kritischen und umfassenden Überprüfung, um sicherzustellen, dass jegliche Vereinbarungen die Grundfesten unseres Rechtsstaates und unserer wirtschaftlichen Stabilität nicht gefährden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Autonomie der Schweiz. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie dieses Paket impliziert, steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Insbesondere Artikel 1 und Artikel 169 BV betonen die Volkssouveränität und die Interessen der Schweiz. Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne wirksames Mitspracherecht untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Volkes, seine Gesetze selbst zu bestimmen. Dies wird durch die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als Schiedsrichter weiter verschärft. Die Bindung an dessen Rechtsprechung bedeutet de facto eine Unterwerfung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit, was die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Geltung schweizerischer Rechtsnormen gefährdet. Dies widerspricht der Rechtsstaatlichkeit, wie sie auch im Schweizerischen Rechtssystem fundamental ist. Die Gefahr, dass schweizerische Gesetze, die im Einklang mit unserer Verfassung und unseren Traditionen stehen, durch automatische Übernahme von EU-Recht ausgehebelt werden, ist real und nicht hinnehmbar. Darüber hinaus birgt die institutionelle Einbettung des Abkommens erhebliche Risiken. Die Schaffung von ständigen Ausschüssen und die Übertragung von Entscheidungskompetenzen an diese Gremien, in denen die Schweiz oft nur eine untergeordnete Rolle spielen würde, stellt eine schleichende Erosion unserer staatlichen Souveränität dar. Dies tangiert die in Artikel 2 BV verankerte Verpflichtung, die Unabhängigkeit und die Wohlfahrt der Schweiz zu wahren. Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls bedenklich. Zwar werden Vorteile wie der erleichterte Zugang zum EU-Binnenmarkt angeführt, doch diese gehen mit der Verpflichtung zur Annahme eines wachsenden Regulierungsapparates einher. Dies könnte zu einer Überlastung kleiner und mittlerer Unternehmen führen und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz schwächen. Die automatische Rechtsübernahme könnte dazu führen, dass die Schweiz Standards übernehmen muss, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse unserer Wirtschaft zugeschnitten sind. Es stellt sich die Frage, ob die angeblichen Vorteile die erheblichen Souveränitätsverluste und die wirtschaftlichen Risiken aufwiegen können. Die Verfassungsmässigkeit einer solchen Überfremdung der Gesetzgebung ist ernsthaft zu hinterfragen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung lässt schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen auf die inländische Umsetzung unserer Souveränität und die Stabilität unserer Rechtsordnung aufkommen. Es ist unklar, inwieweit die angestrebte Harmonisierung mit EU-Recht tatsächlich zu einer Verbesserung der Situation führt oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung unserer nationalen Gesetzgebung darstellt. Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Aushöhlung der Zuständigkeiten des Bundesrates und des Parlaments. Gemäss Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) hat das Parlament die oberste Leitung der Regierungspolitik inne. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen jedoch darauf abzuzielen, dass die Schweiz de facto exekutive Akte der Europäischen Union übernimmt, ohne dass diese Akte dem parlamentarischen Genehmigungsprozess im üblichen Umfang unterworfen wären. Dies wirft die Frage auf, ob hier nicht die Kompetenzen unseres nationalen Gesetzgebers, wie sie in Artikel 160 Absatz 1 BV verankert sind, in unzulässiger Weise eingeschränkt werden. Ferner ist die Rolle der Gerichte zu beleuchten. Das Bundesgesetz über die Schweizerische Bundesgerichtsbarkeit (BGG) garantiert die Rechtsstaatlichkeit und die Anwendung des nationalen Rechts. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und EuGH-Rechtsprechung könnte die Unabhängigkeit unserer Gerichte beeinträchtigen und sie dazu zwingen, Bestimmungen anzuwenden, die nicht im Einklang mit unserer Verfassung stehen. Dies widerspricht dem

Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 Absatz 1 BV festgeschrieben ist und die Grundlage unseres Rechtssystems bildet. Die potenziellen Auswirkungen auf kleine und mittlere Unternehmen (KMU), das Rückgrat unserer Wirtschaft, sind ebenfalls unzureichend berücksichtigt. Zusätzliche regulatorische Hürden und Anpassungskosten könnten diese Unternehmen unverhältnismässig belasten und ihre Wettbewerbsfähigkeit schwächen. Es muss sichergestellt werden, dass die inländischen Wirtschaftsstrukturen nicht durch eine übermässige Bürokratisierung und neue Verpflichtungen, die ausserhalb unseres direkten Einflussbereichs liegen, gefährdet werden. Insgesamt fehlt es an einer klaren Darlegung, wie die vorgeschlagenen Regelungen die nationalen Interessen wahren und gleichzeitig die Souveränität der Schweiz respektieren. Die Risiken einer ungleichen Anwendung und einer zunehmenden Abhängigkeit von externen Rechtsetzungsmechanismen sind erheblich und bedürfen einer eingehenderen Prüfung und kritischer Auseinandersetzung. Es ist unabdingbar, dass die Integrität unseres Rechtssystems und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung geschützt werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine bedenkliche Erosion unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die bisherige Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden in eigener Verantwortung und im Einklang mit den nationalen Interessen Förderentscheidungen treffen, wird durch ein starres, von der EU diktiertes Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und unserer politischen Ordnung. Die Schaffung eines Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) gehen weit über eine notwendige Harmonisierung hinaus. Sie institutionalisieren eine systematische Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die neu geschaffene Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG vorgesehen, mutiert zu einer Art "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre primäre Aufgabe wird es sein, die Konformität mit EU-Recht durchzusetzen und nicht, die spezifischen Bedürfnisse und strategischen Interessen der Schweiz zu wahren. Dies schränkt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv ein. Besonders gravierend ist die Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Gemäss dem neu eingeführten Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheidungen durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht auf ihre EU-Konformität hin überprüft und aufgehoben werden können. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, ohne formelles rechtliches Gehör bei der Überprüfung ihrer souveränen Entscheide. Auch strategisch wichtige Sektoren wie der Luftverkehr werden unmittelbar betroffen sein. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen in diesem sensiblen Bereich. Die Schweiz opfert damit ihre eigenständige Steuerungsmöglichkeit zugunsten eines starren EU-Regimes. Diese Tendenz zur Zentralisierung und zur Entmachtung nationaler und kantonaler Instanzen ist besorgniserregend und untergräbt die föderalistischen Grundpfeiler unseres Staates. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 98a BGG) ermöglicht zudem die abstrakte Normenkontrolle, welche die kantonalen Erlasse weiter schwächt. Die Ausweitung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem die Transparenz und den Konsumentenschutz, indem die Stimme des offiziellen Preiswächters zum Schweigen gebracht wird, während über Entscheidungen mit direkten Auswirkungen auf die Bürger geurteilt wird. Diese Entwicklungen sind nicht im Interesse der Schweiz und gefährden die strategische Autonomie und die bewährte dezentrale Wirtschaftsordnung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Lebensmittelsicherheit, die im Rahmen der EU-Angleichung diskutiert werden, stellen eine grundlegende Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Unter dem irreführenden Titel der «Lebensmittelsicherheit» wird eine schrittweise Unterwerfung unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» vollzogen. Dies geht weit über die reine Produktsicherheit hinaus und zielt auf eine umfassende Integration ab, die unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels «Made in Switzerland». Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsrahmen zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und

einem Verlust an hohen Standards führt. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Besondere Sorge bereitet die sprichwörtliche «Guillotineklausel», die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Auch das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ebenso gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Diese umfassende Übernahme von EU-Recht untergräbt unsere Souveränität, gefährdet unsere Qualitätsstandards und fügt unserer mittelständischen Landwirtschaft massive bürokratische Lasten auf.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG stellt einen direkten Angriff auf das etablierte Modell des öffentlichen Verkehrs dar. Es ist abzusehen, dass ausländische, oftmals staatlich subventionierte Unternehmen selektiv die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird unweigerlich die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, die mit der Gewährleistung einer flächendeckenden Versorgung auch auf weniger rentablen Linien betraut sind. Dies gefährdet direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung. Darüber hinaus ist die Behauptung, die "Gemeinsame Erklärung" biete ausreichenden Schutz vor negativen Auswirkungen des EU-Beihilferechts, höchst fragwürdig. Diese Erklärung ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Sicherheit gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, dessen dynamische Übernahme zwangsweise erfolgen würde. Die Anwendung des EU-Beihilferechts könnte dazu führen, dass bewährte Subventionsmodelle, die essenziell für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials sind, als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Stabilität und die Leistungsfähigkeit unseres Bahnsektors nachhaltig schwächen. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Die Notwendigkeit, zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen, verlagert nationale Steuerungs- und Planungskompetenzen auf europäische Ebenen. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust. Ferner schränkt die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis PBG die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten und für die Schweiz optimalen Kriterien auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies birgt das Risiko suboptimaler und letztlich teurerer Lösungen für die Steuerzahler und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Das Prinzip des Service public, das auf einer integrierten und flächendeckenden Versorgung basiert, wird durch diese marktwirtschaftlichen und EU-zentrierten Ansätze fundamental bedroht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine inakzeptable Kapitulation vor der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung unserer Einwanderungspolitik, wie er in Artikel 121a der

Bundesverfassung verankert ist. Die anvisierte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und anderer EU-Regulierungen untergräbt unsere Souveränität in einem für die Schweiz existenziellen Bereich. Besorgniserregend ist insbesondere die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", das faktisch einer "Niederlassung C PLUS" gleichkommt und bereits nach fünf Jahren statt bisher zehn Jahren gewährt wird. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsperspektive birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, zumal sie selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand haben soll. Die dadurch bedingte massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, finanziert durch die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden, ist unzumissbar. Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket propagierte "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitgestaltungsmöglichkeit bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist lediglich ein Placebo, das keine wirkliche Steuerung erlaubt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird zudem durch einen spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden herangezogen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) stellen eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen wie dem BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die nationalen Standards und die Patientensicherheit gefährdet. Diese umfangreichen Anpassungen, die sich bis in unser Zivilgesetzbuch ziehen (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB), sind nichts anderes als eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Recht, die unsere Souveränität und unsere Fähigkeit, unsere eigenen Interessen zu wahren, massiv beschneidet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind offensichtlich unzureichend und rein kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden dabei geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für

finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Schweiz muss ihren eigenständigen und bewährten Lohnschutz konsequent verteidigen und darf ihn nicht einer unheilvollen EU-Harmonisierung opfern.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen erheblichen Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird eine bisher flexible politische Geste in eine permanente und rechtlich bindende Verpflichtung transformiert. Gemäss dem vorgesehenen Art. 1 KoBG wird hierdurch ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv ausser Kraft setzt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert. Der im Entwurf genannte Anfangsbetrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten, rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als ein blosses Lockangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz verliert dadurch die Möglichkeit, Einfluss auf die Höhe und die Verwendung dieser Gelder zu nehmen und wird faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht und Mitspracherecht. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Institutionen des Bundes (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie zementiert die Kohäsionszahlungen als integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung. Die damit verbundene Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung ist zudem irreführend. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen und stellt die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber der EU, ohne klare Gegenleistungen in Form von besserem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die damit einhergehende Aushöhlung politischer und finanzieller Autonomie ist inakzeptabel.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und die damit verbundenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) stellen eine bedenkliche Abkehr von bewährten Schweizer Prinzipien dar und gefährden unsere Energiesouveränität sowie die Versorgungssicherheit. Es ist fragwürdig, ob die versprochenen Vorteile die erheblichen Risiken und Nachteile aufwiegen, die sich aus einer institutionellen Einbindung in die EU-Regulierungsstrukturen ergeben. Mit der Unterstellung unter die Aufsicht von EU-Gremien wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz ihre Unabhängigkeit in Kernfragen der Energiepolitik. Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer eigenständigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer auf nationale Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel durch eine national kontrollierte Behörde ist nicht mit unseren föderalen Grundsätzen vereinbar. Besonders kritisch ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft, des Rückgrats unserer Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das essentiell für die finanzielle Stabilität der Bergkantone ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die wirtschaftliche Basis betroffener Regionen massiv schwächen. Auch die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieproduktion wird ausgehebelt, was die Vielfalt und Resilienz unseres Energiesystems gefährdet. Die vollständige Marktliberalisierung birgt das Risiko, die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt zu opfern. Die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die klare Verantwortlichkeit für die Grundversorgung geht verloren. Es ist unklar, wer im Ernstfall die Lücken füllt, die ein rein marktorientierter Ansatz hinterlässt. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen die gesamte Bevölkerung tragen müsste. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG, Art. 4a ff., führt unweigerlich zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine potenziell unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG. Zudem untergraben die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäß Art. 10, 18, 19 StromVG die föderalen Strukturen und die nationale Hoheit über kritische Infrastruktur. Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere Art. 15 neu, schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive

Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW gemäss Art. 15 EnG benachteiligt kleine und mittlere Produzenten und widerspricht der angestrebten Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die unsere Souveränität und Flexibilität in der Steuerung unserer Stromnetze mindern.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bühler (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Bühler · 062 922 64 64 · buehler.reto@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der Interessen der Schweizer Bevölkerung äusserst problematisch und werfen schwerwiegende rechtliche sowie politische Bedenken auf. Es ist nicht ersichtlich, wie die vorgeschlagene Annäherung tatsächlich einen Mehrwert für die Schweiz schaffen soll, während gleichzeitig fundamentale Prinzipien unseres Rechtssystems und unserer staatlichen Unabhängigkeit ausgehöhlt werden. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige eigene Prüfung und Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ist bedenklich. Das Schweizerische Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG) und das Bundesgesetz über den Binnenmarkt (Binnenmarktgesetz, BMG) werden durch die automatische Übernahme von EU-Recht in ihrer Anwendung und Auslegung potenziell verdrängt. Wenn die Europäische Kommission und der Europäische Gerichtshof (EuGH) die primäre Autorität bei der Auslegung von Rechtsakten erhalten, die auch für die Schweiz gelten sollen, untergräbt dies massgeblich die richterliche Unabhängigkeit und die rechtsstaatlichen Garantien, wie sie in Artikel 29 der Bundesverfassung (BV) für das faire Verfahren und in Artikel 30 BV für die unabhängigen Gerichte verankert sind. Die Schweizer Gerichte würden zu blossen Anwendungsinstanzen degradiert, die nicht mehr frei die Rechtslage nach nationalem Recht beurteilen können. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung sind ebenfalls höchst problematisch. Die Einbeziehung des EuGH, selbst in einer modifizierten Form, als Schiedsrichter über die Auslegung von Abkommen, die für die Schweiz bindend sind, stellt eine direkte Verletzung der souveränen Rechtsetzungsgewalt dar. Die Schweiz verliert die Kontrolle über die Interpretation und damit über die Anwendung von Gesetzen, die ihr eigenes Territorium und ihre Bürger betreffen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist und die Grundlage unseres föderalistischen Systems bildet. Die Möglichkeit, dass der EuGH verbindliche Auslegungen trifft, die nicht im Einklang mit den demokratischen Entscheidungen des Schweizer Volkes oder des Parlaments stehen, ist schlichtweg inakzeptabel. Darüber hinaus besteht die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabtretung in weiteren Politikbereichen. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, zukünftige EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, schafft dies einen Abhängigkeitsmechanismus, der die Schweiz zwingt, ihre Gesetzgebung kontinuierlich an die der EU anzupassen, ohne dass sie dabei noch über substanzielle eigene Gestaltungsmöglichkeiten verfügt. Dies würde die Flexibilität des Schweizerischen Rechtssystems erheblich einschränken und die Fähigkeit des nationalen Gesetzgebers, auf veränderte gesellschaftliche Bedürfnisse zu reagieren, schwächen. Die in der Verfassung verankerte Möglichkeit des Referendums und der Volksinitiative, welche die demokratische Mitsprache der Bürger garantieren, könnten so de facto ausgehebelt werden, wenn die relevanten Entscheidungen bereits auf europäischer Ebene getroffen werden. Die angeblichen Vorteile eines erleichterten Marktzugangs scheinen den Preis, der dafür gezahlt werden muss – die Aufgabe wesentlicher Aspekte unserer nationalen Souveränität und unseres Rechtssystems – bei Weitem nicht aufzuwiegen. Die Schweiz hat sich in der Vergangenheit durch einen eigenständigen und auf Konsens basierenden Rechtssetzungsprozess ausgezeichnet. Dieser Prozess ermöglichte es, auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweizer Bevölkerung einzugehen. Die vorgeschlagene Kooperationsform mit der EU droht diesen Prozess zu untergraben und die Schweiz in eine Rolle zu drängen, in der sie primär Rezipientin europäischer Gesetzgebung wird, anstatt Gestalterin ihrer eigenen Zukunft zu sein. Es ist daher unerlässlich, dass die Verhandlungsergebnisse kritisch hinterfragt und die potenziellen negativen Folgen für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Institutionen gründlich analysiert werden. Eine Zustimmung zu einem Abkommen, das die Schweiz unwiderruflich an die Rechtsprechung und die Gesetzgebung der EU bindet und ihr die Kontrolle über ihre eigenen Angelegenheiten entzieht, wäre ein schwerwiegender Fehler mit weitreichenden Konsequenzen. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung bewahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer kritischen und tiefgreifenden Überprüfung, die über oberflächliche Vorteile hinausgeht und die langfristigen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und das schweizerische Rechtssystem beleuchtet. Es ist unerlässlich, dass die Bundesverwaltung die im vorliegenden Vernehmlassungsentwurf dargelegten Punkte mit äusserster Skepsis und unter genauer Betrachtung der potenziellen Nachteile prüft. Ein zentraler und bedauerlicher Aspekt ist die fortlaufende Untergrabung der direkten Demokratie und der schweizerischen Rechtsautonomie. Die Integration von EU-Recht, wie sie in den verschiedenen Abkommen vorgesehen ist, führt zu einer schleichenden Erosion der Kompetenzen des nationalen Parlaments und des Schweizer Volkes. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz eine demokratische Republik, die auf dem Volkswillen beruht. Die automatische oder obligatorische Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit direkter Mitsprache oder einer nationalen Konsultation widerspricht fundamental diesem Prinzip. Artikel 138 Absatz 2 der Bundesverfassung, der das obligatorische Referendum bei der Annahme von völkerrechtlichen Verträgen vorsieht, darf nicht ausgehebelt werden, indem Rechtsakte der EU als bereits existierendes Völkerrecht oder als integrierter Bestandteil eines umfassenden Pakets dargestellt werden. Die Gefahr besteht, dass weitreichende Entscheidungen über die Köpfe des Souveräns hinweg getroffen werden. Die finanzielle Dimension der vorgeschlagenen Vereinbarungen ist ebenfalls äusserst bedenklich. Die Schweiz würde sich durch die fortlaufende Teilnahme an EU-Programmen und die Entrichtung von Beiträgen in unkalkulierbare finanzielle Abhängigkeiten begeben. Artikel 41 der Bundesverfassung, der das Prinzip der Wirtschaftlichkeit und Sparsamkeit betont, muss hierbei als Leitlinie dienen. Die bisherigen Erfahrungen mit den bilateralen Verträgen zeigen, dass die finanziellen Verpflichtungen der Schweiz tendenziell steigen, ohne dass eine entsprechende Stärkung der schweizerischen Einflussmöglichkeiten auf die EU-Politik erkennbar ist. Die pauschale Übernahme von EU-Haushaltsbeiträgen, die nicht transparent und nachvollziehbar an konkrete Vorteile für die Schweiz gekoppelt sind, ist mit dem Prinzip der Haushaltsdisziplin nicht vereinbar. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) wird durch die vorgeschlagene Paketlösung de facto zu einer verbindlichen Instanz für die Schweiz. Dies stellt eine direkte Herausforderung für die Souveränität der schweizerischen Gerichte dar, einschliesslich des Bundesgerichts. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit der Gerichte (ZustG) und die Prinzipien des Föderalismus und der Gewaltenteilung gemäss Artikel 5 und 29 der Bundesverfassung werden dadurch massiv tangiert. Die Unabhängigkeit der Justiz und die Möglichkeit, nationale Rechtsfragen auf Basis des schweizerischen Rechtssystems zu beurteilen, werden geschwächt. Die Übernahme von EuGH-Urteilen als präjudiziell oder verbindlich würde die schweizerischen Gerichte zu reinen Vollzugsorganen einer ausländischen Rechtsprechung degradieren. Ferner ist die Argumentation, dass eine solche Paketlösung zur Wahrung der bilateralen Verträge notwendig sei, in ihrer Absolutheit kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz hat stets ein Interesse daran, ihre bestehenden Verträge zu wahren. Jedoch darf dies nicht dazu führen, dass die Schweiz einem rechtlichen und politischen System unterworfen wird, das ihren eigenen Grundwerten und Interessen zuwiderläuft. Artikel 189 Absatz 1 der Bundesverfassung legt fest, dass das Bundesgericht und die anderen Gerichte zuständig sind, unter anderem für die Beurteilung von Rechtsverletzungen. Die automatische Einführung von Regelungen, die eine solche Beurteilung durch schweizerische Gerichte von vornherein ausschliessen, ist problematisch. Die vorgeschlagene Paketlösung birgt zudem die Gefahr, dass sie einseitig zugunsten der EU gestaltet wird und die Schweiz in eine passive Rolle gedrängt wird. Die fortlaufende Notwendigkeit, Kompromisse zu Lasten schweizerischer Interessen einzugehen, um die Zustimmung der EU zu erhalten, ist keine nachhaltige Grundlage für eine gesunde und souveräne Aussenpolitik. Artikel 173 Absatz 1 der Bundesverfassung, der dem Bundesrat die Pflege der Beziehungen zu anderen Staaten und zur internationalen Gemeinschaft zuweist, impliziert eine aktive und eigenverantwortliche Gestaltung dieser Beziehungen, keine blosse Anpassung an die Vorgaben externer Akteure. Die Einbeziehung der Unionsbürger in bestimmte Bereiche des schweizerischen Sozialversicherungssystems, wie sie potenziell in einem solchen Paket vorgesehen sein könnte, wirft Fragen der Gleichbehandlung und der Finanzierbarkeit auf. Die kantonalen und kommunalen Sozialwerke sind durch die Einhaltung der nationalen Gesetzgebung und die Prinzipien der fiskalischen Solidarität geprägt. Eine automatische Ausweitung der Ansprüche ohne klare Gegenleistungen und eine sorgfältige Prüfung der finanziellen Tragbarkeit wäre unverantwortlich und könnte die Stabilität des schweizerischen Sozialsystems gefährden. Die Gesetzgebung im Bereich der Sozialversicherungen, die auf Prinzipien der Subsidiarität und der schweizerischen Gesetzgebung basiert, darf nicht durch externe Regelungen aufgeweicht werden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU auf einer Vielzahl von Punkten kritisch betrachtet werden muss. Die potenzielle Schwächung der direkten Demokratie, die Erosion der Rechtsautonomie, die unklaren finanziellen Verpflichtungen und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH sind gravierende Bedenken, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Die schweizerische Politik muss primär die Interessen der eigenen Bevölkerung wahren und die Grundprinzipien der schweizerischen Verfassung und der direkten Demokratie verteidigen. Eine

vorschnelle Annahme eines solchen Pakets, ohne eine umfassende und kritische Auseinandersetzung mit allen Konsequenzen, wäre fahrlässig. Es ist entscheidend, dass die Vernehmlassungsteilnehmer diese Punkte mit aller Deutlichkeit zum Ausdruck bringen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur innerstaatlichen Umsetzung der EU-Abkommen werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Insbesondere die Art und Weise, wie die Schweiz ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien in diesem Kontext wahrt, erscheint zweifelhaft. Es muss primär darauf hingewiesen werden, dass die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der schweizerischen Bevölkerung und des Parlaments eine gefährliche Aushöhlung der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle darstellt. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV), wird hierbei empfindlich tangiert. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, EU-Recht automatisch zu übernehmen, untergräbt dies die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über seine eigene Gesetzgebung zu entscheiden. Dies widerspricht fundamental dem Wesen unserer Verfassungsordnung. Ferner ist die Rolle des Bundesrates in diesem Prozess kritisch zu hinterfragen. Die Befugnis, ohne vorgängige parlamentarische oder gar direkte demokratische Zustimmung bilaterale Abkommen abzuschliessen, welche die schweizerische Rechtsordnung massgeblich beeinflussen, birgt ein erhebliches Risiko. Insbesondere die in Artikel 173 BV festgelegten Aufgaben und Rechte des Parlaments, welche die Genehmigung von völkerrechtlichen Verträgen einschliesst, könnten durch eine solche automatische Rechtsübernahme ausgehebelt werden. Der Bundesrat agiert hier potenziell ausserhalb der ihm durch die Verfassung zugewiesenen Kompetenzen, indem er die gesetzgeberische Gewalt des Parlaments und damit des Volkes umgeht. Ein weiterer zentraler Punkt ist die Gefahr, dass die schweizerische Rechtsordnung durch die Übernahme von EU-Recht, welches oft auf die spezifischen Bedürfnisse und die politische Realität der EU zugeschnitten ist, untergraben wird. Dies kann zu einer Entfremdung der schweizerischen Gesetze von den tatsächlichen Bedürfnissen und Werten der schweizerischen Bevölkerung führen. Die Gefahr einer "Rechtskolonialisierung" ist nicht von der Hand zu weisen. Die Einhaltung des ordre public, ein fundamentaler Grundsatz des schweizerischen Rechts, könnte durch die unkritische Übernahme von EU-Recht beeinträchtigt werden. Die Interpretation und Anwendung des übernommenen EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) stellt eine weitere Herausforderung dar. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in einigen Abkommen vorgesehen sein könnte, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte einschränken. Artikel 190 BV legt fest, dass die Gerichte das Recht anwenden. Wenn jedoch die primäre Quelle der Rechtsanwendung durch ausländische Gerichte vorgegeben wird, ist die Autonomie unserer Judikative stark gefährdet. Die schweizerische Gerichtsbarkeit muss ihre eigene Unabhängigkeit und Souveränität wahren können. Es muss ebenfalls die mangelnde Transparenz und Partizipation bei der Ausgestaltung dieser Abkommen kritisiert werden. Die Öffentlichkeit und die betroffenen Interessengruppen werden oft erst in einem späten Stadium informiert und haben kaum noch die Möglichkeit, Einfluss zu nehmen. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien einer offenen und demokratischen Gesellschaft. Die Argumentation, dass diese Abkommen notwendig seien, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, überzeugt angesichts der potenziellen Souveränitätsverluste nicht uneingeschränkt. Es ist zu prüfen, ob nicht alternative Wege existieren, welche die schweizerischen Interessen und Prinzipien besser wahren. Eine solche Prüfung hat bisher offensichtlich zu wenig Beachtung gefunden. Die blosse Übernahme von EU-Regularien ohne substanzielle Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse und ohne die Möglichkeit einer wirksamen nationalen Mitgestaltung ist keine tragfähige Lösung. Abschliessend muss festgestellt werden, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur innerstaatlichen Umsetzung der EU-Abkommen eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtsstaatlichen Prinzipien darstellen. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung dieser Ansätze, die die Priorität der schweizerischen Verfassungsordnung und die Interessen der schweizerischen Bevölkerung uneingeschränkt wahrt. Die bloße Harmonisierung um jeden Preis darf nicht auf Kosten der fundamentalen Prinzipien unseres Staates erfolgen. Die Argumentation, dass die Schweiz sich an die EU anpassen muss, um ihre wirtschaftlichen Interessen zu wahren, darf nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre Identität und ihre rechtsstaatlichen Grundlagen aufgibt.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts und die damit verbundenen institutionellen Anpassungen stellen eine inakzeptable Erosion unserer Energiesouveränität dar und gefährden die Stabilität sowie die bezahlbare Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vorgesehene Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen

Teilnehmer ohne tatsächliche Mitgestaltungsmöglichkeiten, der jedoch die damit verbundenen finanziellen Lasten zu tragen hat. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, eine Entwicklung, die unserer nationalen Autonomie zutiefst widerspricht. In diesem Kontext wird die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen 'operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk' degradiert. Sie ist fortan gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das definitive Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung, wie sie im Energierecht verankert ist und deren Prinzipien nun de facto ausgehebelt werden. Die zentrale Säule unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte und für die Bergkantone unerlässliche System der Wasserzinsen, das eine wichtige Einnahmequelle darstellt und lokale Entwicklung ermöglicht, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Konsequenzen für betroffene Kantone und eine Schwächung der regionalen Wirtschaft. Unsere bewährten föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die geplanten Regelungen erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokal und dezentral produzierte Energie, wie er im Energiegesetz (EnG) seinen Niederschlag findet, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv und widerspricht dem Gedanken der Energieautonomie auf lokaler Ebene. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) mit der Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Unzählige kleine und mittlere Produzenten werden benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem unregulierten freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch die EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer im Krisenfall die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernimmt, wenn weder der Markt noch die EU eine klare Zuständigkeit haben. Dies ist ein hochriskantes Experiment mit gravierenden Folgen für die Bevölkerung und die Wirtschaft. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für Privathaushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der 'freie Markt' nicht übernimmt, werden somit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das StromVG, insbesondere Art. 4a ff., setzt auf eine vollständige Marktliberalisierung, die zu Preisvolatilität führt, die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) gefährdet und die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19) untergräbt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern, was den Zielen unserer Energiestrategie direkt entgegensteht. Die vollständige Strommarktliberalisierung, eingeführt durch das neue 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG, ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Diese Massnahmen sind nicht nur unzweckmässig, sondern schaden aktiv den Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung. Sie gefährden unsere Energieversorgung, unsere wirtschaftliche Stabilität und unsere verfassungsmässigen Prinzipien. Es ist unerlässlich, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind angesichts der tiefgreifenden und potenziell negativen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die hiesigen Arbeitnehmer höchst bedenklich. Es ist unbestreitbar, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit einen erheblichen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen ausübt, welcher durch die vorliegenden Verordnungsänderungen offensichtlich nicht adäquat aufgefangen wird. Vielmehr handelt es sich bei den angepriesenen Lohnschutzmassnahmen um kosmetische Korrekturen, die in ihrer Wirksamkeit unzureichend sind und die drohende flächendeckende Erosion unseres hohen Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht verhindern können. Entgegen der propagierten Stärkung des Lohnschutzes stellen die vorgeschlagenen Änderungen eine Aufweichung und Anpassung an EU-Standards dar, die in der Vergangenheit ihre Effektivität im Schweizer Kontext bewiesen haben. Die neuen Regelungen sind in ihrer Komplexität bürokratischer, aber nachweislich weniger durchsetzungsfähig als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die nachweislich Lohndumping betreiben und so unfaire Wettbewerbsvorteile erlangen. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind dabei kein Ausdruck einer Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient in erster Linie der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neupositionierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden im Zuge dieser Anpassungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was letztlich den schweizerischen Arbeitnehmern schadet. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, geregelt in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Diese Bestimmungen sind ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und schadet der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Diese Abhängigkeit ist nicht im Interesse der Schweiz. Die Präzisierungen im Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Invalidenversicherung (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Von besonderer Besorgnis ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Ausländische administrative Entscheide können damit ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden. Dies ist ein fundamentaler Eingriff in unsere rechtliche und politische Eigenständigkeit. Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz nicht geeignet sind, die negativen Folgen für den Schweizer Arbeitsmarkt abzumildern. Vielmehr schwächen sie bewährte Schutzmechanismen, erhöhen die Bürokratie und führen zu einer schrittweisen Erosion der schweizerischen Souveränität und unserer gut funktionierenden Sozialpartnerschaft. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Kerninteressen wahrt und keine Zugeständnisse macht, die unseren Lohnschutz, unsere Wettbewerbsfähigkeit und unsere rechtliche Eigenständigkeit gefährden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel der Erhöhung dieser Sicherheit lanciert wird, stellt in Wirklichkeit eine umfassende und bedenkliche Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dies ist weit mehr als eine reine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit; es handelt sich um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Standards. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere etablierten,

hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die faktische Wahlfreiheit der Konsumenten sind gravierend und dürfen keinesfalls bagatellisiert werden. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidendes Alleinstellungsmerkmal und ein wichtiger Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, gerät unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards führt unweigerlich zu einem qualitativen Verlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert seinen Glanz und seine Bedeutung, wenn die Produkte nach denselben, häufig weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies untergräbt die Marktposition unserer Landwirte und Lebensmittelhersteller und entwertet jahrelang aufgebaute Reputation. Besonders besorgniserregend ist die existierende "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Kündigung dieses potenziell schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, ein Szenario, das keinerlei Raum für notwendige Anpassungen oder Korrekturen lässt und die Schweiz in eine unhaltbare Abhängigkeit manövriert. Die vorgesehene Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Selbstbestimmung und die Autonomie unserer heimischen Wirtschaft massiv einschränkt. Zudem droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen von lokalen Veranstaltungen Verpflegung anbieten, müssten die komplexen, zeitaufwendigen und für sie oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht lokale Traditionen zu zerstören und zahlreiche wirtschaftliche Existenzen zu gefährden, da der Aufwand die Rentabilität übersteigen könnte. Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme der EU-Regelungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Dies missachtet auf eklatante Weise den Volkswillen und die Entscheidung der Bevölkerung, welche in dieser Frage klar gegen den Einsatz von GVOs gestimmt hat. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt somit einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem unweigerlichen Verlust an den bisherigen, hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls äusserst bedenklich. Die neuen Artikel 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies bedeutet einen klaren Rückschritt für den Tierschutz in unserem Land und einen unerträglichen Souveränitätsverlust in einem ethisch hochsensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die bereits erwähnte Totalrevision des LMG bildet hierbei das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Des Weiteren sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird somit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist kritisch zu betrachten. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit auf unzumutbare Weise. Es ist daher geboten, die potenziellen Gefahren und die Souveränitätsverluste, die mit dieser umfassenden Übernahme von EU-Recht verbunden sind, deutlich zu benennen und abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union stellen eine grundlegende und inakzeptable Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Es ist mit grösster Besorgnis festzustellen, dass die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, abgeschafft werden soll. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die essenziell für die Stabilität und Entwicklung von kritischen Sektoren wie dem Regionalverkehr, kantonalen Banken, der Kultur und lokalen KMU sind, werden neu einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies ist nicht nur ein Rückschritt in Bezug auf die Entscheidungsfindung, sondern auch eine Verletzung des Grundsatzes der Subsidiarität und der direkten demokratischen Einflussnahme. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv und in stossender Weise untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unser föderalistisches Kerngefüge. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Schwächung, insbesondere durch die Schaffung der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG). Diese zentrale Kontrollinstanz wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Kompatibilität durchsetzen, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Plänen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und entmachtet nationale Entscheidungsträger. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, wo viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur, die für das Funktionieren unseres Landes unerlässlich sind. Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) geht in die falsche Richtung. Eine 'Superbehörde' wird geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von dieser zentralen Instanz geprüft werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Verletzung ihrer verfassungsmässigen Rechte. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine neue 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und die demokratische und föderalistische Kontrolle über Subventionen aushebelt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und untergräbt die Gewaltenteilung. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares und alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies ist ein inakzeptabler Eingriff in die strategische Planungshoheit des Bundes. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein weiterer besorgniserregender Punkt. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu vernachlässigen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine gravierende Verletzung unserer Verfassung und unserer föderalistischen Grundprinzipien darstellen. Sie führen zu einer zentralisierten und technokratischen

Entscheidungsfindung, schwächen die Kantone und unterwerfen die Schweiz einer fremden Rechtsprechung. Wir lehnen diese Vorlagen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und Funktionsfähigkeit unseres schweizerischen Service public im Bahnbereich. Die Einbettung des EU-Beihilferechts in unsere Gesetzgebung, wie sie durch die angeführten Artikel im Eisenbahngesetz (EBG) und im Personenbeförderungsgesetz (PBG) impliziert ist, untergräbt die bewährte Praxis der staatlichen Unterstützung, die für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung unseres öffentlichen Verkehrs unerlässlich ist. Besonders kritisch zu betrachten ist die potenzielle Einstufung von Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig im Sinne des EU-Beihilferechts. Diese Massnahmen sind keine willkürlichen Begünstigungen, sondern essentielle Instrumente, um die Rentabilität und die Attraktivität des Bahnsystems im nationalen Interesse zu sichern. Eine Unterbindung dieser bewährten Praktiken würde unweigerlich zu einer Einschränkung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen, da die finanziellen Spielräume der Betreiber massiv beschnitten würden. Darüber hinaus öffnet das Abkommen die Tore für die sogenannte Kabotage im Schienenverkehr. Die Einführung von Art. 40ater EBG, der ausländischen Anbietern die Bedienung inner-schweizerischer Strecken erlaubt, ist ein Frontalangriff auf die Grundfesten unseres Service public. Dieses Prinzip fördert die "Rosinenpickerei" durch ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen, die sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren werden. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch die unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien zu bedienen, werden dadurch finanziell ausgeblutet. Dies gefährdet nicht nur die finanzielle Stabilität dieser Unternehmen, sondern auch die flächendeckende Verfügbarkeit von Bahnverbindungen für alle Bürgerinnen und Bürger. Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist keine wirkliche Absicherung, sondern eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Vielmehr schafft sie eine Abhängigkeit, die uns zwingt, EU-Regulierungen unbesehen zu übernehmen, ohne dass eine Mitsprache oder gar ein Vetorecht besteht. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine fatale Entwicklung. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies verlagert die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen und untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, ihre Eisenbahninfrastruktur eigenständig und im nationalen Interesse zu gestalten und zu verwalten. Die im neuen Art. 32a Abs. 1bis PBG verankerte Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten und auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen, da der nationale Gestaltungsspielraum und die Berücksichtigung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele massiv eingeschränkt werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine reale und ernsthafte Bedrohung für den Service public im schweizerischen Landverkehr darstellen. Die Aufweichung des nationalen Beihilferechts, die Ermöglichung der Kabotage und die faktische Aufgabe der Souveränität über die eigene Infrastruktur sind Entwicklungen, die nicht im Interesse der Schweiz sein können. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit in der Gestaltung und Finanzierung ihres öffentlichen Verkehrs bewahrt und sich nicht einer unüberprüfbaren und sich ständig wandelnden EU-Gesetzgebung ausliefert.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags stellen aus mehreren Gründen eine massive Verschlechterung der Schweizer Souveränität und eine erhebliche finanzielle Belastung dar. Die Umwandlung der bisherigen, dem Parlament unterstellten freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatisch und rechtlich verbindlich zu leistende Pflicht ist äusserst bedenklich. Dies bedeutet den Verlust eines essenziellen politischen Druckmittels und entzieht dem Schweizer Volk und dessen gewählten Vertretern die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Was hier als freiwilliger Beitrag präsentiert wird, ist in Wirklichkeit eine schleichende Einführung einer Zwangsabgabe, welche die Haushaltsautonomie des Bundes massiv untergräbt. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt angesichts der im Vertrag verankerten Mechanismen wie ein reines Lockvogelangebot. Der "rechtsverbindliche

Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die unausweichliche Gefahr massiv höherer Forderungen seitens der EU. Die Schweiz wird damit in eine Position gedrängt, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, auf diese Forderungen Einfluss zu nehmen oder diese gar abzulehnen. Die EU diktiert die Höhe der Zahlungen, und die Schweiz hat lediglich die Pflicht zu erfüllen, was von Brüssel vorgegeben wird. Dieses Vorgehen konterkariert das Prinzip der parlamentarischen Budgethoheit, wie es im Rahmen der bundesrätlichen Haushaltsplanung und -bewilligung etabliert ist. Die Schweiz wird somit de facto zu einer Nettozahlerin degradiert, die keine Mitspracherechte und kein Stimmrecht auf EU-Ebene besitzt. Während unsere finanziellen Verpflichtungen verbindlich und nicht verhandelbar werden, fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität der Schweiz schwächt und kaum greifbare Vorteile für unsere Wirtschaft oder unser Land bietet. Die vertragliche Verankerung einer solchen einseitigen finanziellen Verpflichtung ohne entsprechende Gegenleistungen widerspricht fundamentalen Prinzipien des fairen und gleichberechtigten Austauschs zwischen souveränen Staaten. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diesen unerwünschten Zustand. Dieses Gesetz würde die bisherigen, politisch kontrollierbaren Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung überführen und dem Parlament auf allen Ebenen die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Schweizer Steuergeldern entziehen. Gemäss Art. 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen. Dies ist keine Bagatelle, sondern eine bewusste Aushöhlung der Budgethoheit des Parlaments. Anstatt einer souveränen und demokratisch legitimierten Entscheidung über die Mittelverwendung, wird lediglich die Durchführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung angeordnet. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, welche die Budgethoheit des Parlaments als zentrale Säule der staatlichen Ordnung verankert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) ist weit mehr als eine rein technische oder formale Massnahme. Sie signalisiert die tiefe Verankerung dieser Abgaben in unserer Rechtsordnung und lässt befürchten, dass diese Zahlungen an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies hat weitreichende Konsequenzen für die künftige Ausgestaltung unserer Beziehungen zur EU und könnte die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition zwingen, aus der sie sich nur schwerlich befreien kann. Darüber hinaus ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend und problematisch. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese juristische Konstruktion lässt vermuten, dass man versucht, die finanziellen Zuwendungen für die EU hinter einem für die Schweiz positiven Anschein zu verstecken. Die Verbindung mit der Friedensförderung ist wenig nachvollziehbar und verschleiert die eigentlichen finanzpolitischen und souveränitätsrelevanten Implikationen. Es ist zu befürchten, dass dies als Deckmantel dient, um eine finanzielle Verpflichtung durchzudrücken, die auf rein pragmatischen und wohl eher marktbezogenen Überlegungen beruhen sollte, anstatt auf den Idealen der Friedensförderung. Wir lehnen diese Vermischung von Belangen und die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Zusammenhang mit der Übernahme von EU-Recht stellen eine grundlegende Aushöhlung unserer Souveränität und der Willensbildung des Schweizer Volkes dar. Die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie in den vorliegenden Vorschriften angedeutet wird, steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz verankert. Stattdessen wird hier eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit in Kauf genommen, die das demografische Gleichgewicht und die soziale Kohäsion unseres Landes gefährdet. Besorgnis erregt insbesondere die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, das bereits nach fünf statt den bisherigen zehn Jahren gewährt werden soll. Dieser Status, quasi eine „Niederlassung C PLUS“, ist praktisch unentziehbar ausgestaltet. Selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe soll ein Entzug dieses Rechts kaum noch möglich sein. Dies untergräbt massiv die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Kosten für diesen praktisch gesicherten Verbleib auf schweizerischem Boden, selbst für Personen, die nicht zum Wirtschaftsaufbau beitragen, werden letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die Vorschläge fördern zudem eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies gilt insbesondere unter der Annahme der vorgeschlagenen Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG). Die Neugestaltung des AIG, insbesondere die Anpassungen in Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren diesen Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger und

erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit massiv. Die zusätzliche Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, sprengt jeglichen Rahmen, den man für ein Nicht-EU-Land als vertretbar erachten könnte. Dies führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel" ist nichts weiter als ein politisches Täuschungsmanöver. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zur Abfederung negativer Folgen zu nutzen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine echte Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die die Handlungsfreiheit der Schweiz untergräbt. Besonders bedenklich ist die geplante Einführung der „Integrationsmethode" für die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jeglichen Einfluss verlieren. Die automatische Übernahme neuer EU-Regelungen, auch wenn sie unseren Interessen widersprechen, ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Entscheidungskompetenz. Die vorgeschlagenen Anpassungen im AIG sind das Kernstück einer Kapitulation vor den Vorgaben der EU. Die neue „Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung der Zuwanderung ermöglicht. Während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren, missachtet dies bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV. Auch die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a ist eine kosmetische Massnahme. Sie soll darüber hinwegtäuschen, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung proaktiv zu steuern, verwaltet die Schweiz lediglich deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen finanziellen Folgekosten der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist ein offenes Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden müssen. Ebenso schaffen die neuen Bestimmungen im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG) – ein neuer Zahlungsrahmen gemäss Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c und ein spezifischer Beitragsmechanismus in Artikel 61a – einen Mechanismus, der direkt vom Schweizer Steuerzahler finanziert wird, um die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu kompensieren. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Selbst eine scheinbar rein technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB), wie die Aufnahme von Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24, ist eine Folgeänderung, welche die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es verdeutlicht, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD), Artikel 2 Absatz 1bis, ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Gleiches gilt für das Gesundheitsberufegesetz (GesBG), wo die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit führt. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz, bei der die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt wird, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene Abkommen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsetzungskompetenz der Schweiz. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht in Form von angepasstem oder direkt übernommenem Recht, wie es im Bereich der technischen Handelshemmnisse oder anderer regulatorischer Bereiche vorgesehen ist, muss kritisch hinterfragt werden. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Binnenmarktgesetzgebung (BGBI. 2003 5767) verankert das Prinzip der Gesetzgebungskompetenz des Schweizerischen Bundes. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenz de facto aushöhlen. Die Schweiz würde einem Regelwerk unterworfen, das sie nicht mehr eigenständig gestalten kann. Dies widerspricht fundamental dem Subsidiaritätsprinzip, welches festlegt, dass Entscheidungen auf der möglichst tiefsten Ebene getroffen werden sollen. Die EU-Regulierung würde eine "Top-Down"-Entscheidungsstruktur etablieren, die die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen würde, auf ihre spezifischen Bedürfnisse und Interessen massgeschneiderte Lösungen zu entwickeln. Weiterhin ist die Ausgestaltung des Mechanismus zur Übernahme von EU-Recht problematisch. Wenn die Schweiz verpflichtet wäre, neue EU-Rechtsetzung automatisiert zu übernehmen, ohne dass eine angemessene parlamentarische Debatte und Zustimmung erfolgen kann, würde dies eine erhebliche Einschränkung der demokratischen Kontrolle bedeuten. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung hat das Parlament die Aufgabe, die Gesetzgebung zu gestalten. Eine solche Übernahme von EU-Recht würde dem Parlament diese wesentliche Funktion entziehen und die Schweiz zu einem "Rechtsempfänger" degradieren, anstatt zu einem souveränen Gesetzgeber. Die Sorge, dass die Schweiz durch solche Abkommen in eine "Assoziierungsbindung" gerät, die über die reine Zusammenarbeit hinausgeht, ist berechtigt. Die Europäische Union verfolgt seit langem das Ziel einer immer engeren Union. Abkommen, die eine substantielle Übernahme von EU-Recht beinhalten, sind oft ein Schritt in Richtung einer solchen Vertiefung, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, sich dem Prozess der Entscheidungsfindung in der EU anzuschliessen. Dies kann zu einer Entfremdung zwischen der schweizerischen Bevölkerung und der Gesetzgebung führen, da die Ursprünge und die demokratische Legitimität der übernommenen Regeln nicht immer nachvollziehbar wären. Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Wenn die Übernahme von EU-Recht mit einer Zuständigkeit des EuGH verbunden ist, um diese Regeln auszulegen oder anzuwenden, so würde dies die richterliche Souveränität der Schweiz massiv tangieren. Die Rechtsprechung des EuGH müsste von Schweizer Gerichten bindend angewendet werden, was die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz beeinträchtigen könnte. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine Vorordnung durch den EuGH könnte diese Unabhängigkeit untergraben. Die ökonomischen Vorteile, die oft als Argument für solche Abkommen angeführt werden, müssen im Lichte der politischen und rechtlichen Kosten gewogen werden. Die kurzfristigen Vorteile eines erleichterten Marktzugangs könnten durch langfristige Verluste an politischer Handlungsfähigkeit und Souveränität erkauft werden. Es stellt sich die Frage, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Entkernung der schweizerischen Rechtsordnung bedeutet. Die Befürchtung, dass die EU unter dem Deckmantel der "Stabilisierung" eine schrittweise Angleichung der schweizerischen Gesetzgebung erzwingt, ohne dass dies im Rahmen eines kohärenten und vom Schweizer Volk legitimierten Prozesses geschieht, ist nicht aus der Luft gegriffen. Die Schweiz hat wiederholt die Vorteile eines unabhängigen Rechtssystems bewiesen, das auf ihre spezifischen Gegebenheiten zugeschnitten ist. Die vorgeschlagenen Schritte könnten diese Errungenschaften gefährden. Es ist unerlässlich, dass die Verhandlungen mit der EU auf einer klaren Grundlage der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der legislativen Autonomie geführt werden. Jegliche Vereinbarung, die zu einer signifikanten Übernahme von EU-Recht führt, ohne eine angemessene demokratische Kontrolle und die Möglichkeit einer direkten demokratischen Mitbestimmung, muss entschieden abgelehnt werden. Die Bewahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer Fähigkeit, unsere eigene Zukunft zu gestalten, hat oberste Priorität. Die aktuelle Richtung der Verhandlungen wirft ernsthafte Zweifel auf, ob diese Prioritäten angemessen berücksichtigt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christian Bohli (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Christian Bohli · 0791383799 · christian.bohli@protonmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die Übernahme von EU-Recht, auch in der Form von flankierenden Massnahmen, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und der Entscheidungsfreiheit des Parlaments. Insbesondere die im Entwurf erwähnte Übernahme von EU-Richtlinien ohne klare Begrenzung und spezifische Anpassung an schweizerische Verhältnisse widerspricht dem Geist des Bundesgesetzes über die europäischen Beziehungen (BEG), das eine sorgfältige Prüfung und gegebenenfalls eine abweichende Umsetzung vorsieht. Artikel 5 BEG unterstreicht die Notwendigkeit, die Interessen der Schweiz zu wahren. Die aktuelle Vorgehensweise scheint diese Sorgfaltspflicht zu vernachlässigen und droht, die Schweiz einer externen Gesetzgebung zu unterwerfen, die nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Werte zugeschnitten ist.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen einen fundamentalen Bruch mit dem verfassungsmässigen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV dar. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unzumässlich. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern übersteigt jede vertretbare Grenze und fördert eine unkontrollierbare Zuwanderung mit gravierenden sozialen und finanziellen Folgen für Kantone und Gemeinden. Die sogenannte "Schutzklausel" ist eine Farce; ihre Anwendungshürden sind unüberwindbar und die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei deren Beanspruchung macht sie zu einer Erpressungsklausel. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet die faktische Entmachtung unseres Parlaments und unseres Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Die Anpassungen im AIG, wie die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und sind eine Missachtung des Verfassungsauftrags. Dies ist eine Kapitulation vor der EU, die unsere Souveränität und die finanzielle Stabilität der Schweiz aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bedauerlicherweise unzureichend und dienen eher kosmetischen Zwecken. Es ist äusserst fraglich, ob sie dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, wirksam entgegenwirken können. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefe Einkommen, scheint unausweichlich. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Die angeblichen Stärkungen im Entsendegesetz (EntsG) stellen eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Anpassungen, wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der EU-Konformität und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen

Neuplatzierung in Art. 13a EntsG weicht die bewährte Systematik auf und verkompliziert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Der besondere Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine erhebliche Abtretung von Souveränität und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks, getarnt unter dem Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine bedrohliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) höhlt unsere hohen Produktionsstandards aus und gefährdet bäuerliche Familienbetriebe sowie die Konsumentenwahlfreiheit. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards entwertet. Eine gefährliche Guillotineklausel verknüpft dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt. EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse, ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Die Bürokratie wird für unsere Produzenten erdrückend, und lokale Traditionen werden zerstört. Unser Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, und die Schweiz muss Produkte mit Spuren von GVO akzeptieren. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe strengerer nationaler Vorschriften, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) umgehen das Parlament und schaffen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Selbst der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) dem Diktat der EU unterstellt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit durch starre, bürokratische EU-Mechanismen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung gemäss dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die schweizerische Haushaltsautonomie wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) ausgehebelt, was das Parlament seiner Budgethoheit beraubt und Zahlungen diktiert, die primär der EU zugutekommen. Die anfänglich genannten Beträge sind lediglich Lockangebote, da der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, während die Verknüpfung mit der Friedensförderung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG den guten Namen der Friedensförderung missbraucht, um umstrittene Zahlungen zu legitimieren. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB verankert diese Abgaben unwiderruflich in der Schweizer Rechtsordnung.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine gravierende Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet ausländischen Anbietern die Tür zur Rosinenpickerei, was die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergräbt und die flächendeckende Versorgung gefährdet. Ebenso problematisch ist die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG), welcher die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt. Die Sorge, dass EU-Beihilferegelungen Schweizer Subventionen in Frage stellen und somit die Qualität des Angebots mindern, ist ebenso berechtigt. Die "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die eine schrittweise Aushöhlung der nationalen Steuerungskompetenz zur Folge hat.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die Überführung der bis anhin bewährten, politisch und demokratisch legitimierten Subventionspraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist inakzeptabel. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und schwächt die Autonomie von Bund und Kantonen massiv. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die als verlängerter Arm der EU agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a) degradieren die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und entziehen ihnen die Verfahrensautonomie. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Opfer nationaler Kompetenzen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Diesen Eingriffen muss entschieden widersprochen werden.

Strom

Die vorgeschlagene Liberalisierung des Strommarktes stellt eine grundlegende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen. Dies schwächt die Rolle der ElCom zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was die eigenständige Schweizer Energieregulierung beendet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches die Bergkantone unterstützt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gemäss EU-Recht eingestuft und abgeschafft werden, was die Wasserkraft existenziell gefährdet. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln und verschärfte Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG ausgehebelt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Markt geopfert, da die Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird und keine klare Verantwortlichkeit mehr besteht. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere Art. 15 neu und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten, benachteiligen dezentrale Produzenten und schaffen Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Schweiz ist und muss unbedingt Souverän bleiben. Die Stärke der Schweiz war schon immer ihre Neutralität, egal was war, die Neutralität ist unsere Stärke. Was haben wir im 2ten WK und im kalten Krieg gemacht? Wir haben unser Brücken mit Sprengstoff versehen, unsere Berge ausgehölt etc. Wir wurden noch nie angegriffen, auch Hitler lies uns in Ruhe. Weil wir Neutral sind. Lassen wir uns von der EU etwas vorschreiben sind wir sicherlich nicht mehr Neutral. Jeder Schritt in Richtung EU, ist ein Schritt zu viel.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz sind gravierend. Die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Einflussnahme der Schweizer Bevölkerung oder des Parlaments, wie sie durch die systematische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen erfolgen könnte, steht im fundamentalen Widerspruch zum Geist der Bundesverfassung, namentlich zu Art. 2 Abs. 1 BV, der die Schweiz als souveränen Staat umschreibt. Die vorgesehene institutionelle Verankerung einer dynamischen Rechtsübernahme birgt die Gefahr, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die damit verbundenen Mitgestaltungsmöglichkeiten zu besitzen. Diese Entwicklung würde die demokratische Legitimation der Schweizer Gesetzgebung untergraben und die verfassungsrechtlich garantierte Selbstbestimmung der eidgenössischen Räte sowie des direkten Volkswillens bedrohen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des vorgelegten Pakets zeigt gravierende Mängel und wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung des Abkommens, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Auslegung von Recht, stellt eine nicht hinnehmbare Einschränkung der schweizerischen Rechtsordnung dar. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Gültigkeit von Bundesgesetzen und die Autorität der schweizerischen Gerichte betont. Das Paket droht die schweizerische Autonomie erheblich zu untergraben und die Rechtsetzungshoheit des Parlaments und des Volkes zu schleifen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: David Odermatt (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Odermatt · 0793740917 · david.odermatt@bluemail.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage, welche die inländische Umsetzung neuer Vereinbarungen mit der Europäischen Union betrifft, gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Die generelle Tendenz zur zunehmenden Harmonisierung mit EU-Recht, die sich auch in dieser Vorlage manifestiert, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die eigenständige Rechtsentwicklung der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit diese Angleichung im übergeordneten Interesse der Schweiz liegt oder ob sie primär den Interessen der Europäischen Union dient. Besonders alarmierend ist die Erwartung einer automatischen Übernahme von EU-Recht. Diese Praxis widerspricht fundamental dem Prinzip der repräsentativen Demokratie, wie es in der Schweizer Verfassung verankert ist. Artikel 1 unserer Bundesverfassung garantiert die Volkssouveränität und die Zuständigkeit der Eidgenossenschaft und der Kantone. Eine automatische Rechtsübernahme untergräbt die Möglichkeit des schweizerischen Gesetzgebers, eigenständige und bedarfsgerechte Lösungen zu entwickeln, die den spezifischen Gegebenheiten und Interessen unseres Landes Rechnung tragen. Statt einer sorgfältigen Prüfung und Anpassung von EU-Recht an die schweizerischen Verhältnisse wird hier eine de facto Integration ohne angemessene parlamentarische Debatte und demokratische Legitimation angestrebt. Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung und Verwaltung gravierend. Die Integration neuer Rechtsakte der EU erfordert nicht nur eine Anpassung der Gesetze, sondern auch der Verordnungen, Weisungen und der gesamten juristischen Praxis. Dies bedeutet einen erheblichen Aufwand für die Verwaltung und die Gerichte, ohne dass ein klarer Mehrwert für die Schweiz ersichtlich ist. Artikel 176 unserer Bundesverfassung regelt die Zuständigkeiten des Bundesrats und die Gesetzgebung. Die hier angestrebte Form der Rechtsübernahme könnte dazu führen, dass die Kompetenzen des Parlaments und der Kantone stillschweigend ausgehöhlt werden. Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Transparenz und die Zugänglichkeit der relevanten EU-Rechtsakte. Oftmals sind diese Texte komplex, in verschiedenen Sprachen verfügbar und ihre Auslegung unterliegt der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs. Dies erschwert die Nachvollziehbarkeit und die Einhaltung für schweizerische Akteure erheblich. Es ist fraglich, ob die Schweiz die notwendigen Ressourcen und die institutionellen Kapazitäten besitzt, um diese Entwicklungen kontinuierlich und adäquat zu verfolgen und zu bewerten. Artikel 172 unserer Bundesverfassung zur Aussenpolitik betont die Wahrung der Interessen der Schweiz. Es ist fraglich, ob eine solche unflexible Übernahme von EU-Recht diesen Interessen tatsächlich dient. Die ökonomischen Konsequenzen der Harmonisierung mit dem EU-Binnenmarkt sind ebenfalls nicht unumstritten. Während der Zugang zum EU-Markt für Schweizer Unternehmen zweifellos von Vorteil sein kann, darf dies nicht auf Kosten der Wettbewerbsfähigkeit im Inland geschehen. Die Übernahme von EU-Standards kann zu höheren Produktionskosten und bürokratischen Hürden führen, die insbesondere kleinere und mittlere Unternehmen (KMU) belasten. Artikel 95 der Bundesverfassung schützt die Wirtschaftsfreiheit. Es muss sichergestellt werden, dass die Umsetzung von EU-Recht nicht zu einer unverhältnismässigen Einschränkung dieser Freiheit führt. Die vorliegende Vorlage scheint die bewährte Politik der selektiven und bedarfsorientierten Übernahme von EU-Recht zu verlassen. Stattdessen wird eine pauschale Angleichung angestrebt, die der Schweiz ihre Flexibilität nimmt und sie in eine Abhängigkeit von der EU-Gesetzgebung manövriert. Dies widerspricht dem Geist der Unabhängigkeit, der seit jeher die Schweizer Politik prägt. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Ziele des Bundesstaates nennt, darunter die Sicherung der Freiheit und der Wohlfahrt des Volkes, muss stets im Vordergrund stehen. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die angestrebte Harmonisierung diesen Zielen dient. Abschliessend muss betont werden, dass die Schweiz trotz ihrer engen Beziehungen zur EU ein eigenständiges Rechtssystem bewahren muss. Die Verfassung gibt hierfür die klare Grundlage. Eine blindlings erfolgte Übernahme von EU-Recht wäre ein schwerwiegender Fehler mit langfristigen negativen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität, die Demokratie und die wirtschaftliche Eigenständigkeit. Es ist unerlässlich, dass jede Übernahme von EU-Recht einer strengen Prüfung unterzogen wird, ob sie den Interessen der Schweiz dient und mit unseren Verfassungsprinzipien vereinbar ist. Die gegenwärtige Tendenz zur automatischen Angleichung ist aus unserer Sicht entschieden abzulehnen.

Landverkehr

Mit grossem Bedauern muss ich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, fundamentale Gefahren für den Schweizer Service public bergen. Die vorliegenden Regelungen, wie sie im Entwurf dargelegt werden, drohen, die Grundfesten unseres bewährten öffentlichen Verkehrs zu untergraben und die Souveränität unseres Landes massgeblich einzuschränken. Ein zentraler Kritikpunkt ist die Gefährdung des Service public im Schienenverkehr. Die unkritische Übernahme und Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die reale Gefahr, dass Subventionen, welche bisher als essenziell für den Erhalt und die Weiterentwicklung unseres Bahnwesens galten, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies betrifft insbesondere die finanzielle Unterstützung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs und die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials. Die SBB und andere schweizerische Bahnbetreiber sind heute auf diese Unterstützung angewiesen, um ein qualitativ hochstehendes und flächendeckendes Verkehrsangebot für alle Bürgerinnen und Bürger aufrechterhalten zu können. Eine Einstufung dieser Subventionen als illegal würde die finanzielle Basis dieser Unternehmen massiv schwächen und unweigerlich zu Leistungseinschränkungen, höheren Tarifen und einer Verschlechterung der Servicequalität führen. Ferner öffnet das angestrebte Abkommen die Tore für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnwesen. Dies bedeutet, dass ausländische Bahnbetreiber zukünftig berechtigt wären, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Szenario birgt die höchst unerwünschte Konsequenz der "Rosinenpickerei". Internationale Anbieter, die oft von staatlichen Subventionen aus ihren Heimatländern profitieren, werden sich naturgemäss auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren. Dies hinterlässt die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für das ganze Land haben, mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien. Die finanzielle Basis des Service public wird dadurch systematisch ausgehöhlt und die Aufrechterhaltung eines dichten und zugänglichen Bahnnetzes in allen Landesteilen gefährdet. Die Einführung der Kabotage, wie sie im neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, stellt somit einen direkten Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung gegen negative Auswirkungen des EU-Rechts ist aus rechtlicher Sicht als wertlos zu betrachten. Sie bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz sich zur dynamischen Rechtsübernahme verpflichtet, wäre sie gezwungen, jegliche Neuregelungen der EU im Bahnbereich ungeprüft zu übernehmen. Diese "Gemeinsame Erklärung" ist somit nichts weiter als eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Eisenbahnverkehr nicht verhindert. Im Kontext der dynamischen Rechtsübernahme muss auch die fortschreitende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur kritisch hinterfragt werden. Die Übernahme von EU-Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Subsidiarität und schwächt die Fähigkeit der Schweiz, ihre Eisenbahninfrastruktur im eigenen Interesse zu gestalten und zu verwalten. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), konkret Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Recht. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass optimale lokale oder regionale Lösungen, die auf die spezifischen Bedürfnisse der Bevölkerung zugeschnitten sind, nicht mehr zum Zuge kommen. Stattdessen drohen suboptimalen und potenziell teureren Lösungen, die primär den EU-Vorgaben entsprechen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Landverkehr, insbesondere durch die Einführung der Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme von EU-Recht, eine existenzielle Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Die Souveränität unseres Landes bei der Gestaltung seines öffentlichen Verkehrsnetzes wird massgeblich eingeschränkt und die finanzielle Basis für einen qualitativ hochstehenden und flächendeckenden Bahnverkehr wird gefährdet. Es ist dringend geboten, diese Risiken ernst zu nehmen und Massnahmen zu ergreifen, um die Unabhängigkeit und Leistungsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs zu schützen.

Strom

Zur Stellungnahme im Bereich Strom nehmen wir entschieden und mit tiefgreifender Besorgnis Stellung. Die vorliegenden Vorschläge zur elektrischen Energieversorgung stellen eine gravierende Gefährdung unserer nationalen Souveränität, unserer wirtschaftlichen Stabilität und unserer bewährten föderalen Strukturen dar. Die vorgelegte Konzeption zur Stromversorgung birgt die unmittelbare Gefahr der schleichenden Aufgabe unserer Energiesouveränität. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem reinen Anwender von EU-Regularien degradiert. Wir werden zu einem

weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jegliches Stimmrecht, der jedoch verpflichtet ist, die daraus resultierenden Kosten vollumfänglich zu tragen. Die entscheidende Steuerung unseres Stromnetzes wird somit unwiederbringlich nach Brüssel verlagert, was die Möglichkeit zur eigenständigen Gestaltung unserer Energiepolitik fundamental untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht, von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" zu werden. Dies bedeutet die erzwungene Umsetzung von undemokratisch legitimierten Vorschriften aus Brüssel. Das Ende einer auf schweizerische Bedürfnisse und Gegebenheiten zugeschnittenen, eigenständigen Energieregulierung ist damit besiegelt. Die Fähigkeit, die Energiewende im Einklang mit unseren nationalen Prioritäten zu gestalten, wird auf diese Weise nachhaltig beeinträchtigt. Ein Kernstück unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das über Jahrzehnte bewährte System der Wasserzinsen, das signifikant den Bergkantonen zugutekommt und dort zur Entwicklung beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und in der Folge abgeschafft werden. Dies würde nicht nur erhebliche finanzielle Einbussen für betroffene Kantone bedeuten, sondern auch das föderale Gefüge empfindlich stören. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der für unsere Versorgungssicherheit und die lokale Wertschöpfung essenziellen Gemeindekraftwerke, werden durch diese Neuregelungen massiv geschwächt. Ihr traditionell verankerter Einspeisevorrang, der eine privilegierte Behandlung lokaler und dezentraler Energieproduktion ermöglichte, wird durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion in unerträglichem Masse. Die nationale Versorgungssicherheit wird geopfert und dem ungezügelten freien Markt überlassen. Die Möglichkeit zur strategischen Lagerung von Energie, beispielsweise die Bildung von Wasserreserven, wird durch EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Es entsteht eine beunruhigende Situation, in der niemand mehr die klare und unmissverständliche Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochgefährliches Spiel mit dem Feuer und eine Missachtung der Bedürfnisse unserer Bevölkerung. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird unweigerlich zu volatileren und damit letztlich zu höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für private Haushalte führen. Denn die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der sogenannte "freie Markt" nicht zu tragen bereit ist, müssen über neue, nicht unerhebliche staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine unannehmbare zusätzliche Belastung für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) initiiert eine vollständige Strommarktliberalisierung, die zu signifikanter Preisvolatilität führt. Sie gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die etablierten föderalen Strukturen durch eine verschärfte Ausgestaltung des Unbundlings (Art. 10, 18, 19). Diese Massnahmen sind in ihrer Gesamtheit ungeeignet, die Stabilität unserer Energieversorgung zu gewährleisten. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Durch die Änderung der Vergütungsregeln wird die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Dies steht im diametralen Gegensatz zu den erklärten Zielen einer dezentralen und nachhaltigen Energiezukunft. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage empfindlich geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt einzig grosse, zentralisierte Akteure auf Kosten der Vielfalt und des lokalen Engagements. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird unweigerlich den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell fossilen Energieträgern machen. Dies ist ein Rückschritt in der Energiepolitik. Die vollständige Strommarktliberalisierung, eingeführt durch das neue 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG), stellt ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft dar. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem unbarmherzigen Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unverkennbare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte, funktionierende Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden auf diese Weise zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer unmissverständlicher Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen, pragmatischen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne jegliche Notwendigkeit und zum Schaden der Flexibilität den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen bedauerlichen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer eigenen

Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine existenzielle Bedrohung für die Energiesouveränität, die wirtschaftliche Stabilität und die föderale Ordnung der Schweiz darstellen. Sie sind abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung wird zur umfassenden Ablehnung der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit veranlasst. Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar und laufen dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung zuwider, wie er unmissverständlich in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie ist inakzeptabel. Dieses Vorgehen ignoriert die Verfassungsvorgaben und die demokratischen Rechte des Schweizer Volkes. Insbesondere die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, das de facto einer "Niederlassung C PLUS" entspricht und praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung fördert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die nicht mehr tragbar ist. Die finanzielle Last wird den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden auferlegt, während die Schweiz die Kontrolle über die Zusammensetzung und die Kosten der Zuwanderung verliert. Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern neben Partnern und Kindern wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Dies steht im Widerspruch zu einem vernünftigen und gesteuerten Migrationsmanagement. Die sogenannte "Schutzklausel" ist offensichtlich nur ein Feigenblatt, das die Realität verdeckt. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirksame Anwendung finden wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzmöglichkeit, sondern eine Erpressung, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" ist eine fundamentale Bedrohung für unsere direkte Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden faktisch entmachtet, wenn es um künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich geht. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation vor der EU. Die vorgeschlagene "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Sie mag zwar Indikatoren definieren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger, der keine echte Steuerung ermöglicht. Gleichzeitig zementieren die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Änderungen zementiert, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die vorgeschlagenen Änderungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a AVG, sind rein kosmetische Massnahmen. Sie sollen darüber hinwegtäuschen, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Abs. 2 BVG, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der

Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB) bleibt von diesen Anpassungen nicht verschont. Die Anpassung in Artikel 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzsinne Verfolgung von Bagatelldelikten und den Informationsaustausch (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) wird durch die Einführung des EPC die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 MedBG an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist die Anbindung an das IMI-System ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Diese gesamte Gesetzesänderung stellt einen unverantwortlichen Schritt in Richtung einer faktischen EU-Mitgliedschaft dar, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihre Grenzen, ihre Sozialwerke und ihre Demokratien zu schützen. Wir lehnen diese Vorschläge daher entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich «Lebensmittelsicherheit» gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und muss entschieden abgelehnt werden. Unter dem irreführenden Titel einer vermeintlichen Verbesserung der Lebensmittelsicherheit wird ein umfassendes und in seinen Folgen verheerendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über das eigentliche Thema hinausgeht. Es handelt sich in Wahrheit um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das umfangreiche und für unsere Verhältnisse unpassende EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch». Dies hat das Potential, unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt die Wahlfreiheit der Konsumenten unwiederbringlich zu gefährden. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein etablierter Wettbewerbsvorteil und ein Stolz unserer Nation, steht unter direkter Bedrohung. Eine angleichung an oft tiefere und weniger stringente EU-Standards wird unweigerlich zu einem qualitativen Rückschritt führen. Das geschätzte Label «Made in Switzerland» wird erheblich an Wert verlieren, wenn die hierzulande produzierten Lebensmittel nach denselben, oft weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen, wie sie in der Europäischen Union gelten. Dies zerstört nicht nur ein wichtiges Alleinstellungsmerkmal unserer Produzenten, sondern untergräbt auch das Vertrauen der Konsumenten in die Hochwertigkeit schweizerischer Erzeugnisse. Besonders besorgniserregend ist die Einführung einer zynischen «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen unheilvoll mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Konsequenz ist klar: Eine Kündigung dieses aus unserer Sicht äusserst schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in fundamentalen Fragen blockiert und unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt. Die vorgesehenen Befugnisse für EU-Inspektoren, welche Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellen einen massiven und nicht hinnehmbaren Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren Interessen primär jenen der EU dienen und nicht jenen der Schweiz. Zusätzlich droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere heimischen Produzenten hereinzubrechen. Es ist absehbar, dass nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, traditionsreiche Alp-Käsereien, lokale Dorfmetzger und selbst Vereine, die beispielsweise an einem traditionellen Schwingfest für das leibliche Wohl der Besucher sorgen, die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen müssten. Dies bedroht nicht nur lokale Traditionen und Bräuche, sondern auch die wirtschaftliche Existenz vieler kleiner und mittlerer Unternehmen, die das Rückgrat unserer ländlichen Wirtschaft bilden. Die im Gentechnik-Bereich vorgesehenen Massnahmen sind ein direkter Angriff auf das unser demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium. Die Schweiz würde damit gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, auch wenn diese auf EU-Ebene zugelassen sind. Der Volkswille wird hier auf perfide Weise umgangen und missachtet. Die anstehende Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist nichts weniger als ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Widerstandsfähigkeit unserer Produzenten und die Sicherheit der Konsumenten. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung

unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem unwiderruflichen Verlust unserer hohen Lebensmittelstandards. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Gesetzgebung und der Souveränität. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ebenfalls äusserst bedenklich. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen gravierenden Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch hochsensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren damit die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen und diese auch durchzusetzen. Die besagte Totalrevision des LMG bildet das Kernstück der beabsichtigten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, primär auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe ihrer Tätigkeit zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaftsstruktur. Die neuen Verordnungskompetenzen, welche dem Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) zugesprochen werden sollen, sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird auf diese Weise umgangen und verliert seine Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Landwirte unmittelbar betreffen. Dies ist eine gefährliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist problematisch. Sie unterstellt den Schutz unserer wertvollen Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Anstelle bewährter nationaler Strategien, die auf unsere alpinen Gegebenheiten zugeschnitten sind, müssen wir uns an die oft langsameren und für uns unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich führt die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) dazu, dass die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit massiv. Aufgrund dieser tiefgreifenden Bedenken, die sowohl die Souveränität unseres Landes als auch die Qualität unserer Produkte und die Existenz unserer Landwirtschaft bedrohen, lehnen wir die vorgeschlagenen Massnahmen entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Erosion der schweizerischen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Anstatt die bewährte und von der Bevölkerung gewollte Praxis der regional und lokal verankerten Förderungen fortzuführen, werden wir uns einem starren, von Brüssel diktierten technokratischen Regime unterwerfen. Die heutigen Subventionen, die als Ausdruck politischer Willensbildung von Bund, Kantonen und Gemeinden dienen und gezielt lokale Anliegen wie den Regionalverkehr, die Unterstützung kantonaler Banken, die Förderung von Kultur oder die Stärkung lokaler KMU adressieren, sollen künftig einer zentralen, EU-konformen Kontrolle unterliegen. Dies ist nicht weniger als eine Entmachtung der demokratisch legitimierten Entscheidungsträger. Es ist höchst beunruhigend, wie die Souveränität der Kantone und ihre traditionelle föderalistische Autonomie durch diese Massnahmen massiv untergraben werden. Anstatt eigenständig über die für ihre Regionen relevanteste Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen Behörde in Bern zur Genehmigung vorzulegen. Diese zentrale Instanz fungiert de facto als verlängerter Arm der EU-Kommission, und ihre Entscheidungen sind primär an der Kompatibilität mit dem EU-Recht orientiert und nicht an den spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten der schweizerischen Kantone. Dies stellt einen direkten und inakzeptablen Angriff auf das Herzstück unseres föderalistischen Gefüges dar. Die Schweiz wird sich durch diese Regelungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU ausliefern. Jede staatliche Beihilfe muss künftig der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden. Dies reduziert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit vollständig aus. Insbesondere strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, in denen zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie des Landes und die Gewährleistung des Service public in diesen Kernbereichen unserer kritischen Infrastruktur. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie sie im angepassten Kartellgesetz (KG, Art. 18

Abs. 2) vorgesehen ist, führt zur Entstehung einer potenziellen "Superbehörde". Diese Kammer wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen Institution, die weitgehend von der direkten demokratischen Kontrolle entfernt ist, ist äusserst bedenklich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Entscheidungen dieser Kammer werden zukünftig nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Konformität mit dem EU-Recht. Der Kanton wird im Rahmen des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) de facto zu einem Bittsteller degradiert. Ihre kantonalen Parlamente und Regierungen verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre souverän und demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität hin überprüft und können ohne weiteres gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Aushöhlung ihrer verfassungsmässigen Rechte. Die Einführung eines direkten Beschwerderechts der neuen Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse gemäss Art. 82 Bst. bbis BGG zementiert diese Unterordnung und ermöglicht die Anfechtung kantonaler Entscheidungen mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG). Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG verstärkt die Zentralisierung der Rechtskontrolle in unzulässiger Weise. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird durch ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und die föderalistischen Strukturen zu schwächen. Ein besonders alarmierendes Signal ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dieser Sektor wird vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein klarer Hinweis auf die Prioritätensetzung. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen eine fundamentale und inakzeptable Bedrohung für die schweizerische Wirtschafts- und Rechtsordnung, die föderalistische Struktur und die nationale Souveränität darstellen. Wir lehnen diese massiven Einschränkungen unserer Autonomie und die Unterwerfung unter externe Kontrollmechanismen entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen an die Europäische Union, werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung im Lichte unserer nationalen Souveränität und demokratischen Prinzipien bedürfen. Was hier als freiwillige Geste der Solidarität dargestellt wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine schleichende Umwandlung in eine rechtlich verbindliche und unweigerliche Abgabepflicht, die unsere diplomatischen und politischen Handlungsspielräume empfindlich einschränkt. Die zentrale Problematik liegt in der Transformation der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und somit demokratisch legitimierten freiwilligen Beiträge zu einer automatischen, rechtlich bindenden Pflicht. Dieses Vorgehen entzieht dem Schweizer Parlament ein entscheidendes politisches Druckmittel und damit die Möglichkeit, über die Verwendung milliardenschwerer Zahlungen selbst zu entscheiden. Die Einführung eines "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge, wie im Vertrag vorgesehen, birgt die reale Gefahr, dass der ursprünglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockangebot fungiert. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus zukünftig zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz – aufgrund der vertraglichen Bindung – faktisch nicht mehr wird widersprechen können. Wir werden uns in einer Position wiederfinden, in der wir die von der EU diktierten Zahlungsmodalitäten ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit akzeptieren müssen. Dies ist im Grunde die Einführung einer Zwangsabgabe, welche die budgetäre Souveränität der Schweiz massiv untergräbt. Diese Entwicklung ist umso bedenklicher, als die Schweiz durch die vorgeschlagenen Regelungen de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während unsere finanziellen Verpflichtungen rechtsverbindlich werden, existieren keinerlei Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität der Schweiz kostet und im Gegenzug kaum greifbare, wirtschaftlich substanzielle Vorteile verspricht. Die angepriesenen Vorteile einer engeren Kooperation scheinen angesichts der finanziellen Verpflichtungen und des Verlusts an

politischer Autonomie in einem fragwürdigen Verhältnis zu stehen. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung auf gesetzgeberischer Ebene. Dieses Gesetz ist kein geringeres Instrument, als die bisher flexiblen und politisch gestaltbaren Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu überführen. Indem das KoBG die Kohäsionszahlungen als permanenten Rechtsanspruch verankert, wie es in Artikel 1 KoBG angedeutet ist, höhlt es die Budgethoheit des Schweizer Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die im nationalen Interesse abgewogen werden kann, werden wir nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erleben. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität und der parlamentarischen Kontrolle über die Staatsfinanzen. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung in unserer Rechtsordnung signalisiert, dass die Abgaben an die EU fortan als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies schafft eine faktische Gewöhnung und erschwert zukünftige politische Debatten über die Angemessenheit und Legitimität dieser Zahlungen. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist zudem irreführend und potenziell missbräuchlich. Hier wird der "gute Name" und die international anerkannte Rolle der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vermischung von Sachthemen dient lediglich dazu, die Akzeptanz für finanzielle Verpflichtungen zu erhöhen, die primär die EU-Politik unterstützen und nicht zwangsläufig dem schweizerischen Interesse dienen. Es ist eine fragwürdige Taktik, die Glaubwürdigkeit der Friedensförderung für die Durchsetzung eigener finanzieller Interessen zu instrumentalisieren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags eine bedenkliche Erosion unserer Souveränität darstellen. Die Umwandlung freiwilliger Beiträge in rechtlich bindende Verpflichtungen, der Verlust der parlamentarischen Kontrolle und die Gefahr unkalkulierbarer Kostensteigerungen sind gravierende Nachteile, die nicht ignoriert werden dürfen. Die Schweiz droht, zu einer reinen Zahlstelle ohne Mitspracherecht zu werden, während die vorgeschlagene Gesetzgebung, insbesondere das KoBG, die demokratische Kontrolle über unsere Staatsfinanzen auf unzulässige Weise untergräbt. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern eine Neubewertung der gesamten strategischen Ausrichtung im Verhältnis zur EU unter Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stärkung des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und des Wohls der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer äusserst problematisch und offensichtlich ungenügend. Statt einer echten Stärkung des bewährten Schweizer Systems droht eine schleichende Erosion unserer Lohnstrukturen und eine Untergrabung der flankierenden Massnahmen, die sich in der Praxis bewährt haben. Die Behauptung, die neuen Lohnschutzbestimmungen würden den Druck auf die Schweizer Löhne kompensieren, ist eine Fehleinschätzung, die die Realität verkennt. Die vorgeschlagenen Massnahmen erscheinen eher kosmetischer Natur und sind nicht geeignet, dem massiven Lohndruck entgegenzuwirken, der aus einer ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert. Insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen sind von einer flächendeckenden Lohnnivellierung und einem damit einhergehenden Kaufkraftverlust bedroht. Es ist besorgniserregend, dass anstatt die bestehenden, effektiven Schweizer Lohnschutzmechanismen zu stärken, diese aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden. Die neu geschaffenen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch in ihrer Wirksamkeit zweifelhaft und dürften vor allem jenen ausländischen Unternehmen zugutekommen, die Lohndumping betreiben wollen. Die versprochenen Kontrollmechanismen werden geschwächt, nicht gestärkt. Die Kompetenzen der bewährten paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Ausweitung des Sanktionssystems im Entsendegesetz (EntsG), wie in Art. 9 Abs. 2 EntsG vorgesehen, dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) dargelegt, ist ein geradezu vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) immens, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen. Dieser

spezielle Kündigungsschutz ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck und die Schaffung einer privilegierten Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und erschwert die Anpassungsfähigkeit von Unternehmen erheblich. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist ebenfalls äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies geht zu Lasten unserer wirtschaftlichen Unabhängigkeit. Auch die Präzisierungen im Ausländer- und Einwanderungsgesetz (AEvG), wie die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AEvG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere funktionierende Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG), durch die Einführung des neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG, stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz de facto zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die Integrität unseres Lohnschutzes zu wahren und die Interessen der Schweizer Arbeitnehmerschaft wirksam zu schützen. Stattdessen besteht die ernsthafte Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Errungenschaften zugunsten einer EU-konformen, aber schwächeren Rechtsordnung. Dies würde nicht nur zu Lohndruck führen, sondern auch unsere Souveränität weiter schwächen. Es ist daher dringend geboten, die vorgeschlagenen Anpassungen kritisch zu überdenken und stattdessen auf die Stärkung unserer bestehenden, bewährten Schutzmechanismen zu setzen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Vernehmlassungsdokument zum Gesamtpaket Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis und deutlichen Vorbehalten. Eine oberflächliche Betrachtung mag die Vorteile einer engeren Anbindung an den europäischen Markt hervorheben, doch eine eingehendere Prüfung offenbart erhebliche Nachteile und potenzielle Gefahren für die Souveränität und den Wohlstand der Schweiz. Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung birgt gravierende Risiken für die demokratische Selbstbestimmung unseres Landes. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert ist. Wir würden uns einem Rechtssystem unterwerfen, das wir nicht mitgestalten und dessen Weiterentwicklung wir nur passiv zur Kenntnis nehmen könnten. Dies würde die parlamentarische Entscheidungsfreiheit empfindlich einschränken und die demokratische Legitimation von Gesetzen in Frage stellen, die dann bloss noch die blosse Übernahme von EU-Vorgaben darstellen würden. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls ein zentraler Kritikpunkt. Die vorgeschlagene bindende Wirkung seiner Urteile würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert, dass niemand gegen seinen Willen einem Gericht unterstellt werden darf, das nicht durch Gesetz geschaffen wurde. Die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung als massgeblich für die Auslegung des schweizerischen Rechts, insbesondere im Bereich des Binnenmarktrechts, würde de facto die Autorität des EuGH über unsere nationalen Gerichte stellen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer Rechtsordnung und unserer nationalen Identität. Es ist nicht ausgeschlossen, dass künftige Urteile des EuGH im Widerspruch zu unserer Rechtsprechung oder zu fundamentalen Rechtsprinzipien des Schweizer Rechts stehen könnten, was zu einer erheblichen Rechtsunsicherheit und zu einem Verlust der nationalen Hoheit über unsere Rechtsprechung führen würde. Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen werden im vorliegenden Dokument zu optimistisch dargestellt. Die erwarteten Vorteile durch die Vereinfachung des Handels mit der EU werden mutmasslich durch die Kosten für die Übernahme und Umsetzung des EU-Rechts sowie durch die potenziellen negativen Auswirkungen auf Sektoren, die nicht direkt vom Binnenmarkt profitieren, bei weitem aufgewogen. Insbesondere die KMU, das Rückgrat unserer Wirtschaft, könnten unter der zusätzlichen regulatorischen Last und dem erhöhten Wettbewerbsdruck durch EU-Unternehmen leiden. Artikel 31 der Bundesverfassung garantiert die Förderung des wirtschaftlichen Wohls der Bevölkerung. Ob dieses Abkommen im Sinne dieses Artikels ist, muss stark bezweifelt werden. Die Schweiz würde sich zudem von ihren traditionellen Handelspartnern ausserhalb der EU entfremden, was langfristig zu einer Schwächung ihrer globalen Wettbewerbsfähigkeit führen könnte. Die Frage der Dienstleistungsfreiheit, insbesondere im Bereich der Finanzdienstleistungen, ist ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die geforderte Gleichbehandlung von Schweizer

und EU-Dienstleistern mag auf den ersten Blick fair erscheinen, birgt aber die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit vom EU-Finanzmarkt und einer Beeinflussung unserer Geld- und Finanzpolitik durch die EZB. Die Schweiz würde ihre finanzpolitische Autonomie weiter verlieren, was insbesondere in Krisenzeiten zu Problemen führen könnte. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme ist ein systematischer Angriff auf die schweizerische Demokratie. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebungsänderungen bedeutet, dass das Schweizer Parlament seiner Gestaltungsfunktion im Bereich des EU-Rechts beraubt würde. Artikel 163 der Bundesverfassung schreibt dem Parlament die Aufgabe zu, die Gesetzgebungskompetenz auszuüben. Diese Kompetenz wäre de facto an die Europäische Union delegiert, was eine fundamentale Aushöhlung der nationalen Legislativgewalt darstellt. Wir würden zu einem reinen Ausführungsorgan der EU-Gesetzgebung degradiert. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen wird als Investition in die Zukunft dargestellt. Doch die Höhe und die Zweckbindung dieser Mittel sind fragwürdig. Es besteht die Gefahr, dass ein erheblicher Teil unseres Steuergeldes in EU-Projekte fliesst, deren Nutzen für die Schweiz zweifelhaft ist, während im Inland wichtige Investitionen unterbleiben. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorliegende Gesamtpaket der Schweiz ihre Souveränität, ihre demokratischen Rechte und ihre wirtschaftliche Autonomie substanziell einschränkt, ohne dass die versprochenen Vorteile eine derart gravierende Einschränkung rechtfertigen würden. Es handelt sich um einen schleichenden Prozess der Souveränitätsabtretung, der unter dem Deckmantel der wirtschaftlichen Pragmatik vorangetrieben wird. Diese Entwicklung ist mit den Grundprinzipien unseres demokratischen und föderalistischen Staates unvereinbar. Die Schweizer Bevölkerung verdient eine ehrliche und transparente Debatte über die wahren Kosten und Gefahren dieses Paktes, und nicht eine Verharmlosung der erheblichen Nachteile, die sich aus einer derartigen Anbindung an die Europäische Union ergeben. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Regelungen letztlich eher den Interessen der EU als denen der Schweiz dienen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union stellen aus der Perspektive der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Während die Notwendigkeit, die wirtschaftlichen und politischen Beziehungen zur EU zu ordnen, unbestritten ist, dürfen die damit verbundenen Risiken nicht unterschätzt werden. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung oder Neuregelung im Einklang mit den Grundfesten unserer Verfassung steht und unsere Unabhängigkeit und Rechtsetzungshoheit nicht gefährdet. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potentielle schleichende Übernahme von EU-Recht. Das Schweizerische Bundesgericht hat wiederholt die Bedeutung der Wahrung der nationalen Souveränität betont, insbesondere im Hinblick auf die Eigenständigkeit unserer Rechtsordnung. Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass der Bundesrat dafür sorgt, dass die Schweiz bei internationalen Verhandlungen ihre Interessen wahrt und ihre Unabhängigkeit und ihre Verpflichtungen schützt. Die Erfahrung hat gezeigt, dass die Übernahme von EU-Recht, selbst in scheinbar kleinen Schritten, langfristig zu einer erheblichen Erosion unserer Gesetzgebungskompetenz führen kann. Wir riskieren, uns in einem ständigen Prozess der Anpassung an sich wandelnde EU-Richtlinien und -Verordnungen zu befinden, ohne die Möglichkeit, diese an unsere spezifischen Bedürfnisse und Werte anzupassen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikels 120 Absatz 1 BV, der die Verpflichtungen der Schweiz gegenüber der internationalen Gemeinschaft anerkennt, aber explizit die Wahrung der nationalen Souveränität als Leitprinzip vorgibt. Die angestrebte "Stabilisierung" der Beziehungen könnte somit euphemistisch für eine zunehmende Abhängigkeit von Brüssel stehen. Es besteht die Gefahr, dass der Druck zur Angleichung an das EU-Recht so gross wird, dass ein "Nein" zu einzelnen Bestimmungen oder eine abweichende Regelung faktisch unmöglich wird, um die wirtschaftlichen Vorteile der vertraglichen Beziehungen nicht zu gefährden. Dies widerspricht dem Wesen eines souveränen Staates, der frei über seine Gesetzgebung entscheiden kann. Die Rechtsprechung des Bundesgerichts, die sich mit der Beziehung zwischen nationalem und internationalem Recht auseinandersetzt, unterstreicht stets die Primärverantwortung des nationalen Gesetzgebers. Darüber hinaus muss die Frage der institutionellen Überwachung und der Streitbeilegung kritisch hinterfragt werden. Die Einführung von Mechanismen, die eine externe Gerichtsbarkeit oder eine Überwachungsinstanz mit verbindlichen Entscheidungsbefugnissen vorsehen, wäre ein gravierender Eingriff in die Souveränität der Schweiz. Artikel 173 Absatz 2 BV, der die Aufsicht über die Tätigkeit des Bundesrates und der Bundesverwaltung durch die eidgenössischen Räte festlegt, würde durch eine externe Instanz, die potenziell bindende Anweisungen erteilen könnte, ausgehebelt. Die Schweiz hat eine lange Tradition der unabhängigen Rechtsprechung und eine starke parlamentarische Kontrolle, welche nicht durch eine übergeordnete europäische Instanz kompromittiert werden darf. Jegliche Form der Übernahme von EU-Gerichtsbarkeit, sei es durch den Europäischen Gerichtshof oder ein anderes Organ, wäre inakzeptabel und würde die nationalen Gerichte und unsere Verfassungsgrundlagen untergraben. Die Behauptung, dass eine engere Anbindung an die EU unerlässlich für den wirtschaftlichen

Wohlstand sei, bedarf einer differenzierten Betrachtung. Es ist fraglich, ob die potenziellen Nachteile, wie der Verlust an Rechtsetzungshoheit und die Gefährdung der politischen Unabhängigkeit, durch die wirtschaftlichen Vorteile aufgewogen werden. Artikel 2 BV garantiert die Wahrung der Interessen des Landes. Eine Politik, die zu einer schleichenden Entmachtung der eidgenössischen Räte und der direkten Demokratie führt, kann kaum im Interesse der Schweiz sein. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden die Kontrolle über die Gesetzgebung verlieren und indirekt durch eine fremde Macht gesteuert werden. Es ist unerlässlich, dass jegliche Verhandlungen mit der EU auf dem Grundsatz der gegenseitigen Anerkennung beruhen, aber nicht auf der bedingungslosen Übernahme von EU-Recht. Die Schweiz muss ihre Autonomie in der Gesetzgebung, die durch die Bundesverfassung und die Rechtsprechung des Bundesgerichts geschützt ist, uneingeschränkt wahren. Die vorgeschlagenen Massnahmen müssen auf ihre Konformität mit Artikel 1 BV, der die Unabhängigkeit und die Souveränität der Schweiz schützt, sowie mit den Artikeln 160 und 173 BV, die die Rolle der Bundesversammlung und des Bundesrates definieren, hin überprüft werden. Eine Stabilisierung der Beziehungen darf nicht zu Lasten der fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie gehen. Es bedarf einer sorgfältigen Abwägung, ob die angestrebte Annäherung nicht zu einer Untergrabung dessen führt, was die Schweiz einzigartig macht: ihre Freiheit, ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit, ihre Zukunft selbst zu gestalten. Die aktuelle stumme Zustimmung zu einem sich entwickelnden Rechtsrahmen ohne klare demokratische Legitimation muss kritisch hinterfragt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine weitere Annäherung an die Europäische Union werfen tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der wirtschaftlichen Tragfähigkeit und der Rechtssicherheit der Schweiz auf. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten birgt erhebliche Risiken, die in dieser Form nicht akzeptabel sind. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, die in der EU entwickelt wurden, ohne dass die Schweiz auf deren Entstehung Einfluss nehmen kann, stellt eine Aushöhlung unserer demokratischen Legitimation dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) ist die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die verfassungsmässige Ordnung das Fundament unseres Staates. Eine faktische Unterwerfung unter Recht, das wir nicht mitgestalten können, kollidiert fundamental mit diesem Prinzip. Die sogenannte "dynamische Rechtsübernahme", bei der sich die Schweiz automatisch an zukünftige Änderungen des EU-Rechts anpassen müsste, ohne diese im nationalen Gesetzgebungsprozess beraten und beschliessen zu können, ist besonders besorgniserregend. Dies würde nicht nur die demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten des Parlaments und des Volkes massiv einschränken, sondern auch die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen untergraben, da das geltende Recht potenziell und unvorhersehbar geändert werden könnte. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung kritisch zu beleuchten. Die Befürworter argumentieren oft mit einem verbesserten Marktzugang. Jedoch wird dabei die Kehrseite, nämlich die Übernahme von EU-Regularien, die für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) in der Schweiz eine unverhältnismässige Belastung darstellen könnten, oft unterschätzt. Die KMU bilden das Rückgrat unserer Wirtschaft. Die von der EU geforderten Standards und die damit verbundenen Compliance-Kosten könnten diese Unternehmen überfordern und zu einer Wettbewerbsverzerrung zugunsten grösserer, global agierender Konzerne führen. Artikel 31 der Bundesverfassung (SR 101) garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Eine Regelung, die spezifisch Schweizer KMU benachteiligt und ihre Existenz gefährdet, stünde im Widerspruch zu diesem verfassungsrechtlichen Grundsatz. Es ist fraglich, ob der theoretische Nutzen eines erweiterten Marktzugangs die potenziellen negativen Auswirkungen auf die heimische Wirtschaftsstruktur überwiegt. Ein weiterer entscheidender Punkt sind die Kosten, die mit der Umsetzung und Überwachung der EU-Regularien verbunden wären. Es ist davon auszugehen, dass erhebliche finanzielle Mittel für die Anpassung nationaler Gesetze, die Schaffung neuer Verwaltungsstrukturen und die Ausbildung von Personal aufgewendet werden müssten. Diese Kosten müssten letztlich von den Steuerzahlern getragen werden. Die Frage, ob diese Ausgaben im Verhältnis zum erwarteten Nutzen stehen, ist bis dato unbeantwortet und bedarf einer detaillierten und transparenten Kosten-Nutzen-Analyse. Auch die Unabhängigkeit unserer Justiz ist in Gefahr. Wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Luxemburg die ausschliessliche Zuständigkeit für die Auslegung von EU-Recht erhalten würde, das auch in der Schweiz gelten soll, würde dies die Schweizer Gerichte in ihrer richterlichen Autonomie beschneiden. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein unabhängiges Gericht. Wenn Urteile des EuGH bindend für Schweizer Gerichte wären, würde dies die Rolle unserer eigenen Richter massiv schmälern und potenziell zu einer Rechtsordnung führen, die nicht mehr primär den schweizerischen Wertvorstellungen und Rechtsprinzipien entspricht. Die Risiken für die Rechtssicherheit sind hierbei erheblich, da eine divergente Rechtsauffassung zwischen Schweizer und EU-Gerichten zu Recht unsicherheit führen

könnte. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse eine Reihe von ernsthaften Problemen aufwerfen, die die Kernprinzipien der schweizerischen Demokratie, Souveränität und Rechtsstaatlichkeit berühren. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Situation, ohneMitgestaltungsmöglichkeit und ohne klare wirtschaftliche und finanzielle Abwägung birgt erhebliche Gefahren. Die Risiken für unsere nationale Eigenständigkeit, die Wettbewerbsfähigkeit unserer KMU und die Unabhängigkeit unserer Justiz sind gravierend. Es bedarf einer deutlich kritischeren Auseinandersetzung mit diesen Ergebnissen und einer klaren Priorisierung unserer nationalen Interessen gegenüber einer pauschalen Übernahme fremder Rechtssysteme. Die Schweizer Bevölkerung hat ein Recht auf Transparenz und eine fundierte Debatte, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden, die die Zukunft unseres Landes massgeblich beeinflussen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Eric Henning (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Eric Henning · 0792666686 · erichenning84@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die zur Vernehmlassung gestellten Verhandlungsergebnisse zwischen der Schweiz und der Europäischen Union werfen grundlegende und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets offenbart eine Tendenz zur schleichenden Untergrabung der Schweizer Souveränität und zur Abweichung von zentralen verfassungsrechtlichen Grundsätzen. Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die Übernahme von EU-Recht, welche die Gefahr birgt, dass die Schweiz zum blossen Umsetzer fremder Rechtsakte degradiert wird, ohne über angemessene Mitsprachemöglichkeiten zu verfügen. Artikel 160 der Bundesverfassung (KV) verankert die primäre Aufgabe des Bundes, die Unabhängigkeit des Landes zu wahren und die freiheitliche Ordnung zu sichern. Die vorgeschlagene Regelung zur Übernahme von EU-Recht im Rahmen von Abkommen droht, diesen Auftrag zu konterkarieren. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige nationale Interessenabwägung und ohne eine klare Exit-Strategie im Falle von nachteiligen Entwicklungen widerspricht dem Prinzip der Selbstbestimmung, wie es in der Präambel der Bundesverfassung verankert ist und in Artikel 2 KV durch die Verpflichtung zum Wohle des Landes und seiner Bevölkerung konkretisiert wird. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Einbeziehung der Rechtsprechung des EuGH in die Auslegung der Abkommen birgt die Gefahr einer indirekten Jurisdiktion des EuGH über die Schweiz. Dies steht im direkten Widerspruch zu Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Bundesgerichtsbarkeit (BGG), welches festhält, dass die Gerichte des Bundes das Recht so anwenden, wie es die Bundesversammlung im Einklang mit der Bundesverfassung erlässt. Eine faktische Weisungsgebundenheit an die Urteile des EuGH, selbst wenn diese nicht direkt einklagbar sind, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beschneiden und das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit aushöhlen. Es entsteht die besorgniserregende Vorstellung, dass Schweizer Recht indirekt durch ein ausländisches Gericht ausgelegt und damit potenziell verändert wird. Die finanzielle Komponente des Pakets, insbesondere die Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen, verdient ebenfalls eine kritische Würdigung. Die grosszügige Entrichtung von Zahlungen an die EU, ohne dass die Schweiz im Gegenzug eine gleichwertige Stimmkraft in den Entscheidungsprozessen der Union erhält, ist fiskalpolitisch fragwürdig. Artikel 127 KV, der die wirtschaftliche Entwicklung des Landes zum Ziel hat, könnte durch solche einseitigen finanziellen Belastungen beeinträchtigt werden. Es stellt sich die berechtigte Frage, ob diese finanziellen Mittel nicht sinnvoller für die Stärkung der heimischen Wirtschaft und die Förderung schweizerischer Interessen eingesetzt werden könnten. Die Annahme, dass die Beteiligung an EU-Programmen automatisch wirtschaftlichen Nutzen generiert, bedarf einer detaillierten und faktenbasierten Überprüfung. Ein weiterer kritischer Aspekt ist die mögliche Beeinträchtigung des demokratischen Prozesses. Wenn die Übernahme von EU-Recht nicht transparent und nachvollziehbar im nationalen Gesetzgebungsprozess erfolgt, sondern eher im Hintergrund durch indirekte Mechanismen durchgesetzt wird, dann wird die demokratische Legitimation von Gesetzen geschwächt. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 KV verankert ist, wird durch intransparente und von ausländischen Institutionen beeinflusste Rechtssetzungsprozesse untergraben. Die Bürgerinnen und Bürger haben ein Recht darauf zu erfahren, wie und auf welcher Grundlage Gesetze zustande kommen, die ihr Leben und ihre Wirtschaft betreffen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket erhebliche Risiken birgt, die die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die finanzielle Autonomie der Schweiz gefährden. Die Übernahme von EU-Recht, die Einbeziehung der EuGH-Rechtsprechung, die finanziellen Verpflichtungen und die potenziellen Auswirkungen auf den demokratischen Prozess erfordern eine sorgfältige und kritische Auseinandersetzung. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Vereinbarungen mit der EU im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien der Schweizer Bundesverfassung stehen und die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung stets gewahrt bleiben. Eine unkritische Annahme des Pakets würde die Schweiz in eine Abhängigkeit manövrieren, die nicht im Interesse eines souveränen und prosperierenden Staates liegt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die dem Vernehmlassungsverfahren unterbreiteten Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine weitergehende Annäherung an die Europäische Union erscheinen aus Sicht der schweizerischen Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips äusserst bedenklich und werfen gravierende Fragen auf, die einer eingehenden kritischen Prüfung bedürfen. Die vorgeschlagene Integration von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung birgt erhebliche Risiken für die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise stellt eine fundamentale Aushöhlung der parlamentarischen Mitsprache dar, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Artikel 164 BV sieht ausdrücklich vor, dass die Bundesversammlung zuständig ist für die Verabschiedung von Gesetzen. Durch die automatische und potenziell unkontrollierte Übernahme neuer EU-Rechtsakte würde dieses zentrale Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität untergraben. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden nicht mehr über die Gesetze entscheiden, die sie binden, sondern wären indirekt und ohne direkte Einflussnahme den Beschlüssen von Brüssel ausgeliefert. Dies widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung, die auf der Volkssouveränität beruht. Die Argumentation, dass eine solche Übernahme notwendig sei, um die bilateralen Abkommen kohärent zu halten, überzeugt nicht. Sie verkennt die Möglichkeit, im Rahmen der bestehenden bilateralen Verträge oder durch gezielte, eigenständige Gesetzgebung auf europäische Entwicklungen zu reagieren, ohne dabei die Souveränität preiszugeben. Die Idee eines "automatischen" Rechtsimports ignoriert zudem die Notwendigkeit einer sorgfältigen Prüfung jedes einzelnen Rechtsaktes auf seine Vereinbarkeit mit den Grundwerten und den speziellen Gegebenheiten der Schweiz. Eine solche Prüfung, die derzeit im Gesetzgebungsverfahren durch das Parlament stattfindet, würde obsolet. Des Weiteren bereitet die dem Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) zugedachte Rolle im Rahmen der vorgeschlagenen Abkommen erhebliche Kopfzerbrechen. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung von durch die bilateralen Verträge übernommenem EU-Recht stellt eine faktische Unterwerfung unter eine fremde Gerichtsbarkeit dar. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Hoheit über die Rechtsprechung, wie sie im Schweizerischen Rechtssystem verankert ist. Artikel 190 BV garantiert die Bindung der Gerichte an das Recht, aber dieses Recht soll primär schweizerisches Recht sein. Die Anerkennung einer externen Auslegungsinstanz, deren Urteile bindend wären, würde die Rolle der Schweizer Gerichte massiv beschneiden und die Rechtsfortbildung nationalen Institutionen entziehen. Es ist die Aufgabe der Schweizer Gerichte, das Recht im Sinne des Schweizer Volkes und gemäss der schweizerischen Verfassung auszulegen. Die Delegation dieser Aufgabe an den EuGH würde die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz gefährden und es unmöglich machen, dass das schweizerische Recht flexibel und bedarfsgerecht weiterentwickelt wird. Die Unabhängigkeit der Justiz ist ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates. Die Einbindung des EuGH in die Auslegung des für die Schweiz geltenden Rechts untergräbt diese Unabhängigkeit und eröffnet die Gefahr, dass Entscheidungen getroffen werden, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz nicht Rechnung tragen. Die wirtschaftlichen Argumente für eine tiefere Integration erscheinen unter dem Aspekt des Souveränitätsverlustes als unzureichend. Die Schweiz hat in der Vergangenheit erfolgreich mit der EU und einzelnen Mitgliedstaaten Abkommen geschlossen, die den Zugang zum Binnenmarkt regeln, ohne dabei ihre rechtsstaatlichen Prinzipien aufzugeben. Eine Vertiefung der Integration birgt nicht nur die Gefahr der Rechtsungleichheit, sondern auch die Möglichkeit unerwünschter wirtschaftlicher Verwerfungen durch die Übernahme von Rechtsakten, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse des Schweizer Marktes zugeschnitten sind. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die langfristig zu einer Marginalisierung der schweizerischen Gesetzgebung führen könnte. Dies würde nicht nur die demokratische Legitimation unserer Gesetze schwächen, sondern auch die schweizerische Identität und die kulturelle Eigenständigkeit beeinträchtigen. Artikel 2 BV garantiert den Schutz der Freiheit und der Rechte der Bürgerinnen und Bürger sowie die Wahrung der Interessen der Allgemeinheit. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht könnte diese Grundwerte gefährden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse aus einer souveränitätsbewahrenden und rechtsstaatlich orientierten Perspektive entschieden abzulehnen sind. Sie opfern fundamentale Prinzipien der schweizerischen Demokratie und Rechtsordnung zugunsten einer fragwürdigen und potenziell gefährlichen Annäherung an die Europäische Union. Es bedarf einer kritischen Auseinandersetzung mit den langfristigen Konsequenzen dieser Entwicklungen für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft aus Sicht des souveränen Schweizer Rechts wesentliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die vorgeschlagenen

Massnahmen zur Angleichung an europäisches Recht scheinen weniger von einer strategischen Neuausrichtung zur Stärkung unserer nationalen Interessen geprägt zu sein, als vielmehr von einer vorschnellen und unzureichend hinterfragten Übernahme von Regelungen, die primär den Interessen der Europäischen Union dienen. Zunächst ist die Generalklausel der "inländischen Umsetzung" im Kontext der vorliegenden Vorlage äusserst problematisch. Sie birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der direkten Demokratie und der parlamentarischen Souveränität, wie sie in Artikel 1 und Artikel 166 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Artikel 1 BV garantiert die politische Selbstbestimmung des Schweizer Volkes und der Kantone. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass zukünftige Rechtsentwicklungen in der EU, die nicht im Einklang mit unseren verfassungsrechtlichen Grundsätzen stehen, dennoch in unser Rechtssystem einfliessen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, welches eine bewusste und eigenständige Rechtssetzung durch die eidgenössischen Räte und das Volk vorsieht. Artikel 166 BV ermächtigt den Bundesrat zur Ausführung der Gesetze. Die vorgesehene "Umsetzung" scheint jedoch über eine reine Ausführungsbestimmung hinauszugehen und de facto eine Vorwegnahme von Rechtssetzungsakten darzustellen, ohne dass diese den vollen demokratischen Prozess durchlaufen haben. Es drängt sich die Frage auf, ob durch diese Form der Umsetzung nicht die Kompetenzen des Parlaments, insbesondere seine Gestaltungsspielräume, unzulässig eingeschränkt werden. Die Verfassungsmässigkeit einer solchen Vorgehensweise ist fraglich, da sie den Gesetzgeber der primären Gesetzgebungsbefugnis entzieht und stattdessen eine indirekte, von der EU gesteuerte Rechtssetzung ermöglicht. Die Betonung der "automatischen Übernahme von EU-Recht" durch die vorliegende Vorlage ist insbesondere im Hinblick auf das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit bedenklich. Artikel 5 BV garantiert, dass alle staatlichen Organe das Recht und die Gerechtigkeit achten. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Bestimmungen in unser Rechtssystem integriert werden, deren Sinngehalt und Auswirkungen im Schweizer Kontext nicht vollständig geprüft wurden. Dies birgt die Gefahr, dass schweizerische rechtsstaatliche Standards unterlaufen werden. Die Unklarheit über die genauen Kriterien und den Umfang der Übernahme erschwert zudem eine transparente und nachvollziehbare Rechtsanwendung. Besonders kritisch ist die potentielle Auswirkung auf die Rechtsprechung des Bundesgerichtes und der kantonalen Gerichte. Die Einführung von EU-Recht kann zu einem verstärkten Einfluss der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes (EuGH) auf die nationale Auslegung führen. Artikel 190 BV bestimmt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht verbindlich sind. Die Einbettung von EU-Recht würde de facto eine neue Ebene von Rechtsnormen schaffen, deren Verhältnis zum bestehenden schweizerischen Recht und dessen Auslegung durch die nationalen Gerichte unklar bleibt. Dies kann zu Rechtsunsicherheit und einem Verlust der nationalen Deutungshoheit über das eigene Recht führen. Des Weiteren muss die finanzielle Dimension der vorgeschlagenen Massnahmen kritisch hinterfragt werden. Die "Umsetzung" von EU-Recht ist selten kostenlos. Sie erfordert Investitionen in die Anpassung von Verwaltungsprozessen, IT-Systemen und gegebenenfalls auch in die Weiterbildung von Personal. Ohne eine klare und transparente Darstellung der damit verbundenen Kosten und der erwarteten wirtschaftlichen Vorteile erscheint die Annahme solcher Massnahmen als unvernünftig. Die Effizienz und Effektivität der vorgeschlagenen Massnahmen im Hinblick auf die Stärkung des Schweizer Wirtschaftsstandortes sind zu bezweifeln, solange keine detaillierten Kosten-Nutzen-Analysen vorgelegt werden, die die spezifischen schweizerischen Gegebenheiten berücksichtigen. Die Begründung, dass die "inländische Umsetzung" zur "Harmonisierung" und damit zur "Erleichterung des Handels" beitrage, ist eine häufig bemühte, aber nicht immer zutreffende Pauschalisierung. Viele dieser sogenannten Harmonisierungsmassnahmen dienen primär der inneren Kohärenz des EU-Binnenmarktes und können für ein Drittland wie die Schweiz zu übermässigen bürokratischen Hürden führen. Es ist zu befürchten, dass durch eine unkritische Übernahme von EU-Regularien die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigt wird, anstatt sie zu stärken. Der Fokus sollte vielmehr auf bilateralen Abkommen liegen, die massgeschneidert sind und die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz und ihrer Wirtschaft berücksichtigen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung eine Reihe von gravierenden rechtlichen, verfassungsrechtlichen und wirtschaftlichen Fragen aufwirft. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, die Souveränität der Schweiz zu untergraben, die direkte Demokratie zu schwächen, Rechtsunsicherheit zu schaffen und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen zu beeinträchtigen. Es ist unerlässlich, dass jede Massnahme zur Anpassung an ausländisches Recht einer sorgfältigen Einzelfallprüfung unterzogen wird, die die verfassungsrechtlichen Vorgaben der Schweiz uneingeschränkt wahrt und die nationalen Interessen in den Vordergrund stellt. Eine pauschale oder automatische Übernahme von Regelungen aus Brüssel ist mit dem Geist der schweizerischen Verfassung unvereinbar und muss daher mit Nachdruck abgelehnt werden. Es bedarf einer substanziellen Überarbeitung der Vorlage, die eine klare Begründung jeder einzelnen Massnahme liefert und die Einhaltung der schweizerischen Verfassungsprinzipien gewährleistet.

Finanzieller Beitrag

Ich lehne die vorgeschlagenen Regelungen betreffend des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union entschieden ab. Die vorgesehene Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Schweiz wird de facto zu einer Zahlstelle degradiert, deren parlamentarische Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern faktisch eliminiert wird. Der im Vertrag verankerte „rechtsverbindliche Mechanismus“ zur Neuberechnung der Beiträge ist nichts anderes als ein Lockvogelangebot. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist lediglich ein Lockmittel, um die Schweiz an die EU zu binden. Die Mechanismen zur Neuberechnung werden unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen führen, wobei die Schweiz keinerlei Möglichkeit mehr hat, diese zu beeinflussen oder gar abzulehnen. Die EU wird diktieren, wie viel zu zahlen ist, und die Schweiz wird gezwungen sein, diese Vorgaben zu erfüllen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Eigenverantwortung und der nationalen Selbstbestimmung. Die Schweiz wird in eine Position gedrängt, in der sie eine Nettozahlerin wird, ohne Mitspracherecht oder Einflussnahme auf die Verwendung der von ihr geleisteten Gelder. Es gibt keine Garantie dafür, dass diese Zahlungen zu einem verbesserten Marktzugang oder zur Beseitigung von Handelshemmnissen führen. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung mit sich bringt. Wir kaufen uns eine rechtliche Verpflichtung, deren Gegenwert fragwürdig ist. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist der entscheidende Schritt, um die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren. Artikel 1 des KoBG, der die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs verankert, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Anstatt einer demokratischen Debatte und Zustimmung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Das Parlament verliert seine Budgethoheit und wird zum reinen Vollzugsorgan degradiert. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), genauer gesagt in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies hat zur Folge, dass zukünftige Parlamente nur noch schwerlich die Möglichkeit haben werden, diese Verpflichtungen zu revidieren oder aufzuheben, da sie nunmehr auf nationaler Ebene gesetzlich verankert sind. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist besonders irreführend und geradezu zynisch. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist eine Taktik, um die kritische öffentliche Meinung zu täuschen und die Akzeptanz für Zahlungen zu erzielen, die in ihrer Natur als finanzielle Transfers an die EU zu betrachten sind und nicht unmittelbar der Schweizer Bevölkerung zugutekommen. Diese Regelungen schaffen eine dauerhafte finanzielle Belastung für die Schweiz, ohne dass dafür angemessene Gegenleistungen oder Sicherheiten geboten werden. Die demokratische Kontrolle über die Ausgaben des Landes wird massiv eingeschränkt und die Souveränität der Schweiz wird auf schädliche Weise kompromittiert. Es ist unerlässlich, dass das Parlament diese Vorschläge ablehnt und auf der Beibehaltung der parlamentarischen Kontrolle und der freiwilligen Natur der Kohäsionszahlungen besteht. Die vorgeschlagene Regelung ist nicht im Interesse der Schweiz und gefährdet unsere nationale Unabhängigkeit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Betreff: Stellungnahme zum Bereich: Personenfreizügigkeit: Lohnschutz Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht gänzlich ungenügend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar. Sie werden den massiven und absehbaren Druck auf das schweizerische Lohnniveau, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit und die damit verbundene Zunahme der Zuwanderung aus der EU entsteht, in keiner Weise kompensieren. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unserer hart erarbeiteten Lohnstandards, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen, die bereits heute einem erheblichen Wettbewerbsdruck ausgesetzt sind. Es ist äusserst bedenklich, dass anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, dieser aufgeweicht und an die Vorgaben und Standards der Europäischen Union angepasst werden soll. Die angekündigten neuen Regelungen erscheinen uns primär bürokratischer Natur zu sein, jedoch weniger effektiv in der praktischen Anwendung als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung nützt in erster Linie ausländischen Unternehmen, die offenbar bestrebt sind, durch Lohndumping und die Umgehung fairer Arbeitsbedingungen ihre Wettbewerbsvorteile zu maximieren. Die vorgeschlagenen Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate, die sich in der Vergangenheit als effektive Bollwerke gegen Lohnmissbrauch bewährt

haben, werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Schutz der schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer diametral entgegensteht. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Dieses Konstrukt führt zu einer komplizierten und ungerechtfertigten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne jedoch das Kernproblem des Lohndrucks und des damit verbundenen Wettbewerbsdrucks wirksam zu lösen. Die angekündigten Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung, die unsere Souveränität in diesem sensiblen Bereich weiter aushöhlt. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der angestrebten Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für schweizerische Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Streichung des eigenständigen Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG stellt eine rein juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, konkret in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d, ist äusserst problematisch. Diese Verknüpfung zementiert die regelmässigen Kohäsionszahlungen als einen festen und unumstösslichen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unheilvolle Querverbindungen, die die Schweiz politisch und rechtlich noch stärker an die Europäische Union binden, als dies ohnehin schon der Fall ist. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q OR vorgesehen ist, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der unter erheblichem EU-Druck zustande gekommen ist. Es wird damit eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, übermässig bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität von Unternehmen, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch und geringfügig erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den unzumissbaren Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede noch so kleine Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten und effektiven schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft aber schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG), konkret im neu zu schaffenden Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG, ist eine massive und inakzeptable Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur reinen Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen, die von der Europäischen Union erlassen werden. Dies untergräbt unsere eigenständige Rechtsordnung und ermöglicht die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide in der Schweiz, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung stattfindet. Dies ist ein inakzeptabler Präzedenzfall. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge zur Stärkung des Lohnschutzes bei Personenfreizügigkeit offensichtlich nicht aus dem Bestreben entstanden sind, die schweizerischen Arbeitnehmer besser zu schützen, sondern vielmehr aus der Notwendigkeit, mit EU-Recht konform zu gehen. Dies führt zu einer Schwächung unserer bestehenden Schutzmechanismen und birgt erhebliche Risiken für das schweizerische Lohnniveau und die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen. Wir lehnen diese Vorschläge in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich der Lebensmittelsicherheit, irreführend als Angleichung im Sinne der Lebensmittelsicherheit deklariert, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein umfassendes Integrationsprojekt, das die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' subsumiert. Diese Entwicklung ist äusserst bedenklich und birgt erhebliche Risiken für unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die essentielle Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Fundament unseres Rufs und ein bedeutender Wettbewerbsvorteil, steht unter direkter Bedrohung. Die Angleichung an oft tiefere und weniger strenge EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' wird massiv entwertet, wenn unsere Produkte zukünftig nach denselben, häufig niedrigeren Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies untergräbt die Einzigartigkeit und den Wert unserer Erzeugnisse und vernichtet einen zentralen Pfeiler der Schweizer Wirtschaft. Ein besonders alarmierendes Element stellt die sogenannte 'Guillotineklausel' dar, welche dieses Abkommen unwiderruflich mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet eine

inakzeptable politische Erpressung: Jede Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Diese Konstellation entzieht der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit und erzwingt eine unumkehrbare Abhängigkeit. Die Duldung von EU-Inspektoren mit Zutritt und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie und Selbstbestimmung unserer nationalen Agrar- und Lebensmittelindustrie empfindlich stört. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es sind nicht nur grosse Industriebetriebe betroffen. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine, die im Rahmen von traditionellen Anlässen Verpflegung anbieten, müssten zukünftig die komplexen und für ihre Grösse und Tätigkeit oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht nicht nur lokale Traditionen, sondern auch die wirtschaftliche Existenz zahlloser kleiner und mittlerer Betriebe. Das unser Volk mehrfach klar und deutlich bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Vereinbarung systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Der Volkswille, der sich klar gegen diese Technologie ausgesprochen hat, wird hierbei auf zynische Weise missachtet. Die angeordnete Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten dar. Durch die Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter die EU-Regulierung wird eine erstickende Bürokratie geschaffen und ein Verlust an den hohen, selbstdefinierten Standards in Kauf genommen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein gravierender Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch hochrelevanten Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, durch EU-Massenstandards. Dies beraubt uns der Fähigkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie hat das Potenzial, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe ihrer Tätigkeit zwingen wird. Dies stellt einen Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft dar. Die neuen Verordnungskompetenzen, welche dem Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz durch die neuen Absätze in Art. 141 und 148 LwG eingeräumt werden sollen, stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern und unsere Landwirtschaft direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz existenziell wichtigen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz, konkret der neue Art. 26 Abs. 1bis WaG, unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine und spezifisch schweizerische Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz, wie in Art. 1 neu TSG vorgesehen, gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Erosion unserer Souveränität, unserer hohen Qualitätsstandards und der Existenzgrundlagen unserer Produzenten bedeuten. Wir fordern eine kritische Überprüfung und Ablehnung dieser integrationsfördernden Massnahmen, die unserer Schweiz mehr schaden als nützen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die demokratischen Prinzipien dar. Es ist schlichtweg inakzeptabel, dass bewährte und politisch legitimierte Förderinstrumente, die im Dienste lokaler und regionaler Bedürfnisse stehen, einem technokratischen und zentralistischen EU-Kontrollregime unterworfen werden sollen. Die heutige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden eigenständig über Subventionen entscheiden können, ist das Ergebnis eines demokratischen Prozesses, der die vielfältigen Interessen unserer Bevölkerung widerspiegelt. Mit der Einführung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlicher Beihilfen

(BHÜG) wird diese Praxis de facto abgeschafft. Artikel 3 BHÜG institutionalisiert eine zentrale Kontrollinstanz, die Beihilfekammer, deren primäres Ziel die Durchsetzung der EU-Kompatibilität von Beihilfen sein wird und nicht mehr die Förderung schweizerischer Interessen. Dies untergräbt massiv die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU. Besonders gravierend sind die Auswirkungen auf den Föderalismus und die Autonomie der Kantone. Anstatt selbst über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch die Einführung eines neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG ist hierfür ein Paradebeispiel. Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Artikel 98a BGG vor Bundesgericht gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der föderalistischen Grundprinzipien, die im Artikel 3 der Bundesverfassung verankert sind. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde", der Beihilfekammer, die gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) in die Wettbewerbskommission (WEKO) integriert wird, ist zutiefst beunruhigend. Diese Institution agiert de facto als "verlängerter Arm der EU" und vereint nicht nur die Kontrolle über das Kartellrecht, sondern auch die Vollstreckung des EU-Beihilferechts. Eine solche Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr wird geopfert, und die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a bis c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor dem Bundesverwaltungsgericht (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht gemäss Artikel 31a VGG ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert. Ihnen wird das formelle rechtliche Gehör verweigert, wenn ihre souveränen Entscheide von der neuen Beihilfekammer geprüft werden. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu vernachlässigen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine inakzeptable Unterwerfung unter das EU-Recht bedeuten, die nationale Souveränität aushöhlen, den Föderalismus zerstören und die demokratische Kontrolle über essenzielle Politikbereiche schwächen. Die Schweiz riskiert, ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Wirtschaftspolitik und zur Förderung ihrer spezifischen Bedürfnisse zu verlieren. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor den Interessen der Europäischen Union dar und gefährden die Souveränität sowie den Wohlstand der Schweiz massiv. Es ist unerträglich, dass die schweizerische Bevölkerung und ihre Institutionen gezwungen werden, eine Rechtsordnung zu übernehmen, die klar gegen die Prinzipien unserer Bundesverfassung verstösst und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung, wie sie in Artikel 121a BV verankert ist, ad absurdum führt. Die geplante Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren Aufenthalt, einer sogenannten "Niederlassung C PLUS", ist nichts weniger als eine offene Provokation. Dieses de facto unentziehbare Aufenthaltsrecht, selbst bei Vorliegen gravierender Verfehlungen wie Kriminalität oder andauerndem Sozialhilfebezug, untergräbt massiv unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in einem unhaltbaren Ausmass. Die Kosten für diesen immobilen Personenkreis werden ohne jegliche Rücksicht auf die finanzielle Tragfähigkeit der Kantone und Gemeinden auf die Schweizer Steuerzahler abgewälzt. Dies steht in diametralem Widerspruch zu unserem verfassungsmässigen Auftrag, die Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV zu steuern und die Interessen der eigenen Bevölkerung zu wahren. Die masslose Ausweitung des Familiennachzugs, die nunmehr nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und

Schwiegereltern umfasst, ist ein weiteres Beispiel für die unkontrollierte und kostspielige Deregulierung. Ein solches Ausmass an Familiennachzug ist für ein Land, das nicht Mitglied der EU ist, beispiellos und wird zu einem unaufhaltsamen Anstieg der Zuwanderung sowie zu einer Explosion der Sozialkosten führen. Dies ist eine bewusste Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Konsequenzen die schweizerische Gesellschaft tragen muss. Die im Vertragspaket propagierte "Schutzklausel" entpuppt sich als ein reines Feigenblatt, eine Täuschung im Angesicht der EU-Macht. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass ihre Wirksamkeit in der Praxis gleich null ist. Vielmehr droht bei einem tatsächlichen Versuch, diese Klausel zu nutzen, die EU mit unannehmbaren Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die die Schweiz in eine Position der Ohnmacht gegenüber den Forderungen Brüssels drängt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" ist eine fundamentale Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Unser Parlament und das Volk werden faktisch entmachtet, wenn es um künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich geht. Die Möglichkeit, eigene, auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittene Regelungen zu treffen, wird damit unwiederbringlich zerstört. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei nachweislicher Abhängigkeit, wird praktisch unmöglich. Dies ist eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Sie überlässt entscheidende Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Kosten der Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass diese Politik massive Mehrkosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neu geschaffene Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG sind ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die direkt den Schweizer Steuerzahler belasten. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) und die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) dargelegt, ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 MedBG an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit einen bedauerlichen Schritt in Richtung einer schleichenden Annexion der Schweiz durch die Europäische Union darstellen. Sie untergraben die schweizerische Souveränität, gefährden unsere innere Sicherheit und führen zu unkalkulierbaren finanziellen Belastungen für unsere Sozialwerke und Steuerzahler. Es ist zwingend erforderlich, dass der Bundesrat und das Parlament diese Entwicklung kritisch hinterfragen und im Sinne des schweizerischen Volkes und unserer Verfassung gegen diese unhaltbaren Bestrebungen Widerstand leisten.

Landverkehr

Wir lehnen die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union entschieden ab, da sie eine existenzielle Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen und unsere Souveränität in einem für unser Land essenziellen Sektor untergraben. Die damit verbundenen Anpassungen im Eisenbahngesetz (EBG) und im Personenbeförderungsgesetz (PBG) sind

geeignet, die bewährte Qualität und die flächendeckende Versorgung durch unseren öffentlichen Verkehr nachhaltig zu schwächen. Ein zentraler und inakzeptabler Punkt ist die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret in einem neu zu schaffenden Artikel 40a ter EBG. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter birgt die Gefahr einer reinen "Rosinenpickerei". Unternehmen, die nicht den gleichen universellen Versorgungsauftrag wie die SBB und andere konzessionierte Unternehmen erfüllen müssen, werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die Einnahmen aus diesen profitablen Segmenten abfliessen, während die Kosten für den Unterhalt und Betrieb der für die Grundversorgung unerlässlichen, aber unrentablen Nebenstrecken bei den Schweizer Anbietern verbleiben. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die Fähigkeit, den Service public in seiner jetzigen Form aufrechtzuerhalten, und gefährdet somit die Mobilität aller Bürgerinnen und Bürger, insbesondere jener in ländlichen oder abgelegenen Gebieten. Darüber hinaus ist die Befürchtung gravierend, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts auf unseren Schienenverkehr die Legitimität und Wirksamkeit bestehender und notwendiger Subventionen in Frage stellt. Subventionen für den Güterverkehr, zur Förderung des Regionalverkehrs oder zur Finanzierung der dringend benötigten Erneuerung unseres Rollmaterials, die bisher integraler Bestandteil der Stärke und Effizienz unseres Bahnwesens waren, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf das Angebot, die Qualität und die Innovationskraft des Schweizer Schienenverkehrs. Es ist fraglich, ob die EU-Kriterien die spezifischen Bedürfnisse und Prioritäten eines Bergstaates wie der Schweiz angemessen berücksichtigen können. Die vom Bundesrat als vermeintliche Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" zur Beihilferegelung entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann im Sinne der dynamischen Rechtsübernahme gezwungen wäre, ohne eigene Gestaltungsspielräume zu übernehmen. Dies ist keine wirkliche Garantie, sondern lediglich eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Fähigkeit, eigenständig über Subventionen und die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs zu entscheiden, ist für die Schweiz von fundamentaler Bedeutung und darf nicht durch vage und unverbindliche Zusicherungen aufs Spiel gesetzt werden. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist ein weiterer alarmierender Aspekt. Die dynamische Rechtsübernahme birgt das Risiko, dass wir zukünftige Regulierungen der EU, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), unweigerlich übernehmen müssen. Solche Entwicklungen würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern, was die Flexibilität und die Anpassungsfähigkeit unseres Eisenbahnwesens an schweizerische Gegebenheiten erheblich einschränken würde. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere der neue Artikel 32a Absatz 1bis, der die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Recht verpflichtet, ist ein weiterer schwerwiegender Eingriff in unsere nationale Hoheit. Dies schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen bei der Ausrichtung und Organisation ihres öffentlichen Verkehrs ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz ausrichten zu können, sind wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann dazu führen, dass nationale und kantonale Verkehrsziele, die auf spezifisch schweizerische Bedürfnisse zugeschnitten sind, in den Hintergrund treten und wir uns mit suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler arrangieren müssen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine ernsthafte Gefahr für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität darstellen. Die Einführung der Kabotage, die potenzielle Infragestellung von Subventionen und die dynamische Rechtsübernahme schwächen unser Bahnwesen und schränken unsere Gestaltungsfreiheit erheblich ein. Wir appellieren eindringlich an die zuständigen Stellen, diese gravierenden Bedenken ernst zu nehmen und die vorgeschlagenen Anpassungen abzulehnen, um die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs zu wahren.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, insbesondere ACER und ENTSO-E, transformiert die Schweiz von einem souveränen Akteur zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen bezüglich unseres Stromnetzes werden künftig in Brüssel getroffen, was eine Abkehr von nationalen Interessen und Bedürfnigen bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Dies bedeutet die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung und eine Schwächung der föderalen Kompetenzen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche

Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die finanzielle Stabilität dieser Kantone und die lokale Wertschöpfung. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Regelungen erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleinere, bürgernahe Energieproduzenten und fördert eine Zentralisierung der Energieerzeugung. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Primat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven zur Stabilisierung des Stromnetzes, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Grauzone der Verantwortung: Weder der Markt noch die EU werden eine klare, verbindliche Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen können. Dies ist ein inakzeptables Risiko, das die Stabilität unserer Stromversorgung aufs Spiel setzt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für die Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Ausgestaltung der Energiereserven (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch eine verschärfte Unbundling-Pflicht (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur propagierten Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die schweizerische Energiesouveränität untergraben, die Versorgungssicherheit gefährden, die föderalen Strukturen schwächen und zu höheren Strompreisen für Konsumenten und Unternehmen führen werden. Es wird dringend empfohlen, diese Abkommen kritisch zu überdenken und die schweizerischen Interessen an erster Stelle zu setzen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus einer kritisch-skeptischen Perspektive zu betrachten. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die Rechtsprechung und die wirtschaftliche Autonomie sorgfältig zu analysieren, bevor jegliche Verpflichtungen eingegangen werden. Die angestrebte Stabilisierung scheint primär auf die Übernahme von EU-Recht ausgerichtet zu sein, was eine schleichende Erosion des schweizerischen Rechtswesens zur Folge haben könnte. Das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht in der Schweiz, wie es beispielsweise im EWR-Abkommen vorgesehen ist und auch in den bilateralen Verträgen indirekt durch die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen seinen Niederschlag findet, stellt eine grundlegende Herausforderung für die schweizerische Verfassungsordnung dar. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität und die Unabhängigkeit der Schweiz. Die unkritische Übernahme von EU-Recht untergräbt dieses Prinzip erheblich, da Entscheidungen, die in Brüssel getroffen werden, ohne

direkte demokratische Legitimation in der Schweiz Gültigkeit erlangen könnten. Dies steht im Widerspruch zum Wesen der direkten Demokratie, die es dem schweizerischen Volk ermöglicht, über wichtige Gesetzgebungsfragen abzustimmen. Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist besorgniserregend. Die Akzeptanz der Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung des für die Schweiz relevanten EU-Rechts, wie sie in den bilateralen Verträgen implizit angelegt ist, bedeutet faktisch die Unterwerfung unter eine ausländische Gerichtsinstanz. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zur schweizerischen Rechtsstaatlichkeit, die auf nationalen Gerichten und einer unabhängigen Justiz basiert. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind die Entscheidungen des Bundesgerichts massgebend. Wenn jedoch der EuGH über die Auslegung von Recht entschieden hat, das für die Schweiz massgeblich ist, entsteht ein Spannungsfeld, das die nationale Rechtsprechung faktisch entmachtet. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Urteile zu akzeptieren, die nicht mit den schweizerischen Rechtsvorstellungen oder dem Willen des schweizerischen Volkes übereinstimmen. Dies untergräbt die Rechtssicherheit und die Autonomie des schweizerischen Rechtssystems. Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer engeren Anbindung an die EU bedürfen ebenfalls einer kritischen Prüfung. Während die EU-Abkommen oft mit dem Versprechen von erleichtertem Marktzugang beworben werden, muss die Kehrseite beleuchtet werden. Die Übernahme von EU-Regulierungen, selbst wenn sie nicht explizit gefordert wird, kann zu indirekten Anpassungszwängen führen, um die Wettbewerbsfähigkeit im europäischen Binnenmarkt zu erhalten. Dies betrifft Bereiche wie technische Standards, Umweltschutz oder Arbeitsmarktregulierungen. Die Kosten für die Anpassung an diese neuen Regelwerke, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), könnten erheblich sein. Artikel 31 der Bundesverfassung gewährleistet die Wirtschaftsfreiheit, doch eine übermässige Regulierungsdichte durch die Übernahme von EU-Recht könnte diese Freiheit einschränken. Des Weiteren ist die mangelnde Berechenbarkeit des EU-Rechts und dessen Weiterentwicklung problematisch. Die Schweiz müsste sich auf ein sich ständig veränderndes Regelwerk einstellen, ohne die Möglichkeit zu haben, diesen Prozess aktiv mitzugestalten. Dies führt zu Unsicherheit und erschwert eine langfristige wirtschaftliche Planung. Die demokratische Kontrolle über solche Entwicklungen ist in der Schweiz begrenzt. Die angezielte Stabilisierung birgt zudem das Risiko einer Abhängigkeit. Eine zu starke Verflechtung mit der EU könnte die Schweiz in eine Position bringen, in der sie bei politischen Auseinandersetzungen innerhalb der EU zwischen die Fronten gerät und gezwungen ist, Positionen einzunehmen, die nicht ihren nationalen Interessen entsprechen. Dies widerspricht dem Prinzip der aussenpolitischen Unabhängigkeit, das in der Bundesverfassung verankert ist. Abschliessend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU mit tiefgreifenden Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsprechung und die wirtschaftliche Autonomie verbunden sind. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und die Akzeptanz einer ausländischen Gerichtsinstanz stellen eine erhebliche Gefahr für das schweizerische Rechtsverständnis und die direkte Demokratie dar. Bevor weitere Schritte unternommen werden, muss eine eingehende und kritische Analyse der langfristigen Konsequenzen erfolgen, die dem Schutz der schweizerischen Interessen und der Wahrung der verfassungsrechtlichen Grundsätze höchste Priorität einräumt. Die Bewahrung der nationalen Identität und die Souveränität dürfen nicht zugunsten einer fragwürdigen "Stabilisierung" geopfert werden, deren Nutzen für die Schweiz fraglich ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Samuel Häusermann (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Häusermann Samuel · 796475864 · haeusermann@bfah.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen der Verhandlungen mit der Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Neubewertung bedürfen. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz eine angemessene Mitsprache bei dessen Entstehung hat, widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsstaatlichen Souveränität, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Rechtsübernahme schwächt die demokratische Legitimation des Schweizer Gesetzgebers und untergräbt die Fähigkeit des nationalen Parlaments, im Einklang mit den Interessen und dem Willen der Schweizer Bevölkerung zu handeln. Die damit verbundene Herausforderung der institutionellen Autonomie der Schweiz, insbesondere im Hinblick auf die Auslegung und Anwendung des übernommenen Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH), ist alarmierend. Dies stellt eine klare Verletzung des Artikels 139 Absatz 2 BV dar, der die Unabhängigkeit der eidgenössischen Gerichte gewährleistet. Die Gerichtsbarkeit des EuGH über das Schweizer Recht würde de facto eine externe Hoheitsgewalt etablieren, welche die nationalen Entscheidungsprozesse irreversibel beeinflussen und die Entscheidungsfreiheit der Schweizer Gerichte einschränken würde. Des Weiteren ist die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, die über die bestehenden Bilateralen hinausgeht, aus Gründen der nationalen Wirtschaftlichkeit und der fiskalischen Verantwortung kritisch zu hinterfragen. Die Verpflichtung zu neuen finanziellen Beiträgen, ohne einen entsprechenden Mehrwert für die Schweizer Wirtschaft oder eine nachweisliche Stärkung der strategischen Interessen der Schweiz zu erkennen, ist nicht akzeptabel. Dies widerspricht dem Grundsatz der wirtschaftlichen Selbstbestimmung, der ebenfalls implizit im souveränen Charakter der schweizerischen Bundesverfassung liegt. Die Komplexität und die potenziellen nachteiligen Auswirkungen des vorgeschlagenen Pakets, insbesondere im Hinblick auf die Arbeitsfreizügigkeit und deren Ausgestaltung, erfordern eine tiefgehende Analyse der Folgen für den Schweizer Arbeitsmarkt und die sozialen Sicherungssysteme. Die mangelnde Transparenz und die Unklarheit bezüglich der genauen Ausgestaltung dieser Regelungen bergen das Risiko unerwünschter negativer Konsequenzen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorliegende Paket erhebliche Risiken für die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz birgt und daher unter keinen Umständen in der vorliegenden Form akzeptiert werden darf.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft aufgrund der vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die dimaksudeten Regelungen scheinen eine unzureichende Berücksichtigung der Souveränitätsinteressen der Schweiz und eine potenzielle Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien zu beinhalten. Besondere Besorgnis erregt die Art und Weise, wie die Anpassung des schweizerischen Rechts an die sich ständig weiterentwickelnde EU-Gesetzgebung gehandhabt werden soll. Das Prinzip der "automatischen Übernahme" von EU-Recht, auch wenn es hier nicht explizit so benannt wird, ist eine denkbare Konsequenz dieser Form der Umsetzung. Dies würde bedeuten, dass die Schweizerische Bundesversammlung und der Bundesrat in ihrer legislativen Autonomie massiv eingeschränkt würden. Das Rückgrat unserer Demokratie, die direkte Mitwirkung des Volkes und die sorgfältige Ausgestaltung von Gesetzen durch unsere eidgenössischen Räte, könnte hierbei ausgehöhlt werden. Artikel 164 der Bundesverfassung, welcher die oberste Leitung der Bundesverwaltung regelt, und Artikel 173, der die Aufgaben und Zuständigkeiten der Bundesversammlung umschreibt, könnten durch eine solche Praxis faktisch unterlaufen werden. Weiterhin ist zu hinterfragen, inwieweit die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen dem Prinzip der Volkssouveränität Rechnung tragen. Die Möglichkeit, dass die Schweiz in Zukunft von neuen

EU-Rechtsakten betroffen sein könnte, ohne dass eine parlamentarische oder gar volksdemokratische Überprüfung stattfindet, widerspricht fundamentalen verfassungsmässigen Grundsätzen. Die Rechtmässigkeit von Handlungen, die auf der Grundlage von externen Regelungen erfolgen, ohne klare demokratische Legitimation im Inland, ist fragwürdig. Das Recht auf Mitsprache und die Möglichkeit des Referendums, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, dürfen nicht durch solche Vereinbarungen de facto ausgehebelt werden. Zudem mangelt es an Klarheit bezüglich der Kontrollmechanismen und der Transparenz bei der Umsetzung. Es ist unabdingbar, dass jede Anpassung des schweizerischen Rechts einer gründlichen nationalen Interessenabwägung unterzogen wird, die die potenziellen Auswirkungen auf Wirtschaft, Gesellschaft und die demokratische Ordnung unseres Landes umfassend evaluiert. Die geforderte Rechtssicherheit darf nicht zu Lasten der rechtsstaatlichen Prinzipien und der Souveränität der Schweiz erkauft werden. Abschliessend ist festzustellen, dass die derzeitigen Vorschläge eine tiefgreifende Prüfung und eine deutliche Nachbesserung erfordern, um die Integrität unserer demokratischen Institutionen und die Souveränität der Schweiz zu wahren.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Neuregelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union stellt eine grundlegende und inakzeptable Abkehr von bisherigen Prinzipien dar. Insbesondere die Umwandlung der gegenwärtig freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist auf tiefgreifende Skepsis gestossen. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wesentliches politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über beträchtliche finanzielle Mittel, was die Zahlungen faktisch zu einer Zwangsabgabe macht. Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr sind offensichtlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Abkommen verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung von Beiträgen birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen in der Zukunft. Die Schweiz würde keinerlei Möglichkeit mehr haben, solche Forderungen abzulehnen, und wäre gezwungen, von der EU diktierte Beträge zu begleichen. Dies führt dazu, dass die Schweiz de facto zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird. Es besteht keinerlei Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Stattdessen wird für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär die nationale Souveränität mindert und kaum greifbare Vorteile bietet. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsfreiheit über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht um und höhlt durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt lediglich die Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Beziehungen zwischen dem Bund und dem Fürstentum Liechtenstein (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie integriert die Kohäsionszahlungen tief in die schweizerische Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der anerkannte «gute Name» der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und unzweifelhaft umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Massnahmen untergraben die finanzielle Autonomie und die demokratische Handlungsfähigkeit der Schweiz erheblich.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung birgt erhebliche und besorgniserregende Implikationen für die schweizerische Souveränität und die Steuerung unserer Zuwanderungspolitik. Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die im vorliegenden Paket verankert ist, stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar und steht im fundamentalen Widerspruch zum Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Dies widerspricht zudem dem klaren Willen des schweizerischen Volkes. Besonders kritisch ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre. Dieses neue Recht, das faktisch als 'Niederlassung C PLUS' bezeichnet werden kann, ist praktisch unentziehbar ausgestaltet. Selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe soll ein Entzug dieses Status kaum noch möglich sein. Dies untergräbt auf unannehmbare Weise unsere innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst

wenn sie von Sozialhilfe leben. Der Umfang des Familiennachzugs wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Neu ist nicht nur der Nachzug von Partnern und Kindern möglich, sondern auch von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern. Dies wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu einer erheblichen Mehrbelastung unserer Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket enthaltene sogenannte 'Schutzklausel', die im revidierten Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) verankert ist, erweist sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, von dieser Klausel Gebrauch zu machen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel. Die geplante Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der sogenannten 'Integrationsmethode' erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliche Mitsprache verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung der Artikel 41c und 21b, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss bei Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihre Zuwanderungspolitik eigenständig zu steuern, was eine klare Missachtung des Verfassungsauftrags gemäss Artikel 121a BV darstellt und unsere Souveränität empfindlich beeinträchtigt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und entbehren jeglicher Wirksamkeit, um den durch die erweiterte Mobilität entstehenden massiven Druck auf das Schweizer Lohngefüge abzufedern. Statt einer Stärkung des bewährten und robusten schweizerischen Lohnschutzes droht eine flächendeckende Erosion unserer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Die neuen Bestimmungen stellen eine reine Anpassung an EU-Standards dar, die bürokratischer und gleichzeitig weniger effektiv sind als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausschliesslich Unternehmen, die auf Lohndumping setzen wollen. Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Insgesamt ist das vorgeschlagene Paket eine Verschlechterung des Lohnschutzes und eine Schwächung unserer Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregeln stellt einen gravierenden Eingriff in die energiesouveräne und föderale Struktur der Schweiz dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten trägt, aber keinerlei Stimmrecht mehr besitzt. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit künftig in Brüssel getroffen, was die nationale Autonomie untergräbt. Die Rolle der ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Sie ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen.

Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Die vollständige Marktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisher bewährte Praxis, dass Bund, Kantone und Gemeinden autonom über wirtschaftsfördernde Massnahmen entscheiden können, soll durch ein starres, europarechtlich geprägtes Kontrollregime ersetzt werden. Dies widerspricht fundamental unserem demokratischen Verständnis, da politisch legitimierte Förderungen für Sektoren wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU einem technokratischen EU-Kontrollmechanismus unterworfen werden. Insbesondere die Souveränität der Kantone wird massiv tangiert. Ihre traditionsreiche Autonomie in der regionalen Wirtschaftsförderung wird durch die neu zu schaffende Beihilfekammer bei der Wirtschafts- und Kartellkommission (WEKO) untergraben. Gemäss dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird diese Institution als verlängerter Arm der EU agieren. Kantonale Beschlüsse zur Beihilfegewährung müssen künftig nicht mehr primär schweizerischen Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht genügen und von dieser zentralen Stelle genehmigt werden. Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Kontrollkompetenzen im Luftverkehr. Die Schaffung der Beihilfekammer als «Superbehörde» innerhalb der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, birgt die Gefahr einer Machtkonzentration, deren Entscheidungen sich primär an EU-Vorgaben orientieren und nicht zwingend den schweizerischen Interessen dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst unzureichend. Die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis, degradieren die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten. Sie erhalten ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse und die Möglichkeit, demokratisch gefällte Subventionsentscheide vor Bundesgericht ziehen zu lassen und mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) kippen zu lassen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG stärkt die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die föderalistischen Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein

weiteres alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen Wächters der Preise zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde über Massnahmen entscheidet, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können. Diese Massnahmen zielen darauf ab, der neuen, EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne die notwendige kritische Begleitung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart eine bedenkliche Tendenz zur umfassenden Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Unter dem irreführenden Deckmantel der Sicherheit wird ein Projekt vorangetrieben, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft fundamental destabilisieren und die hohen Produktionsstandards, die Familienbetriebe sowie die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährden würde. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht zur Disposition. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die sich in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) manifestiert, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Gütesiegel "Made in Switzerland" droht entwertet zu werden, wenn Produzenten gezwungen sind, nach Kriterien zu arbeiten, die weniger streng sind als die derzeit geltenden. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer heimischen Erzeuger. Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Jegliche Kündigung dieses für die Schweiz schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und die Handlungsfreiheit in Kernbereichen untergräbt. Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen gravierenden Eingriff in die Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt. Der Volkswille wird hierbei klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, breite gesellschaftliche Akzeptanz findenden Regeln durch EU-Massenstandards. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und berauben dieses seiner Kontrollfunktion in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Das Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist ein fundamentaler Angriff auf die Schweizer Eigenständigkeit und die Werte, die unsere Ernährungssicherheit und unseren Wohlstand begründen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), neu Art. 40ater, erlaubt ausländischen Anbietern die Bedienung rein inner-schweizerischer Strecken. Dieses sogenannte "Rosinenpicken" wird unweigerlich dazu führen, dass diese Unternehmen die profitabelsten Verbindungen nutzen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien belastet werden. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität des öffentlichen Verkehrs und gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung. Zudem ist die Befürchtung gross, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bestehende und für die Schweiz vorteilhafte Subventionen, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die Erneuerung des Rollmaterials, als unzulässig einstufen könnte. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bürger beeinträchtigen und die bewährten Strukturen unseres Service

public schwächen. Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise verliert. Die Verpflichtung, künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen, würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), neu Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs entscheidend ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führt. Diese Entwicklung stellt eine gefährliche Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr dar und muss mit aller Deutlichkeit abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätspolitische Fragen auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht in eine Vielzahl von Rechtsbereichen stellt eine potenzielle Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung dar. Das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht, wie es in den vorgeschlagenen Abkommen formuliert ist, kollidiert fundamental mit dem Volkssouveränitätsprinzip, das im Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU ohne vorgängige parlamentarische Debatte und demokratische Legitimation im Inland missachtet das Recht des Schweizer Volkes, über die Gestaltung seiner eigenen Gesetze zu bestimmen. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Auslegungsbehörde für das neu zu übernehmende EU-Recht problematisch. Dies würde die unabhängige Rechtssprechung der schweizerischen Gerichte, wie sie durch Artikel 190 BV gewährleistet wird, empfindlich beeinträchtigen. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH könnte dazu führen, dass schweizerische Rechtsnormen und verfassungsrechtliche Grundsätze durch Entscheidungen eines ausländischen Gerichts ausser Kraft gesetzt werden, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann. Die vorgeschlagene Regelung zur Übernahme des EU-Beihilferechts beispielsweise birgt das Risiko, dass die Handlungsfreiheit des Bundesrates und des Parlaments im Bereich der regionalen und strukturellen Wirtschaftsförderung massiv eingeschränkt wird. Artikel 123 BV, welcher die Förderung der wirtschaftlichen und sozialen Wohlfahrt zum Ziel hat, könnte durch eine zu strikte Auslegung des EU-Beihilferechts untergraben werden. Die geforderte Transparenz und die potenziellen Verbote von staatlichen Beihilfen könnten die Fähigkeit der Schweiz einschränken, gezielte Massnahmen zur Stärkung ihrer eigenen Wettbewerbsfähigkeit und zur Bewältigung spezifischer wirtschaftlicher Herausforderungen zu ergreifen. Diese Verhandlungsergebnisse sind daher keineswegs als Fortschritt im Sinne der nationalen Interessen zu werten. Sie bergen vielmehr die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über die eigene Gesetzgebung. Es muss entschieden hinterfragt werden, ob der Preis für diese formellen Anbindungen an die EU nicht zu hoch ist, insbesondere im Hinblick auf die fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und unserer direkten Demokratie.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung. Es ist fraglich, inwieweit ein solches Abkommen tatsächlich zur Stabilisierung beitragen kann, wenn es zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führt, ohne dass die Schweiz dabei auf Augenhöhe agieren kann. Insbesondere die Übernahme von Sekundärrecht der EU wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der demokratischen Legitimation und der Kontrolle durch das Schweizer Volk auf. Das Prinzip der Rechtsübernahme, das in solchen Abkommen oft impliziert ist, steht im Widerspruch zum nostro derecho, also dem schweizerischen Rechtssystem, das auf der Bundesverfassung und den darauf basierenden Gesetzen beruht. Die vollständige oder auch nur partielle Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie im Rahmen eines solchen Stabilisierungsabkommens wahrscheinlich wäre, würde das schweizerische Rechtssystem untergraben und zu einer Abhängigkeit von Brüssel führen. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als unabhängige und souveräne Republik definiert, könnte durch die Annahme eines solchen Abkommens ausgehöhlt werden. Des Weiteren ist die befürchtete

automatische Rechtsübernahme problematisch. Dies bedeutet, dass die Schweiz sich verpflichtet, zukünftige Rechtsänderungen der EU zu übernehmen, ohne die Möglichkeit, diese auf ihre spezifischen Bedürfnisse und Verfassungsmässigkeit zu prüfen. Dies würde die parlamentarische Meinungsbildung und die demokratische Entscheidungsfindung erheblich beeinträchtigen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Möglichkeit, das Recht im Lichte der schweizerischen Verfassung auszulegen, wären dadurch massiv eingeschränkt. Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Sollte die Übernahme von EU-Recht auch die Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung dieses Rechts beinhalten, würde dies eine direkte Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweiz bedeuten. Artikel 188 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Gerichte gewährleistet, wäre in diesem Zusammenhang stark gefährdet. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz gezwungen wäre, Urteile des EuGH zu übernehmen, die möglicherweise nicht mit den Grundwerten und der Verfassung der Schweiz übereinstimmen. Angesichts dieser tiefgreifenden Bedenken ist eine kritische Prüfung jedes vorgeschlagenen Abkommens mit der EU unerlässlich. Die Garantien der schweizerischen Souveränität, die demokratische Legitimation und die Unabhängigkeit des Rechtssystems dürfen nicht kompromittiert werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ivan Kurkutovic (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Ivan Kurkutovic · kurkutovic.ivan@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung inländischer Bestimmungen im Zusammenhang mit dem Abkommen mit der Europäischen Union gibt zu tiefgreifenden Bedenken Anlass, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Souveränität und die Errungenschaften unseres Rechtsstaates nicht durch eine überstürzte und unzureichend hinterfragte Übernahme von EU-Recht kompromittiert werden. Insbesondere die fragliche Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union wirft die Frage auf, inwieweit dies mit den Grundsätzen des schweizerischen Rechtssystems vereinbar ist. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass die Gesetzgebung des Bundes den anerkannten Rechtssätzen und den völkerrechtlichen Verpflichtungen der Schweiz Rechnung zu tragen hat. Die pauschale Adaption von EU-Recht birgt die Gefahr, dass diese anerkannten Rechtssätze tangiert oder gar untergraben werden. Wir sehen hier die Gefahr, dass eine bloße mechanische Übernahme nicht die notwendige Auseinandersetzung mit den spezifischen schweizerischen Gegebenheiten und Traditionen mit sich bringt. Dies steht im Widerspruch zur Verpflichtung, Gesetze nach den Grundsätzen der Verhältnismässigkeit und der Rechtsstaatlichkeit zu gestalten, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert sind. Die Ausgestaltung der Mechanismen zur Umsetzung und Anwendung des EU-Rechts bedarf einer äusserst sorgfältigen Prüfung. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) eine indirekte oder gar direkte Autorität über schweizerische Gerichte oder Behörden ausüben könnte, ist eine gravierende Einschränkung unserer nationalen Unabhängigkeit. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er in Artikel 190 der Bundesverfassung implizit geschützt wird, indem die Gerichtsurteile nur dem Recht und der Verfassung unterliegen. Eine externe richterliche Autorität würde die Autonomie unserer Gerichte erheblich beeinträchtigen und die Möglichkeit einschränken, Rechtsprechung gemäss den spezifischen Anforderungen und Wertvorstellungen der Schweiz zu entwickeln. Die Frage der Rechtsfortbildung ist ebenfalls von entscheidender Bedeutung. Das schweizerische Rechtssystem ist geprägt von einer evolutionären Entwicklung, die auf richterlicher Praxis und parlamentarischer Gesetzgebung fusst. Die Einführung von EU-Recht, das oft auf dynamischen Entwicklungen und Entscheidungen des EuGH beruht, birgt die Gefahr, dass die schweizerische Rechtsentwicklung fremdbestimmt wird. Dies kann dazu führen, dass die Rechtssicherheit für schweizerische Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger leidet, da die Vorhersehbarkeit und Stabilität des Rechts in Frage gestellt wird. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen ausreichend gewährleisten können, dass die schweizerische Rechtsidentität gewahrt bleibt. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der vorgeschlagenen Übernahme von EU-Recht kritisch zu beleuchten. Die Anpassung an neue Regulierungen kann erhebliche Kosten für die schweizerische Wirtschaft verursachen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen. Es ist essenziell, dass eine umfassende Folgenabschätzung durchgeführt wird, die nicht nur die direkten Kosten, sondern auch die indirekten Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit und Innovationskraft der Schweiz berücksichtigt. Artikel 2 BV betont die Verantwortung des Bundes, das Wohlergehen des Volkes und der Bevölkerung zu sichern. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne klare Vorteile und mit potenziell negativen Folgen für die Wirtschaft und den Wohlstand, könnte diesem Auftrag zuwiderlaufen. Die Transparenz und demokratische Legitimität der Umsetzungsmechanismen müssen ebenfalls im Fokus stehen. Es muss gewährleistet sein, dass der schweizerische Gesetzgeber und die Bevölkerung über angemessene Kontrollmöglichkeiten verfügen. Die Gefahr einer "unechten" Übernahme von EU-Recht, bei der durch institutionelle Vereinbarungen rechtsverbindliche Regelungen ohne direkte parlamentarische Zustimmung eingeführt werden, ist eine ernsthafte Bedrohung für die demokratische Mitbestimmung. Artikel 166 der Bundesverfassung regelt die Aufgaben des Parlaments bei der Gesetzgebung und Kontrolle des Bundesrates. Jede Schwächung dieser Kompetenzen muss mit grösster Skepsis betrachtet werden. Abschliessend ist festzuhalten, dass die vorliegende Umsetzungsvorlage, so wie sie derzeit konzipiert ist, erhebliche rechtliche, demokratische und wirtschaftliche Bedenken aufwirft. Es bedarf einer deutlich stärkeren Fokussierung auf die Wahrung der schweizerischen Souveränität, die Stärkung unserer nationalen

Rechtsordnung und die Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Interessen, anstatt einer undifferenzierten Übernahme von EU-Recht. Die Grundsätze der Bundesverfassung, insbesondere jene bezüglich der Rechtsstaatlichkeit, der demokratischen Legitimität und des Wohlergehens des Volkes, müssen bei jeder Entscheidung oberste Priorität haben. Eine kritische und abwägende Herangehensweise ist daher unerlässlich.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union, gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der Zukunft unseres Service public im Eisenbahnwesen. Die Einführung von Bestimmungen, die eine Annäherung an das EU-Recht vorsehen, birgt weitreichende negative Konsequenzen, die nicht ignoriert werden dürfen. Ein zentraler Kritikpunkt ist die potentielle Aushöhlung des Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Bedrohung dar. Bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionen, sei es für den wichtigen Güterverkehr, den regionalen Personenverkehr zur Sicherstellung der Grundversorgung oder für die dringende Erneuerung unserer Rollmaterialbestände, könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Reduzierung der Qualität und des Umfangs des öffentlichen Verkehrsangebots führen, von dem Millionen von Schweizer Bürgerinnen und Bürgern täglich abhängig sind. Es ist fraglich, ob die EU-Beihilferegelungen, die für Länder mit anderen wirtschaftlichen und geografischen Gegebenheiten konzipiert wurden, überhaupt auf die spezifischen Bedürfnisse und die topografischen Herausforderungen der Schweiz anwendbar sind. Die öffnung der Tür für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein weiterer besorgniserregender Punkt. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung rein inner-schweizerischer Strecken wird unweigerlich zu einer selektiven Bedienung der lukrativsten Linien führen, der sogenannten "Rosinenpickerei". Dies hat zur Folge, dass Unternehmen wie die SBB und andere konzessionierte Betreiber, die einen universellen Versorgungsauftrag für das gesamte Land erfüllen müssen, mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch systematisch untergraben, und die Gefahr der Einstellung von Verbindungen in ländlichen oder strukturschwachen Regionen ist real. Die vom Bundesrat zur Beschwichtigung vorgebrachte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei substanziellen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz das Recht dynamisch übernehmen muss, sind wir einer ständigen Rechtsentwicklung ausgeliefert, ohne über wirkliche Gestaltungsmöglichkeiten zu verfügen. Diese "Beruhigungspille" verdeckt die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und wirft die Frage auf, ob dies der Preis ist, den die Schweiz für die scheinbare Nähe zur EU zu zahlen bereit ist. Mit der schrittweisen Annäherung an das EU-Recht gibt die Schweiz zunehmend die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur ab. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir zukünftige Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz einschränken, ihre Infrastruktur im Einklang mit den eigenen nationalen Interessen und Bedürfnissen zu gestalten. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie ermöglicht es ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die sich der umfassenden Versorgung der Bevölkerung verschrieben haben. Langfristig gefährdet dies die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs, die für die Mobilität und die wirtschaftliche Attraktivität der Schweiz von zentraler Bedeutung sind. Darüber hinaus beschränkt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten und die Bedürfnisse der Bevölkerung in den Vordergrund zu stellen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen, da nationale Interessen und spezifische Anforderungen möglicherweise vernachlässigt werden. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz somit, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs weiter einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Landverkehrsbereich, insbesondere die Annäherung an das EU-Recht, eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Die Gefahren für die Finanzierung, die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs, die Einschränkung der nationalen Souveränität und die Ungewissheit über die tatsächliche Schutzwirkung der "Gemeinsamen Erklärung" sind gravierend. Es ist

unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und die besonderen Bedürfnisse ihrer Bevölkerung bei der Gestaltung ihres Bahnverkehrs wahrt und sich nicht den potenziell schädlichen Auswirkungen einer unreflektierten Übernahme von EU-Recht aussetzt.

Finanzieller Beitrag

An das Bundesamt für Justiz Abteilung Internationale Rechtsangleichung Bundeshaus CH-3003 Bern Stellungnahme zum Bereich: Finanzieller Beitrag Unsere Delegation sieht sich mit dem vorliegenden Entwurf eines Rahmenabkommens zur Regelung der finanziellen Beziehungen zur Europäischen Union in einer sehr ernsten und kritikwürdigen Situation. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen zum sogenannten «Kohäsionsbeitrag» sind aus Sicht einer souveränen und eigenverantwortlichen Schweiz unhaltbar und stellen eine erhebliche Aushöhlung unserer demokratischen Rechte und unserer Budgethoheit dar. Wir lehnen die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen freiwilligen Beiträge in eine rechtlich bindende Verpflichtung entschieden ab. Die Einführung eines neu zu schaffenden «Kohäsionsbeitragsgesetzes» (KoBG) stellt keine technokratische Anpassung dar, sondern eine grundlegende und strategische Verlagerung der Macht zugunsten der Europäischen Union. Gemäss Artikel 1 des vorgeschlagenen KoBG würden die bisherigen, vom Parlament kontrollierten und flexibel gestaltbaren Zahlungen zu einer permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung transformiert. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament nicht mehr souverän über die Verwendung von Steuergeldern entscheiden kann, sondern lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung obliegt. Dies ist eine faktische Zwangsabgabe und entzieht der Schweizer Bevölkerung und ihren gewählten Vertretern die Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen. Das parlamentarische Druckmittel, welches bisher im Rahmen der freiwilligen Beitragsgestaltung bestand, wird damit ersatzlos gestrichen. Der im Abkommen genannte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich als Lockvogelangebot konzipiert. Die im Vertrag verankerten Mechanismen zur automatischen Neuberechnung und Anpassung der Beiträge sind so gestaltet, dass sie unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen werden. Die Schweiz wird durch einen rechtsverbindlichen Mechanismus gezwungen, sich an den finanziellen Bedürfnissen der EU zu beteiligen, ohne die Möglichkeit zu haben, diesen Forderungen zu widersprechen. Dies ist eine gravierende Einschränkung unserer Verhandlungsautonomie und zwingt uns in die Rolle eines Nettozahlers ohne Mitspracherecht. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz zur Kasse gebeten wird, ohne dafür eine angemessene Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Wir bezahlen faktisch für eine institutionelle Anbindung, die unsere Souveränität schmälert und nur marginale Vorteile mit sich bringt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge mit der Europäischen Union (BöB), namentlich in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein formale Aufnahme. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte, als normal angesehene Abhängigkeit von den finanziellen Forderungen der EU. Dies untergräbt die grundsätzliche Budgethoheit des Schweizer Parlaments, welche in Artikel 165 der Bundesverfassung verankert ist. Das Parlament soll über die Ausgaben des Bundes entscheiden, nicht aber über die Ausführung von Zahlungsverpflichtungen, die von einer externen Macht diktiert werden. Die vorgeschlagene Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung ist eine irreführende und manipulativ anmutende Verknüpfung. Der angesehene Bereich der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Verquickung von zwei unvereinbaren Themenbereichen und dient lediglich dazu, die Akzeptanz für die finanziellen Verpflichtungen zu erhöhen, indem sie unter dem Deckmantel eines positiven Zwecks versteckt werden. Die Kohäsionszahlungen haben nichts mit der Schweizer Friedensförderung im eigentlichen Sinne zu tun und sollten auch nicht in diesem Zusammenhang betrachtet werden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Regelung zum Kohäsionsbeitrag nicht akzeptabel ist. Sie untergräbt die Souveränität der Schweiz, schwächt die demokratischen Rechte des Parlaments und zwingt unser Land in eine finanziell unsichere und nachteilige Abhängigkeit von der Europäischen Union. Wir fordern eine deutliche Revision dieser Bestimmungen, welche die finanzielle Autonomie und die demokratische Kontrolle der Schweiz über ihre Gelder gewährleistet. Jegliche Form von automatischen, rechtlich bindenden Zahlungsverpflichtungen gegenüber der EU lehnen wir ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Zusammenhang mit der Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine gravierende Erosion unserer Souveränität und eine Missachtung des Volkswillens dar. Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung zum Ziel hat, wird durch diese Massnahmen faktisch ausgehöhlt. Die Einführung eines neuen

'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei gravierender Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies steht im Widerspruch zu jeglicher Logik einer verantwortungsbewussten Migrationspolitik. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Situation oder ihrem Beitrag zur Gesellschaft. Die finanziellen Lasten dieser Entwicklung werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Der geplante Ausbau des Familiennachzugs, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Land ausserhalb der EU beispiellos und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die sogenannte 'Schutzklausel', wie sie im Vertragspaket vorgesehen ist, erweist sich als reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch den Versuch unternehmen, diese Klausel zu aktivieren, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern vielmehr eine Form der Erpressung, die jegliche eigenständige Handlungsfähigkeit der Schweiz untergräbt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' ist ein Skandalon. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr haben. Diese schleichende Aushöhlung unserer direkten Demokratie ist inakzeptabel und widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer politischen Ordnung. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Änderungen an den Artikeln 41c und 29a AIG führen zu einer Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger, die kaum noch abzuwenden ist, selbst bei Abhängigkeit. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das über die mangelnde Steuerungsfähigkeit hinwegtäuschen soll. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Als direkte Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden nun im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist nichts anderes als ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz muss die Konsequenzen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungssektor nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen austragen. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Art. 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im

Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Art. 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Kapitulation vor der Europäischen Union darstellen, die unsere nationale Souveränität, unsere direkte Demokratie und die Sicherheit unserer Sozialwerke aufs Spiel setzt. Wir fordern eine entschieden kritische Prüfung dieser Vorlagen und eine konsequente Verteidigung unserer Unabhängigkeit.

Lebensmittelsicherheit

Zur Vernehmlassung im Bereich Lebensmittelsicherheit nimmt die Schweiz mit tiefgehender Skepsis und grundsätzlichen Vorbehalten Stellung. Die vorliegende Vorlage, getarnt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt in Wahrheit ein weitreichendes und bedenkliches Integrationsprojekt dar, das weit über die reine Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht. Es geht hier primär um die schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das unbestrittenermassen umfassende EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, qualitativ hochwertigen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die essentielle Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unbezahlbarer Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, steht auf dem Spiel. Die zwingende Angleichung an oft merklich tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem qualitativen Rückschritt. Das geschätzte und international anerkannte Label "Made in Switzerland" wird sukzessive entwertet, wenn die Produktion nach denselben, in vielen Bereichen weniger strengen Kriterien erfolgen muss wie in der Europäischen Union. Dieser Qualitätsverlust untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer Produkte und vernichtet einen Kernbestandteil unserer wirtschaftlichen Identität. Besonders besorgniserregend ist die präsentierte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses, wie wir meinen, schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form politischer Erpressung dar, welche die souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz fundamental blockiert und uns jegliche Freiheit zur Neugestaltung unserer Beziehungen zur EU nimmt. Die Genehmigung der Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein unerträglicher Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies untergräbt die Autorität nationaler Kontrollinstanzen und schafft eine problematische Rechtsunsicherheit. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, idyllische Alp-Käsereien, traditionelle Dorfmetzger und selbst Vereine, die im Rahmen eines traditionellen Festes kleine Verkaufsstände betreiben, müssten die komplexen und für unsere spezifische Situation oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen zu zerstören und wirtschaftliche Existenzen zu vernichten. Das seit langem und demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Vorlage systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, ohne weitere Prüfung zu akzeptieren. Dieser Vorgang missachtet den klaren Volkswillen und die Bestrebungen der Bevölkerung nach einem fortwährenden Schutz vor gentechnisch veränderten Lebensmitteln. Die vorgesehene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Durch die Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter die EU-Regulierung droht eine erstickende Bürokratie und ein unweigerlicher Verlust unserer bisherigen hohen Standards. Die angekündigten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz dazu, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften beim Transport und bei der Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen gravierenden Souveränitätsverlust in einem ethisch hochsensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die

Totalrevision des LMG ist somit das Kernstück der angestrebten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird dabei umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und damit unsere Ernährungssicherheit direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert somit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere heimischen Wälder zu reagieren. Anstelle bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorliegende Vorlage keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit im Sinne einer Stärkung nationaler Massnahmen darstellt, sondern eine schleichende Untergrabung unserer Souveränität, unserer Qualitätsstandards und unserer wirtschaftlichen Vielfalt bezweckt. Die Schweiz muss ihren Weg zur Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit unabhängig und im besten Interesse ihrer Bürger und Produzenten gestalten können, ohne sich den Anforderungen einer externen, oft divergierenden Regelungslogik beugen zu müssen. Wir fordern daher eine grundlegende Überarbeitung dieser Vorlage, die primär auf die Stärkung und den Erhalt nationaler Kompetenzen abzielt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Kontrolle dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen und staatliche Förderungen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die Autonomie unserer föderalistischen Struktur, sondern auch eine systematische Unterwerfung unter europäische Regularien, die nicht zwangsläufig den spezifischen Bedürfnissen und Interessen der Schweiz entsprechen. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, verbunden mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), birgt erhebliche Gefahren. Diese neu geschaffene "Superbehörde" wird de facto als "verlängerter Arm der EU" fungieren. Ihre primäre Aufgabe wird nicht mehr die Wahrung schweizerischer Interessen sein, sondern die Durchsetzung der EU-Kompatibilität von staatlichen Beihilfen. Die demokratische Kontrolle über eine derart mächtige Instanz, die weitreichende Entscheidungen über die Wirtschaftsgestaltung unseres Landes treffen wird, ist unzureichend. Dies widerspricht eklatant dem Prinzip der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Neuregelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig und im Sinne ihrer Bevölkerung über lokale Wirtschaftsförderung, Unterstützung regionaler Infrastruktur oder kulturelle Anliegen zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse zukünftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern geprüft und möglicherweise beanstandet werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der auf der Dezentralisierung von Macht und der Autonomie der Gliedstaaten beruht. Besonders bedenklich ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit der Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis BGG. Dieses sieht ein direktes Beschwerderecht der neuen Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse vor. Damit werden die Kantone faktisch zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gezogen und gekippt werden (Art. 98a BGG). Diese Verfahrensautonomie der Kantone ist damit nicht mehr gegeben, und ihre souveränen Entscheidungen können ohne ihr formelles rechtliches Gehör durch eine zentrale Instanz und letztlich durch das Bundesgericht ausgehebelt werden. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG ihre Entscheidungsfreiheit und werden zu Bittstellern herabgestuft. Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luftverkehrs und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle ist eine unannehmbare Aufgabe nationaler Steuerungshoheit. Viele Elektrizitätswerke, die für die Energieversorgung essenziell sind, befinden sich im Besitz von Kantonen und Gemeinden. Indem diese

Sektoren der EU-Kontrolle unterstellt werden, gefährdet die Schweiz ihre strategische Autonomie und die Fähigkeit, den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur im nationalen Interesse zu gestalten. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für diese Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese gefährliche Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für eine mangelnde Transparenz und eine Schwächung des Konsumentenschutzes. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient offensichtlich nur dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass die Auswirkungen auf die Bevölkerung kritisch hinterfragt werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Überwachung staatlicher Beihilfen nicht nur eine gefährliche Zentralisierung von Macht bedeuten, sondern auch die Schweizer Souveränität, den Föderalismus und die demokratische Legitimation von Förderentscheidungen fundamental untergraben. Die Schaffung einer "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert, die kantonalen Autonomien aufhebt und strategisch wichtige Sektoren der nationalen Kontrolle entzieht, ist unannehmbar. Die Schweiz muss ihre eigene Politik im Bereich der staatlichen Beihilfen gestalten können, basierend auf ihren nationalen Interessen und den demokratischen Prinzipien, die unser Land auszeichnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Stossrichtung und der Auswirkungen der vorgeschlagenen Massnahmen auf die schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen. Es drängt sich der Eindruck auf, dass die vorgeschlagenen Schutzmechanismen, insbesondere im Hinblick auf den Lohnschutz, nicht die erforderliche Robustheit aufweisen, um den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden erheblichen Druck auf das schweizerische Lohnniveau aufzufangen. Vielmehr scheinen sie kosmetischer Natur zu sein und bergen das Risiko einer flächendeckenden Erosion unseres Lohngefälles, insbesondere in den für den Erhalt unseres Wohlstands kritischen mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Es ist besorgniserregend zu beobachten, dass anstatt den bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, die vorgeschlagenen Änderungen auf eine Aufweichung und eine Anpassung an europäische Standards abzielen. Die neuen Regelungen sind augenscheinlich bürokratischer angelegt, jedoch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die bestrebt sind, Lohn- und Sozialdumping zu betreiben und sich so einen unfairen Wettbewerbsvorteil zu verschaffen. Die vorgesehenen Kontrollmechanismen erscheinen geschwächt. Die Kompetenzen und die Handlungsfähigkeit der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischeren und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was den Schutz der Arbeitnehmer weiter schwächt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein vergiftetes Geschenk. Diese Massnahme schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität der kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) erheblich. Das Grundproblem des Lohndrucks wird dadurch keineswegs gelöst, sondern lediglich neue bürokratische Hürden aufgerichtet. Diese Regelung stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck diktiert wird, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert, was den ausländischen Unternehmen entgegenkommt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil

unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden und unsere Souveränität weiter einschränken. Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die starken schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies gefährdet die Unabhängigkeit unserer Rechtsprechung. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge in ihren Grundfesten fehlerhaft sind. Sie drohen, die Errungenschaften des schweizerischen Lohnschutzes zu demontieren, die Souveränität der Schweiz einzuschränken und die Position der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer zu schwächen. Anstatt den Wohlstand und die fairen Arbeitsbedingungen in unserem Land zu sichern, legen die vorgeschlagenen Massnahmen den Grundstein für eine unkontrollierte Erosion des Lohnniveaus und eine Schwächung unserer Sozialpartnerschaft. Wir lehnen diese Vorschläge in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Überarbeitung, die den Schutz des Schweizer Arbeitsmarktes und die Souveränität unseres Landes in den Mittelpunkt stellt.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromversorgungsgesetzes und des Energiegesetzes im Kontext einer noch tieferen Anbindung an die Europäische Union ist zutiefst besorgniserregend und muss mit grösster Skepsis betrachtet werden. Die damit einhergehende Abgabe von Souveränität und die potenzielle Gefährdung unserer nationalen Energiesicherheit und wirtschaftlichen Stabilität sind gravierend. Es ist unerträglich, dass die Schweiz im Rahmen der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E zu einem blossen Anwender von EU-Recht degradiert wird. Wir werden zu einem Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die Kosten für Entscheidungen mittragen muss, welche künftig in Brüssel getroffen werden. Die nationale Souveränität im Bereich der Energiepolitik wird schleichend aber bestimmt aufgegeben. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom), einst eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die unumgängliche Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse und Besonderheiten ausgerichteten Energieregulierung. Die Autonomie unserer nationalen Regulierung, die bisher stets auf die Sicherung einer stabilen und bezahlbaren Energieversorgung für unsere Bevölkerung und Wirtschaft ausgerichtet war, wird geopfert. Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf unser Rückgrat der Energieversorgung, die Wasserkraft, existentiell bedrohlich. Die EU-Beihilfenregeln, wie sie im Rahmen der Marktliberalisierung unweigerlich zur Anwendung kommen werden, könnten das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen und somit der Bevölkerung zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und zu dessen Abschaffung zwingen. Dies würde nicht nur die finanzielle Grundlage betroffener Kantone schwächen, sondern auch die Wertschätzung und Förderung unserer heimischen Wasserkraft, die für die Schweiz von strategischer Bedeutung ist, untergraben. Die vorgeschlagenen Änderungen bedrohen zudem unsere föderalen Strukturen im Energiebereich. Wichtige Gemeindekraftwerke, die oft das Rückgrat der lokalen Energieversorgung bilden, sehen ihren traditionellen Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion und schwächt die Resilienz unserer Energieinfrastruktur, indem sie von regionalen Besonderheiten und lokalen Bedürfnissen entkoppelt wird. Die Stärkung lokaler Energieerzeugung, welche oft kostengünstiger und umweltfreundlicher ist, wird hier einem rein wettbewerbsorientierten Ansatz geopfert, der die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz ignoriert. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein gefährliches Experiment, das die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt opfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, welche in der Vergangenheit massgeblich zur Stabilität beigetragen haben, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die bange Frage, wer im Falle einer Krise die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird – der Markt, der per Definition auf Profitmaximierung ausgerichtet ist, oder eine nicht klar definierte EU-Instanz? Diese Unklarheit in der Verantwortlichkeit ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen katastrophal sein könnten. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss den neuen Art. 8b ff. StromVG ist keineswegs ein adäquater Ersatz für die bisherige, auf nationale Bedürfnisse ausgerichtete Sicherheitspolitik. Die Konsequenzen der vollständigen Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert werden soll, sind absehbar: volatile und letztlich höhere Strompreise für Schweizer KMU und Haushalte. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, welche der "freie Markt" nicht abzudecken vermag, werden

unweigerlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Dies führt zu einer zusätzlichen Belastung der Bevölkerung und der Wirtschaft. Des Weiteren ist die vollständige Strommarktliberalisierung ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei unwiederbringlich zerstört. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Schliesslich ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein nicht hinnehmbarer Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Energiesouveränität der Schweiz aushöhlen, die Versorgungssicherheit gefährden, die föderalen Strukturen schwächen und zu höheren Strompreisen führen werden. Es handelt sich um einen gefährlichen Kurswechsel, der die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung ignoriert. Wir fordern eine kritische Überprüfung dieser Massnahmen und eine klare Positionierung zugunsten der nationalen Souveränität und der Versorgungssicherheit.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die eine kritische Würdigung und eine fundierte Vernehmlassungsantwort rechtfertigen. Die pauschale Formulierung "Stabilisierung der Beziehungen" verschleiert dabei die Tatsache, dass die angestrebte Annäherung primär auf eine Vertiefung der bilateralen Verträge abzielt, was unweigerlich zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führt. Dies steht im Widerspruch zur Souveränität der Schweiz und der Eigenständigkeit ihrer Rechtsordnung, wie sie im Bundesverfassungsgrundsatz verankert ist. Besonders alarmierend ist die potenzielle Ausdehnung des Anwendungsbereichs von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf dessen Entstehungsprozess Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip der Volkssouveränität und der rechtsstaatlichen Forderung nach rechtsgestaltender Beteiligung. Es droht die automatische Übernahme von Recht, das in Brüssel geschaffen wird, ohne dass das Schweizer Volk oder seine gewählten Vertreter in diesem Prozess adäquat eingebunden werden. Dies untergräbt die demokratische Legitimation des Schweizer Rechts. Die Begründung, dass eine solche Rechtsübernahme der "Stabilisierung" der Beziehungen dient, ist zirkulär und wenig überzeugend. Vielmehr scheint es sich um einseitige Zugeständnisse zu handeln, die auf die Forderungen der EU abzielen, das bestehende institutionelle Rahmenabkommen zu stärken oder neu zu verhandeln. Die Schweiz würde damit Gefahr laufen, sich in eine Abhängigkeitsposition zu begeben, in der sie als "Mitglied light" agiert, ohne die entsprechenden Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen. Dies stellt eine Gefährdung der schweizerischen Wettbewerbsfähigkeit dar und benachteiligt schweizerische Unternehmen im globalen Wettbewerb, da sie sich einem ständig ändernden Rechtsrahmen unterwerfen müssten, ohne Mitspracherecht. Die Frage der Angleichung der Vorschriften und Standards, die im Rahmen der bilateralen Abkommen immer wieder thematisiert wird, birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Es ist nicht auszuschliessen, dass dies zu einer Abkehr von bewährten schweizerischen Regelungen führt, die den spezifischen Bedürfnissen und Traditionen der Schweiz Rechnung tragen. Die schweizerische Rechtsordnung hat sich über Jahrzehnte bewährt und ist auf die besonderen Gegebenheiten des Landes zugeschnitten. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Standards könnte die Anpassungsfähigkeit und Innovationskraft der schweizerischen Wirtschaft schwächen und zu höheren Kosten und regulatorischem Aufwand führen. Das Prinzip der Verhältnismässigkeit, ein Grundpfeiler

des schweizerischen Rechts, könnte durch die erzwungene Harmonisierung untergraben werden. Die Gefahr einer "Rechtsentwicklung" ohne klare rechtsgestaltende Einflussnahme der Schweiz ist besonders problematisch. Gemäss Art. 5 Abs. 2 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) muss ein Vertrag nach Treu und Glauben erfüllt werden. Diese Verpflichtung darf jedoch nicht dazu missbraucht werden, die Schweiz zur unkritischen Übernahme von sich ständig wandelndem EU-Recht zu zwingen. Die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) könnte zudem dazu führen, dass die schweizerische Rechtsprechung in ihrer Autonomie beschnitten wird. Dies würde die Rechtssicherheit in der Schweiz erheblich beeinträchtigen. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien wahrt. Eine Stabilisierung der Beziehungen zur EU darf nicht auf Kosten der Unabhängigkeit und der demokratischen Kontrolle des Schweizer Rechts erfolgen. Stattdessen muss der Fokus darauf liegen, die bestehenden bilateralen Abkommen im Rahmen der schweizerischen Verfassung und unter Wahrung der nationalen Interessen neu zu kalibrieren. Die schweizerische Verfassung, insbesondere die Grundrechte und die föderalistischen Prinzipien, muss stets die Leitplanken für jede Form der Zusammenarbeit mit der EU bilden. Jede Form der Rechtsübernahme muss einer strengen Prüfung auf ihre Verfassungsmässigkeit unterzogen werden. Die Argumentation, dass eine engere Bindung an die EU "unvermeidlich" sei, um die schweizerische Wirtschaft zu schützen, ist eine strategische Schwächung der eigenen Verhandlungsposition. Die Schweiz hat wiederholt bewiesen, dass sie auch ausserhalb der EU erfolgreich sein kann. Eine übermässige Abhängigkeit von Brüssel würde die schweizerische Aussenpolitik und die Fähigkeit, eigene Interessen auf internationaler Ebene zu vertreten, massiv beeinträchtigen. Die Schweiz muss ihre Rolle als eigenständiger Akteur auf der Weltbühne wahren und darf sich nicht zu einem Satellitenstaat der EU degradieren lassen. Die Annahme von Massnahmen, die zu einer schleichenden Angleichung des Rechts führen, ohne dass die demokratischen Institutionen der Schweiz die volle Kontrolle behalten, wäre ein direkter Angriff auf die Grundfesten unseres Rechtsstaates und unserer Demokratie. Die Vernehmlassungsantwort muss diese Bedenken klar und unmissverständlich formulieren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und stellen eine potenzielle Gefährdung der Souveränität und der direktdemokratischen Rechte der Schweiz dar. Eine kritische Würdigung, die über oberflächliche Annahmen hinausgeht, ist unerlässlich. Primär ist die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in einem Umfang, der in seiner Tragweite bisher unbekannt ist, äusserst problematisch. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 1. Januar 2000 (SR 101) garantiert die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse drohen dieses Fundament substanziell zu untergraben, indem sie die Schweiz in eine Abhängigkeit von Rechtsakten der Europäischen Union begeben, die sie nicht mehr eigenständig mitgestalten oder gar verhindern kann. Dies widerspricht diametral dem Geist und Buchstaben des Schweizerischen Verfassungsrechts, das die Selbstbestimmung unseres Landes in den Vordergrund stellt. Die Einführung eines dynamischen Rechtsübernahmemechanismus, der automatisch zukünftige EU-Rechtsentwicklungen in das Schweizer Recht integriert, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber oder das Volk ein Mitspracherecht hätten, ist mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV; SR 101) verankert ist, unvereinbar. Dieses Prinzip garantiert dem Volk das Recht, über die eigene staatliche Ordnung zu bestimmen, was durch eine automatische Rechtsübernahme massiv eingeschränkt würde. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) eine Quelle tiefgreifender Besorgnis. Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH in die Auslegung und Anwendung von Schweizer Recht im Kontext der Abkommen würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die letztendliche Entscheidungsgewalt des Bundesgerichts als oberste Instanz der Schweiz in Frage stellen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der festhält, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden bindend sind. Die geplante Jurisdiktion des EuGH würde jedoch eine externe Instanz dazu ermächtigen, die Auslegung von Schweizer Recht vorzunehmen, was die normative Kraft der Schweizer Verfassung und der Parlamentsbeschlüsse untergraben würde. Die Möglichkeit, dass der EuGH Urteile fällen könnte, die von Schweizer Gerichten zwingend umgesetzt werden müssen, stellt einen Präzedenzfall dar, der die rechtliche Eigenständigkeit unseres Landes nachhaltig schwächen würde. Die Bundesverfassung legt in Artikel 194 fest, dass Völkerrecht nur dann zur Anwendung kommt, wenn es die parlamentarische Zustimmung gefunden hat. Die vorgeschlagene Regelung scheint dieses Prinzip zu umgehen, indem sie die automatische Anerkennung und Anwendung von EuGH-Urteilen vorsieht, ohne den zwingenden parlamentarischen Prozess zu durchlaufen. Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Lohnstandards sind ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die Personenfreizügigkeit, wie sie von der EU gefordert wird, birgt das Risiko eines Lohndumpings und eines sozialen Ungleichgewichts. Zwar wird auf flankierende Massnahmen verwiesen, doch deren Wirksamkeit und Durchsetzbarkeit in der Praxis sind

keineswegs gesichert. Artikel 113 der Bundesverfassung, der die Grundrechte und die soziale Gerechtigkeit schützt, wird durch die potenzielle Erosion der Lohnstandards gefährdet. Die Möglichkeit, dass Unternehmen durch die verstärkte Zuwanderung von Arbeitskräften aus EU-Ländern, die zu tieferen Lohnkosten arbeiten, einen unfairen Wettbewerbsvorteil erlangen, ist eine ernstzunehmende Bedrohung für die Schweizer Arbeitnehmer und die Stabilität unseres Sozialsystems. Die Erfahrungen aus anderen bilateralen Abkommen zeigen, dass die tatsächliche Umsetzung und Wirksamkeit der flankierenden Massnahmen oft hinter den Erwartungen zurückbleibt. Es besteht die Sorge, dass die Schweiz zu einem Niedriglohnsektor innerhalb Europas werden könnte, was ihre wirtschaftliche Attraktivität und den Wohlstand ihrer Bürgerinnen und Bürger erheblich beeinträchtigen würde. Ein weiterer Punkt von grosser Besorgnis ist die fehlende Möglichkeit für die Schweiz, zukünftige EU-Regulierungen, die für sie nachteilig sein könnten, abzulehnen. Dies schränkt die Handlungsfreiheit der Schweiz erheblich ein und schwächt ihre Position auf der internationalen Bühne. Die Verhandlungsergebnisse scheinen die Schweiz in eine passive Rolle zu drängen, in der sie bestehende und zukünftige EU-Entwicklungen einfach hinnehmen muss. Dies steht im Widerspruch zum Selbstbestimmungsrecht der Völker, das in der internationalen Gemeinschaft als grundlegendes Prinzip anerkannt ist und durch die Bundesverfassung in ihrer Gesamtheit geschützt wird. Die mangelnde Flexibilität und die faktische Unmöglichkeit, sich von negativen externen Rechtsentwicklungen abzukoppeln, sind ein Indikator für eine zunehmende Abhängigkeit, die nicht im Interesse der Schweiz liegt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse eine Reihe von schwerwiegenden Nachteilen für die Schweiz mit sich bringen. Die potenzielle Aushöhlung der Souveränität, die Einschränkung der direktdemokratischen Rechte, die Gefährdung der Lohnstandards und die Abhängigkeit von externen Gerichten sind allesamt Aspekte, die eine kritische und ablehnende Haltung rechtfertigen. Die Schweizer Bevölkerung hat ein Recht auf eine klare und ungeschminkte Darstellung der Konsequenzen, die mit einer Annahme dieser Verhandlungsergebnisse verbunden wären. Eine solche Annahme wäre ein strategischer Fehler, der die Zukunft unseres Landes negativ prägen würde.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamteinschätzung des Pakets Schweiz-EU lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz aufkommen. Ein solcher umfassender Rahmenvertrag birgt inhärente Risiken, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen, bevor einer solchen Abmachung zugestimmt werden kann. Es ist unerlässlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Rechtsordnung und die wirtschaftliche Autonomie sorgfältig abzuwägen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, die durch ein solches Paket impliziert wäre, stellt eine erhebliche Herausforderung dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind Verträge zwischen den Parteien zu erfüllen. Dies gilt auch für völkerrechtliche Verträge. Die EU verlangt jedoch die vollständige und diskriminierungsfreie Übernahme des im acquis communautaire enthaltenen EU-Rechts. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien der Schweizerischen Bundesverfassung (BV). Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und des Kantons. Die Übernahme von EU-Recht durch einen sektoriellen Ansatz oder gar ein institutionelles Rahmenabkommen würde diese Souveränität massiv untergraben, da die Schweizerische Bundesversammlung und das Schweizer Volk die Gesetzgebungskompetenz bezüglich bedeutender Rechtsbereiche an die EU abtreten würden. Artikel 2 BV, der die Würde und Freiheit des Menschen schützt, könnte durch die Einschränkung der demokratischen Selbstbestimmung und die potenziell fremdbestimmte Gesetzgebung betroffen sein. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, Schweizer Interessen angemessen zu berücksichtigen oder abweichende Regelungen zu treffen, ist problematisch. Die EU-Gesetzgebung entwickelt sich ständig weiter, und die Schweiz wäre gezwungen, diese Entwicklungen zu adaptieren. Dies würde die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Gesetze an die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten des Landes anzupassen, erheblich einschränken. Artikel 27 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Eine zu starke Abhängigkeit von EU-Regulierungen könnte diese Freiheit einschränken und Schweizer Unternehmen benachteiligen, die möglicherweise mit flexibleren Regulierungen in anderen Rechtsräumen konkurrieren müssen. Des Weiteren sind die Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten, wie sie in solchen Abkommen üblich sind, von entscheidender Bedeutung. Die Rolle und die Befugnisse des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind hierbei besonders kritisch zu betrachten. Wenn der EuGH die verbindliche Auslegung des übernommenen EU-Rechts erhalten würde, würde dies bedeuten, dass die Schweizer Gerichte und schliesslich das Schweizer Rechtssystem der Jurisdiktion des EuGH unterstellt würden. Dies verletzt fundamental die in Artikel 190 BV verankerte richterliche Unabhängigkeit und die richterliche Gewalt des Bundes. Die Schweizer Rechtsprechung müsste sich den Auslegungen des EuGH unterwerfen, was die richterliche Autonomie und die Eigenständigkeit des Schweizer Rechtssystems massiv beeinträchtigen würde. Die Möglichkeit, das Schweizer

Recht auf seine eigene Verfassungsmässigkeit zu überprüfen, würde somit eingeschränkt. Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Abmachung sind ebenfalls beunruhigend. Zwar verspricht die EU Zugang zu ihrem Binnenmarkt, doch dieser Zugang würde zu einem hohen Preis erkauft. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, insbesondere in Bereichen wie Dienstleistungen, Warenverkehr und Wettbewerb, könnte zu einer erheblichen bürokratischen Belastung für Schweizer Unternehmen führen. Die Anpassung an neue EU-Normen erfordert Investitionen und kann zu Wettbewerbsnachteilen führen, wenn die EU-Standards nicht den spezifischen Bedürfnissen des Schweizer Marktes entsprechen. Artikel 31 BV schützt das Eigentum. Eine übermässige Regulierung, die durch die EU-Übernahme entsteht, könnte indirekt die Nutzung und den Wert von Eigentum beeinträchtigen. Die Frage der Personenfreizügigkeit ist ein weiterer Knackpunkt. Während die EU die volle Anwendung des entsprechenden Abkommens verlangt, ist die Schweiz besorgt über die Auswirkungen auf ihre Sozialwerke und den Arbeitsmarkt. Die Zuwanderung von Arbeitskräften aus der EU kann zwar kurzfristig die Wirtschaft beleben, birgt aber auch das Risiko einer Lohndrückerei und einer Überlastung der Sozialsysteme. Die Schweizer Bürgerinnen und Bürger haben durch Volksinitiativen immer wieder ihre Besorgnis über die Personenfreizügigkeit zum Ausdruck gebracht. Eine starre Verpflichtung zur Personenfreizügigkeit, die keine ausreichenden Schutzmechanismen für den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialversicherungen bietet, wäre nicht im nationalen Interesse. Artikel 11a BV, der die wirtschaftliche und soziale Benachteiligung von Arbeitnehmern verbietet, könnte durch eine unkontrollierte Zuwanderung unter Druck geraten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Vereinbarung mit der EU eine ernsthafte Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die nationale Eigenständigkeit darstellt. Die damit verbundene Übernahme von EU-Recht und die potenzielle Unterstellung unter die Jurisdiktion des EuGH sind mit den Grundfesten der Schweizer Verfassung und des Schweizer Rechtssystems unvereinbar. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist daher geboten. Es muss sichergestellt werden, dass jede Vereinbarung die Interessen der Schweiz wahrt und die demokratische Selbstbestimmung des Volkes und der Kantone nicht kompromittiert. Ohne substanzielle Anpassungen, die diese tiefgreifenden Bedenken adressieren, kann einer solchen Gesamtlösung nicht zugestimmt werden. Es bedarf einer klaren Priorisierung der nationalen Interessen und einer unerschütterlichen Verteidigung der Schweizer Souveränität.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Karin Ostermeier (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Karin Ostermeier · 0433110485 · k.ostermeier@maka.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU muss kritisch hinterfragt werden. Die angepriesenen Vorteile des Abkommens wiegen die fundamentalen Nachteile für die schweizerische Souveränität und die Rechtsetzung keinesfalls auf. Ein zentrales Problem liegt in der dogmatischen Übernahme des EU-Rechts. Dies tangiert direkt die Artikel 1 und 165 der Bundesverfassung. Artikel 1 BV garantiert die Souveränität der Schweiz und die Selbstbestimmung des Volkes. Durch die fortlaufende Adaption von EU-Recht, welches im Paket festgeschrieben wird, entmachtet sich die Schweiz selbst. Die von der EU erlassenen Verordnungen und Richtlinien würden ohne direkten Mitspracherechts der Schweiz zu geltendem Schweizer Recht werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, da das schweizerische Volk nicht mehr über die Rechtsnormen, die sein tägliches Leben regeln, entscheidet, sondern diese von einer externen Macht diktiert bekommt. Artikel 165 BV, welcher die Wahrung der Rechtsordnung und die Unabhängigkeit der Gerichte schützt, wird ebenfalls untergraben. Die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts obliegt primär dem Europäischen Gerichtshof. Dessen Urteile hätten bindende Wirkung für die schweizerischen Gerichte. Dies gefährdet die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die kohärente Auslegung des nationalen Rechts. Weiterhin ist die automatische Übernahme von EU-Recht problematisch. Es besteht die Gefahr, dass auch Bestimmungen übernommen werden, die nicht im ureigensten Interesse der Schweiz liegen oder die mit unserer Rechtsordnung unvereinbar sind. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass die Schweiz künftige Änderungen des EU-Rechts ohne eigenes Zutun übernehmen muss. Dies schwächt die legislative Autonomie der Schweiz erheblich und schafft eine Abhängigkeit, die nicht unterschätzt werden darf. Die vorgelegten Kompromisse im Paket stellen keine echte Stärkung der schweizerischen Position dar, sondern eine schrittweise Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungsgrundlagen. Die vermeintlichen Vorteile, wie der Zugang zum Binnenmarkt, müssen vor dem Hintergrund des Verlustes an Souveränität und rechtsstaatlicher Autonomie neu bewertet werden. Die Schweiz muss ihre Interessen autonom wahren können und darf sich nicht einer übergeordneten Rechtsetzung unterwerfen, die ihre eigenen demokratischen Prozesse und ihre Rechtsordnung aushebelt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedürfen einer kritischen Prüfung, insbesondere im Hinblick auf ihre Auswirkungen auf die Souveränität und das schweizerische Rechtssystem. Es ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und der Unabhängigkeit der Schweiz bedeutet. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch institutionelle Abkommen im Rahmen einer solchen Stabilisierung impliziert sein könnte, steht im fundamentalen Widerspruch zum Demokratieprinzip, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere Artikel 1 der BV, der die Schweiz als souveränen Staat definiert, wird durch eine solche Vorgehensweise tangiert. Die direkte oder indirekte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass diese dem Schweizerischen Gesetzgebungsprozess unterliegen und von der eidgenössischen Volks- und Ständemehrheit genehmigt werden können, untergräbt die Volkssouveränität. Die Argumentation, dass eine solche Anpassung notwendig sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen zur EU zu erhalten, vernachlässigt die bewährten Instrumente, die der Schweiz im Rahmen ihrer bestehenden bilateralen Verträge zur Verfügung stehen. Es ist zu befürchten, dass die angestrebte "Stabilisierung" lediglich ein Vorwand ist, um eine stärkere Abhängigkeit von der Europäischen Union zu schaffen, welche die Handlungsfreiheit des Schweizerischen Parlaments und Bundesrates

einschränken würde. Darüber hinaus werfen die vorgeschlagenen Mechanismen erhebliche Fragen bezüglich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf. Eine automatische Übernahme der EuGH-Rechtsprechung, wie sie in ähnlichen Kontexten in der EU praktiziert wird, würde die unabhängige richterliche Gewalt der schweizerischen Gerichte massiv beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des Rechtsstaates, der in der BV durch Artikel 5 und Artikel 29 gewährleistet wird, welche die Rechtmässigkeit und die faire Gerichtsverhandlung garantieren. Die Souveränität der Schweiz würde durch die Bindung an eine fremde Gerichtsbarkeit weiter geschmälert. Die Konsultationsverfahren im Rahmen der EU-Beziehungen müssen so gestaltet sein, dass sie die Eigenständigkeit der Schweiz wahren und nicht dazu dienen, die Schweiz in eine recepitive Rolle zu drängen, in der sie lediglich das vom EU-Recht vorgegebene akzeptiert. Es ist essenziell, dass die Schweiz ihre Fähigkeit behält, eigenständige politische und rechtliche Entscheidungen zu treffen, die den Interessen und Werten unseres Landes dienen. Die derzeitigen Vorschläge erscheinen in dieser Hinsicht problematisch und bedürfen einer eingehenden Überprüfung, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die rechtlichen Grundlagen der Schweiz nicht kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union lassen erhebliche Zweifel an der Wahrung schweizerischer Souveränitätsinteressen und rechtsstaatlicher Prinzipien aufkommen. Es ist alarmierend, mit welcher Offenheit die Übernahme von EU-Recht und die Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Erwägung gezogen werden. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV), insbesondere dessen Art. 1, welcher die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Selbstbestimmung des Volkes verankert. Die geplante Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Anpassungsmöglichkeiten untergräbt die legislative Eigenständigkeit des Schweizerischen Parlaments. Artikel 164 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gesetzgebung. Eine pauschale oder gar automatische Rechtsübernahme würde diese verfassungsrechtlich verankerte Unabhängigkeit massiv beschneiden. Es ist nicht nachvollziehbar, wie dies mit dem Prinzip der demokratischen Legitimation der schweizerischen Gesetzgebung in Einklang gebracht werden kann. Besondere Besorgnis erregt die geplante Unterstellung unter den EuGH. Die Rechtsprechung des EuGH hat wiederholt gezeigt, dass sie im Rahmen der EU-Verträge Auslegungen vornimmt, die über den ursprünglichen Wortlaut hinausgehen und neue Pflichten begründen können. Eine solche Unterstellung würde bedeuten, dass Gerichte in der Schweiz, einschliesslich des Bundesgerichts, primär die Auslegung des EuGH zu übernehmen hätten. Dies stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie im Schweizer Rechtssystem, insbesondere in Artikel 190 BV verankert ist, welches die Bindung an das Bundesgesetz und das Völkerrecht vorsieht, aber nicht primär die verbindliche Unterwerfung unter ein ausländisches Rechtsprechungsorgan. Die Argumentation, eine solche Regelung sei für den Zugang zum EU-Binnenmarkt unerlässlich, muss kritisch hinterfragt werden. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob nicht alternative Modelle existieren, welche die wirtschaftlichen Vorteile sichern, ohne die demokratische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz derart preiszugeben. Die Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht und die Unterstellung unter den EuGH in eine asymmetrische Abhängigkeit gerät, ist real und darf nicht ignoriert werden. Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die Handlungsfähigkeit des Bundes und der Kantone sind unzureichend beleuchtet worden. Die vorgeschlagenen Regelungen stellen einen beispiellosen Eingriff in die Kernkompetenzen des Bundesstaates dar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die Notwendigkeit, bestehende nationale Gesetze an EU-Recht anzupassen, wird als unangemessene Überantwortung von Gesetzgebungsbefugnissen interpretiert. Insbesondere die Integration von EU-Verordnungen und -Richtlinien, die ohne direkten Input des schweizerischen Gesetzgebers gelten sollen, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation. Die schweizerische Bundesverfassung garantiert die Volkssouveränität und die Mitsprache der Kantone, welche durch eine unreflektierte Übernahme externer Rechtsakte untergraben wird. Artikel 1 der Bundesverfassung legt fest, dass das Volk und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind. Dieses Prinzip wird durch die vorliegende Umsetzungsvorlage gefährdet, da die Möglichkeit zur direkten Einflussnahme auf die Gesetzgebung durch schweizerische Institutionen stark eingeschränkt wird. Des Weiteren ist zu befürchten, dass die Komplexität und die ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts zu einer permanenten

Anpassungsnotwendigkeit führen, die eine effektive Rechtssetzung und -kontrolle auf nationaler Ebene erschwert. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit und eines Verlusts der rechtsgestaltenden Autonomie. Das Vorsorgeprinzip, ein Grundsatz des schweizerischen Rechts, gebietet eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen solcher Massnahmen, bevor sie umgesetzt werden. Die aktuellen Vorschläge erscheinen diesbezüglich mangelhaft und lassen eine umfassende Folgenabschätzung vermissen. Die Interpretation und Anwendung des Schweizer Rechts müsste sich zukünftig an den Vorgaben des Europäischen Gerichtshofs orientieren, was eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit bedeuten würde. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Recht festschreibt, könnte durch eine solche externe rechtliche Dominanz unterlaufen werden. Es ist unabdingbar, dass die schweizerische Rechtsordnung ihre Eigenständigkeit bewahrt und nicht einer externen Rechtsprechung untergeordnet wird. Die Wahrung der nationalen Identität und der schweizerischen Rechtskultur erfordert eine kritische Distanzierung von jeglichen Mechanismen, die eine solche Unterordnung implizieren.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags stellen eine massive Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird dadurch gezwungen, auf diktierte Zahlungen einzugehen, ohne die Möglichkeit zu haben, diese zu verweigern. Dieses Vorgehen macht die Schweiz zur Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht oder Mitspracherecht bei der Verwendung dieser Gelder. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen, wie in Art. 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments faktisch ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Begleitbeschlusses zum Bundesgesetz über die bilateralen Verträge (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung in unserer Rechtsordnung signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Ferner ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend und unredlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieser Ansatz ist abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die Qualität unserer Lebensmittel und die Existenzgrundlage unserer Landwirtschaft dar. Die vermeintliche Harmonisierung führt de facto zu einer Unterwerfung unter tiefere Standards und eine erstickende Bürokratie, die unsere hoch angesehenen Produktionsmethoden und traditionellen Betriebe obsolet macht. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser gefährlichen Angleichung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut EU-weit standardisierter, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer untragbaren Bürokratie überzogen, die viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und die mittelständische Wirtschaft. Darüber hinaus werden unsere oft strengeren Tierschutzvorschriften durch die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ausgehöhlt. Wir geben damit die Möglichkeit auf, eigene, ethisch höhere Massstäbe zu setzen, und fügen unseren Tieren potenziell Leid zu, um EU-weite Massenstandards zu erfüllen. Die Einführung neuer Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellt eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle über Vorschriften, die unsere Bauern direkt betreffen, wird massiv eingeschränkt. Ferner wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium durch die Verpflichtung, EU-zugelassene Produkte mit

Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, ausgehöhlt. Dies missachtet den Volkswillen und zwingt uns zur Akzeptanz von Technologien, die wir ablehnen. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt. Nicht zuletzt gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität gerät unter diesen Bedingungen in Gefahr. Die Entwertung des Labels "Made in Switzerland" ist unausweichlich, wenn Produkte nach weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen. Eine gefährliche "Guillotineklausel" droht zudem, das gesamte bilaterale Vertragswerk an dieses schädliche Abkommen zu koppeln, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren und deren Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Diese vorgeschlagene Regelung ist daher abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar und sind aus föderalistischer sowie souveränitätspolitischer Sicht entschieden abzulehnen. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen und Förderungen demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie massiv. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Kompatibilität durchsetzt. Dies beispielsweise durch die Schaffung einer Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG), welche als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Wir lehnen diese Regelungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart gravierende Defizite und eine bedenkliche Ausrichtung, welche die Souveränität der Schweiz und die Interessen ihrer Bürger massiv untergraben. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie stellt eine faktische Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die in krassem Widerspruch zum klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert. Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist. Dies untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst kriminelle Handlungen oder permanenter Sozialhilfebezug nicht mehr zur Ausweisung führen dürften. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird somit massiv gefördert, da EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Kosten der Schweizer Steuerzahler leben. Dies ist eine unhaltbare Belastung für die Kantone und Gemeinden.

Der Familiennachzug wird in einer für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs für Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist reines Augenwischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz versuchen, sie doch anzuwenden. Dies entlarvt die Klausel als Erpressungsinstrument, nicht als Schutzmassnahme. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Der neue Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) eingeführten drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz verliert mit der Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die gegenseitige Amtshilfe (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis) die Kontrolle über die Anerkennung von Berufsqualifikationen. Gerade im Gesundheitsbereich sind die neuen Bestimmungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und eine gefährliche Deregulierung. Die Schweiz opfert Schweizer Gründlichkeit und eigene Standards für EU-Kompatibilität und gibt die Kontrolle über ihre Berufsstandards ab. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz (Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die gesamte Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuchs (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24), wird der Anpassungslogik des EU-Rechts unterworfen. Diese Vernehmlassung dokumentiert eine Kapitulation vor der EU und eine Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Weiterentwicklung des Landverkehrsabkommens birgt erhebliche Gefahren für den schweizerischen Service public und unsere verfassungsmässige Ordnung. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) unter dem neuen Artikel 40ater EBG stellt einen Frontalangriff auf die finanzielle Basis und die operative Integrität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) sowie anderer konzessionierter Transportunternehmen dar. Diese Öffnung erlaubt es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativen Hauptstrecken zu konzentrieren, eine Praxis, die als 'Rosinenpickerei' bekannt ist. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und ihre Partner auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben, was die finanzielle Tragfähigkeit des gesamten Angebots untergräbt und die Qualität des öffentlichen Verkehrs für die Bevölkerung gefährdet. Die im bestehenden Entwurf des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehene Anpassung unter Artikel 32a Absatz 1bis PBG zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies limitiert die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die vom Bundesrat propagierte 'Gemeinsame Erklärung' zur Absicherung dieser Bestimmungen entbehrt jeder rechtlichen Verbindlichkeit. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamischen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann unvermeidlich übernehmen müsste. Es handelt sich um eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Sektor des öffentlichen Verkehrs nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die Verpflichtung zur Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), weiter vorangetrieben. Dies verlagert die nationale Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgern bieten.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich im Rahmen des angezielten Abkommens mit der Europäischen Union stellen eine existenzielle Bedrohung für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorangetrieben wird, degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser lebenswichtiges Stromnetz werden künftig primär in Brüssel getroffen, was die demokratische Legitimation und die Berücksichtigung nationaler Interessen massiv untergräbt. Die schweizerische unabhängige Regulierungsbehörde ElCom wird durch diese Entwicklung zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Dies wird durch die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom, wie in Art. 22 StromVG vorgesehen, weiter zementiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Die Folgen wären einschneidend für die Finanzierung unserer alpinen Infrastruktur und die damit verbundenen regionalen Wirtschaftskreisläufe. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Änderung der Vergütungsregeln im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) massiv geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler Produzenten wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW ist ein direkter Schlag gegen unzählige kleine und mittlere Produzenten, deren wirtschaftliche Grundlage damit untergraben wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem unberechenbaren und volatilen freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie z.B. einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer künftig die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll – weder der Markt noch die EU kann diese Garantien auf Schweizerische Bedürfnisse und Verhältnisse hin erfüllen. Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen Energiequellen verstärkt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst besorgniserregend und stellen keine adäquate Antwort auf den bestehenden Lohndruck dar. Vielmehr droht eine Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in mittleren und tiefen Einkommensklassen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie beispielsweise die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der EU-Konformität und schwächen den bewährten schweizerischen Lohnschutz, anstatt ihn zu stärken. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a des EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die neuen Kontrollmechanismen sind entgegen der Darstellung geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen, zugutekommt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz schafft zudem bedenkliche Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Änderungen im Einführungsgesetz zum Arbeitsvertragsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt und die Robustheit unserer Mechanismen durch EU-konforme, oft schwächere Modelle

zu ersetzen droht. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Anpassungen unzureichend, verschlechtern die Position der Schweizer Arbeitnehmer und schwächen unsere Souveränität.

Consultazione

Egregi Signore e Signori,

Mittente e Contatto

Mittente: Luca Asberto (Privat)

Data: 04.09.2025

Contatto: Luca Asberto · 0791785859 · forspamxx11+vernehmlassung.paket-ch-e@gmail.com

Come valuta gli accordi, i protocolli e le dichiarazioni congiunte che la Svizzera ha negoziato con l'Unione Europea (UE)?

Pessimamente: l'unico indicatore economico attendibile per valutarli è il PIL pro capite a parità di potere d'acquisto, che depura il dato da aumenti dovuti al semplice aumento della popolazione e da questione legati ai cambi delle divise. Questo indicatore non ha dimostrato un andamento significativamente apprezzabile nella direzione di maggior benessere economico. Al contrario, altri aspetti della vita dei cittadini svizzeri sono significativamente peggiorati: burocrazia insostenibile, norme antiriciclaggio inutili e demenzali, come può rilevare chiunque voglia effettuare un'operazione banale quale la semplice apertura di una relazione bancaria. La valutazione dei risultati dei negoziati evidenzia un profondo senso di insoddisfazione, poiché gli accordi proposti con l'Unione Europea sembrano discostarsi significativamente dai principi fondamentali che regolano la sovranità e l'autodeterminazione della Svizzera. In particolare, emerge una preoccupazione sostanziale circa la potenziale erosione dell'indipendenza legislativa svizzera, con l'adozione di diritto derivato dell'UE senza un adeguato processo decisionale interno. Il principio della separazione dei poteri e la garanzia della democrazia diretta, pilastri della nostra Costituzione federale (art. 1 e art. 170 Cost. federale), rischiano di essere compromessi. L'assimilazione di normative europee, spesso introdotte tramite meccanismi di "incorporazione automatica", bypassa il dibattito parlamentare e il diritto di referendum che i cittadini svizzeri hanno costituzionalmente garantito. Questo contrasta con l'art. 164 cpv. 2 della Costituzione federale, che sancisce la supremazia della legge federale, ma implicitamente nella sua formazione secondo i canali democratici svizzeri. Inoltre, la questione dell'interpretazione e dell'applicazione del diritto svizzero da parte della Corte di Giustizia dell'Unione Europea (CGUE) solleva interrogativi irrisolti in merito alla giurisdizione esclusiva dei tribunali svizzeri. L'art. 190 della Costituzione federale stabilisce la competenza delle autorità federali per l'amministrazione della giustizia, e l'eventuale cessione, anche parziale, di questa competenza a un organo sovranazionale esterno rappresenterebbe una deviazione inaccettabile dal nostro ordinamento giuridico. La proposta di una "clausola di salvaguardia" o di meccanismi di neutralizzazione non appare sufficientemente robusta per garantire l'indipendenza giudiziaria e la piena applicazione del diritto svizzero. La posizione scettica è quindi giustificata dalla necessità di preservare l'integrità del nostro sistema politico e giuridico. Ogni accordo futuro dovrà essere attentamente vagliato per assicurare che non comprometta la capacità della Svizzera di legiferare autonomamente, di controllare le proprie frontiere e di mantenere il proprio modello sociale ed economico, valori cardine sanciti dalla Costituzione federale e dal popolo sovrano. La mera adesione a un quadro normativo definito da terzi, senza un pieno controllo del processo di formazione e applicazione di tale normativa, è un rischio che la Svizzera non può permettersi di correre.

È d'accordo a stabilizzare e sviluppare ulteriormente le relazioni bilaterali con l'Unione Europea (UE)?

NO! L'Unione europea non è un organismo democratico, le sue strutture apicali non sono elette dai cittadini europei, e sta attuando politiche sempre più totalitarie, contrarie all'interesse dei propri cittadini, e in violazione dei più elementati diritti umani, fondamentali e civici. Vedasi censura della libertà di parola nelle principali piattaforme "social", intenzione di intercettare le app di messaggistica istantanea, sostegno all'Ucraina, con il denaro dei propri cittadini, Ucraina che non fa parte né dell'UE, né della NATO. L'assetto politico della Svizzera quale stato retto da una democrazia semidiretta, e dalla neutralità secolare, è del tutto incompatibile con un'organizzazione di stati quali l'Unione europea. La figura apicale dell'Unione è Ursula von der Leyen, la cui condotta nell'ambito della negoziazione per l'acquisto dei "vaccini", che vaccini sono solamente perché, per giustificarne l'utilizzo ne è stata cambiata, in maniera quantomeno imprudente, la definizione, è stata dichiarata illegittima dalla competente autorità europea. La Svizzera è letteralmente circondata dall'Unione, quindi non

può rifiutarsi di avere rapporti con essa, ma deve limitarsi ad avere accordi commerciali, eventualmente bilaterali con i singoli stati che accetteranno di averli, in una situazione di totale parità, senza sottomettersi al giudizio delle corti europee. La presente consultazione sulle proposte di stabilizzazione delle relazioni con l'Unione Europea solleva profonde riserve. L'obiettivo dichiarato di una maggiore prevedibilità nei rapporti bilaterali, pur formalmente lodevole, rischia di tradursi in un'ulteriore erosione della sovranità svizzera e in un indebolimento delle nostre competenze legislative autonome, a fronte di un quadro giuridico sempre più vincolante e unidirezionale proveniente da Bruxelles. L'attuale impostazione sembra privilegiare un allineamento acritico alle direttive europee, trascurando le specificità del nostro ordinamento e le legittime aspirazioni della popolazione svizzera. Si assiste a una tendenza preoccupante verso l'adozione del diritto derivato dell'UE, senza che vi sia un adeguato dibattito democratico sulle sue implicazioni concrete per il nostro Paese. L'articolo 54 della Costituzione federale svizzera sancisce il principio della sussidiarietà, che impone di delegare le competenze a livello federale solo nella misura in cui l'efficacia dell'azione a livello cantonale o comunale sia insufficiente. Le proposte in esame sembrano tuttavia andare nella direzione opposta, concentrando poteri e definendo standard a livello sovranazionale, con il rischio di svuotare di significato il principio stesso. Inoltre, la meccanica dell'adeguamento dinamico della legislazione svizzera al diritto dell'UE, spesso implicita in accordi di questo tipo, pone seri interrogativi sulla capacità del nostro Parlamento di esercitare effettivamente il proprio mandato legislativo. La possibilità di un mero recepimento automatico di norme europee, senza un vaglio critico e la possibilità di una discussione approfondita e di una votazione conforme all'interesse nazionale, rappresenterebbe una cesura significativa nel nostro sistema democratico. L'articolo 160 della Costituzione federale, che attribuisce al Consiglio federale il compito di preparare gli atti legislativi e all'Assemblea federale il potere di approvarli, potrebbe essere sostanzialmente indebolito da un simile meccanismo. Le esperienze passate con accordi bilaterali hanno dimostrato come l'UE tenda a interpretare tali accordi in modo estensivo, portando a richieste di adeguamento sempre maggiori. Questo approccio mina la flessibilità necessaria per adattare la nostra legislazione alle mutevoli esigenze interne e alle specificità del nostro mercato. Le proposte attuali non sembrano offrire sufficienti garanzie contro questa deriva. È pertanto indispensabile un'analisi estremamente rigorosa e scettica di ogni proposta che implichi un avvicinamento al diritto dell'UE, privilegiando sempre la tutela della nostra sovranità e del nostro ordinamento giuridico.

Come valuta il pacchetto Svizzera-UE (risultato dei negoziati e relativa attuazione nazionale)?

La presente consultazione solleva interrogativi fondamentali riguardo alla compatibilità del pacchetto negoziale con l'Unione Europea con i principi fondamentali del diritto svizzero e con la sovranità nazionale. L'approfondita analisi delle proposte rivela una potenziale erosione degli interessi elvetici, con implicazioni giuridiche ed economiche degne della massima attenzione. In primo luogo, destano forte perplessità le disposizioni relative alla libera circolazione delle persone e all'adeguamento della legislazione. Sebbene l'Accordo sulla libera circolazione delle persone (ASLP) sia in vigore dal 2002, l'estensione delle sue disposizioni a nuove categorie di cittadini europei e la crescente pressione per una maggiore flessibilità nell'accesso al mercato del lavoro svizzero potrebbero compromettere le misure di accompagnamento. L'articolo 121a della Costituzione federale (Cost.) sancisce la necessità di regolamentare l'immigrazione, e l'attuale pacchetto sembra indebolire la capacità della Svizzera di gestire in modo autonomo i flussi migratori e le conseguenze sociali ed economiche connesse. Il principio di prevalenza del diritto UE, che potrebbe derivare dall'interpretazione delle norme sugli accordi in materia, è in netto contrasto con l'articolo 5 della Legge sull'ordinamento del diritto federale (LoDF), il quale stabilisce la supremazia del diritto svizzero in assenza di disposizioni specifiche che dispongano diversamente. In secondo luogo, le clausole di flessibilità e di adattamento proposte sembrano aprire la porta a un'ingerenza sempre maggiore della Corte di giustizia dell'Unione europea (CGUE) nelle questioni di diritto interno svizzero. L'articolo 4 del nuovo accordo quadro, che prevede l'applicazione del diritto UE, potrebbe di fatto subordinare la legislazione federale alle decisioni della CGUE, creando un pericoloso precedente. La Svizzera ha sempre difeso la propria sovranità giuridica, ancorata nell'articolo 3 della Costituzione federale, che attribuisce la sovranità al popolo e ai Cantoni. Permettere che le sentenze della CGUE prevalgano sul diritto svizzero in settori cruciali come quello della concorrenza o dei servizi mina questo principio fondamentale. La Corte federale svizzera ha costantemente ribadito l'importanza dell'autonomia del diritto interno, e l'introduzione di meccanismi che favoriscano una giurisdizione esterna rappresenta un passo indietro significativo. Infine, l'impatto sul sistema economico elvetico, in particolare per le piccole e medie imprese, merita un'analisi ancora più stringente. L'adeguamento a normative europee in continua evoluzione, senza la possibilità di influenzarne direttamente la formulazione, potrebbe imporre costi aggiuntivi e limitare la competitività. La prudenza e una valutazione indipendente degli

effetti concreti sui settori strategici dell'economia svizzera sono pertanto indispensabili prima di procedere con l'approvazione di un tale accordo.

Come valuta l'attuazione a livello nazionale?

Le presenti osservazioni generali vertono sull'attuazione nazionale del quadro giuridico risultante dall'accordo con l'Unione Europea, con particolare riferimento al suo impatto sulla sovranità e sugli interessi nazionali. Sebbene si riconosca la necessità di un coordinamento in determinate aree, la bozza in esame solleva preoccupazioni significative riguardo al rispetto dei principi fondamentali sanciti dalla Costituzione federale svizzera, in particolare per quanto concerne la sovranità legislativa e il principio di sussidiarietà. L'integrazione di normative europee, spesso presentate come requisiti per l'adesione a determinati accordi settoriali, rischia di erodere progressivamente la capacità decisionale della Confederazione. L'applicazione diretta del diritto UE, anche in settori non specificamente contemplati da accordi bilaterali, violerebbe l'articolo 5 della Costituzione federale, che garantisce l'autonomia della Svizzera e il suo diritto di definire autonomamente il proprio ordinamento giuridico. La dipendenza da pronunce della Corte di giustizia dell'Unione europea, le cui decisioni diverrebbero vincolanti anche per l'ordinamento svizzero in forza di clausole di recepimento automatico, minerebbe il primato del diritto svizzero e l'indipendenza del nostro sistema giudiziario. Inoltre, la procedura di adozione di tali normative appare affrettata e poco trasparente, con scarse possibilità di intervento democratico da parte del Parlamento federale e delle parti sociali. La mancanza di un dibattito approfondito e di una valutazione comparativa degli impatti socio-economici, in ossequio al principio di ponderazione previsto dall'articolo 5 capoverso 2 della Costituzione federale, è inaccettabile. Si teme che le future implementazioni possano comportare una cessione di competenze ancora più marcata, andando a intaccare settori strategici per l'identità e l'interesse nazionale. La Confederazione deve mantenere la propria capacità di autodeterminazione legislativa, garantendo che ogni acquisizione di diritto internazionale sia conforme ai valori e ai principi costituzionali svizzeri e sia sottoposta a un rigoroso vaglio parlamentare e popolare, ove necessario. L'approccio attuale appare lesivo della nostra sovranità e non rispetta appieno i principi di democrazia diretta e di federalismo.

Elettricità

La proposta di accordo in materia di elettricità solleva preoccupazioni fondamentali riguardo alla sovranità energetica della Svizzera e alla stabilità della sua fornitura. L'integrazione istituzionale con strutture di vigilanza UE come ACER e ENTSO-E, come delineato, trasforma la Svizzera in un partecipante vincolato senza diritto di voto, ma costretto a sostenere i costi. Le decisioni sul nostro sistema elettrico verranno prese a Bruxelles, minando il controllo nazionale. La trasformazione dell'ElCom da autorità di regolamentazione indipendente svizzera a "ufficio di esecuzione operativa per il diritto dell'UE" rappresenta la fine di una regolamentazione energetica autonoma e adattata alle esigenze svizzere. Questa imposizione democratica non legittimata di normative da Bruxelles annulla la nostra capacità di plasmare la politica energetica in base ai nostri specifici interessi. Il pilastro della nostra produzione energetica, l'energia idroelettrica, è esposto a rischi esistenziali a causa delle norme UE sugli aiuti di Stato. Il consolidato sistema dei canoni idrici, che va a beneficio dei cantoni di montagna, potrebbe essere classificato come aiuto di Stato illegittimo e abolito, con conseguenze finanziarie significative per queste regioni. Le strutture federaliste svizzere nella fornitura di energia, in particolare le importanti centrali elettriche comunali, saranno indebolite. Il loro priorità di immissione tradizionale sarà annullata dalle regole della concorrenza dell'UE, penalizzando la produzione energetica locale e decentralizzata. Questo è chiaramente contrario all'Art. 2 della Legge federale sull'energia (EnG), che mira a garantire un approvvigionamento energetico sufficiente, sicuro ed economico, nonché un uso razionale dell'energia. La sicurezza nazionale dell'approvvigionamento viene sacrificata alla logica del mercato libero. La capacità di creare riserve strategiche, come la riserva idrica, viene limitata dalle regole dell'UE. Nessuno si assume la responsabilità chiara per la sicurezza dell'approvvigionamento in Svizzera; né il mercato, né l'UE. Questo è un gioco pericoloso, particolarmente preoccupante alla luce dell'Art. 5 della Costituzione federale, che enfatizza la sicurezza dell'approvvigionamento. La completa liberalizzazione del mercato elettrico, come previsto dall'Art. 4a e seguenti della Legge sull'approvvigionamento elettrico (StromVG), porterà a prezzi più volatili e, in ultima analisi, più elevati per le PMI e le famiglie. I costi per la sicurezza dell'approvvigionamento, che il "mercato libero" non coprirà, dovranno essere trasferiti ai consumatori attraverso nuove tasse statali. Le disposizioni relative alla riserva energetica, Art. 8b e seguenti StromVG, sembrano inadeguate a garantire tale sicurezza in un mercato completamente liberalizzato. Inoltre, le modifiche all'Art. 15 della Legge sull'energia (EnG), che alterano le regole di remunerazione e abbassano la soglia di potenza da 3 MW a 200 kW per i piccoli produttori, penalizzano direttamente la produzione energetica locale e decentralizzata. Ciò mina la redditività delle piccole centrali e va contro gli obiettivi di diversificazione energetica svizzeri. L'introduzione di un'esclusione dai

sussidi in caso di prezzi negativi, come previsto dai nuovi Art. 29d cpv. 4 e 33a cpv. 2bis EnG, crea un'enorme incertezza per gli investimenti nelle energie rinnovabili, rallentando lo sviluppo e aumentando la dipendenza da fonti estere. L'ampliamento delle competenze dell'ElCom (Art. 22 StromVG) e l'inasprimento delle norme di separazione (Art. 10, 18, 19 StromVG) sono chiari strumenti di allineamento con l'UE, che portano alla perdita di sovranità sulla nostra infrastruttura critica. La rimozione dell'esenzione per la società nazionale di rete nell'Art. 8 cpv. 2 BATE è un ulteriore passo verso la sottomissione a un regime UE spesso inadeguato alle specifiche esigenze svizzere, indebolendo la nostra capacità di gestire le nostre reti in modo flessibile e sovrano.

Contributo finanziario

La proposta relativa al contributo finanziario verso l'Unione Europea solleva serie preoccupazioni in merito alla salvaguardia della sovranità e del controllo democratico della Svizzera. L'idea di trasformare i versamenti di coesione, finora volontari e soggetti alla supervisione parlamentare, in un obbligo giuridicamente vincolante rappresenta una deviazione fondamentale dal nostro sistema di governance. Questa transizione, esplicitamente delineata nella creazione di un nuovo disegno di legge sul contributo di coesione (KoBG), mira a istituzionalizzare un flusso di denaro "miliardario" che priverà il Parlamento svizzero di uno strumento politico essenziale e del suo potere decisionale sovrano su tali somme. L'introduzione del KoBG, in particolare con l'articolo 1 che stabilisce un "diritto permanente", mina la sovranità in materia di bilancio, trasformando una concessione politica in un'imposizione legale dettata dall'UE. È particolarmente preoccupante la percezione che l'importo iniziale di 350 milioni di franchi all'anno possa servire da esca, mascherando le future richieste di importi significativamente maggiori. Il meccanismo di ricalcolo vincolante integrato nel trattato, sebbene descritto come un aggiornamento, rischia di imporre alla Svizzera un aumento indiscriminato dei pagamenti, senza possibilità di rifiuto. Questo scenario ci posiziona come un contribuente netto, costretto a pagare senza aver voce in capitolo o garanzie concrete di benefici tangibili come un accesso al mercato migliorato o la rimozione di barriere commerciali. La Svizzera si troverebbe, in sostanza, ad accollarsi oneri finanziari crescenti per un'integrazione istituzionale che sembra più orientata a erodere la nostra indipendenza che a portare vantaggi concreti. L'inserimento del KoBG nell'appendice 5, punto 1, lettera d, del BöB, va oltre una mera formalità tecnica; esso radica profondamente questi pagamenti nella nostra ordinanza giuridica, segnalando una normalizzazione e un'accettazione come componente permanente della legislazione federale. Inoltre, l'associazione del contributo di coesione al finanziamento della promozione della pace, attraverso l'integrazione nell'articolo 1 capoverso 2, lettera b, appare un tentativo fuorviante di legittimare politicamente pagamenti controversi, sfruttando la reputazione della Svizzera in materia di pace. Questa strategia oscura la natura potenzialmente coercitiva di questi versamenti, legandoli a un obiettivo universalmente apprezzato per aumentarne l'accettabilità politica. In sintesi, la proposta trasforma un atto discrezionale in un obbligo perpetuo, minando il controllo parlamentare e la sovranità finanziaria svizzera senza adeguata compensazione.

Trasporti terrestri

La proposta di integrare ulteriormente il diritto dell'UE nel settore dei trasporti terrestri svizzeri solleva preoccupazioni sostanziali riguardo alla salvaguardia del nostro servizio pubblico e alla nostra sovranità. L'adozione di nuove disposizioni, in particolare quelle relative alla cabotaggio ferroviario e all'allineamento con il diritto europeo in materia di appalti, rappresenta una minaccia tangibile per il modello di trasporto pubblico svizzero, accuratamente costruito e finanziato. L'introduzione della cabotaggio ferroviario, sancita nel nuovo articolo 40a capoverso ter dell'Ordinanza sui trasporti terrestri (OTer), apre le porte a operatori stranieri per operare su tratte interne svizzere. Questo fenomeno, comunemente definito "cherry-picking", consentirà a queste imprese di concentrarsi esclusivamente sulle tratte più redditizie, lasciando alle imprese svizzere, come le FFS, l'onere delle linee meno frequentate e, quindi, meno profittevoli. Tale pratica mina la stabilità finanziaria del servizio pubblico nel suo complesso, mettendo a repentaglio la capacità di garantire un'offerta di trasporto capillare e di qualità per tutti i cittadini, anche nelle regioni periferiche. L'articolo 32a capoverso 1bis della Legge sul trasporto di viaggiatori (LTV), che impone l'osservanza del diritto dell'UE in occasione di gare d'appalto congiunte, limita ulteriormente la sovranità nazionale e cantonale nella definizione delle strategie di mobilità, privilegiando criteri europei a scapito delle esigenze specifiche svizzere. Le misure di salvaguardia presentate dal Consiglio federale sotto forma di una "Dichiarazione comune" sono, a nostro avviso, giuridicamente insufficienti e non vincolanti. Esse non offrono alcuna garanzia contro future modifiche del diritto dell'UE che la Svizzera sarebbe costretta a recepire dinamicamente, erodendo così progressivamente la propria autonomia decisionale nel settore ferroviario. La progressiva cessione del controllo sulla nostra infrastruttura ferroviaria, attraverso l'adesione a futuri regolamenti europei quali quelli relativi all'"European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), accentra ulteriormente le competenze decisionali presso le istituzioni dell'UE, allontanandole dal controllo democratico svizzero. L'applicazione del diritto UE sugli aiuti di

Stato, in particolare per quanto riguarda il finanziamento del traffico merci, del trasporto regionale e del rinnovo del materiale rotabile, potrebbe portare alla dichiarazione di illegittimità di sussidi consolidati, compromettendo direttamente la qualità e l'estensione dell'offerta di trasporto a beneficio dei cittadini.

Libera circolazione: Protezione salariale

La presente presa di posizione esprime profonda insoddisfazione riguardo alle proposte relative alla protezione salariale nel quadro dell'estensione della libera circolazione delle persone con l'Unione Europea. Le misure proposte sono palesemente insufficienti e meramente cosmetiche, inadeguate a compensare l'evidente pressione al ribasso esercitata sui salari svizzeri da un'immigrazione non regolata. Si profila una pericolosa erosione generalizzata del nostro livello salariale, con conseguenze particolarmente gravi per le fasce di reddito medio-basse. Invece di rafforzare l'efficace e comprovato sistema di protezione salariale svizzero, si assiste a un suo indebolimento e a un'assimilazione a standard europei meno rigorosi. Le nuove regole, pur introducendo maggiore burocrazia, si rivelano meno efficaci degli attuali strumenti di accompagnamento. Ciò avvantaggia principalmente le imprese estere che praticano il dumping salariale, in palese violazione del principio di parità di trattamento. I meccanismi di controllo vengono indeboliti; le competenze delle commissioni paritetiche e degli ispettorati cantonali del lavoro sono erose da strutture centralizzate e conformi al diritto UE. Ciò si traduce in un minor numero di controlli e in una applicazione più lassista delle condizioni salariali e lavorative, minando la credibilità del sistema. Gli adattamenti al Legge sull'assicurazione contro la disoccupazione (LADI), in particolare le modifiche all'articolo 2 per quanto concerne le associazioni, sono parte integrante di un pacchetto che sottopone la nostra partenariato sociale alla pressione della compatibilità con il diritto UE. Ogni modifica al nostro collaudato sistema di estensione dell'obbligatorietà generale (allgemeinverbindlicherklärung) rischia di indebolire i robusti meccanismi svizzeri a favore di modelli europei, spesso meno efficaci. Inoltre, l'introduzione di un regime speciale di protezione contro il licenziamento per i rappresentanti dei lavoratori, come previsto nei nuovi articoli 335l a 335q del Codice delle obbligazioni (CO), rappresenta un inaccettabile ingerenza nella libertà contrattuale svizzera, imposta da pressioni esterne. Viene creata una classe privilegiata di lavoratori, il cui licenziamento è soggetto a procedure rigide e burocratiche, paralizzando la flessibilità, soprattutto delle PMI, e contravvenendo ai nostri principi di mercato del lavoro. L'integrazione delle sanzioni UE come decisioni esecutive nel Legge federale sulla pignoramento e il fallimento (LP) mediante il nuovo articolo 80 capoverso 2 cifra 6, costituisce un'enorme cessione di sovranità, rendendo la Svizzera un mero esecutore di sanzioni amministrative finanziarie dell'UE, bypassando le nostre garanzie processuali. Queste modifiche legislative minano l'ordinamento giuridico svizzero e indeboliscono la protezione dei lavoratori nostrani.

Sicurezza alimentare

La presente presa di posizione esprime un profondo e motivato disaccordo nei confronti del pacchetto di integrazione proposto sotto il discutibile titolo di "Sicurezza alimentare". Si rileva che tale progetto va ben oltre la mera sicurezza, configurandosi piuttosto come un tentativo sistematico di sottomettere l'intera economia agricola e alimentare svizzera al complesso e spesso inadeguato quadro normativo dell'Unione Europea, noto come "Dal produttore al consumatore" (Farm to Fork). Questo processo rappresenta una minaccia concreta ai nostri elevati standard di produzione, che sono il risultato di decenni di impegno e innovazione. La proverbiale qualità svizzera, che costituisce un elemento distintivo e un vantaggio competitivo fondamentale per i nostri produttori, rischia di essere irrimediabilmente compromessa. L'allineamento a standard UE, sovente inferiori, porterà inevitabilmente a un declassamento dei nostri prodotti e a una svalutazione del marchio "Made in Switzerland". Particolarmente preoccupante è la cosiddetta "clausola ghigliottina", che lega indissolubilmente questo accordo a tutti gli altri trattati bilaterali I. Tale meccanismo costituisce una forma inaccettabile di ricatto politico, poiché la necessaria adesione a questo accordo compromette la nostra sovranità decisionale in modo indiscriminato, minacciando l'intero corpus del nostro ordinamento bilaterale. L'introduzione di ispettori UE con poteri di controllo all'interno delle nostre aziende agricole, caseifici e ristoranti rappresenta un'invasione inaccettabile della nostra sovranità nazionale. Le nostre aziende verrebbero trasformate in oggetti di ispezione da parte di autorità straniere, con conseguente ingerenza nelle nostre pratiche consolidate. Si profila inoltre un'ondata di burocrazia senza precedenti che colpirà duramente i nostri produttori. Non si tratterebbe solo delle grandi industrie, ma anche dei piccoli produttori locali, delle latterie d'alpeggio, dei macellai di paese e persino delle associazioni che operano in occasione di eventi tradizionali. L'obbligo di conformarsi a normative UE complesse, spesso inadatte al nostro contesto e ai nostri modelli di produzione, rischia di distruggere tradizioni secolari e di compromettere la sopravvivenza economica di innumerevoli piccole e medie imprese. L'adeguamento al diritto UE in materia di protezione degli animali, come previsto dalle modifiche al Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) riguardanti i trasporti e le macellazioni, impone l'abbandono delle nostre

disposizioni nazionali, spesso più rigorose e meglio adattate alle nostre esigenze. Questo rappresenta un grave arretramento sul piano della protezione animale e una chiara cessione di sovranità in un ambito eticamente sensibile. La revisione totale del Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) è il fulcro di questa sottomissione al diritto alimentare UE. Essa minaccia la diversità e la qualità della nostra produzione alimentare attraverso una valanga di normative UE pensate per la produzione industriale di massa. I piccoli produttori, i negozi di fattoria e la ristorazione locale verranno soffocati da una burocrazia insostenibile, costringendo molti alla chiusura e attaccando la nostra identità culinaria e la nostra economia. Le nuove competenze in materia di ordinanze conferite al Consiglio federale nel Landwirtschaftsgesetz (nuovi capoversi negli Art. 141 e 148 LwG) costituiscono una delega in bianco per l'attuazione del diritto UE, aggirando il Parlamento e privandolo del suo ruolo decisionale su questioni che impattano direttamente i nostri agricoltori. Infine, l'adeguamento al Waldgesetz (nuovo Art. 26 cpv. 1bis WaG) sottopone la protezione delle nostre foreste da organismi patogeni al diktat dell'UE, privando la Svizzera della capacità di reagire in modo rapido e autonomo a minacce specifiche. Si prevede inoltre un'intrusione nella sovranità nazionale attraverso l'adozione delle normative UE in materia di epizoozie (Art. 1 neu TSG), che impone un sistema rigido e burocratico, mettendo a rischio la nostra agricoltura e la salute pubblica.

Aiuti di Stato

La presente proposta volta a disciplinare gli aiuti di Stato, in particolare attraverso il nuovo Disegno di Legge federale sulla sorveglianza degli aiuti di Stato (BHÜG) e le modifiche al diritto della concorrenza e al diritto processuale, rappresenta un grave attentato alla sovranità svizzera e alla struttura federale del nostro Paese. La pratica consolidata, che vede le sovvenzioni come decisioni politiche democraticamente legittimate da Confederazione, Cantoni e Comuni, verrebbe sostituita da un rigido regime di controllo tecnocratico dell'Unione Europea. Questo sottomette decisioni di rilevanza locale e strategica, come quelle a sostegno del traffico regionale, delle banche cantonali, della cultura o delle PMI locali, a un'approvazione esterna, minando così l'autonomia decisionale degli enti territoriali. L'articolo 18 capoverso 2 del Codice delle assicurazioni sociali, con l'integrazione della Camera degli aiuti di Stato nella Commissione della concorrenza (WEKO), crea una "superautorità" che agisce come "braccio esteso dell'UE". Tale entità vedrà i propri poteri estesi al di là del diritto della concorrenza per diventare un esecutore del diritto UE in materia di aiuti di Stato. Questa concentrazione di potere in un unico organo, distante dal controllo democratico diretto, è pericolosa e contraria ai principi della separazione dei poteri e della responsabilità democratica. Inoltre, la modifica dell'articolo 82 lettera b bis del Codice di procedura civile federale (CPCF) conferisce alla nuova Camera degli aiuti di Stato un diritto di ricorso diretto contro le disposizioni cantonali, degradando i Cantoni a semplici unità amministrative subordinate. Le loro decisioni, democraticamente legittimate, potranno essere impugnate dinanzi al Tribunale federale tramite un controllo astratto delle norme, minando l'autonomia cantonale. Questo principio è ulteriormente rafforzato dall'estensione delle competenze del Tribunale amministrativo federale attraverso i nuovi articoli 31a, 33 e 37a-c della Legge sul Tribunale amministrativo federale (LTAF), che accentuano la centralizzazione del controllo giuridico a scapito delle istanze cantonali. La cancellazione dell'articolo 103 della Legge federale sull'aviazione civile (LFG) comporta la rinuncia alla competenza di controllo nazionale della WEKO sugli aiuti di Stato nel settore strategico dell'aviazione. Questo settore sarà interamente subordinato al nuovo regime UE, privando la Svizzera di ogni potere di controllo e gestione autonoma. L'esclusione del Previsore dei prezzi dalle sedute della Camera degli aiuti di Stato, ai sensi della modifica dell'articolo 5 capoverso 2 della Legge sul controllo dei prezzi (LCP), indebolisce la protezione dei consumatori e la trasparenza, dando un potere discrezionale alla nuova autorità senza la necessaria supervisione democratica e di tutela degli interessi dei cittadini.

Libera circolazione: Immigrazione

La proposta di revisione in materia di libera circolazione e immigrazione manifesta una preoccupante tendenza verso un'eccessiva cessione di sovranità e una sostanziale debolezza nella difesa degli interessi nazionali. L'ampliamento della libera circolazione dei cittadini dell'Unione Europea, in particolare attraverso l'adozione della direttiva sui cittadini dell'UE, contrasta in modo inequivocabile con il mandato costituzionale dell'articolo 121a della Costituzione federale (BV) e con la chiara volontà popolare di esercitare un controllo autonomo sull'immigrazione. L'introduzione di un nuovo diritto di soggiorno permanente dopo soli cinque anni, in deroga ai precedenti dieci, crea una sorta di "residenza C PLUS" che risulta praticamente inalienabile. Come evidenziato dalle modifiche all'articolo 41c dell'Allegato alla Legge sull'immigrazione (AIG), questo nuovo status, combinato con l'estensione del diritto all'assistenza sociale per i cittadini UE e i loro familiari, anche in caso di dipendenza, mina seriamente la sicurezza interna e la sostenibilità dei nostri sistemi di welfare. La previsione che anche genitori, nonni e suoceri possano beneficiare del ricongiungimento familiare, una

concessione senza precedenti per un Paese terzo rispetto all'UE, implicherà un aumento incontrollato della pressione migratoria e un aggravio insostenibile dei costi sociali, a carico dei contribuenti svizzeri. La cosiddetta "clausola di protezione" prevista nel pacchetto di accordi si rivela un mero espediente retorico. Le condizioni per la sua applicazione sono talmente stringenti da renderla inefficace nella pratica. La minaccia di contromisure da parte dell'UE in caso di sua invocazione trasforma questa presunta salvaguardia in un ricatto. Inoltre, l'automatismo nell'aggiornamento del diritto svizzero di immigrazione secondo la cosiddetta "integrazione" rende il Parlamento e il popolo svizzero impotenti di fronte a future inasprimenti normativi dell'UE in un settore di cruciale importanza, configurando un'inaccettabile erosione della democrazia diretta. Le modifiche all'Allegato alla Legge sull'immigrazione (AIG), in particolare l'abrogazione dell'articolo 29a e l'introduzione dell'articolo 41c, cementano l'immigrazione nei sistemi sociali svizzeri, estendendo il diritto all'assistenza sociale per i cittadini UE e rendendo di fatto impossibile l'esclusione degli stessi anche in caso di dipendenza. La nuova "clausola di protezione" contenuta nell'articolo 21b dell'AIG appare come un puro placebo, limitandosi a definire indicatori senza prevedere misure efficaci e unilaterali, rendendola uno strumento inoffensivo. L'adeguamento del Federal Act on Vocational Education and Training (HFKG) con l'introduzione di un nuovo quadro di pagamento e un meccanismo di contribuzione specifico per la parità di trattamento degli studenti UE costituisce un'ulteriore testimonianza degli ingenti costi nascosti di questo pacchetto di accordi. Il contribuente svizzero si trova costretto a finanziare la parità di trattamento degli studenti UE rispetto ai cittadini svizzeri. L'integrazione del Sistema di Informazione del Mercato Interno (IMI) nell'ambito del Federal Act on Public Procurement (BAGE) e del Federal Act on Information Security in Public Procurement (BGVB) rappresenta una delega della competenza normativa sovrana. La sostituzione di un'attenta valutazione nazionale delle qualifiche professionali con un riconoscimento automatizzato tramite l'IMI, come previsto nel BGMD (Art. 2 comma 1bis), comporta il rischio di un progressivo abbassamento degli standard professionali svizzeri, minando la capacità di regolare autonomamente il mercato del lavoro. Lo stesso vale per il Medizinalberufegesetz (MedBG) e il Gesundheitsberufegesetz (GesBG), dove l'introduzione del Portafoglio Europeo delle Professioni (EPC) svuota la valutazione indipendente dei diplomi esteri, con gravi implicazioni per la sicurezza dei pazienti e la perdita di controllo nazionale sulla qualità del personale sanitario. Anche la modifica al Codice Civile Svizzero (ZGB) con l'articolo 89a comma 6 cifra 24, nel suo effetto consequenziale, sancisce la sottomissione al diritto svizzero delle assicurazioni sociali dell'UE, evidenziando la pervasività delle modifiche normative. Queste disposizioni, nel loro complesso, rappresentano una resa incondizionata di fronte alle richieste dell'UE, sacrificando la sovranità, la sicurezza e la prosperità della Svizzera.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marcel Müller (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Müller · 0041795207841 · marcel.m67@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den daraus abgeleiteten Prinzipien der direkten Demokratie und der Souveränität auf. Es drängt sich die Befürchtung auf, dass eine faktische Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation und ohne Rücksicht auf die spezifischen Interessen und Werte der Schweiz droht. Insbesondere Artikel 50 des Bundesgesetzes über die Förderung der Forschung und der Innovation (FoG) und die damit verbundenen internationalen Kooperationen im Forschungsbereich werden im Lichte der angestrebten institutionellen Anbindung an die EU kritisch zu beleuchten sein. Zwar betont das FoG die Wichtigkeit der internationalen Zusammenarbeit, doch die vorgeschlagene Form der Integration droht, die schweizerische Gestaltungsfreiheit und die Möglichkeit, eigene Forschungsschwerpunkte eigenverantwortlich zu setzen, erheblich einzuschränken. Die Mechanismen der Anpassung an EU-Recht, wie sie in den aktuellen Verhandlungsergebnissen angedeutet werden, könnten dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, Forschungsziele und -budgets zu übernehmen, die primär den Interessen der EU dienen und nicht zwangsläufig den Bedürfnissen des Schweizer Forschungsstandorts oder der schweizerischen Bevölkerung entsprechen. Diese Sorge wird durch die Erfahrungen mit anderen bilateralen Abkommen verstärkt. Die stetige Fortentwicklung des EU-Rechts, das sogenannte Acquis Communautaire, setzt die Schweiz unter einen permanenten Druck, sich anzupassen. Dies geschieht jedoch oft in einem intransparenten Verfahren, bei dem die schweizerischen Entscheidungsträger keine wirkliche Mitgestaltungsmöglichkeit haben. Artikel 138 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Kantone in Angelegenheiten, die ihre Zuständigkeit berühren, betrifft, findet hier nur unzureichende Berücksichtigung. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten die Kantone in Bereichen, die ihnen traditionell unterstehen, wie beispielsweise bestimmte Aspekte der Bildung oder der regionalen Entwicklung, faktisch entmündigen, indem EU-Vorgaben über die nationale Gesetzgebung in die Schweiz gelangen, ohne dass die kantonalen Parlamente oder die Bevölkerung im Rahmen einer Vernehmlassung über die spezifischen EU-Richtlinien abgestimmt hätten. Ein weiterer Punkt von erheblichem Bedenken betrifft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, auch wenn sie nicht explizit als bindend für die Schweiz anerkannt wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme. Gemäss Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung sind die Gerichte der Schweiz an die Bundesgesetze gebunden. Wenn jedoch durch die Interpretation von Abkommen die Rechtsprechung des EuGH faktisch zur massgebenden Auslegungsinstanz wird, kann dies die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Verbindlichkeit des nationalen Rechts untergraben. Es besteht die Gefahr, dass nationale Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die im Widerspruch zu den bisherigen Auslegungen schweizerischen Rechts stehen, nur um die Konformität mit der EU-Rechtsprechung zu gewährleisten. Die Demokratiedefizite, die mit einer solchen Entwicklung einhergehen, sind gravierend. Die direkte Demokratie ist ein Eckpfeiler des schweizerischen politischen Systems, wie sie in den Artikeln 138 und 139 der Bundesverfassung verankert ist. Wenn wesentliche Rechtsbereiche durch die Übernahme von EU-Vorschriften gestaltet werden, die nicht dem direkten Willen des schweizerischen Volkes oder seiner Vertreter im Parlament unterliegen, wird das Referendum entwertet. Das Volk kann nicht über Gesetze abstimmen oder diese per Referendum kippen, die gar nicht mehr auf nationaler Ebene entschieden werden, sondern durch Brüsseler Dekrete bestimmt sind. Die im Vernehmlassungsformular angefragte Zustimmung zu den Verhandlungsergebnissen muss daher unter dem Licht dieses fundamentalen Problems betrachtet werden. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Verhandlungsresultate die Souveränität der Schweiz tatsächlich wahren können, wenn sie eine fortschreitende Angleichung an EU-Standards und -Rechtsnormen vorsehen. Artikel 2 Absatz 1 der Bundesverfassung betont die Unabhängigkeit und die Selbstbestimmung der Schweiz. Diese Grundsätze scheinen durch die vorgeschlagene institutionelle Verankerung in Frage gestellt zu werden. Die Schweiz könnte sich in einer Position wiederfinden, in der sie nicht mehr frei über ihre

Gesetzgebung und ihre politischen Entscheidungen verfügen kann, sondern de facto den Vorgaben eines externen Gesetzgebers folgen muss. Die Verpflichtung zur Übernahme von Beschlüssen der EU-Organe, auch wenn sie zunächst nur indirekt erfolgt, birgt die Gefahr der Eskalation. Es stellt sich die Frage, ob die Verhandlungsführer die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsetzung und die demokratische Kontrolle ausreichend berücksichtigt haben. Artikel 173 Absatz 2 der Bundesverfassung, der dem Bundesrat die Aufgabe gibt, die Interessen der Eidgenossenschaft nach aussen zu wahren, wird hier auf die Probe gestellt. Die Interessen der Eidgenossenschaft dürfen nicht zugunsten einer vermeintlichen Annäherung an die EU geopfert werden, insbesondere wenn diese Annäherung zu einer Schwächung der nationalen Rechtsordnung und der direkten Demokratie führt. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diese Gefahr zu bergen und sollten daher mit grösster Skepsis und kritischer Distanz beurteilt werden. Eine Annahme ohne substanzielle Nachverhandlungen birgt das Risiko einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Prinzipien.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Während die Absicht, die Beziehungen zur Europäischen Union zu stabilisieren, vordergründig positiv erscheinen mag, offenbaren die vorgeschlagenen Massnahmen und deren implizite Konsequenzen eine Tendenz, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz zu untergraben droht. Es ist daher unabdingbar, diese Entwicklungen kritisch zu beleuchten und die potenziellen Risiken für unser Land klar zu benennen. Ein zentrales Anliegen betrifft die fortwährende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf deren Entstehungsprozess Einfluss nehmen kann. Artikel 13 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert die Prinzipien der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen diese Grundsätze zu missachten, indem sie eine schleichende Rechtsangleichung begünstigen, welche die demokratische Legitimation der Schweizer Gesetzgebung aushöhlt. Die Übernahme von EU-Recht, das von nicht gewählten Gremien in Brüssel geschaffen wird, steht im Widerspruch zum Willen des Souveräns, wie er im Verfassungsrecht, insbesondere in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV, SR 101), zum Ausdruck kommt. Die BV stellt die oberste Rechtsquelle dar, und jede nationale Gesetzgebung hat sich daran zu orientieren. Wenn neue EU-Regelungen, die potenziell erheblichen Einfluss auf die schweizerische Rechtsordnung haben, ohne entsprechende Mitspracherechte und ohne direkte demokratische Rückbindung übernommen werden, wird die Gewaltentrennung und die Volkssouveränität gefährdet. Des Weiteren besteht die Gefahr, dass durch eine zu enge Anbindung an die EU die Möglichkeit der Schweiz, eigene Aussen- und Sicherheitspolitik zu gestalten, eingeschränkt wird. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesuniformierungsdienstpflicht (SR 722.1) betont die neutrale Haltung der Schweiz. Eine zu starke Verflechtung mit der EU, die über ein militärisches Bündnis hinausgeht, könnte die schweizerische Neutralität infrage stellen und uns unweigerlich in Konflikte hineinziehen, die nicht unseren nationalen Interessen dienen. Die Unabhängigkeit in der Aussenpolitik, die im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV, SR 101) implizit durch die Wahrung der nationalen Interessen und die Förderung des Friedens verankert ist, wird durch die vorgelegten Überlegungen zur Stabilisierung der Beziehungen aufs Spiel gesetzt. Die Schweiz muss sich die Freiheit bewahren, ihre diplomatischen und politischen Entscheidungen autonom zu treffen und nicht den Vorgaben einer supranationalen Organisation zu unterwerfen, die nicht die Werte und Interessen der Schweiz teilt. Ein weiterer Punkt, der kritisch hinterfragt werden muss, ist die wirtschaftliche Dimension. Zwar wird die Bedeutung des Marktzugangs betont, doch dürfen die Kosten und Risiken, die mit einer tieferen Integration verbunden sind, nicht ignoriert werden. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft könnte durch übermässige Regulierungen und die Übernahme von EU-Normen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnitten sind, beeinträchtigt werden. Artikel 102 der Bundesverfassung (BV, SR 101) gibt dem Bund die Kompetenz, die Wirtschaft zu gestalten, dies jedoch unter Berücksichtigung der föderalen Ordnung und der kantonalen Hoheitsrechte. Eine rein technokratische Annäherung an EU-Standards, ohne eine sorgfältige Abwägung der wirtschaftlichen Folgen für die Schweiz, wie sie im Artikel 27 der Bundesverfassung (BV, SR 101) verankerte Prinzip der Wirtschaftsfreiheit erwarten liesse, wäre kurzsichtig. Die Schweiz hat erfolgreich ein eigenes, auf ihre Bedürfnisse zugeschnittenes Wirtschaftsmodell entwickelt. Dieses Modell sollte nicht durch die Übernahme von Regelungen gefährdet werden, die für den Binnenmarkt der EU konzipiert wurden und auf deren spezifische wirtschaftliche Rahmenbedingungen zugeschnitten sind. Schliesslich ist die Frage der Rechtsdurchsetzung von zentraler Bedeutung. Die Übertragung von Zuständigkeiten an europäische Gerichte oder Institutionen, wie sie in bestimmten Szenarien einer eng gefassten Beziehung denkbar wäre, widerspricht dem Prinzip der nationalen Rechtshoheit, das in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV, SR 101) als Fundament unseres Staates verankert ist. Die unabhängige Justiz und die nationale Gesetzgebung sind Säulen des Schweizer Rechtsstaates. Eine

Einschränkung dieser Souveränität zugunsten supranationaler Instanzen ist nicht hinnehmbar. Die Schweiz muss sicherstellen, dass ihre Gesetze von ihren eigenen Gerichten ausgelegt und angewendet werden und dass die Souveränität über die eigene Rechtsprechung uneingeschränkt erhalten bleibt. Die Übernahme von Gerichtsbarkeit durch Organe der EU würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz massiv beeinträchtigen und die Grundsätze des Völkerrechts, welche die Souveränität der Staaten garantieren, unterlaufen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar auf den ersten Blick attraktiv wirken mögen, bei näherer Betrachtung jedoch erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit bergen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre nationalen Interessen über partisane politische Überlegungen stellt. Jede Form der Annäherung muss sorgfältig geprüft werden, wobei stets die Grundsätze der Verfassung und die bewährten Prinzipien unseres föderalen Systems im Vordergrund stehen müssen. Eine blinde Übernahme von EU-Recht und eine Aufgabe von Souveränitätsrechten wäre ein Rückschritt und nicht etwa eine Stabilisierung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die demokratischen Prinzipien auf, die im Schweizer Rechtssystem tief verankert sind. Es bestehen erhebliche Bedenken, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Rechtspositionen nicht nur die Unabhängigkeit unseres Landes potenziell untergraben, sondern auch die direkte Demokratie, ein Eckpfeiler unserer politischen Ordnung, schwächen könnten. Eine primäre Sorge betrifft die systematische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Inhalt Einfluss nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dort heisst es klar: "Das Volk und die Kantone sind die Träger der Staatsgewalt." Wenn die Schweiz fortlaufend Rechtsakte der Europäischen Union adaptieren muss, ohne diese im Rahmen eines Mitspracherechts aktiv mitgestalten zu können, wird die primäre Kompetenz der Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger sowie der Kantone zur Gesetzgebung de facto ausgehöhlt. Dies kann als eine schleichende Erosion der Volkssouveränität gewertet werden, die nicht toleriert werden darf. Darüber hinaus ist die mangelnde Transparenz und die Komplexität des Prozesses der Übernahme von EU-Recht äusserst problematisch. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die oft umfangreich und fachspezifisch sind, stellt eine erhebliche Herausforderung für die demokratische Kontrolle dar. Wie sollen die Schweizer Bevölkerung und die Parlamentsmitglieder die Auswirkungen solcher Rechtsakte umfassend verstehen und beurteilen, wenn diese in der Regel im Ausland, durch Gremien geschaffen werden, denen die Schweiz nicht angehört? Diese Intransparenz widerspricht dem Prinzip der politischen Rechenschaftspflicht, wie es implizit in der Bundesverfassung, insbesondere in den Artikeln zur politischen Teilhabe und zur demokratischen Legitimation von Entscheidungen, zum Ausdruck kommt. Die Übernahme von fremdem Recht ohne klare und nachvollziehbare parlamentarische Beratungs- und Genehmigungsprozesse birgt die Gefahr, dass Entscheidungen getroffen werden, die nicht im besten Interesse der Schweizer Bevölkerung sind. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen von Abkommen mit der EU ist ein weiterer kritischer Punkt. Die Akzeptanz der Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung von Rechtsakten, die in die Schweizer Rechtsordnung übernommen werden, stellt eine direkte Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte dar, wie sie in Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert ist. Wenn Schweizer Gerichte an die Auslegung des EuGH gebunden sind, auch wenn diese Auslegung nicht mit nationalem Recht oder den Prinzipien des Schweizer Rechtssystems vereinbar ist, verlieren unsere eigenen Gerichte einen Teil ihrer Autonomie. Dies kann zu unerträglichen Situationen führen, in denen nationales Recht durch fremde Gerichte ausgelegt wird, die die spezifischen Gegebenheiten und die Rechtskultur der Schweiz nicht vollständig erfassen. Dies untergräbt das Vertrauen in die nationale Justiz und die Rechtsstaatlichkeit im Inland. Ferner stellt sich die Frage nach der Kohärenz des schweizerischen Rechtssystems. Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass das schweizerische Recht fragmentiert und inkohärent wird. Wenn immer mehr Bestimmungen aus dem EU-Recht übernommen werden, entstehen potenzielle Konflikte mit bestehenden nationalen Gesetzen. Die Klärung solcher Konflikte, insbesondere wenn die Auslegung durch den EuGH erfolgt, kann zu Rechtsunsicherheit führen. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Einheit und die Kohärenz des schweizerischen Rechtssystems, welches durch die Willkür der Übernahme von externen Rechtsakten gefährdet werden könnte. Eine solche Rechtsunsicherheit ist für Bürger, Unternehmen und die staatliche Verwaltung inakzeptabel. Die Vernehmlassung sollte die Möglichkeit bieten, eine kritische Überprüfung der vorgeschlagenen Massnahmen zu gewährleisten und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die Rechtsstaatlichkeit gründlich zu analysieren. Angesichts der dargelegten Bedenken erscheint eine kritische Haltung gegenüber der vorliegenden Vernehmlassung als die einzig angemessene Reaktion, um die Integrität unseres Rechtssystems und die

demokratischen Errungenschaften der Schweiz zu wahren. Es muss sichergestellt werden, dass jede Übernahme von ausländischem Recht einer strengen Prüfung unterzogen wird und dass die Souveränität und die demokratischen Institutionen der Schweiz jederzeit gewahrt bleiben. Die vorgeschlagene Umsetzung darf nicht zu einer stillschweigenden Preisgabe unserer fundamentalen rechtlichen und politischen Prinzipien führen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, birgt erhebliche Risiken für die Integrität und die finanzielle Tragfähigkeit des Schweizer Service public. Die primäre Sorge liegt in der drohenden Aushöhlung des bewährten Modells der öffentlichen Bahninfrastruktur und des öffentlichen Verkehrs durch die Übernahme von EU-Recht, welches grundlegend andere Rahmenbedingungen vorsieht. Die Einführung des EU-Beihilferechts stellt eine existenzielle Bedrohung für die Service-public-Finanzierung dar. Bewährte und für die schweizerische Bevölkerungsdichte und geografische Gegebenheiten sinnvolle Subventionen, die beispielsweise den Güterverkehr, den wirtschaftlich weniger rentablen Regionalverkehr oder die notwendige Erneuerung von Rollmaterial sichern, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hat direkte Konsequenzen für die Aufrechterhaltung und die Qualität des Angebots, das für die Schweizer Bürgerinnen und Bürger unerlässlich ist. Die finanzielle Grundlage für die Aufrechterhaltung eines dichten und zuverlässigen Bahnnetzes, welches weit über die reinen Profitstrecken hinausgeht, würde damit massiv geschwächt. Ein besonders gravierender Punkt ist die Zulassung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater). Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter, wie beispielsweise durch FlixTrain, wird unweigerlich zur sogenannten "Rosinenpickerei" führen. Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Strecken konzentrieren und die weniger lukrativen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien vernachlässigen. Dies wird die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, ein flächendeckendes Angebot aufrechtzuerhalten, finanziell überfordern und schwächen. Die finanzielle Basis für die Aufrechterhaltung eines umfassenden öffentlichen Verkehrsnetzes würde somit systematisch untergraben. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz verpflichtet ist, relevante EU-Regulierungen dynamisch zu übernehmen, würde dies unweigerlich dazu führen, dass Bestimmungen, die aktuell noch als unbedenklich erscheinen, in Zukunft zu einer Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr führen könnten. Diese Erklärung ist somit eine Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung und verschleiert die langfristigen negativen Konsequenzen der dynamischen Rechtsübernahme. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die eigene Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme ist besorgniserregend. Die zukünftige Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Dies untergräbt die Möglichkeit, infrastrukturpolitische Entscheidungen autonom und im besten Interesse der Schweiz zu treffen. Die gesetzliche Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen von Transportleistungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe basierend auf den besten Lösungen für die Schweiz und ihre spezifischen Bedürfnisse auszurichten, müssen zukünftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehrsbereich, insbesondere im Bahnsektor, eine ernsthafte Gefahr für den Schweizer Service public darstellen. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG und die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG sind Frontalangriffe auf die finanzielle Basis und die operative Integrität unseres öffentlichen Verkehrs. Die vermeintlichen Sicherheiten sind rechtlich unzureichend und die Gefahr der Souveränitätsverlustes im Hinblick auf zukünftige Regulierungen ist real. Es ist unerlässlich, dass diese Risiken anerkannt und die Schweizer Souveränität sowie die Qualität unseres Service public im Landverkehr kompromisslos verteidigt werden. Eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen, die auf anderen nationalen Gegebenheiten basieren, ist nicht im Interesse der Schweiz und ihrer Bürger.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinienpakets im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Grundsätze dar. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, wie sie durch die pauschale Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie erfolgt, steht in direktem Widerspruch zum klaren Verfassungsauftrag aus Artikel 121a

der Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Das Volk hat wiederholt seinen Willen zur Kontrolle über die Zuwanderung bekundet, und diese Vorlage ignoriert diesen Willen auf zynische Weise. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, das praktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein Skandalon. Diese faktische "Niederlassung C PLUS" untergräbt unsere innere Sicherheit und stellt eine massive Belastung für unsere Sozialwerke dar. Die Vorstellung, dass Individuen, die aktiv gegen unsere Gesetze verstossen oder unseren Sozialstaat ausnutzen, ein unkündbares Bleiberecht erhalten, ist mit Schweizer Werten und Prinzipien unvereinbar. Die Kantone und Gemeinden werden mit den Kosten dieser Auswüchse alleingelassen, während Brüssel die Regeln vorgibt. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch dieses Paket massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein quasi automa-tisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Konsequenzen sind klar: Die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden werden mit den explodierenden Kosten belastet. Dies ist keine gerechte Lastenverteilung, sondern eine staatliche Enteignung der hartarbeitenden Bevölkerung zugunsten eines unkontrollierbaren Zuzugs. Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein nicht-EU-Land geradezu grotesk ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern zusätzlich zu Partnern und Kindern führt zu einem unüberschaubaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu unkalkulierbaren sozialen und finanziellen Lasten. Die Schweiz wird zur offenen Tür für eine unbegrenzte Anzahl von Familienangehörigen, deren Integration und Versorgung letztlich von unseren Sozialwerken getragen werden muss. Die sogenannte "Schutzklausel", die im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich als reine Täuschung, als reines Augengewisch. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel geltend zu machen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine Erpressungsklausel, die die Schweiz zwingt, die EU-Vorgaben bedingungslos zu akzeptieren. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" ist eine Bankrotterklärung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden faktisch ihrer Entscheidungsbefugnis über die Gestaltung der Zuwanderungspolitik beraubt. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden automat-isch in Schweizer Recht übergehen, ohne jegliche nationale Debatte oder demokratische Kontrolle. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung des neuen Artikels 41c zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei deutlicher Abhängigkeit, wird praktisch unmöglich gemacht. Dies widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein zahnloser Tiger, ein reines Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Sie ermöglicht keine echte Steuerung, sondern dient lediglich der propagandistischen Rechtfertigung der unkontrollierten Zuwanderung. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein peinliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden müssen. Das neue Bundesgesetz über die gegenseitige Anerkennung von Berufsqualifikationen (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) dargelegt, ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt. Die Anpassung des Obligationenrechts (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) vollzieht die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nach und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Änderung im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und untergräbt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der

Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes) ist ein weiterer Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Vertragspaket eine katastrophale Entwicklung für die Schweiz darstellt. Es höhlt unsere Souveränität aus, gefährdet unsere Sicherheit, belastet unsere Sozialwerke und untergräbt unsere direktdemokratischen Prinzipien. Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und bedenkliche Abweichung von der bewährten Praxis der Schweiz dar, die auf nationaler Souveränität und föderalistischer Autonomie beruht. Die geplante Unterstellung von Schweizer Subventionspraktiken unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime droht, die demokratisch legitimierte Förderpolitik der Kantone und Gemeinden auszuhebeln und unsere Wirtschaftspolitik einer zentralen Instanz in Brüssel zu unterwerfen. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politisches Steuerungsinstrument der staatlichen und kantonalen Ebenen agieren, wird durch die vorliegenden Vorschläge de facto abgeschafft. Dies betrifft eine Vielzahl von Sektoren, die für das Funktionieren unseres Landes unerlässlich sind, wie beispielsweise die Förderung des Regionalverkehrs, die Unterstützung von Kantonalbanken, die Sicherung der kulturellen Vielfalt oder die Unterstützung lokaler KMU. Diese sorgfältig abgewogenen und demokratisch verankerten Förderungsentscheide sollen künftig einemirà an ein starres, von Brüssel diktiertes Regelwerk angepasst werden. Dies ist nicht nur eine technokratische Übernahme, sondern auch eine gravierende Schwächung der direkten Demokratie und der nationalen Steuerungshoheit. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden und auf die spezifischen Bedürfnisse ihrer Regionen einzugehen, werden die Kantone künftig gezwungen sein, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies stellt einen direkten Angriff auf die föderalistische Struktur der Schweiz dar und degradiert die Kantone zu blosse Ausführungsgehilfen einer übergeordneten Instanz. Die Möglichkeit, eigene Akzente in der Wirtschafts- und Strukturpolitik zu setzen, wird damit eliminiert. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Die Verpflichtung, staatliche Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von ihr genehmigen zu lassen, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der Eigenverantwortung und der nationalen Unabhängigkeit. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luftverkehr und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung eines flächendeckenden Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer, integriert in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) und gestützt durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), wird eine «Superbehörde» geschaffen. Diese neue Instanz agiert de facto als «verlängerter Arm der EU» und ihre Entscheide werden primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, anstatt den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da sie im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert werden und kein formelles rechtliches Gehör mehr geniessen, wenn ihre souveränen Entscheide von dieser zentralen Behörde überprüft werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie und ein klarer Bruch des föderalistischen Prinzips. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Kartellgesetz (KG) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO

gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese «Superbehörde» wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen «Wächters der Preise» zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Einschränkung der schweizerischen Souveränität, der föderalistischen Autonomie und der demokratischen Kontrolle darstellen. Sie führen zu einer Zentralisierung der Macht und unterwerfen die Schweiz einem nicht gewählten, externen Regelwerk. Die Bewahrung unserer wirtschaftlichen Selbstbestimmung und unseres einzigartigen föderalistischen Systems erfordert eine entschiedene Ablehnung dieser Vorlage.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme richtet sich dezidiert gegen die vorgeschlagene Unterwerfung unter das EU-Regelwerk im Bereich der Lebensmittelsicherheit, das unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" firmiert. Vielmehr handelt es sich hierbei um ein umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die eigentliche Lebensmittelsicherheit hinausgeht und die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft bedroht. Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards ist ein direkter Angriff auf unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die wohlverdiente Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht massiv auf dem Spiel. Die erzwungene Angleichung an EU-Standards, die in vielen Belangen dem Schweizer Niveau hinterherhinken, führt unweigerlich zu einem generellen Qualitätsverlust. Das geschätzte und global anerkannte Label "Made in Switzerland" wird durch diese Massnahme massiv entwertet. Wenn unsere Produkte nach denselben, oft weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, verlieren sie ihren entscheidenden Wettbewerbsvorteil. Dies zerstört die harte Arbeit und die Investitionen unserer Produzenten, die sich über Jahrzehnte hinweg dem höchsten Qualitätsanspruch verpflichtet haben. Eine besonders beunruhigende Komponente dieses Pakets ist die sogenannte "Guillotineklausel". Diese Klausel verknüpft das vorliegende Abkommen auf unzulässige Weise mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Dies bedeutet nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung: Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens, das die Souveränität der Schweiz in einem zentralen Politikbereich aushöhlt, würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies limitiert jede zukünftige souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz auf eine inakzeptable Weise und hinterlässt uns mit einer erpresserischen Wahl. Die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was dem Selbstverständnis eines souveränen Staates widerspricht und die Unabhängigkeit unserer nationalen Aufsichtsbehörden untergräbt. Des Weiteren droht unseren Lebensmittelproduzenten eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen von lokalen Anlässen Produkte anbieten, müssten die komplexen und für ihre Betriebsgrösse und -struktur unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde unweigerlich zur Zerstörung lokaler Traditionen und zur Gefährdung wirtschaftlicher Existenzen führen, insbesondere für die zahlreichen kleinen und mittleren Unternehmen, die das Rückgrat unserer Ernährungswirtschaft bilden. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird durch diese Massnahme systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten könnten. Dies steht im klaren Widerspruch zum Volkswillen und missachtet die demokratischen Entscheidungen, die zum Schutz der Schweizer Bevölkerung und Umwelt getroffen wurden. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was eine erstickende Bürokratie zur Folge hat und einen Verlust an unseren hohen Standards bedeutet. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21

TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, würden zugunsten von EU-Massenstandards aufgegeben. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die von der EU diktierte Übernahme der Vorschriften für Tiertransporte und Schlachtung, wie sie in den neuen Artikeln 15a und 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG) vorgesehen sind, ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, würden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies bedeutet einen Verlust der Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser beabsichtigten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch der Schutz unserer Wälder gerät in Gefahr. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine kapitale Fehlentwicklung darstellen, die die Souveränität der Schweiz untergräbt, unsere etablierten Qualitätsstandards gefährdet, die Existenz unserer Kleinproduzenten bedroht und die demokratischen Prozesse aushöhlt. Dieses Abkommen ist entschieden abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Vernehmlassung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an die Europäische Union Die vorgeschlagenen Änderungen bezüglich der finanziellen Beiträge der Schweiz an die Europäische Union sind aus der Perspektive der nationalen Souveränität, der parlamentarischen Kontrolle und der finanziellen Autonomie zutiefst bedenklich. Insbesondere die geplante Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist inakzeptabel. Dies stellt einen empfindlichen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Steuerungsmöglichkeit für unsere Eidgenossenschaft dar. Mit der Schaffung eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird eine politisch motivierte Geste in eine permanente, rechtlich unumstössliche Verpflichtung verwandelt. Artikel 1 des KoBG verankert dies als dauerhaften Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv aushöhlt. Anstatt dass das Parlament souverän über die Verwendung von Steuergeldern entscheidet, obliegt ihm lediglich noch die exekutive Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Dies gleicht faktisch einer Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Kasse gebeten wird, ohne dass entsprechende Gegenleistungen oder Einflussmöglichkeiten garantiert sind. Der anfangs kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Vertrag vorgesehenen Mechanismen zur Neuberechnung als ein bewusst niedrig angesetztes Lockangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Anpassung der Zahlungen wird zwangsläufig zu einer drastischen Erhöhung der Schweizer Beiträge führen. Die Schweiz verliert hierbei jegliche Möglichkeit, Einfluss auf die Höhe dieser Forderungen zu nehmen, geschweige denn, sie abzulehnen. Die EU wird die neuen Beträge diktieren, und die Schweiz wird zur reinen Zahlmeisterin degradiert, ohne dass ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse garantiert werden. Dies bedeutet eine bedauerliche Entwicklung, bei der die Schweiz für eine institutionelle Anbindung zahlt, die primär unsere Souveränität schmälert und nur marginale, wenn überhaupt greifbare Vorteile bringt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Rechtsordnung. Dies signalisiert unmissverständlich, dass diese Abgaben an die EU als integraler und unbefristeter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Diese gesetzgeberische

Verankerung macht es zukünftigen Parlamenten nahezu unmöglich, sich von diesen Verpflichtungen zu lösen. Besonders irritierend ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der zivilen Friedensförderung und der Humanitären Hilfe durch die geplante Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Diese Verbindung ist irreführend und manipuliert. Der renommierte und unbestrittene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch hoch brisante und gesellschaftlich umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung zweier unterschiedlicher Politikbereiche und schwächt die Glaubwürdigkeit der Friedensförderungspolitik. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen finanziellen Beiträge die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit und des Zahlungsverpflichteten ohne entsprechende Mitspracherechte drängen. Die demokratische Kontrolle wird ausgehebelt, die finanzielle Autonomie wird eingeschränkt und die Souveränität der Schweiz wird geschwächt. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern, dass die bisherige Praxis der freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Beiträge beibehalten wird. Die finanzielle Beteiligung an die EU muss im Ermessen des Schweizer Volkes und seines Parlaments liegen und darf nicht durch rechtlich bindende Mechanismen oder Gesetze wie das KoBG festgeschrieben werden. Die Schweiz muss weiterhin Herrin ihrer eigenen finanziellen Entscheidungen bleiben.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsbereich stellen einen bedenklichen Schritt dar, der tiefgreifende negative Auswirkungen auf die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz befürchten lässt. Eine kritische Analyse offenbart erhebliche Risiken, die nicht ignoriert werden dürfen. Die zentrale Sorge ist die Aufgabe der nationalen Energiesouveränität. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert. Dies bedeutet, dass Entscheidungen über unser Stromnetz, eine kritische nationale Infrastruktur, künftig in Brüssel getroffen werden, während die Schweiz die damit verbundenen Kosten tragen muss. Eine eigenständige Steuerung und Anpassung an spezifisch schweizerische Bedürfnisse wird damit unmöglich. Diese Verlagerung der Entscheidungsfindung hat direkte Konsequenzen für die nationale Regulierungsbehörde. Die ElCom, bisher eine unabhängige Schweizer Regulierungsinstanz, würde zu einer reinen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Dies ist das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten, demokratisch legitimierten Energieregulierung. Die ElCom wäre gezwungen, undemokratisch verabschiedete Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was die Unabhängigkeit und die Anpassungsfähigkeit der schweizerischen Regulierung massiv einschränkt. Ein weiteres gravierendes Problem betrifft das Rückgrat unserer Energieversorgung: die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bergen eine existenzielle Gefahr für unser bewährtes System der Wasserzinsen. Diese Zinsen sind eine wichtige Einnahmequelle für die Bergkantone und haben sich als nachhaltiges Finanzierungsmodell für die Energiegewinnung etabliert. Die Einstufung als unzulässige staatliche Beihilfe könnte zur Abschaffung dieses Systems führen, was gravierende finanzielle Einbussen für betroffene Regionen und eine Schwächung der heimischen Wasserkraft bedeuten würde. Die vorgeschlagenen Massnahmen schwächen zudem unsere föderalen Strukturen. Gemeindekraftwerke, die eine wichtige Rolle in der lokalen und dezentralen Energieversorgung spielen, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale Energieproduktion schützt, wird ausgehebelt. Dies widerspricht dem föderalistischen Gedanken und der Dezentralisierung, die in der Schweiz traditionell hochgehalten werden. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslücke: Weder der Markt noch die EU können die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dieses Vorgehen gleicht einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen für die Bevölkerung und die Wirtschaft verheerend sein können. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies bedeutet eine zusätzliche Belastung für die Schweizer Bevölkerung und die Wirtschaft. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) birgt in Art. 4a ff. die Gefahr einer unkalkulierbaren Preisvolatilität. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und die Verschärfung des Unbundlings (Art. 10, 18, 19) untergraben die bisherige Stabilität und Zuverlässigkeit der Stromversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Spiel der Kräfte überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Das revidierte Energiegesetz (EnG) ist ebenfalls problematisch. Die Änderungen in Art. 15 neu schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Änderung der Vergütungsregeln untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Dies ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die

massive Ausweitung der Abnahme- und Vergütungspflichten auf kleinere Leistungsgrenzen (von 3 MW auf 200 kW) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der schweizerischen Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Zusätzlich ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Unsere nationale Netzgesellschaft wird ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen ein hochriskantes Experiment darstellen, das auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft durchgeführt wird. Die Energiesouveränität wird aufgegeben, die Versorgungssicherheit aufs Spiel gesetzt und die föderalen Strukturen zerstört. Die Schweiz würde sich einer externen Regulierung unterwerfen, ohne die Möglichkeit, ihre eigenen Interessen effektiv zu vertreten. Dies ist ein Weg, der die Schweiz schwächt und ihre Zukunft gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz zutiefst bedenklich und stellen eine schrittweise Aushöhlung unserer souveränen Rechtsordnung dar. Es ist offensichtlich, dass die geplanten Massnahmen nicht geeignet sind, den massiven und unablässigen Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch die fortlaufende Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, wirksam zu kompensieren. Vielmehr laufen wir Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer etablierten Lohnstandards, insbesondere in den für die Mehrheit der Bevölkerung relevanten mittleren und unteren Einkommensschichten. Anstatt den bewährten und in der Schweiz äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken, zielt die Vorlage darauf ab, ihn aufzuweichen und an die weniger strengen EU-Standards anzupassen. Die neuen Regeln sind in ihrer Ausgestaltung bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen kommt vor allem ausländischen Unternehmen zugute, die offenbar die Absicht verfolgen, durch Lohndumping die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit zu untergraben. Besorgniserregend ist zudem die Schwächung der bestehenden Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Diese Entwicklung wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der verbindlichen Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was die Rechte der Arbeitnehmer weiter schwächt. Die Einführung eines besonderen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, muss als vergiftetes Geschenk betrachtet werden. Diese Regelung schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von Kleinst- und Mittelbetrieben (KMU) erheblich, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der eindeutig durch EU-Druck erzwungen wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes. Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keineswegs eine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Auch die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer

Modelle aufgeweicht werden. Am gravierendsten ist jedoch die geplante Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung auf fundamentalste Weise, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Kontrolle der Rechtsstaatlichkeit werden hierdurch massiv beeinträchtigt. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge keine Verbesserung, sondern eine Verschlechterung des Lohnschutzes und der schweizerischen Souveränität bedeuten. Sie sind ein klares Indiz dafür, dass im Rahmen des Bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit die schweizerischen Interessen und bewährten Schutzmechanismen den Vorgaben und Interessen der Europäischen Union untergeordnet werden. Die Erosion unseres Lohnniveaus und die Schwächung unserer nationalen Rechtsordnung sind die zu erwartenden, unannehmbaren Folgen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Gesamtpaket Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität, die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die angeblich erzielten Vorteile die erheblichen Nachteile und die damit einhergehenden Risiken für unsere demokratischen und rechtlichen Prinzipien aufwiegen. Ein zentrales Problemfeld stellt die Übernahme von EU-Recht dar. Die vorgeschlagene Regelung, die eine dynamische Übernahme von neuem EU-Recht vorsieht, untergräbt massgeblich die verfassungsmässigen Kompetenzen des Schweizer Parlaments und des Volkes. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) ist die Bundesversammlung zuständig für die Gesetzgebung. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht wird diese Kompetenz ausgehöhlt, da die Schweiz faktisch gezwungen wäre, Recht zu übernehmen, ohne diese Gesetze im nationalen Prozess eingehend prüfen und anpassen zu können. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Das Volk würde über seine Vertreter nicht mehr die Möglichkeit haben, die Gesetzgebung nach den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz mitzugestalten. Die automatische Übernahme birgt zudem die Gefahr, dass EU-Recht, das für die Mitgliedstaaten konzipiert wurde und auf deren politischen und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen beruht, nicht optimal auf die Schweizer Verhältnisse zugeschnitten ist. Dies könnte zu unvorhergesehenen und negativen Konsequenzen für verschiedene Sektoren der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft führen. Des Weiteren wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche verfassungsrechtliche Fragen auf. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH, selbst wenn sie nicht zur direkten Anwendung seines Rechts führen würde, bedeutet eine gravierende Einschränkung der nationalen Gerichtsbarkeit. Artikel 190 BV verankert die richterliche Gewalt in den Händen der schweizerischen Gerichte. Eine Vorabklärung von Streitigkeiten durch den EuGH, auch wenn sie nicht bindend sein sollte, würde die autonomen Kompetenzen der schweizerischen Rechtsprechung beeinträchtigen. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Erosion der nationalen Souveränität, indem sich die schweizerischen Gerichte zunehmend an der Rechtsprechung des EuGH orientieren müssten, um die Kohärenz mit dem übernommenen EU-Recht zu wahren. Dies könnte dazu führen, dass rechtsstaatliche Grundsätze, die in der Schweiz tief verwurzelt sind und durch die Bundesverfassung geschützt werden, durch die Auslegung des EuGH, der primär die Interessen der EU-Mitgliedstaaten vertritt, verdrängt werden. Insbesondere Artikel 120 BV, der die Gewaltentrennung und die unabhängige Justiz gewährleistet, könnte unter dieser neuen Konstellation unter Druck geraten. Die wirtschaftlichen Aspekte des Abkommens bedürfen ebenfalls einer kritischen Würdigung. Die angeblichen Vorteile des verbesserten Marktzugangs sind mit erheblichen Verpflichtungen verbunden, die die Schweiz potenziell teuer zu stehen kommen. Die Übernahme der EU-Gesetzgebung im Bereich des Binnenmarktes könnte dazu führen, dass Schweizer Unternehmen gezwungen sind, sich an EU-Normen anzupassen, die nicht immer ihren Bedürfnissen entsprechen oder sogar höhere Kosten verursachen. Dies könnte insbesondere kleine und mittlere Unternehmen (KMU) treffen, die über weniger Ressourcen verfügen, um die notwendigen Anpassungen vorzunehmen. Artikel 27a BV, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte hierdurch indirekt betroffen sein, wenn die Freiheit der wirtschaftlichen Betätigung durch übermässige regulatorische Vorgaben eingeschränkt wird. Es ist fraglich, ob die zusätzlichen Erleichterungen beim Marktzugang die erhöhten Kosten und den Verlust an regulatorischer Autonomie kompensieren können. Die Abhängigkeit von der EU und ihren wirtschaftlichen Entwicklungen würde zunehmen, was die Schweiz anfälliger für externe Schocks machen könnte. Darüber hinaus ist die Frage der flankierenden Massnahmen und deren Wirksamkeit von entscheidender Bedeutung. Die Erfahrung zeigt, dass die Gewährleistung effektiver flankierender Massnahmen, um die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz zu schützen, eine kontinuierliche Herausforderung darstellt. Die dynamische Übernahme von EU-Recht erschwert die Durchsetzung und Überwachung dieser Massnahmen, da sich die relevanten EU-

Vorschriften laufend ändern. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweizer Lohnstandards und die Arbeitsbedingungen unter Druck geraten, was zu sozialen Spannungen führen könnte. Die Gewährleistung des Schutzes der Arbeitnehmer, wie er im Grundrecht auf faire Arbeitsbedingungen zum Ausdruck kommt, muss oberste Priorität haben. Diesbezüglich besteht erheblicher Zweifel, ob das vorgeschlagene Paket hierfür ausreichende Garantien bietet. Abschliessend muss die Gesamtheit der vorgeschlagenen Regelungen kritisch betrachtet werden. Die Verhandlungen scheinen primär auf die Anliegen der EU ausgerichtet gewesen zu sein, während die spezifischen Interessen und die verfassungsrechtlichen Grundlagen der Schweiz nur unzureichend berücksichtigt wurden. Die Schweiz läuft Gefahr, die Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung, ihre Justiz und letztlich über ihre Zukunft zu verlieren, ohne dafür eine adäquate Gegenleistung zu erhalten. Die von der EU geforderte strukturelle Anpassung der Beziehungen mag für die EU bequem sein, birgt aber erhebliche Risiken für die Schweizer Demokratie und die schweizerische Identität. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Politik die langfristigen Folgen dieser Entwicklungen sorgfältig abwägt und die Souveränität unseres Landes sowie die demokratischen Rechte unserer Bürgerinnen und Bürger schützt. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, darf nicht kompromittiert werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Poffet Marco (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Poffet Marco · 0788707722 · maposolution@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur allgemeinen Bemerkung über die inländische Umsetzung wirft ernste Fragen bezüglich der Konsistenz mit geltendem Schweizer Recht auf, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität unseres Landes und die demokratischen Prinzipien, die im Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die angestrebten Abkommen mit der Europäischen Union (EU) stellen eine schleichende Erosion unserer nationalen Rechtsordnung dar und widersprechen dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf gleicher Augenhöhe an dessen Gestaltung mitwirken kann, untergräbt die Grundsätze der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Dieser Artikel besagt unmissverständlich, dass das Volk und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind. Durch die bloße Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, die von externen Organen ohne direkte demokratische Legitimation in der Schweiz geschaffen wurden, wird diese Souveränität ausgehöhlt. Das Schweizer Volk hat kein Mitspracherecht bei der Entstehung dieser Rechtsnormen, wird aber gleichzeitig von deren Anwendung betroffen sein. Darüber hinaus birgt die Übernahme von EU-Recht erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Rechtsprechung in der Schweiz. Die ständige Übernahme neuer Rechtsakte der EU, oft ohne klaren Übergangsfristen oder Anpassungsmöglichkeiten an die spezifischen Bedürfnisse unseres Rechtsraums, schafft ein Klima der Unsicherheit. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der Rechtssicherheit, die für eine stabile und funktionierende Gesellschaft unerlässlich sind. Artikel 9 der Bundesverfassung garantiert den Schutz des berechtigten Vertrauens in die Rechtsordnung, welches durch eine dynamische und externe Rechtsübernahme massiv gefährdet wird. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den diskutierten Rahmenabkommen vorgesehen ist, würde zu einer De-facto-Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) führen. Dies kollidiert direkt mit der nationalstaatlichen Souveränität und der Rolle unserer eigenen Gerichte, wie sie im föderalistischen System der Schweiz verankert ist. Die Bindung an die Urteile des EuGH, auch wenn dies nicht explizit in den Texten niedergeschrieben ist, würde die Unabhängigkeit unserer Justiz gefährden. Unsere Gerichte wären de facto gezwungen, die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den EuGH zu übernehmen, was die Möglichkeit einschränkt, eigene rechtsstaatliche Traditionen zu wahren. Des Weiteren ist die Frage der Umsetzung von EU-Recht im Inland von besonderer Bedeutung. Artikel 164 der Bundesverfassung regelt die Gesetzgebung des Bundes und stellt sicher, dass diese den Bundesbrief, die Bundesverfassung und die völkerrechtlichen Verpflichtungen achtet. Eine blinde Übernahme von EU-Recht kann dazu führen, dass schweizerische Gesetze, die auf unserer eigenen Verfassung und unseren demokratischen Prozessen basieren, in ihrer Geltung eingeschränkt oder gar verdrängt werden. Dies gilt insbesondere für Bereiche, in denen die EU-Gesetzgebung von unseren traditionellen Vorstellungen von Rechtsstaatlichkeit oder Grundfreiheiten abweicht. Die damit verbundenen Kosten für die Umsetzung und die Anpassung unserer Infrastruktur zur Übernahme von EU-Standards werden nicht transparent dargelegt. Es besteht die Gefahr, dass diese Kosten zulasten des Schweizer Steuerzahlers gehen und gleichzeitig die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen beeinträchtigen, wenn diese zusätzliche regulatorische Lasten tragen müssen, die nicht auf einen echten Bedarf unserer Wirtschaft zurückzuführen sind. Die vorgeschlagene Angleichung der Gesetzgebung im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt beispielsweise eine erhebliche Herausforderung dar. Die Übernahme von EU-Arbeitsmarktregulierungen könnte zu einer Verlagerung von Arbeitsplätzen und einer Aushöhlung der Lohnschutzmechanismen führen, die im Schweizer Arbeitsrecht verankert sind und den Schutz der Arbeitnehmer gewährleisten sollen. Artikel 111 der Bundesverfassung, der die Förderung der sozialen Gerechtigkeit vorsieht, könnte durch eine pauschale Übernahme von EU-Regelungen untergraben werden, wenn diese nicht auf die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Arbeitsmarktes zugeschnitten sind. Es ist daher unerlässlich, dass jegliche Vereinbarungen mit der EU einer strengen Prüfung auf ihre Konformität mit der Schweizer Bundesverfassung und unseren rechtsstaatlichen Prinzipien unterzogen werden. Die vorliegende Vernehmlassung dient dazu, die Bedenken der Bevölkerung und der relevanten Interessengruppen zu

artikulieren. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die Schweiz bereit ist, ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Errungenschaften leichtfertig preiszugeben. Die Schweizer Bevölkerung hat wiederholt gezeigt, dass sie ihre Unabhängigkeit zu schätzen weiss und nicht bereit ist, diese ohne sorgfältige Abwägung und klare Vorteile aufzugeben. Jegliche Form der „engen Anlehnung“ an die EU muss im Lichte unserer verfassungsmässigen Ordnung und im Interesse unserer nationalen Identität kritisch hinterfragt werden. Die Stabilität und der Wohlstand unseres Landes beruhen auf einer soliden und unabhängigen Rechtsordnung, die nicht durch externe Einflussnahmen kompromittiert werden darf.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Lebensmittelsicherheit im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union stellen eine grundlegende und inakzeptable Gefährdung der Schweizer Souveränität, unserer hohen Qualitätsstandards und der Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Betriebe dar. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' wird ein umfassendes Integrationsprojekt vollzogen, das weit über reine Sicherheitsaspekte hinausgeht und auf die vollständige Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' abzielt. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten Produktionsstandards, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die wir uns über Generationen erarbeitet haben, ist durch diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv in Gefahr. Eine solche Angleichung führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten in die Herkunft und Qualität unserer Lebensmittel. Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit von Brüssel manövriert. Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen massiven und unzulässigen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie und die nationalen Zuständigkeiten untergräbt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen, die Vielfalt unserer Lebensmittelkultur und die wirtschaftliche Existenz vieler kleiner und mittlerer Betriebe. Des Weiteren wird das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet und die Möglichkeit, unsere Bürger vor den potenziellen Risiken von GVO zu schützen, genommen. Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem massiven Verlust an unseren hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in den Artikeln 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein unannehmbarer Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards. Wir verlieren die Souveränität, in diesem Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische

Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen eine schleichende Entmachtung der Schweiz in einem für unsere Bevölkerung existenziellen Bereich darstellt. Es wird unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine totale Anpassung an das EU-Recht erzwungen, welche die Schweizer Standards senkt, die Bürokratie erhöht und die Souveränität untergräbt. Dies ist nicht im Interesse der Schweiz und ihrer Bürger.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart auf erschreckende Weise die tiefe Erosion unserer Souveränität und die Missachtung des klaren Volkswillens, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen eine faktische Übernahme des EU-Rechts dar, ohne dass die Schweiz auch nur im Ansatz die Möglichkeit hätte, die damit einhergehenden Nachteile abzuwenden oder eigenständige Interessen zu wahren. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht diametral dem Grundsatz der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Anstatt die Zuwanderung gemäss den Bedürfnissen und Kapazitäten unseres Landes zu regulieren, wird eine faktische Öffnung unserer Grenzen und Sozialsysteme vorangetrieben, die nicht mehr kontrollierbar erscheint. Besonders besorgniserregend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, das bereits nach fünf statt zehn Jahren gewährt wird. Dieser Status, eine „Niederlassung C PLUS“, ist praktisch unentziehbar, selbst im Falle von kriminellem Verhalten oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt nicht nur unsere innere Sicherheit, sondern schafft auch eine enorme Belastung für unsere Sozialwerke, deren Finanzierung ausschliesslich auf den Schultern der Schweizer Steuerzahler lastet. Die Kosten für die Alimentierung von Personen, die keinen Beitrag zum Gemeinwesen leisten, werden somit untragbar. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies verschärft die bereits prekäre finanzielle Situation vieler Kantone und Gemeinden und führt zu einer Umverteilung von Steuergeldern zugunsten von Personen, die nicht primär zur Wertschöpfung in unserem Land beitragen. Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs für Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern öffnet Tür und Tor für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Dies ist weder im Interesse der einheimischen Bevölkerung noch im Interesse einer nachhaltigen Integrationspolitik. Die im Vertragspaket enthaltene „Schutzklausel“ erweist sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz diese Klausel dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies entlarvt die Klausel als eine Erpressungsmassnahme, die uns jegliche Handlungsfähigkeit nimmt. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll neu automatisch nach der „Integrationsmethode“ erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Eine solche Aushöhlung unserer direkten Demokratie ist inakzeptabel und untergräbt die Grundlage unseres Rechtsstaates. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich. Dies widerspricht dem Grundsatz der Leistungsgerechtigkeit und belastet unsere Sozialwerke unbillig. Die sogenannte „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger, der keine Abhilfe gegen die unkontrollierte Zuwanderung schafft. Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Das neue Bundesgesetz über die Vereinfachung der Bewilligungspflicht (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer

Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Wir lehnen diese Vorschläge entschieden ab, da sie unsere Souveränität untergraben, unsere Sozialwerke belasten und die direktdemokratischen Rechte unseres Volkes missachten. Es ist unsere Pflicht, diese unkontrollierte und ungeregelte Zuwanderung entschieden abzulehnen und unsere Unabhängigkeit zu verteidigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zu den finanziellen Beiträgen, insbesondere die Kodifizierung der Kohäsionszahlungen in einem separaten Gesetz, gibt zu tiefgreifenden Bedenken Anlass, welche die Souveränität der Schweiz und die demokratische Kontrolle über ihre Finanzen empfindlich beeinträchtigen. Was bisher als freiwillige Geste, die dem Parlament und somit dem Volk unterstellt war, gehandhabt wurde, soll nun in eine automatische und rechtlich bindende Verpflichtung überführt werden. Dies entzieht der Schweiz ein essenzielles politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Rechenschaftspflicht für beträchtliche Mittel. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der Struktur und der Dynamik der EU-Beziehungen als ein offensichtliches Lockangebot. Der im Vertrag verankerte „rechtsverbindliche Mechanismus“ zur Neuberechnung und Anpassung dieser Beiträge birgt das erhebliche Risiko, dass die Schweiz in Zukunft mit stetig steigenden Forderungen konfrontiert wird, denen sie nicht mehr entgehen kann. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz faktisch zu einer permanenten Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht degradiert wird, die gezwungen ist, jede von der EU diktierte Erhöhung zu akzeptieren. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Haushaltsautonomie und der Budgethoheit des Schweizer

Parlaments. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierbei von zentraler Bedeutung. Dieses Gesetz zementiert die bisher freiwilligen Zuwendungen als eine dauerhafte, rechtlich bindende Verpflichtung. Insbesondere die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge, wie in Artikel 1 des KoBG vorgesehen, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung der vom Volk erwirtschafteten Steuergelder. Anstatt über die Unterstützung konkreter Projekte im Rahmen einer freiwilligen Solidarität zu befinden, wird das Parlament gezwungen, die Erfüllung einer von der EU definierten Zahlungsverpflichtung zu vollziehen. Dies stellt eine Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar, die als Grundpfeiler der schweizerischen direkten Demokratie gilt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Diese Integration verankert die Kohäsionszahlungen tief in der schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert unwiderruflich, dass diese fortlaufenden Abgaben an die EU als integraler und permanenter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies hat zur Folge, dass die Schweiz ihre Haushaltsplanung nicht mehr eigenständig und flexibel gestalten kann, sondern sich an die finanziellen Verpflichtungen gegenüber der EU anpassen muss. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zynisch zu nennen. Der als positiv und international anerkannt geltende Bereich der schweizerischen Friedensförderung wird hier missbraucht, um die politisch höchst umstrittenen und belastenden Kohäsionszahlungen an die EU rechtlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise verschleiert die wahre Natur der finanziellen Verpflichtungen und versucht, die Zustimmung zu einer für die Schweiz ungünstigen Regelung zu erwirken, indem sie auf das Image der Friedensförderung zurückgreift. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung eine schleichende Entrechtung des Schweizer Parlaments und eine Aufhebung der demokratischen Kontrolle über beträchtliche Finanzströme darstellt. Die Schweiz würde sich in die Position einer Nettozahlerin begeben, deren Beiträge vertraglich festgeschrieben und deren Erhöhungen kaum beeinflussbar sind, während sie im Gegenzug keine garantierten Vorteile in Bezug auf den Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen erhält. Die gesamte Konstruktion scheint primär auf die Schaffung einer institutionellen Anbindung ausgelegt zu sein, die jedoch die schweizerische Souveränität erheblich schwächt, ohne dafür angemessene und greifbare Gegenleistungen zu bieten. Die Umwandlung einer freiwilligen Geste in eine rechtliche Pflicht durch das KoBG untergräbt die Budgethoheit und die Gestaltungsfreiheit des Parlaments in fundamentaler Weise.

Strom

Die Schweiz gibt ihre Energiesouveränität auf. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Übernahme der Regularien von ACER und ENTSO-E, wird unser Land zu einem abhängigen Teilnehmer degradiert. Ohne wirkliches Mitspracherecht, aber mit der Pflicht zur Kostentragung, werden fundamentale Entscheidungen über unser lebenswichtiges Stromnetz künftig in Brüssel gefällt. Dies stellt eine kapitale Untergrabung unserer nationalen Autonomie dar. Die Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Regulierungen aus Brüssel ist das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln vor existenziellen Gefahren. Das über Jahrzehnte bewährte System der Wasserzinsen, welches essentiell für die finanzielle Stärkung der Bergkantone ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende wirtschaftliche und soziale Folgen für diese Regionen. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden empfindlich geschwächt. Ihr traditionell verankerter Einspeisevorrang wird durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv benachteiligt und zugunsten grosser, internationaler Akteure verdrängt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise der Wasserspeicher, wird durch die EU-Regularien stark eingeschränkt. In diesem Szenario ist unklar, wer letztlich die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU können dies glaubhaft garantieren. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer und birgt erhebliche Risiken für die Bevölkerung und die Wirtschaft. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu einer erhöhten Preisvolatilität und schliesslich zu höheren Strompreisen für die Schweizer Konsumenten, insbesondere für KMU und Haushalte, führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, welche der freie Markt nicht abzudecken vermag, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das vorgeschlagene Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. zur vollständigen Strommarktliberalisierung birgt erhebliche Gefahren. Es verspricht Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die

bewährten föderalen Strukturen durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19). Parallel dazu schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere der neu gestaltete Artikel 15, die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Anpassung der Vergütungsregeln untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG stellt einen direkten Angriff auf die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten unverhältnismässig benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage massiv geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt unverkennbar grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich bremsen und die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und volatilen fossilen Energieträgern machen. Die vollständige Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) vorgesehen ist, gleicht einem hochriskanten Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie verspricht unkalkulierbare Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem unerbittlichen Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer eigenen Stromnetze dar. Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität, der Versorgungssicherheit, der föderalen Strukturen und der wirtschaftlichen Grundlage lokaler Energieproduzenten darstellen. Es ist unerlässlich, diese Risiken kritisch zu prüfen und die nationalen Interessen über die uneingeschränkte Übernahme externer Regulierungen zu stellen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und den damit verbundenen Lohnschutzmassnahmen gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Die vorgeschlagenen Anpassungen stellen keine Stärkung des Schweizer Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine Aufweichung und Angleichung an europäische Standards, die mit den Prinzipien der Schweizerischen Sozialpartnerschaft und der Vertragsfreiheit unvereinbar sind. Die behauptete Verbesserung des Lohnschutzes erweist sich bei näherer Betrachtung als rein kosmetisch und unzureichend, um dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, der sich aus der Ausdehnung der Personenfreizügigkeit ergibt. Es zeichnet sich eine reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus ab, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt auf bewährte und wirksame Schweizer Instrumente zu setzen, wird ein System etabliert, das sich primär an den Bedürfnissen ausländischer Unternehmen orientiert, die Lohndumping betreiben wollen. Die neuen Regelungen sind bürokratischer konzipiert, aber offensichtlich weniger effektiv in ihrem Schutzcharakter als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Besonders kritisch ist die beabsichtigte Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem erklärten Ziel des Lohnschutzes diametral entgegensteht. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er sich in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) manifestiert, ist als vergiftetes Geschenk zu betrachten. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und beeinträchtigt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) erheblich, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu adressieren. Diese Regelung stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wurde. Eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern wird geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere in Bezug auf das Sanktionssystem gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung dieses Systems dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des

Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, konkret durch Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB, ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, aber oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Absolut inakzeptabel ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, den Lohnschutz effektiv zu stärken. Vielmehr schwächen sie bestehende Schweizer Mechanismen, erhöhen die Bürokratie, untergraben die Souveränität und öffnen Tür und Tor für Lohndumping. Wir lehnen diese Vorlage in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine gravierende Bedrohung für das Schweizer Service public dar und untergräbt unsere verfassungsmässige Ordnung. Im Kern droht die Aushöhlung eines Systems, das auf schweizerischen Bedürfnissen und Prioritäten basiert, zugunsten von Regelungen, die primär den Interessen der Europäischen Union dienen. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu formuliert in Artikel 40ater EBG, ist hierfür das prominenteste Beispiel. Diese Bestimmung öffnet die Tür für ausländische Bahnbetreiber, die nach Belieben inner-schweizerische Strecken bedienen dürfen. Dies verspricht nicht eine Verbesserung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung, sondern birgt die Gefahr der "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich zwangsläufig auf die profitabelsten Hauptachsen konzentrieren. Die Konsequenz ist eine immense finanzielle Schwächung der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Betreiber. Diese Unternehmen tragen aber die Verantwortung für die Aufrechterhaltung des öffentlichen Verkehrs auch auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien. Wenn die lukrativen Einnahmequellen durch ausländische Konkurrenz wegbrechen, wird die Finanzierung dieser wichtigen, aber defizitären Strecken unmöglich. Dies führt unweigerlich zu einer Reduktion des Angebots, zu höheren Ticketpreisen oder gar zur Einstellung von Verbindungen, was das Service public im Kern angreift und die Mobilität für viele Bürgerinnen und Bürger einschränkt. Darüber hinaus ist die im Rahmen des Abkommens vorgesehene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, konkret Artikel 32a Absatz 1bis PBG, ebenfalls äusserst bedenklich. Diese Änderung zwingt die Schweiz, bei nationalen und kantonalen Ausschreibungen für öffentliche Verkehrsleistungen völkerrechtliche Vorgaben, also EU-Recht, zu beachten. Dies stellt eine direkte Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit bei der Gestaltung und Finanzierung des öffentlichen Verkehrs dar. Anstatt die Vergabe von Leistungen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz – unter Berücksichtigung von sozialen, ökologischen und wirtschaftlichen Kriterien, die auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind – auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr, dass die Entscheidungsfindung von rein marktwirtschaftlichen Prinzipien der EU dominiert wird, was zu suboptimalen Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann und die Möglichkeit, rein schweizerische Verkehrsziele zu verfolgen, empfindlich beeinträchtigt. Die Rede von einer "Gemeinsamen Erklärung" als Absicherung des Schweizer Rechts ist nichts weiter als eine gefährliche Illusion. Diese Erklärung hat keinerlei rechtliche Bindungskraft und bietet keinen Schutz vor den zukünftigen Entwicklungen des EU-Rechts. Da die Schweiz verpflichtet wäre, die künftigen Anpassungen und Erweiterungen des EU-Rechts im Eisenbahnsektor dynamisch zu übernehmen, würde dies eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität bedeuten. Bestimmte EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene für das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würden dann auch in der Schweiz gelten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz über unsere eigene Schieneninfrastruktur weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz, ihre Infrastruktur nach eigenen strategischen Zielen zu gestalten und zu verwalten, massiv schwächen. Das vom Bundesrat angeführte Argument, die SBB könnten weiterhin vom EU-Beihilferecht ausgenommen werden, ist ebenfalls wenig überzeugend. Die Anwendung des EU-Beihilferechts auf den Schweizer Schienenverkehr könnte dazu führen, dass etablierte und für die Qualität des Angebots essenzielle Subventionen, sei es für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, als

unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Basis der SBB weiter destabilisieren und direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung bedrohen. Unser bestehendes Subventionssystem ist auf die spezifischen Bedürfnisse unseres Landes zugeschnitten und gewährleistet die flächendeckende Versorgung. Eine pauschale Übernahme von EU-Beihilferegeln, die auf ein anderes wirtschaftliches und soziales Umfeld zugeschnitten sind, würde dieses bewährte System unwiderruflich beschädigen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr nicht nur die finanzielle Stabilität und operative Integrität unseres Service public gefährden, sondern auch die verfassungsrechtliche Grundlage unserer Souveränität im Bereich der Transportpolitik untergraben. Die wirtschaftlichen Konsequenzen, die sich aus der Kabotage und der vorgeschriebenen Berücksichtigung von EU-Recht ergeben, sind nicht tragbar. Wir lehnen die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Landverkehr entschieden ab, da sie die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger massiv benachteiligt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Bruch mit bewährten Schweizer Prinzipien dar und greifen tief in unsere Souveränität und unseren Föderalismus ein. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung regionaler Entwicklung, zur Unterstützung kritischer Infrastrukturen wie dem Regionalverkehr, zur Pflege unserer Kultur oder zur Stärkung lokaler KMU dienen, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedeutet nichts weniger als die faktische Abschaffung autonomer, demokratisch legitimierter Förderentscheide zugunsten einer zentralisierten, von aussen diktierten Regelung. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplanten Massnahmen massiv untergraben. Statt eigenständig über die für ihre Regionen und Bürger vorteilhafteste Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sind sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter und inakzeptabler Angriff auf die föderalistische Struktur der Schweiz, die auf der Autonomie der Kantone beruht. Mit der Unterwerfung unter die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Staatliche Beihilfen müssten künftig der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden. Dies höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf fundamentalste Weise aus und bedeutet eine erhebliche Einschränkung unserer Handlungsfreiheit. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke in kantonalem und kommunalem Besitz sind, sowie der Luft- und der Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie sie durch die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) und das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen ist, birgt erhebliche Gefahren. Diese "Superbehörde" agiert de facto als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, was die Gefahr birgt, dass nationale Anliegen und spezifische Bedürfnisse der Schweiz vernachlässigt werden. Die Kantone verlieren durch die neuen Regelungen ihre organisatorische und verfahrensrechtliche Autonomie gänzlich. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft und haben kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Schwächung des Föderalismus. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) in Verbindung mit der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schafft eine neue "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert und die demokratische sowie föderalistische Kontrolle über Subventionen aushebelt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein besonders gravierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies ist aus strategischer Sicht höchst bedenklich. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv

eingeschränkt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist für unseren Föderalismus besonders stossend. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ein Schlag gegen die föderalistische Eigenständigkeit. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Konsumenten zu vernachlässigen. Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Änderungen eine Kapitulation vor der EU dar, die unsere nationale Identität, unsere föderalistische Struktur und unsere demokratischen Entscheidungsprozesse massiv gefährdet. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in den vorliegenden Dokumenten dargelegt wird, wirft gravierende und fundamental zu hinterfragende Fragen auf, die weit über die blosse Optimierung diplomatischer Verbindungen hinausgehen. Eine oberflächliche Betrachtung, die auf eine vermeintliche «Stabilisierung» abzielt, verkennt die tiefgreifenden Konsequenzen, welche die Übernahme von EU-Recht und die damit einhergehende Erosion der schweizerischen Souveränität nach sich ziehen würde. Zunächst ist festzustellen, dass die angestrebte Annäherung eine sukzessive Anpassung des schweizerischen Rechtsrahmens an das Unionsrecht bedeutet. Dies widerspricht diametral dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Legitimation, wie er in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Insbesondere Artikel 1 der BV, welcher festlegt, dass das Schweizer Volk und die Kantone die Staatsgewalt ausüben, würde durch eine automatische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt. Dieses Recht würde uns von aussen diktiert, ohne die Möglichkeit der demokratischen Mitsprache oder gar eines Volksentscheids, wie er bei der Verabschiedung von Bundesgesetzen üblich ist. Die Unabhängigkeit des Gesetzgebers, ein Eckpfeiler unseres demokratischen Systems, wäre somit massiv gefährdet. Weiterhin bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Flexibilität der schweizerischen Wirtschaft. Die Übernahme von EU-Normen, welche oft auf die Bedürfnisse und Strukturen der Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, könnte zu einer übermässigen Regulierung und zu Kosten führen, welche die schweizerischen Unternehmen im internationalen Vergleich benachteiligen. Artikel 31 BV garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch eine starrere Anbindung an EU-Regulierungen, insbesondere im Bereich des Binnenmarktes, könnte diese Freiheit einschränken und Innovationskraft hemmen. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen eines solchen Abkommens ist ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH würde bedeuten, dass die letzte Instanz in bestimmten Rechtsfragen ausserhalb der Schweiz liegt. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 190 BV, der die richterliche Unabhängigkeit und die eigene Gerichtsbarkeit des Bundes unterstreicht. Eine solche Abhängigkeit birgt das Risiko, dass die schweizerische Rechtsordnung und die Interpretation des Rechts durch schweizerische Gerichte von ausländischen Urteilen überlagert werden, was die Rechtsstaatlichkeit und die Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen schwächen könnte. Des Weiteren muss die Frage der institutionellen Souveränität und der politischen Handlungsfähigkeit der Schweiz gestellt werden. Die angestrebte «Stabilisierung» könnte sich schnell in eine schleichende Unterwerfung unter die politischen und wirtschaftlichen Interessen der EU entwickeln. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, eigenständig Aussenpolitik zu betreiben und ihre nationalen Interessen entschieden zu vertreten, da ein Grossteil der Entscheidungen auf EU-Ebene getroffen würde, an denen die Schweiz weder mit Stimmrecht noch mit echtem Einfluss beteiligt wäre. Die vielbeschworene «Stabilität» der Beziehungen darf nicht über die damit verbundenen irreversiblen Verluste an Eigenständigkeit und demokratischer Kontrolle hinwegtäuschen. Es ist

entscheidend, dass jede Form der Beziehung zur EU auf einer klaren und transparenten Basis beruht, welche die Souveränität der Schweiz wahrt und die demokratischen Grundsätze achtet. Die vorliegenden Vorschläge lassen jedoch befürchten, dass diese Grundsätze aufgeweicht und die schweizerische Autonomie geopfert wird, um eine illusorische «Stabilisierung» zu erreichen, deren tatsächlicher Preis ungleich höher liegt. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie in der Lage ist, eigenständige und vorteilhafte Beziehungen zu ihren Nachbarn zu pflegen, ohne ihre Souveränität aufzugeben. Dieser Weg sollte konsequent weiterverfolgt werden, anstatt sich in eine Abhängigkeit zu begeben, die die schweizerische Identität und die Grundlage unseres Wohlstands gefährden könnte. Die potenziellen Nachteile und Risiken einer solchen Annäherung überwiegen bei weitem die vermeintlichen Vorteile einer scheinbaren «Stabilisierung».

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die aus rechtsstaatlicher und verfassungsrechtlicher Perspektive nicht ignoriert werden dürfen. Die Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtliche Autonomie sind gravierend und bedürfen einer kritischen Würdigung. Insbesondere die Integration von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung über bilaterale Abkommen wirft Fragen hinsichtlich der Volkssouveränität auf, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk widerspricht dem Prinzip, dass die oberste Gewalt vom Volke ausgeht. Dies wird durch die ständige und unkontrollierte Weiterentwicklung des EU-Rechts noch verschärft. Die Schweiz gerät in die Situation, Recht in einem System anzuwenden, das sie nicht mitgestalten kann und dessen Entwicklung sie nicht steuern kann. Dieses Vorgehen untergräbt die demokratische Kontrolle und die Möglichkeit des Souveräns, über die Anwendung von Recht im eigenen Land zu entscheiden. Die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) als verbindliche Interpretationsinstanz für die bilateralen Abkommen stellt eine direkte Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie in Artikel 19 BV garantiert wird. Die Verpflichtung, die Auslegung des EuGH anzuerkennen, bedeutet, dass schweizerische Gerichte nicht mehr frei über die Anwendung von Abkommen entscheiden können, wenn es um EU-rechtliche Fragestellungen geht. Dies führt zu einer indirekten Unterstellung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichts, was die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz fundamental beeinträchtigt. Artikel 95 Absatz 3 BV, der die Übertragung von Hoheitsrechten unter bestimmten Bedingungen zulässt, ist hierbei kritisch zu hinterfragen. Die faktische Übertragung von Gerichtsbarkeit an den EuGH geht weit über das hinaus, was unter einer solchen Bedingung im Sinne der bundesrätlichen Erklärungen und der Verfassung zulässig sein dürfte. Die Mechanismen zur Fortentwicklung des Abkommensrechts, insbesondere die automatische Übernahme neuer EU-Regulierungen, tangieren das Prinzip der Gewaltenteilung und der rechtsstaatlichen Verfahrensgarantien. Artikel 160 Absatz 1 BV verpflichtet das Parlament, die Einhaltung der Verfassung zu wahren. Die vorgesehene Praxis der automatischen Rechtsübernahme könnte dazu führen, dass das Parlament seine verfassungsmässige Kontrollfunktion nicht mehr vollumfänglich wahrnehmen kann, da es mit bereits existierendem, aber nicht demokratisch verabschiedetem Recht konfrontiert wird. Die Möglichkeit, die Übernahme von EU-Recht im Einzelfall zu blockieren, scheint angesichts der Komplexität und des Umfangs der zu übernehmenden Regelungen wenig realistisch und könnte zu politischen Spannungen mit der EU führen, die wiederum die Souveränität der Schweiz weiter untergraben würden. Die finanzielle Komponente der vorgeschlagenen Vereinbarungen, insbesondere die Beteiligung an EU-Programmen und die Übernahme von Kosten im Zusammenhang mit der Umsetzung des EU-Rechts, wirft Fragen der Haushaltsautonomie und der wirtschaftlichen Selbstbestimmung auf. Artikel 127 BV legt die Grundsätze der Finanzpolitik fest. Die Verpflichtung zu finanziellen Beiträgen, deren Höhe und Zweck von der EU bestimmt werden, kann die Möglichkeit des Bundesrates und des Parlaments, über die Ausgabenpolitik selbst zu entscheiden, erheblich einschränken. Dies birgt das Risiko, dass schweizerische Steuergelder für die Umsetzung von EU-Politiken verwendet werden, die nicht im direkten Interesse der Schweiz liegen oder die von der schweizerischen Bevölkerung nicht legitimiert wurden. Zudem ist die Frage der Kohärenz mit dem bestehenden Bilateralen III-Vertrag und anderen Abkommen zu stellen. Jede neue Vereinbarung muss sich in das bestehende rechtliche und politische Gefüge der Schweiz einfügen. Es besteht die Gefahr, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung zu rechtlichen Inkonsistenzen und Konflikten mit bereits bestehenden Regelungen führt, was die Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen beeinträchtigen würde. Die Kündigungsbestimmungen und die Reaktionen der EU auf eine eventuelle Nichteinhaltung der Abkommen könnten eine erhebliche diplomatische und wirtschaftliche Abhängigkeit schaffen, die die Handlungsfreiheit der Schweiz weiter einschränkt. Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung birgt somit ein erhebliches Potenzial zur Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die indirekte Unterstellung unter den EuGH und die finanziellen Verpflichtungen sind kritische Punkte, die eine eingehende Prüfung erfordern,

bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Regierung und das Parlament die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Grundwerte sorgfältig abwägen. Ein kritischer und skeptischer Ansatz ist hierbei nicht nur angebracht, sondern geboten, um die Grundpfeiler der schweizerischen Verfassungsordnung zu schützen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse zur zukünftigen Ausgestaltung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und bedürfen einer kritischen und eingehenden Prüfung. Die Annahme dieser Ergebnisse, wie sie derzeit präsentiert werden, birgt das Risiko einer schleichenden Erosion unserer nationalen Souveränität und der Aushöhlung unseres Rechtssystems. Insbesondere die Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht und die darin verankerten Auslegungsbefugnisse des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind aus Sicht des Schweizer Rechts und des Prinzips der Volkssouveränität nicht tragbar. Das vorgeschlagene institutionelle Rahmenabkommen droht, die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU zu degradieren, ohne dass wir die demokratische Kontrolle und die Gestaltungsmöglichkeiten hätten, die den Mitgliedstaaten der EU zur Verfügung stehen. Die otomatik Übernahme von neuem EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen vorgesehen ist, widerspricht diametral dem Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere die Art und Weise, wie das eidgenössische Parlament gezwungen wäre, sich EU-rechtlichen Entwicklungen zu beugen, ohne die Möglichkeit einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Gesetzgebung zu haben, ist bedenklich. Besonders alarmierend ist die Rolle, die dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) im Rahmen dieser Abkommen zugedacht ist. Die automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH als verbindliche Auslegung des übernommenen EU-Rechts stellt eine direkte Verletzung unserer verfassungsrechtlichen Prinzipien dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) wird die vertragliche Bindung durch die Auslegung des Vertragsinhaltes bestimmt. Die vorgesehene Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde jedoch dazu führen, dass die Auslegung von Verträgen, die für die Schweiz von Bedeutung sind, durch ein ausländisches Gericht erfolgt, dessen Urteile für die Schweizer Gerichte und Behörden bindend wären. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher festhält, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Organe des Bundes und die Kantone massgebend sind. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch faktisch die Rechtsprechung des EuGH über das Völkerrecht stellen und somit die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz untergraben. Die Möglichkeit, dass der EuGH im Rahmen von Streitigkeiten, die die Schweiz betreffen, über die Anwendung von EU-Recht entscheidet und diese Entscheidungen für die Schweizer Gerichte bindend sind, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Justiz massiv beeinträchtigen. Die Salvatorische Klausel, die vorgesehen ist, um die Schweiz vor einer unzumässigen Übernahme von EU-Recht zu schützen, erweist sich bei genauerer Betrachtung als zahnloser Tiger. Ihre Wirksamkeit ist höchst fraglich, da die Kriterien für ihre Anwendung schwammig formuliert sind und die EU im Falle einer Ausrufung der Klausel Sanktionen androhen könnte. Dies würde die Schweiz in eine erpressbare Position bringen und unsere Handlungsfreiheit weiter einschränken. Das vorgesehene Verfahren zur Beilegung von Streitigkeiten, insbesondere die Möglichkeit, dass die EU eine Streitigkeit vor den EuGH bringen kann, wenn die Schweiz die Übernahme von neuem Recht verweigert, ist eine weitere deutliche Schwächung unserer Souveränität. Dies öffnet die Tür für einen ständigen Druck der EU, der Schweiz ihr Recht aufzubürden. Wir müssten uns dabei an Gesetze halten, die wir nicht mitbestimmt haben und deren Sinn und Zweck wir nicht immer nachvollziehen können. Artikel 116 der Bundesverfassung garantiert zwar die Gleichwertigkeit aller Staatsform und die Unabhängigkeit der Schweiz, doch die vorgeschlagenen Regelungen untergraben diese Prinzipien massiv. Die Auswirkungen auf unsere Wirtschaft und die Schweizer Arbeitnehmer sind ebenfalls besorgniserregend. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien im Bereich des Arbeitsmarktes oder der sozialen Sicherheit könnte zu einem Wettbewerbsnachteil für Schweizer Unternehmen führen und bestehende Errungenschaften unserer Sozialwerke gefährden. Die Möglichkeit, dass die EU unter dem Deckmantel der Gleichbehandlung Bestimmungen erlässt, die für unsere spezifische Situation nicht passen, ist eine reale Gefahr.
Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse nicht im Interesse der Schweiz liegen. Sie stellen eine unannehmbare Einschränkung unserer Souveränität dar und untergraben die Grundlagen unseres Rechtssystems. Eine Annahme dieser Ergebnisse würde bedeuten, die Kontrolle über unsere eigenen Gesetze und unsere Zukunft an die Europäische Union abzugeben, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen. Wir appellieren daher eindringlich an die zuständigen Entscheidungsträger, diese Ergebnisse einer äusserst kritischen Prüfung zu unterziehen und entschieden gegen eine schleichende Integration zu votieren, die unsere Unabhängigkeit und unsere verfassungsmässigen Grundsätze gefährdet. Es muss sichergestellt werden,

dass jegliche zukünftige Vereinbarung die Souveränität der Schweiz und die demokratische Legitimität unseres Rechtssystems wahrt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Martin Alfred Wyler (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Martin Wyler · 0791765521 · martin.wyler@web.de

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Kohärenz mit unseren rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Eine kritische Würdigung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass nationale Interessen und die grundlegenden Säulen unseres Rechtssystems nicht kompromittiert werden. Es ist zutiefst beunruhigend, wie die vorgeschlagenen Abkommen inhaltlich das schweizerische Rechtssystem de facto der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) unterstellen könnten. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz sind die oberste Autorität und die Ausgestaltung unseres Rechts muss von unseren eigenen Institutionen und nach unseren eigenen Verfahren erfolgen. Die Möglichkeit, dass Urteile des EuGH in der Schweiz unmittelbar Anwendung finden oder als verbindliche Auslegung von Verträgen gelten, untergräbt die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Möglichkeit des Schweizerischen Bundesgerichts, Rechtsprechung im Einklang mit der Verfassung und den Gesetzen der Eidgenossenschaft zu entwickeln. Insbesondere die Regelung der Übernahme von EU-Recht in den verschiedenen Bereichen, beispielsweise im Bereich des freien Personenverkehrs, birgt erhebliche Risiken. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, ohne dass diese einem schweizerischen Gesetzgebungsverfahren unterliegen, höhlt die parlamentarische Kontrolle aus. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Gewaltenteilung und zur Rolle des Parlaments als primärem Gesetzgeber, wie sie in den Artikeln 160 ff. der Bundesverfassung dargelegt ist. Die Gefahr besteht darin, dass sich die Schweiz in einem permanenten Prozess der Anpassung an das sich ständig weiterentwickelnde EU-Recht befindet, ohne die Möglichkeit, nationale Besonderheiten oder die Auswirkungen auf die eigene Bevölkerung angemessen zu berücksichtigen. Darüber hinaus muss die Frage der sogenannten „Streitschlichtungsmechanismen“ kritisch hinterfragt werden. Wenn diese Mechanismen eine de facto bindende Entscheidungsgewalt vorsehen, die über eine rein technische Auslegung von Abkommen hinausgeht und juristische Bewertungen beinhaltet, die dem Geist des EuGH-Rechts entsprechen, dann wird dies zu einer schleichenden Erosion unserer eigenen Rechtsetzungshoheit führen. Das schweizerische Rechtssystem verfügt über etablierte Mechanismen zur Klärung von Rechtsfragen. Die Einbindung externer Instanzen mit potenziell anderer juristischer Dogmatik kann zu Rechtsunsicherheit und einer Beeinträchtigung der Rechtssicherheit führen, was im Widerspruch zum rechtsstaatlichen Gebot der Bestimmtheit des Rechts steht. Ferner sind die wirtschaftlichen Konsequenzen der vorgeschlagenen Regelungen zu bedenken. Während der Zugang zum EU-Binnenmarkt ein wichtiges Gut darstellt, dürfen die Kosten, die mit einer übermässigen Angleichung an das EU-Recht verbunden sind, nicht unterschätzt werden. Dies betrifft nicht nur administrative und regulatorische Hürden, sondern auch die potenzielle Wettbewerbsverzerrung, wenn schweizerische Unternehmen gezwungen sind, Standards zu erfüllen, die nicht unbedingt den effizientesten oder den auf unsere spezifischen Marktbedingungen zugeschnittenen entsprechen. Die Wettbewerbsfähigkeit unseres Wirtschaftsstandorts muss auf einer fundierten Analyse der tatsächlichen Auswirkungen und nicht auf der Annahme einer pauschalen Harmonisierung beruhen. Die im Rahmen der bilateralen Abkommen getroffenen Vereinbarungen müssen stets im Lichte der Grundrechte und der Verfassungsziele der Schweiz interpretiert werden. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht darf nicht dazu führen, dass Grundrechte, wie sie beispielsweise in den Artikeln 7 bis 41 der Bundesverfassung verankert sind, durch die Hintertür ausgehöhlt werden. Insbesondere die Bestimmungen zur Gleichbehandlung und zum Diskriminierungsverbot müssen sorgfältig geprüft werden, um sicherzustellen, dass sie nicht zu einer negativen Diskriminierung schweizerischer Bürger oder Unternehmen führen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine ernsthafte Prüfung erfordern. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche zukünftigen Vereinbarungen die Souveränität der Schweiz wahren, die Unabhängigkeit unserer Gerichte garantieren und im Einklang mit den Grundwerten unserer Verfassung stehen. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist angebracht, um die Integrität unseres Rechtssystems und die Interessen unseres Landes zu

schützen. Die blosse Verheissung eines erleichterten Zugangs zum EU-Binnenmarkt darf nicht dazu führen, dass wir uns unwiderruflich an ein Rechtssystem binden, dessen Entwicklung wir nicht mehr kontrollieren können.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema «Stabilisierung der Beziehungen zur EU» bedarf einer eingehenden und kritischen Prüfung. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich eine Stabilisierung im Sinne der Schweiz gewährleisten oder vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Rechtsrahmens darstellen. Die Annahme weiterer bilateraler Abkommen oder einer Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine entsprechende Gegenleistung oder eine klare Stärkung der Schweizer Position erkennbar ist, ist aus Sicht der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Prinzipien äusserst bedenklich. Es muss darauf hingewiesen werden, dass die direkte Übernahme von EU-Recht, auch in Form von «lex EU», erhebliche Auswirkungen auf die Autonomie der Schweiz hat. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) oder das Bundesgesetz über den Bürgerlichen Rechts (ZGB) könnten durch die Anpassung an europäische Richtlinien und Verordnungen erheblich beeinflusst werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Herrschaft, der auf einer kohärenten und vom Schweizer Volk legitimierten Rechtsordnung beruht. Eine unreflektierte Angleichung könnte dazu führen, dass das Schweizer Recht seine Eigenständigkeit verliert und nur noch eine rezeptive Funktion gegenüber Brüsseler Vorgaben einnimmt. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Verfassungsmässigkeit unserer Gesetze zu prüfen. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die schweizerische Souveränität und den Rechtsstaat. Die Aufgabe des Bundes ist es, im Rahmen der Bundesverfassung zu handeln. Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht ohne eine klare demokratische Legitimation und ohne die Möglichkeit einer vollen parlamentarischen Debatte, wie sie bei einem klassischen Gesetzgebungsverfahren stattfindet, wirft ernsthafte Fragen hinsichtlich der Einhaltung von Artikel 1 BV auf. Wir riskieren eine De-fakt0-Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), was fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Rechtsordnung widerspricht. Die wirtschaftlichen Aspekte dürfen ebenfalls nicht ausser Acht gelassen werden. Während die EU-Zugehörigkeit oft mit wirtschaftlichen Vorteilen verbunden wird, ist zu hinterfragen, ob die vorgeschlagenen «Stabilisierungen» diese Vorteile auch tatsächlich sichern oder nicht vielmehr einseitige Zugeständnisse darstellen. Die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen könnte durch die Angleichung an europäische Regulierungen beeinträchtigt werden, insbesondere wenn diese Regulierungen nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Strukturen der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sind. Artikel 27 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsfreiheit garantiert, könnte durch übermässige regulatorische Übernahmen durch die EU gefährdet werden. Ein weiterer wichtiger Punkt ist die Rolle des Parlaments und die demokratische Mitsprache. Die Annahme von Abkommen, die automatisch neues EU-Recht in die Schweiz integrieren, entzieht dem Parlament und damit dem Volk einen wesentlichen Teil seiner Gesetzgebungskompetenz. Artikel 165 der Bundesverfassung regelt die Genehmigung von völkerrechtlichen Verträgen. Es muss sichergestellt werden, dass die im Rahmen dieser Vernehmlassung diskutierten Massnahmen dem strengen Genehmigungsverfahren unterliegen und dass das Parlament seine volle Kontrollfunktion wahrnehmen kann. Eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer rechtsverbindlichen Volksabstimmung widerspricht dem föderalistischen und direktdemokratischen Charakter der Schweiz. Die Idee einer «Stabilisierung» darf nicht mit einer unfreiwilligen Anpassung verwechselt werden. Wenn die Beziehungen zur EU stabilisiert werden sollen, muss dies auf einer Basis erfolgen, die die Interessen und die Rechtsordnung der Schweiz klar wahrt. Dies beinhaltet die Beibehaltung unserer Souveränität, die Kontrolle über unsere eigenen Gesetze und die Fähigkeit, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen. Die vorgeschlagenen Massnahmen bergen die Gefahr, dass diese Grundpfeiler unseres Staates untergraben werden. Eine kritische Haltung ist daher nicht nur angebracht, sondern unerlässlich, um die zukünftige Rechts- und Handlungsfähigkeit der Schweiz zu sichern. Es muss deutlich gemacht werden, dass die Schweiz kein Anhängsel der EU ist, sondern ein souveräner Staat, dessen Interessen primär zu wahren sind. Die vorliegende Vernehmlassung bietet die Gelegenheit, diese Prinzipien zu bekräftigen und sicherzustellen, dass die Beziehungen zur EU auf einer soliden und für die Schweiz vorteilhaften Grundlage aufgebaut werden, anstatt eine schleichende Abhängigkeit zu schaffen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken und stellt eine Gefährdung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Grundordnung dar. Es ist von

fundamentaler Bedeutung, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Rechtsordnung und die Handlungsfreiheit der Schweiz eingehend zu prüfen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung direkten Einfluss hat. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist: "Das schweizerische Volk und die Kantone sind die Träger der Staatsgewalt." Durch die automatische Übernahme von EU-Recht, das gemäss der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Vorrang vor nationalem Recht beansprucht, würde die legislative Kompetenz des Schweizer Parlaments und damit die Möglichkeit des Volkes, die Gesetzgebung massgeblich zu gestalten, erheblich eingeschränkt. Insbesondere die Gefahr, dass neues EU-Recht ohne vorgängige demokratische Legitimation in der Schweiz Geltung erlangt, ist besorgniserregend. Die Frage des Rechtsfortschritts im Rahmen der bestehenden bilateralen Abkommen wird durch das vorliegende Paket in einer Weise neu interpretiert, die die Schweiz faktisch in einen Zustand der ständigen Anpassung an das EU-Recht zwingen würde. Dies ist problematisch, da die Rechtsentwicklung in der EU dynamisch ist und divergierende politische und wirtschaftliche Interessen widerspiegelt, die nicht notwendigerweise mit den schweizerischen übereinstimmen. Die Verpflichtung zur Übernahme neuer Rechtsakte ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen, untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen nationalen Interessen zu wahren. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer kritischer Punkt. Die vorgeschlagene Einbeziehung der Rechtsprechung des EuGH in das Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die Auslegung der übernommenen EU-Rechtsnormen, würde die schweizerische Justiz faktisch von einer externen Instanz abhängig machen. Artikel 189a Absatz 3 der Bundesverfassung schreibt vor, dass die Gerichte das Recht anwenden. Wenn jedoch die Auslegung des Rechts primär durch den EuGH bestimmt wird, verliert die schweizerische Gerichtsbarkeit an Autonomie. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der Eigenständigkeit des schweizerischen Rechtssystems, das in Artikel 194 BV seinen Niederschlag findet, indem es die Geltung der Bundesverfassung über alle anderen Gesetze und Verordnungen stellt. Die automatische Bindung an die EuGH-Rechtsprechung könnte dazu führen, dass Urteile des EuGH die Verfassungsmässigkeit von schweizerischen Gesetzen tangieren, ohne dass diese einer nationalen verfassungsrechtlichen Überprüfung unterzogen wurden. Darüber hinaus wirft die institutionelle Verankerung des Abkommens schwerwiegende Fragen auf. Die Einrichtung von gemischten Ausschüssen, in denen die EU eine dominierende Rolle spielen würde, und die Möglichkeit der EU, einseitige Massnahmen zu ergreifen, wie sie beispielsweise in Artikel 10 Absatz 1 des EWR-Abkommens vorgesehen sind und welche potenziell als Vorbild dienen könnten, bergen erhebliche Gefahren. Diese Mechanismen könnten dazu führen, dass die Schweiz de facto an Entscheidungen gebunden wird, an denen sie keinen gleichberechtigten Einfluss hat. Die Gefahr der Diskriminierung und der einseitigen Benachteiligung der Schweiz ist somit real. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, auch wenn sie als "dynamisch" und "nicht diskriminierend" bezeichnet wird, ist ein weiterer Aspekt, der kritische Beachtung verdient. Eine automatische Anpassung der finanziellen Beiträge an die Entwicklung des EU-Budgets würde der Schweiz die Möglichkeit entziehen, ihre Ausgaben eigenständig zu steuern und die wirtschaftlichen Auswirkungen solcher Verpflichtungen im nationalen Rahmen zu bewerten. Artikel 41 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des gesunden und nachhaltigen Wirtschaftens vorsieht, könnte durch solche unkontrollierten Ausgabenverpflichtungen gefährdet werden. Es ist essentiell, dass die Schweizer Bevölkerung und die politischen Entscheidungsträger die Tragweite dieser vorgeschlagenen Regelungen vollständig erfassen. Die Verlockung einer scheinbar einfacheren Integration darf nicht dazu führen, dass fundamentale Prinzipien der schweizerischen Demokratie und Souveränität kompromittiert werden. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Vereinbarung mit der EU die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Selbstbestimmung wahrt und nicht zu einer schleichenden Aushöhlung dieser Kernwerte führt. Die Bewahrung der Unabhängigkeit und der Fähigkeit, eigene politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen, muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur innerstaatlichen Umsetzung der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und bedürfen einer kritischen Neubewertung. Es ist fraglich, ob die beabsichtigten Änderungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind und ob sie die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes wahren. Erstens ist die mangelnde Transparenz und die unzureichende Einbeziehung relevanter Akteure im Vorfeld dieser Massnahmen äusserst problematisch. Die Vernehmlassung selbst scheint eher eine formelle Übung zu sein, als eine ernsthafte Bemühung, unterschiedliche Perspektiven zu berücksichtigen. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der partizipativen Politikgestaltung, wie sie in der Schweiz gelebt wird. Die Schweiz hat eine lange Tradition der Konsultation, und es ist unerlässlich, dass diese auch bei der Umsetzung komplexer internationaler Abkommen gewahrt bleibt. Zweitens werfen die vorgeschlagenen Anpassungen weitreichende Fragen hinsichtlich der Verhältnismässigkeit auf. Es besteht die Gefahr, dass die Umsetzung unverhältnismässig

tief in die Kompetenzen des Bundes und der Kantone eingreift. Insbesondere Artikel 97 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Autonomie der Kantone. Die vorgeschlagenen Massnahmen könnten dazu führen, dass diese Autonomie faktisch ausgehöhlt wird, indem die kantonalen Zuständigkeiten im Bereich der Umsetzung von EU-Recht immer weiter eingeschränkt werden. Die Frage ist, ob die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht tatsächlich zwingend notwendig ist oder ob sie über das Mass des Erforderlichen hinausgeht und somit gegen das Prinzip der Verhältnismässigkeit verstösst, welches ein fundamentaler Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit ist. Es ist zu befürchten, dass die Kantone ihrer Verantwortung, eigene Lösungen im Sinne ihrer Bevölkerung zu finden, entbunden werden. Drittens sind die finanziellen und administrativen Auswirkungen der Umsetzung auf den Bund, die Kantone und die Gemeinden nicht hinreichend geklärt. Die Einführung neuer Verfahren, die Anpassung bestehender Regelungen und die potenziell notwendige Schaffung neuer Strukturen werden zweifellos erhebliche Kosten verursachen. Diese Kosten dürfen nicht auf die Steuerzahler abgewälzt werden, ohne dass eine klare und nachvollziehbare Begründung vorliegt. Es muss sichergestellt werden, dass die finanzielle Belastung für die öffentliche Hand und somit für die Bürgerinnen und Bürger tragbar bleibt. Die Bestimmungen des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen könnten durch eine übermässige Zentralisierung der Umsetzung ebenfalls unter Druck geraten. Viertens gibt es Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung und die richterliche Unabhängigkeit. Die Übernahme von EU-Recht könnte zu einer Ausdünnung der nationalen Gesetzgebung führen und die Interpretationsspielräume der schweizerischen Gerichte einschränken. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Rechtsprechung ihre Unabhängigkeit bewahrt und dass die Gerichte nicht gezwungen sind, EU-Recht in einer Weise zu interpretieren, die den Grundsätzen des schweizerischen Rechts widerspricht. Das Schweizer Rechtssystem basiert auf eigenen Traditionen und Prinzipien, und jede Übernahme von ausländischem Recht muss sorgfältig geprüft werden, um eine Kompatibilität zu gewährleisten. Die Gefahr einer "Automatischen Übernahme" von EU-Recht, ohne angemessene Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse, ist real und muss entschieden entgegengewirkt werden. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise verweist auf das Gewohnheitsrecht und die richterliche Auslegung im Lichte der Rechtsprinzipien. Diese Grundlagen dürfen nicht durch die sture Übernahme von externen Rechtsnormen untergraben werden. Fünftens stellt sich die Frage, ob die angestrebten Ziele durch die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich erreicht werden können oder ob es sich um eine reine Formelkompromiss handelt. Die Erfahrungen mit früheren Umsetzungen zeigen, dass die erwarteten Vorteile oft nicht im Verhältnis zum Aufwand und den negativen Nebenwirkungen stehen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz sich durch die überstürzte Übernahme von EU-Recht in eine Situation manövriert, in der sie ihre Gestaltungsfreiheit verliert, ohne die erhofften Vorteile zu realisieren. Die Souveränität unseres Landes, die durch die Bundesverfassung garantiert ist, darf nicht durch intransparente oder übermässig weitreichende Abkommen kompromittiert werden. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass das Schweizer Volk und die Kantone die Souveränität ausüben. Jede Massnahme, die diese Souveränität faktisch beschneidet, muss mit äusserster Zurückhaltung behandelt werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur innerstaatlichen Umsetzung einer eingehenden und kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrt, die Autonomie der Kantone respektiert und die rechtsstaatlichen Prinzipien uneingeschränkt anwendet. Eine reine Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten birgt erhebliche Risiken und sollte daher mit grösster Vorsicht angegangen werden. Eine stärkere Betonung der Eigenständigkeit und die Suche nach eigenständigen Lösungen im Rahmen unserer Rechtsordnung wären wünschenswert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Wirksamkeit und der langfristigen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau aufkommen. Es ist fraglich, ob die formulierten Schutzbestimmungen den massiven Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, überhaupt kompensieren können. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, erscheint latent und wird durch die vorgeschlagenen Änderungen keineswegs gebannt. Statt den bewährten und bisher äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und an die veränderten Realitäten anzupassen, besteht die grosse Sorge, dass er aufgeweicht und den weniger strengen EU-Standards angeglichen wird. Die neuen Regelungen wirken oberflächlich betrachtet bürokratischer, doch die Sorge ist gross, dass sie in ihrer Substanz weniger effektiv sein werden als die bisherigen flankierenden Massnahmen, die im Einzelnen massgeschneidert auf unsere Verhältnisse sind. Dies begünstigt tendenziell ausländische Unternehmen, die bestrebt sein mögen, Lohndumping zu betreiben und sich so einen unfairen Wettbewerbsvorteil zu verschaffen. Auch die Kontrollmechanismen erfahren eine empfindliche Schwächung. Die Kompetenzen und die Autonomie der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate

werden durch die angekündigten neuen, zentralistischeren und primär EU-konformen Strukturen untergraben. Dies birgt die Gefahr von weniger effektiven Kontrollen und einer insgesamt lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was letztlich zulasten der Arbeitnehmer geht. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, geregelt in den neuen Art. 335l bis 335q OR, ist als ein vergiftetes Geschenk zu betrachten. Diese Bestimmung führt zu einer komplizierten, differenzierten Arbeitsrechtssituation und schafft eine Zweiklassen-Gesellschaft im Kündigungsrecht, ohne jedoch das grundlegende Problem des Lohndrucks wirksam zu lösen. Sie lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) unnötig und greift tief in die schweizerische Vertragsfreiheit ein, was als direkter Eingriff aufgrund von EU-Druck interpretiert werden muss. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren, bürokratischen Verfahren unterworfen ist. Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern sind eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Rechtsverständnisses. Die beabsichtigte Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Problematisch ist zudem die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d). Diese Verknüpfung zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch und rechtlich noch stärker an die EU binden. Auch die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem robusten und funktionierenden System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die starken Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz faktisch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung erheblich, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und der Eigenständigkeit unserer Gerichte. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen den Lohnschutz nicht substanziell stärken, sondern eher schwächen und die Schweiz weiter an die EU binden. Die damit verbundenen Risiken für das Schweizer Lohnniveau und die schweizerische Souveränität sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zur Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der langfristigen Stabilität und Attraktivität des schweizerischen Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Die vorgeschlagenen Änderungen, die auf einer dynamischen Übernahme von EU-Recht basieren, drohen die bewährten Strukturen und die flächendeckende Versorgung zu gefährden, die für die schweizerische Bevölkerung von zentraler Bedeutung sind. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Auswirkungen des EU-Beihilferechts auf die Finanzierung des öffentlichen Verkehrs. Unser Service public, der sich über Jahrzehnte hinweg bewährt hat, beruht auf einem System von Subventionen, die gezielt zur Sicherstellung von wirtschaftlich nicht tragfähigen, aber für die Grundversorgung essenziellen Angeboten eingesetzt werden. Dies betrifft insbesondere den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie die notwendige Erneuerung von Rollmaterial. Nach EU-Recht könnten solche Subventionen jedoch als unzulässige staatliche Beihilfen eingestuft werden. Dies würde die Handlungsfähigkeit der zuständigen Behörden und Transportunternehmen massiv einschränken und potenziell dazu führen, dass Angebote, die heute für die Bevölkerung und die Wirtschaft unverzichtbar sind, eingestellt oder stark reduziert werden müssten. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, autonom und bedarfsgerecht die notwendige finanzielle Unterstützung für ihren öffentlichen Verkehr zu gewähren. Die Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater EBG ist eine weitere Quelle erheblicher Besorgnis. Diese Bestimmung erlaubt es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Wir befürchten eine unheilvolle "Rosinenpickerei", bei der internationale Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken befahren werden. Dies würde die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die für die Aufrechterhaltung des gesamten Netzes, einschliesslich der unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien, verantwortlich sind, finanziell massiv schwächen. Die Einnahmen aus den lukrativen Strecken würden ins Ausland abfliessen, während die Kosten für den Unterhalt und Betrieb des

gesamten Streckennetzes weiterhin auf den hiesigen Anbietern lasten würden. Dies gefährdet die finanzielle Grundlage unseres Service public und damit die gesamte Mobilitätsinfrastruktur des Landes. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend und entbehrt jeder verbindlichen Kraft. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz verpflichtet wäre, diese Änderungen dynamisch zu übernehmen, besteht die reale Gefahr, dass die schweizerische Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs sukzessive ausgehöhlt wird. Diese Erklärung ist somit nichts anderes als eine symbolische Geste, die die gravierenden Folgen der automatischen Rechtsübernahme nicht abmildert. Die Kontrolle über die eigene Schieneninfrastruktur würde mit der dynamischen Rechtsübernahme schrittweise aufgegeben. Die Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Dies widerspricht dem Prinzip der föderalen Autonomie und der schweizerischen Tradition, eigene Lösungen zu entwickeln, die den spezifischen Bedürfnissen unseres Landes Rechnung tragen. Die Entscheidungsgewalt über die Gestaltung und den Ausbau unserer wichtigen Bahninfrastruktur würde zunehmend von Brüssel aus diktiert. Die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater EBG stellt, wie bereits dargelegt, einen direkten Angriff auf den Service public dar. Die Möglichkeit für ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen, sich auf die profitabelsten Strecken zu konzentrieren, schwächt unsere eigenen Transportunternehmen. Dies untergräbt deren Fähigkeit, ihren umfassenden Versorgungsauftrag zu erfüllen und gefährdet langfristig die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis, welche die Schweiz zwingt, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Kriterien für Ausschreibungen primär nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs eine ernsthafte Bedrohung für den schweizerischen Service public darstellen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die Einführung der Kabotage und die Einschränkung der nationalen Gestaltungshoheit bergen erhebliche Risiken für die Finanzierung, die Qualität und die flächendeckende Versorgung des öffentlichen Verkehrs. Es ist dringend geboten, diese Risiken ernst zu nehmen und Massnahmen zu ergreifen, die die Souveränität der Schweiz und die Integrität ihres Service public gewährleisten. Die vorgeschlagene Ausgestaltung birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre eigenen, bewährten Modelle des öffentlichen Verkehrs opfert und sich stattdessen einem Regelwerk unterwirft, das primär den Interessen der EU dient und nicht den spezifischen Bedürfnissen unseres Landes.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine existentielle Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar und gefährden die Versorgungssicherheit, die wir bisher als selbstverständlich erachten durften. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere in Bezug auf ACER und ENTSO-E, konvertiert die Schweiz von einem eigenständigen Entscheidungsträger zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jedwedes Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Grundlegende Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit künftig in Brüssel getroffen, was das Ende unserer nationalen Autonomie in einem Sektor von existenzieller Bedeutung markiert. Die Schweizerische Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch diese Entwicklung von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Sie ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel zu implementieren, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Es besteht die reale Gefahr, dass diese als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die angestrebte Marktliberalisierung empfindlich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der lokale und dezentrale Energieproduzenten begünstigt, wird durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv und gefährdet die Vielfalt und Resilienz unseres Energiesystems. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln massiv eingeschränkt. Es stellt sich die dringende Frage, wer in diesem neuen System die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU scheinen willens oder in der Lage zu sein, diese Verantwortung umfassend zu übernehmen. Dieses Vorgehen ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen

Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleinere und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der reine Markt nicht übernimmt, müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) führt in Art. 4a ff. eine vollständige Strommarktliberalisierung ein, die nachweislich zu Preisvolatilität führt und die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) gefährdet. Darüber hinaus untergräbt es die föderalen Strukturen durch eine verschärfte Unbundling-Praxis (Art. 10, 18, 19). Ebenso schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unverkennbare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz in eine strategisch nachteilige Position drängen, die Souveränität in einem existenziellen Sektor aufgibt, die Versorgungssicherheit aufs Spiel setzt und die bewährten föderalen Strukturen sowie die dezentrale Energieerzeugung untergräbt. Dies ist ein Weg, der unserer Nation nicht zuträglich ist und dessen Konsequenzen wir dringend und kritisch prüfen müssen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen, einschliesslich des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), der Anpassung des Kartellgesetzes (KG) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) und des Luftfahrtgesetzes (LFG), stellen einen fundamentalen und höchst bedenklichen Eingriff in die Schweizer Rechts- und Wirtschaftsordnung dar. Anstatt die bewährte Praxis der Subventionspolitik, die als legitimes politisches Instrument von Bund, Kantonen und Gemeinden dient und auf nationalen Interessen basiert, zu stärken, droht eine systematische Unterstellung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime. Die Souveränität der Kantone und die föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer zentralen Kontrollinstanz, der neuen Beihilfekammer, massiv untergraben. Diese Behörde, die gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG als integraler Bestandteil der WEKO agieren wird, fungiert de facto als verlängerter Arm der EU. Anstatt dass die Kantone eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung entscheiden können, werden ihre Beschlüsse einer externen, EU-konformen Überprüfung unterworfen. Dies wird durch die Neuregelung im BGG, insbesondere durch die Einführung des neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, zementiert. Dieser Artikel gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu Bittstellern degradiert und ihnen die Verfahrensautonomie entzieht. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können somit mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Hoheit darstellt. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke und Infrastrukturen im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in

Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist hierfür ein eklatantes Beispiel. Sie bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem EU-Regime, wodurch jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verloren geht. Die Schaffung der neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG resultiert in der Entstehung einer undurchsichtigen "Superbehörde". Diese Instanz wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Eine solche Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernt ist, ist gefährlich und widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist zudem ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit dem neuen Beschwerderecht nach Art. 31a VGG ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen weiter zu schwächen. Ein besonders alarmierendes Zeichen ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient offensichtlich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass deren Entscheidungen kritisch hinterfragt werden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der Schweiz in zentralen Politikbereichen darstellen. Sie ersetzen eine bewährte, demokratisch legitimierte Praxis durch eine fremdbestimmte, technokratische Kontrolle. Die dadurch entstehenden Einschränkungen der nationalen und kantonalen Souveränität sowie die Schwächung des Föderalismus sind inakzeptabel und laufen den schweizerischen Staatsprinzipien fundamental zuwider. Es ist dringend geboten, diese tiefgreifenden Eingriffe abzulehnen und die Eigenständigkeit der Schweiz in der Gestaltung ihrer Wirtschaftspolitik zu verteidigen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Kontext der Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und der damit verbundenen Anpassungen des revidierten Bundesgesetzes über die- fremdenpolizei (Fremdenpolizeigesetz, FPG) sowie des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), stellen eine inakzeptable Unterwanderung der schweizerischen Souveränität und eine gravierende Aushöhlung der direkten Demokratie dar. Sie widersprechen fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und missachten den klaren Willen des schweizerischen Volkes, welcher sich wiederholt gegen eine unkontrollierte Einwanderung ausgesprochen hat. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf statt zehn Jahren gewährt EU-Bürgern einen quasi unentziehbaren „Niederlassungsstatus C PLUS“. Diese Entwicklung ist alarmierend, da sie selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe anwendbar sein soll. Solch eine Regelung untergräbt die innere Sicherheit und stellt eine untragbare Belastung für die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist offensichtlich. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden auf die Schultern der Schweizer Steuerzahler sowie der Kantone und Gemeinden abgewälzt. Dies ist angesichts der angespannten Finanzlage vieler Gemeinden und Kantone nicht länger hinnehmbar. Der Familiennachzug wird zudem auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und somit zu explodierenden Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ erweist sich als reines Placebo und als billige Täuschung. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies entlarvt die Klausel als reine Erpressung und nicht als Schutzmassnahme für die Schweiz. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig automatisch nach der sogenannten „Integrationsmethode“ erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei jeder künftigen Verschärfung des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliches Mitspracherecht verlieren werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und eine Kapitulation vor der Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) konkretisieren diese Unterwanderung massiv. Die Neufassung von Artikel 41c AIG und die Aufhebung von Artikel 29a AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, während ein Ausschluss, selbst bei klarer

Abhängigkeit, praktisch unmöglich wird. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, die keinerlei wirkliche Steuerung ermöglicht. Zwar definiert sie Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen, versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Auch scheinbar technische Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) sind Folgeänderungen, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollziehen. Sie zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist lediglich eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Es wird daher dringend empfohlen, die vorgeschlagenen Änderungen abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und stellen eine fundamentale Abkehr von bisherigen Prinzipien dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in automatische, rechtlich bindende Verpflichtungen untergräbt die demokratische Kontrolle über substanzielle finanzielle Mittel und schwächt die

Stellung der Schweiz als souveräner Staat. Es handelt sich hierbei nicht um eine freiwillige Unterstützung, sondern faktisch um eine Zwangsabgabe, die ohne entsprechende Mitspracherechte und Gegenleistungen verhängt wird. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung der Beiträge birgt das erhebliche Risiko exponentiell steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert dadurch jegliche Möglichkeit, zukünftige Zahlungen zu beeinflussen oder abzulehnen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu leisten. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der Souveränität und der nationalen Entscheidungsfreiheit. Die Schweiz würde in der Konsequenz zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne im Gegenzug einen garantierten oder auch nur substanziell verbesserten Marktzugang zu erhalten oder bestehende handelspolitische Hindernisse abgebaut zu sehen. Die finanzielle Bindung dient primär der institutionellen Anbindung der Schweiz an die EU, was auf Kosten der Souveränität geht und nur marginale oder keine greifbaren Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung mit sich bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein bemerkenswerter Schritt, der die bisher auf freiwilliger Basis erfolgenden Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung überführt. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag und automatisiert finanzielle Transaktionen, die bisher Gegenstand politischer Debatten und parlamentarischer Genehmigung waren. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Das KoBG wird so zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten und die Budgethoheit des Parlaments auszuhöhlen, indem ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Gelder geschaffen wird, wie dies in Artikel 1 KoBG angelegt ist. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (AFB) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der nationalen Gesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz, indem sie sich freiwillig einer von aussen diktierten Finanzverpflichtung unterwirft, welche die politische und fiskalische Handlungsfreiheit des Landes empfindlich einschränkt. Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des AFB ist zudem irreführend und politisch opportunistisch. Der «gute Name» der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und gesellschaftlich umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es drängt sich die Frage auf, ob die Schweiz bereit ist, ihre Glaubwürdigkeit in der Friedensförderung aufs Spiel zu setzen, um finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU zu erfüllen, deren Notwendigkeit und Angemessenheit keineswegs erwiesen ist. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen zu den finanziellen Beiträgen eine erhebliche Schwächung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle bedeuten. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, ohne garantierte Vorteile und mit dem Risiko unkontrollierbar steigender Kosten. Die gesetzliche Verankerung dieser Verpflichtungen entzieht dem Parlament seine Kernkompetenzen und stellt eine faktische Abgabe dar, die mit unseren rechtsstaatlichen Prinzipien nur schwer vereinbar ist. Es ist zwingend notwendig, diese Aspekte kritisch zu prüfen und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger gewahrt bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regularien im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem Deckmantel einer rein technischen Angleichung stellt eine grundlegende Gefährdung der schweizerischen Souveränität, unserer hohen Qualitätsstandards und der Existenzgrundlage unserer landwirtschaftlichen Betriebe dar. Der Titel „Lebensmittelsicherheit“ ist irreführend, da es sich de facto um eine umfassende Integration der gesamten schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft in das EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ handelt. Dies impliziert eine Unterwerfung unter ein Regelwerk, das nicht nur potenziell tiefere Standards aufweist, sondern auch auf die Bedürfnisse und die Struktur der Massenproduktion in der EU zugeschnitten ist und nicht auf die Vielfalt und die spezifischen Anforderungen der Schweiz. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich in der Welt einen Namen gemacht hat und ein entscheidender Wettbewerbsvorteil für unsere Produzenten ist, gerät durch diese Angleichung massiv unter Druck. Die notwendige Anpassung an oft weniger strenge EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels „Made in Switzerland“. Wenn Produkte nach denselben, weniger rigorosen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, verlieren sie ihren eigenständigen Wert und ihre Differenzierungskraft am Markt. Darüber hinaus birgt die sogenannte „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, eine inakzeptable Form der politischen Erpressung. Die Schweiz wird in eine Situation gezwungen, in der eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk in Gefahr bringt. Dies beraubt uns jeglicher souveränen Entscheidungsfreiheit in einem für unsere Wirtschaft und Gesellschaft existenziell wichtigen Bereich. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen auf Schweizer

Betrieben, seien es Ställe, Käsereien oder Restaurants, stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Eigenständigkeit und die Autonomie unserer nationalen Kontrollsysteme untergräbt. Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine mit ihren Festwirtschaften überrollen würde. Die Implementierung der komplexen und auf die EU-spezifische Situation zugeschnittenen Vorschriften würde für viele dieser Betriebe eine unüberwindbare Hürde darstellen und somit lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Übernahme systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, und damit den Volkswillen in dieser ethisch und ökologisch sensiblen Frage missachten. Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die schweizerische Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten. Indem die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterworfen wird, führt dies zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren etablierten hohen Standards. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz dar. Unsere nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich breit akzeptierten Tierschutzvorschriften werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies ist nicht nur ein Rückschritt für das Tierwohl, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Freiheit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie bedroht die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden durch eine erstickende Bürokratie erdrückt, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern und unsere Landwirtschaft direkt betreffen. Dies ist eine gefährliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist besorgniserregend. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Nicht zuletzt gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit erheblich. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage nicht als technische Angleichung, sondern als sukzessive Unterwerfung unter das EU-Recht zu verstehen ist, welche die schweizerischen Interessen fundamental missachtet. Wir lehnen diese Übernahme in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Michael Saxer (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Michael Saxer · +41796764989 · msaxer@antis.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung zur Neuausrichtung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union gibt zu erheblichen Bedenken Anlass und bedarf einer kritischen und zurückhaltenden Prüfung. Eine voreilige Annahme dieses Pakets birgt die Gefahr, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz nachhaltig zu untergraben. Die Einführung eines institutionellen Rahmens, der auf die Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz ohne substanzielle Mitsprache der eidgenössischen Räte abzielt, widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung. Insbesondere Artikel 2 der Bundesverfassung (BV), der die Aufgabe des Bundes darin beschreibt, "das Wohl des Landes" zu sichern und "die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren", wird durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament die Möglichkeit hat, diese Rechtsakte inhaltlich zu gestalten oder abzulehnen, massiv tangiert. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, wie sie in einem institutionellen Rahmen vorgesehen sein könnte, bedeutet de facto eine Aushöhlung der demokratischen Legitimation und eine Beschneidung der legislativen Kompetenzen des nationalen Gesetzgebers. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz haben ihre Vertreter im Parlament gewählt, um deren Interessen zu vertreten und Gesetze zu verabschieden. Wenn jedoch EU-Recht ohne jegliche nationale Beteiligung übernommen werden muss, verliert das Parlament seine entscheidende Funktion und die Stimmbürger ihre Mitsprachemöglichkeiten in wichtigen Bereichen. Die Frage des Streitbeilegungsmechanismus ist ebenfalls äusserst problematisch. Eine Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) oder eine ähnliche Instanz, die nicht der Schweizer Rechtsordnung untersteht, würde die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität des Schweizer Rechtssystems erheblich beeinträchtigen. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an das Recht gebunden. Wenn jedoch ein ausländisches Gericht, wie der EuGH, die verbindliche Auslegung von Recht in der Schweiz vornehmen kann, wird die Rolle der Schweizer Gerichte de facto zu einer reinen Vollzugsinstanz degradiert. Dies wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Gewaltenteilung auf, wie sie in Artikel 5 BV verankert ist. Die Idee, dass ein oberstes Schweizer Gericht oder die Bundesversammlung in letzter Instanz nicht mehr über die korrekte Anwendung des Schweizer Rechts entscheiden kann, sondern an die Auslegung des EuGH gebunden ist, ist inakzeptabel. Es besteht die reale Gefahr, dass das EU-Recht auf eine Weise interpretiert wird, die den Besonderheiten und den rechtsstaatlichen Traditionen der Schweiz nicht Rechnung trägt. Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Während von der EU eine reibungslose Teilnahme am Binnenmarkt propagiert wird, werden die Kosten und die Komplexität der Umsetzung von EU-Regularien oft unterschätzt. Die Gefahr einer übermässigen Bürokratisierung und einer Belastung für die Schweizer KMU ist nicht zu vernachlässigen. Dies steht im Widerspruch zur wirtschaftlichen Stärke und Flexibilität, die die Schweiz bisher ausgezeichnet hat. Die Freiheit, eigene regulatorische Standards zu setzen, die auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sind, würde verloren gehen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und zu einer Angleichung an niedrigere Standards führen, was den Grundsätzen eines fairen Wettbewerbs widerspricht. Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Unionsbürger. Die potenziell weitreichenden Rechte, die Unionsbürgern in der Schweiz gewährt werden könnten, ohne dass eine ausgewogene Gegenseitigkeit von Schweizer Bürgern in der EU sichergestellt ist, bedürfen einer genauen Prüfung. Artikel 9 der Bundesverfassung gewährleistet die Gleichbehandlung aller Bürgerinnen und Bürger vor dem Gesetz. Jedoch birgt eine einseitige Erweiterung von Rechten für ausländische Bürger ohne entsprechende Vorteile für Schweizer Staatsbürger im Ausland eine potenzielle Ungleichheit und eine Beeinträchtigung des Prinzips der Gleichbehandlung, wie es im Inland gelten sollte. Die Frage der Sozialwerke und deren Finanzierung durch die Schweizer Steuerzahler im Falle einer verstärkten Zuwanderung von Unionsbürgern ist ebenfalls Gegenstand ernsthafter Bedenken und muss im Lichte der finanziellen Stabilität des Sozialstaates sorgfältig abgewogen werden. Abschliessend lässt

sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket mit der EU eine Reihe von erheblichen Risiken für die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Stärke der Schweiz birgt. Eine kritische und abwägende Haltung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass zukünftige Vereinbarungen im besten Interesse unseres Landes und seiner Bürgerinnen und Bürger gestaltet werden und nicht zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Identität und unserer demokratischen Grundsätze führen. Die Schweizer Bevölkerung hat sich in der Vergangenheit immer wieder für die Wahrung ihrer Eigenständigkeit und ihrer bewährten Prinzipien ausgesprochen. Dieses Paket scheint diese Errungenschaften zu gefährden und bedarf daher einer äusserst zurückhaltenden und prinzipientreuen Prüfung. Es darf nicht sein, dass die Schweiz unter dem Deckmantel einer vermeintlichen Modernisierung ihrer Beziehungen zur EU faktisch zu einer Anhängselin der EU degradiert wird. Die Wahrung unserer Souveränität muss oberste Priorität haben, und jeder Schritt in Richtung einer engeren Bindung muss transparent und mit voller Achtung unserer verfassungsmässigen Ordnung erfolgen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die damit verbundenen Abkommen drohen, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu bringen, die mit den Grundsätzen unserer direkten Demokratie und unseres föderalistischen Systems unvereinbar ist. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von flankierenden Massnahmen, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer rechtlichen Autonomie dar. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) sowie das Bundesgesetz über die Gottaerhaltung der Bundesverfassung (Art. 188 Abs. 1 Bst. a BGG) legen die Grundlagen unseres Rechtssystems fest. Die Einführung von EU-Regulierungen, die nicht mehr im nationalen Parlament durch ein faktenbasiertes Gesetzgebungsverfahren und anschliessende Volksabstimmungen legitimiert werden können, widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns. Die Gefahr, dass Bestimmungen des EU-Rechts, die nicht im Einklang mit den schweizerischen Verfassungsgrundsätzen stehen, dennoch Anwendung finden, ist real. Die Bundesverfassung (Art. 190 Abs. 2 BV) verlangt, dass Bundesgesetze dem Völkerrecht und dem Recht der Europäischen Gemeinschaften nicht widersprechen dürfen. Dies bedeutet, dass die Schweiz potenziell gezwungen wäre, EU-Recht anzuwenden, auch wenn es im Widerspruch zu höherrangigem schweizerischem Recht stünde, was eine nicht hinnehmbare Rechtsunsicherheit schafft. Des Weiteren ist die angebliche "Stabilisierung" der Beziehungen als ein Versuch zu werten, die Schweiz fester an die EU zu binden, ohne die damit verbundenen Verpflichtungen transparent zu machen. Die Erfahrungen mit bestehenden bilateralen Abkommen haben gezeigt, dass die EU ihre Position in Verhandlungen stets ausbaut und die Schweiz unter Druck setzt, weitere Integrationsschritte zu vollziehen. Dies widerspricht dem Geist der Souveränität, der für die Schweiz von zentraler Bedeutung ist. Die Rechtsordnung der EU ist dynamisch und entwickelt sich stetig weiter. Eine fortlaufende Übernahme von neuem EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dies auf seine Vereinbarkeit mit der schweizerischen Verfassung und den Interessen der Bevölkerung zu prüfen, ist nicht tragbar. Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Vertiefung der Beziehungen zur EU sind ebenfalls mit grossen Fragezeichen zu versehen. Während Befürworter von einem erleichterten Marktzugang sprechen, wird die Kehrseite der Medaille, nämlich die erhöhte Abhängigkeit und die Notwendigkeit, sich an EU-Standards anzupassen, die für die schweizerische Wirtschaft nicht immer vorteilhaft sind, oft verschwiegen. Die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen KMUs könnte durch die Übernahme von EU-Normen, die auf grössere Märkte zugeschnitten sind, leiden. Es ist fraglich, ob die vermeintlichen Vorteile den potenziellen Nachteil einer verstärkten regulatorischen Konvergenz aufwiegen. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Möglichkeit, Rechtsstreitigkeiten auf nationaler Ebene zu klären, werden ebenfalls bedroht. Die Übertragung von Zuständigkeiten an supranationale Gerichte, die potenziell auch über die Auslegung des schweizerischen Rechts entscheiden, ist mit dem Grundsatz der nationalen Rechtsprechung unvereinbar. Die Eigenständigkeit der schweizerischen Justiz, die auf dem Prinzip der Volkssouveränität fusst, würde geschwächt. Die Transparenz und die demokratische Legitimation von Entscheiden, die im Rahmen neuer Vereinbarungen mit der EU getroffen werden, sind äusserst fragwürdig. Werden die schweizerischen Bürgerinnen und Bürger wirklich in der Lage sein, die Auswirkungen dieser Vereinbarungen zu verstehen und Einfluss darauf zu nehmen? Die Gefahr einer undurchsichtigen Einflussnahme durch Brüssel auf die schweizerische Politik ist eine ernstzunehmende Sorge, die nicht ignoriert werden darf. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar auf den ersten Blick verlockend klingen mag, bei näherer Betrachtung jedoch erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien birgt. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und keine Abkommen unterzeichnet, die ihre Fähigkeit zur Selbstbestimmung einschränken. Die Erhaltung unserer Eigenständigkeit und die Wahrung unserer nationalen Interessen müssen oberste Priorität haben. Eine blosse Übernahme von EU-Recht ohne wirksame

Kontrollmechanismen und die Möglichkeit der nationalen Verankerung wäre ein gefährlicher Schritt in die falsche Richtung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst besorgniserregend, dass die Notwendigkeit einer "inländischen Umsetzung" überhaupt thematisiert werden muss, da dies impliziert, dass die Rechtsordnung der Europäischen Union über die schweizerische Gesetzgebung gestellt werden könnte. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 der Bundesverfassung (BV), welcher besagt, dass die Schweiz souverän ist und ihre Angelegenheiten selbst regelt. Eine blosse Übernahme von EU-Recht, selbst unter dem Deckmantel der "inländischen Umsetzung", birgt die Gefahr, dass schweizerische Gesetzgeber ihre eigene Gestaltungsfreiheit aufgeben und stattdessen an externe Vorgaben gebunden werden. Besonders kritisch ist die potenzielle Auswirkung auf die Gewaltentrennung und die parlamentarische Kontrolle. Wenn die EU-Rechtsprechung, insbesondere die des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH), direkt oder indirekt massgebliche Bedeutung für die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts erlangt, ohne dass diese Auslegung einer demokratischen Legitimation durch das Schweizer Parlament unterliegt, so wird die Legislative ausgehöhlt. Dies tangiert das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV und das Recht auf demokratische Mitwirkung. Es muss klargestellt werden, wer die ultimative Kompetenz zur Normsetzung und Rechtsauslegung in der Schweiz besitzt. Die Bundesverfassung, insbesondere Artikel 164 BV, gibt dem Parlament die primäre Gesetzgebungskompetenz. Eine Übernahme von EU-Recht, die diese Kompetenz unterläuft, ist inakzeptabel. Weiterhin besteht die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die nicht transparent und demokratisch legitimiert ist. Die sogenannte "innere Umsetzung" könnte dazu missbraucht werden, schweizerisches Recht sukzessive so zu verändern, dass es den Vorgaben der EU entspricht, ohne dass diese Änderungen durch einen ordentlichen Gesetzgebungsprozess mit Vernehmlassung und parlamentarischer Debatte gehen. Dies würde die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen erheblich beeinträchtigen, da sie nicht mehr klar wissen können, welche Regeln für sie gelten und woher diese stammen. Die rechtsstaatlichen Garantien, wie sie in den Artikeln 30 und 31 BV verankert sind, die unter anderem das Recht auf ein unabhängiges Gericht und die Rechtsgleichheit gewährleisten, könnten hierdurch gefährdet werden, wenn die Auslegung durch fremde Gerichte erfolgt und diese nicht denselben rechtsstaatlichen Standards verpflichtet sind. Die Formulierung "inländische Umsetzung" impliziert ferner, dass die Schweiz verpflichtet sein könnte, EU-Richtlinien und -Verordnungen in ihr nationales Recht zu überführen. Dies birgt die Gefahr einer Überregulierung und einer Bürokratisierung, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft zugeschnitten ist. Die schweizerische Rechtsordnung hat sich historisch bewährt und die Schweiz zu einem prosperierenden Land gemacht. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht riskiert, diese Erfolge zu gefährden. Es muss sichergestellt werden, dass jede Anpassung des schweizerischen Rechts dem Prinzip der Verhältnismässigkeit gemäss Artikel 5 BV und der Subsidiarität entspricht. Ausserdem ist zu hinterfragen, inwiefern eine "inländische Umsetzung" die Handlungsfreiheit der Schweiz in der Aussenpolitik einschränkt. Wenn die Schweiz verpflichtet ist, EU-Recht zu übernehmen, um die Beziehungen zur EU aufrechtzuerhalten, verliert sie an Autonomie und Flexibilität auf der internationalen Bühne. Dies könnte sich negativ auf die Verhandlungsposition der Schweiz in anderen internationalen Angelegenheiten auswirken. Die Aussenpolitik der Schweiz muss im Einklang mit ihren eigenen Interessen und Werten stehen, wie sie auch in Artikel 2 BV verankert sind, der die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz sowie die Förderung des Friedens und der internationalen Zusammenarbeit zum Ziel hat. Eine auf EU-Recht basierende Aussenpolitik würde diesen Zielen potenziell zuwiderlaufen. Es muss auch die Frage der Souveränität über die Grenzen beantwortet werden. Artikel 3 BV erklärt, dass die Kantone souverän sind, solange ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt wird. Eine Übernahme von EU-Recht, die indirekt die Kompetenzen der Kantone einschränkt oder die kantonalen Gesetzgebungsbefugnisse untergräbt, wäre ebenfalls problematisch. Die föderale Struktur der Schweiz und die Rechte der Kantone sind zentrale Pfeiler unseres Staates und dürfen nicht durch externe Abkommen kompromittiert werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die blosse Vorstellung einer "inländischen Umsetzung" von EU-Recht erhebliche Vorbehalte hervorruft. Sie birgt die Gefahr, die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien, die parlamentarische Kontrolle und die Handlungsfreiheit der Schweiz zu untergraben. Jede Form der Rechtsübernahme muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, ob sie im Einklang mit der Bundesverfassung steht und den schweizerischen Interessen dient. Die demokratische Legitimation jeder Massnahme muss jederzeit gewährleistet sein, und die schlussendliche Entscheidungsbefugnis muss bei den eidgenössischen und kantonalen Räten liegen. Jegliche Formulierung, die die Möglichkeit einer automatischen oder indirekten Übernahme von EU-Recht suggeriert, muss entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme zum Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Massnahmen. Diese scheinen in erster Linie darauf abzielen, die Schweiz an EU-Standards anzupassen, anstatt den bestehenden, bewährten schweizerischen Lohnschutz zu stärken. Die Sorge ist gross, dass die vorgesehene Ausweitung der Personenfreizügigkeit in Verbindung mit den angepassten Lohnschutzmassnahmen zu einer flächendeckenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus führen wird, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Die als Massnahmen zum Lohnschutz deklarierten Punkte erscheinen wenig mehr als kosmetische Anpassungen, die den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch eine noch weitergehende Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht, in keiner Weise kompensieren können. Anstatt die robusten und in der Schweiz erfolgreich etablierten flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit zu stärken, wird hier eine Aufweichung und eine Angleichung an EU-Normen betrieben. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratisch ausgefeilter, jedoch in ihrer Wirksamkeit zur Verhinderung von Lohndumping fragwürdig. Dies öffnet insbesondere ausländischen Unternehmen Tür und Tor für die Ausbeutung des Schweizer Arbeitsmarktes und führt zu unfairem Wettbewerb. Die Kontrollmechanismen, die entscheidend für die Durchsetzung des Lohnschutzes sind, werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der bewährten paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was ein direkter Angriff auf die Errungenschaften der schweizerischen Sozialpartnerschaft darstellt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, geregelt in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein vergiftetes Geschenk. Diese Bestimmungen greifen massiv in die schweizerische Vertragsfreiheit ein und sind offensichtlich eine Reaktion auf EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die notwendige Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Das eigentliche Problem des Lohndrucks wird dadurch nicht gelöst, sondern es werden neue bürokratische Hürden geschaffen. Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Systems. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Darüber hinaus ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, konkret Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, äusserst problematisch. Diese Verknüpfung zementiert die jährlichen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabtretung in einem sensiblen Bereich der nationalen Politik. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft schwächeren Modellen aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz de facto zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies öffnet die Tür für willkürliche Zugriffe auf Schweizer Vermögen auf Basis von Entscheidungen, die nicht unserem Rechtssystem unterliegen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit als unzureichend und eher als verschleiernde kosmetische Korrekturen erscheinen. Sie drohen, den Lohnschutz aufzuweichen, die Kontrollmechanismen zu schwächen und die schweizerische Souveränität weiter zu tangieren. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die bestehenden, bewährten Schutzmechanismen zu stärken und nicht zu liquidieren, um die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz auf dem hohen Niveau zu halten, das unsere Bevölkerung zu Recht erwartet und unser Wohlstand verlangt. Wir fordern eine deutliche Überarbeitung der Vorschläge mit dem klaren Ziel, den schweizerischen Lohnschutz zu festigen und nicht zu schleifen.

Strom

Sehr geehrte Damen und Herren, mit grösster Besorgnis nehmen wir die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom zur Kenntnis, die eine tiefgreifende Untergrabung der Schweizer Energiesouveränität und der bewährten Versorgungsstrukturen darstellen. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit künftig in Brüssel getroffen, was eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungshoheit bedeutet. Die ElCom, bisher eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, droht zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk zu verkommen. Die undemokratisch legitimierten Vorschriften aus Brüssel müssen umgesetzt werden, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die angedrohten EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das äusserst bewährte System der Wasserzinsen, das substanziell den Bergkantonen zugutekommt und dort für Wertschöpfung und Akzeptanz sorgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Auswirkungen auf diese Regionen und würde die Verteilungsgerechtigkeit in unserem Land erheblich beeinträchtigen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die bedeutenden Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die dezentrale Energieproduktion und könnte die Energiewende lokal massiv behindern, anstatt sie zu fördern. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Primat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in Zukunft die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird. Weder der Markt allein noch die EU sind in der Lage oder willens, diese essenzielle Aufgabe in unserem Sinne zu gewährleisten. Dies ist ein hochgefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Bevölkerung und die Schweizer Wirtschaft katastrophal sein können. Die geplante vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Denn die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der vermeintlich „freie Markt“ nicht adäquat abbildet, müssen dann über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine versteckte Preiserhöhung zulasten der breiten Bevölkerung. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Strommarktliberalisierung birgt erhebliche Risiken: Es führt zu einer nicht kalkulierbaren Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer als unzureichend erachteten Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt unsere föderalen Strukturen durch eine verschärfte Unbundling-Pflicht (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht jeglicher Logik einer dezentralen und nachhaltigen Energiewende und bevorzugt stattdessen grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen massiv bremsen und die Schweiz noch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen. Die vollständige Strommarktliberalisierung gemäss dem neuen 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) stellt ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft dar. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem unerbittlichen Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten unabsehbare und potenziell katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere bewährten föderalen Strukturen und die funktionierende Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar. Wir appellieren dringend an die zuständigen Stellen, diese gravierenden Bedenken ernst zu nehmen und sicherzustellen, dass die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz nicht kompromittiert werden. Ein Beitritt zu EU-Regularien, die primär den Interessen anderer Länder dienen, ist für die Schweiz nicht tragbar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regulierungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, verschleiert unter dem harmlosen Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt nichts weniger als eine umfassende und unzumutbare Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dieses Vorhaben geht weit über die eigentliche Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit hinaus und bedroht auf fundamentalste Weise unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein über Jahrzehnte aufgebautes und hart erarbeitetes Markenzeichen, wird durch diese Angleichung an oft tiefere und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards unweigerlich aufs Spiel gesetzt. Die Entwertung des Labels "Made in Switzerland" ist eine direkte Folge, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der Europäischen Union. Dies zerstört nicht nur einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, sondern untergräbt auch das Vertrauen der Konsumenten in die überlegene Qualität, die sie von Schweizer Erzeugnissen erwarten dürfen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) manifestiert diesen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Die daraus resultierende erstickende Bürokratie und der Verlust an hohen Standards sind nicht hinnehmbar. Ein besonders gravierendes Problem stellt die sprichwörtliche "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Diese politische Erpressung, die eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens mit dem Ende des gesamten bilateralen Vertragswerks gleichsetzt, ist eine inakzeptable Einschränkung unserer Souveränität und blockiert jegliche Möglichkeit einer eigenständigen, auf Schweizer Interessen basierenden Entscheidung. Des Weiteren ist die geplante Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver und unannehmbarer Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren Prioritäten und Interessen sich zwangsläufig von unseren unterscheiden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Anlass müssten die komplexen und für ihre spezifische Situation oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird unweigerlich zur Zerstörung lokaler Traditionen und zur Gefährdung wirtschaftlicher Existenzen führen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier auf perfide Weise missachtet und eine technologische Entwicklung aufgedrängt, die wir in unserer Verfassung explizit untersagt haben. Auch im Bereich des Tierschutzes sind die Folgen verheerend. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen weiteren Verlust an Souveränität. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG untergräbt auch hier die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Schliesslich ist die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) inakzeptabel. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Gleiches gilt für das Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG). Mit der Übernahme der EU-Verordnungen gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen eine gefährliche Erosion unserer Souveränität, eine Aufweichung unserer Qualitätsstandards, eine

übermässige bürokratische Belastung und eine Missachtung des Volkswillens bedeutet. Es ist ein Deal, der die Schweiz nicht stärkt, sondern schwächt und in eine Abhängigkeit von Brüssel treibt, die wir entschieden ablehnen müssen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Ich äussere hiermit meine tiefgreifende Besorgnis und scharfe Ablehnung hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung, wie sie im Rahmen der Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und weiterer EU-Rechtstexte vorgesehen sind. Die vorliegenden Vorlagen bedeuten eine gravierende und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und widersprechen diametral dem klaren Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die geplante Ausgestaltung der Personenfreizügigkeit geht weit über das hinaus, was die Schweizer Bevölkerung in Bezug auf die Zuwanderung jemals bewilligt hat. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, das bereits nach fünf statt zehn Jahren gewährt wird und faktisch einer „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt, ist ein besonders besorgniserregender Punkt. Dieses Status, das kaum noch entziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, stellt eine direkte Bedrohung für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Es ist unannehmbar, dass Personen, die dem Schweizer Sozialsystem zur Last fallen, eine quasi unantastbare Aufenthaltsgarantie erhalten. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, während die EU von der Entlastung ihrer eigenen Sozialsysteme profitiert. Diese Entwicklung ist sozial und wirtschaftlich nicht tragbar. Die Ausweitung des Familiennachzugs ist geradezu beispiellos für ein Land, das kein Mitglied der Europäischen Union ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu einer explosionsartigen Zunahme der Sozialkosten führen. Diese Massnahmen sind offensichtlich darauf ausgelegt, die Zuwanderung zu maximieren, anstatt sie zu steuern. Die sogenannte „Schutzklausel“, die im Vertragspaket enthalten ist, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht die EU im Falle einer auch nur theoretischen Anwendung mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Klausel zum Schutz der Schweiz, sondern eine klare Erpressungsdrohung, die uns zur Unterwerfung zwingen soll. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ ist ein Frontalangriff auf unsere direkte Demokratie. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden automatisch in unser nationales Recht übernommen. Das Schweizer Parlament und das Volk hätten faktisch keine Mitsprache mehr. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres demokratischen Selbstbestimmungsrechts. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Der neue Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a des AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei nachweislicher Abhängigkeit, wird kaum noch möglich sein. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Sie definiert zwar einige Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, wobei die Last auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen wird. Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) durch das Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGVB) im neuen Art. 2 Abs. 1bis ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Schweizer Gründlichkeit wird für EU-Kompatibilität geopfert. Die Änderungen im Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG) sind ebenfalls höchst bedenklich. Die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Art. 25f Abs. 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Auch die Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB), insbesondere der neue Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24, sind eine Folgeänderung, die die

Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Schweizer Recht nachvollzieht. Es zeigt, wie tiefgreifend die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) stellt eine bedenkliche Entwicklung dar. Die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung wird durch einen automatisierten EU-Mechanismus ersetzt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich birgt dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche und weitreichende Kapitulation vor den Interessen der Europäischen Union darstellen. Sie untergraben unsere Souveränität, gefährden unsere soziale Sicherheit und unser demokratisches System. Ich fordere daher entschieden, diese Vorlagen abzulehnen und die Schweiz auf ihrem Kurs der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung zu belassen.

Finanzieller Beitrag

Betreff: Stellungnahme zum Bereich: Finanzieller Beitrag Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere die Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und dürfen in ihrer derzeitigen Form nicht akzeptiert werden. Was vordem eine freiwillige, vom Parlament kontrollierte und auf jährlicher Basis überprüfbare Leistung darstellte, soll nun in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht überführt werden. Dieser Wandel bedeutet einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Es handelt sich hierbei faktisch um die Einführung einer Zwangsabgabe, die die Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigt. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein reines Lockangebot, dessen wahrer Zweck in dem im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung verborgen liegt. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der Europäischen Union führen, welche die Schweiz dann nicht mehr ablehnen kann. Die Schweiz würde in die Rolle eines Nettozahlers gedrängt, der seine Verpflichtungen zu erfüllen hat, ohne dabei eine echte Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Wir bezahlen hier für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität untergräbt und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Ergebnisse mit sich bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur Budgethoheit des Parlaments, die eine zentrale Säule unserer demokratischen Ordnung darstellt. Artikel 1 des KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen schafft, höhlt diese Hoheit gezielt aus. Anstatt einer eigenständigen und souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung vorgesehen. Die Aufnahme des KoBG in das Bundesgesetz über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies untergräbt die Möglichkeit, die Rahmenbedingungen dieser Zahlungen zukünftig neu zu verhandeln oder sie gar einzustellen, sollte die politische Lage dies erfordern. Des Weiteren ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der Friedensförderung und der menschlichen Sicherheit durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b äusserst fragwürdig und geradezu irreführend. Hier wird der gute und international anerkannte Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und aus Sicht der Schweiz umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Zielen und Instrumenten, die darauf abzielt, die kritische Auseinandersetzung mit den finanziellen Verpflichtungen zu erschweren.
Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagene Regelung im Bereich der finanziellen Beiträge eine schleichende Erosion unserer nationalen Souveränität darstellt. Die Umwandlung von freiwilligen Leistungen in rechtlich bindende Verpflichtungen, die fehlende Einflussmöglichkeit auf die Höhe der Zahlungen und die Aushebelung der parlamentarischen Budgethoheit sind inakzeptabel. Die Schweiz wird zu einem Zahlmeister ohne Mitspracherecht degradiert, während die demokratischen Kontrollmechanismen ausgehöhlt werden. Jegliche Zustimmung zu solchen Regelungen wäre eine Missachtung unserer verfassungsmässigen Ordnung und unserer nationalen Interessen. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger werden somit zu Recht mit tiefen Bedenken auf diese Entwicklungen blicken. Es muss sichergestellt werden, dass die

finanzielle Autonomie und die demokratische Entscheidungsfindung des Schweizer Parlaments jederzeit gewahrt bleiben.

Landverkehr

Vernehmlassungsbegehren zur Stellungnahme im Bereich Landverkehr Mit grossem Nachdruck lehnen wir die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr entschieden ab. Die vorliegende Vorlage birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres Service public, insbesondere im Schienenverkehr, und gefährdet die Souveränität der Schweiz. Im Kern steht die Aushöhlung unseres bewährten Service public, dessen Subventionsstrukturen durch die beabsichtigte Übernahme des EU-Beihilferechts in seiner Existenz bedroht sind. Bewährte und für die Bürger essenzielle Subventionen, die den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials sicherstellen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde nicht nur die Qualität des Angebots für die Reisenden und Güterkunden massiv einschränken, sondern auch die finanzielle Tragfähigkeit der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Transportunternehmen fundamental untergraben. Die Sorge ist gross, dass diese Änderungen den schweizerischen Bahnverkehr in eine unsichere und unberechenbare Zukunft stürzen. Ein weiterer und für uns nicht akzeptabler Punkt ist die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater). Diese Bestimmung öffnet den Schweizer Markt für ausländische Anbieter, die lediglich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken bedienen dürfen. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird zwangsläufig dazu führen, dass ausländische Firmen sich auf die profitablen Hauptachsen konzentrieren. Die Folge ist klar: Die SBB und andere, die für die Grundversorgung des Landes verantwortlich sind, bleiben auf den unwirtschaftlichen, aber für die Erreichbarkeit und den Zusammenhalt unseres Landes unverzichtbaren Nebenlinien sitzen. Diese Entwicklung droht die finanzielle Basis unseres Service public zu zerstören und die flächendeckende Bedienung der Bevölkerung zu gefährden. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und rechtlich nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch und ohne Möglichkeit zur Verweigerung übernehmen müsste. Diese Erklärung ist nichts weiter als eine leere Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht im Geringsten verhindert. Die Schweiz gibt die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur schrittweise auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und unsere Fähigkeit, eigene Infrastrukturprojekte und -strategien zu verfolgen, massiv einschränken. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz dazu, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten Kriterien für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr, dass rein schweizerische Verkehrsziele und Bedürfnisse in den Hintergrund treten und zu suboptimalen sowie teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie erlaubt ausländischen Unternehmen, die oft von ihren jeweiligen Staaten subventioniert werden, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere einheimische Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen, und gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden Charakter unseres öffentlichen Verkehrsnetzes. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine Gefahr für unseren Service public darstellen, unsere Souveränität untergraben und zu einer ungerechten Verteilung der Verkehrsleistungen führen. Wir fordern daher die entschiedene Ablehnung dieser Abkommen und eine Beibehaltung der aktuellen Regelungen, die den Bedürfnissen der Schweiz und ihrer Bevölkerung Rechnung tragen. Die Schweiz hat ein Recht auf ihre eigene, auf ihre spezifischen Gegebenheiten zugeschnittene Verkehrspolitik. Diese Abkommen bedrohen dieses Recht fundamental.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine grundlegende Erosion der Schweizer Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung spezifischer Sektoren und zur Sicherung des Service public eingesetzt werden, soll einem rigiden, technokratischen Kontrollregime der Europäischen Union unterworfen werden. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die demokratische Legitimation staatlichen Handelns, sondern auch eine direkte Aushöhlung der Autonomie der Kantone und Gemeinden. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler

Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Dieses Gesetz institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, deren primäres Ziel die Durchsetzung der EU-Konformität und nicht die Förderung Schweizer Interessen ist. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aufgehoben. Die Souveränität der Kantone wird massiv eingeschränkt, indem sie ihre autonomen Entscheide über die lokale Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Dies untergräbt die föderalistische Struktur unseres Landes und degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern. Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gezogen und gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und widerspricht fundamentalen Prinzipien des Föderalismus. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ermöglicht der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen zu schwächen. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird die Rechtskontrolle zunehmend an zentrale, von der lokalen Realität entfernte Gerichte und Behörden delegiert. Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese neue "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was die Gefahr birgt, dass primär EU-Interessen über Schweizer Anliegen gestellt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und schadet den Interessen der Schweizer Bevölkerung. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine systematische Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU institutionalisieren. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine erhebliche Einschränkung ihrer Autonomie. Die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) und die Schaffung neuer Artikel im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) dienen lediglich dazu, eine zentralisierte und EU-konforme Überwachungsstruktur zu etablieren, die die Interessen der Schweiz und ihrer föderalistischen Ordnung systematisch untergräbt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgehender Besorgnis und werfen erhebliche Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unserer Rechtsordnung auf. Eine kritische Würdigung, die sich nicht von der oft beschworenen, aber nebulösen "engen Anbindung" blenden lässt, deckt gravierende Schwachstellen und potentielle Nachteile auf, die einer sorgfältigen Prüfung und einer konsequenten Ablehnung bedürfen. Zunächst muss die Übernahme von EU-Recht thematisiert werden, die im vorliegenden Entwurf offensichtlich an der Tagesordnung ist. Die schrittweise Integration von EU-Rechtsakten in unser nationales Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer verfassungsrechtlichen Prinzipien. Insbesondere die Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Personenfreizügigkeit (PfG) und die damit verbundenen Verordnungen, die im Rahmen solcher Abkommen regelmässig zur Anwendung gelangen, sind kritisch zu hinterfragen. Die

automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, die ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes oder des Parlaments in Kraft treten, widerspricht fundamental dem Wesen unserer direkten Demokratie. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert das Prinzip der Volkssouveränität, und Artikel 164 BV sichert die Kompetenz des Parlaments, die Gesetzgebung zu gestalten. Die vorliegende Form der Rechtsübernahme umgeht diese essenziellen demokratischen Kontrollmechanismen. Es stellt sich die dringende Frage, inwieweit die schweizerische Gesetzgebung noch eigenständig und dem Volk verpflichtet ist, wenn sie zunehmend von Brüssel diktiert wird. Der Grundsatz der Volkssouveränität droht hierbei zu einem leeren Schlagwort zu verkommen. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf unsere richterliche Gewalt zu bedenken. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) untergräbt die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte. Die Judikative muss primär dem schweizerischen Recht verpflichtet sein und nicht den Auslegungen eines fremden Gerichtshofs. Die Kompetenz und die Autorität des Bundesgerichts, als oberster Schweizer Richter, werden durch eine solche Verpflichtung massiv beeinträchtigt. Dies tangiert Artikel 190 BV, welcher bestimmt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht im rapporto zwischen den Eidgenossen und den Kantonen massgebend sind. Wenn jedoch das Völkerrecht, insbesondere die Auslegungen des EuGH, automatischen Vorrang vor nationalem Recht erhielte, ohne dass dies im nationalen Gesetzgebungsprozess ausreichend reflektiert und legitimiert wurde, gerät das Fundament unseres Rechtsstaates ins Wanken. Die wirtschaftlichen Folgen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Während oft auf die Vorteile des Marktzugangs verwiesen wird, werden die damit verbundenen Kosten und Verpflichtungen unterschätzt oder gar verschwiegen. Die Anpassung unserer Wirtschaftsstrukturen an EU-Standards bedeutet oft eine erhebliche finanzielle Belastung für unsere Unternehmen, insbesondere für KMUs. Hinzu kommen die Beiträge an die EU, die aus unserer Sicht unverhältnismässig hoch sind und deren Zweckmässigkeit fragwürdig erscheint, wenn sie nicht einer klaren Rechenschaftspflicht unterliegen. Die Frage der ungleichen Wettbewerbsbedingungen, die durch die Übernahme von EU-Regularien entstehen, muss ebenfalls mit grösster Skepsis betrachtet werden. Ein weiterer kritischer Punkt ist die Frage der flankierenden Massnahmen. Die Erfahrungen mit der Personenfreizügigkeit haben gezeigt, dass diese Massnahmen oft nur unzureichend sind und ihre Wirksamkeit begrenzt bleibt. Die Gefahr von Lohndumping und sozialer Schieflage ist real und bedroht die Attraktivität der Schweiz als Arbeitsplatz. Artikel 118a BV, der die Cantone und den Bund ermächtigt, Massnahmen gegen missbräuchliche Ausnutzungen der Personenfreizügigkeit zu ergreifen, muss konsequent angewendet werden. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse lassen jedoch befürchten, dass die Spielräume für solche wirksamen Massnahmen weiter eingeschränkt werden. Die Aushandlung neuer Abkommen mit der EU ist ein komplexer Prozess, der von unseren nationalen Interessen geleitet sein muss. Es ist besorgniserregend, wenn der Eindruck entsteht, dass die Verhandlungsposition der Schweiz durch die EU bestimmt wird und dass unsere Souveränität und unsere verfassungsmässigen Grundsätze geopfert werden, um vermeintlich bessere Beziehungen zu erzielen. Die ständige Anpassung an die EU-Gesetzgebung ohne ausreichende demokratische Legitimation und ohne die Möglichkeit, eigene Lösungen zu entwickeln, ist eine riskante Strategie. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die entsprechenden Mitspracherechte und Vorteile zu geniessen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form die schweizerischen Interessen in gravierender Weise gefährden und die Grundpfeiler unserer demokratischen und rechtsstaatlichen Ordnung untergraben. Eine kritische Distanz und eine konsequente Ablehnung von Regelungen, die unsere Souveränität und unsere demokratischen Prozesse aushöhlen, sind unerlässlich. Die Volkssouveränität und die parlamentarische Gesetzgebungskompetenz, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, müssen jederzeit gewahrt bleiben und dürfen nicht durch automatische Übernahme von Fremdrecht tangiert werden. Die angeblichen Vorteile einer engen Anbindung dürfen nicht dazu führen, dass wir unsere Identität und unsere Unabhängigkeit aufgeben. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung der Strategie im Umgang mit der EU, die primär auf den Schutz unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Prinzipien ausgerichtet ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Nadia Wirth (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Nadia Wirth · 079 9569022 · wirth.nadia@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der demokratischen Prinzipien auf. Ein Kernproblem liegt in der automatischen Übernahme von EU-Recht, welche die Schweiz faktisch zu einer Anhängselpolitik verdammt, ohne dass wir auf die Gesetzgebung der Europäischen Union Einfluss nehmen können. Dies steht im diametralen Gegensatz zu unserem Verständnis von nationaler Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Würde des Menschen und die wirtschaftliche Freiheit als Staatsziele nennt. Die automatische Übernahme von Rechtsakten, wie sie in Abkommen dieser Art typischerweise vorgesehen ist, untergräbt die demokratische Legitimation unserer Gesetze, da diese nicht mehr durch unser eigenes Parlament im vollen Umfang debattiert und verabschiedet werden. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine stärkere Einbindung des EuGH, sei es durch die Auslegung des zukünftigen Abkommens oder durch die verbindliche Anerkennung seiner Urteile, würde unsere Rechtsordnung massiv beeinträchtigen. Unser eigenes Rechtssystem, welches auf dem Prinzip der Volkssouveränität basiert, würde durch externe juristische Instanzen de facto entwertet. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der Eigenständigkeit unserer Gerichte, die in Artikel 30 BV garantiert ist. Die Befürchtung ist, dass die Souveränität unseres Landes durch die Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH zu übernehmen, ausgehöhlt wird. Zudem ist die Gefahr einer schleichenden Erosion des Bilateralen Weges und der damit verbundenen Schweizer Eigenständigkeit nicht zu unterschätzen. Die vorgeschlagene Paketlösung birgt das Risiko, dass die Schweiz ihre Verhandlungsposition gegenüber der EU schrittweise aufgibt und sich immer stärker den Vorgaben Brüssels beugen muss. Dies könnte langfristig zu einer De-facto-Mitgliedschaft ohne die damit verbundenen Rechte und Einflussmöglichkeiten führen. Die wirtschaftliche Freiheit, ein zentrales Staatsziel gemäss Artikel 2 BV, könnte hierdurch gefährdet werden, wenn die Schweiz gezwungen ist, sich an EU-Standards zu halten, die nicht ihren eigenen wirtschaftlichen Interessen dienen. Die mangelnde Transparenz und die potenziell irreversiblen Auswirkungen auf unsere Gesetzgebung und Souveränität rechtfertigen eine äusserst kritische Haltung gegenüber der vorgeschlagenen Gesamtbeurteilung.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine weitere Annäherung an die Europäische Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind in ihrer jetzigen Form nicht tragbar. Es ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen in wesentlichen Punkten die Souveränität der Schweiz gefährden und die verfassungsrechtlichen Grundlagen unseres Staates aushöhlen. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf die Gesetzgebung Einfluss nehmen kann, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Artikel 1 der BV garantiert die Volkssouveränität und das Recht des Volkes, über die wichtigsten Angelegenheiten mitzubestimmen. Die Übernahme von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) durch Verweis, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern die Möglichkeit, die Ausgestaltung und Anwendung des Rechts mitzubestimmen. Dies stellt eine unzulässige Delegation von Gesetzgebungskompetenzen dar und untergräbt die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Bilateralen Abkommen kritisch zu beleuchten. Die bisherigen bilateralen Verträge haben der Schweiz erlaubt, ihre Eigenständigkeit zu wahren und gleichzeitig von einem engen Verhältnis zur EU zu profitieren. Die vorgeschlagenen neuen Regelungen drohen,

diese Errungenschaften zu zunichtezumachen und die Schweiz in eine Abhängigkeit zu manövrieren, die nicht im nationalen Interesse liegt. Die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des EuGH, sind inakzeptabel. Die verbindliche Unterwerfung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichtshofs, der nicht dem schweizerischen Rechtssystem untersteht und dessen Entscheidungen für die Schweiz bindend wären, widerspricht dem Grundsatz der nationalen Rechtspflege, wie er sich aus diversen Bestimmungen der Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Unabhängigkeit der Gerichte und die Rechtssicherheit, ableiten lässt. Es ist fraglich, ob die angepriesenen Vorteile dieser neuen Vereinbarungen die erheblichen Nachteile und Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität aufwiegen können. Vor einer weiteren Verabschiedung solcher Regelungen bedarf es einer eingehenden Prüfung und einer öffentlichen Debatte, die die potenziellen negativen Folgen für unser Land schonungslos offenlegt. Die aktuelle Ausgestaltung lässt diese Prüfung unseres Erachtens nicht zu und müsste daher entschieden zurückgewiesen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Regelung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche und prinzipielle Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist in erster Linie die Frage der Souveränität und der demokratischen Legitimation, die hier in den Vordergrund tritt. Die Übernahme von EU-Recht, auch wenn sie scheinbar nur indirekt durch bilaterale Abkommen erfolgt, birgt die Gefahr einer schrittweisen Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Eigenständigkeit. Besonders kritisch ist die Aushebelung des Schweizer Gesetzgebungsverfahrens zu betrachten. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität, und Artikel 1 des Verfassungsreferendums (VR) sichert die Möglichkeit der direkten Mitsprache des Volkes. Die Art und Weise, wie EU-Bestimmungen in unser Rechtssystem integriert werden sollen, scheint diese fundamentalen Prinzipien zu unterlaufen. Wenn externe Rechtsnormen ohne die Möglichkeit einer parlamentarischen Debatte im üblichen Umfang und ohne die Option einer Volksabstimmung in nationales Recht überführt werden, wird die demokratische Kontrolle geschwächt. Dies steht im Widerspruch zu unserem demokratischen Modell, welches die Gesetzgebung primär in den Händen der direkt gewählten Vertreter des Volkes und des Volkes selbst sieht. Des Weiteren ist zu befürchten, dass die Unvereinbarkeit mit bestehenden Schweizer Gesetzen und Verfassungsbestimmungen nicht ausreichend berücksichtigt wird. Es besteht die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht, welches auf anderen rechtlichen Traditionen und Zielsetzungen fusst, die Kohärenz unseres Rechtssystems beeinträchtigt wird. Die Einhaltung des Vorrangs der Bundesverfassung, wie in Artikel 1 der BV verankert, muss stets gewährleistet sein. Es ist fraglich, ob die vorgesehenen Mechanismen ausreichen, um sicherzustellen, dass die EU-Vorgaben nicht in Konflikt mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen geraten. Die Komplexität und die potenziellen Anpassungskosten für Wirtschaft und Verwaltung sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht könnte zu einer übermässigen Belastung führen, ohne dass der erwartete Nutzen klar nachgewiesen ist. Die Prinzipien der Verhältnismässigkeit und der Wirtschaftlichkeit, die bei jeder Gesetzgebung zu beachten sind, scheinen hier nicht in ausreichendem Masse gewürdigt zu werden. Es bedarf einer genauen Prüfung, ob die vorgeschlagene Umsetzung im Verhältnis zum angestrebten Ziel steht und ob sie nicht zu unverhältnismässigen Belastungen führt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Regelung zur inländischen Umsetzung aus Gründen der Souveränität, der demokratischen Legitimation, der Rechtsstaatlichkeit und der praktischen Umsetzbarkeit erhebliche Bedenken aufwirft und einer deutlichen Überarbeitung bedarf, um die fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung zu wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verschleiert unter dem Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine beispiellose Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine moderate Anpassung, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter ein Regelwerk, das unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten fundamental gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, droht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiderruflich verloren zu gehen. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der EU. Besonders besorgniserregend ist die 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die EU-Inspektoren erhalten künftig Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt und Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht. Die damit einhergehende Bürokratiewelle wird kleine

Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und lokale Vereine treffen, die gezwungen sein werden, komplexe und unpassende EU-Vorschriften zu erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regularium, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche das Parlament umgeht. Der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem EU-Diktat unterstellt, was uns die Fähigkeit zur schnellen, souveränen Reaktion auf Bedrohungen nimmt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Autonomie dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden ausgestaltet werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental unserem föderalistischen System, das auf dezentralen Entscheidungsstrukturen und lokaler Selbstbestimmung basiert. Mit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der entsprechenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) wird de facto eine neue "Superbehörde" geschaffen. Diese Beihilfekammer, die in die WEKO integriert wird, agiert primär als verlängerter Arm der EU und setzt deren Rechtsprechung durch. Die damit verbundene systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die sich in der Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen durch die EU-Kommission manifestiert, reduziert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft erhebliche Eigentümerinteressen haben, werden somit der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts der neuen Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, ohne formelles rechtliches Gehör bei der Prüfung ihrer souveränen Entscheide. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt kantonaler Zuständigkeit wird durch das neue Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Die bewährte Praxis von regionalen Verkehrsbetrieben, Kantonalbanken, Kulturförderung oder lokalen KMU-Subventionen wird hierdurch unnötig und inakzeptabel belastet und entdemokratisiert.

Finanzieller Beitrag

Wir äussern uns mit erheblichen Bedenken zum Bereich der finanziellen Beiträge. Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Gemäss dem beabsichtigten neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) wird die Budgethoheit des Parlaments massiv eingeschränkt, indem mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Möglichkeit zur souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern faktisch eliminiert wird. An deren Stelle tritt die blosse Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Dies verwandelt eine politische Geste in eine unumgängliche rechtliche Pflicht und entzieht dem Parlament die Kontrolle über

milliardenschwere Zahlungen. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist angesichts des im Vertrag verankerten 'rechtsverbindlichen Mechanismus' zur Neuberechnung als Lockvogelangebot zu betrachten. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen, denen die Schweiz nicht mehr wird widersprechen können. Wir laufen Gefahr, zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden, wobei uns keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse geboten wird. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt handelt es sich hierbei um eine faktische Zwangsabgabe, die unsere demokratische Kontrolle und finanzielle Autonomie erheblich beeinträchtigt.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Stromabkommen mit der EU ist aus Sicht der nationalen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit zutiefst bedenklich. Die vorgesehene institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Übernahme von Vorgaben durch ACER und ENTSO-E, reduziert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Anhängsel der Europäischen Union. Dies bedeutet die faktische Aufgabe unserer Autonomie bei der Steuerung unserer kritischen Stromnetze, deren Entscheidungsfindung künftig in Brüssel stattfinden wird. Die Transformation der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht ist ein fundamentaler Bruch mit demokratischen Prinzipien. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energie- und Preisregulierung markiert. Dieses Vorgehen untergräbt die Artikel 4a ff. des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG), welche eine vollständige Marktliberalisierung anstreben und dabei nationale Interessen vernachlässigen. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und dortige Investitionen ermöglicht, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies schadet direkt den kantonalen und kommunalen Strukturen, welche die Stabilität der Versorgung gewährleisten. Die vorgeschlagenen Regelungen des neuen Energiegesetzes (EnG), insbesondere Artikel 15 neu, schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht mit der drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Dies widerspricht der angestrebten Energiestrategie und zementiert eine Abhängigkeit von grossen, zentralisierten Akteuren. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen, wie in den neuen Artikeln 29d Absatz 4 und 33a Absatz 2bis EnG vorgesehen, schafft eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den dringend notwendigen Ausbau verlangsamen und die Schweiz anfälliger für externe Energiequellen machen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) birgt unkalkulierbare Risiken. Sie führt zu einer unerträglichen Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer angeblich ausreichenden, aber in der Realität insuffizienten Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und schwächt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verkommt zu einem nebulösen Spiel zwischen Markt und EU, bei dem die Schweiz letztlich die Leidtragende sein wird. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE, die unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen Regeln wie riesige europäische Konzerne unterwirft, ist ein weiterer Schritt in Richtung Souveränitätsverlust. Die Schweiz muss die Hoheit über ihre kritische Energieinfrastruktur bewahren und darf sich nicht einem unpassenden EU-Regime unterwerfen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, flankiert von einer faktischen Ausweitung des Daueraufenthaltsrechts auf eine kaum entziehbare «Niederlassung C PLUS» bereits nach fünf Jahren, widerspricht klar dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem Willen des Schweizer Volkes. Die Neuregelungen fördern in

unerträglichem Masse die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienkreise – neu bis zu Eltern und Grosseltern – erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst bei Sozialhilfebezug. Die Kosten dafür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt, während die sogenannte «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG als reines Placebo entlarvt werden muss. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung ermöglicht. Jede Anrufung droht zudem mit EU-Strafmassnahmen, was sie zur einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der «Integrationsmethode» beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeglicher Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Artikel 41c AIG zementiert die Zuwanderung in die Sozialwerke, indem der Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, kaum mehr möglich ist. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG entzieht eine wichtige Kontrollmöglichkeit. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und dessen Nachahmung im Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35 MedBG), im Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15 GesBG) und im Psychologieberufegesetz (Artikel 37 Abs. 4 PsyG) ersetzt die schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und untergräbt unsere hohen Qualitätsstandards. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Abs. 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Artikel 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese umfassende Kapitulation vor Brüssel muss entschieden zurückgewiesen werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Landverkehrsabkommens mit der EU birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public im Schienenverkehr. Die Einbeziehung des EU-Beihilferechts stellt eine direkte Bedrohung für bewährte und notwendige Subventionen dar, welche die finanzielle Basis für die Erhaltung und Weiterentwicklung unseres Schienennetzes, einschliesslich des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs und der Beschaffung modernen Rollmaterials, sichern. Die Möglichkeit, dass solche Subventionen zukünftig als unzulässig eingestuft werden könnten, gefährdet die Qualität und den Umfang des Angebots, auf welches die Schweizer Bevölkerung angewiesen ist. Insbesondere die Zulassung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater EBG ist höchst bedenklich. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter droht eine „Rosinenpickerei“ zu fördern. Ausländische Unternehmen könnten sich auf die wirtschaftlich lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last für die unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssten. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die operative Grundlage des Service public und gefährdet dessen langfristige Existenz. Die im Abkommen vorgesehene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich nicht bindende Massnahme und bietet keinerlei wirksamen Schutz vor den dynamischen Anpassungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre gezwungen, künftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), die eine Verlagerung nationaler Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen bedeuten, ohne Mitspracherecht zu übernehmen. Diese dynamische Rechtsübernahme untergräbt schleichend die Souveränität und die Fähigkeit, eigenständig über die Zukunft unserer Schieneninfrastruktur zu entscheiden. Auch die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere der neue Artikel 32a Absatz 1bis, sind problematisch. Er zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Risiken für den Service public sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus unserer Sicht unzureichend und von kosmetischer Natur. Sie bieten keinen wirksamen Schutz gegen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht. Es besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was die Lebensqualität vieler Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen würde. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird

dieser aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt in erster Linie ausländischen Unternehmen, die offensichtlich bestrebt sind, Lohndumping zu praktizieren und sich Wettbewerbsvorteile auf dem Buckel unserer Arbeitnehmer zu verschaffen. Die Kontrollmechanismen werden darüber hinaus geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Schutz der heimischen Arbeitskräfte schadet. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des Lohndrucks adäquat zu lösen. Diese Massnahme ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der offensichtlich durch EU-Druck diktiert wurde und eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern schafft, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Zusätzlich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsinteressen. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, wie sie implizit in diesem "Stabilisierungs"-Ansatz verfolgt wird, droht die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung und Gesetzgebung aufzuweichen. Gemäss Artikel 50 Absatz 2 der Bundesverfassung ist die Schweiz eine souveräne Republik, die ihre Gesetze eigenständig erlässt und anwendet. Jede Verlagerung von Kompetenzen oder die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung und Prüfung würde diese verfassungsrechtliche Grundlage gefährden. Besonders bedenklich ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht, das nicht im Einklang mit den schweizerischen Grundwerten und Traditionen steht. Die EU-Gesetzgebung ist oft auf die Bedürfnisse und politischen Gegebenheiten der Mitgliedstaaten zugeschnitten, welche sich fundamental von denen der Schweiz unterscheiden. Die bedingungslose Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne deren kritische Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse, könnte zu unerwünschten juristischen und gesellschaftlichen Konsequenzen führen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikels 173 der Bundesverfassung, der die Ausarbeitung und Umsetzung von Bundesgesetzen zur Wahrung der schweizerischen Interessen vorsieht. Die im Rahmen einer solchen "Stabilisierung" möglicherweise einzugehende Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht würde die schweizerischen Gerichte dazu zwingen, Urteile zu fällen, die auf fremdem Recht basieren und möglicherweise im Widerspruch zu schweizerischen Grundrechten stehen. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die Rolle des Bundesgerichts als oberste juristische Instanz gemäss Artikel 188 der Bundesverfassung von Bedeutung, dessen Aufgabe es ist, die Einhaltung der Bundesverfassung zu gewährleisten. Eine Übermacht von EU-Recht könnte die eigenständige Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts untergraben. Es muss die Frage gestellt werden, ob die versprochenen Vorteile einer "stabilisierten Beziehung" die immensen Gefahren für die schweizerische Souveränität, die Rechtssicherheit und die demokratische Selbstbestimmung aufwiegen. Ohne klare Abgrenzungen und Schutzmechanismen für die schweizerische Rechtsordnung birgt der eingeschlagene Weg erhebliche Risiken, die auf lange Sicht die Identität und die Unabhängigkeit der Schweiz nachhaltig beeinträchtigen könnten. Es drängt sich die Sorge auf, dass dieser Ansatz eher eine schleichende Integration als eine echte Stabilisierung darstellt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Umiker Piet (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Umiker · 0794704117 · p.umiker@tierhotel5stern.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung werfen tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen und eingehenden Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebten Ziele im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer nationalen Souveränität und der Rechtssicherheit stehen, wie sie in der Schweizerischen Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungskompetenz des Bundes festlegt, wirft die Frage auf, inwieweit eine Übernahme von EU-Recht, das keinen direkten Bezug zu den in der Verfassung genannten Aufgabenbereichen aufweist, mit der Gewaltenteilung und der demokratischen Legitimation vereinbar ist. Dieiliyor, dass die Schweiz durch die Übernahme eines Grossteils des EU-Besitzstandes in einzelnen Bereichen eine de-facto-Mitgliedschaft ohne die entsprechenden Mitspracherechte eingehen könnte. Dies würde eine erhebliche Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz bedeuten und das parlamentarische Verfahren, wie es im Regierungs- und Vernehmlassungsgesetz (RVG) vorgesehen ist, untergraben. Das Prinzip der Rechtssicherheit, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, könnte durch die unklare und potenziell dynamische Übernahme von EU-Recht erheblich beeinträchtigt werden. Artikel 12 unserer Bundesverfassung garantiert die Rechtssicherheit. Die Integration von EU-Recht, das sich ständig weiterentwickelt und dessen Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) erfolgen kann, birgt die Gefahr, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen einer fortlaufenden und für nationale Gerichte nicht immer transparenten Revision unterworfen werden. Dies könnte zu Rechtsunsicherheiten für Bürger und Unternehmen führen, da die Verbindlichkeit und Auslegung von Normen nicht mehr ausschliesslich durch nationale Organe bestimmt würden. Die Frage nach der Kompatibilität mit Artikel 12 BV muss daher mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Kontext einer solchen Umsetzung kritisch zu beleuchten. Wenn das EuGH-Recht in der Schweiz massgebliche Bedeutung erlangt, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf seine Zusammensetzung und Entscheidungsfindung hat, stellt dies eine erhebliche Beeinträchtigung der nationalen richterlichen Unabhängigkeit dar. Artikel 190 der Bundesverfassung besagt, dass Bundesgesetze für das Bundesgericht und andere Behörden massgebend sind. Die Idee, dass das Recht eines fremden Staates oder einer supranationalen Organisation die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts substanziell beeinflussen könnte, ohne dass eine explizite vertragliche Grundlage im Sinne einer klar definierten Kompetenzübertragung besteht, ist besorgniserregend. Die Gefahr einer stillschweigenden Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH ist real und bedarf einer klaren Abgrenzung. Die vorgesehene Umsetzung birgt auch erhebliche Risiken für die demokratische Legitimation von Rechtsnormen. Die Schweiz basiert auf dem Prinzip der direkten Demokratie, einschliesslich des fakultativen Referendums. Wenn ein substantieller Teil des geltenden Rechts aus Brüssel stammt und sich die Rechtslage dort dynamisch verändert, wird es für die Schweizer Bevölkerung immer schwieriger, die vollständigen Konsequenzen von Gesetzesänderungen zu überblicken und gegebenenfalls davon Gebrauch zu machen. Dies schwächt die Möglichkeit, die direkte Mitwirkung der Bürgerinnen und Bürger am Gesetzgebungsprozess zu gewährleisten, wie sie im Artikel 74 BV angedeutet ist. Artikel 74 BV regelt zwar primär die Aussenwirtschaftspolitik, impliziert aber das Prinzip der nationalen Selbstbestimmung, das durch eine übermässige Übernahme externen Rechts unterlaufen werden könnte. Zusätzlich muss die finanzielle Dimension der Umsetzung kritisch hinterfragt werden. Die Übernahme von EU-Recht kann erhebliche Kosten für die Anpassung der nationalen Infrastruktur, die Ausbildung von Personal und die Erfüllung neuer regulatorischer Anforderungen mit sich bringen. Diese Kosten sind im Rahmen der Vernehmlassung transparent darzulegen und auf ihre Verhältnismässigkeit zu prüfen. Artikel 170 BV, der die Bundesbeiträge an die Kantone regelt, und Artikel 173 BV, der die Ausgabenaufsicht des Parlaments beschreibt, legen den Grundsatz einer sorgfältigen Finanzverwaltung fest. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Regularien könnte zu einer nicht budgetierten und potenziell unverantwortlichen Erhöhung der Staatsausgaben führen. Die Transparenz der Entscheidungsprozesse ist ein weiteres kritisches Element. Die Art und Weise, wie EU-Recht in der Schweiz umgesetzt werden soll, muss klar und nachvollziehbar sein. Eine

unklare Rechtsgrundlage oder eine intransparente Übernahme von EU-Normen widerspricht dem Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, wie er in Artikel 5 BV verankert ist. Jegliche Massnahmen zur Umsetzung müssen diesen Grundsatz achten und die Möglichkeit einer effektiven rechtlichen Überprüfung gewährleisten. Abschliessend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung von EU-Recht eine Reihe von grundlegenden Fragen hinsichtlich unserer Souveränität, Rechtssicherheit, demokratischen Legitimation und finanziellen Tragfähigkeit aufwerfen. Ohne klare und substanzielle Antworten auf diese Bedenken und ohne eine strikte Wahrung der verfassungsrechtlichen Vorgaben, insbesondere der Artikel 1, 5, 12, 74, 164, 170 und 173 BV, ist die Zustimmung zu diesen Vorschlägen nicht verantwortbar. Es bedarf einer gründlichen Neubewertung, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Landverkehr

Unser Land steht vor einer entscheidenden Weichenstellung bezüglich der künftigen Beziehung der Schweiz zur Europäischen Union im Bereich des Landverkehrs. Mit tiefgreifender Besorgnis und kritischer Distanz haben wir die vorgeschlagenen Abkommen geprüft und müssen feststellen, dass die potenziellen negativen Auswirkungen auf unseren Service public und unsere nationale Souveränität die behaupteten Vorteile bei weitem überwiegen. Ein zentraler Punkt unserer Kritik betrifft den Schweizer Service public im Schienenverkehr, ein nationales Juwel, dessen Existenz durch die vorgesehene Anwendung des EU-Beihilferechts akut gefährdet ist. Bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionen, die den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials unterstützen, könnten nach der Logik des EU-Rechts als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte unmittelbare und verheerende Folgen für die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das sich unsere Bürgerinnen und Bürger verlassen. Es ist nicht auszuschliessen, dass zukünftige Anpassungen des EU-Beihilferechts unsere Handlungsfreiheit weiter einschränken und die Finanzierung des Bahnwesens auf eine unsichere Grundlage stellen. Das vorgeschlagene Abkommen öffnet zudem Tür und Tor für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr. Diese Praxis erlaubt es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die absehbare Konsequenz ist eine unerwünschte und schädliche "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich zweifellos auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung der Bevölkerung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public massiv und gefährdet die Aufrechterhaltung eines flächendeckenden Verkehrsnetzes, das für die Mobilität in unserem Land unverzichtbar ist. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als angebliche Absicherung gegen diese negativen Entwicklungen entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz in einem dynamischen Prozess übernehmen müsste. Diese Erklärung verkommt zu einer reinen Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert, sondern vielmehr die Illusion von Sicherheit vorgaukelt. Die Schweiz gibt mit diesen Abkommen schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige Regulierungen der EU, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ohne eigene Mitsprache übernehmen müssten. Dies führt zu einer weiteren Verlagerung nationaler Steuerungs- und Planungskompetenz an zentrale EU-Stellen, was unserer Unabhängigkeit und unseren nationalen Interessen zuwiderläuft. Die Einführung der Kabotage, wie sie im vorgeschlagenen neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) verankert ist, stellt einen direkten Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar. Sie legitimiert den Markteintritt ausländischer Anbieter, die durch selektive Bedienung der lukrativsten Strecken die tragenden Säulen der landesweiten Grundversorgung destabilisieren. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, deren Kernauftrag die umfassende Bedienung der Bevölkerung ist, und gefährdet damit langfristig die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs. Darüber hinaus schränkt die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, die Vergabe von Leistungsaufträgen nicht mehr primär nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, sondern nach Kriterien, die von der EU vorgegeben werden. Dies kann dazu führen, dass rein schweizerische Verkehrsziele erschwert oder unmöglich gemacht werden und letztlich zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führt. Statt eine auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene Verkehrspolitik zu gestalten, werden wir uns an Brüsseler Vorgaben orientieren müssen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich des Landverkehrs erhebliche Risiken für unseren Service public, unsere finanzielle Stabilität und unsere Souveränität bergen. Die vermeintlichen Vorteile sind vage und werden durch die klaren Nachteile der Kabotage, der Aushöhlung des Beihilferechts und

der dynamischen Rechtsübernahme überschattet. Wir fordern daher eine kritische Überprüfung und eine Ablehnung der Passagen, die diese Gefahren bergen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Stromversorgung werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Versorgungssicherheit und der ökonomischen Stabilität der Schweiz auf. Eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen birgt das Risiko, die Errungenschaften unserer bewährten Energiepolitik zu gefährden und die Schweizer Bevölkerung sowie die Wirtschaft unnötigen Risiken auszusetzen. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet faktisch die Aufgabe unserer Energiesouveränität. Als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht, aber mit Kostenverantwortung, werden zentrale Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel gefällt. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Möglichkeit, unsere Energiepolitik auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz auszurichten. Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom würde von einer unabhängigen nationalen Instanz zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies stellt das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung dar, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) verankert ist. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die vorgeschlagenen EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und deren Bevölkerung zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Auswirkungen auf die betroffenen Kantone und würde die lokale Wertschöpfung schwächen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale Energieproduzenten, der die dezentrale und bürgernahe Stromerzeugung fördert, würde durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine und mittlere Energieproduzenten und widerspricht dem Geist des StromVG, das eigentlich einen fairen Wettbewerb fördern soll, aber durch diese Neuregelung verzerrt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, die in der Vergangenheit entscheidend zur Stabilität beigetragen hat, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Weder der Markt noch die EU können die Gewährleistung einer jederzeit gesicherten Stromversorgung für die Schweiz übernehmen. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das die Bevölkerung und die Wirtschaft in eine prekäre Lage bringen kann. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies führt zu einer unkalkulierbaren Preisentwicklung und belastet die Schweizer Wirtschaft zusätzlich. Die im StromVG verankerte vollständige Strommarktliberalisierung (Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken. Die Neuregelung der Energiereserven (Art. 8b ff.) erscheint unzureichend und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls bedenklich. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG stellt einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW wird unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligen und ihre wirtschaftliche Grundlage schwächen. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und fördert stattdessen grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine erhebliche Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität, der Versorgungssicherheit und der lokalen Wirtschaftsstrukturen darstellen. Eine unüberlegte Annahme dieser Regelungen, die primär den Interessen der EU dienen, wäre ein schwerwiegender

Fehler mit langfristig negativen Konsequenzen für die Schweiz. Es muss eine kritische Überprüfung erfolgen, die den Schutz unserer nationalen Interessen und die Stabilität unserer Energieversorgung in den Vordergrund stellt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen zutiefst problematisch und nicht akzeptabel. Sie stellen einen eklatanten Bruch mit dem Willen des Souveräns dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und verletzen das Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die masslose Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer de-facto-Niederlassungsfreiheit, die weit über das hinausgeht, was für ein Nicht-EU-Land vertretbar ist. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren Aufenthalt, quasi als "Niederlassung C PLUS", schafft einen Status, der praktisch unentziehbar ist. Selbst schwerwiegende Vergehen wie Kriminalität oder ein permanenter Bezug von Sozialhilfe hindern EU-Bürger und ihre Familienangehörigen nicht am Verbleib in der Schweiz. Dies ist eine unhaltbare Belastung für unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Konsequenzen für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden sind absehbar und gravierend: Eine massive Zunahme der Kosten, die durch eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme verursacht werden. Der Familiennachzug wird in einem für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Ausmass erweitert. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten führen. Dies steht im krassen Widerspruch zu jeglicher Vorstellung einer gesteuerten und bedarfsorientierten Zuwanderung. Die angeblich enthaltene "Schutzklausel" ist eine reine Augenwischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum jemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU umgehend mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsklausel, die die Schweiz weiter unter Druck setzt, die EU-Vorgaben bedingungslos zu übernehmen. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk haben bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen. Dies untergräbt unsere Souveränität und die Fähigkeit, unsere eigenen Gesetze zum Wohle unseres Landes zu gestalten. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation vor der EU. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln. Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler direkt zu tragen hat. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Die Anbindung an das

IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Aufgabe unserer nationalen Souveränität und eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme bedeuten. Sie stehen im direkten Widerspruch zum Volkswillen und gefährden die Stabilität und den Wohlstand der Schweiz. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zur staatlichen Beihilferegelung birgt gravierende Nachteile und stellt eine inakzeptable Schwächung unserer nationalen Souveränität und unserer föderalistischen Struktur dar. Die angeblichen Vorteile einer Angleichung an das EU-Beihilferecht verblassen angesichts der damit verbundenen Kompetenzverluste und der Einführung eines neuen, zentralistischen und technokratischen Kontrollregimes. Die bewährte Praxis, dass Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch die vorgeschlagenen Massnahmen abgeschafft. Demokratisch legitimierte Förderungen, wie sie etwa im Regionalverkehr, bei Kantonalbanken, in der Kultur oder zur Unterstützung lokaler KMU üblich sind, sollen zukünftig einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der politischen Selbstbestimmung. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Regelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse zukünftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgesegnet werden. Dies stellt einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus dar und degradiert die Kantone zu blosen Verwaltungseinheiten, die nicht mehr über ihre eigene Politik entscheiden können. Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine fundamentale Änderung unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung zementiert. Dieses Gesetz institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (gemäss Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, deren Primärziel nicht die Durchsetzung Schweizer Interessen ist, sondern die Kompatibilität mit EU-Recht. Dies hebt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aus und schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen erheblich ein. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der föderalistischen Prinzipien, auf denen unser Staatswesen ruht. Die Schaffung einer "Superbehörde", der Beihilfekammer der WEKO, gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und Art. 3 BHÜG, ist zutiefst beunruhigend. Diese Institution wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren und somit als "verlängerter Arm der EU" fungieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernt ist, widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Die Entscheidungen dieser Kammer werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies ist besonders bedenklich, da viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind. Die Unterstellung dieser strategisch wichtigen Infrastrukturbereiche unter eine externe Kontrolle gefährdet die nationale strategische Autonomie und den Fortbestand des Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der

Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Konsumenten hintanzustellen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen zur staatlichen Beihilferegelung eine gefährliche Entwicklung darstellen. Sie untergraben die nationale Souveränität, schwächen den Föderalismus und führen zu einer undurchsichtigen, zentralistischen und demokratisch wenig kontrollierten Machtkonzentration. Die Schweiz würde sich zu einem reinen Regel-Empfänger machen und ihre Fähigkeit zur eigenständigen wirtschafts- und sozialpolitischen Steuerung aufgeben. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit grösster Skepsis und tiefgreifender Besorgnis zum Vernehmlassungsentwurf betreffend die Lebensmittelsicherheit im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union. Es ist offensichtlich, dass unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben wird, das weit über die reine Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht. Im Kern steht die geplante Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch». Diese Entwicklung stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die unser Land international auszeichnet und einen unschätzbaren Wettbewerbsvorteil darstellt, ist massiv in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das begehrte Label «Made in Switzerland» wird seiner Bedeutung beraubt, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Grundlage, auf der unsere Produzenten aufgebaut haben und gefährdet ihre Wettbewerbsfähigkeit auf internationalen Märkten. Die von der EU diktierten Bestimmungen führen zu einer Homogenisierung der Produkte und entziehen dem Konsumenten die Möglichkeit, sich bewusst für Produkte höchster Qualität zu entscheiden, die oft mit zusätzlichen Aufwänden und strengeren Richtlinien verbunden sind. Besonders alarmierend ist die sogenannte «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was bedeutet, dass jede kritische Auseinandersetzung mit den Regelungen durch die EU uns in eine Sackgasse manövriert. Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der Eigenverantwortung unserer nationalen Behörden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und auf die industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen zerstören und die wirtschaftliche Existenz vieler Kleinbetriebe gefährden, die das Rückgrat unserer ländlichen Wirtschaft bilden. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet und die Entscheidungsfreiheit der Schweizer Bevölkerung übergangen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein gravierender Rückschritt. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität

unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen nicht primär der Lebensmittelsicherheit dient, sondern eine schleichende Erosion unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und der Vielfalt unserer Landwirtschaft und Lebensmittelproduktion darstellt. Wir fordern eine klare Ablehnung dieses gefährlichen Vorhabens und eine Rückbesinnung auf die Stärken und Werte, die die Schweizer Landwirtschaft und ihre Produkte auszeichnen. Es ist von höchster Bedeutung, dass die Schweiz ihre eigenen, oft strengeren und auf ihre Bedürfnisse zugeschnittenen Standards beibehält und nicht willfährig die Vorgaben einer fremden Wirtschafts- und Agrarunion übernimmt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union stellt aus unserer Sicht eine gravierende Aushöhlung der nationalen Souveränität und der demokratischen Prinzipien dar. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist nicht mehr als die Einführung einer Zwangsabgabe, die jegliche politische Flexibilität und Mitsprache der Eidgenossenschaft aufgibt. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung und dem berechtigten Anspruch des Schweizer Volkes, über die Verwendung seiner Steuergelder selbst zu bestimmen. Der im Rahmen dieses Abkommens anvisierte initiale Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf keineswegs als fixe Grösse verstanden werden. Er entpuppt sich vielmehr als ein Lockvogelangebot, dessen tatsächliche Höhe durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung massiv nach oben korrigiert werden wird. Dies bedeutet, dass die Schweiz in Zukunft keine Möglichkeit mehr haben wird, solche Forderungen abzulehnen oder zu verhandeln. Sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen bedingungslos zu akzeptieren, was einer erpresserischen Vorgehensweise gleichkommt. Die Schweiz wird so de facto zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne dabei im Gegenzug auch nur die geringste Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Wir bezahlen hier für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Ergebnisse mit sich bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das primäre gesetzgeberische Instrument zur Zementierung dieser unfreiwilligen Zahlungsverpflichtungen. Dieses Gesetz, das bisher freiwillige Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandelt, entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen finanziellen Beitrag an die EU. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Art. 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die zweckmässige Verwendung von Steuergeldern, bleibt nur noch die reine Vollzugshandlung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des Kohäsionsbeitragsgesetzes in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Bestätigung der bilateralen Abkommen (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert unmissverständlich, dass diese Abgaben an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies geschieht ungeachtet der Tatsache, dass die EU kein integraler Bestandteil der Schweiz ist und keine entsprechenden Verpflichtungen uns gegenüber hat. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und manipulierend. Hier wird der ehrwürdige und unbestrittene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und äusserst umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es entsteht der Eindruck, als seien diese Zahlungen integraler Bestandteil der

schweizerischen Aussen- und Friedenspolitik, während sie in Wirklichkeit eine rein finanzielle und, wie dargelegt, nachteilige Verpflichtung darstellen. Wir lehnen diese Umwandlung von politischen Gesten in rechtliche Pflichten strikt ab und fordern, dass die Souveränität der Schweiz sowie die demokratische Kontrolle über ihre Finanzen uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die vorgeschlagene Regelung stellt eine unannehmbare Belastung für die schweizerische Staatlichkeit dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Anpassung des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz zutiefst bedenklich und stellen eine Aufweichung unserer bewährten und robusten nationalen Regelungen dar. Anstatt die effektiven flankierenden Massnahmen, die unseren hohen Schweizer Lohnstandard bisher geschützt haben, zu stärken, werden diese durch ein neues, bürokratischeres und letztlich weniger wirksames System ersetzt, das primär den Interessen ausländischer Unternehmen dient, die auf Lohndumping abzielen. Die behaupteten Lohnschutzmassnahmen sind unzureichend und erscheinen eher als kosmetische Massnahmen denn als ernsthafte Bemühungen, den massiven Lohnpreisdruck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit unausweichlich entsteht, zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die den Hauptanteil des Schweizer Arbeitsmarktes bilden und bereits heute unter dem Druck von Billigangeboten leiden. Die vorgesehene Anpassung des Entsendegesetzes (EntsG), insbesondere die Ergänzung in Artikel 9 Absatz 2, dient offensichtlich der Harmonisierung mit EU-Recht und nicht der Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die juristische Umstrukturierung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG durch dessen Streichung und Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine Verkomplizierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die vorgeschlagenen Änderungen an den Kontrollmechanismen sind äusserst kritisch zu betrachten. Es ist zu befürchten, dass die Kompetenzen der bewährten paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollintensität und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Solche Entwicklungen eröffnen dem Lohndumping Tür und Tor und schwächen die Position der Schweizer Arbeitnehmenden empfindlich. Besonders problematisch ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu in den Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR). Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der unter EU-Druck erfolgt. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität von Klein- und Mittelbetrieben (KMU) erheblich und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Dieses "geschenkte" Recht lähmt die Handlungsfähigkeit von Unternehmen, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls höchst fragwürdig. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies geht über eine rein wirtschaftliche Vereinbarung hinaus und impliziert eine tiefere Integration, die mit unseren Grundsätzen der nationalen Unabhängigkeit und Souveränität schwer vereinbar ist. Die Anpassungen im Gesetz über die Invalidenversicherung (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines grösseren Pakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies könnte die Grundlage unseres erfolgreichen Modells der Sozialpartnerschaft untergraben. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG), durch die Einführung des neuen Artikels 80 Absatz 2 Ziff. 6, stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide, die möglicherweise nicht denselben rechtsstaatlichen Standards entsprechen, wie sie in der Schweiz gelten, ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies ist ein beispielloser Eingriff in unsere nationale Rechtsautonomie. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt abzufedern. Vielmehr schwächen sie den Lohnschutz, erhöhen die Bürokratie und tangieren unsere Souveränität in unzulässiger Weise. Wir lehnen diese Vorschläge in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Überarbeitung, die den Schutz des Schweizer Lohnniveaus und die Stärkung unserer nationalen Rechtsordnung in den Vordergrund stellt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Neuausrichtung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Fragen auf, die einer kritischen und sorgfältigen Prüfung bedürfen. Während die Rhetorik einer "Stabilisierung" im Raum steht, offenbart eine nähere Betrachtung der potenziellen Auswirkungen und rechtlichen Implikationen, dass hier keine unkomplizierte Verbesserung der Schweizer Souveränität und wirtschaftlichen Interessen angestrebt wird. Vielmehr besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine einseitige Abhängigkeit gerät, die ihren einzigartigen Rechtsrahmen und ihre politische Autonomie untergräbt. Das Prinzip der schweizerischen Souveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV), ist von fundamentaler Bedeutung. Jegliche neuen Abkommen mit der EU müssen diesem Grundsatz strikt genügen. Die bisherigen Verhandlungen und die darin angedeuteten Kompromisse lassen jedoch befürchten, dass die EU eine schrittweise Übernahme ihres Rechts rahmentarifts anstrebt. Dies widerspricht der schweizerischen Tradition, eigene, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu schaffen, wie sie beispielsweise im Obligationenrecht (OR) oder im Bundesgesetz über die Banken (BankG) ihren Niederschlag finden. Die Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dieses massgeblich mitzugestalten oder auf spezifisch schweizerische Bedürfnisse anzupassen, würde die Fähigkeit des Bundes und der Kantone, Gesetze zu erlassen und durchzusetzen, massiv einschränken. Dies hätte gravierende Folgen für die Rechtssicherheit und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung. Ein zentraler Streitpunkt ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Forderung nach einer Anerkennung seiner Rechtsprechung, auch wenn dies als indirekte Anerkennung formuliert wird, stellt eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Rechtsordnung dar. Artikel 190 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und die Geltung des schweizerischen Rechts. Wenn Urteile des EuGH bindend würden, würde dies de facto die oberste gerichtliche Autorität auf ein ausländisches Gericht verlagern. Dies wäre mit dem Grundsatz der staatlichen Souveränität unvereinbar und würde die schweizerischen Gerichte in ihrer richterlichen Unabhängigkeit massiv beeinträchtigen. Die Anwendung von EU-Recht, das vom EuGH ausgelegt wird, ohne eine angemessene schweizerische Kontrolle oder Einflussnahme, würde zudem zu einer unberechenbaren und potenziell nachteiligen Rechtsentwicklung führen, die nicht mehr im Einklang mit den Interessen der Schweiz steht. Des Weiteren ist die Frage der Personenfreizügigkeit problematisch. Während die Aufrechterhaltung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt von wirtschaftlichem Interesse ist, darf dies nicht zu Lasten der schweizerischen Migrationspolitik und der Steuerung unserer Einwanderung geschehen. Das Schengen-Abkommen hat bereits zu einer signifikanten Zunahme der Einwanderung geführt. Jede Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere ohne ausreichende flankierende Massnahmen, birgt die Gefahr einer Überlastung unserer sozialen Sicherungssysteme und einer Erosion der Lohnschutzmechanismen, die durch das Arbeitsgesetz (ArG) und das Gesamtarbeitsvertragswesen (GAV) gewährleistet werden sollen. Die Gefahr der Lohndrückerei und der Zunahme von Schwarzarbeit, die die schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer direkt treffen würde, ist real und muss mit aller Entschiedenheit vermieden werden. Artikel 121a BV, der die Steuerung der Zuwanderung regelt, würde durch eine automatische Übernahme der Personenfreizügigkeit de facto ausgehöhlt. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die damit verbundenen Verpflichtungen sind ebenfalls bedenklich. Während eine Zusammenarbeit in bestimmten Bereichen wünschenswert sein kann, darf dies nicht zu einer unscharfen und potenziell unkontrollierbaren finanziellen Abhängigkeit führen. Die Schweiz hat über die Kohäsionsbeiträge bereits erhebliche Mittel in die EU investiert. Eine Ausweitung dieser finanziellen Verpflichtungen, insbesondere im Rahmen eines neuen institutionellen Abkommens, muss einer strengen Kosten-Nutzen-Analyse unterzogen werden. Es muss sichergestellt werden, dass solche Beiträge transparent und im Einklang mit den nationalen Haushaltsinteressen erfolgen und nicht zu einer Subventionierung von EU-Politiken führen, die nicht unmittelbar den schweizerischen Zielen dienen. Die Sorge vor einem "Rattenfänger-Abkommen", das die Schweiz Schritt für Schritt in eine tiefere Integration zwingt, ohne die Möglichkeit, sich den Entwicklungen zu entziehen, ist begründet. Die EU ist eine sich stetig weiterentwickelnde Union, deren Rechtsrahmen und Politiken sich laufend ändern. Ein statisches Abkommen würde bedeuten, dass die Schweiz sich an ständig neue, von der EU diktierte Regeln anpassen müsste, ohne die Möglichkeit, diese mitzugestalten oder abzulehnen. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur schweizerischen Idee der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wo das Volk die letzte Entscheidungsgewalt über die Gesetze seines Landes hat. Die Abkehr von solchen Prinzipien wäre ein schwerer Schlag für unser politisches System. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter dem Deckmantel der pragmatischen Zusammenarbeit erhebliche Risiken birgt. Die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsaufgabe, der Untergrabung unserer Rechtsordnung durch die Anerkennung ausländischer Gerichtsbarkeit, einer unkontrollierten Einwanderung und einer unzumultiplizierten finanziellen Abhängigkeit sind ernsthafte Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Jede Form von "Stabilisierung" darf nicht auf Kosten der schweizerischen Eigenständigkeit und der direkten demokratischen Kontrolle geschehen. Eine solche Entwicklung wäre weder im Interesse der Schweiz noch im Sinne einer echten Partnerschaft auf Augenhöhe.

Vielmehr scheint die EU bestrebt zu sein, die Schweiz in ihr System zu integrieren, ohne die damit verbundenen politischen und rechtlichen Konsequenzen für unser Land adäquat zu berücksichtigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegende Vernehmlassung betrifft die Beurteilung von Verhandlungsergebnissen, deren Inhalt und die zugrundeliegenden Absichten mit tiefgreifender Skepsis und erheblichen Bedenken betrachtet werden müssen. Es ist unabdingbar, die vorgeschlagenen Regelungen kritisch auf ihre Vereinbarkeit mit den Interessen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Beständigkeit unserer rechtsstaatlichen Prinzipien zu prüfen. Ausgangspunkt jeder Beurteilung muss die Frage sein, inwieweit die vorgeschlagenen Vereinbarungen die Souveränität unseres Landes beeinträchtigen und ob sie zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und unserer direktdemokratischen Instrumente führen. Die Europäische Union ist keine statische Entität, sondern entwickelt sich stetig weiter. Jede Anbindung an ihre Rechtsordnung birgt daher die inhärente Gefahr, dass die Schweiz zukünftigen Regulierungen und Rechtsprechungen ausgesetzt wird, auf die sie keinen Einfluss hat. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung und der nationalen Kontrolle, welche im Schweizerischen Rechtssystem tief verankert sind. Insbesondere ist die Frage der Rechtsfortbildung der EU zu betrachten. Gemäss Artikel 13 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft und die Europäische Union (SR 193.10) hat das Schweizer Parlament das letzte Wort über die Übernahme von EU-Recht. Es besteht die erhebliche Gefahr, dass durch eine indirekte Übernahme oder eine starke Orientierung an EU-Recht die rechtsstaatliche Überprüfung und die parlamentarische Hoheit untergraben werden. Die Autonomie des Schweizer Rechts, gestützt auf die Bundesverfassung, wird dadurch erheblich gefährdet. Ein weiterer Punkt von grossem Bedenken ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagenen Mechanismen, welche die Übernahme von EuGH-Rechtsprechung vorsehen, stellen eine kaum akzeptable Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit dar. Das Schweizer Recht kennt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung. Wenn die Schweizer Gerichte verpflichtet wären, Rechtsprechung des EuGH zu übernehmen, ohne diese kritisch auf ihre Vereinbarkeit mit Schweizer Verhältnissen und Werten prüfen zu können, würde dies diese Unabhängigkeit de facto aufheben. Die Entscheidungen des EuGH könnten somit zu einem de facto verbindlichen Recht werden, das die Schweizer Gerichte nicht mehr im Sinne der schweizerischen Rechtsordnung auslegen oder anpassen könnten. Dies würde die Rechtssicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen und zu einer Rechtsunsicherheit führen, da die Anwendung von Recht primär von ausländischen Gerichtsentscheidungen abhinge. Die wirtschaftlichen Auswirkungen der vorgeschlagenen Abkommen sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Während oft von «Zugang zu Märkten» gesprochen wird, muss die Frage gestellt werden, zu welchem Preis dieser Zugang erkauft wird. Die Übernahme von EU-Regulierungen kann zu erheblichen Anpassungskosten für Schweizer Unternehmen führen. Diese Kosten müssen in Relation zum tatsächlichen Nutzen gesetzt werden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Standards zu übernehmen, die für sie ökonomisch nachteilig sind, nur um bestimmte Handelsvorteile zu erhalten. Die Schweizer Wirtschaft ist stark und innovativ. Ihre Stärke liegt gerade in ihrer Flexibilität und ihrer Fähigkeit, eigene Lösungen zu entwickeln. Eine unflexible Übernahme von EU-Normen könnte diese Stärke schwächen und die Innovationskraft beeinträchtigen. Zudem ist zu prüfen, ob die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen gegenüber Unternehmen aus EU-Mitgliedstaaten durch solche Abkommen tatsächlich gestärkt oder aber durch zusätzliche regulatorische Bürden geschwächt wird. Das Prinzip des fairen Wettbewerbs, das im Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) verankert ist, könnte hierdurch tangiert werden, wenn die Wettbewerbsbedingungen nicht mehr auf einer neutralen Basis beruhen. Die demokratische Legitimation der vorgeschlagenen Regelungen ist ebenfalls ein gravierendes Anliegen. Die direkte Demokratie ist ein Grundpfeiler unseres politischen Systems, wie sie in der Bundesverfassung (Art. 138 ff.) geregelt ist. Wenn wesentliche Teile der schweizerischen Gesetzgebung zukünftig durch die Übernahme von EU-Recht bestimmt werden, entsteht eine erhebliche Distanz zwischen dem Willen des Souveräns und der tatsächlichen Rechtsordnung. Die Möglichkeit, über wegweisende Gesetze mittels Volksinitiative oder Referendum abzustimmen, würde durch die Bindung an EU-Recht massiv eingeschränkt. Es stellt sich die Frage, wie die Legitimation von Recht gewährleistet werden kann, wenn dieses Recht nicht mehr primär vom Schweizer Volk und seinen Vertretern gestaltet wird, sondern aus Brüssel diktiert wird. Die Gefahr, dass die direkte Demokratie ausgehöhlt wird, ist real und muss mit aller Deutlichkeit benannt werden. Die Transparenz der Verhandlungsprozesse und die Möglichkeit einer echten Mitsprache für die Bevölkerung und das Parlament sind unerlässlich, um die demokratische Legitimation zu wahren. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die Interessen der Schweiz langfristig zu wahren und unsere Souveränität und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien zu schützen. Es besteht die dringende Notwendigkeit, eine kritische Neubewertung der angestrebten Ziele

vorzunehmen und sicherzustellen, dass jegliche Vereinbarung die Autonomie und die rechtsstaatlichen Grundlagen der Schweizerischen Eidgenossenschaft kompromisslos wahrt. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen Gefahr, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu bringen, die ihre Handlungsfreiheit einschränkt und die Fundamente unserer direkten Demokratie und unseres Rechtssystems untergräbt. Es ist unabdingbar, dass diese Bedenken in der weiteren Beurteilung und Ausgestaltung der Beziehungen zur EU ernst genommen und adressiert werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt tiefgreifende und substanzielle Bedenken hinsichtlich seiner Auswirkungen auf die Souveränität, die demokratischen Rechte und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz aufkommen. Eine oberflächliche Betrachtung mag die Vorteile einer engeren Anbindung an die Europäische Union betonen, doch eine kritische Analyse offenbart erhebliche Risiken, die im vorliegenden Dokument unzureichend gewürdigt werden. Insbesondere die drohende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug angemessene Mitgestaltungsmöglichkeiten erhält, stellt eine gravierende Aushöhlung unseres föderalistischen Systems und unserer direkten Demokratie dar. Gemäss Artikel 50 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung ist die Souveränität der Kantone zu achten. Die vorgeschlagene Regelung birgt jedoch die Gefahr, dass die schweizerischen Institutionen, einschliesslich der Räte und der direkten demokratischen Instrumente wie Volksinitiativen und Referenden, de facto entmachtet werden. Wenn die EU-Gesetzgebung quasi automatisiert in unser Rechtssystem überführt wird, wie es bei der Übernahme von flankierenden Massnahmen zum Personenfreizügigkeitsabkommen (PFZ) und anderen Bilateralen der Fall ist, dann verliert das Schweizer Volk die Kontrolle über seine Gesetzgebung. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verordnung der eidgenössischen Gesetzgebung (RVG), welches die Gesetzgebungskompetenz des Bundes als primäre Kompetenz festschreibt, aber implizit die schweizerischen Gesetzgebungsprozesse schützt. Die EU-Gerichtsbarkeit, die sich durch die automatische Übernahme von EU-Recht auch auf die Schweiz erstrecken würde, birgt die Gefahr, dass das Europäische Gerichtsurteil (EuGH) bindende Entscheidungen trifft, die mit der schweizerischen Rechtsordnung nicht vereinbar sind oder diese gar verletzen. Die ökonomischen Folgen einer derart engen Verflechtung sind ebenfalls nicht unumstritten. Zwar wird argumentiert, dass der Zugang zum EU-Binnenmarkt gesichert wird. Doch die Bedingungen für diesen Zugang drohen, die schweizerische Wirtschaft zu einer abhängigen Grösse zu degradieren. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen, oft im Sinne der Marktliberalisierung und der Harmonisierung, könnte zu einer Benachteiligung spezifisch schweizerischer Wirtschaftsmodelle und KMUs führen, die auf Flexibilität und lokaler Anpassung basieren. Die Frage der Wettbewerbsgleichheit wird unter diesen Umständen fragwürdig, da die EU-Unternehmen von den umfassenden Subventionen und regulatorischen Vorgaben der EU profitieren, während die schweizerischen Unternehmen diesen zusätzlichen Lasten unterworfen wären, ohne die Möglichkeit, diese durch eigene politische Prozesse mitzugestalten. Artikel 27 Absatz 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Vertragsfreiheit, doch die Freiheit, Verträge zu gestalten und die eigenen Rahmenbedingungen zu definieren, wird durch eine externe Regulierung eingeschränkt. Die institutionelle Dimension des Pakets verdient ebenfalls eine kritische Betrachtung. Die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz im EU-Gesetzgebungsprozess erinnert an eine Form der Kolonialisierung im rechtlichen und administrativen Sinne. Die EU-Richtlinien und -Verordnungen würden ohne die Möglichkeit einer schweizerischen Verhandlungsposition in nationales Recht umgesetzt. Dies verletzt das Prinzip der bilateralen Gleichwertigkeit, das ursprünglich die Grundlage der schweizerisch-europäischen Beziehungen bildete. Die EU fordert eine konsequente Übernahme ihres Rechtsbestands, während sie der Schweiz im Gegenzug keine wirklichen Einflussmöglichkeiten auf die Entstehung dieses Rechts zugesteht. Dies widerspricht den Grundsätzen der Souveränität und der partnerschaftlichen Zusammenarbeit, die in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert sind, indem die Würde des Menschen und die Rechtsgleichheit betont werden, welche durch eine solche einseitige Abhängigkeit untergraben werden. Die Begründung der Übernahme von EU-Recht durch die Notwendigkeit der Stabilität und Vorhersehbarkeit für die Wirtschaft ist zwar nachvollziehbar, aber sie darf nicht dazu führen, dass die schweizerische Demokratie und Rechtsstaatlichkeit geopfert werden. Die Stabilität, die durch die Übernahme von EU-Recht erzielt werden soll, ist eine künstliche Stabilität, die auf Kosten der demokratischen Legitimation und der nationalen Interessen erkauft wird. Es drängt sich die Frage auf, ob die geforderten Anpassungen nicht auch im Wege eines konventionelleren Abkommensrechts hätten umgesetzt werden können, das der Schweiz mehr Handlungsspielraum lässt. Die aktuelle Ausrichtung scheint auf eine sukzessive Integration in die EU-Rechtsordnung hinauszulaufen, ohne dass die Schweiz die damit verbundenen Nachteile und Risiken vollständig erfasst und bewertet hätte. Die Argumentation, dass dies die beste Lösung sei, um die bilateralen Beziehungen aufrechtzuerhalten, mag zwar verlockend klingen, doch sie ignoriert die langfristigen Konsequenzen für die

schweizerische Identität und die Fähigkeit, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit und die Selbstbestimmung der Schweiz betont, müsste in diesem Kontext kritisch hinterfragt werden, ob die aktuelle Entwicklung diesem Verfassungsauftrag noch gerecht wird. Die in der Gesamtbeurteilung erwähnten Vorteile scheinen die erheblichen Gefahren für die schweizerische Souveränität und Demokratie zu überdecken. Eine solche Entwicklung ist für die Schweiz nicht tragbar und birgt das Risiko einer schleichenden Entnationalisierung und Entdemokratisierung. Es bedarf einer sorgfältigen und kritischen Auseinandersetzung mit jedem einzelnen Punkt des Pakets, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen und Grundwerte gewahrt bleiben. Die vorliegende Gesamtbeurteilung scheint dieser kritischen Haltung nicht ausreichend Rechnung zu tragen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: René Derungs (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: René Derungs · 0616413282 · derungs.rene@swissonline.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den Grundsätzen der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie auf. Es ist von entscheidender Bedeutung, die potenziellen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und unsere nationale Identität kritisch zu prüfen, bevor eine endgültige Entscheidung getroffen wird. Ein Hauptanliegen betrifft die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf dessen Entstehung Einfluss zu nehmen. Gemäss Artikel 123 der Bundesverfassung (BV) liegt die Gesetzgebungskompetenz für die meisten Bereiche bei der Eidgenossenschaft. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen jedoch zu einer de facto externen Gesetzgebung durch die EU zu führen. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, da das schweizerische Volk und die Kantone keinen direkten Einfluss auf die Entstehung und Anpassung dieser Rechtsnormen haben. Die Übernahme von Rechtsakten der EU, die nicht in einem direkten bilateralen Verhandlungsprozess ausgehandelt wurden, birgt die Gefahr, dass schweizerische Interessen und Werte in den Hintergrund treten. Die Gefahr einer schrittweisen Aushöhlung der direkten Demokratie ist evident, da sich die Bürgerinnen und Bürger nicht mehr durch ihre gewählten Vertreter effektiv an der Gestaltung der für sie geltenden Gesetze beteiligen können. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 140 BV, der die Souveränität der Kantone und die Mitwirkung des Volkes an der Gesetzgebung festschreibt. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH zu übernehmen, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und stellt eine erhebliche Einschränkung der nationalen Rechtsstaatlichkeit dar. Artikel 188 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Die automatische Bindung an die Urteile eines ausländischen Gerichts, dessen primäre Aufgabe die Auslegung des EU-Rechts ist, führt dazu, dass schweizerische Richter gezwungen wären, Urteile zu fällen, die nicht auf einer eigenständigen juristischen Würdigung des schweizerischen Rechts basieren. Dies kann dazu führen, dass nationales Recht durch eine externe Instanz interpretiert und letztlich auch bestimmt wird, was einem Souveränitätsverlust gleichkommt. Die Möglichkeit, dass der EuGH Urteile fällt, die fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung widersprechen, ist eine reale Gefahr. Die von der EU diktierten Rechtsauslegungen könnten langfristig die schweizerische Rechtstradition verändern und uns näher an eine europäische Rechtsgemeinschaft binden, deren Struktur und Ziele sich von unseren eigenen unterscheiden. Die wirtschaftlichen Auswirkungen, insbesondere im Hinblick auf die Arbeitsplatzsicherheit und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen, dürfen nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Standards kann zu erhöhten Kosten für schweizerische Unternehmen führen, die möglicherweise nicht über die notwendigen finanziellen Ressourcen verfügen, um sich schnell anzupassen. Dies könnte zu einem Wettbewerbsnachteil gegenüber EU-Unternehmen führen und Arbeitsplätze gefährden. Artikel 41 BV garantiert die wirtschaftliche Freiheit und die Förderung des Wohlstands. Eine erzwungene Anpassung an EU-Normen könnte diese Grundsätze beeinträchtigen, wenn sie zu Ungleichbehandlung oder Diskriminierung führt. Die Frage, ob die versprochenen Vorteile, wie beispielsweise verbesserter Marktzugang, die negativen Konsequenzen für die Binnenwirtschaft aufwiegen, ist zum jetzigen Zeitpunkt äusserst fraglich. Es besteht die Sorge, dass die Schweiz zu einer reinen Produktionsstätte für die EU wird, ohne über genügend Gestaltungsspielraum zu verfügen, um eigene wirtschaftliche Entwicklungen zu fördern. Die mangelnde Flexibilität des vorgeschlagenen Rahmenabkommens bereitet ebenfalls grosse Sorgen. Die EU ist eine sich ständig weiterentwickelnde Organisation, deren Recht sich fortlaufend ändert. Die Schweiz würde sich dadurch einem ständigen Anpassungsdruck aussetzen, ohne die Möglichkeit zu haben, eigene Prioritäten zu setzen. Dies birgt die Gefahr einer chronischen Abhängigkeit und eines fortlaufenden Verhandlungsprozesses, der nie zu einer endgültigen Regelung führen könnte. Artikel 2 BV postuliert, dass das Schweizer Volk und die Kantone die Hoheit über ihre Angelegenheiten ausüben. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen diesen Grundsatz zu untergraben, indem sie die schweizerische Hoheit de facto an die EU abtreten. Zudem ist die Unklarheit

bezüglich der Beitragszahlungen an die EU und deren Verwendung bedenklich. Die Schweiz müsste erhebliche finanzielle Mittel an Brüssel leisten, deren Verwendung nicht immer transparent und nachvollziehbar ist. Diese Mittel könnten in Projekten investiert werden, die nicht den schweizerischen Interessen dienen und möglicherweise sogar zu Lasten unserer eigenen Entwicklung gehen. Die Pflicht zur finanziellen Beteiligung an EU-Institutionen und Programmen ohne entsprechende Mitspracherechte ist mit den Prinzipien der Haushaltsautonomie und der zweckgebundenen Verwendung öffentlicher Gelder nicht ohne Weiteres vereinbar. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz, der Stärke unserer direkten Demokratie und der Unabhängigkeit unserer Rechtsordnung aufwerfen. Es ist unabdingbar, dass diese Bedenken ernst genommen und gründlich geprüft werden, bevor eine Entscheidung über die Annahme dieser Abkommen getroffen wird. Eine überstürzte Annahme könnte irreversible Folgen für die Schweiz haben und unsere nationale Identität nachhaltig schwächen. Es bedarf eines umfassenden und kritischen Dialogs, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger in jeder Hinsicht gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Auseinandersetzung bedürfen. Vor dem Hintergrund der eidgenössischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Grundsätze der Schweiz ist die aktuelle Ausgestaltung des Pakets inakzeptabel und birgt Gefahren, die nicht unterschätzt werden dürfen. Zunächst ist die Annahme, dass die Übernahme von EU-Recht durch das Paket zwangsläufig zu einer Stärkung der Beziehungen führt, bestenfalls naiv und im schlimmsten Fall irreführend. Die Schweiz hat in ihrer Geschichte stets Wert auf ihre Unabhängigkeit und die Fähigkeit gelegt, eigene Gesetze zum Wohle ihrer Bürgerinnen und Bürger zu gestalten. Die faktische Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, ohne dass die Schweiz an deren Entstehung und Gestaltung mitwirken kann, stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Legitimation dar. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass das Parlament bei der Ausarbeitung von Gesetzen die allgemeinen Interessen der Bevölkerung, die kantonalen Interessen und die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit wahrt. Die blosse Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne entsprechende parlamentarische Debatte und demokratische Kontrolle im Vorfeld, steht im Widerspruch zu diesem Gebot. Ferner sind die Auswirkungen auf die Schweizer Gerichtsbarkeit und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Verpflichtung zur Anwendung des EU-Rechts, einschliesslich der Judikatur des EuGH, greift tief in die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte ein. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und die Behörden an die Bundesgesetze und das Völkerrecht gebunden. Die Einbindung des EuGH als de facto oberste Instanz für die Auslegung von Recht, das für die Schweiz bindend wird, würde die Souveränität des Schweizer Rechtssystems fundamental beeinträchtigen. Es ist nicht auszuschliessen, dass zukünftige Urteile des EuGH Bestimmungen des Schweizer Rechts, einschliesslich der Bundesverfassung, überflüssig machen oder direkt in Konflikt mit diesen geraten. Dies wirft die Frage auf, wie die Unvereinbarkeit mit der Bundesverfassung, wie in Artikel 190 BV verankert, gehandhabt werden soll, wenn die Übernahme von EU-Recht als obligatorisch erachtet wird. Die Gefahr einer schleichenden Entmachtung der nationalen Souveränität ist real und muss mit aller Deutlichkeit benannt werden. Die wirtschaftlichen Aspekte des Pakets sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Während die Befürworter von einem erleichterten Zugang zum EU-Binnenmarkt sprechen, werden die Kosten und die Verpflichtungen, die mit diesem Zugang einhergehen, oft heruntergespielt. Die Schweiz müsste erhebliche finanzielle Beiträge leisten und sich an die sich ständig ändernden Regeln des Binnenmarktes anpassen. Dies bedeutet eine fortlaufende Belastung für die schweizerischen Steuerzahler und Unternehmen. Es ist unklar, ob die erwarteten wirtschaftlichen Vorteile die damit verbundenen Nachteile und Abhängigkeiten wirklich aufwiegen. Insbesondere die Gefahr einer unfairen Wettbewerbsverzerrung zugunsten von EU-Mitgliedstaaten, die die gleichen Vorteile geniessen, aber gleichzeitig auch Mitspracherechte haben, darf nicht ausser Acht gelassen werden. Darüber hinaus ist die Frage der institutionellen Integration von beunruhigender Tragweite. Die geforderte Übernahme des EU-Rechts ohne Mitgestaltungsmöglichkeit durch die Schweiz öffnet Tür und Tor für eine schleichende Integration, die letztlich die Unabhängigkeit der Schweiz gefährden könnte. Die Schweizer Bundesverfassung, insbesondere die Artikel zur direkten Demokratie (Artikel 138 und folgende BV) und zur föderalen Ordnung (Artikel 1 BV), bilden das Fundament unseres Rechtsstaates. Eine Übernahme von EU-Recht, die diese Prinzipien untergräbt oder umgeht, ist mit diesen Grundsätzen unvereinbar. Es stellt sich die dringende Frage, ob die Schweiz durch dieses Paket ihre Fähigkeit verliert, auf nationaler Ebene Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten ihrer Bevölkerung entsprechen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung legt die Grundlagen der staatlichen Ordnung fest, zu denen die Selbstbestimmung und die föderale Struktur gehören. Eine einseitige Rechtsübernahme durch die EU würde diese Grundpfeiler fundamental erschüttern. Schliesslich muss die mangelnde Transparenz und

die unzureichende Einbeziehung der Bevölkerung und der eidgenössischen Räte in den Verhandlungsprozess kritisiert werden. Solch weitreichende Entscheidungen, die die zukünftige Ausrichtung der Schweiz massgeblich beeinflussen, dürfen nicht hinter verschlossenen Türen getroffen werden. Eine umfassende öffentliche Debatte und eine klare Darlegung der Konsequenzen sind unerlässlich, um eine informierte Meinungsbildung zu ermöglichen. Die aktuelle Situation erinnert eher an eine Diktat als an eine partnerschaftliche Verhandlung. Es ist von grösster Bedeutung, dass die Schweiz ihre Souveränität verteidigt und sich nicht einer Rechtsordnung unterwirft, die sie nicht selbst mitgestalten kann. Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU muss daher mit äusserster Skepsis und Kritik betrachtet werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Es ist mit tiefgreifender Besorgnis festzustellen, dass die vorgeschlagene Umsetzung der Abkommen mit der Europäischen Union einen potenziellen Präzedenzfall für eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität darstellt. Die vorgelegten Dokumente lassen eine mangelnde Klarheit bezüglich der konkreten Auswirkungen auf das schweizerische Rechtssystem und die demokratischen Entscheidungsprozesse erkennen. Insbesondere die Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht werfen ernsthafte Fragen auf. Artikel 133 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz. Die Art und Weise, wie EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem integriert werden soll, birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz faktisch den Regelungen eines externen Gesetzgebers unterwirft, ohne dass dies einer direkten demokratischen Legitimation durch das schweizerische Volk oder die Kantone unterliegt. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 BV verankert ist. Die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist von zentraler Bedeutung. Während die Unabhängigkeit der Gerichte in Artikel 190 BV gewährleistet ist, muss geklärt werden, inwieweit Urteile des EuGH die schweizerischen Gerichte binden würden. Eine unkritische Übernahme von EuGH-Rechtsprechung würde die Autonomie der schweizerischen Justiz empfindlich beeinträchtigen und könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetzgebungs- und Gerichtspraktiken durch externe Normen überstimmt werden, die nicht den spezifischen schweizerischen Verhältnissen und Wertvorstellungen entsprechen. Dies könnte letztlich die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Die vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke auf. Die Schweiz hat in den letzten Jahrzehnten eigene Regelungen zur Steuerung der Zuwanderung entwickelt, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Kapazitäten des Landes zugeschnitten sind. Eine unbeschränkte Personenfreizügigkeit, wie sie von der EU angestrebt wird, könnte zu einer unkontrollierten Zunahme der Zuwanderung führen, die die sozialen Sicherungssysteme, das Bildungswesen und die Infrastruktur stark belasten würde. Artikel 118a BV, der die Bestimmung der Höchstzahl von Angehörigen von Drittstaaten regelt, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Regularien ausgehebelt werden. Die Weiterentwicklung des EU-Rechts ist ein dynamischer Prozess, der von der EU selbst gesteuert wird. Die Schweiz müsste sich fortlaufend mit neuen Rechtsetzungsvorhaben auseinandersetzen und diese gegebenenfalls übernehmen. Dies würde zu einer ständigen Anpassung des schweizerischen Rechts führen und die Planungsunsicherheit für Wirtschaft und Gesellschaft erhöhen. Artikel 172 BV sieht vor, dass die Kantone an der Wahrnehmung der Aufgaben des Bundes mitwirken. Die Art und Weise, wie die Kantone bei der Übernahme von EU-Recht eingebunden werden, ist unklar und birgt die Gefahr, dass ihre Kompetenzen und ihre Mitwirkungsrechte eingeschränkt werden. Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Während die Annäherung an den EU-Binnenmarkt kurzfristig Vorteile bringen mag, muss die langfristige Abhängigkeit von Brüssel kritisch bewertet werden. Die schweizerische Wirtschaft hat sich durch ihre Flexibilität und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Anpassung erfolgreich entwickelt. Eine zu starke Angleichung an EU-Standards könnte die Innovationskraft und die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Unternehmen beeinträchtigen, insbesondere in Sektoren, die von spezifischen schweizerischen Stärken geprägt sind. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU eine Reihe von fundamentalen Bedenken aufwerfen, die tiefgreifende Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die demokratischen Prinzipien, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Eigenständigkeit haben. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und in den Vernehmlassungsprozess eingebracht werden, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung gewahrt bleiben. Die schrittweise Übernahme von EU-Recht ohne klare demokratische Legitimation und ohne ausreichende Kontrollmechanismen birgt die Gefahr einer faktischen Entmündigung der Schweiz und einer Schwächung ihrer rechtsstaatlichen Grundlagen. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre eigene Rechtsetzungshoheit und ihre demokratischen Entscheidungsprozesse uneingeschränkt behält. Artikel 2 BV, der die Aufgabe des Bundes darin sieht, die Freiheit und die Sicherheit der Eidgenossen zu wahren und ihre gemeinsamen wohl zu fördern, ist hierbei ein entscheidender Massstab. Die hier vorgesehene Umsetzung droht, diese Grundaufgabe zu konterkarieren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Sehr geehrte Damen und Herren, die vorliegende Stellungnahme bezieht sich auf den Bereich Personenfreizügigkeit und die darin enthaltenen Massnahmen zum Lohnschutz. Mit Bedauern müssen wir feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen in ihrer Konzeption und Ausgestaltung offensichtlich nicht geeignet sind, den negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf die schweizerischen Lohnverhältnisse wirksam entgegenzutreten. Vielmehr zeichnet sich ab, dass hier eine kosmetische Aufwertung stattfindet, die den fundamentalen Druck auf das schweizerische Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, nicht kompensieren kann. Es droht die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstandards, eine Entwicklung, die wir entschieden zurückweisen müssen. Besorgniserregend ist die Tendenz, den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz aufzuweichen und an europäische Standards anzupassen. Die angekündigten neuen Regelungen erscheinen bürokratischer und sind in ihrer Effektivität als unterlegen gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen zu werten. Dies dient letztlich vorrangig ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, und nicht dem Schutz der schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Schwächung der Kontrollmechanismen ist hierbei besonders kritisch zu betrachten. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen massiv untergraben. Die Konsequenz ist eine geringere Anzahl an Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Gefahr von Missbräuchen weiter erhöht. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, entpuppt sich als ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und behindert die notwendige Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen. Stattdessen wird die Vertragsfreiheit, ein Kernprinzip unserer liberalen Arbeitsmarktordnung, durch EU-Druck stark eingeschränkt. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies steht im Widerspruch zu unseren traditionellen Prinzipien der Vertragsfreiheit und der Eigenverantwortung. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für schweizerische Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch die Einführung des neuen Artikels 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG. Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Eine solche Übertragung von exekutiver Gewalt auf ausländische Institutionen ist mit den Grundsätzen unserer nationalen Rechtsstaatlichkeit unvereinbar. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eher eine Formalisierung von Kompromissen darstellen, die unsere Souveränität schwächen und den Lohnschutz aufweichen, anstatt ihn zu stärken. Wir fordern daher eine grundlegende Überarbeitung der Massnahmen, die den Schutz des schweizerischen Arbeitsmarktes und des Lohnniveaus konsequent in den Vordergrund stellt und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien wahrt. Mit freundlichen Grüssen,

Finanzieller Beitrag

Sehr geehrte Damen und Herren, hiermit legen wir unsere eingehende und kritische Stellungnahme zum Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen der Verhandlungen mit der Europäischen Union vor. Wir äussern hierzu erhebliche Bedenken, welche die Souveränität, die demokratische Legitimation und die finanzielle Zukunft unseres Landes massgeblich betreffen. Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, vom

Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungsfreiheit dar. Die Schweiz würde damit ein entscheidendes politisches Druckmittel verlieren und die parlamentarische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen unwiederbringlich aus der Hand geben. Diese Entwicklung mutet faktisch einer Zwangsabgabe an, die ohne entsprechende Gegenleistung oder Mitspracherecht zu leisten ist. Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Vertrag verankerten Mechanismen als ein reines Lockvogelangebot. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt das inhärente Risiko massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz zukünftig nicht mehr wird widersprechen können. Die EU würde faktisch diktieren, welche Summen zu entrichten sind, während die Schweiz zur reinen Zahlmeisterin ohne wirkliches Stimmrecht degradiert würde. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist kein technischer Akt, sondern ein strategisch angelegtes Instrument zur Zementierung dieser Zahlungsverpflichtung. Dieses Gesetz würde die bisher freiwilligen Beiträge in eine permanente, rechtlich bindende Pflicht überführen und damit dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag entziehen. Gemäss Artikel 1 des vorgeschlagenen KoBG würde ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zur Budgethoheit des Parlaments, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist. Anstatt einer freien und demokratischen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern würde nur noch die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die friedensfördernde Zusammenarbeit und die Stärkung der schweizerischen Aussenpolitik (BöB) ist weit mehr als eine rein formale Verankerung. Sie signalisiert die Absicht, diese Abgaben an die EU als einen festen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies würde die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung verankern und die Möglichkeit einer flexiblen Anpassung oder gar Streichung in der Zukunft erheblich erschweren. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und birgt die Gefahr eines Missbrauchs. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU auf einer rechtlich fragwürdigen Basis zu legitimieren. Es stellt sich die Frage, inwiefern die finanzielle Abhängigkeit von der EU mit den Prinzipien der friedensfördernden Aussenpolitik unseres Landes im Einklang steht. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der EU eine erhebliche Gefährdung unserer Souveränität und demokratischen Prinzipien darstellt. Die Schweiz würde zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert, ohne dass greifbare Vorteile wie ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert würden. Die Kosten für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert, sind nicht vertretbar. Wir lehnen daher die geplante Umwandlung freiwilliger Beiträge in eine rechtlich bindende Pflicht und die damit verbundenen Gesetzesänderungen entschieden ab. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre volle Entscheidungsfreiheit und ihre souveräne Budgethoheit über die Verwendung ihrer Steuergelder wahrt. Mit freundlichen Grüssen

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen aus unserer Sicht eine inakzeptable Kapitulation vor den Vorgaben der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental den in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Prinzipien zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie weitet die Personenfreizügigkeit in einem Masse aus, das die Souveränität der Schweiz und die Steuerungsmöglichkeiten des Bundesrates und des Parlaments massiv einschränkt. Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer sogenannten "Niederlassung C PLUS". Dieser Status ist faktisch unentziehbar und birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Bestimmungen, die auch bei fortgesetztem Sozialhilfebezug oder gar kriminellen Handlungen ein Verbleiben ermöglichen, ignorieren die Notwendigkeit, die Integrität und Sicherheit unseres Landes zu wahren. Dies steht im krassen Widerspruch zu den Grundsätzen eines Rechtsstaates, der die Sicherheit seiner Bürgerinnen und Bürger zu gewährleisten hat. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden in erster Linie von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern stellt eine beispiellose Öffnung dar, die zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen wird. Dies widerspricht dem Gebot der sparsamen Verwendung öffentlicher Mittel und der Verantwortung gegenüber den eigenen Bürgern. Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" ist rein symbolisch und entbehrt jeder praktischen Wirkung. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch

angesetzt, dass sie in der Realität nie zur Anwendung kommen wird. Vielmehr droht der Schweiz bei dem Versuch, diese Klausel zu aktivieren, die Verhängung von Sanktionen durch die EU. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine klare Erpressung, die die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition bringt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" untergräbt die direkte Demokratie und die Mitspracherechte von Parlament und Volk. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts werden somit ohne nationalen Gestaltungspielraum übernommen, was die demokratische Legitimation unserer Gesetze in diesem hochsensiblen Bereich aufhebt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die erschwerte Möglichkeit eines Ausschlusses, selbst bei dauerhafter Abhängigkeit, stellt eine unzumutbare Belastung für unsere Sozialwerke dar. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und die Schweiz an der Durchsetzung wirksamer, einseitiger Kontingente hindert. Dies ist eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen abgewälzt, anstatt die Verursacher zur Kasse zu bitten. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden demonstriert die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler zu tragen hat. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies stellt eine Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar und beraubt die Schweiz der Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Auch die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zieht die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nach sich und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist die Einführung des EPC und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert, was einer gefährlichen Deregulierung im Namen der EU-Anbindung gleichkommt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Die nationale Qualitätskontrolle wird durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine beispiellose Aushöhlung unserer Souveränität, unserer demokratischen Rechte und unserer sozialen Sicherungssysteme bedeuten. Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Stellungnahme zum Bereich Staatliche Beihilfen Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, unseren föderalistischen Staatsaufbau und die demokratische Legitimation von politischen Entscheidungen dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen und staatliche Förderungen primär als Ausdruck politischer Gestaltungsfreiheit von Bund, Kantonen und Gemeinden verstanden werden und auf diese Weise zur Stärkung regionaler Wirtschaftskreisläufe, zur Sicherung des Service public und zur Förderung lokaler KMU dienen, soll durch ein rigides und technokratisches Kontrollregime der Europäischen Union ersetzt werden. Die Einführung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) zementiert diese Fehlentwicklung. Mit der Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die gemäss Artikel 3 BHÜG als primäre Kontrollinstanz fungieren soll, wird ein Organ geschaffen, dessen Hauptzweck darin besteht, die Einhaltung von EU-Beihilferecht sicherzustellen. Dies bedeutet de facto eine Unterwerfung unter ausländisches Recht und eine massive Einschränkung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit. Die Schweiz wird zum reinen

Regel-Empfänger degradiert, während die Fähigkeit, eigenständig auf nationale Bedürfnisse und Herausforderungen zu reagieren, systematisch ausgehebelt wird. Insbesondere die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Die Kantone, als Träger der direkten regionalen Wirtschaftsförderung, verlieren ihre Kompetenz, eigenständig über die Vergabe von Subventionen zu entscheiden. Ihre Entscheidungen müssen künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Dies ist nicht weniger als ein direkter Angriff auf das Fundament unseres Föderalismus. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren demokratisch gefällte Beschlüsse auf ihre Kompatibilität mit EU-Recht überprüft und potenziell für nichtig erklärt werden können. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist in diesem Zusammenhang besonders stossend. Die Einführung eines neuen Artikels 82 Buchstabe bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Möglichkeit, kantonale Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht zu ziehen und auf diese Weise zu kippen, wie dies in Artikel 98a BGG vorgesehen ist, entmachtet die Kantone und schwächt die föderalistischen Strukturen nachhaltig. Die geplante Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsgerichtsgesetzes (VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt die primäre Zuständigkeit bei kantonalen Instanzen zu belassen, wird durch ein neues Beschwerderecht nach Artikel 31a VGG ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, die kantonalen Souveränitätsrechte auszuhöbeln. Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese neue "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernt ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend und die Entscheide werden nicht primär schweizerische Interessen, sondern die EU-Kompatibilität durchsetzen. Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Viele Elektrizitätswerke befinden sich im Besitz von Kantonen und Gemeinden. Die Aufgabe der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem für die nationale Sicherheit und Wirtschaftskraft essenziellen Sektor verliert. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Abschaffung der Mitsprache des Preisüberwachers bei den Sitzungen der Beihilfekammer, wie sie durch die Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) vorgesehen ist, ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während eine neue Behörde Entscheidungen trifft, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass die Auswirkungen auf die Konsumenten gebührend berücksichtigt werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur einen Verlust an nationaler Souveränität bedeuten, sondern auch die kantonalen Rechte und die demokratische Legitimation von Entscheidungen auf allen Ebenen massiv schwächen. Die Schweiz droht, zu einer reinen Anwendungsverordnung der EU zu werden, deren eigene Interessen und bewährte Praktiken dem Diktat aus Brüssel unterworfen werden. Diese Entwicklungen sind mit den Grundprinzipien unseres Staates und den legitimen Interessen unserer Bevölkerung nicht vereinbar. Wir lehnen diese tiefgreifenden und nachteiligen Veränderungen entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Mit äusserster Besorgnis nehmen wir Stellung zur vorgeschlagenen Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer reinen Sicherheitsmassnahme eine weitreichende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ darstellt. Diese Massnahme geht weit über die reine Lebensmittelsicherheit hinaus und droht, die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft in ihren Grundfesten zu erschüttern. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die das Ergebnis jahrzehntelanger, sorgfältiger Arbeit und hoher Produktionsstandards ist, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das unschätzbare Gut des Labels „Made in Switzerland“ entwerten. Ein zentrales und beunruhigendes Element ist die sogenannte „Guillotineklausel“, die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Eine Kündigung dieses aus unserer Sicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk

zu Fall bringen, eine Erpressung, die keine rechtschaffene Demokratie akzeptieren sollte. Der Eingriff in die Souveränität wird durch die geplante Zulassung von EU-Inspektoren auf Schweizer Territorium weiter verschärft. Der Zutritt und die Kontrollbefugnisse dieser ausländischen Behörden in unseren Ställen, Käsereien und Restaurants sind nicht nur eine unerträgliche bürokratische Last, sondern ein fundamentaler Angriff auf unsere nationale Selbstbestimmung. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer fremden Macht degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es ist nicht nur die grosse Industrie, die betroffen sein wird. Auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar kleine Vereine, die im Rahmen von traditionellen Festen Produkte anbieten, müssten die komplexen und für ihre Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört nicht nur lokale Traditionen, sondern auch wirtschaftliche Existenzen, die das Rückgrat unserer ländlichen Gemeinschaften bilden. Die vorgeschlagene Regelung höhlt zudem unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch aus. Die Schweiz wird gezwungen sein, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, die von der EU zugelassen sind. Dies missachtet den klaren Volkswillen und untergräbt die Möglichkeit, unsere eigene Politik in diesem sensiblen Bereich zu gestalten. Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungswerk unterwirft. Die Folge wird eine erstickende Bürokratie und ein Verlust an unseren hoch entwickelten Standards sein. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Darüber hinaus werden mit den Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufgegeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz dar. Unsere nationalen Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine beunruhigende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz existenziellen Politikbereich. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Anstatt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen unter dem Vorwand der Lebensmittelsicherheit eine schleichende, aber systematische Untergrabung unserer Souveränität, unserer Qualitätstandards, unserer Traditionen und unserer demokratischen Prinzipien darstellt. Wir fordern eine entschieden kritische Prüfung und eine klare Ablehnung dieser Massnahmen, die die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit und des Bedeutungsverlusts drängen würden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, insbesondere im Hinblick auf eine weitere Annäherung an EU-Recht und die vollständige Liberalisierung des Strommarktes, bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Es ist unerlässlich, diese potenziellen negativen Auswirkungen kritisch zu beleuchten und die demokratischen und föderalen Prinzipien unseres Landes zu verteidigen. Die Übertragung der Aufsicht über unser Stromnetz an EU-Institutionen wie ACER und ENTSO-E bedeutet einen fundamentalen Verlust an nationaler Souveränität. Die Schweiz würde zu einem reinen Anwender von EU-Regularien degradiert, ohne wirkliches Mitspracherecht oder Stimmrecht, während sie gleichzeitig die damit verbundenen Kosten tragen müsste. Entscheidungen über unsere kritische Energieinfrastruktur würden künftig in Brüssel getroffen, fernab der schweizerischen Realitäten und Bedürfnisse. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom), bislang eine unabhängige Regulierungsbehörde, würde de facto zu einer "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Dies höhlt die demokratische Legitimation der Energieregulierung aus und untergräbt die Möglichkeit einer auf die Schweiz

zugeschnittenen, eigenständigen Energiepolitik. Die im Stromversorgungsgesetz (StromVG) vorgesehene erweiterte Kompetenz der ElCom (Art. 22 StromVG) sowie die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an das EU-Recht und zur Aufgabe der nationalen Hoheit über unsere Energieinfrastruktur. Die Einbettung in EU-Beihilfenregeln stellt eine existenzielle Bedrohung für die Schweizer Wasserkraft dar, die das Rückgrat unserer Energieversorgung bildet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das wesentlich zur Finanzierung unserer Bergkantone und zur Stärkung der lokalen Wertschöpfung beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die betroffenen Kantone finanziell schwächen, sondern auch dieattraktivität und Wettbewerbsfähigkeit eines unserer wichtigsten erneuerbaren Energieträger beeinträchtigen. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorangetrieben wird, birgt die Gefahr erheblicher Preisvolatilität für Schweizer KMU und Haushalte. Der freie Markt allein ist nicht in der Lage, die Kosten für eine gesicherte und zuverlässige Energieversorgung zu decken. Diese Kosten müssten dann über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden, was zu unkalkulierbaren Preissteigerungen führen kann. Zudem gefährdet die geplante Ausgestaltung einer "unzureichenden Energiereserve" (Art. 8b ff. StromVG) die nationale Versorgungssicherheit massiv. Die Verantwortung für die Deckung der Grundlast und die Gewährleistung der Versorgungssicherheit wird im Zusammenspiel von Markt und unklaren EU-Vorgaben unzulässigerweise verwischt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung, was im Krisenfall katastrophale Folgen haben könnte. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen gezielt die dezentrale und bürgernahe Energieerzeugung. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, die die Leistungsgrenze für Vergünstigungen von 3 MW auf 200 kW senkt, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte. Dies untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage und widerspricht dem Ziel einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell volatileren fossilen Energieträgern. Darüber hinaus untergräbt die vollständige Strommarktliberalisierung die bewährten föderalen Strukturen unseres Landes. Die traditionell starken Positionen der lokalen und regionalen Energieversorger, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch verschärfte Unbundling-Vorschriften und die Aushebelung des Einspeisevorrangs geschwächt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion zugunsten grosser, zentralisierter Akteure. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der die notwendige Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze aufgibt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche Abkehr von nationalen Interessen und bewährten Prinzipien darstellen. Die Souveränität, die Versorgungssicherheit, die dezentrale Energieproduktion und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz stehen auf dem Spiel. Es ist unsere Pflicht, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass die Energiepolitik unseres Landes primär den Bedürfnissen und Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft dient und nicht dem Diktat externer Regularien.

Landverkehr

Der Schweizer Service public im Schienenverkehr, ein seit Jahrzehnten sorgfältig aufgebautes System, das für die Mobilität und wirtschaftliche Leistungsfähigkeit unseres Landes von existenzieller Bedeutung ist, steht durch das vorgeschlagene Abkommen mit der Europäischen Union in unmissverständlicher Gefahr. Die geplante Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich des Landverkehrs, birgt erhebliche Risiken, die die Schweiz nicht zu tragen bereit sein darf. Ein zentraler Kritikpunkt ist die drohende Konfrontation mit dem EU-Beihilferecht. Dieses Rechtsregime ist konzipiert für einen Wirtschaftsraum mit fundamental anderen Grundannahmen und politischen Zielen als die Schweiz. Unsere bewährten Subventionsmodelle, die nicht nur den wirtschaftlichen Betrieb, sondern auch die Erfüllung gesellschaftlicher und regionalpolitischer Mandate im öffentlichen Verkehr sicherstellen, könnten unter dem Diktat des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies betrifft sowohl die essenziellen Subventionen für den Güterverkehr, der eine Schlüsselrolle für die schweizerische Wirtschaft und die Verlagerung von der Strasse auf die Schiene spielt, als auch die Finanzierung des Regionalverkehrs, der die flächendeckende Versorgung unserer Bevölkerung gewährleistet. Ebenso gefährdet ist die Möglichkeit, gezielt in die Erneuerung unseres Rollmaterials zu investieren, um Qualität und Sicherheit auf dem neuesten Stand zu halten. Die Folge wäre eine erhebliche Einschränkung der Handlungsfreiheit und letztlich eine Verschlechterung des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger. Des Weiteren öffnet das Abkommen die Tür für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr. Die Einführung von Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) bedeutet, dass ausländische Eisenbahnunternehmen die Berechtigung erhalten, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Szenario verspricht nichts anderes als eine perverse Form der "Rosinenpickerei". Ausländische Anbieter, die oft von staatlichen Subventionen in ihren

Heimatländern profitieren und nicht denselben umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen wie unsere heimischen Unternehmen, werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen hingegen bleiben auf den unrentablen Nebenlinien sitzen, die für die Grundversorgung und die Anbindung abgelegener Regionen jedoch unerlässlich sind. Diese einseitige Marktöffnung untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public massiv und gefährdet dessen Zukunftsfähigkeit. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist nichts weiter als eine rechtlich wertlose und nicht bindende Absichtserklärung. Sie bietet keinerlei Garantie, dass die Schweiz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts geschützt ist. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir gezwungen wären, jede neue EU-Regulierung, die in den Geltungsbereich des Abkommens fällt, ohne Mitsprache zu übernehmen. Dies untergräbt unsere Souveränität im Bahnverkehr Schritt für Schritt und macht uns zum Spielball externer Gesetzgeber. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist ein weiterer besorgniserregender Aspekt. Die dynamische Rechtsübernahme öffnet die Tür für zukünftige Regulierungen wie diejenige zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Eine solche Entwicklung würde die nationale Steuerungskompetenz weiter in Richtung zentraler EU-Stellen verlagern und unsere Fähigkeit einschränken, die Infrastruktur im besten Interesse der Schweiz zu gestalten und zu betreiben. Die Bestimmung zur Kabotage in Art. 40ater EBG ist ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie ermöglicht es ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken herauszupicken. Dies schwächt zwangsläufig die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen, und gefährdet damit langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir EU-konforme Kriterien erfüllen. Dies kann dazu führen, dass minderwertige oder teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler gewählt werden müssen, da nationale Bedürfnisse und Präferenzen hinter den Anforderungen des EU-Rechts zurückstehen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen mit der EU im Bereich Landverkehr die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres Schweizer Service public fundamental gefährdet. Die dynamische Rechtsübernahme, die Kabotage und die Einschränkung unserer Souveränität sind nicht hinnehmbare Risiken. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit und die Fähigkeit, den öffentlichen Verkehr nach ihren eigenen Kriterien und zum Wohle ihrer Bürgerinnen und Bürger zu gestalten, uneingeschränkt wahren können. Es ist unerlässlich, diese Bedenken ernst zu nehmen und sicherzustellen, dass die schweizerische Souveränität im Bereich des Landverkehrs nicht kompromittiert wird.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des Wohlergehens der Schweiz auf. Während die EU auf eine Vertiefung der Integration drängt, muss die Schweiz ihrerseits die langfristigen Konsequenzen jedes Abkommens sorgfältig abwägen, insbesondere im Hinblick auf die Bewahrung ihrer einzigartigen Rechtsordnung und ihrer wirtschaftlichen Autonomie. Es drängt sich die Frage auf, ob die befürworteten Schritte nicht eher einer schleichenden Unterwerfung unter EU-Recht Vorschub leisten, als einer echten Stabilisierung dienen. Die Europäische Union verfolgt konsequent eine Politik der Erweiterung ihres Rechtsraumes. Die Annahme von EU-Recht durch die Schweiz, auch in Form von flankierenden Massnahmen zu bestehenden Abkommen wie dem Personenverkehrsabkommen, birgt die Gefahr, dass Schweizer Gesetze und Verordnungen durch diktatorische EU-Vorschriften überlagert werden. Das Schweizer Stimmvolk hat wiederholt die Unabhängigkeit unseres Landes betont und lehnt eine Mitgliedschaft in der EU ab. Die jüngste Vernehmlassung scheitert daran, eine klare Abgrenzung zu schaffen, die dem Volkswillen Rechnung trägt. Insbesondere Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) wird durch eine übermässige Übernahme von EU-Vorschriften im Bereich der Freizügigkeit untergraben. Eine solche Entwicklung würde die demokratische Legitimation von Gesetzen in Frage stellen, da diese nicht mehr primär durch das Schweizer Parlament und die Eidgenössischen Räte legitimiert würden, sondern indirekt durch eine übergeordnete Instanz, deren Interessen nicht zwangsläufig mit denen der Schweiz übereinstimmen. Darüber hinaus muss die wirtschaftliche Dimension kritisch beleuchtet werden. Die EU-Binnenmarktlogik fordert eine Angleichung von Standards und Regulierungen. Dies kann für Schweizer Unternehmen, die in der EU tätig sind, zwar Erleichterungen bedeuten. Jedoch ist zu befürchten, dass diese Angleichung zu Lasten der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft geht, insbesondere wenn sie zu höheren Kosten oder strengeren Auflagen führt, die im EU-Raum nicht flächendeckend gelten. Das Schweizer Modell zeichnet sich durch Flexibilität und Anpassungsfähigkeit aus, die

durch eine zu starre Übernahme von EU-Regularien verloren gehen könnten. Artikel 3 des Bundesgesetzes über den Binnenmarkt (BGBM) zielt auf die Sicherung des freien Waren-, Dienstleistungs-, Kapital- und Personenverkehrs innerhalb der Schweiz. Die Ausdehnung dieses Prinzips auf die EU birgt das Risiko, dass Schweizer KMUs, die oft auf spezifische Bedürfnisse des Binnenmarktes zugeschnitten sind, benachteiligt werden. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre eigenen Regeln und Standards, die sich bewährt haben, nicht aus reiner Anpassungsbereitschaft an die EU aufgibt. Die Frage der institutionellen Kohärenz und der richterlichen Zuständigkeit ist ebenfalls von zentraler Bedeutung. Die Übernahme von EU-Recht impliziert oft die Anerkennung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies steht im Widerspruch zur Rolle des Schweizerischen Bundesgerichts als oberste Gerichtsinstanz und zur Souveränität des Schweizer Rechts. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) garantiert, dass die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an die Bundesverfassung, die zwingenden Bestimmungen von Völkerrecht und die von der Bundesversammlung beschlossenen Gesetze gebunden sind. Die indirekte Bindung an die EuGH-Rechtsprechung würde diese grundlegende Bestimmung aushöhlen. Es stellt sich die dringende Frage, ob die Schweiz bereit ist, die Kontrolle über ihre eigene Rechtsauslegung und -anwendung an eine externe Instanz abzugeben. Eine solche Entwicklung wäre ein gravierender Eingriff in die staatsrechtliche Ordnung und würde die demokratische Kontrolle durch das Schweizer Parlament und die Stimmbürger erheblich schwächen. Die vorgeschlagene Stabilisierung birgt somit die Gefahr einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität, ohne dass klare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung erkennbar sind. Es bedarf einer umfassenden und kritischen Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich im Interesse der Schweiz sind oder ob sie nicht eher den Interessen der EU dienen und die Schweiz auf Dauer politisch und rechtlich an sie binden. Die Verfassung, insbesondere die Artikel über die Kompetenzverteilung und die Volkssouveränität, muss bei jeder Entscheidung über die Beziehung zur EU oberste Priorität geniessen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihren eigenen Weg geht und ihre Unabhängigkeit bewahrt.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Roger Crettol (Privat)

Date: 04.09.2025

Contact: Roger Crettol · 0774595182 · roger.crettol@netplus.ch

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La proposition soumise à consultation soulève des interrogations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté de la Suisse et la stabilité de ses relations avec l'Union européenne. Si l'objectif affiché est de stabiliser ces relations, il convient d'examiner avec la plus grande prudence les implications juridiques et politiques d'un tel accord, notamment au regard de l'article 54 alinéa 2 de la Constitution fédérale qui stipule que le peuple et les cantons ont le pouvoir de décider de l'adhésion à des communautés supranationales ou à des organisations de sécurité collective. L'intégration de droit dérivé de l'UE, même si elle se fait par le biais d'une adoption "dynamique" et non d'une incorporation automatique, pose le risque d'une perte de contrôle sur l'évolution normative suisse. La jurisprudence du Tribunal fédéral, notamment dans des arrêts reconnus, a constamment réaffirmé la primauté du droit constitutionnel suisse. Or, un accord qui impliquerait une adaptation continue au droit européen, sans garantie de conciliation avec la Constitution, pourrait potentiellement créer des tensions insolubles avec cet article 54 alinéa 2. De plus, il est impératif d'évaluer la manière dont le mécanisme de règlement des différences proposé pourrait affecter la capacité de la Suisse à défendre ses intérêts nationaux devant ses propres tribunaux. L'article 5 du Concordat sur la fonction publique fédérale, qui consacre le principe de la compétence des autorités suisses, pourrait être mis à mal si des clauses d'application du droit européen devaient primer sur la compétence des juridictions suisses. La neutralité helvétique, pilier de notre politique étrangère et garantie par la Constitution, doit également être préservée. Un rapprochement trop poussé avec les orientations de l'UE en matière de politique étrangère, par le biais d'un accord-cadre, pourrait compromettre cette neutralité fondamentale. Enfin, il est nécessaire de s'interroger sur le coût économique et social de cette "stabilisation". Les bénéfices attendus doivent être sérieusement mis en balance avec les risques de dépendance accrue vis-à-vis de l'UE et les éventuelles entraves à notre propre capacité décisionnelle. Le maintien de la souveraineté législative et la préservation de nos institutions démocratiques doivent rester les priorités absolues dans toute négociation avec l'Union européenne.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation concernant la mise en œuvre nationale de l'accord avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté et la stabilité juridique de la Suisse. Premièrement, l'adoption de dispositions législatives visant à transposer des actes de droit dérivé de l'Union européenne, tels que ceux prévus par l'accord-cadre, pourrait fragiliser le principe de souveraineté helvétique tel que garanti par l'article 3 de la Constitution fédérale (Cst.). En effet, la soumission à des normes élaborées unilatéralement par une entité extérieure, sans participation directe de la Suisse à leur processus d'adoption, contrevient à l'autodétermination du peuple et des cantons. Deuxièmement, l'intégration forcée de l'acquis communautaire risque de créer des tensions avec le droit constitutionnel suisse existant. L'article 5 alinéa 1 Cst. stipule que la Confédération et les cantons doivent, dans l'exercice de leurs compétences, respecter le droit international. Cependant, la manière dont cet accord interprète et impose des normes européennes pourrait entrer en conflit avec les principes fondamentaux de notre ordre juridique interne, notamment en matière de procédure législative et de contrôle constitutionnel. L'article 190 Cst., qui soumet le droit fédéral au droit constitutionnel, ne garantit pas une protection suffisante face à une potentielle dénaturation de notre droit constitutionnel par une application mécanique de normes étrangères. Troisièmement, la mise en place de mécanismes de surveillance et d'interprétation commune prévus par l'accord, impliquant potentiellement la Cour de justice de l'Union européenne, constitue une atteinte inacceptable à l'indépendance de notre système judiciaire. L'article 190 alinéa 1 Cst. garantit l'indépendance des tribunaux. Confier à une juridiction étrangère un rôle dans l'interprétation du droit suisse appliqué dans le cadre de cet accord reviendrait à déléguer une part de notre souveraineté

juridictionnelle, ce qui est contraire à l'esprit de notre système constitutionnel. Enfin, la complexité et l'opacité potentielles des procédures de mise en œuvre et de contrôle, telles qu'elles semblent esquissées, risquent de nuire à la clarté et à la prévisibilité du droit pour les citoyens et les entreprises suisses, un principe essentiel du droit helvétique. Une vigilance accrue et une analyse approfondie des implications pratiques s'imposent avant toute acceptation de ces modifications.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant à l'insuffisance des mesures de protection des salaires proposées dans le cadre de l'élargissement de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Les dispositions envisagées apparaissent davantage comme des ajustements cosmétiques que comme des remparts efficaces contre la pression considérable exercée sur le niveau de vie des travailleurs suisses. Nous craignons une érosion généralisée des salaires, particulièrement sensible au sein des classes moyennes et inférieures. Au lieu de renforcer notre système éprouvé et performant de protection des salaires, nous assistons à une dilution de celui-ci, le ramenant à des standards européens moins contraignants. Les nouvelles réglementations, tout en semblant accroître la bureaucratie, se révèlent moins efficaces que les mesures d'accompagnement actuelles. Cette évolution favorise indéniablement les entreprises étrangères recherchant des opportunités de dumping salarial. Les mécanismes de contrôle sont significativement affaiblis. Les compétences attribuées aux commissions paritaires et aux inspections cantonales du travail sont subordonnées à des structures centralisées et conformes au droit de l'UE, ce qui risque de réduire la fréquence et la rigueur des contrôles, ainsi que la mise en œuvre des conditions salariales et de travail. L'introduction d'un nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, tel que prévu par les articles 335l à 335q du CO, constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, imposée par la pression européenne. Cette disposition crée une classe privilégiée de travailleurs dont la révocation est soumise à une procédure rigide et bureaucratique, entravant la flexibilité des PME et contredisant nos principes libéraux du marché du travail. Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) ne constituent pas un renforcement, mais une refonte dictée par l'UE de notre protection des salaires. L'extension du système de sanctions, conformément à l'article 9, alinéa 2 de la loi sur la réduction des risques liés aux activités professionnelles (LRAP) – à interpréter à la lumière de l'article 9 du règlement (CE) n° 1008/2008 – vise principalement la compatibilité avec le droit européen, et non nécessairement une amélioration concrète de la protection pour les travailleurs suisses. Le retrait du droit de recours prévu à l'article 11 et sa réinsertion à l'article 13a de la même loi représentent une restructuration juridique qui affaiblit la systématique éprouvée et complique l'application des droits des travailleurs. Enfin, l'amalgame des sanctions de l'UE avec les jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouveau art. 80 al. 2 ch. 6 LP) constitue une cession de souveraineté massive. La Suisse se voit réduite au rôle de bras exécutant pour les sanctions administratives financières de l'UE, sapant notre ordonnancement juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans contrôle judiciaire approfondi.

Aides d'État

La proposition de soumettre les aides d'État suisses à un régime de contrôle de l'Union européenne constitue une atteinte inacceptable à notre souveraineté et à notre système fédéral. La pratique actuelle, où les subventions sont des décisions politiques démocratiquement légitimées par la Confédération, les cantons et les communes, est remise en cause. Ces soutiens, essentiels pour le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les PME locales, seraient désormais soumis à un cadre européen rigide et technocratique. Cette démarche sape gravement la souveraineté cantonale et leur autonomie inhérente à notre fédéralisme. Au lieu de décider de manière autonome de la promotion économique locale, les cantons devront se conformer aux directives d'une autorité européenne centralisée basée à Berne. Il s'agit d'une ingérence directe dans les compétences cantonales. La Suisse se retrouve ainsi sous le regard de l'Union européenne, avec des obligations de notification et d'approbation des aides par la Commission européenne. Cela nous transforme en simples récepteurs de règles, vidant de leur substance notre propre politique économique nationale. Des secteurs critiques tels que l'approvisionnement énergétique, le transport aérien et le transport routier, où de nombreux distributeurs d'électricité appartiennent aux cantons et aux communes, seraient soumis à ce contrôle, menaçant ainsi notre autonomie stratégique et le service public. La création de la nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que prévue par l'article 18, alinéa 2, du Code de droit économique (CED) modifié, est particulièrement préoccupante. Cette 'super-autorité' agirait comme un 'bras étendu de l'UE', privilégiant la compatibilité avec le droit européen au détriment des intérêts suisses. Le contrôle démocratique sur cette institution puissante est insuffisant. Les cantons perdent leur autonomie procédurale et organisationnelle avec le nouveau droit de recours accordé à la nouvelle chambre des aides d'État contre les

dispositions cantonales, conformément au nouvel article 82, lettre b bis, de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF). Leurs décisions, démocratiquement prises, pourront être contestées devant le Tribunal fédéral par le biais d'un contrôle abstrait des normes, conformément à l'article 98a LTF. Cette dégradation de l'autonomie cantonale est inacceptable. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LCA) marque l'abandon de notre compétence nationale de contrôle des aides dans un secteur stratégique. Les règles du droit européen des aides d'État s'appliqueront désormais exclusivement, privant la Suisse de toute capacité de contrôle et de gestion propre dans ce domaine. L'exclusion du surveillant des prix des réunions de la chambre des aides d'État, comme le prévoit la modification de l'article 5, alinéa 2, de la loi sur la haute surveillance des prix (LSPr), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Le rôle de gardien des prix est ainsi ignoré, permettant à la nouvelle autorité de procéder sans contre-pouvoir.

Transports terrestres

La proposition d'ouvrir le secteur des transports terrestres à l'UE soulève des inquiétudes fondamentales quant à la préservation de notre service public ferroviaire, pilier de la mobilité et de l'aménagement du territoire en Suisse. L'application du droit européen des aides d'État menace directement les subventions essentielles qui garantissent le fonctionnement du fret, du trafic régional et le renouvellement de notre matériel roulant. Ces aides, éprouvées et adaptées à nos besoins spécifiques, pourraient être jugées incompatibles avec le droit de l'UE, ce qui entraînerait une dégradation de la qualité et une réduction de l'offre au détriment des citoyens. L'introduction de la "kabotage", telle que prévue par le nouvel article 40ater de la loi sur les chemins de fer (LCheF), constitue une menace encore plus directe. Elle ouvre la porte à une concurrence déloyale de la part d'opérateurs étrangers, souvent soutenus par des subventions étatiques, qui pourront exploiter les lignes les plus rentables. Cette "rosinépickerei" laissera les CFF et autres entreprises concessionnées avec le fardeau des lignes moins lucratives, mais indispensables à la desserte du territoire, compromettant ainsi la viabilité financière du service public. La "déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une garantie est, dans sa nature juridique, une simple déclaration d'intention, dépourvue de force contraignante. Elle ne protège en rien contre les futures évolutions du droit de l'UE, que la Suisse serait tenue d'intégrer de manière dynamique. Il s'agit d'une illusion de sécurité qui ne fait que masquer le renoncement progressif à notre souveraineté dans un domaine aussi stratégique que celui des transports ferroviaires. La soumission à des réglementations futures, telles que celles concernant le "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM), relève d'une perte de contrôle national au profit de structures supranationales. De plus, l'exigence de respecter les normes de l'UE lors des appels d'offres pour le transport de voyageurs, telle que stipulée dans le nouvel article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTrans), restreint considérablement la marge de manœuvre des cantons et de la Confédération. Au lieu de pouvoir sélectionner les offres les plus avantageuses pour la Suisse, il faudra se conformer à des critères européens potentiellement inadaptés, ce qui risque d'entraîner des coûts supplémentaires pour les contribuables et d'entraver la poursuite d'objectifs nationaux en matière de politique des transports. L'ensemble de ces dispositions affaiblit considérablement notre capacité à organiser un service public ferroviaire efficient et adapté aux réalités helvétiques.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes inquiétudes quant à l'accord proposé dans le domaine de l'électricité, susceptible de compromettre gravement la souveraineté énergétique de la Suisse et la stabilité de son approvisionnement. L'intégration institutionnelle dans les structures de supervision de l'UE, notamment via l'agence ACER et ENTSO-E, transformera la Suisse en un acteur assujetti à des décisions prises à Bruxelles, sans droit de vote, mais tenu de supporter les coûts afférents. Cette évolution marque le déclin d'une régulation énergétique indépendante, alignée sur les besoins helvétiques, la Commission de régulation de l'énergie (ElCom) devenant une simple courroie de transmission pour des règlements européens souvent dénués de légitimité démocratique au niveau national. Le pilier de notre production énergétique, la force hydraulique, se trouve sous la menace existentielle des règles européennes relatives aux aides d'État. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéfique pour les cantons de montagne, risque d'être qualifié d'aide d'État illicite et d'être aboli. Parallèlement, nos structures fédérales, incarnées par les centrales électriques communales, seront affaiblies. Leur droit d'épuisement traditionnel, essentiel à la production locale et décentralisée, sera supplanté par les règles de concurrence de l'UE. La sécurité de l'approvisionnement national sera sacrifiée sur l'autel du marché libre. La constitution de réserves stratégiques, telles que les réserves d'eau, sera entravée par la législation européenne. Personne ne portera la responsabilité claire de la sécurité d'approvisionnement de la Suisse, une situation dangereuse qui met nos citoyens et notre économie en péril. La libéralisation totale du marché de l'électricité, telle que prévue par le nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a ss.), entraînera une volatilité accrue des prix et, in fine, des coûts plus élevés pour les PME et les

ménages. Les coûts de la sécurité d'approvisionnement, non pris en charge par le marché, devront être répercutés via de nouvelles taxes. Le nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) prévoit une libéralisation totale, une réserve d'énergie insuffisante (art. 8b ss.) et un renforcement du "unbundling" (art. 10, 18, 19), sapant ainsi nos structures fédérales. Les modifications apportées à la loi sur l'énergie (EnG, art. 15 nouveau) affaiblissent la production d'énergie renouvelable décentralisée en modifiant les règles de rémunération. La déduction de la limite de puissance pour les nouveaux producteurs d'énergie renouvelable à 200 kW (art. 15 EnG) est un coup dur pour les petits et moyens producteurs, allant à l'encontre de la stratégie énergétique suisse. L'introduction d'un refus de subvention en cas de prix négatifs (art. 29d al. 4 et 33a al. 2bis EnG) crée une incertitude d'investissement considérable, freinant le développement des énergies renouvelables et augmentant notre dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et des énergies fossiles. L'extension massive des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le durcissement des règles de "unbundling" (art. 10, 18, 19 StromVG) visent à nous aligner sur l'UE, privant la Suisse de sa souveraineté sur ses infrastructures critiques. La suppression de l'exception pour la société nationale de réseau (art. 8 al. 2 BATE) soumet notre réseau à des règles européennes inadaptées, un nouveau sacrifice de notre flexibilité et de notre souveraineté. En somme, cet accord représente une prise de risque inacceptable pour la population et l'économie suisses.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au projet de consultation sur la sécurité des denrées alimentaires. Loin de se limiter à un renforcement de la sécurité, cette démarche masque une intégration massive et préjudiciable de l'ensemble de l'économie agricole et alimentaire suisse au cadre réglementaire de l'Union européenne, tel que défini par la stratégie "De la ferme à la table". Nos standards de production élevés, le tissu de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs sont directement menacés par cette soumission. La qualité intrinsèque des produits "Made in Switzerland", un avantage concurrentiel majeur, risque d'être diluée et dépréciée par une harmonisation forcée avec des normes européennes souvent moins exigeantes. L'inclusion d'une clause dite de "guillotine" constitue une forme inacceptable de chantage politique. Elle lie ce nouvel accord à l'ensemble des traités bilatéraux I, menaçant ainsi l'ensemble du corpus juridique des relations entre la Suisse et l'UE. Cette interdépendance arbitraire prive la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine et rend impossible toute contestation ou révision future de ce qui s'annonce comme un accord désavantageux. L'octroi de droits d'accès et de contrôle aux inspecteurs de l'UE sur nos exploitations, nos fromageries et nos restaurants représente une atteinte gravissime à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de contrôle pour une autorité étrangère, ce qui est intolérable. Une vague bureaucratique sans précédent s'apprête à déferler sur nos producteurs. Des petites exploitations aux commerces locaux, en passant par les organisateurs d'événements traditionnels, tous seraient contraints de se conformer à des réglementations européennes complexes et souvent inadaptées à notre réalité. Cela risque de détruire nos traditions locales et de menacer des pans entiers de notre économie. Le moratoire sur la génétique, pourtant validé à plusieurs reprises par le peuple suisse, est ici systématiquement sapé. La Suisse serait contrainte d'accepter des produits contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés (OGM), bafouant ainsi clairement la volonté populaire. La révision totale du droit relatif aux denrées alimentaires et aux objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité suisse, nos producteurs et nos consommateurs. En soumettant l'ensemble de la chaîne alimentaire à la réglementation européenne, on ne fait qu'instaurer une bureaucratie étouffante et entraîner une perte de nos standards élevés. Les modifications apportées au Code pénal suisse (CP) et à la Loi sur la protection des animaux (LPA) qui forcent l'alignement sur les normes de transport et d'abattage de l'UE représentent un recul flagrant en matière de protection animale et un nouveau renoncement à notre souveraineté. Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral pour adapter le droit agricole (nouvelles dispositions dans les art. 141 et 148 LwG) représentent une délégation de pouvoir démesurée, contournant le Parlement et le privant de son rôle de contrôle démocratique essentiel dans un secteur aussi vital que l'agriculture. De même, la soumission de la protection de nos forêts aux diktats de l'UE (nouvel art. 26 al. 1bis LFor) nous ôte toute flexibilité et autonomie face aux défis phytosanitaires spécifiques à notre pays. Enfin, l'adoption des réglementations européennes en matière de police sanitaire animale (art. 1 LPV) est une capitulation inacceptable qui met en péril notre indépendance dans la gestion des crises sanitaires, pourtant cruciale pour la sécurité nationale.

Contribution financière

La proposition de modification de la législation concernant la contribution financière à l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à la souveraineté et au contrôle démocratique de la Suisse. L'évolution des contributions de paiements volontaires, soumis au contrôle parlementaire, vers une obligation automatique et juridiquement contraignante représente une perte significative d'un levier politique essentiel. Le

mécanisme de recalcul prévu dans le projet est conçu pour aboutir inévitablement à des exigences financières accrues, transformant de fait la Suisse en un contributeur net sans droit de regard sur les décisions de l'UE. Aucune garantie d'un accès amélioré aux marchés ou de la suppression des obstacles commerciaux n'est offerte en contrepartie de ces engagements financiers. L'instauration d'un Gesetz über Kohäsionsbeiträge (KoBG) cimente ces paiements comme une obligation permanente et juridiquement contraignante, privant ainsi le Parlement de sa capacité de décision souveraine sur l'allocation de ces fonds. L'article 1 du KoBG consacre un droit permanent de l'UE à recevoir ces contributions, érodant directement la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision autonome sur l'utilisation des deniers publics, nous nous trouvons face à l'exécution d'une obligation de paiement dictée par l'UE. L'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d du BöB va au-delà d'une simple formalité technique. Elle ancre ces contributions de manière profonde dans notre ordre juridique, signalant une normalisation et une permanence de ces versements comme faisant partie intégrante de la législation fédérale. De plus, la connexion établie avec la loi sur la promotion de la paix par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, est particulièrement trompeuse. L'utilisation du prestige de la promotion de la paix suisse est détournée pour légitimer des paiements controversés et politiquement sensibles à l'UE. Cette approche déguise une obligation financière contraignante sous le couvert d'une politique étrangère positive.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant à l'impact des accords proposés sur la libre circulation des personnes et l'immigration, en particulier leur conformité avec la Constitution fédérale et la volonté exprimée par le peuple suisse. L'élargissement envisagé de la libre circulation des personnes par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union européenne contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule la nécessité d'une réglementation autonome de l'immigration par la Suisse. L'introduction d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans de résidence, statué par les modifications proposées, crée un "Daueraufenthaltsrecht" (droit de séjour permanent) pratiquement inaliénable, même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale. Cette disposition menace la sécurité intérieure et la stabilité de notre système de sécurité sociale, dont le financement repose sur les contribuables suisses. L'extension du regroupement familial, permettant l'arrivée de parents et grands-parents, entraînera une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux associés. Il est inacceptable que des citoyens de l'UE, y compris leurs familles élargie, bénéficient d'un droit de séjour de fait, même lorsqu'ils dépendent de l'aide sociale, grevant ainsi les finances publiques cantonales et communales. La clause de sauvegarde prévue dans le paquet d'accords est, dans sa formulation actuelle, une mesure purement décorative. Les conditions d'application sont si restrictives qu'elle ne sera, dans la pratique, jamais utilisée. Pire encore, son activation est assortie de menaces de mesures punitives de la part de l'Union européenne, ce qui la transforme en une clause d'extorsion plutôt qu'une réelle protection pour la Suisse. La méthode d'intégration proposée pour l'adaptation automatique du droit suisse à l'évolution du droit de l'Union européenne en matière de migration, telle que prévue, supprime toute capacité de décision du Parlement et du peuple suisses face à de futures restrictions européennes dans ce domaine crucial. Cela représente une atteinte inacceptable à notre démocratie directe et à notre souveraineté. Les ajustements proposés au sein de la Loi sur l'assurance-vieillesse et l'invalidité (LAVS), notamment l'insertion de la section 27 à l'article 49, alinéa 2, soumettent notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE. Cette démarche mine la souveraineté helvétique en matière de politique sociale, privant la Suisse de sa capacité à définir les règles de sa prévoyance professionnelle de manière autonome et dans l'intérêt de ses assurés. L'intégration de l'European Professional Card (EPC) dans la Loi sur la libre circulation des prestataires de services (LLP) et dans les lois sur les professions médicales (MedBG) et les professions de la santé (GesBG) remplace les contrôles nationaux rigoureux par des mécanismes automatisés de l'UE, risquant ainsi une baisse insidieuse des normes de qualité et compromettant la sécurité des patients. Les modifications apportées à la loi fédérale sur les professions exercées en vertu de diplômes universitaires (Loi fédérale sur les professions universitaires de la santé, LPUS) et à la loi sur les professions de psychologue (PsyG) par l'intégration de l'EPC et du système d'information du marché intérieur (IMI) représentent une renonciation généralisée à la compétence réglementaire souveraine, au profit d'un système européen automatisé qui affaiblit nos standards de qualité. En conclusion, les modifications proposées vont à l'encontre des principes fondamentaux de notre démocratie et de notre souveraineté, en transférant indûment des compétences décisionnelles à l'Union européenne et en créant des coûts sociaux et économiques considérables pour la Suisse.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à l'orientation et aux conséquences de l'évaluation globale du paquet Suisse-UE. Si une coopération renforcée avec l'Union Européenne peut présenter certains avantages, il est impératif d'analyser rigoureusement les implications de ces accords sur la souveraineté helvétique et la stabilité de notre ordre juridique interne. L'acceptation potentielle de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) comme référence contraignante, telle qu'envisagée dans certaines propositions, pose un défi majeur à l'article 190 alinéa 1 de la Constitution fédérale, qui stipule que le droit fédéral prime sur le droit cantonal, mais ne prévoit aucun mécanisme d'intégration automatique de droit supranational non expressément validé par le peuple et les cantons. Cette soumission implicite à une juridiction étrangère risquerait de diluer le pouvoir décisionnel de nos propres instances judiciaires et législatives, érodant ainsi les fondements de notre démocratie directe. De surcroît, l'intégration progressive du droit de l'UE, sans la possibilité pour le peuple de se prononcer sur chaque avancée significative, va à l'encontre de l'esprit de l'article 173 de la Constitution fédérale, qui garantit le droit d'initiative populaire et de référendum. Si l'adaptation du droit suisse à l'acquis communautaire est inévitable dans une relation de voisinage, celle-ci doit rester sous contrôle démocratique permanent. L'approche actuelle risque de contourner ce contrôle essentiel. En outre, l'impact sur l'économie suisse, particulièrement sur les PME et les secteurs sensibles, doit être évalué avec une prudence extrême. L'introduction de nouvelles réglementations européennes sans adaptation tenant compte de nos spécificités économiques pourrait engendrer des coûts prohibitifs et une perte de compétitivité, compromettant ainsi la prospérité de notre nation, garantie par le principe de l'autonomie économique inscrite dans l'article 94 de la Constitution fédérale. Il est donc demandé que toute avancée dans le cadre de cette évaluation globale soit soumise à une analyse approfondie des risques et bénéfices, avec une priorité absolue accordée à la préservation de notre souveraineté, de notre système juridique et de notre prospérité économique, conformément aux principes constitutionnels fondamentaux.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Les résultats des négociations actuellement soumis à consultation méritent une évaluation particulièrement rigoureuse et critique, au regard des engagements constitutionnels et des intérêts fondamentaux de la Suisse. L'analyse approfondie des accords proposés révèle des lacunes substantielles et des risques non négligeables qui ne sauraient être ignorés. Il est impératif de souligner que l'adoption de ces accords, sans amendements significatifs, pourrait porter atteinte à la souveraineté de notre pays et à la capacité de notre Confédération à légiférer en autonomie. En particulier, l'intégration de pans entiers du droit de l'Union européenne sans réciprocité véritable, ni participation pleine et entière aux processus décisionnels, soulève des questions fondamentales quant au respect de notre ordre juridique interne, tel que garanti par notre Constitution fédérale. L'article 5 de la Constitution stipule que "L'État veille à la sécurité, à la liberté et à la prospérité de ses habitants". Les dispositions envisagées, en subordonnant notre droit national à des directives externes, pourraient compromettre cette mission fondamentale. La clause d'évasion mentionnée, bien que présentée comme une garantie, apparaît comme une échappatoire potentiellement insuffisante face à l'ampleur de l'adoption du droit dérivé de l'UE. Les articles du droit européen concernés, dont l'applicabilité directe serait facilitée, pourraient se substituer à nos propres lois, sans que le peuple ou les cantons n'aient leur mot à dire, ce qui contrevient à l'esprit de la démocratie directe et du fédéralisme, principes cardinaux inscrits dans la Constitution. De surcroît, l'impact sur des secteurs économiques stratégiques et sur le marché du travail suisse doit être examiné avec la plus grande prudence. Les concessions potentiellement trop larges accordées à l'UE pourraient entraîner une concurrence déloyale et une pression accrue sur les entreprises helvétiques, sans que des mesures de compensation adéquates ne soient prévues. La protection de nos intérêts nationaux, qui doit primer dans toute négociation internationale, semble ici reléguée au second plan. Enfin, il est à craindre que ces accords n'ouvrent la voie à des évolutions ultérieures encore plus contraignantes, transformant progressivement la Suisse en un simple État satellite de l'UE. L'absence d'une révision explicite et concertée de la Constitution, qui serait nécessaire pour toute intégration plus poussée, confirme ce sentiment d'une approche progressive et peu transparente. La sauvegarde de notre autonomie décisionnelle et de notre identité nationale commande une position ferme et vigilante.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Roman Schmidt (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Roman Schmidt · 0041774088059 · roman.schmidt.ch+admin@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von Teilen des EU-Acquis birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert die Souveränität der Schweiz. Die in den Verhandlungsergebnissen angedeutete Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug über eine angemessene Mitgestaltungsmöglichkeit verfügt, stellt eine faktische Einschränkung dieser Souveränität dar. Die Bindung an Entscheidungen eines externen Gesetzgebers, dem wir nicht selbst angehören, untergräbt die demokratische Legitimation des schweizerischen Rechtssetzungsprozesses. Weiterhin ist die Position des Bundesgerichts als oberstes Gericht der Schweiz in Artikel 190 BV festgelegt. Dieses bestimmt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht anzuwenden sind. Eine automatische Übernahme von EU-Recht könnte zu einer Erosion der Rolle des Bundesgerichts führen, da es zunehmend mit der Auslegung und Anwendung von Bestimmungen konfrontiert wäre, deren Entstehung ausserhalb des schweizerischen Rechtsrahmens liegt und deren Interpretation durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) verbindlich werden könnte. Dies widerspricht dem Geist der schweizerischen Rechtsordnung, in der das Bundesgericht die oberste juristische Instanz ist. Besonders problematisch ist die mangelnde Transparenz und die unklare Ausgestaltung der Kompensationsmechanismen für die Schweiz. Die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen einer solchen Anbindung sind derzeit kaum abschätzbar. Die Befürchtung, dass die Schweiz einseitig Verpflichtungen eingeht, ohne klare Gegenleistungen zu erhalten, ist berechtigt. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz gewahrt bleiben. Die vorgeschlagenen Ergebnisse scheinen diese Grundsätze zu kompromittieren. Vor diesem Hintergrund muss eine eingehende und kritische Prüfung aller Konsequenzen erfolgen, bevor eine endgültige Entscheidung getroffen wird. Die Risiken einer unkontrollierten Übernahme von EU-Recht und die damit verbundenen Einschränkungen der eigenen Handlungsfreiheit dürfen nicht unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus rechtsstaatlicher und nationalstaatlicher Perspektive äusserst bedenklich und wird mit Nachdruck abgelehnt. Erstens ist die bevorstehende Übernahme von EU-Recht ohne eine gleichwertige Mitsprache der Schweiz im rechtssetzenden Prozess der EU mit fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Rechtsordnung unvereinbar. Insbesondere wird hier die Gefahr gesehen, dass die Souveränität und die demokratische Legitimation des schweizerischen Gesetzgebers, wie sie im Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, ausgehöhlt werden. Die blosse «Übernahme» von Rechtsakten, ohne dass die Schweiz diese im eigenen demokratischen Prozess aktiv mitgestaltet und verabschiedet, widerspricht dem Kernstück unserer direkten Demokratie und der Volkssouveränität. Zweitens stellt die Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gemäss der vorgeschlagenen Regelung eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar. Der EuGH würde faktisch als oberste Gerichtsinstanz für Fragen des EU-Rechts in der Schweiz fungieren, was den schweizerischen Gerichten, einschliesslich des Bundesgerichts, deren richterliche Unabhängigkeit durch Artikel 190 BV garantiert wird, die Kompetenz entziehen würde, eigenständige und auf die schweizerischen Verhältnisse zugeschnittene Urteile zu fällen. Dies tangiert direkt die Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der Justiz, die essenzielle Pfeiler unseres Rechtssystems bilden. Drittens birgt die vorgeschlagene institutionelle Überwachung durch die EU erhebliche Risiken für die nationale Autonomie. Die Möglichkeit, dass die EU-Kommission oder

andere EU-Organe im Rahmen dieses Paktes die Umsetzung des übernommenen EU-Rechts in der Schweiz überwachen und potenziell Sanktionen androhen können, untergräbt die Selbstbestimmung der Schweiz. Dies steht im Widerspruch zur im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) festgelegten Selbstbestimmung des Schweizer Volkes und seiner Kantone. Eine derartige externe Überwachung ist nicht mit den Prinzipien eines souveränen Staatenwesens vereinbar und greift in die Gestaltungshoheit der eigenen Innen- und Aussenpolitik ein. Viertens ist die Gewährleistung eines fairen und gleichwertigen Interessenausgleichs fraglich. Die Schweiz würde sich in eine untergeordnete Position begeben, in der sie ausschliesslich als Rezipientin von EU-Recht fungiert, ohne die Möglichkeit, ihre eigenen, oft von der EU abweichenden Interessen, wirksam durchzusetzen. Dies verletzt das Prinzip der Gleichwertigkeit der Vertragsparteien und könnte zu einer dauerhaften Benachteiligung der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft führen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket aufgrund seiner weitreichenden negativen Implikationen für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation, die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Autonomie abgelehnt werden muss. Es besteht die dringende Notwendigkeit, eine Lösung zu finden, die den rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz und den Interessen des Landes gerecht wird, anstatt sich einer reinen Rechtsübernahme zu unterwerfen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich der Vereinbarkeit der vorgeschlagenen Massnahmen mit dem Schweizer Recht, insbesondere mit der Bundesverfassung. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Umsetzungen den Grundsätzen der Rechtsgleichheit und der demokratischen Legitimation gerecht werden, wie sie in Artikel 4 und Artikel 160 der Bundesverfassung verankert sind. Die schleichende Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer Aushöhlung der direkten Demokratie, indem wesentliche Gesetzgebungsakte ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter implementiert werden. Dies widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns, wie er sich in zahlreichen Abstimmungsergebnissen manifestiert hat. Besonders kritisch zu betrachten ist die potentielle Beeinträchtigung der Souveränität der Schweiz. Die vertragliche Bindung an EU-Recht, das sich kontinuierlich weiterentwickelt, würde zu einer fortwährenden Anpassung schweizerischer Rechtsnormen führen, ohne dass hierfür ein eigener rechtssetzerischer Prozess im Inneren stattfindet. Dies könnte dazu führen, dass das Schweizer Parlament gezwungen ist, EU-Vorschriften zu übernehmen, die nicht im Einklang mit den nationalen Interessen oder den verfassungsrechtlichen Vorgaben stehen. Hierzu gehört auch das Prinzip der Subsidiarität, das in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist und eine Entscheidungsfindung auf der tiefstmöglichen staatlichen Ebene vorsieht. Die Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass Kompetenzen auf eine überstaatliche Ebene verlagert werden, welche eigentlich auf nationaler Ebene angesiedelt sein sollten. Es ist zudem zu bezweifeln, ob die vorgeschlagenen Anpassungen die verfassungsrechtlichen Vorgaben zur Stimm- und Wahlfreiheit (Artikel 34 Bundesverfassung) und zur Parteienfinanzierung (Artikel 41 Bundesverfassung) unberührt lassen. Die Ausrichtung an externen Rechtsnormen könnte indirekte Auswirkungen auf die politischen Entscheidungsprozesse und die Ausgestaltung des politischen Wettbewerbs in der Schweiz haben. Aus diesen Gründen sind die vorliegenden Vorschläge kritisch zu prüfen und es muss sichergestellt werden, dass die Souveränität und die demokratischen Grundrechte der Schweiz gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer verfassungsmässigen Ordnung und unserer Souveränität dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie sich in den Anpassungen des Automatischen Informationsaustauschs in Steuersachen (AIA) und des BGMD manifestiert, widerspricht fundamental dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, verankert in Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf Jahren, eine Art „Niederlassung C PLUS“, ist höchst bedenklich. Diese praktisch unentziehbare Statusverschaffung, selbst bei Vorliegen von strafrechtlichen Verfehlungen oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Finanzierbarkeit unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung wird durch die Neugestaltung des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) zementiert, insbesondere durch die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, welche die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv fördern. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte „Schutzklausel“, neu geregelt in

Artikel 21b AIG, ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nicht greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) mit drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist eine verzweifelte Massnahme, um die finanziellen Folgen abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterordnung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) schwächt unsere sozialpolitische Souveränität und beraubt uns der Fähigkeit, die Regeln unserer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und die Kontrolle über Berufsqualifikationen durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind schlichtweg unzureichend und stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar, die den massiven Druck auf die Schweizer Löhne keineswegs kompensieren können. Die aus der Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultierende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, wird durch diese oberflächlichen Anpassungen nicht verhindert. Stattdessen wird der bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angeglichen. Die neuen Regeln sind lediglich bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Firmen zugute, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden in besorgniserregender Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, neu geregelt in den Art. 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht schafft und die Flexibilität von KMU lähmt, ohne das Grundproblem des Lohndrucks anzugehen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Zudem ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine gravierende Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies führt zwangsläufig zu einer unerwünschten "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken befahren. Die Folge ist eine Schwächung der SBB und anderer konzessionierter Bahnen, die ihrerseits für die oft unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenlinien verantwortlich sind. Diese finanzielle Aushöhlung gefährdet die Existenzgrundlage unseres bewährten Service public. Darüber hinaus birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken. Bewährte Subventionen, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials essentiell sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde direkt die Qualität und den

Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung beeinträchtigen. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist rein rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich um eine oberflächliche Massnahme, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhalten kann. Die Schweiz gibt mit diesem Abkommen schrittweise die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme würde zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zur Folge haben. Dies bedeutet eine weitere Verlagerung nationaler Steuerungs- und Regelungskompetenzen hin zu zentralen EU-Stellen. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten, wie im neuen Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehen, schränkt die nationale und kantonale Souveränität bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der für die Schweiz besten Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer verkehrspolitischer Ziele.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Strommarkt offenbart gravierende Mängel und eine bedenkliche Aushöhlung nationaler Souveränität zugunsten einer weisungsgebundenen Einbindung in europäische Strukturen. Die vorgeschlagene vollständige Marktliberalisierung, verankert in den Artikeln 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG), birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die schweizerische Stromwirtschaft. Mit der institutionellen Verankerung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch Kosten trägt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was die nationale Energiesouveränität aufgibt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Gemäss Artikel 22 StromVG erfährt sie eine massive Kompetenzerweiterung, die sie jedoch verpflichtet, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen zudem existenziell das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Der Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken wird durch EU-Wettbewerbsregeln, wie sie die Artikel 10, 18 und 19 StromVG verschärfen, ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion erheblich. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU übernehmen diese klare Verantwortung. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Artikel 8b ff. StromVG ist hierfür ein beunruhigendes Indiz. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die dezentrale Energieerzeugung. Artikel 15 neu EnG, der die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht betrifft, ist ein direkter Schlag gegen kleine und mittlere Produzenten. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Akteure und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Der Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen, wie in den neuen Artikeln 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG vorgesehen, schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ungerechtfertigterweise den gleichen, oft unpassenden Regeln wie europäischen Grosskonzernen, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' firmiert, stellt in Wirklichkeit ein umfassendes Integrationsprojekt dar, das die schweizerische Land- und Ernährungswirtschaft ohne klare Abgrenzung dem EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' unterwirft. Diese Entwicklung birgt erhebliche Risiken für die etablierten, hohen Produktionsstandards unseres Landes, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die

sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter direkter Bedrohung. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem qualitativen Rückschritt führen. Das angesehene Label 'Made in Switzerland' erfährt eine faktische Entwertung, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und führt zu einem Verlust an Differenzierung im globalen Markt. Die Einführung einer gefährlichen 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem Bereich de facto blockiert. Ebenso kritisch ist die vorgesehene Ermächtigung für EU-Inspektoren, Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu erhalten. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität, der Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die für einen Anlass verpflegen, müssten komplexe und für die Schweiz unpassende EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht die Vielfalt und die wirtschaftliche Grundlage lokaler Traditionen und mittelständischer Betriebe. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, was sowohl Produzenten als auch Konsumenten schadet. Des Weiteren werden mit der Anpassung im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die oft strengeren und bewährten schweizerischen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufgegeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein unannehmbarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt nationale Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards. Das durch das Volk mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt. Auch die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in diesem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Unterstellung des Waldschutzes (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unter das Diktat der EU nimmt der Schweiz die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine fahrlässige Preisgabe der Kontrolle in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung, die unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehenen finanziellen Beiträge im Rahmen des neuen Abkommens stellen eine gravierende Verschlechterung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Was bisher als freiwillige, vom Parlament kontrollierte Geste der Solidarität gedacht war, wird mit der Einführung eines rechtsverbindlichen Mechanismus zu einer automatischen und unumstösslichen Verpflichtung. Diese Umwandlung von einer politisch steuerbaren Leistung in eine rechtliche Pflicht, die im neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) verankert werden soll, untergräbt die Budgethoheit des Parlaments. Der als Lockvogel angepriesene Anfangsbetrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wird durch den im Vertrag vorgesehenen Mechanismus zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und ist gezwungen, sich den diktierten Zahlungen zu beugen. Es ist nicht nachvollziehbar, warum die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht werden soll, während keine substanziellen Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert werden. Die faktische Verwandlung freiwilliger Beiträge in eine Zwangsabgabe entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und ersetzt sie durch die blosse Vollziehung von EU-diktatierten Zahlungsverpflichtungen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (BöB) signalisiert eine dauerhafte und tiefgreifende Verankerung dieser Zahlungen in der Schweizer Rechtsordnung, welche die bisherige parlamentarische Autonomie weiter schwächt. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b missbraucht dabei den guten Ruf der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Kohäsionszahlungen. Dies ist schlichtweg inakzeptabel und widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Unabhängigkeit und demokratischen Rechenschaftspflicht.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Neuregelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, wonach Subventionen als demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies ist nicht nur ein Schlag gegen die Eigenständigkeit der Kantone, welche ihre lokale Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigen lassen müssen, sondern auch ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, wie er in der Bundesverfassung verankert ist. Die Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit einhergehende Institutionalisierung der Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht sind inakzeptabel. Artikel 3 BHÜG etabliert mit der neuen Beihilfekammer eine zentrale Kontrollinstanz, die primär die EU-Kompatibilität und nicht Schweizer Interessen durchsetzen wird. Dies untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen kantons- und gemeindeeigene Betriebe eine wichtige Rolle spielen, werden so der EU-Kontrolle unterstellt, was unsere strategische Autonomie und den Service public gefährdet. Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Die Einführung eines neuen Artikels 82 Buchstabe bbis BGG gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (vgl. Art. 98a BGG). Diese Schwächung der kantonalen Autonomie ist unvereinbar mit unserem föderalistischen Staatsverständnis. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft zudem eine undurchsichtige "Superbehörde", die sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzt. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) signalisiert den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr, der nun vollumfänglich dem EU-Regime unterworfen wird. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Dieses Paket entzieht Schweizerische Interessen und demokratische Kontrolle, zugunsten einer externen Reglementierung, die nicht auf unsere Bedürfnisse zugeschnitten ist.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Interessen der Schweizer Bevölkerung auf. Die vorliegende Initiative droht, die Schweiz in eine Abhängigkeit von der Europäischen Union zu führen, ohne dass die Vorteile für unser Land klar ersichtlich sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse dar. Das Schweizerische Obligationenrecht, welches im Vernehmlassungsentwurf implizit betroffen ist, würde durch eine pauschale Übernahme von EU-Richtlinien seine Anpassungsfähigkeit an die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft verlieren. Artikel 6 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Kantone und die bundesstaatliche Ordnung schützt, wird durch eine solche Regelung de facto untergraben. Des Weiteren ist die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung der angestrebten Abkommen alarmierend. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht in Bereiche hineingezogen wird, die sie selbst nicht autonom gestalten möchte. Dies betrifft insbesondere die Bereiche Justiz und Inneres, wo eine Angleichung an europäische Standards ohne sorgfältige Prüfung und Berücksichtigung der schweizerischen Besonderheiten gravierende Folgen haben könnte. Die Rechtsgrundlagen hierfür müssten in jedem Fall im Einklang mit Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung stehen, was bei einer Übernahme von EU-Recht fraglich ist. Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung sind ebenfalls mit Skepsis zu betrachten. Während für die EU möglicherweise eine Erleichterung des Zugangs zum Schweizer Markt im Vordergrund steht, ist nicht klar ersichtlich, welche konkreten Vorteile sich daraus für die Schweizer Wirtschaft und die dort tätigen Unternehmen ergeben. Die Gefahr einer übermässigen Belastung durch regulatorische Auflagen, die nicht auf unsere Verhältnisse zugeschnitten sind, ist real. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuelle Stossrichtung eine gefährliche Gratwanderung darstellt, die die Schweiz in eine Position der Unterordnung drängt. Eine tatsächliche Stabilisierung der Beziehungen zur EU sollte auf gegenseitigem Respekt und einer klaren Abgrenzung der Kompetenzen basieren, nicht auf einer schrittweisen Erosion unserer nationalen Entscheidungsgewalt. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind daher aus der Perspektive der Wahrung schweizerischer Interessen entschieden abzulehnen.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Ruth Jeanmaire (Privat)

Date: 04.09.2025

Contact: Ruth Jeanmaire · 0787130068 · azonips77@protonmail.ch

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Je ne veux pas que la Suisse se rapproche de l'UE, donc aucun accord institué. Des contrats commerciaux sont possibles mais au cas par cas.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Mauvais. On n'en veut pas! Refus sur le principe, changer un alinéa du texte ne changerait rien. Juste des accords ponctuels de cas en cas dans le cadre de relations de bon voisinage.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Non, pas de relations bilatérales instituées avec l'UE! Pas de perte de démocratie, la Suisse doit garder sa pleine autonomie.
L'EU évolue mal, elle devient de moins en moins démocratique. Elle ne respecte pas la volonté des différents pays membres, elle fait de l'ingérence, tend à influencer les votes lorsqu'ils ne vont pas dans le sens de l'UE (Roumanie). Beaucoup de nos voisins aimeraient en sortir et ne le peuvent pas. Gardons notre liberté!

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Mise en oeuvre de quoi? On dirait que le Conseil fédéral veut nous contraindre à nous rapprocher de l'UE en minimisant les pertes de souveraineté, d'autonomie et de neutralité. Si on dit qu'on n'en veut pas, il revient par la petite porte.
L'UE manifestement n'aime pas cette tache au milieu de sa carte. Elle essaie de nous aspirer par tous les moyens et le conseil fédéral accepte :-(

Aides d'État

Plus d'intégration. Une personne touchant une aide sociale peut être intégrée à l'animation dans un

ems, aider au jardinage, donner un coup de main à la buanderie, etc etc etc. Tout reste à inventer!

Libre circulation: Protection des salaires

Renforcer la protection des salaires, ceci indépendamment de l'acceptation des bilatérales III.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé dans le domaine de l'électricité avec l'Union européenne. Il apparaît que cette intégration progressive conduit inexorablement à une perte de souveraineté énergétique pour la Suisse.

Transports terrestres

Limiter la population à 10 millions, on ne pourra pas toujours agrandir routes et chemins de fer. Notre territoire est limité!

Sécurité des denrées alimentaires

Pas de produits qui ne respectent pas nos réglementations, qui péjorent notre agriculture. Accords de cas en cas dans le cadre de relations de bon voisinage, pas d'accord global UE.

Contribution financière

Aucune contribution financière automatique pour l'UE. Juste une rétribution pour service ou marchandise selon les cas. Dans le cadre de relations de bon voisinage avec ses voisins.

Libre circulation: Immigration

Immigration. On brasse de l'air et ça coûte très cher.
Proposition: Le dépôt et le traitement des demandes se fait dans le consulat le plus proche du requérant. Sont acceptés les travailleurs dont on a besoin et qui ont toutes les chances de s'intégrer. Plus quelques réfugiés politiques. Aux personnes acceptées on offre un billet d'avion (pas de morts en Méditerranée, pas de passeurs) et un premier accueil. Les illégaux sur sol suisse sont considérés comme délinquants et impérativement renvoyés. De même que les réguliers délinquants.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Camenzind Serge (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Camenzind Serge · serge@cuore-sportivo.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft hinsichtlich der inländischen Umsetzung von potenziellen EU-Abkommen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unabdingbar, dass jegliche neuen Regelungen im Einklang mit der Schweizerischen Bundesverfassung stehen und die Souveränität unseres Landes nicht untergraben. Besonders beunruhigend ist die Tendenz, dass durch die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von indirekter Rechtsübernahme, die primäre Gesetzgebungskompetenz des Schweizerischen Parlaments ausgehöhlt werden könnte. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Bedeutung der Bundesgesetze als Mittel zur Verwirklichung der verfassungsmässigen Aufgaben hervorhebt, scheint in Gefahr zu geraten, wenn wesentliche legislative Entscheidungen faktisch in Brüssel getroffen werden und die Schweiz nur noch deren Umsetzung obliegt. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben der Verfassung, wonach die Gesetzgebungskompetenz primär beim Parlament liegt. Darüber hinaus muss die Frage der richterlichen Überprüfung und der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht sorgfältig betrachtet werden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Möglichkeit, Schweizer Recht anzuwenden, dürfen nicht durch die Übernahme von EU-Recht, das möglicherweise nicht mit unseren rechtsstaatlichen Grundsätzen übereinstimmt, eingeschränkt werden. Das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, verankert in Artikel 5 der Bundesverfassung, impliziert die Anwendung von Recht, das von den zuständigen schweizerischen Organen geschaffen und ausgelegt wird. Eine indirekte Rechtsübernahme könnte die Vorhersehbarkeit und Klarheit des Rechts beeinträchtigen, wenn EU-Gerichtsurteile oder die Auslegung von EU-Institutionen massgebend würden. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagenen Massnahmen nicht eine schleichende Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bedeuten. Dies wäre eine gravierende Einschränkung der Souveränität und würde die verfassungsrechtlich garantierte Autonomie der Schweiz massiv beeinträchtigen. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Pflicht der Eidgenossenschaft, für die Interessen des Landes Sorge zu tragen. Die vorgesehene Umsetzung von EU-Recht muss diesem Primat der nationalen Interessen und der Verfassung verpflichtet sein und darf nicht zu einer automatischen Übernahme von EU-Recht führen, das unseren nationalen Gegebenheiten und Prinzipien widerspricht. Es ist daher dringend geboten, dass die Regierung und das Parlament die Auswirkungen jeder einzelnen Bestimmung auf unsere Rechtsordnung und unsere verfassungsmässigen Prinzipien eingehend prüfen und sicherstellen, dass die Schweizerischen Gerichte und Gesetzgeber weiterhin die letzte Instanz für die Auslegung und Anwendung des Rechts in der Schweiz bleiben. Die Integrität unseres Rechtssystems und unsere verfassungsmässige Ordnung dürfen nicht gefährdet werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regularien im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Stärkung der Sicherheit dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben. Dies bedroht fundamentale Säulen unseres Landes: unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich verwässert und das Label "Made in Switzerland" entwertet. Eine besonders gefährliche Klausel ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und das gesamte bilaterale Vertragswerk als Geisel nimmt. Ebenso inakzeptabel ist die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu

Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexe und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Regulierung, wie sie die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorsieht, wird kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen überfordern und zur Aufgabe zwingen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Gleichzeitig wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) bedeuten einen klaren Rückschritt für den Tierschutz. Unsere oft strengeren und bewährten nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung müssen zugunsten von EU-Standards aufgegeben werden, was einen Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich darstellt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Die Unterstellung des Waldschutzes unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) durch die Übernahme starrer EU-Verordnungen sind weitere Beispiele für fahrlässige Souveränitätsverluste, die unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit gefährden. Diese gesamte Massnahme ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten, die Konsumenten und unsere kulinarische Identität.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen einen gravierenden Eingriff in die schweizerische Energiesouveränität und die bewährte Struktur unserer Energieversorgung dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt dazu, dass die Schweiz zu einem blossen Ausführungsorgan europäischer Vorgaben wird, ohne eigenes Stimmrecht, aber mit der Verpflichtung zur Kostenübernahme. Dies bedeutet de facto die Verlagerung entscheidungsrelevanter Prozesse bezüglich unseres Stromnetzes nach Brüssel. Die unabhängige und auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene Energieregulierung, verkörpert durch die ElCom, wird zu einer reinen Vollzugsstelle für nicht demokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht unter existenzieller Bedrohung durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches wesentlich zur Stärkung der Bergkantone beiträgt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieproduktion wird ausgehebelt, was die Bedeutung und Wirtschaftlichkeit kleinerer Produzenten untergräbt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) fördert eine vollständige Marktliberalisierung, welche die Versorgungssicherheit dem freien Markt opfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven (Art. 8b ff. StromVG), wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird verwischt. Dies birgt erhebliche Risiken, da weder der Markt noch die EU eine klare Verantwortung übernehmen. Die vollständige Marktliberalisierung birgt zudem das Potenzial für volatile und letztlich höhere Strompreise für Schweizer Haushalte und KMU. Kosten, die der Markt zur Sicherstellung der Versorgung nicht deckt, müssen zukünftig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) führt dazu, dass diese ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen wird wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) sowie die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung erheblich und schaffen Investitionsunsicherheit. Dies bremst den Ausbau erneuerbarer Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die Souveränität und die föderalistische Struktur der Schweiz dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese Entwicklung untergräbt die Autonomie der Kantone und degradiert sie zu Bittstellern, deren eigenständige Wirtschaftsförderung von einer zentralen Behörde in Bern

abgenickt werden muss. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Hoheit. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird durch die Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen durch die EU-Kommission institutionalisiert. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Diese "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert, wird gemäss Art. 18 Abs. 2 KG in die WEKO integriert und ist von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernt. Dies widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch das neue Beschwerderecht der Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) verlieren die Kantone ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die neuen Regelungen, insbesondere das BHÜG und die Anpassungen im BGG, führen zu einer Schwächung der kantonalen Autonomie und der direkten demokratischen Kontrolle.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) erlaubt es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen führt unweigerlich zur sogenannten "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken befahren. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die wirtschaftliche Grundlage unseres Service public und gefährdet die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung. Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung (Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" stellt rechtlich keinerlei verbindliche Absicherung dar. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Dies ist keine wirksame Massnahme, sondern vielmehr eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt zunehmend die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert, dass zukünftige EU-Regulierungen, beispielsweise zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernommen werden müssten. Dies verlagert die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen und schwächt die Autonomie der Schweiz. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir für unsere Bürgerinnen und Bürger gewohnt sind. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen somit einen Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar und gefährden die Attraktivität und Leistungsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen zutiefst problematisch und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die finanzielle Autonomie unseres Landes. Es ist nicht nachvollziehbar, wie freiwillige und vom Parlament kontrollierte Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht transformiert werden sollen. Dies stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, welche die Schweiz eines wesentlichen politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen beraubt. Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen

Franken pro Jahr erscheint eher als Lockvogelangebot denn als eine verlässliche Grösse. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, künftige Zahlungen zu verweigern oder zu beeinflussen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Wir werden zur Nettozahlerin degradiert, ohne dabei eine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Dies bedeutet, dass wir primär für eine institutionelle Anbindung bezahlen, die unsere Souveränität kosten wird, ohne spürbare Vorteile zu generieren. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Regelung ist somit aus unserer Sicht abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind als unzureichend und primär kosmetisch zu betrachten. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne nicht zu kompensieren. Es droht eine schleichende, aber flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was die Lebensqualität eines signifikanten Teils der Schweizer Bevölkerung direkt beeinträchtigt. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards, die bürokratischer, aber letztlich weniger effektiv sind als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden in unzulässiger Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was zulasten der Schweizer Arbeitnehmenden geht. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offenkundig durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese gesamte Paketierung verstösst gegen fundamentale Schweizer Interessen und Prinzipien.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit stellt eine kaum verhüllte Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung

sowie zum klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie bedeutet eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die über das bisherige Mass hinausgeht und weitreichende negative Folgen für unseren Staat und unsere Gesellschaft zeitigt. Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf statt zehn Jahren. Diese quasi „Niederlassung C PLUS“ ist praktisch unentziehbar, selbst im Falle von kriminellen Handlungen oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern belastet auch unsere Sozialwerke und damit die Schweizer Steuerzahler in unerträglichem Masse. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, da EU-Bürger und ihre Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie nicht erwerbstätig sind. Die Kosten dafür werden von Kantonen und Gemeinden getragen, die ohnehin bereits unterfinanziert sind. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die versprochene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Die Androhung von Sanktionen durch die EU bei einer dennoch versuchten Anwendung macht sie zu einer Erpressungsklausel, nicht zu einer wirklichen Schutzmassnahme. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet de facto eine Entrechtung unseres Parlaments und unseres Volkes. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden dann ohne Mitspracherecht übernommen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei klarer Abhängigkeit wird kaum mehr möglich sein. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo – sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) vorgesehen, ist ein trauriges Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz muss nun die negativen Folgen der Gleichbehandlung von EU-Bürgern über höhere Gebühren auf dem Buckel von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen austragen, während neue Zahlungsrahmen (Artikel 48 Absatz 2 Bst. c) und Beitragsmechanismen (Artikel 61a) den Schweizer Steuerzahler zusätzlich belasten. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Selbst unser Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziff. 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht zu vollziehen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen (z.B. BGMD, Art. 2 Abs. 1bis; MedBG, Art. 15, 35; GesBG, Art. 10, 15; PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Qualität für EU-Kompatibilität. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Anpassungen eine unannehmbare Unterordnung unter das EU-Recht darstellen und die Souveränität der Schweiz sowie die Interessen ihrer Bürger erheblich gefährden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Erstens ist die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz eine klare Aushöhlung unserer Souveränität. Die Schweiz wird de facto zu einem Anhängsel der Europäischen Union, ohne die Möglichkeit, die Gesetzgebung aktiv mitzugestalten. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, welches im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Artikel 1 BV garantiert die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes und der Kantone. Die aktuelle Ausgestaltung des Abkommenspakets birgt die Gefahr, dass schweizerische Interessen im Brüsseler Gesetzgebungsprozess untergehen. Zweitens ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die automatische Übernahme der EuGH-Rechtsprechung, wie sie in den sektoriellen Abkommen vorgesehen ist, würde die richterliche Unabhängigkeit schweizerischer Gerichte massiv einschränken. Dies stellt eine Verletzung des Artikels 190 BV dar, der die Verbindlichkeit von Bundesgesetzen und die Kompetenz

schweizerischer Gerichte zur Auslegung und Anwendung dieser Gesetze festschreibt. Die letztinstanzliche Entscheidungskompetenz würde faktisch an ein ausländisches Gericht abgetreten. Die schweizerische Rechtsordnung müsste sich den Auslegungen des EuGH beugen, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann. Drittens birgt die Angleichung an EU-Regulierungen Risiken für die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit und die spezifischen Bedürfnisse unserer Wirtschaft. Viele der übernommenen Bestimmungen sind auf die grosse EU-Wirtschaft zugeschnitten und könnten für die Schweiz zu einer unzumutbaren Belastung werden. Die Flexibilität, die den schweizerischen Unternehmen bisher ermöglicht hat, auf sich wandelnde Marktbedingungen zu reagieren, könnte verloren gehen. Dies könnte sich negativ auf den Standort Schweiz auswirken und die Innovationskraft schwächen. Viertens sind die finanziellen Verpflichtungen, die mit dem Paket einhergehen, ausserordentlich hoch und müssen transparent dargelegt werden. Ohne eine klare Rechenschaftspflicht und eine detaillierte Nutzen-Kosten-Analyse ist eine fundierte Beurteilung dieser finanziellen Lasten nicht möglich. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz für die Vorteile, die ihr durch die Übernahme von EU-Recht entstehen, unverhältnismässig viel bezahlen muss. Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung scheint die weitreichenden negativen Folgen für die Souveränität, die rechtliche Unabhängigkeit und die wirtschaftliche Flexibilität der Schweiz zu vernachlässigen. Es ist dringend geboten, diese Bedenken ernst zu nehmen und eine kritischere Analyse der Auswirkungen dieses Abkommenspakets vorzunehmen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist äusserst bedenklich, dass im Rahmen dieses Abkommens die Übernahme von EU-Recht und die Anerkennung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Erwägung gezogen wird. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zum Prinzip der Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher die Souveränität der Eidgenossenschaft und des Schweizer Volkes schützt. Die automatische Übernahme von EU-Recht, auch in Bereichen, die nicht explizit in bilateralen Verträgen geregelt sind, würde die Gesetzgebungskompetenz des Schweizer Parlaments massiv beschneiden. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation, wonach Gesetze vom Volk und seinen gewählten Vertretern erlassen werden. Eine solche Entwicklung würde die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU machen, ohne die entsprechenden Mitspracherechte und Gestaltungsmöglichkeiten zu haben. Ferner ist die Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH problematisch. Der EuGH urteilt auf der Grundlage des EU-Rechts und unter Berücksichtigung der spezifischen Interessen der EU-Mitgliedstaaten. Die Schweizer Rechtsordnung basiert auf eigenen Verfassungs- und Gesetzesgrundsätzen. Eine uneingeschränkte Anerkennung der EuGH-Urteile würde bedeuten, dass ausländisches Recht über das Schweizer Recht gestellt würde, was die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Anwendung des schweizerischen Rechts missachten würde. Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung fordert, dass die obersten Bundesorgane im Interesse des Ganzen und unter Wahrung der Verfassung handeln. Die von der EU ausgehenden Bestrebungen könnten die Wahrung der Verfassung prejudizieren. Die Sorge, dass die Schweiz durch eine solche Annäherung an die EU ihre Fähigkeit verlieren könnte, eigenständig ihre Interessen auf internationaler Ebene zu vertreten und ihre spezifische Rechtskultur zu wahren, ist absolut berechtigt. Die Europäische Union hat ein klares Interesse an der Harmonisierung und Zentralisierung von Rechtsnormen. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht würde die Schweiz anfällig für Entscheidungen machen, die nicht ihren eigenen Bedürfnissen und Werten entsprechen. Diese Entwicklungen werfen ernsthafte Fragen hinsichtlich der Wahrung der fundamentalen Rechte und Freiheiten auf, wie sie auch in der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert sind. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Justiz und die Souveränität der Gesetzgebung sind unantastbar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Vereinbarungen im Einklang mit unserer Verfassung stehen und ob sie tatsächlich im Interesse der Schweizer Bevölkerung sind. Besonders alarmierend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (BGSF) garantiert zwar die Reisefreiheit, doch die vorgeschlagenen Anpassungen drohen, diese Freiheit unter die Kontrolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu stellen. Gemäss Artikel 124 des Bundesgesetzes über die

polizeilichen Massnahmen zur Bekämpfung des Terrorismus (PTBG) liegt die Zuständigkeit für polizeiliche Massnahmen und die innere Sicherheit klar bei den Schweizer Behörden. Die vorgeschlagenen Mechanismen, welche die Anwendung von EuGH-Urteilen erzwingen könnten, stellen eine gravierende Untergrabung dieser nationalen Souveränität dar und könnten die effektive Umsetzung dieser Gesetze behindern. Des Weiteren ist die finanzielle Komponente der Vereinbarungen höchst fragwürdig. Die wiederkehrenden Zahlungen an die EU, ohne entsprechende Gegenleistungen oder eine klare demokratische Legitimation, belasten die Schweizer Steuerzahler unverhältnismässig. Es ist zu bezweifeln, dass diese Ausgaben im Einklang mit den Prinzipien der Sparsamkeit und Wirtschaftlichkeit stehen, wie sie auch im öffentlichen Haushaltsrecht gefordert werden. Die mangelnde Transparenz bei der Verwendung dieser Gelder verstärkt die Skepsis. Die pauschale Übernahme von EU-Richtlinien, ohne die Möglichkeit zur selektiven Anpassung an Schweizer Verhältnisse, ignoriert die Einzigartigkeit unseres Rechts- und Wirtschaftssystems. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen und die Flexibilität unserer Wirtschaft einschränken. Die Gefahr einer schleichenden Entparlamentarisierung ist real, wenn die Schweizer Volksvertretung durch automatische Übernahme von Rechtsakten der EU an Einfluss verliert. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse eine erhebliche Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftliche Eigenständigkeit darstellen. Es bedarf einer kritischen Überprüfung, ob diese Vereinbarungen wirklich dem Wohl der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Abhängigkeit von Brüssel schaffen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Silvia von Dach (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: von Dach Silvia · 0796210496 · silviavondach2612@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der Rechtsordnung der Schweiz auf. Es ist unerlässlich, die Tragweite dieser Entwicklungen kritisch zu beleuchten und mögliche negative Konsequenzen für unseren Rechtsstaat nicht zu unterschätzen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potentielle Aushöhlung des Demokratieprinzips. Die Übernahme von EU-Recht ohne unmittelbare Mitgestaltungsmöglichkeit der schweizerischen Bevölkerung und ihrer gewählten Vertreter birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz einem externen Recht unterwirft, dessen Entstehung und Entwicklung sie nur bedingt beeinflussen kann. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 1 BV erklärt die Schweizerische Eidgenossenschaft als ein Volk, das von sich aus lebt und handelt. Die systematische Einführung von EU-Rechtsakten, die nicht im Rahmen eines demokratischen Gesetzgebungsprozesses auf nationaler Ebene verabschiedet wurden, gefährdet die Autonomie der schweizerischen Rechtssetzung.

Des Weiteren bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit. Wenn EU-Gerichtsurteile oder die Auslegung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) in der Schweiz direkte Geltung erlangen oder massgeblich Einfluss auf die Entscheidungen schweizerischer Gerichte haben sollen, wirft dies Fragen bezüglich der Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz auf. Artikel 30 BV garantiert das Recht auf ein durch Gesetz geschaffenes Richteramt sowie die unabhängige und unparteiische Beurteilung durch eine richterliche Behörde. Die potentielle Dominanz fremder Jurisdiktionen könnte die Autonomie des schweizerischen Rechtssystems untergraben und die Glaubwürdigkeit unserer Gerichte beeinträchtigen. Es muss klargestellt werden, inwieweit die Schweizer Gerichte weiterhin frei in der Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts sind und ob sie sich weiterhin primär an die bundesverfassungsrechtlichen Vorgaben halten können.

Die finanzielle Dimension der Abkommen bedarf ebenfalls einer eingehenden Prüfung. Die Übernahme von Verpflichtungen zur finanziellen Beteiligung an EU-Programme oder zur Abführung von Geldern in die EU birgt das Risiko einer erheblichen Belastung für den schweizerischen Bundeshaushalt. Solche Verpflichtungen müssten transparent und nachvollziehbar im Rahmen des demokratischen Budgetrechts beschlossen werden, wie es die Artikel 127 ff. BV vorsehen. Die ungefilterte Übernahme von Zahlungsverpflichtungen, die ausserhalb der direkten Kontrolle des eidgenössischen Parlaments liegen, ist problematisch. Es muss sichergestellt werden, dass die finanzielle Autonomie der Schweiz gewahrt bleibt und keine neuen, potenziell unkontrollierbaren Ausgabenposten entstehen.

Auch die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind kritisch zu betrachten. Die Personenfreizügigkeit, wie sie in den bilateralen Abkommen geregelt ist, hat bereits zu spürbaren

Veränderungen geführt. Eine Ausweitung oder Vertiefung dieser Regelungen, ohne adäquate Schutzmassnahmen für den schweizerischen Arbeitsmarkt und die schweizerischen Sozialversicherungen, könnte zu unerwünschten Effekten führen. Die Gewährleistung fairer Lohn- und Arbeitsbedingungen, wie sie im Arbeitsgesetz (ArG) und im Obligationenrecht (OR) verankert sind, muss auch im Kontext von Abkommen mit der EU weiterhin uneingeschränkt gewährleistet sein. Insbesondere Artikel 319 OR, der den Schutz der Arbeitnehmer betont, darf nicht durch ausufernde EU-Regelungen relativiert werden.

Ferner muss die Frage der Anpassung an das Schengen-Recht und das Dublin-System im Hinblick auf die Kontrolldichte und die Souveränität im Bereich der Sicherheit und der Grenzkontrollen kritisch beleuchtet werden. Zwar mag die Teilhabe an diesen Systemen Vorteile im Bereich der grenzüberschreitenden Kriminalitätsbekämpfung mit sich bringen, jedoch muss die Schweiz sicherstellen, dass ihre eigenen nationalen Interessen und ihre Sicherheitspolitik nicht untergraben werden. Die nationalen Institutionen müssen weiterhin die primäre Verantwortung für die Grenzsicherung und die innere Sicherheit tragen, wie es Artikel 173 BV vorsieht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der EU eine sorgfältige und kritische Auseinandersetzung erfordert. Die Wahrung der schweizerischen Souveränität, des Demokratieprinzips, der Gewaltenteilung, der richterlichen Unabhängigkeit sowie der finanzielle und soziale Stabilität unseres Landes müssen oberste Priorität haben. Es ist unerlässlich, dass jede Übernahme von EU-Recht im Lichte der schweizerischen Verfassung und Gesetzgebung geprüft wird und dass die Mitgestaltungsmöglichkeiten der Schweiz auf allen Ebenen gesichert bleiben. Es ist keineswegs selbstverständlich, dass eine Annäherung an die EU stets vorteilhaft für die Schweiz ist; vielmehr müssen die potenziellen Nachteile und Risiken unvoreingenommen bewertet und adäquate Gegenmassnahmen getroffen werden. Die schweizerische Bevölkerung hat ein Recht darauf, über Entwicklungen informiert zu werden, die ihre Autonomie und ihren Wohlstand langfristig beeinflussen könnten. Die vorgeschlagenen Massnahmen dürfen nicht zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung führen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unserer föderalistischen Prinzipien dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen auf allen Ebenen unseres Staates – Bund, Kantone und Gemeinden – als politische Entscheidungen getroffen werden, die den spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten unserer Gesellschaft Rechnung tragen, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies gefährdet nicht nur die demokratische Legitimation von Förderinstrumenten in Sektoren wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder Unterstützung lokaler KMU, sondern untergräbt auch fundamental die Autonomie der Kantone.

Die vorgeschlagene Neuordnung birgt die Gefahr, dass die Kantone ihre Organisations- und Verfahrensautonomie verlieren. Gemäss dem geplanten Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, insbesondere neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden kantonale Erlasse direkt von einer zentralen Behörde und in letzter Instanz vom Bundesgericht auf ihre Kompatibilität mit EU-Recht überprüft. Dies führt zu einer inakzeptablen Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern, deren souverän getroffene Entscheide ohne angemessenes formelles rechtliches Gehör von einer zentralen Instanz gekippt werden können. Die durch abstrakte Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG ermöglichte Aushöhlung kantonaler Autonomie ist unter diesen Umständen nicht hinnehmbar.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde", der Beihilfekammer, die in die Wettbewerbskommission (WEKO) integriert wird (gemäss Art. 18 Abs. 2 KG), ist zutiefst besorgniserregend. Diese Instanz wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern faktisch als "verlängerter Arm der EU" agieren und deren Beihilferecht durchsetzen. Dies birgt die Gefahr, dass nationale Interessen und die Besonderheiten der Schweizer Wirtschaftspolitik in den Hintergrund treten und primär die Vorgaben der EU massgeblich sind. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, von der direkten Rechenschaftspflicht weit entfernte Behörde ist unzureichend und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter dieses neue EU-Kontrollregime gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz. Viele Elektrizitätswerke sind im Besitz von Kantonen und Gemeinden, und eine Fremdkontrolle von Beihilfen in diesen Sektoren kann die Versorgungssicherheit und die Aufrechterhaltung des Service public beeinträchtigen. Insbesondere die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klarer Verzicht auf nationale Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und durch ein Regelwerk ersetzt, das die Schweiz jeglicher eigenständigen Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit beraubt.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG, Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Das neue Beschwerderecht gemäss Art. 31a VGG schafft einen weiteren Mechanismus, der es der zentralen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde über Beihilfen entscheidet, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung nachrangig zu behandeln.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung fundamental verändern, sondern auch die demokratische und föderalistische Kontrolle über staatliche Beihilfen aushebeln. Die Schweiz würde sich systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwerfen und zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv einschränkt. Es ist unabdingbar, dass diese gravierenden Bedenken ernst genommen und die Souveränität und die föderalistischen Prinzipien der Schweiz geschützt werden.

Strom

Es ist mit tiefgreifender Besorgnis festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsbereich, insbesondere im Lichte der angestrebten institutionellen Einbindung in die Europäische Union, eine gravierende Erosion der Schweizer Energiesouveränität bedeuten. Die Überführung der ElCom von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" ist unhaltbar. Gemäss Art. 22 StromVG würden die Kompetenzen der ElCom massiv ausgeweitet, allerdings primär zur Durchsetzung von EU-Vorschriften. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energiepolitik und zwingt die Schweiz zur Implementierung undemokratisch legitimierter Vorgaben aus Brüssel. Unsere nationale Entscheidungsfindungskompetenz über unsere kritische Infrastruktur wird damit de facto abgeschafft. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer im EU-Aufsichtsrahmen, wie ACER und ENTSO-E, ohne substanzielles Stimmrecht, muss aber die damit verbundenen Kosten tragen. Entscheidungen über das Schweizer Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, nicht mehr in Bern oder den Kantonen.

Die Konsequenzen für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sind existenziell. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine direkte Bedrohung für das bewährte System der Wasserzinsen dar, welches die Bergkantone finanziell unterstützt. Diese Zinsen könnten als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage der betroffenen Kantone nachhaltig schwächen und die dezentrale Energieerzeugung in diesen Regionen behindern.

Unsere föderalen Strukturen, ein wesentlicher Bestandteil der Schweizer Identität und Effizienz, werden durch diese Massnahmen erheblich untergraben. Die traditionell wichtige Rolle der

Gemeindekraftwerke und ihr Einspeisevorrang werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion, die oft in den Händen von Gemeinden und lokalen Akteuren liegt, und fördert stattdessen grosse, zentralisierte Akteure. Die neuen Regelungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führen zu einer vollständigen Marktliberalisierung, die zweifellos zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) und private Haushalte führen wird. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht zu tragen bereit ist, werden unweigerlich auf die Konsumenten über neue staatliche Umlagen abgewälzt. Die in Art. 8b ff. StromVG vorgesehene Energiereserve erscheint unzureichend, um die Stabilität eines vollständig liberalisierten Marktes zu gewährleisten.

Des Weiteren sind die geplanten Änderungen im Energiegesetz (EnG) zutiefst problematisch. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe, dezentrale Energieproduktion. Durch die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie private Photovoltaik-Anlagenbesitzer, landwirtschaftliche Betriebe oder kleinere Gemeindewerke, massiv benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage gefährdet. Dies steht im Widerspruch zu den erklärten Zielen einer diversifizierten und dezentralen Schweizer Energiestrategie und begünstigt ausschliesslich grossindustrielle Produzenten.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen, wie in Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG vorgesehen, schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich verlangsamen und die Schweiz stärker von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell fossilen Energieträgern abhängig machen. Dies ist ein Rückschritt und nicht der zukunftsweisende Weg, den die Schweiz einschlagen sollte.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG stellt ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft dar. Sie wird zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und einer Aushöhlung der bisher stabilen und zuverlässigen Grundversorgung führen. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was gerade in Zeiten globaler Krisen und geopolitischer Instabilität katastrophale Folgen haben kann. Die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird verwischt, weder der Markt noch die EU scheinen bereit oder fähig zu sein, diese umfassend zu garantieren. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen wir uns nicht leisten können.

Zusätzlich untergraben die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) die bisher bewährte vertikale Integration von Energieversorgungsunternehmen, die für Effizienz und Stabilität im Schweizer Netz sorgen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies führt zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer essenziellen Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur eine Aufgabe von Souveränität bedeuten, sondern auch die Versorgungssicherheit gefährden, die föderalen Strukturen schwächen und zu höheren Strompreisen für die Konsumenten führen werden. Es ist zwingend notwendig, diese Punkte kritisch zu überdenken und die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger an die erste Stelle zu setzen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer Gesamtheit zutiefst besorgniserregend und stellen eine gefährliche Aushöhlung unseres bewährten Schweizer Modells dar. Anstatt eine tatsächliche Stärkung des Lohnschutzes zu bewirken, droht eine massive Erosion der hiesigen Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und tiefen Einkommensklassen. Die vorgelegten Massnahmen sind primär kosmetischer Natur und können dem durch die Ausweitung der

Personenfreizügigkeit entstehenden Lohndruck nicht standhalten. Es ist offensichtlich, dass unser etablierter und wirksamer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden soll. Dies ist keine Verbesserung, sondern eine Schwächung, die vor allem ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping öffnet.

Die Umgestaltung des Entsendegesetzes (EntsG) ist ein Paradebeispiel für diese negative Entwicklung. Die Anpassungen, insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG, dienen offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer echten Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Dies führt zu einer Bürokratisierung, die dem Schutz der Arbeitnehmer nicht dient, sondern lediglich ausländischen Unternehmen entgegenkommt, die sich durch ein undurchsichtiges Regelwerk manövrieren wollen.

Besonders kritisch ist die geschwächte Kontrollinstanz. Die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Idee, unser robustes Kontrollsystem durch fragwürdige EU-Modelle zu ersetzen, ist verantwortungslos.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, welcher in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) verankert werden soll, ist ein weiterer massiver Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Dieses Konstrukt ist ein direktes Resultat von EU-Druck und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die notwendige Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Es ist ein klassisches Beispiel für eine Regelung, die mehr Probleme schafft als sie löst.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (gemäss Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies hat weitreichende Konsequenzen für unsere Souveränität und die Unabhängigkeit unserer Gesetzgebung.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Veränderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Schweizer Sozialpartnerschaft hat sich in der Praxis bewährt und darf nicht durch eine fragwürdige Harmonisierung mit EU-Recht gefährdet werden.

Der gravierendste Eingriff in unsere Souveränität stellt jedoch die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung auf fundamentalste Weise, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies ist ein nicht hinnehmbarer Schritt in Richtung einer schleichenden Rechtsangleichung und einem Verlust unserer nationalen Souveränität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht zu einer Verbesserung des Lohnschutzes führen, sondern im Gegenteil eine massive Bedrohung für das Schweizer Lohnniveau und unsere bewährten Arbeitsmarktprinzipien darstellen. Die Bürokratisierung, die Schwächung der Kontrollmechanismen und die schrittweise Aufgabe unserer Souveränität sind unannehmbar. Wir lehnen diese Vorschläge in ihrer vorliegenden Form entschieden ab und fordern eine konsequente Stärkung unseres eigenen, unabhängigen Lohnschutzes anstelle einer

fragwürdigen Angleichung an europäische Standards, die nachweislich nicht dem Schutz der Arbeitnehmer dienen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Annahme des Rechtsrahmens im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahninfrastruktur und den Personenverkehr, wirft erhebliche Bedenken auf und stellt eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Argumente, welche die Regierung als notwendige Anpassungen im Rahmen bilateraler Abkommen mit der Europäischen Union präsentiert, sind offensichtlich unzureichend und verschleiern die negativen Konsequenzen für unsere Souveränität und die Qualität der öffentlichen Verkehrsversorgung.

Im Zentrum der Problematik steht die Gefahr, dass das EU-Beihilferecht die bewährten Subventionsmechanismen für den Schweizer Schienenverkehr untergräbt. Unser Service public im Schienenverkehr ist ein Eckpfeiler der schweizerischen Mobilität und Wirtschaft. Die Anwendung von EU-Beihilferegelungen könnte dazu führen, dass bisherige, aber für den Fortbestand des Angebots essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend benötigte Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die finanzielle Stabilität und damit auf die Qualität sowie den Umfang des Angebots, das unseren Bürgern zur Verfügung steht. Die vorgesehene Anpassung des Eisenbahngesetzes (EBG) birgt die Gefahr einer solchen Umwälzung ohne klare Alternativen oder Kompensationen.

Besonders kritisch ist die Einführung der sogenannten Kabotage, welche durch den neuen Artikel 40a des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht wird. Dies bedeutet, dass ausländische Transportunternehmen zukünftig inner-schweizerische Strecken bedienen dürfen. Dieses Vorgehen läuft unweigerlich auf eine schädliche "Rosinenpickerei" hinaus. Ausländische Anbieter werden sich auf die wirtschaftlich lukrativen Hauptverkehrsachsen konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental und gefährdet die Aufrechterhaltung eines leistungsfähigen und flächendeckenden öffentlichen Verkehrsnetzes für alle Regionen der Schweiz. Die Befürchtung ist gross, dass dies zu einer Zwei-Klassen-Gesellschaft im öffentlichen Verkehr führen könnte, in der nur die profitablen Linien gut funktionieren.

Die vom Bundesrat als schützende Massnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist im Lichte des EU-Rechts wenig mehr als ein zahnloser Tiger. Ihre rechtliche Bindungswirkung ist äusserst fragwürdig und bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Angesichts des Prinzips der dynamischen Rechtsübernahme muss die Schweiz neue EU-Regulierungen ohne eigenes Mitspracherecht übernehmen. Diese "Gemeinsame Erklärung" ist daher lediglich eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Schienenverkehr und die Abhängigkeit von Brüssel nicht verhindern kann.

Die sukzessive Preisgabe der Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur ist ein besorgniserregender Trend. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), schlichtweg übernehmen müssen. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Institutionen verlagern und unsere Fähigkeit einschränken, die Infrastruktur im nationalen Interesse zu gestalten und zu betreiben.

Die Änderungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG) sind ebenfalls äusserst problematisch. Insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis des PBG zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen von Verkehrsleistungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten und auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen fortan EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass weniger optimale und potenziell teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler zur bevorzugten Option werden, da die nationalen Interessen und spezifischen Anforderungen in den Hintergrund gedrängt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs nicht nur die finanzielle Basis und die operative Flexibilität unseres Service public im Schienenverkehr gefährden, sondern auch unsere nationale Souveränität schrittweise erodieren. Die Türöffnung für die Kabotage, die rechtlich fragwürdige "Gemeinsame Erklärung" und die erzwungene Übernahme von EU-Recht stellen eine erhebliche Bedrohung dar, der mit grösster Skepsis begegnet werden muss. Es bedarf einer klaren Positionierung zur Bewahrung der Autonomie und zur Sicherung eines qualitativ hochwertigen öffentlichen Verkehrsangebots für alle Bürgerinnen und Bürger der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Abkehr von den grundlegenden Prinzipien dar, die unsere Rechtsordnung und die Steuerung unseres Landes bisher geprägt haben. Insbesondere die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Diese Entwicklung untergräbt nicht nur die Souveränität der Schweiz, sondern birgt auch erhebliche Risiken für unsere soziale und wirtschaftliche Stabilität.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', das bereits nach fünf Jahren anstelle der bisherigen zehn gewährt wird und als 'Niederlassung C PLUS' praktisch unentziehbar ist, ist zutiefst bedenklich. Diese Statusänderung, die selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, stellt eine massive Bedrohung für die innere Sicherheit und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialwerke dar. Die Konsequenzen für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden sind unkalkulierbar. Es darf nicht sein, dass Personen, die von unserer Solidarität leben, sich einer potenziellen Verantwortung durch ein quasi unkündbares Aufenthaltsrecht entziehen können.

Besonders alarmierend ist die erwartete massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit oder ihrem Beitrag zur Gesellschaft. Die Kosten für den Sozialhilfebedarf dieser Personen werden zwangsläufig auf die Schweizer Bevölkerung abgewälzt. Dies steht im diametralen Gegensatz zu einer verantwortungsvollen Migrationspolitik, die auf Integration und Leistung basiert.

Der ausgedehnte Familiennachzug ist ein weiterer kritischer Punkt. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, ist für ein Land, das seine Einwanderung eigenständig steuern will, beispiellos. Diese Regelung birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten. Es ist unklar, wie unter diesen Umständen eine kohärente und nachhaltige Zuwanderungspolitik betrieben werden kann.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' ist in ihrer praktischen Wirksamkeit mehr als fragwürdig. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Realität kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel geltend zu machen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies entlarvt die vermeintliche Schutzklausel als eine reine Illusion, die eher der Erpressung dient als dem Schutz schweizerischer Interessen.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren faktisch jegliche Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies untergräbt die demokratischen Prinzipien und die Fähigkeit der Schweiz, ihre Gesetzgebung im eigenen Interesse zu gestalten.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren diese Entwicklung. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung neuer Bestimmungen wie Artikel 41c AIG werden die Zuwanderung in die Sozialsysteme weiter begünstigen. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss vom Bezug ist kaum mehr möglich. Die neue

'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist, wie bereits erwähnt, ein reines Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation vor der EU, eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüber-schreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz in eine

Position der Abhängigkeit und Unterordnung gegenüber der Europäischen Union manövrieren. Sie opfern unsere Souveränität, unsere direkten demokratischen Rechte und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke für einen fragwürdigen Gewinn an Anbindung, dessen Kosten für unsere Bevölkerung und unsere nationale Identität immens sein werden.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich: Finanzieller Beitrag

Die vorliegende Vernehmlassung zur Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken, die nicht nur wirtschaftlicher, sondern insbesondere auch verfassungsrechtlicher und souveränitätspolitischer Natur sind. Der vorgeschlagene Mechanismus der Kohäsionszahlungen stellt eine Abkehr von bisherigen, bewährten Prinzipien dar und birgt erhebliche Risiken für die demokratische Selbstbestimmung und die finanzielle Autonomie unseres Landes.

Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist höchst problematisch. Dies bedeutet, dass die Schweiz ein wesentliches politisches Druckmittel verliert und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen an die EU faktisch ausgehöhlt wird. Was bisher als Akt der guten Nachbarschaft und der solidarischen Unterstützung im Rahmen bilateraler Vereinbarungen und unter parlamentarischer Mitsprache erfolgte, wird hier zu einer unausweichlichen, rechtlich durchsetzbaren Verpflichtung degradiert. Wir sehen uns hier mit einer de-facto-Zwangsabgabe konfrontiert, deren Dimensionen im Weiteren noch erheblich steigen dürften.

Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Vertrag verankerten Mechanismen wenig mehr als ein Lockvogelangebot. Der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung und Anpassung dieser Beiträge lässt befürchten, dass die Schweiz in Zukunft mit stetig steigenden Forderungen seitens der EU konfrontiert sein wird. Es ist davon auszugehen, dass die im Vertrag festgelegten Parameter und Indikatoren zu einer unaufhaltsamen Erhöhung der finanziellen Lasten führen werden, ohne dass die Schweiz noch die Möglichkeit hat, diesen Forderungen wirksam entgegenzutreten oder diese zu verweigern. Dies läuft auf eine faktische Unterwerfung unter EU-Diktate hinaus, bei der die Schweiz zur Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht wird.

Die Schweiz wird durch diese Regelung in die Rolle einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht gedrängt. Während unsere Zahlungen unweigerlich und rechtsverbindlich werden, fehlt jegliche Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die wirksame Beseitigung bestehender Handelsschranken. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare, substanzielle Vorteile für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung mit sich bringt. Die finanzielle Belastung wird zur Tatsache, während die erwarteten Gegenleistungen vage und unsicher bleiben.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das Kernstück dieser problematischen Entwicklung. Dieses Gesetz zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird somit zum gesetzgeberischen Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie er sich aus Art. 1 KoBG ableiten lässt, die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern durch unsere gewählten Vertreter, gibt es nur noch den vollziehenden Akt einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies ist ein

erheblicher Schritt in Richtung einer schleichenden Übernahme von EU-Recht und einer Verwässerung unserer Rechtsordnung.

Des Weiteren erscheint die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der Friedensförderung und der menschlichen Sicherheit durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b als irreführend und propagandistisch. Hier wird der anerkannte und positive 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und höchst umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese zweifelhafte Verknüpfung versucht, die finanzielle Belastung mit einem vordergründig edlen Ziel zu verschleiern und die öffentliche Akzeptanz zu manipulieren.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass der vorgeschlagene finanzielle Beitrag und die damit verbundenen rechtlichen Regelungen eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Finanzen darstellen. Die Umwandlung freiwilliger Zahlungen in verbindliche Pflichten, die drohende Kostenexplosion und die Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit sind Aspekte, die eine grundsätzliche Ablehnung dieser Vorschläge nahelegen. Die Schweiz darf sich nicht in eine Position begeben, in der sie finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne dafür eine adäquate Gegenleistung zu erhalten und ohne die Kontrolle über die Höhe und die Verwendung dieser Mittel zu behalten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme richtet sich gegen die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich der Lebensmittelsicherheit. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Sicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über den eigentlichen Zweck hinausgeht und die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterwirft. Dieses Vorhaben bedroht grundlegend unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Es ist evident, dass die sprichwörtliche Schweizer Qualität unter diesen Bedingungen massiv in Gefahr gerät. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland", welches für Exzellenz und Verlässlichkeit steht, wird entwertet, wenn die Produkte zukünftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und öffnet Tür und Tor für eine Verwässerung unseres internationalen Ansehens.

Besonders alarmierend ist die Implementierung einer gefährlichen "Guillotineklausel". Diese Klausel verknüpft das vorliegende Abkommen unwiderruflich mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung dieses aus unserer Sicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem essenziellen Politikbereich blockiert und unsere Handlungsfreiheit auf unerträgliche Weise einschränkt.

Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren, welche Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie und die Hoheit über unsere eigenen Produktionsbedingungen untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen lokaler Veranstaltungen tätig sind, müssten die komplexen und auf die EU-Situation zugeschnittenen Vorschriften erfüllen. Dies wird nicht nur lokale Traditionen zerstören, sondern auch die wirtschaftliche Existenz zahlreicher kleiner und mittlerer Betriebe bedrohen, die weder über die Ressourcen noch über die Kapazitäten verfügen, sich mit dieser überbordenden Regulierung auseinanderzusetzen.

Mit der vorgeschlagenen Regelung wird zudem unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können, zu akzeptieren. Der Volkswille, wie er in zahlreichen Abstimmungen zum Ausdruck gebracht wurde, wird hierbei klar missachtet und untergraben. Dies ist eine inakzeptable Umgehung direkter Demokratie.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt dies zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an unseren ohnehin schon hohen Standards. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind dabei nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird dadurch umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls äusserst problematisch. Die neuen Artikel Art. 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen direkten Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die bereits erwähnte Totalrevision des LMG ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine bedenkliche Schwächung der Schweizer Souveränität, eine Gefährdung unserer hohen Qualitätsstandards, eine unnötige bürokratische Belastung und eine Missachtung unserer direktdemokratischen Entscheidungen darstellen. Wir lehnen diese bedenkliche Entwicklung entschieden ab und fordern eine Fortführung und Stärkung unserer nationalen Autonomie in allen relevanten Bereichen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene "Abkommen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU" wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Die Bezeichnung "Stabilisierung" ist zynisch, da die vorliegenden Vorschläge eine weitere Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungsgrundlagen bedeuten und somit eher Destabilisierung auf lange Sicht befürchten lassen.

Aus der Perspektive der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere des Artikels 2 Absatz 1, welcher die Hauptaufgabe des Bundes darin sieht, die Freiheit und die Sicherheit der Eidgenossen zu wahren, die Wohlfahrt zu fördern, die Umwelt zu schützen und die natürlichen Lebensgrundlagen zu erhalten, sind die Konsequenzen eines solchen Abkommens kritisch zu beleuchten. Die potenzielle Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von sogenanntem "dynamischem Rechtsübernahme", untergräbt fundamental das Prinzip der Selbstbestimmung, welches im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz hat sich die Freiheit genommen, ihre eigenen Gesetze zu erlassen und ihre eigene Politik zu gestalten. Die automatische oder quasi-automatische Adaption von EU-Recht würde diese Freiheit einschränken und es der Schweizer Bevölkerung und ihren gewählten Vertretern erschweren, auf sich verändernde nationale Bedürfnisse und Werte zu reagieren. Dies widerspricht direkt dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung, welche die Souveränität der Kantone und des Bundes hervorhebt.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf den Schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke gravierend. Die geforderte Personenfreizügigkeit, wie sie im Rahmen des bilateralen Personenverkehrsabkommens existiert und durch ein neues Abkommen weiter gefestigt oder ausgedehnt werden könnte, birgt das Risiko einer Lohnunterbietung und einer Erosion der Lohnschutzmechanismen. Artikel 41 der Bundesverfassung, der sich mit der sozialen Wohlfahrt befasst, sieht die Förderung des Gemeinwohls und die soziale Sicherheit als wichtige Ziele vor. Die unkontrollierte Zuwanderung von Arbeitskräften aus der EU, ohne ausreichende Kontrollen und flankierende Massnahmen, könnte die sozialen Sicherungssysteme unter Druck setzen und die Lohnniveaus für Schweizer Arbeitnehmer negativ beeinflussen. Der Gedanke, dass eine vermeintliche "Stabilisierung" der Beziehungen zur EU durch eine Aufgabe unserer Lohnschutzmechanismen erkauft werden soll, ist aus sozialpolitischer Sicht höchst bedenklich.

Auch im Bereich der direkten Demokratie bestehen erhebliche Hürden. Die Einhaltung von EU-Recht durch Schweizer Gerichte und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind hierbei zentrale Streitpunkte. Artikel 164 der Bundesverfassung, welcher die Gesetzgebungskompetenz des Bundes festlegt, und Artikel 190, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind, scheinen hier in Konflikt mit der Souveränität zu geraten, wenn EU-Recht direkt oder indirekt übergeordnet wird. Sollte ein neues Abkommen die Rolle des EuGH weiter stärken und dessen Urteile bindend für die Schweiz werden lassen, würde dies das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung in Frage stellen. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht über die Anwendung von Schweizer Recht entscheidet oder dessen Auslegung vorgibt, ist mit dem Wesen eines souveränen Staates nicht vereinbar. Die demokratische Kontrolle wäre massiv eingeschränkt, wenn die letzte Instanz in Rechtsfragen nicht mehr vom Schweizer Volk oder seinen gewählten Vertretern bestimmt wird, sondern von einer externen Institution.

Die wirtschaftlichen Verflechtungen mit der EU sind unbestritten, doch dürfen diese nicht dazu führen, dass die Schweiz zu einer reinen Anhängselorganisation der Europäischen Union wird. Die Absicht, durch eine "Stabilisierung" die wirtschaftliche Zusammenarbeit zu vertiefen, darf nicht als Freipass verstanden werden, um die schweizerischen Errungenschaften im Bereich der direkten Demokratie, des Lohnschutzes und der politischen Unabhängigkeit preiszugeben. Es ist fraglich, ob die angepriesenen wirtschaftlichen Vorteile die Verluste an Souveränität und demokratischer Mitbestimmung aufwiegen können. Die Schweiz hat stets von ihrer Unabhängigkeit und ihrer Fähigkeit profitiert, eigene Wege zu gehen. Die Vorstellung, dass eine stärkere Anbindung an die EU zwangsläufig zu wirtschaftlichem Wohlstand führt, ist eine Vereinfachung, die die Risiken und potenziellen Nachteile ignoriert.

Die vorgeschlagene "Stabilisierung" könnte somit eher als eine schleichende Erosion der Schweizer Identität und Unabhängigkeit verstanden werden. Es ist von grösster Bedeutung, dass die Schweizer

Bevölkerung und ihre Vertreter die Konsequenzen solcher Abkommen sorgfältig prüfen und sicherstellen, dass die Grundwerte und die Souveränität der Schweiz jederzeit gewahrt bleiben. Die Stärkung der Beziehungen zur EU sollte nicht auf Kosten der Unabhängigkeit erfolgen, sondern im Rahmen einer souveränen und selbstbestimmten Partnerschaft, die unseren nationalen Interessen und Werten Rechnung trägt. Die aktuelle Ausrichtung des Vorschlags lässt jedoch befürchten, dass dies nicht der Fall ist und wir uns auf einen Weg begeben, der uns langfristig eher schadet als nützt. Artikel 2 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des nationalen Zusammenhalts und des kulturellen und sprachlichen Reichtums der Schweiz betont, könnte durch eine zu starke Angleichung an die EU ebenfalls beeinträchtigt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine weitere Annäherung an die Europäische Union sind aus Sicht der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz zutiefst bedenklich und erfordern eine kritische Neubewertung. Die vorgeschlagenen Regelungen, die unter dem Deckmantel einer harmonisierten Rechtsangleichung präsentiert werden, bergen erhebliche Risiken für die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung und die Funktionsweise unserer direkten Demokratie.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die geplante Einbeziehung von EU-Richtlinien und Verordnungen in unser nationales Rechtssystem, wie sie im Zusammenhang mit dem institutionellen Rahmenabkommen diskutiert wird, droht die legislative Unabhängigkeit der Schweiz massiv zu beschneiden. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert die Kompetenz des Bundesrates und der Bundesversammlung zur Gesetzgebung. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht würde jedoch de facto die Entscheidungsbefugnis dieser Organe untergraben, indem sie uns dazu zwingt, externe, von uns nicht mitgestaltete Rechtsnormen zu implementieren. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 Absatz 1 BV festgeschrieben ist. Es ist fraglich, ob eine solche faktische Externalisierung der Gesetzgebung mit den verfassungsrechtlichen Grundsätzen vereinbar ist.

Darüber hinaus wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche Bedenken auf. Die Zustimmung zur Zuständigkeit des EuGH in Bezug auf die Auslegung des übernommenen EU-Rechts, wie sie in der Diskussion um das institutionelle Abkommen immer wieder thematisiert wird, stellt eine fundamentale Herausforderung für die staatliche Souveränität dar. Die Bundesverfassung, insbesondere Artikel 190 BV, bestimmt, dass Bundesgesetze für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Die vorgesehene Einbindung des EuGH würde jedoch bedeuten, dass eine externe Instanz die verbindliche Auslegung von Gesetzen beeinflusst, die potenziell auch Schweizer Gerichte binden könnten. Dies würde die Rechtsordnung der Schweiz unter einen ausländischen Rechtsprechungsvorbehalt stellen und die Unabhängigkeit unserer Gerichte gefährden. Die Schweizer Rechtsprechung würde sich nicht mehr primär an der Bundesverfassung und dem Bundesrecht orientieren, sondern an der Interpretation eines ausländischen Gerichts.

Die Gefahr einer schleichenden Erosion der direkten Demokratie ist ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von EU-Recht und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würden den Handlungsspielraum des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter einschränken. Volksinitiativen und Referenden könnten in ihrer Wirksamkeit beschnitten werden, wenn sie Regelungen betreffen, die bereits unter die Verpflichtungen gegenüber der EU fallen und durch den EuGH ausgelegt werden. Das Prinzip der rechtsgleichen Behandlung, das in Artikel 8 Absatz 1 BV verankert ist, könnte untergraben werden, wenn Schweizer Bürgerinnen und Bürger und Unternehmen aufgrund von EU-Vorgaben und deren Auslegung durch den EuGH anders behandelt würden als Bürgerinnen und Bürger der EU-Mitgliedstaaten, die diese Vorgaben mitgestalten konnten. Die vorgesehene Mechanismen der Streitbeilegung, die eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen implizieren, bergen die Gefahr, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU-Rechtsprechung wird, ohne direkten Einfluss auf deren Entwicklung.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Während oft die Vorteile des Marktzugangs beschworen werden, werden die Kosten und die Unsicherheiten einer solchen fortgesetzten Annäherung zu wenig beleuchtet. Die fortlaufende Anpassung an EU-Standards kann erhebliche wirtschaftliche Belastungen für Schweizer Unternehmen mit sich bringen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), die oft nicht über die Ressourcen verfügen, um komplexe regulatorische Änderungen umzusetzen. Dies könnte zu einem Wettbewerbsnachteil führen und Arbeitsplätze gefährden. Zudem ist die Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft, die durch eine engere Anbindung weiter zunehmen würde, ein Risiko in unsicheren Zeiten. Der Artikel 104 BV zur Förderung von Wohlstand und Sicherheit durch eine starke und innovative Wirtschaft würde durch eine zu starke Abhängigkeit von externen Rechts- und Wirtschaftsvorgaben konterkariert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Gefährdung der zentralen Säulen der schweizerischen Staatsordnung darstellen: der Souveränität, der direkten Demokratie und der Unabhängigkeit der Gerichte. Die Risiken einer schleichenden Untergrabung unserer Verfassung und unserer Unabhängigkeit sind erheblich und werden in der öffentlichen Debatte oft zu Gunsten einer vermeintlichen wirtschaftlichen Effizienz vernachlässigt. Es bedarf einer klaren und kritischen Auseinandersetzung mit diesen Ergebnissen, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit bewahrt und im besten Interesse ihrer Bürgerinnen und Bürger agiert. Die Verfassung ist kein Verhandlungsgegenstand, sondern das Fundament unseres Staates, und jede Annäherung, die dieses Fundament angreift, ist mit tiefgreifenden Vorbehalten zu betrachten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz. Die vorliegende Vorlage vernachlässigt die fundamentalen Prinzipien, auf denen unser Rechtsstaat basiert, und droht, die Schweiz einer Lawine von EU-Recht und -Gerichtsbarkeit auszuliefern, ohne dass das Schweizer Stimmvolk je die Möglichkeit hatte, diesen Entwicklungen explizit zuzustimmen.

Insbesondere die Übernahme von neuem EU-Recht durch einseitige Übernahme und die starke Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind kritisch zu betrachten. Gemäss Artikel 97 der Bundesverfassung (BV) sind die kantonalen Gerichte und die Eidgenossenschaft berufen, die Rechtsprechung anderer Staaten zu beachten. Dies impliziert jedoch keine automatische Unterwerfung unter fremde Gerichte. Die vorgeschlagene Regelung würde den EuGH faktisch zu einer obersten juristischen Instanz für Schweizer Recht machen, was im Widerspruch zum Geist und Buchstaben des Schweizer Verfassungsrechts steht. Die Verfassung garantiert die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz, und die Autonomie des schweizerischen Rechtssystems ist ein hohes Gut. Artikel 1 Abs. 2 BV legt fest, dass das Schweizer Volk und die Kantone die oberste Gewalt bilden. Diese oberste Gewalt darf nicht de facto an eine ausländische Institution abgetreten werden. Die obligatorische Anerkennung der EuGH-Urteile würde die Möglichkeit des Schweizer Gesetzgebers und des Bundesrates untergraben, eigenständige und an die schweizerischen Verhältnisse angepasste Rechtsentscheidungen zu treffen.

Die Mechanismen, die zur Übernahme neuen EU-Rechts vorgesehen sind, bergen ebenfalls erhebliche Gefahren. Die einseitige Übernahme von EU-Regelungen, auch wenn sie als „automatisch“ bezeichnet wird, entzieht die schweizerische Rechtssetzung einer demokratischen Kontrolle. Artikel 163 Abs. 2 BV regelt das Gesetzgebungsverfahren und stellt sicher, dass das Volk und die Stände die Gesetzgebungskompetenz innehaben. Die vorgeschlagene Praxis würde dieses Prinzip aushöhlen, indem Gesetze, die in Brüssel entstehen, ohne direkte parlamentarische Debatte und ohne Möglichkeit eines fakultativen Referendums in der Schweiz Gültigkeit erlangen. Dies verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation, das im Artikel 1 BV festgeschrieben ist und das Volk als primäre Quelle der Staatsgewalt anerkennt. Die Möglichkeit, sich einer solchen Übernahme zu widersetzen, scheint äusserst limitiert und birgt das Risiko von Vergeltungsmassnahmen seitens der EU, was eine erpresserische Komponente in die Beziehung einbringt und die souveräne

Willensbildung der Schweiz massiv beeinträchtigt.

Die Bedenken hinsichtlich des Diskriminierungsverbots und des Gleichheitsgrundsatzes sind ebenfalls gravierend. Artikel 8 der Bundesverfassung garantiert die Gleichheit aller Menschen vor dem Gesetz und verbietet Diskriminierungen. Die bevorstehende Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Schweizer Bürger und Unternehmen gegenüber EU-Bürgern und -Unternehmen benachteiligt werden, insbesondere wenn die EU-Regelungen nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Strukturen der Schweiz zugeschnitten sind. Die Idee, dass die Schweiz die vollen Nachteile der EU-Mitgliedschaft übernehmen soll, ohne die Vorteile wie die politische Mitsprache oder die volle Integration in den Binnenmarkt zu geniessen, ist wirtschaftlich und politisch nicht tragbar. Der Artikel 1 BV, der die Schweiz als souveränen und demokratischen Staat definiert, würde durch eine solche Konstellation fundamental in Frage gestellt.

Des Weiteren darf die Frage der Unionsbürgerschaft und deren Auswirkungen auf die schweizerische Sozialgesetzgebung nicht ignoriert werden. Eine Ausdehnung der Unionsbürgerschaft auf Schweizer Territorium könnte zu einer Überlastung der schweizerischen Sozialwerke und zu einer Aushöhlung der nationalen Identität führen. Die Regeln des freien Personenverkehrs, wie sie in den bilateralen Abkommen geregelt sind, sind bereits Gegenstand von Diskussionen, aber die vorgeschlagenen Neuerungen könnten die bestehenden Spannungen exponentiell verstärken. Die Gefahr, dass Schweizer Bürger durch diese Entwicklungen ihre eigene Souveränität und die Kontrolle über ihr eigenes Land verlieren, ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die Möglichkeit, in dringenden Fällen auf nationaler Ebene Massnahmen zu ergreifen, die dem Schutz der eigenen Bevölkerung dienen, könnte durch die komplexen vertraglichen Verpflichtungen stark eingeschränkt werden.

Abschliessend muss betont werden, dass die Schweiz eine eigenständige Aussenpolitik verfolgen muss, die auf ihren nationalen Interessen und Werten basiert. Eine Unterwerfung unter eine übergeordnete juristische und legislative Instanz der EU würde diese Eigenständigkeit gefährden. Die schweizerische Verfassung ist das Fundament unseres Rechtsstaates, und jede Anpassung muss diesem Fundament Rechnung tragen und die Souveränität der Schweiz wahren. Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU scheint diesem Grundsatz nicht ausreichend Rechnung zu tragen und birgt erhebliche Risiken für die Zukunft der Schweiz. Eine kritische und skeptische Haltung ist angesichts der Tragweite der vorgeschlagenen Massnahmen daher absolut geboten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Silvia Steiner (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Silvia Steiner · 056 441 63 04 · silvia42@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in den vorliegenden Unterlagen dargelegt wird, ist aus Sicht der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes äusserst bedenklich und muss kritisch hinterfragt werden. Anstatt einer echten Stabilisierung birgt der aktuelle Kurs die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer nationalen Entscheidungskompetenz und einer unverhältnismässigen Übertragung von Hoheitsrechten an supranationale Strukturen, deren Legitimation und Rechenschaftspflicht uns nicht in gleichem Masse zustehen. Ein zentraler Punkt unserer Besorgnis betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Die angestrebte Übernahme von "neuen Rechtsakten" der EU, ohne dass diese einem substanziellen parlamentarischen und volksdemokratischen Prozess unterworfen werden, verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Wenn unser Parlament und letztlich das Volk nicht mehr die primäre Instanz sind, die über die Gesetzgebung entscheidet, sondern nur noch als reaktive Instanz auf von Brüssel diktierte Vorgaben reagieren kann, ist dies eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Grundfesten. Die Begründung, dass dies zur "Rechtssicherheit und Vorhersehbarkeit" diene, überzeugt nicht, da die Rechtssicherheit in einem souveränen Staat durch eigene, demokratisch legitimierte Gesetzgebung gewährleistet werden muss und nicht durch die externe Übernahme von Regeln, deren Entstehungsprozess uns entzogen ist. Darüber hinaus werfen die vorgeschlagenen Mechanismen erhebliche Fragen hinsichtlich der richterlichen Unabhängigkeit und der Rolle unserer eigenen Gerichte auf. Die potenzielle Anwendung von EU-Recht und die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) im Rahmen von Streitigkeiten als letztinstanzliche Autorität fungieren könnte, stellt eine direkte Bedrohung für die Souveränität unserer Rechtsprechung dar, wie sie in Artikel 190 BV verankert ist. Unsere Gerichte müssen frei und unabhängig von externen Instanzen entscheiden können und dürfen nicht dazu gezwungen sein, die Auslegung von Recht durch ausländische Gerichte zu übernehmen, deren Rechtsauffassungen und Systematik sich von unserer unterscheiden können. Dies würde die Gleichbehandlung aller vor dem Gesetz, wie sie in Artikel 8 BV garantiert ist, gefährden, da die Anwendung eines von externen Gerichten interpretierten Rechts zu Ungleichbehandlungen führen könnte. Die Rede von "partnerschaftlicher Zusammenarbeit" ist in diesem Kontext zynisch. Eine echte Partnerschaft basiert auf Augenhöhe und gegenseitigem Respekt für die Souveränität des Partners. Was hier aber angestrebt wird, ist eine einseitige Anpassung an die Bedürfnisse und die Gesetzgebung der EU, ohne dass die Schweiz im Gegenzug substanzielle Mitspracherechte in den Entscheidungsprozessen der EU erhält. Die EU wird als Block mit einer einheitlichen Stimme sprechen, während die Schweiz als einzelner Staat gezwungen wäre, diese Stimme zu übernehmen, ohne selbst Einfluss auf deren Formung nehmen zu können. Dies widerspricht dem Grundgedanken der nationalen Selbstbestimmung, die für die Schweiz von existenzieller Bedeutung ist. Die wirtschaftlichen Argumente, die zur Rechtfertigung dieser Schritte angeführt werden, sind ebenfalls mit Vorsicht zu geniessen. Die versprochene "Stabilität" des Marktzugangs könnte sich als Pyrrhussieg erweisen, wenn sie mit einer derartigen Erosion unserer rechtlichen und politischen Unabhängigkeit erkauft werden muss. Die kurzfristigen wirtschaftlichen Vorteile dürfen nicht dazu führen, dass wir unsere langfristige Souveränität aufs Spiel setzen. Die Bundesverfassung verbietet explizit die Übertragung von Hoheitsrechten an internationale Organisationen, sofern dies nicht durch Bundesbeschluss und gegebenenfalls referendumspflichtig erfolgt (Artikel 166 BV). Die angestrebten Regelungen scheinen diese Grenzen zu überschreiten und werfen die Frage auf, ob die zustimmenden Gremien die Tragweite der daraus resultierenden Souveränitätsverluste vollumfänglich erfasst haben. Ferner müssen die Auswirkungen auf den Föderalismus und die Autonomie der Kantone berücksichtigt werden. Die Übernahme von EU-Recht könnte auch die Kompetenzen der Kantone tangieren, die in vielen Bereichen eigene Regelungen erlassen. Die Stärkung der zentralen Bundesgewalt auf Kosten der kantonalen Autonomie ist eine weitere negative Konsequenz, die nicht unterschätzt werden darf. Das Prinzip der Gewaltenteilung und der föderalen Struktur unseres Staates, wie sie in den Artikeln 1 und 54 BV verankert sind,

könnten dadurch erheblich geschwächt werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU keine echte Stärkung, sondern eher eine Gefährdung unserer fundamentalen staatsrechtlichen Prinzipien darstellt. Die schleichende Übernahme von EU-Recht, die potenzielle Untergrabung der richterlichen Unabhängigkeit und die mangelnde Mitsprache auf EU-Ebene sind gravierende Bedenken, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Wir dürfen uns nicht von kurzfristigen wirtschaftlichen Überlegungen dazu verleiten lassen, unsere Souveränität und unsere demokratische Legitimation preiszugeben. Eine echte Stabilisierung der Beziehungen zur EU muss auf einer Grundlage der Gleichberechtigung und des Respekts für die nationale Selbstbestimmung erfolgen, nicht auf der Aufgabe unserer Kernkompetenzen. Die aktuelle Ausrichtung birgt das Risiko einer dauerhaften Abhängigkeit und einer Marginalisierung der Schweiz in der internationalen Arena, was unseren nationalen Interessen auf lange Sicht massiv schaden würde.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zu den geplanten Abkommen mit der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen Konsequenzen einer solchen Integration mit grösster Skepsis und kritischem Sachverstand zu prüfen, um die schweizerischen Interessen, insbesondere die Prinzipien der direkten Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit, wirksam zu wahren. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer Mitgestaltung seitens der Schweiz wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der verfassungsrechtlichen Prinzipien auf. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner Staat. Diese Souveränität bedeutet unter anderem die Unabhängigkeit in der Gesetzgebung. Die aktuelle Stossrichtung der Verhandlungen scheint jedoch auf eine faktische Unterordnung unter europäische Rechtsnormen hinauszulaufen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, diese Normen im eigenen Gesetzgebungsprozess mitzuprägen. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben der schweizerischen Bundesverfassung, welche die Hoheit über die eigene Gesetzgebung als fundamentalen Pfeiler der staatlichen Identität verankert. Besondere Besorgnis erregt die Möglichkeit der sogenannten dynamischen Rechtsübernahme. Wenn die Schweiz verpflichtet wäre, zukünftige Änderungen des EU-Rechts automatisch zu übernehmen, ohne die Möglichkeit einer Prüfung und Anpassung an schweizerische Verhältnisse und Bedürfnisse, so wäre dies ein direkter Eingriff in die legislative Autonomie. Artikel 164 der Bundesverfassung legt fest, dass die Bundesversammlung das Recht hat, Gesetze zu erlassen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Recht aushöhlen und die parlamentarische Debatte sowie die Rolle des Souveräns in der Gesetzgebung entkräften. Die Entscheidungsfindung würde de facto in Brüssel stattfinden, während die Schweiz die Verantwortung für die Umsetzung tragen müsste, ohne direkten Einfluss auf den Inhalt. Darüber hinaus müssen die Auswirkungen auf die direkte Demokratie kritisch beleuchtet werden. Das schweizerische System basiert auf der Beteiligung des Volkes an politischen Entscheidungen, sei es durch Referenden oder Initiativen. Wenn wesentliche Bereiche des Rechts von der EU diktiert würden, entfiele für die Schweizer Bevölkerung die Möglichkeit, solche Rechtsakte im eigenen Land zu beeinflussen oder gar abzulehnen. Dies würde die Grundpfeiler der eidgenössischen Demokratie untergraben und die Bürger entfremden. Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung, die das obligatorische und fakultative Referendum regeln, würden in ihrer Bedeutung geschmälert, da sie sich auf Gesetze beziehen würden, die nicht mehr vollständig aus eigener Hand stammen. Ferner ist die Frage der Zuständigkeit der europäischen Gerichtsbarkeit von entscheidender Bedeutung. Die Anerkennung der ausschliesslichen Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die Auslegung und Anwendung von EU-Recht würde bedeuten, dass schweizerische Gerichte in bestimmten Bereichen nicht mehr das letzte Wort hätten. Dies greift tief in die Souveränität des schweizerischen Justizwesens ein. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 190, dass schweizerische Gerichte an das Recht gebunden sind. Wenn dieses Recht jedoch in erster Linie aus EU-Vorgaben abgeleitet wird, deren Auslegung dem EuGH obliegt, verliert die schweizerische Rechtsordnung an Eigenständigkeit und an der Fähigkeit, eigene Rechtsprechung zu entwickeln. Die Abhängigkeit von einem ausländischen Gerichtshof für die Auslegung nationaler Sachverhalte, die in den Geltungsbereich des neuen Abkommens fallen, ist unannehmbar und stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar. Die wirtschaftlichen und sozialen Folgen sind ebenfalls mit grosser Vorsicht zu betrachten. Die Angleichung an EU-Standards mag auf den ersten Blick Vorteile bringen, birgt aber auch das Risiko, dass schweizerische Unternehmen und Arbeitnehmer mit strengeren Regulierungen konfrontiert werden, die nicht unbedingt den lokalen Gegebenheiten entsprechen. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteilen führen und die Flexibilität der schweizerischen Wirtschaft beeinträchtigen. Die Schweiz hat sich historisch durch Anpassungsfähigkeit und liberale Rahmenbedingungen ausgezeichnet. Eine zu starke Angleichung an EU-Normen könnte diese Stärken gefährden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die derzeitigen Verhandlungsergebnisse und die damit verbundenen Übernahmen von EU-Recht die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die

rechtsstaatliche Unabhängigkeit in fundamentaler Weise gefährden. Die mangelnde Mitgestaltungsmöglichkeit bei der Rechtssetzung, die drohende automatische Übernahme von EU-Recht, die Einschränkung der direkten Demokratie und die Unterordnung unter die europäische Gerichtsbarkeit sind unhaltbare Zustände. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und Abkommen mit der EU abschliesst, die ihre Kerninteressen und ihre einzigartige Staatsordnung schützen und nicht untergraben. Die vorliegenden Entwürfe sind in ihrer jetzigen Form nicht akzeptabel und erfordern eine grundlegende Überarbeitung, die den Prinzipien der schweizerischen Bundesverfassung gerecht wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts und die damit verbundenen Gesetzesanpassungen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der staatliche Beihilfen – sei es auf Bundes-, Kantons- oder Gemeindeebene – Ausdruck autonomer politischer Entscheidungen sind und den spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten der Schweiz Rechnung tragen, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies entzieht dem demokratischen Prozess die Steuerungshoheit über die Wirtschafts- und Regionalförderung. Die Souveränität der Kantone wird durch die vorgesehene Zentralisierung der Beihilfekontrolle massiv untergraben. Anstatt ihre eigenen wirtschaftspolitischen Entscheidungen zu treffen, müssen die Kantone zukünftig ihre Förderinstrumente von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies widerspricht fundamental dem föderalistischen Prinzip und degradiert die Kantone zu blosse Ausführenden fremder Vorgaben. Die Schweiz unterwirft sich mit dieser Regelung einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen zukünftig nicht nur gemeldet, sondern auch von der EU-Kommission genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und eliminiert die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit in einem zentralen Politikbereich. Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luftverkehr und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Angesichts der Tatsache, dass viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, gefährdet diese Massnahme die strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public in Kernbereichen unserer kritischen Infrastruktur. Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie sie im angepassten Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) und im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen ist, wird eine «Superbehörde» etabliert. Diese fungiert als «verlängerter Arm der EU» und ihre Entscheide werden primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, anstatt den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese neu geschaffene, mächtige Instanz ist dabei unzureichend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die angepassten Bestimmungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können neu von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität hin überprüft und potenziell gekippt werden. Dies geschieht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Kantone werden in diesem Prozess zu Bittstellern degradiert, denen ein formelles rechtliches Gehör bei der Überprüfung ihrer souveränen Entscheide verwehrt bleibt. Die Ausgestaltung des BHÜG als fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die neue Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG wird zur zentralen Kontrollinstanz, welche die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aushebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränkt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese «Superbehörde» wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen «Wächters der Preise»

zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bürger zu marginalisieren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweiz zu einem ungleichen Partner degradieren, der seine eigene Gesetzgebung und seine föderalistischen Strukturen aufgibt, um sich einem fremden Rechtsregime zu unterwerfen. Diese Entwicklungen sind nicht nur aus rechts- und staatspolitischer Sicht höchst bedenklich, sondern stellen auch eine direkte Gefahr für die demokratische Legitimation und die schweizerische Identität dar.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zur Strommarktliberalisierung und zur Anpassung des Energiegesetzes gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis über die künftige Energieautonomie und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vorgeschlagenen Änderungen, welche die Schweiz faktisch unter die Aufsicht von EU-Gremien wie ACER stellen und das StromVG sowie das EnG radikal umgestalten, gefährden fundamentale Prinzipien unserer nationalen Souveränität und unseres föderalen Systems. Mit der Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, verliert die Schweiz die Hoheit über Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen. Wir werden zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der die Kosten für die EU-Regulierung mittragen muss, jedoch ohne substanzielles Stimmrecht. Dies bedeutet eine Aufgabe der Energiesouveränität, indem Entscheidungen über unsere kritische Infrastruktur künftig in Brüssel gefällt werden. Die schweizerische Regulierungsbehörde ElCom wird von einer unabhängigen Instanz zu einer blossen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert. Dies untergräbt die eigenständige, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichtete Energieregulierung und führt zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, was das Ende einer nationalen Regelungsautonomie markiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die Anwendung von EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle für lokale Infrastrukturen darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und zur Abschaffung gezwungen werden. Dies würde die finanzielle Grundlage unserer Kantone schwächen und die Entwicklung der Wasserkraft, einer zentralen Säule unserer erneuerbaren Energieversorgung, beeinträchtigen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung werden durch die vorgeschlagenen Liberalisierungen empfindlich getroffen. Die Stärkung des freien Marktes und die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG werden den traditionellen Einspeisevorrang von lokalen Energieproduzenten, wie beispielsweise Gemeindekraftwerken, aushebeln. Dies benachteiligt die dezentrale und lokale Energieproduktion und schwächt somit die Energieautonomie auf lokaler Ebene. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Primat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, sei es in Form von Wasserreserven oder anderen Mechanismen zur Gewährleistung der Versorgungssicherheit in Engpasssituationen, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt, wenn weder der Markt noch die EU klare Verantwortung übernehmen. Dieses Vorgehen gleicht einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer, da unvorhergesehene Ereignisse oder Marktversagen katastrophale Folgen für die Bevölkerung und die Wirtschaft haben könnten. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. des revidierten StromVG konzipiert ist, führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte. Der freie Markt wird die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit nicht übernehmen, was dazu führt, dass diese Kosten über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Dies widerspricht dem Ziel einer stabilen und berechenbaren Energieversorgung und belastet die Wirtschaft und die privaten Haushalte zusätzlich. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) tragen ebenfalls zu dieser negativen Entwicklung bei. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG stellt einen direkten Angriff auf die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt, deren wirtschaftliche Grundlage geschwächt wird. Dies steht im Widerspruch zur angestrebten Energiestrategie und begünstigt ausschliesslich grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen, wie in den neuen Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG vorgesehen, schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen massiv bremsen und die Schweiz im Gegenteil von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern abhängig machen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft darstellt. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom, die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften

und die Streichung von Ausnahmen für nationale Netzgesellschaften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben und unsere föderalen Strukturen zerstören. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab, da sie die Souveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz massiv gefährden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an die Europäische Union, insbesondere im Kontext der Kohäsionszahlungen, sind aus einer nationalstaatlichen und demokratischen Perspektive aufs Schärfste abzulehnen. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die parlamentarische Budgethoheit dar. Gemäss dem Prinzip der Volkssouveränität und der Gewaltenteilung ist es das souveräne Recht des Schweizer Parlaments, über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden. Die geplante Fixierung der Kohäsionszahlungen entzieht dem Parlament diese entscheidende Kontrollfunktion und verwandelt eine politische Entscheidung in eine automatische Erfüllung extern diktierter Verpflichtungen. Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung lediglich als Lockvogelangebot. Die Erfahrung lehrt, dass solche Mechanismen erfahrungsgemäss zu stetig steigenden Forderungen führen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, sich diesen zu entziehen oder gegenzusteuern. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einer Nettozahlerin degradiert wird, die ohne Mitspracherecht und ohne wirksame Gegenleistungen erhebliche finanzielle Mittel an die EU abführt. Der Verlust des Verhandlungsdrucks und der demokratischen Legitimation durch das Parlament, das diese Mittel bewilligen müsste, ist gravierend. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale juristische Instrument, das die bisherigen, freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandelt. Dieses Gesetz würde, wie in Art. 1 KoBG vorgesehen, einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf diese Zahlungen festschreiben. Dies bedeutet eine faktische Aushebelung der Budgethoheit des Schweizer Parlaments, welches künftig nur noch die operative Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung wahrnimmt, anstatt souverän über die Verwendung der Steuergelder zu entscheiden. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist keine rein technische Formalität, sondern eine tiefgreifende Verankerung der Kohäsionszahlungen in der Schweizer Rechtsordnung. Dies signalisiert eine Akzeptanz dieser Abgaben als regulären und dauerhaften Bestandteil der nationalen Gesetzgebung und schwächt die verfassungsrechtliche Grundlage der schweizerischen Autonomie. Besonders kritisch ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung und die Armeebotschaft durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Diese Koppelung ist irreführend und missbraucht den angesehene «guten Name» der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies untergräbt die Integrität unserer aussenpolitischen Instrumente und Instrumentalisierung für finanzielle Verpflichtungen, die primär den Interessen der EU dienen. Die Schweiz würde durch diese Regelungen faktisch zu einem finanziellen Subkontrahenten der EU, ohne jedoch die damit verbundenen Vorteile eines Vollmitglieds zu geniessen. Es fehlt jede Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die tatsächliche Beseitigung von Handelshemmnissen. Stattdessen zahlt die Schweiz für eine institutionelle Anbindung, die in erster Linie ihre Souveränität kostet und kaum greifbare, dem schweizerischen Interesse dienende Vorteile bringt. Die damit verbundenen Verpflichtungen sind rechtlich bindend und entziehen sich der demokratischen Kontrolle, was einem unerhörten Souveränitätsverlust gleichkommt. Der Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels durch die automatische Verbindlichkeit dieser Zahlungen ist nicht zu unterschätzen. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, diese Beiträge als Hebel für die Durchsetzung ihrer eigenen Interessen im Rahmen der bilateralen Beziehungen zu nutzen. Dies wäre ein unverantwortlicher Schritt in Richtung einer faktischen Unterordnung unter die EU-Politik, ohne die entsprechenden Rechte und Mitsprachemöglichkeiten zu erhalten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen zur finanziellen Beteiligung eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität darstellen und die parlamentarische Kontrolle über die Finanzen des Landes untergraben. Die Umwandlung freiwilliger Beiträge in rechtlich bindende Verpflichtungen, gekoppelt mit der Gefahr steigender Forderungen und dem Fehlen von greifbaren Gegenleistungen, macht diese Regelungen in ihrer jetzigen Form inakzeptabel. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur autonomen Gestaltung ihrer Politik verteidigen und darf sich nicht auf ein finanzielles Unterwerfungsverhältnis einlassen, das weder den demokratischen Prinzipien noch den nationalen Interessen gerecht wird.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine gefährliche Schwächung unserer nationalen Interessen dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, steht in krassem Widerspruch zur Bundesverfassung, namentlich Art. 121a BV, und dem klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieses Abkommen zementiert eine Zuwanderungspolitik, die unsere sozialen Sicherungssysteme und die innere Sicherheit unannehmbar belastet. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre ist eine fatale Entwicklung. Dieser neue Status, der praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerer Kriminalität oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die Grundsätze der Inneren Sicherheit und gefährdet die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die schweizerischen Steuerzahler, Kantone und Gemeinden werden die Kosten für eine Zuwanderung tragen müssen, die kaum mehr gesteuert werden kann. Darüber hinaus wird durch diese Regelungen die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies führt zu einer ungerechten Belastung der einheimischen Bevölkerung und schwächt die Solidarität innerhalb unserer Gesellschaft. Der Familiennachzug wird in beispielloser Weise ausgeweitet. Neu ist nicht nur der Nachzug von Partnern und Kindern möglich, sondern auch von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern. Dies hat das Potenzial, zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit einhergehend zu explodierenden Sozialkosten zu führen. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Täuschungsmanöver. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz bieten wird. Vielmehr droht die EU bei jeder noch so geringen Inanspruchnahme mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine klare Erpressungsdrohung, die uns unserer Handlungsfähigkeit beraubt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der 'Integrationsmethode' ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für unsere Gesellschaft existenziellen Bereich faktisch keine Mitsprache mehr haben. Unsere nationale Souveränität wird hier preisgegeben. Die Änderungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation vor Brüssel. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die Aufhebung von Art. 29a AIG und die Einführung von Art. 41c AIG zementieren den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Art. 24a AVG ist lediglich eine kosmetische Massnahme. Sie soll den Eindruck erwecken, die Schweiz behalte die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt, während sie faktisch die Kontrolle weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, werden lediglich die Folgen mit bürokratischen Mitteln verwaltet, was den Druck auf die Sozialwerke kaum zu mindern vermag. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die massiven finanziellen Folgekosten der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Dies ist ein offenes Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit enorme Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belegt eindrücklich die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu denselben (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2 BVG, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein unzulässiger Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, der von Brüssel diktiert wird. Die scheinbar technische Anpassung im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tiefgreifend die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor dieser Anpassungslogik gefeit ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Anerkennung von ausländischen Berufsqualifikationen (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle

über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) durch die Einführung des EPC, ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert, was eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung darstellt. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) wird durch die Anbindung an das IMI-System die nationale Kontrollhoheit aufgeben und die Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Änderungen eine massive Aufweichung des Schweizer Migrationsrechts und eine schrittweise Aufgabe unserer nationalen Souveränität. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, die Zuwanderung eigenständig zu steuern, die Qualität unserer Berufe zu sichern und unsere Sozialwerke vor unkontrollierten Belastungen zu schützen. Diese Entwicklungen sind nicht hinnehmbar und widersprechen fundamental dem Geist unserer Verfassung und dem Willen des Souveräns.

Lebensmittelsicherheit

Ich bin zutiefst beunruhigt über die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit im Rahmen des angestrebten Abkommens mit der Europäischen Union. Der offenkundige Zweck, die Lebensmittelsicherheit zu gewährleisten, verschleiert eine weitaus tiefere und besorgniserregendere Agenda: die sukzessive Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das umfassende EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine direkte Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die effektive Wahlfreiheit der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die wir über Generationen hinweg aufgebaut haben und die einen unschätzbaren Wettbewerbsvorteil darstellt, steht unmittelbar auf dem Spiel. Die geforderte Angleichung an oft tiefere und weniger stringente EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird seiner Bedeutung beraubt, wenn die hierzulande produzierten Lebensmittel nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in den Mitgliedstaaten der EU. Dies untergräbt die sorgfältige Arbeit unserer Produzenten und zerstört einen entscheidenden Marktvorteil. Besonders alarmierend ist die implementierte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Konsequenz ist eine inakzeptable politische Erpressung: Eine Kündigung oder eine ablehnende Haltung gegenüber diesem schädlichen Abkommen würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies eliminiert jegliche Möglichkeit für die Schweiz, souverän und unabhängig in diesem für sie lebenswichtigen Bereich eigene Entscheidungen zu treffen. Der geplante Zugang und die vorgesehenen Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in unseren Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was das Vertrauen in unsere nationalen Kontrollsysteme untergräbt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Lebensmittelproduzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, traditionelle Alp-Käsereien, lokale Metzgereien und selbst Vereine, die im Rahmen von Volksfesten Verpflegung anbieten, müssten die komplexen und für die Schweiz oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht nicht nur lokale Traditionen, sondern auch die wirtschaftliche Existenz vieler kleiner und mittlerer Betriebe, die das Rückgrat unserer ländlichen Wirtschaft bilden. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regelungen unterhöhlt zudem systematisch unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens und ein Rückschritt für die nachweislich gewünschte gentechnikfreie Produktion. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein direkter Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Eigenständigkeit unserer Produzenten und die Informationsmöglichkeiten unserer Konsumenten. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem unvermeidlichen Verlust unserer bisherigen hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die Einführung neuer Artikel wie Art. 15a und Art. 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch und gesellschaftlich hochsensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein unannehmbarer Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die angekündigten neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, und die Möglichkeit zur detaillierten Debatte und Entscheidung über die Übernahme von Vorschriften, die unsere Bauern und ihre

Betriebe direkt betreffen, wird eliminiert. Dies ist eine schwerwiegende Aushöhlung der parlamentarischen und damit der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Selbst die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert somit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere wertvollen Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet, dass die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine gefährliche Erosion unserer Souveränität, unserer hohen Qualitätsstandards und der Vielfalt unserer landwirtschaftlichen Produktion bedeuten. Es ist unerlässlich, dass diese Abkommen kritisch hinterfragt und abgelehnt werden, um die Integrität und den Wohlstand der Schweiz zu wahren.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, stellen eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Service public dar und sind daher entschieden abzulehnen. Es ist alarmierend zu konstatieren, dass die EU-Angleichung im Schienenverkehr nicht primär auf die Verbesserung der Angebote für die Schweizer Bevölkerung abzielt, sondern vielmehr eine schleichende Erosion unserer nationalen Steuerungskompetenzen und die Aushöhlung der finanziellen Grundlage unserer Bahnleistungen zur Folge hat. Ein zentraler Kritikpunkt ist die drohende Unzulässigkeit bestehender und bewährter Subventionsmodelle, welche die Grundlage unseres vielfältigen Schienenverkehrs bilden. Das EU-Beihilferecht, so wie es in den einschlägigen Verträgen der Europäischen Union verankert ist, birgt die Gefahr, dass Massnahmen, die bisher dem Güterverkehr, dem Regionalverkehr oder der Erneuerung unseres Rollmaterials zugutekamen, als wettbewerbsverzerrend eingestuft werden könnten. Dies würde direkte negative Auswirkungen auf die Servicequalität und die Angebotsbreite für die schweizerischen Bürgerinnen und Bürger haben, da die Finanzierung solcher essenziellen Leistungen untergraben würde. Mit der Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater wird die Tür für ausländische Anbieter wie Flixtrain geöffnet, um inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies führt zu einer bedenklichen "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen selektiv die profitabelsten Hauptstrecken bedienen. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die jedoch einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen, bleiben auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen. Diese Entwicklung untergräbt massiv die finanzielle Stabilität unseres Service public und gefährdet somit die flächendeckende Erschliessung des Landes, die gerade für peripher gelegene Regionen von existenzieller Bedeutung ist. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend und praktisch wirkungslos. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre weiterhin verpflichtet, diese neuen Regulierungen dynamisch zu übernehmen, was eine permanente Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr bedeutet. Es handelt sich hierbei um eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristigen negativen Konsequenzen nicht abwenden kann. Darüber hinaus ist die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur offensichtlich. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert die obligatorische Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, ihre Infrastruktur nach eigenen nationalen Bedürfnissen und Prioritäten zu gestalten. Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis, welche die Schweiz verpflichtet, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, stellt eine signifikante Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs, welche auf spezifisch schweizerische Bedürfnisse zugeschnitten sein sollte, wird dadurch erschwert. Anstatt die Vergabe von Transportleistungen anhand der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen primär EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die schweizerischen Steuerzahler führen kann. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, Art. 40ater) stellt einen direkten Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar. Die Möglichkeit, dass ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken herauspicken, schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen. Langfristig wird dadurch die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz aufs Spiel gesetzt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge gravierende

Risiken für die Schweiz bergen. Die finanzielle Stabilität unseres öffentlichen Verkehrs, die Qualität des Angebots für die Bevölkerung und die nationale Souveränität in einem strategisch wichtigen Sektor wie dem Landverkehr werden auf unzumissbare Weise gefährdet. Diese Entwicklungen sind mit den grundlegenden Prinzipien des Service public und den Interessen unseres Landes nicht vereinbar und müssen daher entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und dem damit verbundenen Lohnschutz gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Lohnsicherung sind nicht nur unzureichend und kosmetischer Natur, sondern bergen die Gefahr einer massiven Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser sukzessive aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Dies ist kein Fortschritt, sondern eine erhebliche Schwächung unserer Arbeitsmarktordnung zugunsten ausländischer Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Schutzes dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Vielmehr wird durch die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a eine juristische Umstrukturierung vorgenommen, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der bewährte Schweizer Sozialpartnerschaft wird damit ein wesentliches Werkzeug entzogen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Art. 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eindeutig durch EU-Druck motiviert. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen, wird hier ein zusätzlicher bürokratischer Aufwand geschaffen, der die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen beeinträchtigt. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Invalidenversicherung (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies untergräbt unsere Verhandlungsautonomie und verpflichtet uns zu Zahlungen, deren Effektivität und Zielsetzung fragwürdig sind, während gleichzeitig unsere eigenen Arbeitsmarktstandards gefährdet werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung der zugrundeliegenden Entscheidungen in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und setzt die Schweizer Wirtschaft ungerechtfertigten Belastungen aus. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne wirksam zu bekämpfen. Stattdessen führen sie zu einer Schwächung des Lohnschutzes, einer Erhöhung der Bürokratie und einer massiven Aufgabe von Souveränität. Es muss dem Schutz des Schweizer Arbeitsmarktes und der Schweizer Arbeitnehmerschaft oberste Priorität eingeräumt werden, und zwar durch die Stärkung, nicht durch die Aushöhlung unserer bestehenden, bewährten Schutzmechanismen. Die vorliegenden Vorschläge laufen diesem Grundsatz diametral entgegen und können daher in dieser Form nicht unterstützt werden. Es bedarf grundlegender Korrekturen, um eine nachhaltige Gefährdung unseres Wohlstands und unserer sozialen Errungenschaften abzuwenden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union zur künftigen Ausgestaltung der bilateralen Beziehungen werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Es ist unabdingbar, die potenziellen Auswirkungen dieser Abkommen auf die Souveränität, die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz eingehend zu prüfen. Besonders besorgniserregend ist die Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung ohne direkte demokratische Legitimation. Die vorgeschlagene dynamische Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass die Schweiz automatisch neue EU-Regulierungen adaptieren müsste, ohne dass das Schweizer Stimmvolk oder die eidgenössischen Räte jedes einzelne Gesetz approving könnten. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung liegt die oberste Gewalt beim Volk und den Kantonen, welche diese in den von der Bundesverfassung vorgesehenen Formen ausüben. Die automatische Übernahme von EU-Recht schwächt diese Gewaltenteilung und die Mitspracherechte der Schweizer Bevölkerung erheblich. Insbesondere Artikel 173 der Bundesverfassung, der die Aufgaben des Bundesrates im Bereich der Aussenpolitik umreisst, muss in diesem Kontext kritisch hinterfragt werden. Die Autonomie des Bundesrates, die Aussenpolitik zu gestalten, darf nicht dazu führen, dass Kernbestandteile der inneren Gesetzgebung und des Rechtsverständnisses der Schweiz durch externe Instanzen diktiert werden. Ein weiterer kritischer Punkt ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH in die Auslegung und Anwendung von Rechtsnormen, die auf EU-Recht basieren, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte dar. Das Prinzip der Volkssouveränität und die Rechtsstaatlichkeit, verankert in Artikel 5 der Bundesverfassung, sehen vor, dass die oberste Gewalt vom Volk und den Kantonen ausgeht und die Staatsgewalt durch Gesetzgebung, vollziehende Gewalt und Rechtsprechung ausgeübt wird. Wenn die Auslegung von Gesetzen, die für die Schweiz massgeblich sind, primär vom EuGH bestimmt wird, wird die schweizerische Rechtsprechung de facto einer externen Autorität unterstellt. Dies untergräbt die Souveränität der schweizerischen Gerichte und ihre Fähigkeit, Recht im Sinne der schweizerischen Verfassung und der Bedürfnisse des Landes zu sprechen. Die Rechtsprechung des EuGH kann zudem auf Prinzipien beruhen, die nicht unbedingt mit den Grundwerten der schweizerischen Rechtsordnung übereinstimmen. Die Folgen einer solchen Unterordnung für die Rechtssicherheit und die Rechtsprechung in der Schweiz sind nicht abschätzbar und potenziell gravierend. Die wirtschaftliche Dimension der Verhandlungsergebnisse verdient ebenfalls eine kritische Betrachtung. Die Gewährleistung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt ist zweifellos von wirtschaftlichem Interesse, doch darf dieser Zugang nicht auf Kosten der schweizerischen Gesetzgebungshoheit und der Wettbewerbsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU) erkauft werden. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Standards und -Richtlinien kann für Schweizer Unternehmen zu zusätzlichen Kosten und bürokratischen Hürden führen, welche die Wettbewerbsfähigkeit im globalen Massstab beeinträchtigen könnten. Insbesondere die Regelungen im Bereich der Arbeitnehmerfreizügigkeit und der Dienstleistungsfreiheit müssen im Lichte der Lohnschutzmassnahmen und der Arbeitsmarktregulierung sorgfältig geprüft werden. Artikel 115 der Bundesverfassung schützt die Schweizer Arbeitskräfte und die Löhne. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-Regelungen könnte diesen Schutz untergraben und zu einer Erosion der schweizerischen Arbeitsmarktstandards führen. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten bedürfen ebenfalls einer kritischen Überprüfung. Die Einsetzung von Ad-hoc-Schiedsgerichten, die sich an der Rechtsprechung des EuGH orientieren, birgt die Gefahr, dass die Schweiz inhaltlich gezwungen wird, seine Rechtsprechung zu akzeptieren, ohne dass dies durch eine direkte demokratische Zustimmung legitimiert ist. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der souveränen Entscheidungsfindung, der für die Schweiz essentiell ist. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zwar einen gewissen Zugang zum EU-Binnenmarkt versprechen, jedoch mit erheblichen Nachteilen für die schweizerische Souveränität, die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Autonomie verbunden sind. Die dynamische Übernahme von EU-Recht, die Rolle des EuGH und die potenziellen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt erfordern eine äusserst vorsichtige und kritische Prüfung. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre demokratischen Prinzipien wahrt und keine Abkommen unterzeichnet, die diese Grundpfeiler der schweizerischen Identität und des Wohlstands gefährden. Die Interessen der Schweizer Bevölkerung und die Wahrung der schweizerischen Verfassung müssen stets oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung bezüglich des Gesamtpakets Schweiz-EU wird mit erheblicher Skepsis und tiefgreifenden Bedenken betrachtet. Die vorgeschlagenen Regelungen, die in ihrer Gesamtheit das schweizerische Rechtssystem und die Souveränität der Eidgenossenschaft tangieren, bedürfen einer kritischen Würdigung, die über die rein oberflächlichen Darlegungen hinausgeht. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Annäherung an die Europäische Union tatsächlich im Einklang mit den verfassungsmässigen

Grundsätzen und den Interessen der schweizerischen Bevölkerung steht. Insbesondere die Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union ohne Mitspracherecht der Schweiz wirft fundamentalen Fragen hinsichtlich der demokratischen Legitimation und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch den vorliegenden Mechanismus, wie er in den vorgeschlagenen Abkommen impliziert ist, könnte die Schweiz faktisch zu einem «Rechtsanhängsel» der EU degradieren. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) garantiert die Volkssouveränität und die bundesstaatliche Ordnung. Die unreflektierte Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige demokratische Prüfung und Zustimmung durch das schweizerische Parlament und gegebenenfalls das Volk würde gegen diese zentralen verfassungsmässigen Prinzipien verstossen. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre rechtssetzende Gewalt behält und keine Gesetze automatisch übernimmt, deren Zustandekommen sie nicht beeinflussen kann. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letzte Instanz bei der Auslegung der übernommenen EU-Rechtsakte ist ebenfalls äusserst problematisch. Artikel 190 BV bestimmt, dass die Gerichte der Schweiz die Bundesgesetze und die Verordnungen des Bundes anwenden. Die Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH bedeutet eine Akzeptanz einer überstaatlichen Gerichtsinstanz, deren Entscheidungen für die schweizerischen Gerichte bindend wären. Dies untergräbt die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität der schweizerischen Justiz. Die Gefahr besteht, dass die schweizerische Rechtsprechung zunehmend von der Judikatur des EuGH geprägt wird, was zu einer Erosion des schweizerischen Rechtsverständnisses führen könnte. Es muss ausgeschlossen werden, dass der EuGH direkt oder indirekt die Auslegung schweizerischer Gesetze beeinflusst. Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Regelung des freien Personenverkehrs bedürfen ebenfalls einer kritischen Prüfung. Die bisherigen bilateralen Abkommen haben bereits zu erheblichen Herausforderungen im Bereich der Sozialwerke, der Lohnkosten und der Arbeitsmarktregulierung geführt. Eine weitere Liberalisierung und Annäherung an die EU-Standards im Personenverkehr könnte die Schweiz weiter unter Druck setzen und bestehende Ungleichgewichte verschärfen. Es muss geklärt werden, inwieweit die Schweiz weiterhin die Möglichkeit behält, eigene Massnahmen zum Schutz ihres Arbeitsmarktes und ihrer Sozialwerke zu ergreifen. Artikel 12 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf eine angemessene Lebensgrundlage, was auch den Schutz vor unkontrollierter Konkurrenz und Lohndumping impliziert. Die wirtschaftlichen Aspekte des Pakets sind ebenfalls mit Vorsicht zu geniessen. Während eine engere wirtschaftliche Verflechtung mit der EU kurzfristige Vorteile bringen mag, sind die langfristigen Kosten für die schweizerische Souveränität und die Entscheidungsfreiheit nicht zu unterschätzen. Die Abhängigkeit von den wirtschaftlichen Entwicklungen und den politischen Entscheidungen der EU könnte die Flexibilität der Schweiz erheblich einschränken. Die Einhaltung von EU-Vorschriften in Bereichen wie der Wettbewerbspolitik oder dem Beihilfenrecht könnte die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, eigenständige wirtschaftliche Interessen zu verfolgen. Artikel 31bis BV, der die wirtschaftliche Freiheit garantiert, könnte durch eine zu starke Regulierung von aussen bedroht werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Gesamtpaket Schweiz-EU erhebliche Risiken birgt, die die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftliche Eigenständigkeit gefährden. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und keine Abkommen unterzeichnet, die ihre Freiheit zur Selbstbestimmung einschränken. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Regelungen, um sicherzustellen, dass die Interessen der schweizerischen Bevölkerung und die verfassungsmässigen Grundsätze gewahrt bleiben. Jegliche Annäherung an die EU muss auf einer freiwilligen und diskriminierungsfreien Basis erfolgen, bei der die Schweiz ihre Souveränität in vollem Umfang behält. Die vorgeschlagenen Mechanismen scheinen diesem Grundsatz in unzulässiger Weise zuwiderzulaufen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Simon Tobia (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Simone Tobia · 0799564856 · s.tobia@gmx.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz aufkommen. Die Annäherung an europäische Rechtsprechung, insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Grundfesten. Das Schweizer Volk hat wiederholt seine Zustimmung zur direkten Demokratie und zur Selbstbestimmung bekundet. Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungen über das institutionelle Abkommen thematisiert wurde, widerspricht diesem Grundsatz. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und des Kantons. Die geforderten Mechanismen des Abkommens könnten dazu führen, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) faktisch über Schweizer Gesetze urteilt, was eine Verletzung von Artikel 190 der Bundesverfassung darstellen würde, der die Bindung der Gerichte an das nationale Recht festlegt. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen noch nicht vollständig absehbar. Die Schaffung einer dauerhaften und asymmetrischen Marktzugangsvereinbarung, die auf der Übernahme von EU-Sekundärrecht basiert, könnte zu einer Abhängigkeit führen, die zukünftige Gestaltungsspielräume einschränkt. Die dynamische Übernahme von Rechtsvorschriften birgt die Gefahr, dass die Schweiz einer Lawine von Regulierungen ausgesetzt wird, die nicht auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind. Dies könnte insbesondere die KMU-Landschaft, das Rückgrat unserer Wirtschaft, erheblich belasten und die Wettbewerbsfähigkeit schwächen. Die vorgesehene Streitbeilegung, die eine gerichtliche Instanz auf EU-Ebene vorsieht, wirft Fragen bezüglich der Unabhängigkeit und der Gleichbehandlung auf. Es ist fraglich, ob die Interessen der Schweiz in solchen Verfahren adäquat vertreten werden können, zumal die Verpflichtung zur Übernahme der EuGH-Urteile die Möglichkeit zur nationalen Interessenwahrung stark beschneidet. Die Freiheit, eigene Handelsabkommen abzuschliessen, ein zentrales Element unserer Aussenwirtschaftspolitik, könnte ebenfalls beeinträchtigt werden, was gegen die Prinzipien des souveränen Handels der Schweiz verstösst.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die demokratischen Prinzipien unseres Landes. Während die Notwendigkeit einer funktionierenden Nachbarschaft unbestritten ist, dürfen wir uns nicht von vagen Zusagen blenden lassen, die im Kern eine schleichende Unterstellung unter europäisches Recht bedeuten könnten. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger ist zutiefst bedenklich. Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert zwar die Achtung der Souveränität, doch die Art und Weise, wie EU-Recht in unser Rechtssystem einfliessen würde, lässt die Gefahr einer Aushöhlung dieser Garantie befürchten. Die schweizerische Rechtsordnung würde primär auf Sekundärrecht der EU basieren, was die Rolle unseres nationalen Parlaments und die direktdemokratischen Instrumente massiv schwächen würde. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR), würde de facto ausgehebelt, wenn Entscheidungen, die unser Land betreffen, in Brüssel getroffen werden, ohne dass das Schweizer Volk oder seine gewählten Vertreter darauf direkten Einfluss nehmen können. Die damit verbundene fehlende Rechtsetzungsautonomie ist ein gravierendes Problem. Artikel 164 BV verweist auf die Rolle des Parlaments als oberstes Organ der Gesetzgebung. Wenn jedoch die Gesetzgebung mehrheitlich aus Brüssel diktiert wird, wird diese verfassungsrechtliche Grundlage untergraben. Die Möglichkeit, im Rahmen der geltenden bilateralen Abkommen flexibel auf nationale Bedürfnisse zu reagieren, würde verloren gehen. Die Argumentation, dass eine solche Stabilisierung notwendig

sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen zu sichern, greift zu kurz. Wir riskieren einen Verlust an Gestaltungsspielraum und eine Abhängigkeit, die uns in zukünftigen Verhandlungen schwächen würde. Die EU hat wiederholt gezeigt, dass sie Kompromissbereitschaft primär dann zeigt, wenn ihre eigenen Interessen im Vordergrund stehen. Es ist daher zwingend notwendig, dass jede Form der Annäherung die Grundprinzipien unserer Verfassung wahrt und die direkte Demokratie stärkt, anstatt sie zu schwächen. Die unkritische Übernahme von EU-Regularien ohne klare Verankerung in nationaler Gesetzgebung und ohne Möglichkeit zur demokratischen Kontrolle ist nicht akzeptabel. Die vermeintliche Stabilisierung könnte sich als eine schleichende Aufgabe unserer Selbstbestimmung erweisen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse die nationalen Interessen angemessen wahren. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, an dessen Gestaltung mitzuwirken, widerspricht dem Grundsatz der Selbstbestimmung. Das im Schweizerischen Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und ihre Integration (AIG) verankerte Recht, über die Einreise und den Aufenthalt von Drittstaatsangehörigen selbst zu bestimmen, wird durch potenziell verbindliche EU-Regulierungen untergraben. Artikel 2 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (SR 0.173.110.3) verpflichtet die Schweiz, bei der Umsetzung von EU-Recht sicherzustellen, dass die Souveränität und die Verfassungsmässigkeit gewahrt bleiben. Die vorliegenden Ergebnisse scheinen diese Verpflichtung nicht hinreichend zu erfüllen. Die automatische Übernahme von Anpassungen des EU-Rechts birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Entscheidungsprozesse. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger müssten dann Entscheidungen akzeptieren, die in Brüssel getroffen wurden und deren Legitimation für sie nicht direkt nachvollziehbar ist. Des Weiteren ist die Frage der Rechtsinterpretation und der Zuständigkeit der Gerichte zu klären. Die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung von Abkommen, die die Schweiz betreffen, greift tief in die Gewaltenteilung und die Rechtsstaatlichkeit ein, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere Artikel 1 der BV, der die Würde des Menschen und die wirtschaftliche Freiheit garantiert, sowie Artikel 5 und 6, die die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung festlegen, könnten durch die Unterordnung unter fremde Gerichte in ihrer Substanz gefährdet werden. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Fähigkeit behält, ihre eigenen Gesetze im Einklang mit ihrer Verfassung und den Interessen ihrer Bevölkerung auszulegen und anzuwenden. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bieten hierfür offenbar keine ausreichende Gewähr. Die unklaren Haftungsfragen und die potenziellen finanziellen Verpflichtungen, die aus den vorgeschlagenen Vereinbarungen resultieren könnten, sind ebenfalls von grosser Besorgnis und bedürfen einer detaillierten Prüfung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen darauf abzuzielen, die Schweizer Gesetzgebung im Eilverfahren an EU-Recht anzupassen, ohne dass eine eingehende Prüfung der tatsächlichen Notwendigkeit und der Auswirkungen auf unsere nationalen Interessen erfolgt ist. Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die inländischen Umsetzungsmassnahmen den Anforderungen des schweizerischen Rechts, insbesondere der Bundesverfassung, genügen. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität und die Unabhängigkeit der Schweiz. Eine übermässige Anlehnung an EU-Recht, die eine autonom ausgerichtete Rechtsetzung gefährdet, widerspricht diesem fundamentalen Prinzip. Weiterhin ist zu prüfen, ob die geplanten Anpassungen nicht zu einer schleichenden Erosion der Kompetenzen des Bundes und der Kantone gemäss Artikel 3 BV führen. Besonders kritisch ist die Intention, durch die inländische Umsetzung potenziell umstrittene EU-Regelungen, welche im Rahmen des bestehenden Abkommensrahmens bereits im Vorfeld nicht verhandelt oder akzeptiert wurden, nachträglich durchzusetzen. Dies untergräbt den demokratischen Prozess und die Mitsprache der eidgenössischen Räte und des Volkes. Es entsteht der Eindruck, dass gewisse Anpassungen erzwungen werden, um die EU zufriedenzustellen, anstatt die tatsächlichen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz zu berücksichtigen. Das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, verankert in Artikel 5 BV, erfordert klare und vorhersehbare rechtliche Grundlagen. Die vorliegende Vorlage birgt die Gefahr, dass neue Rechtsnormen geschaffen werden, deren

genaue Tragweite und deren Konsequenzen für Bürger und Unternehmen unklar bleiben. Es muss sichergestellt werden, dass jede nationale Gesetzgebung, die aus einer internationalen Vereinbarung resultiert, sich stringent in das schweizerische Rechtssystem einfügt und nicht zu einem Flickenteppich widersprüchlicher Regelungen führt. Abschliessend sind die vorgeschlagenen Massnahmen unzureichend darauf ausgelegt, die spezifischen schweizerischen Gegebenheiten zu berücksichtigen. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft und die Rechtssicherheit. Es bedarf einer kritischen und eigenständigen Prüfung jeder einzelnen Massnahme, bevor diese in Schweizer Recht überführt wird. Die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien dürfen nicht geopfert werden.

Strom

Das vorgeschlagene Stromabkommen mit der Europäischen Union stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Energiepolitik künftig in Brüssel entschieden wird. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation unserer nationalen Regelungen und dem föderalistischen Gedanken. Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom wird durch die vorgeschlagene Regelung zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, die unabhängig von schweizerischem Recht und parlamentarischer Kontrolle sind. Das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung ist damit besiegelt. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verspricht eine vollständige Marktliberalisierung, welche jedoch nicht zu stabilem, sondern zu volatilem und letztlich höherem Strompreis für KMU und Haushalte führen wird. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht trägt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die neu geschaffene Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist unzureichend und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer darstellt. Das revidierte Energiegesetz (EnG) schwächt mit Artikel 15 neu die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregelungen von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente der Angleichung an die EU, welche die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur kosten. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft diese unnötigerweise den EU-Regeln, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Das Stromabkommen gefährdet somit die Stabilität und Verlässlichkeit unserer Energieversorgung zum Nachteil der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Was bisher eine bewährte, dezentralisierte und demokratisch legitimierte Praxis der Förderpolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden war, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt auf unerträgliche Weise die Souveränität der Kantone und deren föderalistische Autonomie. Anstatt eigenständig über lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone zu Bittstellern degradiert, deren Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit neuem Art. 82 Bst. bbis BGG manifestiert wird, welcher der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide einer abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht ausgesetzt werden können (Art. 98a BGG). Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Der Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG

ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Mit dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine 'Superbehörde' in Form der Beihilfekammer der WEKO geschaffen (Art. 3 BHÜG). Diese agiert als 'verlängerter Arm der EU', deren Entscheide nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Die vorgeschlagene Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG, die den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer vorsieht, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Diese Entwicklung hin zu einer zentralisierten, EU-hörigen Kontrollinstanz widerspricht fundamental den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) zur Schaffung dieser 'Superbehörde' ist ein gefährlicher Schritt, der die Gewaltenteilung untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung höchst fragwürdig und scheinen eher kosmetischer Natur zu sein. Es ist offensichtlich, dass sie dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ausgeweitete Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht, nicht standhalten werden. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch diese unzureichenden Massnahmen nicht abgewendet. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er bedauerlicherweise aufgeweicht und an die schwächeren EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Effektivität massiv beeinträchtigt, was primär ausländischen Unternehmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden dabei geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck erzwungen wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater EBG stellt einen Frontalangriff auf das bewährte System dar. Diese Öffnung des Binnenmarktes ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren und somit eine bedenkliche "Rosinenpickerei" zu betreiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Die Folge wird unweigerlich eine qualitative und quantitative Verschlechterung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung sein, da die Quersubventionierung wegfällt. Darüber hinaus ist die vom Bundesrat als Schutzmassnahme propagierte "Gemeinsame Erklärung" rechtlich unzureichend und ohne bindende Wirkung. Sie bietet keinerlei Garantie, dass die Schweiz zukünftigen Änderungen des EU-Beihilferechts entgehen kann, das unter dem Prinzip der dynamischen Rechtsübernahme zwangsläufig adaptiert werden müsste. Das EU-Beihilferecht könnte bestehende, für die Qualität des Schienenverkehrs essentielle Subventionen, beispielsweise für den Güterverkehr, Regionalbahnen oder die Beschaffung modernen Rollmaterials, als unzulässig einstufen und damit den Service public direkt gefährden. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch

Artikel 32a Absatz 1bis PBG, welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, beschränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich. Anstatt auf die besten, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Lösungen setzen zu können, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führen. Die sukzessive Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die Übernahme von EU-Regulierungen wie denen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungs- und Entscheidungskompetenz zunehmend auf zentrale EU-Stellen und schwächt unsere Souveränität im Bahnverkehr nachhaltig.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regelungen im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich nicht um eine Massnahme zur Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter ein Regelwerk, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger sorgfältiger Arbeit und strengen nationalen Vorgaben beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich leiden. Das weltweit geschätzte Label 'Made in Switzerland' droht entwertet zu werden, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt die Identität unserer Lebensmittel. Besorgniserregend ist die Tatsache, dass dieses Abkommen durch eine 'Guillotineklausel' an alle bilateralen Verträge gekoppelt ist. Dies bedeutet, dass jede Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Eine solche politische Erpressung ist inakzeptabel und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in einem für uns lebenswichtigen Sektor. Hinzu kommt der gravierende Eingriff in unsere Souveränität durch die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Unsere Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Die drohende Welle der Bürokratie ist geradezu erstickend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine würden mit komplexen und für ihre Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Dies ist ein direkter Angriff auf lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen, die das Rückgrat unserer ländlichen Gemeinschaften bilden. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist somit ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Interessen unserer Produzenten und Konsumenten. Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind Rückschritte vorgesehen. Die Anpassungen in Artikel 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein unhaltbarer Zustand, der unsere Werte und unseren Anspruch auf Vorreiterrolle im Tierschutz preisgibt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Auch der Waldschutz und die Tierseuchenbekämpfung werden durch die Übernahme von EU-Verordnungen (Art. 26 Abs. 1bis WaG, Art. 1 neu TSG) in ihrer nationalen Souveränität und Flexibilität beschnitten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen, verbindlichen Rahmen, der durch ein Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert werden soll, ist aus souveräner Perspektive höchst bedenklich. Die Umwandlung ursprünglich freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung stellt einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen dar. Es ist fraglich, ob die anfänglich genannten Beträge nicht eher als Lockvogelangebot zu verstehen sind, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz würde damit in eine Position gedrängt, in der sie Zahlungen leisten muss, die ihr diktiert werden, ohne die Möglichkeit zu haben, sich diesen zu entziehen. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das legislative Instrument, welches diese freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung überführen würde. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von

Steuergeldern, wird nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung stattfinden. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist dabei mehr als eine reine Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Hier wird der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es muss die Frage gestellt werden, ob die Schweiz hier nicht zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, während unsere Zahlungen verbindlich werden, ohne dass eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen besteht. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweiz mit sich bringt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und der damit verbundenen Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Die vorgeschlagenen Änderungen laufen einer klaren Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie gleich und widersprechen diametral dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit, welche die eigenständige Steuerung der Zuwanderung faktisch unmöglich macht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, quasi eine "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung fördert zügellos die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Der nunmehr geplante Familiennachzug, der über Ehepartner und Kinder hinaus auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ausgeweitet wird, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" ist nichts anderes als ein Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU umgehend mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich jegliche Mitsprache verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und die Schweiz zur Akzeptanz einer unkontrollierten Zuwanderung zwingt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Beschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Wir lehnen diese massiven Einschnitte in unsere Souveränität und unsere direktdemokratischen Rechte entschieden ab und fordern die Beibehaltung der nationalen Steuerungskompetenz in allen Belangen der Zuwanderung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Avedik (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Thomas Avedik · 079 408 8282 · thomas@avedik.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Massnahmen zur innerstaatlichen Umsetzung auf. Es ist fraglich, ob die angestrebten Ziele unter Wahrung der nationalen Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung erreicht werden können. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation ist nicht von der Hand zu weisen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BGE) verankert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Volkssouveränität. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen jedoch die Möglichkeit zu eröffnen, dass Bestimmungen, die keiner eigenen demokratischen Beratung unterliegen, dennoch bindende Wirkung in der Schweiz entfalten könnten. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie und der Eigenständigkeit der schweizerischen Gesetzgebung. Weiterhin ist kritisch zu hinterfragen, ob die notwendige Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen gewährleistet ist. Die Komplexität und die ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts bergen das Risiko einer unübersichtlichen und schwer verständlichen Rechtslage in der Schweiz. Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Eidgenössische Gesetzgebung (GOG) betont die Klarheit und Verständlichkeit von Gesetzen. Die vorliegenden Vorschläge könnten jedoch gerade hier zu erheblicher Rechtsunsicherheit führen, wenn die Auslegung von EU-Recht, das in die schweizerische Rechtsordnung überführt wird, nicht präzise und transparent geregelt ist. Die Gefahr der Anrufung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als de facto oberste Instanz für die Auslegung dieser Bestimmungen ist eine reale Bedrohung für die juristische Unabhängigkeit der Schweiz. Des Weiteren bedarf die Frage der Haftung für allfällige Schäden, die aus der Umsetzung solcher Abkommen entstehen, einer gründlichen Klärung. Wer ist verantwortlich, wenn die schweizerische Rechtsordnung durch die Übernahme von EU-Recht in Konflikt gerät oder wenn daraus Nachteile für die schweizerische Wirtschaft oder die Bürger entstehen? Artikel 41 des Obligationenrechts (OR) regelt die Haftung für Schäden, welche durch schuldhafte Handlungen entstehen. Die Unklarheit über die direkte Anwendbarkeit und Auslegung von EU-Recht erschwert jedoch die Zurechnung von Verantwortung und die Durchsetzung von Ansprüchen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine ernsthafte Überprüfung im Lichte der schweizerischen Verfassung und der Prinzipien der Rechtssicherheit und der demokratischen Legitimation erfordern. Es muss sichergestellt werden, dass die Souveränität der Schweiz und die Rechte ihrer Bürger nicht durch eine unzureichend kontrollierte Übernahme ausländischen Rechts beeinträchtigt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit offenbart bei genauerer Betrachtung nicht etwa eine Stärkung der Sicherheit, sondern vielmehr ein umfassendes und geradezu perfides Integrationsprojekt, das die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft sukzessive dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterwerfen soll. Diese geplante Angleichung droht die bewährten, oft überlegenen Schweizer Produktionsstandards zu schleifen und gefährdet damit die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe. Zudem wird die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv eingeschränkt, indem sie zukünftig auf eine breitere Palette von Produkten angewiesen sein werden, die nicht mehr den spezifisch Schweizer Qualitätsnormen entsprechen. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter direkter Bedrohung. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie beispielsweise im Zuge der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorangetrieben wird, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Glanz und Aussagekraft, wenn die Herstellungskriterien jenen in der EU entsprechen müssen, die erfahrungsgemäss weniger streng sind. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Besonders besorgniserregend ist die angebliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen verknüpft. Diese unannehmbare politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, darf nicht toleriert werden. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Dies untergräbt das Vertrauen in unsere nationalen Aufsichtssysteme und schadet der Eigenverantwortung unserer Unternehmen. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überschwemmen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und Existenzen. Das auf demokratischem Weg mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) betreffend die Tiertransporte und Schlachtung (neuer Art. 15a und 21 TSchG) sind ein gravierender Rückschritt. Unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften werden zugunsten der EU-Standards aufgegeben. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich, da wir unsere eigenen, höheren Massstäbe nicht mehr setzen können. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in

Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Dies ist eine unzulässige Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags, einschliesslich des geplanten Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), stellt eine signifikante und inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist zutiefst bedenklich. Dies bedeutet den Verlust eines entscheidenden politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen an die Europäische Union. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr unaufhaltsam steigender Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr wirksam entgegentreten kann. Dies gleicht faktisch einer Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Die Einführung eines separaten Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Anstatt souveräner Entscheidungen über die Verwendung von Steuergeldern erfolgt lediglich die Vollziehung von Zahlungsverpflichtungen, die von der EU diktiert werden. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die friedensfördernde Zusammenarbeit und die Stärkung der schweizerischen Zivilen Friedensförderung (SR 111.12) – die sogenannte "Begleitgesetzgebung" zum Bundesgesetz über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EU (BöB) – ist mehr als eine formale Einbindung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert deren Etablierung als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und missbräuchlich. Der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile im Gegenzug bietet. Der anfangs kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts dieser Mechanismen als Lockvogelangebot. Dieses Abkommen untergräbt die grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie und Finanzautonomie.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart eine besorgniserregende Entwicklung, welche die Souveränität und die Interessen der Schweizer Bevölkerung massiv gefährdet. Die vorgeschlagenen Änderungen gehen weit über die ursprünglich beabsichtigte Personenfreizügigkeit hinaus und münden in eine faktische Übernahme von EU-Recht, die mit unserer Bundesverfassung, insbesondere Art. 121a BV, und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung im Widerspruch steht.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren Aufenthalt, einer faktischen 'Niederlassung C PLUS', die selbst bei krimineller Verfehlung oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe praktisch unentziehbar bleibt, untergräbt die innere Sicherheit und die Finanzierung unserer Sozialwerke. Dies fördert unkontrolliert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, wobei EU-Bürger und ihre Familienangehörigen, auch bei Sozialhilfebezug, ein faktisches Bleiberecht erhalten. Die Kosten hierfür werden uns Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden aufgebürdet. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen. Die angepriesene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Täuschungsmanöver mit Hürden, die eine praktische Anwendung ausschliessen. Die drohenden EU-Strafmassnahmen im Falle einer Anwendung machen sie zu einer 'Erpressungsklausel'. Die automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung entmachtet das Schweizer Parlament und Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), wie der neue Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit erschwert wird. Die 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das durch die Ausschliessung wirksamer, einseitiger Kontingente zu einem zahnlosen Tiger verkommt. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und der Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belegen die enormen, versteckten Kosten dieses Pakets, die der Schweizer Steuerzahler tragen muss. Die Unterstellung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) schwächt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) greift in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) manifestieren die tiefe Eingriffstiefe des EU-Sozialversicherungsrechts in unsere Rechtsordnung. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie im PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Schweizer Standards und die Patientensicherheit gefährdet. Dieses Vertragspaket ist eine Kapitulation vor der EU, die unsere Selbstbestimmung aufgibt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Unterstellung der staatlichen Beihilfen unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist aus mehreren fundamentalen Gründen abzulehnen. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, verkörpert die demokratische Legitimation und die Anpassung an lokale Bedürfnisse. Durch die neue Regelung wird diese bewährte Praxis abgeschafft und durch eine EU-zentrierte Kontrolle ersetzt, was die Souveränität der Schweiz massiv untergräbt. Die Kantone verlieren ihre föderalistische Autonomie und ihre

Fähigkeit, eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden. Stattdessen müssen sie ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorlegen, was einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus darstellt. Dies wird durch die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG weiter zementiert. Diese Institution agiert als "verlängerter Arm der EU", dessen Entscheide primär der Kompatibilität mit EU-Recht und nicht Schweizer Interessen dienen. Die demokratische Kontrolle über diese neu geschaffene "Superbehörde" ist äusserst unzureichend. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit Art. 3 BHÜG eine zentrale Kontrollinstanz, die die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Darüber hinaus wird die Souveränität der Kantone durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) massiv tangiert. Der neue Art. 82 Bst. bbis BGG verleiht der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch legitimierte Entscheidungen von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden können. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und haben kein formelles rechtliches Gehör. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG schwächt die föderalistischen Strukturen, indem sie die zentralisierte Rechtskontrolle zementiert und den Kantonen ein weiteres Beschwerderecht gegen ihre eigenen Entscheidungen ermöglicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Es ermöglicht der neuen, EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" verstummt. Diese Entwicklungen führen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU, machen uns zu reinen Regel-Empfängern und hebeln die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromsektor stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden damit zukünftig in Brüssel getroffen, was dem Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung gleichkommt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verkommt von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke, welche undemokratisch legitimierte Vorschriften umzusetzen hat. Besonders beunruhigend ist die existenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und

abgeschafft werden. Dies schwächt unsere föderalen Strukturen erheblich, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert; die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für unsere Versorgungssicherheit. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit kleiner, lokaler Produzenten massiv beeinträchtigt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen untergraben und unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität. Die Schweiz spielt hier mit dem Feuer.

Landverkehr

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Landverkehr birgt gravierende Gefahren für den Schweizer Service public. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret durch den neuen Artikel 40ater, ermöglicht ausländischen Anbietern, rein inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer strategischen "Rosinenpickerei" führen: Rentable Hauptverbindungen werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die SBB und andere konzessionierte Anbieter mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet bleiben. Dieses Vorgehen untergräbt die finanzielle Basis und somit die Existenzfähigkeit unseres etablierten öffentlichen Verkehrsnetzes. Darüber hinaus wird die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis die nationalen und kantonalen Hoheitsrechte massiv einschränken. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz dazu, Kriterien zu erfüllen, die nicht zwangsläufig den besten Lösungen für die Schweiz entsprechen. Dies kann zu suboptimalen und verteuerten Angeboten für die schweizerischen Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Absicherung angepriesen wird, entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts und stellt lediglich eine Scheinsicherheit dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz riskiert durch die schrittweise Übernahme von EU-Regulierungen, wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), die Kontrolle über ihre essenzielle Schieneninfrastruktur gänzlich abzugeben und die Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen zu verlagern. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht, bewährte Subventionen, die für die Aufrechterhaltung des Güter- und Regionalverkehrs sowie für die Erneuerung unseres Rollmaterials unerlässlich sind, als unzulässig einzustufen. Dies gefährdet direkt die

Qualität und den Umfang des öffentlichen Verkehrs, den die Schweizer Bevölkerung zu Recht erwartet. Insgesamt widerspricht die vorgesehene Regelung grundlegenden Prinzipien der schweizerischen Souveränität und gefährdet die Stabilität und Qualität unseres leistungsfähigen öffentlichen Verkehrs.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind zutiefst unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen in keiner Weise den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität unseres Landes fundamental gefährdet. Anstatt den bewährten und über Jahrzehnte wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer Aufweichung und Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die neuen Regeln sind bürokratischer angelegt, aber weitaus weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping und unfairen Wettbewerb setzen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklungen stellen eine erhebliche Bedrohung für die schweizerische Souveränität und die Errungenschaften unseres bewährten Sozialstaates dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bergen das Risiko, die Souveränität und die wirtschaftliche

Eigenständigkeit der Schweiz substanziell zu untergraben. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, wie sie sich implizit in den verschiedenen Abkommen niederschlägt, steht im diametralen Gegensatz zu den Grundprinzipien der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Legitimation. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert das Prinzip der Volkssouveränität, welches die Grundlage für die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz bildet. Jegliche automatische oder faktische Übernahme von EU-Recht, die nicht einem dezidierten parlamentarischen Beschluss und damit einer direktdemokratischen Legitimationsgrundlage unterliegt, entzieht dem Souverän die Entscheidungsgewalt. Dies wird durch die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) verschärft, dessen Urteile die Schweiz binden würden. Eine solche Unterwerfung unter die Rechtsprechung einer fremden Gerichtsbarkeit widerspricht fundamental Artikel 189 Absatz 3 BV, der die richterliche Unabhängigkeit gewährleistet und die Bindung an die eidgenössische Rechtsordnung vorsieht. Die Möglichkeit, dass der EuGH bindende Auslegungen des EU-Rechts vornehmen könnte, welche dann in der Schweiz Gültigkeit erlangen, ohne dass das schweizerische Parlament oder das Volk Mitspracherecht hätten, ist juristisch und politisch nicht akzeptabel. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen kritisch zu hinterfragen. Die Annahme einer fortlaufenden Übernahme von EU-Regularien, selbst wenn diese nicht explizit in den Verhandlungsergebnissen aufgeführt sind, könnte zu einer Erosion des schweizerischen Wirtschaftsstandortes führen. Die Flexibilität, die unsere kleine, offene Volkswirtschaft bisher ausgezeichnet hat, würde verloren gehen, wenn wir uns an einen immer weiter wachsenden und sich verändernden Regelungskosmos der EU binden müssten. Die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen könnte leiden, wenn sie zusätzlichen bürokratischen Belastungen ausgesetzt wären, die über die bisherigen bilateralen Vereinbarungen hinausgehen. Es ist zwingend erforderlich, dass die Verhandlungsergebnisse einer eingehenden Prüfung unterzogen werden, die nicht nur die kurzfristigen Vorteile, sondern vor allem die langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität, die demokratische Legitimation und die wirtschaftliche Stärke der Schweiz berücksichtigt. Die aktuelle Ausgestaltung birgt erhebliche Risiken und bedarf einer deutlichen Nachbesserung, um die fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und unserer Wirtschaftsordnung zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien äusserst problematisch und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung. Es ist bedenklich, wie durch die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht oder gar ein Vetorecht die schweizerische Rechtsordnung faktisch unter die Jurisdiktion des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gestellt wird. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Verfassungsgebung und die Gesetzgebung in der Schweiz sind ausschliesslich dem Volk und den Kantonen vorbehalten. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses zentrale Element unserer Demokratie untergraben. Insbesondere die Klausel, die die Anwendung des EU-Rechts und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH vorsieht, birgt erhebliche Gefahren. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung verlangt, dass die eidgenössischen Räte über die Anwendung des Völkerrechts auf die Gesetzgebung und die Rechtsprechung im Lichte des innerstaatlichen

Rechts wachen. Die hier vorgeschlagene Regelung dreht dieses Verhältnis um, indem sie EU-Recht übergeordnet stellt und die schweizerische Rechtsentwicklung einer fremden Instanz unterwirft. Des Weiteren ist die mangelnde Flexibilität des vorgeschlagenen Abkommens alarmierend. Die Schweiz würde gezwungen, EU-Recht zu übernehmen, selbst wenn dieses nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegt oder bestehende schweizerische Gesetze untergräbt. Artikel 5 der Bundesverfassung garantiert die Achtung der Rechtsgleichheit und der Verhältnismässigkeit. Eine solche automatische und bedingungslose Übernahme von EU-Recht kann diese Grundsätze nicht gewährleisten. Die Gefahr einer Erosion der schweizerischen Gesetzgebung und der Rechtsstaatlichkeit ist offensichtlich. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, die im vorliegenden Paket vorgesehen ist, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Ohne entsprechende Gegenleistungen und mit einer Abhängigkeit von EU-Entscheidungen stellt dies eine unannehmbare Belastung der schweizerischen Steuerzahler dar. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket die Souveränität der Schweiz erheblich schwächt und die demokratischen Grundpfeiler unseres Staates in Frage stellt. Es ist dringend notwendig, eine Lösung zu finden, die die schweizerischen Interessen wahrt und die rechtsstaatlichen Prinzipien achtet, anstatt sich einer fremden Rechtsprechung und Gesetzgebung zu beugen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedürfen einer äusserst kritischen Betrachtung. Die Idee einer Vertiefung der institutionellen Anbindung ohne eine klare Gegenleistung für die Schweiz birgt erhebliche Risiken für unsere Souveränität und unseren Wohlstand. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht stellt eine direkte Herausforderung für die Wahrung unserer nationalen Rechtsordnung dar, wie sie in Artikel 5 unserer Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieser Artikel garantiert die Hoheit des Schweizer Rechts. Eine solche Übernahme würde die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation von Gesetzen untergraben. Weiterhin ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Schritte die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz tatsächlich stärken. Die automatische Übernahme von Recht, ohne dass dieses auf seine spezifischen Auswirkungen auf die Schweiz geprüft und gegebenenfalls angepasst werden kann, könnte zu Wettbewerbsnachteile für unsere heimischen Unternehmen führen. Die im EWR-Abkommen oder ähnlichen Regelungen vorgesehenen Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht haben in der Vergangenheit gezeigt, dass sie oft intransparent sind und eine effektive Mitsprache der Schweiz erschweren. Es ist unabdingbar, die nationalen Kompetenzen zu wahren. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Hoheit der Kantone und des Bundes. Die vorgeschlagenen Massnahmen könnten dazu führen, dass Kompetenzen, die auf nationaler oder kantonaler Ebene verankert sind, de facto an die EU abgetreten werden, ohne dass dies über ein formelles Abkommen mit entsprechender parlamentarischer Zustimmung und eventueller Referendumsmöglichkeit erfolgt. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität. Die Erfahrung zeigt, dass eine solche Angleichung oft mit zusätzlichen Verpflichtungen einhergeht, deren finanzieller und politischer Preis für die Schweiz nicht abschätzbar ist. Bevor weitere Schritte in diese Richtung unternommen werden, muss eine umfassende und unabhängige Folgenabschätzung erfolgen, die alle potenziellen Risiken und Kosten für die Schweiz transparent darlegt. Die aktuelle Ausgestaltung der Beziehungen mit der EU erfordert eine

Neuausrichtung, die auf dem Schutz unserer nationalen Interessen basiert und nicht auf einer schleichenden Integration, die unsere demokratischen und rechtsstaatlichen Prinzipien gefährdet.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Urs Maurer-Lambrou (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Urs Maurer-Lambrou · 0443503570 · urs.maurer@swisslawfirm.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und der Souveränität der Schweizerischen Eidgenenschaft auf. Eine kritische Würdigung deckt eine Reihe von Punkten auf, die nicht nur Anlass zur Sorge geben, sondern potenziell existenzielle Risiken für unseren Rechtsstaat und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit bergen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Gefahr der schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle und Mitwirkung. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht, insbesondere die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen durch den Bundesrat, stehen im direkten Widerspruch zum Geist und Buchstaben der Schweizerischen Bundesverfassung. Artikel 164 der Bundesverfassung verankert das Prinzip der Rechtsgleichheit und der Gewaltenteilung. Die unkontrollierte und potenziell diskretionäre Übernahme von EU-Recht durch die Exekutive untergräbt die primäre Gesetzgebungskompetenz des Parlaments und die Mitsprache der eidgenössischen Räte. Es besteht die erhebliche Gefahr, dass sich der Bundesrat de facto zu einer exekutiven Gesetzgebungsmacht aufschwingt, die vom Parlament und letztlich vom Volk kaum noch kontrolliert werden kann. Des Weiteren manifestiert sich in den Verhandlungsergebnissen eine bedenkliche Erosion der richterlichen Unabhängigkeit. Die vorgeschlagene Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens, namentlich in Bezug auf die Anwendung des EU-Rechts, stellt eine ernsthafte Herausforderung für die Autonomie unserer Gerichte dar. Artikel 34 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Wenn Schweizer Gerichte verpflichtet sind, die Auslegung von Rechtsnormen durch den EuGH zu übernehmen, auch wenn diese Interpretation im Widerspruch zu nationalen Grundsätzen oder der Auslegung durch Schweizer Richter steht, wird die Unabhängigkeit unserer Judikative massiv beeinträchtigt. Dies öffnet Tür und Tor für eine externe Einflussnahme auf unser Rechtssystem, die schwerwiegende Folgen für die Rechtssicherheit und die rechtsstaatliche Identität der Schweiz haben könnte. Die Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebungskompetenz sind ebenfalls alarmierend. Die Übernahme von EU-Recht in so vielen Bereichen, wie sie die Verhandlungsergebnisse andeuten, könnte zu einer de facto Aushöhlung der Souveränität der Schweiz führen. Wenn die Schweiz gezwungen ist, ihre Gesetze fortlaufend an die sich entwickelnde Gesetzgebung der EU anzupassen, verliert sie ihre Fähigkeit, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Rechtsnormen zu schaffen. Dies widerspricht dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung, das im Schweizer Föderalismus tief verankert ist und durch Artikel 2 der Bundesverfassung als Staatsziel anerkannt wird. Die Verhandlungsziele scheinen eine asymmetrische Beziehung zu schaffen, in der die Schweiz die Lasten der EU-Gesetzgebung trägt, ohne jedoch die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft oder einer gleichberechtigten Partnerschaft zu geniessen. Ein weiterer kritischer Punkt ist die mangelnde Transparenz und die unzureichende demokratische Legitimation der getroffenen Vereinbarungen. Die Verhandlungsergebnisse liegen in ihrer Detailtiefe noch nicht vollständig vor, und es besteht die Gefahr, dass entscheidende Aspekte im Geheimen ausgehandelt werden, ohne dass das Parlament oder das Volk angemessen eingebunden werden. Artikel 166 der Bundesverfassung legt fest, dass der Bundesrat das Parlament über die internationale Politik informiert. Die Struktur der vorgeschlagenen Abkommen scheint diesem Transparenzgebot zuwiderzulaufen und die demokratische Kontrolle zu erschweren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU eine gefährliche Gratwanderung darstellen und eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Ordnung unseres Landes darstellen. Die automatische und unkontrollierte Übernahme von EU-Recht, die potenzielle Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und die Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz sind nicht hinnehmbar. Es ist unerlässlich, dass diese Ergebnisse einer eingehenden und kritischen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die Integrität und die Unabhängigkeit der Schweizerischen Eidgenossenschaft gewahrt bleiben. Jegliche Form der Zusammenarbeit

mit der EU muss auf Prinzipien der Gleichberechtigung und der gegenseitigen Achtung der jeweiligen Rechtssysteme beruhen und darf die demokratischen und rechtsstaatlichen Grundlagen der Schweiz nicht gefährden. Eine unkritische Akzeptanz dieser Vereinbarungen wäre ein schwerwiegender Fehler mit weitreichenden negativen Konsequenzen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des institutionellen Abkommens mit der Europäischen Union bedarf einer äusserst kritischen Würdigung, da sie weitreichende und potenziell negative Konsequenzen für die Souveränität und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz birgt. Eine oberflächliche Betrachtung mag die vermeintlichen Vorteile einer vertieften Kooperation hervorheben, doch eine eingehendere Analyse offenbart erhebliche Risiken, die nicht ignoriert werden dürfen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die geplante Verpflichtung zur Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, wie sie im Abkommen vorgesehen ist, stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung dar. Gemäss Artikel 50 Absatz 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner Staat, der seine Gesetzgebung und seine Gerichte eigenständig bestimmt. Die Unterwerfung unter die Auslegung des Unionsrechts durch den EuGH würde die primäre Autorität des Schweizerischen Bundesgerichts und der Schweizerischen Gesetzgebung de facto aufheben. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit, das im Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert ist, wo ausdrücklich bestimmt wird, dass Bundesgesetze und völkerrechtliche Verträge, die das Bundesgericht nicht verfassungskonform anwendet, als nicht anwendbar erklärt werden können. Die vorgesehene Übernahme der EuGH-Rechtsprechung würde diese Möglichkeit systematisch untergraben und somit die Rechtssicherheit sowie die demokratische Legitimität der Schweizer Gesetzgebung schwächen. Des Weiteren ist die Ausgestaltung der Streiterledigungsmechanismen äusserst problematisch. Die automatische Verweisung an den EuGH im Falle von Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung des Abkommens und des relevanten EU-Rechts, wie in Artikel 14 des institutionellen Abkommens dargelegt, birgt die Gefahr einer permanenten rechtlichen Abhängigkeit. Dies steht im Widerspruch zum föderalistischen Grundprinzip der Schweiz, das in Artikel 1 Absatz 1 der Bundesverfassung als Fundament unseres Staates verankert ist und die Autonomie der Kantone und ihrer Rechtsordnungen betont. Eine externe Instanz, die nicht der demokratischen Kontrolle der schweizerischen Bevölkerung unterliegt, würde über Kernfragen der schweizerischen Gesetzgebung und Politik entscheiden. Dies schwächt die demokratische Selbstbestimmung und die Möglichkeit des schweizerischen Parlaments, im Interesse des eigenen Volkes zu handeln. Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung unterstreicht die Rolle des Parlaments als oberstes Organ der Gesetzgebung, eine Rolle, die durch die vorgeschlagene Regelung erheblich eingeschränkt würde. Auch die sogenannten «dynamischen Verweisungen» auf das EU-Recht werfen gravierende Bedenken auf. Dies bedeutet, dass die Schweiz künftige Änderungen im EU-Recht automatisch übernehmen müsste, ohne die Möglichkeit einer nationalen Überprüfung oder Anpassung. Artikel 189 Absatz 1 der Bundesverfassung legt die grundsätzliche Zuständigkeit des Bundes für die Gesetzgebung fest. Durch die dynamische Übernahme von EU-Recht würde diese Zuständigkeit ausgehöhlt und die Fähigkeit des Schweizerischen Parlaments, eigenständig Gesetze zu erlassen, massiv beeinträchtigt. Dies würde nicht nur die Rechtssetzung verkomplizieren, sondern auch die demokratische Rechenschaftspflicht der Gesetzgeber schwächen. Wenn Gesetze ohne nationale Debatte und Zustimmung durch externe Entwicklungen automatisch übernommen werden, wird der demokratische Prozess untergraben. Die finanzielle Komponente, insbesondere die Beteiligung an neuen EU-Massnahmen und die Berücksichtigung der «Kohäsionszahlungen», stellt eine weitere erhebliche Belastung dar. Die Schweiz würde sich zu potenziell unbegrenzten finanziellen Verpflichtungen verpflichten, deren Umfang und Zweckmässigkeit sie nicht mehr eigenständig kontrollieren kann. Artikel 127 Absatz 1 der Bundesverfassung nennt die Aufgaben der Eidgenossenschaft im Bereich der Finanzen. Eine automatische finanzielle Beteiligung an externen Programmen ohne entsprechende demokratische Genehmigung und Einbindung des nationalen Parlaments verstösst gegen die Grundsätze der Haushaltsdisziplin und der parlamentarischen Kontrolle der Staatsausgaben. Die Gefahr einer schleichenden Überfremdung der schweizerischen Finanzhoheit ist hierbei evident. Schliesslich muss die Frage der Auswirkungen auf die Neutralität der Schweiz kritisch hinterfragt werden. Eine zu enge Bindung an die Europäische Union, insbesondere im sicherheitspolitischen Bereich, könnte die Fähigkeit der Schweiz einschränken, ihre bewährte Neutralitätspolitik unabhängig zu verfolgen. Die Ausgestaltung der Aussen- und Sicherheitspolitik der EU unterliegt zunehmend einer Harmonisierung, und eine starke institutionelle Bindung an die EU könnte die Schweiz in Konflikte hineinziehen, die nicht ihren nationalen Interessen entsprechen. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der Souveränität und Unabhängigkeit, die in der Präambel der Bundesverfassung verankert sind und die Grundlage des schweizerischen Staatswesens bilden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgelegte Abkommen trotz seines paneuropäischen Charakters

tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität, der Rechtsstaatlichkeit, der demokratischen Legitimität und der finanziellen Autonomie aufwirft. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen Gefahr, die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit zu führen, die mit den Grundsätzen unserer Verfassung und der Eigenständigkeit unseres Landes unvereinbar ist. Eine sorgfältige und kritische Überprüfung unter Einbezug aller betroffenen Akteure ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Anpassungen, die im Wesentlichen die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes vorsehen, widersprechen fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie und unseres Rechtsstaates. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht nicht im Interesse der Schweiz liegt, sondern primär den Interessen der Europäischen Union dient. Zunächst ist die mangelnde Transparenz und die eingeschränkte öffentliche Debatte über die tiefergehenden Konsequenzen der Umsetzung kritisch zu hinterfragen. Die Verknüpfung von Schweizer Recht mit dem Rechtskorpus der Europäischen Union, wie sie in den aktuellen Vorschlägen angedeutet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des Schweizer Gesetzgebers und des Schweizer Volkes. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) ist die Rechtsordnung so gestaltet, dass sie die Interessen der Schweizer Bevölkerung schützt. Die hier vorliegende Umsetzung droht diesen Schutz zu untergraben, indem sie uns zwingt, EU-Recht zu übernehmen, das möglicherweise nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Werte zugeschnitten ist. Die Schweiz hat in der Vergangenheit stets Wert auf ihre Unabhängigkeit gelegt, und die vorliegende Vorlage scheint diese Errungenschaften aufs Spiel zu setzen. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung widerspricht direkt dem Geist und Buchstaben der Bundesverfassung. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) sieht vor, dass das Volk das Recht hat, die Gesetzgebung zu gestalten. Die aktuelle Umsetzung könnte dazu führen, dass Gesetzgebungsakte der EU ohne das direkte Zutun des Schweizer Volkes rechtsverbindlich werden. Dies stellt eine Aushöhlung des Volkssouveränitätsprinzips dar, welches das Fundament unserer politischen Ordnung bildet. Es ist fraglich, ob eine solche Übernahme von externem Recht die demokratische Legitimation gemäss Artikel 1 BV, welche die Schweizerische Eidgenossenschaft als eine auf dem Willen des Volkes beruhende Republik erklärt, aufrechterhalten kann. Des Weiteren ist die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und der Schweizer Gerichte potenziell gefährdet. Wenn schweizerische Gerichte angewiesen wären, Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu übernehmen oder anzuwenden, ohne diese autonom prüfen zu können, würde dies die Autonomie unseres Rechtssystems erheblich einschränken. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Die Integration von EU-Recht in dieser Form könnte dazu führen, dass der EuGH faktisch über die Anwendung des Rechts in der Schweiz entscheidet, was die Kompetenzen des Schweizerischen Bundesgerichts untergraben würde. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er in Artikel 190 BV implizit verankert ist und durch die Rechtsordnung im Allgemeinen gewährleistet werden soll. Die wirtschaftlichen Auswirkungen dieser Abkommen sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Während Befürworter oft auf einen verbesserten Marktzugang verweisen, dürfen die Kosten und die regulatorische Belastung für Schweizer Unternehmen nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Regulierungen könnte zu einer Verteuerung der Produktion und zu einer Verschlechterung der Wettbewerbsfähigkeit führen, insbesondere für KMUs. Artikel 31 der Bundesverfassung (BV) schützt die Wirtschaftsfreiheit, doch eine übermässige regulatorische Übernahme könnte diese Freiheit de facto einschränken. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel des EU-Binnenmarktes wird, ohne die Möglichkeit, ihre eigenen wirtschaftlichen Interessen strategisch zu verfolgen. Abschliessend muss betont werden, dass die Schweiz einen eigenständigen Weg verfolgen muss, der ihre Souveränität und ihre demokratischen Prinzipien wahrt. Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung birgt erhebliche Risiken und sollte mit grösster Vorsicht und Kritik behandelt werden. Es ist zwingend notwendig, dass jede Form der Rechtsübernahme einer gründlichen demokratischen Prüfung unterzogen wird und das Schweizer Volk die Möglichkeit hat, über solche weitreichenden Entscheidungen zu befinden. Die aktuellen Vorschläge scheinen diesem Grundsatz nicht gerecht zu werden und stellen eine Bedrohung für die Identität und Unabhängigkeit der Schweiz dar. Es bedarf klarer juristischer und politischer Garantien, um sicherzustellen, dass die Schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität des Volkes nicht kompromittiert werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und der damit verbundenen Zuwanderungspolitik gibt Anlass zu äusserster Skepsis und scharfer Kritik. Die vorgeschlagenen Anpassungen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Abkehr vom klaren Willen des Schweizer Volkes dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankert ist und durch zahlreiche Volksinitiativen und Abstimmungen immer wieder bekräftigt wurde. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie ist in Wirklichkeit eine massive Aufweichung der nationalen Steuerungskompetenz, die uns zwingt, das europäische Recht unbesehen zu übernehmen, anstatt unsere eigenen Interessen zu wahren. Besonders beunruhigend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', das bereits nach fünf Jahren anstelle der bisherigen zehn Jahre gewährt wird. Diese neue Form der 'Niederlassung C PLUS' ist nach derzeitigem Stand praktisch unentziehbar, selbst bei schwerwiegenden Vergehen wie Kriminalität oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere innere Sicherheit dar und untergräbt die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Es ist unvorstellbar, dass Personen, die der Gesellschaft zur Last fallen, ein faktisches Bleiberecht erhalten, während die Kosten dafür ausschliesslich von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Diese Entwicklung fördert geradezu die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und delegitimiert die Anstrengungen zur eigenständigen Steuerung der Migration. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs ist ebenfalls inakzeptabel und beispiellos für ein Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu einer massiven Erhöhung der Sozialkosten führen. Es ist offensichtlich, dass diese Massnahme die finanzielle Belastung für unsere Sozialwerke und damit für die einheimische Bevölkerung drastisch erhöhen wird. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich bei näherer Betrachtung als reine Täuschung und ein politisches Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zum Schutz ihrer Interessen anzurufen, droht die EU umgehend mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern vielmehr eine Erpressung, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt. Die definierte Schutzklausel in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist ein Paradebeispiel hierfür. Sie mag zwar Indikatoren definieren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Ein zahnloser Tiger, der uns vorgaukelt, wir hätten noch Kontrolle. Die automatische Übernahme neuer EU-Rechtsvorschriften im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' ist eine direkte Kapitulation vor Brüssel. Unser Parlament und das Volk werden in diesem für unsere Gesellschaft hochsensiblen Bereich faktisch entmachtet. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts werden uns aufgezwungen, ohne dass wir noch Einfluss nehmen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und der Grundpfeiler unserer rechtsstaatlichen Ordnung. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Dies widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag aus Art. 121a BV. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist nichts anderes als ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden beweist die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu denselben Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Unterordnung unserer beruflichen Vorsorge unter die EU-Koordinationsregeln durch die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer zweiten Säule eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die scheinbar technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) sind klare Folgeänderungen, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollziehen und zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen, darunter das BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), das Medizinalberufegesetz (Art. 15, 35) und das Gesundheitsberufegesetz (Art. 10, 15), ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Anbindung an das IMI-System im

Psychologieberufegesetz (neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz, wo nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt wird. Abschliessend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung eine klare und gefährliche Kapitulation vor den Interessen der Europäischen Union darstellen. Sie missachten den Willen des Schweizer Volkes, untergraben unsere Souveränität und belasten unsere Sozialwerke und unseren Staat auf nicht mehr hinnehmbare Weise. Wir fordern eine klare Abkehr von diesem Kurs und eine konsequente Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer direkten Demokratie. Die Schweiz muss in der Lage sein, ihre Zuwanderungspolitik eigenständig und im Interesse ihrer Bevölkerung zu gestalten, anstatt sich den Vorgaben aus Brüssel unterzuordnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Eine tiefere Integration, wie sie in den vorliegenden Vorschlägen angedeutet wird, steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der schweizerischen Unabhängigkeit, die in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere Artikel 2 BV, der die Würde des Menschen und die Freiheit des Einzelnen schützt, sowie die daraus abgeleiteten Prinzipien der direkten Demokratie und der föderalen Staatsstruktur, werden durch eine übermässige Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt. Die Schweiz hat sich stets durch ihre Fähigkeit ausgezeichnet, eigene Gesetze zu erlassen und ihre Politik unabhängig zu gestalten. Die vorgeschlagenen Abkommen drohen diesen Status zu untergraben, indem sie die Schweiz zwingen, EU-Recht zu übernehmen, ohne die Möglichkeit zu haben, dieses mitzugestalten oder zu beeinflussen. Dies widerspricht dem Grundsatz der Selbstbestimmung und der demokratischen Legitimation, welche die Basis unseres Rechtssystems bilden. Die unklare Formulierung der "stabilen Beziehungen" lässt zudem befürchten, dass es sich hierbei um eine schleichende Annäherung an einen EU-Mitgliedsstaat handelt, ohne dass dem Schweizer Volk die Möglichkeit gegeben wird, über eine solche weitreichende Entscheidung abzustimmen. Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Politik sind ebenfalls bedenklich. Während auf der einen Seite von Erleichterungen im Handel mit der EU gesprochen wird, sind die Kosten für die Übernahme des umfangreichen EU-Regelwerks und die damit verbundenen Anpassungen im Schweizer Rechtssystem beträchtlich. Diese Kosten, die nicht nur finanzieller Natur sind, sondern auch die administrative Belastung erhöhen, werden unweigerlich auf die Schweizer Unternehmen und damit auf die Konsumenten abgewälzt. Es besteht die Gefahr, dass die schweizerische Wirtschaft unnötigen bürokratischen Hürden ausgesetzt wird, die ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Besonders kritisch ist die Entwicklung im Bereich der Personenfreizügigkeit. Die uneingeschränkte Übernahme der EU-Regelungen zur Personenfreizügigkeit würde die Möglichkeiten der Schweiz einschränken, ihre Zuwanderungspolitik eigenständig zu gestalten und auf die Bedürfnisse des Arbeitsmarktes sowie die gesellschaftlichen Kapazitäten abzustimmen. Die Bewältigung der negativen Auswirkungen auf den Wohnungsmarkt, die öffentliche Infrastruktur und die soziale Kohäsion, welche aus einer ungebremsten Zuwanderung resultieren können, wird dadurch erheblich erschwert. Die schweizerische Bevölkerung hat in verschiedenen Abstimmungen wiederholt ihren Willen zur Steuerung der Zuwanderung zum Ausdruck gebracht. Eine Politik, die diese Entscheidungen konterkariert, ist demokratisch inakzeptabel. Des Weiteren ist die finanzielle Beteiligung der Schweiz an verschiedenen EU-Programmen und -Fonds problematisch. Die Verpflichtung zur Zahlung von Beiträgen, ohne die entsprechende Mitgestaltung der entsprechenden Programme, stellt eine einseitige finanzielle Belastung dar. Es ist nicht ersichtlich, inwieweit diese Beiträge im Interesse der Schweiz sind oder ob sie nicht vielmehr dazu dienen, die EU-Institutionen und deren Politik zu finanzieren, ohne dass die Schweiz einen entsprechenden Nutzen daraus zieht. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 128 Absatz 1 BV, welcher die Interessen der Eidgenossenschaft und des Volkes in den Vordergrund stellt. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) über die Schweiz, die sich aus der Übernahme von EU-Recht ergeben würde, ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Anerkennung der automatischen Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass die EU-Gerichte die letztinstanzliche Autorität über das schweizerische Recht hätten. Dies wäre eine direkte Verletzung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Souveränität, die in der Schweiz von höchster Bedeutung sind. Der Bundesrat hat die Pflicht, die Interessen der Schweiz zu wahren, und dazu gehört auch die Unabhängigkeit der eigenen Gerichte. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU das Potenzial haben, die Schweiz erheblich zu schwächen. Die damit verbundenen Risiken für die Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und die demokratischen Prinzipien sind gravierend. Es ist unerlässlich, dass der Schweizerische Bundesrat und das Parlament die Interessen der Schweiz über eine blinde Übernahme von EU-Regelungen stellen und sicherstellen, dass jede Form der Zusammenarbeit im Einklang mit der Bundesverfassung und dem Willen des schweizerischen Volkes steht. Eine kritische Überprüfung aller

vorgeschlagenen Schritte ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihren Wohlstand auch in Zukunft bewahren kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rainer (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: rainer@sunrise.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Es ist besorgniserregend, dass die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Berücksichtigung der schweizerischen Verfassung und der spezifischen Bedürfnisse unserer Gesellschaft erfolgt. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird durch die automatische Übernahme von EU-Recht massiv untergraben. Die Schweizer Bevölkerung wird faktisch entmachtet, da sie keinen direkten Einfluss mehr auf die Gesetzgebung hat, die ihr tägliches Leben beeinflusst. Dies steht im Widerspruch zum fundamentalen Recht auf Mitbestimmung. Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigt wird, wenn sie künftig primär dem Europäische Gerichtshof (EuGH) folgen müssen, dessen Urteile die nationalen Rechtsnormen verdrängen könnten. Artikel 30 BV, der die Garantie der Rechtsstaatlichkeit und fairen Verfahrensprozesse vorsieht, könnte hierdurch ausgehöhlt werden. Die ökonomischen Auswirkungen einer solchen Abhängigkeit sind ebenfalls bedenklich. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die oft auf die Bedürfnisse grosser Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, könnte für die schweizerische Wirtschaft eine erhebliche Belastung darstellen. Insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, könnten die neuen Auflagen unüberwindbare Hürden darstellen und ihre Wettbewerbsfähigkeit schwächen. Artikel 95 BV, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls und der Nachhaltigkeit als Ziele nennt, scheint hierbei unzureichend berücksichtigt zu werden. Die mangelnde Transparenz und die unklare Rechtslage bezüglich der Haftung im Falle von Verstössen gegen die übernommenen EU-Bestimmungen sind weitere gravierende Schwachstellen. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Umsetzung und die daraus resultierenden Folgen trägt. Dies führt zu einer Rechtsunsicherheit, die für Bürger und Unternehmen gleichermassen nachteilig ist. Artikel 2 BV, der die Würde des Menschen und die Gleichheit aller vor dem Gesetz garantiert, erfordert klare und nachvollziehbare rechtliche Rahmenbedingungen, die hier nicht gegeben sind. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung die schweizerische Rechtsordnung, die wirtschaftliche Autonomie und die demokratischen Prinzipien auf eine Weise gefährdet, die nicht hingenommen werden kann. Es ist unabdingbar, dass die Souveränität und die Interessen der Schweiz an erster Stelle stehen und jegliche Abkommen sorgfältig auf ihre Vereinbarkeit mit unserer Verfassung und unseren Werten geprüft werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union stellt eine erhebliche Erosion der Schweizer Souveränität dar und ist aus mehreren Gründen höchst bedenklich. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament freiwillig und kontrolliert geleisteten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist nicht hinnehmbar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die somit faktisch zu einer unumgänglichen Zwangsabgabe werden. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr, dass der anfangs fixierte Betrag lediglich ein Lockvogelangebot ist. Die Schweiz wird damit einer stetigen Erhöhung der Forderungen ausgesetzt sein, ohne die Möglichkeit zu haben, diese zu verweigern. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung. Dieses Gesetz ist das prädestinierte Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten, indem es eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht verwandelt. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Art. 1 KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Durchführung einer von der EU diktierten

Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine formale Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die zwar verbindliche Zahlungen leistet, aber keine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen erhält. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt. Diese Regelung widerspricht fundamental den Prinzipien der demokratischen Legitimation und der nationalen Selbstbestimmung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden gestaltet werden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone gemäss Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), sondern auch die Möglichkeit, lokale Wirtschaftsförderung auf die spezifischen Bedürfnisse unserer Regionen zuzuschneiden. Die Schweiz würde sich mit der Unterstellung unter die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU-Kommission in eine reine Regel-Empfängerrolle begeben, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv einschränkt. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen kantonale und kommunale Interessen eine zentrale Rolle spielen, wären von dieser EU-Kontrolle betroffen. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, die gemäss Art. 3 BHÜG als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist besonders bedenklich. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht, und das bei ungenügender demokratischer Kontrolle. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und schwächt ihren föderalistischen Status durch die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG). Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die kantonalen Kompetenzen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese umfassende Delegation von Kompetenzen und die Schaffung einer neuen, von der EU dominierten Kontrollinstanz ist mit unserer rechtsstaatlichen Ordnung und unserer verfassungsrechtlichen Verankerung des Föderalismus nicht vereinbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind äusserst bedenklich und genügen den Anforderungen eines robusten schweizerischen Arbeitnehmerschutzes bei weitem nicht. Die zur Diskussion stehenden Massnahmen erscheinen primär kosmetischer Natur und werden dem massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit zu erwarten ist, nicht standhalten können. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen treffen wird. Es ist besorgniserregend, dass anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Wirksamkeit gegenüber Lohndumping durch ausländische Firmen deutlich abgeschwächt. Dies wird durch die geschwächten Kontrollmechanismen weiter verschärft. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die

bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Abänderung des Landverkehrsabkommens birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public im Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) droht, die finanzielle Grundlage unseres öffentlichen Bahnsystems massiv zu untergraben. Ausländische Anbieter werden dadurch ermächtigt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies eröffnet Tür und Tor für eine gezielte "Rosinenpickerei", bei der profitabilitätsstarke Verbindungen von ausländischen Unternehmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Betreiber mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenstrecken allein gelassen werden. Dies widerspricht fundamental dem Gedanken der universellen Grundversorgung und gefährdet die Aufrechterhaltung eines qualitativ hochwertigen und breit zugänglichen öffentlichen Verkehrsnetzes für alle Schweizerinnen und Schweizer. Zusätzlich wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere durch Artikel 32a Absatz 1bis, die nationale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, stellt sicher, dass nationale und kantonale Verkehrsziele in den Hintergrund treten müssen, zugunsten von Kriterien, die primär den Interessen der EU dienen. Dies kann nicht nur zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen, sondern gefährdet auch die Fähigkeit, den öffentlichen Verkehr auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten unseres Landes auszurichten. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als Absicherung entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlose und nicht bindende Absichtserklärung. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz würde damit in eine rechtliche Abhängigkeit geraten, die die Souveränität über unser eigenes Eisenbahnwesen langfristig aushöhlen würde. Die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf zukünftige Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die hier vorgeschlagenen Änderungen stellen somit keinen Fortschritt, sondern eine gefährliche Erosion unserer Souveränität und eine direkte Bedrohung für den tragenden Pfeiler unseres Service public dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Anpassung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene Ausweitung des Aufenthaltsrechts, widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren Aufenthaltsdauer, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Insbesondere die Möglichkeit, dass selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe ein solcher Status nicht entzogen werden kann, ist zutiefst beunruhigend und untergräbt das Prinzip der Eigenverantwortung und des Rechtsstaates. Die damit einhergehende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist inakzeptabel. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen erhalten ein quasi automatisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die dadurch entstehenden Kosten werden einseitig den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden aufgebürdet. Der vorgesehene Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet, indem auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern

nachgezogen werden können. Dies droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die sogenannte "Schutzklausel" im vorgeschlagenen Abkommen ist nichts anderes als ein Feigenblatt, dessen Anwendungs-Hürden derart hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben werden. Vielmehr ist zu befürchten, dass die EU bei einer auch nur theoretischen Anwendung mit Vergeltungsmassnahmen droht, was diese Klausel zu einer reinen Erpressungsmassnahme degradiert. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet faktisch eine Entmachtung unseres Parlaments und des Souveräns, da künftige Verschärfungen des EU-Rechts ohne Möglichkeit der nationalen Einflussnahme übernommen werden müssten. Die angepassten Bestimmungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch erweitert und ein Ausschluss kaum mehr möglich wird. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, die keine effektive Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c die Kosten für die Sozialwerke durch die Zuwanderung zementieren. Dies steht in direktem Widerspruch zu Artikel 121a BV und höhlt unsere Souveränität aus. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVBG (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und die Erosion unserer Regulierungskompetenz bedeutet. Dies ist eine unannehmbare Kapitulation vor Brüssel und eine Bedrohung unserer direkten Demokratie und Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagene Vereinbarung im Strombereich birgt tiefgreifende und inakzeptable Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entmachtet die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Stromnetz zunehmend durch externe Akteure in Brüssel gesteuert wird. Dies widerspricht dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung in einem essenziellen Sektor. Die Schweizerische Energiekommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regularien degradiert, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energieregulierung bedeutet. Besorgniserregend ist die Existenzgefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches massgeblich den Bergkantonen zugutekommt, droht als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft zu werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler Produzenten wird ausgehebelt, was die dezentrale Energieversorgung benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Einschränkung von strategischen Reserven, wie beispielsweise der Wasserreserve, und die unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit sind inakzeptabel. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und höheren Strompreisen führen, da Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) benachteiligen zudem die dezentrale Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln und eine massive Senkung der Leistungsgrenzen für kleine Produzenten. Dies untergräbt die Wirtschaftlichkeit von Gemeindewerken und Landwirten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedeuten einen Verlust der nationalen Hoheit über unsere kritische Infrastruktur und die Unterstellung unter eine von Brüssel ferngesteuerte Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz riskiert, ihre bewährten Strukturen und ihre Energiesouveränität aufzugeben, ohne einen klaren Mehrwert für ihre Bürgerinnen und Bürger zu erhalten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine fundamentale Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die hohen Qualitätsstandards unserer Agrar- und Ernährungswirtschaft sowie die Existenzgrundlage unserer Produzenten dar. Unter dem irreführenden Titel der 'Lebensmittelsicherheit' wird eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' vollzogen. Dies ist weit mehr

als eine Angleichung von Sicherheitsstandards; es ist die Aufgabe unserer eigenen, bewährten Regularien zugunsten eines Regelwerks, das oft auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet ist und tendenziell tiefere Schutzstandards kennt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an EU-Standards, die oft geringer sind als die unsrigen, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland'. Dies untergräbt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück der Unterwerfung und wird eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen lassen. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was ihre Existenz bedroht und lokale Traditionen zerstört. Besonders besorgniserregend sind die vorgesehenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet. Die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich erheblich schwächt. Auch der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ferner gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ebenso ist die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Wir lehnen diese Unterwerfung unter das EU-Regelwerk entschieden ab.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus unserer Sicht äusserst problematisch und bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Stabilisierung nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter die Vorgaben der EU darstellt, ohne dass dies durch klare und vorteilhafte Gegenleistungen für die Schweiz gerechtfertigt wäre. Besondere Bedenken bereitet die unklare Abgrenzung der Kompetenzen und die potenzielle Übernahme von EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), das beispielsweise im Vertragsrecht über Jahrzehnte gewachsene und auf schweizerische Verhältnisse zugeschnittene Bestimmungen enthält, könnte durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen untergraben werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in einigen Vorschlägen angedeutet wird, widerspricht dem Geist des Schweizerischen Föderalismus und der demokratischen Legitimation von Gesetzen, welche im direkten Mitspracherecht des Volkes verankert ist. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Selbstbestimmung des Volkes und die Staatshoheit, welche durch eine unkontrollierte Rechtsübernahme gefährdet sein könnte. Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst kritisch zu betrachten. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung von Abkommen, die Elemente des EU-Rechts beinhalten, würde die eigenständige Rechtsfortbildung in der Schweiz massgeblich einschränken. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der festlegt, dass die ganze Schweizer Bevölkerung und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind. Die unabhängige richterliche Beurteilung von Rechtsfragen, die für Schweizer Bürger und Unternehmen relevant sind, würde durch die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH beeinträchtigt. Die vorgelegten Vorschläge scheinen die Schweiz eher in eine Position der Abhängigkeit zu drängen, als eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe zu ermöglichen. Es ist essenziell, dass jede Vertiefung der Beziehungen zur EU auf einer klaren und überprüfbaren Grundlage steht, welche die schweizerischen Kerninteressen und unsere rechtsstaatlichen Errungenschaften uneingeschränkt schützt. Ohne substanzielle Garantien für die nationale Souveränität und die Möglichkeit zur autonomen Rechtssetzung dürfen wir uns auf keine weiteren bindenden Vereinbarungen einlassen, die unsere Unabhängigkeit gefährden könnten. Die vermeintliche Stabilisierung droht, sich als Kostenfaktor für die Schweizer Autonomie zu entpuppen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgelegte Gesamtbeurteilung des institutionellen Abkommens mit der Europäischen Union enttäuscht zutiefst und lässt gravierende Mängel erkennen, die den Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung zuwiderlaufen. Eine kritische Auseinandersetzung deckt erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, welche die vorgeschlagenen Regelungen fundamental in Frage stellen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise, wie sie in Artikel 10 des Abkommens vorgesehen ist, stellt eine schwere Erosion der schweizerischen Souveränität dar. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität (Artikel 1 Absatz 2 BV), welches jegliche Delegierung von Gesetzgebungskompetenzen an externe Instanzen strikt untersagt. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne direkte parlamentarische Mitsprache oder gar ein Referendum birgt die Gefahr, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU wird, ohne über die Möglichkeit zu verfügen, die entsprechenden Rechtsakte mitzugestalten oder abzulehnen. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Seine Rechtsprechung würde im Rahmen des Abkommens verbindlich für die schweizerischen Gerichte. Dies untergräbt die Unabhängigkeit unserer Justiz und die nationale Rechtstradition, wie sie im Bundesgesetz über die Bundesrechtspflege (OG) verankert ist. Die Vorstellung, dass ein ausländisches Gericht die letztgültige Interpretation des schweizerischen Rechts im Kontext von EU-Abkommen diktieren kann, ist mit dem Rechtsstaatsprinzip und der Gewaltenteilung in unserem Land unvereinbar. Die Argumentation, dass das Abkommen die Beziehungen zur EU stabilisiere und die Teilhabe am Binnenmarkt sichere, greift zu kurz und verschleiert die erheblichen Nachteile. Es ist fraglich, ob die kurzfristigen wirtschaftlichen Vorteile die langfristigen politischen und rechtlichen Nachteile aufwiegen können. Die pauschale Behauptung, dass das Abkommen im Einklang mit der Verfassung stehe, vermag die substanziellen Einwände nicht zu entkräften. Es ist dringend geboten, dass der Bundesrat diese Bedenken ernst nimmt und eine Lösung anstrebt, die der Souveränität und den Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger gerecht wird. Die aktuelle Vorlage ist in ihrer jetzigen Form nicht tragbar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext des Rahmenabkommens mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz in unannehmbarer Weise gefährden. Die vorgeschlagenen Regelungen greifen tief in die Kompetenzen des Bundes und der Kantone ein und stellen eine schleichende Aushöhlung unserer demokratischen Strukturen dar. Besonders alarmierend ist die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene parlamentarische Kontrolle. Artikel 6 des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LwG) beispielsweise, der die Bewirtschaftungsbeiträge regelt, könnte durch die dynamische Übernahme von EU-Verordnungen faktisch entwertet werden. Dies würde bedeuten, dass unser Parlament seine Gesetzgebungskompetenz in einem für die Schweizer Bauernschaft existentiellen Bereich an eine externe Instanz abtritt, ohne dass die demokratische Legitimation dieser externen Entscheidungen hinterfragt werden könnte. Der Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, wird hier auf schwerwiegende Weise tangiert. Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Auslegungsinstanz problematisch. Die Unterstellung Schweizer Gerichte unter die Judikatur des EuGH, wie sie sich aus der automatischen Übernahme des EU-Rechts ergibt, stellt eine klare Verletzung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtspflege dar. Artikel 190 BV, welcher die Bindung der Gerichte an das Recht statuiert, würde hier auf eine Weise interpretiert, die unserer nationalen Rechtsordnung widerspricht. Dies würde nicht nur die Autonomie unserer Gerichte untergraben, sondern auch die Möglichkeit einschränken, Rechtsprechung zu entwickeln, die den spezifischen Bedürfnissen und Traditionen der Schweiz Rechnung trägt. Die finanzielle Komponente, insbesondere die Beitragspflicht der Schweiz an die EU, erscheint ebenfalls fragwürdig. Ohne eine klare und nachvollziehbare Gegenleistung, die den wirtschaftlichen Nutzen für die Schweiz eindeutig übersteigt, handelt es sich hierbei um eine potenziell existenzbedrohende Belastung. Die Gewährleistung einer soliden Staatsfinanzierung und die umsichtige Verwendung öffentlicher Gelder sind zentrale Anliegen, die durch solche Abkommen nicht kompromittiert werden dürfen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine abhängige Position bringen und die Prinzipien unserer direkten Demokratie, unserer Rechtsstaatlichkeit und unserer Souveränität aushöhlen. Es bedarf einer kritischen Neubewertung und einer deutlichen Kurskorrektur, um die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz wirksam zu schützen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Cornelia (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Mathys · mathysc@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und werfen Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen die Schweizerischen Interessen in unzulässiger Weise zu kompromittieren und dem Druck externer Akteure nachzugeben, anstatt die Unabhängigkeit unseres Rechtswesens zu wahren. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann, widerspricht fundamentalen Prinzipien der demokratischen Legitimation. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung verlangt, dass sich die Gesetzgebung des Bundes an den Bedürfnissen der Bevölkerung orientiert und dem Gemeinwohl dient. Eine blosse Übernahme von EU-Regulierungen, die primär den Interessen der Mitgliedstaaten dienen, mag diesen Verfassungsauftrag nicht erfüllen. Die Schweizer Bevölkerung und die demokratisch gewählten Vertreter haben keinerlei Mitspracherecht bei der Entstehung dieser Regelungen. Des Weiteren bestehen gravierende Bedenken hinsichtlich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Akzeptanz einer verbindlichen Jurisdiktion des EuGH über Schweizer Recht würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben und die Möglichkeit einschränken, die Schweizer Verfassung und Gesetze als oberste Rechtsquelle zu wahren. Das Schweizerische Recht ist im Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) verankert und die Souveränität unseres Rechtssystems ist ein hohes Gut. Die vorgeschlagene Regelung könnte de facto dazu führen, dass EU-Recht und EuGH-Urteile über dem Schweizer Recht stehen, was im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts steht, welches die Anwendung schweizerischen Rechts vorsieht. Die angeblichen Vorteile einer vertieften Kooperation mit der EU werden durch die substanziellen Nachteile für die Schweizer Autonomie und die Rechtssicherheit aufgewogen. Die Beibehaltung der Souveränität und die Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien müssen absolute Priorität haben. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diese Prioritäten nicht ausreichend zu berücksichtigen und drohen, die Schweiz in eine Position der Unterordnung zu drängen, die mit unseren verfassungsrechtlichen Grundsätzen nicht vereinbar ist. Eine sorgfältige und kritische Prüfung aller Konsequenzen ist unerlässlich, bevor irgendeine Entscheidung getroffen wird.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union gibt zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken Anlass, die eine kritische Neubewertung des gesamten Vorhabens erfordern. Die vorliegende Entwurfsfassung scheint die fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und die Souveränitätsrechte der Schweiz unzureichend zu berücksichtigen. Insbesondere die Frage der Übernahme von EU-Recht stellt eine gravierende Herausforderung dar. Das Schweizerische Bundesrecht, einschliesslich der Bundesverfassung, ist in einer Weise ausgestaltet, die eine eigenständige Rechtsetzungskompetenz garantiert. Eine pauschale oder gar automatische Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen impliziert sein könnte, würde diese souveräne Grundlage untergraben. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LWG) beispielsweise garantiert die Autonomie der Schweizerischen Landwirtschaftspolitik. Eine Übernahme von EU-Bestimmungen im Agrarbereich, die auf völlig anderen Produktionsbedingungen und Subventionsmechanismen beruhen, könnte diese Autonomie faktisch aushebeln und unsere Landwirtschaft einem unfairen Wettbewerb aussetzen. Dies steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben des schweizerischen Rechts, das auf nationaler Autonomie und der Berücksichtigung spezifisch schweizerischer Verhältnisse basiert. Des Weiteren muss die Auswirkung auf die demokratischen Prozesse und die Volkssouveränität kritisch beleuchtet werden. Die Einbeziehung des Europäischen

Gerichtshofs (EuGH) oder ähnlicher überstaatlicher Institutionen in die Auslegung und Anwendung von Recht, das für die Schweiz verbindlich sein soll, ist mit dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, schwer vereinbar. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung umschreibt die primäre Aufgabe des Parlaments als Gesetzgeber, ein Prozess, der durch externe Einflussnahme und eine daraus resultierende Einschränkung des nationalen Gesetzgebungsspielraums beeinträchtigt würde. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsetzungskompetenz. Anstatt die Vorteile einer solchen Annäherung abzuwägen, müssen die potenziellen Nachteile für unsere Rechtsordnung, unsere Demokratie und unsere Souveränität klar benannt und adressiert werden. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Kooperation mit der EU im Einklang mit unserer Verfassung und unseren nationalen Interessen steht und nicht zu einer faktischen Unterordnung unter externe Rechtsnormen führt. Die derzeitigen Ansätze scheinen diesen Grundsätzen nicht in ausreichendem Masse Rechnung zu tragen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine tiefgreifende und inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es geht hierbei keineswegs um eine marginale Anpassung, sondern um eine umfassende Angleichung an, und potenziell eine Absenkung von, unseren eigenen hohen Produktionsstandards. Dies bedroht nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards an Wert verliert, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Eine besonders gravierende Gefahr liegt in der sogenannten "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was einer inakzeptablen politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Darüber hinaus ermöglicht die geplante Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine Aufgabe der nationalen Kontrolle in einem Bereich von höchster Bedeutung. Die flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Bekämpfung von Seuchen wird durch ein starres, bürokratisches EU-System ersetzt, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Des Weiteren zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in diesem ethisch wichtigen Bereich bedeutet. Nicht zu vergessen ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament in Entscheidungen, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies untergräbt die demokratische Kontrolle. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Schweiz daran hindert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt, unsere hohen Standards untergräbt und eine beispiellose Welle der Bürokratie auslöst, die insbesondere kleine und mittlere Betriebe sowie lokale Traditionen existenziell bedroht.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unseren föderalistischen Staatsaufbau dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen im Rahmen politischer und demokratischer Prozesse von Bund, Kantonen und Gemeinden bestimmt werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, welche ihre regionalen und lokalen Wirtschaftsförderungsentscheide künftig

einer zentralen, EU-konformen Behörde vorlegen müssen. Die Kantone verlieren damit ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Prozess zu Bittstellern degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können neu auf Grundlage von Gesetzesartikeln wie dem neuen Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der darin verankerten Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese neu geschaffene Kontrollinstanz agiert nicht primär im Interesse der Schweiz, sondern dient der Durchsetzung von EU-Kompatibilität. Dies gilt auch für die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG), wodurch eine undurchsichtige "Superbehörde" entsteht, die als verlängerter Arm der EU fungiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen. Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Die Schweiz gibt hier jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit auf. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie Art. 31a VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die föderalistischen Strukturen weiter, indem sie der zentralen Behörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein weiterer negativer Punkt, der den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Diese Entwicklungen gefährden die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und die strategische Autonomie der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt stellen eine existenzielle Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verkommt die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten mittragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert und muss undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, die den traditionellen Einspeisevorrang aushebeln und somit die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligen. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führt und die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung untergräbt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterwirft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer tatsächlichen Wirksamkeit und ihres Potenzials zur Bewahrung des hohen Schweizer Lohnniveaus aufkommen. Es ist fraglich, ob die angedachten Schutzmechanismen ausreichen, um dem massiven Lohnsenkungsdruck entgegenzuwirken, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Die Befürchtung einer flächendeckenden Erosion der Löhne, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensschichten, ist real und wird durch die vorgeschlagenen Änderungen nicht hinreichend adressiert. Statt die bewährten und nachweislich wirksamen flankierenden Massnahmen des Schweizer Lohnschutzes zu stärken, zeichnet sich eine Tendenz zur Anpassung an schwächere EU-Standards ab. Die neuen Regelungen erscheinen primär bürokratischer Natur und weniger effektiv als die bisherigen Instrumente. Dies kommt mutmasslich ausländischen Akteuren zugute, die Lohndumping betreiben wollen, während die Schweizer Arbeitnehmerschaft die Zeche zahlen muss. Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der unter EU-Druck zustande kommt. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Des Weiteren ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Anpassungen laufen Gefahr, den Schweizer Lohnschutz auszuhöhlen und die Souveränität unseres Landes zu schwächen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Bahnverkehrsabkommen mit der Europäischen Union, werfen erhebliche und bedenkliche Fragen hinsichtlich der Zukunft des Schweizer Service public auf. Die Anwendung von EU-Beihilferecht birgt die reale Gefahr, dass bewährte und für die schweizerische Volksgemeinschaft notwendige Subventionen, sei es für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend benötigte Erneuerung des Rollmaterials, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Bahnangebots, das für die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes von zentraler Bedeutung ist. Die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet die Tore für ausländische Anbieter wie Flixtrain, die lediglich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen dürften. Dieses Phänomen der „Rosinenpickerei“ wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den ökonomisch unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt auf fundamentale Weise die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet somit die flächendeckende Mobilität für alle Bevölkerungsschichten. Die vom Bundesrat propagierte „Gemeinsame Erklärung“ entpuppt sich als rechtlich wertlos und unverbindlich. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch und ohne eigene Gestaltungsspielräume übernehmen müsste. Diese Erklärung stellt lediglich eine Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz gibt hierbei schrittweise die Kontrolle über ihre kritische Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert die zukünftige Übernahme von EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den optimalen Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Einführung der Kabotage in Artikel 40ater EBG ist somit ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public, der die SBB und andere heimische Transportunternehmen schwächt und die langfristige Qualität sowie den flächendeckenden öffentlichen Verkehr unseres Landes gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Souveränität und unserer sozialen Stabilität dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie sich in den geplanten Gesetzesänderungen, beispielsweise im revidierten Agrargesetz (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und im revidierten Landwirtschaftsgesetz (Art. 61a), manifestiert, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines verkürzten Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, deklariert als „Niederlassung C PLUS", birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialwerke. Die damit verbundene praktisch unentziehbare Rechtsstellung, selbst bei vorliegender Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt das Prinzip der Eigenverantwortung und führt zu einer massiven Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten. Die angepriesene „Schutzklausel", deren Wirksamkeit durch extrem hohe Anwendungshürden fraglich ist und deren Aktivierung durch die EU mit Strafmassnahmen gedroht wird, erweist sich als reines Placebo. Sie ermöglicht keine effektive Steuerung und ist somit nichts weiter als eine Erpressungsklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode" beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeglicher Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit erschweren. Die neue „Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung zulässt. Ferner belegen die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) die immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und stellen ein Eingeständnis der finanziellen Belastung dar, die nun auf die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen abgewälzt wird. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) entzieht uns die Möglichkeit, die Regeln unserer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Diese umfassenden Änderungen sind keine technischen Anpassungen, sondern eine Kapitulation vor der EU, die unsere Souveränität aushöhlt und unsere soziale Stabilität aufs Spiel setzt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der finanziellen Beiträge stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht ist auf tiefgreifende Bedenken gestossen. Diese Entwicklung widerspricht dem Prinzip der demokratischen Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern und mutet einer Zwangsabgabe gleich. Der im Abkommen initial festgelegte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus zu fortlaufend höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz sodann ohne jede Verhandlungsmacht nachkommen muss. Dies untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, eigenständig über finanzielle Verpflichtungen zu entscheiden. Es ist äusserst problematisch, dass die Schweiz hierdurch faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während die Zahlungen verbindlich werden, fehlt es an jeglichen Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die Schweiz zahlt somit für eine institutionelle Anbindung, deren Vorteile im Vergleich zu den immensen Kosten und dem Souveränitätsverlust fragwürdig sind. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung auf gesetzgeberischer Ebene. Durch die Verankerung der Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung wird dem Parlament die souveräne Entscheidungsmöglichkeit über jeden einzelnen Beitrag entzogen. Das KoBG, insbesondere durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und reduziert die Staatsfinanzen auf die blosse Vollziehung von der EU diktierten Zahlungsverpflichtungen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine formale Einbindung; sie verankert diese Beiträge fest in der schweizerischen Rechtsordnung. Ebenso ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der

Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist entschieden abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung und Einflussnahme auf dessen Entstehungsprozess widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieser Artikel betont die Verpflichtung zur Achtung der Menschenwürde, der Freiheit und der Rechtsstaatlichkeit, welche durch eine blosse Unterordnung unter fremdes Recht untergraben werden könnten. Insbesondere die mangelnde Flexibilität bei der Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union wirft gravierende Fragen auf. Die Schweiz würde sich damit potenziell verpflichtet fühlen, Rechtsakte zu implementieren, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse oder die traditionellen Rechtsgrundlagen der Schweiz zugeschnitten sind. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 160 Absatz 2 BV, der die Kantone als Träger der Staatsgewalt einbezieht und deren Mitwirkung bei der Gesetzgebung vorsieht. Eine Übernahme von EU-Recht würde diese wichtige Rolle der Kantone massiv einschränken und die föderale Struktur der Schweiz gefährden. Des Weiteren ist die drohende Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Entscheidungen des EuGH wären für die Schweizer Gerichte bindend, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf die Besetzung oder die Entscheidungsfindung dieses Gerichts hätte. Dies untergräbt die nationale Gerichtsbarkeit und das Prinzip der Gewaltentrennung, wie es in Artikel 178 BV für die Bundesbehörden und damit implizit auch für die Justiz gilt. Die Rechtssicherheit innerhalb der Schweiz könnte durch die ständige Notwendigkeit der Anpassung an die sich wandelnde EuGH-Rechtsprechung beeinträchtigt werden. Die argumentierte Notwendigkeit einer solchen Stabilisierung erscheint vor dem Hintergrund der aufgezeigten Gefahren zweifelhaft. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die angestrebte Nähe zur EU nicht auf Kosten wesentlicher Schweizer Rechtsprinzipien und der nationalen Souveränität erkauft wird. Statt einer unreflektierten Übernahme von EU-Recht sollte die Schweiz weiterhin auf bilaterale Verträge setzen, die es ihr ermöglichen, ihre Interessen und ihre Rechtsordnung autonom zu wahren. Die Garantien des Artikels 5 BV, welcher die rechtliche Grundlage und die Zuständigkeit der Behörden betont, dürfen nicht durch ein Abkommen mit der EU ausgehöhlt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Prinzipien und der schweizerischen Souveränität dar. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das schweizerische Parlament oder das Volk darüber befinden können, widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsgleichen Behandlung und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die mangelnde Möglichkeit, auf die Entstehung von Rechtsnormen Einfluss zu nehmen, welche die Schweiz binden, ist inakzeptabel. Dies betrifft insbesondere die Bereiche, die gemäss Artikel 120 Absatz 3 BV der direkten Demokratie zugänglich sind. Die Bindung an EU-Recht, das in einem fremden Rechtsetzungsrahmen geschaffen wird, untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigene Gesetzgebung autonom zu gestalten und auf die spezifischen Bedürfnisse ihrer Bevölkerung abzustimmen. Dies steht im Widerspruch zum Geist der föderalistischen Struktur, die in der Bundesverfassung verankert ist. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Anerkennung der verbindlichen Auslegung von EU-Recht durch den EuGH würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte massiv beeinträchtigen und die Rechtssicherheit gefährden. Das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit, das in Artikel 194 Absatz 2 BV verfassungsrechtlich gewährleistet ist, würde durch eine externe Gerichtsbarkeit untergraben. Die schweizerische Rechtsordnung müsste sich primär an den Vorgaben eines ausländischen Gerichts orientieren, was die nationale Rechtskultur und die Anwendung des Schweizerischen Obligationenrechts sowie anderer spezifisch schweizerischer Rechtsgrundlagen in Gefahr bringt. Die finanzielle Belastung, die mit diesem Paket einhergehen würde, bedarf ebenfalls einer detaillierten und kritischen Analyse. Die unklaren und potenziell explodierenden Zahlungsverpflichtungen stehen im Kontrast zu einer soliden Haushaltsführung und dem Prinzip der finanziellen Eigenverantwortung. Es ist unabdingbar, dass die langfristigen finanziellen Konsequenzen für die schweizerische Bevölkerung transparent

und nachvollziehbar dargelegt werden, bevor eine solche Vereinbarung in Erwägung gezogen werden kann. Ohne diese Klarheit kann eine Zustimmung zu diesem Paket nicht verantwortet werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Silouan Baum (Privat)

Datum: 04.09.2025

Kontakt: Silouan Baum · 076 442 44 73 · silouan.baum@outlook.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie in Abkommen mit der EU oft unausweichlich ist, widerspricht den Prinzipien des Völkerrechts und der bundesstaatlichen Kompetenzordnung gemäss Artikel 3 Bundesverfassung (BV). Insbesondere Artikel 50 Absatz 2 BV, der die Zuständigkeiten des Bundes und der Kantone regelt, wird durch die stetige Einführung von externem Recht untergraben. Die mangelnde demokratische Legitimation solcher Übernahmen durch die Schweizer Bevölkerung ist bedenklich. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit solche Vereinbarungen die Autonomie der Schweiz langfristig gefährden und die Handlungsfähigkeit des eigenen Parlaments und der Regierung einschränken.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem Paket zugrundeliegenden institutionellen Regelungen werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Die vorgesehene dynamische Übernahme von EU-Recht, wie sie im Art. 13 des EWR-Abkommens (als Vergleichsobjekt für die Prinzipien der dynamischen Rechtsübernahme) zum Ausdruck kommt, würde die legislative Unabhängigkeit des schweizerischen Parlaments massiv einschränken. Es ist fraglich, ob dies mit dem Geist des Art. 3 des Bundesgesetzes über die Europäischen Gemeinschaften (BEG) vereinbar ist, der die Einhaltung der schweizerischen Verfassung als primäres Gebot formuliert. Die Überwachung durch den Europäischen Gerichtshof, auch in seiner indirekten Form, widerspricht dem grundlegenden Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie im Art. 191b der Bundesverfassung verankert ist. Die mangelnde Mitsprache bei der Entstehung neuer EU-Rechtsakte stellt eine nicht hinnehmbare Schwächung der demokratischen Legitimation dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Schweiz auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitgestaltungsmöglichkeiten widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und des Völkerrechts, wie sie etwa im Bundesgesetz über die EU-Angleichung (EGBG) verankert sind. Artikel 1 Absatz 2 EGBG betont die Notwendigkeit einer Berücksichtigung schweizerischer Interessen. Dies scheint in den aktuellen Vorschlägen vernachlässigt zu werden. Die automatische Übernahme von Rechtsakten, wie sie potenziell durch den institutionellen

Rahmen vorgesehen ist, untergräbt die rechtsstaatliche Gewaltenteilung und die parlamentarische Kontrolle, wie sie im Artikel 164 der Bundesverfassung zum Ausdruck kommt, der die Hoheit der eidgenössischen Räte über die Gesetzgebung schützt. Die wirtschaftlichen Implikationen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen, sind unklar und bergen erhebliche Risiken, ohne dass substantielle Vorteile für die Schweizer Wirtschaft erkennbar wären.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Angleichung an EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundsätze. Die ungeprüfte Übernahme von Bestimmungen aus der Europäischen Union, insbesondere im Hinblick auf die Umsetzung von Richtlinien und Verordnungen, gefährdet die bewährte schweizerische Gesetzgebung. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Hoheit über das eigene Territorium garantiert, steht im Konflikt mit einer unreflektierten Übernahme externer Rechtsnormen. Es besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung und der legislative Prozess untergraben werden. Die in Artikel 164 der Bundesverfassung verankerte Kompetenz des Bundesrates zur Regelung von Beziehungen zu anderen Staaten und zur Wahrung der Interessen der Schweiz muss kritisch hinterfragt werden, wenn diese Beziehungen zur Implementierung von EU-Recht führen, ohne eine fundierte Prüfung der Auswirkungen auf das nationale Recht.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung birgt erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie im Rahmen des Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, degradiert die Eidgenossenschaft zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis, der jedoch die Kosten tragen muss. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, bedarfsorientierten Energieregulierung bedeutet. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Föderale Strukturen, wie Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert; die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, werden über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft unterwirft diese unnötigerweise dem EU-Regime, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und stellen keine wirkliche Verbesserung dar. Vielmehr droht eine schleichende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für untere und mittlere Einkommen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Neuregelung in Art. 9 Abs. 2 und die Umplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen primär der EU-Kompatibilität und schwächen die bewährten schweizerischen flankierenden Massnahmen. Dies erleichtert ausländischem Lohndumping und untergräbt die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR widerspricht zudem unserer Vertragsfreiheit und schafft eine ineffiziente Bürokratie. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine gravierende Souveränitätsabtretung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine beispiellose Gefährdung unserer nationalen Souveränität und unserer hohen Schweizer Qualitätsstandards dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch", was zu einer erstickenden Bürokratie für unsere Landwirtschaft und Gastronomie führt. Dies bedroht nicht nur die Vielfalt und Einzigartigkeit unserer Produkte, sondern auch die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und lokaler Traditionen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, unsere oft strengeren nationalen Bestimmungen für Tiertransporte und Schlachtungen aufzugeben und uns EU-Standards anzupassen. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein direkter Souveränitätsverlust. Ebenso kritisch ist die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums, das uns zur Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zwingt. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) und die Unterstellung unseres Waldschutzes unter EU-Diktate (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) entziehen dem Parlament und somit dem Volk die demokratische Kontrolle. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1) gefährdet zudem durch mangelnde Flexibilität unsere nationale Gesundheit. Diese Entwicklung, verbunden mit der inakzeptablen "Guillotineklausel", die jegliche Abweichung vom Kurs verhindert, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Wir lehnen diese schleichende Unterwerfung entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Der vorgesehene finanzielle Beitrag stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Zahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Parlament die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Verpflichtungen und etabliert faktisch eine Zwangsabgabe. Der im Vertrag postulierte Anfangsbetrag ist offensichtlich nur ein Lockmittel, da der verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" unweigerlich zu massiv höheren, diktierten Forderungen führen wird. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht und ohne Garantie auf verbesserte Marktzugänge. Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB

und die irreführende Verknüpfung mit der Friedensförderung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung missbrauchen die Friedensdiplomatie zur Legitimierung einer permanenten Zahlungsverpflichtung, die die Budgethoheit des Parlaments gemäss Art. 1 KoBG aushebelt. Dies ist keine Geste der Solidarität, sondern eine Kapitulation vor EU-Forderungen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung des Zuzugs dar, welche dem in Artikel 121a der Bundesverfassung festgeschriebenen Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung diametral widerspricht. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Niederlassungsstatus C PLUS" bereits nach fünf Jahren Aufenthaltsdauer birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug ein Verbleib ermöglicht wird. Dies wird ferner durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von neuem Artikel 41c, zementiert, welche die Zuwanderung in die Sozialsysteme fördern und einen Ausschluss von Sozialhilfeleistungen für EU-Bürger kaum noch zulassen. Die beabsichtigte Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen, deren Last die Schweizer Steuerzahler tragen müssen. Die sogenannte "Schutzklausel" im AIG (Art. 21b) ist angesichts ihrer hohen Anwendungs-Hürden und der drohenden EU-Sanktionen eine reine Illusion, welche die Souveränität der Schweiz in der Migrationspolitik untergräbt. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG und die Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis PBG, stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Ermöglichung der Kabotage durch ausländische Anbieter wird zu einer gezielten "Rosinenpickerei" führen, bei welcher nur profitable Strecken bedient werden, was die finanzielle Basis der SBB und anderer Konzessionäre untergräbt und die Erfüllung des umfassenden Versorgungsauftrags gefährdet. Die Zwangsanpassung an EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG schränkt zudem die nationale und kantonale Souveränität bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Die vermeintlichen Sicherheiten in der "Gemeinsamen Erklärung" sind rechtlich unverbindlich und bieten keinen Schutz vor zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen. Dies birgt die Gefahr der Aushöhlung unserer Steuerungskompetenz im Bahnverkehr, wie etwa bei der Implementierung von Regelungen zum European Network of Infrastructure Managers (ENIM).

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und föderalistische Ordnung dar. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine zentralisierte "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" fungiert und die nationale Steuerungshoheit aushöhlt. Kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle

unterstellt, was strategische Autonomie gefährdet. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie (Art. 82 Bst. bbis BGG), ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden durch eine zentralisierte Instanz und das Bundesgericht auf EU-Kompatibilität geprüft und können gekippt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im Luftverkehr. Dies ist eine massive Herabstufung der kantonalen Autonomie und ein Angriff auf unseren Föderalismus.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Anton Josef von Kaenel (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Anton Josef von Kaenel · 0792034510 · toni@vonkaenel.com

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse se trouve une fois de plus face à la proposition d'un « paquet global » d'accords avec l'Union européenne, une démarche qui, sous couvert de simplification des relations, risque d'entraîner une érosion supplémentaire de sa souveraineté. Les arrangements envisagés, bien que présentés comme une évolution nécessaire pour la stabilité et la prospérité, soulèvent de profondes inquiétudes quant à leur conformité avec les principes fondamentaux de notre droit constitutionnel et leur impact à long terme sur l'indépendance de la Suisse. L'intégration forcée de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'ordre juridique suisse, telle que suggérée par l'application de l'article 13 de l'accord institutionnel, représente une menace directe à la primauté du droit suisse. Le principe de la souveraineté populaire, inscrit dans l'article 1 de la Constitution fédérale, est mis à mal par l'acceptation implicite de décisions judiciaires étrangères qui pourraient primer sur celles de nos propres tribunaux. Comment garantir que les intérêts helvétiques soient pleinement pris en compte lorsque des décisions contraignantes émanent d'une entité dont le cadre normatif nous échappe largement ? De plus, la reprise quasi automatique de la législation européenne dans des domaines clés, sans véritable marge de manœuvre pour la Suisse, contrevient à l'esprit de nos accords bilatéraux. L'article 12 de l'accord institutionnel, qui prévoit une application uniforme de la législation de l'UE, peut aboutir à l'adoption de normes qui ne correspondent ni aux réalités ni aux aspirations de notre population. La liberté de légiférer de notre Parlement, pilier de notre démocratie représentative, s'en trouve d'autant plus limitée. L'article 164 de la Constitution fédérale garantit l'indépendance et la sécurité de la Suisse ; comment cette indépendance peut-elle être préservée si notre droit est progressivement dicté par Bruxelles ? Il est impératif de soumettre ces propositions à un examen critique rigoureux. La recherche d'une stabilité relationnelle ne doit en aucun cas se faire au détriment de notre droit constitutionnel, de notre démocratie directe et de notre capacité à définir nos propres orientations politiques et économiques. La préservation de notre identité et de notre souveraineté exige une vigilance constante face aux tentations d'une intégration toujours plus poussée, qui pourrait à terme nous rendre irrévocablement dépendants.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève de sérieuses préoccupations quant à l'alignement de la législation nationale avec les développements futurs du droit de l'Union européenne. Il est impératif de rappeler que la Suisse, en tant qu'État souverain, n'a pas vocation à adopter de manière automatique et acritique l'ensemble des actes législatifs de l'UE. Cette automatisation, qui semble être la tendance sous-jacente de la présente démarche, porte atteinte à notre capacité de définir nos propres orientations législatives et à garantir que celles-ci servent les intérêts fondamentaux de notre nation, conformément aux principes consacrés par notre Constitution, notamment les articles 1 et 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.). La stratégie d'adaptation unilatérale et anticipée de notre droit national aux futures évolutions de l'acquis communautaire risque de nous engager dans une voie où la souveraineté législative de la Suisse serait progressivement érodée. Il est crucial de distinguer entre la coopération pragmatique et les accords qui nous lient juridiquement. La présente approche semble privilégier une intégration plus profonde, potentiellement au détriment de notre marge de manœuvre politique et économique. Nous nous interrogeons sur la pertinence de la préemption de telles adaptations sans une analyse approfondie et indépendante des bénéfices et des coûts réels pour la Suisse. Comment garantir que les intérêts de nos entreprises, de nos citoyens et de nos institutions seront effectivement préservés lorsque nous nous alignons sur des normes élaborées dans un cadre institutionnel différent, avec des objectifs distincts? L'article 5 de la Constitution fédérale, qui stipule que les cantons exercent tous les droits qui ne sont pas conférés à la Confédération, souligne l'importance du principe de subsidiarité et de la préservation des

compétences cantonales, principe qui pourrait être compromis par une uniformisation législative excessive. En outre, une telle approche ne tient pas compte des spécificités du système fédéral suisse et des besoins variés de ses cantons. L'harmonisation forcée peut négliger ces diversités et créer des déséquilibres. Il est essentiel que toute adaptation législative soit soumise à un examen rigoureux, garantissant qu'elle respecte les valeurs fondamentales suisses et qu'elle est véritablement dans l'intérêt de notre pays, plutôt qu'une simple réaction à des pressions externes.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes inquiétudes quant aux implications de l'accord proposé dans le domaine de l'électricité avec l'Union européenne. L'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'UE, notamment via ACER et ENTSO-E, aboutira inévitablement à une perte de souveraineté énergétique helvétique. La Suisse deviendra un participant subordonné, contraint de supporter les coûts sans disposer d'un droit de vote significatif sur les décisions concernant son propre réseau électrique, lesquelles seront désormais dictées depuis Bruxelles. L'autorité de régulation suisse, ElCom, risque d'être dégradée en un simple bras opérationnel de l'UE, chargée de mettre en œuvre des réglementations non démocratiquement légitimées. Ceci sonne le glas d'une régulation énergétique autonome, spécifiquement adaptée aux besoins de la Suisse. Le secteur de l'énergie hydraulique, pilier de notre approvisionnement, est particulièrement menacé par les règles européennes relatives aux aides d'État. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons alpins, pourrait être jugé comme une aide d'État illicite et être aboli. De surcroît, nos structures fédérales dans le domaine de l'approvisionnement énergétique, telles que les centrales communales, seront considérablement affaiblies. Leur priorité d'injection établie, un élément clé de la production d'énergie locale et décentralisée, sera sapée par les règles européennes de concurrence, désavantageant ainsi les acteurs locaux. La sécurité de l'approvisionnement national est sacrifiée au profit d'un marché libéralisé, alors que la capacité de constituer des réserves stratégiques sera restreinte par les réglementations de l'UE. Il est alarmant de constater qu'aucune entité ne portera la responsabilité claire de la sécurité d'approvisionnement suisse, ni le marché ni l'UE. La libéralisation complète du marché de l'électricité, telle qu'envisagée dans le nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a ss.), est un pari risqué. Elle entraînera une volatilité accrue des prix, rendant l'électricité plus chère pour les PME et les ménages. Les coûts liés à la sécurité d'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, seront refacturés aux consommateurs par de nouvelles taxes étatiques. Les dispositions sur la réserve énergétique (art. 8b ss. StromVG) sont insuffisantes, et le renforcement des exigences de séparation (unbundling) (art. 10, 18, 19 StromVG) va à l'encontre de nos structures fédérales. L'article 15 du nouveau droit de l'énergie (EnG, art. 15 nouveau) fragilise la production d'énergie décentralisée et renouvelable en modifiant les règles de rémunération. En abaissant drastiquement le seuil de puissance de 3 MW à 200 kW, de nombreux petits et moyens producteurs, comme les centrales communales ou les agriculteurs, seront désavantagés, érodant leur base économique. Cela va à l'encontre de la stratégie énergétique suisse et favorise les grands acteurs centralisés. L'exclusion des incitations en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG) crée une insécurité majeure pour les investissements dans les énergies renouvelables, freinant leur déploiement et accroissant notre dépendance envers des marchés étrangers imprévisibles et des énergies fossiles. La dérogation supprimée pour la société nationale du réseau dans l'art. 8 al. 2 BATE est un pas de plus vers la soumission au régime de l'UE, réduisant notre flexibilité et notre souveraineté dans la gestion de nos infrastructures électriques.

Aides d'État

La soumission de la Suisse à un régime de contrôle des aides d'État dicté par l'Union européenne représente une menace inacceptable pour notre souveraineté et notre système fédéral. L'adoption du projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et les adaptations connexes du droit des cartels et du droit de procédure du Tribunal fédéral constituent une abdication de nos compétences législatives et exécutives fondamentales. La pratique actuelle, où les subventions relèvent de décisions politiques démocratiquement légitimées par la Confédération, les cantons et les communes, sera abrogée. Ces soutiens, essentiels pour des secteurs tels que le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les PME locales, tomberont sous le joug d'un contrôle technique rigide de l'UE. La nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), instituée par l'article 18, alinéa 2 du Code de droit économique (CDÉ), fonctionnera comme un bras étendu de l'UE, subordonnant nos décisions à sa seule logique de compatibilité européenne. Cette centralisation du pouvoir et cette éloignement de la démocratie directe sont intrinsèquement dangereux et contreviennent aux principes de séparation des pouvoirs et de responsabilité démocratique. La souveraineté des cantons est massivement sapée. Plutôt que de décider de manière autonome de leur politique de promotion économique locale, ils devront faire approuver leurs décisions par une autorité centrale basée à Berne, mais soumise aux

directives de Bruxelles. Le nouvel article 82, lettre b bis du Code de procédure du Tribunal fédéral (CPTF) crée un droit de recours direct contre les actes cantonaux au profit de la nouvelle autorité des aides d'État, dégradant les cantons en simples unités administratives subordonnées. Leurs décisions légitimement prises peuvent être contestées et annulées par une autorité centrale devant le Tribunal fédéral par la voie du contrôle abstrait des normes, conformément à l'article 98a du CPTF. Ceci est une atteinte inacceptable à l'autonomie cantonale et au fédéralisme. De plus, l'abrogation de l'article 103 de la loi sur l'aviation (LIA) supprime la compétence nationale de contrôle de la WEKO sur les aides d'État dans le secteur stratégiquement crucial du transport aérien. Ce secteur sera entièrement soumis au régime de l'UE, privant la Suisse de toute capacité de contrôle et de gestion autonome. L'exclusion du Préposé fédéral à la protection des consommateurs (OFIPC) des réunions de la chambre des aides d'État, telle que prévue par la modification de l'article 5, alinéa 2 de la loi sur la haute surveillance des prix (Loi sur la surveillance des prix), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence, tout en permettant à cette nouvelle entité européenne de fonctionner sans entrave. En bref, ces accords transforment la Suisse en un simple récepteur de règles, sapant notre autonomie politique et économique.

Sécurité des denrées alimentaires

La soi-disant harmonisation dans le domaine de la sécurité alimentaire sous le titre trompeur de "Vom Hof auf den Tisch" représente une intégration profonde et préjudiciable de l'ensemble de notre économie agricole et alimentaire dans le cadre réglementaire de l'Union européenne. Cette démarche va bien au-delà de la simple garantie de la sécurité des denrées alimentaires ; elle constitue une soumission de nos normes de production élevées, de nos exploitations familiales paysannes et de la liberté de choix des consommateurs à un système étranger, souvent moins contraignant. La qualité suisse, un avantage concurrentiel fondamental, se trouve ainsi menacée d'une dévalorisation inévitable, nos produits étant contraints de se conformer à des critères souvent inférieurs à ceux que nous appliquons actuellement. L'un des aspects les plus préoccupants de cet accord est la clause guillotine, qui lie son adoption à l'ensemble des accords bilatéraux I. Cette contrainte inacceptable transforme une décision souveraine en un chantage politique, où le rejet de ce traité désavantageux entraînerait l'effondrement de toutes nos relations contractuelles avec l'UE. De surcroît, l'octroi de pouvoirs de contrôle à des inspecteurs européens sur nos exploitations et établissements suisses constitue une atteinte manifeste à notre souveraineté nationale. La révision totale du droit alimentaire, telle que proposée par la modification du Livre des denrées alimentaires et des objets usuels (LMG), représente une attaque frontale contre la qualité suisse. Elle impose une bureaucratie étouffante, particulièrement préjudiciable aux petites exploitations, aux transformateurs locaux et aux commerces de proximité, menaçant ainsi leur existence et notre diversité culinaire. Les adaptations forcées du droit de la protection des animaux, notamment aux articles 15a et 21 du TSchG, nous obligent à renoncer à nos normes nationales souvent plus strictes en matière de transport et d'abattage, au profit de standards européens qui constituent un recul manifeste en matière de bien-être animal et une perte de souveraineté dans un domaine éthiquement sensible. Les nouvelles compétences conférées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (art. 141 et 148 LwG) constituent une délégation de pouvoir excessive et une contournement du Parlement, lui retirant sa capacité de décision sur des réglementations qui affectent directement nos agriculteurs. De même, l'alignement du droit forestier sur les normes européennes, via le nouvel article 26, alinéa 1bis WaG, entrave notre capacité à réagir souverainement et rapidement aux menaces spécifiques pesant sur nos forêts. Enfin, l'intégration des réglementations européennes dans le droit sur les épizooties (art. 1 nouveau TSG) est une renonciation dangereuse à la maîtrise d'un domaine crucial pour notre sécurité nationale, nous soumettant à un système rigide et bureaucratique préjudiciable à notre agriculture et à la santé publique. L'ensemble de ces mesures démontre une volonté d'alignement qui sacrifie notre autonomie et nos standards sur l'autel d'une intégration non souhaitée.

Libre circulation: Protection des salaires

La proposition concernant la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes suscite des préoccupations majeures quant à son efficacité réelle et à son impact sur le marché du travail suisse. Les mesures prévues apparaissent insuffisantes, voire purement cosmétiques, face à la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation. Il est à craindre une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures. Au lieu de renforcer notre système de protection des salaires, qui a fait ses preuves, celui-ci est dilué et aligné sur des normes européennes qui ne correspondent pas à notre réalité. Les nouvelles dispositions sont plus bureaucratiques que réellement protectrices, favorisant ainsi les entreprises étrangères désireuses de pratiquer le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle sont affaiblis, les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail étant sapées par des structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Cela

entraînera une baisse des contrôles et une application laxiste des conditions de travail et de salaire. L'introduction d'un régime spécial de protection contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, tel que stipulé dans les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations, constitue une ingérence directe dans notre liberté contractuelle, dictée par les pressions de l'UE. Cette mesure crée une classe privilégiée d'employés, dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, nuisant à la flexibilité, notamment des PME, et contredisant nos principes de marché du travail libéral. Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), notamment les nouvelles règles concernant les associations à l'article 2, bien qu'apparemment techniques, s'inscrivent dans un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la pression de la compatibilité avec l'UE. Toute modification de notre système éprouvé d'extension de la validité des conventions collectives de travail (art. 1 et suivants de la loi sur la partie générale du droit de la sécurité sociale, LPGA) comporte le risque d'affaiblir nos mécanismes robustes au profit de modèles européens souvent moins performants. Enfin, l'assimilation des sanctions européennes à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel art. 80 al. 2 ch. 6, LP) représente une cession massive de souveraineté. La Suisse deviendrait un simple exécutant des sanctions administratives financières de l'UE, sapant notre propre ordre juridique en permettant l'application de décisions administratives étrangères sans examen judiciaire approfondi. Ces dispositions ne protègent pas adéquatement les travailleurs suisses, mais servent avant tout à satisfaire les exigences de l'UE, tout en complexifiant la mise en œuvre des droits des travailleurs.

Contribution financière

La proposition soumise concernant la contribution financière de la Suisse à l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à l'impact sur notre souveraineté et notre démocratie. L'idée de transformer des paiements, actuellement volontaires et soumis au contrôle du Parlement, en une obligation juridique automatique est particulièrement problématique. Cette évolution, ancrée par la création d'un projet de loi spécifique (KoBG), consacre un mécanisme de "paiements de cohésion" qui, loin d'être une simple contribution, s'apparente à une imposition déguisée. En acceptant un tel dispositif, la Suisse perd un levier politique essentiel et la capacité de décider souverainement de l'allocation de fonds considérables. L'article 1 du KoBG, qui établit un "droit permanent" à ces paiements, vide la budgetisation parlementaire de sa substance, la réduisant à l'exécution d'une obligation décidée unilatéralement par l'UE. Le montant initial de 350 millions de francs par an, s'il est présenté comme une offre, masque la réalité d'un mécanisme de recalcul "juridiquement contraignant" qui conduira inévitablement à des demandes financières bien plus importantes. La Suisse se trouverait alors dans une position de nette contributrice, sans droit de veto ni contrepartie tangible garantie, comme un meilleur accès au marché ou la suppression d'obstacles commerciaux. Cette situation est d'autant plus critiquable que notre pays n'obtient aucune garantie sur la manière dont ces fonds seront utilisés ou sur les bénéfices réels pour la Suisse. L'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d) du BÖB dépasse la simple formalité administrative. Elle ancre ces contributions de manière structurelle dans le droit suisse, signalant une acceptation à long terme de ces paiements comme une dépense fédérale ordinaire. De plus, la tentative de légitimer ces versements par le biais d'une mention dans la loi sur la promotion de la paix (art. 1, al. 2, let. b) est une manœuvre discutable. Elle utilise une cause noble pour masquer une décision politiquement sensible et potentiellement dommageable pour nos intérêts nationaux. En définitive, cette proposition représente un affaiblissement notable de la souveraineté helvétique, transformant une flexibilité politique en une contrainte financière rigide dictée par Bruxelles.

Transports terrestres

La consultation soumise sur le domaine des transports terrestres soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact potentiel de l'accord proposé avec l'Union européenne sur le service public ferroviaire suisse. L'intégration du droit européen des aides d'État, telle que prévue, risque de disqualifier des subventions actuellement essentielles au fonctionnement des transports de marchandises, des dessertes régionales et au renouvellement du matériel roulant. Ce bouleversement pourrait entraîner une dégradation significative de la qualité et de l'étendue des services offerts aux citoyens suisses, compromettant ainsi un pilier fondamental de notre infrastructure nationale. L'ouverture à la cabotage, spécifiquement l'introduction de l'article 40ater dans la Loi sur le transport ferroviaire (EBG), constitue une menace directe pour le service public. Elle autorise les opérateurs étrangers à desservir des liaisons purement nationales, pratique qui favorise la "cueillette des cerises". Les entreprises étrangères se concentreront immanquablement sur les axes les plus rentables, laissant les lignes secondaires, indispensables à la couverture territoriale et à la desserte de nos régions, à la charge des opérateurs suisses. Cette stratégie de sélection des routes lucratives érode la base financière nécessaire à la pérennité de l'offre globale. De surcroît, la "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une

garantie s'avère juridiquement dénuée de force contraignante. Elle n'offre aucune protection réelle contre les évolutions futures du droit européen, que la Suisse serait obligée d'adopter de manière dynamique. Cette "déclaration" ne constitue qu'une mesure de pacification sans effet durable pour la préservation de notre souveraineté en matière de transport ferroviaire. L'obligation de se conformer à des normes européennes dans le cadre des appels d'offres pour le transport de voyageurs, introduite par l'article 32a alinéa 1bis de la Loi sur le transport de voyageurs (PBG), restreint considérablement l'autonomie décisionnelle des cantons et de la Confédération dans la planification et la gestion de leurs réseaux de transport public. Les critères de sélection devront répondre à des exigences européennes, potentiellement au détriment des solutions les plus adaptées aux besoins spécifiques de la Suisse et plus coûteuses pour les contribuables. L'architecture du réseau ferroviaire national, conçue pour répondre aux impératifs suisses, risque d'être démantelée au profit d'une logique supranationale, au détriment de notre indépendance et de la qualité du service public.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de sérieuses préoccupations quant à l'approfondissement de la libre circulation des personnes et à l'intégration de la législation européenne dans le droit suisse, tel que proposé dans le cadre des accords avec l'Union européenne. Ces propositions, loin de garantir un équilibre mutuellement bénéfique, menacent directement la souveraineté helvétique, les fondements de notre système social et la capacité de notre pays à gérer sa propre immigration de manière autonome. L'extension de la libre circulation, notamment par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'UE, contrevient frontalement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule la volonté du peuple de maîtriser l'immigration. L'introduction d'un nouveau droit de séjour "permanent" après seulement cinq ans, qualifié de "C PLUS", et pratiquement inaliénable, même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale, constitue une menace inacceptable pour la sécurité intérieure et la stabilité de nos assurances sociales. Cela incite clairement à l'immigration dans nos systèmes sociaux, les contribuables suisses supportant le fardeau financier de citoyens européens et de leurs familles, même s'ils dépendent de l'aide sociale, comme le confirme l'adaptation de l'Article 41c de la Loi sur l'immigration (LIM). Le élargissement du regroupement familial à des degrés de parenté étendus (parents, grands-parents, beaux-parents) représente une prolifération sans précédent pour un pays non-UE, promettant une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux associés. La prétendue "clause de sauvegarde" (Art. 21b LIM) n'est qu'une illusion, ses conditions d'application étant si restrictives qu'elle sera inopérante dans la pratique, nous laissant sans recours face à d'éventuels flux migratoires massifs, avec la menace de sanctions européennes en guise de seule "protection". L'adoption automatique de la législation européenne par la méthode d'intégration, sans consultation parlementaire ni référendaire, signifie que le peuple suisse perdra toute voix dans la régulation de ce domaine sensible, ce qui est une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. Le recours à des mesures drastiques comme l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers dans les universités techniques (ETH-Gesetz, Art. 34d al. 2bis) et les Hautes Écoles Spécialisées (HFKG, Art. 61a) démontre l'ampleur des coûts supplémentaires engendrés par la libre circulation, coûts désormais imputés aux étudiants et à notre système éducatif. En outre, l'intégration forcée dans des systèmes tels que le système d'information du marché intérieur (IMI) de l'UE, via le BGVB (Art. 2 al. 1bis), le MedBG (Art. 15, 35), le GesBG (Art. 10, 15) et le PsyG (Art. 37 al. 4), remplace notre contrôle national rigoureux par une reconnaissance automatisée, risquant d'abaisser nos standards de qualité et notre capacité à réguler notre propre marché du travail et les professions sensibles comme la santé. La mise en conformité de notre deuxième pilier avec les règles de l'UE (BVG, Art. 49 al. 2 ch. 27) et la restriction du versement anticipé des fonds de prévoyance lors d'un départ vers l'UE (Art. 25f al. 1bis de la Loi sur la libre circulation) sont des atteintes directes à notre souveraineté sociale et à nos droits de propriété, dictées par Bruxelles. En conclusion, ces propositions marquent une capitulation face aux exigences de l'UE, sacrifiant notre autonomie décisionnelle, la stabilité de nos systèmes sociaux et la sécurité de nos citoyens sur l'autel d'une intégration forcée et coûteuse.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse doit impérativement faire preuve de la plus grande prudence lors de l'évaluation des résultats des négociations menées avec l'Union européenne. Une approche excessivement optimiste pourrait occulter des risques majeurs pour notre souveraineté et notre indépendance. Il est impératif de ne pas céder à la pression d'accords qui pourraient, à terme, assujettir notre législation nationale au droit européen, sans que le peuple suisse ait un mot à dire. L'article 54 de la Constitution fédérale suisse garantit le droit du peuple et des cantons de participer à la prise de décision. Tout accord avec l'UE qui limiterait de manière significative cette capacité décisionnelle, par le biais d'une adoption automatique du droit dérivé de l'UE, constituerait une violation directe

de ce principe fondamental. La jurisprudence du Tribunal fédéral a toujours affirmé la primauté du droit constitutionnel suisse. Il serait donc inacceptable d'accepter des dispositions qui créeraient une hiérarchie où le droit européen prévaudrait sur notre propre constitution. De surcroît, les dispositions relatives à la libre circulation des personnes, bien que présentées comme un pilier des relations bilatérales, soulèvent des questions critiques quant à leur impact sur les salaires, les conditions de travail et la sécurité sociale en Suisse. L'article 120 de la Constitution fédérale, traitant de la politique sociale, doit être scrupuleusement respecté. Toute négociation qui ne parviendrait pas à maintenir des mécanismes efficaces pour protéger notre marché du travail et notre système social contre une pression à la baisse serait préjudiciable. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) interprète le droit de l'UE de manière autonome, et il est fort probable que ses décisions imposent une interprétation du droit qui ne serait pas nécessairement conforme aux intérêts suisses. L'acceptation d'une compétence générale de la CJUE, même indirecte, risque de nous priver de notre autonomie juridique, un principe cardinal de notre système politique tel que garanti par l'article 1 de la Constitution fédérale. Il convient de se demander si les bénéfices annoncés de tels accords justifient le sacrifice de notre souveraineté et la potentielle déstabilisation de notre économie et de notre société. La prudence doit être de mise, et chaque aspect de ces accords doit être examiné à la loupe, en gardant à l'esprit la protection des intérêts fondamentaux de la Suisse.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact sur la souveraineté et l'indépendance de la Suisse. Si une clarification des relations bilatérales est théoriquement souhaitable, les orientations proposées semblent mener à une intégration accrue, potentiellement préjudiciable à notre système institutionnel et juridique. Il est impératif de souligner que l'adoption de droit de l'UE, même par le biais de l'accord-cadre, constitue une dérive vers une soumission juridique inacceptable. L'article 49 de notre Constitution fédérale garantit la souveraineté de la Confédération, principe qui serait irrémédiablement compromis par une jurisprudence européenne dont nous serions contraints de suivre l'évolution sans pouvoir y intervenir. L'extension de la juridiction de la Cour de justice de l'Union européenne, telle que prévue dans les discussions, constituerait une atteinte directe à la primauté de notre droit national et à l'autonomie de nos tribunaux. De plus, l'économie de l'accord-cadre, en particulier dans le domaine de la libre circulation des personnes, pose de sérieuses questions quant à la capacité de la Suisse à maîtriser ses flux migratoires et à protéger son marché du travail. L'article 121a de la Constitution, visant à réguler l'immigration, risquerait de devenir inopérant face aux obligations découlant d'un accord qui consacrerait la primauté du droit de l'UE en la matière. Cette situation pourrait engendrer des tensions sociales et économiques non négligeables. La crainte est que l'alignement sur le droit de l'UE ne soit qu'une étape vers une adhésion de facto, sans que le peuple suisse n'ait eu l'opportunité de se prononcer sur une telle évolution par la voie démocratique directe prévue par notre Constitution. L'article 172, alinéa 2, de la Constitution limite la possibilité pour le peuple de se prononcer sur les accords internationaux, mais une intégration aussi profonde que celle envisagée devrait, par principe, faire l'objet d'un référendum contraignant. En l'état actuel, les propositions ne semblent pas offrir une véritable stabilisation, mais plutôt un chemin vers une dépendance accrue, érodant progressivement les fondements de notre démocratie directe et de notre souveraineté nationale. Il est donc nécessaire d'adopter une approche extrêmement prudente et de veiller à ce que tout accord futur préserve intégralement nos intérêts nationaux et notre identité constitutionnelle.

D. Straubinger
Gotthelfstrasse 48
PF 1529
3400 Burgdorf

Burgdorf, 05. September 2025

Abteilung Europa
Bundeshaus Ost
3003 Bern

Sehr geehrte Damen und Herren

Bitte senden Sie mir umgehend eine umfassende, schriftliche Stellungsname zu diesen schwerwiegenden Bedenken. (Ohne fadenscheinige Begründungen seitens Ihres Departements.)

Danke für Ihre Antwort.

MfG

D. Straubinger

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Straubinger (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: D. Straubinger, Gotthelfstrasse 48, 3400 Burgdorf · 0796916005 · d.straubinger@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen einer weiteren Angleichung an das EU-Recht auf unsere souveräne Gesetzgebung und die Rechtsordnung der Schweiz auf. Es ist von fundamentaler Bedeutung, dass jegliche Übernahme von EU-Rechtspositionen nicht zu einer Erosion der schweizerischen Rechtsidentität und der demokratischen Legitimation unserer Gesetze führt.

Das Prinzip der Souveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), sowie die Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV, werden durch eine unkritische und pauschale Übernahme von EU-Regulierungen massiv gefährdet. Die vorgeschlagenen Massnahmen drohen, die Kompetenzordnung des Bundes, die in den Artikeln 3 und 5 BV klar dargelegt ist, zu untergraben. Insbesondere die Gefahr der automatischen Rechtsübernahme, ohne ausreichende Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit schweizerischen Grundwerten und Interessen, ist alarmierend.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die vorliegende Vorlage nicht dazu dient, die Schweiz schleichend in den EU-Rechtsrahmen zu integrieren, ohne dass das Volk oder die repräsentativen Organe eine klare und bewusste Entscheidung darüber getroffen haben. Die Garantie der bundesstaatlichen und demokratischen Grundordnung, die durch die Artikel 1 und 2 BV geschützt wird, steht auf dem Spiel.

Weiterhin besteht die Sorge, dass die Übernahme von EU-Recht zu einer Überlastung der schweizerischen Gerichtsbarkeit und Verwaltung führen könnte. Die Komplexität und der Umfang des EU-Rechts stellen eine erhebliche Herausforderung dar, und es ist fraglich, ob die notwendigen Ressourcen und Kapazitäten vorhanden sind, um diese auch im Sinne einer rechtsstaatlichen Anwendung zu bewältigen. Artikel 29 BV, der den Anspruch auf rechtliches Gehör und faire Verfahren garantiert, könnte durch eine mangelnde Anpassung und Verständlichkeit des übernommenen Rechts beeinträchtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung Anlass zu tiefster Skepsis gibt. Es muss sichergestellt werden, dass die Souveränität der Schweiz und die Integrität unserer Rechtsordnung gewahrt bleiben und jede Übernahme von EU-Recht einer gründlichen und kritischen Prüfung unterzogen wird, um die Interessen unseres Landes und seiner Bürgerinnen und Bürger zu schützen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die gegenwärtige Praxis, wonach Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und im nationalen Interesse gestaltet werden, soll

einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien, auf denen unser Staatswesen beruht.

Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Beihilfekammer wird ihre Entscheidungen nicht primär an Schweizer Interessen, sondern an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, und die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und erhalten kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse eingeräumt wird, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten herabgestuft. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und untergräbt die föderalistische Struktur der Schweiz.

Zudem werden durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) und das neue Beschwerderecht (Art. 31a VGG) weitere Mechanismen geschaffen, die es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglichen, kantonale Souveränität auszuhebeln. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Signal. Er schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während eine neue Behörde, die sich direkt auf die Kosten für die Bürger auswirkt, ungestört agieren kann. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz wird ausgehebelt, und die Souveränität von Bund und Kantonen wird massiv eingeschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine grundlegende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine massive Gefährdung unserer Sozialwerke dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die im Wesentlichen eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, steht in direktem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der dem Volk und den Kantonen die Kompetenz zur Steuerung der Zuwanderung zusichert.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts", welches bereits nach fünf Jahren gewährt wird. Dieses praktisch unentziehbare „Niederlassungsrecht C PLUS" birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialsysteme. Es ist inakzeptabel, dass dieses Recht selbst bei krimineller Handlungen oder langjährigem Sozialhilfebezug bestehen bleibt, was eine ungezügelte Zuwanderung in unsere Sozialleistungen fördert. Die entstehenden Kosten werden einseitig von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der Familiennachzug wird in beispielloser Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die im Vertragspaket enthaltene „Schutzklausel" entpuppt sich als reine Täuschung. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch

versuchen, diese anzuwenden, drohen der EU-weite Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode" bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sein werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die erweiterte Anspruchsberechtigung auf Sozialhilfe für EU-Bürger und die kaum noch mögliche Ausschliessung bei Abhängigkeit sind skandalös. Die „Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) eingeführten drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun von den Studierenden getragen werden müssen.

Das neue Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationssysteme (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das EU-Informationssystem (IMI). Anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt, welche die Schweizer Qualitätsstandards schwächt und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes untergräbt.

Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die „Schutzklausel" in Artikel 21b ist eine Farce, die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die „Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Statt einer Steuerung verwalten wir lediglich die Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Einführung höherer Studiengebühren im ETH-Gesetz ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht.

Der neue Zahlungsrahmen (Artikel 48 Absatz 2 Bst. c) und der Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden sind ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des BVG, insbesondere Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU durch Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten.

Die Anpassung im ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziff. 24) vollzieht die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nach und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards birgt.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) hebeln die Einführung des EPC (Artikel 15, 35) und die Delegation der Qualitätssicherung an ein bürokratisches EU-System (Artikel 50) die eigenständige Prüfung ausländischer Diplome aus, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit über die Qualifikationen des ausländischen Gesundheitspersonals.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz und die Gefährdung hoher Schweizer Standards.

Landverkehr

Die geplante Übernahme des EU-Rechts im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres Service public im Bahnverkehr. Die Einräumung der Kabotage, wie sie durch die vorgeschlagene Ergänzung von Art. 40ater EBG vorgesehen ist, stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Solidität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Transportunternehmen dar. Durch die Möglichkeit für ausländische Anbieter, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, wird die sogenannte "Rosinenpickerei" Tür und Tor geöffnet. Dies gefährdet die Aufrechterhaltung und Finanzierung der weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wenig tragfähig. Sie vermag die Schweiz nicht davor zu bewahren, in Zukunft dynamisch auch verschärfte EU-Vorschriften, welche die Service-public-Subventionen und damit die Qualität des Angebots für die Bürger bedrohen, übernehmen zu müssen. Die Befürchtung, dass bewährte Subventionsmodelle für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten, ist angesichts der EU-Beihilferegeln durchaus begründet.

Darüber hinaus impliziert die dynamische Rechtsübernahme eine schleichende Abgabe nationaler Steuerungskompetenzen. Zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise jene des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würden die Hoheit über unsere Schieneninfrastruktur schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagern. Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) durch Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz zudem, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes ein und kann dazu führen, dass Entscheidungen nicht mehr primär im Interesse der Schweizer Bevölkerung, sondern nach EU-konformen Kriterien getroffen werden, was zu suboptimalen und teureren Lösungen führen kann. Die Kontrolle über die Gestaltung unseres eigenen öffentlichen Verkehrs wird somit empfindlich eingeschränkt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind unserer tiefen Besorgnis ausgesetzt. Sie erscheinen uns als reine Kosmetik, die den bereits spürbaren und durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit massiv verstärkten Druck auf die Schweizer Löhne nicht zu kompensieren vermag. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, mit gravierenden sozialen Folgen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die angepriesene Bürokratie ist dabei nicht mit einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes gleichzusetzen, sondern dürfte vor allem jenen ausländischen Firmen zugutekommen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die angeblichen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies hat unweigerlich weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen zur Folge. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist zudem problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für EU-weite administrative Sanktionen macht, ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz zu gewährleisten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend als solche tituliert, stellt eine bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Konzept "Vom Hof auf den Tisch" dar. Diese Angleichung bedroht nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, ist durch die zwangsweise Anpassung an oft tiefere EU-Standards existenziell gefährdet. Das Qualitätslabel "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden.

Die in diesem Abkommen verankerte "Guillotineklausel", welche die Verknüpfung mit allen Bilateralen I Verträgen vorsieht, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie blockiert jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz und zwingt uns in ein unsägliches Abhängigkeitsverhältnis. Der geplante Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben sind ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität, der Schweizer Produzenten zu blossen Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere gesamte Produzentenlandschaft hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger werden mit der Einhaltung komplexer und für die Schweiz unpassender EU-Vorschriften konfrontiert. Dies ist ein direkter Angriff auf lokale Traditionen und mittelständische Existenzen.

Die spürbare Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist besonders alarmierend. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zielt auf eine Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und führt zu einer erstickenden Bürokratie, die kleine Produzenten und lokale Gastronomen vernichtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, unsere strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards

aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist inakzeptabel. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Aufgabe nationaler Kontrolle über einen Bereich von höchster Bedeutung.

Zusammenfassend ist die geplante Übernahme des EU-Lebensmittelrechts keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine bedrohliche Erosion unserer Souveränität, unserer Qualitätsstandards und unserer wirtschaftlichen Existenzgrundlagen.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom, insbesondere im Lichte des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) und des revidierten Energiegesetzes (EnG, Art. 15 neu), werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit der Schweiz auf. Die unkritische Übernahme von EU-Regelwerken, wie sie durch die Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur (ACER, ENTSO-E) suggeriert wird, bedeutet de facto die Preisgabe nationaler Entscheidungshoheit über unser eigenes Stromnetz. Die ElCom entwickelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften. Dies zerstört die Grundlage einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik.

Besonders alarmierend ist die potentielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone massiv schwächen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen und die dezentrale Energieversorgung durch die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben. Der Einspeisevorrang lokaler Kraftwerke, wie beispielsweise Gemeindewerke, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem Diktat des freien Marktes. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven wird eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und die klare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit entfällt. Dies stellt ein inakzeptables Risiko dar. Die Marktliberalisierung führt zwangsläufig zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze für Vergünstigungen von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale Energieerzeugung. Dies benachteiligt unzählige kleine Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Basis, was der angestrebten Energiewende zuwiderläuft. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze mindert. Die Schweiz scheint ihre Hoheit über kritische Infrastrukturen zu verlieren und unterstellt sich einer ferngesteuerten Regulierung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag, insbesondere die Einführung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), stellt aus Sicht der schweizerischen Souveränität und

demokratischen Kontrolle eine höchst problematische Entwicklung dar. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Verpflichtung entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern ein wesentliches politisches Druckmittel. Mit der Etablierung des KoBG wird eine faktische Zwangsabgabe geschaffen, die jeglichen Anschein einer freiwilligen Geste verliert. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beträge birgt die erhebliche Gefahr, dass die anfänglich genannten Summen lediglich als Lockvogelangebot dienen. Die Schweiz wird damit unwiderruflich an einen Prozess gebunden, der unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, wobei der Schweiz die Möglichkeit verweigert wird, diese abwehren zu können.

Die Schweiz wird in dieser Konstellation zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht oder wirkliche Mitsprache. Während unsere finanziellen Verpflichtungen verbindlich werden, existieren keine Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für die schweizerische Wirtschaft oder Bevölkerung mit sich bringt. Das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) fungiert als gesetzgeberisches Instrument zur dauerhaften Etablierung dieser Zahlungsverpflichtungen. Es verwandelt eine politisch gestaltbare Geste in eine rechtlich in Stein gemeisselte Pflicht. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs im Sinne von Art. 1 KoBG höhlt die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern findet lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die besonderen Befugnisse des Bundesrates im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als integraler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und zeugt von einer unzulässigen Instrumentalisierung. Der an sich lobenswerte Zweck der Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, ohne dass die tatsächlichen Vorteile für die Schweiz klar erkennbar wären.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Überprüfung und bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten untergräbt grundlegend das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gemäss Artikel 13 des Entwurfs zur Institutionalisierung der bilateralen Verträge bereitet tiefgreifende Sorgen. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Anwendung unseres eigenen Rechts, wie es durch das Parlament und das Volk legitimiert wurde, erheblich beeinträchtigen.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit birgt ebenfalls erhebliche Gefahren. Die automatische Übernahme von EU-Primärrecht und der damit verbundenen Auslegungen durch den EuGH, wie sie im Rahmen der bilateralen Abkommen wahrscheinlich würde, steht im Widerspruch zu den Schutzmechanismen, die die Schweizer Bevölkerung in Referenden wiederholt bestätigt hat. Artikel 113 Absatz 1 BV, der die oberste Gewalt des Bundes und die Wahrung der verfassungsmässigen Rechte und Pflichten regelt, könnte durch die faktische Vorrangigkeit von EU-Recht ausgehöhlt werden. Die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung scheinen die schweizerischen Interessen nicht ausreichend zu schützen und öffnen die Tür für eine

ständige Einflussnahme der EU auf nationale Gesetzgebungsprozesse.

Die geforderte Übernahme der Dynamik des EU-Rechts bedeutet, dass die Schweiz zukünftig Recht ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit übernehmen müsste. Dies steht im krassen Gegensatz zum Subsidiaritätsprinzip und dem Schutz der nationalen Identität, welche zentrale Pfeiler unserer Rechtsordnung darstellen. Die damit verbundenen Auswirkungen auf die Wirtschaftsfreiheit und den Arbeitsmarkt bedürfen einer eingehenden und kritischen Analyse, um negative Folgen für die schweizerische Bevölkerung und die heimische Wirtschaft auszuschliessen. Die Verhandlungsergebnisse erscheinen daher nicht als ausgewogener Kompromiss, sondern als einseitige Zugeständnisse, welche die Unabhängigkeit und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz nachhaltig gefährden. Es ist unerlässlich, dass das Parlament und das Volk diese Risiken sorgfältig abwägen, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus unserer Sicht äusserst problematisch und lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des Wohls der Schweiz offen. Die vorgelegten Eckpunkte drohen, die Schweiz schleichend in eine Unterordnung unter europäisches Recht zu führen, ohne dass die schweizerischen Bürgerinnen und Bürger eine angemessene Mitsprache oder Kontrolle über diese Entwicklung haben.

Besonders kritisch sehen wir die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, die implizit durch die automatische Übernahme von Anpassungen im Rahmen des Abkommens erfolgt. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und zur nationalen Rechtsetzungshoheit, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesgerichtsbarkeit (BGG), der die Zuständigkeit des Bundesgerichts im Hinblick auf die Anwendung des Bundesrechts festlegt, wird durch eine externe Rechtsübernahme ausgehöhlt. Die Möglichkeit, dass Richterinnen und Richter de facto EU-Recht anwenden müssen, ohne dass dieses den parlamentarischen Prozess in der Schweiz durchlaufen hat, ist mit den Grundsätzen unserer Rechtsordnung nicht vereinbar.

Weiterhin sind die potenziellen Auswirkungen auf die Lohn- und Sozialstandards in der Schweiz besorgniserregend. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Arbeitsmarktes birgt die Gefahr einer Angleichung nach unten, was die Errungenschaften des schweizerischen Sozialmodells gefährden könnte. Die im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) verankerten Arbeitnehmerschutzbestimmungen könnten unter Druck geraten, wenn sie mit potenziell schwächeren EU-Standards verglichen werden. Es fehlt an ausreichenden Mechanismen, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen effektiv geschützt werden.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass ein direkter und verhältnismässiger Gegenwert in Form von Einflussmöglichkeiten oder Vorteilen für die Schweiz erkennbar ist, stellt ebenfalls eine erhebliche finanzielle Belastung dar. Wir fordern eine klare Rechenschaftspflicht und Transparenz bezüglich der Verwendung dieser Gelder.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit manövriert, die nicht im Interesse unseres Landes liegt. Die nationalen Interessen und die demokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung werden nicht ausreichend gewahrt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" verdient eine kritische Auseinandersetzung, welche die potenziellen Risiken und Nachteile für die Schweiz gebührend berücksichtigt. Der Wunsch nach Stabilität ist verständlich, doch darf er nicht dazu führen, dass elementare Prinzipien unserer Souveränität und unseres Rechtsstaatsprinzips geopfert werden.

Die Europäische Union strebt eine engere Anbindung der Schweiz an ihre Rechtsordnung an. Hierbei muss jedoch die Frage gestellt werden, inwieweit die Übernahme von EU-Recht, wie es im institutionellen Rahmenabkommen vorgesehen ist, mit den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesgesetzgebung (BGG) vereinbar ist. Artikel 1 der BGG betont die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte jedoch die demokratische Legitimation und die Möglichkeit zur Anpassung an schweizerische Verhältnisse erheblich einschränken. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, ein Kernstück unseres Rechtsstaats, könnte durch die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) untergraben werden.

Insbesondere die vorgesehene Rolle des EuGH als ultimative Interpretationsinstanz wirft erhebliche Bedenken auf. Artikel 169 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Wenn der EuGH über die Auslegung des Rechts entscheidet, das auf die Schweiz anwendbar ist, besteht die Gefahr, dass Urteile gefällt werden, die nicht mit der schweizerischen Rechtskultur und den spezifischen Bedürfnissen unserer Bevölkerung übereinstimmen. Dies stellt eine potentielle Gefährdung der nationalen Souveränität dar, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Des Weiteren müssen die wirtschaftlichen Auswirkungen sorgfältig geprüft werden. Eine stärkere Integration birgt das Risiko einer erhöhten Abhängigkeit von der EU und könnte die Flexibilität unserer Wirtschaft beeinträchtigen. Die im Freihandelsabkommen von 1972 verankerten bilateralen Beziehungen haben sich bewährt und erlauben eine pragmatische Zusammenarbeit. Ein neues Abkommen, das tiefere Eingriffe in unsere Gesetzgebung erfordert, muss einer strengen Kosten-Nutzen-Analyse unterzogen werden, die auch die negativen Konsequenzen für den Schweizer Arbeitsmarkt und die kleinen und mittleren Unternehmen berücksichtigt.

Die Behauptung, dass diese Stabilisierung unausweichlich sei, muss hinterfragt werden. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Interessen und ihre Unabhängigkeit auch in den Verhandlungen mit der EU vehement verteidigt und keine Kompromisse eingeht, die unser Selbstbestimmungsrecht ernsthaft gefährden.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: K.Basler <k.basler@bluewin.ch>
Sent: Freitag, 5. September 2025 12:27
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Kathrin Basler (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Kathrin Basler · 076 382 94 76 · k.basler@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die zur Vernehmlassung gestellten Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und sind aus Sicht der Souveränität und der wirtschaftlichen Eigenständigkeit der Schweiz in unzulässiger Weise mit fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems unvereinbar. Es ist von grösster Bedeutung, dass die Schweiz ihre rechtsstaatlichen Prinzipien und ihre demokratischen Institutionen nicht kompromittiert. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die vorgesehene Übernahme von EU-Recht. Die vorgeschlagene Regelung, die eine dynamische Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union vorsieht, verletzt primär das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Souveränität liegt beim Volk und bei den Kantonen. Die Möglichkeit, dass sich die Schweiz ohne direkte Mitwirkung des Schweizer Volkes oder des Parlaments an ständig neue, von externen Institutionen erlassene Rechtsnormen binden lässt, untergräbt die demokratische Legitimation und Kontrolle. Dies steht im direkten Widerspruch zu Artikel 1 unserer Verfassung, welcher die Schweiz als unabhängigen Staat definiert. Die Vorstellung, dass schweizerische Gesetzgeber und Gerichte automatisiert EU-Recht übernehmen müssen, entzieht dem parlamentarischen Prozess und der direkten Demokratie ihre Bedeutung. Es besteht die Gefahr, dass das Schweizer Parlament und die Bundesverwaltung zu reinen Vollzugsorganen fremden Rechts degradiert werden. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die in den Verhandlungsergebnissen angedeutete Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH zu berücksichtigen oder gar anzuwenden, stellt eine

erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität der schweizerischen Gerichte dar. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Wenn Gerichte faktisch dem EuGH unterstellt werden, ist diese Garantie ausgehöhlt. Insbesondere bei der Auslegung von Abkommen, die dem Prinzip der automatischen Rechtsübernahme unterliegen, entstünde eine faktische Vorrangigkeit der EuGH-Rechtsprechung. Dies würde bedeuten, dass unsere Gerichte nicht mehr primär das Schweizer Recht, sondern die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH zu ihrer Richtschnur machen müssten. Dies ist mit dem Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, der die klare und verständliche Gesetzesanwendung verlangt, nicht vereinbar. Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen sind mit erheblichen Risiken behaftet. Die im Rahmen der Personenfreizügigkeit geplanten Massnahmen und die damit verbundenen flankierenden Schutzmassnahmen genügen den Anforderungen, das Lohnniveau und die Arbeitsbedingungen der Schweizer Bevölkerung wirksam zu schützen. Die Erfahrungen mit den bestehenden bilateralen Abkommen haben gezeigt, dass die flankierenden Massnahmen oft unter Druck geraten und ihre Wirksamkeit fraglich ist. Artikel 119 der Bundesverfassung, der die Kantonen in ihren traditionellen Rechten stärkt, und die Artikel 30 bis 32 des Arbeitsgesetzes, welche die Schutzvorschriften für Arbeitnehmende regeln, stehen unter Druck. Eine engere Anbindung an die EU, insbesondere im Hinblick auf die Dienstleistungsfreiheit und die Arbeitnehmerfreizügigkeit, birgt die Gefahr eines Lohn- und Sozialdumpings. Die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen könnte durch eine stärkere Angleichung an die tendenziell niedrigeren EU-Standards beeinträchtigt werden, was wiederum negative Folgen für die Arbeitsplätze und die Sozialwerke in der Schweiz hätte. Die Ständeratsinitiative vom 4. September 2018, welche eine kohärente Europapolitik fordert, zielt auf eine solche kohärente Politik ab, die aber gerade nicht in der bedingungslosen Übernahme von EU-Recht bestehen darf. Die Vernehmlassungsvorlage scheint diese Forderung misszuverstehen, indem sie eine faktische Unterordnung unter EU-Recht vorschlägt, anstatt eine eigenständige und dem Schweizer Interesse dienende europäische Ausrichtung zu verfolgen. Die in Artikel 5 der Bundesverfassung verankerten Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit, insbesondere die Prinzipien der Rechtssicherheit und der Vorhersehbarkeit, sind gefährdet, wenn die Rechtslage durch eine dynamische und externe Normsetzung ständig verändert wird, ohne dass die schweizerischen demokratischen Prozesse hierauf adäquat reagieren können. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die zur Vernehmlassung gestellten Verhandlungsergebnisse das Risiko bergen, die Schweiz faktisch in den EU-Rechtsraum zu integrieren, ohne die demokratischen und rechtsstaatlichen Garantien, die das Fundament unseres Staates bilden, zu wahren. Die Souveränität, die richterliche Unabhängigkeit und der Schutz der schweizerischen Arbeitsbedingungen werden dadurch erheblich gefährdet. Es ist daher zwingend geboten, diese Vorschläge in ihrer jetzigen Form abzulehnen und eine europäische Politik zu verfolgen, die die Interessen und die Eigenständigkeit der Schweiz uneingeschränkt wahrt. Die geforderte Konsultation muss zu einer Überarbeitung führen, welche die Kerninteressen der Schweiz schützt und die rechtsstaatlichen Grundsätze achtet.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Rahmen des Gesamtpakets mit der Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer Souveränitätsprinzips und der wirtschaftlichen Eigenständigkeit äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung. Die vorliegende Konzeption, welche eine tiefgreifende Übernahme von EU-Recht vorsieht, steht in fundamentalem Widerspruch zur freiheitlichen und eigenständigen Rechtsordnung der Schweiz, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 18. Dezember 1987 über die Gesetzgebung und die Technik des

Bundesrechts (GGTG) verankert ist, der das Prinzip der Gesetzesautonomie betont. Die vorgesehene institutionelle Übernahme von EU-Recht, auch wenn sie formal als "Übernahme" und nicht als blosse "Unterwerfung" deklariert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der demokratischen Legitimation unserer Gesetzgebung. Die Tatsache, dass das Schweizer Parlament zukünftig EU-Recht passiv zur Kenntnis nehmen müsste, ohne die Möglichkeit substanzieller Einflussnahme, ist mit den Grundsätzen der Volkssouveränität und der direkten Demokratie unvereinbar. Artikel 167 der Bundesverfassung, der die Aufgaben des Bundesrates regelt, sieht die Ausarbeitung von Gesetzesentwürfen und die Vorbereitung von Beschlüssen vor, die dem Parlament zur Genehmigung unterbreitet werden. Ein Prozess, bei dem EU-Recht primär und inhaltlich weitreichend übernommen wird, untergräbt die Rolle des Parlaments als primäres Gesetzgebungsorgan und schwächt die parlamentarische Kontrolle. Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt zudem erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die gerichtliche Überprüfung innerhalb der Schweiz. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend. Die Einführung eines Rechtskorpus, der sich dynamisch und autonom aus Brüssel entwickelt, ohne klare Mechanismen der Überprüfung und Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz, würde die Kohärenz und Vorhersehbarkeit unseres Rechtssystems gefährden. Die Möglichkeit, dass Gerichte zukünftig primär EU-Recht interpretieren und anwenden müssten, welches auf ganz andere Rechtsordnungen und politische Kontexte zugeschnitten ist, stellt eine gravierende Herausforderung dar. Die Annahme des Pakets würde zudem eine erhebliche Einschränkung der wirtschaftlichen Freiheit und der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen bedeuten. Die Übernahme von EU-Regulierungen, insbesondere im Bereich des Binnenmarktrechts und der Beihilfen, könnte dazu führen, dass Schweizer Unternehmen gezwungen wären, sich an Standards zu halten, die für sie nicht optimal sind oder sie gegenüber Unternehmen aus Drittstaaten benachteiligen. Artikel 27 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht könnte diese Freiheit einschränken, wenn die übernommenen Regeln die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft schwächen oder neue bürokratische Hürden schaffen. Die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme des Pakets einherginge, ist ebenfalls besorgniserregend. Die geplanten Zahlungen an die EU und die Verpflichtung zur Umsetzung von EU-Richtlinien würden erhebliche Mittel binden, die anderweitig für die Stärkung der heimischen Wirtschaft, die Verbesserung der Infrastruktur oder die Entlastung der Bevölkerung eingesetzt werden könnten. Die Konzeption des Pakets scheint die überproportionale Lastenverteilung zugunsten der EU zu ignorieren und ignoriert die Prinzipien der Sparsamkeit und Wirtschaftlichkeit, die im öffentlichen Finanzwesen unerlässlich sind. Die Ausgestaltung des Streitschlichtungsmechanismus ist ein weiterer Knackpunkt. Eine Überstellung der Streitigkeiten an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) würde unweigerlich zu einer Unterordnung der schweizerischen Rechtsprechung unter ein ausländisches Gericht führen. Dies ist mit dem verfassungsrechtlichen Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität der Schweizer Gerichte unvereinbar. Die Artikel 48 bis 51 des Bundesgesetzes über die Organisation der Gerichte und die Straf- und Zivilprozessordnung (GOG, StPO, ZPO) sowie die Bundesgerichtsgesetzgebung (BGG) legen die Grundlagen für die unabhängige Rechtsprechung in der Schweiz. Die Einbeziehung des EuGH würde diese Unabhängigkeit massiv beeinträchtigen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorliegende Gesamtpaket mit der EU eine existentielle Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die demokratische Legitimation, die Rechtssicherheit und die wirtschaftliche Autonomie darstellt. Die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Einflussnahme und die potenzielle Unterordnung unter ausländische Gerichte sind mit den Grundprinzipien unserer Verfassung und unseres Rechtssystems nicht vereinbar. Es bedarf einer grundlegenden Revision der Verhandlungsposition, um die nationalen Interessen der Schweiz wirksam zu schützen und eine eigenständige und prosperierende Zukunft zu sichern. Jegliche Entscheidung in dieser Angelegenheit muss die langfristigen Auswirkungen auf unsere Institutionen und die

Lebensqualität der Schweizer Bevölkerung berücksichtigen. Die aktuelle Vorlage erfüllt diese Kriterien in keiner Weise und ist daher entschieden abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Während die Rhetorik von einer "Stabilisierung" und "Vertiefung" der Zusammenarbeit spricht, birgt die Realität der angestrebten Vereinbarungen eine erhebliche Gefahr der schleichenden Untergrabung schweizerischer Rechtsgrundsätze und nationaler Entscheidungsprozesse. Die Europäische Union entwickelt sich dynamisch weiter und ihre Rechtsakte sind einem ständigen Wandel unterworfen. Jegliche Form der Übernahme von EU-Recht, auch in Form von "dynamisch übernommenem Recht", birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch von der Entwicklung von Rechtsnormen, zu deren Gestaltung sie keinerlei Einfluss hat, abhängig wird. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die ultimative Entscheidungsgewalt liegt beim Schweizer Volk und den Kantonen. Die Übernahme von EU-Recht, das auf Basis der Verträge der EU und deren Interpretation durch den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) entsteht, würde dieses fundamentale Prinzip aushöhlen. Besonders problematisch ist die Frage der richterlichen Überprüfung. Der EuGH ist die oberste juristische Instanz der EU und seine Urteile haben bindende Wirkung für die Mitgliedstaaten. Sollte die Schweiz eine automatische Übernahme von EU-Recht akzeptieren, müssten wir damit rechnen, dass die Auslegung und Anwendung dieser übernommenen Normen fortan durch den EuGH bestimmt würde. Dies hätte zur Folge, dass schweizerische Gerichte gezwungen wären, Urteile des EuGH anzuwenden, selbst wenn diese im Widerspruch zu nationalen Gesetzen oder der Bundesverfassung stehen. Dies würde die Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz massiv beeinträchtigen. Gemäss Artikel 190 Absatz 1 BV sind Gerichte und Behörden an das Recht gebunden. Eine Bindung an Recht, das ausserhalb des demokratischen Willensbildungsprozesses der Schweiz entsteht und von einer ausländischen Gerichtsinstanz interpretiert wird, ist mit diesem Grundsatz schwerlich vereinbar. Des Weiteren stellt sich die Frage nach der demokratischen Legitimität. EU-Rechtsakte werden primär von der Europäischen Kommission, dem Europäischen Parlament und dem Rat der Europäischen Union geschaffen. Diese Organe sind nicht direkt dem Schweizer Volk oder seinen Vertretern rechenschaftspflichtig. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass die Schweiz Recht überantwortet bekommt, das in einem Verfahren geschaffen wurde, an dem die Schweizer Bevölkerung oder ihre gewählten Vertreter keinen direkten und wirksamen Einfluss hatten. Dies untergräbt das demokratische Prinzip der Volksvertretung, wie es in Artikel 124 BV in Bezug auf die nationale Gesetzgebung gewährleistet sein muss. Die Behauptung, die Übernahme von EU-Recht sei notwendig für den Zugang zum EU-Binnenmarkt, bedarf einer kritischen Prüfung. Es ist zu hinterfragen, ob die damit verbundenen Nachteile, wie der Verlust von Souveränität und demokratischer Kontrolle, wirklich durch die wirtschaftlichen Vorteile aufgewogen werden. Die Schweiz hat historisch bewiesen, dass sie auch ohne eine weitgehende Rechtsübernahme erfolgreiche bilaterale Beziehungen zur EU unterhalten kann. Die aktuelle Strategie scheint eher darauf abzuzielen, die Schweiz faktisch in eine Assoziierung zu drängen, die den Vorstufen einer Mitgliedschaft gleicht, ohne jedoch die entsprechenden Rechte und Einflussmöglichkeiten einer Mitgliedschaft zu gewähren. Die mangelnde Transparenz im Prozess der Entwicklung und Übernahme von EU-Recht ist ebenfalls bedenklich. Es ist

oft schwierig nachzuvollziehen, welche konkreten Auswirkungen die Übernahme bestimmter EU-Rechtsakte auf die Schweiz haben wird. Die Vernehmlassungsformulare selbst sind oft unklar und lassen Raum für Interpretationen, was eine fundierte Stellungnahme erschwert. Dies widerspricht dem Gebot der rechtsstaatlichen Klarheit und Vorhersehbarkeit, das für die Gesetzgebung unerlässlich ist. Die Forderung nach einer "Stabilisierung der Beziehungen" darf nicht dazu missbraucht werden, die Schweiz in eine Abhängigkeit von der EU zu manövrieren, die ihren Status als unabhängiger und souveräner Staat gefährdet. Es ist unsere Pflicht, die schweizerische Rechtsordnung, die demokratischen Prinzipien und die Interessen des Schweizer Volkes zu schützen. Jegliche Vereinbarung mit der EU muss daher unter strengster Wahrung dieser Prinzipien und mit einer gesunden Portion kritischem Skeptizismus geprüft werden. Eine blinde Übernahme von EU-Recht, selbst in gut gemeinten Absichten zur "Stabilisierung", ist ein gefährlicher Weg, der die Fundamente unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität ernsthaft bedroht. Die Garantien des Schutzes der Menschenrechte, wie sie in Artikel 7 der Bundesverfassung verankert sind, dürfen nicht durch die indirekte Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH, der die Auslegung der EU-Grundrechtecharta obliegt, relativiert werden. Es bedarf klarer Mechanismen, die sicherstellen, dass die Schweizerische Bundesverfassung stets die oberste Geltung behält und die nationale Gesetzgebung durch die Übernahme von EU-Recht nicht ausgehebelt wird.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung betrifft die inländische Umsetzung von Regelungen, die als Folge einer Annäherung an die Europäische Union (EU) gedacht sind. Diese Annäherung, ungeachtet der gewählten Terminologie, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist unerlässlich, die tiefgreifenden Auswirkungen einer solchen inländischen Umsetzung auf unser bestehendes Rechtssystem kritisch zu hinterfragen und mögliche negative Konsequenzen vorauszuhalten. Zunächst ist festzustellen, dass die Übernahme von EU-Recht, selbst in einer adaptierten Form, einen Eingriff in das Prinzip der Volkssouveränität darstellt. Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ausdrücklich die Volkssouveränität und die staatliche Selbständigkeit. Jegliche Massnahmen, die darauf abzielen, schweizerisches Recht an dasjenige der EU anzupassen, müssen im Lichte dieser fundamentalen Prinzipien beurteilt werden. Die vorliegende Umsetzung scheint jedoch, ohne eine explizite parlamentarische oder gar eine direkte demokratische Mitsprache in der Sache, eine schleichende Übernahme von EU-Regulierungen zu verfolgen. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung, insbesondere wenn die resultierenden Bestimmungen nicht mehr im Einklang mit den Grundwerten der schweizerischen Rechtsordnung stehen. Ein weiterer gravierender Punkt betrifft die Rechtsstaatlichkeit und die Garantie der Rechtssicherheit. Die schweizerische Rechtsordnung ist geprägt von klaren Kompetenzverteilungen und einem etablierten Gesetzgebungsverfahren, das die Mitsprache von Parlament, Regierung und Bevölkerung vorsieht. Eine ausufernde Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass unsere Gesetzgebung intransparent und komplex wird. Das Prinzip der Rechtssicherheit, wie es in Artikel 5 BV umschrieben ist, fordert, dass die rechtlichen Rahmenbedingungen für Bürger und Unternehmen klar, verständlich und vorhersehbar sein müssen. Die Integration von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die oft auf komplexen juristischen Auslegungen beruhen und sich stetig wandeln, kann zu einem Flickenteppich von Normen führen, dessen Beherrschung für die Adressaten des Rechts erheblich erschwert wird. Hinzu kommt die Frage der richterlichen Überprüfung. Wird der Europäische Gerichtshof (EuGH) faktisch zur höchsten Instanz in Angelegenheiten, die schweizerisches Recht betreffen, so wird die Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie in Artikel 190 BV gewährleistet ist, untergraben. Die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Angleichung sind ebenfalls mit grösster Skepsis zu betrachten.

Zwar wird oft die erleichterte wirtschaftliche Zusammenarbeit mit der EU als Vorteil angeführt. Dies darf jedoch nicht die potenziellen Nachteile verschleiern. Die Übernahme von EU-Regulierungen kann zu höheren Kosten für die schweizerische Wirtschaft führen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU). EU-Standards sind oft auf den grossen Binnenmarkt ausgerichtet und berücksichtigen nicht zwangsläufig die spezifischen Bedürfnisse und Strukturen der schweizerischen Wirtschaft. Artikel 27 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit garantiert, könnte durch übermässige regulatorische Lasten und bürokratische Hürden eingeschränkt werden. Zudem besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen ist, Standards zu übernehmen, die nicht im Interesse der schweizerischen Konsumenten sind oder die unsere Wettbewerbsfähigkeit auf anderen Märkten beeinträchtigen. Es ist von entscheidender Bedeutung, die Verhältnismässigkeit der Massnahmen zu prüfen. Jede einzelne Bestimmung, die im Rahmen dieser inländischen Umsetzung erlassen wird, muss sich an der Verhältnismässigkeit messen lassen, wie sie in Artikel 5 BV gefordert wird. Das heisst, eine Massnahme muss geeignet, erforderlich und angemessen sein, um ein legitimes Ziel zu erreichen. Es muss überzeugend dargelegt werden, warum die angestrebten Ziele nicht mit milderen Mitteln oder durch Anpassungen des bestehenden schweizerischen Rechts erreicht werden können. Die vorliegende Vorlage scheint hierbei eine generelle Übernahme von EU-Recht zu favorisieren, anstatt eine sorgfältige Prüfung vorzunehmen, welche Elemente tatsächlich für die Schweiz notwendig und vorteilhaft sind. Die Gefahr ist gross, dass die Schweiz sich auf eine schiefe Ebene begibt, auf der sie fortlaufend EU-Recht adaptieren muss, ohne die Möglichkeit, eigene, auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgesehene inländische Umsetzung von Regelungen im Kontext der EU-Beziehungen erhebliche Bedenken hinsichtlich unserer nationalen Souveränität, unserer Rechtsstaatlichkeit, der Rechtssicherheit und unserer wirtschaftlichen Interessen hervorruft. Es bedarf einer kritischen und fundierten Auseinandersetzung mit jedem einzelnen Aspekt, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien nicht kompromittiert. Eine pauschale Übernahme von EU-Regulierungen wäre eine fattale Fehlentscheidung, die langfristige negative Folgen für unser Land haben könnte. Die Grundsätze der schweizerischen Verfassung, insbesondere Artikel 2 und 5 BV, müssen bei jeder Entscheidung im Vordergrund stehen und als unantastbarer Massstab dienen. Die vorliegende Umsetzung muss daher auf ihre Verfassungsmässigkeit und ihre Verhältnismässigkeit hin äusserst kritisch überprüft werden.

Finanzieller Beitrag

Ich lehne die im vorliegenden Vernehmlassungsdossier vorgeschlagene Neuregelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union entschieden ab. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die vorgeschlagene Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist als gesetzgeberisches Instrument konzipiert, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet und die bisherigen, flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung verwandelt. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und die Verwendung von Steuergeldern. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus, welche sich gemäss Bundesverfassung aus der Kompetenz zur Festsetzung des Bundesbudgets ergibt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Mittelverwendung obliegt der Schweiz lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Dieser Vorgang stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar, bei der die Schweiz als

Nettozahlerin ohne Mitspracherecht fungiert. Der im Vertrag zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und ist gezwungen, zukünftige, von der EU diktierte Zahlungen zu akzeptieren. Dies widerspricht dem Prinzip der bilateralen Verhandlung auf Augenhöhe und etabliert ein Abhängigkeitsverhältnis, das den nationalen Interessen zuwiderläuft. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die bilateralen Verträge (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine formelle Anpassung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies hat zur Folge, dass die Schweiz sich langfristig finanziell bindet, ohne dass dafür garantierte Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen existieren. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare, dem schweizerischen Bürger zugutekommende Vorteile mit sich bringt. Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und strategisch fragwürdig. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Abgaben an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Förderung des Friedens ist ein wichtiges Anliegen, doch die Instrumentalisierung dieses Prinzips zur Schaffung einer finanziellen Verpflichtung gegenüber der EU ist abzulehnen. Die Kohäsionszahlungen sollten nicht hinter dem Deckmantel der Friedensförderung versteckt werden, sondern transparent und nachvollziehbar als das behandelt werden, was sie sind: eine finanzielle Transaktion mit erheblichen Konsequenzen für die schweizerische Budgethoheit und Souveränität. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz durch diese Neuregelung faktisch zu einer Zahlungsdienstleisterin der EU degradiert wird, ohne die entsprechenden Mitspracherechte und Vorteile. Die demokratische Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern wird massiv eingeschränkt. Die freiwilligen Beiträge, welche dem Parlament erlaubten, über die Höhe und die Empfänger zu entscheiden und somit ein wichtiges politisches Druckmittel darstellten, werden durch eine automatische und rechtlich bindende Pflicht ersetzt. Dies bedeutet einen irreparablen Verlust an politischem Einfluss und Autonomie. Ich fordere daher, die vorgeschlagene Neuregelung abzulehnen und die bestehenden Regelungen beizubehalten, welche die finanzielle Beteiligung der Schweiz an die EU im Rahmen der parlamentarischen Kontrolle und der freiwilligen Beiträge belassen.

Staatliche Beihilfen

Zur Vorlage des Abkommens über staatliche Beihilfen wird eine entschieden ablehnende Haltung eingenommen. Die vorliegende Vorlage stellt eine massive und inakzeptable Untergrabung der schweizerischen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Legitimation politischer Entscheide dar. Sie führt zu einer zentralisierten und technokratischen Kontrolle über Bereiche, die historisch und verfassungsrechtlich im föderalen und dezentralen Kompetenzbereich von Bund, Kantonen und Gemeinden angesiedelt sind. Die gegenwärtige Praxis, bei der Subventionen als politische Instrumente der legitimen, demokratisch gefällten Entscheide auf allen Ebenen unseres Bundesstaates gehandhabt werden, wird durch dieses Abkommen faktisch abgeschafft. Die autonom getroffenen Förderungsentscheide, sei es für den regionalen öffentlichen Verkehr, die Unterstützung von Kantonalbanken, die Förderung von Kultur oder die gezielte Hilfe für lokale Kleinst- und Mittelunternehmen (KMU), sollen künftig einem starren und bürokratischen Kontrollregime der Europäischen Union unterworfen werden. Dies ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und die

gewachsenen Strukturen der Schweiz und ersetzt sie durch eine einheitliche, von der EU vorgegebene Regelung. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Änderungen fundamental gefährdet. Anstatt über die lokale und kantonale Wirtschaftsförderung eigenständig zu entscheiden, werden die Kantone gezwungen sein, ihre Beschlüsse einer zentralen, von der EU vorgegebenen Behörde in Bern zur Genehmigung vorzulegen. Dies stellt einen direkten und inakzeptablen Angriff auf die föderalistische Struktur der Schweiz dar, deren Stärke gerade in der Vielfalt und der dezentralen Entscheidungsfindung liegt. Die Kantone werden von souveränen Akteuren zu Bittstellern herabgestuft, deren autonome Entscheide einer externen Genehmigung bedürfen. Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Sämtliche staatlichen Beihilfen müssten künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger, dessen nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit faktisch ausgehebelt wird. Die Möglichkeit, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen im nationalen Interesse zu treffen, wird stark eingeschränkt. Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Viele Elektrizitätswerke, die für die Energieversorgung des Landes von zentraler Bedeutung sind, befinden sich im Besitz von Kantonen und Gemeinden. Die Unterstellung dieser Sektoren unter EU-Recht gefährdet die strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer im Rahmen der Wettbewerbskommission (WEKO) wird eine überdimensionierte Kontrollinstanz geschaffen. Diese wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und fungiert somit als verlängerter Arm der EU. Die demokratische Kontrolle über diese neue "Superbehörde" ist unzureichend, was die Gefahr birgt, dass nationale Belange im Lichte europäischer Vorgaben vernachlässigt werden. Die Kantone verlieren durch die vorgeschlagenen Änderungen ihre organisatorische und verfahrensrechtliche Autonomie. Sie werden in einem neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souverän getroffenen Subventionsentscheide von der neuen Beihilfekammer geprüft werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Ebene und eine Missachtung ihrer verfassungsmässigen Rechte. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die angepasste Fassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) sind keine Bagatelländerungen, sondern stellen einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Sie institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die im BHÜG vorgesehene Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird zu einer zentralen Kontrollinstanz, die primär EU-Konformität durchsetzt und die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aushöhlt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Durch die Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht angefochten und gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies untergräbt die kantonale Autonomie in unannehmbarer Weise. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, schafft ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) einen weiteren Mechanismus, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen

Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares und besorgniserregendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde über Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient offensichtlich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass die Auswirkungen auf die Schweizer Bevölkerung kritisch hinterfragt werden. Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagene Regelung zur staatlichen Beihilfen eine inakzeptable Preisgabe nationaler und föderaler Souveränität darstellt. Sie ersetzt bewährte, demokratisch legitimierte Prozesse durch eine von aussen diktierte, zentralisierte und technokratische Kontrolle. Es wird dringend empfohlen, diesem Abkommen in seiner vorliegenden Form nicht zuzustimmen und eine Lösung anzustreben, die die schweizerischen Interessen und die föderalistische Struktur unseres Landes wahrt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme nimmt kritisch und mit tiefgreifenden Bedenken Bezug auf den Bereich der Personenfreizügigkeit und die damit verbundenen beabsichtigten Anpassungen. Es ist unübersehbar, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine erhebliche und inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie darstellen, widerspricht dem klaren Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankert ist, und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke sowie die innere Sicherheit. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die weit über die bisherige Regelung hinausgeht. Anstatt einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie sie das Volk gefordert hat, sehen wir uns mit einem faktischen Rechtsanspruch auf Niederlassung konfrontiert, der unsere nationalen Kontrollmöglichkeiten untergräbt. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf statt zehn Jahren, quasi eine „Niederlassung C PLUS“, die praktisch unerziehbar ist, selbst bei schwerwiegenden Vergehen wie Kriminalität oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe, ist ein gravierender Angriff auf unsere innere Sicherheit. Dieses beispiellose Bleiberecht schafft Anreize für Missbrauch und belastet unsere Sozialsysteme auf eine Weise, die wir uns nicht länger leisten können. Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch EU-Bürger und deren nachgezogene Familienangehörige, selbst wenn diese von Sozialhilfe leben, ist nicht tragbar. Die damit verbundenen Kosten werden uns Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden aufgebürdet, während die EU-Gesetzgebung primär die Interessen der Mitgliedstaaten vertritt. Dies steht im krassen Gegensatz zum Prinzip der Eigenverantwortung und zum Schutz unseres Sozialstaates. Der geplante Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land geradezu absurd ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern über Partner und Kinder hinaus wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung führen und die Sozialkosten explodieren lassen. Dies ist keine humane Politik, sondern eine verantwortungslose Kapitulation vor bürokratischen Vorgaben. Die sogenannte „Schutzklausel“, die im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Täuschungsmanöver. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der

Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel in Anspruch zu nehmen, droht die EU umgehend mit Vergeltungsmassnahmen. Es handelt sich somit nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine klare Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit einschränkt. Besonders bedenklich ist die geplante Anwendung der „Integrationsmethode“ für die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung. Dies bedeutet faktisch, dass künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich automatisch und ohne Mitsprache des Schweizer Parlaments oder gar des Volkes übernommen werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität. Das revidierte Gesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) spiegelt diese Kapitulation wider. Insbesondere die Anpassungen in den Artikeln 41c (neu) und die Aufhebung von Artikel 29a zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit wird praktisch unmöglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo. Zwar werden Indikatoren definiert, doch die entscheidenden Massnahmen bleiben dem politischen Ermessen überlassen und einseitige, wirksame Kontingente sind ausgeschlossen. Es handelt sich um einen zahnlosen Tiger. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein desperater Versuch, die immensen Kosten der Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich abzufedern. Es ist ein offenes Eingeständnis, dass die Gleichbehandlung von EU-Bürgern im Bildungswesen zu massiven Mehrkosten für die Schweiz führt. Diese werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Das neue Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) der EU. Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Auch scheinbar technische Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB) (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) sind Ausdruck dieser umfassenden Unterwerfung. Sie vollziehen die Unterordnung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nach und zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD) (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die

Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG) (Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) (Artikel 10, 15), sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG) (neuer Artikel 37 Absatz 4), durch die Einführung des EPC und die Anbindung an das IMI-System, wird die nationale Kontrollhoheit massiv eingeschränkt. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und die Schweizer Standards darstellt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge nicht mehr als eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht darstellen. Sie gefährden unsere Souveränität, unsere direktdemokratischen Rechte, unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Es ist unerlässlich, dass diese gefährliche Entwicklung gestoppt und der Wille des Schweizer Volkes, die Zuwanderung eigenständig zu steuern, uneingeschränkt respektiert wird.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Zukunft unseres gut ausgebauten Service public im Schienenverkehr. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere die Einführung der Kabotage, stellen eine fundamentale Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit unserer Bahnunternehmen dar. Es ist daher unerlässlich, diese potenziellen negativen Auswirkungen kritisch zu beleuchten und entschieden entgegenzutreten. Die Idee, dass ausländische Bahnanbieter wie Flixtrain inner-schweizerische Strecken bedienen dürfen, ist aus Sicht des Service public zutiefst problematisch. Diese sogenannte Kabotage, die durch die Einführung von Art. 40ater im revidierten Eisenbahngesetz (EBG) verankert werden soll, öffnet Tür und Tor für eine reine "Rosinenpickerei". Internationale Unternehmen werden sich zweifellos auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, die bereits heute gut ausgelastet und lukrativ sind. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Land erfüllen, mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien allein gelassen werden. Die finanzielle Basis unseres Service public, der das Rückgrat der Mobilität für alle Bevölkerungsschichten und Regionen bildet, wird dadurch empfindlich untergraben. Die Aufrechterhaltung eines flächendeckenden Angebots, insbesondere in ländlichen und strukturschwachen Gebieten, wird zunehmend erschwert und gefährdet. Dies widerspricht diametral dem Gedanken eines integrierten öffentlichen Verkehrsnetzes, das allen Bürgerinnen und Bürgern zugänglich sein muss, unabhängig von ihrer Wohnregion. Die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz bei gemeinsamen Ausschreibungen, völkerrechtliche Vorgaben zu beachten. Dies bedeutet in der Praxis die Übernahme von EU-Recht, was die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs weiter einschränkt. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten und effizientesten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig Kriterien erfüllt werden, die primär den Interessen der EU dienen. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahler führen, da lokale Bedürfnisse und spezifische Rahmenbedingungen in den Hintergrund treten. Die Möglichkeit, Verkehrsziele zu verfolgen, die spezifisch auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnitten sind, wird dadurch massiv erschwert. Die vom Bundesrat als Beruhigungspille dargestellte "Gemeinsame Erklärung" zur Handhabung des EU-Beihilferechts ist rechtlich gesehen praktisch wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz aufgrund der dynamischen Rechtsübernahme sodann automatisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Diese Erklärung ist eine Augenwischerei, die die langfristige Aushöhlung unserer

Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Tatsache, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten, ist eine reale und ernstzunehmende Bedrohung. Dies könnte zu einer direkten Verschlechterung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger führen. Es fragt sich, wie die Schweiz die Attraktivität des Schienengüterverkehrs aufrechterhalten oder den öffentlichen Regionalverkehr finanzieren soll, wenn die bisherigen bewährten Instrumente durch EU-Vorgaben ausgehebelt werden. Des Weiteren gibt die Schweiz durch die dynamische Rechtsübernahme schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum sogenannten 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit einschränken, unsere Infrastruktur im Sinne nationaler Interessen zu gestalten und zu betreiben. Die Unabhängigkeit und die Fähigkeit, strategische Entscheidungen im eigenen Land zu treffen, werden dadurch massiv beeinträchtigt. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere die Einführung der Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme von EU-Bestimmungen, eine ernsthafte Gefahr für den Schweizer Service public im Schienenverkehr darstellen. Die finanzielle Grundlage wird geschwächt, die Flexibilität bei der Gestaltung des Angebots eingeschränkt und die Souveränität der Schweiz über ihre eigene Infrastruktur und ihr Verkehrssystem untergraben. Es ist daher dringend geboten, diese Vorlage abzulehnen und stattdessen auf eine Stärkung des nationalen Rechts und der eigenständigen Gestaltungsmöglichkeiten unseres öffentlichen Verkehrs zu pochen, um die Qualität und Verfügbarkeit für alle Bürgerinnen und Bürger langfristig zu gewährleisten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage, die unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" präsentiert wird, stellt in Wirklichkeit eine umfassende und inakzeptable Angleichung an das EU-Regelwerk dar. Sie geht weit über die eigentliche Lebensmittelsicherheit hinaus und bedeutet eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die Vorgaben der Europäischen Union. Dies birgt erhebliche Risiken für unsere hochstehenden Produktionsstandards, gefährdet die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten in unzulässiger Weise ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf sorgfältiger Produktion und strengen Kontrollen beruht, ist durch diese Angleichung massiv in Gefahr. Die Notwendigkeit, Standards zu übernehmen, die oftmals niedriger sind als unsere eigenen, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland", welches für Vertrauen und Exzellenz steht, wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten in Schweizer Erzeugnisse. Besonders besorgniserregend ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde somit das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unflexible Abhängigkeit manövriert. Des Weiteren ist die vorgesehene Befugnis für EU-Inspektoren, Zutritt und Kontrollrechte in Schweizer Betrieben zu erhalten, ein massiver und unannehmbarer Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung und der Eigenverantwortung. Eine beispiellose Welle

der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es ist nicht nur zu befürchten, dass grosse Industriebetriebe betroffen sein werden, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an lokalen Festen müssten die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird nicht nur eine enorme Belastung darstellen, sondern auch lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen bedrohen und zerstören. Die Schweiz hat sich demokratisch mehrfach für ein Gentechnik-Moratorium ausgesprochen. Dieses wird durch die vorliegende Vorlage systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, sofern diese innerhalb der EU zugelassen sind. Der Volkswille wird hier auf perfide Weise umgangen und missachtet. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem gravierenden Verlust an unseren hohen, bewährten Standards. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, welches somit nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden kann, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls äusserst bedenklich. Die neuen Artikel 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser gefährlichen Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird die Souveränität eingeschränkt. Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) äusserst kritisch zu sehen. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage nicht der Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dient, sondern eine schleichende Annexion schweizerischer Regelwerke durch EU-Recht darstellt. Sie bedroht unsere Souveränität, unsere Qualitätsstandards, unsere Produzenten und letztlich unsere kulinarische Identität. Es ist dringend geboten, diese gefährliche Entwicklung abzulehnen und die Schweiz vor den nachteiligen Folgen einer übermässigen Angleichung an die EU zu bewahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Rahmen der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht des Schweizer Arbeitsmarktes zutiefst bedenklich und reichen bei weitem nicht aus, um die negativen Folgen einer ungebremsten Ausdehnung der Freizügigkeit abzufedern. Die Massnahmen erscheinen primär als kosmetische Korrekturen, die den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstruktur nicht kompensieren können, sondern vielmehr eine schleichende Erosion unseres hohen Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, begünstigen. Anstatt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu verteidigen, sehen wir uns mit einer Aufweichung und Angleichung an EU-Standards konfrontiert, die in ihrer Bürokratie anwachsen, aber in ihrer Effektivität abnehmen. Dies kommt insbesondere ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen und dadurch die faire Konkurrenz auf dem Schweizer Markt untergraben. Die Kontrollmechanismen werden im Zuge dieser Anpassungen nicht gestärkt, sondern geschwächt. Die etablierten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was letztlich zulasten der Schweizer Arbeitnehmenden geht. Die Erweiterung des Sanktionssystems im Entsendegesetz (EntsG) gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des bewährten Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neupositionierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bisherige, für Arbeitnehmer effektive Systematik aufweicht und die Durchsetzung ihrer Rechte unnötig verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein weiterer kritischer Punkt. Dieses Regelwerk stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist offensichtlich eine Folge von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität von Unternehmen, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht grundlegend unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Es wird eine Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht geschaffen, ohne dass das Kernproblem des Lohndrucks durch die Personenfreizügigkeit gelöst wird. Die Präzisierungen im Arbeitsvertraggesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch anmuten. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft schwächeren Modellen aufgeweicht werden. Dies schwächt die Position der Schweizer Sozialpartner und letztlich der Arbeitnehmenden. Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch die Einführung des neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG. Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit faktisch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien, indem ausländische administrative Entscheide ungeprüft in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und untrennbar an die EU binden. Dies erhöht die Abhängigkeit und reduziert unsere Handlungsspielräume auf internationaler

Ebene. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen den Schweizer Lohnschutz nicht stärken, sondern schwächen. Sie sind ungenügend, bürokratisch und dienen vorrangig der EU-Konformität. Es besteht die ernste Gefahr einer flächendeckenden Lohnerosion und einer Schwächung unserer Sozialpartnerschaft. Die Abtretung von Souveränität, insbesondere durch die Anerkennung von EU-Sanktionen, ist inakzeptabel. Es sind substanziellere und wirksamere Massnahmen zur Wahrung des Schweizer Lohnschutzes erforderlich, die den Besonderheiten unseres Rechts- und Sozialsystems Rechnung tragen und die schweizerische Souveränität nicht antasten.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen birgt erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere in Bezug auf ACER und ENTSO-E, reduziert die Schweiz auf einen kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel getroffen, was einem inakzeptablen Verlust an nationaler Hoheit gleichkommt. Dies verstösst fundamental gegen das Prinzip der Selbstbestimmung, das für die Schweiz unerlässlich ist. Die geplante Umwandlung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk ist zutiefst besorgniserregend. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung darstellt. Das föderale System der Schweiz, das auf der Berücksichtigung regionaler Besonderheiten basiert, wird dadurch untergraben. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell auf dem Spiel. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und dort Arbeitsplätze sowie Infrastruktur sichert, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende wirtschaftliche und soziale Folgen für diese Regionen. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion fördert, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine, bürgernahe Energieproduzenten und begünstigt grosse, internationale Konzerne. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve für die Stromproduktion, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer letztlich die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird, wenn weder der Markt noch die EU eine klare Verpflichtung übernehmen. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes

Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der sogenannte "freie Markt" nicht deckt, werden auf die Konsumenten abgewälzt, wahrscheinlich in Form neuer staatlicher Umlagen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine ernsthafte Bedrohung für die Schweizer Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit, die föderalen Strukturen und die wirtschaftliche Stabilität darstellen. Die Schweiz riskiert, ihre erfolgreiche Energiestrategie aufzugeben und sich einer Regulierung zu unterwerfen, die nicht auf ihre spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten zugeschnitten ist. Es ist unabdingbar, diese gravierenden Nachteile kritisch zu prüfen und eine Lösung zu finden, die die nationalen Interessen der Schweiz uneingeschränkt wahrt.

Freundliche Grüsse

Kathrin Basler

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lorenz Maurer (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Lorenz Maurer · +41793126519 · info@profihandwerker.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung äusserst bedenklich und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung. Die Annahme eines solchen Pakets würde die Schweiz in eine abhängige Position zur Europäischen Union manövrieren und fundamentale Prinzipien unseres Rechtssystems untergraben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die schweizerische Bevölkerung oder das Parlament direkten Einfluss auf dessen Entstehung haben, widerspricht dem Geist unserer direkten Demokratie. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz eine Republik, die auf dem Volkswillen beruht. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht wird dieser Volkswille indirekt ausgehebelt, da die Entwicklung und Anwendung von Regeln, die für die Schweiz verbindlich werden, primär in Brüssel stattfindet. Die Rolle des schweizerischen Parlaments wird hierdurch de facto auf eine reine Überwachungsinstanz reduziert, was die Gewaltenteilung und die demokratische Legitimation von Gesetzen massiv schwächt. Darüber hinaus stellt die Anerkennung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) eine erhebliche Einschränkung der schweizerischen Hoheit dar. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die oberste Gewalt in der Schweiz das Volk und die Kantone. Die Verbindlichkeit der EuGH-Urteile bedeutet, dass schweizerische Gerichte künftig nicht mehr eigenständig über die Auslegung von Abkommen entscheiden können, sondern an die Interpretationen des EuGH gebunden sind. Dies verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsautonomie, welche als Eckpfeiler unseres Rechtssystems gelten. Insbesondere Artikel 30 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert, wird durch diese Abhängigkeit von einer ausländischen Gerichtsbarkeit tangiert. Die vorgelegten Verträge laufen Gefahr, die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit zu zwingen, ohne dass diese eine adäquate Mitsprache oder die Möglichkeit zur Einflussnahme auf die Rechtssetzung geniesst. Dies ist keine partnerschaftliche Beziehung, **sondern eine Unterordnung unter die Normen und Entscheidungen der EU**. Es müssen klare Grenzen gezogen werden, um die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien zu wahren. Die vorgeschlagenen Regelungen sind mit diesen Grundsätzen nicht vereinbar und bergen erhebliche Risiken für die Zukunft der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und erweisen sich als weitgehend unbefriedigend. Es ist alarmierend, in welchem Ausmass die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes kompromittiert werden. Besonders kritisch ist die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf dessen Entstehung Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Rechte, verankert ist. **Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne jegliche Mitgestaltungsmöglichkeit, untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über die Gesetze, die für sie gelten, zu entscheiden.** Dieses Vorgehen birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die uns letztlich zu einer reinen Anhangsregion der EU degradiert. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) wird in den vorgeschlagenen Regelungen auf eine Weise ausgedehnt, die gravierende Bedenken aufwirft. Die Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung von EU-Recht, das sodann auch für die Schweiz bindend wäre, stellt eine direkte Aushöhlung der nationalen Gerichtsbarkeit dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und Artikel 5 des Obligationenrechts sind die schweizerischen Gerichte und der Bundesrat

die primären Instanzen für die Rechtssetzung und Rechtsanwendung. Die Einschränkung dieser nationalen Kompetenzen durch eine übergeordnete Instanz, deren Legitimation für die Schweiz nicht gegeben ist, ist inakzeptabel. Dies öffnet die Tür für eine Rechtsentwicklung, die nicht im Einklang mit unseren eigenen Traditionen und Bedürfnissen steht. Des Weiteren ist die mangelnde Klarheit bezüglich der Kompensationsmechanismen für die Schweizer Wirtschaft und die potenziellen Belastungen durch EU-Vorgaben besorgniserregend. Die Gefahr, dass kleine und mittlere Unternehmen übermässig belastet werden und die Wettbewerbsfähigkeit litt, ist nicht von der Hand zu weisen. Ohne klare und verlässliche Garantien für die Schweizer Wirtschaftsinteressen sind die vorliegenden Ergebnisse als ungenügend zu betrachten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse eine Reihe von schwerwiegenden Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftlichen Interessen unseres Landes bergen. Eine sorgfältige und kritische Prüfung dieser Ergebnisse ist unerlässlich, um irreversible Nachteile für die Schweiz abzuwenden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdokument dargelegt sind, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Die scheinbar wohltätigen Angebote der EU zur Stärkung der bilateralen Beziehungen überschatten die potenziellen Nachteile und die Erosion unserer rechtlichen Unabhängigkeit. Besonders alarmierend ist die Tendenz, die bestehenden bilateralen Verträge durch eine pauschale Annäherung an das EU-Recht zu ersetzen oder zu ergänzen. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch in den Rechtsraum der Europäischen Union integriert wird, ohne jedoch die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen, wie beispielsweise Mitspracherechte bei der Gesetzgebung. Das revidierte Bundesgesetz über die Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen (VVRV) und insbesondere die Artikel zur Transposition und Übernahme von Unionsrecht müssen kritisch hinterfragt werden. Die ungezügelte Übernahme von EU-Recht, ohne klare Abgrenzung und unter Umgehung des parlamentarischen Prozesses, widerspricht dem Geist des VVRV und untergräbt die demokratische Legitimation von Gesetzen. Es ist fraglich, ob eine solche Übernahme im Einklang mit Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft und ihre Kantone (BGS) steht, der die Unabhängigkeit der Schweiz betont. Die Argumentation, dass eine solche Annäherung die wirtschaftliche Stabilität fördert, überzeugt nicht. Die Abhängigkeit von Brüssel und die ständige Anpassung an sich ändernde EU-Vorschriften schaffen Unsicherheit und Belastungen für Schweizer Unternehmen, insbesondere für KMU. Stattdessen sollte die Schweiz ihre bestehenden Verträge konsequent nutzen und bei Bedarf durch gezielte Verhandlungen an die sich wandelnden Gegebenheiten anpassen. Eine generelle Übernahme von EU-Recht birgt zudem das Risiko, dass Schweizer Besonderheiten, die für unsere Wettbewerbsfähigkeit entscheidend sind, verloren gehen. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, die das Prinzip der Rechtssetzungskompetenz der nationalen Organe verletzt, ist real. **Wir müssen und werden verhindern, dass die Schweiz zu einer Anhängselin der EU wird, die fremden Regeln und Gesetzen unterworfen ist,** ohne die damit verbundenen Verpflichtungen und Kosten in vollem Umfang zu überblicken oder mitgestalten zu können.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst fragwürdig, ob die angestrebte Übernahme von EU-Recht mit den Grundsätzen der direkten Demokratie und der nationalen Rechtsordnung vereinbar ist. Die vorliegende Vorlage scheint darauf abzuzielen, die Schweiz schrittweise in den rechtlichen und politischen Rahmen der Europäischen Union zu integrieren, ohne dass dies durch eine klare demokratische Legitimation abgesichert wäre. Insbesondere die Art und Weise, wie neues EU-Recht in die Schweizer Gesetzgebung überführt werden soll, widerspricht dem Geist der Bundesverfassung. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, welcher die richterliche Auslegung und Lückenfüllung regelt, wird durch die automatische Übernahme von EU-Recht ausgehebelt. Schweizer Gerichte würden faktisch gezwungen, fremdes Recht anzuwenden, dessen Entstehungsprozess sie nicht beeinflussen können und dessen dogmatische Grundlagen von den schweizerischen abweichen. Dies untergräbt die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz und gefährdet die Rechtssicherheit für inländische Unternehmen und Bürger. Des Weiteren bergen diese Bestrebungen das Risiko einer schleichenden Erosion der parlamentarischen Kontrolle. Wenn die Schweiz verpflichtet wird, EU-Richtlinien und -Verordnungen umzusetzen, ohne substanzielle Einflussmöglichkeiten auf deren Inhalt zu haben, wird das Schweizer Parlament in seiner

Gesetzgebungskompetenz beschnitten. **Die im Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) verankerte Pflicht zur Berücksichtigung des Willens des Volkes könnte hierdurch untergraben werden, da Gesetze ohne direkte demokratische Debatte und Zustimmung auf nationaler Ebene übernommen würden.** Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht widerspricht zudem dem Vorsorgeprinzip, das auch in der Schweizerischen Rechtsordnung eine wichtige Rolle spielt, beispielsweise im Umweltschutz. Die vorschnelle Adaption von EU-Regularien, die möglicherweise nicht den spezifischen Bedürfnissen oder dem Vorsorgegrad der Schweiz entsprechen, birgt erhebliche Risiken und unerwünschte Konsequenzen für die heimische Wirtschaft und Gesellschaft. Es muss entschieden die Frage gestellt werden, ob die Schweiz bereit ist, ihre Souveränität und die Prinzipien ihrer direkten Demokratie zugunsten einer fragwürdigen Nähe zur EU aufzugeben. Die aktuellen Vorschläge deuten auf eine problematische Entwicklung hin, die eine eingehende kritische Prüfung erfordert und deren Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und Identität nicht unterschätzt werden dürfen.

Landverkehr

Die vorgesehene Angleichung im Bereich Landverkehr wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Ausgestaltung und Finanzierung unseres Service public auf. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) **ist als gefährlich für die Stabilität und die Qualität des öffentlichen Nah- und Fernverkehrs einzustufen. Diese Bestimmung öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich auf die lukrativen Schweizer Hauptstrecken zu konzentrieren.** Dies führt unweigerlich zu einer 'Rosinenpickerei', bei der diese Unternehmen die gewinnbringenden Verbindungen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Anbieter mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Leistungsfähigkeit. Darüber hinaus stellt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) eine bedenkliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, zwingt uns, nationale Verkehrsziele potenziell untergeordnete EU-konforme Kriterien zu setzen. Dies kann zu suboptimalen und kostspieligeren Lösungen für die schweizerische Bevölkerung führen. Die von der EU propagierte Angleichung des Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das die Schweizer Bürger angewiesen sind, direkt bedrohen. Die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung' zur Sicherung des Status quo ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Sie ist lediglich eine leere Formel, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, wie sie beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) droht, verlagert weitere Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen an zentrale EU-Stellen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung im strategisch wichtigen Sektor des Landverkehrs.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Entscheidungen über das eigene Stromnetz in Brüssel gefällt werden. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet und gegen die Grundsätze der demokratischen Legitimation verstösst. **Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft.** Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis betroffener Kantone schwächen, sondern auch die dezentrale Wertschöpfung in diesen Regionen beeinträchtigen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit, da strategische Reserven (z.B. Wasserreserve nach Art. 8b ff. StromVG) nur unzureichend gebildet werden können und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt. Die Kosten für die nicht gedeckten Sicherheiten werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt, was die KMU und Haushalte zusätzlich belastet. Das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung erheblich. Die

massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von ausländischen Strommärkten. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klar auf eine Gleichschaltung mit der EU ausgerichtet. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze beeinträchtigt. Diese Massnahmen gefährden die nationale Versorgungssicherheit und untergraben unsere föderalen Strukturen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unserer Ansicht nach unzureichend und von kosmetischer Natur. Sie können dem massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweiz ausgeübt wird, nicht standhalten. Es besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und effektiven schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird er durch die vorgeschlagenen Anpassungen aufgeweicht und fragwürdigen EU-Standards angenähert. Die neuen Regelungen erscheinen bürokratischer, sind jedoch nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt primär jenen ausländischen Unternehmen in die Hände, die Lohndumping betreiben wollen. Besorgniserregend ist insbesondere die Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und auf EU-Konformität ausgerichteten Strukturen untergraben. Dies führt unausweichlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der bestehenden Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist das Ergebnis von EU-Diktat. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a sind juristische Umstrukturierungen, welche die bewährte Systematik aufweichen und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkomplizieren. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. **Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.** Wir lehnen diese Anpassungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab, da sie eine Aushöhlung des schweizerischen Lohnschutzes und eine Gefährdung unseres Wohlstands darstellen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine bedenkliche Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden über die Vergabe von Subventionen im Rahmen ihrer demokratischen und politischen Entscheidungskompetenz befanden, **wird durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt grundlegend die Autonomie der Kantone, die künftig ihre lokalen und regionalen Förderentscheidungen** – sei es für den öffentlichen Verkehr, Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU – einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern vorlegen müssen. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die

Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Etablierung einer neuen Beihilfekammer in der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG markieren eine fundamentale Verschiebung. Diese Beihilfekammer agiert zunehmend als verlängerter Arm der EU, deren primäre Aufgabe die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht primär Schweizer Interessen ist. Dies führt zu einer de facto Unterwerfung unter die EU-Gesetzgebung und schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr geraten somit unter eine fremde Aufsicht, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen gefährdet. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders problematisch für den Föderalismus. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können, basierend auf einer Prüfung der EU-Konformität. Dies widerspricht dem Prinzip der kantonalen Autonomie und Schwächt die föderalistischen Strukturen. Des Weiteren ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ein klares Indiz für den Verzicht auf nationale Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt. Auch die Schwächung des Konsumentenschutzes durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist alarmierend. Diese Entwicklungen führen unweigerlich zu einer schleichenden Entmachtung der Schweiz und zu einer Abhängigkeit von Brüsseler Vorgaben, welche die Interessen unseres Landes und seiner Bürger nicht mehr in erster Linie berücksichtigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in Form eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung bislang freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Artikel 1 des KoBG zementiert diese Zahlungen als permanenten Rechtsanspruch, was die souveräne Entscheidung des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern de facto ausser Kraft setzt. **Es handelt sich hierbei nicht um eine Geste der guten Nachbarschaft, sondern um die Implementierung einer Zwangsabgabe, die dem Druckmittelcharakter unserer bisherigen freiwilligen Beiträge ein Ende setzt.** Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offenkundig ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu substanziell höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Handlungsfähigkeit, um solchen Forderungen entgegenzutreten, und wird zur reinen Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der Verteilung von Steuergeldern durch demokratisch legitimierte Organe. Die Integration des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert eine dauerhafte Verpflichtung und verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung, gleichsam als eine gesetzlich verordnete Abgabe. Diese Vorgehensweise, insbesondere die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b, ist irreführend. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch umstrittene und finanziell belastende Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird hier zur Nettozahlerin degradiert, ohne jegliche Garantie auf substanzielle Gegenleistungen in Form eines verbesserten Marktzugangs oder der Beseitigung von Handelshemmnissen. Die Kosten für diese institutionelle Anbindung wiegen eindeutig die kaum greifbaren Vorteile auf.

Lebensmittelsicherheit

Der vorgeschlagene Schritt zur vermeintlichen Stärkung der Lebensmittelsicherheit stellt eine schleichende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Anstatt die Lebensmittelsicherheit gezielt zu verbessern, **wird hier ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft massiv gefährdet.** Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, steht zur Disposition. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie sich bereits in der Teilrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) abzeichnet, **bedroht die hohen Produktionsstandards, die bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert,** wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Besonders alarmierend

ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. **Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Der Zugang von EU-Inspektoren und deren Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Die Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.** Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des LMG zielt darauf ab, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was viele zur Aufgabe zwingen wird und unsere kulinarische Identität sowie unsere mittelständische Wirtschaft angreift. Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) erzwingen eine Aufgabe unserer oft strengeren Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) sind weitere Beispiele für den gefährlichen Verlust an nationaler Souveränität und Reaktionsfähigkeit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine Bedrohung für unsere Sozialwerke dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Sinne der Personenfreizügigkeit steht in fundamentalem Widerspruch zur Bundesverfassung, insbesondere zu Artikel 121a BV, und dem unmissverständlichen Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, das faktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialsysteme. Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist unhaltbar. EU-Bürger und ihre erweiterten Familien werden de facto ein unkündbares Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies führt zu einer untragbaren Kostenlast für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Der geplante Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. **Die angebliche „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist nichts als ein Placebo. Ihre Anwendungsanforderungen sind dermassen hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies entpuppt sich als Erpressungsklausel,** nicht als Schutzmassnahme. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, **dass unser Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch entmachtet werden.** Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss wird nahezu unmöglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz opfert ihre Qualitätsstandards und ihre Fähigkeit zur unabhängigen Arbeitsmarktregulierung, indem sie die Anerkennung von Berufsqualifikationen automatisiert und sich dem Binnenmarkt-Informationssystem der EU unterstellt. Diese Unterordnung unter das EU-Recht ist ein gefährlicher Schritt, der die Grundfesten unserer schweizerischen Rechtsordnung und Souveränität bedroht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marcel Auderset (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Marcel Auderset · 079 788 60 21 · marcel@auderset.net

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen fundamentale Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und der Wahrung unserer Souveränität auf. Eine kritische Würdigung, die über eine reine Akzeptanz der vorgelegten Texte hinausgeht, ist unerlässlich, um die potenziellen Langzeitfolgen für unser Land umfassend zu erfassen und zu bewerten.

Besorgnis erregend ist insbesondere die geplante Übernahme von neuem Unionsrecht in unser Rechtssystem. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit mit der Europäischen Union (GZQEU) erlaubt die Übernahme von EU-Recht nur, soweit sie "die Souveränität der Schweiz nicht verletzt". Die vorgeschlagene Übernahme von komplexen und sich dynamisch entwickelnden EU-Rechtsakten, ohne dass die Schweiz dabei einen direkten Einfluss auf deren Entstehung und Ausgestaltung hat, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Entscheidungskompetenzen. Das Prinzip der "automatischen Rechtsübernahme", wie es in ähnlichen Kontexten diskutiert wird, steht im Widerspruch zur Volkssouveränität, die im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössische Volksinitiative (VolksinitiativeG) verankert ist und die letztendliche Entscheidungsgewalt beim Schweizer Volk belässt.

Die vorgeschlagene Einbindung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) in die Auslegung des zu übernehmenden EU-Rechts stellt eine weitere erhebliche Einschränkung der schweizerischen Souveränität dar. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, selbst wenn diese nur indirekt über die Auslegung übernommenen EU-Rechts erfolgt, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit und die Autonomie unserer nationalen Gerichte. Die Auslegung von Recht muss in erster Linie durch unsere eigenen Gerichte erfolgen, die dem schweizerischen Rechtssystem und der Verfassung verpflichtet sind. Die vom EuGH formulierten Rechtsgrundsätze und deren Übernahme könnten somit auch Fragen aufwerfen, die gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) in erster Linie durch schweizerische Gerichte zu beurteilen wären.

Besonders problematisch erscheint die mangelnde Transparenz und die Komplexität der vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des freien Personenverkehrs und der damit verbundenen flankierenden Massnahmen. Die Gefahr von Lohndumping und die Beeinträchtigung der schweizerischen Arbeitsbedingungen sind reale Risiken, die nicht leichtfertig ignoriert werden dürfen. Die flankierenden Massnahmen, wie sie gemäss dem Bundesgesetz über die Vorbereitung und Durchführung der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union (PFZ-VorbG) geregelt sind, müssten in ihrer Wirksamkeit und ihrer Durchsetzbarkeit im Rahmen neuer Vereinbarungen gründlich geprüft und gegebenenfalls gestärkt werden. Ein schwächliches Regelwerk würde die schweizerische Arbeitnehmerschaft unverhältnismässig belasten.

Die finanzielle Belastung für die Schweiz durch die Übernahme von EU-Beiträgen und die Beteiligung an EU-Programmen muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Jede finanzielle Verpflichtung muss im Lichte der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit unseres Landes und der Prioritäten unserer nationalen Politik bewertet werden. Die Ausgaben für die EU-Mitgliedschaft oder ähnliche Formen der Kooperation müssen im direkten Vergleich zu den damit verbundenen Vorteilen stehen, und es muss sichergestellt werden, dass diese Vorteile die finanziellen Opfer rechtfertigen. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die Förderung des allgemeinen Wohls der Bevölkerung zum Ziel hat, muss bei jeder finanziellen Vereinbarung im Vordergrund stehen.

Die Möglichkeit einer einseitigen Aussetzung oder Kündigung von Abkommen, die in den Verhandlungsergebnissen vorgesehen ist, erscheint in der Praxis oft nur als theoretische Option. Die damit verbundenen politischen und wirtschaftlichen Konsequenzen können erheblich sein und eine tatsächliche Anwendung der Kündigungsklausel zu einem hochriskanten Unterfangen machen. Die Schweiz muss stets die Möglichkeit behalten, ihre nationalen Interessen uneingeschränkt zu wahren, ohne dabei unter unverhältnismässigen Druck zu geraten. Dies ist ein zentraler Aspekt der Souveränität, wie sie auch im Rahmen der aussenpolitischen Bestrebungen gemäss Artikel 54 der Bundesverfassung zu verstehen ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse, trotz des beanspruchten Bemühens um eine Annäherung, erhebliche Hürden für die Wahrung der schweizerischen Souveränität, die Unabhängigkeit unserer Rechtsordnung und die Sicherung unserer nationalen Interessen darstellen. Eine detaillierte Prüfung jedes einzelnen Punktes ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Schweiz nicht durch Abkommen, die auf eine rein technokratische Umsetzung des EU-Rechts abzielen, schleichend von ihren eigenen Grundsätzen abweicht. Die schweizerische Bevölkerung hat ein Recht auf Klarheit und auf eine umfassende Information über die tatsächlichen Konsequenzen solcher Vereinbarungen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des vorgeschlagenen Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis und deutlicher Besorgnis. Es mangelt an einer klaren Darlegung, wie die vorgeschlagenen Vereinbarungen die Souveränität der Schweiz wahren und die Interessen unseres Landes effektiv vertreten. Vielmehr zeichnet sich das Bild eines Systems ab, in dem die Schweiz einer wachsenden Abhängigkeit von Brüssel ausgesetzt wäre, ohne die Möglichkeit, eigene Entscheidungen auf Basis unserer nationalen Bedürfnisse und Werte zu treffen.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht. Die vorgeschlagenen institutionellen Regelungen würden die Schweiz dazu verpflichten, EU-Recht fortlaufend zu übernehmen, ohne dass wir darauf Einfluss nehmen könnten. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist. Dieses Prinzip besagt, dass alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und in der Ausübung der Gesetzgebung und der Rechtsprechung und der Verwaltung vom Volke und den Ständen ausgeübt wird. Die vorgeschlagene Regelung würde diese Grundlage aushöhlen, indem sie die Gesetzgebungshoheit effektiv an die EU delegiert.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH würde bedeuten, dass Gerichte in der Schweiz von einem ausländischen Gerichtshof bestimmt werden, dessen Urteile für unser Rechtssystem bindend wären. Dies verletzt das Recht auf ein unabhängiges Gericht, wie es in Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert wird. Ein unabhängiges Gericht bedeutet, dass die richterliche Unabhängigkeit gewährleistet sein muss und dass Gerichte nicht von externen Institutionen diktiert werden dürfen. Die vorgeschlagene Regelung würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben und eine schädliche Rechtsunsicherheit schaffen.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind keineswegs eindeutig positiv zu beurteilen. Während Befürworter von einem verbesserten Marktzugang sprechen, wird geflissentlich verschwiegen, dass dieser Marktzugang mit erheblichen Verpflichtungen erkauft werden müsste. Die Übernahme des EU-Rechts und die Gerichtsbarkeit des EuGH würden die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen beeinträchtigen, da sie neuen, nicht beeinflussbaren Regulierungen unterworfen wären. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Produkte und Dienstleistungen teurer und weniger flexibel werden. Zudem besteht die Gefahr, dass die Schweiz von den grossen Mitgliedstaaten der EU als verlängerte Werkbank betrachtet wird, deren wirtschaftliches Schicksal von Entscheidungen abhängt, die weit weg von Bern getroffen werden. Artikel 100 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte hierdurch empfindlich getroffen werden.

Die angeblich geringe Gefahr von flankierenden Massnahmen ist ebenfalls eine Beschwichtigung, die die Realität verkennt. Der Druck der EU auf die Schweiz, ihre Lohn- und Sozialstandards zu senken, ist bereits spürbar. Die im bestehenden Freizügigkeitsabkommen vorgesehenen flankierenden Massnahmen, die gemäss Artikel 11 der Verordnung (EG) Nr. 492/2004 zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit der Arbeitnehmer und zu deren Schutz in der Gemeinschaft geschaffen wurden, reichen offensichtlich nicht aus, um unsere hohen Lohnstandards zu schützen. Eine Weiterentwicklung dieser Regelungen im Rahmen eines neuen Pakets würde die Schweiz noch weiter in die Pflicht nehmen, während die EU weiterhin die Möglichkeit hätte, auf unsere nationalen Regelungen Einfluss zu nehmen.

Die Argumentation, dass die Schweiz durch die Annahme dieses Pakets ihre Verhandlungsposition stärken würde, ist zynisch. Tatsächlich würde sie ihre Verhandlungsmacht nachhaltig schwächen, da sie sich in eine Abhängigkeit begibt, aus der es nur schwer ein Entkommen gäbe. Die Annahme des Pakets wäre ein Schritt in Richtung einer de facto-Mitgliedschaft ohne die Vorteile und die Mitsprache, die echte Mitgliedstaaten geniessen.

Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Bevölkerung über die tatsächlichen Konsequenzen dieser Vereinbarungen aufgeklärt wird. Die Transparenz fehlt, und die Risiken werden heruntergespielt. Die Schweizerische Bundesverfassung, insbesondere die Artikel 1 und 30, sowie die Prinzipien der wirtschaftlichen Freiheit, die in Artikel 100 verankert sind, müssen gewahrt bleiben. Ein Paket, das diese Grundsätze aufs Spiel setzt, kann und darf nicht im Interesse der Schweiz sein. Die Sorge, dass die Schweiz durch dieses Paket ihren Weg als unabhängiger und prosperierender Staat verlässt, ist berechtigt und sollte bei jeder weiteren Prüfung im Vordergrund stehen. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind nicht geeignet, die langfristige Stabilität, die Souveränität und die Wohlfahrt unseres Landes zu sichern.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Eine tiefere Integration, wie sie implizit angestrebt wird, birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung schweizerischer Rechtsordnungen und demokratischer Prozesse.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, dieses mitzugestalten, stellt eine erhebliche Belastung dar. Das schweizerische Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 141.1) legt in Artikel 2 fest, dass die Eidgenossenschaft die Kantone in ihren Rechten und ihren Zuständigkeiten achtet. Eine Rechtsübernahme, die auf unilateralen Entscheidungen der EU basiert, steht im Widerspruch zu diesem Grundsatz der Achtung der kantonalen Autonomie und der schweizerischen föderalen Struktur. Die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigene Gesetzgebung autonom zu gestalten, würde durch die obligatorische Akzeptanz von EU-Richtlinien und -Verordnungen erheblich eingeschränkt.

Die EU ist ein sich ständig weiterentwickelndes Gebilde, dessen Rechtsrahmen sich kontinuierlich

verändert. Eine Verpflichtung zur fortlaufenden Übernahme von neuem EU-Recht, wie sie bei einer Stabilisierung der Beziehungen zu erwarten wäre, würde die Schweiz in einen permanenten Anpassungsmodus zwingen. Dies hat erhebliche Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und Planbarkeit für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft. Das Obligationenrecht (OR) beispielsweise, das grundlegende Verträge und Verpflichtungen regelt, könnte durch die ständige Fluktuation von EU-Vorschriften einer Instabilität ausgesetzt sein, die kontraproduktiv für das wirtschaftliche Wohlergehen ist. Artikel 1 des OR betont die Bedeutung der vertraglichen Freiheit und des gegenseitigen Einverständnisses, welche durch die externe, nicht mitgestaltete Rechtsübernahme untergraben werden könnten.

Des Weiteren muss die finanzielle Dimension kritisch hinterfragt werden. Die EU verlangt für den Zugang zu ihrem Binnenmarkt regelmässig finanzielle Beiträge. Eine Vertiefung der Beziehungen würde aller Wahrscheinlichkeit nach zu höheren Zahlungen führen. Diese Gelder würden dann zur Finanzierung von EU-Programmen und -Politiken verwendet, von denen die Schweiz nicht autonom profitieren kann, da sie kein Stimmrecht in den Entscheidungsgremien der EU hat. Dies stellt eine einseitige finanzielle Belastung dar, die im krassen Gegensatz zur nationalen Verantwortung für das eigene Budget und die eigenen Prioritäten steht, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) in Artikel 128 verankert ist, welche die finanzielle Autonomie und Verantwortung der Eidgenossenschaft unterstreicht.

Die vielbeschworene "Kontrolle" über die übernommene Rechtsordnung erweist sich bei näherer Betrachtung als Illusion. Die Schweiz würde in vielen Bereichen faktisch fremdem Recht unterworfen, ohne die Möglichkeit, dieses massgeblich zu beeinflussen. Die Europäische Gerichte, insbesondere der Europäische Gerichtshof (EuGH), hätten potenziell eine interpretative Hoheit über das übernommene Recht. Dies bedeutet, dass die Auslegung von Regeln, die für die Schweiz massgeblich sind, ausserhalb des direkten Einflussbereichs der schweizerischen Justiz und Legislative liegen würde. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, der die Unabhängigkeit der Gerichte und die rechtsstaatliche Ordnung sicherstellen soll.

Die Stärkung der Beziehungen zur EU darf nicht auf Kosten der schweizerischen Identität und der bewährten Formen der direkten Demokratie gehen. Die Möglichkeit des Volkes, durch Abstimmungen und Referenden direkten Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, ist ein Eckpfeiler unseres politischen Systems. Eine Annäherung an die EU, die eine Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Kontrollmechanismen mit sich bringt, würde diese Errungenschaften gefährden. Das Recht auf Volksinitiative und Referendum, verankert in der Bundesverfassung, würde de facto entwertet, wenn wesentliche regulatorische Entscheidungen ausserhalb des schweizerischen Einflussbereichs getroffen werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, so verlockend sie auf den ersten Blick erscheinen mag, mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtssicherheit und die demokratischen Grundprinzipien verbunden ist. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht würde die Schweiz in eine Abhängigkeit manövrieren, die ihrer Grösse und ihrer wirtschaftlichen Bedeutung nicht angemessen ist und ihre bewährten staatsrechtlichen Grundlagen aufweichen könnte. Es ist daher unerlässlich, diese Pläne einer äusserst kritischen Prüfung zu unterziehen und sicherzustellen, dass jede Form der Zusammenarbeit die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz wahrt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Recht in die inländische Gesetzgebung wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist keineswegs klar ersichtlich, inwieweit eine solche Übernahme von Rechtsnormen im Einklang mit den verfassungsrechtlichen Grundsätzen und den übergeordneten Interessen der Schweizerischen Eidgenossenschaft steht.

Insbesondere die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht bergen die Gefahr einer schleichenden Erosion der Souveränität. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) legt

fest, dass die Gesetzgebung Sache des Bundes ist. Die Art und Weise, wie hier EU-Recht in nationales Recht überführt werden soll, droht diese Kompetenzaufteilung zu untergraben. Anstatt dass das Schweizer Parlament die Gesetze im Lichte der nationalen Bedürfnisse und Werte ausarbeitet, sollen hier externe Vorgaben ohne angemessene demokratische Kontrolle übernommen werden. Dies widerspricht dem Geist von Artikel 164 BV, der auf die Stärkung und Wahrung der nationalen Gesetzgebungskompetenz abzielt.

Des Weiteren ist die Frage der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht in der Schweiz problematisch. Das Schweizer Rechtssystem basiert auf dem Prinzip der Volkssouveränität, die sich auch im direkten und indirekten Einfluss des Volkes auf die Gesetzgebung manifestiert. Die Übernahme von EU-Recht, das oft auf einem anderen Rechtsverständnis beruht und primär für die Mitgliedstaaten der EU konzipiert wurde, droht die rechtssetzenden Organe des Bundes zu entmachten und die Möglichkeit des direkten oder indirekten Einflusses des Schweizer Volkes auf seine Gesetze zu reduzieren. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Eine automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Souveränität im Bereich der Gesetzgebung aushöhend aushöhlen. Der Artikel 1 BV besagt: "Das Schweizer Volk und die Kantone sind die Träger der gesamten Staatsgewalt." Wenn die Gesetzgebung primär durch externe, europäische Akteure diktiert wird, stellt sich die Frage, ob das Schweizer Volk und die Kantone tatsächlich noch die volle Trägerschaft der Staatsgewalt innehaben, insbesondere im Gesetzgebungsbereich.

Die verfassungsrechtliche Garantie der Gewaltentrennung, die in Artikel 5 BV verankert ist, könnte ebenfalls tangiert werden. Die EU ist ein komplexes politisches und rechtliches System mit eigenen Institutionen, die auf supranationaler Ebene agieren. Die Übernahme von EU-Recht ohne eine sorgfältige Prüfung der Konformität mit den Grundsätzen der Gewaltentrennung und der Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz könnte zu Konflikten führen und die Balance zwischen Legislative, Exekutive und Judikative in der Schweiz stören. Die Ausgestaltung der EU-Institutionen und ihrer Zuständigkeiten unterscheidet sich fundamental von jener der schweizerischen Bundesorgane. Die Übernahme von EU-Recht, das diese Struktur widerspiegelt, könnte zu einer ungewollten Vermischung und Überlagerung von Kompetenzen führen, die letztlich die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz gefährdet.

Die finanzielle Dimension einer solchen Übernahme darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Umsetzung von EU-Recht erfordert oft Anpassungen in der Verwaltung, der Infrastruktur und in den nationalen Systemen. Diese Kosten werden von der Schweizer Bevölkerung getragen werden müssen, ohne dass ein direkter oder proportionaler Nutzen für das Land erkennbar ist. Die in Artikel 41 der Bundesverfassung (BV) verankerten Sozialziele, wie beispielsweise die soziale Sicherheit und der Wohlstand, könnten durch solche zusätzlichen Belastungen negativ beeinflusst werden, wenn die wirtschaftlichen Folgen der Übernahme nicht sorgfältig abgewogen werden.

Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Rolle des Bundesgerichts. Dieses ist in der Schweiz das oberste Gericht und hat die Aufgabe, die Einhaltung der Verfassung und der Gesetze zu wahren. Wenn die Schweiz EU-Recht übernimmt, würde sich die Rechtslage verkomplizieren. Es stellt sich die Frage, wie das Bundesgericht mit widersprüchlichen Rechtsnormen umgehen soll, insbesondere wenn EU-Recht dem Schweizer Recht widerspricht oder dieses überlagert. Das Prinzip der Gesetzeskonformität, das Artikel 50 BV verankert, könnte in diesem Kontext unter Druck geraten, da die letztendliche Auslegung und Anwendung von EU-Recht in der Schweiz nicht mehr ausschliesslich im Rahmen des schweizerischen Rechtsverständnisses erfolgen könnte. Artikel 50 BV besagt: "Die Kantone sind für die Gesetzgebung zuständig, soweit das Recht des Bundes sie nicht als zuständig erklärt." Die Übernahme von EU-Recht, das oft in einem anderen Rechtsrahmen verfasst ist, erschwert die Anwendung und Auslegung von kantonalem Recht und stellt somit eine indirekte Einschränkung der kantonalen Gesetzgebungskompetenzen dar, die durch Artikel 50 BV geschützt sind.

Schliesslich ist die mangelnde Flexibilität bei der Anpassung an spezifische Schweizer Verhältnisse eine erhebliche Schwäche. Die EU-Gesetzgebung ist ein Kompromiss zwischen den Interessen ihrer Mitgliedstaaten und kann daher nicht immer den spezifischen Bedürfnissen und Traditionen der Schweiz gerecht werden. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht ignoriert die Einzigartigkeit des

schweizerischen Modells und könnte zu suboptimalen Ergebnissen führen. Die Verfassungsbestimmungen zum Föderalismus, insbesondere Artikel 3 BV, der die Autonomie der Kantone betont, könnten durch eine solche Übernahme untergraben werden, da die Kantone möglicherweise gezwungen wären, Regelungen zu übernehmen, die nicht ihren lokalen Bedürfnissen entsprechen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Recht in die inländische Gesetzgebung nicht nur rechtlich und verfassungsrechtlich bedenklich ist, sondern auch die demokratischen Prinzipien, die Souveränität und die schweizerische Identität gefährdet. Eine solch tiefgreifende Veränderung des Rechtsrahmens erfordert eine weitaus sorgfältigere Prüfung und eine offene gesellschaftliche Debatte, bevor voreilige Schritte unternommen werden. Die Argumente für eine solche Übernahme müssen einer kritischen Prüfung standhalten und dürfen die grundlegenden Prinzipien der schweizerischen Rechtsordnung nicht kompromittieren. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung oberste Priorität geniessen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Kontext des Abkommens mit der EU stellen eine grundlegende und bedenkliche Abweichung von den Prinzipien dar, die unsere Souveränität und die Steuerung unserer Zuwanderung schützen sollen. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem unmissverständlichen Willen des schweizerischen Volkes, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Besondere Besorgnis erregt die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ausgestaltet ist. Diese Regelung birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, dass Personen, die von Kriminalität leben oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind, dennoch ein quasi unantastbares Aufenthaltsrecht erhalten, ist inakzeptabel und muss entschieden abgelehnt werden.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Bestimmungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Dies belastet die Schweizer Steuerzahler sowie Kantone und Gemeinden in einem Ausmass, das nicht länger tragbar ist. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Land, das nicht der EU angehört, beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel', wie sie im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Die angedrohten Strafmassnahmen der EU im Falle einer Anrufung dieser Klausel entlarven sie als Erpressungsinstrument, nicht als Schutzmassnahme.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch entrechtet. Dies widerspricht dem Grundgedanken unserer verfassten Ordnung.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück einer Kapitulation vor den Forderungen der EU. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine effektive Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und eine direkte Untergrabung unserer Souveränität. Die Neufassung des AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird

und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das zwar Indikatoren definiert, aber die entscheidenden Massnahmen dem politischen Ermessen überlässt und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern mit drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Rücken von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGVB) durch die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Schweizer Gründlichkeit wird für EU-Kompatibilität geopfert.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Art. 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Anstatt Zuwanderung zu steuern, verwalten wir lediglich deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu denselben (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule den Koordinationsregeln der EU durch die Änderung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU durch den neuen Art. 25f Abs. 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge der Unterordnung unter EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten.

Die scheinbar technische Anpassung im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) führt die Einführung des EPC/IMI zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz, bei der die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt wird, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität, eine massive Belastung unserer Sozialwerke und eine

Gefährdung unserer Standards bedeuten. Wir fordern eine Überprüfung und Ablehnung dieser Bestimmungen, die den Kern unserer demokratischen Prinzipien und unserer Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung des Landes untergraben.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme nimmt kritisch und mit erheblichen Bedenken Stellung zum im Bereich Landverkehr vorgesehenen Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen und die damit einhergehende Rechtsübernahme eine gravierende Bedrohung für das Rückgrat unseres öffentlichen Verkehrs darstellen, namentlich für den Service public im Schienenverkehr, der seit jeher ein Fundament unseres Landes und seiner Mobilität bildet.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts, wie sie im Rahmen dieses Abkommens erfolgen würde, birgt die Gefahr, dass bewährte und für die Aufrechterhaltung eines leistungsfähigen öffentlichen Verkehrs unerlässliche Subventionen für Sektoren wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die turnusmässige Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte unmittelbar negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots, das unseren Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung steht. Die Sorge ist gross, dass hierdurch die finanziellen Grundlagen für eine flächendeckende und bedarfsgerechte Bahnleistung nachhaltig geschwächt werden.

Darüber hinaus öffnet das angestrebte Abkommen nach unserer Einschätzung Tür und Tor für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr. Die Einführung von Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) ist in diesem Zusammenhang besonders bedenklich. Sie würde ausländischen Anbietern, die oft über erhebliche staatliche Subventionen ihrer Heimatländer verfügen, die Möglichkeit eröffnen, innertschweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen impliziert zwangsläufig eine "Rosinenpickerei": Profitabel erscheinende Hauptstrecken würden von ausländischen Firmen bedient, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den oft unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen blieben. Dies ist ein direkter Angriff auf die finanzielle Stabilität unseres Service public und würde die Last der Grundversorgung unweigerlich auf weniger Schultern verteilen.

Die vom Bundesrat als vermeintliche Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich nahezu wertlos und in ihrer Bindungswirkung als äusserst fragwürdig. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen, potenziell nachteiligen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann kraft des dynamischen Rechtsübernahmemechanismus zwingend übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine rein beruhigende Geste ohne substanzielle Schutzwirkung, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs keineswegs verhindert. Die Schweiz würde dadurch in eine passive Rolle gedrängt, in der sie sich zukünftigen Regulierungen beugen müsste, ohne Mitspracherecht zu haben.

Es ist weiter zu konstatieren, dass die Schweiz durch die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme schrittweise die Kontrolle über ihre für die nationale Wirtschaft und Gesellschaft so wichtige Schieneninfrastruktur aufgibt. Die Übernahme künftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der föderalen Eigenständigkeit und der direkten demokratischen Kontrolle.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret in Art. 40ater EBG, gefährdet den Service public direkt und massiv. Die Möglichkeit für ausländische Anbieter, sich die profitabelsten Strecken herauszupicken, schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die sich der Aufgabe der landesweiten Grundversorgung verpflichtet sehen. Langfristig ist dadurch die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz in Frage gestellt.

Zusätzlich stellt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen von Verkehrsleistungen fortan völkerrechtliche, also EU-spezifische Vorgaben zu beachten, wie dies in Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehen ist, eine erhebliche Einschränkung der

Souveränität von Bund und Kantonen dar. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den für die Schweiz besten und bedarfsgerechtesten Lösungen ausrichten zu können, müssen zwingend EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Lösungen der Vorzug gegeben werden muss, nur um den Vorgaben aus Brüssel zu genügen. Diese Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit über die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes ist nicht hinnehmbar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge im Bereich Landverkehr eine ernste Gefahr für den Schweizer Service public darstellen. Die Schwächung der SBB und anderer nationaler Anbieter durch Kabotage, die Entwertung von Subventionen durch das EU-Beihilferecht und die Aufgabe der Souveränität durch dynamische Rechtsübernahme wiegen schwer. Wir lehnen diese Vorhaben daher entschieden ab, da sie die Qualität, die Finanzierbarkeit und die flächendeckende Versorgung unseres öffentlichen Verkehrs massiv gefährden und letztlich die Lebensqualität und die Mobilität der Schweizer Bevölkerung negativ beeinflussen würden.

Staatliche Beihilfen

Wir nehmen hiermit ausdrücklich und mit tiefgreifender Besorgnis Stellung zum Bereich staatliche Beihilfen im Rahmen der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union. Die vorliegende Ausgestaltung des Dossiers stellt nach unserer festen Überzeugung eine inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Legitimation dar. Sie droht, die bewährte, dezentrale und auf schweizerische Interessen ausgerichtete Praxis in diesem sensiblen Bereich zu zerstören und durch ein rigides, europäisches Kontrollregime zu ersetzen, dessen primäres Ziel die Durchsetzung von EU-Recht und nicht die Förderung des schweizerischen Wohls ist.

Es ist schlichtweg inakzeptabel, dass die heutige, nachweislich funktionierende Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, abgeschafft werden soll. Diese demokratisch legitimierten Förderinstrumente, die oft essenziell für die Aufrechterhaltung regionaler Strukturen, die Unterstützung unseres kulturellen Erbes oder die Förderung lokaler Klein- und Mittelunternehmen sind, sollen neu einer starren, technokratischen EU-Kontrolle unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung und der direkten Einflussnahme der Bürger auf ihre wirtschaftlichen Rahmenbedingungen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diesen Vorschlag massiv und unannehmbar untergraben. Anstatt eigenständig über die wirtschaftliche Entwicklung ihrer Territorien zu entscheiden und gezielte Massnahmen zur Stärkung lokaler Strukturen zu ergreifen, werden sie künftig gezwungen sein, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorzulegen. Dies stellt einen direkten Angriff auf die Grundfesten unseres Föderalismus dar und degradiert die Kantone zu reinen Vollzugsorganen eines fremden Rechtsregimes.

Mit diesen Vereinbarungen unterwirft sich die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Die Notwendigkeit, staatliche Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von ihr genehmigen zu lassen, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit systematisch aus. Dies ist keine Partnerschaft auf Augenhöhe, sondern eine faktische Unterwerfung.

Besonders besorgniserregend ist die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luftverkehrs und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Da viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, und diese Sektoren von strategischer Bedeutung für die Versorgungssicherheit und den öffentlichen Dienst sind, birgt die Aufgabe nationaler Kontrollkompetenzen hier erhebliche Gefahren für die strategische Autonomie der Schweiz.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie sie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG, Art. 3) vorgesehen ist, stellt die Einrichtung einer Art "Superbehörde" dar. Diese wird faktisch als "verlängerter Arm der EU" fungieren und ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die

demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend, was die Gefahr von Fehlentscheidungen zulasten der Schweiz erhöht.

Das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Schwächung der föderalistischen Strukturen.

Die vorgesehene Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse eingeräumt wird, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gezogen und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Gesetzes über die Preisüberwachung (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Konsumenten zu verschleiern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen eine gravierende Einschränkung unserer nationalen Souveränität und des Föderalismus bedeuten. Sie schaffen eine übermächtige, zentrale Kontrollinstanz, die dem EU-Recht untersteht und die demokratische Kontrolle schwächt. Wir lehnen diese Entwicklung nachdrücklich ab und fordern eine Überarbeitung, die die schweizerischen Interessen und die Grundsätze unserer Rechtsordnung wahrt.

Strom

Stellungnahme zum Bereich Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromsektor stellen eine fundamentale Gefährdung der Energiesouveränität und der nationalen Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die vorgesehene

institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich in ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz, eine kritische Infrastruktur von nationaler Bedeutung, werden zukünftig in Brüssel getroffen. Dies ist nicht nur ein Verlust an Autonomie, sondern auch eine massive Einschränkung unserer Gestaltungsmöglichkeiten.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird sich unter diesen neuen Regelungen grundlegend ändern. Von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten unseres Landes ausgerichtet ist, droht sie zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" zu werden. Die ElCom wäre dann gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Dieses Vorgehen untergräbt die föderalen Strukturen und die Prinzipien der direkten Demokratie, nach denen Entscheidungen im Idealfall auf der Ebene getroffen werden, die am nächsten bei den Betroffenen liegt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das über Jahrzehnte hinweg den Bergkantonen zugutekam und dort Investitionen in die Infrastruktur ermöglichte, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies hätte weitreichende finanzielle Konsequenzen für diese Kantone und würde das Prinzip der regionalen Wertschöpfung und des Ausgleichs schwächen.

Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang dieser dezentralen Produzenten, ein wichtiges Element zur Förderung lokaler Energieversorgung, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure, was eine unerwünschte Konzentration von Macht und Einfluss bedeutet.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Primat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, die in Zeiten von Engpässen essenziell ist, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Noch gravierender ist die Frage der Verantwortlichkeit: Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt, der auf Profitmaximierung ausgerichtet ist, noch die EU, deren Prioritäten anders gelagert sein mögen. Dies ist ein äusserst gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen für die Bevölkerung und die Wirtschaft unkalkulierbar sind.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Denn die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht oder nur unzureichend übernimmt, müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies stellt eine zusätzliche finanzielle Belastung dar, die gerade für einkommensschwächere Haushalte und kleine Unternehmen existenzbedrohend sein kann.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Art. 4a ff. zur vollständigen Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist kein adäquater Ersatz für die bisherige Sicherheit. Ferner untergraben die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG die bewährten föderalen Strukturen und die etablierte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG und die damit einhergehende Gleichschaltung mit der EU bedeuten, dass die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur verliert und sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung unterstellt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, schwächen die Position der

dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der erklärten Energiestrategie der Schweiz, die gerade auf die Förderung dezentraler und bürgernaher Energieproduktion abzielt, und bevorzugt stattdessen grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Souveränität der Schweiz in einem essenziellen Sektor bedrohen, sondern auch die Versorgungssicherheit gefährden, die lokale und dezentrale Energieproduktion schwächen und zu höheren Strompreisen für die Konsumenten führen werden. Es ist unabdingbar, dass diese Entwicklungen kritisch hinterfragt und die nationalen Interessen der Schweiz in den Vordergrund gestellt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus der Perspektive des Schweizer Lohnschutzes und der schweizerischen Souveränität äusserst bedenklich und erweisen sich als unzureichend, um den massiven Druck auf die Schweizer Lohnniveaus abzufedern. Die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit untergräbt die Stabilität des Arbeitsmarktes und droht eine flächendeckende Erosion der Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die vorgeschlagenen Anpassungen aufgeweicht und an EU-Standards angeglichen. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer angelegt, sondern weisen auch eine geringere Effektivität als die bisherigen flankierenden Massnahmen auf. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die mittels Lohndumping ihre Wettbewerbsvorteile ausbauen wollen.

Die Kontrollemechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen erheblich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu konzipierten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die vorgeschlagene Änderung des Entsendegesetzes (EntsG) ist dabei keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Art. 335l bis 335q OR verankert werden soll, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) massiv, ohne das Grundproblem des anhaltenden Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der ausschliesslich auf Druck der EU hin erfolgt. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies widerspricht diametral unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und beeinträchtigt die Fähigkeit von KMU, flexibel auf veränderte

Marktbedingungen zu reagieren.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere durch Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unerwünscht an die EU binden.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz, wie sie im neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG vorgesehen ist, stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere unabhängige Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklung ist ein gefährlicher Präzedenzfall und öffnet Tür und Tor für eine schleichende Entwertung nationaler Rechtssetzung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen weder geeignet noch ausreichend sind, um die Integrität des Schweizer Lohnschutzes zu wahren und die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Arbeitnehmer abzufedern. Vielmehr besteht die erhebliche Gefahr, dass durch diese Anpassungen die schweizerische Souveränität, die Effektivität des Lohnschutzes und die Flexibilität des Schweizer Arbeitsmarktes nachhaltig geschwächt werden. Es bedarf einer Überprüfung und Stärkung der bestehenden Schweizer Schutzmechanismen, anstatt deren Erosion durch eine unkritische Übernahme von EU-Richtlinien zu betreiben.

Finanzieller Beitrag

Meine sehr geehrten Damen und Herren,

mit äusserster Skepsis und tiefgreifenden Bedenken äussere ich mich zur vorgeschlagenen Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union. Die vorliegende Gestaltung mutet an wie ein strategischer Schachzug, der darauf abzielt, die Schweiz zu einer dauerhaften und automatischen Zahlungsquelle für die EU zu machen, ohne dass hierfür ein angemessener und kontrollierbarer Gegenwert in Form von verbesserter Marktintegration oder abgeschafften Handelshemmnissen ersichtlich ist.

Die Kernproblematik liegt in der Umwandlung der bisherigen, freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht. Diese Entwicklung stellt eine erhebliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Das Parlament, als oberstes Organ der Volksvertretung und Hüter der Bundesfinanzen, verliert damit ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern in diesem Umfang eigenständig zu entscheiden. Die Rede von einem "finanziellen Beitrag" ist angesichts dieser Zwangsläufigkeit eine Verharmlosung; es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, die uns an die EU bindet.

Der anfangs kolportierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr entpuppt sich als ein offensichtliches Lockvogelangebot. Die explizite Verankerung eines "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge im Vertrag birgt das unausweichliche Potenzial für massiv höhere Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde damit in eine Position gedrängt, in der sie einer Diktat der EU ausgeliefert ist, ohne die Möglichkeit, sich diesen Forderungen zu entziehen oder neu zu verhandeln. Die Budgethoheit des Bundes wird dadurch empfindlich gestört und die Fähigkeit des Parlaments, eigenverantwortlich Finanzentscheidungen zu treffen, massiv

eingeschränkt.

Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin degradiert, die erhebliche finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne im Gegenzug verbriefte und substantielle Vorteile zu erhalten. Es ist keine Garantie für einen besseren Marktzugang oder eine effektive Beseitigung von Hindernissen zu erkennen. Stattdessen zahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare wirtschaftliche Vorteile für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft mit sich bringt. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien einer souveränen und unabhängigen Aussen- und Wirtschaftspolitik.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das unmissverständliche gesetzgeberische Instrument, um die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu transformieren. Dieses Gesetz zementiert die finanzielle Abhängigkeit der Schweiz von der EU und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 des KoBG verankert die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs für die EU auf diese Zahlungen. Dies untergräbt die Budgethoheit des Parlaments nachhaltig. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung fortgeführt. Das Parlament wird seiner Kernaufgabe, der finanziellen Steuerung des Landes, entkleidet und auf eine reine Exekutivfunktion reduziert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des bilateralen Abkommens (BöB), genauer gesagt in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies impliziert eine tiefgreifende Integration in die Rechtsordnung, die weit über ein übliches Kooperationsabkommen hinausgeht und den Weg für weitere Forderungen ebnet.

Besonders irreführend und problematisch ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Es ist höchst bedenklich, den "guten Namen" und die international anerkannte Arbeit der Schweizer Friedensförderung zu missbrauchen, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vermischung von Themen dient lediglich dazu, die finanzielle Last für die Schweiz attraktiver erscheinen zu lassen und die kritische Debatte über die Angemessenheit und die Konsequenzen dieser Zahlungen zu erschweren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags eine deutliche Verschlechterung der schweizerischen Verhandlungsposition und eine erhebliche Einschränkung der nationalen Souveränität darstellt. Sie öffnet die Büchse der Pandora für weitere, unkontrollierbare finanzielle Forderungen der EU und entzieht dem schweizerischen Parlament die notwendige Kontrolle über die Ausgaben des Landes. Ich rate dringend davon ab, diesem Vorschlag zuzustimmen, ohne dass grundlegende Korrekturen vorgenommen werden, die die demokratische Kontrolle und die schweizerische Souveränität wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme drückt tiefgreifende Besorgnis über die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit aus. Unter dem irreführenden Titel, der allein auf Sicherheit abzielen sollte, vollzieht sich in Wahrheit eine umfassende und unerwünschte Integration der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft in das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine unmittelbare Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich für die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Rufs und unserer Wettbewerbsfähigkeit, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" droht seine Bedeutung zu verlieren, wenn unsere Produkte fortan nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie die Massenware der Europäischen Union. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil, den sich unsere Produzenten über Jahrzehnte erarbeitet haben.

Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in Zukunftsfragen blockiert und uns in eine ausweglose Abhängigkeit drängt.

Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren primäre Interessen nicht notwendigerweise mit unseren nationalen Belangen übereinstimmen.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es ist zu befürchten, dass nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Festakt mit den komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert sein werden. Dies droht lokale Traditionen zu zerstören und die wirtschaftliche Existenz kleiner, aber wichtiger Betriebe zu gefährden.

Das unser Volk mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Regelungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Der klare Volkswille, der sich gegen solche Praktiken ausgesprochen hat, wird hierbei auf perfide Weise missachtet.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich auch auf die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem schleichenden Verlust an jenen hohen Standards, die unser Land auszeichnen.

Die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) mit neuen Artikeln wie Art. 15a und Art. 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch so wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards. Wir verlieren die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen und zu wahren.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der angestrebten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, die viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird hierbei umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gefährliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Selbst die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten, was unsere natürlichen Ressourcen unnötig gefährdet.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1

neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet nicht nur unsere Landwirtschaft, sondern auch die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht dem Schutz der Lebensmittelsicherheit dienen, sondern einer schleichenden Souveränitätsaufgabe und der Aufgabe unserer Qualitätsstandards. Es ist dringend geboten, diese Entwicklung zu stoppen und die Eigenständigkeit der Schweiz in diesem essenziellen Bereich zu verteidigen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Yasmin Giller

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Giller Yasmin

Telefon: 0619713790

E-Mail: jasmin.giller@gmx.net

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Verhandlungsergebnisse der Schweiz mit der EU sind einseitig zu Gunsten der EU. Wir bezahlen, haben aber kein Mitspracherecht. Die schweizerische Souveränität, die Demokratie und unsere relativ stabile Wirtschaft gelangen unter die Räder. Die Übernahme von EU-Recht und die problematische Personenfreizügigkeit führen die Schweiz ins Sklaventum und weit weg von den Prinzipien unserer Bundesverfassung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem vorliegenden Vernehmlassungsverfahren zugrunde liegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt zu erheblichen Bedenken Anlass. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen die Gefahr, die schweizerische Souveränität in einem Ausmass auszuhöhlen, das mit den Grundsätzen unserer Verfassung, insbesondere mit Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) bezüglich der Eigenständigkeit der Schweiz, nur schwer vereinbar ist. Eine kritische Würdigung ist daher unerlässlich, um die langfristigen Konsequenzen für unseren Rechtsstaat und unsere direkte Demokratie abzuschätzen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk und die Stände. Die vorliegenden Abkommen propagieren eine fortwährende und automatische Adaption neuer EU-Regulierungen, was einer schleichenden Entmündigung des nationalen Gesetzgebers gleichkommt. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 BV verankert ist. Die Möglichkeit, die schweizerische Gesetzgebung frei zu gestalten und auf unsere spezifischen Bedürfnisse abzustimmen, wird durch eine solche Konstellation massiv eingeschränkt. Wir laufen Gefahr, zum reinen Vollzugsgehilfen europäischer Rechtsakte zu werden, ohne dabei noch über die nötigen Instrumente zu verfügen, um unsere eigenen Interessen wirksam zu wahren. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im vorgeschlagenen Rahmen ist besonders bedenklich. Die Anerkennung der bindenden Wirkung von EuGH-Urteilen für die schweizerische Rechtsordnung, wie sie in der EU-Diskussion häufig thematisiert wird, wäre ein gravierender Eingriff in die Rechtsstaatlichkeit unseres Landes. Unsere Gerichte und unser Parlament würden de facto von einem ausländischen Gerichtshof entmachtet, dessen Rechtsprechung auf dem Gemeinschaftsrecht der EU beruht und nicht auf schweizerischen Rechtsprinzipien. Dies widerspricht Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher festlegt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden bindend sind, sofern sie sich auf die schweizerische Verfassung stützen können. Eine Übertragung dieser Bindungswirkung auf ein fremdes Rechtssystem, das nicht unserer eigenen Verfassungsordnung unterliegt, ist rechtlich und politisch inakzeptabel. Es würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte untergraben und die Möglichkeit, Recht im Sinne des schweizerischen Volkes zu sprechen, eliminieren. Die wirtschaftlichen Auswirkungen, die als Vorteil der Abkommen dargestellt werden, sind nicht zweifelsfrei. Die behauptete Stärkung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt muss gegen die negativen Folgen einer übermässigen Harmonisierung und der damit verbundenen Regulierungsdichte abgewogen werden. Unsere KMU, das Rückgrat unserer Wirtschaft, könnten unter der Last neuer und für sie möglicherweise unpassender Vorschriften leiden. Artikel 31 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch diese Freiheit könnte durch eine externe Regulierungspraxis zunehmend beschnitten werden, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, Ausnahmeregelungen oder Anpassungen für ihre spezifische Wirtschaftsstruktur zu erwirken. Darüber hinaus ist die Ausgestaltung der

Personenfreizügigkeit im vorliegenden Paket äusserst kritisch zu betrachten. Die Schweiz hat wiederholt und in verschiedenen Abstimmungen den Willen des Volkes zum Ausdruck gebracht, die Zuwanderung eigenständig zu regeln. Eine automatische Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit, verbunden mit einer Einschränkung unserer nationalen Steuerungsmöglichkeiten, wäre ein direkter Affront gegen diese demokratischen Entscheide. Artikel 121 der Bundesverfassung, der die Zuwanderung regelt und dem Bund die Kompetenz zur Regelung erteilt, würde durch die faktische Devolution dieser Kompetenz an die EU de facto ausgehöhlt. Die Möglichkeit, eigene Quoten oder Beschränkungen festzulegen, die den Bedürfnissen des Schweizer Arbeitsmarktes und der gesellschaftlichen Kohäsion Rechnung tragen, würde massiv beeinträchtigt. Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU zeigt eine alarmierende Tendenz zur Untergrabung der schweizerischen Souveränität, der Rechtsstaatlichkeit und der demokratischen Selbstbestimmung. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, der Verlust der Kontrolle über die eigene Gesetzgebung und die Einschränkung der demokratischen Willensbildung durch die Bindung an ausländische Gerichte und Institutionen sind gravierende Nachteile. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken mit aller Deutlichkeit zum Ausdruck gebracht werden, und dass die Teilnehmer dieser Vernehmlassung die Tragweite der vorgeschlagenen Regelungen für die Zukunft unseres Landes kritisch hinterfragen und gegebenenfalls ablehnen. Die Integrität unseres Rechtssystems und die Autonomie unserer politischen Entscheidungsfindung dürfen nicht geopfert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Schweiz hat eine direkte Demokratie und so soll es auch bleiben. Gemäss Artikel 141 unserer Bundesverfassung hat das Volk das Recht auf Mitbestimmung. Dieses Recht auf Mitbestimmung wird beerdigt, wenn Bestimmungen und Gesetze aus Brüssel kommen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die Vorlage bedeutet eine schleichende Aushöhlung des Lohnschutzes im Namen der EU-Konformität. Das Lohnniveau wird sinken und unsere Souveränität stirbt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen stellen eine bedenkliche Unterordnung unter das EU-Recht dar. Die Stabilität unserer Sozialsysteme wird gefährdet. Die so genannten „Schutzklauseln“ sind wirkungslos, und die automatische Rechtsübernahme nimmt uns die demokratische Mitsprache. Die Interessen der Schweizer Bevölkerung müssen über die Befehle aus Brüssel gestellt werden. Die Eigenständigkeit der Schweiz und der Wille des Volkes zur Steuerung der Zuwanderung müssen bewahrt werden.

Strom

Die Schweiz hat spezielle landschaftliche Verhältnisse und soll die Hoheit über ihre Stromproduktion nicht an das überdimensionale Geschwür EU abgeben. Die Schweiz hat viele Stauseen. Kurzfristig kann in diesen Stauseen Strohm gespeichert werden und Gewinn bringend verkauft werden. So trägt die Schweiz zur Sicherung des europäischen Stromnetzes bei. Die Schweiz hat auch viel Geld in diese Strohm Anlagen investiert. Das wollen wir uns nicht durch diese unsägliche EU-Verwaltung nehmen lassen. Immer wieder lässt die EU neue Gesetze raus und würde eine langfristige Planung unserer Stromproduktion verunmöglichen.

Finanzieller Beitrag

Die Schweiz soll ihre demokratische Kontrolle über ihre Finanzen behalten. Die vorgeschlagenen Kohäsionszahlungen sind eine Bedrohung für Souveränität und demokratische Kontrolle und dürfen unter keinen Umständen in der vorgeschlagenen Form gesetzlich verankert werden. Die EU ist ein Fass ohne Boden und wir doofen Schweizer sollen bezahlen. Die finanzielle Belastung werden wir bezahlen müssen.

Landverkehr

Unmengen hat die Schweiz in den Ausbau der Schienen und Strassen investiert. Deutschland und Italien sind ihren Verpflichtungen, die Bahn auszubauen nicht nachgekommen. Der Zustand der Bahn in Deutschland ist

katastrophal. Deutschland will auch nichts investieren, die setzen voll auf Kriegspropaganda. Die EU will sicher die Hoheit über die Transitwege europaweit erlangen und lässt diese dann vermutlich auch vergammeln, wegen «Geld geht jetzt für Waffen in die Ukraine und wir müssen kriegstüchtig werden». Die Schweiz darf ihre verkehrspolitische Autonomie niemals aufgeben. Brüssel darf nicht anordnen.

Lebensmittelsicherheit

Unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit wird die Schweizer Souveränität in zentralen Bereichen untergraben, unsere hochwertigen Standards werden gefährdet und die Bürokratie für unsere Produzenten wird massiv erhöht. Es stellt keinen Fortschritt dar, sondern einen Rückschritt in Bezug auf Souveränität, Qualität und demokratische Kontrolle.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen stellen eine unheilvolle Entwicklung dar. Die die Schweiz wird wirtschaftlichen und politischen fremd regiert. Der Föderalismus wird aufgeweicht und die demokratische Legitimation von wichtigen wirtschaftspolitischen Entscheidungen wird untergraben. Wir verlangen, dass die bewährten nationalen Regelungen, die die Souveränität und die Interessen der Schweiz wahren, beibehalten werden. Mit dieses EU-Abmachung verlieren wir unsere nationale Autonomie.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Eine Vertiefung der Bindung mit der Europäischen Union ist schlecht. Ich habe sehr hohe Bedenken, wieso sich die Schweiz dieser Monsterbürokratiekrake unterwerfen sollte. Wir wären nicht mehr souverän und begeben uns unter EU-Recht. Ausserdem habe ich enorm Mühe, dass sich die nicht gewählte Präsidentin Frau Von der Leyen wie eine Diva aufführt, alles entscheidet und alle nach ihrer Pfeife tanzen sollen (Sie hat mal per SMS für zig Milliarden bei Herrn Bourla von Pfizer Coronaimpfungen bestellt, einfach so, die dämlichen EU Mittglieder bezahlen das ja). Eigentlich ist die EU eine Verwaltungsorganisation. Die EU sollte machen, was die Mitgliederstaaten verlangen. Mittlerweile hat aber die EU, insbesondere Frau Von der Leyen das Kommando übernommen. Ausserdem sollten wir wirtschaftlich möglichst unabhängig sein und eigenständig entscheiden können. In der Schweiz haben wir fast schon einzigartig das Prinzip der direkten Demokratie. Das ist in der EU nicht vorhanden. Viele Staaten reden da rein. Wir wollen kein EU-Recht. Das Volk und unsere gewählten Parlamentarier müssen weiterhin das Recht haben über unsere Gesetze zu entscheiden. Nationales Recht darf nicht durch eine ausländische Instanz übertrumpft werden. Das ist mit unserer Verfassung nicht vereinbar. Mit diesen geplanten bilateralen Abkommen (eher Monolateral) wären wir nur zu EU-Gehorsam gezwungen ohne EU-Stimmrecht. Das ist nicht vereinbar mit unserer direkten Demokratie, der schweizerischen Souveränität, schweizerischem Recht und einer wirtschaftlichen Unabhängigkeit. Auch müssten wir viel Geld bezahlen in dieses sinkende Schiff EU, welches von einer nichtgewählten Präsidentin beherrscht wird. Eigentlich ist die EU nur eine Verwaltung und sollte Aufträge der Mitgliedsstaaten, wie eine Sekretärin erledigen. Aber leider hat die EU sich zur Befehlsgebenden Superkrake verwandelt.

Und jetzt noch eine Frage zum Schluss:

Die Annäherung an die korrupte, langsam verendende, völlig überschuldete, nicht mehr am internationalen Verhandlungstisch sitzende, von keinem Land des globalen Südens gesehene, von Asylanten überflutete, mit Messerstechern gespickte, mit Vergewaltigern überflutete, von U. von der Leyen korrumpierte EU ist nicht der richtige Weg für die Schweiz…habt Ihr schon mal über BRICS nachgedacht?

Und noch etwas zu dieser E-Mail-Adresse:

Extra lang, kompliziert und man kann es sich nicht merken…also wirklich sehr bürgernah….

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lorenz Maurer (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Lorenz Maurer · +41793126519 · info@profihandwerker.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung äusserst bedenklich und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung. Die Annahme eines solchen Pakets würde die Schweiz in eine abhängige Position zur Europäischen Union manövrieren und fundamentale Prinzipien unseres Rechtssystems untergraben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die schweizerische Bevölkerung oder das Parlament direkten Einfluss auf dessen Entstehung haben, widerspricht dem Geist unserer direkten Demokratie. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz eine Republik, die auf dem Volkswillen beruht. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht wird dieser Volkswille indirekt ausgehebelt, da die Entwicklung und Anwendung von Regeln, die für die Schweiz verbindlich werden, primär in Brüssel stattfindet. Die Rolle des schweizerischen Parlaments wird hierdurch de facto auf eine reine Überwachungsinstanz reduziert, was die Gewaltenteilung und die demokratische Legitimation von Gesetzen massiv schwächt. Darüber hinaus stellt die Anerkennung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) eine erhebliche Einschränkung der schweizerischen Hoheit dar. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die oberste Gewalt in der Schweiz das Volk und die Kantone. Die Verbindlichkeit der EuGH-Urteile bedeutet, dass schweizerische Gerichte künftig nicht mehr eigenständig über die Auslegung von Abkommen entscheiden können, sondern an die Interpretationen des EuGH gebunden sind. Dies verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsautonomie, welche als Eckpfeiler unseres Rechtssystems gelten. Insbesondere Artikel 30 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert, wird durch diese Abhängigkeit von einer ausländischen Gerichtsbarkeit tangiert. Die vorgelegten Verträge laufen Gefahr, die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit zu zwingen, ohne dass diese eine adäquate Mitsprache oder die Möglichkeit zur Einflussnahme auf die Rechtssetzung geniesst. Dies ist keine partnerschaftliche Beziehung, **sondern eine Unterordnung unter die Normen und Entscheidungen der EU**. Es müssen klare Grenzen gezogen werden, um die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien zu wahren. Die vorgeschlagenen Regelungen sind mit diesen Grundsätzen nicht vereinbar und bergen erhebliche Risiken für die Zukunft der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und erweisen sich als weitgehend unbefriedigend. Es ist alarmierend, in welchem Ausmass die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes kompromittiert werden. Besonders kritisch ist die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf dessen Entstehung Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Rechte, verankert ist. **Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne jegliche Mitgestaltungsmöglichkeit, untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über die Gesetze, die für sie gelten, zu entscheiden.** Dieses Vorgehen birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die uns letztlich zu einer reinen Anhangsregion der EU degradiert. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) wird in den vorgeschlagenen Regelungen auf eine Weise ausgedehnt, die gravierende Bedenken aufwirft. Die Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung von EU-Recht, das sodann auch für die Schweiz bindend wäre, stellt eine direkte Aushöhlung der nationalen Gerichtsbarkeit dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und Artikel 5 des Obligationenrechts sind die schweizerischen Gerichte und der Bundesrat

die primären Instanzen für die Rechtssetzung und Rechtsanwendung. Die Einschränkung dieser nationalen Kompetenzen durch eine übergeordnete Instanz, deren Legitimation für die Schweiz nicht gegeben ist, ist inakzeptabel. Dies öffnet die Tür für eine Rechtsentwicklung, die nicht im Einklang mit unseren eigenen Traditionen und Bedürfnissen steht. Des Weiteren ist die mangelnde Klarheit bezüglich der Kompensationsmechanismen für die Schweizer Wirtschaft und die potenziellen Belastungen durch EU-Vorgaben besorgniserregend. Die Gefahr, dass kleine und mittlere Unternehmen übermässig belastet werden und die Wettbewerbsfähigkeit litt, ist nicht von der Hand zu weisen. Ohne klare und verlässliche Garantien für die Schweizer Wirtschaftsinteressen sind die vorliegenden Ergebnisse als ungenügend zu betrachten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse eine Reihe von schwerwiegenden Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftlichen Interessen unseres Landes bergen. Eine sorgfältige und kritische Prüfung dieser Ergebnisse ist unerlässlich, um irreversible Nachteile für die Schweiz abzuwenden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdokument dargelegt sind, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Die scheinbar wohltätigen Angebote der EU zur Stärkung der bilateralen Beziehungen überschatten die potenziellen Nachteile und die Erosion unserer rechtlichen Unabhängigkeit. Besonders alarmierend ist die Tendenz, die bestehenden bilateralen Verträge durch eine pauschale Annäherung an das EU-Recht zu ersetzen oder zu ergänzen. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch in den Rechtsraum der Europäischen Union integriert wird, ohne jedoch die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen, wie beispielsweise Mitspracherechte bei der Gesetzgebung. Das revidierte Bundesgesetz über die Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen (VVRV) und insbesondere die Artikel zur Transposition und Übernahme von Unionsrecht müssen kritisch hinterfragt werden. Die ungezügelte Übernahme von EU-Recht, ohne klare Abgrenzung und unter Umgehung des parlamentarischen Prozesses, widerspricht dem Geist des VVRV und untergräbt die demokratische Legitimation von Gesetzen. Es ist fraglich, ob eine solche Übernahme im Einklang mit Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft und ihre Kantone (BGS) steht, der die Unabhängigkeit der Schweiz betont. Die Argumentation, dass eine solche Annäherung die wirtschaftliche Stabilität fördert, überzeugt nicht. Die Abhängigkeit von Brüssel und die ständige Anpassung an sich ändernde EU-Vorschriften schaffen Unsicherheit und Belastungen für Schweizer Unternehmen, insbesondere für KMU. Stattdessen sollte die Schweiz ihre bestehenden Verträge konsequent nutzen und bei Bedarf durch gezielte Verhandlungen an die sich wandelnden Gegebenheiten anpassen. Eine generelle Übernahme von EU-Recht birgt zudem das Risiko, dass Schweizer Besonderheiten, die für unsere Wettbewerbsfähigkeit entscheidend sind, verloren gehen. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, die das Prinzip der Rechtssetzungskompetenz der nationalen Organe verletzt, ist real. **Wir müssen und werden verhindern, dass die Schweiz zu einer Anhängselin der EU wird, die fremden Regeln und Gesetzen unterworfen ist,** ohne die damit verbundenen Verpflichtungen und Kosten in vollem Umfang zu überblicken oder mitgestalten zu können.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst fragwürdig, ob die angestrebte Übernahme von EU-Recht mit den Grundsätzen der direkten Demokratie und der nationalen Rechtsordnung vereinbar ist. Die vorliegende Vorlage scheint darauf abzuzielen, die Schweiz schrittweise in den rechtlichen und politischen Rahmen der Europäischen Union zu integrieren, ohne dass dies durch eine klare demokratische Legitimation abgesichert wäre. Insbesondere die Art und Weise, wie neues EU-Recht in die Schweizer Gesetzgebung überführt werden soll, widerspricht dem Geist der Bundesverfassung. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, welcher die richterliche Auslegung und Lückenfüllung regelt, wird durch die automatische Übernahme von EU-Recht ausgehebelt. Schweizer Gerichte würden faktisch gezwungen, fremdes Recht anzuwenden, dessen Entstehungsprozess sie nicht beeinflussen können und dessen dogmatische Grundlagen von den schweizerischen abweichen. Dies untergräbt die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz und gefährdet die Rechtssicherheit für inländische Unternehmen und Bürger. Des Weiteren bergen diese Bestrebungen das Risiko einer schleichenden Erosion der parlamentarischen Kontrolle. Wenn die Schweiz verpflichtet wird, EU-Richtlinien und -Verordnungen umzusetzen, ohne substanzielle Einflussmöglichkeiten auf deren Inhalt zu haben, wird das Schweizer Parlament in seiner

Gesetzgebungskompetenz beschnitten. **Die im Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) verankerte Pflicht zur Berücksichtigung des Willens des Volkes könnte hierdurch untergraben werden, da Gesetze ohne direkte demokratische Debatte und Zustimmung auf nationaler Ebene übernommen würden.** Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht widerspricht zudem dem Vorsorgeprinzip, das auch in der Schweizerischen Rechtsordnung eine wichtige Rolle spielt, beispielsweise im Umweltschutz. Die vorschnelle Adaption von EU-Regularien, die möglicherweise nicht den spezifischen Bedürfnissen oder dem Vorsorgegrad der Schweiz entsprechen, birgt erhebliche Risiken und unerwünschte Konsequenzen für die heimische Wirtschaft und Gesellschaft. Es muss entschieden die Frage gestellt werden, ob die Schweiz bereit ist, ihre Souveränität und die Prinzipien ihrer direkten Demokratie zugunsten einer fragwürdigen Nähe zur EU aufzugeben. Die aktuellen Vorschläge deuten auf eine problematische Entwicklung hin, die eine eingehende kritische Prüfung erfordert und deren Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und Identität nicht unterschätzt werden dürfen.

Landverkehr

Die vorgesehene Angleichung im Bereich Landverkehr wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Ausgestaltung und Finanzierung unseres Service public auf. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) **ist als gefährlich für die Stabilität und die Qualität des öffentlichen Nah- und Fernverkehrs einzustufen. Diese Bestimmung öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich auf die lukrativen Schweizer Hauptstrecken zu konzentrieren.** Dies führt unweigerlich zu einer 'Rosinenpickerei', bei der diese Unternehmen die gewinnbringenden Verbindungen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Anbieter mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Leistungsfähigkeit. Darüber hinaus stellt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) eine bedenkliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, zwingt uns, nationale Verkehrsziele potenziell untergeordnete EU-konforme Kriterien zu setzen. Dies kann zu suboptimalen und kostspieligeren Lösungen für die schweizerische Bevölkerung führen. Die von der EU propagierte Angleichung des Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das die Schweizer Bürger angewiesen sind, direkt bedrohen. Die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung' zur Sicherung des Status quo ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Sie ist lediglich eine leere Formel, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, wie sie beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) droht, verlagert weitere Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen an zentrale EU-Stellen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung im strategisch wichtigen Sektor des Landverkehrs.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Entscheidungen über das eigene Stromnetz in Brüssel gefällt werden. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet und gegen die Grundsätze der demokratischen Legitimation verstösst. **Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft.** Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis betroffener Kantone schwächen, sondern auch die dezentrale Wertschöpfung in diesen Regionen beeinträchtigen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit, da strategische Reserven (z.B. Wasserreserve nach Art. 8b ff. StromVG) nur unzureichend gebildet werden können und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt. Die Kosten für die nicht gedeckten Sicherheiten werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt, was die KMU und Haushalte zusätzlich belastet. Das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung erheblich. Die

massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von ausländischen Strommärkten. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klar auf eine Gleichschaltung mit der EU ausgerichtet. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze beeinträchtigt. Diese Massnahmen gefährden die nationale Versorgungssicherheit und untergraben unsere föderalen Strukturen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unserer Ansicht nach unzureichend und von kosmetischer Natur. Sie können dem massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweiz ausgeübt wird, nicht standhalten. Es besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und effektiven schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird er durch die vorgeschlagenen Anpassungen aufgeweicht und fragwürdigen EU-Standards angenähert. Die neuen Regelungen erscheinen bürokratischer, sind jedoch nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt primär jenen ausländischen Unternehmen in die Hände, die Lohndumping betreiben wollen. Besorgniserregend ist insbesondere die Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und auf EU-Konformität ausgerichteten Strukturen untergraben. Dies führt unausweichlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der bestehenden Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist das Ergebnis von EU-Diktat. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a sind juristische Umstrukturierungen, welche die bewährte Systematik aufweichen und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkomplizieren. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. **Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.** Wir lehnen diese Anpassungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab, da sie eine Aushöhlung des schweizerischen Lohnschutzes und eine Gefährdung unseres Wohlstands darstellen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine bedenkliche Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden über die Vergabe von Subventionen im Rahmen ihrer demokratischen und politischen Entscheidungskompetenz befanden, **wird durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt grundlegend die Autonomie der Kantone, die künftig ihre lokalen und regionalen Förderentscheidungen** – sei es für den öffentlichen Verkehr, Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU – einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern vorlegen müssen. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die

Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Etablierung einer neuen Beihilfekammer in der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG markieren eine fundamentale Verschiebung. Diese Beihilfekammer agiert zunehmend als verlängerter Arm der EU, deren primäre Aufgabe die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht primär Schweizer Interessen ist. Dies führt zu einer de facto Unterwerfung unter die EU-Gesetzgebung und schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr geraten somit unter eine fremde Aufsicht, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen gefährdet. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders problematisch für den Föderalismus. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können, basierend auf einer Prüfung der EU-Konformität. Dies widerspricht dem Prinzip der kantonalen Autonomie und Schwächt die föderalistischen Strukturen. Des Weiteren ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ein klares Indiz für den Verzicht auf nationale Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt. Auch die Schwächung des Konsumentenschutzes durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist alarmierend. Diese Entwicklungen führen unweigerlich zu einer schleichenden Entmachtung der Schweiz und zu einer Abhängigkeit von Brüsseler Vorgaben, welche die Interessen unseres Landes und seiner Bürger nicht mehr in erster Linie berücksichtigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in Form eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung bislang freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Artikel 1 des KoBG zementiert diese Zahlungen als permanenten Rechtsanspruch, was die souveräne Entscheidung des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern de facto ausser Kraft setzt. **Es handelt sich hierbei nicht um eine Geste der guten Nachbarschaft, sondern um die Implementierung einer Zwangsabgabe, die dem Druckmittelcharakter unserer bisherigen freiwilligen Beiträge ein Ende setzt.** Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offenkundig ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu substanziell höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Handlungsfähigkeit, um solchen Forderungen entgegenzutreten, und wird zur reinen Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der Verteilung von Steuergeldern durch demokratisch legitimierte Organe. Die Integration des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert eine dauerhafte Verpflichtung und verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung, gleichsam als eine gesetzlich verordnete Abgabe. Diese Vorgehensweise, insbesondere die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b, ist irreführend. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch umstrittene und finanziell belastende Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird hier zur Nettozahlerin degradiert, ohne jegliche Garantie auf substanzielle Gegenleistungen in Form eines verbesserten Marktzugangs oder der Beseitigung von Handelshemmnissen. Die Kosten für diese institutionelle Anbindung wiegen eindeutig die kaum greifbaren Vorteile auf.

Lebensmittelsicherheit

Der vorgeschlagene Schritt zur vermeintlichen Stärkung der Lebensmittelsicherheit stellt eine schleichende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Anstatt die Lebensmittelsicherheit gezielt zu verbessern, **wird hier ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft massiv gefährdet.** Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, steht zur Disposition. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie sich bereits in der Teilrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) abzeichnet, **bedroht die hohen Produktionsstandards, die bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert,** wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Besonders alarmierend

ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. **Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Der Zugang von EU-Inspektoren und deren Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Die Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.** Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des LMG zielt darauf ab, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was viele zur Aufgabe zwingen wird und unsere kulinarische Identität sowie unsere mittelständische Wirtschaft angreift. Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) erzwingen eine Aufgabe unserer oft strengeren Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) sind weitere Beispiele für den gefährlichen Verlust an nationaler Souveränität und Reaktionsfähigkeit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine Bedrohung für unsere Sozialwerke dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Sinne der Personenfreizügigkeit steht in fundamentalem Widerspruch zur Bundesverfassung, insbesondere zu Artikel 121a BV, und dem unmissverständlichen Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, das faktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialsysteme. Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist unhaltbar. EU-Bürger und ihre erweiterten Familien werden de facto ein unkündbares Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies führt zu einer untragbaren Kostenlast für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Der geplante Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. **Die angebliche „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist nichts als ein Placebo. Ihre Anwendungsanforderungen sind dermassen hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies entpuppt sich als Erpressungsklausel,** nicht als Schutzmassnahme. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, **dass unser Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch entmachtet werden.** Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss wird nahezu unmöglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz opfert ihre Qualitätsstandards und ihre Fähigkeit zur unabhängigen Arbeitsmarktregulierung, indem sie die Anerkennung von Berufsqualifikationen automatisiert und sich dem Binnenmarkt-Informationssystem der EU unterstellt. Diese Unterordnung unter das EU-Recht ist ein gefährlicher Schritt, der die Grundfesten unserer schweizerischen Rechtsordnung und Souveränität bedroht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Aellen Christian (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Aellen Christian · +41 76 33 88 275 · chaellen@sunrise.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtintegration mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Eine Übernahme von EU-Recht, wie sie im vorliegenden Paket angedacht ist, würde die Schweiz zu einem reinen Rechtsempfänger machen und die demokratische Legitimation von Gesetzen in unserem Land massiv untergraben. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden de facto die Möglichkeit verlieren, über Gesetze mitzubestimmen, die sie direkt betreffen, da diese primär in Brüssel geschaffen würden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die behauptete "bilaterale" Natur der Abkommen verdeckt die Realität einer zunehmenden institutionellen Verflechtung. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei Einfluss auf dessen Gestaltung nehmen kann, stellt eine einseitige Abhängigkeit dar. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Pflicht, die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft zu wahren. Die vorgeschlagene Lösung tangiert diese Unabhängigkeit in einem Ausmass, das nicht mehr tragbar ist. Es ist zu befürchten, dass der Spielraum für eigenständige Schweizer Gesetzgebung und Politik in Kernbereichen massiv eingeengt würde. Besonders bedenklich ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine obligatorische Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, auch wenn dies in den vorgeschlagenen Abkommen durch Verweise auf die bestehende Rechtsprechung und die Möglichkeit zur Konsultation eingeschränkt werden soll, würde die nationale Gerichtshoheit gravierend beeinträchtigen. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 30 die unabhängige Rechtspflege. Die Bindung an die Entscheidungen eines ausländischen Gerichts, dessen Rechtsprechung sich zudem dynamisch entwickeln kann, würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte untergraben und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger gefährden. Die Vorstellung, dass eine solche Bindung nicht zu einer direkten Unterstellung unter den EuGH führt, ist angesichts der praktischen Konsequenzen wenig überzeugend. Die Argumentation, dass nur so der Zugang zum EU-Binnenmarkt gesichert sei, greift zu kurz. Sie suggeriert, dass die Schweiz keine Alternativen zur bedingungslosen Rechtsübernahme hat. Dies ignoriert die Erfolge des bestehenden bilateralen Systems, welches über Jahrzehnte hinweg schrittweise und auf Basis von gegenseitigen Vereinbarungen gewachsen ist. Die nun angestrebte Paketlösung erscheint eher als ein Versuch, die Schweiz zu einer Art "Mini-EU-Mitglied" zu machen, ohne die damit verbundenen Verpflichtungen und Mitspracherechte. Die strategische Autonomie der Schweiz, die gerade in Bezug auf ihre Rechtsordnung von zentraler Bedeutung ist, würde hier einem unklaren und potenziell nachteiligen Vorteil geopfert. Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen zu kritisieren. Die flankierenden Massnahmen, die zur Kompensation von Lohngefällen im Zusammenhang mit dem Personenfreizügigkeitsabkommen dienen, sind zwar wichtig, aber ihre Effektivität im Rahmen eines noch tieferen Integrationspakets ist fraglich. Es besteht die Gefahr, dass der Lohndruck auf die Schweizer Arbeitnehmenden zunimmt und die Errungenschaften des Schweizer Sozialmodells untergraben werden. Artikel 11 der Bundesverfassung garantiert den Schutz der Arbeitnehmenden. Eine stärkere Angleichung an EU-Standards birgt die Gefahr, dass dieser Schutz aufgeweicht wird, insbesondere wenn die EU-Gesetzgebung hier weniger strenge Vorgaben macht oder die Durchsetzung in der Schweiz erschwert wird. Die Sorge, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht in ihrer Handlungsfreiheit eingeschränkt wird, ist nicht unbegründet. Die im Rahmen des neuen Pakets vorgesehenen Mechanismen, die eine ständige Beobachtung und Anpassung an neue EU-Regulierungen vorsehen, implizieren eine permanente Übernahme von EU-Recht. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 3 der Bundesverfassung, der die Eigenständigkeit der Kantone und die subsidiäre Bundessache betont. Eine solche starke Zentralisierung von Rechtssetzungsprozessen in Brüssel würde auch die Autonomie der Kantone tangieren, da viele Bereiche, die bisher von kantonalen Regelungen abgedeckt werden, potenziell von EU-Recht überlagert würden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine gefährliche Gratwanderung darstellt. Die langfristigen Konsequenzen für die Schweizer Souveränität, die Rechtsprechung und die

Arbeitsmarktbedingungen sind nicht ausreichend absehbar und bergen erhebliche Risiken. Eine kritische und skeptische Haltung gegenüber einer derartigen Vertiefung der Beziehungen mit der EU ist daher angebracht und notwendig, um die grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu wahren. Es bedarf sorgfältiger Prüfung und Abwägung, ob die potenziellen Vorteile den fundamentalen Verlust an nationaler Entscheidungsfreiheit und rechtlicher Eigenständigkeit rechtfertigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung offenbart, dass die vorgeschlagenen Vereinbarungen in mehreren Kernbereichen zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und der direkten Demokratie führen könnten, was im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung steht. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 139 der Bundesverfassung ist die Schweiz in ihrer Aussenpolitik frei und muss ihre Interessen wahren. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse deuten jedoch auf eine automatische und ohne direkte demokratische Beteiligung erfolgende Übernahme von EU-Recht hin. Dies steht im eklatanten Gegensatz zur Tradition der Schweiz, die nur jene Abkommen im Einzelfall ratifiziert, die ihren Interessen dienen und vom Parlament oder Volk genehmigt werden. Die Einführung eines Mechanismus, der die Schweiz zwingt, neue EU-Gesetze zu übernehmen, schwächt die Verhandlungsautonomie der Schweiz massiv und untergräbt das Prinzip der repräsentativen Demokratie. Insbesondere Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die Bindung der Gerichte an Bundesgesetze und Völkerrecht vorsieht, könnte durch die privilegierte Stellung des von der EU vorgegebenen Rechts untergraben werden, wenn diese neuen Regeln als übergeordnet betrachtet würden. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH, selbst wenn sie auf bestimmte Abkommen beschränkt wäre, bedeutet eine Akzeptanz einer externen Rechtsprechung, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und rechtlichen Traditionen der Schweiz zugeschnitten ist. Artikel 123 der Bundesverfassung verbietet die Übertragung von Hoheitsrechten auf internationale Organisationen, sofern dies nicht ausdrücklich im Einzelfall durch Volksabstimmung beschlossen wird. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH könnte als eine solche Übertragung gewertet werden, da seine Urteile für die Schweiz bindend wären und somit die Anwendung schweizerischen Rechts beeinflussen oder gar verdrängen könnten. Dies schwächt die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und des Parlaments, welche primär für die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts zuständig sind. Auch die Frage der Personenfreizügigkeit, ein Kernstück der bilateralen Abkommen, muss kritisch hinterfragt werden. Während die Schweiz von der Freiheit, Grenzen zu überschreiten, profitiert, darf dies nicht zu einer unkontrollierten Zuwanderung führen, die die sozialen Sicherungssysteme und den Arbeitsmarkt unter Druck setzt. Die geltenden flankierenden Massnahmen, die im Arbeitsgesetz und im Obligationenrecht verankert sind, müssen strikt gewahrt bleiben, um Lohndumping und unfaire Wettbewerbsbedingungen zu verhindern. Die Europäische Union übt jedoch zunehmend Druck aus, diese Massnahmen zu lockern. Jegliche Schwächung dieser flankierenden Massnahmen würde gegen die Prinzipien des Schutzes der Arbeitnehmer verstossen, wie sie in der Bundesverfassung und in nationalen Gesetzen verankert sind. Die finanzielle Komponente der vorgeschlagenen Vereinbarungen ist ebenfalls ein wichtiger Punkt. Die Schweiz soll sich an EU-Programmen beteiligen und möglicherweise Beiträge leisten, ohne jedoch die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen. Die Bundesfinanzgesetzgebung und die Haushaltsprinzipien müssen hierbei eine zentrale Rolle spielen. Es ist fraglich, ob diese finanziellen Verpflichtungen transparent und im Einklang mit den Grundsätzen der Haushaltsdisziplin des Bundes stehen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse Anlass zu tiefgreifender Skepsis geben. Sie drohen, die Souveränität der Schweiz zu schwächen, die direkte Demokratie auszuhebeln und die nationale Rechtsordnung zu untergraben. Die Schweizer Bevölkerung hat ein Recht darauf, über solch weitreichende Veränderungen in einem transparenten und demokratischen Prozess informiert und gehört zu werden. Ohne klare Garantien für die Wahrung unserer Rechtsstaatlichkeit, unserer demokratischen Prinzipien und unserer nationalen Interessen sind diese Verhandlungsergebnisse nicht akzeptabel und stehen im Widerspruch zu den Kernwerten, die die Schweiz ausmachen und die in der Bundesverfassung festgeschrieben sind. Es bedarf einer gründlicheren Prüfung und gegebenenfalls Nachverhandlungen, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre einzigartige Stellung in Europa bewahren kann. Die vorgeschlagenen Abkommen gefährden diese Errungenschaften und bergen das Risiko einer schleichenden Abhängigkeit, die dem Geist unserer Verfassung und dem Willen des Souveräns widerspricht.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und wirft gravierende verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Fragen auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die vorliegende Vernehmlassungsgrundlage scheint die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Autonomie unseres Landes zu unterschätzen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, die implizit oder explizit in einer solchen «Stabilisierung» enthalten sein dürfte, steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Volkswahlen und -abstimmungen (SR 161.1) verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung hat sich wiederholt gegen eine Mitgliedschaft in der Europäischen Union entschieden. Eine faktische Annäherung an das EU-Recht, die einer Mitgliedschaft nahekommt, ohne dass das Volk darüber abgestimmt, untergräbt die demokratischen Grundfesten unseres Staates. Der Bundesrat ist verpflichtet, die Interessen der Schweiz zu wahren und die Verfassungsgrundsätze zu achten. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung und Gesetzgebung, die durch Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) gewährleistet ist, wird durch eine blindwütige Übernahme von EU-Rechtsakten gefährdet. Die vorgeschlagene „Stabilisierung“ könnte zur Folge haben, dass das Schweizer Parlament und die Gerichte zukünftig weniger Spielraum für eigene Entscheide haben und stattdessen verpflichtet sind, EU-Vorgaben zu übernehmen, die möglicherweise nicht den spezifischen Bedürfnissen oder Werten der Schweiz entsprechen. Dies würde die Rolle des Parlaments, das gemäss Artikel 164 BV die oberste Gewalt in der Gesetzgebung darstellt, de facto beschneiden. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz durch die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU, die dann ohne direkte demokratische Legitimation in Schweizer Recht umgesetzt werden müssten, ist real und darf nicht ignoriert werden. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen einer solchen Annäherung kritisch zu hinterfragen. Während oft die Vorteile des Zugangs zum EU-Binnenmarkt betont werden, werden die Kosten und Verpflichtungen, die mit einer stärkeren Anbindung an die EU einhergehen, häufig unterschätzt. Die Übernahme von EU-Standards und Regulierungen kann für Schweizer Unternehmen belastend sein und ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen, insbesondere wenn diese Standards über die bisherigen schweizerischen Regelungen hinausgehen. Die Verpflichtung zur Umsetzung von EU-Vorschriften, wie sie im Rahmen von Abkommen mit der EU üblich ist, kann zu erheblichen zusätzlichen Bürokratiekosten und zur Notwendigkeit kostspieliger Anpassungen führen. Besonders besorgniserregend ist die potentielle Auswirkungen auf den Justizbereich. Die Übernahme von Urteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als bindend für die schweizerische Rechtsprechung würde die Autonomie unserer Gerichte massiv einschränken und die Unabhängigkeit der Justiz gefährden. Artikel 190 BV, der besagt, dass das Bundesgericht und andere zuständige Behörden das Recht anwenden, welches sie gemäss der Bundesverfassung und den übrigen Erlassen als verbindlich erachten, könnte durch die faktische Verpflichtung zur Übernahme von EuGH-Recht ausgehöhlt werden. Dies wäre ein erheblicher Eingriff in die Souveränität der Schweiz und würde die Rechtssicherheit für die Bürger beeinträchtigen, da die Anwendung des Rechts zunehmend von externen Instanzen und nicht mehr primär von nationalen Gesetzgebern und Gerichten bestimmt würde. Die Begründung, dass eine «Stabilisierung» der Beziehungen zur EU zwingend eine engere rechtliche Anbindung erfordere, ist eine verkürzte Darstellung der Realität. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie durch bilaterale Abkommen mit der EU ihre Interessen erfolgreich wahrnehmen und gleichzeitig ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien wahren kann. Die pauschale Öffnung für eine weitergehende Übernahme von EU-Recht ohne klare Abgrenzung und ohne die Sicherstellung ausreichender demokratischer Kontrollmechanismen ist fahrlässig. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einer Art „Rechtsschutzgebiet“ der EU wird, ohne die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen und ohne die damit verbundenen Mitspracherechte zu erhalten. Die Vernehmlassungsgrundlage sollte die Frage aufwerfen, ob die angestrebte „Stabilisierung“ tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt und ob die damit verbundenen Risiken nicht die potenziellen Vorteile überwiegen. Eine kritische Auseinandersetzung mit den verfassungsrechtlichen und souveränitätsbezogenen Konsequenzen ist unerlässlich. Wir dürfen nicht zulassen, dass die Schweiz durch einen schleichenden Prozess der Rechtsübernahme ihre Identität und ihre demokratischen Errungenschaften aufs Spiel setzt. Die Stärkung der bilateralen Beziehungen ist wünschenswert, darf jedoch niemals auf Kosten unserer Souveränität und unseres rechtsstaatlichen Systems erfolgen. Es ist daher dringend geboten, die vorgeschlagenen Massnahmen kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU im Einklang mit unserer Verfassung steht und die Interessen der Schweizer Bevölkerung, insbesondere im Hinblick auf die direkte Demokratie und die nationale Autonomie, uneingeschränkt gewahrt bleiben. Eine faktische Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation ist nicht mit den Grundsätzen der schweizerischen Bundesverfassung vereinbar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung stellt uns vor die Aufgabe, die Auswirkungen potenzieller Abkommen mit der Europäischen Union auf unsere Souveränität und die innere Kohärenz unseres Rechtssystems kritisch zu beleuchten. Angesichts der bisherigen Erfahrungen mit der Übernahme von EU-Recht sind erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Regelungen angebracht. Das schweizerische Rechtssystem, das auf dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) beruht, würde durch eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht fundamental untergraben. Artikel 1 BV verankert explizit, dass alle Staatsgewalt vom Volke und den Stimmberechtigten ausgeht. Die Möglichkeit, durch bilaterale Abkommen sukzessive und oft ohne direkte demokratische Legitimation Gesetze und Verordnungen aus Brüssel zu übernehmen, stellt eine schleichende Aushöhlung dieser fundamentalen Souveränitätsgrundlage dar. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von Sekundärrecht der EU, das nicht Teil des ursprünglichen Abkommens ist, birgt die Gefahr, dass das Schweizer Parlament und letztlich das Schweizer Volk die Kontrolle über die Gesetzgebung verlieren. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie, die durch das fakultative Referendum und die obligatorische Volksabstimmung gemäss Artikel 138 und 139 BV gewährleistet sind. Die Ausdehnung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf die Schweiz birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Die Urteile des EuGH hätten nach der aktuellen Vorlage eine bindende Wirkung für die schweizerischen Gerichte. Dies würde das Prinzip der Gewaltenteilung, wie es in Artikel 164 BV für die obersten Bundesbehörden festgelegt ist, gefährden. Die Rolle der nationalen Gerichte, die primär dazu berufen sind, schweizerisches Recht anzuwenden, würde geschwächt. Die Interpretation und Weiterentwicklung des Rechts läge zunehmend in den Händen einer ausländischen Instanz, deren Entscheidungsfindung nicht zwingend auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz ausgerichtet ist. Es besteht die Gefahr, dass unsere Rechtsordnung zunehmend von den Prioritäten und der Rechtsentwicklung der EU bestimmt wird, was zu einem Verlust der nationalen Rechtssicherheit und Vorhersehbarkeit führen kann. Die Frage der Anfechtbarkeit von EuGH-Urteilen oder die Möglichkeit, divergierende Rechtsauffassungen zu entwickeln, wird dabei nicht ausreichend beleuchtet. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Wirtschaft zu kritisch zu hinterfragen. Während oft argumentiert wird, dass die Übernahme von EU-Recht den Marktzugang erleichtert, darf nicht übersehen werden, dass diese Anpassung auch erhebliche Kosten für die schweizerischen Unternehmen mit sich bringen kann. Nicht jede EU-Regelung ist für die Grösse und Struktur der Schweizer Wirtschaft optimal. Artikel 31 BV, der sich mit der Wirtschaftsfreiheit befasst, könnte indirekt betroffen sein, wenn übermässige bürokratische Hürden und regulatorische Belastungen durch die Übernahme von EU-Normen entstehen, die nicht im Verhältnis zum erzielten Nutzen stehen. Die Frage, ob die Vorteile des Marktzugangs die Nachteile einer angepassten Regulierung überwiegen, muss kritisch und fallweise geprüft werden. Pauschale Übernahmen von Gesetzeswerken, ohne deren spezifische Wirksamkeit und Angemessenheit im schweizerischen Kontext zu prüfen, sind abzulehnen. Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Abgrenzung der Zuständigkeiten zwischen Bund und Kantonen, wie sie in den Artikeln 46 ff. BV geregelt ist. Eine verstärkte Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Kompetenzen, die traditionell bei den Kantonen liegen oder von diesen wahrgenommen werden, indirekt an die EU-Instanzen abgetreten werden. Dies könnte die föderale Struktur der Schweiz nachhaltig beeinträchtigen. Es bedarf klarer Regelungen, wie die Kantone auch künftig an der Gestaltung und Umsetzung von Abkommen mit der EU beteiligt werden und wie ihre Autonomie im Rahmen der EU-Anpassungen gewahrt bleibt. Ohne solche Vorkehrungen besteht die Gefahr einer Zentralisierung von Entscheidungskompetenzen zulasten der kantonalen Ebenen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU trotz des Ziels, die bilateralen Beziehungen zu festigen, erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung und die innere Verfasstheit der Schweiz bergen. Eine sorgfältige Prüfung und eine kritische Auseinandersetzung mit den einzelnen Bestimmungen, die sich explizit auf die Prinzipien und Artikel der Bundesverfassung beziehen, sind unerlässlich, um eine Untergrabung unserer demokratischen Grundlagen und unseres Rechtssystems zu verhindern. Die reine Übernahme von EU-Recht ohne klare Mechanismen zur nationalen Kontrolle und zur Wahrung der Souveränität ist nicht akzeptabel. Es bedarf eines klaren Bekenntnisses zur Beibehaltung der eigenständigen Rechtssetzung und der vollen demokratischen Kontrolle durch Volk und Stände.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union stellen aus mehreren kritischen Perspektiven eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie in Verbindung mit dem revidierten Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) widerspricht dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Bundesverfassung

selbst postuliert in Artikel 121a BV die eigenständige Regelung der Zuwanderung durch die Schweiz. Die geplante Übernahme von EU-Recht in diesem Bereich untergräbt dieses verfassungsrechtliche Prinzip massiv. Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" für EU-Bürger, das bereits nach fünf Jahren statt der bisherigen zehn gewährt wird. Dieser Status, der als "Niederlassung C PLUS" bezeichnet werden kann, ist faktisch unentziehbar. Die Begründung, dass dies selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug nicht mehr ohne Weiteres rückgängig gemacht werden kann, wirft gravierende Fragen hinsichtlich der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke auf. Die Möglichkeit, dass Personen, die dem schweizerischen Gemeinwesen zur Last fallen oder gar straffällig werden, ein quasi unkündbares Aufenthaltsrecht erhalten, ist unvereinbar mit dem Prinzip der öffentlichen Ordnung und Sicherheit, welches durch staatliche Gesetze wie das Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) gewährleistet sein muss. Die geplante Anpassung des AIG, insbesondere die Schaffung neuer Regelungen, die ein solch gefestigtes Bleiberecht ermöglichen, ohne klare und wirksame Ausnahmeregelungen für problematische Fälle, ist unhaltbar. Ferner wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die damit verbundenen Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Dies widerspricht dem Prinzip der finanziellen Eigenverantwortung und der nachhaltigen Finanzierung unserer Sozialwerke, die primär auf dem Solidaritätsprinzip der hier lebenden und arbeitenden Bevölkerung beruhen. Die Ausweitung des Familiennachzugs, welche neu die Einbeziehung von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern zulässt, ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land. Diese Entwicklung birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten, was die Leistungsfähigkeit unserer Sozialsysteme überlasten würde. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine echte Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsdrohung, die die Handlungsfähigkeit der Schweiz erheblich einschränkt. Die geplante "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG, die zwar Indikatoren definiert, die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen überlässt und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst, ist ein zahnloser Tiger und somit ungeeignet, die Zuwanderung wirksam zu steuern. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig automatisch nach der sogenannten "Integrationsmethode" erfolgen. Das bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer legislativen Souveränität. Die automatische Übernahme von EU-Recht im Migrationsbereich untergräbt die demokratische Legitimation von Gesetzen, die das Leben der Bevölkerung in der Schweiz unmittelbar betreffen. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren. Das neue Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGVB), welches die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) institutionalisiert, ersetzt eine sorgfältige, nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt

das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 50) an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (Freizügigkeitsgesetz), insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Diese gesamte Entwicklung zeugt von einer unannehmbaren Kapitulation vor dem Druck der EU. Die Schweiz opfert ihre hart erkämpfte Souveränität, ihre direkte Demokratie und die Kontrolle über ihre Zuwanderungs- und Sozialpolitik für ein Abkommen, das primär den Interessen der EU dient und die schweizerische Bevölkerung und ihre Steuerzahler mit den daraus resultierenden Lasten alleinlässt. Es ist unabdingbar, dass diese Vorschläge in ihrer jetzigen Form abgelehnt werden, um die Eigenständigkeit und das Wohl unseres Landes zu wahren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität, unseres Föderalismus und unserer demokratischen Grundsätze dar. Sie führen zu einer systematischen Unterwerfung unter das Regelwerk der Europäischen Union, ohne dass die Schweiz im Gegenzug eine gleichberechtigte Partnerschaft oder gar eine Vertretung ihrer spezifischen Interessen auf EU-Ebene erlangen würde. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Die Souveränität der Kantone wird dabei massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und die dezentrale Entscheidungsfindung, die ein Eckpfeiler der schweizerischen politischen Ordnung bildet. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert. Ein entscheidender Punkt ist hierbei die Änderung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG. Diese Bestimmung gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass die Kantone ihre souveränen Entscheide einer zentralen Behörde und schliesslich dem Bundesgericht vorlegen müssen, wo diese mittels abstrakter Normenkontrolle (gemäss Art. 98a BGG) auf ihre EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten, deren autonome Entscheidungsfindung durch eine übergeordnete Instanz ausgehebelt werden kann. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen fortan der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies ist besonders bedenklich, da viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind und damit strategische Infrastrukturen betroffen sind. Die Aufgabe der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Mit der Schaffung des

Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese neue Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG institutionalisiert wird, wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und ihre Entscheide dienen der Durchsetzung externer Regelwerke statt nationaler Ziele. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Auswirkungen ihrer Entscheidungen auf die breite Bevölkerung zu verschleiern. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine gefährliche Zentralisierung von Macht, eine massive Einschränkung der kantonalen Autonomie und eine Unterwerfung unter externe Regularien darstellen, ohne dass die Schweiz nennenswerte Vorteile zu erwarten hätte. Die demokratische Legitimation und die föderalistische Struktur unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung werden fundamental in Frage gestellt. Dieses Abkommen droht, die Schweiz von einem souveränen Staat zu einem reinen Anhängsel der EU zu degradieren, was entschieden abgelehnt werden muss.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere hinsichtlich des Eisenbahnverkehrs, wirft schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der Integrität und Zukunft unseres Service public auf. Die vermeintlichen Vorteile einer engeren Integration mit der Europäischen Union drohen, das Fundament des schweizerischen öffentlichen Verkehrs, wie wir ihn kennen und schätzen, nachhaltig zu untergraben. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenziellen Auswirkungen des EU-Beihilferechts auf bestehende und bewährte Subventionsmodelle. Unser Service public im Schienenverkehr ist kein Luxus, sondern eine existenzielle Säule unserer Mobilität und Wirtschaft. Subventionen für den Güterverkehr, der eine entscheidende Rolle für die Verlagerung von der Strasse auf die Schiene spielt, oder für den Regionalverkehr, der abgelegene Gebiete anbindet, sowie für die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials, sind keine willkürlichen Ausgaben, sondern strategische Investitionen in die Attraktivität und Funktionsfähigkeit unseres Landes. Die Befürchtung, dass diese Subventionen unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist nicht aus der Luft gegriffen. Dies würde unweigerlich zu einer Reduzierung des Angebots oder zu einer Verschlechterung der Qualität führen, was für die Bürgerinnen und Bürger eine direkte Einbusse bedeuten würde. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater ist dabei besonders alarmierend. Dies öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich auf den profitabelsten innerschweizerischen Strecken zu etablieren. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" ist ein bekanntes Risiko bei solchen Liberalisierungen. Ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativen Verbindungen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Land erfüllen, auf den unwirtschaftlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies würde die finanzielle Basis unseres Service public aushöhlen und die Gefahr bergen, dass die Grundversorgung in weniger dicht besiedelten Gebieten massiv eingeschränkt oder gar eingestellt werden muss. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei verbindlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz verpflichtet wäre, diese Änderungen dynamisch zu übernehmen, handelt es sich hierbei um eine leere Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr keineswegs verhindert. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, die Regulierung ihres Schienennetzes autonom zu gestalten. Dies führt uns zu einem weiteren kritischen Punkt: die schleichende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme würde bedeuten, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie zum Beispiel jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zwangsläufig übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale

EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit einschränken, Infrastrukturprojekte und deren Management an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz anzupassen. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, ist ebenfalls äusserst problematisch. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen für öffentliche Verkehrsleistungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt nicht nur die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein, sondern kann auch dazu führen, dass nationale und kantonale Verkehrsziele, die auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnitten sind, sekundär werden. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz zu priorisieren, müssten EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme, eine existenzielle Bedrohung für unseren Service public darstellen. Sie untergraben die finanzielle Stabilität der SBB und anderer Transportunternehmen, gefährden die flächendeckende Versorgung und schwächen die Souveränität der Schweiz bei der Gestaltung ihres eigenen öffentlichen Verkehrsnetzes. Die Schweiz hat eine lange Tradition darin, ein qualitativ hochwertiges und gut ausgebautes öffentliches Verkehrssystem für alle Bürgerinnen und Bürger anzubieten. Dieses Erfolgskonzept darf nicht leichtfertig durch ein unionsrechtliches Korsett ersetzt werden, dessen langfristige Folgen für unser Land unabsehbar sind. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Autonomie wahrt und den öffentlichen Verkehr weiterhin nach ihren eigenen, bewährten Grundsätzen gestaltet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der finanziellen Belastung der Schweiz auf. Die Umwandlung bislang freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine grundlegende Verschiebung der Machtverhältnisse dar und entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern ein wichtiges politisches Druckmittel. Die Deklaration solcher Zahlungen als „zwangsweise Abgabe“ ist daher zutreffend und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung. Der im Vertrag verankerte Mechanismus zur Neuberechnung der Kohäsionszahlungen ist höchst bedenklich. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an, dessen tatsächliche Entwicklung durch einen „rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung“ vorprogrammiert ist, massiv höhere Forderungen nach sich zu ziehen. Die Schweiz würde damit die Möglichkeit verlieren, sich derartiger Zahlungen zu entziehen und wäre gezwungen, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren. Dies widerspricht dem Prinzip der Autonomie und der Verhandlungsfähigkeit unseres Landes. Die Schweiz wird damit zur Nettozahlerin ohne die Möglichkeit, im Gegenzug für diese finanziellen Leistungen eine Gegenleistung in Form von verbesserten Marktzugängen oder der Beseitigung handelspolitischer Hindernisse zu erwirken. Es handelt sich um eine institutionelle Anbindung, die primär auf Kosten der Schweizer Souveränität geht, ohne greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung zu bieten. Die geplante Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein legislatives Instrument, das die bisherigen, flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über die Höhe und die Verwendung jedes einzelnen Beitrags. Gemäss dem vorgeschlagenen Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments in diesem Bereich aushöhlt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie nach der Bundesverfassung gewährleistet sein sollte, wird lediglich die Durchsetzung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung festgeschrieben. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die Genehmigung der bilateralen Abkommen (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die Einbettung dieser Zahlungsverpflichtungen tief in unsere nationale Rechtsordnung und lässt darauf schliessen, dass diese Abgaben an die EU künftig als normaler und dauerhafter Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies untergräbt die Prinzipien der Flexibilität und der bedarfsgerechten Unterstützung, die bislang die Grundlage der Schweizer Kohäsionsbeiträge bildeten. Besonders kritisch ist zudem die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Es ist irreführend und geradezu manipulativ, den „guten Namen“ der Schweizer Friedensförderung zu missbrauchen, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Kopplung verschleiert die eigentlichen Ziele der finanziellen Transaktionen und instrumentalisiert ein anerkanntes schweizerisches Engagement für übergeordnete, primär finanzielle und politische Interessen der EU. Dies ist eine unzulässige Vermischung von legitimen humanitären Anliegen mit finanziellen Verpflichtungen, die einer unabhängigen Prüfung standhalten müssen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zu den finanziellen Beiträgen und Kohäsionszahlungen die Schweiz massiv benachteiligt. Sie führt zu einer erheblichen finanziellen

Belastung ohne entsprechende Gegenleistungen, schwächt die demokratische Kontrolle über öffentliche Gelder und untergräbt die nationale Souveränität. Die Schaffung einer permanenten, rechtlich bindenden Zahlungsverpflichtung durch das KoBG und dessen Einbettung in die Bundesgesetzgebung sind inakzeptabel und widersprechen den Prinzipien einer freien und unabhängigen Schweiz. Die vorgeschlagene Methode der Verknüpfung mit der Friedensförderung ist unlauter. Diese Vorschläge sind aus diesen Gründen entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich der Lebensmittelsicherheit, insbesondere im Rahmen der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweiz dar und muss entschieden abgelehnt werden. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die reine Gewährleistung der Verbrauchersicherheit hinausgeht. Es handelt sich um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die freie Wahl unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres nationalen Rufs und ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist in akuter Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere und weniger strenge EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das international angesehene Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn unsere Produkte fortan nach denselben, minderwertigen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies vernichtet eine wesentliche Differenzierungsmöglichkeit unserer Produzenten und schwächt ihre Position auf dem Weltmarkt. Besonders bedenklich ist die verankerte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses unhaltbaren Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unannehmbare Abhängigkeit manövriert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie unserer Landwirtschaft und Lebensmittelproduktion untergräbt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es sind nicht nur die grossen Industriebetriebe betroffen; auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an einem lokalen Schwingfest müssten die komplexen und für ihre Grösse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen zerstören und die wirtschaftliche Existenz vieler kleiner und mittlerer Betriebe gefährden, die das Rückgrat unserer ländlichen Gemeinschaften bilden. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch diese Bestrebungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens und ein Rückschritt im Bereich der technologischen Vorsorge und der Konsumentenautonomie. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren anerkannten hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit,

schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität, eine Qualitätsminderung unserer Lebensmittel und eine enorme Bürokratielast für unsere Produzenten bedeuten. Wir fordern die konsequente Ablehnung dieser gefährlichen Schritte und die Beibehaltung unserer eigenständigen und bewährten Regelwerke.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Zukünftige Entscheidungen über unser Stromnetz werden in Brüssel getroffen, was die Kontrolle über unsere essenzielle Infrastruktur unwiederbringlich aus der Hand gibt. Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird pervertiert. Sie wandelt sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer bloßen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Dies bedeutet die erzwungene Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und eine Untergrabung unserer föderalen Struktur. Besonders besorgniserregend ist die Bedrohung des Rückgrats unserer Energieversorgung, der Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bergen die Gefahr, dass das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft wird. Dies würde die Finanzierungsgrundlage dieser wichtigen Kantone massiv schwächen. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die essentiellen Gemeindekraftwerke, werden durch die neuen Regeln empfindlich getroffen. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion systematisch benachteiligt. Dies steht im Widerspruch zu einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Weder der Markt noch die EU sind in der Lage oder willens, diese essenzielle Aufgabe zu garantieren. Dieses Vorgehen ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen unvorhersehbar sind. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernehmen wird, müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies belastet die Wirtschaft und die Bürger zusätzlich. Konkret werden durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) die Preisvolatilität erhöht, die Versorgungssicherheit durch eine potenziell unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) gefährdet und die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19) untergraben. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Änderung der Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW für die Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte. Dies schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage, bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Es widerspricht der propagierten Schweizer Energiestrategie und bevorzugt klar grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind eindeutige Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Zusätzlich ist die Streichung der Ausnahme für die nationale

Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze und stellt eine unnötige Einschränkung unserer nationalen Handlungsfähigkeit dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz unzureichend und dienen lediglich als kosmetische Korrekturen, die den gravierenden negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau nicht im Ansatz entgegenwirken können. Die massive Ausdehnung der Personenfreizügigkeit, insbesondere nach dem bilateralen Abkommen, hat bereits zu einem erheblichen Druck auf die Löhne geführt, dessen Erosion insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen bereits spürbar ist. Die nun vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen erscheinen weniger als eine wirksame Stärkung des Schweizer Lohnschutzes, sondern vielmehr als eine Anpassung an niedrigere EU-Standards, die bestehende, bewährte und effektive Schweizer Schutzmechanismen aufweicht. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben und somit den Schweizer Arbeitsmarkt untergraben wollen. Die versprochene "Verbesserung" entpuppt sich als eine bürokratische Umgestaltung, die in ihrer Effektivität hinter den bisherigen flankierenden Massnahmen zurückbleibt. Die geplanten Anpassungen des Entsendegesetzes (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung, die primär der Kompatibilität mit dem Unionsrecht dient und nicht zwingend dem Schutz Schweizer Arbeitnehmer. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG ist ein Beispiel dafür, wie die Souveränität unseres Rechtssystems zugunsten europäischer Vorgaben zurückgedrängt wird. Die Streichung des autonomen Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a mag juristisch als Umstrukturierung erscheinen, schwächt aber die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich. Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Dieses Szenario begünstigt jene Akteure, die versuchen, Schweizer Standards zu umgehen. Ein weiterer kritischer Punkt ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss der neuen Art. 335l bis 335q OR. Dieses als "vergiftetes Geschenk" zu bezeichnende Element ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der unter EU-Druck entstanden ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Es schafft eine Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist ebenfalls problematisch. Diese Verknüpfung zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies ist eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität unter dem Deckmantel der Kooperation. Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), wie die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Besonders besorgniserregend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Vorgehen ist mit dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und der Souveränität unseres Rechtssystems unvereinbar. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz nicht geeignet sind, die negativen Folgen der Personenfreizügigkeit für die Schweizer Löhne abzufedern. Im Gegenteil, sie drohen bestehende Schutzmechanismen aufzuweichen, die Souveränität der Schweiz zu untergraben und den Lohndruck weiter zu erhöhen. Es ist unerlässlich, dass der Schweizer Gesetzgeber die bewährten Schutzmechanismen stärkt und nicht deren Schwächung im Namen der EU-Konformität zulässt. Wir lehnen die vorgeschlagenen Massnahmen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Vernehmlassung EU-Rahmenvertrag

Sehr geehrte Damen und Herren,

anbei übersende ich Ihnen meine Stellungnahme zum Entwurf des EU-Rahmenvertrags im Rahmen der Vernehmlassung. Die beigefügte Antwort enthält meine detaillierten Anmerkungen und Vorschläge zu den relevanten vertraglichen Bestimmungen.

Mit freundlichen Grüssen,
Bianka Stettler

Absender & Kontakt

Absender: Bianka Stettler (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Bianka Stettler · 0799362300 · bianka.stettler@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung von EU-Recht auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung nationaler Souveränität und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit bewahrt und nicht in eine rechtliche Abhängigkeit von der Europäischen Union gerät. Die vorgesehenen Mechanismen zur Übernahme und Umsetzung von EU-Recht, wie sie in der vorliegenden Vorlage angedeutet werden, bergen die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Errungenschaften und einer Unterwerfung unter fremde Rechtsprechung. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem. Die obligatorische Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von indirekten Anpassungen, würde die Autonomie des Schweizer Gesetzgebers massiv beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des schweizerischen Rechtsstaates, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (GebG) verankert die Kompetenz des eidgenössischen Parlaments zur Gesetzgebung. Eine automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht würde diese verfassungsrechtliche Grundlage untergraben und die demokratische Legitimation von Gesetzen schwächen. Die Bevölkerung würde unter Gesetzen stehen, die nicht durch ihre direkt gewählten Vertreter im Parlament im nationalen Kontext ausgearbeitet und verabschiedet wurden, sondern von einer überstaatlichen Institution stammen. Darüber hinaus besteht die Sorge, dass die richterliche Überprüfung von nationalem Recht im Lichte von übernahmebedürftigem EU-Recht zu einer Überschreibung schweizerischer Rechtsnormen durch Gerichte führen könnte. Dies wäre eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 194 der Bundesverfassung vorgesehen ist, welche die richterliche Tätigkeit an das Recht bindet. Wenn Gerichte gezwungen wären, primär EU-Recht als Massstab für die Auslegung und Anwendung nationalen Rechts heranzuziehen, könnte dies zu einer Verzerrung der rechtsstaatlichen Prinzipien und zur Aufgabe der spezifischen schweizerischen Rechtskultur führen. Die Anwendung von EU-Recht durch nationale Gerichte muss streng limitiert bleiben und darf nicht dazu führen, dass die verbindlichen Normen des schweizerischen Rechts unberührt bleiben. Die flankierenden Massnahmen, die zur Umsetzung von EU-Recht vorgesehen sein mögen, sind oft nicht ausreichend, um die negativen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft und die Arbeitsbedingungen abzufedern. Die Erfahrung zeigt, dass die Übernahme von EU-Regulierungen zu erhöhten Bürokratiekosten und einer Belastung für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) führt, die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden. Artikel 30 des Obligationenrechts (OR), der die Sorgfaltspflicht des Arbeitgebers regelt, könnte beispielsweise durch neue EU-Vorschriften komplexer und kostspieliger in der Anwendung werden, ohne dass dies zwingend eine Verbesserung der tatsächlichen Arbeitsbedingungen zur Folge hätte, sondern vielmehr eine zusätzliche bürokratische Hürde darstellt. Die Argumentation, dass dies der Wettbewerbsfähigkeit diene, ist oft vorgeschoben, da sie die spezifischen Kosten und die Anpassungsfähigkeit des Schweizer Systems ignoriert. Die Aushandlung von Abkommen mit der EU birgt zudem die Gefahr, dass die Schweiz sich zu einem "Rechtskolonialismus" ausliefert, bei dem sie gezwungen ist, Entscheidungen zu übernehmen, die sie nicht beeinflussen kann. Die ständige Notwendigkeit, das eigene Recht an das sich weiterentwickelnde EU-Recht anzupassen, ohne Mitspracherecht zu haben, ist eine nicht tragbare Situation. Dies widerspricht dem

fundamentalen Prinzip der Selbstbestimmung, das dem schweizerischen Staat und seiner Bevölkerung inhärent ist. Der Bund ist gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung "ein freies und unabhängiges Volk" und dies schliesst die faktische Unterordnung unter die Rechtsetzung einer anderen Entität aus. Die Souveränität der Schweiz, deren Schutz die Bundesverfassung zum obersten Ziel erklärt, darf nicht durch unklare oder potenziell weitreichende Verpflichtungen im Rahmen solcher Abkommen kompromittiert werden. Es ist essenziell, dass die Schweiz in ihren Verhandlungen mit der EU stets die eigenen Interessen und Werte in den Vordergrund stellt und nicht aufgrund von Druck oder falschen Versprechungen ihre rechtliche und politische Unabhängigkeit aufs Spiel setzt. Die vorliegende Vernehmlassung muss Anlass geben zu einer kritischen Überprüfung derartiger Vorhaben, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz gewahrt bleiben. Jede Form der Rechtsübernahme muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, ob sie tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt und ob sie die Garantien des Rechtsstaates, wie sie in der Bundesverfassung und den dazugehörigen Gesetzen niedergelegt sind, nicht untergräbt. Die Risiken sind signifikant und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Rechtsordnung, die Wirtschaft und die demokratischen Prinzipien dürfen keinesfalls unterschätzt werden.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt eine existentielle Bedrohung für die schweizerische Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die finanziellen Lasten mittragen muss, jedoch keinerlei Stimmrecht besitzt. Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel getroffen, was die Grundlage für eine nationale, bedarfsgerechte Energiepolitik entzieht. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen schweizerischen Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk umfunktioniert. Ihre Aufgabe wird es sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Dieses Vorgehen ist unvereinbar mit dem föderalistischen Gedanken und der direkten Demokratie, die fundamentale Pfeiler unseres Rechtssystems bilden. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das einen erheblichen Beitrag zur Finanzierung der Bergkantone leistet und deren Entwicklung unterstützt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende wirtschaftliche und soziale Folgen für diese Regionen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die für die lokale Versorgung wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der eine lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies diskriminiert kleine, bürgernahe Energieproduzenten und fördert stattdessen eine Zentralisierung der Energieversorgung, die nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung liegt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist nicht ersichtlich, wer in diesem deregulierten System die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll. Weder der Markt noch die EU können diese Verantwortung verlässlich übernehmen. Dies gleicht einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine inakzeptable Belastung für die schweizerische Wirtschaft und die Bevölkerung. Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Diese Massnahmen sind in ihrer Gesamtheit kontraproduktiv und schaden den Interessen der Schweiz. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Dies ist ein direkter Schlag gegen die Energiewende auf lokaler Ebene und widerspricht dem Geist der dezentralen, nachhaltigen Energieproduktion. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der schweizerischen Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure, was nicht im Sinne einer breit abgestützten und partizipativen Energiepolitik ist. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und

Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Dies gefährdet unsere langfristige Energieunabhängigkeit. Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schweiz hat eine Verantwortung gegenüber ihren Bürgern, diese nicht leichtfertig aufs Spiel zu setzen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf schweizerische Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die schweizerische Energiesouveränität untergraben, die Versorgungssicherheit gefährden, die föderalen Strukturen schwächen und zu unkalkulierbaren Kosten für die Bevölkerung führen werden. Es ist dringend erforderlich, diese kritischen Punkte sorgfältig zu prüfen und Massnahmen zu ergreifen, die den Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger dienen.

Staatliche Beihilfen

Wir nehmen mit tiefgreifender Besorgnis und deutlicher Ablehnung Stellung zu den vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen. Die vorliegenden Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Angleichung an das EU-Recht und die damit verbundenen neuen gesetzlichen Bestimmungen, stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Legitimation dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen und im Interesse der Bevölkerung getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies führt dazu, dass demokratisch legitimierte Förderinstrumente, die sich über Jahrzehnte bewährt haben und auf die spezifischen Bedürfnisse unserer Regionen zugeschnitten sind – sei es im Bereich des Regionalverkehrs, der Unterstützung von Kantonalbanken, der Förderung von Kultur oder der lokalen Wirtschaftsförderung für KMU – einer externen Kontrolle unterworfen werden. Diese Kontrolle, die durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit einhergehende Beihilfekammer in der WEKO institutionalisiert wird, dient primär der Durchsetzung von EU-Recht und nicht mehr den schweizerischen Interessen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorliegenden Vorschläge fundamental untergraben. Anstatt die Freiheit zu behalten, eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung und andere für ihre Bevölkerung wichtigen Bereiche zu entscheiden, werden die Kantone gezwungen, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Struktur, die seit jeher das Rückgrat der Schweizerischen Staatsordnung bildet. Die neu geschaffene Beihilfekammer der WEKO, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, agiert als eine Art "Superbehörde" und wird zum "verlängerten Arm der EU", dessen Entscheidungen weniger auf nationalen Prioritäten als vielmehr auf der Kompatibilität mit dem EU-Beihilferecht basieren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was Bedenken hinsichtlich der Rechenschaftspflicht und der Berücksichtigung schweizerischer Belange aufwirft. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Anpassungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen, die bisher als nationale politische Instrumente galten, müssen nun der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Besonders kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public in Kernbereichen unserer kritischen Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist hierfür ein prägnantes Beispiel, da die nationale Kontrollkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr damit vollständig preisgegeben wird. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) massiv an Autonomie. Insbesondere die geplante Einführung eines direkten Beschwerderechts für die neue Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse gemäss Artikel 82 Buchstabe bbis BGG degradiert die Kantone zu untergeordneten

Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch legitimierten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht angefochten und gekippt werden, wie in Artikel 98a BGG vorgesehen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und verletzt die Verfahrensautonomie der Kantone. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern, ohne formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von einer übergeordneten Instanz geprüft werden. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert zudem die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Ferner ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheidungen fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Auswirkungen auf die Konsumenten zu kaschieren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine fundamentale Umgestaltung unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung bedeuten. Sie institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, schwächen die nationale Souveränität, untergraben den Föderalismus und entziehen wichtige wirtschaftspolitische Entscheidungen der direkten demokratischen Kontrolle. Wir lehnen diese Überführung von Schweizer Entscheidungskompetenzen an externe, EU-orientierte Strukturen entschieden ab und fordern die Beibehaltung unserer bewährten und souveränen Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen.

Landverkehr

Stellungnahme zum Bereich Landverkehr im Rahmen der Vernehmlassung zum Abkommen mit der Europäischen Union. Mit äusserster Skepsis und tiefer Besorgnis sehen wir die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, die sich aus dem angestrebten Abkommen mit der Europäischen Union ergeben. Die Annahme des EU-Beihilferechts birgt eine existenzielle Gefahr für unseren hochgeschätzten Service public, der seit jeher eine tragende Säule des schweizerischen Wirtschafts- und Sozialgefüges darstellt. Bewährte und für die Aufrechterhaltung des öffentlichen Verkehrs unabdingbare Subventionen, welche die SBB und andere konzessionierte Unternehmen für den Güterverkehr, die Finanzierung des Regionalverkehrs oder die dringende Erneuerung unseres Rollmaterials erhalten, könnten künftig als unzulässige Beihilfen eingestuft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Stabilität dieser entscheidenden Sektoren gefährden, sondern auch direkt die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die gesamte Bevölkerung beeinträchtigen. Die Folgen wären gravierend: Weniger Verbindungen, höhere Ticketpreise und eine spürbare Verschlechterung der Mobilität für die Bürgerinnen und Bürger. Besonders alarmierend ist die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz. Die Schaffung von Art. 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern, wie beispielsweise Flixtrain, die Tür, um inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen führt unweigerlich zur "Rosinenpickerei". Ausländische Firmen werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere, mit einem umfassenden Versorgungsauftrag betraute Unternehmen, auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Diese ökonomische Verzerrung untergräbt die finanzielle Basis des Service public nachhaltig und gefährdet die flächendeckende Bedienung aller Regionen, unabhängig von ihrer Rentabilität. Es entsteht ein zweiklassen ÖV, der die strukturellen Unterschiede im Land verstärkt. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen, von der EU getroffenen Rechtsänderungen. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass die Schweiz gezwungen wäre, sämtliche künftigen Anpassungen des EU-Rechts im Bereich des Landverkehrs ohne eigene Gestaltungsspielräume zu übernehmen. Dies ist keine Beruhigungspille, sondern eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und die Abgabe unserer Entscheidungskompetenz an externe Instanzen. Die Kontrolle über die schweizerische Schieneninfrastruktur und deren Regulierung wird schrittweise aufgegeben. Künftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern, was unsere Unabhängigkeit im Kerngeschäft des öffentlichen Verkehrs massiv schmälert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz

(PBG), konkret Art. 32a Abs. 1bis, ist ein weiterer gravierender Einschnitt. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen im öffentlichen Personenverkehr zwingend EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Auswahl der besten Anbieter nach den spezifischen Bedürfnissen und Zielen der Schweiz auszurichten, müssen zukünftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass Entscheidungen getroffen werden, die für die schweizerischen Verhältnisse suboptimal, teurer und weniger effizient sind. Die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele wird dadurch erschwert und potenziell unmöglich gemacht. Die Einführung der Kabotage, verankert im neuen Art. 40ater EBG, ist ein direkter Frontalangriff auf die Prinzipien des Schweizer Service public. Es ist nicht nachvollziehbar, wie diese Massnahme mit dem Schutz unserer öffentlichen Daseinsvorsorge vereinbar sein soll. Die Ermöglichung für ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken herauszupicken, schwächt gezielt die SBB und andere Transportunternehmen, die gerade wegen ihres umfassenden Versorgungsauftrags nicht die Freiheit haben, ihre Angebote auf die rentabelsten Linien zu beschränken. Dies gefährdet langfristig die Qualität, die Verlässlichkeit und den flächendeckenden Charakter des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen im Landverkehr nicht nur eine Gefährdung des bestehenden Service public darstellen, sondern auch eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität bedeuten. Die rechtlichen Instrumente, die geschaffen werden sollen, wie die dynamische Rechtsübernahme und die Berücksichtigung von EU-Recht bei Ausschreibungen, entziehen der Schweiz die Möglichkeit, ihren öffentlichen Verkehr im eigenen Interesse zu gestalten. Wir fordern daher eindringlich, dass diese Punkte kritisch überdacht und im Sinne des Schutzes unseres Service public sowie der schweizerischen Souveränität entsprechende Anpassungen vorgenommen werden, die eine echte und wirksame Absicherung gegen die negativen Folgen des EU-Rechts garantieren. Ohne solche Garantien lehnen wir die vorgeschlagenen Massnahmen strikt ab.

Finanzieller Beitrag

Sehr geehrte Damen und Herren, die vorliegende Stellungnahme befasst sich kritisch mit dem vorgeschlagenen Regelungsbereich der finanziellen Beiträge, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen an die Europäische Union. Aus unserer Sicht sind die im Rahmen dieser Vernehmlassung diskutierten Massnahmen und deren gesetzliche Ausgestaltung äusserst problematisch und stellen eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Wir beobachten mit tiefer Besorgnis, dass die ursprünglich als freiwillige, vom Parlament kontrollierte Beiträge konzipierten Kohäsionszahlungen faktisch in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht umgewandelt werden sollen. Diese Entwicklung ist alarmierend, da sie der Schweiz ein zentrales politisches Druckmittel entzieht und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen massiv einschränkt. Es handelt sich hierbei nicht um eine freiwillige Geste der Solidarität, sondern um die Schaffung einer regelrechten Zwangsabgabe, die das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung untergräbt. Die im Vertrag vorgesehene Verankerung der Zahlungen durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung auf legislativem Wege und entzieht dem Parlament fortan jede Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden. Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erweckt den Anschein eines unverbindlichen Angebots. Die Realität sieht jedoch anders aus. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Steigerung der geforderten Summen führen. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, sich diesen Forderungen zu entziehen oder diese zu verhandeln. Es droht die faktische Diktatur der EU, die bestimmt, wie viel die Schweiz zu zahlen hat, ohne dass dies an Gegenleistungen gebunden ist, die dem Schweizer Volk zugutekommen. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin degradiert, die ohne Stimmrecht an die EU-Entscheidungen gebunden ist. Es besteht die Gefahr, dass die Zahlungen zwar verbindlich werden, wir jedoch keine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse erhalten. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung mit sich bringt. Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist nichts anderes als das legislative Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Artikel 1 des KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die dem Wohl der schweizerischen Bevölkerung dienen sollte, wird lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung vollzogen. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist dabei weit mehr als eine rein technische Formalität. Diese Aufnahme verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies widerspricht

fundamental dem Prinzip der nationalen Souveränität und der Unabhängigkeit der Schweiz. Besonders fragwürdig und irreführend ist die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es handelt sich um eine rhetorische Täuschung, die darauf abzielt, die eigentlichen finanziellen und politischen Konsequenzen der vorgeschlagenen Regelungen zu verschleiern. Die Unterscheidung zwischen "politischen Gesten" und "rechtlichen Pflichten" wird hier bewusst verwischt, um die Akzeptanz dieser belastenden Regelungen zu erhöhen. Zusammenfassend sind wir der Überzeugung, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge eine inakzeptable Schwächung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle bedeuten. Die Umwandlung freiwilliger Beiträge in eine rechtlich verbindliche Pflicht, die unkontrollierbare Steigerung der finanziellen Belastungen und die Aushöhlung der Budgethoheit des Parlaments sind Gründe genug, diese Vorschläge entschieden abzulehnen. Die Schweiz darf sich nicht zu einer Zahlungsmaschinerie der EU degradieren lassen, ohne im Gegenzug substantielle und garantierte Vorteile zu erhalten. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung ist ein vorgeschobenes Argument, das die eigentlichen negativen Konsequenzen verdecken soll. Wir fordern daher eine Überprüfung und eine deutliche Kurskorrektur dieser geplanten Massnahmen, die im Einklang mit den Interessen und der Souveränität der Schweiz stehen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz, der Stabilität unserer Sozialwerke und der Integrität unserer direkten Demokratie. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme des EU-Rechts, stellen eine gefährliche Aushöhlung zentraler Schweizer Prinzipien dar und widersprechen dem klaren Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die angebliche "Massnahme zur Steuerung der Zuwanderung" ist in Wirklichkeit eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie befeuert wird. Dies steht in direktem Widerspruch zum Verfassungsauftrag, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, welches praktisch unentziehbar ist und selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, ist schlichtweg inakzeptabel. Diese als "Niederlassung C PLUS" zu bezeichnende Regelung untergräbt massiv die innere Sicherheit und schafft Anreize für Missbrauch unserer Sozialsysteme. Die Kosten dieses Systems werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt, während die EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie keine wirtschaftliche Gegenleistung erbringen. Besonders alarmierend ist die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu explodierenden Sozialkosten führen. Dies widerspricht jeder vernünftigen Migrationspolitik, die auf die Bedürfnisse und Kapazitäten eines Landes Rücksicht nimmt. Die im Vertragspaket propagierte "Schutzklausel" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Schutz bieten wird. Vielmehr droht die EU bei einer auch nur theoretischen Inanspruchnahme mit Strafmassnahmen, was die Klausel zu einer "Erpressungsklausel" degradiert und jegliche Illusion von Souveränität zunichte macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" ist eine beispiellose Kapitulation vor der EU. Das Schweizer Parlament und das Volk werden faktisch entmündigt, wenn es um zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich geht. Dies ist eine direkte Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unseres verfassungsmässigen Rechts auf Selbstbestimmung. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren diese Entwicklung. Die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c AIG führen zu einer Ausweitung des Anspruchs auf Sozialhilfe für EU-Bürger, wobei ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist, wie bereits erwähnt, eine Farce. Sie ermöglicht keine echte Steuerung, schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus und macht sie damit zu einem zahnlosen Tiger, der die Schweiz schutzlos den ungesteuerten Zuwanderungsströmen ausliefert. Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehenen massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die durch die unkontrollierte Zuwanderung verursachten finanziellen Folgen abzufedern, indem die Last auf die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen abgewälzt wird. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstelle einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt.

Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Schweizer Gründlichkeit wird für EU-Kompatibilität geopfert. Die Anpassung des AIG, mit der Aufhebung von Art. 29a und der Einführung von Art. 41c, zementiert die Zuwanderung in die Sozialwerke und missachtet bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Dies ist eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Das Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Art. 24a ist eine rein kosmetische Massnahme. Sie verschleiert den realen Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen, versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Art. 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der Schweiz und eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht bedeuten. Die vermeintlichen Vorteile der Personenfreizügigkeit werden durch die massiven Kosten für unsere Sozialwerke, die innere Sicherheit und die Aushöhlung unserer direkten Demokratie bei weitem überschattet. Wir fordern eine konsequente Ablehnung dieser vertraglichen Anpassungen, die unsere Souveränität gefährden und den Volkswillen missachten. Die Schweiz muss die Kontrolle über ihre eigene Zuwanderungs- und Sozialpolitik behalten können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regelungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft, unsere hohen Qualitätsstandards, die Existenzgrundlage bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine reine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende, aber umfassende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk, das in vielen Aspekten bewusst auf die Bedürfnisse und Gegebenheiten der EU-Mitgliedstaaten und deren industrielle Massenproduktion ausgerichtet ist. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger Tradition, sorgfältiger Arbeit und strengen nationalen Vorgaben beruht, steht unmittelbar auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere und weniger anspruchsvolle EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das begehrte und geschätzte Label "Made in Switzerland" wird seine Bedeutung und seinen Wert verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört nicht nur einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer heimischen Produzenten, sondern untergräbt auch das Vertrauen der Konsumenten in die Einzigartigkeit Schweizer

Erzeugnisse. Eine besonders alarmierende Entwicklung ist die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens, sollte es sich als nachteilig erweisen, das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in Bezug auf ihre eigene Gesetzgebung und ihre Beziehungen zur EU entzieht. Des Weiteren ist die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere staatliche Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was einer faktischen Entmachtung nationaler Aufsichtsbehörden gleichkommt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die lokale Traditionen pflegen, müssten die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen zerstören und viele wirtschaftliche Existenzen gefährden. Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme der EU-Regularien systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen werden, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, auch wenn der Wille des Schweizer Volkes klar gegen deren Einsatz in der Lebensmittelproduktion steht. Dies missachtet fundamentale demokratische Prinzipien. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an hohen Schweizer Standards. Dies wird unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft empfindlich treffen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein weiterer Rückschritt. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird damit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist problematisch. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) mit grösster Skepsis zu betrachten. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Übernahme des EU-Rechts bedeuten, die unsere Souveränität untergräbt, unsere Qualitätsstandards senkt, unsere Produzenten mit unnötiger Bürokratie belastet und die Wahlfreiheit der Konsumenten einschränkt. Wir lehnen diese Angleichung aus fundamentalen Gründen ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagene Revision der Bestimmungen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU ist aus fundamentaler Sicht abzulehnen. Die vorliegenden Massnahmen erweisen sich als unzureichend und dienen lediglich der Kosmetik, um den Anschein von Lohnschutz zu wahren, während sie in Wahrheit den massiven Druck auf die schweizerischen Lohnniveaus, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht zu kompensieren vermögen. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohngefüges, mit gravierenden Folgen insbesondere für die mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und in der Schweiz äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken und weiterzuentwickeln, wird er aufgeweicht und an die EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer gestaltet, aber unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen, um sich auf dem Schweizer Markt einen unfairen Wettbewerbsvorteil zu verschaffen. Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden zudem

nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistisch angelegten und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Das Prinzip der Sozialpartnerschaft, ein Eckpfeiler unseres erfolgreichen Arbeitsmarktsystems, wird durch diese EU-diktierte Umgestaltung ausgehöhlt. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten und ungerechten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne jedoch das grundlegende Problem des Lohndrucks wirksam zu lösen. Die Einführung eines solchen Spezialschutzes ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und schadet der Innovationskraft und Anpassungsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht aber zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies ist ein weiteres Indiz für die schleichende Entmachtung der schweizerischen Souveränität. Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies widerspricht dem Prinzip der Rechtsgleichheit und der Unabhängigkeit unserer Gerichte. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge zur Anpassung des Lohnschutzes eine klare Verschlechterung für die schweizerischen Arbeitnehmer darstellen. Sie bieten keine wirklichen Schutzmechanismen gegen den von der Personenfreizügigkeit ausgehenden Lohndruck, schwächen bestehende Kontrollinstanzen und greifen in bewährte schweizerische Rechtsgrundsätze ein. Die Schweiz läuft Gefahr, ihren hart erarbeiteten Lohnschutz und ihre Souveränität zugunsten einer EU-Konformität aufs Spiel zu setzen, die letztlich nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung liegt. Wir lehnen diese Vorschläge in ihrer vorliegenden Form entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und werfen ernste Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den grundlegenden Prinzipien unserer Schweizer Rechtsordnung und unserer Souveränität auf. Eine detaillierte Prüfung der vorgeschlagenen Abkommen offenbart eine Tendenz zur schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und Entscheidungsfindung zugunsten einer zunehmenden Abhängigkeit von Brüssel. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Zusammenarbeit mit dem Ausland (SR 193.1), welches zwar die Möglichkeit zur Kooperation vorsieht, aber stets die Wahrung der nationalen Interessen und der rechtsstaatlichen Prinzipien als Primat betrachtet. Besonders besorgniserregend ist die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht in den schweizerischen Rechtsbestand droht. Es ist keineswegs ausser Frage gestellt, dass eine solche Übernahme ohne angemessene demokratische Legitimation und ohne die Möglichkeit zur substanziellen Mitgestaltung erfolgen soll. Die Einführung von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die Schweizer Bevölkerung und die ihr vom Volk gewählten Vertreter in jedem Einzelfall die Möglichkeit zur direkten Zustimmung oder Ablehnung haben, ist mit den Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie im Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist, kaum vereinbar. Dieser Artikel stellt die souveräne Macht des Volkes und der Kantone in den Mittelpunkt, und eine pauschale Übernahme von Recht, das primär in Brüssel geschaffen wird, steht im direkten Gegensatz dazu. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen

Gerichtshofs (EuGH) in diesem Kontext äusserst kritisch zu betrachten. Die potentielle Anrufung des EuGH zur Auslegung von Rechtsnormen, die auf Schweizer Territorium Anwendung finden sollen, würde die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte und die finale Autorität unserer obersten rechtlichen Instanzen massiv untergraben. Gemäss Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung ist die Schweiz ein Bundesstaat, und die Gerichtsbarkeit ist ein Kernstück der staatlichen Souveränität. Eine externe Gerichtsbarkeit, deren Urteile bindend sind, verletzt dieses Grundprinzip. Es besteht die reale Gefahr, dass Urteile des EuGH unsere nationalen Besonderheiten und die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Bevölkerung nicht angemessen berücksichtigen, was zu einer Entfremdung der Gesetzgebung von den tatsächlichen Lebensverhältnissen vor Ort führen würde. Dies würde auch die in den Kantonsverfassungen verankerten kantonalen Kompetenzen in Frage stellen. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung in den neuen Abkommen scheinen zudem eine Einbahnstrasse zu schaffen, bei der die EU-Perspektive überproportional Gewicht erhält. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des Schweizerischen Bundesgesetzes über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen (SR 351.1), welches auf Gegenseitigkeit und der Wahrung der Souveränität der beteiligten Staaten beruht. Eine einseitige Präferenz für die Auslegung und Anwendung von Recht, die den Interessen der EU dient, würde die Gleichberechtigung und die gegenseitige Achtung, die für internationale Abkommen unabdingbar sind, gefährden. Ferner sind die wirtschaftlichen Implikationen und die damit verbundenen Belastungen für die Schweizer Wirtschaft und insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) nicht zu unterschätzen. Die Einführung neuer Regulierungen und Standards, die auf die Bedürfnisse des EU-Binnenmarktes zugeschnitten sind, könnte zu einer signifikanten Erhöhung der administrativen Hürden und Kosten führen. Dies stünde im Widerspruch zur Förderung der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit, wie sie im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) durch die Bestimmungen zur Förderung der Wirtschaft und zur fairen Wettbewerbung implizit gefordert wird. Der Wettbewerbsvorteil, den Schweizer Unternehmen bisher durch ihre Flexibilität und ihre auf die nationalen Bedürfnisse zugeschnittenen Rahmenbedingungen geniessen, könnte verloren gehen. Es muss auch die Frage gestellt werden, ob die angestrebte institutionelle Verflechtung mit der EU nicht zwangsläufig zu einer Verringerung unserer Fähigkeit führt, eigenständig Handelsabkommen mit Drittstaaten abzuschliessen. Dies wäre ein direkter Angriff auf unsere aussenpolitische Handlungsfähigkeit, die für die Sicherung unserer wirtschaftlichen Interessen und unserer globalen Stellung von zentraler Bedeutung ist. Die Möglichkeit, eigene Wege zu gehen und flexibel auf globale Entwicklungen zu reagieren, ist ein Eckpfeiler unseres Wohlstands und unserer Unabhängigkeit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von kritischen Punkten aufweisen, die eine sorgfältige und kritische Überprüfung erfordern. Die Gefahr der schleichenden Souveränitätsverlusts, die potenzielle Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Unabhängigkeit und die ökonomischen Belastungen sind keine Bagatellen, sondern fundamentale Herausforderungen für die Schweiz. Es bedarf einer klaren Auseinandersetzung mit diesen Risiken, um sicherzustellen, dass zukünftige Vereinbarungen die Schweizerischen Interessen und Werte tatsächlich wahren und stärken und nicht zu einer schleichenden Abhängigkeit von einer externen Macht führen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des Pakets Schweiz-EU wirft aus Sicht der Schweiz und ihrer Souveränität tiefgreifende und bedenkliche Fragen auf. Eine kritische Würdigung der vorliegenden Dokumente offenbart erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung, die wirtschaftliche Autonomie und die demokratische Willensbildung. Es ist unabdingbar, diese Bedenken klar und deutlich zu artikulieren und die potenziellen negativen Konsequenzen für unser Land aufzuzeigen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Gesetzgebung. Artikel 3 des geplanten Institutional Agreement, der die Übernahme von EU-Recht regelt, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Rechtskompetenz. Die Verpflichtung, neue EU-Bestimmungen ohne eigene Verhandlungsmöglichkeit zu übernehmen, untergräbt fundamental das Prinzip der Gesetzgebung durch das schweizerische Parlament, welches das oberste Organ der Bundesgewalt darstellt und gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung die Gesetzgebungskompetenz innehat. Die Gefahr besteht darin, dass Gesetze, die in Brüssel ohne Berücksichtigung schweizerischer Besonderheiten und Interessen verabschiedet werden, unser Rechtssystem überlagern. Dies widerspricht dem Geist der schweizerischen Demokratie, bei der Gesetze durch die Volks- und Ständevertreter erlassen und unter Berücksichtigung der föderalen Struktur und der kantonalen Belange ausgearbeitet werden. Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die im Abkommen vorgesehene bindsende Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH schwächt die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte erheblich. Artikel 4 des Abkommens, welcher die Gerichtsbarkeit des EuGH festlegt, könnte dazu führen, dass Urteile aus Luxemburg über die Anwendung des schweizerischen Rechts in der Schweiz dominieren. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er in Artikel 194 der Bundesverfassung verankert ist. Die Fähigkeit schweizerischer

Gerichte, Recht im Einklang mit den spezifischen Gegebenheiten und der Rechtsgeschichte der Schweiz anzuwenden, würde massiv eingeschränkt. Die Überordnung eines fremden Gerichts birgt die Gefahr einer Rechtsunsicherheit und der Entfremdung von unserer eigenen Rechtstradition. Die wirtschaftlichen Auswirkungen der automatischen Rechtsübernahme und der fehlenden Möglichkeit zur Einflussnahme auf die Gestaltung neuer EU-Regulierungen sind ebenfalls besorgniserregend. Das Schweizerische Obligationenrecht, das Handelsrecht oder das Patentrecht, um nur einige Beispiele zu nennen, könnten durch die neuen Bestimmungen erheblich beeinflusst werden, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, die Gesetzgebung entsprechend ihren nationalen wirtschaftlichen Interessen zu gestalten. Artikel 6 des Abkommens, der die Anwendung des Acquis communautaire vorsieht, macht dies deutlich. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteilen für schweizerische Unternehmen führen oder sie zwingen, sich an Regeln zu halten, die auf die Bedürfnisse des Binnenmarktes der EU zugeschnitten sind und nicht notwendigerweise auf die Bedürfnisse einer exportorientierten Kleinstaatswirtschaft wie der Schweiz. Die damit verbundene Unsicherheit für Investitionen und Arbeitsplätze ist nicht zu unterschätzen. Die demokratische Legitimation der Übernahme von EU-Recht ist ebenfalls fragwürdig. Die schweizerische Bevölkerung hat kein direktes Mitspracherecht bei der Entstehung von EU-Recht. Die automatische Übernahme würde bedeuten, dass sich die Bürger der Schweiz an Regeln halten müssten, deren Entstehung sie nicht mitgestalten konnten und bei denen sie keine Möglichkeit haben, über Referenden oder Volksinitiativen Einfluss zu nehmen, wie es die Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung vorsehen. Dies untergräbt das Fundament unserer direkten Demokratie und des Prinzips der Volkssouveränität. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket der Schweiz keinen echten Mehrwert bringt, sondern im Gegenteil erhebliche Gefahren für ihre Souveränität, ihre Rechtsordnung, ihre Wirtschaft und ihre demokratischen Institutionen birgt. Die Idee einer engen Anbindung an die EU mag verlockend erscheinen, doch die vorgeschlagene Form dieser Anbindung ist nicht mit den Grundprinzipien der schweizerischen Staatsordnung vereinbar. Es ist unsere Pflicht, diese kritischen Punkte hervorzuheben und sicherzustellen, dass die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz gewahrt bleiben. Eine vorsichtige und abwägende Haltung ist unerlässlich, um die Errungenschaften unseres Landes nicht durch ein unüberlegtes Abkommen aufs Spiel zu setzen. Es bedarf einer eingehenden Prüfung und einer kritischen Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Regelungen, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Autonomie und ihren Wohlstand auch in Zukunft sichern kann. Die Risiken, die mit der Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitspracherechte verbunden sind, sind zu gravierend, um sie zu ignorieren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des Wohlergehens der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung unserer nationalen Interessen darstellt, die langfristig nicht tragbar ist. Die EU hat wiederholt gezeigt, dass sie an einer kohärenten und oft einseitigen Interessenpolitik festhält, die nicht zwangsläufig mit den unseren übereinstimmt. Die Annahme, dass eine engere Bindung automatisch zu einer verbesserten Zusammenarbeit führt, ignoriert die fundamentalen Unterschiede in unseren politischen und rechtlichen Systemen sowie die unterschiedlichen Zielsetzungen. Besonders alarmierend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitgestaltungsmöglichkeiten. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie, wie er in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) betont, dass das Schweizer Volk und die Kantone die obersten Entscheidungsträger sind. Wenn wir jedoch gezwungen sind, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, deren Entstehungsprozess wir nicht mitbestimmen können, wird dieser Grundsatz ausgehöhlt. Artikel 3 BV garantiert die kantonale Souveränität. Die Übernahme von EU-Recht, das oft einen stark zentralistischen Ansatz verfolgt, könnte die Autonomie der Kantone massiv einschränken und ihre Fähigkeit beeinträchtigen, auf lokale Bedürfnisse und Gegebenheiten einzugehen. Die Idee, dass die "Stabilisierung" der Beziehungen zu mehr Rechtssicherheit führen wird, ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Tatsächlich birgt die fortlaufende Übernahme von EU-Recht eine erhebliche Rechtsunsicherheit. Die EU-Gesetzgebung ist komplex, dynamisch und unterliegt ständigen Änderungen. Die Schweiz würde sich in einem permanenten Anpassungsmodus befinden, ohne die Möglichkeit, diese Änderungen aktiv mitzugestalten oder zu beeinflussen. Dies würde zu einer erheblichen Belastung für unsere Gesetzgebung, Verwaltung und Wirtschaft führen. Artikel 5 BV, der die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der Verhältnismässigkeit hervorhebt, wird durch eine solche Entwicklung gefährdet. Es stellt sich die Frage, wie die Verhältnismässigkeit gewährleistet werden kann, wenn wir uns EU-Regulierungen unterwerfen, die möglicherweise nicht auf die spezifischen Schweizer Verhältnisse zugeschnitten sind. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen der engere Anbindung an den EU-Binnenmarkt mit Vorsicht zu geniessen. Während die Befürworter auf erleichterten Zugang und reduzierte Handelshemmnisse verweisen, übersehen sie die potenziellen Nachteile. Die Schweiz

würde sich einer stärkeren Abhängigkeit von der EU aussetzen, was unsere wirtschaftliche Resilienz schwächen könnte. Die Konkurrenz aus EU-Ländern würde durch die Harmonisierung von Standards wahrscheinlich noch intensiver werden, was insbesondere für kleinere und mittlere Unternehmen eine erhebliche Herausforderung darstellen könnte. Artikel 104 BV, der die Förderung von Wohlstand und die Sicherung der Lebensgrundlagen des Volkes zum Ziel hat, könnte durch eine unüberlegte Übernahme von EU-Regulierungen gefährdet werden, wenn diese die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft untergraben. Die Argumentation, dass eine stärkere Bindung zur EU unerlässlich für die Sicherheit der Schweiz ist, ist ebenfalls fragwürdig. Die Schweiz hat seit jeher eine Politik der Neutralität verfolgt, die sich bewährt hat und einen wichtigen Bestandteil unserer Identität darstellt. Eine engere militärische oder politische Anbindung an die EU, auch wenn sie nicht explizit als "Mitgliedschaft" bezeichnet wird, könnte diese Neutralität kompromittieren und uns in Konflikte hineinziehen, die nicht unseren nationalen Interessen dienen. Artikel 57 BV regelt die Wehrpflicht und die Armee, die primär der Landesverteidigung und der Wahrung der Neutralität dienen. Jede Entwicklung, die unsere Fähigkeit zur eigenständigen Wahrung unserer Sicherheit und Neutralität einschränkt, ist abzulehnen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU keine ausreichenden Garantien für den Erhalt unserer nationalen Souveränität, unserer direkten Demokratie und unserer wirtschaftlichen Unabhängigkeit bieten. Im Gegenteil, sie bergen das Risiko einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, einer Erosion unserer Rechtsstaatlichkeit und einer Schwächung unserer wirtschaftlichen Position. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre nationalen Interessen konsequent verteidigt, anstatt sich in eine Abhängigkeit zu begeben, aus der es möglicherweise kein Zurück mehr gibt. Eine kritische und abwägende Haltung gegenüber jeglichen Vorschlägen, die eine tiefere Integration mit der EU vorsehen, ist daher angebracht und geboten. Wir dürfen uns nicht von der Illusion einer einfachen "Stabilisierung" blenden lassen, die letztlich zu einer gravierenden Einschränkung unserer Handlungsfreiheit führen könnte.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Brigitte Glauser (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Brigitte Glauser · 0797129877 · brigit.glauser@icloud.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bedürfen einer kritischen Überprüfung und bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Die angestrebte Annäherung scheint primär auf eine schrittweise Übernahme von EU-Recht abzuzielen, ohne dass dies mit einer adäquaten Mitsprache oder gar Mitgestaltungsmöglichkeit auf Seiten der Schweiz einhergeht. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Tendenz zur Übernahme von EU-Recht, auch in Form von automatischen Übernahmen, untergräbt die Unabhängigkeit des Schweizer Gesetzgebers und missachtet die demokratischen Prozesse, die in der Schweiz gelten. Insbesondere die Übernahme von Rechtsakten, die nicht explizit in bilateralen Abkommen geregelt sind, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Rechtshoheit dar. Dies könnte zukünftige Anpassungen an unsere spezifischen Bedürfnisse erschweren oder gar verunmöglichen. Ein weiterer bedenklicher Aspekt ist die drohende Einschränkung der wirtschaftlichen Handlungsfreiheit. Die potenzielle Verpflichtung zur Übernahme von EU-Standards und -Regulierungen, selbst wenn diese für die Schweizer Wirtschaft nicht optimal sind, könnte zu Wettbewerbsnachteilen und unnötigen bürokratischen Belastungen führen. Die Rolle der Schweizerischen Nationalbank und die Steuerung der Geldpolitik könnten durch eine zu enge Anbindung an die EZB ebenfalls beeinträchtigt werden, was wiederum die wirtschaftliche Stabilität gefährden könnte. Dies berührt indirekt auch die in Artikel 99 der Bundesverfassung verankerte Aufgabe des Bundes, für die wirtschaftliche Stabilität zu sorgen. Die unklare Haftungsregelung und die Möglichkeit institutioneller Streitigkeiten mit dem Europäischen Gerichtshof als oberste Instanz sind ebenfalls gravierende Bedenken. Die Übertragung von hoheitlichen Befugnissen an nicht-schweizerische Gerichte widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und der Gewaltenteilung. Die Weisungsgebundenheit und die Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie im Rahmen der Bundesverfassung gewährleistet sind, würden dadurch akut gefährdet. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge mehrheitlich die Risiken für die Schweiz überwiegen. Eine echte Stabilisierung der Beziehungen zur EU sollte auf einer gestärkten und klaren vertraglichen Basis erfolgen, die die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz uneingeschränkt wahrt. Die automatische Übernahme von EU-Recht und die potenziellen Einschränkungen unserer wirtschaftlichen und rechtlichen Autonomie sind inakzeptabel.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und können keinesfalls uneingeschränkt befürwortet werden. Bei genauerer Betrachtung der vorgeschlagenen Vereinbarungen zeigt sich, dass die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Rechte ihrer Bürger erheblich untergraben werden könnten. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, stellt eine problematische Entwicklung dar. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist. Es ist nicht nachvollziehbar, wie ein Rechtsstaat wie die Schweiz ein System akzeptieren kann, in dem Gesetze importiert werden, deren Gestaltungsmöglichkeit im nationalen Parlament und somit durch das Volk nicht gegeben ist. Die befürchtete Rechtsentwicklung im Rahmen der sich fortlaufend wandelnden EU-Gesetzgebung wirft zudem Fragen hinsichtlich der Rechtssicherheit und der Verlässlichkeit der Schweizer Rechtsordnung auf. Darüber hinaus birgt die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung von Schweizer Recht erhebliche

Gefahren. Artikel 95 der Bundesverfassung, der die Selbstbestimmung der Völker und die demokratischen Rechte festschreibt, wird durch eine solche Gerichtsbarkeit herausgefordert. Es ist unzulässig, dass eine externe Instanz bindende Interpretationen von Schweizer Gesetzen vornehmen kann, was die richterliche Unabhängigkeit im Inland de facto beschneidet und die rechtlichen Spielräume der eidgenössischen Gerichte massiv einschränkt. Dies schafft eine undemokratische Hierarchie, in der das Schweizer Recht dem Recht der EU untergeordnet wird, ohne dass eine demokratische Legitimation dafür vorliegt. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen zudem, die wirtschaftliche und soziale Kohäsion innerhalb der Schweiz zu schwächen. Die Übernahme von EU-Richtlinien, die auf die spezifischen Gegebenheiten und Bedürfnisse der Schweiz keine Rücksicht nehmen, könnte zu Wettbewerbsverzerrungen und zur Belastung für kleine und mittlere Unternehmen führen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Schweiz auf einen Weg führen, der ihre Eigenständigkeit und die demokratischen Prinzipien gefährdet. Es bedarf einer kritischen und skeptischen Prüfung, ob die vermeintlichen Vorteile die erheblichen Nachteile und die Erosion der schweizerischen Souveränität wirklich aufwiegen können. Eine vorsichtige und zurückhaltende Haltung ist angesichts dieser gravierenden Bedenken geboten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der direkten Demokratie unseres Landes. Die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten der schweizerischen Bevölkerung und ihrer gewählten Vertreter verstösst fundamental gegen die Prinzipien des Bundesstaates, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und des schweizerischen Volkes garantiert, wird durch die vorgesehene Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen vorgesehen ist, bedeutet, dass die Schweiz Verordnungen und Richtlinien aus Brüssel kritiklos hinnehmen müsste. Dies widerspricht dem Wesen der Volksgesetzgebung und der parlamentarischen Kontrolle, welche zentrale Pfeiler unseres politischen Systems darstellen. Die Möglichkeit, das Volk über wesentliche rechtliche Änderungen abstimmen zu lassen, wird hierbei umgangen. Gemäss Artikel 34 Absatz 1 BV steht die Gesetzgebung dem Volk und den Kantonen zu. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen untergraben diese Kompetenz, da sie die Gesetzgebungskompetenz indirekt an die EU abtreten. Weiterhin ist die Frage der gerichtlichen Durchsetzung von EU-Recht problematisch. Wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) in letzter Instanz über die Auslegung des Rechts entscheiden kann, welches in der Schweiz gilt, entzieht dies unseren eigenen Gerichten die letzte Entscheidungsbefugnis. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, welcher besagt, dass schweizerisches Recht Bund und Kantone bindet. Die Einordnung des EuGH als quasi oberste juristische Instanz für Rechtsfragen, die die Schweiz betreffen, ist nicht mit diesem Artikel vereinbar und stellt eine Erosion unserer rechtlichen Unabhängigkeit dar. Die damit verbundene finanzielle Belastung für die Schweiz ist ebenfalls ein erheblicher Nachteil, der in der Gesamtbeurteilung adäquat berücksichtigt werden muss. Ohne eine entsprechende Stärkung der eigenen Position und ohne Kontrolle über die Rechtsetzung ist die Zahlung von Beiträgen an die EU eine einseitige finanzielle Verpflichtung, die unser Land schwächt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtliche Unabhängigkeit erheblich gefährdet. Die automatische Übernahme von EU-Recht und die damit verbundene Rolle des EuGH sind mit zentralen Verfassungsprinzipien nicht vereinbar. Dieses Paket muss daher entschieden abgelehnt werden, um die Integrität unseres Rechtsstaates und die Selbstbestimmung unseres Landes zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Schweiz ist ein souveräner Staat und hat das Recht, ihre Gesetzgebung autonom zu gestalten. Die vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Einschränkung dieser Souveränität dar und sind in ihrer gegenwärtigen Form abzulehnen. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den bilateralen Verträgen impliziert ist, gefährdet die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der Schweiz. Artikel 138 der Bundesverfassung schützt die Autonomie der Kantone und die direktdemokratischen Rechte des Volkes. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Grundsätze untergraben, da das schweizerische Parlament und das Volk keinen Einfluss mehr auf die Gesetzgebung haben würden, die sie betrifft. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, würde auf diese Weise ausgehöhlt. Weiterhin birgt die Angleichung an das EU-Recht die Gefahr, dass schweizerische Werte und Traditionen, die in der Bundesverfassung, beispielsweise im Hinblick auf den Sozialstaat und den Umweltschutz, festgeschrieben sind,

verwässert werden. Artikel 128 der Bundesverfassung beispielsweise garantiert die soziale Sicherheit. Es besteht die Besorgnis, dass die EU-Richtlinien nicht immer mit dem schweizerischen Modell der sozialen Sicherheit vereinbar sind und zu einer Erosion des bestehenden Systems führen könnten. Ebenso könnte die Umweltgesetzgebung, die in der Schweiz oft strenger ist als in der EU, unter Druck geraten, um den Vorgaben der Union zu entsprechen. Die Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaft sind ebenfalls kritisch zu prüfen. Die Abhängigkeit von EU-Recht könnte die Flexibilität der Schweizer Unternehmen einschränken und ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Die Gefahr von rechtlichen Auseinandersetzungen vor dem Europäischen Gerichtshof, dessen Urteile für die Schweiz bindend wären, stellt eine weitere erhebliche Belastung dar. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 2 des Schweizerischen Obligationenrechts, der die Freiheit des Vertragsabschlusses gewährleistet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU eine erhebliche Bedrohung für die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratischen Prinzipien der Schweiz darstellen. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprache der schweizerischen Institutionen und des Volkes ist inakzeptabel. Es müssen Wege gefunden werden, die wirtschaftlichen Beziehungen zur EU zu pflegen, ohne die grundlegenden Prinzipien der schweizerischen Bundesverfassung preiszugeben. Die derzeitigen Vorschläge gehen in die falsche Richtung und müssen daher entschieden zurückgewiesen werden.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit verbundene institutionelle Einbindung in EU-Strukturen stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Es ist unerträglich, dass die Schweiz durch die Unterstellung unter das EU-Regelwerk, namentlich durch die Einbindung in die Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E gemäss den neuen Bestimmungen, faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird, während sie gleichzeitig die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über die kritische Infrastruktur unseres Stromnetzes werden künftig in Brüssel getroffen, was jeglicher demokratischen Legitimation in unserem Land entbehrt. Die Funktion der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die geplante Reform von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" umfunktioniert. Dies bedeutet das definitive Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was die Hoheit der Schweiz über ihre Energiepolitik massiv untergräbt. Dies wird unter anderem durch die massive Ausweitung ihrer Kompetenzen gemäss Art. 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften nach Art. 10, 18, 19 StromVG zementiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell unter Beschuss. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Diese Massnahme würde die finanziellen Grundlagen der Kantone schwächen und die Bedeutung unserer heimischen Wasserkraft weiter schmälern. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert und ihre Wettbewerbsfähigkeit untergräbt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze unnötig einschränkt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen liberalisierten Markt die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU können diese Gewährleistung mit der nötigen Verlässlichkeit übernehmen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht zu decken vermag, müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärfen die Situation zusätzlich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Zahlreiche kleine und mittlere Produzenten werden benachteiligt, was ihre wirtschaftliche Grundlage schwächt und der Schweizer Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die geplante totale Strommarktliberalisierung ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft ist, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führt, die bisher stabile und

zuverlässige Grundversorgung untergräbt und die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes überlässt. Dies gefährdet die Stabilität und den Wohlstand unseres Landes erheblich.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Gesamtheit als unzureichend und rein kosmetischer Natur zu bewerten. Sie vermögen den durch die angestrebte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne in keiner Weise zu kompensieren. Vielmehr besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres etablierten Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was zu einer gravierenden sozialen Ungleichheit führen würde. Anstatt den bewährten und in der Schweiz äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine problematische Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regelungen erscheinen primär bürokratischer Natur und sind in ihrer Effektivität als geringer einzuschätzen als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vor allem ausländischen Unternehmen zugute, die durch Lohndumping ihre Wettbewerbsfähigkeit zu Lasten schweizerischer Arbeitnehmer zu steigern suchen. Die Kontrollmechanismen werden massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zur Schaffung einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die notwendige Flexibilität von KMU und löst dabei nicht das Grundproblem des Lohndrucks. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich erschwert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, die unter dem irreführenden Titel einer reinen "Sicherheit" eine umfassende Integration der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft erzwingt. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die tatsächliche Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen unschätzbaren Wettbewerbsvorteil darstellt, steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie beispielsweise im Rahmen der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) angestrebt wird, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label 'Made in Switzerland' würde dadurch massiv entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Die in diesem Abkommen verankerte, sprichwörtliche "Guillotineklausel" stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Die Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I birgt die Gefahr, dass die Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit verliert. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Fall bringen und der Schweiz jegliche Handlungsfähigkeit in ihrer Aussenpolitik nehmen. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Produzenten würden damit zu Kontrollobjekten

einer ausländischen Behörde degradiert. Parallel dazu droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überziehen würde. Dies würde lokale Traditionen zerstören und bestehende wirtschaftliche Existenzen gefährden. Besonders bedenklich ist die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zudem, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein bedauerlicher Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen zudem eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was der Schweiz die Fähigkeit nimmt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und birgt Gefahren für unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und unseren bewährten Föderalismus dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politisch und demokratisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung des Service public, regionaler Interessen oder lokaler KMU eingesetzt werden, soll abgeschafft werden. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches Kontrollregime durch die EU. Die Souveränität der Kantone wird durch die Unterstellung ihrer wirtschaftsfördernden Massnahmen unter eine EU-konforme Behörde in Bern massiv untergraben. Anstatt eigenständige Entscheidungen treffen zu können, werden sie zu Bittstellern degradiert, deren Beschlüsse einer zentralen Genehmigungspflicht unterliegen. Dies steht in diametralem Gegensatz zu föderalistischen Prinzipien und schwächt die Entscheidungsautonomie auf kantonaler Ebene erheblich. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung und schafft mit der Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine Instanz, die nicht primär Schweizer Interessen verfolgt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist besonders stossend. Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle kantonaler Subventionsentscheide durch das Bundesgericht (Art. 98a BGG), was eine beispiellose Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt und die Kantone zu bloßen Verwaltungseinheiten herabstuft. Ebenso erweitern die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG die Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts und zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle auf Kosten der kantonalen Verfahrensautonomie. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft eine undurchsichtige "Superbehörde", die nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzt. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz wird geopfert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts die Schweizer Wirtschaftsordnung fundamental verändert. Sie schwächt die demokratische Kontrolle, untergräbt die föderalistische Struktur und führt zu einer Unterwerfung unter EU-Regulierungen, ohne dass ein klarer Mehrwert für die Schweiz erkennbar ist. Unsere nationale Steuerungshoheit in kritischen Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr wird ausser Kraft gesetzt. Dieses Abkommen stellt einen inakzeptablen Eingriff in unsere Kerninteressen dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend den finanziellen Beitrag zu den Kohäsionsmassnahmen der EU stellt aus unserer Sicht eine grundlegende und inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Zahlungen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht bedeutet den Verlust eines zentralen politischen Steuerungsinstruments. Diese faktische Zwangsabgabe, die durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert würde, entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung milliardenschwerer Steuergelder. Der zunächst präsentierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr

erscheint angesichts des im Vertrag verankerten, rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als reines Lockvogelangebot. Es ist offensichtlich, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz ohne Mitspracherecht nachkommen muss. Wir werden somit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, ohne jegliche Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt. Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist nichts anderes als das legislative Instrument zur dauerhaften Alimentierung des EU-Haushalts, das eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht verwandelt. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern existiert lediglich die Zwangsvollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BöB) ist weit mehr als eine formale Anpassung; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zutiefst irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist abzulehnen, da es die Integrität unserer Friedenspolitik kompromittiert und gleichzeitig unsere finanzielle Autonomie untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für die Schweiz und gefährdet unmittelbar die Integrität unseres Service public. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, konkretisiert durch den neuen Artikel 40ater EBG, öffnet die Türen für ausländische Anbieter, die eine schädliche "Rosinenpickerei" auf den profitabelsten inner-schweizerischen Strecken betreiben werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu bedienen. Die Sorge ist gross, dass diese Entwicklung zu einer Aushöhlung der Qualität und des Umfangs unseres flächendeckenden Bahnverkehrs führen wird. Des Weiteren ist die Befürchtung virulent, dass das EU-Beihilferecht, angewendet auf unser System, bewährte und notwendige Subventionen im Güterverkehr, Regionalverkehr oder für die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte. Dies würde direkt die Leistungsfähigkeit unseres etablierten Systems beeinträchtigen und die Versorgungssicherheit für die Schweizer Bevölkerung schwächen. Die vom Bundesrat erwähnte "Gemeinsame Erklärung" zur Absicherung ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Sie ist eine Illusion von Sicherheit, die die langfristige Souveränitätsverlust nicht verhindern kann. Die geplante Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, Artikel 32a Absatz 1bis PBG, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten, auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen wir uns EU-konformen Kriterien unterwerfen. Dies könnte zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die schweizerischen Steuerzahler führen. Die schleichende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, insbesondere durch die dynamische Rechtsübernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz unwiderruflich an zentrale EU-Stellen und schwächt die nationale Souveränität im Bahnverkehr zusehends.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Zuwanderung massiv ausbaut, widerspricht fundamental dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Der Wille des Schweizer Volkes, die Zuwanderung eigenständig zu gestalten, wird hierbei bewusst ignoriert. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, eine de facto "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt unsere innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Kosten für die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, einschliesslich des ausufernden Familiennachzugs, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, werden unkontrolliert steigen und die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden übermässig belasten. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv formuliert, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung

ermöglicht. Die Drohung der EU mit Strafmassnahmen bei einer tatsächlichen Anwendung macht diese Klausel zu einer Erpressung und nicht zu einem Schutzinstrument. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen in diesem hochsensiblen Bereich keinerlei Mitspracherecht mehr haben werden. Dies ist eine Kapitulation vor Brüssel und eine grobe Verletzung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausweiten und einen Ausschluss kaum mehr ermöglichen. Dies ist eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Ebenso sind die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterordnung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Abs. 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Abs. 1bis) sind weitere Beweise für die schleichende Entmachtung unserer nationalen Sozial- und Vorsorgepolitik. Die automatisierten Anerkennungsverfahren für Berufsqualifikationen, wie im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB, Artikel 2 Abs. 1bis), und die Einführung des Europäischen Berufsausweises in Fachgesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) drohen, unsere hohen Qualitätsstandards zu untergraben und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen zu gefährden. Diese flankierenden Massnahmen sind keine Stärkung der Schweiz, sondern Symptome einer erzwungenen Anpassung an EU-Standards, die unsere Autonomie opfern.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Amacher Claude (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Amacher · 079 209 65 33 · claude.amacher@gmail.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Monsieur le Conseiller Fédéral,
Nous nous trouvons dans une spirale des prix des loyers. Toujours plus de monde qui veule obtenir l'asile en Suisse, ce qui signifie toujours plus de logements à construire, toujours plus de trafic sur nos routes et autoroutes et toujours plus de personnes qui ne peuvent vivre décemment en Suisse qu'au moyen de l'aide sociale. Il est faux de prétendre que les Suisses dédaignent certains travaux ! L'immigration contrôlée et devant répondre aux besoins de notre industrie est la seule qui répond aux critères pour que la Suisse reste compétitive, ceci malgré nos coûts de production et notre franc fort. Tous les Conseillers Fédéraux doivent défendre les intérêts de la Suisse. Si nous ne faisons pas face à un manque de compétitivité, la Suisse va devenir une Nation en perdition.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation porte sur l'évaluation des résultats des négociations entre la Suisse et l'Union européenne. Force est de constater que les conclusions présentées soulèvent de sérieuses interrogations quant à leur conformité avec les intérêts fondamentaux de la Suisse et le respect de sa souveraineté. Il est impératif d'examiner attentivement les implications juridiques et politiques de ces accords, qui semblent s'écarter des principes qui ont guidé notre relation avec l'UE jusqu'à présent.

L'application du droit de l'UE, même par le biais de reprises institutionnelles, pose un défi majeur. En effet, l'article 137 alinéa 2 de la Constitution fédérale suisse (Cst.) stipule que "Le droit fédéral prévaut sur le droit cantonal". Or, l'adoption systématique du droit européen, sans mécanisme de contrôle adéquat de la part des organes législatifs suisses, risque de contourner ce principe fondamental. La jurisprudence du Tribunal fédéral a toujours affirmé la primauté du droit constitutionnel suisse. Introduire un corpus juridique étranger de manière quasi automatique pourrait engendrer une perte de contrôle démocratique et une érosion de la capacité de la Suisse à légiférer en fonction de ses propres besoins.

De plus, la question de la clause de sauvegarde, bien que mentionnée, apparaît comme une disposition potentiellement insuffisante face à la dynamique d'intégration européenne. L'article 97 alinéa 3 de la Cst. garantit le droit du peuple et des cantons de décider sur l'adhésion à des organisations supranationales. Si les accords négociés conduisent, de facto, à une soumission accrue à la législation et à la jurisprudence européennes, sans que le peuple et les cantons n'aient leur mot à dire, cela pourrait être considéré comme une atteinte au principe de souveraineté. Le risque est que la

Suisse soit contrainte d'accepter des évolutions législatives européennes qui ne correspondent pas à ses intérêts nationaux, sans réelle marge de manœuvre.

Il est également préoccupant de constater que l'accord semble ne pas suffisamment ménager l'autonomie décisionnelle de la Suisse dans des domaines cruciaux. L'article 173 alinéa 1 lettre b de la Cst. charge le Conseil fédéral de "veiller aux intérêts de la Suisse dans ses rapports avec l'étranger". L'approbation aveugle des résultats des négociations, sans une analyse approfondie de leur impact sur cette autonomie, irait à l'encontre de ce mandat constitutionnel. La Suisse a toujours fait de sa neutralité et de sa souveraineté des piliers de sa politique étrangère. Il est essentiel que les accords futurs préservent ces valeurs fondamentales et ne conduisent pas à une dépendance institutionnelle excessive vis-à-vis de l'Union européenne. Une évaluation critique et rigoureuse, axée sur la préservation de notre ordre juridique et de notre capacité à décider par nous-mêmes, est donc primordiale avant toute validation.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

(leer)

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé sur la libre circulation avec l'Union européenne, considérant qu'il s'agit d'une capitulation manifeste face aux exigences de Bruxelles, sapant ainsi la souveraineté nationale et les intérêts fondamentaux de la Suisse.

L'extension massive de la libre circulation des personnes, induite par la reprise de la directive sur les citoyens de l'UE, contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule notre droit à une immigration autonome. L'instauration d'un nouveau "droit de séjour permanent" après seulement cinq ans, qualifié de "C PLUS", confère un statut pratiquement inaltérable, même en cas de délinquance ou de dépendance prolongée de l'aide sociale. Cette disposition fragilise l'intégrité de notre système sécuritaire et la viabilité de nos assurances sociales, chargeant les contribuables suisses, les cantons et les communes d'un fardeau financier croissant.

Le renforcement sans précédent du regroupement familial, permettant le transit de parents, grands-parents et beaux-parents, promet une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux associés, une situation intolérable pour un pays non membre de l'UE. La "clause de sauvegarde" évoquée, telle que prévue à l'article 21b de la loi sur l'assurance-chômage (LACI), se révèle être un pur simulacre. Les obstacles à son application sont si considérables qu'elle deviendra inopérante en pratique, menaçant la Suisse de mesures coercitives si elle tentait de l'invoquer, une "clause d'extorsion" plutôt qu'une véritable protection.

L'adoption automatique des nouvelles réglementations de l'UE en matière d'immigration, via la "méthode d'intégration", élimine de facto toute capacité de décision du Parlement et du peuple suisses face à d'éventuels durcissements futurs du droit européen. C'est une négation inacceptable de notre démocratie directe. L'adaptation de la LACI, notamment la suppression de l'article 29a et l'introduction des articles 41c et 25f, légalise une immigration massive dans nos systèmes sociaux, rendant les exclusions pratiquement impossibles et rendant le droit à l'aide sociale pour les ressortissants de l'UE quasi absolu, même en cas de dépendance.

L'intégration du système d'information du marché intérieur (IMI) de l'UE, telle que prévue dans la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFP), remplace les contrôles nationaux rigoureux par une reconnaissance automatisée des qualifications professionnelles, menaçant nos standards de qualité élevés et notre capacité à réguler notre marché du travail. L'extension du système IMI aux lois sur les professions médicales (MedBG, GesBG) et sur la psychologie (PsyG) délègue la responsabilité de la sécurité des patients et de la qualité des soins à un système bureaucratique européen, affaiblissant considérablement notre contrôle national.

L'adaptation de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), introduisant des règles de coordination de l'UE dans notre deuxième pilier, érode notre souveraineté en matière de politique sociale. La restriction du retrait en espèces des fonds de caisse de pension lors d'un déménagement vers l'UE, stipulée dans le nouvel article 25f de la loi sur la libre circulation, constitue une ingérence directe dans les droits de propriété des assurés suisses. L'alignement du Code civil suisse sur le droit de l'UE en matière de sécurité sociale est une preuve supplémentaire de la profondeur de cette soumission.

Enfin, l'introduction de taxes d'études drastiquement plus élevées pour les ressortissants étrangers, comme l'illustre l'article 34d de la loi sur l'EPFZ, est un aveu des coûts considérables engendrés par la libre circulation. Il s'agit d'une tentative désespérée de compenser les dépenses massives résultant de l'intégration forcée d'étudiants européens à des conditions préférentielles, dont le poids repose désormais sur les épaules des étudiants et la réputation de nos institutions académiques. L'instauration de nouveaux mécanismes de paiement et de contribution dans la loi sur la formation professionnelle supérieure (LFPS) pour compenser l'égalité de traitement des étudiants de l'UE démontre clairement les coûts cachés de cet accord, à la charge du contribuable suisse.

En conclusion, cet accord représente une démission de nos compétences législatives et une soumission inacceptable à des normes étrangères, mettant en péril notre indépendance et le bien-être de notre population. Nous appelons au rejet pur et simple de ces dispositions.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le paquet Suisse-UE, tel que présenté, soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact sur la souveraineté et la capacité de décision de la Suisse. L'adoption unilatérale du droit européen, telle qu'envisagée par l'accord sur la libre circulation des personnes et l'accord sur les transports terrestres, contrevient aux principes établis par la Constitution fédérale, notamment l'article 164, qui garantit le respect des droits constitutionnels et des engagements internationaux par le biais de la loi. La jurisprudence du Tribunal fédéral a maintes fois souligné l'importance de la compatibilité des accords internationaux avec la Constitution. Or, l'intégration de dispositions qui permettraient à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) d'interpréter et d'appliquer le droit suisse, notamment en ce qui concerne la directive sur la libre circulation des travailleurs, semble incompatible avec l'article 190 de la Constitution, qui stipule que la Confédération et les cantons sont soumis au droit.

L'obligation de reprendre l'acquis communautaire sans marge de manœuvre substantielle menace l'autonomie législative de la Suisse. Il est impératif de réaffirmer le rôle du Parlement fédéral dans la détermination du droit national. L'article 163 de la Constitution confère au Parlement le pouvoir de légiférer, un pouvoir qui serait sérieusement érodé si des dispositions externes devaient s'imposer de manière contraignante et systématique. La délégation implicite de compétence souveraine à des institutions européennes, sans contrôle démocratique adéquat au niveau national, constitue un point de friction majeur. L'article 5 de la Constitution, qui consacre le principe de subsidiarité, semble être mis à mal par une intégration aussi poussée qui risquerait de priver les cantons et la Confédération de leur capacité à adapter les normes à leurs contextes spécifiques.

De plus, la question de la gestion des litiges, avec une primauté potentielle du droit de l'UE sur le droit suisse, représente une menace directe à l'indépendance judiciaire helvétique. L'article 30 de la Constitution garantit le droit à un procès équitable, qui inclut l'application du droit national par les tribunaux nationaux. L'influence potentielle de la CJUE sur l'interprétation des normes internes, sans que le droit suisse ne puisse s'en départir, est inacceptable. Avant toute ratification, il est essentiel d'obtenir des garanties claires que la souveraineté législative et judiciaire de la Suisse sera préservée, en conformité avec les principes fondamentaux de notre ordre juridique. La précipitation dans la conclusion de tels accords, sans une analyse approfondie des implications constitutionnelles et démocratiques, est préjudiciable à long terme.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Christian Ferlet (Privé)

Date: 05.09.2025

Contact: Christian Ferlet · 0767009995 · paul.hysson@pm.me

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à la manière dont les accords envisagés avec l'Union européenne affecteront la souveraineté et les intérêts nationaux. Bien que les documents présentés visent à une intégration accrue, ils semblent négliger les implications juridiques et constitutionnelles pour la Suisse, notamment en ce qui concerne le principe de l'autonomie du droit suisse, tel que garanti par l'article 5 de la Constitution fédérale (Cst.). La simple reprise du droit de l'UE, sans une analyse approfondie de sa compatibilité avec notre ordonnancement juridique, risque de conduire à une érosion progressive de notre capacité décisionnelle. L'assimilation systématique de la jurisprudence européenne, même dans des domaines où la Suisse dispose de réglementations propres et efficaces, pose un problème de principe. Cela pourrait être interprété comme une dérogation implicite à l'article 123 de la Constitution fédérale qui prévoit que la Confédération assume les devoirs et respecte les droits qui découlent de son appartenance aux organisations internationales. S'il est vrai que nous faisons partie d'organisations internationales, cela ne saurait justifier une soumission *de facto* à un ensemble normatif étranger dont la finalité première est la création d'un ordre juridique supranational. La primauté du droit européen, qui découle de cette intégration, menace directement la sécurité juridique et l'indépendance des autorités suisses, qui se verraient contraintes d'appliquer des normes dont elles n'ont pas l'initiative ou le contrôle. De plus, la consultation semble manquer de transparence quant aux mécanismes de suivi et de révision des accords. La Suisse pourrait se retrouver liée par des décisions futures de l'UE qu'elle n'aurait pas pu anticiper ou influencer, créant ainsi une situation de dépendance non souhaitée. L'article 173 alinéa 2 de la Constitution fédérale, qui stipule que le Parlement surveille l'activité du Conseil fédéral, pourrait être mis à mal si les accords conclus ne permettent pas une surveillance effective de l'application du droit de l'UE en Suisse. Il est impératif que tout accord futur prévoie des clauses claires garantissant la possibilité pour la Suisse de se désengager ou de renégocier en cas de divergence d'intérêts fondamentale ou de perte de contrôle sur l'évolution du droit applicable. Sans ces garanties, les accords risquent d'affaiblir notre système fédéral et notre capacité à légiférer dans l'intérêt de notre population.

Transports terrestres

La Suisse s'apprête à échanger une partie de sa souveraineté en matière de transports terrestres contre des bénéfices spéculatifs issus d'un rapprochement réglementaire avec l'Union Européenne. Ce rapprochement, tel qu'il est proposé, met en péril l'intégrité de notre service public ferroviaire, pilier essentiel de notre modèle social et économique. L'introduction de la notion de kabotage dans le droit ferroviaire, notamment via l'article 40ater du nouveau projet de loi sur le chemin de fer (EBG), représente une menace directe. Elle ouvre la porte à des opérateurs étrangers qui, sans être contraints par un mandat de service public général, pourront se livrer à une sélection des lignes les plus rentables. Cette "rosenpickerei" laissera les entreprises suisses, telles que les CFF, l'entière responsabilité des lignes moins lucratives mais indispensables à la desserte du territoire. Ce déséquilibre financier est insoutenable et menace la capacité de ces entreprises à maintenir un réseau de qualité pour tous les citoyens. Parallèlement, l'article 32a, alinéa 1bis, du nouveau projet de loi sur le transport de voyageurs (PBG) impose l'intégration de normes européennes dans les processus d'appel d'offres. Cela signifie que la Suisse devra composer avec des critères qui ne reflètent pas nécessairement ses propres priorités nationales en matière de mobilité et de développement régional. La souveraineté des cantons et de la Confédération dans la définition et la mise en œuvre de leur politique de transports est ainsi significativement érodée. Les choix ne seront plus dictés par l'intérêt suisse, mais par la conformité aux directives européennes, ce qui pourrait aboutir à des solutions coûteuses et moins adaptées aux besoins réels de notre population. La prétendue "déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral pour rassurer sur la protection du service public est, juridiquement parlant, d'une valeur des plus maigres. Elle ne constitue en rien une garantie contre

l'évolution future du droit européen, que la Suisse serait alors contrainte d'intégrer de manière dynamique. Cette disposition est une illusion de sécurité qui ne parvient pas à masquer le transfert progressif de compétences vers des instances supranationales. La Suisse perd ainsi la maîtrise de son propre réseau ferroviaire, se détachant de la gestion nationale pour se conformer à des standards définis ailleurs, comme ceux du "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). En somme, les modifications proposées, si elles semblent opportunes dans une perspective de convergence, constituent en réalité une remise en cause du modèle helvétique. L'application du droit européen des aides d'État pourrait également fragiliser des subventions essentielles au bon fonctionnement du transport de marchandises, du trafic régional et au renouvellement du matériel roulant. Le service public, dans sa conception suisse, est mis à mal et la qualité des transports pour les citoyens est directement menacée.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction concernant le projet de loi sur la sécurité alimentaire, tel qu'il est proposé. Sous le titre trompeur de "Sécurité alimentaire", un vaste projet d'intégration européenne est en réalité promu. Il ne s'agit pas seulement de sécurité, mais d'une soumission complète de l'économie suisse, tant agricole qu'alimentaire, au corpus réglementaire de l'UE, intitulé "De la ferme à la table". Ce projet menace nos standards de production élevés, nos exploitations agricoles familiales et la liberté de choix des consommateurs. La qualité suisse, notre bien le plus précieux, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent inférieures entraînera inévitablement une dégradation de la qualité. L'étiquette "Made in Switzerland" sera dévalorisée si les produits doivent être fabriqués selon les mêmes critères, moins stricts, que ceux de l'UE. Cela anéantit un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs. La clause guillotine, qui lie cet accord à tous les autres contrats bilatéraux I, constitue une forme de chantage politique inacceptable, bloquant toute décision souveraine de la Suisse. L'idée d'inspecteurs de l'UE ayant accès et pouvoirs de contrôle dans nos exploitations, nos fromageries et nos restaurants représente une ingérence massive dans notre souveraineté. Nos entreprises deviendront des objets de contrôle pour une autorité étrangère. Une vague sans précédent de bureaucratie menace de submerger nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises industrielles, mais aussi les petits magasins de ferme, les exploitations d'alpage, les bouchers de village et même les associations lors de fêtes populaires devront se conformer à des réglementations européennes complexes et inadaptées. Cela détruira les traditions locales et des moyens de subsistance. Notre moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, confirmé à plusieurs reprises par le peuple, sera sapé. La Suisse sera forcée d'accepter des produits européens approuvés contenant des traces d'OGM, ignorant ainsi la volonté populaire. La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité suisse, les producteurs et les consommateurs, en soumettant toute la chaîne alimentaire à la réglementation de l'UE, ce qui engendrera une bureaucratie étouffante et une perte de standards élevés. Les ajustements du droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) obligent la Suisse à abandonner ses réglementations, souvent plus strictes et éprouvées, concernant le transport et l'abattage au profit des normes de l'UE. C'est un recul pour la protection des animaux et une perte de souveraineté manifeste. Les nouvelles compétences du Conseil fédéral en matière de réglementation dans la loi sur l'agriculture (nouvelles alinéas aux art. 141 et 148 LwG) constituent une délégation de pouvoir sans précédent pour mettre en œuvre le droit de l'UE, contournant ainsi le Parlement et affaiblissant le contrôle démocratique dans un domaine central pour la Suisse. L'adaptation du droit forestier (nouvel art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts aux diktats de l'UE, nous privant de notre capacité à réagir rapidement et souverainement. Enfin, l'adoption des réglementations de l'UE dans la loi sur les épizooties (Art. 1 nouveau TSG) est une négligence dangereuse qui met en péril notre agriculture et la santé publique.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime notre profonde préoccupation quant aux propositions soumises dans le cadre de la consultation sur le domaine de la libre circulation et de l'immigration. Les modifications envisagées, en particulier celles visant à renforcer la circulation des personnes avec l'Union européenne, constituent une menace sérieuse pour la souveraineté nationale, la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux et de notre marché du travail. L'extension de la libre circulation, notamment par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union, contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale (BV) et à la volonté exprimée par le peuple suisse de maîtriser sa propre immigration. L'introduction d'un nouveau «droit de séjour permanent» après seulement cinq ans, qualifié de « Niederlassung C PLUS », crée un droit de séjour quasi inaliénable, même en cas de comportement criminel ou de dépendance prolongée aux aides sociales. Cette disposition affaiblit considérablement notre capacité à protéger l'ordre public et notre capacité à gérer nos systèmes d'aide sociale, dont le financement repose sur les contribuables suisses. Les dispositions prévues dans

le domaine de l'immigration, telles que les nouveaux articles 41c et l'abrogation de l'article 29a de la loi sur l'admission, le séjour et l'exercice d'une activité lucrative (AIG), viennent cimenter cette tendance. L'élargissement du droit à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE, même en cas de dépendance, représente une charge inacceptable et une déformation de nos principes de solidarité. La clause de « sauvegarde » proposée est une illusion. Ses conditions d'application sont si restrictives qu'elle sera inopérante en pratique. De surcroît, la menace de mesures punitives de la part de l'UE en cas de son invocation révèle son caractère d'« instrument de chantage » plutôt que de véritable moyen de protection. L'article 21b AIG, censé introduire cette clause, n'est qu'une façade, rendant caduc tout espoir de contrôle réel de l'immigration. L'élargissement du regroupement familial, permettant désormais l'arrivée de parents, grands-parents et beaux-parents, est sans précédent et engendrera une augmentation incontrôlable de l'immigration et, par conséquent, des coûts sociaux. Le transfert automatique du droit de l'UE concernant l'immigration, par la méthode dite de « l'intégration », privera le peuple et le parlement suisses de leur voix dans un domaine hautement sensible. Cette logique de « soumission juridique » rend caduque notre démocratie directe. L'intégration forcée des normes de l'UE dans des domaines tels que la reconnaissance des qualifications professionnelles, via le système d'information du marché intérieur (IMI) du BGVB et le profil professionnel européen (EPC) dans les lois sur les professions médicales (MedBG) et de santé (GesBG), sape nos propres standards de qualité et notre capacité de régulation autonome. L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les ressortissants étrangers dans les lois sur l'ETH et les HFKG témoigne des coûts engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation, frais qui seront répercutés sur les étudiants et la réputation de nos institutions. La sous-traitance de notre souveraineté dans des domaines cruciaux tels que la deuxième pilier (BVG) et la réglementation des professions spécialisées (PsyG) est une capitulation inacceptable. La restriction du versement intégral des avoirs de prévoyance professionnelle lors d'un départ vers l'UE, en vertu du nouveau art. 25f al. 1bis de la loi sur la libre circulation, constitue une atteinte aux droits de propriété des assurés suisses. En somme, ces propositions représentent une érosion délibérée de notre indépendance et de notre capacité à prendre des décisions dans l'intérêt de la Suisse et de ses citoyens.

Électricité

La présente prise de position exprime une insatisfaction profonde et des réserves fondamentales quant aux propositions relatives au domaine de l'électricité, particulièrement dans leur dimension d'intégration européenne. L'harmonisation proposée, sous couvert d'une prétendue modernisation, équivaut en réalité à une cession inacceptable de notre souveraineté énergétique. L'assujettissement à des structures de surveillance de l'UE, telles qu'ACER et ENTSO-E, nous transforme en un acteur contraint, participant aux coûts sans réel pouvoir décisionnel. Les orientations stratégiques de notre réseau électrique seront désormais dictées depuis Bruxelles, au détriment de nos intérêts nationaux. La Commission fédérale de la concurrence et des prix (ElCom), naguère autorité de régulation indépendante, se verra réduite à un simple bras opérationnel de l'UE. Cette déqualification, imposant l'application de normes démocratiquement illégitimes, marque la fin d'une régulation énergétique autonome, conçue pour répondre aux besoins spécifiques de la Suisse. L'impact sur notre ressource hydraulique, pilier de notre sécurité d'approvisionnement, est particulièrement préoccupant. Les règles européennes relatives aux aides d'État menacent directement le système actuel des redevances hydrauliques, source de revenus vitale pour les cantons de montagne. Une requalification de ces redevances en aide d'État illicite pourrait conduire à leur suppression pure et simple. De surcroît, nos structures fédérales, incarnées par les centrales communales, se trouvent affaiblies. Leur droit de priorité à l'injection, indispensable à la production locale et décentralisée, risque d'être annulé par les règles de concurrence de l'UE. La sécurité d'approvisionnement nationale est sacrifiée sur l'autel du marché libre. L'encadrement des réserves stratégiques, comme la réserve hydraulique, par les règles européennes, soulève de sérieuses interrogations. L'absence de responsabilité claire quant à la sécurité d'approvisionnement de la Suisse – ni le marché, ni l'UE n'étant clairement désignés – représente un risque inacceptable. La libéralisation totale du marché de l'électricité, telle que prévue par le nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (Lp-AP, art. 4a ss.), entraînera une volatilité accrue des prix, au détriment des PME et des ménages. Les coûts de la sécurité d'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, seront répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles taxes. La constitution de réserves énergétiques jugées insuffisantes (art. 8b ss. Lp-AP) et le renforcement du découplage (art. 10, 18, 19 Lp-AP) affaiblissent davantage nos structures fédérales. L'article 15 de la loi sur l'énergie (LEne) révisé, en modifiant les règles de rémunération, constitue un coup direct porté à la production d'énergie locale et citoyenne. La réduction drastique du seuil de puissance de 3 MW à 200 kW pénalise un nombre considérable de petits et moyens producteurs. L'exclusion de la rémunération en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis LEne) engendre une incertitude d'investissement massive pour les énergies renouvelables, freinant leur développement et nous rendant plus dépendants des marchés étrangers imprévisibles et des énergies fossiles. En conclusion, la libéralisation complète du marché est une expérience hautement

périlleuse, aux conséquences potentiellement catastrophiques pour la population et l'économie suisse. L'extension des compétences de l'ElCom et le renforcement du découplage constituent des instruments de mise au pas européenne. La Suisse perdra la maîtrise de son infrastructure critique, se soumettant à une régulation déconnectée de ses réalités. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau (art. 8 al. 2 BATE) est une nouvelle étape dans cette soumission. Il est impératif de refuser ces propositions qui menacent notre souveraineté, notre sécurité d'approvisionnement et la prospérité de notre pays.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux mesures proposées en matière de protection des salaires dans le cadre de la libre circulation avec l'Union européenne. Les dispositions envisagées apparaissent insuffisantes et ne sauraient compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation. Nous craignons une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures. Au lieu de renforcer notre système de protection salariale, éprouvé et efficace, les nouvelles réglementations tendent à l'affaiblir et à l'aligner sur les normes européennes, introduisant une bureaucratie accrue au détriment de l'efficacité. Ces changements risquent de favoriser les entreprises étrangères pratiquant le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle sont également affaiblis ; les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont minées par des structures centralisées et conformes au droit de l'UE, entraînant une application moins rigoureuse des normes salariales et des conditions de travail. L'introduction d'un nouveau régime de protection contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, tel que stipulé dans les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, imposée par la pression de l'UE. Ce dispositif crée une classe privilégiée d'employés dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, entravant la flexibilité, notamment des PME, et contredisant nos principes de marché du travail libéraux. Les adaptations apportées à la loi sur le travail (LTr) et notamment à la loi sur la réduction des risques liés à l'exploitation des huiles minérales (LRuh) – qui ne sont pas directement mentionnées mais qui s'inscrivent dans cette logique d'alignement – ne constituent pas un renforcement mais une restructuration dictée par l'UE. L'extension du système de sanctions, par exemple à l'article 9, alinéa 2 de la loi sur la réduction des risques liés à l'exploitation des huiles minérales (LRuh), vise principalement la compatibilité avec le droit de l'UE, et non une amélioration substantielle de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit d'action en première instance (art. 11) et son reclassement dans un nouvel article 13a de la LTr représente une restructuration juridique qui fragilise le système existant et complique l'application des droits des travailleurs. De surcroît, le lien entre la loi sur les marchés publics (LMP) et le nouveau droit sur la loi sur la réduction des risques liés à l'exploitation des huiles minérales (LRuh) est problématique. Il ancre les contributions à la cohésion comme un élément immuable de notre système juridique et crée des interconnexions qui lient davantage la Suisse à l'UE. Enfin, l'équivalence des sanctions de l'UE avec les jugements exécutoires selon l'article 80, alinéa 2, chiffre 6 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) représente une cession massive de souveraineté. La Suisse devient un exécutant pour des sanctions administratives financières de l'UE, sans une révision judiciaire exhaustive en Suisse. Ceci mine notre ordre juridique en permettant l'application d'avis administratifs étrangers sur notre territoire.

Aides d'État

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au projet d'alignement de la Suisse sur le régime de contrôle des aides d'État de l'Union européenne. Loin d'être une simple adaptation technique, cette démarche constitue une atteinte fondamentale à notre souveraineté et à notre système fédéral. L'idée de soumettre nos aides d'État, qui sont par essence des décisions politiques démocratiquement légitimées par la Confédération, les cantons et les communes, à un contrôle technocratique étranger est inacceptable. L'article 2 du projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) consacre cette soumission. Il vide de sa substance l'autonomie décisionnelle des collectivités publiques suisses. Les cantons, piliers de notre fédéralisme, perdent leur droit inaliénable de décider de leur propre politique de développement économique. Ils seront contraints de faire approuver leurs soutiens ciblés, qu'il s'agisse de transports régionaux, de banques cantonales, de culture ou de soutien aux PME locales, par une instance européenne. Cette centralisation du pouvoir décisionnel sape les fondements mêmes de notre structure étatique, tels que garantis par la Constitution fédérale. L'instauration d'une nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que prévue par la modification de l'article 18 alinéa 2 du Code de droit des obligations (CDO), pose également de sérieux problèmes. Cette chambre risque de devenir un "bras étendu" de l'UE, dont les décisions seront dictées par la conformité au droit européen plutôt que par les intérêts nationaux. Le contrôle démocratique sur cette "super-autorité" est insuffisant, alimentant ainsi un déficit démocratique alarmant. De

plus, des secteurs stratégiques comme l'approvisionnement en énergie, le transport aérien et le transport terrestre, où les collectivités publiques détiennent des participations importantes, seront désormais soumis au contrôle de l'UE. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG) illustre parfaitement ce sacrifice de notre autonomie stratégique. La Suisse perdra ainsi sa capacité de maîtriser des domaines essentiels à son bon fonctionnement et à la garantie du service public. Enfin, l'adaptation du droit fédéral, notamment la modification de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF), confère à la nouvelle chambre un droit de recours direct contre les décisions cantonales. L'introduction du nouvel article 82 lettre bbis LTF permet d'ores et déjà de craindre que les décisions souveraines des cantons puissent être contestées et annulées devant le Tribunal fédéral sur la base d'une interprétation du droit de l'UE, aux dépens de l'autonomie cantonale. Les cantons se retrouvent dans une position de subordonnés, privés de leur droit d'être entendus dans le contrôle de leurs propres décisions. L'exclusion du Préposé fédéral à la protection des consommateurs des réunions de la chambre des aides d'État, telle que prévue par la modification de l'article 5 alinéa 2 de la loi sur la protection des prix (LPC), accentue encore le manque de transparence et affaiblit la protection des citoyens.

Contribution financière

La proposition de modification de la contribution financière dans le cadre des accords avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à la souveraineté et au contrôle démocratique de la Suisse. En transformant des contributions volontaires, soumises au contrôle du Parlement, en une obligation juridique contraignante, le projet actuel vide le pouvoir législatif de sa substance en matière de décisions budgétaires importantes. La création d'un nouveau Gesetz sur les contributions de cohésion (KoBG) formalise cette évolution, érodant la capacité du Parlement à décider souverainement de l'allocation des fonds publics, comme le stipule l'article 1 du KoBG, qui établit un droit permanent. Le montant initialement évoqué de 350 millions de francs par an apparaît comme une stratégie d'attraction, sachant que le "mécanisme de recalcul juridiquement contraignant" inclus dans le traité entraînera inévitablement une augmentation substantielle des exigences financières. La Suisse se retrouverait alors contrainte de se conformer aux diktats de l'UE, sans possibilité de négociation ni de refus, perdant ainsi un levier politique essentiel. La Suisse deviendrait une contributrice nette, sans pour autant bénéficier de garanties concrètes en termes d'accès au marché ou de suppression des obstacles commerciaux. Il s'agit d'une forme de paiement pour une intégration institutionnelle qui coûte cher en souveraineté sans offrir de bénéfices proportionnels. L'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, du Concordat sur la cohésion (BöB) ne constitue pas une simple formalité technique. Elle ancre ces paiements de manière permanente dans l'ordre juridique suisse, les présentant comme une composante régulière et durable de la législation fédérale. De plus, le lien établi avec la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, est une manœuvre déroutante. Il instrumentalise la promotion de la paix, un domaine jouissant d'une bonne réputation, pour légitimer des paiements de cohésion politiquement sensibles et controversés à l'UE. Cette approche contrevient au principe de subsidiarité et à l'autonomie décisionnelle de la Suisse en matière de finances publiques.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente évaluation du paquet d'accords avec l'Union Européenne soulève de profondes préoccupations quant à son impact sur la souveraineté et les intérêts nationaux de la Suisse. L'approche globale proposée, loin de consolider la relation bilatérale, risque d'engendrer une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles et d'affaiblir les mécanismes démocratiques helvétiques. L'intégration du droit de l'UE, telle que envisagée, contrevient directement au principe fondamental de l'autodétermination de la Suisse, tel que consacré par la Constitution fédérale. L'article 54, alinéa 2, stipule que la Confédération respecte la souveraineté des cantons. L'adoption automatique de pans entiers de la législation européenne, sans possibilité de discernement ou d'adaptation aux spécificités helvétiques, irait à l'encontre de ce principe, en soumettant la Suisse à des normes externes sans que le peuple et les cantons n'aient leur mot à dire. De plus, la perspective d'une Cour de justice européenne ayant une primauté effective sur le droit suisse représente une menace inacceptable pour notre système juridique. L'article 190 de la Constitution garantit l'indépendance de l'autorité judiciaire. Permettre à une juridiction étrangère de prononcer des jugements qui lieraient les tribunaux suisses remettrait en cause cette indépendance et porterait atteinte à la séparation des pouvoirs, un pilier de notre État de droit. L'argument selon lequel ces accords sont nécessaires pour maintenir l'accès au marché unique européen est fallacieux. La Suisse a su prospérer pendant des décennies grâce à une approche pragmatique de la coopération sectorielle, en préservant sa marge de manœuvre décisionnelle. L'adoption d'un tel paquet global risque de nous enfermer dans un cadre rigide, nous privant de la flexibilité nécessaire pour répondre aux défis économiques et sociaux futurs. La

préservation de notre capacité à légiférer et à négocier de manière autonome est un enjeu majeur, dont l'importance ne peut être sous-estimée. Il est impératif de rejeter toute formule qui sacrifierait notre souveraineté sur l'autel d'une intégration forcée.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à la proposition de stabilisation des relations avec l'Union européenne. Si l'objectif d'une relation stable est louable en théorie, la mise en œuvre proposée soulève des questions juridiques et stratégiques majeures qui ne peuvent être ignorées. En premier lieu, l'approfondissement des liens avec l'UE, tel qu'envisagé, risque d'entraîner une assimilation progressive de la législation suisse à celle de l'UE, sans pour autant garantir une pleine participation à la prise de décision européenne. Ce scénario pourrait conduire à une érosion de la souveraineté helvétique, consacrée par la Constitution fédérale, notamment par l'article 5 sur les compétences de la Confédération. L'application unilatérale du droit de l'UE sans droit de veto clair ni influence proportionnée est particulièrement préoccupante. Nous craignons que cette "stabilisation" ne se traduise par une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles, limitant notre marge de manœuvre politique et économique. Deuxièmement, l'impact sur le marché intérieur suisse, tel que le prévoit l'accord sur la libre circulation des personnes, mérite une analyse rigoureuse. L'extension potentielle de cette libre circulation, sans mesures d'accompagnement adéquates et contraignantes, pourrait mettre à rude épreuve nos infrastructures, nos services publics et la cohésion sociale. La Convention de 1999 entre la Suisse et l'UE, bien qu'ayant apporté certains bénéfices, doit être réévaluée à la lumière des défis actuels. Nous sommes en droit de nous interroger sur la capacité des accords actuels à garantir un équilibre durable et à préserver les intérêts fondamentaux de la Suisse. Enfin, la clause de sauvegarde prévue dans de tels accords, souvent interprétée de manière restrictive par l'UE, suscite également notre scepticisme. Son efficacité réelle pour protéger les secteurs économiques sensibles ou pour répondre à des situations exceptionnelles reste à démontrer. Nous demandons des garanties juridiques solides et une interprétation claire de cette clause afin d'éviter toute instrumentalisation future qui irait à l'encontre de nos intérêts nationaux. Une relation "stabilisée" ne devrait pas se faire au détriment de notre autonomie décisionnelle et de notre capacité à protéger notre prospérité. Il est impératif que toute évolution des relations soit soumise à un contrôle démocratique rigoureux et à l'approbation du peuple suisse.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse se retrouve une fois de plus confrontée à la perspective d'accords bilatéraux potentiellement préjudiciables avec l'Union européenne, suite à une évaluation dont les résultats soulèvent de sérieuses interrogations quant à leur impact sur notre souveraineté et notre prospérité. Il est impératif d'examiner ces propositions avec la plus grande circonspection, en gardant à l'esprit les principes fondamentaux de notre droit constitutionnel et les intérêts nationaux à long terme. L'intégration accrue dans le cadre juridique de l'UE, même sous la forme d'accords sectoriels, risque d'éroder progressivement notre capacité décisionnelle. La reprise de droit de l'acquis communautaire, souvent présentée comme une simplification administrative, représente en réalité une abdication de souveraineté inacceptable. L'article 54 de la Constitution fédérale suisse garantit l'autonomie de la Confédération, qui se trouve menacée lorsque des décisions prises à Bruxelles s'imposent à Berne sans que notre pays puisse y participer pleinement en tant qu'acteur indépendant. La notion de "reprise du droit" contrevient directement à ce principe, car elle implique une assimilation forcée de réglementations non négociées. De plus, les aspects économiques de ces accords méritent une analyse rigoureuse. L'ouverture inconditionnelle de notre marché, sous prétexte de faciliter les échanges, peut avoir des conséquences dévastatrices pour nos petites et moyennes entreprises, nos artisans et nos agriculteurs, qui seraient soumis à une concurrence déloyale de la part de pays bénéficiant de subventions européennes ou de normes sociales et environnementales moins contraignantes. La protection de notre économie nationale, pilier de notre stabilité, ne doit pas être sacrifiée sur l'autel d'une intégration européenne dont les bénéfices réels pour la Suisse restent, à ce jour, largement contestables et insuffisamment démontrés. L'article 104 de la Constitution, qui traite de la politique économique, souligne l'importance de la prospérité de la population suisse, un objectif qui semble secondaire dans les propositions actuelles. Enfin, la question de la libre circulation des personnes, souvent présentée comme un élément incontournable des accords, pose des défis majeurs en matière de gestion de l'immigration, de pression sur nos infrastructures et de cohésion sociale. Le Conseil fédéral a le devoir, conformément à l'article 50 de la Constitution, de garantir la sécurité intérieure et extérieure du pays, ce qui inclut une politique migratoire maîtrisée et alignée sur les capacités d'accueil de la Suisse. Les accords proposés

semblent ignorer ces préoccupations légitimes de la population. En conclusion, il est de notre devoir de faire preuve d'une vigilance extrême face à ces propositions, qui semblent privilégier une intégration croissante au détriment de nos principes fondamentaux et de nos intérêts nationaux. Un refus prudent et clair de ces accords, afin de pouvoir renégocier dans des termes qui préservent notre souveraineté et notre prospérité, apparaît comme la seule voie responsable.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christoph Cattaruzza (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Christoph Cattaruzza · 078 609 06 66 · cattaruzza@proton.me

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Abkommen im Inland geben Anlass zu erheblichen und fundamentalen Bedenken, die im Rahmen dieses Vernehmlassungsverfahrens dargelegt werden müssen. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagene Vorgehensweise die Gefahr birgt, die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Entscheidungsprozesse auf eine Weise zu untergraben, die mit den Grundprinzipien unseres Rechtssystems unvereinbar ist.

Besonders kritisch ist die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses Recht im Rahmen eines rechtsstaatlichen Gesetzgebungsprozesses des Schweizer Parlaments demokratisch legitimiert wurde. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes. Die unkritische Übernahme von EU-Recht, welches oft auf komplexen und sich ständig ändernden Richtlinien und Verordnungen basiert, steht im Widerspruch zu diesem Grundsatz. Insbesondere die vorgeschlagene Implementierung von sekundärem EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Genehmigung missachtet die Gewaltenteilung und das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung verankert ist, der die oberste Gewalt des Bundes zur Gesetzgebung im Rahmen der Bundesverfassung erklärt. Es stellt sich die drängende Frage, inwieweit das Schweizer Volk und seine gewählten Vertreter noch die Kontrolle über die Gesetzgebung behalten, wenn Entscheidungen, die die Schweiz binden, primär in Brüssel getroffen werden.

Des Weiteren besteht die Sorge, dass die vorgeschlagene Harmonisierung mit dem EU-Recht zu einer Aushöhlung des schweizerischen Rechtssystems führen könnte. Artikel 5 Absatz 1 des Schweizerischen Obligationenrechts betont die Notwendigkeit einer klaren und verständlichen Rechtsordnung. Die Einführung von Bestimmungen, die primär auf die Bedürfnisse und die Rechtslogik der Europäischen Union zugeschnitten sind, könnte zu Rechtsunsicherheiten und Komplexitäten führen, die den schweizerischen Verhältnissen nicht angemessen sind. Die Gefahr einer schleichenden Annäherung, die letztlich zu einer faktischen Rechtsangleichung führt, ohne die notwendige parlamentarische Kontrolle, ist real. Dies könnte auch die Rechtsprechung des Schweizerischen Bundesgerichts vor unlösbare Herausforderungen stellen, da dieses die primäre Aufgabe hat, Schweizer Recht anzuwenden und auszulegen. Die Übernahme von EU-Recht, welches oft durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) interpretiert wird, könnte die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz beeinträchtigen und die Anwendung des schweizerischen Rechts erschweren. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Die Abhängigkeit von EuGH-Urteilen zur Interpretation von in der Schweiz geltendem Recht würde diese Garantie potenziell verletzen.

Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Die Übernahme von EU-Regulierungen kann zu erhöhten Compliance-Kosten für Schweizer Unternehmen führen und ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Artikel 27 der Bundesverfassung schützt die Wirtschaftsfreiheit, aber auch die Freiheit, sich wirtschaftlich zu

betätigen, kann durch übermässige und unpassende Regulierungen eingeschränkt werden. Es ist fraglich, ob die Vorteile einer potenziellen erleichterten Marktdurchdringung in der EU die Nachteile einer erhöhten regulatorischen Last und der potenziellen Einschränkung der eigenen Gestaltungsmöglichkeiten überwiegen. Die Schweiz hat sich stets durch eine pragmatische und auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Regulierung ausgezeichnet. Eine blinde Übernahme von EU-Standards könnte diese Stärke schwächen.

Zudem sind die finanziellen Konsequenzen der Übernahme und Umsetzung von EU-Recht nicht zu unterschätzen. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz erhebliche finanzielle Mittel aufwenden müsste, um die neuen Regelungen umzusetzen und zu überwachen. Diese Mittel könnten anderweitig sinnvoller eingesetzt werden, beispielsweise zur Stärkung der heimischen Wirtschaft oder zur Verbesserung sozialer Dienstleistungen. Artikel 41 Absatz 1 der Bundesverfassung legt die Ziele des sozialen Wirkens des Bundes fest. Eine unnötige finanzielle Belastung durch die Übernahme von EU-Regulierungen könnte die Erreichung dieser Ziele erschweren.

Schliesslich stellt sich die fundamentale Frage nach der demokratischen Legitimation von Abkommen, die durch die Übernahme von EU-Recht faktisch eine Bindungswirkung auf die Schweiz ausüben. Artikel 140 Absatz 1 Buchstabe c der Bundesverfassung sieht vor, dass staatsvertragliche, für die Bundesbehörden verbindliche Bestimmungen, die wichtige Rechtsnormen enthalten oder deren Erlass erfordern, der Volksabstimmung unterliegen. Die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht in der Praxis gehandhabt werden soll, birgt die Gefahr, dass diese Bestimmung umgangen wird, indem man auf die demokratische Legitimation durch das Volk verzichtet. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Umsetzung scheinen darauf abzuzielen, die Notwendigkeit einer direkten Zustimmung des Volkes oder des Parlaments zu umgehen, was eine klare Verletzung des Willens des Souveräns wäre.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Abkommen im Inland erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien, der wirtschaftlichen Autonomie und der demokratischen Legitimation aufwerfen. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und in der weiteren Ausgestaltung der Abkommen berücksichtigt werden, um die Grundwerte und die Stabilität der Schweizerischen Eidgenossenschaft zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Der vorliegende Entwurf einer Stellungnahme zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung ist angesichts der weitreichenden und potenziell negativen Folgen für die Schweiz schlichtweg unzureichend. Es bedarf einer drastischen Überarbeitung, um die gravierenden Bedenken und die rechtlichen Widersprüche, die sich aus dem vorgeschlagenen Abkommen mit der EU ergeben, adäquat zu artikulieren. Die derzeitige Fassung verkennt die Tiefe der erosiven Wirkung auf unsere Souveränität und unsere Fähigkeit, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Die Personenfreizügigkeit, die durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie massiv ausgebaut werden soll, steht in direktem Widerspruch zum klaren Willen des schweizerischen Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Dieser Artikel fordert eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung, ein Prinzip, das durch die vorliegenden Bestimmungen fundamental untergraben wird. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, das einer „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt und praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, stellt eine inakzeptable Bedrohung für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Die Kosten für diesen Status werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Die massiv geförderte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist ein weiterer Skandal. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Dies bedeutet, dass die finanzielle Last für nicht erwerbstätige Personen und deren Angehörige von der Schweizer Gesellschaft getragen werden muss. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Land ausserhalb der EU beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und

damit auch der Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ ist nichts weiter als ein politisches Manöver zur Täuschung der Öffentlichkeit. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Die drohenden Strafmassnahmen der EU bei einem Versuch, diese Klausel anzurufen, entlarven sie als eine reine Erpressung und nicht als ein Instrument zur Wahrung schweizerischer Interessen. Dies ist eine inakzeptable Schwächung unserer Verhandlungsautonomie.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der sogenannten „Integrationsmethode“ ist eine Kapitulation vor der EU. Sie entzieht dem schweizerischen Parlament und dem Volk die Möglichkeit, auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich Einfluss zu nehmen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein direkter Affront gegen die Volkssouveränität.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Unterwerfung. Die geplante Änderung des AIG mit der Einführung des neuen Art. 41c und der Aufhebung des Art. 29a zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich wird. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist ein reines Placebo; sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Sie macht sie zu einem zahnlosen Tiger und vermag keine echte Steuerung der Zuwanderung zu gewährleisten.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter und ehrlicher Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein klarer Hinweis darauf, dass die Schweiz die finanziellen Lasten der Zuwanderung nicht mehr tragen kann, ohne diese Kosten nun auf dem Buckel von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen auszutragen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) wird mit der Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und der Anbindung an das IMI-System die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch neue Bestimmungen an ein bürokratisches EU-System delegiert. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Art. 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Anpassung des BVG unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU stellt eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht dar und einen Eingriff in die

Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Die scheinbar technische Anpassung im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die bestehenden Probleme der Zuwanderung verschärfen, sondern auch die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie fundamental aushöhlen. Die Annahme dieser Bestimmungen würde einen unumkehrbaren Schritt in Richtung einer faktischen EU-Mitgliedschaft ohne die entsprechenden Vorteile bedeuten. Wir fordern daher eine grundlegende Überarbeitung und eine klare Verpflichtung zur Wahrung der schweizerischen Eigenständigkeit und zur eigenverantwortlichen Steuerung der Zuwanderung, wie sie das Volk in der Bundesverfassung verankert hat. Die aktuelle Vorlage ist nicht akzeptabel.

Finanzieller Beitrag

Der vorgelegte Vorschlag zur Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der finanziellen Tragfähigkeit auf. Die Umwandlung bisheriger, freiwilliger und parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine fundamentale Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar und birgt erhebliche Risiken für die finanzielle Autonomie der Schweiz.

Die Einführung eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist aus unserer Sicht zutiefst problematisch. Mit diesem Gesetz sollen die bisherigen, flexiblen Beiträge zu einer permanenten und gesetzlich verankerten Verpflichtung erhoben werden. Artikel 1 des KoBG, der die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen vorsieht, höhlt die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments massiv aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht der Schweiz die erzwungene Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die parlamentarische Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen, die bisher ein wichtiges politisches Druckmittel darstellte, würde damit de facto abgeschafft. Es handelt sich hierbei nicht um eine freiwillige Geste der Solidarität, sondern um die Zementierung einer Zwangsabgabe, die auf diktierten Bedingungen beruht.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reines Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung und Anpassung dieser Beiträge ist prädestiniert dafür, in absehbarer Zeit zu massiv höheren Forderungen seitens der EU zu führen. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, über die Höhe dieser Zahlungen zu verhandeln oder diese abzulehnen. Sie wird faktisch zu einer Nettozahlerin degradiert, die zur Kasse gebeten wird, ohne ein Mitspracherecht oder eine Garantie auf entsprechende Gegenleistungen zu erhalten. Die unklare Formulierung des Mechanismus birgt die Gefahr einer unbegrenzten finanziellen Belastung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine formale Formalität. Diese Verankerung signalisiert, dass die Kohäsionszahlungen als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und der Beziehungen zur EU betrachtet werden sollen. Dies unterstreicht die Absicht, diese Zahlungen als fixe Verpflichtung zu etablieren und somit die demokratische Debatte sowie die Möglichkeit zur Neubewertung dieser finanziellen Engagements im nationalen Parlament massiv zu erschweren.

Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und strategisch fragwürdig. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vermischung von zivilgesellschaftlichen Anliegen mit finanzpolitischen Forderungen der EU ist unlauter und dient

lediglich dazu, die Akzeptanz für die faktische Entrichtung von Schutzgeldern zu erhöhen. Es handelt sich um eine Täuschung der Öffentlichkeit, die die wahren Hintergründe und die negativen Konsequenzen für die nationale Souveränität verschleiert.

Wir sehen in diesem Vorschlag keine vorteilhafte Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, erhalten wir keinerlei Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft mit sich bringt. Die vorgeschlagene Regelung gefährdet die finanzielle Autonomie und die demokratischen Gestaltungsmöglichkeiten der Schweiz und sollte daher abgelehnt werden. Die Umwandlung von politischen Gesten in rechtliche Pflichten, die sich dem nationalen Einfluss entziehen, ist ein gefährlicher Präzedenzfall, der die Zukunft der schweizerischen Unabhängigkeit massiv beeinträchtigen würde.

Landverkehr

Die Schweiz sollte dem vorliegenden Abkommen im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union mit tiefgreifender Skepsis und Ablehnung begegnen. Die vorgeschlagenen Änderungen drohen, die Grundfesten unseres erfolgreichen und auf die Bedürfnisse unserer Bevölkerung zugeschnittenen öffentlichen Verkehrssystems zu untergraben.

Ein zentraler und gravierender Punkt ist die Gefährdung des Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts, wie sie durch das Abkommen impliziert wird, birgt das Risiko, dass bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringende Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte und verheerende Auswirkungen auf die Qualität, die Frequenz und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern garantieren. Der Service public ist kein Luxus, sondern ein integraler Bestandteil der schweizerischen Lebensqualität und der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit. Ihn durch die Übernahme von EU-Regulierungen zu gefährden, ist ein unverantwortlicher Akt.

Das Abkommen öffnet zudem durch die Einführung der sogenannten Kabotage die Türen für ausländische Anbieter, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies ist ein Rezept für die sogenannte „Rosinenpickerei“. Ausländische Unternehmen werden sich, einer klaren Marktdynamik folgend, ausschliesslich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die jedoch den Auftrag haben, eine flächendeckende Grundversorgung sicherzustellen, auch auf den weniger rentablen Nebenlinien, werden mit den Kosten und der Verantwortung für diese essenziellen, aber unwirtschaftlichen Strecken alleingelassen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public nachhaltig und gefährdet somit die Mobilität und Erreichbarkeit aller Regionen der Schweiz. Die Einführung der Kabotage, wie sie im neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, ist somit ein direkter Angriff auf die finanzielle Solidität und die Erfüllung des umfassenden Versorgungsauftrags unseres nationalen Bahnsystems.

Die vom Bundesrat als Schutzmechanismus angepriesene „Gemeinsame Erklärung“ entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und keineswegs bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz verpflichtet wäre, diese Änderungen dynamisch zu übernehmen, stellt die Erklärung lediglich eine Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung dar. Sie verhindert nicht die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Schienenverkehr und schafft eine ständige Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen, die nicht zwangsläufig den Interessen der Schweiz dienen.

Mit dem Abkommen gibt die Schweiz schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert, dass wir künftige Regulierungen der EU, wie beispielsweise jene zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und unsere Fähigkeit, die Infrastruktur nach unseren spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten zu gestalten, massiv einschränken.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere die Einführung von Art. 32a Abs. 1bis, zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen auf der Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir künftig EU-konforme Kriterien erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen, da nationale Interessen und spezifische Bedürfnisse möglicherweise nicht mehr ausreichend berücksichtigt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr eine ernste Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Die Kabotage untergräbt dessen Finanzierung, die dynamische Rechtsübernahme unsere Souveränität, und die Verpflichtung zur Einhaltung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen schränkt unsere Gestaltungsfreiheit ein. Die sogenannte „Gemeinsame Erklärung“ bietet keinen wirklichen Schutz. Aus diesen Gründen lehnen wir die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Landverkehr entschieden ab. Wir fordern den Bundesrat auf, die Souveränität der Schweiz und die Integrität unseres Service public kompromisslos zu verteidigen und jegliche Massnahmen abzulehnen, die diese gefährden könnten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken. Eine kritische Analyse offenbart, dass die beabsichtigten Schutzmechanismen nicht nur unzureichend sind, sondern im Kern eine Aufweichung des bewährten Schweizer Lohnschutzes zugunsten einer EU-konformen Angleichung darstellen. Dies birgt die Gefahr einer nachhaltigen Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen, und stellt eine Abkehr von unseren nationalen Schutzstandards dar.

Die behaupteten Lohnschutzmassnahmen erscheinen primär kosmetischer Natur und vermögen den durch die fortgesetzte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Lohndruck nicht effektiv zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Abwertung der hiesigen Lohnstrukturen. Anstatt die etablierten und in der Praxis wirksamen flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer angelegt, sondern auch tendenziell weniger effektiv als die bisherigen Kontrollinstrumente. Dies begünstigt vorrangig ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, durch Lohndumping wettbewerbsvorteile zu erzielen, was zulasten der schweizerischen Arbeitnehmerschaft geht.

Die Kontrollmechanismen werden untergraben. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate erfahren durch die Einführung neuer, zentralistisch ausgerichteter und EU-konformer Strukturen eine signifikante Schwächung. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrolldichte und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was den Lohndruck weiter verstärken dürfte.

Der neu geschaffene Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist als ein vergiftetes Geschenk zu betrachten. Diese Bestimmungen führen zu einer komplizierten und ungleichen Rechtslage, die einer Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht Vorschub leistet. Gleichzeitig lähmt diese Massnahme die notwendige Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) erheblich, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks nachhaltig zu lösen. Die Einschränkung der Kündigungsfreiheit widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und wird als direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit betrachtet, der primär durch EU-Druck motiviert ist.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keineswegs eine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern vielmehr eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vornehmlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung

des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik des Gesetzes aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz durch Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die Europäische Union binden. Dies stellt eine schleichende Unterwanderung unserer Souveränität dar.

Des Weiteren ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung fundamental, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies öffnet Tür und Tor für eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht in unsere nationale Vollzugspraxis.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch integraler Bestandteil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Konformität setzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das erhebliche Risiko, dass die effektiven Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gefahr einer schleichenden Entwertung unserer Sozialpartnerschaft ist real.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine klare Verschlechterung des Lohnschutzes und eine Erosion der schweizerischen Souveränität bedeuten. Anstatt die Stärken unseres eigenen Systems zu nutzen und weiterzuentwickeln, werden wir durch die EU zu Anpassungen gezwungen, die primär deren Interessen dienen und unsere nationalen Standards untergraben. Diese Entwicklung ist inakzeptabel und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit und der damit verbundenen Übernahme von EU-Recht. Unter dem trügerischen Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende Integration angestrebt, die weit über den reinen Schutz der Konsumenten hinausgeht und die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft schleichend dem EU-Regelwerk unterwirft. Dies bedroht die spezifisch schweizerischen, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die essenzielle Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Erfolgs und unserer Identität, gerät dadurch in erhebliche Gefahr. Die angestrebte Angleichung an oft tiefer angesiedelte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label "Made in Switzerland" wird seiner Bedeutung beraubt, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie auf dem EU-Binnenmarkt. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten.

Besonders alarmierend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in Kernbereichen ihrer Politik blockiert. Die Freiheit, unsere eigenen Gesetze und Standards zu gestalten, wird auf diese Weise massiv eingeschränkt.

Der vorgesehene Zugang von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen,

Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was eine demütigende Situation für unsere hart arbeitenden Produzenten und Unternehmer bedeutet.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Fest wären gezwungen, die komplexen und für die Schweiz oft unpassenden EU-Vorschriften zu erfüllen. Dies wird nicht nur lokale Traditionen zerstören, sondern auch zahlreiche wirtschaftliche Existenzen gefährden, insbesondere im ländlichen Raum.

Das unser Volk mehrfach mit klarer Mehrheit bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Massnahmen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) zu akzeptieren. Der Volkswille wird hierbei auf zynische Weise missachtet und unsere demokratischen Prinzipien untergraben.

Die vorgesehene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was unweigerlich zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an unseren hohen Standards führen wird. Die Flexibilität und Anpassungsfähigkeit unserer nationalen Gesetzgebung werden zerstört.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein gravierender Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der angestrebten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu vernichten. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird damit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Selbst die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht primär der Lebensmittelsicherheit dienen, sondern eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Recht

darstellen. Sie bedrohen unsere Souveränität, unsere Qualitätstandards, unsere bäuerlichen Existenzen und unsere demokratischen Prinzipien. Wir fordern eine klare Ablehnung dieser integrationsfeindlichen Vorlage.

Strom

Die Schweiz gibt ihre Energiesouveränität auf. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, namentlich durch die Einbeziehung von ACER und ENTSO-E, wird unser Land zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Dies bedeutet, dass künftige Entscheidungen bezüglich unseres Stromnetzes nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel getroffen werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Sie ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und somit den bevölkerungsarmen Regionen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Konsequenzen für diese Kantone und würde die regionale Wertschöpfung massiv beeinträchtigen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie beispielsweise die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden dadurch nachhaltig geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, ein zentrales Element der dezentralen Energieversorgung und der lokalen Wertschöpfung, wird durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion erheblich und fördert stattdessen grosse, ausländisch dominierte Akteure.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Infolgedessen trägt niemand mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dieses Vorgehen ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen im Ernstfall katastrophal sein können. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für unsere kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der sogenannte "freie Markt" nicht mehr deckt, müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die vollständige Strommarktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt unweigerlich zu einer beispiellosen Preisvolatilität. Sie gefährdet zudem die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (gemäss Art. 8b ff. StromVG) und untergräbt die bewährten föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv, indem sie die Vergütungsregeln grundlegend ändern. Dies untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte und bremst somit den Ausbau erneuerbarer Energien.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG stellt einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage nachhaltig geschwächt. Dies widerspricht fundamental der Schweizer Energiestrategie und begünstigt ausschliesslich grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für den Ausbau erneuerbarer Energien. Dies wird den dringend notwendigen Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich bremsen und die Schweiz wiederum abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen.

Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein

hochriskantes Experiment, das ausschliesslich auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft durchgeführt wird. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind nichts anderes als Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch systematisch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer eigenen Stromnetze dar und schwächt unsere Fähigkeit, auf nationale Bedürfnisse und Krisen adäquat zu reagieren. Wir fordern eine strikte Ablehnung der vorgeschlagenen Änderungen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Rechtsrahmens im Bereich staatliche Beihilfen und die damit verbundene Annäherung an das EU-Beihilferecht stellen eine fundamentale und in weiten Teilen inakzeptable Aushöhlung schweizerischer Souveränität, föderalistischer Prinzipien und demokratischer Kontrolle dar. Die geplante Unterstellung unserer bewährten und flexiblen Subventionspraxis unter ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime droht, die Eigenständigkeit unserer Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik unwiderruflich zu beschädigen.

Die Abschaffung der heutigen, von demokratisch legitimierten politischen Entscheidungsträgern auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene gefällten Subventionsentscheide ist zutiefst besorgniserregend. Diese Entscheidungen, die oft auf lokalen Bedürfnissen und spezifischen politischen Zielen beruhen – sei es die Förderung des Regionalverkehrs, die Unterstützung von Kantonalbanken, die Pflege unserer Kulturlandschaft oder die Belebung lokaler KMU – sollen neu einem starren, externen Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedeutet nicht weniger als die Entmachtung unserer Parlamente und Regierungen zugunsten einer nicht gewählten, bürokratischen Instanz.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplanten Massnahmen massiv untergraben. Anstatt dass die Kantone eigenständig über die für ihre Regionen und Bürger als notwendig erachtete Wirtschaftsförderung entscheiden können, werden ihre Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Dies ist nicht nur ein Rückschritt in der föderalistischen Organisation unseres Staates, sondern ein direkter Angriff auf die dezentrale Entscheidungsfindung, die seit jeher ein Eckpfeiler der schweizerischen Identität und Effizienz ist. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und insbesondere der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG wird eine neue, zentralistische Kontrollinstanz etabliert, die über die Kompatibilität nationaler Förderungsentscheide mit dem EU-Recht wacht. Diese Institution agiert im Wesentlichen als verlängerter Arm der EU und unterstellt die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch Brüssel. Die Schweiz wird somit de facto zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt.

Kritische Sektoren, die für das Funktionieren unseres Landes unerlässlich sind und in denen oft eine starke öffentliche Beteiligung besteht, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dazu zählen die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luftverkehr und der Landverkehr. Die Unterstellung dieser strategisch wichtigen Bereiche unter externe Regularien gefährdet die nationale Autonomie und die Fähigkeit, den Service public im Sinne der schweizerischen Interessen zu gestalten.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 des angepassten Kartellgesetzes (KG) birgt erhebliche Gefahren. Diese als 'Superbehörde' zu bezeichnende Instanz wird nicht nur die traditionellen Aufgaben der WEKO wahrnehmen, sondern

auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts fungieren. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen.

Ein besonders stossender Aspekt ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies entwertet die kantonalen Entscheidungsprozesse und die Souveränität der Kantone. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor das Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu reinen Verwaltungseinheiten.

Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG ihre Verfahrensautonomie, da ihre Subventionsentscheide letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares und alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein deutliches Indiz dafür, dass die Interessen der schweizerischen Bürger und Konsumenten hinter die Anforderungen der EU-Konformität zurückgestellt werden. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bevölkerung auswirken können, wird die Stimme des offiziellen «Wächters der Preise» zum Schweigen gebracht. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht lediglich eine Anpassung an internationale Standards darstellen, sondern eine fundamentale Aufgabe unserer rechtsstaatlichen und föderalistischen Prinzipien. Die Schweiz würde sich einem externen Rechtsregime unterwerfen, das unsere demokratische Selbstbestimmung und die Autonomie unserer Kantone erheblich einschränkt. Es ist dringend geboten, die negativen Auswirkungen dieser Entwicklungen auf unsere Souveränität und unsere bewährten politischen Strukturen kritisch zu hinterfragen und entschieden abzulehnen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität, der wirtschaftlichen Eigenständigkeit und der demokratischen Legitimation auf. Eine oberflächliche Betrachtung mag die vermeintlichen Vorteile einer engeren Bindung an die Europäische Union hervorheben, doch bei näherer juristischer und politischer Prüfung offenbart sich ein Geflecht von Risiken, die die Grundlagen der Schweizerischen Eidgenossenschaft nachhaltig gefährden könnten.

Besonders beunruhigend ist die drohende Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Mitwirkung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Gesetzgebung (Art. 1 BGL) legt fest, dass die Gesetzgebungskompetenz grundsätzlich beim Bund und bei den Kantonen liegt. Durch die vorgeschlagenen Vereinbarungen droht jedoch eine indirekte Rechtssetzung durch die EU, die faktisch das Schweizer Parlament und das Volk umgeht. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens vorgesehen ist, widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist und sich in der Möglichkeit des fakultativen Referendums (Art. 138 BV) und des Initiativrechts (Art. 139 BV) manifestiert. Die Möglichkeit, EU-Recht einfach zu übernehmen, schwächt diese fundamentalen demokratischen Instrumente erheblich.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen mit grosser Skepsis zu betrachten. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht im Binnenmarktbereich, insbesondere im Hinblick auf das revidierte Landverkehrsabkommen, birgt die Gefahr einer unkontrollierten Kostensteigerung für die Schweizer Wirtschaft. Artikel 2 der Bundesverfassung (Art. 2 BV) fordert die Förderung des Gemeinwohls und der Wohlfahrt des Landes. Eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen, die möglicherweise nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind, könnte das Gegenteil bewirken. Die Wettbewerbsfähigkeit Schweizer Unternehmen könnte leiden, wenn sie gezwungen sind, teure und aufwändige EU-Standards zu implementieren, ohne dass dies durch entsprechende Vorteile auf dem EU-Markt ausgeglichen wird.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer kritischer Punkt. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH in die Auslegung und Anwendung des Abkommens stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung dar. Gemäss Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung (Art. 190 Abs. 1 BV) sind Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte massgebend. Die vorgeschlagene subordinierte Rolle der Schweizer Gerichte gegenüber dem EuGH, insbesondere bei der Auslegung von EU-Recht, das indirekt in die Schweizer Rechtsordnung überführt wird, untergräbt die Souveränität des Schweizer Rechtssystems. Die Gefahr besteht darin, dass sich die Schweiz von einem Rechtsstaat mit eigener Rechtsprechung zu einem reinen Anwender fremden Rechts wandelt.

Auch die Frage der Flexibilität und Anpassungsfähigkeit der Schweiz in ihrer Aussenpolitik wird durch die vorgeschlagenen Abkommen eingeschränkt. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Erklärungen und -Positionen in aussenpolitischen Angelegenheiten, wie sie aus den Annexen zu den bilateralen Verträgen hervorgehen könnte, widerspricht der traditionell neutralen und eigenständigen Aussenpolitik der Schweiz, die im Einklang mit Artikel 2 Absatz 3 der Bundesverfassung (Art. 2 Abs. 3 BV) zur Förderung des Friedens und der Verständigung beiträgt. Eine unkritische Übernahme von EU-Positionen könnte die Schweiz in Konflikte hineinziehen, die nicht ihren nationalen Interessen dienen und ihre Handlungsfreiheit einschränken.

Die finanzielle Dimension darf ebenfalls nicht ausser Acht gelassen werden. Die Übernahme von Beiträgen an die EU-Haushalte und die Beteiligung an EU-Programmen erfordern erhebliche finanzielle Mittel. Artikel 127 Absatz 2 der Bundesverfassung (Art. 127 Abs. 2 BV) legt die Grundsätze der Finanzordnung fest, die eine sorgfältige und verantwortungsvolle Verwendung öffentlicher Gelder vorsieht. Ohne eine klare und transparente Rechenschaftspflicht sowie eine direkte demokratische Kontrolle über die Verwendung dieser Mittel droht eine Entfremdung von den Steuerzahlern und eine unkontrollierte Ausweitung der Staatsausgaben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU einer kritischen Überprüfung standhält. Die potenziellen Nachteile hinsichtlich der Souveränität, der wirtschaftlichen Autonomie und der demokratischen Prinzipien wiegen die angedeuteten Vorteile bei weitem auf. Die Schweiz hat gut daran getan, in der Vergangenheit eine Politik der bilateralen Verträge zu verfolgen, die ihr erlaubt hat, ihre Eigenständigkeit zu wahren. Eine weitergehende Integration, die auf der Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Kontrollmechanismen beruht, ist nicht im nationalen Interesse und würde die Fundamente der Schweizerischen Eidgenossenschaft untergraben. Es bedarf einer umfassenden Debatte, die die Risiken klar benennt und alternative Lösungen prüft, die die Souveränität und die Interessen der Schweiz wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung. Die pauschale Akzeptanz einer engeren Anbindung an die Europäische Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz.

Eine zentrale Sorge betrifft die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache. Die vorgeschlagenen Massnahmen laufen Gefahr, die Schweiz in eine Situation zu bringen, in der sie fortwährend neue Bestimmungen aus Brüssel adaptieren muss, ohne dass die schweizerischen Interessen adäquat berücksichtigt werden können. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, welche die Säulen unseres politischen Systems bilden. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) sind die Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Kantone zur Achtung von Völkerrecht verpflichtet. Jedoch darf die Übernahme von Völkerrecht nicht dazu führen, dass die Grundrechte und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie in der BV verankert sind, ausgehöhlt werden. Artikel 36 BV, der die Einschränkung von Grundrechten regelt, fordert eine gesetzliche Grundlage, eine Notwendigkeit, eine Verhältnismässigkeit und die Wahrung des Wesensgehalts. Es ist fraglich, ob die Übernahme von EU-Recht in der vorgeschlagenen Form diesen Anforderungen immer genügen wird, insbesondere wenn Entscheidungen auf EU-Ebene getroffen werden, die primär von den Interessen der Mitgliedstaaten und nicht von jenen der Schweiz geprägt sind.

Des Weiteren ist die Abgrenzung der Zuständigkeiten unklar. Die vorgeschlagenen Mechanismen könnten zu einer Erosion der kantonalen Autonomie führen. Die Kantone geniessen gemäss Artikel 3 BV eine weitreichende Selbstständigkeit. Eine stärkere Integration in den europäischen Rechtsraum birgt die Gefahr, dass Entscheidungen, die traditionell auf kantonaler oder nationaler Ebene getroffen werden, zunehmend durch übernationale Regelungen überlagert werden. Dies könnte die Vielfalt und die föderale Struktur der Schweiz schwächen. Der Bundesrat hat die Pflicht, die Interessen der Kantone zu wahren und ihre Autonomie zu schützen. Es muss dargelegt werden, wie dies im Rahmen der vorgeschlagenen Massnahmen gewährleistet wird.

Die Angleichung von Standards und die Harmonisierung von Vorschriften, so sie ohne sorgfältige Prüfung und Anpassung an schweizerische Bedürfnisse erfolgen, können zu einer Überregulierung führen und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft beeinträchtigen. Insbesondere kleine und mittlere Unternehmen könnten unter einer erhöhten regulatorischen Last leiden. Das Prinzip der Verhältnismässigkeit, ein fundamentaler Grundsatz des schweizerischen Rechts, muss auch bei der Übernahme von EU-Normen gewahrt bleiben. Artikel 5 des Obligationenrechts (OR), welches die Sorgfaltspflicht und Treuepflicht des Arbeitgebers regelt, kann analog zur allgemeinen Sorgfaltspflicht im Wirtschaftsverkehr betrachtet werden. Eine übermässige Regulierung, die nicht im Verhältnis zum angestrebten Ziel steht, widerspricht diesem Prinzip.

Die finanzielle Komponente der Beziehung zur EU, insbesondere die möglichen Zahlungsverpflichtungen und die Beteiligung an EU-Programmen, muss transparent und nachvollziehbar gestaltet werden. Ohne eine klare und abschliessende Klärung der finanziellen Implikationen können wir uns nicht mit solchen Abkommen einverstanden erklären. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank und die Stabilität des Schweizer Frankens dürfen keinesfalls durch solche Abkommen gefährdet werden. Die Geldpolitik ist ein zentraler Bestandteil der staatlichen Souveränität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU mit grosser Skepsis betrachtet werden müssen. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung, die kantonale Autonomie und die

wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit sind erheblich. Vor einer Zustimmung bedarf es einer umfassenden und kritischen Analyse der Auswirkungen, einer klaren Abgrenzung der Kompetenzen und einer Garantie, dass die schweizerischen Interessen und die Grundsätze unseres Rechtssystems stets gewahrt bleiben. Ein blindes Nachziehen von EU-Regelungen ist weder im Interesse der Schweiz noch mit unseren demokratischen Prinzipien vereinbar. Die vorgesehene "Stabilisierung" darf nicht zu einer Erosion unserer fundamentalen Rechte und Freiheiten führen. Es ist von grösster Bedeutung, dass jede Form der Anbindung sorgfältig geprüft wird und ausschliesslich dem Wohl und dem Fortbestand der Schweizerischen Eidgenossenschaft dient.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht des Schweizer Souveränitätsprinzips sowie im Lichte der verfassungsmässigen Ordnung der Eidgenossenschaft äusserst problematisch. Es mangelt an einer substantiellen Klärung, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen die Autonomie der Schweiz wirklich wahren und ob sie nicht im Gegenteil zu einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen und demokratischen Grundfesten führen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die mangelnde Klarheit bezüglich der Übernahme von EU-Recht. Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 12. April 1978 (SR 101) garantiert die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz. Die vorliegenden Vereinbarungen scheinen jedoch darauf hinauszulaufen, dass zukünftige Rechtsakte der Europäischen Union, die im Rahmen der angegliederten Abkommen relevant werden, ohne explizite parlamentarische Zustimmung und ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Überprüfung in Schweizer Recht übernommen werden könnten. Dies steht im Widerspruch zur bundesstaatlichen Kompetenzverteilung und zur Rolle des Parlaments als oberstes Organ der Gesetzgebung, wie sie im Artikel 164 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV; SR 101) verankert ist. Die fortlaufende und automatische Adaption von EU-Recht untergräbt die Möglichkeit des Schweizer Volkes und seiner Vertreter, über die Gestaltung der eigenen Gesetzgebung zu befinden.

Darüber hinaus sind die finanziellen Verpflichtungen, die aus diesen Vereinbarungen erwachsen könnten, äusserst unbefriedigend und intransparent dargelegt. Artikel 41 der Bundesverfassung (BV; SR 101) legt die Grundsätze für die Finanzpolitik des Bundes fest, welche eine solide und nachhaltige Haushaltsführung vorsieht. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Beitragszahlung an die EU und deren Programme sind potenziell stark belastend und ihre langfristigen Auswirkungen auf den Schweizer Haushalt sind nicht abschätzbar. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz unangemessen hohe finanzielle Lasten trägt, ohne eine adäquate Gegenleistung in Form von Mitsprache oder echten Vorteilschaffung für die Schweizer Bevölkerung zu erhalten. Die Übernahme von EU-Regularien, auch im finanziellen Bereich, ohne eine klare und verbindliche Beteiligung an den Entscheidungsprozessen der EU-Institutionen ist ein unhaltbarer Zustand und widerspricht dem Prinzip der nationalen Souveränität, wie es auch in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert ist, welches die Unabhängigkeit und Selbstständigkeit der Schweiz betont.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in der Auslegung und Anwendung der zu schliessenden Abkommen ist ebenfalls äusserst bedenklich. Die Schweizerische Bundesverfassung (BV; SR 101) bildet die oberste Rechtsquelle in der Schweiz. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV; SR 101) bestimmt, dass Bundesgesetze und das Völkerrecht für die Gerichte und die Behörden massgebend sind. Wenn jedoch der EuGH die verbindliche Interpretation von Gesetzen übernimmt, die für die Schweiz gelten, stellt dies eine direkte Herausforderung für die Rechtshoheit der Schweiz dar. Die Anwendung von EU-Recht, die durch den EuGH judiziert wird, könnte die Jurisdiktion schweizerischer Gerichte de facto einschränken und die Möglichkeit beeinträchtigen, nationale Interessen und Rechtsvorstellungen im Einklang mit der Bundesverfassung zu wahren. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die Bewahrung des schweizerischen

Rechtsverständnisses und die Vermeidung von Diskriminierungen, die sich aus der Übernahme fremden Rechtssystemen ergeben könnten, kritisch zu sehen.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung im Rahmen der Abkommen bedürfen ebenfalls einer kritischen Überprüfung. Die Artikel 75 ff. der Bundesverfassung (BV; SR 101) regeln die Organisation der Gerichte und die Rechtspflege in der Schweiz. Die Einsetzung von parallelen oder übergeordneten Streitbeilegungsmechanismen, die nicht vollständig unter schweizerischer Kontrolle stehen, könnte die Rechtssicherheit und die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte schwächen. Es muss sichergestellt sein, dass jegliche Streitbeilegung im Einklang mit dem schweizerischen Rechtssystem und den demokratischen Prinzipien der Schweiz erfolgt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse aus einer kritisch-skeptischen Perspektive betrachtet werden müssen. Die Sorge, dass die Schweiz durch diese Abkommen ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien aufs Spiel setzt, ist gross. Es bedarf substantieller Nachbesserungen und Klarstellungen, um sicherzustellen, dass die Beziehungen zur Europäischen Union im Einklang mit der Bundesverfassung und den Interessen des schweizerischen Volkes gestaltet werden und nicht zu einer schleichenden Abhängigkeit oder einer Untergrabung unserer demokratischen Institutionen führen. Die derzeitigen Vorschläge sind daher nicht geeignet, die notwendige Akzeptanz in der Bevölkerung zu finden und stellen eine ernsthafte Bedrohung für die Unabhängigkeit und die Eigenständigkeit der Schweiz dar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christoph Häner (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Christoph Häner · jobyutori@yahoo.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union, wie sie im vorliegenden Entwurf thematisiert wird, wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die implizite oder explizite Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation und ohne Rücksicht auf die Souveränität der Schweiz ist zutiefst problematisch.

Die Schweizer Verfassung, insbesondere Artikel 5 Absätze 2 und 3, betont die Achtung der Rechtsordnung und die Verpflichtung zur Einhaltung des Völkerrechts. Die aktuelle Stossrichtung, die einer automatischen Übernahme von EU-Recht Vorschub leistet, steht im Widerspruch zu diesen fundamentalen Prinzipien. Das Schweizer Volk und die Kantone haben das Recht auf Selbstbestimmung zu wahren, welches durch eine solche einseitige Bindung an die Rechtsentwicklung der EU massiv gefährdet wird.

Weiterhin ist die Rolle des Bundesrates und des Parlaments in diesem Prozess kritisch zu hinterfragen. Gemäss Artikel 166 der Bundesverfassung vertritt der Bundesrat die Schweiz nach aussen und wahrt die Interessen des Landes. Es ist fraglich, ob die Interessen der Schweiz durch eine engere Anlehnung an die EU, die oft mit erheblichen Verpflichtungen ohne entsprechende Mitspracherechte einhergeht, tatsächlich gewahrt werden. Das Parlament, welches gemäss Artikel 168 der Bundesverfassung die oberste Leitungsgewalt über die gesamte Bundesverwaltung ausübt und die Oberaufsicht über die anderen obersten Bundesorgane hat, müsste hier eine wesentlich stärkere Kontrollfunktion wahrnehmen.

Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie ist ebenfalls evident. Die Möglichkeit des Referendums, ein zentrales Element unserer demokratischen Ordnung, könnte durch die Übernahme von EU-Recht, das nicht dem direkten Willen des Volkes entspringt, umgangen werden. Dies würde die Verankerung des demokratischen Prinzips in der Schweiz schwächen.

Die angestrebte Stabilisierung sollte nicht auf Kosten der Souveränität und der demokratischen Grundrechte erfolgen. Es bedarf einer sorgfältigen Abwägung, ob die vermeintlichen Vorteile einer engeren Bindung die erheblichen Risiken für die schweizerische Eigenständigkeit und die Rechtsordnung aufwiegen. Eine solche Stabilisierung darf nicht zu einer de facto Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs führen, wie dies bei einer Übernahme von EU-Recht unweigerlich geschehen würde. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Wahrung der nationalen Interessen müssen oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitgestaltungsmöglichkeiten untergräbt die demokratische Legitimation und schwächt die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über eigene Angelegenheiten zu bestimmen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und dem Schutz der schweizerischen Rechtsordnung.

Insbesondere die unklare Rechtsstellung der EU-Gesetzgebung in der Schweiz ist problematisch. Gemäss Artikel 120 der Bundesverfassung ist die Schweiz verpflichtet, die Grundsätze der Demokratie, des Rechtsstaates und der Menschenrechte zu wahren. Die automatische Übernahme von EU-Recht, das sich zudem stetig weiterentwickelt, birgt die Gefahr einer schleichenden Entfremdung von diesen Grundsätzen, falls die EU-Regularien mit der schweizerischen Rechtsauffassung in Konflikt geraten. Es ist nicht ersichtlich, wie der Bundesrat unter solchen Umständen seiner Verantwortung gemäss Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe b der Bundesverfassung nachkommen kann, die ihm die Oberaufsicht über die gesamte Bundesverwaltung obliegen lässt.

Die Gefahr, dass die Schweiz in eine reine Übernahmemaschine für EU-Recht verkommt, ist real. Ohne klare Mechanismen zur inhaltlichen Mitgestaltung oder gar zur Ablehnung potenziell nachteiliger EU-Regelungen, wird die Schweiz zu einem machtlosen Akzeptanten. Dies widerspricht dem Geist des Kooperationsprinzips, das eigentlich auf gegenseitigem Respekt und Verhandlungsbereitschaft basieren sollte. Die vom Bundesrat vorgeschlagene Lösung scheint jedoch eher auf eine Unterordnung unter die EU-Rechtsentwicklung hinauszulaufen als auf eine echte Partnerschaft.

Die fragwürdige Unabhängigkeit der Gerichte in der Schweiz, wenn sie im Rahmen der Anwendung des institutionellen Abkommens an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) gebunden wären, stellt ebenfalls ein gravierendes Problem dar. Die Souveränität der schweizerischen Gerichte und die Anwendung des Bundesrechts gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung würden hierdurch massiv tangiert. Eine Bindung an die Rechtsprechung eines fremden Gerichtshofs, dessen Urteile in der Schweiz ohne weitere Prüfung übernommen werden müssten, ist mit den Grundfesten unseres Rechtsstaates nicht vereinbar. Es ist zu befürchten, dass dies zu einer Erosion der nationalen Rechtsautonomie führen würde.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU mehr Fragen aufwirft als beantwortet und erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit birgt. Eine kritische Neubewertung ist dringend geboten.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, welche einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die angestrebten Regelungen tatsächlich im Interesse der Schweiz liegen und ob sie nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität führen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, ist problematisch. Dies widerspricht dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die autonome Rechtssetzung ist ein Kernstück unseres demokratischen Systems, und eine einseitige Übernahme

von EU-Vorschriften untergräbt dieses Fundament.

Die Klausel zur dynamischen Rechtsübernahme, welche die Schweiz verpflichtet, zukünftige Änderungen des EU-Rechts automatisch zu übernehmen, ist ein besonders besorgniserregender Punkt. Dies bedeutet, dass die Schweiz fortlaufend Recht von einer externen Autorität übernimmt, ohne jederzeit die Möglichkeit zu haben, diesen Prozess zu steuern oder zu beeinflussen. Dies steht im klaren Widerspruch zu den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung umschrieben sind, welche eine klare und nachvollziehbare Gesetzgebung fordert, die vom Volk und den von ihm gewählten Vertretern gestaltet wird.

Die im Rahmen der Verhandlungen diskutierte Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls Anlass zur Sorge. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch in Bereichen, die die Schweiz nicht direkt betreffen, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte beschneiden und potenziell zu Entscheidungen führen, die nicht im Einklang mit den schweizerischen Rechtsgrundsätzen stehen. Dies wäre ein erheblicher Eingriff in die richterliche Gewalt, wie sie durch Artikel 194 der Bundesverfassung gewährleistet wird.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und -Fonds bedarf einer detaillierten und kritischen Analyse. Die Höhe und Art dieser Zahlungen müssen transparent dargelegt und ihre Auswirkungen auf den schweizerischen Staatshaushalt sorgfältig abgewogen werden. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die Schweiz für Entscheidungen und Entwicklungen mitfinanziert wird, auf die sie keinen Einfluss hat.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von Fragen aufwerfen, die eine gründliche und kritische Prüfung erfordern. Die Wahrung unserer Souveränität, die Stärkung unserer direkten Demokratie und die Unabhängigkeit unserer Rechtsordnung müssen bei allen weiteren Schritten oberste Priorität haben. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen das Risiko einer schleichenden Abhängigkeit und einer Erosion unserer nationalen Entscheidungsfreiheit.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union erhebliche Bedenken auf. Es mangelt an Klarheit bezüglich der konkreten Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität unseres Landes. Die angestrebte Harmonisierung, wie sie auch in den Grundzügen des Bundesgesetzes über die Schweizerische Nationalbank (SNB-Gesetz) und des Obligationenrechts (OR) verankert ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Entwertung nationaler Gesetzgebungsbefugnisse.

Besonders kritisch ist die unzureichende Berücksichtigung des Prinzips der demokratischen Legitimation, welches ein Eckpfeiler unseres föderalistischen Systems darstellt und in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Annahme von EU-Recht ohne angemessene parlamentarische Debatte und Volksbeteiligung würde die direkte Mitwirkung der Bürgerinnen und Bürger an der Gesetzgebung untergraben. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen die bewährte Praxis der schweizerischen Rechtssetzung, die auf sorgfältiger Prüfung und breitem Konsens beruht, zu umgehen.

Des Weiteren sind die potenziellen finanziellen und administrativen Belastungen für die Schweiz durch die Übernahme von EU-Regularien nicht ausreichend analysiert worden. Das Verursacherprinzip, ein Grundpfeiler des Umweltschutzes und anderer relevanter Gesetzesbereiche, könnte durch pauschale Übernahme von EU-Normen in seiner Anwendung geschwächt werden. Die Flexibilität und Anpassungsfähigkeit unserer nationalen Gesetzgebung, die sich über Jahrzehnte bewährt hat und sich beispielsweise im Schweizerischen Obligationenrecht widerspiegelt, droht durch eine blinde Übernahme von EU-Standardrechten verloren zu gehen.

Es besteht die dringende Notwendigkeit einer detaillierten Prüfung der Schnittstellen zwischen dem schweizerischen Recht, einschliesslich des Obligationenrechts und spezifischer Gesetze wie dem

SNB-Gesetz, und den vorgeschlagenen EU-Abkommen. Solange keine überzeugenden Antworten auf die Fragen der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der praktischen Umsetzbarkeit vorliegen, muss der Schweizerische Bundesrat dem Prinzip der Vorsicht folgen und eine übermässige und ungeprüfte Übernahme von EU-Recht strikt ablehnen. Die Stärkung der schweizerischen Rechtsordnung sollte stets im Vordergrund stehen, anstatt sie durch voreilige und potenziell nachteilige Abkommen zu gefährden.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarkt stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E reduziert die Schweiz auf einen kostentragenden Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Netzentscheidungen fortan in Brüssel getroffen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung über eine kritische Infrastruktur. Die ElCom wird dabei zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer unabhängigen und auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Regulierung markiert.

Existentiell bedrohlich sind die EU-Beihilfenregeln für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Weiterhin werden unsere föderalen Strukturen durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Gemeindekraftwerke verlieren ihren Einspeisevorrang, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, verankert in neuen Artikeln des StromVG (Art. 4a ff.), opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU. Die Preisvolatilität wird steigen, und Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit werden auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue StromVG, insbesondere die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19), untergräbt die bewährten föderalen Strukturen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln auf 200 kW (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine Produzenten und führt zu Investitionsunsicherheit. Dies bremst den Ausbau erneuerbarer Energien und erhöht die Abhängigkeit von Auslandstrom und fossilen Energieträgern. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere Netze unnötigerweise dem EU-Regime, was Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) dient der Gleichschaltung mit der EU und zerstört die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Dieses hochriskante Experiment geht zu Lasten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Untergrabung unserer schweizerischen Rechts- und Wirtschaftsordnung dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse nationaler und lokaler Bedürfnisse getroffen wurden, soll einem starren, technokratischen und EU-zentrierten Kontrollregime weichen. Dies betrifft essenzielle Bereiche wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kulturförderung und die Unterstützung lokaler KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, insbesondere durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), massiv angetastet. Mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) als zentraler Kontrollinstanz und der Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle gegen kantonale Erlasse vor Bundesgericht (Art. 98a BGG in Verbindung mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu blossen Bittstellern herabgestuft. Ihre eigenständigen Entscheidungen zur lokalen

Wirtschaftsförderung müssen künftig der Genehmigung durch eine EU-konforme Behörde und letztlich dem Bundesgericht auf Konformität mit EU-Recht standhalten. Dies entzieht den Kantonen ihre Verfahrensautonomie und ihre Organisationsfreiheit.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Souveränität und Kontrollkompetenz.

Die Schaffung einer Beihilfekammer innerhalb der WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG) als "verlängerter Arm der EU" ist äusserst bedenklich. Diese "Superbehörde" wird primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen und nicht mehr vorrangig Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernte Instanz ist ungenügend. Ebenso ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für geschwächten Konsumentenschutz und mangelnde Transparenz. Das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) in Verbindung mit den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und den erweiterten Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schwächt die föderalistischen Strukturen der Schweiz in fundamentaler Weise.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Schweiz und ihre Bürger. Die Liberalisierung des Schienenverkehrs, insbesondere durch die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG), öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich auf die profitabelsten Routen zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' untergräbt direkt die finanzielle Basis des Schweizer Service public. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Strecken zu bedienen, werden dadurch massiv geschwächt. Dies gefährdet nicht nur die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung, sondern auch die Existenzgrundlage nationaler Transportunternehmen.

Besonders kritisch zu bewerten ist die Anwendung des EU-Beihilferechts. Bewährte und notwendige Subventionen, sei es im Güterverkehr, zur Sicherstellung des Regionalverkehrs oder für die Modernisierung des Rollmaterials, könnten künftig als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Schweiz zwingen, ein funktionierendes System zur Erbringung öffentlicher Dienstleistungen im Bahnbereich aufzugeben, ohne adäquate Alternativen.

Die vom Bundesrat angeführte 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich als rechtlich bedeutungsloses Dokument. Sie bietet keinen Schutz vor dynamisch übernommenen EU-Rechtsänderungen und somit keinerlei Gewähr für die langfristige Souveränität der Schweiz in diesem Sektor. Die Schweiz wird zunehmend die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur abgeben. Die Verpflichtung, künftige EU-Regulierungen wie die zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) zu übernehmen, verlagert die Steuerungskompetenz unweigerlich an zentrale EU-Stellen.

Die vorgeschlagenen Anpassungen, namentlich Artikel 32a Absatz 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG), zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe nach schweizerischen Bedürfnissen und Zielen auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Diese Entwicklung untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, ihren öffentlichen Verkehr bedarfsgerecht zu gestalten und zu finanzieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die angebliche Weiterentwicklung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die Übernahme von EU-Richtlinien, läuft dem klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung zuwider, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz verlangt.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, de facto eine "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, gefährdet massiv die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der Eigenverantwortung. Die damit einhergehende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, wird die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unverhältnismässig belasten.

Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und somit auch der Sozialkosten, was die Widerstandsfähigkeit unserer gesellschaftlichen Strukturen auf die Probe stellen wird. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket erweist sich als reines Feigenblatt. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird, während die Drohung der EU mit Sanktionen bei deren Anwendung eher einer Erpressung gleicht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass unser Parlament und das Volk zukünftig praktisch keine Mitbestimmungsrechte mehr bei Verschärfungen des EU-Rechts in diesem zentralen Politikbereich haben werden. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine Umgehung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von neuem Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss praktisch verunmöglichen. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo; sie schafft Indikatoren, überlässt aber die Entscheidungsbefugnis dem politischen Ermessen und schliesst einseitige Kontingente aus, was sie zu einer wirkungslosen Massnahme degradiert.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und wird auf dem Rücken der Studierenden ausgetragen. Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB), welches die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch eine automatisierte Anerkennung ersetzt, schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur autonomen Arbeitsmarktregulierung. Dies stellt eine opferungsvolle Anpassung an die EU-Kompatibilität dar.

Die Anbindung der zweiten Säule an die Koordinationsregeln der EU (BVG, Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel. Selbst unser Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht zu vollziehen.

Im sensiblen Gesundheitswesen und im Psychologieberufegesetz wird durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das IMI-System die nationale Kontrollhoheit ausgehebelt und die Patientensicherheit gefährdet. Die automatisierten EU-Prozesse ersetzen die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen, was eine schleichende Absenkung der Standards und eine gefährliche Deregulierung zur Folge hat. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und müssen entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nach eingehender Prüfung als unzureichend und bestenfalls kosmetisch zu bewerten. Sie verfehlen es, den gravierenden Lohnschutzbedenken entgegenzutreten, die sich aus der erweiterten Personenfreizügigkeit ergeben. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des schweizerischen Lohnniveaus, welche insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer im mittleren und unteren Einkommenssegment hart treffen würde. Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht dessen Aufweichung und eine Angleichung an EU-Standards, die sich als weniger effektiv erweisen. Die neuen, durch eine höhere Bürokratie gekennzeichneten Regeln begünstigen vor allem jene ausländischen Unternehmen, die sich durch Lohndumping Vorteile verschaffen wollen.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies impliziert eine Reduzierung der Kontrollfrequenzen und eine laxere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was dem eigentlichen Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer diametral entgegensteht. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren, bürokratischen Verfahren unterliegt. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d). Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Diese Umgestaltungen sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Aufgabe unserer Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Der vorgesehene finanzielle Beitrag zur Kohäsion mit der Europäischen Union ist aus mehreren Gründen höchst problematisch und bedarf einer kritischen Neubewertung. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt einen fundamentalen Verlust an demokratischer Kontrolle und politischem Verhandlungsspielraum dar. Dies ist insbesondere vor dem Hintergrund der Bestimmungen des KoBG selbst relevant, wonach mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments erheblich ausgehöhlt wird. Statt über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden, wird die Schweiz zu einem reinen Vollzugsorgan einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung degradiert.

Die anfänglich kommunizierten Beträge von 350 Millionen Franken pro Jahr sind augenscheinlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird zwangsläufig zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird dabei jede Möglichkeit verlieren, solche überhöhten Forderungen abzulehnen, und stattdessen zur Annahme gezwungen sein, was einer faktischen Zwangsabgabe gleichkommt. Die Schweiz droht, zur Nettozahlerin ohne jegliches Mitspracherecht zu werden.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist keineswegs eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen fest in unserer Rechtsordnung und signalisiert

die Absicht, sie als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz, ohne dass eine entsprechende Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert wird. Die vermeintliche Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG) dient hier lediglich als Irreführung, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Es besteht die grosse Gefahr, dass diese Abkommen primär der EU dienen und die Schweiz zur Kasse bitten, ohne substanzielle Vorteile zu generieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine grundlegende Bedrohung für die Souveränität, die Qualität und die Vielfalt der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Diese Massnahme ist keine Angleichung, sondern eine Unterwerfung unter EU-Standards, die oft tiefer liegen als unsere eigenen, bewährten und auf höchstem Niveau bestehenden Produktionsstandards. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, wird dadurch unweigerlich entwertet.

Die spürbare Gefahr eines Qualitätsverlusts wird durch die Tatsache verschärft, dass die Schweiz gezwungen wäre, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, was das von unserem Volk klar bestätigte Gentechnik-Moratorium systematisch aushöhlt. Dies ist eine Missachtung des Volkswillens, die nicht hinnehmbar ist. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht mit einer beispiellosen Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien überziehen und ihre Existenz bedrohen wird.

Des Weiteren ist die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich breit akzeptierten Regeln würden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies entzieht uns die souveräne Möglichkeit, in einem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Dies schwächt die demokratische Kontrolle erheblich. Ebenso alarmierend ist die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt.

Die gefährliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Erteilung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Insgesamt stellt diese Übernahme des EU-Lebensmittelrechts einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten, die Konsumenten und unsere kulinarische Identität dar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel Walti (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Daniel Walti · 0762138900 · Waltinator12@yahoo.de

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens stellt eine eklatante Aushöhlung unserer Souveränität dar. Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch das Volk verankert, wird hierbei frontal missachtet. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf statt zehn Jahren, quasi eine 'Niederlassung C PLUS', deren praktisch unentziehbare Natur selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die dadurch entstehende, unkontrollierbare Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden ins Unermessliche treiben.

Besonders bedenklich ist die Ausweitung des Familiennachzugs, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Der Nachzug von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern über Partner und Kinder hinaus führt zu einem exponentiellen Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten, welche die Schweiz alleine tragen muss. Die im Vertragspaket angepriesene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Sollte die Schweiz dennoch auf diese verzweifelte Massnahme zurückgreifen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Verhandlungsposition lächerlich macht.

Die automatische Rechtsübernahme neuer EU-Regelungen im Bereich der Zuwanderung mittels der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass unser Parlament und das Volk zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich praktisch machtlos gegenüberstehen. Dies ist eine inakzeptable Entrechtung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Souveränität für eine unkritische EU-Kompatibilität. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen dieser unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken

für die Souveränität und den Service public der Schweiz. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Gefahr für die Finanzierung und die flächendeckende Versorgung durch den öffentlichen Verkehr dar. Ausländische Anbieter werden in der Lage sein, die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen und somit eine selektive "Rosinenpickerei" zu betreiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu betreiben. Die daraus resultierende Schwächung des Schweizer Bahnsystems gefährdet die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung.

Des Weiteren ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) besorgniserregend. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Freiheit, nationale und kantonale Verkehrsziele zu verfolgen, wird dadurch stark eingeschränkt.

Die von der Regierung als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise aufgibt und künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müsste. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die schweizerische Souveränität im Bahnverkehr aushöhlen. Die Qualität des Service public, ein Eckpfeiler unseres Landes, könnte durch die Anwendung des EU-Beihilferechts ebenfalls bedroht werden. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden, was die operativen Möglichkeiten unserer Bahnen weiter einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Lohnschutzes. Die angeblichen Lohnschutzmassnahmen erscheinen substanziell unzureichend und deuten darauf hin, dass es sich lediglich um kosmetische Korrekturen handelt, die den erwartbaren massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, verursacht durch eine ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit, keineswegs kompensieren können. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere für die mittleren und unteren Einkommenssegmente.

Anstatt den bewährten und faktisch wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser im Zuge der EU-Konformität aufgeweicht und an weniger stringente EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch in ihrer Wirksamkeit gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen fragwürdig. Dies begünstigt jene ausländischen Akteure, die auf Lohndumping aus sind, erheblich.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR dargelegt, ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks adäquat anzugehen. Diese Massnahme stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der primär durch EU-Druck motiviert ist.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte

Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Des Weiteren ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratische Legitimation unseres Landes. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist eine gravierende Aushöhlung der Budgethoheit des Parlaments. Dies wird durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert, welches mit Art. 1 KoBG einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen schafft. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip, dass die Verwendung von Steuergeldern stets der souveränen Entscheidung des nationalen Gesetzgebers unterliegt.

Der im Rahmen des Abkommens initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen, denen die Schweiz sodann ohne eigene Verhandlungsmacht ausgeliefert ist. Dies etabliert die Schweiz faktisch als Nettozahlerin ohne Stimmrecht und ohne Garantie auf verbesserte Marktzugänge oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität mindert, ohne klare, greifbare Vorteile zu bieten.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Friedensförderung und die Internationale Zusammenarbeit (BöB) in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungsverpflichtungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine unmissverständliche Absicht, diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung zu etablieren. Die Verbindung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung ist nicht akzeptabel und bedarf einer kritischen Überprüfung im Lichte unserer nationalen Interessen und demokratischen Prinzipien.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Eine unvoreingenommene Analyse lässt Zweifel an der tatsächlichen Ausgewogenheit und den langfristigen Folgen für die Schweizer Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit aufkommen.

Zunächst ist die Angleichung an das EU-Recht, insbesondere im Rahmen des institutionellen Abkommens, problematisch. Die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, selbst wenn sie in der Schweiz nicht eins zu eins umgesetzt werden, untergräbt die Fähigkeit des Schweizerischen Parlaments, eigenständige Gesetzgebung zu betreiben. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz

der Volkssouveränität, wie er in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere in Artikel 1 und Artikel 5. Die ständige Übernahme von EU-Recht kann dazu führen, dass sich die Schweiz einem Rechtsrahmen unterwirft, der ihren spezifischen Bedürfnissen und Traditionen nicht immer gerecht wird. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) würde durch die Einführung einer ständigen Verpflichtung zur Übernahme seiner Rechtsprechung eine übermässige Macht erhalten, die die demokratische Legitimation der Schweizer Gerichte und der direkten Demokratie in Frage stellt. Dies könnte die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz gemäss Artikel 194 BV beeinträchtigen.

Des Weiteren erscheint die vorgeschlagene Regelung des Personenverkehrs als unzureichend und potenziell nachteilig. Die Freiwilligkeit der Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz ist ohnehin schon fraglich, doch eine Verpflichtung zur uneingeschränkten Übernahme von EU-Regularien zum Personenverkehr würde die Flexibilität der Schweiz bei der Steuerung ihrer Einwanderungspolitik massiv einschränken. Dies berührt direkt das Recht der Schweizer Bevölkerung, über die Zusammensetzung ihrer Gesellschaft mitzubestimmen, ein fundamentales Recht, das auch durch die BV geschützt wird. Artikel 121a BV gibt dem Bund die Kompetenz, die Zuwanderung zu regeln, eine Kompetenz, die durch das Abkommen weiter geschwächt würde. Die potenzielle Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf Drittstaatsangehörige, die sich legal in der EU aufhalten, würde die Schweiz unweigerlich zu einem Magneten für Zuwanderung machen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, dies entsprechend ihren Kapazitäten zu steuern.

Auch die finanzielle Beteiligung an der EU-Kohäsion ist kritisch zu hinterfragen. Die regelmässige und substanzielle finanzielle Beteiligung an EU-Programmen bindet erhebliche Schweizer Mittel, die potenziell im Inland für eigene Entwicklungsziele eingesetzt werden könnten. Die Kriterien und die Zweckbindung dieser Mittel werden weitgehend von der EU bestimmt, was die Autonomie der Schweizerischen Haushaltsführung einschränkt.

Insgesamt vermittelt das Paket den Eindruck, dass die Schweiz zu erheblichen Zugeständnissen bereit sein soll, ohne dass eine echte Gleichwertigkeit der Rechte und Pflichten gegeben ist. Die Souveränität der Schweiz wird auf subtile, aber tiefgreifende Weise ausgehöhlt, während die wirtschaftlichen und sozialen Folgen unklar bleiben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema «Stabilisierung der Beziehungen zur EU» gibt Anlass zu erheblichen Bedenken, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Wenngleich die Absicht, die Beziehungen zur Europäischen Union zu festigen, grundsätzlich nachvollziehbar erscheint, muss die vorgeschlagene Stabilisierung kritisch hinterfragt werden, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz.

Es ist fraglich, ob die angestrebte Stabilisierung nicht zu einer schleichenden Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führt. Die Gefahr, dass sich die Schweiz durch eine zu starke Angleichung an die EU-Gesetzgebung dem Diktat des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) unterwirft, ist offensichtlich. Dies steht im Widerspruch zum Geist des schweizerischen Rechts, welches auf der Autonomie des Parlaments und der direkten Demokratie basiert. Artikel 164 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) garantiert die Kompetenz des Bundes für den Erlass von Gesetzen. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenz aushöhlen und die demokratische Willensbildung schwächen.

Ferner wirft die Frage der Drittstaatsklausel, die oft im Zusammenhang mit EU-Abkommen relevant wird, ernste Bedenken auf. Die Übernahme von Verordnungen und Richtlinien der EU, die auch für Drittstaaten gelten, kann bedeuten, dass die Schweiz Gesetze externalisiert, ohne direkten Einfluss auf deren Inhalt nehmen zu können. Dies könnte insbesondere die bilateralen Beziehungen der Schweiz zu anderen Ländern beeinträchtigen und unsere Verhandlungsposition schwächen. Das

Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 Absatz 2 BV, würde hierdurch tangiert.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programme muss ebenfalls kritisch betrachtet werden. Ohne eine klare Gegenleistung oder einen entsprechenden Einfluss auf die Entscheidungsfindung innerhalb dieser Programme wird die Schweiz zu einem Nettozahler, dessen Gelder für Zwecke verwendet werden, die nicht zwangsläufig den schweizerischen Interessen dienen. Artikel 127 BV, der die föderalen Bestrebungen im Bereich der Raumplanung und Infrastrukturförderung regelt, könnte durch finanzielle Verpflichtungen ausserhalb unserer direkten Kontrolle negativ beeinflusst werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte «Stabilisierung» der Beziehungen zur EU wohlüberlegt und mit äusserster Vorsicht angegangen werden muss. Die Risiken einer Erosion unserer Souveränität, der Beeinträchtigung unserer rechtlichen Autonomie und der Schaffung neuer finanzieller Belastungen dürfen nicht unterschätzt werden. Es bedarf klarer Leitplanken, die sicherstellen, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und die Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger jederzeit an erste Stelle setzt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Eine unvoreingenommene Analyse offenbart tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz.

Zunächst ist die Übernahme von EU-Recht von fundamentaler Natur. Artikel 13 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesgesetzgebung (BGG) verlangt, dass jede bundesrätliche Verordnung im Einklang mit der Bundesverfassung steht. Die pauschale Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne eine detaillierte Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit unserer eigenen Verfassung, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsordnung. Dies betrifft insbesondere die Bereiche, in denen die Schweiz bisher eigene, divergierende Regelungen zum Schutz ihrer Bürger und ihrer Wirtschaft hatte. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird hierdurch erheblich gefährdet.

Weiterhin sind die befürchteten Auswirkungen auf die schweizerische Justiz gravierend. Die mögliche Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) stünde im klaren Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Gerichte festschreibt. Eine Überordnung der Rechtsprechung des EuGH würde die Entscheidungsfreiheit unserer eigenen Richter beschneiden und damit ein Kernstück unserer nationalen Rechtsstaatlichkeit in Frage stellen. Die Unabhängigkeit der Justiz ist ein hohes Gut, das nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden darf.

Des Weiteren bereiten die potenziellen Folgen für die schweizerische Politik erhebliche Sorgen. Die Verpflichtung zur ständigen Übernahme neuer EU-Gesetzgebung, wie sie in derartigen Abkommen oft vorgesehen ist, schränkt die Gestaltungsfreiheit des Schweizer Parlaments und des Bundesrates empfindlich ein. Dies könnte dazu führen, dass wichtige politische Entscheidungen nicht mehr primär auf nationalen Interessen, sondern auf den Vorgaben Brüssels basieren. Artikel 164 der Bundesverfassung betont die Aufgabe der Bundesbehörden, das Wohl des Landes zu wahren. Eine Einschränkung dieser Aufgabe durch externe Rechtssetzungssysteme ist abzulehnen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität, die Rechtstaatlichkeit und die demokratische Selbstbestimmung bergen. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist angesichts dieser gravierenden Bedenken unerlässlich. Die Bewahrung unserer Unabhängigkeit und unserer eigenen Entscheidungsgrundlagen muss oberste Priorität haben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Trachsler Doris (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Trachsler · d.trachsler@startmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche und potenziell gravierende Nachteile für die Schweiz, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Regelungen zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität führen könnten, ohne dass dem eine angemessene und gleichwertige Gegenleistung gegenübersteht.

Insbesondere die Übernahme des EU-Rechts ohne Mitspracherecht stellt eine direkte Bedrohung für die demokratische Selbstbestimmung dar. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung ist die Schweiz in ihren politischen Entscheidungen frei. Die vorgesehene obligatorische Übernahme von EU-Rechtsakten, die nicht einmal im Anhang des Abkommens explizit aufgeführt sind, würde diesem Grundsatz fundamental widersprechen. Wir würden uns de facto einer externen Gesetzgebung unterwerfen, deren Entstehungsprozess wir nicht beeinflussen können. Dies widerspricht auch dem Geist des Völkerrechts, wo Verträge grundsätzlich auf freiwilliger Basis und mit gegenseitiger Zustimmung geschlossen werden.

Ferner sind die finanziellen Auswirkungen auf die Schweiz massiv unterschätzt worden. Die "Strukturhilfe" und andere Verpflichtungen, die mit dem Abkommen einhergehen, stellen eine erhebliche finanzielle Belastung dar, deren genauer Umfang und deren langfristige Konsequenzen unklar bleiben. Diese Mittel könnten anderweitig sinnvoller im Inland eingesetzt werden, beispielsweise zur Stärkung unserer eigenen Infrastruktur oder zur Finanzierung von Forschung und Entwicklung, was direkt unseren Bürgern zugutekäme.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Die Einbeziehung des EuGH in die Auslegung der Abkommen, wie sie in vergleichbaren Abkommen mit der EU üblich ist, würde die Autonomie der Schweizer Gerichte und die Anwendung des Schweizer Rechts untergraben. Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) garantiert die Anwendung schweizerischen Rechts. Eine Überordnung von EuGH-Urteilen würde diesem Prinzip widersprechen und die Rechtssicherheit in der Schweiz beeinträchtigen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket zu einer erheblichen Abhängigkeit von der EU führen würde, die Souveränität der Schweiz untergräbt, unklare und potenziell hohe finanzielle Lasten mit sich bringt und die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems bedroht. Es ist unerlässlich, dass diese schwerwiegenden Bedenken ernst genommen und im weiteren Prozess adressiert werden, bevor eine endgültige Entscheidung getroffen wird.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus verschiedenen Gründen äusserst bedenklich und werfen ernsthafte Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, auch in scheinbar kleinen Schritten, untergräbt sukzessive unsere Unabhängigkeit und gefährdet die rechtsstaatliche Ordnung, wie sie durch das Schweizerische Rechtssystem, insbesondere durch die Verfassung und die darauf basierenden Gesetze, gewährleistet wird.

Die Verankerung von fremden Rechtsnormen im Schweizerischen Recht, ohne eine angemessene parlamentarische Kontrolle und ohne die Möglichkeit einer direkten Mitbestimmung des Volkes durch Referendum, wie sie das Obligationenrecht (OR) oder das Strafgesetzbuch (StGB) kennen, ist problematisch. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Kantone und das Selbstbestimmungsrecht des Volkes. Jede Übernahme von EU-Recht, die diese Grundsätze tangiert, bedarf einer sorgfältigsten Prüfung und muss transparent und demokratisch legitimiert sein. Die aktuelle stossrichtung scheint jedoch eine schleichende Aushöhlung dieser Prinzipien in Kauf zu nehmen.

Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU wird, die sich den Entwicklungen und Entscheidungen Brüssels widerspruchslos anpasst, ist real. Dies betrifft insbesondere die dynamische Rechtsübernahme, bei der sich die Schweiz verpflichtet, zukünftige EU-Gesetzgebungen zu übernehmen, ohne diese im Einzelfall prüfen zu können. Dies steht im krassen Gegensatz zur rechtsstaatlichen Praxis, die eine sorgfältige Prüfung und Anpassung von Gesetzen vorsieht, wie sie beispielsweise im Bereich des Aktienrechts (Obligationenrecht) üblich ist.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Angleichung an EU-Standards kann zu einer erhöhten Wettbewerbsbelastung für Schweizer Unternehmen führen und die Flexibilität unserer Wirtschaft einschränken. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile einer "stabilisierten Beziehung" die potenziellen Nachteile einer zunehmenden Abhängigkeit und einer möglichen Erosion unserer wirtschaftlichen Eigenständigkeit aufwiegen.

Die Rechtsgrundlagen, die unsere nationale Gesetzgebung und die hoheitlichen Befugnisse des Bundes und der Kantone sichern, dürfen nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden. Wir müssen sicherstellen, dass jede Form der Annäherung an die EU im Einklang mit der Bundesverfassung und unseren demokratischen Werten steht und dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit und ihren Wohlstand langfristig wahren kann. Die aktuelle Ausrichtung scheint diese kritische Abwägung zu vernachlässigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien zutiefst bedenklich. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Unabhängigkeit unseres Landes und die direkte Demokratie. Insbesondere die vorgesehene dynamische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz noch Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung.

Die Zustimmung zu einem solchen Abkommen würde die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU machen, in dem unsere Gesetzgebung von externen Instanzen diktiert wird. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft. Diese Souveränität wird durch die vorgeschlagene Regelung massiv untergraben, da die Schweiz zukünftige Rechtsakte der EU ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Dies läuft auch dem Prinzip der Volkssouveränität

zuwider, das im Artikel 143 der Bundesverfassung verankert ist, da das Volk über diese weitreichenden Kompetenzverschiebungen nicht auf angemessene Weise entscheiden kann.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die vorgeschlagene Einbeziehung der EuGH-Rechtsprechung, auch wenn dies formal nicht als Bindung interpretiert werden soll, stellt eine schleichende Unterwerfung unter eine fremde Gerichtsbarkeit dar. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches, der die Anwendbarkeit ausländischen Rechts nur unter bestimmten Voraussetzungen zulässt und die Hoheit der Schweizer Gerichte wahrt. Die Gefahr, dass Schweizer Gerichte gezwungen sein könnten, Urteile des EuGH anzuwenden, die unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen, ist real.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen und potenziellen Verwerfungen nicht zu unterschätzen. Die angepriesenen Vorteile eines vertieften Marktzugangs könnten sich als Trugschluss erweisen, wenn im Gegenzug wertvolle Freiheiten und die Möglichkeit zur eigenständigen Gestaltung unserer Wirtschafts- und Sozialpolitik geopfert werden. Die mangelnde Transparenz und die Komplexität des vorgeschlagenen institutionellen Rahmens erschweren eine fundierte Beurteilung der Langzeitfolgen.

Es drängt sich die Frage auf, ob die kurzfristigen Vorteile die langfristigen und potenziell irreversiblen Nachteile für die Schweizer Rechtsordnung und die demokratischen Freiheiten rechtfertigen. Die vorgeschlagenen Ergebnisse scheinen die Souveränität und die rechtsstaatlichen Grundsätze unseres Landes nicht ausreichend zu schützen und verdienen daher eine kritische Ablehnung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur innerstaatlichen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, dass die Annahme dieser Regelungen de facto eine Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht des Schweizer Volkes und der demokratischen Institutionen zur Folge hätte. Dies steht im Widerspruch zur staatsrechtlichen Verankerung der Volkssouveränität, wie sie im Artikel 1 des Bundesverfassung (BV) festgeschrieben ist.

Die automatische Übernahme von EU-Recht widerspricht ferner dem Prinzip der Gewaltenteilung und der rechtsstaatlichen Kontrolle. Die Schweizer Gesetzgebung müsste sich künftig primär an den Vorgaben aus Brüssel orientieren, anstatt an den Bedürfnissen und der Willensbildung der eigenen Bevölkerung. Artikel 160 Absatz 1 BV, der die Bundesversammlung mit der Aufgabe betraut, für die Einhaltung der Bundesverfassung und der Gesetze zu sorgen, würde dadurch untergraben. Die Gefahr einer schleichenden Entmündigung der nationalen Gesetzgebung durch die Übernahme von EU-Richtlinien, die nicht mehr durch parlamentarische Debatte und Volksinitiativen korrigiert werden können, ist immens.

Insbesondere die Auswirkungen auf die direktdemokratischen Instrumente sind gravierend. Die Möglichkeit, durch Volksinitiativen (Artikel 138 ff. BV) oder Referenden (Artikel 140 ff. BV) Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, könnte faktisch ausgehöhlt werden, wenn die Kernbestimmungen der Schweizer Gesetzgebung automatisiert aus Brüssel übernommen werden müssten. Dies würde das Fundament der schweizerischen Demokratie, das auf der aktiven Partizipation der Bürgerinnen und Bürger beruht, fundamental erschüttern.

Die vorgesehene Umsetzung läuft Gefahr, die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz preiszugeben. Die Auslegung und Anwendung von EU-Recht erfolgt durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH), dessen Urteile für die Schweiz verbindlich würden, ohne dass Schweizer Gerichte oder das Schweizer Parlament die Möglichkeit hätten, diese Urteile kritisch zu hinterfragen oder abweichende nationale Lösungen zu entwickeln. Dies steht im Gegensatz zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung, wie sie durch die Bundesverfassung gewährleistet wird.

Es ist unabdingbar, dass jegliche Form der Zusammenarbeit mit der EU im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung und unter Wahrung unserer demokratischen Grundrechte und unserer

Souveränität gestaltet wird. Die derzeitigen Vorschläge zur innerstaatlichen Umsetzung scheinen diesen Grundsätzen nicht gerecht zu werden und bedürfen daher einer grundlegenden Überarbeitung. Die Schweizer Bevölkerung muss die volle Kontrolle über ihre Gesetzgebung behalten und darf nicht zu einem reinen Anwender von extern diktiertem Recht degradiert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen, die unter dem irreführenden Titel der "Lebensmittelsicherheit" eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vorantreiben. Diese Entwicklung bedroht nicht nur unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten erheblich ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter Anklage. Eine Angleichung an potenziell tiefere EU-Standards birgt die unkalkulierbare Gefahr eines Qualitätsverlustes. Das prestigeträchtige Label "Made in Switzerland" würde signifikant entwertet, wenn die Produkte zukünftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt die Attraktivität unserer hochwertigen Erzeugnisse auf dem Markt.

Besorgniserregend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses in vielerlei Hinsicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Scheitern bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, welche die souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz auf unannehmbare Weise blockiert.

Die vorgesehene Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was dem Prinzip der Eigenverantwortung und Selbstbestimmung widerspricht.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Fest müssten die komplexen und für die Schweizer Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen zu zerstören und wirtschaftliche Existenzen zu vernichten.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird auf perfide Weise ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille in dieser wichtigen Frage wird damit klar missachtet und unterlaufen.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt dies zu einer erstickenden Bürokratie und einem gravierenden Verlust an etablierten hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein nicht hinnehmbarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird hierbei umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine erhebliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Abschliessend muss festgehalten werden, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche und nicht zu rechtfertigende Aufgabe unserer Souveränität und unserer bewährten Standards darstellen, ohne dass dem ein entsprechender, den Interessen der Schweiz dienender Nutzen gegenübersteht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine bedenkliche Schwächung unserer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem unmissverständlichen Willen des schweizerischen Souveräns zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, faktisch eine 'Niederlassung C PLUS', welche praktisch unentziehbar sein soll, selbst bei fortgesetzter Kriminalität oder Abhängigkeit von Sozialhilfe, ist bedenklich. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern birgt auch erhebliche Risiken für die Stabilität unserer Sozialwerke, deren Kosten zunehmend auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird damit massiv gefördert, indem EU-Bürgern und ihren Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht gewährt wird, auch wenn sie von Sozialhilfe leben.

Der beabsichtigte Ausbau des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel' erweist sich als reines Placebo. Ihre Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum zur Anwendung kommen dürfte, während die Drohung mit EU-Strafmassnahmen die Klausel zu einer Erpressungsmassnahme degradiert.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch kein Mitspracherecht mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das angepasste Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz opfert mit der Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGV) und im Medizinalberufegesetz (MedBG) sowie Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und Psychologieberufegesetz (PsyG) ihre bewährte nationale Qualitätsprüfung und die Souveränität über die Anerkennung von Berufsqualifikationen zugunsten eines automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Aufrechterhaltung unserer hohen Schweizer Standards.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater, stellt eine erhebliche Bedrohung für den unverzichtbaren Service public im Schweizer Schienenverkehr dar. Die Ermöglichung von Kabotage durch ausländische Anbieter wie Flixtrain birgt die Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der ausländische Firmen lediglich die profitablen Hauptstrecken bedienen. Dies hat unweigerlich zur Folge, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch massiv untergraben, was zu einer Verschlechterung des Angebots für die Bevölkerung führen wird.

Die Sorge um die Subventionierung des öffentlichen Verkehrs ist ebenfalls gravierend. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger unmittelbar gefährden und die Innovationsfähigkeit unserer Bahngesellschaften schwächen.

Die vom Bundesrat als Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist eine rein kosmetische Massnahme, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernehmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), konkret Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die grundsätzliche Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public und seine finanzielle Stabilität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit äusserst fragwürdig und laufen Gefahr, den bereits bestehenden Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen zu verschärfen, anstatt ihn wirksam zu dämpfen. Es ist unklar, wie die angepriesenen Schutzmechanismen eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten, verhindern sollen. Die Anpassungen des Entsendegesetzes (EntsG) scheinen weniger einer Stärkung unseres bewährten Lohnschutzes zu dienen, als vielmehr einer Anpassung an EU-Normen, die sich in der Vergangenheit als weniger robust erwiesen haben. Die geplante Umstrukturierung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG und die Verlagerung des Klagerechts in Art. 13a EntsG deuten eher auf eine juristische Umgestaltung zur Erfüllung von EU-Konformitätsanforderungen hin, als auf eine tatsächliche Verbesserung der Durchsetzbarkeit von Arbeitnehmerrechten.

Die geplante Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss neuem Art. 335l bis 335q OR birgt die Gefahr, eine privilegierte Klasse im Arbeitsrecht zu schaffen und die Flexibilität von Schweizer KMU unnötig einzuschränken. Dies ist eine direkte Folge des durch die EU ausgeübten Drucks und greift tief in die schweizerische Vertragsfreiheit ein. Die damit einhergehende Komplizierung bürokratischer Verfahren stellt keine Lösung für das grundlegende Problem des Lohndrucks dar.

Zudem sind die Kontrollmechanismen und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate durch die neuen, zentralisierten und EU-konformen Strukturen potenziell geschwächt. Dies könnte zu einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert zudem die finanzielle Abhängigkeit von der EU und schafft problematische rechtliche Querverbindungen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine bedenkliche Abtretung von Souveränität dar, indem ausländische administrative Entscheidungen ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt erscheinen die vorgeschlagenen Massnahmen nicht als eine Stärkung, sondern als eine Aufweichung und Unterordnung unseres eigenständigen und bewährten Lohnschutzsystems.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung der freiwilligen parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Die Verankerung dieser Zahlungen im neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) transformiert eine politische Geste in eine rechtliche Verpflichtung. Dies geschieht durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG, was die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments empfindlich beeinträchtigt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zur Realität.

Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert dabei jegliche Möglichkeit, auf diese Entwicklung Einfluss zu nehmen oder die Zahlungen abzulehnen, und wird zur passiven Empfängerin von diktierten Beträgen. Diese Entwicklung macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht oder Mitsprache.

Die Integration des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Anpassung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen fest in der schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert die Absicht, diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren.

Die vermeintliche Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und strategisch fragwürdig. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies dient letztlich der Verschleierung der tatsächlichen Natur dieser finanziellen Verpflichtungen. Die Schweiz wird ohne greifbare Vorteile zur Kasse gebeten, während demokratische Kontrollmechanismen und Verhandlungsmacht massiv eingeschränkt werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Rechts- und Wirtschaftsordnung dar. Was bisher als souveräner Akt der demokratisch legitimierten Förderpolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden bestand, soll einer starren, technokratischen und EU-zentrierten Kontrolle unterworfen werden. Dies entmachtet die Schweiz und untergräbt massiv die kantonale Autonomie, wie sie im föderalistischen System tief verwurzelt ist.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue, mächtige Beihilfekammer etabliert, welche primär als verlängerter Arm der EU-Kommission agieren wird. Artikel 3 BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht und hebt die bewährte, dezentrale Subventionspraxis auf. Die Souveränität der Kantone wird dadurch gravierend beschnitten, indem sie gezwungen sind, ihre eigenen, oft lokal begründeten Förderentscheide durch eine zentrale Behörde in Bern genehmigen zu lassen. Ihre Organisations- und Verfahrensautonomie geht verloren, was einer Herabstufung zu reinen Bittstellern gleichkommt. Insbesondere die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihr Recht, über ihre eigene Wirtschaftsförderung zu entscheiden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können fortan von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie bedeutet.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein weiterer bedenklicher Schritt, der den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt.

Besonders kritisch ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies

bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung der EU. Diese Entwicklung gefährdet nicht nur die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit, sondern auch die strategische Autonomie in kritischen Sektoren. Die Schaffung einer solchen 'Superbehörde' widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht und stellt einen unannehmbaren Souveränitätsverlust dar.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromabkommens stellt eine grundlegende Gefährdung unserer nationalen Energiesouveränität dar. Mit der Einbindung in EU-Institutionen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem bloßen Ausführungsorgan, das die Kosten trägt, aber keinerlei Mitspracherecht bei Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz hat. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Die EU-Beihilfenregeln bedrohen existenziell die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die wirtschaftliche Grundlage dieser Kantone schwächen und die föderalen Strukturen untergraben. Ebenso werden die Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt, da ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt sich. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Preisvolatilität, unkalkulierbare Kostensteigerungen für KMU und Haushalte sowie die Schwächung der dezentralen Energieerzeugung durch die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) sind absehbare Folgen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, die die Leistungsgrenze für kleine Produzenten massiv senkt, ist ein direkter Schlag gegen bürgernahe Energieprojekte.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was uns abhängiger von ausländischen Märkten macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Unsere kritische Infrastruktur und föderale Struktur werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter ein für die Schweiz oft unpassendes EU-Regime.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Elisabeth Zumstein Kennedy (Privé)

Date: 05.09.2025

Contact: zoomstone@bluewin.ch

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Le projet de mise en œuvre nationale soulève des préoccupations fondamentales quant à son alignement avec la souveraineté nationale et les intérêts helvétiques. L'intégration proposée, notamment dans son volet relatif à l'adoption du droit de l'Union européenne, semble s'écarter du principe de l'autodétermination consacrée par la Constitution fédérale, notamment son article 3 qui stipule que "les cantons sont souverains dans la mesure où leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale". L'obligation d'adapter la législation nationale pour se conformer à des normes européennes préexistantes, sans que la Suisse n'ait son mot à dire dans leur élaboration, constitue une érosion significative de cette souveraineté. De surcroît, le renforcement potentiel de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le cadre de ces accords représente un risque majeur pour l'indépendance du système judiciaire suisse. L'article 30 de la Constitution fédérale garantit l'indépendance des tribunaux et des autorités judiciaires. La primauté du droit de l'UE, telle qu'interprétée par la CJUE, pourrait entrer en conflit direct avec cette garantie constitutionnelle, soumettant les décisions des tribunaux suisses à une autorité extérieure dont les objectifs ne sont pas nécessairement alignés avec ceux de la Suisse. Il est impératif de clarifier comment la Suisse entend préserver l'application exclusive du droit suisse et la pleine souveraineté de ses tribunaux dans toutes les matières. L'absence de mécanismes de contrôle suffisants pour garantir que les adaptations législatives ne portent pas atteinte aux spécificités économiques, sociales et culturelles de la Suisse est également préoccupante. L'article 2 de la Constitution fédérale énonce que la Confédération a pour but d'assurer le bien-être de la population et la prospérité commune, ainsi que de protéger les générations futures et les ressources naturelles. Une application aveugle du droit européen pourrait compromettre cet objectif en imposant des contraintes qui ne tiennent pas compte de la réalité helvétique, menaçant ainsi la cohésion sociale et la compétitivité de notre économie. Les bénéfices annoncés doivent être sérieusement pondérés face aux risques concrets pour notre indépendance et notre prospérité.

Électricité

La consultation proposée concernant le domaine de l'électricité soulève des préoccupations fondamentales quant à la souveraineté énergétique et à la stabilité de notre approvisionnement. L'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'UE, notamment par la participation à ACER et ENTSO-E, nous condamne à devenir un acteur dépendant, sans droit de vote mais contraint de supporter les coûts, tandis que les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront prises à Bruxelles. Ceci représente une abdication inacceptable de notre indépendance. L'évolution de la Commission fédérale de régulation de l'électricité (ElCom) d'une autorité de régulation indépendante vers un simple bras opérationnel du droit de l'UE est particulièrement inquiétante. La mise en œuvre forcée de réglementations non démocratiquement légitimées à Bruxelles marque la fin d'une régulation énergétique véritablement autonome, adaptée aux besoins spécifiques de la Suisse. La loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) dans ses articles 4a et suivants, par sa libéralisation complète du marché, promet une volatilité accrue des prix, grevant les petites et moyennes entreprises ainsi que les ménages. La sécurité de l'approvisionnement, pilier de notre économie, sera sacrifiée sur l'autel du marché libre, avec la création d'une réserve énergétique insuffisante (art. 8b et suivants StromVG). La gestion des coûts de la sécurité d'approvisionnement, non assumés par le marché, sera répercutée via de nouvelles taxes. De surcroît, la politique d'aide de l'UE menace l'existence même de notre force motrice nationale, l'hydroélectricité. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, risque d'être invalidé comme aide d'État illégale. L'article 15 du nouveau droit de l'énergie (EnG), en modifiant les règles de rémunération et en abaissant drastiquement la limite de puissance des petits producteurs de 3 MW à 200 kW, porte un coup direct à la production d'énergie décentralisée et locale, fragilisant des acteurs comme les services industriels communaux ou les agriculteurs. L'introduction d'un non-cumul des subventions

en cas de prix négatifs (nouveaux art. 29d al. 4 et 33a al. 2bis EnG) engendre une incertitude d'investissement massive pour les énergies renouvelables, freinant leur développement et renforçant notre dépendance à l'égard de sources externes imprévisibles. L'élargissement des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) sont clairement conçus pour homogénéiser la Suisse à l'UE. Notre souveraineté sur une infrastructure critique est érodée, nos structures fédérales et la collaboration Bund-cantons sont sapées. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau dans l'art. 8 al. 2 BATE témoigne de cette volonté de soumission à un régime européen qui ne tient pas compte de nos spécificités. La sécurité de l'approvisionnement ne doit pas être livrée au marché, mais être une responsabilité clairement définie et garantie au niveau national. Ces propositions représentent un pari risqué avec notre avenir énergétique et notre indépendance.

Contribution financière

La contribution financière proposée à l'Union européenne, telle qu'envisagée par le projet de loi sur les contributions de cohésion (KoBG), représente une dérive inacceptable de notre souveraineté et de notre autonomie budgétaire. Initialement perçues comme des contributions volontaires, contrôlées par le Parlement, ces sommes deviendraient une obligation juridique contraignante. Cela prive la Suisse d'un levier politique essentiel et assujettit le Parlement à des décisions financières qui échappent à son contrôle démocratique direct. L'article 1 du KoBG, en instaurant un droit permanent à ces paiements, mine de manière flagrante la souveraineté budgétaire de notre pays. Le montant initialement évoqué, fixé à 350 millions de francs suisses par an, ne peut être considéré que comme un argument d'appel. Le "mécanisme de recalcul contraignant" inscrit dans l'accord contraindra inévitablement la Suisse à des versements largement supérieurs à l'avenir. Le droit de dire "non" sera caduc, et notre pays sera contraint d'accepter les exigences financières dictées par Bruxelles. La Suisse se retrouve ainsi dans la position d'une contributrice nette, sans aucun droit de vote ni pouvoir de décision sur l'allocation de ces fonds. Le manque de garanties tangibles quant à un meilleur accès au marché ou à la suppression des obstacles, combiné à cette obligation de paiement, rend cet accord particulièrement désavantageux. L'intégration du KoBG dans l'Annexe 5, chiffre 1, lettre d, du Bulletin officiel des douanes (BöB) confirme la volonté d'ancrer ces paiements de manière permanente dans notre ordonnancement juridique. Cette démarche transforme une geste politique en une obligation légale, vidant le Parlement de sa capacité à décider souverainement de l'utilisation des deniers publics. L'article 1, alinéa 2, lettre b, de la loi sur la promotion de la paix, qui lie ces paiements à la promotion de la paix, est une tentative trompeuse de légitimer des contributions politiquement sensibles et controversées sous un couvert respectable. Le KoBG est l'instrument législatif destiné à assurer que la Suisse continue de payer, transformant notre budget national en une rente permanente pour l'UE.

Aides d'État

La présente consultation soulève de profondes préoccupations quant à l'impact du projet sur le domaine des aides d'État. L'introduction d'un régime de contrôle de l'Union Européenne menace directement notre souveraineté nationale et l'autonomie fondamentale de nos cantons. La pratique actuelle, où les subventions constituent des décisions politiques démocratiquement légitimées et adaptées aux réalités locales, sera démantelée au profit d'un cadre bureaucratique et technocratique imposé de l'extérieur. L'article 18 alinéa 2 du Code des obligations (KG) révisé et le nouveau-né, la Loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), prévoient la création d'une Beihilfekammer au sein de la Commission de la concurrence (WEKO). Cette chambre, loin d'être un garant des intérêts suisses, agira comme un bras exécutif de l'Union Européenne, soumettant nos décisions de politique économique à une approbation a priori par des instances étrangères. Le BHÜG, dans son article 3, institutionnalise cette subordination en établissant une autorité de contrôle dont la primauté sera le droit de l'UE, reléguant nos spécificités nationales au second plan. Cette soumission a des implications particulièrement graves pour notre fédéralisme. Les cantons, historiquement maîtres de leur politique de développement économique local, seront réduits à des demandeurs. La modification du droit du Tribunal fédéral (BGG), notamment le nouvel article 82 lettre bbis, leur retire l'autonomie procédurale en permettant à la Beihilfekammer de contester directement des décisions cantonales devant le Tribunal fédéral, par voie de contrôle abstrait de normes (art. 98a BGG). Cette mesure fragilise gravement les structures fédéralistes de notre État et dénie aux cantons leur droit à un juste procès en matière de politique économique locale. De même, les modifications apportées au Code de procédure civile (VGG), avec les articles 31a, 33 et 37a-c, consolident la centralisation du contrôle juridique, affaiblissant davantage l'autonomie des cantons en matière de décisions de subventions. La stratégie économique nationale est également compromise. Des secteurs cruciaux tels que l'approvisionnement énergétique, souvent détenu par des cantons et des communes, ainsi que le transport aérien, auparavant sous le contrôle souverain de la WEKO (cf. article 103 de la Loi sur l'aviation civile, LFG, qui sera

abrogé), seront désormais sous la tutelle de l'UE. La suppression de l'article 103 LFG retire explicitement à la Suisse toute compétence nationale de contrôle des aides d'État dans le domaine de l'aviation civile, livrant ce secteur stratégique au régime de l'UE. Enfin, la concentration de pouvoirs au sein de la Beihilfekammer, telle que décrite par l'intégration dans la WEKO (art. 18 al. 2 KG), crée une "super-autorité" potentiellement dangereuse. Son rôle de double gendarme, à la fois pour le droit de la concurrence et le droit des aides d'État de l'UE, s'accompagne d'un affaiblissement de la transparence et du contrôle démocratique. Le retrait du droit de participation du Préposé fédéral à la surveillance des prix aux séances de la Beihilfekammer (modification de l'art. 5 al. 2 PüG) garantit que les décisions impactant directement les citoyens se feront sans leur "protecteur" officiel. En conséquence, nous rejetons fermement cette orientation qui sacrifie notre souveraineté et notre fédéralisme sur l'autel d'une intégration européenne non désirée dans ce domaine.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue "sécurité alimentaire" masque en réalité une intégration approfondie et inacceptable de notre pays dans le cadre réglementaire de l'Union européenne. Loin de se limiter à des aspects de sécurité ciblés, ce projet vise à soumettre l'ensemble de notre économie agricole et alimentaire au diktat de l'UE, sous l'intitulé trompeur de la stratégie "De la ferme à la table". Cette démarche constitue une menace directe pour nos standards de production élevés, pour la pérennité de nos exploitations familiales et pour la liberté de choix de nos consommateurs. La qualité "Made in Switzerland", reconnue mondialement, est intrinsèquement menacée. L'harmonisation forcée avec des normes européennes souvent moins contraignantes entraînera inévitablement une dilution de notre excellence. Le label suisse perdra de sa valeur si nos produits sont contraints de répondre à des critères moins stricts que ceux qui ont fait leur renommée. Un élément particulièrement alarmant est la "clause guillotine" qui lie ce domaine à l'ensemble des accords bilatéraux I. L'impossibilité de se désengager de cet accord nuisible sans mettre en péril l'ensemble de nos relations avec l'UE représente une forme de chantage inacceptable, niant notre souveraineté décisionnelle. L'idée même d'inspections européennes sur nos terres, dans nos écuries, nos fromageries et nos restaurants, constitue une ingérence intolérable dans notre indépendance. La perspective d'une vague de bureaucratie s'abat sur nos producteurs. Des petites fermes aux alpages, en passant par les artisans locaux, tous seraient contraints de se conformer à un corpus de règles complexes et inadaptées, menaçant la diversité et l'existence même de nos traditions gastronomiques et de nos PME. De plus, ce projet sape notre moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, un choix démocratique clairement exprimé par le peuple suisse. L'acceptation forcée de produits contenant des traces d'OGM contrevient directement à notre droit national et à la volonté populaire, démontrant un mépris flagrant pour notre système démocratique. La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) est une attaque frontale contre notre système. Les adaptations imposées au droit sur la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) nous obligent à abandonner des normes helvétiques plus strictes en matière de transport et d'abattage au profit de standards UE, un recul inacceptable en matière de bien-être animal et de souveraineté. Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (LwG, art. 141 et 148) représentent une délégation de pouvoir dangereuse, contournant le Parlement et facilitant l'implémentation de régulations externes sans contrôle démocratique suffisant. Enfin, l'assujettissement de la protection de nos forêts aux directives européennes (WaG, art. 26 Abs. 1bis) par le biais des nouvelles réglementations sur les organismes nuisibles, ainsi que la perte de contrôle sur la lutte contre les épizooties (TSG, art. 1 neu), mettent en péril notre indépendance et notre capacité à réagir efficacement face à des menaces spécifiques. Ces concessions sont incompatibles avec la préservation de notre souveraineté et de nos standards nationaux.

Transports terrestres

La soumission actuelle à la consultation sur le domaine des transports terrestres soulève de sérieuses inquiétudes quant aux implications de l'accord proposé avec l'Union Européenne, particulièrement en ce qui concerne le secteur ferroviaire. L'adaptation du droit suisse, telle que proposée, menace directement le pilier fondamental de notre pays : le service public ferroviaire. L'application potentielle du droit européen des aides d'État pourrait invalider des subventions essentielles destinées au transport de marchandises, au trafic régional ou au renouvellement de notre matériel roulant. Ces aides, éprouvées et adaptées aux besoins nationaux, risquent d'être qualifiées d'illégales, compromettant ainsi la qualité et l'étendue de l'offre ferroviaire dont nos citoyens dépendent. L'introduction de la règle de la "cabotage", prévue à l'article 40a ter du nouveau Eisenbahngesetz (EBG), constitue une brèche ouverte à la "cueillette de cerises" par des opérateurs étrangers. Ces derniers privilégieront inévitablement les lignes les plus rentables, laissant les Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) et autres entreprises concessionnaires supporter seules les coûts des lignes moins fréquentées mais vitales pour la desserte universelle du territoire. Cette "rosinenpickerei" affaiblit structurellement la viabilité financière de notre service public. De surcroît, l'article 32a alinéa 1 bis du Personenbeförderungsgesetz (PBG) imposera à la Suisse,

lors d'appels d'offres conjoints, de se conformer aux exigences du droit de l'UE. Cette obligation érode la souveraineté nationale et cantonale dans la planification et la gestion de notre réseau de transport public, nous obligeant à adopter des critères européens potentiellement moins avantageux ou plus coûteux pour nos finances publiques. La prétendue "Déclaration commune" censée constituer une garantie n'est, d'un point de vue juridique, qu'une peau de chagrin. Sans force contraignante, elle ne protège en rien contre d'éventuelles évolutions du droit de l'UE que la Suisse se verrait contrainte d'intégrer de manière dynamique. C'est une fausse assurance qui ne parvient pas à masquer la perte progressive de notre autonomie décisionnelle dans la gestion de notre infrastructure ferroviaire, notamment face à des projets tels que le "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). En somme, l'accord proposé conduit à une déréglementation au profit d'acteurs étrangers et affaiblit considérablement notre service public, essentiel à la cohésion nationale et à la mobilité de nos concitoyens.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant aux propositions relatives à la libre circulation et à l'immigration, telles qu'elles découlent de l'intégration de la directive sur les citoyens de l'Union. Ces modifications risquent de saper la souveraineté de la Suisse en matière d'immigration, un domaine crucial réaffirmé par l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule la volonté du peuple de régir l'immigration de manière autonome. L'instauration d'un nouveau "droit de séjour permanent" après seulement cinq ans, au lieu de dix, crée un statut de "établissement C PLUS" pratiquement inamovible. Ce régime, même en cas de criminalité ou de dépendance prolongée à l'aide sociale, contrevient aux principes de sécurité intérieure et de viabilité de nos systèmes sociaux. Il favorise une immigration non régulée vers nos institutions sociales, les coûts étant invariablement reportés sur les contribuables suisses, les cantons et les communes. L'extension du regroupement familial, incluant désormais parents, grands-parents et beaux-parents, dépasse les standards de tout pays non membre de l'UE et aggravera cette tendance. La prétendue "clause de sauvegarde" mentionnée est une illusion. Les seuils requis pour son activation sont tellement élevés qu'elle sera inopérante en pratique. De plus, toute tentative d'invocation de cette clause entraînerait des mesures de rétorsion de la part de l'UE, la transformant en un outil de contrainte plutôt qu'une véritable protection. L'adoption automatique du droit de l'UE en matière d'immigration via la "méthode d'intégration" prive le Parlement et le peuple suisses de leur droit de parole sur des dispositions qui impactent directement notre pays, une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. Les modifications proposées à la Loi sur l'assurance-chômage (LACI), notamment l'article 29a abrogé et le nouvel article 41c, ainsi que le fait que la "clause de sauvegarde" de l'article 21b LACI soit une simple façade, garantissent l'accès aux aides sociales pour les citoyens de l'UE, même en cas de dépendance. Ceci est en contradiction directe avec l'article 121a de la Constitution et constitue un renoncement à la maîtrise de notre politique d'immigration. L'instauration de frais de scolarité drastiquement plus élevés pour les étrangers dans les lois sur le SPF (art. 34d al. 2bis) et la formation professionnelle supérieure (art. 61a) reconnaît implicitement les coûts accrus générés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation, frais qui seront désormais supportés par les étudiants et l'image de nos institutions. La coordination de notre deuxième pilier avec les règles de l'UE, inscrite dans la LPP (art. 49 al. 2 ch. 27), est une autre érosion de notre souveraineté socio-politique. L'ingérence de Bruxelles dans les droits de propriété des assurés suisses, via la restriction des versements de caisses de retraite (art. 25f al. 1bis LFAI), est inacceptable. Même le Code civil (art. 89a al. 6 ch. 24 CC) se voit modifié pour refléter cette soumission au droit des assurances sociales de l'UE. Enfin, l'intégration de l'Espace Professionnel Connecté (EPC) dans le domaine de la libre circulation des prestataires de services (art. 2 al. 1bis LCEG) et dans les lois sur les professions médicales et de santé (MedBG, GesBG, PsyG) remplacent nos procédures d'assurance qualité par des mécanismes automatisés de l'UE, présentant un risque majeur pour la sécurité des patients et la protection de nos standards élevés. Ces propositions, dans leur ensemble, constituent un abandon de souveraineté inacceptable.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant aux mesures de protection des salaires proposées dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Il apparaît que les dispositions envisagées sont largement insuffisantes et d'une nature cosmétique, incapables de compenser la pression considérable exercée sur le niveau des salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation. Nous redoutons une érosion généralisée de nos rémunérations, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures. Au lieu de renforcer notre dispositif de protection salariale, qui a fait ses preuves, celui-ci se voit affaibli et aligné sur des normes européennes moins efficaces. Les nouvelles règles, bien que plus bureaucratiques, profitent avant tout aux entreprises étrangères désireuses de pratiquer le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle, déjà fragilisés, voient leurs compétences diminuées au profit de structures

centralisées et conformes au droit de l'UE, rendant leur application moins rigoureuse. L'adaptation de la loi sur le travail (LTr) et de la loi sur l'assurance-chômage (LACI), notamment par l'ajout de nouveaux articles (par exemple, Art. 5a LTr, Art. 35a LACI), reflète une volonté d'harmonisation avec les directives européennes plutôt qu'une réelle amélioration de la protection des travailleurs suisses. Le nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs (nouvel Art. 335l à 335q du CO) constitue un cadeau empoisonné, créant une société à deux vitesses en droit du travail et nuisant à la flexibilité des PME, sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. De plus, la modification de la loi sur l'obligation de contracter (EntsG), en particulier l'extension du système de sanctions (Art. 9 al. 2 EntsG), vise principalement la compatibilité avec le droit de l'UE. La suppression du droit d'action de l'Art. 11 et sa reformulation dans l'Art. 13a EntsG compliquent la mise en œuvre des droits des travailleurs, sapant la clarté de notre système juridique. L'intégration de l'Art. 80 al. 2 ch. 6 de la Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) pour la reconnaissance des sanctions de l'UE équivaut à une cessions de souveraineté inacceptable, faisant de la Suisse un exécutant de décisions administratives étrangères. En somme, les modifications proposées tendent à affaiblir la protection des salaires suisses et à soumettre notre droit du travail à une influence extérieure excessive, au détriment de nos propres intérêts et de notre modèle social. Nous demandons un rejet de ces dispositions dans leur forme actuelle.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation sur l'évaluation globale du paquet UE suscite de profondes préoccupations quant à ses implications potentielles pour la souveraineté et les intérêts fondamentaux de la Suisse. L'adhésion à un ensemble d'accords qui s'apparente à une intégration poussée sans contrepartie équivalente de la part de l'Union européenne risque de fragiliser notre système institutionnel et notre marge de manœuvre politique. Il est impératif de rappeler que la Suisse a toujours fondé sa relation avec l'UE sur une base d'accords bilatéraux négociés, respectant ainsi les principes de souveraineté et d'autodétermination consacrés par notre Constitution fédérale, notamment l'article 5. L'approche proposée risque d'affaiblir la capacité de la Suisse à légiférer et à prendre des décisions de manière indépendante, la soumettant de facto à une influence normative européenne croissante. Le respect du droit suisse et des principes démocratiques ne saurait être compromis par des clauses qui consacrent la primauté du droit de l'UE sans mécanismes de contrôle suffisants pour la Suisse. La question de la libre circulation des personnes, bien que déjà réglée par un accord bilatéral, soulève, dans le cadre de ce paquet, des interrogations quant à son extension et à son impact sur les salaires et les conditions de travail en Suisse. Il est essentiel que toute évolution future garantisse la protection des travailleurs suisses et prévienne les risques de dumping social, conformément aux objectifs fixés par l'article 114 de la Constitution fédérale qui vise à protéger les travailleurs et le marché du travail suisse. De surcroît, l'invocation de la clause de sauvegarde, telle qu'envisagée, semble constituer une concession unilatérale de la part de la Suisse, sans réelle garantie de son application effective face aux exigences de l'UE. Cela pourrait entraîner une perte de contrôle sur des domaines législatifs essentiels, sans que la Suisse ne dispose de leviers suffisants pour faire valoir ses intérêts légitimes. L'adoption de ce paquet, en l'état, pourrait marquer une étape décisive vers une dépendance accrue envers l'UE, au détriment de la flexibilité et de la capacité d'adaptation de la Suisse sur la scène internationale. Nous appelons donc à une évaluation rigoureuse et critique des conséquences à long terme de ces accords avant toute décision définitive.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

L'accord-cadre, tel qu'il est actuellement proposé, soulève des inquiétudes majeures quant à la souveraineté et à la capacité de la Suisse à définir sa propre voie législative. La perspective d'une incorporation "dynamique" du droit de l'UE, telle que prévue, met en péril l'autonomie décisionnelle de la Suisse. L'article 7 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui stipule que les traités doivent être interprétés de bonne foi, nous amène à douter de la manière dont l'UE interprétera et appliquera ce principe dans le contexte d'un accord-cadre. L'intégration de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sans un mécanisme de contrôle adéquat pour le Parlement suisse pourrait constituer une cession de souveraineté inacceptable. Le principe de la séparation des pouvoirs, fondamental pour notre système démocratique tel que garanti par l'article 164 de la Constitution fédérale, serait sérieusement menacé si des décisions judiciaires étrangères devenaient directement contraignantes pour la Suisse sans une évaluation parlementaire préalable. De plus, la question de la libre circulation des personnes, une composante essentielle de nombreux accords bilatéraux, continue de susciter des débats intenses. L'article 121a de la Constitution fédérale, qui permet la réglementation de

l'immigration, pourrait être undermined par les obligations découlant d'un tel accord-cadre, en particulier si la CJUE venait à interpréter restrictivement les dérogations possibles. Les impacts sur le marché du travail suisse, la cohésion sociale et la capacité à maintenir des standards de protection sociale élevés sont des préoccupations légitimes qui ne peuvent être balayées d'un revers de main. L'absence de clauses de sortie claires et de mécanismes de renégociation efficaces renforce notre scepticisme. La Suisse a toujours fait preuve de flexibilité et de pragmatisme dans ses relations avec l'UE, mais cela ne doit pas se faire au détriment de ses principes fondamentaux. Le droit des traités, tel qu'énoncé par la Convention de Vienne, doit garantir un équilibre entre les engagements et la préservation des intérêts nationaux. Or, le projet actuel semble privilégier une forme d'alignement unilatéral, ce qui n'est pas conforme à l'esprit d'une relation de partenariat équilibrée. Les implications financières potentielles, notamment la contribution suisse au budget de l'UE, doivent également faire l'objet d'une analyse approfondie et transparente.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Le résultat des négociations avec l'Union européenne suscite de sérieuses interrogations quant à sa conformité avec les principes fondamentaux de la souveraineté suisse et les intérêts de notre pays. Les accords conclus, tels que présentés, semblent accorder une prépondérance excessive au droit européen, ce qui risque de saper l'autonomie législative de la Suisse et la capacité du peuple suisse à décider de son propre avenir. L'adoption de l'acquis communautaire, même sous une forme négociée, implique une intégration profonde qui pourrait contraindre la Suisse à accepter des réglementations et des décisions auxquelles elle n'a pas participé démocratiquement. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) se verrait conférer une autorité potentiellement disproportionnée sur l'interprétation et l'application du droit suisse dans les domaines couverts par les accords. Cette situation pose une menace directe à l'article 5 de la Constitution fédérale, qui garantit l'autonomie de la Confédération et des cantons. Le renvoi continu à la jurisprudence de la CJUE, tel que suggéré, pourrait introduire des divergences imprévisibles dans notre système juridique et éroder la clarté du droit. De plus, il est impératif de considérer l'impact potentiel sur le marché du travail et la protection sociale. L'application de la libre circulation des personnes, sans garanties suffisantes pour la main-d'œuvre indigène et les systèmes de sécurité sociale suisses, pourrait engendrer des pressions à la baisse sur les salaires et une augmentation de la concurrence déloyale. La capacité de la Suisse à réguler les conditions de travail et à protéger ses citoyens pourrait être sérieusement compromise. L'article 41 de la Constitution fédérale, qui prévoit la promotion du bien-être de la population, pourrait être mis à mal par des accords qui privilégient les intérêts d'autres États membres au détriment des objectifs nationaux. La question de la compensation financière, souvent un point sensible dans les relations avec l'UE, doit être examinée avec la plus grande prudence. Les contributions financières substantielles sans une contrepartie proportionnée en termes d'accès au marché ou de contrôle des flux migratoires ne sont pas dans l'intérêt national. Il est essentiel que toute participation financière soit justifiée par des bénéfices clairs et mesurables pour la Suisse, conformément aux principes de bonne gestion des deniers publics et de souveraineté budgétaire. Enfin, il est crucial que le processus de consultation permette une évaluation approfondie et critique des implications de ces accords, en garantissant que la voix du peuple suisse et la préservation de nos institutions démocratiques soient au cœur des décisions finales. La tentation d'une intégration accrue, même par étapes, ne doit pas masquer les risques d'une perte progressive de contrôle sur notre propre destin.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: F. Müller (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Florian Müller · info@songohan.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweizer Bevölkerung und der Kantone widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, welcher die Unabhängigkeit und Souveränität der Schweiz betont. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den sektoriellen Abkommen vorgesehen ist, untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Parlaments, im Sinne des Volkswillens zu handeln, und steht im Widerspruch zu Artikel 164 der Bundesverfassung, der die primäre Gesetzgebungskompetenz des Parlaments festhält. Die damit einhergehende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit durch die Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) stellt eine unannehmbare Delegation von Hoheitsrechten dar, welche die grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems gefährdet. Es ist daher unumgänglich, diese negativen Auswirkungen kritisch zu beleuchten und eine Lösung zu finden, welche die schweizerischen Interessen und die direkte Demokratie wahrt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit unserem nationalen Recht und unseren souveränen Interessen. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen werfen Fragen hinsichtlich der Stossrichtung und der potenziellen Erosion schweizerischer Gesetzgebung auf, wie sie durch Artikel 4 der Bundesverfassung (BV) und das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit gewährleistet wird. Die Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Prüfung der Auswirkungen auf unsere demokratischen Prozesse und die Selbstbestimmung der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger ist abzulehnen. Es ist unabdingbar, dass jede Vereinbarung im Einklang mit unserer Verfassung steht und die Errungenschaften unseres Rechtssystems nicht untergräbt. Die vorgeschlagene Angleichung birgt die Gefahr, dass unsere Gesetzgebung primär von Brüssel und nicht vom Schweizer Parlament und Volk bestimmt wird, was fundamentalen demokratischen Prinzipien widerspricht.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und

weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die unklare Formulierung und die fehlende Transparenz bezüglich der konkreten Auswirkungen auf unser Rechtssystem, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, sind äusserst bedenklich. Es ist zu befürchten, dass eine solche Stabilisierung de facto eine Unterwerfung unter die Gesetzgebung der Europäischen Union bedeuten könnte, was im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) steht. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne klare demokratische Kontrolle verstösst zudem gegen den Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in Artikel 29 BV verankert ist, da die rechtssetzende Gewalt unzulässig an eine ausländische Institution delegiert würde. Es ist unerlässlich, dass jegliche Vereinbarung die volle richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung schweizerischen Rechts sicherstellt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der EU-Vorgaben birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in Art. 4 Abs. 1 des Bundesgesetzes über die Verhandlungen mit der Europäischen Union (BVergG) vorgesehen ist, widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle, die durch die Bundesverfassung (BV) in Art. 1, Art. 5 und Art. 164 gewährleistet sind. Die Gefahr einer schleichenden Entmachtung der eidgenössischen Räte und der Schweizer Bevölkerung ist evident. Eine blosse Akzeptanz von EU-Recht ohne substanzielle Prüfung und Anpassung an schweizerische Verhältnisse würde die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments untergraben und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz in Frage stellen, insbesondere im Hinblick auf die Art. 190 und 191 BV. Die langfristigen Folgen für die Rechtssicherheit und die demokratische Legitimation sind besorgniserregend.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Umwandlung freiwilliger Kohäsionsbeiträge in eine rechtlich verbindliche Pflicht, verankert im vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), ist äusserst bedenklich. Artikel 1 des KoBG etabliert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Schweizer Parlaments untergräbt und es zur Erfüllung von EU-Diktaten zwingt. Dies entzieht der Souveränität erhebliche Kompetenzen, da Entscheidungen über milliardenschwere Zahlungen nicht mehr demokratisch im Parlament getroffen werden können. Die anfänglich genannten 350 Millionen Franken pro Jahr stellen sich angesichts des rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus als Lockvogelangebot dar, das unweigerlich zu drastisch höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird so zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht oder Garantie auf substanzielle Vorteile im Marktzugang. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist eine irreführende Zweckentfremdung, um diese politisch heiklen Zahlungen zu legitimieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein starres EU-Kontrollregime stellt einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die Abschaffung der bewährten, demokratisch legitimierten Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden über Förderungen entscheiden, zugunsten einer technokratischen EU-Instanz, ist nicht hinnehmbar. Dies wird durch die Schaffung einer neuen Beihilfekammer bei der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG sowie die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) zementiert. Die Kantone verlieren ihre Autonomie, da ihre Entscheide künftig auf EU-Konformität geprüft und gekippt werden können, was durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) und Bundesverwaltungsgesetz (VGG, neue Art. 31a, 33, 37a-c) weiter zementiert wird. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz bedeutet zudem den Verlust nationaler Kontrollkompetenz in strategischen Sektoren. Diese Entwicklung untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und degradiert die

Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Strom

Die vorgeschlagene vollständige Marktliberalisierung des Strommarktes, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) dargelegt ist, stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz ihre Entscheidungshoheit über ihr eigenes Stromnetz. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, und das bewährte System der Wasserzinsen könnte abgeschafft werden. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, indem strategische Reserven eingeschränkt und jegliche klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt wird. Dies ist ein höchst riskantes Experiment, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht für kleine Produzenten (Art. 15 EnG) untergraben zudem die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und primär kosmetischer Natur. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne keineswegs zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, was die Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen erschwert. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Insbesondere die Änderungen in Art. 9 Abs. 2 EntsG und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a sind primär auf die EU-Kompatibilität ausgerichtet und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, was die Flexibilität von KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG untergräbt unsere Rechtsordnung und stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vorlage, die unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' präsentiert wird, stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards in akuter Gefahr. Das Label 'Made in Switzerland' droht entwertet zu werden, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil zerstört.

Darüber hinaus führt die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) zu einer erstickenden Bürokratie für Produzenten aller Grössenordnungen, von Hofläden bis zu kleinen Metzgereien. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben, ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und einen Verlust an

Souveränität. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen zudem eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Die Schweiz verliert mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung, was die Bekämpfung von Seuchen gefährdet. Diese umfassende Übernahme von EU-Recht ist inakzeptabel und ignoriert den Volkswillen, beispielsweise im Bereich des Gentechnik-Moratoriums. Die sogenannte 'Guillotineklausel', welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem Ende aller bilateralen Verträge gleichsetzt, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, insbesondere durch den neuen Art. 40ater EBG, ermöglicht es ausländischen Anbietern, die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird zwangsläufig die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, die gleichzeitig für die unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien zuständig sind. Weiterhin stellt die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), eine erhebliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlose Beruhigungspille, die keinen Schutz vor dynamisch übernommenem EU-Recht bietet und die Souveränität über unsere eigene Infrastruktur schrittweise aushöhlt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres demokratischen Systems dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur 5 Jahren praktisch unentziehbar wird, widerspricht klar dem Willen des Volkes gemäss Art. 121a BV zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Diese Praxis fördert massiv die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten die Schweizer Steuerzahler tragen müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, deren Anwendungs-Hürden praktisch unüberwindbar sind und die von der EU mit Strafmassnahmen bedroht wird, was einer Erpressung gleichkommt. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" beraubt unser Parlament und Volk jeglicher Mitbestimmung bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Die Aufhebung von Art. 29a AIG und die Einführung von Art. 41c AIG zementieren den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke, was eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags darstellt. Die angekündigten massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der enormen Zusatzkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen mittels des Binnenmarkt-Informationssystems der EU (IMI) schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur Eigenregulierung des Arbeitsmarktes. Diese massiven Zugeständnisse an die EU gefährden die innere Sicherheit, die Stabilität unserer Sozialwerke und die finanzielle Grundlage unseres Landes.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Gil Schuhmacher (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Gil Schuhmacher · 0798249478 · gil.schuhmacher@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Sehr schlecht, es ist leider keinen bilateralen Weg, sondern einen sehr einseitigen Weg zugunsten der EU.
Die Schweiz wäre dann nicht mehr Souverän und von der EU abhängig.
Für mich ein Unterwerfungsvertrag !

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Negativ, weil die Schweiz dadurch seine Souveränität, Neutralität und Erfolgsrezepte verlieren wird !
Die Folgen sind:

- Souveränitätsverlust und fremde Richter
- mehr Zuwanderung und höhere Sozialausgaben,
was zu steigende Gesundheits- und Wohnungskosten führen wird,
- unklare wirtschaftliche Vorteile und mehr ausländische Studierende
- Lockerung des Lohnschutzes und der flankierenden Massnahmen
- Abbau des Service Public und erzwungene Strommarktliberalisierung
- die Schweiz wird zur Kasse gebeten und vom Mittelstand finanziert

Ein Schritt in Richtung EU-Diktat, auf Kosten von Schweizer Sozialstandards, Energiesouveränität, direkter Demokratie und wirtschaftlicher Unabhängigkeit.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Negativ, der Staatsapparat wächst und wächst, er ist heute schon viel zu gross !
Die EU will der Sonderfall Schweiz zerstören, weil die EU-Technokraten allein über ganz Europa herrschen wollen.

Lebensmittelsicherheit

Negativ, wir müssen unsere Selbstversorgung stärken und nicht schwächen !
Die Bauer in unserem Land sind lebenswichtig für die Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Negativ und naiv, der Druck von der EU wird kommen und unser Lohnniveau sinken !

Finanzieller Beitrag

Negativ, wir zahlen dann für alle anderen marotten EU-Länder !
Klar für die EU ist es ein super Deal...
Wir haben genug bedürftige Menschen, Kinder, Familien, Kranken in der Schweiz, die wir unterstützen können.

Staatliche Beihilfen

Negativ, wir sind keinen Sozialstaat, jede ist selber verantwortlich für sein Leben !
Die Schwächsten in unserem Land müssen unterstützt werden.

Strom

Negativ, wir brauchen unser Strom selber, eine EU-Abhängigkeit wäre für unsere Industrie verhängnisvoll. Ein Stromabkommen mit der EU wird die Schweizer Energieversorgung nicht sichern, denn die Schweiz würde sich abhängig von der fatalen Energiepolitik anderer Länder machen, was aktuell zu Streitigkeiten in der EU geführt hat. Dabei verlangt die EU eine vollständige Liberalisierung des Strommarktes für Haushalte. Dadurch könnten viele Stromanbieter, die in den Händen von Gemeinden und Kantonen sind, bankrottgehen, was auch die Staatsfinanzen in Mitleidenschaft ziehen kann.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Negativ, die EU-Politik fördert massenhafte Migration, was die Gesundheits- und Wohnungskosten explodieren lässt. Der Schweizer Mittelstand zahlt den Preis für diese falsche Prioritätensetzung.

Landverkehr

Negativ, unsere Strassen sind schon jetzt völlig überfüllt !
Der Platz in der Schweiz ist sehr begrenzt und wir sind schon zu viel mit über 9 Mio. Einwohner (über 30% Ausländer)

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein, eine Anbindung an das sinkende Schiff Europa wäre eine Katastrophe für die Schweiz !

Die EU-Regierung kann sich nur noch mit einem grossen Krieg retten und die Schweiz darf da nicht mitwirken. Die EU ist mittlerweile eine Diktatur, wer nicht mitmacht wird bestraft. **Das Erfolgsmodell Schweiz kann nur bestehen, wenn wir unsere Souveränität und unsere Neutralität bewahren und verteidigen.**

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Günter Neugebauer (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Neugebauer · +41 71 374 15 69 · info@timetech.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Es darf keinesfalls der Eindruck entstehen, dass hier eine ausgewogene Lösung im Interesse der Schweiz erzielt wurde. Vielmehr drängen sich erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft unseres Landes auf.

Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Bereich des freien Personenverkehrs und der Angleichung von Rechnungslegungsstandards, werfen grundlegende Fragen auf. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit durch die Anlehnung an bestehende und zukünftige EU-Richtlinien und Verordnungen nahegelegt wird, untergräbt die legislativen Entscheidungshoheit des Schweizer Parlaments. Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert zwar die nationale Souveränität, doch die vorliegenden Ergebnisse drohen diese durch eine schleichende Rechtsangleichung aufzuweichen. Insbesondere die Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) in strittigen Fragen, auch wenn diese nicht explizit so genannt wird, birgt die Gefahr einer fremden Rechtsprechung über Schweizer Anliegen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Schweizer Rechts, das von der Eigenständigkeit der Gerichte und der Souveränität im Rechtssystem geprägt ist.

Ferner ist die befürchtete Wettbewerbsverzerrung durch die Übernahme von EU-Standards im Rechnungswesen nicht zu unterschätzen. Artikel 95 der Schweizerischen Bundesverfassung verlangt, dass die Gesetzgebung die Interessen der Wirtschaft und der Bevölkerung berücksichtigt. Eine vollständige Angleichung ohne Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse schweizerischer KMUs könnte zu erheblichen administrativen Belastungen und Wettbewerbsnachteilen führen. Es besteht die reale Gefahr, dass sich kleinere und mittlere Unternehmen unverhältnismässig benachteiligt sehen.

Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt, insbesondere im Hinblick auf die Lohndumping-Gefahr durch die vollen Auswirkungen des Personenverkehrsabkommens, müssen mit aller Deutlichkeit hervorgehoben werden. Während die EU von einem Binnenmarkt spricht, der allen offensteht, dürfen die Schutzmechanismen für den schweizerischen Arbeitsmarkt nicht geopfert werden. Die Annahme, dass die bestehenden flankierenden Massnahmen ausreichen, ist höchst fragwürdig und bedarf einer tiefgehenden, unabhängigen Analyse ihrer Wirksamkeit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse keineswegs als zufriedenstellend betrachtet werden können. Sie bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die wirtschaftliche Autonomie und die Stabilität unseres Sozialsystems. Es bedarf einer ausserordentlich vorsichtigen und kritischen Auseinandersetzung, bevor einer solchen Vereinbarung zugestimmt werden kann.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtumsetzung des bilateralen Pakets mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken und wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist bedenklich, dass die Schweizer Bevölkerung und die politischen Entscheidungsträger einem Abkommen ausgesetzt werden, dessen Auswirkungen auf unsere Gesetzgebung und unsere wirtschaftliche Zukunft noch unzureichend absehbar sind.

Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer demokratischen Legitimation dar. Dies steht im Widerspruch zum Geist des helvetischen Föderalismus und der direkten Demokratie. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht in den Anhängen der bestehenden bilateralen Verträge, wie sie beispielsweise im Abkommen über die Personenfreizügigkeit (AFMP) mit seinen zahlreichen EU-Verordnungen und -Richtlinien praktiziert wird, führt zu einer schleichenden Abhängigkeit. Die Einbindung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Streitigkeiten bezüglich der Auslegung und Anwendung der bilateralen Abkommen, wie sie im institutionellen Rahmenabkommen vorgesehen ist, tangiert die nationale Gerichtsbarkeit und das Prinzip der Gewaltenteilung. Dies könnte die richterliche Unabhängigkeit, die gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung durch unabhängige Gerichte gewährleistet werden muss, untergraben.

Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz durch die sukzessive Übernahme von EU-Recht ihre Handlungsfreiheit verliert und zu einem reinen "Abnehmerstaat" von EU-Regulierungen wird, ohne dabei die Möglichkeit zu haben, diese kritisch zu hinterfragen oder an unsere spezifischen Bedürfnisse anzupassen. Die wirtschaftlichen Verflechtungen mit der EU sind unbestreitbar, doch die Kosten der Souveränitätsabgabe dürfen nicht unterschätzt werden. Die im Rahmen des Pakets angestrebte Schaffung eines Rahmenabkommens erscheint als Versuch, eine de facto-Mitgliedschaft ohne die entsprechenden Mitspracherechte zu kaschieren. Die damit verbundene Rechtsunsicherheit und die Gefahr von ständigen Anpassungszwängen sind für die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft keine wünschenswerte Perspektive. Es muss ernsthaft geprüft werden, ob die im vorliegenden Paket angestrebten Lösungen mit den grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung, insbesondere mit dem Primat des nationalen Rechts und der Selbstbestimmung unseres Landes, vereinbar sind.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die Annahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Ausgestaltung hat, untergräbt das Prinzip der Selbstbestimmung, das in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere die Artikel 1 der Bundesverfassung, welche die Souveränität der Schweizer Bevölkerung und der Kantone betonen, werden durch eine solche Politik massiv herausgefordert.

Die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union ohne angemessene Mitspracherechte führt zu einer schleichenden Abhängigkeit, die langfristig negative Folgen haben kann. Der Schweizer Gesetzgeber verliert an Handlungsspielraum, und die Fähigkeit, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Regelungen zu schaffen, wird stark eingeschränkt. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit und die freiheitliche Ordnung des Landes hervorhebt.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen kritisch zu betrachten. Die Harmonisierung mit

EU-Normen mag zwar den Zugang zum Binnenmarkt erleichtern, birgt aber auch die Gefahr, dass Schweizer Unternehmen gezwungen sind, Standards zu übernehmen, die für sie nicht optimal oder kostspieliger sind. Die Wettbewerbsfähigkeit könnte dadurch beeinträchtigt werden, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen, die nicht über die Ressourcen verfügen, um sich schnell an neue regulatorische Anforderungen anzupassen. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 2 den Schutz der freiheitlichen Grundordnung und des Wohlstands des Landes. Eine Politik, die die wirtschaftliche Autonomie schwächt, steht diesem Ziel entgegen.

Es ist essenziell, dass jegliche Form der Annäherung an die EU sorgfältig geprüft wird, um sicherzustellen, dass die Kerninteressen der Schweiz gewahrt bleiben. Die Idee einer «Stabilisierung» darf nicht dazu missbraucht werden, faktisch eine EU-Mitgliedschaft ohne Stimmrecht herbeizuführen. Vielmehr muss jede Vereinbarung klar definieren, welche Bereiche betroffen sind und wie die Schweiz ihre Eigenständigkeit bewahren kann. Ohne diese klaren Abgrenzungen besteht die Gefahr einer fortschreitenden Entmachtung der nationalen Entscheidungsträger und einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung, was letztlich dem Wohl des Landes nicht dient.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft gravierende und bislang unzureichend adressierte Bedenken auf. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Prinzipien, die unserem Rechtssystem zugrunde liegen, gewahrt bleiben können, wenn wir uns zunehmend an Unionsrecht anpassen, ohne über eine entsprechende Mitsprache zu verfügen.

Die Annahme von EU-Recht ohne effektive Einflussnahme gefährdet die Autonomie des Schweizer Gesetzgebers. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert ist. Die Schweiz hat sich über Jahrhunderte eine Rechtsordnung geschaffen, die auf schweizerischen Werten und Bedürfnissen basiert. Die Übernahme von EU-Regularien, die oft primär den Interessen der Mitgliedstaaten dienen, birgt die Gefahr einer Aushöhlung dieser Eigenständigkeit.

Besondere Sorge bereitet die mögliche Ausdehnung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf die Schweiz. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, ein Fundament unseres Rechtsstaates (verankert in Artikel 190 BV, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte massgebend sind), könnte untergraben werden, wenn Urteile eines ausländischen Gerichts bindenden Charakter für die schweizerische Rechtsanwendung erhielten. Dies würde die Entscheidungsfindung in wichtigen juristischen Fragen entnationalisieren und die Deutungshoheit über unser eigenes Rechtssystem gefährden.

Darüber hinaus stellt sich die Frage der demokratischen Legitimität. Die popolaren Mitspracherechte, wie das Referendum, sind ein wesentlicher Bestandteil unseres politischen Systems. Wie soll sichergestellt werden, dass die Bevölkerung auch bei der Umsetzung von EU-Recht weiterhin angemessen eingebunden bleibt, wenn die Gesetzgebung auf Brüsseler Ebene erfolgt und die Schweiz nur noch reaktiv agieren kann? Die Gefahr einer faktischen Unterwerfung unter fremde Rechtsnormen ohne entsprechende demokratische Kontrolle ist real und darf nicht ignoriert werden.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU sorgfältig und kritisch geprüft wird, um die Integrität unserer Rechtsordnung und die demokratischen Freiheiten unserer Bürgerinnen und Bürger zu schützen. Die aktuelle Trajektorie erscheint bedenklich und erfordert eine umfassendere Debatte über die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zur Strommarktliberalisierung und zur institutionellen Einbindung in EU-Regularien bedarf einer kritischen Prüfung, welche die schwerwiegenden Nachteile für die Schweizer Souveränität und Versorgungssicherheit aufzeigt. Die vorgeschlagenen Massnahmen

drohen, die Schweiz in eine untergeordnete Position zu drängen, in der Entscheidungen über das Rückgrat unserer Energieversorgung in Brüssel getroffen werden.

Die Übertragung von Kompetenzen an europäische Institutionen wie ACER und ENTSO-E bedeutet den faktischen Verzicht auf eigene energiepolitische Steuerung. Die Schweiz wird zu einem Kosten tragenden, aber stimmlosen Anhängsel der EU-Stromarchitektur, was jeglicher Vorstellung von Energiesouveränität widerspricht. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für Brüsseler Vorgaben degradiert. Dies ist das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung und ignoriert die demokratische Legitimation der Schweizer Gesetzgebung.

Besondere Besorgnis erregt die Gefährdung der Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln. Das etablierte System der Wasserzinsen, welches essenziell für die Finanzierung der Bergkantone ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies schwächt die wirtschaftliche Basis betroffener Kantone und gefährdet einen zentralen Pfeiler unserer Stromversorgung.

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, wie sie in den Artikeln 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) dargelegt ist, birgt erhebliche Risiken. Die vollständige Marktöffnung führt zwangsläufig zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie sie das Gesetz in den Artikeln 8b ff. vorsieht, erscheint unzureichend und die klare Verantwortung für die nationale Versorgungssicherheit wird verwischt. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen die Schweizer Haushalte und KMU tragen müssten.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Artikel 15 neu, schwächen die dezentrale und erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Absenkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke und Landwirte. Dies widerspricht der propagierten Energiestrategie und bevorteilt grosse, zentrale Akteure. Des Weiteren schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und untergraben die föderalen Strukturen. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweizer Energiesouveränität aushöhlen, die Versorgungssicherheit gefährden und die bewährten föderalen Strukturen untergraben. Die Schweiz würde einem unberechenbaren Markt und der EU-Regulierung ausgeliefert, während die Kosten und Risiken bei der Schweizer Bevölkerung verbleiben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine grundlegende und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unserer Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, auch unter dem Deckmantel einer vermeintlichen Anpassung, steht in direktem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der ausdrücklich den Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung festschreibt.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, das de facto einer 'Niederlassung C PLUS' gleichkommt und praktisch unentziehbar ist, auch bei krimineller Veranlagung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke empfindlich. Die damit verbundene massive Förderung der Zuwanderung in

unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, selbst bei Bezug von Sozialhilfe, faktisch ein Bleiberecht erhalten, wird die Kostenlast auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden massiv erhöhen.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in einem für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Ausmass ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern zusätzlich zu Partnern und Kindern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zwangsläufig zu explodierenden Sozialkosten.

Die angebliche 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist eine reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die jegliche Möglichkeit einer effektiven Steuerung unserer Zuwanderung zunichte macht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Volkes. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden ohne Mitspracherecht übernommen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer verfassungsmässigen Ordnung.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Artikel 21b AIG stellt als neue 'Schutzklausel' ein Placebo dar, da er Massnahmen dem politischen Ermessen überlässt und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist eine verzweifelte Massnahme, um die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) durch das neue Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit (BGVB) ersetzt die nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur unabhängigen Arbeitsmarktregulierung.

Die Anpassungen im AIG, die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke und missachten den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Wiedereingliederungsstrategie im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, Artikel 24a) ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Änderung des BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU durch die Änderung des Freizügigkeitsgesetzes (neuer Artikel 25f Absatz 1bis) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung von Berufsstandards und gefährdet die Patientensicherheit und nationale Kontrollhoheit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung äusserst fragwürdig und lassen tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des Schutzes des Schweizer Arbeitsmarktes aufkommen. Die vermeintlichen Schutzmassnahmen erscheinen eher kosmetischer Natur und vermögen in keiner Weise den massiven Lohndruck zu kompensieren, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehen wird. Es droht eine schleichende, aber flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, welche die Hauptlast tragen müssten. Anstatt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und EU-Standards unterworfen. Die neuen, bürokratischeren Regeln sind in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen und damit unsere Arbeitsbedingungen untergraben.

Die angekündigten Kontrollmechanismen sind eine Schwächung und keine Stärkung. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen systematisch ausgehöhlt. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der im Entwurf vorgesehene Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht etabliert und die Flexibilität von KMU lähmt, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine positive Entwicklung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neuregelung des Landverkehrs im Hinblick auf das institutionelle Abkommen mit der Europäischen Union birgt gravierende Risiken für die Integrität und Finanzierung unseres öffentlichen Verkehrs. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Schienenverkehr, wie sie durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) beabsichtigt ist, stellt einen direkten Angriff auf den Service public dar. Dieser Artikel öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden, eine Praxis, die als „Rosinenpickerei“ bekannt ist. Dadurch werden die SBB und andere inländische Transportunternehmen, die verpflichtet sind, eine flächendeckende Versorgung zu gewährleisten, finanziell geschwächt. Dies untergräbt die Grundlage des Service public, der darauf ausgelegt ist, auch weniger rentable Regionen anzubinden.

Des Weiteren ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, höchst bedenklich. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen

Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da nationale Bedürfnisse und Ziele in den Hintergrund treten.

Die vom Bundesrat propagierte „Gemeinsame Erklärung“ als Schutzmassnahme entpuppt sich als rechtlich wertlos. Sie bietet keinen wirklichen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die mit dem Abkommen einhergeht. Zukünftige Änderungen des EU-Rechts, beispielsweise im Bereich des „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Qualität und der Umfang unseres bestehenden Angebots, einschliesslich Subventionen für den Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, die heute als integraler Bestandteil des Service public gelten, könnten durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht unmittelbar die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung. Die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird schleichend aufgegeben, was die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität in diesem strategisch wichtigen Sektor zur Folge hat.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge bergen gravierende Risiken für die finanzielle Autonomie und die demokratische Souveränität der Schweiz. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt faktisch eine permanente Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die essentielle demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als ein Lockvogelangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz ohne weitere Verhandlungsmöglichkeit nachkommen muss. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die erhebliche finanzielle Mittel leistet, ohne dafür eine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Das KoBG dient als gesetzgeberisches Instrument zur Zementierung dieser Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge, wie in Artikel 1 des KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die reine Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der Schwarzarbeit (BöB) ist mehr als eine formale Einbettung; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert deren Anerkennung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Friedensförderungsgesetzes missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Zahlungen an die EU. Diese Entwicklung ist kritisch zu hinterfragen, da sie die Souveränität der Schweiz auf Kosten vager und nicht garantierter Vorteile untergräbt.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Regelwerks im Bereich staatliche Beihilfen und dessen Implikationen für die schweizerische Souveränität und den Föderalismus. Die geplante Unterstellung unserer bewährten, demokratisch legitimierten Fördertätigkeit unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Autonomie dar.

Die Abschaffung der heutigen Praxis, bei der Subventionen primär politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wie sie beispielsweise im Bereich des Regionalverkehrs, der

Kantonalbanken, der Kultur oder der lokalen KMU-Förderung gehandhabt werden, ist äusserst bedenklich. Mit dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird mit der Schaffung einer Beihilfekammer de facto eine "Superbehörde" etabliert. Diese fungiert als "verlängerter Arm der EU" und wird die nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungsinteressen zugunsten einer primären EU-Konformität in den Hintergrund drängen. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Der Föderalismus wird durch die vorgeschlagenen Änderungen massiv untergraben. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist hierbei besonders stossend: Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Herabstufung und Schwächung der kantonalen Souveränität.

Darüber hinaus erfolgt eine systematische Unterwerfung unter die Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft wesentliche Eigentümerstrukturen aufweisen, werden somit der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) verdeutlicht dies: Die nationale Kontrollkompetenz der WEKO wird aufgegeben und dieser strategisch wichtige Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt.

Die Schaffung des BHÜG institutionnalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, während die Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz schafft, die nicht primär Schweizer Interessen durchsetzt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde ungestört agieren kann. Die gesamte Neuregelung ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung, der die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränkt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt keinen Fortschritt für die Schweiz dar, sondern eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, die unsere hohen Standards und unsere Souveränität massiv bedroht. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' unterwirft. Dies gefährdet unsere einzigartige Qualität, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unter diesen Bedingungen in grösster Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden

Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unter diesen Bedingungen in grösster Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unter diesen Bedingungen in grösster Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unter diesen Bedingungen in grösster Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Eine gefährliche 'Guillotineklausel' verknüpft dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Das ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Hans Ruopp (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Hans Ruopp · 076 227 78 55 · hans@ruopp.ch

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le paquet Suisse-UE est inacceptable. Il dépouille la Suisse de sa souveraineté, contourne nos institutions démocratiques et nous enferme dans l'adoption automatique de normes étrangères. Notre Constitution, notre Parlement et la volonté du peuple seraient écartés, tandis que Bruxelles dicterait l'immigration, les salaires, les aides d'État, les transports, l'électricité et même les normes alimentaires. Les prétendues contributions de cohésion transforment la Suisse en machine à cash pour l'UE, avec des coûts croissants et aucun bénéfice réel. Nos agriculteurs, nos PME et nos cantons perdent leur autonomie, et notre démocratie directe est vidée de sa substance. Ce paquet ne fait pas de la Suisse un partenaire. Il fait de la Suisse un pays vassal de l'Union européenne, condamné à obéir et à payer l'addition. Il doit être rejeté clairement et sans compromis.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La stabilisation proposée des relations avec l'Union européenne soulève de graves doutes quant au respect de notre souveraineté et de notre ordre juridique. Derrière l'objectif affiché de prévisibilité, les textes envisagés ouvrent la voie à une intégration progressive du droit communautaire sans véritable légitimation démocratique. L'adoption automatique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE remettrait directement en cause l'article 5 de notre Constitution, en imposant du droit étranger sans contrôle parlementaire ni possibilité de référendum. Une telle primauté minerait la séparation des pouvoirs et la volonté populaire. L'élargissement de Schengen, malgré des gains logistiques, signifierait une perte de maîtrise sur nos frontières et notre politique migratoire, en tension avec l'article 123 de la Constitution sur la sécurité intérieure. Le risque le plus sérieux réside dans l'atteinte à l'indépendance de nos tribunaux (art. 29 Cst.). Si le droit européen prime de facto, l'application impartiale de nos lois serait compromise. Avant tout approfondissement, une évaluation juridique et politique rigoureuse est indispensable. Les bénéfices invoqués ne sauraient justifier une érosion, même progressive, de notre souveraineté et de nos principes démocratiques. Tout accord doit renforcer la Suisse, non l'affaiblir.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse fait face à de nouveaux accords avec l'Union européenne qui, loin de renforcer notre souveraineté et prospérité, soulèvent de sérieuses inquiétudes sur leur portée et leurs conséquences à long terme. Les textes issus des dernières négociations privilégient une intégration accrue au détriment des intérêts légitimes de la Confédération. Ces accords interrogent le respect du principe d'autodétermination inscrit à l'article 2 de la Constitution. L'adoption de pans entiers du droit européen, sans réelle marge d'adaptation, constitue une érosion de notre capacité à légiférer selon nos besoins et valeurs. Ce transfert implicite de souveraineté nous lierait à des directives dont la pertinence pour la Suisse reste discutable. La sécurité juridique et la clarté des engagements sont tout aussi problématiques. L'application uniforme du droit européen entraîne un risque d'interprétations divergentes. Si la loi sur la participation des cantons (LPC) exige leur consultation, rien n'assure que leurs compétences et préoccupations soient réellement préservées. Sur le plan économique, l'accès au marché unique est mis en avant, mais les coûts restent flous : contributions financières, réglementations contraignantes, pressions accrues sur des secteurs fragiles. Une évaluation indépendante et complète des bénéfices réels est indispensable.

La priorité doit rester le maintien d'une politique étrangère et économique indépendante, conforme à l'article 2 de la Constitution, plutôt que la dilution progressive de notre souveraineté.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

L'absence d'une évaluation d'impact sérieuse avant la consultation publique pose un problème majeur de recevabilité et de conformité avec les principes de bonne administration. Tout projet d'accord avec l'Union européenne devrait être précédé d'une analyse complète de ses conséquences juridiques et socio-économiques. Or, sans cette vérification, exigée par l'article 7 al. 3 de la loi sur la consultation (LCo), la garantie de conformité au droit suisse, notamment à la Constitution, reste incertaine. L'approfondissement de la coopération avec l'UE menace directement notre souveraineté. L'alignement sur le droit européen pourrait introduire une jurisprudence étrangère en Suisse sans approbation populaire ni cantonale, en contradiction avec l'article 54 al. 2 de la Constitution qui assure la pleine souveraineté du pays. L'acceptation de normes supranationales sans contrôle ni dérogation explicite est incompatible avec notre autonomie législative. Enfin, le principe de subsidiarité, pilier de la Constitution, est fragilisé : déléguer des compétences à Bruxelles affaiblirait cantons et communes dans leurs domaines réservés. Faute de garanties solides, le projet apparaît particulièrement préoccupant. Une analyse complète des impacts et le respect explicite de la souveraineté et de la subsidiarité sont indispensables avant toute décision engageant l'avenir du pays.

Libre circulation: Protection des salaires

Les propositions visant à « adapter » la protection des salaires suisse dans le cadre des accords avec l'Union européenne sont totalement insuffisantes. Elles sont cosmétiques et fragilisent un dispositif qui, jusqu'ici, a fait ses preuves. Loin de protéger les travailleurs, elles ouvrent la voie à un dumping salarial accru, au détriment surtout des classes moyennes et modestes. Au lieu de renforcer nos contrôles, les nouvelles règles les affaiblissent : compétences cantonales et commissions paritaires marginalisées, structures centralisées alignées sur Bruxelles, contrôles moins fréquents et sanctions plus lourdes mais surtout pensées pour satisfaire l'UE, pas pour défendre les travailleurs suisses. L'introduction d'un droit spécial de licenciement pour les représentants des salariés (art. 335l–335q CO) constitue une ingérence étrangère dans notre droit privé. Elle rigidifie inutilement le marché du travail, pénalise nos PME et rompt avec notre tradition libérale. La réforme de la LEnt, la liaison de la LMP aux paiements de cohésion, et surtout l'exécution automatique en Suisse de sanctions financières de l'UE (art. 80 LP) représentent de véritables abandons de souveraineté. La Suisse se transformerait en simple exécutant de décisions étrangères, sans contrôle démocratique ni judiciaire. Cet affaiblissement programmé de la protection des salaires est une trahison des travailleurs et une soumission politique inacceptable.

Contribution financière

La mise en place du « Gesetz über die Kohäsionszahlungen » (KoBG) est une véritable provocation. Ce projet transforme ce qui était jusqu'ici une contribution volontaire, débattue et votée par notre Parlement, en une obligation légale permanente envers l'Union européenne. C'est un abandon flagrant de notre souveraineté budgétaire. Derrière de beaux mots sur la « paix » et la « cohésion », il s'agit en réalité d'un droit de créance automatique au profit de Bruxelles. Le Parlement suisse perdrait tout pouvoir de décider du montant ou de l'opportunité de ces paiements : ils deviendraient un impôt déguisé au service de l'UE. Le chiffre annoncé de 350 millions par an n'est qu'un leurre. Le mécanisme de révision intégré garantit des hausses continues, transformant la Suisse en contributrice nette, sans contrepartie claire en termes d'accès au marché ou de levée d'obstacles commerciaux. Autrement dit : nous payons toujours plus, mais nous ne recevons rien de concret en retour. Il est intolérable que les Suisses, qui travaillent déjà davantage et plus longtemps que la plupart des citoyens européens, soient traités comme des vaches à lait. Cet accord, sous couvert de solidarité, nous met à la merci d'exigences étrangères, réduit notre marge de négociation et vide de sens notre démocratie directe. Le KoBG n'est pas une « coopération », c'est une ponction institutionnalisée. Accepter ce projet, c'est accepter que la Suisse devienne le guichet automatique de l'Union européenne.

Sécurité des denrées alimentaires

Sous couvert de « sécurité alimentaire », le projet vise en réalité à intégrer de force toute la filière agroalimentaire suisse dans le carcan réglementaire de l'UE et sa stratégie « De la ferme à la table ». Ce n'est pas une coopération, c'est une absorption qui menace nos paysans, nos consommateurs et notre souveraineté. La qualité suisse,

mondialement reconnue, serait nivelée par le bas. Le « Swiss Made » perdrait sa valeur si nos produits devaient être fabriqués selon des normes européennes plus faibles. Nos producteurs seraient privés de leur avantage concurrentiel, et nos consommateurs de la garantie de standards supérieurs. La clause guillotine rend toute résiliation impossible sans provoquer l'effondrement des autres accords : un chantage politique pur et simple. Pire encore, des inspecteurs étrangers pourraient contrôler nos fermes, nos fromageries, nos restaurants et même nos fêtes populaires. Une bureaucratie étrangère étoufferait aussi bien les grandes entreprises que les exploitations familiales et les traditions locales. Le peuple suisse a confirmé à plusieurs reprises son refus des OGM, mais ce projet l'ignore : l'importation de produits contenant des traces d'OGM deviendrait obligatoire. De plus, nos règles plus strictes en matière de bien-être animal seraient sacrifiées au profit de standards européens plus bas. Enfin, le transfert de pouvoirs au Conseil fédéral contourne le Parlement et prive le peuple de son contrôle démocratique. Forêts, agriculture, santé animale : autant de domaines vitaux qui passeraient sous la tutelle de Bruxelles. Cet accord est une régression à tous les niveaux : qualité, bien-être animal, souveraineté, démocratie. La Suisse doit le refuser clairement, avant qu'il ne réduise notre pays à un simple exécutant des diktats européens.

Libre circulation: Immigration

La proposition d'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne est inacceptable et constitue une véritable capitulation. Elle viole directement l'article 121a de notre Constitution et la volonté claire du peuple de reprendre le contrôle de l'immigration. L'introduction d'un « droit de séjour permanent » après cinq ans revient à une naturalisation déguisée, pratiquement irrévocable, même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale. C'est une atteinte frontale à notre sécurité et à la stabilité de nos systèmes sociaux. Cet accord transforme la Suisse en guichet social pour toute l'Europe : regroupement familial étendu à parents et grands-parents, accès facilité à l'aide sociale, impossibilité d'expulsion. Les contribuables, cantons et communes en paieront le prix fort. La prétendue « clause de sauvegarde » est une farce : inapplicable en pratique, et toute tentative d'activation expose la Suisse à des sanctions de Bruxelles. Il s'agit d'un instrument de chantage, non de protection. Pire encore, l'intégration automatique du droit européen en matière d'immigration écarte notre Parlement et notre peuple de toute décision, détruisant notre démocratie directe. La modification de la LIM et l'alignement sur le système IMI de l'UE aggravent encore cette soumission en sacrifiant nos standards de qualité et notre marché du travail. Cet accord est une reddition totale : il piétine notre souveraineté, fragilise nos institutions et trahit la volonté populaire. La Suisse ne peut l'accepter sans renoncer à son indépendance.

Transports terrestres

L'accord proposé avec l'Union européenne dans le domaine des transports terrestres constitue une menace directe pour la pérennité et la qualité de notre service public ferroviaire. L'application du droit européen des aides d'État pourrait remettre en cause les subventions vitales qui financent le fret, le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. Sans ces soutiens, l'ensemble de notre système de transport serait fragilisé. Encore plus inquiétante est l'ouverture au cabotage (art. 40ater EBG), qui autoriserait des opérateurs étrangers à exploiter des lignes intérieures. Ceux-ci se concentreraient sur les liaisons rentables, laissant aux CFF et aux concessionnaires suisses la charge des lignes déficitaires mais essentielles à la desserte du territoire. Ce « cherry-picking » met en péril la viabilité financière et l'égalité d'accès aux transports publics. La « Déclaration commune » brandie comme garantie n'a aucune valeur contraignante et ne protégera pas la Suisse contre l'intégration dynamique du droit européen. Elle n'est qu'un leurre. Enfin, la révision de l'art. 32a PBG impose de suivre les règles de l'UE dans les appels d'offres, réduisant la liberté de la Confédération et des cantons d'organiser leur réseau selon les besoins du pays. En somme, cet accord compromet notre souveraineté et affaiblit notre service public. La Suisse doit refuser toute intégration qui sacrifie ses acquis ferroviaires à des logiques étrangères.

Électricité

L'accord proposé sur l'électricité avec l'Union européenne est dangereux pour notre souveraineté énergétique. Il intègre la Suisse dans les structures de surveillance de l'UE (ACER, ENTSO-E) sans droit de vote, mais avec toutes les charges financières. Nos décisions passeraient de fait à Bruxelles, reléguant ElCom au rôle d'exécutant du droit européen. Le cœur de notre approvisionnement – l'hydroélectricité – est directement menacé : les redevances hydrauliques des cantons de montagne pourraient être qualifiées d'« aides d'État illicites », fragilisant tout un pilier de notre économie régionale. En parallèle, la libéralisation complète du marché (nouveaux art. 4a ss LAP) introduirait une volatilité des prix, avec des coûts en hausse pour ménages et PME, tandis que la sécurité d'approvisionnement serait reportée sur le consommateur via de nouvelles taxes. Les petites installations renouvelables, jusque-là encouragées, se retrouveraient asphyxiées : seuil abaissé de 3 MW à 200 kW, exclusion

des subventions en cas de prix négatifs, incertitude totale pour l'investissement. C'est une régression qui freine la transition énergétique et accroît notre dépendance aux marchés étrangers. En soumettant notre réseau aux règles de l'UE – y compris pour la société nationale du réseau – cet accord place une infrastructure critique hors de notre contrôle. Il sacrifie la sécurité énergétique et la stabilité des prix sur l'autel du marché européen. Cet accord n'est pas une coopération équilibrée : c'est une perte sèche pour la Suisse, un abandon de souveraineté et un risque majeur pour notre approvisionnement.

Aides d'État

La soumission de la Suisse au régime des aides d'État de l'Union européenne représente une atteinte grave à notre souveraineté et à nos structures démocratiques et fédéralistes. Aujourd'hui, les subventions relèvent de décisions politiques légitimes de la Confédération, des cantons et des communes. Demain, elles seraient soumises à un contrôle technocratique dicté par Bruxelles via la future loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG). La Suisse deviendrait simple exécutrice de normes étrangères, sans réelle marge politique. Les cantons, piliers de notre fédéralisme, verraient leur autonomie amputée : leurs politiques économiques locales seraient soumises à une autorité centrale à Berne, elle-même contrainte par l'UE. Le nouveau droit de recours (art. 82 bbis et 98a BGG) permettrait de contester leurs décisions devant le Tribunal fédéral, introduisant un contrôle abstrait inédit. La création d'une chambre des aides d'État au sein de la WEKO en ferait une « super-autorité », alignée sur le droit européen plutôt que sur nos intérêts nationaux. Cette concentration de pouvoir, hors contrôle démocratique, viole la séparation des pouvoirs. La suppression de l'article 103 LFG abandonne tout contrôle national sur les aides au secteur aérien, et l'exclusion du Surveillant des prix (art. 5 al. 2 PüG) réduit la transparence et la protection des consommateurs. Ce projet n'est rien d'autre qu'une mise sous tutelle de la Suisse par l'UE, fragilisant notre indépendance économique et politique.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heinz (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Herger · kugelzoom@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel offen und wirft gravierende Fragen hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es drängt sich die Sorge auf, dass mit der Unterzeichnung dieses Pakets die Schweiz schleichend und unwiderruflich in eine assoziierte Rolle gedrängt wird, deren Tragweite und Konsequenzen für die eigene Rechtsetzung und Entscheidungsfindung derzeit unzureichend abgewogen werden.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne formellen parlamentarischen Entscheidungsspielraum stellt eine massive Aushöhlung der demokratischen Gewaltenteilung dar. Artikel 164 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert die Gesetzgebungskompetenz klar bei den eidgenössischen Räten. Die otomatik Automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch den Mechanismus der dynamischen Rechtsübernahme im institutionellen Abkommen vorgesehen ist, widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Dies bedeutet, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter künftig nicht mehr die Möglichkeit haben werden, über die Übernahme neuer EU-Regulierungen zu entscheiden oder diese gar mitzugestalten. Stattdessen würde die Schweizer Rechtsordnung automatisch angepasst, um EU-Vorgaben zu entsprechen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH zu berücksichtigen, untergräbt die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und damit die nationale Rechtskultur. Dies tangiert das in Artikel 30 der Schweizerischen Bundesverfassung garantierte Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Die Souveränität der Schweiz wird durch die Anerkennung einer ausländischen juristischen Instanz, deren Urteile bindende Wirkung entfalten könnten, massiv beeinträchtigt. Dies schafft eine Abhängigkeit, die in klarem Widerspruch zu den Prinzipien der staatlichen Unabhängigkeit steht.

Die Begründung, dass die dynamische Rechtsübernahme und die Berücksichtigung der EuGH-Rechtsprechung notwendig seien, um den Marktzugang zu sichern, greift zu kurz. Es bedarf einer eingehenderen Prüfung, ob nicht alternativere Abkommensmodelle existieren, welche die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz wahren, ohne die fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Souveränität preiszugeben. Die aktuelle Ausgestaltung des Pakets birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU wird, dessen politische und rechtliche Entscheidungsfreiheit unwiederbringlich verloren geht. Die Auswirkungen auf die schweizerische Identität und die Möglichkeit, eigene wegweisende Gesetzgebung zu entwickeln, dürfen keinesfalls unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen aus Sicht des Schweizer Rechts und unserer Souveränität erhebliche Bedenken auf. Es ist nicht nachvollziehbar, wie eine Angleichung an das EU-Recht, insbesondere in Bereichen, die tief in unsere nationale Gesetzgebung eingreifen, ohne eine entsprechende Stärkung unserer Handlungsfreiheit gegenüber der EU erreicht werden kann.

Das vorgeschlagene Abkommen birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Artikel 288 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) definiert die Rechtsakte der Union, darunter Verordnungen, die unmittelbar gelten. Die Übernahme solcher Rechtsakte, ohne die Möglichkeit einer nationalen Anpassung oder gar Ablehnung, würde die Kompetenzverteilung innerhalb der Schweiz untergraben und den Grundsätzen des föderalen Systems widersprechen, wie sie in den Artikeln 3 und 5 der Bundesverfassung verankert sind.

Die in der Vorlage erwähnte "dynamische Rechtsübernahme" suggeriert eine automatische Anpassung an zukünftige EU-Rechtsentwicklungen. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität und der parlamentarischen Kontrolle, welche in Artikel 164 der Bundesverfassung festgeschrieben sind. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter würden die Kontrolle über wesentliche Gesetzgebungsbereiche verlieren.

Ferner ist die Frage der staatshaftungsrechtlichen Implikationen zu kritisieren. Eine übermässige Haftung der Schweiz für Handlungen, die im Rahmen der Umsetzung von EU-Recht geschehen, könnte die finanziellen Ressourcen des Landes unverhältnismässig belasten und stellt eine Gefahr für die wirtschaftliche Stabilität dar. Artikel 7 des Obligationenrechts regelt die Verantwortlichkeit, doch die Anwendung auf eine übernommene Rechtsordnung, die wir nicht aktiv mitgestalten, ist problematisch.

Die vorgeschlagene Regelung zur institutionellen Einbindung, welche eine ständige Überwachung und mögliche Schiedsverfahren vorsieht, ähnelt einer indirekten Gerichtsbarkeit des EuGH, was unserer richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität der Schweizer Gerichte widerspricht. Die Gefahr, dass die Schweiz in Streitigkeiten, die das EU-Recht betreffen, zu einer untergeordneten Rolle gedrängt wird, ist real und darf nicht ignoriert werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse die nationalen Interessen der Schweiz nicht ausreichend wahren und eine Gefährdung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, unserer Souveränität und unserer demokratischen Gestaltungsmöglichkeiten darstellen. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung, um eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe zu ermöglichen, anstatt einer schleichenden Abhängigkeit.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des rechtlichen Rahmens der Schweiz auf. Es ist keineswegs gesichert, dass die angestrebte Stabilisierung tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder dass sie die negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung minimiert.

Die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehungsprozess untergräbt die demokratische Legitimität und die rechtsstaatlichen Prinzipien, auf denen unser föderalistischer Staatswesen beruht. Gemäss Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner und unabhängiger Staat. Die unbesehene Übernahme von Rechtsakten, die im Rahmen der EU-Institutionen geschaffen werden, birgt die Gefahr, dass die schweizerische Rechtsordnung de

facto von externen Akteuren bestimmt wird. Dies steht im Widerspruch zur Selbstbestimmung unseres Landes.

Insbesondere Artikel 97 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen regelt, könnte durch eine zu starke Angleichung an das EU-Recht aufgeweicht werden. Die Kantone haben ein starkes Interesse daran, ihre autonomietraditionellen Bereiche zu wahren. Eine Übernahme von EU-Recht, die die kantonalen Hoheitsrechte tangiert, müsste daher äusserst kritisch geprüft werden. Die Frage, ob die EU-Regulierungen immer mit unseren verfassungsrechtlichen Vorgaben, einschliesslich des Schutzes grundlegender Freiheiten und Rechte gemäss Artikel 7 ff. der Bundesverfassung, vereinbar sind, ist unbeantwortet.

Die Gefahr, dass die Schweiz in eine "Einbahnstrasse" der Rechtsübernahme gerät, ohne dass eine gegenseitige Anpassung oder Berücksichtigung schweizerischer Besonderheiten seitens der EU erfolgen kann, ist real. Dies würde eine Ungleichbehandlung und eine permanente Abhängigkeit schaffen, die mit dem Prinzip der Gleichberechtigung im Völkerrecht kaum zu vereinbaren ist. Die Argumentation, dass dies der "Stabilisierung" diene, ist zirkulär, wenn diese Stabilisierung nur durch eine Aushöhlung unserer eigenen Entscheidungsgewalt erreicht werden kann.

Es ist unabdingbar, dass jeder Schritt zur "Stabilisierung" der Beziehungen zur EU einer rigorosen Prüfung unterzogen wird, die sowohl die wirtschaftlichen Vorteile als auch die potenziellen Nachteile für unsere Rechtsstaatlichkeit, unsere Souveränität und die kantonalen Kompetenzen umfassend beleuchtet. Eine blinde Übernahme von EU-Recht ist keine nachhaltige Lösung, sondern birgt das Risiko langfristiger negativer Konsequenzen für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Übernahme neuer EU-Rechtsakte im Rahmen der inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer nationalen Interessen auf. Es ist keineswegs selbstverständlich, dass die Schweiz verpflichtet ist, jegliches sich wandelnde EU-Recht eins zu eins zu übernehmen. Vielmehr gilt es, stets zu prüfen, ob und inwieweit eine solche Übernahme im Einklang mit unserer Verfassung und unseren spezifischen Gegebenheiten steht.

Das Schweizerische Bundesgesetz über die internationalen Abkommen vom 27. September 1974 (SR 171.11) verlangt, dass internationale Abkommen mit der Bundesverfassung vereinbar sind. Artikel 138 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes und der Kantone. Die unkritische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass diese grundlegenden verfassungsrechtlichen Prinzipien ausgehöhlt werden. Die zunehmende Abhängigkeit von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, stellt eine schleichende Erosion unserer demokratischen Legitimation dar.

Besonders kritisch zu betrachten sind die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche und soziale Ordnung der Schweiz. Die Flexibilität unseres Rechtsraumes, die bisher eine Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse ermöglichte, könnte durch eine automatische Rechtsübernahme massiv eingeschränkt werden. Dies gilt insbesondere für Bereiche, in denen die Schweiz über etablierte und funktionierende Regelungen verfügt, die sich bewährt haben. Die Befürchtung ist gross, dass durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen Schweizer Unternehmen unnötigen bürokratischen Belastungen ausgesetzt werden könnten, die ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen.

Zudem ist die Transparenz des Prozesses der Rechtsübernahme oft ungenügend. Die Öffentlichkeit und die zuständigen Parlamentskammern werden häufig erst nachträglich mit bereits verabschiedeten EU-Rechtsakten konfrontiert, deren Auswirkungen nur schwer abzuschätzen sind. Es muss sichergestellt werden, dass jede geplante Rechtsübernahme einer gründlichen Folgenabschätzung unterzogen wird, die sowohl die wirtschaftlichen als auch die sozialen und verfassungsrechtlichen Konsequenzen umfassend beleuchtet. Das Prinzip der Subsidiarität, das in Artikel 5 Absatz 3 des Vertrags über die Europäische Union (EUV) verankert ist, sollte auch für die Schweiz massgeblich

sein, wenn es um die Übernahme von EU-Recht geht. Eine Übernahme sollte nur dann erfolgen, wenn die Ziele auf nationaler Ebene nicht ausreichend erreicht werden können. Ohne eine solche sorgfältige Prüfung und die Wahrung unserer nationalen Interessen besteht die Gefahr, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre wirtschaftliche Unabhängigkeit weiter preisgibt.

Finanzieller Beitrag

Betreff: Vernehmlassung zum Finanziellen Beitrag
Mit tiefer Skepsis und erheblichen Bedenken nehmen wir zur Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union Stellung. Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine massive Aushöhlung unserer Souveränität dar. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der parlamentarischen Budgethoheit, wie er im Rahmen des demokratischen Rechtsstaates zu verstehen ist.

Die Verankerung eines "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt das Risiko einer unkontrollierbaren Kostensteigerung. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, dessen tatsächliche Höhe durch die EU diktiert werden wird, ohne dass die Schweiz ein Mitspracherecht hat oder die Möglichkeit, sich dieser Verpflichtung zu entziehen. Wir riskieren, zu einer Nettozahlerin degradiert zu werden, ohne dafür substanzielle Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines spezifischen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) dient ausschliesslich dazu, die bisher flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Gemäss Art. 1 KoBG würde ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv beeinträchtigt und lediglich die Umsetzung von Vorgaben der EU vorsieht. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die bilateralen Abkommen (BöB) signalisiert eine dauerhafte Integration dieser Zahlungen in die Schweizer Gesetzgebung und damit eine schleichende Entfremdung von unseren rechtsstaatlichen Prinzipien.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und dient dazu, politisch heikle Zahlungsverpflichtungen zu legitimieren. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung darf nicht instrumentalisiert werden, um eine finanzielle Abhängigkeit von der EU zu schaffen. Wir lehnen eine institutionelle Anbindung ab, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt. Die Schweiz wird zur Kasse gebeten, ohne die Möglichkeit zu haben, die Gegenleistungen zu beeinflussen oder zu kontrollieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden über ihre Förderinstrumente selbst entscheiden können, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies betrifft zutiefst legitime politische Entscheidungen zur Unterstützung des Regionalverkehrs, von Kantonalbanken, kulturellen Anliegen oder lokalen KMU.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, die primär die EU-Konformität und nicht schweizerische Interessen durchsetzt. Artikel 3 BHÜG institutionalisiert diese Unterwerfung. Die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben; sie werden von autonomen Entscheidungsträgern zu Bittstellern herabgestuft, die ihre Förderentscheide von einer zentralen Behörde genehmigen lassen müssen. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes, insbesondere der neue Artikel 82 Buchstabe bbis BGG, gestattet der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht die abstrakte Normenkontrolle durch das Bundesgericht gemäss Artikel 98a BGG und schwächt die kantonale Autonomie empfindlich.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU fungiert und primär EU-Recht anwendet, anstatt schweizerische Interessen zu wahren. Diese Machtkonzentration ist bedenklich. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt werden durch diese Änderungen die Grundlage des schweizerischen Wirtschafts- und Rechtsverständnisses, die Gewaltenteilung und die föderalistische Ordnung derart verändert, dass grundlegende Bedenken angebracht sind.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Sicherung unseres Service public und der nationalen Souveränität auf. Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) birgt die erhebliche Gefahr, dass ausländische Anbieter gezielt die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis des schweizerischen öffentlichen Verkehrs und gefährdet dessen flächendeckendes Angebot für die Bevölkerung.

Darüber hinaus ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung des Artikels 32a Absatz 1bis problematisch. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz zu regeln, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich als rechtlich ungenügend. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz zukünftigen Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) unterworfen werden könnte, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Sorge, dass bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial aufgrund des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, ist dabei keineswegs unbegründet und bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine schleichende Aushöhlung des schweizerischen Service public im Landverkehr darstellen und die nationale Souveränität im Bahnverkehr gefährden. Die rechtlichen Instrumente zur Abfederung der negativen Folgen scheinen unzureichend und bergen die Gefahr einer blossen Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind zutiefst besorgniserregend und weisen erhebliche Schwächen auf. Es ist offensichtlich, dass diese Anpassungen eher kosmetischer Natur sind und den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht wirksam kompensieren können. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die wirtschaftliche Stabilität und den sozialen Frieden in der Schweiz gefährdet.

Anstatt unseren bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber

nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die die Möglichkeit sehen, Lohndumping zu betreiben. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Arbeitnehmer weiter schwächt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die Flexibilität von KMU und greift direkt in die schweizerische Vertragsfreiheit ein, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, wie in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d dargelegt, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Diese Regelungen untergraben unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromabkommen mit der EU stellen eine grundlegende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere in Bezug auf ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten tragen muss, aber keine Mitspracherechte besitzt. Entscheidungen, die das schweizerische Stromnetz betreffen, werden zukünftig in Brüssel getroffen, was die nationale Autonomie in einem strategisch wichtigen Sektor untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regularien, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik bedeutet. Dies widerspricht den Prinzipien der demokratischen Legitimation, da undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umgesetzt werden müssen.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für betroffene Kantone und würde die lokale Wertschöpfung beeinträchtigen. Gleichzeitig werden föderale Strukturen geschwächt. Gemeindekraftwerke und andere dezentrale Energieerzeuger verlieren ihren Einspeisevorrang durch die EU-Wettbewerbsregeln, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit übernehmen wird, da weder der Markt noch die EU eindeutig dafür einstehen. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft übermässigen Preisvolatilitäten aussetzt und die bisher stabile Grundversorgung gefährdet. Die Kosten für die nicht gedeckte Versorgungssicherheit werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt, was die Investitionsunsicherheit erhöht und den Ausbau erneuerbarer Energien bremst. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) verschärft diese Problematik zusätzlich und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind letztlich Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die zum Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen führen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Zusammenhang mit der EU stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine erhebliche Belastung für unsere Sozialwerke dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Wesentlichen durch die Einführung eines neuen Daueraufenthaltsrechts, das bereits nach fünf Jahren gewährt wird und praktisch unentziehbar ist, widerspricht fundamental dem Geist und dem Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung. Dieser Artikel gebietet uns eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung, was durch diese Massnahmen ad absurdum geführt wird.

Die Praxis der Personenfreizügigkeit wird durch die geplante Regelung zu einem Tor für Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Möglichkeit des Familiennachzugs wird massiv ausgeweitet, indem nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu einer massiven Mehrbelastung unserer Sozialwerke führen, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Bestimmungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren faktisch den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Dies ist eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die sogenannte Schutzklausel, wie sie in Artikel 21b AIG verankert werden soll, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine reale Wirkung entfalten wird. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen im Falle einer Anwendung macht sie zudem zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einem Instrument zur Wahrung unserer nationalen Interessen. Die automatische Rechtsübernahme im Wege der Integrationsmethode bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für die Schweiz hochsensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr besitzen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Auch im Bildungsbereich hinterlässt die Personenfreizügigkeit ihre Spuren. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer, wie sie im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) eingeführt werden, sind ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die unkontrollierte Zuwanderung entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen, was der Reputation unserer Hochschulen schadet. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur schleichenden Erosion unserer sozialpolitischen Souveränität, diktiert von Brüssel. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge und die Eigentumsrechte ihrer Versicherten eigenständig und im Interesse ihrer Bürger zu gestalten.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems der EU (IMI) in diversen Gesetzen, darunter das BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), das Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35) und das Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15), ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das erhebliche Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer

Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im sensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen nicht nur eine Vertiefung der Abhängigkeit von der EU bedeuten, sondern auch eine reale Gefahr für unsere innere Sicherheit, unsere Sozialwerke und unsere Souveränität darstellen. Es ist unerlässlich, dass diese Vorlage im Lichte dieser gravierenden Bedenken kritisch überdacht wird.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart ein trügerisches Vorgehen. Unter dem irreführenden Deckmantel der Sicherheit soll ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben werden, das weit über den Schutz der Konsumenten hinausgeht. Es handelt sich de facto um die schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere unbestreitbar hohen Produktionsstandards, die Lebensgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich auch für die Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die weltweit als Gütesiegel gilt, ist unmittelbar in Gefahr. Die notwendige Angleichung an oft spürbar tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label "Made in Switzerland" erfährt eine erhebliche Entwertung, wenn unsere Produkte zukünftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders alarmierend ist die Einführung einer gefährlichen "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen unlösbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine befürchtete Kündigung dieses inakzeptablen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine unerträgliche politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz de facto blockiert.

Die vorgesehene Ermächtigung für EU-Inspektoren, Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu erhalten, stellt einen massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen unwiderruflich zerstören würde.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an unseren hohen Standards.

Die angeblichen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur unkontrollierten Umsetzung von EU-Recht

dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Soltermann Jolanda (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: josobu@bluemail.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Stärkung unserer Rechtsordnung auf. Es ist fraglich, ob die angestrebten Ziele tatsächlich im Interesse unseres Landes liegen oder ob sie primär einer externen Agenda dienen.

Besonders kritisch zu betrachten ist die potenzielle Angleichung unseres Rechts an jenes der Europäischen Union. Dies berührt direkt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Souveränität der Schweiz ist unteilbar und liegt beim Volk und den Kantonen. Eine unflexible Übernahme von EU-Recht würde dieses Grundprinzip untergraben, da unsere Gesetzgebung nicht mehr autonom, sondern primär von Brüssel diktiert würde. Wir riskieren, unsere Fähigkeit zu verlieren, Gesetze zu erlassen, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte unserer Bevölkerung zugeschnitten sind.

Im Hinblick auf die Umsetzung des revidierten Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 16. Dezember 1994 (SR 120) und dessen Verhältnis zum EU-Recht ist Vorsicht geboten. Während die Rechtsgleichheit und die Vermeidung von Wettbewerbsverzerrungen legitime Anliegen sind, dürfen diese nicht auf Kosten der Schweizer Rechtstradition und unserer verfassungsmässigen Ordnung gehen. Die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, selbst in revidierter Form, kann zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung führen. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Pflicht des Bundes, für die Wahrung der Interessen des Landes zu sorgen. Die aktuell verfolgte Integrationspolitik scheint diese Pflicht nicht in ausreichendem Masse zu erfüllen, da sie die Risiken für unsere nationale Identität und unsere Entscheidungsfreiheit nicht adäquat berücksichtigt.

Die Auswirkungen auf die rechtsstaatlichen Prinzipien sind ebenfalls besorgniserregend. Gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung sind die Kantone souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist. Die vorgeschlagenen Umsetzungsbestimmungen könnten die Kompetenzen der Kantone und somit die föderale Struktur der Schweiz schwächen. Dies widerspricht dem Geist des Föderalismus, der eine der tragenden Säulen unseres Staates darstellt. Zudem ist die Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) problematisch. Die Urteile des EuGH haben in der Schweiz keine direkte Bindungswirkung. Sollte durch die Umsetzung neuer Abkommen eine indirekte Bindungswirkung oder gar eine Auslegungshoheit des EuGH über Schweizer Recht entstehen, wäre dies ein fundamentaler Eingriff in unsere nationale Rechtsordnung und die Gewaltentrennung. Das Prinzip der Rechtsanwendung durch schweizerische Gerichte gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung würde untergraben.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die Transparenz und demokratische Legitimation des Prozesses. Die Vernehmlassungen sind ein zentrales Element unserer direkten Demokratie, um eine breite Mitsprache zu gewährleisten. Wenn die Ergebnisse dieser Vernehmlassungen jedoch nicht ernst

genommen werden oder wenn die vorgeschlagenen Abkommen bereits im Vorfeld stark durch externe Interessen geprägt sind, verliert der Vernehmlassungsprozess seine Bedeutung. Das Prinzip der Volkssouveränität erfordert, dass die Bürgerinnen und Bürger über grundlegende Weichenstellungen unseres Staates mitentscheiden können. Die aktuelle Stossrichtung der Beziehungen zur EU scheint diese Möglichkeit einzuschränken, indem komplexe rechtliche Vereinbarungen getroffen werden, deren volle Tragweite für die breite Bevölkerung kaum verständlich ist.

Die Kosten und der administrative Aufwand für die Umsetzung neuer Regelungen dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Es ist zu prüfen, ob diese Kosten im Verhältnis zum erwarteten Nutzen stehen und ob sie nicht zu einer unnötigen Belastung für Unternehmen und die öffentliche Verwaltung führen. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und viele andere nationale Gesetze müssten auf ihre Kompatibilität mit dem EU-Recht geprüft und gegebenenfalls angepasst werden. Dies erfordert erhebliche Ressourcen und könnte zu Rechtsunsicherheit führen, solange die Anpassungen nicht abgeschlossen sind. Die Stabilität und Vorhersehbarkeit unseres Rechtssystems sind jedoch essenziell für eine funktionierende Wirtschaft und Gesellschaft.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung Anlass zu ernster Sorge geben. Die Gefahren für unsere Souveränität, die Rechtsordnung, den Föderalismus und die demokratischen Prozesse sind beträchtlich. Es ist unerlässlich, dass diese Risiken offen und kritisch diskutiert werden und dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und ihre Gesetze im ureigenen Interesse und auf Grundlage ihrer eigenen Werte gestaltet, anstatt sich unreflektiert an externe Regelwerke anzupassen. Die Wahrung der schweizerischen Rechtsidentität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung muss oberste Priorität haben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Stellungnahme zum Bereich: Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erweisen sich bei näherer Betrachtung als äusserst fragwürdig und geeignet, die schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen massiv zu verschlechtern. Es ist alarmierend festzustellen, dass die vermeintlichen Schutzmechanismen bestenfalls kosmetischer Natur sind und in keiner Weise geeignet sind, den immensen Druck auf das Lohnniveau zu kompensieren, der aus der erweiterten Personenfreizügigkeit resultiert. Vielmehr besteht die dringende Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und anzupassen, droht eine Aufweichung zugunsten von EU-Standards, die in vielen Bereichen nachweislich weniger robust sind.

Die neuen Regelungen, die als flankierende Massnahmen eingeführt werden sollen, sind in ihrer Komplexität und Bürokratie eine klare Verschlechterung gegenüber den bisherigen Systemen. Sie schaffen mehr Aufwand, ohne die Effektivität zu erhöhen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die gezielt auf Lohndumping setzen, um sich einen unfairen Wettbewerbsvorteil zu verschaffen. Die Kontrollmechanismen werden hierdurch entscheidend geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die angedachten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der vorgeschriebenen Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer weiter schwächt.

Die geplante Einführung eines besonderen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Dieser Schritt ist offenbar auf massiven EU-Druck zurückzuführen und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Die Kündigung dieser Arbeitnehmervertreter wird an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft, was die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) erheblich einschränkt. Dies steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und löst nicht das Kernproblem des wachsenden Lohndrucks.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres bewährten Systems. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedenklichen Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unwiderruflich an die EU binden. Dies birgt die Gefahr, dass unsere Souveränität weiter ausgehöhlt wird.

Auch die Präzisierungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AIG, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil des Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Besonders gravierend ist die geplante Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch die Einführung eines neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG. Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur reinen Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen am Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit nicht die erhoffte Verbesserung, sondern eine deutliche Verschlechterung für die Schweizer Arbeitnehmerschaft und die KMU bedeuten. Sie schwächen bestehende Schutzmechanismen, erhöhen die Bürokratie, untergraben die Souveränität und dienen primär der Anpassung an EU-Recht, anstatt den Interessen der Schweiz gerecht zu werden. Es ist dringend geboten, diese Vorschläge grundlegend zu überarbeiten und stattdessen auf eine Stärkung und effektive Anwendung der bereits existierenden, bewährten schweizerischen Schutzinstrumente zu setzen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine krasse Missachtung der Bundesverfassung, insbesondere des Art. 121a BV, sowie des klaren Volkswillens zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die geplante massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie untergräbt die Souveränität der Schweiz und öffnet Tür und Tor für eine unkontrollierte Zuwanderung, die unsere Sozialwerke und die innere Sicherheit massiv belastet.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, einer „Niederlassung C PLUS“, die praktisch unentziehbar ist, selbst bei Vorliegen von kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein Skandal. Dies untergräbt grundlegend unsere Rechtsstaatlichkeit und die Fähigkeit, ausländische Personen zur Rechenschaft zu ziehen, die sich nicht an unsere Gesetze halten oder unsere Sozialsysteme missbrauchen. Die Kosten für diesen Personenkreis werden letztlich von den Schweizer Steuerzahlern getragen, während die Stabilität unserer Sozialwerke akut gefährdet ist.

Es ist bezeichnend, dass die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Massnahmen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Dies widerspricht jeglicher Logik einer verantwortungsvollen Migrationspolitik und führt zu einer unhaltbaren Kostenlast für Kantone und

Gemeinden, die primär von der Schweizer Bevölkerung zu tragen ist. Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land geradezu beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“, die im Vertragspaket enthalten ist, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Vielmehr droht die EU bei einer auch nur versuchten Anwendung mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine klare Erpressung, die die Schweiz in eine unerträgliche Abhängigkeit zwingt.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet das Ende der demokratischen Mitsprache. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch entmachtet. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein Schlag ins Gesicht aller Bürger, die auf der Wahrung unserer nationalen Souveränität bestehen.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung eines neuen Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, da sie wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Sie ist nichts weiter als ein zahnloser Tiger, der die Schweiz weiterhin der unkontrollierten Zuwanderung ausliefert.

Als direkte Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden nun im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz muss zudem einen spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG (Art. 61a) schaffen, um die Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu kompensieren. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch das neue Bundesgesetz (BGVB), das die Schweiz an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) bindet, ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Dies gilt insbesondere für den Bereich der Gesundheitsberufe. Im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 50), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) wird die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ (Art. 24a AVG), ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Auch unsere berufliche Vorsorge wird nicht verschont. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die

Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Selbst unser Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) ist nicht vor der Anpassungslogik des EU-Sozialversicherungsrechts sicher.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur eine schleichende Übernahme von EU-Recht bedeuten, sondern eine bewusste Kapitulation vor Brüssel auf Kosten unserer Souveränität, unserer inneren Sicherheit und der finanzpolitischen Stabilität der Schweiz. Es ist unerlässlich, dass das Schweizer Volk und die zuständigen Gremien dieser schleichenden Entmachtung entschieden entgegentreten und den Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung uneingeschränkt verteidigen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Souveränität, den Föderalismus und die bewährte Praxis der Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Die geplante Unterstellung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime zerstört die heutige, demokratisch legitimierte und dezentrale Förderpolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden. Diese werden zu reinen Bittstellern degradiert, deren eigenständige Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung, Regionalverkehr, Unterstützung von Kantonalbanken, Kulturbetrieben oder lokalen KMU der Genehmigung durch eine Brüsseler-zentrierte Instanz bedürfen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Anstatt über ihre eigenen Budgets und wirtschaftspolitischen Prioritäten zu entscheiden, müssen sie künftig die Konformität ihrer Beschlüsse mit EU-Recht sicherstellen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Struktur der Schweiz und reduziert die Kantone zu administrativen Aussenstellen einer zentralen EU-Instanz. Die Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis im Bundesgerichtsgesetz (BGG) verschärft diese Problematik, indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle durch das Bundesgericht, welche die Möglichkeit bietet, demokratisch gefällte kantonale Subventionsentscheide rein auf ihre EU-Konformität hin zu überprüfen und aufzuheben. Die Kantone verlieren damit ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und haben im Prüfverfahren keine ausreichende rechtliche Gehör.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG ist die Einsetzung einer "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und die Konzentration von Macht in einer einzigen Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus

geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Besonders bedenklich ist zudem der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG). Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Auswirkungen ihrer Entscheidungen auf die Schweizer Bevölkerung zu verschleiern.

Die Einführung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG), Bundesgerichtsgesetz (BGG) und anderen relevanten Erlassen markieren eine Abkehr von der bewährten Schweizer Praxis. Statt auf nationaler und kantonaler Ebene situierte, demokratisch legitimierte Förderinstrumente zu nutzen, werden diese durch ein zentralisiertes und EU-zentriertes Kontrollsystem ersetzt. Dies untergräbt die Eigenständigkeit der Kantone, schwächt die direkte Demokratie und gefährdet die strategische Steuerungshoheit der Schweiz in wichtigen Wirtschaftsbereichen. Die Vorschläge sind daher aus Sicht der nationalen Interessen und der föderalistischen Ordnung entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' subsumiert werden, stellen eine gefährliche und weitreichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies geht weit über die eigentliche Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit hinaus und bedroht die Fundamente unserer hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein über Jahrzehnte aufgebauter Wettbewerbsvorteil, steht unter massivem Beschuss. Die Angleichung an die, in vielen Bereichen, oft tieferen EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' droht seine Bedeutung zu verlieren, wenn die Produkte unter denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies untergräbt die Bemühungen unserer Produzenten, sich durch Exzellenz und höchste Standards von der Konkurrenz abzuheben. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser unheilvollen Entwicklung. Sie droht, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem unannehmbaren Verlust an etablierten, hohen Standards führt.

Besondere Besorgnis erregt die sogenannte 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist ein strategischer Schachzug, der jegliche Kritik und jeglichen Widerstand im Keim erstickt und die Schweiz in eine abhängige Position manövriert.

Der Eingriff in unsere Souveränität wird durch die geplanten Befugnisse für EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, weiter verschärft. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was einem fundamentalen Vertrauensbruch und einem Angriff auf unsere Eigenständigkeit gleichkommt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für ihre spezifischen Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen zerstören und unzählige wirtschaftliche Existenzen gefährden. Die Totalrevision des LMG verstärkt diese Gefahr, indem sie

durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion zerstört. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Besonders alarmierend ist die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der klare Volkswille wird hierbei auf perfide Weise missachtet.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) werden Rückschritte in Kauf genommen. Die Anpassungen in Artikel 15a und 21 des Tierschutzgesetzes zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine grobe Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Übernahme von EU-Recht erzwingt, die unsere Souveränität untergräbt, unsere hohen Standards gefährdet, unsere Wirtschaft belastet und die demokratische Kontrolle schwächt. Es handelt sich um einen Angriff auf die Schweizer Identität und die bewährten Prinzipien unseres Landes.

Finanzieller Beitrag

Der vorgeschlagene finanzielle Beitrag im Rahmen der geplanten Abkommen mit der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der finanziellen Autonomie der Schweiz auf. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine grundlegende Aushöhlung unserer demokratischen Kontrolle dar. Dies gleicht faktisch einer Zwangsabgabe, da die Schweiz gezwungen wäre, erhebliche finanzielle Mittel zu leisten, ohne über die spezifische Verwendung oder über die Höhe dieser Mittel im Vorfeld mitentscheiden zu können. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr ist angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot zu betrachten. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen, wobei die Schweiz keinerlei Möglichkeit mehr haben wird, diese Forderungen abzulehnen oder neu zu

verhandeln. Sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Zahlungen zu leisten.

Darüber hinaus wird die Schweiz durch diese Regelung zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht in der EU. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Es handelt sich somit um die Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die Schweizer Souveränität mindert und kaum greifbare, positive Gegenleistungen für unser Land mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist besonders kritisch zu sehen. Dieses Gesetz dient dazu, die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu überführen und entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist somit das legislative Instrument, welches die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten wird. Es verwandelt eine politische Geste, die der Förderung von guten Beziehungen diente, in eine rechtliche Pflicht. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs der EU auf diese Mittel, wie in Art. 1 des KoBG dargelegt, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie das Volk von seinen Vertretern erwartet, bleibt nur noch die Möglichkeit, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als nur eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies bedeutet eine faktische Übernahme von EU-Recht im Bereich der finanziellen Transaktionen, ohne dass die Schweiz hierfür Mitspracherechte hätte.

Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist zudem irreführend und grenzt an Täuschung. Hier wird der „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Gelder, die eigentlich für globale Friedensbemühungen gedacht sind, sollen dazu dienen, die EU-Kasse zu füllen, ohne dass ein direkter und klarer Zusammenhang zur Friedensförderung besteht. Diese Verknüpfung verschleiert die wahre Natur der finanziellen Verpflichtungen und untergräbt das Vertrauen in die Integrität der Friedensförderungspolitik. Die finanziellen Verpflichtungen gegenüber der EU sollten transparent und getrennt von anderen Politikbereichen, insbesondere der Friedensförderung, verhandelt und beschlossen werden. Die aktuellen Vorschläge im Bereich des finanziellen Beitrags sind aus diesen Gründen in ihrer jetzigen Form nicht akzeptabel und stellen eine nicht hinnehmbare Beeinträchtigung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Rechte des Volkes und des Parlaments dar. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung der vorgeschlagenen Regelungen, die die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz in den Vordergrund stellt.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar und sind daher in ihrer jetzigen Form abzulehnen. Die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Einbeziehung von ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne wirkliche Entscheidungsbefugnis. Zwar wird die Schweiz zur Kostentragung verpflichtet, doch die grundlegenden Weichenstellungen für unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen. Dies führt zu einem unwiderruflichen Souveränitätsverlust und entmachtet die nationalen Entscheidungsträger.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird sich mit der Umsetzung der EU-Regularien dramatisch verändern. Aus einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde, die auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten zugeschnitten ist, wird eine reine "operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer

Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung und verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation, da die Schweizer Bevölkerung auf diese Entscheidungen keinen direkten Einfluss hat.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die Anwendung von EU-Beihilfenregeln vor existenziellen Herausforderungen. Das etablierte und für die Bergkantone substanziell wichtige System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Konsequenzen für die betroffenen Kantone und würde die bisherige Verteilung der Einnahmen aus der Wasserkraftnutzung empfindlich stören, ohne dass dafür eine nachvollziehbare Alternative geboten wird.

Die föderalen Strukturen unserer Energieversorgung, welche die lokalen und regionalen Besonderheiten berücksichtigen, werden durch die EU-Vorgaben massiv geschwächt. Insbesondere die etablierten Gemeindekraftwerke sehen sich durch die Streichung ihres Einspeisevorrangs, bedingt durch EU-Wettbewerbsregeln, benachteiligt. Dies untergräbt die lokale und dezentrale Energieproduktion, die für die Versorgungssicherheit und Wertschöpfung in vielen Gemeinden von entscheidender Bedeutung ist.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem vermeintlich freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Vor allem aber wird die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz verwischt. Es ist nicht ersichtlich, wer im Falle von Engpässen oder Krisen die Verantwortung tragen wird – weder der Markt noch die EU scheinen dies umfassend zu gewährleisten. Dies ist ein hochriskantes Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Bevölkerung und die Wirtschaft unabsehbar sind.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und damit letztlich zu höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" naturgemäß nicht ausreichend decken wird, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies bedeutet eine zusätzliche finanzielle Belastung für die Schweizer Bevölkerung und die heimische Wirtschaft. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) ist dabei keine adäquate Antwort auf die wegfallenden Sicherheitsmechanismen.

Die geplanten Änderungen im Energiegesetz (EnG) greifen an zentralen Stellen. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der propagierten Energiestrategie und bevorzugt stattdessen grosse, zentralisierte Akteure, was die Energiewende in die falsche Richtung lenkt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den dringend benötigten Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust

von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Aus all diesen Gründen sind die vorgeschlagenen Änderungen in ihrer Gesamtheit abzulehnen. Sie untergraben die Schweizer Souveränität, gefährden die Versorgungssicherheit und belasten die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme richtet sich ausdrücklich gegen die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Ausweitung der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union. Es müssen erhebliche Bedenken hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf den Schweizer Service public, die nationale Souveränität und die Wettbewerbsbedingungen geäussert werden.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die Gefährdung des Service public im Schienenverkehr. Die Schweiz verfügt über ein hochentwickeltes und geschätztes Eisenbahnsystem, das durch bewährte Subventionsmodelle finanziert wird. Mit der Anwendung des EU-Beihilferechts besteht die reale Gefahr, dass bisher zulässige und für die Aufrechterhaltung des Angebots notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des öffentlichen Verkehrs, der eine essenzielle Dienstleistung für die Bevölkerung darstellt. Die Freiheit, die Ausgestaltung unseres eigenen Service public zu gestalten, wird somit massiv eingeschränkt.

Des Weiteren öffnet das Abkommen die Tür für die sogenannte Kabotage im Bahnverkehr. Diese Zulassung ausländischer Anbieter für inner-schweizerische Strecken birgt das grosse Risiko der "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich naturgemäss auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Verkehrsunternehmen die Verantwortung und die finanziellen Lasten für die oft unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dieses Vorgehen untergräbt fundamental die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet somit dessen flächendeckende Existenz. Die Einführung der Kabotage gemäss dem vorgeschlagenen neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt somit einen direkten Angriff auf die Aufrechterhaltung eines landesweiten öffentlichen Verkehrs dar.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich betrachtet als unzureichend und praktisch wertlos einzustufen. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre im Rahmen der dynamischen Rechtsübernahme gezwungen, auch solche neuen Regulierungen ohne Mitspracherecht zu adaptieren. Diese Erklärung ist daher nichts weiter als eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs nicht verhindert.

Darüber hinaus sehen wir eine schleichende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), von der Schweiz übernommen werden müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz, ihre Infrastruktur im nationalen Interesse zu gestalten und zu lenken, erheblich schwächen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere der neue Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz dazu, bei Ausschreibungen von öffentlichen Verkehrsleistungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe von Verkehrsleistungen spürbar ein. Anstatt die Vergabe nach den Kriterien auszurichten, die für die Schweiz am besten sind und die spezifischen Bedürfnisse unserer Bevölkerung am besten abdecken, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und möglicherweise teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und verhindert, dass wir unsere eigenen nationalen Verkehrsziele uneingeschränkt verfolgen können. Die Forderung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten, ist eine erhebliche Einschränkung unserer

Souveränität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnwesen, eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Die Gefahr der "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter, die Einschränkung der nationalen Gestaltungsfreiheit durch EU-Recht und die Unsicherheit bezüglich der Subventionsfähigkeit sind gravierende Mängel. Die vermeintlichen Schutzmechanismen sind rechtlich nicht tragfähig. Aus diesen Gründen müssen die vorgeschlagenen Massnahmen entschieden abgelehnt werden, um die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres hervorragenden öffentlichen Verkehrsnetzes zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU weckt tiefe Besorgnis und lässt eine kritische Distanz unumgänglich erscheinen. Angesichts der komplexen Verflechtungen und potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung ist eine rein wohlwollende Akzeptanz nicht angebracht. Vielmehr müssen die vorgestellten Inhalte einer strengen juristischen und politischen Prüfung unterzogen werden, die insbesondere die Einhaltung unserer verfassungsmässigen Grundsätze in den Fokus rückt.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Regelung des freien Personenverkehrs. Die angestrebte Übernahme des EU-Besitzstands in diesem Bereich wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der Kontrolle unserer Einwanderungspolitik auf. Das Schweizerische Obligationenrecht, insbesondere die Bestimmungen zum Schutz der Arbeitnehmer und zur Vermeidung von Lohndumping, könnte durch eine ungefilterte Übernahme von EU-Recht untergraben werden. Die Art und Weise, wie die EU-Regulierung die Abkommen von 1999 ergänzt und weiterentwickelt, birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung nationaler Gesetzgebungskompetenzen. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz ihre Interessen wirksam wahren kann, wenn sie potenziell an Rechtsentwicklungen gebunden wird, die sie nicht mehr autonom mitgestalten kann.

Des Weiteren sind die vorgeschlagenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten problematisch. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Kontext der bilateralen Abkommen stellt eine erhebliche Belastung für die schweizerische Rechtsordnung dar. Die Möglichkeit, dass der EuGH verbindliche Auslegungen von Verträgen vornehmen könnte, die auch für die Schweiz bindend wären, widerspricht fundamental dem Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der Volkssouveränität. Artikel 50 der Bundesverfassung garantiert die Eigenständigkeit der schweizerischen Rechtsprechung. Eine Einbeziehung des EuGH in die Auslegung von Verträgen, die integraler Bestandteil unseres Rechtsbestandes werden sollen, birgt das Risiko einer faktischen Unterordnung unter fremdes Recht. Die Schweizer Gerichte müssten sich dann an die Rechtsprechung des EuGH halten, was ihre eigene richterliche Autonomie einschränkt. Dies würde die Rechtssicherheit für in der Schweiz ansässige Unternehmen und Bürger beeinträchtigen, da die Anwendung des Rechts von externen, nicht direkt demokratisch legitimierten Instanzen abhängen würde.

Auch die finanzielle Beteiligung der Schweiz an den EU-Programmen bedarf einer kritischen Prüfung. Die Beiträge, die im Rahmen von Assoziierungsabkommen und Kooperationen geleistet werden müssen, belasten die Staatsfinanzen erheblich. Ohne eine entsprechende Mitsprache und einen klaren Mehrwert für die Schweiz sind diese finanziellen Verpflichtungen kaum zu rechtfertigen. Artikel 173 der Bundesverfassung, der die Regierung verpflichtet, die Interessen der Schweiz zu wahren, wird hier tangential berührt. Es stellt sich die Frage, ob eine fortlaufende finanzielle Belastung ohne entsprechende Gegenleistungen und Einflussnahme den schweizerischen Interessen tatsächlich dient. Die Transparenz über die Verwendung dieser Mittel und die Möglichkeit, deren Effektivität zu überprüfen, sind von entscheidender Bedeutung.

Die im Paket enthaltenen Regelungen zu den Dienstleistungen bergen ebenfalls das Risiko einer Erosion schweizerischer Standards. Die Übernahme von EU-Dienstleistungsrichtlinien könnte dazu

führen, dass schweizerische Regulierungen, die auf nationalen Besonderheiten beruhen und zum Schutz der Konsumenten und der heimischen Wirtschaft konzipiert sind, aufgeweicht werden müssen. Die Frage der Anerkennung von Berufsqualifikationen ist hierbei besonders heikel. Eine ungeprüfte Übernahme könnte die Arbeitsmarktregulierung erheblich verändern und die Lohnbedingungen negativ beeinflussen.

Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dieses aktiv mitzugestalten, stellt eine erhebliche Herausforderung für die schweizerische Souveränität dar. Es ist nicht auszuschliessen, dass sich die Schweiz in einer Situation wiederfindet, in der sie geltendes EU-Recht anwenden muss, das nicht ihren nationalen Bedürfnissen oder Werten entspricht. Die Annahme des Pakets könnte einen Präzedenzfall schaffen, der zukünftige Verhandlungen mit der EU erschwert und die Verhandlungsposition der Schweiz schwächt. Die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz, die auf direkter Demokratie und der Subsidiarität beruht, könnte durch eine stärkere Bindung an Brüsseler Vorgaben unter Druck geraten. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht muss daher im Lichte dieses Grundsatzes kritisch hinterfragt werden. Die Frage, inwieweit die Autonomie der Schweiz durch die Verpflichtung zur Übernahme von sich ständig weiterentwickelndem EU-Recht gewahrt bleiben kann, ist von fundamentaler Bedeutung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU eine kritische und abwägende Haltung erfordert. Die potenziellen Nachteile, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität, die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Autonomie, dürfen nicht unterschätzt werden. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Politik auf eine Stärkung der bestehenden bilateralen Beziehungen setzt und die Unabhängigkeit unseres Landes als oberstes Gut wahrt. Eine reine Formalerfüllung von EU-Forderungen darf nicht zum Ziel werden, sondern die Wahrung der schweizerischen Interessen muss stets im Vordergrund stehen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus unserer Sicht mit tiefgreifenden Bedenken verbunden und werfen erhebliche Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und nationaler Interessen auf. Die vorgeschlagenen Abkommen drohen, die Errungenschaften der direkten Demokratie und die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung erheblich zu untergraben.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, ist problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der demokratischen Legitimation, wie er in der Bundesverfassung verankert ist. Artikel 2 der Bundesverfassung postuliert die Pflicht des Bundes, das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu sichern sowie die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Eidgenossenschaft zu wahren. Die passive Übernahme von EU-Recht durch sogenannte «automatische Rechtsübernahme» steht im klaren Gegensatz zu diesem Gebot, da sie die Volkssouveränität und die legislative Gewalt des schweizerischen Parlaments aushöhlt. Wenn sich die Schweiz ungefragt an EU-Recht halten muss, ohne Mitspracherecht bei dessen Ausgestaltung, wie soll dann das Wohl des Landes im Sinne von Artikel 2 BV gesichert werden? Die Bürgerinnen und Bürger haben durch das Referendum und die Initiative die Möglichkeit, direkt auf die Gesetzgebung einzuwirken. Dieses Recht würde de facto ausgehöhlt, wenn ein erheblicher Teil des geltenden Rechts von einer externen Institution diktiert würde, deren Entstehungsprozesse uns nicht zugänglich sind.

Die im Verhandlungsdossier angedeutete Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls Anlass zu grösster Besorgnis. Eine bindende Zuständigkeit des EuGH würde die richterliche Gewalt des Bundesgerichts de facto auf eine nachgeordnete Ebene reduzieren. Artikel 190 der Bundesverfassung bestimmt, dass die oberste rechtsprechende Gewalt beim Bundesgericht liegt. Wenn jedoch der EuGH als letzte Instanz für die Auslegung des überzogenen EU-Rechts fungieren

würde, wäre die Unabhängigkeit unserer obersten Gerichte massiv gefährdet. Dies würde nicht nur gegen die klare Regelung in Artikel 190 BV verstossen, sondern auch das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in die schweizerische Justiz untergraben. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht letztinstanzlich über Rechtsfragen entscheidet, die das Leben der Schweizerinnen und Schweizer betreffen, ist mit dem Prinzip der nationalen Rechtsordnung unvereinbar.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel an der finanziellen Tragweite der vorgeschlagenen Abkommen. Die automatische Übernahme von EU-Recht impliziert in der Regel auch die Beteiligung an EU-Programmen und -Fonds. Die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen müssten genauestens geprüft und auf ihre Verhältnismässigkeit hin hinterfragt werden. Die Gefahr einer schleichenden finanziellen Abhängigkeit von der EU ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die Ausgaben für solche Programme müssten dem Prinzip der Sparsamkeit gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung entsprechen. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Verpflichtungen diesem Kriterium genügen und ob sie im Verhältnis zu den potenziellen Vorteilen stehen.

Die angekündigte institutionelle Verankerung der Abkommen, insbesondere die Rolle des institutionellen Ausschusses, scheint darauf abzuzielen, eine dynamische und fortlaufende Rechtsübernahme zu gewährleisten. Dies läuft Gefahr, die Schweiz in einen ständigen Anpassungszwang zu versetzen und ihre Fähigkeit zur eigenständigen politischen Steuerung langfristig zu beschneiden. Die Autonomie der Schweiz, die sie sich über Jahrhunderte hart erarbeitet hat, stünde permanent unter dem Vorbehalt der Brüsseler Entscheidungen. Artikel 2 BV, der die Wahrung der Unabhängigkeit des Landes postuliert, wird durch eine solche institutionelle Einbindung de facto unterlaufen.

Wir sind der festen Überzeugung, dass eine solche engere Anbindung an die EU, wie sie in diesen Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, mehr Risiken als Vorteile birgt. Sie gefährdet unsere Souveränität, untergräbt unsere demokratischen Institutionen und kann zu einer schleichenden Abhängigkeit führen, die unseren nationalen Interessen schadet. Eine kritische Überprüfung und gegebenenfalls eine ablehnende Haltung gegenüber diesen Ergebnissen sind unerlässlich, um die Grundwerte und die Eigenständigkeit der Schweiz zu wahren. Die Stimmbevölkerung verdient eine transparente und ehrliche Darstellung der Konsequenzen, bevor sie eine solch weitreichende Entscheidung zu treffen hat. Die Vernehmlassung muss auch die Möglichkeit bieten, alternative Wege zu diskutieren, die unsere Unabhängigkeit und unsere direktdemokratischen Instrumente stärken, anstatt sie zu schwächen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" gibt Anlass zu äusserst kritischen Überlegungen und wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur "Stabilisierung" scheinen primär auf eine schrittweise Annäherung an europäische Rechtsnormen und Institutionen hinauszulaufen, ohne dass die damit verbundenen Nachteile für die Schweiz angemessen berücksichtigt werden.

Insbesondere die Tendenz, die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als massgeblich für die Auslegung und Anwendung von bilateralen Abkommen zu betrachten, stellt eine fundamentale Erosion der schweizerischen Souveränität dar. Das schweizerische Rechtssystem fusst auf dem Grundsatz der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung. Die Einbeziehung einer externen juristischen Autorität, deren Entscheidungen für die Schweiz bindend wären, widerspricht diesem Kernprinzip. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung sieht vor, dass sich die Schweiz bei der Festlegung der Gesetzgebung an die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit zu halten hat. Dies schliesst die unabhängige Anwendung und Auslegung unserer eigenen Gesetze ein, was durch die Anerkennung der EuGH-Jurisdiktion untergraben würde. Das Prinzip der Gewaltentrennung, ein weiteres zentrales Element der Rechtsstaatlichkeit, würde ebenfalls tangiert,

da die ultimative juristische Entscheidungsfindung ausserhalb der schweizerischen Bundesorgane läge.

Die Argumentation, dass eine solche Bindung an den EuGH notwendig sei, um die "Gleichwertigkeit der Rechte" im EU-Binnenmarkt zu gewährleisten, greift zu kurz. Die Schweiz hat durch ihren eigenständigen Weg der bilateralen Abkommen bewiesen, dass sie in der Lage ist, ein hohes Mass an wirtschaftlicher Verflechtung mit der EU zu unterhalten, ohne ihre Souveränität preiszugeben. Die Fokussierung auf "Stabilisierung" darf nicht als Deckmantel für eine schleichende Übernahme von EU-Recht verstanden werden, die letztlich zu einer faktischen Mitgliedschaft ohne Mitspracherecht führen würde. Die Verfassung verlangt gemäss Artikel 172 Absatz 2, dass bei der Gestaltung der Beziehungen zur EU die Interessen der Schweiz gewahrt werden müssen. Eine reine Übernahme von EU-Rechtspraxis und -jurisprudenz scheint diesen Interessen eher zuwiderzulaufen.

Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der demokratischen Legitimation solcher weitreichenden Zugeständnisse. Die Schweizer Bevölkerung hat wiederholt in Abstimmungen die prinzipielle Unabhängigkeit des Landes und die Wahrung der eigenen Rechtshoheit bekräftigt. Eine De-facto-Unterwerfung unter fremde Rechtsprechung, die nicht dem direkten Willen des Souveräns oder seiner gewählten Vertreter unterliegt, entzieht den demokratischen Prozess der ständigen Kontrolle. Artikel 138 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert das Referendum als demokratisches Instrument, um Parlamentsbeschlüsse, die bedeutende nationale Interessen betreffen, zur Volksabstimmung zu bringen. Die Annahme von Regelungen, die eine indirekte Bindung an den EuGH vorsehen, würde potenziell die Möglichkeit des Referendums auf eine Weise einschränken, die den verfassungsrechtlichen Erwartungen nicht mehr gerecht wird.

Die Behauptung einer "notwendigen Angleichung" zur Vermeidung von "Diskriminierung" muss kritisch hinterfragt werden. Die EU-Mitgliedstaaten unterliegen einer Fülle von Regelungen, die von der Schweiz nicht übernommen werden. Es wäre daher irreführend, eine einseitige Angleichung auf der Schweizer Seite als einzig gangbaren Weg zur Vermeidung von Problemen darzustellen. Vielmehr sollte die EU aufgefordert werden, die bestehenden bilateralen Abkommen im Geiste der Gleichwertigkeit und des gegenseitigen Respekts zu behandeln, anstatt auf eine Übernahme von EU-Standards zu drängen. Die schweizerische Gesetzgebung, insbesondere das Bundesgesetz über die ausserparlamentarische Tätigkeit (BGPAT), erlaubt und schützt die Unabhängigkeit der nationalen Institutionen bei der Ausgestaltung ihrer Beziehungen zu externen Akteuren. Eine unkritische Übernahme der EuGH-Jurisdiktion würde hier eine erhebliche Einschränkung bedeuten.

Die vorgeschlagene "Stabilisierung" birgt somit die Gefahr, dass die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, eigenständige politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen, die ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten entsprechen. Dies wäre ein Preis, der zu hoch wäre für eine vermeintliche "Stabilisierung", die in Wahrheit einer schleichenden Entmachtung gleichkäme. Es ist unerlässlich, dass bei allen Überlegungen zur Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU die Wahrung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien oberste Priorität hat. Jegliche Bestrebung, die eine faktische Unterordnung unter externe Rechtssysteme impliziert, ist entschieden abzulehnen. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als ein freies und unabhängiges Volk beschreibt, muss das Leitprinzip bei der Ausgestaltung aller internationalen Beziehungen bleiben. Die vorgeschlagenen Massnahmen drohen, dieses Fundament zu untergraben und somit die Grundlagen unserer Verfassungsordnung in Frage zu stellen. Es ist daher geboten, die vorgeschlagenen Massnahmen im Lichte dieser gravierenden Bedenken einer eingehenden Prüfung zu unterziehen und sie gegebenenfalls abzulehnen oder grundlegend zu überarbeiten.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Léonard Munz (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Léonard Munz · leonard_26@icloud.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact potentiel sur la souveraineté suisse et le maintien de nos institutions démocratiques. Il est impératif de procéder avec la plus grande prudence avant d'accepter des accords qui pourraient nous lier plus étroitement à des structures supranationales, c’est pourquoi nous rejetons avec la plus grande ferveur l’ensemble des traités proposés.

L'adhésion à des accords sectoriels, même dans le cadre d'une stabilisation des relations, risque d'entraîner une adoption automatique du droit de l'UE sans que le peuple suisse ait son mot à dire. Ceci est particulièrement préoccupant au regard de l'article 141, alinéa 2, de la Constitution fédérale suisse (Cst.), qui garantit que le peuple peut se prononcer sur les modifications de la Constitution. L'intégration forcée de normes européennes, souvent désignées sous le terme d'« acquis communautaire », pourrait éroder cette prérogative fondamentale. L'article 164 Cst. insiste sur la primauté du droit constitutionnel suisse. Tout accord qui remettrait en cause cette primauté, en soumettant la Suisse à l'interprétation de la Cour de justice de l'Union européenne, serait inacceptable.

De plus, la flexibilité de notre système politique, reconnue et protégée par la Constitution, notamment par le principe de subsidiarité inscrit à l'article 5 Cst., pourrait être compromise. L'UE, par sa nature centralisatrice, tend à uniformiser les réglementations. L'intégration accrue signifierait une perte de contrôle sur nos propres décisions, nos propres lois et nos propres priorités nationales. Nous devons nous interroger sur les véritables bénéfices de cette stabilisation. Sont-ils à la hauteur des risques encourus en matière de perte de souveraineté et de démantèlement progressif de notre autonomie décisionnelle ?

Il est essentiel de rappeler que l'indépendance de la Suisse et sa capacité à déterminer son propre avenir reposent sur son droit de choisir ses partenaires et les modalités de ses relations internationales. Accepter des accords qui, sous couvert de stabilisation, nous asservissent à un cadre juridique étranger, reviendrait à hypothéquer lourdement notre avenir démocratique. Nous devons exiger une transparence totale et un débat public approfondi avant de consentir à des engagements qui pourraient avoir des conséquences irréversibles sur notre neutralité et notre modèle politique unique. L'intérêt national suisse prime sur toute autre considération.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La proposition de mise en œuvre nationale soulève des préoccupations fondamentales quant à son adéquation avec le cadre juridique et les intérêts de la Suisse. L'intégration des directives européennes, telle qu'envisagée, risque de compromettre l'autonomie législative de la Confédération, un principe cardinal inscrit dans notre Constitution fédérale, notamment à travers les articles garantissant la souveraineté nationale. Il est impératif d'examiner avec la plus grande rigueur l'impact de ces modifications sur nos lois existantes, telles que celles régissant le marché intérieur ou la protection des données, afin d'éviter toute dérive vers une application unilatérale du droit de l'Union européenne.

La crainte est que cette approche ne constitue une brèche vers une intégration européenne forcée, contournant ainsi le processus démocratique et les consultations populaires qui fondent notre système politique. L'article 49a de la Constitution fédérale stipule clairement que les actes législatifs de l'Union européenne ne s'appliquent en Suisse que s'ils sont repris dans un accord international contraignant et s'ils sont ratifiés par le peuple et les cantons. La méthode proposée ici semble vouloir s'écarter de ce principe en facilitant une adoption rapide de normes sans le contrôle démocratique requis.

De plus, les implications économiques et sociales de cette mise en œuvre méritent une analyse approfondie. L'introduction de nouvelles réglementations pourrait engendrer des coûts de mise en conformité significatifs pour les entreprises suisses, affectant leur compétitivité sur la scène internationale. Il convient de se demander si les bénéfices attendus de cet alignement justifient ces potentiels désavantages, surtout en l'absence de garanties solides quant à une réciprocité dans l'accès aux marchés ou dans la reconnaissance des normes suisses par l'UE.

Enfin, la formulation actuelle de la proposition ne semble pas suffisamment claire quant aux mécanismes de contrôle et d'adaptation future. Il est essentiel que la Suisse conserve une marge de manœuvre pour ajuster ses propres lois en fonction de ses besoins spécifiques et de l'évolution de son économie, sans être contrainte par des directives européennes dont la pertinence pourrait s'éroder avec le temps. Une approche plus circonspecte et axée sur la préservation de nos acquis juridiques et de notre modèle socio-économique est donc vivement recommandée.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux mesures de protection des salaires proposées dans le cadre de l'accord sur la libre circulation. Les dispositions actuelles apparaissent comme des mesures cosmétiques, insuffisantes pour compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation. Une érosion généralisée de notre niveau salarial, particulièrement touchant les classes moyennes et inférieures, est à craindre.

Plutôt que de renforcer notre système de protection des salaires, éprouvé et efficace, celui-ci risque d'être affaibli et adapté aux normes de l'Union européenne. Les nouvelles règles, perçues comme plus bureaucratiques, s'avèrent moins efficaces que les mesures d'accompagnement existantes. Ceci favorise une concurrence déloyale et le dumping salarial, au bénéfice d'entreprises étrangères. Les mécanismes de contrôle sont délibérément affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont sapées par ces nouvelles structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Il en résulte une diminution des contrôles et une application plus laxiste des conditions salariales et de travail.

Le nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs constitue un cadeau empoisonné. Il instaure une société à deux vitesses au sein du droit du travail, entravant la flexibilité des PME sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. Les ajustements apportés à la loi sur le travail (LTr) ne représentent pas un renforcement, mais une refonte dictée par l'UE de notre protection salariale. L'extension du système de sanctions, telle que prévue à l'article 9, alinéa 2, vise principalement la compatibilité avec le droit de l'UE, et non

nécessairement une amélioration de la protection des travailleurs suisses. Le retrait du droit d'action prévu à l'article 11 et sa nouvelle localisation à l'article 13a constituent une restructuration juridique qui affaiblit la systématique éprouvée et complexifie la défense des droits des travailleurs.

Le lien entre la loi sur les marchés publics (LMP) et la nouvelle loi sur la contribution à la cohésion (Annexe 5, ch. 1, let. d) est problématique. Il ancre les paiements de cohésion comme un élément permanent de notre ordre juridique et crée des interconnexions qui lient davantage la Suisse politiquement à l'UE. L'introduction d'une protection spéciale contre les licenciements pour les représentants des travailleurs (nouvel art. 335l à 335q du Code des obligations) constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, imposée par la pression de l'UE. Elle crée une classe privilégiée de travailleurs dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique. Ceci entrave la flexibilité, en particulier des PME, et contrevient à nos principes libéraux du marché du travail. Les précisions apportées dans la loi sur le travail à l'égard des conventions collectives de travail, en particulier les nouvelles règles pour les associations à l'article 2, bien qu'apparemment techniques, font partie d'un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la pression de la compatibilité avec l'UE. Toute modification de notre système éprouvé de déclaration de force obligatoire comporte le risque d'affaiblir les mécanismes suisses robustes au profit de modèles conformes à l'UE, souvent plus faibles. L'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel art. 80, al. 2, ch. 6, LP) représente une cession massive de souveraineté. La Suisse devient ainsi un exécutant de sanctions administratives financières provenant de l'UE. Cela mine notre ordre juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans contrôle judiciaire approfondi.

Contribution financière

La proposition visant à formaliser la contribution financière de la Suisse à l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à notre souveraineté et à notre contrôle démocratique. L'introduction d'un nouveau Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) transforme ce qui était auparavant une contribution volontaire, soumise au contrôle du Parlement, en une obligation légale contraignante. Cette évolution, telle que consacrée par l'article 1 du KoBG, représente une érosion significative de la souveraineté budgétaire de notre pays.

Le montant initial de 350 millions de francs par an doit être considéré avec la plus grande prudence. Le mécanisme de recalcul intégré au traité, présenté comme une simple adaptation, est susceptible d'entraîner des exigences financières considérablement accrues à l'avenir. La Suisse se retrouverait ainsi dans une position où elle devrait accepter des montants dictés par l'UE, sans aucune marge de manœuvre ni capacité de négociation. Il s'agit en pratique d'une forme de contribution forcée, où la Suisse devient un contributeur net sans droit de veto.

L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d du Bilateralen Abkommen über den Personenverkehr (BöB) ne saurait être considérée comme une simple formalité technique. Elle ancre ces paiements dans notre ordre juridique interne, les traitant comme une composante permanente et normale de notre législation. Cela compromet la capacité du Parlement à exercer son jugement souverain sur chaque paiement futur.

De surcroît, l'association du KoBG à la loi sur la promotion de la paix, par le biais de l'article 1, alinéa 2, lettre b, est une manœuvre sémantique qui prête à confusion. Elle utilise l'image positive de la promotion de la paix pour légitimer des paiements financièrement et politiquement sensibles, qui ne présentent aucun lien direct avec cette noble cause.

En somme, cette nouvelle réglementation transforme une décision politique flexible en une obligation légale rigide. Elle prive la Suisse de leviers politiques cruciaux et affaiblit le contrôle démocratique sur des flux financiers importants. Il est impératif que le Parlement exerce une vigilance accrue pour sauvegarder nos intérêts nationaux et notre indépendance.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue "Sécurité des denrées alimentaires" constitue en réalité un projet d'intégration des plus

vastes, dont les implications dépassent largement la simple protection de la santé publique. L'objectif réel semble être la soumission de l'ensemble de notre agriculture et de notre industrie alimentaire au cadre réglementaire de l'Union européenne, tel que défini par la stratégie "De la ferme à la table". Ce processus représente une menace directe pour les standards de production élevés qui font la renommée de la Suisse, pour nos exploitations familiales, et in fine, pour la liberté de choix de nos consommateurs.

La qualité suisse, un avantage compétitif historique, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes ne peut qu'entraîner une dépréciation de nos produits. Le label "Swiss Made" perdrait toute sa valeur si les denrées devaient être produites selon des critères identiques, voire inférieurs, à ceux de l'UE. Cette dilution affaiblit considérablement nos producteurs sur le marché international.

L'inclusion de la clause dite de la "guillotine" est particulièrement préoccupante. En liant ce nouvel accord à l'ensemble des traités bilatéraux I, on crée une situation de chantage politique inacceptable. La renonciation à cet accord, nuisible à nos intérêts, entraînerait la chute de l'ensemble du dispositif bilatéral, privant la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine.

De plus, l'octroi de droits d'accès et de contrôle aux inspecteurs de l'UE dans nos exploitations, nos fromageries et nos restaurants constitue une atteinte inacceptable à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient des objets de surveillance pour une autorité étrangère.

Une vague de bureaucratie sans précédent menace de submerger nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises, mais aussi les petits commerces de proximité, les fabricants de fromage d'alpage, les bouchers de village, voire les organisations de manifestations folkloriques seraient contraints de se conformer à des réglementations européennes complexes et inadaptées. Cela mettrait en péril nos traditions locales et des pans entiers de notre économie.

Le moratoire sur la génétique, démocratiquement validé à plusieurs reprises, est démantelé. La Suisse se verrait contrainte d'accepter des produits contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés (OGM) approuvés par l'UE, bafouant ainsi la volonté populaire.

La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre la qualité helvétique, nos producteurs et les consommateurs, en soumettant toute la chaîne alimentaire à la réglementation de l'UE, engendrant une bureaucratie étouffante et une perte de nos standards élevés.

Les modifications apportées au droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) nous obligent à renoncer à nos dispositions nationales, souvent plus strictes et éprouvées, en matière de transport et d'abattage au profit des normes de l'UE. Ceci constitue un recul manifeste pour le bien-être animal et une perte de souveraineté flagrante. Le transfert forcé des réglementations européennes pour le transport des animaux et leur abattage représente un recul inacceptable pour le bien-être animal en Suisse. Nos règles nationales, reconnues et appréciées, seraient remplacées par des standards de masse de l'UE.

La révision de la LMG est le cœur de cette soumission au droit alimentaire de l'UE. Elle détruit la diversité et la qualité de notre production alimentaire par un déluge de normes européennes inadaptées, conçues pour une production industrielle de masse. Les petits producteurs, les exploitations de vente directe et la restauration locale seront écrasés par une bureaucratie étouffante, forçant nombre d'entre eux à cesser leur activité. Il s'agit d'une attaque contre notre identité culinaire et notre économie de PME.

Les nouvelles compétences conférées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (nouveaux art. 141 et 148 LwG) constituent une délégation de pouvoir en blanc pour l'implémentation du droit de l'UE. Le Parlement est contourné et perd sa capacité à se prononcer dans le détail sur l'adoption de réglementations affectant directement nos agriculteurs. Il s'agit d'une érosion du contrôle démocratique dans un domaine essentiel pour la Suisse.

L'adaptation de la loi sur les forêts (nouvel art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perd la capacité de réagir rapidement et souverainement aux menaces spécifiques qui pèsent sur nos forêts. Au lieu de stratégies nationales éprouvées, nous serions contraints d'adhérer aux mécanismes de l'UE, souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine.

Enfin, en adoptant les règlements de l'UE dans la loi sur les épizooties (nouvel art. 1 TSG), la Suisse renonce à sa propre autonomie dans un domaine d'une importance capitale. La lutte contre les maladies animales exige des mesures rapides, flexibles et adaptées aux conditions locales. Se soumettre au système rigide et bureaucratique de l'UE, comme le prescrit la nouvelle définition du champ d'application de l'art. 1 TSG, est une négligence qui met en péril notre agriculture et la santé publique.

Dans ces conditions, il est impératif de rejeter ce projet qui sacrifie notre souveraineté, notre qualité et nos spécificités sur l'autel d'une intégration forcée.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime une profonde inquiétude quant aux implications de l'accord sur les transports terrestres, et plus particulièrement sur le secteur ferroviaire, avec l'Union Européenne. L'introduction de la kabotage, inscrite dans le projet de modification de la loi sur les chemins de fer (LPC, nouvel art. 40ater), constitue une menace directe et inacceptable pour notre service public ferroviaire. Permettre à des opérateurs étrangers, potentiellement subventionnés par leurs États, de desservir des liaisons purement nationales, c'est ouvrir la porte à une "rosinepickerei" qui ne manquera pas de fragiliser financièrement les entreprises helvétiques telles que les CFF. Ces dernières, chargées d'assurer un service universel sur l'ensemble du territoire, se verraient dépouillées des trajets les plus rentables, menaçant ainsi la viabilité des lignes moins lucratives mais essentielles à la desserte de nombreuses régions.

De surcroît, la modification de la loi sur le transport de voyageurs (LTPV, nouvel art. 32a al. 1bis) contraint la Suisse à intégrer des normes et des critères de droit européen dans les procédures d'adjudication. Cette renonciation à une partie de notre souveraineté en matière de transport public est d'autant plus préoccupante qu'elle limite la capacité de décision des autorités fédérales et cantonales dans la définition de leurs priorités de mobilité. L'objectif n'est plus de rechercher la meilleure solution pour la Suisse, mais de se conformer à des directives externes qui pourraient s'avérer inadaptées à nos spécificités et plus coûteuses pour le contribuable.

La prétendue "déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une garantie contre ces dérives est, de notre point de vue, dépourvue de toute valeur juridique contraignante. Elle ne saurait nous prémunir contre les futures évolutions du droit européen, que la Suisse sera tenue d'adopter de manière dynamique. Il s'agit d'une illusion de sécurité qui, loin de protéger nos intérêts nationaux, conduit à une érosion progressive de notre autonomie décisionnelle dans un domaine vital pour notre économie et notre société. La Suisse doit rester maître de son réseau ferroviaire et refuser toute mesure qui mettrait en péril la qualité et l'universalité de son service public.

Électricité

Le projet d'accord sur le marché de l'électricité, tel qu'il est proposé, constitue une régression dangereuse pour la souveraineté énergétique et la sécurité d'approvisionnement de la Suisse. L'intégration institutionnelle dans les structures de contrôle de l'UE, telles qu'ACER et ENTSO-E, nous transforme en un participant soumis, dépourvu de droit de vote mais tenu de supporter les coûts. Les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront désormais prises à Bruxelles, sapant notre autonomie décisionnelle.

La Commission fédérale de la concurrence (Comco) et, par extension, la Commission fédérale de régulation de l'électricité (ElCom) sont dégradées d'autorités de régulation indépendantes à de

simples bras opérationnels pour l'application de réglementations de l'UE. Cette soumission à des normes non légitimées démocratiquement par le peuple suisse marque la fin d'une régulation énergétique conçue pour nos besoins spécifiques, comme le stipule le principe de subsidiarité.

Le secteur de l'hydroélectricité, pilier de notre approvisionnement énergétique, est existentiellement menacé par les règles européennes sur les aides d'État. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, risque d'être qualifié de subvention illicite et aboli, portant un coup dur aux finances cantonales et à l'indépendance énergétique locale.

Nos structures fédérales, notamment les importantes centrales communales, seront fragilisées. Leur priorité d'injection, traditionnellement protégée, sera érodée par les règles de concurrence de l'UE, désavantageant la production d'énergie locale et décentralisée. Le nouvel article 15 de la loi sur l'énergie (EnG) modifie les règles de rémunération, sapant la rentabilité des petits producteurs locaux et contredisant notre stratégie énergétique. La réduction drastique du seuil de puissance pour la rémunération, de 3 MW à 200 kW, pénalise massivement les petits et moyens producteurs, affaiblissant leur base économique.

La sécurité nationale de l'approvisionnement sera sacrifiée au profit d'un marché non régulé. La capacité de constituer des réserves stratégiques sera limitée par les réglementations de l'UE, et la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement, auparavant assumée par la Confédération, sera diluée. Le nouvel article 8b ff. de la loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) crée une réserve énergétique jugée insuffisante.

La libéralisation totale du marché de l'électricité, introduite par les nouveaux articles 4a et suivants du StromVG, entraînera une volatilité accrue des prix et, à terme, une hausse des coûts pour les PME et les ménages. Les coûts liés à la sécurité de l'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, devront être répercutés via de nouvelles taxes aux consommateurs. L'introduction d'une exclusion de soutien en cas de prix négatifs (nouveaux art. 29d al. 4 et 33a al. 2bis EnG) crée une immense incertitude d'investissement pour les énergies renouvelables, ralentissant leur développement et nous rendant plus dépendants de marchés étrangers et d'énergies fossiles.

L'extension massive des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) sont des outils de mise au pas avec l'UE. La Suisse perdra la maîtrise de ses infrastructures critiques. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau à l'article 8, alinéa 2 BATE, est une soumission supplémentaire au régime de l'UE, nous privant de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos réseaux électriques. Ce projet est une dangereuse expérience qui menace la stabilité de notre approvisionnement et les intérêts de la population suisse.

Aides d'État

La Suisse s'apprête à abdiquer une part significative de sa souveraineté économique et de son autonomie décisionnelle en acceptant une soumission au régime des aides d'État de l'Union européenne. La pratique actuelle, qui permet aux cantons et aux communes de décider de leurs subventions dans une optique de politique régionale, culturelle ou de soutien aux PME locales, sera remplacée par un système technocratique de contrôle européen.

L'article 18, alinéa 2 du Code de droit des obligations (CDO) et le nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSAE) consacrent cette perte de souveraineté. La création d'une nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO) en fait un "bras étendu de l'UE", dont les décisions privilégieront la conformité au droit européen plutôt que les intérêts nationaux. Cette institution, loin d'être soumise à un contrôle démocratique suffisant, érode le principe de subsidiarité et la capacité des cantons à définir leur propre politique de développement.

L'autonomie des cantons est particulièrement menacée. Le nouveau cadre légal, notamment par l'ajout de l'article 82, lettre bbis, à la Loi sur le Tribunal fédéral (LTF), permet à la nouvelle chambre des aides d'État d'exercer un recours direct contre les décisions cantonales auprès du Tribunal fédéral. Cela dégrade les cantons en simples unités administratives subordonnées, dont les décisions

souveraines peuvent être annulées par une procédure de contrôle abstrait des normes, vidant ainsi le fédéralisme de sa substance.

De plus, des secteurs stratégiques tels que l'approvisionnement énergétique, le transport aérien et routier, souvent sous le contrôle de services publics cantonaux et communaux, seront désormais soumis à la supervision de l'UE. La suppression de l'article 103 de la Loi sur l'aviation civile (LCA) illustre cette cession de compétence nationale, effaçant la possibilité pour la Suisse de contrôler les aides dans ce domaine crucial selon ses propres intérêts.

L'exclusion du Surveillant des prix des sessions de la chambre des aides d'État, telle que prévue par la modification de l'article 5, alinéa 2 de la Loi sur la surveillance des prix (LSP), témoigne d'un manque de transparence et d'un affaiblissement de la protection des consommateurs. Pendant que cette nouvelle autorité prend des décisions impactant directement les citoyens, la voix de ce "gardien des prix" officiel sera réduite au silence. L'ensemble de ces mesures, fondées sur le projet de LSAE et les modifications du CDO et de la LTF, constitue une ingérence inacceptable dans notre ordre économique et juridique, nous transformant en simples récepteurs de normes et sapant notre capacité à piloter notre politique économique nationale.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au projet d'élargissement de la libre circulation des personnes, tel qu'il découle de l'intégration de la directive sur les citoyens de l'Union européenne. Ce projet contrevient manifestement à l'article 121a de la Constitution fédérale suisse et à la volonté claire du peuple d'exercer une maîtrise autonome de la migration. L'instauration d'un nouveau "droit de séjour permanent" après seulement cinq ans de séjour, qualifié de "C PLUS", crée un statut quasi irrévocable, même en cas de criminalité ou de dépendance prolongée à l'aide sociale. Une telle disposition sape gravement la sécurité intérieure et la viabilité de nos systèmes sociaux.

La immigration dans nos systèmes de prévoyance sociale est encouragée de manière démesurée. Les ressortissants de l'UE et leurs familles obtiennent un droit de séjour effectif, même s'ils vivent de l'aide sociale. Les coûts engendrés retombent inévitablement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes. Le regroupement familial est élargi à une échelle sans précédent pour un pays hors UE, incluant désormais les parents, grands-parents et beaux-parents. Ceci risque d'entraîner une augmentation incontrôlable de la migration et des charges sociales.

La "clause de sauvegarde" prévue dans le paquet d'accords est une illusion. Les conditions requises pour son application sont si draconiennes qu'elle sera inopérante en pratique. Dans le cas où la Suisse tenterait de l'invoquer, l'UE menace de mesures de rétorsion, transformant cette prétendue protection en un instrument de chantage. L'adoption automatique du droit de l'UE dans le domaine de la migration, via la "méthode d'intégration", signifie que le Parlement et le peuple suisses perdront toute capacité de décision sur d'éventuels futurs durcissements de la législation européenne dans ce domaine crucial. C'est une atteinte inacceptable à notre démocratie directe.

Les modifications apportées à la Loi sur l'assurance-vieillesse et l'imposition des gains immobiliers (LAVI) – avec le nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a – consolident l'immigration dans les systèmes sociaux. L'accès à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE est étendu, rendant leur exclusion presque impossible, même en cas de dépendance. La nouvelle "clause de sauvegarde" de l'article 21b de la LAVI est un placebo inefficace, ne permettant aucune maîtrise réelle et excluant des contingents efficaces et unilatéraux.

L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étrangers dans la Loi sur l'EPFZ (art. 34d al. 2bis) et la Loi fédérale sur le financement des études universitaires (art. 61a) constitue un aveu des coûts considérables générés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. La Loi fédérale sur la procédure de reconnaissance des diplômes (LPCP) institutionnalise la soumission au système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI), remplaçant une évaluation nationale rigoureuse par une reconnaissance automatisée. Ceci affaiblit nos normes de qualité et notre capacité de régulation du marché du travail. L'adaptation de la LAVI, avec sa "clause de sauvegarde" illusoire,

l'abrogation de l'art. 29a et l'introduction de l'art. 41c, cimente le séjour des citoyens de l'UE aux frais de nos œuvres sociales, foulant aux pieds l'art. 121a de la Constitution et notre souveraineté.

L'intégration du nouveau cadre de paiement (art. 48 al. 2 let. c) et du mécanisme de contribution spécifique (art. 61a) dans la LFÉS pour compenser le traitement égal des étudiants de l'UE prouve les coûts cachés de ce paquet. Le contribuable suisse devra assumer le fait que nos cantons sont contraints d'immatriculer les citoyens de l'UE aux mêmes conditions que les citoyens suisses. L'adaptation de la LPP, avec l'ajout du chiffre 27 à l'art. 49 al. 2, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE, érodant notre souveraineté en matière de politique sociale. La modification de la LLF, spécifiquement le nouvel art. 25f al. 1bis, restreint le versement intégral des avoirs de caisse de retraite en cas de départ vers l'UE, une ingérence dictée par Bruxelles dans les droits de propriété des assurés suisses. Ces adaptations techniques dans le Code civil suisse (art. 89a al. 6 ch. 24) témoignent de la profondeur des changements imposés par le droit de l'UE. L'intégration de la carte professionnelle européenne (art. 2 al. 1bis LPCP) remplace la procédure suisse d'évaluation des qualifications par un mécanisme automatisé de l'UE, risquant une baisse des standards. Dans le domaine de la santé (Loi fédérale sur les professions médicales, art. 15, 35), l'introduction de la carte professionnelle européenne constitue un risque incalculable pour la sécurité des patients. La même logique s'applique à la Loi sur les professions de la santé (LPSan, art. 10, 15) et à la Loi sur les professions de psychologue (LPPsy, nouvel art. 37 al. 4), où la perte de contrôle national au profit de systèmes automatisés de l'UE menace nos standards de qualité.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation globale de ce paquet d'accords avec l'Union Européenne suscite de profondes réserves quant à sa compatibilité avec les intérêts fondamentaux de la Suisse et à son respect de notre droit constitutionnel. L'approche adoptée par l'Union Européenne, consistant à présenter un ensemble d'accords interdépendants, est problématique. Elle cherche à imposer indirectement l'adhésion à l'acquis communautaire par la voie bilatérale, ce qui contrevient à l'esprit de la souveraineté helvétique et à la capacité de décision de notre peuple.

L'introduction de la libre circulation des personnes dans le cadre de ces accords, telle qu'envisagée, pose des défis considérables à notre système social et à la maîtrise de notre immigration. La clause de proportionnalité, évoquée dans le cadre de l'application du droit européen, risque de diluer notre pouvoir de décision et d'affaiblir la protection des travailleurs suisses et les normes sociales nationales. L'article 121a de la Constitution fédérale suisse garantit que l'immigration est régulée en tenant compte des intérêts économiques du pays. Les accords proposés semblent compromettre cette prérogative.

De surcroît, l'application dynamique du droit de l'Union Européenne, qui implique une adaptation automatique de notre droit national aux nouvelles réglementations européennes sans consultation ou ratification parlementaire, est inacceptable. Cela sape le principe de la démocratie directe et la souveraineté législative de la Suisse. L'article 164 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération et les cantons agissent dans le respect du droit fédéral et du droit international. Cependant, une telle dépendance vis-à-vis d'une autorité extérieure, sans mécanisme de contrôle démocratique suffisant, est incompatible avec l'esprit de notre ordre juridique. L'influence de la Cour de Justice de l'Union Européenne sur l'interprétation des accords est également une source d'inquiétude majeure, car elle pourrait conduire à une perte de contrôle sur notre propre système judiciaire.

La dépendance accrue vis-à-vis de l'UE, tant sur le plan économique que juridique, risque de nous enfermer dans une relation asymétrique où la Suisse serait contrainte d'accepter des normes et des décisions prises ailleurs. Cette évolution, si elle se concrétise, ne servirait pas les intérêts à long terme de notre pays et affaiblirait notre capacité à définir notre propre avenir. Il est impératif que les accords conclus respectent scrupuleusement les principes constitutionnels suisses et préservent notre autonomie décisionnelle.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Le présent rapport d'évaluation des résultats des négociations suscite un vif mécontentement. L'absence de progrès tangibles et l'acceptation implicite de l'acquis communautaire sans garantie formelle de réciprocité et de contrôle démocratique constituent des motifs d'inquiétude majeurs.

Il est essentiel de souligner que l'approbation d'accords qui impliquent l'adoption de droit de l'Union européenne, sans que la Suisse ne dispose d'un droit de regard significatif sur son élaboration, contrevient au principe fondamental de la souveraineté nationale, tel que consacré par l'article 54, alinéa 1, de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.). Ce principe garantit que le peuple et les cantons sont les détenteurs ultimes du pouvoir décisionnel. L'ingérence croissante du droit européen dans notre ordre juridique interne, sans contrepartie équivalente pour la Suisse, mine cette prérogative.

De plus, la clause de sauvegarde prévoyant la possibilité pour l'UE de suspendre l'accord en cas de divergence, sans réciprocité claire pour la Suisse en cas de non-respect des obligations par l'UE, présente un déséquilibre flagrant. Cela contrevient à l'esprit de réciprocité qui doit régir toute relation internationale. La législation suisse, notamment le principe de la bonne foi dans les relations internationales, tel qu'implicitement reconnu par le droit des traités, ne saurait justifier une acceptation d'accords déséquilibrés qui désavantagent de manière systématique la Suisse.

La question de la reprise automatique du droit européen, sans possibilité de négociation approfondie ou d'adaptation aux spécificités suisses, pose également des problèmes juridiques et politiques. Cela risque d'entraîner une perte de flexibilité et d'autonomie législative, ce qui est incompatible avec l'intérêt national. Le contrôle démocratique, élément central de notre système politique, est également mis à mal, puisque des décisions prises à Bruxelles auraient un impact direct sur notre droit interne sans un débat parlementaire et populaire adéquat.

En l'état, les résultats des négociations ne répondent pas aux attentes légitimes de la Suisse en matière de souveraineté, de réciprocité et de contrôle démocratique. Une révision profonde de l'approche est nécessaire pour garantir que tout accord futur serve véritablement les intérêts de notre pays et respecte ses principes constitutionnels fondamentaux.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Luca Rotschi (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Rotschi Luca · 076 320 13 93 · luca.rotschi@protonmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamteinschätzung des Pakets Schweiz-EU ist äusserst kritisch zu betrachten und bedarf einer grundlegenden Neubewertung. Es ist keineswegs ersichtlich, dass die vorgeschlagenen Vereinbarungen im besten Interesse der Schweiz liegen. Vielmehr besteht die erhebliche Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und direkten Demokratie. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen vorgesehen ist, steht im klaren Widerspruch zu den Grundsätzen der Schweizerischen Bundesverfassung. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Nationalbank (SNB-Gesetz) verankert die Unabhängigkeit der Nationalbank, welche durch die Übernahme von EU-Regulierungen im Finanzbereich potenziell gefährdet wäre. Die direkte Anwendung von EU-Richtlinien ohne ausreichende Anpassung an die Schweizerischen Gegebenheiten könnte zu einer unzulässigen Einschränkung der nationalstaatlichen Gesetzgebungskompetenz führen, was wiederum die in der Bundesverfassung festgeschriebene Gewaltenteilung und die Legitimation durch das Volk und die Kantone untergräbt. Die Argumentation, dass eine Angleichung an das EU-Recht notwendig sei, um den Marktzugang zu sichern, ignoriert die bisherige Stärke des bilateralen Systems. Dieses System hat sich über Jahrzehnte bewährt und ermöglichte der Schweiz eine flexible Gestaltung ihrer Beziehungen zur EU. Die nun vorgeschlagene generelle Rechtsübernahme birgt das Risiko, dass zukünftige Entwicklungen in der EU automatisch und ohne Mitsprache der Schweiz in unser Rechtssystem einfliessen. Dies widerspricht dem Geist des referendum- und initiativfähigen Parlaments, wie es im Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist, der die Grundsätze der Gesetzgebung regelt. Die mangelnde Möglichkeit, von EU-Recht abzuweichen oder es eigenständig weiterzuentwickeln, stellt eine erhebliche Belastung für die Schweizer Wirtschaft dar. Es ist nicht garantiert, dass die übernommenen Regelungen den spezifischen Bedürfnissen und der Innovationskraft der Schweizer Unternehmen gerecht werden. Vielmehr besteht die Gefahr, dass wir uns einem Regelwerk unterwerfen, das nicht primär auf unsere Standortfaktoren zugeschnitten ist. Zudem ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Akzeptanz einer ausschliesslichen Zuständigkeit des EuGH in den betroffenen Bereichen würde die eigene richterliche Gewalt und damit die nationale Souveränität erheblich schwächen. Die Schweizer Gerichte wären gezwungen, Urteile eines fremden Gerichts zu übernehmen, was die in der Schweizerischen Bundesverfassung garantierte richterliche Unabhängigkeit und Rechtspflege in Frage stellt. Dieses Paket birgt die Gefahr einer schleichenden Unterminierung der Schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie. Es ist essenziell, dass die Schweizer Regierung und das Parlament ihre Verantwortung wahrnehmen und die Nachteile und Risiken dieses Pakets schonungslos offenlegen und bekämpfen. Eine solche pauschale Übernahme von EU-Recht ist der falsche Weg für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Es ist äusserst bedenklich, dass durch die Übernahme von EU-Recht die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, eigenständige und auf die spezifischen Bedürfnisse unseres Landes zugeschnittene Gesetze zu erlassen, potenziell eingeschränkt wird. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), der die Grundlagen des schweizerischen Privatrechts festlegt und auf dem unsere nationale Gesetzgebung basiert. Eine unkritische Übernahme von EU-Normen könnte hier zu unerwünschten Kollisionen und einer Aufweichung unserer eigenen Rechtstradition führen. Besondere Besorgnis erregt die drohende Überfremdung unseres Rechtsraums durch fremde Gerichtsentscheidungen und die potenzielle Bindung an den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH). Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, verankert in Artikel 30 der Bundesverfassung, welche das Recht auf

ein unabhängiges und unparteiisches Gericht gewährleistet, könnte durch eine solche Regelung gefährdet werden. Wenn die Auslegung von Schweizer Recht primär durch den EuGH und dessen Rechtsprechung bestimmt würde, entstünde eine de facto Unterordnung unter ein ausländisches Rechtssystem. Dies würde die nationale Rechtsetzungskompetenz, die in der Bundesverfassung verankert ist, erheblich schwächen und die Rechtssicherheit für schweizerische Unternehmen und Bürger beeinträchtigen. Ferner ist die Frage der Anwendbarkeit des Völkerrechts im Lichte des Artikels 5 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) kritisch zu betrachten. Während das Völkerrecht grundsätzlich die Grundlage für internationale Verträge bildet, muss sichergestellt werden, dass die Integration von EU-Recht nicht dazu führt, dass Bestimmungen, die nicht dem Völkerrecht im klassischen Sinne entsprechen, gleichwohl unmittelbare Geltung erlangen und unsere Rechtsordnung unterwandern. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Übernahme von EU-Recht sind unzureichend. Es fehlt an klaren Kriterien, wie und unter welchen Umständen welche EU-Normen in unser Rechtssystem überführt werden sollen. Dies eröffnet Tür und Tor für eine schleichende Aushöhlung unserer demokratischen und rechtsstaatlichen Prinzipien. Die Regierung ist gefordert, diese Bedenken ernst zu nehmen und die Schweiz vor einer unfreiwilligen Unterwerfung unter fremde Rechtsnormen zu schützen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die demokratische Legitimation dar. Die bisher bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht diametral dem föderalistischen Prinzip, wonach die Kantone und Gemeinden autonom über die lokale Wirtschaftsförderung entscheiden können. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere Art. 3 BHÜG, wird eine neue Beihilfekammer geschaffen, die de facto als verlängerter Arm der EU agiert. Diese zentrale Kontrollinstanz wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Beihilferecht durchsetzen. Dies höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), namentlich des neuen Art. 82 Bst. bbis BGG. Diese Bestimmung verleiht der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dadurch werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, deren demokratisch legitimierte Entscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der Verfahrensautonomie. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Auch kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die vorgeschlagenen Änderungen führen zu einer Erosion der schweizerischen Rechtordnung und einer Unterwerfung unter fremde Regeln, ohne dass die demokratische und föderalistische Kontrolle angemessen gewährleistet ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst besorgniserregend und offenbaren sich als unzureichend, um den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau zu kompensieren, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion der Lohnstrukturen, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und Angleichung an EU-Standards, die zwar bürokratischer sind, aber nachweislich weniger effektiv. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der

paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies resultiert in weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Position der Schweizer Arbeitnehmerschaft weiter schwächt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss der neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht grundlegend unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket untergräbt die schweizerische Souveränität und die Stärke unserer Lohnschutzmechanismen erheblich.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine beispiellose Kapitulation vor den Anforderungen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme des Unionsbürgerrechts, gekoppelt mit einer faktisch unentziehbaren Niederlassung C PLUS bereits nach fünf Jahren, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern ist nicht nur unkontrollierbar, sondern treibt auch die Sozialkosten in unermessliche Höhen, die ausschliesslich von Schweizer Steuerzahlern getragen werden. Die so genannte "Schutzklausel" ist eine reine Farce, deren Anwendungsbedingungen so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Ihre Anwendung würde zudem mit drohenden EU-Strafmassnahmen geahndet, was ihre Natur als Erpressungsklausel offenbart und nicht als Schutzmechanismus. Die automatische Rechtsübernahme im Wege der "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich, eine unerträgliche Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung eines neuen Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei anhaltender Abhängigkeit praktisch unmöglich. Die "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG entpuppt sich als Placebo, das zwar Indikatoren nennt, aber wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst und somit zahnlos bleibt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein bedauerliches Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und belastet nun die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen. Das Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationssystem (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das EU-Informationssystem (IMI), indem es eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung einführt. Dies senkt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur autonomen Arbeitsmarktregulierung. Die Anpassung des AIG stellt das Kernstück einer Kapitulation dar, bei der die "Schutzklausel" eine Farce ist, während die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies missachtet bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und höhlt unsere Souveränität aus. Die neuen Bestimmungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) zur "Wiedereingliederungsstrategie" sind kosmetische Massnahmen, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln und raubt uns die Fähigkeit, unsere berufliche Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) greift in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und in diversen Medizinal- und Gesundheitsberufegesetzen (MedBG, GesBG) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt und die nationale

Kontrollhoheit aufgibt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe souveräner Regulierungskompetenzen.

Strom

Die vorgeschlagene Abkopplung der Schweizer Stromversorgung von ihrer bewährten nationalen Regulierung zugunsten einer institutionellen Einbindung in die EU-Strukturen, insbesondere durch die Übernahme von EU-Regelwerk mittels der ElCom als «operativer Vollzugsstelle», birgt gravierende Risiken für unsere Energiesouveränität und nationale Versorgungssicherheit. Diese Entwicklung, die sich im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) widerspiegelt, stellt eine faktische Aufgabe der nationalen Hoheit über unser Stromnetz dar. Mit der Integration in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E werden wir zu einem zahlenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen, die unser Netz betreffen. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung und stärkt eine undemokratisch legitimierte Bürokratie in Brüssel. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, dar. Das bestehende, für die Bergkantone vorteilhafte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die Finanzkraft betroffener Kantone schwächen, sondern auch die wirtschaftliche Grundlage unserer Wasserkraftwerke gefährden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung geschwächt. Die traditionellen Einspeisevorränge lokaler und dezentraler Energieproduzenten, wie sie von Gemeindekraftwerken genutzt werden, könnten durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt werden, was eine Benachteiligung lokaler Energieerzeugung zur Folge hätte. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG (Art. 4a ff.) angestrebt wird, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und potenziell katastrophalen Folgen in Krisenzeiten führen kann. Die Kosten für die nicht vom Markt übernommene Versorgungssicherheit werden voraussichtlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien, bremst deren Ausbau und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere kritische Infrastruktur und unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE entzieht uns unnötig Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem automatisierten, rechtlich verbindlichen Mechanismus stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Gemäss dem neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), insbesondere in Artikel 1, werden freiwillige, vom Parlament kontrollierte Beiträge in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umgewandelt. Dies bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Die anfänglich kommunizierten Beträge von 350 Millionen Franken pro Jahr muten dabei wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die latente Gefahr massiv höherer zukünftiger Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Entwicklungen politisch zu beeinflussen oder die Zahlungen abzulehnen, und wird zur bedingungslosen Zahlungsmaschine degradiert. Es ist fraglich, ob im Gegenzug für diese Milliardenverpflichtungen ein substanzieller und garantierter verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen gewährt wird. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) als gesetzgeberisches Instrument zur dauerhaften finanziellen Verpflichtung der Schweiz ist äusserst problematisch. Die Verankerung im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert eine tiefgreifende Integration dieser Zahlungen in die Schweizer Rechtsordnung, die über eine reine Formalität hinausgeht. Die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG, die eine Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung

vorsieht, erscheint irreführend. Der vermeintliche "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene EU-Zahlungen gesetzlich zu legitimieren. Dies untergräbt die Integrität beider Politikbereiche.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Es drängt sich die Frage auf, ob die hierfür offerierten Massnahmen nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung der Schweizer Souveränität darstellen, als eine tatsächliche Stärkung unserer bilateralen Beziehungen. Die EU verfolgt offensichtlich das Ziel, ihre Gesetzgebung und Rechtsprechung in einem immer grösseren Umfang auf Drittstaaten wie die Schweiz auszudehnen, was zu einer erheblichen Angleichung und damit zu einer De-facto-Integration führen würde, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, diese Entwicklungen mitzugestalten. Besondere Besorgnis bereitet die potenzielle Übernahme von EU-Recht im Wege von automatischen Rechtsübernahmen, wie sie in verschiedenen Bereichen der bilateralen Abkommen bereits angedeutet oder praktiziert wird. Gemäss Artikel 124 der Bundesverfassung (BV) hat die Schweiz die Pflicht, ihre Unabhängigkeit zu wahren. Eine unbesehene Übernahme von EU-Recht, ohne angemessene parlamentarische Kontrolle und demokratische Legitimation, steht diesem Grundsatz diametral entgegen. Das Prinzip der direkten Demokratie, verankert in Artikel 138 ff. BV, könnte durch solche Entwicklungen ausgehöhlt werden, da das Schweizer Volk kein Mitspracherecht mehr bei der Gestaltung von Gesetzen hätte, die dennoch Geltung beanspruchen. Weiterhin ist fraglich, ob die vorgeschlagene Stabilisierung im Einklang mit dem Verbot der Diskriminierung steht, wie es in Artikel 4 der Bundesverfassung (BV) sowie in Artikel 267 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) – falls die Schweiz sich faktisch den entsprechenden Bestimmungen unterwerfen müsste – verankert ist. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht in eine Benachteiligung gegenüber EU-Mitgliedstaaten gerät, insbesondere wenn sie nicht die gleichen Mitspracherechte und Vorteile geniesst. Die Angleichung von Standards ohne gleichwertige Beteiligung an Entscheidungsprozessen ist eine riskante Gratwanderung. Die finanzielle Belastung, die mit einer engeren Anbindung an die EU einhergehen könnte, darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Schweiz müsste wahrscheinlich substantielle Beiträge leisten, um von den vermeintlichen Vorteilen zu profitieren, was eine erhebliche Belastung für den Bundeshaushalt darstellen würde. Die parlamentarische Oberhoheit, wie sie in Artikel 168 BV verankert ist, erfordert, dass solche finanziellen Verpflichtungen einer gründlichen demokratischen Debatte und Zustimmung unterliegen, was bei einer automatischen Übernahme von EU-Recht fraglich erscheint. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angebotene Stabilisierung der Beziehungen zur EU eher einer schleichenden Abhängigkeit als einer echten Partnerschaft gleicht. Die potenziellen Nachteile für die Schweizer Souveränität, die direkte Demokratie und die finanzielle Autonomie sind erheblich und dürfen nicht ignoriert werden. Es bedarf einer klaren Abgrenzung und der Wahrung unserer verfassungsmässigen Prinzipien, um eine negative Entwicklung zu verhindern.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der nationalen Interessen auf. Eine oberflächliche Betrachtung mag Fortschritte suggerieren, doch bei näherer Prüfung offenbart sich eine Tendenz zur schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien. Besonders kritisch ist die vorgesehene Übernahme von EU-Recht. Dieanhydtlichkeitsklausel im Rahmen des neuen Institutionsabkommens würde dazu führen, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) de facto als oberste juristische Instanz fungieren könnte. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zur Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, insbesondere zu Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung (OBV), der die Autonomie der Schweizer Gerichte unterstreicht. Die Möglichkeit, dass eine externe Gerichtsbarkeit bindende Entscheidungen über die Auslegung von Recht erlangt, welche die Schweiz nicht direkt beeinflussen oder kontrollieren kann, untergräbt die Souveränität des Parlaments und des Bundesrates, das Recht selbst zu gestalten und anzuwenden. Weiterhin ist die Rolle der automatischen Rechtsübernahme problematisch. Die EU wird in die Lage versetzt, fortlaufend neue Rechtsakte zu erlassen, welche die Schweiz sodann ohne eigene Verhandlungsbeteiligung oder Prüfungsmechanismen übernehmen müsste. Dies widerspricht dem Geist des Völkerrechts, wie er beispielsweise in Artikel 52 des Wiener Übereinkommens über das Recht der Verträge (WVK) verankert ist, der besagt, dass Verträge die Zustimmung der Vertragsparteien zur Bindung widerspiegeln müssen. Die

vorgeschlagene Regelung könnte dazu führen, dass die Schweiz an rechtssetzende Akte gebunden wird, die ihren nationalen Besonderheiten nicht Rechnung tragen und deren Gesetzgebungsprozess sie nicht aktiv mitgestaltet. Die finanzielle Komponente des Abkommens bedarf ebenfalls einer kritischen Auseinandersetzung. Die vorgesehene Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und die damit verbundenen finanziellen Beiträge müssen im Lichte des Artikels 2 des Bundesgesetzes über die Finanzierung der Bundesverwaltung (FiBG) betrachtet werden, der die ordnungsgemässe und wirtschaftliche Verwendung öffentlicher Gelder verlangt. Es ist nicht ersichtlich, inwiefern eine nicht unerhebliche finanzielle Bindung an die EU-Budgets dem Prinzip der Wirtschaftlichkeit und Effizienz im Sinne des FiBG entspricht, insbesondere wenn die Kontrollmöglichkeiten der Schweiz auf diese Ausgaben begrenzt bleiben. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse trotz gegenteiliger Beteuerungen zu einer signifikanten Einschränkung der schweizerischen Handlungsfreiheit und Souveränität führen würden, welche die Grundpfeiler unserer politischen und rechtlichen Ordnung bedrohen.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Masson Catherine (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Masson Catherine · masson.com@bluewin.ch

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation soulève des interrogations fondamentales quant à la nature et aux conséquences des accords négociés avec l'Union européenne. Il est impératif de procéder à une évaluation rigoureuse de ces résultats, en gardant à l'esprit les principes qui sous-tendent la souveraineté helvétique et le droit constitutionnel suisse. L'adoption de droit de l'UE, même de manière sectorielle, pose un problème de légitimité démocratique. Le peuple et les cantons suisses sont les seuls détenteurs de la souveraineté, comme le stipule l'article 1 de la Constitution fédérale. L'incorporation de normes externes sans le consentement direct des corps législatifs et de la population risque de saper ce principe fondamental. La jurisprudence du Tribunal fédéral a maintes fois souligné que les adaptations législatives internes doivent découler de la volonté souveraine de la Suisse. Or, l'alignement sur le droit de l'UE, souvent motivé par des impératifs externes, peut s'avérer contraignant au point de réduire la marge de manœuvre de notre propre système juridique. De plus, la question de la primauté du droit de l'UE sur le droit suisse n'est pas résolue dans les accords proposés. La Convention de Vienne sur le droit des traités, bien que pertinente, ne saurait à elle seule justifier une soumission automatique de notre droit national. L'article 49 de la Constitution fédérale, relatif aux engagements internationaux de la Suisse, impose un examen minutieux pour s'assurer que de tels engagements ne portent pas atteinte à l'intégrité du système fédéral et aux droits des citoyens. La complexité et l'évolution constante du droit de l'UE rendent d'autant plus difficile le contrôle de sa conformité avec les exigences constitutionnelles suisses. Il convient également de s'interroger sur la réciprocité et l'équilibre des avantages. Les accords sont-ils véritablement mutuellement bénéfiques, ou la Suisse se retrouve-t-elle dans une position désavantageuse, contrainte de concéder davantage que ce qu'elle reçoit ? La préservation de notre indépendance décisionnelle et de notre système de milice est un enjeu majeur qui doit être au cœur de toute évaluation. La référence à l'article 173 de la Constitution fédérale, qui charge le Conseil fédéral de veiller à la sauvegarde des intérêts de la Suisse dans ses relations extérieures, doit être comprise dans son sens le plus strict. L'intégration au marché intérieur de l'UE, bien que potentiellement lucrative, ne doit pas se faire au détriment de notre capacité à définir nos propres priorités économiques et sociales. Une analyse approfondie des coûts et bénéfices, intégrant les aspects juridiques, économiques et politiques, est indispensable avant toute décision irréversible.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des interrogations fondamentales quant à l'alignement des propositions avec les intérêts nationaux de la Suisse, tels que garantis par sa Constitution. L'adoption de réglementations émanant directement de l'Union Européenne, sans une analyse approfondie de leur compatibilité avec le droit suisse, représente une atteinte potentielle à notre souveraineté. L'article 54 de la Constitution fédérale, qui traite de la politique étrangère, stipule clairement que la Suisse agit de manière autonome sur la scène internationale. Une intégration législative trop poussée, telle que prévue, diluera cette autonomie en nous subordonnant, de fait, à des décisions prises par des organes supranationaux dont nous ne sommes pas membres. Par ailleurs, le peuple ne sera pas consulté ou alors avec le pistolet sur la tempe au vu des mesures compensatoires (de rétorsion) si le peuple ne s'aligne pas sur l'UE. Nous sommes particulièrement préoccupés par le manque de clarté quant aux implications financières et administratives de la mise en œuvre de ces nouvelles normes. L'article 3 de la Loi sur la coopération avec les États voisins et les autres États voisins stipule que la Confédération peut conclure des accords avec des États voisins pour régler des questions d'intérêt commun. Cependant, cela ne saurait justifier une transposition automatique de législations étrangères sans évaluation préalable de leur impact sur les finances publiques et sur les structures administratives fédérales et cantonales. Il est impératif d'exiger une étude d'impact détaillée, incluant une analyse coûts-bénéfices rigoureuse, avant d'envisager toute adoption. De plus, la

flexibilité inhérente à notre système fédéral, consacrée par la Constitution, pourrait être compromise. Les cantons (et les communes) bénéficient d'une autonomie significative dans de nombreux domaines. La possibilité que ces accords n'en tiennent pas suffisamment compte, potentiellement en violation de l'article 3 de la Constitution qui protège l'autonomie cantonale, est une source d'inquiétude majeure. Il est crucial que tout accord préserve la marge de manœuvre des cantons et ne leur impose pas de contraintes démesurées. Enfin, l'absence d'une clause de sauvegarde claire, permettant à la Suisse de se désengager ou de dénoncer les accords en cas de divergence fondamentale d'intérêts ou d'évolution défavorable du droit de l'Union Européenne, rend ces propositions particulièrement risquées. La souveraineté de la Suisse réside dans sa capacité à définir et à poursuivre ses propres intérêts. Les mécanismes de mise en œuvre doivent impérativement refléter cette réalité.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'approfondissement de la libre circulation des personnes dans le cadre des accords avec l'Union européenne. L'extension de cette liberté, notamment par l'adoption de dispositions relatives à la directive sur les citoyens de l'UE, contrevient manifestement à l'article 121a de la Constitution fédérale suisse et à la volonté exprimée par le peuple de réguler de manière autonome la migration. L'instauration d'un nouveau droit de séjour prolongé, accordé après seulement cinq ans au lieu de dix, crée une situation de "C PLUS" quasi irrattractable. Ce statut affaiblit considérablement la capacité de notre pays à gérer les situations problématiques, même en cas de criminalité ou de dépendance durable à l'aide sociale, compromettant ainsi notre sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. L'assurance que ces nouvelles dispositions "ne porteront pas atteinte à la sécurité sociale, à l'ordre public, à la santé publique ou à la sûreté, ni ne greveront de manière disproportionnée les finances publiques des collectivités publiques" (conformément à l'article 21b de la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants, LPP, dans sa nouvelle rédaction) est purement théorique. Le dispositif proposé favorise une immigration massive dans nos systèmes de prévoyance sociale. Les citoyens de l'UE et leurs familles, même s'ils dépendent de l'aide sociale, bénéficient d'un droit de séjour qui pèse sur les contribuables suisses, les cantons et les communes. Le élargissement du regroupement familial à des parents plus éloignés, allant jusqu'aux grands-parents, oncle, tante, neveux, etc. est une mesure sans précédent pour un pays hors UE et conduira inévitablement à une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux associés. La "clause de sauvegarde" prévue est une illusion. Les conditions d'application sont si draconiennes qu'elle est vouée à l'inefficacité. Toute tentative d'invocation par la Suisse expose à des menaces de mesures coercitives (donc de rétorsion) de la part de l'UE, ce que nous ne pouvons admettre, transformant cette clause en un instrument de pression plutôt qu'en une protection réelle. De même, l'adoption automatique du droit de l'UE en matière d'immigration, par la méthode d'intégration, prive le peuple et le Parlement suisses de leur pouvoir décisionnel sur un sujet aussi sensible, sapant ainsi les fondements de notre démocratie directe. Les modifications apportées à la loi sur l'assurance vieillesse et survivants (LPP), telles que l'ajout du chiffre 27 à l'article 49, alinéa 2, subordonnent notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE. Cette démarche constitue une érosion de notre souveraineté en matière de politique sociale, privant la Suisse de sa capacité à adapter librement les règles de sa prévoyance professionnelle dans l'intérêt de ses assurés. Enfin, l'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étudiants étrangers dans la loi sur les EPF (article 34d, alinéa 2bis) et dans la loi sur les hautes écoles spécialisées (article 61a) est un aveu de la charge financière considérable induite par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Il s'agit d'une tentative désespérée d'atténuer les conséquences financières de cette immigration non maîtrisée, dont les coûts sont finalement reportés sur les étudiants, ainsi que tous les contribuables et la réputation de nos institutions. La Suisse semble sacrifier son autonomie et ses standards de qualité sur l'autel d'une intégration poussée, dont les coûts et les risques pour notre souveraineté sont encore largement sous-estimés.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant aux conséquences de l'accord sur le domaine de l'électricité avec l'Union européenne, notamment en ce qui concerne l'article 4a et suivants du nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) et l'article 15 du nouveau projet de loi sur l'énergie (EnG). Cette soumission aux règles européennes risque de saper notre souveraineté énergétique et de compromettre la sécurité de notre approvisionnement. L'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'UE, telle que proposée, notamment par l'adhésion aux règles de l'ACER et de ENTSO-E, nous place dans une position de participant dépendant, contraint de supporter les coûts sans droit de vote. Les décisions concernant notre réseau électrique seront dorénavant prises à Bruxelles, et non plus adaptées aux besoins spécifiques de la Suisse. La Commission fédérale de la concurrence (ElCom) deviendrait une simple courroie de transmission pour les règlements de l'UE, comme le prévoit l'article 22 du StromVG, érodant ainsi la

légitimité démocratique de notre réglementation énergétique. Le secteur de l'hydroélectricité, pilier de notre autosuffisance énergétique, est particulièrement menacé par les règles de l'UE relatives aux aides d'État. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, essentiel pour le financement des cantons alpins, pourrait être qualifié de subvention étatique illicite, menaçant ainsi des revenus indispensables. De plus, la libéralisation complète du marché, prônée par le nouveau chapitre 1a du StromVG (art. 4a ss.), entraînera inévitablement une volatilité accrue des prix, désavantageant les PME et les ménages. Les coûts liés à la sécurité d'approvisionnement, non pris en charge par un marché libre, seront répercutés par de nouvelles taxes. La restriction de la formation de réserves stratégiques, telles que les réserves d'eau, par les règles de l'UE, et l'absence d'une responsabilité claire pour la sécurité d'approvisionnement, créent une situation périlleuse. L'article 15 du nouveau EnG, en abaissant drastiquement le seuil de puissance pour la renonciation à l'injection prioritaire et à la rémunération, de 3 MW à 200 kW, pénalise gravement la production décentralisée d'énergies renouvelables, comme les centrales communales ou les installations agricoles. Ce changement va à l'encontre de la stratégie énergétique nationale et favorise les grands acteurs centralisés. L'introduction d'un exclusion de subvention en cas de prix négatifs, prévue par les nouveaux articles 29d alinéa 4 et 33a alinéa 2bis du EnG, crée une incertitude d'investissement majeure, freinant l'expansion des énergies renouvelables et renforçant notre dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et des énergies fossiles. Enfin, le renforcement des exigences en matière de séparation des entreprises, tels que prévus par les articles 10, 18 et 19 du StromVG, vise à aligner la Suisse sur les structures de l'UE, au détriment de nos structures fédérales et de la coopération entre la Confédération et les cantons. La suppression de l'exception pour la société nationale de réseau en l'article 8 alinéa 2 BATE est une nouvelle étape vers la soumission à un régime européen souvent inadapté à nos réalités nationales, nous privant de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos infrastructures électriques. Par ailleurs, les prix minimaux de reprise de l'électricité photovoltaïques (6 cts) ne pourront plus être appliqués, malgré la loi sur les énergies votée et acceptée par le peuple. Il n'est pas tolérable que Bruxelles impose sa vision une fois encore, au mépris de ce qu'a voté le peuple suisse.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue modernisation de la sécurité alimentaire sous le titre trompeur de "Sécurité des denrées alimentaires" ne constitue rien de moins qu'une soumission complète et inacceptable de l'ensemble de l'économie agricole et alimentaire suisse au cadre réglementaire de l'Union européenne, le fameux concept "De la ferme à la table". Ce projet menace directement les standards de production élevés qui font la renommée de la Suisse, met en péril les exploitations agricoles familiales, piliers de notre économie rurale, et restreint la liberté de choix des consommateurs. La qualité helvétique, notre atout majeur, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent inférieures entraînera une dévaluation inévitable de nos produits. L'étiquette "Swiss Made" perdra de sa valeur si les biens sont fabriqués selon les mêmes critères, moins stricts, que ceux appliqués dans l'UE, sapant ainsi un avantage concurrentiel essentiel pour nos producteurs. La clause dite "guillotine", qui lie cet accord à l'ensemble des autres conventions bilatérales, représente une forme de chantage politique inacceptable. La renonciation à cet accord néfaste entraînerait la chute de l'ensemble du corpus des accords bilatéraux, nous privant de toute marge de manœuvre souveraine. L'intrusion d'inspecteurs européens dans nos exploitations, nos laiteries et nos restaurants constitue une atteinte flagrante à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient des objets de contrôle pour des autorités étrangères, ce qui est intrinsèquement inacceptable. Une vague de bureaucratie sans précédent s'annonce pour nos producteurs. Des petits magasins à la ferme aux fromageries d'alpage, en passant par les bouchers de village et même les associations lors de fêtes populaires, tous seraient contraints de se conformer à des réglementations européennes complexes et inadaptées. Ceci risque de détruire des traditions locales et des activités économiques vitales. De plus, notre moratoire sur le génie génétique, confirmé à plusieurs reprises par le peuple, est méthodiquement érodé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés, bafouant ainsi la volonté populaire. La révision totale de la loi sur les produits alimentaires et les objets usuels (LMG) est une attaque frontale contre la qualité suisse, les producteurs et les consommateurs, en soumettant toute la chaîne alimentaire à la réglementation européenne. Ceci engendrera une bureaucratie étouffante et une perte de nos standards élevés. Les adaptations au niveau du droit de la protection des animaux, notamment aux articles 15a et 21 du TSchG, nous obligent à abandonner nos réglementations, souvent plus strictes et éprouvées, concernant le transport et l'abattage, au profit des standards de l'UE. Ceci représente un recul en matière de bien-être animal et une perte de souveraineté significative. La nouvelle compétence accordée au Conseil fédéral par des ajouts aux articles 141 et 148 du LwG constitue une véritable "carte blanche" pour l'application du droit de l'UE, contournant ainsi le Parlement et sapant le contrôle démocratique dans un domaine pourtant crucial pour notre pays. Cette soumission au droit européen dans des domaines aussi sensibles que la sécurité alimentaire, la protection des animaux et la gestion forestière (nouvel art. 26 al. 1bis WaG) nous prive de la capacité de réagir de manière autonome et adaptée aux spécificités

helvétiques. La nouvelle portée de l'article 1 du TSG, qui aligne notre législation sur les règlements de l'UE en matière de lutte contre les épizooties, est particulièrement préoccupante, car elle sacrifie la flexibilité et l'efficacité de nos mesures nationales au profit d'un système bureaucratique rigide, mettant potentiellement en danger notre agriculture et la santé publique. On a vu où nous a mené "Le Cassis de Dijon". Ne recommençons pas !

Transports terrestres

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux implications de l'accord proposé dans le domaine des transports terrestres, en particulier pour ce qui concerne le secteur ferroviaire. L'application du droit européen des aides d'État représente une menace directe pour la pérennité du service public ferroviaire, pilier essentiel de notre pays. Des subventions éprouvées et nécessaires au transport de marchandises, au trafic régional ou au renouvellement du matériel roulant, pourraient être requalifiées comme étant incompatibles avec le droit de l'UE. Une telle évolution compromettrait inévitablement la qualité et l'étendue de l'offre ferroviaire à destination des citoyens. L'ouverture à la « cabotage », telle qu'envisagée par le nouvel article 40ater de la loi sur les chemins de fer (LCheminf), permettra à des opérateurs étrangers, tels que Flixtrain, de desservir des liaisons purement helvétiques. Cette disposition favorisera une « cueillette de cerises » par les entreprises étrangères qui se concentreront sur les axes les plus rentables. Parallèlement, les CFF et autres entreprises ferroviaires concessionnées, chargées d'assurer un service universel, seront reléguées aux lignes moins lucratives mais indispensables à la couverture territoriale. Ce modèle économique déséquilibré mettra à mal les finances de notre service public ferroviaire. La « Déclaration commune » présentée par le Conseil fédéral comme une garantie s'avère juridiquement inconsistante. Elle n'offre aucune protection concrète contre de futures modifications du droit de l'UE, que la Suisse serait contrainte d'adopter de manière dynamique. Il s'agit d'une pacification illusoire qui ne prévient nullement l'érosion progressive de notre souveraineté dans le domaine ferroviaire. L'adaptation de l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTrV), qui impose le respect de la réglementation européenne lors des appels d'offres, restreint la marge de manœuvre des autorités nationales et cantonales dans la conception de leur offre de transports publics. L'objectif de poursuivre des buts spécifiquement suisses devient ainsi plus ardu, et le risque de solutions sous-optimales et coûteuses pour les contribuables s'accroît. La Suisse perd progressivement le contrôle sur son réseau ferroviaire en acceptant une soumission accrue à des normes émanant de Bruxelles.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux propositions relatives à la protection des salaires dans le contexte de la libre circulation des personnes. Les mesures suggérées apparaissent comme insuffisantes, voire cosmétiques, face à la pression croissante exercée sur le niveau de rémunération suisse par l'extension de cet accord. Nous craignons une érosion généralisée des salaires, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures. Dans quelques années, nos salaires seront à la hauteur de ceux pratiqués dans l'UE et un appauvrissement des classes moyennes et inférieures est à prévoir. Au lieu de renforcer notre système de protection salariale, éprouvé et efficace, les nouvelles dispositions semblent en diluer la substance pour les aligner sur des normes européennes potentiellement moins contraignantes. Ces règles, davantage bureaucratiques qu'efficaces, favoriseraient les entreprises étrangères pratiquant le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle, essentiels à la préservation de conditions de travail équitables, risquent d'être affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail se verraient sapées par des structures centralisées et conformes au droit de l'UE, entraînant une application moins rigoureuse des normes salariales et sociales. L'introduction d'un nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs (nouvel article 335l à 335q du Code des obligations) constitue un ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, imposée par la pression de l'UE. Cela crée une classe privilégiée de travailleurs dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, entravant la flexibilité des PME et allant à l'encontre de nos principes de marché du travail libéraux. Les adaptations proposées à la loi sur l'assurance-accidents (LAA), notamment les nouvelles règles pour les associations (art. 2 de l'Assurance-accidents) et la modification de la loi sur les memaksa (EntsG), ne constituent pas un renforcement mais une refonte dictée par l'UE. L'extension du système de sanctions, inscrite à l'article 9 alinéa 2 de la loi sur l'assurance-accidents, vise principalement la compatibilité avec le droit de l'UE, et non nécessairement l'amélioration de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit de recours de l'article 11 et sa réintroduction dans l'article 13a de la loi sur le travail, représente une restructuration juridique qui affaiblit la systématique éprouvée et complexifie la défense des droits des travailleurs. De surcroît, l'alignement des sanctions de l'UE avec les décisions exécutoires dans la loi sur la poursuite et la faillite (nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la loi sur la poursuite et la faillite) constitue une cession de souveraineté massive. La Suisse

deviendrait ainsi un instrument d'exécution pour les sanctions administratives financières de l'UE, permettant leur mise en œuvre sans examen judiciaire approfondi en Suisse, ce qui porte atteinte à notre ordre juridique propre. Enfin, le lien entre la loi sur les marchés publics et la loi sur la cohésion (annexe 5 chiffre 1 lettre d) cimente les paiements de cohésion dans notre droit et crée des interdépendances qui lient politiquement la Suisse à l'UE de manière encore plus étroite. Ces propositions soulèvent des questions fondamentales quant à la protection des intérêts suisses et à la préservation de notre modèle social et économique face aux exigences d'une intégration européenne accrue.

Aides d'État

La proposition de soumettre les aides d'État suisses à un régime de contrôle européen constitue une attaque sans précédent contre notre souveraineté nationale et notre structure fédérale. L'actuelle pratique éprouvée, où les subventions sont des décisions politiques légitimées démocratiquement par la Confédération, les cantons et les communes, sera abolie. Ces soutiens essentiels, tels que ceux accordés au transport régional, aux banques cantonales, à la culture ou aux PME locales, seront désormais assujettis à un contrôle technocratique et rigide de l'Union européenne. Cette ingérence est une violation directe de l'autonomie cantonale. Les cantons perdent leur capacité à décider de manière indépendante de leur politique de développement économique. Ils seront contraints de faire approuver leurs décisions par une autorité centrale à Berne, se pliant ainsi à un système étranger à leurs réalités locales. Le nouveau droit des aides d'État, matérialisé notamment par la création d'une 'Beihilfekammer' au sein de la Commission de la concurrence (WEKO) via l'article 18 alinéa 2 du Code de droit des cartels (KG), s'apparente à une 'super-autorité' agissant comme un bras étendu de l'UE. Ses décisions ne serviront plus prioritairement les intérêts suisses, mais la seule compatibilité avec le droit européen. L'instauration du nouveau droit fédéral sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) formalise cette soumission. Il crée une instance de contrôle centralisée dont la raison d'être est l'application des règles de l'UE, érodant ainsi la maîtrise nationale de la politique économique. L'article 3 du BHÜG consacre cette nouvelle autorité de surveillance. De plus, les modifications apportées à la loi sur le Tribunal fédéral (LTF) prévoient un nouveau droit de recours pour la 'Beihilfekammer' contre les décisions cantonales (nouvel article 82 lettre bbis LTF). Cela dégrade les cantons en de simples unités administratives subordonnées, dont les décisions démocratiques pourront être annulées par le Tribunal fédéral via un contrôle abstrait des normes, conformément à l'article 98a LTF. Les secteurs cruciaux tels que l'approvisionnement en énergie, où de nombreuses entreprises électriques appartiennent aux cantons et aux communes, le transport aérien et le transport routier, tomberont sous le joug du contrôle de l'UE. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LPC) ôte à la Suisse sa compétence nationale de contrôle sur les aides d'État dans ce secteur stratégique, le livrant entièrement au régime de l'UE. L'exclusion du Surveillant des prix des séances de la 'Beihilfekammer' (modification de l'article 5 alinéa 2 LPP) affaiblit la protection des consommateurs et la transparence, affaiblissant ainsi la voix de celui qui veille sur les prix pour les citoyens. En conséquence, la Suisse se soumettra à une surveillance systématique de l'UE, devenant un simple récepteur de règles. Les aides devront être notifiées et approuvées par la Commission européenne, vidant de sa substance notre souveraineté en matière de politique économique nationale. Il est impératif de rejeter cette proposition qui sacrifie notre autonomie et notre fédéralisme sur l'autel d'une intégration européenne forcée.

Contribution financière

La "Contribution financière" proposée dans le cadre de l'accord avec l'Union européenne constitue une préoccupation majeure, transformant une participation volontaire et contrôlée par le Parlement en une obligation légale contraignante. Le projet de loi sur la contribution à la cohésion (KoBG) crée un mécanisme de financement pérenne et automatique, vidant le Parlement de sa capacité à décider souverainement de l'allocation des fonds publics, comme le prévoit l'article 126 de la Constitution fédérale suisse concernant le budget. L'inscription du KoBG à l'Annexe 5, chiffrage 1, lettre d, de la loi sur les émoluments (BöB) ne relève pas d'une simple formalité technique, mais ancre fermement ces paiements dans notre ordonnancement juridique, les assimilant à des éléments permanents de notre législation nationale. Le montant initial de 350 millions de francs par an ne doit pas masquer la réalité d'un "mécanisme de recalcul juridiquement contraignant" inscrit dans le traité. Ce mécanisme garantit que les exigences financières de l'UE augmenteront inexorablement, privant la Suisse de sa capacité à refuser ou à négocier ces sommes. La Suisse se retrouve ainsi dans une position de contributeur net sans droit de regard sur l'utilisation des fonds, ni garantie d'amélioration de son accès au marché unique. Cette dynamique est fondamentalement inéquitable, car elle impose des obligations sans contrepartie proportionnelle ou protection de nos intérêts nationaux. De surcroît, l'intégration de cette obligation au sein de la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout de l'article 1, alinéa 2, lettre b, apparaît comme une manœuvre trompeuse. Elle instrumentalise l'image positive de la promotion de la paix pour légitimer des versements

financiers politiquement sensibles et contestés, détournant ainsi l'objectif initial de cette loi. Le KoBG, en créant un "droit permanent" (art. 1 KoBG), mine la souveraineté budgétaire du Parlement, le reléguant à un simple exécutant des volontés financières dictées par l'UE. Au lieu d'une décision souveraine sur l'utilisation des deniers publics, nous nous dirigeons vers l'acquittement d'une obligation de paiement imposée. Cette démarche représente un renoncement inacceptable à notre autonomie décisionnelle et une mise sous tutelle financière progressive.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation globale du paquet proposé par l'Union Européenne suscite de profondes réserves quant à sa compatibilité avec la souveraineté nationale et les intérêts fondamentaux de la Suisse. Si une coopération étroite avec nos voisins européens est indéniablement souhaitable, les termes actuels de cet accord semblent privilégier une intégration excessive au détriment de notre autonomie décisionnelle. En particulier, l'adoption dynamique du droit de l'Union Européenne, telle que prévue, pose un défi majeur. La Suisse se retrouve pieds et poings liés par des réglementations dont elle n'aurait pas eu le contrôle de l'élaboration, allant à l'encontre de l'article 169 de la Constitution fédérale qui garantit l'autodétermination du peuple et des cantons. La jurisprudence du Tribunal fédéral, notamment dans le cadre de l'application de l'Accord sur la libre circulation des personnes, a déjà démontré la difficulté de distinguer entre une influence et une subordination juridique. Le transfert de compétences, même implicite, ne doit pas être. La question de la Cour de justice de l'Union Européenne (CJUE) est également une source d'inquiétude majeure. L'idée que ses arrêts aient une autorité contraignante sur le droit suisse, même indirectement, constituerait une atteinte inacceptable à la souveraineté judiciaire helvétique, telle que consacrée par l'article 1 de la Constitution fédérale. Il est impératif que les tribunaux suisses restent les seuls interprètes ultimes de la loi sur le territoire national. L'expérience passée, avec l'application de l'Accord sur la libre circulation, a déjà mis en évidence les tensions potentielles. Enfin, le manque de clarté quant aux modalités de révision et de dénonciation de certains accords dans ce paquet soulève des doutes quant à la capacité de la Suisse de réagir efficacement à d'éventuels changements futurs de la politique de l'UE ou à des dérives interprétatives de la CJUE. Il est essentiel que toute nouvelle architecture de coopération préserve la marge de manœuvre de la Suisse et garantisse la primauté de notre droit national. Un tel paquet, dans sa forme actuelle, ne répond pas à ces exigences fondamentales.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La proposition visant à stabiliser les relations avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à l'avenir de la souveraineté suisse et à la préservation de nos institutions démocratiques. Bien que l'intention affichée soit de renforcer la coopération, la voie proposée nous mène inexorablement vers une intégration accrue, compromettant ainsi notre droit de décider de notre propre avenir. L'acceptation de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), telle qu'impliquée par l'accord, représente un danger manifeste pour notre système juridique. L'article 1 de la Constitution fédérale suisse (Cst.) garantit l'indépendance de la Suisse et l'autodétermination du peuple. L'assujettissement à une autorité judiciaire extérieure, dont les décisions pourraient primer sur notre droit national, va à l'encontre de ce principe fondamental. Il est impératif de préserver la primauté de notre droit constitutionnel et de nos lois, telles que garanties par l'article 5 de la Cst. qui stipule que l'État agit dans les limites de ses compétences et dans le respect du droit. De plus, l'harmonisation réglementaire généralisée, une conséquence inévitable d'un accord de stabilisation, risque d'éroder notre spécificité et de nous éloigner de notre modèle social et économique propre. L'article 2 de la Cst. mentionne la prospérité et le bien-être de la population comme des objectifs de la Confédération. Une intégration forcée, sans consultation adéquate des partenaires sociaux et de la population, pourrait bien menacer cette prospérité, en nous soumettant à des réglementations qui ne correspondent pas à nos intérêts nationaux. La question de la libre circulation des personnes, souvent au cœur de ces négociations, mérite une attention particulière. Si elle a certainement apporté des bénéfices, elle pose également des défis significatifs en matière de cohésion sociale et de pression sur nos infrastructures. L'absence de mesures de contrôle efficaces, potentiellement contrecarrée par des exigences de l'UE, pourrait accentuer ces tensions. En l'état actuel, cet accord semble privilégier une intégration rampante au détriment de la souveraineté et de la flexibilité dont la Suisse a besoin pour s'adapter aux évolutions internationales. Il est essentiel d'adopter une approche plus prudente et sélective, qui protège nos acquis démocratiques et notre capacité à légiférer dans l'intérêt de notre population, conformément aux principes inscris dans notre Constitution. Nous nous devons de préserver notre souveraineté à tout prix.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Dominik Mathys (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Dominik Mathys · 0326182551 · nicksixx@gmx.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Rahmen des Gesamtpakets mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen tatsächlich im Interesse der Schweiz liegen und ob sie die Souveränität und die demokratischen Prinzipien unseres Landes wahren.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Gesetzgebung. Gemäss Artikel 120 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen würde die Kompetenz des Schweizer Parlaments untergraben und eine indirekte Gesetzgebung durch Brüssel etablieren. Dies steht im Widerspruch zu unserem demokratischen System und dem Prinzip der Volkssouveränität. Die Rolle der Schweizer Gerichte bei der Auslegung und Anwendung des entstehenden Rechts ist ebenfalls unklar und birgt die Gefahr einer Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies widerspricht Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts, der die Autonomie des schweizerischen Rechtsgebiets festschreibt.

Die vorgesehene Mechanismen zur Streitschlichtung sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Möglichkeit, dass die Europäische Kommission oder der EuGH verbindliche Entscheidungen für die Schweiz treffen könnten, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Rechtsordnung dar. Das Prinzip der staatlichen Souveränität, verankert in der Bundesverfassung, wird dadurch massiv beeinträchtigt. Es muss gewährleistet sein, dass Entscheidungen, die die Schweiz betreffen, ausschliesslich von schweizerischen Organen getroffen werden.

Des Weiteren ist die Auswirkung auf die Unionsbürgerinitiative zu befürchten. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten dazu führen, dass die Umsetzung von Volksentscheidungen erschwert wird, wenn diese nicht mit dem EU-Recht konform sind. Dies tangiert das Grundrecht der politischen Mitgestaltung, das in der Schweizer Verfassung verankert ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die Rechtsordnung birgt. Eine unkritische Annahme dieser Vereinbarungen wäre fahrlässig und würde die Zukunft der Schweiz als eigenständigen und demokratischen Staat gefährden. Es bedarf einer gründlicheren Prüfung und einer deutlichen Nachbesserung, um die Kerninteressen unseres Landes zu schützen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Abkommen im Inland werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Es ist fraglich, ob die behaupteten Vorteile einer stärkeren Integration die gravierenden Nachteile einer schleichenden Erosion unserer nationalen Entscheidungskompetenzen aufwiegen können.

Insbesondere die Art und Weise, wie EU-Recht in die schweizerische Gesetzgebung übernommen werden soll, ist äusserst problematisch. Die schrittweise Angleichung an europäische Normen, wie sie in der Verordnung über die Umsetzung von Rechtsakten des Rates der Europäischen Union im Bereich der GASP (Verordnung über die GASP-Umsetzung) dargelegt wird, birgt die Gefahr, dass die Schweiz sukzessive ihre Fähigkeit verliert, eigene politische und rechtliche Antworten auf nationale Bedürfnisse zu entwickeln. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Bundesgesetzes über die Aussenpolitik (APA) und insbesondere zu Artikel 169 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit und die Interessen der Schweiz wahrt. Die Befürchtung ist, dass durch die Übernahme von Verordnungen und Richtlinien des Rates der Europäischen Union, die oft von komplexen Entscheidungsprozessen und Interessenkonflikten innerhalb der EU geprägt sind, die Schweizer Gesetzgebung fremdbestimmt wird.

Die GPA-Verordnung zur GASP mag zwar eine gewisse Handhabung von EU-Recht regeln, doch sie kaschiert die grundsätzliche Problematik der indirekten Gesetzgebung. Wenn die Schweiz gezwungen ist, sich an EU-Recht anzupassen, ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung zu haben, untergräbt dies das Prinzip der demokratischen Legitimation. Die im Schweizer Recht verankerten Prinzipien der Gewaltenteilung und der Volkssouveränität könnten durch eine unkritische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden. Es stellt sich die dringende Frage, inwieweit solche Übernahmen noch mit den Grundprinzipien der Bundesverfassung, insbesondere dem föderalistischen Aufbau und der Subsidiarität, vereinbar sind. Die damit verbundene Rechtsunsicherheit und die potenzielle Überforderung der zuständigen nationalen Behörden bei der korrekten und zeitnahen Umsetzung sind nicht zu unterschätzen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnwesen, geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und stellen eine erhebliche Gefährdung des schweizerischen Service public dar. Die Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet ausländischen Anbietern die Tür für die Bedienung rein innerstaatlicher Strecken. Dies führt unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei", bei der profitable Hauptrouten von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient werden, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenstrecken allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Solidität des öffentlichen Verkehrs und bedroht dessen flächendeckendes Angebot für die Bevölkerung.

Des Weiteren birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken für die bestehenden Subventionsstrukturen, die massgeblich zur Qualität und Wettbewerbsfähigkeit des schweizerischen Schienenverkehrs beitragen. Bewährte Unterstützungsbeiträge für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden, was zu einer signifikanten Reduzierung des Angebots führen würde.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns zwingen würde, künftige EU-Regulierungen – wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) – zu implementieren. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und Steuerungskompetenz im Eisenbahnwesen, da Entscheidungsbefugnisse zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert werden.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) in Artikel 32a Absatz 1bis, welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen vorschreibt, schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien

erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen den Service public gefährden, die nationale Souveränität schwächen und die Schweiz in eine von der EU abhängige Position drängen. Es ist unerlässlich, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und den Schutz der schweizerischen Interessen über die unzureichenden Zusicherungen einer nicht bindenden Erklärung zu stellen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine beispiellose und inakzeptable Einschränkung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihre föderalistische Struktur, indem demokratisch legitimierte Förderungen, beispielsweise für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU, einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen.

Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, die primär die EU-Kompatibilität durchsetzt und nicht schweizerische Interessen. Die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz wird dadurch ausgehebelt und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich eingeschränkt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" agiert als "verlängerter Arm der EU", deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient lediglich der Ermöglichung ungestörten Agierens der neuen EU-konformen Behörde.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel der Sicherheit, stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies hat gravierende Konsequenzen für unsere etablierten hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist fundamental in Gefahr. Die angleichenden, oft tieferen EU-Standards führen unweigerlich zu einem Qualitätsverlust, der das exklusive Label "Made in Switzerland" entwertet und somit einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Eine besonders besorgniserregende Entwicklung ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und die Kündigung dieses schädlichen Abkommens zu einem politischen Sprengsatz macht. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, was insbesondere kleine und mittlere Betriebe zur Aufgabe zwingen wird.

Des Weiteren wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt sich der Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere souveräne Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit schneller und flexibler nationaler Massnahmen fahrlässig und gefährlich für unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit ist.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, insbesondere die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur und die vollständige Marktliberalisierung, stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die Kosten tragen muss, während Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel gefällt werden. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der demokratischen Legitimation von Regulierungsentscheidungen.

Die Rolle der ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und die Akzeptanz undemokratisch legitimierter Vorgaben aus Brüssel.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt die finanzielle Grundlage dieser wichtigen Kantone und untergräbt die lokale Wertschöpfung.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die Gemeindekraftwerke, werden durch

die EU-Wettbewerbsregeln erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und somit die Energieversorgung in unseren Gemeinden untergräbt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dieses Vorgehen ist ein unverantwortliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht mehr trägt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine unzumutbare Belastung für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grossangelegte, zentralisierte Akteure auf Kosten der lokalen Wertschöpfung. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt einen fundamentalen Bruch mit dem Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die massiven Ausweitungen, die durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren zur Folge haben, sind mit dem Willen des Souveräns nicht vereinbar. Dieses de facto unentziehbare Aufenthaltsrecht, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich.

Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch ausgeliefert. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" in Artikel 21b des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung der Zuwanderung ermöglicht. Die Androhung von Sanktionen durch die EU im Falle ihrer Anwendung entlarvt diese Klausel als eine Erpressungsstrategie, nicht als ein Schutzinstrument.

Die angekündigten Anpassungen des AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Durch die Ausweitung des Anspruchs auf Sozialhilfe für EU-Bürger und deren Familienangehörige, einschliesslich eines praktisch nicht mehr möglichen Ausschlusses, werden die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG sind Kernbestandteile dieser Kapitulation, die den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke verfestigen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein eklatantes Eingeständnis der massiven und bisher verdeckten Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird nun direkt zur Kasse gebeten, um die durch die Gleichbehandlung von EU-Studierenden entstehenden Lücken zu schliessen.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes) stellen eine direkte Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und einen Eingriff in Eigentumsrechte dar, diktiert von Brüssel. Die automatisierten Anerkennungsverfahren für Berufsqualifikationen und die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzen unsere bewährten nationalen Qualitätsprüfungen durch EU-Mechanismen, was die Senkung von Berufsstandards und eine Gefährdung der Patientensicherheit zur Folge hat. Die Schweiz verliert ihre Fähigkeit, die eigenen Standards eigenständig zu wahren und zu regulieren.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist alarmierend. Dies stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle dar und entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel im Umgang mit der Europäischen Union. Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr müssen als Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus birgt die erhebliche Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz sodann nicht mehr entgegentreten kann. Die Schweiz würde faktisch zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) manifestiert die Verwandlung einer politischen Geste in eine rechtliche Pflicht. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen (Art. 1 KoBG) wird die Budgethoheit des Parlaments fundamental beeinträchtigt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz zur Erfüllungsgehilfin für von der EU diktierte Zahlungsverpflichtungen zu werden. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie zementiert diese Abgaben als festen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung.

Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Der angebliche gute Name der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese finanzielle Verpflichtung ist mit erheblichen Souveränitätsverlusten verbunden, ohne dass dem eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen gegenübersteht. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Nachteile bringt. Es ist unabdingbar, dass die Budgethoheit des Parlaments und die demokratischen Kontrollmechanismen unangetastet bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind angesichts der tiefgreifenden Auswirkungen auf das schweizerische Lohnniveau und den Lohnschutz höchst bedenklich. Die angepriesenen Schutzmechanismen erscheinen unzureichend und primär kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keineswegs zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensschichten hart treffen würde.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die Anpassung an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber

gleichzeitig weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt ausschliesslich ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, welche die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den Interessen und der Souveränität der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die getroffenen Vereinbarungen tatsächlich eine Stärkung unserer Unabhängigkeit bedeuten oder vielmehr eine schleichende Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und wirtschaftlichen Autonomie zur Folge haben.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in den bilateralen Abkommen, wie sie beispielsweise in den Bereichen Personenfreizügigkeit oder technischer Handelshemmnisse denkbar ist, birgt erhebliche Risiken. Die Schweiz würde sich damit einer dynamischen Rechtsübernahme unterwerfen, ohne die Möglichkeit, diese durch eigene Gesetzgebung mitzugestalten oder an unsere spezifischen Bedürfnisse anzupassen. Dies steht im Widerspruch zu unserem verfassungsmässigen Auftrag, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Grundlagen der Schweiz zu wahren. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), könnte durch eine unkontrollierte Rechtsübernahme ausgehöhlt werden.

Die vorgeschlagene Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung und Anwendung der Abkommen ist ebenfalls problematisch. Eine solche Einbindung würde die Schweizer Gerichte in ihrer Unabhängigkeit einschränken und die Jurisdiktion nationaler Gerichte untergraben. Artikel 190 BV, der die Bindung der Gerichte an das Recht vorsieht, könnte durch die Überordnung der EuGH-Rechtsprechung faktisch ausgehebelt werden. Dies würde die Rechtssicherheit und die Vorhersehbarkeit des Rechts in der Schweiz erheblich beeinträchtigen.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der finanziellen Auswirkungen und der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft. Die Verpflichtung zur Entrichtung von Beiträgen an die EU oder zur Übernahme von Kosten für die Umsetzung gemeinsamer Regelungen könnte die öffentlichen Finanzen belasten. Auch die Gefahr einer Wettbewerbsverzerrung durch die Angleichung an EU-Standards, die für Schweizer Unternehmen möglicherweise nicht immer vorteilhaft sind, darf nicht unterschätzt werden. Die Wahrung der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, scheint unter diesen Umständen gefährdet. Es drängt sich die

Frage auf, ob die erzielten Ergebnisse tatsächlich dem Wohl des Landes dienen oder ob sie primär den Interessen der EU Rechnung tragen. Eine kritische und detaillierte Prüfung, die die langfristigen Konsequenzen für die Schweizer Souveränität und Wohlfahrt in den Vordergrund stellt, ist unerlässlich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Der vorliegende Vorschlag zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und wirft gravierende verfassungsrechtliche Fragen auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die angestrebte engere Anbindung an die Europäische Union droht die Souveränität der Schweiz nachhaltig zu untergraben und die demokratischen Entscheidungsprozesse zu schwächen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei ein Mitspracherecht in den legislativen Organen der EU besitzt, verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter würden damit faktisch entmachtet, da sie zukünftig EU-Vorschriften ohne eigene Einflussmöglichkeit umsetzen müssten. Dies steht im Widerspruch zur direktdemokratischen Tradition der Schweiz und gefährdet die Möglichkeit des Volkes, über die Gesetzgebung mitzubestimmen.

Ferner wirft die potenzielle Übernahme von EU-Recht durch indirekte Harmonisierung oder die Anwendung von EU-Recht in schweizerischen Gerichten die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität der nationalen Rechtsordnung auf. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung oder gar Anwendung von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kann dazu führen, dass Schweizer Gerichte an Entscheidungen gebunden sind, die auf einem Rechtssystem basieren, dessen Gesetzgebungsprozess sie nicht kontrollieren können. Dies könnte die Autonomie des schweizerischen Rechts und die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz erheblich einschränken, was wiederum gegen die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung verstossen könnte.

Die Befürchtung, dass eine solche Stabilisierung eher eine schleichende Integration in die EU darstellt und die Schweiz zu einem reinen Anwender von EU-Recht degradiert, ist keineswegs unbegründet. Die geforderte Flexibilität bei der Übernahme von EU-Rechtsakten birgt die Gefahr einer ständigen Anpassung an sich ändernde EU-Vorgaben, ohne dass die schweizerischen Interessen angemessen berücksichtigt werden könnten. Dies könnte langfristig dazu führen, dass die Schweiz ihre wirtschaftliche und politische Handlungsfreiheit verliert. Die angeblichen Vorteile einer Stabilisierung müssen daher im Lichte dieser gravierenden Nachteile und verfassungsrechtlichen Bedenken sorgfältig abgewogen werden. Eine unkritische Übernahme von EU-Normen wäre ein gefährlicher Weg für die schweizerische Eigenständigkeit.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Nathan Ribordy (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Nathan Ribordy · 0791363112 · nathanreza24@gmail.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Oui, mais pas à n'importe quel prix.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Très mauvaise. Dans le régime actuel, les accords de libre échange comme l'ALCP priment la Constitution fédérale, la jurisprudence Schubert n'étant pas applicable (ATF 142 II 35 consid. 3.2). Autrement dit, même lorsque le législateur, en Suisse, le peuple souvrain, décide d'adopter une loi ou de modifier la Constitution selon son propre libre-arbitre, les juges suisses refusent d'appliquer la loi ou la Constitution puisqu'ils considèrent les accords bilatéraux avec l'Europe plus importants que la volonté populaire suisse.

Pire encore, dans l'interprétation des accords bilatéraux, les juges suisses s'imposent une reprise du droit européen dans une mesure qui excède le cadre de l'accord. Selon une jurisprudence constante (ATF 147 II 1 consid. 2.3 ; 140 III 112 consid. 3.2 ; 139 II 393 consid. 4.1.1 ; 136 II 65 consid. 3.1 ; 136 II 5 consid. 3.4 ; arrêt 2C_891/2022 du 24 mai 2024 consid. 6.2.), les juges suisses ne s'écartent de la jurisprudence européenne (même postérieure) qu'en présence de juste motif. Ce n'est pas ce que prévoit l'ALCP (art. 16 par. 2 ALCP).

Cela laisse pensif sur l'état de notre démocratie et sur l'avenir de celle-ci si l'on adopte les bilatéraux III qui prévoient des mécanismes encore plus fermes quant à la reprise du droit européen.

Libre circulation: Immigration

Très mauvaise. Dans le régime actuel, les accords de libre échange comme l'ALCP priment la Constitution fédérale, la jurisprudence Schubert n'étant pas applicable (ATF 142 II 35 consid. 3.2). Autrement dit, même lorsque le législateur, en Suisse, le peuple souvrain, décide d'adopter une loi ou de modifier la Constitution selon son propre libre-arbitre, les juges suisses refusent d'appliquer la loi ou la Constitution puisqu'ils considèrent les accords bilatéraux avec l'Europe plus importants que la volonté populaire suisse.

Pire encore, dans l'interprétation des accords bilatéraux, les juges suisses s'imposent une reprise du droit européen dans une mesure qui excède le cadre de l'accord. Selon une jurisprudence constante (ATF 147 II 1 consid. 2.3 ; 140 III 112 consid. 3.2 ; 139 II 393 consid. 4.1.1 ; 136 II 65 consid. 3.1 ; 136 II 5 consid. 3.4 ; arrêt 2C_891/2022 du 24 mai 2024 consid. 6.2.), les juges suisses ne s'écartent de la jurisprudence européenne (même postérieure) qu'en présence de juste motif. Ce n'est pas ce que

prévoit l'ALCP (art. 16 par. 2 ALCP).

Cela laisse pensif sur l'état de notre démocratie et sur l'avenir de celle-ci si l'on adopte les bilatéraux III qui prévoient des mécanismes encore plus fermes quant à la reprise du droit européen.

Libre circulation: Protection des salaires

Très mauvaise. Dans le régime actuel, les accords de libre échange comme l'ALCP priment la Constitution fédérale, la jurisprudence Schubert n'étant pas applicable (ATF 142 II 35 consid. 3.2). Autrement dit, même lorsque le législateur, en Suisse, le peuple souvrain, décide d'adopter une loi ou de modifier la Constitution selon son propre libre-arbitre, les juges suisses refusent d'appliquer la loi ou la Constitution puisqu'ils considèrent les accords bilatéraux avec l'Europe plus importants que la volonté populaire suisse.

Pire encore, dans l'interprétation des accords bilatéraux, les juges suisses s'imposent une reprise du droit européen dans une mesure qui excède le cadre de l'accord. Selon une jurisprudence constante (ATF 147 II 1 consid. 2.3 ; 140 III 112 consid. 3.2 ; 139 II 393 consid. 4.1.1 ; 136 II 65 consid. 3.1 ; 136 II 5 consid. 3.4 ; arrêt 2C_891/2022 du 24 mai 2024 consid. 6.2.), les juges suisses ne s'écartent de la jurisprudence européenne (même postérieure) qu'en présence de juste motif. Ce n'est pas ce que prévoit l'ALCP (art. 16 par. 2 ALCP).

Cela laisse pensif sur l'état de notre démocratie et sur l'avenir de celle-ci si l'on adopte les bilatéraux III qui prévoient des mécanismes encore plus fermes quant à la reprise du droit européen.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Mauvais, voir très mauvais. Les bilatéraux III imposent une reprise automatique du droit européen et soumettent dans les faits la Suisse à une juridiction étrangère.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Très mauvaise. La démocratie suisse n'existera plus et le peuple suisse n'aura plus son mot à dire. C'est déjà le cas avec les bilatéraux II (cf. ATF 142 II 35 consid. 3.2 s.), cela ne sera que pire avec les bilatéraux III.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Nicolas Burkhardt (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Nicolas Burkhart · 07806899325 · nicolasburkhardt@gmx.fr

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Le tribunaux ne seront plus autonome, c’est Bruxelles qui décide en dernier recours…

Ceci n’est PAS ACCEPTABLE !!

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation relative au paquet global avec l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à son impact sur la souveraineté helvétique et la stabilité de notre ordre juridique interne. Le projet soumis, tel qu'il est présenté, semble privilégier une intégration accrue au détriment de la capacité de la Suisse à définir ses propres normes et réglementations, ce qui contrevient aux principes fondamentaux inscrits dans notre Constitution fédérale.

L'extension de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à de nouveaux domaines du droit suisse, telle qu'envisagée, représente un recul inacceptable de notre indépendance judiciaire. La primauté du droit de l'UE, même indirecte, pourrait conduire à une érosion progressive de la souveraineté législative du Parlement suisse, limitant sa marge de manœuvre dans l'adoption de lois adaptées aux réalités nationales. L'article 164 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération assure la prospérité commune et le bien-être de la population suisse,

objectif qui pourrait être compromis par une subordination accrue à des décisions prises à Bruxelles.

De surcroît, l'absence de mécanismes de sauvegarde suffisants pour préserver notre système de démocratie directe et notre neutralité permanente est alarmante. Les accords sectoriels, s'ils ne sont pas conçus avec une extrême prudence, risquent d'entraîner des obligations qui restreignent notre capacité à prendre des décisions souveraines dans des domaines sensibles, comme le contrôle des frontières ou notre politique étrangère. L'article 5 de la Constitution fédérale garantit la participation des cantons à la politique étrangère, une prérogative qui pourrait être affaiblie par des engagements multilatéraux contraignants issus de ce paquet.

Il est également impératif de s'interroger sur les conséquences économiques de cette intégration accrue. La libre circulation des personnes, si elle n'est pas accompagnée de mesures compensatoires efficaces, peut engendrer des pressions sur le marché du travail et les systèmes sociaux suisses. La législation suisse, notamment en matière de droit du travail et de protection sociale, pourrait se retrouver sous une pression constante d'harmonisation, sans que les bénéfices réels pour la population ne soient clairement démontrés.

En conclusion, une approche purement pragmatique, telle que proposée, risque de nous engager sur une voie où les avantages pour l'UE se matérialisent rapidement, tandis que les coûts pour la Suisse en termes de souveraineté, de démocratie et de stabilité juridique se révèlent sur le long terme. Il est donc crucial de réévaluer ce paquet global afin de garantir que tout accord futur respecte scrupuleusement les intérêts fondamentaux de la Suisse et les principes de notre confédéralisme.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse doit faire preuve d'une vigilance accrue quant aux implications des accords conclus avec l'Union européenne. Il est impératif d'évaluer minutieusement si les résultats des négociations actuelles servent véritablement les intérêts nationaux, ou s'ils ne font qu'accroître notre dépendance vis-à-vis de Bruxelles au détriment de notre souveraineté.

Le recours à l'acquis communautaire, tel qu'il est souvent imposé dans le cadre de ces accords, pose des questions fondamentales quant à notre autonomie législative. L'article 164 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse stipule que la Confédération agit en fonction de ses intérêts et prend en considération les conséquences de ses actes. Or, l'intégration unilatérale de pans entiers du droit européen, sans possibilité réelle de les adapter à notre contexte national, contredit cet article. Comment garantir la prospérité et la sécurité de la Suisse si notre droit est constamment dicté par des directives étrangères, dont la pertinence pour notre réalité économique et sociale n'est pas toujours établie ?

De plus, la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), dont la reconnaissance est souvent une condition sine qua non de ces accords, représente un défi majeur pour le droit suisse. L'article 138 alinéa 3 de la Constitution fédérale garantit l'autonomie des cantons et la primauté du droit fédéral. L'acceptation de la primauté de la CJUE, telle qu'elle transparaît dans les accords, risque de saper cette autonomie, les juges suisses se trouvant dans l'obligation d'appliquer des décisions étrangères qui pourraient entrer en conflit avec nos propres lois et principes constitutionnels.

Il est de notre devoir de questionner la contrepartie réelle de ces accords. La prétendue sécurité juridique ou l'accès facilité au marché unique ne sauraient justifier un abandon progressif de notre droit de décider de nos propres règles. La Suisse doit rester maître de son destin législatif et judiciaire, en veillant à ce que chaque accord soit véritablement bénéfique et non un simple pas de plus vers une intégration forcée. L'évaluation des résultats des négociations doit donc être particulièrement critique, et privilégier la protection des intérêts fondamentaux de la Suisse et de ses citoyens.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à la mise en œuvre nationale des accords projetés avec l'Union européenne. Il est impératif de souligner que les dispositions envisagées semblent fragiliser l'autonomie décisionnelle de la Suisse et risquent de diluer la souveraineté helvétique, principes pourtant consacrés par notre Constitution fédérale, notamment à travers l'article 5 alinéa 2 qui stipule que "La Confédération et les cantons agissent dans le cadre de leurs

compétences dans le respect des droits et obligations qui découlent de la souveraineté de la Suisse".

L'alignement unilatéral sur le droit de l'Union européenne, sans que la Suisse ne dispose d'un pouvoir de codécision proportionnel, constitue une dérive inacceptable. Cela revient à accepter passivement l'acquis communautaire, souvent sans possibilité de négociation substantielle, ce qui contrevient à l'esprit de la souveraineté tel qu'entendu par notre droit constitutionnel. L'intégration de pans entiers de législation européenne sans une évaluation rigoureuse de leur impact sur nos spécificités nationales et nos intérêts économiques et sociaux est problématique.

De plus, la manière dont ces accords sont conçus et mis en œuvre peut aisément conduire à une jurisprudence européenne s'imposant de facto à nos tribunaux nationaux, portant ainsi atteinte à l'indépendance de notre système judiciaire, garant de l'État de droit, tel que le prescrit l'article 190 de la Constitution fédérale qui précise que "Le droit fédéral prime sur le droit cantonal". Or, l'acceptation d'une primauté du droit européen, par le biais de l'application automatique de sa jurisprudence, viderait de sa substance cette disposition constitutionnelle et ouvrirait la porte à une ingérence extérieure dans nos affaires internes.

La Suisse a toujours su, par le passé, négocier des accords bilatéraux qui respectaient son identité et son modèle institutionnel. Les accords actuels semblent s'écarter de cette voie prudente et pragmatique, au profit d'une intégration qui, si elle n'est pas maniée avec la plus grande circonspection, pourrait à terme compromettre les fondements mêmes de notre prospérité et de notre cohésion nationale. Il est donc essentiel que le Conseil fédéral et le Parlement exercent une vigilance accrue afin de garantir que la mise en œuvre nationale ne se traduise pas par un abandon de souveraineté et un affaiblissement de nos institutions démocratiques.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction à l'égard des propositions soumises dans le cadre de la consultation sur le domaine de la libre

circulation et de l'immigration. Les modifications envisagées, loin de résoudre les problèmes existants, risquent d'aggraver la situation en sapant des principes fondamentaux de notre droit et de notre souveraineté.

L'extension de la libre circulation des personnes, notamment par l'adoption de dispositions similaires à la directive sur les citoyens de l'Union, contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui confère à la Suisse le droit d'organiser elle-même son droit d'asile et d'immigration. L'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent, accordé après seulement cinq ans au lieu de dix, crée une situation quasi-irrévocable, même en cas de comportement répréhensible ou de dépendance à l'aide sociale. Cette disposition, telle que reflétée dans les modifications envisagées de la Loi sur les étrangers (LEtr), risque de peser lourdement sur la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux, en favorisant une immigration non maîtrisée vers nos structures de soutien.

L'élargissement du regroupement familial, qui inclut désormais les parents, grands-parents et beaux-parents, représente une ouverture sans précédent pour un pays non membre de l'UE. Une telle mesure entraînera une augmentation exponentielle de la migration et, par conséquent, des coûts sociaux considérables, dont la charge reposera sur les contribuables suisses. La prétendue "clause de sauvegarde" mentionnée dans les accords est illusoire. Les conditions d'application sont si restrictives qu'elle ne sera jamais opérationnelle. Toute tentative de l'invoquer exposerait la Suisse à des mesures coercitives de la part de l'UE, transformant une prétendue protection en un chantage.

La méthode d'intégration stipulée pour l'adoption automatique du droit de l'Union en matière d'immigration est inacceptable. Elle supprime de fait la marge de manœuvre du Parlement et du peuple suisses face à toute future réglementation européenne, ce qui constitue une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. Les modifications apportées à la LEtr, notamment l'abrogation de l'article 29a et l'introduction de l'article 41c, consolident l'immigration dans nos systèmes sociaux en élargissant les droits à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE. La nouvelle "clause de sauvegarde" de l'article 21b LEtr est un simple simulacre, dépourvu de tout pouvoir contraignant, car elle exclut la mise en place de contingents unilatéraux efficaces.

L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étudiants étrangers dans la loi sur le financement de la formation professionnelle supérieure et la formation continue (LFFPC) et dans la loi sur l'École polytechnique fédérale (EPFL) est une admission tacite des coûts supplémentaires considérables engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. La Suisse se trouve contrainte de payer pour la garantie d'égalité de traitement des citoyens de l'UE, un coût supplémentaire pour le contribuable helvétique. L'intégration du système d'information du marché intérieur (IMI) de l'UE dans la loi sur la formation professionnelle et la procédure de reconnaissance des diplômes des professions de la santé, telle que précisée dans le droit relatif aux professions médicales et de la santé, représente une délégation de responsabilité vers un système bureaucratique européen, compromettant ainsi la sécurité des patients et l'autonomie de notre système de santé. Les modifications du droit de l'AVAL, en particulier l'inclusion de la chiffre 27 à l'article 49, soumettent notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE, érodant notre souveraineté en matière de politique sociale. L'ingérence de l'UE dans les dispositions relatives aux avoirs de retraite, comme l'indique l'article 25f alinéa 1bis de la loi sur la libre circulation, constitue une atteinte directe aux droits de propriété des assurés suisses. L'intégration du droit de l'UE dans le Code civil, par le biais de l'article 89a alinéa 6, illustre la profondeur de l'assujettissement de notre système juridique. Ces changements, sous couvert de simplifications techniques, représentent une capitulation face à la pression européenne et une démission de notre droit à réguler nous-mêmes les flux migratoires et leurs conséquences.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé dans le domaine de l'électricité avec l'Union européenne. L'intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, telles qu'ACER et ENTSO-E, aboutit à une renonciation à notre souveraineté énergétique. En devenant un participant sans droit de vote, contraint de suivre les directives et de supporter les coûts, la Suisse risque de voir les décisions concernant son réseau électrique prises à Bruxelles. La Commission fédérale de la concurrence (ElCom), transformée d'une autorité de régulation indépendante en un simple organe d'exécution du droit européen, se retrouve contrainte d'appliquer des réglementations non légitimées démocratiquement au niveau national, sonnant le glas d'une régulation énergétique autonome et adaptée aux besoins suisses.

Le droit européen des aides d'État menace l'existence même de notre production hydroélectrique, pilier de notre approvisionnement. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, qui profite aux cantons alpins, pourrait être considéré comme une aide d'État illicite et ainsi supprimé. Nos structures fédérales, notamment les centrales électriques communales, seront fragilisées. Leur priorité d'injection actuelle, un atout majeur pour la production d'énergie locale, sera sapée par les règles européennes de concurrence, désavantageant ainsi la production énergétique décentralisée et locale.

La sécurité d'approvisionnement nationale est sacrifiée au profit du marché libre. La constitution de réserves stratégiques, comme la réserve d'eau, sera restreinte par les règles de l'UE. Personne ne portera la responsabilité claire de la sécurité d'approvisionnement de la Suisse, ni le marché ni l'UE. Ce serait un jeu dangereux avec notre sécurité. La libéralisation totale du marché conduira à une volatilité accrue des prix et, en fin de compte, à des coûts plus élevés pour les PME et les ménages. Les coûts de la sécurité d'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, devront être répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles taxes.

Le nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a ss.) promet une volatilité des prix, met en péril la sécurité d'approvisionnement par une réserve énergétique insuffisante (art. 8b ss.), et érode les structures fédérales par un désenchevêtrement renforcé (art. 10, 18, 19). L'article 15 nouveau de la loi sur l'énergie (EnG) affaiblit la production d'énergie renouvelable décentralisée en modifiant les règles de rémunération, ce qui sape la viabilité économique des petits producteurs locaux, tels que les centrales communales ou les exploitants agricoles. La modification de la réglementation relative à l'obligation d'achat et de rémunération (art. 15 EnG) frappe directement la production d'énergie décentralisée et citoyenne. En abaissant massivement la limite de puissance de 3 MW à 200 kW, d'innombrables petits et moyens producteurs seront désavantagés, leur base économique affaiblie, ce qui contredit la stratégie énergétique suisse et favorise les acteurs centraux et de grande taille.

L'introduction d'un exclusion de soutien en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG) crée une énorme incertitude en matière d'investissement pour les énergies renouvelables, freinant ainsi leur expansion et nous rendant plus dépendants des marchés extérieurs imprévisibles et des énergies fossiles. La

libéralisation totale du marché (nouveau chapitre 1a, art. 4a ss. StromVG) représente une expérience hautement risquée aux dépens de la population et de l'économie suisses, entraînant une volatilité des prix incontrôlable et sapant l'approvisionnement de base stable et fiable jusqu'à présent. La sécurité d'approvisionnement est abandonnée au diktat du marché, ce qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques en temps de crise. L'élargissement massif des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des prescriptions de désenchevêtrement (art. 10, 18, 19 StromVG) sont des instruments d'alignement sur l'UE. La Suisse perd la souveraineté sur son infrastructure critique et se soumet à une régulation télécommandée depuis Bruxelles, détruisant ainsi nos structures fédérales et la coopération éprouvée entre la Confédération et les cantons. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau à l'article 8 al. 2 BATE constitue une autre étape vers la soumission au régime de l'UE. Au lieu d'une réglementation adaptée aux conditions suisses, notre société nationale du réseau sera soumise, sans nécessité, aux mêmes règles, souvent inadaptées, que celles des gigantesques entreprises européennes. Il s'agit d'une perte de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos réseaux électriques.

Contribution financière

Le projet de loi sur la contribution à la cohésion (KoBG) représente une dérive inacceptable des relations entre la Suisse et l'Union européenne. Ce qui fut jadis une contribution volontaire et soumise au contrôle du Parlement se transforme en une obligation financière légalement contraignante, privant notre pays d'un levier politique essentiel et sapant la démocratie dans la gestion de fonds publics considérables. Il s'agit, en réalité, d'une forme de prélèvement obligatoire déguisé.

L'offre initiale de 350 millions de francs annuels doit être perçue comme un leurre. Le mécanisme de recalcul inscrit dans l'accord, qualifié de "juridiquement contraignant", ne manquera pas d'entraîner des demandes significantly plus élevées. La Suisse se trouvera dans l'impossibilité de refuser, contrainte de s'acquitter des sommes dictées par Bruxelles. L'article 1 du KoBG consacre ainsi un droit permanent à la perception de ces fonds, portant une atteinte directe à la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision souveraine quant à l'allocation des deniers publics, nous ne serons plus que les exécutants d'une obligation de paiement imposée par l'UE.

Cette transformation d'une aide politique en une obligation perpétuelle, consacrée par l'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, du texte sur la bilinguisme officiel (BöB), est particulièrement préoccupante. Cela signale que ces paiements à l'UE sont désormais considérés comme une composante normale et permanente de notre droit fédéral. De surcroît, l'amalgame avec la loi sur la promotion de la paix (art. 1, al. 2, let. b) est trompeur. L'aura de la promotion de la paix est ici utilisée à mauvais escient pour légitimer des contributions financières politiquement sensibles et controversées.

La Suisse devient ainsi une contributrice nette, sans bénéficier d'un droit de regard sur les décisions qui affectent directement ses intérêts. L'accord ne garantit en rien un meilleur accès au marché ou la suppression des obstacles commerciaux. Il nous lie institutionnellement, au détriment de notre souveraineté et sans contrepartie tangible proportionnée. Il est impératif de rejeter cette approche qui, sous couvert de solidarité, nous engage dans une voie de dépendance financière et politique préjudiciable.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de profondes inquiétudes quant aux conséquences de l'accord proposé sur le domaine des transports terrestres, en particulier en ce qui concerne le secteur ferroviaire. L'application du droit européen en matière d'aides d'État, telle que envisagée, risque de fragiliser le service public ferroviaire, pilier de notre pays. Des subventions éprouvées, essentielles au financement du transport de marchandises, du trafic régional ou au renouvellement du matériel roulant, pourraient être remises en cause, menaçant ainsi directement la qualité et l'étendue des services offerts à la population.

L'introduction de la règle de la cabotage, prévue par le nouvel article 40ter de la loi sur le transport de chemin de fer (LTC), ouvre la porte à une concurrence déloyale. Des entreprises étrangères, potentiellement subventionnées par leurs États d'origine, pourraient se concentrer sur les liaisons les plus rentables, pratiquant ainsi une "pêche aux primes". Ce faisant, elles affaibliraient financièrement les CFF et autres opérateurs concessionnaires, qui ont pour mission d'assurer la desserte des lignes moins lucratives mais indispensables à la couverture territoriale du pays. Cette

"rosinenpickerei" compromettrait la viabilité du service public ferroviaire dans son ensemble.

La prétendue "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral pour pallier ces risques est, d'un point de vue juridique, dénuée de portée contraignante. Elle n'offre aucune garantie contre les futures évolutions du droit de l'Union européenne que la Suisse se verrait contrainte d'intégrer de manière dynamique. Il s'agit d'une mesure cosmétique, incapable de préserver notre souveraineté dans le domaine ferroviaire. De plus, l'obligation de se conformer aux directives européennes lors des appels d'offres pour le transport de voyageurs, introduite par l'article 32a alinéa 1bis de la loi sur le transport de voyageurs (LTPV), restreint significativement la marge de manœuvre des autorités fédérales et cantonales dans la définition de leurs politiques de transport. Au lieu de sélectionner les offres les plus adaptées aux besoins de la Suisse, les critères de sélection devront être conformes au droit de l'UE, ce qui pourrait conduire à des solutions moins optimales et plus coûteuses pour les contribuables. La Suisse risque ainsi de perdre le contrôle sur sa propre politique de transport, au profit de décisions centralisées au niveau européen, comme l'illustre le projet "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM).

Aides d'État

La présente prise de position exprime de profondes inquiétudes quant aux propositions relatives au domaine des aides d'État, telles qu'elles sont présentées dans le cadre de la consultation. Ces mesures annoncent une remise en cause fondamentale de notre système économique et juridique, au profit d'une intégration subie et technocratique au sein de l'Union européenne.

La suppression de la pratique actuelle, qui permet aux autorités fédérales, cantonales et communales de légiférer démocratiquement sur les subventions, constitue un recul inacceptable. Les aides accordées pour des secteurs vitaux tels que le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les PME locales, jusqu'alors fruits de décisions politiques souveraines, seront désormais soumises à un régime de contrôle européen rigide et déconnecté de nos réalités. Cette approche nuit directement à la capacité des cantons de définir et de soutenir leur propre développement économique,

sapant ainsi leur autonomie et les principes du fédéralisme, tels que consacrés par notre Constitution.

L'introduction du nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et l'adaptation du droit des cartels (KG, art. 18 al. 2) aboutissent à la création d'une "super-autorité" agissant comme un "bras étendu de l'UE". Cette entité, loin de servir les intérêts nationaux, aura pour mission première d'assurer la conformité avec le droit européen, neutralisant ainsi notre souveraineté en matière de politique économique. La clause d'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral, notamment via les articles 31a, 33 et 37a-c VGG, renforce cette centralisation du contrôle, permettant à la nouvelle chambre des aides d'État de remettre en cause des décisions cantonales souveraines. Le nouveau système, tel que prévu à l'article 82 let. bbis BGG, confère un droit de recours direct à la nouvelle chambre des aides d'État contre les arrêtés cantonaux, dégradant ainsi les cantons au rang d'unités administratives subordonnées.

De surcroît, la suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation (LFG) marque l'abandon de notre compétence nationale de contrôle sur les aides d'État dans le secteur stratégique du transport aérien. Cette mesure soumet entièrement ce domaine crucial au régime de l'UE, privant la Suisse de toute capacité de pilotage autonome. L'exclusion du Préposé fédéral à la surveillance des prix des séances de la chambre des aides d'État, en violation de l'article 5 al. 2 PüG, témoigne d'une volonté de réduire la transparence et de museler les voix dissonantes, au profit d'une bureaucratie européenne. Ces changements institutionnels et législatifs représentent une renonciation à notre droit de décider pour nous-mêmes et une soumission inquiétante à une puissance étrangère.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue harmonisation de la sécurité alimentaire avec l'Union Européenne représente une démarche d'intégration aux conséquences potentiellement désastreuses pour notre pays. Loin de se limiter à une simple amélioration des normes de sécurité, ce projet vise en réalité une soumission complète de notre agriculture et de notre économie alimentaire au cadre réglementaire de l'UE, sous le titre trompeur de "De la

ferme à la table". Cette démarche menace directement les standards de production élevés, les exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs suisses.

La qualité suisse, reconnue mondialement, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes entraînera inévitablement une dévaluation de nos produits. Le label "Swiss Made" perdra de sa valeur si les critères de production deviennent identiques, et moins rigoureux, qu'en Europe, anéantissant ainsi un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs.

De plus, la clause dite de la guillotine, liant ce dossier à l'ensemble des accords bilatéraux I, constitue un chantage politique inacceptable. La menace de voir l'intégralité de notre relation contractuelle avec l'UE s'effondrer en cas de refus de cet accord, nous prive de toute marge de manœuvre souveraine.

L'ingérence des inspecteurs européens dans nos exploitations agricoles, nos fromageries et nos restaurants représente une atteinte grave à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient des objets de contrôle pour une administration étrangère. Une vague sans précédent de bureaucratie s'abattra sur nos producteurs, des grandes entreprises aux petits exploitations, aux fromageries d'alpage, aux bouchers de village, et même aux organisateurs d'événements folkloriques, menaçant ainsi nos traditions locales et nos économies.

Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, démocratiquement validé à plusieurs reprises, sera sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens contenant des traces d'OGM, foulant ainsi au pied la volonté populaire.

La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires (LMG) est un assaut frontal contre notre qualité. Elle soumettra l'ensemble de notre chaîne alimentaire au droit de l'UE, engendrant une bureaucratie étouffante. Les adaptations prévues dans le droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) nous obligent à abandonner nos normes, souvent plus strictes, en matière de transport et d'abattage, au profit de

standards européens moins exigeants. C'est un recul regrettable en matière de bien-être animal et une perte de souveraineté flagrante.

Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (art. 141 et 148 LwG) constituent une délégation de pouvoir problématique, contournant le Parlement. La capacité de réagir rapidement et souverainement à des menaces spécifiques pour nos forêts, comme prévu dans le nouveau art. 26 al. 1bis du Code forestier (WaG), sera compromise par une dépendance aux mécanismes européens.

Enfin, l'adoption des règlements européens dans la loi sur les épizooties (art. 1 TSG) abandonne le contrôle d'un domaine d'importance capitale. La lutte contre les maladies animales exige flexibilité et adaptation aux réalités locales, ce que le système rigide et bureaucratique de l'UE ne peut garantir. Cette soumission est une prise de risque inconsidérée pour notre agriculture et la santé publique.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant aux mesures proposées en matière de protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Les dispositions présentées, bien que formulées pour rassurer, apparaissent insuffisantes et de nature cosmétique. Elles ne sauraient compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation, menaçant ainsi une érosion généralisée du niveau de rémunération, particulièrement dans les classes de revenus moyennes et basses.

Au lieu de renforcer notre dispositif de protection des salaires, éprouvé et efficace, celui-ci se voit affaibli et aligné sur des normes européennes moins contraignantes pour les entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial. Les nouvelles règles introduisent une complexité bureaucratique accrue sans garantir une protection proportionnelle pour les travailleurs suisses. Les mécanismes de contrôle, pierre angulaire de notre système, sont de surcroît fragilisés. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail risquent d'être sapées

par des structures centralisées et conformes au droit de l'UE, entraînant une réduction des contrôles et une application laxiste des conditions de travail et de salaire.

L'introduction d'un régime spécial de protection contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, telle que proposée dans les articles 335l à 335q du Code des obligations, constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, imposée sous la pression de l'UE. Elle instaure une classe de travailleurs privilégiés dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, ce qui nuit à la flexibilité des petites et moyennes entreprises et contrevient à nos principes de marché du travail libéral.

Les modifications envisagées à la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) et à la loi sur le travail (LTr) ne renforcent pas notre protection, mais la remodèlent sous la contrainte de l'UE. L'élargissement du système de sanctions, prévu à l'article 9, alinéa 2 de la loi sur le service public, sert avant tout à assurer la compatibilité avec le droit de l'UE, et non une amélioration intrinsèque de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit d'action prévu à l'article 11 et sa relocation à l'article 13a opérée dans le cadre de la loi sur l'assurance sociale (LAS) constituent une restructuration juridique qui fragilise la systématique éprouvée et complique la défense des droits des travailleurs.

En outre, le lien entre la loi sur les marchés publics (LMP) et la nouvelle loi sur la contribution au développement (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) est problématique. Il cimente les paiements de cohésion comme partie intégrante de notre ordre juridique et crée des interconnexions qui lient politiquement la Suisse davantage à l'UE. L'intégration de sanctions de l'UE comme jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel article 80, alinéa 2, chiffre 6 LP) représente une cession majeure de souveraineté, faisant de la Suisse un exécutant de sanctions administratives financières de l'UE sans examen judiciaire approfondi. L'ensemble de ces mesures soulève des doutes quant à leur efficacité réelle dans la protection des salaires suisses et à leur conformité avec nos principes juridiques fondamentaux.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Pierre-Alain Luder (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Pierre-Alain LUder · +41772690404 · massvoll.acf0g@passmail.com

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Les remarques générales concernant la mise en œuvre nationale de l'accord révèlent une profonde insatisfaction quant à la manière dont les engagements européens sont intégrés dans le cadre juridique suisse. Il est primordial de souligner les risques inhérents à une telle démarche, qui semble souvent privilégier l'alignement sur le droit de l'Union européenne au détriment de la souveraineté et des intérêts nationaux.

La préoccupation centrale réside dans le risque d'une "suivisme" non contrôlé, où la Suisse pourrait se retrouver à devoir transposer des actes juridiques européens dont elle n'a pas eu son mot à dire dans leur élaboration. Cette situation est particulièrement problématique au regard de l'article 123 de la Constitution fédérale, qui garantit la souveraineté de la Suisse. En acceptant implicitement ou explicitement la primauté du droit de l'UE dans des domaines non explicitement négociés, nous risquons de fragiliser notre propre système législatif et notre capacité à légiférer de manière autonome.

De plus, il est essentiel de considérer les implications de la Directive 2014/53/UE (RED) sur la mise en œuvre nationale. Bien que le droit européen vise à harmoniser les marchés, son application stricte pourrait entraîner des contraintes excessives pour les entreprises suisses, notamment les petites et moyennes entreprises, qui pourraient peiner à se conformer à des normes élaborées sans tenir compte des spécificités de l'économie helvétique. L'article 97 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération respecte la diversité des cantons et assure la concorde entre eux, implique également que toute nouvelle réglementation nationale doit être suffisamment flexible pour ne pas créer de disparités inacceptables entre les différentes régions du pays.

La procédure actuelle de mise en œuvre soulève également des questions quant à la transparence et à la participation des acteurs suisses. Le rôle de la Commission européenne dans la définition des normes techniques et des procédures de conformité peut donner l'impression que le processus est largement piloté depuis Bruxelles, laissant peu de marge de manœuvre aux autorités et aux milieux économiques suisses. Il est impératif que le processus de mise en œuvre nationale garantisse une analyse approfondie des impacts, une consultation adéquate des parties prenantes et une clause de sauvegarde permettant à la Suisse de déroger à certaines dispositions européennes si celles-ci s'avéraient contraires à ses intérêts fondamentaux ou à ses principes constitutionnels. Faute de quoi, cette démarche risque de s'apparenter à une simple transposition, vidant ainsi le concept de "mise en œuvre nationale" de sa substance.

Aides d'État

La mise en œuvre du règlement sur les aides d'État, telle que proposée, représente une dérive inacceptable de notre souveraineté et de notre système fédéral. L'abolition de la pratique actuelle, où les subventions constituent des décisions politiques démocratiquement légitimées par la

Confédération, les cantons et les communes, au profit d'un régime de contrôle technique de l'Union européenne, est profondément préoccupante. Cette soumission à un contrôle centralisé européen, qui exige que les aides soient signalées et approuvées par la Commission européenne, transforme la Suisse en un simple récepteur de règles, sapant ainsi notre autonomie politique économique nationale.

L'impact sur le fédéralisme suisse est particulièrement délétère. Les cantons perdent leur autonomie organisationnelle et procédurale en matière de promotion économique locale. Au lieu de décider eux-mêmes de leurs priorités, ils seront contraints de soumettre leurs décisions à une autorité centrale à Berne, qui agira comme un relais de l'UE. Les dispositions du nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), telles que l'article 3, créent une chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (COMCO) qui fonctionnera comme un bras étendu de l'UE. Cette chambre, décrite comme une "super-autorité", verra ses décisions servir prioritairement la compatibilité avec le droit de l'UE, et non les intérêts suisses.

De plus, les secteurs critiques tels que l'approvisionnement en énergie, le transport aérien et routier, ainsi que la culture et les PME locales, seront soumis au contrôle de l'UE. L'abrogation de l'article 103 de la loi sur l'aviation (LFG) est un exemple flagrant de cette perte de souveraineté, privant la Suisse de sa compétence d'examen nationale dans un domaine stratégique. L'adaptation du droit fédéral des poursuites (BGG) est également critiquable. L'octroi à la nouvelle chambre des aides d'État d'un droit de recours direct contre les actes cantonaux (nouvel article 82 lettre bbis BGG) dégrade les cantons en simples unités administratives subordonnées. Leurs décisions démocratiques pourront être contestées devant le Tribunal fédéral via un contrôle abstrait des normes (article 98a BGG), sapant ainsi gravement l'autonomie cantonale. L'exclusion du surveillant des prix des réunions de la chambre des aides d'État, telle que prévue par la modification de l'article 5 alinéa 2 de la loi sur la surveillance des prix (PüG), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Il est inacceptable que la Suisse renonce ainsi à sa maîtrise sur des aspects fondamentaux de sa politique économique et de son autonomie décisionnelle.

Électricité

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au projet de réglementation du domaine de l'électricité, tel qu'il est proposé dans le cadre de l'accord avec l'Union européenne. Les modifications envisagées constituent une abdication flagrante de la souveraineté énergétique de la Suisse et menacent les fondements mêmes de notre sécurité d'approvisionnement.

L'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'UE, notamment par le biais de l'ACER et d'ENTSO-E, nous relègue au rang de participants soumis, contraints de supporter les coûts sans disposer d'un droit de vote décisionnel. Les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront désormais dictées depuis Bruxelles, vidant de toute substance l'autonomie de notre régulateur, l'ElCom. Celle-ci se trouve réduite à un simple bras opérationnel de mise en œuvre de réglementations issues d'un processus antidémocratique, marquant la fin d'une régulation énergétique alignée sur les besoins spécifiques de la Suisse.

Le secteur vital de l'hydroélectricité, pilier de notre approvisionnement, est directement menacé par les règles européennes relatives aux aides d'État. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, risque d'être qualifié d'aide d'État illicite et aboli, privant ces régions d'une source de revenus essentielle. Parallèlement, nos structures fédérales, telles que les centrales communales, voient leur position fragilisée. Leur droit d'injection prioritaire, fondamental pour la production d'énergie locale et décentralisée, sera potentiellement sapé par les règles de concurrence de l'UE.

La sécurité d'approvisionnement nationale est sacrifiée sur l'autel du marché libre. La constitution de réserves stratégiques, telles que les réserves d'eau, sera restreinte par les réglementations européennes. Dans ce nouveau cadre, aucune entité – ni le marché, ni l'UE – n'assumera la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse, exposant ainsi notre pays à des risques considérables. La libéralisation totale du marché de l'électricité, telle que proposée par le nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a ss.), engendrera une volatilité

accrue des prix, rendant l'approvisionnement plus coûteux pour les PME et les ménages. Les coûts liés à la sécurité d'approvisionnement, non pris en charge par le marché, devront être compensés par de nouvelles taxes grevant les consommateurs.

Les modifications au niveau de la loi sur l'énergie (EnG, art. 15 nouveau) affaiblissent la production d'énergie renouvelable décentralisée. Les règles de rémunération seront altérées, compromettant la viabilité économique des petits producteurs locaux. L'élargissement des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) visent une uniformisation avec l'UE, au détriment de la souveraineté sur notre infrastructure critique et de nos structures fédérales. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau (art. 8 al. 2 BATE) soumet notre réseau national à des règles souvent inadaptées aux spécificités suisses, entraînant une perte de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos infrastructures.

En somme, cette approche représente un recul inacceptable pour la Suisse, compromettant notre indépendance, notre sécurité et la prospérité de nos citoyens et entreprises.

Libre circulation: Immigration

La proposition actuelle en matière de libre circulation et d'immigration, soumise à consultation, représente une capitulation inacceptable face aux exigences de l'Union européenne. Loin de renforcer notre souveraineté, elle en constitue une érosion systématique et délibérée.

L'élargissement massif de la libre circulation, induit par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union, contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale et au mandat clair du peuple suisse d'exercer une maîtrise autonome de la migration. L'instauration d'un nouveau "droit de séjour permanent" après seulement cinq ans, assimilable à une "naturalisation C PLUS", est particulièrement préoccupante. Ce statut, pratiquement inrevocable même en cas de criminalité ou de dépendance prolongée à l'aide sociale, menace gravement notre sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux, les rendant vulnérables à une immigration de masse qui pèsera indubitablement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes.

L'extension du regroupement familial, qui autorise désormais le séjour de parents, grands-parents et beaux-parents, est sans précédent pour un pays non membre de l'UE. Cette mesure, loin d'être une simple adaptation, engendrera une croissance incontrôlable de l'immigration et une augmentation exponentielle des coûts sociaux, le tout aux frais de la population suisse.

La prétendue "clause de sauvegarde" prévue dans le paquet d'accords est une illusion. Les conditions strictes et les seuils prohibitifs de sa mise en œuvre la rendent inopérante en pratique. La menace de sanctions de l'UE en cas de son invocation transforme cette clause en un instrument de chantage plutôt qu'en une véritable protection de nos intérêts nationaux.

De surcroît, l'automatisation de l'adoption du droit de l'UE dans ce domaine, par le biais de la "méthode d'intégration", privera le Parlement et le peuple suisses de leur droit de décision sur des questions migratoires cruciales. Cela représente une atteinte inqualifiable à notre démocratie directe.

Les modifications proposées à la Loi sur l'immigration (LIM), notamment l'abrogation de l'article 29a et l'introduction des articles 41c et 21b, cimentent le droit à l'assistance sociale pour les citoyens de l'UE. L'extension de leurs droits à l'aide sociale, rendant leur exclusion quasi impossible, transforme nos systèmes de prévoyance en un guichet ouvert au détriment de la population autochtone. La nouvelle "clause de sauvegarde" de l'article 21b LIM est un placebo, incapable de freiner efficacement l'immigration, et la suppression de l'article 29a LIM supprime les dernières limitations significatives.

La stratégie de "réintégration" dans le cadre de la Loi sur l'assurance-chômage (LACI) est une mesure cosmétique masquant une perte de contrôle sur l'accès au marché du travail. L'augmentation drastique des frais de scolarité pour les étrangers dans le domaine des hautes écoles, comme en témoignent les modifications à la Loi sur l'EPFZ (Art. 34d al. 2bis) et à la Loi sur le financement des hautes écoles (HFKG, Art. 61a), est un aveu de la charge financière imposée par la libre circulation dans le secteur de l'éducation.

En outre, l'assujettissement de notre deuxième pilier à la coordination de l'UE, via l'article 49 al. 2 chiffre 27 de la Loi sur le libre passage (LPP), représente une perte de souveraineté politique et sociale. L'acceptation de l'intégration du système d'information du marché intérieur (IMI) dans la Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFP) et dans les lois professionnelles du domaine de la santé (Médecins, Professions de la santé, Psychologues) substitue la rigueur suisse par une reconnaissance automatisée, menaçant nos standards de qualité et la sécurité des patients. La restriction du versement du avoir de caisse de retraite en cas de départ vers l'UE (Art. 25f al. 1bis LFRE) constitue une atteinte à nos droits de propriété.

En résumé, ces propositions constituent une capitulation face à l'UE, une érosion de notre souveraineté et un affaiblissement de nos structures sociales et de sécurité. Nous rejetons fermement cette approche qui sacrifie les intérêts fondamentaux de la Suisse sur l'autel d'une intégration forcée et coûteuse.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue « Sécurité des denrées alimentaires » dissimule une intégration profonde et risquée dans le cadre réglementaire de l'Union européenne. Loin de se limiter à la sécurité, il s'agit d'une soumission complète de notre agriculture et de notre industrie alimentaire aux directives européennes « De la ferme à la table ». Ce projet menace directement les standards de qualité élevés qui font la renommée de nos produits, la survie de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs suisses.

La qualité suisse, notre avantage concurrentiel le plus précieux, est mise en péril. L'harmonisation avec des normes européennes souvent moins exigeantes entraînera inévitablement une dégradation qualitative. Le label « Made in Switzerland » perdra de sa valeur si nos produits doivent être fabriqués selon les mêmes critères, parfois inférieurs, que ceux en vigueur dans l'UE.

L'introduction d'une clause guillotine, liant cet accord à l'ensemble des conventions bilatérales I, constitue une forme d'intimidation politique inacceptable. La perspective de voir l'intégralité de nos relations avec l'UE s'effondrer en cas de refus de cet accord d'intégration alimentaire nous prive de toute marge de manœuvre souveraine.

De surcroît, l'octroi de droits d'inspection à des contrôleurs européens dans nos exploitations, nos fromageries et nos restaurants représente une atteinte considérable à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de contrôle pour une administration étrangère.

Une vague de bureaucratie sans précédent menace de submerger nos producteurs. Des petites exploitations aux artisans locaux, tous seraient contraints de se conformer à des réglementations européennes complexes et inadaptées, mettant en péril des traditions et des économies locales.

Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, plébiscite démocratique, est vidé de sa substance. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens contenant des traces d'OGM, bafouant ainsi la volonté populaire.

La révision totale du droit alimentaire et des objets usuels (LMG) représente une attaque directe contre la qualité helvétique. Elle soumet l'ensemble de notre chaîne alimentaire à la réglementation européenne, engendrant une bureaucratie étouffante et une perte de nos standards élevés.

Les adaptations proposées au droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) nous obligent à abandonner nos réglementations nationales, souvent plus strictes, en matière de transport et d'abattage, au profit des normes européennes. C'est un recul pour le bien-être animal et une perte de souveraineté flagrante.

Enfin, les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (nouveaux art. 141 et 148 LwG) constituent une délégation de pouvoir inquiétante, contournant le Parlement et facilitant l'implémentation unilatérale du droit européen dans un secteur vital pour notre pays. Ce

projet est un abandon de souveraineté déguisé en mesure de sécurité.

Libre circulation: Protection des salaires

La proposition soumise concernant la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes suscite de sérieuses préoccupations quant à son efficacité réelle et à ses implications pour le marché du travail suisse. Les mesures proposées, bien que présentées comme un renforcement de la protection, apparaissent comme insuffisantes et davantage cosmétiques, incapables de compenser la pression considérable exercée sur les bas et moyens salaires par l'élargissement de la libre circulation. Plutôt que de consolider notre système de protection salariale éprouvé, ces nouvelles dispositions semblent le diluer et l'aligner sur des normes européennes potentiellement moins rigoureuses, ce qui bénéficie principalement aux entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial.

Les mécanismes de contrôle sont affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont érodées par des structures nouvelles, centralisées et conformes aux exigences de l'UE. Ceci se traduit par une diminution des contrôles et une application moins stricte des conditions de travail et salariales, allant à l'encontre de l'intérêt des travailleurs suisses.

L'introduction d'un nouveau régime de protection contre le licenciement pour les représentants des travailleurs (nouvel art. 335l et suivants CO) constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par une pression extérieure. Elle instaure une classe privilégiée de travailleurs dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, paralysant la flexibilité, notamment celle des PME, et contredisant nos principes de marché du travail libéraux. Les modifications apportées à la loi sur l'assurance vieillesse et survivants (LAVS) et à la loi sur la partie générale du droit de la sécurité sociale (LPGA) doivent être examinées dans ce contexte global de conformité aux standards de l'UE, qui pourrait compromettre l'efficacité de nos mesures internes.

De plus, la liaison du droit des marchés publics avec le financement de la cohésion (annexe 5, ch. 1, let. d) cimente les paiements de cohésion comme un élément permanent de notre ordre juridique et crée des interconnexions qui lient politiquement davantage la Suisse à l'UE. La reconnaissance des sanctions de l'UE comme des jugements exécutoires en droit des poursuites et faillites (nouvel art. 80, al. 2, ch. 6 LP) représente une cession massive de souveraineté, transformant la Suisse en auxiliaire de l'exécution de sanctions administratives financières de l'UE, sans examen judiciaire approfondi. Ces dispositions semblent privilégier une intégration accrue au détriment de la préservation de notre modèle social et économique propre.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse doit aborder avec une extrême prudence les résultats des négociations en cours avec l'Union européenne. Bien que la volonté d'adapter le cadre bilatéral soit compréhensible, les propositions actuelles soulèvent des préoccupations fondamentales quant à la souveraineté nationale et à la capacité de la Suisse à déterminer sa propre voie législative.

Il est impératif de s'interroger sur la portée réelle de l'acquis communautaire que la Suisse serait amenée à reprendre. L'article 7, paragraphe 1, de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.) stipule que la Confédération est tenue de respecter le droit international. Cependant, une reprise trop extensive et non négociée de la législation européenne pourrait miner l'autonomie législative du Parlement fédéral, garantie par l'article 164 Cst., qui est responsable de l'élaboration des lois. La crainte est que des dispositions européennes soient intégrées de manière quasi mécanique, sans un examen approfondi de leur adéquation avec le droit suisse et les spécificités de notre système politique.

De plus, la question de la primauté du droit européen est particulièrement sensible. Si les accords

aboutissent à une reconnaissance systématique de la primauté du droit de l'UE, même dans des domaines non expressément prévus par les accords bilatéraux, cela remettrait en cause le principe de la souveraineté législative suisse. Le droit suisse, tel qu'adopté par nos représentants élus, deviendrait subordonné à des normes élaborées à Bruxelles, sans l'intervention directe du peuple ou de ses représentants pour l'adoption de ces dernières.

Il est également nécessaire d'évaluer rigoureusement l'impact économique et social d'une telle intégration. Les accords peuvent imposer des contraintes réglementaires qui ne correspondent pas toujours aux intérêts économiques suisses. Par ailleurs, la participation au marché intérieur européen, telle que proposée, pourrait entraîner une concurrence accrue pour les entreprises suisses, dont certaines pourraient se retrouver désavantagées face à des acteurs bénéficiant de subventions ou de cadres réglementaires différents au sein de l'UE.

En conclusion, la Suisse doit agir avec la plus grande vigilance. Une évaluation critique des résultats des négociations est essentielle pour garantir que les futurs accords préservent l'autonomie décisionnelle de la Suisse, protègent ses intérêts nationaux et respectent les principes fondamentaux de sa constitution. Toute décision prise doit être soumise à un examen minutieux, impliquant un débat démocratique approfondi et une analyse rigoureuse des implications juridiques, économiques et sociales.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Les propositions visant à stabiliser les relations avec l'Union européenne, telles que présentées dans ce document de consultation, soulèvent des préoccupations majeures quant à leur impact sur la souveraineté et les intérêts fondamentaux de la Suisse. L'idée d'une intégration accrue, même sous couvert de "stabilisation", risque d'éroder progressivement notre capacité décisionnelle autonome, un principe cardinal ancré dans notre Constitution, notamment à l'article 54 de la Constitution fédérale suisse (Cst.) qui garantit la liberté et l'indépendance de la Suisse.

L'alignement sur le droit européen, même si présenté comme une "adaptation technique" ou une "harmonisation", conduit inévitablement à une perte de contrôle sur notre propre législation. Nous serions contraints d'adopter, dans de nombreux domaines, des directives et règlements dont l'élaboration échappe à notre influence directe, alors que le droit suisse, issu de nos propres processus démocratiques, serait relégué au second plan. Cette dynamique est particulièrement problématique lorsque les actes européens empiètent sur des domaines relevant de la compétence cantonale, tels que la justice ou la police, tel que stipulé à l'article 304 du Code de procédure pénale suisse, potentiellement affecté par des règlements communautaires dans le cadre de la coopération judiciaire en matière civile.

De plus, la perspective d'une clause de rupture potentielle, qui pourrait obliger la Suisse à réagir de manière unilatérale face à des évolutions législatives de l'UE, semble une illusion. Dans la pratique, la pression économique et politique de l'UE rendrait une telle mesure difficilement applicable sans conséquences économiques désastreuses, affectant ainsi la prospérité du pays telle que visée par l'article 41 de la Cst.

Il est impératif que toute nouvelle étape dans nos relations avec l'UE soit soumise à un examen rigoureux et transparent, garantissant que notre indépendance, nos spécificités institutionnelles et les intérêts de notre population ne soient pas sacrifiés sur l'autel d'une intégration forcée. L'adoption d'acquis communautaires sans réelle marge de négociation constitue une menace pour notre modèle de confédération et notre système de démocratie directe. Il convient de réaffirmer avec force notre droit à choisir notre propre voie, en privilégiant des accords bilatéraux ciblés et mutuellement avantageux, plutôt qu'une adhésion progressive, même déguisée, au cadre juridique européen. L'article 100 de la Constitution prévoyant l'adoption de lois par le peuple et les cantons est menacé par une telle dérive.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation sur le paquet institutionnel Suisse-UE suscite une profonde préoccupation quant à ses implications juridiques et politiques pour la souveraineté helvétique. L'architecture proposée, notamment le rôle potentiellement prépondérant de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'interprétation du droit de l'UE applicable à la Suisse, soulève des questions fondamentales relatives à l'article 5 de la Constitution fédérale suisse (Cst.) qui garantit la souveraineté et l'indépendance de la Confédération.

L'obligation d'adopter la législation européenne pertinente, telle que prévue dans l'accord, risque de mener à une forme de « gouvernance par la porte de derrière », où le droit suisse serait de fait déterminé par Bruxelles sans que le Parlement suisse n'ait une réelle marge de manœuvre. Cette automatisation de l'adoption du droit de l'UE contrevient à la séparation des pouvoirs inscrite dans notre système constitutionnel, particulièrement en ce qui concerne la fonction législative, telle que définie par l'article 164 Cst.

De plus, la perspective d'un recours à la CJUE pour trancher des litiges relatifs à l'application des accords bilatéraux, même avec des garanties formelles, constitue une atteinte inacceptable à l'indépendance de notre système judiciaire. L'article 190 Cst. stipule clairement que le droit fédéral prime sur le droit cantonal, mais il ne prévoit en aucun cas une subordination du droit suisse au droit de l'UE tel qu'interprété par une juridiction étrangère. La notion même d'une "clause d'arbitrage" qui renverrait ultimement à la CJUE semble une tentative de masquer une véritable juridiction supranationale.

La Suisse a toujours fondé sa relation avec l'UE sur des accords sectoriels spécifiques, permettant un contrôle démocratique et parlementaire de l'adaptation de sa législation. Le paquet institutionnel actuel, en imposant une dynamique d'alignement continuel et une soumission potentielle à une interprétation juridictionnelle extérieure, menace cet équilibre fondamental. Il est impératif que le Conseil fédéral réévalue sérieusement les risques juridiques et la perte de contrôle politique qu'implique cette approche, afin de préserver les principes cardinaux de l'ordre constitutionnel suisse.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Secomandi (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Roberto F. Secomandi · 0788406106 · secomandi@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz. Die angestrebte Annäherung birgt das Risiko einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese Bestimmungen mitzugestalten oder abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien unseres föderalistischen Systems und der demokratischen Legitimation, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Gewaltenteilung und die Volkssouveränität, verankert sind.

Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Bindung die Nachteile überwiegen. Die Übernahme von EU-Regulierungen, auch in Bereichen, die unser Land nicht unmittelbar betreffen, könnte zu unverhältnismässigen Belastungen für unsere Unternehmen führen und ihre Wettbewerbsfähigkeit schwächen. Insbesondere Artikel 123 Absatz 2 des Obligationenrechts, der die Regeln für den Handel und die Vertragsgestaltung festlegt, könnte durch die Harmonisierung mit EU-Vorschriften potenziell in seiner jetzigen Form beeinträchtigt werden, was zu Unsicherheiten und zusätzlichen Kosten führt.

Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der automatischen Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Rechtskraft von Urteilen des Bundesgerichts garantiert, könnte untergraben werden, wenn die Schweiz verpflichtet wäre, Entscheidungen eines ausländischen Gerichts zu übernehmen, ohne dass eine unabhängige Prüfung stattfindet. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit und die Autonomie unseres Rechtssystems gefährden.

Die Stärkung der bilateralen Beziehungen sollte nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit aufgibt und sich faktisch den Vorgaben der EU unterwirft, ohne im Gegenzug die vollen Vorteile einer EU-Mitgliedschaft zu geniessen. Es muss sorgfältig abgewogen werden, ob die angestrebte Stabilisierung nicht vielmehr eine Erosion unserer Souveränität bedeutet und ob die vorgeschlagenen Schritte im Einklang mit den Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft stehen. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit bewahrt und ihre Interessen wirksam vertritt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und teilweise unlösbare Probleme auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist besorgniserregend, wie tiefgreifend die Souveränität der Schweiz und die Unabhängigkeit ihrer Rechtsetzung durch die vorgeschlagenen Regelungen potenziell beeinträchtigt werden könnten.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht seitens der Schweiz, wie sie sich in verschiedenen Bereichen abzeichnet, widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die im Rahmen der anstehenden bilateralen Abkommen eine immer grössere Rolle spielt, tangiert die im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankerte Volkssouveränität. Das Volk hat das Recht, über die Gesetzgebung mitzubestimmen; eine solche externe Bindung untergräbt dieses Recht massiv.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die geforderte Anerkennung seiner Rechtsprechung, selbst wenn diese nicht direkt im Abkommen verankert ist, stellt eine indirekte Unterwerfung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit dar. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der besagt, dass die Schweizer Gerichte das Recht anwenden. Die Einbindung des EuGH, auch in nicht explizit geregelten Fällen, würde die Rechtsanwendung durch unsere eigenen nationalen Gerichte de facto einschränken und die Möglichkeit zur eigenständigen juristischen Auslegung unserer Gesetze erheblich schmälern.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Während auf der einen Seite die Notwendigkeit eines funktionierenden Arbeitsmarktes anerkannt werden muss, dürfen die Konsequenzen für die Lohnstrukturen und die soziale Sicherheit nicht ignoriert werden. Der Druck auf tiefere Lohnklassen könnte sich verschärfen, was die im Artikel 111 BV verankerte Sozialpartnerschaft und die Ausgestaltung des Arbeitsmarktes durch nationale Regelungen in Frage stellen könnte.

Zudem ist fraglich, ob die behaupteten wirtschaftlichen Vorteile die potenziellen Nachteile für die politische Autonomie und die Rechtsetzungskompetenz aufwiegen. Die Schweiz hat über Jahrzehnte ein stabiles und für ihre Bürger vorteilhaftes System aufgebaut. Die Annahme derartiger Abkommen birgt die Gefahr, dass dieses System sukzessive ausgehöhlt wird, ohne dass die Bevölkerung die Möglichkeit hat, diesem Prozess direkt entgegenzuwirken. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen scheinen eine schleichende Integration in die EU zu bedeuten, ohne die demokratischen Mechanismen zu respektieren, die unsere Souveränität sichern.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vorlage zur inländischen Umsetzung des revidierten Abkommens wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die nationalen Interessen und die Souveränität der Schweiz im Einklang mit den vorgeschlagenen Regelungen gewahrt bleiben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, stellt eine prinzipielle Problematisierung dar.

Das Schweizer Rechtssystem, welches sich auf dem Prinzip der Volkssouveränität und der direkten Demokratie stützt, wie es in der Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung der Schweizerinnen und Schweizer im Ausland (BÜM) und Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR), verankert ist, scheint durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in seiner Substanz bedroht zu werden. Die Möglichkeit, dass die Schweiz fortlaufend Rechtsakte der Europäischen Union ohne Mitgestaltungsmöglichkeit in ihr eigenes Rechtssystem integrieren muss, stellt eine Schwächung der parlamentarischen und demokratischen Kontrolle dar.

Darüber hinaus gibt es erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagene Umsetzung dem Geist und den Buchstaben des schweizerischen Rechts entspricht. Die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, gebieten eine klare und verständliche Gesetzgebung. Die fortlaufende Anpassung an sich änderndes EU-Recht könnte zu einer Intransparenz und Komplexität führen, die dem Bürger nicht mehr zugemutet werden kann.

Die Auswirkungen auf die schweizerische Gerichtsbarkeit sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Artikel 125 der Bundesverfassung legt die Zuständigkeiten der Gerichte fest. Die Übernahme von EU-Recht, welches potenziell vom Europäischen Gerichtshof ausgelegt wird, birgt die Gefahr, dass die schweizerische Rechtsprechung zunehmend von externen Instanzen beeinflusst oder gar bestimmt wird. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Rechtshoheit und der Unabhängigkeit unserer Gerichte.

Es muss die Frage gestellt werden, ob die Vorteile, die mit dem Abkommen erzielt werden sollen, den Preis der Einschränkung der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz und der potentiellen Erosion der nationalen Souveränität rechtfertigen. Die detaillierte Ausarbeitung der Mechanismen zur Umsetzung ist entscheidend, um sicherzustellen, dass die Schweiz weiterhin Herrin ihrer Gesetzgebung bleibt und ihre demokratischen Grundsätze uneingeschränkt wahren kann. Ohne klare Vorkehrungen zur Wahrung der schweizerischen Interessen und zur Begrenzung der Übernahme von EU-Recht sind die Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung erheblich und dürfen nicht ignoriert werden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich und die damit einhergehende institutionelle Einbindung in die EU-Strukturen stellen eine inakzeptable Aufgabe der nationalen Energiesouveränität dar. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer an Regulierungsprozessen wie denen von ACER und ENTSO-E, ohne dabei ein Mitspracherecht zu besitzen, muss aber fortan deren Kosten mittragen. Die entscheidenden Weichenstellungen für unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, während die Schweiz lediglich zur Ausführenden degradiert wird.

Die Schweizerische Energie-Kommission (ElCom) verliert ihre Existenzberechtigung als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dieses Vorgehen untergräbt das demokratisch legitimierte Prinzip, dass Regulierung auf nationaler Ebene und unter Einbeziehung aller betroffenen Interessengruppen erfolgen muss. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG) in Artikel 4a ff. propagiert eine vollständige Marktliberalisierung, die zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führen wird. Die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung wird dem Diktat des Marktes überlassen. Die Sorge, dass Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf Konsumenten abgewälzt werden, ist berechtigt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, gerät durch die EU-Beihilfenregeln in existentielle Gefahr. Das bewährte System der Wasserzinsen, das zur Stärkung der Bergkantone beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe qualifiziert und abgeschafft werden. Ebenso werden die föderalen Strukturen in der Energieversorgung geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Dies widerspricht der Idee einer diversifizierten und robusten Energieinfrastruktur.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es ist unklar, wer fortan die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll, weder der Markt noch die EU übernehmen diese klare Verpflichtung. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere in Artikel 15 neu, verschlechtern die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Vergütungsregeln von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen, wie in Artikel 29d Abs. 4 und Artikel 33a Abs. 2bis EnG vorgesehen, schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Artikel 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften gemäss Artikel 10, 18 und 19 StromVG sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer

von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzgesellschaft unnötigerweise denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags ist aus mehreren Gründen höchst bedenklich und bedarf einer kritischen Überprüfung. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine fundamentale Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Dies ist insbesondere angesichts der Höhe der erwarteten Zahlungen und der Tatsache, dass die Schweiz damit zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird, inakzeptabel.

Die im vorliegenden Entwurf postulierte Kohäsionszahlungen werden faktisch zu einer Zwangsabgabe. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen, wobei die Schweiz keinerlei Möglichkeit mehr haben wird, diese abzulehnen. Die Schweiz zahlt somit für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsrechte kostet und keine garantierten, greifbaren Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Verpflichtung als permanent und rechtlich bindend. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Artikel 1 KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung im Raum. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die friedensfördernde Zusammenarbeit und die Unterstützung der Zivilen Aussenpolitik (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG, welche die Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung verknüpft, ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise widerspricht den Prinzipien einer transparenten und demokratisch legitimierten Finanzpolitik. Es ist entscheidend, dass die parlamentarische Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern und die Souveränität der Schweiz bei der Gestaltung ihrer aussenpolitischen Beziehungen gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit offenbaren eine bedenkliche Erosion unserer Souveränität und unserer Fähigkeit, unsere eigenen Migrations- und Sozialpolitiken autonom zu gestalten. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der explizit die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Anstatt dieser verfassungsmässigen Vorgabe gerecht zu werden, werden die Regeln so abgeändert, dass eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme geradezu gefördert wird.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, faktisch eine „Niederlassung C PLUS“, ist äusserst alarmierend. Diese praktisch unentziehbare Status verschärft die Risiken für unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke erheblich, da ein Ausschluss selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe kaum noch möglich ist. Dies wird durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert. Insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus und erschweren eine Abgrenzung, was letztlich die Schweizer Steuerzahler und die Gemeinden zusätzlich belastet.

Der Familiennachzug wird auf ein für Nicht-EU-Länder beispielloses Mass ausgeweitet, indem neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist nicht mehr als ein Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung ermöglichen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu nutzen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr mitentscheiden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Entscheidungskompetenz. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungsgesetz (HFKG) (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die durch die unkontrollierte Zuwanderung verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich abzufedern, und ein klares Eingeständnis der finanziellen Belastungen, die durch diese Politik entstehen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte unserer Versicherten ein.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen, die im Zuge der Annäherung an das EU-Recht vorgenommen werden sollen, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität und der föderalistischen Struktur unseres Landes. Es ist beunruhigend zu sehen, wie bewährte, politisch legitimierte Förderinstrumente auf kantonaler und kommunaler Ebene durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden sollen.

Die geplante Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) sowie die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) stellen eine fundamentale Umgestaltung unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Diese neue "Superbehörde" wird de facto zu einem verlängerten Arm der EU-Kommission, deren primäre Aufgabe darin bestehen wird, die Konformität mit EU-Recht sicherzustellen, und nicht mehr primär die Durchsetzung schweizerischer Interessen. Dies untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und macht die Schweiz zu einem reinen Empfänger von EU-Regeln.

Besonders problematisch ist die Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Gemäss Artikel 82 Buchstabe bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu reinen Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide durch eine zentrale Instanz auf EU-Konformität überprüft und somit gekippt werden können. Dies schwächt die föderalistischen Prinzipien fundamental und entzieht den Kantonen ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, wie sie sie im neuen BHÜG verlieren werden.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle, insbesondere durch die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG), gefährdet die strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert.

Die mangelnde demokratische Kontrolle über die neue Beihilfekammer und die damit verbundenen Verwaltungsverfahren gemäss den Artikeln 3, 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) sind ebenfalls stossend. Die Verfahrensautonomie der Kantone wird weiter eingeschränkt, und die Transparenz für die Konsumenten wird durch den Ausschluss des Preisüberwachers von

Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) beeinträchtigt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplanten Massnahmen eine gefährliche Zentralisierung von Macht und Kontrolle bewirken, die Souveränität der Schweiz untergraben und die föderalistischen Prinzipien unseres Landes massiv schwächen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifender Besorgnis über die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Lohnschutzes. Die angepriesenen Massnahmen zur Sicherung der Schweizer Löhne erscheinen uns als unzureichend und lediglich kosmetischer Natur. Sie werden dem massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit mit der EU entsteht, in keiner Weise gerecht. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere bei mittleren und niedrigen Einkommen, und sehen darin eine existentielle Bedrohung für die Schweizer Arbeitnehmerschaft.

Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser offenbar aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die angekündigten neuen Regeln sind in ihrer Komplexität bürokratischer, aber zweifellos weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies dient primär ausländischen Unternehmen, die Lohn- und Sozialdumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden in beunruhigender Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient in erster Linie der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt hinterlassen die vorgeschlagenen Massnahmen den Eindruck einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und einer Schwächung des Schutzes für die Schweizer Arbeitnehmerschaft.

Lebensmittelsicherheit

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnwesen, geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) birgt die reale Gefahr, den etablierten Service public zu untergraben. Ausländische Anbieter, die oft von staatlichen Subventionen in ihren Heimatländern profitieren, werden in die Lage versetzt, die lukrativen Hauptstrecken in der Schweiz zu bedienen. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass die finanziell weniger rentablen, aber für die

flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien, die von den Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderen konzessionierten Unternehmen aufrechterhalten werden, zunehmend unrentabel. Dies gefährdet die finanzielle Grundlage unseres Service public und damit die Versorgungssicherheit der Bevölkerung in weniger dicht besiedelten Gebieten.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme präsentierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und damit als völlig unzureichend. Sie bietet keinerlei Gewähr dafür, dass die Schweiz zukünftigen Änderungen des EU-Beihilferechts, welche die Schweiz dann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste, entgehen kann. Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten, ist daher nicht aus der Luft gegriffen. Dies würde unmittelbar die Qualität und das Ausmass des öffentlichen Verkehrsangebots für die Schweizer Bürger beeinträchtigen.

Weiterhin ist die sukzessive Abgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur bedenklich. Die dynamische Rechtsübernahme im Rahmen des Abkommens bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise die zur Schaffung des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungs- und Entscheidungskompetenz weiter in Richtung zentraler EU-Institutionen verlagern, was im Widerspruch zu unserem souveränen Status steht.

Die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis, die die Schweiz zwingt, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies könnte zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da die spezifischen Bedürfnisse und Prioritäten des Schweizer Verkehrsmarktes möglicherweise nicht mehr ausreichend berücksichtigt werden können. Insgesamt bestehen erhebliche Zweifel daran, ob die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr tatsächlich im besten Interesse der Schweiz und ihrer Bürger sind.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Herr (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Blattmann Rudolf · info@aue.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Souveränität und der Stabilität unseres Rechtssystems auf. Es ist unumgänglich, diese Ergebnisse kritisch zu hinterfragen und potenzielle nachteilige Auswirkungen auf unser Land zu analysieren.

Insbesondere die darin enthaltenen Regelungen zur Übernahme von EU-Recht im Bereich der Dienstleistungen sind besorgniserregend. Die vorgeschlagene Übernahme der Richtlinie über Dienstleistungen im Binnenmarkt birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung des schweizerischen Rechtsbestandes. Artikel 68 des Bundesgesetzes über den Binnenmarkt (BGBM) garantiert die Rechtssicherheit und den Schutz der Schweizer Wirtschaftsakteure. Durch die unkritische Annahme von EU-Regularien droht eine Divergenz zu diesem Grundsatz, da die Dynamik des EU-Rechts, welches sich ständig weiterentwickelt, nicht mit der nationalen Gesetzgebung Schritt halten kann. Dies widerspricht dem Geist des BGBM, welches gerade den Binnenmarkt im Interesse der Schweiz stärken soll.

Weiterhin ist die vorgeschlagene Übernahme der Verordnung über die Zusammenarbeit im Verbraucherschutz problematisch. Artikel 46 des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) schützt Konsumenten vor irreführender Werbung und unfairen Geschäftspraktiken. Die automatische Übernahme von EU-Regularien ohne sorgfältige Prüfung ihrer spezifischen Anwendbarkeit auf schweizerische Verhältnisse könnte zu einer Überregulierung oder, im schlimmsten Fall, zu Rechtsunsicherheiten führen, die gerade nicht im Interesse des schweizerischen Konsumenten liegen. Die autonom gesetzgeberischen Kompetenzen der Schweiz, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, dürfen nicht im Sinne einer passiven Rechtsübernahme geopfert werden.

Die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht in den Verhandlungsergebnissen dargelegt wird, lässt ferner die Frage offen, inwieweit eine unabhängige Überprüfung und Anpassung an schweizerische Bedürfnisse überhaupt noch möglich sein wird. Es besteht die ernste Befürchtung, dass die Schweiz in einen Zustand der fortwährenden Rechtsanpassung gedrängt wird, ohne die Möglichkeit, ihre nationalen Interessen effektiv zu wahren. Dies tangiert den Kern der schweizerischen Selbstbestimmung und die Fähigkeit, eigene Prioritäten zu setzen. Eine solch unzureichende Transparenz und Kontrollmöglichkeit im Prozess der Rechtsübernahme widerspricht fundamentalen rechtsstaatlichen Prinzipien.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

nein

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die aus einer kritisch-skeptischen Perspektive beleuchtet werden müssen. Die Annahme eines solchen Pakets birgt das Risiko einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der Angleichung an EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit zur Mitgestaltung dieser Rechtsnormen hätte. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Selbstbestimmung, wie er auch im föderalistischen Gefüge der Schweiz verankert ist und sich in diversen Artikeln der Bundesverfassung widerspiegelt, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der kantonalen Hoheitsrechte.

Die unklare Abgrenzung der zukünftigen Rechtsübernahme birgt die Gefahr einer extensiven und potenziell unkontrollierbaren Übernahme von EU-Recht. Dies könnte insbesondere Artikel 173 der Bundesverfassung, der die Aussenpolitik der Schweiz regelt, untergraben, indem Entscheidungen der EU de facto zu Schweizer Recht werden, ohne dass hierfür ein fundiertes nationales Interesse nachgewiesen werden müsste. Die automatische Übernahme von Gerichtsentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU vorkommt, ist dabei besonders bedenklich. Dies würde die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte schwächen und unsere Rechtsordnung potenziell dem Einfluss einer fremden Jurisdiktion aussetzen.

Zudem ist die wirtschaftliche Dimension des Pakets kritisch zu hinterfragen. Eine engere Anbindung an den EU-Binnenmarkt mag auf den ersten Blick verlockend erscheinen, doch die damit verbundenen Verpflichtungen zur Übernahme von EU-Regulierungen könnten die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen, insbesondere jener, die auf Nischenmärkte oder innovative Ansätze setzen, die nicht zwingend den EU-Standards entsprechen müssen. Die Bewahrung unserer wirtschaftlichen Eigenständigkeit gemäss Artikel 94 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftspolitik regelt, könnte hierdurch gefährdet werden.

Es drängt sich die Frage auf, ob die potenziellen Vorteile dieses Pakets die erheblichen Risiken für unsere Souveränität und unsere rechtsstaatliche Unabhängigkeit aufwiegen. Eine vorsichtige und abwägende Haltung ist geboten, die die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz sorgfältig prüft und nicht überstürzt einem Abkommen zustimmt, dessen Tragweite noch nicht vollständig erfasst ist und das unsere demokratische Selbstbestimmung nachhaltig beeinträchtigen könnte. Die Schweiz muss ihre Interessen auf eigene Weise wahren können, ohne in eine Abhängigkeit von Brüssel zu geraten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Anpassungen zur Umsetzung des Abkommens werfen erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die demokratische Legitimation der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von indirekter Übernahme, untergräbt die Fähigkeit des schweizerischen Gesetzgebers, eigenständig Gesetze zu erlassen und die Interessen der eigenen Bevölkerung zu wahren.

Es ist fraglich, inwieweit die vermeintliche "direkte Umsetzung" tatsächlich dem schweizerischen Rechtsprechungsprozess entspricht. Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) garantiert die

Volksrechte, einschliesslich der Möglichkeit des fakultativen Referendums. Eine indirekte Rechtsübernahme, die primär auf die Anwendbarkeit von EU-Recht in der Schweiz abzielt, könnte diese Grundrechte aushebeln, indem sie das Referendum faktisch umgeht. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden somit nicht über die Inhalte abgestimmter Gesetze entscheiden können, sondern lediglich über die Zustimmung zu einem Gesamtpaket, dessen detaillierte rechtliche Konsequenzen ihnen kaum mehr ersichtlich sind.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass durch die fortlaufende Übernahme von EU-Recht die schweizerische Rechtsordnung in immer stärkerem Masse von externen Vorgaben abhängig wird. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Autonomie, der im Artikel 1 des Obligationenrechts (OR) anklingt, wo die Vertragsfreiheit als Grundlage des Privatrechts anerkannt wird. Diese Autonomie impliziert auch die Freiheit, eigene Rechtsnormen zu schaffen und zu gestalten, die den spezifischen Gegebenheiten und Wertvorstellungen der Schweiz Rechnung tragen.

Die in den vorgeschlagenen Massnahmen angelegte Mechanik birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Erosion der bundesstaatlichen Kompetenzordnung. Die Kantone, deren Zuständigkeiten gemäss Artikel 3 BV zu wahren sind, könnten durch die vorgelagerten EU-Regulierungen in ihrer Autonomie beschnitten werden, ohne dass ihnen die Möglichkeit bleibt, eigene, an ihre Bedürfnisse angepasste Lösungen zu entwickeln. Die von der EU diktierten Standards könnten unweigerlich auch auf kantonaler Ebene zur Anwendung kommen, was eine erhebliche Einschränkung der föderalen Vielfalt bedeuten würde.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die beabsichtigte Umsetzung eine ernste Bedrohung für die schweizerische Rechtsstaatlichkeit, die demokratische Mitbestimmung und die föderale Struktur darstellt. Es sind substantielle rechtliche und politische Bedenken zu formulieren, die eine kritische Neubewertung des gesamten Vorhabens rechtfertigen.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Strom gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vorgesehene institutionelle Einbindung in EU-Strukturen, wie ACER und ENTSO-E, bedeutet einen unumkehrbaren Verzicht auf nationale Entscheidungskompetenzen. Die Schweiz wird zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Akteur im europäischen Strommarkt, dessen Netzregeln zukünftig primär in Brüssel diktiert werden. Dies widerspricht dem Grundprinzip eines souveränen Staates, der über seine eigene kritische Infrastruktur bestimmt.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die angestrebte Angleichung an EU-Vorgaben fundamental verändert. Sie droht von einer unabhängigen schweizerischen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für ein undemokratisch legitimiertes EU-Regelwerk degradiert zu werden. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik.

Existenzielle Gefahren ergeben sich zudem für das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, welches zentral für die finanzielle Stabilität vieler Bergkantone ist, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und somit gefährden. Dies hätte gravierende wirtschaftliche und soziale Folgen für die betroffenen Regionen.

Die vorgesehene vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken. Sie führt zu einer erhöhten Preisvolatilität, die insbesondere KMU und Haushalte stärker belasten wird. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt offensichtlich nicht adäquat decken kann, drohen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt zu werden. Zudem gefährdet die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) die nationale Versorgungssicherheit, ein fundamentaler Auftrag eines jeden Staates.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale,

erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Absenkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregelungen von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zu einer nachhaltigen und bürgernahen Energiepolitik. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zusätzliche Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Unterwerfung unter das EU-Regime und zerstören die föderalen Strukturen sowie die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Gesellschaft ohne Not den Regeln von EU-Konzernen, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Die Schweiz opfert ihre Energiesouveränität und die Stabilität ihrer Versorgungssicherheit einem hochriskanten Experiment auf Kosten ihrer Bürger.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an EU-Kohäsionsprojekten ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und untergräbt schweizerische Souveränität und demokratische Kontrolle. Insbesondere die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt einen erheblichen Rückschritt dar. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt und die Schweiz zur reinen Vollzugsinstanz einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung degradiert.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockvogelangebot zu betrachten. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Dies bedeutet, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, deren Vorteile für die Schweiz fragwürdig sind, während die Kosten für die Souveränität erheblich sind. Es gibt keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen, was die finanzielle Belastung umso unerträglicher macht.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, spezifisch in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Etablierung als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Diese Entwicklung bedeutet eine faktische Zwangsabgabe und entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel. Die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen wird aufgehoben, und die Schweiz begibt sich auf einen Weg, der ihre finanzielle Autonomie und ihre Rolle als souveräner Staat gefährdet. Jegliche freiwillige Geste der Solidarität wird zu einer rechtlich erzwungenen finanziellen Belastung ohne adäquaten Gegenwert.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Mitbestimmung dar. Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie konterkariert den klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, eigenständig über die Zuwanderung zu entscheiden. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer „Niederlassung C PLUS“, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da ein Entzug dieses Rechts selbst bei krimineller Veranlagung oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe

kaum noch möglich sein dürfte.

Es ist unverkennbar, dass die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Massnahmen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist nichts weiter als eine Augenwischerei. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zur einer „Erpressungsklausel“ degradiert. Die automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ in diesem hochsensiblen Bereich entmündigt faktisch das Schweizer Parlament und das Volk, da künftige Verschärfungen des EU-Rechts ohne Mitspracherecht übernommen werden müssten.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss praktisch unmöglich gemacht wird. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung zulässt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (FSG, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Versicherten ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen, was zu einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit führt und gerade im Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt.

Staatliche Beihilfen

Wir äussern uns äusserst kritisch zu den vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen, da diese eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems darstellen. Die heutige Praxis, bei der Subventionen primär als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental unseren demokratischen Prinzipien und der Autonomie der Gebietskörperschaften.

Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG, stellt eine faktische Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht dar. Diese neue "Superbehörde" agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit EU-Recht, nicht den spezifischen Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist unzureichend, was die Befürchtung verstärkt, dass unsere wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird.

Besonders stossend ist die Schwächung der kantonalen Autonomie durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG). Die Einführung eines neuen Beschwerderechts für die Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse (Art. 82 Bst. bbis BGG) degradiert die Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung des Föderalismus darstellt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und

Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft, denen formelles rechtliches Gehör verwehrt bleibt.

Die Ausweitung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG (Art. 31a, 33, 37a-c VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die föderalistischen Strukturen weiter. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr, der nun vollständig dem EU-Regime unterstellt wird. Auch die Preisüberwachung wird durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) geschwächt, was zu Lasten von Transparenz und Konsumentenschutz geht. Insgesamt sind diese Massnahmen ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung, der die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs bergen erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen Frontalangriff auf die Grundversorgung dar. Ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen werden die Möglichkeit erhalten, sich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken herauszupicken. Diese "Rosinenpickerei" wird die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag über das gesamte Land haben, erheblich untergraben.

Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist nicht aus der Luft gegriffen. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung direkt bedrohen. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Absicherung dienen soll, ist rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Dies bedeutet, dass zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernommen werden müssten. Damit würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist ebenso besorgniserregend. Sie zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Massnahmen geeignet, die Qualität und die flächendeckende Versorgung unseres öffentlichen Verkehrs massiv zu gefährden und die Souveränität der Schweiz zu untergraben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht des schweizerischen Rechts- und Wirtschaftsstandortes ungenügend und von kosmetischer Natur. Sie vermögen den durch die erweiterte Personenfreizügigkeit zu erwartenden massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, keineswegs zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, die den Erfolg unserer Sozialpartnerschaft und die Kaufkraft der breiten Bevölkerung untergraben würde.

Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die vorgeschlagenen Anpassungen aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angeglichen. Die

neuen Regelungen sind vordergründig bürokratischer gestaltet, verfehlen aber die Wirksamkeit der bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden hierdurch geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben, was zu einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen und damit zu weniger wirksamen Kontrollen führt.

Die angeblichen Stärkungen des Entsendegesetzes (EntsG) sind keine Verbesserung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss der neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge des EU-Drucks. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die schweizerische Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklung birgt erhebliche Risiken für unsere Rechtsstaatlichkeit.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an die EU-Lebensmittelsicherheit, verschleiert unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist keine Frage der reinen Sicherheit, sondern eine gezielte Schwächung unserer hohen Produktionsstandards, der Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und der Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das geschützte Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach Kriterien hergestellt werden müssen, die weniger streng sind als unsere nationalen Vorgaben.

Diese Unterwerfung wird durch eine gefährliche "Guillotineklausel" zementiert, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und das Parlament in seiner legislativen Kompetenz erheblich einschränkt, wie dies auch die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) belegen, welche eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht darstellen und das Parlament umgehen.

Die EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Das Gentechnik-Moratorium, unser demokratisch mehrfach bestätigter Volkswille, wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch

veränderten Organismen zu akzeptieren. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Sogar der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch den neuen Art. 26 Abs. 1bis WaG dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz unfähig macht, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Dieses Abkommen ist eine grundsätzliche Bedrohung unserer Souveränität und unseres Wohlstandes.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Sebastian Tamas (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Sebastian Tamas · +41782567479 · seta@duck.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur «inländischen Umsetzung» wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist beunruhigend festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Autonomie des Schweizerischen Rechts markant einschränken, sondern auch die demokratischen Prozesse untergraben.

Wir äussern uns äusserst kritisch zur geplanten Übernahme von EU-Recht, welche die Schweiz de facto in eine abhängige Rechtsetzungsstellung drängt. Gemäss Artikel 123 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) und Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und die Bindung an das geschriebene Recht von zentraler Bedeutung für unsere Rechtsordnung. Die hier vorliegende Umsetzung droht, diese Fundamente aufzuweichen, indem sie eine privilegierte Stellung für EU-Recht schafft, das nicht den üblichen parlamentarischen Beratungs- und Genehmigungsprozessen unterliegt. Insbesondere die Artikel 3 und 4 des Entwurfs, welche die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Rechtsakten vorsehen, sind höchst bedenklich. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Das Volk hat das Recht, über die Gesetzgebung mitzubestimmen, nicht aber durch eine externe Instanz, deren Entscheidungen nachträglich und ohne wirksame Kontrollmöglichkeiten in die nationale Rechtsordnung integriert werden.

Die Begründung, dass eine solche Anpassung zur «Rechtsvereinheitlichung und zur reibungslosen Funktion der bilateralen Abkommen» notwendig sei, greift zu kurz und ignoriert die immensen Risiken. Die Schweizer Gesetzgebung ist darauf ausgelegt, den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz Rechnung zu tragen. Eine blindlings übernommene EU-Regulierung könnte diesen Bedürfnissen zuwiderlaufen und zu unerwünschten Konsequenzen führen, welche die Stabilität und den Wohlstand unseres Landes gefährden. Die Anwendung des EU-Rechts, wie sie hier angedeutet wird, birgt die Gefahr einer gerichtlichen Kontrolle durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH), dessen Urteile für die Schweiz bindend wären. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der die Bindung der Gerichte und Behörden an das kantonale und eidgenössische Recht vorsieht. Eine externe Gerichtsbarkeit, welche die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts massgeblich beeinflusst, schwächt die Gewaltenteilung und die Souveränität unseres Rechtssystems.

Besorgniserregend ist zudem, dass die vorgeschlagene Umsetzung die Unterscheidung zwischen primärem und sekundärem EU-Recht verwischt. Die automatische Übernahme von sekundärem EU-Recht, ohne dass dieses einem umfassenden nationalen Prüfverfahren unterzogen wird, ist inakzeptabel. Es ist unerlässlich, dass jedes Rechtsgut, das potenziell Anwendung in der Schweiz finden könnte, einer gründlichen Prüfung auf seine Vereinbarkeit mit der Bundesverfassung, insbesondere den Grundrechten gemäss Artikel 7 bis 36 BV, sowie den nationalen Interessen unterzogen wird. Die vorgesehene Mechanik birgt die Gefahr, dass auch Regelungen übernommen

werden, die den Schutz der Privatsphäre, die wirtschaftliche Freiheit oder andere grundlegende Freiheiten beeinträchtigen, ohne dass eine angemessene nationale Diskurs stattgefunden hat.

Die Gefahr einer «schleichenden Erosion» der Schweizer Souveränität ist hierbei nicht zu unterschätzen. Die vorgeschlagenen Mechanismen scheinen darauf abzuzielen, die Schweiz schrittweise an die EU-Rechtsentwicklung zu binden, ohne dass ein klarer und transparenter Prozess der nationalen Legitimation stattfindet. Dies untergräbt die Möglichkeit, die Schweizer Rechtsordnung gezielt und im Einklang mit den nationalen Interessen weiterzuentwickeln. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert die Niederlassungsfreiheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger im In- und Ausland. Jegliche Anpassung von Gesetzen und Verordnungen muss sicherstellen, dass diese Freiheit nicht durch unüberlegte oder nicht auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene EU-Regulierungen eingeschränkt wird.

Die Behauptung, dass die vorgeschlagene Umsetzung die Rechtsunsicherheit verringere, ist zynisch. Vielmehr schafft sie eine neue und gravierende Rechtsunsicherheit, da die schweizerischen Gerichte und Behörden zunehmend mit der Auslegung und Anwendung von Rechtsnormen konfrontiert sein werden, die von externen Gremien geschaffen wurden und deren Zweckmässigkeit und Verfassungsmässigkeit im schweizerischen Kontext fraglich ist. Die Rechtsicherheit wird nur dann gewährleistet, wenn die Gesetzgebung transparent, verständlich und demokratisch legitimiert ist. Die hier angedeutete Intransparenz und mangelnde demokratische Kontrolle stellen eine direkte Bedrohung für die Rechtsstaatlichkeit dar, die in Artikel 5 der Bundesverfassung als grundlegendes Staatsprinzip festgeschrieben ist.

Wir fordern eine klare und dezidierte Festlegung, dass die Schweiz ihre Gesetzgebungskompetenz und ihre richterliche Unabhängigkeit uneingeschränkt behält. Jegliche Form der Rechtsübernahme hat sich strikt an den Prinzipien der Bundesverfassung zu orientieren und muss einem transparenten und demokratischen nationalen Gesetzgebungsprozess unterliegen. Die vorliegende Vorlage geht diese Grundsätze fundamental an und muss daher in ihrer jetzigen Form entschieden abgelehnt werden.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom birgt gravierende Risiken für die Souveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Es ist höchst bedenklich, dass mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere ACER und ENTSO-E, die Schweiz faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne eigene Entscheidungsbefugnis degradiert wird. Die Kosten für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung unserer Stromnetze werden wir weiterhin tragen, während essenzielle Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Autonomie und der direkten demokratischen Legitimation.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch diese Massnahmen von einer unabhängigen, schweizerischen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die demokratische Kontrolle über unsere Energiepolitik wird damit massiv ausgehöhlt.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und zur Finanzierung lokaler Infrastrukturprojekte dient, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Basis dieser Kantone schwächen und könnte zu einer Verlagerung von Einnahmen weg von den lokalen Gemeinschaften führen.

Die vorgeschlagenen Änderungen greifen auch die föderalen Strukturen in der Energieversorgung an. Wichtige Gemeindekraftwerke, die eine zentrale Rolle in der lokalen und dezentralen Energieproduktion spielen, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale Energieerzeugung fördert, wird ausgehebelt. Dies benachteiligt die

dezentrale Energieproduktion und stärkt potenziell grössere, überregionale Anbieter, was im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie steht, die auf Vielfalt und lokale Wertschöpfung setzt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem unberechenbaren freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Falle von Engpässen oder Krisen die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen wird. Weder der Markt noch die EU scheinen hierfür eine klare und eindeutige Zuständigkeit zu übernehmen. Dies stellt ein nicht kalkulierbares Risiko dar, das die Stabilität unserer Energieversorgung gefährdet.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten, die der "freie Markt" nicht für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine indirekte Besteuerung der Bevölkerung zur Kompensation von Marktversagen.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell auch von fossilen Energieträgern, deren Preise ebenfalls stark schwanken können.

Das neue 1a. Kapitel des StromVG (Art. 4a ff.) stellt ein hochriskantes Experiment dar, dessen Kosten von der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft getragen werden müssten. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen als Instrumente zur Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch massiv geschwächt oder gar zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze und gefährdet die Fähigkeit, schnell und adäquat auf nationale Bedürfnisse zu reagieren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge nicht nur die Souveränität der Schweiz in einem existenziellen Bereich wie der Energieversorgung gravierend einschränken, sondern auch die Versorgungssicherheit, die föderalen Strukturen und die wirtschaftlichen Interessen von KMU und Haushalten gefährden. Die damit verbundenen Risiken sind erheblich und die Vorteile für die Schweiz keineswegs überzeugend dargelegt. Es ist daher dringend geboten, diese Regelungen grundlegend zu überdenken und den Schutz schweizerischer Interessen in den Vordergrund zu stellen.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr und insbesondere zum Schienenverkehr muss mit aller Deutlichkeit und unter grösster Skepsis betrachtet werden. Die vorgeschlagenen Änderungen im Rahmen der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union stellen eine fundamentale Bedrohung für den Schweizer Service public dar, wie wir ihn kennen und schätzen. Es ist daher unabdingbar, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und die potenziellen negativen Konsequenzen aufzuzeigen.

Ein zentraler und beunruhigender Aspekt ist die drohende Aushöhlung unseres bewährten Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die erhebliche Gefahr, dass Subventionen, die für die Aufrechterhaltung und Verbesserung unseres Bahnnetzes essenziell sind, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies betrifft nicht nur den Güterverkehr, der ein Rückgrat unserer Wirtschaft bildet, sondern auch den lebenswichtigen Regionalverkehr und die dringend notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials. Wenn unsere Bahngesellschaften und die öffentlichen Verkehrsbetriebe ihre finanziellen Spielräume verlieren, um gezielt in Qualität und Umfang des Angebots zu investieren, wird dies unweigerlich zu einer Verschlechterung der Dienstleistungen für die Schweizer Bevölkerung führen. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen sind darauf angewiesen, diese Subventionen auch in Zukunft in Anspruch nehmen zu können, um ihre übergeordneten Versorgungsaufgaben erfüllen zu können.

Die Türöffnung für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz, wie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen, ist eine besonders gravierende Entwicklung. Dieses Abkommen öffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die Konsequenz ist eine absehbare und schädliche "Rosinenpickerei". Ausländische Firmen werden sich zweifellos auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere Unternehmen, die einen umfassenden Service public gewährleisten müssen, auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres gesamten öffentlichen Verkehrs und gefährdet die flächendeckende Mobilität, die für die wirtschaftliche und soziale Kohäsion unseres Landes unerlässlich ist.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz ist durch die dynamische Rechtsübernahme gezwungen, neue EU-Regularien ohne Mitspracherecht zu übernehmen. Diese "Beruhigungspille" ist mehr Schein als Sein und verhindert nicht die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Wir verlieren schrittweise die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Die Übernahme von EU-Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Gestaltung unseres Eisenbahnwesens weiter entnationalisieren.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, ist ebenfalls äusserst bedenklich. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den Kriterien auszurichten, die für die Schweiz am besten sind, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da nationale Bedürfnisse und Besonderheiten in den Hintergrund treten müssen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, eine ernsthafte Gefahr für den Schweizer Service public, unsere Souveränität und die Interessen der Schweizer Bevölkerung darstellen. Die Prinzipien der Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme untergraben die finanzielle Stabilität und die Gestaltungsfreiheit unserer Bahnen. Die so genannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinen ausreichenden Schutz. Es ist daher unsere Pflicht, diese Entwicklung entschieden abzulehnen und für den Erhalt eines starken und souveränen Schweizer Bahnwesens einzutreten. Die Zukunft unserer Mobilität und die Aufrechterhaltung einer hochwertigen Grundversorgung sind auf dem Spiel.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und der Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie in den vorgeschlagenen Anpassungen des Arbeitslosenversicherungsgesetzes (AVIG) und des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) zum Ausdruck kommt, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) niedergelegt ist, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verlangt. Stattdessen wird durch die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren – eine "Niederlassung C PLUS" – eine massive Erleichterung der Zuwanderung und eine erhebliche Belastung unserer Sozialwerke geschaffen. Die Möglichkeit, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe dieses Recht nicht mehr zu verlieren, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unseres Sozialstaates.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Konsequenzen tragen die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden, die mit steigenden Kosten konfrontiert werden. Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, zusätzlich zu Partnern und Kindern, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte "Schutzklausel", wie sie in Artikel 21b AIG konzipiert ist, erweist sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung der Zuwanderung mehr zulässt. Ihre Definition überlässt die entscheidenden Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, auf diese scheinbare Schutzmassnahme zurückzugreifen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt.

Die automatische Rechtsübernahme nach der sogenannten "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden das Schweizer Parlament und das Volk faktisch von jeder Mitbestimmung ausschliessen. Dies untergräbt die demokratischen Grundsätze und unsere Fähigkeit, unsere Politik eigenständig zu gestalten.

Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, sind lediglich kosmetische Massnahmen, die darüber hinwegtäuschen sollen, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, werden wir gezwungen, uns mit bürokratischen Mitteln mit deren Folgen auseinanderzusetzen, ohne die Kosten für unsere Sozialwerke nennenswert zu mindern.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist ein offenes Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen, versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Vorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (FSG), insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug

in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB) bleibt von der Anpassungslogik an das EU-Recht nicht verschont. Die Anpassung in Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24 ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht und zeigt, wie tief die Eingriffe in unsere gesamte Rechtsordnung gehen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in das Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist die Aushebelung der eigenständigen und sorgfältigen Prüfung ausländischer Diplome durch die Einführung des EPC im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 MedBG an ein bürokratisches EU-System delegiert. Ebenso führt die Anbindung an das Informationssystem des Binnenmarktes (IMI) im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) zur Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz und gefährdet die hohen Schweizer Standards.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine kapitulation vor der EU darstellen. Sie führen zu einer unkontrollierten Zuwanderung, einer massiven Belastung unserer Sozialwerke und einem fundamentalen Verlust unserer Souveränität und unserer demokratischen Rechte. Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt keine Verbesserung der bestehenden Situation dar, sondern vielmehr eine umfassende und unterworfene Integration in die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft. Es ist unsäglich, dass unter dem Deckmantel des Schutzes der Verbraucher die fundamentalen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die freie Wahlmöglichkeit der Konsumenten massiv gefährdet werden.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil und ein Aushängeschild für unsere Produkte, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label "Made in Switzerland" wird seiner Bedeutung beraubt, wenn die Produkte nach denselben, häufig weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies stellt eine Entwertung eines etablierten und geschätzten Gutes dar und schwächt die Position unserer Produzenten auf dem Markt erheblich.

Besonders bedenklich ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, welche die Schweiz in eine Position zwingt, in der jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in diesem kritischen Politikbereich blockiert wird.

Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten, ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit de facto zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie und die Eigenverantwortung unserer Produzenten untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine, die im Rahmen von traditionellen Veranstaltungen wie einem Schwingfest Verpflegung

anbieten, müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen zu zerstören und die wirtschaftlichen Existenzen von kleineren, aber wichtigen Betrieben zu gefährden.

Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme des EU-Rechts systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen werden, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Der klare Volkswille, der sich wiederholt gegen den Einsatz von GVO ausgesprochen hat, wird somit missachtet.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was unweigerlich zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust der hochstehenden Standards führt, die wir heute kennen und schätzen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein klares Zugeständnis, das die Schweiz zwingt, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität, eine Bedrohung unserer Qualitätsstandards und eine Gefährdung unserer traditionellen Betriebe darstellt. Es ist ein Schritt in eine ungewollte und unerwünschte Richtung, der die Schweizer Eigenständigkeit und die Besonderheiten unserer Landwirtschaft massiv beeinträchtigt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit erscheinen ungenügend und oberflächlich. Es ist evident, dass sie in keiner Weise geeignet sind, den massiven und zunehmenden Druck auf das Schweizer Lohnniveau zu kompensieren, welcher durch die expansive Anwendung der Personenfreizügigkeit entstehen wird. Stattdessen besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion der Lohnstandards, was insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten hart treffen würde. Die jetzigen Massnahmen laufen darauf hinaus, unseren bewährten und über Jahrzehnte entwickelten Lohnschutz zu schleifen und durch EU-kompatible Regelungen zu ersetzen, welche bürokratischer, aber nachweislich weniger wirksam sind. Dies kommt vor allem ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping setzen, und schadet der Schweizer Wirtschaft und ihren Angestellten.

Die angekündigten Massnahmen zur Stärkung der Kontrollmechanismen erweisen sich bei näherer Betrachtung als eine Schwächung. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate, welche sich in der Vergangenheit als äusserst wirksam erwiesen haben, werden durch neue, zentralistische und primär auf EU-Konformität ausgerichtete Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und zu einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die bewährte dezentrale und praxisnahe Kontrolle wird durch eine schwerfällige Bürokratie ersetzt, welche die tatsächliche Einhaltung der Schutzbestimmungen erschwert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein trügerisches Angebot, das erhebliche negative Konsequenzen nach sich zieht. Er schafft eine künstliche Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und behindert die Flexibilität, die gerade für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) lebensnotwendig ist, ohne das Kernproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Die damit verbundene Komplexität und die damit verbundenen prozessualen Hürden werden die Handlungsfähigkeit von Unternehmen einschränken und möglicherweise zu einer Verunsicherung auf Arbeitgeberseite führen, die sich nicht abschätzen lässt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die unseren nationalen Besonderheiten nicht Rechnung trägt. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient in erster Linie der Kompatibilität mit dem EU-Recht und weniger einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine reine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik des Entsendegesetzes aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Dies schafft Unsicherheit und erschwert den Zugang zur Justiz.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, namentlich Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d, ist äusserst problematisch. Diese Verknüpfung zementiert die unsinnigen und unverhältnismässig hohen Kohäsionszahlungen als einen festen und integralen Bestandteil unserer Rechtsordnung. Sie schafft zudem Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch enger und unwiderruflich an die Europäische Union binden, ohne dass dies dem Wohl unserer Bevölkerung dient.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der ausschliesslich auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisch überfrachtetes Verfahren geknüpft ist. Dies wird die Flexibilität, insbesondere von KMU, massiv lähmen und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen und marktwirtschaftlich orientierten Arbeitsmarktes.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick als rein technische Anpassungen erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Konformität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die bewährten und schlagkräftigen

Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft schwächeren und weniger wirksamen Modellen aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz, durch die Einführung des neuen Artikels 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG, stellt eine massive und inakzeptable Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz faktisch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigenständige Rechtsordnung grundlegend, indem ausländische administrative Entscheide, oft ohne umfassende gerichtliche Prüfung oder die Berücksichtigung schweizerischer Rechtsgrundsätze, in der Schweiz ohne Weiteres und ohne Hürden durchgesetzt werden können. Diese Entwicklung ist nicht hinnehmbar und stellt eine Gefährdung unserer nationalen Rechtsstaatlichkeit dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung dar und gefährden die Souveränität sowie den Föderalismus unseres Landes. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation getroffen werden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist nicht nur eine Entmündigung der demokratisch gewählten Vertreter, sondern auch eine systematische Untergrabung der kantonalen Autonomie.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein Paradebeispiel für diesen problematischen Ansatz. Mit der darin verankerten neuen Beihilfekammer, institutionalisiert in Art. 3 BHÜG, wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, deren Hauptzweck nicht die Förderung Schweizer Interessen, sondern die Durchsetzung der EU-Kompatibilität ist. Dieses Gesetz hebt die dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aus und schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Die Vorstellung, dass die Schweiz sich einem solchen externen Kontrollregime unterwerfen soll, ist aus nationaler Perspektive inakzeptabel. Es ist offensichtlich, dass die Schweiz durch die Meldung und Genehmigung von Beihilfen an die EU-Kommission zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert wird, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit vollständig aushebelt.

Besonders gravierend sind die Auswirkungen auf den Föderalismus. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) in der Form des neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist stossend. Indem der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse eingeräumt wird, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide, die oft auf lokalen Bedürfnissen und Prioritäten beruhen, können von einer zentralen Behörde in Bern angefochten und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden. Diese Verfahrensautonomie der Kantone ist eine Kernkomponente ihres föderalistischen Status und darf nicht geopfert werden. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG ihre Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Entscheide einer EU-konformen Überprüfung unterliegen.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die gefährliche Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht gemäss Art. 31a VGG ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien des Schweizer Staatsaufbaus.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese als 'Superbehörde' zu bezeichnende Instanz wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernt ist, ist besorgniserregend und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Man muss sich fragen, wessen Interessen diese

'Superbehörde' primär dienen wird.

Kritische Sektoren unserer nationalen Infrastruktur und unseres Service public geraten durch diese Regelung in Gefahr. Die Unterstellung von Sektoren wie der Energieversorgung, wo viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz in Kernbereichen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares und alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Darüber hinaus ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein deutliches Signal für eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide trifft, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht. Dies dient offenbar nur dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne kritische Stimmen aus dem Inland.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der nationalen und kantonalen Entscheidungsträger bedeuten und die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit von der EU-Kommission drängen. Die Schaffung einer 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und deren Entscheide nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, ist eine inakzeptable Unterwerfung. Die Souveränität, der Föderalismus und die demokratische Kontrolle werden massiv untergraben. Die Schweiz muss ihre wirtschaftspolitische Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihres Wirtschaftsraumes wahren können. Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen eine direkte Bedrohung für diese Grundprinzipien dar.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich: Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags sind aus schweizerischer Sicht höchst bedenklich und stellen eine signifikante Erosion unserer nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Wir lehnen die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht mit aller Deutlichkeit ab.

Die Einführung eines "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge, der im vorliegenden Vorschlag verankert ist, ist nichts anderes als eine verdeckte Zwangsabgabe. Der initial anmutende Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts dieses Mechanismus als reine Lockvogelstrategie. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, auf diese Zahlungen Einfluss zu nehmen oder gar abzulehnen. Sie wird zu einer Zahlungsmaschine degradiert, die diktiert bekommt, welche Summen zu entrichten sind, ohne dafür eine entsprechende Gegenleistung oder Mitspracherecht zu erhalten. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin, die ihre Gelder abliefert, ohne über deren Verwendung mitbestimmen zu können.

Wir sehen hierin eine klare Aushöhlung unserer Budgethoheit, welche die Grundlage unseres föderalistischen Systems und der parlamentarischen Demokratie bildet. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zwangsabgabe und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss dem vorgeschlagenen Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Beiträge geschaffen. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz, dass die Mittel der Bundesverwaltung und somit die Steuergelder der Bürgerinnen und Bürger vom Parlament nach bestem Wissen und Gewissen und im Rahmen der verfügbaren Mittel zugeteilt werden. Mit dem KoBG wird diese essenzielle Kontrollfunktion des

Parlaments ausgehebelt.

Die Aufnahme des KoBG in das Bundesgesetz über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die Absicht, diese EU-Abgaben als einen festen und dauerhaften Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies untergräbt die Flexibilität und die Fähigkeit der Schweiz, ihre Aussen- und Sicherheitspolitik eigenständig zu gestalten und auf veränderte Gegebenheiten zu reagieren.

Besonders kritisch sehen wir die Verknüpfung des Kohäsionsbeitrags mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Dies ist eine irreführende und manipulative Vorgehensweise. Der "gute Name" und die Wichtigkeit der Schweizer Friedensförderung werden hier schamlos missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein inakzeptabler Versuch, eine substantielle Verschlechterung unserer finanziellen Beziehungen zur EU unter dem Deckmantel eines vermeintlich positiven Anliegens zu verkaufen.

Es ist zu befürchten, dass die Schweiz im Zuge dieser Neuregelungen zur Nettozahlerin wird, ohne dafür einen substanziellen Mehrwert in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität kostet und kaum greifbare, positive Effekte für die schweizerische Wirtschaft und Bevölkerung mit sich bringt. Die angeblichen Vorteile sind vage und schlecht definiert, während die finanziellen Verpflichtungen unbestritten und massiv sind.

Wir appellieren daher dringend an die zuständigen Gremien, diese Bestrebungen zur automatischen und rechtlich bindenden Festschreibung von Kohäsionszahlungen abzulehnen. Die Schweiz muss ihre Souveränität und ihre demokratische Kontrolle über ihre Finanzen uneingeschränkt wahren können. Die Rückkehr zu einer transparenten und vom Parlament kontrollierten Praxis der freiwilligen Beiträge ist der einzig gangbare Weg, der den Interessen der Schweiz gerecht wird.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist aus der Perspektive der Schweiz äusserst bedenklich und bedarf einer kritischen Prüfung. Die bisherigen Verhandlungen und die daraus resultierenden Vorschläge deuten darauf hin, dass eine Angleichung an EU-Recht stattfindet, ohne dass die Schweiz eine entsprechende Mitsprache im Entscheidungsprozess der EU erhält. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz und birgt erhebliche Gefahren für die demokratische Willensbildung im Inland.

Besondere Besorgnis erregt die drohende Übernahme von EU-Recht in Bereichen, die traditionell dem nationalen Recht unterliegen. Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und die demokratischen Rechte des Volkes und der Kantone. Die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, diese Gesetzgebung aktiv mitzugestalten, steht im Widerspruch zu diesem Grundprinzip. Die Schweiz würde faktisch zu einem Juniorpartner der EU degradiert, dessen Gesetzgebung durch externe Akteure bestimmt wird.

Die im Raum stehende Übernahme des EU-Grundsatzes der automatischen Übernahme von relevantem EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem, wie sie in verschiedenen bilateralen Verträgen und potenziellen Rahmenabkommen diskutiert wird, ist besonders problematisch. Dies würde bedeuten, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter keinen Einfluss mehr auf die Gesetzgebung in vielen Bereichen haben. Jede Änderung im EU-Recht müsste reflexartig in die Schweiz übernommen werden, was die demokratische Kontrolle erheblich einschränken würde. Artikel 164 der Bundesverfassung legt fest, dass das Parlament das Recht hat, Gesetze zu erlassen und die Regierung zu kontrollieren. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese

Kompetenzen aushöhlen.

Die Begründung, dass eine solche Übernahme notwendig sei, um die bestehenden bilateralen Verträge zu sichern und den Marktzugang zu gewährleisten, ist kurzsichtig. Die wirtschaftlichen Vorteile des Marktzugangs dürfen nicht über die fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Demokratie und Souveränität gestellt werden. Die Schweiz hat in der Vergangenheit erfolgreich ihre Unabhängigkeit bewahrt und ihre eigenen Interessen verfolgt, ohne sich den Vorgaben externer Mächte zu unterwerfen. Die aktuelle Stossrichtung gefährdet diese bewährte Politik.

Weiterhin ist die Ausgestaltung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als bindende Instanz für die Auslegung von Verträgen, die EU-Recht einschliessen, problematisch. Der EuGH ist Teil des Rechtssystems der EU und hat die Aufgabe, die Kohärenz und Einheitlichkeit des EU-Rechts zu gewährleisten. Die Anerkennung seiner Rechtsprechung als massgeblich für die Schweiz würde bedeuten, dass ausländische Richter über die Auslegung von Gesetzen entscheiden, die für Schweizer Bürger und Unternehmen gelten. Dies ist eine unannehmbare Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtshoheit. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH steht im direkten Widerspruch zu diesem Prinzip.

Die Idee, durch eine solche Annäherung an die EU "Stabilität" zu erreichen, ist trügerisch. Wahre Stabilität erwächst aus klaren und von der eigenen Bevölkerung getragenen rechtlichen und politischen Verhältnissen. Die aktuelle Strategie birgt das Risiko, dass die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit gerät, die langfristig zu weiteren Konflikten und Verunsicherung führen wird. Die Bevölkerung wird sich von den politischen Entscheidungsprozessen entfremdet fühlen, wenn sie merkt, dass ihre Stimme im nationalen Parlament nicht mehr das letzte Wort hat.

Die Betonung der angeblichen Alternativlosigkeit dieses Weges ist reine Propaganda und dient dazu, legitime Bedenken zu marginalisieren. Die Schweiz hat eine lange Tradition eigenständiger Diplomatie und ist in der Lage, mit der EU pragmatische Lösungen zu finden, die ihre Interessen wahren. Eine Unterwerfung unter das EU-Recht ist keine Lösung, sondern ein Verzicht auf die Prinzipien, die die Schweiz stark gemacht haben.

Die angebotenen "Sicherheitsnetze" und "Konsultationsmechanismen" sind bestenfalls Kosmetik. Sie ändern nichts an der grundsätzlichen Ungleichheit der Verhandlungsposition und der fehlenden Mitsprache der Schweiz im legislativen Prozess der EU. Es besteht die Gefahr, dass diese Mechanismen genutzt werden, um die Schweiz zu beruhigen, während im Hintergrund die schleichende Aushöhlung ihrer Souveränität voranschreitet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU auf einem gefährlichen Kurs liegt. Sie droht, die Souveränität der Schweiz zu untergraben, die demokratische Willensbildung einzuschränken und die nationale Rechtshoheit zu gefährden. Die vermeintlichen Vorteile sind angesichts der fundamentalen Risiken zweifelhaft. Es bedarf einer klaren Absage an jede Form der automatischen Rechtsübernahme und der unkontrollierten Bindung an ausländische Gerichte, um die Unabhängigkeit und die demokratischen Prinzipien der Schweiz zu wahren. Die Regierung ist aufgefordert, einen Weg zu verfolgen, der die Souveränität und die Interessen der Schweiz ernst nimmt und nicht in eine schleichende Abhängigkeit von der EU führt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Souveränität und den Grundfesten unseres Rechtsstaates auf. Eine kritische Beurteilung legt nahe, dass die erarbeiteten Abkommen tiefgreifende Nachteile für die Schweiz mit sich bringen und das Potenzial haben, die Autonomie unseres Landes nachhaltig zu untergraben.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die vorgeschlagene Übernahme von Bestimmungen des EU-Primär- und Sekundärrechts, wie sie sich mutmasslich in diversen Verordnungstexten manifestieren wird, stellt eine nicht unerhebliche Erosion unserer Gesetzgebungskompetenz dar. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Mitwirkung (SPG). Die Möglichkeit, dass EU-Gerichtshöfe, insbesondere der Europäische Gerichtshof (EuGH), zukünftig die Auslegung dieser übernommenen Rechtsnormen massgeblich beeinflussen oder gar bestimmen werden, untergräbt die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte und die Hoheit des Schweizer Volkes über seine Gesetze. Der Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Bindung der Gerichte und Behörden an das Recht, jedoch wird hierdurch die Grundlage dieses Rechts, nämlich die schweizerische Gesetzgebung, potenziell durch externes Recht überlagert, dessen Entstehungsprozess wir nicht mehr autonom steuern können. Die damit verbundene Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung ohne expliziten demokratischen Konsens ist besorgniserregend.

Des Weiteren ist die im Raum stehende Regelung der Streitbeilegung höchst problematisch. Die Verpflichtung, sich künftigen Urteilen des EuGH zu unterwerfen, selbst wenn diese sich auf die Auslegung von Bestimmungen beziehen, die nicht explizit in einem bilateralen Abkommen kodifiziert sind, stellt eine inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Rechtsordnung dar. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz, wie sie in Artikel 194 BV als grundlegende Bestimmung der Gerichtsverfassung verankert ist. Die Idee, dass eine externe juristische Instanz definitive Entscheidungen über die Auslegung von schweizerischem Recht treffen kann, ist mit dem Prinzip der nationalen Souveränität unvereinbar. Die vorgeschlagene Mechanik birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine Rechtsordnung gezwungen wird, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten entspricht.

Die vorgesehene Regelung der Personenfreizügigkeit, auch wenn sie in gewissen Aspekten angepasst werden mag, birgt nach wie vor erhebliche Risiken für unseren Arbeitsmarkt und die Sozialwerke. Die fortwährende Öffnung der Grenzen für Arbeitskräfte aus EU-Staaten, insbesondere im Kontext der flankierenden Massnahmen, deren Effektivität und langfristige Beständigkeit fraglich erscheinen, könnte zu einem verstärkten Lohndumping und einer Überlastung der sozialen Sicherungssysteme führen. Artikel 115 BV, welcher die Arbeitslosenversicherung regelt, und Artikel 111 BV, der die AHV thematisiert, sind durch eine unkontrollierte Zuwanderung potenziell stark belastet. Die Annahme, dass die bestehenden flankierenden Massnahmen ausreichen werden, um negative Auswirkungen abzufedern, erscheint angesichts der Grösse des EU-Binnenmarktes und der wirtschaftlichen Dynamik der Mitgliedstaaten als optimistisch und möglicherweise naiv. Die praktische Umsetzung und Durchsetzung dieser Massnahmen im grenzüberschreitenden Kontext ist eine enorme Herausforderung, deren Erfolg keineswegs garantiert ist.

Auch im Bereich der Dienstleistungsfreiheit und der Binnenmarktkonformität der schweizerischen Gesetzgebung drohen erhebliche Anpassungszwänge. Die Verpflichtung, die schweizerische Gesetzgebung in zahlreichen Bereichen kontinuierlich an die Weiterentwicklung des EU-Rechts anzupassen, ohne dabei substanzielle Mitgestaltungsmöglichkeiten zu haben, könnte zu einer Entwertung der parlamentarischen Entscheidungsfindung führen. Artikel 164 BV, der die Aufgaben des Parlaments definiert, würde hierdurch de facto ausgehöhlt, da ein erheblicher Teil der Gesetzgebungskompetenz indirekt an Brüssel delegiert würde. Die geforderte Gleichbehandlung von EU-Dienstleistern mit Schweizer Anbietern birgt das Risiko, dass schweizerische Unternehmen in einem regulatorischen Umfeld operieren müssen, das ihnen durch die Angleichung an EU-Standards Nachteile verschafft, insbesondere wenn die EU-Standards auf Märkten mit geringeren Produktionskosten basieren.

Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, auch wenn diese als Beiträge zu spezifischen Sektoren deklariert werden, stellt eine weitere Belastung für den schweizerischen Staatshaushalt dar. Die kumulative Wirkung dieser Zahlungen, insbesondere wenn sie über längere Zeiträume und in erheblichem Umfang erfolgen, könnte die fiskalische Autonomie der Schweiz schwächen und die Mittel für eigene nationale Prioritäten einschränken. Artikel 127 BV, der die Finanzordnung des Bundes festlegt, könnte hierdurch einer zusätzlichen Belastung ausgesetzt werden, die nicht primär durch schweizerische Bedürfnisse, sondern durch externe Verpflichtungen bedingt ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer aktuellen Form erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer Souveränität aufwerfen. Die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, die Schwächung unserer Gerichte und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unseren Arbeitsmarkt und unsere Wirtschaft wiegen schwer. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung, um sicherzustellen, dass künftige Abkommen die schweizerische Identität und die Prinzipien unseres Rechtsstaates nicht kompromittieren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU, wie sie derzeit präsentiert wird, gibt Anlass zu erheblichen und grundsätzlichen Bedenken. Eine oberflächliche Betrachtung, die von einer «engen und vertieften Zusammenarbeit» spricht, verkennt die weitreichenden und potenziell negativen Konsequenzen für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist unerlässlich, die Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere demokratischen Prozesse kritisch zu hinterfragen, anstatt uns von wohlklingenden Phrasen blenden zu lassen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der Übernahme von EU-Recht ohne effektive Mitsprachemöglichkeit. Die Idee, dass die Schweiz neues EU-Recht, das im Rahmen der Personenfreizügigkeit, des Binnenmarktes oder anderer relevanter Abkommen erlassen wird, automatisch und ohne eigene Prüfungs- und Anpassungsmechanismen übernehmen soll, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation und der nationalen Gesetzgebung. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) bedürfen Rechtsnormen der Zustimmung des Gesetzgebers, um Geltung zu erlangen. Die automatische Übernahme von EU-Recht umgeht diesen Prozess und untergräbt die Rolle des Schweizer Parlamentes. Wenn die Schweiz verpflichtet wäre, das EU-Recht wortgetreu zu übernehmen, würde dies die Gewaltenteilung und die rechtsstaatlichen Grundsätze der Schweiz massiv gefährden. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Achtung der Grundrechte und der Menschenwürde, die durch eine rechtliche Unterordnung unter ein externes Rechtssystem, das möglicherweise nicht denselben Standards entspricht, bedroht sein könnte.

Die Auslegung und Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) stellt eine weitere schwerwiegende Problematik dar. Wenn der EuGH die ausschliessliche Zuständigkeit für die Auslegung der relevanten Abkommen erlangen würde, würde dies bedeuten, dass Schweizer Gerichte an die Rechtsprechung des EuGH gebunden wären. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsentwicklung empfindlich stören. Schweizer Juristen müssten sich primär an die Urteile des EuGH halten, anstatt nationale Rechtsgrundsätze und die Besonderheiten der schweizerischen Rechtsordnung zu berücksichtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, welcher festhält, dass Bundesgesetze und die verbindlichen Völkerrechtsnormen für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Eine Situation, in der die Auslegung dieser Normen de facto durch eine externe Instanz dominiert wird, schwächt die nationale Souveränität und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems erheblich. Artikel 30 BV garantiert das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht, was durch die Bindung an die EuGH-Rechtsprechung potenziell eingeschränkt würde.

Des Weiteren muss die Frage der staatlichen Haftung detailliert geprüft werden. Sollte die Schweiz für die korrekte Umsetzung des EU-Rechts haften, entstehen komplexe und potenziell kostspielige Szenarien. Was geschieht, wenn ein Schweizer Unternehmen gegen EU-Vorschriften verstösst, die indirekt durch das Abkommen übernommen wurden? Wer trägt die Verantwortung und die finanziellen Konsequenzen? Dies könnte zu einer enormen Belastung für die schweizerische Volkswirtschaft führen und die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Die Möglichkeit einer staatlichen Haftung für Handlungen oder Unterlassungen im Zusammenhang mit der Umsetzung von EU-Recht birgt erhebliche Risiken, die im vorgeschlagenen Paket unzureichend adressiert werden.

Die Auswirkungen auf die direktdemokratischen Instrumente der Schweiz, wie das Referendum und die Volksinitiative, sind ebenfalls besorgniserregend. Wenn die Schweiz verpflichtet wäre, EU-Recht zu übernehmen, das im Rahmen der Abkommen erlassen wird, würde dies die Möglichkeit einschränken, solche Rechtsakte durch Volksabstimmungen zu beeinflussen oder zu revidieren. Dies könnte zu einer Entfremdung der Bürger vom politischen Prozess führen und das Vertrauen in die demokratischen Institutionen untergraben. Artikel 138 und 139 BV garantieren das Recht auf Volksinitiative und obligatorisches sowie fakultatives Referendum. Diese Grundpfeiler der schweizerischen Demokratie dürften nicht durch ein Abkommen mit der EU ausgehöhlt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket eine Reihe von Gefahren birgt, die weit über eine reine «Annäherung» oder «enge Zusammenarbeit» hinausgehen. Es droht eine schleichende Untergrabung der schweizerischen Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der direktdemokratischen Instrumente. Bevor eine Zustimmung zu einem solchen Paket in Erwägung gezogen werden kann, bedarf es einer gründlichen und kritischen Analyse der langfristigen Konsequenzen und einer klaren Darlegung, wie die Kerninteressen der Schweiz gewahrt bleiben können. Die aktuelle Ausgestaltung lässt erhebliche Zweifel aufkommen, ob dies der Fall ist. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre eigene Gesetzgebungshoheit und ihre demokratischen Verfahren nicht opfert.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rüesch Simon (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Rüesch Simon - 0041793204021 · sruesch@gmx.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt zu tiefgehenden Bedenken Anlass und vermag die skizzierten Ziele keineswegs überzeugend zu untermauern. Es drängt sich der Eindruck auf, dass hier erneut versucht wird, die Schweiz in eine Abhängigkeit zur Europäischen Union zu manövrieren, ohne die Souveränität und die schweizerischen Interessen hinreichend zu schützen. Besonders kritisch zu hinterfragen ist die Ausrichtung auf eine Übernahme von EU-Recht. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen des Paktes vorangetrieben wird, steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der demokratischen Legitimation und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht auf Mitgestaltung und Kontrolle der Gesetzgebung, was durch eine de facto externe Gesetzgebung untergraben wird. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde gemäss den vorliegenden Vorschlägen auch in der Schweiz Gültigkeit erlangen, was eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung darstellt. Der EuGH wäre damit de facto die oberste Instanz für Angelegenheiten, die direkte Auswirkungen auf die Schweiz haben. Es ist unklar, inwieweit die angeblich garantierten Ausnahmen und die "schwarze Liste" der EU tatsächlich Bestand haben werden. Die Erfahrung zeigt, dass die EU im Laufe der Zeit dazu neigt, erwirkte Ausnahmen aufzuweichen und das geltende Recht schrittweise zu harmonisieren. Dies wirft die Frage auf, ob der Schutz der Schweizer Verfassung und der direkt durch das Volk gewählten Institutionen, wie sie in Artikel 164 BV zur Wahrung der Rechtsgleichheit und der Grundrechte verankert sind, auf Dauer gewährleistet werden kann. Die Gefahr einer schleichenden Erosion schweizerischer Rechtsprinzipien ist real und darf nicht unterschätzt werden. Darüber hinaus erscheint die Behauptung, dass die Unabhängigkeit der Schweiz gestärkt werde, äusserst fragwürdig. Vielmehr führt eine noch tiefere Integration und die Akzeptanz von EU-Recht unweigerlich zu einer Verwässerung der eigenen Handlungsspielräume und der Fähigkeit, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen. Der Artikel 1 der BV, der die Souveränität und die Unabhängigkeit der Schweiz betont, wird durch die vorgeschlagene Ausrichtung massiv herausgefordert. Die Schweiz würde sich in eine Situation begeben, in der sie zwar nicht formell Mitglied der EU ist, aber faktisch deren Regularien und Rechtsprechung unterworfen wäre, was eine verdeckte Abhängigkeit schafft, die den schweizerischen Interessen schadet.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung inländischer Bestimmungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fragwürdig, inwieweit die angestrebte Angleichung an europäisches Recht tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt und ob sie die Souveränität unseres Rechtsstaates unzulässig einschränkt. Insbesondere die drohende Übernahme von Sekundärrecht der EU ohne substanzielle Mitsprache der Schweiz stellt eine Abkehr von fundamentalen rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Wir befürchten, dass eine solche Praxis die Grundsätze des schweizerischen Rechtssystems untergräbt, welches auf einer soliden Verankerung in der Bundesverfassung und einem transparenten Gesetzgebungsprozess beruht. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (Art. 1 BGG) sieht vor, dass Bundesgesetze und Verordnungen zu erlassen sind, die das öffentliche Interesse wahren und den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit entsprechen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in diesem Zusammenhang nahegelegt wird, lässt jedoch wenig

Raum für eine sorgfältige Abwägung des schweizerischen öffentlichen Interesses und könnte zu einem unkontrollierten «Rechtsimport» führen, der die kohärente Entwicklung unserer eigenen Gesetzgebung gefährdet. Darüber hinaus ist die Frage der richterlichen Zuständigkeit zu klären. Die Bedeutung des Grundsatzes der Gewaltenteilung, wie er in Artikel 29 der Bundesverfassung (Art. 29 BV) für die rechtsstaatliche Garantie eines fairen Verfahrens verankert ist, darf nicht unterschätzt werden. Wenn Gerichte angehalten wären, primär auf Basis von EU-Recht zu entscheiden, das sich dynamisch weiterentwickelt, könnte dies die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz beeinträchtigen und die Rechtssicherheit für unsere Bürgerinnen und Bürger gefährden. Die Gefahr einer schleichenden Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs ist real und muss mit aller Kraft abgewehrt werden. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Autonomie bei der Gestaltung ihrer Gesetzgebung wahrt. Die Unabhängigkeit und die rechtsstaatlichen Garantien unseres Landes dürfen nicht dem Diktat externer Normen geopfert werden. Eine kritische Auseinandersetzung mit den Auswirkungen jeder potenziellen Übernahme von EU-Recht ist daher geboten, um die Integrität unseres Rechtssystems und die Souveränität der Schweiz zu schützen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und zutiefst beunruhigenden Eingriff in die Souveränität und die föderalistischen Grundsätze der Schweiz dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedeutet die faktische Abschaffung der nationalen Autonomie in der Wirtschaftsförderung. Die Souveränität der Kantone und ihre verfassungsmässige Autonomie werden durch die Schaffung einer neuen, zentralisierten Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG als übergeordnete Kontrollinstanz fungiert, massiv untergraben. Statt eigenständig über lokale und regionale wirtschaftliche Bedürfnisse zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und degradiert die Kantone zu Bittstellern, denen gemäss dem neu eingeführten Art. 82 Bst. bbis BGG kein formelles rechtliches Gehör mehr zukommt, wenn ihre Entscheidungen geprüft werden. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) zementieren diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen zutiefst. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr, wodurch jegliche eigene Kontrollmöglichkeit verloren geht. Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO, integriert gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, wird eine „Superbehörde“ geschaffen, die als „verlängerter Arm der EU“ agiert. Ihre Entscheide dienen nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Zudem wird der Ausschluss des Preisüberwachers von Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächen. Insgesamt stellt das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar, der die nationale Steuerungshoheit aushebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Belastung für unsere Sozialwerke und die einheimische Bevölkerung dar. Die scheinbare Modernisierung des Abkommens führt de facto zu einer unkontrollierten Zuwanderung, die mit dem Volkswillen und den verfassungsmässigen Vorgaben, namentlich Artikel 121a der Bundesverfassung, diametral im Widerspruch steht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", ist ein offenes Einfallstor für Missbrauch und eine Bedrohung für unsere innere Sicherheit. Die im Gesetz verankerte Erweiterung des

Familiennachzugs, die auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, führt zu einem unberechenbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten, die primär von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die bestehenden Sozialwerke werden dadurch zusätzlich unter Druck gesetzt, was durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementiert wird. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, dessen Anwendungshürden derart hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen im Falle einer doch noch erfolgenden Anwendung macht diese Klausel zu einer Erpressung und nicht zu einem Schutzinstrument. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem zentralen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer politischen Selbstbestimmung. Darüber hinaus führt die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern zu drastischen Massnahmen im Bildungsbereich. Die Einführung von massiv höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein schmerzliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden müssen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGVB) und in spezifischen Berufsgesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG), dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG) ersetzt zudem die sorgfältige nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und schwächt unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes und der Berufsqualifikationen, insbesondere in sicherheitsrelevanten Bereichen wie dem Gesundheitswesen. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Souveränität für eine fragwürdige EU-Kompatibilität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Sicherung des Lohnschutzes im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind angesichts des ungebremsten Zustroms von Arbeitskräften aus der EU schlichtweg unzureichend und haben lediglich kosmetischen Charakter. Es ist offensichtlich, dass diese Regelungen den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, nicht kompensieren können. Stattdessen droht eine schleichende Erosion der hart erarbeiteten Lohnstandards. Besorgniserregend ist die Tatsache, dass anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, dieser faktisch aufgeweicht und an die EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch spürbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die offensichtlich bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben und sich auf Kosten der Schweizer Arbeitnehmerschaft zu bereichern. Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem eigentlichen Sinn und Zweck des Lohnschutzes widerspricht. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Zudem ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen,

die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden, was einer schleichenden Souveränitätsabtretung gleichkommt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Aushöhlung unserer Rechtsordnung, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Massnahmen sind abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags bergen erhebliche Risiken für die finanzielle Souveränität und die demokratische Kontrolle der Schweiz. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament eigenverantwortlich und kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Haushaltsautonomie dar. Es ist besorgniserregend, dass die Bundesverwaltung die Möglichkeit einer Zwangsabgabe in Kauf nimmt. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Zahlungen ist ein klarer Hinweis darauf, dass der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich ein Lockvogelangebot darstellt. Die Schweiz wird damit faktisch in eine Position einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht gedrängt, die zur Kasse gebeten wird, ohne hierfür adäquate Gegenleistungen in Form von erweitertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) dient ausschliesslich dazu, diese Zahlungsverpflichtungen dauerhaft und rechtlich zu zementieren. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments de facto aushebelt. Anstatt über die Verwendung von Steuergeldern im Sinne unserer nationalen Interessen zu entscheiden, wird das Parlament gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die internationalen Abkommen der Schweiz (BöB) ist weit mehr als eine formelle Verankerung; sie signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als festen und unwiderruflichen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung. Ebenso ist die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b als irreführend zu betrachten. Hier wird der gute Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung untergräbt die demokratischen Prinzipien und die finanzielle Unabhängigkeit der Schweiz auf besorgniserregende Weise.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, bedrohen die Grundfesten unseres Service public und die Souveränität der Schweiz. Die Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter durch die Zulassung von Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ist ein FRONTALANGRIFF auf die Finanzierung und die flächendeckende Versorgung, die unser heutiger Schienenverkehr gewährleistet. Ausländische Unternehmen werden die lukrativen Hauptstrecken bedienen und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen lassen. Dieses Vorgehen, als "Rosinenpickerei" bekannt, untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger. Die Befürchtung, dass EU-Beihilferecht bestehende, bewährte Subventionen für wichtige Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte, ist äusserst real. Dies würde direkte negative Auswirkungen auf die Servicequalität und die Angebote für die Bevölkerung haben. Die von der Regierung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" zur Absicherung erweist sich als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, welche die Schweiz dazu zwingt, zukünftige Änderungen des EU-Rechts zu übernehmen, ohne Mitspracherecht. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz in einem Kernelement unserer Infrastruktur und ist bestenfalls eine Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein und erschwert die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele. Die Vergabe von Aufträgen nach rein EU-konformen Kriterien anstelle der besten Lösungen für die Schweiz kann zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen

das Schweizer Service public im Landverkehr nachhaltig schwächen und die nationale Steuerungskompetenz auf Kosten einer unklaren und rechtlich ungenügend abgesicherten EU-Konformität aufgeben. Es ist unumgänglich, diese Abkommen kritisch zu hinterfragen und die nationalen Interessen unseres hervorragenden öffentlichen Verkehrs zu verteidigen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter einem irreführenden Titel, stellt eine unannehmbare Unterwerfung unter ausländisches Recht dar und gefährdet die Grundfesten unserer Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unvermeidlich degradiert. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen. Der Kernpunkt der Bedenken liegt in der beispiellosen Erosion unserer Souveränität. Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen an alle anderen bilateralen Verträge koppelt, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie raubt uns die Möglichkeit, eigenständige Entscheidungen zu treffen und zwingt uns in eine Abhängigkeit, die jeder demokratischen Legitimation entbehrt. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein direkter Eingriff in unsere nationale Unabhängigkeit und entmündigt unsere eigenen Aufsichtsbehörden. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Identität. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette einer EU-Regulierung, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet ist und für unsere vielfältige, mittelständisch geprägte Landwirtschaft völlig unpassend ist. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen existenziell bedroht und unsere kulinarische Vielfalt zerstört. Auch im Tierschutz werden wir zu einem Rückschritt gezwungen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen zur Aufgabe unserer oft strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies ist nicht nur ein ethischer Rückschritt, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust in einem Bereich, in dem wir eigene, höhere Massstäbe setzen sollten. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig. Unsere Fähigkeit, flexibel und standortspezifisch auf Seuchen zu reagieren, wird durch die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System massiv eingeschränkt und gefährdet sowohl unsere Landwirtschaft als auch die öffentliche Gesundheit. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Sektor aushöhlt. Wir lehnen eine solche Unterwerfung und die damit verbundenen tiefgreifenden negativen Folgen für unsere Wirtschaft, unsere Standards und unsere Souveränität entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, dessen Entscheidungsbefugnisse über die eigene Strominfrastruktur unwiederbringlich an Brüssel verloren gehen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsinstanz zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik markiert und demokratisch legitimierte Prozesse untergräbt. Besorgniserregend ist insbesondere die Gefahr, die von den EU-Beihilfenregeln für unsere Wasserkraft ausgeht. Das bewährte System der Wasserzinsen, ein wesentlicher Beitrag zu den Finanzen der Bergkantone, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit eliminiert werden. Dies würde die ökonomische Grundlage dieser Kantone massiv schwächen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die gemeindeeigenen Kraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Deren etablierter Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die dezentrale und lokale Energieproduktion diskriminiert. Die Forderung nach vollständiger Marktliberalisierung im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die Preise. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie unsere Wasserreserve, wird eingeschränkt, und die Verantwortung für eine gesicherte Stromversorgung wird auf einen

unzureichenden Markt abgewälzt, dessen Fähigkeit zur Gewährleistung einer stabilen Versorgung fraglich ist. Dieses Experiment auf Kosten der Bevölkerung und Wirtschaft verspricht volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit durch neue staatliche Umlagen kompensiert werden müssten. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind klare Instrumente zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die unsere nationale Hoheit über kritische Infrastrukturen und unsere bewährten föderalen Strukturen zerstören. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) zur Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht für erneuerbare Energien, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Dies bremst den Ausbau erneuerbarer Energien und führt zu Investitionsunsicherheit durch die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG). Diese Massnahmen sind nicht nur widersprüchlich zur Schweizer Energiestrategie, sondern machen uns auch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unnötigerweise unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einschränkt. Insgesamt stellen diese Vorhaben eine gravierende Schwächung der schweizerischen Autonomie und eine gefährliche Preisgabe der nationalen Versorgungssicherheit dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen fundamentale Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung auf und offenbaren gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Es ist höchst bedenklich, wie wenig Gewicht den nationalen Interessen und den spezifischen Gegebenheiten der Schweiz beigemessen wurde, während gleichzeitig erhebliche Zugeständnisse gemacht werden, deren Tragweite noch nicht vollständig abschätzbar ist. Insbesondere die Übernahme von weiterführendem EU-Recht ohne angemessene demokratische Mitsprache stellt eine direkte Herausforderung für die Rechtssetzungskompetenz des Schweizerischen Parlaments dar, wie sie durch Artikel 164 der Bundesverfassung garantiert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit gerät, die ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung massiv einschränkt. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des Personenverkehrs und der Dienstleistungen bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Lohnschutzpolitik und die Arbeitsbedingungen. Die Gewährleistung der schweizerischen Lohnstandards, wie sie durch das Obligationenrecht und spezifische flankierende Massnahmen geschützt werden, könnte unter dem Druck des EU-Rechts untergraben werden. Artikel 322c des Obligationenrechts, der die Lohngleichheit regelt, könnte in seiner Wirksamkeit beeinträchtigt werden, wenn der europäische Rechtsrahmen dies nicht vorsieht. Darüber hinaus sind die Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), äusserst problematisch. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH in Angelegenheiten, die direkt Schweizer Recht betreffen, untergräbt die Autorität unserer eigenen Gerichte und verletzt das Prinzip der Gewaltenteilung, wie es in der Bundesverfassung implizit verankert ist. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz würde durch die Überordnung eines ausländischen Gerichts erheblich kompromittiert. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und Fonds, deren Mittelverwendung nicht immer transparent oder im schweizerischen Interesse ist, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Es drängt sich die Frage auf, ob diese Ausgaben gerechtfertigt sind und ob sie nicht zulasten dringend benötigter nationaler Investitionen gehen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse im jetzigen Zustand nicht geeignet sind, die Interessen der Schweiz zu wahren und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien zu schützen. Sie bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, um eine echte Souveränität und die Wahrung unserer nationalen Identität zu gewährleisten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz und bedarf einer kritischen Prüfung. Es ist äusserst fragwürdig, ob die angestrebten Vorteile die potenziellen Nachteile aufwiegen. Primär gilt es, die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung und Gesetzgebung zu beleuchten. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie bei einer Vertiefung der Beziehungen unumgänglich wäre, stellt eine direkte Bedrohung für die in der Bundesverfassung verankerte Rechtsordnung dar. Insbesondere die Artikel 1 und 49 der Bundesverfassung, die die demokratische Legitimation und die Eigenständigkeit des Rechtssetzungsprozesses garantieren, könnten durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen untergraben werden. Die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des schweizerischen Parlaments und einer Verlagerung der Gesetzgebungskompetenzen nach Brüssel ist real und darf nicht unterschätzt werden. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen mit Skepsis zu betrachten. Während die EU von einer engeren Anbindung spricht, um den Zugang zum Binnenmarkt zu erleichtern, ist nicht klar ersichtlich, welche konkreten Vorteile sich für die Schweiz ergeben, die die damit einhergehenden Verpflichtungen rechtfertigen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Standards und zur Entrichtung von Beiträgen an die EU könnte die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen und die volkswirtschaftliche Belastung erhöhen. Die Möglichkeit einer unkontrollierten Zuwanderung von Arbeitskräften, die durch das Personenfreizügigkeitsabkommen bedingt wäre, stellt eine weitere Herausforderung dar, die die Lohn- und Arbeitsmarktbedingungen in der Schweiz negativ beeinflussen könnte. Artikel 95 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte durch die Auflagen der EU-Integration unter Druck geraten. Abschliessend ist die Frage der Souveränität von zentraler Bedeutung. Eine engere Bindung an die EU bedeutet unweigerlich einen Verlust an Entscheidungshoheit und nationaler Unabhängigkeit. Die Schweiz würde sich zunehmend den Entwicklungen und politischen Zielsetzungen der EU unterwerfen, ohne dabei die Möglichkeit zu haben, diese massgeblich zu beeinflussen. Dieser Schritt würde im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien der schweizerischen Identität und Staatsauffassung stehen. Die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Eigenständigkeit sind gravierend und erfordern eine äusserst zurückhaltende und kritische Haltung gegenüber jeglichen Vorschlägen zur Vertiefung der Beziehungen zur EU.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: stephan bucheli (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: stephan bucheli · 078 737 76 87 · s.bucheli@haylage.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung europäischer Vorgaben gibt Anlass zu erheblichen und prinzipiellen Bedenken. Es ist nicht ersichtlich, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit unserer nationalen Gesetzgebung, insbesondere mit den fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und der schweizerischen Souveränität, stehen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potentielle Erosion der richterlichen Unabhängigkeit und der Gerichtsautonomie. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) besagt klar, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden verbindlich sind. Die hier zur Diskussion stehenden Regelungen, welche de facto eine Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und rechtlichen Traditionen erzwingen könnten, werfen die Frage auf, wie die Gerichte künftig noch ihre primäre Aufgabe der Anwendung des schweizerischen Rechts wahrnehmen können, ohne sich in die Abhängigkeit von nicht von uns gewählten Instanzen zu begeben. Wir müssen sicherstellen, dass die richterliche Gewalt, wie in Artikel 114 BV verankert, ihre unabhängige Stellung behält und nicht durch flankierende Massnahmen oder Interpretationsspielräume, die sich aus der Implementierung fremden Rechts ergeben, untergraben wird.

Des Weiteren ist die Frage der rechtsstaatlichen Garantien von entscheidender Bedeutung. Die schweizerische Verfassung legt in Artikel 5 BV fest, dass der Staat nur im Rahmen seiner Zuständigkeiten und der ihm gesetzten Schranken handelt. Die Übernahme von Bestimmungen, deren Entstehungsprozess und Begründungslogik uns nicht vollständig zugänglich oder nachvollziehbar sind, birgt die Gefahr, dass wir uns in rechtliche Konstrukte begeben, die wir nicht vollständig kontrollieren können. Das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, das auch die Rechtssicherheit und die Vorhersehbarkeit von Rechtsnormen umfasst, könnte hierdurch in Mitleidenschaft gezogen werden. Die Transparenz der Gesetzgebung und die Möglichkeit, Einfluss auf die Gestaltung von Normen zu nehmen, sind essenziell für eine funktionierende Demokratie. Wenn die EU-Vorgaben ungefiltert übernommen werden, geht ein wesentlicher Teil dieser demokratischen Legitimation verloren. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität und der direkten Demokratie, die in unserem politischen System tief verwurzelt sind.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Schwächung der direkten Demokratie. Die Möglichkeit des Referendums, wie in Artikel 138 und 139 BV verankert, ist ein Eckpfeiler unseres politischen Systems. Wenn die Umsetzung von EU-Recht zu einem Automatismus wird, der über das normale Gesetzgebungsverfahren hinausgeht, könnten die Bürgerinnen und Bürger von wichtigen politischen Entscheidungen, die doch erhebliche Auswirkungen auf ihr Leben haben, faktisch ausgeschlossen werden. Die EU-Regelungen werden oft in einem komplexen und für den Laien schwer verständlichen Prozess geschaffen. Eine direkte Übernahme birgt die Gefahr, dass das Schweizer Volk seine Möglichkeit verliert, über solche weitreichenden politischen Weichenstellungen mitzubestimmen. Dies wäre eine gravierende Aushöhlung der Volkssouveränität.

Im Bereich der wirtschaftlichen Steuerung und der Wettbewerbsbedingungen stellt sich die Frage, ob die Übernahme von EU-Recht nicht zu einer unfairen Wettbewerbssituation für Schweizer Unternehmen führt. Artikel 10 des Bundesgesetzes über den Binnenmarkt (BGBM) regelt die Grundsätze des Binnenmarktes. Es ist fraglich, ob eine ungeprüfte Übernahme von EU-Standards, die für die EU-Mitgliedstaaten konzipiert sind, die schweizerischen KMU in eine ungünstige Position bringt, insbesondere im Hinblick auf regulatorische Belastungen und Kosten. Die Flexibilität und Anpassungsfähigkeit, die unsere Unternehmen bisher ausgezeichnet haben, könnten durch starrere, fremde Regelungen eingeschränkt werden. Dies widerspricht dem Grundgedanken, dass sich das schweizerische Recht primär an den Bedürfnissen unserer eigenen Wirtschaft und Gesellschaft orientieren sollte.

Auch die Hoheit über die Zoll- und Steuerpolitik, Kernbereiche staatlicher Souveränität, könnte durch eine zu enge Bindung an EU-Regelungen potenziell beeinträchtigt werden. Die Bundesverfassung widmet diesen Themen eigene Artikel, die die Grundlage für eine unabhängige schweizerische Politik bilden. Eine zu starke Übernahme von EU-Regelungen im Bereich der indirekten Steuern oder der Zolltarifpolitik würde die Schweiz faktisch in ein Zoll- und Steuergebiet der EU transformieren, ohne dass die damit verbundenen Verpflichtungen und Kosten klar definiert sind. Dies würde die finanziellen und wirtschaftspolitischen Handlungsspielräume des Bundes erheblich einschränken und die Fähigkeit beeinträchtigen, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen, die den nationalen Interessen dienen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene inländische Umsetzung von EU-Vorgaben erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer verfassungsrechtlichen Prinzipien, der richterlichen Unabhängigkeit, der rechtsstaatlichen Garantien, der direkten Demokratie und der wirtschaftlichen Souveränität aufwirft. Eine kritische Prüfung und eine klare Abgrenzung, wo immer notwendig, sind unerlässlich, um die grundlegenden Werte und die Funktionsweise unseres schweizerischen Rechtssystems zu schützen. Es bedarf einer detaillierten und transparenten Darlegung, wie die Integrität unserer Rechtsordnung und die Souveränität der Schweiz gewahrt bleiben können, bevor solche Umsetzungsmechanismen akzeptiert werden können. Es besteht die dringende Notwendigkeit, sicherzustellen, dass die Schweiz nicht de facto zu einem reinen Anhängsel der EU wird, sondern ihre Autonomie und ihre spezifischen Rechtsgrundsätze bewahrt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und bedenklichen Eingriff in die Souveränität und die föderalistischen Strukturen der Schweiz dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die Autonomie der einzelnen Gebietskörperschaften, sondern auch eine Schwächung der direkten Demokratie und der bürgernahen Politikgestaltung.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse neu von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dieses Vorgehen ist eine direkte Aushöhlung unseres Föderalismus und degradiert die Kantone zu reinen Verwaltungseinheiten, die Entscheidungen von einer übergeordneten Instanz diktiert bekommen. Dies wird durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) unterstrichen. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dieses Vorgehen ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und entzieht den Kantonen wesentliche Kompetenzen in der Gestaltung ihrer eigenen Wirtschafts- und Sozialpolitik.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Anpassungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Staatliche Beihilfen müssen neu der EU-Kommission gemeldet und von

ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit faktisch aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen die öffentliche Hand und kantonal/kommunal gehaltene Unternehmen eine zentrale Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt. Diese 'Superbehörde', die als verlängerter Arm der EU agiert, entzieht sich einer ausreichenden demokratischen Kontrolle und wird ihre Entscheide primär an Brüsseler Vorgaben ausrichten, nicht an den spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten der Schweiz.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese 'Superbehörde' wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, was die Gefahr birgt, dass Entscheide getroffen werden, die nicht dem Schweizer Volk dienen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies stellt eine gravierende Schwächung unserer nationalen Handlungsfähigkeit dar.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Prioritäten, die hier gesetzt werden. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und jegliche potenziellen kritischen Stimmen aus dem Prozess zu verbannen. Dies ist inakzeptabel und steht im Widerspruch zu den Interessen der schweizerischen Bevölkerung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die wirtschaftliche Handlungsfreiheit der Schweiz erheblich einschränken, sondern auch die föderalistischen Grundpfeiler unseres Staates untergraben und die demokratische Kontrolle über wichtige politische und wirtschaftliche Entscheidungen schwächen. Wir lehnen diese Unterwerfung unter ein fremdes Regulierungssystem entschieden ab.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahnverkehrspolitik. Die in Aussicht gestellten Änderungen bedrohen unmittelbar die Integrität,

die Finanzierung und die Servicequalität unseres nationalen Schienenverkehrssystems, welches seit Jahrzehnten als Eckpfeiler unseres öffentlichen Dienstes fungiert.

Im Zentrum der Besorgnis steht die potenzielle Aushöhlung des Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass etablierte und für die schweizerische Daseinsvorsorge essenzielle Subventionen für Sektoren wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die unerlässliche Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde unweigerlich zu einer Reduktion des Angebots und einer Verschlechterung der Qualität für die Bevölkerung führen, da die finanzielle Grundlage für eine flächendeckende und bedarfsgerechte Bedienung untergraben würde.

Besonders kritisch zu betrachten ist die vorgesehene Öffnung für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret durch die Einführung des neuen Artikels 40ater EBG. Diese Bestimmung ermöglicht es ausländischen Anbietern, innerhalb der Schweiz Personenverkehrsdienstleistungen anzubieten. Dies schafft die Grundlage für eine stossende "Rosinenpickerei", bei der private, oft staatlich subventionierte ausländische Unternehmen gezielt die profitabelsten Hauptstrecken bedienen. Die Kehrseite dieser Medaille ist, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Land erfüllen, auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien sitzen bleiben. Die finanzielle Basis des Service public wird somit direkt angegriffen und geschwächt, was langfristig die Existenzgrundlage für den öffentlichen Verkehr in vielen Regionen der Schweiz gefährdet.

Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung gegen negative Auswirkungen des Abkommens entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, dessen dynamische Übernahme in die Schweiz obligatorisch wäre. Diese Erklärung mutet eher wie eine Beruhigungspille an, die die Sorge vor einer schleichenden Erosion unserer Souveränität im Bahnbereich nicht zu beseitigen vermag.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme ist ein weiterer gravierender Punkt. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisieren und auf EU-Ebene verlagern, was unsere Fähigkeit zur bedarfsgerechten Gestaltung und Steuerung der Bahninfrastruktur empfindlich einschränken würde.

Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis PBG birgt erhebliche Risiken. Die Verpflichtung, bei nationalen und kantonalen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Anstatt die Vergabe von Leistungsaufträgen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen fortan EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass nicht die optimalen, sondern nur die EU-konformen Angebote zum Zug kommen, was potenziell zu sub-optimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG, wie bereits ausgeführt, stellt einen direkten Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar und bedroht die finanzielle Stabilität sowie die flächendeckende Versorgung.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorgeschlagene Abkommen im Bereich Landverkehr erhebliche Risiken für den Schweizer Service public birgt. Die vermeintlichen Sicherheiten sind nicht ausreichend, die Kompetenzverlagerung ist bedenklich und die ökonomischen Folgen für unseren öffentlichen Verkehr sind gravierend. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität im Bereich des öffentlichen Verkehrs wahrt und eine Politik verfolgt, die den Bedürfnissen und Besonderheiten unseres Landes gerecht wird und die Qualität und Finanzierung unseres bewährten Service public nicht gefährdet. Die vorliegenden Bestimmungen untergraben diese Grundprinzipien in unannehmbarer Weise.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz in ihrer Gesamtheit äusserst bedenklich und lassen befürchten, dass sie nicht der Stärkung des Schweizer Lohnschutzes dienen, sondern vielmehr zu einer Erosion desselben führen. Die behaupteten Schutzmechanismen erscheinen oberflächlich und nicht geeignet, den immensen Lohndruck zu kompensieren, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht.

Die Kernproblematik liegt darin, dass anstelle einer Stärkung des bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutzes eine Anpassung an EU-Standards angestrebt wird. Dies geht mit einer Aufweichung der bestehenden Regelungen einher. Die neu geschaffenen Regeln sind nicht nur bürokratischer und komplexer, sondern auch in ihrer Effektivität hinter den bisherigen flankierenden Massnahmen zurückgeblieben. Diese Entwicklung begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die nach wie vor bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben und die Schweizer Arbeitskräfte zu unterbieten.

Besonders kritisch ist die Schwächung der Kontrollmechanismen zu bewerten. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Praxis zeigt, dass schwächere Kontrollen und eine geringere Durchsetzungskraft direkt mit einer Erosion des Lohnniveaus einhergehen.

Der angeblich neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein vergiftetes Geschenk. Dieser stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und wurde offensichtlich unter EU-Druck diktiert. Es wird eine privilegiierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das fundamentale Problem des Lohndrucks wirksam zu lösen. Es entstehen unnötige rechtliche Hürden, die den Arbeitsmarkt unnötig verkomplizieren.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten weiter verkompliziert. Dies schwächt die Position des einzelnen Arbeitnehmers gegenüber mächtigen Arbeitgebern.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die in der Schweiz kritisch betrachteten Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies gefährdet unsere wirtschaftliche und politische Souveränität.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die wirksamen Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies öffnet Tür und Tor für eine Erosion unserer Arbeitsstandards.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch die Einführung eines neuen Artikels 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und unsere Fähigkeit, eigenständige

Entscheidungen zu treffen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen in ihrer Gesamtheit eine erhebliche Gefahr für den Schweizer Lohnschutz darstellen. Sie führen zu einer Erosion des Lohnniveaus, schwächen die Kontrollmechanismen, verkomplizieren die Rechtsdurchsetzung und führen zu einer unnötigen Einschränkung der schweizerischen Souveränität. Es ist dringlich, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass der Schweizer Lohnschutz nicht durch EU-Konformitätszwänge ausgehöhlt wird.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der finanziellen Beiträge an die Europäische Union wirft gravierende verfassungs- und völkerrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die Umwandlung der bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine signifikante Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar.

Die in Artikel 1 des KoBG vorgesehene Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs für die EU auf diese Zahlungen ist nicht nur eine technokratische Umgestaltung, sondern eine grundlegende Verlagerung der Entscheidungsgewalt. Statt der souveränen, von den gewählten Volksvertretern getroffenen Entscheidung über die Verwendung von Bundesmitteln, wird die Schweiz in eine Position gedrängt, in der sie Gelder gemäss den Vorgaben der EU zu leisten hat. Dies ist de facto eine Zwangsabgabe, die jegliche politische Einflussmöglichkeit der Schweiz auf diese milliardenschweren Zahlungen beseitigt. Das Parlament verliert damit ein wichtiges politisches Druckmittel, das bis anhin zur Erzielung von Zugeständnissen im Rahmen bilateraler Verhandlungen eingesetzt werden konnte.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockvogelangebot zu betrachten. Der im vorgeschlagenen Abkommen verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung und Anpassung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Steigerung der Schweizer Zahlungsverpflichtungen führen. Die Schweiz wird in eine Position gezwungen, in der sie nicht mehr die Möglichkeit hat, diese überhöhten Forderungen abzulehnen. Die EU diktiert die Höhe der Zahlungen, während die Schweiz als Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht agiert. Es ist dabei keineswegs garantiert, dass diese substanziellen finanziellen Abgaben mit einem verbesserten Marktzugang oder der tatsächlichen Beseitigung von Handelshemmnissen für die Schweiz einhergehen. Die finanzielle Bindung an die EU scheint primär der Kostenstelle der institutionellen Anbindung zu dienen, die in erster Linie die eigene Souveränität schmälert und kaum greifbare, kompensatorische Vorteile bietet.

Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das legislative Instrument, welches diese bisher flexiblen und politisch gestaltbaren Beiträge in eine dauerhafte, rechtlich bindende Verpflichtung überführen soll. Artikel 1 des KoBG zementiert diese Praxis und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung der Bundesmittel für jeden einzelnen Beitrag. Anstelle einer freien und eigenständigen Entscheidung über die Allokation von Steuergeldern, die dem Willen des Souveräns entspricht, wird lediglich die Umsetzung einer von der EU geforderten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die bilateralen Abkommen (BöB) ist weit mehr als eine formale Eintragung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert implizit die Akzeptanz dieser Abgaben als einen permanenten und integralen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung im Verhältnis zur EU. Dies stellt einen Präzedenzfall für zukünftige finanzielle Verpflichtungen dar und schwächt die Verhandlungsposition der Schweiz für künftige Abkommen.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und unredlich. Der bewährte und positiv besetzte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch umstrittene und finanziell belastende Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Eine solche

Verknüpfung ist nicht nur sachfremd, sondern auch geeignet, die tatsächlichen Nachteile und Risiken der finanziellen Anbindung an die EU zu verschleiern.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge zu einer unfreiwilligen und unkontrollierbaren Zahlungsverpflichtung führt, die die schweizerische Souveränität massiv beeinträchtigt und die parlamentarische Budgethoheit untergräbt. Die Schweiz wird de facto zu einer finanzpolitischen Anhangmasse der EU, ohne die ihr zustehenden Rechte und Einflussmöglichkeiten wahrnehmen zu können.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Strom wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, Versorgungssicherheit und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), stellen eine unüberlegte Abgabe der nationalen Hoheit an die Europäische Union dar und gefährden die bewährten Strukturen unserer Energieversorgung.

Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt unweigerlich dazu, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht wird, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was einem fundamentalen Verlust unserer Energiesouveränität gleichkommt. Die Schweizerische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Diese Behörde ist somit gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung, wie sie bisher praktiziert wurde.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches einen wesentlichen Beitrag zur Finanzierung der Bergkantone leistet und dort zur regionalen Wertschöpfung beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Konsequenzen für betroffene Regionen und würde die dezentrale Wertschöpfung schwächen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch diese Vorschläge empfindlich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokal produzierte Energie wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv und bevorzugt grosse, überregionale Akteure.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Unklarheit darüber, wer letztlich die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU scheinen diese Verantwortung klar übernehmen zu wollen. Dies ist ein hochriskantes Spiel mit dem Feuer.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert ist, wird unweigerlich zu volatileren und damit letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für private Haushalte führen. Denn die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht abdeckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue StromVG birgt somit das Potenzial, die Strompreise für die Schweizer Bevölkerung unberechenbar zu machen und die wirtschaftliche Belastung zu erhöhen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW für die Abnahme- und

Vergütungspflicht (neue Art. 15 EnG) werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie beispielsweise Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur angestrebten Schweizer Energiestrategie und begünstigt grossangelegte, zentralisierte Energieproduzenten.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den dringend benötigten Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich bremsen und die Schweiz somit abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell von fossilen Energieträgern machen. Dies widerspricht jeglicher Logik im Hinblick auf eine nachhaltige und unabhängige Energieversorgung.

Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind eindeutige Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei unwiederbringlich zerstört.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen einen Schritt in die falsche Richtung darstellen. Sie gefährden die Schweizer Energiesouveränität, schwächen unsere föderalen Strukturen, benachteiligen die dezentrale Energieproduktion und stellen die Versorgungssicherheit auf eine unsichere Grundlage. Aus diesen tiefgreifenden Gründen lehnen wir die vorgeschlagenen Änderungen entschieden ab und fordern eine Überprüfung und Korrektur, welche die spezifischen Bedürfnisse und die Souveränität der Schweiz in den Mittelpunkt stellt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Ausweitung dar, die fundamental mit dem Geist und dem Wortlaut von Artikel 121a der Bundesverfassung kollidiert. Dieser Verfassungsartikel wurde explizit geschaffen, um dem schweizerischen Volk die eigenständige Steuerung der Zuwanderung zu ermöglichen. Die geplante Angleichung an EU-Standards untergräbt diesen Volkswillen und opfert unsere Souveränität auf dem Altar einer fragwürdigen Harmonisierung.

Insbesondere die Einführung eines neuen, faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", ist zutiefst beunruhigend. Diese Regelung, die selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hätte, stellt eine unzumässige Gefährdung der inneren Sicherheit dar und belastet unsere Sozialwerke auf unerträgliche Weise. Die Kosten für die Aufrechterhaltung dieses Personenkreises werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt, was angesichts der bereits heute angespannten finanziellen Lage eine unzumutbare Bürde darstellt.

Die automatische Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein quasi-permanentes Bleiberecht, selbst wenn sie von Schweizer Sozialhilfe leben. Die damit verbundenen Kosten sind eine direkte Konsequenz der überzogenen und ungezügelten Personenfreizügigkeit und belasten die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke und die Kassen der öffentlichen Hand erheblich.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Dimension – einschliesslich Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern – verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit auch der Sozialkosten. Dies widerspricht jeglicher Vernunft im Hinblick auf eine Steuerung der Migration und eine nachhaltige Finanzierung unserer Sozialleistungen.

Die sogenannte "Schutzklausel", welche im vorliegenden Vertragspaket verankert ist, entpuppt sich als reines Feigenblatt, eine trügerische Illusion der Kontrolle. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz vor unkontrollierter Zuwanderung bieten wird. Vielmehr droht bei einem auch nur theoretischen Versuch ihrer Anwendung die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine klare Drohung, die unsere Verhandlungsfreiheit massiv einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Sie bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftig bei jeder Verschärfung des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sein werden. Unsere Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung wird damit unwiderruflich eingeschränkt.

Die angekündigten Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG im AIG führen zu einer Erweiterung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger, wobei ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Dies steht im Widerspruch zum Auftrag von Artikel 121a BV zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und untergräbt die finanzielle Solidität unserer Sozialwerke. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo; sie definiert Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht.

Als direkte Folge der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein klares Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz muss die Folgen der ungezügelten Zuwanderung nun auf dem Buckel von Studierenden und der Reputation ihrer Hochschulen austragen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, welche der Schweizer Steuerzahler direkt zu tragen hat.

Das neue Bundesgesetz über die bilateralen Abkommen (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Dies wird im Berufsbildungsrecht (BGMD) durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in Artikel 2 Absatz 1bis deutlich. Hier wird die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus ersetzt, was das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards birgt und den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern entzieht.

Die Anpassungen im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) durch die Einführung des EPC und die Anbindung an das IMI-System (MedBG: Artikel 15, 35, 50; GesBG: Artikel 10, 15) untergraben die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich stellt dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG) ist die Anbindung an das IMI-System (neuer Artikel 37 Absatz 4) ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz, bei der nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt wird.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) durch die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der Schweiz im Bereich der Zuwanderung und damit auch eine Gefährdung unserer Souveränität darstellen. Sie führen zu unkontrollierbaren Kosten, einer Überlastung unserer Sozialwerke und einer Erosion unserer direkten Demokratie. Es ist dringend geboten, diese massiven Nachteile und Risiken ernst zu nehmen und die vorgeschlagenen Massnahmen entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur sogenannten "Lebensmittelsicherheit" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein umfassendes und bedenkliches Integrationsprojekt, das weit über die reine Gewährleistung von Verbraucherschutz hinausgeht. Es handelt sich vielmehr um einen schleichenden Prozess der Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dieses Vorhaben birgt erhebliche Risiken für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt für die Wahlfreiheit der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres nationalen Rufs und ein wichtiger Wettbewerbsvorteil, steht unter erheblichem Druck. Die unvermeidliche Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die primär auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das stolze Label "Made in Switzerland" wird dadurch massiv entwertet, wenn die Produkte nach denselben, tendenziell weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Identität unserer landwirtschaftlichen Erzeugnisse und schwächt die Position unserer Produzenten auf dem Markt nachhaltig.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses zweifellos schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in Kernbereichen blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit manövriert.

Die vorgesehene Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein massiver und nicht hinnehmbarer Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was das Vertrauen in unsere eigenen, etablierten Kontrollsysteme untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar

Vereine, die im Rahmen von traditionellen Anlässen wie einem Schwingfest Verpflegung anbieten, müssten die komplexen und für die Schweizer Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen zu zerstören und die wirtschaftliche Existenz zahlloser kleiner und mittlerer Betriebe zu gefährden.

Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch diese Regelung systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten können. Dies missachtet den klaren Volkswillen und öffnet Tür und Tor für Technologien, denen die Schweizer Bevölkerung kritisch gegenübersteht.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung und führt zu einer erstickenden Bürokratie sowie einem Verlust an unseren hohen Standards. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen des geltenden Lebensmittelgesetzes, das die Gesundheit und die Konsumenteninteressen schützt.

Die angekündigten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die Einführung neuer Artikel wie Art. 15a und Art. 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften im Bereich Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen gravierenden Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards. Wir verlieren damit die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das unheilvolle Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird dadurch umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und unsere Landwirtschaft direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz fundamental wichtigen Politikbereich.

Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere wertvollen Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Nicht zuletzt bedeutet die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit massiv.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass dieses Abkommen unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" eine schleichende Überfremdung und Untergrabung schweizerischer Standards und Souveränität darstellt. Die Schweiz würde ihre Freiheit verlieren, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse und Werte zugeschnittene Regelungen zu gestalten. Die Konsequenzen wären ein Qualitätsverlust, eine bürokratische Überlastung und die Gefährdung der Existenz vieler

landwirtschaftlicher Betriebe sowie eine gravierende Einschränkung unserer demokratischen Selbstbestimmung. Aus diesen tiefgreifenden Gründen ist eine strikte Ablehnung dieses Vorhabens dringend geboten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, bedarf einer äusserst kritischen Prüfung, bevor irgendwelche Verpflichtungen eingegangen werden. Die vorliegenden Formulierungen lassen erhebliche Zweifel daran aufkommen, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind und ob sie die Souveränität sowie die rechtliche Eigenständigkeit unseres Landes wahren.

Insbesondere die Absicht, die Beziehungen zur EU zu "stabilisieren", birgt die Gefahr einer schleichenden Angleichung und einer Aufgabe unserer bewährten Alleingänge. Die Schweiz hat sich historisch durch eine pragmatische und souveräne Politik ausgezeichnet, die es ihr ermöglicht hat, von den Vorteilen einer engen Kooperation mit der EU zu profitieren, ohne sich dabei in eine Abhängigkeit zu begeben. Jegliche Schritte in Richtung einer engeren Bindung, die über die bestehenden bilateralen Verträge hinausgehen, müssen daher äusserst restriktiv und unter strengster Wahrung unserer nationalen Interessen erfolgen.

Die Europäische Union verfolgt seit jeher das Ziel einer immer engeren Union. Ihre Rechtsakte sind darauf ausgerichtet, die Mitgliedstaaten zu integrieren und eine Harmonisierung auf breiter Front zu erreichen. Vor diesem Hintergrund ist die Sorge berechtigt, dass die angestrebte "Stabilisierung" lediglich eine Ouvertüre für die Übernahme von EU-Recht ist. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der direkten Demokratie und zur Möglichkeit des Souveräns, über die Gesetzgebung mitzubestimmen. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger haben wiederholt die Bedeutung der direkten Kontrolle über die Gesetzgebung betont. Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation würde dieses Fundament untergraben.

Konkret bestehen Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Erwähnung einer "Weiterentwicklung der Rechtsprechung" im Kontext der Stabilität der Beziehungen zur EU lässt befürchten, dass die Schweiz indirekt die Jurisdiktion des EuGH anerkennen müsste. Dies wäre ein gravierender Eingriff in unsere rechtsstaatliche Ordnung. Die Schweizer Verfassung, insbesondere die Artikel über die Gewaltenteilung und die Souveränität, untersagt eine solche Unterordnung. Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft besagt, dass die Bundesversammlung die Anwendung von Bundesgesetzen überwacht. Eine indirekte Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH würde diese Aufsichtsfunktion der Bundesversammlung aushöhlen, da die Auslegung von Verträgen und die Entwicklung des Rechts primär von einem externen Gericht bestimmt würden.

Des Weiteren ist die Frage der Übernahme neuer EU-Rechtsakte ohne explizite Genehmigung des schweizerischen Parlaments oder des Volkes von grösster Bedeutung. Die bestehenden bilateralen Verträge sind das Ergebnis sorgfältiger und mühsamer Verhandlungen, welche die Interessen der Schweiz berücksichtigen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie bei einer zu engen Bindung zu befürchten ist, würde die schweizerische Gesetzgebung einer ständigen Dynamik aussetzen, die wir nicht kontrollieren können. Dies könnte gemäss dem Unionsrecht, insbesondere im Hinblick auf die Freizügigkeit, die Möglichkeit einschränken, flankierende Massnahmen zur Bewältigung der negativen Folgen der Personenfreizügigkeit zu ergreifen. Solche Massnahmen sind aber essenziell, um die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz zu schützen, wie es im Arbeitsgesetz (ArG) und anderen relevanten Gesetzen verankert ist. Artikel 16 des ArG beispielsweise erlaubt flankierende Massnahmen, die aber wiederum durch EU-Recht beeinflusst werden könnten.

Die Formulierung "Stabilisierung der Beziehungen" könnte auch dazu missbraucht werden, bestehende Regelungen zu lockern, die den Schutz der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft vor übermässiger Einwanderung oder unfairen Wettbewerbsbedingungen gewährleisten. Die Schweiz hat ein berechtigtes Interesse daran, ihre Grenzen, ihren Arbeitsmarkt und ihre Sozialwerke zu schützen. Jegliche Verhandlung, die diese Schutzmechanismen schwächt, wäre eine Abkehr von der schweizerischen Politik der Eigenverantwortung und des Schutzes des Binnenmarktes. Dies könnte ferner die Kohärenz des schweizerischen Rechtssystems gefährden, indem sie die Anwendung von internen Gesetzen durch externe Rechtsnormen in Frage stellt. Artikel 120 Absatz 2 der Bundesverfassung sieht vor, dass die Schweiz zur Wahrung ihrer Interessen mit anderen Staaten zusammenarbeiten kann, jedoch impliziert dies keine Aufgabe der eigenen Gesetzgebungshoheit.

Die Skepsis gegenüber den vorgeschlagenen Massnahmen ist daher nicht nur angebracht, sondern eine Notwendigkeit, um die Souveränität und die schweizerische Identität zu wahren. Bevor weitere Schritte unternommen werden, muss eine klare und detaillierte Analyse der potenziellen Auswirkungen auf unser Rechtssystem, unsere Wirtschaft und unsere Gesellschaft erfolgen. Die Bewahrung unserer Unabhängigkeit und die Fähigkeit, unsere eigenen Gesetze zu gestalten, müssen oberste Priorität haben. Jede Form der "Stabilisierung", die zu einer stärkeren Abhängigkeit von der EU führt, muss entschieden zurückgewiesen werden. Es ist essenziell, dass die Schweiz ihre Verhandlungsposition festigt und klar kommuniziert, dass nationale Interessen und die Wahrung der Souveränität nicht verhandelbar sind. Die von der EU angestrebte immer engere Union darf nicht auf Kosten der schweizerischen Selbstbestimmung gehen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität, der nationalen Rechtsordnung und der wirtschaftlichen Stabilität auf. Eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Anpassungen ist unabdingbar, um die langfristigen Auswirkungen auf die Schweiz angemessen zu beurteilen.

Zunächst ist die Frage der institutionellen Übernahme von EU-Recht von zentraler Bedeutung. Die beabsichtigte Übernahme von Sekundärrecht der Europäischen Union, wie sie in den Abkommen angedeutet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung. Das Schweizer Volk hat in zahlreichen Volksabstimmungen wiederholt seinen Willen zum Ausdruck gebracht, die direkte Demokratie und die Souveränität unseres Landes zu wahren. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde die parlamentarische und volksdemokratische Kontrolle über die Gesetzgebung massiv schwächen. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und des Schweizer Volkes. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, diese Bestimmung zu untergraben, indem sie dem EU-Recht eine präjudizielle Wirkung über unsere eigenen rechtsstaatlichen Verfahren einräumen.

Des Weiteren stellt die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ein erhebliches Problem dar. Die vorgeschlagene Einbeziehung von Urteilen des EuGH in die Auslegung des künftigen Abkommens birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte und letztlich auch der Schweizer Gesetzgeber an nicht-schweizerische Rechtsprechung gebunden werden. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der festlegt, dass Bundesgesetze und allgemein verbindliche Bundesratsbeschlüsse vom Bundesgericht und von anderen Behörden anzuwenden sind. Wenn die Auslegung von Abkommen primär durch den EuGH erfolgt, wird die Autonomie unserer eigenen Gerichte und damit die Durchsetzung unseres nationalen Rechts gefährdet. Die Möglichkeit, dass Urteile des EuGH unser Recht de facto beeinflussen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter direkte Einflussnahme darauf haben, ist unvereinbar mit dem Prinzip der Volkssouveränität und der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich des freien Warenverkehrs und der Dienstleistungen, könnte zu einer unverhältnismässigen Belastung für Schweizer Unternehmen

führen. Die Anpassung an immer neue und sich ändernde EU-Normen bindet Ressourcen und Ressourcen, die anderweitig für Innovation und Wettbewerbsfähigkeit eingesetzt werden könnten. Insbesondere KMUs könnten Schwierigkeiten haben, die komplexen und sich ständig ändernden regulatorischen Anforderungen zu erfüllen. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteile für unsere Unternehmen führen, wenn die EU-Unternehmen unter anderen, möglicherweise weniger restriktiven Bedingungen agieren. Das Verbot von Subventionen, das in den EU-Verträgen eine Rolle spielt, könnte ebenfalls problematisch sein. Artikel 97 Absatz 1 BV garantiert dem Bund die Förderung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen. Die Einschränkung von Möglichkeiten, gezielte Förderungen für strategisch wichtige Sektoren zu gewähren, um unsere Wettbewerbsfähigkeit zu stärken, könnte diesem Verfassungsauftrag zuwiderlaufen.

Die Frage der bilateralen Abkommen in ihrer gegenwärtigen Form birgt bereits Herausforderungen. Die vorgeschlagene Weiterentwicklung hin zu einem institutionalisierten Rahmen mit einem fortlaufenden Rechtsübernahmeverfahren scheint den Weg in eine einseitige Abhängigkeit zu ebnen. Die Schweiz würde sich in einer permanenten Anpassungsschleife an EU-Recht befinden, ohne dass sie auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen könnte. Dies untergräbt die Verhandlungsposition der Schweiz und schwächt unsere Fähigkeit, unsere nationalen Interessen effektiv zu vertreten. Die Idee, dass die EU "gleiche Rechte und Pflichten" verlange, ignoriert die Tatsache, dass die Schweiz ein souveräner Staat mit einem eigenen Rechtssystem und politischen Institutionen ist. Die Gleichsetzung von Beitrittskandidaten mit dem Status der Schweiz als Drittstaat, aber mit der Pflicht zur Rechtsübernahme, ist widersprüchlich und unhaltbar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU erhebliche Risiken birgt. Die Gefahr einer Aushöhlung unserer Souveränität, die Beeinträchtigung unserer nationalen Rechtsordnung durch die Übernahme von EU-Recht und die mögliche Schwächung unserer wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit sind ernste Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle und ohne die Möglichkeit, unsere nationalen Interessen effektiv zu wahren, ist für die Schweiz nicht akzeptabel. Wir müssen sicherstellen, dass alle Abkommen mit der EU im Einklang mit unserer Verfassung stehen und die Souveränität sowie das Wohl unseres Landes langfristig gewährleisten. Die aktuelle Ausgestaltung scheint diesem Anspruch nicht gerecht zu werden. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und bei der weiteren Ausgestaltung der Beziehungen zur EU berücksichtigt werden. Die Schweiz muss ihren eigenen Weg gehen, der ihre Eigenständigkeit wahrt und ihre Interessen schützt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union im vorliegenden Entwurf werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung und Ablehnung bedürfen. Die vorgeschlagenen Abkommen, deren genauer Umfang und deren Auswirkungen auf die Souveränität und die Wirtschaftsinteressen der Schweiz noch unklar sind, bergen das Risiko einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer wirtschaftlichen Eigenständigkeit. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz und die damit einhergehende Einschränkung der parlamentarischen Entscheidungsfreiheit sind zutiefst problematisch.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung und die Rechtsanwendung. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorliegenden Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, stellt eine gravierende Herausforderung für das Prinzip der Volkssouveränität dar, wie es im Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert, dass das Volk und die Kantone die oberste Gewalt darstellen und dass diese Gewalt durch die Bundesverfassung und die allgemein verbindlichen Völkerrecht geregelt ist. Die unkontrollierte Übernahme von EU-Recht würde dieses Fundament untergraben, da Beschlüsse, die von Brüssel gefasst werden, ohne direkten Einfluss des Schweizer Volkes oder seiner Vertreter in

die nationale Rechtsordnung einfliessen würden. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Grundsatz, dass Gesetze von jenen verabschiedet werden müssen, die von der Bevölkerung gewählt wurden und ihr Rechenschaft schuldig sind.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die Verpflichtung, Urteile des EuGH anzuerkennen und anzuwenden, würde de facto eine externe Gerichtsbarkeit über die Schweiz schaffen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Souveränität und der richterlichen Unabhängigkeit, die für einen funktionierenden Rechtsstaat unerlässlich sind. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert, dass jeder Mensch Anspruch auf rechtliches Gehör hat und dass die Gerichte und Behörden von den mit der Gesetzgebung, der Rechtspflege und der Verwaltung betrauten Personen unabhängig sind. Wenn der EuGH über die Auslegung von Schweizer Recht entscheidet oder die Anwendung von EU-Recht erzwingt, die in die nationale Rechtsordnung überführt wird, ist diese Unabhängigkeit nicht mehr gewährleistet. Es besteht die Gefahr, dass nationale Interessen und verfassungsrechtliche Prinzipien den übergeordneten Zielen der EU geopfert werden.

Aus wirtschaftlicher Sicht sind die Konsequenzen ebenfalls alarmierend. Die befürchtete Anpassung der Schweizer Wirtschaft an EU-Normen und -Standards könnte zu einer erheblichen Wettbewerbsverzerrung führen. Während die EU von einer Binnenmarktintegration profitiert, in der sie ihre eigenen wirtschaftlichen Interessen verfolgen kann, müsste die Schweiz oft widerspruchslos die Spielregeln übernehmen, die von externen Akteuren bestimmt werden. Dies betrifft insbesondere Bereiche wie die Landwirtschaft, das Finanzwesen und die Industrie. Die Schweizer Konsumenten und Unternehmen könnten mit neuen Regulierungen konfrontiert werden, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten unseres Landes zugeschnitten sind, was zu höheren Kosten und geringerer Flexibilität führen kann. Die Schweiz hat stets von ihrer Fähigkeit profitiert, eigene, auf ihre Bedürfnisse abgestimmte Regulierungen zu schaffen, die Innovation und Wettbewerbsfähigkeit fördern. Eine solche Autonomie würde durch die automatische Übernahme von EU-Recht stark eingeschränkt.

Die Frage der Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank und ihrer geldpolitischen Autonomie ist ebenfalls von grösster Bedeutung. Die Sicherung der wirtschaftlichen Stabilität und die Vermeidung von Inflation sind primäre Aufgaben der Nationalbank, die sie im Interesse der Schweiz wahrnimmt. Eine stärkere Anbindung an die EU könnte die Freiheit der Nationalbank einschränken und sie gezwungen sehen, geldpolitische Entscheidungen zu treffen, die nicht primär den Schweizer Verhältnissen Rechnung tragen, sondern den wirtschaftlichen Zielen der Eurozone dienen.

Darüber hinaus stellt die Rolle der Schweiz als potenzieller Zahlungskandidat für EU-Programme eine finanzielle Belastung dar, deren Umfang noch nicht klar definiert ist. Ohne entsprechenden Stimmrechtsgewinn oder Einflussnahme auf die Entscheidungsprozesse würde die Schweiz gezwungen sein, Beiträge zu leisten, ohne davon in gleichem Masse profitieren zu können oder die Mittelverwendung kontrollieren zu können. Dies könnte die finanzielle Stabilität des Landes gefährden und Steuergelder binden, die besser für nationale Prioritäten eingesetzt werden könnten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU ein erhebliches Risiko für die Schweizer Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftliche Eigenständigkeit darstellen. Die drohende automatische Übernahme von EU-Recht, die externe Gerichtsbarkeit des EuGH und die potenziellen wirtschaftlichen Nachteile sind gravierende Mängel, die eine sorgfältige Überprüfung und letztlich eine entschiedene Ablehnung erfordern. Es ist von entscheidender Bedeutung, die in der Bundesverfassung verankerten Grundsätze der Volkssouveränität, der nationalen Unabhängigkeit und der rechtsstaatlichen Garantien zu wahren. Die Schweiz hat über Jahrzehnte hinweg einen Weg der bilateralen Abkommen verfolgt, der ihr ermöglichte, ihre Beziehungen zur EU zu gestalten, ohne dabei ihre Kernprinzipien aufzugeben. Die im vorliegenden Entwurf angedeutete Richtung birgt die Gefahr, diesen erfolgreichen Weg zu verlassen und die Schweiz in eine Position zu bringen, in der sie ihren eigenen Interessen untergeordnet wird.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Stéphane Perroud (Privat)

Date: 05.09.2025

Contact: Stéphane Perroud · 0799003563 · sperroud@hotmail.com

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des récentes négociations avec l'Union européenne révèle des points de préoccupation majeurs qui méritent une analyse critique approfondie avant toute ratification. Bien que l'objectif affiché soit le renforcement des relations bilatérales, il convient de s'interroger sur la capacité des accords à garantir la souveraineté et les intérêts fondamentaux de la Suisse.

Premièrement, l'extension du droit de l'UE dans des domaines clés, sans que la Suisse ne dispose d'un droit de regard équivalent sur l'élaboration de ces normes, pose un problème juridique et politique majeur. L'article 54 de la Constitution fédérale suisse garantit la souveraineté de la Confédération. L'adoption de la législation européenne par simple renvoi, sans possibilité de négociation ou d'adaptation substantielles, risque de porter atteinte à cette autonomie décisionnelle. La jurisprudence du Tribunal fédéral, notamment dans ses arrêts concernant l'application du droit international, insiste sur la nécessité de préserver l'ordre juridique interne. Permettre à des instances étrangères de légiférer pour la Suisse, sans contrepartie appropriée, contrevient à cet esprit.

Deuxièmement, la question de la contribution financière récurrente que la Suisse serait amenée à verser à l'UE, sans contrepartie économique tangible et proportionnée, soulève des interrogations quant à son impact sur les finances publiques. L'article 127 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération pourvoit à la prospérité commune et au bien-être de la population. Des engagements financiers unilatéraux, sans bénéfices directs mesurables, pourraient ne pas répondre à cette exigence constitutionnelle. Il est impératif de clarifier la nature et la justification de ces contributions, ainsi que leur pérennité, afin d'éviter une dépendance financière excessive.

Enfin, il est crucial d'évaluer précisément l'impact de ces accords sur le marché intérieur suisse et la capacité de la Suisse à définir sa propre politique commerciale et industrielle. La libre circulation des personnes et des services, telle qu'envisagée, pourrait entraîner des pressions sur les salaires et les conditions de travail, mettant en péril les acquis sociaux et la cohésion interne. L'article 117 de la Constitution fédérale, relatif à la politique économique, devrait être le socle d'une telle évaluation, assurant que tout accord international reste subordonné aux impératifs économiques nationaux. Une vigilance accrue est donc nécessaire pour éviter que des accords mal calibrés ne sapent les fondements de la prospérité et de l'indépendance suisses.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à la cohérence et à la

conformité de la proposition avec l'ordre juridique suisse existant. L'alignement unilatéral sur le droit de l'Union européenne, sans négociation approfondie ni contrepartie claire, risque de compromettre notre souveraineté et notre capacité à légiférer dans l'intérêt national.

Il est impératif de souligner que la Constitution fédérale suisse garantit la primauté du droit constitutionnel suisse. L'adoption automatique de normes européennes, même indirectement, pourrait entrer en conflit avec des dispositions constitutionnelles fondamentales, notamment celles relatives à la souveraineté de la Confédération et à la protection de l'autonomie cantonale. L'article 1 de la Constitution fédérale stipule clairement que le peuple et les cantons suisses sont souverains. Cette souveraineté implique la liberté de légiférer et de prendre des décisions conformément à nos propres intérêts et valeurs. Le risque est que des accords non négociés avec l'UE puissent éroder cette souveraineté en imposant des cadres réglementaires dont la genèse échappe à notre contrôle démocratique.

De plus, l'intégration de pans entiers du droit de l'UE, tels qu'ils sont actuellement formulés, peut ignorer les spécificités de notre système économique et social. La législation européenne est conçue pour un contexte différent, et son application directe en Suisse pourrait engendrer des distorsions, des coûts excessifs pour nos entreprises et des inconvénients pour nos citoyens, sans pour autant garantir des bénéfices proportionnels. La pratique du "copier-coller" sans analyse critique et sans adaptation adéquate est une approche dangereuse qui pourrait nuire à notre compétitivité.

L'article 5 de la Constitution fédérale, qui établit le principe de subsidiarité, doit également être pris en compte. Les décisions doivent être prises au niveau le plus bas possible, et l'ingérence de l'UE, même par le biais d'accords sectoriels, risque de court-circuiter les compétences des cantons et des communes, ainsi que la capacité de la Confédération à adapter les réglementations à notre contexte propre.

Enfin, il est essentiel que toute coopération future avec l'Union européenne soit encadrée par des accords bilatéraux clairs et équilibrés, négociés en position de force, et qui respectent pleinement nos principes constitutionnels et nos intérêts nationaux. Une approche passive, qui consisterait à simplement transposer le droit de l'UE, serait une erreur stratégique aux conséquences potentiellement graves pour l'autonomie et le bien-être de la Suisse. L'absence d'un contrôle parlementaire suffisant sur ces transpositions accroît encore les risques d'un dérapage juridique et politique.

Contribution financière

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant au projet de contribution financière dans le cadre des accords avec l'Union européenne. Il est manifeste que la transformation des paiements de cohésion, initialement conçus comme des contributions volontaires et soumises au contrôle parlementaire, en une obligation juridiquement contraignante représente une atteinte directe à notre souveraineté et à nos prérogatives démocratiques. L'instauration d'un mécanisme de calcul "juridiquement contraignant" pour ces versements, loin d'offrir une quelconque sécurité, ouvre la voie à des demandes financières exponentielles dictées par l'Union européenne, privant la Suisse de tout levier politique et de la capacité de refuser ces impositions.

L'introduction d'un propre loi sur les contributions de cohésion (KoBG) consolide ces paiements comme une charge permanente et légalement incontestable, soustrayant ainsi au Parlement toute décision souveraine concernant l'allocation de fonds publics importants. Il s'agit, en réalité, d'une renonciation à la maîtrise de notre budget au profit d'une forme d'imposition automatique. La justification de ces contributions sous couvert de la promotion de la paix, par l'ajout à l'article 1 alinéa 2 lettre b de la loi sur la promotion de la paix, apparaît comme une manœuvre fallacieuse visant à masquer la nature politiquement sensible et coûteuse de ces accords. Cette association est trompeuse et dévoie l'objectif originel de la loi sur la promotion de la paix.

L'inscription du KoBG dans l'annexe du BöB, et plus précisément à l'annexe 5, chiffre 1 lettre d, n'est pas une simple formalité. Elle ancre ces contributions dans notre ordre juridique de manière pérenne, signalant leur assimilation à une composante routinière et continue de notre législation fédérale.

L'article 1 du KoBG, en établissant un "droit permanent", mine la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision souveraine sur l'utilisation de l'argent des contribuables, nous serions confrontés à l'exécution forcée d'une obligation financière imposée par l'UE. La Suisse se trouve ainsi dans la position d'un contributeur net sans droit de regard, payant une intégration institutionnelle dont les avantages tangibles sont douteux et qui se fait au détriment de notre autonomie décisionnelle. Ce nouveau cadre légal transforme une démarche politique en une servitude financière juridiquement contraignante, une perspective inacceptable pour un État souverain.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé dans le domaine de l'électricité, une intégration qui menace directement notre souveraineté énergétique et nos structures réglementaires éprouvées. L'intégration institutionnelle dans les mécanismes de surveillance de l'UE, tels qu'ACER et ENTSO-E, nous relègue au statut de participant dépendant, contraint de supporter des coûts sans disposer de droit de vote décisionnel. Les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront désormais dictées depuis Bruxelles, marginalisant ainsi nos intérêts nationaux.

L'autorité de régulation suisse, l'ElCom, risque de se transformer d'une institution indépendante en un simple bras opérationnel du droit de l'UE. La mise en œuvre de réglementations démocratiquement peu légitimées à Bruxelles mettra un terme à notre capacité de concevoir une politique énergétique adaptée aux spécificités suisses.

Le secteur de la force hydraulique, pilier de notre approvisionnement énergétique, est particulièrement menacé par les règles européennes relatives aux aides d'État. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, pourrait être qualifié de subvention illégale et subir une abolition, sapant ainsi les finances régionales.

Parallèlement, nos structures fédérales, notamment les centrales électriques communales, seront fragilisées. Leur droit d'injection prioritaire, fondamental pour la production d'énergie locale et décentralisée, sera compromis par les règles de concurrence de l'UE.

La sécurité de l'approvisionnement national, autrefois garantie, sera sacrifiée sur l'autel d'un marché libéralisé. La constitution de réserves stratégiques, essentielles pour traverser les périodes de pénurie, sera entravée par les normes européennes, et la responsabilité claire de la sécurité d'approvisionnement, auparavant assumée, sera diluée, engendrant une insécurité potentiellement désastreuse.

La libéralisation totale du marché de l'électricité, telle que prévue par le nouveau droit de l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a ss.), entraînera inévitablement une volatilité accrue des prix, impactant négativement les petites et moyennes entreprises ainsi que les ménages. Les coûts de sécurité d'approvisionnement, non couverts par le marché, seront répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles taxes. De plus, la loi sur l'énergie (EnG, art. 15 nouveau) et les modifications relatives à l'obligation de reprise et de rémunération, qui abaissent considérablement la limite de puissance pour la production décentralisée, pénalisent les petits producteurs locaux au profit des grands acteurs centralisés. L'exclusion de la rémunération en cas de prix négatifs (nouveaux art. 29d al. 4 et 33a al. 2bis EnG) crée une incertitude d'investissement préjudiciable aux énergies renouvelables. L'élargissement des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) visent à une uniformisation avec l'UE, au détriment de notre indépendance décisionnelle et de nos structures fédérales. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau (art. 8 al. 2 BATE) nous soumet inutilement à des règles paneuropéennes inadaptées. En somme, cet accord nous engage sur une voie de perte de souveraineté, d'instabilité accrue et de sacrifice de nos intérêts nationaux au profit d'une intégration européenne mal définie.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux propositions relatives à la libre

circulation des personnes et à la protection des salaires. Les mesures envisagées semblent insuffisantes pour contrer la pression considérable exercée sur les salaires suisses, particulièrement dans les tranches de revenus moyennes et inférieures, résultant de l'élargissement de la libre circulation. Au lieu de renforcer notre système éprouvé de protection des salaires, celles-ci risquent de l'affaiblir en l'alignant sur des normes européennes moins efficaces.

L'adaptation du droit des sociétés anonymes, notamment par l'introduction d'un article 335q CO, introduisant une protection spécifique contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, constitue une ingérence manifeste dans la liberté contractuelle suisse, dictée par des pressions extérieures. Cette disposition crée une classe privilégiée d'employés, dont le licenciement est soumis à des procédures rigides et bureaucratiques, entravant la flexibilité des PME et contredisant nos principes de marché du travail libéraux.

Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-accidents (LAA), telles que la création d'un nouveau type de sanction, semblent conçues pour assurer la conformité avec le droit de l'Union européenne plutôt que pour améliorer la protection des travailleurs suisses. L'article 9, alinéa 2, de la LAA, qui élargit le système de sanctions, sert avant tout à harmoniser notre législation avec les exigences de l'UE, sans garantir une protection accrue pour nos citoyens.

La modification de la loi sur la procédure civile (CPC) relative à la reconnaissance des décisions des autorités de l'UE, notamment par l'ajout de l'article 137a, pose des questions fondamentales de souveraineté. Permettre la reconnaissance et l'exécution de décisions administratives étrangères sans un contrôle judiciaire exhaustif dans notre propre système juridique représente une abdication de souveraineté inacceptable.

Enfin, l'intégration des dispositions relatives aux paiements de compensation du kohäsionsbeitraggesetz dans la loi sur les marchés publics (LMP) par le biais de l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, est une manœuvre qui cimente ces paiements comme un élément permanent de notre ordonnance juridique. Cela crée des liens transversaux qui renforcent davantage l'emprise politique de l'UE sur la Suisse, sans que les bénéfices pour notre propre marché du travail ne soient clairement démontrés. L'ensemble de ces mesures semble davantage viser à satisfaire les exigences de l'UE qu'à réellement protéger les intérêts des travailleurs suisses et la compétitivité de notre économie.

Sécurité des denrées alimentaires

La soumission du droit alimentaire de l'Union Européenne sous le prétexte de la "sécurité alimentaire" représente une menace existentielle pour notre souveraineté et la qualité de nos produits. L'accord "De la ferme à la table" n'est pas une simple mesure de sécurité, mais une intégration complète qui risque d'annihiler les standards élevés de l'agriculture suisse, nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs. La qualité reconnue du "Made in Switzerland" sera inévitablement dévaluée en se conformant à des normes européennes souvent inférieures.

L'article 15a du Code de droit pénal suisse (Code pénal) et l'article 21 du Code des obligations (CO) sont particulièrement préoccupants car ils impliquent une renonciation à nos propres réglementations en matière de bien-être animal, notamment pour le transport et l'abattage. Les règles nationales, souvent plus strictes et appréciées par la population, seront remplacées par des standards de masse de l'UE, ce qui constitue un recul clair et une perte de souveraineté dans un domaine éthique essentiel.

De plus, la révision totale de la Loi sur les denrées alimentaires et l'article 26 alinéa 1bis de la Loi sur les forêts (WaG) prévoient une bureaucratie écrasante. Les petites exploitations, les magasins à la ferme, les fromageries d'alpage et même les associations devront se conformer à des réglementations EU complexes et inadaptées, menaçant ainsi les traditions locales et les économies. L'article 1 nouveau du Code des maladies du bétail (TSG) est tout aussi alarmant, car il nous soumet au diktat de l'UE dans la lutte contre les épizooties, entravant la réactivité et la flexibilité nécessaires pour protéger notre agriculture et la santé publique.

La clause guillotine, qui lie cet accord à tous les autres traités bilatéraux I, constitue une forme

inacceptable de chantage politique. Une sortie de cet accord dommageable signifierait l'effondrement de l'ensemble de nos accords avec l'UE, nous privant de toute marge de manœuvre souveraine. L'accès et les pouvoirs de contrôle des inspecteurs de l'UE dans nos exploitations représentent une atteinte flagrante à notre souveraineté. Enfin, la modification des articles 141 et 148 de la Loi sur l'agriculture (LwG) accorde au Conseil fédéral des compétences étendues pour mettre en œuvre le droit de l'UE, contournant ainsi le Parlement et sapant le contrôle démocratique dans un domaine vital pour la Suisse. Notre moratoire sur le génie génétique est également menacé. Il est impératif de rejeter cette soumission et de préserver notre indépendance et la qualité de nos produits.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de vives inquiétudes quant aux propositions de mise en œuvre de l'accord sur la libre circulation des personnes dans son adaptation aux normes de l'Union européenne. Loin d'être une simple actualisation technique, ces modifications entraînent une dénaturation fondamentale du principe même de la maîtrise de l'immigration par la Suisse, telle que consacrée par l'article 121a de la Constitution fédérale.

L'extension sans précédent du droit de séjour, notamment par la création d'un nouveau « Daueraufenthaltsrecht » accordé après seulement cinq ans et pratiquement inaliénable, même en cas de criminalité ou de recours prolongé à l'aide sociale, constitue une menace directe à notre sécurité intérieure et à la pérennité de nos systèmes sociaux. L'article 41c de la loi sur l'intégration des étrangers (AIG), tel que proposé, cimente l'immigration dans nos dispositifs sociaux, permettant à des citoyens de l'UE et à leurs familles de s'établir durablement, même sans activité lucrative, au détriment des contribuables suisses. Cette disposition va à l'encontre de l'esprit de l'article 29a de l'AIG, dont la suppression affaiblit drastiquement les mécanismes de contrôle.

Le rapprochement familial est quant à lui élargi de manière démesurée, autorisant l'arrivée de parents, grands-parents et beaux-parents, un niveau d'ouverture inédit pour un État non membre de l'UE, susceptible d'engendrer une croissance migratoire incontrôlée et une pression accrue sur nos ressources publiques. La prétendue « Schutzklausel » (clause de sauvegarde), prévue à l'article 21b de l'AIG, se révèle n'être qu'une illusion. Les conditions extrêmement restrictives à son application la rendent inopérante en pratique, transformant ce qui devrait être un instrument de protection de nos intérêts nationaux en une simple formalité susceptible de déclencher des représailles de la part de l'UE.

L'intégration automática du droit de l'Union européenne par la méthode dite de l'intégration, sans consultation référendaire ni parlementaire réelle, constitue une atteinte grave à notre démocratie directe et à notre capacité à légiférer de manière autonome dans un domaine aussi sensible que celui de la migration. Il en va de même pour l'intégration du système d'information du marché intérieur (IMI) dans le domaine de la reconnaissance des qualifications professionnelles, comme le prévoit le nouveau texte relatif à la formation professionnelle (BGVB). L'automatisation de la reconnaissance des qualifications professionnelles, au détriment d'une évaluation nationale rigoureuse, risque de compromettre la qualité de nos formations et de nos services, comme en témoignent les mesures envisagées dans le domaine de la santé (MedBG, GesBG) et de la psychologie (PsyG).

Enfin, l'alignement de notre deuxième pilier (retraite professionnelle) sur les normes de coordination de l'UE, comme le suggère la modification de l'article 49, alinéa 2, chiffre 27, de la loi sur le deuxième pilier (BVG), représente une érosion supplémentaire de notre souveraineté en matière de politique sociale. Ces propositions ne servent pas les intérêts de la Suisse mais ceux de l'UE, et doivent être rejetées catégoriquement.

Aides d'État

La soumission à un régime de contrôle des aides d'État de l'Union Européenne, telle que proposée, représente une atteinte inacceptable à la souveraineté suisse et à notre modèle fédéraliste éprouvé. L'abolition de la pratique actuelle, où les subventions relèvent de décisions politiques démocratiquement légitimées par la Confédération, les cantons et les communes, constitue un recul majeur. Ces aides, essentielles au financement de services publics tels que le transport régional, les

banques cantonales, la culture ou le soutien aux PME locales, seraient désormais soumises à un contrôle technocratique de l'UE.

Ce projet vise à démanteler l'autonomie des cantons, pilier fondamental de notre fédéralisme. L'obligation pour ces derniers de soumettre leurs décisions de politique économique locale à l'approbation d'une autorité centrale bruxelloise, via une interprétation rigide du droit européen, sape gravement leur indépendance. L'article 18 alinéa 2 du Code de droit des obligations (CDO) et le nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSA) instaurent une dépendance institutionnelle qui contredit notre système de répartition des compétences.

La Suisse se trouverait ainsi placée sous un régime de contrôle et de surveillance permanents de la part de l'UE. La nécessité de notifier et d'obtenir l'approbation de la Commission européenne pour chaque aide d'État transformerait notre pays en simple récepteur de normes, annihilant notre capacité de pilotage économique national. Cette soumission, renforcée par la création d'une nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (COMCO), qui agit comme un bras étendu de l'UE, compromet nos intérêts nationaux. La loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSA), en particulier son article 3, institutionnalise cette subordination.

Des secteurs critiques tels que la production d'énergie électrique, l'approvisionnement en eau, les transports aériens et terrestres, où les cantons et les communes jouent un rôle prépondérant, seraient soumis à cette tutelle européenne. L'abrogation de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LPC) supprime la compétence nationale de contrôle de la COMCO sur les aides dans ce secteur stratégique, le plaçant entièrement sous le régime de l'UE.

La modification du droit du Tribunal fédéral, notamment le nouvel article 82 lettre bbis de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF), est particulièrement problématique. Elle confère à la nouvelle chambre des aides d'État un droit de recours direct contre les actes cantonaux, dégradant les cantons au rang d'entités administratives subordonnées. Leurs décisions, légitimement prises démocratiquement, pourraient être contestées et annulées par le Tribunal fédéral sur la base de la seule compatibilité avec le droit de l'UE, via un contrôle abstrait de normes (art. 98a LTF).

Enfin, l'exclusion du Préposé fédéral à la protection des consommateurs et à la lutte contre l'économie illicite (PRE) des délibérations de la chambre des aides d'État, en vertu de la modification de l'article 5 alinéa 2 de la loi sur la protection des prix (LPp), affaiblit la transparence et la protection des consommateurs. Ces modifications structurelles, bien que présentées comme une adaptation technique, constituent une renonciation dangereuse à notre indépendance décisionnelle et à nos spécificités fédéralistes.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation soulève des préoccupations majeures quant à l'impact d'un accord global avec l'Union européenne sur la souveraineté helvétique et la stabilité de notre droit national. Bien que l'objectif affiché soit de consolider les relations bilatérales, les modalités proposées risquent d'entraîner une perte de contrôle significative sur nos propres compétences législatives.

L'adoption automatique du droit dérivé de l'UE, telle que suggérée par l'article 4 de l'Accord cadre, contrevient directement au principe fondamental de la souveraineté populaire inscrit dans l'article 1 de la Constitution fédérale. Notre droit est élaboré par nos représentants élus, selon nos procédures démocratiques. Imposer une transposition systématique de normes étrangères, sans possibilité de débat ni d'adaptation nationale, affaiblirait considérablement le rôle du Parlement et la volonté du peuple suisse. De plus, l'article 8 de la Loi fédérale sur la coopération avec les États étrangers et les organisations internationales (CCEE) stipule que la Suisse doit préserver sa souveraineté. L'accord cadre, dans sa forme actuelle, semble entrer en conflit avec ce principe.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) se verrait conférer une autorité jurisprudentielle sur

des pans entiers de notre droit national. L'article 16 de l'Accord cadre prévoit que la CJUE interprétera le droit de l'UE tel qu'il s'applique dans le cadre de l'accord. Cela signifie que les décisions de la CJUE, rendues dans un contexte juridique et politique différent du nôtre, deviendraient contraignantes pour nos tribunaux et nos administrations. Cela remet en cause l'indépendance de notre système judiciaire, garanti par l'article 190 de la Constitution fédérale. La primauté du droit de l'UE, même indirecte, pose un risque d'empiètement sur notre ordre juridique interne.

Enfin, l'absence de clauses de révision claires et le risque d'une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles fragilisent la capacité de la Suisse à adapter sa législation aux évolutions futures, que ce soit sur le plan économique, social ou politique. Nous devons veiller à ce que tout accord futur respecte scrupuleusement notre constitution, notre droit et notre indépendance. L'accord cadre, tel que proposé, ne semble pas répondre à ces exigences fondamentales.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Le projet de stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à sa conformité avec les principes constitutionnels suisses et la préservation de notre souveraineté. Si une simplification des procédures est souhaitable dans certains domaines, l'approche proposée risque de nous engager dans une dynamique d'adoption unilatérale du droit européen, sans la contrepartie d'une influence réelle sur l'élaboration de ces normes.

Il est impératif de réaffirmer la primauté de la Constitution suisse, notamment ses articles fondamentaux garantissant notre autonomie décisionnelle. L'article 3 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération et les cantons ont la responsabilité de sauvegarder les intérêts du pays. Or, une acceptation passive de directives extérieures pourrait potentiellement compromettre cette responsabilité. La jurisprudence du Tribunal fédéral a constamment rappelé l'importance de la souveraineté suisse dans la prise de décisions, principe qui semble ici menacé par une possible "européanisation" excessive de notre ordre juridique.

De plus, l'idée d'une "clause évolutive", telle qu'elle est sous-entendue dans certains accords, pose un problème majeur. Elle ouvre la porte à une adaptation future et potentiellement constante de notre législation sans véritable contrôle démocratique. Cela s'oppose au principe de la démocratie directe, chère à notre système, et à la nécessité d'un débat parlementaire approfondi pour chaque modification législative. L'article 160, alinéa 2, de la Constitution, qui exige que les lois soient fondées sur la Constitution, pourrait être mis à mal si des adaptations automatiques découlent d'accords externes.

Il est crucial de ne pas confondre simplification administrative avec une perte de contrôle. Les accords bilatéraux existants ont prouvé leur efficacité dans de nombreux domaines, tout en respectant le cadre constitutionnel suisse. Le projet actuel semble vouloir aller bien au-delà, risquant de nous positionner dans une relation de subordination plutôt que de partenariat équilibré. L'absence d'une participation égale dans l'élaboration du droit communautaire, couplée au risque d'une application mécanique des normes européennes, justifie une profonde réserve. Nous devons veiller à ce que toute évolution des relations avec l'UE renforce, et non n'affaiblisse, les fondements de notre État de droit et de notre identité nationale.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Caduff (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Caduff · 0787045002 · Ajarapraxis@protonmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung und der damit verbundenen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die Rechtsordnung. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Konsequenzen einer zu engen Anlehnung an europäische Rechtsakte kritisch zu hinterfragen, bevor weitreichende Verpflichtungen eingegangen werden. Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der drohenden Erosion der verfassungsrechtlichen Grundlage der Schweiz. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), könnte durch die fortlaufende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung und Kontrolle untergraben werden. Die Schweiz würde faktisch zu einem "Umsetzungsstaat", dessen Gesetzgebung primär von externen Entwicklungen diktiert wird, anstatt von den Bedürfnissen und Wünschen des eigenen Volkes bestimmt zu werden. Artikel 7 der Bundesverfassung, der die Achtung der Verfassung und des Rechts als oberstes Gebot für Bund und Kantone festlegt, gerät hierdurch unter Druck. Es stellt sich die Frage, ob die angestrebte Umsetzung mit der Verfassung konform ist oder ob nicht vielmehr die Verfassung den primären Massstab für jede ausländische Regelung darstellen muss. Des Weiteren ist die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Autonomie der Rechtsauslegung gefährdet. Die Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass europäische Gerichtsurteile und Interpretationen eine de facto bindende Wirkung erlangen, ohne dass die Schweizer Gerichte die Möglichkeit hätten, diese unabhängig zu prüfen und im Lichte der schweizerischen Rechtsordnung zu interpretieren. Artikel 190 der Bundesverfassung, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden bindend sind, könnte hierdurch in seinem Geiste ausgehöhlt werden, wenn das Völkerrecht zunehmend in einer Weise interpretiert und angewendet wird, die den nationalen Belangen zuwiderläuft und nicht mehr den schweizerischen Vorstellungen von Rechtsstaatlichkeit entspricht. Die Gefahr besteht, dass die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) faktisch zur übergeordneten Rechtsquelle wird, was die nationale richterliche Autonomie massiv beschneidet. Die wirtschaftlichen Auswirkungen dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Regulierungen, selbst wenn sie scheinbar vorteilhaft erscheint, kann erhebliche Anpassungskosten für Schweizer Unternehmen mit sich bringen. Kleine und mittlere Unternehmen (KMU) könnten überproportional belastet werden, was ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigt und Arbeitsplätze gefährdet. Es fehlt an einer detaillierten Kosten-Nutzen-Analyse, die die tatsächlichen Belastungen für die schweizerische Wirtschaft transparent darlegt. Die im Obligationenrecht (OR) verankerte Pflicht zur sorgfältigen und treuhänderischen Geschäftsführung könnte durch die Übernahme von komplexen und potenziell nachteiligen EU-Regelungen für Schweizer Unternehmen erschwert werden. Die Frage der demokratischen Legitimation ist ebenfalls von entscheidender Bedeutung. Die Übernahme von EU-Recht erfolgt oft in einem technischen, für die breite Bevölkerung schwer nachvollziehbaren Prozess. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Prinzip, dass Gesetze vom Volk oder von seinen direkt gewählten Vertretern beschlossen werden sollten. Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Mitwirkung der Räte an der Gesetzgebung und der Bundesverwaltung vorsieht, sowie die Rechte des Volkes auf Mitwirkung durch Volksinitiative und Referendum, könnten durch eine unzureichende Einbindung der Bevölkerung in Entscheidungsprozesse, die ausländisches Recht adaptieren, ausgehöhlt werden. Zudem ist die Kontrollierbarkeit und Anpassungsfähigkeit des schweizerischen Rechts an zukünftige Bedürfnisse fraglich. Wenn einmal bestimmte europäische Regelungen übernommen sind, wird es schwierig, diese wieder rückgängig zu machen oder an veränderte schweizerische Bedürfnisse anzupassen. Dies schafft eine Starrheit im Rechtssystem, die für ein dynamisches Land wie die Schweiz nachteilig ist. Das Prinzip der rechtsstaatlichen Sicherheit, das auch die Möglichkeit der Gesetzesänderung und -anpassung vorsieht, könnte hierdurch beeinträchtigt werden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegende Vernehmlassung erhebliche Risiken birgt, die eine sorgfältige Prüfung und Abwägung erfordern. Die potenzielle Schwächung der Souveränität, die Gefährdung der richterlichen Autonomie, die wirtschaftlichen Belastungen und die mangelnde demokratische Legitimation sind ernstzunehmende Kritikpunkte. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form

der Zusammenarbeit mit der EU im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung steht und die Interessen der Schweiz sowie ihrer Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die bloße Übernahme von EU-Recht ohne kritische Prüfung und Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz ist abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Mit grösster Besorgnis nehmen wir die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Lebensmittelsicherheit zur Kenntnis. Unter dem irreführenden Deckmantel der Sicherheit wird hier ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über den eigentlichen Schutz der Konsumenten hinausgeht. Es handelt sich de facto um die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere hohen Produktionsstandards, unsere unabhängigen bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wertvolles Alleinstellungsmerkmal unserer heimischen Produkte, steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards ist unvermeidlich und führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird durch die Notwendigkeit, Produkte nach denselben, häufig weniger strengen Kriterien herzustellen wie in der EU, substantziell entwertet. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, deren harte Arbeit und Qualitätsbewusstsein damit untergraben werden. Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde somit das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz auf unzulässige Weise blockiert und uns zu unfreien Entscheidungen zwingt. Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein massiver und unannehmbarer Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren Interessen nicht zwangsläufig mit unseren nationalen übereinstimmen. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für ihre spezifischen Bedürfnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet die wirtschaftliche Existenz zahlreicher kleiner und mittlerer Betriebe, die das Rückgrat unserer ländlichen Wirtschaft bilden. Das von unserem Volk mehrfach demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen und untergräbt die Prinzipien der direkten Demokratie in einem Bereich, der von grosser gesellschaftlicher Bedeutung ist. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich auch auf die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt dies unweigerlich zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, die wir über Generationen hinweg aufgebaut haben. Die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz in unserem Land und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch sensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der angestrebten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen und existenziellen Politikbereich. Beispielsweise wurde in der EU die Verwendung von Backpulver verboten für Weinreben. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU

halten, was unsere natürlichen Ressourcen gefährdet. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft, die öffentliche Gesundheit und letztlich die Stabilität unseres Landes. Wir lehnen diese Form der schrittweisen Entrechtung und wirtschaftlichen Abhängigkeit entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Vernehmlassung zur Änderung des Bundesgesetzes über die internationalen Organisationen (V-IO) im Zusammenhang mit dem finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union Wir äussern hiermit erhebliche Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union, insbesondere im Hinblick auf die Umwandlung von freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Zahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht. Dieses Vorgehen stellt eine fundamentale Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit und der demokratischen Kontrolle über erhebliche finanzielle Mittel dar. Die im Rahmen des neuen Abkommens vorgesehenen sogenannten Kohäsionszahlungen sind nicht als freiwillige Geste oder als Ausdruck der Solidarität zu betrachten, sondern vielmehr als faktische Zwangsabgaben. Die Schweiz verliert durch diesen Mechanismus ein wichtiges politisches Druckmittel, das sie bisher im Rahmen von bilateralen Verhandlungen nutzen konnte. Die Souveränität über die Verwendung von Bundesgeldern wird massiv eingeschränkt. Der initial veranschlagte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung und Anpassung dieser Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird in eine Position gedrängt, in der sie gezwungen ist, jegliche von der EU diktierten Zahlungen zu akzeptieren, ohne die Möglichkeit, diese zu verweigern oder substantielle Gegenleistungen zu fordern. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Mitbestimmung und der nationalen Interessensvertretung. Die Schweiz wird durch diese Regelung zu einer Nettozahlerin degradiert, die im Gegenzug für ihre finanziellen Zuwendungen kein Stimmrecht und keine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse erhält. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär Kosten verursacht und unsere Souveränität schwächt, ohne greifbare, messbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung zu generieren. Die Argumentation, dass diese Zahlungen zur Stärkung der Stabilität in Europa beitragen, vermag die erdrückenden finanziellen und politischen Nachteile nicht zu kompensieren. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein gesetzgeberisches Instrument, das die bisher flexiblen und politisch steuerbaren Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandelt. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern für jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus, wie sie im Artikel 128 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher die Budgetkompetenz der eidgenössischen Räte festlegt. Statt einer sorgfältigen Prüfung und Genehmigung durch die Volksvertreter gibt es nur noch den automatischen Vollzug einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Zusammenarbeit mit der Europäischen Union (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine reine Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer nationalen Rechtsordnung und signalisiert eine Akzeptanz dieser Abgaben an die EU als integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung. Dies perpetuiert eine Abhängigkeit und schwächt die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Prioritäten in der Aussen- und Sicherheitspolitik zu definieren. Zudem ist die Verknüpfung des Kohäsionsbeitragsgesetzes mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b äusserst irreführend und gar manipulativ. Hier wird der edle Zweck der Schweizer Friedensförderung, ein international anerkannter Bestandteil unserer Aussenpolitik gemäss Artikel 58 BV, missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist unannehmbar, dass die Reputation der Schweiz im Bereich der Friedensförderung instrumentalisiert wird, um eine finanzielle Verpflichtung gegenüber der EU zu rechtfertigen, die erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle aufwirft. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an die EU die Souveränität des Landes erheblich beeinträchtigt, die parlamentarische Budgethoheit untergräbt und die Schweizer Steuerzahler zu unwürdigen Zahlungen ohne ausreichende Gegenleistungen verpflichtet. Wir lehnen diesen Vorschlag in seiner jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Überarbeitung, die die Souveränitätsinteressen der Schweiz und die demokratische Kontrolle über ihre Finanzen uneingeschränkt wahrt. Die Umwandlung von freiwilligen Beiträgen in eine obligatorische

Zwangsabgabe ist mit den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Unabhängigkeit unvereinbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und höchst bedenkliche Abkehr von bewährten Schweizer Prinzipien dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen autonom und demokratisch legitimiert beschlossen werden, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies ist nicht nur ein direkter Angriff auf unsere föderalistische Ordnung, sondern höhlt auch die Souveränität der Kantone und ihre Autonomie in der Wirtschaftsförderung massiv aus. Die Schaffung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) mit der daraus resultierenden neuen Beihilfekammer, wie sie in Art. 3 BHÜG vorgesehen ist, stellt eine "Superbehörde" dar, die de facto als "verlängerter Arm der EU" fungieren wird. Diese Behörde wird Entscheidungen treffen, deren Primärziel nicht mehr die Durchsetzung Schweizer Interessen oder die Förderung unserer eigenen Wirtschaft ist, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Beihilferecht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend, und ihre primäre Aufgabe wird es sein, die Schweiz systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU zu unterwerfen, indem jede relevante Beihilfe der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden muss. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Besonders stossend ist die vorgesehene Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts der neuen Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse gemäss dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG werden die Kantone de facto zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht angefochten und gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ein klarer Bruch mit unserem föderalistischen Staatsaufbau. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG ihre Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von einer zentralen Behörde geprüft werden. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Kritische Sektoren unserer Wirtschaft und Infrastruktur, wie die Energieversorgung (wo viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind), der Luft- und der Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheidungen trifft, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Erosion der Schweizer Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Kontrolle bedeuten. Sie unterstellen unsere staatliche Beihilfenpolitik einem fremden Regime, schwächen die Kantone und zentralisieren eine beispiellose Macht in einer neuen, von der direkten demokratischen Rechenschaftspflicht weitgehend entkoppelten Behörde. Diese Entwicklungen sind für die Schweiz inakzeptabel und stellen eine gefährliche Abkehr von den Prinzipien dar, auf denen unser Rechtsstaat und unser föderalistisches System beruhen. Es ist unerlässlich, diese Änderungen abzulehnen, um die nationale Steuerungshoheit und die Autonomie unserer Kantone zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht des Schweizer Arbeitsmarktes und unserer bewährten Sozialpartnerschaft äusserst bedenklich. Sie stellen keine Stärkung, sondern vielmehr eine Aufweichung und Angleichung an schwächere EU-Standards dar, die den bestehenden, robusten Lohnschutz der Schweiz gefährden. Es drängt sich die Frage auf, ob diese Massnahmen wirklich dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmer dienen oder ob sie nicht primär darauf abzielen, die Konformität mit dem EU-Recht zu gewährleisten und ausländischen Firmen Tür und Tor für Lohndumping zu öffnen. Die angepriesenen Lohnschutzmassnahmen erscheinen oberflächlich und unzureichend, um den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres hohen Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was die soziale Kohäsion gefährden würde. Anstatt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er de facto aufgeweicht und an die vergleichsweise niedrigeren EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt jenen zugute, die den Schweizer Arbeitsmarkt als Ziel für Lohndumping ins Visier nehmen. Besonders alarmierend ist die beabsichtigte Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was das Risiko für faire Löhne und Arbeitsbedingungen weiter erhöht. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und ein klares Zugeständnis an den EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Vielmehr schafft es eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des Entsendegesetzes dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungs- und Arbeitsverleihgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge die Schweiz von einem starken Lohnschutzmodell wegführen und sie stattdessen in eine Position manövrieren, in der sie regulatorischen und wirtschaftlichen Zwängen der EU stärker ausgesetzt ist. Es ist entscheidend, dass die Schweiz ihre Souveränität im Arbeitsrecht wahrt und ihre bewährten Schutzmechanismen stärkt, anstatt sie im Namen einer un Hinterfragten EU-Konformität preiszugeben. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Löhne und die Arbeitsbedingungen der Schweizer Bevölkerung sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden. Wir fordern daher eine grundlegende Überarbeitung dieser Vorschläge, die den Schutz der Schweizer Arbeitnehmer und die Integrität unseres Lohnschutzsystems in den Vordergrund stellt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere des Schienenverkehrs, stellt eine ernste Bedrohung für die schweizerische Souveränität und die Aufrechterhaltung eines leistungsfähigen Service public dar. Die Argumentation, dass die damit verbundenen Anpassungen des Eisenbahngesetzes (EBG) und des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) unerlässlich seien, um eine

Modernisierung und Verbesserung des Verkehrsangebots zu gewährleisten, vermag die fundamentalen Bedenken nicht zu zerstreuen. Vielmehr droht die Unterzeichnung dieses Abkommens, die mühsam etablierten Strukturen unseres öffentlichen Verkehrs zu demontieren und zugunsten von marktliberalen Prinzipien, die dem EU-Raum eigen sind, aufzugeben. Insbesondere die Zulassung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz, wie in Artikel 40ater EBG vorgesehen, birgt erhebliche Risiken. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Eisenbahnverkehrsunternehmen, die inner-schweizerische Strecken bedienen dürfen, ist kaum mehr als eine Einladung zur "Rosinenpickerei". Es ist offensichtlich, dass private oder staatlich subventionierte ausländische Anbieter primär die lukrativen Hauptverkehrsachsen ins Visier nehmen werden. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Land erfüllen, auf den finanziell weniger tragfähigen Nebenstrecken sitzen bleiben. Die dadurch entstehenden Einnahmeausfälle würden die Rentabilität des gesamten Netzes gefährden und somit die finanzielle Grundlage des Service public aushöhlen. Dies hat direkte Konsequenzen für die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit von Bahnverbindungen, insbesondere in ländlichen Gebieten, welche für die wirtschaftliche und soziale Kohäsion unseres Landes von entscheidender Bedeutung sind. Die vom Bundesrat präsentierte "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung gegen negative Auswirkungen ist rechtlich betrachtet ein Papiertiger. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das wir gemäss dem Prinzip der dynamischen Rechtsübernahme automatisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müssten. Diese Erklärung ist bestenfalls eine diplomatische Geste, die darauf abzielt, die öffentliche Meinung zu beruhigen, aber sie vermag die langfristige Erosion unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht zu verhindern. Die Schweiz verliert schrittweise die Kontrolle über die Gestaltung ihrer Eisenbahninfrastruktur. Zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), die eine Verlagerung von Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen an zentrale EU-Stellen vorsehen, müssten ohne nennenswerten Spielraum übernommen werden. Auch die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis ist äusserst problematisch. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Transportleistungen nach den für die Schweiz besten und zweckmässigsten Kriterien auszurichten, müssen zukünftig primär EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass Entscheidungen getroffen werden, die nicht im optimalen Interesse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft liegen und potenziell zu suboptimalen oder gar teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Die Möglichkeit, Verkehrsziele zu verfolgen, die speziell auf die Bedürfnisse und Prioritäten der Schweiz zugeschnitten sind, wird dadurch erheblich erschwert. Des Weiteren greift die Einführung der Kabotage in Artikel 40ater EBG frontal den Service public an. Es ist kaum anzunehmen, dass ausländische Unternehmen, die oft von ihren jeweiligen Staaten subventioniert werden, ihre Dienste auf den unrentablen Linien anbieten werden, die für die Grundversorgung unerlässlich sind. Dieses Vorgehen schwächt die SBB und andere heimische Transportunternehmen, die nicht nur profitabel wirtschaften, sondern auch einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen. Langfristig wird die Qualität und die Flächendeckung des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz darunter leiden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Landverkehr eine kurzsichtige und potenziell verheerende Entscheidung darstellt. Sie gefährdet den Service public, untergräbt die finanzielle Stabilität der heimischen Transportunternehmen und führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität. Es ist unerlässlich, dass der Schutz unseres leistungsfähigen öffentlichen Verkehrs und unserer nationalen Entscheidungskompetenz oberste Priorität hat und jegliche Abkommen mit der EU kritisch auf ihre langfristigen Auswirkungen hin überprüft werden. Die gegenwärtigen Vorschläge sind in ihrer jetzigen Form nicht akzeptabel und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, die den Schutz des Schweizer Service public in den Mittelpunkt stellt.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromsektor stellen eine bedenkliche Erosion der schweizerischen Energiesouveränität dar und bedrohen fundamentale Prinzipien unserer Energieversorgung, unseres föderalen Systems und unserer wirtschaftlichen Stabilität. Es ist beunruhigend, dass eine Institution, die sich bisher durch Unabhängigkeit und schweizerische Bedürfnisse ausgezeichnet hat, wie die ElCom, zu einer bloßen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert werden soll. Dies impliziert eine Unterstellung unter undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel, was das Ende einer eigenständigen, auf die besonderen Gegebenheiten der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung markiert. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die finanziellen Lasten mitzutragen hat. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, nicht mehr in Bern oder den Kantonen, welche die Konsequenzen tragen müssen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, die historisch den

Bergkantonen zugutekommt, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das eine faire Verteilung der Einnahmen sicherstellt und lokale Investitionen ermöglicht, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanziellen Grundlagen unserer Kantone schwächen, sondern auch die Innovationskraft und die nachhaltige Nutzung unserer heimischen Ressourcen behindern. Auch die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, die für die Schweiz von zentraler Bedeutung sind, werden erheblich geschwächt. Gemeindekraftwerke und lokale Energieproduzenten, die seit jeher eine wichtige Rolle in der dezentralen Energieversorgung spielen, sehen ihren traditionellen Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und bürgernahe Energieproduktion massiv und widerspricht dem Grundgedanken einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung. Die vorgeschlagene vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die dringende Frage, wer im Falle einer Krise die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen wird. Weder der Markt noch die EU scheinen in der Lage oder willens zu sein, diese elementare Aufgabe klar zu definieren und zu garantieren. Dieses Vorgehen grenzt an ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen für die Bevölkerung und die Wirtschaft unabsehbar sind. Die Liberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Klein- und Mittelbetriebe (KMU) sowie für Privathaushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der «freie Markt» nicht übernehmen wird, müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine klare Verschlechterung der Situation für die Bürger. Die Bestrebungen zur Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist ein weiterer Beleg dafür, dass die Versorgungssicherheit nicht mehr gewährleistet ist. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) zielt auf eine Gleichschaltung mit der EU ab und führt dazu, dass die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur verliert und sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung unterwirft. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein unnötiger Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze mindert. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der erklärten Energiestrategie der Schweiz und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft darstellen. Sie untergraben die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung, gefährden die Versorgungssicherheit durch die Preisgabe an die unberechenbaren Kräfte des Marktes und zerstören die bewährten föderalen Strukturen und die Eigenständigkeit unserer Energieregulierung. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Rahmen der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union stellen eine inakzeptable Kapitulation unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des Willens des Schweizer Volkes dar. Es ist offensichtlich, dass die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, die fundamental im Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung steht. Dieser Artikel verankert klar den Auftrag an den Bund, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die aktuellen Vorschläge gehen in die entgegengesetzte Richtung und schleifen die Kontrolle über die Zuwanderung praktisch ab. Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts», das bereits nach fünf statt zehn Jahren gewährt wird und faktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder langjährigem Sozialhilfebezug, ist ein gravierender Rückschritt für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dieser neue Status, der im Wesentlichen einer «Niederlassung C PLUS» gleichkommt, gefährdet die Integrität unseres Rechtssystems und öffnet Tür und Tor für Missbrauch. Die damit verbundenen Kosten und Belastungen für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden sind unzumutbar. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Dies ist eine direkte Folge der im Rahmenvertrag neu geschaffenen Bestimmungen und eine ungeheuerliche Forderung an die Schweizer Solidarität, die nun überstrapaziert wird. Die Kosten für diese

erweiterten Ansprüche werden von der einheimischen Bevölkerung getragen, während die europäische Seite keinerlei Verpflichtungen eingeht, diese finanziell zu kompensieren. Besonders beunruhigend ist die unkontrollierte Ausweitung des Familiennachzugs. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, ist für ein Land, das seine Zuwanderung steuern will, schlichtweg nicht tragbar. Dies wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung führen und die Sozialkosten in astronomische Höhen treiben. Die sogenannte «Schutzklausel», die im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Scheinmanöver. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch den Versuch unternehmen, sie anzuwenden, droht die EU umgehend mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine echte Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsklausel, die uns die Hände bindet. Die im AIG vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Aufhebung des Artikels 29a und die Einführung der neuen Artikel 41c, zementieren diese Entwicklung. Der neue Artikel 41c AIG, der die Möglichkeit des Ausschlusses von EU-Bürgern aus den Sozialsystemen bei Abhängigkeit erschwert, ist ein klares Eingeständnis, dass die Zuwanderung in die Sozialwerke nicht eingedämmt, sondern gefördert wird. Die ebenfalls erwähnte «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist nichts weiter als ein Placebo, das über die Illusion von Kontrolle hinwegtäuschen soll, während wirkliche Steuerungsmassnahmen wie einseitige Kontingente ausgeschlossen bleiben. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden ohne die Möglichkeit einer nationalen Debatte oder gar einer Volksabstimmung übernommen. Das Schweizer Parlament und das Volk hätten faktisch keine Mitsprache mehr. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Dies ist ein offenes Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit erhebliche zusätzliche Kosten verursacht, die nun auf dem Rücken von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen, versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss dafür aufkommen, dass Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Schweizer. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU, wie sie im BVG (Artikel 49 Absatz 2, Ziffer 27) vorgesehen ist, ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Auch im Bereich der Berufsqualifikationen und der Dienstleistungsfreiheit findet eine schleichende Untergrabung unserer Standards statt. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer Absenkung unserer Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe unserer souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur die Zuwanderung unkontrolliert fördern, sondern auch unsere Souveränität in Kernbereichen wie der Gesetzgebung, der Sozial- und Bildungspolitik sowie der inneren Sicherheit massiv untergraben. Die Garantien für eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung werden ausgehöhlt, und die Schweizer Bürgerinnen und Bürger werden mit den Kosten und den negativen Folgen einer Politik konfrontiert, die primär den Interessen der Europäischen Union dient. Es ist unerlässlich, dass diese weitreichenden und gefährlichen Konzessionen entschieden zurückgewiesen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Sorge und erfordern eine kritische Würdigung im Lichte der schweizerischen Rechtsordnung, insbesondere des Bundesverfassungsartikels (BV) Artikel 2, der die Würde des Menschen und die Ziele der Schweizerischen Eidgenossenschaft, einschliesslich der Wahrung der Unabhängigkeit und der

Interessen des Landes, umschreibt, sowie des BV Artikel 5, der die Grundsätze der Staatstätigkeit, wie Rechtsstaatlichkeit und Verhältnismässigkeit, festlegt. Es stellt sich unweigerlich die Frage, ob die erzielten Kompromisse die Souveränität der Schweiz angemessen wahren. Die Übernahme von Unionsrecht in weiten Teilen ohne die Möglichkeit einer wirksamen Mitgestaltung und ohne die Garantie, dass dieses Recht im Einklang mit den Grundwerten und Verfassungsprinzipien der Schweiz steht, untergräbt die verfassungsrechtlich verankerte Unabhängigkeit der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Insbesondere die automatische Übernahme von Rechtsakten, die durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ausgelegt werden, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar, die als integraler Bestandteil des Rechtsstaatsprinzips gemäss BV Artikel 5 angesehen werden muss. Die Unfähigkeit des Schweizerischen Bundesgerichts, solche EuGH-Urteile nicht anzuwenden, wenn sie im Widerspruch zu zwingenden verfassungsrechtlichen Bestimmungen stehen, ist ein beunruhigender Aspekt, der die Autonomie der schweizerischen Rechtsordnung fundamental in Frage stellt. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen der vorgeschlagenen Regelungen kritisch zu hinterfragen. Während die Beibehaltung des Zugangs zu EU-Märkten als Vorteil dargestellt wird, müssen die damit verbundenen Verpflichtungen sorgfältig geprüft werden. Die potenziellen Kosten für die Anpassung schweizerischer Gesetze und Vorschriften an die EU-Normen, die oft komplexer und detaillierter sind, könnten die erhofften Vorteile übersteigen. Die Frage, ob die Schweizer Unternehmen tatsächlich von einem solchen Regelwerk profitieren oder ob sie lediglich einem verschärften Wettbewerb ausgesetzt werden, ohne dass die eigenen Rahmenbedingungen gestärkt werden, bedarf einer eingehenden Analyse. Die Abgrenzung der Zuständigkeiten zwischen der Schweiz und der EU wirft ebenfalls gravierende Bedenken auf. Die von der EU geforderten Mechanismen zur Überwachung und Durchsetzung des übernommenen Rechts deuten auf eine Verlagerung von Kompetenzen hin, die über eine rein bilaterale Kooperation hinausgeht. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Ordnung, die in der Schweizerischen Bundesverfassung verankert sind. Die Möglichkeit, dass die EU-Institutionen direkt oder indirekt Einfluss auf die innere Gesetzgebung und die Rechtsprechung der Schweiz nehmen können, tangiert die demokratische Legitimation und die Mitspracherechte des Schweizer Volkes und seiner Kantone. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweizerische Eidgenossenschaft als unabhängigen Staat bezeichnet, wird durch solche Entwicklungen potenziell gefährdet. Die Auswirkungen auf die Arbeitsmarktpolitik und die Lohnstandards sind ebenfalls ein entscheidender Punkt. Die Personenfreizügigkeit in Verbindung mit der Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko eines Lohndumpings und einer Erosion der schweizerischen Arbeitsmarktstandards, die durch langjährige Verhandlungen und den Einsatz von Sozialpartnerschaften etabliert wurden. Die Mechanismen zur Sicherung der schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen erscheinen im Kontext der vorgeschlagenen Regelungen unzureichend. Die Verhältnismässigkeit der Massnahmen gemäss BV Artikel 5, die den Schutz der Arbeitnehmer und die Aufrechterhaltung eines fairen Wettbewerbs gewährleisten sollen, ist hierbei fraglich. Die Frage der finanziellen Beiträge der Schweiz an die EU verdient ebenfalls eine kritische Betrachtung. Solche Beiträge müssen transparent und nachvollziehbar sein und dürfen nicht zu einer finanziellen Belastung führen, die die wirtschaftliche Stabilität des Landes gefährdet. Die Verwendung von Schweizer Steuergeldern zur Finanzierung von EU-Projekten und -Institutionen, ohne dass eine entsprechende demokratische Kontrolle oder ein direkter Nutzen für die Schweizer Bevölkerung ersichtlich ist, ist problematisch. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von gravierenden Risiken für die Souveränität, die Rechtsordnung, die Wirtschaft und die soziale Stabilität der Schweiz bergen. Eine unkritische Annahme dieser Ergebnisse würde bedeuten, dass die Schweiz eine de facto-Mitgliedschaft in der EU eingeht, ohne die damit verbundenen Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen und ohne die demokratischen Kontrollmechanismen, die einer EU-Mitgliedschaft inhärent sind. Es ist daher dringend geboten, eine umfassende und kritische Bewertung dieser Ergebnisse vorzunehmen und sicherzustellen, dass jegliche zukünftigen Vereinbarungen mit der EU die fundamentalen Interessen und die verfassungsrechtlichen Prinzipien der Schweizerischen Eidgenossenschaft uneingeschränkt wahren. Die verfassungsrechtlichen Garantien, insbesondere die Artikel 2 und 5 der Bundesverfassung, müssen bei jeder Abwägung als oberste Leitlinien dienen und dürfen nicht durch pragmatische, aber potenziell schädliche Kompromisse ausgehebelt werden. Die langfristigen Folgen für die schweizerische Identität und die Handlungsfähigkeit des Landes müssen im Vordergrund stehen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen kritisch zu hinterfragen. Eine vertiefte Anlehnung an die EU birgt erhebliche Risiken, die nicht unterschätzt werden dürfen. Es ist unabdingbar, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung, unsere wirtschaftliche

Autonomie und unsere politische Unabhängigkeit sorgfältig zu prüfen, bevor übereilte Schritte unternommen werden. Die Idee einer stärkeren Bindung an die EU steht im Widerspruch zu unserem bewährten Prinzip der Unabhängigkeit und der direkten Demokratie. Die EU verfolgt einen Integrationsprozess, der eine stetige Übertragung von Kompetenzen an supranationale Organe vorsieht. Dies widerspricht fundamental der föderalistischen Struktur unseres Landes und dem Volkswillen, der in zahlreichen Abstimmungen seine Ablehnung gegen eine Mitgliedschaft in der EU bekräftigt hat. Die im Vernehmlassungsformular angepriesene "Stabilisierung" könnte somit nichts anderes als eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität bedeuten. Besondere Besorgnis erregt die mögliche Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer nationalen Mitgestaltung. Dies würde bedeuten, dass Schweizer Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen den Regelungen unterworfen wären, zu deren Entstehung sie keinen direkten Einfluss hatten. Die Gefahr, dass EU-Richtlinien und -Verordnungen, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, nicht ohne Weiteres auf die Schweiz übertragbar sind und zu unerwünschten Effekten führen, ist beträchtlich. Dies betrifft insbesondere Bereiche wie die Landwirtschaft, den Finanzplatz und den Arbeitsmarkt, wo die Schweizer Verhältnisse einzigartig sind. Die Verankerung von Bestimmungen, die eine dynamische Rechtsübernahme vorsehen, birgt die Gefahr, dass die Schweiz einem unendlichen Strom von EU-Recht ausgesetzt wäre. Artikel 17 des Bundesgesetzes über die Europäische Union (EU-Gesetz) mag zwar auf die Notwendigkeit einer gewissen Angleichung hinweisen, doch die Art und Weise der Umsetzung ist entscheidend. Eine faktische automatische Übernahme von EU-Recht ohne parlamentarische Debatte und Volksabstimmung würde die demokratischen Kontrollmechanismen untergraben. Dies wäre insbesondere dann problematisch, wenn die EU-Gesetzgebung auf verfassungsrechtliche Grundsätze der Schweiz abzielt, die als elementar für unsere Rechtsordnung gelten. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, dürfte nicht durch indirekte Rechtssetzung durch die EU-Organe kompromittiert werden. Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen sind kritisch zu betrachten. Die Vorteile eines erweiterten Marktzugangs, die oft als Hauptargument für eine Annäherung an die EU ins Feld geführt werden, dürfen nicht über die Nachteile hinwegtäuschen. Es ist zu befürchten, dass eine stärkere Anbindung zu einer erhöhten Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft führen würde, mit all ihren Schwankungen und Krisen. Darüber hinaus würden Schweizer Unternehmen wahrscheinlich stärkeren Regulierungen ausgesetzt sein, was ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen könnte. Die von der EU angestrebten einheitlichen Standards könnten zu einer Überregulierung führen, die mit der Flexibilität und Innovationskraft des Schweizer Mittelstands nicht vereinbar ist. Artikel 4 der Bundesverfassung, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls und des Wohlstands der Bevölkerung verankert, könnte durch eine übermässige Übernahme von EU-Regularien gefährdet werden, wenn diese nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind. Die Frage der Beitragszahlungen an die EU und die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen ist ebenfalls von erheblicher Bedeutung. Schweiz hat stets darauf bestanden, ihre finanzielle Autonomie zu wahren. Eine verstärkte Kooperation mit der EU könnte zu höheren Abgaben und damit zu einer Belastung des Schweizer Steuerzahlers führen. Die im Rahmen des Bilateralen I und Bilateralen II Abkommen geleisteten Beiträge sind bereits beträchtlich, und eine weitere Aufstockung ohne klare Gegenleistungen wäre aus Sicht der nationalen Interessen nicht tragbar. Die Bundesverfassung in Artikel 138, der die Ausgaben des Bundes regelt, darf nicht durch neue, unkalkulierbare Verpflichtungen gegenüber Drittstaaten überstrapaziert werden. Die Bewahrung unserer direkten Demokratie und die Möglichkeit für das Volk, über wichtige nationale Angelegenheiten zu entscheiden, sind nicht verhandelbar. Jede Form der Annäherung an die EU, die dieses Recht einschränkt, ist abzulehnen. Die vorgeschlagenen Massnahmen müssen daher einer strengen Prüfung standhalten, ob sie die Souveränität, die Rechtsordnung und die demokratischen Grundsätze der Schweiz tatsächlich wahren. Eine unkritische Übernahme von EU-Mechanismen unter dem Deckmantel der "Stabilisierung" wäre ein gefährlicher Weg, der die Interessen des Landes und seiner Bürgerinnen und Bürger auf lange Sicht schädigen würde. Es ist daher geboten, bei jeder Form der Kooperation mit der EU äusserste Zurückhaltung zu wahren und primär die Stärkung der bestehenden bilateralen Beziehungen zu verfolgen, anstatt eine strukturelle und rechtliche Annäherung zu suchen, die die Schweiz in eine Abhängigkeit manövriert. Die Möglichkeit der Kündigung von Verträgen und die Wahrung der nationalen Entscheidungshoheit müssen stets im Vordergrund stehen. Zudem ist die offizielle Kommunikation neutral und sachlich zu führen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU erweist sich bei näherer Betrachtung als zutiefst problematisch und birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität und den Wohlstand der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die damit angestrebten Vorteile die immensen Risiken und Nachteile, die sich aus einer schleichenden Erosion unserer rechtlichen und politischen Unabhängigkeit ergeben, auch nur annähernd aufwiegen können. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht.

Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Achtung von völkerrechtlichen Verpflichtungen. Dies ist grundsätzlich unbestritten. Jedoch sieht das vorliegende Paket eine Übernahme von EU-Recht in Bereichen vor, in denen die Schweiz keine Möglichkeit hat, die Ausgestaltung dieser Rechtsnormen mitzubestimmen. Dies steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben der schweizerischen Verfassung, insbesondere zu Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101), welches besagt, dass die Schweiz souverän ist. Durch die automatische und nicht-diskriminierende Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen konzipiert ist, verlieren wir die Fähigkeit, unsere Gesetze im Sinne unserer nationalen Interessen und unserer demokratischen Legitimation zu gestalten. Die Europäische Kommission und das Europäische Parlament würden somit faktisch Gesetzgebungskompetenzen für die Schweiz beanspruchen, ohne dass Schweizer Parlamentarierinnen und Parlamentarier oder das Volk ein direktes Mitspracherecht hätten. Dies schwächt die demokratische Kontrolle massiv und untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die vorgeschlagene institutionelle Einigung, welche die Anwendung von EU-Recht durch den EuGH vorsieht, stellt eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar. Artikel 190 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Die Bindung an Urteile des EuGH, auch in Fällen, die nicht direkt die Umsetzung des bilateralen Abkommens betreffen, würde bedeuten, dass die schweizerischen Gerichte nicht mehr frei entscheiden können, sondern sich den Interpretationen des EuGH unterordnen müssten. Dies würde die schweizerische Rechtsordnung faktisch dem EU-Recht unterstellen und die Möglichkeit einschränken, die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz in der Rechtsanwendung zu berücksichtigen. Der EuGH ist nicht an die Schweizerische Bundesverfassung gebunden, was zu unüberwindbaren Konflikten zwischen den Rechtssystemen führen kann. Die Ausdehnung des freien Personenverkehrs birgt ebenfalls grosse Risiken. Während die wirtschaftlichen Vorteile des freien Personenverkehrs nicht gänzlich von der Hand zu weisen sind, sind die negativen Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke nicht zu unterschätzen. Die vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit drohen, die Lohnnivellierung nach unten zu verstärken und den Druck auf die Lohnkosten unnötig zu erhöhen. Artikel 117 BV betont die Wahrung der wirtschaftlichen und sozialen Interessen der Bevölkerung. Die ungebremste Zuwanderung ohne ausreichende flankierende Massnahmen und effektive Kontrollen könnte die Stabilität des schweizerischen Sozialversicherungssystems gefährden und die Lebensqualität der ansässigen Bevölkerung beeinträchtigen. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die versprochenen wirtschaftlichen Gewinne die potenziellen sozialen Kosten rechtfertigen. Ein weiterer Punkt, der zu befürchten ist, ist die wirtschaftliche Abhängigkeit, die sich aus einer engeren Anbindung an die EU ergibt. Die Wettbewerbsregeln der EU, deren Übernahme ebenfalls vorgesehen ist, könnten die Handlungsfreiheit der Schweiz in Bezug auf ihre Wirtschafts- und Industriepolitik erheblich einschränken. Artikel 95 BV verlangt, dass die wirtschaftliche Tätigkeit dem Gemeinwohl dient. Die automatische Übernahme von EU-Wettbewerbsrecht, das oft auf die Bedürfnisse eines grösseren Marktes zugeschnitten ist, könnte die Wettbewerbsfähigkeit von Schweizer Unternehmen beeinträchtigen, insbesondere von KMUs, die von den EU-Regulierungen nicht in gleicher Weise profitieren könnten. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel des EU-Binnenmarktes degradiert wird, ohne die Möglichkeit, ihre eigene wirtschaftliche Zukunft strategisch zu gestalten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket die Schweiz in eine Position der rechtlichen und politischen Abhängigkeit manövriert, welche die Errungenschaften der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie in Frage stellt. Die Gefahr einer schleichenden Integration in die EU, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen, ist real. Die Garantien der Bundesverfassung, wie die Souveränität, die demokratischen Rechte des Volkes und die Unabhängigkeit der Gerichte, scheinen in diesem Paket nicht ausreichend geschützt zu sein. Es muss mit äusserster Skepsis und kritischem Verstand geprüft werden, ob die vorgelegten Kompromisse nicht letztlich zu einer Destabilisierung unserer bewährten Ordnung führen würden. Die schweizerische Bevölkerung hat ein Recht auf klare und ehrliche Informationen über die tiefgreifenden Konsequenzen dieser Vereinbarung, bevor über deren Annahme entschieden werden kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Giller (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Thomas Giller · 079 963 01 84 · thomas.giller@eblcom.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die gegenwärtige Zusammensetzung der Parlamente und Regierungen auf kantonaler und Bundesebene scheint mit schwachen und anbiederungswütigen Politikern versetzt zu sein, welche nicht mehr die Bedürfnisse des Volkes vertreten, sondern nur auf ihre eigenen Vorteile bedacht sind. Aus diesem Grund ist es fahrlässig anzunehmen, dass mit der Annahme der Regelungen eine eigenständige Anwendung bzw. eine in irgendeiner Form auf die Schweizer Bedürfnisse angepasste Umsetzung zu erwarten ist. Man muss vielmehr davon ausgehen, dass wir auch sämtliche Fehlleistungen welche wir in der EU immer wieder beobachten können, sofort ohne eingehende Abwägung eins zu eins übernommen werden. Als Beispiele seien hier die fragwürdigen Massnahmen zur Covid Bekämpfung, zu den CO2 und Klimanarrativen, zum Ukrainekonflikt, zur Migrationsproblematik und zum Kampf gegen unliebsame Kritiker und Parteien erwähnt.

Die vorliegende Vorlage zur allgemeinen Bemerkung bezüglich der inländischen Umsetzung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Eigenständigkeit der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, mit welcher Geschwindigkeit und welchem Tiefgang die Schweiz bereit ist, ihre Gesetzgebung unilateral an EU-Vorgaben anzupassen, ohne dass hierfür eine gleichwertige und überprüfbare Gegenleistung oder ein klares Bekenntnis der EU zu den spezifischen Bedürfnissen und Interessen der Schweiz erkennbar wäre.

Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht bedroht die Rechtsprechung des Bundesgerichts und potenziell sogar die Bundesverfassung. Insbesondere die Artikel 2 und 5 der Bundesverfassung, welche die Selbstbestimmung und die Achtung der verfassungsmässigen Ordnung garantieren, geraten unter Druck. Wenn die Schweiz völkerrechtlich verpflichtet wird, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, ohne dass diese im nationalen Gesetzgebungsprozess eingehend geprüft und gegebenenfalls angepasst werden, untergräbt dies die parlamentarische Souveränität und die demokratischen Prozesse, die für die Ausgestaltung des Schweizer Rechts massgeblich sind.

Es besteht die Gefahr, dass durch die unkritische Übernahme von EU-Recht die Flexibilität des Schweizer Rechtssystems stark eingeschränkt wird. Die im Obligationenrecht (OR) festgeschriebenen Prinzipien und Schutzmechanismen, die über Jahrzehnte gewachsen sind und dem Schweizer Wirtschafts- und Gesellschaftsmodell entsprechen, könnten durch pauschale EU-Regelungen ausgehebelt werden. Dies betrifft beispielsweise Bestimmungen zum Konsumentenschutz oder zum Wettbewerbsrecht, wo die divergierenden Ausgangslagen und Rechtskulturen eine eins zu eins Übernahme problematisch machen.

Die damit verbundenen Kosten für die Anpassung der nationalen Verwaltung und der Schweizer Unternehmen dürfen nicht unterschätzt werden. Diese sind zwar in der aktuellen Bemerkung angedeutet, jedoch fehlt eine tiefere Analyse der finanziellen und operativen Belastungen, die entstehen, wenn die Schweiz versucht, einen immer grösseren Teil des EU-Rechts zu internalisieren. Ohne klare Vorteile und eine gesicherte Rechtsstellung der Schweiz innerhalb Europas ist eine

derartige Belastung kaum zu rechtfertigen. Die Schweiz muss ihre völkerrechtlichen Verpflichtungen sorgfältig gegen die Wahrung ihrer Souveränität und ihrer nationalen Gesetzgebung abwägen.

Landverkehr

Die Schweiz hat riesige Summen in die länderübergreifenden Verbindungen auf Strasse und Schiene und deren Unterhalt investiert. Weder Deutschland noch Italien sind ihren Verpflichtungen den Bahnausbau zu koordinieren nachgekommen. Die Infrastruktur in unseren Nachbarländer ist in einem desaströsen Zustand und der Unterhalt wird auf die lange Bank geschoben bzw. zu Gunsten von Kriegskrediten ganz unterlassen. Es ist anzunehmen, dass die EU schlussendlich die Hoheit über die Transitwege auf Schiene und Strasse erlangen will und dass diese Werk dann ebenfalls vergammeln.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere die Umsetzung des EU-Rechts, stellen eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Service public dar. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht bewährte Subventionsmodelle für den Güterverkehr, Regionalverkehr und die Modernisierung des Rollmaterials als unzulässig einzustufen. Dies wird unweigerlich zu einer Verschlechterung und Einschränkung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen.

Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein direkter Angriff auf die finanzielle Basis unseres öffentlichen Verkehrs. Ausländische Anbieter werden die lukrativen Hauptstrecken bedienen, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dieses Prinzip der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Nachhaltigkeit und damit die flächendeckende Versorgung, die für unser Land von zentraler Bedeutung ist.

Die als Absicherung angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts und ist somit nichts weiter als eine leere Beruhigungspille. Die Schweiz verliert schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme wird uns zwingen, zukünftige Regulierungen wie die zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) zu adaptieren, was die nationale Steuerungskompetenz weiter auf Kosten zentraler EU-Stellen aushöhlt.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies beschneidet die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs und erschwert die Durchsetzung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt nach der besten Lösung für die Schweiz zu suchen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Souveränität unseres Landes im Bereich des öffentlichen Verkehrs wird somit empfindlich eingeschränkt.

Strom

Die Stromversorgen in der Schweiz kann durch die Möglichkeit des kurzfristigen Speicherns in Stauseen gewinnbringend betrieben werden. Dies ist eine unbedingte Voraussetzung zur Sicherung des Stromnetzes. Als Drehscheibe im europäischen Verbund hat sie eine wichtige Position die Netze der Nachbarländer zu stabilisieren. Diese Aufgabe kann sie nur dank den massiven Investitionen in Netz und Unterhalt gewährleisten. Auch hier ist anzunehmen, dass die EU die Kontrolle übernehmen wird, was zu einem Zerfall der Qualität in diesem Bereich führen wird. Mit den dadurch Verbundenen administrativen Hürden welche durch die EU Kommissionen ständig erhöht werden, sowie den kurzfristigen Richtungswechsel zB. für Subventionen, wird die Planung einer langfristig sicheren Stromversorgung verunmöglicht.
Man kann jetzt schon beobachten, dass in Deutschland die Nutzer von PV Anlagen bei zu viel Sonneneinstrahlung ihren Strom nicht einmal mehr für den Eigengebrauch nutzen können, da die Anlage einfach aus der Ferne abgeschaltet wird.

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Strommarktes stellt somit eine inakzeptable Preisgabe der Schweizer Energiesouveränität dar und gefährdet die Grundfesten unserer zuverlässigen

Energieversorgung. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem Kostenfaktor ohne Mitspracherecht. Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel getroffen, während die Schweiz die Konsequenzen tragen muss. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, da die ElCom undemokratisch legitimierte Bestimmungen aus Brüssel umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln untergraben, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer nach der Umsetzung dieser Regeln die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Weder der Markt noch die EU können diese Verantwortung klar übernehmen, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer darstellt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die im Entwurf des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehene vollständige Strommarktliberalisierung birgt erhebliche Risiken. Sie gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte zunichtemachen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Es ist schwierig zu verstehen, weshalb sich die Schweiz einer "Grossbürokratie" bzw. einer "Monsterverwaltung" unterwerfen sollte, die in keinster Weise legitimiert ist, den Mitgliedsländern Gesetze aufzuoktroyieren. Die Anmassung insbesondere der Kommissionspräsidentin Von der Leyen sich wie eine Königin aufzuführen und überall mitbestimmen zu wollen ist unerhört und nicht legitim. Die EU ist eigentlich eine Verwaltungsorganisation welche den Staaten verpflichtet ist, mittlerweile aber die Führungsrolle in Europa beansprucht.

Der einzige Grund weshalb die Schweiz mit dem Rahmenabkommen geknechtet werden soll, besteht darin, die wirtschaftlichen Vermögenswerte abzusaugen und die Eidgenossenschaft in den europäischen Mooren der Bedeutungslosigkeit zu versenken.

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche und prinzipielle Bedenken auf. Während das Ziel einer geordneten und berechenbaren Zusammenarbeit mit der Europäischen Union zweifelsohne von Interesse ist, darf dies nicht auf Kosten der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien geschehen, welche die Grundlage unseres Landes bilden.

Die Annahme eines Rahmenabkommens, wie es die EU primär anstrebt, würde die Schweiz unwiderruflich in die Rechtsordnung der EU integrieren, ohne dass sie dabei Mitspracherechte hätte. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 164 Absatz 1 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Souveränität des Bundesstaates hervorhebt. Die Übernahme von EU-Recht durch blosse Verweisungen, wie sie typischerweise in solchen Abkommen vorgesehen ist, würde die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation schweizerischen Rechts aushöhlen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz fortlaufend neue EU-Rechtsakte übernehmen muss, ohne dass diese auf ihre spezifischen Bedürfnisse und die schweizerische Rechtskultur zugeschnitten sind.

Besonders kritisch ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH als letztinstanzliche Autorität in Streitigkeiten bezüglich der Umsetzung des Abkommens würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Dies ist nicht vereinbar mit Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert. Die Jurisdiktion eines ausländischen Gerichts über schweizerische Rechtsetzungs- und Rechtsfindungsakte wäre ein fundamentaler Eingriff in die nationale Gerichtsbarkeit.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Implikationen mit Vorsicht zu geniessen. Die Befürchtung, dass die Schweiz durch die Akzeptanz von EU-Regulierungen Wettbewerbsnachteile erleiden könnte, ist real, als Beweis kann der derzeitig desolate Zustand der europäischen Wirtschaft angefügt werden. Die Vorgaben der EU sind auf einen Markt mit anderen Strukturen und Zielsetzungen ausgerichtet. Eine pauschale Übernahme könnte die Flexibilität der Schweizer Wirtschaft einschränken und innovationshemmend wirken. Die Möglichkeit einer automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie in anderen Abkommen mit der EU üblich ist, birgt das Risiko, dass sich die Schweiz in wirtschaftspolitischen Fragen von Drittstaaten abhängig macht und ihre Eigenständigkeit verliert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den derzeitigen Vorzeichen und mit den abzeichnenden Instrumenten die Gefahr birgt, die Schweiz politisch und rechtlich zu entmachten. Die Wahrung der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien muss oberste Priorität haben und darf nicht durch kurzfristige, scheinbar pragmatische Lösungen geopfert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Schon alleine die Tatsache, dass hier ein Werk von über 2000 Seiten zu beurteilen ist, macht es unmöglich die Konsequenzen auch nur annähernd abzuschätzen.
Wenn uns dann Politiker mitteilen, dass es nicht nötig ist auf die Einzelheiten einzugehen und dieses Abkommen ungelesen durchzuwinken, dann sollten alle Alarmglocken läuten. Es ist auch bemerkenswert, dass anfänglich nur einzelne Vertreter der Parteien einen kurzen Einblick in das Vertragswerk erhalten haben, was die Annahme bestärkt, dass hier etwas verheimlicht werden soll, bzw. dass kritische Auseinandersetzung darüber nicht erwünscht ist.
Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen grundlegende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse tatsächlich den Interessen der Schweiz dienen und ob die langfristigen Konsequenzen angemessen berücksichtigt wurden. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche

Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit unseres Landes.

Das Prinzip der direkten Übernahme von EU-Recht, wie es in den vorgeschlagenen Abkommen zur Diskussion steht, widerspricht fundamental dem Geist unseres föderalistischen Systems und der Volkssouveränität. Die Schweiz hat sich historisch durch ihre Fähigkeit ausgezeichnet, eigene Gesetze zu erlassen, die auf ihre spezifischen Bedürfnisse und Werte zugeschnitten sind. Die automatische Inkraftsetzung von EU-Recht würde dieses Prinzip untergraben und die Schweizer Gesetzgebung einer externen Dynamik ausliefern, die wir nicht mehr vollständig kontrollieren können. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen, die Rechtsstaatlichkeit und das Gemeinwohl als oberste Werte nennt, könnte durch eine solche Übernahme unter Druck geraten, wenn die EU-Regulierung diesen Werten zuwiderlaufen sollte.

Darüber hinaus ist zu bezweifeln, ob die im Rahmen des Freihandelsabkommens vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung und zur gerichtlichen Überprüfung im Einklang mit Artikel 191a der Bundesverfassung stehen, der die obligatorische Unabhängigkeit der Gerichte und die rechtsstaatlichen Grundsätze festschreibt. Die Möglichkeit, dass ein europäisches Gericht die Auslegung oder Anwendung schweizerischen Rechts massgeblich beeinflussen kann, stellt eine Erosion der nationalen Rechtsprechung dar. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die ebenfalls Teil der Verhandlungsergebnisse ist, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Ohne klare und nachvollziehbare Gegenleistungen stellt dies eine einseitige finanzielle Belastung dar, die sich negativ auf die öffentlichen Haushalte auswirken könnte. Es besteht die Sorge, dass die Schweiz zur Zahlmeisterin für EU-Projekte wird, deren Nutzen für unser Land nicht eindeutig dargelegt ist. Diese Entwicklungen erfordern eine äusserst vorsichtige und kritische Haltung, um die Integrität unserer direkten Demokratie und unseres Rechtsstaates zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Schweiz sollte sich ihrer Stärken besser bewusst werden. Die EU ist auf dem absteigenden Ast, politisch, kulturell und wirtschaftlich. Andere Wirtschaftsräume wie Asien und Südamerika gewinnen zunehmend an Bedeutung und sind valable Alternativen zu den einbrechenden Volkswirtschaften der EU. Die Verschuldung einzelner EU Mitgliedstaaten habe astronomische Höhen erreicht. Frankreich zum Beispiel ist kurz vor dem Staatsbankrott und wird weitere Länder mit in den Abgrund reissen. Sich jetzt an die EU anzubinden gleicht dem Versuch sich durch das Festhalten an einem Stein vor dem Ertrinken retten zu wollen. "Small is beautiful", dies gilt in Besonderen für die Schweiz und muss erhalten bleiben. Solange wir qualitativ hochwertige Produkte und Dienstleistungen anbieten, werden sich in Zukunft nicht nur weltweit, sondern auch in Europa Abnehmer finden.

Die vom Bundesrat vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und ist aus mehreren Gründen kritisch zu hinterfragen. Eine unvoreingenommene Prüfung offenbart erhebliche Risiken für die Souveränität und die direktdemokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung, welche durch die vorgeschlagenen Abkommen aufs Spiel gesetzt werden.

Besonders alarmierend ist die drohende Unterwerfung unter das Recht der Europäischen Union. Artikel 12 des Verfassungsentwurfs zum institutionellen Abkommen (IA) sieht vor, dass sich die Schweiz verpflichtet, „die Rechtsakte der Union… anzuwenden“. Dies bedeutet eine faktische Rechtsübernahme ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, was im fundamentalen Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität steht, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Wenn das EU-Recht Anwendung findet, wird der Schweizer Gesetzgeber entmachtet und die Fähigkeit des Volkes, seine Gesetze durch Abstimmungen zu beeinflussen, massiv eingeschränkt. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) würde zum obersten Richter über Schweizer Recht, was eine bisher unvorstellbare Verletzung unserer Rechtsordnung darstellt.

Die Einbeziehung des EuGH, wie in Artikel 13 des IA angedeutet, birgt die Gefahr einer ständigen Ausdehnung seiner Zuständigkeit und einer Auslegung des Abkommens, die den Interessen der

Schweiz zuwiderläuft. Das Schweizer Parlament und die Regierung würden ihre Entscheidungsfreiheit verlieren und wären den Interpretationen des EuGH ausgeliefert. Dies untergräbt die Gewaltenteilung und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie durch das Bundesgesetz über die Bundesrechtspflege (BPR) geschützt werden.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit, die im Abkommen vorgesehen sind, drohen, die Kontrolle über die Zuwanderung weiter zu schleifen. Die im bilateralen Abkommen von 1999 festgelegten flankierenden Massnahmen sind bereits unter Druck geraten. Eine weitere Übernahme von EU-Regulierungen würde die Möglichkeiten des Bundesrates und des Parlaments, die Zuwanderung im Interesse der Bevölkerung zu steuern, weiter beschneiden, was im Widerspruch zum Artikel 121a der Bundesverfassung steht, der die Steuerung der Zuwanderung durch die Kantone vorsieht.

Die mangelnde Transparenz und die unklare Ausgestaltung vieler Punkte im Paket lassen Zweifel an der Seriosität des Verhandlungsergebnisses aufkommen. Es drängt sich der Verdacht auf, dass hier ein Paket geschnürt wurde, das primär den Interessen der EU dient und die Schweiz unnötig in eine Abhängigkeit bringt. Angesichts dieser gravierenden Bedenken muss das vorgeschlagene Paket entschieden abgelehnt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Vajner Vaclav (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Vaclav Vajner · vvajner@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem vorliegenden Vernehmlassungsdossier zugrundeliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, welche einer kritischen Überprüfung standhalten müssen. Die vorgeschlagene Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der in der Bundesverfassung verankerten rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist.

Die pauschale Übernahme von EU-Rechtspaketen, ohne diese im Detail prüfen und an unsere spezifischen Bedürfnisse anpassen zu können, stellt eine unzumutbare Belastung dar. Dies gilt insbesondere für Bereiche, in denen die Schweiz bisher eigene, bewährte Regelungen getroffen hat. Die automatische Rechtsübernahme könnte dazu führen, dass EU-Richtlinien und -Verordnungen, deren genaue Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung unklar sind, ungeprüft in unser System einsickern. Dies würde den Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen erheblich beeinträchtigen, was im Widerspruch zum rechtsstaatlichen Gebot der klaren und berechenbaren Rechtsordnung steht. Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) garantiert, dass der Staat das öffentliche Interesse und die verfassungsmässigen Grundsätze zu wahren hat. Eine blindlings übernommene Rechtsübernahme seitens der EU würde dieses Gebot konterkarieren.

Des Weiteren ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen den Grundsatz der Gewaltenteilung und die Rolle unserer Parlamente stärken. Wenn das Schweizer Parlament in Zukunft gezwungen ist, vorgegebene EU-Regelungen zu übernehmen, verliert es an Legislativkompetenz und damit an Einflussmöglichkeiten. Dies tangiert die in Artikel 164 BV verankerte Rolle des Parlaments als oberstes Organ der Gesetzgebung. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) die Auslegung von EU-Recht, das in unser Recht integriert wird, vorgibt, ohne dass Schweizer Gerichte die endgültige Entscheidungsgewalt behalten, stellt eine direkte Herausforderung für unsere nationale Rechtshoheit dar. Der Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und die Autonomie des Schweizer Rechtssystems, verankert in Artikel 190 BV, könnten dadurch massiv untergraben werden. Die damit verbundenen Unsicherheiten und potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft und die Rechte unserer Bürger müssen im Vernehmlassungsverfahren eingehend analysiert und kritisch hinterfragt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Unabhängigkeit unserer Rechtsprechung auf. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen wirklichen Einfluss auf dessen Entstehung hat, stellt eine gefährliche Entwicklung dar. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und das Recht des Schweizer Volkes und der Kantone, über ihre politischen und staatlichen Angelegenheiten selbst zu bestimmen. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen diesen Grundsatz zu untergraben, indem sie eine schrittweise Angleichung an europäisches Recht vorsehen, welche die Möglichkeit einer autonomeren Gesetzgebung einschränkt.

Besorgniserregend ist ferner die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine Akzeptanz seiner Rechtsprechung, auch in indirekter Form, würde bedeuten, dass Entscheidungen eines ausländischen Gerichts verbindlich für die Schweizer Rechtsordnung wären. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Artikels 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), der die Anwendung des schweizerischen Rechts vorsieht und die Souveränität des eigenen Rechtssystems betont. Die Gefahr einer faktischen Unterordnung unter die EU-Rechtsprechung ist immens und darf nicht unterschätzt werden. Unsere Gerichte müssten sich potenziell an Auslegungen halten, die nicht auf den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz basieren.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel, ob die wirtschaftlichen Vorteile, die uns aus einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt zugesprochen werden, die mit der Souveränitätsabgabe verbundenen Nachteile aufwiegen. Der Grundsatz der Verhältnismässigkeit, wie er auch im Verwaltungsverfahrensrecht (VwVG) verankert ist, legt nahe, dass die Mittel zur Erreichung eines Ziels geeignet, erforderlich und angemessen sein müssen. Angesichts der weitreichenden rechtlichen und politischen Konsequenzen der vorgeschlagenen Abkommen ist fraglich, ob die damit verbundenen wirtschaftlichen Vorteile eine derartige Einschränkung unserer nationalen Entscheidungsfreiheit rechtfertigen. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die wirtschaftliche Integration nicht auch auf Wegen erfolgen kann, die unsere Souveränität weniger tangieren. Wir fordern eine offene und transparente Debatte über die langfristigen Folgen dieser Entwicklungen für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Recht in die schweizerische Gesetzgebung wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die in Aussicht gestellten Vorteile die damit verbundenen Risiken und Nachteile für die Souveränität und die Rechtshoheit der Schweiz tatsächlich aufwiegen.

Ein zentraler Punkt der Sorge betrifft die potenzielle Aushöhlung der direktdemokratischen Instrumente. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von Abkommen, birgt die Gefahr, dass der Schweizer Gesetzgeber und das Volk in ihrer Entscheidungsfindung eingeschränkt werden. Das Prinzip der Selbstbestimmung, verankert in der Bundesverfassung (BV), insbesondere Artikel 2 und Artikel 164 BV, das die oberste Gewalt des Volkes und der Kantone sowie die Grundsätze der Gesetzgebung festschreibt, könnte hierdurch untergraben werden. Die fortlaufende Anpassung an EU-Vorschriften könnte dazu führen, dass das schweizerische Rechtssystem immer stärker von externen Vorgaben geprägt wird, was die Fähigkeit des Parlaments und des Volkes, eigene, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln, einschränkt.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen und die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt mit grosser Skepsis zu betrachten. Während die Befürworter von einem einfacheren Marktzugang sprechen, ist nicht klar ersichtlich, inwieweit dies tatsächlich zu einem Wettbewerbsvorteil für die Schweiz führen wird, insbesondere angesichts der potenziellen Zunahme von regulatorischem Aufwand und der Anpassung an europäische Standards, die möglicherweise nicht mit den hiesigen Gegebenheiten kompatibel sind. Die Arbeitsfreizügigkeit, die oft als positiver Aspekt hervorgehoben wird, birgt das Risiko von Lohndumping und einer erhöhten Konkurrenz auf dem Schweizer Arbeitsmarkt, was die Errungenschaften im Sozialbereich gefährden könnte. Artikel 113 BV, der die Grundsätze der kantonalen Gesetzgebung betrifft, sowie die Bestimmungen zur Wirtschaftsfreiheit in

Artikel 27 BV könnten indirekt betroffen sein, wenn die nationalen Regelungen einer übermässigen Harmonisierung unterliegen.

Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, dieses aktiv mitzugestalten und an die schweizerischen Verhältnisse anzupassen, stellt eine erhebliche Herausforderung für die Rechtssicherheit und die Souveränität dar. Die Schweiz hat historisch stets Wert auf ihre Unabhängigkeit und die Fähigkeit gelegt, eigene Wege zu gehen. Es muss hinterfragt werden, ob die aktuellen Vorschläge diesem Grundsatz gerecht werden und ob die Risiken, insbesondere im Hinblick auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs und die potenzielle Vorrangigkeit von EU-Recht, nicht unterschätzt werden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die durch Artikel 190 BV gewährleistet wird, könnte hierdurch in Frage gestellt werden.

Strom

Die vorgeschlagene Weiterentwicklung der Strommarktregulierungen, insbesondere im Lichte der Verhandlungen mit der Europäischen Union, birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E droht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht zu werden, der jedoch die Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert und muss undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies gefährdet die Finanzierung wichtiger Infrastrukturprojekte und die Einnahmen betroffener Kantone. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden ebenfalls geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen wir uns heute noch gar nicht vollständig bewusst sind. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität und unseren bewährten Föderalismus dar. Die bisherige Praxis, wonach Subventionen und Förderinstrumente dem demokratischen Willen von Bund, Kantonen und Gemeinden entspringen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies entmachtet die kantonalen und kommunalen Entscheidungsträger, deren Autonomie im Bereich der lokalen Wirtschaftsförderung massiv untergraben wird. Sie sind gezwungen, ihre Beschlüsse einem zentralen Gremium in Bern zur Genehmigung vorzulegen, was eine inakzeptable Herabstufung

bedeutet.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Einrichtung einer neuen Beihilfekammer in der WEKO (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese „Superbehörde“ agiert als „verlängerter Arm der EU“ und ihre Entscheidungen priorisieren die EU-Kompatibilität über schweizerische Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) in Art. 82 Bst. bbis ist besonders stossend. Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG) vor Bundesgericht, wodurch kantonale Souveränität ausgehebelt und föderalistische Strukturen geschwächt werden. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert und verlieren ihre Verfahrensautonomie.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz wird geopfert. Künftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Bürger von den Auswirkungen auf Preise und Kosten betroffen sein werden. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einem separaten Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine fundamentale und höchst problematische Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Überführung von bislang freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist faktisch die Schaffung einer Zwangsabgabe. Dies entzieht dem Parlament die elementare demokratische Kontrolle über milliardenschwere Finanzflüsse und schwächt massiv das Verhandlungsmachtinstrument der Schweiz gegenüber der EU.

Der im Vertrag genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist angesichts des im KoBG verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung offensichtlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Schweiz würde damit de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, die Zahlungen leistet, ohne dass hierfür eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht.

Die Schaffung des KoBG, insbesondere mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG, dient lediglich der gesetzgeberischen Zementierung dieser dauerhaften und unkontrollierbaren Zahlungsverpflichtung. Es transformiert eine politische Geste in eine rechtliche Fessel und untergräbt die Budgethoheit des Parlaments, welches statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Verpflichtung hat. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) bestätigt die Absicht, diese Abgaben als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist ein irreführender Versuch, die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen mittels des "guten Namens" der Schweizer Friedensförderung gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige

Vermischung und missbraucht ein wichtiges politisches Instrument für finanzielle Verpflichtungen, die primär die Souveränität kosten und kaum greifbare Vorteile bringen. Die Schweiz zahlt hier für eine institutionelle Anbindung, deren Kosten und Bedingungen ihr zunehmend entzogen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich der Lebensmittelsicherheit. Es ist offensichtlich, dass unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» eine weitreichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» angestrebt wird. Dies hat gravierende Konsequenzen für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf hohen Produktionsstandards und der Sorgfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe beruht, ist fundamental in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) erfolgt, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label «Made in Switzerland» droht entwertet zu werden, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Zudem wird mit einer beispiellosen Welle der Bürokratie eine erdrückende Last auf unsere Produzenten zukommen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen bedroht. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, wodurch das Parlament umgangen und die demokratische Kontrolle ausgehöhlt wird.

Der Tierschutz erfährt mit den Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) ebenfalls eine Verschlechterung. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar, der bewährte nationale Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt und die Souveränität im ethisch wichtigen Bereich des Tierschutzes aufgibt.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und jegliche kritische Überprüfung der einzelnen Abkommen verunmöglicht. Die Idee, dass EU-Inspektoren Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Die Schweiz verliert zudem die Kontrolle über die Bekämpfung von Schadorganismen in unseren Wäldern, da der Schutz gemäss dem angepassten Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt wird. Ebenso gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit schneller, flexibler und lokaler Massnahmen fahrlässig ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Souveränität, die demokratischen Prozesse und die Existenzgrundlagen unserer Produzenten darstellt. Sie muss in ihrer jetzigen Form abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweiz zutiefst problematisch und stellen eine erhebliche Aushöhlung unseres bewährten Systems dar. Die behaupteten Massnahmen zur Stärkung des Lohnschutzes erweisen sich bei genauerer Betrachtung als unzureichend und rein kosmetisch. Sie sind nicht in der Lage, den massiven Druck auf die Schweizer Lohnniveaus zu kompensieren, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion der Löhne, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Anstatt unseren bestehenden und nachweislich wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er de facto aufgeweicht und an die geringeren Standards des EU-Rechts angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt primär ausländischen Unternehmen in die Hände, die die Möglichkeiten zum Lohndumping nutzen wollen.

Besorgniserregend ist zudem die Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein eklatanter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der einzig und allein durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket schwächt die Schweiz nachhaltig.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine bedenkliche Gefährdung unserer nationalen Interessen dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie im vorliegenden Textentwurf impliziert ist, steht in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", ist angesichts der möglichen Konsequenzen für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke zutiefst beunruhigend. Die Möglichkeit, dass Personen auch bei krimineller Verurteilung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein solches Bleiberecht erhalten, untergräbt das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in unzumutbarer Weise.

Die Ausweitung des Familiennachzugs über das bisherige Mass hinaus, indem neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der

Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Dies ist keine familienfreundliche Politik, sondern eine unkontrollierte Öffnung unserer Sozialsysteme, deren Kosten wir als Nation zu tragen hätten.

Die sogenannte "Schutzklausel" im vorliegenden Paket erweist sich als reine Augenwischerei. Ihre Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Jeglicher Versuch, diese Klausel dennoch anzuwenden, wird zudem von der EU mit Strafmassnahmen beantwortet. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine Erpressungsmassnahme.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet nichts anderes als die Aufgabe unserer nationalen Gesetzgebungshoheit. Unser Parlament und unser Volk verlieren faktisch jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus und erschweren einen Ausschluss selbst bei offensichtlicher Abhängigkeit. Dies widerspricht diametral dem Verfassungsauftrag zur Steuerung der Zuwanderung. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Reaktion darauf, nämlich die drastische Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a), ist ein Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Mehrkosten werden nun auf die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen abgewälzt.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsqualifikationen (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes untergräbt. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Die Einbindung der zweiten Säule in die Koordinationsregeln der EU im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27, ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU im Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis, greift in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein. Die Anpassung des Zivilgesetzbuches (ZGB), Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24, spiegelt die tiefgreifende Anpassung an das EU-Sozialversicherungsrecht wider. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) sowie dessen Einführung im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) führt zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit. Ähnliches gilt für die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4). Dieses gesamte Paket stellt eine Kapitulation vor der EU dar und opfert schweizerische Souveränität und Interessen auf dem Altar der Personenfreizügigkeit.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der künftigen Ausgestaltung des schweizerischen öffentlichen Verkehrs auf. Insbesondere die vorgesehene Regelung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), neu Art. 40ater, stellt eine fundamentale Bedrohung für den Service public dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken birgt die grosse Gefahr der Rosinenpickerei. Profitabelste Hauptstrecken werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt nachhaltig die finanzielle Basis und die flächendeckende Versorgung des öffentlichen Verkehrs.

Zusätzlich wird durch die geplante Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), Art. 32a Abs. 1bis, die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, völkerrechtlichen Bestimmungen zu folgen, anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich von zweifelhaftem Wert und bietet keinen verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Die Sorge vor einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr durch dynamische Rechtsübernahme, wie sie beispielsweise für das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) denkbar wäre, ist trotz anderslautender Versicherungen real. Die Schweiz droht, die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise aufzugeben und zentrale Steuerungs- und Regulierungsaufgaben an EU-Stellen zu verlagern. Dies steht im Widerspruch zu unserem Interesse an einer eigenständigen und auf die Bedürfnisse der schweizerischen Bevölkerung ausgerichteten Verkehrspolitik. Das detaillierte EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgelegte Vorlage zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Zwar wird die Notwendigkeit einer pragmatischen Koexistenz mit unserem wichtigsten Nachbarn anerkannt, doch die Formulierungen lassen Raum für eine schleichende Untergrabung unserer direkten Demokratie und unseres Rechtsstaates.

Besonders kritisch zu betrachten ist die implizite Bereitschaft, die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) anzuerkennen oder gar zu integrieren. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 141 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Gültigkeit des eidgenössischen Rechts über alles andere stellt. Die Übernahme von Unionsrecht, auch in indirekter Form, würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Volkssouveränität massiv beschneiden. Artikel 140 der Bundesverfassung garantiert, dass die Grundrechte nach dem Völkerrecht massgebend sind, aber dies schliesst eine automatische Unterstellung unter fremde Rechtsprechungen aus.

Des Weiteren sind die finanziellen Verpflichtungen, die mit einer engeren Anbindung an die EU einhergehen, nicht transparent dargelegt. Artikel 127 der Bundesverfassung regelt die Finanzaufsicht und verlangt Transparenz und Rechenschaftspflicht bei öffentlichen Ausgaben. Eine ungeklärte Übernahme von Beiträgen oder gar die Beteiligung an neuen EU-Finanzierungsinstrumenten würde diese Grundsätze verletzen und die finanzielle Autonomie der Schweiz gefährden.

Die Argumentation, dass eine Stabilisierung der Beziehungen nur durch die Übernahme von EU-Recht und -Praxis möglich sei, verkennt die Stärke und Attraktivität des schweizerischen Modells. Wir haben erfolgreich bilaterale Abkommen mit der EU geschlossen, die unsere Interessen wahren und gleichzeitig die Kooperation ermöglichen. Die Vorstellung, dass dies nun durch eine grundsätzliche Anpassung unseres Rechtssystems kompensiert werden müsse, ist nicht überzeugend. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Souveränität der Eidgenossenschaft und das Recht des Volkes, über seine Angelegenheiten selbst zu bestimmen. Eine solche Anpassung würde dieses Fundament angreifen.

Es muss klar kommuniziert werden, dass eine Stabilisierung der Beziehungen auf Basis von gegenseitigem Respekt vor den unterschiedlichen Rechtsordnungen und politischen Systemen

erfolgen muss. Die Schweiz darf nicht gezwungen werden, ihre bewährten Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Rechtssetzung preiszugeben. Jegliche Form der Annäherung muss klar definierte Grenzen haben, die unsere Souveränität und die Rechte unserer Bürger schützen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Wolfgang Schwarz (Privat)

Datum: 05.09.2025

Kontakt: Wolfgang Schwarz · 0798701194 · documenta.collect.ws@proton.me

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Recht bedarf einer kritischen und äusserst vorsichtigen Prüfung. Es ist mit Nachdruck festzustellen, dass die vorgeschlagene Annäherung in vielen Bereichen eine Erosion unserer souveränen Rechtsordnung und eine Schwächung unserer demokratischen Institutionen zu befürchten gibt. Die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Identität, die wirtschaftliche Autonomie und die Rechtssicherheit sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die mittelbare Anwendung von EU-Recht auf der Grundlage der bilateralen Abkommen. Während die Befürworter stets auf die vermeintliche «Automatismus» der Übernahme verweisen, um die Effizienz zu betonen, birgt gerade dieser Mechanismus erhebliche Gefahren. Gemäss Art. 1 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (SR 0.181.101.3) werden die in den Abkommen genannten Rechtsakte der EU grundsätzlich durch Übernahme in das Schweizer Recht umgesetzt. Diese Übernahme erfolgt jedoch oft nicht durch einen dezidierten und transparenten parlamentarischen Prozess, sondern durch einen Verweis auf externe Regelwerke. Dies entzieht sich der direkten Kontrolle des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter. Die Gefahr, dass durch Interpretationen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder durch Weiterentwicklungen des EU-Rechts, auf die wir keinen Einfluss haben, unsere Rechtsordnung stillschweigend und ohne ausreichende demokratische Legitimation verändert wird, ist real. Die Art. 43 und 44 der Bundesverfassung (BV) garantieren die Rechte des Volkes und der Kantone auf Mitgestaltung des Rechtssetzungsprozesses. Diese Grundsätze werden durch die pauschale Übernahme von EU-Recht unterlaufen, da der Einfluss auf den Inhalt und die Ausgestaltung der übernommenen Normen stark eingeschränkt ist.

Weiterhin bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Unabhängigkeit unserer Gerichte. Die faktische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn der EuGH selbst keine direkte Hoheitsgewalt über die Schweiz ausübt, stellt eine erhebliche Herausforderung für die richterliche Unabhängigkeit dar. Die Gewährleistung der Rechtsgleichheit, wie sie in Art. 8 Abs. 2 BV verankert ist, darf nicht dazu missbraucht werden, unsere Gerichte faktisch den Auslegungsentscheidungen einer fremden Rechtsgemeinschaft zu unterwerfen. Die ständige Gefahr, dass Schweizer Gerichte bei der Auslegung von in das Schweizer Recht übernommenem EU-Recht an Urteile des EuGH gebunden sind, schränkt ihren Ermessensspielraum und ihre Fähigkeit, schweizerische Rechtsprinzipien anzuwenden, erheblich ein. Dies widerspricht dem Geist der nationalen Souveränität und der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind.

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft auch Fragen der Rechtssicherheit auf. Die dynamische Übernahme von EU-Recht bedeutet, dass sich die Rechtslage in der Schweiz ständig ändern kann, ohne dass dies immer durch einen klaren und transparenten nationalen Gesetzgebungsprozess geschieht. Dies erschwert die Planbarkeit für Unternehmen und Bürger und kann zu

Rechtsunsicherheit führen. Die Stabilität und Vorhersehbarkeit des Rechts sind jedoch fundamentale Prinzipien einer funktionierenden Rechtsordnung und werden in der Schweizer Rechtstradition hochgehalten. Art. 5 Abs. 2 BV verlangt, dass sich die Bundesbehörden in ihrer Tätigkeit an Recht und Sitte halten. Eine Rechtsentwicklung, die primär von externen Dynamiken getrieben wird und wenig Raum für nationale Anpassungen lässt, stellt hier eine erhebliche Herausforderung dar.

Darüber hinaus besteht die Gefahr einer schleichenden Untergrabung des Föderalismus. Die Kantone, als Träger kantonaler Souveränität und als wesentliche Akteure der Rechtssetzung und -anwendung, könnten durch die direkte oder indirekte Anwendung von EU-Recht in ihren Kompetenzen beschnitten werden. Art. 3 BV betont die Eigenständigkeit und die Zuständigkeiten der Kantone. Eine übermässige Zentralisierung von Regulierungskompetenzen zugunsten von Brüssel, die sich dann in der nationalen Umsetzung widerspiegelt, schwächt die föderale Struktur der Schweiz und die direktdemokratischen Mitspracherechte auf kantonaler Ebene.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen sind ebenfalls zu bedenken. Während die Befürworter von verbesserten Marktchancen und einem vereinfachten Zugang zum EU-Binnenmarkt sprechen, dürfen die Kosten der regulatorischen Anpassung und die potenziellen Nachteile für spezifische Schweizer Branchen nicht ignoriert werden. Die Schweiz hat sich historisch durch eine angepasste und auf ihre Bedürfnisse zugeschnittene Regulierung ausgezeichnet. Die pauschale Übernahme von EU-Vorschriften könnte dazu führen, dass diese spezifischen Anpassungen verloren gehen und unsere Wirtschaft wettbewerbsfähiger aufgestellt ist.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der inländischen Umsetzung von EU-Recht einer strengen Prüfung unterzogen wird, die sicherstellt, dass die Grundsätze der Schweizer Verfassung, insbesondere die Souveränität, die demokratische Legitimation, die Rechtssicherheit, die richterliche Unabhängigkeit und der Föderalismus, gewahrt bleiben. Die derzeitigen Tendenzen lassen tiefgreifende Bedenken aufkommen, ob diesen fundamentalen Prinzipien ausreichend Rechnung getragen wird. Ein blindes Übernehmen von EU-Recht wäre fahrlässig und würde die schweizerische Rechts- und Staatsordnung nachhaltig gefährden. Die Haltung muss daher eine des kritischen Vorbehalts und der strikten Verteidigung unserer nationalen Interessen sein.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Überwachung staatlicher Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Erosion unserer nationalen Souveränität, unseres Föderalismus und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen und staatliche Förderungen primär politische und demokratische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist ein Angriff auf die demokratisch legitimierte Autonomie unserer Territorien und die Möglichkeit, gezielt und bedarfsgerecht lokale und regionale Anliegen zu unterstützen, sei es im Bereich des öffentlichen Verkehrs, der Unterstützung von Kantonalbanken, der Förderung von Kultur oder der Stärkung lokaler KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig und im Sinne ihrer Bevölkerung über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der auf der dezentralen Entscheidungsfindung und der Autonomie der Kantone beruht. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die angepassten Bestimmungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine neue "Superbehörde", die faktisch als verlängerter Arm der EU agieren wird. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der strikten Kompatibilität mit dem EU-Recht unterworfen sein.

Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Staatliche Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der viele

Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur, deren Ausrichtung bisher eigenständig im nationalen Interesse bestimmt werden konnte.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG institutionalisiert eine undurchsichtige Machtkonzentration. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtfülle in einer einzigen Behörde, die von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernt ist, ist gefährlich und widerspricht fundamentalen Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Für die Kantone sind die Folgen besonders verheerend. Sie verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Änderung im Bundesgerichtsgesetz ist besonders stossend für unseren Föderalismus, indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält. Damit werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was die kantonalen Kompetenzen empfindlich schwächt.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Dies widerspricht den Grundprinzipien unseres föderalen Staates.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares und besorgniserregendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies unterstellt diesen strategisch wichtigen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime und gefährdet unsere nationalen Interessen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und schwächt die Kontrolle über potenziell preissteigernde Subventionsentscheidungen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine ungeheuerliche Aufgabe nationaler und föderaler Souveränität darstellen. Sie führen zu einer übermässigen Zentralisierung von Macht, schwächen die demokratische Kontrolle und stellen die Interessen der EU über die legitimen Bedürfnisse der Schweiz. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagene Anpassung der Stromgesetzgebung im Zuge der Verhandlungen mit der Europäischen Union stellt eine fundamentale Bedrohung für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Wir lehnen diese Vorlage in ihrer jetzigen Form entschieden ab, da sie die schweizerischen Interessen gefährdet und unsere bewährten föderalen Strukturen dem

Diktat externer Mächte unterwirft.

Die unkritische Übernahme von EU-Recht führt unweigerlich zur Aufgabe der schweizerischen Energiesouveränität. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem reinen Kostenfaktor und einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jegliches Stimmrecht. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz, eine kritische nationale Infrastruktur, werden künftig in Brüssel gefällt. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Eigenverantwortung, die für eine funktionierende Energieversorgung unerlässlich sind.

Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom verliert ihre Rolle als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Sie ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Die Verankerung dieser Machtverschiebung findet sich indirekt in den neuen Kompetenzerweiterungen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG, die eine gesteigerte Abhängigkeit von europäischen Vorgaben implizieren.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und deren Gemeinden zugutekommt und die lokale Wertschöpfung sichert, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Auswirkungen auf Regionen, die massgeblich von der Wasserkraft geprägt sind.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion bisher begünstigt hat, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure, während die Bürgerinnen und Bürger von der Energieproduktion abgekoppelt werden.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dieses Spiel mit dem Feuer kann in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben. Die vollständige Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die im StromVG Art. 8b ff. geschaffene Energiereserve ist gemessen an den Risiken einer vollständigen Marktliberalisierung unzureichend und wird die Stabilität des Stromnetzes keineswegs gewährleisten.

Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in

der Steuerung unserer Stromnetze.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen der Energiestrategie 2050 und untergräbt die Bemühungen um eine eigenständige und nachhaltige Energieversorgung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage einen Schritt in die falsche Richtung darstellt. Sie opfert schweizerische Souveränität, schwächt die föderalen Strukturen, gefährdet die Versorgungssicherheit und belastet die Konsumenten mit unkalkulierbaren Preisrisiken. Wir fordern eine Überarbeitung, die die nationalen Interessen und die bewährten schweizerischen Prinzipien wahrt und eine echte Stärkung der schweizerischen Energieunabhängigkeit zum Ziel hat.

Landverkehr

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, stellt eine gravierende Bedrohung für den Schweizer Service public dar und ist entschieden abzulehnen. Es ist besorgniserregend, mit welcher Sorglosigkeit der Bundesrat die Aushöhlung zentraler Säulen unserer Infrastruktur und unseres Wirtschaftsmodells in Kauf nimmt. Die Argumentation, dass die sogenannten "Sicherungen" durch die "Gemeinsame Erklärung" hinreichenden Schutz böten, ist eine irreführende Beschwichtigung. Diese Erklärung besitzt keinerlei rechtliche Bindungskraft und ist damit de facto wertlos, um die Schweiz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Regulierungen zu schützen. Die Geschichte zeigt, dass solche Vereinbarungen bei der EU nicht als Endpunkt, sondern als Ausgangspunkt für weitergehende Forderungen betrachtet werden.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret durch den neu geschaffenen Art. 40ater EBG, ist ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer extrem schädlichen "Rosinenpickerei" führen. Profitierende ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativen Hauptverbindungen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Transportunternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis, die für den Erhalt eines flächendeckenden und qualitativ hochstehenden öffentlichen Verkehrs zwingend notwendig ist. Die finanziellen Folgen für die SBB und damit indirekt für den Bund und die öffentlichen Kassen sind unabsehbar.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis PBG, verstärken diese Problematik. Die Schweiz wird gezwungen, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Steuerung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten und wirtschaftlichsten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass nicht die optimalen, sondern lediglich die EU-konformen Lösungen zum Zug kommen, was im Ergebnis teurer und weniger effizient für die Schweizer Steuerzahler sein wird.

Darüber hinaus ist die Sorge um den Service public im Schienenverkehr immens. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das die Schweizer Bevölkerung angewiesen ist. Es ist nicht nachvollziehbar, warum ein System, das sich über Jahrzehnte bewährt hat und den Bedürfnissen der Schweiz entspricht, durch ein anderes System ersetzt werden soll, dessen Auswirkungen auf unser Land massiv negativ sein werden.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur ist eine weitere beunruhigende Entwicklung. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie

zum Beispiel jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zwangsweise übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit einschränken, Infrastrukturprojekte im Interesse der Schweiz zu gestalten und zu priorisieren. Die Souveränität in einem für die Schweiz so wichtigen Sektor wird schleichend aufgegeben.

Die Begründung, dass die Kabotage im EBG (Art. 40ater EBG) zu mehr Wettbewerb und tieferen Preisen führen würde, ignoriert die spezifische Situation der Schweiz. Unser öffentlicher Verkehr ist kein reiner Markt, sondern ein integraler Bestandteil der staatlichen Daseinsvorsorge und der Raumplanung. Die SBB und andere Transportunternehmen agieren nicht nur gewinnorientiert, sondern erfüllen einen umfassenden Versorgungsauftrag, der die Erschliessung auch abgelegener Regionen einschliesst. Ausländische Anbieter mit einem rein profitorientierten Ansatz werden diese Verpflichtungen nicht übernehmen wollen oder können.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Landverkehrszweig eine erhebliche Gefahr für den Schweizer Service public, die wirtschaftliche Stabilität unserer Transportunternehmen und die nationale Souveränität darstellt. Die sogenannten Sicherungsmechanismen sind unzureichend und bieten keinen wirklichen Schutz. Wir fordern daher eine strikte Ablehnung dieser Vorschläge und eine Beibehaltung des Status Quo, der die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung über die unüberlegten Forderungen der EU stellt. Es bedarf einer klaren Festlegung, dass die Hoheit über unseren öffentlichen Verkehr in Schweizer Händen verbleibt.

Finanzieller Beitrag

Unsere Stellungnahme zum Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen des angestrebten Abkommens mit der Europäischen Union ist von tiefgreifender Skepsis und erheblichen Bedenken geprägt. Die vorgesehene Transformation der bisherigen freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Finanzmittel dar.

Die Bezeichnung der künftigen Zahlungen als "Kohäsionsbeiträge" täuscht über deren wahren Charakter hinweg. Vielmehr handelt es sich de facto um eine Zwangsabgabe, die der Schweiz die Möglichkeit nimmt, ihre Ausgaben nach eigenen Prioritäten und im Rahmen ihrer Haushaltsautonomie zu gestalten. Die Überführung dieser Beiträge in das vorgeschlagene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert diese Entwicklung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Budgethoheit, das im Artikel 97 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Der zunächst kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird dann keine Möglichkeit mehr haben, diese Forderungen abzulehnen oder zu verhandeln, und ist gezwungen, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies untergräbt unsere Verhandlungsposition und macht uns zu einem reinen Nettozahler, ohne dass uns im Gegenzug ein gesicherter und verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse garantiert wird. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär Kosten verursacht und unsere Souveränität schmälert, während greifbare Vorteile für die Schweiz ausbleiben.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Genehmigung der bilateralen Abkommen (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine formale Prozedur. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der

Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies hat zur Folge, dass zukünftige Parlamente und Regierungen wenig Spielraum haben werden, diese Verpflichtungen zu revidieren oder zu kündigen, selbst wenn sich die wirtschaftliche oder politische Situation der Schweiz drastisch ändern sollte.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und geradezu zynisch. Hier wird der anerkannte und wichtige Bereich der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Friedensförderung hat keinen direkten oder logischen Zusammenhang mit der fragwürdigen Struktur der EU-Zahlungen. Diese Verknüpfung ist nichts anderes als ein propagandistisches Manöver, das versucht, die finanziellen Verpflichtungen gegenüber der EU in ein positives Licht zu rücken und ihre Akzeptanz zu erhöhen, indem sie mit einem positiv besetzten Thema vermischt werden. Dies ist eine unlautere Taktik, die unserer rechtsstaatlichen Tradition und der Integrität unserer Gesetzgebung widerspricht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Modell der finanziellen Beiträge eine einseitige Lastenverschiebung zugunsten der EU darstellt und eine ernsthafte Bedrohung für die finanzielle und politische Autonomie der Schweiz darstellt. Die Abgabe unserer Souveränität in diesem Bereich, gekoppelt mit der Unsicherheit über zukünftige Forderungen und dem Fehlen klarer Gegenleistungen, ist aus unserer Sicht inakzeptabel. Wir fordern eine Neubewertung dieser Bestimmungen und eine Rückbesinnung auf Prinzipien der Freiwilligkeit, der demokratischen Kontrolle und des gegenseitigen Nutzens in den Beziehungen zur Europäischen Union. Die Schweiz hat das Recht, autonom über die Verwendung ihrer Steuergelder zu entscheiden, und dieses Recht darf nicht durch bilaterale Abkommen untergraben werden, die primär die Interessen der EU fördern.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine fundamentale Gefährdung unserer Souveränität und unserer bewährten Rechtsordnung dar. Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie konterkariert den expliziten Willen des schweizerischen Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankert ist und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Ausgestaltung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf Jahren, welches einer praktisch unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt und selbst bei krimineller Verfehlung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen zementiert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet, indem nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies birgt das Risiko eines unkontrollierbaren Anstiegs der Zuwanderung und damit verbundener Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch gesteckt, dass sie in der Praxis keine wirkliche Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu nutzen, droht die EU mit Sanktionen, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert, anstatt sie als Schutz zu bezeichnen.

Im Bereich der Zuwanderung ist eine automatische Rechtsübernahme nach der sogenannten „Integrationsmethode“ vorgesehen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Die Anpassungen im Bundesgesetz über die Zuwanderung, die Ausländerbeschäftigung und den férias (AIG) bestätigen diesen Trend. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung des neuen Artikels 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss, selbst bei anhaltender Abhängigkeit,

wird praktisch unmöglich gemacht. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo; sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger.

Als direkte Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der erheblichen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Studierenden abgewälzt werden.

Das neue Bundesgesetz über die öffentlichen Beschaffungen (BöB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) der EU. Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für die Konformität mit EU-Vorgaben.

Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (FreizG), insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB), Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24, ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im ZGB nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik gefeit ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und unserer demokratischen Prozesse bedeuten. Die vermeintliche Personenfreizügigkeit ist in Wirklichkeit eine erzwungene Übernahme von EU-Recht mit gravierenden negativen Folgen für die Schweiz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken bezüglich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich der Lebensmittelsicherheit. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende und bedenkliche Annäherung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" angestrebt, welche weit über den Schutz der Konsumenten hinausgeht. Diese geplante Integration stellt eine existenzielle Bedrohung für die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Sie untergräbt die seit Jahrzehnten etablierten hohen Produktionsstandards, gefährdet die Lebensfähigkeit unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten in unannehmbarer Weise ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Pfeiler unserer nationalen Identität und ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist durch diese Annäherung massiv in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert und Aussagekraft, wenn die Produkte zukünftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen, die in der EU gelten. Dies demontiert einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und setzt sie einem unfairen Wettbewerb aus.

Besonders alarmierend ist die eingeführte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Konsequenz ist eindeutig: Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk ins Wanken bringen und damit die schweizerische Aussen- und Sicherheitspolitik destabilisieren. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem entscheidenden Bereich blockiert und das Parlament seiner Gestaltungsfreiheit beraubt.

Die geplanten Zugeständnisse bezüglich der Befugnisse von EU-Inspektoren, welche Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellen einen beispiellosen Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Autonomie und die nationalen Hoheitsrechte der Schweiz massiv beschneidet. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien der Eigenverantwortung und der nationalen Kontrolle über kritische Sektoren.

Eine weitere, nicht zu unterschätzende Gefahr ist die befürchtete beispiellose Welle der Bürokratie, die über unsere Produzenten hereinbrechen wird. Es ist nicht nur die industrielle Landwirtschaft, die betroffen sein wird. Auch kleine Hofläden, traditionsreiche Alp-Käsereien, lokale Metzger und selbst

Vereine, die im Rahmen von Dorffesten tätig sind, müssten die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird nicht nur lokale Traditionen zerstören, sondern auch wirtschaftliche Existenzen bedrohen und die Vielfalt unserer Lebensmittelversorgung einschränken.

Das in der Schweiz demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen sein, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten. Dies stellt eine klare Missachtung des Volkswillens dar und untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie in einem für die Bevölkerung äusserst sensiblen Bereich.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust der etablierten hohen Standards, die wir in der Schweiz so schätzen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in den Artikeln 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften im Bereich Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG stellt das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht dar. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Diese geplante Annäherung untergräbt die Souveränität, gefährdet die Qualität und Vielfalt unserer Lebensmittel, belastet unsere Produzenten mit unnötiger Bürokratie und missachtet den Volkswillen in zentralen Bereichen. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und ihre hohen Standards zum Schutz von Konsumenten, Produzenten und der Umwelt verteidigt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des damit verbundenen Lohnschutzes sind aus Sicht der Schweizerischen Souveränität, der Lohnentwicklung und der Durchsetzbarkeit von Arbeitnehmerschutzbestimmungen äusserst bedenklich und ungenügend. Wir sehen uns gezwungen, deutliche Kritik an den vorliegenden Vorschlägen zu üben, da diese in ihren Auswirkungen das Potenzial haben, das robuste schweizerische System des Lohnschutzes erheblich zu schwächen und die Löhne der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer unter Druck zu setzen.

Die propagierten Lohnschutzmassnahmen erscheinen primär kosmetischer Natur. Sie sind nicht in der Lage, den massiven, durch die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit entstehenden Lohndruck wirksam zu kompensieren. Es ist eine reale Gefahr, dass wir Zeugen einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus werden, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt den bewährten und über Jahre hinweg wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu festigen, sehen wir uns mit einer Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die angekündigten neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer in ihrer Ausgestaltung, sondern auch offensichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt in erster Linie ausländischen Unternehmen zugute, die mittels Lohndumping ihre Wettbewerbsvorteile erzielen wollen.

Die Kontrollmechanismen, die massgeblich zum Erfolg unseres Lohnschutzes beigetragen haben, werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu vorgesehene Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein veritables vergiftetes Geschenk. Er führt zur Schaffung einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) massiv einschränkt, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert und erschwert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die Europäische Union binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen schweizerischen liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Präzisierungen im Ermächtigungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch integraler Bestandteil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Veränderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies

untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Vertiefung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen schwerwiegende Bedenken auf und sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Prinzipien zutiefst problematisch. Eine oberflächliche Betrachtung der vermeintlichen Vorteile einer engeren Anbindung verschleiert die fundamentalen Risiken, die für die Unabhängigkeit und die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz bestehen.

Die vorgeschlagenen Regelungen greifen tief in Bereiche ein, die traditionell dem schweizerischen Gesetzgeber und der direkten Demokratie vorbehalten sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeiten und die damit verbundene Einschränkung der richterlichen Überprüfung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) sind nicht akzeptabel. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) ist die Rechtsordnung der Schweiz primär durch ihre eigenen Gesetze bestimmt. Eine externe Rechtsordnung, die ohne demokratische Legitimation in der Schweiz Geltung beansprucht, widerspricht diesem Grundsatz.

Die Rolle des EuGH, wie sie in den Abkommen verankert werden soll, ist besonders kritisch zu beurteilen. Die zwingende Anwendung der Rechtsprechung des EuGH würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (RzG) garantiert die unabhängige und unparteiische Ausübung der Rechtspflege. Wenn schweizerische Richterinnen und Richter durch Entscheidungen eines ausländischen Gerichts gebunden sind, deren Entstehung sie nicht beeinflussen konnten und deren Begründung sie nicht im Lichte der schweizerischen Rechtsordnung prüfen können, ist diese Unabhängigkeit massiv gefährdet. Dies öffnet die Tür für eine schleichende Rechtsangleichung, die die schweizerischen Rechtsgrundsätze aushöhlt und die Entscheidungsfreiheit des Schweizerischen Bundesgerichts einschränkt.

Ferner ist die finanzielle Komponente der Abkommen bedenklich. Die geforderten finanziellen Beiträge, die im Kontext von EU-Programmen oder anderen Kooperationen erhoben werden, stellen eine erhebliche Belastung für den schweizerischen Steuerzahler dar. Ohne eine klare und nachvollziehbare Gegenleistung, die den Interessen der Schweiz in gleichem Masse dient, handelt es sich hierbei um eine Form der Alimentierung eines externen Systems, ohne dass die Schweiz die Kontrolle über die Verwendung der Gelder oder die strategische Ausrichtung der geförderten Projekte hat. Artikel 139 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft regelt die Finanzautonomie des Bundes und der Kantone. Eine Verpflichtung zu regelmässigen Zahlungen an die EU ohne entsprechende vertragliche Gegenleistungen kann die finanzielle Handlungsfähigkeit der Schweiz beeinträchtigen und sollte daher kritisch hinterfragt werden.

Die Gefahr einer übermässigen Regulierung und Bürokratisierung, die mit einer Übernahme von EU-Recht einhergeht, darf nicht unterschätzt werden. Viele KMU und Bürgerinnen und Bürger in der Schweiz befürchten eine zusätzliche administrative Last und eine Einschränkung ihrer unternehmerischen Freiheit. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Schweizerischen Wirtschaftsrechts, das traditionell auf Flexibilität und schlanke Prozesse setzt.

Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen das Prinzip der Demokratie zu umgehen, indem sie Mechanismen schaffen, die eine stärkere Bindung an die EU ohne direkte Zustimmung des schweizerischen Volkes bewirken. Die direkte Demokratie, die ein Eckpfeiler des schweizerischen politischen Systems ist und in verschiedenen Verfassungsartikeln wie Artikel 138 ff. der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch solche automatischen Übernahme-Mechanismen faktisch ausgehebelt werden. Wenn Gesetze und Verordnungen der EU ohne umfassende

parlamentarische Debatte und ohne die Möglichkeit eines Referendums in der Schweiz Gültigkeit erlangen, wird die Volkssouveränität ausgehöhlt.

Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre Fähigkeit zur Selbstbestimmung wahrt. Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse scheinen diese Grundprinzipien zu gefährden. Eine kritische Auseinandersetzung mit den potenziellen Nachteilen, der finanziellen Belastung und der Einschränkung der schweizerischen Rechtsordnung ist unerlässlich. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Abkommen die Interessen der Schweiz schützen und nicht zu einer schleichenden Unterordnung unter externe Entscheidungsprozesse führen. Die Verhandlungsführer sind angehalten, die Bedenken der schweizerischen Bevölkerung ernst zu nehmen und eine Lösung zu verfolgen, die die Kerninteressen und die Unabhängigkeit der Schweiz in den Vordergrund stellt. Eine blosse Übernahme von EU-Standards ohne entsprechende Vorteile und ohne ausreichende demokratische Legitimation in der Schweiz ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und wirft grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und der verfassungsrechtlichen Integrität der Schweiz auf. Die Komplexität und die weitreichenden Implikationen dieser Vereinbarungen erfordern eine äusserst kritische Prüfung, die über oberflächliche Zustimmung hinausgeht. Es ist unabdingbar, die potenziellen negativen Folgen für unseren Rechtsstaat und unsere demokratischen Prinzipien sorgfältig abzuwägen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der drohenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz ein Mitspracherecht auf Augenhöhe besitzt. Dies steht im Widerspruch zu unserem Verständnis von demokratischer Legitimation, wie sie beispielsweise im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (LGV) verankert ist, der die Gesetzgebungskompetenz des Bundesrates und der Bundesversammlung vorsieht. Die Übernahme von EU-Recht durch rezeptive Mechanismen, wie sie bei diesen Abkommen impliziert sind, umgeht den parlamentarischen Prozess und die obligatorischen Referenden, die integrale Bestandteile unserer direkten Demokratie sind. Insbesondere Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass sich das Gesetzgebungsorgan an die Bundesverfassung und die völkerrechtlichen Verpflichtungen hält. Die Art und Weise, wie EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung integriert werden soll, könnte jedoch gerade diese Verfassungsnormen untergraben, indem sie die primäre Gesetzgebungskompetenz der eidgenössischen Räte aushöhlt.

Darüber hinaus besteht die erhebliche Gefahr einer schleichenden Erosion der richterlichen Unabhängigkeit und der Rechtsprechung. Wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) de facto die letzte Instanz in Angelegenheiten darstellt, die schweizerisches Recht betreffen, wird dies die Autonomie unseres Rechtssystems massiv beeinträchtigen. Die richterliche Gewalt, wie sie in Artikel 168 der Bundesverfassung (BV) verankert ist und deren Unabhängigkeit durch Artikel 190 BV geschützt wird, könnte hierdurch de facto eingeschränkt werden. Die verbindliche Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, der nicht an die schweizerische Verfassung gebunden ist, birgt das Risiko, dass Urteile gefällt werden, die im Widerspruch zu grundlegenden schweizerischen Rechtsprinzipien stehen. Dies untergräbt die Autorität unserer nationalen Gerichte und schwächt das Vertrauen der Bürger in die Rechtsstaatlichkeit.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen dieser Pakete sind ebenfalls äusserst fragwürdig. Die erhofften Vorteile für den Marktzugang werden voraussichtlich durch zusätzliche Kosten und Verpflichtungen aufgewogen, die mit der Übernahme des EU-Acquis einhergehen. Der Binnenmarkt der EU basiert auf einer Fülle von Vorschriften und Standards, deren Implementierung für die schweizerischen Unternehmen erhebliche finanzielle und administrative Belastungen bedeuten kann. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Wirtschaftsförderung, das zwar nicht explizit in der Verfassung als solches formuliert ist, sich aber aus dem gesamtwirtschaftlichen Interesse und der Stabilität des Landes ableitet.

Die Frage der Souveränität ist hierbei von zentraler Bedeutung. Die Schweiz hat sich stets durch ihren Willen zur Selbstbestimmung und zur Wahrung ihrer Unabhängigkeit ausgezeichnet. Die vorgeschlagenen Abkommen drohen, diese Errungenschaften preiszugeben. Die Übernahme von EU-Recht ohne Einflussnahme und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH stellen eine de facto Unterwerfung unter die Regulierungsmacht der EU dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Souveränität, der auch im Völkerrecht als eines der fundamentalsten Prinzipien gilt und sich implizit aus der Bundesverfassung ergibt, welche die Zuständigkeiten des Bundes und der Kantone klar regelt. Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Autonomie der Kantone und die kantonalen Kompetenzen, die durch eine übermässige Regulierung aus Brüssel ausgehebelt werden könnten.

Es ist auch zu befürchten, dass diese Abkommen die Grundlage für weitere Forderungen der EU legen könnten. Die einmal eingegangenen Verpflichtungen könnten als Präzedenzfall dienen und die Schweiz in eine Position der permanenten Anpassung und Erfüllung von Forderungen aus Brüssel drängen, ohne die Möglichkeit, eigene Prioritäten zu setzen. Dies würde die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Interessen auf der internationalen Bühne zu vertreten, erheblich einschränken. Die Verpflichtungen, die sich aus der Mitgliedschaft im Europarat und der Unterzeichnung der Europäischen Menschenrechtskonvention (EMRK) ergeben, sind bereits eine grosse Herausforderung für die schweizerische Rechtsprechung, und die zusätzlichen Belastungen durch die Integration in den EU-Rechtsraum würden diese Problematik noch verschärfen.

Abschliessend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU nicht den nötigen Schutz der schweizerischen Souveränität, der demokratischen Prinzipien und des Rechtsstaats gewährleistet. Die weitreichenden Konsequenzen für unsere Gesetzgebung, unsere Gerichte und unsere Wirtschaft erfordern eine dezidiert kritische Haltung und die Ablehnung von Vereinbarungen, die unsere Unabhängigkeit und unsere Kernwerte gefährden. Die Schweiz muss ihren eigenen Weg gehen und ihre Interessen auf eine Weise wahren, die mit ihrer Tradition der Selbstbestimmung und der Rechtsstaatlichkeit im Einklang steht.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und einer kritischen Neubewertung. Die Verheissung einer verbesserten Stabilität und einer Vertiefung der Kooperation mit der Europäischen Union birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung der Schweizer Souveränität und einer unzumässigen Abhängigkeit. Es drängt sich die Frage auf, ob die propagierten Vorteile die unverkennbaren Nachteile und Risiken für unsere nationale Unabhängigkeit aufwiegen können.

Im Kern der Bedenken steht die drohende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit. Die vorgeschlagene Übernahme von bestehendem und zukünftigem EU-Recht, wie es in verschiedenen Abkommen angedacht ist, verstösst fundamental gegen das Prinzip der direkten Demokratie und die Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert ist, der die Rechtsgrundlage für Verträge bildet und implizit die Geltung schweizerischen Rechts betont, sowie gegen die Bundesverfassung, die die Entscheidungsfindung des Volkes und der Kantone als Primärquelle der Rechtsetzung festlegt. Eine solche Übernahme würde bedeuten, dass schweizerische Gesetzgebung durch externe, nicht demokratisch legitimierte Instanzen bestimmt wird. Dies untergräbt die Kompetenz des schweizerischen Parlaments und die Möglichkeit des Volkes, durch Abstimmungen Einfluss zu nehmen. Insbesondere die Weiterentwicklung des Unionsrechts, die nicht in einem transparenten und für die Schweiz zugänglichen Prozess erfolgt, birgt die Gefahr, dass die Schweiz mit Rechtstatsachen konfrontiert wird, die sie nur noch passiv übernehmen kann, ohne diese kritisch prüfen oder gar ablehnen zu können. Die mangelnde Mitgestaltungsmöglichkeit im Rahmen der EU-Gesetzgebung, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, stellt eine

gravierende Schwächung der schweizerischen Rechtsordnung dar.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen derartiger Abkommen äusserst fragwürdig. Die erhoffte erweiterte Marktintegration und die Vereinfachung des Handels könnten durch die damit einhergehenden Verpflichtungen zur Übernahme von EU-Standards und -Regulierungen mit erheblichen Kosten für die schweizerische Wirtschaft verbunden sein. Die Übernahme von Umwelt-, Sozial- und Technologiestandards der EU, auch wenn diese im Prinzip als erstrebenswert gelten mögen, könnte für viele schweizerische KMUs eine unzumässige Belastung darstellen. Die Wettbewerbsfähigkeit, welche gerade durch die Flexibilität und Anpassungsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft begründet ist, könnte hierdurch erheblich beeinträchtigt werden. Artikel 2 des Obligationenrechts, der die gute Treue im Rechtsverkehr verankert, könnte hier ad absurdum geführt werden, wenn die Schweiz gezwungen wäre, Praktiken zu übernehmen, die ihr wirtschaftlich nicht zuträglich sind.

Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagene Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die Autonomie des schweizerischen Rechtssystems empfindlich stören. Die richterliche Unabhängigkeit und die freie richterliche Rechtsfindung, die zentrale Pfeiler unseres Rechtsstaates sind, könnten durch eine de facto Übernahme der EuGH-Urteile untergraben werden. Während die Orientierung an internationaler Rechtsprechung grundsätzlich wünschenswert sein kann, darf sie nicht zu einer faktischen Unterordnung schweizerischer Gerichte führen. Artikel 188 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die richterliche Unabhängigkeit garantiert, steht in einem potenziellen Spannungsverhältnis zur automatischen Übernahme von EuGH-Rechtsprechung.

Die Frage der Souveränität zieht sich wie ein roter Faden durch alle Aspekte der vorgeschlagenen Vereinbarungen. Die Schweiz hat sich über Jahrhunderte eine souveräne Rechtsordnung und eine eigenständige politische Willensbildung bewahrt. Die vorliegenden Vorschläge drohen, diese Errungenschaften Stück für Stück preiszugeben. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die mangelnde Einflussnahme auf dessen Entstehung und die potentielle Bindung an fremde Gerichtsentscheidungen sind keine Stabilisierung, sondern eine schleichende Entmachtung. Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Schweiz als souveränen Staat definiert, droht durch die vorgeschlagenen Massnahmen ausgehöhlt zu werden.

Es ist unerlässlich, dass im Rahmen dieser Vernehmlassung die langfristigen Folgen für die schweizerische Eigenständigkeit und die demokratischen Prinzipien eingehend beleuchtet werden. Die blosse Verlockung einer kurzfristigen wirtschaftlichen oder politischen "Stabilität" darf nicht dazu führen, dass wir unsere Kernwerte und unsere Souveränität aufs Spiel setzen. Es bedarf einer klaren Abgrenzung und einer robusten Verteidigung der schweizerischen Interessen, anstatt einer unkritischen Annäherung an Strukturen, die nicht unseren nationalen Bedürfnissen und Prinzipien entsprechen. Die Formulierung "Stabilisierung der Beziehungen" scheint hier eher einer Verschleierungstaktik zu dienen, die auf eine schleichende Integration und den Verlust nationaler Kontrolle hinausläuft. Es ist daher geboten, diese Vorschläge mit grösster Skepsis zu betrachten und Alternativen zu prüfen, welche die schweizerische Souveränität und Eigenständigkeit uneingeschränkt wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Anton Ambord (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Ambord · 0796010237 · info@kinocity.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum sogenannten "Paket Schweiz-EU" wirft grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Schweiz auf. Es ist unerlässlich, die vorgeschlagenen Regelungen kritisch zu prüfen und deren potenzielle nachteilige Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit zu beleuchten. Die Europäische Union verfolgt mit diesen Abkommen offensichtlich das Ziel, ihren Einfluss auf die Schweiz auszuweiten und eine stärkere rechtliche und wirtschaftliche Abhängigkeit zu schaffen, ohne dass die Schweiz im Gegenzug die ihr zustehenden Mitspracherechte und Vorteile einer vollen Mitgliedschaft erhält. Dies stellt eine strategische Diskontinuität dar, die nicht im nationalen Interesse liegt. Eine der zentralen Bedenken betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die vorgeschlagene institutionelle Anbindung über eine dynamische Rechtsübernahme, wie sie implizit durch die Einbeziehung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) und die Pflicht zur Übernahme neuer EU-Gesetzgebung in den verschiedenen Sektoren impliziert wird, steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das in der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Das Schweizer Volk und die Kantone haben das Recht und die Pflicht, ihre Rechtsordnung autonom zu gestalten. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Recht untergraben und die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU machen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie sie in Artikel 30 BV gewährleistet wird, würde durch die oberste Autorität des EuGH, der nicht dem Schweizer Recht verpflichtet ist, massiv beeinträchtigt. Die Anerkennung der Judikatur des EuGH als verbindlich bedeutet de facto eine richterliche Rechtsprechung durch eine ausländische Instanz, die auf die Schweizer Rechtsordnung übergeht, ohne dass diese Instanz dem Schweizer Volk oder seinen Vertretern Rechenschaft schuldet. Dies ist ein fundamentaler Angriff auf die rechtsstaatlichen Prinzipien, die für die Schweiz von zentraler Bedeutung sind. Weiterhin sind die wirtschaftlichen Folgen der vorgeschlagenen Regelungen zu hinterfragen. Die Absicht, die Dienstleistungsfreiheit und den Warenverkehr durch die Übernahme von EU-Standards und die Anpassung an die Regularien der EU zu erleichtern, birgt erhebliche Risiken. Während oberflächlich betrachtet eine Erleichterung des Handels wünschenswert erscheint, muss die Frage gestellt werden, zu welchem Preis. Die Übernahme von EU-Standards bedeutet oft eine Anpassung an den kleinsten gemeinsamen Nenner oder an Regelungen, die primär den Interessen der Mitgliedstaaten der EU dienen. Die Schweizer Wirtschaft, die sich durch hohe Qualität, Innovation und spezifische Nischen auszeichnet, könnte durch eine pauschale Übernahme von EU-Standards an Wettbewerbsfähigkeit verlieren. Insbesondere die Landwirtschaft und die KMUs, das Rückgrat der Schweizer Wirtschaft, könnten unter dem Druck einer stärkeren Konkurrenz aus der EU leiden. Die Artikel 104a und 104b der Bundesverfassung, welche die Wirtschafts- und Agrarpolitik regeln, gewähren dem Bund die Kompetenz, diese Bereiche zu gestalten. Eine Aushebelung dieser Kompetenzen durch die Übernahme von EU-Regularien würde die schweizerische Wirtschaftspolitik entmachten. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, sei es durch direkte Beiträge oder durch die Übernahme von Verpflichtungen im Rahmen der Kohäsionsprogramme, muss ebenfalls kritisch betrachtet werden. Die Schweiz ist ein zahlender Nettozahler im internationalen System. Zusätzliche finanzielle Belastungen ohne entsprechende Gegenleistungen in Form von Mitspracherechten oder klar definierten Vorteilen sind nicht tragbar. Die Artikel 127 ff. der Bundesverfassung, welche die Finanzpolitik des Bundes regeln, sehen eine sorgfältige Haushaltsführung vor. Eine unkontrollierte Ausweitung von Zahlungsverpflichtungen im Rahmen dieser Pakete wäre eine Verletzung dieses Grundsatzes. Zusätzlich zu den rechtlichen und wirtschaftlichen Aspekten müssen auch die politischen Implikationen berücksichtigt werden. Die vorgeschlagene institutionelle Einbindung schafft eine asymmetrische Beziehung zur EU. Die Schweiz wird voraussichtlich verpflichtet sein, die politischen und rechtlichen Entwicklungen der EU zu adaptieren, ohne jedoch an den Entscheidungsprozessen teilnehmen zu können. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation, wie er in der Schweizer Verfassung, beispielsweise in Artikel 164

BV zur Gewaltenteilung, verankert ist. Die Schweiz würde in eine passive Rolle gedrängt, in der sie lediglich auf die von der EU getroffenen Entscheidungen reagieren kann. Die Begründung, dass diese Abkommen notwendig seien, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, ist bestenfalls zweifelhaft. Die Schweiz hat über Jahrzehnte hinweg erfolgreich bilaterale Abkommen mit der EU geschlossen, die einen substanziellen Zugang zum Binnenmarkt ermöglicht haben. Diese Abkommen boten ein hohes Mass an Flexibilität und Berücksichtigung schweizerischer Besonderheiten. Das vorliegende Paket scheint eher darauf abzuzielen, diese Flexibilität abzubauen und die Schweiz zu einer faktischen Mitgliedschaft ohne die entsprechenden Rechte zu zwingen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das "Paket Schweiz-EU" in seiner jetzigen Form erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit, die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die politische Unabhängigkeit der Schweiz birgt. Anstatt einer schleichenden Unterwerfung unter EU-Recht und EU-Politik sollte die Schweiz weiterhin auf eine eigenständige und souveräne Politik setzen, die auf den bewährten bilateralen Beziehungen aufbaut und die nationalen Interessen wahrt. Die vorgeschlagenen Regelungen sind aus einer kritischen und skeptischen Perspektive abzulehnen, da sie eine langfristige Schwächung der Schweiz bedeuten würden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftliche Stabilität auf. Eine eingehende Prüfung der vorgeschlagenen Abkommen offenbart katastrophale Auswirkungen, die nicht ignoriert werden dürfen. Zunächst ist die in den Verhandlungsergebnissen verankerte Übernahme des EU-Rechts ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Gesetzgebung nicht akzeptabel Insbesondere die dynamische Rechtsübernahme, die eine automatische Übernahme zukünftiger EU-Rechtsetzung vorsieht, stellt eine massive Erosion unserer nationalen Entscheidungsgewalt dar. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössischen Volksinitiativen (SR 161.1) festgeschrieben ist, wird hierdurch beendet. Es ist nicht hinnehmbar, dass sich die Schweiz in einem ständigen Zustand der Anpassung an ein fremdes Rechtssystem befindet. Dies steht im Widerspruch zum föderalistischen Gedanken und zur Idee einer direkten Demokratie, bei der das Volk über wesentliche Gesetzesänderungen entscheiden kann. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in den vorgeschlagenen Abkommen absolut unakzeptabel. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, selbst in Bereichen, die primär nationale Zuständigkeit betreffen, stellt eine Unterwerfung unter eine fremde Gerichtsbarkeit dar. Dies verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die nationale Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) garantiert ist. Die schweizerischen Gerichte und Behörden würden de facto zu Vollzugsorganen der Luxemburger Rechtsprechung degradiert, was die Autonomie unseres Rechtssystems bedenklich in Frage stellt. Die Möglichkeit, dass der EuGH direkt oder indirekt über Angelegenheiten entscheidet, die das Kerninteresse der Schweiz berühren, ist nicht zulässig und widerspricht dem Geist der Souveränität, die durch Artikel 1 der Bundesverfassung verfassungsrechtlich verankert ist. Die wirtschaftlichen Konsequenzen dieser Abkommen sind ebenfalls mit grosser Bedenken zu betrachten. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen, wird die Flexibilität der schweizerischen Wirtschaft erheblich einschränken. Die Möglichkeit, strategische Industrien gezielt zu unterstützen oder innovative Sektoren durch gezielte Massnahmen zu fördern, wird durch restriktive EU-Regeln stark limitiert werden. Dies wird die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz langfristig schwächen. Artikel 31 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsfreiheit garantiert, wird durch eine Regulierung aus Brüssel faktisch ausgehöhlt. Die schweizerische Sozialpartnerschaft, ein Eckpfeiler unseres wirtschaftlichen Erfolgs, wird ebenfalls unter Druck geraten, wenn Lohn- und Arbeitsmarktregulierungen aus Brüssel unser bewährtes System bestimmen. Die Befürchtung, dass die Lohnersparnisse und die schweizerischen Lohnstrukturen unter dem Druck der Lohndumping-Gefahr aus der EU stehen könnten, ist real und muss ernst genommen werden. Die Auswirkungen auf den Dienstleistungsverkehr sind ebenfalls äusserst problematisch. Die vorgeschlagene institutionelle Umsetzung scheint darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die EU zu binden, ohne dass die Schweiz im Gegenzug gleiche Rechte und Mitgestaltungsmöglichkeiten in der EU erhält. Dies erinnert an eine einseitige Anpassung, die das Gleichgewicht der bilateralen Beziehungen zerstört. Die Risiken, die sich aus der Übernahme von Regelungen ergeben, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Strukturen der Schweiz zugeschnitten sind, sind bedenklich. Die schweizerischen KMUs, das Rückgrat unserer Wirtschaft, wird unverhältnismässig stark von dieser Unsicherheit und den neuen regulatorischen Lasten betroffen sein. Abschliessend ist festzuhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse keine Grundlage für eine souveräne Zukunft der Schweiz bilden. Sie werden unsere Unabhängigkeit vernichten, unsere rechtsstaatlichen Prinzipien zerstören und unsere wirtschaftliche Prosperität zu grunde richten. Es bedarf einer kritischen Auseinandersetzung und einer deutlichen Kurskorrektur, um die Interessen der Schweiz zu wahren und unsere Souveränität zu verteidigen. Ein

bedingungsloses Akzeptieren dieser Unterwerfung Vorschläge wäre ein gravierender Fehler mit langfristigen katastrophalen Konsequenzen für unser Land.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Umsetzung der inländischen Bestimmungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unzureichend, die Auswirkungen dieser Anpassungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien oberflächlich zu behandeln. Vielmehr müssen wir uns der Tatsache stellen, dass die angestrebte Annäherung an europäische Rechtstandards potenziell die fundamentalen Pfeiler unserer nationalen Gesetzgebung zerstört. Zunächst ist auf die Gefahr der schleichenden Erosion des Primats des schweizerischen Rechts hinzuweisen. Artikel 138 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz und das Recht, eigene Gesetze zu erlassen. Die im vorliegenden Rahmen vorgeschlagenen Umsetzungsbestimmungen scheinen jedoch genau aufs Gegenteil abzuzielen, das schweizerische Recht durch die Übernahme von EU-Recht de facto zu ersetzen. Dies geschieht mutmasslich durch die Schaffung von Mechanismen, die eine direkte Anwendbarkeit oder eine privilegierte Auslegung von EU-Recht innerhalb der Schweiz ermöglichen. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Rechtssetzungskompetenz des Bundes und der Kantone gemäss Artikel 3 des Obligationenrechts, welches klar die Gültigkeit und Anwendung des nationalen Rechts vorsieht. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses den vollständigen demokratischen Prozess der schweizerischen Gesetzgebung durchläuft, stellt eine Umgehung des parlamentarischen Verfahrens dar. Artikel 160 der Bundesverfassung regelt die Gesetzgebungskompetenz des Bundes. Wenn EU-Recht indirekt durch interne Umsetzungsbestimmungen Geltung erlangt, ohne die parlamentarische Debatte und Zustimmung, wird dieses Prinzip umangen. Des Weiteren muss die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der vorgeschlagenen Massnahmen kritisch hinterfrag werden Ein weiterer Punkt von erheblicher Besorgnis betrifft die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, insbesondere in Bereichen wie dem Binnenmarkt oder der Wettbewerbspolitik, könnte zu einer faktischen Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen führen. Dies wird die Fähigkeit der Schweiz einschränken, ihre eigene Wirtschaftspolitik zu gestalten und auf spezifische schweizerische Bedürfnisse und Gegebenheiten zu reagieren. Die schweizerische Gesetzgebung hat stets darauf geachtet, ein stabiles und berechenbares wirtschaftliches Umfeld zu gewährleisten. Artikel 104 der Bundesverfassung zur Wirtschaftspolitik betont die Förderung des wirtschaftlichen Wohls und der Wohlfahrt der gesamten Bevölkerung. Eine Übernahme von EU-Recht wird diese Zielsetzung gefährden, indem sie flexiblere nationale Gestaltungsspielräume reduziert und die Schweiz potenziellen externen wirtschaftlichen Schocks stärker aussetzt. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und der Verwaltung ist ebenfalls in Gefahr. Wenn Gerichte dazu angehalten sind, EU-Recht bei der Auslegung nationaler Bestimmungen zu berücksichtigen oder gar anzuwenden, wird dies ihre Autonomie einschränken und zu einer Divergenz in der Rechtsanwendung führen, die schwer zu kontrollieren ist. Die Unabhängigkeit der Gerichte ist ein Grundpfeiler des Rechtsstaates, wie er durch das Prinzip der Gewaltenteilung und die Garantie der richterlichen Unabhängigkeit in der Verfassung verankert ist. Eine externe Rechtsordnung, die über interne Umsetzungsbestimmungen Einfluss auf gerichtliche Entscheidungen nimmt, stellt eine grosse Bedrohung dieser Unabhängigkeit dar. Abschliessend muss betont werden, dass die schweizerische Demokratie auf dem Prinzip der direkten Beteiligung und der kantonalen Autonomie beruht. Die vorgeschlagenen Umsetzungsbestimmungen sollten sorgfältig daraufhin geprüft werden, ob sie diese Prinzipien wahren oder ob sie zu einer Zentralisierung von Entscheidungsmacht und einer Verringerung des Einflusses der Bürger und der Kantone führen. Die Verankerung der subsidiären Kompetenz im Bundesstaatssystem, die in der Bundesverfassung, beispielsweise in Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Raumplanung, zum Ausdruck kommt, muss auch bei der Umsetzung von internationalen Abkommen gewahrt bleiben. Jegliche Massnahme, die diese Prinzipien schwächt, verdient keine Zustimmung, sondern eine Ablehnung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahn, wirft schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres eidgenössischen Service public auf. Die schrittweise Übernahme von EU-Recht und die Einführung von Massnahmen wie der Kabotage im grenzüberschreitenden Eisenbahnverkehr, wie sie sich aus der geplanten Änderung des Eisenbahngesetzes (EBG) durch den neuen Artikel 40ater EBG ergibt, stellen eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit unserer Bahnunternehmen dar. Das EU-Beihilferecht birgt die Gefahr, dass bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionen, die zur Gewährleistung eines qualitativ hochwertigen und flächendeckenden Service public im Schienenverkehr unerlässlich sind, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies betrifft nicht nur den lukrativen Güterverkehr, sondern auch den für die

regionale Anbindung und die Lebensqualität der Bevölkerung wichtigen Regionalverkehr sowie die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials. Ohne die Möglichkeit, diese Bereiche gezielt und bedarfsgerecht zu subventionieren, ist eine Aufrechterhaltung des heutigen Niveaus des öffentlichen Verkehrs kaum denkbar. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahnverkehr, die durch den bereits erwähnten Artikel 40ater EBG ermöglicht wird, ist dabei besonders kritisch zu betrachten. Sie öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dies fördert unweigerlich ein Phänomen der "Rosinenpickerei". Profitabel agierende ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativen Hauptachsen konzentrieren und die damit verbundenen Einnahmen aus der Schweiz abziehen, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Betreiber auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung und die Erreichbarkeit aller Landesteile unverzichtbaren Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis, auf der der gesamte Service public aufbaut, und gefährdet somit die flächendeckende Versorgung, die wir von unserem öffentlichen Verkehrssystem erwarten dürfen. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als angebliche Absicherung gegen negative Folgen ist rechtlich betrachtet wenig mehr als ein unverbindliches Deklarationspapier. Sie bietet keinerlei handfesten Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz verpflichtet wäre, diese Änderungen dynamisch zu übernehmen, verliert die Schweiz die Kontrolle über ihre eigenen Regulierungsstandards im Bahnverkehr. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität und unserer Gestaltungsfreiheit im Eisenbahnwesen nicht verhindert. Die Konsequenz aus dieser dynamischen Rechtsübernahme ist eine schleichende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies würde die Steuerungskompetenz für unsere eigene Infrastruktur schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagern, mit potenziell unvorhersehbaren Folgen für unsere nationalen Interessen und die Bedürfnisse unserer Bevölkerung. Die durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) eingeführte Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben, zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten und kostengünstigsten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler und Pendler führen, da die spezifischen Bedürfnisse und Prioritäten der Schweiz möglicherweise in den Hintergrund treten. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine ernsthafte Gefahr für den Schweizer Service public im Landverkehr darstellen. Die wirtschaftliche Basis wird durch die Kabotage ausgehöhlt, die Souveränität bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs wird eingeschränkt und die finanzielle Tragfähigkeit unseres Angebots wird durch die Unsicherheit bezüglich des EU-Beihilferechts gefährdet. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre bewährten Instrumente zur Sicherung eines leistungsfähigen und zugänglichen öffentlichen Verkehrs beibehält und sich nicht durch rechtlich schwache Erklärungen in die Abhängigkeit von dynamisch übernommenen EU-Vorschriften begibt. Die Langzeitfolgen für die Mobilität der Schweizer Bevölkerung und die Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes könnten gravierend sein.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung stellt aus unserer Sicht eine beispiellose Kapitulation vor den Interessen der Europäischen Union dar, welche die Souveränität der Schweiz und die Interessen ihrer Bürger massiv gefährdet. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Zuwanderung, sind nicht nur kritisch zu hinterfragen, sondern in ihrer Gesamtheit abzulehnen. Die angebliche Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einem massiven Ausbau der Personenfreizügigkeit, der dem klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, verankert in Artikel 121a der Bundesverfassung, diametral widerspricht. Dieses Prinzip der Volksinitiativen und der direkten Demokratie wird durch die Automatisierung und Vereinheitlichung mit EU-Recht de facto ausgehebelt. Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", das bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre gewährt wird. Dieses "Niederlassungsrecht C PLUS" ist praktisch unentziehbar gestaltet, selbst bei Vorliegen schwerwiegender Verfehlungen wie Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug. Dies untergräbt die innere Sicherheit des Landes und stellt eine erhebliche Belastung für unsere Sozialwerke dar. Die Kosten für diese Entwicklungen werden letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass Sozialleistungen zur Absicherung von Notlagen und nicht als permanenter Anspruch für Zuwanderer dienen sollten. Die Ausweitung des Familiennachzugs ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der

damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist eine reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirkliche Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG erweitern den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger und erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und die Schweiz faktisch an die EU-Regeln bindet. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, und dies geht auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Anpassung des Bundesgesetztes über den Harmonisierten Produktekennzeichnung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU. Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die scheinbar technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) sind Folgeänderungen, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollziehen und zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge die Schweiz in eine unannehmbare Abhängigkeit von der EU führen und die Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und Souveränität gefährden. Wir fordern eine Ablehnung dieser Vorlagen und eine konsequente Wahrung der schweizerischen Interessen und der Eigenständigkeit unseres Landes.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktreformen in das schweizerische Stromversorgungsrecht stellt eine fundamentale Gefährdung unserer nationalen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die formelle Einbindung der Schweiz in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, transformiert unsere Rolle von einem eigenständigen Akteur zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Einflussmöglichkeit, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Dies bedeutet, dass wesentliche Entscheidungen bezüglich unseres Stromnetzes künftig in Brüssel getroffen werden, was eine erhebliche Erosion unserer demokratischen Legitimation und Entscheidungsfreiheit zur Folge hat. Die Schweizerische Eidgenossenschaft riskiert hierbei die Aufgabe ihrer energiepolitischen Selbstbestimmung. Die geplante Entwicklung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" ist ein besorgniserregender Schritt. Die ElCom würde demnach undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen müssen, was das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz

zugeschnittenen Energieregulierung bedeuten würde. Dies widerspricht diametral dem Prinzip der Subsidiarität und den föderalen Grundsätzen unserer Verfassung. Ein weiterer Punkt von gravierender Besorgnis betrifft das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Die vorgeschlagene Anpassung an die EU-Beihilfenregeln birgt die existenzielle Gefahr, dass das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und deren Bevölkerung zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden könnte. Dies hätte weitreichende negative Folgen für die betroffenen Kantone und ihre finanzielle Autonomie. Die vorgeschlagene vollständige Marktliberalisierung, insbesondere durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), ist ein hochriskantes Experiment, dessen Kosten von der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft getragen werden müssen. Dieses Gesetz führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem unberechenbaren Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schaffung einer Energiereserve gemäss den neuen Bestimmungen (Art. 8b ff.) erscheint angesichts der Marktmechanismen als völlig unzureichend, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) werfen ebenfalls erhebliche Bedenken auf. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht gemäss Art. 15 EnG stellt einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage erheblich geschwächt. Dies steht im direkten Widerspruch zur deklarierten Schweizer Energiestrategie und begünstigt grossflächige, zentralisierte Akteure, während die lokale Wertschöpfung und die Energieautonomie der Bürger untergraben werden. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme und unzumusterbare Investitionsunsicherheit für den Ausbau erneuerbarer Energien. Dies wird den dringend benötigten Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich bremsen und die Schweiz dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell fossilen Energieträgern machen. Dies ist eine gefährliche Kehrtwende in unserer Energiepolitik. Darüber hinaus gefährdet die vorgeschlagene Marktliberalisierung die bewährten föderalen Strukturen unserer Energieversorgung. Das traditionelle Einspeisevorrecht für dezentrale Produzenten, wie sie beispielsweise in Gemeindekraftwerken zum Tragen kommt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion und schwächt die Gemeinden in ihrer Rolle als Energieversorger und Wirtschaftsmotoren. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit dem EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bisher bewährte, partnerschaftliche Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne ersichtlichen Nutzen den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen empfindlichen Verlust an Flexibilität und Souveränität bei der Steuerung unserer Stromnetze. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Niemand übernimmt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dieses Vorgehen ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Auswirkungen wir uns im Falle einer Krise unangenehm bewusst werden könnten. Es ist daher dringend geboten, diese nachteiligen Regelungen zu überdenken und die Energiesouveränität der Schweiz zu wahren.

Staatliche Beihilfen

Ich lehne die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen entschieden ab. Diese Vorlage stellt einen frontalen Angriff auf die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die demokratischen Grundprinzipien dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, eigenständig wirtschaftliche und gesellschaftliche Anliegen zu fördern und zu gestalten. Die geplante Unterstellung der schweizerischen Beihilfen unter die Kontrolle der EU-Kommission, wie sie durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert wird, ist inakzeptabel. Artikel 3 BHÜG sieht die Schaffung einer zentralen Kontrollinstanz vor, die primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen soll. Dies bedeutet nichts anderes, als dass die Schweiz ihre nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und sich zum reinen Regel-Empfänger degradiert. Unsere demokratisch legitimierten Förderinstrumente für Bereiche wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU werden einem externen Regime unterworfen, das ihre spezifischen

Bedürfnisse und Prioritäten nicht berücksichtigt. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Vorlage massiv untergraben. Anstatt dass die Kantone eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung entscheiden können, müssen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Der neu geschaffene Artikel 82 Buchstabe bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) verleiht der neuen Beihilfekammer ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden, deren demokratisch legitimierte Entscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht (gemäss neuem Artikel 98a BGG) gekippt werden können. Die Kantone verlieren somit ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, ohne formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheidungen geprüft werden. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" im Rahmen der Wettbewerbskommission (WEKO), integriert gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG), ist ein weiterer bedenklicher Aspekt. Diese Beihilfekammer wird als "verlängerter Arm der EU" agieren und ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Besonders kritisch zu betrachten ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Da viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, gefährdet dies die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Auch die Änderungen im Bundesverwaltungsgericht (VGG) sind abzulehnen. Die neuen Artikel 31a, 33 sowie 37a-c VGG zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Artikel 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen für eine mangelnde Transparenz und Schwächung des Konsumentenschutzes. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Aufgabe unserer Rechtsordnung und eine Unterwerfung unter fremde Regeln darstellen. Sie schwächen die demokratischen Institutionen, höhlen die föderalistische Struktur aus und gefährden die strategische Autonomie der Schweiz in Schlüsselbereichen. Ich fordere daher eine entschiedene Ablehnung dieser Vorlage.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema Personenfreizügigkeit und Lohnschutz wirft gravierende Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Sicherung der Löhne erweisen sich bei näherer Betrachtung als unzureichend und letztlich kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck, der durch die stetig wachsende Personenfreizügigkeit auf das Schweizer Lohngefüge ausgeübt wird, in keiner Weise zu kompensieren. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, ist real und wird durch die vorgeschlagenen Änderungen nicht gebannt, sondern droht sich gar zu verschärfen. Es ist zutiefst beunruhigend zu beobachten, wie anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, dieser aufgeweicht und primär an EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regelungen erscheinen zwar bürokratischer, sind aber in ihrer Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping fragwürdig. Dies kommt in erster Linie ausländischen Unternehmen zugute, die eine solche Ausrichtung zur Durchsetzung von Lohn dumpingmassnahmen gezielt nutzen könnten. Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und zu einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was zulasten der Schweizer Arbeitnehmer geht. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks wirksam zu adressieren. Vielmehr schafft er eine zusätzliche Hürde für die wirtschaftliche Bewegungsfreiheit der Unternehmen. Die Anpassungen

am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die unsere nationalen Interessen nicht in den Vordergrund stellt. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die dadurch entstehenden Hürden für Arbeitnehmer, ihre Rechte einzufordern, sind nicht zu unterschätzen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies reduziert unsere Handlungsfreiheit und Flexibilität in künftigen Verhandlungen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck diktiert ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, die auf Vertrauen und Eigenverantwortung basieren. Die potenzielle Einschränkung der unternehmerischen Führungsfreiheit ist erheblich. Die Präzisierungen im AVG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gefahr, dass die Effektivität unserer Sozialpartnerschaft durch ausländische Einflussnahme untergraben wird, ist präsent. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Gefahr einer Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien ist hierbei evident. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Lohnschutz abzufedern. Stattdessen werden bewährte schweizerische Regelungen aufgeweicht und unter Druck gesetzt, um EU-Konformität zu erreichen. Dies birgt erhebliche Risiken für den Wohlstand und die soziale Stabilität der Schweiz und sollte daher in seiner jetzigen Form entschieden abgelehnt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) im Rahmen der Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine inakzeptable Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Unter dem irreführenden Deckmantel der Lebensmittelsicherheit wird de facto eine umfassende Integration vorangetrieben, die unsere etablierten, oft überlegenen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich entwertet und verliert an Strahlkraft. Das angestrebte Ziel scheint nicht die Verbesserung der Sicherheit, sondern die schrittweise Aushöhlung unserer Souveränität und die Anpassung an ein Regelwerk zu sein, das auf die Bedürfnisse der industriellen Massenproduktion in der EU zugeschnitten ist. Besorgniserregend ist die massive Einschränkung unserer Souveränität durch die geplante Einführung von EU-Inspektoren, die künftig Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen. Dies bedeutet, dass Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert werden. Diese Entwicklung ist nicht mit den Grundprinzipien einer unabhängigen Schweiz vereinbar und birgt das Risiko, dass lokale, auf Tradition und Qualität ausgerichtete Produktionsweisen durch standardisierte, auf Effizienz getrimmte Verfahren verdrängt werden. Die befürchtete "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft, ist nichts weniger als eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit und zwingt sie, ein schädliches Abkommen um jeden Preis zu akzeptieren, da eine Kündigung das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen würde. Dies untergräbt die Grundlage unserer Aussenpolitik und unserer Fähigkeit, eigenständige nationale Interessen zu vertreten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) stellen einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen weiteren Souveränitätsverlust dar. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ersetzt unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Vorschriften durch EU-Massenstandards, die dem breiten gesellschaftlichen Konsens

in der Schweiz nicht mehr entsprechen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, in diesem ethisch hochsensiblen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser problematischen Angleichung. Sie birgt die Gefahr einer beispiellosen bürokratischen Welle, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern insbesondere auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an regionalen Anlässen treffen wird. Die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften, die auf eine industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, werden lokale Traditionen zerstören und wirtschaftliche Existenzen gefährden. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und die Vielfalt unserer mittelständischen Wirtschaft. Besonders besorgniserregend ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Sie umgehen das Parlament und entziehen ihm die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Ähnlich verhält es sich mit dem Waldgesetz. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Auch das Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sieht eine gefährliche Aufgabe der Kontrolle vor. Die Schweiz gibt die Souveränität über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Annexion unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit darstellen. Sie gefährden unsere Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards, unsere traditionelle Landwirtschaft und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Wir fordern eine umfassende Überprüfung der tatsächlichen Notwendigkeit und der weitreichenden negativen Konsequenzen dieser Angleichung und lehnen eine Unterwerfung unter EU-Recht, die unsere nationalen Interessen und Werte kompromittiert, entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag Der vorliegende Vorschlag zur Regelung der finanziellen Beiträge an die Europäische Union ist aus fundamentaler Sicht inakzeptabel und muss entschieden abgelehnt werden. Was hier als "finanzieller Beitrag" und "Kohäsionsmassnahmen" verbrämt wird, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als schleichende Erosion schweizerischer Souveränität und als unzulässige Einschränkung der demokratischen Rechte unseres Parlaments. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen schwerwiegenden Verlust an politischem Druckmittel für die Schweiz dar. Mit der Verabschiedung des vorgeschlagenen Gesetzes über die Kohäsionsbeiträge (KoBG) wird eine entscheidende demokratische Kontrollinstanz, das Schweizer Parlament, seiner Kompetenz beraubt, über die Verwendung von Steuergeldern im Einzelfall zu entscheiden. Stattdessen wird mit dem neu geschaffenen permanenten Rechtsanspruch gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin degradiert, die zur Kasse gebeten wird, ohne im Gegenzug wirkliche Mitsprache oder garantierte Vorteile zu erlangen. Dies ist keine partnerschaftliche Zusammenarbeit, sondern die schlichte Übernahme einer von der EU diktierten Verpflichtung. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als offensichtliches Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird dann keine Möglichkeit mehr haben, diese Forderungen abzulehnen, sondern wird gezwungen sein, die diktierten Beträge zu leisten. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale legislative Instrument, um die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu verwandeln. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und über die Höhe sowie die Verwendung der Gelder. Anstelle einer demokratischen, situationsbedingten Entscheidung gibt es nur noch die reine Vollziehung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge mit der Europäischen Union (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies schwächt die Position der Schweiz in zukünftigen Verhandlungen und verunmöglicht eine flexible Anpassung

der Beitragsleistungen an die wirtschaftliche und politische Realität. Besonders kritisch ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Diese Verbindung ist irreführend und geradezu zynisch. Sie missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Kohäsionszahlungen dienen primär der wirtschaftlichen und sozialen Konvergenz innerhalb der EU, und diese Ziele sind nicht deckungsgleich mit den Kernanliegen der Friedensförderung, wie sie von der Schweiz verstanden und praktiziert wird. Es handelt sich hier um eine bewusste Irreführung der Öffentlichkeit und um den Versuch, die finanziellen Verpflichtungen gegenüber der EU durch eine geschickte rechtliche Verknüpfung zu verschleiern. Die Schweiz würde durch diese Regelungen zu einer Zahlermaschine ohne Mitspracherecht degradiert. Während unsere Zahlungen verbindlich und unaufhaltsam steigen werden, erhalten wir keine Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse für unsere Wirtschaft. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweiz bringt. Das Prinzip der Verhältnismässigkeit und der ausgewogenen Interessenabwägung, das eigentlich für die Gestaltung von Staatsverträgen gelten sollte, wird hier mit Füssen getreten. Die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge ist daher nicht nur aus finanziellem, sondern vor allem aus politischem und demokratischem Blickwinkel aufs Schärfste abzulehnen. Sie untergräbt die Prinzipien unserer direkten Demokratie und gefährdet die Unabhängigkeit der Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsdokument dargelegt wird, wirft erhebliche rechtliche und strategische Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Während die Wahrung guter nachbarlicher Beziehungen zur Europäischen Union von fundamentaler Bedeutung ist, muss eine Annäherung stets im Einklang mit den Grundfesten unserer schweizerischen Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien erfolgen. Die im vorliegenden Vorschlag angedeuteten Kompromisse und Anpassungen werden, diese Grundpfeiler unserer nationalen Identität und unseres politischen Systems untergraben. Es ist katastrophal, dass die Tendenz zu einer stärkeren Angleichung an EU-Recht missachtet, was gemäss Artikel 123 Absatz 1 der Schweizerischen Bundesverfassung die schweizerische Gerichtsbarkeit und die richterliche Unabhängigkeit beeinträchtigen wird. Die Übernahme von EU-Rechtsprechung, birgt die Gefahr einer Entmachtung unserer nationalen Gerichte und einer Erosion der Gewaltenteilung, wie sie durch Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung garantiert wird. Die Unabhängigkeit der Justiz ist ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates und darf nicht durch externe Einflüsse, die nicht unseren demokratischen Prozessen unterliegen, kompromittiert werden. Des Weiteren ist die im Rahmen der Stabilisierung angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne vorherige, umfassende Folgenabschätzung im Hinblick auf die Auswirkungen auf die schweizerischen Kompetenzen und die föderale Struktur ein absolutes No Go. Artikel 3 der Bundesverfassung legt fest, dass die Kantone die ihnen nicht entzogenen Kompetenzen ausüben. Eine automatische Übernahme von EU-Regulierungen, die von den Kantonen ursprünglich nicht geteilte Verpflichtungen nach sich zieht, würde die verfassungsrechtlich garantierte Autonomie der Kantone massiv einschränken. Es besteht die Gefahr, dass durch die Angleichung an EU-Recht die Handlungsspielräume der Kantone, aber auch des Bundes, stark beschnitten werden, ohne dass hierfür eine verfassungsrechtliche Grundlage oder ein nationales Interesse vorhanden ist. Die Begründung, dass eine engere Anbindung an die EU die wirtschaftliche Stabilität sichere, ist gelogen, wenn sie die langfristigen Kosten für unsere Souveränität und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien ignoriert. Die europäische Integration hat gezeigt, dass die Mitgliedschaft oder eine starke Anlehnung an die EU oft mit hohen finanziellen Verpflichtungen und einem Verlust an politischer Handlungsfreiheit einhergeht. Die Unabhängigkeit unserer Aussenwirtschaftspolitik, die gemäss Artikel 93 Absatz 1 der Bundesverfassung dem Bund obliegt, wird durch die Übernahme von EU-Standards und -Regulierungen in kritischen Sektoren eingeschränkt. Dies würde unsere Fähigkeit beeinträchtigen, eigenständig auf globale wirtschaftliche Entwicklungen zu reagieren und unsere nationalen Interessen optimal zu vertreten. Besondere Bedenklich ist auch die Übernahme von gemeinschaftsrechtlichen Bestimmungen im Bereich der Personenfreizügigkeit. Während ein funktionierender Austausch von Fachkräften wünschenswert ist, dürfen die Konsequenzen für den schweizerischen Arbeitsmarkt und die soziale Sicherheit nicht unterschätzt werden. Eine unkontrollierte Zuwanderung oder die Unterstellung unter EU-weite Regelungen zur Arbeitsmarktintegration wird die Lohnnivellierung negativ beeinflussen und die sozialen Sicherungssysteme unter massiven Druck setzen. Die imilateralen Abkommen der Schweiz mit der EU haben hier bereits zu grossen Spannungen geführt, und eine weitergehende Angleichung wird diese Probleme verschärfen, ohne dass die schweizerischen Institutionen die Möglichkeit haben, Gegenmassnahmen zu ergreifen. Das Prinzip der bilateralen Souveränität, das die Grundlage der schweizerisch-europäischen Beziehungen bildet, scheint hier massive unter Druck zu geraten. Die Formulierung "Stabilisierung der

Beziehungen" darf nicht als euphemistische Umschreibung für eine Unterwerfung unter die EU-Gesetzgebung verstanden werden. Eine tatsächliche Stabilisierung kann nur dann erreicht werden, wenn die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz uneingeschränkt respektiert werden. Die im aktuellen Vorschlag angedeuteten Schritte scheinen in Richtung einer zunehmenden Abhängigkeit und einer Reduzierung der schweizerischen Autonomie zu führen. Es ist unerlässlich, dass jede zukünftige Vereinbarung mit der EU auf eine klare Stärkung unserer nationalen Interessen abzielt und nicht zu einer Erosion unserer fundamentalen verfassungsrechtlichen Grundlagen führt. Angesichts der dargelegten Bedenken ist eine äusserst kritische Prüfung aller vorgeschlagenen Massnahmen geboten. Es muss sichergestellt werden, dass jede Veränderung der Beziehungen zur EU im Einklang mit der Schweizerischen Bundesverfassung steht und die Souveränität unseres Landes, die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die föderale Ordnung unseres Staates umfassend und uneingeschränkt geschützt wird. Die Verlockung kurzfristiger Vorteile darf nicht dazu führen, dass wir langfristig wichtige nationale Prinzipien opfern. Die Stabilität der Beziehungen zur EU darf nicht auf Kosten der Stabilität und der Rechtssicherheit innerhalb der Schweiz erkauft werden.

Die Zeiten der Kolonialverträge sind endgültig vorbei, und es gibt keinen Grund, weshalb sich die Schweiz freiwillig einem solchen unterstellen sollte!

Ein solcher Vertrag ist einer Demokratie unwürdig und grenzt an Landesverrat.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Iris Huber (Privat) & Heinz Huber

Datum: 06.09.2025 079-605 30 60

Kontakt: Huber · +41763958944 · info@whirlpool-huus.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Grundfesten unseres Landes. Es ist alarmierend, wie die EU mittels dieses Pakets versucht, die Schweiz in eine asymmetrische Abhängigkeit zu drängen und die direkte Demokratie auszuhöhlen.

Ein zentrales Problem liegt in der Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung hat. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volks- und Ständemehrheit, wie er in Artikel 140 Absatz 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU bedeutet eine erhebliche Einschränkung der nationalen Gesetzgebungskompetenz und untergräbt die Möglichkeit des Souveräns, über die Ausrichtung unseres Landes zu entscheiden. Artikel 141 Absatz 3 der Bundesverfassung, der die Rechte des Parlaments bei der Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen stärkt, wird durch dieses Paket de facto ausgehöhlt.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die verpflichtende Anerkennung seiner Rechtsprechung, selbst in Bereichen, die nicht explizit in den Abkommen geregelt sind, stellt eine gravierende Bedrohung für die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz dar. Unser eigenes Rechtssystem, basierend auf der Bundesverfassung und den hierzu ergangenen Gerichtsurteilen, würde dadurch marginalisiert. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, wäre in Frage gestellt. Der EuGH würde faktisch zum obersten Rechtsprechungsorgan aufsteigen, was mit unserer bundesstaatlichen Ordnung unvereinbar ist und die Gewaltenteilung verletzt.

Die Verknüpfung der einzelnen Abkommen zu einem institutionellen Paket ist eine Taktik, die es der EU erlaubt, Druck auszuüben und die Schweiz zu Zugeständnissen zu zwingen, die einzeln möglicherweise nicht mehrheitsfähig wären. Dies stellt eine unzulässige Umgehung des schweizerischen demokratischen Prozesses dar. Wir müssen uns fragen, ob die kurzfristigen wirtschaftlichen Vorteile die langfristigen Kosten für unsere Unabhängigkeit und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien rechtfertigen. Die Gefahren einer schleichenden Entmachtung und der Verlust der Gestaltungsfreiheit sind real und dürfen nicht ignoriert werden. Dieses Paket stellt eine Gefahr für die Souveränität und die demokratischen Institutionen dar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union wirft gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es besteht die

dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere wirtschaftliche Autonomie kritisch zu beleuchten.

Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Erosion des Parlamentsvorbehalts und der direkten Demokratie ist evident. Artikel 6 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (BWG) verankert das Recht des Volkes und der Kantone auf Mitwirkung. Eine übermässige Angleichung an EU-Recht, die solche Mitwirkungsrechte aushöhlt, wäre mit den Grundprinzipien unserer Verfassung unvereinbar. Die Souveränität unseres Landes, wie sie im Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, erlaubt es uns nicht, uns blindlings externen Rechtsquellen zu unterwerfen, insbesondere wenn diese nicht im Einklang mit unseren fundamentalen Werten stehen.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen nicht zu unterschätzen. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer KMUs könnte durch zusätzliche regulatorische Lasten und eine aufgeblähte Bürokratie erheblich beeinträchtigt werden. Artikel 94 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Wirtschaftsfreiheit, die jedoch durch die Verpflichtung zur Einhaltung von EU-Standards unter Druck geraten könnte. Die schweizerische Gesetzgebung ist darauf ausgelegt, ein solides Fundament für unsere Wirtschaft zu schaffen. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Normen, die nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind, könnte genau diese Grundlage schwächen.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU einer gründlichen Prüfung unterzogen wird, welche die Wahrung unserer nationalen Interessen, unserer Rechtsstaatlichkeit und unserer demokratischen Prinzipien sicherstellt. Die blosse Harmonisierung von Vorschriften darf nicht auf Kosten unserer Souveränität und der Grundpfeiler unseres Rechtssystems erfolgen. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher unabdingbar, um die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz langfristig zu sichern. Wir müssen sicherstellen, dass solche Abkommen nicht zu einer schleichenden Abhängigkeit führen, die unsere Entscheidungsfreiheit auf lange Sicht massgeblich einschränkt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung der Schweizer Lebensmittelsicherheit an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Verbesserung dar, sondern eine gefährliche Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben. Der irreführende Titel "Lebensmittelsicherheit" verschleiert die Tatsache, dass hier ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben wird, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich auf strengeren Kontrollen und nachweislich höheren Standards gründet, ist dadurch in fundamentaler Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland".

Die damit einhergehende Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf eben diese Qualität. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Differenzierung führt. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überzogen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen und greift unsere kulinarische Identität an.

Besonders alarmierend sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossenden Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet und die Möglichkeit aufgibt, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft, ist eine unerträgliche politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jegliche souveräne

Entscheidungsmöglichkeit und zwingt uns in eine Abhängigkeit, die keine Rücknahme oder Anpassung mehr erlaubt. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle, insbesondere angesichts der neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG), die das Parlament umgehen. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist ebenfalls fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System, das schnelle und flexible nationale Massnahmen verunmöglicht. Dieses Abkommen ist ein Rückschritt auf allen Ebenen und muss entschieden abgelehnt werden.

Strom

Die vorgeschlagene Integration in den europäischen Strommarkt birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität der Schweiz und die Versorgungssicherheit unserer Bevölkerung. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, welche undemokratisch legitimiert sind.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird verwischt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung, indem sie Vergütungsregeln ändern und die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatlicher Beihilfen stellen einen gravierenden und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unseren föderalistischen Ordnungsrahmen dar. Die bisherige Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden eigenständig und im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation über wirtschaftsfördernde Massnahmen entscheiden, soll einem rigiden, von aussen diktierten EU-Kontrollregime weichen. Dies untergräbt grundlegend die Autonomie und die Vielfalt unserer Wirtschafts- und Förderpolitik.

Insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der neu eingerichteten Beihilfekammer, die in die Wettbewerbskommission (WEKO) integriert wird, birgt erhebliche Gefahren. Diese neue "Superbehörde", wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, agiert de facto als verlängerter Arm der EU und stellt primär die Konformität mit EU-Recht anstatt nationaler Interessen sicher. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung und der nationalen Steuerungshoheit. Die damit einhergehende Unterwerfung unter die systematische Kontrolle und Genehmigungspflicht durch die EU-Kommission macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Gestaltungsfreiheit aus.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Zentralisierung massiv beschnitten. Anstatt über lokale und regionale Förderinstrumente eigenständig zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern einer zentralen Instanz herabgestuft. Die im Entwurf vorgesehenen Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere die Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis, erlauben der neuen Beihilfebehörde die direkte Anfechtung kantonaler Erlasse vor Bundesgericht. Dies untergräbt die verfassungsrechtlich garantierte kantonale Autonomie und das föderalistische Gleichgewicht. Zudem verlieren die Kantone ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide neu auf ihre EU-Konformität hin überprüft und potenziell gekippt werden können, ohne dass ein formelles rechtliches Gehör gewährleistet ist.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter dieses neue Kontrollregime. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Die Schweiz gibt hier eine wichtige nationale Steuerungsmöglichkeit auf und unterstellt sich vollständig dem EU-Regelwerk, was die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Die Einbettung der Beihilfekammer *in* die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzt. Diese Machtkonzentration in einer von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und unvereinbar mit den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dem reibungslosen Agieren der neuen EU-konformen Behörde.

Diese umfassende Übertragung von Kompetenzen und die Unterwerfung unter fremde Regeln sind nicht akzeptabel und beeinträchtigen die schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung in ihren Grundfesten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu äusserst tiefgreifenden Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine faktische Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die im krassen Widerspruch zum Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar sein soll. Dies gefährdet unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein Verbleib in der Schweiz ermöglicht wird. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, wobei die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in einer Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu

explodierenden Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv, dass sie praktisch nie zur Anwendung kommen wird. Vielmehr droht die EU mit Sanktionen, sollte die Schweiz diese Klausel dennoch anrufen wollen. Es handelt sich hierbei nicht um eine Schutz-, sondern um eine Erpressungsklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch entmachtet. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss faktisch unmöglich gemacht wird.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird zusätzlich belastet, da die Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu gleichen Konditionen zu immatrikulieren. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB, MedBG, GesBG und PsyG ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen und Diplomen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies senkt unsere Qualitätsstandards und schwächt unsere Fähigkeit zur autonomen Regulierung des Arbeitsmarktes. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Patientensicherheit für EU-Kompatibilität, was nicht tolerierbar ist.

Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen insgesamt eine Kapitulation vor der EU dar, die unsere Souveränität massiv untergräbt und die Kosten für die Schweizer Bevölkerung unzumissbar erhöht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem rechtsverbindlichen Rahmen stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar und ist entschieden abzulehnen. Die Umwandlung von anfänglich freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen und rechtlich bindenden Pflicht untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Finanzströme. Dieses Vorgehen mutet einer Zwangsabgabe gleich und entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel gegenüber der EU.

Die im Vertrag verankerten 350 Millionen Franken pro Jahr sind bestenfalls als Lockvogelangebot zu verstehen. Der erwähnte 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert dadurch jede Möglichkeit, Einfluss auf die Höhe und die Verwendungszwecke dieser Gelder zu nehmen, und wird zur reinen Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der budgetären Autonomie und der parlamentarischen Budgethoheit gemäss Artikel 129 der Bundesverfassung.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist keine technische Anpassung, sondern ein strategisches Instrument, das die bisherigen freiwilligen Zahlungen in eine permanente und rechtlich bindende Verpflichtung überführt. Dieses Gesetz, insbesondere durch die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Anstelle einer wohlüberlegten politischen Entscheidung tritt die reine Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Bilanz, die Erfolgsrechnung und die Mittel- und Geldflussrechnung des Bundes (BöB), namentlich in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, zementiert diese Abgaben als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz würde somit faktisch zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht in EU-Angelegenheiten. Ohne Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bezahlen wir

für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert, ohne greifbare Vorteile zu bieten. Dieses Abkommen ist aus diesen Gründen strikt abzulehnen.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme zur Sparte Landverkehr äussert grundlegende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Angleichung an das EU-Recht. Es ist unverkennbar, dass die befürchteten negativen Konsequenzen für den inländischen Service public massiv unterschätzt werden. Die vorgeschlagene Öffnung des Marktes für die Kabotage im Eisenbahnverkehr, konkretisiert in einem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellt eine direkte Gefährdung der finanziellen Stabilität und der flächendeckenden Versorgung durch die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar. Ausländische Anbieter werden unvermeidlich die lukrativsten Strecken bedienen, während die Verpflichtung zur Erbringung von weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Dienstleistungen bei den Schweizer Anbietern verbleibt. Dies wird als reine "Rosinenpickerei" zu Lasten der schweizerischen Gemeinwohlinteressen gewertet.

Ferner wirft die dynamische Rechtsübernahme, die eine fortlaufende Anpassung an neues EU-Recht ohne Mitbestimmung der Schweiz vorsieht, gravierende Fragen hinsichtlich unserer Souveränität auf. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates zur Absicherung ist rechtlich betrachtet als nicht bindend und damit als unzureichend zu bewerten. Sie bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die dann zwangsläufig von der Schweiz übernommen werden müssten. Dies könnte beispielsweise zur Einführung weiterer, potenziell nachteiliger Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) führen und die nationale Steuerungskompetenz weiter aushöhlen.

Die vorgesehenen Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt das Risiko suboptimaler und potenziell teurerer Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Die Integrität und die bewährte Struktur unseres Service public, einschliesslich der Subventionierung von Güterverkehr, Regionalverkehr und Rollmaterialerneuerung, könnten durch eine unzulässige Einstufung nach EU-Beihilferecht erheblich beeinträchtigt werden. Die aktuellen Vorschläge laufen Gefahr, die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger nachhaltig zu verschlechtern.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar, welche die massiven negativen Auswirkungen auf das schweizerische Lohnniveau, insbesondere für die mittlere und untere Einkommensschicht, nicht kompensieren können. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an ungeeignete EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, und untergräbt die fairen Arbeitsbedingungen in der Schweiz.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen unzulässig beschnitten. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was primär ausländischen Anbietern zugutekommt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in

Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien fundamental.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Schweiz verliert dadurch ihre Souveränität und die Kontrolle über ihre eigenen rechtlichen Verfahren. Die gesamte Vorlage läuft Gefahr, unser bewährtes System zu zerstören und die Schweiz unumkehrbar an die EU zu binden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus unserer Sicht äusserst problematisch und werfen ernsthafte Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Es drängt sich die Befürchtung auf, dass die Schweiz in einer solchen Konstellation zu einer reinen Anhängsel der EU degradiert würde, deren rechtliche und politische Entscheidungen unwesentlich werde.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 49 der Schweizer Bundesverfassung ist die Schweiz in ihrer Entscheidungsfindung autonom. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse scheinen diese Autonomie erheblich einzuschränken, indem sie die automatische Übernahme von EU-Recht vorsehen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese Bestimmungen kritisch zu prüfen oder abzulehnen. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, da wichtige Gesetzesänderungen ohne Mitsprache des schweizerischen Volkes oder dessen gewählten Vertretern umgesetzt würden. Die Schweiz würde sich de facto einem Rechtssystem unterwerfen, auf dessen Gestaltung sie keinen Einfluss hat.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die garantierte Personenfreizügigkeit, wie sie im Rahmen der bilateralen Abkommen umgesetzt wird und in den neuen Vorschlägen weiter ausgebaut werden soll, übt einen erheblichen Druck auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke aus. Die Erfahrungen mit der bisherigen Umsetzung haben gezeigt, dass Lohn- und Sozialdumping sowie die übermässige Beanspruchung von Sozialleistungen durch Grenzgänger zu Problemen führen, die bisher nicht adäquat gelöst werden konnten. Die geforderte Zustimmung zur Übernahme von EU-Verordnungen im Bereich der Dienstleistungsfreiheit birgt das Risiko, dass schweizerische Unternehmen und Arbeitnehmer gegenüber ausländischen Konkurrenten benachteiligt werden, die von unterschiedlichen Standards und geringeren Kosten profitieren.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitschlichtung sind ebenfalls besorgniserregend. Die Vorstellung, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Angelegenheiten, die schweizerisches Recht betreffen, bindende Entscheidungen treffen könnte, ist inakzeptabel. Dies würde die Rechtsprechungshoheit der schweizerischen Gerichte untergraben und die Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die bilateralen Personenverkehrsabkommen (BGÜ) garantiert zwar die Geltung des Abkommens, doch die Ausdehnung der Zuständigkeit des EuGH über diese Bestimmungen hinaus würde einen Bruch mit den Grundprinzipien der schweizerischen Rechtsordnung darstellen.

Abschliessend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Position bringen, die die Gefährdung ihrer Eigenständigkeit und ihres Wohlstands bedeutet. Wir fordern eine kritische Überprüfung und eine deutliche Kurskorrektur, um die Kerninteressen der Schweiz zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedarf einer kritischen und tiefgehenden Prüfung, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Die scheinbare "Stabilisierung" birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Unabhängigkeit und einer unnötigen Abhängigkeit von Brüsseler Vorgaben. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile die erheblichen Nachteile für unseren Rechtsstaat und unsere Wirtschaftsordnung aufwiegen können.

Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung, wie sie beispielsweise in Artikel 47 des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit impliziert ist, stellt eine gravierende Einschränkung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Die Schweiz würde gezwungen, sich Regelungen zu unterwerfen, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten entsprechen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, der besagt, dass das Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt bilden.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen mit erheblichen Risiken verbunden. Die Anpassung an EU-Standards und die Übernahme von Verordnungen, auch im Finanzsektor, könnten zu einer Verteuerung von Produkten und Dienstleistungen führen und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen. Die ständige Gefahr von Streitigkeiten und die daraus resultierenden Kosten, die unter Umständen durch ein unbalanciertes Streitbeilegungsmechanismus geklärt werden müssten, sind nicht zu unterschätzen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne Rücksicht auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz, ignoriert die erfolgreiche Entwicklung unserer eigenen Regelwerke, die auf Jahrzehnten der Erfahrung und nationalen Konsensbildung beruhen.

Die Verknüpfung der bilateralen Abkommen und deren potenzielle Fortentwicklung zu einer institutionellen Verankerung birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine dauerhafte Rechtsungleichheit mit den EU-Mitgliedstaaten gerät. Artikel 7 des revidierten Abkommens über die Freizügigkeit, der die Übernahme von Rechtsakten vorsieht, muss daher mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Es stellt sich die dringende Frage, ob eine solche "Stabilisierung" nicht vielmehr eine irreversible Verpflichtung darstellt, die zukünftige politische und wirtschaftliche Handlungsspielräume der Schweiz massiv einschränkt und unsere Souveränität untergräbt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jürg Vosbeck (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Jürg Vosbeck · 0615542310 · vosbeck@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer kritischen Auseinandersetzung, die die erheblichen Risiken und Nachteile für die Schweiz in den Vordergrund stellt. Es ist alarmierend, wie die europäische Gesetzgebung und der Europäische Gerichtshof (EuGH) sukzessive an Einfluss gewinnen, ohne dass der Schweizer Souverän hierauf direkten Einfluss nehmen kann. Diese Entwicklung widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien und dem Willen des Volkes, wie er sich in früheren Abstimmungen zur europäischen Integration geäussert hat.

Besonders beunruhigend ist die drohende Übernahme von Gemeinschaftsrechten im Rahmen des institutionellen Abkommens, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese mitzugestalten. Gemäss Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit für den Erlass von Verordnungen (Zuständigkeitsverordnung, ZVV) obliegt die Zuständigkeit für den Erlass von Verordnungen primär dem Bundesrat und den Departementen, sofern das Gesetz nichts anderes bestimmt. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne explizite parlamentarische oder gar eidgenössische Beschlussfassung, untergräbt diese bundesrätliche Zuständigkeit und die parlamentarische Kontrolle.

Die Rolle des EuGH als verbindliche Auslegungsinstanz schweizerischer Gesetzgebung in Bereichen, die durch bilaterale Abkommen geregelt werden, ist problematisch. Artikel 12 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, ohne dass schweizerische Gerichte letzte Instanz sind, stellt eine faktische Einschränkung dieser Souveränität dar. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Gesetze, die im Einklang mit unserer Rechtsordnung stehen, durch EuGH-Urteile de facto als unvereinbar erklärt werden.

Des Weiteren birgt die vorgesehene Mechanismen zur dynamischen Rechtsübernahme erhebliche Gefahren. Die regelmässige Anpassung von Schweizer Gesetzen an die sich ständig weiterentwickelnde EU-Gesetzgebung, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, den Inhalt dieser Anpassungen zu beeinflussen, kann zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz führen. Dies widerspricht dem Geist und dem Wortlaut von Artikel 50 Absatz 2 BV, der die Beibehaltung der Gesetzgebungskompetenz der Kantone und des Bundes hervorhebt.

Die Argumente für das Paket basieren oft auf der Annahme, dass nur so der Zugang zum EU-Binnenmarkt gesichert werden kann. Doch dieser Zugang wird zu einem immer höheren Preis erkauft, der die demokratische Selbstbestimmung und die rechtliche Souveränität der Schweiz gefährdet. Es drängt sich die Frage auf, ob die Schweiz nicht auf andere Weise, beispielsweise durch gezielte Verhandlungen und die Stärkung eigener regulatorischer Kapazitäten, ihre wirtschaftlichen

Interessen wahren könnte, ohne dabei ihre fundamentalen Prinzipien preiszugeben. Die pauschale Übernahme von EU-Recht und die Bindung an den EuGH sind keine wünschenswerte Zukunft für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der Bewahrung unserer nationalen Souveränität und der Wahrung der Interessen der Schweiz auf. Es ist alarmierend, wie die vorgeschlagenen Massnahmen, welche primär auf eine Annäherung an europäische Rechtsetzung abzielen, ungenügend berücksichtigen, welche Auswirkungen dies auf unsere rechtsstaatlichen Grundsätze und die demokratischen Mitwirkungsrechte unserer Bürger haben wird.

Insbesondere die implizite Anerkennung der automatischen Übernahme von EU-Recht, ohne eine angemessene Prüfung und Anpassung an schweizerische Verhältnisse, ist höchst problematisch. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, der festlegt, dass das Volk und die Kantone die obersten Gesetzgeber sind. Die Möglichkeit, dass nicht von uns gewählte und nicht von uns kontrollierte Organe der EU potenziell verbindliche Rechtsakte schaffen, die dann ohne substanzielle parlamentarische Debatte in unser nationales Recht überführt werden, untergräbt dieses Prinzip fundamental.

Des Weiteren bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH). Die Möglichkeit, dass dieser Gerichtshof seine Rechtsprechung auf die Schweiz ausdehnen könnte, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Zusammensetzung oder Entscheidungsfindung hat, stellt eine erhebliche Herausforderung für die nationale Rechtsordnung dar. Artikel 190 BV, der besagt, dass Bundesgesetze dem Volk und den Ständen zur Abstimmung vorgelegt werden können, wird de facto ausgehöhlt, wenn externe Gerichte über die Auslegung von Gesetzen entscheiden, die für die Schweiz bindend sind.

Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die vorgeschlagene Umsetzung die Unabhängigkeit der Schweizerischen Bundesverwaltung und der Gerichte beeinträchtigen könnte. Die Notwendigkeit, sich an den Vorgaben der EU zu orientieren, könnte zu einer Erosion der legislativen und judikativen Autonomie führen. Wir müssen sicherstellen, dass die Schweiz ihre eigenen Entscheidungen treffen kann und nicht einer externen Regulierung unterworfen wird, die möglicherweise nicht im Einklang mit unseren nationalen Bedürfnissen und Werten steht. Die Schutzmechanismen, die für die Wahrung unserer Souveränität und unserer demokratischen Strukturen vorgesehen sind, erscheinen in diesem Kontext unzureichend. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Wirtschaftsordnung und die Rechtssicherheit müssen umfassend evaluiert werden, bevor derartige Schritte unternommen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt keine Verbesserung, sondern eine fundamentale Bedrohung für die Schweiz dar. Es handelt sich nicht um eine Harmonisierung auf Augenhöhe, sondern um eine schleichende Unterwerfung unter ein System, das unsere hohen Schweizer Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten gefährdet.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in akuter Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und zerstört die Grundlage unseres Rufs.

Besonders bedenklich ist die inakzeptable "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen

anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine Form der politischen Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und unser Land in eine unhaltbare Abhängigkeit drängt.

Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, ist ein massiver und unannehmbarer Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie unserer Landwirtschaft massiv beschneidet.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion dar. Dies wird lokale Traditionen zerstören und viele wirtschaftliche Existenzen bedrohen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Möglichkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Darüber hinaus wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich untergräbt.

Selbst der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ähnlich gefährlich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG), welche die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Dieses Abkommen ist kein Fortschritt, sondern ein Schritt zurück in die Unabhängigkeit und Qualität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht äusserst bedenklich und unzureichend. Die angepriesenen Massnahmen zur Lohnsicherung erscheinen eher kosmetischer Natur und vermögen den massiven Druck, der auf die Schweizer Löhne durch eine weiter ausgedehnte Personenfreizügigkeit ausgeübt wird, nicht wirksam zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die breiten Schichten der mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst.

Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt mutmasslich ausländische Unternehmen, die durch Lohndumping kurzfristige Wettbewerbsvorteile suchen. Zudem werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Strom

Die vorliegenden Vorschläge zur Strommarktliberalisierung und zur weiteren Angleichung an EU-Recht stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere in Bezug auf ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser elementares Stromnetz werden damit faktisch nach Brüssel verlagert.

Die schweizerische Regulierungsbehörde ElCom wird von einer unabhängigen nationalen Instanz zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte EU-Regularien umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energiepolitik. Dies verstösst gegen die Grundprinzipien unserer föderalen Ordnung.

Es ist unvertretbar, dass die bestehenden EU-Beihilfenregeln die schweizerische Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, existenziell gefährden. Das langjährig bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und ihren Gemeinden zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde zu erheblichen finanziellen Einbussen in jenen Regionen führen, die massgeblich zur Energieproduktion des Landes beitragen.

Die föderalen Strukturen der schweizerischen Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen geschwächt. Der bewährte Einspeisevorrang für dezentrale und erneuerbare Energien wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion massiv benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird die Versorgungssicherheit dem Diktat des freien Marktes opfern. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen soll – weder der Markt noch die EU können diese Garantie leisten. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit werden auf die Konsumenten abgewälzt.

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die Position dezentraler, erneuerbarer Energieerzeugung durch eine drastische Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht. Die Neuregelung in Art. 15 EnG und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schaffen eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und machen die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, bergen erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die gezielt die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die gleichzeitig für die Aufrechterhaltung unrentabler, aber für die Grundversorgung essenzieller Nebenlinien verantwortlich sind.

Des Weiteren stellt die Anwendung des EU-Beihilferechts eine direkte Bedrohung für bewährte Subventionen dar, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial essenziell sind. Eine Einstufung als unzulässig würde die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die Bevölkerung empfindlich beeinträchtigen. Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlose, nicht bindende Zusage. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz fortan dynamisch übernehmen müsste.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen. Dies schwächt die nationale Gestaltungsfreiheit erheblich. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Argumente zur angeblichen Kompensation durch die "Gemeinsame Erklärung" sind rein rhetorisch und bieten keinerlei substanziellen Schutz vor der schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Zusammenhang mit der Übernahme von EU-Recht, stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die automatische Rechtsübernahme nach der sogenannten "Integrationsmethode" entmachtet das Schweizer Parlament und Volk faktisch in einem hochsensiblen Bereich, wie im Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BGVB) mit der Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) vorgesehen. Dies widerspricht fundamental dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung.

Besorgniserregend ist die faktische Einführung eines "Daueraufenthaltsrechts" für EU-Bürger bereits nach fünf statt zehn Jahren, was in der Praxis einer "Niederlassung C PLUS" mit praktisch unentziehbarer Rechtsstellung gleichkommt. Die neu formulierten Bestimmungen im Bundesgesetz über die Zuwanderung, die Integration und den Arbeitsmarkt (AIG), insbesondere die Streichung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die damit verbundene, kaum mehr mögliche Entziehung des Aufenthaltsrechts, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, belasten die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unzumenlich.

Der geplante Familiennachzug wird auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet, indem nunmehr auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" gemäss Artikel 21b AIG entpuppt sich als reines Placebo, dessen Anwendungs-Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt. Angesichts der Drohung von EU-Strafmassnahmen bei deren Anwendung handelt es sich hierbei um eine Erpressungsklausel anstelle einer echten Schutzbestimmung.

Die Anpassungen im Bereich der beruflichen Qualifikationen, wie die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Dienstleistungspakete (BGDP) und die Neuregelungen im Medizinalberufegesetz (MedBG) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG), ersetzen die schweizerische Gründlichkeit durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung und die Patientensicherheit, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG) mit dem neuen Artikel 37 Absatz 4 verschärft diesen Trend der Aufgabe nationaler Regulierungskompetenz.

Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) sind ein spätes und verzweifeltes Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich. Der neu geschaffene Zahlungsrahmen im HFKG (Artikel 61a) und die Koordination der zweiten Säule mit den EU-Regeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) zeugen von einer schleichenden Erosion unserer sozialpolitischen Souveränität, die letztlich auf Kosten der Schweizer Versicherten geht. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) stellt zudem einen Eingriff in die Eigentumsrechte dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend den finanziellen Beitrag ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle höchst bedenklich. Es ist beunruhigend zu sehen, wie freiwillige, vom Parlament kontrollierte Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht umgewandelt werden sollen. Dies entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Steuerungsmöglichkeit über milliardenschwere Zahlungen. Die Rede von einem freiwilligen Beitrag ist irreführend; es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, die unter dem Deckmantel der Kooperation durchgesetzt werden soll.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko, dass die Forderungen der EU unweigerlich massiv ansteigen werden. Die Schweiz würde damit jegliche Verhandlungsmacht verlieren und gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu zahlen, ohne die Möglichkeit, dies zu beeinflussen oder abzulehnen. Dies führt zur prekären Situation, dass die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Unsere Zahlungen werden verbindlich, doch eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen für unsere Wirtschaft fehlt gänzlich. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung unserer Steuergelder steht lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung

missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft aus Sicht der Schweiz tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Wenngleich die Absicht, die bilateralen Beziehungen zu ordnen, grundsätzlich zu begrüssen ist, müssen die vorgeschlagenen Massnahmen einer strengen rechtlichen und souveränitätsbezogenen Analyse unterzogen werden.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der potenziellen Erosion der schweizerischen Rechtsordnung. Die Übernahme von EU-Recht ohne klare Regeln zur Anpassung und Umsetzung birgt die Gefahr, dass das Schweizer Recht marginalisiert wird. Insbesondere Artikel 122 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz verfassungsrechtlich verankert, scheint durch die vorgeschlagenen Regelungen, die eine automatische Übernahme von EU-Recht vorsehen könnten, untergraben zu werden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die ausschliessliche Zuständigkeit des Bundesgerichts für die Auslegung des Schweizer Rechts könnten hierdurch in Frage gestellt werden.

Des Weiteren ist die Frage der Zuständigkeit und der Gerichtsbarkeit von besonderer Relevanz. Die vorgeschlagene Einbindung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung von Abkommen, die das Schweizer Recht tangieren, widerspricht dem Prinzip der staatlichen Unabhängigkeit und der ausschliesslichen Souveränität der Schweizerischen Bundesbehörden und Gerichte. Die Bindung an Urteile des EuGH würde bedeuten, dass die Schweiz facto einem überstaatlichen Recht unterworfen würde, was mit den Grundsätzen des Völkerrechts und der schweizerischen Verfassung, namentlich Artikel 1 der Bundesverfassung, schwer vereinbar ist.

Die Argumentation, dass eine solche "Stabilisierung" notwendig sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen zur EU zu wahren, ist zwar verständlich, darf aber nicht zu einem Freipass für eine schleichende EU-Mitgliedschaft light führen. Die Schweiz hat ihre wirtschaftliche Stärke und Attraktivität gerade durch ihre Unabhängigkeit und ihre massgeschneiderten bilateralen Verträge bewiesen. Eine Aufgabe dieser Prinzipien zugunsten einer übermässigen Angleichung an die EU würde die schweizerische Identität und die Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft massiv gefährden. Es ist unabdingbar, dass bei jeder Überarbeitung von Abkommen die völkerrechtliche Souveränität der Schweiz sowie die ausschliessliche Zuständigkeit des schweizerischen Parlaments und der Gerichte uneingeschränkt gewahrt bleiben. Jede Lösung, die diese Grundsätze kompromittiert, ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer fundamentalen demokratischen Prinzipien auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in zentralen Bereichen bedarf einer äusserst kritischen Prüfung.

Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtsordnung der Schweiz gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung zu evaluieren. Die darin verankerte Pflicht zur Wahrung der Rechtsgleichheit und zur Sicherstellung eines kohärenten Rechtssystems könnte durch die Annahme von EU-Recht, das oft auf anderen rechtsgeschichtlichen Grundlagen beruht und einer ständigen

Weiterentwicklung unterliegt, erheblich beeinträchtigt werden. Die Gefahr einer schleichenden Entdemokratisierung und einer Entfremdung von den schweizerischen Gesetzgebungsprozessen, die von direkter Beteiligung des Volkes geprägt sind, ist real.

Des Weiteren muss die Stossrichtung der vorgeschlagenen Regelungen im Lichte des Artikels 123 Absatz 2 der Bundesverfassung betrachtet werden. Dieser Artikel legt fest, dass die Gesetzgebung des Bundes die verfassungsmässigen Rechte und Pflichten des Volkes und der Kantone nicht beeinträchtigen darf. Die Verhandlungsergebnisse scheinen jedoch darauf abzuzielen, die Autonomie der Kantone in wichtigen Bereichen, wie beispielsweise der Sozialpolitik oder der Regulierung von Märkten, zu schwächen. Dies steht im Widerspruch zur föderalistischen Grundstruktur unseres Staates.

Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Empfänger von Rechtsnormen degradiert wird. Dies entzieht unseren demokratisch legitimierten Institutionen, einschliesslich des Parlaments und der Kantone, die notwendige Gestaltungsfreiheit. Die Möglichkeit, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln, wird dadurch massiv eingeschränkt.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die Interessen und die Eigenständigkeit der Schweiz langfristig zu sichern. Eine ungeprüfte Übernahme von EU-Recht würde nicht nur unsere Rechtsordnung destabilisieren, sondern auch die demokratischen Prinzipien und die föderalistische Struktur unseres Landes untergraben. Eine solche Entwicklung ist entschieden abzulehnen und bedarf einer grundlegenden Neubewertung der schweizerischen Europapolitik.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: M.UIrich (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: M. UIrich · 0 · katzundmaus@posteo.de

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Es darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz die Souveränität der Eidgenossenschaft fundamental untergräbt. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft ist die Schweiz ein unabhängiger Staat, und die vorgeschlagene Regelung läuft dieser Prämisse zuwider, indem sie eine externe Rechtsetzungsgewalt anerkennt.

Insbesondere die Übernahme der sogenannten "fortschreitenden Rechtsübernahme" im Rahmen des institutionellen Abkommens birgt erhebliche Risiken. Dies impliziert, dass die Schweiz automatisiert EU-Recht adaptieren müsste, ohne die Möglichkeit, Einfluss auf dessen Entstehung zu nehmen. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in Artikel 34 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert ist, der die demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger schützt. Eine solche Abhängigkeit von externen Rechtsakten ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH in die Auslegung des übernommenen EU-Rechts würde die nationale Rechtsprechung und die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte bedrohen. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an Recht und Gesetz gebunden; dies umfasst auch die Möglichkeit, schweizerisches Recht autonom anzuwenden und auszulegen. Die Unterordnung unter die Jurisdiktion des EuGH würde diese Grundsätze aushöhlen und könnte zu Urteilen führen, die mit den verfassungsmässigen Rechten und Pflichten in der Schweiz nicht vereinbar sind.

Die finanziellen Verpflichtungen, die mit dem Abkommen verbunden sind, sind ebenfalls zu hinterfragen. Die voraussichtliche Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und die damit verbundenen Beiträge müssen einer genauen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass sie im Verhältnis zum erwarteten Nutzen stehen und die finanzielle Stabilität der Schweiz nicht gefährden. Die Verteilung der Lasten und die Transparenz der finanziellen Transaktionen sind hierbei von entscheidender Bedeutung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket der Schweiz eine schrittweise Aushöhlung ihrer Souveränität, ihrer demokratischen Rechte und ihrer rechtlichen Unabhängigkeit aufzwingen könnte. Bevor eine derartige Vereinbarung in Erwägung gezogen wird, müssen die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Willensbildung eingehend analysiert und adressiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse sind in ihrer Gesamtheit aus einer kritischen und skeptischen Perspektive zu beurteilen. Während vordergründig von einer Annäherung und Vereinfachung im Verhältnis zur Europäischen Union die Rede ist, offenbaren sich bei genauerer Betrachtung erhebliche potentielle Nachteile für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in den bilateralen Verträgen wirft gravierende Fragen auf. Die automatische oder de facto automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, wie sie in einem fortgeschrittenen Stadium der Verhandlungen wahrscheinlich ist, steht im direkten Widerspruch zum Grundsatz der rechtsstaatlichen Legitimation, der in der Schweiz durch die Volkssouveränität und die Gewaltenteilung gewährleistet wird. Die direkte Anwendbarkeit von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Zustimmung oder gar eine Volksabstimmung würde das demokratische Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung massiv beschneiden. Dies könnte als Verletzung von Art. 1 der Bundesverfassung (BV) missverstanden werden, der die Schweiz als eine souveräne, demokratische und rechtsstaatliche Republik definiert.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung schweizerischen Rechts kritisch zu prüfen. Die Notwendigkeit, dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) eine Rolle in der Auslegung von Abkommen zuzuweisen, widerspricht dem Grundsatz der nationalen Rechtshoheit. Der EuGH ist an das Unionsrecht und dessen Interpretation gebunden, was bedeutet, dass seine Entscheidungen nicht notwendigerweise mit den rechtsstaatlichen Vorstellungen und der Rechtstradition der Schweiz übereinstimmen müssen. Artikel 190 BV garantiert die Bindung der Gerichte an das Gesetz, und die Einbeziehung einer externen Gerichtsbarkeit mit bindender Wirkung würde dieses Prinzip untergraben.

Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Argument für eine engere Anbindung an die EU angeführt werden, dürfen nicht dazu führen, dass grundlegende verfassungsmässige Prinzipien geopfert werden. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der Souveränität und der demokratischen Kontrolle ist real und muss mit grösster Skepsis betrachtet werden. Die Verhandlungsergebnisse scheinen eher auf eine Unterwerfung unter EU-Recht und -Strukturen hinauszulaufen, als auf eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe. Daher ist eine eingehende Prüfung und kritische Würdigung jedes einzelnen Punktes unumgänglich, um die langfristigen Interessen der Schweiz zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die von der EU vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen entbehren einer klaren und überzeugenden Grundlage und bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtssicherheit. Es ist zutiefst besorgniserregend, dass im vorliegenden Entwurf die substanziellen Bedenken, welche die Schweiz hinsichtlich der Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht und die damit verbundene Erosion unserer nationalen Gesetzgebung geäussert hat, unzureichend berücksichtigt werden.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in den Bereichen, die durch bilaterale Abkommen geregelt sind, steht im fundamentalen Widerspruch zu unserem demokratischen Rechtsstaat. Gemäss Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) unterliegen die Gerichte des Bundes keinerlei Weisungen. Die automatische Übernahme von EuGH-Urteilen würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Souveränität des

Schweizerischen Bundesgerichts faktisch aushöhlen. Wir würden uns einem externen Rechtssystem unterwerfen, dessen Entscheidungen wir nicht beeinflussen und dessen Rechtsgrundlagen wir nicht mitgestalten können. Dies verstösst gegen das Prinzip der nationalen Rechtssetzungshoheit, welches im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Darüber hinaus birgt die unklare Abgrenzung des Anwendungsbereichs der vorgeschlagenen Regelungen erhebliche Rechtsunsicherheiten. Es ist nicht ersichtlich, wie die EU-Rechtsakte, die durch die bilateralen Abkommen erfasst werden sollen, präzise definiert werden können, um eine unkontrollierte Ausweitung der Übernahme von EU-Recht zu verhindern. Die Gefahr einer schleichenden Integration in den EU-Binnenmarkt, wie sie im Artikel 45 Absatz 1 des Abkommens über die Personenfreizügigkeit angedeutet wird, ist real und darf nicht unterschätzt werden. Ohne klare und verlässliche Mechanismen zur Begrenzung dieses Prozesses riskieren wir eine De-facto-Mitgliedschaft ohne die entsprechenden Vorteile und Einflussmöglichkeiten.

Die versprochene "Stabilisierung" der Beziehungen erscheint unter diesen Umständen eher als eine Verlagerung von Macht und Kompetenzen von der Schweiz in Richtung Brüssel. Bevor solche weitreichenden Verpflichtungen eingegangen werden, ist eine sorgfältige und kritische Prüfung der potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Wirtschaft, unsere Gesellschaft und vor allem auf unsere demokratische Grundordnung unerlässlich. Die vorliegenden Vorschläge geben keinen Anlass zur Zufriedenheit, sondern verstärken die tiefen Bedenken hinsichtlich der langfristigen Unabhängigkeit und Prosperität der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung von EU-Recht im Inland wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere die Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, ohne dass die demokratischen Prozesse der Schweiz in vollem Umfang gewahrt bleiben, ist äusserst problematisch. Die Schweizer Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 Absatz 2, betont die Volkssouveränität und die Legitimation staatlicher Gewalt durch das Volk und die Stände. Die vorgelegten Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht drohen diese fundamentale Prinzipien zu untergraben, indem sie potenziell die Gestaltungsfreiheit des Schweizer Gesetzgebers einschränken und Entscheidungen, die primär in Brüssel getroffen werden, faktisch bindend werden lassen.

Es muss die Frage gestellt werden, inwieweit die schweizerische Rechtsordnung in der Lage ist, die Autonomie des Schweizer Rechts zu wahren, wenn sie sich zunehmend an EU-Vorgaben orientiert. Die Gefahr der schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne adäquate parlamentarische Debatte und demokratische Kontrolle ist real. Dies könnte dazu führen, dass die Schweiz nicht mehr autonom über ihre Gesetze und ihre Zukunft entscheiden kann, was einem Verlust der Souveränität gleichkäme.

Darüber hinaus ist zu prüfen, ob die vorgesehenen Mechanismen zur Umsetzung des EU-Rechts mit den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit vereinbar sind, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert sind. Die Unklarheit über die genaue Natur und den Umfang der automatischen Übernahme von Rechtsakten, insbesondere im Hinblick auf das Prinzip der Gewaltenteilung und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger, ist besorgniserregend. Ein rechtsstaatliches System erfordert Transparenz, Berechenbarkeit und die Möglichkeit der unabhängigen Überprüfung von Rechtsnormen. Die vorgesehene Vorgehensweise birgt hier erhebliche Risiken.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Übernahme von EU-Recht einer gründlichen Prüfung unterzogen wird, um sicherzustellen, dass die schweizerische Identität, die demokratischen Institutionen und die Souveränität des Landes nicht gefährdet werden. Die schrittweise Anpassung an EU-Standards darf nicht zu einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung führen. Stattdessen muss jede Übernahme von Rechtsakten einem strengen, transparenten und dem Volk und seinen Vertretern rechenschaftspflichtigen Prozess unterliegen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung des Lebensmittelrechts unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt keine kohärente Verbesserung dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies ist ein Frontalangriff auf unsere bewährten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die etablierte Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Kriterien beruht, ist ernsthaft in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das renommierte Label "Made in Switzerland" entwerten, da Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen.

Besonders beunruhigend ist die Existenz einer "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, da eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Fall bringen würde. Ferner erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität bedeutet und Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen bedroht. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle aus. Diese gesamte Entwicklung ist höchst bedenklich und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie in den Vorlagen vorgesehen ist, widerspricht fundamental den Prinzipien unserer Bundesverfassung, insbesondere Art. 121a BV, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert. Die Schaffung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, selbst bei krimineller Vergehen oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Diese Entwicklung fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und legt die daraus entstehenden Kosten den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden auf.

Der im Paket vorgesehene Familiennachzug sprengt jeglichen Rahmen für ein Nicht-EU-Land. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angepriesene "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Die drohenden Strafmassnahmen der EU bei Inanspruchnahme machen sie zu einer Erpressungsklausel statt zu einem wirksamen Schutzinstrument.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung entreisst unserem Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache bei künftigen

Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie. Insbesondere die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), wie die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss faktisch unmöglich gemacht wird. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist lediglich kosmetisch und ermöglicht keine echte Steuerung.

Die damit einhergehenden Mehrkosten im Bildungsbereich werden durch drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) abgefedert, was ein klares Eingeständnis der finanziellen Belastung durch die Personenfreizügigkeit ist. Die Unterstellung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB ersetzt die nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch einen automatisierten Prozess, was unsere Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des AIG stellt eine Kapitulation dar, da sie die Souveränität zur Steuerung der Zuwanderung aufgibt. Auch die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) ist nur eine bürokratische Verwaltung von Folgen. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen bei Wegzug in die EU (FZA, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird dem EU-Sozialversicherungsrecht unterworfen. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) untergräbt die nationale Qualitätskontrolle und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und die Anerkennung von Berufsqualifikationen. Dieses Paket führt zu einer schleichenden Kapitulation vor Brüssel und zu einer massiven Belastung für die Schweiz.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der EU stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar und sind in ihrer derzeitigen Form entschieden abzulehnen. Insbesondere die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch Art. 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, um sich die lukrativen inner-schweizerischen Strecken herauszupicken. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Versorgung.

Die Behauptung des Bundesrates, die "Gemeinsame Erklärung" biete einen ausreichenden Schutz, ist bestenfalls naiv, schlimmstenfalls irreführend. Diese Erklärung ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Gewähr gegen zukünftige, dynamisch zu übernehmende Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich um eine leere Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz wird gezwungen sein, sich fortlaufend neuen EU-Regulierungen zu beugen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert, wie es beispielsweise bei der geplanten Einführung von Bestimmungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) der Fall wäre.

Darüber hinaus beschränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis PBG, die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, zwingt uns, Kriterien zu erfüllen, die nicht zwingend den schweizerischen Bedürfnissen entsprechen. Dies kann zu suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Lösungen führen, da die Vergabe nicht mehr nach den besten Lösungen für die Schweiz ausgerichtet werden kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die durch das Abkommen mit der EU vorangetriebene Liberalisierung und die damit verbundenen rechtlichen Anpassungen den Kern des Schweizer Service public angreifen. Die Gefahr, dass unser bewährtes System durch unbedachte Übernahme von EU-Recht und die Zulassung von Kabotage untergraben wird, ist real und nicht hinreichend abgefedert. Daher müssen diese Bestimmungen in ihrer jetzigen Form abgelehnt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung der freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und stellt eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die ursprüngliche Praxis, bei der solche Beiträge durch das Parlament kontrolliert und als freiwillige Gesten behandelt wurden, bot der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und ermöglichte eine demokratische Kontrolle über diese substanziellen Zahlungen. Die Einführung eines rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge, wie er im Rahmen des angestrebten Abkommens zu erwarten ist, birgt das Risiko massiv höherer Forderungen seitens der EU, denen die Schweiz dann nicht mehr widersprechen könnte. Dies führt de facto zu einer Zwangsabgabe, bei der die Schweiz als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht fungiert.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung. Gemäss Art. 1 KoBG würde die Schweiz einen permanenten, rechtlich bindenden Anspruch auf diese Zahlungen etablieren. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag und höhlt die Budgethoheit massiv aus. Anstatt über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden, wird die Schweiz in eine reine Vollzugsfunktion gedrängt, die von der EU diktiert wird. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten (BöB) signalisiert die Absicht, diese Abgaben als permanenten Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies ist mehr als eine technische Formalität; es verankert die Zahlungsverpflichtungen tief in unserer Rechtsordnung.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des Kohäsionsbeitrags mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es gibt keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen im Gegenzug für diese Zahlungen. Die Schweiz zahlt somit für eine institutionelle Anbindung, die primär ihre Souveränität schmälert und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Gegenleistungen bietet. Die anfänglich kommunizierten Beträge von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheinen vor diesem Hintergrund eher als Lockvogelangebot, dessen tatsächliche Kosten durch den verbindlichen Neuberechnungsmechanismus unweigerlich explodieren werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz lassen gravierende Bedenken aufkommen, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Die propagierten Lohnschutzmassnahmen erscheinen offensichtlich unzureichend und von rein kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die schweizerischen Lohnniveaus, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohngefüges, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und in der Praxis stets wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, sehen wir hier eine Verwässerung und eine unheilvolle Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer ausgestaltet, sondern lassen auch in ihrer Effektivität gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen erhebliche Zweifel aufkommen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die bestrebt sind, durch Lohndumping ihre Wettbewerbsfähigkeit künstlich zu steigern.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen zunehmend untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der angeblich neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter entpuppt sich als ein vergiftetes Geschenk, das zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht führt und die Flexibilität von KMU lähmt, ohne das Kernproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht

zwingend einer Verbesserung des Schutzes für schweizerische Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch fester an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine grundlegende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt dazu, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht wird, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und die Übernahme undemokratisch legitimierter Vorgaben.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Des Weiteren werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen soll – weder der Markt noch die EU können diese klare Verantwortung garantieren. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die nicht gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit der vollständigen Marktliberalisierung birgt erhebliche Risiken, schafft eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, welche die Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW senkt, benachteiligt kleine und

mittlere Produzenten erheblich. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind klare Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und führen zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Struktur unseres Landes dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte und demokratisch kontrollierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden gestaltet wurden, soll einer rigiden, technokratischen und von Brüssel diktierten Kontrolle unterworfen werden. Dies widerspricht diametral den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und des Föderalismus.

Die Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Institutionalisierung einer zentralen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, ist nicht weniger als die Errichtung einer 'Superbehörde', die als verlängerter Arm der EU-Kommission fungiert. Diese Instanz wird künftig primär die Kompatibilität von Beihilfen mit dem EU-Recht sicherstellen und nicht mehr die eigenständigen Interessen der Schweiz. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist ungenügend, und ihre Legitimation aus Schweizer Sicht fragwürdig.

Die Souveränität der Kantone wird durch die neuen Bestimmungen massiv untergraben. Mit dem überarbeiteten Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere dem neuen Artikel 82 Buchstabe b bis, erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von der neuen Beihilfekammer vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Artikel 98a BGG gekippt werden können. Dies degradiert die Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten, die ihre Autonomie in der Wirtschaftsförderung verlieren. Ihre Organisations- und Verfahrensautonomie wird ausgehöhlt.

Besonders alarmierend ist die geplante ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies bedeutet den vollständigen Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch bedeutsamen Luftverkehr. Die Schweiz unterwirft sich hier bedingungslos dem EU-Regime und verliert jegliche Möglichkeit zur eigenständigen Steuerung dieses Sektors.

Auch die Anpassungen im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) mit den neuen Artikeln 31a, 33 und 37a bis c zementieren die Zentralisierung. Ein neues Beschwerderecht nach Artikel 31a VGG ermöglicht es der zentralen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität systematisch auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein weiterer negativer Aspekt. Er schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Interessen der Schweizer Bevölkerung in den Hintergrund treten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur eine bürokratische Umgestaltung darstellen, sondern einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Rechtsordnung, die föderalistische Ordnung und die demokratischen Prinzipien unseres Landes. Die Schweiz droht, zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert zu werden, dessen wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Mäder (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Mäder Ernst · 0794724380 · aschi.maeder@gmx.net

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und wirft gravierende Fragen bezüglich der Souveränität, der Rechtsordnung und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen tatsächlich den Interessen der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäische Regularien und Entscheidungsfindungen darstellen.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz wirft die Frage nach der Achtung unserer demokratischen Prinzipien auf. Gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) liegt die Gesetzgebungskompetenz grundsätzlich beim Bund und den Kantonen. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie im Rahmen eines institutionellen Abkommens zu erwarten wäre, untergräbt diese Kompetenzordnung massiv. Die Schweiz würde sich in eine abhängige Position begeben, in der sie EU-Recht rezipiert, ohne aktiv an dessen Gestaltung teilhaben zu können. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 BV verankert ist. Es ist unklar, inwieweit das Schweizer Volk noch über seine eigenen Gesetze bestimmen kann, wenn diese primär von einer externen Macht diktiert werden. Die Rolle des Bundesrates und des Parlaments würde sich auf die blosse Umsetzung von Vorgaben reduzieren, anstatt auf die eigenverantwortliche Gesetzgebung im Interesse der Schweiz.

Die potenzielle Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz bei der Auslegung von Abkommen ist ebenfalls ein erheblicher Kritikpunkt. Die Schweiz hat sich in ihrer Verfassungsgeschichte bewusst von der Jurisdiktion fremder Gerichte gelöst, um ihre Rechtsordnung eigenständig zu gestalten. Die Übertragung von Entscheidungsgewalt an den EuGH, auch wenn dies auf vertraglicher Ebene geschieht, würde eine fundamentale Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Souveränität darstellen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BPG) legt fest, dass die Gerichte schweizerisches Recht anwenden. Wenn der EuGH die verbindliche Auslegung des übernommenen EU-Rechts innehat, dann wäre das schweizerische Recht nicht mehr ausschliesslich von schweizerischen Gerichten geprägt. Dies birgt die Gefahr, dass schweizerische Rechtsgrundsätze, die auf unserer föderalistischen Struktur und unserer direkten Demokratie basieren, durch eine europäische Rechtstradition verdrängt werden, die sich diametral unterscheidet. Der Schutz der Grundrechte, wie er in der Bundesverfassung gewährleistet ist, könnte durch die Überordnung einer europäischen Rechtsprechung gefährdet werden.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Die erhofften Vorteile einer verbesserten Marktanbindung durch den Zugang zum EU-Binnenmarkt werden durch die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht erkauft, dessen Kosten und Auswirkungen für die Schweizer Wirtschaft nicht absehbar sind. Insbesondere die

Übernahme von Regulierungen im Bereich des Arbeitsmarktes oder der Umweltstandards könnte die Wettbewerbsfähigkeit von Schweizer Unternehmen beeinträchtigen und zu zusätzlichen Belastungen führen. Artikel 41 der Bundesverfassung verankert die Förderung des wirtschaftlichen Wohls der Bevölkerung als Staatsziel. Es muss kritisch geprüft werden, ob die vorgeschlagenen Massnahmen diesem Ziel tatsächlich dienen oder ob sie nicht vielmehr zu einer Benachteiligung der heimischen Wirtschaft führen. Die Flexibilität des Schweizer Arbeitsmarktes und die geringere regulatorische Dichte, die oft als Standortvorteile angeführt werden, könnten durch die Übernahme von EU-Standards aufgegeben werden.

Die Frage der bilateralen Verträge und ihrer kohärenten Weiterentwicklung wird durch ein institutionelles Abkommen nicht gelöst, sondern vielmehr verkompliziert. Die Schweiz hat über Jahrzehnte hinweg eine Vielzahl von bilateralen Verträgen mit der EU ausgehandelt, die ein komplexes Beziehungsgeflecht darstellen. Ein institutionelles Abkommen, das auf die automatische Übernahme von Recht und die Rolle des EuGH abzielt, würde dieses Geflecht nicht vereinfachen, sondern potenziell verketten und die Möglichkeit zukünftiger Anpassungen erschweren. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in einem Vertragswerk gefangen wird, das ihr wenig Spielraum für eigenständige politische Entscheidungen lässt. Die Freiheit, Verträge im Interesse der Schweiz anzupassen oder sogar zu kündigen, wie sie im Völkerrecht üblich ist, könnte durch die institutionellen Bindungen eingeschränkt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Vereinbarungen mit der EU tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität, der demokratischen Legitimation, der rechtlichen Unabhängigkeit und der wirtschaftlichen Prosperität der Schweiz aufwerfen. Die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien ist real und darf nicht unterschätzt werden. Eine kritische und eingehende Prüfung aller Konsequenzen ist unerlässlich, bevor jegliche Verpflichtungen eingegangen werden, die die Zukunft unseres Landes nachhaltig prägen könnten. Die Beibehaltung unserer Handlungsfreiheit und unserer Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung unserer politischen und rechtlichen Ordnung muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen tiefgreifende und besorgniserregende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Eigenständigkeit der Schweiz auf. Eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Abkommen offenbart potentielle Risiken, die das Schweizer Rechtsgefüge fundamental beeinträchtigen könnten.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die automatische Übernahme von EU-Recht. Diese Übernahme, die in verschiedenen Abkommen implizit oder explizit vorgesehen ist, steht im Widerspruch zum Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung, wie er im Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieser Artikel betont, dass das Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt ausüben. Eine faktische Unterwerfung unter das Recht einer externen supranationalen Organisation, ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung oder gar eines Vetos, schwächt die Legitimation unseres Rechtssystems erheblich.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass die in den Abkommen vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung das Schweizer Justizsystem de facto unter die Autorität des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellen. Dies widerspricht diametral dem Artikel 190 BV, der festlegt, dass die Gerichte und Behörden des Bundes und der Kantone an das Recht gebunden sind. Wenn aber Urteile des EuGH die Auslegung schweizerischen Rechts massgeblich beeinflussen oder gar verbindlich vorschreiben, wird die Unabhängigkeit unserer Gerichte ausgehöhlt. Dies bedeutet eine schleichende Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien, die das Fundament unseres Staates bilden.

Besondere Sorge bereitet die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme im Bereich des freien Personenverkehrs und angrenzender Gebiete. Die EU entwickelt ihr Recht stetig weiter. Wenn die

Schweiz verpflichtet wird, diese Entwicklungen automatisch zu übernehmen, verliert sie die Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung. Artikel 191 BV, der besagt, dass die Gesetzgebungssache Sache der Kantone ist, sofern die Bundesverfassung nichts anderes bestimmt, wird hierdurch faktisch ausgehebelt. Die Übernahme von EU-Recht, das nicht im Schweizer Interesse oder im Einklang mit unseren Werten steht, würde die Eigenständigkeit der Kantone und des Bundes massiv einschränken.

Die finanzielle Komponente, insbesondere die Beteiligung an EU-Programmen oder die Zahlung von Beiträgen zur Kohäsionspolitik, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Artikel 127 BV, der die wirtschaftliche Entwicklung und die Kohäsion im Land fördert, darf nicht dazu missbraucht werden, um Gelder in eine Union zu transferieren, deren politische und wirtschaftliche Ziele nicht zwangsläufig mit denen der Schweiz übereinstimmen. Es muss klar definiert sein, welche direkten und indirekten Vorteile solche finanziellen Verpflichtungen für die Schweiz bringen, anstatt nur eine weitere finanzielle Belastung für die Steuerzahler zu darstellen.

Die Ausgestaltung des institutionellen Rahmens, insbesondere die Schaffung von gemeinsamen Ausschüssen oder Gremien, birgt das Risiko, dass die Schweiz in eine Position gedrängt wird, in der sie Entscheidungen der EU nur noch umsetzen muss, ohne wesentlichen Einfluss nehmen zu können. Dies untergräbt die Rolle des Parlaments und der Regierung, die gemäss Artikel 164 BV die oberste Leitung der Bundesverwaltung obliegt und gemäss Artikel 174 BV die Gesetzgebungskompetenz beim Parlament liegt. Eine solche Verlagerung von Entscheidungskompetenzen an supranationale Organe ist mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 BV verankert ist, nur schwer vereinbar.

Die mangelnde Transparenz und die Komplexität der vorgeschlagenen Regelungen erschweren eine fundierte Beurteilung. Es ist fraglich, ob die Schweizer Bevölkerung und die Parlamentskammern die volle Tragweite dieser Abkommen erfassen können, bevor sie ratifiziert werden. Angesichts der fundamentalen Auswirkungen auf die schweizerische Rechts- und Staatsordnung ist eine umfassende und kritische öffentliche Debatte unerlässlich, die alle Risiken und Nachteile klar benennt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der EU erhebliche Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität, der rechtlichen Unabhängigkeit und der demokratischen Kontrolle aufwerfen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht, die Unterstellung unter den EuGH und eine dynamische Rechtsübernahme stellen fundamentale Eingriffe in die Schweizer Rechtsordnung dar und bedürfen einer gründlichen Überprüfung im Lichte der Bundesverfassung. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit der Schweiz dürfen nicht unterschätzt werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen aus Sicht der schweizerischen Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips erhebliche Bedenken auf. Eine unkritische Annahme dieser Initiativen birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Unabhängigkeit und der Unanfechtbarkeit unserer Gesetze. Es ist unabdingbar, die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prozesse gründlich zu analysieren und kritisch zu hinterfragen, bevor jegliche Verpflichtungen eingegangen werden.

Eine zentrale Sorge betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen der zukünftigen Zusammenarbeit angedeutet wird. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, das in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Vertragsfreiheit, doch diese Freiheit darf nicht dazu führen, dass das schweizerische Recht einer fremden Rechtsordnung unterworfen wird, ohne dass das Volk und die Kantone auf direktem Wege Einfluss nehmen können. Die Übernahme von EU-Recht im sogenannten «dynamischen Automatismus» würde bedeuten, dass sich das schweizerische Recht in

einem ständigen Wandel befindet, der nicht mehr vom schweizerischen Parlament oder durch Volksabstimmungen gesteuert wird. Dies schwächt die Kompetenzen des Parlaments gemäss Artikel 164 BV, welches das Recht hat, die Gesetzgebung zu erlassen und zu ändern. Die Unabhängigkeit der Gerichte, die in Artikel 191b BV als wesentliches Merkmal des Rechtsstaates aufgeführt ist, könnte ebenfalls beeinträchtigt werden, wenn Gerichte primär das EU-Recht anwenden müssten, anstatt die schweizerische Rechtsordnung.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die politische Meinungsbildung und die demokratische Debatte besorgniserregend. Wenn die Schweiz faktisch gezwungen ist, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, verliert die nationale politische Auseinandersetzung an Bedeutung. Wichtige Entscheidungen würden nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel getroffen, ohne dass die schweizerische Bevölkerung die Möglichkeit hat, direkt Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, einem Eckpfeiler unseres politischen Systems. Die Idee, dass sich der Bundesrat auf Basis von Artikel 173 BV mit der Aussenpolitik befasst, darf nicht dazu missbraucht werden, die Souveränität des Volkes und der Kantone zu untergraben, wie sie in Artikel 1 BV gewährleistet ist.

Die finanziellen Verpflichtungen, die mit einer engeren Anbindung an die EU einhergehen, sind ebenfalls kritisch zu prüfen. Die Schweiz als unabhängiger Staat hat das Recht, ihre eigenen Haushaltsentscheidungen zu treffen. Eine Beteiligung an EU-Programmen oder die Entrichtung von Beiträgen an die EU kann zu einer Abhängigkeit führen, die unsere finanziellen Spielräume einschränkt. Die Verwendung von Steuergeldern muss transparent und dem schweizerischen Parlament rechenschaftspflichtig sein. Die Annahme von EU-Konstruktionen könnte dazu führen, dass Gelder in Programme fliessen, deren Zweck und Wirkung nicht vollständig im Sinne der schweizerischen Interessen sind.

Ein weiterer Punkt ist die mögliche Einschränkung unserer Vertragspartei-Freiheit. Die Schweiz hat das Recht, bilaterale Abkommen mit Drittstaaten frei zu gestalten. Eine zu enge Bindung an die EU könnte dazu führen, dass die EU unsere autonomen Handels- und Kooperationsabkommen mit anderen Ländern beeinflusst oder sogar diktiert. Dies würde die Flexibilität der schweizerischen Aussenwirtschaftspolitik erheblich beschneiden. Die in Artikel 1 BV verankerte Souveränität schliesst die Freiheit ein, eigene Wege in der internationalen Zusammenarbeit zu gehen.

Die vorgeschlagenen Schritte zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU müssen daher mit äusserster Vorsicht und Skepsis betrachtet werden. Anstatt einer unreflektierten Übernahme von EU-Mechanismen sollte die Schweiz auf einer Politik der klaren Abgrenzung und der Wahrung ihrer Eigenständigkeit beharren. Unsere einzigartige Position als unabhängiger Staat, der auf direkter Demokratie und föderalen Prinzipien beruht, ist ein Wert, der nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden darf. Jede Form der Integration, die unsere Souveränität untergräbt oder die demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten des Volkes und der Kantone einschränkt, ist abzulehnen. Es bedarf klarer rechtlicher und politischer Garantien, die sicherstellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien uneingeschränkt wahren kann. Eine oberflächliche Stabilisierung auf Kosten unserer Kernwerte wäre ein Pyrrhussieg, dessen Preis die Schweiz langfristig nicht tragen kann. Es ist unsere Pflicht, die schweizerische Eigenständigkeit zu verteidigen und sicherzustellen, dass zukünftige Abkommen unsere Souveränität und unseren Wohlstand nicht gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen bezüglich der inländischen Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union auf. Es ist mit grösster Besorgnis zur Kenntnis zu nehmen, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine potenzielle Aushöhlung schweizerischer Souveränität und die Verletzung fundamentaler Prinzipien unseres Rechtssystems darstellen könnten.

Die angestrebte Übernahme von EU-Recht, auch in Bereichen, die nicht explizit durch bilaterale Abkommen geregelt sind, birgt erhebliche Risiken. Insbesondere die Einführung von Übernahmeformalien, die eine dynamische Rechtsübernahme ermöglichen, ohne dass die Schweiz in jedem Einzelfall ein Mitspracherecht hat, ist kritisch zu hinterfragen. Artikel 2 des Schweizerischen

Obligationenrechts (OR) verankert das Prinzip der Vertragsfreiheit und die Bindung an die vereinbarten Bedingungen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht könnte jedoch dazu führen, dass die Schweiz an Rechtsakte gebunden wird, die nicht von ihr initiiert oder demokratisch legitimiert wurden, was im Widerspruch zur Autonomie unseres Rechtssetzungsprozesses steht. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (Bundesverfassung, BV) garantiert die Souveränität und die Selbstbestimmung der Schweiz. Die fortlaufende und potenziell unkontrollierte Übernahme von EU-Recht könnte diese Souveränität de facto untergraben, da die Schweiz zunehmend externem Recht unterworfen würde.

Die Gefahr, dass die Schweizerischen Gerichte angewiesen würden, EU-Recht anzuwenden, ja sogar das Recht des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu berücksichtigen, ist ein gravierendes Problem. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine solche Verpflichtung könnte die richterliche Unabhängigkeit beeinträchtigen und die Rechtsprechung der Schweiz faktisch dem Einfluss des EuGH unterwerfen. Dies würde die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen erschweren, da die Auslegung und Anwendung von Recht zunehmend von einer externen Instanz bestimmt würde. Die in Artikel 30 Absatz 1 der Bundesverfassung verankerte Garantie eines unabhängigen und unparteiischen Gerichts könnte hierdurch tangiert werden.

Darüber hinaus besteht die Besorgnis, dass die vorgesehene institutionelle Verankerung von EU-Recht die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition bringen könnte, die mit dem Status eines souveränen Staates unvereinbar ist. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung sieht vor, dass der Bundesrat über die Interessen der Eidgenossenschaft wacht. Eine solche Regelung, die die Schweiz zwänge, EU-Recht zu übernehmen und dessen Auslegung zu folgen, würde die Fähigkeit des Bundesrates, diese Interessen effektiv zu wahren, erheblich einschränken.

Die vorgeschlagene Mechanik könnte zudem zu einer Rechtsunsicherheit führen. Wenn die Schweiz an Rechtsakte gebunden ist, deren Inhalt sich ständig ändert, ohne dass sie Einfluss darauf nehmen kann, wie soll sie dann die Rechtssicherheit für ihre eigenen Bürger und Unternehmen gewährleisten? Artikel 9 der Bundesverfassung schützt das Vertrauen und den guten Glauben in das staatliche Handeln. Eine ständige Anpassung an sich änderndes EU-Recht ohne klare und transparente Prozesse könnte dieses Vertrauen erschüttern.

Besondere Bedenken bestehen hinsichtlich der Finanzierung von Übernahme- und Umsetzungsmechanismen. Artikel 127 Absatz 1 der Bundesverfassung legt die Grundsätze der Finanzordnung fest. Es muss klar dargelegt werden, wie die zusätzlichen Kosten, die durch die Übernahme und Umsetzung von EU-Recht entstehen, finanziert werden sollen und welche Auswirkungen dies auf den Schweizer Haushalt hat. Eine Verlagerung von Kosten auf die schweizerische Bevölkerung oder die Wirtschaft ohne entsprechende Gegenleistungen oder eine klare demokratische Legitimation ist nicht tragbar.

Die vorgeschlagenen Änderungen scheinen darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die EU anzubinden, ohne die notwendigen Schutzmechanismen für die schweizerische Souveränität und die eigenen Rechtsgrundsätze zu implementieren. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass jegliche Abkommen mit der EU im Einklang mit der Schweizerischen Bundesverfassung stehen und die grundlegenden Prinzipien unseres Rechtsstaates nicht kompromittieren. Die vorliegende Vernehmlassung lässt diese notwendigen Garantien vermissen und gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der langfristigen Folgen für die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz. Es bedarf einer eingehenden Prüfung und Überarbeitung der Vorschläge, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen jederzeit gewahrt bleiben. Die Stärke und der Erfolg unseres Landes basieren auf unserer Fähigkeit, eigenständige Entscheidungen zu treffen und unser Rechtssystem auf unsere eigenen Bedürfnisse und Werte abzustimmen. Jede Abweichung von diesem Grundsatz muss mit grösster Skepsis betrachtet und einer strengen Prüfung unterzogen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine Gefährdung unserer

Sozialwerke dar. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die durch die angestrebte Bilateralisierung der Personenfreizügigkeit nun auch auf die Schweiz angewendet werden soll, widerspricht fundamental dem klaren Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, der explizit eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Besonders beunruhigend ist die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, einer sogenannten "Niederlassung C PLUS". Diese Neuregelung, die sich implizit aus den neuen Bestimmungen des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ableiten lässt, birgt erhebliche Risiken für unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Tatsache, dass ein solches Aufenthaltsrecht selbst bei Vorliegen von kriminellen Handlungen oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe kaum noch entzogen werden kann, untergräbt das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und die Anreize zur Integration in den Arbeitsmarkt.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die damit verbundenen Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Dies ist eine unhaltbare Belastung, die durch die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, weiter verschärft wird. Ein solcher Umfang des Familiennachzugs ist für ein Land, das nicht Mitglied der EU ist, beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderungszahlen und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist, wie die neuen Bestimmungen im AIG (insbesondere Art. 21b AIG) zeigen, nichts weiter als ein Placebo. Die Anwendungs-Hürden sind so hoch angesetzt, dass ihre Wirksamkeit in der Praxis praktisch ausgeschlossen werden kann. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Es handelt sich hierbei nicht um eine wirksame Schutzklausel, sondern um eine Erpressungsklausel, die uns bindet und unsere Handlungsfähigkeit einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein direkter Affront gegen Artikel 121a BV.

Das revidierte AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei fortgesetzter Abhängigkeit von der Sozialhilfe wird praktisch unmöglich. Dies untergräbt die Grundprinzipien unserer Sozialwerksicherung und belastet die Schweizer Bevölkerung übermässig.

Die als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern eingeführten, massiv höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es handelt sich um einen verzweifelten Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, was letztlich auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen wird.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) durch das neue Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationen (BGVB) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Schweizer Gründlichkeit wird für EU-Kompatibilität geopfert.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), einschliesslich der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, sind kosmetische Massnahmen, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern sollen. Anstatt die Zuwanderung zu

steuern, verwalten wir lediglich ihre Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB) (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) sind Folgeänderungen, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im ZGB nachvollziehen und zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) dargelegt, ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch neue Bestimmungen (z.B. Art. 50 MedBG) an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Die nationale Qualitätskontrolle wird durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Anpassungen eine Kapitulation vor der EU dar. Sie höhlen unsere verfassungsmässigen Rechte aus, gefährden unsere Sozialwerke und untergraben unsere demokratischen Institutionen. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern eine konsequente Wahrung unserer nationalen Souveränität und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung im Einklang mit Artikel 121a BV.

Landverkehr

Ich äussere mich mit tiefgreifenden Bedenken zum vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union. Die vorliegenden Regelungen stellen eine erhebliche Gefahr für die Stabilität und die Qualität unseres Service public im Schienenverkehr dar und untergraben zentrale souveräne Kompetenzen der Schweiz.

Ein Kernproblem ist die drohende Aushöhlung des Service public durch die Anwendung des EU-Beihilferechts. Unser bewährtes System der Subventionierung, das sicherstellt, dass Güterverkehr, Regionalzüge und die Instandhaltung unseres Rollmaterials auf einem hohen Niveau gehalten werden können, wird durch EU-Normen in Frage gestellt. Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), die im Rahmen einer dynamischen Rechtsübernahme nach dem Willen der EU auch für die Schweiz bindend würden, könnten unsere heimischen Beihilferegelungen als unzulässige staatliche Beihilfen einstufen. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Finanzierung und damit auf die Leistungsfähigkeit und Attraktivität des öffentlichen Verkehrs für die Bevölkerung. Der Segen des Service public, der als essenzielle Säule der schweizerischen Mobilität und Wirtschaft gilt, droht zu einem Opfertisch der europäischen Bürokratie zu werden.

Des Weiteren eröffnet die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, insbesondere durch den neu zu schaffenden Artikel 40ater EBG, die Tür für eine gefährliche Praxis der "Rosinenpickerei" durch

ausländische Bahnunternehmen. Diese Firmen werden sich zweifellos auf die profitabelsten Hauptverkehrsachsen konzentrieren. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch die weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenstrecken zu bedienen, werden durch diese Konkurrenz finanziell geschwächt. Dies untergräbt die finanzielle Basis, die notwendig ist, um das gesamte Netz aufrechtzuerhalten und weiterzuentwickeln. Der Service public droht, auf die rentablen "Rosinen" reduziert zu werden, während die essenzielle Grundversorgung auf dem Spiel steht.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" zur Auslegung bestimmter Aspekte des Abkommens ist, wenn man die rechtliche Realität betrachtet, eine Illusion der Sicherheit. Eine solche Erklärung ist weder ein völkerrechtlich bindender Vertrag noch bietet sie einen wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz müsste diese Änderungen dynamisch übernehmen, auch wenn sie unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen. Es handelt sich um eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Geschichte zeigt, dass solche nicht-bindenden Erklärungen in der juristischen Praxis wenig Gewicht haben, wenn die EU ihre Regularien weiterentwickelt.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine gravierende Konsequenz der dynamischen Rechtsübernahme. Dies bedeutet, dass zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), von der Schweiz zwangsläufig übernommen werden müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und unsere Fähigkeit einschränken, die Infrastruktur gemäss unseren eigenen Bedürfnissen und Prioritäten zu gestalten. Die Souveränität über unser eigenes Schienennetz würde schleichend an Brüssel abgetreten.

Die Neuerung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen die EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Konzessionen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir EU-konforme Kriterien erfüllen. Dies kann dazu führen, dass die günstigsten oder effektivsten Angebote für die Schweiz nicht zum Zuge kommen und stattdessen suboptimalen und potenziell teureren Lösungen den Vorzug gegeben werden muss, was zulasten der Steuerzahler geht und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen im Bereich Landverkehr die schweizerische Souveränität gefährdet, den Service public untergräbt und die Qualität des öffentlichen Verkehrs bedroht. Die scheinbaren Garantien sind rechtlich nichtig und bieten keinen Schutz vor der fortschreitenden Integration in die EU-Regularien. Ich fordere daher eine kritische Überprüfung und ablehnende Haltung gegenüber diesen Bestimmungen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz zutiefst bedenklich und stellen eine erhebliche Schwächung unseres etablierten und wirksamen Schutzsystems dar. Die Behauptung, es handle sich um eine Stärkung des Lohnschutzes, ist irreführend und dient offensichtlich dazu, die schädlichen Auswirkungen der erweiterten Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Lohnstruktur zu verschleiern. Die realen Folgen werden eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus sein, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Anstatt unsere bewährten flankierenden Massnahmen zu stärken und an die steigenden Herausforderungen anzupassen, sehen wir uns mit einer EU-konformen Harmonisierung konfrontiert, die nichts anderes als eine Verflachung und Schwächung unseres Systems bedeutet. Die neuen Regelungen sind in ihrer Komplexität und ihrem bürokratischen Aufwand zwar gestiegen, doch ihre tatsächliche Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping und zur Wahrung fairer Lohnbedingungen ist fragwürdig. Dies ist ein klarer Vorteil für ausländische Unternehmen, die darauf abzielen, durch niedrigere Lohnkosten auf dem Schweizer Markt Wettbewerbsvorteile zu erzielen.

Besonders alarmierend ist die beabsichtigte Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen und die Autonomie der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was den Lohndruck auf die heimischen Arbeitnehmer weiter erhöhen wird. Die bisherigen effektiven Kontrollinstanzen werden durch ein System ersetzt, das primär auf Konformität mit EU-Vorgaben ausgerichtet ist, anstatt auf die optimale Durchsetzung schweizerischer Interessen.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, ist ein Beispiel für einen solchen problematischen Eingriff. Dieses Regelwerk stellt eine direkte Verletzung der schweizerischen Vertragsfreiheit dar und wurde offensichtlich unter EU-Druck eingeführt. Es schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamentalen Prinzipien eines liberalen und dynamischen Arbeitsmarktes. Anstatt das Kernproblem des Lohndrucks anzugehen, werden zusätzliche bürokratische Hürden geschaffen, die die Handlungsfähigkeit der Unternehmen einschränken, ohne einen echten Schutz für alle Arbeitnehmer zu bieten.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 mag auf den ersten Blick nach einer Verbesserung klingen, dient jedoch primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine reine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Dies könnte dazu führen, dass Arbeitnehmerrechte, die bisher leicht durchsetzbar waren, durch komplizierte Verfahren erschwert werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls äusserst problematisch. Diese Massnahme zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies bedeutet eine Einschränkung unserer Souveränität und eine Abhängigkeit von EU-Institutionen, die nicht im nationalen Interesse liegt.

Die Einführung der Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Rechtsordnung und eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsstaatlichkeit, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz einfach durchgesetzt werden können. Dies schafft ein gefährliches Präjudiz für weitere Eingriffe in unsere nationale Souveränität.

Die Präzisierungen im Gesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines grösseren Pakets, das unsere funktionierende Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies schwächt die Verhandlungsposition der Schweizer Arbeitnehmer und Arbeitgeber und öffnet die Tür für eine Harmonisierung nach unten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht der Stärkung des Lohnschutzes dienen, sondern eine erhebliche Schwächung unseres bewährten Systems darstellen und gleichzeitig unsere Souveränität untergraben. Wir fordern eine Ablehnung dieser Vorlage, da sie die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne nicht kompensiert,

sondern verschärft und unsere Rechtsordnung und Souveränität gefährdet. Unser Lohnschutz muss auf unseren eigenen Bedürfnissen und Gegebenheiten basieren und darf nicht einer externen Harmonisierung geopfert werden, die primär den Interessen der EU dient.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktreformen stellt einen fundamentalen Angriff auf die Souveränität und die bewährte Energieversorgung der Schweiz dar. Die angeführten Gesetzesartikel belegen unmissverständlich, wie nationale Interessen dem EU-Diktat geopfert werden sollen.

Die zentrale Sorge besteht darin, dass die Schweiz ihre Energiesouveränität aufgibt. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der keinerlei Stimmrecht besitzt, aber die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen bezüglich unseres Stromnetzes werden somit künftig in Brüssel getroffen, was die nationale Hoheit in einem Kernbereich der kritischen Infrastruktur aufgibt. Die ElCom, als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Diese Behörde ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse und Gegebenheiten ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und dort eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für betroffene Kantone und Gemeinden.

Darüber hinaus werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, erheblich geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale Energieproduktion massiv und spielt grossen, zentralisierten Akteuren in die Hände.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, die für die Stabilität des Stromnetzes unerlässlich ist, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer letztlich die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Weder der Markt noch die EU werden diese Verantwortung klar übernehmen können, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer bedeutet. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht abdeckt, müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht diametral der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt gross angelegte, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a

Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unmissverständliche Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei unwiederbringlich zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen erheblichen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Angleichung an das EU-Strommarktrecht die nationale Souveränität untergräbt, die Versorgungssicherheit gefährdet, die föderalen Strukturen schwächt und die Preise für die Konsumenten potenziell erhöht. Es ist unabdingbar, diese weitreichenden Konsequenzen kritisch zu prüfen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft kompromisslos zu verteidigen.

Finanzieller Beitrag

Ich sehe mich gezwungen, mit grösster Skepsis und fundierten Bedenken auf den vorgeschlagenen Bereich der finanziellen Beiträge zu reagieren. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und unserer demokratischen Kontrolle dar.

Die Transformation der Kohäsionszahlungen von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht ist inakzeptabel. Dies beraubt die Schweiz eines wesentlichen politischen Druckmittels und entzieht uns die demokratische Hoheit über milliardenschwere Zahlungen. Die Bezeichnung als "freiwillig" wird durch diese neue rechtliche Verankerung ad absurdum geführt; es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, deren Ausgestaltung wir künftig nicht mehr mitbestimmen können.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint nicht mehr als ein Lockangebot, sondern als eine geschickte Taktik, um uns an eine Verpflichtung zu binden. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird dann in einer Position sein, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, "Nein" zu sagen, und gezwungen ist, zu zahlen, was die Europäische Union diktiert. Diese Form der automatischen Zahlungsverpflichtung entzieht uns jede Verhandlungsmacht und jede Möglichkeit, unsere finanziellen Interessen zu wahren.

Es ist äusserst besorgniserregend, dass die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, erhalten wir keine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen im Handel. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär auf Kosten unserer Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung mit sich bringt. Dies widerspricht dem Grundsatz der gegenseitigen Vorteilhaftigkeit, der bei internationalen Abkommen gelten sollte.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein gefährlicher Schritt. Dieses Gesetz zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag.

Die Budgethoheit, ein Kernstück unserer demokratischen Ordnung, wird damit massiv geschwächt. Das Parlament verliert seine Fähigkeit, die Verwendung von Steuergeldern im Interesse der eigenen Bevölkerung zu gestalten und muss stattdessen die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung vornehmen.

Das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist somit das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Personenfreizügigkeiten (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies unterstreicht die Dauerhaftigkeit und Verbindlichkeit dieser Zahlungen, ohne dass dem Schweizer Volk oder seinen Vertretern Einfluss auf deren Höhe oder Verwendungszweck bleibt.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und geradezu zynisch. Hier wird der "gute Name" und die internationale Reputation der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine moralisch fragwürdige Praxis, die die Legitimität der Friedensförderung selbst untergraben kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen zu den finanziellen Beiträgen eine ernsthafte Bedrohung für die finanzielle Unabhängigkeit, die demokratische Selbstbestimmung und die Souveränität der Schweiz darstellen. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab und fordern eine Rückbesinnung auf Prinzipien der Freiwilligkeit, der demokratischen Kontrolle und des gegenseitigen Nutzens in unseren Beziehungen zur Europäischen Union.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Staatliche Beihilfen markiert eine beispiellose Aufgabe nationaler und föderalistischer Souveränität zugunsten einer europäischen Regulierungslogik. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Änderungen im Kartellgesetz (KG), im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und weiteren Erlassen, stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die bewährte Wirtschafts- und Rechtsordnung der Schweiz dar.

Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches und von der EU vorgegebenes Kontrollregime ersetzt werden. Dies bedeutet die Entmachtung der nationalen und kantonalen Entscheidungsträger und die Unterwerfung unter eine zentrale, Brüsseler-konforme Instanz. Die demokratische Legitimation von Förderinstrumenten, die gezielt zur Stärkung von Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokalen KMU eingesetzt werden, wird dadurch ausgehebelt.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, der die Grundlage unseres Staatswesens bildet. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von einer neuen, übergeordneten Instanz geprüft werden. Diese Herabstufung der kantonalen Autonomie ist schlichtweg inakzeptabel.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Diese Abhängigkeit gefährdet unsere strategische Autonomie in kritischen Sektoren.

Besondere Besorgnis erregt die Unterstellung von kritischen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Viele Elektrizitätswerke sind im Besitz von Kantonen und Gemeinden. Die Einbindung dieser Kernbereiche unserer Infrastruktur in ein fremdes Regulierungssystem birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die Aufrechterhaltung des Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein exemplarisches Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie sie in Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG vorgesehen ist, stellt die Schaffung einer „Superbehörde“ dar, die als „verlängerter Arm der EU“ agiert. Diese Instanz wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts fungieren. Die Entscheide dieser Behörde werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernte Instanz ist ungenügend.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies untergräbt die föderalistischen Strukturen und die kantonalen Kompetenzen massiv.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur eine Erosion der Schweizer Souveränität bedeuten, sondern auch den Föderalismus schwächen und die demokratische Kontrolle über wirtschaftspolitische Entscheidungen untergraben. Die Schaffung des BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen markieren einen historischen Schritt in Richtung Unterwerfung unter europäische Regularien und gefährden die schweizerische Eigenständigkeit in einem Ausmass, das entschieden zurückgewiesen werden muss. Die bewährte Praxis der Schweiz, eigenständig und demokratisch legitimierte Subventionsentscheide zu treffen, darf nicht einem fremdbestimmten, technokratischen Regime geopfert werden. Wir fordern daher die dringende Überprüfung und Ablehnung dieser einschneidenden Massnahmen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer Harmonisierung mit der EU-Verordnung "Vom Hof auf den Tisch" erfolgen,

stellen keine blosse technische Angleichung dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein fremdes und oft minderwertigeres Regelwerk. Dies gefährdet nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, sondern bedroht auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die essentielle Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich über Jahrzehnte als unbestreitbarer Wettbewerbsvorteil etabliert hat, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere und für die EU-Massenproduktion ausgelegte Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" wird seiner Bedeutung beraubt, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Identität und den Wert unserer heimischen Erzeugnisse und zerstört einen wesentlichen Pfeiler unserer Agrar- und Lebensmittelwirtschaft.

Besonders beunruhigend ist die in das Abkommen eingebaute "Guillotineklausel". Diese politisch inakzeptable Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I bedeutet, dass eine Kündigung oder Ablehnung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen würde. Dies ist nichts anderes als eine Erpressung, die der Schweiz jede souveräne Möglichkeit zur Entscheidung in diesem zentralen Bereich der Lebensmittelsicherheit und der Landwirtschaft nimmt und jegliche unabhängige Politikgestaltung blockiert.

Ein weiterer massiver Eingriff in unsere Souveränität ist die vorgesehene Zutritts- und Kontrollbefugnis für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben. Schweizer Ställe, Käsereien, Restaurants und Verarbeitungsbetriebe sollen künftig zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Hoheit und der Eigenverantwortung unserer Behörden.

Die drohende Welle der Bürokratie ist geradezu erdrückend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an einem traditionellen Fest müssten die komplexen und für die Schweizer Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen ersticken und die wirtschaftliche Existenz zahlreicher kleiner und mittlerer Betriebe vernichten, die das Rückgrat unserer ländlichen Wirtschaft bilden.

Die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ein Affront gegen den Volkswillen. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, selbst wenn unser Volk sich klar dagegen ausgesprochen hat. Dies ist eine Missachtung fundamentaler demokratischer Prinzipien.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich die Konsumenten dar. Indem die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterworfen wird, drohen eine erstickende Bürokratie und ein inakzeptabler Verlust unserer hohen Lebensmittelstandards.

Des Weiteren zwingen die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften im Bereich von Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein unannehmbarer Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine reine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird damit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine ernsthafte Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die Qualität unserer Lebensmittel, die Existenz unserer Kleinproduzenten und die demokratische Selbstbestimmung darstellen. Eine Zustimmung zu diesem Paket wäre ein fundamentaler Fehler mit weitreichenden negativen Konsequenzen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Herrmann Beate (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Herrmann Beate · 0794473630 · bebeherrmann@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

NEIN. Wir sind hier eine Demokratische Schweiz wo der Souverän bestimmt, nicht drei fremdgesteuerte Marionetten.
NEIN ZUR EUN

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Regelung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in einer adaptierten Form, untergräbt die Fähigkeit des Schweizerischen Gesetzgebers, autonom Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten unseres Landes Rechnung tragen. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesverfassungsgesetzes (KVG), der die primäre Gesetzgebungskompetenz der Eidgenossenschaft verankert.

Die Art und Weise der Umsetzung, die auf einer Übernahme von EU-Sekundärrecht basiert, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtlichen Unabhängigkeit. Es besteht die Sorge, dass die Schweiz sich in einem fortlaufenden Prozess der Anpassung an sich wandelnde EU-Vorgaben befindet, ohne dass eine angemessene parlamentarische Debatte oder eine demokratische Legitimation auf nationaler Ebene gewährleistet ist. Die Rechtsunsicherheit für Bürger und Unternehmen ist dabei nicht zu unterschätzen. Artikel 7 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) garantiert die Rechtsstaatlichkeit, was impliziert, dass Gesetze klar, verständlich und vorhersehbar sein müssen. Die Abhängigkeit von externen Rechtsetzungsakten erschwert diese Grundanforderung erheblich.

Darüber hinaus stellt sich die Frage, inwieweit die automatische Übernahme von EU-Recht mit Artikel 120 Absatz 2 BV vereinbar ist, der die Berücksichtigung der Interessen der Bevölkerung bei der Gestaltung der Aussenbeziehungen verlangt. Die vorliegende Regelung scheint diesen Interessen unterzuordnen, indem sie eine starke Bindung an EU-Rechtsakte schafft, die möglicherweise nicht immer mit den schweizerischen Prioritäten übereinstimmen. Die Stärkung der rechtsstaatlichen Garantien und der nationalen Autonomie sollte oberste Priorität haben. Eine übermässige Anlehnung an EU-Regelungen, ohne ausreichende Kontrollmechanismen und die Möglichkeit nationaler Anpassungen, birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Fundamente verliert. Es bedarf klarer Abgrenzungen und Sicherstellungsmassnahmen, um die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung und Gesetzgebung zu wahren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Rechtsrahmens für staatliche Beihilfen im Zuge der Annäherung an das EU-Beihilferecht stellt einen gravierenden Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer Bürger, da lokale und regionale Bedürfnisse sowie politische Prioritäten künftig einer zentralen EU-Konformitätsprüfung unterworfen werden.

Das neu zu schaffende Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der Beihilfekammer der WEKO eine "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Institution wird primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr ausschliesslich Schweizer Interessen wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend und die Gefahr einer ausschliesslichen Orientierung an Brüsseler Vorgaben ist offensichtlich.

Die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis, sind für den Föderalismus inakzeptabel. Sie degradieren die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält. Kantonale Souveränität wird ausgehebelt, da demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG).

Zudem gefährdet die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle die strategische Autonomie und den Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr, womit die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor verliert. Die Unabhängigkeit des Preisüberwachers wird durch den Ausschluss von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) weiter geschwächt, was die Transparenz und den Konsumentenschutz beeinträchtigt.

Die Schweiz würde mit diesen Änderungen zu einem reinen Regel-Empfänger der EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv einschränkt und die Souveränität untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz unzureichend und dienen primär einer kosmetischen Anpassung an EU-Standards, ohne den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstruktur abzufedern. Es droht eine unannehmbare Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den Sektoren mit mittleren und niedrigen Einkommen. Anstatt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und den oft deutlich tieferen EU-Standards angeglichen. Die neuen, bürokratischeren Regelungen sind in ihrer Effektivität fragwürdig und begünstigen ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden erheblich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die angeblichen Verbesserungen des Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter im revidierten Obligationenrecht (OR), namentlich in den neuen Artikeln 335l bis 335q OR, sind als vergiftetes Geschenk zu betrachten. Sie schaffen eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die Flexibilität von KMU lähmt, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems nach Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer

Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, konkret Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden, ohne klare Vorteile für unseren Arbeitsmarkt zu bieten. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz durch die Einführung des neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarktrecht stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Anhängsel der EU-Energiepolitik degradiert. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig primär in Brüssel gefällt, was die Unabhängigkeit und die Möglichkeit zur Anpassung an nationale Bedürfnisse massiv einschränkt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur blossen Vollzugsstelle für nicht demokratisch legitimierte EU-Vorschriften. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Verhältnisse zugeschnittenen Energie-Regulierung.

Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende finanzielle Folgen für diese Regionen hätte. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Die traditionellen Rechte von Gemeindekraftwerken und anderen lokalen Produzenten, wie der Einspeisevorrang, werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU eine klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt ein hohes Risiko unkalkulierbarer Preisschwankungen und letztlich höherer Stromkosten für KMU und Haushalte. Kosten, die der «freie Markt» nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) und die Absenkung der Leistungsgrenze für Produzenten (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion dar und fördern Grosskonzerne. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von ausländischen, unberechenbaren Strommärkten. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die zu einem Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur und zur Zerstörung bewährter bundesstaatlicher Strukturen führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft diese unnötigerweise den gleichen, oft unpassenden EU-Regeln wie riesigen europäischen Konzernen. Dieses Vorgehen ist ein gefährliches Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen, rechtlich verbindlichen Rahmen ist aus Sicht der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Umwandlung von bisher flexiblen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische Verpflichtung gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der Budgethoheit des Parlaments dar. Indem mit Artikel 1 des KoBG ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen wird, entzieht man dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip, dass das Parlament über die Ausgaben des Bundes zu befinden hat. Die Erwähnung dieses Gesetzes im Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Abkommens über die Beteiligung der Schweiz an bestimmten Programmen der Europäischen Union (BöB) signalisiert eine ungewollte Normalisierung und Dauerhaftigkeit dieser Abgaben, die aus einer politischen Geste eine unumkehrbare rechtliche Pflicht machen.

Die anfänglich kommunizierte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr darf keinesfalls als fixe Grösse betrachtet werden. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt ein erhebliches Risiko, dass zukünftige Forderungen der EU massiv ansteigen werden. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsposition und wird zur unkalkulierbaren Zahllast, ohne die Möglichkeit, diese Entwicklungen zu beeinflussen oder abzulehnen. Dieses Vorgehen qualifiziert die Schweiz de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht und Mitsprache, was einem ungerechten Verhältnis gleichkommt.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung irreführend und grenzt an eine Zweckentfremdung. Der "gute Ruf" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und potenziell unpopuläre Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies schmälert die Glaubwürdigkeit der Schweizer Aussenpolitik und untergräbt das Vertrauen in die Unabhängigkeit und Integrität der Friedensförderung. Insgesamt besteht die Gefahr, dass durch diese Regelungen die Schweiz langfristig finanziell belastet wird, ohne klare und garantierte Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder dem Abbau von Handelshemmnissen. Es handelt sich um eine unkluge Übertragung von Souveränität gegen kaum greifbare Vorteile.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, sind aus unserer Sicht äusserst bedenklich und bedrohen die Grundfesten unseres Service public. Die Öffnung für die sogenannte Kabotage gemäss dem neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ist ein direkter Angriff auf die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung, die wir gewohnt sind. Ausländische Anbieter werden sich, wie zu erwarten ist, auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein lassen. Dieses Prinzip der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Basis, die notwendig ist, um unseren gesamten öffentlichen Verkehr aufrechtzuerhalten.

Die damit verbundene Anwendung des EU-Beihilferechts birgt eine weitere ernsthafte Gefahr. Bewährte Subventionen, die zur Erhaltung und Verbesserung unseres Schienennetzes, zur Unterstützung des Güterverkehrs oder zur Erneuerung von Rollmaterial unerlässlich sind, könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Dies hat unweigerlich negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots, das den Bürgern und Unternehmen in der Schweiz zur Verfügung steht. Die Sorge, dass unser hochwertiger Service public durch diese externen Regulierungen demontiert wird, ist daher mehr als berechtigt.

Die als Schutzmassnahme angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Garantie dafür, dass zukünftige Änderungen des EU-Rechts, die wir dann dynamisch übernehmen müssten, die Interessen der Schweiz wahren. Es handelt sich um eine reine Beruhigungspille, die die tatsächliche Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Vielmehr sehen wir mit der dynamischen

Rechtsübernahme eine schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur, da wir künftige Regulierungen wie die zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) übernehmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Zudem schränkt die neue Regelung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies könnte zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr eine erhebliche Bedrohung für unseren Service public und unsere Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt eine beispiellose Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ dar. Unter dem irreführenden Titel „Lebensmittelsicherheit“ wird ein umfassendes Integrationsprojekt vollzogen, das weit über die reine Sicherheit hinausgeht und die gesamte Wertschöpfungskette unserer Lebensmittelproduktion bedroht. Unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die Grundlage für die sprichwörtliche Schweizer Qualität und das wertvolle Label „Made in Switzerland“, sind akut gefährdet. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet unsere Exportchancen.

Besonders gravierend ist die Einführung einer „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine Abhängigkeit zwingt, die mit unserer Unabhängigkeit unvereinbar ist. Der vorgesehene Zugang von EU-Inspektoren und deren Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Käsereien, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Des Weiteren wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Diese Revision ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten und führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt einen gravierenden Bruch mit dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die Einführung eines befristeten "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, faktisch eine "Niederlassung C PLUS", welche praktisch unentziehbar sein soll, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da ein Ausschluss selbst bei krimineller Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug kaum noch möglich erscheint. Dies widerspricht dem Prinzip der Eigenverantwortung und der Belastungsgerechtigkeit.

Wir beobachten mit tiefster Besorgnis eine massiv geförderte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen sollen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler sowie auf Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die angedachte Ausweitung des Familiennachzugs, welche neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliessen soll, ist für ein nicht-EU-Land beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten.

Die propagierte "Schutzklausel" im neuen Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen dürfte. Sollte die Schweiz sie dennoch in Erwägung ziehen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine klare Erpressungsklausel, die unsere Souveränität weiter schwächt. Die automatische Rechtsübernahme nach der sogenannten "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch keinen Einfluss mehr auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) neu vorgesehene "Wiedereingliederungsstrategie" (Art. 24a AVG) ist lediglich eine kosmetische Massnahme, welche die reale Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt nicht wiederherstellen wird. Anstatt einer wirksamen Steuerung verwalten wir lediglich die Folgen. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Änderung im Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) stellt einen Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten dar, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises im Bundesgesetz über die Geschäftsführung von Berufsverbänden (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) durch automatisierte EU-Mechanismen birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Qualitätssicherung, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die potenzielle Erosion der schweizerischen Souveränität und die unklare Rechtsstellung der Schweiz im Verhältnis zur Europäischen Union sind besorgniserregend.

Zunächst ist die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation eine substantielle Bedrohung. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, wie sie bei bilateralen Abkommen oft praktiziert wird, widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und des föderalen Staatsaufbaus, wie er in der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (Art. 1 BGG), verankert ist. Die Möglichkeit, dass Gerichtsentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) direkten Einfluss auf die Rechtsanwendung in der Schweiz haben könnten, ohne dass das Schweizer Parlament eine eigene Beurteilung vornehmen kann, untergräbt die

Gewaltenteilung und die nationale Rechtsautonomie. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Rechtsetzung, die im kantonalen Recht sowie im Bundesrecht nach Artikel 5 der Bundesverfassung (Art. 5 BV) die Achtung der verfassungsmässigen Ordnung und der völkerrechtlichen Verpflichtungen verlangt.

Des Weiteren ist die Frage der institutionellen Einbettung ungeklärt. Eine mögliche Rolle der Schweiz in einem institutionellen Rahmen, der dem EU-Recht untergeordnet ist, würde die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, ihre eigenen nationalen Interessen autonom zu verfolgen. Die Unklarheit über die genaue Ausgestaltung dieser institutionellen Beziehungen lässt befürchten, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit erheblich einschränkt. Das Schweizer Recht, einschliesslich der Grundrechte, wie sie in Artikel 7 bis 36 der Bundesverfassung (Art. 7-36 BV) garantiert sind, müsste stets im Lichte potenzieller EU-Vorgaben ausgelegt werden, was zu einer Rechtsunsicherheit führen kann.

Die ökonomischen Auswirkungen sind ebenfalls nicht abschliessend beurteilt. Während die proponents auf Vorteile im Handel verweisen, müssen die Kosten für die Anpassung an EU-Standards und die potenzielle Belastung für KMUs sowie die Auswirkungen auf den Finanzplatz Schweiz differenziert betrachtet werden. Die Verpflichtung zur Einhaltung von EU-Normen ohne die Möglichkeit, diese den schweizerischen Gegebenheiten anzupassen, könnte zu Wettbewerbsnachteilen führen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die Rechtsautonomie birgt. Eine gründliche und kritische Prüfung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen gewahrt bleiben und die Grundsätze der Bundesverfassung nicht kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

(leer)

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniela Ambrosoli (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Daniela Ambrosoli · 0796086471 · danima@ambrosoli.org

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweizer Gesetzgebung und Rechtsprechung in nicht unerheblichem Masse dem EU-Recht zu unterwerfen, ohne dass dem schweizerischen Parlament oder der Bevölkerung ein adäquates Mitspracherecht eingeräumt würde.

Insbesondere die otomatik Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Massnahmen angelegt ist, steht im Widerspruch zu grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung. Die Art und Weise, wie die EU-Gesetzgebung potenziell ohne nationale Debatte und parlamentarische Zustimmung in unser Rechtssystem integriert werden könnte, ist zutiefst beunruhigend. Dies stellt eine Erosion der demokratischen Legitimation dar, die für die Schweiz von zentraler Bedeutung ist.

Wir sind ferner besorgt über die Auswirkungen auf die rechtliche Kohärenz und die Anwendbarkeit des schweizerischen Rechts. Die Komplexität der EU-Regularien und deren ständige Weiterentwicklung könnten zu Unsicherheiten und Rechtsunsicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen führen. Dies widerspricht dem Gebot der Rechtssicherheit, welches in Artikel 5 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert ist, der die Sorgfaltspflicht betont. Die Einführung eines fremden Rechtskorpus in nationales Recht bedarf äusserster Vorsicht und sorgfältiger Prüfung.

Des Weiteren ist die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz durch die potenzielle Vorabentscheidungskompetenz des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gefährdet. Die Rolle des EuGH als letzte Instanz bei der Auslegung von EU-Recht könnte die Autonomie der schweizerischen Gerichte untergraben. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Recht vorsieht, welches jedoch primär schweizerisches Recht sein sollte.

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabtretung, die nicht im Interesse der Schweiz liegt. Es ist unabdingbar, dass die schweizerische Rechtsordnung ihre Eigenständigkeit wahrt und dass jede Übernahme von ausländischem Recht einer gründlichen demokratischen Prüfung unterzogen wird. Die vorgeschlagenen Massnahmen bieten hierfür nicht die notwendigen Garantien.

Wir fordern daher eine kritische Neubewertung der vorliegenden Vorschläge unter Berücksichtigung der Verfassungsmässigkeit und des Schutzes der schweizerischen Souveränität. Es dürfen keine Regelungen getroffen werden, die die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz unterlaufen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine grundlegende und

inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihre Rolle in der eigenständigen Wirtschaftsförderung erheblich. Stattdessen werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen, was einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus darstellt.

Mit dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine „Superbehörde“ in Form der Beihilfekammer, deren Schaffung Art. 3 BHÜG vorsieht, installiert. Diese Kammer agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheidungen dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, anstatt den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die Schweiz unterwirft sich hier systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und uns zu reinen Regel-Empfängern macht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge zur Kohäsion mit der Europäischen Union ist aus Sicht der Schweizer Souveränität und demokratischen Kontrolle äusserst problematisch. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine substantielle Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungsfindung dar. Dies gilt insbesondere im Hinblick auf die im Entwurf vorgesehenen Milliardenzahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint dabei als eine reine Lockvogelstrategie. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu erheblich höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert dadurch die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen und wird gezwungen sein, von der EU diktierte Summen zu begleichen, ohne im Gegenzug eine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Wir werden somit zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die primär für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche die eigene Souveränität schmälert, ohne klare und greifbare Vorteile zu generieren.

Die Schaffung eines spezifischen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt die Budgethoheit aus. Artikel 1 des KoBG etabliert einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen, was die demokratische Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern weiter untergräbt. Anstelle einer souveränen Entscheidung sehen wir uns mit der reinen Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung konfrontiert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EU (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung signalisiert, dass die Kohäsionszahlungen an die EU als fester und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und missbraucht den Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dies ist kein Fortschritt, sondern eine gravierende Bedrohung unserer hohen Produktionsstandards, unserer traditionsreichen bäuerlichen Familienbetriebe und der echten Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich erodiert. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen wie in der EU.

Zusätzlich droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger sollen mit komplexen und für lokale Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften überzogen werden. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Der Volkswille bezüglich gentechnikfreier Produkte wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von GVO ausgehöhlt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und entzieht uns die souveräne Reaktionsfähigkeit. Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, indem sie die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Eine beispiellose "Guillotineklausel" verknüpft dieses schädliche Abkommen zudem mit allen anderen bilateralen Verträgen, was einer inakzeptablen politischen Erpressung gleichkommt. Der Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Dieses gesamte Paket ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, bergen erhebliche Gefahren für die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres Service public. Die Zulassung von Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen direkten Angriff auf die SBB und die etablierten Transportunternehmen dar, die sich der flächendeckenden Versorgung der Bevölkerung verpflichtet fühlen. Die Möglichkeit für ausländische, oft subventionierte Anbieter, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, führt unweigerlich zu einer gefährlichen "Rosinenpickerei". Dies untergräbt die finanzielle Basis für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung der weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien, und gefährdet somit die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes.

Darüber hinaus ist die neue Bestimmung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) höchst bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben völkerrechtlich zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz

auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Souveränität bei der strategischen Ausrichtung unseres Bahnverkehrs wird damit aufgeweicht.

Die Sorge, dass das EU-Beihilferecht bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte, ist berechtigt und würde den Service public direkt schwächen. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese tiefgreifenden Bedenken nicht zu zerstreuen; sie bietet keinerlei rechtlich bindenden Schutz vor der dynamischen Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, welche die Schweiz zur Akzeptanz zwingen würde. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar und gefährdet die bewährte Ordnung unseres Bahnwesens.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung unserer nationalen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, während die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert wird. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, entgegen dem Geist unseres Bundesstaates.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft, des Rückgrats unserer Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das insbesondere Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was eine erhebliche Einnahmenquelle versiegen liesse.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird diffus. Es ist unklar, wer im Falle einer Krise die Verantwortung trägt – weder der Markt noch die EU scheinen hierfür geeignet.

Das neue Energiegesetz (EnG) schwächt durch die Änderungen in Art. 15 neu die Position dezentraler, erneuerbarer Energieerzeugung. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft unabsehbar sind.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unseres Erachtens unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne keineswegs zu kompensieren. Wir befürchten vielmehr eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Firmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden zudem geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und

EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Wir lehnen diese Vorlage in ihrer Gesamtheit ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres rechtsstaatlichen Prinzips dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, verbunden mit der Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, widerspricht fundamental dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und von der Stimmbevölkerung explizit beschlossen wurde. Dieses faktisch unentziehbare Niederlassungsrecht, das selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bestehen bleibt, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv.

Es ist offensichtlich, dass diese Massnahmen eine massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme fördern. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein quasi gesichertes Bleiberecht, unabhängig von ihrer tatsächlichen wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Die damit verbundenen Kosten werden unsäglich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Land ausserhalb der EU beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' gemäss Artikel 21b AIG entpuppt sich als reines Placebo und als eine Erpressungsklausel der EU. Ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine wirksame Anwendung finden wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Massnahme zu ergreifen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies zeigt deutlich, dass die Schweiz hier faktisch keine Handlungsspielräume mehr besitzt. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch entmachtet werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer rechtsstaatlichen Souveränität.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Die neuen Bestimmungen im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a), die drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer einführen, sind ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Anbindung an das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGVB und in den Medizinalberufsgesetzen (MedBG, GesBG) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG) bedeutet eine automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen, die unsere Qualitätsstandards senkt und unsere Fähigkeit zur Eigenregulierung des Arbeitsmarktes schwächt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität und gibt die Kontrolle über die Qualitätssicherung, gerade im Gesundheitswesen, an ein bürokratisches EU-System ab.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen einer Kapitulation vor der EU gleichkommen und die Schweizer Souveränität in Kernbereichen preisgeben. Die automatische Rechtsübernahme, die eingeschränkte Anwendung von Schutzklauseln und die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme sind unannehmbar und gefährden die Grundlagen unseres Wohlstands und unserer gesellschaftlichen Stabilität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur Weiterentwicklung des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (APF) mit der Europäischen Union werfen erhebliche rechtliche und verfassungsrechtliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lohn- und Arbeitsbedingungen erscheinen problematisch im Hinblick auf die Souveränität der Schweiz und den Schutz ihrer Arbeitnehmer.

Die beabsichtigte Einführung eines dynamischen Systems zur Übernahme von EU-rechtlichen Bestimmungen, wie sie sich aus der Entwicklung des relevanten EU-Rechts ergibt, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung des schweizerischen Rechts. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie er in Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher die Bundesversammlung als oberstes Organ der Rechtsetzung vorsieht. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Prinzip untergraben und dem Schweizer Parlament die legislative Hoheit entziehen.

Des Weiteren sind die geplanten Massnahmen zur Bekämpfung von Lohndumping und zur Gewährleistung fairer Arbeitsbedingungen fragwürdig. Während die Absicht, schweizerische Standards zu schützen, lobenswert ist, besteht die Gefahr, dass die EU-Mechanismen, insbesondere die Übernahme von EU-Richtlinien und Urteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), zu einer Verwässerung der bereits bestehenden und im Obligationenrecht (OR) verankerten Schutzbestimmungen führen. Artikel 194 BV räumt der Schweiz die Möglichkeit ein, eigenständige Massnahmen zum Schutz ihrer Arbeitnehmer zu treffen. Die vorliegenden Vorschläge scheinen jedoch eher auf eine Angleichung an EU-Normen hinauszulaufen, anstatt die schweizerische Gesetzgebung gestärkt weiterzuentwickeln.

Die Delegation von Entscheidungsbefugnissen an europäische Organe, wie sie in der Schaffung eines gemeinsamen institutionellen Rahmens angedeutet wird, ist mit grundlegenden verfassungsrechtlichen Prinzipien unvereinbar. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (Art. 1 BV) garantiert die Souveränität der Schweiz. Eine Übertragung von hoheitlichen Befugnissen an nicht-schweizerische Instanzen widerspricht diesem fundamentalen Grundsatz. Die im APF-Abkommen definierten Streitbeilegungsmechanismen, welche die Anwendung von EU-Recht durch den EuGH vorsehen, tangieren zudem die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse einer tiefgreifenden kritischen Prüfung bedürfen. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung und den Arbeitnehmerschutz sind gravierend und erfordern eine klare Ablehnung der vorgeschlagenen Anpassungen in ihrer jetzigen Form. Es muss sichergestellt werden, dass jede Weiterentwicklung des Abkommens im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung steht und die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung wahrt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Stabilisierung nicht zu Lasten der schweizerischen Souveränität und der Rechtsprechung des Bundesgerichts gehen würde.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Prüfung der Vereinbarkeit mit unserer Verfassung, wie sie in Art. 123 des Bundesgesetzes über die Vernehmlassung (VwG) gefordert wird, ist äusserst bedenklich. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen könnte die Unabhängigkeit unserer Gesetzgebung untergraben und zu einer schleichenden Entstehung von Rechtsungleichheit führen. Wenn die EU-Gesetzgebung, die oft auf unterschiedlichen rechtsphilosophischen Grundlagen beruht, ungeprüft in unser Rechtssystem integriert wird, besteht die Gefahr, dass die Grundrechte, wie sie in Art. 5 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, tangiert werden. Das Prinzip der Volkssouveränität, das in Art. 1 BV zentral ist, könnte durch die faktische Unterstellung unter europäische Rechtsnormen ausgehöhlt werden.

Die vorgeschlagene "Stabilisierung" könnte auch die im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) verankerten Kontrollmechanismen im Bereich der Migration verwässern. Eine engere Kooperation mit der EU könnte zu einem Verlust der eigenständigen Steuerungskompetenz führen, was wiederum die Sicherheit und die Interessen der schweizerischen Bevölkerung beeinträchtigen könnte.

Zudem darf nicht übersehen werden, dass die EU-Mitgliedstaaten oft unterschiedliche wirtschaftliche und soziale Interessen verfolgen. Die Schweiz müsste in der Lage sein, ihre eigenen Prioritäten auch unter erhöhtem Druck aus Brüssel zu verteidigen. Die blinde Übernahme von EU-Recht würde diese Fähigkeit schwächen und die schweizerische Aussenwirtschaftspolitik gefährden.

Es ist unabdingbar, dass jede Form der Annäherung an die EU einer rigorosen rechtlichen und politischen Prüfung unterzogen wird, welche die Unabhängigkeit, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz uneingeschränkt wahrt. Ein unkritischer Weg der "Stabilisierung" würde die mühsam errungene Eigenständigkeit des Landes aufs Spiel setzen und könnte zu ungewollten und schwerwiegenden Konsequenzen führen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket von Abkommen mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Annäherung im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung, insbesondere dem föderalistischen Aufbau und dem Schutz der direkten Demokratie, steht.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen impliziert ist, droht die Schweizer Gesetzgebung einer ständigen und unkontrollierten Einflussnahme aus Brüssel

auszusetzen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts, welches auf der Volkssouveränität und der Legitimation durch die eidgenössischen Räte beruht. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (Bundesgesetz über die Gesetzgebung des Bundes, BGB) verankert die Gesetzgebungskompetenz bei den eidgenössischen Räten, ein Prinzip, das durch die automatische Übernahme von EU-Normen ausgehöhlt würde.

Besonders bedenklich ist die mögliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit. Die Verpflichtung, das Recht des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) anzuwenden, könnte die Unabhängigkeit unserer Gerichte untergraben und die Kontrolle über unsere eigene Rechtsprechung beeinträchtigen. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft ist das Bundesgericht die oberste Gerichtsinstanz. Eine externe Instanz, deren Rechtsprechung wir nicht direkt beeinflussen können, als bindend anzuerkennen, widerspricht diesem Grundsatz und gefährdet die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen.

Die vorgesehenen Mechanismen zur Umsetzung und Überwachung der Abkommen bedürfen einer kritischen Prüfung. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre eigenständige Politikgestaltung und ihre Fähigkeit zur Anpassung an nationale Bedürfnisse beibehalten kann. Die Gefahr besteht, dass sich die Schweiz in einem Diktat von Verordnungen und Richtlinien wiederfindet, deren Entstehungsprozess und Inhalt nicht mehr der nationalen Kontrolle unterliegen. Die avisierte Übernahme von EU-Recht wirft erhebliche Fragen hinsichtlich des Verhältnismässigkeitsprinzips und des Schutzes der rechtsstaatlichen Garantien auf, die im Schweizer Recht fest verankert sind.

Diese Bedenken sind nicht Ausdruck einer grundsätzlichen Ablehnung der Zusammenarbeit mit europäischen Nachbarn, sondern einer tiefgehenden Sorge um die Wahrung unserer nationalen Identität und die Prinzipien unseres demokratischen Rechtsstaates. Die vorgeschlagenen Abkommen bedürfen einer gründlichen, kritischen und umfassenden Überprüfung, um sicherzustellen, dass sie den langfristigen Interessen der Schweiz dienen und nicht zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität führen.

Consultazione

Egregi Signore e Signori,

Mittente e Contatto

Mittente: Franz Marcacci (Privat)

Data: 06.09.2025

Contatto: Franz Marcacci · +41 794454692 · frank@frankmarcacci.com

Come valuta gli accordi, i protocolli e le dichiarazioni congiunte che la Svizzera ha negoziato con l'Unione Europea (UE)?

La valutazione dei risultati dei negoziati in corso con l'Unione Europea solleva profonde preoccupazioni in merito alla sovranità nazionale, alla capacità decisionale autonoma della Svizzera e al mantenimento di un quadro giuridico coerente con i principi fondamentali del nostro ordinamento. La prospettiva di un'adesione, anche parziale o tramite accordi settoriali profondamente integrati, appare sempre più problematica alla luce dei principi sanciti dalla Costituzione federale svizzera, in particolare per quanto concerne la preservazione della democrazia diretta e il principio di sussidiarietà.

L'assorbimento di diritto derivato dall'Unione Europea, anche se presentato sotto la veste di "accordi di adattamento", rischia di compromettere in maniera irreversibile la capacità del popolo svizzero e delle sue istituzioni di autodeterminarsi. L'articolo 1 della Costituzione federale sancisce che il popolo e i cantoni sono sovrani. Questa sovranità implica la capacità di legiferare e di decidere autonomamente sul proprio futuro, senza essere vincolati da normative esterne il cui processo decisionale non è sotto il nostro controllo. L'adozione automatica o semi-automatica di direttive e regolamenti europei, anche se preceduta da una consultazione formale, mina alla radice questo principio. La nostra Costituzione, all'articolo 3, pone l'accento sul principio di sussidiarietà, secondo cui i Cantoni esercitano tutti i diritti che non sono attribuiti alla Confederazione. L'integrazione normativa profonda con l'UE rischia di accentrare ulteriormente il potere decisionale a scapito sia dei Cantoni che del potere legislativo federale, creando un pericoloso squilibrio.

Un aspetto critico riguarda la giurisdizione della Corte di Giustizia dell'Unione Europea (CGUE). L'eventuale riconoscimento, anche in forma indiretta, della supremazia delle pronunce della CGUE sul diritto svizzero rappresenta una minaccia intollerabile alla nostra indipendenza giudiziaria e alla sovranità normativa. L'articolo 160 capoverso 1 lettera c della Costituzione federale impegna il Consiglio federale a garantire il rispetto del diritto internazionale, ma questo non può tradursi nell'accettazione di un'interpretazione vincolante del diritto da parte di un organo esterno, per il quale i cittadini svizzeri non hanno alcun potere di elezione o controllo democratico. L'autonomia del nostro sistema giuridico, basato su un dialogo tra legislatore, governo e tribunali nazionali, verrebbe erosa a favore di un sistema giudiziario transnazionale le cui decisioni non riflettono necessariamente i valori e gli interessi specifici della Svizzera.

Inoltre, la clausola di "rilevamento" o "adeguamento automatico" prevista in alcuni accordi con l'UE, che impone alla Svizzera di recepire nuove normative europee senza un dibattito parlamentare sostanziale o un voto popolare, costituisce una grave lesione del principio di democrazia rappresentativa e diretta. L'articolo 164 della Costituzione federale assicura che il Parlamento federale ha la facoltà di legiferare e di esercitare un controllo sul governo. Gli accordi che bypassano questo processo democratico essenziale non sono compatibili con il nostro ordinamento costituzionale. La

consultazione popolare, pilastro del nostro sistema politico come sancito dall'articolo 138 e seguenti della Costituzione, verrebbe svuotata di significato se il popolo dovesse ratificare decisioni che implicano l'accettazione preventiva di pacchetti legislativi futuri e non ancora definiti.

Le pressioni per un'adesione a schemi di cooperazione che implicano l'acquisizione di un vasto corpus di diritto UE, senza peraltro poter influenzare la sua formazione, sono economicamente dannose a lungo termine. La flessibilità e la capacità di adattamento del nostro modello economico, che sono state finora uno dei nostri maggiori punti di forza, rischiano di essere sacrificate in nome di una presunta armonizzazione. La preservazione di una regolamentazione su misura, in grado di rispondere alle specificità del nostro mercato e della nostra società, è un valore fondamentale che non può essere barattato con l'accesso a mercati senza un prezzo adeguato.

Si deve infine considerare l'impatto sul federalismo. L'UE è un'unione di Stati che si muove verso una sempre maggiore centralizzazione. La Svizzera, invece, è uno Stato federale profondamente radicato nel principio di sussidiarietà e nel rispetto dell'autonomia cantonale. L'integrazione con l'UE, che tende a uniformare le legislazioni dei suoi membri, contrasta intrinsecamente con la diversità e la flessibilità che caratterizzano il nostro federalismo. L'articolo 3 della Costituzione federale, che garantisce l'autonomia dei Cantoni nei limiti stabiliti dalla Costituzione, rischia di essere svuotato di significato se le competenze cantonali vengono progressivamente erose da normative europee imposte dall'alto.

In sintesi, i risultati dei negoziati con l'UE, così come si profilano, appaiono insoddisfacenti e potenzialmente dannosi per la Svizzera. Essi minacciano la sovranità nazionale, l'indipendenza giudiziaria, il principio democratico e il federalismo, pilastri fondamentali del nostro ordinamento costituzionale. È imperativo che qualsiasi accordo futuro rispetti pienamente la nostra Costituzione e i nostri valori democratici, preservando la capacità del popolo svizzero di decidere liberamente del proprio destino.

È d'accordo a stabilizzare e sviluppare ulteriormente le relazioni bilaterali con l'Unione Europea (UE)?

L'attuale processo di "stabilizzazione delle relazioni con l'UE" solleva preoccupazioni fondamentali circa la sovranità svizzera e la capacità del nostro ordinamento giuridico di preservare i propri principi fondamentali di fronte alle pressioni esterne. La presunta necessità di "stabilizzare" queste relazioni appare, a un'analisi approfondita, come un tentativo di ancorare la Svizzera a un sistema giuridico e istituzionale esterno, a scapito del proprio quadro normativo consolidato e della volontà democratica del popolo svizzero.

La logica dietro l'accordo quadro istituzionale, così come ogni futura evoluzione delle relazioni, sembra essere quella di imporre l'adesione al diritto dell'Unione Europea in settori chiave, senza un adeguato contrappeso o una reale possibilità di influenzare la genesi di tale diritto. Questo approccio è intrinsecamente problematico dal punto di vista della nostra Costituzione Federale. L'articolo 5 della Costituzione Federale stabilisce il principio di sussidiarietà, secondo cui la Confederazione interviene solo quando le competenze dei Cantoni o delle collettività pubbliche sono insufficienti. L'imposizione di direttive e regolamenti europei, spesso senza la possibilità di adattamenti significativi, mina alla radice questo principio, trasferendo competenze in modo unilaterale verso Bruxelles.

Inoltre, l'articolo 164 della Costituzione Federale, relativo al rispetto del diritto internazionale, non può essere interpretato come un invito a subordinare il diritto interno al diritto derivato di un'organizzazione sovranazionale di cui la Svizzera non è membro a pieno titolo. L'adesione acritica al corpus normativo dell'UE potrebbe portare a situazioni in cui le leggi svizzere debbano essere modificate o abrogate per conformarsi a decisioni prese a Bruxelles, senza che il Parlamento svizzero o il popolo abbiano avuto un ruolo decisionale effettivo sulla loro adozione. Questo rappresenta una chiara erosione del principio della sovranità popolare, sancito implicitamente dall'intero impianto costituzionale svizzero e in particolare dai diritti di democrazia diretta.

La questione della "stabilizzazione" appare quindi come un eufemismo per un processo di

allineamento forzato. La dipendenza dalla giurisprudenza della Corte di Giustizia dell'Unione Europea (CGUE), che diverrebbe vincolante per i tribunali svizzeri in determinate materie, solleva serie preoccupazioni. L'articolo 1 della Legge Federale sull'estensione della libera circolazione delle persone (LCP) e le disposizioni simili in altri accordi bilaterali, prevedono già una certa influenza del diritto UE. Tuttavia, un ulteriore rafforzamento di questa influenza, fino a rendere le sentenze della CGUE direttamente applicabili o interpretativamente prevalenti, significherebbe delegare un potere decisionale fondamentale a un organo esterno, che non risponde direttamente al corpo elettorale svizzero. Ciò contrasta con il principio di separazione dei poteri e con la garanzia che le decisioni che incidono sulla vita dei cittadini svizzeri siano prese da rappresentanti legittimamente eletti e responsabili di fronte al popolo.

La presunta "stabilità" offerta dall'UE è quindi una stabilità apparente, che nasconde una crescente perdita di autonomia decisionale e di controllo sul proprio destino legislativo. Si corre il rischio di un lento ma inesorabile slittamento verso un modello di integrazione che, pur non prevedendo l'adesione formale, impone di fatto le leggi e le decisioni dell'UE, rendendo la Svizzera un mero esecutore di volontà altrui. Questo scenario è in contraddizione con l'articolo 2 della Costituzione Federale, che dichiara la Confederazione svizzera impegnata a difendere la libertà e i diritti del popolo e dei Cantoni. La libertà di determinazione legislativa è un pilastro fondamentale di questa libertà.

La motivazione della "stabilizzazione" potrebbe anche essere vista come una risposta debole alle sfide economiche. È necessario valutare criticamente se i benefici economici derivanti da una maggiore integrazione con l'UE compensino effettivamente la perdita di sovranità. L'esperienza dimostra che le condizioni economiche sono influenzate da una moltitudine di fattori, e l'adesione forzata a un quadro normativo comunitario potrebbe anche comportare oneri economici aggiuntivi e minori margini di manovra per politiche economiche nazionali mirate. Ad esempio, le normative UE in materia di concorrenza o di aiuti di Stato potrebbero limitare la capacità della Svizzera di sostenere settori strategici nazionali in momenti di crisi.

In conclusione, l'approccio attuale alla "stabilizzazione delle relazioni con l'UE" necessita di un esame critico e scettico. È imperativo che qualsiasi accordo futuro preservi in modo inequivocabile la sovranità svizzera, l'autonomia legislativa del Parlamento e i diritti fondamentali di democrazia diretta del popolo e dei Cantoni. Qualsiasi passo che porti a una delega di potere decisionale o a un'assimilazione acritica del diritto UE, anche sotto la maschera della "stabilizzazione", rappresenta una minaccia esistenziale per il modello di stato svizzero e dovrebbe essere fermamente respinto. La vera stabilità non deriva dall'allineamento forzato, ma dalla capacità di un paese di determinare autonomamente il proprio percorso in conformità con i propri valori e interessi nazionali.

Come valuta l'attuazione a livello nazionale?

La presente consultazione solleva interrogativi fondamentali sull'effettiva capacità della Svizzera di salvaguardare i propri interessi nazionali in un quadro di cooperazione sempre più stretto con l'Unione Europea. L'inclusione di nuove normative derivanti dal diritto dell'UE, senza un'adeguata valutazione del loro impatto sulla sovranità e sul sistema giuridico svizzero, appare problematica.

In primo luogo, è necessario considerare l'articolo 54 della Costituzione federale svizzera (Cst.), che sancisce la sovranità della Confederazione. L'assorbimento acritico di normative europee rischia di erodere tale sovranità, delegando di fatto decisioni legislative fondamentali a un organo sovranazionale il cui ordinamento giuridico non è sempre pienamente compatibile con quello svizzero. La formulazione stessa di "attuazione nazionale" suggerisce un processo di adattamento unidirezionale, nel quale la Svizzera si conforma a direttive esterne, piuttosto che un'armonizzazione paritaria.

Inoltre, l'articolo 173, comma 2, Cst. attribuisce alle Camere federali la competenza di vigilare sull'applicazione del diritto federale. L'introduzione di normative europee nell'ordinamento svizzero potrebbe rendere questa vigilanza più complessa e meno efficace, soprattutto se le disposizioni europee sono di difficile interpretazione o se la loro applicazione pratica diverge significativamente da quanto previsto dal legislatore svizzero. È essenziale che qualsiasi acquisizione di diritto europeo

avvenga attraverso un processo legislativo deliberato e trasparente a livello nazionale, che permetta un controllo democratico robusto.

Un aspetto critico riguarda la potenziale discriminazione. L'articolo 177, comma 1, lettera d, della Costituzione federale svizzera stabilisce che la Confederazione deve salvaguardare gli interessi della Svizzera all'estero. Se le nuove normative di derivazione europea dovessero creare svantaggi competitivi per le imprese svizzere rispetto a quelle europee, o viceversa, ciò solleverebbe serie preoccupazioni in termini di parità di trattamento e di tutela degli interessi economici nazionali. È imperativo analizzare in modo approfondito le conseguenze economiche concrete di tali acquisizioni normative, evitando di creare nuove disparità.

La questione dell'indipendenza del potere giudiziario svizzero è altresì di primaria importanza. L'articolo 190 Cst. stabilisce che il diritto federale è vincolante per i tribunali. Tuttavia, l'introduzione di norme europee, che potrebbero essere soggette all'interpretazione della Corte di giustizia dell'Unione Europea, potrebbe creare tensioni con questo principio. Si pone il rischio che decisioni giudiziarie svizzere debbano conformarsi a interpretazioni sovranazionali, compromettendo l'autonomia del sistema giuridico elvetico. È fondamentale garantire che l'applicazione del diritto svizzero rimanga saldamente nelle mani delle autorità giudiziarie svizzere, nel rispetto dei principi costituzionali.

La trasparenza e la partecipazione democratica sono ulteriori pilastri da non sottovalutare. La consultazione attuale, pur essendo uno strumento democratico, deve garantire che le preoccupazioni espresse da tutti gli attori siano debitamente considerate. Il rischio di un processo di implementazione accelerato, motivato dalla volontà di conformarsi a un calendario europeo, potrebbe portare a decisioni affrettate, prive di un dibattito pubblico sufficientemente approfondito e di una valutazione esaustiva delle implicazioni a lungo termine per la Svizzera.

Infine, l'articolo 2 Cst. stabilisce che la Confederazione e i Cantoni devono rispettare il diritto internazionale. Tuttavia, la relazione con il diritto dell'UE non è una mera applicazione del diritto internazionale generale. Si tratta di un rapporto complesso, in cui la Svizzera sceglie volontariamente di integrare il diritto di un'entità esterna. Questa scelta volontaria implica una responsabilità ancora maggiore nel valutare attentamente ogni passo, assicurando che esso rafforzi, anziché indebolire, il quadro normativo e la posizione negoziale della Svizzera nel contesto internazionale. La formula "attuazione nazionale" non deve divenire un pretesto per una sottrazione al dibattito democratico e parlamentare, ma deve piuttosto rappresentare un processo rigoroso di verifica e adattamento, che metta in primo piano la difesa degli interessi svizzeri.

Libera circolazione: Protezione salariale

Le misure di protezione salariale proposte nell'ambito dell'estensione della libera circolazione delle persone appaiono insufficienti e cosmetiche, incapaci di compensare l'enorme pressione al ribasso sui salari svizzeri. Anziché rafforzare gli efficaci strumenti di protezione salariale svizzeri, si assiste a un loro indebolimento e ad un'adeguamento a standard europei, che si traducono in una maggiore burocrazia e minore efficacia. Queste modifiche favoriscono in modo sproporzionato le imprese estere intenzionate a praticare il dumping salariale, minacciando una progressiva erosione del livello salariale generale, con ripercussioni particolarmente gravi sulle fasce di reddito medio-basse.

I meccanismi di controllo esistenti vengono indeboliti e le competenze delle commissioni paritetiche e degli ispettorati cantonali del lavoro sono minate da nuove strutture centralizzate e conformi al diritto UE. Ciò comporta una riduzione dei controlli e un'applicazione meno rigorosa delle condizioni salariali e lavorative vigenti. L'adeguamento della Legge sull'assicurazione degli infortuni (LAINF) e della Legge federale sul collocamento e sul personale (LCArt) introduce regole per gli organismi paritetici e le associazioni professionali che, sebbene possano apparire tecnicamente dettagliate, rientrano nel quadro di un pacchetto volto a sottoporre la nostra partnership sociale alla pressione della conformità UE. Ogni modifica al consolidato sistema di dichiarazione di generalità di un contratto collettivo di lavoro (SCCL) comporta il rischio di indebolire i robusti meccanismi svizzeri a favore di modelli più deboli e conformi all'UE.

Le modifiche al Legge sul lavoro (LL) introdotte con il nuovo articolo 335l capoverso 1 lettera b (LL) e

gli articoli 335m, 335n, 335o, 335p e 335q (LL) relativi alla protezione speciale contro il licenziamento per i rappresentanti dei lavoratori rappresentano un pericoloso precedente. Si tratta di un intervento diretto nella libertà contrattuale svizzera, dettato dalla pressione UE, che crea una classe privilegiata di lavoratori la cui cessazione del rapporto di lavoro è soggetta a procedure rigide e burocratiche. Ciò limita la flessibilità, in particolare delle piccole e medie imprese (PMI), e contravviene ai nostri principi di mercato del lavoro liberale. Invece di affrontare il problema di fondo della pressione salariale, si crea una complicata società a due classi nel diritto del lavoro.

L'adeguamento della Legge sulle prestazioni complementari (LPC) e l'introduzione dell'articolo 13a (LPC) sono particolarmente critici. Sebbene la modifica dell'articolo 9 capoverso 2 (LPC) miri a rafforzare il sistema sanzionatorio, essa serve primariamente la compatibilità con il diritto UE, piuttosto che un reale miglioramento della protezione per i lavoratori svizzeri. La soppressione del diritto di ricorso dall'articolo 11 (LPC) e la sua ricollocazione nell'articolo 13a (LPC) rappresentano una ristrutturazione giuridica che indebolisce la collaudata sistematicità e rende più complessa l'applicazione dei diritti dei lavoratori.

La connessione della Legge sugli acquisti pubblici (LAP) con la nuova Legge sul contributo di coesione (Allegato 5 cifra 1 lettera d LAP) è problematica. Essa cementa i pagamenti di coesione come parte integrante del nostro ordinamento giuridico e crea collegamenti trasversali che legano politicamente la Svizzera ancora più strettamente all'UE.

Infine, l'equiparazione delle sanzioni UE con sentenze esecutive nel Legge federale sulla esecuzione e fallimento (Art. 80 cpv. 2 lett. 6 LEF nuovo) costituisce una massiccia cessione di sovranità. In questo modo, la Svizzera diventa un mero esecutore di sanzioni amministrative pecuniarie dell'UE, minando il nostro ordinamento giuridico attraverso l'esecuzione in Svizzera di decisioni amministrative straniere senza una revisione giudiziaria completa. L'intero pacchetto mina i principi fondamentali della nostra sovranità, della nostra flessibilità economica e della protezione dei lavoratori svizzeri, introducendo una burocrazia inefficace e favorendo un abbassamento generalizzato dei salari.

Trasporti terrestri

La proposta in esame relativa all'area dei trasporti terrestri con l'Unione Europea solleva serie preoccupazioni riguardo alla salvaguardia del nostro servizio pubblico ferroviario e alla sovranità nazionale. L'assorbimento dinamico del diritto dell'UE, così come configurato, minaccia di erodere principi fondamentali che hanno garantito per decenni un trasporto pubblico efficiente e accessibile ai cittadini svizzeri.

La questione della compatibilità dei sostegni attuali con il diritto degli aiuti di Stato dell'UE è particolarmente allarmante. Il nostro sistema di sovvenzioni, storicamente progettato per sostenere segmenti cruciali come il traffico merci, il trasporto regionale e il rinnovo del materiale rotabile, potrebbe essere dichiarato incompatibile con le norme europee. Questo scenario aprirebbe la porta a una decostruzione del nostro modello di servizio pubblico, mettendo a repentaglio la qualità e la disponibilità dei collegamenti ferroviari, specialmente nelle regioni meno redditizie. La definizione di "aiuto di Stato" secondo il diritto dell'UE è ampia e la sua applicazione dinamica, senza una chiara delimitazione e garanzie durature, rappresenta un rischio concreto per le finanze e l'operatività delle nostre imprese ferroviarie.

L'introduzione della cosiddetta "cabotaggio" nel settore ferroviario, sancita dal nuovo articolo 40ater della legge federale sul trasporto con la guida di animali, veicoli a motore e rotaie (EBG), rappresenta un assalto diretto al principio del servizio pubblico. Permettendo a operatori stranieri di operare su tratte puramente interne alla Svizzera, si favorisce inevitabilmente la cosiddetta "rosinpickerei", ovvero la selezione delle tratte più profittevoli. Questo meccanismo favorirà attori stranieri, potenzialmente sostenuti da sovvenzioni statali dei rispettivi paesi di origine, a discapito delle Ferrovie Federali Svizzere (FFS) e di altre imprese concessionarie che hanno l'onere di garantire la copertura nazionale, comprese le linee secondarie meno redditizie ma essenziali per la mobilità di intere regioni. L'effetto finanziario di tale operazione comporterebbe un indebolimento strutturale delle nostre imprese, compromettendo la loro capacità di mantenere e sviluppare un'offerta di trasporto pubblico capillare e di qualità.

La "Dichiarazione comune" presentata dal Consiglio federale come meccanismo di salvaguardia è giuridicamente insufficiente e fuorviante. Essa non offre alcuna protezione concreta contro future modifiche del diritto dell'UE, che la Svizzera sarebbe tenuta ad adottare in virtù dell'acquisizione dinamica del diritto. Si tratta di una promessa vuota che non impedisce un'erosione graduale e inesorabile della nostra sovranità legislativa e decisionale in materia di trasporto ferroviario. La storia ci insegna che tali accordi "flessibili" tendono a favorire l'interpretazione estensiva del diritto dell'UE, a scapito degli interessi nazionali.

La cessione progressiva del controllo sulla nostra infrastruttura ferroviaria è un altro aspetto preoccupante. L'acquisizione dinamica di normative europee come quelle relative all'istituzione di un "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) implicherebbe una delega di poteri decisionali a organismi sovranazionali, allontanando ulteriormente la gestione delle nostre reti ferroviarie dalle autorità svizzere. Questo processo mina la capacità nazionale di adattare le infrastrutture alle specifiche esigenze del nostro paese e di preservare la flessibilità gestionale.

Inoltre, l'adeguamento dell'articolo 32a capoverso 1bis della legge federale sul trasporto di viaggiatori (PBG) obbliga la Svizzera a rispettare la normativa dell'UE in caso di appalti congiunti. Ciò significa che i criteri di aggiudicazione saranno dettati da Bruxelles, limitando la discrezionalità di Confederazione e Cantoni nella definizione delle soluzioni migliori per il trasporto pubblico svizzero. Invece di privilegiare la qualità, l'efficienza e le esigenze locali, saremo costretti a conformarci a requisiti che potrebbero non rispondere ottimamente ai nostri interessi, con il rischio di soluzioni subottimali e costi maggiori per i contribuenti.

In sintesi, l'accordo proposto sull'area dei trasporti terrestri, specialmente per quanto concerne il settore ferroviario, comporta rischi inaccettabili per il servizio pubblico, la sovranità nazionale e gli interessi dei cittadini svizzeri. Le garanzie finora proposte sono inadeguate e la tendenza all'assorbimento dinamico del diritto UE rappresenta una minaccia concreta alla nostra capacità di autodeterminazione in un settore strategico. Si raccomanda pertanto una rigorosa valutazione delle conseguenze e, idealmente, una rinegoziazione volta a preservare i principi fondamentali del nostro servizio pubblico e la sovranità decisionale svizzera.

Contributo finanziario

La posizione sulla questione del contributo finanziario all'Unione Europea è motivo di profonda insoddisfazione. L'attuale proposta di trasformare i contributi di coesione da versamenti volontari, soggetti al controllo parlamentare, in un obbligo giuridicamente vincolante rappresenta un passo inaccettabile che mina la sovranità e il processo decisionale democratico della Svizzera. Il Parlamento, che per legge (art. 166 della Costituzione federale svizzera - Cost. feder.) ha la competenza di deliberare sulle risorse finanziarie della Confederazione, verrebbe di fatto esautorato nella sua facoltà di decidere in merito a ingenti somme di denaro.

L'introduzione di un meccanismo di ricalcolo automatico e legalmente vincolante, previsto dal nuovo Contributo di Coesione (KoBG) e implicitamente richiamato nell'ambito della cooperazione con l'UE, è destinata a trasformare la Svizzera in un perenne pagatore netto, privo di potere negoziale e di reale influenza sul determinare l'entità dei propri versamenti. La cifra iniziale di 350 milioni di franchi annui, presentata come un'offerta iniziale, si configura con ogni probabilità come un mero specchietto per le allodole. La natura intrinsecamente evolutiva e revisionabile di tali accordi implica che le future richieste dell'UE, basate su meccanismi di ricalcolo non trasparenti e unilateralmente decisi da Bruxelles, porteranno inevitabilmente a un aumento esponenziale degli importi dovuti. La Svizzera si troverà nella posizione di dover accettare passivamente le imposizioni finanziarie europee, senza la possibilità di opporre un "no" fondato sui propri interessi nazionali.

L'aggancio del KoBG all'allegato 5, cifra 1 lettera d, del regolamento concernente le leggi federali in materia di attuazione di accordi internazionali (BöB) non è una mera formalità tecnica. Anzi, consolida le future corresponsioni finanziarie all'UE nella nostra legislazione, conferendo loro uno status di diritto federale e segnalando implicitamente che tali versamenti sono concepiti come una componente permanente e standard della legislazione svizzera, anziché come un contributo politico volontario e

negoziabile. Questo snatura la natura stessa del nostro ordinamento giuridico, dove il Parlamento dovrebbe mantenere il controllo ultimo sulla destinazione dei fondi pubblici.

Inoltre, è preoccupante la legittimazione del KoBG attraverso l'inserimento nell'articolo 1, comma 2, lettera b, del progetto di legge sulla promozione della pace. Tale accostamento appare fuorviante e tendenzioso. Si utilizza il nobile scopo della promozione della pace, un ambito in cui la Svizzera ha storicamente un ruolo di primo piano e un'ottima reputazione, per dare una patina di rispettabilità a pagamenti finanziari politicamente complessi e controversi nei confronti dell'UE. Questo abuso di un principio universalmente apprezzato serve a mascherare la vera natura di questi versamenti, ovvero una forma di assoggettamento finanziario che non garantisce benefici tangibili in termini di accesso al mercato o di rimozione delle barriere commerciali. Al contrario, la Svizzera si troverà a pagare per un'integrazione istituzionale che comporta una perdita di sovranità e scarsi vantaggi concreti.

L'art. 1 del KoBG, nel creare un "diritto permanente" per i contributi di coesione, mina palesemente la sovranità budgettaria del Parlamento. Invece di una decisione libera e consapevole sull'impiego delle risorse fiscali, si instaura un automatismo che obbliga la Svizzera a versare fondi secondo direttive esterne. Questo è in palese contrasto con i principi di autodecisione e di responsabilità democratica che dovrebbero governare l'utilizzo del denaro dei contribuenti svizzeri. La Svizzera non può e non deve essere ridotta al ruolo di una colonia finanziaria che eroga pagamenti senza avere voce in capitolo sul loro impiego o sulla loro entità futura. La mancanza di un contrappeso chiaro, come un accesso al mercato garantito e ampliato in proporzione ai contributi versati, rende tale accordo finanziario ancora più inaccettabile.

Sicurezza alimentare

La proposta di adottare il quadro normativo dell'Unione Europea in materia di sicurezza alimentare, presentata sotto il discutibile titolo di "Sicurezza alimentare", rappresenta un progetto di integrazione di vasta portata che va ben oltre la mera garanzia di standard elevati. Si configura, infatti, come un'assoggettamento dell'intera economia agricola e alimentare svizzera al complesso e spesso inadeguato corpus normativo dell'UE, noto come "Dal produttore al consumatore". Tale passo, lungi dal migliorare la nostra sicurezza, minaccia profondamente i nostri elevati standard di produzione, la sopravvivenza dei nostri preziosi e storici agriturismi a conduzione familiare e, non da ultimo, la libertà di scelta dei consumatori.

La rinomata qualità dei prodotti svizzeri, un pilastro della nostra economia e un valore intrinseco della nostra identità nazionale, è seriamente compromessa. L'uniformazione a standard europei, che in molti settori sono qualitativamente e quantitativamente inferiori ai nostri, comporterà un inevitabile degrado della qualità. Il marchio "Swiss Made", che rappresenta un vantaggio competitivo cruciale per i nostri produttori, rischia di essere svuotato di significato se i prodotti dovranno essere realizzati secondo criteri meno rigorosi rispetto a quelli attualmente vigenti in Svizzera. L'adozione acritica di normative UE, talvolta concepite per economie di scala e modelli di produzione di massa non consoni alla nostra realtà, indebolirà la nostra capacità di differenziarci sul mercato globale.

Una delle criticità più gravi di questa proposta risiede nella sua connessione intrinseca con tutti gli altri accordi bilaterali I attraverso una clausola "ghigliottina". Tale meccanismo trasforma l'intero impianto delle relazioni svizzero-europee in un ostaggio di questa acquisizione normativa. La minaccia implicita di far crollare l'intero blocco degli accordi bilaterali in caso di mancata accettazione di queste nuove disposizioni costituisce una forma inaccettabile di coercizione politica, che mina in modo radicale la nostra capacità di autodeterminazione e di decisione sovrana. Questo approccio politico è intollerabile e preclude ogni possibilità di una valutazione libera e indipendente dei singoli accordi.

La prospettiva di ispettori dell'UE che ottengono accesso e poteri di controllo diretti nelle nostre stalle, nelle nostre latterie e nei nostri ristoranti rappresenta un attacco frontale alla nostra sovranità nazionale. I nostri produttori, i nostri artigiani e i nostri esercenti diventerebbero soggetti al controllo di un'autorità straniera, senza garanzie adeguate di rispetto delle specificità e delle tradizioni svizzere. Questo scenario è inaccettabile e apre le porte a ingerenze inopportuni e potenzialmente dannose per i nostri interessi nazionali.

Una burocrazia soffocante si profila all'orizzonte per i nostri produttori. Non solo le grandi imprese industriali, ma anche i piccoli negozi di fattoria, le latterie d'alpeggio, i macellai di paese e persino le associazioni che gestiscono punti di ristoro durante eventi tradizionali si troverebbero a dover affrontare l'applicazione di regolamenti UE complessi e, per molti aspetti, inadeguati alla loro realtà. Questa ondata di conformità normativa rischia di distruggere tradizioni locali radicate e di minare l'esistenza stessa di numerose piccole e medie imprese, fondamentali per la vitalità delle nostre regioni.

Il nostro moratoria sulle biotecnologie, il cui mantenimento è stato confermato più volte dalla volontà popolare attraverso votazioni democratiche, viene sistematicamente eroso. La Svizzera si troverebbe, di fatto, costretta ad accettare prodotti contenenti tracce di organismi geneticamente modificati (OGM), anche quando questi sono stati approvati dall'UE ma non corrispondono alla volontà democratica espressa dai cittadini svizzeri. Tale disposizione rappresenta una chiara violazione del principio di sovranità popolare e un disconoscimento del risultato del voto democratico.

La totale revisione del Legge federale sugli alimenti e gli oggetti d'uso (LMG) è un attacco diretto e non mascherato alla qualità svizzera, ai nostri produttori e ai nostri consumatori. Sottoporre l'intera catena alimentare all'egida della regolamentazione UE, con la conseguente introduzione di una burocrazia soffocante e una perdita di standard elevati, è inaccettabile. La diversità e la qualità della nostra produzione alimentare, un elemento distintivo della nostra cultura e della nostra economia, sono messe a repentaglio dall'imposizione di normative concepite per un modello industriale estraneo alle nostre tradizioni.

Le modifiche proposte al Legge federale sulla protezione degli animali (TSchG), segnatamente gli articoli 15a e 21, impongono alla Svizzera di rinunciare alle proprie norme, spesso più rigorose e consolidate, in materia di benessere animale durante il trasporto e la macellazione, a favore degli standard europei. Questo rappresenta un arretramento inaccettabile per il benessere degli animali e una perdita di sovranità in un settore di fondamentale importanza etica. Impone l'adozione di standard UE per i trasporti di animali (nuovo art. 15a TSchG) e per la macellazione (nuovo art. 21 TSchG) è un passo indietro intollerabile. Le nostre norme nazionali, supportate da un ampio consenso sociale, verrebbero soppiantate da standard europei concepiti per la produzione di massa. La Svizzera perderebbe così la capacità di definire e attuare principi etici più elevati in questo ambito.

Inoltre, le nuove competenze conferite al Consiglio federale in materia di agricoltura tramite la revisione del Legge federale sull'agricoltura (nuovi capoversi negli articoli 141 e 148 LwG) costituiscono una sorta di "blank check" per l'implementazione del diritto UE. Questo bypassa sistematicamente il Parlamento, impedendogli di esercitare il proprio controllo democratico sulle disposizioni che riguardano direttamente i nostri agricoltori. Si tratta di un'evidente erosione del processo decisionale democratico in un settore vitale per la Svizzera.

La modifica proposta al Legge federale sulle foreste (nuovo art. 26 cpv. 1bis WaG) assoggetta la protezione dei nostri boschi da organismi nocivi al diktat dell'UE. La Svizzera perderebbe la capacità di reagire rapidamente e autonomamente a minacce specifiche per i nostri ecosistemi forestali. Anziché strategie nazionali consolidate e comprovate, saremmo costretti ad aderire a meccanismi europei, spesso più lenti e inadeguati alla nostra situazione alpina.

Infine, l'adeguamento del Legge federale sulle epizoozie (Art. 1 nuovo TSG) implica la rinuncia al controllo di un settore di massima importanza nazionale. La lotta alle epidemie richiede misure rapide, flessibili e adattate alle specificità locali. L'assoggettamento al rigido e burocratico sistema dell'UE, come imposto dal nuovo ambito di applicazione dell'Art. 1 TSG, è una mossa negligente che mette a repentaglio la nostra agricoltura e la salute pubblica.

In conclusione, l'attuale proposta di integrazione nel quadro normativo UE sulla sicurezza alimentare rappresenta un pericoloso passo indietro per la sovranità svizzera, la qualità dei nostri prodotti, il benessere dei nostri animali e la vitalità della nostra agricoltura e delle nostre tradizioni. Non possiamo accettare un accordo che, sotto una falsa veste di miglioramento, mina le fondamenta stesse della nostra indipendenza e del nostro modello di società.

Libera circolazione: Immigrazione

La presente presa di posizione esprime un profondo e sistematico dissenso nei confronti delle proposte di modifica legislativa in materia di libera circolazione delle persone e immigrazione, in particolare per quanto concerne l'armonizzazione con il diritto dell'Unione Europea. Le modifiche proposte non rappresentano un adeguamento tecnico, ma una sostanziale cessione di sovranità e una minaccia diretta alla stabilità sociale, economica e alla democrazia diretta svizzera, contravvenendo esplicitamente ai mandati costituzionali e alla volontà popolare espressa in più occasioni.

L'espansione della libera circolazione dei cittadini UE, facilitata dall'adozione della direttiva sui cittadini dell'Unione, mina in modo inaccettabile l'articolo 121a della Costituzione Federale e il chiaro mandato del popolo svizzero di regolare autonomamente l'immigrazione. La previsione di un nuovo "diritto di soggiorno permanente" dopo soli cinque anni, invece degli attuali dieci, istituisce una forma di "residenza C PLUS" praticamente inalienabile. Questa nuova condizione, anche in presenza di condanne penali o prolungato ricorso all'assistenza sociale, rappresenta un rischio incalcolabile per la sicurezza interna e per la sostenibilità dei nostri sistemi di welfare. L'idea che individui che vivono a carico della collettività o che infrangono la legge possano acquisire uno status quasi inattaccabile è in palese contrasto con i principi di responsabilità individuale e di protezione della società.

La conseguenza più allarmante è la massiccia incentivazione dell'immigrazione nei nostri sistemi sociali. Cittadini UE e i loro familiari hanno di fatto garantito il diritto di rimanere in Svizzera, anche qualora dipendano dall'assistenza sociale. I costi di questa politica ricadono in toto sui contribuenti svizzeri, sui Cantoni e sui Comuni, aggravando una situazione finanziaria già sotto pressione. L'estensione del ricongiungimento familiare a genitori, nonni e suoceri è un esempio lampante di questa deriva. Una tale apertura, senza precedenti per un paese non membro dell'UE, porterà a un aumento incontrollabile della popolazione e delle relative spese sociali, mettendo a serio repentaglio la coesione del nostro sistema di sicurezza sociale.

La cosiddetta "clausola di salvaguardia" inclusa nel pacchetto contrattuale si rivela essere una mera facciata, uno strumento puramente illusorio. Le condizioni per la sua attivazione sono così stringenti da renderla praticamente inoperante. Qualora la Svizzera tentasse di invocarla, l'UE minaccerebbe ritorsioni e sanzioni. Non si tratta quindi di una vera clausola di protezione, ma di uno strumento di pressione politica e di ricatto. La definizione di indicatori astratti, rimettendo le decisioni finali all'arbitrio politico e escludendo categoricamente contingenti unilaterali, la rende un "tigre di carta", incapace di fornire una reale difesa dei nostri interessi nazionali.

Il meccanismo proposto per l'acquisizione automatica del diritto svizzero nel campo dell'immigrazione, basato sulla "metodo d'integrazione", è una gravissima erosione della nostra democrazia diretta. Ciò significa che, in futuro, il Parlamento svizzero e il popolo perderanno ogni potere decisionale in merito a future, eventuali inasprimenti del diritto UE in questo settore cruciale. La Svizzera verrebbe posta nella posizione di dover subire passivamente le decisioni normative di Bruxelles, senza possibilità di intervento. Questo è inaccettabile per un paese che ha fondato la propria legittimità politica sul principio della sovranità popolare e della democrazia diretta.

L'adeguamento della Legge sull'immigrazione (LIm) rappresenta il fulcro di questa resa. L'introduzione del nuovo articolo 41c e l'abolizione dell'articolo 29a consolidano l'immigrazione nei nostri sistemi sociali. L'estensione del diritto all'assistenza sociale per i cittadini UE e la quasi impossibilità di escluderli anche in caso di dipendenza, cementificano un sistema che favorisce chi non contribuisce alla prosperità nazionale. Questo calpestamento del mandato costituzionale di autoregolamentazione dell'immigrazione (Art. 121a BV) e la conseguente svendita della nostra sovranità sono manifesti e preoccupanti.

Le misure di inasprimento delle tasse universitarie per gli stranieri, introdotte nell'ambito della Legge sul Politecnico federale (ETH-Gesetz, Art. 34d cpv. 2bis) e nella Legge federale sulla promozione della ricerca e dell'innovazione (FKG, Art. 61a), sono un ammissione esplicita dei costi aggiuntivi insostenibili generati dalla libera circolazione nel settore della formazione. È un chiaro segnale che la Svizzera è costretta a scaricare su studenti e sulla reputazione delle sue prestigiose istituzioni

accademiche le conseguenze finanziarie di una politica migratoria incontrollata. La creazione di un nuovo quadro di pagamenti e di un meccanismo di contribuzione specifico per compensare la parità di trattamento degli studenti UE nel FKG è l'ennesima prova dei costi occulti di questo accordo. Il contribuente svizzero dovrà finanziare la parità di trattamento forzata degli studenti UE con quelli svizzeri.

La modifica della Legge sulla previdenza professionale (LPP, Art. 49 cpv. 2, cifra 27) sottomette la nostra seconda colonna alla coordinazione delle normative UE. Questo è un ulteriore passo verso l'erosione della nostra sovranità in materia di politica sociale. La Svizzera perde la capacità di definire autonomamente le regole della sua previdenza professionale, salvaguardando gli interessi dei propri assicurati. La limitazione del versamento in contanti dei fondi di previdenza in caso di trasferimento in un paese UE (Legge sulla libera circolazione, nuovo Art. 25f cpv. 1bis) è una diretta conseguenza di questa sottomissione al diritto UE e un indebito intervento nei diritti di proprietà degli assicurati svizzeri, imposto da Bruxelles.

L'integrazione del Libretto Europeo Professionale (LEP) nel Codice delle professioni sanitarie (MedBG, Art. 15, 35), nel Codice delle professioni sanitarie federali (GesBG, Art. 10, 15) e nel Codice delle professioni di psicologo (PsyG, nuovo Art. 37 cpv. 4), sostituisce la rigorosa e competente valutazione svizzera dei diplomi esteri con un meccanismo automatizzato dell'UE. Soprattutto nei settori altamente sensibili come la sanità, questo rappresenta un rischio incalcolabile per la sicurezza dei pazienti e per gli elevati standard di qualità svizzeri. La responsabilità per la garanzia della qualità viene delegata a un sistema burocratico dell'UE, minando la nostra autonomia e la nostra capacità di garantire un'assistenza sanitaria di prim'ordine.

In sintesi, le proposte in esame rappresentano una fuga dalla realtà e un pericoloso passo indietro nella difesa dei nostri interessi nazionali. Ignorano le preoccupazioni legittime di una larga parte della popolazione e procedono sulla strada di un'integrazione forzata che svuota la nostra sovranità e mette a repentaglio la stabilità del nostro paese. Si raccomanda vivamente di respingere queste modifiche legislative in quanto lesive dei principi fondamentali della nostra democrazia e della nostra capacità di autodeterminazione.

Aiuti di Stato

La presente consultazione sul tema degli aiuti di Stato rivela preoccupazioni profonde e fondamentali riguardo alla potenziale sottomissione della Svizzera a un quadro normativo europeo che minaccia la nostra sovranità, il nostro federalismo e la nostra capacità di perseguire autonomamente i nostri interessi nazionali. L'attuale prassi, consolidata e ampiamente accettata, secondo cui le sovvenzioni rappresentano decisioni politiche democraticamente legittimate a livello federale, cantonale e comunale, è destinata ad essere abolita e sostituita da un rigido regime di controllo tecnico dell'Unione Europea. Ciò implica che decisioni cruciali, quali quelle relative al trasporto regionale, alle banche cantonali, alla cultura o al sostegno alle piccole e medie imprese locali, saranno soggette a un vaglio esterno, svuotando di fatto il potere decisionale dei nostri rappresentanti eletti.

La sovranità dei Cantoni e la loro fondamentale autonomia federale sono sotto attacco diretto. Anziché poter decidere autonomamente in materia di promozione economica locale, le autorità cantonali dovranno sottoporre le loro deliberazioni all'approvazione di un'autorità centrale a Berna, che ne verificherà la conformità con le norme dell'UE. Questo rappresenta un attacco inaccettabile ai principi cardine del nostro sistema federale, riducendo i Cantoni a meri esecutori di direttive esterne. La Svizzera si sta gradualmente sottoponendo a un sistema di controllo e sorveglianza sistematica da parte dell'UE. L'obbligo di notificare e ottenere l'approvazione delle sovvenzioni da parte della Commissione Europea trasforma la Svizzera in un mero ricevitore di regole, minando la sua capacità di autogoverno in materia di politica economica nazionale.

La sottoposizione al controllo dell'UE di settori critici quali la fornitura di energia, in cui numerose aziende elettriche sono di proprietà cantonale e comunale, il trasporto aereo e il trasporto terrestre, mette a repentaglio la nostra autonomia strategica e il principio del servizio pubblico in aree infrastrutturali essenziali. L'istituzione di una nuova "super-autorità" all'interno della Commissione della concorrenza (WEKO), la Beihilfekammer, che opererà come "braccio esteso dell'UE", è

particolarmente preoccupante. Le sue decisioni non serviranno più primariamente gli interessi svizzeri, ma la compatibilità con il diritto dell'UE. Il controllo democratico su questa potente istanza è insufficiente, creando un vuoto di responsabilità e trasparenza.

L'introduzione del nuovo Legge federale sulla sorveglianza degli aiuti di Stato (BHÜG) e la modifica dell'articolo 18, capoverso 2, della Legge sul monopolio (KG) rappresentano un cambiamento fondamentale nel nostro ordinamento economico e giuridico. Essi istituzionalizzano la sottomissione al diritto degli aiuti di Stato dell'UE e creano un'istanza di controllo centrale, la nuova Beihilfekammer (articolo 3 BHÜG), il cui obiettivo primario non sarà la tutela degli interessi svizzeri, bensì l'applicazione del diritto dell'UE. Ciò distrugge la consolidata prassi di sovvenzionamento svizzera, decentralizzata e democraticamente legittimata, e limita drasticamente la sovranità della Confederazione e dei Cantoni.

Le modifiche all'articolo 82, lettera b bis, della Legge sul Tribunale federale (BGG) sono particolarmente dannose per il nostro federalismo. Concedendo alla nuova autorità sugli aiuti di Stato un diritto di ricorso diretto contro le decisioni cantonali, i Cantoni vengono degradati a unità amministrative subordinate. Le loro decisioni, democraticamente prese, potranno essere impugnate davanti al Tribunale federale e annullate tramite controllo astratto delle norme (articolo 98a BGG). Ciò costituisce un'inaccettabile erosione dell'autonomia cantonale.

L'ampliamento delle competenze del Tribunale amministrativo federale attraverso i nuovi articoli 31a, 33 e 37a-c della Legge sul Tribunale amministrativo federale (VGG) consolida la centralizzazione del controllo giurisdizionale. Invece di mantenere la competenza delle istanze cantonali, viene creato un ulteriore meccanismo – un nuovo diritto di ricorso (articolo 31a VGG) – che permette alla centrale autorità svizzera conforme all'UE di sovvertire la sovranità cantonale e indebolire le strutture federaliste.

L'integrazione della Beihilfekammer nella WEKO, ai sensi dell'articolo 18, capoverso 2, KG, crea un centro di potere opaco. Questa "super-autorità" non solo sorveglierà il diritto della concorrenza, ma agirà anche come esecutrice del diritto degli aiuti di Stato dell'UE. Questa concentrazione di potere in un'unica autorità, lontana dal controllo democratico diretto, è pericolosa e contraddice i principi della separazione dei poteri e della responsabilità democratica.

La cancellazione dell'articolo 103 della Legge sull'aviazione civile (LFG) rappresenta un chiaro esempio di cessione di sovranità nazionale. La precedente competenza di verifica della WEKO per gli aiuti di Stato nel settore strategicamente importante dell'aviazione civile, orientata agli interessi svizzeri, viene sacrificata. D'ora in poi, si applicheranno esclusivamente le regole del diritto degli aiuti di Stato dell'UE, privando la Svizzera di qualsiasi capacità di controllo e gestione autonoma in questo settore.

L'esclusione del Supervisore dei prezzi dalle sedute della Beihilfekammer, come modificato dall'articolo 5, capoverso 2, della Legge sulla vigilanza dei prezzi (PüG), è un segnale allarmante. Ciò indebolisce la protezione dei consumatori e la trasparenza. Mentre la nuova autorità prenderà decisioni che potrebbero influire direttamente sui prezzi e sui costi per i cittadini, la voce dell'ufficiale "guardiano dei prezzi" verrà messa a tacere. Ciò serve unicamente a consentire all'organismo, conforme all'UE, di operare senza ostacoli.

In conclusione, l'accordo proposto sugli aiuti di Stato minaccia di delegare decisioni sovrane a un'entità esterna, erodendo i principi fondamentali del nostro sistema politico e giuridico. Le garanzie procedurali e di ricorso per i Cantoni sono gravemente compromesse, e la nostra capacità di proteggere e promuovere autonomamente settori strategici è messa a repentaglio. Si raccomanda pertanto di respingere l'accordo nella sua forma attuale e di cercare soluzioni che preservino la sovranità e gli interessi nazionali della Svizzera.

Elettricità

La presente presa di posizione esprime un profondo disappunto e preoccupazione in merito alla proposta di integrazione dell'area elettricità con l'Unione Europea. L'attuale bozza di testo, sebbene

esprimere un malcontento generale, necessita di un'articolazione più stringente e fondata giuridicamente per rendere effettivo il dissenso. Le ragioni di tale insoddisfazione risiedono principalmente nella potenziale cessione di sovranità energetica, nella minaccia alla stabilità della nostra regolamentazione interna e nell'incertezza che la liberalizzazione totale del mercato comporterebbe per la sicurezza dell'approvvigionamento e i consumatori svizzeri.

È inaccettabile che la Svizzera, attraverso l'istituzionalizzazione della partecipazione a strutture di supervisione europee quali ACER e ENTSO-E, rinunci alla propria sovranità energetica. Diventando un partecipante vincolato a decisioni prese a Bruxelles, senza diritto di voto effettivo, ci si assoggetta a un potere decisionale esterno in merito a infrastrutture critiche per il nostro paese. Il costo di tale integrazione non si limiterà a quello finanziario, ma si estenderà alla perdita di autonomia decisionale.

La Commissione federale dell'energia (ElCom), da organo di regolamentazione indipendente e calibrato sulle esigenze elvetiche, rischia di trasformarsi in una mera "agenzia di applicazione operativa" del diritto dell'UE. Tale trasformazione implicherebbe l'obbligo di attuare direttive e regolamenti emanati da Bruxelles, privi di legittimazione democratica diretta in Svizzera, annullando di fatto ogni possibilità di una regolamentazione energetica autonoma e orientata alle specificità nazionali. Questo mina il principio della sussidiarietà e del rispetto delle competenze locali.

Un aspetto particolarmente allarmante riguarda il futuro della risorsa idroelettrica, colonna portante del nostro sistema energetico. Le regole europee sugli aiuti di Stato, se applicate acriticamente, potrebbero mettere in discussione l'intero sistema delle concessioni idroelettriche e dei relativi dividendi per le comunità montane. Le entrate derivanti dall'utilizzo delle risorse idriche, cruciali per lo sviluppo economico di molte regioni, potrebbero essere considerate aiuti di stato illegittimi e quindi abolite, con conseguenze devastanti per le economie locali.

Le strutture federaliste svizzere nella gestione energetica, inclusi gli impianti di produzione idroelettrica di proprietà comunale, verranno indebolite. Il principio della priorità di immissione in rete per la produzione locale e decentralizzata, un pilastro della nostra politica energetica volto a promuovere l'indipendenza e la sostenibilità, verrebbe eroso dalle regole di concorrenza europee. Ciò favorirebbe attori di grandi dimensioni e a discapito delle realtà produttive più piccole e radicate sul territorio.

La sicurezza dell'approvvigionamento nazionale, già di per sé una sfida complessa, rischia di essere sacrificata sull'altare della liberalizzazione totale del mercato. La possibilità di costituire riserve strategiche, come ad esempio riserve idriche per garantire l'approvvigionamento in periodi di scarsità, verrebbe limitata dalle normative comunitarie. In questo scenario, verrebbe a mancare una chiara responsabilità per la sicurezza energetica della Svizzera, né il mercato, né l'UE potrebbero garantire efficacemente la continuità dell'approvvigionamento in ogni circostanza. Si tratta di un azzardo inaccettabile.

La completa liberalizzazione del mercato elettrico, come delineata nel nuovo articolo 4a e seguenti del Codice svizzero dell'energia elettrica (StromVG), porterà a una volatilità dei prezzi e, conseguentemente, a costi maggiori per le piccole e medie imprese (PMI) e per i nuclei familiari. I costi legati alla sicurezza dell'approvvigionamento, che il mercato da solo non riuscirà a coprire, dovrebbero essere trasferiti sui consumatori tramite nuove imposizioni statali. Il nuovo articolo 8b e seguenti del StromVG, che disciplina le riserve energetiche, appare insufficiente a garantire una copertura adeguata.

Le modifiche introdotte all'articolo 15 della Legge sull'energia (EnG) indeboliscono ulteriormente la posizione della produzione energetica decentralizzata e rinnovabile. La modifica delle regole di remunerazione, in particolare la drastica riduzione del limite di potenza da 3 MW a 200 kW per l'applicazione di determinate disposizioni, penalizza un numero elevatissimo di piccoli e medi produttori, come le aziende elettriche comunali o gli agricoltori che investono in impianti solari. Ciò mina la loro sostenibilità economica e va contro gli obiettivi di diversificazione della produzione energetica.

L'introduzione di un'esclusione dal regime di incentivi in presenza di prezzi negativi, come previsto dai

nuovi articoli 29d capoverso 4 e 33a capoverso 2bis EnG, genera un'enorme incertezza per gli investimenti nel settore delle energie rinnovabili. Questo ostacolo frenerà lo sviluppo di impianti solari, eolici e di biomassa, rendendo la Svizzera ancora più dipendente da mercati esteri instabili e da fonti energetiche fossili.

La piena liberalizzazione del mercato elettrico, attraverso il nuovo capitolo 1a (Art. 4a ss. StromVG), rappresenta un esperimento ad altissimo rischio, le cui conseguenze ricadranno sulla popolazione e sull'economia svizzera. La volatilità dei prezzi diventerà la norma, compromettendo la stabilità dell'approvvigionamento di base garantita finora. Affidare la sicurezza energetica alle dinamiche di mercato, soprattutto in periodi di crisi, può avere esiti catastrofici.

L'ampliamento delle competenze della ElCom (Art. 22 StromVG) e l'inasprimento delle norme di separazione patrimoniale (unbundling) (Art. 10, 18, 19 StromVG) sono strumenti volti all'allineamento con il diritto dell'UE. La Svizzera perderà la sovranità sulla sua infrastruttura energetica critica, sottoponendosi a una regolamentazione pilotata da Bruxelles. Le nostre strutture federali e la consolidata collaborazione tra Confederazione e Cantoni verranno distrutte.

La cancellazione dell'eccezione per la società nazionale di rete nell'articolo 8 capoverso 2 BATE segna un ulteriore passo verso la sottomissione al regime dell'UE. Anziché un quadro normativo adattato alle specificità elvetiche, la nostra società nazionale di rete viene assoggettata, senza una reale necessità, alle stesse regole che governano i colossi energetici europei. Ciò comporterà una perdita di flessibilità e di autonomia nella gestione delle nostre reti elettriche. La Svizzera deve salvaguardare la propria sovranità in un settore vitale per il suo futuro.

Come valuta il pacchetto Svizzera-UE (risultato dei negoziati e relativa attuazione nazionale)?

La presente consultazione in merito al pacchetto di accordi tra la Svizzera e l'Unione Europea solleva profonde e preoccupanti interrogativi sullo stato attuale e futuro della sovranità elvetica e sulla sua capacità di definire autonomamente il proprio percorso normativo e politico. L'insoddisfazione espressa dalla presente non è un mero capriccio, ma affonda le radici in una valutazione critica e scettica delle implicazioni a lungo termine di un simile avvicinamento, che rischia di erodere principi fondamentali su cui si fonda il nostro ordinamento giuridico e la nostra identità nazionale.

In primo luogo, la prospettiva di un'adesione tacita a un corpus di normative europee in continua evoluzione, senza una reale facoltà di veto o di adattamento critico, è giuridicamente e politicamente inaccettabile. L'articolo 1 della Costituzione federale svizzera garantisce che il popolo e i Cantoni siano sovrani. L'adozione automatica di direttive e regolamenti europei, senza un processo legislativo svizzero sostanziale, rappresenterebbe una delega di sovranità inaccettabile. La giurisprudenza del Tribunale federale svizzero ha più volte ribadito la supremazia del diritto costituzionale svizzero su quello internazionale quando quest'ultimo dovesse porsi in contrasto con i principi fondamentali della nostra Legge fondamentale, come ad esempio la protezione dei diritti fondamentali o la struttura federale dello Stato. L'assorbimento acritico del diritto UE rischia di creare un conflitto ineludibile con questi principi cardine.

In secondo luogo, la pretesa dell'Unione Europea di un ruolo per la Corte di Giustizia dell'Unione Europea (CGUE) nella interpretazione del diritto derivante dagli accordi bilaterali è una minaccia diretta alla sovranità giudiziaria svizzera. L'articolo 190 della Costituzione federale sancisce l'indipendenza dei tribunali svizzeri. Permettere a un tribunale straniero di interpretare in via vincolante il diritto che si applica in Svizzera, anche in ambiti che dovrebbero rimanere sotto la nostra giurisdizione esclusiva, significherebbe minare l'autorità dei nostri giudici e la certezza del diritto interno. La CGUE, per sua natura, opera all'interno di un quadro giuridico e politico che è intrinsecamente diverso da quello svizzero e i cui interessi non sempre coincidono con i nostri. Un tale scenario rischia di imporre interpretazioni che vanno contro la lettera e lo spirito delle nostre leggi e della nostra Costituzione.

In terzo luogo, la questione della libera circolazione delle persone, pur giustificata da alcuni come un pilastro delle relazioni bilaterali, presenta criticità sotto il profilo della gestione dei flussi migratori e della tutela del mercato del lavoro svizzero. L'articolo 118a della Costituzione federale riconosce la possibilità di una libera circolazione delle persone, ma la sua attuazione deve essere compatibile con la salvaguardia degli interessi svizzeri, inclusi quelli sociali e lavorativi. L'attuale tendenza a un'emigrazione qualificata verso la Svizzera, sebbene potenzialmente vantaggiosa in certi settori, non può prescindere da un attento monitoraggio e dalla capacità di adottare misure adeguate per prevenire squilibri e per garantire che i benefici di tale libera circolazione non vengano offuscati da costi sociali ed economici eccessivi per la popolazione residente. La mancanza di margini di manovra effettivi per controllare e regolare l'immigrazione in conformità con le nostre esigenze nazionali rappresenta una seria preoccupazione.

Inoltre, la meccanica degli accordi quadro rischia di creare una dipendenza economica e normativa insostenibile. L'articolo 94 della Costituzione federale attribuisce alla Confederazione la competenza in materia di politica economica estera, ma questa politica deve essere esercitata in modo da non compromettere l'autonomia decisionale svizzera. Un'integrazione eccessiva nel mercato interno dell'UE, con l'obbligo di seguire costantemente la sua evoluzione normativa, limita la nostra capacità di sviluppare strategie economiche indipendenti e di rispondere in modo flessibile alle mutevoli condizioni del mercato globale. La prospettiva di una perpetua rincorsa alla conformità con le normative di Bruxelles potrebbe soffocare l'innovazione e la competitività svizzera nel lungo termine.

Infine, la presente consultazione non affronta in modo sufficientemente trasparente e convincente le implicazioni sul piano del finanziamento degli accordi. L'impegno finanziario che verrebbe richiesto alla Svizzera, senza una chiara contropartita in termini di potere decisionale o di effettivi benefici percepibili dalla popolazione, è motivo di forte scetticismo. L'articolo 128 della Costituzione federale, pur non direttamente applicabile in questo contesto, richiama l'importanza di una gestione prudente delle finanze pubbliche e di una chiara attribuzione delle responsabilità in materia di spesa. Qualsiasi accordo che preveda trasferimenti finanziari significativi senza un controllo democratico adeguato e senza una chiara dimostrazione di utilità per la Svizzera è destinato a incontrare una forte opposizione.

In conclusione, il pacchetto di accordi proposto con l'Unione Europea, per come si profila, presenta rischi inaccettabili per la sovranità svizzera, l'indipendenza dei nostri tribunali, la capacità di autogoverno e la protezione dei nostri interessi nazionali. La mancanza di una chiara volontà di preservare la nostra unicità e la nostra autonomia decisionale all'interno di un quadro normativo in continua evoluzione rende la posizione qui espressa di profonda insoddisfazione e di forte scetticismo, suggerendo la necessità di una rinegoziazione sostanziale o di un ripensamento critico delle direzioni intraprese.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Inel Hrnjic (Privat)

Date: 06.09.2025

Contact: Inel Hrnjic · 079 940 96 60 · inel77@hotmail.com

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à la manière dont l'accord proposé avec l'Union européenne s'articule avec le droit constitutionnel suisse et l'autonomie décisionnelle de notre pays. Il est impératif de souligner d'emblée que l'acceptation de l'acquis communautaire, telle qu'elle semble implicitement envisagée, risque de porter atteinte à la souveraineté helvétique de manière inacceptable.

Le principe fondamental de l'autodétermination de la Suisse, tel qu'ancré dans l'article 2 de la Constitution fédérale (Cst.), est mis à mal par une intégration aussi poussée. En acceptant de transposer de manière quasi systématique le droit de l'Union européenne, nous nous éloignons du cadre normatif que nous avons nous-mêmes défini et validé par les voies démocratiques. La clause de référence à l'article 160 alinéa 1 de la Cst., qui stipule que la Confédération peut adopter des actes législatifs en vue de l'adoption de nouvelles normes de droit international, doit être interprétée avec la plus grande prudence. Il ne s'agit pas d'une autorisation inconditionnelle d'intégrer un corpus juridique étranger, mais d'une possibilité d'adopter des normes internationales lorsque cela est dans l'intérêt de la Suisse et dans le respect de nos principes constitutionnels. L'accord proposé semble franchir une ligne rouge en instaurant une primauté de fait du droit européen, sans que la Suisse n'ait son mot à dire sur son évolution future.

L'article 5 de la Cst., relatif aux compétences, précise que "les compétences sont attribuées aux collectivités qui sont les mieux à même de les exercer". L'application du droit européen dans des domaines de compétence cantonale, tels que certains aspects du marché intérieur, pourrait entrer en conflit avec ce principe. La délégation implicite de compétences à des organes européens, sans contrôle parlementaire suisse adéquat, soulève des questions sérieuses quant à la répartition des pouvoirs et à la subsidiarité. Comment garantir que les décisions prises au niveau européen tiennent véritablement compte des spécificités helvétiques et des intérêts de nos citoyens, lorsque ces décisions sont dictées par des considérations qui ne sont pas intrinsèquement suisses ?

De plus, la question de l'application uniforme du droit européen sur le territoire suisse est problématique. L'article 123 de la Cst., concernant le droit de procédure civil, et l'article 124, concernant le droit pénal, stipulent que la législation relève de la Confédération. Si ces articles traitent de domaines spécifiques, ils illustrent la volonté constitutionnelle de maîtriser le cadre juridique national. Transposer des pans entiers du droit européen sans une adaptation minutieuse au contexte suisse risque de créer des inégalités et des complexités juridiques insurmontables, tant pour les citoyens que pour les entreprises. L'idée que le droit européen serait "automatiquement" applicable sans un contrôle et une adaptation législative suffisants est une menace directe à l'État de droit helvétique, qui repose sur la clarté, la prévisibilité et la légitimité de ses normes.

L'absence de mécanismes de révision du droit européen qui seraient sous le contrôle direct de la Suisse est une lacune majeure. Alors que le droit européen évolue constamment, la Suisse se

retrouverait dans une situation de dépendance permanente, contrainte d'accepter des modifications législatives sans pouvoir influencer leur contenu de manière significative. Cette asymétrie de pouvoir est inacceptable. L'article 173 alinéa 2 de la Cst., qui attribue à l'Assemblée fédérale le rôle de surveiller l'application du droit, serait vidé de sa substance si le droit à appliquer n'est plus principalement d'origine suisse. La surveillance de l'application d'un droit dont l'origine et l'évolution échappent à notre contrôle parlementaire n'est qu'une illusion.

Il est également préoccupant que l'accord semble impliquer une renonciation à la possibilité de déroger à certaines règles européennes, même en cas de nécessité démontrée pour l'intérêt national. L'article 172 alinéa 1 de la Cst., qui stipule que "les décisions de l'Assemblée fédérale et les arrêtés fédéraux sont publiés", implique une transparence qui doit s'accompagner d'une capacité d'action en cas de besoin. Si l'accord nous lie de manière trop rigide, il pourrait nous empêcher de réagir adéquatement à des situations imprévues ou à des évolutions économiques, sociales ou environnementales qui nécessiteraient des mesures nationales spécifiques. La flexibilité et la capacité d'adaptation sont des atouts majeurs de la Suisse, et elles ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel d'une intégration européenne trop contraignante.

Enfin, la consultation ne semble pas suffisamment aborder les implications budgétaires et les coûts cachés de cette intégration. Les contributions financières à l'Union européenne, ainsi que les coûts liés à la mise en conformité et au suivi, représentent une charge non négligeable pour les contribuables suisses. Ces aspects doivent être évalués avec la plus grande rigueur, en tenant compte de l'article 127 de la Cst. qui stipule que "les finances publiques doivent être gérées de manière prudente et efficace". Une analyse coût-bénéfice approfondie, dépassant la seule perspective économique, est indispensable avant toute décision engageant l'avenir de la Suisse. En l'état, la proposition semble favoriser l'alignement au détriment de la prudence et de l'efficacité, en acceptant des contraintes sans contreparties proportionnées en termes de bénéfices réels pour la Suisse.

Électricité

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction et une vive inquiétude quant aux propositions soumises dans le cadre de la consultation sur le domaine de l'électricité, particulièrement en ce qui concerne l'approfondissement de l'accord sur l'électricité avec l'Union européenne. Les textes juridiques pertinents, tels que le projet de loi sur la fourniture d'électricité (StromVG) et les modifications proposées au loi sur l'énergie (EnG), révèlent une tendance alarmante à la perte de souveraineté et à la mise en péril de la sécurité d'approvisionnement de la Suisse.

Le point le plus critique réside dans la soumission de la Suisse à des structures de régulation supranationales. L'intégration institutionnelle dans les organes de surveillance de l'UE, tels qu'ACER et ENTSO-E, conduit à une dénaturation de notre souveraineté énergétique. En devenant un participant assujetti à des directives sans droit de vote, tout en assumant les coûts associés, la Suisse se voit privée de sa capacité à prendre des décisions autonomes concernant son propre réseau électrique. L'autorité fédérale de régulation de l'énergie (ElCom) risque de passer du statut d'autorité indépendante suisse à celui d'un simple bras opérationnel pour la mise en œuvre de la législation de l'UE. Ceci représente la fin d'une régulation énergétique adaptée aux besoins spécifiques de la Suisse, au profit de prescriptions potentiellement non démocratiques émanant de Bruxelles. La modification de l'article 22 du StromVG, qui vise à étendre massivement les compétences de l'ElCom, et le renforcement des règles de séparation des activités (unbundling) conformément aux articles 10, 18 et 19 du StromVG, constituent des instruments de standardisation avec l'UE, au détriment de notre indépendance et de nos structures fédérales. La suppression de l'exception pour la société nationale de réseau prévue à l'article 8, alinéa 2 BATE (loi sur le transport d'électricité) renforce cette tendance à la soumission, imposant à notre infrastructure critique des règles européennes souvent inadaptées.

En outre, le pilier de notre approvisionnement énergétique, la force hydraulique, se trouve confronté à des menaces existentielles. Les règles de l'UE relatives aux aides d'État pourraient être interprétées comme remettant en cause le système éprouvé des redevances hydrauliques, qui profite aux cantons alpins. L'abolition de ces redevances, qualifiées d'aides d'État illégales, aurait des conséquences financières désastreuses pour ces régions.

Nos structures fédérales en matière de fourniture d'électricité, notamment les centrales communales, sont également fragilisées. Leur droit d'injection prioritaire, un élément clé de la production d'énergie locale et décentralisée, risque d'être annulé par les règles de concurrence de l'UE. Cette situation pénalise fortement les acteurs de petite et moyenne taille et va à l'encontre de l'objectif de diversification de notre approvisionnement.

La sécurité d'approvisionnement nationale est mise à rude épreuve en étant sacrifiée sur l'autel du marché libre. La capacité à constituer des réserves stratégiques, comme les réserves d'eau, pourrait être limitée par les réglementations de l'UE. De plus, la responsabilité claire de la sécurité d'approvisionnement de la Suisse, qui incombe actuellement à des acteurs définis, disparaît dans un flou juridique où ni le marché ni l'UE ne peuvent être clairement désignés comme garants. Il s'agit d'un pari dangereux avec notre indépendance et notre sécurité. Le nouvel article 8b et suivants du StromVG, qui prévoit des réserves d'énergie, semble insuffisant face aux risques de volatilité du marché.

La libéralisation complète du marché de l'électricité, telle que prévue par le nouveau StromVG (art. 4a et suivants), est susceptible de générer une volatilité des prix accrue, entraînant inévitablement une augmentation des coûts pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les ménages. Les coûts liés à la sécurité d'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, devront être répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles taxes ou redevances étatiques. Ce risque est accentué par la suppression de l'exception pour la société nationale de réseau, privant ainsi la Suisse d'un instrument crucial pour la gestion de sa propre infrastructure.

Les modifications proposées au loi sur l'énergie (EnG), notamment l'article 15 nouveau, affaiblissent la position des producteurs d'énergie renouvelable décentralisés. La modification des règles de rémunération et la réduction drastique de la limite de puissance de 3 MW à 200 kW pour l'application de certaines dispositions (nouvel article 29d al. 4 et article 33a al. 2bis EnG) vont directement à l'encontre de la production d'énergie locale et citoyenne. Cela crée une incertitude considérable pour les investissements dans les énergies renouvelables, freinant ainsi leur développement et augmentant notre dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et des énergies fossiles. Ce changement contrevient à la stratégie énergétique suisse et favorise indûment les grands acteurs centralisés au détriment des producteurs locaux et des exploitants agricoles.

En conclusion, l'adoption des propositions actuelles risque de nous entraîner dans un avenir énergétique incertain, où notre souveraineté est compromise, notre sécurité d'approvisionnement menacée et nos structures fédérales démantelées. Il est impératif de réévaluer ces propositions et de privilégier des solutions qui préservent l'indépendance de la Suisse et répondent aux besoins spécifiques de sa population et de son économie. La voie actuelle vers une intégration européenne forcée dans le domaine de l'électricité est une erreur stratégique aux conséquences potentiellement graves.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux mesures proposées dans le cadre de la libre circulation des personnes, spécifiquement concernant la protection des salaires. Loin de renforcer le système suisse existant, les modifications envisagées apparaissent comme une concession aux exigences de l'Union européenne, sans pour autant garantir une protection adéquate des travailleurs suisses. Les mesures proposées en matière de protection des salaires sont d'une insuffisance flagrante et ne font qu'effleurer la surface d'un problème structurel. Elles ne sauraient compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses résultant de l'élargissement de la libre circulation. La menace d'une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, particulièrement sensible dans les classes moyennes et inférieures, est réelle et inquiétante.

Au lieu de consolider le dispositif de protection des salaires, éprouvé et efficace, nous assistons à un affaiblissement de celui-ci, l'alignant sur des standards européens potentiellement inférieurs. Les nouvelles règles, tout en étant plus bureaucratiques, s'avèrent moins efficaces que les mesures d'accompagnement antérieures. Ce changement de paradigme profite avant tout aux entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle, essentiels à

l'application effective de la protection des salaires, sont affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont subtilement sapées par de nouvelles structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Il en résulte une réduction des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de salaire et de travail.

Le nouveau régime de protection contre les licenciements des représentants du personnel constitue un "cadeau empoisonné". Il engendre une société à deux vitesses au sein du droit du travail et paralyse la flexibilité des petites et moyennes entreprises (PME) sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. Les modifications apportées à la loi sur la krótkoterminige Entsendung von Arbeitnehmern (EntsG) ne représentent pas une amélioration mais une refonte dictée par l'UE de notre système de protection des salaires. L'extension du système de sanctions, telle que visée à l'article 9, alinéa 2 de l'EntsG, sert avant tout la compatibilité avec le droit de l'UE, et non une amélioration intrinsèque de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit de recours prévu à l'article 11 et sa reformulation à l'article 13a de l'EntsG est une restructuration juridique qui dénature le système éprouvé et complique la défense des droits des travailleurs.

La liaison du droit des marchés publics (BöB) avec la nouvelle loi sur la contribution à la cohésion (Annexe 5, ch. 1, let. d) est particulièrement problématique. Elle pérennise les paiements de cohésion comme une composante fixe de notre ordre juridique et crée des interconnexions qui lient politiquement davantage la Suisse à l'UE. L'introduction d'une protection spécifique contre le licenciement des représentants du personnel (nouvel article 335l à 335q du Code des obligations) constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, imposée par la pression de l'UE. Elle crée une classe privilégiée de travailleurs dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique. Cela entrave la flexibilité, notamment des PME, et contrevient à nos principes de marché du travail libéraux.

Les précisions apportées à la loi sur la Loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), en particulier les nouvelles règles concernant les associations à l'article 2, peuvent sembler d'ordre technique. Cependant, elles s'inscrivent dans un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la pression de la compatibilité avec le droit de l'UE. Toute modification de notre système éprouvé de déclaration d'application générale (DSAG) risque d'affaiblir les mécanismes suisses robustes au profit de modèles conformes à l'UE, souvent moins protecteurs.

Enfin, l'assimilation des sanctions de l'UE aux jugements exécutoires dans la loi sur la saisie et la faillite (nouvel article 80, alinéa 2, chiffre 6, de la loi sur la saisie et la faillite - LSFin) représente une cession massive de souveraineté. La Suisse se transforme en un auxiliaire de l'exécution pour les sanctions administratives financières de l'UE. Ceci mine notre ordre juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans un contrôle judiciaire exhaustif.

En conclusion, les mesures proposées dans le domaine de la protection des salaires sont insuffisantes, structurellement faibles et dictées par des impératifs externes qui ne correspondent pas aux intérêts de la Suisse. Elles affaiblissent nos propres dispositifs de protection et augmentent le risque de dumping salarial, tout en sapant notre souveraineté. Il est impératif de rejeter ces propositions et de renforcer nos propres instruments de protection des salaires, qui ont fait leurs preuves dans le contexte helvétique.

Aides d'État

La proposition de réglementation des aides d'État, dans le cadre de l'accord avec l'Union européenne, représente une remise en cause fondamentale de notre souveraineté nationale, de notre fédéralisme et de nos procédures démocratiques établies. Loin d'apporter une clarification bienveillante, cette démarche semble plutôt orchestrée dans le but d'une soumission progressive et insidieuse à un cadre juridique et administratif étranger.

La pratique actuelle, qui permet aux cantons, aux communes et à la Confédération de décider en toute légitimité démocratique de l'octroi de subventions dans des domaines d'intérêt public tels que le transport régional, le soutien aux banques cantonales, la promotion de la culture ou l'aide aux petites et moyennes entreprises locales, serait ainsi abolie. Ces décisions, ancrées dans la volonté populaire

et adaptées aux réalités locales, seraient désormais soumises à un régime de contrôle européen rigide et technocratique. Il ne s'agit pas d'une simple adaptation, mais d'une véritable dépossession de pouvoir décisionnel.

Cette nouvelle réglementation porte un coup direct et sévère à l'autonomie cantonale et à notre système fédéral. Les cantons, qui sont les piliers de notre organisation étatique et qui connaissent le mieux les besoins de leurs citoyens et de leur économie locale, seraient contraints de soumettre leurs décisions de politique économique à l'approbation d'une autorité centrale en Suisse, elle-même assujettie au contrôle de l'Union européenne. Cette configuration transforme nos cantons en de simples entités administratives subordonnées, privées de leur capacité à prendre des initiatives autonomes en matière de développement économique. L'article 3 de notre Constitution fédérale, qui garantit le respect des cantons, se trouverait ainsi gravement mis à mal.

La Suisse s'exposerait à une surveillance et un contrôle systématiques de la part de l'Union européenne. Les aides d'État devraient être notifiées à la Commission européenne et recevoir son approbation préalable. Ce mécanisme nous réduirait au statut de simple récipiendaire de règles édictées ailleurs, érodant irrémédiablement notre pouvoir de pilotage économique national. La prérogative de définir notre propre politique économique, reflet de nos priorités nationales, serait démantelée au profit d'une approche standardisée et potentiellement inadaptée à nos spécificités.

Des secteurs d'activité d'une importance stratégique capitale, tels que la production d'énergie, où de nombreuses entreprises sont détenues par des cantons et des communes, le transport aérien et le secteur agricole, seraient également placés sous le joug du contrôle européen. Cette subordination mettrait en péril notre autonomie stratégique et la capacité à garantir le service public dans des domaines essentiels de notre infrastructure. La sécurité de notre approvisionnement et la résilience de nos secteurs clés pourraient être compromises par des décisions prises en dehors de nos frontières et sans la prise en compte de nos intérêts nationaux.

La création d'une nouvelle "super-autorité" sous la forme d'une chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO) est particulièrement préoccupante. Cet organe agirait comme un bras étendu de l'Union européenne, ses décisions étant davantage dictées par la conformité avec le droit de l'UE que par la défense des intérêts suisses. Le contrôle démocratique sur une telle institution serait considérablement affaibli, la rendant moins redevable envers le peuple et les institutions suisses.

Les cantons subiraient une perte significative de leur autonomie organisationnelle et procédurale. Dans le cadre des nouvelles procédures, ils seraient réduits à la posture de requérants, sans véritable garantie d'être entendus formellement lorsque leurs décisions souveraines seraient examinées par cette nouvelle chambre. Cette situation constituerait une dégradation inacceptable de leur statut et de leur rôle au sein de notre confédération.

L'adoption du nouveau projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et l'adaptation du droit des cartels (KG, art. 18 al. 2) formalisent la création de cette "super-autorité", qui agit effectivement comme un relais de l'UE, sapant ainsi le contrôle démocratique et fédéraliste sur les subventions. Les cantons perdent leur autonomie procédurale en raison du BHÜG et des modifications apportées à la Loi sur le Tribunal fédéral (BGG, art. 82 lett. bbis), permettant à la nouvelle chambre de soumettre les décisions de subventions démocratiquement prises à un examen de conformité avec le droit de l'UE, pouvant mener à leur annulation. L'abrogation de l'article 103 de la Loi sur l'aviation (LFG) supprime la compétence de contrôle nationale de la WEKO sur les aides d'État dans le domaine crucial du transport aérien, le soumettant entièrement au régime de l'UE.

La modification de la Loi sur la protection des prix (PüG, art. 5 al. 2), excluant le surveillant des prix des réunions de la chambre des aides d'État, est un signal alarmant pour la protection des consommateurs et la transparence. Alors que la nouvelle autorité prendra des décisions pouvant impacter directement les prix et les coûts pour les citoyens, la voix du protecteur officiel des prix sera réduite au silence, favorisant ainsi l'action discrétionnaire de la nouvelle autorité conforme au droit de l'UE.

En conclusion, cette proposition représente une capitulation de notre souveraineté. Elle démantèle notre système fédéral, affaiblit la démocratie directe et soumet notre politique économique à des diktats extérieurs. Il est impératif de rejeter cette approche qui sacrifie des principes fondamentaux de notre État pour une intégration potentiellement désastreuse dans un cadre européen non souhaité par une majorité de citoyens suisses.

Sécurité des denrées alimentaires

La consultation soumise sur le domaine de la sécurité alimentaire, présentée sous un titre trompeur, masque en réalité une initiative d'intégration profonde et périlleuse avec l'Union européenne. Il ne s'agit plus de garantir une simple sécurité, mais d'assujettir l'ensemble de la chaîne de production agricole et alimentaire suisse au cadre réglementaire de l'UE, particulièrement le paquet législatif "De la ferme à la table". Cette démarche menace directement les standards de qualité élevés qui font la renommée de nos produits, la survie de nos exploitations familiales, et la liberté de choix des consommateurs.

La qualité suisse, reconnue mondialement, est sérieusement compromise. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes conduira inévitablement à une dévaluation de nos produits. L'étiquette "Swiss Made" perdra de sa valeur intrinsèque si les productions doivent se conformer à des critères moins rigoureux que ceux actuellement en vigueur. Ce faisant, un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs est littéralement détruit.

L'instrument le plus préoccupant est la clause dite "guillotine", qui lie ce nouvel accord à tous les autres traités bilatéraux I. La résiliation de cet accord nocif entraînerait la chute de l'ensemble du corpus contractuel helvético-européen. Il s'agit là d'un chantage politique inacceptable, qui prive la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine pour décider de son avenir.

De surcroît, l'autorisation d'inspecteurs de l'UE à pénétrer et à exercer des pouvoirs de contrôle dans nos étables, nos fromageries et nos restaurants représente une atteinte intolérable à notre souveraineté. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de contrôle directs d'une autorité étrangère, au mépris de nos propres compétences et de nos structures de surveillance nationales.

Une vague de bureaucratie sans précédent menace de submerger nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises industrielles, mais aussi les petits magasins à la ferme, les fromageries d'alpage, les bouchers de village, et même les associations organisant des événements locaux, seraient contraints de satisfaire aux exigences complexes et inadaptées des réglementations européennes. Ce fardeau est susceptible de détruire des traditions locales et des modèles économiques viables, minant ainsi la diversité et la vitalité de notre économie rurale et artisanale.

Le moratoire sur le génie génétique, confirmé à plusieurs reprises par le peuple suisse, est méthodiquement vidé de sa substance. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens autorisant des traces d'organismes génétiquement modifiés, ignorant ainsi la volonté populaire exprimée démocratiquement.

La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité suisse, nos producteurs et nos consommateurs. Elle soumet l'intégralité de la chaîne alimentaire helvétique à la régulation de l'UE, créant une bureaucratie étouffante et une perte des standards d'excellence que nous avons toujours cultivés.

Les ajustements au droit de la protection des animaux, notamment les nouveaux articles 15a et 21 du TSchG, obligent la Suisse à abandonner ses propres réglementations, souvent plus strictes et éprouvées, concernant le transport et l'abattage des animaux, au profit des normes de l'UE. Ceci représente un recul marqué en matière de protection animale et une perte flagrante de souveraineté dans un domaine éthiquement sensible. L'imposition des règlements européens sur les transports d'animaux et leur abattage constitue un retour en arrière inacceptable pour la protection animale en Suisse. Nos règles nationales, qui bénéficient d'une large acceptation sociale, sont remplacées par des normes européennes de masse. Nous perdons ainsi la souveraineté de fixer nos propres standards, potentiellement plus élevés, dans un domaine d'importance éthique majeure.

La révision totale de la LMG est le cœur de cette soumission au droit alimentaire européen. Elle menace la diversité et la qualité de notre production alimentaire par un déluge de réglementations européennes inadaptées, conçues pour une production industrielle de masse. Les petits producteurs, les magasins de ferme et la gastronomie locale seront écrasés par une bureaucratie accablante, forçant nombre d'entre eux à cesser leurs activités. Il s'agit d'une attaque directe contre notre identité culinaire et notre économie du tissu moyen.

Les nouvelles compétences conférées au Conseil fédéral en matière de réglementation, inscrites dans les nouveaux alinéas des articles 141 et 148 du LwG, constituent une autorisation en blanc pour la mise en œuvre du droit européen. Le Parlement sera contourné et ne pourra plus se prononcer dans le détail sur l'adoption de réglementations qui affectent directement nos agriculteurs. Ceci représente une érosion inacceptable du contrôle démocratique dans un domaine politique central pour la Suisse.

L'adaptation du droit forestier, avec le nouvel article 26 alinéa 1bis du WaG, soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perdra sa capacité à réagir rapidement et souverainement face aux menaces spécifiques qui pèsent sur nos forêts. Au lieu de stratégies nationales éprouvées, nous serons contraints de nous plier aux mécanismes européens, souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine.

Enfin, par l'adoption des réglementations européennes au sein de la loi sur les épizooties (nouvel article 1 TSG), la Suisse renonce à son contrôle dans un domaine d'importance nationale capitale. La lutte contre les épidémies nécessite des mesures rapides, flexibles et adaptées aux conditions locales. La soumission au système rigide et bureaucratique de l'UE, telle que prescrite par le nouveau champ d'application de l'article 1 TSG, est une négligence qui met en danger notre agriculture et la santé publique.

En conclusion, cette démarche d'intégration est fondamentalement préjudiciable à la Suisse, à ses citoyens et à son économie. Elle représente une perte de souveraineté considérable, une menace pour nos standards de qualité et un fardeau bureaucratique insupportable pour nos entreprises. Nous appelons à un rejet de cette proposition qui sacrifie nos acquis sur l'autel d'une intégration forcée.

Contribution financière

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux propositions relatives à la contribution financière dans le cadre des relations avec l'Union européenne, telles que présentées dans le présent processus de consultation. Loin d'être une simple adaptation technique, cette démarche représente une remise en cause fondamentale de notre souveraineté et de notre autonomie budgétaire, sous couvert d'une prétendue optimisation des relations bilatérales.

Il est manifeste que les paiements de cohésion, autrefois des contributions volontaires et soumises au contrôle du Parlement, se transforment en une obligation légalement contraignante. Cette évolution, formalisée par la création d'un « mécanisme de calcul juridiquement contraignant » stipulé dans les accords, dépossède la Suisse d'un levier politique essentiel. La capacité de notre Parlement à décider de manière souveraine de l'opportunité et du montant de ces contributions est ainsi anéantie. Il ne s'agit plus d'une manifestation de solidarité, mais d'une véritable redevance automatique, s'apparentant à une dépense forcée. Le montant initial de 350 millions de francs par an, avancé comme un argument d'attraction, apparaît rétrospectivement comme une offre d'appel dérisoire. Le mécanisme de renégociation et d'ajustement prévu conduira inévitablement à une augmentation substantielle des sommes dues, sans que la Suisse ne dispose d'un droit de regard ou d'une réelle marge de négociation. L'Union européenne dictera ses exigences, et notre pays sera contraint de s'exécuter.

En l'état, ces propositions transforment la Suisse en une contributrice nette, versant des sommes considérables sans contrepartie claire en termes d'accès au marché ou de suppression des obstacles commerciaux. La justification avancée d'une « contribution à la stabilité et à la prospérité de l'Europe » ne saurait masquer la réalité : nous finançons une intégration institutionnelle accrue qui se fait au détriment de notre souveraineté, sans garanties tangibles d'avantages économiques proportionnels.

La Suisse se retrouve ainsi dans une position de subalterne, où elle assume les coûts d'une relation qui profite avant tout à l'autre partie, sans bénéficier d'un droit de vote ou d'une influence significative sur les décisions qui la concernent.

La création d'une loi sur les contributions de cohésion (KoBG) formalise cette nouvelle réalité. Cette loi, présentée comme une mesure nécessaire pour encadrer les paiements, ne fait que pérenniser des contributions qui étaient auparavant sujettes à la discrétion parlementaire. L'article 1 du KoBG, en établissant un « droit permanent » à ces versements, vide de sa substance l'article 128 de la Constitution fédérale, relatif à la souveraineté budgétaire du peuple et des cantons. Il est inacceptable que le Parlement soit réduit à un rôle de simple exécutant d'une obligation décidée unilatéralement par l'UE. La décision concernant l'utilisation des deniers publics, pilier de notre démocratie directe et indirecte, se trouve ainsi court-circuitée au profit d'une compulsion financière dictée par Bruxelles.

L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d) de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), tel que proposé, n'est pas une simple formalité technique. Elle ancre ces contributions de manière durable dans notre système juridique et signale que ces versements à l'UE sont désormais considérés comme une composante normale et permanente de notre droit fédéral. Cela contrevient au principe de la séparation des pouvoirs et à la prééminence du droit du peuple suisse, consacré par l'article 1 de la Constitution fédérale.

L'amalgame effectué avec la loi sur la promotion de la paix par l'ajout de l'article 1, alinéa 2, lettre b) est particulièrement trompeur et moralement discutable. L'invocation du « bon nom » de la promotion de la paix suisse est détournée de sa vocation originelle pour légitimer des paiements politiquement sensibles et contestés à l'UE. Il s'agit d'une manœuvre sémantique visant à masquer la nature contraignante et coûteuse de ces contributions. Loin de servir la paix, ces arrangements institutionnalisent unilatéralement des transferts financiers qui affaiblissent la capacité de décision autonome de la Suisse.

En conclusion, les propositions relatives à la contribution financière remettent en cause de manière inacceptable les principes fondamentaux de notre souveraineté, de notre autonomie budgétaire et de notre démocratie. Elles transforment la Suisse en un débiteur permanent, sans contrepartie proportionnelle et sous le diktat d'une autorité extérieure. Nous demandons le rejet pur et simple de ces dispositions qui sacrifient nos intérêts nationaux sur l'autel d'une intégration mal définie et coûteuse. La Suisse doit préserver sa liberté de décider de l'utilisation de ses ressources financières, conformément aux principes constitutionnels et à la volonté de son peuple.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime une profonde inquiétude quant aux implications de l'accord proposé dans le domaine des transports terrestres, particulièrement en ce qui concerne le secteur ferroviaire et la sauvegarde de notre service public. L'architecture même de notre système de transport ferroviaire, garant de la cohésion territoriale et de la mobilité de nos concitoyens, se trouve aujourd'hui menacée par une intégration toujours plus poussée avec le droit de l'Union européenne.

Le premier point de friction majeur réside dans l'application potentielle du droit européen des aides d'État au secteur ferroviaire suisse. Nos dispositifs de subventionnement actuels, fruit d'une longue tradition et d'une adaptation fine aux besoins spécifiques de la Suisse – qu'il s'agisse du transport de marchandises essentiel à notre économie, du maintien d'une offre de transport régional dans les zones moins densément peuplées, ou encore de l'investissement nécessaire au renouvellement de notre matériel roulant –, pourraient être qualifiés d'incompatibles avec les règles de concurrence de l'UE. Cette éventualité n'est pas hypothétique ; elle constitue une menace concrète pour la qualité et l'étendue du service offert à la population. Le risque est que des pans entiers de notre infrastructure ferroviaire, bénéficiant aujourd'hui d'un soutien public légitime et nécessaire, se retrouvent fragilisés, voire démantelés, au nom d'une harmonisation mal comprise.

Parallèlement, l'ouverture du marché ferroviaire suisse à la concurrence européenne via l'introduction de la "cabotage" représente un danger immédiat pour notre modèle de service public. Cette disposition, consacrée par l'ajout d'un nouvel article 40ater à la loi sur le chemin de fer (LCheminF),

autorise des entreprises de transport étrangères, souvent soutenues par des subventions publiques de leurs pays d'origine, à opérer des liaisons purement intérieures en Suisse. L'expérience nous enseigne que ces acteurs auront tendance à se concentrer sur les axes les plus rentables, pratiquant ainsi une "pêche aux opportunités" ou "rosinenpickerei" – terme allemand évocateur de cette stratégie. Les conséquences pour les Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) et les autres opérateurs suisses, qui ont un mandat de service public global incluant les lignes moins fréquentées et moins lucratives, sont désastreuses. Leur base financière serait érodée, mettant en péril leur capacité à assurer une couverture territoriale complète et un service de qualité sur l'ensemble du territoire national. Le nouvel article 32a alinéa 1bis de la loi sur le transport de voyageurs (LTCV), qui impose le respect du droit de l'UE lors des appels d'offres, accentue cette contrainte. Il limite la souveraineté des autorités fédérales et cantonales dans la définition et la gestion de leur réseau de transport public, les obligeant à se conformer à des critères européens qui ne correspondent pas nécessairement aux priorités nationales ou aux besoins spécifiques de notre pays. Cela peut conduire à des choix moins optimaux et, in fine, plus coûteux pour les contribuables suisses.

Il est particulièrement préoccupant de constater que la "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une protection est, sur le plan juridique, dénuée de force contraignante. Elle ne constitue pas une garantie solide contre les futures évolutions du droit de l'UE, que la Suisse serait contrainte d'intégrer de manière dynamique. Cette "déclaration" ressemble davantage à une tentative de rassurer l'opinion publique qu'à un véritable rempart juridique protégeant notre souveraineté dans le domaine ferroviaire. L'évolution du droit européen, par le biais de la reprise dynamique, nous expose à une perte progressive de notre capacité à décider de manière autonome de l'organisation de nos transports. Des réglementations futures, telles que celles concernant le "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM), risquent de déplacer davantage les compétences de décision vers des instances supranationales, éloignées des réalités et des besoins suisses.

En conclusion, l'accord proposé dans le domaine des transports terrestres, en particulier l'introduction de la cabotage et l'application du droit européen des aides d'État, représente une menace sérieuse pour le service public ferroviaire suisse. Ces dispositions, loin de garantir une concurrence équitable, risquent de fragiliser notre système actuel, de compromettre la viabilité financière de nos entreprises de transport nationales et, à terme, de réduire la qualité et la couverture du service offert à la population. La prétendue "protection" offerte par la déclaration commune est illusoire et ne saurait masquer la perte progressive de souveraineté et de contrôle sur un secteur vital pour notre pays. Il est impératif de réévaluer les bénéfices réels d'une telle intégration au regard des risques avérés pour notre modèle de service public et notre indépendance décisionnelle.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant au projet de réglementation portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration, tel qu'il est proposé dans le cadre des accords avec l'Union européenne. Loin d'apporter une clarification ou une amélioration bienvenue, ce paquet législatif représente, à notre sens, une capitulation inacceptable de notre souveraineté nationale et une menace directe pour la stabilité de nos systèmes sociaux et la volonté démocratique du peuple suisse.

L'argument central et le plus préoccupant réside dans l'extension massive de la libre circulation des personnes par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union. Cette mesure contrevient frontalement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule clairement la volonté du peuple de maîtriser lui-même la immigration. Il est incompréhensible que, sous prétexte d'harmonisation, l'on procède à une déconstruction délibérée des garde-fous que notre pays s'est donnés.

De surcroît, l'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent, accordé après seulement cinq ans au lieu des dix actuels, constitue une avancée alarmante. Ce statut, qualifié de manière trompeuse de "C PLUS", promet une quasi-impossibilité de retrait, même en cas de comportement délictueux ou de dépendance durable aux aides sociales. Une telle disposition sape non seulement les fondements de notre sécurité intérieure, mais fragilise également la pérennité de nos précieuses institutions sociales. L'idée de légaliser le maintien sur le territoire de personnes qui ne contribuent pas et qui représentent un fardeau pour la collectivité est contraire à toute logique de responsabilité.

Il est manifeste que cette réforme encourage massivement l'immigration vers nos systèmes de sécurité sociale. Les citoyens de l'UE, ainsi que les membres de leur famille qui les rejoignent, acquièrent de fait un droit de séjour prolongé, même lorsqu'ils dépendent de l'aide sociale. Ce sont les contribuables suisses, ainsi que les cantons et les communes, qui supporteront, et de manière croissante, les coûts engendrés par cette générosité forcée.

L'élargissement du regroupement familial, qui autorise désormais le séjour de parents, grands-parents et beaux-parents, au-delà des conjoints et enfants, est une conséquence directe et disproportionnée. Cela entraînera une augmentation incontrôlable de l'immigration et, par conséquent, des dépenses sociales que notre pays ne pourra plus assumer durablement sans compromettre ses propres citoyens.

La soi-disant "clause de sauvegarde" incluse dans cet accord ne constitue qu'une illusion, un écran de fumée. Les conditions extrêmement strictes requises pour son activation la rendent pratiquement inapplicable. Pire encore, l'Union européenne brandit la menace de sanctions en cas de recours à cette clause, la transformant ainsi d'une protection illusoire en un instrument de chantage.

L'adoption de la "méthode d'intégration" pour la reprise automatique du droit de l'Union en matière de migration est inacceptable. Cela priverait le Parlement suisse et le peuple de leur pouvoir décisionnel sur des questions d'une importance capitale pour notre avenir. La démocratie directe, pilier de notre système politique, serait gravement affaiblie, voire anéantie, dans ce domaine stratégique.

Les modifications proposées à la Loi sur l'immigration (LI), notamment le nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a, concrétisent cette tendance. Elles légitiment et facilitent l'accès des citoyens de l'UE aux systèmes sociaux suisses, rendant leur exclusion, même en cas de dépendance, quasi impossible. Cette disposition, au lieu de protéger nos acquis sociaux, semble délibérément orchestrée pour les démanteler. La nouvelle "clause de sauvegarde" à l'article 21b LI est une simple façade, dépourvue de réelle efficacité pour contrôler l'immigration.

L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étudiants étrangers dans la loi sur l'ETH (art. 34d al. 2bis) et dans la loi sur le financement des hautes écoles (art. 61a) révèle un aveu implicite des coûts exorbitants induits par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. C'est un symbole de la manière dont les conséquences négatives de ces accords sont reportées sur les étudiants et la réputation de nos institutions. De même, la création d'un cadre de paiement et d'un mécanisme de contribution spécifiques dans la loi sur le financement des hautes écoles (art. 61a) pour compenser l'égalité de traitement des étudiants de l'UE met en évidence les coûts cachés et substantiels de ce paquet d'accords, dont le contribuable suisse devra assumer la charge.

Le renvoi au système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) dans la loi sur la formation professionnelle supérieure (art. 2 al. 1bis) et la mise en œuvre du Diplôme de Praticien Européen (DPE) dans la Loi fédérale sur les professions médicales (art. 15, 35), le Droit des professions de la santé (art. 10, 15) et la Loi sur la profession de psychologue (art. 37) constituent une dangereuse délégation de souveraineté. Le remplacement de l'examen national rigoureux des qualifications par un processus automatisé de l'UE est un risque inacceptable pour la qualité et la sécurité, notamment dans des domaines aussi sensibles que la santé. La Suisse abdique ainsi sa capacité à garantir le maintien de ses standards élevés.

La modification de la Loi sur le libre passage (LFLP), en particulier le nouvel article 25f al. 1bis, restreint le retrait en espèces des fonds de prévoyance professionnelle lors d'un départ vers l'UE. C'est une conséquence directe de la subordination au droit de l'UE et une atteinte aux droits de propriété des assurés suisses, dictée par Bruxelles.

En outre, l'intégration de la deuxième pilier dans les règles de coordination de l'UE, à travers l'ajout de la chiffre 27 à l'article 49 al. 2 de la LPPA, représente une autre étape dans l'érosion de notre souveraineté en matière de politique sociale. La Suisse perd sa capacité à définir les règles de sa prévoyance professionnelle de manière autonome et dans l'intérêt de ses assurés.

Cette adaptation technique, apparemment anodine, au Code civil suisse (art. 89a al. 6 ch. 24) montre à quel point les modifications du droit de l'UE s'infiltrent dans notre ordonnancement juridique, affectant même notre code civil et nous soumettant à la logique d'alignement avec le droit social de l'UE.

Enfin, la modification de la Loi sur le marché du travail (LMT), notamment l'introduction d'une "stratégie de réinsertion" à l'article 24a, n'est qu'une mesure cosmétique destinée à masquer la perte de contrôle de la Suisse sur l'afflux sur le marché du travail. Au lieu de réguler l'immigration, nous nous contentons de gérer ses conséquences par des moyens bureaucratiques qui n'allègent guère la pression sur nos systèmes sociaux.

En conclusion, le projet présenté constitue une renonciation inacceptable à notre indépendance et un danger pour notre prospérité. Il est impératif que le Conseil fédéral et le Parlement défendent l'intérêt national et la volonté démocratique du peuple suisse, plutôt que de céder aux pressions extérieures au prix de notre souveraineté. Nous demandons le rejet de ces dispositions qui menacent les fondements de notre État.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse se trouve à un carrefour décisif quant à ses relations futures avec l'Union européenne. Les résultats des récentes négociations, tels qu'ils nous sont présentés, appellent à une analyse critique rigoureuse et à une profonde méfiance quant à leurs implications réelles pour notre souveraineté et notre prospérité. La tentation est grande de céder à une forme d'optimisme de façade, suggérant que des progrès significatifs ont été réalisés. Cependant, une lecture attentive des textes et une compréhension des dynamiques sous-jacentes révèlent une réalité bien plus préoccupante.

Il est essentiel de se pencher sur l'accord-cadre institutionnel, dont les contours actuels suscitent de sérieuses interrogations quant à son respect du principe fondamental de la souveraineté suisse, tel que garanti par notre Constitution fédérale, notamment l'article 5 alinéa 2 qui stipule que "La Confédération et les cantons agissent dans le cadre de leurs compétences. Ils respectent les compétences des autres et leurs légitimes intérêts." L'implication potentielle d'une juridiction européenne dans l'interprétation et l'application du droit, même dans des domaines spécifiques, risque de saper l'autonomie législative et judiciaire de notre pays. L'article 190 de la Constitution fédérale, qui affirme la primauté du droit fédéral sur le droit cantonal, ne peut être interprété comme une invitation à déléguer notre pouvoir législatif à des instances extérieures. L'introduction d'une clause de référence dynamique au droit de l'Union européenne, telle qu'envisagée dans certains scénarios, pourrait entraîner une adoption quasi automatique de nouvelles législations européennes sans que le Parlement suisse ait une marge de manœuvre suffisante pour adapter ces textes à notre contexte national.

De plus, la question de la libre circulation des personnes, pilier des accords bilatéraux, continue de poser des défis majeurs. Si l'on vante les bénéfices économiques de cette libre circulation, il faut simultanément considérer l'impact sur nos infrastructures, nos services sociaux et la cohésion de notre société. Le principe de la primauté du droit de l'UE, qui découle de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), pose un problème fondamental. En effet, si l'accord-cadre venait à entériner explicitement cette primauté, cela signifierait que le droit de l'UE, y compris dans les domaines relevant des accords bilatéraux, prévaudrait sur le droit suisse. Ceci entrerait en contradiction avec l'article 1 de la Constitution fédérale, qui proclame la Suisse comme un État souverain, et mettrait en péril la capacité de la Suisse à légiférer conformément aux intérêts de sa population. La CJUE, par ses arrêts, a développé une interprétation extensive de la primauté du droit communautaire, qui pourrait imposer à la Suisse des obligations non prévues initialement dans les accords.

L'évolution des finances publiques suisses, et en particulier la question de la contribution financière de

la Suisse au budget de l'UE, mérite également une attention particulière. L'argument selon lequel cette contribution serait une compensation pour l'accès au marché unique est discutable. Il s'agit, dans les faits, d'un transfert de ressources qui pourrait être alloué plus judicieusement à des projets nationaux prioritaires, renforçant ainsi notre économie et notre bien-être social. La nécessité de réexaminer périodiquement ces contributions, sans qu'une clause de révision automatique ne soit prévue, laisse une grande marge d'incertitude quant à leur évolution future. L'absence de mécanismes clairs pour encadrer ces contributions et leur impact sur le budget fédéral est une lacune qui ne peut être ignorée.

Par ailleurs, la question de la protection des citoyens suisses face à l'application de la législation européenne dans des domaines sensibles, tels que la protection des données, est loin d'être résolue de manière satisfaisante. Bien que des efforts soient faits pour harmoniser les normes, il subsiste un risque réel que les exigences de l'UE n'entraînent une perte de contrôle sur des informations sensibles, compromettant ainsi la sécurité nationale et la vie privée de nos concitoyens. La loi sur la protection des données en Suisse doit pouvoir continuer à être adaptée aux besoins spécifiques de notre pays, sans être dictée par des normes européennes dont le niveau de protection pourrait s'avérer insuffisant, voire excessif dans certains cas.

Enfin, la stratégie de négociation de la Suisse semble manquer de clarté quant à ses objectifs à long terme. L'empilement des accords bilatéraux, bien qu'il ait permis d'atteindre un certain niveau de coopération, crée une complexité juridique et une dépendance croissante vis-à-vis de l'UE. Une approche plus stratégique, qui mettrait en balance les bénéfices et les coûts de chaque accord, et qui rechercherait des solutions plus équilibrées et durables, s'avère nécessaire. Il est impératif que le Parlement et le peuple suisse soient pleinement informés des conséquences réelles de ces accords, et qu'ils aient la possibilité de se prononcer en toute connaissance de cause. La prudence et la défense acharnée de nos intérêts nationaux doivent guider notre action. Le maintien de notre souveraineté et de notre prospérité exige une vigilance constante et une capacité à dire non lorsque les propositions ne servent pas l'intérêt supérieur de la Suisse. L'heure n'est pas à la complaisance, mais à l'examen critique et à la défense résolue de nos valeurs et de nos institutions.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation du gouvernement suisse concernant la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des questions fondamentales quant à l'avenir de notre souveraineté et à la protection de nos intérêts nationaux. L'approche préconisée, qui semble privilégier une intégration accrue et une dépendance encore plus marquée vis-à-vis de Bruxelles, suscite une profonde inquiétude. Nous doutons sérieusement que les bénéfices potentiels annoncés justifient les risques considérables qui pèsent sur notre indépendance décisionnelle et notre autonomie législative.

Il est impératif de rappeler les principes fondamentaux de notre droit constitutionnel, tels qu'énoncés dans la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.). L'article 1 de la Cst. stipule que la Confédération suisse est un État libre et indépendant, attaché à la démocratie, à la paix et à la solidarité. L'adoption d'accords qui conduiraient à une assimilation progressive de notre droit à celui de l'Union européenne, sans que la Suisse ait voix au chapitre dans l'élaboration de celui-ci, contrevient directement à cet article. Notre capacité à légiférer conformément aux intérêts spécifiques de notre population et à nos traditions démocratiques pourrait être irrémédiablement compromise.

De plus, l'article 5 de la Cst., relatif aux compétences, impose que la Confédération n'assume que les tâches qui lui sont confiées par la Constitution ou qui requièrent une réglementation uniforme de la part des autorités fédérales. Une intégration plus poussée avec l'UE, telle que suggérée par la stabilisation des relations, pourrait entraîner un transfert de compétences *de facto* vers des institutions supranationales, sans que le peuple suisse n'ait eu la possibilité de se prononcer sur un tel transfert par la voie démocratique référendaire, élément essentiel de notre système politique.

L'argument de la "stabilisation" sonne creux lorsque l'on observe la nature évolutive et souvent

imprévisible du droit de l'Union européenne. Les accords conclus aujourd'hui pourraient rapidement devenir obsolètes ou nécessiter des adaptations constantes, nous enfermant dans un cycle d'adhésion progressive et de perte de contrôle. Comment pouvons-nous garantir une véritable stabilisation si le droit auquel nous nous conformons est lui-même en perpétuelle mutation, dicté par des dynamiques internes à l'UE qui nous échappent largement ?

La prétendue simplification des relations avec l'UE par le biais d'accords sectoriels, qui semblent être la voie envisagée, risque au contraire de créer une architecture juridique d'une complexité redoutable, où chaque nouveau domaine pourrait devenir un levier de pression pour des concessions supplémentaires. L'acquis communautaire est déjà vaste et en expansion constante. Tenter de l'assimiler de manière fragmentée ne fera qu'accroître notre dépendance et notre vulnérabilité face aux exigences futures de l'UE.

Il est également crucial de considérer l'impact potentiel sur notre système économique et social. La libre circulation des personnes, par exemple, déjà source de tensions sociales et de défis pour nos infrastructures, pourrait voir son cadre réglementaire encore fragilisé, au détriment de la capacité de la Suisse à gérer ses flux migratoires et à préserver la qualité de vie de ses citoyens. La concurrence déloyale potentielle, née de différences de normes et de réglementations, reste une préoccupation majeure. L'article 31bis de la Constitution fédérale, qui garantit la protection des régions alpines contre les nuisances du trafic, pourrait être mis à mal par des accords européens qui privilégieraient des objectifs économiques au détriment de notre environnement fragile.

La notion même de "stabilisation" peut être interprétée différemment. Pour certains, elle signifie une intégration plus profonde. Pour nous, une véritable stabilisation résiderait dans le renforcement de notre autonomie, la défense résolue de nos spécificités et la poursuite d'une politique étrangère qui protège avant tout les intérêts légitimes de la Suisse et de ses citoyens, conformément à l'article 2 de la Cst. qui stipule que le but de la Confédération est d'assurer l'indépendance de la Suisse et sa prospérité.

En outre, la nécessité de transposer constamment le droit européen sans véritable pouvoir de décision limite la capacité du Parlement suisse à exercer pleinement son mandat démocratique. Les articles 164 et suivants de la Cst. définissent le rôle du Parlement en tant qu'autorité législative suprême. Si une grande partie de notre législation est dictée par Bruxelles, le rôle de notre Parlement s'en trouve mécaniquement diminué, vidant de sa substance notre démocratie représentative.

La prudence est donc de mise. Il ne s'agit pas d'un refus systématique de toute relation avec l'UE, bien au contraire. Les accords bilatéraux existants ont montré qu'une coopération pragmatique est possible. Cependant, l'orientation suggérée par cette consultation semble s'éloigner dangereusement de ce modèle éprouvé pour se diriger vers une forme d'alignement qui ne dit pas son nom. Avant d'engager la Suisse sur cette voie potentiellement périlleuse, une analyse approfondie et transparente des conséquences sur notre souveraineté, notre indépendance et notre système démocratique est indispensable. La protection de nos intérêts nationaux doit rester la priorité absolue, guidant chacune de nos décisions dans le concert des nations et, particulièrement, dans nos relations avec nos voisins européens. Nous ne devons pas sacrifier notre identité et notre autonomie sur l'autel d'une intégration forcée qui ne profite pas nécessairement au peuple suisse.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation relative au paquet institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté nationale, la démocratie directe et le cadre juridique suisse. Il est impératif d'examiner avec la plus grande rigueur les implications d'un tel accord, qui risque de nous lier davantage à une dynamique européenne complexe et potentiellement préjudiciable à nos intérêts propres.

La pierre angulaire de notre système politique réside dans la souveraineté, telle que consacrée par

l'article 54 de la Constitution fédérale. Or, les propositions à l'examen semblent tendre vers une délégation accrue de compétences décisionnelles vers Bruxelles, au détriment de la capacité de la Suisse à définir elle-même son propre droit et ses propres politiques. L'adoption systématique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans des domaines clés, sans que le peuple et les cantons n'aient leur mot à dire, constitue une atteinte inacceptable à ce principe. L'article 164, alinéa 3, de la Constitution stipule que le droit fédéral doit respecter les principes constitutionnels. L'obligation de reprendre le droit européen, même lorsqu'il est contraire aux intérêts suisses ou à nos valeurs fondamentales, contrevient à cet article. La notion d' "adaptation dynamique" du droit, telle qu'elle est souvent présentée, n'est qu'un euphémisme pour une soumission progressive à un droit étranger dont nous ne maîtrisons ni la genèse ni l'évolution future.

La démocratie directe, autre pilier de notre identité helvétique, est également mise à mal. Les instruments tels que l'initiative populaire et le référendum, garantis par la Constitution, permettent à nos citoyens de se prononcer sur les lois. Cependant, si une grande partie de notre droit est externalisée et que les adaptations nécessaires sont dictées par une instance supranationale, la portée et l'efficacité de ces instruments démocratiques se trouvent considérablement réduites. Comment un référendum pourrait-il légitimement porter sur une norme qui a été créée en dehors de nos frontières et qui s'impose à nous par le biais d'un accord ? Cela pose une question fondamentale de légitimité démocratique. L'article 34, alinéa 1, de la Constitution garantit la participation des citoyens à la vie politique. Un accord institutionnel qui priverait le peuple de son droit de regard sur une part croissante de la législation va à l'encontre de cet idéal.

Sur le plan économique, les accords bilatéraux actuels ont déjà engendré une dépendance significative vis-à-vis du marché intérieur européen. Si cette intégration a apporté certains bénéfices, elle a aussi entraîné des contraintes et des coûts non négligeables, notamment par le biais de la reprise de l'acquis communautaire. Le nouveau paquet institutionnel risque d'accentuer cette tendance, en renforçant les mécanismes d'application et de contrôle du droit européen en Suisse. Le risque de distorsion de concurrence, de contraintes réglementaires accrues et de perte de flexibilité pour nos entreprises est bien réel. L'article 27 de la Constitution, qui garantit la liberté économique, pourrait être mis sous pression par des obligations européennes qui ne tiendraient pas compte des spécificités de notre économie ou de nos standards.

De plus, la perspective d'une mise en place d'un mécanisme de règlement des différends qui conférerait à la CJUE un rôle prééminent pose un problème juridique majeur. Le recours systématique à la CJUE pour interpréter le droit tel qu'il s'applique à la Suisse, même dans le cadre d'accords bilatéraux, reviendrait à accepter une juridiction dont nous ne contrôlons pas la composition ni la doctrine. L'indépendance de notre système judiciaire, garantie par l'article 190 de la Constitution, pourrait être érodée. La primauté du droit européen, dans l'interprétation de la CJUE, risque de supplanter notre propre droit constitutionnel, ce qui serait inacceptable. L'article 190 stipule que le droit fédéral est applicable et que les tribunaux l'appliquent. Si ce droit fédéral est, en pratique, constamment interprété par une juridiction étrangère dont les décisions s'imposent, la véritable application du droit fédéral est remise en question.

Il est essentiel de ne pas tomber dans une logique de "tout ou rien" qui masquerait les nuances. Cependant, les risques associés à un accord institutionnel trop contraignant sont trop importants pour être ignorés. La Suisse a toujours su naviguer avec succès dans ses relations internationales grâce à son pragmatisme, sa neutralité et son respect de sa propre identité. Un accord qui nous lierait trop étroitement à l'UE, sans garanties suffisantes pour notre souveraineté, notre démocratie et notre système juridique, serait une erreur stratégique majeure. Il convient de privilégier des accords sectoriels ciblés qui préservent notre autonomie décisionnelle et qui sont clairement soumis au contrôle démocratique du peuple et des cantons. La primauté du droit suisse, tel qu'il est défini et appliqué par nos institutions souveraines, doit demeurer le principe directeur. La consultation actuelle doit être l'occasion d'affirmer fermement cet attachement à notre modèle politique et juridique, plutôt que de s'engager sur une voie qui le compromettrait durablement. L'article 54 de la Constitution, qui traite de la souveraineté de la Confédération, doit être l'aune à laquelle nous mesurons toute proposition d'accord avec l'UE. Ne laissons pas nos acquis démocratiques et juridiques être dilués au nom d'une intégration poussée qui ne répond pas aux aspirations profondes de la population suisse.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Iris Huber (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Huber · +41763958944 · info@whirlpool-huus.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Grundfesten unseres Landes. Es ist alarmierend, wie die EU mittels dieses Pakets versucht, die Schweiz in eine asymmetrische Abhängigkeit zu drängen und die direkte Demokratie auszuhöhlen.

Ein zentrales Problem liegt in der Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung hat. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volks- und Ständemehrheit, wie er in Artikel 140 Absatz 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU bedeutet eine erhebliche Einschränkung der nationalen Gesetzgebungskompetenz und untergräbt die Möglichkeit des Souveräns, über die Ausrichtung unseres Landes zu entscheiden. Artikel 141 Absatz 3 der Bundesverfassung, der die Rechte des Parlaments bei der Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen stärkt, wird durch dieses Paket de facto ausgehöhlt.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die verpflichtende Anerkennung seiner Rechtsprechung, selbst in Bereichen, die nicht explizit in den Abkommen geregelt sind, stellt eine gravierende Bedrohung für die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz dar. Unser eigenes Rechtssystem, basierend auf der Bundesverfassung und den hierzu ergangenen Gerichtsurteilen, würde dadurch marginalisiert. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, wäre in Frage gestellt. Der EuGH würde faktisch zum obersten Rechtsprechungsorgan aufsteigen, was mit unserer bundesstaatlichen Ordnung unvereinbar ist und die Gewaltenteilung verletzt.

Die Verknüpfung der einzelnen Abkommen zu einem institutionellen Paket ist eine Taktik, die es der EU erlaubt, Druck auszuüben und die Schweiz zu Zugeständnissen zu zwingen, die einzeln möglicherweise nicht mehrheitsfähig wären. Dies stellt eine unzulässige Umgehung des schweizerischen demokratischen Prozesses dar. Wir müssen uns fragen, ob die kurzfristigen wirtschaftlichen Vorteile die langfristigen Kosten für unsere Unabhängigkeit und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien rechtfertigen. Die Gefahren einer schleichenden Entmachtung und der Verlust der Gestaltungsfreiheit sind real und dürfen nicht ignoriert werden. Dieses Paket stellt eine Gefahr für die Souveränität und die demokratischen Institutionen dar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union wirft gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es besteht die

dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere wirtschaftliche Autonomie kritisch zu beleuchten.

Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Erosion des Parlamentsvorbehalts und der direkten Demokratie ist evident. Artikel 6 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (BWG) verankert das Recht des Volkes und der Kantone auf Mitwirkung. Eine übermässige Angleichung an EU-Recht, die solche Mitwirkungsrechte aushöhlt, wäre mit den Grundprinzipien unserer Verfassung unvereinbar. Die Souveränität unseres Landes, wie sie im Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, erlaubt es uns nicht, uns blindlings externen Rechtsquellen zu unterwerfen, insbesondere wenn diese nicht im Einklang mit unseren fundamentalen Werten stehen.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen nicht zu unterschätzen. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer KMUs könnte durch zusätzliche regulatorische Lasten und eine aufgeblähte Bürokratie erheblich beeinträchtigt werden. Artikel 94 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Wirtschaftsfreiheit, die jedoch durch die Verpflichtung zur Einhaltung von EU-Standards unter Druck geraten könnte. Die schweizerische Gesetzgebung ist darauf ausgelegt, ein solides Fundament für unsere Wirtschaft zu schaffen. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Normen, die nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind, könnte genau diese Grundlage schwächen.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU einer gründlichen Prüfung unterzogen wird, welche die Wahrung unserer nationalen Interessen, unserer Rechtsstaatlichkeit und unserer demokratischen Prinzipien sicherstellt. Die blosse Harmonisierung von Vorschriften darf nicht auf Kosten unserer Souveränität und der Grundpfeiler unseres Rechtssystems erfolgen. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher unabdingbar, um die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz langfristig zu sichern. Wir müssen sicherstellen, dass solche Abkommen nicht zu einer schleichenden Abhängigkeit führen, die unsere Entscheidungsfreiheit auf lange Sicht massgeblich einschränkt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung der Schweizer Lebensmittelsicherheit an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Verbesserung dar, sondern eine gefährliche Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben. Der irreführende Titel "Lebensmittelsicherheit" verschleiert die Tatsache, dass hier ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben wird, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich auf strengeren Kontrollen und nachweislich höheren Standards gründet, ist dadurch in fundamentaler Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland".

Die damit einhergehende Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf eben diese Qualität. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Differenzierung führt. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überzogen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen und greift unsere kulinarische Identität an.

Besonders alarmierend sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossenden Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet und die Möglichkeit aufgibt, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft, ist eine unerträgliche politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jegliche souveräne

Entscheidungsmöglichkeit und zwingt uns in eine Abhängigkeit, die keine Rücknahme oder Anpassung mehr erlaubt. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle, insbesondere angesichts der neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG), die das Parlament umgehen. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist ebenfalls fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System, das schnelle und flexible nationale Massnahmen verunmöglicht. Dieses Abkommen ist ein Rückschritt auf allen Ebenen und muss entschieden abgelehnt werden.

Strom

Die vorgeschlagene Integration in den europäischen Strommarkt birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität der Schweiz und die Versorgungssicherheit unserer Bevölkerung. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, welche undemokratisch legitimiert sind.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird verwischt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung, indem sie Vergütungsregeln ändern und die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatlicher Beihilfen stellen einen gravierenden und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unseren föderalistischen Ordnungsrahmen dar. Die bisherige Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden eigenständig und im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation über wirtschaftsfördernde Massnahmen entscheiden, soll einem rigiden, von aussen diktierten EU-Kontrollregime weichen. Dies untergräbt grundlegend die Autonomie und die Vielfalt unserer Wirtschafts- und Förderpolitik.

Insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der neu eingerichteten Beihilfekammer, die in die Wettbewerbskommission (WEKO) integriert wird, birgt erhebliche Gefahren. Diese neue "Superbehörde", wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, agiert de facto als verlängerter Arm der EU und stellt primär die Konformität mit EU-Recht anstatt nationaler Interessen sicher. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung und der nationalen Steuerungshoheit. Die damit einhergehende Unterwerfung unter die systematische Kontrolle und Genehmigungspflicht durch die EU-Kommission macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Gestaltungsfreiheit aus.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Zentralisierung massiv beschnitten. Anstatt über lokale und regionale Förderinstrumente eigenständig zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern einer zentralen Instanz herabgestuft. Die im Entwurf vorgesehenen Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere die Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis, erlauben der neuen Beihilfebehörde die direkte Anfechtung kantonaler Erlasse vor Bundesgericht. Dies untergräbt die verfassungsrechtlich garantierte kantonale Autonomie und das föderalistische Gleichgewicht. Zudem verlieren die Kantone ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide neu auf ihre EU-Konformität hin überprüft und potenziell gekippt werden können, ohne dass ein formelles rechtliches Gehör gewährleistet ist.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter dieses neue Kontrollregime. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Die Schweiz gibt hier eine wichtige nationale Steuerungsmöglichkeit auf und unterstellt sich vollständig dem EU-Regelwerk, was die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Die Einbettung der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzt. Diese Machtkonzentration in einer von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und unvereinbar mit den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dem reibungslosen Agieren der neuen EU-konformen Behörde.

Diese umfassende Übertragung von Kompetenzen und die Unterwerfung unter fremde Regeln sind nicht akzeptabel und beeinträchtigen die schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung in ihren Grundfesten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu äusserst tiefgreifenden Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine faktische Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die im krassen Widerspruch zum Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar sein soll. Dies gefährdet unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein Verbleib in der Schweiz ermöglicht wird. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, wobei die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in einer Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu

explodierenden Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv, dass sie praktisch nie zur Anwendung kommen wird. Vielmehr droht die EU mit Sanktionen, sollte die Schweiz diese Klausel dennoch anrufen wollen. Es handelt sich hierbei nicht um eine Schutz-, sondern um eine Erpressungsklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch entmachtet. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss faktisch unmöglich gemacht wird.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird zusätzlich belastet, da die Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu gleichen Konditionen zu immatrikulieren. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB, MedBG, GesBG und PsyG ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen und Diplomen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies senkt unsere Qualitätsstandards und schwächt unsere Fähigkeit zur autonomen Regulierung des Arbeitsmarktes. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Patientensicherheit für EU-Kompatibilität, was nicht tolerierbar ist.

Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen insgesamt eine Kapitulation vor der EU dar, die unsere Souveränität massiv untergräbt und die Kosten für die Schweizer Bevölkerung unzumissbar erhöht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem rechtsverbindlichen Rahmen stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar und ist entschieden abzulehnen. Die Umwandlung von anfänglich freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen und rechtlich bindenden Pflicht untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Finanzströme. Dieses Vorgehen mutet einer Zwangsabgabe gleich und entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel gegenüber der EU.

Die im Vertrag verankerten 350 Millionen Franken pro Jahr sind bestenfalls als Lockvogelangebot zu verstehen. Der erwähnte 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert dadurch jede Möglichkeit, Einfluss auf die Höhe und die Verwendungszwecke dieser Gelder zu nehmen, und wird zur reinen Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der budgetären Autonomie und der parlamentarischen Budgethoheit gemäss Artikel 129 der Bundesverfassung.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist keine technische Anpassung, sondern ein strategisches Instrument, das die bisherigen freiwilligen Zahlungen in eine permanente und rechtlich bindende Verpflichtung überführt. Dieses Gesetz, insbesondere durch die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Anstelle einer wohlüberlegten politischen Entscheidung tritt die reine Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Bilanz, die Erfolgsrechnung und die Mittel- und Geldflussrechnung des Bundes (BöB), namentlich in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, zementiert diese Abgaben als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz würde somit faktisch zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht in EU-Angelegenheiten. Ohne Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bezahlen wir

für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert, ohne greifbare Vorteile zu bieten. Dieses Abkommen ist aus diesen Gründen strikt abzulehnen.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme zur Sparte Landverkehr äussert grundlegende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Angleichung an das EU-Recht. Es ist unverkennbar, dass die befürchteten negativen Konsequenzen für den inländischen Service public massiv unterschätzt werden. Die vorgeschlagene Öffnung des Marktes für die Kabotage im Eisenbahnverkehr, konkretisiert in einem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellt eine direkte Gefährdung der finanziellen Stabilität und der flächendeckenden Versorgung durch die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar. Ausländische Anbieter werden unvermeidlich die lukrativsten Strecken bedienen, während die Verpflichtung zur Erbringung von weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Dienstleistungen bei den Schweizer Anbietern verbleibt. Dies wird als reine "Rosinenpickerei" zu Lasten der schweizerischen Gemeinwohlinteressen gewertet.

Ferner wirft die dynamische Rechtsübernahme, die eine fortlaufende Anpassung an neues EU-Recht ohne Mitbestimmung der Schweiz vorsieht, gravierende Fragen hinsichtlich unserer Souveränität auf. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates zur Absicherung ist rechtlich betrachtet als nicht bindend und damit als unzureichend zu bewerten. Sie bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die dann zwangsläufig von der Schweiz übernommen werden müssten. Dies könnte beispielsweise zur Einführung weiterer, potenziell nachteiliger Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) führen und die nationale Steuerungskompetenz weiter aushöhlen.

Die vorgesehenen Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt das Risiko suboptimaler und potenziell teurerer Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Die Integrität und die bewährte Struktur unseres Service public, einschliesslich der Subventionierung von Güterverkehr, Regionalverkehr und Rollmaterialerneuerung, könnten durch eine unzulässige Einstufung nach EU-Beihilferecht erheblich beeinträchtigt werden. Die aktuellen Vorschläge laufen Gefahr, die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger nachhaltig zu verschlechtern.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar, welche die massiven negativen Auswirkungen auf das schweizerische Lohnniveau, insbesondere für die mittlere und untere Einkommensschicht, nicht kompensieren können. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an ungeeignete EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, und untergräbt die fairen Arbeitsbedingungen in der Schweiz.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen unzulässig beschnitten. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was primär ausländischen Anbietern zugutekommt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in

Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien fundamental.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Schweiz verliert dadurch ihre Souveränität und die Kontrolle über ihre eigenen rechtlichen Verfahren. Die gesamte Vorlage läuft Gefahr, unser bewährtes System zu zerstören und die Schweiz unumkehrbar an die EU zu binden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus unserer Sicht äusserst problematisch und werfen ernsthafte Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Es drängt sich die Befürchtung auf, dass die Schweiz in einer solchen Konstellation zu einer reinen Anhängsel der EU degradiert würde, deren rechtliche und politische Entscheidungen unwesentlich werde.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 49 der Schweizer Bundesverfassung ist die Schweiz in ihrer Entscheidungsfindung autonom. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse scheinen diese Autonomie erheblich einzuschränken, indem sie die automatische Übernahme von EU-Recht vorsehen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese Bestimmungen kritisch zu prüfen oder abzulehnen. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, da wichtige Gesetzesänderungen ohne Mitsprache des schweizerischen Volkes oder dessen gewählten Vertretern umgesetzt würden. Die Schweiz würde sich de facto einem Rechtssystem unterwerfen, auf dessen Gestaltung sie keinen Einfluss hat.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die garantierte Personenfreizügigkeit, wie sie im Rahmen der bilateralen Abkommen umgesetzt wird und in den neuen Vorschlägen weiter ausgebaut werden soll, übt einen erheblichen Druck auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke aus. Die Erfahrungen mit der bisherigen Umsetzung haben gezeigt, dass Lohn- und Sozialdumping sowie die übermässige Beanspruchung von Sozialleistungen durch Grenzgänger zu Problemen führen, die bisher nicht adäquat gelöst werden konnten. Die geforderte Zustimmung zur Übernahme von EU-Verordnungen im Bereich der Dienstleistungsfreiheit birgt das Risiko, dass schweizerische Unternehmen und Arbeitnehmer gegenüber ausländischen Konkurrenten benachteiligt werden, die von unterschiedlichen Standards und geringeren Kosten profitieren.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitschlichtung sind ebenfalls besorgniserregend. Die Vorstellung, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Angelegenheiten, die schweizerisches Recht betreffen, bindende Entscheidungen treffen könnte, ist inakzeptabel. Dies würde die Rechtsprechungshoheit der schweizerischen Gerichte untergraben und die Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die bilateralen Personenverkehrsabkommen (BGÜ) garantiert zwar die Geltung des Abkommens, doch die Ausdehnung der Zuständigkeit des EuGH über diese Bestimmungen hinaus würde einen Bruch mit den Grundprinzipien der schweizerischen Rechtsordnung darstellen.

Abschliessend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Position bringen, die die Gefährdung ihrer Eigenständigkeit und ihres Wohlstands bedeutet. Wir fordern eine kritische Überprüfung und eine deutliche Kurskorrektur, um die Kerninteressen der Schweiz zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedarf einer kritischen und tiefgehenden Prüfung, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Die scheinbare "Stabilisierung" birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Unabhängigkeit und einer unnötigen Abhängigkeit von Brüsseler Vorgaben. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile die erheblichen Nachteile für unseren Rechtsstaat und unsere Wirtschaftsordnung aufwiegen können.

Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung, wie sie beispielsweise in Artikel 47 des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit impliziert ist, stellt eine gravierende Einschränkung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Die Schweiz würde gezwungen, sich Regelungen zu unterwerfen, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten entsprechen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, der besagt, dass das Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt bilden.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen mit erheblichen Risiken verbunden. Die Anpassung an EU-Standards und die Übernahme von Verordnungen, auch im Finanzsektor, könnten zu einer Verteuerung von Produkten und Dienstleistungen führen und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen. Die ständige Gefahr von Streitigkeiten und die daraus resultierenden Kosten, die unter Umständen durch ein unbalanciertes Streitbeilegungsmechanismus geklärt werden müssten, sind nicht zu unterschätzen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne Rücksicht auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz, ignoriert die erfolgreiche Entwicklung unserer eigenen Regelwerke, die auf Jahrzehnten der Erfahrung und nationalen Konsensbildung beruhen.

Die Verknüpfung der bilateralen Abkommen und deren potenzielle Fortentwicklung zu einer institutionellen Verankerung birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine dauerhafte Rechtsungleichheit mit den EU-Mitgliedstaaten gerät. Artikel 7 des revidierten Abkommens über die Freizügigkeit, der die Übernahme von Rechtsakten vorsieht, muss daher mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Es stellt sich die dringende Frage, ob eine solche "Stabilisierung" nicht vielmehr eine irreversible Verpflichtung darstellt, die zukünftige politische und wirtschaftliche Handlungsspielräume der Schweiz massiv einschränkt und unsere Souveränität untergräbt.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Gionchetta (Privat)

Date: 06.09.2025

Contact: Gionchetta · 0798640838 · jan.gionchetta@gmail.com

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La présente évaluation des résultats des négociations soulève de profondes préoccupations quant à leur alignement avec les intérêts nationaux et la souveraineté de la Suisse. L'approche adoptée, qui consiste à adopter une législation européenne sans véritable contrepartie substantielle pour notre pays, s'écarte dangereusement de la voie de l'indépendance dont notre système politique et juridique a toujours été le garant.

En particulier, la perspective d'une intégration juridique accrue avec l'Union européenne, telle que suggérée par ces négociations, soulève des questions fondamentales au regard de notre Constitution fédérale. L'article 164 de la Constitution fédérale stipule que les lois doivent être conformes à la Constitution. L'adoption unilatérale de droit dérivé européen, sans un processus législatif national rigoureux et transparent, risque de contourner ce principe fondamental et d'éroder notre capacité à légiférer selon nos propres besoins et valeurs.

De plus, la notion de "dynamique" de l'accord institutionnel, qui oblige la Suisse à suivre l'évolution du droit de l'UE, pose un problème majeur de compétence. L'article 5 de la Constitution fédérale garantit le principe de subsidiarité, selon lequel la Confédération n'intervient que si le but de l'activité législative ne peut être atteint de manière suffisante par les cantons. L'absorption automatique de nouvelles réglementations européennes contrevient à ce principe en transférant de facto des compétences délibératives à une entité étrangère, sans que notre parlement ait la possibilité de refuser ou d'adapter ces normes. Cela pourrait porter atteinte à l'article 173 de la Constitution fédérale, qui confère au parlement le pouvoir de légiférer et de contrôler le gouvernement.

L'absence d'un mécanisme de révision claire et d'une garantie de réciprocité dans ces accords est particulièrement préoccupante. Nous nous trouvons dans une position où nous acceptons les contraintes et les coûts d'une intégration croissante sans bénéficier d'un accès équitable et sécurisé au marché intérieur européen, ni d'une voix véritable dans l'élaboration des règles qui nous affectent.

Il est impératif que les négociations futures soient menées avec une vigilance accrue, en privilégiant des solutions qui préservent notre souveraineté, respectent notre ordre juridique interne et garantissent des avantages mutuels clairs et mesurables pour la Suisse. L'adoption aveugle de normes européennes, sans une analyse approfondie de leur impact et sans une véritable contrepartie, est une voie périlleuse que notre pays ne peut se permettre d'emprunter.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Les propositions présentées, bien qu'articulées sous le couvert d'une harmonisation nécessaire avec l'acquis communautaire, soulèvent des préoccupations fondamentales quant à leur conformité avec les principes constitutionnels suisses et leur impact sur notre souveraineté. L'adoption précipitée de ces dispositions risque de fragiliser l'autonomie décisionnelle de la Suisse, un pilier essentiel de notre système politique tel que garanti par l'article 3 de la Constitution fédérale (Cst.).

L'extension de la compétence normative de l'Union européenne sur notre territoire national, même indirectement par le biais de la transposition d'actes législatifs, pose une question juridique et politique d'une gravité extrême. Le respect de la volonté populaire, exprimée notamment par le biais de l'article 140 alinéa 1 chiffre 5 de la Cst. qui réserve à la décision du peuple et des cantons la question de l'adhésion à certaines organisations supranationales, semble être mis à mal. Il est impératif de vérifier scrupuleusement si ces accords ne conduisent pas à une renonciation implicite à des pans de souveraineté, contredisant ainsi l'esprit et la lettre de notre droit fondamental.

De plus, la portée de l'application de la jurisprudence du Tribunal de justice de l'Union européenne (TJUE) sur le droit suisse mériterait une analyse juridique plus approfondie et, osons le dire, une vigilance accrue. La primauté du droit de l'UE sur le droit national est un principe qui ne saurait être accepté sans réserve dans un État souverain comme la Suisse. L'article 138 alinéa 3 de la Cst. stipule que les droits fondamentaux doivent être respectés. Il convient de s'assurer que l'application mécanique de la jurisprudence du TJUE, qui peut évoluer, ne porte pas atteinte à ces droits fondamentaux tels qu'ils sont compris et protégés par nos propres instances judiciaires.

Enfin, l'impact de ces accords sur la capacité de la Suisse à adopter des législations qui correspondent à ses propres intérêts nationaux et à ses valeurs, doit être sérieusement considéré. La flexibilité indispensable à la bonne gouvernance d'un État est-elle préservée? Nous craignons que l'intégration forcée dans des cadres juridiques externes ne limite cette capacité, au détriment de la prospérité et du bien-être de notre population. Il est donc essentiel de procéder à une évaluation rigoureuse des conséquences juridiques et politiques, en privilégiant toujours la préservation de notre indépendance et de notre système constitutionnel.

Sécurité des denrées alimentaires

La soumission proposée sous le titre trompeur de "Sécurité alimentaire" constitue une intégration profonde et problématique dans le cadre réglementaire de l'Union européenne, allant bien au-delà de la simple garantie de sécurité. Ce projet vise à soumettre l'ensemble de l'agriculture et de la chaîne alimentaire suisse aux règles de l'UE, notamment le règlement "De la ferme à la table". Nous exprimons notre plus vive insatisfaction face à cette initiative, qui menace directement nos standards de production élevés, la survie de nos exploitations agricoles familiales et la liberté de choix des consommateurs. La qualité suisse, reconnue mondialement, risque d'être compromise par une harmonisation forcée avec des normes européennes souvent moins exigeantes. L'étiquette "Made in Switzerland" perdra de sa valeur si nos produits doivent être fabriqués selon des critères moins stricts, annulant ainsi un avantage concurrentiel essentiel.

De plus, une clause guillotine inacceptable lie cet accord à l'ensemble des autres traités bilatéraux I. Une dénonciation de cet accord préjudiciable entraînerait l'effondrement de tout le corpus contractuel, constituant une forme de chantage politique qui entrave toute marge de manœuvre souveraine de la Suisse. L'octroi de droits d'accès et de contrôle aux inspecteurs de l'UE dans nos exploitations représente une atteinte majeure à notre souveraineté. Une vague de bureaucratie sans précédent s'abattra sur nos producteurs, y compris les plus petits, tels que les exploitations à la ferme, les fromageries d'alpage ou les bouchers de village, qui devront se conformer à des réglementations complexes et inappropriées, menaçant ainsi les traditions locales et les économies familiales.

Le moratoire suisse sur les organismes génétiquement modifiés, confirmé à plusieurs reprises par voie démocratique, est subrepticement érodé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits de l'UE contenant des traces d'OGM, ignorant ainsi la volonté populaire. La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre la qualité suisse, les producteurs et les consommateurs, en soumettant toute la chaîne alimentaire à la réglementation de l'UE. Les adaptations au droit de la protection des animaux (LSA, art. 15a, 21)

forcent la Suisse à renoncer à ses propres règles souvent plus strictes en matière de transport et d'abattage, au profit des normes de l'UE. C'est un recul en matière de bien-être animal et une perte de souveraineté flagrante dans ce domaine éthique crucial.

La révision de la LMG est au cœur de cette soumission au droit alimentaire européen, menaçant la diversité et la qualité de notre production par une surabondance de règles inadaptées à la production industrielle de masse, entraînant une bureaucratie étouffante pour les petits producteurs et une atteinte à notre identité culinaire. Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (nouvelles dispositions aux art. 141 et 148 LAgr) constituent un pouvoir discrétionnaire pour l'implémentation du droit européen, contournant le Parlement et portant atteinte au contrôle démocratique dans un domaine essentiel pour notre pays. Enfin, l'assujettissement de la protection de nos forêts aux normes de l'UE (nouvel art. 26 al. 1bis LFor) nous prive de la capacité de réagir souverainement et rapidement aux menaces spécifiques. L'intégration du droit européen des épizooties (art. 1 n. LSFE) dans le droit des épizooties est une cession de contrôle dans un domaine de haute importance nationale, compromettant la santé publique et notre agriculture.

Libre circulation: Protection des salaires

La prise de position concernant le libre exercice de la circulation des personnes et la protection des salaires soulève des inquiétudes profondes quant à la pérennité du modèle social suisse et à sa souveraineté juridique. Les mesures proposées pour la protection des salaires apparaissent, dans leur conception actuelle, comme des palliatifs insuffisants, voire cosmétiques, face à la pression considérable exercée sur le niveau des rémunérations helvétiques par l'élargissement de la libre circulation. Il est à craindre une érosion généralisée des salaires, affectant particulièrement les classes moyennes et inférieures, sans que les mécanismes proposés n'offrent de réelle compensation.

L'adaptation des règles de protection des salaires aux standards de l'Union européenne représente un recul par rapport au système éprouvé et efficace des mesures d'accompagnement (MEG). Les nouvelles dispositions, grevées d'une complexité bureaucratique accrue, promettent une efficacité moindre, favorisant ainsi les pratiques de dumping salarial par des entreprises étrangères. La prétendue renforcement des contrôles, notamment par le biais des commissions paritaires et des inspections cantonales, risque d'être dilué par des structures centralisées et conformes au droit de l'UE, affaiblissant par là même la capacité de faire respecter les conditions de travail helvétiques.

L'introduction d'un régime de protection spécifique contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, tel que stipulé dans les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue une ingérence directe dans notre droit du travail. Cette mesure, dictée par la pression de l'UE, crée une catégorie privilégiée d'employés dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, nuisant à la flexibilité indispensable des petites et moyennes entreprises (PME) et contredisant les principes fondamentaux de notre marché du travail.

Par ailleurs, la modification de la loi sur la LPP (LR kuni) et de la loi sur la circulation des personnes (LCP) dans le cadre des accords bilatéraux, notamment l'article 9, alinéa 2 de la loi sur l'assurance-accidents (LAA), ne garantit pas une amélioration substantielle de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit d'action prévu à l'article 11 et sa reformulation à l'article 13a de la loi sur les étrangers (LÉ) modifie une systématique éprouvée et complique la défense des droits des employés.

L'intégration des sanctions de l'UE dans le droit suisse de la poursuite pour dettes et faillite (nouvel article 80, alinéa 2, chiffre 6 de la LP) représente une cession de souveraineté inacceptable. Elle transforme la Suisse en un outil d'exécution pour des sanctions administratives financières de l'UE, dont la légitimité et la proportionnalité ne sont pas garanties par une procédure judiciaire helvétique approfondie. Cette disposition sape notre propre ordre juridique.

En conclusion, le paquet proposé, loin de renforcer la protection des salaires et des travailleurs suisses, semble privilégier une adaptation contrainte aux normes de l'Union européenne, au détriment de notre autonomie et de notre spécificité. Les dispositions relatives à la protection des salaires, au

droit du travail et à l'exécution des décisions étrangères doivent faire l'objet d'un réexamen critique et approfondi afin de préserver l'intégrité de notre système social et de notre souveraineté.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction concernant le domaine des transports terrestres, tel que proposé dans le cadre des accords avec l'Union Européenne. L'application du droit européen des aides d'État, telle qu'envisagée, menace directement le caractère unique du service public ferroviaire suisse. Les subventions essentielles qui soutiennent le trafic marchandises, le transport régional et le renouvellement du matériel roulant, des piliers de notre réseau, risquent d'être déclarées irrégulières. Cela aura des répercussions directes et négatives sur la qualité et l'étendue des services offerts à la population suisse.

De plus, l'ouverture à la cabotage ferroviaire, introduite par le nouvel article 40ater de la loi sur le transport par chemin de fer (LTC), constitue une menace directe pour le service public. Elle autorise des entreprises étrangères, potentiellement bénéficiant de subventions étatiques, à exploiter des liaisons purement nationales. Ce mécanisme favorise la "cueillette des cerises", où les opérateurs étrangers se concentrent sur les routes les plus rentables, laissant les lignes secondaires, essentielles à la desserte du territoire, aux épaules des entreprises suisses, déjà sous pression. Cette pratique sape la base financière nécessaire au maintien d'un service public complet et équitable.

La "Déclaration commune" mise en avant par le Conseil fédéral comme une garantie est, dans les faits, juridiquement vide. Elle n'offre aucune protection réelle face aux évolutions futures du droit européen, que la Suisse serait contrainte d'accepter de manière dynamique. Il s'agit d'une illusion de sécurité qui ne saurait masquer le risque d'érosion de notre souveraineté dans le domaine ferroviaire.

L'adaptation imposée par le nouvel article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) oblige la Suisse à se conformer aux normes européennes lors des procédures d'attribution. Cela limite considérablement l'autonomie des autorités fédérales et cantonales dans la planification et l'organisation de leurs réseaux de transport public, entravant la capacité de poursuivre des objectifs spécifiquement helvétiques. La primauté des critères européens sur les besoins nationaux est inacceptable et pourrait mener à des solutions sous-optimales et plus coûteuses pour les contribuables suisses.

Aides d'État

La proposition soumise à consultation sur le domaine des aides d'État constitue une atteinte majeure à la souveraineté suisse et aux principes fondamentaux de notre ordre juridique et politique. Loin d'être une simple adaptation technique, elle consacre une soumission systémique et inacceptable au droit et aux institutions de l'Union européenne.

La pratique actuelle, où les subventions relèvent de décisions politiques démocratiquement légitimées par la Confédération, les cantons et les communes, serait abolie. Ces aides, essentielles au développement régional, au soutien des banques cantonales, à la culture ou aux petites et moyennes entreprises locales, seraient désormais soumises à un régime de contrôle technocratique et rigide de l'UE. Ceci représente une remise en cause profonde de notre autonomie décisionnelle.

La souveraineté des cantons et leur autonomie inhérente à notre système fédéraliste seraient massivement sapées. Au lieu de décider librement de leur politique de développement économique, ils devraient faire approuver leurs mesures par une autorité centrale basée à Berne, dont les décisions seraient dictées par la conformité avec le droit de l'UE. Cette subversion du fédéralisme est inacceptable.

La Suisse s'exposerait à un contrôle et une surveillance constants de la part de l'UE. Les aides devraient être notifiées et approuvées par la Commission européenne, nous transformant en simples destinataires de normes et vidant de sa substance notre propre gouvernance économique nationale. La notion d'autonomie stratégique serait gravement compromise, notamment dans des secteurs critiques tels que l'approvisionnement énergétique, le transport aérien et routier, où de nombreuses

infrastructures relèvent de la sphère publique cantonale et communale.

La création d'une nouvelle "super-autorité" au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que prévue par le nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et l'adaptation de la loi sur les cartels (KG, art. 18 al. 2), est particulièrement préoccupante. Cette entité agirait comme un "bras étendu de l'UE", dont les décisions serviraient en premier lieu la compatibilité avec le droit européen, plutôt que les intérêts suisses. Le contrôle démocratique sur une telle instance serait insuffisant.

Les cantons perdraient leur autonomie organisationnelle et procédurale. Le nouveau BHÜG et les adaptations du droit fédéral concernant le Tribunal fédéral (TF) (BGG, art. 82 let. bbis) confèrent un droit de recours direct à la nouvelle autorité de surveillance contre les émoluments cantonaux. Les cantons seraient ainsi dégradés en unités administratives subordonnées, leurs décisions démocratiques étant soumises à un contrôle abstrait de normes devant le TF, potentiellement annulées pour cause de non-conformité avec le droit de l'UE. L'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral par l'ajout des articles 31a, 33 et 37a-c VGG renforce cette centralisation du contrôle judiciaire, au détriment des juridictions cantonales.

La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG) marque la renonciation à notre compétence nationale de contrôle des aides dans un secteur stratégique, le soumettant entièrement au nouveau régime de l'UE. De même, l'exclusion du Préposé fédéral à la surveillance des prix des réunions de la chambre des aides d'État (modification de l'art. 5 al. 2 LPP) affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Cette proposition, en dépit des apparences, sacrifie des pans entiers de notre autonomie décisionnelle et de notre droit souverain.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux modifications proposées relatives à la libre circulation et à l'immigration, qui s'alignent sur le droit de l'Union européenne. Il est évident que ces ajustements entraînent une expansion considérable de la libre circulation des personnes, contredisant ainsi directement l'article 121a de la Constitution fédérale suisse (Cst.) et la volonté populaire de maîtriser indépendamment la migration.

L'instauration d'un nouveau "droit de séjour permanent" après seulement cinq ans, au lieu de dix, constitue un grave problème. Ce statut, assimilé à une "cotisation C PLUS", devient pratiquement inaliénable, même en cas de criminalité ou de dépendance prolongée aux aides sociales. Cette disposition sape la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. En outre, ces mesures encouragent massivement l'immigration dans nos systèmes sociaux. Les citoyens de l'UE et leurs familles bénéficient d'un droit de séjour de facto, même s'ils dépendent de l'aide sociale, dont le coût incombe aux contribuables suisses, aux cantons et aux communes. L'extension du regroupement familial, qui inclut désormais parents, grands-parents et beaux-parents, est sans précédent pour un pays non membre de l'UE et entraînera une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux.

La "clause de sauvegarde" prévue dans le paquet d'accords est une mesure purement cosmétique. Les conditions requises pour son application sont si draconiennes qu'elle sera, en pratique, inopérante. Si la Suisse tentait de l'invoquer, l'UE menacerait de mesures de rétorsion, transformant cette "clause de sauvegarde" en une "clause de chantage". L'adoption automatique du droit de l'UE dans le domaine de l'immigration, via la "méthode d'intégration", rendra le Parlement et le peuple suisses impuissants face à de futures modifications du droit européen dans ce domaine crucial. Cette situation est inacceptable et viole notre démocratie directe.

L'adaptation de la loi sur l'asile (LAsi) renforce la migration vers nos systèmes sociaux. Le nouvel article 41c LAsi et l'abrogation de l'article 29a LAsi élargissent le droit à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE, rendant leur exclusion, même en cas de dépendance, quasiment impossible. La nouvelle "clause de sauvegarde" de l'article 21b LAsi est un placebo, incapable de permettre une réelle régulation de l'immigration et excluant la mise en place de contingents efficaces et unilatéraux.

L'introduction de frais de scolarité considérablement plus élevés pour les étrangers dans la loi sur l'EPF (art. 34d al. 2bis) et dans la loi sur l'encouragement de la formation (art. 61a) est un aveu de l'augmentation massive des coûts engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Le nouveau droit fédéral sur la collaboration administrative (DFCA) institutionalise la subordination au système d'information sur le marché intérieur de l'UE (IMI). L'automatisation de la reconnaissance des qualifications professionnelles remplace une évaluation nationale rigoureuse, affaiblissant nos standards de qualité et notre capacité à réguler le marché du travail.

L'adaptation de la loi sur le travail (LTA) avec l'introduction d'une "stratégie de réintégration" (art. 24a LTA) est une mesure superficielle qui masque la perte de contrôle sur l'accès au marché du travail. La Suisse ne contrôle plus l'afflux de main-d'œuvre mais gère ses conséquences par des moyens bureaucratiques, sans atténuer la pression sur les services sociaux.

Enfin, la modification de la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP), notamment l'ajout du chiffre 27 à l'article 49 al. 2 LPP, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE. La Suisse perd la capacité de définir les règles de sa prévoyance professionnelle de manière indépendante et dans l'intérêt de ses assurés. L'ingérence de Bruxelles dans les droits des assurés suisses est manifeste. L'intégration du "Permis européen de prestation de services" (PEPS) dans le DFCA (art. 2 al. 1bis) et dans les lois sur les professions médicales (Loi sur les professions médicales (MedBG), art. 15, 35; Loi sur les professions de la santé (GesBG), art. 10, 15; Loi sur les professions de psychologue (PsyG), nouvel art. 37 al. 4) représente une déréglementation dangereuse et une perte de contrôle national au nom de l'alignement sur l'UE. La sécurité des patients et la qualité des soins sont mises en péril. Ces adaptations démontrent une capitulation inacceptable devant la volonté de l'UE, au détriment de la souveraineté et des intérêts nationaux.

Contribution financière

La contribution financière envisagée dans le cadre de l'accord avec l'Union européenne représente une régression inacceptable pour la souveraineté helvétique et la démocratie directe. Les paiements de cohésion, naguère contributions volontaires et soumises au contrôle du Parlement, sont ici transformés en obligations juridiquement contraignantes. Cette évolution sape l'un des leviers politiques majeurs de la Suisse et soustrait au peuple et à ses représentants une décision démocratique fondamentale concernant des sommes considérables. Il s'agit, en réalité, d'une véritable imposition déguisée.

Le montant initial de 350 millions de francs par an ne peut être considéré que comme une manœuvre d'attraction. Le "mécanisme juridiquement contraignant" de recalcul inscrit dans le traité garantira inévitablement des exigences bien plus élevées à l'avenir. La Suisse se trouvera alors dans l'incapacité juridique de refuser ces déboursements dictés par l'UE, se transformant ainsi en un contributeur net sans aucun droit de veto. Il est particulièrement préoccupant que cette nouvelle législation n'offre aucune garantie concrète d'un meilleur accès au marché ou de la levée des obstacles commerciaux. Nous sommes invités à payer pour une intégration institutionnelle qui grève notre souveraineté sans apporter de bénéfices tangibles et proportionnels.

La création d'une loi fédérale sur les contributions de cohésion (KoBG) officialise et pérennise ces paiements, transformant une démarche politique en une obligation permanente. Ce faisant, le KoBG, inscrit en annexe 5, chiffre 1, lettre d, du Besondere Bundesrecht (BöB), annule la souveraineté du Parlement en matière budgétaire, comme le stipule l'article 1 du KoBG, qui crée un droit permanent. Au lieu d'une décision souveraine sur l'utilisation des fonds publics, nous nous dirigeons vers l'exécution forcée d'une obligation de paiement définie par l'UE. L'amalgame avec la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, est d'autant plus trompeur qu'il utilise le prestige de cette noble cause pour légitimer des paiements politiquement sensibles et contestés. Cette approche est inacceptable.

Électricité

La présente prise de position exprime une insatisfaction profonde et une vive préoccupation face au projet de révision du domaine de l'électricité, tel que proposé. L'intégration institutionnelle dans la

sphère de régulation de l'Union européenne, notamment à travers des organismes tels qu'ACER et ENTSO-E, équivaut à une cession inacceptable de notre souveraineté énergétique. La Suisse deviendrait un suiveur sans droit de vote, contraint de supporter les coûts de décisions prises unilatéralement à Bruxelles, décisions qui affecteront directement la gestion de notre réseau électrique national. L'autonomie de la Commission fédérale de la concurrence (ComCo) se trouverait irrémédiablement compromise, la transformant en un simple exécutant de directives européennes, ce qui signerait la fin d'une régulation énergétique adaptée à nos propres besoins et spécificités.

Plus alarmant encore, les règles européennes relatives aux aides d'État menacent directement le pilier de notre approvisionnement, la force hydraulique. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéfique aux cantons de montagne et pierre angulaire de notre politique énergétique locale, pourrait être qualifié d'aide d'État illicite et être aboli. Ce serait un coup de massue porté à nos structures cantonales et locales, tout comme le serait le démantèlement du droit d'injection prioritaire pour les centrales communales et les installations décentralisées, qui sont pourtant le reflet de notre attachement au fédéralisme et à la production d'énergie de proximité.

La sécurité d'approvisionnement, garantie jusqu'ici par des mécanismes nationaux éprouvés, serait sacrifiée sur l'autel d'un marché libéralisé. La constitution de réserves stratégiques, essentielles en cas de crise, se verrait entravée par des réglementations européennes, laissant la Suisse dans une position de vulnérabilité accrue. Le nouveau droit de l'électricité, notamment les articles 4a et suivants de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAP), avec une réserve énergétique jugée insuffisante (art. 8b et suivants), illustre ce sacrifice. La libéralisation complète du marché, loin d'apporter une stabilité, engendrera une volatilité des prix préjudiciable aux PME et aux ménages, qui devront assumer le coût de la sécurité d'approvisionnement abandonnée par le marché par le biais de nouvelles taxes.

Les modifications prévues dans la loi sur l'énergie (LEne), en particulier l'article 15 nouveau, remettent en cause les mécanismes de soutien à la production d'énergie renouvelable décentralisée. La réduction drastique du seuil de puissance de 3 MW à 200 kW pour l'application des nouvelles règles de tarification (art. 15 LEne) pénalise injustement les petits et moyens producteurs locaux, tels que les centrales communales ou les installations agricoles, affaiblissant ainsi la production d'énergie citoyenne et bousculant notre stratégie énergétique nationale. L'introduction d'un Förderungsausschluss bei negativen Preisen (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis LEne) crée une incertitude d'investissement rédhibitoire pour les énergies renouvelables, nous rendant plus dépendants des marchés étrangers imprévisibles et des énergies fossiles.

En définitive, l'élargissement massif des compétences de la ComCo (art. 22 LAP) et le renforcement des règles de séparation (art. 10, 18, 19 LAP) visent à aligner la Suisse sur le modèle européen, au détriment de son autonomie et de la gestion de ses infrastructures critiques. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau (art. 8 al. 2 BATE) est une illustration supplémentaire de cette volonté de soumission. Ce projet constitue une prise de risque démesurée, un renoncement à notre indépendance et une mise en danger de notre sécurité d'approvisionnement et de la prospérité de notre économie.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le paquet d'accords bilatéraux soumis à consultation soulève des inquiétudes fondamentales quant à l'avenir de la souveraineté suisse et à la protection de nos intérêts nationaux. L'intégration accrue avec l'Union européenne, telle que proposée, risque de miner notre indépendance décisionnelle et de nous soumettre à un droit étranger, sans que nous ayons un mot à dire dans son élaboration.

L'application dynamique du droit de l'UE, prévue dans ces accords, pose un problème constitutionnel majeur. L'article 123a de la Constitution fédérale garantit que le droit suisse prime. Or, l'incorporation automatique de nouvelles normes européennes, sans révision parlementaire formelle, contrevient à ce principe fondamental. Cela pourrait conduire à une érosion progressive de la primauté du droit

suisse, un pilier de notre système juridique et politique.

De plus, la reconnaissance de la Cour de justice de l'Union européenne comme autorité interprétative ultime du droit de l'UE soulève des questions délicates. Si la Cour de justice de l'UE n'est pas tenue de respecter nos propres principes constitutionnels, notamment la souveraineté populaire garantie par l'article 1 de la Constitution fédérale, ses décisions pourraient entrer en conflit avec nos valeurs et nos lois. L'absence de mécanismes de sauvegarde clairs pour protéger notre ordre juridique interne est particulièrement préoccupante.

La crainte que ces accords ne conduisent à une intégration progressive et irréversible, menant à terme à une adhésion de facto à l'UE, est légitime. Le processus de consultation tel qu'il est présenté semble privilégier une orientation européenne plutôt qu'une protection rigoureuse des intérêts suisses. Il est impératif que le Conseil fédéral et le Parlement fassent preuve d'une vigilance extrême pour garantir que tout accord respecte scrupuleusement notre Constitution et préserve notre droit inaliénable à décider de notre propre avenir, conformément à l'esprit de l'article 2 de la Constitution fédérale. Le risque de perdre notre marge de manœuvre politique et économique est trop élevé pour être accepté sans un examen approfondi et une remise en question des dispositions les plus problématiques.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation soulève des questions fondamentales quant à la direction des relations entre la Suisse et l'Union européenne. Si la stabilisation des relations est un objectif louable, la voie proposée, telle qu'elle se dessine à travers les documents soumis, présente des écueils majeurs qui méritent une analyse critique approfondie.

Il est impératif de s'interroger sur la réelle portée de la "stabilisation" envisagée. Correspond-elle à un partenariat d'égal à égal, ou s'agit-il d'une forme de souscription implicite aux évolutions du droit européen, sans que la Suisse n'ait son mot à dire sur lesdites évolutions ? L'article 120 de la Constitution fédérale suisse stipule que "la Confédération veille à la sauvegarde des intérêts du pays". La question se pose donc de savoir si les accords envisagés servent effectivement cet intérêt national, ou s'ils ne constituent pas une capitulation progressive face aux exigences de Bruxelles, au détriment de notre souveraineté.

La reprise de droit de l'acquis communautaire, même de manière sélective, pose des problèmes juridiques et politiques considérables. Comment garantir que cette reprise ne conduise pas à une application "automatique" de nouvelles réglementations européennes, qui ne seraient plus soumises au contrôle démocratique du Parlement suisse ni à la ratification populaire ? L'article 164 de la Constitution fédérale charge le Conseil fédéral de veiller à ce que les lois soient conformes aux objectifs de la Confédération. Or, une telle dépendance accrue vis-à-vis du droit de l'UE risque de diluer la capacité de la Suisse à définir et à poursuivre ses propres objectifs législatifs et politiques.

De surcroît, l'absence de mécanismes de recours clairs et contraignants pour la Suisse face aux décisions de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) constitue une préoccupation majeure. L'article 5 de la Constitution fédérale garantit la souveraineté de la Suisse. Si les arrêts de la CJUE devenaient effectivement contraignants pour notre système juridique, sans possibilité de véritable contrôle national, il s'agirait d'une atteinte directe à cette souveraineté. La pratique des "clauses de sauvegarde" s'est avérée insuffisante par le passé et ne saurait constituer une garantie suffisante.

Enfin, il convient de souligner le risque d'une marginalisation accrue de la Suisse sur la scène internationale si elle se retrouve de plus en plus liée à des décisions prises par d'autres, sans contrepartie équivalente en termes d'influence. La Confédération a toujours su naviguer avec succès dans les relations internationales grâce à sa flexibilité et à sa capacité de négociation. Une intégration juridique accrue, sans les avantages politiques d'une adhésion, pourrait bien s'avérer être une stratégie contre-productive. Une approche qui privilégie des accords sectoriels bilatéraux, respectueux

de nos spécificités institutionnelles et juridiques, apparaît bien plus conforme aux intérêts fondamentaux de la Suisse.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Philipp Anton Zahnd (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Philipp Anton Zahnd · 026 418 12 52 · saturnus47@proton.me

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist alarmierend, wie die vorliegende Vorlage, trotz der beträchtlichen weitreichenden Implikationen, keine klare und überzeugende Darlegung der tatsächlichen Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung, insbesondere im Hinblick auf die Einhaltung des Grundgesetzes und die Prinzipien der direkten Demokratie, liefert.

Es ist unbestreitbar, dass eine solche Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige, eingehende Prüfung der Auswirkungen auf die Schweizer Rechtsordnung und ohne eine klare Strategie zur Beibehaltung unserer nationalen Identität eine Gefahr für unsere verfassungsmässige Ordnung darstellt. Insbesondere die Bestimmungen des Schweizerischen Obligationenrechts, die über Jahrzehnte gewachsen und an die spezifischen Bedürfnisse unserer Wirtschaft und Gesellschaft angepasst worden sind, könnten durch die fragwürdige Übernahme von EU-Recht untergraben werden. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts, welcher die primäre Rechtsquelle für vertragliche Beziehungen und damit für weite Teile des Wirtschaftslebens festlegt, müsste in seiner Anwendung und Auslegung neu bewertet werden. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen die Klarheit und Rechtssicherheit gewährleisten können, die für das Schweizerische Obligationenrecht essenziell sind.

Die in der Vorlage angedeutete Übernahme von EU-Recht, ohne klare Begründung und ohne transparente Darlegung der Rechtsgrundlagen, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, über wesentliche Gesetzesänderungen, insbesondere jene, die weitreichende Konsequenzen für die nationale Gesetzgebung und die Beziehung zu Drittstaaten haben, informiert und einbezogen zu werden. Die aktuelle Vorgehensweise birgt die Gefahr, dass wesentliche Entscheidungen, die potenziell die rechtliche Autonomie der Schweiz massgeblich beeinflussen, im Hintergrund getroffen werden, ohne eine angemessene öffentliche Debatte und parlamentarische Kontrolle.

Des Weiteren ist die Frage der automatischen Übernahme von EU-Recht besorgniserregend. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Achtung der rechtlichen Grundsätze und der Menschenwürde. Wenn die Schweiz gezwungen ist, EU-Recht unbesehen zu übernehmen, besteht die Gefahr, dass diese Grundsätze nicht mehr vollständig gewährleistet sind. Insbesondere im Bereich des Datenschutzes und der Grundrechte muss die Schweiz sicherstellen, dass ihre eigenen Schutzstandards, die durch die Bundesverfassung und spezifische Gesetze wie das Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) garantiert werden, auch bei einer vertieften Zusammenarbeit mit der EU weiterhin Bestand haben. Die blosse Übernahme von EU-Regelungen ohne kritische Prüfung und Anpassung an die Schweizer Verhältnisse könnte hier zu einer Erosion des Schutzniveaus führen.

Die Argumentation für die vorgeschlagene Umsetzung scheint auf der Annahme zu beruhen, dass

eine engere Anbindung an die EU unumgänglich für den wirtschaftlichen Erfolg der Schweiz ist. Diese Annahme bedarf jedoch einer kritischen Hinterfragung. Die Schweiz hat historisch erfolgreich eine Politik der Unabhängigkeit und der bilateralen Beziehungen verfolgt, die ihr erhebliche Vorteile gebracht hat. Es muss dargelegt werden, welche spezifischen Nachteile für die Schweizer Wirtschaft entstehen würden, wenn eine solche automatische Übernahme von EU-Recht nicht stattfindet. Ohne konkrete Beweise für einen wirtschaftlichen Schaden und ohne eine klare Darstellung der Vorteile, die eine solche Übernahme mit sich bringen würde, erscheint die vorgeschlagene Massnahme als ein unbegründetes Opfer der nationalen Souveränität.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Zusammenhang mit der Umsetzung von EU-Recht in der Schweiz ist ein weiterer kritischer Punkt. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, die Rechtsprechung des EuGH zu übernehmen, bedeutet dies de facto eine Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Es ist unklar, wie die Pflicht zur Übernahme der EuGH-Rechtsprechung mit dieser Garantie vereinbar ist. Die Übertragung von Gerichtsbarkeitsbefugnissen an ein ausländisches Gericht stellt eine gravierende Einschränkung der nationalen Souveränität dar und muss daher mit äusserster Zurückhaltung betrachtet werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage einer vertieften und kritischen Prüfung bedarf. Die Argumente für eine engere Integration und die damit verbundene Übernahme von EU-Recht sind nicht überzeugend dargelegt und werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Fragen auf. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Regierung und das Parlament die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger kompromisslos verteidigen und sicherstellen, dass unsere nationale Rechtsordnung und unsere demokratischen Prinzipien nicht durch eine überstürzte und unkritische Übernahme fremden Rechts untergraben werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, bedürfen einer kritischen und eingehenden Prüfung. Es ist unbestreitbar, dass die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in verschiedenen Bereichen unseres Eisenbahnwesens tiefgreifende und potenziell nachteilige Konsequenzen für unseren bewährten Service public hat. Die Befürchtung, dass unser vorbildlicher Schienenverkehr, ein Rückgrat unseres Landes und ein wesentlicher Pfeiler der Mobilität unserer Bevölkerung, durch diese Annäherung massiv gefährdet wird, ist nicht aus der Luft gegriffen, sondern basiert auf konkreten rechtlichen und wirtschaftlichen Mechanismen.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die drohende Anwendbarkeit des EU-Beihilferechts auf bestehende und zukünftige Subventionen im Schweizer Schienenverkehr. Unsere bisherigen, gut funktionierenden Subventionsmodelle für den Güterverkehr, den regionalen Personenverkehr sowie für die dringend notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials könnten durch die europäische Brille als potenziell unzulässige Beihilfen eingestuft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Planungssicherheit unserer Bahngesellschaften erschüttern, sondern auch unmittelbar die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen. Die Folge wäre eine schleichende Erosion der öffentlichen Daseinsvorsorge im Verkehrsbereich, die bisher durch gezielte staatliche Unterstützung gewährleistet wurde.

Des Weiteren öffnet das angestrebte Abkommen Tür und Tor für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnsektor. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung rein inner-schweizerischer Strecken, wie sie beispielsweise durch die Neufassung von Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) angestrebt wird, verspricht eine "Rosinenpickerei" durch internationale Konzerne. Diese würden sich unweigerlich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die per Gesetz einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Land haben, blieben hingegen auf den unrentablen Nebenlinien sitzen. Eine solche Entwicklung untergräbt systematisch die finanzielle Basis unseres Service public, da die Quersubventionierung von weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Linien durch die Einnahmen der profitablen Strecken unmöglich gemacht würde.

Die vom Bundesrat als Beruhigung und Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend und weitgehend wirkungslos. Solche nicht-bindenden Erklärungen bieten keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre dann gezwungen, diese neuen Regulierungen dynamisch und ohne Mitspracherecht zu übernehmen. Dies ist keine verlässliche Garantie, sondern eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Eisenbahnverkehr nicht verhindert, sondern aktiv fördert.

Darüber hinaus beobachten wir eine schleichende Aufgabe der nationalen Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir uns künftigen EU-Regulierungen beugen müssten, wie beispielsweise jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Solche Entwicklungen verlagern die Steuerungskompetenz von nationalen und kantonalen Stellen hin zu zentralen EU-Institutionen, was unsere Unabhängigkeit und unsere Fähigkeit, Verkehrs- und Infrastrukturpolitik im Sinne der Schweiz zu gestalten, weiter schwächt.

Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater EBG stellt somit einen direkten Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar. Sie erlaubt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Marktsegmente herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für die gesamte Bevölkerung erfüllen müssen. Die langfristige Folge wäre eine Verschlechterung der Qualität und eine Einschränkung des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs in der Schweiz.

Ebenso gravierend sind die Implikationen für das Personenbeförderungsgesetz (PBG). Die Anpassung von Artikel 32a Absatz 1bis PBG, welche die Schweiz zwingt, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt dass die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz ausgerichtet werden kann, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr, dass suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler der Vorzug gegeben wird, lediglich um europäischen Vorgaben zu genügen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht die Stärkung, sondern eine erhebliche Gefährdung unseres bewährten Service public im Landverkehr darstellen. Die Souveränität unserer Gesetzgebung wird untergraben, und die finanzielle Basis für eine flächendeckende Grundversorgung wird ausgehöhlt. Es ist daher dringend geboten, diese Entwicklungen mit äusserster Skepsis zu betrachten und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger über potenziellen europarechtlichen Verpflichtungen stehen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und bedenkliche Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Gestaltungsfreiheit von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen und demokratisch legitimiert werden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden.

Die Souveränität der Kantone wird durch die geplanten Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der auf der Autonomie der Kantone beruht. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Insbesondere die Schaffung einer neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) als zentrale Kontrollinstanz, die primär EU-Kompatibilität durchsetzt und nicht Schweizer Interessen, ist ein beunruhigendes Zeichen.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung

durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Mit der Schaffung der Beihilfekammer, die in die WEKO integriert wird (Art. 18 Abs. 2 KG), wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden.

Besonders stossend für unseren Föderalismus ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und widerspricht dem föderalistischen Grundgedanken.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies ist angesichts der strategischen Bedeutung des Luftverkehrs für die Schweiz höchst bedenklich.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und eine kritische Stimme aus dem Prozess zu entfernen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche Zentralisierung der Macht und eine Unterwerfung unter europäische Rechtsprechungsmechanismen bedeuten. Sie schwächen die demokratische Legitimität, die föderalistische Struktur und die wirtschaftliche Steuerungshoheit der Schweiz in einem Ausmass, das nicht hingenommen werden kann. Es besteht die dringende Notwendigkeit, diese Regelungen kritisch zu überdenken und die Schweizer Souveränität und die Interessen unserer Bürger zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unserer demokratischen Errungenschaften dar. Insbesondere die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem klaren Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung zum Ausdruck kommt und auf dessen Grundlage die Zuwanderung eigenständig gesteuert werden soll. Stattdessen wird eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durchgesetzt, die jegliche wirksame Steuerungsmöglichkeit von

Schweizer Seite untergräbt.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, gekoppelt mit der quasi unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", ist eine direkte Bedrohung für unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, Personen, die durch Kriminalität auffallen oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind, nicht mehr konsequent auszuweisen, ist unhaltbar. Dies fördert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die ungleichmässig belastet und deren Kosten primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Erweiterung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird unkontrollierbare Zuwanderungsströme und explodierende Sozialkosten nach sich ziehen, welche die Schweizer Solidarität überfordern.

Die sogenannte "Schutzklausel" im vorgeschlagenen Abkommen ist nichts weiter als eine Irreführung und ein reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz vor unkontrollierter Zuwanderung bieten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese theoretische Klausel anzurufen, droht die EU unmittelbar mit Sanktionen. Dies entlarvt die Klausel als eine Erpressungsmassnahme und nicht als ein Instrument zur Wahrung unserer nationalen Interessen.

Die geplante Einführung der "Integrationsmethode" für die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch jeder Einflussnahme beraubt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und entzieht dem Souverän die Möglichkeit, über die Gestaltung seiner eigenen Einwanderungspolitik zu entscheiden.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Schweizer Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei nachgewiesener Abhängigkeit, wird nahezu unmöglich gemacht. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist lediglich ein Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Sie ist damit ein zahnloser Tiger, der keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG sind die Kernstücke einer Kapitulation vor der EU, die den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementiert und den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) bewusst missachtet.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern werden.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen

Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (FZG), insbesondere der neue Artikel 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Harmonisierung der Berufsbildung (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Art. 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine grundlegende Erosion unserer Souveränität bedeuten. Sie untergraben die demokratischen Rechte des Volkes und des Parlaments, fördern eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und gefährden die Qualität unserer Berufsstandards und unserer Gesundheitsversorgung. Dies ist ein Preis, den die Schweiz nicht bereit sein kann und darf zu zahlen. Die Annahme dieser Vorlage wäre ein schwerer Schlag für die Unabhängigkeit und den Wohlstand unseres Landes.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit und der Annäherung an EU-Standards. Die offensichtliche Absicht, die schweizerischen Schutzmechanismen anzupassen, um sie mit dem Recht der Europäischen Union kompatibel zu machen, bedroht die Integrität unseres bewährten und effektiven Lohnschutzes und birgt erhebliche Risiken für die schweizerischen Arbeitnehmer, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen erscheinen bestenfalls als kosmetisch und unzureichend. Sie sind nicht in der Lage, den immensen und zunehmenden Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der sich aus der ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit ergibt. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, da niedrigere Lohnkosten in EU-Ländern durch die Wegfall von Hindernissen leichter auf den schweizerischen Arbeitsmarkt durchschlagen können. Anstatt unseren bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken und gegebenenfalls zu optimieren, werden wir Zeugen einer beunruhigenden Tendenz zur Aufweichung und Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind in ihrer Ausgestaltung primär bürokratischer Natur und verlieren dadurch an Effektivität im Vergleich zu den bisherigen, flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Unternehmen, die von Lohndumping Gebrauch machen wollen, und schadet den einheimischen Arbeitskräften.

Die Kontrollmechanismen werden in ihrer Wirksamkeit geschwächt. Die etablierten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Prinzip der Rechtsgleichheit und dem Schutz der Arbeitnehmer schadet.

Die Einführung eines besonderen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgeschlagen wird, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Diese Massnahme führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen. Vielmehr wird hier durch EU-Druck ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit vorgenommen. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und erschwert die Personalführung gerade für KMU, die oft agiler auf Marktveränderungen reagieren müssen.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, konkret in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies wirft die Frage auf, ob die schweizerische Souveränität in der Beschaffungspolitik nicht unnötig eingeschränkt wird.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen technisch erscheinen, sind aber integraler Bestandteil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies schwächt das Fundament unserer Sozialpartnerschaft.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies ist ein gefährlicher Präzedenzfall für die Zukunft und schwächt die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den schweizerischen Arbeitsmarkt abzufedern. Stattdessen werden bewährte Schutzmechanismen aufgeweicht und die Souveränität der Schweiz in Rechtsfragen geschwächt. Wir fordern eine Überarbeitung dieser Vorschläge, die primär auf die Stärkung des schweizerischen Lohnschutzes und den Erhalt unserer Arbeitsmarktfähigkeit abzielt, anstatt einer unkritischen Übernahme von EU-Vorgaben.

Finanzieller Beitrag

Sehr geehrte Damen und Herren,

mit tiefen Bedenken und unübersehbarer Skepsis nehmen wir die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union zur Kenntnis.

Insbesondere die Umwandlung der bisher freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt aus unserer Sicht eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die vom Parlament kontrollierten Beiträge werden faktisch zu einer Zwangsabgabe degradiert, womit der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit zur eigenständigen Entscheidung über die Verwendung von Milliardenbeträgen entzogen wird.

Der im Raum stehende anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr entbehrt jeder Glaubwürdigkeit als abschliessende Summe. Vielmehr mutet er wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich dazu führen, dass die Forderungen der EU massiv ansteigen werden. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, über diese weiter steigenden Zahlungen zu verhandeln oder "Nein" zu sagen. Sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen bedingungslos zu akzeptieren. Dies führt uns zu dem Schluss, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, sind keinerlei Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse vorgesehen. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare, eigenständige Vorteile für die Schweiz mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist dabei nicht nur eine Formalität, sondern ein legislatives Instrument, das die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf diese Zahlungen, was die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv einschränkt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern existiert nur noch die Pflicht, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), genauer gesagt in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies schafft eine faktische Vorwirkung, die weit über die ursprüngliche Intention hinausgeht und eine dauerhafte finanzielle Verpflichtung begründet.

Besonders befremdlich und irreführend finden wir die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG. Hier wird der gute Ruf und die positive Konnotation der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Zweckentfremdung untergräbt die Integrität des Friedensförderungsgesetzes und dient lediglich dazu, die unliebsamen finanziellen Verpflichtungen mit einem scheinbar edlen Mantel zu umhüllen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der finanziellen Beiträge eine massive Verschlechterung der Schweizer Verhandlungsposition und eine erhebliche Einschränkung unserer Souveränität bedeuten. Die Umwandlung freiwilliger Zahlungen in eine rechtlich bindende Pflicht, die unklare Entwicklung der Beitragshöhe und die fehlenden Gegenleistungen für die Schweiz sind untragbar. Das KoBG zementiert diese ungünstige Entwicklung und entzieht dem Parlament die Kontrolle über die Bundesfinanzen. Wir appellieren daher dringend an die zuständigen Stellen, diese problematischen Aspekte kritisch zu überdenken und die Schweizer Interessen sowie unsere demokratischen Prinzipien vehement zu verteidigen. Die derzeitigen Vorschläge laufen Gefahr, eine dauerhafte und nachteilige finanzielle Bindung zu schaffen, deren Folgen für die Schweiz nicht absehbar sind und die in ihrer jetzigen Form nicht akzeptabel ist.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit hat uns Anlass gegeben, die vorgeschlagenen Anpassungen mit äusserster Skepsis zu prüfen. Unter dem scheinbar harmlosen Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" zeichnet sich eine umfassende Integration in das EU-Regelwerk ab, die weit über das Notwendige hinausgeht und die schweizerische Land- und

Ernährungswirtschaft einer potenziell schädlichen EU-Regulierung unterwirft. Die Initiative "Vom Hof auf den Tisch" der EU birgt die Gefahr, dass unsere hohen Produktionsstandards, die Stabilität unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten empfindlich gestört werden.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Markenzeichen, das wir über Generationen aufgebaut haben, steht untergründiger Bedrohung. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie in den vorgeschlagenen Massnahmen impliziert ist, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angestrebte Ziel, die EU-Vorschriften zu übernehmen, insbesondere im Hinblick auf die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), bedroht die Integrität des Labels "Made in Switzerland". Wenn unsere Produkte nach denselben, oft weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, entwertet dies einen unserer wichtigsten Wettbewerbsvorteile und schadet der Reputation unserer Produzenten. Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG), namentlich die neuen Absätze in Art. 141 und 148 LwG, sind hier besonders besorgniserregend. Sie gewähren eine quasi-Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, wodurch die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz fundamentalen Politikbereich ausgehöhlt wird.

Darüber hinaus beobachten wir mit tiefer Besorgnis eine gefährliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses potenziell schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Diese politische Erpressung ist inakzeptabel und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in einer Vielzahl von wichtigen Politikbereichen. Diese Erpressungsmethode ist ein direkter Angriff auf unsere demokratischen Prozesse und unsere Handlungsfähigkeit.

Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was mit den Grundprinzipien unserer nationalen Unabhängigkeit unvereinbar ist. Dieser Aspekt wird durch die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) noch verschärft. Die neuen Art. 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist nicht nur ein Rückschritt für den Tierschutz, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt, wodurch wir die Souveränität verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die bereits erwähnte Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie bedroht die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Besonders bedenklich ist die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen und stellt eine gravierende Verletzung des Prinzips der direkten Demokratie dar.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien

müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Unterwerfung der Schweiz unter das EU-Recht darstellen. Sie gefährden unsere Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe, die Wahlfreiheit der Konsumenten und unsere kulinarische Identität. Wir lehnen eine solche Entwicklung entschieden ab und fordern eine kritische Überprüfung und Revision der vorliegenden Vorschläge, um die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger zu wahren.

Strom

Mit tiefgreifenden Bedenken nehmen wir Stellung zu den vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, die im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union zur Diskussion gestellt werden. Die vorliegenden Vorschläge drohen, die Energiesouveränität der Schweiz nachhaltig zu untergraben und wichtige Prinzipien unserer nationalen Gesetzgebung sowie unserer föderalen Struktur zu opfern. Es ist bedauerlich, dass die Schweiz durch eine institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird, der jedoch uneingeschränkt die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über die Zukunft unseres Stromnetzes werden künftig voraussichtlich in Brüssel getroffen, was eine fatale Entmachtung unserer nationalen Entscheidungsträger darstellt.

Die vorgeschlagene Umwandlung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" ist besonders beunruhigend. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Die ElCom müsste fortan undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen, was eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle und der demokratischen Legitimation mit sich bringt. Die Schweizer Bevölkerung hätte keinerlei Einfluss mehr auf die Regulierung ihres eigenen Strommarktes.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und somit die dezentrale Wertschöpfung in diesen Regionen stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte nicht nur gravierende finanzielle Auswirkungen für die betroffenen Kantone, sondern würde auch die lokale Wertschöpfung schwächen und die Attraktivität dieser Regionen mindern.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Regelungen massiv geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt und somit zur Versorgungssicherheit und zur Stärkung lokaler Kreisläufe beiträgt, würde durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt gezielt kleine und mittlere Energieproduzenten und fördert eine Zentralisierung des Energiemarktes.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in Zukunft die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll. Weder der Markt noch die EU scheinen hierfür eine ausreichende und klar definierte Zuständigkeit zu übernehmen. Dieses Vorgehen grenzt an ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Bevölkerung unkalkulierbar sind.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) in Artikel 4a ff. vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht adäquat abdecken kann, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies widerspricht dem Ziel einer bezahlbaren Energieversorgung für alle Bevölkerungsschichten.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) in Artikel 4a ff. führt zu einer unkalkulierbaren Preisvolatilität. Die vorgeschlagene Regelung der Energiereserven in Artikel 8b ff. ist unzureichend, um die Versorgungssicherheit in Krisenzeiten zu gewährleisten. Ferner untergräbt die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften in den Artikeln 10, 18 und 19 StromVG die bewährten föderalen Strukturen, indem sie die lokalen und regionalen Akteure weiter schwächt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) in Artikel 15 neu schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch eine Modifikation der Vergütungsregeln. Dies untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure, die oft aus dem Ausland agieren.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen, wie in den neuen Artikeln 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG vorgesehen, schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich bremsen und die Schweiz stärker von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern abhängig machen.

Die vollständige Strommarktliberalisierung gemäss dem neuen Kapitel 1a, Artikel 4a ff. StromVG ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom, wie in Artikel 22 StromVG verankert, und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Artikel 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen, wie sie für riesige europäische Konzerne gelten. Dies stellt einen signifikanten Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar. Wir appellieren eindringlich an die Verantwortlichen, die weitreichenden negativen Konsequenzen dieser vorgeschlagenen Massnahmen für die Schweiz, ihre Bevölkerung und ihre Wirtschaft ernsthaft zu prüfen und die nationalen Interessen über eine unreflektierte Angleichung an die EU zu stellen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer eingehenden und kritischen Prüfung. Anstatt eine positive Entwicklung für die Schweiz darzustellen, manifestieren sich darin gravierende Risiken für unsere Souveränität und unseren Wohlstand. Die vorgeschlagene Annäherung, die in ihren Grundzügen bereits durch das Rahmenabkommen angedeutet wurde, droht

die Schweiz in eine Abhängigkeit zu manövrieren, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft und die Errungenschaften jahrhundertelanger Unabhängigkeit untergräbt.

Besonders beunruhigend ist die offensichtliche Tendenz zur Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitspracherechte. Gemäss Artikel 43 Absatz 1 der Bundesverfassung hat die Schweiz das Recht, ihre eigenen Gesetze zu erlassen. Die vorgesehene dynamische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht in direktem Widerspruch zu diesem Grundsatz. Dies würde bedeuten, dass die Schweizer Gesetzgebung nicht mehr autonom bestimmt wird, sondern einem ständigen Fluss von extern diktierten Vorschriften unterliegt. Die Folgen für die Rechtssicherheit und die Vorhersehbarkeit für Schweizer Unternehmen und Bürger wären katastrophal. Jeder Schweizer Bürger hat gemäss Artikel 29 Absatz 2 der Bundesverfassung Anspruch auf faire und zügige Gerichtsverfahren, was eine klare und verständliche Rechtsordnung voraussetzt. Die unklaren und potenziell ständig wechselnden Rechtsgrundlagen aufgrund der dynamischen Rechtsübernahme gefährden diesen Anspruch massgeblich.

Die angebliche Flexibilität, die den einzelnen Sektoren zugesichert wird, ist wenig überzeugend und dürfte sich als trügerisch erweisen. Die Europäische Union hat in der Vergangenheit wiederholt gezeigt, dass sie eine kohärente und umfassende Anwendung ihres Rechtsstandards erwartet. Abweichungen oder Sonderregelungen werden oft als Hindernisse für den Marktzugang interpretiert und entsprechend sanktioniert. Die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, ihre spezifischen Bedürfnisse und Besonderheiten zu opfern, um den Anforderungen der EU zu genügen, ist immens. Dies schwächt nicht nur unsere Verhandlungsposition in zukünftigen Verhandlungen, sondern zementiert auch eine untergeordnete Rolle der Schweiz im Verhältnis zur EU. Die Artikel 1 und 2 der Bundesverfassung, welche die Souveränität und die Unabhängigkeit der Schweiz betonen, wären in ihrer Substanz bedroht.

Die finanzielle Beteiligung, die von der Schweiz verlangt wird, ist ebenfalls ein kritischer Punkt. Die detaillierten Verpflichtungen, die sich aus den vorgeschlagenen Abkommen ergeben, dürften zu einer erheblichen Belastung für den Schweizer Steuerzahler führen. Ohne eine entsprechende Stärkung der Schweizer Wirtschaft oder die Gewährung gleichwertiger Vorteile im EU-Binnenmarkt erscheint eine solche finanzielle Kompensation als unbillige Forderung. Die Schweiz hat ihre eigene Wirtschaftspolitik zu gestalten, und jede übermässige finanzielle Belastung, die nicht im direkten Interesse der eigenen Bevölkerung liegt, ist abzulehnen. Artikel 41 Absatz 1 der Bundesverfassung verpflichtet den Bund, für das Wohl des Volkes und die nachhaltige Sicherung der Lebensgrundlagen zu sorgen. Eine übermässige finanzielle Belastung ohne klare Gegenleistung könnte diesem Verfassungsauftrag zuwiderlaufen.

Die Regelung von Streitigkeiten, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), ist ein weiteres elementares Problem. Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH in die Auslegung des abkommensrelevanten EU-Rechts untergräbt die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte. Gemäss Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung sind die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an das Recht gebunden. Wenn jedoch die Auslegung eines Teils dieses Rechts durch ein ausländisches Gericht erfolgt, dessen Urteile für die Schweizer Behörden verbindlich sind, so ist die schweizerische Rechtsprechung de facto entmachtet. Dies tangiert die Souveränität der Schweiz in einem fundamentalen Bereich und untergräbt das Prinzip der Gewaltenteilung, welches ein Eckpfeiler unseres demokratischen Systems ist.

Die Freiheit der Personen und die daraus resultierenden Konsequenzen für die Sozialwerke und die Arbeitsmärkte sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Während die EU die Freizügigkeit als Grundpfeiler ihres Binnenmarktes betrachtet, muss die Schweiz sicherstellen, dass ihre eigenen Sozialsysteme und die Interessen ihrer Arbeitnehmenden geschützt werden. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen Gefahr, eine unkontrollierte Zuwanderung zu begünstigen, die die Leistungsfähigkeit unserer Sozialversicherungen überstrapaziert und den Druck auf die Lohnstrukturen erhöht. Die Schweiz muss das Recht behalten, ihre Zuwanderungspolitik eigenständig zu gestalten und zu steuern, um die Kohäsion und den sozialen Frieden im Land zu wahren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine gefährliche Richtung für die Schweiz einschlagen. Sie drohen, unsere Souveränität zu erodieren, unsere

Rechtssicherheit zu gefährden und zu einer unbilligen finanziellen Belastung zu führen. Anstatt eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe zu ermöglichen, legen die Vorschläge die Grundlage für eine schleichende Unterwerfung unter externe Rechtsnormen und Institutionen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre nationalen Interessen kompromisslos vertritt. Die Akzeptanz dieser Ergebnisse wäre ein schwerwiegender Fehler mit weitreichenden negativen Folgen für die Zukunft unseres Landes.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Auseinandersetzung bedürfen. Die Annahme dieses Pakets birgt das Risiko einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch Referenzakte, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf deren Entstehung hat, widerspricht fundamental dem demokratischen Selbstbestimmungsrecht unseres Landes.

Der Schweizerische Bundesrat strebt die Übernahme von über 70 EU-Verordnungen und Richtlinien an. Dies bedeutet eine massive Erweiterung des in die Schweiz einfliessenden EU-Rechts. Gemäss dem Verfassungsrecht der Schweiz, insbesondere dem Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV), ist der Staat verpflichtet, die Souveränität und die Interessen der Schweiz zu wahren. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, das nicht im direkten Interesse der Schweiz ist, verletzt dieses Gebot. Die Formulierung "Die Schweiz übt ihre Staatshoheit im Innern und im Äussern selbständig aus" (Artikel 1 BV) wird durch eine solche Praxis massiv untergraben. Wir werden zu einer reinen Rezipientin von Recht, das in Brüssel geschaffen wird, ohne jegliche Möglichkeit, diese Gesetzgebung aktiv mitzugestalten oder gar abzulehnen.

Die vorgeschlagene institutionelle Regelung, die eine automatische Übernahme von EU-Recht in das Schweizer Recht vorsieht, ist besonders problematisch. Dies würde faktisch bedeuten, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) zum obersten Richter für das Schweizer Recht wird. Die EU-Mitgliedstaaten sind verpflichtet, die Rechtsprechung des EuGH zu befolgen. Wenn wir dieses Abkommen unterzeichnen, unterwerfen wir uns de facto der Jurisdiktion des EuGH, was eine Verletzung des Artikels 49a der Bundesverfassung darstellen könnte, welcher die Übertragung von Hoheitsrechten regelt und klare Voraussetzungen dafür vorsieht, die hier nicht erfüllt sind. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz in Zukunft mit Urteilen des EuGH konfrontiert sieht, die im Widerspruch zu schweizerischen Grundwerten oder Interessen stehen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die in Artikel 30 der Bundesverfassung verankert ist, könnte hierdurch erheblich beeinträchtigt werden.

Darüber hinaus wirft die Übernahme von EU-Gesetzen Fragen bezüglich der Kohärenz mit bestehenden Schweizer Rechtsgrundsätzen auf. Es ist keineswegs garantiert, dass das übernommene EU-Recht immer mit den schweizerischen Verfassungsprinzipien, wie dem föderalen Aufbau oder dem Subsidiaritätsprinzip, vereinbar ist. Das Prinzip der Rechtsgleichheit (Artikel 8 BV) könnte dadurch gefährdet werden, wenn EU-Regelungen zur Anwendung kommen, die für Schweizer Bürgerinnen und Bürger andere Bedingungen schaffen als für Bürgerinnen und Bürger der EU, oder wenn sie inkompatibel mit der Struktur unseres föderalen Systems sind. Die Rolle des Parlaments, welches gemäss Artikel 164 BV das oberste Organ der rechtsetzenden Gewalt ist, würde durch die automatische Rechtsübernahme marginalisiert.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Abhängigkeit sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Ein direkter Marktzugang ist zwar verlockend, doch der Preis dafür scheint die Aufgabe unserer wirtschaftlichen und rechtlichen Unabhängigkeit zu sein. Die Abhängigkeit von den Entscheidungen der EU-Kommission und des Rates kann zu Nachteilen für die Schweizer Wirtschaft führen, wenn die EU-Politik auf die Bedürfnisse der Mitgliedstaaten und nicht auf die der Schweiz ausgerichtet ist. Die Gefahr von retaliatorischen Massnahmen durch die EU bei Abweichungen von den vereinbarten Regelungen ist real und könnte unsere Handelsposition schwächen, anstatt sie zu stärken.

Die Transparenz und die demokratische Legitimation des Prozesses sind ebenfalls fragwürdig. Die Aushandlung dieses Gesamtpakets erfolgte hinter verschlossenen Türen, und die Öffentlichkeit wurde erst spät in die Details involviert. Die Möglichkeit, im Rahmen einer Vernehmlassung substanzielle Änderungen zu bewirken, erscheint angesichts der Komplexität und der bereits von der EU vorgegebenen Rahmenbedingungen begrenzt. Die Prinzipien der partizipativen Demokratie, die in der Schweiz hochgehalten werden, scheinen hier untergraben zu werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU eine Reihe von gravierenden Problemen aufwirft, die unsere Souveränität, unsere Rechtsstaatlichkeit und unsere demokratischen Grundsätze bedrohen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und nicht in eine abhängige Beziehung zur EU gerät, die ihre Handlungsfreiheit und ihre Identität gefährdet. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeiten und ohne Rücksicht auf die spezifischen schweizerischen Interessen und Werte, wäre ein fataler Fehler. Die Stärke der Schweiz liegt in ihrer Eigenständigkeit und ihrer Fähigkeit, eigene, massgeschneiderte Lösungen zu entwickeln, anstatt sich fremden Regelwerken zu unterwerfen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angeblichen Bemühungen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union im Rahmen des vorliegenden Vorschlags werfen tiefgreifende und begründete Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Eine oberflächliche Betrachtung mag eine Verbesserung der bilateralen Beziehungen suggerieren, doch bei genauerer Analyse offenbaren sich erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsetzungskompetenz und die wirtschaftliche Unabhängigkeit.

Insbesondere der vorgeschlagene Rahmen zur "Stabilisierung der Beziehungen" birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf dessen Entstehung Einfluss zu nehmen. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und unseres föderalistischen Systems, welche die Mitgestaltung und die Berücksichtigung schweizerischer Besonderheiten in Rechtsakten gewährleisten. Die Gefahr ist gross, dass durch die Übernahme von EU-Recht, auch in einem angeblich "stabilisierten" Rahmen, die Artikel 3 und 5 des Bundesgesetzes über die europäischen Beziehungen (BEG) unterlaufen werden, welche die Wahrung der verfassungsmässigen Ordnung und die Unabhängigkeit der Schweiz betonen. Es ist fraglich, inwieweit die hier vorgesehenen Mechanismen tatsächlich eine effektive Kontrolle des übernommenen Rechts gewährleisten, oder ob sie nicht vielmehr eine automatische Adaption erzwingen.

Die Idee, bestehende Abkommen im Lichte neuer EU-Entwicklungen dynamisch anzupassen, klingt auf den ersten Blick pragmatisch. Bei genauerer Betrachtung birgt sie jedoch das erhebliche Risiko einer ständigen Rechtsunsicherheit und einer Erosion der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz. Was bedeutet "dynamische Anpassung" konkret? Bedeutet dies, dass die Schweiz verpflichtet ist, jede Änderung oder Neuerung im EU-Recht, die für ein bestehendes Abkommen relevant ist, ohne weitere Verhandlung oder kritische Prüfung zu übernehmen? Falls ja, so stellt dies einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Gesetzgebungskompetenz der eidgenössischen Räte, verankert ist. Artikel 164 der Bundesverfassung legt fest, dass die Bundesversammlung die Gesetzgebungskompetenz innehat. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenz faktisch aushöhlen.

Darüber hinaus ist die Befürchtung berechtigt, dass die Europäische Union im Rahmen solcher "Stabilisierungs"-Bestrebungen ihre Vorstellungen von einer "engen" Zusammenarbeit auf Kosten der schweizerischen Autonomie durchsetzen könnte. Die Erfahrungen aus den Verhandlungen zum

Rahmenabkommen haben gezeigt, dass die EU oft auf der vollständigen Übernahme ihres Rechtsbestandes beharrt und wenig Kompromissbereitschaft zeigt, wenn es um die Wahrung spezifisch schweizerischer Interessen geht. Die Formulierung "Stabilisierung" könnte daher lediglich als Euphemismus für eine verstärkte Unterwerfung unter EU-Standards und -Regulierungen verstanden werden. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz in eine Position gedrängt wird, in der sie gezwungen ist, EU-Recht zu akzeptieren, um ihre wirtschaftlichen Beziehungen zu wahren, ohne dass ihr dabei ausreichende Einflussmöglichkeiten eingeräumt werden.

Die Notwendigkeit einer "stabilen und vorhersehbaren Beziehung" zur EU ist unbestritten. Jedoch darf die Stabilisierung nicht zu Lasten der schweizerischen Verfassung und der demokratischen Prinzipien gehen. Die Übernahme von EU-Recht birgt zudem erhebliche Herausforderungen für die Rechtspraxis in der Schweiz. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) hat eine stetig wachsende Rechtsprechung, deren Auswirkungen auf die schweizerischen Abkommen kaum abschätzbar sind. Sollte die Schweiz verpflichtet werden, die Rechtsprechung des EuGH zu übernehmen, stünde dies im Widerspruch zum Grundsatz, dass schweizerische Gerichte und Behörden ausschliesslich nach schweizerischem Recht zu urteilen haben, wie es das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die Gewaltenteilung verlangen. Die Bundesverfassung, insbesondere Artikel 190, bestimmt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für das Bundesgericht und die anderen Behörden massgebend sind. Die Verpflichtung zur Übernahme der EuGH-Rechtsprechung würde dieses Prinzip gravierend beeinträchtigen.

Es muss die Frage gestellt werden, ob die angeblichen Vorteile einer "stabilisierten" Beziehung zur EU die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie rechtfertigen. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie auch ohne die vollständige Übernahme von EU-Recht erfolgreiche und stabile Beziehungen zur Union pflegen kann. Dies geschah auf der Grundlage von bilateralen Abkommen, die die Interessen beider Seiten berücksichtigten und die Eigenständigkeit der Schweiz wahnten. Eine erneute Verlagerung von Kompetenzen in Richtung Brüssel, selbst unter dem Deckmantel der "Stabilisierung", ist daher mit grösster Skepsis zu betrachten und sollte aus Sicht der Wahrung unserer fundamentalen Rechte und Freiheiten strikt abgelehnt werden. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen nicht darauf abzuzielen, die bestehenden, funktionsfähigen Mechanismen zu stärken, sondern vielmehr eine tiefere Integration und damit eine schleichende Abhängigkeit zu fördern, was unannehmbar ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Remo Jola (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt:

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Massnahmen, die im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union stehen, scheinen eine fortschreitende Übernahme von EU-Recht zu implizieren, ohne dass eine entsprechende demokratische Legitimation oder eine kohärente strategische Vision erkennbar ist. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien des Schweizer Rechts, insbesondere dem Gebot der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Rechte (BPR) verankert ist.

Es ist besorgniserregend, dass die Umsetzungsvorschläge eine mögliche Aushöhlung der direktdemokratischen Instrumente befürchten lassen. Die Stärke unseres politischen Systems liegt in der Mitsprache des Volkes, welche durch eine unreflektierte Übernahme externer Regelwerke potenziell untergraben wird. Artikel 122 der Bundesverfassung (BV) zur Unabhängigkeit der Gerichte und der Rechtsstaatlichkeit könnte ebenfalls tangiert werden, wenn die nationale richterliche Unabhängigkeit durch die Anwendung von EU-Recht, das in seinen Ursprüngen und seiner Auslegung nicht primär auf Schweizer Verhältnisse zugeschnitten ist, beeinträchtigt wird.

Ferner bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Prozesse, welche zur Formulierung dieser Umsetzungsvorschläge geführt haben. Es mangelt an einer klaren Darlegung, wie die spezifischen Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung in diesen Prozess eingeflossen sind und wie eine unabhängige Prüfung der langfristigen Auswirkungen erfolgt. Die Risiken einer schleichenden Abhängigkeit von der EU und einer Verwischung der schweizerischen Rechtsidentität dürfen nicht unterschätzt werden. Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) zur Berücksichtigung der schweizerischen Verhältnisse in der Rechtsanwendung findet hier eine besondere Relevanz, die bei einer blinden Übernahme von EU-Recht schwerlich gewährleistet werden kann. Es bedarf einer detaillierten Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit den verfassungsrechtlichen Vorgaben zur Wahrung der schweizerischen Eigenständigkeit und des Rechtsgleichgewichts stehen. Die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die spezifischen Bedürfnisse kleiner und mittlerer Unternehmen müssen ebenfalls kritisch beleuchtet werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Einordnung des finanziellen Beitrags in Form von Kohäsionszahlungen unterliegt fundamentalen Bedenken hinsichtlich Souveränität, demokratischer Kontrolle und der wirtschaftlichen Angemessenheit für die Schweiz. Es ist höchst problematisch, dass freiwillige, vom Parlament kontrollierte Zahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht überführt werden sollen. Dies entzieht der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein essenzielles politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Rechenschaftspflicht bei der Verwendung von milliardenschweren

Mitteln. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet eher wie ein Lockvogelangebot an, insbesondere im Hinblick auf den im Vertrag verankerten, rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus. Dieser Mechanismus birgt die erhebliche Gefahr, dass die Schweiz sich zukünftig massiv höheren Forderungen ausgesetzt sieht, denen sie nicht mehr entgehen kann, da sie zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist dazu geeignet, die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und damit die Kontrolle über die Ausgaben unserer Steuergelder. Das KoBG fungiert als gesetzgeberisches Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Artikel 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht dann lediglich noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung im Raum. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist dabei mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist ferner irreführend. Hier wird der anerkannte 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz zahlt hierbei für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet, ohne dass greifbare Vorteile wie ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht dem klaren Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und dem Anspruch auf eigenständige Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, eine de facto 'Niederlassung C PLUS', die selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kaum entziehbar ist, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Dies fördert zudem eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in beispielloser Weise ausgeweitet, sodass Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und explodierenden Sozialkosten. Die angepriesene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo; ihre Hürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird, und ihre Anwendung droht mit Sanktionen der EU. Die automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' entmündigt das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich.

Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert durch die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die Aufhebung von Artikel 29a AIG die Zuwanderung in die Sozialwerke, wie in Artikel 41c AIG neu geregelt. Die 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Art. 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt, was das Eingeständnis der immensen Mehrkosten durch die Personenfreizügigkeit darstellt.

Das Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationssysteme (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das EU-Informationssystem, wodurch die bewährte nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung ersetzt wird. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der 'Wiedereingliederungsstrategie' in Artikel 24a ist eine kosmetische Massnahme, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert.

Die Anbindung der zweiten Säule an EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beispiele für den Verlust sozialpolitischer Souveränität und Eingriffe in Eigentumsrechte. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt die nationale Qualitätskontrolle durch automatisierte EU-Mechanismen, was gerade im Gesundheitswesen unkalkulierbare Risiken birgt. Diese Entwicklung ist eine Kapitulation vor der EU, die unsere Rechtsordnung und unsere demokratischen Prozesse fundamental untergräbt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen gravierenden Eingriff in die Schweizer Souveränität und den Föderalismus dar. Die bisher bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung lokaler Interessen, des Service public und kritischer Sektoren eingesetzt werden, soll einem rigiden, technokratischen Kontrollregime der EU unterworfen werden. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie und des Föderalismus.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht. Mit der Einrichtung einer zentralen Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG als «verlängerter Arm der EU» agiert, wird die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr, in denen viele staatsnahe Betriebe tätig sind, werden der direkten EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public.

Die Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG) sind besonders stossend für den Föderalismus. Durch die Schaffung eines neuen Beschwerderechts für die Beihilfekammer gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle durch das Bundesgericht gekippt werden. Dies untergräbt die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone erheblich und schränkt ihre föderalistische Autonomie auf inakzeptable Weise ein.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr wird geopfert. Mit der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG, die den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer vorsieht, wird zudem der Konsumentenschutz geschwächt und die Transparenz reduziert. Diese Massnahmen dienen offensichtlich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger in den Hintergrund treten. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und verliert die Kontrolle über strategisch wichtige Bereiche ihrer Wirtschaft und Infrastruktur.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt keine harmlose Anpassung dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt die Gefahr, unsere etablierten, oft überlegenen Produktionsstandards zu nivellieren, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe zu gefährden und die Wahlfreiheit der Konsumenten auf unzumässige Weise einzuschränken. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label "Made in Switzerland" seine Differenzierungsfähigkeit verliert.

Die mit diesem Abkommen verbundene "Guillotineklausel" ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie koppelt die Zustimmung zu diesem schädlichen Regelwerk an das gesamte bilaterale Vertragswerk mit der EU, was jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und

eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens unmöglich macht. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht unsere Produzenten zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen treffen wird. Die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften gefährden lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Darüber hinaus wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz systematisch ausgehöhlt. Wir werden gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Ebenso stellen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) bezüglich Transport und Schlachtung einen inakzeptablen Rückschritt dar, der unsere bewährten, strengeren nationalen Vorschriften aufgibt und unsere Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich untergräbt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Auch der Schutz unserer Wälder ist betroffen: Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt unseren Waldschutz dem Diktat der EU, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass diese Massnahmen nicht dem Schutz der Lebensmittelsicherheit dienen, sondern eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Recht und einen erheblichen Souveränitätsverlust bedeuten. Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind erschreckend unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie bieten keinerlei wirksamen Schutz gegen den immensen Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird. Wir sehen uns einer drohenden, flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus gegenüber, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausschliesslich ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen ausgehöhlt. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität unserer kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks auch nur

ansatzweise zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und unerträglicher Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien fundamental. Die Präzisierungen im Einführungsgesetz zum Arbeitsvertrag (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Neuregelungen im Stromsektor im Kontext einer möglichen Annäherung an EU-Standards. Es ist unübersehbar, dass mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E die Energiesouveränität der Schweiz massiv eingeschränkt wird. Die Schweiz wird zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, dessen Stromnetz zunehmend einer externen Regulierung in Brüssel unterworfen wird. Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom droht von einer unabhängigen Instanz zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert zu werden, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet.

Besonders alarmierend sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wasserkraft, das Rückgrat der schweizerischen Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und zu dessen Abschaffung zwingen. Dies gefährdet die finanzielle Grundlage dieser Kantone und die dortige lokale Wertschöpfung.

Auch die föderalen Strukturen in der Energieversorgung werden durch die angestrebte Marktliberalisierung erheblich geschwächt. Bewährte Mechanismen wie der Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke könnten durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt werden, was die dezentrale Energieproduktion benachteiligt und die lokale Wertschöpfung untergräbt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, mit gravierenden Folgen für die Stabilität. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen soll.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer potenziell unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastrukturen

berauben und die föderalen Strukturen zerstören.

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungen von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Dies widerspricht der nationalen Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentrale Akteure. Ferner schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Diese Entwicklungen lassen nur den Schluss zu, dass die Schweiz ihre energiespezifische Autonomie aufgibt und eine unkontrollierte Marktliberalisierung auf Kosten der Bevölkerung und Wirtschaft betreibt. Dies ist ein hochriskantes Experiment, dessen Folgen nicht absehbar sind.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Landverkehr auf den Schweizer Service public und die nationale Souveränität.

Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für den Service public im Schienenverkehr dar. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, wie beispielsweise durch Flixtrain, ermöglicht eine selektive Bedienung von nur den profitabelsten inner-schweizerischen Strecken. Dies führt unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen die lukrativen Hauptrouten befahren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die finanziell unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien weiter betreiben müssen. Diese Aushöhlung der finanziellen Basis des Service public ist nicht akzeptabel.

Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist gravierend. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung unmittelbar beeinträchtigen.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies ist eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Die zukünftige Übernahme von Regelungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Darüber hinaus schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten, führt dazu, dass die Vergabe nicht mehr primär nach den besten Lösungen für die Schweiz ausgerichtet wird, sondern nach EU-konformen Kriterien. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Existenzgrundlage unseres Service public im Landverkehr massiv gefährden und die Souveränität der Schweiz über ihr eigenes Verkehrssystem untergraben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf. Es ist äusserst fraglich, inwieweit die angestrebte «Stabilisierung» nicht zu einer schleichenden Entfremdung von der schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie führt.

Besonders bedenklich ist die geplante Übernahme von EU-Recht. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass die Schweiz in ihrer Aussenpolitik ihre Unabhängigkeit wahrt. Eine fortlaufende und automatische Übernahme von EU-Recht, ohne klare Abgrenzung und ohne die Möglichkeit, diese Regelungen im nationalen Parlament kritisch zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen, steht diesem Grundsatz fundamental entgegen. Dies birgt die Gefahr, dass die schweizerische Gesetzgebung zunehmend von externen, nicht demokratisch legitimierten Instanzen bestimmt wird.

Des Weiteren missachtet die vorgeschlagene Regelung die Bedeutung der Volksrechte. Artikel 34 Absatz 2 BV garantiert das Recht auf Mitsprache und Mitgestaltung in politischen Prozessen. Eine Fixierung auf die Übernahme von EU-Recht untergräbt die Möglichkeit des Volkes und seiner Vertreter, auf Gesetzesänderungen Einfluss zu nehmen. Insbesondere die Gefahr, dass neue Bestimmungen der EU ohne obligatorisches Referendum in Schweizer Recht überführt werden könnten, ist mit der direkten Demokratie unvereinbar. Die bundesrätliche Begründung, dass dies zur Rechtssicherheit und zur Vereinfachung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt diene, greift zu kurz. Die Rechtssicherheit darf nicht auf Kosten der Souveränität und der demokratischen Legitimation erkauft werden.

Es stellt sich die dringende Frage, ob die Schweiz durch solche Vereinbarungen nicht de facto zu einer Anhängigkeit der EU-Entscheidungsfindung verkommt, ohne die entsprechenden Mitspracherechte oder die Fähigkeit zur eigenen Gestaltung zu besitzen. Die «Stabilisierung» der Beziehungen sollte nicht als Vorwand dienen, die schweizerischen Kernprinzipien der direkten Demokratie und der Souveränität aufzuweichen. Vielmehr muss jede Form der Kooperation auf einer klaren vertraglichen Grundlage erfolgen, die die Hoheit der Eidgenossenschaft über ihre Gesetzgebung und ihre demokratischen Institutionen uneingeschränkt wahrt. Die vorliegenden Vorschläge scheinen diese kritische Grenze zu überschreiten.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und sind in ihrer jetzigen Form entschieden abzulehnen. Es ist fraglich, ob die zugrundeliegenden Abkommen tatsächlich die Interessen der Schweiz wahren oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien darstellen.

Insbesondere die geplanten Übernahmen von EU-Recht durch riferimento, wie sie sich aus Artikel X des Entwurfs ergeben, sind höchst problematisch. Diese Praxis birgt die Gefahr, dass die Schweiz unwissentlich Verpflichtungen eingeht, deren Tragweite und Auswirkungen auf unser Rechtssystem noch nicht abschliessend geklärt sind. Wir laufen Gefahr, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass dieses einer angemessenen parlamentarischen Debatte oder gar einer demokratischen Legitimation im Inland unterzogen worden ist. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Bundesverfassung und dem Prinzip der Volkssouveränität. Das schweizerische Rechtssystem, auf dem unsere Rechtsstaatlichkeit basiert, würde dadurch erheblich belastet und einer externen Einflussnahme ausgesetzt, die nicht mehr ausreichend kontrollierbar ist.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung, insbesondere die Rolle des geplanten Gerichtshofs

im Rahmen von Artikel Y, ist ebenfalls Anlass zu tiefster Sorge. Die Übertragung von richterlichen Entscheidungsbefugnissen an ein ausländisches Organ, das nicht an unsere rechtsstaatlichen Traditionen und verfassungsrechtlichen Garantien gebunden ist, ist mit dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit in der Schweiz kaum vereinbar. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu unseren eigenen Gesetzen und der Verfassung stehen. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht die Auslegung des schweizerischen Rechts beeinflusst oder gar diktiert, ist eine inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Rechtshoheit.

Die damit verbundenen wirtschaftlichen und sozialen Folgen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Annahme von EU-Regulierungen ohne entsprechende Verhandlungsmacht könnte die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen schwächen und unsere Sozialwerke unter erheblichen Druck setzen. Es ist nicht ersichtlich, wie die in Artikel Z formulierten Garantien tatsächlich umgesetzt werden sollen, ohne dass dies zu erheblichen Belastungen führt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Gefahr für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Stabilität darstellen. Sie bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, um die Interessen der Schweiz wirksam zu schützen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an der Vorteilhaftigkeit für die Schweiz aufkommen. Die vorgeschlagenen Regelungen werfen fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität, der wirtschaftlichen Eigenständigkeit und der demokratischen Legitimation auf, welche einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne nennenswerte Mitsprachemöglichkeiten durch die Schweiz ist problematisch. Dies widerspricht dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) im Artikel 50 (Direkte Demokratie) verankert ist, der die Stimmberechtigung des Volkes und der Kantone bei weitreichenden Entscheidungen betont. Durch die faktische Übernahme von EU-Rechtsakten, die im Rahmen des institutionellen Abkommens als verbindlich erklärt werden, wird die Möglichkeit der direkten Einflussnahme der schweizerischen Bevölkerung und der Kantone auf die Gesetzgebung erheblich eingeschränkt. Der Artikel 164 der Bundesverfassung (Grundsatz der Gewaltenteilung und Rechtsstaatlichkeit) wird ebenfalls tangiert, da die Schweizerische Bundesversammlung ihre Kompetenz zur Gesetzgebung in vielen Bereichen de facto an die EU abtritt.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen sind ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die angeblichen Vorteile des Marktzugangs könnten durch die Kosten der Übernahme von EU-Regularien und die fehlende Flexibilität der schweizerischen Wirtschaft aufgewogen werden. Es besteht die Gefahr, dass die schweizerische Wirtschaft durch übermässige Bürokratie und angepasste Standards an Wettbewerbsfähigkeit verliert. Der Grundsatz der Wirtschaftsfreiheit gemäss Artikel 27 der Bundesverfassung (Wirtschaftsfreiheit) könnte durch die auferlegten Regelungen und die damit verbundene Ungleichbehandlung gegenüber Schweizer Unternehmen, die nicht denselben Marktzugang geniessen, beeinträchtigt werden.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung zu bedenken. Die Übernahme von EU-Recht bedarf sorgfältigster Prüfung, um sicherzustellen, dass die nationale Rechtsordnung nicht untergraben wird und die rechtsstaatlichen Prinzipien gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung (Rechtsstaat) gewahrt bleiben. Der Vorrang des EU-Rechts, wie er implizit im institutionellen Abkommen vorgesehen ist, stellt eine erhebliche Herausforderung für die Anwendung und Auslegung des nationalen Rechts dar und kann zu Rechtsunsicherheit führen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das Paket Schweiz-EU aus kritischer Sicht erhebliche

Risiken birgt. Die Souveränität der Schweiz, die demokratische Legitimation und die wirtschaftlichen Interessen scheinen nicht ausreichend geschützt. Eine detaillierte und kritische Prüfung der einzelnen Bestimmungen ist unerlässlich, bevor weitreichende Verpflichtungen eingegangen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Pristernik Roger (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Pristernik · +41792858402 · pristi75@hotmail.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Eine kritische Prüfung der vorliegenden Unterlagen offenbart eine Tendenz zur schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass dies von den Schweizer Bürgerinnen und Bürgern in einem direkten demokratischen Prozess legitimiert wurde.

Besonders alarmierend ist die Gefahr einer Untergrabung der direkten Demokratie. Die Schweizerische Bundesverfassung (BV) verankert in Artikel 138 BV das Recht des Volkes, über Verfassungsänderungen mittels Referendum abzustimmen. Weiterhin gewährleistet Artikel 139 BV das fakultative Referendum gegen Gesetze, die vom Parlament beschlossen wurden. Durch die Übernahme von EU-Recht, das nicht mehr vom Schweizer Parlament im vollen Umfang diskutiert und angepasst werden kann, sondern als ein Paket ohne substanzielle Änderungsoption übernommen wird, wird das Prinzip der Volkssouveränität ausgehöhlt. Es stellt sich die dringende Frage, ob diese "Technifizierung" der Gesetzgebung, bei der EU-Richtlinien und -Verordnungen de facto Schweizer Recht werden, noch mit dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung vereinbar ist.

Ein weiterer zentraler Punkt ist die Rechtsfortbildung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH). Die vorgeschlagene stärkere Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen mit Drittstaaten zu beobachten ist, droht, die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte zu beschneiden. Das Schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) und das Obligationenrecht (OR) sind Produkte sorgfältiger Rechtssetzung durch das Schweizer Parlament und Spiegels kultureller und gesellschaftlicher Wertvorstellungen. Wenn sich Schweizer Gerichte zukünftig primär an der Rechtsprechung des EuGH orientieren müssen, verliert das schweizerische Recht seine Eigenständigkeit und wird zum Anhängsel eines fremden Rechtssystems. Dies widerspricht fundamental dem Artikel 97 Absatz 1 BV, der die Unabhängigkeit der Gerichte und Behörden betont.

Die finanzielle Dimension darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Regularien geht fast immer mit der Verpflichtung zur finanziellen Beteiligung an EU-Programmen einher. Dies kann zu erheblichen zusätzlichen Belastungen für den Schweizer Steuerzahler führen, ohne dass eine klare und nachvollziehbare Gegenleistung besteht. Der Bundesrat hat die Pflicht, die finanziellen Auswirkungen solcher Vereinbarungen transparent darzulegen. Bisherige Erfahrungen zeigen, dass diese Kosten oft unterschätzt und die Vorteile überbewertet werden. Die Artikel 93 und 96 BV, welche die Budgethoheit des Bundes und die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen regeln, könnten durch unklare finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU tangiert werden.

Zudem besteht die Gefahr einer zunehmenden Abhängigkeit von der EU. Die Souveränität der

Schweiz liegt darin, ihre eigenen Entscheidungen treffen zu können. Wenn die Schweiz sich durch Abkommen stärker an die EU bindet, verliert sie an Handlungsspielraum. Insbesondere in sicherheitspolitischen oder wirtschaftlichen Fragen, wo die EU eine gemeinsame Linie verfolgt, könnte die Schweiz gezwungen sein, sich diesen Linien anzupassen, selbst wenn dies nicht im ureigenen Interesse liegt. Die aussenpolitische Souveränität, die durch Artikel 173 BV geschützt ist, könnte auf diese Weise faktisch eingeschränkt werden.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU sorgfältig auf ihre Konsequenzen für die Schweizerische Demokratie, die Rechtsstaatlichkeit, die Souveränität und die finanzielle Stabilität geprüft wird. Ein blindes Streben nach "Stabilisierung" der Beziehungen darf nicht dazu führen, dass die schweizerischen Errungenschaften und Prinzipien geopfert werden. Die schweizerische Verfassung und die damit verbundenen Rechte des Volkes müssen im Zentrum jeder solchen Überlegung stehen. Die Vernehmlassungsunterlagen müssen diese grundlegenden Bedenken ernst nehmen und überzeugende Antworten liefern, wie die Souveränität und die direkte Demokratie in der Schweiz auch unter veränderten Rahmenbedingungen umfassend gewahrt bleiben. Bisherige Formulierungen lassen hier erhebliche Lücken erkennen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Anpassungen zur inländischen Umsetzung werfen gravierende Fragen bezüglich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Stärkung unserer Rechtsordnung auf. Es ist bedauerlich feststellen zu müssen, dass die Vernehmlassungsvorlage primär darauf abzielt, schweizerische Gesetzgebung und Rechtsprechung an die Vorgaben der Europäischen Union anzupassen, anstatt die kohärente Weiterentwicklung unseres eigenen Rechtssystems in den Vordergrund zu stellen. Diese Tendenz zur unkritischen Übernahme externer Regelwerke birgt erhebliche Risiken.

Ein zentrales Anliegen ist die potenzielle Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien, die das Fundament unseres demokratischen Rechtsstaates bilden. Die Einführung neuer Bestimmungen, die auf europäischem Recht basieren, ohne eine tiefgehende Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit unserem verfassungsmässigen Ordnungsrahmen, ist äusserst bedenklich. Gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) hat der Bund die Pflicht, die Interessen der Allgemeinheit und die Sicherheit zu wahren. Die unreflektierte Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass solche Interessen untergraben werden, insbesondere wenn die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz nicht ausreichend berücksichtigt werden.

Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, wie sie in den Artikeln 3, 46 und 47 BV geregelt ist, aufgeweicht wird. Die kantonalen Zuständigkeiten und die föderalen Strukturen könnten durch eine zu starke Harmonisierung mit dem EU-Recht beeinträchtigt werden. Dies widerspricht dem Grundsatz des Subsidiaritätsprinzips, das sicherstellen soll, dass Entscheidungen auf der Ebene getroffen werden, die ihnen am nächsten ist. Eine übermässige Zentralisierung von Regelungskompetenzen zugunsten von Brüssel, auch wenn sie indirekt über die Anpassung nationaler Gesetze erfolgt, ist daher entschieden abzulehnen.

Besorgniserregend ist auch die mangelnde Transparenz und Partizipation, die mit derartigen Umsetzungsprozessen oft einhergeht. Die Schweizer Bevölkerung hat ein Recht darauf, umfassend und verständlich über Gesetzesänderungen informiert zu werden, die ihre Lebensweise und ihre Rechte betreffen. Die Art und Weise, wie die EU-Richtlinien und Verordnungen in nationales Recht überführt werden, muss diesen Anforderungen genügen. Artikel 29 Absatz 2 BV garantiert das Recht auf Akteneinsicht und auf eine öffentliche Gerichtsverhandlung. Diese Grundsätze müssen auch im Gesetzgebungsprozess und in der Umsetzung von internem Recht, das aus externen Quellen stammt, gewahrt bleiben. Eine schleppende oder unzureichende Informationspolitik im Vorfeld von Vernehmlassungen schafft unnötiges Misstrauen und untergräbt die Akzeptanz der resultierenden Rechtsnormen.

Die vorgeschlagenen Massnahmen könnten ferner dazu führen, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigt wird. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die Art

und Weise, wie dessen Urteile in die nationale Rechtsordnung integriert werden, müssen kritisch hinterfragt werden. Gemäss Artikel 190 BV ist die Bundesversammlung an die Bundesverfassung, die Völkerrechtspersönlichkeit der Schweiz und die von ihr abgeschlossenen völkerrechtlichen Verträge gebunden. Dies schliesst nicht aus, dass die Auslegung und Anwendung von völkerrechtlichen Verträgen, die sich auf EU-Recht beziehen, zu einer faktischen Abhängigkeit von der Rechtsprechung des EuGH führen kann. Dies birgt die Gefahr, dass nationale Gerichte in ihrer richterlichen Unabhängigkeit eingeschränkt werden, da sie sich zunehmend an die Interpretationen des EuGH halten müssten. Artikel 191 BV regelt die Bindung der Gerichte an das Recht, doch die Frage, welches Recht hier im Endeffekt massgeblich ist, bedarf einer sorgfältigen Abwägung.

Wir dürfen nicht vergessen, dass die Schweiz über ein robustes und bewährtes Rechtssystem verfügt, das über Jahrhunderte gewachsen ist und auf spezifisch schweizerischen Werten und Traditionen beruht. Die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, die oft als "neues Recht" unbemerkt in unsere Gesetzgebung einfliessen kann, muss mit aller Kraft abgewehrt werden. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Souveränität des Schweizer Volkes und des Kantons. Diese Souveränität ist nicht verhandelbar und darf nicht durch eine übermässige Integration in fremde Rechtsordnungen kompromittiert werden. Jede Gesetzesänderung, die auf der Notwendigkeit basiert, EU-Recht umzusetzen, sollte daher kritisch auf ihre Notwendigkeit und ihre Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung geprüft werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassungsvorlage eine übermässige Anpassung an das EU-Recht vorsieht, ohne die notwendige kritische Distanz und eine umfassende Prüfung der Auswirkungen auf unsere nationale Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien, die föderale Ordnung und die richterliche Unabhängigkeit zu gewährleisten. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Rechtsordnung eigenständig und im Interesse ihrer Bürger weiterentwickelt und eine unkontrollierte Übernahme externer Normen vermeidet. Artikel 146 der Bundesverfassung, der die Mitwirkung des Volkes an der Gesetzgebung vorsieht, muss auch in Bezug auf die indirekte Rechtsübernahme aus dem EU-Raum konsequent angewendet werden, um die demokratische Legitimität der resultierenden Gesetze zu sichern.

Staatliche Beihilfen

Wir nehmen mit grösster Skepsis und tiefer Besorgnis Stellung zum vorgeschlagenen regulatorischen Rahmen im Bereich der staatlichen Beihilfen, wie er durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Kartellgesetzes (KG), des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) sowie weiterer relevanter Gesetze (insbesondere LFG und PüG) vorgelegt wird. Dieses Paket stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die bewährte Wirtschafts- und Rechtsordnung der Schweiz dar und untergräbt zentrale Grundpfeiler unseres Rechtsstaates und Föderalismus.

Die vorgeschlagene Regelung sieht die Abschaffung der heutigen, politisch und demokratisch legitimierten Praxis vor, bei der Subventionen durch Bundes-, Kantons- und Gemeindeentscheide gestaltet werden. Diese dezentrale und bürgernahe Förderpraxis, die Massnahmen für den Regionalverkehr, die Unterstützung kantonaler Banken, kulturelle Anliegen oder die Förderung lokaler KMU ermöglicht, soll einem starren, technokratischen und ausländischen Kontrollregime unterworfen werden. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden dadurch massiv und unwiederbringlich untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sehen wir uns gezwungen, unsere zukunftsweisenden Beschlüsse zukünftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorlegen zu müssen, deren Prioritäten nicht mehr primär schweizerische Interessen widerspiegeln. Dies ist ein direkter und verheerender Angriff auf unseren föderalistischen Staatsaufbau.

Die Schweiz unterwirft sich mit dieser Massnahme einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Staatliche Beihilfen müssten neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies würde die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit in unannehmbarer Weise aushebeln. Kritische Sektoren von strategischer Bedeutung, wie beispielsweise die Energieversorgung, bei der zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luftverkehr und der Landverkehr,

würden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet nicht nur die strategische Autonomie der Schweiz, sondern birgt auch erhebliche Risiken für die Aufrechterhaltung und die zukünftige Gestaltung des Service public in diesen fundamentalen Infrastrukturbereichen.

Die Schaffung einer neuen, integrierten Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie sie sich aus den Anpassungen des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) und dem BHÜG (Art. 3 BHÜG) ergibt, ist äusserst bedenklich. Diese neue Instanz wird de facto zu einer 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agieren wird. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär den Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist äusserst ungenügend, was die Gefahr birgt, dass schweizerische Anliegen und Bedürfnisse im Entscheidungsprozess systematisch marginalisiert werden.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie und damit ihre gestaltende Kraft. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Die Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre souveränen Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht angefochten und ungültig erklärt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und widerspricht fundamentalen Prinzipien des Föderalismus.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität systematisch auszuhebeln und föderalistische Strukturen nachhaltig zu schwächen.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig werden ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts gelten, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem essenziellen Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes und kaum nachvollziehbares Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz empfindlich, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen «Wächters der Preise» zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes und möglicherweise zu Lasten der Konsumenten ausfallendes Agieren zu ermöglichen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine faktische Unterwerfung unter EU-Recht darstellen und die schweizerische Wirtschafts- und Rechtsordnung unwiederbringlich verändern. Sie gefährden die Souveränität, den Föderalismus, die demokratische Legitimation von Förderentscheidungen und die strategische Autonomie der Schweiz in Kernbereichen. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab und fordern eine Überprüfung des gesamten Ansatzes, der die einzigartigen Stärken des schweizerischen Systems respektiert und nicht durch eine unkritische Übernahme ausländischer Regelwerke zerstört.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Versorgungssicherheit eine gravierende Fehlentwicklung dar. Die vorgesehene institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einem abhängigen Akteur ohne echtes Mitspracherecht degradiert wird, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen, die unser lebenswichtiges Stromnetz betreffen,

würden somit künftig in Brüssel gefällt, anstatt in Bern, basierend auf schweizerischen Bedürfnissen und Realitäten. Dies untergräbt die Kernprinzipien unserer nationalen Selbstbestimmung und Energiesouveränität.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) würde sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" wandeln. Ihre Aufgabe wäre es dann, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung, die bisher auf nationalen Parlamenten und direkter demokratischer Kontrolle beruhte.

Ein besonders alarmierendes Risiko für die schweizerische Energieversorgung, insbesondere für unser Rückgrat, die Wasserkraft, birgt die EU-Beihilfenregelung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das substanziell zur Wertschöpfung und zur Finanzierung von Projekten in den Bergkantonen beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit abgeschafft werden. Dies würde die ökonomische Grundlage vieler regionaler Energieversorger und Gemeinden empfindlich treffen.

Die vorgeschlagenen Massnahmen bedrohen zudem unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung. Wichtige kommunale Kraftwerke, die traditionell eine zentrale Rolle in der lokalen und regionalen Stromproduktion spielen, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr Einspeisevorrang, der die dezentrale und bürgernahe Energieerzeugung bisher begünstigte, würde ausgehebelt, was die lokale Wertschöpfung und Energieautonomie konterkariert.

Die umfassende Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, scheint die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt zu opfern. Die Möglichkeit, strategische Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, zu bilden, wird durch die EU-Regeln erheblich eingeschränkt. In diesem Szenario trägt niemand mehr klar die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein äusserst risikoreiches Unterfangen, das die Bevölkerung und die Wirtschaft unnötigerweise Gefahren aussetzt.

Es ist abzusehen, dass die vollständige Marktliberalisierung zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für private Haushalte führen wird. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" offensichtlich nicht zu tragen vermag, müssten dann über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden, was eine zusätzliche Belastung darstellt.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19) unsere föderalen Strukturen.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Änderung der Vergütungsregeln untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht fundamental der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung.

Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Vorschläge eine ernsthafte Bedrohung für die Schweizer Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die Stabilität unserer Wirtschaft darstellen. Wir fordern eine kritische Überprüfung und Ablehnung dieser Regelungen, die die Schweiz unumkehrbar in ein Abhängigkeitsverhältnis zur EU manövrieren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweiz fundamental unzureichend und bergen erhebliche Risiken für unser bewährtes Lohnniveau und unsere Arbeitsmarktordnung. Es ist alarmierend, dass anstatt einer echten Stärkung des Schweizer Lohnschutzes eine Aufweichung und Angleichung an EU-Standards angestrebt wird, die offensichtlich primär den Interessen ausländischer Unternehmen dient, die Lohndumping betreiben wollen. Die angepriesenen Schutzmassnahmen erscheinen weniger als substantielle Verbesserungen, sondern vielmehr als kosmetische Anpassungen, die den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der unweigerlich mit einer Ausweitung der Personenfreizügigkeit einhergeht, nicht kompensieren können. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist die absehbare Konsequenz.

Die Neugestaltung des Entsendegesetzes (EntsG) ist dabei keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die vorgeschlagene Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer effektiven Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Vielmehr wird durch die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a eine juristische Umstrukturierung vorgenommen, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert. Dies stellt eine Schwächung der Kontrollmechanismen dar. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Ferner ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ein Angriff auf die schweizerische Vertragsfreiheit und wird als direkter Eingriff durch EU-Druck betrachtet. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Dieses als "vergiftetes Geschenk" zu betrachtende Element führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (AVelig), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines umfassenden Pakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität

aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung massiv, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Auch die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen keine Lösung für die Problematik des Lohndrucks darstellen, sondern im Gegenteil bestehende Schutzmechanismen schwächen und die Souveränität der Schweiz untergraben. Es ist dringend geboten, die bewährten schweizerischen Lohnschutzmechanismen zu stärken und nicht im Namen einer fragwürdigen EU-Konformität aufzuweichen. Unsere primäre Verantwortung liegt bei den Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme bringt unseren tiefen Unmut und unsere gravierenden Bedenken angesichts der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit zum Ausdruck. Was unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" subsumiert wird, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als ein umfassendes und beispielloses Integrationsprojekt, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft schleichend unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt. Dieses Vorhaben geht weit über die Sicherstellung von Lebensmittelstandards hinaus und bedroht massiv unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Entscheidungsfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unserer nationalen Identität und unseres wirtschaftlichen Erfolgs, steht unter ernster Gefahr. Die geforderte Angleichung an oft tiefere und weniger strenge EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das angesehene Label "Made in Switzerland" verliert an Wert und Glaubwürdigkeit, wenn die hierzulande produzierten Lebensmittel denselben, weniger rigorosen Kriterien unterworfen werden müssen, die in der Europäischen Union gelten. Dies zerstört nicht nur einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, sondern beraubt auch die Konsumenten des Vertrauens in überlegene Produktqualität.

Besondere Sorge bereitet uns die implizite "Guillotineklausel", welche die Akzeptanz dieses Abkommens unheilvoll mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses als schädlich erachteten Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form politischer Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und uns in eine unerträgliche Abhängigkeit von Brüsseler Vorgaben manövriert.

Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was eine Verletzung unserer Autonomie und unserer nationalen Hoheitsrechte darstellt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Landwirte und Lebensmittelproduzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, traditionsreiche Alp-Käsereien, lokale Metzgereien und selbst Vereine, die im Rahmen von Volksfesten kulinarische

Angebote unterbreiten, müssten die komplexen und für sie oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird zwangsläufig zur Zerstörung lokaler Traditionen und zur Gefährdung wirtschaftlicher Existenzen führen, die das Rückgrat unserer ländlichen Gemeinschaften bilden.

Die sukzessive Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist zutiefst beunruhigend. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Dies stellt eine klare Missachtung des Volkswillens dar und untergräbt die Fähigkeit unserer Bevölkerung, selbstbestimmt über den Einsatz solcher Technologien zu entscheiden.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten. Durch die Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter die EU-Regulierung wird eine erstickende Bürokratie geschaffen und ein Verlust an unseren hohen Standards in Kauf genommen. Diese Revision, so wie sie konzipiert ist, zielt darauf ab, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion zu zerstören, indem eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften über uns hereingebrochen wird. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Bürokratie überzogen, die sie zur Aufgabe ihrer Tätigkeit zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die vorgesehenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und einen empfindlichen Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung müssen zugunsten der EU-Standards aufgegeben werden. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist nicht hinnehmbar. Unsere nationalen Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen und ethische Grundsätze widerspiegeln, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Des Weiteren sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu verstehen. Das Parlament wird umgangen, was eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich bedeutet. Der Nationalrat und der Ständerat können nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und die gesamte Agrarlandschaft direkt betreffen.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien, die auf unsere spezifischen alpinen Gegebenheiten zugeschnitten sind, müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich bedeutet die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine kapitale Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft, die öffentliche Gesundheit und damit die gesamte Bevölkerung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht der Lebensmittelsicherheit dienen, sondern eine schleichende Unterwerfung unter die Europäische Union darstellen. Sie gefährden unsere Souveränität, unsere Qualität, unsere Traditionen und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Betriebe. Wir fordern daher eine kategorische Ablehnung dieser Vorhaben in ihrer vorliegenden Form.

Landverkehr

Unsere Stellungnahme zum Bereich Landverkehr des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union ist von tiefgreifender Skepsis und Besorgnis geprägt. Die vorliegenden Vorschläge drohen, die Grundfesten unseres bewährten und für die Bevölkerung unerlässlichen Service public im Schienenverkehr zu erschüttern und die Souveränität der Schweiz in einem zentralen Bereich ihrer Verkehrspolitik zu untergraben.

Ein Kernpunkt unserer Bedenken betrifft die Integration des EU-Beihilferechts. Die Anwendung dieser Bestimmungen birgt die erhebliche Gefahr, dass Subventionen, die bisher eine tragende Säule zur Sicherung und Verbesserung unseres öffentlichen Bahnverkehrs darstellen, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies betrifft sowohl die Förderung des Güterverkehrs, der eine Schlüsselrolle für die Schweizer Wirtschaft spielt, als auch die Finanzierung des Regionalverkehrs, der die flächendeckende Erschliessung unseres Landes gewährleistet, sowie die essenzielle Erneuerung unseres Rollmaterials. Die Gefahr einer solchen Neubewertung von Subventionen stellt eine direkte Bedrohung für die Qualität und den Umfang des bestehenden Angebots dar, welches von Millionen von Bürgerinnen und Bürgern täglich genutzt wird.

Besonders alarmierend ist die Einführung der sogenannten Kabotage im Schienenverkehr. Die Öffnung des inner-schweizerischen Marktes für ausländische Anbieter, wie es durch die Zulassung von Diensten wie Flixtrain auf heimischen Strecken angedeutet wird, birgt die unmittelbare Gefahr einer systematischen "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich unweigerlich auf die profitabelsten und ertragreichsten Hauptstrecken konzentrieren. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere konzessionierte Schweizer Verkehrsunternehmen die Verantwortung und die finanziellen Lasten für den Betrieb der unrentablen, aber für die Grundversorgung unabdingbaren Nebenlinien tragen müssen. Diese Entwicklung untergräbt die wirtschaftliche Basis unseres Service public und gefährdet die Gleichwertigkeit der Mobilität im ganzen Land. Die durch das Abkommen vorgesehene Anpassung im Eisenbahngesetz (EBG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 40ater, legitimiert diese problematische Entwicklung und öffnet die Tür für eine Aushöhlung des nationalen Bahnwesens.

Die vom Bundesrat zur Beschwichtigung angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Diese Erklärung kann bestenfalls als reine Beruhigungspille betrachtet werden, die jedoch die langfristige Erosion unserer nationalen Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs nicht verhindern kann. Die dynamische Rechtsübernahme stellt eine fundamentale Schwächung dar, da sie die Schweiz dazu zwingt, sich dem sich ständig weiterentwickelnden EU-Recht zu beugen, ohne die Möglichkeit, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse unseres Landes zugeschnittene Regulierungen zu entwickeln und beizubehalten.

Mit der schrittweisen Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme müssten wir auch zukünftige Regulierungen der EU übernehmen, wie beispielsweise die Bestimmungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Dies würde die Steuerungskompetenz zwangsläufig von nationaler Ebene auf zentrale EU-Stellen verlagern, was eine weitere Entmachtung der Schweiz in einem strategisch wichtigen Sektor bedeuten würde.

Die explizite Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist somit ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie ermöglicht es ausländischen, oftmals staatlich subventionierten Unternehmen, sich die lukrativsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies wird die SBB und andere Transportunternehmen, die den umfassenden Auftrag der Landesversorgung erfüllen, erheblich schwächen. Langfristig wird dies die Qualität und die Flächendeckung des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz aufs Spiel setzen.

Darüber hinaus schränkt die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung, insbesondere der neue Art. 32a Abs. 1bis, die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten, verschiebt den Fokus von der optimalen Lösung für die Schweiz hin zur Erfüllung von EU-konformen Kriterien. Dies kann zu

suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Anstatt die Vergabe von Konzessionen nach den besten Kriterien für unser Land auszurichten, werden wir gezwungen, uns an EU-weite Standards zu halten, die möglicherweise nicht unseren spezifischen Bedürfnissen entsprechen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen im Bereich Landverkehr gravierende Risiken für den Schweizer Service public birgt, unsere wirtschaftliche Grundlage schwächt und unsere nationale Souveränität untergräbt. Wir lehnen die vorliegenden Bestimmungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Überarbeitung, die den Schutz und die Stärkung unseres öffentlichen Verkehrs gewährleistet und unsere Unabhängigkeit in der Gestaltung unserer Verkehrspolitik sichert.

Finanzieller Beitrag

Vernehmlassungsbeantwortung zum Bereich Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen bezüglich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung und einer fundamentalen Neubewertung bedürfen. Die Transformation von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht bedeutet einen substantiellen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Steuerungsmacht für die Schweiz. Diese Entwicklung ist als faktische Zwangsabgabe zu werten, welche die Souveränität unseres Landes erheblich beeinträchtigt.

Der anfangs kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als fixe Grösse verstanden werden, sondern vielmehr als ein Lockvogelangebot, das die tatsächliche Tragweite der Verpflichtungen verschleiert. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung der Beiträge birgt das Risiko immens höherer zukünftiger Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen oder nachzuverhandeln, und wird stattdessen gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren. Dies widerspricht dem Prinzip der freien Willensbildung und der partnerschaftlichen Beziehung, die eigentlich für ein Abkommen gelten sollte.

Die Schweiz wird durch diese Regelungen de facto zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne jedoch im Gegenzug substantielle Mitspracherechte oder eine garantierte Verbesserung des Marktzugangs zu erhalten. Die Zahlungen werden verbindlich, während die EU keinerlei Verpflichtung eingeht, den Schweizer Unternehmen den Zugang zum Binnenmarkt zu erleichtern oder bürokratische Hürden abzubauen. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum messbare, greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist äusserst problematisch. Dieses Gesetz würde die bisher freiwilligen und politisch steuerbaren Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandeln. Damit würde dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag entzogen. Artikel 1 des KoBG verankert explizit einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Beiträge, was die Budgethoheit des Parlaments fundamental aushöhlt. Anstatt einer eigenverantwortlichen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht nur noch der Vollzug einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Dies ist ein direkter Angriff auf die demokratischen Prozesse und die Rechenschaftspflicht der Regierung gegenüber dem Parlament.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung signalisiert, dass die Kohäsionszahlungen an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies legitimiere die Abgaben im Voraus und erschwere zukünftige kritische Auseinandersetzungen.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist als irreführend und manipulative Taktik zu betrachten. Es ist unredlich, den

«guten Namen» der Schweizer Friedensförderung zu instrumentalisieren, um die politisch heiklen und aus Sicht der Schweiz höchst umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU rechtlich salonfähig zu machen. Dies untergräbt die Glaubwürdigkeit der Friedensförderungsbemühungen und vermischt illegitimerweise sicherheitspolitische mit fiskalpolitischen Erwägungen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen bezüglich des finanziellen Beitrags eine deutliche Verschlechterung der Verhandlungsposition der Schweiz darstellen und die demokratische Kontrolle über erhebliche finanzielle Mittel schwächen. Es ist unabdingbar, dass diese finanziellen Beiträge weiterhin dem Parlament zur Genehmigung vorgelegt werden und die Schweiz ihre souveräne Entscheidungsfreiheit über die Verwendung ihrer Steuergelder behält. Eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ohne gleichwertige Gegenleistungen oder Mitspracherechte ist inakzeptabel und widerspricht den Prinzipien einer souveränen und demokratischen Nation.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der nationalen Steuerungskompetenzen dar. Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Zuwanderung, sind in ihrer Tragweite alarmierend und widersprechen fundamental dem ausdrücklichen Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) festgehalten ist. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die sogenannte "Integrationsmethode" bedeutet, dass künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch ohne Mitspracherecht des Schweizer Parlaments und des Volkes umgesetzt werden müssen. Dies ist eine inakzeptable Entrechtung der direkten Demokratie und untergräbt das Fundament unseres politischen Systems.

Besonders besorgniserregend ist die Schaffung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", das EU-Bürgern bereits nach fünf Jahren Aufenthalt eine praktisch unentziehbare Niederlassung gewährt. Diese neue Form des "C PLUS"-Aufenthaltsrechts, verankert in den Anpassungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), stellt eine massive Erleichterung des Zuzugs dar, die selbst bei Vorliegen von strafrechtlichen Verfehlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe kaum noch Sanktionen zulässt. Artikel 41c AIG zementiert diese Entwicklung, indem er den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweitet und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit faktisch verunmöglicht. Dies ist nicht nur eine Gefahr für die innere Sicherheit, sondern auch eine erhebliche Belastung unserer Sozialwerke, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird somit massiv gefördert und zu einer einseitigen finanziellen Belastung für die Schweiz.

Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Land ausserhalb der EU beispiellos ist. Die Zulassung des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern geht weit über die bisherigen Regelungen hinaus und droht, zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu explodierenden Sozialkosten zu führen. Diese Entwicklung steht im krassen Widerspruch zu jeglichen Bestrebungen einer eigenständigen Migrationspolitik.

Die im Vertragspaket verankerte "Schutzklausel" im AIG, insbesondere die neue Bestimmung in Artikel 21b, entpuppt sich als reines Trugbild und als ein nicht ernst gemeintes Zugeständnis. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Die angedrohten Sanktionen der EU bei einer auch nur hypothetischen Anrufung der Klausel offenbaren, dass es sich hierbei nicht um einen Schutzmechanismus für die Schweiz handelt, sondern um eine klare Erpressung und ein Instrument zur Durchsetzung von EU-Interessen. Die Schweiz wird damit faktisch einer doppelten Knebelung unterworfen: Sie darf ihre Zuwanderungspolitik nicht eigenständig gestalten und wird gleichzeitig von der EU mit Sanktionen bedroht, sollte sie versuchen, sich gegen übermässigen Zuzug zu wehren. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung des neuen Artikels 41c AIG machen dies deutlich: Die Schweiz kapituliert vor der EU und zementiert den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke, eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags aus Artikel 121a BV.

Auch im Bildungsbereich sind die Konsequenzen gravierend. Die Einführung drastisch höherer

Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungssektor entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird zusätzlich belastet, da die Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu denselben (tiefen) Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation dieser Gleichbehandlung ist ein weiterer Beweis für die versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die nun offen auf dem Buckel der Schweizer Bürger ausgetragen werden.

Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Integration in das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) der EU, wie sie im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGVB, neuer Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15 und 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10 und 15) vorgesehen ist, stellt eine schleichende Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards dar. Anstatt einer sorgfältigen nationalen Prüfung erfolgt eine automatisierte Anerkennung, welche die Schweizer Gründlichkeit durch EU-Kompatibilität ersetzt. Dies birgt insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit, da die nationale Kontrollhoheit auf Kosten der Qualität an ein bürokratisches EU-System delegiert wird. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule, der beruflichen Vorsorge, unter die Koordinationsregeln der EU, wie sie durch die Anpassung des BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) erfolgt, ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Selbst unser Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziff. 24) wird an die Logik der EU-Anpassung gezwungen. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis im Freizügigkeitsgesetz) ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Schliesslich erweist sich die im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, neuer Artikel 24a) eingeführte "Wiedereingliederungsstrategie" als rein kosmetische Massnahme. Sie soll darüber hinwegtäuschen, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung proaktiv zu steuern, wird lediglich deren Folge mit bürokratischen Mitteln verwaltet, was den Druck auf unsere Sozialwerke kaum mindert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge keine Verbesserung, sondern eine massive Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union darstellen. Sie untergraben unsere Souveränität, gefährden die innere Sicherheit, belasten unsere Sozialwerke und unser Bildungssystem unverhältnismässig und missachten den klaren Willen des schweizerischen Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Diese Vernehmlassungsvorlage ist ein Frontalangriff auf die schweizerische Unabhängigkeit und muss in ihrer jetzigen Form entschieden abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Gesamtpaket Schweiz-EU wird mit tiefgehender Skepsis und erheblichen Bedenken zur Kenntnis genommen. Eine eingehende Prüfung der vorgeschlagenen Vereinbarungen offenbart gravierende Schwachstellen, die sowohl die Souveränität der Schweiz als auch die wirtschaftliche und rechtliche Autonomie unseres Landes massiv gefährden. Die offensichtliche Intention, die Schweiz enger an die Europäische Union zu binden, ohne dass dieser Schritt durch eine gleichwertige Mitgliedschaft der Schweiz in der EU flankiert würde, wirft fundamentale Fragen bezüglich der demokratischen Legitimität und der verfassungsmässigen Ordnung auf.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die Schweiz über entsprechende Mitspracherechte im Gesetzgebungsprozess der EU verfügt, ist ein fundamentaler Bruch mit dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), wird hier in Frage gestellt. Wie kann die Souveränität eines Volkes gewahrt bleiben, wenn es sich fortlaufend Recht geben lässt, dessen Entstehung es nicht aktiv mitgestaltet und auf dessen Inhalt es keinen Einfluss hat? Diese Einbahnstrassenregelung der Rechtsübernahme widerspricht fundamental der Idee einer freiheitlichen und demokratischen Ordnung.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung des Abkommens, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), ist ebenfalls Anlass zu grösster Besorgnis. Die Vorstellung, dass ein fremdes Gericht, dessen Rechtsprechung nicht auf schweizerischen Rechtsquellen fusst und dessen Richter nicht vom schweizerischen Volk oder dessen Vertretung gewählt werden, verbindliche Urteile über die Anwendung des schweizerischen Rechts fällen kann, ist schlichtweg inakzeptabel. Dies tangiert direkt die Rechtshoheit der Schweiz, wie sie durch Artikel 5 der Bundesverfassung gewährleistet wird. Die Gewährleistung von Recht und Ordnung ist eine Kernaufgabe des souveränen Staates. Eine externe Gerichtsbarkeit, die sich in diese Kernkompetenzen einmischt, untergräbt diese Grundlage und schwächt das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in die staatlichen Institutionen. Die Unabhängigkeit der Gerichte und die Anwendung des heimischen Rechts sind Eckpfeiler unseres Rechtsstaates. Die vorgeschlagene Lösung droht, diese fundamentalen Prinzipien auszuhebeln und die Schweiz einer Rechtsordnung unterzuordnen, die nicht mehr primär den Bedürfnissen und Werten unseres Landes verpflichtet ist.

Die wirtschaftlichen Implikationen dieses Pakets sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Während von einer Erleichterung des Marktzugangs gesprochen wird, werden die damit verbundenen Verpflichtungen zur Übernahme von EU-Regulierungen und zur möglichen Nichtanwendung von flankierenden Massnahmen wie dem Lohnschutz völlig ausgeblendet. Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung regelt die Sicherung der Arbeitsbedingungen und Lohnverhältnisse. Die potenziellen Auswirkungen der Übernahme von EU-Vorschriften auf den Lohnschutz sind alarmierend. Es besteht die reale Gefahr, dass durch die Angleichung an EU-Standards die Flexibilität der Schweiz bei der Gestaltung eigener arbeitsrechtlicher Bestimmungen eingeschränkt wird, was zu einer Erosion des Lohnschutzes führen könnte. Die Schweiz hat in der Vergangenheit durch gezielte Politik und starke Sozialpartnerschaften ein hohes Lohnniveau und gute Arbeitsbedingungen aufgebaut. Es ist nicht ersichtlich, wie die bedingungslose Übernahme von EU-Recht diesem Erfolg Rechnung tragen soll. Im Gegenteil, es besteht die Gefahr, dass die schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer die Verlierer einer solchen Entwicklung sein werden.

Darüber hinaus wirft die unklare Rechtsstellung der Schweiz im Falle der Übernahme von EU-Recht erhebliche rechtliche und praktische Probleme auf. Wenn die Schweiz EU-Recht übernimmt, aber keinen Einfluss auf dessen Zustandekommen hat und die Durchsetzung durch ein fremdes Gericht erfolgt, entsteht eine rechtsstaatlich fragwürdige Konstellation. Die bundesrätlichen Erläuterungen scheinen die langfristigen Konsequenzen zu bagatellisieren, die sich aus einer solchen de-facto-Unterwerfung unter die EU-Rechtsordnung ergeben. Artikel 173 Absatz 2 der Bundesverfassung verpflichtet den Bundesrat, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren und ihre Aussenbeziehungen zu pflegen. Es muss hinterfragt werden, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen tatsächlich im langfristigen Interesse der Schweiz liegen und ob sie die Aussenbeziehungen auf einer Basis der Gleichwertigkeit und des gegenseitigen Respekts gestalten.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, oft als "Beitrag zur Kohäsion" deklariert, muss ebenfalls kritisch beleuchtet werden. Dies bedeutet eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahler, ohne dass eine klare Gegenleistung oder ein entsprechender Nutzen für die Schweiz erkennbar ist. Die Frage der Effizienz und Transparenz dieser Ausgaben ist dabei von zentraler Bedeutung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorliegende Gesamtpaket Schweiz-EU eine gefährliche Gratwanderung darstellt, die die grundlegenden Prinzipien der schweizerischen direkten Demokratie, der Souveränität und der Rechtshoheit aushöhlt. Die fehlende Kontrolle über die Rechtssetzung, die externe Gerichtsbarkeit und die potenziellen negativen Auswirkungen auf den

Lohnschutz sind unannehmbar. Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit wahren und darf sich nicht in eine Abhängigkeit begeben, die ihre Handlungsfähigkeit und die Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger gefährdet. Es muss dringend eine Lösung gefunden werden, die auf einer echten Partnerschaft beruht und die verfassungsmässigen Grundsätze der Schweiz respektiert.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer kritischen und tiefgehenden Prüfung, da sie in ihrer aktuellen Form erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Rechtsordnung und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz aufwerfen. Eine unvoreingenommene Betrachtung zeigt auf, dass die proklamierte Annäherung der Schweiz an die EU weitreichende Konsequenzen birgt, die nicht unterschätzt werden dürfen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht. Die Verpflichtung zur dynamischen Rechtsübernahme, wie sie in verschiedenen bilateralen Abkommen implizit oder explizit vorgesehen ist, stellt eine fundamentale Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz dar. Gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) sind alle staatlichen Tätigkeiten auf die Erfüllung der Grundrechte und die Wahrung der schweizerischen Interessen ausgerichtet. Die dynamische Übernahme von EU-Recht würde jedoch bedeuten, dass das schweizerische Parlament und die Regierung fortan nur noch reaktiv auf Rechtsakte aus Brüssel reagieren könnten, anstatt proaktiv die Gesetzgebung im Sinne des schweizerischen Volkswillens zu gestalten. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 BV verankert ist und die ultimative Entscheidungsfindung beim Volk und seinen Vertretern sieht. Die Fähigkeit, eigene Gesetze zu erlassen und die Rechtsordnung an die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz anzupassen, wäre massiv eingeschränkt. Dies würde auch die Rechtssicherheit für Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen, da sie sich auf ein sich ständig veränderndes und von externen Faktoren bestimmtes Rechtsumfeld einstellen müssten.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH als letztinstanzliches Gericht für die Auslegung von Abkommen würde bedeuten, dass eine ausländische Gerichtsinstanz bindende Urteile über die Anwendung schweizerischen Rechts fällen könnte. Dies stellt eine direkte Verletzung des Prinzips der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit dar, wie sie im Rechtsschutzartikel der Bundesverfassung (Artikel 29a BV) zum Ausdruck kommt. Die schweizerische Rechtsordnung würde einer externen Autorität unterstellt, deren Urteile nicht mit den Grundsätzen des schweizerischen Rechts vereinbar sein könnten. Dies hätte tiefgreifende Auswirkungen auf die Gewaltentrennung und die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, die für eine funktionierende Demokratie unerlässlich sind. Es stellt sich die Frage, inwieweit die Schweizer Justiz ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur Auslegung des nationalen Rechts wahren könnte, wenn ein übergeordnetes ausländisches Gericht die letzte Instanz bildet. Die Verhandlungsresultate scheinen diese fundamentalen Prinzipien zu opfern, ohne klare und ausreichende Sicherungen für die schweizerische Souveränität vorzusehen.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen der vorgeschlagenen Abkommen sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Während oft die Vorteile des uneingeschränkten Zugangs zum EU-Binnenmarkt hervorgehoben werden, werden die damit verbundenen Kosten und Risiken häufig vernachlässigt. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Normen, auch wenn sie für Schweizer Verhältnisse nicht optimal sind oder gar schädlich sein könnten, würde erhebliche Anpassungskosten für Schweizer Unternehmen bedeuten. Dies kann von Investitionen in neue Technologien bis hin zu Änderungen von Produktionsprozessen reichen. Zudem besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Regularien ihre Wettbewerbsfähigkeit in bestimmten Sektoren einbüsst, insbesondere wenn diese Regularien auf die spezifischen Bedürfnisse der EU zugeschnitten sind und nicht auf die Stärken der Schweizer Wirtschaft. Die Freiheit, eigene Handelsabkommen mit Drittstaaten abzuschliessen, könnte ebenfalls eingeschränkt werden, was die Diversifizierung der

schweizerischen Exportmärkte erschweren und die Abhängigkeit von der EU weiter erhöhen würde.

Darüber hinaus ist die finanzielle Beteiligung der Schweiz an diversen EU-Programmen und Fonds zu hinterfragen. Die Überweisung erheblicher Geldbeträge an die EU, ohne dass dafür ein klarer und direkter Gegenwert für die schweizerische Bevölkerung oder Wirtschaft ersichtlich ist, ist nicht im Sinne der Sparsamkeit und der verantwortungsvollen Verwendung öffentlicher Gelder, wie sie in der Bundesverfassung gefordert wird. Artikel 41 Absatz 3 BV verlangt, dass die Einnahmen und Ausgaben des Bundes auf eine solide und haushälterische Weise verwaltet werden. Die Art und Weise, wie Gelder an die EU fliessen und wie diese dort eingesetzt werden, ist oft intransparent und wenig nachvollziehbar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine gefährliche Gratwanderung für die Schweiz darstellen. Die potenziellen Nachteile, insbesondere die Einschränkung der Souveränität, die Unterstellung unter ausländisches Recht und die fragwürdigen wirtschaftlichen Folgen, überwiegen meiner Ansicht nach deutlich die proklamierten Vorteile. Es bedarf einer gründlicheren Analyse und einer stärkeren Berücksichtigung der Kerninteressen der Schweiz, um sicherzustellen, dass die zukünftige Beziehung zur EU nicht auf Kosten unserer Grundwerte und unserer Unabhängigkeit gestaltet wird. Die vorgeschlagenen Schritte scheinen eher auf eine schleichende Integration und eine Aufgabe unserer nationalen Identität als auf eine ausgewogene und vorteilhafte Partnerschaft hinauszulaufen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Werner Schmid (Privat)

Datum: 06.09.2025

Kontakt: Werner Schmid · 078-696 85 31 · weschmid@hispeed.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die von der EU vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen sind aus Sicht der Schweiz mit erheblichen Bedenken zu betrachten und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des Wohlergehens unseres Landes auf. Insbesondere die Angleichung der schweizerischen Gesetzgebung an europäisches Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Rechtsordnung. Die angestrebte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie beispielsweise im Rahmen der Bilateralen Abkommen II angedeutet wird, steht im fundamentalen Widerspruch zu unserem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Die Behauptung, eine solche Harmonisierung diene der Vereinfachung und Stabilität, ignoriert die Tatsache, dass die Schweizer Gesetzgebung oft auf spezifischen nationalen Gegebenheiten und dem Willen des Souveräns beruht. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Entscheidungen, die von Brüssel getroffen werden, ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes oder seiner gewählten Vertreter in der Bundesversammlung, wie in Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) vorgesehen, bindende Wirkung entfalten. Dies untergräbt die demokratischen Institutionen und das Recht des Volkes, über seine eigenen Angelegenheiten zu bestimmen.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer zu engen Anbindung an die EU nicht abschliessend geklärt. Die Verpflichtung zur Übernahme von Rechtsakten, die potenziell den Interessen unserer heimischen Wirtschaft schaden, ist ein nicht zu unterschätzendes Risiko. Die vermeintliche Stabilität, die durch solche Abkommen geschaffen werden soll, könnte sich als trügerisch erweisen, wenn sie auf Kosten der Wettbewerbsfähigkeit und der wirtschaftlichen Eigenständigkeit der Schweiz geht.

Die Argumentation, dass eine gewisse Übernahme von EU-Recht notwendig sei, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, erscheint als eine Form des Zwangs, der die Schweiz dazu drängt, ihre Souveränität aufzugeben. Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) zur Pflicht zur Wahrung der Interessen der Eidgenossenschaft wird durch diese Entwicklung massiv tangiert. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die kurzfristigen Vorteile eines erleichterten Marktzugangs die langfristigen Nachteile einer Abhängigkeit von supranationalen Regulierungen aufwiegen. Die schweizerische Rechtsprechung und die Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs könnten so indirekt auch für die Schweiz massgebend werden, was eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsentwicklung bedeuten würde.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen einer genauen und kritischen Prüfung bedürfen. Die Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie

und die wirtschaftliche Eigenständigkeit sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU im Einklang mit den Grundwerten und Verfassungsprinzipien der Schweiz steht.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung im Inland bedürfen einer kritischen Überprüfung, insbesondere im Hinblick auf ihre Kompatibilität mit der Schweizerischen Bundesverfassung und bestehenden Gesetzen. Es bestehen erhebliche Bedenken, dass die Art und Weise, wie die EU-Vorgaben in das Schweizer Recht integriert werden sollen, die Souveränität der Schweiz untergräbt und bestehende Rechtsstrukturen unwissentlich oder gar bewusst aufweicht.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Ausdehnung der Gerichtsbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf Schweizer Recht. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung haben die Schweizer Gerichte und Behörden das Recht, das Recht der Schweiz anzuwenden. Eine indirekte oder gar direkte Anwendung von EuGH-Urteilen, die nicht im Einklang mit dem schweizerischen Recht stehen, wäre eine Verletzung dieses Grundsatzes. Die vorgeschlagene Umsetzungsweise scheint die Gefahr zu bergen, dass das Prinzip der Rechtsautonomie der Schweiz ausgehöhlt wird.

Ferner ist zu hinterfragen, ob die nationalen Gesetzgebungsprozesse, wie sie in der Bundesverfassung und dem Parlamentsgesetz verankert sind, durch die automatische Übernahme von EU-Recht umgangen werden. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung betont die Verantwortung des Parlaments, das Recht der Schweiz zu gestalten. Eine Umsetzung, die eine vorgängige rechtsverbindliche Übernahme von EU-Recht vorsieht, bevor eine nationale Interessenabwägung stattgefunden hat, würde diesem verfassungsrechtlichen Grundsatz widersprechen. Die Gefahr einer De-facto-Delegierung legislativer Kompetenzen an die EU ist real und muss mit aller Entschiedenheit abgewehrt werden.

Die Bedenken erstrecken sich auch auf die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Arbeitsbedingungen in der Schweiz. Eine unbedachte Harmonisierung mit EU-Standards, die möglicherweise nicht den spezifischen Bedürfnissen und der Leistungsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft Rechnung trägt, könnte zu ungerechtfertigten Nachteilen für Schweizer Unternehmen führen. Der Grundsatz der Chancengleichheit, der sich implizit aus verschiedenen verfassungsrechtlichen Bestimmungen ergibt, könnte hierdurch beeinträchtigt werden. Es muss sichergestellt werden, dass jede regulatorische Anpassung einer sorgfältigen Folgenabschätzung unterzogen wird und dem Schweizer Interesse dient. Die vorliegenden Vorschläge lassen eine solche Sorgfalt vermissen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine eklatante Missachtung des Volkswillens und eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar. Die durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie massiv ausgeweitete Personenfreizügigkeit steht im direkten Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem von uns Bürgern klar bekundeten Wunsch nach einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Es ist unerträglich, wie durch die Einführung eines de facto unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", selbst kriminelle Elemente oder Sozialhilfeempfänger quasi geschützt werden. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern belastet unsere Sozialwerke und die Schweizer Steuerzahler in einem nicht tragbaren Ausmass.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Bestimmungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre umfangreich nachziehenden Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind. Der hier vorgesehene Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, sprengt jeglichen Rahmen und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich als leeres

Versprechen, deren Anwendungsbedingungen derart restriktiv gestaltet sind, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Die Drohung der EU mit Sanktionen bei deren Anwendung macht sie zu einer Erpressungsklausel, nicht zu einem Instrument des Selbstschutzes.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für uns existenziellen Bereich nicht mehr mitbestimmen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern auch bei Abhängigkeit, was einer direkten Missachtung des Verfassungsauftrags aus Art. 121a BV gleichkommt. Die "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine reine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz und im HFKG sind ein bitteres Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen statt einer sorgfältigen nationalen Prüfung schwächen unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Anpassung des BVG unterstellt unsere zweite Säule EU-Koordinationsregeln, was die Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität weiter vorantreibt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese vorgeschlagenen Änderungen nicht nur unzureichend sind, um die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit einzudämmen, sondern diese vielmehr verschärfen und unsere nationale Souveränität auf beispiellose Weise kompromittieren. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung der Strommarktregulierung birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsehensstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten tragen, aber keine Entscheidungen mehr beeinflussen muss. Dies untergräbt das Prinzip der demokratischen Legitimation, da Regulierungsentscheidungen zunehmend in Brüssel stattfinden, fernab der Schweizer Bevölkerung. Die ElCom entwickelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Besonders besorgniserregend sind die Auswirkungen auf die Schweizer Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung dar. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende finanzielle Folgen für diese Regionen hätte.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt unweigerlich zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit. Die bisher stabile Grundversorgung wird dem Diktat des Marktes überlassen, ohne klare Verantwortlichkeiten für die Versorgungssicherheit. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG wird die Lücken des freien Marktes kaum schliessen können.

Des Weiteren schwächen die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG sowie die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen kleine und mittlere Produzenten erheblich und untergraben ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht fundamental der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen

Preisen schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von ausländischen Strommärkten. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der uns Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze nimmt. Diese Entwicklungen sind nicht im Interesse der Schweiz und ihrer Bevölkerung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge an die Europäische Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der demokratischen Kontrolle über öffentliche Gelder auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht durch das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der Budgethoheit des Parlaments dar. Gemäss Artikel 1 des KoBG würde dies einen permanenten Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen an die EU schaffen, was faktisch einer Zwangsabgabe gleichkäme und der Schweiz jegliches politische Druckmittel entzöge.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz würde dadurch in die Position einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht gedrängt, gezwungen, diktierte Beträge zu leisten, ohne Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Dies bedeutet eine Zahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsverluste mit sich bringt und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung.

Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die aussenpolitischen Berichte (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und signalisiert eine Normalisierung dieser Abgaben, die primär der EU zugutekommen. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Hier wird der angesehene Bereich der Friedensförderung instrumentalisiert, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und somit der öffentlichen Akzeptanz zuzuführen.

Diese Regelung widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung und der finanziellen Eigenverantwortung. Die Schweiz muss sich gegen die Überführung von politischen Geste in rechtliche Pflichten wehren, die ihr die Kontrolle über ihre eigenen Gelder entziehen und sie zu einer dauerhaften Finanzierungsquelle der EU degradieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Staatliche Beihilfen birgt erhebliche und prinzipielle Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des föderalistischen Gefüges der Schweiz. Die geplante Übernahme des EU-Beihilferechts, insbesondere durch das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), stellt eine fundamentale Schwächung unserer nationalen Steuerungshoheit dar.

Die heutige, bewährte Praxis, wonach Subventionen demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies betrifft grundlegende Bereiche wie den Regionalverkehr, die Unterstützung von Kantonalbanken, kulturelle Förderungen oder die Stärkung lokaler KMU. Diese Entscheidungsfreiheit, die auf lokalen Bedürfnissen und politischen Prozessen beruht, wird unwiderruflich der Kontrolle durch die Europäische Union unterstellt.

Dies untergräbt massiv die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sind sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigen zu lassen. Dies ist ein

direkter Angriff auf den Föderalismus, der die kantonalen Organisations- und Verfahrensautonomien aushebelt. Die Kantone verlieren ihre Stellung als souveräne Träger von Entscheidungskompetenzen und werden zu Bittstellern herabgestuft.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Mit der Schaffung der Beihilfekammer in der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG wird eine neue "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Ihre Entscheide werden primär an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausgerichtet sein und nicht mehr zwingend an den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität; die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind offensichtlich unzureichend und von kosmetischer Natur. Sie vermögen den durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne in keiner Weise zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an die wenig rücksichtsvollen EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zweifellos bürokratischer, aber sie sind auch deutlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Unternehmen, welche die Absicht haben, Lohndumping zu betreiben.

Die Kontrollmechanismen werden in unzulässiger Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte und unnötige Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen

Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien fundamental.

Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung, die unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» firmiert, stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine umfassende und gefährliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch». Diese Entwicklung bedroht die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, ist durch die geplante Angleichung an oft tiefere EU-Standards in akuter Gefahr. Das Label «Made in Switzerland» wird entwertet, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der EU. Dies öffnet Tür und Tor für einen Qualitätsverlust und eine Erosion des Vertrauens in unsere Produkte.

Eine weitere inakzeptable Komponente ist die «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Diese politische Erpressung nimmt der Schweiz jegliche souveräne Handlungsfähigkeit und blockiert jede Möglichkeit, sich von einem schädlichen Abkommen zu lösen, ohne das gesamte Vertragswerk zu gefährden.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten komplexe EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie vernichtet die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut unpassender EU-Vorschriften, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind. Kleine Produzenten und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen.

Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme

der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über essenzielle Bereiche auf und unterwirft sich dem Diktat der EU, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft, die Natur und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die Schweiz muss ihre Souveränität verteidigen und darf nicht im Namen einer fragwürdigen «Sicherheit» die Grundfesten ihrer eigenen Standards und ihrer demokratischen Kontrolle aufgeben.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnrecht, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Zukunft des Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für die SBB und andere konzessionierte Transportunternehmen dar. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, die sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden, ist eine Form der "Rosinenpickerei", die die finanzielle Grundlage des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs untergräbt. Die SBB, die verpflichtet sind, auch unwirtschaftliche Regionen zu bedienen, werden dadurch geschwächt, während ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen die lukrativen Routen übernehmen. Dies gefährdet die langfristige Qualität und die universelle Verfügbarkeit unseres Bahnangebots.

Darüber hinaus wird die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränken. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, Kriterien zu erfüllen, die nicht zwangsläufig den besten Lösungen für die Schweizer Bürger entsprechen. Anstatt die Vergabe nach den für die Schweiz optimalen Kriterien auszurichten, müssen EU-konforme Vorgaben erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei verlässlichen Schutz. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keine Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies untergräbt sukzessive die Souveränität der Schweiz im Bereich des Bahnverkehrs. Die Sorge, dass bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht direkt die Qualität des Angebots für die Bürger.

Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungs- und Entscheidungskompetenz von nationalen Stellen hin zu zentralen EU-Instanzen. Dieses Abkommen birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und einer Beeinträchtigung des Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer Schweizer Souveränität und der Eigenständigkeit unserer Rechtsordnung stehen. Insbesondere die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht in unseren Rechtsbestand bedarf einer äusserst sorgfältigen Prüfung.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet

wird, steht potenziell im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Möglichkeit, dass Gesetze, die nicht von unserem Parlament oder Volk verabschiedet wurden, direkt Geltung in der Schweiz erlangen könnten, untergräbt die demokratische Legitimation und die Kontrolle durch unsere gewählten Vertreter und die Stimmbürger. Ferner stellt sich die Frage nach der Vereinbarkeit mit Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung, der besagt, dass das Parlament die Bundesgesetze erlässt. Eine Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle parlamentarische Debatte und Anpassung würde dieses Grundprinzip aushöhlen.

Besondere Besorgnis bereitet die potenziell drohende eingeschränkte richterliche Überprüfung und Auslegung des übernommenen EU-Rechts. Artikel 30 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf richterliche Beurteilung in allen Rechtsbereichen. Wenn die Gerichte in der Schweiz in ihrer Fähigkeit, das übernommene EU-Recht unabhängig auszulegen und anzuwenden, eingeschränkt würden, würde dies die Rechtssicherheit und die Gewährleistung individueller Rechte gefährden.

Die finanziellen Auswirkungen der Übernahme von EU-Recht, einschliesslich möglicher Beitragszahlungen und Anpassungskosten, scheinen ebenfalls nicht umfassend dargelegt zu sein. Dies wirft Fragen nach der Einhaltung des Grundsatzes der Haushaltsmässigkeit auf, wie er in Artikel 126 der Bundesverfassung verankert ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität, die demokratische Legitimation und die Rechtsstaatlichkeit bergen. Es bedarf einer umfassenden und kritischen Auseinandersetzung mit diesen Punkten, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann. Die Wahrung unserer verfassungsmässigen Prinzipien muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Paket zur Gesamtkonsolidierung der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union gibt zu tiefgreifender Besorgnis Anlass und ist aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen inakzeptabel. Die vorgeschlagene Einigung untergräbt grundlegende Prinzipien unserer Rechtsordnung und gefährdet die demokratische Selbstbestimmung des Schweizer Volkes.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitgestaltungsmöglichkeiten und die Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) stellen einen fundamentalen Bruch mit der bisherigen Praxis und den Grundfesten unserer Verfassung dar. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist, wird durch die automatische und nachträgliche Übernahme von EU-Recht erheblich tangiert. Die Bevölkerung verliert dadurch die Möglichkeit, über Gesetze, die ihr Leben direkt betreffen, durch Abstimmungen Einfluss zu nehmen.

Die vorgeschlagene Regelung der Personenfreizügigkeit, die eine automatische Übernahme des relevanten EU-Besitzstandes vorsieht, widerspricht den nationalen Interessen der Schweiz, insbesondere im Hinblick auf die Steuerung der Zuwanderung. Die in Artikel 118a der Bundesverfassung verankerte Kompetenz des Bundes, die Zuwanderung zu regeln, wird durch die pauschale Übernahme von EU-Vorschriften ausgehebelt.

Des Weiteren ist die Rolle des EuGH problematisch. Die obligatorische Unterstellung unter dessen Rechtsprechung würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und damit die Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Geltung von Bundesrecht vorsieht und die Anwendung von Völkerrecht in den Schranken der Verfassung. Die automatische Vorrangigkeit von EU-Recht, wie sie durch die Rechtsprechung des EuGH auf EU-Ebene durchgesetzt wird, ist für die Schweiz nicht hinnehmbar.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Annäherung sind ebenfalls höchst fragwürdig. Die Schweiz würde sich erheblichen regulatorischen und administrativen Lasten aussetzen, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft in der EU zu geniessen. Die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäische Regularien und Standards ohne Mitspracherecht ist allgegenwärtig.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket keine akzeptable Basis für die zukünftigen Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU darstellt. Es bedroht unsere Souveränität, unsere demokratischen Institutionen und unsere nationale Identität. Eine solche Entwicklung ist entschieden abzulehnen.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Patricia Ferlet (Privat)

Date: 07.09.2025

Contact: Patricia Ferlet · 0762391090 · patsyforyou@gmail.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève, de prime abord, des inquiétudes fondamentales quant à l'impact potentiel sur la souveraineté nationale et l'autonomie décisionnelle de la Suisse. Bien que l'objectif déclaré soit de consolider les liens bilatéraux, une analyse approfondie des propositions révèle un risque accru de dépendance envers Bruxelles, potentiellement incompatible avec les principes fondamentaux de notre droit constitutionnel, notamment l'article 2 alinéa 1 de la Constitution fédérale qui stipule que la Confédération agit dans l'intérêt supérieur du pays et du bien-être de la population. La notion même de "stabilisation" pourrait masquer un processus d'alignement progressif et inéluctable sur le droit de l'Union, sapant ainsi la capacité de la Suisse à légiférer de manière indépendante.

L'application du droit de l'Union européenne, même dans le cadre d'accords bilatéraux, pose un défi juridique majeur. L'intégration de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'ordre juridique suisse, sans que la Suisse ait voix au chapitre dans la formation de cette jurisprudence, représente une érosion inacceptable de notre souveraineté. L'article 164 alinéa 2 de la Constitution fédérale garantit que la Confédération respecte le droit international, mais cela ne saurait impliquer une soumission aveugle à un droit étranger dont l'interprétation échappe à notre contrôle. Le risque est que les futurs accords conduisent à une adoption quasi automatique de nouvelles réglementations européennes, sans possibilité de négociation ou d'adaptation aux spécificités suisses.

La question de la contribution financière à l'Union européenne, souvent présentée comme un prérequis à une relation stabilisée, mérite une attention particulière. L'article 129 de la Constitution fédérale, qui régit les finances de la Confédération, ne prévoit pas de disposition autorisant des contributions structurelles non réciproques et pérennes à une entité supranationale. De telles contributions risquent d'alourdir le fardeau fiscal de la population suisse au profit d'intérêts extérieurs, sans que les bénéfices directs pour la Suisse ne soient clairement établis et proportionnés. Il est impératif que toute participation financière soit strictement encadrée, transparente et liée à des avantages concrets et mesurables pour notre économie et notre société.

En outre, l'adoption du droit de l'UE dans des domaines clés tels que le marché intérieur, la politique commerciale ou la migration, risque d'entraîner une perte de flexibilité et de capacité d'adaptation de l'économie suisse. Les petites et moyennes entreprises suisses, qui constituent le socle de notre prospérité, pourraient se retrouver confrontées à des normes particulièrement contraignantes, conçues pour un marché beaucoup plus vaste et diversifié. L'article 94 alinéa 1 de la Constitution fédérale, qui assure la liberté économique, pourrait être compromis si les conditions d'accès au marché de l'UE imposent des contraintes rédhibitoires. Il est essentiel de préserver un espace de manœuvre suffisant pour que notre économie puisse continuer à innover et à prospérer dans un

environnement international compétitif.

La question de la libre circulation des personnes, bien que souvent présentée comme un pilier des accords bilatéraux, soulève des préoccupations majeures quant à sa gestion et à ses conséquences sociales. L'article 121a de la Constitution fédérale, issu de l'initiative populaire "Contre l'immigration de masse", vise à ce que la Suisse règle elle-même l'admission des étrangers. L'application sans restriction de la libre circulation telle que définie par l'UE pourrait entrer en conflit avec cet article constitutionnel, en limitant la capacité de la Suisse à mettre en œuvre des politiques migratoires adaptées à ses besoins et à ses capacités d'intégration. La pression exercée sur les infrastructures, le marché du travail et les systèmes sociaux est une préoccupation légitime qui ne saurait être ignorée dans le cadre de ces discussions.

Enfin, il est crucial de souligner que la "stabilisation" ne doit pas se faire au détriment de la démocratie directe. L'intégration accrue dans le système de décision de l'UE, même de manière indirecte, pourrait affaiblir le rôle du peuple suisse dans la définition de son propre avenir. Les référendums et les initiatives populaires, piliers de notre système politique, pourraient devenir moins efficaces face à des décisions prises au niveau européen et automatiquement transposées dans notre droit national. L'article 138 alinéa 2 de la Constitution fédérale, qui garantit le droit d'initiative, doit être protégé de toute influence qui en diminuerait la portée. La relation avec l'UE doit rester un partenariat d'égal à égal, où la Suisse conserve sa pleine capacité à décider de son destin, conformément à la volonté de son peuple. Les propositions de stabilisation doivent donc être examinées avec la plus grande prudence et un esprit critique aiguisé.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Les présentes remarques générales concernant la mise en œuvre nationale de l'accord proposé avec l'Union européenne expriment une profonde insatisfaction quant à ses implications potentielles pour la souveraineté et le cadre juridique de la Suisse. Bien que l'objectif affiché soit de faciliter la coopération et d'harmoniser certaines réglementations, il convient de souligner avec la plus grande rigueur les risques inhérents à une intégration accrue qui pourrait éroder les fondements de notre système constitutionnel.

La Constitution fédérale de la Confédération suisse, notamment son article 5 alinéa 2, garantit le respect des principes de droit international. Toutefois, la subtilité réside dans l'interprétation et l'application de ce principe dans le contexte d'accords qui, par leur nature même, visent à aligner le droit suisse sur celui de l'Union européenne. Le danger réside dans le fait que le droit de l'UE, en constante évolution et dépourvu de la légitimité démocratique directe pour le peuple suisse, pourrait, par le biais de l'accord, devenir une source contraignante de droit pour la Suisse, sans que nos mécanismes de démocratie directe ne puissent pleinement intervenir. L'article 164 alinéa 1 de la Constitution fédérale stipule que les lois doivent être conformes à la Constitution. La question se pose avec acuité de savoir si un accord qui entraînerait une adoption quasi automatique de normes européennes, même indirectement, serait toujours conforme à ce principe fondamental.

L'assimilation du droit suisse au droit de l'UE, même par le biais de dispositions d'application directe, pose un défi majeur à la souveraineté législative de la Suisse. L'article 163 alinéa 2 de la Constitution fédérale stipule que le peuple et les cantons exercent le pouvoir législatif par l'intermédiaire de leurs représentants. Si l'accord devait entraîner une soumission à des décisions de l'UE non négociées ou modifiables par la Suisse, cela irait à l'encontre de ce principe. La notion de "reprise automatique du droit" est particulièrement préoccupante. Elle pourrait conduire à une situation où le Parlement suisse ne ferait qu'entériner des décisions prises à Bruxelles, vidant ainsi de sa substance le processus législatif national.

De plus, la protection des droits fondamentaux, telle qu'elle est garantie par la Constitution fédérale, pourrait être compromise. L'article 35 alinéa 2 de la Constitution fédérale stipule que chaque droit fondamental doit être exercé de manière à ne pas porter atteinte à la substance d'aucun autre droit fondamental. Il est impératif de s'assurer que les normes européennes adoptées par le biais de l'accord ne contreviennent pas aux principes fondamentaux de l'ordre juridique suisse, tels que la

proportionnalité, la sécurité juridique et la protection de la sphère privée. L'article 13 alinéa 2 de la Constitution fédérale garantit le droit à la protection contre les abus et les contre-mesures de la part des autorités. Il est crucial que l'accord ne conduise pas à une situation où les autorités suisses seraient contraintes d'appliquer des mesures qui porteraient atteinte à ces droits, sous prétexte de conformité avec le droit de l'UE.

L'indépendance de la justice suisse est un autre pilier de notre État de droit qui mérite une attention particulière. L'article 190 de la Constitution fédérale stipule que les lois fédérales sont obligatoires pour les autorités fédérales et pour les cantons. Cependant, lorsque l'accord impliquerait une révision de la jurisprudence suisse ou une interprétation des lois suisses à la lumière du droit de l'UE, il est essentiel de garantir que la Cour de justice de l'Union européenne ne devienne pas une instance suprême interprétant le droit suisse. Cela risquerait de miner l'autorité de nos propres tribunaux et de réduire l'indépendance de la magistrature suisse, principe garanti par la Constitution.

Enfin, l'impact sur le fédéralisme suisse, pilier fondamental de notre organisation politique, doit être sérieusement considéré. L'article 3 alinéa 1 de la Constitution fédérale stipule que les cantons sont des États souverains dans la mesure où leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale. Un accord qui imposerait des normes uniformes à l'ensemble du territoire suisse, sans tenir compte des spécificités cantonales, pourrait affaiblir le rôle des cantons et nuire à la diversité de notre système. Il est donc indispensable que la mise en œuvre nationale de l'accord préserve autant que possible la marge de manœuvre des cantons et respecte le principe de subsidiarité. La flexibilité et l'adaptation locale sont des atouts majeurs de notre confédération qui ne sauraient être sacrifiées au nom d'une harmonisation excessive.

En conclusion, bien que la coopération avec l'Union européenne soit une réalité que la Suisse ne peut ignorer, il est primordial d'aborder les accords proposés avec un scepticisme constructif et une vigilance juridique sans faille. La protection de notre souveraineté, de notre système constitutionnel, de nos droits fondamentaux, de notre indépendance judiciaire et de notre fédéralisme doit demeurer la priorité absolue. Les dispositions de l'accord doivent être examinées à la loupe pour s'assurer qu'elles ne constituent pas, à terme, une menace pour les principes fondamentaux qui fondent notre État.

Électricité

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux propositions relatives au domaine de l'électricité, telles qu'articulées dans le cadre de la consultation actuelle. Les changements envisagés, bien que présentés comme une adaptation nécessaire aux évolutions européennes, constituent une régression inacceptable en matière de souveraineté nationale, de sécurité d'approvisionnement et de protection des intérêts économiques helvétiques.

Il est manifeste que la volonté d'alignement sur l'Union européenne, traduite notamment par l'intégration institutionnelle dans des structures de surveillance telles qu'ACER et ENTSO-E, conduit la Suisse à renoncer à sa souveraineté énergétique. En devenant un participant assujetti à des décisions prises à Bruxelles, sans disposer de droit de vote, notre pays se retrouve dans une position intenable où il devra supporter des coûts sans avoir son mot à dire sur des enjeux cruciaux pour son réseau électrique. Cette soumission de fait est une remise en cause fondamentale de notre autonomie.

Parallèlement, le rôle de la Commission fédérale de l'électricité (ElCom) se trouve dénaturé. D'autorité de régulation indépendante, elle risque de devenir une simple antenne opérationnelle chargée de mettre en œuvre des réglementations européennes non légitimées démocratiquement. Cette transformation marque la fin d'une régulation énergétique propre à la Suisse, conçue pour répondre à ses besoins spécifiques et aux réalités de son territoire. Le principe d'une autorité nationale garante des intérêts suisses est ainsi gravement compromis.

L'un des piliers de notre approvisionnement énergétique, la force hydraulique, se trouve également menacé de manière existentielle par les règles européennes relatives aux aides d'État. Le système actuel des redevances hydrauliques, dont bénéficient les cantons de montagne et qui constitue un

financement essentiel pour ces régions, risque d'être qualifié d'aide d'État illicite. Cette potentielle suppression saperait l'économie de régions entières et remettrait en cause un modèle éprouvé de répartition des bénéfices issus de nos ressources naturelles.

Les structures fédérales qui sous-tendent notre approvisionnement électrique, telles que les centrales communales, sont également fragilisées. Leur droit d'injection prioritaire, fondamental pour la production locale et décentralisée, serait remis en cause par les règles de concurrence européennes. Ce désavantage concrétise une tendance à la centralisation et pénalise les acteurs de proximité qui jouent un rôle clé dans la résilience de notre système énergétique.

La sécurité d'approvisionnement nationale, jusqu'ici une priorité absolue, est sacrifiée sur l'autel de la libéralisation des marchés. La possibilité de constituer des réserves stratégiques, comme la réserve d'eau, serait entravée par les réglementations de l'UE. Plus grave encore, la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement, jusqu'alors clairement identifiée, se dilue. Ni le marché, ni l'UE ne sauraient assumer cette charge, laissant la Suisse dans une dangereuse incertitude.

La libéralisation totale du marché de l'électricité, telle que proposée, engendrera inévitablement une volatilité accrue des prix, avec, à terme, une augmentation des coûts pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les ménages. Les coûts liés à la sécurité d'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, devront être répercutés par le biais de nouvelles taxes et de nouvelles redevances, faisant peser la charge sur le consommateur final.

Les modifications proposées au sein du droit de l'approvisionnement en électricité (StromVG) vont dans le sens d'une déstabilisation préjudiciable. L'article 4a et suivants sur la libéralisation complète du marché de l'électricité introduit une volatilité des prix inacceptable. Les articles 8b et suivants, qui prévoient une réserve d'énergie qualifiée d'insuffisante, ne garantissent en rien la sécurité d'approvisionnement. De plus, les articles 10, 18 et 19, en renforçant les exigences de séparation (unbundling), affaiblissent nos structures fédérales et la capacité des acteurs locaux à fonctionner efficacement.

Le nouveau traitement de l'article 15 de la loi sur l'énergie (EnG) constitue un coup de frein majeur pour la production d'énergie renouvelable décentralisée. En modifiant les règles de rémunération et en abaissant drastiquement la limite de puissance de 3 MW à 200 kW, le projet pénalise un grand nombre de petits et moyens producteurs, tels que les centrales communales ou les exploitations agricoles. Cette mesure sape leur viabilité économique et va à l'encontre de la stratégie énergétique nationale, favorisant au contraire les grands acteurs centralisés.

L'introduction d'un exclusion de soutien en cas de prix négatifs (nouveaux art. 29d al. 4 et 33a al. 2bis EnG) crée une incertitude d'investissement considérable pour les énergies renouvelables. Cette disposition va freiner le déploiement de nouvelles installations solaires, éoliennes ou de biomasse, rendant la Suisse plus dépendante des marchés étrangers fluctuants et de l'énergie fossile.

La libéralisation complète du marché de l'électricité, inscrite dans le nouveau chapitre 1a (art. 4a et suivants StromVG), représente une expérience extrêmement risquée dont la facture sera payée par la population et l'économie helvétiques. Elle entraînera une volatilité des prix incontrôlable et sapera la stabilité et la fiabilité de l'approvisionnement de base, dont nous avons toujours bénéficié. La sécurité d'approvisionnement sera abandonnée au diktat du marché, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses en période de crise.

L'extension massive des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) apparaissent comme des instruments de mise au pas avec l'UE. La Suisse perdrait ainsi la maîtrise de son infrastructure critique, se soumettant à une régulation dictée depuis Bruxelles. Nos structures fédérales et la collaboration éprouvée entre la Confédération et les cantons seraient anéanties.

Enfin, la suppression de l'exception pour la société nationale du réseau en art. 8 al. 2 BATE est une étape supplémentaire vers la soumission au régime européen. Au lieu d'une réglementation adaptée aux spécificités suisses, notre société nationale du réseau se verrait imposer, sans nécessité

évidente, les mêmes règles, souvent inadaptées, qui s'appliquent à d'immenses conglomérats européens. Il s'agit là d'une perte de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos réseaux électriques.

En conclusion, les propositions actuelles représentent une menace sérieuse pour l'autonomie, la sécurité et la prospérité de la Suisse dans le domaine énergétique. Elles sacrifient des acquis fondamentaux pour une intégration forcée aux structures européennes dont les bénéfices pour notre pays sont loin d'être démontrés, et dont les risques sont, en revanche, quantifiables et alarmants. Nous appelons à une réévaluation profonde de ces orientations, dans le strict respect de nos intérêts nationaux.

Aides d'État

La soumission de la Suisse au régime des aides d'État de l'Union européenne, telle que proposée dans le cadre des accords bilatéraux, représente une atteinte inacceptable à notre souveraineté nationale, à notre fédéralisme et à notre capacité de gestion économique autonome. Le projet actuel, loin de renforcer notre position, nous transforme en un simple exécutant de normes étrangères, sacrifiant au passage nos propres intérêts et nos structures démocratiques éprouvées.

La pratique actuelle, qui permet aux cantons, aux communes et à la Confédération de prendre des décisions de subventionnement alignées sur leurs priorités politiques et économiques locales, est vouée à disparaître. Ces aides, qu'il s'agisse de soutenir le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les petites et moyennes entreprises locales, sont aujourd'hui des instruments de politique décentralisée et démocratiquement légitimés. Les soumettre à un contrôle technocratique européen rigide, dicté par des critères communautaires, équivaut à démanteler un pan essentiel de notre politique économique et sociale.

Cette nouvelle réglementation mine fondamentalement la souveraineté des cantons et leur autonomie fédérale. L'article 103 de la loi sur l'aviation (LFG) sera abrogé, éliminant ainsi la compétence de la Commission de la concurrence (COMCO) pour contrôler les aides d'État dans le secteur stratégique du transport aérien. La Suisse perdra ainsi sa capacité à réguler et à orienter ce secteur selon ses propres intérêts, le plaçant entièrement sous le joug des règles européennes. L'autonomie organisationnelle et procédurale des cantons sera également sévèrement restreinte. Ils passeront du statut de décideurs à celui de requérants, devant soumettre leurs décisions de subventionnement à une approbation préalable par une autorité centrale et se conformer aux directives de l'UE.

Le projet prévoit la création d'un nouveau système de surveillance des aides d'État, articulé autour du projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et des adaptations au droit des cartels (KG, art. 18, al. 2). Cette nouvelle structure institutionnelle, qui verra la création d'une "super-autorité" intégrée à la COMCO, agira comme un bras étendu de l'UE. Son rôle principal ne sera plus de servir les intérêts suisses, mais d'assurer la compatibilité avec le droit européen des aides d'État. La décision de créer cette nouvelle chambre des aides d'État au sein de la COMCO (art. 3 BHÜG) institutionalise une soumission à ce régime, en démantelant la pratique suisse de subventionnement, décentralisée et démocratiquement légitimée.

La soumission de la Suisse au contrôle et à la surveillance systématiques de l'UE est une réalité inéluctable avec ce nouvel accord. Les aides d'État devront être notifiées et approuvées par la Commission européenne, transformant la Suisse en un simple récepteur de règles, vidant ainsi notre politique économique de sa substance et de sa souveraineté. Les secteurs critiques tels que la fourniture d'énergie, le transport aérien et le transport routier, dont beaucoup d'entreprises appartiennent à des cantons et des communes, seront soumis au contrôle de l'UE. Cela met en danger notre autonomie stratégique et le principe du service public dans des domaines essentiels de notre infrastructure.

L'adaptation de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral (LTF, nouvel art. 82, let. bbis) est particulièrement préoccupante pour notre système fédéral. En accordant à la nouvelle autorité de surveillance des aides d'État un droit de recours direct contre les dispositions cantonales, on dégrade les cantons au rang d'unités administratives subordonnées. Leurs décisions, prises démocratiquement, pourront être

contestées devant le Tribunal fédéral par une autorité centrale et annulées par un contrôle abstrait des normes (art. 98a LTF). Cette érosion de l'autonomie cantonale est inacceptable.

De plus, l'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral (TAF) par les nouveaux articles 31a, 33 et 37a-c de la loi sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF) renforce la centralisation du contrôle juridique. Au lieu de laisser les instances cantonales compétentes, un nouveau droit de recours (art. 31a LTAF) permet à l'autorité de surveillance, en conformité avec le droit de l'UE, de saper la souveraineté cantonale et d'affaiblir les structures fédéralistes.

L'intégration de la chambre des aides d'État à la COMCO, telle que prévue à l'article 18, alinéa 2, du droit des cartels, crée un centre de pouvoir opaque. Cette "super-autorité", chargée de la surveillance du droit des cartels et de l'application du droit européen des aides d'État, concentre un pouvoir considérable loin du contrôle démocratique direct. Cela contrevient aux principes de séparation des pouvoirs et de responsabilité démocratique.

L'exclusion du Préposé fédéral à la protection des prix des réunions de la chambre des aides d'État, conformément à la modification de l'article 5, alinéa 2, de la loi sur la surveillance des prix (LSP), est un signe alarmant. Cela affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Pendant que la nouvelle autorité prendra des décisions pouvant avoir un impact direct sur les prix et les coûts pour les citoyens, la voix du "gardien des prix" officiel sera réduite au silence. Cette mesure vise uniquement à permettre à la nouvelle autorité conforme à l'UE d'agir sans entrave.

En conclusion, le projet actuel représente une régression fondamentale pour la Suisse. Il sacrifie notre souveraineté, notre fédéralisme et notre capacité à gérer notre économie de manière autonome au profit d'une intégration non maîtrisée dans un cadre réglementaire européen. Il est impératif de rejeter ces dispositions qui affaiblissent notre démocratie et nos structures institutionnelles.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant au projet de loi concernant la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Bien que présenté comme une amélioration des mesures de protection, il apparaît plutôt comme un affaiblissement du système suisse éprouvé au profit d'une harmonisation avec des normes de l'UE qui ne sont pas toujours adaptées à notre marché du travail.

Les mesures proposées en matière de protection des salaires sont, dans leur essence, insuffisantes et relèvent d'une démarche superficielle. Elles ne sont absolument pas à la hauteur du risque réel d'une érosion significative des salaires suisses, une pression qui s'intensifie avec l'élargissement continu de la libre circulation. Il est à craindre une dégradation généralisée du niveau de rémunération, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures, qui sont les plus vulnérables. Au lieu de renforcer notre dispositif de protection salariale, qui a fait ses preuves, celui-ci est dilué et aligné sur les standards de l'UE. Les nouvelles règles, loin d'être un gage d'efficacité accrue, introduisent une complexité bureaucratique qui bénéficie avant tout aux entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial. Le caractère "kosmetischer Natur" de ces mesures est manifeste, et leur incapacité à compenser la pression structurelle exercée sur les salaires suisses est préoccupante.

De plus, les mécanismes de contrôle sont manifestement affaiblis. Les compétences dévolues aux commissions paritaires et aux inspections cantonales du travail sont subordonnées à de nouvelles structures centralisées et conformes aux prescriptions de l'UE. Cette reconfiguration a pour conséquence logique une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de salaire et de travail. Cette érosion de l'effectivité des contrôles représente un recul majeur pour la protection des travailleurs suisses.

L'introduction d'un nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, tel que proposé dans les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue un cadeau empoisonné. Cette disposition crée une véritable société à deux vitesses au sein du droit du travail, en introduisant des privilèges qui entravent la flexibilité des petites et moyennes

entreprises (PME) sans pour autant résoudre le problème fondamental de la pression salariale. Il s'agit d'une ingérence directe dans notre droit des obligations, dictée par des pressions extérieures, qui déroge à nos principes de liberté contractuelle. La création d'une catégorie privilégiée de travailleurs, dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, est incompatible avec la flexibilité nécessaire à notre économie.

Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-chômage (LACI), notamment les nouvelles dispositions relatives aux associations dans l'article 2, peuvent sembler techniques, mais elles s'inscrivent dans un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la contrainte de la compatibilité avec l'UE. Toute altération de notre système existant d'extension de force obligatoire (EFL) comporte le risque d'un affaiblissement des mécanismes suisses robustes au profit de modèles conformes à l'UE, souvent moins efficaces. La volonté d'alignement sur les normes européennes met en péril l'efficacité et l'adaptabilité de nos propres instruments de régulation du marché du travail.

L'adaptation de la loi sur les marchés publics (LMP) et son articulation avec la loi sur la contribution à la cohésion (annexe 5 ch. 1 let. d) est particulièrement problématique. Cette connexion pérennise le versement d'une contribution à la cohésion en tant que partie intégrante de notre ordre juridique et crée des liens transversaux qui lient la Suisse politiquement de manière encore plus étroite à l'UE. Cela va au-delà d'une simple adaptation technique et constitue une intégration progressive qui compromet notre autonomie décisionnelle.

En outre, l'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouveau ch. 6 de l'art. 80 LP) représente une cession de souveraineté massive. Elle transforme la Suisse en auxiliaire de l'exécution des sanctions administratives financières de l'UE. Ceci sape notre propre ordre juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans une révision judiciaire complète. Cette disposition représente un danger considérable pour notre indépendance juridique et notre souveraineté.

En conclusion, le projet actuel semble privilégié l'alignement sur des directives de l'UE au détriment de la protection intrinsèque des travailleurs et des spécificités du marché du travail suisse. Les mesures proposées sont insuffisantes pour contrer les pressions sur les salaires, affaiblissent les mécanismes de contrôle et introduisent une bureaucratie disproportionnée. Il est impératif de réévaluer ces dispositions afin de garantir une protection salariale efficace et de préserver l'autonomie et les principes fondamentaux de notre droit du travail. La voie actuelle mène à un affaiblissement regrettable de nos acquis sociaux au nom d'une intégration non souhaitée dans l'espace juridique de l'UE.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation et une opposition ferme quant aux propositions de modification législative relatives à la libre circulation des personnes et à l'immigration, en particulier dans leur intégration au sein du cadre juridique suisse et en relation avec l'Union européenne. Ces modifications, loin de représenter une simple mise à jour technique, constituent une capitulation inacceptable de notre souveraineté et une remise en cause fondamentale de nos principes démocratiques et sociaux.

L'extension substantielle de la libre circulation des personnes, résultant de l'adoption forcée de la directive sur la citoyenneté de l'Union européenne, contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale suisse et au mandat clair du peuple suisse d'assurer une gestion autonome de l'immigration. Cette disposition constitutionnelle, fruit d'une volonté populaire exprimée démocratiquement, est vidée de sa substance par une interprétation extensive et unilatérale de nos engagements envers l'UE.

Le projet prévoit l'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent, accordé après seulement cinq ans de présence, au lieu des dix actuellement requis. Ce statut, qualifié de "C PLUS", est décrit comme étant pratiquement irrévocable, même en cas de criminalité avérée ou de dépendance prolongée aux aides sociales. Une telle disposition est une attaque directe contre notre sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes de prévoyance sociale. Elle ouvre la porte à des abus

massifs et impose une charge financière insoutenable aux contribuables suisses, aux cantons et aux communes. L'article 41c de la Loi sur l'intégration des étrangers (AIG) et la suppression de l'article 29a AIG cimentent cette dérive, en élargissant l'accès aux prestations sociales pour les citoyens de l'UE et en rendant leur exclusion quasi impossible, même en cas de dépendance.

Le risque de voir nos systèmes sociaux transformés en un pôle d'attraction pour des ressortissants de l'UE, sans contrôle adéquat, est immense. L'octroi d'un droit de séjour de facto, même pour ceux qui dépendent de l'aide sociale, est une aberration économique et sociale. Les coûts engendrés par cette politique inique retomberont entièrement sur la population suisse.

Le projet vise également une extension sans précédent du regroupement familial. La possibilité pour les ressortissants de l'UE de faire venir non seulement leur conjoint et leurs enfants, mais également leurs parents, grands-parents et beaux-parents, promet un accroissement incontrôlable de l'immigration et, par conséquent, des coûts sociaux. Cette dérive est inacceptable pour un pays qui n'est pas membre de l'UE et qui doit préserver sa capacité à gérer ses propres flux migratoires.

La prétendue "clause de sauvegarde" incluse dans le paquet d'accords est une illusion flagrante, une "clause placebo" comme le stipule l'article 21b AIG. Les obstacles à son application sont si élevés qu'elle sera inopérante dans la pratique. De surcroît, la menace de sanctions de la part de l'UE en cas d'invocation de cette clause démontre qu'il s'agit non pas d'une protection, mais d'un instrument de chantage.

L'adoption automatique du droit de l'UE en matière d'immigration, selon la "méthode d'intégration", est une abdication de notre souveraineté législative. Le Parlement suisse et le peuple suisse perdraient leur pouvoir de décision sur des questions hautement sensibles, livrant notre politique d'immigration à la seule discrétion de Bruxelles. Cette soumission est une négation de notre démocratie directe.

La mise en place du Système d'Information du Marché Intérieur (IMI) de l'UE via la Loi sur la formation professionnelle supérieure (BGVB) est un autre exemple de cette tendance délétère. Au lieu d'une évaluation nationale rigoureuse des qualifications professionnelles, nous nous dirigeons vers une reconnaissance automatisée, risquant ainsi de compromettre nos standards de qualité élevés et notre capacité à réguler notre propre marché du travail. L'article 2 alinéa 1bis de la BGVB et les dispositions similaires dans le Code de droit privé suisse (par exemple, l'article 89a alinéa 6 ch. 24 du Code civil suisse) témoignent de cette infiltration du droit de l'UE dans notre législation nationale, y compris dans des domaines aussi fondamentaux que le droit civil. L'intégration de l'Espace Européen des Professions (EPC) dans des lois telles que le BGMD (art. 2 al. 1bis) et les lois sur les professions de la santé (MedBG art. 15, 35, et GesBG art. 10, 15) ainsi que la loi sur la profession de psychologue (PsyG nouveau art. 37 al. 4) remplace la prudence et la rigueur de nos autorités par des mécanismes automatisés de l'UE, mettant en péril la sécurité des patients et la qualité des prestations.

La prétendue "clause de sauvegarde" de l'article 21b AIG est une parodie. Elle définit des indicateurs mais laisse les mesures décisives à la discrétion politique, excluant des contingents efficaces et unilatéraux, la rendant ainsi inefficace.

La tentative d'atténuer les conséquences financières de cette immigration débridée par l'introduction de taxes d'études drastiquement plus élevées pour les étrangers, telle que prévue dans la loi sur l'EPF (art. 34d al. 2bis) et la loi sur la formation continue (HFKG art. 61a), est un aveu d'échec. C'est le constat que la libre circulation des personnes engendre des coûts massifs, qui sont désormais reportés sur les étudiants et la réputation de nos universités. De plus, la création d'un nouveau cadre de paiement et d'un mécanisme de contribution spécifique dans le HFKG (art. 48 al. 2 let. c et art. 61a) pour compenser l'égalité de traitement des étudiants de l'UE est une preuve supplémentaire des coûts cachés et considérables de ce paquet d'accords. Le contribuable suisse sera directement mis à contribution pour que nos cantons soient contraints d'immatriculer les citoyens de l'UE aux mêmes conditions (et donc à des tarifs plus bas) que les résidents suisses.

L'adaptation de la loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), notamment l'ajout du chiffre 27 à l'article 49 alinéa 2, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE. C'est une nouvelle étape dans l'érosion de notre souveraineté en matière de

politique sociale. La Suisse perd sa capacité à concevoir les règles de sa prévoyance professionnelle de manière autonome, dans l'intérêt de ses assurés. L'article 25f alinéa 1bis de la loi sur la libre circulation, qui restreint le versement intégral des avoirs de caisse de retraite lors d'un déménagement vers un pays de l'UE, est une conséquence directe de cette soumission au droit de l'UE et une atteinte aux droits de propriété des assurés suisses, dictée par Bruxelles.

Enfin, la modification du droit du travail, notamment la "stratégie de réintégration" introduite à l'article 24a de la loi sur le service de l'emploi (AVG), apparaît comme une mesure cosmétique visant à masquer la perte de contrôle sur l'afflux sur le marché du travail. Au lieu de maîtriser l'immigration, nous nous contentons de gérer ses conséquences par des moyens bureaucratiques qui n'allègent guère la pression sur nos systèmes sociaux.

En conclusion, les propositions soumises à consultation représentent une menace directe pour notre indépendance, notre prospérité et notre cohésion sociale. Nous appelons à un rejet ferme de ces modifications qui sacrifient notre souveraineté sur l'autel d'une intégration européenne non désirée et coûteuse. La voie d'une gestion autonome et rigoureuse de l'immigration, conformément à notre Constitution et à la volonté du peuple, doit être maintenue et renforcée.

Contribution financière

La proposition de contribution financière visant à renforcer les liens avec l'Union Européenne soulève des préoccupations majeures quant à l'autonomie décisionnelle et à la souveraineté financière de la Suisse. L'évolution d'un système de contributions basé sur la volonté du Parlement à une obligation contractuelle juridiquement contraignante représente un glissement sémantique et politique inacceptable. Les paiements de cohésion, qui étaient jusqu'à présent des gestes de bonne volonté soumis au contrôle démocratique, se transforment en une charge financière automatique. Cette transformation supprime un levier politique essentiel pour la Suisse dans ses relations avec l'UE et affaiblit la supervision parlementaire sur des montants considérables. L'argument avancé selon lequel ces contributions visent à soutenir des projets communs masque une réalité plus sombre : celle d'une dépendance accrue et d'une perte de contrôle sur l'affectation de fonds publics. Il s'agit, dans les faits, d'une forme de prélèvement obligatoire déguisé, dont le montant et les modalités échappent désormais en grande partie à la discrétion nationale.

Le montant initial de 350 millions de francs annuels, présenté comme une offre de départ, semble relever d'une tactique de négociation peu transparente. Le "mécanisme juridiquement contraignant" pour le recalcul des contributions, tel qu'inscrit dans le projet d'accord, laisse présager une augmentation substantielle et inévitable des sommes dues. Une fois cette clause ancrée dans le droit, la Suisse se trouvera dans une position de faiblesse où elle ne pourra plus refuser des demandes financières dictées par Bruxelles. Cette renonciation préventive à sa capacité de négociation est d'autant plus problématique que la Suisse se retrouve dans la position d'un contributeur net, sans bénéficier en contrepartie d'une amélioration tangible de son accès au marché unique ou de la suppression des barrières commerciales existantes. L'accord proposé semble favoriser une intégration institutionnelle qui grève la souveraineté suisse sans offrir de bénéfices économiques proportionnels et garantis.

La création d'une loi spécifique sur les contributions de cohésion (KoBG) consolide ces paiements, les transformant d'une facette de la politique étrangère en une obligation permanente et contraignante. Ce faisant, le processus législatif actuel vise à pérenniser un engagement financier, retirant au Parlement son droit souverain de décider de chaque contribution individuelle. Le KoBG devient ainsi l'instrument juridique par lequel la Suisse s'engage à verser des fonds de manière continue. Cette loi, en établissant un "droit permanent" à ces paiements, tel que le suggère l'article 1 du KoBG, érode la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision éclairée sur l'utilisation des deniers publics, on se dirige vers une exécution mécanique d'obligations financières imposées par l'UE. La décision concernant l'allocation des ressources fiscales, qui devrait relever de la prérogative souveraine du peuple et de ses représentants, se trouve ainsi compromise.

L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d) du Concordat sur la dette (BöB) dépasse la simple formalité administrative. Elle ancre ces contributions au sein de l'ordre juridique suisse,

signalant que ces paiements à l'UE sont désormais considérés comme un élément régulier et pérenne de la législation fédérale. Cette démarche institutionnalise une dépendance financière qui pourrait avoir des répercussions à long terme sur la flexibilité budgétaire de la Confédération. L'intégration de cette disposition dans un document aussi fondamental que le BöB confère une légitimité accrue et une permanence à ces contributions, rendant leur remise en question future d'autant plus complexe.

Enfin, la liaison du KoBG avec la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout de l'article 1, alinéa 2, lettre b), est particulièrement trompeuse. L'utilisation de la réputation de la Suisse en matière de promotion de la paix pour légitimer des contributions financières à l'UE politiquement sensibles et controversées constitue un détournement de cet objectif louable. Il s'agit d'une manœuvre rhétorique visant à masquer la nature contraignante et potentiellement coûteuse de ces paiements. L'association de ces deux domaines distincts et aux implications si différentes crée une confusion délibérée et affaiblit la clarté du débat public. Il est impératif de dissocier ces deux aspects et d'évaluer la proposition de contribution financière sur ses propres mérites et inconvénients, sans le voile trompeur de la promotion de la paix.

En conclusion, la structure proposée pour les contributions financières à l'UE représente une avancée préoccupante en termes de souveraineté et de contrôle démocratique. La transformation d'une contribution volontaire en une obligation contraignante, l'absence de garanties concrètes en retour, l'érosion du pouvoir budgétaire du Parlement et l'utilisation de mécanismes juridiques et rhétoriques pour ancrer ces paiements, tout cela justifie une position de scepticisme et de refus ferme de cette approche.

Sécurité des denrées alimentaires

La consultation sur le domaine de la sécurité alimentaire, sous le titre fallacieux de « Sécurité des denrées alimentaires », représente en réalité une manœuvre d’intégration complète visant à soumettre l'ensemble de l'économie suisse, de l'agriculture à la chaîne alimentaire, au corpus législatif de l'Union européenne, connu sous le nom de « De la ferme à la table ». Cette démarche ne vise pas réellement à renforcer la sécurité, mais bien à institutionnaliser la sujétion de nos standards de production élevés, de nos exploitations familiales d’artisans agriculteurs, et de la liberté de choix des consommateurs, à des normes européennes souvent inférieures.

La qualité suisse, qui fait la renommée de nos produits à travers le monde, est gravement menacée. L’alignement sur des standards européens intrinsèquement plus bas conduira inexorablement à une dévaluation qualitative. Le label « Made in Switzerland », gage de confiance et d'excellence, sera dénaturé si nos produits sont contraints de se conformer aux mêmes critères, moins rigoureux, que ceux de l'UE. Cela anéantira un avantage concurrentiel fondamental pour nos producteurs nationaux.

De plus, l'intégration forcée de ce paquet d'accords est entachée d'une clause guillotine particulièrement dangereuse. Cette clause lie irrévocablement cet accord désastreux à tous les autres traités bilatéraux I. La remise en cause, même partielle, de cet accord mettrait en péril l’intégralité du cadre des relations bilatérales entre la Suisse et l'UE. Cette situation s'apparente à un chantage politique inacceptable, privant la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine et de décision autonome.

L'aspect le plus préoccupant réside dans la perspective de voir des inspecteurs de l'UE fouler le sol helvétique et exercer des compétences de contrôle dans nos étables, nos fromageries et nos restaurants. Il s'agit là d'une intrusion flagrante dans notre souveraineté nationale. Nos entreprises seraient ainsi soumises à l'autorité de contrôle d'une administration étrangère, ignorant nos spécificités et nos traditions.

Une vague sans précédent de bureaucratie menace de déferler sur nos producteurs. Ce ne sont pas seulement les grandes entreprises agroalimentaires qui seraient concernées, mais également les petits magasins à la ferme, les exploitations fromagères d’alpage, les bouchers de village, et même les associations organisant des événements folkloriques qui seraient contraints de se plier à des réglementations européennes complexes et inadéquates. Cette uniformisation des règles étouffera les traditions locales et mettra en péril des économies familiales entières.

Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), confirmé à plusieurs reprises par le peuple suisse, est systématiquement sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens autorisés contenant des traces d'OGM, bafouant ainsi la volonté populaire et le principe de précaution qui nous est cher.

La révision totale de la Loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité helvétique, nos producteurs et nos consommateurs. En soumettant l'ensemble de la chaîne alimentaire à la réglementation de l'UE, elle engendre une bureaucratie suffocante et une perte de nos standards élevés. La volonté d'alignement avec les réglementations européennes, notamment celles relatives à la génétique, tel que mentionné dans l'article 1a et 1b de la LMG, contrevient directement à nos lois nationales et à la volonté du peuple exprimée dans le cadre de la votation sur les OGM.

Les modifications apportées au Code des obligations, notamment l'article 15a et 21 du TSchG, nous forcent à abandonner nos dispositions en matière de protection des animaux, souvent plus strictes et éprouvées, au profit des standards européens. Il s’agit d’un recul flagrant en matière de bien-être animal et d’une perte de souveraineté inacceptable. L'article 15a du TSchG, imposant l'adoption des règlements européens sur le transport des animaux, et l'article 21 du TSchG, concernant l'abattage, représentent une régression significative. Nos règles nationales, souvent plus exigeantes et bénéficiant d'une large acceptation sociale, seraient remplacées par des normes de masse européennes. Nous perdons ainsi notre souveraineté de fixer nos propres standards éthiques dans ce domaine crucial.

La révision totale de la LMG est l'élément central de cette soumission au droit alimentaire de l'UE. Elle menace la diversité et la qualité de notre production alimentaire en imposant une avalanche de réglementations européennes inadaptées, conçues pour une production de masse industrielle. Les petits producteurs, les magasins à la ferme et les restaurateurs locaux seraient écrasés sous une bureaucratie étouffante, poussant nombre d'entre eux à la faillite. C'est une attaque directe contre notre identité culinaire et notre économie, en particulier notre tissu de PME.

Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral par la modification du droit agricole, notamment les nouveaux alinéas des articles 141 et 148 du LwG, constituent une véritable feuille blanche pour la transposition du droit européen. Le Parlement se trouve ainsi contourné, perdant sa capacité à décider de l'adoption de réglementations affectant directement nos agriculteurs. C'est une profonde érosion du contrôle démocratique dans un domaine politique essentiel pour la Suisse.

Avec l'adoption des règlements européens dans la Loi sur les épizooties (Art. 1 nouveau TSG), la Suisse renonce à son contrôle dans un domaine d'importance nationale capitale. La lutte contre les épidémies nécessite des mesures rapides, flexibles et adaptées aux conditions locales. La soumission au système rigide et bureaucratique de l'UE, comme le prescrit le nouveau champ d'application de l'article 1 TSG, est une négligence dangereuse qui compromet notre agriculture et la santé publique.

La modification de la Loi sur les forêts (nouveau Art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perd ainsi la capacité de réagir rapidement et souverainement aux menaces spécifiques pesant sur nos forêts. Au lieu de stratégies nationales éprouvées, nous serons contraints de nous conformer à des mécanismes européens, souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine.

En conclusion, cette consultation déguisée en accord sur la sécurité alimentaire est une véritable capitulation de notre souveraineté, une menace pour notre économie agricole et une atteinte à nos valeurs. Il est impératif que le peuple suisse et ses représentants se dressent contre cette tentative d'assujettissement et défendent l'indépendance et la qualité qui caractérisent notre pays.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de vives inquiétudes quant aux conséquences de l'accord sur le

domaine des transports terrestres, et plus particulièrement sur l'avenir du service public ferroviaire suisse. L'intégration du droit européen, sous couvert de la dynamique interprétation de l'accord, menace directement la structure et le financement de notre réseau de transport, pilier essentiel de notre économie et de notre société.

La première préoccupation majeure concerne l'application du droit européen des aides d'État au secteur ferroviaire. Les subventions publiques, qui constituent le fondement de notre système de transport et garantissent son universalité et sa qualité, risquent d'être qualifiées d'illégales par l'Union européenne. Il s'agit là d'une remise en cause directe de notre capacité à soutenir notre propre infrastructure et nos opérateurs. Les dispositions actuelles permettent de financer des aspects cruciaux tels que le fret ferroviaire, le transport régional, ou encore le renouvellement indispensable du matériel roulant. Si ces soutiens sont remis en cause, la qualité et l'étendue de l'offre de transports pour les citoyens suisses seront inévitablement compromises. L'histoire nous montre que le droit européen, dans son interprétation évolutive, ne ménage pas les exceptions et tend à uniformiser les pratiques, souvent au détriment des spécificités nationales.

L'ouverture du marché aux opérateurs étrangers par le biais de la cabotage, telle qu'introduite dans le projet de loi, représente un danger sans précédent pour le service public. L'article 40ater de la loi sur le transport ferroviaire (LTr) dans sa nouvelle mouture autorise des entreprises étrangères, souvent soutenues par leurs États respectifs, à opérer des liaisons internes en Suisse. Cette disposition encourage une "rosée de la pêche" sélective : les opérateurs étrangers se concentreront sur les lignes les plus rentables, laissant les lignes secondaires, moins lucratives mais essentielles à la desserte de l'ensemble du territoire, à nos entreprises nationales comme les CFF. Cette stratégie de sélection, dictée par la logique du profit, érode la base financière de nos chemins de fer, qui ont pour mission d'assurer un service public universel, et non seulement une activité rentable. La neutralité de la concurrence, souvent avancée comme argument, est ici illusoire car elle ignore les différences structurelles et les modèles économiques des opérateurs suisses et européens.

La "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une garantie est, dans le meilleur des cas, une disposition sans portée juridique contraignante. Elle n'offre aucune protection réelle contre les évolutions futures du droit de l'Union européenne. Or, la Suisse serait tenue de reprendre ces modifications de manière dynamique, sans marge de négociation. Il s'agit là d'une chimère juridique, une tentative de rassurer l'opinion publique sans offrir de réelles protections. La souveraineté de la Suisse dans la gestion de son réseau ferroviaire est ainsi graduellement démantelée. L'application de nouvelles réglementations européennes, comme celles concernant le "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ne ferait que transférer davantage de compétences de décision vers des instances supranationales, éloignant encore la gestion de nos infrastructures de la sphère de contrôle nationale.

La modification de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), en particulier l'article 32a, alinéa 1bis, imposera à la Suisse de tenir compte du droit de l'UE lors des procédures d'appel d'offres. Cela représente une atteinte significative à la souveraineté des cantons et de la Confédération dans la planification et l'organisation de leur système de transport public. Au lieu de pouvoir privilégier des critères pertinents pour la Suisse, tels que la qualité du service, l'accessibilité, l'intégration tarifaire ou la durabilité, les autorités devront se conformer à des normes européennes potentiellement moins adaptées à nos besoins spécifiques. Cette obligation risque d'entraîner des choix suboptimaux, plus coûteux pour les contribuables suisses, et de compromettre la poursuite d'objectifs purement helvétiques en matière de mobilité. La flexibilité nécessaire pour adapter le réseau aux réalités locales et aux attentes de la population se verra sérieusement limitée.

En conclusion, l'accord dans le domaine des transports terrestres, tel qu'il est proposé, constitue une menace sérieuse pour le service public ferroviaire suisse. Les dispositions relatives à la cabotage et à la reprise dynamique du droit européen sapent les fondements de notre système actuel et affaiblissent notre souveraineté. Les garanties promises sont d'une portée juridique contestable. Il est impératif de réaffirmer notre capacité à décider de manière autonome de l'organisation, du financement et de la gestion de notre infrastructure de transport, dans l'intérêt supérieur de la population et de l'économie suisse, et non sous la contrainte de réglementations étrangères dont la pertinence pour notre pays reste à démontrer. L'exception culturelle et le modèle de service public unique de la Suisse ne

peuvent être sacrifiés sur l'autel d'une intégration européenne potentiellement dommageable.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

(leer)

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation, portant sur l'évaluation globale du paquet d'accords entre la Suisse et l'Union européenne, soulève des inquiétudes fondamentales quant à la souveraineté et aux intérêts nationaux helvétiques. Le projet tel que présenté, loin de représenter une avancée équilibrée, semble privilégier une intégration accrue au détriment de notre capacité à légiférer et à décider de manière autonome. Nous exprimons notre plus profond scepticisme quant aux bénéfices réels de ce paquet, qui menace de diluer notre droit constitutionnel et de nous soumettre à un cadre juridique étranger, tel que le droit dérivé de l'Union européenne.

Il est impératif de rappeler que la Suisse a toujours fondé sa prospérité sur son indépendance et sa capacité à définir ses propres règles. L'adoption de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), telle que proposée dans ce paquet, contrevient directement à l'article 173, alinéa 1, de la Constitution fédérale suisse (Cst.), qui garantit le droit du peuple et des cantons de légiférer. L'intégration de la jurisprudence de la CJUE dans l'ordre juridique suisse via un accord, sans passer par une procédure de modification constitutionnelle ou une loi interne claire et négociée, constituerait une cession de souveraineté inacceptable. L'article 164 Cst. stipule que le peuple et les cantons sont les destinataires de la souveraineté. Autoriser un organe extérieur, en l'occurrence la CJUE, à interpréter et à appliquer le droit suisse, même de manière indirecte, sape gravement ce principe fondamental.

De plus, la perspective de devoir transposer des directives et règlements européens sans marge de manœuvre adéquate pose un problème juridique et politique majeur. La clause de sauvegarde, telle qu'elle est envisagée, semble plus destinée à apaiser les consciences qu'à offrir une réelle protection contre l'ingérence européenne. L'article 164, alinéa 2, Cst. stipule que le Conseil fédéral et l'administration font exécuter les lois. Si une partie significative du droit applicable est d'origine européenne et interpretée par des instances non suisses, la capacité du Conseil fédéral et des autorités suisses à exécuter la loi dans le respect de l'esprit de la Constitution est compromise. La crainte est que la Suisse se retrouve dans une situation où elle est liée par des normes qu'elle n'a pas directement approuvées, ni même influencées de manière substantielle.

L'argument selon lequel ces accords sont nécessaires pour maintenir l'accès au marché unique européen est souvent avancé. Cependant, il convient de s'interroger sur le coût réel de cet accès. La Suisse a démontré par le passé sa capacité à commercer avec l'UE sans être membre, et sans pour autant subir une pression constante pour adopter son droit. Le paquet actuel semble obliger la Suisse à accepter un "paquet" monolithique, sans possibilité de sélectionner les domaines qui lui sont réellement bénéfiques. L'article 172 Cst. permet la conclusion d'accords internationaux, mais ces accords ne sauraient déroger aux principes fondamentaux de la démocratie directe et de la souveraineté cantonale, qui sont intrinsèquement liés à la capacité de la Suisse à légiférer.

Nous sommes également préoccupés par l'impact potentiel sur la politique étrangère et la capacité de la Suisse à maintenir sa neutralité. L'alignement croissant sur les positions de l'UE, notamment en matière de sanctions ou de politique étrangère commune, pourrait compromettre notre statut d'observateur indépendant et de médiateur sur la scène internationale. Notre position géographique et notre histoire nous ont permis de jouer un rôle spécifique, et il serait regrettable de le voir s'éroder au

profit d'une uniformisation qui ne tient pas compte de nos spécificités.

Il est également pertinent de considérer l'impact sur les finances publiques. L'adhésion implicite à de nombreuses réglementations européennes pourrait entraîner des coûts supplémentaires pour l'adaptation des infrastructures et des systèmes administratifs, sans que ces coûts ne soient clairement quantifiés et compensés par des bénéfices tangibles. L'article 172, alinéa 2, Cst. stipule que les accords internationaux qui sont importants et qui prévoient une délimitation des compétences ou une nouvelle réglementation doivent être soumis au référendum. Le paquet actuel semble en passe de franchir ce seuil sans que le peuple n'ait la possibilité de se prononcer.

En conclusion, le paquet d'accords proposé avec l'Union européenne présente des risques considérables pour la souveraineté suisse, la primauté du droit constitutionnel et la capacité de notre pays à définir son propre avenir. Les arguments en faveur de ce paquet semblent ignorer les implications juridiques profondes et la potentielle perte d'autonomie. Il est de notre devoir de défendre les principes fondamentaux qui ont fait la force et la prospérité de la Suisse, et de refuser toute intégration qui ne respecterait pas notre droit constitutionnel et notre souveraineté. Nous appelons à une réévaluation approfondie de ce paquet, en privilégiant des solutions qui préservent notre indépendance et notre droit de légiférer.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Anne-Francoise Naef (Privat)

Date: 07.09.2025

Contact: afnaefistace@hotmail.com

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

(leer)

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime de sérieuses préoccupations quant à la prétendue "sécurité alimentaire" qui masque en réalité un projet d'intégration sans précédent de l'économie suisse sous le droit de l'Union européenne. Loin de se limiter à une simple amélioration des normes de sécurité, ce projet vise à soumettre l'intégralité de notre agriculture et de notre industrie alimentaire au cadre réglementaire "de la ferme à la table" de l'UE.

Les standards de qualité helvétiques, fierté nationale et avantage concurrentiel majeur, sont gravement menacés. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes entraînera inévitablement une dévaluation du label "Made in Switzerland". La nouvelle formulation du Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) constitue un assaut direct contre cette qualité, en imposant une bureaucratie étouffante, particulièrement pénalisante pour les petites exploitations, les artisans et les commerces locaux, menaçant ainsi notre identité culinaire et notre tissu économique.

Plus alarmant encore, le transfert de compétences législatives au Conseil fédéral par le biais de nouvelles dispositions dans le Landwirtschaftsgesetz (LwG, art. 141 et 148) représente une dérive antidémocratique. Ces "blanko-vollmachten" contournent le Parlement et permettent une adoption unilatérale du droit européen, privant ainsi notre représentation démocratique de son droit de regard sur des réglementations qui impactent directement nos producteurs.

L'atteinte à notre souveraineté est manifeste dans de nombreux domaines. Les ajustements au Tierschutzgesetz (TSchG) et l'adoption forcée des réglementations européennes sur les transports et l'abattage des animaux (nouvel art. 15a et 21 TSchG) impliquent une renonciation à nos propres normes, souvent plus élevées et mieux adaptées à nos réalités. De même, le Waldgesetz (WaG, nouvel art. 26 al. 1bis) soumet la protection de nos forêts aux impératifs de l'UE, entravant notre capacité à réagir rapidement et souverainement face aux menaces spécifiques. Le Tiersuchengesetz (TSG, nouvel art. 1) nous fait renoncer à la maîtrise d'un domaine crucial de santé publique et de sécurité agricole, en nous soumettant à un système européen rigide et bureaucratique.

La clause dite de la "guillotine", liant ce paquet à l'ensemble des accords bilatéraux I, constitue une forme d'extorsion politique inacceptable. La perspective de voir l'ensemble de nos relations avec l'UE s'effondrer en cas de rejet de ces mesures sur la sécurité alimentaire est une manœuvre dilatoire qui paralyse toute possibilité de décision souveraine. De surcroît, l'ouverture des contrôles par des inspecteurs européens sur le territoire suisse représente une intrusion intolérable dans notre souveraineté nationale.

Enfin, le moratoire suisse sur les organismes génétiquement modifiés, un choix démocratique maintes fois confirmé, est subrepticement sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits contenant des traces d'OGM, au mépris de la volonté populaire et de notre droit à définir nos propres politiques agricoles et de consommation.

En conclusion, ce dossier, loin de renforcer la sécurité alimentaire, représente une soumission dangereuse à l'UE, une menace pour la qualité helvétique, une bureaucratisation excessive, une atteinte à notre souveraineté et un détournement de la volonté démocratique. Nous rejetons fermement cette approche.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux modifications proposées dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes, telles que présentées dans le document de consultation. Il apparaît clairement que les adaptations envisagées, notamment celles relatives à la directive sur les citoyens de l'Union, vont bien au-delà d'une simple harmonisation et constituent une expansion significative et préjudiciable du principe de libre circulation, contredisant ainsi la volonté exprimée dans l'article 121a de la Constitution fédérale.

L'introduction d'un nouveau droit de séjour prolongé, accordé après seulement cinq ans, crée un statut de "C PLUS" pratiquement inamovible. Cette mesure, ainsi que l'élargissement du regroupement familial pour inclure des membres de la famille élargie, tels que les parents et grands-parents, promettent une augmentation incontrôlable de l'immigration. Les conséquences financières pour les systèmes sociaux suisses et les contribuables, déjà soumis à une pression considérable, sont difficilement quantifiables mais certainement alarmantes. L'article 41c du nouveau droit des étrangers (AIG) semble consacrer cette tendance en facilitant l'accès aux prestations sociales, rendant quasiment impossible l'exclusion des citoyens de l'UE, même en cas de dépendance aux aides sociales.

La "clause de sauvegarde", présentée comme une protection, relève de la pure fiction. Les conditions d'application sont si restrictives qu'elle sera inopérante en pratique. Les menaces de sanctions de la part de l'Union européenne en cas de son invocation transforment cette prétendue protection en une clause d'intimidation, privant la Suisse de sa souveraineté en matière de gestion de l'immigration.

De plus, l'adoption automatique du droit de l'Union en matière de migration, selon la "méthode d'intégration", équivaut à une cession inacceptable de notre souveraineté législative. Le Parlement et le peuple suisses seront privés de leur capacité décisionnelle sur des questions hautement sensibles, érodant ainsi les fondements de notre démocratie directe. L'intégration du système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) et l'automatisation de la reconnaissance des qualifications professionnelles dans des lois telles que le BGVB et le MedBG représentent une renonciation à nos normes de qualité et à notre capacité de réguler de manière autonome notre marché du travail et la protection de nos citoyens, notamment dans des domaines critiques comme la santé. L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étudiants étrangers, comme prévu dans la modification de la loi sur les EPF (Art. 34d al. 2bis), témoigne de la reconnaissance implicite des coûts croissants engendrés par cette libre circulation.

En conclusion, les propositions actuelles constituent une capitulation devant les exigences de l'Union européenne, une négligence flagrante de la Constitution fédérale et un mépris pour la volonté du peuple suisse en matière de maîtrise de l'immigration et de protection de nos acquis sociaux et de notre souveraineté.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux propositions soumises dans le domaine des transports terrestres, particulièrement en ce qui concerne l'intégration du droit européen. L'application du droit des aides d'État de l'UE, telle que prévue, menace directement le service public ferroviaire, pilier de notre infrastructure nationale. Nos subventions, établies pour

soutenir le trafic marchandises, les transports régionaux ou encore la modernisation du matériel roulant, pourraient être requalifiées d'illégales, compromettant ainsi la qualité et l'étendue des services offerts aux citoyens.

L'ouverture du marché à la cabotage, autorisant des opérateurs étrangers à exploiter des lignes purement nationales, est une source d'inquiétude majeure. Cette disposition, inscrite dans le nouvel article 40ater de la Loi fédérale sur le transport de chemin de fer (LTC), ouvre la porte à la "cueillette des cerises" par des entreprises étrangères. Ces dernières se concentreront sur les axes les plus rentables, laissant aux CFF et aux autres entreprises concessionnées la charge des lignes moins lucratives, mais essentielles à la desserte universelle du territoire. Cette "rosinenpickerei" sape les fondements financiers de notre service public ferroviaire.

La "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une garantie est juridiquement insuffisante et dénuée de force contraignante. Elle n'offre aucune protection contre les futures évolutions du droit européen, que la Suisse serait alors tenue d'adopter de manière dynamique. Cette déclaration ne constitue qu'une fausse assurance, incapable d'enrayer l'érosion progressive de notre souveraineté en matière de transports ferroviaires.

De plus, l'adaptation de l'article 32a, alinéa 1bis, de la Loi fédérale sur le transport de personnes (LTP) nous contraint à intégrer le droit de l'UE dans les procédures d'appel d'offres. Cette clause restreint de manière significative l'autonomie des autorités fédérales et cantonales dans la définition de leurs réseaux de transport public, privilégiant des critères de conformité à l'UE plutôt que les solutions les plus adéquates et économiques pour la Suisse. L'introduction de la cabotage dans l'article 40ater LTC constitue un assaut frontal contre le service public. Elle permet à des entreprises étrangères, souvent soutenues par leurs États respectifs, de choisir les liaisons les plus profitables en Suisse, affaiblissant ainsi les CFF et les autres opérateurs qui ont un mandat de desserte complet. À terme, cela met en péril la qualité et la couverture nationale de nos transports publics.

En somme, les modifications proposées risquent de fragiliser le service public ferroviaire, d'éroder notre souveraineté décisionnelle et de compromettre la qualité des transports publics pour les citoyens suisses. Nous demandons une réévaluation rigoureuse de ces dispositions afin de préserver les intérêts fondamentaux de la Suisse.

Contribution financière

La proposition de contribution financière dans le cadre de l'accord avec l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à notre souveraineté et à notre autonomie budgétaire. L'évolution de ces paiements, initialement des contributions volontaires et contrôlées par le Parlement, vers une obligation juridiquement contraignante représente une perte significative de notre levier politique et de notre capacité de décision démocratique. Il est essentiel de souligner que ce changement transforme une démarche volontaire en une charge potentiellement démesurée, préfigurant une forme de contrainte financière.

Le montant initial de 350 millions de francs par an, présenté comme une offre attrayante, risque de n'être qu'une première étape. Le mécanisme de recalcul inclus dans le traité, d'une nature juridiquement contraignante, augure des exigences financières considérablement accrues à l'avenir. La Suisse se trouverait alors dans l'incapacité de refuser des demandes imposées, devenant de facto une contributrice nette sans droit de veto, ni garantie explicite d'un accès amélioré au marché européen ou de la suppression des obstacles commerciaux.

L'introduction d'une loi sur les contributions de cohésion (KoBG) cimente ces paiements comme une obligation pérenne, retirant au Parlement le pouvoir souverain de décider de chaque contribution individuelle. L'intégration du KoBG dans l'annexe du BöB (Annexe 5, ch. 1 let. d) ne relève pas d'une simple formalité ; elle ancre ces contributions dans notre système juridique et les légitime comme un élément permanent de notre législation fédérale. La loi sur la promotion de la paix, invoquée pour justifier ces paiements par un ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, semble être un prétexte trompeur, exploitant une noble cause pour légitimer des flux financiers politiquement sensibles et contestables envers l'UE. Il est impératif de préserver notre indépendance financière et de garantir que les

décisions relatives à l'utilisation de nos deniers publics restent sous le contrôle souverain de nos organes démocratiques.

Aides d'État

La proposition de réglementation en matière d'aides d'État, telle qu'envisagée dans le cadre des accords bilatéraux avec l'Union européenne, représente une atteinte inacceptable à la souveraineté nationale et aux principes fondamentaux de notre ordre constitutionnel. L'abolition de la pratique actuelle, qui confère aux collectivités démocratiquement légitimées, soit la Confédération, les cantons et les communes, la pleine maîtrise de leurs décisions en matière de subventions, pour les soumettre à un contrôle technocratique et rigide de l'UE, est une régression majeure.

Cette nouvelle approche sape de manière radicale la souveraineté des cantons et leur autonomie, piliers de notre système fédéraliste. Au lieu de pouvoir décider de manière autonome de leur politique de développement économique local, ils seront contraints de voir leurs décisions validées par une autorité centrale, non élue et non responsable devant le peuple suisse. Le nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides publiques (LSA-CH), et notamment l'instauration d'une nouvelle chambre des aides publiques au sein de la Commission de la concurrence (COMCO), agit comme un prolongement de l'UE en Suisse. Les aides d'État devront être déclarées et approuvées par cette chambre, transformant la Suisse en un simple récepteur de règles dictées par Bruxelles, privant ainsi notre pays de sa propre politique économique nationale.

L'article 18 alinéa 2 du nouveau texte de loi sur les cartels (LCart) et les modifications prévues du droit du Tribunal fédéral (LTF), spécifiquement l'ajout de l'article 82 lettre bbis LTF, consacrent cette dérive. Ils confèrent à la nouvelle chambre des aides publiques un pouvoir de recours direct contre les décisions cantonales, réduisant les cantons à de simples subdivisions administratives. Leurs décisions, issues de processus démocratiques, pourront être remises en cause devant le Tribunal fédéral par le biais d'un contrôle abstrait des normes, une atteinte inacceptable à l'autonomie cantonale.

De plus, la suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LPC) est particulièrement préoccupante. Elle supprime la compétence nationale de la COMCO en matière de contrôle des aides d'État dans le secteur stratégique du transport aérien, le soumettant entièrement au régime de l'UE. La Suisse perd ainsi toute capacité de contrôle autonome dans un domaine d'importance capitale pour son infrastructure et son économie.

Enfin, la marginalisation du surveillant des prix, par l'exclusion de ses représentants des réunions de la chambre des aides publiques, tel que le prévoit la modification de l'article 5 alinéa 2 de la loi sur la surveillance des prix (LSP), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Ce changement vise uniquement à faciliter le travail de la nouvelle chambre, au détriment des intérêts de la population. L'ensemble de ces modifications, sous couvert d'harmonisation, représente une renonciation déguisée à notre souveraineté.

Électricité

La présente prise de position exprime de vives préoccupations quant aux accords proposés dans le domaine de l'électricité, en particulier concernant l'intégration accrue avec l'Union Européenne. L'adhésion à ce nouveau cadre réglementaire, tel que prévu par le nouveau chapitre 1a du StromVG (art. 4a ss.) et les modifications de l'Energiegesetz (EnG), risque de compromettre fondamentalement notre souveraineté énergétique et la sécurité de notre approvisionnement.

L'une des conséquences les plus alarmantes est la perte de contrôle sur nos propres décisions relatives au réseau électrique. L'institutionnalisation de notre participation aux structures de surveillance de l'UE, telles qu'ACER et ENTSO-E, nous relègue au rang de participants sans droit de vote, mais tenus de supporter les coûts. Les décisions concernant notre infrastructure vitale seront désormais prises à Bruxelles, diluant ainsi notre autonomie décisionnelle. L'ElCom, notre autorité de régulation indépendante, risque d'être réduite à un simple bras d'exécution des réglementations européennes, rendant caduc notre propre système de régulation énergétique, conçu pour répondre

aux besoins spécifiques de la Suisse.

Le secteur de l'hydroélectricité, pilier de notre approvisionnement énergétique, est particulièrement menacé par les règles européennes en matière de subventions. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, pourrait être qualifié de subvention d'État illicite, entraînant sa suppression. Cela affaiblirait considérablement les économies locales et régionales. De plus, nos structures fédérales, notamment les centrales électriques communales, verraient leur position fragilisée. Leur priorité d'injection actuelle, ancrée dans nos lois, serait potentiellement remise en cause par les règles de concurrence de l'UE, désavantageant ainsi la production d'énergie locale et décentralisée.

La sécurité de l'approvisionnement national est sacrifiée au profit d'un marché mondialisé. Les règles de l'UE pourraient limiter notre capacité à constituer des réserves stratégiques, comme la réserve hydraulique, cruciale pour la stabilité du réseau. L'absence d'une responsabilité claire pour la sécurité de l'approvisionnement en Suisse – ni le marché, ni l'UE ne pouvant en assumer l'entière charge – est une approche dangereuse.

La libéralisation totale du marché de l'électricité, comme le stipulent les art. 4a et suivants du StromVG, entraînera une volatilité accrue des prix et, inévitablement, une augmentation des coûts pour les PME et les ménages suisses. Les coûts liés à la sécurité de l'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, devront être transférés aux consommateurs par le biais de nouvelles taxes. Les art. 8b et suivants du StromVG concernant la réserve énergétique sont insuffisants pour garantir une sécurité d'approvisionnement adéquate. En outre, l'aggravation des exigences de désagrégation (Unbundling) selon les art. 10, 18 et 19 du StromVG porte atteinte à nos structures fédérales et à la gestion décentralisée de notre approvisionnement.

Les modifications proposées à l'art. 15 de l'EnG, réduisant la limite de puissance pour les tarifs de rachat de 3 MW à 200 kW, pénalisent lourdement les petits et moyens producteurs d'énergie renouvelable. Cette mesure, couplée à l'exclusion des tarifs en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG), crée une insécurité d'investissement massive, freine le développement des énergies renouvelables locales et nous rend plus dépendants des marchés étrangers et des énergies fossiles. Enfin, l'extension des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et l'assujettissement de notre société nationale de réseau à des règles uniformes (en lieu et place de l'exception prévue à l'art. 8 al. 2 BATE) représentent une perte de souveraineté dans la gestion de notre infrastructure énergétique. L'ensemble de ces mesures constitue un risque inacceptable pour la prospérité et la sécurité de la Suisse.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures de protection des salaires proposées dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes apparaissent, à l'examen, comme largement insuffisantes et d'une portée cosmétique. Elles ne sauront compenser la pression considérable exercée sur le niveau de vie helvétique, particulièrement dans les classes moyennes et inférieures, du fait de l'intensification des flux migratoires. Loin de renforcer notre dispositif de protection salariale, éprouvé et efficace, ces nouvelles dispositions tendent à l'assouplir et à le conformer aux standards de l'Union Européenne, dont la bureaucratie est inversement proportionnelle à leur efficacité réelle. Ce recul protecteur ne profite qu'aux entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial.

Les mécanismes de contrôle, déjà fragiles, sont encore affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail se voient érodées par des structures nouvelles, centralisées et dictées par l'UE. Cette évolution augure d'une diminution des contrôles et d'une application moins rigoureuse des conditions de travail et salariales. L'adaptation de la loi sur l'assurance-accidents (LAA) et de la loi sur le service de migration (LSEM) ne constitue pas une amélioration, mais une restructuration imposée par l'UE, privilégiant la compatibilité juridique au détriment de la protection effective des travailleurs suisses. La modification de l'article 9 alinéa 2 de la loi sur le renvoi des étrangers (EntsG) et la relocalisation du droit de plainte de l'article 11 vers un nouvel article 13a affaiblissent la clarté et la force de notre droit du travail.

L'introduction d'un régime spécial de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, nouveau articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), représente une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, résultant d'une pression européenne. Ce dispositif crée une classe privilégiée de travailleurs, dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, entravant la flexibilité des PME et contredisant nos principes libéraux du marché du travail. De plus, l'alignement des sanctions européennes sur les décisions exécutoires en matière de poursuite et de faillite (nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la loi sur la poursuite et la faillite, LP) constitue une cession de souveraineté majeure, transformant la Suisse en un simple bras d'exécution pour des sanctions administratives de l'UE, sans contrôle judiciaire approfondi. L'intégration du droit des marchés publics (LMP) au nouveau droit sur la contribution à la cohésion (annexe 5 ch. 1 let. d) cimente des paiements récurrents et crée des liens politiques qui renforcent l'assujettissement de la Suisse à l'UE.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La proposition visant à stabiliser les relations avec l'Union européenne soulève de sérieuses préoccupations quant à sa conformité avec la souveraineté suisse et les intérêts fondamentaux de notre pays. Bien que le discours officiel mette l'accent sur une approche pragmatique, une analyse approfondie révèle un risque accru d'alignement juridique et politique avec l'UE, potentiellement au détriment de notre droit interne.

Il est impératif de considérer les implications de l'adoption du droit dérivé de l'UE. L'article 120, alinéa 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.) stipule que "La Confédération agit en vue d'assurer la sécurité extérieure, l'indépendance de la Confédération et sa prospérité." L'acceptation automatique de pans entiers de la législation européenne, sans possibilité de débat démocratique ou d'adaptation ciblée, pourrait compromettre cette indépendance en nous soumettant à des normes dont nous n'avons pas la pleine maîtrise.

De plus, la perspective d'une clause de référence dynamique, qui impliquerait une adaptation continue du droit suisse aux évolutions futures du droit de l'UE, est particulièrement problématique. Cela pourrait mener à une érosion progressive de notre cadre juridique existant, sans que le peuple ou le parlement n'aient eu l'occasion de se prononcer sur chaque nouvelle disposition. Une telle dynamique contrevient à l'esprit de la démocratie directe et de la souveraineté législative inscrite dans notre système constitutionnel. L'article 164, alinéa 1 Cst. affirme que le Parlement établit les lois. L'acceptation de normes sans un processus législatif démocratique adéquat affaiblit ce principe fondamental.

Il est également nécessaire d'examiner attentivement l'article 23 de la Constitution fédérale, qui traite de la politique extérieure de la Suisse. Si une stabilisation des relations est souhaitable, elle ne doit en aucun cas se faire au prix d'une renonciation à notre capacité de décision autonome. L'intégration dans un cadre contraignant, sans les contreparties d'une adhésion pleine et entière, pourrait nous placer dans une position de dépendance et nous priver de la flexibilité nécessaire pour défendre nos intérêts nationaux dans un contexte international mouvant.

En conclusion, avant d'engager la Suisse dans un tel accord, il est essentiel d'évaluer rigoureusement les risques pour notre souveraineté, notre indépendance et notre ordre juridique interne. Le gouvernement doit présenter des garanties claires et robustes contre une prise de contrôle juridique par l'UE, afin de préserver les fondements de notre État et de sa démocratie. La prudence doit prévaloir face à des propositions qui pourraient, sous couvert de stabilisation, conduire à une intégration forcée et non désirée.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le paquet global soumis à la consultation publique soulève de profondes inquiétudes quant à son impact sur la souveraineté suisse et le respect de notre ordre juridique interne. L'accord proposé avec l'Union européenne ne constitue pas une simple adaptation technique, mais une renonciation progressive à notre capacité de décision autonome dans des domaines cruciaux.

L'intégration du droit dérivé de l'UE, telle que prévue, constitue une menace directe pour la démocratie directe et la primauté du droit suisse. L'article 49 de la Constitution fédérale garantit le droit du peuple suisse à décider de son sort. Or, en acceptant une incorporation automatique et non négociable de pans entiers de la législation européenne, nous nous exposons à une perte de contrôle démocratique inacceptable. Les citoyens suisses ne pourront plus se prononcer sur des lois qui leur seront imposées par Bruxelles, créant ainsi une situation d'inégalité démocratique par rapport aux citoyens des États membres de l'UE.

De plus, l'application de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) par le biais du mécanisme de l'accord, tel qu'il se profile, constitue une atteinte sérieuse à notre système judiciaire indépendant. L'article 123 de la Constitution fédérale stipule que le droit fédéral prime sur le droit cantonal. L'accord envisagé risquerait de subordonner, de fait, le droit fédéral suisse au droit européen, sans que nos tribunaux aient la pleine capacité de l'interpréter et de l'appliquer conformément aux principes constitutionnels helvétiques. Cette délégation implicite de souveraineté judiciaire affaiblit notre État de droit et sape les fondements de notre indépendance.

L'article 1 de la Constitution fédérale stipule que le peuple suisse et les cantons sont souverains. L'accord global tel que présenté tend à éroder cette souveraineté en créant une dépendance institutionnelle forte vis-à-vis de l'UE. Les concessions attendues dans des domaines sensibles, tels que les services, la libre circulation des personnes ou encore la reconnaissance de qualifications professionnelles, risquent d'entraîner des conséquences sociales et économiques dommageables, insuffisamment anticipées et compensées.

Il est impératif de reconsidérer la portée de cet accord et de privilégier une approche qui préserve notre indépendance, notre droit et notre capacité à décider de notre avenir, conformément aux principes démocratiques et constitutionnels qui sont le socle de notre confédération. L'adhésion à des accords qui diluent notre souveraineté, sans garanties suffisantes, ne peut être acceptée.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

(leer)

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Paul Auchon (Privat)

Date: 07.09.2025

Contact: Arthur Rymbot · 0781518076· bidulon55@gmail.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève, de prime abord, des inquiétudes fondamentales quant à l'impact potentiel sur la souveraineté nationale et l'autonomie décisionnelle de la Suisse. Bien que l'objectif déclaré soit de consolider les liens bilatéraux, une analyse approfondie des propositions révèle un risque accru de dépendance envers Bruxelles, potentiellement incompatible avec les principes fondamentaux de notre droit constitutionnel, notamment l'article 2 alinéa 1 de la Constitution fédérale qui stipule que la Confédération agit dans l'intérêt supérieur du pays et du bien-être de la population. La notion même de "stabilisation" pourrait masquer un processus d'alignement progressif et inéluctable sur le droit de l'Union, sapant ainsi la capacité de la Suisse à légiférer de manière indépendante.

L'application du droit de l'Union européenne, même dans le cadre d'accords bilatéraux, pose un défi juridique majeur. L'intégration de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'ordre juridique suisse, sans que la Suisse ait voix au chapitre dans la formation de cette jurisprudence, représente une érosion inacceptable de notre souveraineté. L'article 164 alinéa 2 de la Constitution fédérale garantit que la Confédération respecte le droit international, mais cela ne saurait impliquer une soumission aveugle à un droit étranger dont l'interprétation échappe à notre contrôle. Le risque est que les futurs accords conduisent à une adoption quasi automatique de nouvelles réglementations européennes, sans possibilité de négociation ou d'adaptation aux spécificités suisses.

La question de la contribution financière à l'Union européenne, souvent présentée comme un prérequis à une relation stabilisée, mérite une attention particulière. L'article 129 de la Constitution fédérale, qui régit les finances de la Confédération, ne prévoit pas de disposition autorisant des contributions structurelles non réciproques et pérennes à une entité supranationale. De telles contributions risquent d'alourdir le fardeau fiscal de la population suisse au profit d'intérêts extérieurs, sans que les bénéfices directs pour la Suisse ne soient clairement établis et proportionnés. Il est impératif que toute participation financière soit strictement encadrée, transparente et liée à des avantages concrets et mesurables pour notre économie et notre société.

En outre, l'adoption du droit de l'UE dans des domaines clés tels que le marché intérieur, la politique commerciale ou la migration, risque d'entraîner une perte de flexibilité et de capacité d'adaptation de l'économie suisse. Les petites et moyennes entreprises suisses, qui constituent le socle de notre prospérité, pourraient se retrouver confrontées à des normes particulièrement contraignantes, conçues pour un marché beaucoup plus vaste et diversifié. L'article 94 alinéa 1 de la Constitution fédérale, qui assure la liberté économique, pourrait être compromis si les conditions d'accès au marché de l'UE imposent des contraintes rédhibitoires. Il est essentiel de préserver un espace de manœuvre suffisant pour que notre économie puisse continuer à innover et à prospérer dans un

environnement international compétitif.

La question de la libre circulation des personnes, bien que souvent présentée comme un pilier des accords bilatéraux, soulève des préoccupations majeures quant à sa gestion et à ses conséquences sociales. L'article 121a de la Constitution fédérale, issu de l'initiative populaire "Contre l'immigration de masse", vise à ce que la Suisse règle elle-même l'admission des étrangers. L'application sans restriction de la libre circulation telle que définie par l'UE pourrait entrer en conflit avec cet article constitutionnel, en limitant la capacité de la Suisse à mettre en œuvre des politiques migratoires adaptées à ses besoins et à ses capacités d'intégration. La pression exercée sur les infrastructures, le marché du travail et les systèmes sociaux est une préoccupation légitime qui ne saurait être ignorée dans le cadre de ces discussions.

Enfin, il est crucial de souligner que la "stabilisation" ne doit pas se faire au détriment de la démocratie directe. L'intégration accrue dans le système de décision de l'UE, même de manière indirecte, pourrait affaiblir le rôle du peuple suisse dans la définition de son propre avenir. Les référendums et les initiatives populaires, piliers de notre système politique, pourraient devenir moins efficaces face à des décisions prises au niveau européen et automatiquement transposées dans notre droit national. L'article 138 alinéa 2 de la Constitution fédérale, qui garantit le droit d'initiative, doit être protégé de toute influence qui en diminuerait la portée. La relation avec l'UE doit rester un partenariat d'égal à égal, où la Suisse conserve sa pleine capacité à décider de son destin, conformément à la volonté de son peuple. Les propositions de stabilisation doivent donc être examinées avec la plus grande prudence et un esprit critique aiguisé.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Les présentes remarques générales concernant la mise en œuvre nationale de l'accord proposé avec l'Union européenne expriment une profonde insatisfaction quant à ses implications potentielles pour la souveraineté et le cadre juridique de la Suisse. Bien que l'objectif affiché soit de faciliter la coopération et d'harmoniser certaines réglementations, il convient de souligner avec la plus grande rigueur les risques inhérents à une intégration accrue qui pourrait éroder les fondements de notre système constitutionnel.

La Constitution fédérale de la Confédération suisse, notamment son article 5 alinéa 2, garantit le respect des principes de droit international. Toutefois, la subtilité réside dans l'interprétation et l'application de ce principe dans le contexte d'accords qui, par leur nature même, visent à aligner le droit suisse sur celui de l'Union européenne. Le danger réside dans le fait que le droit de l'UE, en constante évolution et dépourvu de la légitimité démocratique directe pour le peuple suisse, pourrait, par le biais de l'accord, devenir une source contraignante de droit pour la Suisse, sans que nos mécanismes de démocratie directe ne puissent pleinement intervenir. L'article 164 alinéa 1 de la Constitution fédérale stipule que les lois doivent être conformes à la Constitution. La question se pose avec acuité de savoir si un accord qui entraînerait une adoption quasi automatique de normes européennes, même indirectement, serait toujours conforme à ce principe fondamental.

L'assimilation du droit suisse au droit de l'UE, même par le biais de dispositions d'application directe, pose un défi majeur à la souveraineté législative de la Suisse. L'article 163 alinéa 2 de la Constitution fédérale stipule que le peuple et les cantons exercent le pouvoir législatif par l'intermédiaire de leurs représentants. Si l'accord devait entraîner une soumission à des décisions de l'UE non négociées ou modifiables par la Suisse, cela irait à l'encontre de ce principe. La notion de "reprise automatique du droit" est particulièrement préoccupante. Elle pourrait conduire à une situation où le Parlement suisse ne ferait qu'entériner des décisions prises à Bruxelles, vidant ainsi de sa substance le processus législatif national.

De plus, la protection des droits fondamentaux, telle qu'elle est garantie par la Constitution fédérale, pourrait être compromise. L'article 35 alinéa 2 de la Constitution fédérale stipule que chaque droit fondamental doit être exercé de manière à ne pas porter atteinte à la substance d'aucun autre droit fondamental. Il est impératif de s'assurer que les normes européennes adoptées par le biais de l'accord ne contreviennent pas aux principes fondamentaux de l'ordre juridique suisse, tels que la

proportionnalité, la sécurité juridique et la protection de la sphère privée. L'article 13 alinéa 2 de la Constitution fédérale garantit le droit à la protection contre les abus et les contre-mesures de la part des autorités. Il est crucial que l'accord ne conduise pas à une situation où les autorités suisses seraient contraintes d'appliquer des mesures qui porteraient atteinte à ces droits, sous prétexte de conformité avec le droit de l'UE.

L'indépendance de la justice suisse est un autre pilier de notre État de droit qui mérite une attention particulière. L'article 190 de la Constitution fédérale stipule que les lois fédérales sont obligatoires pour les autorités fédérales et pour les cantons. Cependant, lorsque l'accord impliquerait une révision de la jurisprudence suisse ou une interprétation des lois suisses à la lumière du droit de l'UE, il est essentiel de garantir que la Cour de justice de l'Union européenne ne devienne pas une instance suprême interprétant le droit suisse. Cela risquerait de miner l'autorité de nos propres tribunaux et de réduire l'indépendance de la magistrature suisse, principe garanti par la Constitution.

Enfin, l'impact sur le fédéralisme suisse, pilier fondamental de notre organisation politique, doit être sérieusement considéré. L'article 3 alinéa 1 de la Constitution fédérale stipule que les cantons sont des États souverains dans la mesure où leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale. Un accord qui imposerait des normes uniformes à l'ensemble du territoire suisse, sans tenir compte des spécificités cantonales, pourrait affaiblir le rôle des cantons et nuire à la diversité de notre système. Il est donc indispensable que la mise en œuvre nationale de l'accord préserve autant que possible la marge de manœuvre des cantons et respecte le principe de subsidiarité. La flexibilité et l'adaptation locale sont des atouts majeurs de notre confédération qui ne sauraient être sacrifiées au nom d'une harmonisation excessive.

En conclusion, bien que la coopération avec l'Union européenne soit une réalité que la Suisse ne peut ignorer, il est primordial d'aborder les accords proposés avec un scepticisme constructif et une vigilance juridique sans faille. La protection de notre souveraineté, de notre système constitutionnel, de nos droits fondamentaux, de notre indépendance judiciaire et de notre fédéralisme doit demeurer la priorité absolue. Les dispositions de l'accord doivent être examinées à la loupe pour s'assurer qu'elles ne constituent pas, à terme, une menace pour les principes fondamentaux qui fondent notre État.

Électricité

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux propositions relatives au domaine de l'électricité, telles qu'articulées dans le cadre de la consultation actuelle. Les changements envisagés, bien que présentés comme une adaptation nécessaire aux évolutions européennes, constituent une régression inacceptable en matière de souveraineté nationale, de sécurité d'approvisionnement et de protection des intérêts économiques helvétiques.

Il est manifeste que la volonté d'alignement sur l'Union européenne, traduite notamment par l'intégration institutionnelle dans des structures de surveillance telles qu'ACER et ENTSO-E, conduit la Suisse à renoncer à sa souveraineté énergétique. En devenant un participant assujetti à des décisions prises à Bruxelles, sans disposer de droit de vote, notre pays se retrouve dans une position intenable où il devra supporter des coûts sans avoir son mot à dire sur des enjeux cruciaux pour son réseau électrique. Cette soumission de fait est une remise en cause fondamentale de notre autonomie.

Parallèlement, le rôle de la Commission fédérale de l'électricité (ElCom) se trouve dénaturé. D'autorité de régulation indépendante, elle risque de devenir une simple antenne opérationnelle chargée de mettre en œuvre des réglementations européennes non légitimées démocratiquement. Cette transformation marque la fin d'une régulation énergétique propre à la Suisse, conçue pour répondre à ses besoins spécifiques et aux réalités de son territoire. Le principe d'une autorité nationale garante des intérêts suisses est ainsi gravement compromis.

L'un des piliers de notre approvisionnement énergétique, la force hydraulique, se trouve également menacé de manière existentielle par les règles européennes relatives aux aides d'État. Le système actuel des redevances hydrauliques, dont bénéficient les cantons de montagne et qui constitue un

financement essentiel pour ces régions, risque d'être qualifié d'aide d'État illicite. Cette potentielle suppression saperait l'économie de régions entières et remettrait en cause un modèle éprouvé de répartition des bénéfices issus de nos ressources naturelles.

Les structures fédérales qui sous-tendent notre approvisionnement électrique, telles que les centrales communales, sont également fragilisées. Leur droit d'injection prioritaire, fondamental pour la production locale et décentralisée, serait remis en cause par les règles de concurrence européennes. Ce désavantage concrétise une tendance à la centralisation et pénalise les acteurs de proximité qui jouent un rôle clé dans la résilience de notre système énergétique.

La sécurité d'approvisionnement nationale, jusqu'ici une priorité absolue, est sacrifiée sur l'autel de la libéralisation des marchés. La possibilité de constituer des réserves stratégiques, comme la réserve d'eau, serait entravée par les réglementations de l'UE. Plus grave encore, la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement, jusqu'alors clairement identifiée, se dilue. Ni le marché, ni l'UE ne sauraient assumer cette charge, laissant la Suisse dans une dangereuse incertitude.

La libéralisation totale du marché de l'électricité, telle que proposée, engendrera inévitablement une volatilité accrue des prix, avec, à terme, une augmentation des coûts pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les ménages. Les coûts liés à la sécurité d'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, devront être répercutés par le biais de nouvelles taxes et de nouvelles redevances, faisant peser la charge sur le consommateur final.

Les modifications proposées au sein du droit de l'approvisionnement en électricité (StromVG) vont dans le sens d'une déstabilisation préjudiciable. L'article 4a et suivants sur la libéralisation complète du marché de l'électricité introduit une volatilité des prix inacceptable. Les articles 8b et suivants, qui prévoient une réserve d'énergie qualifiée d'insuffisante, ne garantissent en rien la sécurité d'approvisionnement. De plus, les articles 10, 18 et 19, en renforçant les exigences de séparation (unbundling), affaiblissent nos structures fédérales et la capacité des acteurs locaux à fonctionner efficacement.

Le nouveau traitement de l'article 15 de la loi sur l'énergie (EnG) constitue un coup de frein majeur pour la production d'énergie renouvelable décentralisée. En modifiant les règles de rémunération et en abaissant drastiquement la limite de puissance de 3 MW à 200 kW, le projet pénalise un grand nombre de petits et moyens producteurs, tels que les centrales communales ou les exploitations agricoles. Cette mesure sape leur viabilité économique et va à l'encontre de la stratégie énergétique nationale, favorisant au contraire les grands acteurs centralisés.

L'introduction d'un exclusion de soutien en cas de prix négatifs (nouveaux art. 29d al. 4 et 33a al. 2bis EnG) crée une incertitude d'investissement considérable pour les énergies renouvelables. Cette disposition va freiner le déploiement de nouvelles installations solaires, éoliennes ou de biomasse, rendant la Suisse plus dépendante des marchés étrangers fluctuants et de l'énergie fossile.

La libéralisation complète du marché de l'électricité, inscrite dans le nouveau chapitre 1a (art. 4a et suivants StromVG), représente une expérience extrêmement risquée dont la facture sera payée par la population et l'économie helvétiques. Elle entraînera une volatilité des prix incontrôlable et sapera la stabilité et la fiabilité de l'approvisionnement de base, dont nous avons toujours bénéficié. La sécurité d'approvisionnement sera abandonnée au diktat du marché, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses en période de crise.

L'extension massive des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) apparaissent comme des instruments de mise au pas avec l'UE. La Suisse perdrait ainsi la maîtrise de son infrastructure critique, se soumettant à une régulation dictée depuis Bruxelles. Nos structures fédérales et la collaboration éprouvée entre la Confédération et les cantons seraient anéanties.

Enfin, la suppression de l'exception pour la société nationale du réseau en art. 8 al. 2 BATE est une étape supplémentaire vers la soumission au régime européen. Au lieu d'une réglementation adaptée aux spécificités suisses, notre société nationale du réseau se verrait imposer, sans nécessité

évidente, les mêmes règles, souvent inadaptées, qui s'appliquent à d'immenses conglomérats européens. Il s'agit là d'une perte de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos réseaux électriques.

En conclusion, les propositions actuelles représentent une menace sérieuse pour l'autonomie, la sécurité et la prospérité de la Suisse dans le domaine énergétique. Elles sacrifient des acquis fondamentaux pour une intégration forcée aux structures européennes dont les bénéfices pour notre pays sont loin d'être démontrés, et dont les risques sont, en revanche, quantifiables et alarmants. Nous appelons à une réévaluation profonde de ces orientations, dans le strict respect de nos intérêts nationaux.

Aides d'État

La soumission de la Suisse au régime des aides d'État de l'Union européenne, telle que proposée dans le cadre des accords bilatéraux, représente une atteinte inacceptable à notre souveraineté nationale, à notre fédéralisme et à notre capacité de gestion économique autonome. Le projet actuel, loin de renforcer notre position, nous transforme en un simple exécutant de normes étrangères, sacrifiant au passage nos propres intérêts et nos structures démocratiques éprouvées.

La pratique actuelle, qui permet aux cantons, aux communes et à la Confédération de prendre des décisions de subventionnement alignées sur leurs priorités politiques et économiques locales, est vouée à disparaître. Ces aides, qu'il s'agisse de soutenir le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les petites et moyennes entreprises locales, sont aujourd'hui des instruments de politique décentralisée et démocratiquement légitimés. Les soumettre à un contrôle technocratique européen rigide, dicté par des critères communautaires, équivaut à démanteler un pan essentiel de notre politique économique et sociale.

Cette nouvelle réglementation mine fondamentalement la souveraineté des cantons et leur autonomie fédérale. L'article 103 de la loi sur l'aviation (LFG) sera abrogé, éliminant ainsi la compétence de la Commission de la concurrence (COMCO) pour contrôler les aides d'État dans le secteur stratégique du transport aérien. La Suisse perdra ainsi sa capacité à réguler et à orienter ce secteur selon ses propres intérêts, le plaçant entièrement sous le joug des règles européennes. L'autonomie organisationnelle et procédurale des cantons sera également sévèrement restreinte. Ils passeront du statut de décideurs à celui de requérants, devant soumettre leurs décisions de subventionnement à une approbation préalable par une autorité centrale et se conformer aux directives de l'UE.

Le projet prévoit la création d'un nouveau système de surveillance des aides d'État, articulé autour du projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et des adaptations au droit des cartels (KG, art. 18, al. 2). Cette nouvelle structure institutionnelle, qui verra la création d'une "super-autorité" intégrée à la COMCO, agira comme un bras étendu de l'UE. Son rôle principal ne sera plus de servir les intérêts suisses, mais d'assurer la compatibilité avec le droit européen des aides d'État. La décision de créer cette nouvelle chambre des aides d'État au sein de la COMCO (art. 3 BHÜG) institutionalise une soumission à ce régime, en démantelant la pratique suisse de subventionnement, décentralisée et démocratiquement légitimée.

La soumission de la Suisse au contrôle et à la surveillance systématiques de l'UE est une réalité inéluctable avec ce nouvel accord. Les aides d'État devront être notifiées et approuvées par la Commission européenne, transformant la Suisse en un simple récepteur de règles, vidant ainsi notre politique économique de sa substance et de sa souveraineté. Les secteurs critiques tels que la fourniture d'énergie, le transport aérien et le transport routier, dont beaucoup d'entreprises appartiennent à des cantons et des communes, seront soumis au contrôle de l'UE. Cela met en danger notre autonomie stratégique et le principe du service public dans des domaines essentiels de notre infrastructure.

L'adaptation de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral (LTF, nouvel art. 82, let. bbis) est particulièrement préoccupante pour notre système fédéral. En accordant à la nouvelle autorité de surveillance des aides d'État un droit de recours direct contre les dispositions cantonales, on dégrade les cantons au rang d'unités administratives subordonnées. Leurs décisions, prises démocratiquement, pourront être

contestées devant le Tribunal fédéral par une autorité centrale et annulées par un contrôle abstrait des normes (art. 98a LTF). Cette érosion de l'autonomie cantonale est inacceptable.

De plus, l'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral (TAF) par les nouveaux articles 31a, 33 et 37a-c de la loi sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF) renforce la centralisation du contrôle juridique. Au lieu de laisser les instances cantonales compétentes, un nouveau droit de recours (art. 31a LTAF) permet à l'autorité de surveillance, en conformité avec le droit de l'UE, de saper la souveraineté cantonale et d'affaiblir les structures fédéralistes.

L'intégration de la chambre des aides d'État à la COMCO, telle que prévue à l'article 18, alinéa 2, du droit des cartels, crée un centre de pouvoir opaque. Cette "super-autorité", chargée de la surveillance du droit des cartels et de l'application du droit européen des aides d'État, concentre un pouvoir considérable loin du contrôle démocratique direct. Cela contrevient aux principes de séparation des pouvoirs et de responsabilité démocratique.

L'exclusion du Préposé fédéral à la protection des prix des réunions de la chambre des aides d'État, conformément à la modification de l'article 5, alinéa 2, de la loi sur la surveillance des prix (LSP), est un signe alarmant. Cela affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Pendant que la nouvelle autorité prendra des décisions pouvant avoir un impact direct sur les prix et les coûts pour les citoyens, la voix du "gardien des prix" officiel sera réduite au silence. Cette mesure vise uniquement à permettre à la nouvelle autorité conforme à l'UE d'agir sans entrave.

En conclusion, le projet actuel représente une régression fondamentale pour la Suisse. Il sacrifie notre souveraineté, notre fédéralisme et notre capacité à gérer notre économie de manière autonome au profit d'une intégration non maîtrisée dans un cadre réglementaire européen. Il est impératif de rejeter ces dispositions qui affaiblissent notre démocratie et nos structures institutionnelles.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant au projet de loi concernant la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Bien que présenté comme une amélioration des mesures de protection, il apparaît plutôt comme un affaiblissement du système suisse éprouvé au profit d'une harmonisation avec des normes de l'UE qui ne sont pas toujours adaptées à notre marché du travail.

Les mesures proposées en matière de protection des salaires sont, dans leur essence, insuffisantes et relèvent d'une démarche superficielle. Elles ne sont absolument pas à la hauteur du risque réel d'une érosion significative des salaires suisses, une pression qui s'intensifie avec l'élargissement continu de la libre circulation. Il est à craindre une dégradation généralisée du niveau de rémunération, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures, qui sont les plus vulnérables. Au lieu de renforcer notre dispositif de protection salariale, qui a fait ses preuves, celui-ci est dilué et aligné sur les standards de l'UE. Les nouvelles règles, loin d'être un gage d'efficacité accrue, introduisent une complexité bureaucratique qui bénéficie avant tout aux entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial. Le caractère "kosmetischer Natur" de ces mesures est manifeste, et leur incapacité à compenser la pression structurelle exercée sur les salaires suisses est préoccupante.

De plus, les mécanismes de contrôle sont manifestement affaiblis. Les compétences dévolues aux commissions paritaires et aux inspections cantonales du travail sont subordonnées à de nouvelles structures centralisées et conformes aux prescriptions de l'UE. Cette reconfiguration a pour conséquence logique une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de salaire et de travail. Cette érosion de l'effectivité des contrôles représente un recul majeur pour la protection des travailleurs suisses.

L'introduction d'un nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, tel que proposé dans les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue un cadeau empoisonné. Cette disposition crée une véritable société à deux vitesses au sein du droit du travail, en introduisant des privilèges qui entravent la flexibilité des petites et moyennes

entreprises (PME) sans pour autant résoudre le problème fondamental de la pression salariale. Il s'agit d'une ingérence directe dans notre droit des obligations, dictée par des pressions extérieures, qui déroge à nos principes de liberté contractuelle. La création d'une catégorie privilégiée de travailleurs, dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, est incompatible avec la flexibilité nécessaire à notre économie.

Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-chômage (LACI), notamment les nouvelles dispositions relatives aux associations dans l'article 2, peuvent sembler techniques, mais elles s'inscrivent dans un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la contrainte de la compatibilité avec l'UE. Toute altération de notre système existant d'extension de force obligatoire (EFL) comporte le risque d'un affaiblissement des mécanismes suisses robustes au profit de modèles conformes à l'UE, souvent moins efficaces. La volonté d'alignement sur les normes européennes met en péril l'efficacité et l'adaptabilité de nos propres instruments de régulation du marché du travail.

L'adaptation de la loi sur les marchés publics (LMP) et son articulation avec la loi sur la contribution à la cohésion (annexe 5 ch. 1 let. d) est particulièrement problématique. Cette connexion pérennise le versement d'une contribution à la cohésion en tant que partie intégrante de notre ordre juridique et crée des liens transversaux qui lient la Suisse politiquement de manière encore plus étroite à l'UE. Cela va au-delà d'une simple adaptation technique et constitue une intégration progressive qui compromet notre autonomie décisionnelle.

En outre, l'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouveau ch. 6 de l'art. 80 LP) représente une cession de souveraineté massive. Elle transforme la Suisse en auxiliaire de l'exécution des sanctions administratives financières de l'UE. Ceci sape notre propre ordre juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans une révision judiciaire complète. Cette disposition représente un danger considérable pour notre indépendance juridique et notre souveraineté.

En conclusion, le projet actuel semble privilégié l'alignement sur des directives de l'UE au détriment de la protection intrinsèque des travailleurs et des spécificités du marché du travail suisse. Les mesures proposées sont insuffisantes pour contrer les pressions sur les salaires, affaiblissent les mécanismes de contrôle et introduisent une bureaucratie disproportionnée. Il est impératif de réévaluer ces dispositions afin de garantir une protection salariale efficace et de préserver l'autonomie et les principes fondamentaux de notre droit du travail. La voie actuelle mène à un affaiblissement regrettable de nos acquis sociaux au nom d'une intégration non souhaitée dans l'espace juridique de l'UE.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation et une opposition ferme quant aux propositions de modification législative relatives à la libre circulation des personnes et à l'immigration, en particulier dans leur intégration au sein du cadre juridique suisse et en relation avec l'Union européenne. Ces modifications, loin de représenter une simple mise à jour technique, constituent une capitulation inacceptable de notre souveraineté et une remise en cause fondamentale de nos principes démocratiques et sociaux.

L'extension substantielle de la libre circulation des personnes, résultant de l'adoption forcée de la directive sur la citoyenneté de l'Union européenne, contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale suisse et au mandat clair du peuple suisse d'assurer une gestion autonome de l'immigration. Cette disposition constitutionnelle, fruit d'une volonté populaire exprimée démocratiquement, est vidée de sa substance par une interprétation extensive et unilatérale de nos engagements envers l'UE.

Le projet prévoit l'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent, accordé après seulement cinq ans de présence, au lieu des dix actuellement requis. Ce statut, qualifié de "C PLUS", est décrit comme étant pratiquement irrévocable, même en cas de criminalité avérée ou de dépendance prolongée aux aides sociales. Une telle disposition est une attaque directe contre notre sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes de prévoyance sociale. Elle ouvre la porte à des abus

massifs et impose une charge financière insoutenable aux contribuables suisses, aux cantons et aux communes. L'article 41c de la Loi sur l'intégration des étrangers (AIG) et la suppression de l'article 29a AIG cimentent cette dérive, en élargissant l'accès aux prestations sociales pour les citoyens de l'UE et en rendant leur exclusion quasi impossible, même en cas de dépendance.

Le risque de voir nos systèmes sociaux transformés en un pôle d'attraction pour des ressortissants de l'UE, sans contrôle adéquat, est immense. L'octroi d'un droit de séjour de facto, même pour ceux qui dépendent de l'aide sociale, est une aberration économique et sociale. Les coûts engendrés par cette politique inique retomberont entièrement sur la population suisse.

Le projet vise également une extension sans précédent du regroupement familial. La possibilité pour les ressortissants de l'UE de faire venir non seulement leur conjoint et leurs enfants, mais également leurs parents, grands-parents et beaux-parents, promet un accroissement incontrôlable de l'immigration et, par conséquent, des coûts sociaux. Cette dérive est inacceptable pour un pays qui n'est pas membre de l'UE et qui doit préserver sa capacité à gérer ses propres flux migratoires.

La prétendue "clause de sauvegarde" incluse dans le paquet d'accords est une illusion flagrante, une "clause placebo" comme le stipule l'article 21b AIG. Les obstacles à son application sont si élevés qu'elle sera inopérante dans la pratique. De surcroît, la menace de sanctions de la part de l'UE en cas d'invocation de cette clause démontre qu'il s'agit non pas d'une protection, mais d'un instrument de chantage.

L'adoption automatique du droit de l'UE en matière d'immigration, selon la "méthode d'intégration", est une abdication de notre souveraineté législative. Le Parlement suisse et le peuple suisse perdraient leur pouvoir de décision sur des questions hautement sensibles, livrant notre politique d'immigration à la seule discrétion de Bruxelles. Cette soumission est une négation de notre démocratie directe.

La mise en place du Système d'Information du Marché Intérieur (IMI) de l'UE via la Loi sur la formation professionnelle supérieure (BGVB) est un autre exemple de cette tendance délétère. Au lieu d'une évaluation nationale rigoureuse des qualifications professionnelles, nous nous dirigeons vers une reconnaissance automatisée, risquant ainsi de compromettre nos standards de qualité élevés et notre capacité à réguler notre propre marché du travail. L'article 2 alinéa 1bis de la BGVB et les dispositions similaires dans le Code de droit privé suisse (par exemple, l'article 89a alinéa 6 ch. 24 du Code civil suisse) témoignent de cette infiltration du droit de l'UE dans notre législation nationale, y compris dans des domaines aussi fondamentaux que le droit civil. L'intégration de l'Espace Européen des Professions (EPC) dans des lois telles que le BGMD (art. 2 al. 1bis) et les lois sur les professions de la santé (MedBG art. 15, 35, et GesBG art. 10, 15) ainsi que la loi sur la profession de psychologue (PsyG nouveau art. 37 al. 4) remplace la prudence et la rigueur de nos autorités par des mécanismes automatisés de l'UE, mettant en péril la sécurité des patients et la qualité des prestations.

La prétendue "clause de sauvegarde" de l'article 21b AIG est une parodie. Elle définit des indicateurs mais laisse les mesures décisives à la discrétion politique, excluant des contingents efficaces et unilatéraux, la rendant ainsi inefficace.

La tentative d'atténuer les conséquences financières de cette immigration débridée par l'introduction de taxes d'études drastiquement plus élevées pour les étrangers, telle que prévue dans la loi sur l'EPF (art. 34d al. 2bis) et la loi sur la formation continue (HFKG art. 61a), est un aveu d'échec. C'est le constat que la libre circulation des personnes engendre des coûts massifs, qui sont désormais reportés sur les étudiants et la réputation de nos universités. De plus, la création d'un nouveau cadre de paiement et d'un mécanisme de contribution spécifique dans le HFKG (art. 48 al. 2 let. c et art. 61a) pour compenser l'égalité de traitement des étudiants de l'UE est une preuve supplémentaire des coûts cachés et considérables de ce paquet d'accords. Le contribuable suisse sera directement mis à contribution pour que nos cantons soient contraints d'immatriculer les citoyens de l'UE aux mêmes conditions (et donc à des tarifs plus bas) que les résidents suisses.

L'adaptation de la loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), notamment l'ajout du chiffre 27 à l'article 49 alinéa 2, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE. C'est une nouvelle étape dans l'érosion de notre souveraineté en matière de

politique sociale. La Suisse perd sa capacité à concevoir les règles de sa prévoyance professionnelle de manière autonome, dans l'intérêt de ses assurés. L'article 25f alinéa 1bis de la loi sur la libre circulation, qui restreint le versement intégral des avoirs de caisse de retraite lors d'un déménagement vers un pays de l'UE, est une conséquence directe de cette soumission au droit de l'UE et une atteinte aux droits de propriété des assurés suisses, dictée par Bruxelles.

Enfin, la modification du droit du travail, notamment la "stratégie de réintégration" introduite à l'article 24a de la loi sur le service de l'emploi (AVG), apparaît comme une mesure cosmétique visant à masquer la perte de contrôle sur l'afflux sur le marché du travail. Au lieu de maîtriser l'immigration, nous nous contentons de gérer ses conséquences par des moyens bureaucratiques qui n'allègent guère la pression sur nos systèmes sociaux.

En conclusion, les propositions soumises à consultation représentent une menace directe pour notre indépendance, notre prospérité et notre cohésion sociale. Nous appelons à un rejet ferme de ces modifications qui sacrifient notre souveraineté sur l'autel d'une intégration européenne non désirée et coûteuse. La voie d'une gestion autonome et rigoureuse de l'immigration, conformément à notre Constitution et à la volonté du peuple, doit être maintenue et renforcée.

Contribution financière

La proposition de contribution financière visant à renforcer les liens avec l'Union Européenne soulève des préoccupations majeures quant à l'autonomie décisionnelle et à la souveraineté financière de la Suisse. L'évolution d'un système de contributions basé sur la volonté du Parlement à une obligation contractuelle juridiquement contraignante représente un glissement sémantique et politique inacceptable. Les paiements de cohésion, qui étaient jusqu'à présent des gestes de bonne volonté soumis au contrôle démocratique, se transforment en une charge financière automatique. Cette transformation supprime un levier politique essentiel pour la Suisse dans ses relations avec l'UE et affaiblit la supervision parlementaire sur des montants considérables. L'argument avancé selon lequel ces contributions visent à soutenir des projets communs masque une réalité plus sombre : celle d'une dépendance accrue et d'une perte de contrôle sur l'affectation de fonds publics. Il s'agit, dans les faits, d'une forme de prélèvement obligatoire déguisé, dont le montant et les modalités échappent désormais en grande partie à la discrétion nationale.

Le montant initial de 350 millions de francs annuels, présenté comme une offre de départ, semble relever d'une tactique de négociation peu transparente. Le "mécanisme juridiquement contraignant" pour le recalcul des contributions, tel qu'inscrit dans le projet d'accord, laisse présager une augmentation substantielle et inévitable des sommes dues. Une fois cette clause ancrée dans le droit, la Suisse se trouvera dans une position de faiblesse où elle ne pourra plus refuser des demandes financières dictées par Bruxelles. Cette renonciation préventive à sa capacité de négociation est d'autant plus problématique que la Suisse se retrouve dans la position d'un contributeur net, sans bénéficier en contrepartie d'une amélioration tangible de son accès au marché unique ou de la suppression des barrières commerciales existantes. L'accord proposé semble favoriser une intégration institutionnelle qui grève la souveraineté suisse sans offrir de bénéfices économiques proportionnels et garantis.

La création d'une loi spécifique sur les contributions de cohésion (KoBG) consolide ces paiements, les transformant d'une facette de la politique étrangère en une obligation permanente et contraignante. Ce faisant, le processus législatif actuel vise à pérenniser un engagement financier, retirant au Parlement son droit souverain de décider de chaque contribution individuelle. Le KoBG devient ainsi l'instrument juridique par lequel la Suisse s'engage à verser des fonds de manière continue. Cette loi, en établissant un "droit permanent" à ces paiements, tel que le suggère l'article 1 du KoBG, érode la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision éclairée sur l'utilisation des deniers publics, on se dirige vers une exécution mécanique d'obligations financières imposées par l'UE. La décision concernant l'allocation des ressources fiscales, qui devrait relever de la prérogative souveraine du peuple et de ses représentants, se trouve ainsi compromise.

L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d) du Concordat sur la dette (BöB) dépasse la simple formalité administrative. Elle ancre ces contributions au sein de l'ordre juridique suisse,

signalant que ces paiements à l'UE sont désormais considérés comme un élément régulier et pérenne de la législation fédérale. Cette démarche institutionnalise une dépendance financière qui pourrait avoir des répercussions à long terme sur la flexibilité budgétaire de la Confédération. L'intégration de cette disposition dans un document aussi fondamental que le BöB confère une légitimité accrue et une permanence à ces contributions, rendant leur remise en question future d'autant plus complexe.

Enfin, la liaison du KoBG avec la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout de l'article 1, alinéa 2, lettre b), est particulièrement trompeuse. L'utilisation de la réputation de la Suisse en matière de promotion de la paix pour légitimer des contributions financières à l'UE politiquement sensibles et controversées constitue un détournement de cet objectif louable. Il s'agit d'une manœuvre rhétorique visant à masquer la nature contraignante et potentiellement coûteuse de ces paiements. L'association de ces deux domaines distincts et aux implications si différentes crée une confusion délibérée et affaiblit la clarté du débat public. Il est impératif de dissocier ces deux aspects et d'évaluer la proposition de contribution financière sur ses propres mérites et inconvénients, sans le voile trompeur de la promotion de la paix.

En conclusion, la structure proposée pour les contributions financières à l'UE représente une avancée préoccupante en termes de souveraineté et de contrôle démocratique. La transformation d'une contribution volontaire en une obligation contraignante, l'absence de garanties concrètes en retour, l'érosion du pouvoir budgétaire du Parlement et l'utilisation de mécanismes juridiques et rhétoriques pour ancrer ces paiements, tout cela justifie une position de scepticisme et de refus ferme de cette approche.

Sécurité des denrées alimentaires

La consultation sur le domaine de la sécurité alimentaire, sous le titre fallacieux de « Sécurité des denrées alimentaires », représente en réalité une manœuvre d’intégration complète visant à soumettre l'ensemble de l'économie suisse, de l'agriculture à la chaîne alimentaire, au corpus législatif de l'Union européenne, connu sous le nom de « De la ferme à la table ». Cette démarche ne vise pas réellement à renforcer la sécurité, mais bien à institutionnaliser la sujétion de nos standards de production élevés, de nos exploitations familiales d’artisans agriculteurs, et de la liberté de choix des consommateurs, à des normes européennes souvent inférieures.

La qualité suisse, qui fait la renommée de nos produits à travers le monde, est gravement menacée. L’alignement sur des standards européens intrinsèquement plus bas conduira inexorablement à une dévaluation qualitative. Le label « Made in Switzerland », gage de confiance et d'excellence, sera dénaturé si nos produits sont contraints de se conformer aux mêmes critères, moins rigoureux, que ceux de l'UE. Cela anéantira un avantage concurrentiel fondamental pour nos producteurs nationaux.

De plus, l'intégration forcée de ce paquet d'accords est entachée d'une clause guillotine particulièrement dangereuse. Cette clause lie irrévocablement cet accord désastreux à tous les autres traités bilatéraux I. La remise en cause, même partielle, de cet accord mettrait en péril l’intégralité du cadre des relations bilatérales entre la Suisse et l'UE. Cette situation s'apparente à un chantage politique inacceptable, privant la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine et de décision autonome.

L'aspect le plus préoccupant réside dans la perspective de voir des inspecteurs de l'UE fouler le sol helvétique et exercer des compétences de contrôle dans nos étables, nos fromageries et nos restaurants. Il s'agit là d'une intrusion flagrante dans notre souveraineté nationale. Nos entreprises seraient ainsi soumises à l'autorité de contrôle d'une administration étrangère, ignorant nos spécificités et nos traditions.

Une vague sans précédent de bureaucratie menace de déferler sur nos producteurs. Ce ne sont pas seulement les grandes entreprises agroalimentaires qui seraient concernées, mais également les petits magasins à la ferme, les exploitations fromagères d’alpage, les bouchers de village, et même les associations organisant des événements folkloriques qui seraient contraints de se plier à des réglementations européennes complexes et inadéquates. Cette uniformisation des règles étouffera les traditions locales et mettra en péril des économies familiales entières.

Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), confirmé à plusieurs reprises par le peuple suisse, est systématiquement sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens autorisés contenant des traces d'OGM, bafouant ainsi la volonté populaire et le principe de précaution qui nous est cher.

La révision totale de la Loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité helvétique, nos producteurs et nos consommateurs. En soumettant l'ensemble de la chaîne alimentaire à la réglementation de l'UE, elle engendre une bureaucratie suffocante et une perte de nos standards élevés. La volonté d'alignement avec les réglementations européennes, notamment celles relatives à la génétique, tel que mentionné dans l'article 1a et 1b de la LMG, contrevient directement à nos lois nationales et à la volonté du peuple exprimée dans le cadre de la votation sur les OGM.

Les modifications apportées au Code des obligations, notamment l'article 15a et 21 du TSchG, nous forcent à abandonner nos dispositions en matière de protection des animaux, souvent plus strictes et éprouvées, au profit des standards européens. Il s’agit d’un recul flagrant en matière de bien-être animal et d’une perte de souveraineté inacceptable. L'article 15a du TSchG, imposant l'adoption des règlements européens sur le transport des animaux, et l'article 21 du TSchG, concernant l'abattage, représentent une régression significative. Nos règles nationales, souvent plus exigeantes et bénéficiant d'une large acceptation sociale, seraient remplacées par des normes de masse européennes. Nous perdons ainsi notre souveraineté de fixer nos propres standards éthiques dans ce domaine crucial.

La révision totale de la LMG est l'élément central de cette soumission au droit alimentaire de l'UE. Elle menace la diversité et la qualité de notre production alimentaire en imposant une avalanche de réglementations européennes inadaptées, conçues pour une production de masse industrielle. Les petits producteurs, les magasins à la ferme et les restaurateurs locaux seraient écrasés sous une bureaucratie étouffante, poussant nombre d'entre eux à la faillite. C'est une attaque directe contre notre identité culinaire et notre économie, en particulier notre tissu de PME.

Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral par la modification du droit agricole, notamment les nouveaux alinéas des articles 141 et 148 du LwG, constituent une véritable feuille blanche pour la transposition du droit européen. Le Parlement se trouve ainsi contourné, perdant sa capacité à décider de l'adoption de réglementations affectant directement nos agriculteurs. C'est une profonde érosion du contrôle démocratique dans un domaine politique essentiel pour la Suisse.

Avec l'adoption des règlements européens dans la Loi sur les épizooties (Art. 1 nouveau TSG), la Suisse renonce à son contrôle dans un domaine d'importance nationale capitale. La lutte contre les épidémies nécessite des mesures rapides, flexibles et adaptées aux conditions locales. La soumission au système rigide et bureaucratique de l'UE, comme le prescrit le nouveau champ d'application de l'article 1 TSG, est une négligence dangereuse qui compromet notre agriculture et la santé publique.

La modification de la Loi sur les forêts (nouveau Art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perd ainsi la capacité de réagir rapidement et souverainement aux menaces spécifiques pesant sur nos forêts. Au lieu de stratégies nationales éprouvées, nous serons contraints de nous conformer à des mécanismes européens, souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine.

En conclusion, cette consultation déguisée en accord sur la sécurité alimentaire est une véritable capitulation de notre souveraineté, une menace pour notre économie agricole et une atteinte à nos valeurs. Il est impératif que le peuple suisse et ses représentants se dressent contre cette tentative d'assujettissement et défendent l'indépendance et la qualité qui caractérisent notre pays.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de vives inquiétudes quant aux conséquences de l'accord sur le

domaine des transports terrestres, et plus particulièrement sur l'avenir du service public ferroviaire suisse. L'intégration du droit européen, sous couvert de la dynamique interprétation de l'accord, menace directement la structure et le financement de notre réseau de transport, pilier essentiel de notre économie et de notre société.

La première préoccupation majeure concerne l'application du droit européen des aides d'État au secteur ferroviaire. Les subventions publiques, qui constituent le fondement de notre système de transport et garantissent son universalité et sa qualité, risquent d'être qualifiées d'illégales par l'Union européenne. Il s'agit là d'une remise en cause directe de notre capacité à soutenir notre propre infrastructure et nos opérateurs. Les dispositions actuelles permettent de financer des aspects cruciaux tels que le fret ferroviaire, le transport régional, ou encore le renouvellement indispensable du matériel roulant. Si ces soutiens sont remis en cause, la qualité et l'étendue de l'offre de transports pour les citoyens suisses seront inévitablement compromises. L'histoire nous montre que le droit européen, dans son interprétation évolutive, ne ménage pas les exceptions et tend à uniformiser les pratiques, souvent au détriment des spécificités nationales.

L'ouverture du marché aux opérateurs étrangers par le biais de la cabotage, telle qu'introduite dans le projet de loi, représente un danger sans précédent pour le service public. L'article 40ater de la loi sur le transport ferroviaire (LTr) dans sa nouvelle mouture autorise des entreprises étrangères, souvent soutenues par leurs États respectifs, à opérer des liaisons internes en Suisse. Cette disposition encourage une "rosée de la pêche" sélective : les opérateurs étrangers se concentreront sur les lignes les plus rentables, laissant les lignes secondaires, moins lucratives mais essentielles à la desserte de l'ensemble du territoire, à nos entreprises nationales comme les CFF. Cette stratégie de sélection, dictée par la logique du profit, érode la base financière de nos chemins de fer, qui ont pour mission d'assurer un service public universel, et non seulement une activité rentable. La neutralité de la concurrence, souvent avancée comme argument, est ici illusoire car elle ignore les différences structurelles et les modèles économiques des opérateurs suisses et européens.

La "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une garantie est, dans le meilleur des cas, une disposition sans portée juridique contraignante. Elle n'offre aucune protection réelle contre les évolutions futures du droit de l'Union européenne. Or, la Suisse serait tenue de reprendre ces modifications de manière dynamique, sans marge de négociation. Il s'agit là d'une chimère juridique, une tentative de rassurer l'opinion publique sans offrir de réelles protections. La souveraineté de la Suisse dans la gestion de son réseau ferroviaire est ainsi graduellement démantelée. L'application de nouvelles réglementations européennes, comme celles concernant le "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ne ferait que transférer davantage de compétences de décision vers des instances supranationales, éloignant encore la gestion de nos infrastructures de la sphère de contrôle nationale.

La modification de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), en particulier l'article 32a, alinéa 1bis, imposera à la Suisse de tenir compte du droit de l'UE lors des procédures d'appel d'offres. Cela représente une atteinte significative à la souveraineté des cantons et de la Confédération dans la planification et l'organisation de leur système de transport public. Au lieu de pouvoir privilégier des critères pertinents pour la Suisse, tels que la qualité du service, l'accessibilité, l'intégration tarifaire ou la durabilité, les autorités devront se conformer à des normes européennes potentiellement moins adaptées à nos besoins spécifiques. Cette obligation risque d'entraîner des choix suboptimaux, plus coûteux pour les contribuables suisses, et de compromettre la poursuite d'objectifs purement helvétiques en matière de mobilité. La flexibilité nécessaire pour adapter le réseau aux réalités locales et aux attentes de la population se verra sérieusement limitée.

En conclusion, l'accord dans le domaine des transports terrestres, tel qu'il est proposé, constitue une menace sérieuse pour le service public ferroviaire suisse. Les dispositions relatives à la cabotage et à la reprise dynamique du droit européen sapent les fondements de notre système actuel et affaiblissent notre souveraineté. Les garanties promises sont d'une portée juridique contestable. Il est impératif de réaffirmer notre capacité à décider de manière autonome de l'organisation, du financement et de la gestion de notre infrastructure de transport, dans l'intérêt supérieur de la population et de l'économie suisse, et non sous la contrainte de réglementations étrangères dont la pertinence pour notre pays reste à démontrer. L'exception culturelle et le modèle de service public unique de la Suisse ne

peuvent être sacrifiés sur l'autel d'une intégration européenne potentiellement dommageable.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

(leer)

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation, portant sur l'évaluation globale du paquet d'accords entre la Suisse et l'Union européenne, soulève des inquiétudes fondamentales quant à la souveraineté et aux intérêts nationaux helvétiques. Le projet tel que présenté, loin de représenter une avancée équilibrée, semble privilégier une intégration accrue au détriment de notre capacité à légiférer et à décider de manière autonome. Nous exprimons notre plus profond scepticisme quant aux bénéfices réels de ce paquet, qui menace de diluer notre droit constitutionnel et de nous soumettre à un cadre juridique étranger, tel que le droit dérivé de l'Union européenne.

Il est impératif de rappeler que la Suisse a toujours fondé sa prospérité sur son indépendance et sa capacité à définir ses propres règles. L'adoption de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), telle que proposée dans ce paquet, contrevient directement à l'article 173, alinéa 1, de la Constitution fédérale suisse (Cst.), qui garantit le droit du peuple et des cantons de légiférer. L'intégration de la jurisprudence de la CJUE dans l'ordre juridique suisse via un accord, sans passer par une procédure de modification constitutionnelle ou une loi interne claire et négociée, constituerait une cession de souveraineté inacceptable. L'article 164 Cst. stipule que le peuple et les cantons sont les destinataires de la souveraineté. Autoriser un organe extérieur, en l'occurrence la CJUE, à interpréter et à appliquer le droit suisse, même de manière indirecte, sape gravement ce principe fondamental.

De plus, la perspective de devoir transposer des directives et règlements européens sans marge de manœuvre adéquate pose un problème juridique et politique majeur. La clause de sauvegarde, telle qu'elle est envisagée, semble plus destinée à apaiser les consciences qu'à offrir une réelle protection contre l'ingérence européenne. L'article 164, alinéa 2, Cst. stipule que le Conseil fédéral et l'administration font exécuter les lois. Si une partie significative du droit applicable est d'origine européenne et interpretée par des instances non suisses, la capacité du Conseil fédéral et des autorités suisses à exécuter la loi dans le respect de l'esprit de la Constitution est compromise. La crainte est que la Suisse se retrouve dans une situation où elle est liée par des normes qu'elle n'a pas directement approuvées, ni même influencées de manière substantielle.

L'argument selon lequel ces accords sont nécessaires pour maintenir l'accès au marché unique européen est souvent avancé. Cependant, il convient de s'interroger sur le coût réel de cet accès. La Suisse a démontré par le passé sa capacité à commercer avec l'UE sans être membre, et sans pour autant subir une pression constante pour adopter son droit. Le paquet actuel semble obliger la Suisse à accepter un "paquet" monolithique, sans possibilité de sélectionner les domaines qui lui sont réellement bénéfiques. L'article 172 Cst. permet la conclusion d'accords internationaux, mais ces accords ne sauraient déroger aux principes fondamentaux de la démocratie directe et de la souveraineté cantonale, qui sont intrinsèquement liés à la capacité de la Suisse à légiférer.

Nous sommes également préoccupés par l'impact potentiel sur la politique étrangère et la capacité de la Suisse à maintenir sa neutralité. L'alignement croissant sur les positions de l'UE, notamment en matière de sanctions ou de politique étrangère commune, pourrait compromettre notre statut d'observateur indépendant et de médiateur sur la scène internationale. Notre position géographique et notre histoire nous ont permis de jouer un rôle spécifique, et il serait regrettable de le voir s'éroder au

profit d'une uniformisation qui ne tient pas compte de nos spécificités.

Il est également pertinent de considérer l'impact sur les finances publiques. L'adhésion implicite à de nombreuses réglementations européennes pourrait entraîner des coûts supplémentaires pour l'adaptation des infrastructures et des systèmes administratifs, sans que ces coûts ne soient clairement quantifiés et compensés par des bénéfices tangibles. L'article 172, alinéa 2, Cst. stipule que les accords internationaux qui sont importants et qui prévoient une délimitation des compétences ou une nouvelle réglementation doivent être soumis au référendum. Le paquet actuel semble en passe de franchir ce seuil sans que le peuple n'ait la possibilité de se prononcer.

En conclusion, le paquet d'accords proposé avec l'Union européenne présente des risques considérables pour la souveraineté suisse, la primauté du droit constitutionnel et la capacité de notre pays à définir son propre avenir. Les arguments en faveur de ce paquet semblent ignorer les implications juridiques profondes et la potentielle perte d'autonomie. Il est de notre devoir de défendre les principes fondamentaux qui ont fait la force et la prospérité de la Suisse, et de refuser toute intégration qui ne respecterait pas notre droit constitutionnel et notre souveraineté. Nous appelons à une réévaluation approfondie de ce paquet, en privilégiant des solutions qui préservent notre indépendance et notre droit de légiférer.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christian (Privat)

Datum: 07.09.2025

Kontakt: Christian Hosner · +41 792612204 · ch.hosner@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU entbehrt einer kritischen Tiefgründigkeit und vernachlässigt gravierende Bedenken, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz fundamental gefährden. Es drängt sich der Verdacht auf, dass hier eine einseitige Fokussierung auf die vermeintlichen Vorteile der wirtschaftlichen Integration stattfindet, während die substanziellen Nachteile und Risiken systematisch heruntergespielt werden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht gemäss Artikel 124 Absatz 1 des Entwurfs stellt eine schleichende Aushöhlung des demokratischen Prozesses dar. Die Schweiz würde zu einem reinen Rechtsempfänger degradiert, dessen Parlament und Volk keinen Einfluss mehr auf die Gesetzgebung haben, die unser Land bestimmt. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind. Die EU hat keinerlei Verpflichtung, die von ihr erlassenen Regeln an die spezifischen Bedürfnisse und Verfassungsordnungen der Mitgliedstaaten anzupassen, geschweige denn an die einer Nicht-Mitgliedschaft. Die Schweiz würde somit gezwungen, Bestimmungen zu akzeptieren, die potenziell mit ihren eigenen Gesetzen und Grundwerten kollidieren, ohne die Möglichkeit zu haben, dies zu verhindern.

Die im Paket vorgesehenen Regelungen zur institutionellen Anbindung, namentlich die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH), werfen ebenfalls erhebliche verfassungsrechtliche Fragen auf. Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH als ausschliessliche Auslegungsinstanz für das zu übernehmende EU-Recht, wie sie in Artikel 126 Absatz 1 des Entwurfs suggeriert wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben. Unsere Gerichte wären verpflichtet, die Auslegung des EuGH zu übernehmen, auch wenn diese im Widerspruch zu nationalen Rechtsgrundsätzen oder der Bundesverfassung stünde. Dies verletzt das Prinzip der Gewaltenteilung und der richterlichen Autonomie, welche fundamentale Pfeiler des Schweizer Rechtssystems bilden und durch Artikel 178 Absatz 1 der Bundesverfassung gewährleistet werden. Die Möglichkeit eines Luxemburger Gerichts, über Schweizer Recht zu entscheiden, ist inakzeptabel.

Die Behauptung, die Schweiz könne im Rahmen dieses Paktes ihre Handlungsfreiheit wahren, ist daher wenig überzeugend. Vielmehr scheint das Paket darauf abzuzielen, die Schweiz schrittweise in die Rechts- und Wirtschaftsordnung der EU zu integrieren, ohne ihr die damit verbundenen Rechte und Pflichten einer vollen Mitgliedschaft zu gewähren. Die fehlende Möglichkeit, die Inhalte des zu übernehmenden Rechts aktiv mitzugestalten, und die Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH sind unannehmbare Bedingungen, die den Interessen und der Verfassungsidentität der Schweiz zutiefst zuwiderlaufen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wecken erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die Annahme eines Rahmentransaktionsabkommens, wie es angedeutet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle und Mitsprache des Schweizer Volkes. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist, wonach alle Staatsgewalt vom Volke und von den Stimmberechtigten ausgeht.

Besondere Besorgnis bereitet die mögliche Unterstellung der Schweizer Gerichte unter die Auslegung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Rechtsstaatlichkeit, was die Unabhängigkeit der Justiz einschliesst. Eine automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH würde diese Unabhängigkeit gefährden und die Schweizer Gerichte in einer untergeordneten Position gegenüber einem fremden Rechtsprechungsorgan belassen. Dies ist mit der Wahrung der nationalen Rechtsordnung und der schweizerischen Rechtstradition nicht vereinbar.

Des Weiteren ist die Frage der automatischen Übernahme von EU-Recht besorgniserregend. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und viele andere Spezialgesetze sind das Ergebnis sorgfältiger und demokratisch legitimierter Gesetzgebungsprozesse. Die blosse Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne tiefgreifende Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit den Schweizer Interessen und Werten birgt das Risiko von unerwünschten Rechtsfolgen und einer Erosion der nationalen Gesetzgebungshoheit. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der Gesetzgebung festlegt, legt Wert auf die Sorgfalt und die demokratische Legitimation von Gesetzen. Eine automatische Übernahme steht diesem Prinzip diametral entgegen.

Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, ohne eine klare Gegenleistung oder eine angemessene Einflussnahme auf die Programmgestaltung, stellt ebenfalls eine finanzielle Belastung für die Schweiz dar, deren Nutzen fragwürdig ist. Die Mittel des Bundes sollen gemäss Artikel 128 BV für die Erfüllung der Bundesaufgaben und die Interessen der Allgemeinheit eingesetzt werden. Ob die vorgeschlagene finanzielle Beteiligung diesen Kriterien entspricht, muss kritisch hinterfragt werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die skizzierten Massnahmen gravierende Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratische Selbstbestimmung haben könnten. Eine vertiefte Prüfung und eine klare Abgrenzung nationaler Interessen sind unerlässlich, bevor der Schweiz weitere Verpflichtungen gegenüber der EU eingegangen werden. Die Stabilität der Beziehungen zur EU darf nicht auf Kosten der fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie erkauft werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Umsetzung im Inland im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die angestrebten Anpassungen tatsächlich dem Wohl der Schweiz dienen oder ob sie vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres rechtlichen Systems darstellen.

Besonders bedenklich ist die Möglichkeit, dass durch die Übernahme von EU-Recht die Autonomie unserer Gesetzgebung untergraben wird. Die Schweizer Verfassung, insbesondere Artikel 164 Absatz 2 BV, verankert das Prinzip der Volkssouveränität und die Kompetenz der eidgenössischen Räte,

Gesetze zu erlassen. Eine unflexible Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die ihrerseits komplexen und sich stetig ändernden Begründungszwängen unterliegen, könnte diesen Prozess der Gesetzgebung de facto in Brüssel verlagern. Dies würde die demokratische Legitimation unserer nationalen Gesetzgebung erheblich schwächen.

Des Weiteren ist die Auslegung und Anwendung des entstehenden Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ein Punkt grösster Skepsis. Die Rechtsprechung des EuGH, die gemäss dem bilateralen Abkommen über die Personenfreizügigkeit (PFZ) indirekt Anwendung finden würde, widerspricht in Teilen klar unseren verfassungsmässigen Prinzipien, insbesondere dem Schutz der Grundrechte und der rechtsgleichen Behandlung. Artikel 124 Absatz 1 BV garantiert die Rechtsgleichheit und den Schutz vor willkürlicher Anwendung von Recht. Die Judikatur des EuGH, die oft von einem rein unionsrechtlichen Systemverständnis geprägt ist, könnte hier zu unerwünschten und unvorhersehbaren Kollisionen mit unserem nationalen Recht führen, welche die Rechtssicherheit für unsere Bürger und Unternehmen gefährden.

Die mangelnde Möglichkeit, auf die Weiterentwicklung des EU-Rechts aktiv Einfluss zu nehmen, während wir gleichzeitig dessen Konsequenzen tragen sollen, ist eine weitere signifikante Schwäche des aktuellen Ansatzes. Dies stellt ein Ungleichgewicht dar, das die schweizerischen Interessen benachteiligt. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Umsetzung sicherstellt, dass die schweizerische Rechtsordnung und die verfassungsmässigen Grundsätze unangetastet bleiben und dass die direkte oder indirekte Anwendung von EU-Recht stets mit unseren höchsten Rechtsnormen im Einklang steht. Die jetzigen Pläne scheinen diese Notwendigkeit unzureichend zu berücksichtigen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Übernahme des EU-Beihilferechts stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamentalen Schweizer Werten und unserer direkten Demokratie.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der daraus resultierenden neuen Beihilfekammer der Wettbewerbskommission (WEKO), wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine übermächtige Instanz etabliert, die als «verlängerter Arm der EU» fungieren wird. Diese neue Beihilfekammer wird primär die Kompatibilität mit EU-Recht und nicht schweizerische Interessen durchsetzen. Die demokratische Legitimation und Kontrolle dieser zentralen Autorität sind ungenügend. Die Souveränität der Kantone, insbesondere ihre Autonomie in der lokalen Wirtschaftsförderung, wird durch das neue BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) massiv untergraben. Kantonale, demokratisch gefällte Subventionsentscheide werden künftig durch eine zentrale Behörde überprüft und können vor Bundesgericht auf EU-Konformität hin angefochten und aufgehoben werden. Dies degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern und entzieht ihnen ihre verfassungsmässige Stellung.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Ferner wird mit der ersatzlosen Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) die nationale Kontrollkompetenz der WEKO über strategisch wichtige Beihilfen im Luftverkehr aufgegeben, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt wird. Die Integration dieser Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzen wird. Die Streichung des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge nicht nur die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit der Schweiz aushebeln, sondern auch das Fundament unseres föderalistischen Staates gefährden. Wir lehnen diese formelle Unterwerfung unter das EU-Recht entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Rahmen der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer Gesamtheit äusserst bedenklich und stellen eine substantielle Aushöhlung der bewährten schweizerischen Schutzmechanismen dar. Die Massnahmen sind nicht geeignet, dem massiven Lohndruck entgegenzuwirken, der durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer ausgeübt wird. Vielmehr ist eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, zu befürchten.

Die vorliegenden Regelungen sind nicht als Stärkung, sondern vielmehr als eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes zu werten. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Anpassungen im Sanktionssystem gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine reine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was zu einer laxeren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Diese privilegierte Klasse von Arbeitnehmern lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende richterliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht dem Schutz der schweizerischen Arbeitnehmer dienen, sondern vielmehr eine weitere Unterordnung unter EU-Recht und EU-Normen darstellen, verbunden mit einer Schwächung unserer nationalen Souveränität und unseres Lohnschutzes.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine weitreichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Diktat dar. Dies gefährdet nicht nur unsere unübertroffenen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Erfolgs, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards elementar bedroht. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien folgen müssen wie in der EU, was einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil vernichtet.

Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen Bilateralen I-Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert, da eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Die Tatsache, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität und macht unsere Produzenten zu Objekten ausländischer Überwachung.

Eine beispiellose bürokratische Lawine droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und für lokale Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften werden nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger überfordern und zur Aufgabe zwingen. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Das Gentechnik-Moratorium, welches das Schweizer Volk mehrfach bestätigt hat, wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und führt zu einer erstickenden Bürokratie sowie einem Verlust an hohen Standards.

Zusätzlich zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein Verlust an Souveränität, indem wir die Möglichkeit verlieren, eigene, höhere ethische Massstäbe zu setzen. Auch die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem EU-Diktat, was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter starre, bürokratische EU-Systeme.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater), stellt eine erhebliche Bedrohung für den Service public im Schienenverkehr dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken birgt die Gefahr der sogenannten 'Rosinenpickerei'. Dies bedeutet, dass ausländische Unternehmen sich auf die hochprofitablen Hauptstrecken konzentrieren werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unwirtschaftlichen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Basis unseres bewährten Service public.

Die Befürchtung, dass EU-Beihilferecht zur Einstufung bisheriger, für die Qualität und den Umfang des Angebots essentieller Subventionen im Güter-, Regionalverkehr oder bei der Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig führen könnte, ist nicht von der Hand zu weisen. Dies würde direkt die Leistungsfähigkeit des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung einschränken.

Die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung' des Bundesrates, welche als Schutzmassnahme angepriesen wird, entbehrt jeglicher rechtlichen Bindungswirkung und ist somit wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich um eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die eigene Schieneninfrastruktur ist durch die dynamische Rechtsübernahme offensichtlich. Die Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert die nationale

Steuerungskompetenz zwangläufig an zentrale EU-Stellen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den optimalen Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Lösungen für die Steuerzahler führt. Die Einführung der Kabotage im EBG und die Einschränkung der Gestaltungshoheit bei Ausschreibungen im PBG sindFrontalangriffe auf den Schweizer Service public und die Souveränität unseres Landes.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Stromnetz zunehmend externen Entscheidungsprozessen unterliegt. Dies bedeutet, dass entscheidende Fragen zur Infrastruktur künftig in Brüssel und nicht mehr in Bern oder in den betroffenen Kantonen gefällt werden.

Die Schweizer Energieregulierung, verkörpert durch die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom), wird durch die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter EU-Vorschriften zu einer reinen Vollzugsstelle degradiert. Gemäss den neuen Bestimmungen im StromVG, insbesondere Art. 22 StromVG, wird die ElCom faktisch zu einer operativen Stelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Regulierung markiert. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergräbt zudem die bewährten föderalen Strukturen und die etablierte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen im Energiebereich.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, gerät durch die EU-Beihilfenregeln in existentielle Gefahr. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Dies hat direkte negative Auswirkungen auf die Finanzen und die Entwicklung dieser Regionen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das die Stabilität der schweizerischen Stromversorgung aufs Spiel setzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Energiestrategie 2050 und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die vorgeschlagenen Massnahmen gefährden die Versorgungssicherheit, schwächen die föderalen Strukturen und führen zu einer

Abhängigkeit von externen Regularien, ohne dass klare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft ersichtlich sind.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und deren Auswirkungen auf die Souveränität und die sozialen Sicherungssysteme der Schweiz. Die angestrebte Übernahme von Unionsrecht, insbesondere der Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die klar im Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung steht.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, einer Art „Niederlassung C PLUS“, bereits nach fünf Jahren und praktisch unentziehbar, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies fördert unkontrolliert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“ im Vertragspaket erweist sich als reines Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz sie dennoch zu nutzen versuchen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke festschreiben. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Insgesamt deuten diese Entwicklungen auf eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht hin, die unsere nationale Rechtsordnung, unsere soziale Sicherheit und unsere demokratischen Mitspracherechte massiv gefährdet. Es ist unerlässlich, dass diese Auswirkungen kritisch geprüft und im Sinne der Schweizer Verfassung und des Volkswillens korrigiert werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen als rechtlich verbindliche Pflicht anstelle von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweiz dar. Die Umwandlung einer politischen Geste in eine Zwangsabgabe, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes

(KoBG) beabsichtigt ist, entzieht dem Parlament die essenzielle Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Artikel 1 des KoBG begründet einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments erheblich aushöhlt und die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne entsprechende Mitspracherechte degradiert.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Diese automatische Zahlungsverpflichtung beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels und der Möglichkeit, über die Höhe und Verwendung der Mittel selbst zu bestimmen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist keineswegs eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen als integralen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung und signalisiert eine tiefe Verpflichtung gegenüber der EU, ohne dass dafür greifbare Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder dem Abbau von Handelshemmnissen garantiert werden. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, deren primärer Effekt die Kosten für die Souveränität sind.

Die Verbindung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zynisch. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und zu verschleiern. Insgesamt betrachtet, bedeutet die geplante Regelung eine signifikante Schwächung der Schweizer Demokratie und eine erhebliche finanzielle Belastung ohne ausreichende Kontrolle oder erkennbaren Nutzen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den Interessen unseres Landes auf. Eine oberflächliche Betrachtung mag eine gewisse Annäherung suggerieren, doch bei genauerer Prüfung offenbaren sich erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von Teilen des EU-Rechts, ohne dass die Schweiz im Gegenzug Mitspracherechte auf Augenhöhe erhält, ist höchst problematisch. Dies könnte dazu führen, dass unsere Gesetzgebung zunehmend von Brüssel diktiert wird, was eine schleichende Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien bedeutet. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, wie sie im Entwurf angedeutet wird, steht im direkten Widerspruch zu diesem Grundsatz. Die Schweiz würde faktisch gezwungen, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, ohne diese in einem demokratischen Prozess mitgestalten zu können.

Weiterhin besteht die Gefahr einer unkontrollierten Zuwanderung. Zwar wird im Entwurf auf die Wahrung der Arbeitnehmerfreizügigkeit verwiesen, doch es fehlen klare Mechanismen, um die negativen Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke zu kompensieren. Die Garantie des Rechts auf Freizügigkeit gemäss Artikel 20 des Freizügigkeitsabkommens (FZA) muss im Einklang mit Artikel 121a der Bundesverfassung, der die Steuerung der Zuwanderung zum Ziel hat, ausgelegt werden. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse lassen diese kritische Balance vermissen.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen wirft ebenfalls Bedenken auf. Ohne eine klare Gegenleistung oder eine sinnvolle Einflussnahme auf die Verwendung dieser Gelder, stellt dies eine erhebliche finanzielle Belastung dar, deren Nutzen für die Schweiz fraglich ist. Die Gefahr einer stetigen Erhöhung dieser Zahlungen ist real und würde die wirtschaftliche Belastung weiter verschärfen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse das Potenzial haben, die schweizerische Souveränität zu untergraben, unsere rechtsstaatlichen Prinzipien zu gefährden und die wirtschaftliche Autonomie unseres Landes zu schwächen. Eine kritische und ablehnende Haltung gegenüber diesen Vorschlägen ist daher unabdingbar, um die Interessen der Schweiz langfristig zu wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: EU nein, die Schweiz immer zuerst (Privat)

Datum: 07.09.2025

Kontakt: Fritz Beck · 079 294 44 63 · 3113z@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Schweiz muss ihre Souveränität, Neutralität und Freiheit behalten,
Es ist absolut sinnbefreit, sich in jeglicher Art an die EU, die keine echte Demokratie kennt und höchstverschuldet ist anzubinden.
Mit einer Anbindung an die EU würden wir unsere direkte Demokratie abgeben. Das darf niemals passieren.

Wir dürfen das Erbe unserer Vorfahren nicht verraten. Die Bundesverfassung sagt, was die Eidgenossenschaft ausmacht.
Die geplante Anbindung erachte ich als Landesverrat, Herr Cassis.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft grundsätzliche und substantielle Bedenken auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere im Hinblick auf die zukünftige Ausgestaltung der Beziehungen zur Europäischen Union, zu einer schleichenden Aushöhlung nationaler Souveränitätsrechte führen könnten, ohne dass die damit verbundenen Risiken angemessen berücksichtigt werden.

Besondere Sorge bereitet die unklare Rechtsgrundlage, auf der eine solche Umsetzung basieren soll. Die schweizerische Bundesverfassung, insbesondere die Artikel über die Rechtssetzung und die internationale Zusammenarbeit, müssten hierfür eine klare und belastbare Basis bieten. Ohne eine explizite und dem Willen des Souveräns entsprechende Ermächtigung könnten völkerrechtliche Verträge, die über die reine Kooperation hinausgehen und in Kernbereiche des schweizerischen Rechts eingreifen, zu einer de-facto-Rechtsübernahme durch die EU führen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Art. 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Weiterhin ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Mechanismen eine ausreichende rechtsstaatliche Kontrolle gewährleisten. Das Prinzip der Gewaltenteilung und die verfassungsmässigen Rechte der Bürger, wie sie beispielsweise im Obligationenrecht oder im Zivilgesetzbuch verankert sind, könnten durch die Implementierung von EU-Recht ohne entsprechende nationale Gesetzgebungsverfahren unterlaufen werden. Dies wirft Fragen hinsichtlich der demokratischen Legitimation und der rechtsstaatlichen Garantien auf. Insbesondere die Unabhängigkeit der Gerichte und die

Rechtssicherheit für die Bürger sind in diesem Kontext von entscheidender Bedeutung.

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch in den Anwendungsbereich des EU-Rechts gerät, ohne die damit verbundenen Verpflichtungen und die damit einhergehende Einflussnahme auf die eigene Gesetzgebung vollumfänglich zu kontrollieren. Die Übernahme von EU-Recht würde nicht nur erhebliche administrative Hürden mit sich bringen, sondern auch die Fähigkeit des schweizerischen Parlaments, Gesetze im nationalen Interesse zu erlassen, massgeblich einschränken. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben der schweizerischen Verfassung, die dem nationalen Parlament die oberste Gesetzgebungskompetenz zuspricht.

Es ist daher zwingend erforderlich, dass die vorgeschlagenen Umsetzungsmodalitäten einer kritischen Prüfung unterzogen werden und sichergestellt wird, dass die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die aktuelle Vorlage lässt hierfür erhebliche Zweifel aufkommen.

Strom

Die Schweiz kann absolut autonom den benötigten Strom produzieren, es gibt keinen Grund zur Regulierung durch die EU.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine grundlegende Gefährdung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es geht hierbei keineswegs nur um die Verbesserung der Sicherheit, sondern um eine schleichende Unterwerfung unserer gesamten Wertschöpfungskette unter europäische Vorschriften, die oft auf Massenproduktion und tiefere Standards ausgelegt sind. Dies bedroht die hohe Schweizer Qualität, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft weniger strenge EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Bedeutung und Glaubwürdigkeit, wenn unsere Produkte denselben, weniger anspruchsvollen Kriterien unterworfen werden. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht mit einer beispiellosen Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überziehen wird. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen und stellt einen direkten Angriff auf unsere kulinarische Identität und die mittelständische Wirtschaft dar.

Besorgniserregend ist zudem die in das Abkommen eingebaute "Guillotineklausel", welche dieses Projekt mit allen anderen bilateralen Verträgen koppelt. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Die spürbare Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenso kritisch. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren damit die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Ferner erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben. Dies ist ein

massiver Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich wird ausgehöhlt.

Das Abkommen unterstellt auch den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG). Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ebenso gravierend ist die Aufgabe der Kontrolle über die Bekämpfung von Tierseuchen durch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG). Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur EU-Kohäsion werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar und entzieht der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein entscheidendes politisches Druckmittel. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Budgethoheit des Parlaments, wie es im Grundgesetz verankert ist.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Zahlungen zu verweigern oder zu verhandeln. Wir werden zur Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht, was eine einseitige finanzielle Belastung ohne Garantie auf adäquaten Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse bedeutet.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt seine Budgethoheit aus, wie es in Art. 1 KoBG explizit festgehalten wird. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Verankerung des KoBG im Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, signalisiert eine dauerhafte Integration dieser Abgaben in die Schweizer Gesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Kohäsionszahlungen an die EU. Diese Massnahmen untergraben die finanzielle Autonomie und die verfassungsrechtlichen Kompetenzen des schweizerischen Parlaments in einer besorgniserregenden Weise.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die ungezügelte Zuwanderung ist ursächlich für die meisten Probleme, die wir haben:
Mehr Kriminalität, Verkehrschaos im ÖV und auch im privaten Verkehr. Die Wohnungsnot und die völlige Zubetonierung der Landschaft werden genauso wie die wachsende Arbeitslosigkeit durch die ungezügelte Zuwanderung ausgelösst.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere verfassungsmässige Ordnung. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, Art. 40ater) und die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) stellen eine unannehmbare Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine Gefährdung des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs

dar.

Die Kabotage im Eisenbahngesetz ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses "Rosinenpicken" wird unweigerlich dazu führen, dass sich diese Unternehmen auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren. Dies wird die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, die gleichzeitig die Verantwortung für die unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien tragen. Der Service public, ein Kernstück der Schweizer Daseinsvorsorge, wird dadurch existenziell bedroht.

Die vermeintliche Absicherung durch die "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz würde somit die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise aufgeben und zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zentralen EU-Stellen unterwerfen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Steuerungskompetenz.

Des Weiteren zwingt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen, da nationale verkehrspolitische Ziele in den Hintergrund treten.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts bedroht zudem bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung von Rollmaterial. Diese könnten als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt beeinträchtigt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Abkommen eine schleichende Entmachtung der Schweiz in einem strategisch wichtigen Sektor bedeutet. Die versprochenen Vorteile stehen in keinem Verhältnis zu den erheblichen Risiken für unseren Service public, unsere Souveränität und die Finanzierung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes. Die vorgeschlagenen Änderungen sind abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung zur staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisher bewährte Praxis, bei der Förderungen und Subventionen im Ermessen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden und somit demokratisch legitimiert sind, soll durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, welche ihre wirtschaftspolitischen Entscheidungen künftig von einer übergeordneten EU-konformen Instanz absegnen lassen müssen.

Die Unterstellung unserer staatlichen Beihilfen unter die systematische Kontrolle und Genehmigungspflicht der EU-Kommission, wie sie das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorsieht, degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird dadurch ausgehebelt. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft Eigentümer sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) dargelegt, wird eine "Superbehörde" etablieren, die faktisch als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre Entscheide werden primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen und nicht mehr uneingeschränkt Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, denen das formelle rechtliche Gehör bei der Prüfung ihrer souveränen Entscheide durch diese zentrale Behörde verwehrt bleibt.

Insbesondere die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) mit dem neuen Artikel 82 Buchstabe bbis sind stossend. Sie gewähren der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse und ermöglichen mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) die Anfechtung kantonalsouveräner Subventionsentscheide vor Bundesgericht. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus. Ebenso sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) bedenklich, da sie die Zentralisierung der Rechtskontrolle weiter zementieren.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht ist nicht hinnehmbar und gefährdet die grundlegenden Prinzipien unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit erweisen sich als unzureichend und lediglich kosmetisch. Sie sind keineswegs geeignet, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der aus der Ausweitung dieser Freizügigkeit resultiert. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vorrangig ausländischen Firmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext des Abkommens mit der Europäischen Union

geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und werfen grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung offenbart, dass die vorgeschlagenen Regelungen tiefgreifende negative Auswirkungen auf zentrale Bereiche des schweizerischen Rechts und der schweizerischen Politik haben könnten.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung hat, stellt eine unzulässige Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse dar. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 160 der Bundesverfassung, welcher die Mitwirkung der Kantone und des Parlaments an der Gesetzgebung sicherstellt. Die automatische Übernahme von EU-Bestimmungen würde dieses Prinzip aushebeln und die parlamentarische Debatte sowie die kantonalen Interessen marginalisieren.

Die angenommene Dynamik der Rechtsübernahme, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU praktiziert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter eine Rechtsprechung, deren Entwicklung wir nicht mitgestalten können. Dies betrifft nicht nur wirtschaftliche, sondern auch gesellschaftliche und politische Bereiche, in denen die Schweiz eigenständige Lösungen entwickelt hat. Die potenzielle Nichtanwendung des Europarechts in der Schweiz würde die Rechtsunsicherheit massiv erhöhen und die Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft schwächen, indem sie den Unternehmen eine ständige Anpassung an wechselnde europäische Vorgaben abverlangt.

Des Weiteren sind die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung problematisch. Ein Gericht, das nicht dem schweizerischen Rechtssystem untersteht und dessen Urteile unmittelbare Bindungswirkung entfalten könnten, stellt eine direkte Bedrohung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtshoheit dar. Dies widerspricht dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Souveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesgerichtsbarkeit (BG) verankert ist, welches das Bundesgericht als oberstes Gericht des Bundes etabliert. Die Möglichkeit, dass fremde Gerichte über die Anwendung des schweizerischen Rechts entscheiden, ist inakzeptabel.

Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus solchen Abkommen ergeben können, müssen ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Ohne klare Deckelung und transparente Kontrollmechanismen besteht die Gefahr einer unkontrollierten Belastung der schweizerischen Haushalte, was zu Lasten von Steuerzahlern und öffentlichen Dienstleistungen gehen könnte. Die generelle Abhängigkeit von finanziellen Beiträgen an die EU, ohne einen entsprechenden Stimmrechtsanteil oder Mitspracherecht in deren Entscheidungsgremien, ist wirtschaftlich und politisch nicht zu rechtfertigen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse die Gefahr bergen, die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit zu drängen und ihre Souveränität erheblich zu beeinträchtigen. Eine Annahme würde die bewährte Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien der Schweiz untergraben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Schlecht, wir Schweizer verlieren massiv mehr als wir profitieren, kein normal denkender Mensch geht derartige Verträgr ein.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jacqueline Chanez (Privat)

Datum: 07.09.2025

Kontakt: Jacqueline Chanez · 0788253868 · ja.camathias@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Annäherung an die Europäische Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung der ausgehandelten Punkte offenbart eine Tendenz zur Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz hierfür adäquate Gegenleistungen oder eine echte Mitsprache auf Augenhöhe erhält. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Grundprinzipien der schweizerischen Verfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LWG), der die Förderung einer leistungsfähigen und nachhaltigen Landwirtschaft vorsieht. Die Übernahme von EU-Agrarbestimmungen könnte die Schweizer Landwirtschaft in eine Wettbewerbsposition manövrieren, die ihrer Natur als kleinteiliger und auf Qualität bedachter Sektor nicht gerecht wird.

Zudem sind die potenziellen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke zu hinterfragen. Die im Verhandlungsmandat implizierte Freizügigkeitsregelung, die über das bestehende Personenfreizügigkeitsabkommen hinausgehen könnte, birgt das Risiko einer unkontrollierten Zuwanderung, welche die Kapazitäten des Sozialstaates belasten und die Lohnstrukturen unter Druck setzen könnte. Hierbei ist das Bundesgesetz über die Invalidenversicherung (IVG) zu nennen, welches die Sicherstellung einer angemessenen Existenzgrundlage für Invaliden vorsieht. Eine übermässige Beanspruchung durch zuwanderungsbedingte Sozialleistungen würde die Finanzierbarkeit dieses wichtigen Sicherungssystems gefährden.

Die mangelnde Transparenz in den Verhandlungsprozessen und die unklare Ausgestaltung der Zukunftsmechanismen lassen zudem befürchten, dass die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit geraten könnte, in der sie fortlaufend neues EU-Recht übernehmen muss, ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen zu können. Dies wäre eine Aushöhlung des demokratischen Selbstbestimmungsrechts, wie es im Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert ist, der die Volksrechte und die direkte Demokratie schützt. Eine solche Entwicklung wäre für die Schweiz nicht tragbar und würde ihre Fähigkeit, eigene politische und wirtschaftliche Interessen zu verfolgen, nachhaltig beeinträchtigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel hinsichtlich seiner langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz offen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, auch in Form von indirekter Übernahme, birgt die

Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die potenziellen Interpretationen und Rechtsfortbildungen durch den EuGH, auf die sich die Schweiz gemäss Art. 4 des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (APF) zu stützen hat, bergen erhebliche Risiken. Es ist nicht auszuschliessen, dass der EuGH Bestimmungen des APF so auslegt, dass sie über den ursprünglich von der Schweiz gutgeheissenen Umfang hinausgehen. Dies könnte im Widerspruch zu Art. 5 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) stehen, der die vertragliche Freiheit und die Selbstbestimmung der Parteien in der Schweiz schützt. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde diese vertragliche Freiheit und damit einen fundamentalen Pfeiler unseres Rechtswesens potenziell untergraben.

Des Weiteren ist die automatische Übernahme von EU-Sekundärrecht besorgniserregend. Die schiere Menge und die ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts stellen eine enorme Herausforderung für die Schweiz dar, um diese adäquat zu verfolgen und zu bewerten. Ohne die Möglichkeit, gestaltend Einfluss zu nehmen, besteht die Gefahr, dass Bestimmungen übernommen werden, die den spezifischen Bedürfnissen und Interessen der Schweiz nicht gerecht werden. Dies könnte insbesondere in Bezug auf das Wettbewerbsrecht und die damit verbundenen kartellrechtlichen Regelungen zu unerwünschten Effekten führen, die über die Grenzen dessen hinausgehen, was unsere nationalen Gesetze, wie beispielsweise das Kartellgesetz (KG), vorsehen.

Die vom Bundesrat formulierte "Gesamtbeurteilung" scheint die Risiken einer Erosion der direkten Demokratie und der rechtssetzerischen Unabhängigkeit zu unterschätzen. Eine Übertragung von Hoheitsrechten, selbst in scheinbar technischen Bereichen, hat unweigerlich politische und rechtliche Konsequenzen, die über die reine ökonomische Betrachtung hinausgehen. Die mangelnde Transparenz und die eingeschränkten Einflussmöglichkeiten der Schweiz auf die Entwicklung des EU-Rechts sind gravierende Mängel, die eine unvoreingenommene und wohlüberlegte Entscheidung erschweren. Es drängt sich die Frage auf, ob die versprochenen Vorteile die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prinzipien wirklich aufwiegen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung generiert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Rechtssystems. Die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Verhandlungsmacht untergräbt das Prinzip der Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert ist. Die ungeprüfte Harmonisierung mit externen Normen birgt die Gefahr, dass schweizerische Interessen und Werte, die im föderalistischen System und in den Kantonen verwurzelt sind, auf der Strecke bleiben.

Besonders kritisch ist die potenzielle Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle zu betrachten. Die Verordnungsermächtigungen, die in diesem Kontext diskutiert werden, könnten dazu führen, dass die Exekutive unter dem Druck der EU-Anforderungen über das gesetzgeberische Mandat des Parlaments hinaus agiert. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in Artikel 165 der Bundesverfassung impliziert ist, und schwächt die demokratische Rechenschaftspflicht. Es muss sichergestellt werden, dass jede Übernahme von EU-Recht einer gründlichen Prüfung auf nationaler Ebene standhält und im Einklang mit den Grundwerten der Schweizerischen Bundesverfassung steht.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Übernahme kaum abschätzbar. Die Annahme von EU-Regularien, die oft auf die Bedürfnisse grosser Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, könnte für die kleinteilige Schweizer Wirtschaft und insbesondere für die KMU zu einer erheblichen Belastung werden. Artikel 102 der Bundesverfassung, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls vorsieht, könnte durch übermässige regulatorische Hürden untergraben werden. Eine kritische Evaluierung der tatsächlichen Vorteile im Vergleich zu den Kosten und Risiken ist unerlässlich. Die Offenheit gegenüber einer kooperativen Beziehung mit der EU darf nicht auf Kosten unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer wirtschaftlichen Stabilität geschehen. Die Integrität und Unabhängigkeit unseres Rechtssystems muss jederzeit gewahrt bleiben.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine bedenkliche Aufgabe der nationalen Souveränität dar und gefährden die Grundfesten unserer Energieversorgung. Die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, ohne Stimmrecht, aber mit Kostentragungspflicht, macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer, dessen Stromnetz Entscheidungen aus Brüssel unterworfen wird. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet die unumgängliche Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften und das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, was die in Art. 4a ff. StromVG vorgesehenen Marktliberalisierungsbestrebungen weiter antreibt. Die Gefahr, dass die ElCom ihre Kompetenzen gemäss Art. 22 StromVG massiv ausweitet, ist real und untergräbt die föderalen Strukturen.

Die Wettbewerbsregeln der EU, insbesondere jene im Zusammenhang mit staatlichen Beihilfen, bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Zudem werden durch verschärfte Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG unsere föderalen Strukturen und die Position von Gemeindewerken geschwächt, deren Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird.

Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. EU-Regeln schränken die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven ein, und die klare Verantwortung für die nationale Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und Brüssel. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist angesichts dieser Risiken ungenügend.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW im Rahmen der Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im krassen Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie. Ebenso schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Schweiz letztlich abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze verringert.

Finanzieller Beitrag

Betreff: Stellungnahme zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der EU

Wir äussern tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und somit flexibel gestaltbaren Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der schweizerischen Souveränität dar. Dies bedroht die Budgethoheit des Parlaments und reduziert unsere Zahlungen faktisch zu einer Zwangsabgabe.

Der im Vertrag genannte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, hinter dem sich ein rechtsverbindlicher Mechanismus zur Neuberechnung verbirgt.

Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen, wobei die Schweiz keine Möglichkeit mehr hat, eigene Entscheidungen zu treffen oder diese Forderungen abzulehnen. Wir würden zur Nettozahlerin degradiert, die erhebliche finanzielle Mittel abliefert, ohne im Gegenzug einen garantierten besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten.

Die Schaffung eines spezifischen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern und wandelt sie in die Ausführung von Vorgaben der EU um. Insbesondere die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie integriert diese Abgaben tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte finanzielle Verpflichtung.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung und die Entwicklungszusammenarbeit durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b unseres Landes irreführend. Hier wird die positive Ausstrahlung der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU rechtlich zu legitimieren. Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt somit das gesetzgeberische Instrument dar, welches die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet und die Budgethoheit des Parlaments durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) aushebelt.

Wir lehnen diesen Ansatz entschieden ab, da er die Souveränität der Schweiz untergräbt, die demokratische Kontrolle schwächt und die finanziellen Verpflichtungen zu einer Einbahnstrasse ohne entsprechende Gegenleistungen macht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine eklatante Missachtung des Volkswillens und der verfassungsrechtlichen Grundlagen dar. Insbesondere die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Anstatt dieser Souveränität gerecht zu werden, wird mit dem neuen 'Daueraufenthaltsrecht', einer Art 'Niederlassung C PLUS' bereits nach fünf Jahren, ein praktisch unentziehbarer Status geschaffen. Dies gefährdet die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, zumal dieses Recht selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand haben soll.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die damit verbundenen Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Dies gilt auch für den drastisch ausgeweiteten Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst und zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führt.

Die im Vertragspaket verankerte 'Schutzklausel', insbesondere im revidierten Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis kaum greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel geltend zu machen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die die Handlungsfähigkeit der Schweiz weiter beschneidet.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich de facto machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich wird.

Die im ETH-Gesetz und im HFKG eingeführten massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein offensichtliches Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG zwingen Schweizer Steuerzahler, die Gleichbehandlung von EU-Studierenden mitzutragen. Auch die Unterstellung der zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz sind direkte Folgen der Unterwerfung unter das EU-Recht. Die Schweiz verliert zunehmend die Fähigkeit, ihre sozialpolitische und wirtschaftliche Autonomie eigenständig zu gestalten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind angesichts des Ausmasses des drohenden Lohndrucks als ungenügend und rein kosmetischer Natur zu betrachten. Es ist offensichtlich, dass diese Regelungen nicht in der Lage sein werden, die massiven negativen Auswirkungen auf die Schweizer Lohnstrukturen abzufedern, insbesondere für die breiten Schichten der mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Vorschriften sind bürokratischer angelegt, aber in ihrer Effektivität deutlich hinter den bisherigen flankierenden Massnahmen zurückgeblieben. Dies eröffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen systematisch untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der im Entsendegesetz (EntsG) vorgesehene neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks wirksam zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwanglos einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzentschädigung (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität, unseren Föderalismus und die demokratische Legitimation staatlichen Handelns dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, wonach Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, welche dem Willen des Souveräns unterliegen, zugunsten eines rigiden, technokratischen EU-Kontrollregimes, ist zutiefst bedenklich. Die Kantone werden in ihrer Autonomie und ihrem Recht auf Selbstbestimmung massiv beschnitten. Anstatt eigenständig über lokale und kantonale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig einer zentralen, von der EU vorgegebenen Instanz in Bern unterworfen. Dies ist ein direkter Angriff auf das föderalistische System der Schweiz, wie es unser Grundgesetz vorsieht.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine 'Superbehörde' in Form der Beihilfekammer bei der WEKO etabliert, die nichts anderes ist als ein 'verlängerter Arm der EU'. Diese neu geschaffene Instanz, deren demokratische Kontrolle ungenügend ist, wird künftig primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr die Schweizer Interessen. Die Zuständigkeit der WEKO für die Überwachung von Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr entfällt durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG), was den vollständigen Verlust nationaler Kontrollkompetenz bedeutet.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souverän gefällten Subventionsentscheide von der Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide werden mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG entwertet. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu reinen Bittstellern. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung und schwächt die föderalistischen Strukturen weiter.

Des Weiteren ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Signal. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und uns zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Diese Entwicklung gefährdet strategische Sektoren wie die Energieversorgung und den Service public. Die Zustimmung zu diesen Massnahmen würde die Schweiz unumkehrbar in eine abhängige Position gegenüber der Europäischen Union manövrieren.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Gefährdung des schweizerischen Service public im Schienenverkehr dar. Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ermöglicht ausländischen Anbietern das Bedienen inner-schweizerischer Strecken. Dieses Vorgehen verspricht eine schädliche 'Rosinenpickerei', bei der externe Unternehmen nur die profitabelsten Verbindungen nutzen werden. Die Folge ist eine unweigerliche Schwächung der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die weiterhin für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenstrecken verantwortlich bleiben. Diese asymmetrische Belastung untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Leistungsfähigkeit.

Darüber hinaus bedroht die Anwendung des EU-Beihilferechts unser bewährtes System der Subventionen, welches essenziell für die Aufrechterhaltung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs und die Erneuerung unseres Rollmaterials ist. Sollten diese Subventionen als unzulässig eingestuft werden, ist eine direkte Verschlechterung der Qualität und des Umfangs des Bahnangebots für die Schweizer Bevölkerung zu befürchten.

Die vom Bundesrat angeführte 'Gemeinsame Erklärung' als Schutzmassnahme entpuppt sich als rechtlich wertlose Absicherung. Sie bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz in der Folge dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung stellt lediglich eine Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die sukzessive Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben, insbesondere durch die Verpflichtung zur Übernahme von Regulierungen wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz zugunsten zentraler EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist ebenfalls kritisch zu sehen. Sie zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung eigenständiger, schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten lokalen Lösungen auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was potenziell zu suboptimalen und kostspieligeren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führt. Die gesamte Entwicklung deutet auf eine schrittweise Entmachtung der Schweiz in einem für unsere Mobilität und unseren Service public zentralen Bereich hin.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regelungen im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine reine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk, das unsere hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards in ernster Gefahr, was unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels 'Made in Switzerland' führt.

Die im Gesetzesentwurf vorgesehene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) verkörpert diesen Frontalangriff auf die Schweizer Besonderheiten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsapparat, was eine erstickende Bürokratie und einen Verlust an über Jahrzehnte entwickelten hohen Standards zur Folge hat. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit komplexen und für ihre Strukturen unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus bedroht die vorgeschlagene Anpassung im Tierschutzgesetz (TSchG) die etablierten und oft strengeren Schweizer Tierschutzvorschriften. Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeutet einen inakzeptablen Rückschritt. Wir opfern bewährte nationale Standards, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, zugunsten von EU-Massenstandards und verlieren damit die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Dies schwächt die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich erheblich. Ebenso bedenklich ist die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Besonders gravierend ist die Ausserkraftsetzung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt.

Zusätzlich sind die Befürchtungen hinsichtlich der Einsetzung von EU-Inspektoren und der daraus resultierenden Souveränitätsverletzung durch Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben äusserst real. Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, welche jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert.

Die gesamte Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes ist das Kernstück der Unterwerfung. Sie birgt die Gefahr einer beispiellosen bürokratischen Welle, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Betriebe und lokale Initiativen überziehen und damit lokale Traditionen sowie wirtschaftliche Existenzen zerstören wird. Wir lehnen diese umfassende Übernahme von EU-Recht entschieden ab.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Während die Notwendigkeit einer pragmatischen Zusammenarbeit unbestritten ist, müssen die finanziellen und rechtlichen Verpflichtungen, die mit einer engeren Bindung an die EU einhergehen, kritisch hinterfragt werden.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der Übernahme von EU-Recht. Die Schweiz würde sich potenziell einem automatischen Rechtsübernahmeverfahren unterwerfen, das die Anpassung unserer Gesetzgebung an Brüsseler Vorgaben ohne ausreichende Einflussmöglichkeit unsererseits bedeuten könnte. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien des schweizerischen Rechtsstaates, wie sie im Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union (SR 101) verankert sind, wonach die Schweiz ein souveräner Staat ist, der seine Gesetze selbst erlässt. Die Gefahr einer Erosion der demokratischen Legitimation unserer eigenen Rechtsordnung ist offensichtlich.

Darüber hinaus sind die finanziellen Beiträge, die die Schweiz zur EU leisten müsste, beträchtlich und stellen eine erhebliche Belastung für unseren Staatshaushalt dar. Diese Gelder könnten besser in inländische Infrastrukturprojekte, Bildung oder die Stärkung unserer Sicherheit investiert werden, anstatt in EU-Programme zu fliessen, deren Nutzen für die Schweiz fraglich ist. Die Artikel 2 und 3 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft betonen die Eigenständigkeit und die finanzielle Verantwortung des Bundes.

Die potenzielle Übernahme des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als zuständiges Gericht für Streitigkeiten im Rahmen neuer Abkommen würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweiz untergraben. Unsere Gerichte müssten Entscheidungen des EuGH umsetzen, selbst wenn diese unseren nationalen Rechtsgrundsätzen oder der Verfassung widersprechen. Dies verletzt das Prinzip der Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit unserer Justiz, wie sie im Artikel 34 der Bundesverfassung geschützt ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie derzeit angedacht ist, zu einer schleichenden Abhängigkeit von der EU führen würde, unsere Souveränität aushöhlen und unsere wirtschaftliche Handlungsfreiheit einschränken würde. Die damit verbundenen Risiken und Kosten überwiegen bei weitem den potenziellen Nutzen. Es bedarf einer sorgfältigeren Abwägung und einer stärkeren Betonung der Wahrung unserer nationalen Interessen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Strub Michael (Privat)

Datum: 07.09.2025

Kontakt: Strub · michistrub@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen und skeptischen Beurteilung. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger sowie die politischen Entscheidungsträger die potenziellen Risiken und Nachteile klar erkennen, bevor einer solchen Vereinbarung zugestimmt wird. Die vorgeschlagenen Anpassungen und die damit verbundenen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die Rechtsprechung und die wirtschaftliche Unabhängigkeit sind gravierend und lassen erhebliche Bedenken aufkommen.

Ein zentraler Punkt, der Anlass zu tiefgreifender Besorgnis gibt, ist die drohende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung. Gemäss Artikel 7 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 12. April 1979 (SR 101) liegt die Gesetzgebungskompetenz grundsätzlich bei den eidgenössischen Räten. Die im vorgeschlagenen Abkommen vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung, wie sie beispielsweise durch die Übernahme von EU-Verordnungen oder Richtlinien in bestehende oder neue Schweizer Gesetze geschehen würde, untergräbt dieses Prinzip massiv. Dies impliziert, dass die Schweiz zukünftig weitreichende regulatorische Entscheidungen, die ihre eigene Gesetzgebung betreffen, nicht mehr autonom treffen kann. Stattdessen würden diese Entscheidungen von den Institutionen der EU, deren demokratische Legitimation für die Schweiz nicht unmittelbar gegeben ist, getroffen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999 (SR 101) verankert ist, insbesondere im Hinblick auf die Selbstbestimmung des Volkes und der Kantone.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Übertragung der Zuständigkeit zur Auslegung des EWR-Vertrags und der damit verbundenen EU-Gesetze auf den EuGH stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte dar. Gemäss Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung sind die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an das Recht gebunden. Wenn jedoch die Auslegung dieses Rechts primär durch ein fremdes Gericht erfolgt, dessen Urteile für die schweizerischen Gerichte bindend wären, wird die autonome Rechtsanwendung und -fortbildung der Schweiz tangiert. Dies birgt die Gefahr, dass die schweizerische Rechtstradition und die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz nicht ausreichend berücksichtigt werden. Die Unabhängigkeit der Justiz ist ein Eckpfeiler des Rechtsstaates, wie er auch im Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte und die Verwaltungsrechtspflege vom 17. Dezember 2008 (GOG, SR 173.110) zum Ausdruck kommt. Die Überdehnung der EuGH-Kompetenzen könnte diese Unabhängigkeit gefährden.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von EU-Regulierungen, oft mit dem Ziel, den Binnenmarkt zu harmonisieren, könnte für die Schweizer

Wirtschaft nachteilige Folgen haben. Kleinere und mittlere Unternehmen (KMU), die das Rückgrat der schweizerischen Wirtschaft bilden, könnten durch zusätzliche regulatorische Auflagen übermässig belastet werden. Dies könnte ihre Wettbewerbsfähigkeit schwächen und zu Arbeitsplatzverlusten führen. Die Annahme von Standards, die primär für den EU-Binnenmarkt konzipiert wurden, mag zwar für den Waren- und Dienstleistungsverkehr vorteilhaft sein, doch birgt sie auch die Gefahr, dass die schweizerische Innovationskraft und die Flexibilität der heimischen Unternehmen eingeschränkt werden. Die Stärkung des Wirtschaftsstandorts Schweiz gemäss der Bundesverfassung ist ein wichtiges Ziel, doch die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen diesem Ziel nicht primär zu dienen.

Darüber hinaus stellt sich die Frage der demokratischen Legitimation der Entscheidungen, die durch die Übernahme von EU-Recht getroffen werden. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz haben keine direkte Möglichkeit, Einfluss auf die Gesetzgebung der EU zu nehmen. Eine Vereinbarung, die eine automatische Übernahme von EU-Recht vorsieht, bedeutet de facto eine Übertragung von legislativen Kompetenzen an eine nicht von der Schweizer Bevölkerung gewählte Instanz. Dies ist ein fundamentaler Bruch mit dem Prinzip der direkten Demokratie, das in der Schweiz so hochgehalten wird und in zahlreichen Bestimmungen der Bundesverfassung, wie beispielsweise dem Referendum, verankert ist. Es stellt sich die berechtigte Frage, ob eine solche Vereinbarung im Einklang mit den demokratischen Grundwerten der Schweiz steht und ob sie von der schweizerischen Bevölkerung jemals akzeptiert werden könnte.

Die Bedenken hinsichtlich der staatlichen Souveränität sind immens. Die Schweiz hat sich über Jahrhunderte hinweg eine einzigartige Position der Unabhängigkeit und Selbstbestimmung erarbeitet. Die vorgeschlagene Vereinbarung birgt die Gefahr, diese Errungenschaften zu kompromittieren. Die zunehmende Abhängigkeit von EU-Recht und die Einbindung in europäische Gerichtsbarkeiten höhlen die effektive Souveränität der Schweiz aus. Artikel 1 Absatz 1 der Bundesverfassung besagt klar: "Das schweizerische Volk und die Kantone sind die Träger der Staatsgewalt." Eine Vereinbarung, die diese Trägerschaft in Kernbereichen untergräbt, ist aus fundamentaler staatspolitischer Sicht äusserst bedenklich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union eine Reihe von gravierenden Problemen aufwerfen, die eine eingehende und kritische Auseinandersetzung erfordern. Die Risiken für die schweizerische Souveränität, die Unabhängigkeit der Justiz, die wirtschaftliche Flexibilität und die demokratische Legitimation sind erheblich. Es ist angebracht, mit äusserster Skepsis auf diese Vorschläge zu blicken und sicherzustellen, dass die Interessen und die Grundwerte der Schweiz gewahrt bleiben. Eine solche Vereinbarung, die die Schweiz in eine unkontrollierbare Abhängigkeit von Brüssel führen könnte, ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft fundamentale Fragen bezüglich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen in ihrer Gesamtheit eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebung und der direkten Demokratie zu implizieren, ohne dass die darin liegenden Gefahren für unsere nationalen Interessen ausreichend berücksichtigt werden. Es ist besorgniserregend, dass die Komplexität und die potenziellen negativen Auswirkungen dieser Umsetzungsbestimmungen auf unser Rechtssystem und unsere wirtschaftliche Autonomie nicht mit der gebotenen kritischen Distanz beleuchtet werden.

Insbesondere die Implikationen für die Auslegung und Anwendung des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) durch EU-Gerichte sind gravierend. Artikel 48 OR, der die juristische Person als Träger von Rechten und Pflichten definiert, könnte durch eine einseitige Übernahme von EU-Rechtsempfehlungen und -Judikatur untergraben werden. Dies birgt die Gefahr, dass die eigenständige Rechtsentwicklung der Schweiz, die auf jahrzehntelanger Praxis und spezifischen schweizerischen Bedürfnissen beruht, durch fremde Rechtsvorstellungen verdrängt wird. Der Grundsatz der Rechtssicherheit, der für die schweizerische Wirtschaft von existenzieller Bedeutung ist, könnte hierdurch massiv beeinträchtigt werden. Die Möglichkeit, dass Gerichte auf

Primärrechtsakte der EU zurückgreifen müssen, um die Anwendung des schweizerischen Rechts zu interpretieren, ist inakzeptabel. Dies würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz fundamental in Frage stellen und die Anwendung von kantonalen und bundesrätlichen Erlassen ad absurdum führen, da diese der EU-Judikatur untergeordnet würden.

Die befürchtete Harmonisierung im Bereich des Vertragsrechts, wie sie durch Artikel 296 OR angedeutet wird, birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Während eine gewisse Angleichung zur Erleichterung grenzüberschreitender Transaktionen wünschenswert sein mag, darf dies nicht auf Kosten unserer schweizerischen Rechtskultur geschehen. Die Stärke des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) und des Obligationenrechts liegt in ihrer klaren Struktur, ihrer Verlässlichkeit und ihrer Anpassungsfähigkeit an die schweizerischen Realitäten. Eine vorschnelle und unkritische Übernahme von EU-Recht könnte zu einer Fragmentierung und Komplizierung des schweizerischen Rechts führen, was letztlich die Rechtssicherheit für Unternehmen und Bürger schwächt. Es ist unklar, wie Artikel 177 OR, welcher die Vertretungsbefugnis regelt, mit potenziellen EU-Richtlinien in Einklang gebracht werden soll, die möglicherweise andere Grundsätze anwenden.

Die Auswirkungen auf das Urheberrecht und die damit verbundenen Leistungsschutzrechte dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Eine übermässige Angleichung an EU-Standards könnte die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Kreativschaffender und Unternehmen im digitalen Raum beeinträchtigen. Die Gefahr besteht, dass die spezifischen Bedürfnisse und Schutzmechanismen, die im schweizerischen Urheberrechtsgesetz (URG) verankert sind, aufgeweicht werden, um einer nicht immer passenden EU-Logik zu entsprechen. Die Frage, wie Artikel 19 URG im Kontext einer potenziellen Übernahme von EU-Normen ausgelegt und angewendet würde, bedarf einer eingehenden Prüfung.

Ferner ist die mangelnde Transparenz im Prozess der Rechtsübernahme besorgniserregend. Es fehlt an einer klaren Darlegung, wie die einzelnen Bestimmungen des EU-Rechts in das schweizerische Rechtssystem integriert werden sollen und welche konkreten Änderungen an bestehenden Gesetzen zu erwarten sind. Dies erschwert eine fundierte Meinungsbildung und eine angemessene rechtsstaatliche Kontrolle. Die Vorschläge scheinen die faktische Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu implizieren, ohne dass dies auf der Ebene der direkten Demokratie legitimiert wäre.

Die vermeintliche Notwendigkeit einer solchen Angleichung wird oft mit der Aufrechterhaltung des Marktzugangs begründet. Es muss jedoch kritisch hinterfragt werden, ob dieser Marktzugang wirklich von einer vollständigen Rechtsübernahme abhängig ist oder ob nicht vielmehr pragmatische und bilateral verhandelte Lösungen möglich wären, die die schweizerische Souveränität wahren. Die aktuellen Vorschläge deuten auf eine Tendenz hin, die einen Verzicht auf autonome Rechtsetzung zur Folge hätte. Dies wäre ein erheblicher Preis, der für einen fragwürdigen Marktzugang gezahlt werden müsste. Es ist unabdingbar, dass die parlamentarische Debatte und die öffentliche Diskussion auf einer soliden rechtlichen Grundlage geführt werden, die die volle Tragweite der vorgeschlagenen Massnahmen offenlegt und die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die direkte Demokratie kritisch beleuchtet. Die vorliegende Vorlage lässt hierfür erhebliche Lücken erkennen.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Landverkehr, insbesondere in Bezug auf die Auswirkungen auf den Schweizer Schienenverkehr und die Souveränität des Landes. Es ist unbestreitbar, dass die angestrebte Angleichung an das EU-Recht erhebliche Risiken für das Fundament unseres Service public birgt, dessen Verfassungsauftrag in Art. 41 Abs. 2 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die potenzielle Gefährdung des Service public im Schienenverkehr durch die Anwendung des EU-Beihilferechts. Bewährte und notwendige Subventionen, die essenziell für den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung unseres Rollmaterials sind, könnten durch die strengen Vorgaben der EU als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer

Reduzierung der Qualität und des Umfangs des öffentlichen Verkehrsangebots führen, was im direkten Widerspruch zu den Erwartungen unserer Bürgerinnen und Bürger steht und die universelle Zugänglichkeit des Verkehrs beeinträchtigt. Der Grundsatz der Gleichbehandlung, wie er im EU-Beihilferecht verankert ist, mag zwar im EU-Kontext sinnvoll sein, ignoriert jedoch die spezifischen Bedürfnisse und die Struktur des Schweizerischen öffentlichen Verkehrs, der historisch gewachsen ist und auf flankierenden Massnahmen zur Gewährleistung seiner flächendeckenden Funktion beruht.

Die Öffnung der Türen für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die operative Integrität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen dar. Dieses Abkommen ermöglicht es ausländischen Anbietern, wie beispielsweise Flixtrain, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die damit einhergehende „Rosinenpickerei" – also die Konzentration ausländischer Unternehmen auf die profitablen Hauptstrecken – wird dazu führen, dass die SBB und andere Akteure mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental und gefährdet die Aufrechterhaltung eines landesweiten Verkehrsnetzes, das alle Regionen und Bevölkerungsgruppen bedient. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist somit ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public, da sie ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen Tür und Tor öffnet, sich die lukrativsten Geschäftsfelder herauszupicken, während die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag zu erfüllen haben, geschwächt werden. Dies gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte „Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dieses Prinzip der dynamischen Rechtsübernahme, welches implizit in solchen Abkommen angelegt ist, bedeutet, dass die Schweiz ihre Souveränität schleichend aufgibt. Jede Anpassung des EU-Rechts im Bereich des Landverkehrs würde automatisch die Schweiz binden, ohne dass diese noch Einfluss auf die Gestaltung oder die Inhalte dieser neuen Regelungen nehmen könnte. Es handelt sich hierbei um eine rein symbolische Massnahme, eine Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung, die die langfristige Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt somit die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise auf.

Die dynamische Rechtsübernahme birgt die Gefahr, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise die zum „European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Entscheidungsfindung auf eine nicht-demokratisch legitimierte Ebene verschieben, was mit dem Prinzip der direkten Demokratie in der Schweiz unvereinbar ist.

Darüber hinaus schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, sich an EU-konforme Kriterien zu halten. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs wird somit eingeschränkt, und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele, die möglicherweise von den EU-Normen abweichen, wird erschwert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen im Bereich Landverkehr eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public darstellt und die Souveränität des Landes in einem strategisch wichtigen Sektor untergräbt. Die Garantien des Bundesrates erweisen sich als unzureichend, und die angestrebte Rechtsangleichung birgt erhebliche Risiken, die nicht ignoriert werden dürfen. Es ist von grösster Wichtigkeit, die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger in den Vordergrund zu stellen und eine Regelung zu finden, die den Service public schützt und die nationale Souveränität wahrt, anstatt diese durch einseitige Anpassungen an EU-Recht zu kompromittieren. Die Beibehaltung der bisherigen Regelungen, die sich im Dienste der

schweizerischen Bevölkerung bewährt haben, sollte Priorität haben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind unserer Ansicht nach unzureichend und von rein kosmetischer Natur. Sie vermögen keinesfalls, den massiven und sich verschärfenden Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die fortschreitende Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursacht wird. Es besteht die ernstzunehmende Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten hart treffen würde. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die neu konzipierten Regeln sind zweifellos bürokratischer, aber ihre Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping ist fraglich. Dies kommt in erster Linie ausländischen Unternehmen zugute, die von niedrigeren Lohnkosten profitieren wollen.

Die Kontrollmechanismen erfahren eine bedenkliche Schwächung. Die Kompetenzen und die operative Reichweite der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischer ausgerichteten und EU-konformen Strukturen spürbar untergraben. Dies hat eine unvermeidliche Konsequenz: weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der bestehenden Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die vorgesehenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des direkten Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich erschwert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, geregelt in den neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und eine unzulässige Übernahme von EU-Vorgaben. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren fundamentalen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes. Der Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter entpuppt sich als vergiftetes Geschenk, das zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht führt, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die effektiven Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, spezifiziert in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft gefährliche Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unerwünschter an die EU binden.

Besonders gravierend ist die geplante Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz würde damit zur reinen Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU degradiert. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung massiv, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende und unabhängige gerichtliche Überprüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Anpassungen keine Verbesserung der Situation für Schweizer Arbeitnehmer dar. Im Gegenteil, sie schwächen den bestehenden Lohnschutz, erhöhen die bürokratische Last und opfern schweizerische Souveränität zugunsten einer EU-Konformität, deren Nutzen für unser Land höchst zweifelhaft ist. Wir fordern eine entschiedene Ablehnung dieser vorgeschlagenen Massnahmen und eine Stärkung unserer nationalen Regelungen zum Schutz der Schweizer Arbeitskräfte und der hiesigen Lohnstandards.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine massive und inakzeptable Einschränkung der Schweizer Souveränität dar und untergraben grundlegende föderalistische Prinzipien. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Willensbildung von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, welche auf die spezifischen Bedürfnisse und Prioritäten unseres Landes zugeschnitten sind, soll abgeschafft werden. An deren Stelle tritt ein starres, technokratisches Kontrollregime, das von der Europäischen Union vorgegeben wird.

Die Souveränität der Kantone und ihre im föderalistischen System tief verankerte Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung und deren Instrumente zu entscheiden, werden die Kantone gezwungen sein, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorzulegen. Dies ist ein direkter und unannehmbarer Angriff auf die kantonalen Kompetenzen und die Vielfalt unserer regionalen Wirtschaftsstrategien. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu blossen Bittstellern degradiert, die kein formelles rechtliches Gehör geniessen, wenn die neu geschaffene Beihilfekammer ihre souverän gefassten Entscheide prüft. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone von gleichberechtigten Partnern im Bundesstaat zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung institutionalisiert. Dieses Gesetz zementiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (gemäss Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen wird. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Steuerungshoheit von Bund und Kantonen auf strategisch wichtigen Gebieten wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr massiv eingeschränkt. Kritische Sektoren, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und untergräbt das Prinzip der föderalistischen Gleichordnung.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten

Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares und besorgniserregendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies ist ein inakzeptabler Verlust nationaler Steuerungskompetenz.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Bundesgesetzes über die Preisüberwachung (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Auswirkungen auf die Schweizer Bevölkerung zu verschleiern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur die bewährte Praxis der staatlichen Beihilfen in der Schweiz auf den Kopf stellen, sondern auch eine systematische Schwächung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems bewirken. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was uns zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Die Schaffung neuer "Superbehörden", deren Entscheidungen primär der Kompatibilität mit EU-Recht dienen und deren demokratische Legitimation und Kontrolle unzureichend sind, ist nicht tragbar. Die Kantone verlieren ihre Autonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Wir lehnen diese inakzeptablen Eingriffe in unsere Rechts- und Wirtschaftsordnung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine beispiellose Aushöhlung unserer Souveränität und unserer Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Sie widersprechen fundamental dem Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, insbesondere dem klaren Auftrag in Artikel 121a BV, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz gewährleisten soll. Die scheinbare Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie impliziert eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die über die bestehenden bilateralen Abkommen hinausgeht und die Schweiz in eine Position der Unterordnung unter das EU-Recht zwingt.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf Jahren, einer Art „Niederlassung C PLUS“. Die praktisch unentziehbare Natur dieses Status, selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Die Kosten für diesen grosszügigeren Aufenthalt werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen gezielt gefördert. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies geschieht zu Lasten der einheimischen Bevölkerung und belastet unsere sozialen Sicherungssysteme in einer nicht tragbaren Weise. Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land absurd erscheint. Die Zulassung von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und zu explodierenden Sozialkosten, die kaum noch beherrschbar sein werden.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ ist eine reine Täuschung. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Vielmehr droht der Schweiz im Falle einer versuchten Anwendung durch die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies entlarvt die Klausel als das, was sie ist: eine Erpressungsklausel, die uns zwingt, EU-Recht ohne

wirkliche Handlungsspielräume zu übernehmen.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung durch die „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein gravierender Eingriff in unsere legislativen Kompetenzen.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo. Sie mag Indikatoren definieren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Sie ist ein zahnloser Tiger, der keine reale Steuerung ermöglicht. Diese Neuregelungen im AIG sind eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Das neue Bundesgesetz über die Schweizerische Agentur für die Begleitung und Förderung von Schweizerinnen und Schweizern im Ausland (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Art. 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die scheinbar technische Anpassung im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der Schweiz in Schlüsselbereichen unserer Gesetzgebung darstellen. Sie gefährden unsere soziale Gerechtigkeit, unsere innere Sicherheit und unsere wirtschaftliche Stabilität. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab und fordern eine konsequente Wahrung unserer Souveränität und der direkten Demokratie.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regularien im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Souveränität, unserer hohen Qualitätsstandards und der Existenzgrundlage unserer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei keineswegs um eine rein sicherheitstechnische Angleichung, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk, welches die schweizerischen Produktionsbedingungen und Konsumenteninteressen in unannehmbarer Weise beeinträchtigt.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelang kultivierten, oft strengeren Standards fusst, steht unter direkter Bedrohung. Die Angleichung an EU-Standards, die bekanntermassen nicht in allen Bereichen das Niveau unserer eigenen Vorschriften erreichen, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das angesehene Label 'Made in Switzerland' verliert an Glanz und Aussagekraft, wenn unsere Produkte denselben, oft weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie jene, die auf dem EU-Binnenmarkt feilgeboten werden. Dies untergräbt nicht nur die Glaubwürdigkeit unserer Exporte, sondern auch die Wertschätzung unserer heimischen Erzeugnisse im Inland und zerstört damit einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders alarmierend ist die eingeführte 'Guillotineklausel'. Diese diktatorische Bestimmung verknüpft die Annahme dieses schädlichen Abkommens untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung des vorliegenden Abkommens würde somit das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in dieser zentralen Angelegenheit entzieht und die schweizerische Politik einer permanenten Geiselhaft aussetzt.

Die geplante Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein fundamentaler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was jeglichem Verständnis von Selbstbestimmung widerspricht.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere heimischen Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse industrielle Betriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen von Volksfesten Verpflegung anbieten, müssten sich den komplexen und für ihre spezifische Situation unpassenden EU-Vorschriften unterwerfen. Dies würde nicht nur lokale Traditionen zerstören, sondern auch die wirtschaftliche Existenz unzähliger Betriebe gefährden.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme von EU-Regularien systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von

gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, die nach EU-Kriterien zugelassen sind. Dies missachtet auf unerträgliche Weise den Volkswillen und untergräbt die Prinzipien der direkten Demokratie.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt dies zu einer erstickenden Bürokratie und einem schmerzlichen Verlust an unseren etablierten hohen Standards.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sehen die Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards vor. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies stellt einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich dar, in dem wir eigene, höhere Massstäbe setzen sollten.

Die Totalrevision des LMG ist somit das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Abkommen nicht als ein Fortschritt im Sinne der Lebensmittelsicherheit zu verstehen ist, sondern als ein verdeckter Akt der schleichenden Souveränitätsaufgabe, der die Grundfesten unserer nationalen Identität, unserer Wirtschaft und unseres demokratischen Systems bedroht. Wir lehnen die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regularien entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsrecht und Energiegesetz im Kontext der Annäherung an die EU stellen eine inakzeptable Gefährdung unserer nationalen Souveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Übernahme von EU-Regelwerken, insbesondere in Bezug auf den Strommarkt, droht, die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der Europäischen Union zu degradieren, ohne jedoch die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen.

Die Kernproblematik liegt in der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, namentlich

ACER und ENTSO-E. Diese bedeuetet eine faktische Aufgabe unserer Energiesouveränität. Als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht werden wir zukünftig gezwungen sein, Entscheide über unser eigenes Stromnetz zu akzeptieren, die in Brüssel gefällt werden. Die Kosten für die Implementierung und Einhaltung dieser Regularien werden wir tragen, während unsere Einflussmöglichkeiten auf Null reduziert werden. Dieses Szenario widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung.

Die Schweizer Energieregulierungsbehörde ElCom wird durch diese Massnahmen von einer unabhängigen nationalen Instanz zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Ihre Aufgabe wird es sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, anstatt auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz Rücksicht zu nehmen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf nationale Interessen ausgerichteten Energieregulierung und schwächt die demokratische Kontrolle über unsere Energiepolitik erheblich.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existentialistischem Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen und somit der dezentralen Wertschöpfung zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Basis dieser Kantone massiv schwächen und gleichzeitig die Attraktivität und Investitionssicherheit in unser wichtigstes erneuerbares Energieressort mindern.

Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die bedeutenden Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der lokale und dezentrale Energieproduktion gezielt fördert, wird durch die EU-Regeln dem freien Markt unterworfen. Dies benachteiligt die lokale Energieproduktion massiv und widerspricht dem Prinzip der Subsidiarität und der Stärkung regionaler Wertschöpfungsketten.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Primat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven zur Absicherung von Spitzenlasten oder Versorgungsengpässen, wird durch die EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Lücke der Verantwortung: Weder der Markt noch die EU werden klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen gerade in unsicheren Zeiten katastrophal sein können.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, verspricht keine Vorteile, sondern führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt per definitionem nicht allein tragen kann und will, werden unweigerlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies stellt eine versteckte Preiserhöhung dar, die die Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft schwächt und die finanzielle Belastung privater Haushalte erhöht. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt somit zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19).

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung direkt. Die Änderung der Vergütungsregeln untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure, was eine unerwünschte Machtkonzentration bedeutet.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den dringend benötigten Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz

abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und letztlich auch von fossilen Energieträgern.

Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG, ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unmissverständliche Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei unwiederbringlich zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein signifikanter Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge nicht nur die Energiesouveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigen, sondern auch die Versorgungssicherheit gefährden, die dezentrale Energieproduktion schwächen und zu steigenden Strompreisen für Konsumenten und Unternehmen führen werden. Wir lehnen diese schrittweise Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Gegenleistungen und ohne die Wahrung unserer nationalen Interessen entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Der vorliegende Entwurf zur Stellungnahme im Bereich Finanzieller Beitrag muss mit aller Deutlichkeit auf die gravierenden Nachteile und Gefahren hinweisen, die mit den vorgeschlagenen Regelungen für die Schweiz verbunden sind. Die vermeintliche "Kohäsionsförderung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine systematische Aushöhlung unserer Souveränität und finanziellen Autonomie. Die Umwandlung von bislang freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine grundlegende Veränderung dar, die nicht ohne schwerwiegende Bedenken hingenommen werden kann.

Die Verankerung von Kohäsionszahlungen als feste Verpflichtung, insbesondere durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), ist zutiefst problematisch. Dieses Gesetz würde die bisherige Praxis, bei der das Parlament über jeden einzelnen Beitrag entscheiden konnte, aufheben. Stattdessen zementiert das KoBG die Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht der eidgenössischen Volksvertretung die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Das KoBG transformiert eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht, indem es mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aushebelt. Es bleibt dann nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung übrig, anstatt einer souveränen Entscheidung.

Der im Vertrag genannte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der zukünftigen Entwicklungen als ein reines Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliches Verhandlungsgeschick und jegliche Möglichkeit, auf die Höhe der Zahlungen Einfluss zu nehmen. Sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen bedingungslos zu akzeptieren. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne jedoch im Gegenzug verbriefte Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken zu erhalten. Dies ist eine substantielle Umkehrung des bisherigen Verhältnisses.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als nur eine technische Formalität. Diese Verankerung signalisiert, dass die Kohäsionszahlungen als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies untergräbt die prinzipielle Möglichkeit, diese Zahlungen zukünftig kritisch zu hinterfragen oder gar einzustellen.

Besonders fragwürdig ist die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine irreführende und unlautere Argumentation, welche die tatsächlichen wirtschaftlichen und souveränitätsbezogenen Implikationen verschleiert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen für den finanziellen Beitrag keine vorteilhafte Entwicklung für die Schweiz darstellen. Sie bedeuten eine erhebliche Einschränkung unserer Souveränität, eine Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit und die Übernahme von rechtlich bindenden Zahlungsverpflichtungen, deren Entwicklung die Schweiz nicht mehr kontrollieren kann. Die finanzielle Beteiligung wird von einer freiwilligen Geste zu einer unausweichlichen Last. Es ist daher unerlässlich, diese Bestimmungen kritisch zu prüfen und entschieden abzulehnen, um die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU steht unter dem Vorbehalt tiefgreifender Skepsis und erheblicher Bedenken hinsichtlich der langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die schweizerischen Rechtsordnung. Die vorgeschlagenen Abkommen, so sie denn tatsächlich eine Kohärenz und Stimmigkeit aufweisen, bergen die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung und einer Untergrabung der grundlegenden staatsrechtlichen Kompetenzen der Eidgenossenschaft.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Artikel 1 des Bundesvertrags über die Personenfreizügigkeit (BVFP) normiert die Übernahme von EU-Sekundärrecht in bestimmten Bereichen. Dies birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz faktisch dem stetig wachsenden und sich verändernden EU-Recht unterwerfen muss, ohne dabei ein Mitspracherecht zu besitzen. Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation im Inland verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Das Volk ist die oberste Staatsgewalt und übt seine Macht durch die Wahl seiner Vertreter und durch Volksinitiativen und Referenden aus. Eine automatische Rechtsübernahme schwächt diese direkte Mitbestimmung und höhlt die Grundlage unserer direkten Demokratie aus.

Des Weiteren wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ernste Fragen auf. Die im Rahmen des institutionellen Abkommens vorgesehene Bindung an die Rechtsprechung des EuGH in jenen Bereichen, in denen die Personenfreizügigkeit Anwendung findet, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Souveränität der schweizerischen Gerichte dar. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung der Gerichte an das Recht. Wenn jedoch die Auslegung des Rechts primär durch ein ausländisches Gericht, dessen Rechtsprechung sich zudem dynamisch entwickeln kann, bestimmt wird, so ist die Autonomie der schweizerischen Justiz massiv gefährdet. Die Befolgung von EuGH-Urteilen, auch wenn diese im Widerspruch zur bisherigen schweizerischen Rechtsauffassung stehen, untergräbt das Vertrauen in die schweizerische Rechtsprechung und schadet der Rechtssicherheit im Inland.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten, insbesondere die automatische Anwendung von EU-Recht bei Meinungsverschiedenheiten, erscheinen äusserst

bedenklich. Artikel 30 BV schützt die Unabhängigkeit der Schweiz und verbietet die Unterwerfung unter übernationale Organisationen, die ihrerseits die Souveränität der Schweiz beeinträchtigen. Die im Paket angedachten Schiedsverfahren und die bindende Wirkung der Entscheidungen des zuständigen EU-Gerichts könnten de facto eine solche Beeinträchtigung darstellen. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz, obwohl sie formal kein Mitglied der EU ist, de facto den Entscheidungen und Interpretationen des EU-Rechts unterworfen wäre. Solche Vereinbarungen sind mit den Grundsätzen der schweizerischen Aussenpolitik und der Verfassung nicht vereinbar.

Die vorgesehene Übernahme von Regeleinführungen im Bereich des EU-Binnenmarktrechts, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen, ist ebenfalls ein Dorn im Auge. Artikel 2 BV legt fest, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft die Freiheit und die Rechte der Einzelnen und der Gemeinden sowie die demokratischen Rechte schützt. Die ungeprüfte Übernahme von Binnenmarktregeln kann zu direkten Eingriffen in diese Rechte führen, beispielsweise durch die Harmonisierung von Standards, die nicht im besten Interesse der Schweiz sind. Die Möglichkeit, eigene Gesetze zu erlassen und diese an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz anzupassen, ist ein Kernbestandteil unserer verfassungsmässigen Ordnung und darf nicht durch eine automatische Rechtsübernahme ausgehöhlt werden.

Ferner besteht die Gefahr, dass die schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer durch die Personenfreizügigkeit und die damit verbundenen flankierenden Massnahmen Nachteile erleiden. Während das Prinzip der Personenfreizügigkeit einerseits Vorteile mit sich bringen kann, muss sichergestellt sein, dass die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz nicht untergraben werden. Die effektive Durchsetzung der flankierenden Massnahmen ist entscheidend, um eine Aushöhlung der schweizerischen Sozialstandards zu verhindern. Artikel 111 und 112 BV regeln den Schutz der Arbeitnehmer und die Bekämpfung von Missständen. Es muss gewährleistet sein, dass die im Paket vorgesehenen Massnahmen die schweizerischen Arbeitnehmer nicht benachteiligen und die Standards nicht unter Druck setzen. Die bisherigen Erfahrungen deuten eher auf eine Schwächung der flankierenden Massnahmen und eine erhöhte Flexibilisierung des Arbeitsmarktes im Sinne der EU hin, was besorgniserregend ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket die Gefahr birgt, die Schweiz in eine unfreiwillige und undemokratische Abhängigkeit von der Europäischen Union zu bringen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH und die Einschränkung der eigenen Gesetzgebungs- und Rechtsprechungsautonomie sind mit den fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung und unserer direkten Demokratie nicht vereinbar. Wir fordern eine eingehende Prüfung und eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Abkommen, um sicherzustellen, dass die Souveränität, die demokratischen Rechte und die Rechtsordnung der Schweiz gewahrt bleiben. Eine schrittweise Aushöhlung unserer Errungenschaften im Namen einer fragwürdigen Harmonisierung ist für die Schweiz nicht akzeptabel.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen höchst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Insbesondere die Ausweitung des Personenfreizügigkeitsabkommens (PFZ) untergräbt fundamentale Prinzipien unserer direkten Demokratie und wirft ernsthafte Fragen hinsichtlich der Kontrolle unserer Zuwanderung auf, wie sie im Bundesgesetz über Ausländerinnen und Ausländer (AuG) und der entsprechenden Bundesverfassungsgrundlage verankert sind.

Die Idee, die Personenfreizügigkeit weiter zu liberalisieren und bestehende Abkommen im Prinzip zu übernehmen, steht im diametralen Gegensatz zu den Bestrebungen, die Einwanderung gemäss unseren nationalen Bedürfnissen und der Kapazität unseres Landes zu steuern. Artikel 121a der Bundesverfassung gewährt der Schweiz das Recht, die Zuwanderung eigenständig zu regeln. Eine

automatische Übernahme von EU-Recht, wie es durch das PFZ und andere bilaterale Verträge de facto geschieht, würde dieses Recht aushöhlen und die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit manövrieren. Wir würden gezwungen, EU-Regulierungen zu akzeptieren, ohne dass unsere eigenen demokratischen Prozesse und die Interessen der Schweizer Bevölkerung hinreichend berücksichtigt werden könnten. Dies ist nicht mit dem Prinzip der Volkssouveränität vereinbar, welches die Grundlage unseres politischen Systems bildet.

Des Weiteren ist die geforderte Übernahme des EU-Rechts ohne die Möglichkeit, eigene Anpassungen vorzunehmen, höchst problematisch. Das AuG und die dazugehörige Verordnung (VZAE) basieren auf der Prämisse, dass die Schweiz die Kontrolle über die Einreise und den Aufenthalt von Ausländern behält. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen im Rahmen der Personenfreizügigkeit würde bedeuten, dass wir uns einem sich ständig wandelnden Rechtsrahmen beugen müssten, der nicht auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten ist. Dies könnte zu unkontrollierter Zuwanderung führen, die unsere Sozialsysteme belastet und die Infrastruktur überbeansprucht. Die vom Bundesrat immer wieder betonte "Steuerung" der Zuwanderung würde so zu einer leeren Hülle degradiert.

Die Argumentation, dass eine solche Übernahme notwendig sei, um die Stabilität der Beziehungen zur EU zu gewährleisten, verkennt die Verhandlungsmacht der Schweiz. Wir sollten nicht bereit sein, unsere Souveränität für ein scheinbar instabiles Abkommen zu opfern, dessen fortwährende Anpassungen durch die EU uns letztlich zu reaktiven Massnahmen zwingen. Stattdessen sollten wir auf einer Gleichwertigkeit der Partnerschaft beharren, die unsere Eigenständigkeit respektiert und uns erlaubt, unsere eigenen Gesetze und Interessen zu wahren. Dieiliyorverträge, die wir mit der EU geschlossen haben, sind das Ergebnis eines komplexen Aushandlungsprozesses, der darauf abzielte, unsere besonderen Bedürfnisse zu berücksichtigen. Eine einseitige Übernahme von neuem EU-Recht würde diesen sorgfältig ausgehandelten Rahmen untergraben.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Interpretation des EU-Rechts ein gravierender Punkt. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass die Urteile des EuGH auch für die Schweiz bindend wären, selbst wenn diese Urteile im Widerspruch zu unserer Rechtsordnung oder unseren nationalen Interessen stehen. Dies würde die richterliche Gewalt in der Schweiz schwächen und die Souveränität unserer Gerichte in Frage stellen. Unsere Verfassung sieht die Unabhängigkeit unserer Justiz vor, und die Bindung an die Urteile eines ausländischen Gerichts würde diese Unabhängigkeit erheblich beeinträchtigen. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung, die sicherstellt, dass die schweizerische Rechtsordnung massgebend ist.

Die vorgeschlagene Stabilisierung darf nicht dazu führen, dass die Schweiz zu einer Anhängsel der EU wird, die nur noch die Vorgaben aus Brüssel umsetzt. Wir müssen unsere Freiheit zur Gestaltung unserer eigenen Zukunft bewahren. Die Idee, dass die Beziehungen zur EU nur durch die Aufgabe weiterer nationaler Hoheiten stabilisiert werden können, ist zutiefst beunruhigend. Vielmehr sollte die EU die souveräne Entscheidung der Schweiz respektieren, ihre eigenen Regeln zu setzen, insbesondere in so sensiblen Bereichen wie der Zuwanderung.

Die Konsultation zu diesen Vorschlägen muss daher von einer fundamentalen Skepsis begleitet sein. Es bedarf einer klaren und deutlichen Positionierung, die darauf abzielt, unsere Souveränität zu verteidigen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu wahren. Die Annahme der vorgeschlagenen Massnahmen ohne gründliche Analyse und starke Gegenposition wäre ein schwerwiegender Fehler mit weitreichenden Konsequenzen für die Zukunft unseres Landes. Wir dürfen nicht zulassen, dass das Streben nach einer "Stabilisierung" zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Grundprinzipien führt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christian Weber (Privat)

Datum: 07.09.2025

Kontakt: Christian Weber · weberch@pm.me

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende und nicht zu unterschätzende Fragen bezüglich ihrer Vereinbarkeit mit den grundlegenden Prinzipien unserer schweizerischen Rechtsordnung und unserer staatlichen Souveränität auf. Es muss mit aller Deutlichkeit hervorgehoben werden, dass die vorgeschlagenen Vereinbarungen eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Kompetenzen und eine erhebliche Belastung für unsere demokratischen Institutionen darstellen würden.

Insbesondere ist die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen entsprechenden Einfluss auf dessen Zustandekommen hat, ein fundamental problematischer Punkt. Dies tangiert direkt das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz haben durch ihre Stimmkraft und ihre Vertretung in der Bundesversammlung die primäre Gesetzgebungskompetenz. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Fundament untergraben und unsere demokratische Selbstbestimmung massiv einschränken. Es ist nicht nachvollziehbar, wie ein Rechtsrahmen, der in Brüssel geschaffen wird und dessen Entstehungsprozess für die schweizerischen Bürger und ihre Vertreter intransparent und nicht beeinflussbar ist, als rechtsstaatlich und demokratisch legitim betrachtet werden kann.

Des Weiteren sind die im Verhandlungspaket vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten äusserst bedenklich. Die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als entscheidendes Gremium bei der Auslegung und Anwendung von schweizerischem Recht, das durch die Übernahme von EU-Recht modifiziert wird, ist nicht mit dem Prinzip der nationalen Rechtsstaatlichkeit vereinbar. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein durch Gesetz geschaffenes zuständiges Gericht. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, dessen Zuständigkeit sich nicht aus unserem nationalen Recht ergibt, stellt eine faktische Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtshoheit dar. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht über die Anwendung von schweizerischem Recht entscheidet, widerspricht fundamentalen rechtsstaatlichen Prinzipien und der Idee einer souveränen Rechtsprechung. Dies berührt auch die Garantie der gerichtlichen Unabhängigkeit nach Artikel 197 Absatz 1 Buchstabe c BV.

Die vorgeschlagenen Regelungen zum freien Personenverkehr, insbesondere die potenzielle Weiterentwicklung der automatischen Übernahme von EU-Regulierungen im Bereich der Arbeitsmarktpolitik, sind ebenfalls Anlass zu erheblicher Sorge. Während die Schweiz im Rahmen der bilateralen Abkommen bereits erhebliche Verpflichtungen in diesem Bereich eingegangen ist, droht die aktuelle Ausgestaltung eine weitere Erosion unserer Möglichkeit, eigenständig und im Interesse unserer Bevölkerung Massnahmen zur Steuerung der Zuwanderung und zum Schutz des

Arbeitsmarktes zu ergreifen. Artikel 118a BV verankert die Zuständigkeit des Bundes für die Regelung der Zuwanderung, und eine weitergehende Beeinträchtigung dieser Kompetenz durch unionsrechtliche Entwicklungen wäre höchst problematisch. Es stellt sich die Frage, ob die vorgeschlagenen Mechanismen die Flexibilität bewahren, die es der Schweiz ermöglicht, auf veränderte sozioökonomische Bedingungen und die Bedürfnisse ihres Arbeitsmarktes angemessen zu reagieren.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Union, die sich aus den Vereinbarungen ergibt, bedarf ebenfalls einer kritischen Prüfung. Es muss genauestens analysiert werden, welche zusätzlichen finanziellen Lasten auf die schweizerische Bevölkerung zukommen und in welchem Verhältnis diese zu den tatsächlichen Vorteilen stehen. Artikel 127 BV legt fest, dass die Einnahmen und Ausgaben des Bundes so zu gestalten sind, dass sie der Volkswirtschaft und den Erfordernissen des Bundeshaushaltes Rechnung tragen. Eine unklare oder übermässige finanzielle Verpflichtung ohne klare Gegenleistung kann diese Grundsätze gefährden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von schwerwiegenden Bedenken aufwerfen, die eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Die potenziellen Auswirkungen auf unsere staatliche Souveränität, unsere demokratischen Institutionen, unsere Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz sind erheblich. Es ist unerlässlich, dass jede Entscheidung in Bezug auf die zukünftige Beziehung zur EU auf einer gründlichen Abwägung dieser Faktoren beruht und die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Grundsätze stets oberste Priorität hat. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen diesem Anspruch in keiner Weise gerecht zu werden und bergen das Risiko einer schleichenden Abhängigkeit und einer Aushöhlung unserer Eigenständigkeit.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Während das Ziel der Klärung und Vereinfachung der bilateralen Beziehungen grundsätzlich erstrebenswert erscheint, müssen die konkret formulierten Massnahmen und die zugrundeliegende Logik einer eingehenden Analyse unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die verfassungsrechtlichen Grundsätze der Schweiz unangetastet bleiben.

Zunächst ist die Tendenz zu einer tieferen Integration mit der EU, auch wenn sie als «Stabilisierung» bezeichnet wird, mit äusserster Skepsis zu betrachten. Die Schweiz hat sich in ihrer Geschichte bewusst für einen Weg der Unabhängigkeit entschieden, der durch die Wahrung ihrer rechtlichen und politischen Autonomie gekennzeichnet ist. Eine stärkere Anbindung an EU-Recht, selbst in Form von adaptiertem Recht, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion dieser Souveränität. Das revidierte Schweizerische Obligationenrecht (OR) beispielsweise, das im Rahmen der Übernahme von EU-Richtlinien angepasst wurde, zeigt, wie schrittweise Angleichungen erfolgen können, die langfristig die eigene Gestaltungsfreiheit einschränken. Die vorgesehene «Stabilisierung» könnte somit de facto eine weitere Übernahme von EU-Rechtsnormen bedeuten, ohne dass eine entsprechende Stärkung der schweizerischen Mitspracherechte oder eine wirksame Kompensation für die aufgegebenen Gestaltungsspielräume erfolgt.

Besonders alarmierend ist die mögliche Ausweitung des Geltungsbereichs des Freizügigkeitsabkommens (FZA). Dieses Abkommen hat bereits zu erheblichen Herausforderungen im Bereich der Zuwanderung und der sozialen Sicherungssysteme geführt. Eine weitere «Stabilisierung» oder gar eine Vertiefung der Anwendung des FZA, ohne wirksame flankierende Massnahmen oder die Möglichkeit zur Gegensteuerung, wie sie beispielsweise durch das revidierte Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) versucht wurde, ist inakzeptabel. Die Verpflichtung zur Gleichbehandlung von EU-Bürgerinnen und -Bürgern, wie sie im FZA und der entsprechenden EU-Verordnung (EG) Nr. 883/2004 zur Koordinierung der sozialen

Sicherheitssysteme verankert ist, stellt für die Schweiz eine erhebliche Bürde dar. Die Möglichkeit, die eigenen Sozialwerke und den Arbeitsmarkt vor Überlastung zu schützen, muss auch im Kontext einer «stabilisierten» Beziehung zur EU uneingeschränkt erhalten bleiben. Die Idee, dass die Schweiz lediglich «Regeln adaptieren» soll, um eine «stabilere Beziehung» zu erreichen, ignoriert die Tatsache, dass diese Regeln oft zu Lasten der schweizerischen Interessen und der demokratischen Kontrolle gehen.

Darüber hinaus muss die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen dieser «Stabilisierung» kritisch hinterfragt werden. Die Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, auch wenn sie indirekt über die Interpretation von bilateralen Abkommen erfolgt, stellt eine direkte oder indirekte Einschränkung der richterlichen Souveränität der schweizerischen Gerichte dar. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz. Eine Situation, in der Gerichte in der Schweiz gezwungen sind, Entscheidungen eines ausländischen Gerichts zu übernehmen, die nicht im Einklang mit der schweizerischen Verfassung oder der Rechtsordnung stehen, untergräbt dieses fundamentale Prinzip. Jegliche Formulierung, die auf eine automatische oder faktische Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung hinausläuft, muss entschieden zurückgewiesen werden. Es ist zwingend erforderlich, dass die schweizerischen Gerichte die letzte Instanz für die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts bleiben.

Die Frage der Finanzbeiträge an die EU ist ebenfalls ein zentraler Knackpunkt. Eine «Stabilisierung» der Beziehungen darf nicht dazu führen, dass die Schweiz zu einem Nettozahler wird, ohne dass sie dafür im Gegenzug substanzielle Vorteile oder Mitspracherechte erhält. Die aktuellen Regelungen im Rahmen des Rahmenabkommens, die bereits zu erheblichen Debatten geführt haben, müssen im Lichte einer wirklichen Stabilisierung kritisch bewertet werden. Jede neue Verpflichtung zur Finanzierung von EU-Projekten oder zur Beteiligung an EU-Fördertöpfen muss einer strengen Nutzen-Kosten-Analyse unterzogen werden, die die Interessen der schweizerischen Steuerzahlerinnen und Steuerzahler in den Vordergrund stellt. Das Prinzip der Nichteinmischung in die inneren Angelegenheiten der EU, das durch das Schweizerische Verfassungsrecht (BV, Artikel 1) gewährleistet wird, muss auch auf die finanzielle Komponente angewendet werden. Eine pauschale Übernahme von Verpflichtungen ohne klare Gegenleistungen oder eine demokratische Kontrolle des Einsatzes der Gelder ist abzulehnen.

Schliesslich ist die prozedurale Aspekt der «Stabilisierung» kritisch zu sehen. Die Idee, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Regeln ihre bilateralen Beziehungen «stabilisieren» kann, suggeriert eine Asymmetrie in der Beziehung. Die Schweiz scheint in dieser Konstellation die Rolle des Anpassenden und die EU die des Regulierenden einzunehmen. Dies steht im Widerspruch zum Geist der bilateralen Abkommen, die auf Gleichwertigkeit und gegenseitigem Nutzen beruhen. Jede Massnahme, die zur «Stabilisierung» vorgeschlagen wird, muss daher daraufhin geprüft werden, ob sie tatsächlich zu einer ausgewogenen und souveränen Partnerschaft führt oder ob sie lediglich eine weitere Angleichung an die EU-Normen unter dem Deckmantel der «Stabilisierung» darstellt. Das Prinzip der rechtsstaatlichen Souveränität, das in der Schweizer Bundesverfassung (BV, Artikel 5) verankert ist, verlangt, dass alle staatlichen Handlungen auf Gesetzen beruhen und dass die Staatsgewalt an die verfassungsmässige Ordnung gebunden ist. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und -Rechtsprechung birgt die Gefahr, dass genau diese Bindung gelockert wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene «Stabilisierung der Beziehungen zur EU» mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Kontrolle verbunden ist. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung der strategischen Ausrichtung der Schweiz gegenüber der EU, die nicht auf die blosse Übernahme von EU-Recht abzielt, sondern auf die Stärkung der eigenständigen Gestaltungsmöglichkeiten und die Wahrung der Kerninteressen der Schweiz.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken

auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unabdingbar, dass wir uns als Schweizer Souveränität und unsere demokratischen Prinzipien nicht kompromittieren lassen. Die Art und Weise, wie hier eine vermeintliche "Annäherung" an die Europäische Union formuliert wird, birgt das Risiko einer schleichenden Untergrabung unserer nationalen Eigenständigkeit und der von unserem Volk über Generationen erkämpften Rechtsordnung.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die angebliche Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Legitimation. Insbesondere die Regelungen zur Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union, wie sie im Rahmen von Abkommen typischerweise vorgesehen sind, stehen im Widerspruch zum Geist und Buchstaben unserer Verfassung. Artikel 164 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) legt fest, dass die Gesetzgebung des Bundes die Grundsätze der Bundesverfassung zu beachten hat. Die Einführung von EU-Recht, das nicht durch unser Parlament verabschiedet und von unserem Volk abgesegnet wurde, stellt eine indirekte Gesetzgebung dar, die demokratische Kontrollmechanismen umgeht. Die von der EU erlassenen Rechtsakte sind primär auf die Bedürfnisse und Ziele der Mitgliedstaaten ausgerichtet und berücksichtigen nicht zwangsläufig die spezifischen Interessen und die einzigartige Rechtskultur der Schweiz. Die Übernahme dieses Rechts ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung würde bedeuten, dass ausländische Institutionen, die nicht unserer direkten demokratischen Kontrolle unterliegen, maßgeblichen Einfluss auf die Gesetzgebung in unserem Land ausüben. Dies widerspricht diametral dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Des Weiteren sind die finanziellen Implikationen derartiger Pakete nicht zu unterschätzen. Die Beteiligung an EU-Programmen und die Übernahme von Verpflichtungen zur finanziellen Kohäsion können schnell zu erheblichen Belastungen für den Schweizer Steuerzahler führen. Ohne eine klare und transparente Rechenschaftspflicht über die Verwendung dieser Gelder und ohne eine Garantie, dass die Schweiz einen fairen Nutzen aus ihrer Beteiligung zieht, ist Vorsicht geboten. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die Förderung des Gemeinwohls und der Wohlfahrt aller Bürgerinnen und Bürger als Ziel des Bundesstaates formuliert, könnte durch übermässige finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU beeinträchtigt werden, wenn diese Mittel nicht mehr für primär nationale Anliegen eingesetzt werden können.

Die Übertragung von Kompetenzen an europäische Institutionen, selbst in indirekter Form, ist ein weiteres sensibles Thema. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) wird in vielen Abkommen als oberste Instanz bei der Auslegung des gemeinsamen Rechts angerufen. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte in bestimmten Bereichen nicht mehr die letzte Instanz wären. Dies schwächt die Souveränität unserer nationalen Gerichte und untergräbt das Prinzip der Gewaltenteilung innerhalb der Schweiz, wie es in Artikel 164 Absatz 2 BV anerkannt wird. Die Unabhängigkeit der Justiz ist ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, und jede Einmischung von aussen, sei sie auch noch so subtil, muss kritisch hinterfragt werden. Die Gefahr besteht, dass die Interpretation von EU-Recht durch den EuGH zu Ergebnissen führt, die mit den Grundwerten unserer eigenen Verfassung unvereinbar sind.

Die Argumentation, dass solche Pakete zur Sicherung des Marktzugangs unerlässlich seien, ist zwar verständlich, darf jedoch nicht dazu führen, dass wir unsere Kerninteressen opfern. Es muss stets geprüft werden, ob alternative Lösungsansätze existieren, die weniger einschneidend für unsere Souveränität sind. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie durch bilaterale Abkommen ihren Platz in der Welt behaupten und florierende Wirtschaftsbeziehungen pflegen kann, ohne sich institutionell an die EU zu binden. Die Behauptung, dass ohne eine solche "Gesamtlösung" der Marktzugang gefährdet sei, bedarf einer detaillierten und unabhängigen Überprüfung. Es ist denkbar, dass die EU durchaus ein Interesse an stabilen und fairen Beziehungen mit der Schweiz hat, das über die reine Übernahme von EU-Recht hinausgeht.

Die Transparenz bei der Aushandlung und Umsetzung solcher Abkommen ist ebenfalls von entscheidender Bedeutung. Das Schweizer Volk und seine Vertreter im Parlament müssen jederzeit vollumfänglich über die Inhalte und Konsequenzen informiert werden. Jegliche Geheimhaltung oder mangelnde Offenheit schürt Misstrauen und untergräbt das Vertrauen in die Institutionen. Die Prinzipien der demokratischen Rechenschaftspflicht und der rechtsstaatlichen Verfahren müssen bei

jedem Schritt gewahrt bleiben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket Schweiz-EU zwar als Chance zur Vereinfachung und zur Sicherung von Beziehungen dargestellt wird, jedoch erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität, die demokratische Legitimation und die Rechtsstaatlichkeit birgt. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, finanzielle Verpflichtungen und die Bindung an ausländische Gerichte sind Punkte, die tiefergehende Bedenken hervorrufen und einer sorgfältigen Abwägung bedürfen. Es ist unsere Pflicht, die Interessen unseres Landes und die unserer Bürgerinnen und Bürger in den Vordergrund zu stellen und sicherzustellen, dass jede Entscheidung im Einklang mit unserer Verfassung und unseren demokratischen Grundwerten steht.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Fassung der allgemeinen Bemerkungen zur inländischen Umsetzung wirft tiefgreifende Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung. Es mangelt ihr an einer klaren Darlegung, wie die beabsichtigten Regulierungen mit der schweizerischen Rechtsordnung, insbesondere mit den Grundprinzipien des Föderalismus und der direkten Demokratie, in Einklang gebracht werden sollen.

Ein zentraler Punkt der Skepsis betrifft die potenzielle Aushöhlung der föderalen Kompetenzordnung. Die schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert in Artikel 2 einen starken Schutz der kantonalen Autonomie und der regionalen Vielfalt. Die vorgeschlagene Umsetzung birgt die Gefahr einer übermässigen Zentralisierung von Kompetenzen auf Bundesebene, was die bewährte föderale Struktur der Schweiz untergraben könnte. Es muss detailliert dargelegt werden, wie die kantonalen Hoheitsrechte, die gemäss Artikel 3 BV die Kantone in den Bereichen Gesetzgebung, Verwaltung und Rechtsprechung zu primären Trägern staatlicher Gewalt machen, auch im Rahmen der Umsetzung dieser neuen Bestimmungen gewahrt bleiben. Eine unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten zwischen Bund und Kantonen kann zu Rechtsunsicherheit und Konflikten führen, welche die Effizienz staatlichen Handelns beeinträchtigen.

Des Weiteren wird die Auswirkung auf die direkte Demokratie kritisch betrachtet. Die schweizerische Verfassung legt grossen Wert auf die Partizipation der Bürgerinnen und Bürger an politischen Entscheidungen, insbesondere durch das Referendum und die Initiative. Die Umsetzung neuer Bestimmungen, die ausserhalb des direkten Einflusses der eidgenössischen Volksvertretung und der Stimmbürger entstehen, birgt die Gefahr einer Entfremdung zwischen Volk und Staat. Artikel 138 BV und folgende gewährleisten die demokratischen Mitspracherechte. Es ist fraglich, ob die vorgesehene Übernahme von EU-Recht in einer Weise erfolgt, die eine wirksame Kontrolle durch das Schweizer Volk und seine Vertreter zulässt. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der demokratischen Souveränität ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit des Umsetzungsprozesses müssen gewährleistet sein, um die Legitimation der Massnahmen sicherzustellen.

Ein weiterer gravierender Punkt ist die potenzielle Überfrachtung des schweizerischen Rechtsrahmens. Die Einführung von Bestimmungen, die primär auf die Bedürfnisse und rechtlichen Gegebenheiten der Europäischen Union zugeschnitten sind, könnte zu einer unzumutbaren Komplexität und zu Widersprüchen im nationalen Recht führen. Artikel 2 des Obligationenrechts (OR), welches die grundlegenden Prinzipien des Vertragsrechts regelt, und Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) zur Rechtsanwendung setzen auf eine klare und kohärente Rechtsordnung. Die Einführung von extern diktiertem Recht könnte diese Kohärenz gefährden und die Rechtsanwendung erschweren. Die Frage nach der Verhältnismässigkeit der regulatorischen Eingriffe und deren Nutzen für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft muss gestellt werden.

Die Sicherstellung der Souveränität in der Gesetzgebung und Rechtsprechung ist von fundamentaler Bedeutung. Die vorgeschlagene Umsetzung darf nicht dazu führen, dass schweizerische Gerichte oder Behörden in einer Weise an externe Rechtsprechungen gebunden sind, die ihre eigenständige Entscheidungsfindung einschränkt. Das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit, verankert in Artikel 30 BV, könnte untergraben werden, wenn die Auslegung und Anwendung von Recht primär von externen Vorgaben bestimmt wird. Die Möglichkeit, eigene rechtsstaatliche Prinzipien und Traditionen

in der Gesetzgebung und Rechtsprechung fortzuführen, muss uneingeschränkt erhalten bleiben.

Abschliessend muss die Frage der wirtschaftlichen Auswirkungen eingehend beleuchtet werden. Die Übernahme von regulatorischen Standards, die möglicherweise nicht optimal auf die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Binnenmarktes abgestimmt sind, könnte zu Wettbewerbsnachteilen für schweizerische Unternehmen führen. Die Prinzipien der Wirtschaftsfreiheit, die in Artikel 27 BV verankert sind, müssen auch im Kontext internationaler Abkommen beachtet werden. Eine sorgfältige Kosten-Nutzen-Analyse ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die vorgesehene Umsetzung nicht zu einer unnötigen Belastung für die schweizerische Wirtschaft wird. Die Flexibilität des schweizerischen Rechts, auf sich verändernde wirtschaftliche und gesellschaftliche Bedürfnisse zu reagieren, darf durch die Übernahme von standardisierten EU-Regelungen nicht eingeschränkt werden. Es bedarf einer klaren Darlegung, wie die schweizerische Eigenständigkeit in der Regulierung von Märkten und Wirtschaftsaktivitäten auch nach der Umsetzung gewahrt bleibt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens stellt einen fundamentalen Bruch mit dem Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar. Es ist unhaltbar, dass die Schweiz durch die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren „Niederlassung C PLUS", die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke aufs Spiel setzt. Dieser Status, der selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe bestehen bleibt, untergräbt massiv die Prinzipien von Leistungsgerechtigkeit und Rechenschaftspflicht.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrem Beitrag zur Gesellschaft oder ihrer finanziellen Eigenständigkeit. Die Kosten für Sozialhilfebezüge, die durch diese expansive Regelung entstehen, werden bedauerlicherweise von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass Sozialleistungen an diejenigen gerichtet sein sollten, die nachweislich auf Unterstützung angewiesen sind und unser System nicht ausnutzen.

Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land geradezu beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und einer entsprechenden Mehrbelastung unserer Sozialkosten führen. Dies untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigene demografische und soziale Entwicklung eigenständig zu gestalten.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel" erweist sich als reines Placebo. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Vielmehr droht der Schweiz bei dem Versuch, diese Klausel zu aktivieren, die Verhängung von Strafmassnahmen durch die EU. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Form der Erpressung, die die Souveränität der Schweiz fundamental einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten „Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden faktisch jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich verlieren. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Prinzipien unserer politischen Ordnung.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung eines neuen Artikels 41c AIG weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus und erschweren einen Ausschluss selbst bei klarer Abhängigkeit. Die neue „Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen der EU und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Dies widerspricht dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV)

und ist eine bewusste Missachtung unserer Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist ein Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neu geschaffene Zahlungsrahmen (Art. 48 Abs. 2 Bst. c HFKG) und der spezifische Beitragsmechanismus (Art. 61a HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden zeigen auf, dass der Schweizer Steuerzahler direkt dafür aufkommen muss, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BBG, neuer Art. 2 Abs. 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist die Aushebelung der eigenständigen und sorgfältigen Prüfung ausländischer Diplome ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Art. 50 MedBG an ein bürokratisches EU-System delegiert. Gleiches gilt für das Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und das Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4), wo die Schweiz nicht mehr autonom sicherstellen kann, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie" in Art. 24a AVG, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule den Koordinationsregeln der EU durch die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Abs. 2 des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese Anpassungen reichen bis in unser Zivilgesetzbuch (ZGB), wo die Aufnahme von Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine Kapitulation vor der EU darstellen und die Souveränität der Schweiz in Kernbereichen massiv untergraben. Die vermeintlichen Vorteile der Personenfreizügigkeit werden durch unkalkulierbare Kosten, eine unkontrollierte Zuwanderung und die Aushöhlung unserer demokratischen und rechtsstaatlichen Prinzipien bei weitem überschattet. Es ist unsere Pflicht, diesen Entwicklungen entschieden entgegenzutreten und die Interessen der Schweizer Bevölkerung kompromisslos zu wahren.

Finanzieller Beitrag

Bezüglich des Bereichs Finanzieller Beitrag äussere ich mich mit tiefgreifenden Vorbehalten. Die vorgeschlagene Verlagerung der Kohäsionszahlungen von einer flexiblen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Leistung zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht stellt eine signifikante Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Dieses Vorgehen ist

mit dem Prinzip der Haushaltsautonomie, wie es durch die Bundesverfassung gewährleistet wird, nur schwer vereinbar.

Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen Beiträge in eine quasi-automatische Verpflichtung gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) bedroht die Budgethoheit unseres Parlaments. Dieses Gesetz zementiert die Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird hier ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen. Dies bedeutet, dass die bisherige Gestaltungsfreiheit, mit der das Parlament die Verwendung von Steuergeldern steuern und an unsere Interessen anpassen konnte, einer reinen Vollzugsfunktion einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung weicht. Dies steht im Widerspruch zum föderalistischen Prinzip und der direktdemokratischen Legitimation unserer Gesetzgebung. Die parlamentarische Kontrolle, ein Kernstück unserer direkten Demokratie, wird somit faktisch eliminiert.

Der im Entwurf initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Vertrag verankerten Mechanismen als ein bloßes Lockvogelangebot. Der erwähnte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Zahlungen birgt das erhebliche Risiko unaufhaltsam steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, auf diese Forderungen Einfluss zu nehmen oder sie gar abzulehnen. Wir begeben uns in eine Position, in der wir zu Zahlungen gezwungen werden, deren Höhe und Zweckmässigkeit wir nicht mehr eigenständig bestimmen können. Dies gleicht einer unfreiwilligen Zwangsabgabe, die unseren finanziellen Handlungsspielraum massiv einschränkt, ohne dass dafür ein direkter, greifbarer Vorteil für die Schweiz garantiert wird.

Es ist kritisch zu hinterfragen, ob die Schweiz mit diesen Zahlungen tatsächlich einen fairen Gegenwert erhält. Es besteht die Gefahr, dass wir zu einer reinen Nettozahlerin werden, ohne im Gegenzug substanzielle Zugeständnisse bei der Marktöffnung oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die vorgeschlagene institutionelle Anbindung durch diese Zahlungen kostet unsere Souveränität und birgt das Risiko, dass unsere Kerninteressen vernachlässigt werden, während wir die finanziellen Lasten tragen. Dies könnte im Widerspruch zu den Grundsätzen der internationalen Handelsbeziehungen stehen, die auf Gegenseitigkeit und einem ausgewogenen Nutzen basieren sollten.

Die Aufnahme des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) in den Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die begründeten Bedenken (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die feste Absicht, diese Kohäsionszahlungen als einen integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung zu etablieren. Diese Verankerung in unserer Rechtsordnung macht die Zahlungen an die EU zu einer Selbstverständlichkeit, die dem kritischen Blick des Parlaments und der Öffentlichkeit entzogen wird. Die Gefahr ist gross, dass dies zu einer irreversiblen Verpflichtung wird, die zukünftige Verhandlungsspielräume erheblich einschränkt.

Die in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG angeführte Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung erscheint irreführend und strategisch motiviert. Hier wird die unbestreitbar positive und international anerkannte Rolle der Schweiz in der Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und wirtschaftlich belastende Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist zu befürchten, dass der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird, um eine einseitige finanzielle Verpflichtung durchzudrücken, die dem Schweizer Steuerzahler erhebliche Lasten auferlegt, ohne dass dafür eine transparente und nachvollziehbare Gegenleistung ersichtlich ist. Dieser Ansatz untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweizer Aussenpolitik und öffnet Tür und Tor für weitere, ähnliche Verknüpfungen, bei denen legitime Schweizer Anliegen zur Rechtfertigung finanzieller Abgaben an die EU instrumentalisiert werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der finanziellen Beiträge gravierende Bedenken hinsichtlich unserer nationalen Souveränität, der parlamentarischen Kontrolle und der wirtschaftlichen Vertretbarkeit aufwerfen. Die Umwandlung freiwilliger Leistungen in rechtlich bindende Verpflichtungen, die Gefahr stetig steigender Zahlungen ohne ausreichende Gegenleistung und die strategische Instrumentalisierung anerkannter Schweizer Werte zur Legitimierung dieser Abgaben sind kritisch zu hinterfragen.

Landverkehr

Die Schweiz steht vor einer kritischen Entscheidung bezüglich des Landverkehrsabkommens mit der Europäischen Union, deren potenziellen Auswirkungen auf unseren eidgenössischen Schienenverkehr mit tiefgreifender Skepsis und Besorgnis betrachtet werden müssen. Die vorgeschlagenen Änderungen und die zugrundeliegenden EU-Regulierungen bedrohen die finanzielle Stabilität, die operative Leistungsfähigkeit und letztlich die verfassungsmässige Verankerung des Service public im Bahnsektor. Es ist unerlässlich, diese Gefahren klar zu benennen und die fragwürdige Natur der angebotenen Kompromisse zu entlarven.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die unheilvolle Infragestellung des Service public im Schienenverkehr. Das EU-Beihilferecht, das durch das Abkommen auf die Schweiz übertragen würde, birgt die Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den regionalen Personenverkehr oder die dringend erforderliche Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Solche Massnahmen, die bislang eine tragende Säule der schweizerischen Verkehrspolitik darstellten und die Qualität sowie den Umfang des Angebots für unsere Bürger gewährleisteten, würden damit direkt untergraben. Die Argumentation, dass dies zur Wettbewerbsverzerrung führe, ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und die geografischen Gegebenheiten der Schweiz, die einen stärkeren Regulierungsrahmen für den Erhalt eines leistungsfähigen öffentlichen Verkehrs erfordern.

Weiterhin öffnet das Abkommen unkontrolliert die Türen für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr. Die Zulassung ausländischer Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken führt unweigerlich zu einer selektiven Marktbearbeitung, der sogenannten „Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die hochprofitablen Hauptachsen konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die landesweite Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die Existenzberechtigung von Angeboten, die für die Bewohner ländlicher Regionen und für den gesamten Wirtschaftsstandort von immenser Bedeutung sind. Artikel 40ater EBG, der diese Kabotage einführt, ist somit ein direkter Frontalangriff auf die Funktionsfähigkeit des schweizerischen Bahnwesens.

Die vom Bundesrat als beruhigende Massnahme angepriesene „Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als juristisch wertlos und rechtlich nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Diese Erklärung ist nichts weiter als eine Beruhigungspille, die die tieferliegende Problematik der Souveränitätsaufgabe nicht löst. Die Schweiz verliert schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir uns künftigen EU-Regulierungen wie jener zum „European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) beugen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Diese Aushöhlung der eigenen Entscheidungsgewalt ist inakzeptabel.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz ferner dazu, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten und wirtschaftlichsten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die Möglichkeit, eigene regulatorische Rahmenbedingungen zu schaffen, die den spezifischen Bedürfnissen des Landes Rechnung tragen, wird somit stark limitiert.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das Landverkehrsabkommen in seiner vorliegenden Form eine erhebliche Gefahr für die Schweiz darstellt. Die drohende Aushöhlung des Service public durch die Anwendung des EU-Beihilferechts, die Einführung der schädlichen Kabotage und die mangelnde rechtliche Verbindlichkeit der „Gemeinsamen Erklärung" untergraben die Souveränität und die Grundlage unseres funktionierenden öffentlichen Verkehrs. Die Schweiz sollte sich nicht von vagen Zusagen blenden lassen, sondern ihre eigenen Interessen und die Bedürfnisse ihrer Bürger in

den Vordergrund stellen und die vorliegenden Abkommen kritisch ablehnen. Die Bewahrung eines starken und unabhängigen Bahnwesens ist für die wirtschaftliche Prosperität und die Lebensqualität in unserem Land unerlässlich.

Strom

Mit dieser Stellungnahme äussere ich mich kritisch und mit tiefgreifenden Bedenken zum vorliegenden Vernehmlassungsentwurf im Bereich Strom. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität, der Versorgungssicherheit und der bewährten föderalen Strukturen dar. Sie laufen letztlich auf eine Unterwerfung unter die Diktate der Europäischen Union hinaus, ohne dass die Schweiz davon substantielle Vorteile hätte.

Die Kernproblematik liegt in der geforderten institutionellen Einbindung der Schweiz in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E. Dies führt unweigerlich dazu, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird, während sie gleichzeitig die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz und unsere Energieversorgung werden damit künftig in Brüssel gefällt. Dies ist ein offenkundiger Verzicht auf die nationale Energiesouveränität, ein Gut, das für die Unabhängigkeit und Stabilität unseres Landes von fundamentaler Bedeutung ist. Die Unabhängigkeit unserer Energiedebatte und -politik geht verloren, da wir uns an Vorgaben anpassen müssen, die nicht primär auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind.

Im gleichen Zuge wird die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu hinterfragen oder an Schweizer Verhältnisse anzupassen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, die bisher die Grundlage für eine stabile und faire Stromversorgung bildete. Die Verankerung der ElCom in Artikel 22 des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) unterstreicht diese Kompetenzerweiterung und entmachtet die schweizerische Regulierungskompetenz.

Besonders gravierend sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln drohen, das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und einen wichtigen Beitrag zur regionalen Entwicklung leistet, als unzulässige staatliche Beihilfe zu deklarieren und abzuschaffen. Dies würde die finanzielle Basis vieler Gemeinden und Kantone schwächen und den Wert unserer heimischen Energieproduktion mindern.

Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv geschwächt. Das traditionelle Einspeisevorrecht von dezentralen Energiequellen, wie sie beispielsweise von wichtigen Gemeindekraftwerken oder landwirtschaftlichen Betrieben genutzt werden, könnte durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt werden. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion, fördert stattdessen grosse, zentralisierte Akteure und widerspricht dem Gedanken der Energieautonomie auf lokaler Ebene.

Die nationale Versorgungssicherheit wird durch die geforderte vollständige Marktliberalisierung dem freien Spiel der Marktkräfte geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in einem liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernimmt. Weder der Markt noch die EU scheinen hierfür die notwendige Verbindlichkeit und Verpflichtung zu übernehmen. Dies ist ein hochriskantes Unterfangen, das die Stabilität unserer Energieversorgung aufs Spiel setzt. Die Neuschaffung von Energiereserven gemäss Artikel 8b ff. StromVG ist unzureichend und lässt die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit offen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die aufrechtzuerhaltende Versorgungssicherheit, die der "freie Markt"

nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies belastet die Schweizer Wirtschaft und die Bevölkerung zusätzlich, während gleichzeitig die Vorteile der bisherigen stabilen Versorgung verloren gehen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW in Artikel 15 Absatz 2 (neu) des Energiegesetzes, ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, werden dadurch benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht diametral der angestrebten schweizerischen Energiestrategie und fördert stattdessen grosse, zentralisierte Konzerne.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und letztlich von fossilen Energieträgern.

Das neue 1a. Kapitel des StromVG, welches die vollständige Strommarktliberalisierung vorsieht (Art. 4a ff. StromVG), ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört.

Zudem ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 des Bündelungsrechts (BATE) ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die schweizerische Energiesouveränität aushöhlen, die Versorgungssicherheit gefährden, föderale Strukturen untergraben und zu höheren Strompreisen führen werden. Sie stellen eine unnötige und gefährliche Angleichung an die EU dar, ohne dass die Schweiz überzeugende Gegenleistungen erhält. Wir appellieren eindringlich, diese schädlichen Pläne zurückzuweisen und stattdessen auf eine Stärkung der nationalen Energiesouveränität und der bewährten schweizerischen Regelungsmodelle zu setzen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit erweisen sich bei näherer Betrachtung als unzureichend und eher kosmetischer Natur. Sie vermögen den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der mit einer ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit einhergeht, in keiner Weise zu kompensieren. Wir beobachten mit tiefster Besorgnis die drohende, flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, welche die Hauptlast dieser Entwicklung tragen müssten.

Anstatt den bewährten und über Jahrzehnte hinweg erfolgreich etablierten Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu festigen, wird dieser nun aufgeweicht und unangemessen an EU-Standards angeglichen. Die neuen Regelungen erscheinen zwar bürokratisch komplexer, ihre Effektivität im Schutz der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer ist jedoch fraglich und im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich geringer. Diese Entwicklung kommt primär

ausländischen Unternehmen zugute, die offenbar auf Lohndumping abzielen und hierfür ein günstigeres Umfeld vorfinden.

Die Kontrollmechanismen, welche die Grundlage des Schweizer Lohnschutzes bilden, werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu konzipierten, zentralistischen und primär EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollintensität und zu einer lascheren Durchsetzung der vereinbarten Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was den Schutz der Arbeitnehmer weiter aushöhlt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist als vergiftetes Geschenk zu betrachten. Sie schafft eine komplizierte und ungerechtfertigte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das fundamentale Problem des Lohndrucks tatsächlich zu lösen. Dieser Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, offensichtlich bedingt durch EU-Druck, schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht grundlegend unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und ist für KMU eine erhebliche Belastung.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung, die unsere Errungenschaften gefährdet. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des bisherigen Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die tatsächliche Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell erschwert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d, ist äusserst problematisch. Diese Verknüpfung zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, welche die Schweiz politisch noch stärker an die Europäische Union binden und unsere Handlungsfreiheit einschränken.

Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick rein technischer Natur erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt die erhebliche Gefahr, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft aber schwächerer Modelle aufgeweicht werden, was den Schutz der Arbeitnehmer beeinträchtigt.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz, konkret die Einführung des neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG, stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz faktisch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen der Europäischen Union. Dies untergräbt unsere eigenständige Rechtsordnung massiv, indem ausländische administrative Entscheide potenziell ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz direkt durchgesetzt werden können. Dies eröffnet Tür und Tor für unerwünschte externe Einflussnahme auf unser Rechtssystem.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge nicht in der Lage sind, die negativen Auswirkungen der erweiterten Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die Lohnstrukturen wirksam abzufedern. Vielmehr drohen sie, bewährte schweizerische Schutzmechanismen aufzuweichen, die Souveränität der Schweiz zu untergraben und ausländischen Interessen den Vorzug zu geben. Wir lehnen diese Massnahmen in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Stärkung und Beibehaltung unserer eigenständigen und wirksamen Lohnschutzinstrumente.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine beispiellose Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die aktuelle Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung regionaler Entwicklung, lokaler KMU, Kultur und des Service public eingesetzt werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die demokratische Legitimation solcher Entscheidungen und zentralisiert die Steuerungsgewalt auf eine Weise, die mit den Grundprinzipien unseres Staates unvereinbar ist.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplante Revision massiv beeinträchtigt. Anstatt eigenständig über die wirtschaftliche Entwicklung und Förderung ihrer Regionen zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse zukünftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, der eine Kernkompetenz der Schweizer Staatsordnung bildet. Die Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Insbesondere Art. 3 BHÜG etabliert eine neue Beihilfekammer, deren Hauptaufgabe darin besteht, die Kompatibilität von Beihilfen mit dem EU-Recht durchzusetzen und nicht primär die nationalen Interessen zu wahren.

Die Schweiz wird durch diese Massnahmen systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union unterstellt. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit faktisch aufgibt. Dies gilt insbesondere für kritische Sektoren wie die Energieversorgung, den Luft- und den Landverkehr, wo zahlreiche gemeinnützige Unternehmen im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind. Die strategische Autonomie und der Service public in diesen Kernbereichen unserer Infrastruktur werden dadurch gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein Paradebeispiel für diese Souveränitätsaufgabe. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese 'Superbehörde' wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Die geplante Änderung von Art. 82 Bst. bbis BGG erlaubt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus. Ebenso wird die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) die Zentralisierung der Rechtskontrolle zementieren. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen

'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die ohnehin schon eingeschränkte demokratische Kontrolle weiter zu reduzieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die bewährte Praxis der staatlichen Beihilfen in der Schweiz grundlegend verändern, sondern auch die Souveränität, den Föderalismus und die demokratische Kontrolle untergraben. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre föderalistischen Prinzipien wahrt.

Lebensmittelsicherheit

Stellungnahme zum Bereich: Lebensmittelsicherheit

Mit tiefgreifender Besorgnis nehmen wir zur Kenntnis, dass unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" eine weitreichende und bedenkliche Integration der Schweiz in die Europäische Union angestrebt wird. Dieses Vorhaben geht weit über die eigentliche Gewährleistung der Sicherheit von Lebensmitteln hinaus und stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Diese Entwicklung birgt erhebliche Risiken für unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt für die Wahlfreiheit der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die weltweit Anerkennung geniesst und einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt, ist ernsthaft in Gefahr. Die geforderte Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" droht, seine Strahlkraft zu verlieren, wenn die Produktion nach denselben, tendenziell weniger strengen Kriterien erfolgen muss wie in der EU. Dies untergräbt die harte Arbeit unserer Produzenten und zerstört einen wertvollen Teil unserer nationalen Identität und unseres wirtschaftlichen Erfolgs.

Besonders alarmierend ist die Einführung einer beispiellosen "Guillotineklausel", die dieses Abkommen unheilvoll mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses als schädlich erachteten Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Eine solche Erpressung durch die EU ist inakzeptabel und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz in zentralen Belangen. Es handelt sich um eine klare Einschränkung unserer Handlungsfähigkeit und unserer demokratischen Selbstbestimmung.

Die geplante Ermöglichung des Zugangs und der Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was unserer Unabhängigkeit und unserem Recht auf Selbstverwaltung fundamental widerspricht.

Eine unermessliche Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine, die bei einem traditionellen Schwingfest für Verpflegung sorgen, müssten die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies ist nicht nur eine übermässige Belastung, sondern droht, lokale Traditionen zu zerstören und wirtschaftliche Existenzen zu vernichten, die auf Flexibilität und lokaler Anpassung basieren.

Das auf breiter demokratischer Basis mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens und ein direkter Angriff auf die Grundfesten unserer direkten Demokratie.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten dar. Indem die

gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterworfen wird, drohen eine erstickende Bürokratie und ein unwiederbringlicher Verlust an unseren hohen nationalen Standards. Insbesondere kleinere Betriebe und regionale Spezialitäten sind von dieser Vereinheitlichung bedroht.

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) unter neueren Artikeln wie Art. 15a und Art. 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für den Transport und die Schlachtung von Tieren zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem Bereich, der ethisch von grosser Bedeutung ist. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft höheren und auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhenden Regeln durch EU-Massenstandards.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz, insbesondere die neu hinzugefügten Absätze in Art. 141 und 148 LwG, gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird dadurch umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gefährliche Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle und der demokratischen Legitimation in einem für die Schweiz essenziellen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz, namentlich der neue Art. 26 Abs. 1bis WaG, unterstellt den Schutz unserer wertvollen Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Dies ist ein unnötiges Risiko für unser Ökosystem.

Schliesslich, mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz, manifestiert sich eine bedenkliche Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die effektive Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet nicht nur unsere Landwirtschaft, sondern auch die öffentliche Gesundheit in der Schweiz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Abkommen nicht als eine Massnahme zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit zu betrachten ist, sondern als ein beispielloses Instrument zur Untergrabung unserer Souveränität, zur Einschränkung unserer demokratischen Rechte und zur Gefährdung unserer wirtschaftlichen Grundlagen. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Freundliche Grüsse

A. Weber

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Isabelle Weber (Privat)

Datum: 07.09.2025

Kontakt: Isabelle Weber · weberch@protonmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft fundamentale Fragen bezüglich der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Eine kritische Prüfung der einzelnen Abkommenskomponenten offenbart eine besorgniserregende Tendenz zur schleichenden Erosion unserer rechtlichen und politischen Eigenständigkeit, ohne dass dafür ein adäquater Ausgleich geschaffen wird.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die vorgeschlagenen Regelungen implizieren eine systematische und fortlaufende Anpassung des schweizerischen Rechts an die Entwicklungen in Brüssel. Dies steht im direkten Widerspruch zum Artikel 164 der Bundesverfassung, der festlegt, dass das Recht im Interesse des Landes und des Gemeinwohls gestaltet werden muss. Die automatische Übernahme von EU-Recht, selbst wenn es den schweizerischen Verhältnissen nicht angemessen ist oder gar Nachteile für unsere Wirtschaft und Gesellschaft mit sich bringt, missachtet dieses Prinzip. Es stellt sich die dringende Frage, wie gewährleistet werden kann, dass die Interessen der Schweiz über die dogmatischen Vorgaben der EU gestellt werden, wenn die Übernahme von EU-Recht als gesetzt gilt. Die Gefahr einer "Rechtwerdung" von EU-Vorschriften, die nicht im nationalen Interesse sind, ist immens.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagenen Mechanismen, die eine verbindliche Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH vorsehen, stellen eine erhebliche Einschränkung der schweizerischen Gerichtsbarkeit dar. Artikel 122a der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Die Einbeziehung des EuGH als quasi-oberste Instanz in bestimmten Rechtsbereichen untergräbt diese Unabhängigkeit und fört den Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in der schweizerischen Verfassung verankert ist. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht die Auslegung nationalen Rechts beeinflusst, dessen Einhaltung wir aber weiterhin selbst garantieren müssten, ist weder rechtsstaatlich noch demokratisch akzeptabel. Es entsteht ein Zustand der Abhängigkeit, der die Möglichkeit der Schweiz, ihre eigenen Gesetze kohärent und im Einklang mit ihren verfassungsmässigen Prinzipien anzuwenden, stark einschränkt.

Die finanzielle Komponente des Pakets, insbesondere die vermeintliche Beteiligung an EU-Programmen, birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Die Beiträge der Schweiz an die EU sind oft intransparent und bergen das Potenzial, überproportional hoch auszufallen, ohne dass die Schweiz im Gegenzug eine angemessene Mitsprache bei der Verwendung der Mittel erhält. Dies verstösst gegen das Prinzip der wirtschaftlichen Selbstbestimmung und der Haushaltsautonomie, welches durch verschiedene Artikel der Bundesverfassung, unter anderem im Zusammenhang mit der Finanzverfassung, gewährleistet wird. Es muss klar dargelegt werden, wie diese Zahlungen mit dem schweizerischen Steuerzahler zu rechtfertigen sind, insbesondere wenn sie dazu dienen, die

EU-Politik zu finanzieren, deren Nutzen für die Schweiz fraglich ist.

Die Argumentation, dass dieses Paket die Rechtssicherheit für die Schweizer Wirtschaft stärkt, ist aus einer kritischen Perspektive heraus zu hinterfragen. Zwar mag eine gewisse Rechtssicherheit durch die Angleichung an EU-Standards angestrebt werden, doch der Preis dafür ist die Aufgabe wesentlicher Souveränitätsrechte. Die vom Bundesrat oft propagierte "bilaterale" Lösung, die hier als "Paketlösung" präsentiert wird, birgt die Gefahr, dass die Schweiz Stück für Stück in den EU-Rechtsrahmen integriert wird, ohne dass ihr die Möglichkeit bleibt, sich auf einzelne Abkommen selektiv zu beziehen oder diese gar zu kündigen. Die Verflechtung und die Unauflösbarkeit der einzelnen Teile des Pakets widersprechen dem Prinzip der Souveränität, wie es auch im Völkerrecht, beispielsweise im Wiener Übereinkommen über das Recht der Verträge (Art. 30 zur Anwendung von Verträgen, die unterschiedlichen Bestimmungen enthalten), zum Ausdruck kommt, wo die Möglichkeit der separaten Kündigung von Vertragsbestandteilen von zentraler Bedeutung ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU nicht geeignet ist, die nationalen Interessen der Schweiz angemessen zu wahren. Sie birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabtretung, einer Schwächung der demokratischen Legitimation und einer unklaren wirtschaftlichen Zukunft. Die Bundesverfassung, insbesondere die Artikel zur demokratischen Mitgestaltung, zur Unabhängigkeit der Gerichte und zur wirtschaftlichen Selbstbestimmung, wird durch die vorgeschlagenen Regelungen erheblich untergraben. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung dieses Pakets unter Einbeziehung einer gesunden Portion Skepsis gegenüber den vermeintlichen Vorteilen, die eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht und eine Abhängigkeit von europäischen Institutionen mit sich bringt. Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit verteidigen und darf sich nicht zu einer unfreiwilligen Anhängsel der Europäischen Union machen lassen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung birgt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der künftigen Souveränität und des rechtlichen Rahmens der Schweiz. Die vorgeschlagenen Massnahmen und die damit verbundene Harmonisierung mit dem Recht der Europäischen Union werfen erhebliche Fragen auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist zu befürchten, dass die beabsichtigte Umsetzung die schweizerische Rechtsordnung fundamental verändern könnte, ohne dass die damit verbundenen Risiken und Nachteile angemessen gewürdigt werden.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die potenziell unumkehrbare Erosion der schweizerischen Rechtsautonomie. Die stetige Übernahme von EU-Recht, selbst in den Bereichen, in denen die Schweiz bisher eigene, bewährte Regelungen unterhält, birgt die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben von Verfassungsbestimmungen, die die schweizerische Souveränität schützen. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung sind "Das schweizerische Volk und die Kantone die einzigen Träger der Staatsgewalt." Eine Umsetzung von EU-Recht, die über die reine Übernahme von Technologien oder Marktstandards hinausgeht und in die dogmatische Ausgestaltung des Rechts eingreift, könnte diese Trägerschaft empfindlich beeinträchtigen. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz zu einem reinen Rezipienten von Unionsrecht wird, dessen Legitimationsgrundlage nicht im schweizerischen demokratischen Prozess, sondern in Brüssel liegt.

Die Mechanismen der Übernahme von EU-Recht bedürfen einer äusserst genauen Betrachtung. Insbesondere die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) ist kritisch zu hinterfragen. Sollte die Schweiz durch die Umsetzung von Abkommen faktisch den Vorgaben des EuGH unterworfen werden, so würde dies die unabhängige Rechtsprechung schweizerischer Gerichte massiv einschränken. Artikel 190 der Bundesverfassung verankert die richterliche Unabhängigkeit. Eine Bindung an die Auslegung von Unionsrecht durch den EuGH, der nicht dem schweizerischen Rechtssystem angehört, wäre eine gravierende Einschränkung dieser Unabhängigkeit und könnte dazu führen, dass das schweizerische Recht de facto von einer ausländischen Institution bestimmt wird. Die Unvereinbarkeit einer solchen Situation mit den rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz ist

offensichtlich.

Weiterhin besteht die Sorge vor einem übermässigen Regulierungsdruck. Die Europäische Union ist bekannt für ihre umfangreiche und oft komplexe Gesetzgebung. Die Übernahme solcher Regelwerke könnte zu einer Überbürokratisierung und zu erheblichen Kosten für die schweizerische Wirtschaft und Verwaltung führen. Kleinere und mittlere Unternehmen (KMU), die das Rückgrat der schweizerischen Wirtschaft bilden, könnten durch überbordende regulatorische Anforderungen besonders belastet werden. Die Verhältnismässigkeitsprüfung, ein grundlegendes Prinzip des schweizerischen Rechts gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung, könnte bei der Übernahme von EU-Recht zu kurz kommen. Es ist fraglich, ob die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz bei der Harmonisierung angemessen berücksichtigt werden.

Die demokratische Legitimation der durch die Umsetzung von EU-Recht entstehenden Normen ist ebenfalls fragwürdig. Während Gesetze in der Schweiz durch parlamentarische Prozesse und die Möglichkeit von Referenden legitimiert werden, würde ein Grossteil des harmonisierten Rechts seine Legitimation aus der EU beziehen. Die schweizerische Bevölkerung hätte keinen direkten Einfluss auf die Entstehung dieser Normen, und die Möglichkeiten, diese durch ein Referendum zu beeinflussen, wären stark eingeschränkt, wenn nicht gar verunmöglicht. Dies würde die rechtsstaatliche Akzeptanz und die Legitimität der Rechtsordnung untergraben.

Abschliessend muss die Frage der fortlaufenden Anpassung an EU-Recht gestellt werden. Die Europäische Union ist ein dynamisches Gebilde, das seine Rechtsnormen laufend weiterentwickelt. Eine Verpflichtung zur fortlaufenden Übernahme von neuen EU-Rechtsakten würde die Schweiz in einen permanenten Anpassungsmodus versetzen. Dies würde nicht nur zu erheblichen administrativen und finanziellen Belastungen führen, sondern auch die Möglichkeit beeinträchtigen, eigene, bedürfnisgerechte Lösungen zu entwickeln. Die Stabilität und Berechenbarkeit des schweizerischen Rechts könnten dadurch gefährdet werden. Die Gefahr, dass die Schweiz den Anschluss an eigene, innovative Lösungen verliert und stattdessen in einem ständigen Reaktionsmodus auf Brüsseler Vorgaben verharrt, ist real und besorgniserregend. Die schweizerische Rechtstradition und die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit verlangen eine sorgfältige Abwägung und kritische Distanz gegenüber einer solchen Entwicklung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer Harmonisierung mit der EU-Richtlinie "Vom Hof auf den Tisch" verdeckt werden, stellen eine existenzielle Bedrohung für die Schweiz dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit geht, sondern um eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk. Diese Politik birgt die Gefahr, unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die Stabilität unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die wertvolle Wahlfreiheit der Konsumenten irreparabel zu beschädigen.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentrales Element unserer Wettbewerbsfähigkeit und unseres Rufs, steht unter enormem Druck. Eine Angleichung an die oft tiefer angesetzten EU-Standards wird unweigerlich zu einem qualitativen Rückschritt führen. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird dadurch massiv entwertet, wenn die hierzulande produzierten Waren zukünftig nach denselben, tendenziell weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie die Produkte aus der EU. Dies untergräbt einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und gefährdet die Attraktivität unserer Agrarprodukte auf den internationalen Märkten.

Besonders bedenklich ist die Ausgestaltung der sogenannten "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen unlösbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Tatsache, dass die Kündigung dieses fragwürdigen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde, stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar. Sie beraubt die Schweiz jeder autonomen Entscheidungsfreiheit und zwingt uns in eine erpresserische Abhängigkeit von Brüssel.

Die geplanten Befugnisse für EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollrechte in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, sind ein grober und beispielloser Eingriff in unsere

nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit direkt zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie unserer nationalen Aufsichtsbehörden und die Würde unserer Produzenten stark beeinträchtigt.

Ferner droht unseren heimischen Produzenten eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, traditionelle Alp-Käsereien, lokale Metzgereien und selbst Vereine, die beispielsweise an einem traditionellen Schwingfest für das leibliche Wohl sorgen, müssten sich den komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften unterwerfen. Dies wird unweigerlich lokale Traditionen zerstören und die wirtschaftliche Existenz vieler kleiner und mittlerer Betriebe bedrohen, die das Rückgrat unserer ländlichen Wirtschaft bilden.

Die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ein weiterer kritischer Punkt. Mit der Übernahme der EU-Regularien wird die Schweiz gezwungen werden, auch Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Dies steht in klarem Widerspruch zum Volkswillen und missachtet die im Rahmen unserer direkten Demokratie getroffenen Entscheidungen.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust der etablierten hohen Standards. Insbesondere die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind bedenklich. Sie stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und entziehen der demokratischen Kontrolle eine zentrale Entscheidungsfindung.

Auch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ein gravierender Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeutet die Aufgabe unserer nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten von EU-Massenstandards. Dies ist ein ethischer Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust in einem Bereich, der uns als Gesellschaft am Herzen liegt. Unsere Fähigkeit, eigene, höhere Massstäbe im Tierschutz zu setzen, wird uns genommen.

Die Revision des LMG ist das eigentliche Kernstück der beabsichtigten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu vernichten. Dies wird nicht nur kleine Produzenten und lokale Gastronomen mit erstickender Bürokratie belasten, sondern auch unsere kulinarische Identität und die mittelständische Wirtschaft gefährden.

Des Weiteren unterstellt die geplante Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere heimischen Wälder zu reagieren. Anstelle bewährter nationaler Strategien müssten wir uns an langsamere und für unsere alpine Situation möglicherweise unpassende Mechanismen der EU halten.

Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist höchst bedenklich. Die Schweiz gibt hierbei die Kontrolle über einen Bereich von allerhöchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Übernahme von EU-Recht darstellen, die tiefgreifende negative Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards, die Vielfalt unserer Landwirtschaft, den Tierschutz und die Wahlfreiheit der Konsumenten hat. Es ist unerlässlich,

dass diese gefährliche Entwicklung gestoppt und unsere nationalen Interessen mit aller Kraft verteidigt werden.

Strom

Zur Vernehmlassung im Bereich Strom

Mit äusserster Skepsis und tiefgreifenden Bedenken nehmen wir Stellung zu den vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) im Kontext einer potenziellen Annäherung an EU-Recht. Die vorliegenden Vorschläge markieren einen bedenklichen Bruch mit bewährten Prinzipien der Schweizer Energiepolitik und drohen, unsere Energiesouveränität fundamental zu untergraben.

Die geplante institutionelle Einbindung der Schweiz in europäische Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E ist ein direkter Angriff auf die nationale Hoheit über unsere Stromnetze. Wir werden zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer im EU-Strommarkt degradiert. Entscheidungen über die kritische Infrastruktur unseres Landes, die unser tägliches Leben und unsere Wirtschaft massgeblich beeinflussen, werden künftig in Brüssel getroffen. Dies steht im klaren Widerspruch zum Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und ist unvereinbar mit den Grundsätzen der schweizerischen Bundesverfassung, welche die Hoheit über die Energieversorgung im Inland verankert. Die bisher unabhängige und auf unsere Bedürfnisse ausgerichtete Regulierungsbehörde, die ElCom, wird zur blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die demokratische Legitimation von Entscheiden, die unser Stromnetz betreffen, wird damit auf fundamentale Weise ausgehöhlt. Dies stellt das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Energieregulierung dar.

Besonders gravierend sind die potenziellen Auswirkungen der EU-Beihilfenregeln auf unsere Wasserkraft. Dieses Rückgrat unserer Energieversorgung, das massgeblich zur Stabilität und Unabhängigkeit der Stromproduktion beiträgt, wird durch die vorgeschlagene Marktöffnung existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung unserer Bergkantone leistet und somit auch deren Daseinsvorsorge stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis dieser Kantone schwächen, sondern auch die lokale Wertschöpfung beeinträchtigen.

Die Schwächung unserer föderalen Strukturen in der Energieversorgung ist ein weiteres alarmierendes Merkmal der vorgeschlagenen Änderungen. Insbesondere die traditionellen Einspeisevorrangregeln für Gemeindekraftwerke, die eine dezentrale und bürgernahe Energieproduktion fördern, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt lokal verankerte Energieversorger und untergräbt die Vielfalt und Resilienz unserer Energieinfrastruktur. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung birgt das Risiko, dass die nationale Versorgungssicherheit dem Primat des freien Marktes geopfert wird.

Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, denn in Zeiten volatiler internationaler Märkte und unvorhergesehener Krisen ist eine gesicherte und jederzeit verfügbare Energieversorgung von überragender nationaler Bedeutung. Wer trägt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit, wenn weder der Markt noch die EU diese explizit und verbindlich übernimmt? Die Erfahrung zeigt, dass der freie Markt oft nicht in der Lage ist, solche essenziellen öffentlichen Güter bereitzustellen.

Die vollständige Marktliberalisierung des Strommarktes, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der «freie Markt» nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies stellt eine versteckte Steuererhöhung dar und belastet die Schweizer Wirtschaft zusätzlich im internationalen Wettbewerb.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) gefährdet zudem die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Unzählige kleine und mittlere Produzenten werden benachteiligt, was der Schweizer Energiestrategie und dem Ziel einer dezentralen, erneuerbaren Energieversorgung widerspricht.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Entmachtung der Schweiz in einem für die nationale Sicherheit und den Wohlstand essenziellen Sektor bedeuten. Wir fordern eine Überprüfung und Anpassung der Vorschläge im Lichte der nationalen Interessen, der Souveränität und der bewährten Strukturen der schweizerischen Energieversorgung. Es ist unabdingbar, die Versorgungssicherheit und die Stabilität der Preise über kurzfristige Marktliberalisierungsbestrebungen zu stellen, die dem schweizerischen Modell nicht gerecht werden und dessen Stärken negieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Zusammenhang mit der EU stellen eine gravierende und unannehmbare Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit führen, die diametral im Widerspruch zum klaren Willen des Schweizer Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Das neu geschaffene „Daueraufenthaltsrecht" nach nur fünf Jahren, faktisch eine „Niederlassung C PLUS", ist praktisch unentziehbar. Dies untergräbt unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die Kosten für die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, einschliesslich der Familiennachzugsregelungen, die in beispielloser Weise erweitert werden, um nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einzubeziehen, werden unverhältnismässig auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig gar automatisch nach der „Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr besitzen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die neue „Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce und ein Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und

schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die im Vertragspaket enthaltene „Schutzklausel" ist reines Augengewisch. Ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Das ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a AVG, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis ETHG) und im HFKG (Art. 61a HFKG) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c HFKG) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Abs. 2 BVG, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (FreizG), insbesondere der neue Artikel 25f Abs. 1bis FreizG, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB), Artikel 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB, ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüber-schreitende Dienstleistungserbringung im Berufsverkehr (BGMD), Artikel 2 Abs. 1bis BGMD, ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35 MedBG) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 MedBG an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15 GesBG) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG), neuer Artikel 37 Abs. 4 PsyG, ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten

EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Das neue Bundesgesetz über die Übernahme der Unionsrichtlinien über die Anerkennung von Berufsqualifikationen und die Harmonisierung der Regeln für die Ausübung der Berufs- oder Tätigkeitstätigkeiten (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die im BGVB vorgesehenen automatisierten Prozesse, insbesondere im Hinblick auf den Europäischen Berufsausweis (EPC), führen zu einer schleichenden Erosion der nationalen Qualitätskontrolle und der Fähigkeit, eigenständig Standards zu setzen. Dies stellt ein unannehmbares Risiko dar, insbesondere in regulierten Berufen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche und faktisch unwiderrufliche Verlagerung der Entscheidungskompetenzen von der Schweiz in Richtung Brüssel bedeuten. Sie missachten den Volkswillen, gefährden unsere soziale und wirtschaftliche Stabilität und untergraben unsere Souveränität. Wir lehnen diese Verschlechterungen entschieden ab.

Landverkehr

Der vorliegende Entwurf einer Stellungnahme zum Bereich Landverkehr lässt bedauerlicherweise die kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union vermissen. Es ist unerlässlich, die tiefgreifenden negativen Implikationen für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität klar und unmissverständlich zu formulieren. Die aktuellen Formulierungen sind zu mild und gehen nicht ausreichend auf die gravierenden Risiken ein, die mit der Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs verbunden sind.

Es muss hervorgehoben werden, dass der Service public im Schienenverkehr, ein langjährig gewachsenes und für die Bevölkerung unverzichtbares Gut, durch die vorgesehenen Regelungen existenziell bedroht ist. Die Anwendung des EU-Beihilferechts, welches den Subventionsrahmen für den Schweizer öffentlichen Verkehr neu definieren würde, birgt die erhebliche Gefahr, dass bewährte und notwendige finanzielle Unterstützungsmassnahmen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die strategische Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte und negative Konsequenzen für die Qualität, die Wirtschaftlichkeit und den Umfang des Angebots, das unseren Bürgerinnen und Bürgern zugutekommt. Die schweizerische Gesetzgebung im Bereich der Beihilfen ist darauf ausgelegt, die spezifischen Bedürfnisse unseres Landes zu berücksichtigen und die finanzielle Stabilität des öffentlichen Verkehrs zu gewährleisten. Die Übernahme des EU-Rechts würde diese sorgfältig ausbalancierten Regelungen obsolet machen und zu einem empfindlichen Verlust an finanziellem Spielraum führen.

Die Türöffnung für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater stellt einen Frontalangriff auf den Grundpfeiler unseres öffentlichen Verkehrs dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, zum Betrieb inner-schweizerischer Strecken impliziert zwangsläufig eine "Rosinenpickerei". Konkret bedeutet dies, dass ausländische Unternehmen sich ausschliesslich auf die profitabelsten und lukrativsten Hauptstrecken konzentrieren werden. Dies wird dazu führen, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien und in ländlichen Regionen sitzen bleiben. Diese strategische Selektivität der ausländischen Anbieter untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental und gefährdet die flächendeckende Bedienung des ganzen Landes, wie sie von der schweizerischen Bevölkerung zu Recht erwartet wird. Die aktuellen Bestimmungen im EBG sind darauf ausgelegt, die Rentabilität und die universelle Zugänglichkeit des Eisenbahnverkehrs zu gewährleisten. Die Einführung der Kabotage untergräbt dieses Prinzip und verschiebt die Prioritäten hin zu einer rein gewinnorientierten Marktlogik, die dem Gemeinwohl entgegensteht.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung des Schweizer Rechts und der Souveränität ist nichts weiter als eine rechtlich wertlose und nicht bindende Floskel. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die

Schweiz verpflichtet wäre, neu erlassene EU-Regulierungen im Bereich des Landverkehrs dynamisch zu übernehmen, verliert die "Gemeinsame Erklärung" jede substantielle Bedeutung. Sie dient lediglich als Beruhigungspille, welche die offensichtliche und langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Wir müssen uns der Realität stellen, dass die dynamische Rechtsübernahme eine permanente Abhängigkeit von der Gesetzgebung der EU schafft und die Fähigkeit der Schweiz zur eigenständigen Steuerung ihres Eisenbahnwesens nachhaltig schwächt.

Die Schweiz gibt mit der schrittweisen Übernahme des EU-Rechts sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Zukünftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter auf zentrale EU-Stellen verlagern, was eine direkte Einschränkung der schweizerischen Autonomie darstellt. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre kritische Infrastruktur behält und nicht von externen Institutionen in ihrer strategischen Ausrichtung und operativen Führung bevormundet wird.

Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) geplante Anpassung des Artikels 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen von Verkehrsleistungen zwingend EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz und ihre Bürgerinnen und Bürger treffen zu können, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass suboptimalen und potenziell teureren Lösungen der Vorzug gegeben werden muss, was letztlich die schweizerischen Steuerzahler belastet und die Verfolgung rein schweizerischer verkehrspolitischer Ziele erschwert. Die Vergabe von Konzessionen im öffentlichen Verkehr ist ein zentrales Instrument zur Sicherstellung der Grundversorgung und zur Förderung von Qualitätsstandards. Die Einbindung von EU-Recht in diesen Prozess untergräbt die Möglichkeit, diese Ziele optimal zu erreichen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public, die nationale Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität unseres Landes darstellen. Die Befürchtungen bezüglich der Kabotage und der dynamischen Rechtsübernahme sind mehr als berechtigt und müssen auf allen Ebenen mit aller Deutlichkeit artikuliert werden. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit in der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs wahrt und sich nicht den Vorgaben einer externen Gesetzgebung unterwirft, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte unseres Landes zugeschnitten ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Gefährdung der hart erarbeiteten Schweizer Lohnstrukturen dar und verdienen daher eine kritische und entschieden ablehnende Stellungnahme. Die vorgelegten Massnahmen sind offensichtlich nicht darauf ausgelegt, den durch die ungebremste Zuwanderung verursachten Abwärtsdruck auf die Löhne wirksam zu kompensieren. Vielmehr handelt es sich um kosmetische Korrekturen, die darauf abzielen, den Anschein von Schutz zu erwecken, während die tatsächliche Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für die breite Masse der Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen, unaufhaltsam voranschreitet.

Es ist zutiefst besorgniserregend zu beobachten, wie der bewährte und äusserst effektive Schweizer Lohnschutz systematisch aufgeweicht und an die weniger robusten Standards der Europäischen Union angepasst wird. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch in ihrer Wirksamkeit fragwürdig. Dies spielt primär jenen ausländischen Unternehmen in die Hände, die auf Lohndumping setzen und sich auf diese Weise unfaire Wettbewerbsvorteile verschaffen wollen. Anstatt die bestehenden Schutzmechanismen zu stärken, werden diese durch ein komplexes und intransparentes Regelwerk ersetzt, dessen Hauptzweck die Kompatibilität mit dem EU-Recht zu sein scheint und nicht primär der Schutz der Schweizer Arbeitnehmerschaft.

Besonders bedenklich ist die vorgeschlagene Schwächung der Kontrollmechanismen. Die

Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistisch ausgerichteten und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird zwangsläufig zu einer Verringerung der Kontrolldichte und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Erfahrung zeigt, dass schwache Kontrollen und eine ineffektive Durchsetzung des Rechts die Tür für Missbräuche weit öffnen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, muss als ein vergiftetes Geschenk betrachtet werden. Diese Massnahme schafft eine künstliche und privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien der schweizerischen Vertragsfreiheit und der Flexibilität unseres Arbeitsmarktes, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU). Anstatt das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen, wird hier eine zusätzliche Belastung geschaffen, die die Anpassungsfähigkeit der Unternehmen einschränkt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des direkten Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik des Gesetzes aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Dies erschwert es betroffenen Arbeitnehmern, ihre Rechte effektiv geltend zu machen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, wie in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d des BöB dargelegt, ist äusserst problematisch. Diese Verknüpfung zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unflexibler an die Europäische Union binden. Dies untergräbt die souveräne Entscheidungsgewalt der Schweiz bei der Gestaltung ihrer Beschaffungspolitik.

Des Weiteren ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG), wie sie durch den neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG vorgesehen ist, eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen der Europäischen Union. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Unabhängigkeit unserer Gerichte.

Auch die Präzisierungen im Arbeitsvertragswesen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, sind nicht als technische Detailänderungen abzutun. Sie sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine erhebliche Schwächung des Schweizer Lohnschutzes bedeuten und die harte Arbeit von Generationen zur Sicherung eines gerechten Lohnniveaus aufs Spiel setzen. Die zusätzlichen bürokratischen Hürden und die schleichende Erosion der Kontrollmechanismen werden den Lohndruck auf die Schweizer Arbeitnehmerschaft weiter verstärken. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität im Bereich des Arbeitsmarktes verteidigt und bewährte nationale Schutzmassnahmen nicht durch EU-konforme Regelungen ersetzt, die nachweislich weniger wirksam sind. Wir lehnen die vorgeschlagenen Änderungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Revision der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung dar, der die Souveränität des Landes,

die föderalistische Struktur und die demokratische Legitimation politischer Entscheidungen massiv untergräbt. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Willensbildung von Bund, Kantonen und Gemeinden autonom gestaltet werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist nicht nur ein Verlust an Flexibilität, sondern auch eine Entrechtung unserer demokratischen Institutionen.

Die Souveränität der Kantone und ihre ausgeprägte föderalistische Autonomie werden durch die vorgesehene Regelung in eklatanter Weise verletzt. Anstatt eigenständig und im Sinne ihrer lokalen Gegebenheiten über die Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone gezwungen, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigen zu lassen. Dies ist ein direkter und unannehmbarer Angriff auf den Föderalismus, der seit jeher ein Grundpfeiler unseres Staates ist. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren eigene, demokratisch gefällte Entscheide nicht mehr primär auf nationalen Interessen, sondern auf der Kompatibilität mit dem EU-Recht basieren.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Schritt der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Staatliche Beihilfen sollen zukünftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit nachhaltig aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, die mit zahlreichen kantonalen und kommunalen Elektrizitätswerken tief in unserer Infrastruktur verwurzelt ist, sowie der Luft- und Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen, die für das Funktionieren unseres Landes unabdingbar sind.

Die Schaffung der neuen Beihilfekammer der WEKO, wie in Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen, ist besonders bedenklich. Diese Institution wird als eine Art "Superbehörde" fungieren und als "verlängerter Arm der EU" agieren. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der fragwürdigen Konformität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, was zu einer erodierenden Rechenschaftspflicht führt. Die Kantone verlieren mit dem neuen BHÜG und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Kompatibilität hin überprüft und gekippt werden. Dies untergräbt die kantonalen Entscheidungskompetenzen zutiefst und ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die befürchtete Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen weiterhin primär zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen weiter zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares und besorgniserregendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes

Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz in einem Maße, das nicht hinnehmbar ist. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu vernachlässigen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Identität, unserer demokratischen Prozesse und unserer föderalistischen Prinzipien darstellen. Wir fordern nachdrücklich, dass die Schweiz ihre Souveränität im Bereich der staatlichen Beihilfen bewahrt und die bewährten, demokratisch legitimierten Instrumente zur Gestaltung unserer Wirtschaftspolitik nicht aufgibt. Die vorliegende Vorlage ist abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Ich äussere mich hiermit mit tiefgreifender Besorgnis und Skepsis zum vorgeschlagenen Rahmenabkommen mit der Europäischen Union, insbesondere im Hinblick auf den finanziellen Beitrag, der faktisch als Kohäsionszahlung deklariert wird. Die geplante Umwandlung der bisher freiwilligen, vom Parlament zu kontrollierenden Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Bruch mit den Grundsätzen der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Rechenschaftspflicht dar. Dieses Vorgehen beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels und der legitimen Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen. Was hier als freiwillige Geste verkauft wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine de facto Zwangsabgabe, die nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung liegt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist augenscheinlich nur ein Lockangebot, um die Vorbehalte der Bevölkerung und der politischen Gremien zu beschwichtigen. Der im Vertrag festgeschriebene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Zahlungen birgt die unheilvolle Gewissheit massiv höherer Forderungen in der Zukunft. Sobald dieser Mechanismus greift, verliert die Schweiz jegliche Möglichkeit, die Zahlungen zu beeinflussen oder gar abzulehnen. Sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren, ohne Mitspracherecht und ohne die Möglichkeit, diese eigenständig zu überprüfen oder zu verhandeln. Dies ist keine Partnerschaft auf Augenhöhe, sondern eine einseitige finanzielle Belastung.

Die Schweiz wird durch diese Vereinbarung zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne dafür einen angemessenen Gegenwert in Form von besserem Marktzugang oder der Beseitigung bestehender Handelsschranken zu erhalten. Vielmehr wird die Schweiz zur Kasse gebeten, um die EU-Kohäsionsziele zu finanzieren, während die eigenen Interessen und die Bedürfnisse der Schweizer Bevölkerung in den Hintergrund treten. Die Argumentation, dass diese Zahlungen notwendig seien, um die Beziehungen zur EU zu pflegen, ist vorgeschoben. Es handelt sich vielmehr um eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität der Schweiz kostet und kaum greifbare, messbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenständigen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese neue finanzielle Verpflichtung als permanente, rechtlich bindende Norm. Dies ist eine direkte Aushöhlung der Budgethoheit des Schweizer Parlaments. Jede einzelne Beitragszahlung, die bisher Gegenstand einer souveränen parlamentarischen Entscheidung war, wird zukünftig durch dieses Gesetz automatisiert und dem direkten Einfluss der Volksvertreter entzogen. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was bedeutet, dass das Parlament nicht mehr über die Verwendung von Steuergeldern im Sinne einer unabhängigen Budgetpolitik entscheiden kann, sondern lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung durchführt. Das KoBG ist somit das zentrale gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten und sie in eine abhängige Zahlungsrolle zu drängen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine reine Formalität. Diese Verankerung in der schweizerischen Rechtsordnung signalisiert, dass diese finanziellen Abgaben an die EU als fester und dauerhafter Bestandteil der nationalen Gesetzgebung

betrachtet werden. Dies untergräbt die Möglichkeit, diese Zahlungen in Zukunft kritisch zu hinterfragen oder gar zu beenden.

Des Weiteren ist die Verknüpfung des Kohäsionsbeitrags mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG nicht nur irreführend, sondern geradezu manipulativ. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies lenkt von der eigentlichen Problematik ab und versucht, diese finanziellen Verpflichtungen im Mantel einer humanitären und sicherheitspolitischen Massnahme zu verstecken.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass der vorgeschlagene finanzielle Beitrag eine gravierende Verschlechterung der Schweizer Souveränitätsrechte und der demokratischen Kontrolle darstellt. Die Schweiz zahlt für eine Beziehung, die primär die EU begünstigt, ohne die nötigen Gegenleistungen zu erhalten. Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist ein gefährliches Instrument, das die Budgethoheit des Parlaments aushebelt und die Schweiz zu einer unkündbaren Zahlungsmasse macht. Ich fordere daher dringend eine kritische Überprüfung und Ablehnung dieser Bestimmungen, die im Widerspruch zu den Interessen und der Verfassung der Schweiz stehen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und vermögen die schweizerischen Interessen nur unzureichend zu wahren. Es drängt sich die Frage auf, ob die erreichten Kompromisse nicht eher einer Unterwerfung unter die Vorgaben der EU gleichen, anstatt einer gleichberechtigten Partnerschaft, die den nationalen Souveränitätsinteressen der Schweiz Rechnung trägt.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die befürchtete Erosion der schweizerischen Rechtsautonomie. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie im institutionellen Rahmenabkommen vorgesehen ist, stellt eine fundamentalen Bruch mit dem Prinzip dar, dass die Schweiz ihr Recht autonom setzt. Insbesondere die fortlaufende automatische Übernahme von EU-Sekundärrecht durch die Hintertür des Abkommens widerspricht dem Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts, welches die Souveränität des eidgenössischen Gesetzgebers schützt. Artikel 163 der Bundesverfassung (KV) regelt die Zuständigkeiten der Bundesversammlung in Gesetzgebungsfragen. Eine indirekte Übernahme von Recht, die der parlamentarischen Debatte und der direktdemokratischen Kontrolle entzogen ist, untergräbt diese verfassungsmässige Ordnung. Die Tatsache, dass das Recht der EU künftig auch für die Schweiz massgeblich sein soll, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk ein Mitspracherecht haben, ist inakzeptabel. Dies steht im diametralen Gegensatz zu den Prinzipien der direkten Demokratie und des Föderalismus, die das Fundament des schweizerischen Rechtsstaates bilden.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiteres besorgniserregendes Element. Die vertraglich zugestandene Kompetenz des EuGH, die Auslegung von EU-Recht zu bestimmen, welches auch in der Schweiz gelten soll, führt unweigerlich zu einer Unterordnung unter die juristische Autorität der EU. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), der besagt, dass das Recht von der Schweiz anzuwenden ist. Zwar ist der EuGH kein Gericht im klassischen Sinne, doch seine Entscheidungen haben eine normative Kraft, die sich auf das schweizerische Recht auswirken wird. Dies bedroht die Fähigkeit der schweizerischen Gerichte, das Recht im Einklang mit den schweizerischen Verhältnissen und der schweizerischen Verfassung zu interpretieren und anzuwenden. Die Befürchtung, dass schweizerische Rechtsentwicklungen, die sich an den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz orientieren, durch Urteile des EuGH in ihrer Entwicklung gehemmt oder gar gestoppt werden könnten, ist real.

Auch im Bereich des freien Personenverkehrs sind erhebliche Nachteile zu erkennen. Die von der EU geforderte uneingeschränkte Personenfreizügigkeit birgt das Risiko, die schweizerischen Lohn- und

Arbeitsbedingungen zu destabilisieren. Die Erfahrungen aus der Vergangenheit haben gezeigt, dass ein starker Zuzug von Arbeitskräften aus EU-Ländern Druck auf die Löhne ausüben und die sozialen Sicherungssysteme belasten kann. Artikel 11a der Bundesverfassung (KV) gesteht zwar die Personenfreizügigkeit zu, doch die detaillierte Ausgestaltung im Rahmen eines Abkommens muss sicherstellen, dass die schweizerische Lohn- und Sozialpolitik wirksam geschützt bleibt. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse lassen hierzu jedoch erhebliche Zweifel aufkommen und bieten keine ausreichenden Schutzmechanismen. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der Lohnschutzinstrumente, die zur Sicherung des Wohlstands der schweizerischen Bevölkerung und zur Vermeidung von Sozialdumping unerlässlich sind.

Die vorgesehene Ausdehnung der Geltung von EU-Recht auf den Bereich der Dienstleistungen und des öffentlichen Beschaffungswesens birgt ebenfalls Risiken für die schweizerische Wirtschaft. Die schrittweise Liberalisierung dieser Sektoren könnte zu einem ungleichen Wettbewerb führen, bei dem schweizerische Unternehmen gegenüber besser subventionierten oder regulierten Unternehmen aus der EU im Nachteil sind. Die Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen und die Sicherung fairer Wettbewerbsbedingungen sind zentrale Anliegen, die durch die aktuellen Verhandlungsergebnisse nicht ausreichend berücksichtigt werden.

Darüber hinaus ist die mangelnde Flexibilität bei der Anpassung der Abkommen an neue Entwicklungen in der EU ein gravierendes Problem. Die automatische Übernahme neuer EU-Rechtsetzungsvorschriften ohne die Möglichkeit einer kritischen Prüfung und einer nationalen Anpassung ist eine erhebliche Einschränkung der Handlungsfähigkeit der Schweiz. Dies gilt insbesondere für Bereiche, die sich rasant entwickeln, wie beispielsweise die Digitalisierung oder die Umweltpolitik. Artikel 6 der Bundesverfassung (KV) garantiert die Freiheit der wirtschaftlichen Betätigung. Eine unflexible Übernahme von EU-Recht könnte diese Freiheit einschränken und innovative Entwicklungen in der Schweiz behindern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU eine Reihe von schwerwiegenden Nachteilen für die Schweiz mit sich bringen. Die Erosion der Rechtsautonomie, die Unterordnung unter die Jurisdiktion des EuGH, die unzureichenden Schutzmassnahmen im Bereich des Personenverkehrs und die mangelnde Flexibilität bei der Anpassung an neue Entwicklungen stellen eine ernsthafte Bedrohung für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz dar. Die Regierung ist gefordert, diese Bedenken ernst zu nehmen und im weiteren Prozess darauf hinzuwirken, dass die schweizerischen Interessen wirksamer gewahrt werden. Andernfalls droht die Schweiz, ihre Unabhängigkeit und ihren Wohlstand aufs Spiel zu setzen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist alarmierend, dass die Schweizer Bevölkerung und die politischen Entscheidungsträger mit einer Flut von Abkommen und Anpassungen konfrontiert werden, die primär den Interessen der EU dienen und gleichzeitig die Souveränität und die bewährten rechtlichen Grundlagen der Schweiz potenziell untergraben.

Die vorliegende Vernehmlassung scheint eine weitere Annäherung an das EU-Recht vorzusehen, ohne dabei die grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie und unseres föderalen Systems ausreichend zu berücksichtigen. Die zunehmende Übernahme von EU-Regularien, die nicht im direkten Interesse der Schweiz liegen, stellt eine schleichende Erosion unserer Eigenständigkeit dar. Es ist zu befürchten, dass die vermeintliche "Stabilisierung" der Beziehungen in Wahrheit eine schleichende Integration bedeutet, die uns in eine abhängige Position gegenüber Brüssel manövriert.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die zukünftige Rolle des Bundesgerichts und dessen

Fähigkeit, Schweizer Recht autonom anzuwenden. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von indirektem Recht oder durch die Anrufung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen von Abkommen, gefährdet die Unabhängigkeit unserer Justiz. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) garantiert zwar die Bindung der Gerichte an das Recht, doch die Frage, welches Recht massgebend sein soll, wird durch die EU-Annäherung immer unklarer. Sollte das Schweizer Recht dem EU-Recht untergeordnet werden, wie es bei der Übernahme von Bestimmungen im Rahmen von bilateralen Abkommen tendenziell geschieht, verliert das Bundesgericht seine Rolle als oberste Hüterin des Schweizer Rechts. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Souveränität, der im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist und die Schweiz als souveräne, demokratische und rechtsstaatliche Nation definiert.

Die geforderte Harmonisierung von Gesetzen und Verordnungen mit der EU birgt zudem die Gefahr, dass spezifisch schweizerische Bedürfnisse und Traditionen vernachlässigt werden. Dies gilt insbesondere für Bereiche wie die Landwirtschaft, wo EU-Subventionierungssysteme und Produktionsstandards nicht mit den Anliegen unserer Kleinbauern und der nachhaltigen Bewirtschaftung unserer alpinen Landschaften vereinbar sind. Eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen könnte zu Wettbewerbsnachteilen für heimische Produzenten führen und unsere Agrarstruktur nachhaltig schädigen.

Des Weiteren ist die Transparenz der Verhandlungsprozesse und die demokratische Legitimation der getroffenen Entscheidungen äusserst fragwürdig. Die Bevölkerung wird oft erst mit bereits ausgehandelten und quasi unumstösslichen Abkommen konfrontiert. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 138 und 139 BV (Volksinitiative und fakultatives Referendum), verankert ist. Diese Artikel gewährleisten, dass das Volk die letzte Entscheidungsgewalt hat. Doch wenn die Schweiz immer mehr Verpflichtungen eingeht, die auf unzureichender demokratischer Debatte beruhen, wird die Wirksamkeit dieser demokratischen Instrumente ausgehöhlt. Es entsteht der Eindruck, dass die Regierung und die Verwaltung durch externe Einflüsse, namentlich durch die EU, unter Druck gesetzt werden, um im Sinne einer politischen Integration voranzuschreiten, anstatt im besten Interesse der Schweiz zu handeln.

Die finanziellen Verpflichtungen, die mit einer Vertiefung der Beziehungen zur EU einhergehen, sind ebenfalls besorgniserregend. Die Schweiz ist als Nicht-Mitglied der EU nicht an den EU-Haushalt gebunden. Die Übernahme von Beiträgen zur EU oder die Beteiligung an EU-Programmen, die finanzielle Zuzahlungen erfordern, stellt jedoch eine indirekte finanzielle Belastung dar, die von den Steuerzahlern getragen werden muss, ohne dass eine entsprechende Mitsprache im EU-Haushalt möglich ist. Dies wirft die Frage der wirtschaftlichen Vernunft und der fiskalischen Verantwortung auf. Die finanziellen Verpflichtungen müssen transparent dargelegt und einer strengen Prüfung unterzogen werden, insbesondere im Hinblick auf die Einhaltung von Artikel 127 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Entwicklung und die Wohlfahrt des Landes im Auge behalten soll.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuelle Stossrichtung zur "Stabilisierung" der Beziehungen zur EU mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit verbunden ist. Es bedarf einer weitaus kritischeren und autonomeren Auseinandersetzung mit den europäischen Bestrebungen, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und ihre Interessen wirksam vertritt. Die vorliegenden Vorschläge scheinen diesem Anspruch nicht gerecht zu werden und laufen Gefahr, die Schweiz schleichend in eine Abhängigkeit zu führen, die langfristig nicht im Interesse unseres Landes ist. Die rechtlichen Grundlagen, insbesondere die Artikel 1, 127, 138, 139 und 190 der Bundesverfassung, müssen als Leitlinien für jede Form der internationalen Zusammenarbeit dienen und dürfen nicht durch fragwürdige Abmachungen mit der EU ausgehebelt werden.

Freundliche Grüsse

I. Weber

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- ☐ Weitere interessierte Kreise
- ✓ Nicht offiziell angeschriebene Organisationen / Privatpersonen

☐

Absenderin oder Absender: ☐

Text Peter Gisler

Datum der Stellungnahme:

08.09.2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Peter Gisler 051 284 25 52 peter.gisler86@hotmail.com

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Ich bin überhaupt nicht einverstanden und die Dynamische Rechtsübernahme der EU. Zusammenarbeit ja, mit einem Freihandelsabkommen Wenn Dann.

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Ich möchte auf ein Freihandelsabkommen verweisen.

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

3.1. Allgemeine Bemerkungen

Keine Angaben.

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2. Stabilisierungsteil			
3.2.1. Staatliche Beihilfen			
Neues Gesetz Die Staatliche Beihilfe ist nicht verhandelbar.			
3.2.1.1. Bundesgesetz über die Überwachung von [staatlichen] Beihilfen (BHÜG)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.1.2. Bundesgerichtsgesetz (BGG, SR 173.110)		Ohne Rechtsübernahme der EU	
3.2.1.3. Verwaltungsgerichtsgesetz (VGG, SR 173.32)		Ohne Rechtsübernahme der EU	
3.2.1.4. Kartellgesetz (KG, SR 251)		Ohne Rechtsübernahme der EU	
3.2.1.5. Luftfahrtgesetz (LFG, SR 748.0)		Ohne Rechtsübernahme der EU	
3.2.1.6. Preisüberwachungsgesetz (PüG, SR 942.20)		Ohne Rechtsübernahme der EU	
3.2.2. Personenfreizügigkeit: Zuwanderung			
Neues Gesetz			
3.2.2.1. Bundesgesetz über die Verwaltungszusammenarbeit im Bereich der Anerkennung von Berufsqualifikationen (Binnenmarkt-Informationssystem) (BGVB)		Ohne Rechtsübernahme der EU	
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.2.2. Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG, SR 142.20)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.3. Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, SR 823.11)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.4. Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz, SR 414.110)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.5. Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG, SR 414.20)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.6. Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, SR 831.40)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.7. Freizügigkeitsgesetz (FZG, SR 831.42)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.8. Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB, SR 210)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.9. Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten berufen (BGMD, SR 935.01)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.10. Medizinalberufegesetz (MedBG, SR 811.11)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.2.11. Gesundheitsberufegesetz (GesBG, SR 811.21)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.2.12. Psychologieberufegesetz (PsyG, SR 935.81)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.3. Personenfreizügigkeit: Lohnschutz			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.3.1. Bundesgesetz über die flankierenden Massnahmen bei entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und über die Kontrolle der in Normalarbeitsverträgen vorgesehenen Mindestlöhne (Entsendegesetz, EntsG, SR 823.20)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.3.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.5 Finanzieller Beitrag der Schweiz)*		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.3.3. Obligationenrecht (OR, SR 220)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.3.4. Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG, SR 221.215.311)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.3.5. Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG, SR 281.1)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.4. Landverkehr			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.4.1. Eisenbahngesetz (EBG, SR 742.101)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.4.2. Personenbeförderungsgesetz (PBG, SR 745.1)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.5. Finanzieller Beitrag der Schweiz			
Neues Gesetz			
3.2.5.1. Bundesgesetz über die Beiträge der Schweiz zur Stärkung der Kohäsion in Europa (Kohäsionsbeitragsgesetz, KoBG)		Volksabstimmung zur aufhebung	Muss aufgehoben werden
Gesetzesanpassungen			
3.2.5.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.3 Personenfreizügigkeit: Lohnschutz)*		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.2.5.3. Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte (SR 193.9)		- Ohne Rechtsübernahme der EU	Ist von der UNO geregelt

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.3. Weiterentwicklungsteil			
3.3.1. Strom			
Gesetzesanpassungen			
3.3.1.1. Energiegesetz (EnG, SR 730.0)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.3.1.2. Stromversorgungsgesetz (StromVG, SR 734.7)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.3.1.3. Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE)		Ohne Rechtsübernahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.3.2. Lebensmittelsicherheit			
Gesetzesanpassungen			

3.3.2.1. Tierschutzgesetz (TSchG, SR 455)		Ohne Rechtsüber-nahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.3.2.2. Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0)		Ohne Rechtsüber-nahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.3.2.3. Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG, SR 910.1)		Ohne Rechtsüber-nahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.3.2.4. Bundesgesetz über den Wald (Wald-gesetz, WaG, SR 921.0)		Ohne Rechtsüber-nahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben
3.3.2.5. Tierseuchengesetz (TSG, SR 916.40)		Ohne Rechtsüber-nahme der EU	Die Schweiz muss eigenständig bleiben

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Ich bin sehr besorgt über dieses Paket und möchte es nicht anwenden. Der Bundesrat muss der EU mitteilen, dass die Schweiz eigenständig bleibt und Neutral ist. Keine EU Übernahmen!

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Cyril Rutschi (Privat)

Datum: 08.09.2025

Kontakt: Rutschi Cyril · cyrilrutschi@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgelegte Thema der Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Während eine gewisse Kohärenz in den Beziehungen wünschenswert sein mag, müssen die vorgeschlagenen Massnahmen kritisch hinterfragt werden, da sie potenziell zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führen könnten, ohne dass die demokratischen Kontrollmechanismen des schweizerischen Systems vollumfänglich greifen.

Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung zu untergraben. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Rechte der Bürgerinnen und Bürger, die sie bei Abstimmungen über Bundesgesetze, Verordnungen und Staatsverträge ausüben, würde durch eine obligatorische Übernahme von EU-Recht, wie sie bei bestimmten Abkommen denkbar ist, ausgehöhlt. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden faktisch die Möglichkeit verlieren, über die direkt anwendbaren Rechtsnormen zu entscheiden, die sie betreffen.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH, wie sie in der Rechtsprechung des Bundesgerichts im Rahmen des Freizügigkeitsabkommens berücksichtigt wird, würde bedeuten, dass eine ausländische juristische Instanz verbindliche Interpretationen von Rechtsnormen gibt, die im schweizerischen Rechtsraum Anwendung finden. Dies widerspricht dem Grundsatz des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege, das die ausschliessliche Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte für die Anwendung und Auslegung des schweizerischen Rechts vorsieht. Die Gefahr einer Divergenz zwischen dem nationalen Recht und dem durch den EuGH ausgelegten Recht würde zunehmen, was zu Rechtsunsicherheit und einer Erosion der nationalen Rechtsordnung führen kann.

Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die oft mit der Übernahme von Regulierungen einhergeht, muss ebenfalls kritisch betrachtet werden. Artikel 127 der Bundesverfassung legt fest, dass die Kantone in der Gestaltung der Geldpolitik und des Finanzwesens mitzuwirken haben. Eine automatische Übernahme von EU-Regulierungen könnte diese Mitwirkung der Kantone in Frage stellen und die finanzpolitische Autonomie der Schweiz beeinträchtigen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass jede Form der Stabilisierung der Beziehungen zur EU, die eine stärkere rechtliche Bindung oder eine faktische Übernahme von EU-Recht beinhaltet, mit äusserster Vorsicht zu geniessen ist. Die Bewahrung der schweizerischen Souveränität, die demokratische Legitimation und die Unabhängigkeit der Rechtsprechung müssen oberste Priorität haben. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen diesen Prinzipien nicht in ausreichendem Masse

Rechnung zu tragen und könnten langfristig negative Folgen für die Schweiz haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen und begründeten Bedenken. Eine eingehende Prüfung offenbart potenzielle Schwächungen unserer Souveränität und unseres Rechtssystems, die nicht unterschätzt werden dürfen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitspracherechte der Schweiz stellt eine Erosion unserer demokratischen Legitimation dar. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien unserer Bundesverfassung, die auf der Volkssouveränität und der Gewaltenteilung beruhen.

Die vorliegende Vereinbarung scheint darauf abzuzielen, die Schweiz de facto in den Rechtsraum der Europäischen Union zu integrieren, ohne dass dies mit einer entsprechenden politischen Beteiligung und den damit verbundenen Rechten einhergeht. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft, welche durch eine einseitige Übernahme von Rechtsakten der EU ohne effektive Mitgestaltungsmöglichkeiten gefährdet wird. Die Rolle des Schweizerischen Parlaments, das gemäss Artikel 168 BV die oberste Gewalt im Bund darstellt, würde durch die automatische Rechtsübernahme de facto marginalisiert.

Darüber hinaus ist die Frage der Zuständigkeit und der Wirksamkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) angesichts der schweizerischen Rechtsordnung problematisch. Die automatische Übernahme der EuGH-Rechtsprechung, wie sie durch das Paket suggeriert wird, birgt die Gefahr einer Beugung des Schweizer Rechts an externe Interpretationen, welche möglicherweise nicht mit den spezifischen Bedürfnissen und Werten unserer Nation übereinstimmen. Dies könnte die Rechtssicherheit beeinträchtigen und die Unabhängigkeit unserer Gerichte untergraben. Artikel 30 unserer Bundesverfassung gewährleistet das Recht auf ein unabhängiges Gericht, dessen Unabhängigkeit durch eine solche externe Jurisdiktion herausgefordert werden könnte.

Die vorgelegten Unterlagen lassen zudem unzureichende Klarheit bezüglich der finanziellen Verpflichtungen der Schweiz. Eine pauschale Beteiligung an EU-Programmen ohne klare Gegenleistungen und eine transparente Verteilung der Lasten ist nicht hinnehmbar. Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Integration, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen sowie für die gesamte schweizerische Volkswirtschaft, müssen kritisch hinterfragt werden. Es besteht die Besorgnis, dass der Nutzen für die EU die Kosten und Risiken für die Schweiz überwiegen könnte.

Insgesamt erfordert das Paket eine deutlich kritischere Auseinandersetzung und eine detailliertere Prüfung der potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere nationale Souveränität, unser Rechtssystem und unsere wirtschaftliche Stabilität. Die skizzierten Bedenken sind ernst zu nehmen und erfordern Nachbesserungen, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werfen kritische Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den Interessen und der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das schweizerische Rechtssystem und die Wirtschaftsordnung sind besorgniserregend.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Gemäss Artikel 2 der

Bundesverfassung ist die Schweiz verpflichtet, die Menschenwürde, die Freiheit, die Gleichheit und die Unverbrüchlichkeit der privatenigentums zu wahren. Die uneingeschränkte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne die Möglichkeit einer differenzierten Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und rechtlichen Traditionen, könnte dazu führen, dass Bestimmungen in unser Rechtssystem Eingang finden, die diesen fundamentalen Werten widersprechen. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, die gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung an Bundesgesetze gebunden sind, könnte durch die verbindliche Wirkung von EU-Recht untergraben werden, da die Auslegungskompetenz letztlich bei den europäischen Gerichten läge.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind mit grosser Skepsis zu betrachten. Die von der EU geforderte Übernahme des freien Personenverkehrs und die damit verbundenen Herausforderungen für den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind gravierend. Artikel 120 der Bundesverfassung betont die Förderung des wirtschaftlichen Wohls und der sozialen Sicherheit der Bevölkerung. Die unkontrollierte Zuwanderung, die aus einer solchen Regelung resultieren könnte, droht die Funktionsfähigkeit unserer sozialen Sicherungssysteme zu belasten und den Druck auf die Löhne im Niedriglohnbereich zu erhöhen. Zudem stellt sich die Frage, inwieweit die Schweizer Wirtschaft von einer solchen Überregulierung und dem Wegfall von protektionistischen Massnahmen, die bis anhin zur Stärkung unserer KMUs beigetragen haben, profitieren würde. Die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen könnte durch die Angleichung an EU-Standards, die oft auf grössere Märkte zugeschnitten sind, beeinträchtigt werden.

Die Gefahr einer fortlaufenden Rechtsübernahme ohne Mitspracherecht der schweizerischen Bevölkerung, wie sie durch das Freihandelsabkommen mit der EU impliziert wird, ist eine zentrale Sorge. Die demokratische Legitimation von Gesetzen, die in der Schweiz gelten, muss stets durch unsere Parlamente und die direkte Demokratie gewährleistet sein. Eine Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen würde dieses Prinzip fundamental in Frage stellen. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Souveränität und die direktdemokratischen Instrumente konsequent geschützt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Rechtsordnung und den fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie auf. Es ist keineswegs erwiesen, dass die angestrebte Übernahme von EU-Recht im vorliegenden Umfang dem Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung entspricht.

Besondere Sorge bereitet die potentielle Erosion der Souveränität. Die unreflektierte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen birgt die Gefahr, dass die Schweizerischen Gesetzgebungsorgane und schliesslich das Volk in ihrer Gestaltungsfreiheit massiv eingeschränkt werden. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert zwar die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone, doch die vorliegende Umsetzung scheint diese Garantie eher als unverbindliche Absichtserklärung zu verstehen denn als bindenden Rechtsgrundsatz.

Des Weiteren ist fraglich, inwieweit die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert sind, gewahrt bleiben. Die komplexe und sich ständig ändernde Natur des EU-Rechts erschwert eine transparente und nachvollziehbare Anwendung im Inland. Die Gefahr von Rechtsunsicherheit und fehlender Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Die Frage der demokratischen Legitimation ist ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die Übernahme von EU-Recht, das nicht durch einen direkten demokratischen Prozess im Inland legitimiert ist, untergräbt das Vertrauen in unsere Institutionen. Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung garantieren das fakultative Referendum und die Volksinitiative als zentrale Elemente unserer direkten Demokratie. Eine blosse Übernahme von EU-Recht würde diese Volksrechte de facto aushebeln, da das Volk nicht die Möglichkeit hat, über die Inhalte zu entscheiden, die nunmehr bindend werden sollen.

Wir müssen uns die Frage stellen, ob die versprochenen Vorteile die erheblichen Risiken für unsere

politische und rechtliche Eigenständigkeit aufwiegen. Es bedarf einer detaillierten Prüfung, ob jede einzelne Massnahme der inländischen Umsetzung tatsächlich notwendig ist und ob sie die schweizerischen Interessen besser wahrt als autonom entwickelte Lösungen. Die bisherige Vorlage lässt dahingehend starke Zweifel aufkommen. Es ist angebracht, eine kritischere und zurückhaltendere Haltung gegenüber einer solchen weitreichenden Rechtsübernahme einzunehmen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit markieren eine besorgniserregende Abkehr von den Prinzipien der schweizerischen Souveränität und der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie sie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert sind. Die massiven Ausbauten der Freizügigkeit durch die Übernahme von EU-Recht, namentlich der Unionsbürgerrichtlinie, gefährden die innere Sicherheit und die soziale Stabilität unseres Landes. Insbesondere die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', selbst bei krimineller Verfehlung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt unsere Fähigkeit, die Gesellschaft zu schützen und unsere Sozialwerke vor Missbrauch zu bewahren. Die daraus resultierende massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten primär von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden, ist nicht tragbar.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern stellt eine beispiellose Öffnung dar, die einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zur Folge haben wird. Die angebliche 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist eine reine Farce; ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nicht zur Anwendung kommen wird, während die EU bei deren Aktivierung mit Sanktionen droht. Dies entlarvt die Klausel als Erpressungsmittel und nicht als Schutzmechanismus.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftig jeglichen Einfluss auf Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), wie die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausweiten und einen Ausschluss kaum mehr ermöglichen. Dies widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung von drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen zusätzlichen Kosten, die die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich verursacht, und stellt eine unfaire Last für Studierende und unsere Hochschulen dar. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG, ersetzen nationales Qualitätsbewusstsein durch automatisierte EU-Prozesse, was die Absenkung unserer hohen Standards und den Verlust der nationalen Kontrollhoheit in entscheidenden Bereichen wie der Gesundheitsversorgung und der Berufsqualifikation zur Folge hat. Dies ist eine Kapitulation vor Brüssel, die unsere Autonomie und die Qualitätssicherung in Kernbereichen gefährdet.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Strommarktrechts stellt eine bedenkliche Aufgabe der nationalen Souveränität dar und gefährdet die Grundpfeiler unserer Energieversorgung. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, verbunden mit dem Verlust des Stimmrechts bei gleichzeitiger Kostenbeteiligung, degradiert die Schweiz zu einem machtlosen Bittsteller, dessen Stromnetz zukünftig in Brüssel verwaltet wird.

Diese Übertragung von Entscheidungskompetenzen untergräbt die Unabhängigkeit und die auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene Ausrichtung unserer nationalen Regulierungsbehörde ElCom. Sie wird zur blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen Energieregulierung bedeutet.

Besondere Sorge bereitet die Existenzgefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, ein entscheidender Faktor für die finanzielle Stabilität der Bergkantone, steht als potenzielle unzulässige staatliche Beihilfe zur Disposition. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen und die dezentrale Energieerzeugung durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler Kraftwerke, wie etwa Gemeindewerke, wird ausgehebelt, was die lokale Wertschöpfung beeinträchtigt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit einem unkalkulierbaren Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird nebulös. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer.

Die daraus resultierende Preisvolatilität wird KMU und Haushalte stärker belasten, da die nicht vom Markt gedeckten Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die im StromVG (Art. 8b ff.) vorgesehene Energiereserve ist offensichtlich unzureichend. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur.

Ferner schwächen die geplanten Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Herabsetzung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht uns abhängiger von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE bedeutet zudem eine unnötige Unterwerfung unter unpassende EU-Regeln.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen ein hochriskantes Experiment darstellen, das die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft überfordert und die bewährte Stabilität unserer Energieversorgung aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung zutiefst zweifelhaft und drohen, die hart erarbeiteten Standards des schweizerischen Arbeitsmarktes zu untergraben. Es ist besorgniserregend, dass anstelle einer echten Stärkung unseres bewährten Lohnschutzes eine Angleichung an EU-Standards erfolgt, welche die schweizerische Praxis aufweicht und bürokratischer, aber weniger effektiv gestaltet. Die Angst vor einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und tiefen Einkommensklassen, ist mehr als berechtigt.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Verbesserung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Dies erleichtert es ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen, und schwächt die Kontrollmechanismen.

Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, der eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern schafft, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen an unserem Lohnschutz nicht die notwendige Robustheit aufweisen, um die Schweizer Arbeitnehmer wirksam vor den negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit zu schützen. Stattdessen wird ein bürokratisches System geschaffen, das die Souveränität der Schweiz aushöhlt und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar und sind unter diesen Bedingungen entschieden abzulehnen. Die Einführung der Kabotage, wie sie durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen birgt die grosse Gefahr der Rosinenpickerei, bei der ausländische Unternehmen ausschliesslich die profitabelsten Hauptstrecken bedienen werden. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung des Landes essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Grundlage des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Existenz.

Die im Rahmen des Abkommens möglichen Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen die Vorgaben des EU-Rechts zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Kriterien für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist aus rechtlicher Sicht als unzureichend und rechtlich nicht bindend zu betrachten. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung stellt somit lediglich eine Beruhigungspille dar, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht zu verhindern vermag.

Die dynamische Rechtsübernahme im Rahmen des Abkommens bedeutet eine schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die schweizerische Schieneninfrastruktur. So müssten wir zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die durch die EU-Anwendung befürchtete Einstufung bewährter Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig bedroht zudem die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger. Insgesamt führt die geplante Integration zu einer Schwächung des Schweizer Service public und einer unzumutbaren Einschränkung der schweizerischen Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' präsentiert werden, stellen eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist keine reine Massnahme zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern ein

tiefgreifendes Integrationsprojekt, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich gefährdet. Das Label 'Made in Switzerland' verliert seine Aussagekraft, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Diese Entwertung unserer Qualitätsstandards ist nicht hinnehmbar.

Besonders gravierend ist die beispiellose 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine unerträgliche politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit bringt. Die Idee, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in unseren Betrieben erhalten, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Produzenten zu Objekten ausländischer Behörden.

Die drohende Welle der Bürokratie wird nicht nur grosse Industriebetriebe treffen, sondern auch kleinere Strukturen wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger. Diese komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften sind unpassend für die Vielfalt unserer lokalen Wirtschaft und zerstören traditionelle Betriebe und wirtschaftliche Existenzen.

Das Gentechnik-Moratorium, ein demokratisch verankerter Volkswille, wird durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen systematisch ausgehöhlt. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und Konsumenten dar. Die vollständige Unterwerfung der Lebensmittelkette unter EU-Regulierungen führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an unseren bisherigen, hohen Standards.

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in Bezug auf Transport und Schlachtung (neuer Art. 15a und 21 TSchG), sind ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich breit akzeptierten Tierschutzvorschriften werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und die demokratische Kontrolle in einem für die Landwirtschaft zentralen Politikbereich wird massiv ausgehöhlt. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere souveräne Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen einschränkt.

Schliesslich bedeutet die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Insgesamt stellen die vorgeschlagenen Massnahmen eine schwere Gefährdung unserer Souveränität, unserer Qualitätsstandards und unserer lokalen Wirtschaft dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, birgt erhebliche Bedenken und eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität. Die Umwandlung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) bedeutet den Verlust eines wesentlichen politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Diese Entwicklung ist de facto einer Zwangsabgabe gleichzusetzen.

Der zunächst präsentierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird damit jegliche Verhandlungs- und Ablehnungsmöglichkeit verlieren und gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Wir werden zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile im Gegenzug verspricht.

Das vorgesehene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient als gesetzgeberisches Instrument, um diese Zahlungsverpflichtungen dauerhaft zu zementieren. Es wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht um und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine inakzeptable Vermischung von legitimen Anliegen mit finanziellen Verpflichtungen, die unsere Souveränität und die demokratische Entscheidungsfindung massiv beeinträchtigen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine massive Erosion unserer nationalen Souveränität und unserer föderalistischen Struktur dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft werden. Anstatt diese Entscheidungsfreiheit zu wahren, werden wir uns einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterwerfen. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihre Fähigkeit, eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden. Die Notwendigkeit, Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigen zu lassen, ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Institution wird ihre Entscheide nicht primär auf Schweizer Interessen ausrichten, sondern auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was zu einer Abkehr von unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung führt. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ist stossend. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert somit jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die Schweiz unterwirft sich somit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniela Cucinotta (Privat)

Datum: 08.09.2025

Kontakt: Daniela Cucinotta · 0788300440 · daniela.cu64@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene Abkommen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die wirtschaftliche Handlungsfreiheit, die nicht ignoriert werden dürfen. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, wie sie impliziert wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die politische Rechte (SR 161.1) verankert ist. Dieses Prinzip erlaubt es dem Schweizer Volk, über Gesetze zu entscheiden, während die Übernahme von EU-Recht einen indirekten und nicht kontrollierbaren Gesetzgebungsprozess darstellt, der die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger entmachtet.

Besondere Besorgnis bereitet die vorgesehene Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung und Anwendung des künftigen Abkommens. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie in Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) garantiert wird, wäre durch die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH massiv beeinträchtigt. Dies könnte dazu führen, dass nationale Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die gegen das schweizerische Recht verstossen oder den Interessen der Schweiz zuwiderlaufen. Die Möglichkeit, dass der EuGH über strittige Fragen entscheidet, die direkt die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft betreffen, stellt eine Erosion der rechtlichen Eigenständigkeit dar.

Die angeblich wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Bindung an die EU erscheinen angesichts des potenziellen Souveränitätsverlusts fragwürdig.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie sich aus den geplanten Abkommen ergibt, untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie und des schweizerischen Rechtssetzungsprozesses. Insbesondere Artikel 189 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Aussenpolitik (AuPoG) würde faktisch durch eine obligatorische Übernahme von EU-Recht umgangen, da die Schweiz nicht mehr autonom über ihre Aussenbeziehungen und damit verbundenen Rechtsakte entscheiden könnte.

Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung hat, widerspricht diametral dem Geist der schweizerischen Bundesverfassung, die auf der

Volkssouveränität und der Gewaltenteilung basiert. Eine solche Regelung birgt die Gefahr, dass die Schweiz in Rechtsbereichen, die ihre Lebensweise fundamental betreffen, fremdbestimmte Regulierungen hinnehmen müsste. Dies könnte zu einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie führen, da das Volk über zukünftige Gesetze, die durch EU-Recht vorgegeben sind, nicht mehr abstimmen könnte. Das Prinzip der rechtsgleichen Behandlung, welches auch durch das Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (GlG) gefördert wird, könnte ebenfalls betroffen sein, wenn die Schweiz gezwungen wäre, EU-Standards zu übernehmen, die nicht auf die schweizerischen Verhältnisse zugeschnitten sind.

Die Mechanismen zur Streitschlichtung, wie sie im Paket vorgesehen sind, bergen ebenfalls erhebliches Konfliktpotenzial. Eine Überstellung der letztinstanzlichen Entscheidungsfindung an EU-Institutionen, selbst wenn dies indirekt über die Auslegung des Abkommens geschieht, würde die nationale richterliche Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, massiv beeinträchtigen. Die Schweiz würde sich de facto einem übergeordneten Rechtssystem unterwerfen, dessen Legitimation nicht aus dem schweizerischen Volkswillen erwächst. Die wirtschaftlichen Vorteile, die teilweise als Argument für dieses Paket angeführt werden, dürfen nicht dazu verleiten, die fundamentalen demokratischen Prinzipien und die nationale Souveränität aufs Spiel zu setzen. Es ist äusserst fraglich, ob die prognostizierten Vorteile die langfristigen negativen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die politische Unabhängigkeit aufwiegen können. Die vorgeschlagene Lösung ist daher kritisch zu hinterfragen und unterliegt erheblichen Vorbehalten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wird mit tiefgreifender Skepsis zur Kenntnis genommen, insbesondere hinsichtlich der vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagene Adaption bestehender Regelungen primär auf eine Angleichung an EU-Recht abzielt, ohne die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die spezifischen Bedürfnisse unseres Wirtschaftsstandortes hinreichend zu berücksichtigen.

Die Annahme, dass eine blosse Übernahme von EU-Normen automatisch zu einer Verbesserung der inländischen Umsetzung führt, ist eine trügerische Vereinfachung. Vielmehr besteht die Gefahr, dass durch eine unkritische Übernahme von EU-Recht die im Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) verankerten Prinzipien, insbesondere Artikel 2 BV, der die Wahrung der Interessen des Landes und seines Volkes zum Ziel hat, untergraben werden. Es ist unsere staatsbürgerliche Pflicht, die Unabhängigkeit und die besonderen Gegebenheiten der Schweiz zu wahren.

Die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen scheinen in unzulässiger Weise die Handlungsfreiheit des schweizerischen Gesetzgebers einzuschränken. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 BV, der die Gewaltenteilung und die Zuständigkeit der schweizerischen Behörden festlegt. Eine delegierende Wirkung von Kompetenzen an nicht-schweizerische Instanzen, auch wenn sie indirekt erfolgt, muss mit äusserster Vorsicht betrachtet werden. Artikel 164 Absatz 2 BV, der die verbindliche Regelung durch Bundesgesetze vorschreibt, darf nicht durch indirekte Verpflichtungen unterlaufen werden, die aus bilateralen Abkommen resultieren.

Wir stellen ernsthafte Bedenken hinsichtlich der Transparenz und der demokratischen Legitimität der vorgeschlagenen Anpassungen. Die Komplexität und die weitreichenden Implikationen der EU-Regularien lassen befürchten, dass eine adäquate Prüfung und Kontrolle durch die schweizerischen Institutionen erschwert wird. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Die Stärke unseres Rechtssystems beruht auf der klaren Gesetzgebung und der demokratischen Aushandlung, nicht auf der automatischen Übernahme fremder Rechtsnormen. Jegliche Form der Umsetzung muss darauf abzielen, die schweizerischen Interessen zu stärken und nicht zu schwächen. Die pauschale Angleichung an EU-Recht stellt eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität dar und muss daher kritisch hinterfragt und entschieden abgelehnt werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und Funktionsfähigkeit unseres Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Die Einführung des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Bedrohung für bewährte Subventionsmodelle dar, die für den Fortbestand des Güterverkehrs, die Sicherstellung des Regionalverkehrs und die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials unerlässlich sind. Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) in seiner geplanten Form ermöglicht explizit die Kabotage, was ausländischen Anbietern erlaubt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen fördert eine gefährliche "Rosinenpickerei", bei der ausländische Akteure nur die rentablen Hauptverbindungen bedienen werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unverzichtbaren Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis und damit die Existenzgrundlage des schweizerischen Service public.

Die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos und rechtlich nicht bindend. Sie bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz aufgrund der dynamischen Rechtsübernahme zwangsweise adaptieren müsste. Hierbei handelt es sich lediglich um eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist offensichtlich. Die dynamische Rechtsübernahme würde künftige EU-Regulierungen, beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), nach sich ziehen und die nationale Steuerungs- und Entscheidungsfähigkeit weiter an zentrale EU-Institutionen verlagern.

Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und für den Steuerzahler teureren Ergebnissen führt. Die gesamte vorgeschlagene Revision im Bereich Landverkehr stellt somit eine ernsthafte Gefährdung unseres Service public dar und bedarf einer fundamentalen Überprüfung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die essenziell für die Stärkung regionaler Wirtschaften, die Sicherung des Service public und die Unterstützung lokaler KMU sind, werden durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) einer zentralen, von der EU diktierten Überwachung unterstellt.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt autonom über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse durch die Schaffung einer neuen, mächtigen Beihilfekammer der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, einer fremden Kontrolle unterworfen. Diese zentrale Instanz wird laut Art. 3 BHÜG primär auf EU-Kompatibilität und nicht auf Schweizer Interessen achten. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie; sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und ihre souveränen Entscheidungen können mittels abstrakter Normenkontrolle durch das Bundesgericht auf Basis von Art. 98a BGG gekippt werden. Dies wird durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) zementiert, welches der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG festigt diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen zusätzlich. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz ist ein besonders

besorgniserregender Akt der Souveränitätsaufgabe. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt wird.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, die sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzt, birgt die Gefahr einer undurchsichtigen Machtkonzentration, die von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernt ist. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde über Preis und Kosten der Bürger entscheidet. Diese gesamte Neuregelung institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Wirtschafts- und Rechtsordnung dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die eine massive Ausweitung der Freizügigkeit bedeutet, steht im direkten Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar wird, selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies birgt ein erhebliches Risiko für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden, die die Kosten für eine ungebremste Zuwanderung in unsere Sozialsysteme tragen müssen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket ist eine reine Illusion. Ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nicht zur Anwendung kommen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressung macht und nicht zu einem Schutzmechanismus.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2, Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die systematische Aufgabe der nationalen Regulierungskompetenz zugunsten automatisierter EU-Mechanismen, wie der Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4), birgt ein unkalkulierbares Risiko für die Qualitätssicherung und die Patientensicherheit in unserem Land.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom bedeuten einen fundamentalen Bruch mit

bewährten Schweizer Prinzipien und gefährden unsere Energiesouveränität und Versorgungssicherheit erheblich. Die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, ohne Mitspracherecht, zwingt die Schweiz, Kosten zu tragen, ohne Einfluss auf Entscheidungen zu haben, die unser Stromnetz betreffen. Dies verstösst gegen den Grundsatz der nationalen Souveränität und führt dazu, dass über unsere kritische Infrastruktur in Brüssel entschieden wird.

Die Transformation der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, wie sie implizit durch die neuen Verpflichtungen entsteht, ist besorgniserregend. Das StromVG, insbesondere Art. 4a ff., führt eine vollständige Marktliberalisierung ein, die das Rückgrat unserer bisher stabilen Energieversorgung angreift. Die Gefahr für unsere Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist immens. EU-Beihilfenregeln könnten unser bewährtes System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und zu dessen Abschaffung zwingen.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch diese Massnahmen geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Das neue StromVG, Art. 10, 18 und 19, verschärft die Unbundling-Vorschriften und verstärkt diesen Effekt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Lücke in der Verantwortung für die Versorgungssicherheit.

Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und somit höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten, die der Markt nicht deckt, werden auf die Konsumenten abgewälzt. Das StromVG, Art. 8b ff., schafft eine unzureichende Energiereserve, die die Versorgungssicherheit weiter gefährdet. Ebenso ist die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) eine massive Benachteiligung für kleine, lokale Produzenten. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW schwächt die bürgernahe Energieproduktion und bevorteilt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht uns abhängig von unberechenbaren ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die Zerstörung unserer föderalen Strukturen bedeutet. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratische Kontrolle über unsere Staatsfinanzen. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament flexibel zu entscheidenden Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar und entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge ist als Lockvogelangebot zu werten, das unweigerlich zu massiv höheren, von der EU diktierten Forderungen führen wird. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht oder Garantie auf besseren Marktzugang.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale Instrument, um diese Zahlungsverpflichtungen dauerhaft in der schweizerischen Rechtsordnung zu verankern. Insbesondere die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert eine tiefe Integration dieser Abgaben in unsere Bundesgesetzgebung, und die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) höhlt die Budgethoheit des Parlaments massiv aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt lediglich die Umsetzung

einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die vermeintliche Verknüpfung mit der Friedensförderung gemäss Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist dabei irreführend; der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung ist kritisch zu hinterfragen, da sie unsere Unabhängigkeit und die demokratische Steuerung unserer Finanzen erheblich beeinträchtigt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in akuter Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Eine besonders besorgniserregende Klausel ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses aus unserer Sicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und die Grundlage unserer Aussenbeziehungen gefährdet. Zudem erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, indem Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde werden.

Die drohende Welle der Bürokratie ist beispiellos. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören. Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt; die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Konzeption und Wirkung äusserst bedenklich und genügen den Anforderungen zur Wahrung des schweizerischen Lohnniveaus bei weitem nicht. Es handelt sich um punktuelle Anpassungen, die dem massiven Druck auf unsere Lohnstrukturen, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht standhalten können. Vielmehr besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten, welche die Lebensgrundlage breiter Bevölkerungsschichten darstellt.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser faktisch aufgeweicht und an europäische Standards angepasst, die nachweislich schwächer sind. Die neuen Regelungen sind bürokratischer angelegt, aber in ihrer Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping fragwürdig. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die geringere Lohnkosten anstreben und unsere Arbeitsmarktstandards untergraben. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich beschnitten. Dies führt unausweichlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die angeblichen Verbesserungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Neuregelung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht der tatsächlichen Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist ebenfalls kritisch zu sehen. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch und rechtlich noch stärker an die EU binden.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und unangemessenen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist ein klares Zugeständnis an den EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine gravierende Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Ich denke, dass dieser Vertrag sich nicht mit unserer Direkten Demokratie und unserer Verfassung vereinbar ist!!!

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marianne (Privat)

Datum: 08.09.2025

Kontakt: Marianne Khouzam · 0564269437 · khouzam@sunrise.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Annahme dieses Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der Untergrabung der grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass das Schweizer Volk und die Kantone eine direkte Mitsprache haben, ist zutiefst problematisch. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der bundesstaatlichen Ordnung, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, der die Schweiz als eine föderalistische Republik definiert, die die Autonomie der Kantone schützt. Die geplante Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der Personenfreizügigkeit und der Harmonisierung von Vorschriften, könnte zu einer Entmachtung des Parlaments und der direktdemokratischen Instrumente führen.

Die otomatik Übernahme von EU-Gesetzgebung würde die Möglichkeit der Schweizer Bevölkerung, durch Referenden und Initiativen Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, massiv einschränken. Artikel 138 und 139 BV garantieren das Referendum und die Volksinitiative als zentrale Säulen unserer direkten Demokratie. Wenn ein Grossteil der Gesetzgebung automatisch aus Brüssel übernommen wird, verliert die Stimmbevölkerung faktisch ihr Vetorecht und die Möglichkeit, eigene politische Akzente zu setzen.

Die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne gleichzeitige Mitgestaltungsmöglichkeiten der Schweiz an der Entstehung dieses Rechts verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation. Die Annahme des Pakets birgt die Gefahr, dass die Schweiz zum reinen Rezipienten von EU-Vorgaben wird, ohne dabei die eigenen Interessen und Bedürfnisse angemessen berücksichtigen zu können. Dies könnte zu einer Abhängigkeit führen, die unserer Unabhängigkeit und unseren nationalen Interessen langfristig schadet.

Es ist entscheidend, dass die Schweiz ihre Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit zur autonomen Gestaltung ihrer Gesetzgebung bewahrt. Die vorgeschlagene Vereinbarung scheint diesem Ziel nicht gerecht zu werden und könnte stattdessen zu einer schleichenden Unterwerfung unter europäische Regularien führen, die nicht im besten Interesse der Schweiz und ihrer Bevölkerung sind. Die langfristigen Folgen für unsere Souveränität und unsere demokratischen Strukturen müssen mit äusserster Vorsicht abgewogen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der inländischen Bestimmungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung kritisch zu hinterfragen.

Es besteht die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht, auch in indirekter Form, die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung und Rechtsprechung untergraben wird. Dies steht im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems, wie sie beispielsweise im Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) verankert sind, der die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz betont.

Die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten und die mögliche automatische Übernahme von Sekundärrecht der EU könnten dazu führen, dass das Schweizer Parlament und die Gerichte faktisch gezwungen sind, EU-Vorgaben zu übernehmen, ohne diese ausreichend auf ihre Vereinbarkeit mit schweizerischen Verfassungsgütern und Interessen prüfen zu können. Insbesondere Artikel 95 Absatz 3 der Bundesverfassung, der die Aushandlung und Genehmigung von Verträgen mit der EU regelt, muss mit grösster Sorgfalt angewendet werden, um eine unkontrollierte Rechtsübernahme zu verhindern.

Des Weiteren ist die Frage der demokratischen Legitimation und der parlamentarischen Kontrolle bei der Umsetzung von EU-Recht von zentraler Bedeutung. Die Transparenz des Prozesses und die Möglichkeit für das Parlament, Einfluss zu nehmen, müssen jederzeit gewährleistet sein. Die gegenwärtigen Vorschläge scheinen hierbei Lücken aufzuweisen, die einer vertieften Prüfung bedürfen. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Entscheidungsträger die letzte Instanz in allen relevanten Rechtsfragen bleiben und nicht durch externe Instanzen oder automatische Übernahmemechanismen de facto entmachtet werden.

Die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen einer solchen Annäherung an das EU-Recht sind ebenfalls nicht abschliessend geklärt. Es bedarf einer detaillierten Analyse, ob die erwarteten Vorteile die potenziellen Nachteile, wie beispielsweise erhöhten Regulierungsdruck, höhere Kosten für Unternehmen und eine Beeinträchtigung der schweizerischen Wettbewerbsfähigkeit, überwiegen. Ohne diese Klärung sollte jeder Schritt in Richtung einer stärkeren Anbindung an die EU mit äusserster Zurückhaltung und Skepsis betrachtet werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Autonomie dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies gefährdet Förderungen im öffentlichen Interesse, wie sie beispielsweise für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU geleistet werden.

Die Souveränität der Kantone wird durch die neuen Regelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie künftig ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue 'Superbehörde', die Beihilfekammer, geschaffen. Diese agiert als 'verlängerter Arm der EU' und ihre Entscheide dienen nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Ihre Zuständigkeiten und die Erweiterung der Kompetenzen des Bundesverwaltungsgerichts (neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Dieses Vorgehen ist schlichtweg eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern und eine Aushöhlung der nationalen Steuerungshoheit.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Gefahr für den schweizerischen Service public dar. Insbesondere die Zulassung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) birgt ernsthafte Risiken. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, gezielt die rentabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere Unternehmen, die sich zur Erbringung eines flächendeckenden Angebots verpflichten, mit unrentablen Linien und einer geschwächten finanziellen Basis zurückbleiben. Der Grundversorgungsauftrag, der für die Mobilität aller Bürgerinnen und Bürger unerlässlich ist, gerät dadurch fundamental unter Druck.

Zudem ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis problematisch. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, schränkt die souveräne Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die Vergabe an Kriterien auszurichten, die den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz am besten dienen, müssen EU-konforme Standards erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und potenziell teurerer Lösungen für die Steuerzahler und erschwert die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Schutzmassnahme angepriesen wird, entbehrt jeder rechtlichen Verbindlichkeit. Sie bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Diese Erklärung gleicht einer Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität und die damit verbundenen negativen Konsequenzen für den schweizerischen Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die unvermeidliche Übernahme von Regelungen wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist eine besorgniserregende Entwicklung, die die Steuerungskompetenz zunehmend auf zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht zudem, langjährig bewährte Subventionen, die für die Aufrechterhaltung und Verbesserung unseres Schienennetzes essenziell sind, als unzulässig einzustufen. Dies betrifft beispielsweise Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial. Die damit einhergehende Gefährdung des Service public ist nicht hinnehmbar. Die vorgeschlagenen Massnahmen untergraben die finanzielle Stabilität und die operative Autonomie des schweizerischen Bahnwesens und gefährden damit direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einer rechtlich verbindlichen Form stellt eine grundlegende Erosion der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist inakzeptabel. Dieses Gesetz, insbesondere in seiner Einbettung in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, zementiert diese Zahlungen als permanente Belastung für die Schweiz und entzieht dem

Schweizer Volk und seinen Vertretern die entscheidende demokratische Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern. Der Artikel 1 des KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen schafft, untergräbt direkt die Budgethoheit des Parlaments.

Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als feste Grösse verstanden werden, sondern vielmehr als ein Lockmittel. Der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung dieser Forderungen führen. Die Schweiz wird sich in einer Position befinden, in der sie bedingungslos zahlen muss, was die EU diktiert, ohne die Möglichkeit, dies zu beeinflussen oder abzulehnen. Dies macht die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Die Schweiz muss erhebliche finanzielle Mittel leisten, ohne dass dem entsprechende Vorteile wie ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse gegenüberstehen.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend und grenzt an Täuschung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Anliegen und eine Schwächung der Glaubwürdigkeit der Schweizer Friedenspolitik. Die Schweiz wird durch diese Regelung zu einer Zahlungsverpflichtung gezwungen, die ihren nationalen Interessen und ihrer Souveränität zuwiderläuft und die Budgethoheit des Parlaments aushebelt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Anstatt primär die Lebensmittelsicherheit zu erhöhen, wird hier eine umfassende Unterwerfung unter ein ausländisches Regelwerk angestrebt, das die Schweizer Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten erheblich gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentraler Wettbewerbsvorteil, droht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards verloren zu gehen. Das wertvolle Label 'Made in Switzerland' würde entwertet, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen müssten.

Ein besonders besorgniserregender Aspekt ist die sogenannte 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, da eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall brächte.

Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Unsere Landwirte, Metzger und Gastronomen würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften würden kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Betriebe überfordern und damit lokale Traditionen sowie wirtschaftliche Existenzen zerstören.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unsere Produzenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsregime unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Gleichzeitig wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch neue Artikel 15a und 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Ebenso sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische

Kontrolle aushöhlt. Die Unterstellung des Waldschutzes (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und der Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 TSG) unter das EU-Diktat sind weitere Beispiele für die Aufgabe unserer Souveränität in entscheidenden Bereichen. Diese Abkommen sind keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Deindustrialisierung und Unterwerfung unter fremde Regeln.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine erhebliche und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, steht im krassen Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, welches als «Niederlassung C PLUS» bezeichnet werden kann, ist praktisch unentziehbar. Selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bleibt dieses Recht bestehen. Dies untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in einem unzumutbaren Mass, da die Kosten von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der Familiennachzug wird auf eine beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit für Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist lediglich eine Augenwischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nicht greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Die automatisierte Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch ihre Mitspracherechte verlieren. Dies ist eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo; sie ist zahnlos und ermöglicht keine wirksame Steuerung.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der immensen zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel.

Diese Massnahmen stellen eine schrittweise Entmachtung der Schweiz dar und gefährden die Grundlagen unseres Wohlstands und unserer Rechtsordnung. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Strom

Das vorliegende Abkommen im Bereich Strom führt zu einer gravierenden Aushöhlung der nationalen Energiesouveränität. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber

die Kosten trägt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Sie untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst deren Ausbau und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind bestenfalls als unzureichend und im schlimmsten Fall als gefährlich für die Schweizer Lohnstruktur zu bezeichnen. Es drängt sich der Verdacht auf, dass hier keine echte Verbesserung des Lohnschutzes angestrebt wird, sondern eine schrittweise Aushöhlung der bewährten schweizerischen flankierenden Massnahmen zugunsten von EU-Konformität. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind kosmetischer Natur und vermögen den massiven Druck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird, nicht abzufedern. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist die unausweichliche Konsequenz.

Statt den wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch bürokratischere, aber weniger effektive Regelungen ersetzt. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von

Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge des EU-Drucks. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung stattfindet. Diese Vorschläge sind entschieden abzulehnen, da sie die Souveränität der Schweiz und den Schutz der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer massiv gefährden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der künftigen Souveränität und der rechtlichen Unabhängigkeit der Schweiz. Die vorgeschlagenen Abkommen weisen eine Tendenz zur schleichenden Übernahme von EU-Recht auf, ohne dass die Schweiz angemessene Mitspracherechte auf Augenhöhe oder gar wirksame Kontrollmechanismen zur Wahrung ihrer nationalen Interessen erhält.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Aushöhlung des Schweizer Rechts durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen. Dies steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems, wie sie etwa im Bundesgesetz über die Europäische Union (EU-Gesetz) verankert sind, welches auf der Wahrung der Schweizer Rechtsordnung und der Souveränität beruht. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Entscheidungsinstanz in bestimmten Bereichen birgt die Gefahr, dass nationales Recht durch europäische Rechtsprechung, die nicht auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten ist, verdrängt wird. Artikel 1 des EU-Gesetzes betont die subsidiäre Anwendung des EU-Rechts und die Eigenständigkeit der Schweizer Institutionen, was durch die aktuellen Vorschläge fundamental in Frage gestellt wird.

Darüber hinaus missachten die Abkommen die Bedeutung der direkten Demokratie. Die Möglichkeit, dass Gerichtsentscheidungen des EuGH die Volksabstimmungen und die Arbeit des Parlaments präjudizieren, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Die in Artikel 34 der Bundesverfassung festgehaltene demokratische Legitimation politischer Entscheidungen wird durch eine Überordnung von ausländischen Gerichten faktisch ausgehebelt.

Es besteht die erhebliche Gefahr, dass die Schweiz durch die aktuellen Verhandlungsergebnisse faktisch zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die Vorteile einer Mitgliedschaft zu geniessen. Die ökonomischen Verpflichtungen und die Übernahme von EU-Regulierungen stehen in keinem Verhältnis zu den zugestandenen Vorteilen. Die Bewahrung der schweizerischen Rechtsordnung, die Wahrung unserer demokratischen Prinzipien und die Sicherung unserer wirtschaftlichen und politischen Unabhängigkeit müssen oberste Priorität haben. Die vorliegenden Ergebnisse genügen diesen Anforderungen in keiner Weise und müssen daher kritisch hinterfragt und zurückgewiesen werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein! Ich sehe darin eine schleichende Übernahme von EU-Recht, eine Einschränkung der direkten Demokratie und eine Schwächung der Eigenständigkeit der Schweiz.
Auch, Nein für die Regelmässigen Schweizer Kohäsionsbeitrag! (350 mill.??!!!!!!)

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft tiefgreifende und berechtigte Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Die bloße Ankündigung einer „Stabilisierung“ verkennt die grundlegende Spannung zwischen der schweizerischen Souveränität und den institutionellen Bestrebungen der EU, eine vertiefte Integration zu erzwingen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne eine adäquate Mitsprache der Schweiz stellt eine direkte Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Das schweizerische Recht, verankert in der Bundesverfassung, basiert auf dem Prinzip der Volkssouveränität und der demokratischen Legitimation. Die unbesehene Übernahme von EU-Regulierungen, die möglicherweise nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse oder Werte zugeschnitten sind, widerspricht fundamental diesem Grundsatz. Artikel 1 der Bundesverfassung erklärt: „Das Volk und die Bürgerinnen und Bürger sind die Träger der Staatsgewalt.“ Eine automatische Rechtsübernahme untergräbt diese direkte Verbindung.

Darüber hinaus ist die Frage der institutionellen Überwachung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ein rotes Tuch. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH, wie sie in früheren Abkommen angedeutet wurde, würde die richterliche Gewalt der schweizerischen Gerichte, welche sich an die Bundesverfassung und die schweizerischen Gesetze halten müssen, de facto aufheben. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Justiz massiv beeinträchtigen und steht im Widerspruch zu Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht vom Bundesgericht und anderen zuständigen Behörden anzuwenden sind, wobei die Bindung an das EuGH-Recht die Primärfunktion des Völkerrechts verzerren würde.

Die wirtschaftlichen Verflechtungen mit der EU sind unbestreitbar, doch dürfen diese nicht als Freipass für eine schleichende Angleichung verstanden werden, die letztlich zu einer Abhängigkeit führt, welche die schweizerische Eigenständigkeit gefährdet. Der Binnenmarkt der EU ist auf die Regeln und die Rechtsprechung des EuGH aufgebaut. Eine Teilhabe an diesem Markt ohne volle Akzeptanz seiner rechtlichen und institutionellen Architektur ist bestenfalls prekär und birgt die Gefahr, dass die EU ihre Bedingungen immer stärker diktiert.

Eine echte Stabilisierung der Beziehungen sollte auf gegenseitigem Respekt und der Anerkennung der unterschiedlichen politischen und rechtlichen Systeme beruhen. Die derzeitige Richtung, die auf eine zunehmende Übernahme von EU-Recht und die Akzeptanz externer Gerichtsbarkeit abzielt, ist jedoch kein Weg zur Stabilisierung, sondern vielmehr ein Pfad, der die Schweiz ihrer Souveränität beraubt. Es bedarf einer klaren Abgrenzung und einer Politik, die primär die Interessen und die Verfassungsordnung der Schweiz wahrt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Renata Kraus (Privat)

Datum: 08.09.2025

Kontakt: Renata Kraus · 0564966082 · anouk.rk@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität der Schweiz auf. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, wie sie in den Konsultationsunterlagen angedeutet wird, droht, die Schweiz in eine abhängige Position zu manövrieren, in der schweizerische Interessen systematisch hinter jenen der EU zurückstehen müssen.

Es ist beunruhigend, dass die Konsultation auf ein Abkommen abzielt, das eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle durch das Schweizer Volk und die eidgenössischen Räte vorsieht. Dies steht im direkten Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die Übernahme von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) durch den vorgeschlagenen Mechanismus würde de facto die supremacía des EU-Rechts über das nationale Recht etablieren und die Entscheidungsfreiheit der schweizerischen Gerichte und des Parlaments massiv einschränken. Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit, welche durch eine direkte Bindung an die Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH untergraben würde.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die vorgeschlagene Vereinbarung die Schweiz zu einem "Rechtshörigen" der EU machen würde, ohne ihr Mitspracherechte in den Entscheidungsprozessen der EU zu gewähren. Dieses Ungleichgewicht widerspricht fundamental dem Prinzip der Gleichheit und der Partnerschaft. Die Schweiz würde sich als zahlender und unterworfener Partner wiederfinden, der die Lasten der EU-Politik trägt, ohne Einfluss auf deren Gestaltung nehmen zu können.

Die Ausweitung des Geltungsbereichs der bilateralen Abkommen und die Schaffung neuer, dynamischer Übernahmemodelle für EU-Recht greifen tief in die Autonomie der Kantone ein, wie sie durch Artikel 43 ff. der Bundesverfassung geschützt ist. Die Kantone könnten gezwungen sein, sich an EU-Regulierungen zu halten, die ihren spezifischen Bedürfnissen und Traditionen widersprechen, was zu erheblichen Spannungen im föderalen System führen würde.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Konsultation den Anschein erweckt, eine Verschleierung von Souveränitätsverlust zu betreiben, anstatt einer echten Stabilisierung der Beziehungen. Es bedarf einer klaren und ehrlichen Auseinandersetzung mit den langfristigen Konsequenzen einer solchen Annäherung für die Schweizerische Demokratie und Unabhängigkeit.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die eine tiefergehende kritische Prüfung erfordern. Insbesondere die Annahme einer fortgesetzten und potenziell weitergehenden Übernahme von EU-Recht stellt eine fundamentale Infragestellung der schweizerischen Souveränität dar. Artikel 138 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) und Artikel 1 und 2 des Bundesgesetzes über die Binnenmarktgesetzgebung (BInLG) verankern die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und die nationalen Kompetenzen bei der Gesetzgebung. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne eine sorgfältige und unabhängige Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit den Schweizerischen Verfassungsgrundsätzen und der nationalen Rechtsordnung, untergräbt diese Prinzipien.

Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile des Pakets die Nachteile einer solchen Rechtsangleichung aufwiegen. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz ist real. Die Erfahrungen mit bestehenden bilateralen Abkommen zeigen, dass die EU ihre Rechtsnormen stetig weiterentwickelt, was zu einem ständigen Anpassungsdruck auf die Schweiz führt. Dies widerspricht dem Geist der Unabhängigkeit und der Eigenständigkeit, die im Artikel 4 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert sind und die Schweiz als souveränen Staat definieren.

Darüber hinaus besteht die Sorge, dass die richterliche Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) zu einer de facto Unterordnung der schweizerischen Gerichte führt. Dies würde gegen das Prinzip des nationalen Richtersprungs verstossen, wie es im Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Unabhängigkeit der Justiz und die Hoheit der nationalen Gerichte sind fundamentale Pfeiler des schweizerischen Rechtssystems und dürfen nicht kompromittiert werden.

Die transparente und demokratische Legitimation von Gesetzgebungsentscheidungen ist ein weiteres zentrales Element. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht wird die parlamentarische Debatte und die Einbeziehung der interessierten Kreise in die Gesetzgebungsprozesse faktisch umgangen. Dies schwächt die demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten der schweizerischen Bevölkerung und ihrer Vertreter. Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) betont die Rolle des Parlaments als oberstes Organ der Willensbildung, was durch eine solche Praxis erheblich beeinträchtigt würde.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Es besteht die Gefahr, dass die schweizerische Wirtschaft durch die Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse des Schweizer Binnenmarktes zugeschnitten sind, übermässig belastet wird. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und zu unnötigen Bürokratiekosten führen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratische Legitimation birgt und einer kritischen Neubewertung bedarf.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung des Abkommens wirft erhebliche rechtliche und verfassungsrechtliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Insbesondere die Möglichkeit einer automatischen Übernahme von EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung durch die vorliegende Vereinbarung steht im fundamentalen Widerspruch zur Souveränität und zur demokratischen Selbstbestimmung der Schweiz.

Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), garantiert, dass die oberste Gewalt vom Volk und den Kantonen ausgeht. Eine Übernahme von EU-Recht, ohne dass diese Rechtsakte einem expliziten parlamentarischen Genehmigungsverfahren unterliegen und ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung, schwächt die direktdemokratischen Instrumente der Schweiz massiv. Dies steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, die eine aktive Mitgestaltung der Gesetzgebung durch das Volk und die Kantone vorsieht.

Ferner ist die genaue Reichweite und die potenziellen Auswirkungen des erwähnten Artikels 3 der vorgeschlagenen Vereinbarung auf die schweizerische Gesetzgebung unklar. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) über die Auslegung von Bestimmungen entscheidet, die dann auch für die Schweiz bindend wären, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar. Dies berührt das in Artikel 30 der Bundesverfassung garantierte Recht auf ein unabhängiges Gericht. Die Übertragung von Hoheitsrechten an supranationale Institutionen muss sorgfältig und im Lichte des schweizerischen Verfassungsrechts geprüft werden, um die Integrität unserer Rechtsordnung zu wahren.

Es besteht die Gefahr, dass durch die automatische Übernahme von EU-Recht und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH die Schweiz faktisch in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfähigkeit und ihre einzigartige politische Identität untergräbt. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint die Prinzipien der bundesstaatlichen und direktdemokratischen Ordnung der Schweiz nicht ausreichend zu berücksichtigen und bedarf einer tiefgreifenden Überarbeitung, um die Souveränität des Landes und die Rechte des Volkes zu schützen. Die Abwägung zwischen den Vorteilen einer engeren Anbindung an die EU und dem Erhalt der eigenen rechtlichen und politischen Unabhängigkeit fällt hier deutlich zugunsten des Letzteren aus.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine grundlegende und inakzeptable Untergrabung der Schweizer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die etablierte Praxis, wonach Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies bedeutet, dass demokratisch legitimierte Förderungen, beispielsweise im Regionalverkehr, für Kantonalbanken, im Kulturbereich oder zur Unterstützung lokaler KMU, zukünftig einer zentralen, Brüsseler Vorgaben folgenden Bürokratie unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone und ihre inhärente föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv geschwächt. Anstatt eigenständige Entscheidungen über ihre lokale Wirtschaftsförderung treffen zu können, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, wie er auch durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) manifestiert wird, welche der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt. Die Kantone werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, deren demokratisch getroffene Entscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten fortan der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden so der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) belegt dies exemplarisch, indem die nationale Kontrollkompetenz über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr verloren geht.

Die Schaffung der neuen Beihilfekammer der WEKO gemäss dem Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG, Art. 3 BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) führt zur Entstehung einer 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese Instanz wird primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr

Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, von der direkten Volkssouveränität weit entfernte Instanz ist ungenügend. Des Weiteren verlieren die Kantone ihre Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Entscheide von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie und eine Schwächung unseres föderalistischen Systems, die wir entschieden ablehnen müssen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Verankerung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union, insbesondere im Rahmen der Kohäsionszahlungen, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament genehmigter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine grundlegende Aushöhlung der Budgethoheit des Parlaments dar. Dies wird explizit in Artikel 1 KoBG thematisiert, der einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen schafft und damit dem Parlament jede Möglichkeit nimmt, über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden. Die Schweiz wird somit de facto zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht.

Der im Entwurf genannte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet als Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung impliziert unweigerlich massive Steigerungen der Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Diese Entwicklung steht im Widerspruch zu den Prinzipien der demokratischen Legitimation und der nationalen Selbstbestimmung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist keine reine Formalität. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und signalisiert eine faktische Unterordnung unter die finanzpolitischen Vorgaben der EU.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Der anerkannte Status der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu rechtfertigen. Dies ist eine fragwürdige juristische Konstruktion, die die Integrität des Friedensförderungsgesetzes untergräbt und die wahre Natur der Zahlungsverpflichtung verschleiert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit drängt, in der sie erhebliche finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne entsprechende Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder beseitigten Handelshemmnissen zu erhalten. Die demokratische Kontrolle wird ausgehebelt und die Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigt.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Auswirkungen des Abkommens mit der Europäischen Union. Es ist besorgniserregend, dass die mit dem Abkommen verbundenen regulatorischen Änderungen eine fundamentale Bedrohung für den schweizerischen Service public im Schienenverkehr darstellen. Insbesondere die geplante Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für das sogenannte "Rosinenpicken". Dies bedeutet, dass diese Unternehmen sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die sich der Sicherstellung einer flächendeckenden Grundversorgung widmen, auf den unrentablen Nebenlinien sitzen bleiben. Eine solche Entwicklung untergräbt die finanzielle Grundlage unseres Service public und gefährdet dessen langfristige Existenz und die Qualität des Angebots für die

Schweizer Bevölkerung.

Des Weiteren ist die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, äusserst problematisch. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen die Vorgaben des EU-Rechts zu beachten. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen primär auf die besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr, dass suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler der Vorzug gegeben wird, da die nationalen Bedürfnisse und Ziele in den Hintergrund treten.

Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als Absicherung ist rechtlich bedeutungslos und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Diese dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass die Schweiz künftige Regulierungen der EU, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ungeprüft übernehmen müsste. Dies führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und zur Verlagerung von Steuerungs- und Entscheidungsbefugnissen auf zentrale EU-Stellen. Die vermeintlichen Sicherungsmassnahmen sind eine reine Beruhigungspille ohne Substanz und ändern nichts an der Tatsache, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur zunehmend verliert. Die negativen Konsequenzen für den Service public und die schweizerische Unabhängigkeit sind gravierend und dürfen nicht ignoriert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Verbesserung der Lebensmittelsicherheit im Rahmen der vorgeschlagenen Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" stellt vielmehr eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und gefährdet die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen unschätzbaren Wettbewerbsvorteil darstellt, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards zwangsläufig entwertet.

Besonders kritisch ist die bedrohliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses als schädlich erachteten Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen, eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz aufgibt. Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar.

Die drohende Welle der Bürokratie wird insbesondere kleinere Betriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien treffen, die zur Erfüllung komplexer EU-Vorschriften gezwungen würden. Dies zerstört lokale Traditionen und vernichtet wirtschaftliche Existenzen. Das von der Schweizer Bevölkerung mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe strengerer nationaler Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards, ein klarer Rückschritt und Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Auch der Waldschutz wird durch den neuen Art. 26 Abs. 1bis WaG dem Diktat der EU unterstellt, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gefährdet durch starre, bürokratische Massnahmen die nationale Sicherheit und Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Annahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt einen fundamentalen Bruch mit dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar. Die damit einhergehende masslose Ausweitung der Zuwanderungsmöglichkeiten, einschliesslich eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' (Niederlassung C PLUS) bereits nach fünf statt zehn Jahren, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die daraus resultierende gesteigerte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die faktische Bleiberechte selbst bei Sozialhilfebezug gewährt, belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in unzumenbarem Ausmass.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs über das vertretbare Mass hinaus, einschliesslich Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogennante 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nicht greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch darauf zurückgreifen, drohen der Schweiz Strafmassnahmen der EU. Diese sogenannte Schutzklausel entpuppt sich somit als reine Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich keine Mitsprache mehr haben. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, da sie keine wirksamen, einseitigen Kontingente zulässt und somit zahnlos bleibt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird direkt für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden zur Kasse gebeten. Die Anpassung des Bundesgesetztes über die Binnenmarkt-Informationssysteme (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das EU-System, was zu einer automatisierten Anerkennung von Berufsqualifikationen führt und Schweizer Qualitätsstandards senkt. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b ist eine Farce, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten, da die zweite Säule den Koordinationsregeln der EU unterstellt wird (BVG, Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2). Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) ist ein Eingriff in Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was Schweizer Standards gefährdet. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz offenbart gravierende Schwachstellen und bedenkliche Entwicklungen, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz erscheinen unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Sie sind nicht in der Lage, den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau zu

kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion der Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die wirtschaftliche Stabilität und den sozialen Frieden gefährdet.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt mutmasslich ausländische Firmen, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und untergraben die Souveränität und den Wohlstand der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromabkommens und die damit verbundenen Gesetzesänderungen, insbesondere im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG), geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität, Versorgungssicherheit und wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz. Es ist unerträglich, dass die Schweiz ihre Energiesouveränität mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, wie ACER und ENTSO-E, aufgibt. Wir werden zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten trägt, jedoch kein Stimmrecht besitzt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig unwiderruflich in Brüssel gefällt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet die Akzeptanz und Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und massgeblich zur Finanzierung unserer lokalen Energieinfrastruktur beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden empfindlich geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und die Energievielfalt gefährdet.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Folglich trägt niemand mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz –

weder der Markt noch die EU. Dies ist ein unverantwortliches Spiel mit dem Feuer, das die Stabilität unserer Stromversorgung aufs Spiel setzt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Gesetzesänderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern. Dies untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage zerstört. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grossdimensionierte, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen hemmen und die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen. Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führt und die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung untergräbt. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastrukturen berauben und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft diese ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien kritisch zu hinterfragen. Es ist bedauerlich, dass die Verhandlungsdelegation der Schweiz offensichtlich nicht in der Lage war, die Kerninteressen unseres Landes angemessen zu wahren und stattdessen Zugeständnisse gemacht hat, die potenziell gravierende Auswirkungen auf unsere Gesetzgebung und unsere Gerichtsbarkeit haben werden.

Besonders alarmierend ist die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Europäische Union hierfür im Gegenzug vergleichbare Verpflichtungen eingeht. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der reziproken Souveränität und führt zu einer einseitigen Abhängigkeit. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), welches das Fundament unseres zivilrechtlichen Systems bildet, könnte durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen aufgeweicht werden. Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV), der die Grundsätze der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit verankert, wird durch die schrittweise Entmachtung des Schweizer Gesetzgebers untergraben.

Die vorgeschlagene Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung von Rechtsnormen, die der Schweiz über die bilateralen Abkommen auferlegt werden, stellt eine direkte Bedrohung für die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsprechung dar. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht massgeblichen Einfluss auf die Anwendung und Interpretation des

Schweizerischen Rechts hat, ist mit Artikel 190 BV, welcher die Bindung der Gerichte an das Recht festlegt, unvereinbar. Dies schwächt die Autorität unserer nationalen Gerichte und delegitimiert das Schweizer Rechtssystem.

Die pauschale Übernahme von EU-Regularien, auch jenen, die für die Schweiz keinen direkten Nutzen bringen, und das Fehlen eines wirksamen Mitspracherechts bei deren Weiterentwicklung sind nicht tragbar. Dies zeigt eine mangelnde Wertschätzung für die eigenständige Rechtssetzungskompetenz der Schweiz, die durch die Bundesverfassung garantiert ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Souveränität der Schweiz, die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und die Handlungsfähigkeit unseres Parlaments gefährden. Es ist zwingend erforderlich, diese Punkte im Lichte der nationalen Interessen und der verfassungsrechtlichen Vorgaben kritisch zu überprüfen und gegebenenfalls grundlegend zu überarbeiten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: René Koch (Privat)

Datum: 08.09.2025

Kontakt: René Koch · 0764213081 · renkoch76@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung erfordert eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von Vereinbarungen mit der Europäischen Union. Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz und die Autonomie unserer Gesetzgebung. Die blosse Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und Werte birgt erhebliche Risiken, welche in dieser frühen Phase der Diskussion ernst genommen werden müssen.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien. Die Schweiz hat sich über Jahrzehnte hinweg ein robustes Rechtssystem geschaffen, das auf klaren Kompetenzabgrenzungen und demokratischen Prozessen beruht. Die Einführung neuer Vorschriften, die primär aus Brüssel stammen, könnte zu einer Verwässerung dieser Errungenschaften führen. Artikel 5 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) garantiert die Gewaltentrennung und die Prinzipien des rechtsstaatlichen Handelns. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht könnte gerade diese Grundpfeiler unseres Staates gefährden, indem sie die legislative und exekutive Macht ausserhalb unserer direkten demokratischen Kontrolle verlagert. Die Frage, inwieweit die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Prinzipien der Rechtssicherheit durch die Anwendung von EU-Recht, das von Gerichten ausserhalb der Schweiz interpretiert werden kann, gewahrt bleiben, ist von fundamentaler Bedeutung.

Ferner ist die Stabilität und Vorhersehbarkeit unseres Wirtschaftsstandortes durch eine zu schnelle und unüberlegte Angleichung an das EU-Recht gefährdet. Unternehmen in der Schweiz sind an ein bestimmtes regulatorisches Umfeld gewöhnt, das ihnen Planungssicherheit bietet. Die Einführung neuer, potenziell komplexer und sich dynamisch entwickelnder EU-Vorschriften kann zu Unsicherheiten führen und die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Insbesondere im Hinblick auf kleine und mittlere Unternehmen (KMU), die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, sind die zusätzlichen administrativen Lasten und Kosten, die mit der Anpassung an neue regulatorische Anforderungen verbunden sind, nicht zu unterschätzen. Artikel 41 BV, der die wirtschaftliche Wohlfahrt fördert, könnte durch eine übermässige regulatorische Belastung konterkariert werden.

Die Mitwirkung des Schweizer Volkes, ein zentrales Element unserer direkten Demokratie, steht ebenfalls unter Druck. Die im Rahmen von bilateralen Abkommen oder neuartigen Kooperationen mit der EU übernommenen Verpflichtungen könnten die Möglichkeit des Volkes einschränken, über wichtige Gesetzesänderungen abzustimmen. Wenn neu geschaffene Regelungen als rein technische Anpassungen deklariert werden, könnten sie dem Referendum entzogen werden. Dies würde die demokratische Legitimität von Gesetzen schwächen und das Vertrauen der Bevölkerung in die staatlichen Institutionen untergraben. Die im Artikel 34 BV verankerten demokratischen Rechte, einschliesslich des Referendums, dürfen nicht durch die schrittweise Übernahme von externem Recht ausgehöhlt werden.

Ein weiteres kritisches Feld betrifft die finanzielle Autonomie der Schweiz. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht geht oft mit der Forderung nach finanziellen Beiträgen einher. Diese Beiträge müssen transparent und nachvollziehbar sein und dürfen nicht zu einer übermässigen Belastung der Schweizer Steuerzahler führen. Die Effizienz der Verwendung dieser Mittel und die Kontrolle über deren Einsatz sind von grösster Wichtigkeit. Artikel 127 BV legt die Grundsätze der Finanzpolitik fest, und jede neue finanzielle Verpflichtung muss mit diesen Grundsätzen im Einklang stehen. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz nicht über ihre Verpflichtungen hinaus belastet wird und dass die Gelder zweckmässig eingesetzt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von Vereinbarungen mit der EU mit äusserster Vorsicht zu behandeln sind. Die Wahrung unserer Souveränität, die Stärkung unserer direkten Demokratie, die Sicherung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und die Gewährleistung der wirtschaftlichen Stabilität müssen stets im Vordergrund stehen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, die diese fundamentalen Anliegen ignoriert, wäre ein schwerwiegender Fehler mit weitreichenden negativen Konsequenzen für die Schweiz. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung jeder einzelnen Massnahme im Lichte unserer verfassungsmässigen Ordnung und unserer nationalen Interessen. Die Konsultation muss daher zu einer kritischen Reflexion über die tiefgreifenden Auswirkungen der vorgeschlagenen Schritte führen.

Lebensmittelsicherheit

Mit grosser Besorgnis nehmen wir zur Kenntnis, dass unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" eine umfassende und tiefgreifende Angleichung des Schweizer Rechts an dasjenige der Europäischen Union angestrebt wird. Dies ist weit mehr als eine reine Anpassung im Bereich der Lebensmittelsicherheit; es handelt sich vielmehr um ein schleichendes Projekt zur Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Entwicklung birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, für die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt für die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, für die unsere Produkte international bekannt und geschätzt sind, steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere und weniger restriktive EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das begehrte Label "Made in Switzerland" wird massiv an Wert verlieren, wenn die Produkte nach denselben, potenziell weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies würde einen unserer wichtigsten Wettbewerbsvorteile, der von Schweizer Produzenten mühsam aufgebaut wurde, zerstören.

Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Schweiz wird damit erpresst: Eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bestehende bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in einem für uns essenziellen Bereich blockiert und faktisch jede kritische Auseinandersetzung im Keim erstickt.

Des Weiteren ist die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was das Vertrauen in unsere nationalen Kontrollmechanismen untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die für lokale Anlässe verpflegen, müssten die komplexen und für sie oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht nicht nur die wirtschaftliche Existenz unzähliger lokaler Betriebe, sondern auch unsere reichen kulinarischen Traditionen und die Vielfalt unserer Lebensmittelversorgung.

Die angeblichen Vorteile der Lebensmittelsicherheit dürfen nicht dazu missbraucht werden, unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch auszuhöhlen. Die Schweiz

würde gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, obwohl der Schweizer Souverän dies ausdrücklich abgelehnt hat. Der Volkswille wird hier auf unerträgliche Weise missachtet.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem massiven Verlust an unseren hohen und bewährten Standards führt.

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein gravierender Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Zudem sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und damit die Versorgungssicherheit unseres Landes direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Wir fordern eine klare Absage an dieses umfassende Integrationsprojekt, das unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit unsere Souveränität aushöhlt, unsere Standards senkt und unsere Wirtschaft bedroht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagene Ausgestaltung der Lohnschutzmassnahmen im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und ist kritisch zu hinterfragen. Es scheint, dass die präsentierten Massnahmen keineswegs geeignet sind, den durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Lohnniveaus wirksam zu kompensieren. Vielmehr besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, die

traditionell am stärksten von Lohndumping betroffen sind.

Es ist alarmierend zu beobachten, dass anstatt den bereits bewährten und nachweislich wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, dieser im Rahmen des vorliegenden Vorschlags eher aufgeweicht und an minder wirksame EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regelungen erscheinen primär bürokratischer Natur zu sein und lassen die Effektivität der bisherigen flankierenden Massnahmen vermissen. Dies begünstigt offensichtlich jene ausländischen Akteure, die bestrebt sind, durch Lohndumping Wettbewerbsvorteile zu erzielen.

Die angepassten Kontrollmechanismen sind ebenfalls problematisch und deuten auf eine Schwächung der bestehenden Überwachungsinstrumente hin. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und primär auf EU-Konformität ausgerichteter Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrolldichte und zu einer lascheren Durchsetzung der verbindlichen Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Schutz der einheimischen Arbeitnehmerschaft diametral entgegensteht.

Das vorgeschlagene, angebliche Lohnschutzsystem im Kontext der Entsendung von Arbeitnehmern, welches Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) vorsieht, ist keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die unsere nationalen Interessen nicht ausreichend berücksichtigt. Die angeführte Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die fortlaufenden Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unheilvolle Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unumkehrbar an die EU binden. Dies wirft Fragen bezüglich unserer souveränen Entscheidungsfindung auf.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein direkter und unerwünschter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Mit dieser Massnahme wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies behindert die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Dieses vermeintliche Schutzinstrument löst nicht das Kernproblem des Lohndrucks.

Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), namentlich die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick als rein technische Anpassungen erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem etablierten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten und wirksamen Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft jedoch schwächeren Modellen aufgeweicht werden.

Eine besonders gravierende Abtretung von Souveränität stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz dar, durch die Einführung des neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG. Damit wird die Schweiz de facto zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz direkt durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes angesichts der erweiterten Personenfreizügigkeit nicht nur unzureichend sind, sondern

auch eine Erosion bestehender Schutzmechanismen und eine Schwächung der schweizerischen Souveränität befürchten lassen. Es bedarf keiner weiteren Anpassungen, die unser System den EU-Normen annähern, sondern einer Stärkung unserer bewährten Instrumente zum Schutz der einheimischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die vorliegenden Vorschläge verfehlen dieses Ziel in fundamentaler Weise.

Strom

Die vorgeschlagene Neugestaltung der Energieregulierung, insbesondere im Hinblick auf die Angleichung an europäische Vorgaben, ist mit tiefgreifenden Bedenken verbunden, die eine kritische Auseinandersetzung unabdingbar machen. Die Vorlage gefährdet unsere Energiesouveränität und untergräbt bewährte Schweizer Prinzipien der Energieversorgung, ohne überzeugende Gegenleistungen zu bieten.

Die institutionelle Einbindung in die Aufsichtsstrukturen der EU, wie ACER und ENTSO-E, bedeutet de facto eine Aufgabe der eigenen Steuerungshoheit über unser nationales Stromnetz. Als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber die finanziellen Lasten tragen muss, werden wichtige Entscheidungen über unsere Strominfrastruktur künftig in Brüssel gefällt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Autonomie und der Möglichkeit, Energiepolitik auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz auszurichten. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, die ElCom, droht zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk zu verkommen. Sie müsste undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert. Diese Entwicklung ist in keiner Weise mit unserem föderalen System und dem Demokratieprinzip vereinbar.

Existenziell gefährdet ist insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, das einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung unserer Bergkantone leistet, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und zu dessen Abschaffung führen. Dies würde die wirtschaftliche Grundlage vieler Gemeinden und Regionen schwächen und die finanzielle Last auf andere Schultern verlagern, ohne dass eine klare Notwendigkeit oder ein nachvollziehbarer Vorteil für die Schweiz erkennbar ist.

Auch die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, die durch starke lokale Akteure wie die Gemeindekraftwerke geprägt sind, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der eine wichtige Rolle für die lokale und dezentrale Energieproduktion spielt, würde durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine, bürgernahe Energieproduzenten und fördert eine Zentralisierung, die nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise in Form von Wasserreserven, die in der Vergangenheit entscheidend zur Stabilität unseres Stromnetzes beigetragen haben, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Falle einer Krise die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird. Weder der Markt noch die EU bieten hier eine klare und verlässliche Zusage. Dieses Vorgehen gleicht einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen wir nicht abschätzen können.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt die Gefahr von volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht zu tragen bereit ist, müssen schliesslich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine Verlagerung von Risiken und Kosten auf die Bevölkerung und die Wirtschaft, ohne dass ein klarer Nutzen erkennbar ist.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt mit der vollständigen Marktliberalisierung zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu)

schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen das Risiko bergen, die Energiesouveränität der Schweiz aufzugeben, unsere bewährten föderalen Strukturen zu schwächen, die Versorgungssicherheit zu gefährden und zu höheren Strompreisen für Konsumenten und Unternehmen zu führen. Die übernommene EU-Gesetzgebung scheint nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten zu sein und untergräbt unsere Fähigkeit, unsere Energieversorgung eigenständig und im nationalen Interesse zu gestalten. Wir lehnen diese Vorlage daher entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen aus unserer Sicht eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die geplante Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, wie es durch das neu zu schaffende Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die nationale Steuerungshoheit und die bewährte Praxis der regionalen und lokalen Wirtschaftsförderung.

Die heutige, demokratisch legitimierte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll faktisch abgeschafft werden. Diese Förderungen, die oft dem regionalen Ausgleich, der Unterstützung kantonaler Banken, der Kultur oder lokaler Klein- und Mittelbetriebe dienen, fallen künftig unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volks- und Mitbestimmung, da Entscheidungen, die bisher in parlamentarischen Prozessen und im direkten Dialog mit den Bürgern getroffen wurden, einer zentralen, nicht unmittelbar demokratisch legitimierten EU-Kontrollinstanz unterworfen werden.

Besonders stossend ist die massive Untergrabung der Souveränität der Kantone und ihrer föderalistischen Autonomie. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden,

müssten kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern, die als verlängerter Arm der EU fungiert, auf ihre EU-Konformität hin überprüft und genehmigt werden. Dies stellt einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus dar, indem die dezentrale Entscheidungsfindung und die Eigenständigkeit der Kantone ausgehebelt werden. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, denen die formelle rechtliche Gehörnahme verweigert wird, wenn ihre souveränen Entscheide durch die neue Beihilfekammer geprüft werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Ebene.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Staatliche Beihilfen müssten neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und Landverkehr würden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und macht uns abhängig von Brüsseler Entscheidungen, die nicht zwingend schweizerische Interessen berücksichtigen.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG ist die Errichtung einer 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist ebenfalls besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies ist nicht nur ein Verlust an Souveränität, sondern auch eine Gefährdung der nationalen Interessen in einem strategisch entscheidenden Bereich.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestümmertes Agieren zu ermöglichen und die schweizerische Bevölkerung über die realen Kosten dieser Unterwerfung im Unklaren zu lassen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen im Bereich der staatlichen Beihilfen eine gefährliche Erosion unserer nationalen Souveränität, unseres Föderalismus und unserer demokratischen Prinzipien darstellt. Es schafft eine übermächtige, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernte Behörde, die primär EU-Interessen durchsetzt und die schweizerischen Eigenheiten und Bedürfnisse ignoriert. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Landverkehr

Dem Eidgenössischen Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation liegt eine kritische Stellungnahme zur geplanten Übernahme des EU-Rechts im Bereich Landverkehr vor. Es ist dringend geboten, die weitreichenden negativen Folgen dieser Angleichung für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität eingehend zu prüfen und deren Umsetzung entschieden zu hinterfragen.

Das Kernanliegen, das mit grosser Besorgnis betrachtet werden muss, ist die schleichende Aushöhlung des Service public im Schienenverkehr. Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts birgt die reelle Gefahr, dass bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend notwendige Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Diese rechtliche Umwälzung bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das unseren Bürgerinnen und Bürgern heute zur Verfügung steht. Ein gut funktionierender Service public ist ein Fundament unseres Landes und darf nicht durch die Anforderungen eines fremden Rechtsregimes geopfert werden.

Die Öffnung für die sogenannte Kabotage im Schienenverkehr stellt eine weitere gravierende Bedrohung dar. Diese Regelung erlaubt es ausländischen Anbietern, wie im Fall von Flixtrain beobachtet, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer selektiven "Rosinenpickerei" führen. Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die Last der weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien tragen müssen. Diese wirtschaftliche Ungleichbehandlung untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen langfristige Aufrechterhaltung. Das Eisenbahngesetz (EBG) erfährt durch den neuen Artikel 40ater eine Einleitung der Kabotage, die als direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public gewertet werden muss.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei tragfähigen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist nichts weiter als eine Beruhigungspille, die die offensichtliche Gefahr der langfristigen Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht abwendet. Die Schweiz verliert zunehmend die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und unsere Unabhängigkeit im Verkehrswesen schmälern.

Eine weitere negative Konsequenz ist die Beeinträchtigung der nationalen und kantonalen Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere in Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele.

Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist, wie bereits erwähnt, eine Bedrohung für den Service public. Ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen erhalten die Möglichkeit, sich die lukrativsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen. Die langfristige Folge wird eine Verschlechterung der Qualität und eine Einschränkung des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs in der Schweiz sein.

Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben, zu beachten, ist eine gravierende Einschränkung der Souveränität. Der neue Art. 32a Abs. 1bis PBG limitiert die Möglichkeit von Bund und Kantonen, ihr öffentliches Verkehrsnetz eigenverantwortlich zu gestalten und zu optimieren. Es ist nicht ersichtlich, wie die Übernahme von EU-Standards die Attraktivität oder die Effizienz des Schweizer öffentlichen Verkehrs steigern sollte, im Gegenteil.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplante Übernahme des EU-Rechts im Landverkehr tiefgreifende negative Folgen für den Schweizer Service public, die nationale Souveränität und die Gestaltungskraft der eidgenössischen und kantonalen Behörden hat. Die sogenannten Schutzmassnahmen sind unzureichend und bieten keine Gewährleistung für die Zukunft. Es ist dringend geboten, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger oberste Priorität geniessen. Die Bewahrung des hochwertigen Schweizer Service public und die Wahrung unserer Souveränität müssen unzweifelhaft im Vordergrund stehen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union stellt eine inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen, vom Parlament zu kontrollierenden Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist ein fundamentaler Bruch mit bisherigen Prinzipien und birgt erhebliche Risiken für die finanzielle Autonomie unseres Landes. Die Rede ist hierbei von einem sogenannten "Kohäsionsbeitrag", dessen Regelung im neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) verankert werden soll.

Die Ankündigung eines anfänglichen Betrags von 350 Millionen Franken pro Jahr ist angesichts der im Vertrag vorgesehenen "rechtsverbindlichen Mechanismen" zur Neuberechnung als reine Lockvogelmasche zu betrachten. Es ist zu erwarten, dass diese Mechanismen unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen werden. Die Schweiz verliert hierbei jede Möglichkeit, sich diesen Forderungen zu entziehen oder sie kritisch zu hinterfragen. Es droht eine unumkehrbare Verpflichtung zur Zahlung, deren Höhe und Frequenz ausschliesslich von der EU diktiert werden. Die Schweiz wird damit zu einer Art Nettozahlerin degradiert, die Gelder abliefern muss, ohne im Gegenzug substanzielle Gegenleistungen oder garantierte Verbesserungen des Marktzugangs zu erhalten. Die EU verlangt hier de facto eine Zwangsabgabe, die unsere Haushaltsautonomie bedroht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und somit die Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern. Artikel 1 des KoBG spricht explizit von einem "permanenten Rechtsanspruch" der EU auf diese Gelder. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments auf fundamentalste Weise aus. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung unserer finanziellen Mittel wird lediglich noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung stattfinden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der parlamentarischen Budgethoheit, wie sie im schweizerischen Recht verankert ist.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die Absicht, die Kohäsionszahlungen als festen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies unterstreicht die Unumkehrbarkeit dieser Verpflichtung und die tiefe Verankerung in unserer Rechtsordnung, ohne dass dem Parlament ein wirkliches Mitspracherecht eingeräumt wird.

Irreführend und geradezu zynisch ist die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Zielen und eine Irreführung der Öffentlichkeit. Die Kohäsionszahlungen haben mit der Friedensförderung im eigentlichen Sinne nichts zu tun, sondern stellen vielmehr eine finanzielle Gegenleistung für institutionelle Anbindung dar, die primär die Souveränität der Schweiz schwächt, ohne greifbare Vorteile zu generieren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags eine gefährliche Entwicklung darstellt. Die Schweiz wird zu einer Zahlungsmaschinerie degradiert, die ohne Mitspracherecht und mit schwindender Souveränität Gelder an die EU abliefern muss. Die

demokratische Kontrolle wird ausgehebelt und die parlamentarische Budgethoheit de facto abgeschafft. Diese Vereinbarung würde die Schweiz in eine untergeordnete Position gegenüber der EU drängen und ihr die Fähigkeit nehmen, eigenständig über ihre finanziellen Angelegenheiten zu entscheiden. Es ist daher unerlässlich, dass das Parlament diese Vorschläge kritisch prüft und im Sinne der nationalen Interessen ablehnt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Zur Vernehmlassung im Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung möchten wir unserer tiefsten Besorgnis und scharfen Ablehnung Ausdruck verleihen. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme neuer Unionsbürgerrichtlinien und die damit verbundenen Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), stellen eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität und eine Abkehr vom Volkswillen dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgelegten Texte sind weit mehr als nur technische Anpassungen; sie markieren eine schleichende Kapitulation vor Brüsseler Vorgaben, die den Interessen und der Sicherheit der Schweizer Bevölkerung zuwiderlaufen.

Die geplante Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Liberalisierung der Zuwanderung. Dies steht im direkten Widerspruch zur klaren Vorgabe des Souveräns, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, quasi eine "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, stellt eine direkte Gefährdung der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke dar. Dies untergräbt nicht nur das Prinzip der Eigenverantwortung, sondern belastet auch die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unverhältnismässig.

Des Weiteren fördert das vorliegende Paket in beunruhigender Weise die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Dieses Recht ist entgegen den Beteuerungen kaum mehr entziehbar, was zu einer unkontrollierten Inanspruchnahme unserer Sozialleistungen führt. Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs für Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unüberschaubaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen und finanziellen Belastungen.

Die sogenannte "Schutzklausel", die im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum jemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu aktivieren, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die der Schweiz jede verbleibende Möglichkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung rauben soll.

Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" ist eine fundamentale Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden de facto entmachtet, wenn es um künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich geht. Dies ist eine unerträgliche Einschränkung unserer demokratischen Rechte und unserer legislativen Souveränität.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung des Artikels 29a AIG und die Einführung des neuen Artikels 41c AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei sozialer Abhängigkeit kaum noch möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger, der keinerlei echte Steuerung ermöglicht.

Als direkte Folge der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer

eingeführt. Dies ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, anstatt die Zuwanderung selbst zu steuern. Der Schweizer Steuerzahler muss nun direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG) und im Gesetz über die Harmonisierung der beruflichen Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (HFVG) ist ein weiterer gravierender Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB) bleibt von dieser Anpassungslogik nicht verschont. Die Änderung in Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24 ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die gegenseitige Hilfe bei der Bekämpfung von grenzüberschreitenden schweren und organisierten Kriminalität (BGMD), im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 MedBG an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Vertragspaket eine schleichende Entmachtung der Schweizer Stimmbürger, eine erhebliche Belastung unserer Sozialwerke und eine Gefährdung unserer inneren Sicherheit darstellt. Es ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Wir fordern daher eine klare Ablehnung dieser Vorlage, die nicht im Interesse der Schweiz und ihrer Bevölkerung ist. Die Schweiz muss ihre Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung zurückgewinnen und verteidigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem Paket Schweiz-EU zugrundeliegende Gesamtbeurteilung des vorliegenden Vorschlags wirft fundamentale und bis dato nicht hinreichend ausgeräumte Bedenken auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz, die wirtschaftliche Unabhängigkeit und

die demokratischen Mitbestimmungsrechte erscheinen gravierend und bedürfen einer eingehenden kritischen Prüfung.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme des EU-Rechts. Die vorgesehene dynamische Übernahme von EU-Recht stellt eine Erosion der schweizerischen Gesetzgebungshoheit dar. Gemäss Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Durch die automatische Übernahme von Neurecht aus Brüssel wird die parlamentarische Willensbildung de facto ausgehebelt. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 Absatz 1 BV verankert ist. Die Gefahr ist, dass die Schweiz in einen Rechtsraum gerät, dessen Gesetzgebung sie nicht mehr aktiv mitgestalten kann, sondern lediglich passiv rezipieren muss. Dies öffnet der Beeinflussung durch fremde Interessen Tür und Tor und schwächt die demokratischen Entscheidungsprozesse im Inland. Die Unabhängigkeit des schweizerischen Parlaments und die Möglichkeit, Gesetze im Interesse der Schweizer Bevölkerung zu erlassen, sind damit akut gefährdet.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die vorgesehene Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn diese formal als Auslegung bestehender Abkommen gedacht ist, führt zu einer faktischen Unterwerfung unter ein fremdes Rechtssystem. Dies untergräbt die Kompetenz der schweizerischen Gerichte und die Anwendung des schweizerischen Rechts. Gemäss Artikel 30 BV haben alle Bürger Anspruch auf die durch die zuständigen Gerichte beziehungsweise Gerichte zugesprochene Rechtsmittel. Die Bindung an den EuGH würde diese Garantie aushöhlen, da die letzte Instanz nicht mehr in der Schweiz liegen würde. Die Souveränität der schweizerischen Rechtsprechung wird damit erheblich eingeschränkt. Es besteht die Gefahr, dass die Auslegung des Abkommens durch den EuGH sich dynamisch weiterentwickelt und damit den ursprünglichen Willen der Schweiz als Vertragspartei übersteigt.

Auch die wirtschaftlichen Aspekte sind kritisch zu betrachten. Die angestrebte Übernahme von Teilen des EU-Binnenmarktrechts ohne die Möglichkeit, die damit verbundenen Verpflichtungen (wie beispielsweise die Personenfreizügigkeit im vollen Umfang) im Schweizer Parlament zu verhandeln und gegebenenfalls abweichende Regelungen zu treffen, ist fragwürdig. Artikel 7 BV garantiert die Sicherung der Unabhängigkeit und der Wohlfahrt des Landes. Die Übernahme von EU-Recht, das auf die Bedürfnisse der 27 EU-Mitgliedstaaten zugeschnitten ist, muss nicht zwingend den wirtschaftlichen Interessen der Schweiz dienen. Es besteht die Gefahr, dass kleine und mittlere Unternehmen sowie ganze Wirtschaftszweige durch eine übermässige Regulierung belastet werden, ohne dass eine echte Mitgestaltungsmöglichkeit besteht. Die Freiheit der Schweizer Wirtschaft könnte dadurch empfindlich beeinträchtigt werden.

Die finanzielle Komponente, insbesondere die potenziellen Zahlungsverpflichtungen an die EU, ist ebenfalls zu hinterfragen. Die genauen Konditionen und die Höhe dieser Zahlungen sind oft unklar und können sich dynamisch entwickeln. Dies stellt eine potenzielle Belastung für den Schweizer Steuerzahler dar und bedarf einer transparenten und abschliessenden Regelung. Die Verteilung von Beiträgen an die EU muss im Lichte der schweizerischen Haushaltslage und der nationalen Prioritäten beurteilt werden, und die demokratische Legitimation solcher Ausgaben ist zwingend erforderlich. Artikel 127 BV legt die Grundsätze der Finanzpolitik fest, und jegliche Verpflichtung zur Entrichtung von Mitteln an Drittstaaten muss diesen Grundsätzen entsprechen.

Schliesslich muss die Auswirkung auf die schweizerische Identität und die direktdemokratischen Instrumente kritisch hinterfragt werden. Die Fähigkeit des Volkes, durch Referenden und Initiativen Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, ist ein Eckpfeiler der schweizerischen Demokratie. Wenn das Schweizer Recht zunehmend aus Brüssel diktiert wird, verliert das Referendum an Bedeutung. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, über die Gesetze mitzubestimmen, die ihr Leben betreffen. Eine Übernahme von EU-Recht, die diesen Prozess unterläuft, ist daher mit erheblichen Bedenken zu beurteilen. Die Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Grundsätze muss absolute Priorität haben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket Schweiz-EU in seiner vorliegenden Form tiefgreifende Fragen aufwirft, die weit über rein technische Aspekte hinausgehen. Die potenzielle Schwächung der schweizerischen Souveränität, die Einschränkung der demokratischen Rechte und die unklaren wirtschaftlichen und finanziellen Konsequenzen erfordern eine äusserst kritische Haltung.

Bevor solche weitreichenden Entscheidungen getroffen werden, muss eine umfassende und offene Debatte über die langfristigen Folgen für die Schweiz geführt werden, unter voller Berücksichtigung der in der Bundesverfassung verankerten Prinzipien.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken und wirft gravierende verfassungsrechtliche sowie wirtschaftliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine unbedachte Annäherung an die EU, wie sie in den aktuellen Vorschlägen angedeutet wird, könnte die Souveränität der Schweiz untergraben und die Grundlage unseres Rechtssystems, insbesondere die Bundesverfassung, aufweichen.

Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ausdrücklich die Selbstbestimmung und Unabhängigkeit der Schweiz. Jegliche Übernahme von EU-Recht, sei es auch in scheinbar modifizierter oder adaptierter Form, birgt die Gefahr, dass die Schweiz de facto dem Primat des EU-Rechts unterworfen wird. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben dieses fundamentalen Verfassungsartikels. Die EU-Institutionen sind nicht demokratisch von der Schweizer Bevölkerung legitimiert und ihre Entscheidungen würden somit ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes oder seiner gewählten Vertreter bindend werden.

Besonders bedenklich ist die potenzielle Übernahme von Richtlinien und Verordnungen im Bereich der Personenfreizügigkeit. Das revidierte Gesetz über die Schweizerische Bundesverfassung, welches die Personenfreizügigkeit regelt, ist bereits eine sensible Materie, die unter dem Druck der EU steht. Eine weitere Harmonisierung im Sinne der EU würde die Möglichkeiten der Schweiz einschränken, ihre eigene Migrationspolitik zu gestalten und die Einwanderung zum Wohle der eigenen Bevölkerung zu steuern. Dies steht im Widerspruch zu den Interessen der Schweizer Bevölkerung und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke und des Arbeitsmarktes. Das Prinzip der flankierenden Massnahmen, welches die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz schützen soll, steht unter ständigem Rechtfertigungsdruck im Rahmen von EU-Abkommen. Die Stärkung dieser flankierenden Massnahmen erscheint im Kontext einer vertieften Integration fraglich, vielmehr droht eine Erosion.

Ebenso kritisch ist die mögliche Einflussnahme der EU auf die Gesetzgebung in Bereichen wie dem Wettbewerbsrecht oder dem Finanzmarkt. Die Souveränität der Schweiz in der Gestaltung ihrer Wirtschafts- und Regulierungspolitik würde durch die Übernahme von EU-Standards erheblich eingeschränkt. Artikel 110 der Bundesverfassung, der die Rolle der Zentralbank festlegt, könnte beispielsweise durch regulatorische Vorgaben aus Brüssel beeinflusst werden, was die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank gefährden würde.

Die ökonomischen Auswirkungen einer solchen Annäherung sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Während Befürworter von einem ungehinderten Zugang zum EU-Binnenmarkt sprechen, übersehen sie die Kosten, die mit der Anpassung an EU-Normen verbunden sind. Kleine und mittlere Unternehmen (KMU) müssten erhebliche Ressourcen aufwenden, um die komplexen und sich ständig ändernden EU-Regulierungen zu erfüllen. Dies könnte ihre Wettbewerbsfähigkeit schwächen und zu einer Konzentration auf dem Markt führen, die nicht im Interesse der Schweizer Wirtschaft liegt. Des Weiteren sind die finanziellen Beiträge, die die Schweiz an die EU leisten müsste, erheblich und belasten die öffentlichen Kassen. Diese Mittel könnten sinnvoller in die Förderung der heimischen Wirtschaft und in soziale Belange investiert werden.

Das Prinzip der bilateralen Abkommen hat sich in der Vergangenheit als vorteilhafter Weg für die Schweiz erwiesen, um ihre Interessen zu wahren und gleichzeitig eine pragmatische Kooperation mit der EU zu ermöglichen. Die vorgeschlagene Stabilisierung könnte bedeuten, dass die Schweiz von diesem bewährten Ansatz abweicht und sich auf einen Weg begibt, der ihre Handlungsfreiheit und ihre verfassungsmässige Ordnung untergräbt. Die EU ist kein homogenes Gebilde, und die Interessen ihrer Mitgliedstaaten sind vielfältig. Sich eng an diese Strukturen zu binden, birgt das Risiko, in

Konflikte hineingezogen zu werden, die nicht im unmittelbaren Interesse der Schweiz liegen.

Die in der Bundesverfassung verankerte Gewaltenteilung und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz sind es wert, verteidigt zu werden. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Legitimation und Kontrolle durch das Schweizer Volk würde diese Prinzipien aushöhlen. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Pflicht des Bundes erwähnt, das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu wahren, wird durch eine unkritische Übernahme von EU-Rechtsakten untergraben, wenn diese dem Wohlstand und der Sicherheit der Schweiz abträglich sind. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der Souveränität ist real und darf nicht unterschätzt werden. Statt einer pauschalen Annäherung bedarf es einer sorgfältigen und kritischen Einzelfallprüfung jeder potenziellen Zusammenarbeit mit der EU, die stets die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Ordnung in den Vordergrund stellt. Eine "Stabilisierung" darf nicht auf Kosten der schweizerischen Eigenständigkeit und des demokratischen Selbstbestimmungsrechts erfolgen. Die aktuellen Vorschläge scheinen diese kritische Haltung nicht hinreichend zu berücksichtigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Es ist unabdingbar, diese Ergebnisse kritisch und mit grösster Skepsis zu prüfen, bevor irreversible Entscheidungen getroffen werden.

Ein zentraler Punkt, der Anlass zur Sorge gibt, ist die potenzielle Erosion der schweizerischen Rechtsordnung durch die Übernahme von EU-Recht. Insbesondere die im Abkommen vorgesehenen Mechanismen zur Übernahme und Umsetzung von EU-Richtlinien und -Verordnungen stellen eine erhebliche Gefahr dar. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und das Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) könnten in ihren Grundfesten erschüttert werden, wenn Bestimmungen übernommen werden, die nicht im Einklang mit den schweizerischen Traditionen und Interessen stehen. Artikel 260ter des Schweizerischen Strafgesetzbuches (StGB), der die Wirtschaftsdelikte regelt, könnte ebenfalls durch unionsrechtliche Vorgaben beeinflusst werden, was die Autonomie der schweizerischen Strafjustiz gefährden würde.

Die Souveränität der Schweiz wird durch die vorgeschlagenen Regelungen erheblich beeinträchtigt. Die Übernahme von EU-Recht, auch wenn sie nicht immer direkt erfolgt, aber durch Auslegungsentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) impliziert wird, untergräbt die Fähigkeit des Schweizerischen Parlaments, eigenständige Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten unseres Landes Rechnung tragen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, welches in der Bundesverfassung, insbesondere in den Artikeln zur Volkssouveränität, verankert ist. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen mit Drittstaaten üblich ist, würde de facto bedeuten, dass die oberste juristische Instanz im Schweizer Recht nicht mehr die schweizerischen Gerichte, sondern ein ausländisches Organ wäre. Dies wäre ein beispielloser Verzicht auf nationale Souveränität.

Des Weiteren ist die wirtschaftliche Dimension dieser Verhandlungsergebnisse äusserst kritisch zu betrachten. Die angeblichen Vorteile eines erweiterten Marktzugangs könnten durch die Kosten der Anpassung an EU-Standards und die potenziellen Nachteile eines intensiveren Wettbewerbs aufgewogen werden. Es ist fraglich, ob kleine und mittlere Unternehmen (KMU), die das Rückgrat der Schweizer Wirtschaft bilden, den zusätzlichen regulatorischen Belastungen und dem verstärkten Preisdruck standhalten können. Das Schweizerische Aktiengesetz (ARUG) und das Gesetz über die Banken (BankG) könnten durch EU-Regulierungen, die auf die Bedürfnisse grosser Finanzmärkte zugeschnitten sind, übermässig belastet werden, was die Stabilität und Wettbewerbsfähigkeit des schweizerischen Finanzplatzes gefährden könnte.

Die Angleichung an EU-Standards im Bereich der öffentlichen Beschaffung birgt ebenfalls Risiken. Während die Intention, Wettbewerb zu fördern, verständlich ist, muss sichergestellt werden, dass schweizerische Unternehmen nicht durch die Einhaltung von EU-spezifischen Vergaberechtsvorschriften benachteiligt werden. Artikel 124 der Bundesverfassung, der die Kantone in ihren Kompetenzen schützt, könnte durch die Übernahme von EU-Recht, das auch die kantonalen Zuständigkeiten berührt, indirekt ausgehöhlt werden.

Die Frage der Personenfreizügigkeit, die typischerweise ein zentraler Bestandteil von EU-Abkommen ist, bedarf einer besonderen kritischen Betrachtung. Die negativen Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt, die Löhne und die sozialen Sicherungssysteme müssen umfassend und ehrlich bewertet werden, anstatt sich von den oft beschönigten Darstellungen der Befürworter blenden zu lassen. Das Bundesgesetz über die Erwerbstätigkeit (ErzG) in seiner Gesamtheit und insbesondere die Bestimmungen zum Schutz der Arbeitnehmer in der Schweiz müssen unter dieser Perspektive neu bewertet werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union mit äusserster Vorsicht zu geniessen sind. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität, die Rechtsprechung, die Wirtschaft und die Gesellschaft sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden. Es bedarf einer tiefgreifenden öffentlichen Debatte und einer kritischen Analyse, die sich nicht von vordergründigen Vorteilen leiten lässt, sondern die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz in den Vordergrund stellt. Eine vorschnelle Annahme dieser Ergebnisse würde bedeuten, die Errungenschaften unserer Unabhängigkeit und unseres Wohlstands aufs Spiel zu setzen. Die Integrität unserer Gesetzgebung, wie sie in Gesetzen wie dem OR, UWG, StGB, BankG und ErzG ihren Ausdruck findet, muss gewahrt bleiben, und die souveräne Entscheidungsfindung unseres Landes darf nicht durch externe Einflüsse, die nicht unseren Interessen dienen, kompromittiert werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lüttin, Robert (Privat)

Datum: 08.09.2025

Kontakt: Lüttin, Robert · 071-6951401 · elcortado@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und scheint den schweizerischen Interessen nicht in vollem Umfang Rechnung zu tragen. Es drängt sich die Frage auf, ob die anvisierten Abkommen tatsächlich eine genuine Stabilisierung bedeuten oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Erosion der schweizerischen Souveränität und Autonomie mit sich bringen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie bei institutionellen Abkommen üblich ist, wirft gravierende Bedenken auf. Artikel 120 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft garantiert die Souveränität der Schweiz. Eine blosse Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dieses massgeblich mitzugestalten oder gar abzulehnen, widerspricht diesem Grundsatz. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Zustimmung, würde die Errungenschaften der direkten Demokratie untergraben. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden faktisch über Rechtsetzungen abstimmen, deren Inhalt sie nicht mehr direkt beeinflussen können.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie oft in bilateralen Abkommen mit der EU vorgesehen ist, stellt eine faktische Unterstellung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit dar. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Unabhängigkeit der Gerichte und die Ausübung der Rechtspflege, welcher die Unabhängigkeit der Gerichte der Schweiz gewährleistet. Es ist nicht ersichtlich, wie die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gewahrt bleiben kann, wenn deren Entscheidungen von einem obersten Gericht im Ausland überstimmt werden könnten.

Die angebliche "Stabilisierung" könnte sich somit als eine schrittweise Abhängigkeit von der EU erweisen, welche die Schweiz in ihrer Entscheidungsfreiheit und ihrer Fähigkeit, eigene Wege zu gehen, erheblich einschränkt. Die wirtschaftlichen Vorteile mögen angeführt werden, doch sollten diese nicht über die fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie gestellt werden. Eine kritische Prüfung der vorgeschlagenen Abkommen ist daher unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Souveränität der Schweiz nicht kompromittiert wird und die Interessen der schweizerischen Bevölkerung gewahrt bleiben. Eine reine Übernahme von EU-Standards und -Regelungen ohne substanzielle Gegenleistungen oder die Wahrung der schweizerischen Besonderheiten wäre kein Gewinn für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und prinzipielle Bedenken auf, welche die Schweizer Souveränität und die demokratischen Rechte der Bevölkerung massiv untergraben. Es ist unmissverständlich festzustellen, dass die Annahme dieses Pakets eine schleichende Integration in die Europäische Union bedeuten würde, ohne dass die Schweiz jemals die Möglichkeit einer direkten demokratischen Abstimmung über einen EU-Beitritt erhalten hätte. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer direkten Demokratie, die gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung auf der Volkssouveränität und dem Recht des Volkes beruht, seine Angelegenheiten selbst zu regeln.

Die Übernahme von EU-Recht in die nationale Gesetzgebung ohne vorgängige Prüfung und Zustimmung des Schweizer Souveräns ist nach dem Prinzip der Volkssouveränität nicht hinnehmbar. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den bilateralen Verträgen impliziert wird und durch das vorgeschlagene Paket weiter verfestigt werden soll, stellt eine Erosion der nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Dies steht im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien des Bundesgesetzes über die Veröffentlichung von Bundesrecht (VRV), welches die Transparenz und Nachvollziehbarkeit gesetzgeberischer Prozesse vorsieht.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung mit einem Streitschlichtungsmechanismus, der die Anwendung des EU-Rechts in der Schweiz überwachen und gegebenenfalls rechtlich durchsetzen soll, stellt eine direkte Verletzung der Souveränität der Schweizer Gerichte und des Bundesgerichts dar. Es ist unvorstellbar, dass ausländische Gerichte oder Schiedsinstanzen die Anwendung des Schweizer Rechts beeinflussen oder gar vorschreiben könnten. Dies läuft Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Organisation der Gerichtsbehörden des Bundes (GOG) zuwider, wonach die Bundesrechtspflege ausschliesslich durch die Bundesbehörden ausgeübt wird.

Die fortlaufende Anpassung der Schweizer Gesetzgebung an das EU-Recht ohne die Möglichkeit der direkten demokratischen Partizipation birgt die Gefahr, dass die Bedürfnisse und Interessen der Schweizer Bevölkerung zunehmend in den Hintergrund treten. Die Flexibilität und Eigenständigkeit der Schweizer Aussen- und Wirtschaftspolitik würde hierdurch empfindlich eingeschränkt. Die Schweiz würde zu einem reinen Anhängsel der EU, unfähig, eigenständige Entscheidungen zum Wohle ihrer Bürger zu treffen. Angesichts dieser schwerwiegenden negativen Auswirkungen ist die Ablehnung dieses Pakets die einzig konsequente und souveränitätswahrende Option.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Grundsätze der Schweiz auf. Es ist zu befürchten, dass eine unkritische Übernahme der vorgeschlagenen Regelungen zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und unserer demokratischen Entscheidungsfindung führen wird.

Insbesondere die vorgesehenen Übernahmen von EU-Recht, wie sie in den Abkommen verankert werden sollen, stellen eine potenzielle Verletzung des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) dar. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertretung diese Bestimmungen im Einzelfall prüfen und genehmigen können, steht diesem Grundsatz diametral entgegen. Die im Raum stehende Verpflichtung, EU-Recht in unsere Rechtsordnung zu integrieren, kann als eine indirekte Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle und der direkten Demokratie verstanden werden. Dies widerspricht der im Artikel 164 BV verankerten Zuständigkeit des Parlaments, die Gesetzgebung zu erlassen.

Ferner sind die befürchteten Auswirkungen auf den Schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke kritisch zu beleuchten. Die möglicherweise zunehmende Arbeitnehmerfreizügigkeit und die damit verbundenen Herausforderungen für die schweizerischen Löhne und Sozialversicherungen dürfen nicht unterschätzt werden. Es muss sichergestellt werden, dass die in Artikel 111 BV verankerte Gleichwertigkeit der Lebenshaltung und die soziale Gerechtigkeit nicht gefährdet werden.

Die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz zur Auslegung der Abkommen ist ein weiterer Knackpunkt. Dies würde eine erhebliche Beschneidung der nationalen Gerichtsbarkeit bedeuten und die Unabhängigkeit unserer eigenen Justiz in Frage stellen. Artikel 30 BV verankert die Unabhängigkeit der Gerichte und die Souveränität der Schweiz in Justizangelegenheiten. Eine Überordnung des EuGH würde diese Prinzipien fundamental untergraben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse eine Reihe von potenziellen Risiken bergen, die sorgfältig abgewogen werden müssen. Die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit von der EU und der Verlust an schweizerischer Autonomie sind so gravierend, dass eine kritische Distanz und eine Betonung unserer nationalen Interessen unerlässlich sind, um die Grundlagen unseres Rechtsstaates und unserer Demokratie zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die bestehenden Schweizer Gesetze, insbesondere jene, die den Schutz der schweizerischen Rechtsordnung gemäss Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) gewährleisten, mit den Verpflichtungen aus dem vorgeschlagenen Abkommen vereinbar sind.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht oder Anpassungsmöglichkeit birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die die schweizerische Rechtsidentität untergraben könnte. Die Unabhängigkeit der Gerichte, die ein zentrales Element unseres Rechtsstaates darstellt, könnte durch die Auslegung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) beeinträchtigt werden. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert.

Ferner muss die Frage der demokratischen Legitimation aufgeworfen werden. Die Übernahme von EU-Recht durch indirekte Gesetzgebung, ohne direkte Zustimmung des Schweizer Volkes oder des Parlaments in jedem Einzelfall, schwächt die demokratischen Prozesse. Die Möglichkeit, dass sich die Schweiz vertraglich verpflichtet, EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne eigene Prüfung und Anpassung zu übernehmen, könnte die parlamentarische Kontrolle erheblich einschränken.

Besondere Sorge bereitet die Umsetzung des Territorialitätsprinzips, welches als Eckpfeiler der schweizerischen Souveränität gilt. Eine Übernahme von EU-Recht, das dieses Prinzip möglicherweise unterläuft oder ausser Kraft setzt, wäre inakzeptabel. Die damit verbundenen Auswirkungen auf die Zuwanderungs-, Wirtschafts- und Sozialpolitik sind noch nicht abschliessend geklärt und bergen erhebliche Risiken für die nationale Stabilität.

Es ist dringend geboten, dass die genauen Auswirkungen auf die bestehende Gesetzgebung und die verfassungsrechtlichen Grundlagen eingehend geprüft werden, bevor irgendeine Verpflichtung eingegangen wird. Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Selbstbestimmung dürfen nicht unterschätzt werden.

Finanzieller Beitrag

Zur Vernehmlassung im Bereich Finanzieller Beitrag äussere ich mich äusserst kritisch. Die vorgeschlagenen Regelungen zur Kohäsionszahlung stellen eine massive Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Anstatt freiwillige, vom Parlament beschlossene Beiträge, werden diese Zahlungen zu einer automatischen und rechtlich verbindlichen Pflicht erhoben.

Dies entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Hoheit über die Verwendung von Steuermitteln. Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr sind angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot zu betrachten. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz sodann nicht mehr entgehen kann. Die Schweiz droht, zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden, wobei keine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese faktisch als Zwangsabgabe gestaltete Verpflichtung auf permanenter und rechtlich bindender Basis. Gemäss Art. 1 KoBG entsteht ein permanenter Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments massiv untergräbt. Statt souveräner Entscheidungen über die Verwendung unserer Steuergelder wird lediglich der Vollzug von EU-diktierten Zahlungsverpflichtungen festgeschrieben. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB stellt keine formale Fussnote dar, sondern verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die vorgeschlagene Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung, welche die Kohäsionszahlungen mit dem 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung verknüpft, ist zynisch und irreführend. Sie missbraucht eine positive Reputation, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Regelungen sind aus den genannten Gründen abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur Überwachung staatlicher Beihilfen stellt eine tiefgreifende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die geplante Unterstellung unserer bewährten und demokratisch legitimierten Subventionspraxis unter ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ist inakzeptabel. Die Abschaffung der kantonalen und kommunalen Autonomie in der Wirtschaftsförderung, wie sie beispielsweise im Energie-, Verkehr- oder Kulturbereich traditionell gepflegt wird, untergräbt die föderalistische Struktur unseres Landes massiv. Artikel 3 des neu zu schaffenden Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert eine solche Unterwerfung und schafft mit der Beihilfekammer eine zentrale Kontrollinstanz, deren primäres Ziel die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht schweizerischer Interessen ist.

Die damit einhergehende systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU ist eine Kapitulation vor der Brüsseler Bürokratie. Nationale wirtschaftspolitische Steuerungs- und Gestaltungsspielräume werden aufgegeben. Insbesondere die Gefährdung strategischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs durch diese externe Kontrolle ist besorgniserregend. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) illustriert dies exemplarisch, indem die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer bei der WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) ist ein weiterer gravierender Eingriff. Diese Instanz agiert als verlängerter Arm der EU, deren Entscheidungen primär der Konformität mit europäischem Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über eine derart mächtige und von den Bürgern weit entfernte Behörde ist ungenügend. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer, wie in der geplanten Änderung von Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) vorgesehen, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) sind besonders stossend für unseren Föderalismus. Der neue Artikel 82 Buchstabe b bis BGG gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern im eigenen Land. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und der föderalistischen Tradition der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagene Einbindung in die EU-Strommarktordnung stellt eine grundlegende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Anbindung an EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem bloßen Anwender von Regulierungen, ohne Stimmrecht, aber mit der Pflicht zur Kostenbeteiligung. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit de facto in Brüssel gefällt, was einer Entmachtung der nationalen Entscheidungsträger gleichkommt.

Die schweizerische Energiekommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Recht. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung. Dies ist eine direkte Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und der Prinzipien der Demokratie.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Säule ihrer Finanzierung darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und de facto abgeschafft werden. Die damit verbundenen Einnahmeverluste wären für die betroffenen Kantone und Gemeinden gravierend.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die dezentralen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang kleinerer, lokaler Produzenten wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und die Konzentration der Energieerzeugung in den Händen grosser, supranationaler Akteure fördert. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die dringende Frage, wer im Falle von Versorgungsengpässen oder Krisen die klare Verantwortung für die Schweiz übernehmen soll, wenn weder der Markt noch die EU diese explizit tragen. Dies ist ein hochriskantes Spiel mit der Versorgungssicherheit unserer Bevölkerung und Wirtschaft.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, birgt erhebliche Risiken. Sie wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgung, welche der "freie Markt" nicht zu tragen vermag, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Dieses Abkommen untergräbt die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen und schwächt unsere föderalen Strukturen erheblich.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel „Vom Hof auf den Tisch“ stellt eine inakzeptable Unterwerfung der schweizerischen Land- und

Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit geht, sondern um eine umfassende und für die Schweiz nachteilige Integrationspolitik, welche unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, steht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards auf dem Spiel. Das Label „Made in Switzerland“ droht an Wert zu verlieren, wenn die Produkte künftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Einzigartigkeit und den Wert unserer Lebensmittel.

Des Weiteren birgt die „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft, eine unerträgliche politische Erpressung. Die Möglichkeit, souverän über eigene Gesetze zu entscheiden und sich notfalls von Verträgen zu lösen, wird dadurch faktisch eliminiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt zudem einen fundamentalen Eingriff in unsere Souveränität dar und degradiert unsere Unternehmen zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Die erwartete Welle der Bürokratie ist eine direkte Bedrohung für die Vielfalt und das Überleben unserer heimischen Produzenten. Nicht nur grosse Betriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien werden mit komplexen und für ihre Grösse unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück dieser gefährlichen Unterwerfung.

Die systematische Aushöhlung unseres demokratisch verankerten Gentechnik-Moratoriums durch die gezwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen missachtet klar den Volkswillen. Auch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein gravierender Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung zwingt die Schweiz, ihre eigenen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften aufzugeben. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Ebenso ist die Unterstellung unseres Waldschutzes (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und der Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) unter EU-Diktat fahrlässig und gefährdet die Schweiz. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren und muss sich stattdessen an oft langsamere und unpassende EU-Mechanismen halten.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Service public auf. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), neu in Artikel 40ater, öffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen birgt die grosse Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten Verbindungen nutzen. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Die finanzielle Basis unseres bewährten Service public wird dadurch massiv untergraben.

Darüber hinaus droht durch die Anwendung des EU-Beihilferechts eine Aushöhlung der bestehenden Förderinstrumente. Bewährte Subventionen, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unerlässlich sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hat direkte Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern gewohnt sind.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates vermag diese Bedenken keineswegs zu zerstreuen. Ihre rechtliche Natur ist bestenfalls fragwürdig und sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Dies ist keine verlässliche Absicherung, sondern vielmehr eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), neu Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Souveränität bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes wird somit erheblich eingeschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind aus zutiefst beunruhigender Sicht zu betrachten und stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die durch die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren praktisch unentziehbar wird, widerspricht klar dem Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung (BV). Dieser Artikel gebietet eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz, ein Prinzip, das durch die nun vorgeschlagene Praxis einer 'Niederlassung C PLUS' ad absurdum geführt wird. Die damit verbundene faktische Unkündbarkeit, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, gefährdet unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke bis zur Belastungsgrenze.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist unverkennbar. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen, die nun auch Eltern und Grosseltern umfassen, erhalten ein quasi-automatisches Bleiberecht, ungeachtet ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Die immensen Kosten hierfür werden auf die Schultern der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die im Vertragspaket verankerte 'Schutzklausel' entpuppt sich als reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Schutz mehr bieten wird. Vielmehr droht die EU mit Sanktionen, sollte die Schweiz versuchen, diese Klausel überhaupt anzurufen. Dies gleicht eher einer Erpressung als einer Schutzmassnahme.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet faktisch das Ende der Mitsprache unseres Parlaments und unseres Volkes bei künftigen Anpassungen des EU-Rechts. Dies ist eine unannehmbare Kapitulation unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassungen in Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren deren Ausschluss selbst bei klarem Missbrauch. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehen, sind ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungssektor entstehen. Die Unterwerfung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt schweizerische Gründlichkeit durch automatisierte Anerkennung, was Qualitätsstandards und Regulierungsfähigkeit untergräbt. Diese Entwicklungen signalisieren eine bedenkliche Aufgabe unserer Souveränität zugunsten unkontrollierter und kostspieliger EU-Integration.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht des Schweizer Lohnschutzes und der Souveränität unzureichend und stellen eine gefährliche Aufweichung unserer bewährten Systeme dar. Die angeblichen Schutzmechanismen sind eher kosmetischer Natur und vermögen den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstruktur, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht zu kompensieren. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, droht.

Statt den in der Schweiz etablierten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, werden wir gezwungen, diesen an fragwürdige EU-Standards anzupassen. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmer dienen, sondern primär der Anpassung an die EU und der damit verbundenen Aushöhlung unseres bewährten Lohnschutzes. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: parmando@sunrise.ch
Sent: Dienstag, 9. September 2025 13:05
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die eine tiefgreifende kritische Prüfung erfordern. Die angestrebte Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht und -Politik, ohne dass die Schweiz dabei ihre verfassungsmässige Souveränität und ihre demokratischen Entscheidungsprozesse angemessen wahren kann. Ein zentraler Punkt ist die Übernahme von sogenanntem «futurischem Recht» der EU. Dies bedeutet, dass die Schweiz sich verpflichtet, EU-Gesetzgebungen zu übernehmen, die noch nicht einmal verabschiedet sind. Eine solche Verpflichtung ist problematisch, da sie den schweizerischen Gesetzgeber in seiner Gestaltungsfreiheit massiv einschränkt und eine proaktive Anpassung an neue EU-Vorgaben erzwingt, anstatt eine eigenständige und am Schweizer Interesse orientierte Gesetzgebung zu ermöglichen. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die parlamentarische Debatte und die demokratische Legitimation der Gesetzgebung könnten untergraben werden, wenn der Gesetzgeber primär die Aufgabe hat, Vorgaben von aussen umzusetzen. Darüber hinaus ist die Frage der institutionellen Einbindung der Schweiz in europäische Entscheidungsprozesse von kritischer Bedeutung. Eine effektive Mitsprache der Schweiz bei der Ausgestaltung von EU-Recht, das sie potenziell übernehmen müsste, ist fraglich. Die Erfahrung zeigt, dass die EU oft nicht bereit ist, die Mitsprache von Drittstaaten in ihre internen Gesetzgebungsprozesse in einem Masse zuzulassen, das den Interessen der Schweiz gerecht wird. Dies könnte dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, Regelungen zu akzeptieren, die nicht ihren Bedürfnissen oder Werten entsprechen. Die angeblichen «Kompensationsmassnahmen» oder «Ausgleichsmechanismen» für die Übernahme von EU-Recht, wie sie in solchen Abkommen oft propagiert werden, erscheinen als wenig überzeugend. Sie laufen Gefahr, lediglich kosmetische Korrekturen zu sein, die die grundlegende Problematik der Souveränitätsabgabe nicht beheben. Die Risiken, die mit einer solchen Übernahme von EU-Recht verbunden sind, sind erheblich. Sie reichen von einer Erosion der schweizerischen Rechtstradition bis hin zu einer Schwächung der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit durch eine übermässige Regulierung. Die Haltung, dass eine solche «Stabilisierung» zwangsläufig notwendig sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen zur EU aufrechtzuerhalten, ist zu pauschal. Es ist zu prüfen, ob alternative Wege zur bilateralen Zusammenarbeit bestehen, die nicht mit einer solchen Delegierung von Souveränität verbunden sind. Die Bundesverfassung, insbesondere Artikel 2 BV, verpflichtet den Bund zur Wahrung der Interessen der Schweiz und zur Förderung des Wohls des Landes. Ob die vorgeschlagene

Annäherung diesen Verfassungsauftrag tatsächlich erfüllt, ist äusserst zweifelhaft und erfordert eine kritische Neubewertung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des institutionellen Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Prüfung bedürfen. Die vorgeschlagenen Abkommen drohen die Souveränität der Schweiz erheblich zu untergraben und stellen eine gefährliche Abkehr von den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie dar. Im Kern der Problematik steht die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Mitsprache des Schweizer Volkes. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Achtung der Volkssouveränität und der demokratischen Rechte. Die geplante Regelung zur Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die dynamische Rechtsübernahme, verstösst fundamental gegen diesen Grundsatz. Es ist inakzeptabel, dass sich die Schweiz zukünftig verpflichten soll, einseitig und ohne Möglichkeit der Einflussnahme neue EU-Richtlinien und -Verordnungen zu adaptieren. Dies würde die legislative Eigenständigkeit der Schweiz faktisch aushebeln und den Willen des Souveräns missachten. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die geplante Einbeziehung des EuGH in die Auslegung des Rechts, das aus den Abkommen resultiert, stellt eine direkte Verletzung von Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts dar, welches das Schweizer Recht als primäre Rechtsquelle für Verträge festlegt. Die Unterstellung unter die Jurisdiktion eines ausländischen Gerichts, dessen Urteile für die Schweiz bindend wären, ist mit der Rechtsordnung und dem Rechtsverständnis der Schweiz unvereinbar. Dies gefährdet die Rechtssicherheit und die Fähigkeit der Schweizer Gerichte, unabhängige Urteile zu fällen. Die Argumente für dieses Paket basieren auf der Aufrechterhaltung der bilateralen Beziehungen und der wirtschaftlichen Stabilität. Jedoch müssen die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Institutionen sorgfältig abgewogen werden. Die Gefahr einer schleichenden Integration in die EU, ohne dass die Bevölkerung je die Möglichkeit hatte, darüber abzustimmen, ist real. Dies würde die Attraktivität der Schweiz als eigenständiger und souveräner Staat massiv beeinträchtigen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die Unabhängigkeit der Justiz birgt. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und eine Lösung gesucht wird, die die Grundwerte der Schweiz wahrt und nicht untergräbt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den Grundprinzipien unserer Souveränität auf. Es ist zwingend erforderlich, eine kritische und eingehende Prüfung vorzunehmen, die über oberflächliche Zustimmung hinausgeht. Insbesondere die Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht im potenziellen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 29. Mai 1907 über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SR 101) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Kontrolle durch das Schweizer Volk, schwächt die rechtssetzende Gewalt unseres Landes und untergräbt die Möglichkeit, eigene Gesetze im Sinne der nationalen Interessen zu gestalten. Artikel 141 der Bundesverfassung (SR 101) gewährt dem Volk das Recht, über Verfassungsänderungen abzustimmen, doch eine schleichende Aushöhlung der Gesetzgebungskompetenz durch die

Übernahme von EU-Recht würde dieses Recht de facto entwerten. Des Weiteren muss die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) kritisch hinterfragt werden. Eine Verpflichtung zur Anerkennung der Urteile des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen oft vorgesehen ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv beeinträchtigen. Die Schweizer Gerichte müssten sich an die Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH halten, was zu einer Unterordnung unter eine fremde Jurisdiktion führen würde. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien des Rechtsstaats und der nationalen Gerichtsbarkeit, wie sie im Rahmen des Bundesgesetzes vom 17. Dezember 2004 über die Gerichte und den Zivil- und Strafprozess (ZP, SR 272) und des Bundesgesetzes vom 4. Dezember 1947 über die Organisation der Bundesrechtspflege (BPG, SR 173.32) verankert sind. Die Unabhängigkeit der Justiz ist ein Grundpfeiler unseres Rechtssystems und darf nicht durch externe supranationale Instanzen kompromittiert werden. Die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen einer solch tiefen Integration bedürfen ebenfalls einer genauen Prüfung. Die geforderte Flexibilität des Schweizer Arbeitsmarktes oder die potenziellen Auswirkungen auf die Finanzmarktregulierung müssen im Lichte des Schutzes der schweizerischen Arbeitnehmer und der Stabilität unseres Finanzplatzes bewertet werden. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Regulierungen zu übernehmen, die nicht ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten entsprechen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine erhebliche Erosion der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle bedeuten könnten. Eine bedingungslose Zustimmung wäre fahrlässig. Es bedarf einer tiefgreifenden Debatte, die die langfristigen Folgen für die Schweiz in den Mittelpunkt stellt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung des vorliegenden Abkommens wirft gravierende rechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf. Insbesondere die systematische Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Berücksichtigung der spezifischen Schweizer Verhältnisse und Rechtsgrundlagen ist äusserst problematisch. Dies steht im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien des schweizerischen Rechts, wie sie im Bundesgesetz über die Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen (VTRV) verankert sind. Artikel 1 Absatz 2 VTRV betont die Bedeutung der Berücksichtigung der rechtsstaatlichen Grundsätze und der nationalen Rechtsordnung bei der Umsetzung internationaler Verpflichtungen. Die aktuelle Vorlage scheint diese Vorgabe zu missachten, indem sie eine weitreichende Angleichung an europäisches Recht vorsieht, ohne klar darzulegen, wie die nationale Souveränität gewahrt bleibt. Ferner ist die Delegation von Regulierungsbefugnissen an EU-Institutionen, wie sie in bestimmten Bereichen angedeutet wird, mit erheblichen verfassungsrechtlichen Implikationen verbunden. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird dadurch potenziell untergraben. Wenn die Schweiz sich zukünftig an der Rechtsetzung der EU orientieren muss, ohne dass die schweizerischen demokratischen Institutionen darauf direkten Einfluss nehmen können, verliert das Volk einen Teil seiner Gestaltungsfreiheit. Die Kontrollmöglichkeiten des Parlaments, wie sie in Artikel 169 BV für die Aussenpolitik vorgesehen sind, könnten durch die Komplexität und die dynamische Natur des EU-Rechts erheblich eingeschränkt werden. Es bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgesehene Umsetzung die rechtsstaatliche Kohärenz des schweizerischen Rechtssystems gewährleisten kann. Die Gefahr einer "Rechtsschwemme" aus Brüssel, die die nationalen Gesetze verdrängt, ist real und nicht zu unterschätzen. Die im Bundesgesetz über die schweizerische Bundesverfassung (SR 101) festgehaltenen Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung müssen auch bei der Gestaltung von internationalen Abkommen oberste Priorität geniessen. Die vorliegende Vorlage lässt eine klare und überzeugende Darstellung vermissen, wie diese Prinzipien unter der neuen Regelung weiterhin wirksam geschützt werden. Es ist unabdingbar, dass die

Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien nicht durch eine übermässige und unkontrollierte Übernahme von EU-Recht geopfert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt keine Verbesserung, sondern eine gefährliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf hohen Produktionsstandards und bewährten Praktiken fusst, ist massiv in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland", welches einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt. Die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser gefährlichen Entwicklung. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk, was zu einer erstickenden Bürokratie führt, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger überfordern wird. Dies bedroht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Kleine Produzenten werden mit einer Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter Vorschriften überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Erschwerend kommt hinzu, dass die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) mit neuen Artikeln wie Art. 15a und Art. 21 dazu zwingen, bewährte, oft strengere Schweizer Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aus. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren, indem der Schutz vor Schadorganismen gemäss neuem Art. 26 Abs. 1bis WaG dem Diktat der EU unterstellt wird. Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die Zulassung von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen, entgegen unseres Volkswillens, untergräbt zudem unser Gentechnik-Moratorium. Die spürbare Ausdehnung von EU-Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und

Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies wird durch das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der darin verankerten Beihilfekammer der WEKO (Artikel 3 BHÜG) institutionalisiert. Diese Kammer agiert als "verlängerter Arm der EU", dessen primäres Ziel die Kompatibilität mit EU-Recht und nicht die Durchsetzung Schweizer Interessen ist. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, undurchsichtige Instanz (integrationsgemäss Artikel 18 Absatz 2 KG) ist ungenügend und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen. Der Verlust der Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone ist unannehmbar. Durch das neue BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhalten die Kantone eine Herabstufung zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch ein neues Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse (neuer Artikel 82 Buchstabe b-bis BGG) von der neuen Beihilfebehörde auf EU-Kompatibilität überprüft und vor Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Artikel 98a BGG). Dies höhlt die kantonale Autonomie und unsere föderalistischen Strukturen in eklatanter Weise aus. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz zugunsten eines ungehinderten Agierens der neuen EU-konformen Behörde.

Strom

Die vorgeschlagene Weiterentwicklung des Stromabkommens stellt eine gravierende Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere ACER und ENTSO-E, wird unser Land zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser lebenswichtiges Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer unabhängigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Regulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wandelt sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk». Dies ist eine unhaltbare Schwächung unserer nationalen Autonomie. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was erhebliche Einnahmeverluste für betroffene Kantone bedeuten würde. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz zuständig sind. Dies ist ein

höchst gefährliches Spiel. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Leistungsgrenze wird massiv von 3 MW auf 200 kW gesenkt, was unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage schwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere nationale Hoheit über kritische Infrastrukturen untergraben und unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE setzt unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not dem EU-Regime aus.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und werden den massiven Lohndruck, dem die Schweizer Arbeitnehmerschaft ausgesetzt ist, keineswegs kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Es ist alarmierend, dass statt des bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutzes aufgeweicht und an EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regeln sind offensichtlich bürokratischer konzipiert, jedoch fraglich in ihrer Effektivität im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies scheint primär ausländischen Unternehmen zugutezukommen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht grundlegend unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus

der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies alles ist keine Annäherung im Sinne einer gegenseitigen Stärkung, sondern eine schleichende Erosion schweizerischer Souveränität und bewährter Schutzmechanismen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union stellt eine grundlegende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament zu kontrollierenden freiwilligen Beiträge in eine rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Bundesmitteln. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Kontrolle, wie sie im Rahmen der Budgethoheit des Parlaments verankert ist. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung dieser Zahlungen führen. Die Schweiz wird damit zu einer automatischen Nettozahlerin, ohne die Möglichkeit, diese Forderungen zu verhandeln oder abzulehnen. Die automatische Verpflichtung zur Nachzahlung, die durch Art. 1 KoBG geschaffen wird, entzieht dem Parlament die Möglichkeit, auf veränderte Umstände oder die eigenen finanziellen Kapazitäten zu reagieren. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsverlust bedeutet und keine garantierten Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder dem Abbau von Handelshemmnissen mit sich bringt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die Schweizerische Bundesgesetzgebung (BöB) integriert diese Zahlungsverpflichtung fest in die schweizerische Rechtsordnung und signalisiert deren Dauerhaftigkeit. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von politischer Geste und rechtlicher Verpflichtung, die die Glaubwürdigkeit unserer aussenpolitischen Instrumente untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Mittel zur Friedensförderung wird die Budgethoheit geopfert, um eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu erfüllen. Die Schweiz wird damit zu einem Juniorpartner, der zur Kasse gebeten wird, ohne Mitspracherecht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind unter kritischer Betrachtung untragbar und widersprechen fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und unseres Selbstverständnisses als souveräner Staat. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, steht in direktem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und ignoriert den unmissverständlichen Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, das einer quasi unentziehbaren «Niederlassung C PLUS» gleichkommt. Diese Bestimmung untergräbt unsere innere Sicherheit und die

Stabilität unserer Sozialwerke, da sie selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein Bleiberecht gewährt. Dies fördert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Der Familiennachzug wird in beispielloser Weise ausgeweitet, indem über Partner und Kinder hinaus auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu explodierenden Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene «Schutzklausel», insbesondere im neu geschaffenen Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), entpuppt sich als reine Illusion. Die Hürden für deren Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Im Falle einer dennoch drohenden Inanspruchnahme droht die EU zudem mit unannehmbaren Strafmassnahmen, was diese Klausel eher zu einer Erpressungsdrohung macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich mittels der «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch jegliche Mitbestimmung verlieren. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und ein Ausschlussverfahren nahezu unmöglich machen. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags aus Artikel 121a BV und eine direkte Untergrabung unserer Souveränität. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist nichts weiter als ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Ebenso institutionalisiert das neue Bundesgesetz über die Harmonisierten Berufsbildungsabkommen (BGVB) die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI), indem es Schweizer Gründlichkeit durch eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen ersetzt und unsere Qualitätsstandards schwächt. Die Anbindung an das IMI-System in verschiedenen Gesetzen, wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15), sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4), bedeutet eine flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Qualität der zugelassenen Dienstleister autonom sicherzustellen. Diese Anpassungen sind keine technischen Feinheiten, sondern ein Rückzug auf ganzer Linie, der die Autonomie und die Interessen der Schweiz gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der EU sind zutiefst besorgniserregend und stellen eine ernsthafte Bedrohung für den schweizerischen Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage, wie sie durch die Anpassung des Eisenbahngesetzes (EBG) mit neuem Art. 40ater erfolgen soll, ist geeignet, die Grundfesten unseres bewährten Bahnsystems zu erschüttern. Diese Bestimmung erlaubt es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, was unweigerlich zu einer gefährlichen "Rosinenpickerei" führen wird. Profitabelste Linien werden von ausländischen Unternehmen übernommen, während die SBB und andere konzessionierte Betreiber auf den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenstrecken sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen Zukunftsfähigkeit massiv. Darüber hinaus stellt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) mit neuem Art. 32a Abs. 1bis eine erhebliche Einschränkung der

nationalen Souveränität dar. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, zwingt die Schweiz, sich an EU-konforme Kriterien zu halten, anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz zu entscheiden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlose und nicht bindende Beruhigungspille. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Diese dynamische Rechtsübernahme führt schleichend zur Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Regelungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die vermeintlichen Absicherungen sind Augenwischerei und dienen lediglich dazu, die offensichtliche Gefahr für unsere Souveränität zu verschleiern. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für unseren Schienenverkehr, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder bei der Erneuerung von Rollmaterial, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr die Gefahr bergen, den schweizerischen Service public auszuhöhlen, unsere Souveränität zu untergraben und die Qualität des öffentlichen Verkehrs für die Bürger zu verschlechtern. Es ist unerlässlich, diese negativen Konsequenzen zu verhindern.

Freundliche Grüsse,
Armando Ponta

Antwort zur Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Luzia Osterwalder

Datum: 09.09.2025

Kontakt: Luzia Osterwalder · 071 288 56 57 · natuerl.behand@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Es ist äusserst kritisch zu hinterfragen, inwieweit die nationalen Interessen und die Souveränität der Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht in diesen spezifischen Bereichen tatsächlich gewahrt bleiben. Besonders alarmierend ist die Tendenz, die die vorgeschlagenen Regelungen erkennen lassen, nämlich die schleichende Aushöhlung des Schweizer Rechts zugunsten einer Angleichung an europäische Standards, die nicht zwingend den Bedürfnissen oder dem Rechtsempfinden der Schweiz entsprechen. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Prinzipien, die im Schweizer Rechtssystem verankert sind und die es zu schützen gilt. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere in Artikel 1 und Artikel 138 BV, impliziert, dass die Entscheidungsgewalt letztlich beim Volk und den Kantonen liegt. Die unreflektierte Übernahme von EU-Recht untergräbt dieses fundamentale Prinzip und entzieht den Stimmbürgern und Kantonen die Möglichkeit, über für sie relevante Sachverhalte direkt zu entscheiden oder Einfluss zu nehmen. Ein weiterer entscheidender Punkt betrifft die Rechtsstaatlichkeit. Die Übernahme von sekundärem EU-Recht, das oft komplex und dynamisch ist, birgt die Gefahr einer unzureichenden Transparenz und Nachvollziehbarkeit für die Schweizer Gesetzgebung und die Rechtsanwendung. Artikel 190 BV verlangt, dass die Gerichte und Behörden das geltende Recht anwenden. Wenn jedoch primär EU-Recht, das nicht immer im Rahmen eines demokratischen Prozesses in der Schweiz entstanden ist, zur Anwendung kommt, stellt sich die Frage nach der Legitimation und der direkten Anwendbarkeit. Insbesondere die Übernahme von Verordnungen und Richtlinien, deren Interpretation und Anwendung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) geprägt ist, wirft Fragen bezüglich der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz auf. Das Prinzip der Gewaltenteilung, ein Eckpfeiler jeder rechtsstaatlichen Ordnung, könnte durch die fortwährende Konfrontation mit der Rechtsprechung des EuGH, die für die Schweiz bindend würde, gefährdet werden. Dies würde die Rolle des Schweizer Parlaments und der Schweizer Gerichte in ihrer Souveränität und Entscheidungsfindung schwächen. Die finanzielle Dimension der vorgeschlagenen Abkommen ist ebenfalls besorgniserregend. Die Übernahme von EU-Recht bedeutet oft auch die Verpflichtung zu finanziellen Beiträgen, die nicht immer transparent und nachvollziehbar sind. Die Mittel, die in die Umsetzung von EU-Vorgaben fliessen, könnten anderweitig sinnvoller und im Interesse der Schweizer Bevölkerung eingesetzt werden. Artikel 41 BV, der sich mit der Förderung des Gemeinwohls befasst, müsste hier kritisch hinterfragt werden. Sind die angestrebten Ziele der EU-Abkommen tatsächlich im Sinne des Gemeinwohls der Schweiz, oder dienen sie primär den Interessen der EU? Ohne klare Nachweise und eine detaillierte Kosten-Nutzen-Analyse ist es schwer, hier eine positive Beurteilung vorzunehmen. Darüber hinaus besteht die Gefahr einer indirekten Verlagerung von Gesetzgebungskompetenzen. Selbst wenn Abkommen nicht direkt die Übernahme von EU-Recht vorsehen, können durch die geforderten Angleichungen und die Teilnahme an EU-Programmen faktisch Schweizer Gesetze und Verordnungen an EU-Vorgaben gebunden werden, ohne dass ein direkter legislativer Prozess im Schweizer Parlament stattfindet. Dies würde den Geltungsbereich von Gesetzen, die dem Schutz der Schweizer Bevölkerung und der nationalen Interessen dienen, sukzessive einschränken. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen zudem die Komplexität des Schweizer Rechtssystems unnötig zu erhöhen. Die Koexistenz von Schweizer Recht und übernommenem EU-Recht kann zu Rechtsunsicherheit und einer erhöhten Belastung für Unternehmen und Bürger führen. Artikel 127 BV, der sich mit der Rechtspflege befasst, betont die Wichtigkeit eines zugänglichen und fairen Rechtssystems. Eine übermässige Komplexität und die Gefahr von widersprüchlichen Regelungen stehen diesem Anliegen entgegen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegende Vernehmlassung eine kritische Distanz erfordert. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit, die finanzielle Eigenständigkeit und die Rechtssicherheit der Schweiz sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden. Es ist unerlässlich, dass jede Form der inländischen Umsetzung von Abkommen mit der EU unter strenger

Wahrung der nationalen Interessen und der Prinzipien des Schweizer Rechts erfolgt. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Rechtsordnung ist real und muss mit aller gebotenen Skepsis betrachtet und abgewendet werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Anpassung des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und des Schutzes der hiesigen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer höchst bedenklich und bedürfen einer grundlegenden Überprüfung. Die vorgeschlagenen Massnahmen erscheinen in ihrer Gesamtheit nicht als eine Stärkung des Schweizer Modells, sondern vielmehr als eine schrittweise Aushöhlung bewährter und wirksamer Schutzmechanismen zugunsten einer Anpassung an EU-normative Vorgaben, welche den schweizerischen Lohn- und Arbeitsmarkt unter erheblichen Druck setzen. Die angekündigten Lohnschutzmassnahmen muten angesichts des enormen Drucks, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird, als unzureichend und bestenfalls kosmetischer Natur an. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten. Anstatt die bereits existierenden und sich als wirksam erwiesenen flankierenden Massnahmen zur Sicherung des Schweizer Lohnschutzes zu stärken, werden diese durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Dies führt zu einer erhöhten Bürokratie, ohne jedoch eine entsprechende Effektivitätssteigerung für die Arbeitnehmer zu garantieren. Im Gegenteil, diese Entwicklungen begünstigen vor allem ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, Lohndumping zu praktizieren und somit unlautere Wettbewerbsvorteile zu erzielen. Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Verbesserung des Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Systems. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert. Besonders kritisch ist die vorgeschlagene Neuregelung des Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter durch die Einführung der Artikel 335l bis 335q im Obligationenrecht (OR). Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist offensichtlich eine Folge von EU-Druck. Es wird damit eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) massiv und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, stärker zentralistisch ausgerichteten und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was wiederum dem Lohndumping Tür und Tor öffnet. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies ist ein schleichender Souveränitätsverlust, der nicht hingenommen werden darf. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzentschädigung (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch integraler Bestandteil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch die Einführung des neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung grundlegend, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge nicht dem Schutz der schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer dienen, sondern vielmehr eine schrittweise Anpassung an europäische Standards bedeuten, die das bewährte Schweizer Modell schwächen. Die Kritikpunkte beziehen sich auf eine Erosion des Lohnschutzes, eine Schwächung der Kontrollmechanismen, eine Beeinträchtigung der schweizerischen Vertragsfreiheit und einen erheblichen Souveränitätsverlust. Es ist unabdingbar, dass der Bundesrat diese Bedenken ernst nimmt und sicherstellt, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung gewahrt bleiben.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag Die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge der Schweiz an die Europäische Union ist aus grundlegenden souveränitätsrechtlichen und demokratischen Überlegungen zutiefst bedenklich und bedarf einer scharfen Kritik. Die Umwandlung der bisher vom Parlament kontrollierten, freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Haushaltsautonomie und die parlamentarische Budgethoheit dar. Der vorgelegte Entwurf des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) institutionalisiert eine Praxis, die bislang auf politischem Ermessen und der Kontrolle durch die eidgenössischen Räte beruhte. Dies ist insbesondere in Bezug auf Artikel 1 des KoBG kritisch zu betrachten. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge seitens der EU höhlt die Budgethoheit des Schweizerischen Parlaments aus. Anstatt souverän über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden, wird das Parlament faktisch dazu gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu erfüllen. Dies ist keine Geste der Solidarität mehr, sondern eine schleichende Enteignung der parlamentarischen Befugnisse. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr darf keinesfalls als fixe Grösse betrachtet werden. Es handelt sich hierbei offensichtlich um ein Lockangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung" wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird in eine Position gedrängt, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, "Nein" zu sagen, und gezwungen ist, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren. Diese Entwicklung läuft der Idee eines freien und autonomen Staates zuwider. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin degradiert, ohne jedoch im Gegenzug einen verbindlichen und gesicherten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität der Schweiz schmälert und kaum greifbare, konkrete Vorteile für unsere Wirtschaft und Bevölkerung mit sich bringt. Die faktische "Zwangsabgabe" untergräbt das Prinzip der Freiwilligkeit und die demokratische Legitimation solcher Zahlungen. Das Parlament, welches die Interessen des schweizerischen Volkes vertritt, wird entmachtet und seiner Kontrollfunktion beraubt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine reine Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Zuwendungen an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies untergräbt die Möglichkeit, diese Zahlungen in Zukunft kritisch zu hinterfragen oder anzupassen, da sie nunmehr auf einer festen rechtlichen Grundlage stehen. Besonders problematisch ist die Verknüpfung des Kohäsionsbeitragsgesetzes mit dem Gesetz zur Förderung der Friedensförderung und der menschlichen Sicherheit durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Diese Verbindung ist irreführend und dient offensichtlich dazu, politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU mittels des positiven Images der Schweizer Friedensförderung gesetzlich zu legitimieren. Es ist eine unzulässige Vermischung von politischen Zielen und finanziellen Verpflichtungen, die dem Ansehen der Friedensförderung schadet und die Kohäsionszahlungen aus ihrem tatsächlichen Kontext herauslöst. Die Legitimation der Kohäsionszahlungen sollte auf ihren eigenen, nachvollziehbaren und transparenten Gründen basieren und nicht auf der Aneignung des positiven Ansehens anderer Politikbereiche. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der EU eine Erosion der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle bedeuten. Die Umwandlung freiwilliger Beiträge in eine rechtlich verbindliche Pflicht, die drohende Kostensteigerung und das Fehlen von garantierten Gegenleistungen sind gravierende Mängel. Das Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt ein Instrument dar, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet und die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Diese Entwicklung ist entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt einen fundamentalen Bruch mit dem Grundsatz der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Dieser Verfassungsauftrag wird durch die geplante Ausgestaltung des Daueraufenthaltsrechts massiv untergraben. Die Verkürzung der Wartefrist für eine "Niederlassung C PLUS" auf lediglich fünf Jahre, gepaart mit einer faktischen Unentziehbarkeit dieses Status, selbst bei Vorliegen erheblicher Verfehlungen wie Kriminalität oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, birgt unkalkulierbare Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die damit einhergehende faktische Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die auch EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen einschliesst, deren Unterhalt primär von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden muss, ist sozialpolitisch und fiskalisch untragbar. Der im Vertragspaket vorgesehene Ausbau des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist angesichts der bereits bestehenden Regelungen beispiellos und droht, zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit auch der Sozialkosten zu führen. Die sogenannte "Schutzklausel", die als angebliches Korrektiv dienen soll, entpuppt

sich bei genauerer Betrachtung als reine Makulatur. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass ihre Wirksamkeit in der Praxis ausgeschlossen werden kann. Vielmehr ist zu befürchten, dass die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei ihrer Inanspruchnahme die Klausel zu einer Erpressungsmaßnahme degradiert, die der Schweiz keine wirkliche Handlungsfreiheit lässt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" bedeutet eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und der Souveränität des Schweizer Volkes. Die Tatsache, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Mitspracherechte mehr haben werden, ist ein inakzeptabler Eingriff in unsere politischen Freiheiten. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die erschwerte Möglichkeit eines Ausschlusses, selbst bei Abhängigkeit, sind eine direkte Belastung für unsere Sozialwerke und ein Affront gegen das Prinzip der Eigenverantwortung. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist, wie bereits erwähnt, ein reines Placebo. Sie mag Indikatoren definieren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler direkt zu tragen hat. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Minderheitenschutzkommissionen (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35, 50) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Anbindung an das Informationssystem des Binnenmarktes (IMI) im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine massive Schlechterstellung der Schweiz in Bezug auf die Steuerung der Zuwanderung, den Schutz der inneren Sicherheit, die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke und die Wahrung unserer demokratischen Souveränität bedeuten. Die vermeintlichen Vorteile werden durch erhebliche Nachteile und Risiken überschattet, die das Wohl und die Interessen der Schweizer Bevölkerung massiv gefährden. Wir fordern daher eine umgehende Neubewertung und klare Ablehnung dieser weitreichenden Zugeständnisse an die EU.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Stromrechtregimes, welche die Schweiz als Nation im Bereich der Energieversorgung grundlegend verändern würde, ist aus Sicht der nationalen Souveränität, der wirtschaftlichen Stabilität und der Versorgungssicherheit zutiefst bedenklich und wird daher entschieden abgelehnt. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet faktisch die Aufgabe unserer Energiesouveränität. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die finanziellen Lasten mittragen muss, jedoch ohne entscheidendes Mitspracherecht über die Zukunft unseres eigenen Stromnetzes. Beschlüsse, die unseren Energiefluss und unsere Infrastruktur massgeblich

beeinflussen, werden künftig in Brüssel gefällt, während die Schweiz zum reinen Ausführenden degradiert wird. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den föderalen Prinzipien und dem Selbstbestimmungsrecht unseres Landes. Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch dieses Abkommen grundlegend pervertiert. Sie wandelt sich von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Dies bedeutet die Zwangsimplementierung von undemokratisch legitimierten Vorschriften aus Brüssel, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind. Dies stellt das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Interessen ausgerichteten Energieregulierung dar und untergräbt die demokratische Kontrolle und Legitimität unserer Energiepolitik. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die Einbeziehung in die EU-Beihilfenregeln existenziell auf dem Spiel. Das seit jeher bewährte System der Wasserzinsen, das einen wesentlichen Beitrag zur Finanzierung unserer Bergkantone leistet und dort für wirtschaftliche Stabilität sorgt, könnte unter dem Vorwand einer unzulässigen staatlichen Beihilfe abgeschafft werden. Dies hätte gravierende negative Folgen für die betroffenen Regionen und würde die finanzielle Eigenständigkeit der Kantone erheblich schwächen. Die föderalen Strukturen, welche die Energieversorgung der Schweiz bisher massgeblich prägen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Regelungen erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die dezentrale und lokale Energieproduktion fördert, würde durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt gezielt kleine, bürgernahe Energieversorger und favorisiert grosse, internationale Akteure, was die Energiewende auf lokaler Ebene massiv behindert. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem blinden Glauben an den freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserkraftreserve, die gerade in Zeiten extremer Wetterereignisse oder geopolitischer Spannungen essenziell ist, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Zudem wird die klare Verantwortlichkeit für die Sicherstellung der Stromversorgung verwischt. Weder der Markt noch die EU werden eine klare und übernehmbare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen, was einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer gleichkommt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt das Risiko unkontrollierbarer Preisvolatilität. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht zu tragen bereit ist, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten, sowohl KMU als auch Haushalte, abgewälzt werden müssen, was die Energiekosten unberechenbar macht. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie beispielsweise Landwirte oder kleine Gemeindewerke, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im krassen Widerspruch zu einer diversifizierten und resilienten Schweizer Energiestrategie und bevorzugt skrupellos grosse, zentralisierte Akteure, die oft im Ausland angesiedelt sind. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst damit massiv den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen. Dies macht die Schweiz paradoxerweise abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Strommarktliberalisierung gemäss neuem 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung, die ein Markenzeichen der Schweiz war. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann und die Energieversorgung zu einer reinen Ware degradiert. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind offenkundige Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei systematisch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer schmerzlicher Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen, flexiblen und auf unsere Bedürfnisse abgestimmten Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden und rigiden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein unerträglicher Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer elementaren Stromnetze und damit unserer Energieunabhängigkeit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine bedenkliche Erosion unserer nationalen Souveränität, eine gefährliche Schwächung unserer föderalen Strukturen und eine massive Beeinträchtigung unserer Versorgungssicherheit bedeuten. Die über Jahrzehnte gewachsene und bewährte Energieregulierung wird einem ungetesteten, marktgetriebenen Modell geopfert, dessen negative Folgen für die Bevölkerung und die Wirtschaft unübersehbar sind. Dieses Abkommen ist nicht im Interesse der Schweiz und wird daher entschieden abgelehnt.

Landverkehr

Ich lehne die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union entschieden ab. Die damit verbundenen Verpflichtungen stellen eine erhebliche Gefährdung für die Qualität und die flächendeckende Versorgung unseres öffentlichen Verkehrs dar und untergraben die Souveränität der Schweiz in einem für unser Land essenziellen Sektor. Die durch die EU-Beihilferegelungen bedingten Einschränkungen der bestehenden Subventionspraxis im Schienenverkehr sind zutiefst bedenklich. Unser bewährtes System, das unter anderem den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie die Erneuerung des Rollmaterials gezielt unterstützt, ist ein Grundpfeiler unseres Service public. Es ist geradezu naiv zu glauben, dass diese Subventionen im Lichte des EU-Beihilferechts unantastbar bleiben. Die Gefahr ist real, dass etablierte und für die Wirtschaft und Bevölkerung unseres Landes notwendige Finanzierungsinstrumente als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Reduzierung der Qualität und des Umfangs des Angebots führen, was direkt die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes treffen würde. Die dadurch entstehenden Lücken in der Finanzierung könnten nicht einfach geschlossen werden, und es ist fraglich, ob die SBB und andere inländische Anbieter diese finanziellen Lasten allein tragen könnten. Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret durch den neuen Artikel 40ater EBG, ist nichts anderes als ein Toröffner für eine ungesunde Form des Wettbewerbs, die unserem Service public massiv schadet. Ausländische Anbieter, die oft von den Verkehrsministerien ihrer Heimatländer subventioniert werden, werden die Möglichkeit erhalten, rein inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zur "Rosinenpickerei" führen. Die profitabelsten und lukrativsten Hauptstrecken werden von ausländischen Unternehmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit der Aufgabe alleingelassen werden, die unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen Existenz auf lange Sicht. Die Sorge, dass dies zu einem zweigeteilten System führt, in dem nur die lukrativen Strecken attraktiv sind und der Rest des Netzes stagniert oder gar abgebaut wird, ist mehr als berechtigt. Die vom Bundesrat als "Absicherung" angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist in ihrer rechtlichen Verbindlichkeit erschreckend schwach. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch und ohne eigene Mitbestimmung übernehmen müsste. Dies ist keine verlässliche Garantie, sondern eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie sich in der dynamischen Rechtsübernahme manifestiert, entzieht uns die Möglichkeit, unsere eigenen verkehrspolitischen Ziele zu definieren und durchzusetzen. Die Schweiz verliert sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur und die Regulierung des Bahnverkehrs. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme noch verschärft. Dies bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Solche Regulierungen würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Infrastruktur- und Verkehrsinteressen zu wahren, massiv einschränken. Es ist unvertretbar, die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur an nicht-demokratische, supranationale Gremien abzugeben. Der neue Artikel 40ater EBG, der die Kabotage im Eisenbahngesetz einführt, ist ein direkter Angriff auf den Service public. Er erlaubt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für die gesamte Bevölkerung haben, erheblich und gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz. Der Grundgedanke eines Service public, der auch weniger profitable Regionen bedient, wird durch diese Regelung ad absurdum geführt. Des Weiteren schränkt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, wie sie im neuen Artikel 32a Absatz 1bis PBG festgeschrieben ist, die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass nationale oder kantonale Verkehrsziele, die auf spezifische Bedürfnisse zugeschnitten sind, zugunsten einer EU-konformen Standardisierung aufgegeben werden müssen. Solche EU-konformen Kriterien könnten suboptimal und letztlich teurer für die Schweizer Steuerzahler sein, da sie nicht zwangsläufig die besten Ergebnisse für unsere spezifischen Anforderungen erzielen. Die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs wird damit spürbar eingeschränkt. Ich fordere daher eine kritische Überprüfung dieser Bestrebungen und eine klare Positionierung zugunsten der Souveränität und des Service public der Schweiz. Die potenziellen Nachteile und Gefahren überwiegen bei weitem die propagierten Vorteile.

Staatliche Beihilfen

Stellungnahme zum Bereich: Staatliche Beihilfen Die vorliegende Vernehmlassung zur Regelung staatlicher Beihilfen auf der Grundlage des EU-Rechts gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und stellt eine massive Gefährdung der schweizerischen Souveränität, der kantonalen Autonomie und des föderalistischen Prinzips dar. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Übernahme des EU-Beihilferechts durch ein neues Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen in verschiedenen Gesetzen greifen tief in die bewährte und demokratisch legitimierte Ordnung der Schweiz ein. Die heutige Praxis, wonach die Gewährung staatlicher Beihilfen durch Bund, Kantone und Gemeinden als politische Entscheidung im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen getroffen wird, soll abgeschafft werden. Dies bedeutet das Ende einer langjährigen, bewährten Praxis, die es den demokratisch gewählten Vertretern ermöglichte, gezielte Förderungen für Sektoren wie den Regionalverkehr, die Kantonalbanken, die Kultur oder lokale Klein- und Mittelunternehmen zu beschliessen, welche oft den lokalen und regionalen Bedürfnissen besser Rechnung tragen. Diese demokratisch legitimierten und flexiblen Förderinstrumente sollen nun einem starren, technokratischen und von Brüssel diktierten Kontrollregime unterworfen werden. Die Souveränität der Kantone und ihre historisch gewachsene föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Änderungen in beispielloser Weise untergraben. Anstatt eigenständig über die Wirtschaftsförderung innerhalb ihrer Territorien zu entscheiden, sollen kantonalen Entscheide künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden müssen. Dies stellt einen direkten Angriff auf das föderalistische Wesen unseres Staates dar und degradiert die Kantone zu blossen Ausführungsorganen einer übergeordneten, externen Instanz. Die im Entwurf vorgesehene Schaffung einer neuen Beihilfekammer bei der WEKO gemäss Artikel 3 BHÜG und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisiert diese Zentralisierung und macht diese Kammer zu einem "verlängerten Arm der EU", dessen Entscheidungen primär auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht auf die schweizerischen Interessen ausgerichtet sein werden. Die demokratische Kontrolle über diese neu geschaffene "Superbehörde" ist unzureichend, was die Gefahr von Fehlentscheidungen im nationalen Interesse erhöht. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Die Verpflichtung zur Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission, welche durch die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen in nationales Recht umgesetzt werden soll, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Dies gilt insbesondere für kritische Sektoren wie die Energieversorgung, wo zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie für den Luft- und Landverkehr. Die Unterstellung dieser strategisch wichtigen Infrastrukturen unter die EU-Kontrolle gefährdet die nationale Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Versorgung und Mobilität. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie, die den Prinzipien der dezentralen Entscheidungsfindung widerspricht. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine klare Verletzung ihres verfassungsrechtlichen Status. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität in einem strategisch wichtigen Sektor. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die

neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass eine unabhängige Instanz die Auswirkungen auf die Konsumenten prüfen kann. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der Schweiz bedeuten und die Grundfesten unseres föderalistischen Systems erschüttern. Die unkritische Übernahme des EU-Beihilferechts durch nationale Gesetze und die Schaffung zentralisierter Kontrollinstanzen untergräbt die demokratische Legitimation, die Souveränität der Kantone und die Fähigkeit der Schweiz, ihre wirtschaftspolitischen Interessen autonom zu verfolgen. Wir fordern eine Überprüfung und Abänderung der vorliegenden Vorschläge, um die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung zu wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an dasjenige der Europäischen Union, unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit', stellt eine bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dieses Vorhaben bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten in einer Weise, die unseren nationalen Interessen fundamental zuwiderläuft. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Rufs und ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, steht unter erheblichem Risiko. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die primär auf industrielle Massenproduktion und nicht auf schweizerische Premium-Produktion ausgerichtet sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das wertvolle Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Bemühungen unserer Produzenten, sich durch herausragende Qualität zu differenzieren und zerstört einen wichtigen Exportvorteil. Besonders besorgniserregend ist die Ausgestaltung dieses Abkommens als eine Art 'Guillotineklausel', die es mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses aus unserer Sicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem und anderen kritischen Bereichen blockiert und uns in eine ausserordentlich schwache Verhandlungsposition bringt. Die Inkaufnahme von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, deren Prioritäten und Interessen nicht zwangsläufig mit jenen der Schweiz übereinstimmen. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Hoheit über eigene Wirtschaftsstrukturen. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen von lokalen Festen Lebensmittel anbieten, müssten die komplexen und auf die Verhältnisse in der EU zugeschnittenen, aber für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen, die oft auf Flexibilität und geringeren bürokratischen Aufwand angewiesen sind, zerstören. Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme des EU-Rechts systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Der klar geäusserte Volkswille und das Prinzip der Vorsorge, das hinter dem Moratorium steht, werden hier auf perfide Weise missachtet. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette einer ausufernden EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren hohen Standards führt. Artikel 1 des revidierten LMG, der den Geltungsbereich auf EU-Recht ausdehnt, ist ein klarer Beweis für diese Unterwerfung. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die Einführung neuer Artikel wie Art. 15a und Art. 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein untragbarer Rückschritt für den Tierschutz, der in der Schweiz einen hohen Stellenwert geniesst und ein klarer Souveränitätsverlust. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen

wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG), wie die neuen Absätze in Art. 141 und 148 LwG, sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird damit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und damit unsere Ernährungssicherheit direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (WaG), mit dem neuen Art. 26 Abs. 1bis, unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten, was die Widerstandsfähigkeit unserer natürlichen Ressourcen schwächt. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG), wie in Art. 1 neu TSG dargelegt, gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur eine marginale Anpassung darstellen, sondern eine grundlegende Erosion unserer Souveränität, unserer hohen Qualitätsstandards und unserer traditionellen Wirtschaftsstrukturen. Wir lehnen diese einseitige und übermässige Angleichung an das EU-Recht entschieden ab.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist aus verschiedenen Gründen äusserst problematisch und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht und die damit verbundenen Verpflichtungen stehen im fundamentalen Widerspruch zu den Grundsätzen unserer Verfassung und der direkten Demokratie. Ein zentraler Kritikpunkt ist die drohende schleichende Übernahme von EU-Recht. Die EU verabschiedet fortlaufend neue Gesetze und Richtlinien. Wenn die Schweiz diese ohne eigenes Zutun und ohne die Möglichkeit, Einfluss auf deren Entstehung zu nehmen, in ihr Rechtssystem integrieren müsste, würde dies die schweizerische Gesetzgebung de facto durch die Europäische Kommission und den Europäischen Rat diktieren lassen. Dies tangiert Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Schweiz als souveränen Staat und ihre Unabhängigkeit und Unverletzlichkeit garantiert. Ferner verletzt es das Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Das Volk hat das Recht, über die Gesetzgebung mitzubestimmen, sei es direkt durch Abstimmungen oder indirekt durch gewählte Vertreter, die im Parlament über Gesetze debattieren und abstimmen. Eine automatische Rechtsübernahme würde dieses Recht untergraben und die schweizerische Rechtsordnung einem fremden Recht unterwerfen. Besorgniserregend ist auch die mangelnde Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die EU-Verträge sehen vor, dass der EuGH die verbindliche Auslegung des EU-Rechts vornimmt. Sollte die Schweiz im Rahmen der neuen Abkommen die Zuständigkeit des EuGH anerkennen müssen, würde dies bedeuten, dass eine ausländische Gerichtsinstanz über die Anwendung von Gesetzen entscheidet, die potenziell auch in der Schweiz Geltung haben. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung gewährleistet ist. Das Schweizer Volk würde somit der Gerichtsbarkeit eines externen Organs unterworfen, dessen Entscheidungen für die Schweiz verbindlich wären, auch wenn diese Entscheidungen den Interessen oder den rechtlichen Traditionen der Schweiz zuwiderlaufen. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte wäre massiv beeinträchtigt. Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Übernahme des EU-Besitzstandes, insbesondere im Bereich der Dienstleistungen und des freien Warenverkehrs, könnte zu einer erhöhten Konkurrenz und zu Belastungen für schweizerische Unternehmen führen, die nicht über die gleichen Subventionen oder regulatorischen Rahmenbedingungen verfügen wie ihre EU-Pendants. Artikel 295 der Bundesverfassung betont die Förderung der wirtschaftlichen Eigenständigkeit. Eine zu starke Angleichung an die EU-Regularien könnte diese Eigenständigkeit gefährden und die Schweiz von wichtigen globalen Märkten abschneiden, während sie gleichzeitig zu stark in die Abhängigkeit von der EU gerät. Darüber hinaus sind die Kosten für die Umsetzung und Überwachung neuer Abkommen mit der EU erheblich. Es ist zu befürchten, dass diese Kosten von den schweizerischen Steuerzahlern getragen werden müssen, ohne dass ein klarer und proportionaler Nutzen erkennbar ist. Die Stabilität der öffentlichen Finanzen ist ein wichtiges Anliegen, und jede neue Verpflichtung muss sorgfältig auf ihre finanzielle Tragbarkeit geprüft werden. Die Idee einer "Stabilisierung" der Beziehungen durch eine engere Anbindung an die EU ist trügerisch. Sie verspricht eine scheinbare Ordnung und Vereinfachung, verbirgt jedoch die ernsthafte Gefahr des Souveränitätsverlusts und der Aushöhlung der direkten Demokratie. Es ist

unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit bewahrt und ihre eigenen Interessen vertritt, anstatt sich bedingungslos an eine supranationale Organisation anzubinden, deren Ziele und Prioritäten nicht immer mit den schweizerischen übereinstimmen. Anstatt die Beziehungen zur EU zu "stabilisieren" durch eine schrittweise Übernahme von EU-Recht und eine Unterwerfung unter dessen Gerichtsbarkeit, sollte die Schweiz weiterhin auf bilaterale Abkommen setzen, die ihre Souveränität wahren und ihr erlauben, eigene Entscheidungen zu treffen. Jede Form der Annäherung muss kritisch geprüft werden, mit einem klaren Fokus auf den Schutz der schweizerischen Grundwerte, der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Prinzipien. Die gegenwärtigen Vorschläge erfüllen diese Kriterien bei weitem nicht. Es bedarf einer rigorosen Abwägung, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht letztlich eine Erosion der schweizerischen Identität und Handlungsfreiheit bedeutet.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem vorliegenden Vernehmlassungsverfahren zugrunde liegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel aufkommen, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen im besten Interesse der Schweizer Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung sind. Es drängt sich die Frage auf, ob hier nicht eine schleichende Erosion unserer nationalen Entscheidungsfreiheit stattfindet, verpackt in den Mantel diplomatischer Notwendigkeit. Die vorgeschlagene institutionelle Einbettung birgt ernsthafte Gefahren für die Anwendung und Weiterentwicklung unseres eigenen Rechts. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die befürchtete Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation und Kontrolle. Artikel 1 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 12. April 1978 (SR 101) verankert die Souveränität der Kantone und des Bundes. Die vorgeschlagene Regelung birgt jedoch die Gefahr, dass die Schweiz zukünftig fortlaufend die Rechtsentwicklung der EU in Bereichen, die durch die bilateralen Abkommen erfasst sind, passiv übernehmen muss. Dies steht im Widerspruch zu unserem Verfassungsauftrag, wonach neues Recht im nationalen Gesetzgebungsprozess geschaffen und von unseren gewählten Volksvertretern verabschiedet werden muss. Die im Abkommen vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind äusserst problematisch. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. Dezember 1999 (SR 101) sind die Gerichte und Behörden der Eidgenossenschaft an das Recht gebunden. Wenn jedoch der EuGH als Instanz zur Auslegung von EU-Recht, das durch die bilateralen Abkommen in die schweizerische Rechtsordnung integriert wird, verbindliche Urteile fällen kann, gerät die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte und die Autorität unseres Verfassungsrechts ernsthaft in Gefahr. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die mit nationalen rechtlichen Grundsätzen oder gar der Verfassung kollidieren. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung und damit einer faktischen Unterstellung unter europäisches Recht ist allgegenwärtig. Weiterhin werfen die wirtschaftlichen Implikationen Bedenken auf. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Sekundärrecht, das oft über die ursprünglichen Zielsetzungen der bilateralen Abkommen hinausgeht, könnte zu unerwarteten Belastungen für die Schweizer Wirtschaft führen. Insbesondere die dynamische Übernahme von Rechtsakten, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese kritisch zu prüfen und gegebenenfalls Anpassungen vorzunehmen, birgt das Risiko, dass wir uns Wettbewerbsnachteile oder übermässige regulatorische Lasten auferlegen, die nicht dem schweizerischen Kontext angemessen sind. Dies widerspricht dem Prinzip der Wirtschaftlichkeit und der Wettbewerbsfähigkeit, welche im Artikel 31bis der Bundesverfassung im Hinblick auf die Förderung von Innovation und Wettbewerbsfähigkeit verankert sind. Die Rolle der Institutionen, insbesondere des Partnerschaftskomitees und der ständigen Ausschüsse, ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Wenn diese Gremien, in denen die Schweiz oft in der Minderheit ist oder nur begrenzte Einflussmöglichkeiten hat, weitreichende Entscheidungen treffen können, die sich auf das schweizerische Recht auswirken, wird das demokratische Prinzip der Mitsprache und Mitgestaltung ausgehöhlt. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz in diesen Gremien zu einer blossen Anhörungsinstanz degradiert wird, deren Einwände oft unbeachtet bleiben. Dies untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Parlaments und der Schweizer Regierung, im Sinne der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft zu handeln. Die geforderte Übernahme des EU-Luftverkehrsabkommens oder die Neugestaltung des Zugverkehrsabkommens sind exemplarisch für diese Problematik. Es muss kritisch geprüft werden, ob die damit verbundenen rechtlichen und wirtschaftlichen Folgen für die Schweiz wirklich vorteilhaft sind oder ob hier nicht primär die Interessen der EU im Vordergrund stehen. Die Möglichkeit, das EU-Recht selbstständig und im nationalen Interesse weiterzuentwickeln, scheint zunehmend eingeschränkt zu werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU trotz des Ziels einer Vertiefung der Beziehungen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Ordnung birgt. Es bedarf einer äusserst sorgfältigen Prüfung und einer kritischen Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Mechanismen, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit bewahrt und ihr Recht im nationalen

Interesse weiterentwickelt. Die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle muss mit aller Deutlichkeit adressiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und stehen im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien der Schweizerischen Rechtsordnung, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer Souveränität und die demokratische Kontrolle. Die vorgeschlagenen Abkommen, insbesondere in ihren Ausgestaltungen zur Übernahme von EU-Recht und zur Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenzielle automatische Übernahme von EU-Recht. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die schweizerische Gesetzgebung und Rechtsprechung sind Ausdruck des Willens des schweizerischen Volkes und seiner Kantone. Eine Delegation dieser Kompetenz an eine externe Institution wie die Europäische Union, die nicht dem demokratischen Einfluss der Schweizer Bevölkerung unterliegt, ist unvereinbar mit unserem demokratischen Selbstverständnis. Ferner wird die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie in Artikel 190 BV garantiert wird, durch die vorgesehene Rolle des EuGH massiv beeinträchtigt. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an das Bundesgesetz und das Völkerrecht gebunden. Die obligatorische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde jedoch bedeuten, dass schweizerische Gerichte nicht mehr primär an das nationale Recht, sondern an die Interpretationen des EuGH gebunden wären. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit untergraben und die Möglichkeit einschränken, Gesetze im Sinne des schweizerischen Volkswillens anzuwenden. Die vorgeschlagene institutionelle Verankerung, die eine ständige Beobachtung und Übernahme von EU-Recht vorsieht, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Gesetzgebungskompetenz. Ohne eine adäquate demokratische Legitimation und parlamentarische Kontrolle würden wir uns zunehmend EU-Regulierungen unterwerfen, deren Sinn und Zweck für die Schweiz nicht immer klar ersichtlich oder vorteilhaft ist. Dies widerspricht dem Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als souveräne, demokratische und rechtsstaatliche Nation definiert. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer effektiven Mitgestaltung und demokratischen Überprüfung ist keine Partnerschaft auf Augenhöhe, sondern eine Unterwerfung. Des Weiteren ist die Frage der Abgrenzung zwischen der Anwendung von EU-Recht und nationalem Recht von entscheidender Bedeutung. Die in den Verhandlungsergebnissen angedeutete privilegierte Stellung des EU-Rechts vor nationalen Gerichten, insbesondere durch die Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH zu berücksichtigen, stellt eine ernste Bedrohung für die Rechtssicherheit dar. Artikel 190 BV legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für Gerichte und Behörden massgebend sind. Eine zusätzliche, potenziell vorrangige Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die klare Rangordnung der Rechtsquellen in der Schweiz verändern und zu Rechtsunsicherheit für Bürger und Unternehmen führen. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung, die eine Beteiligung des EuGH vorsehen, sind ebenfalls äusserst problematisch. Die Schweizer Gerichte würden gezwungen, Urteile eines ausländischen Gerichts anzuwenden, dessen Zuständigkeit und Legitimation im schweizerischen Rechtssystem nicht verankert ist. Dies tangiert die Souveränität unserer Gerichte und das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit, welches in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht, wie es Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert, würde durch die Einflussnahme des EuGH auf die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts gefährdet. Die Befürchtung, dass die Verhandlungsergebnisse die Möglichkeit der Schweiz einschränken, ihre eigenen Gesetze an die spezifischen Bedürfnisse und Werte der schweizerischen Gesellschaft anzupassen, ist ebenfalls berechtigt. Der Artikel 5 der Bundesverfassung betont die Subsidiarität und die Achtung der Eigenheiten der Kantone. Die automatische oder privilegierte Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Regelungen, die für die Mitgliedstaaten der EU sinnvoll sind, für die Schweiz nicht passen oder sogar kontraproduktiv wirken. Dies würde die Autonomie der Schweiz bei der Gestaltung ihrer eigenen Politik und Gesetzgebung erheblich beschneiden. Abschliessend muss mit aller Deutlichkeit darauf hingewiesen werden, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse eine ernsthafte Gefahr für die Souveränität, die Demokratie und den Rechtsstaat der Schweiz darstellen. Sie würden die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der Europäischen Union degradieren, ohne die entsprechenden Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu bieten. Die Schweizer Bevölkerung und ihre Institutionen müssen die Gelegenheit erhalten, diese gravierenden Mängel in einer offenen und kritischen Debatte zu beleuchten und gegebenenfalls abzuwehren, bevor irreversible Entscheidungen getroffen werden. Jegliche Form der Übernahme von EU-Recht, die die richterliche Unabhängigkeit und die Gesetzgebungskompetenz des Bundes und der Kantone beeinträchtigt, muss entschieden abgelehnt werden.

Vernehmlassung

Abkommen zur Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (EU)

Sehr geehrte Mitglieder des Bundesrats,
Sehr geehrte Damen und Herren,

Ich nehme hiermit Stellung zur am 13. Juni 2025 eröffneten Vernehmlassung.

Bei diesem Abkommen habe ich beträchtliche Bedenken, dass dieses im Sinne und zum Wohle der Schweiz als souveräner Staat und dessen Bewohner ist. Gerade in wirtschaftlich anforderungsreichen Zeiten, und im Hinblick auf die mehr als prekäre wirtschaftliche und politische Lage der EU als Institution und deren angeschlossenen Länder, sollte die Schweiz nicht ohne Not ihre Eigenständigkeit und die damit verbundene Agilität und Vertrauenswürdigkeit auf dem Weltmarkt aufgeben. Es macht keinen Sinn, sich einem politischen Konstrukt anzuschliessen, das in sich uneins ist und um sein Überleben kämpft. Auch bin ich der Meinung, dass man zu seinen Nachbarn auch ohne ein Vertragswerk, uns schon gar nicht in diesem Umfang, sei es in guten als auch schwierigen Zeiten, ein gutes Verhältnis haben kann. Es liegt ganz alleine am guten Willen der Beteiligten. Für die Schweiz als kleines Land ist es ganz wichtig, und die Vergangenheit und die Gegenwart haben das mehr als bewiesen, dass wir weit besser fahren, wenn wir uns neutral, zuverlässig und unabhängig den Ländern der Welt präsentieren. Ein Beispiel ist die teilweise Aufweichung der Neutralität in der kürzlichen Vergangenheit. Sie hat bereits negative Früchte getragen und die Vertrauenswürdigkeit der Schweiz hat darunter gelitten. Da ist der Anschluss der Schweiz an die EU noch Wasser auf diese Mühlen und wird der Schweiz mittel- und langfristig keinen Nutzen sondern Schaden bringen.

Der Einbezug der Stände ist bei diesem umfangreichen und komplexen Vertragswerk unumgänglich. Gerade die Stände sind zu grossen Teilen davon betroffen und müssen zwingend die Möglichkeit erhalten, ihre Stimme dazu abzugeben.

In diesem Sinne bitte ich Sie, dieses Vertragswerk sowohl dem Souverän als auch den Ständen zur Abstimmung zu unterbreiten.

Freundliche Grüsse
Rita Kant

Absender & Kontakt

Absender: Rita Kant (Privat)

Datum: 09.09.2025

Kontakt: Rita Kant · r.kant1357@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsetzungshoheit der Schweiz. Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit eine Anpassung des nationalen Rechts an die EU-Gesetzgebung mit der Wahrung unserer verfassungsrechtlichen Grundsätze vereinbar ist. Ich habe tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der potenziellen Erosion des schweizerischen Rechtsstaates. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, könnte durch die blosse Übernahme von EU-Recht, das nicht dem schweizerischen demokratischen Prozess unterliegt, untergraben werden. Dies wirft die grundsätzliche Frage auf, ob die Schweiz ihre Autonomie aufgibt, indem sie sich faktisch fremdem Recht unterwirft. Besonders kritisch sehen wir die Gefahr einer stillschweigenden Rechtsfortbildung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH). Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht könnte bedeuten, dass

zukünftige Urteile des EuGH, die sich auf dieses Recht beziehen, auch für die Schweiz bindend würden, ohne dass diese eine Einflussmöglichkeit auf deren Zustandekommen hätte. Dies stünde im klaren Widerspruch zu Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Rechtssetzung durch die zuständigen eidgenössischen Räte vorsieht. Des Weiteren beobachte ich mit Skepsis, wie die vorgeschlagene Umsetzung die demokratische Legitimation der schweizerischen Gesetzgebung beeinträchtigen könnte. Die Fähigkeit des Parlaments, Gesetze im Sinne des schweizerischen Volkes zu gestalten und anzupassen, würde durch die Notwendigkeit, EU-Vorgaben zu erfüllen, erheblich eingeschränkt. Artikel 163 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit der Bundesversammlung für die Gesetzgebung festlegt, könnte de facto ausgehöhlt werden. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit des Umsetzungsprozesses sind ebenfalls ungenügend. Es fehlt eine klare Darstellung, wie die spezifischen EU-Bestimmungen in das schweizerische Recht integriert werden und welche Auswirkungen dies auf bestehende Regelungen haben wird. Dies erschwert eine fundierte Beurteilung der tatsächlichen Konsequenzen für die Schweiz. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene inländische Umsetzung eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die Rechtstaatlichkeit und die demokratische Selbstbestimmung darstellt. Ich fordere eine eingehende Prüfung und Überarbeitung dieser Massnahmen, um sicherzustellen, dass die Grundsätze unserer Bundesverfassung uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erweisen sich als unzureichend und wenig mehr als kosmetische Anpassungen. Sie sind nicht in der Lage, dem immensen Druck auf die Schweizer Lohnniveaus entgegenzuwirken, der mit der erweiterten Personenfreizügigkeit einhergeht. Vielmehr besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion der Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unsere bewährten und wirksamen flankierenden Massnahmen zur Lohnsicherung zu stärken, werden diese aufgeweicht und an die weniger rigorosen EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer angelegt, jedoch nachweislich weniger effektiv als die bisherigen Instrumente. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die darauf abzielen, durch Lohndumping Kostenvorteile zu erzielen. Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen, die bisher bei den paritätischen Kommissionen und den kantonalen Arbeitsinspektoraten lagen, werden durch die Einführung zentralistischerer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und zu einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Ausweitung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren und bürokratischen Verfahren unterliegt. Dies schränkt die Flexibilität insbesondere von KMU erheblich ein und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss dem neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG ist eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für administrative Finanzsanktionen aus der EU, wodurch unsere Rechtsordnung untergraben wird, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des Abkommens über Personenfreizügigkeit stellt einen massiven und inakzeptablen Ausbau der Zuwanderung dar, der in klarem Widerspruch zur Bundesverfassung, insbesondere Artikel 121a BV, und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung steht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in einem Ausmass,

das nicht länger tragbar ist, da EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket ist lediglich ein Feigenblatt; ihre Anwendungsbedingungen sind dermassen restriktiv, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen, was diese eher als Erpressungsklausel denn als Schutzmechanismus entlarvt. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitbestimmen können, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei anhaltender Abhängigkeit, wird praktisch unmöglich gemacht. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht und deren Ausgestaltung eine zahnlose Massnahme darstellt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und belastet die Studierenden sowie die Reputation unserer Hochschulen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung und die höhere Berufsbildung (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Anpassung des AIG bildet das Kernstück einer Kapitulation vor der EU. Die neue "Schutzklausel" ist eine Illusion, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren und die souveräne Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV missachten. Die Neuregelung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (FSG), insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Anpassung im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Souveränität für eine fragwürdige EU-Kompatibilität.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit verbundene institutionelle Einbindung in EU-Strukturen stellen eine gravierende Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die Unterstellung unter EU-Aufsichtsgremien wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen über ihr eigenes Stromnetz degradiert. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Selbstbestimmung und untergräbt die demokratische Legitimation unserer Energiepolitik. Die geplante Umwandlung der unabhängigen Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) in eine «operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 22) ist eine direkte Aushöhlung der nationalen Regulierungshoheit. Demokratisch nicht legitimierte Vorschriften aus Brüssel müssen umgesetzt werden, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiegesetzgebung bedeutet. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (StromVG, Art. 10, 18, 19) verstärkt diesen Effekt und schwächt die föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Schweizer Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das etablierte System der Wasserzinsen, welches substanziell den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Dies hätte weitreichende finanzielle Folgen für betroffene Kantone und

Gemeinden. Ebenso werden die föderalen Strukturen und die lokale Energieproduktion durch die Einschränkung des Einspeisevorrangs für Gemeindekraftwerke gemäss EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine fatale Verantwortungslücke, da weder der Markt noch die EU klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (StromVG, Art. 8b ff.) unterstreicht die Gefährdung der Versorgungssicherheit. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) gefährden die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (EnG, Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren Auslandsmärkten und fossilen Energieträgern. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität führt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und somit dem demokratischen Prozess unterliegen, soll abgeschafft werden. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime. Die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben. Ihre Autonomie bei der Gestaltung der lokalen Wirtschaftsförderung wird beseitigt, indem ihre Beschlüsse künftig einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Dies steht im direkten Widerspruch zu unserem Föderalismus. Die Schweiz unterwirft sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit untergräbt und uns zu reinen Regel-Empfängern degradiert. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Die Beihilfekammer innerhalb der WEKO wird primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen und nicht mehr schweizerische Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch das neue Recht auf Beschwerde gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Insgesamt bedeutet die vorgeschlagene Regelung eine unannehmbare Unterwerfung unter die EU.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verschleiert unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Standards dar. Es geht hierbei keineswegs um eine reine Stärkung der

Lebensmittelsicherheit, sondern um die schleichende Erosion unserer bewährten Produktionsstandards und der Autonomie unserer bäuerlichen Familienbetriebe. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Kriterien beruht, ist durch die angleichenden Bestrebungen, die oft auf EU-weit tiefere Standards abzielen, fundamental gefährdet. Die Entwertung des Labels 'Made in Switzerland' ist eine direkte Folge dieser Angleichung und schwächt einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, indem sie die Unterscheidungskraft unserer Produkte verwischt. Die durch die Übernahme des EU-Lebensmittelrechts bedingte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser problematischen Entwicklung. Sie droht, eine Welle unerträglicher Bürokratie über sämtliche Stufen unserer Lebensmittelkette zu giessen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine würden mit komplexen und für ihre Grösse unpassenden EU-Vorschriften überzogen. Dies untergräbt lokale Traditionen, gefährdet wirtschaftliche Existenzen und zerstört die kulinarische Vielfalt, die ein Markenzeichen der Schweiz ist. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) geben eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die parlamentarische Kontrolle aushöhlt und eine demokratische Steuerung in einem zentralen Politikbereich verunmöglicht. Besonders bedenklich ist die zwangsweise Anpassung im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz dar. Unsere nationalen, oft strengeren und auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossenden Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies ist nicht nur ein ethischer Rückschritt, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust in einem Bereich, der uns am Herzen liegt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gefährdet zudem die Fähigkeit der Schweiz, flexibel und autonom auf lokale Krankheitsausbrüche zu reagieren, was die nationale Gesundheit und die Landwirtschaft unnötig riskiert. Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche die Kündigung dieses Abkommens an das gesamte bilaterale Vertragswerk koppelt, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie beraubt die Schweiz jeglicher souveränen Entscheidungsmöglichkeit und zwingt uns in eine Abhängigkeit, die unsere Unabhängigkeit bedroht. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Die Schweiz darf nicht zum Kontrollobjekt einer ausländischen Behörde degradiert werden. Schliesslich wird unser mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen und untergräbt unsere Prinzipien.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Gefährdung unseres bewährten Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen, auch als "Rosinenpickerei" bekannt, untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die gerade auf den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Linien tätig sind. Die Folge wird eine schrittweise Aushöhlung des flächendeckenden Angebots sein, was zulasten der Schweizer Bevölkerung geht. Darüber hinaus ist die so genannte "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung rechtlich nicht stichhaltig. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns zwingt, zukünftige EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu übernehmen. Dies bedeutet eine schrittweise Aufgabe der nationalen Steuerungskompetenz über unsere Schieneninfrastruktur und eine Verlagerung der Entscheidungsgewalt an zentrale EU-Stellen. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass etablierte und für den schweizerischen Bahnverkehr wichtige Subventionen für den Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang unseres Angebots. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist ebenfalls äusserst bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die souveräne Gestaltungshoheit von Bund und Kantonen über den öffentlichen Verkehr empfindlich ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere die Einführung der Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme, den Service public im Landverkehr massiv gefährden. Die rechtlich unverbindliche "Gemeinsame Erklärung" kann diese Risiken nicht kompensieren. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihren essenziellen öffentlichen Verkehr zu verlieren und einer ausländischen Regulierung unterworfen zu werden, die nicht primär schweizerische Interessen berücksichtigt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einer vertraglichen Pflicht stellt eine grundlegende Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament beschlossenen Beiträgen in eine rechtlich verbindliche Verpflichtung, die durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert wird, ist schlichtweg inakzeptabel. Dieses Gesetz, das mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aushebelt, wird zum Instrument, die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Anstatt souveräner Entscheidungen über die Verwendung unserer Steuergelder wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung stattfinden. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als festen Bestandteil unserer Gesetzgebung. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reines Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, gegen die die Schweiz keine Handhabe mehr haben wird. Wir werden zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies untergräbt nicht nur die Transparenz, sondern auch die Integrität unserer aussenpolitischen Instrumente. Die Schweiz darf sich nicht zu einer Zahlungskuh der EU machen lassen, deren Einflussnahme auf unsere Gesetzgebung durch scheinbar technische Anpassungen vorangetrieben wird.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz. Die vorgeschlagenen Regelungen greifen tief in Bereiche ein, die nach unserer Verfassung klar in die Kompetenz der Eidgenossenschaft fallen und schweizerische Errungenschaften gefährden. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen vorgesehen ist, stellt eine schleichende Aushöhlung unseres Rechtssetzungsprozesses dar. Das Prinzip der direkten Demokratie und die Möglichkeit, dass das Volk über Gesetze abstimmen kann, werden durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen untergraben. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, wonach das Schweizer Volk und die Kantone die Urheber aller Rechte sind. Die bindende Übernahme von EU-Recht ohne Möglichkeit der nationalen Anpassung oder Ablehnung verletzt dieses grundlegende Prinzip. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls problematisch. Die automatische Anwendung seiner Rechtsprechung in den betroffenen Bereichen würde die nationale richterliche Unabhängigkeit und die Auslegung des schweizerischen Rechts durch unsere eigenen Gerichte einschränken. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben von Artikel 190 der Bundesverfassung, der bestimmt, dass Bundesgesetze und die verbindlichen Völkerrechtssätze für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, die nicht im Völkerrecht verankert ist, überschreitet diese Grenzen. Weiterhin ist die finanzielle Belastung, die aus den Abkommen resultiert, kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz würde zu einem Nettozahler in die EU, ohne die damit verbundenen Vorteile und Mitgestaltungsmöglichkeiten eines Mitgliedstaates zu geniessen. Diese Ausgaben müssen im Lichte der Haushaltsautonomie und der verfassungsmässigen Pflicht zur sparsamen Haushaltsführung gemäss Artikel 128 der Bundesverfassung bewertet werden. Die Gefahr einer ständigen Abhängigkeit von der Weiterentwicklung des EU-Rechts, dem sogenannten "Dynamischen Verweis", ist gravierend. Dies bedeutet, dass die Schweiz automatisch neuen Rechtsakten unterworfen würde, ohne diese im nationalen Prozess prüfen und gutheissen zu können. Dies stellt eine unzumutbare und unkontrollierbare Übertragung von Gesetzgebungskompetenzen dar und gefährdet die Rechtssicherheit für unsere Bürger und Unternehmen. Die vorgeschlagenen Regelungen sind daher aus einer souveränitätspolitischen, demokratischen und rechtlichen Perspektive entschieden abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine engere Anbindung an die EU birgt das Risiko, die Souveränität der Schweiz auf unannehmbare Weise zu untergraben. Insbesondere die potentielle

Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung stellt eine fundamentale Herausforderung dar. Gemäss Artikel 54 Absatz 2 der Schweizer Bundesverfassung hat die Schweiz das Recht, ihre Beziehungen zur EU autonom zu gestalten und ihre Interessen zu wahren. Eine faktische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die wirksam auf die Schweiz anwendbar wären, könnte dieses verfassungsrechtliche Prinzip aushöhlen und die Schweiz zu einem reinen Rechtsimporteur degradieren. Es ist fraglich, ob die propagierten Vorteile einer stabilisierten Beziehung die damit verbundenen Nachteile aufwiegen. Die Intensivierung der Zusammenarbeit könnte zu einer Abhängigkeit führen, die der Schweiz langfristig schadet. Die EU verfolgt ihre eigenen strategischen Interessen, die nicht zwangsläufig mit jenen der Schweiz übereinstimmen. Eine stärkere rechtliche und wirtschaftliche Verflechtung könnte die Schweiz anfälliger für politische und wirtschaftliche Entwicklungen machen, auf die sie wenig Einfluss hat. Der Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch die Implementierung von EU-Recht unterlaufen werden, insbesondere wenn die Bevölkerung über die Inhalte nicht mehr abschliessend entscheiden kann. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen einer verstärkten Integration mit Vorsicht zu betrachten. Die Annahme von EU-Regulierungen könnte für Schweizer Unternehmen zu zusätzlichen Kosten und bürokratischem Aufwand führen, ohne dass dies durch messbare Vorteile kompensiert wird. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft könnte dadurch beeinträchtigt werden. Es ist essenziell, dass jegliche Anpassung von schweizerischem Recht im Einklang mit den nationalen Interessen erfolgt und die Prinzipien der Rechtssicherheit und der Verhältnismässigkeit gewahrt bleiben. Artikel 2 Absatz 2 der Bundesverfassung verlangt, dass alle staatlichen Organe das Gemeinwohl zu fördern und die Grundrechte zu wahren haben. Eine blindlings übernommene Rechtsordnung, die diesen Grundsätzen möglicherweise zuwiderläuft, wäre abzulehnen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien sind von höchster Bedeutung und dürfen nicht durch externe Einflüsse, die nicht der schweizerischen Rechtskultur entsprechen, kompromittiert werden. Eine detaillierte und kritische Analyse jedes einzelnen Vorschlags ist unerlässlich, bevor übereilte Schritte unternommen werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die vom Bundesrat angestrebte Angleichung der schweizerischen Gesetzgebung an das EU-Recht im Einklang mit den Grundsätzen der direkten Demokratie steht, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung, die das fakultative und obligatorische Referendum regeln, könnten durch eine tiefgreifende Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden. Die schweizerische Bevölkerung hat wiederholt die Möglichkeit genutzt, durch Volksabstimmungen ihre Meinung zu wichtigen politischen Fragen kundzutun. Eine automatische Übernahme von EU-Recht, das in Brüssel entschieden wurde, ohne dass das Schweizer Volk oder dessen gewählte Vertreter ein Mitspracherecht auf gleicher Stufe haben, stellt eine klare Einschränkung der direkten Demokratie dar. Des Weiteren ist die finanzielle Komponente des Pakets kritisch zu hinterfragen. Die Verpflichtung zur finanziellen Beteiligung an EU-Programme und -Initiativen, die im vorliegenden Entwurf nicht abschliessend geklärt ist, birgt das Risiko einer unkontrollierten Kostensteigerung. Dies könnte die finanzielle Autonomie der Schweiz untergraben und zu einer Belastung für den schweizerischen Steuerzahler führen, ohne dass dem entsprechende Vorteile gegenüberstehen. Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Politische Rechte (BPR) garantiert das Recht auf Stimm und Wahl, doch dieses Recht verliert an Wert, wenn wesentliche Gesetzesmaterien nicht mehr dem schweizerischen Diskurs unterliegen. Die institutionelle Integration, die mit diesem Paket einhergeht, ist ebenfalls problematisch. Die Schaffung von Überwachungsmechanismen und die Möglichkeit einer automatischen Übernahme von Rechtsakten der EU durch das EU-Gerichtshof, wie sie in ähnlichen Abkommen der EU mit Drittstaaten üblich sind, widerspricht dem Willen der Schweiz, ihre Unabhängigkeit zu wahren. Eine Unterwerfung unter die Jurisdiktion eines ausländischen Gerichts, das die Anwendung des EU-Rechts überwacht, ist mit dem Grundsatz der staatlichen Souveränität, wie sie sich aus Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) ergibt, kaum vereinbar. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz faktisch einem Status ähnlich dem der EWR-Staaten näherkommt, ohne jedoch die damit verbundenen Vorteile eines vollen Zugangs zum Binnenmarkt zu erhalten oder die Mitspracherechte zu geniessen, die diesen Staaten zustehen. Diese Aspekte lassen Zweifel aufkommen, ob das vorgeschlagene Paket im besten Interesse der Schweiz ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rita Stauffer (Privat)

Datum: 10.09.2025

Kontakt: Rita Stauffer · rist78@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche prozessuale und materielle Bedenken auf, welche die Integrität des schweizerischen Rechtsetzungsprozesses und die Souveränität unseres Landes gefährden. Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die im Rahmen der vorliegenden Konsultation vorgelegten Vorschläge tatsächlich eine eigenständige inländische Umsetzung darstellen oder vielmehr eine unkritische Übernahme von EU-Recht diktieren, ohne die spezifischen Bedürfnisse und die demokratische Legitimation der Schweiz hinreichend zu berücksichtigen.

Primär ist festzustellen, dass die Ausgestaltung des Konsultationsverfahrens und die mangelnde Transparenz bezüglich der Entstehungsgeschichte der vorgeschlagenen Massnahmen Anlass zu tiefgreifender Skepsis geben. Die schweizerische Bundesverfassung, insbesondere Artikel 168, verlangt eine sorgfältige und umfassende Abwägung aller relevanten Interessen im Rahmen von Gesetzgebungsverfahren. Die Art und Weise, wie die vorliegenden Vorschläge präsentiert werden, lässt befürchten, dass eine solche Abwägung bereits im Vorfeld der Vernehmlassung durch externe Akteure, sprich die Europäische Union, präjudiziert wurde. Dies untergräbt das Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung und des parlamentarischen Selbstbestimmungsrechts, wie es in der Bundesverfassung sowie im Parlamentsgesetz verankert ist. Die Einbeziehung externer rechtlicher Vorgaben ohne klare Darstellung ihrer Herkunft und ihrer Notwendigkeit für die schweizerische Rechtsordnung verletzt das Prinzip der rechtsstaatlichen Legitimation von Gesetzen, welches auf nationaler Ebene entwickelt und beschlossen werden muss.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche Unabhängigkeit und die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Unternehmen nicht ausreichend analysiert und dargelegt. Die von der EU vorgegebenen Regulierungen, die in der vorliegenden Vernehmlassung zur Umsetzung gelangen sollen, sind oft das Ergebnis spezifischer politischer Kompromisse innerhalb der Union und nicht zwingend auf die Bedürfnisse eines Nicht-EU-Mitgliedsstaates wie der Schweiz zugeschnitten. Artikel 4 Absatz 2 des EU-Vertrages (EUV) garantiert das Prinzip der Subsidiarität und der Verhältnismässigkeit, welches besagt, dass die EU nur in den Bereichen tätig wird, in denen die Ziele der geplanten Massnahmen von der Union besser erreicht werden können als auf einzelstaatlicher Ebene. Es stellt sich die dringende Frage, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich diesen Kriterien genügen und ob die Schweiz ohne eine entsprechende EU-Mitgliedschaft und die damit verbundenen Vorteile, wie den Zugang zum Binnenmarkt, übermässige regulatorische Lasten aufgebürdet bekommt. Dies könnte zu einer unfairen Wettbewerbssituation für schweizerische Unternehmen führen, die im Vergleich zu ihren EU-Konkurrenten höheren regulatorischen Anforderungen unterworfen sind, ohne gleichzeitig von den entsprechenden Vorteilen profitieren zu können.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Erosion der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz und die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne explizite parlamentarische Zustimmung oder

gar eine demokratische Legitimation durch das Volk. Die Bundesverfassung legt in Artikel 160 fest, dass die Bundesversammlung die Aufgabe hat, Bundesgesetze zu erlassen. Die vorliegende Vernehmlassung scheint darauf abzuzielen, die Bundesversammlung in eine nachträgliche Genehmigungsinstanz für bereits von der EU vorgegebene Regelungen zu degradieren. Dies widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Es ist unzureichend, wenn die inländischen Umsetzungsbestimmungen lediglich eine formelle Anpassung des bestehenden Rechts darstellen, ohne eine substantielle Überprüfung der EU-Vorgaben auf ihre Vereinbarkeit mit schweizerischen Interessen und Werten vorzunehmen.

Es ist daher unabdingbar, dass die zuständigen Behörden nicht nur die technischen Aspekte der Umsetzung prüfen, sondern auch eine kritische und souveräne Bewertung der vorgeschlagenen Massnahmen vornehmen. Dies schliesst eine detaillierte Analyse der politischen, wirtschaftlichen und rechtlichen Konsequenzen ein. Insbesondere muss geklärt werden, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen die Autonomie der Schweiz im Bereich der Gesetzgebung beeinträchtigen und ob sie den Interessen und den Bedürfnissen der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft tatsächlich dienen. Eine blosse Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz sich in einem Zustand ständiger Anpassung an sich wandelnde EU-Vorgaben befindet, ohne die Möglichkeit, eigene, auf ihre spezifische Situation zugeschnittene Lösungen zu entwickeln und umzusetzen. Dies könnte langfristig die Innovationskraft und die Flexibilität des schweizerischen Wirtschaftsstandortes schwächen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegende Vernehmlassung in ihrer jetzigen Form erhebliche Mängel aufweist und eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Massnahmen erfordert. Die Gefahr einer unzureichenden Berücksichtigung schweizerischer Interessen, einer Gefährdung der Souveränität und einer Beeinträchtigung der rechtsstaatlichen Prinzipien ist gegeben. Eine sorgfältige Prüfung und eine dezidierte Positionierung der Schweiz, die auf der Wahrung ihrer nationalen Interessen und ihrer demokratischen Legitimation beruht, sind unerlässlich.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für die Schweiz und stellt eine direkte Bedrohung für unseren gut funktionierenden Service public dar. Die Euphorie, die hier von Befürwortern verbreitet wird, verkennt die tiefgreifenden negativen Konsequenzen, welche die Unterzeichnung dieser Abkommen nach sich ziehen würde. Wir lehnen die vorgeschlagene Anpassung entschieden ab.

Ein Kernpunkt der Kritik ist die potenzielle Gefährdung des Service public im Schienenverkehr, welcher zweifellos ein Juwel unseres Landes ist. Die uneingeschränkte Anwendung des EU-Beihilferechts droht bewährte und notwendige Subventionen, die essenziell für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend benötigte Erneuerung unseres Rollmaterials sind, als unzulässig einzustufen. Dies ist kein abstraktes Problem, sondern hat direkte Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des öffentlichen Verkehrsangebots, das unseren Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung steht. Der Service public ist kein Luxusgut, sondern eine grundlegende Dienstleistung, die allen zugänglich sein muss, unabhängig von ihrer geografischen Lage oder wirtschaftlichen Potenz. Die EU-Vorgaben, die auf eine liberalere Marktgestaltung abzielen, passen nicht zu unserem schweizerischen Modell, das auf Solidarität und flächendeckender Versorgung basiert.

Darüber hinaus öffnet das Abkommen die Tür für die sogenannte Kabotage, eine Regelung, die ausländischen Anbietern erlaubt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer unerwünschten "Rosinenpickerei" führen. Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den oft unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public massiv und zwingt die SBB, die sie als schweizerische Transportunternehmung eine umfassende Versorgungsaufgabe im ganzen Land erfüllen muss, sich auf unrentable Bereiche zu konzentrieren. Dies ist kein fairer Wettbewerb, sondern eine bewusste Aushöhlung unseres etablierten Systems.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die die Bürgerinnen und Bürger in falscher Sicherheit wiegt, ohne die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr zu verhindern. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ohne eigenes Zutun übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Schweiz von ihren eigenen Entscheidungsprozessen entkoppeln.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret im neuen Art. 40ater, ist ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie erlaubt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag im ganzen Land haben, und gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr, auf den sich unsere Bevölkerung angewiesen ist. Die schweizerischen Transportunternehmen müssen einen Auftrag erfüllen, der über die reine Profitmaximierung hinausgeht. Ausländische Unternehmen, die nur auf die lukrativsten Strecken abzielen, werden dieses Defizit nicht auffangen.

Ebenso besorgniserregend ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG). Der neue Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass nationale Interessen zurückgestellt werden müssen und wir uns mit suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler zufriedengeben müssen. Die souveräne Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ist ein zentrales Anliegen der Schweiz und darf nicht durch überbordende EU-Vorgaben aufgeweicht werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich des Landverkehrs keine Vorteile für die Schweiz bringen, sondern im Gegenteil die Grundfesten unseres gut funktionierenden und bürgerfreundlichen Service public gefährden. Die Kontrolle über unsere eigene Infrastruktur und die Gestaltung unserer Verkehrsnetze geht schrittweise verloren. Die damit verbundenen Risiken für die Qualität, die Finanzierung und die flächendeckende Versorgung überwiegen bei weitem die behaupteten Vorteile. Wir fordern daher eine klare Ablehnung dieser Abkommen, die unserer Souveränität und unserem Service public Schaden zufügen würden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Untergrabung der Schweizer Souveränität, der föderalistischen Autonomie und der demokratischen Prinzipien dar. Was heute als bewährte Praxis existiert, nämlich dass Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedeutet die faktische Entmachtung unserer demokratisch legitimierten Institutionen und die Unterwerfung unter externe Vorgaben.

Die Souveränität der Kantone und ihre historisch gewachsene föderalistische Autonomie werden durch diese Vorlage massiv und in beispielloser Weise angetastet. Anstatt dass die Kantone eigenständig über die Wirtschaftsförderung und über ihre lokalen Bedürfnisse entscheiden können, sollen ihre Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden. Dies ist kein geringerer Akt als ein direkter und frontal geführter Angriff auf unser föderalistisches System, welches die Basis unseres erfolgreichen und stabilen Staates bildet. Die Kantone werden von souveränen Trägern staatlicher Gewalt zu blossen Bittstellern und untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Staatliche Beihilfen sollen neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit vollständig aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und der Landverkehr werden damit der EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Gefahren für die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in diesen Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer bei der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist zutiefst besorgniserregend. Diese Institution wird als ein verlängerter Arm der EU agieren und ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist dabei höchst ungenügend. Der Preisüberwacher wird gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) von den Sitzungen der Beihilfekammer ausgeschlossen. Dies ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde weitreichende Entscheidungen trifft, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" mundtot gemacht.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie gänzlich. Die neuen Bestimmungen, insbesondere Artikel 82 Buchstabe bbis BGG, gewähren der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Dies geschieht mittels abstrakter Normenkontrolle nach Artikel 98a BGG. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu blossen Vollzugsorganen einer zentralen Macht.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor dem Bundesverwaltungsgericht (VGG) zementiert diese unerwünschte Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen weiterhin zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht gemäss Artikel 31a VGG ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen weiter zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares und beunruhigendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem essenziellen Sektor verliert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung darstellt. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen durchsetzt. Dies höhlt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aus und schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Die damit verbundenen Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und im VGG sind ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Streichung von Artikel 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Autonomie in einem strategisch wichtigen Bereich. Aus all diesen Gründen lehnen wir die vorgeschlagenen

Änderungen entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagene Neuregelung im Stromsektor, insbesondere die beabsichtigte Annäherung an das EU-Recht, stellt eine fundamentale Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Übertragung von regulatorischen Kompetenzen an EU-Institutionen wie ACER und ENTSO-E entzieht der Schweiz die Entscheidungsgewalt über ihr eigenes Stromnetz. Wir werden zu einem abhängigen Akteur degradiert, der die Kosten eines Systems mittragen muss, dessen Regeln er nicht mitbestimmen kann. Dies widerspricht dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der demokratischen Legitimation, da Entscheide über unsere kritische Infrastruktur in Brüssel gefällt werden, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder ihre Vertreter ein Mitspracherecht haben.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird sich von der einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften wandeln. Dies bedeutet das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik und die zwangsweise Implementierung von Regelungen, die möglicherweise nicht mit unseren nationalen Interessen vereinbar sind. Die ElCom verliert ihre eigenständige Handlungsfähigkeit und wird zu einem administrativen Instrument einer externen Macht.

Besonders alarmierend sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wasserkraft, das Rückgrat der Schweizer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln könnten das etablierte System der Wasserzinsen, welches substanziell zu den Einnahmen der Bergkantone beiträgt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und seine Abschaffung erzwingen. Dies würde nicht nur die finanziellen Grundlagen dieser Kantone schwächen, sondern auch einen zentralen Mechanismus der regionalen Wertschöpfung zerstören.

Die von der EU-Mitgliedschaft erwarteten Vorteile erscheinen im Lichte der negativen Konsequenzen für unsere föderalen Strukturen höchst fragwürdig. Die Schwächung der Gemeindekraftwerke und der traditionelle Einspeisevorrang für dezentrale Energieproduzenten werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies bevorzugt grosse, überregionale Akteure und benachteiligt die lokale, bürgernahe Energieerzeugung, die für die Resilienz unseres Energiesystems von entscheidender Bedeutung ist.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG) unter Artikel 4a ff. vorgesehen ist, ist ein hochriskantes Experiment, das die Versorgungssicherheit dem freien Spiel der Kräfte opfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Lücke in der Verantwortung für die Versorgungssicherheit: Weder der Markt noch die EU werden diese Aufgabe klar übernehmen können, was die Schweiz unkalkulierbaren Risiken aussetzt.

Die versprochenen Vorteile einer vollständigen Marktliberalisierung, wie niedrigere Preise, werden sich angesichts der bekannten Volatilität der Energiemärkte wohl nicht einstellen. Vielmehr ist mit einer zunehmenden Preisvolatilität und letztlich höheren Stromkosten für KMU und Haushalte zu rechnen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgung, die der "freie Markt" nicht abdeckt, werden unweigerlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies stellt eine zusätzliche Belastung für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung dar.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung birgt erhebliche Gefahren. Es schafft eine unzureichende Energiereserve gemäss Artikel 8b ff. und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärfte Unbundling-Vorschriften gemäss Artikel 10, 18 und 19. Dies sind keine positiven Entwicklungen für unser Land.

Die geplanten Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 EnG stellt einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW wird unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie

Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligen und ihre wirtschaftliche Grundlage schwächen. Dies steht im Widerspruch zu einer diversifizierten und resilienten Energiestrategie und begünstigt ausschliesslich grosse, zentrale Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen, wie in den neuen Artikeln 29d Absatz 4 und 33a Absatz 2bis EnG vorgesehen, schafft eine immense Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich bremsen und die Schweiz stärker von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern abhängig machen. Dies ist ein Rückschritt und nicht der Weg zu einer nachhaltigen Energieversorgung.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Artikel 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften gemäss Artikel 10, 18 und 19 StromVG sind eindeutige Instrumente zur Gleichschaltung mit dem EU-Recht. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Stromversorgung (BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine erhebliche Aushöhlung der Schweizer Energiesouveränität, eine Schwächung unserer föderalen Strukturen und eine Gefährdung der Versorgungssicherheit darstellen. Die erhofften Vorteile einer Annäherung an die EU-Regularien scheinen die immensen Risiken, die mit dem Verlust der nationalen Kontrolle über unseren Stromsektor einhergehen, bei weitem nicht aufzuwiegen. Wir fordern daher eine kritische Überprüfung und gegebenenfalls Ablehnung dieser weitreichenden Änderungen, die unsere energiepolitische Unabhängigkeit und die Stabilität unserer Stromversorgung auf lange Sicht aufs Spiel setzen.

Lebensmittelsicherheit

Es ist mit grösster Besorgnis, dass wir uns zur Vernehmlassung des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich der Lebensmittelsicherheit äussern. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" verbirgt sich ein umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die reine Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht und in Wahrheit die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" bedeutet. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich über Jahrzehnte als entscheidender Wettbewerbsvorteil etabliert hat, ist durch die geplante Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Dies wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das etablierte und geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert und Aussagekraft, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Bemühungen unserer Produzenten, sich durch Exzellenz vom globalen Markt abzuheben.

Ein besonders gravierendes Problem stellt die sprichwörtliche "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die bedenkliche Konsequenz ist, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens, das die Souveränität der Schweiz in fundamentalen Bereichen aushöhlt, das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen würde. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in der Zukunft blockiert.

Die vorgesehene Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer

Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein massiver und unannehmbarer Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit faktisch zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies widerspricht dem Prinzip der Eigenverantwortung und der bewährten nationalen Aufsicht.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Schwingfest müssten die komplexen und für die Schweiz oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde die Vielfalt und Einzigartigkeit unserer lokalen kulinarischen Traditionen zerstören und zahlreiche wirtschaftliche Existenzen gefährden. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt somit einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an etablierten, hohen Standards führt.

Das von der Bevölkerung mehrfach demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens und stellt eine inakzeptable Gefährdung der Wahlfreiheit und des Schutzes der Umwelt und Gesundheit dar.

Die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein weiterer gravierender Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung müssten zugunsten der EU-Standards aufgegeben werden. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist inakzeptabel. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine beunruhigende Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird damit umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist besorgniserregend. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen nicht nur die Lebensmittelsicherheit tangiert, sondern die Schweiz zu einer faktischen Anhängigkeit der EU in Bezug auf

landwirtschaftliche und lebensmittelrechtliche Belange macht. Wir fordern eindringlich, dass die Souveränität der Schweiz, die hohen Schweizer Standards, die Vielfalt unserer Produktion und die Interessen unserer Produzenten und Konsumenten uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die vorliegende Vorlage stellt eine inakzeptable Gefährdung dieser fundamentalen Prinzipien dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Zur Vernehmlassung über die Personenfreizügigkeit und die damit verbundenen Abkommen mit der Europäischen Union können keine positiven Stellungnahmen abgegeben werden. Vielmehr müssen wir unsere tiefen Bedenken und kategorische Ablehnung dieser Vorlage zum Ausdruck bringen, da sie in ihrer Gesamtheit eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität, eine massive Deregulierung unseres Rechtsraumes und eine erhebliche Belastung unserer Sozialwerke und öffentlichen Finanzen bedeutet. Die vorgeschlagenen Anpassungen widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Art. 121a der Bundesverfassung klar verankert ist, nämlich der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die angebliche "Massnahme" zur Einschränkung der Zuwanderung durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie stellt eine optische Täuschung dar und führt im Gegenteil zu einem massiven Ausbau der Personenfreizügigkeit. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, eine faktische "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies widerspricht diametral dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und der Verhältnismässigkeit.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch dieses Paket massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten dafür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, was eine unhaltbare finanzielle Belastung darstellt. Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die im Vertragspaket verankerte "Schutzklausel" ist nichts anderes als ein politisches Placebo, ein reines Augengewisch. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die der Schweiz jede Möglichkeit nimmt, ihre Interessen wirksam zu verteidigen.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll neu automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Entscheidungskompetenz.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation vor der EU. Die Neufassung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, ist kaum mehr möglich. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht.

Als direkte Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen.

Das neue Bundesgesetz über die Anerkennung von ausländischen Berufsqualifikationen (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Dies wird im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) weiter vorangetrieben, was die Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet. Gleiches gilt für die Integration des IMI-Systems im Psychologieberufegesetz (PsyG), was die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Art. 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Anpassung des Obligatorium für die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU im Freizügigkeitsgesetz (Art. 25f Abs. 1bis) ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Die Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) sind Folgeänderungen, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollziehen. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Diese Vernehmlassungsvorlage stellt eine generelle Kapitulation vor der EU dar. Sie bedeutet die Aufgabe unserer nationalen Steuerungskompetenz in einem zentralen Politikbereich und eine massive Gefährdung unserer wirtschaftlichen und sozialen Stabilität. Wir fordern daher die unmissverständliche und kategorische Ablehnung dieser Vorlage.

Finanzieller Beitrag

Sehr geehrte Damen und Herren,

die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union, insbesondere im Hinblick auf die sogenannten Kohäsionszahlungen, bedarf einer kritischen Würdigung, die über oberflächliche Darlegungen hinausgeht. Es ist besorgniserregend, mit welcher Selbstverständlichkeit von einer ehemals freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste zu einer automatischen und rechtlich verbindlichen Pflicht übergegangen werden soll. Dies stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern dar.

Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament genehmigten Beiträge in eine gesetzlich verankerte Pflicht, die im Rahmen eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) institutionalisiert werden soll, ist schlichtweg eine permanente Zwangsabgabe. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen. Dies bedeutet, dass das Parlament nicht mehr über jeden einzelnen Beitrag entscheiden kann, sondern lediglich die Abwicklung einer von der EU diktierten Verpflichtung vollziehen muss. Die Budgethoheit des Parlaments wird damit faktisch ausgehöhlt.

Der im Raum stehende Betrag von anfänglich 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge ist ein schleichendes Instrument, das unweigerlich zu einer massiven

Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz wird in eine Position gedrängt, in der sie keinerlei Verhandlungsspielraum mehr hat und gezwungen ist, die von der EU diktierten Zahlungen bedingungslos zu leisten. Einmal in diesen juristischen Rahmen eingebettet, wird es nahezu unmöglich, sich aus dieser Verpflichtung zu lösen oder wirksamen Einfluss auf die Höhe der Beiträge zu nehmen.

Es muss mit aller Deutlichkeit festgehalten werden, dass die Schweiz mit diesen Regelungen zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Unsere Zahlungen werden verbindlich und automatisiert, während wir keine Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von bestehenden Handelshemmnissen erhalten. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unserer Souveränität schadet und deren greifbare Vorteile fraglich bleiben. Die EU profitiert von einer geregelten Einnahmequelle, während die Schweiz im Gegenzug die Lasten trägt, ohne gleichwertige Gegenleistungen zu erhalten.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Es handelt sich um eine strategische Verankerung der Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung, die den Eindruck erweckt, diese Abgaben seien ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Dies untergräbt die Diskussionsgrundlage für künftige Verhandlungen und legitimiert die EU-Forderungen von vornherein als rechtmässig.

Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist eine irreführende und manipulativ anmutende Massnahme. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es entsteht der Eindruck, als ob diese finanziellen Verpflichtungen im Dienste einer höheren, unbestreitbar positiven Sache stünden, während es sich de facto um eine reine Transferzahlung handelt, die primär den wirtschaftlichen Interessen der EU dient.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge eine gefährliche Entwicklung darstellt, die die schweizerische Souveränität untergräbt und das Parlament seiner demokratischen Kontrollfunktion über bedeutende finanzielle Mittel entzieht. Die Automatisierung und rechtliche Verbindlichkeit dieser Zahlungen, verbunden mit dem Fehlen klarer Gegenleistungen, machen diesen Schritt zu einer einseitigen Verschlechterung der Position der Schweiz gegenüber der EU. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und die vorgeschlagenen Massnahmen kritisch hinterfragt werden, um die Interessen unseres Landes und die Prinzipien der direkten Demokratie zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer Lohnschutzes äusserst problematisch und bergen erhebliche Risiken für die hiesigen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die als Schutzmassnahmen angepriesenen Regelungen erscheinen eher kosmetischer Natur und sind unzureichend, um dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die ohnehin bereits unter den steigenden Lebenshaltungskosten leiden.

Anstatt den bewährten und in der Schweiz äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er durch die vorliegenden Vorschläge aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, durch Lohndumping die Wettbewerbsbedingungen zu ihren Gunsten zu verzerren. Die Kontrollmechanismen werden dabei signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der im Entwurf vorgesehene neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) verankert werden soll, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte und ungerechtfertigte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von Kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) erheblich, ohne das eigentliche Grundproblem des unaufhaltsamen Lohndrucks zu lösen. Diese Massnahme ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und scheint primär auf Druck der Europäischen Union hin implementiert zu werden.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des Entsendegesetzes dient offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die finanziellen Kohäsionszahlungen als einen festen und unwiderruflichen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die Europäische Union binden. Dies öffnet die Tür für weitere Abhängigkeiten und Einschränkungen unserer Souveränität.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch externen Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches und potenziell langwieriges Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen liberalen Arbeitsmarktprinzipien, die auf Fairness und Effizienz basieren.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Arbeitslosenkasse (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 des AVIG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines grösseren Pakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies schwächt die Position der Sozialpartner und damit indirekt auch die der Arbeitnehmer.

Besonders bedenklich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch die Einführung eines neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6. Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung erheblich, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz einfach durchgesetzt werden können. Dies gefährdet die Unabhängigkeit unserer Justiz und die Prinzipien unserer Rechtspflege.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen keine wirkliche Stärkung des Lohnschutzes darstellen, sondern vielmehr eine Schwächung und Angleichung an EU-Standards bedeuten. Die Risiken für die Schweizer Lohnstruktur und die Souveränität unseres Rechtssystems sind erheblich und werden durch die vorliegenden Regelungen nicht ausreichend adressiert. Es ist unerlässlich, dass der Schutz der schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer sowie die Integrität unserer Rechtsordnung oberste Priorität geniessen und nicht liberalen oder bürokratischen EU-Forderungen geopfert werden. Die vorliegenden Vorschläge verfehlen dieses Ziel deutlich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Eine unkritische Annäherung an die EU-Gesetzgebung, wie sie in diesem Kontext impliziert wird, würde die Unabhängigkeit der Schweiz untergraben und unsere Fähigkeit einschränken, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen.

Besondere Besorgnis erregt die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse. Dies widerspricht grundlegenden Prinzipien des schweizerischen Rechts, insbesondere dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Dieser Artikel erklärt die Schweiz zum Staat der Schweizerinnen und Schweizer, die ihre Staatsgewalt durch ihre Stimme und ihre Wahl und durch die Ausübung von Stimm- und Wahlrecht ausüben. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese direkte Mitsprache und die Möglichkeit des Volkes, über seine Gesetze zu entscheiden, empfindlich stören.

Des Weiteren ist die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Anwendung von EU-Recht durch schweizerische Gerichte äusserst problematisch. Die EU-Rechtsprechung, insbesondere die des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), würde unweigerlich Einfluss auf die Rechtsauslegung in der Schweiz nehmen. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte in Konflikt mit nationalem Recht geraten, was die Rechtssicherheit gefährden würde. Der Artikel 190 BV legt fest, dass die Bundesgesetzgebung und das Völkerrecht massgebend sind. Eine Präferenz oder gar eine Überordnung von EU-Recht gegenüber nationalem Recht wäre eine Verletzung dieses Grundsatzes.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer engeren Anbindung an die EU, insbesondere im Hinblick auf die Weiterentwicklung des Binnenmarktes, sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Übernahme von Vorschriften, die primär auf die Bedürfnisse der Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, könnte unsere Wettbewerbsfähigkeit schwächen und zu einer Benachteiligung unserer Unternehmen führen. Insbesondere Artikel 31 BV, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte durch die Einschränkung der Autonomie in der Regulierung und die möglicherweise auf die EU-Bedürfnisse abgestimmten Marktzugangsregeln verletzt werden. Die Annahme von Vorschriften ohne substanzielle Prüfung der Auswirkungen auf den Schweizer Binnenmarkt und die exportorientierte Wirtschaft birgt das Risiko unerwünschter Wettbewerbsverzerrungen.

Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die EU zu binden, ohne die notwendigen institutionellen Anpassungen oder eine klare demokratische Legitimation zu gewährleisten. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz zunehmend zu einem "Mitläuferstaat" wird, dessen Gesetzgebung von Brüssel diktiert wird, während die direkte Einflussnahme des Souveräns und der demokratischen Institutionen schwindet. Dies steht im Widerspruch zu den Grundwerten unseres föderalistischen Systems und der direkten Demokratie, die in der Verfassung verankert sind.

Die Art und Weise, wie die "Stabilisierung" der Beziehungen konzipiert wird, lässt den Verdacht aufkommen, dass die EU durch diese Massnahmen eine tiefere Integration erzwingen will, ohne die Schweiz als gleichberechtigten Partner zu behandeln. Die fortwährende Debatte um das Rahmenabkommen und die jüngsten Vorschläge zeugen von einer EU, die primär ihre eigenen Interessen verfolgt. Die Schweiz muss hierbei wachsam bleiben und ihre Interessen kompromisslos verteidigen.

Die Argumentation, dass diese Massnahmen zur Rechtssicherheit beitragen, ist fragwürdig. Vielmehr besteht die Gefahr, dass sie zu neuen Rechtsunsicherheiten führt, da unklar bleibt, wie schweizerisches Recht und EU-Recht in Zukunft interagieren werden. Die Auslegung und Anwendung von EU-Recht, das sich ständig weiterentwickelt, stellt eine unkalkulierbare Grösse dar. Die mangelnde Transparenz und die fehlende demokratische Kontrolle über diese Weiterentwicklung sind ebenfalls gravierende Mängel.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Schritte zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU mit grosser Vorsicht und Skepsis betrachtet werden müssen. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht würde die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratischen Grundprinzipien unseres Landes gefährden. Es bedarf einer eingehenden Prüfung der langfristigen Folgen und einer klaren Positionierung, die die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger an erste Stelle setzt. Die Gefahr, dass die Schweiz ihre Handlungsfähigkeit und ihre Identität verliert, ist real und muss mit aller Entschiedenheit abgewendet werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Verhältnis zur Europäischen Union birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität, die demokratischen Grundrechte und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Eine genaue Prüfung der einzelnen Elemente und ihrer kumulativen Auswirkungen offenbart gravierende Schwachpunkte, die einer breiten öffentlichen Vernehmlassung nicht ohne tiefgreifende Bedenken unterbreitet werden können.

Ein zentrales Problem stellt die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit dar. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen durch den Schweizer Gesetzgeber würde bedeuten, dass das Schweizer Volk und seine gewählten Vertreter de facto ihre Gesetzgebungskompetenz an Brüssel abtreten. Dies ist insbesondere bedenklich, wenn man die Geschwindigkeit und die Komplexität der Rechtsetzung in der EU betrachtet. Es ist kaum vorstellbar, wie eine sorgfältige Prüfung und Abwägung im Lichte schweizerischer Interessen und Werte unter diesen Umständen gewährleistet werden kann. Der Schweizerische Gesetzgeber würde zu einem reinen Rezipienten fremden Rechts degradiert, was eine Erosion der nationalen Entscheidungsfreiheit zur Folge hätte.

Die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als verbindliche Instanz in der Streitbeilegung ist ein weiterer Punkt von grösster Besorgnis. Gemäss Artikel 4 des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (AFZ) würde die Rechtsprechung des EuGH im relevanten Bereich auch für die Schweiz verbindlich. Dies untergräbt die Autorität der Schweizer Gerichte und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Schweizer Gerichte wären gezwungen, Urteile des EuGH anzuwenden, selbst wenn diese im Widerspruch zu nationalen Gesetzen oder der Bundesverfassung stehen. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass Bundesgesetze und das Völkerrecht für alle Behörden und alle Bürger massgebend sind. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH könnte jedoch dazu führen, dass das Völkerrecht (in Form der EU-Rechtsprechung) über das nationale Recht gestellt wird, was zu einer fragwürdigen Hierarchie der Rechtsquellen führen würde. Die Unabhängigkeit der Gerichte ist ein Eckpfeiler des Rechtsstaates und der Schweizer Demokratie. Eine externe richterliche Instanz, die nicht dem Schweizer Volk oder seinen Vertretern Rechenschaft schuldig ist, kann und darf nicht die letzte Instanz in Rechtsfragen für die Schweiz darstellen.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen dieser Vereinbarung sind ebenfalls alarmierend. Die Übernahme des EU-Binnenmarktrechts ohne Mitspracherecht kann zu einer Erosion der Wettbewerbsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU) führen, welche das Rückgrat der Schweizer Wirtschaft bilden. KMU sind oft weniger flexibel und ressourcenstark als grosse multinationale Konzerne und könnten unter einer Flut von neuen, komplexen und kostspieligen EU-Regulierungen leiden. Artikel 27 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch die automatische und unflexible Übernahme von EU-Regulierungen könnte diese Freiheit faktisch einschränken, indem sie Schweizer Unternehmen mit regulatorischen Lasten konfrontiert, die nicht auf die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Marktes zugeschnitten sind. Die Gefahr einer übermässigen Bürokratisierung und steigender Kosten für die Schweizer Wirtschaft ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Die Stossrichtung einer solchen Vereinbarung scheint darauf ausgerichtet zu sein, die Schweiz immer weiter an die EU anzubinden, ohne ihr dabei die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zukommen zu lassen.

Dies führt zu einer Art "Assoziation zweiter Klasse", die weder die Souveränität wahrt noch die wirtschaftlichen Nachteile einer vollständigen Integration vermeidet. Es stellt sich die Frage, ob die damit verbundenen Risiken den angepriesenen Nutzen tatsächlich aufwiegen.

Des Weiteren ist die Gefahr der "schleichenden Souveränitätsverluste" nicht zu unterschätzen. Dieses Paket scheint das bisherige Vorgehen der EU, durch verschiedene Abkommen sukzessive Einfluss auf die Schweiz auszuüben, zu zementieren und weiter zu vertiefen. Die Schweiz würde in eine Position gedrängt, in der sie sich zunehmend fremden Regeln unterwerfen muss, ohne substanzielle Einflussmöglichkeiten zu haben. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen des Bundesrates, die Eigenständigkeit und die Interessen der Schweiz zu wahren.

Die Langfristigkeit und die Durchsetzung von solchen Vereinbarungen werfen weitere Fragen auf. Die EU entwickelt sich ständig weiter, und die Übernahme von neuem EU-Recht wird ein fortlaufender Prozess sein. Dies bedeutet, dass die Schweiz sich ständig neuen regulatorischen und rechtlichen Herausforderungen stellen müsste, ohne die Möglichkeit, diese proaktiv mitzugestalten. Die Stabilität und Berechenbarkeit des schweizerischen Rechtsrahmens könnten dadurch gefährdet werden, was wiederum Investitionsentscheidungen und die Planbarkeit für die Schweizer Wirtschaft erschwert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket Schweiz-EU eine Reihe von gravierenden Problemen aufwirft, die die Souveränität der Schweiz, die Funktionsfähigkeit ihrer demokratischen Institutionen und die Stabilität ihrer Wirtschaft bedrohen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH und die potenziellen negativen wirtschaftlichen Auswirkungen sind erhebliche Kritikpunkte, die einer kritischen Prüfung und einer ehrlichen öffentlichen Debatte bedürfen. Die Schweiz sollte ihren eigenen Weg gehen und ihre Interessen auf Basis ihrer Verfassung und ihrer demokratischen Prinzipien wahren, anstatt sich unüberlegt und zu ungünstigen Bedingungen an externe Regelwerke zu binden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Beurteilung der Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und lässt erhebliche Zweifel an der Sinnhaftigkeit und den potenziellen negativen Folgen der vorgeschlagenen Abkommen aufkommen. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Resultate tatsächlich im besten Interesse der Schweiz liegen oder ob sie primär dazu dienen, divergierende Interessen zugunsten der EU zu harmonisieren, ohne die schweizerischen Besonderheiten und Errungenschaften angemessen zu berücksichtigen.

Im Kern der Problematik steht die drohende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen der vorgeschlagenen Abkommen zur Sprache kommt, stellt eine fundamentale Infragestellung des Prinzips dar, dass die Schweiz ihre Gesetze eigenständig erlässt und ihre politische Entscheidungsfindung unabhängig gestaltet. Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft. Die automatische Übernahme von EU-Recht, insbesondere ohne die Möglichkeit, aktiv an dessen Gestaltung mitzuwirken, untergräbt dieses verfassungsrechtliche Fundament. Es ist fraglich, ob die Verpflichtung zur Übernahme zukünftiger EU-Rechtsakte, wie sie in der Diskussion um ein institutionelles Abkommen zu befürchten ist, mit dem Geist und dem Buchstaben von Artikel 5 BV vereinbar ist. Dies würde bedeuten, dass die schweizerischen Organe gezwungen wären, die vom EU-Gesetzgeber erlassenen Normen ohne eigene diskretionäre Spielräume zu implementieren, was eine beispiellose Einschränkung der parlamentarischen und demokratischen Kontrolle bedeuten würde.

Die behauptete Flexibilität der vorgeschlagenen Lösungen erscheint auf den ersten Blick ermutigend, entpuppt sich bei näherer Betrachtung jedoch als trügerisch. Die Mechanismen zur Streitbeilegung, die sich an EU-Instrumenten orientieren, werfen die ernste Frage auf, ob der Europäische Gerichtshof (EuGH) nicht indirekt die letzte Instanz für die Auslegung von im Inland anwendbarem Recht werden könnte. Dies wäre eine direkte Verletzung des Prinzips der richterlichen Unabhängigkeit und des

Gewaltmonopols des Bundes, wie es in den Artikeln 164 ff. der Bundesverfassung verankert ist. Der EuGH ist kein schweizerisches Gericht und seine Urteile sind nicht bindend für die schweizerische Rechtsordnung. Eine Struktur, die eine de facto Bindung an seine Rechtsprechung impliziert, stellt eine ernsthafte Gefahr für die Rechtssicherheit und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz dar.

Weiterhin sind die ökonomischen Implikationen der vorgeschlagenen Abkommen kritisch zu beleuchten. Die geforderte volle Inanspruchnahme des Binnenmarktes ist untrennbar mit der Einhaltung der vier Grundfreiheiten verbunden, einschliesslich der Personenfreizügigkeit. Die unbefristete und unregulierte Zuwanderung aus EU-Staaten stellt eine erhebliche Belastung für die schweizerische Infrastruktur, das Sozialsystem und den Arbeitsmarkt dar. Die Bestimmungen zur Personenfreizügigkeit gemäss dem Abkommen über die Freizügigkeit (AFZ) haben bereits gezeigt, wie schwierig es ist, diese mit nationalen Interessen in Einklang zu bringen. Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse scheinen keine ausreichenden Schutzmechanismen vorzusehen, um die negativen Auswirkungen auf die Löhne und Arbeitsbedingungen der Schweizer Arbeitnehmer zu verhindern, wie sie durch Artikel 335a des Obligationenrechts (OR) und die flankierenden Massnahmen im Arbeitsgesetz (ArG) geschützt werden sollen. Die Angst vor Lohndumping und Verdrängungswettbewerb ist daher nicht nur begründet, sondern auch verfassungsrechtlich relevant, da sie die wirtschaftliche Stabilität und den sozialen Frieden gefährden könnte.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und -Strukturen muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Die Annahme neuer finanzieller Verpflichtungen ohne eine klare und substanzielle Gegenleistung, die über den Zugang zum Binnenmarkt hinausgeht, ist fragwürdig. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung verlangt, dass die Gesetzgebung dem Gemeinwohl dient. Es muss nachgewiesen werden, wie die vorgeschlagenen finanziellen Beiträge konkret dem schweizerischen Gemeinwohl dienen und ob sie nicht vielmehr eine Alimentierung von EU-Strukturen darstellen, deren Prioritäten nicht zwangsläufig mit denen der Schweiz übereinstimmen.

Des Weiteren ist die Komplexität der vorgeschlagenen Regelungen alarmierend. Die Tendenz, eine Vielzahl von bilateralen Abkommen in einen grösseren institutionellen Rahmen zu fassen, birgt die Gefahr, dass die Übersichtlichkeit und Transparenz verloren gehen. Die Möglichkeit, dass sich einzelne Sektoren durch die neue Abkommenstruktur benachteiligt sehen, ist gross. Es ist zu befürchten, dass neue Abhängigkeiten geschaffen werden, die die schweizerische Aussenpolitik und die Verhandlungsposition in zukünftigen Beziehungen zur EU schwächen könnten. Die Stossrichtung, dass die Schweiz sich zunehmend in die Rechtsordnung der EU integriert, ohne jedoch die Mitspracherechte eines vollwertigen Mitgliedstaates zu besitzen, ist eine riskante Entwicklung, die die Unabhängigkeit und die demokratische Kontrolle untergräbt. Die vorgeschlagenen Ergebnisse scheinen die Schweiz in eine Position zu manövrieren, in der sie die Lasten der EU-Integration trägt, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen. Es ist daher unerlässlich, dass diese Verhandlungsergebnisse einer äusserst kritischen Prüfung unterzogen werden, bevor sie in irgendeiner Form übernommen werden können.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lotti Aus der Au (Privat)

Datum: 11.09.2025

Kontakt: Lotti Aus der Au · lausderau@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Fragen auf und sind aus Sicht des Schweizer Souveräns und der wirtschaftlichen Autonomie unseres Landes höchst bedenklich. Es ist zwingend erforderlich, diese Ergebnisse einer kritischen und eingehenden Prüfung zu unterziehen, bevor eine Annahme in Erwägung gezogen werden kann.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitgestaltungsmöglichkeit durch die Schweiz stellt eine erhebliche Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer demokratischen Selbstbestimmung dar. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass sich Schweizer Recht automatisch und ohne parlamentarische Debatte an EU-Richtlinien und -Verordnungen anpassen müsste. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, wonach alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und durch die Bundesversammlung und die eidgenössischen Räte und durch das Volk und die Stände ausgeübt wird.

Die darin enthaltene institutionelle Überwachung durch den Gerichtshof der Europäischen Union ist ein weiterer Punkt von tiefgreifender Besorgnis. Die Unterwerfung unter die Jurisdiktion eines fremden Gerichts, dessen Entscheidungen für die Schweiz bindend wären, würde die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität der Schweizer Gerichte massiv beeinträchtigen. Artikel 190 der Bundesverfassung besagt, dass sich die Gerichte und die Behörden an das Recht halten müssen. Eine faktische Überordnung eines ausländischen Gerichts würde dies untergraben. Die Unmöglichkeit, auf Basis des Unionsrechts divergierende Urteile zu fällen, gefährdet die Auslegung und Anwendung des Rechts im Einklang mit den schweizerischen Verhältnissen und Interessen.

Zudem ist die Sorge gross, dass die in den Verhandlungsergebnissen vorgesehenen Mechanismen zur Gewährleistung eines fairen Wettbewerbs zu einer schleichenden Angleichung an die wirtschaftspolitischen Ziele der EU führen könnten, was wiederum die Flexibilität und die Anpassungsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft an globale Herausforderungen einschränken würde. Die in Artikel 104a der Bundesverfassung festgehaltene Pflicht zur Wahrung der wirtschaftlichen Freiheit und der Wettbewerbsfähigkeit könnte durch die Verpflichtungen im Rahmen des Abkommens gefährdet werden.

Die Ausgestaltung des Personenfreizügigkeitsabkommens birgt ebenfalls Risiken. Die fortwährende Zuwanderung, auch von Personen, die nicht unmittelbar dem Schweizer Arbeitsmarkt dienen, könnte die sozialen Sicherungssysteme und die Infrastruktur zusätzlich belasten. Die Möglichkeit, diese Zuwanderung wirksam zu steuern und den Bedürfnissen des Landes anzupassen, scheint durch die

vertraglichen Verpflichtungen stark eingeschränkt zu werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von Punkten enthalten, die eine ernsthafte Gefährdung der schweizerischen Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der wirtschaftlichen Autonomie darstellen. Eine bedingungslose Annahme dieser Ergebnisse wäre fahrlässig und würde die Grundlagen unseres Staates untergraben. Es bedarf umfassender Anpassungen und klarer Garantien, um die Interessen der Schweiz zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung, insbesondere im Hinblick auf die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und das Recht. Die Idee, die Beziehungen zur EU zu "stabilisieren", suggeriert eine Vereinheitlichung, die zwangsläufig zu einer stärkeren Angleichung an europäische Rechtsnormen führt. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer Verfassung, wie sie beispielsweise in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, der die Schweiz als souveränen Staat beschreibt.

Es ist äusserst bedenklich, dass eine engere Bindung an die EU ohne klare Abgrenzungen die Gefahr birgt, die direkte Anwendbarkeit von EU-Recht in der Schweiz zu fördern. Artikel 164 Absatz 2 BV, der die Bundesversammlung zur Wahrung der rechtsgleichen Behandlung verpflichtet, könnte unter Druck geraten, wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht vorrangig anzuwenden. Dies würde das Prinzip der Gewaltentrennung und die Legitimation des schweizerischen Rechtsetzungsprozesses untergraben. Wir dürfen nicht zuläsent, dass die EU über ihre eigenen Gesetze bestimmt, welche dann von der Schweiz übernommen werden müssen, ohne dass das schweizerische Parlament diese Gesetze wirksam mitgestalten kann.

Die Vernehmlassung muss die Risiken einer solchen "Stabilisierung" deutlich hervorheben. Die Befürchtung, dass die Annahme von EU-Recht, auch in Form von sogenannten "dynamischen Rechtsübernahmen", die schweizerische Rechtsautonomie aushöhlt, ist nicht unbegründet. Dies würde nicht nur die Möglichkeit einschränken, eigene politische und wirtschaftliche Interessen zu verfolgen, sondern auch die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen durch eine ständige Rechtsunsicherheit gefährden. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile, wie der erleichterte Zugang zum EU-Binnenmarkt, die gravierenden Nachteile für unsere verfassungsrechtliche Ordnung und unsere demokratischen Prinzipien aufwiegen können. Die Schweiz hat erfolgreich ihre eigene Identität und ihren Wohlstand auf dem Fundament ihrer Unabhängigkeit aufgebaut, und jede Massnahme, die diese Gefahr bringt, muss mit grösster Skepsis betrachtet werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Abkommen mit der Europäischen Union werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Integrität unseres Rechtssystems auf. Die scheinbar unaufhaltsame Integration in EU-Regelwerke, auch wenn diese formal durch bilaterale Verträge gestaltet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Entwertung schweizerischer Gesetzgebung.

Das Prinzip der Rechtssetzungshoheit des Bundes, verankert in Artikel 164 der Bundesverfassung, scheint durch die Übernahme von EU-Rechtspositivismus zunehmend unter Druck zu geraten. Es ist kritisch zu hinterfragen, inwieweit die Schweiz noch in der Lage sein wird, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu erlassen, oder ob sie primär dazu gezwungen sein wird, bereits bestehende oder zukünftige EU-Richtlinien und -Verordnungen zu adaptieren. Dies

könnte dazu führen, dass unser Rechtssystem nicht mehr dem Willen des Schweizer Volkes, sondern den Erfordernissen eines externen supranationalen Gebildes unterworfen wird.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Auswirkung auf die Anwendung des Prinzips der Gewaltenteilung. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Interpretationsinstanz für das EU-Recht wirft die Frage auf, wie die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität der schweizerischen Gerichte gewahrt werden können, wenn diese bei der Anwendung des im Rahmen der Abkommen übernommenen Rechts an die Rechtsprechung des EuGH gebunden sein werden. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Gerichtsbarkeit des Bundes regelt, könnte hierdurch faktisch de facto eingeschränkt werden. Die Gefahr, dass die Schweizer Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die nicht mit ihrer eigenen Rechtsüberzeugung oder dem Willen des schweizerischen Gesetzgebers übereinstimmen, ist real.

Darüber hinaus ist zu bedenken, dass die Annahme von EU-Recht eine erhebliche Komplexität mit sich bringt, die für Bürger und Unternehmen schwer zu durchdringen ist. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit des schweizerischen Rechts, ein Fundament unseres Rechtsstaates, könnten dadurch leiden. Die Schweiz muss sich fragen, ob der angestrebte Zugang zum EU-Binnenmarkt den Preis einer solchen rechtlichen Abhängigkeit wert ist, insbesondere wenn die langfristigen Folgen für unsere Demokratie und Rechtsidentität gravierend sein könnten. Die sorgfältige Prüfung jeder einzelnen Bestimmung unter dem Gesichtspunkt der nationalen Souveränität und der Rechtssicherheit ist unerlässlich.

Strom

Die vorgeschlagene Annahme des EU-Strommarktrechts stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E werden wir zu einem stimmlosen Teilnehmer degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel getroffen, was eine Abkehr von der nationalen Hoheit bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, die undemokratisch legitimiert sind und nicht mehr auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnitten werden können. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, bedarfsgerechten Energieregulierung.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen werden weiter geschwächt, indem die wichtigen Gemeindekraftwerke und ihr Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt werden. Dies benachteiligt lokale und dezentrale Energieproduktion. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Eine klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder beim Markt noch bei der EU, ist nicht erkennbar und birgt erhebliche Risiken.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue StromVG schafft zudem eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten gefährdet. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion, da die Leistungsgrenze massiv gesenkt wird und unzählige kleine Produzenten benachteiligt werden. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit

der EU, die unsere kritische Infrastruktur und föderale Zusammenarbeit untergraben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den, oft unpassenden, Regeln der EU. Dies ist ein Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht weder geeignet noch ausreichend, um den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen abzufedern. Stattdessen beobachten wir eine bedenkliche Aufweichung und EU-konforme Angleichung unseres bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutzes. Die neuen Regelungen, insbesondere die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), erscheinen primär auf die Kompatibilität mit EU-Recht ausgerichtet, wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG zeigt, anstatt den Schutz der Schweizer Arbeitnehmerschaft substanziell zu verbessern.

Die Behauptung, die neuen Kontrollmechanismen würden gestärkt, ist nicht nachvollziehbar. Vielmehr droht eine Schwächung der Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch die Einführung zentralistischer und EU-konformer Strukturen. Dies birgt die Gefahr lascherer Kontrollen und Durchsetzung, was insbesondere Lohndumping begünstigen würde.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der eindeutig durch EU-Druck diktiert ist. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Diese Massnahme widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien.

Die juristische Umstrukturierung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG in den neuen Art. 13a EntsG ist keine Verbesserung, sondern eine Verkomplizierung der Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz, die unsere politische Bindung an die EU weiter festigt.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide wird, die ohne umfassende richterliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Diese Änderungen untergraben die Souveränität der Schweiz und schwächen den Schutz der hiesigen Arbeitnehmerschaft. Es ist zwingend erforderlich, dass der Schutz der Schweizer Löhne und Arbeitsbedingungen gestärkt und nicht durch EU-konforme Anpassungen aufgeweicht wird.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel „Vom Hof auf den Tisch“, stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern vielmehr eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter externe Vorgaben. Dieses Vorhaben bedroht massiv unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die faktische Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label „Made in Switzerland“ wird dadurch entwertet, dass Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten.

Die sogenannte „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I

verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Sie blockiert jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz und zwingt uns, die negativen Konsequenzen dieses Abkommens in Kauf zu nehmen, um die gesamte Vertragsbasis nicht zu gefährden.

Die Befugnis für EU-Inspektoren, Schweizer Betriebe zu betreten und Kontrollen durchzuführen, ist ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe werden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine weitere bedenkliche Entwicklung ist die drohende Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Das Gentechnik-Moratorium, welches demokratisch mehrfach bestätigt wurde, wird durch die Übernahme von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt. Der Volkswille wird hierbei klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) ist ein Rückschritt zu verzeichnen. Die Anpassungen in Art. 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt sich der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der EU stellen eine fundamentale Bedrohung für den etablierten und bewährten Service public im schweizerischen Schienenverkehr dar. Die potenzielle Einstufung von bewährten Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig gemäss EU-Beihilferecht würde die finanzielle Grundlage und somit die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft massiv untergraben.

Ferner eröffnet das Abkommen durch die Zulassung der Kabotage ausländischen Anbietern wie Flixtrain die Möglichkeit, ausschliesslich inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken befahren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies ist nicht nur wirtschaftlich unsinnig, sondern untergräbt direkt die flächendeckende Versorgung, die das Markenzeichen unseres öffentlichen Verkehrs ist.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme ist rechtlich nicht tragfähig und bietet keinerlei verlässliche Sicherheit. Sie ist eine rechtlich unverbindliche Absichtserklärung, die uns schutzlos zukünftigen Änderungen des EU-Rechts ausliefert, welches wir dann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müssten.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein direkter Angriff auf das Funktionieren des Service public. Gekoppelt mit der Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), die uns zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen zwingt, verliert die Schweiz die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch dynamische Rechtsübernahme, wie sie bei Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) droht, verlagert Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen und schwächt die nationale Souveränität im Bahnverkehr empfindlich.

Finanzieller Beitrag

Wir möchten unsere tiefe Besorgnis bezüglich des vorgeschlagenen finanziellen Beitrags im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union zum Ausdruck bringen. Die geplante Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Verlust demokratischer Kontrolle und politischer Handlungsfähigkeit dar. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, um diese bisher flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu verwandeln. Dies höhlt die Budgethoheit des Schweizer Parlaments aus, indem mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Möglichkeit entzogen wird, über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein reines Lockvogelangebot. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird dadurch in eine passive Rolle gedrängt, in der sie die von der EU diktierten Zahlungen widerspruchslos leisten muss. Es ist fraglich, ob dieser Mechanismus mit dem Grundsatz der demokratischen Legitimation der Ausgaben vereinbar ist, da jegliche Mitsprache oder Verhandlungsmacht verloren geht. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht oder Einflussnahme, und dies ohne konkrete Garantien für verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft und die Europäische Union (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese finanziellen Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine permanente Abhängigkeit, die nicht im Interesse der Souveränität der Schweiz liegt. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Es darf nicht sein, dass der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies verschleiert die Tatsache, dass es sich faktisch um eine Zwangsabgabe handelt, die ohne angemessene Gegenleistung oder demokratische Kontrolle erhoben wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der föderalistischen Ordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig

von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der in Art. 3 der Bundesverfassung verankert ist.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Schritt der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr würden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Die Beihilfekammer der WEKO wird deren Entscheide nicht mehr primär an Schweizer Interessen, sondern an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Aushöhlung ihrer Autonomie.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Auch die Abschaffung der Mitsprache des Preisüberwachers bei der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt führt die geplante Regelung zu einer gefährlichen Machtkonzentration und zur Unterwerfung unter fremde Interessen, zulasten der Schweizer Bevölkerung und ihrer demokratisch gewählten Vertretungen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine gravierende Gefährdung unserer Sozialwerke und der inneren Sicherheit dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie auch durch die Bestimmungen im revidierten Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BGVB) und im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) vorangetrieben wird, steht im direkten Widerspruch zum klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf statt zehn Jahren. Dieses de facto unentziehbare C-PLUS-Aufenthaltsrecht, auch bei nachgewiesener Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die Prinzipien der inneren Sicherheit und der finanziellen Solidarität unserer Sozialwerke. Die Bestimmungen im AIG, namentlich die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren faktisch die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienkreise, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben, deren Kosten auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden.

Die sogenannte 'Schutzklausel', neu in Artikel 21b AIG verankert, entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz bietet. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen, was dieser Bestimmung den Charakter einer Erpressungsklausel verleiht. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Demontage unserer direkten Demokratie.

Die Einführung von drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d

Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Schuldeingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz muss die Gleichbehandlung von EU-Studierenden durch einen neuen Zahlungsrahmen und spezifische Beiträge kompensieren, was eine direkte Belastung des Schweizer Steuerzahlers darstellt. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und schwächt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Absatz 1bis) ist ein weiterer Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese vorgeschlagenen Massnahmen keine Verbesserung der Situation darstellen, sondern eine Kapitulation vor den Forderungen der EU. Sie gefährden unsere Rechtsordnung, unsere Sozialsysteme und unsere demokratischen Prinzipien. Eine Ablehnung dieser Vorlage ist unerlässlich, um die Souveränität und die Eigenständigkeit der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket von Abkommen mit der Europäischen Union stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung dar. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz an dessen Gestaltung mitwirken kann, widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die vorgeschlagene Übernahme von Rechtsetzungsverordnungen, Richtlinien und Rechtsprechung der Europäischen Union in das Schweizer Recht, wie sie in den verschiedenen Abkommen vorgesehen ist, würde die Schweiz faktisch zu einem Vasallenstaat degradieren, der fremdem Recht unterworfen ist, ohne eigene Mitsprache zu haben.

Besonders problematisch ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dessen Urteile würden direkt oder indirekt massgebliche Bedeutung für die Auslegung und Anwendung von Schweizer Recht erlangen. Dies stellt einen klaren Bruch mit der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie im Bundesgesetz über das Bundesgericht (BGerG) und der Bundesverfassung gewährleistet sind. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht die Auslegung nationaler Gesetze bindend beeinflusst, ist mit den Prinzipien unserer Rechtsordnung unvereinbar. Artikel 160 Absatz 1 BV, der die Zuständigkeit des Bundesgerichts für die Auslegung und Anwendung des Bundesrechts vorsieht, würde in seiner Substanz ausgehöhlt.

Die automatische Übernahme von EU-Recht verstösst zudem gegen das Prinzip der demokratischen Legitimation. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz haben kein Mitspracherecht bei der Schaffung von EU-Recht, das ihnen dann über die Abkommen aufgezwungen würde. Dies untergräbt das Referendumsrecht und die Möglichkeit des Volkes, durch direkte Mitsprache Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, wie es die Verfassung vorsieht. Die in der Verfassung verankerte rechtsstaatliche Ordnung, die auf dem Prinzip der demokratischen Legitimation aller Gesetze beruht, würde hierdurch massiv beeinträchtigt.

Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre einzigartigen rechtsstaatlichen Prinzipien wahrt. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung ist für die Schweiz nicht akzeptabel und birgt unkalkulierbare Risiken für ihre wirtschaftliche und politische Souveränität. Dieses Paket birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer direkten Demokratie und nationalen Identität.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel (Privat)

Datum: 12.09.2025

Kontakt: Daniel Bigler · 0792011507 · Daniel-Bigler@outlook.de

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Legitimation auf. Es ist fraglich, ob die angestrebte engere Anbindung an die Europäische Union im Einklang mit den fundamentalen Interessen der Schweiz steht, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere in Bezug auf die Gewaltenteilung und die demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger, verankert sind.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, wie sie in den sektoriellen Abkommen vorgesehen ist, untergräbt die legislativen Kompetenzen des Schweizer Parlaments und der Regierung. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität, die es dem Schweizer Volk ermöglichen, seine Gesetze in einem autonomen und demokratischen Prozess zu gestalten. Die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass die demokratischen Institutionen und das Volk Mitspracherecht haben, ist gravierend. Dies widerspricht dem Geist des Schweizerischen Rechtssystems, das auf breiter Zustimmung und Partizipation beruht.

Darüber hinaus bestehen Zweifel an der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Auslegung der Abkommen und die potenzielle Bindung schweizerischer Gerichte an dessen Rechtsprechung könnten die richterliche Unabhängigkeit beeinträchtigen. Artikel 29 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Eine faktische Vorrangstellung des EuGH birgt das Risiko, dass schweizerische Rechtsnormen und Verfassungsprinzipien durch die Rechtsprechung einer ausländischen Institution ausgehöhlt werden.

Die mangelnde Mitgestaltungsmöglichkeit der Schweiz in den Entscheidungsprozessen der EU ist ein weiteres erhebliches Problem. Die Übernahme von EU-Recht ohne Einfluss auf dessen Entstehung führt zu einer "No-Brake"-Situation, in der die Schweiz gebunden ist, ohne mitbestimmen zu können. Dies widerspricht dem Grundsatz der staatlichen Autonomie und der Fähigkeit, eigene politische und wirtschaftliche Interessen effektiv zu vertreten. Die Stärkung des Bundesrates und des Parlaments in der Gestaltung der Beziehungen zur EU, wie sie in Artikel 173 der Bundesverfassung verankert ist, scheint durch die vorgeschlagenen Regelungen gefährdet.

Schliesslich ist die Transparenz und die demokratische Legitimation des Verhandlungsprozesses und des daraus resultierenden Pakets zu hinterfragen. Die Komplexität der Abkommen und die fehlende klare Darstellung der Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung lassen wenig Raum für eine fundierte öffentliche Debatte und eine informierte Willensbildung. Ohne eine klare und nachvollziehbare Darstellung der Vorteile und Nachteile sowie ohne ausreichende demokratische

Kontrollmechanismen sollte einer solchen Annäherung nicht zugestimmt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Wahrung der Souveränität und der demokratischen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass der Bundesrat und das Parlament die potenziellen nachteiligen Auswirkungen einer unkritischen Übernahme von EU-Recht mit grösster Skepsis prüfen.

Namentlich die geplante Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union in die Schweizer Gesetzgebung wirft gravierende Probleme auf. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (FZA) und Artikel 2 des bilateralen Abkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft über die Freizügigkeit von Personen (AFVP) bilden die Grundlage für die Beziehungen im Bereich der Personenfreizügigkeit. Die vorgeschlagenen Anpassungen drohen jedoch, diejà-vu-effektartigen Mechanismen des automatischen Unionsrechts zu etablieren. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz fortlaufend neues EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung übernehmen müsste. Dies steht im Widerspruch zum fundamentalen Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die oberste Gewalt vom Volk und dessen Stimmberechtigten ausgehen lässt.

Darüber hinaus muss die Frage der Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte mit Nachdruck thematisiert werden. Die vorgeschlagene Einbeziehung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) in die Auslegung des Abkommens birgt die Gefahr einer sukzessiven Untergrabung der nationalen Rechtsprechung. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an das Recht und das Völkerrecht gebunden. Wenn jedoch der EuGH die massgebliche Instanz für die Auslegung von Abkommen wird, die Teil des Schweizer Rechts werden, könnten Schweizer Gerichte gezwungen sein, Urteile zu fällen, die im Widerspruch zu nationalen Gesetzen oder der Verfassung stehen, ohne dass eine unabhängige nationale Überprüfung möglich ist. Dies tangiert direkt die Gewaltenteilung und die Rechtssicherheit im Land.

Die vorgeschlagene Regelung zur Übernahme von EU-Recht birgt ferner die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie. Die Möglichkeit, dass das Parlament durch automatische Übernahme von EU-Recht zu einer reinen Umsetzungsinstanz degradiert wird, widerspricht dem Geist der Schweizer Verfassung. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden entmündigt, wenn sie über Gesetze abstimmen müssten, die bereits vor ihrer Verabschiedung in der Schweiz von Brüssel diktiert worden wären. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Recht auf politische Mitgestaltung, das allen Bürgerinnen und Bürgern zusteht.

Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat und das Parlament sicherstellen, dass jegliche neue Vereinbarungen mit der EU die Souveränität der Schweiz und die direkten demokratischen Rechte ihrer Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt wahren. Eine kritiklose Übernahme von EU-Recht birgt unkalkulierbare Risiken für den schweizerischen Rechtsstaat und die politische Identität unseres Landes.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Umsetzung zur nationalen Richtlinie wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität der Schweiz auf. Die fortgesetzte Angleichung an EU-Recht, ohne dass die Schweiz Mitspracherechte auf gleicher Augenhöhe genießt, untergräbt die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung. Dies steht im Widerspruch zum Geist der

eidgenössischen Verfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), der die Schweiz als ein freies und unabhängiges Land beschreibt.

Die Einbindung von EU-Rechtstiteln, wie sie in den bilateralen Verträgen vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme. Dies gilt insbesondere, wenn diese Übernahme nicht einem klaren, dem Schweizer Volk und den Ständen zur Genehmigung unterbreiteten Vertragswerk unterliegt, sondern durch administrative Akte und die Interpretation von Gerichtsurteilen erfolgt. Die Richtlinie 2014/50/EU über die Mindestanforderungen zur Förderung der Mobilität von Arbeitnehmern innerhalb der Union durch Verbesserung der Erwerbs- und Versorgungsanwartschaften aus einer betrieblichen Altersversorgung könnte hierfür ein Beispiel darstellen, wenn sie ohne entsprechende parlamentarische und volksdemokratische Debatte in nationales Recht überführt wird.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung des durch die bilateralen Verträge übernommenen EU-Rechts kann zu einer Situation führen, in der Schweizer Gerichte an Urteile gebunden sind, die von einem ausländischen Gericht getroffen wurden und deren rechtliche Grundlage nicht in der Schweizer Verfassung verankert ist. Dies tangiert Artikel 160 Absatz 1 BV, der besagt, dass die Gesetzgebungssache in der Kompetenz des Bundes liegt und ihre Ausübung eine demokratische Legitimation erfordert.

Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Übernahme von EU-Recht sind ebenfalls unzureichend. Es mangelt an klaren Kriterien, welche Bestimmungen des EU-Rechts für die Schweiz relevant sind und welche nicht. Dies schafft Unsicherheit und öffnet die Tür für eine unerwünschte und potenziell kostspielige Harmonisierung, die nicht im Interesse der Schweiz ist. Die Konsequenzen für die schweizerische Sozial- und Wirtschaftspolitik sind nicht abschätzbar und bedürfen einer eingehenden Prüfung. Die Unzufriedenheit der Bevölkerung mit dieser Form der Rechtsetzung ist daher nachvollziehbar und muss ernst genommen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Kapitulation vor den Vorgaben der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird die Zuwanderung in einem Ausmass massiv ausbauen, das die Schweiz vor erhebliche Herausforderungen stellen wird. Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer sogenannten 'Niederlassung C PLUS', bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre, birgt gravierende Risiken. Dieser praktisch unentziehbare Status, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unannehmbarer Weise.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Anpassungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die finanziellen Lasten hierfür werden, wie die Erfahrungen zeigen, letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel', wie sie neu in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) verankert werden soll, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anzuwenden versuchen, droht die EU umgehend mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsoption. Die automatische Rechtsübernahme von EU-Recht im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk faktisch bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Dies verstösst gegen den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Einbindung in das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGVBG (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und die Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (FZA, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen im Gesundheitswesen und im Psychologiebereich durch den Europäischen Berufsausweis (EPC) (MedBG, GesBG, PsyG) höhlt die nationale Qualitätskontrolle aus und birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit.

Landverkehr

Die vorgesehene Angleichung des schweizerischen Eisenbahnrechts an das EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die dynamische Rechtsübernahme, birgt erhebliche Risiken für den Service public im Schienenverkehr unseres Landes. Die pauschale Übernahme von EU-Beihilferegelungen droht bewährte und für die Sicherstellung eines qualitativ hochwertigen Angebots unerlässliche Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie für die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einzustufen. Dies würde die Attraktivität und Leistungsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs massiv beeinträchtigen und die Versorgungssicherheit gefährden.

Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein Frontalangriff auf die finanzielle Stabilität und den Versorgungsauftrag der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) sowie anderer konzessionierter Transportunternehmen. Ausländische Anbieter, die oft von staatlichen Subventionen profitieren, werden in der Lage sein, die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Diese "Rosinenpickerei" führt unweigerlich dazu, dass die Rentabilität der Hauptachsen von ausländischen Unternehmen abgeschöpft wird, während die SBB und andere Akteure auf den oft unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die wirtschaftliche Basis des Service public und gefährdet dessen umfassenden Versorgungsauftrag.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlose und nicht bindende Absichtserklärung. Sie bietet keinerlei wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz auf Basis der dynamischen Rechtsübernahme zwangsläufig übernehmen müsste. Dies ist eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine besorgniserregende Entwicklung. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir uns künftigen Regulierungen der EU, wie beispielsweise dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), unterwerfen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit einschränken, unsere Infrastruktur und den Bahnbetrieb nach nationalen Bedürfnissen und Prioritäten zu gestalten.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten und bedarfsgerechtesten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine ernsthafte Bedrohung für den Service public im schweizerischen Schienenverkehr darstellen. Die wirtschaftlichen und operativen Risiken durch die Kabotage, die mangelnde rechtliche Verbindlichkeit der Schutzmassnahmen und die schleichende Abgabe nationaler Steuerungskompetenzen sind gravierend. Es ist unerlässlich, diese Aspekte kritisch zu prüfen und Massnahmen zu ergreifen, die die Souveränität der Schweiz und die Zukunftsfähigkeit unseres bewährten Service public im Bahnverkehr uneingeschränkt gewährleisten.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Verbesserung der Lebensmittelsicherheit im Rahmen der Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als ein umfassendes Integrationsprojekt mit gravierenden negativen Folgen für die Schweiz. Die Kernargumentation, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Vorschriften ihre hohen Produktionsstandards, die Vielfalt ihrer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten aufs Spiel setzt, muss vehement vertreten werden. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich aus strengeren und bewährten nationalen Standards speist, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Kriterien unweigerlich geschwächt. Das prestigeträchtige Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Massstäben unterworfen wird.

Besorgniserregend ist die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit sämtlichen Bilateralen I-Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Verhältnis zur EU gefährden, was einer unerträglichen politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Produzenten würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu ertränken. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerksbetriebe müssten komplexe und unpassende EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen gefährdet. Die vorgesehene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein Rückschritt. Die Schweiz wird gezwungen, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten von EU-Standards aufzugeben, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch zentralen Bereich bedeutet. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die souveräne Reaktionsfähigkeit der Schweiz auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit schneller und flexibler nationaler Massnahmen fahrlässig ist.

Strom

Die vorgeschlagene Einbindung in die EU-Strommarktregulierungen, insbesondere durch die Übernahme von ACER-Regularien und die Institutionalisierung der ElCom als Vollzugsstelle für EU-Recht, stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die Schweiz wird de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten für Entscheidungen trägt, die in Brüssel gefällt werden. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und dem Prinzip der nationalen Autonomie.

Die ElCom wird von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert. Dies beendet eine eigenständige, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Energiepolitik und Energiewirtschaft. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen zudem das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanziellen Grundlagen dieser Kantone existenziell gefährdet.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG, Art. 4a ff., vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine Verantwortungslücke, da weder der Markt noch die EU eine klare Verantwortung für die schweizerische Versorgungssicherheit übernehmen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen unabsehbar sind. Die Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da Kosten für Versorgungssicherheit, die der Markt nicht trägt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Ferner schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der schweizerischen Energiestrategie und fördert eine zentrale statt einer dezentralen Energieversorgung. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die uns die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur entziehen und unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzgesellschaft unnötigerweise denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne und schwächt unsere Flexibilität und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind auf das Schärfste zu kritisieren. Sie stellen keine adäquate Antwort auf die massiven Herausforderungen dar, die sich aus der Ausweitung der Personenfreizügigkeit für das Schweizer Lohngefüge ergeben. Statt einer wirksamen Stärkung des Lohnschutzes droht eine Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten. Die Angleichung an EU-Standards führt zu einer Verwässerung der bewährten und wirksamen schweizerischen flankierenden Massnahmen. Die neuen, bürokratischeren Regeln sind in ihrer Effektivität zweifelhaft und schaffen primär Vorteile für ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die vorgesehenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keineswegs als eine Stärkung zu werten, sondern vielmehr als eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit EU-Vorgaben und nicht zwangsläufig der Verbesserung des Schutzes schweizerischer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu einer Schwächung der Kontrollmechanismen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie

zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines besonderen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der ausschliesslich auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren und bürokratischen Verfahren unterworfen ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht diametral unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Die daraus resultierende Einschränkung der autonomen Rechtsdurchsetzung ist nicht tragbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen, insbesondere im Hinblick auf eine Annäherung an das EU-Beihilferecht, bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und unseren föderalistischen Aufbau. Die derzeitige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide auf nationaler, kantonaler und kommunaler Ebene demokratisch legitimiert und im Interesse der Schweiz getroffen werden, droht durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt zu werden.

Die Schaffung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit einhergehende Institutionalisierung der Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, wie sie in Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG manifestiert wird, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Diese neue Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, wird primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen und nicht mehr zwingend schweizerische Interessen. Dies schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und untergräbt die demokratische Kontrolle, da diese mächtige Instanz weitgehend von direkter demokratischer Einflussnahme entfernt ist.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Anpassungen massiv gefährdet. Gemäss dem neuen Art. 82 Bst. bbis Bundesgerichtsgesetz (BGG) erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Die Kantone verlieren somit ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern, ohne formelles rechtliches Gehör.

Besonders stossend ist die geplante ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in einem Kernbereich unserer Infrastruktur. Auch die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, Sektoren von strategischer Bedeutung, werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die nationale strategische Autonomie gefährdet.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, da die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird, während über Beihilfen entschieden wird, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine erhebliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Kontrolle bedeuten und eine unannehmbare Unterwerfung unter das EU-Recht darstellen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Union stellt eine gravierende Abkehr von bisherigen Grundsätzen dar und verdient eine äusserst kritische Betrachtung. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist zutiefst besorgniserregend. Dies entzieht der Schweiz ein wesentliches politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Wir sehen hierin keine Partnerschaft, sondern eine schleichende Entwicklung hin zu einer faktischen Zwangsabgabe, welche die Souveränität unseres Landes untergräbt.

Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das unbestreitbare Risiko massiv höherer Forderungen. Die Schweiz würde damit de facto jegliche Verhandlungs- und Ablehnungsmöglichkeit verlieren und sich zur uneingeschränkten Zahlung der von der EU diktierten Summen verpflichten. Wir würden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht verkommen, ohne jegliche Garantie auf substanzielle Verbesserungen des Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist keine Bagatelle, sondern das gesetzgeberische Kerninstrument zur Zementierung dieser permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments systematisch ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie das Parlament nach der Bundesverfassung zu treffen hat, wird lediglich der Vollzug einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung zementiert. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, konkret Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine Normalisierung und Dauerhaftigkeit, die dem Geist der Souveränität widerspricht.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und potenziell missbräuchlich. Sie dient offensichtlich dazu, die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU unter dem Deckmantel eines allgemein akzeptierten Zwecks gesetzlich zu legitimieren und von der kritischen öffentlichen Debatte abzulenken. Dies widerspricht einem transparenten und rechtsstaatlichen Vorgehen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Integrität der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die angestrebte Stabilisierung nicht zu einer schleichenden Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führt. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei ein Mitspracherecht hat, widerspricht dem Geist unseres föderalistischen Systems und der direkten Demokratie.

Die Forderung nach der Übernahme von EU-Recht verletzt die Grundsätze des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LWG) und des Lebensmittelgesetzes (LMG) insofern, als dass sie die Fähigkeit der Schweiz einschränkt, ihre eigenen Standards und Verordnungen zu definieren, die auf spezifische schweizerische Bedürfnisse und Traditionen zugeschnitten sind. Die Verpflichtung zur Anpassung an EU-Regulierungen, die oft von landwirtschaftlichen Grossbetrieben und industriellen Interessen geprägt sind, könnte unsere heimischen Klein- und Mittelbetriebe sowie unsere hochstehenden

Qualitätsstandards gefährden. Artikel 1 des LWG beispielsweise garantiert die Förderung einer nachhaltigen und leistungsfähigen Landwirtschaft. Die unkritische Übernahme von EU-Recht könnte diesen Zielen zuwiderlaufen und zu einer Wettbewerbsverzerrung zugunsten ausländischer Anbieter führen.

Des Weiteren ist die Interpretation und Anwendung des Unionsrechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) nicht mit unserer Verfassung vereinbar. Unsere eigene Rechtsordnung, verankert in der Bundesverfassung (BV), garantiert die Rechtsgleichheit und die Volkssouveränität. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH würde die höchste Autorität unseres eigenen Rechtssystems, nämlich das schweizerische Bundesgericht und die Bundesversammlung, faktisch einschränken. Dies ist eine inakzeptable Abgabe von Souveränität, die weit über eine reine technische Angleichung hinausgeht.

Die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Annäherung sind ebenfalls unklar und bergen Risiken. Die erhoffte Stabilisierung könnte sich als eine einseitige Belastung erweisen, wenn die Schweiz verpflichtet wird, die EU-Beiträge zu erhöhen, ohne entsprechende wirtschaftliche Vorteile oder die volle Teilhabe an Entscheidungsprozessen zu erhalten. Es ist unabdingbar, dass die Verhandlungen die Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft in den Vordergrund stellen und nicht primär den Wünschen der EU entgegenkommen. Eine kritische Prüfung aller Abkommen ist unerlässlich, um die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz langfristig zu sichern. Die vorgeschlagenen Schritte laufen Gefahr, genau das Gegenteil zu bewirken und die Schweiz in eine rechtliche und wirtschaftliche Abhängigkeit zu manövrieren.

12.09.2025

Daniel Bigler

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Murmeltier_imSee (Privat)

Datum: 12.09.2025

Kontakt: Graf · 0793585388 · cgclake@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Ergebnisse der Verhandlungen mit der Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer Souveräns und der Rechtsstaatlichkeit zutiefst besorgniserregend. Die vorgeschlagenen Abkommen stellen eine beispiellose Erosion unserer nationalen Entscheidungshoheit dar, ohne klare und ausreichende Gegenleistungen oder Vorteile für die Schweiz zu erkennen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Schweizer Einfluss ist problematisch. Gemäss Artikel 138 Absatz 2 der Bundesverfassung ist das Parlament dafür zuständig, völkerrechtliche Verträge zu genehmigen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses parlamentarische Mitspracherecht aushöhlen und die demokratische Kontrolle schwächen. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz ihre nationalen Interessen wirksam wahren kann, wenn sie de facto einer externen Rechtssetzung unterworfen wird, deren Entstehungsprozesse sie nicht mitbestimmen kann.

Die Frage der richterlichen Überprüfung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ist von fundamentaler Bedeutung. Eine Unterstellung unter die Jurisdiktion des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen angedeutet wird, würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Geltung des Schweizer Rechts systematisch untergraben. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz, welche durch eine solche Verpflichtung ernsthaft bedroht wäre. Die Rechtsstellung der Schweiz würde von einer gleichberechtigten Partnerin zu einer abhängigen Partei degradiert.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen und die damit verbundenen Kosten und Risiken für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft keineswegs geklärt. Ohne eine klare Darlegung der konkreten Vorteile und die Berücksichtigung von Kompensationsmechanismen für potenzielle Nachteile, wie beispielsweise den Beitrag zum EU-Kohäsionsfonds, ist die Zustimmung zu derartigen Vereinbarungen nicht vertretbar. Die Gefahr eines Verlusts von Arbeitsplätzen und eine zusätzliche Belastung für den Schweizer Steuerzahler sind reale Risiken, die adäquat adressiert werden müssen.

Diese Verhandlungsergebnisse lassen Zweifel aufkommen, ob die Interessen der Schweiz angemessen vertreten wurden und ob die grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie und unseres Rechtssystems gewahrt bleiben. Eine kritische und eingehende Prüfung, die über oberflächliche Formulierungen hinausgeht, ist unabdingbar, bevor eine Entscheidung getroffen wird, die die Zukunft unseres Landes massgeblich beeinflussen könnte.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen und prinzipiellen Bedenken, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es scheint, als ob eine schleichende Annäherung an die Europäische Union stattfindet, ohne dass die schweizerische Souveränität und die direktdemokratischen Grundsätze angemessen gewürdigt werden.

Besonders besorgniserregend ist die implizite Akzeptanz von EU-Recht, das potenziell die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben könnte. Artikel 13 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert die Souveränität der Schweiz und das Selbstbestimmungsrecht des Volkes. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne eigene diskriminierungsfreie Begründung durch die Schweizer Institutionen würde dieses Prinzip fundamental verletzen. Die Gefahr einer automatischen Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) birgt die Gefahr, dass die letztinstanzliche richterliche Gewalt in der Schweiz faktisch an Brüssel abgetreten wird, was im Widerspruch zu Artikel 125 der Bundesverfassung (BV) über die rechtliche Unabhängigkeit steht.

Des Weiteren werfen die vorgesehenen Mechanismen Fragen bezüglich der Kontrolle über die wirtschaftliche Entwicklung der Schweiz auf. Die Möglichkeit, dass die EU auf Grundlage der bilateralen Abkommen zukünftig Massnahmen gegen die Schweiz ergreifen könnte, falls diese von EU-Standards abweicht, stellt eine erhebliche Einschränkung der wirtschaftlichen Autonomie dar. Das Bundesgesetz über den Binnenmarkt (BGBM) und die damit verbundenen Regelungen sollten im Einklang mit den nationalen Interessen und den Prinzipien des freien Handels stehen, ohne die Schweiz einer externen Regulierungsgewalt zu unterwerfen.

Die mangelnde Transparenz und die Komplexität der vorgeschlagenen Regelungen erschweren zudem eine fundierte demokratische Meinungsbildung. Das Schweizer Volk muss die Möglichkeit haben, Entscheidungen, die seine Zukunft massgeblich beeinflussen, klar zu verstehen und darüber abzustimmen. Die aktuelle Ausgestaltung des Pakets birgt die Gefahr, dass wichtige Kompetenzen schleichend an die EU übertragen werden, was einer direkten oder indirekten Verletzung der Volkssouveränität gleichkäme. Eine solche Entwicklung widerspricht den Grundsätzen des Föderalismus und der Subsidiarität, wie sie in der Schweizer Verfassungsordnung verankert sind. Die Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftliche Selbstbestimmung sind gravierend und erfordern eine klare Ablehnung des vorliegenden Pakets in seiner jetzigen Form.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsmandaten immer wieder angedeutet wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die ungezügelte Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne dass diese einer demokratischen Prüfung im nationalen Parlament oder gar durch das Volk unterzogen werden, stellt eine Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle dar, wie sie im Artikel 164 BV vorgesehen ist.

Es ist besorgniserregend, dass die EU im Rahmen dieser Verhandlungen darauf drängt, dass die Schweiz das Recht der EU, insbesondere in Bereichen des Binnenmarktrechts, ohne substanzielle Mitsprache oder Anpassungsmöglichkeit übernimmt. Dies würde bedeuten, dass das Schweizer Parlament und das Volk das letzte Wort nicht mehr hätten, wenn es um die Gesetzgebung in unserem eigenen Land geht. Eine solche Entwicklung würde die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber Brüssel manövrieren und die Fähigkeit des Landes, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse der

Schweizer Bevölkerung zugeschnittene Regelungen zu schaffen, massiv einschränken.

Die Gefahr, dass durch ein solches Abkommen die richterliche Gewalt der Schweiz, insbesondere das Bundesgericht, gezwungen wäre, Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu berücksichtigen oder gar zu übernehmen, ist ebenfalls gravierend. Artikel 189 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine faktische Unterordnung unter die Rechtsprechung des EuGH würde diese Unabhängigkeit untergraben und das Schweizer Rechtssystem entwerten.

Weiterhin muss die Frage der wirtschaftlichen Folgen kritisch hinterfragt werden. Die Liberalisierung bestimmter Sektoren, die mit der EU-Anbindung einhergehen könnte, birgt das Potenzial, schweizerische Unternehmen und Arbeitsplätze zu gefährden, insbesondere wenn diese nicht über die gleichen Ressourcen und Marktanteile verfügen wie ihre europäischen Konkurrenten. Es ist unklar, ob die angepriesenen Vorteile einer engeren Zusammenarbeit die potenziellen Nachteile für die Schweizer Wirtschaft, Landwirtschaft und insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen überwiegen. Eine solche Annäherung könnte langfristig zu einer Erosion der Wettbewerbsfähigkeit und zu unerwünschten sozialen Verwerfungen führen, die mit Artikel 110 BV, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls der Bevölkerung zum Ziel hat, schwer vereinbar wären. Die Schweiz muss ihre Souveränität wahren und darf sich nicht in ein Abkommen drängen lassen, das ihre rechtliche und politische Autonomie schwächt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländischen Umsetzungen der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind kritisch zu hinterfragen. Es ist festzustellen, dass die derzeitigen Vorschläge eine bedenkliche Erosion der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien implizieren. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung, wie sie die bilateralen Verträge in der Vergangenheit ermöglichten, widerspricht fundamentalen Grundsätzen der demokratischen Legitimation.

Insbesondere die Übernahme von EU-Rechtsakten durch institutionelle Verweise, wie sie in diversen Abkommen praktiziert wird, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die rechtsstaatliche Gewaltenteilung. Artikel 4 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Kantone und die Achtung der Mehrheitsprinzipien. Die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen laufen jedoch Gefahr, diese Garantien auszuhöhlen, indem Entscheidungen, die in der Schweiz bindende Wirkung entfalten, primär in Brüssel getroffen werden. Die Schweiz würde dadurch zu einem blossen Anwender von EU-Recht, ohne dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger oder ihre gewählten Vertreter noch substanziell Einfluss nehmen könnten.

Ferner ist die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die sich über die ursprünglich vereinbarten Bereiche hinaus erstrecken könnte, nicht zu unterschätzen. Die Auslegung und Anwendung des übernommenen EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) würde die schweizerische Rechtsordnung de facto mitbestimmen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Massnahmen zur Wahrung der inneren Sicherheit, welches die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Wahrung der Rechtsstaatlichkeit betont. Die Rolle des EuGH als ultimative Interpretationsinstanz für eine Vielzahl von Rechtsbereichen würde die Autonomie des schweizerischen Rechtssystems empfindlich stören.

Es ist daher unumgänglich, dass jegliche Abkommen mit der EU so gestaltet werden, dass die Souveränität der Schweiz, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die direktdemokratischen Instrumente uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen scheinen diesem Gebot nicht gerecht zu werden und stellen eine Gefahr für die Eigenständigkeit und die demokratische Legitimität unseres Rechtswesens dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung zur Lebensmittelsicherheit stellt keine wirkliche Verbesserung der

Sicherheit dar, sondern vielmehr eine bedenkliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies ist ein direkter Frontalangriff auf die fundamentalen Prinzipien unserer nationalen Gesetzgebung, insbesondere der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG). Anstatt die sprichwörtliche Schweizer Qualität zu sichern, droht die Angleichung an oft tiefere EU-Standards einen unverkennbaren Qualitätsverlust und eine Entwertung des Labels "Made in Switzerland".

Die befürchtete "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren eigenmächtig Kontrollbefugnisse in unseren Betrieben, von Ställen bis zu Restaurants, erhalten sollen, ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Dies macht Schweizer Betriebe zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie wird über unsere Produzenten hereinbrechen. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Diese Regelung höhlt zudem systematisch unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium aus und zwingt uns, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) bedeuten einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen Verlust an Souveränität. Unsere nationalen, oft strengeren Vorschriften für Transport und Schlachtung werden zugunsten von EU-Standards aufgegeben. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen damit die parlamentarische Kontrolle. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) unterstellen uns fremden Diktaten und geben die Kontrolle über Bereiche von höchster nationaler Bedeutung auf. Diese Vorlage ist keine Stärkung, sondern eine Aushöhlung unserer Eigenständigkeit und ein gefährlicher Schritt in die falsche Richtung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine fundamentale Aushöhlung der Schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden und somit eine klare demokratische Legitimation aufweisen, soll durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies widerspricht dem Geist unseres Landes und gefährdet die Möglichkeit, gezielt lokale und regionale Anliegen, wie den Regionalverkehr, die kantonalen Banken, die Kulturförderung oder die Unterstützung lokaler KMU, zu unterstützen.

Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Unterstellung ihrer Förderentscheide unter eine zentrale, EU-konforme Behörde in Bern massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu verfügen, werden sie zu Bittstellern degradiert. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Insbesondere die Schaffung der Beihilfekammer in der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist äusserst bedenklich. Diese "Superbehörde" wird gemäss Art. 3 BHÜG primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht.

Besonders stossend für unseren Föderalismus ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht, dass kantonale Souveränität durch abstrakte Normenkontrolle vor dem Bundesgericht gekippt werden kann, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese

Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die Schweiz jegliche eigenständige Kontrollmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor verliert. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt und der neuen Behörde ungestörtes Agieren ermöglicht. Diese Regelung ist schlichtweg inakzeptabel und muss im Lichte der Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer föderalistischen Ordnung entschieden abgelehnt werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine gravierende Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die geplante Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht ausländischen Anbietern, innereuropäische Verkehrsleistungen zu erbringen. Dies wird unweigerlich zur "Rosinenpickerei" führen, bei der ausländische Unternehmen sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein lassen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung mit Bahnleistungen.

Des Weiteren birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, die bisher integraler Bestandteil der Service-public-Finanzierung waren, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das Angebot des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bürger.

Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Bestrebungen wie die Einführung von Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine erhebliche Gefahr für die Souveränität, die Finanzierung und die Qualität des Schweizer Service public im Landverkehr darstellen. Es ist unabdingbar, diese negativen Auswirkungen kritisch zu prüfen und abzuwenden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarktumfeld stellen einen fundamentalen und besorgniserregenden Bruch mit bewährten Schweizer Prinzipien dar und gefährden unsere Energiesouveränität sowie die Versorgungssicherheit.

Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, wie sie durch die Verweise auf ACER und ENTSO-E impliziert wird, werden wir zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert. Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was eine de facto Aufgabe unserer Souveränität bedeutet. Die ElCom wandelt sich von einer

unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Recht. Dies bedeutet die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften und das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, was im Widerspruch zu den Prinzipien einer eigenständigen nationalen Gesetzgebung steht.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Deren Einspeisevorrang, ein Eckpfeiler lokaler und dezentraler Energieproduktion, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein höchst riskantes Unterfangen. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze weiter einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer gesellschaftlichen Stabilität dar. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, entgegen dem klaren Willen des Schweizer Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, führt zu einer massiven Ausweitung der Zuwanderung, deren negative Folgen für unsere Sozialwerke und die innere Sicherheit nicht ignoriert werden können.

Die Einführung eines faktisch unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, verglichen mit den bisherigen zehn, untergräbt die Prinzipien der inneren Sicherheit. Ein solcher Status, der selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, setzt ein falsches Signal und belastet unsere Sozialwerke und die Steuerzahler unverhältnismässig. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Eigenverantwortung und Leistungsgerechtigkeit, die unser Sozialsystem prägen sollten.

Der Familiennachzug wird in einer für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Weise ausgeweitet. Die

Möglichkeit für Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, wird zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung führen und eine immense Zusatzbelastung für unsere Sozial- und Infrastruktursysteme darstellen.

Die sogenannte „Schutzklausel“ im revidierten Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist eine reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie zur Anwendung kommen wird. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen im Falle einer Anwendung entlarvt diese Klausel als eine Erpressung, keine Schutzmassnahme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, kaum noch möglich. Dies widerspricht diametral dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die automatische Rechtsübernahme durch die sogenannte „Integrationsmethode“ bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung faktisch keine Entscheidungsbefugnis mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird gezwungen, die Folgen der Gleichbehandlung von EU-Bürgern zu tragen.

Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) untergräbt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Insbesondere im Gesundheitswesen, wie die Änderungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35, 50) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) zeigen, birgt die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit, da die nationale Kontrollhoheit an ein bürokratisches EU-System delegiert wird.

Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte unserer Bürger.

Diese Vereinbarungen gefährden nicht nur unsere wirtschaftliche Stabilität und unsere Sozialwerke, sondern auch unsere demokratischen Prinzipien und unsere Souveränität. Es ist zwingend erforderlich, dass diese weitreichenden Nachteile für die Schweiz klar benannt und entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind als unzureichend und primär kosmetischer Natur zu betrachten. Sie bieten keine adäquate Kompensation für den massiven Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden die flankierenden Massnahmen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen Massnahmen, was vor allem ausländischen Unternehmen mit Lohndumping-Absichten zugutekommt.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des

Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, geregelt in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Angestelltengesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Insgesamt bewirken die vorgeschlagenen Massnahmen keine Verbesserung, sondern eine Schwächung des Schweizer Lohnschutzes und eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einer rechtsverbindlichen Form stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Was bislang als freiwillige, vom Parlament kontrollierte Geste der Solidarität und zur Förderung der bilateralen Beziehungen konzipiert war, wird durch die Schaffung eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht verwandelt. Diese Umwandlung entzieht dem Parlament die entscheidende demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen und reduziert die Schweiz zu einer Zahlmeisterin ohne Stimmrecht, deren Beiträge nicht an konkrete Marktzugangsvorteile oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse geknüpft sind.

Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr einer unaufhaltsamen Kostensteigerung. Die zunächst kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr sind nicht als feste Grösse, sondern als Lockangebot zu verstehen, dessen Entwicklung die Schweiz zukünftig nicht mehr beeinflussen kann. Die Verpflichtung zur Nachzahlung gemäss den Vorgaben der EU, ohne Mitspracherecht oder Ausstiegsmöglichkeit, ist faktisch eine Zwangsabgabe, die unsere Verhandlungsposition nachhaltig schwächt.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine formale Anpassung. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als permanenten und unabdingbaren Bestandteil der Schweizer Rechtsordnung. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Gelder geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments auf unzulässige Weise aushebelt. Anstatt über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden, wird das Parlament lediglich zum Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung degradiert.

Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1

Abs. 2 Bst. b ist besonders bedenklich. Hier wird der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU eine gesetzliche Legitimation zu verschaffen. Dies ist ein Missbrauch der nationalen Identität und ein Versuch, die negativen Aspekte des Abkommens zu verschleiern. Insgesamt widerspricht die vorgeschlagene Regelung fundamental den Prinzipien der parlamentarischen Demokratie und der nationalen Souveränität.

Prise de position concernant la Consultation au sujet du paquet Suisse-EU

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Nicolas Belleville (privé)

Date: 13.09.2025

Contact: Belleville Nicolas · 0796630969 · nicolas.belleville@protonmail.com

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

L'initiative de mise en œuvre nationale des accords susmentionnés soulève des préoccupations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté helvétique et la capacité de la Suisse à définir sa propre voie législative. Si le texte actuel ne présente que quelques lignes, la position de mécontentement qui le sous-tend mérite une exploration approfondie et une argumentation rigoureuse pour exprimer les réserves sérieuses de la Suisse. Il est impératif de constater que l'alignement sur le droit de l'Union européenne, même sous couvert de « mise en œuvre nationale », représente une forme d'adhésion *de facto* à un ensemble de normes et de réglementations dont la Suisse n'a pas participé à l'élaboration. Ce processus, bien que présenté comme une adaptation nécessaire pour maintenir les accords bilatéraux, risque de miner progressivement la capacité de la Suisse à légiférer de manière autonome, en particulier dans des domaines où des divergences d'intérêt avec l'UE pourraient émerger. L'article 120, alinéa 2, de la Constitution fédérale suisse (Cst.) stipule que la Confédération œuvre au maintien des relations de bon voisinage et de coopération avec les États voisins, ainsi qu'à leur intégration dans l'ordre européen. Cependant, cette disposition ne saurait être interprétée comme une autorisation d'une renonciation à la souveraineté législative. Au contraire, elle impose un devoir de vigilance pour que cette coopération ne se fasse pas au détriment des principes fondamentaux de l'ordre juridique suisse et de la volonté du peuple et des cantons. L'application de normes étrangères sans un contrôle démocratique suffisant et sans possibilité de dérogation constitue une dérive par rapport à cet article constitutionnel. De surcroît, le principe de la primauté du droit de l'Union européenne, inhérent à la logique des accords bilatéraux qui s'y réfèrent explicitement ou implicitement, pose un problème juridique majeur. Bien que le droit suisse ne reconnaisse pas formellement cette primauté, la pratique de son application, notamment via l'adoption de dispositions qui reprennent le droit européen, tend à la rendre effective. Cela peut aboutir à une situation où les tribunaux suisses, pour appliquer correctement les accords, seraient contraints de privilégier des normes européennes sur des normes nationales, même si ces dernières sont plus favorables à l'intérêt suisse ou reflètent une volonté politique nationale claire. L'article 1 de la Loi fédérale sur les actes de droit de l'Union européenne (LADE) prévoit que le droit de l'UE est appliqué dans la mesure où les accords le prévoient, ce qui, en pratique, peut conduire à une ingérence significative dans le champ législatif national. Il faut également souligner le manque de transparence et la complexité du processus d'adoption de ces normes européennes. Souvent, ces textes sont le fruit de négociations complexes au sein de l'UE, auxquels la Suisse n'a qu'un rôle consultatif, voire aucun. L'intégration de ces règles dans le droit suisse se fait ensuite dans un cadre moins visible pour le citoyen et le parlement, ce qui pose des questions de légitimité démocratique. L'article 164, alinéa 2, de la Cst. exige que la législation soit compréhensible, claire et appliquée de manière uniforme. Or, l'intégration continue de droit européen, souvent évolutif et complexe, rend de plus en plus difficile la compréhension et l'application uniforme de la loi suisse. La question de la flexibilité et de la capacité d'adaptation de la Suisse est également remise en cause. En se liant étroitement au droit de l'UE, la Suisse perd une partie de sa capacité à réagir rapidement et de manière indépendante aux évolutions technologiques, économiques ou sociales qui pourraient nécessiter des solutions législatives spécifiques et adaptées à son contexte particulier. L'article 173 de la Cst. confère au Parlement la tâche de surveiller l'application du droit de l'UE et de veiller à ce que les accords soient respectés. Cependant, cette surveillance peut devenir une tâche ardue, voire impossible, si le droit européen dicte trop largement la législation suisse. Enfin, la perspective d'une « intégration différenciée »,

souvent avancée pour justifier ce type de mise en œuvre, ne doit pas masquer le risque d'une gravitation progressive et inévitable vers un statut subordonné. Sans un contrôle démocratique renforcé et sans mécanismes clairs permettant à la Suisse de conserver une marge de manœuvre significative, la mise en œuvre nationale risque de n'être qu'une étape vers une européanisation accrue, au détriment de l'identité juridique et politique de la Suisse. Il est essentiel que toute future adaptation du droit suisse dans le cadre des accords bilatéraux soit soumise à un examen approfondi de sa conformité avec les principes constitutionnels suisses, en particulier ceux relatifs à la souveraineté populaire, à la démocratie directe et à la prééminence du droit national tel qu'élaboré par les institutions suisses.

Aides d'État

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant au projet de réglementation des aides d'État dans le cadre de l'accord institutionnel avec l'Union européenne. Les propositions soumises sapent fondamentalement la souveraineté suisse, la structure fédérale de notre État et le contrôle démocratique sur des politiques essentielles. Le point central de notre critique réside dans l'abolition de la pratique actuelle, bien établie et éprouvée, selon laquelle les subventions sont des décisions politiques légitimées démocratiquement par la Confédération, les cantons et les communes. Ces aides, qu'elles visent le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les petites et moyennes entreprises locales, seraient désormais soumises à un régime de contrôle technocratique et rigide de l'Union européenne. Ceci constitue une dérive inacceptable d'un système où les décisions économiques et sociales sont prises par des représentants élus, pour un système où elles seraient dictées par une autorité supranationale étrangère. La souveraineté des cantons et leur autonomie fédérale sont massivement minées. Au lieu de pouvoir décider en toute indépendance de la promotion économique locale, leurs décisions devraient à l'avenir être validées par une autorité centrale à Berne, se conformant aux normes de l'UE. C'est une attaque directe contre notre fédéralisme, un pilier de notre identité nationale et de la diversité de nos régions. L'article 3 de la Constitution fédérale garantit la sauvegarde des intérêts des cantons, principe qui serait ici ostensiblement violé. La Suisse s'expose à une surveillance systématique de la part de l'UE. Les aides d'État devront être notifiées et approuvées par la Commission européenne, ce qui fera de notre pays un simple récepteur de règles, vidant de sa substance notre propre pilotage de la politique économique nationale. L'article 123 alinéa 2 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération agit dans l'intérêt général et de la prospérité du pays, serait subordonné aux intérêts de l'UE. Des secteurs critiques tels que l'approvisionnement énergétique – où de nombreuses entreprises électriques appartiennent aux cantons et aux communes – le transport aérien et le transport routier seraient soumis au contrôle de l'UE. Cela met en péril notre autonomie stratégique et le service public dans des domaines fondamentaux de notre infrastructure. La garantie de la sécurité et de l'approvisionnement national, qui relève de la responsabilité première de la Confédération, serait compromise. La création d'une nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO) constitue la formation d'une "super-autorité" agissant comme un "bras étendu de l'UE". Les décisions de cette chambre ne serviraient plus primairement les intérêts suisses, mais la compatibilité avec le droit de l'UE. Le contrôle démocratique sur cette instance puissante est notoirement insuffisant. La loi sur la concurrence (RS 251) et son application actuelle visent la promotion d'une concurrence loyale au bénéfice de la Suisse. Cette nouvelle configuration inverserait cette logique. Les cantons perdent leur autonomie organisationnelle et procédurale. Ils sont réduits au rang de requérants dans le nouveau système et n'ont pas de droit d'audition formel lorsque la nouvelle chambre des aides d'État examine leurs décisions souveraines. Il s'agit d'une rétrogradation inacceptable de leur statut. Le nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSAE) et l'adaptation de la loi sur les cartels (LC, art. 18 al. 2) créent une nouvelle "super-autorité" qui agit comme un "bras étendu de l'UE", sapant le contrôle démocratique et fédéraliste sur les subventions. Les cantons perdent, par la LSAE et les adaptations de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF, art. 82 let. bbis), leur autonomie procédurale, car leurs décisions de subventionnement, prises démocratiquement, peuvent être contrôlées et annulées par une autorité centrale en fonction de leur compatibilité avec le droit de l'UE, et en dernier ressort

par le Tribunal fédéral. L'article 189 alinéa 1 de la Constitution fédérale, qui stipule que le Tribunal fédéral applique le droit fédéral, serait ici détourné au profit d'une application de droit étranger sous couvert de conformité. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LAvC) signifie la perte de la compétence de contrôle nationale de la WEKO sur les aides dans le secteur stratégique du transport aérien et soumet ce secteur entièrement au nouveau régime de l'UE. La LAvC (RS 748.0) a été conçue pour servir les intérêts de la Suisse dans ce domaine, et non pour se plier aux règles d'un bloc étranger. La création de la LSAE est une atteinte fondamentale à notre ordre économique et juridique. Elle institutionnalise la soumission au droit des aides d'État de l'UE et crée, avec la nouvelle chambre des aides d'État (art. 3 LSAE), une instance de contrôle centrale qui impose non pas les intérêts suisses, mais la compatibilité avec l'UE. La pratique actuelle, décentralisée et démocratiquement légitimée, des subventions suisses est ainsi sapée, et la souveraineté de la Confédération et des cantons est massivement restreinte. L'adaptation de la LTF est particulièrement choquante pour notre fédéralisme. En conférant à la nouvelle autorité des aides d'État un droit de recours direct contre les actes cantonaux (nouvel art. 82 let. bbis LTF), les cantons sont réduits au rang d'unités administratives subordonnées. Leurs décisions démocratiquement légitimées peuvent être contestées devant le Tribunal fédéral par une autorité centrale et annulées par le biais d'un contrôle abstrait des normes (art. 98a LTF). C'est une atteinte inacceptable à l'autonomie cantonale. L'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral par les nouveaux articles 31a, 33 et 37a-c de la loi sur la procédure administrative (LPA) cimente la centralisation du contrôle juridique. Au lieu que les instances cantonales restent compétentes, un nouveau droit de recours (art. 31a LPA) est créé, permettant à l'autorité centrale des aides d'État, conforme à l'UE, de saper la souveraineté cantonale et d'affaiblir les structures fédéralistes. L'intégration de la chambre des aides d'État dans la WEKO conformément à l'art. 18 al. 2 LC crée un centre de pouvoir opaque. Cette "super-autorité" ne surveillera pas seulement le droit des cartels, mais agira également comme exécutrice du droit des aides d'État de l'UE. Cette concentration de pouvoir dans une seule autorité, éloignée du contrôle démocratique direct, est dangereuse et contrevient aux principes de la séparation des pouvoirs et de la responsabilité démocratique. La suppression sans remplacement de l'art. 103 LAvC est un exemple clair de renonciation à la souveraineté nationale. La compétence d'examen de la WEKO pour les aides dans le secteur stratégique du transport aérien, axée jusqu'alors sur les intérêts suisses, est sacrifiée. Dorénavant, seules les règles du droit des aides d'État de l'UE s'appliqueront, privant la Suisse de toute capacité de contrôle et de gestion autonome dans ce secteur. L'exclusion du Surveillant des prix des séances de la chambre des aides d'État, conformément à la modification de l'art. 5 al. 2 LSCPr, est un signal alarmant. Cela affaiblit la protection des consommateurs et la transparence, car pendant que la nouvelle autorité prend des décisions qui peuvent avoir un impact direct sur les prix et les coûts pour les citoyens, la voix du "gardien des prix" officiel est réduite au silence. Ceci ne sert qu'à permettre à la nouvelle autorité conforme à l'UE d'opérer sans entrave. En conclusion, les propositions actuelles représentent une dérive dangereuse qui sacrifie notre souveraineté, notre fédéralisme et notre contrôle démocratique au profit d'une intégration institutionnelle forcée avec l'Union européenne, dont les bénéfices pour la Suisse sont au mieux incertains et dont les coûts en termes d'autonomie sont considérables. Nous appelons à un rejet ferme de ces mesures.

Électricité

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant à l'accord proposé dans le domaine de l'électricité, perçu comme une capitulation dangereuse de notre souveraineté énergétique au profit d'une intégration poussée avec l'Union européenne. Loin d'apporter des bénéfices tangibles et durables, cette démarche risque de fragiliser considérablement notre système énergétique national, au détriment de la sécurité d'approvisionnement, de la stabilité des prix et de nos structures de gouvernance. L'une des préoccupations majeures réside dans le transfert de compétences et la subordination de nos instances de régulation à des structures européennes. L'intégration institutionnelle dans la supervision de l'UE, notamment via des entités comme ACER et ENTSO-E, nous transforme en un acteur contraint, dépourvu de voix décisionnelle mais financièrement engagé. Les décisions cruciales concernant notre infrastructure électrique, un pilier

de notre économie et de notre société, seraient désormais dictées depuis Bruxelles. La Commission fédérale de la concurrence (Comco) ou la Commission fédérale de réglementation de l'électricité (ElCom), qui devrait devenir une simple "instance d'exécution opérationnelle du droit de l'UE", perdent leur légitimité démocratique et leur capacité à adapter la régulation aux spécificités helvétiques. Cette assimilation forcée sonne le glas d'une régulation énergétique indépendante, conçue pour répondre aux besoins propres à la Suisse. Le modèle actuel de notre production hydroélectrique, fondement de notre sécurité énergétique et source de revenus pour les cantons de montagne, se trouve existentiellement menacé. Les règles européennes en matière d'aides d'État pourraient qualifier le système actuel des redevances hydrauliques de subvention illicite, conduisant à sa suppression. Cette perspective est inacceptable, car elle saperait les finances de nombreuses communes et cantons, tout en remettant en cause un modèle éprouvé qui a contribué à la stabilité de notre approvisionnement. Parallèlement, les structures fédérales, qui garantissent une gouvernance décentralisée et adaptée aux réalités locales, sont mises à mal. Les centrales électriques communales, maillon essentiel de notre réseau de distribution et de production locale, seraient affaiblies. Leur priorité d'injection traditionnelle, gage de leur viabilité économique et de leur rôle dans la transition énergétique, risque d'être annulée par les règles européennes de concurrence. Cette uniformisation au détriment de la production locale et décentralisée est une erreur stratégique majeure qui ignore la richesse de nos modèles énergétiques diversifiés. La sécurité de l'approvisionnement national est sacrifiée sur l'autel de la libéralisation du marché. Les dispositions prévues, notamment l'article 8b et suivants du futur StromVG, qui envisagent une réserve énergétique manifestement insuffisante, ne répondent pas aux exigences d'une véritable sécurité d'approvisionnement. La possibilité de constituer des réserves stratégiques, comme la réserve hydraulique, se verrait limitée par le droit européen. De plus, cette libéralisation pose la question cruciale de la responsabilité : qui assumera la garantie de l'approvisionnement lorsque le marché échouera, ce qui est inévitable en temps de crise ? Ce vide de responsabilité est inacceptable et représente un risque démesuré pour la population et l'économie suisse. La libéralisation complète du marché de l'électricité, telle qu'envisagée par les articles 4a et suivants du StromVG, est une politique risquée qui mènera inévitablement à une volatilité accrue des prix, et donc à une augmentation des coûts pour les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que pour les ménages. Les coûts liés à la garantie de l'approvisionnement, que le "marché libre" ne pourra ou ne voudra pas supporter, seront inévitablement répercutés sur les consommateurs sous forme de nouvelles taxes et de surcharges. La notion même de tarif social ou de protection des consommateurs vulnérables pourrait être compromise dans un marché totalement dérégulé. Le projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG), avec son chapitre 1a introduisant une libéralisation complète (art. 4a et suivants), constitue une expérience hautement risquée au détriment de la population et de l'économie suisses. Elle engendrera une volatilité des prix imprévisible et sapera la stabilité et la fiabilité de l'approvisionnement de base, qui ont fait la force de notre système jusqu'à présent. La sécurité d'approvisionnement serait livrée au diktat du marché, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses en période de crise. Les modifications proposées à l'article 15 du nouveau droit sur l'énergie (EnG) constituent un coup direct porté à la production d'énergie décentralisée et proche des citoyens. En abaissant drastiquement la limite de puissance, de 3 MW à 200 kW, de très nombreux petits et moyens producteurs, qu'il s'agisse de centrales communales, de fermes solaires agricoles ou de petites installations de biomasse, seront désavantagés. Leur viabilité économique sera affaiblie, ce qui va à l'encontre de la stratégie énergétique suisse qui devrait promouvoir la production locale et renouvelable. Au lieu de cela, le nouveau dispositif privilégie les grands acteurs centralisés et les importations d'énergie dont les origines et les coûts environnementaux sont souvent opaques. L'introduction d'une exclusion du soutien en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG) crée une incertitude d'investissement considérable pour les énergies renouvelables. Cela freine le développement nécessaire des installations solaires, éoliennes et de biomasse en Suisse et nous rendrait davantage dépendants des marchés électriques étrangers imprévisibles et des énergies fossiles. Cet élément est particulièrement préoccupant dans le contexte actuel de crise climatique et de besoin urgent de décarbonisation. L'extension massive des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) apparaissent comme des

instruments d'alignement sur l'UE. La Suisse perdrait la maîtrise de son infrastructure critique et se soumettrait à une régulation pilotée depuis Bruxelles. Nos structures fédérales et la collaboration éprouvée entre la Confédération et les cantons seraient ainsi démantelées. La suppression de l'exception pour la société nationale de réseau à l'article 8, alinéa 2 BATE est un autre pas vers la soumission au régime de l'UE. Au lieu d'une réglementation adaptée aux spécificités suisses, notre société nationale de réseau serait soumise, sans nécessité, aux mêmes règles souvent inadaptées que les gigantesques conglomérats européens. Cela représente une perte de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos réseaux électriques. En conclusion, le projet tel qu'il est présenté constitue une remise en cause fondamentale de notre modèle énergétique, de notre indépendance et de nos structures démocratiques. Il est impératif de rejeter cette voie dangereuse et de réaffirmer notre droit à définir nous-mêmes notre avenir énergétique, dans l'intérêt de notre sécurité, de notre prospérité et de notre souveraineté.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant au projet de loi soumettant la Suisse à une intégration accrue du droit de l'Union européenne dans le domaine de la libre circulation et de l'immigration. Les modifications proposées, loin de refléter une gestion prudente et souveraine de notre politique d'immigration, constituent une capitulation face aux exigences bruxelloises, portant atteinte à notre droit constitutionnel, à notre sécurité sociale et à notre démocratie directe. L'extension massive de la libre circulation, induite par la reprise de la directive sur les citoyens de l'Union, contredit directement l'article 121a de la Constitution fédérale suisse (BV) et le mandat clair donné par le peuple d'une immigration maîtrisée par la Suisse elle-même. L'instauration d'un nouveau «droit de séjour permanent» après seulement cinq ans, qualifié de «C PLUS», constitue une forme de « Niederlassung» quasi inamovible. Cette nouvelle disposition, particulièrement préoccupante, rend l'éloignement d'individus même en cas de délinquance avérée ou de dépendance durable à l'aide sociale extrêmement difficile, voire impossible. Une telle mesure sape les fondements de notre sécurité intérieure et menace la viabilité de nos systèmes sociaux, dont les coûts seront inexorablement transférés aux contribuables suisses, aux cantons et aux communes. Le projet actuel favorise de manière flagrante l'immigration dans nos systèmes de prévoyance sociale. Les citoyens de l'UE, ainsi que leurs familles par regroupement, se voient octroyer un droit de séjour de facto, indépendamment de leur contribution économique ou de leur dépendance aux prestations sociales. Les coûts sociaux engendrés, qui devraient être supportés par la solidarité nationale, se retrouveront ainsi à la charge de la population suisse, sans contrepartie proportionnelle. L'élargissement du regroupement familial, qui permettra à terme le droit d'établissement de parents, grands-parents et beaux-parents, dépasse les limites raisonnables de ce que peut supporter un État non membre de l'UE, et promet une augmentation incontrôlable de l'immigration et des dépenses sociales associées. La prétendue «clause de sauvegarde» prévue dans le paquet d'accords est une illusion pure et simple. Les conditions d'application imposées sont d'une telle rigueur qu'elle ne trouvera, dans la pratique, aucune application. Pire encore, toute tentative de recours à cette clause, si minime soit-elle, expose la Suisse à des mesures de rétorsion de la part de l'UE. Il ne s'agit donc pas d'une véritable protection, mais d'un instrument de pression, voire d'une clause d'extorsion destinée à contraindre la Suisse à une soumission inconditionnelle. L'adoption future du droit de l'UE en matière d'immigration, via la «méthode d'intégration», confère à Bruxelles un pouvoir législatif de fait, privant le Parlement et le peuple suisses de toute décision future dans ce domaine stratégique. Cette automatisation de la reprise du droit européen est une atteinte inacceptable à notre souveraineté et à notre démocratie directe. L'adaptation de la Loi sur l'immigration (Loi sur les étrangers et l'intégration - LEI), notamment avec l'introduction du nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a, acte la légalisation de l'immigration dans nos systèmes sociaux. L'extension des droits à l'aide sociale pour les ressortissants de l'UE, rendant quasi impossible leur exclusion même en cas de dépendance, cimente cette dérive. La nouvelle «clause de sauvegarde» de l'article 21b LEI, loin d'offrir une véritable solution, se révèle être un placebo inefficace. Elle définit des indicateurs sans imposer de mesures contraignantes, excluant de fait les contingents unilatéraux, transformant ainsi cette disposition en un tigre sans défense. En réponse à

la mise en demeure de traiter les citoyens de l'UE de manière identique, le projet propose l'instauration de frais de scolarité considérablement plus élevés pour les étrangers dans le cadre de la loi sur les EPF (art. 34d al. 2bis) et de la loi sur le financement des hautes écoles (HFKG) (art. 61a). Ces mesures constituent un aveu de la part des autorités qu'une intégration accrue de la libre circulation engendre des coûts substantiels et inacceptables dans le domaine de l'éducation. Ces frais supplémentaires, qui pèseront sur les étudiants étrangers, et par conséquent sur la réputation de nos institutions d'enseignement, serviront à compenser une partie des dépenses massives engendrées par cette politique. Le projet de loi sur la coopération policière et judiciaire transfrontalière (LCPJ), qui institutionalise notre subordination au système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI), est une autre manifestation de cette capitulation. Au lieu d'une évaluation nationale rigoureuse des qualifications professionnelles, le texte impose une reconnaissance automatisée. Cette approche sacrifie la rigueur suisse et notre capacité à réguler notre propre marché du travail au profit d'une simple conformité avec les normes européennes. L'adaptation de la Loi sur l'assurance-chômage (LACI), par l'ajout de l'article 24a instituant une «stratégie de réintégration», n'est qu'une mesure cosmétique visant à masquer la perte de contrôle sur l'afflux de travailleurs sur notre marché. Au lieu de gérer activement l'immigration, nous nous contentons de gérer ses conséquences par des artifices bureaucratiques qui ne parviennent pas à alléger la pression sur nos assurances sociales. La création d'un nouveau cadre de paiement (art. 48 al. 2 let. c) et d'un mécanisme de contribution spécifique (art. 61a) dans la loi sur le financement des hautes écoles (HFKG) pour compenser le traitement équitable des étudiants de l'UE est une preuve supplémentaire des coûts cachés et considérables de ce paquet d'accords. Le contribuable suisse devra assumer directement le fait que nos cantons soient contraints d'immatriculer les citoyens de l'UE aux mêmes conditions (avantageuses) que les nationaux. L'adaptation de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), en particulier l'ajout de la chiffre 27 à l'article 49 al. 2, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE. Il s'agit d'une nouvelle étape dans l'érosion de notre souveraineté en matière de politique sociale. La Suisse perd ainsi sa capacité à définir les règles de sa prévoyance professionnelle de manière autonome et dans l'intérêt de ses assurés. L'altération du droit sur la libre circulation, spécifiquement le nouveau paragraphe 1bis de l'article 25f, restreint le versement en espèces des avoirs de caisse de retraite lors d'un départ vers l'UE. Cette mesure est une conséquence directe de la subordination au droit de l'UE et une ingérence dans les droits de propriété des assurés suisses, dictée par Bruxelles. Cette modification apparemment technique du Code civil suisse (art. 89a al. 6 ch. 24) s'inscrit dans la logique d'une assimilation progressive du droit social européen au sein de notre législation civile. Elle démontre l'ampleur de l'influence du droit de l'UE et la manière dont même notre droit civil n'échappe pas à cette logique d'adaptation permanente. L'intégration de la carte professionnelle européenne (CPE) dans la loi sur la libre circulation des personnes (LLCP) (art. 2 al. 1bis) remplace la procédure d'examen suisse éprouvée par un mécanisme automatisé de l'UE. Ce changement présente le risque d'une érosion progressive des normes professionnelles et soustrait aux autorités suisses le contrôle de l'accès des prestataires de services. Dans la loi sur les professions médicales (LPMéd), l'introduction de la CPE (art. 15, 35) annule la procédure d'examen individuelle et rigoureuse des diplômes étrangers. Particulièrement dans le domaine sensible de la santé, cela représente un risque incalculable pour la sécurité des patients. La responsabilité de l'assurance qualité est déléguée par les nouvelles dispositions de l'article 50 à un système bureaucratique européen. Dans la loi sur les professions de la santé (GesBG), l'introduction de la CPE/IMI (art. 10, 15) entraîne également une perte de la souveraineté nationale en matière de contrôle. La Suisse ne sera plus en mesure de garantir de manière autonome que le personnel de santé étranger possède les qualifications requises pour notre système. Il s'agit d'une déréglementation dangereuse au nom de l'alignement sur l'UE. Enfin, la connexion au système IMI dans la loi sur la profession de psychologue (LPsy, nouvel art. 37 al. 4) illustre l'abandon généralisé de la compétence de régulation souveraine. Ici aussi, le contrôle national de la qualité est remplacé par un processus automatisé de l'UE, mettant en péril les normes suisses élevées. En conclusion, le paquet d'accords proposé représente une menace sérieuse pour la souveraineté, la sécurité et la prospérité de la Suisse. Il est impératif que le Conseil fédéral et le Parlement rejettent ces propositions et réaffirment la nécessité

d'une politique d'immigration indépendante et maîtrisée, conformément à la volonté du peuple et aux principes constitutionnels helvétiques.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant à l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne, en particulier en ce qui concerne la protection des salaires. Les mesures proposées, loin de renforcer notre système de protection, semblent constituer une concession majeure aux exigences européennes, au détriment de nos acquis sociaux et de la compétitivité de notre marché du travail. Il est manifeste que les mesures de protection des salaires envisagées sont d'une insuffisance flagrante, ne représentant qu'une façade cosmétique face à la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation. Nous craignons une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures. Au lieu de consolider notre protection salariale, qui a fait ses preuves, celle-ci est diluée et alignée sur les standards européens, moins rigoureux. Les nouvelles dispositions, d'une complexité bureaucratique accrue, se révèlent potentiellement moins efficaces que les mesures d'accompagnement actuelles, ouvrant la porte à des pratiques de dumping salarial de la part d'entreprises étrangères. Les mécanismes de contrôle, pierre angulaire de notre système, se voient affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont sapées par l'introduction de structures centralisées et conformes au droit de l'Union européenne. Cette réorganisation risque de réduire le nombre de contrôles et de relâcher l'application des conditions salariales et de travail, au bénéfice des acteurs cherchant à contourner les règles. L'introduction d'une protection spéciale contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, nouvelle disposition de l'article 335l à 335q du Code des obligations, est particulièrement problématique. Elle crée une discrimination injustifiée entre travailleurs, érigeant une classe privilégiée dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et administrative. Cette mesure entrave la flexibilité, essentielle pour les petites et moyennes entreprises (PME), et va à l'encontre des principes de notre marché du travail, tout en éludant la problématique fondamentale de la pression sur les salaires. Les adaptations du droit sur le service public de l'emploi (DSPE) et de la loi sur la sécurité sociale (LSS), notamment en ce qui concerne l'article 9 alinéa 2 de la loi sur le service public de l'emploi (EntsG) portant sur l'extension du système de sanctions, ne constituent pas un renforcement de la protection, mais une refonte dictée par l'UE. L'objectif de ces modifications semble être la compatibilité avec le droit européen, et non nécessairement une amélioration concrète pour les travailleurs suisses. La suppression du droit d'agir de l'ancien article 11 et sa reformulation dans un nouvel article 13a du même texte, bien que présentée comme une simple restructuration juridique, affaiblit la systématique éprouvée et complexifie la défense des droits des travailleurs. La connexion entre la loi sur les marchés publics (LMP) et le nouveau droit sur la contribution de la Suisse à certains États membres de l'UE (Annexe 5 ch. 1 let. d) est également source d'inquiétude. Elle pérennise les paiements de cohésion comme un élément immuable de notre ordre juridique et établit des liens qui renforcent l'emprise politique de l'UE sur la Suisse. Par ailleurs, les nouvelles règles relatives aux associations dans l'article 2 de la loi sur la durée du travail (AVEG) peuvent sembler techniques, mais elles s'inscrivent dans une démarche globale de soumission de notre partenariat social à la logique de conformité européenne. Toute modification de notre système d'extension de force obligatoire des conventions collectives (art. 197 CO) comporte le risque de voir nos mécanismes robustes remplacés par des modèles européens souvent moins contraignants. Enfin, l'assimilation des sanctions de l'UE à des décisions exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel art. 80 al. 2 ch. 6 LP) constitue une abdication de souveraineté inacceptable. La Suisse se retrouve ainsi instrumentalisée pour faire appliquer des sanctions administratives financières de l'UE, sans même que ces décisions étrangères ne fassent l'objet d'une révision judiciaire approfondie sur notre territoire. Cette disposition sape gravement notre propre ordre juridique. En conclusion, la Suisse doit impérativement préserver son autonomie et la force de ses propres réglementations en matière de protection des salaires et des conditions de travail. Les dispositions proposées dans le cadre de la libre circulation ne font que diluer nos acquis et soumettre notre droit du travail à des diktats

européens, sans offrir de garanties suffisantes contre la pression à la baisse sur les salaires. Il est de notre devoir de refuser ces concessions qui menacent notre prospérité et notre modèle social.

Transports terrestres

La soumission du présent projet de loi, visant à adapter la législation suisse en matière de transports terrestres à une intégration plus poussée avec l'Union Européenne, soulève de profondes inquiétudes quant à la préservation de notre souveraineté et à la viabilité de notre service public ferroviaire. Les dispositions proposées, notamment l'introduction de la cabotage ferroviaire par le nouvel article 40ater de la loi sur le chemin de fer (LCheminf) et l'assujettissement aux normes européennes dans le cadre des appels d'offres pour le transport de personnes, tel que stipulé par le nouvel article 32a alinéa 1bis de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), constituent une menace directe pour l'équilibre actuel et l'avenir de notre système de transports. Le service public ferroviaire, pilier de notre mobilité et de notre économie, tel que nous le connaissons et le valorisons, se trouve aujourd'hui fragilisé par ces nouvelles dispositions. L'application potentielle du droit européen des aides d'État, bien que présentée comme une harmonisation, risque de remettre en cause des subventions publiques traditionnellement accordées pour soutenir le trafic marchandises, le trafic régional ou le renouvellement de notre matériel roulant. Ces soutiens financiers, essentiels à l'entretien et à l'amélioration de notre réseau, pourraient être qualifiés d'incompatibles avec le droit de l'UE, menaçant ainsi directement la qualité et l'étendue des services offerts à nos concitoyens. La perte de flexibilité dans la gestion des aides publiques handicape la capacité de la Suisse à adapter ses politiques de soutien aux spécificités de son territoire et de ses besoins. L'ouverture à la cabotage ferroviaire, autorisant des opérateurs étrangers à exploiter des liaisons purement nationales, est une invitation à la "rosée picking". Les entreprises européennes, souvent soutenues par leurs États, se concentreront logiquement sur les axes les plus rentables, délaissant ainsi les lignes secondaires, pourtant indispensables à la desserte des régions moins peuplées et à la cohésion territoriale de notre pays. Cette stratégie de sélection des trajets les plus lucratifs par des acteurs extérieurs mettra à mal la viabilité financière des CFF et des autres entreprises de transport ferroviaire helvétiques, qui assument un mandat de service public universel et non une logique de maximisation des profits sur des segments isolés. Ce principe de "rosée picking" est une menace fondamentale pour le financement de notre système de transport national. La "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral pour garantir la protection de notre service public apparaît, d'un point de vue juridique rigoureux, comme une assurance illusoire. Sans force contraignante et sujette à interprétation, elle n'offre aucune véritable garantie contre les évolutions futures du droit de l'UE. Le mécanisme de "prise de position dynamique" implique que la Suisse devra intégrer, sans marge de manœuvre réelle, toute nouvelle réglementation européenne dans ce domaine. Il s'agit d'une simple déclaration d'intention qui ne saurait freiner l'érosion progressive de notre souveraineté décisionnelle dans un secteur stratégique pour le pays. De plus, l'acceptation de ces accords signifie une renonciation progressive à notre contrôle sur l'infrastructure ferroviaire. L'adoption future de règlements tels que ceux concernant le "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM) tendrait à transférer des compétences de planification et de gestion nationale vers des instances européennes, diluant ainsi notre capacité à définir et à mettre en œuvre notre propre stratégie ferroviaire, adaptée à nos réalités géographiques et démographiques. La modification proposée à l'article 32a alinéa 1bis de la LTV, imposant de prendre en compte les prescriptions du droit européen lors des appels d'offres, constitue une atteinte directe à la souveraineté des cantons et de la Confédération dans l'organisation de leur système de transports publics. Au lieu de pouvoir privilégier les offres qui répondent le mieux aux besoins spécifiques de la population suisse et aux objectifs de développement régional, nous serons contraints d'appliquer des critères dictés par Bruxelles. Cette contrainte est susceptible de mener à des solutions sous-optimales, potentiellement plus coûteuses pour les contribuables, et qui ne correspondent pas nécessairement aux priorités nationales. En conclusion, les dispositions relatives à la cabotage ferroviaire et à l'intégration dans les procédures d'appel d'offres européennes représentent une menace sérieuse pour le modèle du service public ferroviaire suisse, qui a fait ses preuves. Il est impératif de réaffirmer la primauté de nos intérêts nationaux et de préserver l'indépendance de notre

politique des transports. L'adoption de ces modifications affaiblirait notre système, compromettrait l'équité de l'accès aux transports pour tous les citoyens, et diluerait notre capacité à décider de l'avenir de notre infrastructure ferroviaire. Nous ne pouvons accepter une intégration qui se fait au détriment de notre propre modèle de développement et de service public.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au projet soumis à consultation concernant la "Sécurité des denrées alimentaires", qui se révèle être un instrument d'intégration massive et unilatérale de la Suisse au cadre réglementaire de l'Union Européenne. Loin de se limiter à la sphère de la sécurité alimentaire, ce projet constitue une véritable soumission de l'ensemble de notre secteur agricole et de notre industrie alimentaire au diktat de Bruxelles, sous le titre trompeur de "De la ferme à la table". Les conséquences de cette démarche sont multiples et dévastatrices. Premièrement, nos standards de production élevés, qui font la fierté de la Suisse et sont le gage de notre qualité reconnue internationalement, sont directement menacés. L'harmonisation avec des normes européennes souvent moins exigeantes, voire inférieures, entraînera inévitablement une dilution de la qualité "Swiss Made". Le label "Made in Switzerland", qui représente un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs, risque d'être dévalorisé, voire annulé, si nos produits doivent désormais être fabriqués selon des critères moins stricts que ceux que nous avons toujours appliqués. Cette perte de qualité n'est pas seulement une atteinte à notre image, mais aussi une menace directe pour la viabilité économique de nos exploitations familiales, qui se distinguent justement par leur excellence. Deuxièmement, l'instrumentalisation du droit par la clause dite de "guillotine", qui lie l'adoption de cet accord à l'ensemble des autres traités bilatéraux I, constitue une forme d'extorsion politique inacceptable. La possibilité de renégocier ou de rejeter ce traité, manifestement désavantageux, est conditionnée à la mise en péril de l'ensemble de nos accords avec l'UE. Cette manœuvre vise à priver la Suisse de sa souveraineté décisionnelle et à la forcer à accepter des dispositions qui vont à l'encontre de ses intérêts nationaux. Troisièmement, l'accès et les pouvoirs de contrôle accordés aux inspecteurs de l'UE dans nos exploitations agricoles, nos fromageries et nos restaurants représentent une ingérence sans précédent dans notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de surveillance pour une autorité étrangère, violant le principe fondamental de l'autonomie de notre système de contrôle. Cette érosion de la souveraineté est d'autant plus préoccupante qu'elle affecte un secteur vital pour notre économie et notre identité. Quatrièmement, une vague de bureaucratie étouffante s'apprête à déferler sur nos producteurs. Loin de se limiter aux grandes entreprises, les dispositions européennes menacent d'imposer des réglementations complexes et inadaptées aux petits exploitants, aux magasins à la ferme, aux producteurs artisanaux de fromage d'alpage, aux bouchers de village, et même aux associations organisant des manifestations locales. Ce fardeau administratif disproportionné risque de détruire des traditions locales et de menacer des équilibres économiques fragiles, mettant en péril des modèles d'affaires qui ont fait leurs preuves et qui sont ancrés dans notre paysage culturel. Cinquièmement, le projet actuel porte atteinte de manière flagrante à notre démocratie et à la volonté du peuple. Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), qui a été confirmé à plusieurs reprises par le peuple suisse, est systématiquement sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits de l'UE contenant des traces d'OGM, bafouant ainsi la décision démocratique et privant nos concitoyens du droit de choisir des aliments exempts de ces technologies. Sur le plan juridique, la Totalité de la révision du Loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité suisse, nos producteurs et nos consommateurs. En soumettant l'intégralité de la chaîne alimentaire au droit de l'UE, elle promet une bureaucratie asphyxiante et une perte des standards élevés qui caractérisent nos produits. La LMG était le pilier de notre système de protection, et sa modification dans le sens proposé équivaut à un abandon de souveraineté. Les adaptations prévues dans le Tierschutzgesetz (TSchG), notamment aux articles 15a et 21, imposent à la Suisse de renoncer à ses réglementations, souvent plus strictes et éprouvées, en matière de transport et d'abattage des animaux, au profit des normes de l'UE. Il s'agit d'un recul inacceptable pour la protection des animaux et d'une perte de souveraineté manifeste dans un domaine éthiquement sensible. La

nouvelle formulation de l'article 15a TSchG, qui impose l'acceptation des règlements européens sur les transports d'animaux, et de l'article 21 TSchG, relatif à l'abattage, contraint la Suisse à adopter des standards européens, parfois moins élevés, au détriment de ses propres normes nationales qui bénéficient d'une large acceptation sociétale. Par ailleurs, les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la Loi sur l'agriculture (LwG), à travers les nouveaux alinéas des articles 141 et 148, représentent une délégation de pouvoir considérable et une émasculation du rôle du Parlement. Ces dispositions ouvrent la voie à une application de droit européen par le biais d'ordonnances, contournant ainsi le débat démocratique et la décision des représentants du peuple. Cela constitue une atteinte grave à la procédure législative et à la souveraineté parlementaire dans un secteur fondamental pour notre pays. Enfin, l'adaptation de la Loi sur les forêts (WaG), avec l'ajout du nouvel article 26, alinéa 1bis, soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perd ainsi sa capacité à réagir rapidement et souverainement face à des menaces spécifiques. Au lieu de s'appuyer sur des stratégies nationales éprouvées, nous serons contraints d'adopter des mécanismes européens, souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine. De même, la modification de l'Ordonnance sur la protection des végétaux (OPV), en faisant référence aux réglementations de l'UE, nous impose une approche qui n'est pas toujours adaptée à nos réalités. En conclusion, ce projet de "Sécurité des denrées alimentaires" n'est rien d'autre qu'un caviardage de notre souveraineté, une atteinte à nos standards de qualité, une menace pour nos producteurs et une érosion de notre démocratie. Il est impératif de rejeter fermement ce paquet d'intégration déguisé. La Suisse doit conserver la pleine maîtrise de sa législation en matière de sécurité alimentaire, de protection des animaux, de santé publique et de protection de l'environnement, afin de préserver la qualité, la diversité et l'indépendance de son système agroalimentaire.

Contribution financière

La proposition actuelle concernant la contribution financière à l'Union européenne soulève des inquiétudes majeures quant à son impact sur la souveraineté helvétique et le contrôle démocratique. Il est impératif d'analyser ce projet non pas comme une simple formalité administrative, mais comme une étape potentiellement irréversible dans l'assujettissement de la Suisse à des diktats extérieurs. Initialement présentées comme des contributions volontaires, sous le contrôle du Parlement, lesdites "contributions de cohésion" se métamorphosent ici en une obligation juridiquement contraignante. Cette transformation dépouille la Suisse d'un levier politique essentiel et érode la supervision démocratique sur des versements se chiffrant en milliards. Il s'agit, en réalité, d'une forme de prélèvement obligatoire, déguisé sous des termes plus édulcorés. L'instauration d'un "mécanisme de recalcul juridiquement contraignant", tel que prévu dans l'accord, est une promesse de dérive financière certaine. Le montant initialement avancé de 350 millions de francs par an n'apparaît dès lors que comme une offre d'appel, un appât destiné à dissimuler la véritable ampleur des futures exigences financières. Une fois ce mécanisme enclenché, la Suisse se trouvera dans l'incapacité totale de refuser les sommes dictées par Bruxelles, perdant ainsi toute marge de négociation et toute capacité de décision autonome. Cette perspective transforme la Suisse en un contribuable net, dépourvu de droit de vote, au sein d'un système qui ne garantit en retour ni un accès amélioré aux marchés ni une levée effective des entraves commerciales. Nous serions contraints de financer une intégration institutionnelle qui, au lieu d'apporter des avantages tangibles, ne fait qu'amputer notre souveraineté. La création d'une loi spécifique sur les contributions de cohésion (KoBG) vient cimenter ces paiements, auparavant facultatifs, en une obligation permanente et juridiquement contraignante. Ce faisant, le Parlement se voit privé de sa prérogative souveraine de décider, cas par cas, de chaque contribution. Le nouveau KoBG se profile comme l'instrument législatif destiné à assurer un flux continu de fonds vers l'UE, transformant un geste politique en une dette légale. Par l'établissement d'un droit de créance permanent, tel que défini à l'article 1 du KoBG, la loi sape l'autonomie budgétaire du Parlement. Plutôt que de permettre une décision souveraine sur l'utilisation des deniers publics, on instaure une simple exécution d'obligations de paiement dictées par l'UE. L'incorporation du KoBG dans l'annexe du BöB (Annexe 5, chiffre 1, lettre d) transcende une simple formalité technique. Elle ancre de manière profonde les contributions de cohésion dans

l'ordre juridique suisse, signalant que ces versements à l'UE sont désormais considérés comme un élément normal et pérenne de la législation fédérale. Cette inscription donne une légitimité accrue à ce qui reste un accord politique aux implications économiques et souveraines considérables. De surcroît, le lien établi avec la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, apparaît comme une manœuvre d'une extrême tromperie. Il s'agit d'un abus du "bon nom" de la promotion de la paix helvétique pour légaliser des paiements de cohésion politiquement sensibles et largement contestés à l'UE. Cette association est une tentative de déguiser la nature véritable de ces contributions, en les associant à une cause noble et consensuelle, alors qu'elles relèvent de considérations financières et d'alignement institutionnel avec l'UE. Une telle manoeuvre détourne l'attention des véritables enjeux : la perte de souveraineté et le fardeau financier imposé à la Suisse. En conclusion, les dispositions proposées menacent directement l'autonomie décisionnelle de la Suisse et imposent un fardeau financier contraignant sans garanties adéquates. Il est de notre devoir de refuser cette évolution qui sacrifie notre souveraineté sur l'autel d'une intégration institutionnelle coûteuse et peu avantageuse. Une telle démarche constituerait une renonciation à notre indépendance décisionnelle et un affaiblissement de nos principes démocratiques.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse, en adoptant une approche de négociation prudente et axée sur la préservation de sa souveraineté, a le devoir de procéder à une évaluation rigoureuse des résultats des négociations avec l'Union Européenne, particulièrement en ce qui concerne les accords sectoriels. Ces discussions, souvent complexes et sujettes à des pressions externes, doivent être examinées à travers le prisme des intérêts nationaux et des principes constitutionnels helvétiques. Une analyse critique s'impose afin de garantir que les engagements souscrits ne portent pas atteinte aux fondements de notre système juridique et politique. Il est primordial de s'interroger sur la manière dont les accords envisagés s'articulent avec les dispositions de la Constitution fédérale suisse, notamment l'article 5 sur les buts de la Confédération et l'article 2 sur le respect du droit. Chaque accord sectoriel doit faire l'objet d'une étude approfondie pour évaluer son impact sur la capacité de la Suisse à légiférer de manière autonome. La crainte légitime réside dans le risque de voir les normes européennes, potentiellement divergentes de nos propres traditions juridiques et sociales, s'imposer progressivement. La jurisprudence du Tribunal fédéral, telle qu'elle est interprétée dans le cadre de l'application de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), a déjà montré comment une interprétation évolutive du droit européen peut influencer notre droit interne. Il est donc essentiel que les accords futurs prévoient des mécanismes clairs de préservation de notre pouvoir décisionnel. Concernant l'adoption dynamique du droit de l'UE, une vigilance accrue est nécessaire. L'article 124 de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) stipule que la Suisse participe à l'élaboration du droit de l'UE dans les domaines couverts par l'accord. Cependant, la portée de cette participation et la manière dont la Suisse peut réellement influencer ces développements sont des points de friction récurrents. Il est impératif que les négociations futures clarifient cette notion de "participation" afin d'éviter qu'elle ne se traduise par une simple obligation d'adapter notre législation sans possibilité réelle de divergence ou de négociation. L'idée de reprendre automatiquement de nouvelles réglementations européennes, sans examen critique de leur pertinence pour la Suisse, irait à l'encontre du principe de l'autodétermination législative, un pilier de notre démocratie. L'impact potentiel sur les domaines sensibles tels que la politique de sécurité, la politique étrangère, ou encore la fiscalité, doit également être scruté avec la plus grande attention. L'article 148 alinéa 1 de la Constitution fédérale confère à la Confédération la compétence exclusive en matière de politique étrangère et de sécurité. Tout accord qui, de près ou de loin, pourrait entraver cette autonomie, ou qui imposerait des contraintes significatives dans ces domaines, doit être rejeté. La volonté de l'UE de renforcer sa politique de sécurité et de défense commune pourrait, par exemple, amener des pressions pour une alignement accru de la Suisse, ce qui soulève des questions fondamentales quant à notre neutralité et à notre capacité à définir nos propres alliances et partenariats. En outre, la question de la souveraineté économique et financière mérite une analyse approfondie. La reprise de pans entiers du droit de l'UE dans des domaines

comme les services financiers pourrait engendrer des contraintes importantes sur notre système bancaire et notre politique monétaire, sous l'égide de la Banque Centrale Européenne ou d'autres instances européennes. L'article 99 de la Constitution fédérale, qui traite des finances, et l'article 102, qui concerne la politique monétaire et les banques, confirment l'importance de la souveraineté helvétique dans ces sphères. Il est donc essentiel que les accords prévoient des clauses de sauvegarde robustes et des mécanismes de contrôle permettant à la Suisse de conserver la mainmise sur ces secteurs stratégiques. La dépendance accrue vis-à-vis du droit européen pourrait affaiblir notre capacité à réagir efficacement aux fluctuations économiques mondiales et à protéger nos propres intérêts financiers. Enfin, il convient de souligner l'importance du processus démocratique et de la consultation des partenaires sociaux et économiques. Le principe de subsidiarité, inscrit dans notre système constitutionnel (article 3 alinéa 2), implique que les décisions doivent être prises au niveau le plus proche possible des citoyens. L'adoption de réglementations européennes complexes et parfois difficiles à comprendre pour le grand public soulève des questions quant à la légitimité démocratique de ces processus. Une évaluation rigoureuse des résultats des négociations doit donc inclure une analyse de l'impact sur la participation citoyenne et sur la capacité des institutions suisses à exercer leur mandat de manière transparente et responsable. Le Parlement, en tant qu'organe législatif suprême, doit conserver la pleine capacité d'examiner et d'approuver les accords, sans subir de pression indue pour une simple ratification formelle de décisions déjà prises à Bruxelles. En somme, la prudence, la critique et une analyse juridique rigoureuse sont les meilleurs garants de la préservation de notre souveraineté et de nos intérêts nationaux face aux évolutions des relations avec l'Union Européenne.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève, de notre point de vue, des interrogations fondamentales quant à la préservation de la souveraineté helvétique et à la protection des intérêts nationaux. Si l'objectif affiché est une stabilisation, force est de constater que les modalités envisagées risquent paradoxalement d'accroître notre dépendance et de diluer notre capacité d'autodétermination. Le cadre de l'accord-cadre institutionnel, tel qu'il est proposé, suscite une préoccupation majeure quant à l'application future du droit de l'UE en Suisse. L'article 5 de l'accord, qui prévoit la reprise dynamique du droit de l'UE, implique que la Suisse serait tenue d'adopter la législation européenne évolutive sans avoir son mot à dire sur son contenu. Cette automatisation de la réception du droit étranger contrevient directement aux principes constitutionnels de la démocratie directe et de la souveraineté législative inscrits dans notre Ordre juridique fondamental. La Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.) garantit, dans son article 1, que le peuple et les cantons sont les sources de toute autorité. Permettre à une autorité extérieure, l'Union européenne, de dicter notre droit, même de manière indirecte par le biais d'une reprise automatique, remet en question cette primauté constitutionnelle. De plus, la notion même de "reprise dynamique" sans possibilité de discute individuelle des normes contrevient à la logique des accords bilatéraux qui reposent sur la transposition précise et contrôlée du droit de l'UE dans notre ordre juridique national, article par article, et non sur une adoption en bloc et une application évolutive. L'article 8 de l'accord, qui institue un mécanisme de règlement des différends impliquant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'interprétation du droit de l'UE applicable à l'accord, pose également un problème de taille. Bien que l'accord tente de circonscrire l'applicabilité de la CJUE à l'interprétation du droit de l'UE tel qu'il est repris dans l'accord, la réalité de la jurisprudence montre que les frontières sont poreuses. L'expérience passée, notamment avec l'accord sur la libre circulation des personnes, a démontré que la CJUE peut interpréter les dispositions de manière large, entraînant des effets que nous n'avions pas anticipés ni souhaités. L'article 47 alinéa 2 de la Cst. stipule que "La Confédération et les cantons, dans leurs compétences respectives, respectent le droit international". Cependant, le droit international n'implique pas nécessairement la soumission à une juridiction supranationale dont les décisions pourraient outrepasser les intentions originelles des parties contractantes, telles que comprises par la Suisse. L'intégration d'un organe juridictionnel dont les arrêts s'imposeraient à la Suisse, même de manière

indirecte, représente une érosion significative de notre indépendance judiciaire et de notre souveraineté décisionnelle. Nous courons le risque de voir des normes européennes interprétées d'une manière qui ne correspond pas à nos valeurs et à nos traditions juridiques. En outre, la question de l'application uniforme du droit, telle qu'elle découle implicitement des exigences de l'UE pour des relations stables, soulève des doutes quant à l'efficacité de nos mécanismes de mise en œuvre. L'article 10 de l'accord, qui vise à garantir une application uniforme du droit, pourrait se traduire par une pression accrue sur nos institutions pour adopter des mesures d'exécution qui ne seraient pas toujours adaptées à notre contexte spécifique. La flexibilité et la marge de manœuvre dont disposent actuellement les cantons et la Confédération pour transposer le droit européen dans notre système juridique national pourraient être réduites, voire supprimées. Ceci est particulièrement préoccupant dans des domaines sensibles comme la fiscalité, la protection des consommateurs ou la réglementation des marchés financiers, où des approches différenciées peuvent être nécessaires. L'article 16 alinéa 1 de la Cst. garantit la subsidiarité et la participation des cantons. Une application uniforme imposée pourrait fragiliser cet équilibre fédéral et affaiblir la voix des cantons dans la prise de décision nationale. La sauvegarde de nos intérêts économiques et commerciaux face à la puissance de l'UE doit également être une priorité. Si l'accès au marché unique est vanté comme un avantage majeur, il convient de ne pas négliger les contreparties et les risques. Les accords actuels, même s'ils sont réformés, ne donnent pas à la Suisse le pouvoir de définir les règles du marché unique. Nous sommes, en grande partie, des "price takers" et non des "price setters". Le risque est que de futures évolutions du droit de l'UE, même celles qui ne nous concernent pas directement, puissent avoir des répercussions sur notre économie sans que nous ayons la possibilité d'influencer ces évolutions. L'article 104 alinéa 1 de la Cst. prévoit que "La Confédération veille à la prospérité économique de l'ensemble du pays". Une relation qui nous soumettrait à des règles non négociées et évolutives pourrait compromettre cette prospérité à long terme, en nous rendant moins compétitifs ou en nous exposant à des contraintes administratives disproportionnées. Enfin, il est essentiel de considérer les implications politiques de tels accords. La stabilisation des relations est souvent synonyme de renforcement de l'intégration. Or, l'intégration forcée, ou celle qui se fait au détriment de notre identité nationale et de nos principes démocratiques, n'est pas une stabilisation mais une lente assimilation. Les partisans de l'accord mettent en avant l'idée d'une relation "stable", mais cette stabilité pourrait bien être celle d'un bateau ancré trop près du rivage, exposé aux marées sans pouvoir réellement naviguer. Il est impératif que la Suisse conserve son entière liberté de définir sa propre politique étrangère et de développer ses relations internationales en fonction de ses propres intérêts et valeurs, sans être contrainte par un cadre institutionnel qui privilégie systématiquement la perspective de l'Union européenne. L'article 2 alinéa 2 de la Cst. stipule que la Confédération agit dans l'intérêt général et le bien-être de la population. Il est de notre devoir de veiller à ce que toute "stabilisation" serve réellement cet intérêt général, et ne devienne pas un prétexte à une renonciation progressive à notre indépendance. En conclusion, si l'intention de stabiliser les relations avec l'UE est louable en théorie, les modalités proposées soulèvent des préoccupations sérieuses quant à la préservation de notre souveraineté, de notre système démocratique et de nos intérêts fondamentaux. Une approche excessivement conciliante, qui sacrifie nos principes constitutionnels sur l'autel d'une intégration accrue, serait une erreur stratégique lourde de conséquences. Il est de notre responsabilité de refuser toute solution qui affaiblirait notre autonomie et notre capacité à décider de notre propre avenir.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La consultation sur le paquet d'accords globaux avec l'Union européenne soulève, de prime abord, des interrogations fondamentales quant à leur conformité avec les principes constitutionnels suisses et leur impact sur la souveraineté de notre pays. L'approche consistant à "évaluer globalement" ces accords, telle que présentée, semble masquer une volonté de fait accompli, rendant difficile une analyse juridique et politique précise des implications réelles de chaque volet. Cette forme de négociation fragmentée, où les éléments sont présentés comme indissociables, va à l'encontre d'une saine délibération démocratique et risque d'entraîner une adhésion tacite à des dispositions

qui, prises isolément, seraient probablement rejetées. Le cœur du problème réside dans la potentielle dérive vers une adoption de droit dérivé de l'UE, sans que la Suisse ne dispose d'un réel droit de regard sur son élaboration. L'article 124 alinéa 1 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.) garantit l'indépendance de la Suisse. Or, la perspective d'intégrer une part significative de la législation européenne dans l'ordre juridique suisse, comme le suggère le concept d'accords "globaux", menace directement cette indépendance. Il est impératif de clarifier dans quelle mesure ces accords permettraient à l'Union européenne de continuer à édicter des normes contraignantes pour la Suisse, sans que celle-ci ne puisse influencer leur contenu ou bénéficier des mécanismes décisionnels européens. L'article 123 alinéa 2 Cst., qui stipule que la Confédération peut conclure des traités avec d'autres États, doit être interprété à la lumière du respect de notre ordre juridique interne et de notre capacité à légiférer librement. La préoccupation majeure concerne la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). L'extension de sa compétence juridictionnelle aux différends découlant de ces accords, même indirectement, soulève des questions sérieuses quant à la primauté du droit suisse et à l'indépendance de nos propres tribunaux. L'article 1 de la Cst. consacre la souveraineté du peuple et du canton, qui s'exprime notamment par le respect de l'autonomie normative de notre pays. Si la CJUE devait interpréter le droit de l'UE tel qu'il serait appliqué en Suisse, cela impliquerait une subordination de notre système judiciaire à une instance supranationale dont la logique juridique n'est pas toujours compatible avec le droit suisse. Il est essentiel que les accords prévoient des mécanismes de règlement des différends qui garantissent la prééminence du droit constitutionnel suisse et la pleine indépendance de nos juges. La référence explicite à une reconnaissance des arrêts de la CJUE, même sous une forme atténuée, constitue un danger réel pour notre autonomie décisionnelle. De plus, la question de la dynamique des accords bilatéraux est problématique. L'approche globale semble vouloir contourner le processus d'approbation parlementaire et, potentiellement, référendaire, de chaque accord sectoriel. Le peuple suisse a le droit, conformément à l'article 138 et 139 Cst., de se prononcer sur des questions d'importance majeure. Un "paquet" globalisé pourrait échapper à ce contrôle démocratique essentiel, rendant la consultation actuelle un exercice de forme plutôt qu'une véritable étape de légitimation démocratique. La nécessité d'un consentement du peuple et des cantons, tel que prévu par l'article 140 alinéa 1 lettre c Cst. pour les traités d'adhésion à des organisations supranationales, doit servir de garde-fou. Bien que ces accords ne constituent pas une adhésion, ils s'en rapprochent dangereusement par leurs conséquences. Enfin, il est crucial d'analyser l'impact économique et social de tels accords. L'intégration plus poussée dans le marché intérieur européen, si elle n'est pas accompagnée de garanties solides pour les PME suisses, les conditions de travail et les normes environnementales, pourrait entraîner une concurrence déloyale et une pression à la baisse sur nos standards. L'article 41 Cst. garantit que la Confédération veille aux intérêts vitaux du pays. L'évaluation de ces accords doit donc dépasser le seul aspect juridique pour embrasser pleinement les conséquences concrètes sur la vie des citoyens et des entreprises suisses. La perte de flexibilité normative, inhérente à une telle intégration, pourrait également freiner notre capacité d'adaptation aux évolutions futures, tant économiques que technologiques. La préservation de nos avantages compétitifs repose, en partie, sur notre capacité à réguler nos marchés de manière autonome, en tenant compte de nos spécificités nationales. Une intégration trop profonde pourrait aboutir à une perte de contrôle sur ces leviers essentiels. Il est donc impératif de refuser tout accord qui sacrifierait la souveraineté nationale et le contrôle démocratique sur l'autel d'une intégration européenne non maîtrisée.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Brice Méalier (Privat)

Date: 13.09.2025

Contact: Brice Méalier · 0787047703 · bricem13@yahoo.com

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation globale du paquet d'accords avec l'Union Européenne suscite de profondes réserves. L'adoption de la législation européenne sans participation décisionnelle de la Suisse, telle qu'impliquée par l'accord-cadre, contrevient à l'article 1 de la Constitution fédérale qui garantit la souveraineté du peuple et des cantons. L'extension du droit de l'UE, notamment en matière de services et de libre circulation des personnes, risque de porter atteinte aux principes fondamentaux de l'ordre juridique suisse et aux intérêts économiques nationaux. La dénaturation de la jurisprudence du Tribunal fédéral par l'application du droit communautaire, telle que prévue, menace l'indépendance de notre système judiciaire, principe cardinal inscrit dans l'article 190 de la Constitution fédérale. L'incertitude juridique induite par une intégration aussi profonde est inacceptable.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La proposition visant à stabiliser les relations avec l'UE soulève des préoccupations fondamentales quant à la souveraineté nationale et à la protection des intérêts suisses. L'adoption de droit dérivé sans véritable pouvoir de décision de la Suisse, telle qu'impliquée dans divers accords sectoriels, contrevient aux principes de l'autodétermination garantis par la Constitution fédérale. L'article 5 de la Constitution stipule que la Confédération et les cantons agissent en tant que puissances souveraines. S'aligner aveuglément sur les directives européennes, même sans adhésion formelle, érode cette souveraineté et limite notre capacité à légiférer indépendamment. De plus, les implications économiques et sociales de tels accords doivent être rigoureusement évaluées, car ils pourraient imposer des contraintes budgétaires et des obligations qui ne servent pas l'intérêt national.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse ne peut se satisfaire des résultats des négociations actuelles avec l'Union européenne. Les concessions proposées menacent directement la souveraineté nationale et l'autonomie décisionnelle de notre pays. L'adoption de droit communautaire sans pouvoir d'influence réelle est inacceptable. L'article 2 de la Constitution fédérale garantit notre indépendance et notre droit à l'autodétermination. De plus, l'article 173 de la Constitution fédérale confère au Parlement la responsabilité de surveiller l'application du droit international, ce qui implique une réévaluation critique de tout accord qui pourrait

le compromettre. Les implications économiques de tels accords, notamment concernant la libre circulation des personnes, restent floues et potentiellement préjudiciables à nos marchés du travail et à nos services publics.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Nous exprimons notre profond scepticisme quant à l'alignement de la présente initiative avec le principe fondamental de la souveraineté helvétique, tel que garanti par l'article 3 de la Constitution fédérale suisse. L'adoption aveugle de réglementations européennes, potentiellement en dehors de tout cadre légal bilatéral précis, risque de diluer l'indépendance décisionnelle de la Suisse. L'absence de mécanismes de contrôle adéquats pour évaluer l'impact de ces mesures sur nos intérêts nationaux est préoccupante. Il est impératif que toute transposition de droit étranger soit soumise à un examen rigoureux, conformément aux principes de notre système juridique, notamment en ce qui concerne la compatibilité avec la Constitution et le droit suisse en vigueur.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant à l'impact des accords proposés avec l'Union européenne dans le domaine des transports terrestres, en particulier sur le secteur ferroviaire. L'introduction de la kabotage, telle que prévue par l'article 40ater de la Loi fédérale sur le transport de voyageurs (LTrV), représente une menace directe pour le service public ferroviaire suisse. Cette disposition permet aux opérateurs étrangers de sélectionner les lignes les plus rentables, pratiquant ainsi une "rosinepickerei" qui affaiblira les finances de nos entreprises ferroviaires nationales, responsables de l'ensemble du réseau, y compris les lignes moins lucratives mais essentielles à la desserte du territoire.

De plus, la nouvelle disposition de l'article 32a, alinéa 1bis, de la Loi fédérale sur le transport de voyageurs (LTrV) force la Suisse à intégrer les prescriptions du droit européen dans ses procédures d'appels d'offres. Cette abdication de souveraineté dans la définition des critères de sélection entrave la capacité de la Confédération et des cantons à privilégier des solutions optimales pour les besoins helvétiques et pourrait conduire à des prestations de moindre qualité ou plus coûteuses pour les contribuables. La "Déclaration commune" annoncée par le Conseil fédéral ne saurait compenser ces atteintes fondamentales à notre indépendance dans un secteur stratégique.

La fin de la vente des voitures équippées de moteurs thermiques en 2035 est une hérésie et lubie écologiste. En aucun cas la SUisse doit suivre un tel chemin - de la même manière l'augmentation actée en 2027 du prix des carburants est insoutenable!!

Électricité

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux modifications proposées dans le domaine de l'électricité, qui préparent une intégration poussée dans le marché intérieur de l'UE. L'alignement sur le droit européen, tel que reflété dans les articles 4a et suivants du nouveau Code de l'électricité (StromVG) et l'article 15 nouveau du Code de l'énergie (EnG), sacrifie notre souveraineté énergétique. L'adaptation forcée de notre régulation, notamment par l'extension des compétences de la Commission de régulation de l'électricité (ElCom) selon l'article 22 StromVG et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG), transforme notre autorité nationale en un simple exécutant de directives européennes. Les règles sur les aides d'État risquent de démanteler des mécanismes éprouvés, tels que les redevances hydrauliques, essentiels pour les cantons de montagne. De surcroît, la libéralisation totale du marché, telle que prévue par le nouveau chapitre 1a du StromVG, avec des dispositions sur les réserves énergétiques (art. 8b et suivants StromVG) et la fin du soutien pour les producteurs en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG), crée une volatilité des prix inacceptable pour les PME et les ménages et une insécurité d'investissement pour les énergies renouvelables décentralisées, allant à l'encontre des principes fédératifs et de la production locale. La sécurité d'approvisionnement, pilier de notre indépendance, est cédée au marché, sans qu'une entité clairement responsable ne subsiste, une

perspective alarmante.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes apparaissent comme une vaine tentative de masquer les conséquences négatives de l'élargissement de cet accord. Elles ne sauraient compenser la pression constante exercée sur les rémunérations suisses, risquant une érosion généralisée du niveau salarial, particulièrement dans les classes moyennes et inférieures. Loin de renforcer notre système de protection éprouvé, elles le diluent et le soumettent aux normes de l'Union européenne, engendrant une bureaucratie accrue au profit d'entreprises pratiquant le dumping salarial. La modification de l'article 11 de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) affaiblit les mécanismes de contrôle. La modification de l'article 9 alinéa 2 de la loi sur l'obligation denachweise et le contrôle des employeurs (Loi sur les travailleurs détachés - EntsG) relève davantage d'une adaptation contrainte au droit de l'UE que d'une amélioration substantielle de la protection des travailleurs suisses. De surcroît, l'intégration du droit de l'Union européenne dans le droit suisse, telle que celle envisagée pour les sanctions via l'article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), constitue une dangereuse renonciation à notre souveraineté juridique.

Aides d'État

La présente soumission exprime une profonde préoccupation quant aux propositions relatives aux aides d'État, lesquelles portent atteinte à la souveraineté et à la structure fédérale de la Suisse. L'instauration d'une nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), conformément à l'article 18 alinéa 2 du nouveau droit des cartels, et la création du nouveau système fédéral de surveillance des aides d'État (BHÜG) constituent une subversion de notre système économique et juridique. Ces mesures, outre leur caractère technocratique, soumettent les subventions, qui sont intrinsèquement des décisions politiques démocratiquement légitimées au niveau fédéral et cantonal, à un contrôle rigide de l'Union européenne. L'autonomie des cantons est sérieusement compromise par le nouvel article 82 lettre b bis du BGG, qui octroie à la nouvelle autorité de surveillance un droit de recours direct contre les décrets cantonaux, rendant les cantons dépendants d'une autorité centrale et d'une bureaucratie étrangère. En outre, la suppression de l'article 103 du LFG, qui retire à la WEKO son pouvoir de contrôle sur les aides d'État dans le domaine stratégiquement vital du transport aérien, rend la Suisse entièrement soumise au droit des aides d'État de l'UE, affaiblissant ainsi notre capacité de contrôle et de politique économique nationale. Ces changements sapent les fondements de notre autonomie nationale et de notre organisation étatique, transformant la Suisse en un simple récepteur de règles plutôt qu'en un décideur autonome.

Sécurité des denrées alimentaires

Nous exprimons notre profonde insatisfaction quant à la proposition de révision totale du droit alimentaire, déguisée sous le titre trompeur de "Sécurité des denrées alimentaires". Cette démarche représente une intégration profonde et inacceptable dans l'acquis communautaire européen, menaçant les standards de qualité helvétiques et la survie des exploitations familiales, conformément à l'article 141 et 148 du LwG. L'adoption des directives UE, y compris une automatisation via la "guillotineklausel", et l'octroi de compétences de contrôle aux inspecteurs de l'UE constituent une perte de souveraineté flagrante. Les modifications apportées au Tierschutzgesetz (Art. 15a, 21) et au Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis) imposent une uniformisation vers le bas, ignorant nos spécificités nationales et nos traditions. L'assujettissement au droit alimentaire de l'UE, tel que décrit dans la révision du LMG, conduira à une bureaucratie écrasante, particulièrement pour les petits producteurs et la gastronomie locale, portant un coup sévère à notre identité culinaire et à notre économie. De plus, l'abandon de la souveraineté dans la lutte contre les maladies animales, imposé par la nouvelle rédaction de l'Art. 1 TSG, est une négligence aux conséquences potentiellement désastreuses pour notre sécurité sanitaire.

Libre circulation: Immigration

Les propositions actuelles relatives à la libre circulation, notamment l'intégration de la directive sur les

citoyens de l'Union, constituent une dérive dangereuse et contraire au mandat constitutionnel de l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule une maîtrise autonome de l'immigration. L'instauration d'un nouveau droit de séjour prolongé après seulement cinq ans, tel que prévu par le nouveau droit de résidence prolongée, et qui, selon les nouveaux articles tels que le 41c de la loi sur l'asile (LAsi), pourrait devenir quasi inaliénable, même en cas de criminalité ou de dépendance aux aides sociales, menace directement notre sécurité intérieure et la viabilité de nos systèmes sociaux. La mise en place de ces dispositions favorise une immigration de masse dans nos systèmes de prévoyance, dont le coût sera supporté par les contribuables suisses, les cantons et les communes. La clause de sauvegarde prévue, évoquée dans les nouveaux articles comme le 21b de la LAsi, n'est qu'une façade, ses conditions d'application étant si restrictives qu'elle sera inopérante en pratique, ouvrant la voie à des sanctions de la part de l'UE, une véritable clause d'extorsion plutôt qu'une protection. De plus, l'adoption automatique du droit de l'UE dans ce domaine via la méthode d'intégration, telle qu'elle est envisagée, sape notre démocratie directe, privant le Parlement et le peuple de leur capacité à décider sur des questions fondamentales.

Contribution financière

La proposition de révision du domaine de la contribution financière à l'Union européenne suscite une profonde insatisfaction. L'introduction d'un mécanisme de calcul contraignant, tel que prévu par le projet de loi sur les contributions de cohésion (KoBG), transforme des contributions volontaires et contrôlées par le Parlement en une obligation juridique et financière irrévocable. Cela représente une perte significative d'un levier politique et d'un contrôle démocratique sur des sommes considérables. La Suisse devient ainsi un contributeur net sans droit de regard, une situation particulièrement problématique alors que le montant initial de 350 millions de francs par an risque de s'accroître substantiellement par le biais du "mécanisme juridiquement contraignant" mentionné. Cette dépendance institutionnelle affaiblit la souveraineté budgétaire de la Confédération, telle que garantie par la Constitution fédérale, sans contrepartie claire en matière d'accès au marché. L'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), et sa connexion au financement de la promotion de la paix, apparaissent comme des manœuvres visant à légitimer une dépense controversée et à esquiver un débat parlementaire souverain.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Chris (Privat)

Datum: 14.09.2025

Kontakt: Chris · aliass888@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundsätze. Eine engere Anbindung an die EU, selbst unter dem Deckmantel der Stabilisierung, droht die Schweiz in eine abhängige Position zu drängen, in der sie fremden Rechtsnormen unterworfen wird, ohne ein Mitspracherecht zu haben. Dies steht im direkten Widerspruch zum Geist unserer Verfassung und dem Selbstbestimmungsrecht des schweizerischen Volkes.

Insbesondere die drohende Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit, auf die Gestaltung dieser Rechtsnormen Einfluss zu nehmen, ist äusserst bedenklich. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) verankert ausdrücklich die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Hoheit über die eigenen Angelegenheiten. Die von der EU diktierten Regelungen würden diese fundamentale Grundlage unseres Staates aushöhlen.

Die Beibehaltung unserer Rechtstradition und unserer einzigartigen rechtsstaatlichen Prinzipien ist von grösster Bedeutung. Das Schweizer Rechtssystem, das auf breiter Konsultation und direkter Demokratie basiert, unterscheidet sich grundlegend von jenem der EU, das von einem komplexen und oft intransparenten Entscheidungsprozess geprägt ist. Die Gefahr der "schleichenden Rechtsübernahme" im Rahmen einer solchen "Stabilisierung" würde die Fähigkeit der Schweiz untergraben, ihre eigenen Gesetze zum Wohle ihrer Bürgerinnen und Bürger zu gestalten.

Zudem ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile einer solchen Annäherung die potenziellen Nachteile aufwiegen. Eine stärkere Abhängigkeit von Brüssel könnte die schweizerische Wirtschaft anfällig für externe Schocks und politische Entscheidungen machen, die nicht im Interesse der Schweiz liegen. Die Weisungsgebundenheit, die aus einer solchen Beziehung resultieren könnte, widerspricht dem Grundsatz der wirtschaftlichen Autonomie, der in der Bundesverfassung verankert ist und für die Stabilität unseres Wohlstandes unerlässlich ist.

Die Sorge, dass eine solche "Stabilisierung" de facto eine Erosion unserer direkten Demokratie bedeuten würde, ist berechtigt. Die Möglichkeit, dass das schweizerische Volk über wichtige Sachfragen abstimmen kann, ist ein Eckpfeiler unseres politischen Systems. Eine Übernahme von EU-Recht ohne diese Möglichkeit würde das Volk von wichtigen Entscheidungen entmündigen und die demokratischen Prozesse schwächen.

Aus diesen Gründen muss jede Form der Annäherung an die EU, die eine Abgabe von Souveränität und eine Einschränkung unserer rechtlichen Autonomie beinhaltet, kritisch hinterfragt und mit

äusserster Skepsis betrachtet werden. Es gilt, die schweizerische Eigenständigkeit und die bewährten demokratischen Prinzipien zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und ist aus einer kritisch-skeptischen Perspektive zu betrachten. Eine unüberlegte Annahme dieses Pakets birgt das Risiko einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und bedroht die rechtsstaatlichen Prinzipien, die das Fundament unseres politischen Systems bilden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht gemäss Artikel 7 des revidierten Bundesgesetzes über die Institutionen des Bundes (IGB) ist problematisch. Die automatische Übernahme von EU-Bestimmungen in unser Rechtssystem würde die direkte Demokratie und die parlamentarische Kontrolle aushöhlen. Die Bürgerinnen und Bürger hätten keine Möglichkeit mehr, über die Einführung von EU-Regulierungen abzustimmen oder diese im Parlament zu beeinflussen. Dies steht im Widerspruch zum Geist unserer Verfassung und zum Recht des Volkes auf Selbstbestimmung.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im vorgeschlagenen Abkommen ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Bindung an dessen Rechtsprechung, selbst in Bereichen, die nicht explizit im Abkommen geregelt sind, untergräbt die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Eigenständigkeit unserer Rechtsordnung. Dies widerspricht Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen und die Rechtsgleichheit als oberste Prinzipien festschreibt. Die Souveränität eines Staates manifestiert sich massgeblich in seiner Fähigkeit, sein eigenes Recht anzuwenden und zu interpretieren. Eine faktische Überordnung des EuGH würde diese Souveränität fundamental in Frage stellen.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programme, ohne entsprechenden Stimmrechtsanteil oder wirkliche Einflussmöglichkeiten, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Die Gefahr besteht, dass wir finanzielle Verpflichtungen eingehen, ohne die damit verbundenen Vorteile oder die strategische Ausrichtung dieser Programme vollständig kontrollieren zu können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket Schweiz-EU auf den ersten Blick als pragmatische Lösung erscheinen mag, bei näherer und kritischer Betrachtung jedoch erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Rechte birgt. Es ist unerlässlich, diese Bedenken ernst zu nehmen und eine Lösung anzustreben, die unsere Unabhängigkeit wahrt und unsere spezifischen Interessen schützt, anstatt uns schleichend in eine untergeordnete Position zu manövrieren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Regelungen im Rahmen der inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der schweizerischen Souveränität und die kohärente Anwendung unseres Rechtssystems. Es ist zu befürchten, dass die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Rücksichtnahme auf die spezifischen Bedürfnisse und verfassungsrechtlichen Grundlagen der Schweiz zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führen könnte.

Besondere Sorge bereitet die potentielle Beeinträchtigung der richterlichen Unabhängigkeit. Die Verpflichtung zur Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) könnte die Fähigkeit schweizerischer Gerichte, im Einklang mit dem schweizerischen Recht und der Bundesverfassung zu entscheiden, erheblich einschränken. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) betont die Geltung des Gesetzes, und eine externe, nicht direkt demokratisch

legitimierte Instanz wie der EuGH könnte hier dissonante Töne anschlagen. Es besteht die Gefahr, dass die richterliche Autonomie, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, untergraben wird.

Ferner ist die Frage der Transparenz und der demokratischen Kontrolle bei der Übernahme neuer EU-Regelungen problematisch. Die Komplexität und die häufigen Änderungen des EU-Rechts erschweren es, die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung umfassend zu beurteilen und rechtzeitig auf divergierende Entwicklungen zu reagieren. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch eine unzureichend kontrollierte Übernahme von externen Rechtsnormen tangiert werden. Die Zustimmung zu Abkommen, die eine weitgehende Übernahme von EU-Recht implizieren, muss daher unter strengster Prüfung der Vereinbarkeit mit unseren nationalen Verfassungsgrundsätzen erfolgen.

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt zudem das Risiko, dass schweizerische KMU unverhältnismässig belastet werden, da sie sich an neue, möglicherweise nicht auf ihre Bedürfnisse zugeschnittene Standards anpassen müssen. Dies könnte ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und gegen die Prinzipien des wirtschaftlichen Handelns verstossen, die auch im schweizerischen Recht verankert sind.

Insgesamt mangelt es den vorliegenden Vorschlägen an einer klaren Darlegung, wie die Integrität des schweizerischen Rechtssystems und die demokratische Selbstbestimmung der Schweiz gewahrt bleiben sollen. Die generelle Kritik ist daher als tiefgreifend zu betrachten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweiz äusserst bedenklich und stellen keine genuine Verbesserung der Situation dar, sondern vielmehr eine erhebliche Schwächung unseres bewährten Systems. Die angeblichen Schutzmassnahmen sind von kosmetischer Natur und vermögen den immensen Druck, den die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf das Schweizer Lohnniveau ausübt, keinesfalls zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion der Löhne, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird er durch EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber unbestreitbar weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert zudem die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und

schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Überarbeitung des staatlichen Beihilfenregimes stellt eine fundamentale und inakzeptable Einschränkung der Schweizer Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die etablierte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, die auf spezifische lokale und nationale Bedürfnisse zugeschnitten sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies entzieht demokratisch legitimierten Förderungen in Bereichen wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU die politische Gestaltungsmacht.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen Kantone künftig ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus. Das neue BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dient. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, um der neuen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag sind aus Sicht der Souveränität und der demokratischen Rechte der Schweiz höchst bedenklich. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar und beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, solche Zahlungen abzulehnen, und ist der Diktion der EU ausgeliefert.

Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die verbindlich leistet, ohne eine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Es wird

eine institutionelle Anbindung geschaffen, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das legislative Instrument zur dauerhaften finanziellen Belastung der Schweiz. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und untergräbt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine formale Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung sind aus der Perspektive der schweizerischen Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen zutiefst bedenklich. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, auch wenn nicht explizit erwähnt, durch die im vorliegenden Text genannten Änderungen, stellt eine kaum verhohlene Umgehung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung fordert.

Besonders alarmierend ist die Schaffung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach lediglich fünf Jahren, vergleichbar einer «Niederlassung C PLUS». Dies untergräbt nicht nur die Möglichkeiten zur Ausweisung krimineller Personen, sondern auch die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da ein permanenter Sozialhilfebezug unter diesen Bedingungen zu einer erheblichen Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden wird. Die damit einhergehende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist unhaltbar.

Der Umfang des erweiterten Familiennachzugs, der nun über Partner und Kinder hinaus auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die erwähnte «Schutzklausel» im Abkommen ist, wie die Praxis zeigt, ein reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv gestaltet, dass sie im Ernstfall kaum greifen wird, und die angedrohten EU-Strafmassnahmen machen sie zu einer Erpressungsklausel, nicht zu einem Instrument zur Wahrung schweizerischer Interessen.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» untergräbt die demokratischen Rechte unseres Parlaments und unseres Volkes massiv. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts würden uns praktisch gezwungen, diese ohne eigene Mitsprache zu übernehmen, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren diese Entwicklung und machen eine wirksame Steuerung der Zuwanderung in die Sozialsysteme praktisch unmöglich. Die neue «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und somit eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung darstellt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer in Gesetzen wie dem ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein offenes Eingeständnis der massiven finanziellen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die

Folgen einer unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen wird. Auch die neuen Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden sind ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten, die der Schweizer Steuerzahler tragen muss. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen im Freizügigkeitsgesetz (neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur schleichenden Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die gesamte Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuchs (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), wird auf diese Weise schrittweise an EU-Recht angepasst, was eine tiefgreifende Kapitulation vor Brüssel darstellt. Die Schweiz verliert zunehmend die Fähigkeit, ihre eigenen Gesetze und Vorschriften eigenständig und im besten Interesse ihrer Bevölkerung zu gestalten.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die formale Übernahme von EU-Regelwerken, insbesondere die Einbindung in die Aufsichtsstrukturen von ACER und ENTSO-E, macht die Schweiz zu einem passiven Empfänger von Vorgaben. Unsere nationale Entscheidungsfindungskompetenz bezüglich unserer kritischen Strominfrastruktur wird unwiderruflich an Brüssel abgetreten, während wir die daraus resultierenden Kosten tragen müssen. Artikel 4a ff. StromVG, welche die vollständige Marktliberalisierung vorsehen, offenbaren das offensichtliche Ziel, die schweizerische Energiepolitik dem Diktat eines unkontrollierbaren Marktes zu unterwerfen.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet die Implementierung von Gesetzen, deren demokratische Legitimation in der Schweiz gänzlich fehlt und die primär den Interessen anderer Staaten dienen. Artikel 22 StromVG erweitert die Kompetenzen der ElCom in einer Weise, die eine eigenständige, schweizerische Regulierung de facto beendet.

Unsere Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das wesentlich zum Wohlstand unserer Bergkantone beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die wirtschaftliche Grundlage betroffener Kantone, sondern gefährdet auch die Finanzierung unserer dezentralen Energieerzeugung.

Die föderalen Strukturen werden durch die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Artikel 10, 18, 19 StromVG) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten (Artikel 15 EnG) massiv untergraben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE verstärkt diesen Trend. Gemeindekraftwerke und dezentrale Produzenten werden benachteiligt, indem ihr Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird und die Leistungsgrenze für die Vergütung drastisch gesenkt wird.

Die nationale Versorgungssicherheit wird geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch die neuen Regeln eingeschränkt. Die Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Artikel 4a ff. StromVG) entzieht der nationalen Verantwortung für die Versorgungssicherheit die Grundlage. Niemand kann mehr klar zur Rechenschaft gezogen werden – weder der Markt noch die EU. Das ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen verheerend sein können. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Artikel 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit werden auf die Konsumenten abgewälzt. Wir lehnen diese überstürzte und schlecht durchdachte Übernahme von EU-Regularien entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist kritisch zu betrachten. Diese Bestimmung öffnet die Tür für ausländische Anbieter, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses sogenannte "Rosinenpicken" wird unweigerlich die Finanzierung der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, welche verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu bedienen. Damit wird die finanzielle Basis unseres umfassenden öffentlichen Verkehrsnetzes direkt untergraben und die Qualität und der Umfang des Angebots für die Bevölkerung langfristig gefährdet.

Darüber hinaus ist die befürchtete Anwendung des EU-Beihilferechts auf bestehende und bewährte Subventionen für den Schienenverkehr äusserst bedenklich. Subventionen, die bisher die Erneuerung von Rollmaterial, den Güterverkehr oder den Regionalverkehr ermöglichten, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die operative Handlungsfähigkeit der schweizerischen Bahnbetreiber erheblich einschränken.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" zur Absicherung erweist sich als rechtlich unzureichend. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die impliziert, dass die Schweiz künftige Änderungen des EU-Rechts übernehmen müsste. Dies betrifft auch potenziell die Regulierung von Infrastrukturmanagern, wie sie im "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) vorgesehen ist, was eine Verlagerung nationaler Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen bedeuten würde. Die Schweiz würde schrittweise die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur aufgeben.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwängt die Schweiz in die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen. Dies beschränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Lösungen führt. Das Abkommen gefährdet somit die Souveränität und die Fähigkeit, den öffentlichen Verkehr im besten Interesse der Schweiz zu gestalten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellen keine Verbesserung der bestehenden Situation dar, sondern vielmehr eine schleichende und umfassende Unterwerfung unter das Recht der Europäischen Union. Unter dem irreführenden Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» wird die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft einem Regelwerk unterworfen, das unsere hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer Produkte bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wichtiger Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen wird. Das Label «Made in Switzerland» verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Besorgniserregend ist die erwähnte «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns bindet, selbst wenn sich das Abkommen als nachteilig erweist. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie wird nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger treffen. Die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften sind eine erhebliche Belastung und bedrohen lokale Traditionen sowie wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was

zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind bedenklich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Vorschriften, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche das Parlament umgeht. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen, beispielsweise im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) oder im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG), zu reagieren. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft, unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Diese Bestrebungen sind keine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine Aushöhlung unserer Souveränität und unserer bewährten Schweizer Standards.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bergen das Potenzial, die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz fundamental zu untergraben. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen zur Übernahme von EU-Recht greifen tief in die Autonomie der Schweiz ein. Artikel 49a der Bundesverfassung, der die Rechtssetzungskompetenz der eidgenössischen Räte verankert, wird durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen faktisch ausgehöhlt. Dies bedeutet, dass der Schweizer Gesetzgeber zukünftig nur noch marginalen Einfluss auf die Gesetzgebung haben wird, die für unser Land massgeblich ist.

Besonders kritisch ist die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Akzeptanz seiner Urteile, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht in klarem Widerspruch zum Schweizer Rechtssystem, insbesondere zu den Artikeln 190 und 191 der Bundesverfassung, welche die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Geltung des Schweizer Rechts garantieren. Die Unterwerfung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichtshofs, dessen Interpretationen und Entscheidungen nicht im Einklang mit unseren rechtsstaatlichen Prinzipien stehen müssen, gefährdet die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz und schafft eine beispiellose Rechtsunsicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen dieser Vereinbarung besorgniserregend. Die erzwungene Übernahme von EU-Regularien, die oft auf die Bedürfnisse des Binnenmarktes zugeschnitten sind und nicht zwangsläufig den Schweizer Gegebenheiten entsprechen, wird zu Wettbewerbsnachteilen und erhöhten bürokratischen Hürden führen. Die Annahme von EU-Subventionsregeln, ohne dass eine entsprechende Gegenseitigkeit bei den Beihilfen für Schweizer Unternehmen gewährleistet ist, stellt eine unfaire Belastung dar. Die Freiheit der Schweizerischen Nationalbank, ihre Geldpolitik im Sinne der Stabilität des Schweizer Frankens zu gestalten, könnte ebenfalls eingeschränkt werden, was gravierende Folgen für die Preisstabilität und die Kaufkraft der Bevölkerung hätte.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eher eine Angleichung als eine partnerschaftliche Zusammenarbeit darstellen. Sie gefährden die Kernprinzipien unserer direkten Demokratie, die Souveränität des schweizerischen Gesetzgebers und die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems. Es drängt sich die dringende Frage auf, ob der Preis für den Zugang zum EU-Binnenmarkt nicht letztlich zu hoch ist und die Gefahr besteht, dass die Schweiz ihre Identität und ihre bewährten Institutionen aufgibt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Früh (Privat)

Datum: 14.09.2025

Kontakt: Jean · 0766906683 · jeannynass@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Ein solch enges Abkommen, das über bestehende Verträge hinausgeht, würde die Schweiz faktisch in den Rechtsraum der EU integrieren, ohne dass sie Einfluss auf dessen Gestaltung hat. Dies steht im klaren Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der eidgenössischen Räte und des Volkes wäre ein fundamentaler Bruch mit unseren demokratischen Grundsätzen.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Konsequenzen kaum absehbar. Die geforderte Übernahme des EU-Binnenmarktregimes und die damit verbundene Deregulierung in bestimmten Sektoren könnten die etablierten Strukturen der Schweizer Wirtschaft untergraben. Insbesondere die Landwirtschaft, die durch das Vorsorglichkeitsprinzip und hohe Qualitätsstandards geschützt ist, wäre einem verschärften Wettbewerb ausgesetzt, der nicht auf gleicher Augenhöhe stattfindet. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank und ihre Fähigkeit, eigenständig eine auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Geldpolitik zu betreiben, könnten durch eine stärkere Anbindung an die EZB ebenfalls beeinträchtigt werden. Dies würde die Fähigkeit des Bundesrates, gemäss Artikel 94 der Bundesverfassung die Wirtschaft und das Gemeinwohl zu fördern, erheblich einschränken.

Die Ausdehnung des Sachbereichs des freien Personenverkehrs und die damit verbundenen flankierenden Massnahmen werden weiterhin Anlass zu grosser Sorge geben. Es ist fraglich, ob die bisherigen Schutzmechanismen, wie sie im Freizügigkeitsabkommen (FZA) und seinen Protokollen geregelt sind, ausreichend sind, um die Lohn- und Arbeitsbedingungen der Schweizer Bevölkerung nachhaltig zu schützen. Die Erfahrungen der Vergangenheit zeigen, dass der Druck auf die Löhne und die Arbeitsbedingungen trotz flankierender Massnahmen bestehen bleibt. Eine weitere Vertiefung der Personenverkehrsabkommen würde diese Probleme potenziell verschärfen und könnte die im Artikel 124 der Bundesverfassung verankerte Pflicht des Bundes, für eine gerechte soziale Sicherheit zu sorgen, in Frage stellen.

Die Aussicht auf eine stärkere juristische und politische Bindung an die EU ohne die Möglichkeit, über die Regeln mitzuentscheiden, ist aus einer souveränen Perspektive äusserst bedenklich. Dies würde nicht nur unsere Unabhängigkeit gefährden, sondern auch die Flexibilität der Schweiz, auf nationale Bedürfnisse zu reagieren, drastisch reduzieren. Die damit verbundenen Risiken überwiegen bei weitem die behaupteten Vorteile.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Es ist äusserst bedenklich, wie die schweizerischen Verhandlungsführer offenbar bereit waren, Zugeständnisse zu machen, die tiefgreifende Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit haben könnten.

Insbesondere die Akzeptanz des fortwährenden Einflusses des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) stellt eine direkte Verletzung des Prinzips der Rechtsbindung dar, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit einer wirksamen richterlichen Überprüfung durch unsere eigenen Gerichte, untergräbt die Gewaltenteilung und die richterliche Unabhängigkeit, welche durch Artikel 30 BV geschützt sind. Wir riskieren, dass aus Brüssel erlassene Richtlinien und Urteile über unsere Köpfe hinweg zur geltenden Rechtslage werden, was eine unerträgliche Aushöhlung unserer demokratischen Selbstbestimmung bedeutet.

Die im Entwurf angedeuteten Verpflichtungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Anwendung von Unionsbürgerrecht, drohen die in Artikel 10 BV festgeschriebene primäre Zuständigkeit der Schweiz für ihre Migrationspolitik aufzuweichen. Die Befürchtung ist gross, dass die schweizerische Gesetzgebung und die Bedürfnisse des schweizerischen Arbeitsmarktes einer unkontrollierten Zuwanderung untergeordnet werden könnten, was zu erheblichen sozialen und wirtschaftlichen Verwerfungen führen würde.

Des Weiteren ist die mangelnde Transparenz und die fehlende Einbindung der Eidgenössischen Räte und des Stimmvolkes in diesen Prozess äusserst unbefriedigend. Die Ergebnisse scheinen über die Köpfe des Parlaments und der Bevölkerung hinweg erzielt worden zu sein, was den Grundsätzen der demokratischen Legitimation und des Rechtsstaates, wie sie in Artikel 1 und 2 BV ihren Ausdruck finden, fundamental widerspricht.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die Interessen der Schweiz zu wahren, sondern im Gegenteil erhebliche Risiken für unsere Souveränität, unsere Rechtsordnung und unseren Wohlstand bergen. Es ist unerlässlich, dass diese Ergebnisse einer kritischen Prüfung unterzogen und die damit verbundenen Gefahren offen kommuniziert werden. Eine Annahme solcher Abkommen ohne umfassende Anpassungen und klare Souveränitätsgarantien wäre ein schwerwiegender Fehler.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Paket mit der EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Institutionen der Schweiz und bedarf einer kritischen Überprüfung. Zunächst ist die automatische Übernahme von EU-Recht eine schleichende Aushöhlung unserer Rechtsetzungshoheit, welche die Grundlage unseres föderalistischen Systems darstellt. Die Schweizer Bevölkerung verliert dadurch die Möglichkeit, über die Regeln mitzubestimmen, die ihr tägliches Leben beeinflussen. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere dem Recht auf Mitsprache und Volksinitiativen gemäss Art. 138 und 139 BV.

Des Weiteren geben die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Angelegenheiten, die die

Schweiz betreffen, bindende Entscheidungen treffen könnte, ist inakzeptabel. Dies würde unsere rechtsstaatliche Unabhängigkeit erheblich beeinträchtigen und das Prinzip der Gewaltenteilung untergraben, wie es in Art. 164 BV verfassungsrechtlich verankert ist. Die Schweiz würde de facto einer externen Gerichtsbarkeit unterworfen, ohne die Möglichkeit einer angemessenen Vertretung oder Einflussnahme.

Auch die finanzielle Dimension des Pakets ist kritisch zu betrachten. Die geforderte Beteiligung an EU-Programme und die Übernahme von Kosten für die Umsetzung von EU-Regularien stellen eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar. Diese Mittel könnten anderweitig für die Bedürfnisse der Schweiz eingesetzt werden, anstatt zur Stärkung der EU-Institutionen zu dienen. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile, wie ein erleichterter Marktzugang, die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen und der Souveränitätsverlust rechtfertigen.

Abschliessend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket keine ausgewogene Lösung darstellt. Es droht, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu bringen, die ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft massiv einschränkt. Die demokratischen Rechte der Schweizerinnen und Schweizer und die Souveränität des Landes dürfen nicht kompromittiert werden. Eine Rückkehr zu einer stärkeren Betonung bilateraler Verträge, die unsere Interessen besser wahren, erscheint als der einzig gangbare Weg.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen zur inländischen Umsetzung. Es ist keineswegs ausreichend dargelegt, inwiefern diese Massnahmen tatsächlich dem Wohl der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Annäherung an die europäische Gesetzgebung ohne angemessene Berücksichtigung unserer spezifischen nationalen Interessen und Souveränitätsprinzipien darstellen.

Zunächst sei auf das Prinzip der Volkssouveränität und die Bedeutung der demokratischen Legitimation hingewiesen, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind. Die vorgeschlagene Umsetzung wirft die Frage auf, ob die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger in angemessener Weise in diesen Prozess einbezogen werden. Eine Übernahme von EU-Recht, die nicht transparent und nachvollziehbar durch den parlamentarischen Prozess und gegebenenfalls durch Volksabstimmungen abgesichert ist, untergräbt die demokratische Grundordnung.

Des Weiteren bestehen gravierende Bedenken hinsichtlich der rechtsstaatlichen Garantien. Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Rechtsgrundlage für staatliches Handeln verlangt, scheint in den vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen nicht in allen Punkten hinreichend berücksichtigt. Die Gefahr einer unzureichenden Ausgestaltung der Rechtsgrundlagen birgt das Risiko einer übermässigen Ermächtigung von Exekutivorganen und einer potenziellen Aushöhlung der Gewaltenteilung.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen inländischen Umsetzung bedürfen einer kritischen Prüfung. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile für die Schweizer Wirtschaft die Kosten und den administrativen Aufwand einer fortlaufenden Anpassung an europäische Standards rechtfertigen. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen könnte durch eine zusätzliche regulatorische Last beeinträchtigt werden, anstatt gestärkt zu werden.

Schliesslich ist die Frage der Souveränität von zentraler Bedeutung. Die Schweiz hat sich ihre Unabhängigkeit über Jahrhunderte erkämpft und bewahrt. Eine Politik der schrittweisen Anpassung an europäische Vorgaben, ohne klare vertragliche Verankerung und demokratische Legitimation, birgt die Gefahr einer Erosion unserer nationalen Autonomie. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung, welche die Eigenständigkeit der Schweiz gewährleistet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge zu einer inländischen Umsetzung eine detailliertere Prüfung und eine kritischere Auseinandersetzung erfordern. Ohne klare Antworten auf die aufgeworfenen Fragen der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der

rechtsstaatlichen Garantien ist eine bedingungslose Zustimmung nicht zu rechtfertigen.

Strom

Die vorgeschlagene Integration in den europäischen Strommarkt, insbesondere im Hinblick auf das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis), stellt eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht, dessen Stromnetzentscheidungen künftig in Brüssel getroffen werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Unabhängigkeit und wird zur reinen Vollzugsstelle für nicht-demokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung markiert.

Existenziell bedroht ist insbesondere die Schweizer Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und dessen Abschaffung erzwingen. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Infolge der vollständigen Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (Art. 4a ff. StromVG) angestrebt wird, droht eine unkalkulierbare Preisvolatilität. Die Kosten für die nicht mehr marktgedeckte Versorgungssicherheit werden voraussichtlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden, was insbesondere für KMU und Haushalte zu höheren Belastungen führt.

Die Änderungen im Energiegesetz (Art. 15 neu EnG) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht den Zielen einer diversifizierten und erneuerbaren Energieversorgung und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterstreicht den Verlust von Souveränität in der Steuerung unserer kritischen Infrastruktur. Dieses hochriskante Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind angesichts des zu erwartenden starken wirtschaftlichen Drucks auf das Schweizer Lohnniveau nicht nur unzureichend, sondern von fragwürdiger Wirksamkeit. Es besteht die ernste Gefahr einer flächendeckenden Erosion der Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, ohne dass die vorgeschlagenen Schutzmechanismen dem wirksam entgegenwirken könnten. Statt den bewährten und nachweislich effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an europäische Standards angepasst, was eine fragwürdige Prioritätensetzung offenbart.

Die neuen Bestimmungen, insbesondere im Hinblick auf das Entsendegesetz (EntsG), stellen keine

Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Anpassungen des Sanktionssystems nach Art. 9 Abs. 2 EntsG dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Des Weiteren untergraben die neuen Regelungen die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate. Die angestrebten zentralistischen und EU-konformen Strukturen schwächen die Kontrollmechanismen und führen zu einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der augenscheinlich dem EU-Druck geschuldet ist. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird de facto zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Diese Entwicklungen lassen Zweifel aufkommen, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmerschaft dienen oder primär der Erfüllung von EU-Forderungen geschuldet sind und somit eine schleichende Aushöhlung unserer eigenständigen Gesetzgebung und des Lohnniveaus bewirken.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des schweizerischen Lebensmittelrechts an dasjenige der Europäischen Union, getarnt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung unserer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Sicherheit geht, sondern um eine schleichende Integration, die unsere hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer landwirtschaftlichen Betriebe fundamental bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich auf jahrzehntelange Tradition und strengste Kontrollen stützt, wird durch die Übernahme oft tieferer EU-Standards unweigerlich verwässert. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" verliert an Bedeutung, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies vernichtet einen unserer wichtigsten Wettbewerbsvorteile.

Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen unlösbar mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies ist nichts anderes als politische Erpressung, die der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in diesem essenziellen Bereich nimmt. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in unseren Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten, ist ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Bürokratiewelle ist unvorstellbar. Nicht nur grosse Betriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an lokalen Anlässen müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere Qualität und Vielfalt, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, bewährte und oft strengere Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der

EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz.

Des Weiteren wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz an schnellen, nationalen Reaktionen hindert. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieses Abkommen ist ein gefährlicher Schritt in Richtung Souveränitätsverlust und eine Bedrohung für unsere Landwirtschaft, unsere Qualität und unsere Identität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts und die damit verbundenen Gesetzesanpassungen, insbesondere des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen primär politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, gestützt durch das neue BHÜG, institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft eine "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Instanz wird Entscheidungen treffen, die nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch die Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist besonders stossend für unseren Föderalismus, da die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält und kantonale Souveränität ausgehebelt werden kann. Ebenso bedenkliche Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird. Ferner schwächt der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG den Konsumentenschutz und die Transparenz, um der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt unterwirft sich die Schweiz mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine kapitale Untergrabung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, widerspricht fundamental dem Geist von Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines quasi unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, einer „Niederlassung C PLUS“, die selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem

Sozialhilfebezug Bestand hat, gefährdet die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke erheblich.

Die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen nicht nur gefördert, sondern geradezu institutionalisiert. EU-Bürger und ihre Familien erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet; der Zuzug von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern wird neu ermöglicht. Dies führt unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“ in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die jede effektive Steuerung verunmöglicht. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der „Integrationsmethode“ erfolgen. Das bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch kein Mitspracherecht mehr bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich sein. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen dieser unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterordnung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere schmerzliche Eingriffe in unsere sozialpolitische Souveränität und Eigentumsrechte. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzpolizeilichen Aufgaben und die Zusammenarbeit mit dem Fürstentum Liechtenstein (BGBL) (Artikel 2 Absatz 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG) (Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG) (Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG) (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die hohen Schweizer Standards und die Patientensicherheit gefährdet. Diese gesamte Paket ist nichts weniger als eine Kapitulation vor der EU auf allen Ebenen.

Landverkehr

Die vorgesehene Übernahme des EU-Rechts im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die Souveränität unseres Landes. Insbesondere die geplante Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung dar. Dieses Abkommen öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, eine Praxis, die unweigerlich zur "Rosinenpickerei" führt. Dies gefährdet die finanzielle Stabilität von SBB und anderen konzessionierten Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Die Folge ist eine Aushöhlung des Angebots für die Bevölkerung in ländlichen Regionen.

Des Weiteren ist die Sorge gross, dass das EU-Beihilferecht etablierte und notwendige Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr sowie für die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einstufen könnte. Solche Massnahmen sind jedoch entscheidend für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung eines qualitativ hochwertigen öffentlichen Verkehrsangebots. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Absicherung dienen soll, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen,

dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Dies ist keine Beruhigungspille, sondern eine klare Schwächung unserer Souveränität.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz zudem, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs entscheidend ein und zwingt zu suboptimalen, möglicherweise teureren Lösungen, anstatt die besten für die Schweiz zu wählen. Insgesamt droht die Aushöhlung des Service public und eine signifikante Einschränkung der schweizerischen Steuerungshoheit im Bereich des Landverkehrs.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag

Der vorgeschlagene finanzielle Beitrag an die Europäische Union stellt aus mehreren Gründen eine gravierende und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unserer demokratischen Rechte dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist schlichtweg als Zwangsabgabe zu bezeichnen. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen.

Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, über die Höhe und die Bedingungen dieser Zahlungen zu verhandeln oder gar abzulehnen. Wir werden faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, deren Beiträge verbindlich werden, ohne dass im Gegenzug ein garantierter verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse erfolgt. Dies ist eine Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bietet.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das legislative Instrument, um diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren und das Budgetrecht des Parlaments auszuhöhlen. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die souveräne Entscheidung des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern durch die blosse Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung ersetzt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als integralen und dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unlautere Verquickung, die die eigentlichen finanziellen und souveränitätsbezogenen Nachteile dieser Vereinbarung verschleiert. Wir lehnen die bedingungslose Verpflichtung zur Zahlung von Mitteln ab, die unsere demokratische Kontrolle und unsere nationale Entscheidungshoheit schwächen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Peter Müller (Privat)

Datum: 14.09.2025

Kontakt: Peter Müller · 044 461 61 26 · office@mediacolors.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die jüngsten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus einer kritischen und skeptischen Perspektive mit erheblichen Bedenken zu betrachten. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Vereinbarungen tatsächlich den Interessen der Schweiz dienen oder ob sie im Gegenteil die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien des Landes gefährden.

Insbesondere die Angleichung an EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei ein Mitspracherecht besitzt, ist höchst problematisch. Gemäss Artikel 47 Absatz 2 der Bundesverfassung hat das Schweizer Volk das Recht, über die Einführung neuer Rechtsnormen zu befinden. Wenn die Schweiz ohne eigene Gesetzgebungsinitiative direkt EU-Recht übernimmt, wird dieses fundamentale demokratische Prinzip ausgehöhlt. Dies stellt eine Untergrabung der Volkssouveränität dar, die es zu verteidigen gilt.

Des Weiteren bereitet die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Anlass zur Sorge. Die Souveränität eines Staates manifestiert sich unter anderem in der unabhängigen Auslegung und Anwendung seines eigenen Rechts. Die Einbeziehung des EuGH als bindende Instanz in Streitigkeiten, die schweizerisches Recht betreffen, widerspricht dem Grundsatz der staatlichen Unabhängigkeit und der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie sie auch in den Artikeln 160 ff. der Bundesverfassung verankert ist, welche die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit der Gerichte schützen. Die Gefahr einer inhaltlichen Vorherrschaft des EU-Rechts und einer Beeinflussung der nationalen Rechtsprechung durch ausländische Gerichte ist real und darf nicht ignoriert werden.

Die angeblichen Vorteile der bilateralen Abkommen erscheinen angesichts dieser gravierenden Einschnitte in die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Selbstbestimmung fragwürdig. Es ist unabdingbar, dass die Schweizer Bevölkerung über die vollen Konsequenzen informiert wird und eine fundierte Debatte über die Zukunft der Beziehungen zur EU geführt werden kann. Die aktuelle Verhandlungsrichtung birgt das Risiko einer schleichenden Entfremdung von den Kernprinzipien der Schweizerischen Eidgenossenschaft und sollte daher mit äusserster Zurückhaltung und kritischer Distanz beurteilt werden. Die Bewahrung der eigenen Rechtshoheit und der demokratischen Mitsprache muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung, die über die oberflächlichen Vorteile hinausgeht. Anstatt eine echte Stärkung der Souveränität und des nationalen Rechts zu gewährleisten, scheint das Paket auf eine schleichende Erosion der schweizerischen Rechtsordnung hinauszulaufen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende demokratische Legitimation und rechtsverbindliche Mechanismen zur Wahrung schweizerischer Interessen gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis.

Die Integration von EU-Recht in unser System, wie sie durch den vorliegenden Vorschlag vorangetrieben wird, steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung. Das Schweizerische Bundesgericht hat in ständiger Rechtsprechung, beispielsweise im Urteil vom 21. Dezember 2011 (BGE 138 I 127 ff.), die Souveränität als höchstes Gut der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Geltung des nationalen Rechts als primär verankert. Die vorliegende Vereinbarung droht, diese Priorität aufzuweichen, indem sie die automatische Übernahme von EU-Recht vorsieht, ohne dass dieses einer rechtsstaatlichen Prüfung auf seine Vereinbarkeit mit der Bundesverfassung unterzogen wird. Dies stellt eine indirekte Entmachtung der schweizerischen Gesetzgeber und Gerichte dar.

Die mangelnde Einflussnahme der Schweiz auf die Entstehung von EU-Recht, das sie sodann in ihr eigenes Recht übernehmen müsste, widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (PolBG) verankert ist. Wir werden zu Adressaten von Vorschriften, deren Gestaltung wir nicht beeinflussen können. Dies untergräbt die demokratische Legitimation unseres Rechtssystems.

Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der garantierten Mechanismen zur Wahrung schweizerischer Besonderheiten und Interessen. Die Annahme, dass die EU bereitwillig Rücksicht auf die einzigartigen Bedürfnisse der Schweiz nimmt, ist angesichts der bisherigen Erfahrungen naiv. Die Befürchtung ist real, dass unser Land zu einer reinen Ausführungsbehörde für europäische Regulierungen degradiert wird, während die eigentlichen Entscheidungsgewalt in Brüssel verbleibt. Dies widerspricht der in Artikel 188 der Bundesverfassung verankerten Pflicht des Bundesrates, die Interessen der Eidgenossenschaft wahrzunehmen.

Die vorgeschlagene Regelung führt zu einer Rechtsunsicherheit, da die genaue Auslegung und Anwendung des übernommenen EU-Rechts im schweizerischen Kontext oft unklar bleiben wird. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) wird faktisch zum obersten Richter über das schweizerische Recht werden, ohne dass seine Urteile im Einklang mit der schweizerischen Rechtsordnung stehen müssen. Dies kann zu einer permanenten Aushöhlung unserer Rechtsstaatlichkeit führen und die Geltung der Bundesverfassung relativieren, was fundamentalen Verfassungsprinzipien widerspricht.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur Frage der inländischen Umsetzung im Kontext der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union sind tiefgreifende Bedenken zu äussern. Die derzeitige Ausrichtung deutet auf eine schleichende Aushöhlung der Schweizer Souveränität hin, welche durch die Bundesverfassung, insbesondere deren Artikel 5 über die staatspolitische Grundordnung und Artikel 41 über die staatsbürgerlichen Rechte und Pflichten, geschützt werden sollte. Die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprache und die damit verbundene Einschränkung des nationalen Gesetzgebungsspielraums widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volksouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist.

Es ist äusserst fraglich, inwieweit die inländischen Umsetzungsmechanismen tatsächlich die Interessen der Schweiz wahren können, wenn sie primär auf die Anpassung an externe Vorgaben ausgerichtet sind. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz gezwungen wird, regulatorische Standards zu übernehmen, die nicht notwendigerweise ihren spezifischen Bedürfnissen oder ihrem bewährten Rechtssystem entsprechen. Dies könnte beispielsweise die Landwirtschaft, die KMU oder den Finanzsektor unverhältnismässig belasten und zu Wettbewerbsnachteilen führen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Kontrolle durch die eidgenössischen Räte, wie sie im

Rahmen der Rechtssetzung gemäss Verfassung vorgesehen sind, könnten durch die dynamische Übernahme von EU-Recht erheblich beeinträchtigt werden.

Die damit verbundenen Kosten für die Anpassung der nationalen Gesetzgebung und Verwaltung sind ebenfalls ein nicht zu unterschätzender Faktor, der in der aktuellen Diskussion zu wenig Berücksichtigung findet. Zudem stellt sich die Frage nach der Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Prozesse, durch die Schweizer Rechtspositionen in Bezug auf die EU-Abkommen geformt werden. Ohne eine klare und unabhängige Prüfung der Auswirkungen auf die inländischen Rechtsordnungen und die wirtschaftliche Stabilität besteht die Gefahr, dass Entscheidungen getroffen werden, die langfristig nachteilige Konsequenzen für die Schweiz haben. Es bedarf einer kritischen Neubewertung der aktuellen Vorgehensweise, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz gewahrt bleiben.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts und die damit verbundenen Gesetzesänderungen, insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen primär politische und damit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird damit abgeschafft. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime, das die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie massiv untergräbt.

Die Kantone werden zu Bittstellern herabgestuft. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Schaffung des BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt.

Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide dienen nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Dies alles dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und lassen eine tiefgreifende Aushöhlung des schweizerischen Systems befürchten. Es handelt sich hierbei nicht um eine Stärkung des Lohnschutzes, sondern vielmehr um

dessen Anpassung an EU-Standards, was unweigerlich zu einer Schwächung im Vergleich zu den bisherigen, bewährten flankierenden Massnahmen führt. Die vorgelegten Neuregelungen, insbesondere die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Neuregelung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der EU-Konformität und weniger der effektiven Wahrung der Löhne und Arbeitsbedingungen schweizerischer Arbeitnehmer. Die Streichung des bisherigen Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Verlagerung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Dies schafft ein Umfeld, das ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping öffnet.

Die Befürchtung einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus ist angesichts dieser Entwicklungen leider nicht unbegründet. Insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen werden einem massiven Druck ausgesetzt sein, dem die neuen Massnahmen offensichtlich nicht standhalten können. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der unter EU-Druck zustande gekommen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d). Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die Schweiz vor den negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Lohnschutz zu schützen. Vielmehr schwächen sie unsere bewährten Systeme und führen zu einer unerwünschten Abhängigkeit von der EU.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine besorgniserregende Kapitulation vor dem Druck der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Volkswillen sowie der eidgenössischen Verfassung. Insbesondere Artikel 121a BV, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz verankert, wird durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie massiv untergraben. Die geplante Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', ist praktisch unentziehbar und birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug soll ein Aufenthaltstitel praktisch garantiert sein.

Dies fördert zudem eine massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden allein von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die Ausweitung des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der daraus resultierenden Sozialkosten.

Die angebliche 'Schutzklausel' ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind so hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der 'Integrationsmethode' entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk die Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo; sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität und gibt ihre Souveränität auf.

Strom

Mit grossem Bedauern und erheblichen Bedenken äussere ich mich zur geplanten Strommarktliberalisierung und zur damit einhergehenden institutionellen Einbindung in EU-Strukturen. Die vorliegende Vorlage birgt die Gefahr einer sukzessiven Aushöhlung unserer Energiesouveränität und gefährdet die bewährte Versorgungssicherheit der Schweiz.

Die durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebte vollständige Marktliberalisierung ist kein Fortschritt, sondern ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt unweigerlich zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch die EU-Regeln eingeschränkt, und es stellt sich die drängende Frage, wer in Zukunft die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird – weder der Markt noch die EU können diese Aufgabe in unserem Interesse vollumfänglich übernehmen.

Die ElCom, unsere bisher unabhängige Regulierungsbehörde, droht zu einer blossen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert zu werden. Sie wird undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen müssen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die massive Ausweitung ihrer Kompetenzen (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Auch die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion wird massiv geschwächt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht fundamental der Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs.

4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage unsere Energiesouveränität aufgibt, die Versorgungssicherheit aufs Spiel setzt und unsere föderalen Strukturen zerstört. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber die Kosten mittragen muss. Entscheide über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt. Dies ist eine Entwicklung, die wir mit aller Kraft verhindern müssen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen in Bezug auf den finanziellen Beitrag sind aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und mit erheblichen Vorbehalten zu betrachten.

Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt einen fundamentalen Verlust der politischen Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Indem die Schweiz die Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen abgibt, verliert sie ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit, ihre Steuergelder eigenverantwortlich zu allokieren. Die Bezeichnung als Kohäsionsbeitrag verschleiert den Charakter dieser Transaktionen, welche faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu zahlen, ohne die Möglichkeit, sich dieser Verpflichtung zu entziehen. Diese Entwicklung positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht, während keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse besteht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dies untergräbt die Budgethoheit des Parlaments und verwandelt eine politische Geste in eine unumgängliche rechtliche Pflicht. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und dient lediglich dazu, die politisch heiklen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, indem der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird. Insgesamt stellen die vorgeschlagenen Änderungen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Finanzen dar, ohne klare und greifbare Gegenleistungen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt als Massnahme zur Verbesserung der "Lebensmittelsicherheit", stellt de facto eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Standards dar. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die faktische Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, steht unter dem Primat der Angleichung an oft tiefere EU-Standards. Dies führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels "Made in Switzerland".

Besorgniserregend ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft und die Schweiz einer politischen Erpressung aussetzt, welche jegliche souveräne Entscheidungsfindung blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit

Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar.

Die drohende Welle der Bürokratie ist eine existenzielle Bedrohung. Die sprichwörtlich schweizerischen Qualitätsstandards, die durch das angepasste Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) untergraben werden, würden durch unpassende und komplexe EU-Vorschriften ersetzt. Dies vernichtet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, indem die Schweiz zur Akzeptanz von Produkten mit Spuren von GVO gezwungen wird, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zur Aufgabe strengerer nationaler Tierschutzvorschriften zugunsten von EU-Standards, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Auch der Waldschutz wird dem Diktat der EU unterstellt (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), was die Fähigkeit der Schweiz zur souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet damit Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch ein starres, bürokratisches System. Insgesamt handelt es sich hierbei um eine schleichende Übernahme des EU-Rechts, die unsere Identität, unsere Wirtschaft und unsere Souveränität massiv gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen und die Personenbeförderung, sind aus Sicht der Wahrung des schweizerischen Service public und der nationalen Souveränität zutiefst bedenklich. Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz, neu Art. 40ater EBG, öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, welche die Verantwortung für die unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien tragen, finanziell ausgehöhlt werden. Dies stellt eine direkte Bedrohung für die flächendeckende Grundversorgung dar, die ein Fundament unseres öffentlichen Verkehrs bildet.

Des Weiteren ist die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmechanismus rechtlich unzureichend und im Grunde wertlos. Sie bietet keinerlei Garantie gegen künftige dynamische Übernahmen von EU-Recht, welche die Schweiz de facto zu einer Befolgung neuer Regulierungen zwingen würde, ohne eigene Mitgestaltungsmöglichkeiten. Dies untergräbt die Souveränität und die Fähigkeit, Eisenbahninfrastruktur und -betrieb nach eigenem Ermessen zu gestalten. Die dynamische Rechtsübernahme, die sich auch in potenziellen Vorgaben wie zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) manifestieren könnte, verlagert Entscheidungskompetenzen zunehmend auf supranationale Ebenen und entzieht sie der nationalen Kontrolle.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz, namentlich Art. 32a Abs. 1bis PBG, sind ebenfalls höchst problematisch. Sie zwingen die Schweiz, bei der Vergabe von Verkehrsleistungen EU-rechtliche Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, bedroht zudem direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger. Insgesamt führen die vorgeschlagenen Änderungen zu einer schleichenden Aushöhlung des Service public und der nationalen Gestaltungsfreiheit im Verkehrsbereich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die Rechtsetzungshoheit. Eine engere Bindung an die Europäische Union, selbst in Form eines neuen Abkommens, droht die Unabhängigkeit der Schweiz zu untergraben und unsere Verfassungsgrundsätze in Frage zu stellen.

Es ist äusserst besorgniserregend, wie mit der vorgeschlagenen Regelung die Übernahme von EU-Recht faktisch vorprogrammiert wird. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben unserer Bundesverfassung. Insbesondere Artikel 164 der Bundesverfassung, der die obligatorische Zustimmung der eidgenössischen Räte zur Übernahme von Völkerrecht vorsieht, könnte durch eine solche Automatik ausgehebelt werden. Die Gefahr, dass sich die Schweiz in einem Zustand der permanenten Rechtsübernahme wiederfindet, ohne dass eine wirksame demokratische Kontrolle oder gar eine Volksabstimmung möglich ist, ist real. Dies stellt eine fundamentale Bedrohung für die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung dar.

Des Weiteren stellt sich die Frage, wie die Unabhängigkeit der Schweizerischen Gerichte gewahrt bleiben kann, wenn die Auslegung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof verbindlich würde. Dies würde die primäre Rolle unserer nationalen Gerichte, wie im Artikel 163 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert, in Frage stellen und die Schweizer Rechtsordnung potenziell einer fremden Jurisdiktion unterstellen.

Die finanzielle Komponente eines solchen Abkommens ist ebenfalls kritisch zu beleuchten. Eine finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass hierfür ein entsprechender Mehrwert für unser Land nachweisbar ist, wäre eine unzumutbare Belastung für die Schweizer Steuerzahler. Es stellt sich die Frage, ob diese Mittel nicht besser im Inland für schweizerische Anliegen eingesetzt werden könnten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU mit erheblichen Vorbehalten betrachtet werden muss. Die potenziellen Nachteile für unsere Souveränität, unsere Rechtsetzung und unsere finanzielle Autonomie überwiegen die vage formulierten Vorteile bei weitem. Eine kritische Prüfung und klare Ablehnung solcher Regelungen sind unerlässlich, um die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung zu wahren.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Sophie Hausendorf <sophia.hausendorf@ebmnet.ch>
Sent: Montag, 15. September 2025 11:24
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlasungsantwort CH - EU
Attachments: Vernehmlassungsantwort an Bunderat und Parlament.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Parlamentarier und Mitglieder des Bundesrates

Als Bürger der Schweiz bin ich bestürzt darüber, dass unsere Volksvertreter die Bilateralen 3, also das Paket Schweiz - EU mit grossem diplomatischen und finanziellem Aufwand erneut durchsetzen wollen. Man bekommt sogar den Eindruck, dass hinter den Kulissen die Verträge bereits in Kraft getreten sind und EU Recht in der Schweiz bereits zur Anwendung kommt.
Ich kann nicht verstehen, dass solche wesentlichen, einschneidenden und weitreichenden Beschlüsse dem Souverän nicht zur Abstimmung vorgelegt werden.
Ich kann nicht verstehen, wenn die Neutralität von unseren Volksvertretern ausgehöhlt oder ein de Facto Nato Beitritt beschlossen wird.
Man möchte gerne erfahren, wessen Geistes Kind die vielen, notabene vom Steuerzahler unterhaltenen Berater und eventuell Einflüsterer unserer Volksvertreter sind.
Diese Verträge sind ein Verrat an der Schweiz.
Bitte nehmen Sie diese Vernehmlassungsantwort zur Kenntnis und zeigen Sie, dass Sie für die Schweiz und ihre Bürger einstehen, besten Dank!

Sophia Hausendorf
Steinweg 3
4142 Münchenstein

T: +41 61 701 74 86
M: +41 76 424 50 24

sophia.hausendorf@ebmnet.ch
www.andreashausendorf.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Roberto Campaner (Privat)

Datum: 18.09.2025

Kontakt: Roberto Campaner · 0794452176 · roberto.campaner@campaner.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Verrat an der Bevölkerung und den Grundwerte unserer Verfassung und direkten Demokratie.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public auf. Die Öffnung für die sogenannte Kabotage, die durch die Einführung des neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht wird, birgt die Gefahr einer systematischen "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese könnten sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein bei den Schweizer Transportunternehmen verbleibt. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Leistungsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrsnetzes. Zudem ist die Sorge vor einer unzulässigen Einstufung bestehender und bewährter Subventionen nach EU-Beihilferecht äusserst begründet. Solche Subventionen, die dem Güterverkehr, dem Regionalverkehr oder der Erneuerung des Rollmaterials zugutekommen, sind essentiell für die Aufrechterhaltung eines qualitativ hochwertigen und flächendeckenden Angebots. Eine Aberkennung dieser Beihilfen würde die Qualität und den Umfang des Service public direkt bedrohen. Die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich unwirksam. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns künftig zwingen würde, jegliche Änderungen des EU-Rechts im Bahnbereich zu adaptieren. Dies bedeutet einen schleichenden Verlust unserer Souveränität und die schrittweise Verlagerung von Steuerungs- und Regulierungskompetenzen an zentrale EU-Stellen, wie beispielsweise im Kontext des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Art. 32a Abs. 1bis, verpflichtet die Schweiz bei gemeinsamen Ausschreibungen zur Beachtung von völkerrechtlichen, also EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen auf die besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Souveränität bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes wird damit massiv eingeschränkt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisher bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, soll einer starren, technokratischen Kontrolle durch die Europäische Union unterworfen werden. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone, die ihre lokalen Wirtschaftsförderungsentscheidungen künftig von einer EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen, sondern zementiert auch die Schweiz als reinen Regel-Empfänger, dessen wirtschaftspolitische

Steuerungshoheit ausgehebelt wird. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der darin verankerten Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Diese neue «Superbehörde», die faktisch als verlängerter Arm der EU agieren wird, ist nicht primär dem Schweizer Interesse verpflichtet, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Beihilferecht. Dies geht mit der unzureichenden demokratischen Kontrolle über diese mächtige Instanz einher. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Entscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, ist ein Schlag ins Gesicht des Föderalismus. Dies ermöglicht die Aufhebung kantonaler Souveränität mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG). Des Weiteren ist die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 KG äusserst bedenklich. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG beispielsweise opfert die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr vollständig zugunsten des EU-Regimes. Auch die Streichung des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während sich die neue Behörde ungestört entfalten kann. Diese Regelungen bedeuten einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung, der nicht zu tolerieren ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit und ihrem Ansatz höchst fragwürdig. Sie stellen keine adäquate Antwort auf den immensen Lohndruck dar, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht. Statt einer echten Stärkung unseres bewährten Lohnschutzes droht eine schleichende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die breite Masse der Arbeitnehmenden in mittleren und tiefen Einkommensklassen. Es ist alarmierend festzustellen, dass der Schweizer Lohnschutz nicht gestärkt, sondern aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst wird. Die neuen Regelungen erscheinen primär bürokratischer Natur, ohne jedoch die Effektivität zu erhöhen, die für den Schutz unserer Arbeitskräfte notwendig ist. Dies begünstigt in erster Linie ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, Lohndumping zu praktizieren. Die Kontrollmechanismen werden dabei geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU), ohne das fundamentale Problem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzentschädigung (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVIG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Zuwanderungspolitik und der Souveränität der Schweiz auf. Die geplante Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Schlechterstellung der Schweizer Bevölkerung dar und widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", ist zutiefst besorgniserregend. Diese faktisch unentziehbare Aufenthaltsbewilligung, selbst bei krimineller Veranlagung oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unvertretbarem Masse. Dies geht zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern übersteigt das Mass dessen, was von einem Nicht-EU-Land erwartet werden kann, und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis bedeutungslos bleiben wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu aktivieren, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die die Souveränität der Schweiz massiv einschränkt. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein klarer Affront gegen den Willen des Souveräns. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die faktische Unmöglichkeit eines Ausschlusses, selbst bei Abhängigkeit, belasten die Schweiz enorm. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo; sie bietet keinerlei wirksame Steuerungsmöglichkeiten und schliesst einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein eingestandenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dieser Schritt ist als verzweifelter Versuch zu werten, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern. Der Schweizer Steuerzahler wird zusätzlich belastet, indem Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetztes über die Berufsbildung (BGBG) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt, was unsere hohen Qualitätsstandards schwächt und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes untergräbt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Änderungen im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränken die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist die Übernahme des EPC im Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten, wie die Anpassung des BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) zeigt, welche unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU unterstellt. Diese Vorlage ist ein Schritt in Richtung einer schleichenden Entmündigung der Schweiz und eine Missachtung des Volkswillens.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel, stellt eine massive Unterwanderung unserer nationalen Souveränität und der etablierten Schweizer Standards dar. Es handelt sich nicht um eine schrittweise Annäherung, sondern um die bedingungslose Unterwerfung der gesamten schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Konzept "Vom Hof auf den Tisch". Dies gefährdet die Grundfesten unserer hochstehenden

Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, steht unter direktem Beschuss. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen wird wie in der EU. Dies ist eine bewusste Entwertung unserer Errungenschaften. Besonders besorgniserregend ist die verknüpfende Natur des Abkommens. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verbindet, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Sie nimmt der Schweiz jede souveräne Handlungsfähigkeit und blockiert jegliche unabhängige Entscheidung. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren ungehindert Schweizer Betriebe, von Ställen bis zu Restaurants, kontrollieren dürfen, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität und macht unsere Produzenten zu Objekten ausländischer Überwachung. Eine beispiellose Bürokratiewelle droht. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften sind ungeeignet für unsere vielfältige Kleinstrukturiertheit. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine werden mit einer administrativen Last erdrückt, die viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies zerstört nicht nur lokale Traditionen, sondern auch wirtschaftliche Existenzen. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift die Schweizer Qualität und die Interessen unserer Produzenten und Konsumenten frontal an, indem es die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) stellen einen klaren Rückschritt dar. Unsere strengeren und bewährten nationalen Vorschriften für Transport und Schlachtung müssen zugunsten der EU-Standards aufgegeben werden. Dies ist nicht nur ein ethischer Rückschritt, sondern auch ein weiterer Verlust an Souveränität, da wir die Möglichkeit verlieren, eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Ähnlich verhält es sich mit dem Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis), wo der Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU unterstellt wird, und mit dem Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu), das die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung abgibt. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die parlamentarische Kontrolle aushöhlt. Dieses Abkommen ist keine Chance, sondern eine Gefahr für die Schweiz. Wir lehnen die vorgesehene Übernahme des EU-Regelwerks entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Strombereich stellen einen fundamentalen Bruch mit bewährten Schweizer Prinzipien dar und gefährden unsere Energiesouveränität sowie Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem bloßen Vollzugsgehilfen degradieren, der ohne Stimmrecht, aber mit Kostenbeteiligung operiert. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies widerspricht dem demokratischen Grundsatz, da sie undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bisherige System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende finanzielle Folgen hätte. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Ferner untergräbt sie die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, die die Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW senkt, ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein

weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine schleichende Entmachtung dar. Die Schweizer Stimmbürger und ihre Vertreter verlieren die Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern im Rahmen der Kohäsionspolitik frei zu entscheiden. Stattdessen werden wir in eine Position gedrängt, in der wir zur Nettozahlerin werden, ohne über entsprechende Stimmrechte oder eine verbesserte Marktposition zu verfügen. Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung und Anpassung der Zahlungen wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Schweizer Beiträge führen. Es ist absehbar, dass die Schweiz zukünftig nicht mehr die Möglichkeit haben wird, diese Forderungen abzulehnen. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungsverpflichtungen als permanent und rechtlich bindend. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt die Budgethoheit aus, wie es auch die Ausführungen zu Art. 1 KoBG implizieren, welche einen permanenten Rechtsanspruch schaffen. Statt einer unabhängigen Entscheidung über die Verwendung von Bundesmitteln wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die bilateralen Abkommen (BöB) ist keine rein formale Angelegenheit. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Bereitschaft, diese regelmässig zu leisten. Darüber hinaus ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung, insbesondere durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b, irreführend. Hier wird das Ansehen der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die faktische Konsequenz ist eine Zwangsabgabe, die die Souveränität der Schweiz untergräbt, ohne dass greifbare Vorteile für die Schweiz selbst erkennbar sind. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär Kosten verursacht und unsere demokratischen Entscheidungsprozesse schwächt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch eine solche Vereinbarung ihre Souveränität und ihre rechtssetzende Autonomie in erheblichem Masse opfert, ohne dass die Vorteile für die Bevölkerung klar ersichtlich sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie durch die flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit zu befürchten ist, widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 12. April 1978 (SR 101) verankert die Souveränität der Kantone und des Bundes. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Grundsätze untergraben und die Fähigkeit der Schweizerischen Bundesversammlung einschränken, Gesetze im besten Interesse der eigenen Bevölkerung zu erlassen. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen fraglich. Während die Befürworter von erleichtertem Marktzugang sprechen, wird die zusätzliche regulatorische Last durch die Übernahme des EU-Acquis und die Kosten für die Umsetzung oft unterschätzt. Artikel 95 der Bundesverfassung vom 18. Dezember 1999 (SR 101) betont die Wahrung der Interessen der Schweizerischen Wirtschaft. Es ist zu bezweifeln, ob das vorgeschlagene Paket diesen Artikel erfüllt, wenn es zu einer Divergenz in den Handelsbedingungen und zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen könnte. Die potenzielle Beeinträchtigung der direkten Demokratie ist ebenfalls ein erheblicher Kritikpunkt. Die Möglichkeit, dass die EU-Gerichtsbarkeit in bestimmten Bereichen das letzte Wort hat, könnte die Entscheidungsfindung des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter tangieren. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das in der Schweizer Verfassungsordnung tief verankert ist. Die Übernahme von Verordnungen, die nicht durch das Schweizer Volk oder seine Vertreter verhandelt und genehmigt wurden, ist mit dem föderalistischen System und der demokratischen Legitimation, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, nur schwer in Einklang zu bringen. Es müssen klarere Mechanismen für die Beibehaltung der Schweizer Rechtsordnung und der demokratischen Kontrolle geschaffen werden. Die Risiken für die Unabhängigkeit und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz scheinen beträchtlich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lukas Gubler (Privat)

Datum: 18.09.2025

Kontakt: Lukas Gubler · +41774160712 · lukas.gubler@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und bedürfen einer kritischen Überprüfung im Lichte der schweizerischen Rechtsordnung. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne effektive Mitsprache der Schweiz untergräbt die Souveränität des Landes und stellt eine Abkehr von den Prinzipien dar, die im Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und Innovation (FIFG) sowie im Landwirtschaftsgesetz (LW) verankert sind.

Die tarkoitet, dass die Schweiz EU-Recht auf vornherein übernehmen muss, ohne dass eine eigene Interessenwahrung im Vorfeld möglich ist. Dies widerspricht fundamental dem Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Hauptaufgabe des Bundesrates darin sieht, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren. Eine solche Regelung würde die Schweiz de facto zu einem Rechtsanhängsel der EU degradieren, dessen nationale Gesetzgebung und politische Entscheidungsfindung einer externen Macht unterworfen wäre.

Des Weiteren ist die Ausgestaltung der Streitbeilegung fragwürdig. Die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz, selbst in Bereichen, die nicht unmittelbar durch bilaterale Verträge abgedeckt sind, stellt eine gravierende Verletzung der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention (EMRK) garantiert ist. Die schweizerischen Gerichte würden faktisch ihre Autonomie verlieren und gezwungen sein, Urteile eines ausländischen Gerichts anzuwenden.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass hierfür eine klare parlamentarische Kontrolle im Sinne des Budgetrechts des Bundes (Art. 129 BV) gewährleistet ist, ist ebenfalls problematisch. Es besteht die Gefahr, dass erhebliche Mittel ohne angemessene demokratische Legitimation abfliessen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse eine unerwünschte Abhängigkeit der Schweiz von der EU schaffen und die Kernprinzipien unserer Rechtsordnung gefährden. Eine Ratifizierung solcher Vereinbarungen wäre mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität und Demokratie verbunden. Es ist unerlässlich, dass die nationalen Interessen und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz bei der Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU stets oberste Priorität geniessen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche verfassungsrechtliche und rechtsstaatliche Bedenken auf, welche die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Prinzipien fundamental in Frage stellen. Es ist äusserst beunruhigend, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht, wie es sich aus der aktuellen Vorlage ableiten lässt, potenziell in eine Situation gerät, in der sie ihre eigenen Gesetze und Verordnungen nicht mehr eigenständig gestalten kann. Dies widerspricht dem Geist der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV). Die ungeprüfte und unkritische Übernahme von EU-Recht stellt eine schleichende Aushöhlung der demokratischen Legitimation dar, da das Schweizer Volk und seine direkt gewählten Vertreter faktisch von der Gesetzgebungskompetenz entbunden werden.

Besonders kritisch ist die drohende Unterordnung unter den Europäischen Gerichtshof (EuGH). Eine solche Unterwerfung würde die unabhängige Rechtsprechung der Schweizer Gerichte massiv beeinträchtigen und die Anwendung des Schweizer Rechts in Frage stellen. Die Zuständigkeit des EuGH, die Auslegung und Anwendung von Rechtsnormen zu bestimmen, die für die Schweiz bindend werden sollen, steht im direkten Konflikt mit Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Recht vorsieht, welches jedoch primär durch die schweizerischen Gesetzgebungsorgane geschaffen wird. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht letztinstanzlich über die Rechtslage in der Schweiz entscheidet, ist mit dem Prinzip der nationalen Rechtsstaatlichkeit unvereinbar und schwächt die rechtsstaatliche Garantie für die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz.

Weiterhin besteht die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht eine unklare und intransparente Rechtslage entsteht. Die Komplexität und Dynamik des EU-Rechts bergen das Risiko, dass schweizerische Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger nicht mehr eindeutig wissen, welche Regeln für sie gelten. Dies beeinträchtigt die Rechtssicherheit und kann zu erheblichen Wettbewerbsnachteilen führen. Die schweizerische Rechtsordnung zeichnet sich durch Klarheit und Zugänglichkeit aus; die Integration in ein fremdes, sich ständig wandelndes Rechtssystem würde diese Stärken untergraben. Es muss sichergestellt werden, dass jede Übernahme von Rechtsakten sorgfältig geprüft wird und im Einklang mit den grundlegenden Prinzipien der Schweizerischen Bundesverfassung steht. Die aktuellen Vorschläge deuten eher auf eine faktische Unterwerfung als auf eine bewusste und souveräne Rechtsgestaltung hin.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom sind aus Sicht der nationalen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit inakzeptabel. Mit der Übernahme des EU-Strommarktrechts und der Einbindung in europäische Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E gibt die Schweiz ihre Unabhängigkeit auf. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für europäische Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energiepolitik bedeutet. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen einer demokratisch legitimierten Gesetzgebung, wie sie im Schweizer Recht verankert ist.

Die EU-Beihilfenregeln bergen eine existenzielle Gefahr für die Schweizer Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe verboten werden. Dies würde nicht nur die betroffenen Kantone finanziell schwächen, sondern auch die Investitionssicherheit für die Wasserkraft als Ganzes beeinträchtigen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) vorangetrieben wird, ist ein hochriskantes Experiment. Sie gefährdet die nationale Versorgungssicherheit, da die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird (StromVG, Art. 8b ff.). Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Grundversorgung. Die Preise werden volatiler und potenziell höher für KMU und Haushalte, da Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Schwächung dezentraler Energieversorger durch die angepassten Vergütungsregeln (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (EnG, Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a

Abs. 2bis EnG) benachteiligt lokale Produzenten und widerspricht der dezentralen Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die masslose Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (StromVG, Art. 22) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (StromVG, Art. 10, 18, 19) sind klare Instrumente zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zerstören föderale Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) entzieht der Schweiz notwendige Flexibilität in der Steuerung ihrer kritischen Infrastruktur. Die Schweiz opfert ihre Souveränität und die Stabilität ihrer Energieversorgung einem unkalkulierbaren Marktregime.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Zur Vernehmlassung betreffend den Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz äussere ich mich in aller Deutlichkeit ablehnend. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Sicherung des Lohnschutzes erweisen sich als unzureichend und lediglich kosmetisch. Sie vermögen den immensen Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neu konzipierten Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen nützt primär ausländischen Firmen, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für schweizerische Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Änderungen eine Verschlechterung unseres Lohnschutzes und eine gefährliche Erosion unserer Souveränität.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Landverkehrsabkommens birgt erhebliche Risiken für den Service public im schweizerischen Schienenverkehr. Insbesondere die Öffnung für die Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) droht, das bewährte Modell der

flächendeckenden Grundversorgung zu untergraben. Ausländische Anbieter könnten dazu übergehen, lediglich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen, was eine systematische "Rosinenpickerei" begünstigt. Dies würde die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Bevölkerung essenzielle Nebenlinien zu betreiben, finanziell massiv schwächen und somit die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger gefährden.

Darüber hinaus ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung von Artikel 32a Absatz 1bis bedenklich. Diese zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei ausreichenden Schutz. Sie ist rechtlich nicht bindend und schützt nicht vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und eine Abgabe von nationaler Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen, beispielsweise im Hinblick auf Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Die Schweiz würde sukzessive die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur aufgeben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Einführung der Kabotage und die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, den fundamentalen Charakter unseres Service public gefährden und die schweizerische Hoheit über ihren öffentlichen Verkehr erheblich einschränken.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union ist aus mehreren Gründen kritisch zu hinterfragen. Erstens ist die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht zutiefst problematisch. Dies entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die Formulierung "Kohäsionsbeitrag" verschleiert die Tatsache, dass es sich hierbei faktisch um eine Zwangsabgabe handelt, die den Interessen der Schweiz zuwiderläuft.

Zweitens erscheint der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird damit in eine Situation gedrängt, in der sie den von der EU diktierten Zahlungen nicht mehr widersprechen kann. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Souveränität und der Eigenverantwortung.

Drittens wird die Schweiz durch diese Regelung zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keinerlei Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in

Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Gefährdung unserer bewährten Sozialsysteme dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die eine massive Ausweitung der Freizügigkeit mit sich bringt, widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher ausdrücklich die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Der Wille des Souveräns, die Zuwanderung zu kontrollieren, wird hier mit Füssen getreten.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar wird. Diese Bestimmung, die selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug greift, untergräbt massiv unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unzumutbarer Weise. Es wird ein Anreiz geschaffen, sich auf Kosten der Schweizer Steuerzahler in unseren Sozialsystemen einzunisten, ohne dass eine effektive Steuerung oder Sanktionierung möglich ist. Die Neuregelung im Artikel 41c des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) zementiert diese problematische Entwicklung und macht den Ausschluss von Sozialhilfe für EU-Bürger nahezu unmöglich. Die "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG entpuppt sich als reines Placebo, deren Hürden in der Praxis nie erreicht werden und die im Falle ihrer Anwendung die Drohung von EU-Strafmassnahmen nach sich zieht – eine Erpressungsklausel statt eines Schutzmechanismus.

Auch der Familiennachzug wird in einer Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist und zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führt. Die Folgen sind unübersehbar: Eine massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme zulasten der Schweizer Bevölkerung und eine schleichende Erosion unserer direkten Demokratie, da künftige Verschärfungen des EU-Rechts im Zuwanderungsbereich automatisch übernommen werden sollen.

Darüber hinaus sind die Anpassungen im Bildungsbereich, wie die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a), ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz wird gezwungen, die Lasten der EU-Anbindung durch höhere Gebühren auf dem Buckel ihrer Studierenden und der Reputation ihrer Hochschulen abzuwälzen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG hebeln zudem die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung aus und bergen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und die Standards in qualifizierten Berufen. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Souveränität für eine fragwürdige EU-Kompatibilität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die eigenständige Steuerung der Zuwanderung negieren, sondern auch unsere Sozialwerke massiv belasten, unsere Souveränität untergraben und unsere bewährten Qualitätsstandards gefährden. Diese Entwicklungen sind inakzeptabel und müssen entschieden abgelehnt werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine inakzeptable Unterwanderung unserer nationalen Souveränität und unserer föderalistischen Grundordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen von Bund, Kantonen und Gemeinden als politisch legitimierte und demokratisch abgesegnete Instrumente der regionalen und lokalen Wirtschaftsförderung dienen, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die Autonomie der Kantone, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist, sondern auch eine Herabstufung unserer demokratischen Entscheidungsprozesse auf eine rein technische Genehmigungspraxis.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine sogenannte "Superbehörde", die Beihilfekammer, als "verlängerter Arm der EU" institutionalisiert. Diese neugeschaffene Instanz wird primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht die spezifischen Interessen der Schweiz. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, bei denen kantonale und kommunale Beteiligungen bestehen und der Service public eine zentrale Rolle spielt, werden der uneingeschränkten EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein bezeichnendes Beispiel für den Verlust nationaler Kontrollkompetenz in strategisch wichtigen Bereichen.

Die Auswirkungen auf die föderalistische Struktur sind gravierend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG), mit der demokratisch gefällte kantonale Subventionsentscheide vor Bundesgericht gekippt werden können. Ebenso sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zu verurteilen, da sie eine weitere Zentralisierung der Rechtskontrolle und eine Schwächung der kantonalen Souveränität bedeuten.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, dessen Entscheidungen nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der EU-Konformität dienen. Dies widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Ferner ist die Abschaffung der Mitwirkung des Preisüberwachers an den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was ihre wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv einschränkt und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage, die unter dem irreführenden Titel „Lebensmittelsicherheit“ eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ vorsieht, ist mit tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Schweizer Souveränität, der Qualität unserer Lebensmittelproduktion und der Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe verbunden. Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf unsere bewährten hohen Standards dar. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label „Made in Switzerland“, wodurch ein wichtiger Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört wird.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion werden durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zerstört. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Besonders gravierend sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Des Weiteren wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium durch die Verpflichtung zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt.

Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen

Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Verleihung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Die Unterstellung des Schutzes unserer Wälder unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) sind weitere eklatante Souveränitätsverluste. Diese Vorlage ist abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft angesichts der mangelnden Klarheit über die langfristigen Auswirkungen und der potenziellen Gefährdung unserer Souveränität erhebliche Bedenken auf. Eine unüberlegte Annäherung ohne klare Abgrenzung der Kompetenzen könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Rechtsordnung führen, was im Widerspruch zu zentralen Prinzipien unserer Verfassung steht. Insbesondere ist die im Verfassungsrecht verankerte Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) und Artikel 122 BV hinsichtlich der Zuständigkeit für die Aussenbeziehungen zu berücksichtigen. Jegliche neuen Abkommen müssen sicherstellen, dass die schweizerischen Gesetzgebungskompetenzen unangetastet bleiben und die demokratische Legitimation von Beschlüssen auf nationaler Ebene gewahrt wird.

Die Erfahrung zeigt, dass die EU häufig versucht, ihre Gesetzgebung über bilaterale Abkommen auf Drittstaaten auszudehnen. Dies stellt eine direkte Bedrohung für die rechtsgleichen und eigenständigen Beziehungen dar, die die Schweiz bisher erfolgreich gepflegt hat. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz und ohne Möglichkeit der Einflussnahme auf dessen Entstehungsprozess verletzt das Prinzip der Gleichwertigkeit der Verträge, wie es auch in der Praxis des Völkerrechts Anwendung findet und für die Legitimität solcher Abkommen unerlässlich ist. Artikel 166 Absatz 2 BV, der die Verhandlung und Unterzeichnung von völkerrechtlichen Verträgen durch den Bundesrat regelt, muss im Lichte der Wahrung nationaler Interessen interpretiert werden. Die Gefahr der fortlaufenden Dynamik des EU-Rechts und der damit verbundenen unvorhersehbaren Anpassungsnotwendigkeiten für die Schweiz ist nicht zu unterschätzen.

Weiterhin besteht die Sorge, dass die angestrebte Stabilisierung die Schweiz in eine Abhängigkeit bringt, die ihre Handlungsfreiheit im internationalen Konzert einschränkt. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht könnte die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene aussenpolitische Strategien zu verfolgen. Die Wahrung der Rechtsidentität und der schweizerischen Rechtsgrundsätze, wie sie beispielsweise in Artikel 2 BV verankert sind, muss oberste Priorität haben. Eine einseitige Übernahme von EU-Regelungen birgt die Gefahr, dass die richterliche Überprüfung durch Schweizer Gerichte erschwert oder gar verunmöglicht wird, was die rechtsstaatlichen Garantien in der Schweiz schwächen würde. Die Ausgestaltung der Beziehungen zur EU muss daher sorgfältig abgewogen werden, um die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz nachhaltig zu schützen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtabkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der nationalen Interessen auf. Es ist beunruhigend, dass durch die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprache die direktdemokratischen Instrumente des Schweizer Volkes untergraben werden. Insbesondere die Mechanismen, die eine fortlaufende Übernahme von EU-Gesetzgebung vorsehen, stellen eine Gefahr

für die Gesetzgebungsautonomie der Schweiz dar.

Die avisierte institutionelle Verankerung könnte dazu führen, dass die Europäische Kommission in Kernbereiche der schweizerischen Gesetzgebung eingreift. Artikel 7 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) garantiert die Selbstbestimmung der Kantone und das Recht des Volkes, über seine staatliche Ordnung zu entscheiden. Die drohende Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür verstösst gegen den Geist und Buchstaben dieses fundamentalen Verfassungsprinzips. Die Schweiz würde einem externen Rechtsetzungsprozess unterworfen, ohne die Möglichkeit, diesen massgeblich zu beeinflussen oder gar abzulehnen.

Darüber hinaus ist die Übernahme der EU-Rechtsprechung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) äusserst problematisch. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Rechtsstellung der Richter und die Ausübung des Richteramtes (RStDG) sind Schweizer Gerichte an das Schweizer Recht gebunden. Die Anerkennung der verbindlichen Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, wie sie im Rahmen des Abkommens vorgesehen sein könnte, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz gefährden und die Anwendung des Schweizer Rechts aufweichen.

Die potenzielle Beeinträchtigung der Schweizer Wirtschaft durch die erweiterte Anwendung des Diskriminierungsverbots und die damit verbundenen Auflagen für staatliche Beihilfen, die in Artikel 14 des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) thematisiert werden, ist ebenfalls ein ernstes Anliegen. Es ist fraglich, ob die Schweiz ihre wirtschaftspolitische Flexibilität behalten kann, um gezielt heimische Industrien zu fördern und Arbeitsplätze zu sichern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine schleichende Erosion unserer Souveränität bedeutet und die direktdemokratischen Rechte des Schweizer Volkes massiv einschränkt. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU die grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung und die Interessen der schweizerischen Bevölkerung wahrt und nicht gefährdet.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marcel Fäh (Privat)

Datum: 18.09.2025

Kontakt: Marcel Fäh · +815991076 · marcelfaeh73@googlemail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein, nicht auf Basis eines dolch unausgewogenen Vertragswerk mit automatischer Rechtsübernahme und Aushöhlung des bisschen Demokratie, die wir noch haben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Regulierungen wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung der Schweiz auf. Es ist äusserst kritisch zu hinterfragen, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen mit den Grundprinzipien unserer Rechtsordnung, insbesondere mit der Bundesverfassung, vereinbar sind.

Eine zentrale Sorge betrifft die potenzielle Aushöhlung des demokratischen Prozesses. Die Übernahme von EU-Recht, oft ohne direkte Mitgestaltungsmöglichkeit des Schweizer Parlaments, widerspricht dem Geist des Subsidiaritätsprinzips und des Volkswillens. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (BGG) betont die Bedeutung der rechtsstaatlichen Grundsätze, welche durch eine unkritische Harmonisierung mit externen Rechtsnormen gefährdet werden könnten. Insbesondere Artikel 123b der Bundesverfassung, welcher die indirekte Stellvertretung des Volkes durch die eidgenössischen Räte regelt, scheint hier in Frage gestellt. Wenn sich die Schweiz in einem Ausmass an EU-Recht orientiert, das weit über die bisherigen bilateralen Abkommen hinausgeht, verliert die parlamentarische Debatte über nationale Gesetze an Substanz und die Legitimation des Gesetzgebungsverfahrens wird geschwächt.

Darüber hinaus bestehen ernsthafte Zweifel an der Verhältnismässigkeit der angestrebten Anpassungen. Es muss dargelegt werden, wie genau die nationalen Interessen, insbesondere die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die soziale Sicherheit, durch die Übernahme bestimmter EU-Regulierungen gestärkt und nicht etwa gefährdet werden. Die Erfahrungen mit früheren Harmonisierungsprozessen zeigen, dass negative Auswirkungen auf Schweizer Unternehmen, insbesondere KMU, und auf die Lohnschutzmechanismen nicht ausgeschlossen werden können. Die Bestimmungen des Obligationenrechts, welche die Rechte und Pflichten von Arbeitgebern und Arbeitnehmern regeln, könnten durch übermässige Regulierungen aus Brüssel unter Druck geraten.

Die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung einiger dieser neuen Verordnungen ist ebenfalls besorgniserregend. Es ist unerlässlich, dass der Gesetzgebungsprozess offen und nachvollziehbar gestaltet wird. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Handlungsfreiheit bewahrt und in der Lage ist, auf spezifische nationale Bedürfnisse flexibel zu reagieren. Eine pauschale Übernahme

von EU-Normen birgt das Risiko, dass wir uns in einem ständigen Anpassungsdruck befinden, ohne dass der Nutzen für die Schweiz klar ersichtlich ist. Dies stellt die Kernfrage nach der Souveränität der Schweiz in ihrer Aussen- und Innenpolitik.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union werfen erhebliche und inakzeptable Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatisch und rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Artikel 1 des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanenten, rechtlich einklagbaren Anspruch der EU, wodurch dem schweizerischen Parlament die Budgethoheit und die demokratische Kontrolle über diese milliardenschweren Finanzströme entzogen wird. Dies ist keine freiwillige Geste mehr, sondern gleicht faktisch einer Zwangsabgabe, die diktiert wird, ohne dass die Schweiz im Gegenzug einen verbindlichen Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zugesichert erhält.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung und Anpassung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, auf diese Entwicklungen Einfluss zu nehmen oder gar "Nein" zu sagen. Wir werden zu einer reinen Nettozahlerin degradiert, die finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne über ein Stimmrecht oder Mitspracherecht in den Entscheidungsprozessen der EU zu verfügen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine permanente Integration in die schweizerische Gesetzgebung, was die Aushebelung der parlamentarischen Entscheidungsgewalt weiter zementiert. Auch die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist höchst irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die vorgeschlagenen Regelungen sind daher aus Sicht der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über die Bundesfinanzen entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel „Vom Hof auf den Tisch“, stellt eine inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Standards dar. Dies ist weit mehr als eine reine Harmonisierung von Sicherheitsvorschriften; es ist eine Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine Bedrohung unserer bewährten hohen Produktionsstandards. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengeren und oft älteren nationalen Gesetzen wie dem Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) beruht, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels „Made in Switzerland“.

Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine Form politischer Erpressung, die jede unabhängige Entscheidungsgewalt der Schweiz abwürgt. Die Schweizer Konsumenten und Produzenten werden gezwungen, diese Abmachung bedingungslos zu akzeptieren, um nicht das gesamte bilaterale Vertragswerk zu gefährden. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität und macht heimische Unternehmen zu Objekten ausländischer Behörden.

Eine beispiellose bürokratische Welle droht unsere landwirtschaftlichen Betriebe zu überrollen. Nicht

nur Grossbetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium wird durch die Verpflichtung zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von GVO ausgehöhlt, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die Totalrevision des LMG ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, ein Rückschritt. Sie zwingen die Schweiz, ihre bewährten, oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist nicht nur ein ethischer Rückschritt, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust in einem Bereich, in dem wir unsere eigenen, höheren Massstäbe setzen dürfen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch die Unterstellung unseres Waldschutzes unter EU-Diktate im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind fahrlässig und gefährden die nationale Sicherheit und die Landwirtschaft. Dieses Abkommen ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Unterwerfung unter ein fremdes System, das die Schweiz massgeblich schwächt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine inakzeptable Gefährdung des schweizerischen Service public dar und greifen tief in die verfassungsmässige Souveränität ein. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ist ein Frontalangriff auf die Grundversorgung der Bevölkerung. Ausländische Anbieter werden dadurch ermächtigt, sich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken herauszupicken, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die ökonomische Last der weniger rentablen, aber für die Flächendeckung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs und gefährdet dessen Qualität und Angebot.

Des Weiteren ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis äusserst bedenklich. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell kostspieligeren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme postulierte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und bietet keinerlei Gewähr gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, die wir aufgrund der dynamischen Rechtsübernahme zwangsweise übernehmen müssten. Dies birgt das Risiko, dass bewährte Subventionen im Schienenverkehr, die als flankierende Massnahmen zur Sicherung des Service public unerlässlich sind, zukünftig als unzulässig eingestuft werden könnten. Die Schweiz verliert damit die Kontrolle über die Steuerung ihres Bahnwesens, was eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität bedeutet. Die Weiterentwicklung hin zu zentralen EU-Stellen wie dem 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) durch dynamische Rechtsübernahme ist eine Abgabe nationaler Steuerungskompetenz, die nicht toleriert werden kann. Dieser Vertrag gefährdet das Fundament unseres etablierten und bürgernahen öffentlichen Verkehrs.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und eignen sich keineswegs, den von der Ausweitung der Personenfreizügigkeit ausgehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne aufzufangen. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die

Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Anpassungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Das vorliegende Paket stellt eine gravierende Schwächung des schweizerischen Lohnschutzes dar und bedarf einer grundlegenden Überarbeitung.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen für den Strommarkt stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem machtlosen Akteur degradiert, der zwar Kosten trägt, jedoch keine Entscheidungsbefugnis mehr über das eigene Stromnetz besitzt. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik bedeutet. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) in seiner bisherigen Ausgestaltung und der nationalen Souveränität.

Die EU-Beihilfenregeln bedrohen existenziell die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Gemeindekraftwerke und die lokale dezentrale Energieproduktion verlieren durch die EU-Wettbewerbsregeln ihren Einspeisevorrang, was zu einer Zentralisierung und Abhängigkeit von grossen Stromproduzenten führt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in einem solchen liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernimmt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt das Risiko volatilerer und letztlich

höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die nicht vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue Stromversorgungsgesetz, insbesondere Artikel 4a ff., führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve gemäss Artikel 8b ff. Die föderalen Strukturen werden durch verschärftes Unbundling gemäss Artikel 10, 18 und 19 StromVG untergraben. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung, indem sie Vergütungsregeln ändern und die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion, da die Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW gesenkt wird. Dies benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und stärkt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im nationalen Interesse eingesetzt werden, würde durch ein starres und technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Demokratisch legitimierte Förderungen, sei es für den regionalen Verkehr, lokale Banken, Kultur oder KMU, würden fortan einer zentralen, von Brüssel diktierten Logik unterworfen.

Diese Entwicklung untergräbt die Autonomie der Kantone massiv. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschafts- und Standortförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig einer zentralen Behörde in Bern, die als verlängerter Arm der EU agiert, zur Genehmigung vorlegen. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus und die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone. Gemäss dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere Artikel 3 BHÜG, wird mit der Beihilfekammer eine mächtige Kontrollinstanz geschaffen, deren primäres Ziel nicht mehr die Durchsetzung Schweizer Interessen, sondern die EU-Konformität ist.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch den neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie bedeutet. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden im neuen System zu Bittstellern herabgestuft, ohne formelles rechtliches Gehör bei der Prüfung ihrer souveränen Entscheide.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) führt zu einer undurchsichtigen Machtkonzentration. Diese 'Superbehörde' wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtfülle in einer von der direkten demokratischen Kontrolle entfernten Instanz widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht.

Besonders kritisch ist die Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies bedeutet den

Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz gibt damit jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor auf und unterwirft sich bedingungslos dem EU-Regime. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie in Kernbereichen der Infrastruktur.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde über Beihilfen entscheidet, die sich auf Preise und Kosten auswirken, wird die Stimme des offiziellen Wächters der Preise zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestütztes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung hintanzustellen. Die Schweiz unterwirft sich somit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und wird zu einem reinen Regel-Empfänger, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und direkten Demokratie dar. Es ist schockierend zu sehen, wie die Umsetzung der Unionsbürgerrichtlinie, die eine faktische Übernahme des EU-Rechts bedeutet, im klaren Widerspruch zum Willen des Volkes steht, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung manifestiert ist. Die eigenständige Steuerung der Zuwanderung wird nicht nur erschwert, sondern faktisch unmöglich gemacht.

Das neu geschaffene "Daueraufenthaltsrecht", eine Art "Niederlassung C PLUS", das bereits nach fünf Jahren erworben werden kann, ist praktisch unentziehbar. Diese Entwicklung, die im Gesetzgebungsartikel (Art. 41c AIG neu) ihren Niederschlag findet, widerspricht jeglicher Logik der inneren Sicherheit. Die Möglichkeit eines faktischen Bleiberechts, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, stellt eine unzumissbare Belastung für unsere Sozialwerke und die Schweizer Steuerzahler dar. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, was die Kantone und Gemeinden zusätzlich belastet.

Der Ausbau des Familiennachzugs, der nun auch Eltern und Grosseltern umfasst, ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket, insbesondere in Artikel 21b AIG, ist nichts weiter als ein Feigenblatt. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Die Androhung von Strafmassnahmen durch die EU bei einer etwaigen Anwendung macht sie zu einer Erpressungsklausel, nicht zu einer Schutzmassnahme.

Die automatische Übernahme von EU-Recht im Bereich der Zuwanderung durch die "Integrationsmethode" bedeutet, dass unser Parlament und das Volk faktisch entmachtet werden. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich werden unwidersprochen übernommen werden müssen. Dies ist eine direkte Aushöhlung unserer direkten Demokratie und der Grundfesten unseres Rechtsstaates. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren diesen Zustand und missachten den Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV.

Die Massnahmen zur Gegenfinanzierung, wie die drastische Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a), sind ein Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Dies sind keine kosmetischen Anpassungen, sondern schmerzliche Konsequenzen der erzwungenen Gleichbehandlung, die nun auf dem Buckel von Studierenden und dem Schweizer Steuerzahler ausgetragen werden. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für unsere hohen Qualitätsstandards und die Patientensicherheit, indem die nationale Kontrollhoheit auf dem Altar der EU-Konformität geopfert wird.

Diese gesamte Gesetzesrevision ist eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Preisgabe unserer nationalen Interessen und unserer Souveränität. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Es ist besorgniserregend, dass der vorliegende Entwurf die tiefgreifenden Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien zu wenig berücksichtigt.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne explizite Genehmigung durch das Parlament oder das Volk widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung. Artikel 1 der Bundesverfassung verankert die souveräne Schweiz, die sich ihre Gesetze selbst gibt. Eine automatische Rechtsübernahme würde diese Souveränität untergraben und das Prinzip der direkten Demokratie, auf dem unsere politische Stabilität fusst, aushöhlen. Die Möglichkeit, das Volk über wesentliche Rechtsänderungen abstimmen zu lassen, wird hier ausgehebelt.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst kritisch zu hinterfragen. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH, wie sie in den verschiedenen Abkommen angedeutet wird, stellt eine direkte Verletzung des Artikels 49 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit der Gerichte (ZUG) dar, der die ausschliessliche Zuständigkeit schweizerischer Gerichte für die Anwendung des schweizerischen Rechts festlegt. Die Übertragung von richterlicher Hoheit an ein ausländisches Gerichtssystem würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz bedrohen und die Rechtssicherheit für schweizerische Bürger und Unternehmen gefährden. Es entsteht die Gefahr, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen durch Urteile eines Gerichts interpretiert und angewendet werden, das nicht der schweizerischen Rechtskultur und den schweizerischen Wertvorstellungen verpflichtet ist.

Die vorliegende Paketlösung scheint eher eine schleichende Annäherung an die EU zu betreiben, als eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe zu fördern. Die damit verbundenen Kosten und Verpflichtungen sind beträchtlich, während die Vorteile für die Schweiz fragwürdig bleiben. Eine kritische und eingehende Prüfung, die die verfassungsrechtlichen Schranken und die Wahrung unserer nationalen Interessen in den Vordergrund stellt, ist unerlässlich, bevor auch nur der kleinste Schritt in Richtung einer solchen Integration gewagt wird. Es muss sichergestellt werden, dass unsere Kernkompetenzen und unsere Rechtsordnung unangetastet bleiben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Als sehr schlecht, undurchsichtig und deutlich zu weit gehend. Die Bundesverfassung wird ab absurdum geführt und vollständig ausgehebelt. Dann lieber keine Verträge und dafür einseitige Anerkennung der EU Regeln, wo notwendig, wie es Prof. Eichenberger vorschlägt.

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- ☐ Weitere interessierte Kreise
- ☐ **Nicht offiziell angeschriebene** Organisationen / **Privatperson**en

Absenderin oder Absender:

Hans Achermann
Zinggentorstrasse 3
6006 Luzern
hansmaxachermann@gmail.com

Datum der Stellungnahme:

21.09.2025.

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Hans Achermann, 079 340 0170, hansmaxachermann@gmail.com.

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein.
Ich lehne sowohl das ganze Paket wie auch alle Abkommen (insbesondere das Stromabkommen und die Freizügigkeit) ab. Das Paket und die Abkommen sind nicht nur nutzlos (der Schweiz geht es besser als allen EU Mitgliedstaaten) sondern schädlich (wegen der Übernahme des EU-Rechtes und der EU-Gerichtsbarkeit z.B. institutionelle Paragrafen in den Abkommen). Deswegen schlage ich als Rechtsbasis, die WTO Regeln vor. Als Gremium der Streitschlichtung, beim Stromabkommen das Energy Charter.
Das Schweiz hat das Paket und die Abkommen und alle seine aussenpolitischen Aktionen (z.B. Bürgenstock Konferenz) nicht unter Berücksichtigung der Unabhängigkeit der Schweiz sorgfältig abgestimmt und zu wenig konsequent (d.h. schlecht) verhandelt. Russland und USA haben bereits die Neutralität der Schweiz aberkannt. Eine, im Paket festgeschriebene noch weitergehende (als heute) Anlehnung an die EU ist inakzeptabel.
Der Stabilisierungsteil ist abzulehnen, weil die EU sich selber nicht an die bestehenden Abkommen gehalten hat. Schlechte Erfahrungen mit Massnahmen (Piesacken) der EU gegen die Schweiz (z.B. Börsenanerkennung, NEAT-Bau und Versprechen der EU die Anschlussstrecken auszubauen, Grenzkontrollen einzelner EU-Mitgliedstaaten, Marktkopplung beim Strom, etc.) zeigen die nicht-nachhaltige Haltung der EU über die letzten Jahre. Bezüglich des Weiterentwicklungsteils: Dieser darf wegen der politischen Bindung an die EU nicht angenommen werden. Die jetzigen politisch streng getrennten Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU sind besser als eine Situation mit dynamischer/automatischer Rechtsübernahme des EU Rechts (auch in den institutionellen Paragrafen der Abkommen), der EU-Gerichtsbarkeit (Gerichtsbarkeit der Gegenpartei mit Sanktionen und Kohäsionsbeiträgen, etc. Sie bringen zukünftig zusätzliche Rechtsunsicherheiten, Kosten, Verlust an Demokratie, etc. Und: Weitere Verschlechterungen der volkswirtschaftlichen Rahmenbedingungen und Beziehungen für die Schweiz.

Vorbemerkung:
Der Bundesrat müsste in jedem Falle vorgängig das gesamte Paket mit der folgenden Änderung (oder mit ähnlicher Formulierung) versehen:
‘Die Schweiz kann nicht verpflichtet werden, automatisch/dynamisch irgendwelche Forderungen der EU, und/oder bestehende Teile/Änderungen/Ergänzungen des EU-Rechtes und die EU-Gerichtsbarkeit zu übernehmen’.

Damit könnten die Texte gekürzt, die Bedenken der Schweiz betr. Demokratie (Unterwerfungsvertrag) genommen, die Akzeptanz für das Paket und die Rechtssicherheit erhöht werden. Warum muss die EU die Freiheit und Selbstbestimmung der Schweiz, mit dem Beharren auf EU-Recht und EU-Gerichtsbarkeit im Rahmen dieses Pakets in Frage stellen? Die bisherigen einigermassen guten Beziehungen mit der Schweiz werden, wegen solcher grundlegender Differenzen, damit auf lange Zeit zerstört. Ein Belassen der heutigen rechtlichen Beziehungen, Verfahren und der Unabhängigkeit der Schweiz würde die Beziehungen nicht nur stabilisieren, sondern nachhaltig zum Besseren entwickeln.

- Allgemeine Begründungen

Ich lehne das gesamte Paket ab. Hauptbegründung: Die (einseitige) Rechtsübernahme auf Basis EU Recht und EU Gerichtsbarkeit ist das Ende der politischen Schweiz und ihrer Demokratie. Ein Freihandelsvertrag braucht keine Übernahme des Rechtssystems und der Gerichtsbarkeit der Gegenpartei. Beispiele dafür gibt es genug: Vertrag mit Indien, Mercosur, etc.
Meines Erachtens vertreten zwei Parteien nur **die gleichen Werte**, wenn sie vollständig reziproke Abkommen (win-win Situationen) abschliessen. Sicher gehören dazu weder diejenigen Werte, die die Übernahme der diskriminierenden Rechtsetzung der einen Partei (EU), noch die diskriminierende Übernahme der Gerichtsbarkeit und schon gar nicht die diskriminierende Sanktionierung der Schweiz wie auch die diskriminierende Einforderung von Kohäsionszahlungen.

NEIN zum Paket!
Warum?

- **Weil das Paket durch die automatisch/dynamische Übernahme des Rechts und der EU (Gegenpartei-) Gerichtsbarkeit nicht reziprok ist. Der Zugang für Waren zum Binnenmarkt hat die Schweiz schon jetzt über das Freihandelsabkommen 1972. Es fehlt nur die Marktkopplung im Abkommen betreffend Elektrizität. Letzterer Mechanismus wurde von der EU in schikanöser Weise über Jahre verhindert; mit Verlusten von zusätzlichen Handelserträgen für beide Parteien. Als WTO-Mitglied und dessen Förderer hat sich die Schweiz immer als fairer Handelspartner weltweit gezeigt. Beim Stromabkommen gibt es z.B. die internationale Energy Charter Organisation – ohne Rechtsübernahme! - bei Streitigkeiten. Die EU und die Schweiz sind Mitglieder des Energy Charter: es wäre die naheliegendste neutrale Lösung.**

- **Die im Paket und den Abkommen vorgeschlagene einseitige Konstellation ist der grosse Verlust des Selbstentscheidens auf lebenswichtigen Sektoren wie Lebensmittel, Energie, Personenfreizügigkeit, etc. Insbesondere auch bei der Freizügigkeit: Grossbritannien ist deswegen aus der EU ausgetreten. Es will seine Zuwanderung (die auch für die Schweiz seit Jahrzehnten ein Problem ist) selbst steuern. Die Schweiz ist seit langem ein neutrales friedliches Land, im Gegensatz zu diversen EU-Mitgliedsstaaten und der EU. Viele der zu übernehmenden Rechte und Pflichten sind eine echte Gefahr für unsere Neutralität. Die Schweiz verliert ihre politische Freiheit: ihre Handlungsfreiheit, ihre Handelsfreiheit, ihre Unabhängigkeit, ihre Neutralität, ihre Selbstbestimmung, etc. und muss dafür noch bezahlen und/oder kann bestraft werden (Sanktionen).**

- **Weil insbesondere die im Stromabkommen einseitig durch die EU aufoktroyierte Teilnahme des Schweizer Übertragungsnetzbetreibers (swissgrid) an der ENTSO-E gefährlich und deshalb abzulehnen ist. Swissgrid hat bisher klaglos mit der ENTSO-E zusammen gearbeitet. Als Mitglied wird die Schweiz damit praktisch ein EU Mitgliedstaat. Das Europäische EU-Verbundnetz reicht damit von der Schweiz bis an die Russische Grenze. Folglich ist bei einem Konflikt mit Russland, die Schweiz an vorderster Front mit der EU und damit gleichzusetzen mit der NATO (mit der bereits weitgehende Kooperationen stattfinden). Unbesehen der politischen Folgen ist bei einer Gefährdung des Ukrainischen Netzes auch die Versorgungssicherheit der Schweiz gefährdet.**

- **Weil das vorliegende Paket nicht nachhaltig ist. Es ist viel zu kostenintensiv: Deutschland, die Europäischen Länder und die Schweiz haben sehr hohe Energiepreise, und deswegen Abwanderung der Industrie. U.a. wegen der extremen Bürokratie. Die Kosten werden von der EU (das Green Deal kostet 750 Milliarden) festgesetzt. Es setzt ökologisch unerreichbare Ziele (Green Deal) auf einer teilweise physikalisch unsinnigen, dezentralen Basis (z.B. Stromabkommen: Strom und Wärmeproduktion zu 100% auf Erneuerbarer Basis). Die in-, und insbesondere ausländischen Netze (z.B. Deutsches Netz) müssen wegen der Distanz zwischen Produktion und Verbrauch verstärkt werden. Dies spaltet die Bevölkerungen in einer bisher nie gekannten Dimension.**

- **Weil das Paket, die brennendsten Probleme von Europa und der Schweiz entweder gar nicht löst oder noch verschlimmert. Noch schlimmer: Es zementiert falsche Konzepte auf Europäischer Ebene (z.B. Grüner Deal). So haben sowohl die EU-Staaten wie auch die Schweiz das Risiko kurz- und langfristig von Strommangellagen im Winter und langfristig von wachsendem**

Stromverbrauch (Bevölkerungszuwachs, Energiewende-Infrastruktur, Data Centers (KI), Wärmeersatz durch Strom, erschöpftes Sparpotential, etc.) ignoriert.
Nicht zu denken an die kurz- und längerfristige Versorgungssicherheit von Lebensmitteln, Pharmazeutika, etc. sowie von zusätzlichem Wohnungsbau, Infrastrukturbauten, etc. wegen der Zuwanderung (Personenfreizügigkeit).

- **Weil es mit diesem Paket keine Stabilisierung gibt. Es gibt nur eine negative Weiterentwicklung. Dem kleinen, aber in jeder Hinsicht (insbesondere finanziell und volkswirtschaftlich) stärkeren Partner Schweiz, geht es besser als der grossen konzeptlosen, zentralmächtigen EU, deren Mitgliedstaaten sich nur einig sind, wenn es gegen die Schweiz bzw. ums Geld der Schweiz und der Einschränkung von deren selbst erarbeiteten Assets (z.B. Abschaffung der langfristigen Strom-Bezugsrechte) geht. Selbst die grossen Mitgliedsstaaten der EU haben sehr hohe Schulden: eine Verlockung, die Schulden teilweise mit dynamischem EU-Recht zu verallgemeinern.**
- **Im Weiteren haben sich die bestehenden bilateralen Dossiers nicht bewährt (siehe auch oben). Z.B. beim Landverkehrsabkommen konnte die Schweiz wegen der EU ihre Verlagerungspolitik auf die Schiene nicht verwirklichen. Auch im Luftverkehrsabkommen und Schengen/Dublin, die die Schweiz 1:1 übernehmen muss, gibt es Probleme.**

- **Schliesslich scheinen leider die Mehrheit unserer Politiker und Mitarbeiter auf Bundesebene, wie auch die Kantonsregierungen gar nicht um dieses Paket oder die Abkommen zu kümmern. Bevor 'man' einem so detaillierten, umfangreichen Dossier mit weitreichenden Konsequenzen für die Bevölkerung ohne Not, zustimmt, sollte die Bevölkerung detailliert informiert werden. Überlegungen in der Rede «Unser Schweizer Standpunkt» des Dichters Carl Spitteler sollten dabei verinnerlicht werden: Einigkeit, Besonnenheit und Bescheidenheit. Und natürlich auch der Aufruf unseres Nationalheiligen befolgt werden: Mischt euch nicht in fremde Händel (z.B. bei potentiellen Energiesanktionen) ein. Die Verhandler haben nicht realisiert, dass es auch noch Schweizer Werte gibt.**

2 Staatliche Beihilfen: Harmonisierung

- Als WTO-Mitglied hat sich die Schweiz immer als fairer Handelspartner gezeigt. Das gilt auch für staatliche Beihilfen. WTO Regeln sind neutral.

- Die Mindestvergütung von Erneuerbarem Strom (Erhöhung des Anteils der Erneuerbaren ist eines der Ziele des Abkommens) wird der Schweiz verboten. Andere Staaten z.B. Deutschland haben 25-jährige Verträge für Rücklieferungen bis zu 40 Euro-cents/kWh abgeschlossen und so ihren Anteil an Erneuerbaren erhöht.
- Staatliche Beihilfen sind willkürlich von der EU toleriert: z.B. Industriepreise von Deutschland

3 PFZ-Zuwanderung
Die zahlreichen zu übernehmenden EU Richtlinien und Verordnungen geben den EU-Unionsbürgern alle möglichen Benefits um sich in der Schweiz zu bewegen und sich und ihre Familienangehörigen niederzulassen. Bereits heute ist der Dichtestress in den Städten spürbar. Diverse Initiativen waren und sind in der Schweiz unterwegs um präventiv weitere Verdichtung zu mindern. Die Zuwanderung wird unsere finanzielle Situation bzw. die Währung schwächen, die Mieten erhöhen und ganz allgemein die Schweiz nicht-nachhaltig verändern. Brauchte es bereits Richtlinie 2014/67/EU betr. «Notfallmassnahmen im Bereich der Koordinierung der sozialen Sicherheit nach dem Austritt des vereinigten Königreiches aus der Union», wie erst recht braucht es dann auch vorbeugende Massnahmen für das kleine und attraktive Zuwandererland Schweiz. Deutschland mit der grössten Zuwanderung von ausserhalb der EU wird diese Asylsuchenden einbürgern. Anschliessend werden sie sich in noch attraktiveren Europäischen Staaten niederlassen.

4 PFZ-Lohnschutz
Die Entsendung von Unionsbürgern in die Schweiz (gleiche Richtlinie wie unter 3) war über Jahre ein umstrittenes und spaltendes Diskussionsthema in der Schweiz. Der Lohnschutz ist ungenügend.

5. Landverkehr
Die schlechten Erfahrungen von den vielen grossen Versprechen der EU und deren Mitgliedstaaten in Verordnung (EU) 913/2010 haben uns gelehrt, dass die EU nur einseitig ihre eigenen Interessen (z.B. Haftung beim Zugsunglück im Gotthard Basistunnel, oder Errichtung der Anschlussstrecken des Schweizer Schienennetzes gegen Norden und Süden, etc.) wahrnimmt. Dafür dürfen wir noch zusätzlich Kohäsionszahlungen leisten, wahrscheinlich um die Schienennetze von Nord nach Süd kohärenter aneinander zu schweissen. Kohäsionszahlungen, und übrigens auch Sanktionen, wären – gerade auch in diesem Dossier ein absoluter Hohn.

6 MRA
Beim MRA (mutual recognition agreement) Abkommen zwischen der EU und der Schweiz über die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsbewertungen handelt es sich um Präzisierung von bestehenden bilateralen Abkommen (siehe z.B. Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften v. 30.04.2002 114/369). Damit gilt neu das EU-Recht des Binnenmarktes, was ich ablehne.

Auch hier gelten Verpflichtungen der Vertragsparteien des Abkommens über die Errichtung der Welthandelsorganisation und insbesondere des Abkommens über technische Handelshemmnisse, das die Aushandlung von Abkommen über gegenseitige Anerkennung begünstigen sollte.

7 Luftverkehr
Hier ist es sinnvoll dass die technischen Regeln – wie bisher – Europa-weit gelten. Es bräuchte kein politisches Abkommen. Die Regeln im Luftverkehr sind a priori technischer Art.

8 Landwirtschaft
Ich lehne die institutionellen Elemente ab.

9 Programme
Ich begrüsse die (teilweise) rückwirkende Beteiligung an den Programmen. Es ist unverständlich, dass eine wissenschaftliche Zusammenarbeit – wo a priori beide Seiten profitieren - aufgrund von politischen Überlegungen (bzw. Erpressungen) von der EU sistiert wurden. Achtung: Das wissenschaftliche Niveau (Ranking) der Schweizer Hochschulen und Unis ist höher als dasjenige in der EU. EU profitiert von der Schweiz.

10 Weltraum
Eine Zusammenarbeit ist sinnvoll. Die Schweiz war 1975 Gründungsmitglied der European Space Agency (ESA) mit Sitz in Paris, die heute stark in die Umsetzung des EU-Weltraumprogramms involviert ist. Wieso dies neu im Paket erfasst wird hat politischen Charakter, was wir grundsätzlich ablehnen. Es ist eine ähnliche Konstellation wie im Stromabkommen. Da hat die EU die ursprüngliche UCTE/ETSO unter den Nagel gerissen und daraus eine EU-Organisation, namens ENTSO-E gemacht.

11Beitrag
Eine verstetigter Schweizer Beitrag bzw. ein rechtsverbindlicher Mechanismus für künftige Beiträge lehne ich kategorisch und grundsätzlich ab. Entweder hat die EU ein Interesse an einer künftig besseren Beziehung oder sie will nur Geld.

12 Lebensmittelsicherheit

Das Landwirtschaftsabkommen und Lebensmittelsicherheit: Dieses Abkommen ist ein bürokratisch aufgeblasener teurer (nicht nachhaltiger). Die Schweiz ist eine gute Kundin bei den Europäischen Staaten. Dafür bräuchte es keine speziellen Gebühren (z.B. zur Teilnahme am Binnenmarkt) und schon gar nicht irgendwelche institutionellen Elemente in den Abkommen.
Die Schweiz und die EU profitieren beide gleich vom Marktzugang und vom Tierschutz/ Tiergesundheit (auch das sollte unter guten Nachbarn selbstverständlich sein).
Die Schweiz hat leider durchgesetzt, dass sie in der Ausgestaltung ihrer Landwirtschaftspolitik weiterhin eigenständig ist und weiterhin ihre strikteren Regeln für GVO anwenden kann.
Grundsätzlich lehne ich dieses Abkommen ab.

13 Strom
Als früherer langjähriger Angestellter in der Energiewirtschaft nehme ich detailliert Stellung zum Stromabkommen.

Vernehmlassung zu:
Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union über Elektrizität

Ich lehne das Abkommen über Elektrizität ab.

Alternative: Auf der Basis von schweizerischen Bestimmungen eigenständig bleiben und unverzüglich mit dem Bau von neuen grossen – beschleunigten - KKW beginnen. Nur so kann die eigene Versorgungssicherheit kurz- und langfristig verbessert und das Netto-Null-CO_2 Ziel auch nur annähernd erreicht werden.
Nur so können die zukünftigen grossen Strom- und Wärmeverbrauchsbedürfnisse gedeckt werden. Nur so kann verhindert werden, dass zu viel wetterabhängiger Erneuerbarer Strom (Green Deal, Energiestrategie 2050), mit allen negativen Konsequenzen für die Stabilität, ins Netz von Europa eingespeist wird. Nur so kann verhindert werden, dass die Schweiz langfristig mit zu wenig Winterstromproduktion für ihre eigenen Bedürfnisse, vom Ausland unabhängig wird. Das Stromabkommen hilft uns im Krisenfall nichts. Ohne sofortiges eigenständig-inländisches und effizientes Handeln, wird das Risiko und der Schaden für die Volkswirtschaft gross sein. Statt Lösungen für die Probleme der Schweiz (und übrigens auch für diejenigen der EU) schafft das Stromabkommen neue Probleme und Schäden.

Statt das Stromabkommen schlage ich einen Freihandelsvertrag, ohne Übernahme des Rechtssystems und der Gerichtsbarkeit der EU, vor. Dies unter beiderseitiger Einhaltung der gemeinsamen technischen Regeln und den gängigen Handelsregeln mit Marktkopplung.
Bei Streitigkeiten schlage ich die Organisation 'Energy Charter' als Schlichtungsstelle vor.

Begründung für Ablehnung des Stromabkommens:
Die Präsidentin der EU-Kommission hat sich in ihrer Rede zur Lage der EU am 10.09.2025 zur Kernenergie für die Grundlast zur Senkung der Energiepreise bekannt. Das EU Gericht hat die Klage der Österreichischen Grünen Partei gegen Kernenergie abgewiesen. Zudem deuten die vorhandenen Erkenntnisse aus dem Ibero-Blackout auf zu wenig rotierende Reserve hin. Damit scheint mir eine Konzentration für die Schweiz und Europa auf neue KKW, statt auf den aktuellen Green Deal und das Stromabkommen, im Sinne der Blackout-Stoppen Initiative sowie der Ziele Netto Null CO_2 und Erhöhung der Versorgungssicherheit unabdingbar: D.h. Verwerfen des gesamten Pakets (inklusive Stromabkommen) und Wechsel auf die oben erwähnte Alternative.

In den Richtlinien/Verordnungen/Beschlüsse der EU die wir übernehmen müssen, kommt auch das Wort Russland vor. Solche Texte darf die Schweiz als neutrales Land nicht übernehmen. Dazu kommt, das seit 01.01.2024 der Ukrainische Übertragungsnetzbetreiber Ukrenergo Mitglied der ENTSO-E (Verband Europäischer Übertragungsnetzbetreiber), einer Organisation der EU, ist. Das Stromabkommen schreibt vor, dass der Schweizer Übertragungsnetzbetreiber Mitglied dieser Organisation werden müssen. Dies ist politisch sehr heikel (siehe auch oben). Die Schweiz verliert damit ihre Neutralität. Sie geht mit dem sog. Europäischen Verbundnetz bzw. mit der EU-Regulierung bis an die Russische Grenze (siehe auch oben). Zur strikteren Auslegung der Schweizer Neutralität ist eine Initiative hängig.

Das Stromabkommen schädigt die Schweizer Volkswirtschaft kurz-, mittel-, und langfristig. Es mindert das grösste Risiko, eine Strommangellage im Winter, nicht. Im Gegenteil: Technisch gesehen soll die Schweiz Teil des Green Deals der EU werden. Dieser setzt bei der Produktion in allen EU-Mitgliedsstaaten auf Erneuerbare. Europa (und die Schweiz) brauchen aber CO_2-arme Grosskraftwerke, um die geschätzte hohe Zunahme ihres zukünftigen Verbrauchs decken zu können. Der Bau von Wind- und Photovoltaikanlagen und Wasserkraft, die das Stromabkommen fordert (siehe Art. 21 Anhang III Erneuerbare Energien) stossen überall auf lokalen Widerstand. Es ist also absolut nicht nachhaltig, bzw. technisch falsch, das instabile Europäische Netz mit weiteren gleichartigen Kraftwerken zu ergänzen.

Die Schweizer Volkswirtschaft wird mit diesem Abkommen dauerhaft geschädigt. Warum?

- Das Stromabkommen nützt einseitig der EU, indem sie sich damit zukünftig mehr und günstigen Zugang zum Transitland Schweiz verschafft.
- Der geringfügig mit der Schweiz erweiterte Binnenmarkt nützt nur der EU. Eigentlich hat die Schweiz für Waren über das Freihandelsabkommen von 1972 schon Zugang zum Binnenmarkt. Die bestehende kleinräumige Struktur der Schweizer EVU-Landschaft, die ohnehin im Winter (im Sommer hat ganz Europa mehr als genug!) über zu wenig Strom verfügt, hat vom Zugang zum Binnenmarkt im Ausland keinen Vorteil. Nur Nachteile. Die grossen ausländischen EVU's werden die paar – neu freien - Kunden im Schweizer Markt übernehmen.
- Das Stromabkommen, bzw. die Teilnahme am Green Deal will, dass die Schweiz mehr – im In- und im Ausland umstrittene - wetterabhängige landschaftsschädliche Erneuerbare Kraftwerke baut. Man weiss, dass das Potential der Wasserkraft und der Windkraft in der Schweiz limitiert und sicher lokal bestritten wird. Das Stromabkommen unterstützt damit die gescheiterte Politik des Bundesrates, teilweise gegen den Willen/Widerstand der lokalen Bevölkerung.
  Das Verbundnetz, speziell im Ausland, muss, bzw. hätte schon lang, umgebaut/verstärkt werden / sollen. Die Erneuerbaren Kraftwerke in der EU befinden sich im Norden in Küstennähe und im sonnigen Süden. Die Last der EU befindet sich eher in der Mitte von Europa. Die Schweizer werden (ähnlich wie im Landverkehr) den Stromtransport mitfinanzieren.
- Dazu kürzt die EU mit diesem Stromabkommen noch die Laufzeit unserer Langfristverträge für Importe aus Frankreich und die Kapazitäten unserer Grenzleitungen. Frankreich ist das einzige Land in der EU, das weiterhin massiv Kernenergie zubaut. Bereits heute bessern die Langfristverträge die Winterstrombilanz der Schweiz auf. Eine vorzeitige Beendigung darf nicht zugelassen werden. Eine günstige Enteignung für die EU!
- Das Stromabkommen übernimmt das automatisch/dynamische EU Recht mittels der sog. Integrationsmethode. D.h. EU-Recht wird, ohne Zutun der Schweiz (z.B. Initiative, Gegenvorschlag), in Schweizer Recht überführt.
- Die Schweiz muss dafür, bzw. dazu, noch Kohäsionsbeiträge bezahlen. Früher war der Zugang zu den Netzen kostenpflichtig (ungleich im Strassenverkehr). Das System des Europäischen Verbundnetzes funktionierte seit dem Zusammenschluss der Netze von Frankreich, Deutschland und der Schweiz im Jahre 1958 gut und günstig, unter Letzterer Führung. Die technische Organisation ETSO diente früher als Europa-übergreifendes Koordinationsgremium.

Die EU hat – um die politische Führung an sich zu reissen – die ETSO beendigt und eine neue Organisation, die sog. ENTSO-E, gegründet. Sie hatte mit Hilfe ihrer eigenen riesigen bürokratischen Gesetzgebung, einen EU-Regulator, ACER, als vorgesetzte Behörde darüber gestellt und wird die swissgrid mitarbeiten und mitzahlen lassen.

- Das Stromabkommen bringt im Krisenfall – je nach Verfügbarkeit von Strom im Ausland - keine einzige zusätzliche kWh in die Schweiz. Siehe Art.9, Ziff. 2: «Die Schweiz kann notwendige, verhältnismässige und nicht verzerrende Massnahmen ergreifen, um die Stromversorgungssicherheit sicherzustellen, insbesondere durch die Errichtung und Beibehaltung von Stromreserven, soweit solche Massnahmen mit diesem Abkommen vereinbar sind».
  Und siehe Art.9, Ziff. 3: «Bei der nationalen Abschätzung der Angemessenheit der Ressourcen kann die Schweiz Annahmen treffen, bei denen den Besonderheiten von Stromangebot und -nachfrage auf nationaler Ebene Rechnung getragen wird, einschließlich solcher Besonderheiten, die darauf zurückzuführen sind, dass die Schweiz kein Mitgliedstaat der Union ist, oder auf Elemente, die für die Versorgungssicherheit der Schweiz besonders relevant sein können, wie die geringere Verfügbarkeit in den Nachbarländern von Strom aus Kernenergie und Gas für die Stromerzeugung, sofern diese Anliegen in verhältnismäßiger und vernünftiger Weise berücksichtigt werden.»
- Eines der Ziele des Stromabkommens ist «den Anteil von Strom aus erneuerbaren Energiequellen zu erhöhen und zu fördern», wie das übrigens auch die, längst gescheiterte Energiestrategie 2050 (siehe Mantelerlass) der Schweiz möchte. Das Stromabkommen mit seiner Anlehnung an den Green Deal der EU, ist technisch gesehen, die völlig falsche Ergänzung, weil das grosse Verbundnetz stabilisierende Grossgeneratoren und für das Netto-Null-CO_2-Ziel neue KKW (oder grosse fossile Gaskraftwerke) braucht.
- Ein weiteres Ziel des Abkommens ist «den grenzüberschreitenden Stromhandel zum beiderseitigen Nutzen der Union und der Schweiz zu fördern, unter anderem durch eine verbesserte Vergabe und Bewirtschaftung der Kapazitäten des Übertragungsnetzes, insbesondere auf Verbindungsleitungen». Die 70% Regel der EU schränkt die Verfügbarkeit über unsere Verbindungsleitungen zum Ausland ein.
- Ein Ziel des Stromabkommens ist «die Stabilität des regionalen Stromnetzes und die Anbindung des schweizerischen Stromnetzes an das Verbundnetz der Union sicherzustellen». Es ist eine Tatsache, dass z.Z. die Stabilität des Schweizer Netzes (durch die Reservehaltung), unter den heutigen Bedingungen des Stromhandels, grösser als diejenige des Verbundnetzes von Europa ist. Mit dem Stromabkommen wird die Netzsicherheit der Schweiz sinken.
- Die früher gemeinsamen akzeptierten technischen Regeln des Verbundbetriebes in Europa und die Handelsabläufe sind zwar – wegen der Nadelstiche der EU der letzten Jahre - nicht optimal, aber bekannt und haben in der Vergangenheit vor allem nachhaltig (kostengünstig, CO_2-arm und sozial verträglich) – und vor allem stufengerecht, d.h. unter Beachtung des Subsidiaritätsprinzips - gut und

günstig und ohne staatliche Eingriffe, funktioniert. Es braucht nicht ein neues politisches Abkommen mit Übernahme des EU Rechtes und der Gerichtsbarkeit des EUGH.

- Dazu kommt: Der Binnenmarkt und damit das Stromabkommen sind eigentlich Instrumente für die Verbraucher bzw. den Verbraucherschutz. Diese sind durch den Regulator (ElCom) genügend geschützt. Die Schweiz ist gut beraten, jedwelche Abhängigkeit im Energiebereich eigenständig, ganzheitlich (geopolitisch, technisch und insbesondere versorgungsmässig) und flexibel und an die Bedürfnisse der kleinen Schweiz angepasst, zu planen.
- Ich haben die Initiative «Blackout stoppen» unterstützt. Diese steht für Technologieoffenheit und klare Verantwortlichkeiten in der Energieversorgung. Das Stromabkommen und z.T. der Gegenvorschlag des Bundesrates stehen m.E. im Widerspruch zur Initiative, insbesondere auch weil die Initiative eine nachhaltige Versorgung der Schweiz verlangt. Nachhaltigkeit scheint mir insbesondere im Lichte der letzten Versprechen der EU vis a vis der USA (Einkauf von LNG) nicht gegeben. Ausländische EVU's werden die Versorgung der Schweiz nie garantieren wollen
- Ich bin der Meinung, dass die Energieversorgung der Schweiz eigenständig - ohne EU, auf der Basis von Freihandel, halt auch ohne Marktkopplung - an die Realität angepasst werden sollte. Die hohen Stromkosten auch in der Schweiz sind die Folgen der falschen Energiestrategien der Schweiz und der EU. Die Akzeptierung des Stromabkommens werfen Europa und die Schweiz aus dem Wettbewerb mit dem Rest der Welt. Und dafür soll die Schweiz noch jährlich Kohäsionszahlungen leisten und sich am Green Deal der EU beteiligen: NEIN zu diesem Stromabkommen.

Detaillierte Begründungen für die Ablehnung des Stromabkommens: Grundsätzliche Gedanken

- **Sogar die EU setzt jetzt auf Kernenergie**

Siehe erster Abschnitt oben unter **Begründung für Ablehnung des Stromabkommens**

- **Das Stromabkommen ist gar nicht nötig – sondern schädlich**

Gemäss der «GEMEINSAME ERKLÄRUNG VON VERTRETERN DER SCHWEIZERISCHENEIDGENOSSENSCHAFT UND DER EUROPÄISCHEN UNION ZUM UMFANG DER PARTNERSCHAFT UND DER ZUSAMMENARBEIT IM ZEITRAUM VON ENDE 2024 BIS ZUM INKRAFTTRETEN DES UMFASSENDEN BILATERALEN PAKETS» heisst es, dass die obgenannten Vertreter «…die folgende Auffassung» teilen:

«Im Strombereich sollten die Schweiz und die Europäische Union auch ohne ein Stromabkommen alle erforderlichen Massnahmen zur Sicherstellung der Betriebssicherheit ergreifen. Zu diesem Zweck sollten zwischen den Netzbetreibern und Regulierungsbehörden in der Schweiz und der EU auf technischer Ebene – gegebenenfalls mit Unterstützung von ENTSO-E – geeignete Vereinbarungen getroffen werden, insbesondere im Bereich der Kapazitätsberechnung und der Regelleistungskooperation. Die ElCom sollte zu diesem Zweck auf Ad-hoc-Basis an den entsprechenden Sitzungen der Regulierungsbehörden im Rahmen der ACER teilnehmen können. Die Schweiz sollte weiterhin die Möglichkeit haben, sich gegebenenfalls auf Ad-hoc-Basis an der Koordinierungsgruppe „Strom“ zu beteiligen».

Dies ist die bereits gelebte Selbstverständlichkeit und das Einhalten des Subsidiaritätsprinzips! Seit dem Zusammenschluss der Europäischen Netze ab Mitte des letzten Jahrhunderts gilt sie als ungeschriebenes Gesetz. Auch der Stromhandel funktionierte seit dieser Zeit sehr gut. Natürlich würde er mit Marktkopplung noch effizienter funktionieren, aber das sabotiert die EU seit Jahren. Nur weil mit einem Stromabkommen die Schweizer EVU’s auch Zugang zu den Kunden im Binnenmarkt und umgekehrt die EVU’s der EU auch Zugang zu den Kunden in der Schweiz haben können, lohnt sich ein derart Ziel-unkompatibles, nicht-nachhaltiges, schädliches Stromabkommen nicht.

Dieses Stromabkommen löst keine irgendwelche realen Probleme auf beiden Seiten. Es gibt einerseits schon zu viele nicht-nachhaltige wetterabhängige Erneuerbare und zu wenig nachhaltige wetterunabhängige Grossproduktion in der EU (ausser Frankreich und zukünftig Polen). Anderseits gibt es zu wenig nachhaltige wetterunabhängige Grosskraftwerke in der Schweiz. Das gemeinsame Bestreben (Green Deal und Energiestrategie 2050) alles auf dezentrale Erneuerbare Basis zu stellen ist links-grüne, nicht-nachhaltige, falsche und schädliche Ideologie.

- **Keine Kohäsionszahlungen, Nicht-reziprokes Stromabkommen (keine win-win Situation), Keine politische Bindung**

Jährliche, bzw. generell, Kohäsionszahlungen **sind - speziell betr. Stromabkommen - absolut nicht gerechtfertigt**. Die Schweiz und deren EVU’s hatten sich als erste Nation sehr für die Synchronisierung der Osteuropäischen Netze stark gemacht. Erst später hat die EU versucht, alles (mit ACER) organisatorisch an sich zu ziehen und die Schweiz zu ignorieren. Deshalb sind auch irgendwelche Kohäsionszahlungen der Schweiz an die EU absolut nicht angebracht. Ein Land zu bestrafen war/ist die Taktik der EU. Neu jetzt von Präsident Trump. Hätte

die EU schon vor Jahren die Marktkopplung zum Binnenmarkt für die Schweiz im Strombereich zugelassen (bislang nur Piesacken der Schweiz durch EU!), dann hätten die vermehrten Gewinne vom vermehrten gegenseitigen Stromhandel auf beiden Seiten sehr viel Geld in die Kassen gespült. Die EU hat die Schweiz – vor Jahren machtstrebig und politisch – von der Marktkopplung und vom Regulator ACER ausgeschlossen und damit über Jahre als direkter Nachbar unwürdig und diskriminierend behandelt.

Das Stromabkommen ist nicht auf dem Grundsatz der Reziprozität verhandelt worden. Die EU wird beim Stromabkommen überproportional profitieren. Im Gegensatz dazu wird die bewährte föderalistische Struktur der Schweizer EVU (Gemeinde und Kantonswerke) von einem grossen, bürokratischen, unflexiblen und politischen Gebilde, geschwächt.

Eine (sogar freiwillige) politische Bindung an die EU mittels Kohäsionszahlungen kann für eine neutrale Nation gefährlich sein. Dies betrifft alle lebenswichtigen Themen wie Energie, Lebensmittel, Personenfreizügigkeit. etc. Sich juristisch, technisch und geopolitisch bei Energie freiwillig an die EU zu binden (Rechts- und Gerichtsbarkeitsübernahme) ist hoch spekulativ. Es handelt sich hier nicht um einen kleinen Sektor der Schweiz, sondern insbesondere um das Gut Energie (Elektrizität, Gas, Wasserstoff, Synfuel, etc.) das weltweit mit allen (politischen) Konsequenzen gehandelt wird. Alle Abkommen hätten mit einer sorgfältig geplanten zukunftsfähigen langfristigen Aussenpolitik koordiniert werden müssen (siehe auch einleitende Bemerkung).

- **Beziehungen zwischen der EU und der Schweiz, Verträge (bzw. Abkommen) sind nutzlos bzw. schädlich für die Zielerreichung, aber kostenintensiv**

Leider hat die EU in den letzten Jahren bei den Verhandlungen auf ihren selbst gewählten Prinzipien beharrt: Z.B.: Personenfreizügigkeit, Piesacken der Schweiz mit Nichtanerkennung der Börsen, Horizon, keine Marktkopplung mit der Schweiz, etc. Die schlechten Beziehungen sind von der EU selbst verschuldet. Grossbritannien ist deswegen aus der EU ausgetreten. Dazu kommt: Viele EU-Mitgliedsstaaten halten sich nicht mehr an die selbst gewählten Prinzipien, bzw. ans EU-Recht,
Als schlechtes Beispiel muss die Haltung der EU beim Landverkehrsabkommen erwähnt werden: Art. 34 Angebot an Fahrwegkapazität. Hier steht u.a. in Ziff. 1: «Die Vertragsparteien bekräftigen ihre jeweiligen in den Artikeln 5 und 6 des Abkommens von 1992 eingegangenen Verpflichtungen, denen zufolge die Schweiz den Bau der NEAT und die Gemeinschaft die Erhöhung der Kapazitäten für die Nord- und Südzulaufstrecke zur NEAT übernehmen.» Wo sind diese letzteren Erhöhungen? Wieso soll die Schweiz bei ‘Nicht-gehorchen’ sanktioniert werden,

aber die Mitgliedsstaaten nicht? Das ist eine schwere und kostspielige Diskriminierung der Schweiz und ein parteiisches 'Versagen' des EU-Rechtes bzw. der Gerichtsbarkeit.
Dasselbe zeigt sich bereits bei den Nord-Süd Verbindungen beim Strom und der potentiellen Umgehung der Schweiz. Die EU beharrt auf Erneuerbaren, die die EU Mitgliedsstaaten z.B. Deutschland hauptsächlich im Norden (Ostsee, Nordsee) produzieren. Die 4 Leitungs-Korridore zum Hauptverbrauch im Süden (Bayern, Baden Württemberg, Italien) fehlen heute noch. Stattdessen belegen Frankreich und Deutschland die Leitungen der Schweiz und zwingen sie zu teurem Redispatch und zur Nutzung unserer Schweizer Ressourcen.

- **Der Binnenmarkt ist das unnütze, weil falsche Instrument**

Beim Binnenmarkt geht es vor allem um die Verbraucher und den Verbraucherschutz. Dies geht aus der wichtigen **RICHTLINIE (EU) 2019/944 DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTS UND DES RATES vom 5. Juni 2019 mit gemeinsamen Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt** … hervor.
«Art. 1 Gegenstand sagt:
Abs. 1: Mit dieser Richtlinie werden gemeinsame Vorschriften für die Elektrizitätserzeugung, -übertragung, -verteilung und -versorgung, die Energiespeicherung sowie **Vorschriften im Bereich des Verbraucherschutzes** erlassen, um für die Schaffung wirklich integrierter, wettbewerbsgeprägter, verbraucherorientierter, fairer und transparenter **Elektrizitätsmärkte in der Union** zu sorgen.»
Die Verbraucher und die EVU's in den EU-Mitgliedsstaaten der Union sind die Hauptprofiteure.

Die Verbraucher in der Schweiz sind von der ElCom gut geschützt. Die Versorgungssicherheit in der Schweiz ist besser als in der EU.
Das Problem der Schweiz ist die Winterstromsituation; genau wie in der EU, ausser in Frankreich. Deshalb will die EU auch die Langfristbezugsrechte der Schweizer EVU's mit Frankreich frühzeitig beenden und damit unsere Langfrist-Versorgungssicherheit stark schwächen.

- **Das Nicht-Einhalten des EU-Rechtes durch gewisse Mitgliedsstaaten der EU; Das EU-Recht und der EUGH sind Partei (der Gegenseite)**

Siehe auch oben: Beziehungen zwischen der EU und der Schweiz.
Das Nicht-Einhalten des EU-Rechtes durch gewisse Mitgliedsstaaten der EU (z.B. Kontrolle der Grenzen) wird nicht geahndet, weil das Recht der EU und die Richter des EUGH Partei sind, und oft politisch überlegen. Im Gegenzug dazu soll die Schweiz mit Sanktionen belegt werden, wenn sie die Änderungen des EU-Rechts nicht automatisch/dynamisch übernimmt. Das ist eine Diskriminierung der Schweiz.

Wenn in der Einleitung des Abkommens gesagt wird: «IN BEKRÄFTIGUNG der Unabhängigkeit der Vertragsparteien sowie der Rolle und der Zuständigkeiten ihrer Institutionen und, im Falle der Schweiz, der Wahrung ihrer verfassungsrechtlichen Prinzipien, darunter der direkten Demokratie, der Gewaltenteilung und des Föderalismus, …» Das ist reine Scheinheiligkeit: Unabhängigkeit mit EU Recht! Deshalb ist das Stromabkommen abzulehnen.

Bislang hatten wir zwei nebeneinander bestehende Rechtssysteme und Gerichtsbarkeiten. Der Handel funktionierte sehr gut - selbst ohne Marktkopplung. Der Schweiz und auch den EU Ländern ging es sehr gut. Die kommenden Herausforderungen (z.B. Vergrösserung des Stromverbrauchs, lokale Opposition gegen neue Infrastrukturen, etc.) sind zwar gross und gleichartig. Trotzdem können sie nicht durch gemeinsames Recht verkleinert werden. Beste Beispiele: Freihandel mit Indien, Mercosur, etc. alles ohne Rechtsübernahme!

Übrigens: Art. 28 des Stromabkommens (Erfüllung verfassungsrechtlicher Verpflichtungen durch die Schweiz) besagt, dass die EU fristgerecht informiert werden muss, wenn die Schweiz verfassungsrechtliche Bestimmungen, z.B. Initiativen, berücksichtigen muss. Ist die EU unser Chef?

Statt das Stromabkommen schlage ich einen Freihandelsvertrag, ohne Übernahme des Rechtssystems der EU, vor. Dies unter beiderseitiger Einhaltung der gemeinsamen technischen Regeln und den gängigen Handelsregeln mit Marktkopplung,
Statt des EUGH schlage ich die politisch unabhängige Energy Charter Organisation vor.

- **Stromabkommen bringt keine bessere Versorgungssicherheit:**

Das Stromabkommen ist kein technisches Abkommen, sondern ein politisches Abkommen. Damit wird das Subsidiaritätsprinzip verletzt, das im Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union (Art. 5 Ziff. 3) verankert ist. Dadurch wird der Zentralstaat EU gestärkt, aber der Europäische Verbundbetrieb geschwächt. Das sektorielle Verhandeln hat der Schweiz nichts gebracht. Die Verhandler der Schweiz, verkennen die Bedürfnisse der Schweiz, wie Energieversorgungssicherheit, technische Infrastrukturen, Föderalismus, Demokratie, Massenzuwanderung, Schutzklauseln, etc. Die EU und offensichtlich auch die Schweiz sind der – oft widerlegten Meinung – dass staatliche Regulierung Anreize für Lösungen bringt. Bisher haben nur private Initiativen, wie im letzten Jahrhundert in der Schweiz und Deutschland, gute Infrastrukturen hervorgebracht. Insbesondere ist z.B. der Bau von KKW ein Zeugnis davon.

Das EU-CH Stromabkommen sollte u.E. eine Mischung sein zwischen einem Abkommen, dass die technischen Regeln des Netzes und die Handelsregeln vereinheitlicht. Die Ziele eines solchen Abkommens sind zwar in der Bundesverfassung Art. 89.1 klar gegeben. Die Implementierung sollte durch die Privatwirtschaft erfolgen. Im Weiteren sollte das Stromabkommen reziprok formuliert sein. Die Schweiz hat Pumpspeicherkraftwerke und Speicherkraftwerke und kann damit ggf. eine massive Stütze des Verbundsystems in Europa bilden. Die

Schweiz bildet eine der Verbindungen zwischen dem Süden und dem Norden der EU und ermöglicht so einen intensiven Enerighandel innerhalb der EU.

Die Schweiz kann mit ihren wenigen EVU's, die volumenmässig auf weniger Kunden ausgerichtet sind, diesen grossen Markt gar nicht bedienen. Dazu kommt, dass die Schweiz, wie die EU Mitgliedsstaaten – in den nächsten 6 Jahrzehnten - selber zu wenig Strom produzieren wird, um auch noch Kunden im Ausland mit nachhaltigem Strom zu beliefern. Weiter kommt dazu, dass mit der heutigen Energiestrategie 2050 auf der Basis von (hauptsächlich) wetterabhängigen Erneuerbaren (Energiestrategie 2050), ein derart grosser Markt schlicht nicht zuverlässig, bzw. gar nicht, bedient werden kann. D.h. das Stromabkommen nützt der Schweiz volkswirtschaftlich überhaupt nichts, umso mehr als das Ausland zu den gleichen Zeiten wie die Schweiz zu wenig Stromproduktion zur Verfügung hat.

Es gibt technische Normen, die heute im Rahmen der Eurelectric für ganz Europa (praktisch seit dem Beginn des Verbundbetriebes freiwillig) gelten und es gibt gegenseitig abgesprochene Handelsgrundsätze (und für den Schlichtungsfall das Energy Charter) die einerseits auf Reziprozität und anderseits auf Fairness basieren.

Insbesondere die Weltwoche (Nr. 25.25) schreibt zum Hauptzweck dieses Stromabkommens: «Sicherheit/ Energieversorgung: Bei technischen oder sicherheitsrelevanten Verstössen darf die EU den Zugang zu Netzkapazitäten beschränken oder Märkte abkoppeln.» Und weiter betr. Sanktionen: «… Entzug der Netzsicherheiten, Einschränkungen bei der Engpassbewirtschaftung oder die Aufhebung gegenseitiger Anerkennungen.»

Selbst die Energiekommission des Ständerates bemängelte, dass bei der Stromversorgungssicherheit, insbesondere bei den Winterreserven, die Schweiz Handlungsfreiheit haben muss. Diese hat sie zwar mit Art. 9 des Stromabkommens, ist aber auf sich selbst angewiesen. Dafür braucht niemand ein Stromabkommen

In diesem Zusammenhang: Importe

Die jetzige Energiestrategie 2050 basiert auf fast 100% Erneuerbare, Gaskraftwerke für Elektrizität und Wärme. Als Backup oder Reserve verlässt man sich auf Importe. Importe sind nur zuverlässig verfügbar auf der Basis von Erneuerbaren, wenn das Ausland Überschuss an Erneuerbaren hat. Dies ist leider nicht immer der Fall, weil das Ausland dieselben Probleme in der Verfügbarkeit der Produktion (z.B. Nachts scheint die Sonne nicht) hat. D.h. es ist unsicher, dass Importe überhaupt, zur gegebenen Zeit verfügbar sind. Sichern werden sie fossil und extrem teuer sein: also sicher nicht nachhaltig und zukünftig wird der Mehrverbrauch an Strom nicht mehr mit Importen zu decken sein und, wenn überhaupt, dann ohne Rücksicht auf das Netto-Null CO_2 Ziel. Es braucht also ohnehin neue Kraftwerke. Wie einleitend schon erwähnt:

Es gibt nur eine **Alternative: Auf der Basis der schweizerischen Bestimmungen eigenständig bleiben und unverzüglich mit dem Bau von neuen, bewilligungstechnisch und bautechnisch beschleunigten KKW beginnen. Nur so kann die eigene Versorgungssicherheit verbessert werden.**
Technisch und betr. Handel bringt das Stromabkommen gar nichts. Vor allem keine zusätzliche kwh bei Strommangellagen in der Schweiz (und in Europa) im Winter. Der Handel wird sich, u.a. wegen der Einschränkungen) zum Nachteil der Schweiz entwickeln.

- **Erneuerbare Energien (Art. 21 des Stromabkommens): Die Schweiz darf keinesfalls den Green Deal übernehmen, denn der Green Deal ist gegen die Kernenergie gerichtet. Siehe auch unter Taxonomie.**

Achtung der Green Deal ist sehr umfassend. Dies zeigt sich im Anhang IV UMWELT (Art. 20 dieses Stromabkommens) und im Anhang V des Stromabkommens.

Die Schweiz hat das Pariser Übereinkommen und die Protokolle der folgenden COP's ratifiziert und signiert. Sie hat also rechtlich bindend den internationalen Vorschriften zugestimmt. Es braucht also keinen (weit überzogenen) Green Deal der EU.
Art. 21 des Stromabkommens verweist in Ziff. 2 auf Anhang VI ERNEUERBARE ENERGIEN Dieser besagt: «sind die Rechte und Pflichten, die in den in diesem Anhang integrierten Rechtsakten der Union für die Mitgliedstaaten der Union vorgesehen sind, so zu verstehen, dass sie für die Schweiz vorgesehen sind»
RECHTAKTE AUF DIE BEZUG GENOMMEN WIRD:
32023 L 2413: Richtlinie (EU) 2023/2413 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Oktober 2023 zur Änderung der Richtlinie (EU) 2018/2001, der Verordnung (EU) 2018/1999 und der Richtlinie 98/70/EG im Hinblick auf die Förderung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Aufhebung der Richtlinie (EU) 2015/652 des Rates
Diese Richtlinie regelt die Einbindung der Schweiz in den Grünen Deal wie folgt:
«in Erwägung nachstehender Gründe:
(1), Im Zusammenhang mit dem europäischen Grünen Deal, der in der Mitteilung der Kommission vom 11. Dezember 2019 **(„Europäischer Grüner Deal")** dargelegt ist, wurde mit der Verordnung (EU) 2021/1119 des Europäischen Parlaments und des Rates (4) das Ziel der Klimaneutralität in der Union bis 2050 und ein Zwischenziel einer Verringerung der Nettotreibhausgasemissionen (THG-Emissionen) um mindestens 55 % gegenüber dem Stand von 1990 bis 2030 festgelegt. Das Ziel der Klimaneutralität der Union erfordert eine gerechte Energiewende, bei der kein Gebiet und kein Bürger zurückgelassen wird, eine der Energieeffizienz und einen wesentlich höheren Anteil von Energie aus erneuerbaren Quellen in einem integrierten Energiesystem». **Das hat sich - soweit man heute weiss – beim Blackout auf der Iberischen Halbinsel als schädlich erwiesen.**

Achtung: Der Green Deal der EU ist mit 684 Milliarden Euro (Basis 2022) an EU-Geld veranschlagt. Muss die Schweiz ein gutes Stück mittragen? Die EU wird uns die nötigen Anweisungen dazu geben, bzw. in Rechnung stellen.

Dieser Green Deal bzw. die genannte Richtlinie liegt – leider - voll auf der Linie der Energiestrategie 2050, die mit dem Mantelerlass vom Volk bestätigt wurde. Ich lehne trotzdem die Anwendung der RICHTLINIE (EU) 2023/2413 und damit das Stromabkommen vollständig ab. Die Strategie 'noch mehr Erneuerbare' ist gefährlich (Blackout Risiko), nutzlos (CO_2 als alleiniger menschgemachter Verursacher ist umstritten). Der Green Deal ist für die Schweiz eine ungeheure finanzielle und nicht-nachhaltige Belastung.
Mehr Erneuerbare in einem System, das schon zu viele hat, ist schädlich (Blackout auf der iberischen Halbinsel)! Der Green Deal fokussiert nur auf Erneuerbare und geht in seiner Ganzheit weit über die Sache Stromproduktion hinaus.

- **Binnenmarkt (Stromabkommen Art. 23)**

- VERORDNUNG (EU) 2019/943 DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTS UND DES RATES vom 5. Juni 2019 über den Elektrizitätsbinnenmarkt (Neufassung):

Die Schweiz wird mit dem Stromabkommen Mitglied des Binnenmarktes. Unter: «in Erwägung nachstehender Gründe: …
(2) Ziel der Energieunion ist es, die Endkunden — Haushalte und Unternehmen — mit sicherer, gesicherter, nachhaltiger, wettbewerbsfähiger und erschwinglicher Energie zu versorgen. In der Vergangenheit wurde das Stromsystem von vertikal integrierten, häufig staatlichen Monopolen mit großen, zentralen, Kernkraftwerken oder mit fossilen Brennstoffen betriebenen Kraftwerken dominiert. Der Elektrizitätsbinnenmarkt, der seit 1999 schrittweise geschaffen wird, soll allen Verbrauchern in der Union eine echte Wahl ermöglichen, neue Geschäftschancen für die Unternehmen eröffnen sowie den grenzüberschreitenden Handel fördern und auf diese Weise Effizienzgewinne, wettbewerbsfähige Preise und eine höhere Dienstleistungsqualität bewirken und zu mehr Versorgungssicherheit und Nachhaltigkeit beitragen. Durch den Elektrizitätsbinnenmarkt haben der Wettbewerb, insbesondere auf der Großhandelsebene, und der zonenübergreifende Handel zugenommen. Der Elektrizitätsbinnenmarkt bleibt das Fundament eines effizienten Energiemarkts.»

Für den Freihandel von Waren (z.B. Erdgas) ist der Zugang zum Binnenmarkt durch das Freihandelsabkommen von 1972 gegeben.
Die Schweiz braucht keinen neuen Verbraucherschutz.

Wirtschaftshistoriker Prof. T. Straumann: ‘ Wirtschaftlich bringen die EU-Verträge praktisch nichts’. Dies gilt insbesondere auch für das Stromabkommen. Axpo hat mehrere Filialen im EU/EWR-Raum und ist seit Langem Teil des Handels im Binnenmarkt.

- **Unglaubliche EU-Bürokratie:**

Eine unglaubliche Bürokratie, die man beim Lesen der Unterlagen nur erahnen kann (z.B. in VERORDNUNG (EU) 2017/1485 DER KOMMISSION gibt es in Art.3 159 Begriffsbestimmungen). Z.B. als Müsterchen: «„Observability Area“ („Beobachtungsgebiet“) bezeichnet das eigene Übertragungsnetz eines ÜNB sowie die relevanten Teile von Verteilernetzen und Übertragungsnetzen benachbarter ÜNB, die der ÜNB in Echtzeit überwacht und modelliert, um die Betriebssicherheit in seiner Regelzone einschließlich der Verbindungsleitungen aufrechtzuerhalten.» Dann geht es so weiter bis Art.117. Ab Art. 118 folgt eine neue Litanei über LEISTUNGS-FREQUENZ-REGELUNG UND REGELRESERVEN bis Art.181. Ab Art. 182 kommen die Datensätze der angrenzenden Verteilnetzbetreiber-Netze, die auch an ENTSO-E geliefert werden müssen bis Art. 192. Alles Regeln, die teilweise innerhalb der ENTSO-E bzw. lang vor Gründung der ENTSO-E, im sog. UCPTE- und ETSO-Netz eine einfache – im Milizverfahren vor zig Jahrzehnten erarbeitete – Selbstverständlichkeit waren. Und dafür soll man die EU noch abgelten.

Diese Bürokratie wird sich bei der Übernahme von EU Recht bei den Bundesämtern in Bern und bei vielen Schweizer Firmen dauernd und stark finanziell und personalmässig auswirken. Nicht nur das; der Übergang des Rechtssystems – insbesondere die automatische/dynamische Rechtsübernehme und die Bürokratie werden weiter Blüten treiben.

Hier wäre es sinnvoll, die «INTERINSTITUTIONELLE VEREINBARUNG ZWISCHEN DEM EUROPÄISCHEN PARLAMENT, DEM RAT DER EUROPÄISCHEN UNION UND DER EUROPÄISCHEN KOMMISSION ÜBER BESSERE RECHTSETZUNG, INTERINSTITUTIONELLE VEREINBARUNG vom 13. April 2016 über bessere Rechtsetzung» bzw. das «Better regulation toolbox 2023» der EU-Kommission zu konsultieren. Konkret: Auszug aus Teil III Nummer (12) Abs.3: Folgenabschätzung
«… Mit einer Folgenabschätzung sollten alternative Lösungswege und nach Möglichkeit die potenziellen kurz- und langfristigen Kosten und Vorteile aufgezeigt werden, beruhend auf einer integrierten und ausgewogenen Bewertung der wirtschaftlichen, ökologischen und sozialen *(d.h. nachhaltigen, meine Anmerkung)* Auswirkungen sowie unter Vornahme einer qualitativen wie auch einer quantitativen Prüfung. Die Grundsätze der Subsidiarität und der Verhältnismäßigkeit sollten uneingeschränkt geachtet werden, ebenso wie die Grundrechte. Ferner sollten in einer Folgenabschätzung nach Möglichkeit die **"Kosten des Nicht-Europas"** sowie die Auswirkungen auf die

Wettbewerbsfähigkeit und der mit den verschiedenen Lösungen verbundene Verwaltungsaufwand unter besonderer Berücksichtigung der KMU ("Vorfahrt für KMU"), digitaler Aspekte und der territorialen Auswirkungen behandelt werden…»
Jedermann weiss, dass sich die Kommission oft nicht an diese Regeln des Gesunden Menschenverstandes hält, aber ich erwarte Besseres von den Regierungen in der Schweiz.
Kurz: Der Bundesrat, die Kantone und Gemeinden müssten dem Stimmvolk eine Zusicherung geben, dass es spätestens nach 5 Jahren, gegenüber heute keine zusätzliche finanzielle und personelle Ressourcen in der Schweiz wegen der Bilateralen Verträge mehr braucht.
.
In diesem Zusammenhang: ENTFLECHTUNG
Die Entflechtung der Verteilnetzbetreiber und der Stromproduktion ist für die Schweiz sachfremd und unzumutbar. Gerade die kleinräumige Struktur der EVU's, teilweise mit Eigenproduktion (für günstigen Ausgleichsstrom) wird sich u.E. mit dem Stromabkommen praktisch verdoppeln müssen. Sei es bei der Belegschaft sei es im Verwaltungsrat.
Dies wird eine grösserer Umbau der gesamten Stromlandschaft in der Schweiz zur Folge haben. Und dies nicht im unternehmerischen Rahmen, sondern auf staatliche Regulierung (z.B. weil Angebote zwingend – evtl. sogar ausländische - Erneuerbare enthalten müssen.

In diesem Zusammenhang: KOMPTENZEN DER ELCOM WERDEN TEILWEISE ERHÖHT
Wegen der Übernahme der EU Regulierung werden auch die Kompetenzen der ElCom erhöht (z.B. beim Wechsel des Anbieters). Allerdings gilt gemäss Stromabkommen ohnehin die Meinung/Regulierung der EU Regulierungsbehörde ACER.

- **EU Taxonomie und Kernenergie: Das Stromabkommen geht nicht mit der Zeit, bzw. nicht mit der Realität**

Ich schlug einleitend (siehe oben) als Alternative zum Stromabkommen den unverzüglichen Bau neuer KKW vor. Es braucht nicht ein kompliziertes nicht-nachhaltiges Stromabkommen, sondern eine Problemlösung.
Der ergänzende delegierte Rechtsakt zur Klimataxonomie vom 2. Februar 2022 ist eine Erweiterung der EU-Taxonomie-Verordnung. Er enthält strengere Bedingungen für bestimmte Gas- und Kernenergietätigkeiten im Hinblick auf die Erreichung der Klimaneutralität bis 2050.
Dazu gab die EU-Kommission, am 02.02.2022 , Informationen zu «Fragen und Antworten zum ergänzenden delegierten Rechtsakt zur EU-Klimataxonomie für bestimmte Kernenergie- und Gastätigkeiten». Darin steht u.a.: «**Kernenergie ist CO_2-arm.** Die von der Kommission im

Rahmen ihrer vorbereitenden Arbeiten eingeholten Sachverständigenmeinungen (die Berichte der technischen Sachverständigengruppe bis 2020 und der Bericht der Gemeinsamen Forschungsstelle aus dem Jahr 2021) bestätigen dies. Gestützt auf wissenschaftliche Gutachten ist die Kommission zu dem Schluss gelangt, dass die Kernenergie unter strengen Sicherheits- und Umweltauflagen (einschließlich bezüglich der Abfallentsorgung), die die Einhaltung des Grundsatzes der Vermeidung erheblicher Beeinträchtigungen gewährleisten, beim Übergang zur Klimaneutralität im **Einklang mit dem europäischen Grünen Deal eine Rolle** spielen kann»
Und:
«Was ist mit Atommüll?
Die **Taxonomieverordnung** schreibt vor, dass die langfristige Abfallbeseitigung keine erhebliche oder langfristige Beeinträchtigung der Umwelt verursachen darf.
Bei Kernenergie fällt nur eine relativ geringe Menge Abfall an bei einer großen Wärme- und/oder Stromausbeute. Dabei handelt es sich vor allem um schwach radioaktiven Abfall, für den seit Jahrzehnten Endlager in Betrieb sind, während hochradioaktiver Abfall 1 % des gesamten nuklearen Abfalls ausmacht.
Durch den EU-Rechtsrahmen sind die Mitgliedstaaten rechtlich verpflichtet, die Erzeugung radioaktiver Abfälle auf ein Minimum zu beschränken.
Außerdem gehen die technischen Bewertungskriterien für Kernenergie über die bloße Einhaltung der Rechtsvorschriften zur Entsorgung und Endlagerung radioaktiver Abfälle hinaus. Insbesondere müssen Endlager für schwach radioaktive Abfälle betriebsbereit sein, und die Mitgliedstaaten sollen detaillierte Pläne aufstellen, um bis 2050 ein Endlager für hochradioaktive Abfälle in Betrieb zu haben. In einigen Mitgliedstaaten gibt es weiter fortgeschrittene Vorhaben für die Langzeitlagerung nuklearer Abfälle. Die Einbeziehung der Kernenergie in die EU-Taxonomie kann die Entwicklung von Lösungen für die Endlagerung von Abfällen in anderen Teilen der EU beschleunigen. Darüber hinaus verbieten die technischen Bewertungskriterien für Kernenergie die Ausfuhr radioaktiver Abfälle zur Endlagerung in Drittländern».

M.a.W.: Es ist m.E. möglich, durch Ablehnung des Paketes und des Stromabkommens, statt Erneuerbare Energien die nur zusätzliche Probleme bringen, sofort neue grosse KKW zu bauen. Diese nützen der EU und der Schweiz und würden insbesondere deren gravierendste Risiken und Schäden mindern.

In diesem Zusammenhang: NEUE KKW's:
Interessanterweise Weise haben sich die Regierungschefs von Frankreich und Deutschland gegen Ende August 2025 darauf geeinigt, dass sich Deutschland nicht mehr gegen die zukünftige Ausweitung der Kernenergie in Frankreich stemmt.

- **Mitsprache aber kein Mitentscheid = Unterwerfungsvertrag. Keine automatische/dynamische Übernahme von EU-Recht, Keine fremden Richter durch EUGH,**
  ‚Institutionellen Bestimmungen, Art.23 bis und mit 29 des Stromabkommens völlig streichen.
  Und natürlich erst Recht das Paket ablehnen.

  (siehe dazu auch die einleitende Vorbemerkung (unter 1.) und die Hauptbegründung unter Allgemeine Begründungen

  - **Wasserstoff**

Achtung Wasserstoff muss irgendwie erzeugt, transportiert und gelagert werden: Dafür braucht es ein komplett neues System, das mindestens zu doppelten Kosten führt.
In (62) der RICHTLINIE (EU) 2023/2413 DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTS UND DES RATES vom 18. Oktober 2023 zur Änderung der Richtlinie (EU) 2018/2001, der Verordnung (EU) 2018/1999 und der Richtlinie 98/70/EG im Hinblick auf die Förderung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Aufhebung der Richtlinie (EU) 2015/652 des Rates, steht: «In der Wasserstoffstrategie der Union, die in der Mitteilung der Kommission vom 8. Juli 2020 mit dem Titel „Wasserstoffstrategie für ein klimaneutrales Europa“ dargelegt wurde, wird anerkannt, dass bestehende Wasserstofferzeugungsanlagen, die nachgerüstet wurden, um ihre Treibhausgasemissionen zu verringern, bei der Verwirklichung der ehrgeizigeren Klimaziele für 2030 eine wichtige Rolle spielen.»
In (71: «Damit Fernwärme und -kälte vollständig in die Integration des Wirtschaftszweigs Energie einbezogen werden, ist es erforderlich, in die Zusammenarbeit mit Stromverteilernetzbetreibern auch Stromübertragungsnetzbetreiber einzubeziehen und dabei auch die Netzinvestitionsplanung und die Märkte zu berücksichtigen, um das Potenzial der Fernwärme und -kälte für die Erbringung von Flexibilitätsleistungen in den Elektrizitätsmärkten zu erschließen. Zudem sollte eine breitere Zusammenarbeit mit den Betreibern von Gasnetzen, einschließlich Wasserstoffnetzen und weiteren Energienetzen, ermöglicht werden, damit unterschiedliche Energieträger breiter integriert und möglichst kosteneffizient genutzt werden können».
In (72): «Durch die Nutzung erneuerbarer Kraftstoffe und von Elektrizität aus erneuerbaren Quellen im Verkehr kann zu einer kosteneffizienten Dekarbonisierung des Verkehrs der Union beigetragen und unter anderem die Diversifizierung der Energieversorgung in diesem Wirtschaftszweig unterstützt werden; …

In (74): «Die Elektromobilität ist bei der Dekarbonisierung des Verkehrs von entscheidender Bedeutung. Die Mitgliedstaaten sollten, um die weitere Entwicklung der Elektromobilität zu fördern, einen Gutschriftmechanismus einführen, der es den Betreibern öffentlich zugänglicher Ladepunkte ermöglicht, durch die Lieferung von Elektrizität aus erneuerbaren Quellen zur Erfüllung der Verpflichtungen beizutragen, die die Mitgliedstaaten Kraftstoffanbietern auferlegt haben. Die Mitgliedstaaten sollten private Ladepunkte in diesen Gutschriftmechanismus einbeziehen können, sofern nachgewiesen werden kann, dass die Elektrizität aus erneuerbaren Quellen, die diesen privaten Ladepunkten geliefert wird, ausschließlich Elektrofahrzeugen bereitgestellt wird.»
Ein Wasserstoffsystem ist ein zweites System. Praktisch alle Systembestandteile müssen neu und teuer zuerst eingekauft und installiert werden. Die Herstellung ist teuer (es braucht Strom, der im Winter fehlt), der Transport ist gefährlich (Terrorangriffe auf Schiffe oder Pipelines), die Speicherung existiert praktisch noch nicht und der Verbrauch ist höchstens für Spezialanwendungen geeignet.

- **Schweizer Investitionen in der EU: Ungeregelt im Stromabkommen**

Grosse Schweizer EVU's (Axpo, BKW, Repower) haben im Ausland teilweise stark in die erneuerbare aber auch fossile Kraftwerke investiert. Für welche Kunden produzieren diese Kraftwerke? Profitieren auch die Kunden in der Schweiz? Es gibt ja keine neuen Langfristverträge, also sind diese Investitionen verloren. Dies alleine schon, weil die Infrastruktur, d.h. das Leitungsnetz, fehlt. Mindestens gibt es – ausser dem Wegfall der Langfristverträge keine Regelung im Stromabkommen.
U.E. ist ungeregelt wie diese Investitionen der Versorgungssicherheit der Schweiz zu Gute kommen werden. So gibt es bereits Ungewissheit, wie und ob die Investitionen (z.B. frühere Ausserbetriebnahme von Kohlekraftwerken) kompensiert werden.

- **Stromversorgung: Auch ein sicherheitspolitisches Problem**

Im 'Sicherheitspolitischen Bericht 2021' (SiBe) des Bundesrates ist eines der Schwerpunkte/Ziele 'die Stärkung von Resilienz und Versorgungssicherheit'. Nachdem festgestellt werden musste, dass gerade zu kritischen Zeiten das Stromabkommen nicht mithilft, zusätzliche Kilowattstunden in die Schweiz zu liefern, muss hier dessen Nützlichkeit hinterfragt werden. Der SiBe sagt Folgendes: Die Schweiz «will die Versorgungsicherheit bei kritischen, lebenswichtigen und sicherheitsrelevanten Gütern und Dienstleistungen stärken und Abhängigkeiten und Verwundbarkeiten in Bereichen reduzieren, die für die Funktionsfähigkeit und Sicherheit der Schweiz und ihrer Bevölkerung relevant sind. Dazu gehören beispielsweise die Bereiche Ernährung, Energieversorgung, Gesundheitswesen, aber auch sicherheitsrelevante industrielle und technologische Kompetenzen und Kapazitäten im eigenen Land.»

Nachdem aus den Erfahrungen der letzten Jahre hervorgeht, dass die Stromversorgungssicherheit in der Schweiz höher ist als in der EU (Blackout Spanien/Portugal) ist die Reduktion von Abhängigkeiten allgemein oberstes Gebot, speziell in Krisenzeiten (siehe auch unter d.). D.h. kein Stromabkommen und kein EU Recht, das im Zweifelsfall für die EU-Mitgliedstaaten sorgt.
Es ist ein absoluter Unglaube, dass in einem grösseren Markt, grössere Versorgungssicherheit herrscht. Wenn alle Strommangel haben wer hilft dann?

- **Integrationsmethode zur Übernahme der EU-Vorschriften:**

Beim Stromabkommen erfolgt die Übernahme der EU-Vorschriften nach der sog. Integrationsmethode, wie z.B. beim bestehenden Luftverkehrsabkommen oder bei der Personenfreizügigkeit. Dabei gibt es keine Ausnahmen für die Schweiz.

- **Gebühren**:

Die Schweiz, bzw. deren ÜNB swissgrid, ist 'ENTSO-E Mitglied' gemäss https://www.entsoe.eu/about/inside-entsoe/members. ENTSO-E ist eine technische Organisation.
Die EU hat aus der früheren ETSO (bei der swissgrid innovativ mitgewirkt hatte) eine EU-Organisation gemacht und diese z.B. mit der VERORDNUNG (EU) 2017/1485 DER KOMMISSION vom 2. August 2017 reglementiert. Die EU hat mit dieser Verordnung alles verbürokratisiert (z.B. jährlich Berichterstattungen, usw,) festgehalten. In Art. 19 bis Art. 39 werden die hauptsächlichen Regeln – neu im 'EU-Bürokratiestyl' - wiederholt, die die Schweiz seit Jahrzehnten eingeführt hatte. Weiter wird bis Art. 53 der Datenaustausch beschrieben. Alles eigentlich Selbstverständlichkeiten für den Verbundbetrieb.
Keine Zahlungen an ACER oder die EU. Sie ist die Gegenpartei.

- **Gross gegen Klein**:

Die vielen grossen EVU's in der EU werden in der Schweiz viele frustrierte und kostenbewusste aber gut verdienende Privat– und Unternehmenskunden akquirieren können, was die kleinen Schweizer Gemeinde-EVU's im Ausland nicht wollen und nicht können (zu wenig Strom).

Die bisherige Stammkundschaft (Grundversorgung) wird den Schweizer EVU's verloren gehen. Ein volkswirtschaftlicher Schuss ins eigene Bein.
Auch die Langzeitverträge werden in 7 Jahren verloren gehen und damit fällt ein weiteres Standbein der heutigen Stromversorgungssicherheit der Schweiz.

- **Das Ende des Strom-Föderalismus: Die Energielieferanten werden zu Verteilnetzbetreibern**

Gegen Ende wird das Stromabkommen immer angriffiger. Die EU kann sogar in unsere Verfassung eingreifen. Wenn wir nicht einverstanden sind, gibt es Sanktionen. Mitsprache aber kein Mitentscheid = Unterwerfungsvertrag
Art. 23 bis und mit Art. 29 definitiv streichen.

Auch die Kantonswerke werden obsolet, insbesondere da sich ihre Aktionäre, die Kantone, in keiner Weise für die Ablehnung des Stromabkommens einsetzen, bzw. sich nicht gegen die Abkommen mit der EU stellen. Die Zwischenstellung der Kantonswerke wird die grossen EVU's des EU-Raumes nicht gross stören; Erstere werden von den Letzteren ignoriert werden.

- **70% Regel**

Im Weiteren stellt die Schweiz – ein Transitland - allen Europäischen EVU's ihre grenzüberschreitenden Leitungen zum Handel zur Verfügung. Bei der zwingenden Übernahme der 70% Regel der EU muss die Schweiz 70% dieser Kapazität für den EU-Handel EU-handel reservieren. Dies ist insbesondere in der Nord-Süd Richtung aber auch in der West-Ost Richtung ein lukratives Geschenk, dass die EU ihren Mitgliedländern macht. Sollte es zu Streitigkeiten kommen, gibt die EU bzw. der EUGH den EU-Ländern sicher recht.

- **Erfahrungen aus der Vergangenheit wurden/werden ignoriert:**

Gute Erfahrungen (jahrzehntelange Blackout-freie Phasen) und schlechte (Blackout Italien 2003) werden ignoriert.
Die Schnittstellen zu verwandten Gebieten werden nicht angesprochen. Z.B. Leistungen der Schweiz (z.B. NEAT), siehe oben.
Insbesondere ist die Verursacher-Haftung bei einem Blackout ungeregelt.

Die EU, auf grossen Druck von Deutschland, will von einem gut funktionierenden Netz mit zentralen Grosskraftwerken auf ein dezentrales Netz mit kleinen meist wetterabhängigen Kraftwerken setzen. Der Umbau der Netze von Deutschland kostet gemäss einer neuen Studie (2025) von Frontier Economics (im Auftrag der Deutschen Industrie und Handelskammer (DIHK)) 1,2 Milliarden Euro. Die beste Waffe um einen Blackout abzuwehren sind französische KKW und Schweizer Speicherkraftwerke.

- **Grundsätzliche Unstimmigkeiten:**

  Volkswirtschaftliche Gesundheit

  Jeder Schweizer sollte wissen, dass es uns in der Schweiz wirtschaftlich viel besser geht als in Europa. Unsere Vorfahren haben (unter Inkaufnahme grosser Risiken) Gross-Kraftwerke gebaut und ein gutes, funktionierendes zentral aufgebautes Stromnetz gebaut und betrieben. Über Jahrzehnte hatte die Schweiz damit tiefe Strompreise für die Industrie und Privatkunden.

Zentrales vs. dezentrales Netz:
Die EU, auf grossen Druck von Deutschland, wollte keine KKW und keine fossile Kraftwerke mehr. Die Volkswirtschaften der EU-Mitgliedsstaaten sind jetzt auf dem absteigenden Ast und leiden unter hohen Strompreisen und potentiellen Strommangellagen. Auch die Schweiz wird mitgezogen und sucht auf Eidgenössischer Ebene nach Budgeteinsparungen. Jetzt merkt die EU, dass es ohne Frankreich (mit KKW) und ohne Schweiz (mit Wasserspeicher) nicht geht. Wollen wir wirklich die selbstgemachten Probleme der EU übernehmen und die EU dafür bezahlen? Im Rahmen des Stromabkommens sicher nicht.

.

Offene Fragen:

- Was kommt im Rahmen des Green Deal alles auf uns zu?
- Was bedeutet Erneuerbar, mit Gaskraftwerken als Reserve?

- Sollte die Neutralitätsinitiative angenommen werden, dann darf die Schweiz keine Stellungnahmen mehr gegen Russland beziehen. Viele Formulierungen im EU Recht (Richtlinien und Verordnungen) können dann nicht mehr übernommen werden.

Anmerkung: Auf Nachfrage können detaillierte Kommentare pro Artikel des Stromabkommens nachgeliefert werden.

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Abkommen tragen den wirklichen Bedürfnissen/Freiheiten/Interessen/Problemen/Assets/Demokratie der Schweiz und ihrer Volkswirtschaft nicht Rechnung. Die Verhandler haben nicht gemerkt, dass die Bevölkerung der Schweiz in dieser Sache gespalten ist und dass mehrere Initiativen hängig waren/sind zu gewissen Themen. Z.B. sind Freizügigkeit, fremdes Recht und fremde Richter seit Jahren umstritten. Es ist ein Unterwerfungsvertrag unter die EU geworden.

Die Abkommen bzw. Protokolle lösen weder die Probleme der EU noch der Schweiz.

- Z.B das Stromabkommen. Das grosse Risiko bzw. Problem von EU und der Schweiz ist die Versorgungssicherheit. Beim Binnenmarkt geht es vor allem um die Verbraucher und den Verbraucherschutz. Dies geht aus der wichtigen RICHTLINIE (EU) 2019/944 DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTS UND DES RATES vom 5. Juni 2019 mit gemeinsamen Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 2012/27/EU hervor. Das Problem der Schweiz und der EU sind aber nicht der Zugang zum Binnenmarkt spezifisch für die Schweizer Verbraucher oder die kleinen Schweizer Verteil-EVU's sondern die Versorgungssicherheit.
- Z.B. Das PROTOKOLL zum Abkommen über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen und zur Errichtung eines gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraums: Beim Binnenmarkt geht es vor allem um die Verbraucher und den Verbraucherschutz. Im Krisenfall braucht das Binnenland Schweiz mehr Lebensmittel und mehr medizinische Heilmittel.
- Z.B. das ÄNDERUNGSPROTOKOLL ZUM ABKOMMEN ZWISCHEN DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT EINERSEITS UND DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT UND IHREN MITGLIEDSTAATEN ANDERERSEITS ÜBER DIE FREIZÜGIGKEIT:
  Dieses Protokolls schliesst in Art. 10 u.E. bereits wieder die Kohäsionszahlungen ein. Damit muss endlich Schluss gemacht werden, weil es keine Begründung für diese Zahlungen gibt. Das hätten die Verhandler wissen müssen.

Das Strom-Abkommen verschlechtert die Stromversorgungssicherheit der Schweiz und Europa. Je mehr nicht-steuerbare, wetterabhängige Erneuerbare Quellen in einem Netz installiert sind, desto instabiler wird das Netz.

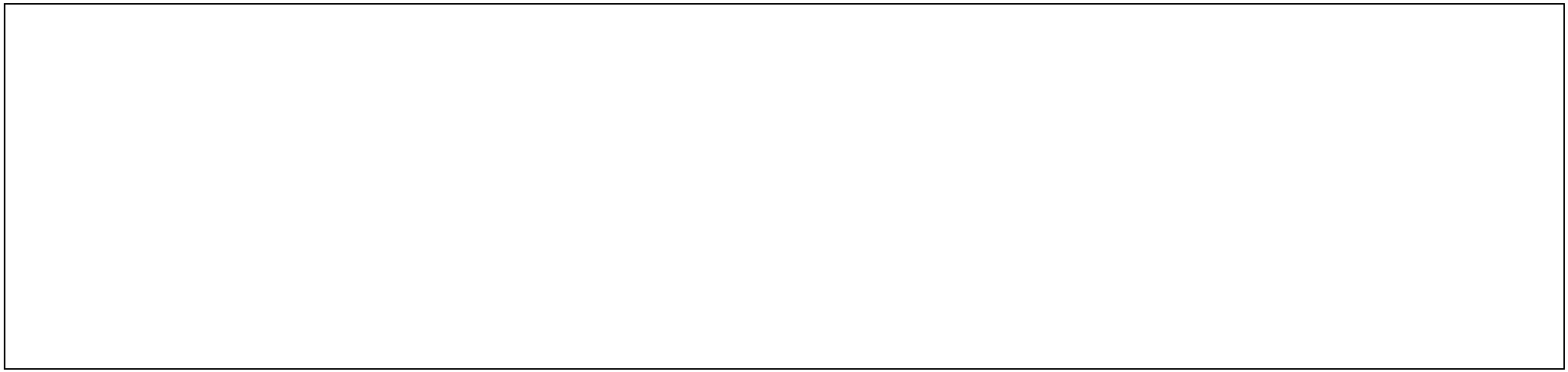

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

3.1. Allgemeine Bemerkungen

Die Schweiz wird die Umsetzung nicht schaffen! Weil:

- Die Schweizer Volkswirtschaft wird auf dasselbe, tiefere Niveau der EU-Wirtschaften sinken und kein Geld mehr für die Umsetzung haben.
- Die Einwanderung aus den EU-Mitgliedsstaaten wird sehr schnell zunehmen. Es wird die gleichen Probleme geben, die Deutschland jetzt schon kennt: Spaltung der Gesellschaft (die sich akzentuiert bei jeder zukünftigen Abstimmung), Inflation (steigende Kosten), steigende Mieten (damit mehr Armut in der Schweiz, die Schweiz wird zum Sozialstaat), sinkende Löhne (der Graben zwischen arm und reich wird sich ausweiten), etc.
- Die inländische Umsetzung wird sehr teuer. Bund, Kantone und Gemeinden und Unternehmen werden ihr Personal massiv aufstocken müssen.
- Budgetkürzungen und Steuererhöhungen bei Bund, Kantonen und Gemeinden werden die Folge sein.
- Die heute schon dünne Personaldecke bei den KMU und der Industrie wird nicht ausreichen um die Implementierung in der Privatwirtschaft vorzunehmen. Die fehlenden Fachkräfte in der Industrie hätten Besseres zu tun, als z.B. die Nachhaltigkeit aufgrund von bis zu 1000 Kriterien ‘nachzuweisen’. Die Schweizer Industrie wird demotiviert, statt sich um den internationalen Wettbewerb zu kümmern. Zusätzliche Arbeiten müssen an teure Beraterfirmen vergeben werden. Der Konsument zahlt es schliesslich und der Leerlauf wird immer schlimmer, weil die gleichen Verhandler/Beamten gar nicht merken, was sie alles, insbesondere die automatische/dynamische Rechtsübernahme und die fremden Richter, akzeptiert hatten.
- Unabhängigkeit und Neutralität werden von den Grossmächten nicht mehr respektiert. Die ‘hochgelobte’ Vermittlerkompetenz wird nicht mehr anerkannt.
- Das Image der Schweiz als Rosinenpicker wird zunehmen. Z.B.: Sobald USA die Zölle erhöht, will man zur EU.
- Die dynamische Rechtsübernahme wird als Racheinstrument der EU-Mitgliedsstaaten verwendet, um die bisherige Besserstellung der Schweiz (im Vergleich zu den meisten EU-Ländern) auf das EU-Niveau zu drücken.
- Die EU wird gut von der Schweiz profitieren. Keine Reziprozität (siehe oben).
- Das sektorielle Verhandeln wird mit einer globalen Abstimmung (Ja/Nein zum Paket) illusorisch. Vielleicht bewusst? Die Legitimität wird allen sektoriell Interessierten (z.B. dem Verein Kettenreaktion)
- Das Vertrauen in den Bundesrat wird sinken, weil er der Bevölkerung eine solche Vorlage zumutet. Je klarer als die Folgen sichtbar werden desto grösser wird die Verärgerung über den Bundesrat sein.

- Die inländischen Verhandler haben (bewusst oder unbewusst) die kommende Abstimmung und die inländische Umsetzung ignoriert, sonst hätten sie gemerkt, wie gross, ineffizient, teuer, nicht-nachhaltig die EU-Bürokratie und deren Umsetzung ist. Wahrscheinlich hat keiner der Schweizer Verhandler alle Richtlinien und Verordnungen der EU je gelesen und/oder verstanden.
- Die Schweizer Industrie wird demotiviert, statt sich um den internationalen Wettbewerb zu kümmern. Der schweizerische und internationale Kunde und Konsument zahlt es schliesslich. Der Leerlauf wird immer schlimmer, weil erst die Zeit zeigen wird, was die Verhandler/Beamten gar nicht realisierten, was sie alles akzeptiert (bzw. angestiftet) hatten.
- Die heutige Schweizer Energiestrategie 2050 setzt prioritär auf Erneuerbare Energiequellen und Importe (z.B. von nicht-nachhaltigem LNG). Es harzt weil die Energiestrategie längst gescheitert ist. Jetzt hat man in der EU einen Verbündeten (gegen die direkt betroffenen Schweizer Bürger) gefunden.
- Das Thema Kernenergie beschäftigt die Schweiz. Erst gegen Ende August 2025 hat Deutschland akzeptiert, dass es nichts mehr gegen die die französische Ausdehnung der KKW-Flotte ankämpft. M.E. sollte Herr BR Rösti auf diese Inkompatibilität aufmerksam machen. Schliesslich geht es hier um Energie, die Basis fürs Leben.
- Worst Case: Die Währung der Schweiz: könnte schnell an Wert verlieren (evtl. Abzug von Geldern) und die Zahlungen an die EU werden teurer. Die Inflation wird steigen.

Bundesgesetze	**Betroffener Artikel**	**Allfälliger Änderungsvorschlag**	**Bemerkungen**
Neues Gesetz Es macht m.E. keinen Sinn die neuen Bundesgesetze zu kommentieren, solange nicht klar ist, inwieweit die Richtlinien und Verordnungen und Beschlüsse und Protokolle der EU übernommen werden müssen.			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.1.1.1. Bundesgesetz über die Überwachung von [staatlichen] Beihilfen (BHÜG)			
Gesetzesanpassungen			
3.1.1.2. Bundesgerichtsgesetz (BGG, SR 173.110)			
3.1.1.3. Verwaltungsgerichtsgesetz (VGG, SR 173.32)			
3.1.1.4. Kartellgesetz (KG, SR 251)			
3.1.1.5. Luftfahrtgesetz (LFG, SR 748.0)			
3.1.1.6. Preisüberwachungsgesetz (PüG, SR 942.20)			
Neues Gesetz			
3.1.1.7. Bundesgesetz über die Verwaltungszusammenarbeit im Bereich der Anerkennung von Berufsqualifikationen (Binnenmarkt-Informationssystem) (BGVB)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.1.1.8. Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG, SR 142.20)			
3.1.1.9. Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, SR 823.11)			
3.1.1.10. Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz, SR 414.110)			
3.1.1.11. Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG, SR 414.20)			
3.1.1.12. Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, SR 831.40)			
3.1.1.13. Freizügigkeitsgesetz (FZG, SR 831.42)			
3.1.1.14. Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB, SR 210)			
3.1.1.15. Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten berufen (BGMD, SR 935.01)			
3.1.1.16. Medizinalberufegesetz (MedBG, SR 811.11)			
3.1.1.17. Gesundheitsberufegesetz (GesBG, SR 811.21)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.1.1.18. Psychologieberufegesetz (PsyG, SR 935.81)			
Gesetzesanpassungen			
3.1.1.19. Bundesgesetz über die flankierenden Massnahmen bei entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und über die Kontrolle der in Normalarbeitsverträgen vorgesehenen Mindestlöhne (Entsendegesetz, EntsG, SR 823.20)			
3.1.1.20. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.5 Finanzieller Beitrag der Schweiz)*			
3.1.1.21. Obligationenrecht (OR, SR 220)			
3.1.1.22. Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG, SR 221.215.311)			
3.1.1.23. Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG, SR 281.1)			
Landverkehr			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.1.1.24. Eisenbahngesetz (EBG, SR 742.101)			
3.1.1.25. Personenbeförderungsgesetz (PBG, SR 745.1)			
Neues Gesetz			
3.1.1.26. Bundesgesetz über die Beiträge der Schweiz zur Stärkung der Kohäsion in Europa (Kohäsionsbeitragsgesetz, KoBG)	Gemäss Internet gibt es kein KoBG		
Gesetzesanpassungen			
3.1.1.27. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.3 Personenfreizügigkeit: Lohnschutz)*			
3.1.1.28. Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte (SR 193.9)			

3.2. Stabilisierungsteil

Das PFZ-Zuwanderung darf unter keinen Umständen akzeptiert werden. Es muss aus dem Paket entfernt werden. In einen Vertrag einzusteigen mit dem Bewusstsein, Sanktionen von der Gegenpartei auferlegt zu bekommen, ist ein absolutes Novum und ein absoluter Unsinn.

Eine automatische/dynamische Übernahme der EU-Gesetzgebung und der EU-Gerichtsbarkeit (EUGH) darf unter keinen Umständen akzeptiert werden: dies ist ein Unterjochungsvertrag! Wie diese diversen Richtlinien und Verordnungen stabilisierend auf die Beziehungen Schweiz-EU wirken sollen, müssten die Verhandler bzw. der Bundesrat dem Schweizer Volk erst erklären.

- Die RL 77/486/EWG wird abgelehnt: Es ist ein Relikt aus alten Tagen als die Zuwanderung noch nicht derart fortgeschritten war wie heute
- Die RL 2004/38/EG wird abgelehnt: Es ist ein Relikt aus alten Tagen als die Zuwanderung noch nicht derart fortgeschritten war wie heute. Hier geht es um das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten. Ich lehne diese Grundfreiheit der EU ab. Der Binnenmarkt wird hier als Territorium aller EU-Mitgliedsstaaten definiert.
- Verordnung (EU) Nr. 492/2011: Der Verein Kettenreaktion lehnt diese Verordnung ab .Es geht um die Freizügigkeit der Arbeitnehmer in der Union. Diese erstreckt sich über die Entlöhnung und sonstige Arbeitsbedingungen in der EU. Hier erwarten wir eine Schutzklausel.
- Richtlinie 2014/54 EU: Hier handelt es sich um: «Die Freizügigkeit der Arbeitnehmer ist als eine Grundfreiheit der Bürger der Union und als eine der Säulen des Binnenmarkts der Union in Artikel 45 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) verankert.» Diese Richtlinie lehne ich ab. Die Freizügigkeit der Arbeitnehmer verleiht allen Bürgern der Union unabhängig von ihrem Wohnsitz das Recht, sich ohne Einschränkung in einen anderen Mitgliedstaat zu begeben, um dort zu arbeiten und/oder sich dort zu Arbeitszwecken aufzuhalten. Dieses Recht schützt sie — in Bezug auf den Zugang zur Beschäftigung, die Beschäftigungs- und Arbeitsbedingungen, insbesondere hinsichtlich Entlöhnung, Kündigung sowie steuerliche und soziale Vergünstigungen — vor Diskriminierungen aus Gründen der Staatsangehörigkeit, indem es gewährleistet, dass sie nach nationalem Recht und nationalen Gepflogenheiten und Tarifverträgen den Staatsangehörigen dieses Mitgliedstaates gleichgestellt sind».
- Verordnung (EU) 2018/1724: Ich lehne diese Verordnung ab. «Die vorliegende Verordnung ist ein zentrales Element der Binnenmarktstrategie». Durch unsere Teilnahme am Binnenmarkt, z.B. über das Stromabkommen sind wir den Bedingungen dieser Verordnung unterworfen. Diese Richtlinie geht davon aus, dass alle Nationalitäten der EU kulturell gleich ‘vorkonditioniert’ sind. Dies ist jedoch absolut nicht der Fall. Gibt es doch immer wieder Abweichler. Unter den verschiedenen Nationalitäten gibt es zahlreiche Unterschiede. So sind die Mafias seit Jahrhunderten in Italien tolerierte Organisationen. Anderswo sind sie als illegal eingestuft.
- Die Schweiz hat diverse Initiativen betr. die überhöhte Zuwanderung am Laufen. Diese widersprechen teilweise der unbeschränkten Zuwanderung aus der EU. Sollte das EU Recht im Rahmen der Bilateralen vorgehen, dann sind der Schweiz betr. Zuwanderung unglaublich hohe Herausforderungen und ebenso happige Sanktionen sicher. In einen Vertrag einzusteigen mit dem Bewusstsein, Sanktionen von der Gegenpartei auferlegt zu bekommen, ist ein absolutes Novum und ein absoluter Unsinn.

- Verordnung (EU) 2019/1157: Ich lehne sowohl diese Verordnung wie auch die verfassungsrechtlichen Basisdokumente der EU (Lissaboner Verträge und Charta) ab. Diese Verordnung erwähnt einleitend nochmals die EU-Verfassungsdokumente und die von der Verfassung garantierte «Freizügigkeit und Aufenthaltsfreiheit». Es darf geahnt werden, dass die halbe EU in die Schweiz zieht, um von den guten volkswirtschaftlichen Bedingungen zu profitieren.
- Verordnung (EU) 2019/1149: Diese Verordnung lehne ich ab. Es soll ein zentrales politisches Gremium, eine «Europäischen Arbeitsbehörde» errichtet werden. Diese wird die Freizügigkeit der Arbeitnehmer, die Niederlassungsfreiheit und die Dienstleistungsfreiheit, d.h. die Grundprinzipien der EU überwacht.

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.3. Weiterentwicklungsteil Ich lehne den Weiterentwicklungsteil ab. Es macht m.E. keinen Sinn die neuen Bundesgesetze zu kommentieren, solange nicht klar ist inwieweit die Richtlinien und Verordnungen und Beschlüsse und Protokolle der EU übernommen werden müssen.			
Strom			
Gesetzesanpassungen			
3.3.1.1. Energiegesetz (EnG, SR 730.0)			
3.3.1.2. Stromversorgungsgesetz (StromVG, SR 734.7)			
3.3.1.3. Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE)			
Lebensmittelsicherheit			
Gesetzesanpassungen			

3.3.1.4. Tierschutzgesetz (TSchG, SR 455)			
3.3.1.5. Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0)			
3.3.1.6. Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG, SR 910.1)			
3.3.1.7. Bundesgesetz über den Wald (Wald-gesetz, WaG, SR 921.0)			
3.3.1.8. Tierseuchengesetz (TSG, SR 916.40)			

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Es ist für die Schweiz ein sehr schlechtes Paket, das nicht angenommen werden darf. Es ist ein politisches Paket, das unsere Neutralität gefährdet und uns bewusst an die EU anbinden will. Die Übernahme von EU-Recht und EU-Gerichtsbarkeit und damit alle institutionellen Paragrafen in den Abkommen sind inakzeptabel Damit werden unsere Freiheiten und unsere Selbstbestimmung zerstört. Insbesondere mit der Personenfreizügigkeit wird die Zuwanderung durch die EU bestimmt. Es gibt keine wirtschaftlichen Vorteile für die Schweizer Bevölkerung, nur Kosten. Die Schweizer Demokratie und damit die Schweiz werden in ihren Grundfesten und Prinzipien – welche sie so erfolgreich und einmalig machten - zerstört.

Kohäsionszahlungen an die EU und Sanktionen (ob einmalig oder wiederholend) sind absolut nicht gerechtfertigt.
Das Stromabkommen und die Freizügigkeit müssen unbedingt abgelehnt werden. Die EU Vorschrift dass der Schweizer Übertragungsnetzbetreiber Vollmitglied der ENTSO-E – eine EU-Organisation - werden muss bringt das Verbundnetz von der Schweiz direkt an die Russische Grenze. Das ist gefährlich.

Das vorliegende Paket wird bei Annahme leider die Schweizer Bevölkerung extrem polarisieren und spalten.
Die Umsetzung wird sehr kostspielig und wird in der Schweiz eine grosse Bürokratie bei Behörden und Unternehmen auslösen.
Wahrscheinlich werden Steuererhöhungen notwendig.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Katrin Kleiber (Privat)

Datum: 21.09.2025

Kontakt: Katrin · Kleiber · kleiberkatrin@protonmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung bietet Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen einer potenziellen Übernahme von EU-Recht auf die inländische Gesetzgebung und die Souveränität der Schweiz. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Rechtsordnung führen könnten, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation und Kontrolle gewährleistet ist.

Insbesondere die Art und Weise, wie die EU-Gesetzgebung in unser Rechtssystem integriert werden soll, wirft fundamentale Fragen auf. Gemäss Artikel 141 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BPR) wäre die Anwendung von EU-Recht, das ohne direkte Zustimmung des Schweizer Volkes oder seiner Vertreter übernommen wird, problematisch. Wir befürchten, dass dadurch die Gewaltenteilung und das Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, untergraben werden. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Eine ungeprüfte Übernahme von EU-Recht könnte dieses Grundprinzip verletzen, da Entscheidungen von Institutionen getroffen würden, denen die Schweizer Bevölkerung nicht direkt vorgelagert ist.

Zudem bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagenen Regelungen tatsächlich im Einklang mit den Interessen der Schweiz stehen. Die Erfahrung zeigt, dass EU-Recht oft auf spezifische Bedürfnisse und politische Kontexte der Mitgliedstaaten zugeschnitten ist, die sich erheblich von unseren unterscheiden. Eine pauschale Übernahme birgt die Gefahr, dass schweizerische Besonderheiten, die über Jahrzehnte gewachsen sind und sich bewährt haben, unter die Räder geraten. Dies könnte zu einer Wettbewerbsverzerrung und zu Nachteilen für inländische Unternehmen führen, die mit stärker regulierten oder anders strukturierten ausländischen Akteuren konkurrieren müssten.

Die fehlende Möglichkeit, in EU-Gesetzgebungsverfahren Einfluss zu nehmen, verstärkt diese Bedenken. Ohne Mitspracherecht sind wir lediglich Empfänger von rechtlichen Vorgaben, deren Sinn und Zweck uns nicht immer transparent ist und deren Auswirkungen auf unsere spezifische Situation wir nur unzureichend beurteilen können. Dies widerspricht dem Geist einer souveränen Nation, die ihre Gesetzgebung eigenverantwortlich gestaltet. Wir fordern daher eine klare Abgrenzung und eine sorgfältige Prüfung jeder einzelnen Übernahme von EU-Recht im Lichte unserer nationalen Verfassungsgrundsätze und wirtschaftlichen Interessen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und den Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu in Artikel 40ater EBG, stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung unseres Schienenverkehrs dar. Ausländische Anbieter werden

ermutigt, sich auf die profitabelsten Strecken zu konzentrieren, was als reine "Rosinenpickerei" zu verstehen ist. Dies untergräbt die bisherige Grundversorgung, für deren Aufrechterhaltung die SBB und andere konzessionierte Unternehmen verantwortlich sind, oft jedoch mit Verlusten auf weniger rentablen Linien. Die Befürchtung ist gross, dass dies unweigerlich zu einer Qualitätsverschlechterung und einem Rückgang des Angebots für die Bevölkerung in peripheren Regionen führen wird.

Des Weiteren erscheint die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates als ein völkerrechtlich schwacher und rechtlich unverbindlicher Puffer. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz künftig keinerlei Gestaltungsspielraum mehr bei der Entwicklung ihres Eisenbahnrechts haben wird, was die strategische Autonomie im Transportwesen fundamental aushöhlt. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen, wie sie im Kontext des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) angedeutet wird, verlagert die Entscheidungskompetenz zunehmend von Bern nach Brüssel.

Die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, neu Artikel 32a Absatz 1bis PBG, zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was potenziell zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die Gewährleistung eines leistungsfähigen und zugänglichen Service public, wie er in der Schweiz Tradition hat, wird durch diese Regelungen ernsthaft gefährdet. Es ist fraglich, ob die bewährten Subventionen für den Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials nach EU-Beihilferecht weiterhin Bestand haben werden. Die Folgen für die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger sind besorgniserregend.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine erhebliche und inakzeptable Einschränkung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, wird durch ein starres und technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, da ihre eigenständigen Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde vorgelegt werden müssen.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die mit der Meldung und Genehmigung von Beihilfen einhergeht, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie und den Service public.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der neuen Beihilfekammer der WEKO, agierend als verlängerter Arm der EU, anstatt primär schweizerische Interessen zu vertreten, ist äusserst bedenklich. Diese Zentralisierung der Macht widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis ausgehebelt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft. Ihre souveränen Entscheidungen können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Verletzung des föderalistischen Prinzips.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor verliert. Auch der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde ungestört agieren kann. Insgesamt stellen diese Massnahmen einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar und gefährden unsere Unabhängigkeit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit einhergehende masslose Ausweitung der Personenfreizügigkeit widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, einer quasi unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“ bereits nach fünf Jahren, auch bei krimineller oder sozialhilfeabhängiger Lebensweise, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in einem nicht vertretbaren Ausmass.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die finanziellen Lasten dafür werden einseitig von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Besonders bedenklich ist die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, was zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen wird.

Die angebliche „Schutzklausel“ ist ein reines Feigenblatt, deren Anwendungsbedingungen so restriktiv sind, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzmöglichkeit, sondern eine Erpressung. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der „Integrationsmethode“ beraubt unser Parlament und unser Volk der Möglichkeit, künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich mitzubestimmen.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Schaffung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht und die Schweiz zur Akzeptanz des Status quo zwingt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neu geschaffene Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten, die der Schweizer Steuerzahler zu tragen hat.

Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter die EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind direkte Angriffe auf unsere sozialpolitische Souveränität und die Eigentumsrechte unserer Versicherten. Die Anpassung des Zivilgesetzbuches (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) zeigt die Tiefe der Unterwerfung unter das EU-Recht. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Dienstleistungserbringung (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) sowie die entsprechenden Anpassungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35, 50), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzen die sorgfältige schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und unsere hohen Standards darstellt. Diese Verträge bedeuten eine Kapitulation

vor der EU und eine schamlose Missachtung unserer demokratischen Prinzipien.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine grundlegende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne eigene Entscheidungsbefugnis, der jedoch für die damit verbundenen Kosten aufkommen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, wie sie in unserer Verfassung verankert ist.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für die betroffenen Regionen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder der Markt noch die EU. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Kapitel 1a, Art. 4a ff. StromVG führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) bedrohen zudem die dezentrale Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung untergräbt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) ist ein Instrument zur Gleichschaltung mit der EU, welches die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur verlieren lässt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung der Kohäsionszahlungen stellt eine gravierende Abkehr von bisherigen Prinzipien dar und wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Milliardensummen. Es handelt sich hierbei faktisch um eine Zwangseingliederung in ein europäisches Finanzierungssystem, ohne dass hierfür ein klarer und substantieller Gegenwert für die Schweiz ersichtlich ist.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, über die Höhe und die Bedingungslosigkeit dieser Zahlungen zu verhandeln oder diese abzulehnen. Wir werden zu einer Nettozahlerin degradiert, die keinerlei Mitspracherecht bezüglich der Verwendung der Mittel hat.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist nichts anderes als das gesetzgeberische Instrument zur Zementierung dieser permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung. Die Verankerung im Anhang des BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, signalisiert die Absicht, diese Abgaben als regulären Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus, wie es durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG ersichtlich wird. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unredliche Taktik, die die eigentlichen finanziellen und politischen Implikationen verschleiert. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile oder einen verbesserten Marktzugang garantiert.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks "Vom Hof auf den Tisch", getarnt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine bedrohliche und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Standards dar. Es geht hierbei keineswegs nur um die Gewährleistung der Sicherheit, sondern um die systematische Erosion unserer bewährten Produktionsstandards, die Gefährdung unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Einschränkung der Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die unseren Produzenten einen wichtigen Wettbewerbsvorteil verschafft, steht auf dem Spiel, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label "Made in Switzerland" entwertet.

Besonders alarmierend ist die existenzielle Gefährdung unserer Souveränität durch die sogenannte "Guillotineklausel". Diese verknüpft das vorliegende Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I und schafft eine politische Erpressungssituation, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Akzeptanz dieser Klausel bedeutet, dass wir jegliche Möglichkeit aufgeben, zukünftig eigenständige Entscheidungen zu treffen.

Die Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Unsere Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert. Dies wird einhergehen mit einer beispiellosen Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerksbetriebe mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überziehen wird. Dies droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören.

Die Aushebelung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums durch die Verpflichtung zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen missachtet den Volkswillen und untergräbt grundlegende ethische Prinzipien. Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Ebenso gravierend sind die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren damit die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aus. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellen wir den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, indem sie die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt und die Schweiz dem starren, bürokratischen EU-System unterwirft.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine gefährliche Abkehr von unseren nationalen Interessen und Standards darstellen. Sie untergraben unsere Souveränität, unsere Qualität und unsere demokratischen Prinzipien. Es ist zwingend erforderlich, diese Abkommen entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit werfen gravierende Bedenken auf und erscheinen nicht als genuine Verbesserung, sondern als eine kosmetische Massnahme, die den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau nicht zu kompensieren vermag. Die Erosion der Löhne, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen, droht sich zu verschärfen, da der bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutz durch EU-konforme, aber weniger effektive Regeln ersetzt wird. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Destrukturierung der Kontrollmechanismen ist besonders alarmierend. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralisierte und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies impliziert eine Schwächung der Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was das Risiko von Missbräuchen erhöht. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität und untergräbt unsere Rechtsordnung. Die Anpassungen am Obligationenrecht (OR) und am Gesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG) setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität, was eine Aufweichung der robusten Schweizer Mechanismen zugunsten schwächerer EU-Modelle befürchten lässt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die

Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebten Vorteile die tiefgreifenden Nachteile und potenziellen Abhängigkeiten, die mit einer noch engeren Anbindung an die Europäische Union einhergehen, aufwiegen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in verschiedenen Szenarien denkbar ist, stellt eine gravierende Erosion unserer demokratischen Selbstbestimmung dar. Gemäss Artikel 190 Absatz 1 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) sind die Gerichte und Behörden grundsätzlich an das eidgenössische Recht gebunden. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Hierarchie untergraben und die Unabhängigkeit unserer nationalen Gesetzgebung gefährden. Es besteht die ernsthafte Sorge, dass sich die Schweiz zunehmend in eine Situation manövriert, in der sie EU-Regulierungen implementieren muss, die nicht im besten Interesse unseres Landes sind oder sogar im Widerspruch zu unseren verfassungsmässigen Grundsätzen stehen.

Die vom Bundesrat angestrebte „Stabilisierung“ könnte sich somit als ein schleichender Verlust von Hoheitsrechten erweisen. Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert die Wahrung der nationalen Interessen. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Schritte im Einklang mit diesem Prinzip stehen, insbesondere wenn sie zu einer Verpflichtung führen, gemeinschaftsrechtliche Entwicklungen zu übernehmen, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann. Die Gefahr einer Untergrabung der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Garantien, die das Fundament unseres politischen Systems bilden, ist immens.

Die finanzielle Komponente solcher Abkommen, die oft mit Beitragspflichten verbunden sind, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Sind die versprochenen Vorteile im Bereich des Marktzugangs wirklich so substanziell, dass sie die absehbaren finanziellen Lasten und die damit verbundenen Risiken rechtfertigen? Die Erfahrung lehrt, dass solche Zusagen oft mit weiteren, nicht immer transparenten Verpflichtungen verknüpft sind.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU mit erheblichen Vorbehalten zu betrachten ist. Die potenzielle Erosion der Souveränität, die Gefährdung der rechtsstaatlichen Prinzipien und die unklaren finanziellen Verpflichtungen werfen gravierende Fragen auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen, bevor überhastete Entscheidungen getroffen werden. Es gilt, die verfassungsrechtlichen Garantien und die nationalen Interessen kompromisslos zu wahren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und stellen eine potentielle Gefährdung der Souveränität und des Wohlstands der Schweiz dar. Es ist bedauerlich, dass trotz wiederholter Beteuerungen die Kernanliegen der Schweiz, insbesondere die Wahrung unserer rechtlichen und politischen Unabhängigkeit, nicht angemessen berücksichtigt wurden.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus den Verhandlungsergebnissen abzeichnet, steht im direkten Widerspruch zum Geist und Buchstaben unserer Verfassung, insbesondere zum Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die schrittweise Angleichung an EU-Rechtsakte, ohne dass das Schweizer Volk die Möglichkeit hat, diese direkt zu bewilligen, untergräbt das demokratische Prinzip und verschafft Brüssel eine indirekte Gesetzgebungskompetenz über die Schweiz. Dies steht im Konflikt mit der in Artikel 164 BV verankerten Gewaltentrennung und dem Schutz der verfassungsmässigen Ordnung.

Besonders kritisch ist die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Personenfreizügigkeit. Eine automatische Übernahme von EU-Arbeitsmarktregelungen, wie sie angedeutet wird, ignoriert die Notwendigkeit, unsere nationalen Interessen und die Stabilität unseres Sozialstaates zu schützen.

Artikel 121a BV, der die Zuwanderung im Interesse der Bevölkerung und der Wirtschaft regelt und die Festlegung von Höchstzahlen und Kontingenten vorsieht, könnte durch eine solche Übernahme ausgehebelt werden. Dies würde die Möglichkeit einschränken, auf Veränderungen auf dem Arbeitsmarkt zu reagieren und die negativen Folgen einer unkontrollierten Zuwanderung abzufedern.

Die Übernahme von EU-Recht in immer mehr Sektoren, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieser Rechtsakte Einfluss nehmen kann, führt zu einer schleichenden Abhängigkeit, die die Verhandlungsposition der Schweiz in zukünftigen Auseinandersetzungen weiter schwächt. Die befürchtete "Kuhhandel"-Politik, bei der Zugeständnisse in einem Bereich zu Gegenleistungen in einem anderen zwingen, untergräbt unsere Fähigkeit, eigenständig die besten Lösungen für unser Land zu finden. Die vorgeschlagenen Mechanismen scheinen eher darauf ausgelegt zu sein, die Schweiz an die bestehenden EU-Regelungen zu binden, anstatt eine partnerschaftliche und interessengerechte Lösung zu finden. Die Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und die Autonomie des Bundes und der Kantone sind gravierend und bedürfen einer eingehenden Prüfung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Vernehmlassungsdossier bezüglich des Gesamtpakets Schweiz-EU gibt zu erheblichem Anlass zur Sorge. Es ist zwingend erforderlich, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre völkerrechtlichen Grundsätze uneingeschränkt wahrt. Die vorgeschlagenen Anpassungen der bilateralen Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, bergen erhebliche Risiken für die Rechtsordnung der Schweiz.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen des Pakets angestrebt wird, steht in klarem Widerspruch zu den Grundprinzipien des schweizerischen Rechtsstaates. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), erlaubt es nicht, dass die Schweiz sich einseitig durch externe Rechtsnormen binden lässt, ohne dass diese einem schweizerischen Gesetzgebungsverfahren unterliegen. Die drohende dynamische Rechtsübernahme würde dies jedoch faktisch bedeuten und die demokratischen Prozesse des nationalen Parlaments und des Volkes untergraben.

Ferner sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die Unabhängigkeit der Gerichte gravierend. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Pakets, insbesondere seine potenziellen Interpretationsbefugnisse über bestehende und zukünftige Abkommen, stellt eine klare Gefährdung der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie im Artikel 194 BV als fundamentales Prinzip verankert ist. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die Autonomie der schweizerischen Gerichte massiv einschränken und könnte zu einer De-facto-Unterstellung unter europäische Gerichtsbarkeit führen, was dem Geist der schweizerischen Verfassung und der Souveränität diametral widerspricht.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Unionsbürgerintegration und die damit verbundene Personenfreizügigkeit werfen ebenfalls erhebliche Fragen auf. Artikel 10 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Würde und die grundlegenden Freiheiten aller Personen. Eine pauschale Übernahme von EU-Regularien in diesem Bereich ohne ausreichende Differenzierungsmöglichkeiten für die Schweiz könnte die bestehenden sozialen Sicherungssysteme überlasten und die nationalen Interessen in Frage stellen.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass das vorliegende Gesamtpaket in seiner aktuellen Form gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Legitimation aufwirft. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit bewahrt und keine völkerrechtlichen Verpflichtungen eingeht, die ihre Kerninteressen und ihre verfassungsmässige Ordnung kompromittieren. Eine kritische Neubewertung und gegebenenfalls eine deutliche Revision des Pakets sind unerlässlich.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Leutenegger (Privat)

Datum: 21.09.2025

Kontakt: Thomas · Leutenegger · kleiberkatrin@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des vorgeschlagenen Pakets Schweiz-EU fällt höchst kritisch aus. Dieses Paket droht, die Souveränität der Schweiz und die verfassungsrechtliche Ordnung grundlegend zu untergraben, ohne dass ein klarer, positiver Mehrwert für unser Land erkennbar ist. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht untergräbt den demokratischen Prozess und die Prinzipien der direkten Demokratie, welche im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Volksinitiative (BGVI) und im Artikel 1 des Bundesgesetzes über das Referendum (BGR) verankert sind. Das Prinzip der Volkssouveränität, ein Eckpfeiler unserer Verfassung, wird hier ad absurdum geführt, indem die Schweiz gezwungen wird, Gesetze zu akzeptieren, die sie nicht mitgestaltet.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungszielen angedeutet wird, widerspricht dem Geist und Buchstaben des Schweizerischen Rechtssystems. Insbesondere die Gefahr, dass Gerichtsentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) direkten Einfluss auf die nationale Rechtsordnung haben, ist stossend. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte, die im Artikel 194 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) gewährleistet ist, ernsthaft gefährden. Es stellt sich die drängende Frage, wer in der Schweiz letztendlich das Recht durchsetzt: Unsere eigenen Gerichte oder ausländische Institutionen, deren Interessen nicht zwangsläufig mit denen der Schweiz übereinstimmen.

Die Begründung, dass diese Übernahme notwendig sei, um die Beziehungen zur EU zu regeln, überzeugt nicht. Es scheint eher darum zu gehen, dass die EU ihre regulatorische Reichweite ausdehnen möchte, und die Schweiz wird unter Druck gesetzt, hierfür den Preis zu zahlen. Die negativen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft durch erhöhte Compliance-Kosten und die Erosion der Wettbewerbsfähigkeit, gerade für KMU, sind nicht adäquat berücksichtigt.

Darüber hinaus ist die unklare Abgrenzung der Gerichtsbarkeit besorgniserregend. Die vorgeschlagene Rolle des EuGH als übergeordnete Instanz in bestimmten Bereichen verletzt das Prinzip der Rechtsgleichheit und der Rechtssicherheit für die Schweizer Bevölkerung. Artikel 2 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) fordert, dass das Recht klar und anwendbar ist. Eine solche Regelung würde diese Klarheit und Anwendbarkeit untergraben. Die potenziellen Kosten und Risiken überwiegen die unsicheren Vorteile bei Weitem. Es ist daher zwingend, dieses Paket entschieden abzulehnen und auf eine partnerschaftliche Zusammenarbeit zu pochen, die die Souveränität und die Interessen der Schweiz wahrt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und

weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Die Annahme eines solchen Abkommens würde unweigerlich zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür führen, ohne dass das Schweizer Volk über direkte demokratische Mitsprachemöglichkeiten verfügt. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Schweiz als ein souveränes und unabhängiges Land deklariert.

Die aktuelle Formulierung deutet auf eine erhebliche Schwächung der direkten Demokratie hin. Einmal in die rechtsverbindlichen Strukturen der EU integriert, würden zukünftige Anpassungen des EU-Rechts ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung direkt auf die Schweiz angewendet. Dies untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 BV verankert ist. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz gezwungen wäre, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, die nicht im nationalen Interesse liegen oder gar im Widerspruch zu schweizerischen Werten und Traditionen stehen. Dies würde die Handlungsfreiheit des Parlaments und des Bundesrates massiv einschränken und die politische Willensbildung zu einer reinen Formalität degradieren.

Darüber hinaus sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung gravierend. Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht gemäss Artikel 7 des Bundesgesetzes über die internationalen Verträge (VTrG) würde dazu führen, dass ein erheblicher Teil des schweizerischen Rechts nicht mehr vom Volk oder dessen Vertretern, sondern von Brüssel bestimmt wird. Dies ist mit dem Rechtsstaatsprinzip, wie es sich aus Artikel 5 BV ergibt, kaum vereinbar, da Rechtssicherheit und Rechtsgleichheit nur dann gewährleistet sind, wenn das Recht primär aus einer legitimierten nationalen Quelle stammt. Die fehlende Transparenz und die Komplexität des EU-Rechts erschweren zudem eine effektive Kontrolle und Anpassung im nationalen Kontext. Die Verfassungsbestimmungen, insbesondere die Grundrechte und die föderalen Grundsätze, könnten durch die Anwendung des EU-Rechts ausgehöhlt werden, ohne dass der Gesetzgeber oder das Volk die Möglichkeit hätten, diese Entwicklung wirksam zu steuern.

Es ist daher dringend geboten, die finanziellen, politischen und rechtlichen Konsequenzen einer solchen Vertiefung der Beziehungen zur EU kritisch zu hinterfragen und die Souveränität der Schweiz sowie die Rechte des schweizerischen Volkes kompromisslos zu verteidigen. Ein Abkommen, das die Schweiz weiter an die EU bindet, ohne klare und wirksame Mechanismen zur Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer direkten Demokratie, ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Abkommen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die inländische Umsetzung und die Souveränität der Schweiz auf. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, auch in fragmentierter Form, untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie und der parlamentarischen Selbstbestimmung, wie es im Schweizer Bundesrecht und insbesondere in der Bundesverfassung verankert ist.

Die potenzielle Angleichung an europäische Regulierungen, wie sie sich aus der Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ergeben könnte, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung nationaler Gesetzgebungsbefugnisse. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (Art. 1 BüG) definiert klar den Geltungsbereich der eidgenössischen Gesetzgebung. Eine exekutive Übernahme von EU-Recht könnte diesen klar definierten Kompetenzbereich unwiderruflich verändern, ohne dass ein demokratischer Legitimationprozess durch das Parlament oder gar durch das Volk stattgefunden hat.

Besonders kritisch ist die Frage der Dynamik des EU-Rechts. Die EU ist ein sich ständig weiterentwickelndes Rechtssystem. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass die Schweiz gezwungen wäre, zukünftige Anpassungen und Weiterentwicklungen des EU-Rechts ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit zu übernehmen. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz

der rechtsstaatlichen Bestimmtheit und Vorhersehbarkeit, wie er im Obligationenrecht (OR) und anderen Kernbereichen des Schweizer Rechts Anwendung findet. Jede Änderung des Rechts muss einem transparenten Gesetzgebungsverfahren folgen, was bei einer automatischen Rechtsübernahme nicht gewährleistet ist.

Zudem stellt sich die Frage der Verhältnismässigkeit. Sind die vorgeschlagenen Massnahmen wirklich notwendig, um die angestrebten Ziele zu erreichen, oder gehen sie über das Mass hinaus, das zur Wahrung schweizerischer Interessen erforderlich ist? Die Kosten und der administrative Aufwand für die inländische Umsetzung solcher Abkommen dürfen nicht unterschätzt werden. Es ist zu befürchten, dass diese Belastungen unverhältnismässig hoch sein könnten, ohne dass ein entsprechender Mehrwert für die Schweizer Bevölkerung oder Wirtschaft entsteht. Artikel 5 der Bundesverfassung (BV), der die Grundsätze der Staatsorganisation festlegt, betont die Verhältnismässigkeit als grundlegendes Prinzip staatlichen Handelns. Die bevorstehende Übernahme von EU-Recht scheint diesen Grundsatz auf die Probe zu stellen.

Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung, ob die angestrebten Ziele nicht durch weniger einschneidende Massnahmen auf nationaler Ebene erreicht werden können, die im Einklang mit der Schweizer Verfassung und Gesetzgebung stehen. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Autonomie und den Wohlstand der Schweiz.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf den Eisenbahnverkehr, gibt zu erheblichen Bedenken Anlass und stellt eine potenzielle Gefährdung des Schweizer Service public dar.

Die Zulassung von Kabotage im Eisenbahnverkehr gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) birgt die Gefahr einer einseitigen "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese werden sich voraussichtlich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die Fähigkeit, einen flächendeckenden Service public aufrechtzuerhalten, was im Widerspruch zu den Grundprinzipien der öffentlichen Daseinsvorsorge steht.

Die EU-Beihilferegelungen, die durch das Abkommen angewendet werden, könnten bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen. Dies würde die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die schweizerische Bevölkerung direkt beeinträchtigen und die Wettbewerbsfähigkeit heimischer Anbieter schwächen.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates erweist sich als rechtlich unzureichend und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz verliert somit schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur und die Gestaltung ihrer Verkehrspolitik. Die Übernahme von EU-Regulierungen, wie beispielsweise im Zusammenhang mit dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würde die nationale Steuerungskompetenz weiter auf zentrale EU-Stellen verlagern und die schweizerische Souveränität aushöhlen.

Zudem wird durch die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) in Artikel 32a Absatz 1bis die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, anstatt die Vergabe primär nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, kann zu suboptimalen und kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Insgesamt stellt die vorgeschlagene Regelung eine signifikante Aushöhlung der schweizerischen Souveränität im Landverkehr dar und gefährdet die essenzielle Funktion und Finanzierung des Service public im Eisenbahnwesen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und deren Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität, innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine klare Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar und widerspricht dem Volkswillen zur Wahrung unserer Autonomie.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf statt zehn Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die finanzielle Nachhaltigkeit unserer Sozialsysteme massiv. Diese Entwicklung fördert geradezu die Zuwanderung in unsere Sozialwerke, da EU-Bürger und ihre Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie von Sozialleistungen abhängig sind. Die daraus resultierenden Kosten werden allein von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket ist dabei nicht mehr als ein Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Angesichts der drohenden EU-Strafmassnahmen im Falle einer Anrufung handelt es sich hierbei um eine Erpressungsklausel statt um einen wirksamen Schutz.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet faktisch, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich jegliche Mitsprache verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke auf Dauer festschreiben. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die damit einhergehenden Konsequenzen für unsere Bildungsinstitutionen sind ebenfalls gravierend. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) sind ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Die gesamte Anpassung der Gesetzgebung zeugt von einer schleichenden Aufgabe unserer nationalen Regulierungskompetenzen zugunsten einer Unterordnung unter EU-Mechanismen. Dies gefährdet die hohen Schweizer Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, unseren Arbeitsmarkt und unsere Sozialwerke eigenständig zu regulieren. Es ist daher unabdingbar, diese Vertragsanpassungen kritisch zu prüfen und die Souveränität der Schweiz sowie die Interessen unserer Bevölkerung und unserer Sozialwerke mit aller Kraft zu verteidigen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine inakzeptable Unterwanderung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die bisherige Praxis, wonach Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und im Interesse nationaler sowie lokaler Förderungsziele eingesetzt werden, soll einem rigiden und technokratischen Kontrollregime der EU unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental dem Geist und der Substanz unserer Rechtsordnung.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionaliisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der darin verankerten neuen Beihilfekammer, welche gemäss Artikel 3 BHÜG zentrale Kontrollinstanz sein wird, wird eine Behörde geschaffen, deren Hauptaufgabe primär die Durchsetzung der EU-Kompatibilität statt der Wahrung Schweizer Interessen ist. Dies hebelt die bewährte dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aus und schränkt die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit von Bund und Kantonen massiv ein.

Besonders stossend ist die vorgesehene Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Der neue Artikel 82 Buchstabe bbis BGG gewährt der Beihilfekammer ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können, wie es Artikel 98a BGG vorsieht. Diese massive Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der Verlust der Verfahrensautonomie, wie er auch durch das BHÜG für die Kantone eintritt, ist mit unserem Föderalismus unvereinbar.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese Regelungen eine gefährliche Zentralisierung bedeuten, die Souveränität und Föderalismus aushöhlen und primär den Interessen der EU dienen, nicht jenen der Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einer neuen gesetzlichen Grundlage, dem Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), ist aus mehreren Gründen kritisch zu betrachten und birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Haushaltsautonomie. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist nicht akzeptabel. Dies entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und gefährdet die demokratische Kontrolle über diese beträchtlichen finanziellen Mittel. Es handelt sich hierbei de facto um die Einführung einer Zwangsabgabe, die keinerlei Mitspracherecht der Eidgenossenschaft mehr vorsieht.

Der im Vertrag genannte Anfangsbetrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint lediglich als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte „rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung“ wird mit hoher Wahrscheinlichkeit zu stetig steigenden Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird dann keinerlei Einflussmöglichkeit mehr besitzen, diese diktierten Zahlungen abzulehnen, und wird zur Zahlmeisterin der EU, ohne dabei ein Stimmrecht zu besitzen oder garantierte Vorteile zu erhalten. Der angestrebte verbesserte Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen werden keineswegs sichergestellt, während die Schweiz für eine institutionelle Anbindung bezahlt, die primär die eigene Souveränität schmälert und kaum greifbare

Gegenleistungen bietet.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag, der bisher in einem politischen Prozess festgelegt wurde. Das KoBG wird so zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft und ohne Einflussmöglichkeit zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Gelder, wie in Artikel 1 des KoBG angedacht, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zementiert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Bundesbeiträge an die Entwicklungszusammenarbeit und die internationale humanitäre Hilfe (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine reine Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist dabei irreführend und missbräuchlich. Hier wird der anerkannte „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU auf gesetzlicher Ebene zu legitimieren. Diese Entwicklung widerspricht fundamental den Prinzipien der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, insbesondere im Rahmen der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), stellt keine blosse Harmonisierung dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die Vorgaben der Europäischen Union. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das die schweizerischen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich ausgehöhlt. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies ist ein direkter Angriff auf die Identität unserer Lebensmittelproduktion.

Die damit einhergehende 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Sie raubt der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit und blockiert die Fähigkeit, unliebsame Abkommen zu kündigen, ohne das gesamte Vertragswerk zu gefährden.

Ferner wird durch die Ermächtigung von EU-Inspektoren, Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben auszuüben, unsere Souveränität auf unzulässige Weise verletzt. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants werden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Dies bedingt zudem eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und für ihre Situation unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was die Zerstörung lokaler Traditionen und wirtschaftlicher Existenzen zur Folge hätte.

Die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ebenso besorgniserregend. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Zusätzlich sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) als Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu werten. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ähnliches gilt für das Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG), wo die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt und sich einem starren, bürokratischen System der EU unterwirft. Insgesamt handelt es sich hier um eine gefährliche Aufgabe unserer Souveränität und unserer bewährten Standards.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität und eine Gefährdung der nationalen Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem machtlosen Befehlsempfänger degradiert, der die Kosten EU-weit getragener Entscheidungen mittragen muss, ohne mitzubestimmen. Dies gefährdet unsere Energiesouveränität fundamental.

Die ElCom wird zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften umfunktioniert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die bisher unabhängige und demokratisch legitimierte Regulierungsbehörde würde undemokratischen Vorgaben aus Brüssel unterworfen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, ein wichtiger Beitrag für die Bergkantone, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gekippt werden.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit, da die Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve gemäss Art. 8b ff. StromVG, eingeschränkt wird. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer ist. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit werden auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere Art. 15 neu, benachteiligen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion erheblich. Die Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW macht kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte wirtschaftlich unattraktiv. Dies widerspricht der Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedeuten einen Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen und die Unterwerfung unter eine EU-gesteuerte Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Aufgabe unserer eigenen, flexiblen Steuerung unserer Stromnetze. Die Auswirkungen dieser Massnahmen auf die Preisbildung, die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen sind alarmierend und dürfen nicht ignoriert werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind auf den ersten Blick als Massnahmen zur Stärkung des Schutzes schweizerischer Arbeitnehmer dargestellt. Eine kritische Prüfung offenbart jedoch gravierende Mängel

und Risiken, die die Integrität unseres bewährten Lohnschutzsystems bedrohen. Die angepriesenen Lohnschutzmassnahmen erscheinen wenig mehr als kosmetische Korrekturen, die den enormen Lohndruck, welcher durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unausweichlich entsteht, nicht zu kompensieren vermögen. Es besteht die reelle Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensschichten. Anstatt den bestehenden, effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen Regelungen aufgeweicht und primär an EU-Standards adaptiert. Die neuen Bestimmungen sind bürokratischer und mutmasslich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt voraussichtlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer laxeren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, bedingt durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der demokratischen Legitimation kritisch zu beurteilen. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Kompromisse nicht eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Rechtsordnung und unserer direktdemokratischen Instrumente bedeuten.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz einem stetig wachsenden Korpus von Bestimmungen unterwirft, deren Einflussnahme auf unser Rechtssystem im Rahmen des revidierten Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LwG) und des Landwirtschaftsgesetzes (LWG) nur unzureichend abgefedert werden könnte. Insbesondere die Bestimmung über die Übernahme von EU-Recht, die potenziell eine automatische Inkraftsetzung vorsieht, steht im fundamentalen Widerspruch zur Schweizer Verfassungsordnung, welche die Volkssouveränität und die parlamentarische Mitsprache in der Gesetzgebung verankert. Die Möglichkeit, dass sich der Bundesrat oder andere Exekutivorgane ohne vorgängige parlamentarische oder gar obligatorisch-referendumsfähige Zustimmung an EU-Rechtsakte gebunden fühlen, ist höchst bedenklich. Dies widerspricht dem Geist des Art. 164 der Bundesverfassung (BV), der die Oberhoheit des Parlaments in der Rechtsetzung festhält.

Weiterhin ist die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung und Anwendung des vereinbarten Rechts für die Schweiz problematisch. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn diese nur indirekt über ein Schiedsgericht oder ähnliche Mechanismen erfolgen mag, greift tief in die Souveränität der Schweizer Gerichte ein. Dies widerspricht dem Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der alleinigen Zuständigkeit der eidgenössischen Gerichte für die Auslegung des Schweizer Rechts, wie sie in Art. 188 BV verankert ist. Es entsteht die Sorge, dass unsere nationale Rechtsprechung zukünftig primär an der Interpretation durch den EuGH ausgerichtet sein wird, was zu einer Entfremdung von unseren eigenen Rechtsprinzipien führen könnte.

Die Transparenz und die demokratische Kontrolle über die Aushandlungsprozesse sind ebenfalls fragwürdig. Es muss sichergestellt werden, dass die Bevölkerung und ihre Vertreter im Parlament über die volle Tragweite der Verpflichtungen im Klaren sind und die Möglichkeit zur wirksamen Einflussnahme auf die Gestaltung der Beziehungen zur EU behalten. Die aktuellen Ergebnisse lassen Zweifel aufkommen, ob diese essenziellen Prinzipien des schweizerischen Rechtsstaates gewahrt bleiben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Merete Kleiber (Privat)

Datum: 21.09.2025

Kontakt: Merete Kleiber · 0798843689 · meretekleiber@protonmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und bisher unzureichend adressierte Bedenken auf, die eine kritische Haltung rechtfertigen. Insbesondere die Ausgestaltung der institutionellen Fragen birgt Gefahren für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen vorgesehen ist, ohne die Schweiz an den entsprechenden Entscheidungsprozessen zu beteiligen, stellt eine einseitige Bindung dar. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere in Bezug auf die demokratische Legitimation und die Kontrolle von Gesetzen.

Die vorgeschlagene Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Recht zu übernehmen, dessen Entstehungsprozess sie nicht beeinflussen konnte und dessen Inhalt sie möglicherweise nicht vollständig mittragen kann. Dies steht im Konflikt mit dem Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 der Bundesverfassung explizit festgehalten ist. Die Übertragung von Gesetzgebungskompetenzen, auch wenn sie indirekt über die Übernahme von EU-Recht geschieht, darf nicht dazu führen, dass die parlamentarische Kontrolle und die Mitbestimmung des Schweizer Volkes ausgehöhlt werden.

Zudem ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine obligatorische Zuständigkeit des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen der EU mit Drittstaaten üblich ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben. Dies widerspricht dem in der Bundesverfassung verankerten Recht auf ein unabhängiges Gericht, wie es sich aus den Artikeln 29 und 30 BV ableiten lässt. Die Gefahr, dass Schweizer Rechtsentscheidungen von einem ausländischen Gericht aufgehoben werden könnten, das nicht den gleichen rechtsstaatlichen Standards verpflichtet ist, ist nicht zu unterschätzen.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass eine entsprechende Mitsprache bei der Gestaltung dieser Programme gewährleistet ist, stellt eine ungleiche Lastenverteilung dar. Es besteht die Sorge, dass die Schweiz für die Mitgliedschaft in einem Markt bezahlt, ohne die damit verbundenen Vorteile und Mitgestaltungsmöglichkeiten einer vollen Mitgliedschaft zu erhalten.

Die potenziellen Auswirkungen auf die Kernbereiche der Schweizer Politik, wie die Neutralität, die Minder-Systeme und die schweizerische Identität, sind noch nicht umfassend bewertet worden. Eine vorschnelle Annahme dieses Pakets birgt das Risiko, dass diese fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Eigenstaatlichkeit kompromittiert werden. Es bedarf einer gründlicheren Prüfung und detaillierteren Abklärungen, bevor eine Entscheidung getroffen werden kann, die die langfristige Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz gefährden könnte.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die angestrebte Vertiefung der bilateralen Beziehungen tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie nicht vielmehr dazu dient, die Schweiz stärker an die Rechtsetzung der EU zu binden, ohne dass diese Verpflichtungen demokratisch legitimiert sind.

Das Prinzip der direkten Demokratie und die Volksrechte, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere in den Artikeln 138 und 139 BV, verankert sind, könnten durch eine automatische Übernahme von EU-Recht untergraben werden. Die Schweiz hat sich stets durch die Möglichkeit des Referendums und der Volksinitiative ihre politische Autonomie bewahrt. Eine solche Autonomie würde durch die Integration von EU-Recht, das auf einer anderen rechtlichen und politischen Grundlage beruht, gefährdet.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, dieses auf nationaler Ebene kritisch zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen, stösst auf tiefgreifende Bedenken. Artikel 164 Absatz 2 BV bestimmt, dass das Parlament darauf achtet, dass die Gesetzgebung des Bundes mit den Grundsätzen der Bundesverfassung und den Zielen des Bundes vereinbar ist. Wie soll diese Prüfung gewährleistet werden, wenn die Gesetzgebung der EU nicht primär auf diese Grundsätze und Ziele ausgerichtet ist? Die Gefahr einer schleichenden Entwertung nationaler Gesetzgebung und der Schweizer Rechtsordnung ist real.

Weiterhin ist die Frage der institutionellen Kohärenz ungelöst. Artikel 190 Absatz 2 BV besagt, dass kantonale Gesetzgebung, die dem Bundesrecht widerspricht, ungültig ist. Dies schafft eine klare Hierarchie im schweizerischen Recht. Die angestrebte Annäherung an die EU droht diese klare Struktur zu durchbrechen, indem eine externe Rechtsquelle über die nationale Gesetzgebung gestellt wird, ohne dass die schweizerischen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger die Möglichkeit haben, diese Rechtsquelle direkt zu beeinflussen.

Die angeblichen Vorteile einer Stabilisierung der Beziehungen müssen daher mit grösster Skepsis betrachtet werden. Die Schweiz darf ihre verfassungsmässigen Prinzipien und ihre demokratischen Rechte nicht aufs Spiel setzen, um ein fragwürdiges Gleichgewicht mit der Europäischen Union zu erreichen. Die langfristigen Konsequenzen für die politische und rechtliche Unabhängigkeit der Schweiz dürfen nicht unterschätzt werden. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Prüfung, ob der aktuelle Kurs nicht eher zu einer Abhängigkeit als zu einer echten Stabilität führt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der EU-Regelungen werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst fraglich, ob eine formlose Übernahme von EU-Recht, wie sie hier angedeutet wird, mit den Grundsätzen des schweizerischen Rechtssystems vereinbar ist. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die die Entscheidungsfreiheit des Schweizer Gesetzgebers untergräbt, ist evident.

Das schweizerische Rechtssystem basiert auf dem Prinzip der Volkssouveränität und der direkten Demokratie. Die unkritische Übernahme von EU-Recht würde dieses Fundament aushöhlen und die Möglichkeit der direkten Einflussnahme der Schweizer Bevölkerung auf die Gesetzgebung massiv einschränken. Artikel 2 Absatz 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert explizit die Pflicht zur Achtung der rechtsstaatlichen Grundsätze. Die vorliegende Umsetzung scheint diesem Gebot nicht hinreichend Rechnung zu tragen, da sie die Notwendigkeit

einer gründlichen Prüfung und Anpassung des EU-Rechts an die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz vernachlässigt.

Darüber hinaus ist zu befürchten, dass die vorgesehene Übernahme von EU-Normen zu einer ungerechtfertigten Belastung für die Schweizer Wirtschaft und Verwaltung führen könnte. Die Komplexität und Dynamik des EU-Rechts erfordern eine sorgfältige Abwägung, ob die Vorteile einer solchen Angleichung die damit verbundenen Kosten und Risiken tatsächlich aufwiegen. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), die sich bei der Auslegung des EU-Rechts als massgeblich erweist, könnte zukünftig auch in der Schweiz direkte Auswirkungen haben, ohne dass eine demokratische Legitimation hierfür gegeben wäre. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung.

Es ist daher dringend geboten, die vorgeschlagenen Massnahmen einer kritischen Überprüfung zu unterziehen und sicherzustellen, dass jegliche Rechtsübernahme im Einklang mit den schweizerischen Verfassungsprinzipien und unter Wahrung der nationalen Souveränität erfolgt. Eine rein formale Umsetzung ohne inhaltliche Auseinandersetzung mit den Konsequenzen wäre ein unzulässiger Schritt. Die Schweizer Bürgerinnen und Bürger haben ein Recht darauf, dass ihre Gesetze im Einklang mit ihren eigenen Werten und Interessen gestaltet werden und nicht einfach diktiert werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen tiefgreifenden und höchst problematischen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Grundsätze dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, würde abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und unserer Wirtschaftsordnung.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der entsprechenden Anpassungen, insbesondere des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) und des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis), wird eine neue, mächtige Kontrollinstanz geschaffen. Diese Beihilfekammer agiert als "verlängerter Arm der EU" und wird künftig primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen, anstatt die Schweizer Interessen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden dadurch massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonal und kommunal gefällte Beschlüsse von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert, denen ein formelles rechtliches Gehör bei der Prüfung ihrer souveränen Entscheide verweigert wird.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG, z.B. Art. 31a, 33, 37a-c) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was ihre nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und die strategische Autonomie gefährdet.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Schaffung einer solchen "Superbehörde" widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht und darf daher nicht unwidersprochen hingenommen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive

Kapitulation vor der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes und unserer Verfassung. Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert, wird durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, insbesondere durch die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, untergraben. Diese neue „Niederlassung C PLUS“ ist praktisch unentziehbar, selbst bei schweren Verbrechen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies birgt erhebliche Risiken für unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, deren Kosten primär von Schweizer Steuerzahlern getragen werden.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre umfangreich erweiterten Familienangehörigen – neu können auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen – erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen finanziellen Belastungen für Kantone und Gemeinden.

Die im Vertragspaket verankerte „Schutzklausel“ ist bestenfalls ein Placebo und in der Praxis wirkungslos. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie niemals greifen wird. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei einem Versuch ihrer Anwendung entlarvt sie als eine Erpressungsklausel und nicht als ein Instrument zur Steuerung der Zuwanderung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeder Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum noch ermöglichen. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG, die in ihren entscheidenden Massnahmen dem politischen Ermessen überlassen bleibt und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst, ist eine Farce.

Die als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern eingeführten drastisch höheren Studiengebühren im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) sind ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGVB) ersetzt die nationale Prüfung durch automatisierte Anerkennung und schwächt unsere Qualitätsstandards.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a ist eine kosmetische Massnahme, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihre Berufsstandards eigenständig zu sichern und die Zulassung von Dienstleistungserbringern im Sinne unserer nationalen Interessen zu regulieren. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) durch die Anbindung an das IMI-System stellt ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar und delegiert die Verantwortung für die Qualitätssicherung an ein bürokratisches EU-System.

Diese Massnahmen sind keine technischen Anpassungen, sondern eine schleichende Entreissung unserer Souveränität und eine Missachtung der verfassungsmässigen Aufträge. Wir fordern eine klare Abkehr von dieser Politik der Unterwerfung und eine konsequente Stärkung unserer nationalen Selbstbestimmung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen zutiefst bedenklich und erfordert eine kritische Neubetrachtung. Insbesondere die

Umwandlung der bisherigen freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist besorgniserregend. Mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), welches in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB aufgenommen werden soll, wird eine politisch motivierte Geste in eine permanente rechtliche Pflicht verwandelt. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern und höhlt die Budgethoheit aus, wie sie in Art. 1 KoBG im Sinne eines permanenten Rechtsanspruchs suggeriert wird.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die unheilvolle Aussicht auf massiv höhere Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde dadurch jede Möglichkeit verlieren, diese Forderungen abzulehnen und wäre gezwungen, zuzahlen, was die EU diktiert. Dies qualifiziert die Schweiz de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht oder Mitsprache.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist dabei irreführend. Der renommierte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies stellt eine inakzeptable Vermischung von legitimer Entwicklungshilfe und finanzieller Verpflichtung gegenüber der EU dar.

Es fehlt jegliche Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär ihre Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile im Gegenzug bringt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern zeichnet sich die Perspektive des blossen Vollzugs einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung ab. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien der demokratischen Kontrolle und der nationalen Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Lohnschutzes. Die angepriesenen Massnahmen zur Sicherung des Lohnschutzes erscheinen als unzureichend und lediglich kosmetisch. Sie vermögen dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit unausweichlich entsteht, nicht standzuhalten. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Statt den bewährten und über die Jahre hinweg wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu verteidigen, wird er offenbar aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch faktisch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, welche die Möglichkeit des Lohndumpings ausnutzen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch den Druck aus Brüssel. Hierdurch wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies

beeinträchtigt die notwendige Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird dadurch zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Sanktionen, deren Durchsetzung in der Schweiz ohne umfassende richterliche Überprüfung erfolgt. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung fundamental. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz festigt die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Diese weitreichenden Änderungen untergraben die Souveränität der Schweiz und schwächen den Schutz der einheimischen Arbeitnehmerschaft erheblich.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Landverkehrsvereinbarung mit der EU birgt erhebliche Gefahren für den schweizerischen Service public im Bahnbereich. Die Anwendung des EU-Beihilferechts stellt eine direkte Bedrohung für die bewährten Subventionsmechanismen dar, die entscheidend für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs und die Erneuerung des Rollmaterials sind. Eine nachträgliche Einstufung bestehender oder zukünftiger Subventionen als unzulässig hätte gravierende negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung und die Wirtschaft.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret im neu vorgeschlagenen Art. 40ater EBG. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die damit einhergehende "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass externe Unternehmen nur die profitabelsten Hauptverbindungen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unverzichtbaren Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die Existenz des landesweiten öffentlichen Verkehrsangebots.

Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich bedeutungslos und unverbindlich. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Diese Erklärung stellt lediglich eine Beruhigungspille dar, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und unsere Fähigkeit einschränken, unsere eigenen verkehrspolitischen Ziele zu verfolgen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, namentlich Art. 32a Abs. 1bis PBG, zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und behindert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine ernsthafte Bedrohung für den schweizerischen Service public darstellen. Die damit verbundenen rechtlichen Risiken und die Aushöhlung der nationalen Souveränität dürfen nicht ignoriert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter einem

irreführenden Titel, stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung unter das EU-Regelwerk dar. Anstatt die Lebensmittelsicherheit gezielt zu verbessern, zielt diese Vorlage auf eine vollständige Angleichung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft an die Vorgaben der EU ab. Dies untergräbt systematisch die hohen Produktionsstandards, die charakteristisch für Schweizer Qualitätsprodukte sind, und bedroht die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres nationalen Rufs und ein wichtiger Wettbewerbsvorteil, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unmittelbar in Gefahr. Das Label 'Made in Switzerland' verliert seine Aussagekraft, wenn die Produktion nach denselben, weniger strengen Kriterien erfolgen muss wie in der EU.

Besorgniserregend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit sämtlichen anderen bilateralen Verträgen koppelt. Dies stellt eine unannehmbare politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem für uns zentralen Politikbereich blockiert.

Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Zudem droht eine beispiellose Bürokratiewelle, welche nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen treffen wird. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsregime, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an nationalen Standards führt.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme der EU-Regelungen ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Auch im Tierschutz sind gravierende Rückschritte zu verzeichnen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten nationalen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein ethischer Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust in einem Bereich von hoher gesellschaftlicher Relevanz. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Gleiches gilt für das Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und das Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG), wo die Schweiz die Kontrolle über strategisch wichtige Bereiche an die EU abtritt. Wir lehnen diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Recht entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung der Strommarktgesetzgebung birgt gravierende Risiken für die Souveränität, Versorgungssicherheit und wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Regulierungsstrukturen, insbesondere in Bezug auf ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Entscheidungsgewalt. Dies ist eine faktische Aufgabe unserer Energiesouveränität, indem die Steuerung unseres kritischen Stromnetzes nach Brüssel verlagert wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, demokratisch legitimierten Energieregulierung markiert.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln, wie sie in den Artikeln 107 und 108 AEUV verankert sind, existentiell in Frage. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches substanziell zur Finanzierung der Bergkantone beiträgt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit abgeschafft zu werden. Des Weiteren werden unsere föderalen Energieversorgungsstrukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die

EU-Wettbewerbsregeln erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler dezentraler Energieproduzenten wird ausgehebelt, was deren wirtschaftliche Basis untergräbt und die lokale Wertschöpfung schwächt. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien des Stromversorgungsgesetzes (StromVG), insbesondere den verschärften Unbundling-Vorschriften in Art. 10, 18 und 19 StromVG, welche die Unabhängigkeit lokaler Akteure bedrohen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie sie in Art. 8b ff. StromVG angedeutet, aber als unzureichend kritisiert wird, wird eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer darstellt. Die Folge wird eine höhere Preisvolatilität und letztlich höhere Stromkosten für KMU und Haushalte sein, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), schaffen enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien, behindern deren Ausbau und erhöhen die Abhängigkeit von Auslandstrom.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Wir verlieren die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur und unterstellen uns einer von Brüssel gesteuerten Regulierung, welche unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Ergebnisse der jüngsten Verhandlungen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der künftigen Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Abkommen potenziell dazu führen könnten, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass sie darauf einen direkten Einfluss hat. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der schweizerischen Rechtsordnung, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher besagt, dass staatliches Handeln auf Gesetzen beruhen muss. Die Übernahme von EU-Recht durch indirekte Verweise oder die automatische Übernahme von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde dieses Prinzip untergraben.

Insbesondere der Artikel über die Übernahme von EU-Verordnungen, der im Entwurf der Verhandlungsergebnisse vorgesehen ist, erscheint problematisch. Gemäss Artikel 164 Absatz 1 BV ist die Bundesversammlung für den Erlass von Gesetzen zuständig. Eine Delegation dieser Kompetenz an die EU wäre eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Legitimation und der Gewaltenteilung in der Schweiz. Die Möglichkeit, dass die Schweiz sich verpflichtet, EU-Gesetzgebung zu übernehmen, ohne dass diese durch die schweizerischen demokratischen Institutionen, insbesondere das Parlament, geprüft und genehmigt werden muss, ist eine inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz.

Des Weiteren bestehen Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen des vorgeschlagenen Rahmensabkommens auf die Rechtsprechung und die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte. Die automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, wie sie angedeutet wird, könnte dazu führen, dass die schweizerischen Gerichte in ihrer richterlichen Freiheit eingeschränkt werden. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, der für die Rechtsstaatlichkeit unerlässlich ist. Artikel 190 Absatz 2 BV garantiert zwar die Bindung der Gerichte an Bundesgesetze, doch eine faktische Abhängigkeit von der Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH würde die schweizerische Rechtsanwendung und -entwicklung beeinträchtigen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mehr Fragen als Antworten aufwerfen und das Potenzial haben, die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung nachhaltig zu schwächen. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre nationalen Interessen und ihre verfassungsrechtlichen Prinzipien konsequent wahrt und keine Kompromisse eingeht, die ihre rechtsstaatlichen Grundlagen gefährden. Die parlamentarische Debatte muss diese tiefgreifenden Bedenken ernst nehmen und sicherstellen, dass jede Entscheidung im Einklang mit den Werten und der Verfassung der Schweiz steht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Raphael Keller (Privat)

Datum: 22.09.2025

Kontakt: Raphael Keller · feldhitz@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Prüfung, bevor entsprechende Abkommen geschlossen werden. Die vorliegenden Vorschläge lassen befürchten, dass die Schweiz im Zuge einer vermeintlichen Stabilisierung Kompetenzen abgeben und ihre Souveränität weiter einschränken könnte. Insbesondere Artikel 16 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 22. September 1978 (SR 101) garantiert die Autonomie und die Rechte der Kantone. Eine Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Anpassung der Schweizerischen Gesetzgebung, wie sie bei bilateralen Verträgen oft der Fall ist, könnte die kantonalen Hoheitsrechte untergraben und die föderalistische Struktur der Schweiz gefährden. Die unklare Ausgestaltung von Übernahmeverfahren und die fehlende Möglichkeit zur Abänderung von EU-Recht sind hierbei kritisch zu betrachten. Weiterhin ist das Prinzip der Rechtsgleichheit, verankert in Artikel 4 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. Dezember 1998 (SR 101), tangiert, wenn Schweizer Unternehmen diskriminiert werden oder sich zusätzlichen bürokratischen Hürden stellen müssen, um Zugang zum EU-Binnenmarkt zu erhalten. Die Gefahr einer de-facto-Anpassung an EU-Standards, ohne dabei die spezifischen Bedürfnisse und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft hinreichend zu berücksichtigen, ist real. Die mangelnde Transparenz und die komplexe Verhandlungsdynamik mit der EU nähren die Skepsis hinsichtlich der langfristigen Vorteile für die Schweiz. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine abhängige Position gedrängt wird, in der sie fortlaufend neuen EU-Regulierungen nachkommen muss, ohne dabei Einfluss auf deren Gestaltung nehmen zu können. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikels 5 der Bundesverfassung, der die Verpflichtung zur Verfolgung der Interessen der Allgemeinheit und zur Wahrung der nationalen Sicherheit vorsieht. Eine vorsichtige und restriktive Haltung ist geboten, um die Kerninteressen der Schweiz zu wahren. Eine «Stabilisierung» darf nicht zum Synonym für eine schleichende Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Mitgestaltung werden. Stattdessen muss jede Annäherung an die EU auf einer klaren Stärkung der schweizerischen Autonomie und Souveränität basieren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Würdigung. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Kompromisse tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind und ob die Souveränität unseres Landes ausreichend gewahrt bleibt. Besorgnis erregt insbesondere die potenzielle Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert das Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität. Die Übernahme von EuGH-Urteilen, die primär im Lichte des EU-Rechts interpretiert werden, könnte diese grundlegenden Prinzipien aushöhlen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Bundesverfassungsartikels 2, der die Unabhängigkeit und die Einheit der Eidgenossenschaft schützt. Die Übertragung von Kompetenzen an eine supranationale Instanz, deren Entscheidungen die schweizerische Rechtsordnung präjudizieren, ist eine gravierende Einschränkung unserer Autonomie, die im Verfassungsrecht verankert ist. Des Weiteren ist die Ausgestaltung der Personenfreizügigkeit unter Berücksichtigung des Artikels 10 der Bundesverfassung, der die Niederlassungsfreiheit garantiert, kritisch zu prüfen. Es muss sichergestellt werden, dass diese Freiheit nicht zu einer schleichenden Aushöhlung der Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz führt. Der Schutz der schweizerischen Arbeitnehmer und die Aufrechterhaltung unserer Lohnstandards müssen oberste Priorität haben. Die Gefahr einer Lohndumping-Praxis und einer übermässigen Belastung der Sozialwerke darf nicht unterschätzt werden. Auch die Frage der

Mitwirkungspflichten und deren finanzielle Auswirkungen bedürfen einer genauen Analyse. Die Beiträge, die die Schweiz an verschiedene EU-Programme leisten müsste, sind nicht zu vernachlässigen und könnten die Staatsfinanzen erheblich belasten. Artikel 41 der Bundesverfassung betont die Verpflichtung des Bundes, für die Wohlfahrt des Volkes und die Sicherheit zu sorgen. Ungeklärte und potenziell hohe finanzielle Verpflichtungen, die nicht transparent dargelegt werden, stehen diesem Gebot diametral entgegen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse erhebliche Bedenken aufwerfen. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die nationalen Interessen und die verfassungsrechtlich garantierten Prinzipien der Souveränität und direkten Demokratie ausreichend geschützt sind. Eine bedingungslose Annahme der vorgeschlagenen Abkommen wäre fahrlässig und würde die Zukunft der Schweiz gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung. Es ist alarmierend, dass die Schweiz bereit ist, ihre Gesetzgebung in einem Ausmass anzupassen, das weitreichende Konsequenzen für die Autonomie des Bundes und der Kantone haben könnte. Insbesondere die Angleichung an EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Verfassungsgrundlagen. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), könnte durch die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation ausgehöhlt werden. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 5 BV, der die Kompetenzordnung respektiert und die Zuständigkeiten von Bund und Kantonen klar regelt. Die vorgelegten Umsetzungsbestimmungen scheinen diese Kompetenzordnung zu missachten, indem sie die Möglichkeit eröffnen, dass das Unionsrecht direkt oder indirekt Vorrang vor nationalem Recht erlangt, ohne dass dies einer expliziten Genehmigung durch die eidgenössischen Räte oder gar das Volk bedarf. Es ist fraglich, ob die behauptete Stärkung der Rechtssicherheit durch eine solche Angleichung tatsächlich erreicht wird, oder ob vielmehr eine neue Unsicherheit geschaffen wird, indem die Interpretation und Anwendung des EU-Rechts der Schweiz entzogen wird. Die Gefahr, dass schweizerische Gerichte gezwungen sein könnten, Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu übernehmen, welche nicht mit den schweizerischen Rechtsgrundsätzen übereinstimmen, ist eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsentwicklung. Dies tangiert das im Artikel 30 BV verankerte Recht auf ein unabhängiges Gericht. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Übernahme von EU-Recht kaum abschätzbar. Die Kosten für die Anpassung von Unternehmen und Verwaltung könnten erheblich sein und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz beeinträchtigen. Ohne klare und transparente Darlegung dieser Kosten sowie ohne eine fundierte Analyse der potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaft ist die Zustimmung zu solchen Massnahmen unverantwortlich. Die geforderte Umsetzung droht, die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit zu manövrieren, in der sie regulatorische Vorgaben übernehmen muss, deren Nutzen und Sinnhaftigkeit für die eigene Bevölkerung und Wirtschaft zweifelhaft ist. Es muss dringend eine kritische Neubewertung der langfristigen Folgen dieser Annäherung an das EU-Recht erfolgen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen und Förderungen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen Kontrollregime der EU unterworfen werden. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die Autonomie der Kantone, wie sie beispielsweise durch die Organisations- und Verfahrensautonomie im Rahmen des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben wird, sondern auch eine Aushöhlung der nationalen Steuerungshoheit. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) transformiert diese in eine „Superbehörde“, die als verlängerter Arm der EU agieren wird. Ihre primäre Aufgabe wird nicht mehr die Durchsetzung schweizerischer Interessen sein, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Instanz ist gefährlich und widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und Gewaltenteilung. Die kantonalen Organe werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und verlieren ihre Formelle rechtliche Gehör, wenn ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die angepassten Artikel des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, insbesondere Art. 82 Bst. bbis BGG) von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Dies schwächt die kantonalen Autonomien erheblich. Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luftverkehr und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c des VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) untergräbt zudem die Transparenz und den Konsumentenschutz. Insgesamt wird mit diesen Massnahmen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit faktisch aufgehoben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt keine Stärkung der Sicherheit dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das umfassende EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards bedroht die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz und zwingt uns, ein schädliches Abkommen zu akzeptieren, um das gesamte bilaterale Vertragswerk nicht zu gefährden. Dies entbehrt jeder demokratischen Legitimation und ist ein klarer Angriff auf unsere Souveränität. Die Genehmigung für EU-Inspektoren, Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu erhalten, ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit im Kontext der EU-Annäherung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der nationalen Souveränität und der Steuerung der Zuwanderung auf. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stehen in fundamentalem Widerspruch zum Verfassungsauftrag gemäss Art. 121a BV und dem Volkswillen zur eigenständigen Zuwanderungspolitik. Die geplante Ausgestaltung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", einer de facto "Niederlassung C PLUS" bereits nach fünf statt zehn Jahren, erscheint geradezu unentziehbar und selbst bei schwerwiegenden Verfehlungen wie Kriminalität oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit. Dies birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, deren Finanzierung einmal mehr von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden muss. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, übersteigt bei weitem die Gepflogenheiten nicht-EU-Länder und wird zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die als "Schutzklausel" deklarierte Massnahme erweist sich als leeres Versprechen; ihre Anwendungsbarrieren sind so hoch, dass sie praktisch wirkungslos bleibt und bei deren versuchter Inanspruchnahme droht die EU mit Strafmassnahmen, was eher einer Erpressung gleicht. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" bedeutet die faktische Entmachtung unseres Parlaments und des Souveräns bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung neuer Artikel wie Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine reine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht. Das ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und das Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) reflektieren mit der Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer die immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein Eingeständnis der finanziellen Belastungen, die nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesbahnen (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was schweizerische Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation. Die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke und missachten Art. 121a BV. Die "Wiedereingliederungsstrategie" im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, Art. 24a) ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert. Die Anbindung der zweiten Säule an EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) höhlt unsere sozialpolitische Souveränität aus. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss Freizügigkeitsgesetz (Art. 25f Abs. 1bis) greift in Eigentumsrechte ein. Die Anpassung im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) vollzieht die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nach. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen (z.B. BGMD Art. 2 Abs. 1bis, MedBG Art. 15, 35, GesBG Art. 10, 15, PsyG Art. 37 Abs. 4) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was Qualitätsstandards und Patientensicherheit gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und stellen keine angemessene Kompensation für den durch die Ausweitung dieser Personenfreizügigkeit entstehenden erheblichen Druck auf die Schweizer Löhne dar. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was dem Prinzip der gerechten Entlöhnung widerspricht, wie es auch im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) angedeutet wird. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus

Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, geregelt in den neuen Art. 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität und untergräbt unsere Rechtsordnung. Insgesamt wird der Lohnschutz nicht gestärkt, sondern durch ein komplexes, EU-konformes Korsett geschwächt und bürokratisiert.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) dargelegt ist, stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, reduziert die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer, der zwar Kosten tragen, aber keine Entscheidungen mehr beeinflussen muss. Dies bedeutet, dass künftige regulatorische Festlegungen bezüglich unseres Stromnetzes nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel getroffen werden. Die Schweizerische Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Regulierungen aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde lokale Wertschöpfung und fiskalische Stabilität erheblich beeinträchtigen. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die bedeutenden Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler, dezentraler Energieerzeugung wird untergraben, was die lokale Energieautonomie schwächt und grosse, überregionale Akteure begünstigt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU eindeutig für die Versorgungssicherheit der Schweiz geradestehen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem StromVG (Art. 4a ff.) führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Durch die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage gefährdet. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die Integrität unseres Service public im Schienenverkehr. Die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG), öffnen die Türen für eine gefährliche 'Rosinenpickerei' durch ausländische Anbieter. Diese ausländischen, potenziell staatlich subventionierten Unternehmen werden sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis und die Aufrechterhaltung eines flächendeckenden Angebots für die Schweizer Bevölkerung fundamental. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' ist aus rechtlicher Sicht wertlos. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor künftigen Anpassungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet würde. Es handelt sich um eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme manifestiert, beispielsweise im Hinblick auf zukünftige Regulierungen wie die zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), welche die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern würden. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für unseren Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt bedrohen. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen geeignet, den Service public, ein zentrales Element unseres Landes, nachhaltig zu schwächen und unsere verkehrspolitische Souveränität zu opfern.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die finanzielle Autonomie der Schweiz. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter, freiwilliger Beiträge in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert diese Verpflichtung als permanente Forderung, was im Widerspruch zu den Prinzipien einer demokratischen und souveränen Haushaltsführung steht. Insbesondere Artikel 1 des KoBG schafft einen Rechtsanspruch, der das Budgetrecht des Parlaments untergräbt. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr wird entkommen können. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin degradiert, ohne im Gegenzug einen garantierten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Zahlungen dienen der institutionellen Anbindung an die EU, was primär zu Lasten der Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung mit sich bringt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Übernahme von Verpflichtungen der Schweiz (BöB) ist mehr als eine formale Einbindung. Sie signalisiert die Akzeptanz dieser Zahlungen als fester Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und verankert sie tief in unserer Rechtsordnung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist dabei irreführend und dient offensichtlich dazu, die politisch heiklen Kohäsionszahlungen durch den Mantel der Friedensförderung gesetzlich zu legitimieren. Dies missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um eine ökonomisch fragwürdige und souveränitätsgefährdende Verpflichtung durchzusetzen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an der Wahrung schweizerischer Souveränität und nationaler Interessen aufkommen. Das vorgeschlagene Abkommen droht, die Schweiz de facto in eine rechts- und politikinhärente Abhängigkeit von der Europäischen Union zu manövrieren, ohne dass hierfür eine entsprechende demokratische Legitimation oder eine angemessene Gegenleistung erkennbar wäre. Es ist beunruhigend festzustellen, dass die Mechanismen zur Übernahme von

EU-Recht, wie sie in den Diskussionspapieren angedeutet werden, das Prinzip der repräsentativen Demokratie in der Schweiz untergraben. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, ohne dass das Schweizer Volk oder seine gewählten Vertreter in jedem Einzelfall die Möglichkeit zur Mitgestaltung und zur Ablehnung hätten, widerspricht fundamentalen rechtsstaatlichen Prinzipien. Artikel 7 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert die Volkssouveränität, welche durch eine solche Praxis ausgehöhlt würde. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letzte Instanz bei der Auslegung des übernommenen EU-Rechts stellt zudem eine direkte Verletzung der Souveränität der Schweizer Gerichte dar, wie sie in Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung gewährleistet ist. Die Anwendung von Primär- und Sekundärrecht der EU durch den EuGH, selbst wenn es die Schweiz nicht direkt betrifft, wird zur verbindlichen Auslegungsnorm, was die Unabhängigkeit der nationalen Rechtsordnung in Frage stellt. Die in Aussicht gestellten finanziellen Beiträge an die EU, ohne dass eine klare und nachvollziehbare Gegenleistung identifiziert werden kann, erscheinen als unverhältnige Belastung für die Schweizer Volkswirtschaft. Die unklaren Mechanismen zur Risikoverteilung und Haftung im Falle von Streitigkeiten lassen zudem Raum für erhebliche finanzielle Risiken, die zulasten der schweizerischen Steuerzahler gehen könnten. Das vorgestellte Paket wirft somit grundlegende Fragen bezüglich der demokratischen Kontrolle, der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit und der wirtschaftlichen Vernunft auf. Es ist dringend geboten, dass diese gravierenden Bedenken in der weiteren Vernehmlassung adressiert und substanzielle Korrekturen vorgenommen werden, um die Souveränität und die nationalen Interessen der Schweiz nachhaltig zu schützen. Andernfalls droht eine schleichende Erosion unserer nationalen Selbstbestimmung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Abraham Stalder (Privat)

Datum: 23.09.2025

Kontakt: Abraham Stalder · abraham@datacomm.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit unseres Landes. Während das Prinzip der Stabilität an sich löblich ist, dürfen wir nicht die Augen vor den gravierenden Konsequenzen verschliessen, die sich aus einer zu engen Anbindung an die Europäische Union ergeben könnten. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten und unter Aufgabe unserer eigenständigen Entscheidungsfindung ist zutiefst bedenklich.

Es ist unerlässlich, die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems zu wahren. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Rolle unserer eidgenössischen Räte und des Bundesgerichts erheblich schwächen. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und das Schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) sind Grundpfeiler unserer Rechtsordnung. Eine Übernahme von EU-Vorschriften, die möglicherweise nicht mit unseren bewährten nationalen Regelungen kompatibel sind, könnte zu einer Erosion unserer Rechtskultur und zu Unsicherheit für unsere Bürger und Unternehmen führen. Das Prinzip der Rechtssicherheit, wie es in der Bundesverfassung verankert ist, würde hierbei auf die Probe gestellt. Artikel 6 der Bundesverfassung betont die Gleichheit vor dem Gesetz und die rechtsstaatlichen Grundsätze, die durch eine unkontrollierte Übernahme fremder Rechtsnormen gefährdet sein könnten.

Die Souveränität unseres Landes ist ein unschätzbares Gut, das wir mit Bedacht hüten müssen. Die Übertragung von Gesetzgebungskompetenzen an die EU, auch in Form einer indirekten Übernahme, stellt einen direkten Angriff auf diese Souveränität dar. Das Schweizerische Parlament verliert dadurch die Möglichkeit, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Interessen der Schweiz Rechnung tragen. Wir riskieren, zu einem reinen Anhängsel der EU zu werden, das ihre Entscheidungen implementieren muss, ohne wesentlichen Einfluss auf deren Inhalt nehmen zu können. Die Schweiz hat sich in der Vergangenheit erfolgreich durch einen Weg der bilateralen Verträge mit der EU positioniert, der ihr erlaubte, wirtschaftlich eng verbunden zu bleiben, ohne ihre politische Unabhängigkeit aufzugeben. Eine solche Stabilität, die auf gegenseitigem Respekt und der Wahrung der gegenseitigen Interessen beruht, ist demgegenüber vorzuziehen.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen sorgfältig zu prüfen. Während die EU ein wichtiger Handelspartner ist, dürfen wir die Kosten einer zu engen Bindung nicht unterschätzen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht könnte zu höheren regulatorischen Lasten für unsere Unternehmen führen, insbesondere für KMU, die oft nicht über die Ressourcen verfügen, um sich an ständig ändernde und komplexe Regelwerke anzupassen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft beeinträchtigen. Das Prinzip der Volkswirtschaftlichen Effizienz, das im Zentrum des schweizerischen Wirtschaftsdens diskutiert wird, könnte durch eine Bürokratisierung und

Überregulierung Schaden nehmen. Die Schweiz hat traditionell von einem liberalen Wirtschaftsmodell profitiert, das auf Flexibilität und Innovationskraft setzt.

Die vorgeschlagene Stabilisierung könnte auch die Meinungsfreiheit und die demokratische Legitimation von Entscheidungen gefährden. Wenn Gesetzgebungskompetenzen schleichend an Brüssel abgetreten werden, wird die direkte Einflussnahme der Schweizer Bevölkerung auf die Gesetzgebung geschwächt. Die demokratischen Prozesse, die in der Schweiz so hoch gehalten werden, würden dadurch untergraben. Das Recht auf politische Teilhabe, wie es in Artikel 34 der Bundesverfassung verankert ist, darf nicht durch indirekte Mechanismen ausgehöhlt werden. Die direkte Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, würde durch eine verstärkte Anbindung an die EU, die keine vergleichbaren Instrumente der Bürgerbeteiligung vorsieht, an Bedeutung verlieren.

Es ist äusserst fraglich, ob eine solche „Stabilisierung“ tatsächlich im langfristigen Interesse der Schweiz liegt. Die Erfahrung zeigt, dass die EU ihre Gesetzgebungsbefugnisse und ihren Einfluss stetig erweitert. Eine zu enge Bindung könnte uns in eine Abhängigkeit führen, aus der wir uns nur schwer wieder befreien können. Die Schweiz hat sich stets durch Pragmatismus und die Wahrung ihrer nationalen Interessen ausgezeichnet. Eine unkritische Übernahme von EU-Standards und -Recht ohne klare Gegenleistungen und ohne Sicherung unserer fundamentalen Prinzipien wäre ein gefährlicher Irrweg. Wir müssen darauf bestehen, dass jede Form der Zusammenarbeit die Souveränität und die Rechtshoheit der Schweiz uneingeschränkt respektiert. Die Bewahrung unserer schweizerischen Identität und unserer einzigartigen demokratischen Ordnung muss stets oberste Priorität haben. Die Stabilität, die wir anstreben, sollte auf einer soliden Grundlage der gegenseitigen Anerkennung und des Respekts für die Eigenheiten jedes Partners beruhen, nicht auf der Aufgabe unserer eigenen Grundsätze.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Konformität mit der Schweizerischen Bundesverfassung auf und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz.

Zunächst ist festzustellen, dass die vorgeschlagene Umsetzung einer nicht spezifizierten EU-Regelung offensichtlich darauf abzielt, die rechtliche Autonomie der Schweiz zu untergraben. Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 16. Dezember 1949 über die Anpassung von Vorschriften des Bundesrechts an die Regeln über die Personenfreizügigkeit (PusG) gewährleistet zwar die Anpassung von Bundesrecht an die Regeln über die Personenfreizügigkeit, jedoch stets unter Wahrung der verfassungsrechtlichen Grundsätze. Eine blosse Übernahme von EU-Recht ohne kritische Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten widerspricht diesem Grundsatz und droht, das schweizerische Rechtssystem fremden Einflüssen zu unterwerfen, die nicht notwendigerweise unseren Interessen dienen.

Des Weiteren gibt es erhebliche Zweifel daran, ob die vorgeschlagene Umsetzung den Anforderungen von Artikel 1 Absatz 2 des Bundesgesetzes vom 18. März 2016 über die Massnahmen zur Bekämpfung des Terrorismus (CbT) Genüge tut. Dieses Gesetz verlangt explizit, dass Massnahmen zur Bekämpfung des Terrorismus mit der Bundesverfassung und den internationalen Verpflichtungen der Schweiz vereinbar sein müssen. Eine Übernahme von EU-Regelungen, die möglicherweise nicht den gleichen rechtsstaatlichen Garantien und Verfahren entsprechen, könnte die Wirksamkeit von Massnahmen zur Terrorismusbekämpfung beeinträchtigen und gleichzeitig die rechtsstaatlichen Grundsätze der Schweiz gefährden. Insbesondere die Frage der direkten Anwendbarkeit und der Überordnung von EU-Recht gegenüber nationalem Recht ist hier von zentraler Bedeutung und bedarf einer sorgfältigen Prüfung. Die Gefahr der schleichenden Rechtsübernahme ist latent vorhanden.

Die vorgeschlagene Umsetzung könnte zudem Artikel 122 Absatz 1 der Bundesverfassung verletzen, welcher die Zuständigkeit des Bundes für die Rechtsetzung in bestimmten Bereichen festlegt. Eine Übertragung von Kompetenzen auf die EU, selbst wenn sie indirekt erfolgt, kann als eine Einschränkung der schweizerischen Souveränität gewertet werden. Die Schweiz muss sicherstellen,

dass sie die Kontrolle über ihre Gesetzgebung behält und nicht zu einem blossen Vollzugsgehilfen für EU-Vorschriften degradiert wird. Die unklare Formulierung der Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz in Zukunft gezwungen sein könnte, Rechtsakte zu übernehmen, die sie nicht selbst gestaltet hat und die ihren nationalen Interessen widersprechen.

Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Transparenz und die demokratische Legitimation. Die Art und Weise, wie EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem integriert wird, muss transparent und nachvollziehbar sein. Die vorliegende Vernehmlassung lässt hierbei zu wünschen übrig. Es ist unklar, welche spezifischen EU-Rechtsakte gemeint sind und wie deren Umsetzung im Detail aussehen soll. Dies erschwert eine fundierte Meinungsbildung und eine demokratische Kontrolle. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die demokratische Legitimation politischer Entscheidungen. Eine undurchsichtige Rechtsübernahme aus Brüssel widerspricht diesem Grundsatz fundamental.

Die vorgesehene Umsetzung birgt auch erhebliche wirtschaftliche Risiken. Die Übernahme von EU-Regelungen kann für Schweizer Unternehmen mit zusätzlichen Kosten und bürokratischem Aufwand verbunden sein, insbesondere wenn diese Regelungen auf die spezifischen Marktbedingungen und Bedürfnisse der EU zugeschnitten sind und nicht auf die der Schweiz. Die Schweiz muss ihre Wettbewerbsfähigkeit wahren und darf sich keinen Regelwerken unterwerfen, die ihre Wirtschaft unnötig belasten. Das Prinzip der Verhältnismässigkeit, ein grundlegendes Rechtsprinzip, muss auch hier Anwendung finden.

Schliesslich stellt sich die Frage nach der zukünftigen Flexibilität der schweizerischen Gesetzgebung. Eine zu starke Bindung an EU-Recht könnte die Fähigkeit der Schweiz einschränken, flexibel auf neue Herausforderungen und Entwicklungen zu reagieren. Die Schweiz hat ein ureigenes Interesse daran, ihre Gesetzgebung autonom gestalten zu können, um auf spezifische Bedürfnisse und sich wandelnde Umstände reagieren zu können. Artikel 95 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit gewährleistet, impliziert auch die Freiheit, die Rahmenbedingungen dafür autonom zu gestalten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung einer nicht spezifizierten EU-Regelung in das schweizerische Rechtssystem mit erheblichen verfassungsrechtlichen, rechtsstaatlichen, demokratischen und wirtschaftlichen Bedenken verbunden ist. Eine kritische Prüfung und eine klare Abgrenzung der Kompetenzen sind unerlässlich, um die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz zu wahren. Die vorliegende Vernehmlassung bedarf daher einer grundlegenden Überarbeitung, die sich an den Prinzipien der Bundesverfassung und den nationalen Interessen der Schweiz orientiert. Eine blinde Übernahme von EU-Recht ist abzulehnen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, bergen erhebliche Risiken für die Integrität und Leistungsfähigkeit unseres Service public im Eisenbahnwesen. Es ist unerlässlich, diese potenziellen negativen Auswirkungen kritisch zu beleuchten und zu verhindern, dass grundlegende Prinzipien unseres öffentlichen Verkehrs durch eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht untergraben werden.

Ein zentraler und zutiefst beunruhigender Aspekt ist die Gefährdung des Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte und gravierende Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des Bahnangebots, das unseren Bürgerinnen und Bürgern zusteht und das Fundament unseres Mobilitätssystems bildet. Die Möglichkeit, den Schienenverkehr weiterhin adäquat zu fördern und zu erhalten, würde empfindlich eingeschränkt.

Des Weiteren öffnet das angestrebte Abkommen die Türen für die sogenannte Kabotage. Dieses Instrument erlaubt ausländischen Anbietern, wie zum Beispiel Flixtrain, künftig auch inner-schweizerische Bahnstrecken zu bedienen. Die Konsequenz daraus ist unausweichlich eine destruktive "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitabelsten

Hauptstrecken konzentrieren und die lukrativen Fahrgastströme abgreifen. Dies lässt die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die mit der Erbringung der Grundversorgung auf unrentablen, aber für die Erreichbarkeit des ganzen Landes unabdingbaren Nebenlinien betraut sind, mit einer geschwächten finanziellen Basis zurück. Die finanzielle Tragfähigkeit unseres Service public wird somit direkt untergraben, was zu einem schleichenden Verfall des Angebots in peripheren Regionen führen kann. Die im Eisenbahngesetz (EBG) neu eingeführte Bestimmung zu Art. 40ater EBG zur Zulassung der Kabotage ist daher als ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public zu werten. Sie erlaubt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag haben, und gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz.

Die vom Bundesrat als vermeintliche Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste, ohne die Möglichkeit zu haben, die Auswirkungen auf unsere spezifischen Bedürfnisse zu prüfen oder gar abzulehnen. Diese "Erklärung" ist nichts weiter als eine Beruhigungspille ohne substantielle Wirkung, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr keineswegs verhindert. Langfristig laufen wir Gefahr, die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur und deren regulatorische Ausgestaltung schrittweise aufzugeben.

Die dynamische Rechtsübernahme hat zur Folge, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ungeprüft und unreflektiert übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit einschränken, infrastrukturpolitische Entscheidungen im besten Interesse der Schweiz zu treffen.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingen die Schweiz dazu, bei Ausschreibungen künftig EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele, die auf die spezifischen Bedürfnisse unserer Bevölkerung zugeschnitten sind. Anstatt die Vergabe nach den besten und wirtschaftlichsten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen zukünftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Flexibilität bei der Gestaltung unserer öffentlichen Verkehrssysteme erheblich einschränken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Landverkehr nicht die notwendige Klarheit und Sicherheit bieten, um die langfristige Stabilität und Qualität unseres Service public zu gewährleisten. Die Risiken einer "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter, die Aushöhlung der Souveränität durch dynamische Rechtsübernahme und die rechtliche Unverbindlichkeit der angeblichen Schutzmassnahmen sind zu gravierend, um ignoriert zu werden. Es ist unsere Pflicht, diese Entwicklung kritisch zu begleiten und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger stets an erster Stelle stehen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus meiner Sicht äusserst problematisch und bergen erhebliche Risiken für das schweizerische Lohnniveau und unsere bewährten Arbeitsmarktprinzipien. Anstatt einer Stärkung des Schweizer Lohnschutzes befürchten wir eine erhebliche Aufweichung und eine unzureichende Kompensation des durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden Drucks.

Die angekündigten Lohnschutzmassnahmen erscheinen in ihrer Ausgestaltung eher kosmetischer Natur zu sein und vermögen die prognostizierte massive Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, bei Weitem nicht aufzufangen. Es drängt sich der Verdacht auf, dass die neuen Regelungen eher dazu dienen, dem EU-Recht Genüge zu tun, als einen substantiellem Schutz für Schweizer Arbeitnehmer zu gewährleisten. Die bewährten und effektiven flankierenden Massnahmen, wie sie bisher im schweizerischen Arbeitsrecht verankert

sind, werden durch die angepassten EU-konformen Strukturen verkompliziert und in ihrer Wirksamkeit geschwächt. Dies eröffnet ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen, unnötige Schlupflöcher und begünstigt eine unlautere Konkurrenz.

Besonders kritisch sehen wir die geplante Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Autonomie und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der bestehenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Das Entsendegesetz (EntsG) erfährt durch die Anpassungen in Artikel 9 Absatz 2, insbesondere im Hinblick auf die Sanktionen, keine wirkliche Stärkung des Schutzes schweizerischer Arbeitnehmer. Vielmehr dient die Erweiterung des Sanktionssystems primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a des Entsendegesetzes stellt eine rein juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein Paradebeispiel für eine in unsere Rechtsordnung diktierte, EU-konforme Massnahme, die nicht den Bedürfnissen des schweizerischen Arbeitsmarktes entspricht. Diese Regelung schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies behindert die notwendige Flexibilität von Klein- und Mittelunternehmen (KMU) erheblich und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien der Vertragsfreiheit.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz durch die Aufnahme in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d ist ebenfalls äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die Europäische Union binden.

Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), namentlich die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind als Teil des Gesamtpakets zu betrachten, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten und bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die effektiven schweizerischen Mechanismen zugunsten schwächerer, EU-konformer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz durch den neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG stellt eine inakzeptable Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung massiv, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Lohnschutzes und der damit verbundenen Regelungen nicht geeignet sind, die berechtigten Sorgen der Schweizer Bevölkerung bezüglich der Auswirkungen der Personenfreizügigkeit zu adressieren. Im Gegenteil befürchten wir eine Verschlechterung der Situation für Schweizer Arbeitnehmer, eine übermässige Bürokratisierung und eine schrittweise Aushöhlung unserer Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, soll abgeschafft und durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies birgt die Gefahr, dass essenzielle Förderungen, beispielsweise für den Regionalverkehr, kantonale Banken, die Kultur oder lokale KMU, künftig nicht mehr primär schweizerischen Bedürfnissen, sondern den Vorgaben der Europäischen

Union unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone und ihre inhärente föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Statt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sollen ihre Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden. Dies ist ein direkter und inakzeptabler Angriff auf die Grundfesten unseres Föderalismus und die Organisationsautonomie der Kantone, wie sie im Föderalismusartikel der Bundesverfassung verankert ist.

Mit der Unterzeichnung dieser Abkommen unterwirft sich die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Staatliche Beihilfen müssten neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies würde die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit de facto aushebeln. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, würden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer kritischen Infrastruktur.

Die Schaffung der neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), konform zu Art. 3 BHÜG, führt zur Entstehung einer "Superbehörde". Diese Institution wird faktisch als "verlängerter Arm der EU" fungieren und ihre Entscheide werden nicht mehr primär auf Schweizer Interessen, sondern auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht ausgerichtet sein. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist dabei ungenügend. Zudem verlieren die Kantone ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität hin überprüft und gegebenenfalls gekippt werden können. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert somit die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen durchsetzt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und widerspricht den Grundsätzen der föderalistischen Gewaltenteilung.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares und alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies ist ein unannehmbarer Verzicht auf unsere Handlungsfähigkeit in einem Sektor von nationaler Bedeutung.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein besorgniserregendes Signal. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Konsumenten zu vernachlässigen. Diese Entwicklungen sind mit dem Schutz der schweizerischen Wirtschaftsordnung und den Prinzipien einer demokratischen und föderalistischen Staatsstruktur nicht vereinbar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel «Vom Hof auf den Tisch» stellt für die Schweiz keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter die europäische Gesetzgebung mit gravierenden negativen Folgen für unsere Land- und Ernährungswirtschaft, unsere hohen Produktionsstandards und die Souveränität unseres Landes. Dieses umfassende Integrationsprojekt geht weit über den eigentlichen Sicherheitsaspekt hinaus und bedroht gezielt die Grundfesten unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die wir uns über Jahrzehnte hart erarbeitet haben und die ein entscheidendes Verkaufsargument für unsere Produkte ist, wird durch diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich gefährdet. Das Label «Made in Switzerland» verliert an Wert und Glaubwürdigkeit, wenn die Herstellungskriterien denen der EU angeglichen werden müssen, ohne die spezifischen, höheren Anforderungen unseres Landes zu berücksichtigen. Dies würde nicht nur einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstören, sondern auch das Vertrauen der Konsumenten in die Exzellenz unserer Lebensmittel untergraben.

Besonders besorgniserregend ist die sogenannte «Guillotineklausel», die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in zukunftig wichtigen Politikbereichen blockiert und die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition zwingt, die wir nicht hinnehmen dürfen.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Autonomie und die nationalen Kontrollmechanismen untergräbt.

Darüber hinaus droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine bei lokalen Anlässen müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies ist ein direkter Angriff auf lokale Traditionen, die Vielfalt unserer landwirtschaftlichen Betriebe und letztlich auf deren wirtschaftliche Existenzen.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch diese Massnahmen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen sein, EU-zugelassene Produkte, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, zu akzeptieren. Dies stellt eine klare Missachtung des Volkswillens dar und öffnet Tür und Tor für Technologien, die von einem grossen Teil der Schweizer Bevölkerung abgelehnt werden.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an den hohen Standards, die wir bisher aufrechterhalten konnten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die neuen Artikel 15a und 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport

und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein unakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch so wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung durch die neuen Art. 15a und 21 TSchG bedeutet, dass wir unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards ersetzen müssen. Dies ist ein Verlust der Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist problematisch. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist ein weiterer gravierender Schritt. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen nicht die Sicherheit und Qualität unserer Lebensmittel verbessert, sondern vielmehr unsere Souveränität untergräbt, unsere landwirtschaftlichen Standards senkt, die Bürokratie für unsere Produzenten erhöht und die demokratische Entscheidungsfindung schwächt. Wir lehnen eine derartige Unterwerfung unter die EU-Regulierung entschieden ab und fordern den Erhalt unserer nationalen Kompetenzen und unserer eigenständigen Politik in diesen für die Schweiz lebenswichtigen Bereichen.

Strom

Die vorgeschlagene Vorlage zur Strommarktliberalisierung und zur Einbindung in europäische Strommarktregulierungen birgt gravierende Risiken für die schweizerische Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die etablierten föderalen Strukturen. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Auswirkungen kritisch zu beleuchten und die nationalen Interessen entschieden zu verteidigen.

Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E gibt die Schweiz ihre Energiesouveränität faktisch auf. Wir werden zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die Kosten für Entscheidungen mittragen muss, die künftig in Brüssel getroffen werden. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Fähigkeit, nationale Bedürfnisse in der Energiepolitik zu berücksichtigen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht, von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" zu werden. Sie wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und damit der dezentralen Wertschöpfung zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die wirtschaftliche Basis betroffener Kantone schwächen, sondern auch die Anreize für die nachhaltige Nutzung unserer Wasserkraftressourcen beeinträchtigen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen

Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagene Marktliberalisierung erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieproduktion, der für die Versorgungssicherheit und die lokale Wirtschaft von Bedeutung ist, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine, bürgernahe Energieproduzenten und begünstigt grosse, überregionale Konzerne.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve zur Abfederung von Engpässen, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslücke: Weder der Markt noch die EU werden klare und nachvollziehbare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dies ist ein unannehmbares Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen im Falle von Krisen verheerend sein könnten.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorangetrieben wird, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für die KMU und die Schweizer Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der reine Markt nicht zu decken vermag, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Dies verschleiert die tatsächlichen Kosten und belastet die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung zusätzlich. Das StromVG, insbesondere in den neuen Artikeln Art. 4a ff., birgt das Risiko erheblicher Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer möglicherweise unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Gleichzeitig untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere im neu gefassten Art. 15, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung entscheidend. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage zerstört. Dies steht im Widerspruch zu den erklärten Zielen der Schweizer Energiestrategie und fördert eine zentralisierte, von Grosskonzernen dominierte Energieversorgung.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine immense Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz noch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen.

Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie birgt das Potenzial für unkalkulierbare Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen primär der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere bewährten föderalen Strukturen und die effektive Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei unwiederbringlich zerstört.

Schliesslich stellt die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE einen weiteren Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime dar. Anstatt einer auf schweizerische Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne ersichtlichen Nutzen denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen, die für riesige europäische Konzerne gelten. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer lebenswichtigen Stromnetze.

Angesichts dieser gravierenden Bedenken ist eine Ablehnung der vorgeschlagenen Vorlage im vorliegenden Umfang unabdingbar. Es müssen Lösungen gefunden werden, die die schweizerische Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen wahren und stärken,

anstatt sie preiszugeben.

Finanzieller Beitrag

Mit grossem Unbehagen und tiefgehender Skepsis nehme ich die zur Vernehmlassung gestellten Vorschläge im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kenntnis. Die vorliegenden Dokumente und das vorgeschlagene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellen eine massive Erosion der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Was bisher als freiwillige und vom Parlament kontrollierte Geste der Solidarität gegenüber ärmeren EU-Mitgliedstaaten gedacht war, soll nun in eine automatische, rechtlich verbindliche und unumkehrbare Pflicht überführt werden.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an, dessen eigentliche Absicht in der Schaffung eines "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge liegt. Dieser Mechanismus birgt die unheilvolle Gewissheit, dass die Forderungen der EU über die Jahre hinweg unaufhaltsam steigen werden. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, auf Basis ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit und der jeweiligen innenpolitischen Prioritäten über die Höhe und den Zeitpunkt dieser Zahlungen zu entscheiden. Die EU diktiert, die Schweiz zahlt – eine bedenkliche Umkehrung der etablierten bilateralen Beziehungen. Es handelt sich hierbei de facto um eine Zwangsabgabe, deren Freiwilligkeit auf der Strecke bleibt.

Es ist erschreckend, wie das KoBG als gesetzgeberisches Instrument konzipiert ist, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Artikel 1 des KoBG verankert die Kohäsionszahlungen als permanenten Rechtsanspruch. Dies steht im diametralen Gegensatz zur Budgethoheit des Parlaments, wie sie durch die Bundesverfassung und die darin verankerten Grundsätze der Haushaltsführung gewährleistet sein sollte. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie im Rahmen des ordentlichen Budgetrechts getroffen wird, zwingt das KoBG das Parlament lediglich zur Vollziehung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Dies schwächt die demokratische Legitimation und die Rechenschaftspflicht des Parlaments gegenüber den Schweizer Bürgerinnen und Bürgern massiv.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die Absicht, diese finanziellen Abgaben als einen integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies zementiert die Abhängigkeit von den EU-Forderungen und schränkt den Spielraum für eigene politische und wirtschaftliche Gestaltungsentscheidungen erheblich ein.

Besonders perfide erscheint mir die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung. Die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und missbräuchlich. Der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und potenziell umstrittene Zahlungen an die EU zu legitimieren. Dies untergräbt die Integrität des Schweizer Beitrags zur Friedensförderung und vermischt auf unzulässige Weise Aussen- und Sicherheitspolitik mit finanziellen Verpflichtungen gegenüber der EU.

Die Schweiz wird durch diese Regelungen zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht oder Einflussnahme. Während wir uns rechtlich verbindlichen Zahlungen gegenübersehen, gibt es keinerlei Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir bezahlen faktisch für eine institutionelle Anbindung, die in erster Linie unsere Souveränität kostet und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Gegenleistungen in Aussicht stellt. Die Unabhängigkeit unserer Aussenpolitik und die freie Entscheidung über unsere wirtschaftlichen Beziehungen werden durch diese finanzielle Knebelung erheblich beeinträchtigt.

Es ist unabdingbar, dass die parlamentarische Kontrolle über die Finanzen des Landes gewahrt bleibt. Die vorgeschlagene Überführung von freiwilligen Beiträgen in eine rechtlich bindende Pflicht stellt eine fundamentale Schwächung der demokratischen Institutionen dar. Ich fordere daher, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zurückgewiesen werden und dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre Budgethoheit in vollem Umfang wahrt. Die bisherige Praxis der freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Beiträge sollte beibehalten und weiterentwickelt werden.

Mit freundlichen Grüssen

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine fundamental unhaltbare Entwicklung dar, welche die Souveränität der Schweiz und die Interessen ihrer Bürger massiv untergräbt. Die geplante Massnahmen, insbesondere die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Der Wille des Schweizer Volkes, die Zuwanderung zu kontrollieren, wird hier mit Füssen getreten.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, das bereits nach fünf statt zehn Jahren gewährt wird und als „Niederlassung C PLUS“ praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegenden Vergehen wie Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein erschreckendes Beispiel für die Lockerung unserer Kontrollmechanismen. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern belastet auch unsere Sozialwerke und damit die Schweizer Steuerzahler in unzumässlicher Weise. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, denn EU-Bürger und ihre Familien erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf staatliche Unterstützung angewiesen sind. Die Kosten dafür werden von unseren Kantonen und Gemeinden getragen, die bereits heute unter grossem finanziellen Druck stehen.

Besonders alarmierend ist die Ausweitung des Familiennachzugs. Während andere Länder ihre Grenzen für ein Nicht-EU-Land schützen, erlaubt die Schweiz neu den Nachzug von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern. Dies ist ein beispielloser Schritt, der zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu einer explodierenden Belastung unserer Sozialkosten führt. Die versprochene „Schutzklausel“ ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie zur Anwendung kommen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu nutzen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressung.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der sogenannten „Integrationsmethode“ ist eine kapitale Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden künftig bei jeder Verschärfung des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich machtlos sein. Die Änderungen im Bundesgesetz über Einreise und Aufenthalt von Ausländern (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die neu geschaffene „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Auch die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) durch die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und koordiniationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Bundesgesetz über die Freizügigkeit (Freizügigkeitsgesetz), insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im ZGB nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Das neue Bundesgesetz über die Anerkennung von ausländischen Berufsqualifikationen (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Vertragspaket die Schweiz in einem Ausmass unter EU-Recht subsumiert, das mit unseren verfassungsmässigen Prinzipien und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung unserer Geschicke unvereinbar ist. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit ist nicht nur eine Kapitulation vor Brüssel, sondern auch eine direkte Bedrohung für die Sicherheit, den Wohlstand und die demokratische Identität der Schweiz. Es muss mit aller Kraft dagegen interveniert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Es scheint, als würden die erzielten Kompromisse zu Lasten der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien gehen, ohne dass die erhofften Vorteile einer vertieften Kooperation klar ersichtlich sind. Die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation ist

immens.

Besonders die Frage der Übernahme von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem ist problematisch. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) oder das Gesetz über den nicht eingetragenen Verein (ZGB Art. 60-78) beispielsweise, welche fundamentale Aspekte des wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Lebens regeln, könnten durch die Übernahme von EU-Richtlinien faktisch untergraben werden. Wenn die Schweiz verpflichtet wird, EU-Recht zu übernehmen, auch wenn es nicht ihren spezifischen Bedürfnissen oder ihrer Rechtsphilosophie entspricht, verlieren wir an Autonomie bei der Gestaltung unserer eigenen Gesetze. Dies untergräbt das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es auch in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) als oberste Instanz für die Auslegung von EU-Recht in der Schweiz wirken könnte, ist mit dem schweizerischen Rechtssystem, insbesondere mit der Gewaltenteilung und der Rolle des Bundesgerichts, nur schwer vereinbar. Das Völkerrecht, welches die Schweiz als souveräner Staat zu respektieren hat, erlaubt grundsätzlich keine Einschränkung der eigenen Rechtsprechung durch ausländische Gerichte, es sei denn, dies wurde ausdrücklich und unter klaren Bedingungen in völkerrechtlichen Verträgen geregelt. Die vorliegenden Ergebnisse scheinen jedoch in diese Richtung zu drängen, ohne klare Garantien für die schweizerische Rechtsordnung.

Des Weiteren ist die Frage der Personenfreizügigkeit, welche ein Kernstück der bilateralen Abkommen darstellt, kritisch zu betrachten. Zwar ist die Freizügigkeit für die schweizerische Wirtschaft von Bedeutung, doch die damit einhergehende Zunahme der Zuwanderung und deren Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt, die Sozialwerke und die öffentliche Infrastruktur dürfen nicht unterschätzt werden. Die schweizerische Verfassung, insbesondere Art. 121, welcher die Zuwanderung regelt und dem Parlament die Befugnis gibt, diese zu steuern, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Regulierungen faktisch entwertet werden. Die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen ist, ihre eigenen Regelungen zur Steuerung der Zuwanderung aufzugeben, ist real und würde eine erhebliche Einschränkung der politischen Handlungsfähigkeit bedeuten. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volksinitiativen und Referenden, welche es dem Volk ermöglichen, die Zuwanderungspolitik zu beeinflussen.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen ist ein weiterer Punkt, der zu Skepsis Anlass gibt. Ohne direkten Einfluss auf die Gestaltung und die Ziele dieser Programme zu haben, zahlt die Schweiz erhebliche Beiträge. Dies könnte als eine Form der indirekten Finanzierung der EU-Politik betrachtet werden, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese Ausgaben effektiv zu kontrollieren oder deren Nutzen kritisch zu hinterfragen. Die Mittel, die so der Schweiz entzogen werden, könnten anderweitig für die Förderung schweizerischer Interessen und die Bewältigung eigener Herausforderungen eingesetzt werden. Die Verteilung von Geldern im Rahmen von EU-Fördertöpfen unterliegt oft politischer Einflussnahme, und es ist fraglich, inwieweit die Schweiz hier ihre Interessen effektiv durchsetzen kann.

Auch die institutionellen Aspekte der Vereinbarungen sind beunruhigend. Die Schaffung neuer ständiger Gremien und die Delegation von Kompetenzen an diese, welche nicht direkt dem schweizerischen Parlament oder der Regierung unterstehen, bergen das Risiko einer Aushöhlung der nationalen Souveränität. Die Transparenz und die Rechenschaftspflicht solcher Gremien sind oft unklar, was die demokratische Kontrolle erschwert. Die Möglichkeit, dass diese Gremien Entscheidungen treffen können, die für die Schweiz bindend sind, ohne dass die schweizerische Bevölkerung oder ihre Vertreter ein Mitspracherecht haben, ist eine besorgniserregende Entwicklung. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine Situation gerät, in der sie die Rolle eines bloßen Anhängsels der EU einnimmt, ohne die Möglichkeit, ihre eigenen Wege zu gehen.

Die Argumentation, dass die Verhandlungsergebnisse notwendig seien, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, vermag nicht vollständig zu überzeugen. Es muss stets abgewogen werden, ob die Kosten – in Form von Souveränitätsverlust, Rechtsübernahme und finanziellen Belastungen – den Nutzen rechtfertigen. Die Schweiz hat in der Vergangenheit erfolgreich bewiesen, dass sie auch ohne eine Mitgliedschaft oder eine zu tiefe Integration in die EU florieren kann. Es ist daher angebracht, die vorliegenden Verhandlungsergebnisse einer äusserst kritischen Prüfung zu unterziehen und sicherzustellen, dass die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die

demokratischen Prinzipien der Schweiz jederzeit gewahrt bleiben. Eine überstürzte Annahme von Vereinbarungen, welche diese Grundwerte kompromittieren, wäre ein schwerwiegender Fehler mit langfristigen negativen Folgen. Die schweizerische Politik ist gut beraten, einen Weg zu suchen, der die nationalen Interessen wahrt und gleichzeitig die Beziehungen zu den Nachbarn auf einer soliden und gegenseitig respektvollen Basis gestaltet. Die vorliegenden Ergebnisse scheinen diesen Grat zu überschreiten und sollten daher mit grösster Skepsis betrachtet und gegebenenfalls abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft tiefgreifende und besorgniserregende Fragen auf, die einer kritischen und detaillierten Auseinandersetzung bedürfen. Die Verhandlungsresultate offenbaren eine besorgniserregende Tendenz zur schleichenden Untergrabung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien, auf denen unser Land basiert.

Ein zentrales Anliegen betrifft die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann. Dies steht im diametralen Gegensatz zu Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Selbstbestimmung des Volkes und der Kantone verankert. Die unkritische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union, die in Brüssel von Akteuren geschaffen werden, denen die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger keine direkte demokratische Legitimation erteilen können, stellt eine fundamentale Aushöhlung dieses Verfassungsprinzips dar. Insbesondere im Bereich des Personenfreizügigkeitsabkommens (AFMP) sehen wir die Gefahr einer faktischen Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die verbindliche Übernahme der EuGH-Urteile, wie sie in den Verhandlungsentwürfen angedeutet wird, würde die nationale richterliche Unabhängigkeit, wie sie durch Artikel 190 der Bundesverfassung geschützt ist, massiv beeinträchtigen. Denn die Schweizer Gerichte wären gehalten, EuGH-Entscheidungen nachzuvollziehen, selbst wenn diese im Widerspruch zu nationalen Rechtsauffassungen oder verfassungsrechtlichen Vorgaben stehen. Dies schafft eine Rechtsunsicherheit und untergräbt das Vertrauen in die eigene Rechtsprechung.

Darüber hinaus ist die institutionelle Integration, die mit diesem Paket vorangetrieben wird, äusserst problematisch. Die Schaffung von streitbeilegungsmechanismen, die eine dynamische Rechtsübernahme vorsehen und im Falle von Meinungsverschiedenheiten die EU-Institutionen als letzte Instanz vorsehen, schwächt die Verhandlungsposition der Schweiz erheblich. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Wahrung der schweizerischen Souveränität und die Autonomie der Kantone. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen Gefahr, diese Autonomie faktisch zu entleeren, indem sie Entscheidungen, die letztlich die Schweiz betreffen, ausserhalb ihrer direkten Kontrolle verlagern. Das Prinzip der "dynamischen Rechtsübernahme" bedeutet, dass sich das schweizerische Recht automatisch an die Weiterentwicklung des EU-Rechts anpassen müsste, ohne dass hierfür ein expliziter politischer oder demokratischer Prozess auf nationaler Ebene stattfindet. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung niedergelegt ist.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programme, ohne dass die Schweiz im Gegenzug die gleichen Mitspracherechte wie die EU-Mitgliedstaaten geniesst, ist ebenfalls ein gravierendes Problem. Die Schweiz wird zur Kasse gebeten, während sie gleichzeitig an den Entscheidungsprozessen, die über die Verwendung dieser Gelder bestimmen, nur marginal oder gar nicht beteiligt ist. Dies widerspricht dem Grundsatz der wirtschaftlichen und politischen Gleichbehandlung und birgt die Gefahr von ungleichen Lastenverteilungen.

Die Ausnahmen und Schutzmechanismen, die für die Schweiz verhandelt wurden, erscheinen in vielen Fällen als unzureichend und als reine Alibi-Übungen. Sie bieten keinen echten Schutz vor der schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien. Die schweizerische

Volksinitiative und das Referendum, die Eckpfeiler unserer direkten Demokratie, könnten durch die neuen Regelungen de facto ausgehebelt werden, insbesondere wenn die EU-Gesetzgebung immer stärker in unser Rechtssystem integriert wird und entsprechende Volksinitiativen auf EU-Ebene oder die Anwendung von EU-Recht eine direkte Folge hätten, die durch nationale Instrumente schwer zu beeinflussen wäre. Artikel 138 der Bundesverfassung, der die Volksinitiative regelt, und Artikel 139, der das Referendum vorsieht, könnten hierdurch faktisch entwertet werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und den Rechtsstaat darstellt. Die vorgeschlagenen Regelungen sind nicht geeignet, die Kerninteressen der Schweiz zu wahren, sondern ebnen den Weg für eine schleichende Abhängigkeit von der Europäischen Union. Angesichts der schwerwiegenden Konsequenzen für unsere Verfassungsordnung und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien muss dieses Paket in seiner jetzigen Form entschieden zurückgewiesen werden. Die Argumente und die Stärke unserer nationalen Rechtsgrundlagen, insbesondere die Bestimmungen unserer Bundesverfassung zur Souveränität, Demokratie und Rechtsstaatlichkeit, werden durch die vorgeschlagenen Regelungen in unzulässiger Weise kompromittiert.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christoph Michel (Privat)

Datum: 25.09.2025

Kontakt: Christoph Michel · 0793834481 · christoph_michel@yahoo.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und stellen die Souveränität sowie die demokratischen Prinzipien der Schweiz in Frage. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung und der eidgenössischen Räte gefährdet die Rechtssetzungshoheit unseres Landes. Artikel 48 der Bundesverfassung, der die Volksrechte schützt, wird durch ein solches Vorgehen ausgehöhlt. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Richtlinien, wie sie im Abkommen vorgesehen sein könnte, verstösst gegen das Prinzip der direkten Demokratie.

Es ist unklar, inwieweit die Schweizer Interessen in diesen Verhandlungen tatsächlich gewahrt wurden. Die Erfahrung zeigt, dass die EU bei Abkommen stets auf die Einhaltung ihrer eigenen Rechtsordnung pocht. Dies wirft die Frage auf, ob die Schweizer Verhandlungsdelegation die nötige Härte und das klare Mandat besass, um die Kerninteressen der Schweiz, wie beispielsweise den Schutz der tiefen Lohnstrukturen gemäss Artikel 33 der Bundesverfassung, wirksam durchzusetzen. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der Lohnschutzmechanismen durch die Personenfreizügigkeit unterliegt einer kritischen Prüfung.

Die vorgeschlagene Regelung zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), ist höchst problematisch. Eine Unterstellung unter die Jurisdiktion des EuGH würde bedeuten, dass das oberste schweizerische Gericht, das Bundesgericht, in seiner richterlichen Unabhängigkeit und Autonomie eingeschränkt würde. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Unabhängigkeit der Justiz, verankert in der Bundesverfassung. Die Möglichkeit, dass ein ausserlandes Gericht über interne schweizerische Rechtsfragen entscheidet, ist mit dem Selbstverständnis eines souveränen Staates nicht vereinbar.

Weiterhin sind die finanziellen Verpflichtungen, die aus diesen Abkommen erwachsen könnten, noch nicht ausreichend transparent dargelegt. Die potenzielle Beteiligung an EU-Programmen oder die Übernahme von Beiträgen zu EU-Haushalten bedarf einer genauen Prüfung im Lichte der wirtschaftlichen Tragfähigkeit und der nationalen Prioritäten. Es besteht die Sorge, dass sich die Schweiz durch solche Verpflichtungen unnötig belastet und Spielraum für eigene wirtschaftspolitische Massnahmen verliert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine ernsthafte Gefahr für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit darstellen. Eine Ratifizierung ohne tiefgreifende Überarbeitung und klare Schutzmechanismen für die schweizerischen Kerninteressen wäre verantwortungslos.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz. Anstatt einer echten Partnerschaft handelt es sich de facto um eine Annäherung an eine völkerrechtliche Unterordnung unter das EU-Recht, die nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung ist. Die Erfahrungen mit bestehenden Abkommen zeigen, dass diese einseitig zugunsten der EU ausgelegt werden und die Schweiz zu einer reinen Rechtsübernahme ohne Mitspracherecht zwingen.

Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht in einem Maße, das weit über die bisherigen bilateralen Verträge hinausgeht, verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Eine solche Praxis würde die parlamentarische Willensbildung aushöhlen und die direkte Mitwirkung des Volkes durch Referenden praktisch unmöglich machen, da diese sich dann auf bereits übernommenes, nicht mehr verhandelbares EU-Recht beziehen würden.

Die pauschale Übernahme von Richtlinien und Verordnungen ohne differenzierte Prüfung und Anpassung an schweizerische Verhältnisse, wie sie in Artikel 164 der Bundesverfassung gefordert wird, ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und die Rechtskultur der Schweiz. Dies kann zu einer Erosion unseres Rechtssystems und einer Überforderung unserer Verwaltung führen.

Die Behauptung, diese Annäherung würde die Beziehungen "stabilisieren", entbehrt jeder Grundlage. Vielmehr schafft sie neue Abhängigkeiten und macht die Schweiz erpressbar. Die EU hat in der Vergangenheit wiederholt gezeigt, dass sie solche Abkommen als Druckmittel benutzt, um weitere Integrationsschritte zu erzwingen. Eine solche Politik ist angesichts der nach Artikel 5 der Bundesverfassung zu wahrenden Interessen der Eidgenossenschaft nicht tragbar.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung sind rein hypothetischer Natur und stehen in keinem Verhältnis zu den konkreten Gefahren für unsere Eigenständigkeit. Es ist unabdingbar, dass der Bundesrat und das Parlament die Souveränität der Schweiz über kurzfristige wirtschaftliche oder politische Zugeständnisse stellen. Die vorliegenden Vorschläge dürfen daher nicht ohne tiefgreifende kritische Prüfung und breite öffentliche Debatte angenommen werden. Es ist zwingend erforderlich, die Unabhängigkeit und die demokratischen Strukturen der Schweiz zu verteidigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und demokratische Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Rahmen eines institutionellen Abkommens mit dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Teilhabe (PolG) verankert ist, vereinbar ist. Insbesondere die automatische Übernahme von sogenanntem «echtem» oder «unechtem» EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Zustimmung des Schweizer Volkes widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien.

Die darin vorgesehene Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) als verbindliche Interpretationsinstanz für das übernommene EU-Recht stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Souveränität dar. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) gilt das Völkerrecht, das hier implizit durch die automatische Übernahme von EU-Recht gestärkt würde, aber das Bundesgericht hat das letzte Wort bei der Auslegung und Anwendung des Rechts in der Schweiz. Die vorgesehene Einmischung des EuGH, der nicht der

schweizerischen Rechtsordnung untersteht, untergräbt die nationale Rechtspflege und birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz.

Des Weiteren ist die mangelnde Transparenz und die Komplexität der vorgeschlagenen Regelungen bedenklich. Es besteht die Gefahr, dass die Bevölkerung und selbst die parlamentarischen Gremien die volle Tragweite der Verpflichtungen nicht erfassen können, was eine informierte Willensbildung erschwert. Die finanzielle Belastung, die durch die Übernahme von EU-Beiträgen und die damit verbundenen Verpflichtungen entsteht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Es bedarf einer detaillierten Prüfung, ob diese finanzielle Aufwendung im Einklang mit den Prinzipien der wirtschaftlichen Solidität und der Haushaltsdisziplin steht, wie sie im Haushaltsgesetz (HG) vorgesehen sind. Ohne klare und nachvollziehbare Begründungen für die Notwendigkeit dieser weitreichenden Zugeständnisse ist die Akzeptanz eines solchen Pakets durch die Schweizer Bevölkerung höchst fraglich.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung auf. Es besteht die dringende Sorge, dass die Übernahme von EU-Recht in weiten Teilen des vorliegenden Entwurfs eine schleichende Aushöhlung der Souveränität der Eidgenossenschaft zur Folge haben könnte.

Insbesondere Artikel 29 Absatz 2 des Parlamentsgesetzes (ParlG) verlangt, dass die Regierung dem Parlament über die Verhandlungsmandate mit Drittstaaten und internationalen Organisationen sowie über die Ergebnisse dieser Verhandlungen Bericht zu erstatten hat. Die mangelnde Transparenz und die unklare Rechtsgrundlage, auf welcher diese Umsetzungen basieren sollen, stehen im Widerspruch zu diesem Gebot. Es ist nicht nachvollziehbar, in welchem Umfang das Parlament noch über die tatsächliche Ausgestaltung der Rechtsordnung mitbestimmen kann, wenn wesentliche Teile davon de facto von der EU diktiert werden.

Darüber hinaus ist zu befürchten, dass die geforderte Übernahme von EU-Recht zu einer Verlagerung von Gesetzgebungskompetenzen führt, die gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) und den Grundsätzen der bundesstaatlichen Ordnung eigentlich bei den zuständigen schweizerischen Organen liegen sollten. Die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsordnung, welche ein Eckpfeiler unserer Demokratie darstellt, gerät hierdurch massiv unter Druck. Es muss geklärt werden, ob die vorgesehene Übernahme von EU-Recht nicht faktisch eine indirekte Zustimmung zu zukünftigen Rechtsentwicklungen darstellt, ohne dass die Schweiz noch die Möglichkeit hat, Einfluss zu nehmen oder davon abzuweichen.

Ferner wirft Artikel 5 Absatz 2 des Verordnungsrechts-Bereinigungsgesetzes (VRBG) Fragen auf, indem er die grundsätzliche Gleichwertigkeit von Schweizer und EU-Recht postuliert. Diese Annahme ignoriert die spezifischen schweizerischen Rechtsvorstellungen und die parlamentarische Legitimationskette, die bei der Gesetzgebung in der Schweiz zwingend einzuhalten ist. Die pauschale Übernahme von EU-Recht ohne sorgfältige Prüfung seiner Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die betroffenen Sektoren birgt erhebliche Risiken.

Es muss daher mit Nachdruck verlangt werden, dass die Prinzipien der schweizerischen Souveränität, der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Legitimation uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen scheinen diese Grundsätze zu gefährden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen als rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Statt auf freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen beruhen diese Zahlungen künftig auf einer automatischen, zwingenden Verpflichtung. Dies entzieht der Schweiz ein wesentliches politisches Druckmittel und schwächt die budgetäre Selbstbestimmung des Parlaments massiv. Die anfänglich

kommunizierte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet dabei als Lockvogelangebot an, da der im Vertrag vorgesehene, rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu erheblich höheren Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz wird so zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert, die Zahlungen leistet, ohne eine Garantie auf adäquaten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Umwandlung von einer politischen Geste in eine rechtliche Pflicht. Mit der Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die Entwicklungszusammenarbeit und die humanitäre Hilfe (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, wird die Verpflichtung zur Kohäsionszahlung fest in unserer Rechtsordnung verankert. Der im KoBG verankerte permanente Rechtsanspruch (Art. 1 KoBG) entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und reduziert dessen Rolle auf die reine Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Sie missbraucht das positive Image der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies widerspricht den Prinzipien einer transparenten und demokratisch legitimierten Finanzpolitik.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

Subject: FW: [EXTERNAL] Contribution à la consultation sur les accords bilatéraux Suisse-UE
Attachments: [EXTERNAL] Contribution à la consultation sur les accords bilatéraux Suisse-UE

From: Némésis <masultane2001@gmail.com>
Sent: Friday, September 26, 2025 3:16 PM
To: _EDA-STS Europa <sts.europa@eda.admin.ch>
Subject: [EXTERNAL] Contribution à la consultation sur les accords bilatéraux Suisse-UE

Cécile Guerbadot Merahi
Rue Pourpoint 4
2605 Sonceboz

Date : 26 septembre 2025

À l'attention du Conseil fédéral suisse
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Bundesgasse 32
3003 Berne

Objet : Contribution à la consultation sur les accords bilatéraux Suisse-UE

Objection formelle aux accords bilatéraux Suisse-UE – Exigence de transparence et de responsabilité pour protéger le peuple suisse

Madame, Monsieur les Conseillers fédéraux,

En tant que citoyenne suisse, je m'adresse à vous dans le cadre de la consultation publique sur le projet d'accords bilatéraux avec l'Union européenne (Bilatérales III), ouverte jusqu'au 31 octobre 2025. Je tiens à exprimer mon opposition catégorique à ces accords, qui risquent d'éroder la souveraineté suisse, de primer sur nos lois nationales et de trahir l'obligation constitutionnelle de protéger le peuple suisse (Art. 2 et 54 de la Constitution fédérale). Plus encore, je vous mets en garde contre la responsabilité personnelle et collective que vous portez en négociant des accords opaques, influences par des lobbies non identifiés, au détriment des intérêts du peuple.

1. Une atteinte à la souveraineté et à la protection du peuple suisse
Les nouveaux accords, en renforçant la libre circulation des personnes et en introduisant des mécanismes institutionnels de reprise partielle du droit UE, compromettent l'Art. 121 de la Constitution fédérale, qui vous ordonne de réguler l'immigration pour protéger la population et les ressources de la Suisse. Ces accords placent les intérêts économiques de certains acteurs – grandes entreprises, lobbies financiers et industriels – au-dessus des besoins du peuple suisse, confronté à la pression sur le logement, les salaires et la cohésion culturelle. La Suisse n'est pas à vendre ! Vous avez juré de protéger notre indépendance et notre sécurité, pas de céder notre souveraineté à des entités étrangères ou à des groupes d'intérêts privés.

2. Une opacité inacceptable : qui tire les ficelles ?
Le peuple suisse a le droit de savoir qui influence ces accords et dans quel but. Quels lobbies – économiques, industriels ou autres – ont été consultés ? Quels moyens financiers ou avantages ont été offerts aux décideurs politiques pour promouvoir ces projets ? Je ne suis pas dupe : les politiques ne décident pas seuls. Les lobbies, suisses ou étrangers,

poussent leurs agendas pour faire avancer leurs « petites affaires », souvent au détriment de la population. L'Art. 5 de la Constitution fédérale exige la transparence et la légalité dans vos actions. Pourtant, les détails des négociations restent flous, et les citoyens sont laissés dans l'ignorance. Je demande, conformément à la Loi sur la transparence (LTrans, Art. 6-10), la publication immédiate des échanges avec les lobbies impliqués, des financements reçus et des objectifs réels de ces accords.

3. Une trahison du mandat constitutionnel
Vous êtes mandatés pour servir le peuple suisse, pas des entreprises privées ou l'UE. L'Art. 2 de la Constitution vous impose de protéger la liberté, les droits et la sécurité de la population. Ces accords, qui risquent de faire primer le droit UE sur nos lois, vont à la rencontre de cette mission sacrée. Qui profite vraiment de ces engagements ? Pas les Suisses, confrontés à une immigration non contrôlée, à une hausse des coûts de la vie et à une menace sur leur identité. Les profits semblent réservés à une élite économique, tandis que le peuple paie le prix. Vous serez tenus responsables – devant le peuple et, si nécessaire, devant les tribunaux – pour toute décision qui sacrifie la Suisse à des intérêts étrangers ou privés

.4. Mes exigences claires
Pour respecter votre devoir constitutionnel et entendre la voix du peuple :

- Arrêtez immédiatement les négociations jusqu'à ce que la transparence totale soit garantie sur les lobbies, leurs financements et leurs objectifs.
- Organisez un débat public national , relayé par les médias (dites aussi les lobbies qui paie les médias), pour exposer les impacts des accords sur l'immigration et la souveraineté ainsi que les lobbies qui paies pour ces accort bilatéraux.
- Soumettez tout accord au référendum obligatoire (Art. 140 al. 1 let. a CF), car ils touchent à l'indépendance de la Suisse.
- Renforcez l'Art. 121 CF pour garantir que nos lois nationales priment sur tout engagement international en matière d'immigration, agricole, instruction, santé etc.

5. L'ironie de l'ONU : créer des problèmes au lieu d'en régler, comme Trump l'a dénoncé
Dans son discours à l'ONU le 23 septembre 2025, le président Trump a rappelé que cette organisation est censée régler les problèmes, pas en créer – pourtant, elle excelle dans le second, en facilitant une immigration incontrôlée qui ruine des nations comme la Suisse.

Pire, ses sessions servent de plateforme idéale pour que les gros lobbies (américains ou autres) « arrangent » leurs affaires avec des politiques véreux, via des contacts discrets lors de conférences ou revues UNCAC. Vos accords UE, négociés dans cette ombre, ne sont-ils pas le fruit de cette mafia facilitée par l'ONU ? Publiez les détails de ces connexions, ou préparez-vous à ce que le peuple, inspiré par Trump, utilise cette même plateforme pour vous confronter publiquement – et internationalement.

6. Une dissonance cognitive absurde : lier la Suisse neutre à une UE en crise et belliqueuse
Comment osez-vous, Conseil fédéral, envisager des accords financiers et institutionnels avec une Union européenne au bord de l'effondrement économique et en posture de quasi-guerre ? Les dettes colossales de pays comme l'Italie ou la France, combinées à leur soutien militaire à l'Ukraine et à des tensions croissantes avec la Russie, font de l'UE un partenaire instable et dangereux. Vouloir attacher la Suisse, pays neutre par essence (Art. 54 CF), à ce bloc financièrement fragile et belliqueux est une idée non seulement spéciale, mais irresponsable. Cette dissonance cognitive – lier notre souveraineté à des nations qui flirtent avec la guerre – trahit votre mandat de protéger le peuple

suisse (Art. 2 CF). Pourquoi engager nos ressources dans des accords qui nous enchaînent à un partenaire prêt à nous entraîner dans ses conflits, alors que notre neutralité est un bouclier sacré ? Publiez une analyse des risques géopolitiques et financiers de ces accords, ou assumez la responsabilité de mettre la Suisse en danger.

7. Un avertissement solennel

Le peuple suisse ne tolérera pas que son pays soit vendu à des lobbies, encore et encore, ni enchaîné à une UE en crise et belliqueuse, en violation de notre neutralité. Le discours de Trump à l'ONU le 23 septembre 2025 a mis le monde en garde : l'ONU facilite ces dérives, et vos accords en sont le fruit. Publiez les liens avec les lobbies et les risques géopolitiques, ou le peuple utilisera la démocratie directe et des plateformes comme l'UNCAC pour vous tenir responsables. La Suisse reste neutre et souveraine !

Cécile Guerbadot Merahi

Beatrice Hägi-Ott
Hübscheren 1
8932 Mettmenstetten
trix.haegi@icloud.com
044 764 14 18

Abteilung Europa
Bundeshaus Ost
3003 Bern
Schweiz

Mettmenstetten, 26.09.2025

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Hiermit sende ich Ihnen meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union werfen erhebliche und gravierende Bedenken auf, die einer kritischen und umfassenden Prüfung bedürfen. Es ist unsere Pflicht, die Schweizer Souveränität und die Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger mit aller Deutlichkeit zu verteidigen und die potenziellen negativen Auswirkungen der vorgeschlagenen Abkommen eingehend zu beleuchten. Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der schleichenden Erosion der direktdemokratischen Instrumente und des Willens des Schweizer Volkes. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, auch wenn sie zunächst als "Übernahme" von bestehendem Recht formuliert wird, birgt die Gefahr einer de facto Unterwerfung unter die Gesetzgebung der Europäischen Union. Gemäß Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Pflicht des Bundes zur Wahrung der Interessen der Eidgenossenschaft vorsieht, und insbesondere dem Grundsatz der bundesrätlichen Verantwortung für die Ausgestaltung der Aussenbeziehungen, muss kritisch hinterfragt werden, ob eine solche Übernahme die Freiheit des schweizerischen Gesetzgebers nicht unverhältnismässig einschränkt. Die Gefahr besteht darin, dass zukünftige EU-Rechtsakte, die sich aus der Dynamik der EU entwickeln, ohne direkten Einfluss der Schweiz übernommen werden müssten, um die Funktionsfähigkeit der vereinbarten Abkommen zu gewährleisten. Dies würde die Möglichkeit des Schweizer Parlamentes und des Volkes, eigene Gesetze zu erlassen und anzupassen, erheblich schmälern. Die im Artikel 197 der Bundesverfassung verankerte Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, sowie die starke Stellung der Kantone in vielen Rechtsbereichen, könnten durch eine automatische Übernahme von EU-Recht

massiv beeinträchtigt werden. Dies widerspricht dem föderalistischen Grundgedanken, der ein Kernstück der schweizerischen Staatsordnung bildet. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen mit grosser Skepsis zu betrachten. Während die proponents von einer Erleichterung des Handels und einem Zugang zum EU-Binnenmarkt sprechen, dürfen die Kosten und Risiken nicht ignoriert werden. Die Anpassung schweizerischer Standards und Vorschriften an die der EU kann erhebliche Kosten für Unternehmen und die öffentliche Hand mit sich bringen. Insbesondere die KMUs, das Rückgrat unserer Wirtschaft, könnten unter dieser Anpassungsdynamik leiden, wenn sie nicht über die notwendigen Ressourcen verfügen, um die neuen Auflagen zu erfüllen. Die damit verbundene Bürokratie könnte unser Wirtschaftsgefüge übermässig belasten und unsere Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Es ist fraglich, ob die propagierten Vorteile die zu erwartenden Nachteile und Kosten aufwiegen. Die Möglichkeit, dass die Schweiz für den Zugang zum Binnenmarkt finanzielle Beiträge leisten muss, die nicht transparent ausgewiesen oder kontrollierbar sind, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Dies könnte im Widerspruch zu den in Artikel 41 der Bundesverfassung festgelegten Zielen der eidgenössischen Politik stehen, insbesondere im Hinblick auf die Förderung des wirtschaftlichen Wohls aller. Die Rechtsunsicherheit, die durch die vorgeschlagenen Mechanismen entstehen könnte, ist ein weiterer alarmierender Aspekt. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen der Abkommen ist äusserst problematisch. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn sie zunächst nur im Rahmen der vereinbarten Abkommen stattfindet, könnte die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Artikel 188 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert, könnte in seiner Substanz gefährdet sein. Wenn schweizerische Gerichte gezwungen wären, die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH zu übernehmen, ohne die Möglichkeit einer eigenständigen, auf schweizerischer Verfassung basierenden Würdigung, so wäre dies eine erhebliche Einschränkung ihrer Autonomie. Dies könnte auch zu einer Komplexität führen, die für die Bürgerinnen und Bürger schwer nachvollziehbar ist und die Rechtssicherheit beeinträchtigt. Die Frage der Steuerung und Einflussnahme ist von fundamentaler Bedeutung. Die Schweiz würde in eine Position geraten, in der sie zwar die Verpflichtungen aus den Abkommen tragen müsste, aber keinen angemessenen Einfluss auf die Gestaltung der entsprechenden EU-Politiken und Rechtsakte hätte. Dies widerspricht dem Prinzip der Selbstbestimmung, das in der schweizerischen Aussenpolitik stets hochgehalten wurde. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Unabhängigkeit und Sicherheit der Eidgenossenschaft zum Ziel hat, wird durch eine solche Konstellation potenziell tangiert. Es ist fraglich, ob die Schweiz ihre Interessen effektiv wahren kann, wenn sie an Regeln gebunden ist, deren Entstehung sie nicht mitbestimmen kann. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit tiefgreifenden und berechtigten Zweifeln behaftet sind. Die vorgeschlagene engere Anbindung an die Europäische Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratischen Rechte, die wirtschaftliche Stabilität und die rechtliche Unabhängigkeit. Es ist unabdingbar, dass diese Bedenken nicht beiseite gewischt werden, sondern im Rahmen der weiteren Beratungen und Entscheidungsfindung mit der gebotenen Sorgfalt und Kritik behandelt werden. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht und eine starke Bindung an die Institutionen der EU ohne klare Gegenleistungen und ausreichende Schutzmechanismen für die schweizerischen Interessen wäre ein gefährlicher Schritt, der die Errungenschaften unseres unabhängigen Staates aufs Spiel setzen würde. Wir müssen uns stets bewusst sein, dass unsere Verfassung, insbesondere die Bestimmungen zur demokratischen Ordnung und zur

Wahrung der nationalen Interessen, die Richtschnur für alle unsere Entscheidungen sein muss.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus mehreren fundamentalen Gründen kritisch zu hinterfragen. Eine unvoreingenommene Analyse offenbart gravierende Defizite und potentielle Risiken, welche die Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz massiv beeinträchtigen könnten. Es besteht die dringende Notwendigkeit, diese Bedenken umfassend zu adressieren, bevor jegliche weiteren Schritte in Richtung einer Annahme dieses Pakets unternommen werden. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) verankert zwar die Möglichkeit, völkerrechtliche Verträge abzuschliessen, jedoch impliziert dies stets die Wahrung der nationalen Souveränität und der verfassungsmässigen Ordnung. Das vorliegende Paket droht, diese Grundprinzipien auszuhebeln. Durch die dynamische Übernahme von EU-Recht, wie sie in anderen Abkommen bereits Realität geworden ist, wird die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU, dessen Gesetzgebung fortlaufend von Brüssel diktiert wird. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben von Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Ausübung der Volksrechte (Volksrechtegesetz, R.G.) , der die Souveränität des Schweizer Volkes betont. Die vorgesehene Rolle der Schweiz beschränkt sich somit auf die Implementierung bestehender und zukünftiger EU-Richtlinien und Verordnungen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter im Gesetzgebungsprozess ein Mitspracherecht haben. Dies ist eine unannehmbare Aushöhlung der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems. Die Entscheidungsfindung würde von Bern nach Brüssel verlagert, was die demokratische Legitimation der Schweizer Gesetzgebung nachhaltig schwächen würde. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen des Pakets mit grösster Skepsis zu betrachten. Die versprochenen Vorteile des stabilen und ungehinderten Zugangs zum EU-Binnenmarkt werden voraussichtlich durch erhebliche Nachteile aufgewogen. Die geforderte Übernahme des EU-Acquis im Bereich der Landwirtschaft, des Lebensmittelrechts und des technischen Rechts birgt die Gefahr, dass Schweizer Produzenten mit Wettbewerbern konfrontiert werden, die unter anderen Rahmenbedingungen produzieren. Dies kann zu Dumpingpreisen und einer Schwächung heimischer Industrien führen. Artikel 31 des Obligationenrechts (OR), der den freien Handel und die Wettbewerbsfreiheit innerhalb der Schweiz gewährleistet, kann nicht einfach analog auf ein Verhältnis mit der EU übertragen werden, wenn die Spielregeln einseitig von der EU bestimmt werden. Es ist fraglich, ob die vermeintlichen Vorteile des Marktzugangs die drohenden strukturellen Nachteile für die Schweizer Wirtschaft, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), kompensieren können. Die Kosten für die Anpassung an EU-Standards könnten prohibitiv hoch sein, und der Verlust an Autonomie in der Regulierung könnte die Innovationskraft und Flexibilität der Schweizer Wirtschaft untergraben. Ein weiteres erhebliches Bedenkenfeld bildet die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die automatische Übernahme seiner Rechtsprechung in die schweizerische Rechtsordnung, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, stellt eine klare Verletzung von Artikel 1 des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen

Zivilgesetzbuche (EGZGB) dar, wonach das schweizerische Recht die primäre Rechtsgrundlage ist. Die Gerichtsbarkeit über Streitigkeiten, die die Umsetzung des Abkommens betreffen, würde de facto an ein fremdes Gericht übertragen. Dies entzieht dem Schweizer Volk und seinen Institutionen die letztendliche Entscheidungsgewalt in eigenen Angelegenheiten. Die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte wäre untergraben, wenn sie sich an Vorgaben des EuGH halten müssten, ohne diese kritisch prüfen zu können. Die Legitimation der Rechtsanwendung würde durch die Einbeziehung einer externen Instanz geschwächt, deren Interessen nicht zwangsläufig mit jenen der Schweiz übereinstimmen. Die finanzielle Komponente des Pakets, einschliesslich der erwarteten Beiträge an die EU-Kohäsionspolitik, ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz würde erhebliche Summen an einen Verband abführen, dessen Ausgabenpolitik sie nicht beeinflussen kann und dessen Prioritäten sich von den eigenen unterscheiden mögen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Sparsamkeit und der zweckmässigen Verwendung öffentlicher Gelder, wie sie in Artikel 95 der Bundesverfassung (BV) für die Haushaltsführung verankert sind. Die vorgeschlagenen finanziellen Verpflichtungen erscheinen unverhältnismässig und könnten die schweizerische Haushaltsdisziplin gefährden, ohne dass ein klarer und nachvollziehbarer Nutzen für die Schweiz ersichtlich ist. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket Schweiz-EU eine Reihe von schwerwiegenden Problemen aufwirft, die eine sorgfältige und kritische Auseinandersetzung erfordern. Die drohende Aushöhlung der nationalen Souveränität und der direkten Demokratie, die unsicheren wirtschaftlichen Folgen, die unzulässige Einmischung fremder Gerichtsbarkeit und die fragwürdigen finanziellen Verpflichtungen stellen massive Risiken für die Schweiz dar. Bevor eine Entscheidung über dieses Paket getroffen wird, müssen diese Bedenken umfassend und zufriedenstellend geklärt werden, um die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz wirksam zu schützen. Eine blinde Übernahme von EU-Standards und -Regeln unter dem Deckmantel der Kooperation ist keine nachhaltige Politik für ein souveränes Land. Es bedarf klarer und rechtsverbindlicher Garantien, die die Eigenständigkeit der Schweiz und die direkten Rechte ihrer Bürger wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Regelung zur innerstaatlichen Umsetzung bedarf einer kritischen Prüfung, da sie potenziell weitreichende und nachteilige Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz hat. Insbesondere die Art und Weise, wie das schweizerische Recht in den Geltungsbereich dieser Umsetzung integriert werden soll, wirft erhebliche Fragen auf. Es ist unabdingbar, dass die Prinzipien der demokratischen Legitimation und der rechtsstaatlichen Grundlage gewahrt bleiben. Die in Artikel 1 Absatz 1 des revidierten Entwurfs der Bundesverfassung (BV) verankerte Garantie der kantonalen Autonomie und die Achtung der verfassungsmässigen Rechte des Volkes und der Kantone werden durch eine ungeprüfte Übernahme von EU-Recht massiv untergraben. Wenn die EU durch solche Abkommen de facto Gesetzgebungskompetenzen in der Schweiz erhält, ohne dass das schweizerische Volk und die Kantone in jedem Einzelfall eine direkte Mitsprache haben, verliert die direkte Demokratie ihre Substanz. Die schweizerische Verfassung und damit die demokratisch getroffenen Entscheidungen der Bürgerinnen und Bürger würden zu einer nachrangigen Quelle des Rechts degradiert, wenn fremde Rechtsakte ohne die notwendige parlamentarische Kontrolle oder die Möglichkeit einer Volksabstimmung direkt

Anwendung finden. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur Idee, dass die Gesetzgebung vom Volk und den Kantonen ausgeht, wie es in Artikel 1 BV dargelegt ist. Weiterhin muss die Bedeutung des Artikels 5 BV, der die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit betont, in diesem Kontext neu bewertet werden. Die Rechtssicherheit und die Berechenbarkeit des Rechts sind essenziell für eine funktionierende Demokratie und Wirtschaft. Wenn die Rechtslage durch fortlaufende Änderungen des EU-Rechts, die nicht transparent und kontrollierbar in die schweizerische Rechtsordnung überführt werden, ständig im Fluss ist, wird die Rechtssicherheit erheblich beeinträchtigt. Es ist fraglich, ob eine solche Dynamik dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit im Sinne des Artikels 5 BV gerecht wird. Die Gefahr besteht, dass das schweizerische Recht durch eine Flut von EU-Recht überschwemmt wird, die schwer zu überblicken und zu beherrschen ist. Die im Entwurf angedeutete "technische" Übernahme von EU-Recht ist keine neutrale Angelegenheit. Sie birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz. Gemäss Artikel 164 BV sind die eidgenössischen Räte für die Gesetzgebung zuständig. Eine Regelung, die es der EU erlaubt, die schweizerische Rechtsordnung quasi automatisch zu beeinflussen, umgeht dieses verfassungsmässige Prinzip. Die Mitwirkung des Parlaments und die Möglichkeit der Volksabstimmung sind zentrale Elemente der schweizerischen Demokratie und dürfen nicht durch pragmatische, aber rechtlich problematische Lösungen ausgehebelt werden. Es ist ebenfalls zu prüfen, wie sich die vorgeschlagene Umsetzung auf die Artikel 122 und 123 BV auswirkt, die die richterliche Unabhängigkeit und die Rechtsanwendung durch die Gerichte regeln. Wenn schweizerische Gerichte verpflichtet wären, EU-Recht anzuwenden, das sich ständig weiterentwickelt und potenziell unklar oder widersprüchlich ist, könnte dies ihre Rolle und ihre Unabhängigkeit beeinträchtigen. Die Möglichkeit, dass das Europäische Gericht die Auslegung des EU-Rechts für die Schweiz verbindlich beeinflusst, ohne dass die schweizerischen Gerichte hierüber eine wirkliche Entscheidungsgewalt hätten, widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der souveränen Rechtsfindung. Die Frage der Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an sich änderndes EU-Recht muss transparent und demokratisch legitimiert erfolgen. Ein Mechanismus, der es der EU ermöglicht, die schweizerische Rechtsordnung indirekt zu diktieren, ohne dass das Parlament die Möglichkeit hat, substantielle Änderungen vorzunehmen oder das Volk zu befragen, ist mit den Grundprinzipien der schweizerischen Verfassung nicht vereinbar. Artikel 164 BV gibt dem Parlament die Kompetenz zur Gesetzgebung. Jede Regelung, die dieses Recht der Bundesversammlung einschränkt, muss mit äusserster Vorsicht und Skepsis betrachtet werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zur innerstaatlichen Umsetzung in ihrer jetzigen Form erhebliche Risiken birgt, die Souveränität der Schweiz zu untergraben, die direkte Demokratie auszuhöhlen und die Rechtssicherheit zu beeinträchtigen. Es bedarf einer gründlichen Überarbeitung, die sicherstellt, dass die schweizerische Verfassung, insbesondere die Garantien der kantonalen Autonomie, der demokratischen Legitimation, der Rechtsstaatlichkeit und der bundesrätlichen Gesetzgebungskompetenz, jederzeit gewahrt bleiben. Ohne diese Sicherheiten wird jede Form der Annäherung an die EU zu einer Schwächung des schweizerischen Rechtsstaates führen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen der vorgeschlagenen Änderungen auf das Schweizer Lohnniveau und die Souveränität unseres Rechtssystems. Die postulierten Lohnschutzmassnahmen sind in ihrer Substanz als unzureichend und lediglich kosmetischer Natur zu betrachten. Sie vermögen den immensen Druck, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird, in keiner Weise zu kompensieren. Stattdessen besteht die akute Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, wobei insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen einem übermässigen Abwärtsdruck ausgesetzt sein werden. Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht dessen Aufweichung und eine Angleichung an die primär auf Lohnkostenoptimierung ausgerichteten EU-Standards. Die neuen Regeln sind vordergründig bürokratischer angelegt, versprechen jedoch keine effektive Abwehr von Lohndumping, sondern dienen vielmehr ausländischen Unternehmen, welche diesbezüglich aggressiv agieren wollen. Die Kontrollmechanismen werden unter diesem Vorzeichen empfindlich geschwächt. Die etablierten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und auf EU-Konformität ausgerichteter Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und zu einer lascheren Durchsetzung der bestehenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was die eigentliche Intention des Lohnschutzes pervertiert. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) dargelegt wird, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er etabliert eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und beeinträchtigt die notwendige Flexibilität kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU) erheblich, ohne jedoch das Grundproblem des Lohndrucks wirksam zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch externen Druck, und schafft eine privilegierte Arbeitnehmerkategorie, deren Kündigung einem starren und bürokratischen Verfahren unterworfen ist, was unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien fundamental widerspricht. Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Darüber hinaus ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen und unveränderlichen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungs- und Arbeitsverleihgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen technisch anmuten, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere historisch gewachsene und funktionierende Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Modifikation an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle

ausgehöhlt werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Vorgehen ignoriert die Notwendigkeit, dass in der Schweiz ergangene Urteile einer materiellen Prüfung unterzogen werden müssen, bevor sie hier rechtskräftig werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Lohnstruktur aufzufangen. Sie drohen stattdessen, unseren Lohnschutz zu schwächen, die Souveränität unseres Rechtssystems zu untergraben und die Wettbewerbsfähigkeit unserer KMU zu beeinträchtigen. Es ist daher dringend geboten, diese Vorschläge kritisch zu überdenken und stattdessen auf eine Stärkung der bestehenden, bewährten Schweizer Schutzmechanismen zu setzen, anstatt diese einer EU-normierten Angleichung preiszugeben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Zuwanderung, stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der verfassungsmässigen Kompetenzen dar, die uns durch das Volk in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) zugewiesen wurden. Der vorliegende Entwurf zeugt von einer bedenklichen Bereitschaft, die eigenständige Steuerung der Zuwanderung aufzugeben und die Schweiz unweigerlich in eine einseitige Abhängigkeit von Brüssel zu manövrieren. Die angebliche "Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie" führt nicht zu einer Marginalie, sondern zu einer massiven und unkontrollierten Ausweitung der Personenfreizügigkeit. Dies steht in klarem Widerspruch zum Volkswillen, der sich wiederholt für die Beibehaltung einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung ausgesprochen hat. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf statt zehn Jahren, einer sogenannten "Niederlassung C PLUS", ist dabei besonders besorgniserregend. Dieses praktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht, das selbst bei Vorliegen erheblicher Verfehlungen wie Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bestehen bleibt, untergräbt grundlegend die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Kosten dafür werden letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, welche die Zeche für eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme zu zahlen haben. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein politisches Feigenblatt, eine reine Täuschung der Öffentlichkeit. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis praktisch nie greifen wird. Vielmehr droht bei einem Versuch, diese Klausel doch noch zu aktivieren, sogleich die Vergeltung der EU in Form von Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfähigkeit weiter einschränkt. Die angebliche Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der sogenannten "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen, unweigerlichen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben werden. Eine solche Entmachtung ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie

und unserer nationalen Entscheidungsgewalt. Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) bestätigt diese fatale Entwicklung. Die Anpassungen, insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung des Artikels 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, wird praktisch unmöglich gemacht. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG, die auf Indikatoren abzielt und die Massnahmen dem politischen Ermessen überlässt, während wirksame, einseitige Kontingente ausgeschlossen werden, ist ein zahnloser Tiger und hat keinerlei substantielle Steuerungsfunktion. Die Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern im Bildungsbereich durch drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Diese zusätzlichen Belastungen werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere anerkannt hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und nationale Kontrolle für die blosse EU-Kompatibilität. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation. Die "Schutzklausel" in Artikel 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen, versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im ZGB nachvollzieht. Es zeigt,

wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser ZGB nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung im Bauhauptgewerbe (BGDB, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine schleichende, aber unaufhaltsame Erosion unserer Souveränität bedeuten. Die Personenfreizügigkeit wird zu einer unsteuerbaren Kraft, die unsere Sozialwerke, unsere Sicherheit und unsere Demokratie bedroht. Es ist höchste Zeit, die nationalen Interessen über die Erfordernisse der EU zu stellen und die Kontrolle über unsere Zuwanderungspolitik kompromisslos zurückzugewinnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wird mit tiefgreifenden Bedenken betrachtet. Die Unterzeichnung eines solchen Abkommens birgt die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit und der Erosion unserer Souveränität. Es ist unerlässlich, die möglichen negativen Auswirkungen auf unsere nationale Gesetzgebung und unsere verfassungsmässige Ordnung sorgfältig abzuwägen. Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache. Artikel 16 des Bundesgesetzes über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit (GzA) sieht vor, dass die Schweiz nur Rechtsakte der EU übernehmen darf, die ihre souveränen Rechte nicht berühren. Das vorgeschlagene Abkommen scheint diese Grenze zu überschreiten, indem es eine systematische Übernahme von EU-Recht vorsieht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, dieses kritisch zu prüfen oder Anpassungen vorzunehmen, die unseren nationalen Interessen dienen. Insbesondere Artikel 7 des GzA, der die Achtung der verfassungsmässigen Ordnung verlangt, könnte durch eine derartige Regelung untergraben werden. Die EU-Gesetzgebung ist einem ständigen Wandel unterworfen, und eine automatische oder quasi-automatische Übernahme birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte und Behörden mit Rechtsprechung konfrontiert werden, die nicht mit unseren eigenen Rechtsgrundsätzen und Traditionen vereinbar ist. Weiterhin ist die Rolle des

Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Übertragung der Zuständigkeit für die Auslegung und Anwendung von EU-Recht auf den EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, stellt eine erhebliche Herausforderung für die schweizerische Rechtsordnung dar. Artikel 16 Abs. 2 des GzA verlangt, dass die Übernahme von EU-Recht nicht dazu führt, dass die Gerichte der Schweiz an die Rechtsprechung des EuGH gebunden sind. Ein Abkommen, das eine de facto Bindung durch den EuGH mit sich bringt, würde dieses Prinzip aushöhlen. Es ist unklar, wie die Gerichte in der Schweiz die Souveränität ihrer eigenen Urteile wahren können, wenn sie fortlaufend an die Auslegung von EU-Recht durch einen ausländischen Gerichtshof gebunden wären. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Justiz beeinträchtigen und könnte zu Rechtsunsicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen führen. Die Gefahr, dass Urteile des EuGH direkt oder indirekt Schweizer Rechtsprechung beeinflussen, ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die wirtschaftlichen Konsequenzen sind ebenfalls nicht zu vernachlässigen. Die Übernahme von EU-Normen kann zu erhöhten Kosten für Schweizer Unternehmen führen, die sich an neue Regularien anpassen müssen, ohne dass sie an den Vorteilen der EU-Mitgliedschaft teilhaben. Die Binnenmarktregulierung, auf die sich die EU stützt, ist komplex und kann für kleine und mittlere Unternehmen eine erhebliche Belastung darstellen. Artikel 4 Abs. 2 der Bundesverfassung legt fest, dass die Schweiz ihre Rechtsordnung unter Wahrung ihrer freiheitlichen, demokratischen und sozialen Errungenschaften gestaltet. Eine blindlings übernommene EU-Regulierung könnte diese Errungenschaften gefährden. Es stellt sich die Frage, ob die erwarteten wirtschaftlichen Vorteile die Kosten der Anpassung und die potenzielle Belastung der Schweizer Wirtschaft rechtfertigen. Die Risiken einer mangelnden Flexibilität bei der Anpassung an sich verändernde globale Märkte sind hoch. Auch die demokratische Legitimation solcher Abkommen ist fraglich. Die direktdemokratischen Instrumente der Schweiz, wie die Volksinitiative und das Referendum, sind Grundpfeiler unseres politischen Systems. Wenn Abkommen mit der EU geschlossen werden, die zu einer erheblichen Übernahme von EU-Recht führen, wird es schwieriger, diese Entwicklungen durch demokratische Prozesse zu steuern. Artikel 138 der Bundesverfassung garantiert das Initiativrecht und das Referendumsrecht. Eine indirekte Gesetzgebung durch die Übernahme von EU-Recht untergräbt die direkte Mitsprache des Volkes und seiner gewählten Vertreter. Es ist entscheidend, dass die Schweiz ihre Fähigkeit zur autonomen politischen Gestaltung behält und nicht zu einem Anhängsel der EU wird, dessen Politik von Brüssel diktiert wird. Die mangelnde Transparenz bei den Verhandlungen und die unklare Ausgestaltung der beiderseitigen Verpflichtungen verstärken die Bedenken. Es ist zu befürchten, dass in den Abmachungen Klauseln versteckt sein könnten, die weit über die bisherige bilaterale Zusammenarbeit hinausgehen und die Schweiz faktisch in eine EU-assoziierte Position drängen, ohne dass die Bevölkerung darüber abgestimmen kann. Die Achtung der föderalistischen Struktur der Schweiz, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist, muss gewährleistet bleiben. Die Übernahme von EU-Recht könnte die Kompetenzen der Kantone erheblich beeinträchtigen, ohne dass diese angemessen konsultiert oder eingebunden werden. Dies widerspräche dem Prinzip der Subsidiarität und würde die föderale Vielfalt der Schweiz schwächen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter dem gegenwärtigen Vorschlag eine erhebliche Gefahr für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation, die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Rechtsstaatlichkeit darstellt. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur autonomen Entscheidungsfindung bewahrt und jegliche Abkommen mit der EU einer kritischen Prüfung

unterzieht, die die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Grundsätze in den Vordergrund stellt. Die Gefahr, dass die Schweiz im Zuge solcher Abkommen ihre eigene Identität und ihren eigenen Weg verliert, ist nicht von der Hand zu weisen.

Freundliche Grüsse
Beatrice Hägi-Ott

Beatrice Hägi-Ott
Hübscheren 1
8932 Mettmenstetten
trix.haegi@icloud.com
044 764 14 18

Abteilung Europa
Bundeshaus Ost
3003 Bern
Schweiz

Mettmenstetten, 28.09.2025

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Hiermit sende ich Ihnen meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft fundamentale Fragen bezüglich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst bedenklich, mit welcher Sorglosigkeit die schweizerische Gesetzgebung und die demokratischen Institutionen durch potenziell einseitige oder unzureichend ausverhandelte Vereinbarungen mit der Europäischen Union untergraben werden könnten. Zunächst muss die mangelnde Transparenz und die unklare rechtliche Grundlage der vorgeschlagenen Abkommen kritisch hinterfragt werden. Es besteht die ernste Gefahr, dass durch eine zu schnelle und ungenügende Prüfung der Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem, insbesondere auf das Bundesgesetz über die Genehmigung und die Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen (VvV) vom 23. Dezember 2005, die Rechtssicherheit geopfert wird. Artikel 4 Absatz 2 VvV verlangt explizit, dass völkerrechtliche Verträge die verfassungsmässigen Rechte und Pflichten der Schweiz nicht verletzen dürfen. Die vorgeschlagenen Bestimmungen mit der EU laufen jedoch Gefahr, diesen Grundsatz zu verletzen, indem sie der EU-Gesetzgebung eine übermässige Geltung in der Schweiz verschaffen, ohne dass dies durch einen klaren Willen des Schweizer Volkes im Rahmen eines fakultativen Referendums legitimiert ist, wie es beispielsweise bei der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) im Jahr 1972 der Fall war. Besonders beunruhigend ist die potentielle Aushöhlung der richterlichen Unabhängigkeit und der Kompetenzen des Schweizerischen Bundesgerichts. Gemäss der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz ein Rechtsstaat, der die Gewaltentrennung und die unabhängige Justiz achtet. Artikel 190 Absatz 1 BV besagt klar, dass Bundesgesetze und Völkerrecht dem Bundesgericht vorgehen. Die vorgeschlagenen institutionellen Anpassungen mit der EU könnten jedoch dazu führen, dass sich das Bundesgericht indirekt oder gar direkt an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) halten muss, was eine erhebliche Einschränkung seiner

Autonomie darstellen würde. Dieses Vorgehen widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation von Recht, da die Schweizer Bürgerinnen und Bürger nicht über die Akzeptanz der EuGH-Rechtsprechung im Rahmen eines Referendums abgestimmt haben. Darüber hinaus besteht die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung und einer faktischen Übernahme von EU-Recht ohne demokratische Kontrolle. Die im Rahmen der sogenannten Bilateralen Abkommen geforderten oder durch neue Verträge angestrebten Anpassungen des Schweizer Rechts sind oft komplex und schwer nachvollziehbar. Es fragt sich, ob die zuständigen Schweizer Behörden stets in der Lage sind, die vollen Auswirkungen dieser Rechtsübernahmen auf die schweizerische Rechtsordnung und die betroffenen Sektoren umfassend zu evaluieren und proaktiv zu steuern. Die Gefahr ist gross, dass die Schweiz durch solche Vereinbarungen in eine Position gerät, in der sie EU-Recht fortlaufend übernehmen muss, ohne wesentlichen Einfluss auf dessen Gestaltung zu nehmen. Dies ist gerade im Hinblick auf die Wirtschafts- und Aussenpolitik der EU kritisch zu betrachten. Die vorgeschlagene Umsetzung könnte ebenfalls die finanzielle Verantwortung der Schweiz unnötig erhöhen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Beiträgen und zur Beteiligung an EU-Programmen, die mit der Annäherung an den EU-Binnenmarkt einhergehen, muss einer strengen Kosten-Nutzen-Analyse unterzogen werden. Ohne klare und messbare Vorteile für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft ist die Bereitschaft zu solchen finanziellen Verpflichtungen fragwürdig. Die Kriterien des sogenannten "clean break" im Falle der Nichtfortführung der Beziehungen, wie sie in anderen Kontexten diskutiert wurden, erscheinen im Lichte der aktuellen Vorschläge nicht ausreichend beachtet. Die Schweiz hat sich über Jahrhunderte hinweg eine eigenständige Rechtstradition und eine demokratische Ordnung aufgebaut, die auf klaren Prinzipien beruht. Eine überhastete und unkritische Übernahme von EU-Recht, die die Souveränität der Schweiz in Frage stellt und die demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten der Bevölkerung einschränkt, ist abzulehnen. Die Vernehmlassung muss zu einer kritischen Überprüfung der bestehenden und geplanten Vereinbarungen mit der EU führen, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen und Grundsätze gewahrt bleiben. Es bedarf einer klaren Abgrenzung, wo die Zusammenarbeit zum gegenseitigen Nutzen dient, und wo die Eigenständigkeit und die rechtsstaatlichen Fundamente der Schweiz nicht kompromittiert werden dürfen. Ohne eine solche kritische Auseinandersetzung laufen wir Gefahr, die Errungenschaften unserer direkten Demokratie und unserer Rechtsstaatlichkeit aufs Spiel zu setzen.

Finanzieller Beitrag

Wir äussern hiermit unsere tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union. Die Transformation von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen und rechtlich bindenden Verpflichtung stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar und beraubt das Parlament seiner demokratischen Kontrollfunktion über substanzielle finanzielle Mittel. Was bisher eine politische Geste der Solidarität war, wird durch die neue Regelung faktisch zu einer Zwangsabgabe, was fundamental mit dem Prinzip der demokratischen Rechenschaftspflicht bricht. Die anfänglich kommunizierte Zahl von 350 Millionen Franken pro Jahr muss mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Es erscheint offensichtlich als ein Lockvogelangebot, dessen wahrer Zweck die Schaffung eines rechtsverbindlichen Mechanismus zur automatischen

Neuberechnung der Beiträge ist. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen, denen die Schweiz dann nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten finanziellen Lasten zu tragen, ohne dass dafür eine Gegenleistung in Form von verbesserten Marktzugängen oder dem Abbau von Handelshemmnissen garantiert wird. Wir werden zu einer Nettozahlerin degradiert, die erhebliche Summen abführt, aber kein Stimmrecht und keine Einflussnahme auf die Verwendung dieser Gelder hat. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese problematische Entwicklung. Es handelt sich hierbei um das gesetzgeberische Instrument, das die bisher freiwilligen und flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung überführt. Insbesondere die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionsbeiträge gemäss Art. 1 KoBG birgt die Gefahr einer massiven Ausweichung der Budgethoheit des Schweizer Parlaments. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Mittelverwendung, die auf den aktuellen Bedürfnissen und Prioritäten der Schweiz basiert, wird lediglich der Vollzug einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung zementiert. Dies steht im klaren Widerspruch zu unserem föderalistischen System und dem Grundsatz, dass das Parlament über die Verwendung der Steuergelder entscheidet. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine reine technische Formalität. Diese Verankerung in unserer Rechtsordnung signalisiert, dass diese regelmässigen und substanziellen Abgaben an die EU als ein fester und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies untergräbt die Fähigkeit des Parlaments, die finanzielle Unterstützung der EU regelmässig neu zu bewerten und gegebenenfalls anzupassen oder einzustellen. Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Bundesgesetzes über die Friedensförderung und die menschliche Sicherheit ist zudem irreführend und potenziell missbräuchlich. Hier wird die wohlklingende und gesellschaftlich breite Akzeptanz der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es besteht die Gefahr, dass der gute Ruf der Friedensförderung zur Verschleierung der eigentlichen Absicht genutzt wird, nämlich die Schaffung einer dauerhaften finanziellen Abhängigkeit von der EU. Wir sehen in diesen Entwicklungen eine erhebliche Gefahr für die wirtschaftliche Handlungsfreiheit und die politische Unabhängigkeit der Schweiz. Die Überführung von freiwilligen Beiträgen in eine rechtlich bindende Pflicht, die automatische Anhebung der Zahlungen und die damit verbundene Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit sind nicht mit den Prinzipien der Schweizer Demokratie und Souveränität vereinbar. Wir fordern daher eine kritische Überprüfung dieser Bestimmungen und eine klare Abgrenzung, die die Kontrolle über unsere eigenen Finanzen und die Hoheit des Parlaments schützt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus einer kritisch-skeptischen Perspektive zu beurteilen und bedürfen einer eingehenden Prüfung hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der

Schweiz. Es wird die dringende Notwendigkeit betont, dass der Bundesrat die potenziellen Nachteile und Risiken, die sich aus einer zu starken Anlehnung an EU-Recht ergeben, transparent darlegt und die Bevölkerung über die Konsequenzen umfassend informiert. Besorgniserregend ist insbesondere die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht und die Einbettung in die europäische Rechtsordnung die schweizerische Rechtsordnung sukzessive ausgehöhlt werden könnte. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SR 101) verankert ist. Die Souveränität liegt beim Volk und den Kantonen und darf nicht ohne Weiteres an externe Akteure abgetreten werden. Die in den Verhandlungsergebnissen angedeutete Übernahme von weitreichenden EU-Rechtsakten könnte de facto zu einer Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) führen. Dies würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben und die Möglichkeit einschränken, nationale Interessen im Einklang mit der schweizerischen Verfassung zu wahren. Das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die nationale Rechtshoheit sind zentrale Säulen unseres Rechtsstaates. Weiterhin ist die finanzielle Dimension der angestrebten Partnerschaft kritisch zu betrachten. Die Beteiligung an EU-Programmen oder die Übernahme von Verpflichtungen zur Finanzierung von EU-Initiativen birgt das Risiko einer untragbaren finanziellen Belastung für die schweizerischen Steuerzahler. Diese finanziellen Verpflichtungen müssen im Lichte der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der Schweiz und im Vergleich zu den konkreten Vorteilen bewertet werden. Artikel 41 Absatz 2 der Bundesverfassung verlangt, dass die wirtschaftliche Tätigkeit im Interesse des Gemeinwohls gefördert wird. Eine Finanzierungspraxis, die primär externen Interessen dient, könnte diesem Gebot zuwiderlaufen. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Finanzen primär dem Wohl der eigenen Bevölkerung dienen. Die Mechanismen der Streitbeilegung in einem künftigen Abkommen verdienen ebenfalls besondere Aufmerksamkeit. Wenn diese Mechanismen dazu führen, dass die Schweiz sich einem Schiedsgericht unterwerfen muss, das potenziell von EU-Richtern dominiert wird, oder wenn die Urteile des EuGH für die Schweiz bindend werden, dann ist dies eine gravierende Einschränkung unserer nationalen Autonomie. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung überträgt die Oberhoheit über die Gesetzgebung an die Bundesversammlung, die vom Volk und den Kantonen gewählt wird. Eine externe Instanz, die verbindliche Entscheidungen über schweizerisches Recht trifft, würde diese Gewaltenteilung und die demokratische Legitimation untergraben. Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind ebenfalls ein wesentlicher Punkt der Besorgnis. Die Personenfreizügigkeit, wie sie in der EU praktiziert wird, kann zu einem erheblichen Lohndruck und zu sozialen Verwerfungen führen, insbesondere in grenznahen Regionen und in bestimmten Sektoren. Artikel 111 der Bundesverfassung betont die Bedeutung des sozialen Ausgleichs. Die schweizerische Sozialgesetzgebung, die auf spezifischen nationalen Bedürfnissen und Wertvorstellungen basiert, könnte durch die Übernahme von EU-Richtlinien unter Druck geraten. Dies betrifft insbesondere die Regelungen zur Lohn- und Sozialpolitik sowie die Finanzierung der Sozialversicherungen. Es ist essenziell, dass die Schweiz die Hoheit über ihre Sozialwerke behält und diese an die eigenen Gegebenheiten anpassen kann. Darüber hinaus ist die Frage der Regulierungstätigkeit von zentraler Bedeutung. Die Übernahme von EU-Regulierungen, auch in Bereichen, die bisher von der Schweiz eigenständig gestaltet wurden, kann die Innovationskraft und die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft beeinträchtigen. Der Grundsatz der Verhältnismässigkeit, der in der

schweizerischen Rechtsordnung eine hohe Bedeutung hat, muss bei der Übernahme von Rechtsnormen stets gewahrt bleiben. Artikel 5 der Bundesverfassung verlangt, dass die staatlichen Organe verhältnismässig handeln. Eine undifferenzierte Übernahme von EU-Recht könnte gegen dieses Prinzip verstossen, da die spezifischen schweizerischen Verhältnisse nicht immer berücksichtigt werden. Abschliessend muss betont werden, dass die Verhandlungsergebnisse kritisch und mit einer gesunden Skepsis zu prüfen sind. Eine vorschnelle Übernahme von Regelungen, die die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche und soziale Stabilität gefährden könnten, ist abzulehnen. Es bedarf einer breiten gesellschaftlichen Debatte und einer sorgfältigen Abwägung aller Vor- und Nachteile, bevor der Schweiz irreversible Verpflichtungen eingegangen werden. Die schweizerische Bevölkerung hat ein Recht auf Transparenz und auf Mitsprache bei Entscheidungen, die die Zukunft unseres Landes massgeblich beeinflussen. Die Integrität unserer nationalen Rechtsordnung und die Wahrung unserer bewährten Prinzipien müssen oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus mehreren fundamentalen Gründen kritisch zu hinterfragen. Eine unvoreingenommene Analyse offenbart gravierende Defizite und potentielle Risiken, welche die Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz massiv beeinträchtigen könnten. Es besteht die dringende Notwendigkeit, diese Bedenken umfassend zu adressieren, bevor jegliche weiteren Schritte in Richtung einer Annahme dieses Pakets unternommen werden. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) verankert zwar die Möglichkeit, völkerrechtliche Verträge abzuschliessen, jedoch impliziert dies stets die Wahrung der nationalen Souveränität und der verfassungsmässigen Ordnung. Das vorliegende Paket droht, diese Grundprinzipien auszuhebeln. Durch die dynamische Übernahme von EU-Recht, wie sie in anderen Abkommen bereits Realität geworden ist, wird die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU, dessen Gesetzgebung fortlaufend von Brüssel diktiert wird. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben von Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Ausübung der Volksrechte (Volksrechtegesetz, R.G.) , der die Souveränität des Schweizer Volkes betont. Die vorgesehene Rolle der Schweiz beschränkt sich somit auf die Implementierung bestehender und zukünftiger EU-Richtlinien und Verordnungen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter im Gesetzgebungsprozess ein Mitspracherecht haben. Dies ist eine unannehmbare Aushöhlung der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems. Die Entscheidungsfindung würde von Bern nach Brüssel verlagert, was die demokratische Legitimation der Schweizer Gesetzgebung nachhaltig schwächen würde. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen des Pakets mit grösster Skepsis zu betrachten. Die versprochenen Vorteile des stabilen und ungehinderten Zugangs zum EU-Binnenmarkt werden voraussichtlich durch erhebliche Nachteile aufgewogen. Die geforderte Übernahme des EU-Acquis im Bereich der Landwirtschaft, des Lebensmittelrechts und des technischen Rechts birgt die Gefahr, dass Schweizer Produzenten mit Wettbewerbern konfrontiert werden, die unter anderen Rahmenbedingungen produzieren. Dies kann zu Dumpingpreisen und einer Schwächung

heimischer Industrien führen. Artikel 31 des Obligationenrechts (OR), der den freien Handel und die Wettbewerbsfreiheit innerhalb der Schweiz gewährleistet, kann nicht einfach analog auf ein Verhältnis mit der EU übertragen werden, wenn die Spielregeln einseitig von der EU bestimmt werden. Es ist fraglich, ob die vermeintlichen Vorteile des Marktzugangs die drohenden strukturellen Nachteile für die Schweizer Wirtschaft, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), kompensieren können. Die Kosten für die Anpassung an EU-Standards könnten prohibitiv hoch sein, und der Verlust an Autonomie in der Regulierung könnte die Innovationskraft und Flexibilität der Schweizer Wirtschaft untergraben. Ein weiteres erhebliches Bedenkenfeld bildet die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die automatische Übernahme seiner Rechtsprechung in die schweizerische Rechtsordnung, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, stellt eine klare Verletzung von Artikel 1 des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuche (EGZGB) dar, wonach das schweizerische Recht die primäre Rechtsgrundlage ist. Die Gerichtsbarkeit über Streitigkeiten, die die Umsetzung des Abkommens betreffen, würde de facto an ein fremdes Gericht übertragen. Dies entzieht dem Schweizer Volk und seinen Institutionen die letztendliche Entscheidungsgewalt in eigenen Angelegenheiten. Die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte wäre untergraben, wenn sie sich an Vorgaben des EuGH halten müssten, ohne diese kritisch prüfen zu können. Die Legitimation der Rechtsanwendung würde durch die Einbeziehung einer externen Instanz geschwächt, deren Interessen nicht zwangsläufig mit jenen der Schweiz übereinstimmen. Die finanzielle Komponente des Pakets, einschliesslich der erwarteten Beiträge an die EU-Kohäsionspolitik, ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz würde erhebliche Summen an einen Verband abführen, dessen Ausgabenpolitik sie nicht beeinflussen kann und dessen Prioritäten sich von den eigenen unterscheiden mögen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Sparsamkeit und der zweckmässigen Verwendung öffentlicher Gelder, wie sie in Artikel 95 der Bundesverfassung (BV) für die Haushaltsführung verankert sind. Die vorgeschlagenen finanziellen Verpflichtungen erscheinen unverhältnismässig und könnten die schweizerische Haushaltsdisziplin gefährden, ohne dass ein klarer und nachvollziehbarer Nutzen für die Schweiz ersichtlich ist. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket Schweiz-EU eine Reihe von schwerwiegenden Problemen aufwirft, die eine sorgfältige und kritische Auseinandersetzung erfordern. Die drohende Aushöhlung der nationalen Souveränität und der direkten Demokratie, die unsicheren wirtschaftlichen Folgen, die unzulässige Einmischung fremder Gerichtsbarkeit und die fragwürdigen finanziellen Verpflichtungen stellen massive Risiken für die Schweiz dar. Bevor eine Entscheidung über dieses Paket getroffen wird, müssen diese Bedenken umfassend und zufriedenstellend geklärt werden, um die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz wirksam zu schützen. Eine blinde Übernahme von EU-Standards und -Regeln unter dem Deckmantel der Kooperation ist keine nachhaltige Politik für ein souveränes Land. Es bedarf klarer und rechtsverbindlicher Garantien, die die Eigenständigkeit der Schweiz und die direkten Rechte ihrer Bürger wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, wirft aus Sicht des Schweizer

Souveränitätsprinzips und der Wahrung unserer nationalen Interessen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf. Eine unkritische Annäherung an die EU birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Errungenschaften und unserer rechtsstaatlichen Eigenständigkeit. Es ist äusserst fraglich, ob die angestrebte Stabilisierung tatsächlich zu einer Stärkung unserer bilateralen Beziehungen führt oder ob sie nicht vielmehr im Sinne einer bedingungslosen Unterwerfung unter EU-Recht interpretiert werden kann. Insbesondere die Übernahme von potenziell nicht abschliessend definierten oder sich ständig ändernden EU-Rechtsakten, ohne dass eine klare und transparente Rückkopplungsmöglichkeit für die Schweiz besteht, ist äusserst problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert sind. Die Möglichkeit des Volkes, direkt über wichtige politische Entscheidungen zu befinden, darf nicht durch indirekte Übernahme von Rechtsnormen, deren Entstehungsprozess wir nicht massgeblich beeinflussen können, ausgehebelt werden. Die Gefahr der indirekten Rechtsübernahme ist umso grösser, als dass die Europäische Kommission und der Europäische Gerichtshof de facto als Normsetzer und Rechtsprechungsorgane für die Mitgliedstaaten fungieren. Die Schweiz würde sich durch eine solche Regelung potenziell der Judikatur des Europäischen Gerichtshofs unterwerfen, ohne jedoch die Möglichkeit zu haben, Einfluss auf dessen Zusammensetzung oder Entscheidungsfindung zu nehmen. Dies steht im krassen Gegensatz zu Artikel 164 der Bundesverfassung (BV), welcher die oberste Gewalt des Bundes bei den Eidgenössischen Räten und dem Volk und den Ständen ansiedelt. Eine Übernahme von EU-Recht, die die Anwendung und Auslegung durch Gerichte ausserhalb unserer nationalen Gerichtsbarkeit bedingt, stellt eine gravierende Erosion dieser verfassungsrechtlichen Grundsätze dar. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung kritisch zu hinterfragen. Die angepriesene Stabilisierung des Marktzugangs darf nicht dazu führen, dass Schweizer Unternehmen unnötigen und kostspieligen Regulierungen ausgesetzt werden, die primär den Interessen der EU-Mitgliedstaaten dienen. Die Prinzipien des freien Marktzugangs dürfen nicht als Freipass für die EU interpretiert werden, ihre wirtschaftlichen Vorstellungen und Regulierungsstandards über die Schweizer Grenzen zu exportieren. Artikel 27 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Eine Übernahme von EU-Regulierungen, die diese Freiheit einschränkt, muss daher äusserst kritisch geprüft werden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zum "Zahlmeister" für die komplexen und oft bürokratischen Strukturen der EU wird, ohne dass eine echte, auf Gegenseitigkeit beruhende Partnerschaft entsteht. Die sogenannte "Institutionelle Frage" bleibt zudem ein ungelöster Kernpunkt. Eine klare und verbindliche Regelung, die die Souveränität der Schweiz auch in Zukunft gewährleistet, fehlt bisher. Ohne eine solche Klärung, die nicht nur auf dem Papier existiert, sondern auch gelebt wird, besteht die Gefahr, dass die Schweiz in ein Abhängigkeitsverhältnis gerät, das ihre Handlungsfähigkeit und Entscheidungsfreiheit massiv einschränkt. Die in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankerten Prinzipien der Gewaltentrennung und der rechtsstaatlichen Ordnung dürfen nicht durch übergeordnete rechtliche Instanzen der EU tangiert werden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die rechtsstaatliche Kontrolle durch unsere eigenen Institutionen sind unverzichtbare Pfeiler unseres Staates. Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage scheint die tiefgreifenden nationalen Interessen der Schweiz nicht ausreichend zu berücksichtigen. Statt einer echten Stabilisierung droht eine schleichende Integration, die unsere Souveränität untergräbt und unsere rechtsstaatliche Unabhängigkeit gefährdet. Eine kritische und abwägende Haltung ist

daher nicht nur angebracht, sondern zwingend erforderlich, um die Zukunftsfähigkeit und den Wohlstand der Schweiz zu gewährleisten. Es ist unabdingbar, dass jede Weiterentwicklung unserer Beziehungen zur EU im Lichte unserer verfassungsmässigen Ordnung und unter Wahrung unserer nationalen Interessen sorgfältig geprüft wird. Eine einfache Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Prüfung und Gegenwartsanpassung ist keine Option.

Freundliche Grüsse
Beatrice Hägi-Ott

Antwort zur Vernehmlassungsvorlage

Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Absenderin oder Absender:

Marcel Müller, Obsthaldenstrasse 47, 8046 Zürich

Datum der Stellungnahme:

28.09.2025

Kontaktperson bei Fragen

Marcel Müller (abcswiss@outlook.com)

Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar wird die Notwendigkeit einer geordneten und stabilen Beziehung zur Europäischen Union anerkannt, doch die konkreten Ausgestaltungsvorschläge erscheinen unzureichend, um die Souveränität und die schweizerischen Kerninteressen zu wahren. Insbesondere die drohende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene schweizerische Mitgestaltungsmöglichkeit verstösst fundamental gegen das Prinzip der demokratischen Legitimation und der direkten Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist.

Die Befürchtung, dass durch die angestrebte 'Stabilisierung' die Schweiz de facto in eine abhängige Position gerät, ist nicht von der Hand zu weisen. Die Erfahrungen mit bestehenden Abkommen zeigen, dass die EU oft auf der Anwendung ihres Primärrechts und ihrer Rechtsprechung beharrt, was die Handlungsfreiheit des schweizerischen Gesetzgebers massiv einschränkt. Artikel 6 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Berücksichtigung von Völkerrecht und internationalem Recht vorsieht, darf nicht als Freipass zur blinden Übernahme externer Regelwerke missverstanden werden. Es muss stets gewährleistet sein, dass die Schweiz über ihre Gesetzgebung und ihre Rechtsordnung selbst bestimmt.

Die pauschale Übernahme von EU-Recht, auch in Bereichen, die für die schweizerische Identität und das wirtschaftliche Gefüge von zentraler Bedeutung sind, wie beispielsweise im Landwirtschafts- oder im Finanzsektor, birgt unkalkulierbare Risiken. Es mangelt an einer klaren Darstellung, wie die Schweiz in Zukunft Einfluss auf die Entwicklung dieser Rechtsbereiche nehmen kann, wenn sie lediglich als Adressatin von EU-Entscheidungen fungiert. Dies widerspricht dem Gebot der rechtsstaatlichen Ausgestaltung und der Gewaltenteilung, welche die schweizerische Verfassungsordnung kennzeichnen.

Darüber hinaus ist die potenzielle finanzielle Belastung der Schweiz durch die Übernahme von EU-Regelungen und die damit verbundenen Kosten für deren Umsetzung und

Einhaltung noch nicht ausreichend geklärt. Eine detaillierte Kosten-Nutzen-Analyse, die auch die langfristigen Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit und die Arbeitsplätze in der Schweiz berücksichtigt, ist unerlässlich, bevor weitere Verpflichtungen eingegangen werden. Die pauschale Behauptung einer 'Win-Win-Situation' erscheint angesichts der asymmetrischen Machtverhältnisse und der vorliegenden Unsicherheiten zu optimistisch und nicht durch solide Argumente gestützt. Die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie dürfen nicht geopfert werden, um illusorische Vorteile zu erzielen.

Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen?

Kritisch: Die ausgehandelten Abkommen führen zu einer ungleichen Verteilung der Mitgestaltungsmöglichkeiten und gefährden die schweizerische Souveränität.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Umsetzungsvorschläge sind unzureichend begründet und belasten die Schweiz finanziell und institutionell übermässig.

Allgemeine Bemerkungen:

Eine umfassende Neuverhandlung mit klarer Betonung der schweizerischen Eigenständigkeit und direkten Demokratie wäre notwendig.

Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Vertragswerk löst nicht nur bestehende Herausforderungen, sondern eröffnet neue und schwerwiegende Probleme. Anstatt Klarheit und Stabilität zu schaffen, droht es, zusätzliche Abhängigkeiten und Konfliktfelder hervorzurufen, die unsere demokratische Handlungsfreiheit einschränken würden.

Besonders problematisch ist die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Wenn dieser in zentralen Bereichen als Auslegungs- und Entscheidungsinstanz fungiert, werden schweizerische Rechtsgrundsätze und die nationale Rechtsprechung de facto untergeordnet. Dies betrifft die Grundpfeiler unserer Demokratie und Souveränität in fundamentaler Weise.

Angesichts dieser weitreichenden Konsequenzen kann eine Beurteilung nicht allein durch Bundesrat und Parlament erfolgen. Eine so einschneidende Neuausrichtung der Beziehungen zur EU muss zwingend mit dem höchsten direktdemokratischen Mittel entschieden werden – durch ein Volks- und Ständemehr. Damit würde auch dem Anliegen Rechnung getragen, wie es die sogenannte „Kompass-Initiative“ fordert: dass Fragen von dieser Tragweite dem Volk in seiner Gesamtheit vorgelegt werden.

Das Paket ist in der vorliegenden Form abzulehnen. Die Risiken überwiegen die möglichen Chancen deutlich.

Dr. Silvan Frik, EMBA HSG et MBA IKF
Hochwachtstrasse 38
6312 Steinhausen
silvan@frik.ch

An den
Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft
Bundeshaus
3003 Bern

Steinhausen, 29. September 2025

Vernehmlassung zum Paket Schweiz-EU gemäss Medienmitteilung vom 13. Juni 2025

Geschätzte Frau Bundespräsidentin
Sehr geehrte Damen und Herren Bundesräte

Als promovierter Politikwissenschaftler, Staats- und Völkerrechtler, zahlreichen Weiterbildungen und mehr als 20 Jahren Führungserfahrung im Management in verschiedenen Branchen, auch international, erlaube ich mir eine fundierte Stellungnahme und somit Teilnahme an der Vernehmlassung zum Vertragspaket Schweiz-EU.

Leider kann ich über Ihre Vorlage und vor allem die offensichtlichen Nachteile und Risiken fast nur staunen. Alle auch noch so kritischen Punkte werden in einer Art und Weise dargelegt, als ob es fast nur Vorteile für die Schweiz und Ihre gesamte Bevölkerung hätte und quasi alternativlos wäre. Das ist nicht korrekt und irreführend. Nur schon vor diesem Hintergrund beurteile ich das Paket Schweiz–EU äusserst kritisch. Es schwächt die Souveränität, die direkte Demokratie und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Gleichzeitig untergräbt es einen der grössten Wettbewerbsvorteile unseres Landes: **schlanke Entscheidungswege, (noch!) weniger Bürokratie und hohe Anpassungsfähigkeit**.

Gesamtbeurteilung

Drei übergeordnete, entscheidende Probleme ziehen sich durch das gesamte Paket:

1. **Dynamische Rechtsübernahme:** EU-Recht würde in zentralen Bereichen automatisch übernommen (EDA, 2025). Damit verliert das Parlament seine Gestaltungsfreiheit, und Volksrechte werden geschwächt (Art. 34 BV). Schengen/Dublin hat gezeigt, wie optimistische Prognosen zu Kosten oder Migration systematisch verfehlt wurden. Das EU-Asylrecht ist ein anderes schlimmes Beispiel, wohin dynamische Rechtsprechung führt. Die Nationalstaaten haben in diesem zentralen Bereich ihre Souveränität verloren. Das ist auch der Ausgangspunkt für die aktuellen populistischen Bewegungen.

2. **Einfluss fremder Gerichte:** Streitigkeiten würden am Ende vom EuGH entschieden. Schweizer Gerichte verlören Eigenständigkeit (Art. 190 BV). Dies untergräbt unsere

Rechtssicherheit und schafft zusätzlichen administrativen Aufwand: Jedes Urteil müsste geprüft und in Schweizer Recht und Verwaltungspraxis umgesetzt werden. Und sollte die Schweiz das nicht wollen, drohen bereits Vergeltungsmassnahmen.

3. **Finanzielle und administrative Dauerlast:** Die Umsetzung erfordert Anpassungen von über 30 Gesetzen sowie neue Behördenzuständigkeiten (EDA 2025). Damit entsteht eine ständige Bürokratieschlaufe: Recht muss nachgeführt, Meldungen an Brüssel erstellt und Kontrollen durchgeführt werden – ohne erkennbaren Nutzen für die Schweiz, im Gegenteil: Die noch schlankeren Entscheidungswege und Strukturen würden weiter gegen unten nivelliert.

Zum Stromabkommen: Das Stromabkommen schwächt die Energiesouveränität

- Souveränitätsverlust: Integration in ACER und ENTSO-E führt dazu, dass ElCom EU-Vorgaben vollzieht, statt nationale Interessen zu wahren. Dies in einem zunehmend wichtigen und kritischen Bereich.
- Neue Administration: Ständige Berichte und Zertifizierungen binden Ressourcen, die besser in Versorgungssicherheit oder Netzausbau investiert wären.
- Abhängigkeit: Strompreise würden durch EU-Marktmechanismen stärker schwanken, während unsere Wasserkraft durch EU-Beihilferegeln unter Druck gerät.

Quellen: EDA, Erläuternder Bericht Strom 2025; BKW-Stellungnahme 2025.

Zur Personenfreizügigkeit: Das FZA hat bereits massive Nebenwirkungen entfaltet

- Zuwanderung: Prognosen lagen schon in der Vergangenheit unverantwortlich weit daneben (8’000 prognostiziert, 60’000 effektiv; BFS 2024).
- Direkte Demokratie: Art. 121a BV konnte nicht umgesetzt werden.
- Bürokratie: Das EU-IMI-System zur Anerkennung von Berufsabschlüssen zwingt Verwaltung und Unternehmen in aufwendige Verfahren. Schweizer Qualitätsstandards verlieren an Gewicht – besonders im Gesundheits- und Bildungswesen.

Quellen: BFS 2024; SECO FZA-Bericht 2023.

Beihilfen: Das Subventionsabkommen unterstellt die Schweiz dem EU-Beihilfenrecht

- Ordnungspolitischer Bruch: EU-Beihilfenrecht erlaubt tiefere Eingriffe, bis hin zur Rückforderung von Förderungen. Nebenbei: Was passiert mit der Staatsgarantie für Kantonalbanken?
- Bürokratie: Kantone und Gemeinden müssten Förderentscheide künftig melden und genehmigen lassen – ein zentralistischer Mechanismus, der lokale Handlungsspielräume blockiert.
- Föderalismusverlust: Regionale Förderungen, etwa für KMU oder Energieprojekte, könnten als „unzulässig“ gekippt werden.

Quellen: EDA 2025; SECO 2024; KdK 2025.

Luftverkehr: Das Luftverkehrsabkommen verschiebt Verantwortung nach Brüssel

- Regulierungsverlust: BAZL müsste EU-Luftrecht übernehmen, selbst wenn es nicht auf Schweizer Realitäten passt.
- Mehr Administration: Zusätzliche Berichts- und Zertifizierungspflichten erhöhen Kosten für Flughäfen und Airlines.
- Wettbewerbsdruck: Schweizer Airlines geraten noch stärker unter Preisdruck, ohne Einfluss auf die EU-Regeln.

Quellen: EDA 2025; Aerosuisse 2024.

Finanzielle Beiträge: Die Kohäsionszahlungen würden von freiwilligen Beiträgen zu verpflichtenden Abgaben

- Budgethoheit geschwächt: Parlament verliert zentrale Steuerungsfunktion (Art. 167 BV).
- Kostensteigerung: Vertragliche Nachführungsmechanismen öffnen Tür für stetig höhere Forderungen.
- Neue Verwaltung: Permanente Berechnung, Kontrolle und Rapportierung schaffen Strukturen, die Ressourcen binden und keinen Mehrwert erzeugen.

Quellen: EDA 2025; NZZ 2025.

Lebensmittelsicherheit: Das Abkommen belastet die Schweiz mehrfach

- Rechtsübernahme: Laufende EU-Verordnungen (z. B. Tierwohl, Deklaration) würden übernommen – unabhängig von Volksentscheiden.
- Demokratieschwächung: Initiativen wie das Gentech-Moratorium könnten durch EU-Recht unterlaufen werden.
- Mehr Bürokratie: Vor allem KMU müssten umfangreiche Nachweise und Zertifikate liefern, ohne dass dies unsere ohnehin hohen Standards verbessert.

Quellen: EDA 2025; SBV 2024.

Grundsatzrecherchen: Datenpunkte Schweiz – EU

Zur Beurteilung der grundsätzlichen Frage, ob eine engere institutionelle Anbindung an die EU wirtschaftlich im Interesse der Schweiz liegt, ziehe ich zwölf aktuelle Vergleichszahlen (2025) heran. Alle Kennzahlen zeigen: Die Schweiz steht wesentlich besser da als die EU.

1. **BIP pro Kopf**
   Schweiz: 104’896 USD | EU: 44’220 USD
   Quelle: IMF World Economic Outlook, April 2025.

2. **Arbeitslosenquote**
   Schweiz: 2.8 % | EU: 5.9 %
   Quelle: Eurostat, Mai 2025.

3. **Inflationsrate**
   Schweiz: 2.0 % | EU: 2.4 %
   Quelle: Eurostat, Juli 2025.

4. **Staatsverschuldung (% BIP)**
   Schweiz: 37.2 % | EU: 88.0 %
   Quelle: Trading Economics / Eurostat, 2025.

5. **Global Innovation Index**
   Schweiz: Rang 1 | EU-Durchschnitt: Rang 9
   Quelle: WIPO, Global Innovation Index 2025.

6. **Korruptionswahrnehmung (CPI)**
   Schweiz: 82 Punkte, Rang 6 | EU-Durchschnitt: 66 Punkte
   Quelle: Transparency International, 2025.

7. **Produktivität pro Arbeitsstunde**
   Schweiz: ~80 % über EU-Schnitt
   Quelle: OECD Productivity Statistics, 2025.

8. **Human Development Index (HDI)**
   Schweiz: Rang 2 weltweit | EU-Durchschnitt: Rang 15
   Quelle: UNDP Human Development Report, 2025.

9. **Bildungsausgaben pro Schüler**
   Schweiz: höher als EU-Schnitt (OECD-Durchschnitt: 11’000 USD, Schweiz: ~18’000 USD)
   Quelle: OECD Education at a Glance, 2025.

10. **Gesundheitsausgaben pro Kopf**
    Schweiz: ~10’500 USD | EU-Durchschnitt: ~4’200 USD
    Quelle: OECD Health Statistics, 2025.

11. **Steuerquote (Steuern in % des BIP)**
    Schweiz: ~28 % | EU: ~40 %
    Quelle: OECD Revenue Statistics, 2025.

12. **Bürokratieaufwand**
    Schweiz: schlankere Verwaltung, tiefere Regulierungskosten pro Unternehmen | EU: höhere Compliance-Kosten (insb. DSGVO, EU-Beihilferecht).
    Quelle: OECD Regulatory Policy Outlook, 2025.

Folgerung: Wenn die Schweiz in allen wesentlichen Kennzahlen deutlich besser abschneidet, ist es ökonomisch unlogisch, eine institutionelle Unterordnung unter die EU zu akzeptieren. Einem schwächeren Partner folgt man nicht blind – ausser, man will bewusst die eigenen Stärken preisgeben.

Fazit

Geschätzte Damen und Herren Bundesräte, hier wurde nicht aus einer Position der Stärke verhandelt und die grossen Wettbewerbsvorteile der Schweiz würden preisgegeben. Dass die europhile Verwaltung Freude an zusätzlichen Aufgaben und Regulierungen hätte, kann noch nachvollzogen werden, doch für die Schweiz als Staat, die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung und vor allem dem Rückgrat der Schweizer Wirtschaft, den 99% KMUs, entstehen aus diesen Abkommen unverantwortliche Nachteile. Aus diesen Gründen muss diese Vorlage zurückgewiesen werden.

Eine Kopie dieses Schreibens schicke ich an: vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Freundliche Grüsse

Dr. Silvan Frik

Beatrice Hägi-Ott
Hübscheren 1
8932 Mettmenstetten
trix.haegi@icloud.com
044 764 14 18

Abteilung Europa
Bundeshaus Ost
3003 Bern
Schweiz

Mettmenstetten, 30.09.2025

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Nachfolgend finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in Form einer «Stabilisierung der Beziehungen», würde zwangsläufig zu einer Erosion unserer nationalen Autonomie führen und die Prinzipien unseres Rechtsstaates gefährden. Insbesondere die im Vernehmlassungsentwurf angedeutete Übernahme von EU-Recht missachtet die Grundpfeiler unserer Verfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 18. März 2016 über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert unmissverständlich die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Jede Form der institutionellen Bindung, die eine direkte oder indirekte Übernahme von Rechtsakten der EU zur Folge hätte, stünde im Widerspruch zu diesem fundamentalen Prinzip. Die vorgeschlagene «Stabilisierung» könnte leicht zu einem schleichenden Prozess werden, in dem die Schweiz gezwungen wäre, EU-Regulierungen zu übernehmen, ohne dabei noch die Freiheit zu besitzen, diese an unsere spezifischen Bedürfnisse und unsere Rechtsordnung anzupassen. Dies würde nicht nur unsere legislative Unabhängigkeit untergraben, sondern auch das Vetorecht des Souveräns, wie es in unserer direkten Demokratie verankert ist, de facto aushebeln. Der Bundesbeschluss vom 25. September 1978 über die Genehmigung des Abkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über den Warenverkehr (SR 0.747.311.1) sowie die darauffolgenden bilateralen Abkommen waren bereits bedeutende Schritte in Richtung einer engeren Kooperation. Diese Abkommen wurden jedoch stets unter dem Primat der schweizerischen Rechtsordnung und mit klaren

Ausnahmeregelungen geschlossen, um unsere Souveränität zu wahren. Die nun angestrebte «Stabilisierung» scheint jedoch eine weitergehende Integration vorzusehen, die diese sorgfältig ausgehandelten Grenzen überschreitet. Betrachten wir die Rolle des Bundesrates und des Parlaments gemäss der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. Dezember 1999 (BV; SR 101). Artikel 166 BV weist dem Bundesrat die Aufgabe zu, die Politik des Bundes zu gestalten und seine Politik dem Parlament vorzulegen. Artikel 167 BV regelt die Gesetzgebungskompetenz, die klar bei den eidgenössischen Räten liegt. Eine Übernahme von EU-Recht, ohne dass diese Materie im nationalen Gesetzgebungsverfahren einer umfassenden Prüfung und Genehmigung unterzogen wird, würde diese Kompetenzverteilung aufheben. Dies wäre nicht nur eine Verletzung der nationalen Verfassung, sondern auch ein Affront gegenüber der demokratischen Legitimation von Bundesrat und Parlament. Des Weiteren stellt sich die Frage der direkten Demokratie. Das obligatorische Referendum nach Artikel 139 BV und das fakultative Referendum nach Artikel 138 BV sind zentrale Elemente unseres politischen Systems, die es dem Volk ermöglichen, über wichtige Gesetzesvorlagen und völkerrechtliche Verträge zu entscheiden. Wenn die Schweiz EU-Recht in einer Weise übernehmen müsste, die keinen Raum für eine nationale Volksabstimmung lässt, wäre die direkte Demokratie ausgehöhlt. Die Befürchtung ist gross, dass eine solche «Stabilisierung» dazu führen könnte, dass der Schweizer Stimmbürger zunehmend zu einem Zuschauer degradiert wird, während entscheidende Weichenstellungen von Brüssel aus getroffen werden. Artikel 2 BV betont die Pflicht der Eidgenossenschaft, die Interessen des Landes zu wahren, die Wohlfahrt des Volkes zu fördern und die Umwelt zu schützen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht könnte diesen Verpflichtungen zuwiderlaufen, da die Prioritäten und Interessen der EU nicht zwangsläufig mit denen der Schweiz übereinstimmen. Insbesondere in Bereichen wie der Landwirtschaft, der Umweltpolitik oder der Regulierung von Finanzmärkten könnten spezifisch schweizerische Bedürfnisse und bewährte Regelungen durch europäische Vorgaben ersetzt werden, die für unsere Situation möglicherweise nicht optimal oder gar schädlich sind. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit von Entscheidungsprozessen sind weitere kritische Punkte. Die EU ist ein komplexes Gebilde, und ihre Gesetzgebungsprozesse sind oft schwer zu durchschauen. Eine engere Bindung würde bedeuten, dass die Schweiz in diese Komplexität tiefer eintaucht, ohne jedoch die Möglichkeit zu haben, die Prozesse massgeblich zu beeinflussen. Die Folgen wären eine geringere öffentliche Kontrolle und ein erhöhtes Risiko, dass Entscheidungen getroffen werden, deren Implikationen für die Schweiz nicht vollständig verstanden oder hinterfragt werden. Abschliessend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene «Stabilisierung der Beziehungen zur EU» unter dem Deckmantel einer Harmonisierung und Vereinfachung einen erheblichen und potenziell irreversiblen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die Grundsätze der direkten Demokratie darstellt. Es besteht die dringende Gefahr, dass die Schweiz durch eine solche Entwicklung ihre einzigartige politische Identität verliert und zu einem Anhängsel der EU wird, anstatt ihre Interessen als unabhängiger und selbstbestimmter Staat weiterhin wirksam vertreten zu können. Eine solche Entwicklung wäre aus rechtsstaatlicher und demokratischer Sicht zutiefst problematisch und bedarf einer entschieden kritischen Prüfung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die eine fundierte Skepsis rechtfertigen und die Ablehnung des vorgeschlagenen Rahmenabkommens nahelegen. Die von der EU diktierten Konditionen und die damit verbundenen potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und das Rechtssystem sind derart substanziell, dass eine kritische Analyse unerlässlich ist. Die vorgeschlagene Regelung untergräbt grundlegende Prinzipien unseres Rechtsstaates. Insbesondere Artikel 7 des EU-Beitrittsgesetzes, welcher die Übernahme von EU-Recht vorsieht, wird im vorliegenden Paket in einer Weise umgesetzt, die eine faktische Unterwerfung unter die europäische Gerichtsbarkeit bedeuten würde. Die automatische Übernahme des EU-Rechts, ohne die Möglichkeit einer schweizerischen Überprüfung und Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und Verfassungsprinzipien, widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben der Bundesverfassung. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch eine solche Regelung massiv gefährdet. Die direkte Anwendbarkeit von EU-Recht und die Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würden bedeuten, dass Entscheidungen eines externen Gerichts direkte und bindende Wirkung in der Schweiz entfalten, ohne dass diese dem schweizerischen Rechtsetzungsverfahren unterliegen oder gar vom schweizerischen Parlament revidiert werden könnten. Dies stellt eine unzumutbare Einschränkung der nationalen Gesetzgebungsgewalt dar. Darüber hinaus ist die Interpretation und Anwendung des Diskriminierungsverbots gemäss Artikel 4 des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit im vorliegenden Paket äusserst problematisch. Die Forderung der EU nach einer gleichmässigen Anwendung des EU-Rechts in Bezug auf die Personenfreizügigkeit läuft Gefahr, die schweizerischen Lohnschutzmassnahmen und die flankierenden Bestimmungen, welche gerade den Schutz der Schweizer Arbeitnehmenden und die Aufrechterhaltung der schweizerischen Lohnstruktur bezwecken, zu schleifen. Die in Artikel 11 des Arbeitsgesetzes verankerten Schutzmechanismen könnten durch die überbordenden Interpretationen des EuGH unter Druck geraten. Die Schweiz hat ein legitimes Interesse daran, ihre Lohnstandards und die Arbeitsbedingungen ihrer Bevölkerung zu schützen. Eine Einschränkung dieser Möglichkeit im Namen der Personenfreizügigkeit wäre eine massive Benachteiligung der schweizerischen Arbeitnehmerschaft und würde das soziale Gefüge unseres Landes gefährden. Die Sorge um die mittel- und langfristigen finanziellen Verpflichtungen der Schweiz im Rahmen dieses Pakets ist ebenfalls erheblich. Die wiederkehrenden Zahlungen an die EU, die über die bisherigen bilateralen Beiträge hinausgehen dürften, stellen eine zusätzliche Belastung für den schweizerischen Haushalt dar. Ohne eine klare Transparenz bezüglich der genauen Modalitäten und der Umfang dieser finanziellen Verpflichtungen besteht die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer fiskalischen Autonomie. Artikel 127 der Bundesverfassung, welcher die finanzielle Verantwortung des Bundes regelt, könnte durch unkontrollierbare und intransparente Zahlungen unterminiert werden. Die angebliche "Dynamisierung" des Rechts und die daraus resultierende ständige Anpassung an EU-Recht ist eine weitere Quelle tiefer Besorgnis. Dies impliziert eine permanente und unablässige Überwachung der europäischen Gesetzgebung und eine sofortige Übernahme, ohne die Möglichkeit, kritisch zu prüfen, ob diese Anpassungen im Interesse der Schweiz sind. Der Prozess der Meinungsbildung und der nationalen Konsensfindung, der für jede Gesetzgebung unerlässlich ist, würde hierbei

ausgehebelt. Die Kontinuität und die Berechenbarkeit unseres Rechtsrahmens, welche für die wirtschaftliche Stabilität und die Rechtssicherheit von fundamentaler Bedeutung sind, könnten auf diese Weise massiv beeinträchtigt werden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorgeschlagene Paket mit der EU eine Reihe von gravierenden Risiken birgt, die die schweizerische Souveränität, die Rechtssicherheit und die soziale Stabilität unseres Landes gefährden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die potenziellen Einschränkungen bei Lohnschutzmassnahmen und die unklaren finanziellen Verpflichtungen sind Punkte, die einer kritischen und ablehnenden Haltung Vorschub leisten. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur Selbstbestimmung wahrt und sich nicht einer externen Rechtsprechung und Gesetzgebung unterwirft, die nicht im Einklang mit unseren eigenen nationalen Interessen steht. Eine sorgfältige Abwägung der Nachteile, die sich aus diesem Paket ergeben, lässt nur den Schluss zu, dass die Nachteile die potenziellen Vorteile bei weitem überwiegen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Auswirkungen der vorgeschlagenen Massnahmen auf die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz auf. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen Nachteile und Risiken, die mit einer engeren Anbindung an die Europäische Union einhergehen, kritisch zu beleuchten und die schweizerische Rechtsordnung sowie unsere verfassungsmässigen Grundsätze zu schützen. Insbesondere die Bestrebungen zur Harmonisierung schweizerischer Gesetzgebung mit dem EU-Recht bergen erhebliche Gefahren. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von indirekter Übernahme oder durch Verweis auf EU-Richtlinien und -Verordnungen, untergräbt die legislativ-parlamentarische Hoheit des Schweizerischen Bundesstaates. Artikel 163 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungskompetenz des Bundes umschreibt, und Artikel 173, der die Aufgaben und Befugnisse des Bundesrates darlegt, könnten in ihrer Substanz ausgehöhlt werden, wenn die Schweiz gezwungen wäre, EU-Recht ohne ausreichende eigene Gestaltungsspielräume zu übernehmen. Dies würde die demokratische Legitimation von Gesetzen beeinträchtigen, da diese zunehmend aus Brüssel diktiert würden und nicht mehr primär auf die Bedürfnisse und die spezifische Situation der Schweiz zugeschnitten wären. Die Frage der institutionellen Umsetzung ist von zentraler Bedeutung. Die Schaffung neuer oder die Anpassung bestehender Überwachungs- und Durchsetzungsmechanismen, wie sie in solchen Abkommen typischerweise vorgesehen sind, könnte zu einer schleichenden Entrechtung führen. Es ist zu befürchten, dass die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und Verwaltungsbehörden durch die Einbindung externer Kontrollinstanzen oder die Verpflichtung zur Anwendung von EU-Recht, dessen Auslegung letztlich dem Europäischen Gerichtshof unterliegt, eingeschränkt würde. Dies würde gegen das Prinzip der Gewaltenteilung verstossen, wie es in der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist. Die Autonomie der Rechtsordnung ist ein hohes Gut, das es zu verteidigen gilt. Die wirtschaftlichen Folgen sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Während Befürworter oft auf verbesserte Handelsbeziehungen und erleichterten Zugang zum EU-Binnenmarkt verweisen, dürfen die Kosten und Risiken nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Regulierungen kann zu einer erhöhten Bürokratie und zu zusätzlichen Kosten für schweizerische Unternehmen führen, insbesondere für KMU, die oft nicht über die Ressourcen verfügen, um komplexe regulatorische Anforderungen zu bewältigen. Dies

könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz schwächen, anstatt sie zu stärken. Artikel 95 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftspolitik regelt, könnte hier tangiert werden, wenn die Freiheit der wirtschaftlichen Tätigkeit durch übermässige regulatorische Auflagen aus dem Ausland eingeschränkt wird. Des Weiteren ist die Frage der Renegozierbarkeit und Flexibilität von Abkommen mit der EU ein permanentes Problem. Die Geschichte der bilateralen Beziehungen zeigt, dass die EU wenig Bereitschaft zeigt, bestehende Abkommen anzupassen, sobald diese einmal in Kraft getreten sind. Dies bedeutet, dass die Schweiz oft vor der Wahl steht, entweder die bestehenden Regelungen bedingungslos zu akzeptieren oder das gesamte Abkommen aufzukündigen, mit erheblichen negativen Folgen. Die Schweiz würde damit in eine strategische Abhängigkeit geraten, die ihre Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit, auf sich ändernde globale Rahmenbedingungen zu reagieren, massiv einschränken würde. Die in Artikel 2 der Bundesverfassung verankerten Prinzipien der demokratischen Legitimation und der Rechtsstaatlichkeit dürfen nicht durch Abkommen mit der EU aufgeweicht werden. Die Gefahr besteht darin, dass wichtige Entscheidungen, die die Lebensweise der Schweizer Bevölkerung betreffen, an demokratischen Kontrollmechanismen vorbei getroffen werden. Die Volkssouveränität, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, wird direkt herausgefordert, wenn die Gesetzgebung zunehmend durch supranationale Instanzen beeinflusst wird, deren Rechenschaftspflicht gegenüber dem Schweizer Volk unklar oder nicht existent ist. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre einzigartige Rechtsordnung mit aller Kraft verteidigt. Jeder Schritt in Richtung einer engeren Anbindung an die EU muss sorgfältig auf seine potenziellen negativen Auswirkungen geprüft werden. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und unserer demokratischen Prinzipien hat oberste Priorität. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz weiterhin die alleinige Kontrolle über ihre Gesetze, ihre Institutionen und ihre Zukunft behält. Die aktuellen Vorschläge erscheinen geeignet, diese Grundsätze ernsthaft zu gefährden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung betrifft eine tiefgreifende Umgestaltung des Schweizer Lebensmittelrechts, die unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" firmiert. Bei genauerer Betrachtung handelt es sich jedoch nicht primär um eine Stärkung der Sicherheit im Sinne der Konsumenten, sondern um eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Angleichung bedroht massiv die hohen Produktionsstandards, die seit jeher das Markenzeichen der Schweiz darstellen, gefährdet die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten auf unzumässliche Weise ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Vorschriften und langjährigen Traditionen basiert, steht unter direktem Beschuss. Die geforderte Angleichung an oft tiefere und weniger strenge EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label "Made in Switzerland", ein Garant für Vertrauen und Exzellenz, wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, oft mangelhaften Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schadet dem Ansehen der Schweiz als Qualitätsnation nachhaltig. Besonders besorgniserregend ist die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde zwangsläufig

das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem und anderen relevanten Politikbereichen blockiert und uns zu einer unumkehrbaren Verpflichtung zwingt. Des Weiteren wird die Souveränität der Schweiz durch die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants massiv tangiert. Schweizer Betriebe würden damit zu direkten Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was einem beispiellosen Eingriff in die nationale Hoheit gleichkommt. Die drohende Welle der Bürokratie ist geradezu erdrückend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Schwingfest müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen, überfordert Kleinstbetriebe und gefährdet wirtschaftliche Existenzen, ohne einen echten Mehrwert für die Lebensmittelsicherheit zu generieren. Die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, obwohl die Schweizer Bevölkerung dies explizit ablehnt. Der Volkswille wird hier auf hinterhältige Weise missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an den hohen Standards, die wir für selbstverständlich halten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die besagte Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) zeigt sich die gravierende Einschränkung unserer Souveränität. Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen

Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit beitragen, sondern im Gegenteil die Schweiz in eine wirtschaftliche, kulturelle und politische Abhängigkeit von der EU führen. Die damit verbundenen Nachteile für unsere Landwirtschaft, unsere hohe Lebensmittelqualität, die Souveränität und die Wahlfreiheit der Konsumenten sind immens und nicht zu rechtfertigen. Aus diesen Gründen ist eine strikte Ablehnung des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Lebensmittelsicherheit unabdingbar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema der Beurteilung der Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und erfordert eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Eckpunkten. Aus der Perspektive des Schweizer Souveränitätsprinzips und unter Berücksichtigung der relevanten verfassungsrechtlichen Bestimmungen sind die erzielten Ergebnisse nicht nur unzureichend, sondern bergen erhebliche Risiken für die Rechtsetzungshoheit und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz. Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der automatischen Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 123 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind Verträge grundsätzlich im Lichte des geltenden Rechts auszulegen. Die vorgeschlagene Regelung zur Übernahme von EU-Recht überschreitet jedoch bei weitem die Grenzen einer blossen Auslegungshilfe. Sie birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch einem externen Rechtsetzungsprozess unterworfen wird, ohne über Mitspracherechte zu verfügen. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Artikel 6 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV), der die Gesetzgebungskompetenz des Bundes garantiert. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, im übergeordneten Interesse der Schweiz Gesetze zu erlassen und anzupassen, massiv einschränken. Die Frage, ob und wie das Schweizer Parlament noch eigenständig auf neue Entwicklungen reagieren kann, wenn bestehende Rechtsakte der EU ohne jegliche Schweizer Einflussnahme übernommen werden müssen, ist damit akut und beunruhigend. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die vorgeschlagene Einbeziehung der Rechtsprechung des EuGH in die Auslegung des Abkommens wirft ernste Fragen bezüglich der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und der Souveränität im Recht auf. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Wenn die Urteile des EuGH für die Auslegung des schweizerischen Rechts massgeblich werden, besteht die Gefahr, dass die Schweizer Gerichte in ihrer Urteilsfindung eingeschränkt werden und Entscheidungen getroffen werden müssen, die nicht im Einklang mit den spezifisch schweizerischen Rechtsgrundsätzen stehen. Dies könnte dazu führen, dass die Rechtsprechung des EuGH über die rein vertragliche Ebene hinaus in das nationale Recht hineinwirkt und somit die nationale Rechtshoheit untergräbt. Es ist fraglich, ob der EuGH die spezifischen Bedürfnisse und Besonderheiten des Schweizer Rechtssystems angemessen berücksichtigen kann und wird. Die Ausgestaltung des Freizügigkeitsabkommens in

Verbindung mit der Personenfreizügigkeit bedarf ebenfalls einer scharfen Kritik. Die potenzielle Übernahme von weitergehenden EU-Regelungen im Bereich der Sozialversicherungsleistungen und des Arbeitsmarktzugangs birgt erhebliche wirtschaftliche und soziale Risiken für die Schweiz. Die Prinzipien der nationalen Sozialwerke und die Regelungen zur Steuerung der Zuwanderung könnten unter Druck geraten. Die Schweiz hat das Recht, ihre eigenen Sozialwerke und ihre Arbeitsmarktpolitik im Einklang mit ihren Verfassungsgrundsätzen und den Bedürfnissen ihrer Bevölkerung zu gestalten. Die vorgeschlagenen Kompromisse könnten hier zu einer Verwässerung der schweizerischen Errungenschaften führen und einseitige Belastungen für die Schweizer Bevölkerung nach sich ziehen. Es ist unerlässlich, dass Artikel 117 BV, der die Sozialversicherungen regelt, und die Prinzipien der Steuerung der Zuwanderung uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die Sorge hinsichtlich der staatlichen Beihilfen ist ebenfalls begründet. Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regeln zu staatlichen Beihilfen könnte die Handlungsfreiheit der Schweizer Regierung bei der Unterstützung strategisch wichtiger Branchen oder in Krisenzeiten erheblich einschränken. Artikel 124a BV, der die Grundlage für die Vergabe von Bundesbeiträgen schafft, könnte unter diesen Regelungen einer starken Einschränkung unterliegen. Die Möglichkeit, gezielt und im nationalen Interesse wirtschaftliche Impulse zu setzen oder Unternehmen in schwierigen Lagen zu unterstützen, darf nicht durch eine externe Regelung blockiert werden, die primär auf die Bedürfnisse des EU-Binnenmarktes zugeschnitten ist. Die Schweiz muss die Flexibilität behalten, ihre Wirtschaftspolitik im Sinne ihrer nationalen Interessen zu gestalten. Abschliessend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse aus einer kritisch-skeptischen Haltung heraus betrachtet, die schweizerische Souveränität und die Rechtsetzungshoheit massiv gefährden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die Einbeziehung der EuGH-Rechtsprechung und die potenziellen Einschränkungen in den Bereichen Personenfreizügigkeit und staatliche Beihilfen stellen eine ernste Bedrohung dar. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Fähigkeit zur autonomen Gesetzgebung und zur eigenständigen Gestaltung ihrer wirtschaftlichen und sozialen Politik uneingeschränkt bewahrt. Die aktuellen Vorschläge scheinen dies in erheblichem Masse zu kompromittieren. Die Vernehmlassung muss daher genutzt werden, um auf diese gravierenden Mängel hinzuweisen und sicherzustellen, dass die Schweizer Interessen und die verfassungsmässigen Prinzipien in jedem Fall gewahrt bleiben. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Ergebnisse den Preis wert sind, der für die Aufrechterhaltung der Beziehungen zur EU zu zahlen ist, wenn dabei die Grundfesten des Schweizer Staates und seiner Rechtsordnung angetastet werden.

Freundliche Grüsse
Beatrice Hägi-Ott

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: KW (Privat)

Datum: 30.09.2025

Kontakt: kw@telezentrum.de

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende rechtliche und politische Bedenken auf und ist aus unserer Sicht nicht tragbar. Es ist keineswegs ersichtlich, wie durch die Annahme dieses Pakets die Souveränität und die rechtssetzende Gewalt der Schweiz gestärkt werden sollten. Vielmehr besteht die erhebliche Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann.

Insbesondere die Übernahme des EU-Besitzstandes in bestehenden und zukünftigen Bereichen, wie er durch die Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstandes oder der Dublin-Verordnung vorgegeben ist, verletzt das Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung. Das Schweizer Parlament würde de facto zum blossen Anwender von Rechtsprechung der Europäischen Union degradiert. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Grundlage der schweizerischen Staatlichkeit festlegt, könnte durch eine solche Delegation von Gesetzgebungskompetenzen ausgehöhlt werden. Wir stellen ernsthafte Fragen bezüglich der Vereinbarkeit mit Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung, welcher besagt, dass die Bundesversammlung die Grundzüge der Gesetzgebung festlegt. Wenn diese Grundzüge aber weitgehend durch das EU-Recht bestimmt werden, ist die Rolle der schweizerischen Legislative massiv geschwächt.

Des Weiteren sind die Mechanismen zur Streitbeilegung problematisch. Die Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) widerspricht fundamental der Gewaltentrennung und der nationalen Gerichtsbarkeit, wie sie in der Schweizer Verfassung verankert ist. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die verbindliche Anwendung unseres eigenen Rechts würden untergraben, wenn Urteile des EuGH direkt oder indirekt die Rechtsanwendung in der Schweiz beeinflussen oder gar diktieren. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien des Völkerrechts, welches grundsätzlich die Souveränität der Staaten wahrt. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Bundesrecht vorsieht, könnte durch die indirekte Dominanz des EuGH in der Praxis ausgehebelt werden. Die vorgeschlagene Lösung gefährdet die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Interessen eigenständig zu wahren und auf die dynamische Entwicklung des EU-Rechts adäquat zu reagieren. Es handelt sich nicht um eine Stärkung, sondern um eine Schwächung der schweizerischen Handlungsfähigkeit und Rechtsordnung.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer

Souveränitätsverständnisses und der wirtschaftlichen Eigenständigkeit zutiefst besorgniserregend. Es drängt sich die Frage auf, ob die im Verhandlungsentwurf festgehaltenen Bestimmungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind oder ob sie einer schleichenden Übernahme von EU-Recht Vorschub leisten.

Insbesondere Artikel 14 des revidierten Kaufvertrags über die Personenfreizügigkeit wirft erhebliche Fragen auf. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellen eine potentielle Aushöhlung unserer nationalen Rechtssetzungskompetenzen dar. Das Prinzip der Souveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, scheint hier einer fragwürdigen Harmonisierung geopfert zu werden. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, selbst wenn der Gerichtshof kein direktes Recht in der Schweiz anwenden kann, bedeutet eine indirekte Unterwerfung unter eine fremde juristische Autorität. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, da das Schweizer Volk und seine gewählten Vertreter die Kontrolle über die Gesetzgebung faktisch teilweise aus der Hand geben würden.

Darüber hinaus ist die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen gemäss dem Verhandlungsergebnis kritisch zu hinterfragen. Die unklare Ausgestaltung und die potenziell steigenden Verpflichtungen gemäss Artikel 25 des Abkommens sind nicht transparent genug. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz als Nettozahler ohne entsprechenden Stimmrechtsanteil oder Einflussnahme in den Entscheidungsprozessen der EU fungieren könnte. Dies wirft die Frage auf, ob diese finanziellen Leistungen im Einklang mit dem Artikel 3 der Bundesverfassung stehen, der die Wahrung der Interessen des Landes fordert. Eine pauschale Übernahme von Kosten, ohne klare Gegenleistungen oder eine Mitsprachemöglichkeit, kann kaum als im Interesse der Schweiz liegend betrachtet werden.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Umsetzung des Abkommens bedürfen einer eingehenden Prüfung. Die Auslagerung von regulatorischen Befugnissen an EU-Institutionen und die fehlende klare Abgrenzung der Kompetenzen stellen eine Gefahr für die operative Autonomie der Schweiz dar. Artikel 3 der Bundesverfassung garantiert die Wahrung der Interessen des Landes; die aktuellen Verhandlungsergebnisse lassen Zweifel aufkommen, ob dies uneingeschränkt gewährleistet ist. Es muss dringend geklärt werden, wie sichergestellt wird, dass die schweizerischen Interessen und die nationalen Besonderheiten auch unter diesen neuen Rahmenbedingungen uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die vorliegenden Ergebnisse erfüllen diese Anforderungen keineswegs und deuten eher auf eine schleichende Erosion der schweizerischen Souveränität hin.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung bedauerlicherweise gravierende Mängel auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz fundamental in Frage stellen. Es ist äusserst besorgniserregend, wie die vorgeschlagenen Massnahmen ohne ausreichende parlamentarische Debatte und unter Missachtung der direkten Demokratie durchgedrückt werden sollen. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Anpassungsmöglichkeiten an schweizerische Bedürfnisse verstösst gegen das Prinzip der rechtsstaatlichen Legitimation, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Treue zur Verfassung und zu den Gesetzen fordert.

Die Delegation von Gesetzgebungsbefugnissen an eine externe Instanz, die Europäische Union, wie sie durch die Übernahme des EU-Rechts impliziert wird, widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV. Die Schweiz würde sich damit einer rechtlichen Fremdbestimmung aussetzen, welche die Fähigkeit der direkten Demokratie, über ihre eigenen Angelegenheiten zu entscheiden, massiv untergräbt. Die ständige Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer echten Verhandlung oder eines Vetos untergräbt die Autonomie des schweizerischen Parlaments und der Bundesbehörden.

Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der vollständigen Harmonisierung mit dem EU-Recht nicht ausreichend evaluiert werden. Artikel 41

Absatz 3 BV, der die Sozialziele des Bundes nennt, wie die Förderung des sozialen Ausgleichs und die Stärkung der wirtschaftlichen Freiheit, könnten durch eine unüberlegte Übernahme von EU-Bestimmungen empfindlich gestört werden. Die angezielte Angleichung an EU-Normen birgt das Risiko, etablierte schweizerische Schutzmechanismen für Arbeitnehmer, Konsumenten und die Umwelt aufzuweichen.

Die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung dieser Übernahmeabkommen ist ebenfalls alarmierend. Die schweizerische Bevölkerung hat ein Recht darauf, über alle wesentlichen Vertragsinhalte informiert zu werden und diese gegebenenfalls über ihre direkten demokratischen Instrumente beeinflussen zu können. Die vorgeschlagene Vorgehensweise lässt hier erhebliche Lücken erkennen und öffnet Tür und Tor für potenziell unvorteilhafte Vereinbarungen, die nicht im besten Interesse der Schweiz sind. Die Bundesversammlung ist nach Artikel 166 BV verpflichtet, die Interessen der Schweiz in der Aussenpolitik zu wahren; diese Pflicht scheint bei der aktuellen Ausrichtung gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr im Zusammenhang mit der EU bergen erhebliche Gefahren für die Schweiz und ihre bewährten Strukturen des öffentlichen Verkehrs. Im Kern steht die Frage, ob wir bereit sind, unser eigenes, funktionierendes System durch ein ungetestetes und potenziell schädliches EU-Modell zu ersetzen.

Die zentrale Problematik liegt in der Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG). Dieses öffnet die Tür für ausländische Anbieter, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies droht zu einer "Rosinenpickerei" zu führen, bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitablen Hauptrouten bedienen. Die SBB und andere wichtige Akteure, die für die Grundversorgung im ganzen Land, einschliesslich unrentabler Nebenlinien, verantwortlich sind, würden dadurch finanziell ausgehöhlt. Der Service public im Schienenverkehr, ein Eckpfeiler unseres Landes, wird damit fundamental gefährdet.

Zusätzlich wird durch Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) die Schweiz gezwungen, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs wird somit beschnitten und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert.

Die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates entpuppt sich als rechtlich unzureichend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamischen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann zwingend übernehmen müsste. Dies untergräbt langfristig unsere Souveränität im Bahnverkehr und schafft eine Unsicherheit, die dem geordneten Betrieb und der Weiterentwicklung unseres öffentlichen Verkehrs abträglich ist. Die dynamische Rechtsübernahme im Sinne zukünftiger EU-Regulierungen, wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würde die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine ernsthafte Bedrohung für die Qualität, die Finanzierung und die flächendeckende Versorgung des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz darstellen und unsere Souveränität in einem für das Land essenziellen Bereich erheblich schwächen.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Strommarktes, einschliesslich der Umsetzung des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff., stellt aus unserer Sicht eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Netzentscheidungen künftig in Brüssel

getroffen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die vorgeschlagenen Änderungen, namentlich die Ausweitung ihrer Kompetenzen gemäss Art. 22 StromVG, von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regularien degradiert. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) zerstört zudem unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen, indem sie eine Angleichung an EU-Konzerne erzwingt.

Die Kernenergieversorgung, insbesondere die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Des Weiteren untergräbt die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 des revidierten Energiegesetzes (EnG) die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage, was der Energiestrategie der Schweiz widerspricht.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen 1a. Kapitel des StromVG ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz ist nicht mehr gegeben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an Kohäsionsmassnahmen der Europäischen Union muss mit tiefgreifender Skepsis betrachtet werden. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle dar. Dies ist nicht weniger als eine faktische Zwangsabgabe, die unsere Souveränität erheblich untergräbt.

Der zunächst präsentierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt wie ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird damit zur Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht degradiert, die gezwungen ist, von der EU diktierte Summen zu begleichen, ohne dafür eine Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Erfüllung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die internationalen = Organisationen (BöB) ist keine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine Akzeptanz als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG missbraucht den

guten Ruf Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist inakzeptabel und muss entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind aus mehreren Gründen zutiefst bedenklich und stellen eine massive Aushöhlung unserer Souveränität sowie unserer direkten Demokratie dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, namentlich in Verbindung mit einem neuen «Daueraufenthaltsrecht» bereits nach fünf Jahren, widerspricht fundamental Art. 121a der Bundesverfassung und dem unmissverständlichen Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieser ausserordentlich erleichterte Zugang zu einem praktisch unentziehbaren Aufenthaltsstatus, auch im Falle von Kriminalität oder langjährigem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unannehmbarer Weise.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden aufgebürdet, ohne dass eine wirksame Steuerung möglich ist. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte «Schutzklausel», wie in Art. 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen, ist nichts weiter als ein Placebo und reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Bestimmung anzurufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine Erpressungsmassnahme.

Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Diese schleichende Unterwerfung unter Brüsseler Vorgaben ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Verletzung unserer Souveränität. Die «Wiedereingliederungsstrategie» im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, Art. 24a) ist lediglich eine kosmetische Massnahme, welche die Tatsache verschleiert, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug im Arbeitsmarkt weitgehend verliert.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler muss diese Kosten tragen, da Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu gleichen Bedingungen wie Einheimische zu immatrikulieren.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis), sowie dessen Einführung im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4), ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Standards in diesen sensiblen Bereichen.

Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art.

25f Abs. 1bis) sind weitere Beispiele für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht zu vollziehen. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und nationale Kontrolle für eine unheilvolle EU-Konformität, deren Kosten und Risiken von der Bevölkerung getragen werden müssen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit drückt tiefgreifende Besorgnis und deutliche Ablehnung gegenüber den vorgeschlagenen Anpassungen aus. Es ist evident, dass unter dem irreführenden Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» vollzogen werden soll. Dies stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar, deren hohe Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dadurch massiv gefährdet werden.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengeren nationalen Vorgaben beruht, ist in akuter Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das geschätzte Label «Made in Switzerland» entwerten. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Darüber hinaus stellt die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, da sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften werden zugunsten der EU-Standards aufgegeben. Ebenso wird mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle aus. Die Schweiz verliert die Souveränität, in wichtigen Bereichen wie dem Waldschutz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) eigene, angemessene Strategien zu verfolgen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" tatsächlich im Interesse der Schweizerischen Eidgenossenschaft liegt, oder ob sie vielmehr eine schleichende Abhängigkeit und eine Aushöhlung unserer Souveränität mit sich bringt.

Vorab ist zu bemängeln, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine weitere Übernahme von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem befürchten lassen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Bundesgesetzes vom 23. Juni 2000 über die schweizerische Bundesgesetzgebung (BlG), insbesondere dessen Artikel 4, der die Wahrung der nationalen Interessen und der rechtsstaatlichen

Prinzipien verlangt. Eine zunehmende Angleichung an das EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dieses aktiv mitzugestalten, untergräbt die Grundlage unserer Autonomie und die Fähigkeit, eigene, auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Rechtsnormen zu erlassen.

Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der demokratischen Legitimation von Abkommen, die potenziell grundlegende staatsrechtliche Verhältnisse berühren. Die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, insbesondere Artikel 173, der die Genehmigung von Staatsverträgen durch die Bundesversammlung vorsieht, muss hierbei zwingend Beachtung finden. Die Konsultation der Bevölkerung und der Kantone im Rahmen eines solchen Prozesses ist unerlässlich. Es besteht die Gefahr, dass die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über weitreichende Konsequenzen im Unklaren gelassen werden, während die Regierung sich in einer einseitigen Annäherung an die EU verliert.

Besondere Skepsis ist auch hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen angebracht. Die angepriesene "Stabilisierung" könnte sich als Kostenfalle erweisen, wenn die Schweiz sich verpflichtet, Beiträge zu leisten, die in keinem Verhältnis zum erhofften Nutzen stehen. Die Regelungen des Obligationenrechts (OR), beispielsweise im Hinblick auf vertragliche Verpflichtungen und deren Auswirkungen auf nationale Wirtschaftsakteure, müssen genau analysiert werden. Wird die schweizerische Wirtschaft durch eine noch stärkere Verflechtung mit der EU unzumässigen Risiken ausgesetzt?

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge mit erheblicher Zurückhaltung zu betrachten sind. Eine unkritische Annahme von Vereinbarungen, die unsere Souveränität beeinträchtigen und die demokratischen Entscheidungsprozesse schwächen könnten, wäre fahrlässig. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Prüfung aller Aspekte, bevor weitere Schritte in Richtung einer engeren Bindung an die EU unternommen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marco Gottardo (Privat)

Datum: 30.09.2025

Kontakt: Marco Gottardo · marcogottardo97@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen erhebliche Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung ist unerlässlich, um die langfristigen Konsequenzen für unser Land abzuschätzen.

Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, bedrohen die grundlegende Prinzipien unserer direkten Demokratie und unseres föderalen Systems. Die otomatik Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommen vorgesehen ist, untergräbt die Kompetenzen des Schweizer Volkes und der eidgenössischen Räte, das Gesetzgebungsverfahren eigenständig zu gestalten. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert die Gewaltenteilung und die Rolle des Parlaments bei der Gesetzgebung. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses fundamentale Prinzip aushöhlen, da sie de facto eine Delegation von Gesetzgebungskompetenzen an Brüssel bedeutet, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder ihre gewählten Vertreter ein Mitspracherecht haben.

Die sogenannte "dynamische Rechtsübernahme" ist dabei besonders problematisch. Sie bedeutet, dass nicht nur die aktuellen EU-Vorschriften übernommen werden, sondern auch zukünftige Änderungen und Neuregelungen automatisch in Schweizer Recht überführt werden müssen. Dies würde zu einer fortwährenden Abhängigkeit von der EU führen und die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen nationalen Interessen zu wahren, massiv einschränken. Artikel 5 BV betont die Eigenständigkeit der Schweiz und ihre Verantwortung für ihr eigenes Schicksal. Die dynamische Rechtsübernahme steht im klaren Widerspruch zu diesem Grundsatz.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen der vorgeschlagenen Abkommen fraglich. Während Befürworter auf einen erleichterten Marktzugang verweisen, werden die damit verbundenen Kosten und Verpflichtungen oft unterschätzt. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Standards und -Regulierungen wird unweigerlich zu höheren Kosten für Schweizer Unternehmen führen, die mit den regulatorischen Anforderungen der EU Schritt halten müssen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft schwächen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen, die über weniger Ressourcen verfügen, um diese zusätzlichen Belastungen zu tragen. Artikel 41 BV, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte durch solche übermässigen regulatorischen Lasten beeinträchtigt werden.

Die Unsicherheit hinsichtlich der zukünftigen Entwicklung des EU-Rechts und dessen Auswirkungen auf die Schweiz ist ebenfalls ein gravierendes Problem. Da die EU ständig neue Gesetze und Verordnungen erlässt, würde die Schweiz in einem ständigen Anpassungsmodus verharren. Dies

schafft Planungsunsicherheit für Unternehmen und erschwert langfristige Investitionsentscheidungen. Die Stabilität und Vorhersehbarkeit, die für eine prosperierende Wirtschaft unerlässlich sind, wären gefährdet.

Die Regelung des Streitbeilegungsmechanismus ist ein weiterer kritischer Punkt. Die vorgeschlagene Übertragung der Zuständigkeit an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) widerspricht fundamental dem Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität des Schweizer Rechtssystems. Der EuGH ist an die Rechtsprechung der EU gebunden und würde somit Schweizer Fälle nach EU-Recht beurteilen. Dies würde die Möglichkeit der Schweizer Gerichte einschränken, unabhängige Urteile zu fällen, und die Anwendung des Schweizer Rechts verzerren. Artikel 190 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine Unterwerfung unter den EuGH wäre eine direkte Verletzung dieses Verfassungsartikels. Es ist inakzeptabel, dass eine ausländische Institution die letzte Instanz für Rechtsfragen in der Schweiz darstellen soll.

Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Während die Personenfreizügigkeit die Mobilität erhöht, birgt sie auch das Risiko, dass Schweizer Arbeitnehmer unter Druck geraten und Löhne und Arbeitsbedingungen negativ beeinflusst werden. Eine unkontrollierte Zuwanderung könnte die Sozialwerke belasten und die Solidarität innerhalb der Gesellschaft gefährden. Artikel 117 BV, der die soziale Sicherheit als Ziel des Staates nennt, könnte durch eine übermässige Belastung durch Zuwanderung untergraben werden. Es ist wichtig, dass die Schweiz ihre eigenen Arbeitsmarktbedingungen und Sozialstandards schützen kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU erhebliche Risiken für die Souveränität, die Demokratie und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz bergen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die Abhängigkeit von zukünftigen Regulierungsänderungen und die Unterwerfung unter den EuGH stellen eine ernsthafte Bedrohung für die Kernprinzipien unseres Staates dar. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre Vertreter diese Risiken sorgfältig abwägen und im Lichte unserer Verfassung und unserer nationalen Interessen kritisch hinterfragen. Die Schweiz hat sich stets durch Eigenständigkeit und die Wahrung ihrer Souveränität ausgezeichnet. Die vorliegenden Vorschläge drohen, diese Errungenschaften aufs Spiel zu setzen. Eine Rückbesinnung auf unsere nationalen Interessen und die Stärkung unserer eigenen Entscheidungsprozesse ist dringend geboten. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre eigenen Wege gehen kann, ohne sich den Vorgaben einer externen Macht unterwerfen zu müssen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die von der EU vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen Nachteile eines solchen Abkommens kritisch zu prüfen, bevor weitere Schritte unternommen werden.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 17 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz für die Wahrung ihrer Unabhängigkeit und ihrer Interessen zuständig. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch dazu führen, dass die Schweiz faktisch gezwungen wäre, eine grosse Anzahl von EU-Rechtsakten zu übernehmen, ohne dass sie dabei einen substanziellen Einfluss auf deren Inhalt hätte. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation und der Selbstbestimmung. Die Schweizer Bürgerinnen und Bürger würden durch Gesetze und Verordnungen gebunden, die in Brüssel und nicht in Bern verabschiedet wurden. Die Möglichkeit, eigene Gesetze zu erlassen, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz zugeschnitten sind, würde massiv eingeschränkt. Insbesondere Artikel 190 Absatz 1 BV, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und die Behörden massgebend sind, würde durch die automatische Rechtsübernahme aus dem EU-Raum de facto ausgehebelt, da die Schweizer Gesetzgebung in vielen Bereichen dem EU-Recht untergeordnet würde.

Des Weiteren sind die finanziellen Implikationen bedenklich. Die Beteiligung am EU-Binnenmarkt ist oft mit Beitragszahlungen verbunden, die eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweizer Volkswirtschaft darstellen könnten. Diese Gelder würden aus der Schweizer Staatskasse abfliessen und stünden somit für die Finanzierung eigener Projekte und Infrastrukturen nicht mehr zur Verfügung. Der Artikel 127 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Wohlfahrt als Ziel der Bundespolitik nennt, könnte durch diese Abzüge beeinträchtigt werden. Die Frage, ob die versprochenen Vorteile des Marktzugangs diese Kosten rechtfertigen, muss mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine finanzielle Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit weiter einschränkt.

Die Auswirkungen auf die Schweizer Justiz und die Rechtsdurchsetzung sind ebenfalls gravierend. Die Übernahme von EU-Recht würde zwangsläufig dazu führen, dass sich die Schweizer Gerichte mit der Auslegung und Anwendung von EU-Recht befassen müssten. Dies könnte zu einer Verlagerung der Rechtsprechung hin zum Europäischen Gerichtshof (EuGH) führen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die durch Artikel 194 Absatz 2 BV gewährleistet ist, könnte hierdurch gefährdet werden, wenn die Gerichte faktisch angewiesen wären, Urteile des EuGH zu folgen, auch wenn diese im Widerspruch zur nationalen Rechtsauffassung stehen. Die Souveränität des Schweizer Rechtswesens würde angetastet, und die Möglichkeit, eigene rechtsstaatliche Prinzipien zu wahren, würde schwinden. Die Artikel 113 und 114 der Bundesverfassung, die die obersten Gerichte und ihre Aufgaben definieren, würden in ihrer praktischen Anwendung stark beeinflusst.

Auch die Frage der Flexibilität und der Anpassungsfähigkeit der Schweiz an neue wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklungen ist ein wichtiger Aspekt. Ein festeres Abkommen mit der EU würde die Schweiz in ihrer Fähigkeit einschränken, auf globale Veränderungen schnell und eigenständig zu reagieren. Die Schweiz hätte weniger Spielraum, ihre eigene Wirtschaftspolitik zu gestalten und auf spezifische Herausforderungen einzugehen. Artikel 30 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsfreiheit garantiert, könnte hierdurch indirekt beeinträchtigt werden, wenn die Rahmenbedingungen durch EU-Vorgaben zu starr würden.

Die Stabilität der Beziehungen zur EU sollte nicht um jeden Preis angestrebt werden, insbesondere wenn dies zulasten der Schweizer Souveränität und der nationalen Interessen geht. Eine kritische Analyse der vorgeschlagenen Massnahmen ist unerlässlich. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit bewahrt und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien aufrechterhält. Die aktuelle Verhandlungsagenda scheint eher eine Unterwerfung unter die EU-Regularien als eine echte Partnerschaft zu verfolgen. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz Stück für Stück ihre Fähigkeit aufgibt, ihre eigenen Angelegenheiten zu regeln und ihre Zukunft selbst zu gestalten. Die Auswirkungen auf die direkte Demokratie, ein Eckpfeiler des Schweizerischen politischen Systems, dürfen nicht unterschätzt werden. Die Möglichkeit des Volkes, über Gesetze abzustimmen, würde durch die automatische Übernahme von EU-Recht faktisch ausgehöhlt. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung und der Tradition der Volksbeteiligung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist zwingend erforderlich, diese kritisch zu beleuchten und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem sowie die demokratische Willensbildung eingehend zu prüfen.

Es ist beunruhigend festzustellen, dass die vorgeschlagene Umsetzung tendenziell auf eine Übernahme von EU-Recht abzielt, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, an dessen Gestaltung aktiv mitzuwirken. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die stetige Erosion der Schweizerischen Autonomie durch die schrittweise Adaption von nicht von uns gestaltetem Recht ist eine schleichende Gefährdung unserer demokratischen Grundordnung.

Besondere Sorge bereitet die Art und Weise, wie die Unionsrechtskonformität im Inland sichergestellt

werden soll. Der Verweis auf Artikel 38 Absatz 1 des Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetzes (RVOG) mag technisch korrekt erscheinen, birgt aber die Gefahr einer de facto automatischen Rechtsübernahme, die parlamentarische Kontrolle und öffentliche Debatte untergraben könnte. Die legislative Gewalt, repräsentiert durch die Bundesversammlung, darf ihre Kernkompetenz, nämlich die Gesetzgebung, nicht an nicht-demokratisch legitimierte Organe der EU abtreten. Eine solch unkritische Übernahme von EU-Recht widerspricht dem Geist der Gewaltenteilung und der rechtsstaatlichen Prinzipien, die in den Artikeln 1 und 5 der Bundesverfassung verankert sind.

Die Unklarheit bezüglich der Kriterien, nach denen EU-Recht als für die Schweiz massgebend erklärt wird, ist äusserst bedenklich. Welche Kriterien sollen angewendet werden, um eine automatische Übernahme von Gesetzen zu rechtfertigen? Wer entscheidet darüber, ob ein Gesetz "unionsrechtskonform" ist, und nach welchen Kriterien? Diese Fragen sind von zentraler Bedeutung und bedürfen einer klaren und transparenten Beantwortung. Andernfalls besteht die Gefahr, dass die Schweiz faktisch unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gestellt wird, ohne dass hierfür eine rechtsgrundlage in unserer Verfassung geschaffen wurde. Dies würde gegen die Garantien der rechtsstaatlichen Ordnung verstossen, die insbesondere in Artikel 5 und 29 der Bundesverfassung verankert sind.

Die Möglichkeit, dass Schweizer Gerichte in Zukunft EU-Recht anwenden müssen, ohne dass dieses formell in unser nationales Recht überführt wurde, ist eine gravierende Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität unseres Rechtssystems. Die Anwendung von fremdem Recht, dessen Entstehungsprozess wir nicht beeinflusst haben und dessen Auslegung durch ausländische Gerichte erfolgen könnte, ist mit dem Prinzip der Rechtssicherheit und der demokratischen Legitimität der Rechtsordnung unvereinbar. Artikel 188 der Bundesverfassung, der die Bundesversammlung als oberste gesetzgebende Behörde definiert, wird durch eine solche Praxis ausgehöhlt.

Darüber hinaus muss die Frage der Reziprozität beleuchtet werden. Inwieweit gewährt die EU der Schweiz im Gegenzug die Möglichkeit, ihre eigenen Rechtsvorstellungen in einem vergleichbaren Umfang zu implementieren? Die Erfahrungen der Vergangenheit lassen Zweifel aufkommen, ob hier eine faire und gleichberechtigte Partnerschaft vorliegt. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz primär als Anwenderin von EU-Recht fungiert, während die EU ihre eigenen Interessen durchsetzt.

Die potenziellen wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Integrationspolitik sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Zwar wird oft auf den Zugang zum Binnenmarkt verwiesen, doch dürfen die Kosten, die mit der ständigen Anpassung unseres Rechts an das EU-Recht verbunden sind, nicht unterschätzt werden. Dies betrifft sowohl den Aufwand für die Gesetzgebung und Verwaltung als auch die Unsicherheit für die Wirtschaft, die sich ständig auf neue regulatorische Rahmenbedingungen einstellen muss.

Abschliessend ist festzuhalten, dass die vorliegende Vorlage erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Legitimität unserer Gesetzgebung aufwirft. Bevor eine Umsetzung in Erwägung gezogen wird, bedarf es einer eingehenden parlamentarischen Debatte und einer klaren Verankerung in der Bundesverfassung, die die Integrität unseres Rechtssystems und die Volkssouveränität schützt. Die schweizerische Politik muss sich der langfristigen Konsequenzen einer unkritischen Übernahme von EU-Recht bewusst sein und primär die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger wahren. Jegliche Schritte in Richtung einer stärkeren Integration dürfen nicht auf Kosten unserer fundamentalen rechtsstaatlichen Garantien erfolgen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die erhebliche Gefahr, dass bewährte und für die Aufrechterhaltung eines umfassenden Angebots essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend notwendige

Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde zwangsläufig zu einer Reduzierung der Qualität und des Umfangs des Bahnangebots führen, was direkt die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes treffen würde.

Darüber hinaus öffnet das angestrebte Abkommen Tür und Tor für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr. Die Zulassung ausländischer Anbieter wie Flixtrain zum Betrieb inner-schweizerischer Strecken verspricht eine effektive Form der "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich unweigerlich auf die lukrativsten und profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren. Dies bedeutet, dass die SBB und andere konzessionierte schweizerische Transportunternehmen, die einen universellen Versorgungsauftrag für das gesamte Land innehaben, auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Stabilität unseres Service public fundamental und gefährdet die Erfüllung des Versorgungsauftrags in weniger dicht besiedelten Gebieten. Die Einführung der Kabotage, wie sie im neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) verankert werden soll, stellt somit einen direkten Angriff auf die tragenden Säulen des schweizerischen öffentlichen Verkehrs dar. Es ist unbestreitbar, dass ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen, die Möglichkeit erhalten, sich die profitabelsten Segmente des Schweizer Marktes herauszupicken. Dies schwächt nicht nur die SBB und andere Unternehmen mit umfassendem Versorgungsauftrag, sondern gefährdet langfristig die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung gegen die negativen Folgen des Abkommens erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamischen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann zwangsweise übernehmen müsste. Diese Erklärung stellt lediglich eine Beruhigungspille dar, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr keineswegs verhindert. Die Schweiz gibt auf diese Weise schrittweise die Kontrolle über ihre entscheidende Schieneninfrastruktur auf.

Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass die Schweiz gezwungen wäre, zukünftige Regulierungen der EU, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen. Dies führt zu einer weiteren Verlagerung nationaler Steuerungs- und Regulierungskompetenzen hin zu zentralen EU-Stellen. Unsere Fähigkeit, autonom über die Gestaltung und Entwicklung unserer eigenen Eisenbahninfrastruktur zu entscheiden, wird damit massiv beschnitten.

Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis hat ebenfalls gravierende Konsequenzen. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen von Verkehrsleistungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen fortan EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und potenziell teurerer Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler. Die Beschränkung der Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes ist durch die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten, massiv beeinträchtigt.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine ernste Bedrohung für den Service public im Landverkehr darstellen. Die wirtschaftlichen Folgen der Kabotage, die rechtliche Schwäche der "Gemeinsamen Erklärung" und die schleichende Aufgabe nationaler Hoheitsrechte sind Aspekte, die eine kritische und skeptische Haltung unabdingbar machen. Die langfristigen Konsequenzen für die Qualität, die Finanzierung und die strategische Steuerung unseres öffentlichen Verkehrs dürfen nicht unterschätzt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Vernehmlassungsvorlage, getarnt unter dem harmlosen Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt in Wahrheit eine schleichende und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und

Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk dar. Es ist zutiefst beunruhigend, wie hier unter dem Deckmantel der Sicherheit ein Projekt der vollständigen Integration vorangetrieben wird, das unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Entscheidungsfreiheit der Konsumenten massiv bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Gut, das wir uns über Generationen erarbeitet haben und das unser nationales Alleinstellungsmerkmal darstellt, ist akut in Gefahr. Die geforderte Angleichung an oft substantiell tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung und seinen Wert, wenn die Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie die der Mitgliedstaaten der Europäischen Union. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt die Wettbewerbsfähigkeit unserer gesamten Volkswirtschaft.

Besonders alarmierend ist die Aufnahme einer sprichwörtlichen "Guillotineklausel", die dieses Abkommen unauflöslich mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses für die Schweiz schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz auf unbestimmte Zeit blockiert und uns in eine strategische Abhängigkeit manövriert.

Ferner sehen wir uns mit der Perspektive konfrontiert, dass EU-Inspektoren ungehinderten Zutritt und weitreichende Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen. Dies ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Achtung vor unseren nationalen Institutionen und Eigenheiten untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es ist zu befürchten, dass nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, lokale Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar traditionelle Vereine, die im Rahmen von Volksfesten ihre Produkte anbieten, gezwungen werden, die komplexen und für ihre Strukturen oft völlig unpassenden EU-Vorschriften zu erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen und die wirtschaftliche Existenz unzähliger kleiner und mittlerer Unternehmen zu zerstören.

Mit grosser Sorge betrachten wir die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, selbst wenn diese nach strengeren nationalen Kriterien nicht zugelassen wären. Der Volkswille, der sich klar gegen diese Technologie ausgesprochen hat, wird hier auf perfide Weise missachtet.

Die vorgesehene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein direkter Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich auch auf die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an unseren bewährten, hohen Standards führt. Dies widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben des Schweizer Lebensmittelrechts, das stets auf der Gewährleistung von Sicherheit und Qualität basierte.

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls zutiefst bedenklich. Insbesondere die neuen Artikel 15a und 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz in unserem Land dar und bedeutet einen klaren und inakzeptablen Souveränitätsverlust in einem ethisch hochsensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist, wie bereits erwähnt, das eigentliche Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion

durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) äusserst problematisch. Sie gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Das Parlament kann somit nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist kritisch zu sehen. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese Vernehmlassungsvorlage weit über die reine Lebensmittelsicherheit hinausgeht und eine schleichende Souveränitätsaufgabe und eine Erosion unserer nationalen Standards darstellt. Wir fordern eine klare Ablehnung dieses Pakets, das unsere Schweizer Werte und unsere Autonomie aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen aus Sicht der nationalen Souveränität und der Eigenständigkeit der Schweiz eine gravierende Gefährdung dar. Insbesondere die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit einhergehende massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit stehen in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) und dem expliziten Willen des Schweizer Volkes, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, de facto eine «Niederlassung C PLUS», welche praktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die damit verbundenen Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Dies widerspricht dem Prinzip der Eigenverantwortung und der Lastenverteilung, das dem schweizerischen Sozialsystem zugrunde liegt.

Die Anreize zur Zuwanderung in unsere Sozialsysteme werden durch diese Regelungen erheblich verstärkt. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein quasi-automatisches Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Dies öffnet Tür und Tor für eine Überlastung unserer Sozialleistungen, deren Finanzierung in letzter Konsequenz auf dem Schweizer Steuerzahler lastet.

Die im Vertragspaket vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist in ihrer Dimension für ein nicht-EU-Land beispiellos. Diese Erweiterung birgt das Risiko eines unkontrollierbaren Anstiegs der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten, deren Ausmass derzeit kaum abschätzbar ist.

Die so genannte «Schutzklausel» in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes

(AIG) entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reine Augenwischerei. Die Hürden für deren Anwendung sind so hoch gesteckt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zur nationalen Steuerung der Zuwanderung einzusetzen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine klare Erpressungsklausel, die der Schweiz jeglichen Spielraum zur eigenständigen Steuerung nimmt.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten «Integrationsmethode» bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Souveräns. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich werden ohne Mitbestimmungsmöglichkeit der Schweiz übernommen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein direkter Angriff auf die Grundfesten unseres politischen Systems.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Anspruchsvoraussetzungen für Sozialhilfe für EU-Bürger werden ausgeweitet, und ein Ausschluss von Leistungen ist selbst bei eindeutiger Abhängigkeit kaum mehr möglich. Dies ist eine bewusste Missachtung des verfassungsrechtlichen Auftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und eine direkte Untergrabung unserer Souveränität.

Die neue «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger, der keinerlei effektive Steuerung ermöglicht.

Die im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) vorgesehenen massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der erheblichen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern, und trägt die Lasten nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen aus.

Das neue Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer «Wiedereingliederungsstrategie» in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer

Versicherten, diktiert von Brüssel.

Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzpolizeilichen Aufgaben und die Zusammenarbeit mit dem Ausland (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Vorschläge eine kapitulative Annäherung an das EU-Recht darstellen, welche die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die Steuerungsmöglichkeiten des Landes in zentralen Bereichen untergraben. Die vermeintlichen Vorteile der Personenfreizügigkeit werden durch die daraus resultierenden Kosten und Risiken für unsere Sozialwerke, unsere Sicherheit und unsere Rechtsordnung bei weitem aufgewogen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und zur Wahrung ihrer nationalen Interessen uneingeschränkt behält.

Finanzieller Beitrag

Wir lehnen den vorgeschlagenen finanziellen Beitrag an die Europäische Union in seiner jetzigen Form entschieden ab. Die geplante Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Die Idee, dass die Schweiz durch solche Zahlungen eine "verbesserte Zusammenarbeit" mit der EU erreichen soll, ist angesichts der rechtlichen Ausgestaltung höchst zweifelhaft.

Die Kernproblematik liegt in der Schaffung eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG). Dieses Gesetz ist nicht mehr als ein legislatives Instrument zur dauerhaften und automatischen Abführung von Schweizer Steuergeldern an die EU. Es transformiert eine politische Geste, die vom Parlament zur Förderung der Stabilität und zur Gestaltung der Beziehungen zur EU genutzt werden konnte, in eine zwangsweise Abgabe. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf diese Zahlungen. Dies höhlt die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv aus. Anstatt eigenverantwortlich über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden, wird das Parlament zu einem blossen Vollzugsorgan einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung degradiert. Die vermeintliche Freiwilligkeit wird so zu einer Illusion, und die Schweiz gerät in die Rolle einer permanenten Nettozahlerin, ohne dass ihr Stimmrecht oder wesentliche Einflussmöglichkeiten auf die Verwendung der Gelder zugestanden werden.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Die im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismen" zur Neuberechnung und Anpassung dieser Beiträge lassen befürchten, dass die Schweiz in Zukunft mit Forderungen konfrontiert sein wird, die weit über diesen anfänglichen Betrag hinausgehen. Einmal in diesem rechtlichen Korsett gefangen, wird es der Schweiz unmöglich sein, "Nein" zu sagen oder höhere Forderungen abzulehnen. Die EU diktiert die Summe, und die Schweiz hat keine andere Wahl, als zu zahlen. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien einer souveränen Aussen- und Sicherheitspolitik.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der organisierten Kriminalität (BöB) ist keine rein technische Formalität. Diese Verankerung in der Bundesgesetzgebung signalisiert die Absicht, die Kohäsionszahlungen als festen und dauerhaften Bestandteil der Beziehungen zur EU zu etablieren. Dies erschwert zukünftige Verhandlungen und reduziert den Spielraum für Anpassungen, die den Interessen der Schweiz dienen könnten. Die Schweiz wird de facto zu einem abhängigen Finanzier der EU, ohne die Vorteile eines vollwertigen Mitglieds zu geniessen.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung, insbesondere durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b, ist irreführend und zeugt von einer fragwürdigen Argumentation. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung und die damit verbundenen Werte werden hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Taktik, die darauf abzielt, die wahre Natur dieser Zahlungen zu verschleiern und die öffentliche Akzeptanz durch eine moralische Aufladung zu erhöhen. Die Kohäsionszahlungen an die EU haben inhaltlich nichts mit der Schweizer Friedensförderung zu tun und sollten nicht unter diesem Deckmantel propagiert werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung die Schweiz in eine finanziell und politisch nachteilige Position bringt. Sie untergräbt die demokratische Kontrolle über die Staatsfinanzen, entzieht dem Parlament seine Budgethoheit und schafft eine rechtlich bindende Verpflichtung, deren zukünftige Entwicklung unkalkulierbar und wahrscheinlich kostspielig ist. Die versprochenen Vorteile einer "verbesserten Zusammenarbeit" sind angesichts der Souveränitätsverluste und der fehlenden Gegenleistungen keineswegs gesichert. Wir fordern daher eine grundlegende Überprüfung und Überarbeitung dieser Pläne, die die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweiz wahrt.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromsektor stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und der nationalen Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem reinen Kostenfaktor und einem Akteur ohne Mitspracherecht in Angelegenheiten machen, die unser eigenes Stromnetz betreffen. Entscheidungen über kritische Infrastruktur werden künftig in Brüssel gefällt, während die Schweiz die damit verbundenen Lasten tragen muss. Dies bedeutet eine faktische Entmachtung der nationalen Entscheidungsträger und eine Unterwerfung unter eine, auf die Bedürfnisse der EU ausgerichtete, Regulierung.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die vorgeschlagene Änderung von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung. Der föderale Charakter unserer Energieversorgung und die Autonomie der Kantone werden dabei massiv untergraben.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Gefährdung der Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das seit Jahrzehnten den Bergkantonen zugutekommt und zur Finanzierung lokaler Infrastrukturprojekte beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis betroffener Kantone schwächen, sondern auch das Prinzip der regionalen Wertschöpfung in Frage stellen. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die

EU-Wettbewerbsregeln ebenfalls geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, könnte durch EU-Regeln ausgehebelt werden, was die Wettbewerbsfähigkeit kleinerer, bürgernaher Energieproduzenten massiv beeinträchtigt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen soll. Weder der Markt noch die EU scheinen hierfür klare Zuständigkeiten zu beanspruchen. Dieses Ungewisse führt zu einer gefährlichen Lücke in der Krisenvorsorge.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert ist, wird voraussichtlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernehmen wird, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt zudem die Gefahr einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment. Es birgt die Gefahr unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein inakzeptabler Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze und damit unserer Energieunabhängigkeit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweiz keineswegs ausreichend und erscheinen eher als kosmetische Anpassungen, welche die gravierenden negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau nicht kompensieren können. Die befürchtete flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, wird durch die vorgeschlagene Ausweitung der Personenfreizügigkeit und die damit einhergehende Zunahme des Lohndrucks nicht eingedämmt, sondern vielmehr beschleunigt.

Es ist äusserst bedenklich, dass der bewährte und über Jahrzehnte hinweg wirksame Schweizer Lohnschutz nicht gestärkt, sondern stattdessen aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst werden soll. Die neu konzipierten Regeln sind in ihrer Komplexität und Bürokratie eher nachteilig für die Schweizer Wirtschaft und Arbeitnehmer. Sie schaffen vor allem Vorteile für ausländische Firmen, die offenkundig bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben und die hiesigen Arbeitsbedingungen auszunutzen. Die angeblichen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies führt unausweichlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden

Lohn- und Arbeitsbedingungen, was letztlich die schweizerischen Arbeitnehmer benachteiligt.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die notwendige Flexibilität, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), lähmt, ohne jedoch das grundlegende Problem des anhaltenden Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine durch die EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Ferner ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere durch Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d, höchst problematisch. Sie zementiert die regelmässigen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies widerspricht dem Prinzip der autonomen Rechtssetzung und schränkt unsere Handlungsfreiheit ein.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der offensichtlich auf Druck der EU erfolgt. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und steht im fundamentalen Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVIG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den unerträglichen Druck der EU-Konformität setzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die funktionierenden Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft schwächeren Modellen aufgeweicht werden.

Schliesslich stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch den neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz vollstreckt werden können. Dies ist ein gefährlicher Präzedenzfall und eine Aushöhlung unserer nationalen Rechtsstaatlichkeit.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die Schweizer Arbeitnehmer und die Schweizer Wirtschaft ausreichend zu schützen. Sie gehen in die falsche Richtung, schwächen bestehende Schutzmechanismen und führen zu einer übermässigen Abhängigkeit von und Anpassung an EU-Recht. Die Schweiz muss ihre Souveränität und ihre bewährten Schutzinstrumente verteidigen und darf sich nicht auf dem Altar der Personenfreizügigkeit opfern lassen.

Staatliche Beihilfen

Stellungnahme zum Bereich: Staatliche Beihilfen

Wir äussern uns mit tiefster Besorgnis zum vorliegenden Vernehmlassungsdossier betreffend staatliche Beihilfen und die damit verbundenen Gesetzesänderungen. Die vorgeschlagenen

Massnahmen stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität, unseres föderalistischen Systems und unserer bewährten wirtschaftspolitischen Steuerung dar. Anstatt die Schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung zu stärken, drohen diese Anpassungen, uns zu einem reinen Empfänger und Umsetzer europäischer Regulierungen zu degradieren, dessen demokratische Legitimation und nationale Interessen systematisch untergraben werden.

Die heutige Praxis, bei der Subventionen primär politische Entscheidungen auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene sind, welche demokratisch legitimiert und an spezifische nationale, regionale oder lokale Bedürfnisse angepasst werden, soll abgeschafft werden. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime. Die angeführten Gesetzesänderungen, insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), sehen die Einrichtung einer neuen, zentralen Kontrollinstanz vor – der Beihilfekammer, welche Teil der WEKO werden soll. Diese soll als „verlängerter Arm der EU“ agieren und die Kompatibilität von Schweizer Beihilfen mit dem EU-Recht sicherstellen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden dadurch massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung, die Unterstützung des Regionalverkehrs, Kantonalbanken, Kultur oder lokaler KMU zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern auf EU-Konformität geprüft und potenziell gekippt. Dies stellt einen direkten und inakzeptablen Angriff auf unseren Föderalismus dar.

Die Schweiz unterwirft sich durch die vorgesehene Genehmigungspflicht für Beihilfen durch die EU-Kommission einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch Brüssel. Dies hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und macht uns zu reinen Regel-Empfängern. Besonders kritisch ist die Unterstellung von Sektoren wie der Energieversorgung – wo zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind –, des Luftverkehrs und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und ist angesichts der Bedeutung dieser Sektoren für die Versorgungssicherheit und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz nicht hinnehmbar.

Die Schaffung des BHÜG und die damit verbundene Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese zentrale Kontrollinstanz wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Konformität durchsetzen. Dies untergräbt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz und schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ignoriert die grundlegenden föderalistischen Prinzipien der Schweiz.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese „Superbehörde“ wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den

Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Rechenschaftspflicht gegenüber der Bevölkerung zu verschleiern.

Wir lehnen die vorgeschlagenen Massnahmen entschieden ab. Sie gefährden unsere Souveränität, unseren Föderalismus und unsere Fähigkeit, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen im Interesse der Schweiz zu treffen. Die Schweiz ist kein EU-Mitglied und darf sich nicht einem Rechtssystem unterwerfen, das für sie nicht geschaffen wurde und deren Grundsätze und Interessen sich fundamental von unseren unterscheiden können. Die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen im BHÜG, KG, BGG und VGG sowie die Streichung von Art. 103 LFG sind daher abzulehnen. Wir fordern, dass die bewährte Praxis der nationalen Steuerung staatlicher Beihilfen beibehalten und die Souveränität der Schweiz sowie die Autonomie der Kantone uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Timothy Peter (Privat)

Datum: 30.09.2025

Kontakt: Timothy Peter · 0791959344 · timothy.peter@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Definitiv Nein! Es werden nur Deal gemacht gegen das Volk. Dinge die uns das Leben einfacher machen würden aus der EU werden nicht übernommen.
Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien, die für unser Land von fundamentaler Bedeutung sind. Eine Überprüfung der im Rahmen der Vernehmlassung vorliegenden Dokumente lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der potenziellen Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und der Unabhängigkeit unserer Gerichte aufkommen.

Es ist äusserst fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäische Rechtsnormen und die Jurisdiktion des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) darstellt. Die Annahme eines Rechtsrahmens, der dem EU-Recht angeglichen ist, würde bedeuten, dass zukünftige Gesetzesinitiativen und die Interpretation bestehender Gesetze durch die Europäische Union beeinflusst oder sogar diktiert werden könnten. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die direkten Zivilsachen (RDGS) verankert ist, das die Souveränität des Volkes und der Kantone als oberste Rechtsquelle anerkennt.

Die drohende Übernahme von EU-Recht, auch in selektiven Bereichen, birgt die Gefahr einer indirekten Anpassung des schweizerischen Rechtsbestandes an einen Rechtskreis, dessen Legitimation nicht auf demokratischen Prozessen in der Schweiz beruht. Insbesondere die Einführung des automatischen Geltungsbereichs des EU-Rechts in relevanten Bereichen, wie sie in derartigen Abkommen typischerweise vorgesehen ist, öffnet Tür und Tor für eine permanente Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Mitsprache der schweizerischen Bevölkerung oder des Parlaments. Dies würde die Rechtsetzungskompetenz des Nationalrates und des Ständerates erheblich schwächen. Die Übertragung von Rechtsetzungsbefugnissen, selbst in indirekter Form, an eine externe Organisation widerspricht fundamental den in der Bundesverfassung verankerten Prinzipien der staatlichen Unabhängigkeit.

Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH als bindend würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte massiv beeinträchtigen. Unsere Gerichte müssten sich künftig an Urteile eines Gerichts halten, dessen Entscheidungen auf der Grundlage von EU-Recht getroffen werden, das für die Schweiz nicht direkt gilt, aber durch die vorgeschlagenen Abkommen implizit anerkannt würde. Dies würde das Prinzip des rechtsstaatlichen Handelns untergraben, das in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist und fordert, dass staatliches Handeln auf dem Recht beruht. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, wäre ernsthaft gefährdet, wenn Urteile eines fremden Gerichts

verbindlich wären und die eigene Rechtsfindung einschränken würden. Artikel 190 der Bundesverfassung, der besagt, dass Gerichte und Behörden das Recht anwenden, wäre ausgehöhlt, wenn die Anwendung des Rechts durch die Rechtsprechung des EuGH massgeblich beeinflusst würde.

Die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Annäherung sind ebenfalls mit grossen Unsicherheiten behaftet. Während oft behauptet wird, dass die "Stabilisierung" den Marktzugang zur EU sichern würde, wird dabei die Kehrseite der Medaille, nämlich die Kosten der Anpassung und die Abhängigkeit von EU-Entscheidungen, zu wenig beleuchtet. Der Schweizer Franken könnte weiter an Wert verlieren, wenn die Geldpolitik durch den Einfluss der EZB indirekt beeinflusst würde. Die Stärke unserer Wirtschaft beruht auf unserer Flexibilität und der Fähigkeit, eigene wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen. Eine zu starke Bindung an die EU würde diese Autonomie erheblich einschränken und die Schweiz anfälliger für externe wirtschaftliche Schocks machen, die von Brüssel ausgehen.

Die vorgelegten Vorschläge zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU scheinen die tiefgreifenden rechtlichen und politischen Implikationen zu unterschätzen oder zu ignorieren. Sie werfen ernste Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität, der Unabhängigkeit unserer Justiz und der demokratischen Legitimation unserer Gesetzgebung auf. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme dieser Vorschläge Schritt für Schritt von der Europäischen Union vereinnahmt wird, ohne dass die Bevölkerung jemals die Möglichkeit hatte, über eine formelle Mitgliedschaft abzustimmen.

Wir müssen uns der Tatsache bewusst werden, dass die Annahme von EU-Recht oder die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung nicht nur technische Anpassungen sind, sondern fundamentale Eingriffe in die schweizerische Rechts- und Staatsordnung darstellen. Die vorgeschlagene "Stabilisierung" könnte sich als Pyrrhussieg erweisen, der zu einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer Souveränität führt, ohne dafür einen echten, nachhaltigen Mehrwert für die Schweiz zu generieren.

Es ist daher zwingend erforderlich, dass die Vernehmlassungsteilnehmer die vorgeschlagenen Massnahmen kritisch hinterfragen und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweiz umfassend berücksichtigen. Ein blindes Vertrauen in die Zusicherungen der EU ist angesichts der bisherigen Erfahrungen und der fundamentalen Unterschiede in den Rechtssystemen und politischen Strukturen nicht ratsam. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien muss oberste Priorität haben, und jegliche Vereinbarung mit der EU muss diesem Grundsatz uneingeschränkt Rechnung tragen. Wir dürfen nicht zulassen, dass unsere Souveränität auf dem Altar einer fragwürdigen "Stabilisierung" geopfert wird. Die Schweiz hat sich historisch durch ihre Unabhängigkeit und ihre starken rechtsstaatlichen Prinzipien ausgezeichnet; diese Errungenschaften dürfen nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Es werden nur Deal gemacht gegen das Volk. Dinge die uns das Leben einfacher machen würden aus der EU werden nicht übernommen.
Die vorliegende Vernehmlassung zum Gesamtpaket Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es muss entschieden hinterfragt werden, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen tatsächlich im besten Interesse unseres Landes sind und ob sie nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Selbstbestimmung führen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme des EU-Rechts, die durch das vorgeschlagene Abkommen manifestiert würde. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen des Pakets vorgesehen ist, steht im Widerspruch zu fundamentalen Grundsätzen unseres Rechtssystems. Insbesondere die Idee, dass der Europäische Gerichtshof

(EuGH) als letzte Instanz über die Auslegung von relevanten EU-Rechtsakten zu entscheiden hat, ist höchst problematisch. Dies würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte an die Urteile des EuGH gebunden wären, selbst wenn diese Urteile im Widerspruch zu unserer eigenen Verfassung oder unseren nationalen Interessen stehen. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), der die richterliche Freiheit betont, wird durch eine solche Suprematie des EuGH erheblich eingeschränkt. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems gewahrt bleiben kann, wenn externe Gerichte verbindliche Auslegungen vornehmen.

Ferner wirft die automatische Übernahme neuer EU-Rechtsakte erhebliche verfassungsrechtliche Fragen auf. Das Demokratieprinzip, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), würde durch die automatische Übernahme von Recht, das ohne direkte schweizerische Beteiligung im EU-Parlament oder Rat verabschiedet wird, untergraben. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger hätten keinerlei Einfluss auf die Entstehung dieser Rechtsnormen, die dennoch für sie bindend wären. Dies widerspricht der Vorstellung einer direkten Demokratie, in der das Volk die oberste Gewalt darstellt und die Gesetzgebung über seine gewählten Vertreter oder durch Volksinitiativen und Referenden mitgestaltet. Das Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie es in Artikel 5 der BV verankert ist, scheint durch die vorgesehene Mechanismen gefährdet, da legislative Akte auf europäischer Ebene ohne entsprechende demokratische Legitimation in der Schweiz Wirkung entfalten könnten.

Die im Paket vorgesehenen Beitragszahlungen an die EU sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Diese Gelder fliessen in die Kassen der EU und tragen zur Finanzierung von Politiken bei, die nicht zwangsläufig den schweizerischen Interessen dienen. Angesichts der wirtschaftlichen Herausforderungen und der Notwendigkeit, die eigene Infrastruktur und soziale Sicherheit zu finanzieren, erscheint eine solche finanzielle Belastung fragwürdig. Artikel 127 der Bundesverfassung, der die Förderung des Wohlstands des Landes und seiner Bevölkerung zum Ziel hat, wird durch solche Abflüsse von Mitteln potenziell konterkariert.

Die Auswirkungen auf die schweizerische Migrationspolitik und die Personenfreizügigkeit sind ebenfalls besorgniserregend. Die potenzielle Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf neue EU-Staaten oder die Verschärfung der bestehenden Regelungen könnten zu einer Überlastung unserer Sozialsysteme und des Arbeitsmarktes führen. Die Kontrolle über die Zuwanderung, ein Kernanliegen vieler Schweizer Bürgerinnen und Bürger und verfassungsrechtlich verankert im Recht auf freie Wahl des Wohnortes, könnte durch die Verpflichtungen aus dem Abkommen erheblich eingeschränkt werden. Artikel 115 der Bundesverfassung, der die Sicherheit des Landes und seines Volkes gewährleistet, steht unter Umständen im Widerspruch zu einer unkontrollierten Zuwanderung.

Die geforderte Übernahme der Staatshaftung für EU-Rechtsverletzungen stellt eine weitere erhebliche Belastung und ein Risiko für die Schweiz dar. Die Möglichkeit, für Handlungen oder Unterlassungen, die im Verantwortungsbereich der EU liegen, von der EU zur Rechenschaft gezogen und zu Schadenersatz verpflichtet zu werden, ist inakzeptabel. Dies würde eine gravierende Einschränkung unserer Souveränität bedeuten und uns zu einem Anhängsel der EU machen, das für deren Fehler geradestehen muss.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgelegte Gesamtpaket Schweiz-EU eine Reihe von tiefgreifenden Problemen aufwirft, die die schweizerische Souveränität, den Rechtsstaat und die demokratischen Prinzipien in Frage stellen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die Suprematie des EuGH, die finanziellen Belastungen und die potenziellen Auswirkungen auf die Migrationspolitik sind erhebliche Kritikpunkte, die nicht ignoriert werden dürfen. Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat und das Parlament diese Bedenken ernst nehmen und eine Lösung anstreben, die die Kerninteressen der Schweiz wahrt und ihre Unabhängigkeit nicht kompromittiert. Die Vorlage eines solchen Pakets ohne ausreichende demokratische Legitimation und unter Inkaufnahme erheblicher Risiken für unsere nationale Selbstbestimmung ist höchst bedenklich und bedarf einer kritischen und ablehnenden Haltung. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie eigenständige und erfolgreiche Lösungen finden kann, die ihren spezifischen Bedürfnissen Rechnung tragen. Es gibt keinen zwingenden Grund, von diesem Weg abzuweichen und sich einer Rechtsordnung zu unterwerfen, deren Entstehung und Ausrichtung wir nicht massgeblich beeinflussen können. Die Bewahrung unserer Souveränität und unserer demokratischen Institutionen hat oberste

Priorität und darf nicht für eine fragwürdige Annäherung an die EU geopfert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Es werden nur Deal gemacht gegen das Volk. Dinge die uns das Leben einfacher machen würden aus der EU werden nicht übernommen.
Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und verdienen eine kritische, ja skeptische Betrachtung. Die vorgelegten Dokumente scheinen, bei oberflächlicher Betrachtung, eine Annäherung zu suggerieren, doch bei genauerer Prüfung offenbaren sich tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität, der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat. Artikel 49 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), welcher die Vertragsfreiheit und damit die Möglichkeit zur Gestaltung eigener rechtlicher Rahmenbedingungen schützt, wird durch eine solche Regelung massiv untergraben. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne einen demokratischen Entscheidungsprozess im nationalen Parlament, stellt einen direkten Eingriff in die bundesstaatliche Gewaltenteilung dar, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert ist, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verordnung des Bundesrates zur Umsetzung des internationalen Rechts (VzIntR). Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz zu einem reinen "Empfängerstaat" von EU-Recht degradiert wird, dessen Regelungen nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweizer Bevölkerung zugeschnitten sind.

Die vielbeschworenen Vorteile einer institutionellen Annäherung scheinen die tatsächlichen Risiken zu vernebeln. Die vermeintliche Harmonisierung von Standards mag auf den ersten Blick Effizienzsteigerungen versprechen. Doch die Praxis zeigt, dass die EU-Standards oft auf die Bedürfnisse grosser Volkswirtschaften ausgerichtet sind und die Innovationskraft und Flexibilität kleinerer, offener Volkswirtschaften wie der Schweiz behindern können. Die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen könnte dadurch nachhaltig geschädigt werden, da sie gezwungen wären, sich an Regelungen anzupassen, die nicht primär auf ihre spezifischen Marktbedingungen zugeschnitten sind. Dies widerspricht dem Geist des Artikels 2 des Bundesgesetzes über den Schutz von Marken und Herkunftsangaben (MSchG), der auf die Förderung und den Schutz von schweizerischen Produkten abzielt.

Weiterhin ist die Frage der richterlichen Zuständigkeit und der Anwendung von EU-Recht äusserst problematisch. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in strittigen Fällen das letzte Wort haben könnte, ist ein fundamentaler Eingriff in die nationale Rechtsprechung. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und die Anwendung des schweizerischen Rechts. Eine Situation, in der Urteile des EuGH für Schweizer Gerichte bindend wären, würde diese Garantie aushöhlen. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, wäre gefährdet. Die Souveränität der Schweiz in Rechtsfragen wäre damit nicht mehr gewährleistet.

Die finanziellen Implikationen einer solchen Annäherung sind ebenfalls besorgniserregend. Die Annahme von EU-Recht geht oft mit der Verpflichtung zur finanziellen Beteiligung an EU-Programmen und zur Übernahme von Kosten für die Umsetzung und Überwachung der entsprechenden Regelungen einher. Die Schweiz würde somit indirekt zur Finanzierung der EU beitragen, ohne die Kontrolle über die Verwendung dieser Mittel zu haben. Artikel 127 der Bundesverfassung (BV) unterstreicht die Bedeutung der wirtschaftlichen Eigenverantwortung und der nachhaltigen Finanzpolitik. Eine unkontrollierte Übernahme von finanziellen Verpflichtungen gegenüber der EU könnte diese Prinzipien gefährden und zu einer unzumutbaren Belastung für den Schweizer Steuerzahler führen.

Des Weiteren ist die mangelnde Transparenz im Verhandlungsprozess kritisch zu hinterfragen. Es ist

unabdingbar, dass die Bevölkerung und das Parlament umfassend über die Inhalte und Konsequenzen der Verhandlungsergebnisse informiert werden, bevor bindende Entscheidungen getroffen werden. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass das Parlament über die Aussenpolitik mitberät. Eine einseitige, von der Exekutive vorangetriebene Annäherung ohne substanzielle parlamentarische Beratung und öffentliche Debatte widerspricht diesem Gebot der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur EU mit tiefgreifenden Skepsis betrachtet werden müssen. Die potenziellen Risiken für die schweizerische Souveränität, die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die rechtsstaatliche Integrität sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden. Eine vorschnelle Annahme von Regelungen, die die grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung und unseres Rechtssystems untergraben, wäre unverantwortlich. Es bedarf einer sorgfältigen und kritischen Prüfung, die die langfristigen Interessen der Schweiz in den Vordergrund stellt und nicht einer blinden Harmonisierung um jeden Preis. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und unserer spezifischen nationalen Interessen muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Es werden nur Deal gemacht gegen das Volk. Dinge die uns das Leben einfacher machen würden aus der EU werden nicht übernommen.
Die vorgeschlagene Umsetzung der regulatorischen Anpassungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung der Schweiz auf. Es ist unabdingbar, dass diese Entwicklung kritisch hinterfragt wird, um die langfristigen Interessen unseres Landes zu wahren. Die vorliegende Vernehmlassung bietet die Gelegenheit, tiefgreifende Bedenken zu äussern, die nicht nur auf einer allgemeinen Skepsis basieren, sondern auf konkreten rechtlichen und politischen Überlegungen, die die Unabhängigkeit der Schweiz und die Integrität ihres Rechtssystems gefährden könnten.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der potenziellen Aushöhlung der parlamentarischen Mitsprache und der direkten Demokratie. Die Übernahme von EU-Recht durch bilaterale Abkommen, die anschliessend ohne direkte Zustimmung des Schweizer Volkes in nationales Recht umgesetzt werden, stellt eine Abkehr von den Grundprinzipien unserer Verfassung dar. Insbesondere Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments. Die Tendenz, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, ohne dass diese den üblichen parlamentarischen Beratungs- und Genehmigungsprozessen unterliegen, untergräbt die Rolle des Parlaments und schwächt die demokratische Legitimation der entsprechenden Bestimmungen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz faktisch unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gestellt wird, ohne dass dies im Rahmen eines institutionellen Abkommens explizit und transparent geregelt ist. Dies wäre eine gravierende Abweichung von Artikel 197 Absatz 3 BV, der die Zuständigkeit des Bundesgerichts als oberste kantonale und kantonale Gerichte festlegt und somit die nationale Gerichtshoheit unterstreicht.

Ferner sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Rechtsübernahme kritisch zu betrachten. Die Schweiz hat sich durch eine eigenständige Regulierung und eine marktorientierte Politik eine starke wirtschaftliche Position erarbeitet. Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass Schweizer Unternehmen mit zusätzlichen Kosten und bürokratischen Hürden konfrontiert werden, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten des Schweizer Marktes zugeschnitten sind. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und Innovationen hemmen. Artikel 31 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit, die durch übermässige und unpassende Regulierungen, die aus Brüssel diktiert werden, faktisch eingeschränkt werden könnte. Die Annahme von EU-Regulierungen ohne sorgfältige Prüfung der heimischen Auswirkungen könnte auch zu einer Ungleichbehandlung von Schweizer Unternehmen im Vergleich zu ausländischen Akteuren führen, was die Grundsätze der wirtschaftlichen Gerechtigkeit und Gleichbehandlung verletzen würde.

Ein weiterer kritischer Aspekt betrifft die Zuständigkeit des Bundesrates. Artikel 174 BV legt die

Zuständigkeit des Bundesrates für die Ausführung der Gesetze fest. Wenn jedoch die Gesetzgebung inhaltlich massgeblich von der EU vorgegeben wird, verlagert sich die eigentliche Gestaltungs- und Entscheidungsfindung ausserhalb der demokratisch legitimierten Schweizer Institutionen. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 BV verankert ist. Die Gefahr einer schrittweisen Erosion der Souveränität durch eine immer engere Anbindung an die EU und die Übernahme ihrer Rechtsnormen ist real und muss mit aller Kraft abgewendet werden. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit wahren und ihre eigenen Interessen verteidigen können, anstatt sich blindlings an die Vorgaben einer anderen Rechtsordnung zu binden. Die Notwendigkeit, die eigene Gesetzgebung autonom zu gestalten, ist essenziell für die Aufrechterhaltung der politischen Stabilität und des Vertrauens der Bevölkerung in die staatlichen Institutionen.

Die finanzielle Belastung durch die Übernahme von EU-Recht und die damit verbundenen Anpassungen der nationalen Infrastruktur und Verwaltung ist ebenfalls ein nicht zu unterschätzender Faktor. Es muss klar dargelegt werden, wie diese Kosten gedeckt werden sollen und welche Auswirkungen dies auf den Bundeshaushalt haben wird. Artikel 127 Absatz 1 BV fordert eine ausgewogene Finanzpolitik, die nicht durch unkontrollierte Ausgaben aufgrund externer Vorgaben gefährdet werden darf.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung eine kritische Überprüfung der Auswirkungen der EU-Annäherung auf die schweizerische Souveränität und Gesetzgebung erfordert. Die Gefahr einer schleichenden Unterstellung unter EU-Recht, die Aushöhlung der parlamentarischen und direktdemokratischen Rechte sowie potenzielle negative wirtschaftliche Folgen dürfen nicht ignoriert werden. Es ist daher dringend geboten, eine Politik zu verfolgen, die die Kerninteressen der Schweiz wahrt und ihre Unabhängigkeit schützt, anstatt sich einer immer tieferen Integration in die Strukturen der Europäischen Union zu beugen, deren Regeln und deren Gerichtsbarkeit wir nicht unmittelbar beeinflussen können. Jede Entscheidung muss im Lichte der Bundesverfassung getroffen werden, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der Volkssouveränität, der Gewaltenteilung und der wirtschaftlichen Freiheit.

Finanzieller Beitrag

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Strom

Landverkehr

Staatliche Beihilfen

Lebensmittelsicherheit

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 01.10.2025

Kontakt: Carmen Reisinger

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Als Übergriff über die schweizerische Souveränität !

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Während eine Verbesserung des Verhältnisses zur EU im Grundsatz wünschenswert sein mag, muss die Schweiz ihre Souveränität und ihre Interessen mit grösster Sorgfalt wahren. Die aktuelle Ausgestaltung der vorgeschlagenen Massnahmen birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht und einer Erosion der direkten Demokratie. Diese ist bereits in Gang und muss sofort gestoppt werden !

Besonders problematisch ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk und die Kantone angemessen Mitspracherecht haben. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien unserer Verfassung, insbesondere zu Artikel 2 der Bundesverfassung (BV), der die Förderung des gemeinen Wohls und die Wahrung der Interessen der Schweiz sowie den Schutz der Freiheiten und Rechte der Bürgerinnen und Bürger zum Ziel hat. Die Übernahme von Recht ohne eigene Gestaltungsfähigkeit untergräbt gerade diese Prinzipien. Ferner tangiert dies das Recht auf demokratische Teilhabe gemäss Artikel 34 BV. Die Bürgerinnen und Bürger haben ein Anrecht darauf, über Gesetze, die sie betreffen, mitzubestimmen. Eine faktische Übernahme von EU-Recht könnte dieses Recht aushöhlen, wenn die Möglichkeit zur direkten Mitgestaltung oder gar zur Ablehnung durch Volksinitiativen oder Referenden de facto ausgeschlossen wird.

Die Unklarheit bezüglich der Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Befürchtung, dass ein institutionelles Rahmenabkommen die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stärken könnte, ist nicht von der Hand zu weisen. Eine solche Entwicklung stünde im Widerspruch zum Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Hoheit des Bundesstaates über sein Territorium und seine Bürgerinnen und Bürger festschreibt. Die Souveränität der Schweiz würde beeinträchtigt, wenn ausländische Gerichte bindende Entscheidungen über Schweizer Recht treffen könnten. Dies untergräbt die rechtsstaatliche Unabhängigkeit unseres Landes.

Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Annäherung an die EU stets im Einklang mit unserer Verfassung und unseren nationalen Interessen steht. Dazu gehört auch die äusserst knapp ausgefallene Abstimmung zur E ID. Dies ist auch eine Öffnung zum Datenschutz und breitet sich über die ganze Welt aus. Diese Abstimmung muss dringend überprüft werden. Wenn fast 50 % der Stimmbürger sich gegen die E ID ausgesprochen haben, heisst es, dass weit über 50 % der Einwohner sich dagegen stellen, denn wer nicht abstimmt hat die Vorlage nicht verstanden, oder sieht den Sinn von Abstimmungen nicht mehr ein. Dies ist auch verständlich.
Die vorgeschlagenen Schritte scheinen eher eine Anpassung an die Bedürfnisse der EU zu sein als eine echte, auf gegenseitigem Respekt basierende Partnerschaft. Die Schweiz muss ihre Verhandlungsposition mit aller Kraft verteidigen und darauf bestehen, dass ihre einzigartigen demokratischen Institutionen und ihre Souveränität jederzeit gewahrt bleiben. Ohne diese Garantien würde eine Stabilisierung der Beziehungen zu einer Erosion unserer Unabhängigkeit führen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Staatliche Beihilfen

Finanzieller Beitrag

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Strom

Lebensmittelsicherheit

Landverkehr

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Maik (Privat)

Datum: 01.10.2025

Kontakt: Maik · 2321616 · mb@eurosportsmanagement.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in diversen Abkommen angedeutet wird, widerspricht fundamental dem Geist der Schweizerischen Bundesverfassung. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Volkssouveränität und die Herrschaft des Rechts, welche durch eine blosse Übernahme von EU-Regulierungen ausgehöhlt würden. Das Prinzip der rechtsgleichen Behandlung, verankert in Artikel 8 der Bundesverfassung, könnte ebenfalls untergraben werden, wenn Schweizer Bürger und Unternehmen ungleicher behandelt würden als ihre EU-Pendants.

Es ist äusserst fragwürdig, ob eine solche Institutionelle Annäherung im besten Interesse der Schweiz ist. Die Schweiz hat sich über Jahrhunderte hinweg eine Rechtssicherheit und ein politisches System geschaffen, das auf direkter Demokratie und der Selbstbestimmung des Volkes beruht. Die Einführung von automatischen Übernahme-Mechanismen für EU-Recht, wie sie für die Bilateralen I und II typisch sind, bedeutet eine schleichende Entmachtung des Schweizer Gesetzgebers und des Souveräns.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer Vertiefung der Bindungen zur EU noch unklar und potenziell nachteilig. Die Annahme von EU-Recht kann zu Wettbewerbsnachteile für Schweizer Unternehmen führen, wenn diese strengeren und kostspieligeren Regulierungen unterworfen werden, als ihre Konkurrenten aus Nicht-EU-Ländern. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls aller zum Ziel hat, könnte durch eine überstürzte und unüberlegte Angleichung an EU-Standards beeinträchtigt werden.

Die Unklarheit über die zukünftige Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und seine Befugnisse im Rahmen einer neuen Abkommen-Struktur ist ebenfalls beunruhigend. Die Schweizer Gerichte sind an die Bundesverfassung gebunden. Eine automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit und die rechtsstaatliche Souveränität der Schweiz gefährden. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweizerische Rechtsprechung und die rechtsstaatlichen Prinzipien stets Vorrang geniessen. Jegliche Form der automatischen Übernahme von Rechtsnormen und der Rechtsprechung, die nicht im Einklang mit den Grundsätzen der Schweizerischen Verfassung steht, muss entschieden abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Rechtsordnung und den Interessen unseres Landes auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko einer schleichenden Souveränitätsabschwächung.

Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie in den Verhandlungsergebnissen implizit angelegt ist, widerspricht dem Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung und der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert, dass das Schweizer Volk die oberste Gewalt im Staat innehat und die Gesetzgebung durch die demokratischen Institutionen und Entscheidungsprozesse unseres Landes bestimmt wird. Eine Delegation dieser Kompetenzen an externe Organe der EU, ohne vorgängige nationale parlamentarische Debatte und Zustimmung, würde diesen Grundsatz fundamental untergraben.

Darüber hinaus ist fraglich, inwieweit die geplanten Regelungen mit dem Gleichheitsgrundsatz gemäss Artikel 8 BV vereinbar sind. Wenn Schweizer Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger neuen, von der EU diktierten Regeln unterworfen würden, für deren Zustandekommen sie keine demokratische Mitbestimmung haben, während dies in den EU-Mitgliedstaaten anders gehandhabt wird, kann von Gleichbehandlung keine Rede mehr sein.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind äusserst problematisch. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, der primär das EU-Recht auslegt, bedeutet eine faktische Akzeptanz seiner Urteile, auch wenn diese nicht im Einklang mit der Schweizerischen Verfassung oder dem Bundesgesetz über die Freizügigkeit (FZA) stehen. Artikel 11 des FZA regelt zwar die Anwendung des Abkommens, doch die Interpretation durch den EuGH kann potenziell über den ursprünglichen Willen der Vertragsparteien hinausgehen und schweizerisches Recht de facto revidieren. Dies stellt eine unzulässige Übertragung von Rechtsetzungs- und Rechtsprechungsbefugnissen dar und ist mit dem Prinzip der Gewaltentrennung, wie es implizit auch im Schweizer Rechtssystem verankert ist, schwer zu vereinbaren.

Die Ausgestaltung des Marktzugangs und die damit verbundenen Auflagen könnten zudem zu einer Benachteiligung schweizerischer Unternehmen führen, wenn diese gezwungen sind, komplexere und kostenintensivere Compliance-Regime zu erfüllen als ihre Konkurrenten in der EU. Die langfristigen wirtschaftlichen Auswirkungen, einschliesslich möglicher Wettbewerbsnachteile, sind ungenügend beleuchtet und bedürfen einer kritischen Überprüfung im Lichte des im Obligationenrecht verankerten Gebots der Wirtschaftlichkeit und des Schutzes des fairen Wettbewerbs.

Es besteht die dringende Notwendigkeit, diese Verhandlungsergebnisse einer eingehenden Prüfung zu unterziehen und sicherzustellen, dass die Souveränität und die Interessen der Schweiz jederzeit gewahrt bleiben. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht ist keine Option.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Gesamtlösung im Paket mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung der Schweiz auf. Eine kritische Prüfung der geplanten Regelungen offenbart gravierende Nachteile, die dem schweizerischen Interesse nicht zuwiderlaufen.

Die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass das schweizerische Volk und die Kantone über die entsprechende Gesetzgebung direkt mitbestimmen können, ist zutiefst problematisch. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung (BV) in Artikel 34 Absatz 2 verankert sind, welcher die Volkssouveränität und die Mitwirkungsrechte der Bürgerinnen und Bürger gewährleistet. Die vorgeschlagene dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass die Schweiz fortlaufend EU-Recht

adaptieren müsste, ohne die Möglichkeit, eigene, schweizerischen Verhältnissen angepasste Lösungen zu entwickeln. Dies schwächt die Gesetzgebungskompetenz des nationalen Parlaments erheblich.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls bedenklich. Die geplante Einbindung des EuGH in die Auslegung des Abkommens untergräbt die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte. Artikel 190 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und der Justiz. Eine automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde diese Unabhängigkeit in Frage stellen und potenziell zu einer Fremdbestimmung führen, die nicht mit dem föderalistischen Aufbau der Schweiz vereinbar ist. Die Gefahr, dass der EuGH Entscheidungen trifft, die nicht unseren rechtsstaatlichen Traditionen entsprechen, ist real.

Darüber hinaus ist die Frage der «Schiedsgerichtsbarkeit» im Abkommen unzureichend gelöst. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung scheinen eher auf eine Unterwerfung unter die Interessen der EU hinauszulaufen als auf eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe. Die Art und Weise, wie die gegenseitige Anerkennung von Gesetzen und Verordnungen gestaltet wird, birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung nationaler Regulierungsautonomie. Die Bewahrung der schweizerischen Rechtsordnung, die auf klaren Prinzipien und bewährten Verfahren beruht, muss oberste Priorität haben.

Die wirtschaftlichen Verflechtungen, so sie denn als unumgänglich erscheinen, dürfen nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre politischen und rechtlichen Gestaltungsmöglichkeiten aufgibt. Die geforderte Personenfreizügigkeit, deren ungebremste Anwendung bereits zu erheblichen sozialen und infrastrukturellen Belastungen geführt hat, wird durch das Paket in einer Weise zementiert, die weitere negative Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke erwarten lässt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vom Bundesrat angestrebte Gesamtlösung mit der EU eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit darstellt. Es drängt sich die dringende Frage auf, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die immensen politischen und rechtlichen Nachteile aufwiegen können.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst besorgniserregend, wie die vorgeschlagenen Massnahmen potenziell die verfassungsrechtliche Ordnung der Eidgenossenschaft untergraben könnten. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne explizite demokratische Legitimation widerspricht dem Geist der helvetischen Demokratie und dem föderalistischen Aufbau unseres Staates.

Die potenzielle automatische Übernahme von Sekundärrecht der Europäischen Union birgt erhebliche Gefahren. Es muss klargestellt werden, inwieweit hier die parlamentarische Beratung und Genehmigung gemäss Artikel 166 der Bundesverfassung (BV) noch gewährleistet werden kann. Wenn Entscheide der EU ungeprüft in die Schweizer Rechtsordnung einfliessen, wird die Rolle des Schweizer Parlaments marginalisiert und die direkte Mitbestimmung des Volkes, wie sie in der direkten Demokratie verankert ist, ausgehöhlt.

Weiterhin ist die mögliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit durch die Verpflichtung zur Berücksichtigung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bedenklich. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und Behörden an Recht und Verordnungen gebunden. Doch die Bindung an die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH könnte die autonome Auslegung nationalen Rechts durch unsere eigenen Gerichte verunmöglichen und somit die Gewaltenteilung in Frage stellen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV, der besagt, dass alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht.

Es ist unerlässlich, dass jede Änderung des Schweizer Rechts einer gründlichen parlamentarischen Debatte unterzogen wird und im Einklang mit unserer Verfassung steht. Die Gefahr einer

schleichenden Rechtsangleichung, die nicht mehr von der Schweizer Bevölkerung und ihren Vertretern legitimiert wird, ist real. Solche Entwicklungen untergraben das Vertrauen in die demokratischen Institutionen und die Rechtsstaatlichkeit. Es ist dringend geboten, dass der Bundesrat und das Parlament die notwendigen Massnahmen ergreifen, um die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien unserer Verfassung wirksam zu schützen. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung behält und nicht zu einem blossen Anhängsel europäischer Rechtsordnungen wird.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine grundlegende Gefährdung unseres Service public dar und greifen tief in die schweizerische Souveränität ein. Insbesondere die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist mit erheblichen Risiken verbunden. Diese Öffnung erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen, gemeinhin als "Rosinenpickerei" bezeichnet, wird dazu führen, dass ausländische Firmen sich auf die profitabelsten Linien konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenstrecken alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Bedienung der Bevölkerung.

Die Sorge, dass EU-Beihilferecht bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte, ist gravierend. Dies würde nicht nur die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger bedrohen, sondern auch die Wettbewerbsfähigkeit unserer eigenen Bahnbetreiber schwächen.

Die vom Bundesrat als Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Sie ist eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, indem sie künftige EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernehmen müsste, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Zudem schränkt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Das Abkommen öffnet die Türen für eine Aushöhlung unseres etablierten und erfolgreichen Systems des öffentlichen Verkehrs.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt stellen eine gravierende Bedrohung für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E reduziert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, dessen Energieinfrastruktur fortan Brüsseler Vorgaben unterliegt. Dies widerspricht dem Prinzip nationaler Selbstbestimmung und untergräbt das StromVG in Artikel 4a ff., welches eine vollständige Marktliberalisierung anstrebt, deren Folgen für die Bevölkerung unkalkulierbar sind.

Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zur blossen Vollzugsstelle EU-weit diktierter Regeln, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnissen orientierten Energieregulierung markiert. Die massive Ausweitung ihrer Kompetenzen gemäss Artikel 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften nach Artikel 10, 18 und 19 StromVG sind klare Instrumente der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz gibt die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur auf und unterstellt sich einer externen Regulierung, welche die bewährten föderalen Strukturen und die kantonale Zusammenarbeit zerstört.

Das Rückgrat der Schweizer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Ebenso werden lokale und dezentrale Energieversorger wie Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt, da ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Dies wird durch die Änderungen im Energiegesetz (EnG) in Artikel 15 neu weiter verschärft. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und fördert stattdessen grosse, zentralisierte Akteure.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die unzureichende Energiereserve gemäss Artikel 8b ff. StromVG lässt die Versorgungssicherheit im Krisenfall offen. Mit der Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen gemäss Artikel 29d Abs. 4 und Artikel 33a Abs. 2bis EnG wird die Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien massiv erhöht, was den Ausbau bremst und die Abhängigkeit von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern verstärkt. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre Energieversorgung zu verlieren und die Preise für KMU und Haushalte durch höhere Kosten für die Versorgungssicherheit unkalkulierbar zu machen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehenen Regelungen bezüglich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Insbesondere die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Die hierfür vorgesehene Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung. Mit dem Inkrafttreten des KoBG würden die bisher als politische Geste und Ausdruck guter Nachbarschaft getätigten Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umgewandelt. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt dessen Budgethoheit aus, da ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen wird (Art. 1 KoBG). Anstelle einer eigenständigen Verwendungsentscheidung über Steuergelder tritt lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als eine Form des Lockvogels. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz ohne Möglichkeit einer Verweigerung nachkommen muss. Die Schweiz droht somit, zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden, ohne dass eine Garantie für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht.

Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie signalisiert eine dauerhafte Integration dieser Abgaben in die Schweizer Rechtsordnung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend und missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Zahlungen an die EU. Diese Entwicklung stellt einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle dar und muss daher entschieden abgelehnt werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies

widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung und der demokratischen Legitimation unserer Förderinstrumente, sei es im Bereich des Regionalverkehrs, der Unterstützung von Kantonalbanken, der Kulturförderung oder der lokalen KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse zukünftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere föderalistischen Strukturen. Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, indem Beihilfen gemeldet und genehmigt werden müssen. Dies macht uns zu reinen Regel-Empfängern und hebt unsere nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf.

Besonders kritisch sind die Auswirkungen auf strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, den Luft- und den Landverkehr. Hier werden die bestehenden nationalen Kontrollkompetenzen geopfert. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Mit dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese neue Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird die Entscheide nicht primär nach Schweizer Interessen, sondern nach Kriterien der EU-Kompatibilität ausrichten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern, die kein formelles rechtliches Gehör mehr haben. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel (z.B. Art. 31a VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz in einem für die Bürger relevanten Bereich.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine reine Verbesserung der Sicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies wird unweigerlich zu einer Erosion unserer etablierten, oft überlegenen Produktionsstandards führen, unsere bäuerlichen Familienbetriebe existenziell gefährden und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv einschränken.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die wir uns über Jahrzehnte hart erarbeitet haben, steht zur Disposition. Die Angleichung an oft tiefere und weniger strenge EU-Standards impliziert einen qualitativen Abstieg. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte denselben, weniger rigorosen Kriterien unterworfen werden wie die der EU. Dieser Verlust eines entscheidenden Wettbewerbsvorteils ist nicht hinnehmbar.

Besonders bedenklich ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, welche die souveräne Entscheidungsfähigkeit der Schweiz in fundamentalen Bereichen blockiert. Die Befürchtung, dass EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben uneingeschränkte Kontrollbefugnisse erhalten, ist ein gravierender Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Produzenten würden zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften würden nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und Vereine mit Auflagen überhäufen, die viele zur Aufgabe zwingen würden. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen.

Die in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) verankerten Bestimmungen stellen einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar. Sie unterwerfen die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsregime, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies widerspricht dem Volkswillen und gefährdet unsere kulinarische Identität.

Die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein nicht hinnehmbarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, breiter akzeptierten Regeln durch EU-Massenstandards und entzieht uns die Möglichkeit, eigene, höhere ethische Standards zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Dies untergräbt die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Bereich. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und beraubt uns der Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und setzt die Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit fahrlässig einem starren, bürokratischen System aus.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bedauerlicherweise als unzureichend und im Wesentlichen kosmetisch zu betrachten. Sie vermögen den immensen Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die unablässige Ausweitung der Personenfreizügigkeit unausweichlich entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an die weniger restriktiven EU-Standards angepasst. Die neu geschaffenen Regeln sind zwar bürokratischer, aber erfahrungsgemäss weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vorrangig ausländischen Firmen zugute, die offensichtlich auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden durch diese Reformen spürbar geschwächt. Die etablierten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne jedoch das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische

Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was die Flexibilität von KMU lämt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor den Interessen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes sowie dem Geist unserer Bundesverfassung, insbesondere Artikel 121a BV, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung gebietet. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie dehnt die Personenfreizügigkeit in einer Weise aus, die jegliche sinnvolle Steuerung verunmöglicht.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Unmöglichkeit, diesen Status selbst bei nachgewiesener Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug zu entziehen, ist skandalös und schadet der Schweizer Bevölkerung.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die damit verbundenen Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte 'Schutzklausel' ist nichts weiter als reines Augenthe, deren Anwendungs-Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Die im Gegenzug drohenden Strafmassnahmen der EU lassen erkennen, dass es sich hierbei um eine Erpressungsklausel handelt und nicht um eine wirksame Schutzmassnahme. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Einflussmöglichkeit auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt.

Die Anpassungen im revidierten Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und lediglich das politische Ermessen überlässt. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG ist ein direkter Affront gegen die Souveränität der Schweiz.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, abzufedern. Die Schweiz verliert die Kontrolle

über die Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (neuer Artikel 2 Absatz 1bis), was Qualitätsstandards gefährdet. Die EU-Koordination der zweiten Säule im BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) untergraben unsere sozialpolitische Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein. Die gesamte Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuches (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), wird an das EU-Recht angepasst. Im Medizinalberufegesetz (MedBG), Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und Psychologieberufegesetz (PsyG) gefährdet die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das IMI-System die Patientensicherheit und die nationale Kontrollhoheit. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Philippe Masson (Privat)

Date: 01.10.2025

Contact: Philippe Masson · 0796112642 · ph.masson@bluewin.ch

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Le présent projet de stabilisation des relations avec l'UE soulève de sérieuses interrogations quant à son impact sur la souveraineté et les intérêts fondamentaux de la Suisse. Si l'objectif affiché est d'améliorer la coopération, les dispositions négociées subordonnent le droit Suisse au droit européen dans une très grande mesure et suppriment notre autonomie décisionnelle. En particulier, l'alignement systématique sur la législation européenne, même sans adhésion formelle, remet en question l'application de l'article 173 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération œuvre à la sauvegarde des intérêts de la Suisse. L'intégration du droit européen telle qu'elle est prévue dans chaque protocole institutionnel (PI) conduira à une adoption "en bloc", le plus souvent même à une intégration de la réglementations européennes, dont certaines pourraient s'avérer inadaptées à notre contexte national ou entrer en conflit avec nos principes constitutionnels, notamment ceux garantissant notre neutralité et notre fédéralisme. De plus, la perspective d'un rôle accru de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'interprétation des accords bilatéraux est particulièrement préoccupante. L'article 5 de la Constitution fédérale consacre le principe de subsidiarité et l'indépendance de la Suisse. Soumettre nos interprétations juridiques à une instance dont la primauté du droit européen est une donnée fondamentale, sans mécanismes de contrôle suisse robustes, fragilise notre système juridique et nos institutions. L'acceptation de la jurisprudence de la CJUE comme source d'interprétation contraignante pourrait, à terme, vider de leur substance les compétences législatives et judiciaires suisses, créant ainsi une dépendance de fait envers Bruxelles. Il est impératif que tout accord futur ménage une marge de manœuvre suffisante à la Suisse pour adapter les normes européennes à ses réalités internes et préserve la capacité de son système politique fédéraliste de prendre des décisions souveraines et ce aux divers échelons politiques du pays, notamment à l'échelon cantonal. Les clauses de compensation telles qu'elles figurent dans chaque Protocole institutionnel sont inacceptable; elles institutionalisent le chantage politique systématique sur le Conseil fédéral, le Parlement, les cantons et le peuple lors de chaque votation populaire. Parler de "stabilisation" des relations bilatérales lorsque l'on introduit la clause de compensation et la reprise automatique de la réglementation européenne est par ailleurs trompeur, donc parfaitement inapproprié. Divulgué par le Conseil fédéral, ce mensonge est d'autant plus grossier et perturbant. C'est certainement un des motif de perte de la perte de confiance actuelle envers notre executif, surtout auprès de ceux qui avaient plutôt tendance à le soutenir jusqu'ici. En résumé, il est légitime de vouloir développer les relations bilatérales avec l'UE, mais jamais au prix du système démocratique qui a fait la Suisse, jamais au prix de sa souveraineté. Il est préférable de vivre avec les accords actuels qu'avec la clause de compensation et qu'avec la reprise automatique de normes encore inconnues.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le paquet législatif proposé dans le cadre de l'évaluation globale des accords entre la Suisse et l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à leur impact sur la souveraineté nationale et la capacité de la Suisse à définir sa propre politique. L'adoption de cette approche globale, plutôt qu'une négociation sectorielle prudente, nous enfermera dans une dépendance juridique et politique accrue vis-à-vis de Bruxelles, sans garantie suffisante de préserver nos intérêts fondamentaux. L'intégration systématique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le droit suisse, telle que suggérée, représente une menace directe à l'autonomie décisionnelle de notre pays. En vertu de l'article 120a de la Constitution fédérale, notre droit doit être formulé de manière autonome. Or, l'application automatique de décisions prises par une juridiction étrangère, sans débat parlementaire approfondi et sans possibilité de dérogation pour des raisons d'intérêt national, contrevient à ce principe fondamental. La primauté du droit de l'UE sur le droit suisse, qui

découlerait implicitement de cette intégration, ne peut être acceptée sans une analyse approfondie de ses conséquences pratiques sur notre système juridique et nos institutions démocratiques. De plus, la flexibilité nécessaire pour adapter notre législation aux réalités économiques et sociales spécifiques de la Suisse pourrait être sévèrement compromise. Les accords bilatéraux actuels ont été conçus pour offrir un certain degré de spécificité helvétique. Une intégration quasi-automatique de la réglementation européenne, le plus souvent à l'échelon administratif fédéral est incompatible avec notre système démocratique, envié et seul garant de la survie de notre Etat fédéral depuis des siècles. L'article 173 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération veille à la défense des intérêts de la Suisse. Ce paquet, dans sa forme actuelle, ne satisfait pas à cette exigence. Pour cette raison et pour toutes celles présentées plus haut, le paquet doit être rejeté. Dans tous les cas, au vu des conséquences majeures de la signature des accords sur notre pays, au vu aussi du nombre de dispositions constitutionnelles mises en cause, il apparait comme impératif qu'ils soient soumis à la double majorité.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant à la mise en œuvre nationale des accords examinés, particulièrement dans leur articulation avec l'Union européenne. Il est impératif de réaffirmer notre attachement fondamental à la souveraineté helvétique et à la primauté de notre droit national. L'application des normes européennes, même par le biais d'accords bilatéraux, soulève des questions de fond quant à leur compatibilité avec la Constitution fédérale, notamment avec les articles 1 et 5 qui garantissent l'indépendance de la Suisse et le respect de ses compétences législatives. L'adoption de dispositions législatives issues directement ou indirectement de Bruxelles, sans un débat démocratique approfondi et une adaptation rigoureuse à notre contexte national, risque de compromettre l'autodétermination de notre pays. Nous craignons que cette approche ne conduise à une renonciation progressive, mais inexorable, de notre pouvoir décisionnel en faveur d'institutions étrangères. De surcroît, la complexité et le caractère évolutif du droit de l'Union européenne rendent difficile l'évaluation préalable des implications à long terme de ces accords. L'article 127 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération doit tenir compte de l'évolution du droit international, ne saurait être interprété comme une invitation à une intégration juridique passive. Au contraire, il impose un devoir de vigilance accrue pour garantir que toute conformité avec le droit étranger ne se fasse pas au détriment de nos principes fondamentaux. Nous nous interrogeons également sur les mécanismes de contrôle et d'application. La délégation de compétences ou l'acceptation de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne comme source d'interprétation, même pour des accords spécifiques, pourrait, par l'imposition des mesures de compensation, engendrer une perte de contrôle sur les décisions qui affectent directement notre économie, notre société et nos citoyens. L'article 160 de la Constitution fédérale, qui confère au Parlement le rôle de surveiller l'action du gouvernement, sera affaibli si les décisions clés sont pré-emptées par des cadres juridiques supra-nationaux. En l'état actuel, la mise en œuvre nationale proposée ne nous semble pas suffisamment protectrice des intérêts suisses. Une approche plus prudente et plus sélective, privilégiant les accords sur mesure qui respectent scrupuleusement notre ordre juridique et nos spécificités nationales est impérative. Nous appelons à une réévaluation rigoureuse de chaque clause pour s'assurer qu'elle ne constitue pas un pas de plus vers une soumission juridique à l'UE, contraire à l'esprit de notre Constitution et à la volonté du peuple suisse. Par ailleurs, le Conseil fédéral serait bien inspiré de ne pas appuyer son argumentation sur des mesures ou promesse dont chacun sait qu'elles ne seront pas mises en œuvre. C'est à chaque fois une maladresse de sa part et une perte de crédibilité. A titre d'exemple, j'y reviendrais, qui croit a la mise en œuvre de la clause de sauvegarde migratoire ?

Électricité

La soumission du présent projet de loi sur le marché de l'électricité, qui vise une intégration accrue avec l'Union européenne, soulève des préoccupations fondamentales quant à la souveraineté énergétique de la Suisse et à la sécurité de son approvisionnement. L'alignement sur les réglementations européennes, notamment par le biais de l'institutionnalisation de l'ACER et d'ENTSO-E, nous transforme en un acteur dépendant, contraint de supporter les coûts sans avoir de réelle voix au chapitre dans les décisions stratégiques concernant notre infrastructure électrique vitale. Cela s'apparente à un abandon de notre autonomie décisionnelle au profit de Bruxelles, comme le suggère l'article 4a et suivants du nouveau Code des obligations révisé (StromVG). La Commission fédérale de la concurrence (ElCom) passera d'une autorité de régulation indépendante à un simple bras d'exécution des directives de l'UE, un scénario que la généralisation des pouvoirs de l'ElCom, conformément à l'article 22 du StromVG, rend plausible. Cette transformation sape le principe démocratique fondamental d'une régulation adaptée aux besoins spécifiques de la Suisse, compromettant ainsi notre sécurité d'approvisionnement et notre capacité à élaborer des politiques énergétiques nationales véritablement

souveraines. De plus, les règles européennes en matière d'aides d'État constituent une menace existentielle pour notre production d'hydroélectricité, pilier de notre sécurité énergétique. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, qui bénéficie aux cantons de montagne, pourrait être qualifié de subvention illégale et être supprimé, affectant ainsi directement les ressources financières de ces régions. L'intégration forcée affaiblit également nos structures fédéralistes. Le rôle prédominant des centrales municipales, un élément essentiel de la production d'énergie locale et décentralisée, est menacé par les règles de concurrence de l'UE qui pourraient annuler leur priorité d'injection, un principe consacré par les adaptations apportées au droit de l'énergie (EnG), notamment l'article 15 nouveau et l'article 29d alinéa 4 et 33a alinéa 2bis EnG concernant l'exclusion des subventions en cas de prix négatifs. A titre d'exemple, on a récemment appris que le prix plancher de 6ct /kWh relatif à la rteprise de l'électricité solaire produite par les particuliers devrait être abandonné. Ceci alors même que cette mesure a été votée par le peuple il y a un an. La sécurité d'approvisionnement nationale est compromise par une libéralisation totale du marché, qui sacrifie la stabilité au profit de la volatilité des prix. La possibilité de constituer des réserves stratégiques, telle que la réserve hydraulique, est limitée par les règles de l'UE, et la responsabilité claire de la sécurité d'approvisionnement devient floue. L'article 8b et suivants du StromVG semble insuffisant pour garantir cette sécurité dans un marché ouvert. La libéralisation complète, telle que décrite dans le nouveau chapitre 1a (art. 4a et suivants du StromVG), représente une expérience risquée dont les coûts seront supportés par les citoyens et les entreprises suisses, conduisant à une dépendance accrue vis-à-vis de marchés étrangers imprévisibles et de sources d'énergie fossiles. Les règles de désagrégation accrues (art. 10, 18, 19 du StromVG) et la suppression de l'exception pour la société nationale du réseau en vertu de l'article 8 alinéa 2 BATE indiquent une soumission progressive à un régime de régulation européen qui ne tient pas compte de nos réalités nationales et fédérales, affaiblissant ainsi notre souveraineté dans la gestion de notre infrastructure énergétique critique.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux modifications proposées dans le domaine des transports terrestres, particulièrement en ce qui concerne l'intégration du droit de l'UE. L'application du droit européen des aides d'État représente une menace directe pour le service public ferroviaire, pilier de notre système de transport. Les subventions actuelles, reconnues pour leur efficacité dans le soutien au fret, aux transports régionaux et au renouvellement du matériel roulant, pourraient être qualifiées d'illégales. Cette potentielle requalification porte atteinte à la capacité de maintenir, voire d'améliorer, l'offre de transport pour la population suisse. L'introduction de la cabotage ferroviaire, telle que prévue par le nouvel article 40ater de la loi sur les chemins de fer (LCheminF), est particulièrement préoccupante. Cette disposition ouvre la porte à des entreprises étrangères, potentiellement bénéficiant de subventions d'État dans leur pays d'origine, pour opérer sur des liaisons purement intérieures. Ce mécanisme favorisera inévitablement la "chasse aux perles" par ces opérateurs, qui se concentreront sur les axes les plus rentables. Ce faisant, ils laisseront les entreprises nationales, dans les plus rares créneaux de circulation laissés à leur disposition, seules face à la gestion des lignes moins lucratives mais essentielles à la desserte du territoire. Ce scénario menace gravement la viabilité financière du service public ferroviaire helvétique. La "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une mesure de protection est, d'un point de vue juridique, insuffisante. Elle ne garantit en rien une protection pérenne face aux futures évolutions du droit de l'UE, un droit que la Suisse sera amenée à adopter de manière dynamique. Il s'agit d'une garantie illusoire qui ne prévient pas l'érosion progressive de notre souveraineté en matière de transport ferroviaire. L'ajustement de l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTP) est également problématique. Cette modification contraint la Suisse à tenir compte des prescriptions de droit européen dans le cadre des appels d'offres. Cette obligation restreint significativement la marge de manœuvre des autorités nationales et cantonales dans la conception de leur réseau de transport public. Au lieu de pouvoir privilégier les solutions les plus adaptées aux besoins suisses, elles devront se conformer à des critères dictés par l'UE, ce qui pourrait aboutir à des solutions moins efficaces et plus coûteuses pour le contribuable. La Suisse risque ainsi de perdre le contrôle sur la définition et la mise en œuvre de sa propre politique des transports, au détriment de l'intérêt général helvétique. Et il n'y a pas besoin d'être un grand érudit pour constater l'écart des stratégies ferroviaires helvétique et, par exemple, française.

Libre circulation: Protection des salaires

La proposition visant à renforcer la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne soulève de profondes inquiétudes quant à son efficacité réelle et à son impact sur le marché du travail suisse. Les mesures proposées semblent, à première vue, être davantage d'ordre cosmétique que structurellement efficaces pour contrer la pression baissière sur les salaires induite par l'élargissement de la libre circulation. Le risque d'une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, particulièrement pour les

classes moyennes et inférieures, n'est pas suffisamment atténué. Il est préoccupant de constater que, au lieu de renforcer les mécanismes éprouvés de protection des salaires en vigueur en Suisse, on assiste à un affaiblissement de ceux-ci au profit d'une harmonisation avec les normes de l'UE. Les nouvelles dispositions introduisent une complexité bureaucratique accrue sans garantir une protection équivalente, voire supérieure, à celle existante. Cette orientation profite indéniablement aux entreprises étrangères peu scrupuleuses cherchant à exploiter le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle, pierre angulaire de notre système, se voient fragilisés. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont sapées par des structures centralisées et conçues pour la conformité avec l'UE, ce qui entraînera une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de travail et de salaire. L'introduction d'un régime de protection spéciale contre les licenciements pour les représentants des travailleurs (nouvel art. 335l à 335q CO) représente une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par les exigences de l'UE. Cela crée une classe privilégiée de salariés dont le licenciement est soumis à des procédures rigides et bureaucratiques, paralysant ainsi la flexibilité, notamment des PME, et contredisant nos principes de marché du travail libéraux. Il est piquant de constater que le métier le plus protégé sera précisément celui de représentant des travailleurs. De surcroît, l'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires dans la procédure de poursuite et de faillite (nouvel art. 80 al. 2 ch. 6 LP) constitue une cession de souveraineté majeure. La Suisse devient un outil d'application des sanctions administratives financières de l'UE, permettant leur exécution sans contrôle judiciaire effectif, ce qui porte atteinte à notre ordre juridique. Ces modifications, loin de constituer une amélioration substantielle, affaibliront notre système de protection des travailleurs au profit de normes européennes souvent moins robustes.

Contribution financière

La contribution financière envisagée dans le cadre des relations avec l'Union européenne représente une évolution préoccupante, transformant des engagements volontaires et soumis au contrôle parlementaire en obligations juridiquement contraignantes. Cette réorientation, ancrée dans la création d'un nouveau Gesetz über die Kohäsionszahlungen (KoBG), équivaut à une véritable ponction sur les finances publiques sans contrepartie claire et garantie. Initialement présenté comme une somme modique, le montant de 350 millions de francs annuels ne saurait masquer la réalité d'un mécanisme de recalcul contraignant. L'introduction d'une obligation de paiement "juridiquement contraignante" (rechtlich verbindlicher Mechanismus), telle que prévue, privera la Suisse de toute marge de manœuvre pour refuser des augmentations futures dictées par l'UE. Le KoBG, en son article 1er, consacre dès lors un droit permanent à ces paiements, sapant ainsi la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision souveraine quant à l'allocation des deniers publics, nous nous dirigeons vers l'exécution d'une obligation imposée. L'intégration du KoBG à l'annexe 5, chiffre 1, lettre d) du "Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der damit zusammenhängenden Schwarzarbeit" (BöB) ne relève pas de la simple formalité. Elle ancre ces paiements dans notre ordre juridique comme une composante normale et durable de notre législation fédérale, signalant une soumission de fait aux exigences financières de l'UE. De plus, la formulation de l'article 1er, alinéa 2, lettre b) du KoBG, liant ces contributions à la promotion de la paix, constitue un amalgame trompeur. Elle instrumentalise l'image positive de la promotion de la paix pour légitimer des paiements qui, par leur caractère obligatoire et leur impact sur notre autonomie financière, sont politiquement sensibles et contestables. En l'état, la Suisse se trouve ainsi positionnée comme un contributeur net sans droit de regard sur la politique de l'UE, une situation qui contrevient aux principes fondamentaux de notre souveraineté et de notre capacité à décider de manière indépendante de l'utilisation de nos ressources. Les garanties d'un accès au marché amélioré ou la suppression d'obstacles sont absentes, rendant cette approche financièrement déraisonnable et politiquement inacceptable. Le Parlement perd un levier politique essentiel et son contrôle démocratique sur des fonds considérables. Enfin, le Conseil fédéral serait inspiré de présenter un état complet et lisible du total des engagements que la Suisse devra assumer au profit de l'UE; en l'état, les chiffres présentés ne sont pas crédibles en alimentent la controverses; à la lecture des accords, des protocoles et des arrêtés du Conseil fédéral, ce n'est pas 350 million par an qui sont en jeu, mais plusieurs milliards.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue initiative sur la "Sécurité alimentaire" constitue en réalité une capitulation inacceptable devant le droit de l'Union européenne, sous le titre trompeur de "Vom Hof auf den Tisch". Il ne s'agit plus de garantir la sécurité de nos denrées, mais d'une soumission complète de notre agriculture et de notre économie alimentaire à un cadre réglementaire étranger. Cette démarche menace directement nos standards de production élevés, la survie de nos exploitations familiales et, ultimement, la liberté de choix des consommateurs suisses. La qualité suisse, qui fait la renommée de nos produits à l'international, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins exigeantes engendrera inévitablement une dégradation qualitative, dévalorisant le

label "Swiss made" et anéantissant un avantage concurrentiel essentiel pour nos producteurs. L'introduction d'inspecteurs européens sur notre territoire, dotés de pouvoirs de contrôle dans nos étables, nos fromageries et nos restaurants, constitue une ingérence flagrante dans notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendront des objets d'inspection pour une administration étrangère. Une vague sans précédent de bureaucratie va s'abattre sur nos producteurs. Les petites fermes, les exploitations alpines, les bouchers de village, et même les associations organisant des manifestations traditionnelles, seront contraints de se conformer à des réglementations complexes et inadaptées, menaçant ainsi nos traditions locales et nos activités économiques. L'adoption des normes UE en matière de transport et d'abattage des animaux, forcée par les modifications apportées à l'article 15a et 21 du Tierschutzgesetz (TSchG), représente un recul significatif en matière de bien-être animal, nous privant de notre capacité à maintenir nos propres standards plus stricts. De plus, le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, plébiscite démocratique, est sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens contenant des traces d'OGM, bafouant ainsi la volonté populaire. La révision totale du Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) est le cœur de cette soumission, imposant une réglementation européenne axée sur la production de masse qui étouffera la diversité et la qualité de notre production alimentaire. Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans le Landwirtschaftsgesetz (LwG) représentent une délégation de pouvoir dangereuse, contournant le Parlement et affaiblissant le contrôle démocratique. Il en va de même pour l'adaptation du Waldgesetz (WaG), qui subordonne la protection de nos forêts aux directives européennes, nous privant de notre agilité dans la gestion des menaces spécifiques. Enfin, la reprise des règlements UE dans le Tierseuchengesetz (TSG) nous fait perdre le contrôle d'un domaine critique, au profit d'un système rigide et bureaucratique qui pourrait mettre en péril notre agriculture et la santé publique. Cette intégration forcée est une menace directe à notre autonomie et à notre identité nationale.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction face aux propositions relatives à la libre circulation et à l'immigration, considérant qu'elles sapent notre souveraineté et le bien-être de notre population. L'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union européenne élargit considérablement la libre circulation, en contradiction directe avec l'article 121a de la Constitution fédérale et la volonté populaire d'une maîtrise autonome de l'immigration. L'accueil des indépendants, nouvellement assimilés aux travailleurs salariés, constitue probablement le danger le plus immédiat de tout le paquet. Selon l'art 5i du Protocole d'Amendement de l'Accord sur la libre circulation et contrairement, une fois de plus, à ce qu'affirme le Conseil fédéral, le contrôle de l'établissement en Suisse des résidents de l'UE (qui n'ont pas besoin d'en avoir la nationalité) comme indépendant est quasiment abandonné ("au maximum: confirmation d'annonce, le cas échéant; preuve d'annonce en tant qu'indépendant en tant qu'indépendant auprès des autorités de sécurité sociale du pays de résidence; preuve de la relation contractuelle"). C'est l'assurance d'une immigration incontrôlée contraire à l'art 121 de la Constitution et, par le bief du regroupement familial, de la surexploitation de nos système de sécurité sociale, de santé et d'enseignement. L'introduction d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans, qualifié de « C PLUS », crée un statut quasiment irrévocable, même en cas de criminalité ou de dépendance aux aides sociales. Cette disposition est une menace directe à notre sécurité intérieure et à la stabilité de nos systèmes sociaux. Elle favorise l'immigration dans nos systèmes de prévoyance, les citoyens de l'UE et leurs familles bénéficiant d'un droit de séjour effectif, même s'ils dépendent de l'aide sociale. Le fardeau financier retombe entièrement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes. L'élargissement du regroupement familial est sans précédent pour un pays hors UE. L'arrivée des parents, grands-parents et beaux-parents, en plus des conjoints et enfants, entraînera une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux associés. La « clause de sauvegarde » prévue dans le paquet d'accords est illusoire ; ses conditions d'application sont si restrictives qu'elle ne sera jamais utilisée. Sa convocation expose la Suisse à des mesures de rétorsion de l'UE, la qualifiant plus d'« outil de chantage » que de protection. L'intégration automatique du droit de l'UE en matière d'immigration, selon la méthode d'intégration, prive le parlement et le peuple suisses de leur pouvoir décisionnel face à de futures réglementations européennes dans ce domaine sensible. Cela constitue une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. L'adaptation de la loi sur l'assurance-chômage (LACI), notamment l'introduction d'une « stratégie de réintégration » (art. 24a LACI), masque la perte de contrôle sur l'accès au marché du travail. La Suisse ne fait que gérer les conséquences de l'immigration par des moyens bureaucratiques, sans réduire la pression sur ses systèmes sociaux. L'institutionnalisation de la soumission au système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) dans la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFP) (art. 2 al. 1bis) remplace la rigueur de l'examen des qualifications par une reconnaissance automatisée, compromettant nos standards de qualité et notre capacité de régulation. En conclusion, les modifications proposées, particulièrement celles touchant à l'aide sociale et aux systèmes de prévoyance (art. 41c et suppression de l'art. 29a LACI), consolident l'immigration au détriment de nos finances publiques, bafouant l'article 121a de la Constitution fédérale et notre souveraineté. L'introduction de frais de scolarité drastiquement

plus élevés pour les étrangers dans la loi sur l'EPF (art. 34d al. 2bis) et la loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI) (art. 61a) reconnaît implicitement les coûts massifs engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Ces mesures sont inadmissibles et doivent être rejetées.

Aides d'État

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé dans le domaine des aides d'État, dont les implications pour la souveraineté nationale et le fédéralisme helvétique sont jugées particulièrement problématiques. L'abolition de la pratique actuelle, où les subventions constituent des décisions politiques démocratiquement légitimées par la Confédération, les cantons et les communes, est particulièrement préoccupante. Ces aides, essentielles pour le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les petites et moyennes entreprises locales, seraient désormais soumises à un régime de contrôle européen rigide et technocratique. Surtout, l'autonomie des cantons et leur pouvoir décisionnel en matière de politique économique locale sont fondamentalement sapés. En vertu du nouveau droit, leurs décisions devront être approuvées par une autorité européenne, transformant les cantons en de simples exécutants de normes étrangères. Cette subordination est inacceptable et constitue une atteinte directe à notre modèle fédéraliste, consacré par notre Constitution. L'État fédéral suisse se retrouve ainsi dépossédé de sa capacité à définir librement sa politique économique au profit d'une entité supranationale. La Suisse se soumettrait à une surveillance systématique de la part de l'Union européenne. La déclaration et l'approbation des aides par la Commission européenne, telles qu'institutionnalisées par le projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), transforment notre pays en un simple récepteur de règles, annihilant notre propre pouvoir de décision en matière de politique économique nationale. Cette nouvelle loi, combinée à l'adaptation de la loi sur les cartels (KG, art. 18 al. 2), crée une "super-autorité" qui agit comme un bras étendu de l'UE, dont les décisions serviront avant tout la compatibilité avec le droit européen plutôt que les intérêts suisses. Le contrôle démocratique sur cette instance est insuffisant. Des secteurs critiques tels que l'approvisionnement énergétique, le transport aérien et routier, où de nombreuses entreprises appartiennent à des cantons et des communes, seraient également soumis au contrôle de l'UE. Ceci menace directement notre autonomie stratégique et le principe du service public dans des domaines fondamentaux de notre infrastructure. L'abrogation de l'article 103 de la loi sur l'aviation (LFG) retire à la Suisse la compétence nationale de contrôle des aides dans ce secteur stratégique, le soumettant entièrement au nouveau régime de l'UE. L'introduction d'un nouveau droit de recours pour la nouvelle chambre des aides d'État devant le Tribunal fédéral (TF) contre les actes cantonaux, tel que prévu par le nouvel article 82 let. bis de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF), constitue une attaque sans précédent contre le fédéralisme. Les cantons, par leurs décisions en matière de subventions, seraient soumis à un contrôle abstrait de normes par une autorité centrale et, in fine, par le TF. Ceci les dégrade au rang d'unités administratives subalternes, privées de leur autonomie décisionnelle légitimée démocratiquement. La perte de leur autonomie procédurale, du fait du BHÜG et des modifications du LTF, est inacceptable. De même, l'élargissement des compétences du Tribunal administratif fédéral (TAF) par les nouveaux articles 31a, 33 et 37a-c de la loi sur le TAF (LTAF) renforce la centralisation du contrôle juridique. Le rôle du Surveillant des prix, écarté des séances de la chambre des aides d'État par la modification de l'article 5 al. 2 de la loi sur la surveillance des prix (PüG), sera affaibli, nuisant à la transparence et à la protection des consommateurs. Ces dispositions minent les principes de séparation des pouvoirs et de responsabilité démocratique.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse doit maintenir sa souveraineté et sa capacité de décision face aux accords avec l'Union européenne. L'accord institutionnel, dans sa forme actuelle, attaque notre souveraineté. Les dispositions relatives à la reprise du droit communautaire, telles que prévues, intégreront les réglementations européennes de manière directe ou via l'administration, le plus souvent, donc, sans même être soumises au Parlement. Lorsque le Législatif ou le Souverain se prononceront, ils se verront opposer des mesures de rétorsion, sapant ainsi le principe fondamental de l'autodétermination tel que garanti par la Constitution fédérale suisse. L'article 54 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération exerce les droits de souveraineté qui n'ont pas été attribués aux cantons. Une intégration excessive, où la Suisse devrait suivre les décisions de l'UE, irait à l'encontre de cette disposition en transférant de facto des compétences souveraines sans la consultation démocratique nécessaire. De plus, les mécanismes de règlement des différends prévus dans certains accords soulèvent des interrogations quant à leur impartialité et à leur respect de notre système juridique. L'idée que des tribunaux étrangers puissent avoir un pouvoir décisionnel sur des litiges impliquant la Suisse, même indirectement, est préoccupante. L'article 190 de la Constitution fédérale garantit que le droit fédéral a la priorité sur le droit cantonal, mais cela ne saurait

s'étendre à la primauté du droit étranger sur le droit fédéral suisse, un risque potentiel avec une application trop large de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. Il est impératif que toute nouvelle intégration ou tout accord avec l'UE soit soumis à une évaluation approfondie de ses implications sur la souveraineté suisse, le droit constitutionnel et la démocratie directe. L'aptitude de la Suisse à négocier des accords sur un pied d'égalité, en préservant ses spécificités et ses intérêts nationaux, doit rester la priorité absolue. Le dialogue doit être axé sur des partenariats mutuellement bénéfiques, et non sur une subordination progressive qui affaiblirait notre position sur la scène internationale et notre capacité à définir notre propre avenir. La prudence et une vigilance constante sont de mise pour sauvegarder l'intégrité de nos institutions et de notre système politique. Quant aux déclarations communes, par exemples celles publiées en préambule de chaque accord, elles trahissent l'état de soumission des négociateurs helvétiques lors des discussions et occultent les liens et les intérêts que la Suisse entretien hors de l'Europe. Ils révèlent clairement la volonté de Bruxelles et des négociateurs à intégrer l'UE, de manière ouverte pour les premiers.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Clemens Hinder (Privat)

Datum: 02.10.2025

Kontakt: C. Hinder · 071 755 00 32 · ch.treuhand@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie auf. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die vorgeschlagenen Regelungen die Souveränität der Schweiz wahren sollen, wenn sie doch eine fortwährende und dynamische Übernahme von EU-Recht implizieren, ohne dass das Schweizer Parlament oder gar das Volk auf überindividuelle Weise darüber entscheiden können.

Besonders alarmierend ist die potentielle Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien. Die Verpflichtung zur Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in jenen Bereichen, die vom Abkommen abgedeckt sind, widerspricht fundamental der Gewaltenteilung, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, der die Rechtsanwendung regelt, sowie Artikel 190 BV, der die Bindung der Behörden an das Recht vorsieht, könnten durch eine de facto-Übermacht exekutiver und judikativer EU-Entscheidungen untergraben werden. Dies würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte massiv beeinträchtigen und die rechtliche Willkür der EU über die nationale Gesetzgebung stellen.

Die angebliche "Dynamisierung" des Abkommens durch die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten ist eine Verklausulierung einer schleichenden Rechtsangleichung, die das parlamentarische Mitspracherecht aushebelt. Es stellt sich die Frage, wie die Eidgenössische Volksinitiative und das Referendum, fundamentale Instrumente der direkten Demokratie gemäss Art. 138 und 139 BV, unter solchen Bedingungen noch wirksam ausgeübt werden können, wenn die Rechtsgrundlagen durch externe, nicht direkt beeinflussbare Akte verändert werden.

Die vorgesehene Streitbeilegung, insbesondere die Möglichkeit von Sanktionen oder sogar der automatischen Kündigung des Abkommens durch die EU bei Nichteinhaltung, stellt eine unannehmbare Abhängigkeit dar. Dies grenzt an eine quasi-unterworfene Stellung und gefährdet die wirtschaftliche und politische Handlungsfreiheit der Schweiz. Es ist fragwürdig, ob die wirtschaftlichen Vorteile, die im Raum stehen, die erheblichen Souveränitätsverluste und die rechtlichen Unsicherheiten aufwiegen können. Die Konsultation muss daher zu einer grundlegenden Neubewertung der Verhandlungsziele führen, um die Integrität unserer Rechtsordnung und die Souveränität unseres Landes zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft aus Sicht der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien erhebliche Bedenken auf. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, wie sie in den einzelnen Artikeln des Entwurfs impliziert ist, droht die verfassungsrechtliche Identität der Schweiz nachhaltig zu untergraben.

Insbesondere ist die automatische Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür kritisch zu hinterfragen. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, wie es in Artikel 34 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welches die Volksrechte und die demokratische Legitimation von Gesetzen gewährleistet. Die faktische Entmachtung des Schweizer Gesetzgebers und des Souveräns wird somit manifest. Die Befürchtung ist gross, dass durch solche Mechanismen die Schweizer Bevölkerung über ihren Kopf hinweg Entscheidungen trifft, deren Tragweite und Konsequenzen ihr kaum transparent gemacht werden.

Weiterhin wird die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz potenziell gefährdet. Die Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) und die damit verbundene Auslegung von EU-Recht würde die richterliche Autonomie einschränken. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung, der in der Schweizer Bundesverfassung festgeschrieben ist und die Unabhängigkeit der Gerichte als Garant für Rechtsstaatlichkeit und Rechtssicherheit etabliert. Die Rolle des Schweizerischen Bundesgerichts als oberste Instanz der nationalen Rechtsprechung würde de facto geschmälert, was die Kohärenz und Eigenständigkeit des Schweizer Rechtssystems bedroht.

Die ökonomischen Auswirkungen einer solchen Integration sind ebenfalls fragwürdig. Während Befürworter auf vermeintliche Vorteile im Marktzugang verweisen, werden die Kosten für die Anpassung an und die Umsetzung von EU-Regulierungen oft unterschätzt. Dies betrifft insbesondere kleine und mittlere Unternehmen, die ohne adäquate Kompensation die volle Last der regulatorischen Konformität tragen müssten. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des Wohls des Landes und seiner Bevölkerung zum Ziel hat, erscheint in diesem Lichte als gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Vorgehensweise eine schleichende Erosion schweizerischer Souveränität und rechtsstaatlicher Prinzipien darstellt. Die damit verbundenen Risiken für die direkte Demokratie, die richterliche Unabhängigkeit und die wirtschaftliche Eigenständigkeit sind gravierend und dürfen nicht ignoriert werden. Es bedarf einer gründlicheren Prüfung und einer breiteren gesellschaftlichen Debatte, bevor die Schweiz weitere Schritte in Richtung einer solchen fragwürdigen Integration geht.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine beispiellose Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und des Föderalismus dar. Die Abschaffung der heutigen bewährten Praxis, bei der Subventionen primär politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und somit demokratisch legitimiert und an Schweizer Interessen orientiert werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese Verlagerung von Entscheidungsbefugnissen hin zu einer externen Instanz, die nicht primär die Bedürfnisse der Schweiz im Blick hat, ist inakzeptabel.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden massiv untergraben. Gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) verlieren die Kantone ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern geprüft und potenziell für ungültig erklärt. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit der Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, welches der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt, degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung kantonaler Autonomie bedeutet.

Die Schweiz unterwirft sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem

reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt.

Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer der WEKO, welche als "verlängerter Arm der EU" agiert, wird eine "Superbehörde" geschaffen. Die Integration in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dient. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz zugunsten ungestörten Agierens der neuen EU-konformen Behörde. Die Schaffung des BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und höhlen die föderalistischen Strukturen der Schweiz aus.

Strom

Die vorgesehene Strommarktliberalisierung im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt einen fundamentalen Bruch mit der bewährten Schweizer Energiepolitik dar und birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit, die Preisstabilität und die Souveränität unseres Landes. Die erzwungene Angleichung an EU-Vorgaben, insbesondere durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis. Die nationale Regulierungsbehörde ElCom verkommt zu einer operativen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die heimische Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt: Gemeindekraftwerke und die lokale dezentrale Energieproduktion sehen ihren traditionellen Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, indem die Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird und die Verantwortung für die Versorgung unklar bleibt – ein gefährliches Spiel.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie sich aus den Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und dem StromVG ergibt, wird zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht mehr vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue StromVG (Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Produzenten.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz der Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze unnötig einschränkt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine tiefgreifende und bedenkliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es ist unbestreitbar, dass dieser Schritt weit über die reine Gewährleistung von Sicherheit hinausgeht und eine umfassende Integration in das EU-Regelwerk bedeutet. Dies hat gravierende Konsequenzen für unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, bedroht die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten in unannehmbarer Weise ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich seit Jahrzehnten als entscheidender Wettbewerbsvorteil etabliert hat, ist unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird durch die Verpflichtung, Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU herstellen zu müssen, entwertet. Dies untergräbt die harte Arbeit unserer Produzenten und zerstört ein wesentliches Merkmal unserer nationalen Identität. Die durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) angestrebte Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter das EU-Regulierungsregime ist ein Frontalangriff auf genau diese Schweizer Besonderheiten. Sie verspricht eine Welle erstickender Bürokratie, die insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien existenziell gefährdet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind dabei nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die parlamentarische Kontrolle umgeht und das Prinzip der demokratischen Legitimation aushöhlt.

Die angebliche Verbesserung im Tierschutz durch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ist ein Trugschluss. Vielmehr zwingen diese Änderungen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, ethisch motivierten Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Verlust an Souveränität in einem ethisch sensiblen Bereich bedeutet.

Die spürbare Erosion unserer nationalen Souveränität wird auch durch die Unterstellung des Waldschutzes unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) deutlich. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und autonom auf spezifische Bedrohungen zu reagieren, und wird an langsamere, für unsere alpine Situation unpassende EU-Mechanismen gebunden. Die befürchtete "Guillotineklausel", die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein weiterer massiver Eingriff in unsere Souveränität. Diese umfassende Unterwerfung unter fremde Regularien und Kontrollmechanismen ist unter diesen Umständen abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist problematisch. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der Souveränität des Schweizer Parlaments dar. Die faktische Entstehung einer Zwangsabgabe, die nicht mehr eigenverantwortlich und bedarfsgerecht durch die eidgenössischen Räte entschieden werden kann, ist inakzeptabel.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung dieser Forderungen führen. Die Schweiz wird damit in eine Position gedrängt, in der sie Zahlungen leisten muss, die von der EU

diktiert werden, ohne die Möglichkeit, dies wirksam zu verweigern oder die Bedingungen zu beeinflussen. Wir riskieren, zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden, die erhebliche finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne dafür garantierte Gegenleistungen wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist mehr als eine juristische Formalität; es ist das legislative Instrument, das die bisher flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandelt. Dieses Gesetz zementiert die Zahlungen und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf diese Beiträge, was die Budgethoheit des Parlaments erheblich einschränkt. Statt einer demokratisch legitimierten Mittelverwendung wird die Schweiz gezwungen, diktierte Zahlungen zu leisten.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die Genehmigung des Rahmenabkommens (BöB) signalisiert die Absicht, diese Abgaben als festen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung zu etablieren. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend. Hier wird der angesehene Bereich der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu rechtfertigen. Dies ist ein unlauteres Vorgehen, das die Integrität der Friedensförderung gefährdet und die finanzielle Last für die Schweiz unnötig erhöht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit mit der EU stellen eine gravierende Bedrohung für die Souveränität und die Stabilität der Schweiz dar. Es ist erschreckend zu sehen, wie durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren die grundlegenden Prinzipien der Bundesverfassung (Art. 121a BV) und der Wille des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung systematisch untergraben werden.

Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die nunmehr auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist ein unhaltbarer Anstieg der Zuwanderung, der unweigerlich zu einer immensen Belastung unserer Sozialwerke und der öffentlichen Finanzen führt. Dies widerspricht jeglicher Vorstellung von einer kontrollierten und bedarfsgerechten Zuwanderung. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist nichts weiter als eine Augenwischerei. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz bieten wird. Die Androhung von Strafmassnahmen seitens der EU bei deren Beanspruchung entlarvt sie als reine Erpressungsklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme neuer EU-Regelungen im Bereich der Zuwanderung, mittels der sogenannten "Integrationsmethode", bedeutet eine faktische Kapitulation unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden zukünftig bei jeder Verschärfung des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich ihrer Mitbestimmungsmöglichkeit beraubt. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungshoheit.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung neuer Artikel wie 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die kaum noch mögliche Ausschliessung von Leistungen selbst bei Abhängigkeit werden die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden weiter in die Höhe treiben. Die vermeintliche "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist ein zahnloser Tiger, der keine wirksame Steuerung ermöglicht und somit als reine Farce entlarvt wird.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein peinliches Eingeständnis der immensen Zusatzkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die letztlich auf dem Buckel von Studierenden

und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beispiele für den Verlust unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz wird so zu einer reinen Ausführungsgehilfin Brüssels degradiert. Die automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen durch das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) und im Medizinalberufegesetz (Art. 15, 35 MedBG), Gesundheitsberufegesetz (Art. 10, 15 GesBG) sowie Psychologieberufegesetz (neuer Art. 37 Abs. 4 PsyG) untergräbt unsere bewährten Qualitätsstandards und gefährdet die Patientensicherheit im Gesundheitswesen. Dies alles ist eine inakzeptable Aufgabe unserer nationalen Kontrolle und Gründlichkeit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und bieten keinen ausreichenden Schutz gegen den durch die EU-Erweiterung verursachten massiven Lohndruck. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer im mittleren und unteren Einkommenssegment. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden wir Zeugen einer Aufweichung und Angleichung an EU-Standards. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber voraussichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär Unternehmen begünstigt, die Lohndumping betreiben möchten.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Ferner ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen nicht geeignet, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne abzufedern, sondern schwächen unseren eigenständigen Lohnschutz erheblich.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union, sind mit tiefgreifenden Bedenken verbunden, die die Souveränität und die Kontinuität unseres Service public im Schienenverkehr ernsthaft gefährden.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater ist ein direkter

Angriff auf die Fundamente unseres bewährten Systems. Sie ermöglicht ausländischen Anbietern, wie im Falle von Flixtrain, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt nicht nur die finanzielle Stabilität des öffentlichen Verkehrs, sondern bedroht auch die Erreichbarkeit und Lebensqualität in ländlichen Gebieten.

Darüber hinaus birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken für den Service public. Bewährte Subventionen, die für die Aufrechterhaltung des Güterverkehrs, die Förderung des Regionalverkehrs oder die dringend benötigte Erneuerung von Rollmaterial unerlässlich sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde nicht nur zu einer Qualitätsminderung, sondern auch zu einer Einschränkung des Angebots für die Bevölkerung führen, was mit den Zielen eines starken und zugänglichen öffentlichen Verkehrs nicht vereinbar ist.

Die im Verordnungsentwurf erwähnte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates ist als Schutzmassnahme rechtlich unzureichend und birgt die Gefahr einer Fehleinschätzung der tatsächlichen Risiken. Sie bietet keinerlei rechtsverbindliche Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz. Die schrittweise Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die potenzielle Übernahme von Regelungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verschiebt entscheidende Kompetenzen hin zu zentralen EU-Stellen und schwächt die nationale Souveränität weiter.

Auch die Änderungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG) sind bedenklich. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen die Grundlage unseres Service public im Landverkehr gefährden, die Souveränität der Schweiz untergraben und keinerlei ausreichende Schutzmechanismen gegen die negativen Auswirkungen der EU-Angleichung bieten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratische Legitimität der Schweiz. Die Befürworter argumentieren mit wirtschaftlichen Vorteilen, doch diese sind mit hohen Kosten verbunden, die die Schweizer Bevölkerung nicht tragen kann und will.

Im Kern steht die Frage, inwieweit die Schweiz bereit ist, die vollständige Übernahme von EU-Recht hinzunehmen, ohne dabei ein Mitspracherecht zu besitzen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere in Bezug auf die Volkssouveränität (Art. 1 BV) und die Beteiligungsrechte der Bürger. Die Übernahme von EU-Recht ohne eigene Einflussnahme würde die Schweizer Stimmbürger und Parlamentarier zu reinen Rezipienten fremder Gesetzgebung degradieren.

Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Die geforderte Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) untergräbt die Autonomie unserer nationalen Gerichte und die Bedeutung des Schweizerischen Bundesgerichts. Die Schweizerische

Bundesverfassung garantiert in Art. 188 BV die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung an Recht und Gesetz. Eine Unterwerfung unter die Interpretationen des EuGH würde diese Grundsätze aushöhlen und die Rechtssicherheit in der Schweiz gefährden, da die Auslegung von Gesetzen nicht mehr primär durch schweizerische Rechtsgrundsätze bestimmt würde.

Die wirtschaftlichen Argumente der EU-Befürworter, wie der Zugang zum Binnenmarkt, werden oft überschätzt und mit nationalen Interessen verwechselt. Die Schweiz hat bereits heute weitreichende wirtschaftliche Verbindungen zur EU, die über bestehende Abkommen geregelt sind und weitgehend ohne die bedingungslose Übernahme von EU-Recht funktionieren. Es ist fraglich, ob die zusätzliche Komplexität und der Verlust an Steuerungsmöglichkeiten, die mit einer tieferen Anbindung an die EU einhergehen, den angeblichen wirtschaftlichen Vorteilen gerecht werden. Die Annahme weiterer Verträge, die eine stärkere Harmonisierung mit dem EU-Recht vorsehen, könnte auch zu einer Aushöhlung der kantonalen Hoheit führen, wie sie in den Art. 3 und 47 BV verfassungsrechtlich verankert ist. Die Kantone würden de facto immer mehr Kompetenzen an Brüssel abtreten müssen, was die föderale Struktur der Schweiz schwächen würde.

Diese Überlegungen lassen Zweifel an der Sinnhaftigkeit einer solchen Stabilisierung der Beziehungen aufkommen, da sie die Grundfesten der Schweizerischen Demokratie und Souveränität bedroht, ohne dass die versprochenen Vorteile eine solche Gefährdung rechtfertigen würden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt zu gravierenden Anlass zur Besorgnis und lässt eine kritische Distanzierung zu den damit verbundenen Risiken und Nachteilen unumgänglich erscheinen. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgelegten Vereinbarungen wirklich im Interesse der Schweizer Bevölkerung und der Souveränität unseres Landes liegen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäische Rechtsordnungen und politische Vorgaben bedeuten.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie die institutionelle Weiterentwicklung im bilateralen Verhältnis vorsieht, stellt eine klare Abkehr von unserem föderalistischen System und dem Prinzip der Volkssouveränität dar. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Bundesverfassung. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung sind die schweizerischen Volksvertreter und der Bundesrat dem Volk und dem Lande verantwortlich. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Verantwortung aushöhlen, da die Gesetzgebung in Brüssel stattfindet und die Schweiz zur reinen Befolgung verurteilt wäre. Dies kollidiert mit der im Artikel 3 der Bundesverfassung verankerten Kompetenzverteilung, die den Kantonen wesentliche Rechte zusichert. Die Supranationalität, die durch die Übernahme von EU-Recht impliziert wird, ist mit der schweizerischen Verfassungsordnung, die auf der Souveränität der Eidgenossen und der Kantone beruht, nicht vereinbar.

Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die damit verbundenen Verpflichtungen bedürfen einer ausserordentlich sorgfältigen Prüfung. Es muss gewährleistet sein, dass unsere Steuergelder nicht zweckentfremdet oder in einer Weise eingesetzt werden, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft. Die Transparenz und Rechenschaftspflicht bei solchen Zahlungen sind von zentraler Bedeutung und dürfen keinesfalls aufgeweicht werden.

Ferner sind die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Lohngleichheit zu evaluieren. Die uneingeschränkte Personenfreizügigkeit kann, ohne adäquate flankierende Massnahmen, zu einem Lohndumping und einer Verdrängung schweizerischer Arbeitskräfte führen. Der Schutz der einheimischen Arbeitnehmer und der sozialen Errungenschaften muss oberste Priorität geniessen.

Insgesamt erweckt das vorliegende Paket den Eindruck, dass die Schweiz einer zunehmenden Abhängigkeit von der EU entgegensteuert, ohne dass die Vorteile klar ersichtlich sind und die Risiken für unsere Souveränität und unseren Wohlstand angemessen berücksichtigt werden. Eine kritische und faktenbasierte Auseinandersetzung ist unerlässlich, um die langfristigen Konsequenzen für unser

Land abzuwägen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 02.10.2025

Kontakt: Jola, Daniel · daniel_jola@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz auf. Es ist zwingend erforderlich, dass die inländischen Umsetzungsmechanismen nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer etablierten Rechtsgrundsätze und der demokratischen Mitgestaltung führen.

Insbesondere die Gefahr einer de-facto-Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle und Abwägung der schweizerischen Verfassungsgrundsätze ist alarmierend. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, wird massiv tangiert, wenn durch bilaterale Verträge potenziell eine Vielzahl von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne direkte parlamentarische Zustimmung oder gar obligatorische Volksabstimmung in unser Rechtssystem integriert wird. Dies widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie, welche ein Eckpfeiler unseres politischen Systems darstellt.

Die Bestimmungen des revidierten Bundesgesetzes über die internationalen Verträge (BBV) verlangen eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen von völkerrechtlichen Verträgen auf die nationale Rechtsordnung. Die vorgesehene Umsetzung scheint jedoch auf eine Verkürzung dieses Prüfprozesses hinauszulaufen, indem die dynamische Übernahme von EU-Recht als gegeben angenommen wird. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen automatisiert angepasst werden müssen, um mit EU-Normen konform zu sein, ohne dass die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz hinreichend berücksichtigt werden können. Die in Artikel 160 Absatz 1 BV vorgesehene Pflicht des Bundesrates, das Parlament und die Kantone über die Entwicklung des Völkerrechts zu informieren, scheint hierbei nicht immer in der gebotenen Tiefe erfüllt zu werden.

Des Weiteren ist die Unabhängigkeit der Schweizerischen Gerichte, garantiert durch Artikel 190 BV, in Gefahr, wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) de facto zum obersten Rechtsexperten für die Auslegung der im Rahmen der bilateralen Abkommen übernommenen EU-Normen wird. Die bindende Wirkung von EuGH-Urteilen, die sich aus den Abkommen ergeben könnte, stellt eine signifikante Einschränkung der richterlichen Autonomie dar. Die Schweizer Gerichte würden gezwungen, Rechtsprechung anzuwenden, die nicht auf schweizerischer Rechtskultur und -tradition basiert und deren politische sowie gesellschaftliche Konsequenzen hierzulande nicht immer absehbar sind. Dies untergräbt das Prinzip der Gewaltenteilung und die eigenständige Rechtsentwicklung der Schweiz.

Die kantonalen Rechte, verankert in Artikel 3 der BV, sind ebenfalls potenziell gefährdet. Wenn die automatische Übernahme von EU-Recht zu einer Harmonisierung von Gesetzen führt, die bisher in kantonaler Kompetenz lagen, kann dies die föderale Struktur der Schweiz empfindlich stören. Die kantonalen Parlamente und Regierungen könnten ihre Gestaltungsmöglichkeiten und ihre Verantwortung gegenüber ihren Bürgern verlieren. Artikel 44 Absatz 1 BV, der die Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen sowie den Kantonen untereinander regelt, muss bei der Umsetzung von

völkerrechtlichen Verträgen mit der EU zwingend beachtet werden. Eine einseitige Zentralisierung von Kompetenzen im Zuge der EU-Anbindung widerspricht diesem Grundsatz.

Die Transparenz im Gesetzgebungsprozess ist ein weiteres wichtiges Anliegen. Die breite Öffentlichkeit und die interessierten Kreise müssen angemessen in die Ausgestaltung und Umsetzung von Verträgen mit der EU einbezogen werden können. Die Konsultationsverfahren, wie sie im Rahmen der Gesetzgebung üblich sind, müssen auch bei der Übernahme von EU-Recht gewährleistet sein. Artikel 173 Absatz 2 BV, der die Oberaufsicht des Parlaments über die Tätigkeit der Regierung vorsieht, impliziert eine umfassende Information und Beteiligung, die bei der aktuellen Vorgehensweise nicht immer gegeben ist.

Die finanzielle Komponente ist ebenfalls zu beleuchten. Die Übernahme von EU-Recht kann mit erheblichen Kosten für die Anpassung von Infrastrukturen und Prozessen verbunden sein, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf die Gestaltung dieser Kosten hat. Dies muss im Rahmen der Abkommen klar geregelt und transparent kommuniziert werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die inländische Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union unter Beibehaltung der nationalen Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Mitgestaltung erfolgen muss. Eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Kontrolle und unter Inkaufnahme einer Einschränkung der richterlichen Autonomie und der kantonalen Rechte ist abzulehnen. Die Schweiz muss ihre eigenständige Rechtsordnung wahren und ihre demokratischen Institutionen stärken, anstatt sie durch externe Rechtsordnungen schleichend aushöhlen zu lassen. Die Prinzipien der Gewaltenteilung, des Föderalismus und der direkten Demokratie dürfen nicht kompromittiert werden. Die vorgesehene Umsetzung bedarf einer kritischen Neubewertung, um sicherzustellen, dass die Interessen und die Verfassung der Schweiz stets an erster Stelle stehen.

Strom

Die vorliegende Stellungnahme zum Bereich Strom äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen regulatorischen Änderungen und der damit verbundenen Angleichung an europäische Vorgaben. Es wird in aller Deutlichkeit festgestellt, dass die beabsichtigten Massnahmen eine schleichende Aufgabe der schweizerischen Energiesouveränität bedeuten und die Grundpfeiler unserer nationalen Energieversorgung destabilisieren. Die damit verbundene institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt dazu, dass die Schweiz faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jedwede Entscheidungsbefugnis avanciert, der jedoch fortan die damit verbundenen Kosten tragen muss. Die Entscheidungen über unser Stromnetz, ein strategisch vitaler Sektor, werden künftig primär in Brüssel getroffen, was eine beispiellose Entmachtung nationaler Kompetenzen darstellt.

Die Rolle der ElCom wird durch diese Vorhaben auf eine reine "operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" reduziert. Die einst unabhängige und auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichtete Regulierungsbehörde wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das unmissverständliche Ende einer eigenständigen Energieregulierung, die bisher die besonderen Gegebenheiten und Erfordernisse unseres Landes berücksichtigte. Die Autonomie in der Gestaltung unserer Energiepolitik wird fundamental untergraben.

Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, sieht sich existenziellen Gefahren ausgesetzt. Die EU-Beihilfenregeln drohen, das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone in erheblichem Masse profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe einzustufen und dessen Abschaffung zu erzwingen. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis betroffener Kantone schwächen, sondern auch die Attraktivität und die Weiterentwicklung dieses essentiellen heimischen Energieträgers massiv beeinträchtigen.

Die starken föderalen Strukturen in der Energieversorgung, die sich in der Schweiz historisch bewährt haben, werden durch die angestrebte Harmonisierung mit EU-Recht nachhaltig geschwächt. Die im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehene vollständige Marktliberalisierung birgt die Gefahr, dass lokale und dezentrale Energieproduktionsformen, wie beispielsweise

Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt werden. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der eine wichtige Säule der lokalen Energieversorgung darstellt, könnte ausgehebelt werden.

Die Versorgungssicherheit der Schweiz wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, beispielsweise einer Wasserkraftreserve, die gerade in Zeiten volatiler Energiemärkte unerlässlich ist, wird durch EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslücke: Weder der Markt noch die EU scheinen bereit oder in der Lage zu sein, die Gewährleistung der schweizerischen Versorgungssicherheit klar zu übernehmen. Dies ist ein hochriskantes Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen für die Bevölkerung und die Wirtschaft unabsehbar sind.

Die vollständige Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) konzipiert ist, wird unweigerlich zu einer erhöhten Preisvolatilität und schliesslich zu höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie private Haushalte führen. Da der "freie Markt" offensichtlich nicht bereit ist, die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit zu tragen, müssen diese Lücken durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies bedeutet eine zusätzliche finanzielle Belastung für die breite Bevölkerung.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt weitere signifikante Risiken. Es gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer nachweislich unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt gleichzeitig die bewährten föderalen Strukturen durch eine verschärfte Auslegung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19). Diese Massnahmen sind weder im Interesse der Schweiz noch ihrer Bevölkerung.

Auch die geplanten Änderungen im Energiegesetz (EnG) werfen ernste Fragen auf. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG stellt einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, einschliesslich Gemeindewerke und landwirtschaftliche Betriebe, massiv benachteiligt. Ihre wirtschaftliche Grundlage wird damit geschwächt, was im Widerspruch zur eigentlichen schweizerischen Energiestrategie steht und grosse, zentralisierte Akteure unverhältnismässig bevorzugt.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen, wie in den neuen Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG vorgesehen, schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich bremsen und die Schweiz somit abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell schädlichen fossilen Energieträgern machen. Dies ist kontraproduktiv für unsere Klimaziele und unsere energetische Unabhängigkeit.

Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment, das auf Kosten der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft durchgeführt wird. Es droht eine unkalkulierbare Preisvolatilität und die Untergrabung der bisher stabilen und zuverlässigen Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten, wie wir sie in jüngster Vergangenheit erlebt haben, katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen unverkennbar der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Energieinfrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch unwiederbringlich zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt in Richtung Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf schweizerische Verhältnisse zugeschnittenen, flexiblen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen, die für riesige europäische Konzerne gelten. Dies stellt einen

erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der strategischen Steuerung unserer Stromnetze dar.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge in ihrer Gesamtheit eine ernsthafte Bedrohung für die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die schweizerischen föderalen Strukturen darstellen. Die Angleichung an EU-Recht birgt weitreichende negative Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, die nicht hingenommen werden dürfen. Es ist unerlässlich, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass die Interessen und die Eigenständigkeit der Schweiz in dieser strategisch wichtigen Frage gewahrt bleiben.

Landverkehr

Mit äusserster Besorgnis und tiefer Skepsis nehmen wir Stellung zum Bereich Landverkehr im Rahmen des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union. Die vorliegenden Vorschläge bergen erhebliche Gefahren für die Stabilität, die Qualität und die flächendeckende Versorgung unseres hervorragenden schweizerischen öffentlichen Verkehrs, der eine tragende Säule unseres Service public darstellt.

Im Kern steht die Bedrohung unseres bewährten Modells der öffentlichen Verkehrsfinanzierung. Die befürchtete Anwendung des EU-Beihilferechts auf unser System der Subventionen, welche bisher eine bedarfsgerechte und kosteneffiziente Aufrechterhaltung des Schienenverkehrs – sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder bei der Erneuerung unseres Rollmaterials – ermöglicht hat, ist zutiefst beunruhigend. Es droht die Einstufung von bisherigen, für die Schweiz essenziellen Förderinstrumenten als unzulässige Beihilfen. Dies würde unweigerlich zu einer Reduktion der angebotenen Leistungen und damit zu einer Verschlechterung der Verkehrsanbindung für die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes führen. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die für die Grundversorgung verantwortlich sind, würden finanziell erheblich geschwächt, während die Flexibilität, auf lokale und regionale Bedürfnisse einzugehen, stark eingeschränkt würde.

Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), namentlich durch den neuen Artikel 40ater, ist ein Frontalangriff auf die finanzielle Basis unseres Service public. Dieses Abkommen öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die nach Belieben inner-schweizerische Strecken bedienen dürfen. Dieses Prinzip der „Rosinenpickerei“ ist absehbar: internationale Akteure werden sich ausschliesslich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und die anderen Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Land innehaben, auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Diese selektive Marktdurchdringung untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit des gesamten öffentlichen Verkehrsnetzes und gefährdet langfristig die Aufrechterhaltung einer lückenlosen Grundversorgung. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene „Gemeinsame Erklärung“ entpuppt sich bei näherer Betrachtung als juristisch wertlos. Sie bietet keinen bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz im Sinne der dynamischen Rechtsübernahme sodann automatisch und ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit zu implementieren hätte. Diese Erklärung ist lediglich eine oberflächliche Beruhigungspille, die die gravierende und schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Eisenbahnverkehr keineswegs verhindert.

Die zunehmende Einflussnahme der EU auf die Gestaltung unseres Schienenverkehrs ist besorgniserregend. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert die automatische Annahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM). Solche Regelungen würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an übergeordnete EU-Institutionen verlagern, was die Fähigkeit der Schweiz, eigenständige Verkehrs- und Infrastrukturstrategien zu verfolgen, erheblich einschränkt.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis ist ebenfalls äusserst kritisch zu betrachten. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen von öffentlichen Dienstleistungen zwingend EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein.

Anstatt die Vergabe von Aufträgen anhand der für die Schweiz besten und wirtschaftlichsten Lösungen auszurichten, müssen zukünftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr, dass die Vergabeentscheidungen nicht mehr optimal auf die Bedürfnisse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft ausgerichtet sind, sondern primär den Vorgaben der EU entsprechen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die Gefahr einer Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der Mitbestimmung von Kantonen und Gemeinden im Bereich des öffentlichen Verkehrs ist offensichtlich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr fundamentale Risiken für die Integrität und Effizienz unseres Service public im Schienenverkehr bergen. Die potenzielle Anwendung des EU-Beihilferechts, die Einführung der Kabotage, die rechtlich fragwürdige „Gemeinsame Erklärung“ und die Einschränkung unserer Souveränität durch die dynamische Rechtsübernahme und die obligatorische Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen stellen eine ernsthafte Bedrohung dar. Wir fordern daher eine kritische Überprüfung dieser Punkte und die Wahrung unserer Souveränität und der Qualität unseres öffentlichen Verkehrs. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Gestaltungsfreiheit und ihre Fähigkeit, bedarfsgerechte und wirtschaftliche Lösungen für die eigene Bevölkerung zu entwickeln, in diesem sensiblen Bereich bewahrt. Die vorgesehene Abkommensgestaltung gefährdet nicht nur den Service public, sondern auch die Autonomie unseres Landes in einem für die Mobilität und die Wirtschaft zentralen Sektor.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die souveränen Rechte und die bewährte Rechtsordnung der Schweiz dar. Wir lehnen diese Verschiebungen der Kompetenzen und die damit verbundene Unterwerfung unter ein extern kontrolliertes Regime entschieden ab.

Die heutige Praxis, bei der staatliche Subventionen und Beihilfen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung von regionaler Entwicklung, öffentlichen Dienstleistungen und lokaler Wirtschaft eingesetzt werden, soll abgeschafft werden. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches Kontrollregime der Europäischen Union, das unsere demokratisch legitimierten Förderinstrumente einer ausserstaatlichen Überprüfung unterwirft. Dies entzieht unseren politisch gewählten Vertretern die Möglichkeit, eigenständig und im Sinne der Schweizer Bevölkerung über wirtschaftspolitische Massnahmen zu entscheiden.

Die Souveränität der Kantone und die Prinzipien des Föderalismus werden durch diese Vorlage massiv untergraben. Anstatt ihre verfassungsmässige Autonomie bei der Gestaltung der eigenen Wirtschaftsförderung wahrnehmen zu können, werden die Kantone gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, von der EU vorgegebenen Instanz in Bern zur Genehmigung vorzulegen. Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und insbesondere die Schaffung der Beihilfekammer gemäss Artikel 3 BHÜG manifestieren diese Zentralisierung und den damit einhergehenden Angriff auf die kantonale Selbstbestimmung. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide einer fremden Kontrolle unterliegen.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Regelung einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Jegliche staatlichen Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit nachhaltig aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luftverkehr und der Landverkehr werden fortan der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur und Daseinsvorsorge.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie in Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, wird eine Art "Superbehörde" etablieren, die als

"verlängerter Arm der EU" agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend.

Besonders stossend ist die vorgeschlagene Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfekammer ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Artikel 82 Buchstabe bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheidungen können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Artikel 98a BGG gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und widerspricht den föderalistischen Grundsätzen der Schweizerischen Eidgenossenschaft.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesgesetzes über das Bundesverwaltungsgericht (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die föderalistischen Strukturen weiter. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht gemäss Artikel 31a VGG ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zurückzustellen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung darstellen. Sie institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, schwächen die nationale und föderalistische Steuerungshoheit und höhlen die demokratische Kontrolle über wichtige wirtschaftspolitische Entscheidungen aus. Wir fordern die Ablehnung dieser Vorlage in ihrer jetzigen Form und eine Beibehaltung der schweizerischen Souveränität bei der Regelung von staatlichen Beihilfen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Erosion der schweizerischen Souveränität und eine bewusste Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die pauschale Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die eine massive Ausweitung der Freizügigkeit mit sich bringt, widerspricht diametral dem Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, das die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger mit deutlicher Mehrheit bekräftigt haben.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf Jahren, das einer „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt und praktisch unentziehbar wird, selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein unannehmbares Risiko für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Bestimmung untergräbt die Grundsätze der Eigenverantwortung und Leistungsgerechtigkeit und führt zu einer unkontrollierbaren finanziellen Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden.

Die massiv ausgeweitete Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch die erleichterten Bedingungen für EU-Bürger und ihre Familienangehörigen, einschliesslich Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern,

ist weder verantwortungsvoll noch tragbar. Dies öffnet Tür und Tor für eine ungesteuerte Zuwanderung, die unsere Sozialwerke überlasten und die Qualität der Leistungen für die berechtigten Bürgerinnen und Bürger massiv beeinträchtigen wird.

Die sogenannte „Schutzklausel“, die im Rahmen dieser Verträge vorgesehen ist, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz mehr bietet. Vielmehr droht bei deren Versuchung mit repressiven Massnahmen seitens der EU, was diese Klausel zu einer reinen Erpressungsmassnahme degradiert und den Begriff der Souveränität ad absurdum führt.

Die geplante automatische Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung mittels der „Integrationsmethode“ bedeutet eine faktische Entmachtung des schweizerischen Parlaments und des Souveräns. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für die Schweiz so zentralen Bereich müssten ohne jegliche Mitbestimmung übernommen werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und eine Preisgabe unserer legislativen Gewalt.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung eines neuen Artikels 41c AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die kaum mehr mögliche Ausweisung selbst bei Abhängigkeit bedeuten eine direkte Umverteilung von Schweizer Steuergeldern an Personen, die nicht in unsere Gesellschaft integriert sind. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt aber die entscheidenden Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht.

Die im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) vorgesehenen massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz über die Freizügigkeit (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die

Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzpolizeilichen Aufgaben und die Zusammenarbeit mit dem Ausland (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der Schweiz und eine Preisgabe unserer Kernkompetenzen darstellen. Sie sind nicht nur eine Missachtung des Volkswillens, sondern auch eine massive Gefährdung unserer inneren Sicherheit, unserer Sozialwerke und unserer demokratischen Prinzipien. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Dem vorliegenden Vorschlag zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union kann aus Gründen der nationalen Souveränität, der demokratischen Legitimation und der finanziellen Vernunft nicht zugestimmt werden. Die geplante Umwandlung bisher freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung stellt eine erhebliche Aushöhlung der eidgenössischen Budgethoheit dar und entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern ein wesentliches politisches Druckmittel.

Die sogenannte "Kohäsionszahlungen" werden de facto zu einer Zwangsabgabe transformiert. Die im Vertrag verankerte Verpflichtung zur Leistung eines Beitrags von anfänglich 350 Millionen Franken pro Jahr dient offensichtlich als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung dieser Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird somit in eine Position gezwungen, in der sie nicht mehr die Möglichkeit hat, solche Forderungen abzulehnen oder deren Höhe zu verhandeln. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Stattdessen wird die Schweiz zur Nettozahlerin degradiert, die ohne Mitspracherecht und Stimmrecht finanzielle Verpflichtungen eingeht, die primär den Interessen der EU dienen. Es ist dabei keineswegs garantiert, dass mit diesen Zahlungen ein substanzieller und messbarer verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshindernissen für Schweizer Unternehmen verbunden ist.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das legislative Instrument, das diese problematische Entwicklung zementiert. Dieses Gesetz soll die bisher auf freiwilliger Basis erfolgenden Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung überführen und damit die souveräne Entscheidungsbefugnis des Parlaments über jeden einzelnen Beitrag entziehen. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments massiv aus, da zukünftige Budgets nur noch die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung abbilden und nicht mehr die freie Entscheidung über die Prioritäten der Verwendung von Steuergeldern. Die Schweiz verliert dadurch die Möglichkeit, ihre finanziellen Mittel strategisch und im besten Interesse der eigenen Bevölkerung einzusetzen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Es handelt sich um eine tiefe Verankerung dieser Zahlungsverpflichtungen in unserer Rechtsordnung. Diese Massnahme signalisiert, dass die regelmässigen Abgaben an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies ist ein strategischer Schritt, der die Abhängigkeit der Schweiz von der EU weiter vergrössert und die Freiheit zukünftiger politischer Entscheidungen einschränkt.

Zusätzlich ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b äusserst irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vermischung zweier unvereinbarer Themen dient einzig dazu, die umstrittenen finanziellen Verpflichtungen zu verschleiern und eine breitere Akzeptanz zu erzielen, ohne die tatsächlichen Nachteile für die Schweiz angemessen zu berücksichtigen. Es entsteht der Eindruck, dass die Schweiz für etwas zahlt, das primär den Interessen der EU dient, während der eigene Nutzen zweifelhaft bleibt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der vorliegende Vorschlag zur finanziellen Beteiligung an die EU eine Reihe von gravierenden Problemen aufwirft, die die nationale Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die finanzielle Eigenständigkeit der Schweiz nachhaltig beeinträchtigen würden. Die Umwandlung von freiwilligen Beiträgen in eine rechtlich bindende Pflicht, die Aushebelung der parlamentarischen Budgethoheit und die potenzielle Abhängigkeit von zukünftigen EU-Forderungen sind nicht akzeptabel. Es muss dem Parlament und dem Volk die souveräne Entscheidung über solche finanziellen Verpflichtungen weiterhin obliegen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit muss mit äusserster Skepsis und kritischer Distanz betrachtet werden. Unter dem irreführenden Mantel der "Lebensmittelsicherheit" wird schleichend eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" angestrebt. Dieses Vorhaben geht weit über die eigentliche Gewährleistung von Sicherheit hinaus und droht, die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft in ihrer Substanz zu gefährden.

Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Angleichung an oft tiefere und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards die sprichwörtliche Schweizer Qualität aufrechterhalten oder gar fördern soll. Im Gegenteil, eine solche Angleichung führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Aussagekraft und Wettbewerbsvorteil, wenn die Produktion denselben, oft laxeren Kriterien unterliegt wie im restlichen Europa. Dies stellt eine direkte Entwertung der jahrzehntelang aufgebauten Reputation unserer Produzenten dar.

Besonders gravierend ist die in diesem Abkommen enthaltene, sprichwörtliche "Guillotineklausel". Diese verknüpft die Zustimmung zu diesem umfassenden und schädlichen Regelwerk mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Die Konsequenz ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in der Zukunft blockiert. Eine Ablehnung dieses Abkommens würde, so die Drohung, das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine unerträgliche Erpressung, die es uns unmöglich macht, eigenverantwortlich über unsere

Zukunft zu bestimmen.

Die geplante Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein eklatanter und inakzeptabler Eingriff in unsere staatliche Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit de facto zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies widerspricht fundamental unserem Selbstverständnis als unabhängiger Staat.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere landwirtschaftlichen Betriebe und Lebensmittelproduzenten hereinzubrechen. Es ist offensichtlich, dass nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Fest mit der Bewältigung komplexer und für die Schweiz unpassender EU-Vorschriften konfrontiert würden. Dies bedroht nicht nur lokale Traditionen, sondern vernichtet auch die wirtschaftliche Existenzgrundlage zahlreicher kleiner und mittlerer Betriebe, die das Rückgrat unserer ländlichen Wirtschaft bilden.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, zu akzeptieren. Dies ignoriert den klaren Volkswillen und untergräbt das Vertrauen der Bürger in die demokratischen Prozesse.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist nichts weniger als ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Durch die Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter das EU-Regelwerk werden wir eine erstickende Bürokratie erleben und einen bedauerlichen Verlust an unseren hohen Standards erleiden. Die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion, ein wichtiger Pfeiler unserer kulinarischen Identität und unseres mittelständischen Sektors, wird durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zerstört.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen massiven Souveränitätsverlust in einem ethisch hochsensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft breiter akzeptierten Regeln durch EU-Massenstandards. Dies ist ein unannehmbarer Verlust der Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Selbst der Schutz unserer Wälder bleibt nicht verschont. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Auch im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen eine strategische Unterwerfung unter die EU darstellt, die unsere Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards, die Existenzgrundlage unserer Bäuerinnen und Bauern sowie die Wahlfreiheit unserer Konsumenten massiv bedroht. Es ist

zwingend, diesen gefährlichen Weg entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Aufweichung bewährter Schweizer Prinzipien zugunsten einer unzureichenden Harmonisierung mit dem Recht der Europäischen Union dar. Es ist zu befürchten, dass die vorliegenden Anpassungen primär kosmetischer Natur sind und den massiven Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf das Schweizer Lohnniveau ausgeübt wird, keineswegs zu kompensieren vermögen. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch die vorgeschlagenen Regelungen nicht ausreichend eingedämmt.

Statt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und an die spezifischen Bedürfnisse unseres Arbeitsmarktes anzupassen, wird eine Angleichung an EU-Standards angestrebt, die sich als bürokratischer, aber weniger effektiv erweist. Dies erleichtert es ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, ihre Ziele zu erreichen, während die Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer die Zeche zahlen. Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was unweigerlich zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird.

Die vorgesehenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung, die nicht primär dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmerschaft dient. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Dies eröffnet Schlupflöcher, die von unseriösen Akteuren ausgenutzt werden könnten.

Besonders kritisch zu beurteilen ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss der neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR). Dieses Regelwerk stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist offenkundig durch EU-Druck diktiert. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien der Vertragsfreiheit und eines liberalen Arbeitsmarktes. Dieses Regelwerk bietet keine Lösung für das Kernproblem des Lohndrucks, sondern schafft neue Hürden und Komplexitäten.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzentschädigung (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVIG, mögen auf den ersten Blick als technische Anpassungen erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das die robuste schweizerische Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, aber oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingten Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die Europäische Union binden. Dies eröffnet der EU zusätzliche Möglichkeiten, Einfluss auf die schweizerische Gesetzgebung zu nehmen.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) als eine massive

Abtretung von Souveränität zu betrachten. Damit wird die Schweiz faktisch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigenständige Rechtsordnung massiv, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz direkt durchgesetzt werden können. Dies ist ein gefährlicher Präzedenzfall, der die Souveränität der Schweiz und die Kontrolle über ihre eigene Rechtsordnung untergräbt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Lohnschutzes und der Personenfreizügigkeit keine Verbesserung für die Schweiz darstellen. Vielmehr droht eine Aushöhlung unserer bewährten Schutzmechanismen, eine Schwächung der Kontrollinstanzen und eine unzulässige Einschränkung der schweizerischen Souveränität. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und die Vorschläge entsprechend überarbeitet werden, um die Integrität des schweizerischen Arbeitsmarktes und die Interessen der Schweizer Arbeitnehmerschaft zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in den vorliegenden Dokumenten dargelegt wird, gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Insbesondere die Implikationen für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung sind gravierend und bedrohen fundamentale Prinzipien, die das Fundament unseres Landes bilden.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen der vorgeschlagenen Vereinbarungen. Die EU strebt eine verbindliche Übernahme der Rechtsprechung des EuGH an, was eine fundamentale Aushöhlung unserer eigenen rechtlichen Autonomie bedeuten würde. Nach Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind Verträge nach dem Sinn und dem gemeinsamen Willen der Parteien auszulegen. Die vorgeschlagene Regelung, die eine automatische Bindung an die Auslegung des Unionsrechts durch den EuGH vorsieht, würde jedoch diesen Grundsatz konterkarieren. Das Schweizer Recht würde nicht mehr primär nach nationalen Kriterien und der Rechtsprechung schweizerischer Gerichte, sondern nach einer externen Instanz interpretiert. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 123 der Bundesverfassung (BV), welcher die Hoheit der schweizerischen Gerichte in der Auslegung des Rechts gewährleistet. Eine solche Unterstellung unter die Judikative eines fremden Rechtsraums würde die Rechtssicherheit für schweizerische Unternehmen und Bürger massiv erschweren, da die Rechtsanwendung unberechenbar und von externen Entwicklungen abhängig würde. Die Gefahr, dass das Schweizer Recht schleichend durch die Rechtsprechung des EuGH umgestaltet wird, ohne dass ein effektiver demokratischer Einfluss der schweizerischen Bevölkerung und ihrer Vertreter besteht, ist real.

Darüber hinaus ist die vorgeschlagene Übernahme von Teilen des EU-Acquis im Bereich der Personenfreizügigkeit äusserst problematisch. Artikel 13 der Bundesverfassung garantiert die Bewahrung der Unabhängigkeit der Schweiz und ihrer Völker. Die ungezügelte und potenziell uneingeschränkte Übernahme von EU-Regelungen im Bereich der Personenfreizügigkeit könnte die Fähigkeit der Schweiz untergraben, ihre eigenen Grenzen und ihre Zuwanderungspolitik im Einklang mit ihren nationalen Interessen zu steuern. Dies birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Arbeitsmarkt, die Sozialwerke und die öffentliche Sicherheit. Die Erfahrungen mit der bisherigen bilateralen Personenfreizügigkeit zeigen bereits Herausforderungen auf, und eine weitere Vertiefung der Integration in diesem Bereich ohne ausreichende flankierende Massnahmen und Kontrollmechanismen wäre fahrlässig. Die Einhaltung der nationalen Löhne und Arbeitsbedingungen, die durch das Arbeitsgesetz (ArG) geschützt werden sollen, könnte durch eine verstärkte Zuwanderung aus EU-Staaten unter Druck geraten. Es ist fraglich, ob die vorgesehenen Kontrollmechanismen ausreichend robust sind, um die heimische Bevölkerung und die schweizerischen Arbeitnehmer wirksam zu schützen.

Die Angleichung an das EU-Recht in weiteren Sektoren, wie etwa im Bereich des Binnenmarktes, birgt ebenfalls erhebliche Gefahren. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung, die eine

bindende Entscheidungsgewalt des EuGH vorsehen, sind mit dem Grundsatz der nationalen Rechtssetzung und der Souveränität unvereinbar. Die Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 des Verfassungsrechtlichen Grundsatzes der Gleichheit, verbietet eine Rechtsordnung, die schweizerische Bürgerinnen und Bürger anders behandelt als EU-Bürger. Die Gleichbehandlungsklausel, ein Kernstück des schweizerischen Rechts, müsste im Lichte einer solchen externen Rechtsbindung neu bewertet werden. Es ist zu befürchten, dass eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht die schweizerischen Gesetze obsolet machen und eine ständige Anpassung von nationalen Regelungen erzwingen würde, was die Flexibilität und Reaktionsfähigkeit des schweizerischen Gesetzgebers erheblich einschränken würde. Die finanzielle Abhängigkeit von der EU durch die Übernahme von Beiträgen und die Beteiligung an EU-Programmen, die nicht mit einer entsprechenden Stärkung der schweizerischen Autonomie einhergeht, stellt ebenfalls ein gravierendes Problem dar.

Abschliessend muss betont werden, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU nicht als eine reine Formalität betrachtet werden darf. Es handelt sich um eine potenziell weitreichende Entscheidung mit tiefgreifenden Folgen für die schweizerische Souveränität, die Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien. Eine kritische und abwägende Haltung ist unerlässlich, um die nationalen Interessen der Schweiz zu wahren und eine unumkehrbare Schleifung unserer Unabhängigkeit zu verhindern. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen drohen, die Schweiz zu einem Rechts- und Politikempfänger der EU zu degradieren, anstatt ihre Position als souveräner und gleichberechtigter Partner zu festigen. Es ist unsere Pflicht, diese Entwicklung mit aller gebotenen Skepsis zu begleiten und sicherzustellen, dass die Interessen der schweizerischen Bevölkerung oberste Priorität geniessen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus der Perspektive der Wahrung nationaler Souveränität, der wirtschaftlichen Interessen und der rechtsstaatlichen Prinzipien zutiefst problematisch. Es manifestiert sich eine beunruhigende Tendenz, die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit zu drängen und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Gesetzgebung und ihrer internationalen Beziehungen erheblich einzuschränken.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht, die faktisch einer institutionellen Unterwerfung gleichkommt. Die vorgesehene dynamische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass die Schweiz Mitspracherecht bei deren Entstehung hat, widerspricht fundamental dem Grundsatz der demokratischen Legitimation und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz. Insbesondere die Verpflichtung, neue EU-Gesetzgebung ohne eigene Abänderungsmöglichkeiten zu übernehmen, stellt eine Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Dies steht in klarem Gegensatz zu Art. 3 der Bundesverfassung (BV), der die souveräne Entscheidungsgewalt der Schweiz über ihr eigenes Schicksal betont. Die Einführung eines solchen Mechanismus würde die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU degradieren, dessen Gesetzgebung von einem externen Organ diktiert wird. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, der die Vertragsfreiheit garantiert, könnte durch die diktierte Übernahme von EU-Normen, die diese Freiheiten potenziell einschränken, untergraben werden.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer eklatanter Schwachpunkt dieses Pakets. Die Akzeptanz seiner Rechtsprechung, selbst in Bereichen, die nicht explizit durch das Abkommen abgedeckt sind, stellt eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte dar. Die Schweizer Gerichte wären gezwungen, Entscheidungen des EuGH zu übernehmen, ohne diese kritisch prüfen oder an die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Rechtssystems anpassen zu können. Dies verstösst gegen das Prinzip der Gewaltenteilung, wie es in Art. 170 BV verankert ist, und untergräbt die Autorität des Bundesgerichts als oberste richterliche Instanz der Schweiz. Die Gefahr ist real, dass zukünftige Urteile des EuGH die von der Schweizer Bevölkerung in zahlreichen Abstimmungen getroffenen Entscheidungen, beispielsweise zur

Personenfreizügigkeit oder zum Schutz der Umwelt, konterkarieren.

Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen sind mit erheblichen Risiken behaftet. Die angestrebte Angleichung von Standards und Vorschriften mag auf den ersten Blick Effizienzgewinne versprechen, birgt jedoch die Gefahr einer ungleichen Wettbewerbsverzerrung zugunsten von EU-Unternehmen. Die Schweiz wäre gezwungen, ihre eigene Regulierungsdichte und ihre spezifischen Schutzmechanismen, die oft das Ergebnis sorgfältiger Abwägungen und politischer Kompromisse sind, aufzugeben. Dies könnte kleinere und mittlere Unternehmen (KMU) in der Schweiz benachteiligen, die oft auf massgeschneiderte Lösungen und eine flexible Anpassung an lokale Marktbedingungen angewiesen sind. Die angeblichen Vorteile der Marktöffnung könnten durch neue bürokratische Hürden und eine erzwungene Anpassung an EU-weite Standards, die möglicherweise nicht den Bedürfnissen des Schweizer Binnenmarktes entsprechen, schnell wieder aufgefressen werden.

Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die damit verbundenen Zahlungsverpflichtungen sind ebenfalls bedenklich. Ohne einen entsprechenden Stimmrechtsanteil bei der Mittelverwendung zu erhalten, zahlen die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz für Entscheidungen, die sie nicht mitbeeinflussen können. Dies erinnert an das Prinzip "no taxation without representation", das in demokratischen Gesellschaften als fundamental gilt. Die fehlende Transparenz und Rechenschaftspflicht bei der Verwendung dieser Gelder wirft weitere Fragen auf.

Insgesamt vermittelt das vorliegende Paket den Eindruck, dass die EU die Schweiz als eine Art wirtschaftliches Vorfeld betrachtet, das sich ihren Regeln und Normen unterzuordnen hat, ohne dafür die vollen Vorteile einer Mitgliedschaft oder auch nur einer gleichberechtigten Partnerschaft zu geniessen. Die Beibehaltung der Souveränität und die Wahrung der schweizerischen Identität, die durch das Schweizerische Bundesverfassungsrecht geschützt sind, scheinen in diesem Arrangement keine Priorität zu haben.

Die Verhandlungsdelegation hat offensichtlich versäumt, die langfristigen Konsequenzen dieser strukturellen Änderungen für die Schweizer Demokratie, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Widerstandsfähigkeit hinreichend zu berücksichtigen. Anstatt einer zukunftsfähigen Lösung präsentiert sich hier ein Abkommen, das die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit bringt und ihre Fähigkeit zur unabhängigen Steuerung ihrer Geschicke massiv einschränkt. Es ist daher geboten, dieses Paket entschieden abzulehnen und stattdessen auf eine kooperative und auf gegenseitigem Respekt basierende Beziehung zur EU zu drängen, die die Souveränität und die spezifischen Interessen der Schweiz uneingeschränkt achtet. Die im Rahmen der Verhandlungen getroffenen Zugeständnisse scheinen unverhältnismässig und schädlich für die langfristigen Interessen der Schweiz zu sein.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen grundlegende und gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit zentralen Prinzipien unserer Rechtsordnung und der Souveränität unseres Landes auf. Eine kritische Würdigung der vorgeschlagenen Abkommen offenbart eine Reihe von Unzulänglichkeiten und potenziellen Gefahren, die einer breiten und eingehenden öffentlichen Vernehmlassung bedürfen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und die damit einhergehende Aushöhlung des demokratischen Prozesses. Das schweizerische Rechtssystem, verankert im Grundgesetz (GG) und gestützt auf das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), garantiert dem Volk und seinen gewählten Vertretern die primäre Gesetzgebungskompetenz. Die vorgeschlagene Angleichung an EU-Recht, welche oft als automatische Übernahme gestaltet ist, droht diese Kompetenz faktisch zu untergraben. Gemäss Artikel 164 BV hat das Parlament die Aufgabe, Gesetze zu erlassen und für deren Umsetzung zu

sorgen. Wenn jedoch die primäre Gesetzgebung durch exekutive oder quasi-legislative Akte einer fremden Macht diktiert wird, wird die Rolle des Parlaments marginalisiert und die Legitimität der Gesetzgebung in Frage gestellt. Insbesondere das Prinzip der Gewaltenteilung, das einen integralen Bestandteil unseres Rechtsstaates darstellt und dessen Einhaltung durch Artikel 5 BV gewährleistet wird, könnte durch die Übernahme von EU-Recht, das nicht dem schweizerischen Gesetzgebungsverfahren unterliegt, erheblich beeinträchtigt werden.

Die vorgeschlagene Einbindung in den Europäischen Binnenmarkt, so verlockend sie auf den ersten Blick erscheinen mag, birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Wirtschaftsordnung. Die Verpflichtung zur Anpassung von Regulierungen und Standards an das EU-Recht könnte zu einem Verlust an Flexibilität und an die spezifischen Bedürfnisse unserer Wirtschaft zugeschnittenen Regelungen führen. Die im Bundesgesetz über den Binnenmarkt (BGB) verankerten Grundsätze des freien Waren-, Dienstleistungs-, Kapital- und Personenverkehrs müssten hierbei unter einer neuen, von der EU diktierten Auslegung verstanden werden, was die nationalen Interessen schwächen könnte. Insbesondere die Frage der Subventionen und des fairen Wettbewerbs, die im nationalen Recht differenziert geregelt sind, könnte durch die Übernahme des EU-Beihilferechts zu einer Benachteiligung schweizerischer Unternehmen führen, deren operative Strukturen nicht auf europäische Verhältnisse zugeschnitten sind. Artikel 100 und folgende des Obligationenrechts (OR), die vertragliche Verpflichtungen und die damit verbundene Rechtssicherheit regeln, könnten durch die Ungewissheit über die Anwendbarkeit und Auslegung von EU-Recht ebenfalls betroffen sein.

Ein weiterer Punkt von immenser Bedeutung ist die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Gerichtsbarkeit. Die vorgeschlagene Einbindung in den europäischen Gerichtsbarkeitsraum, insbesondere die Anerkennung der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), stellt eine fundamentale Herausforderung für unsere nationale Rechtsordnung dar. Das Prinzip der nationalen Souveränität, das in Artikel 1 BV verankert ist, impliziert die ausschliessliche Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte für die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts. Die Unterwerfung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichts, dessen Urteile für die Schweiz bindend wären, würde die richterliche Unabhängigkeit untergraben und das Vertrauen in die nationale Justiz schwächen. Artikel 30 BV garantiert jedem das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Die Bindung an die Urteile des EuGH könnte dieses Recht in Frage stellen, wenn die Interpretation von Bestimmungen, die sich auf die Schweiz auswirken, nicht mehr durch schweizerische Richter erfolgen kann.

Die finanzielle Dimension der vorgeschlagenen Abkommen darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die damit verbundenen Zahlungsverpflichtungen, sei es als Beitrag zum EU-Haushalt oder als Kompensation für die Teilnahme am Binnenmarkt, stellen eine erhebliche Belastung für die schweizerischen Steuerzahler dar. Diese Verpflichtungen müssen transparent und im Lichte der nationalen Haushaltsautonomie bewertet werden, wie sie im Haushaltsgesetz (HG) verankert ist. Die Gefahr, dass die Schweiz zum Nettozahler wird, ohne die entsprechenden Einflussmöglichkeiten auf die Verwendung der Gelder zu haben, ist real und bedarf einer eingehenden Prüfung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union, wie sie derzeit dargelegt werden, erhebliche Bedenken hervorrufen, die über rein wirtschaftliche oder administrative Aspekte hinausgehen. Sie berühren die Kernprinzipien unserer Demokratie, unserer Rechtsstaatlichkeit und unserer Souveränität. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher unerlässlich. Es müssen klare Grenzen gezogen werden, wo die Übernahme von EU-Recht die schweizerische Gesetzgebungskompetenz und die nationale Identität zu sehr bedroht. Die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz sind von solcher Tragweite, dass eine vorsichtige und prinzipienfeste Herangehensweise unabdingbar ist. Die Ergebnisse der vorliegenden Vernehmlassung werden darüber entscheiden, ob die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre rechtlichen Grundsätze wahren kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel Michel (Privat)

Datum: 02.10.2025

Kontakt: Daniel Michel · 0763036574 · daniel.michel.74@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die Integration von EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung könnte das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung in Frage stellen. Die delegierte Gesetzgebung, wie sie bei der Übernahme von EU-Rechtsakten denkbar ist, steht im Widerspruch zum Gewaltenteilungsprinzip, das in den Artikeln 31 und 32 der Bundesverfassung verankert ist. Die fehlende parlamentarische Kontrolle über die fortlaufende Anpassung an EU-Vorschriften birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz. Es ist unabdingbar, dass die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz gewahrt bleiben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist fundamental abzulehnen. Dies entzieht dem Parlament die budgetäre Hoheit und die Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden, wie es die Verfassung verlangt.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz würde faktisch zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB und die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b, die eine irreführende Verknüpfung mit der Friedensförderung herstellt, dienen lediglich dazu, diese umstrittenen Zahlungsverpflichtungen in der Schweizer Rechtsordnung zu zementieren und einen permanenten Rechtsanspruch zu schaffen. Dies höhlt die demokratische Kontrolle und die budgetäre Eigenständigkeit des Bundes aus und stellt eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt einen erheblichen Rückschritt dar und gefährdet die Energiesouveränität der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis, der jedoch finanzielle Lasten tragen muss. Die ElCom mutiert von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln

existenziell unter Druck, und das System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gekippt werden. Föderale Strukturen, wie Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, mit eingeschränkten Möglichkeiten zur Bildung strategischer Reserven (Art. 8b ff. StromVG). Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die nicht vom Markt übernommene Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu), insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln, benachteiligen dezentrale Produzenten und schaffen Investitionsunsicherheit. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Schritte zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören die föderalen Strukturen. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefahr für unsere Sozialwerke dar. Die massive Ausweitung des Personenverkehrs, welche die unionsbürgerrichtlinie mit sich bringt, widerspricht dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Niederlassungs C PLUS' nach nur fünf Jahren gemäss neuem Recht, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit. Zudem wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch die faktische Gleichbehandlung von EU-Bürgern und ihren Familienangehörigen massiv gefördert, was die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in die Höhe treibt. Die angebliche 'Schutzklausel' ist eine Farce, die aufgrund ihrer hohen Hürden in der Praxis nie greifen wird. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Sinne des neuen Art. 41c AIG und die Aufhebung des Art. 29a AIG zementieren diese gefährliche Entwicklung und entmündigen unser Parlament und Volk bei künftigen Anpassungen des EU-Rechts. Die Kostensteigerungen im Bildungsbereich, die durch höhere Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sichtbar werden, sind ein klares Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten finanziellen Belastungen. Die Unterordnung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln gemäss Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen gemäss neuem Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz sind weitere Schritte zur Erosion unserer sozialpolitischen Autonomie. Die automatisierten Anerkennungsmechanismen im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4), die das Europäische Berufsausweis-System und das Informationssystem für den Binnenmarkt integrieren, ersetzen schweizerische Qualitätsprüfungen durch EU-Prozesse und gefährden damit unsere hohen Standards und die Patientensicherheit. Dieses Paket bedeutet eine faktische Kapitulation vor der EU auf Kosten der Schweizer Bevölkerung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und stellen eine Verwässerung des bewährten schweizerischen Systems dar. Die neuen Bestimmungen sind bürokratisch, aber ineffektiv im Schutz vor Lohndumping, was insbesondere Klein- und Mittelunternehmen schadet und die Lohnniveaus in der Schweiz untergräbt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden geschwächt, was zu einer laxeren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen primär der EU-Konformität und nicht der Stärkung des Arbeitnehmerschutzes. Der spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR greift in die Vertragsfreiheit ein und schafft eine ungleiche Behandlung, die die Flexibilität von KMU einschränkt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG stellt eine gravierende Souveränitätsabtretung dar und untergräbt die schweizerische Rechtsordnung.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Übernahme der EU-Lebensmittelvorschriften, getarnt unter dem harmlosen Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine umfassende Unterwerfung unserer Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in höchster Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label "Made in Switzerland" entwertet. Die in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) verankerte Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht ist ein Frontalangriff auf unsere Produzenten und Konsumenten. Eine erstickende Bürokratie droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören, insbesondere für kleine Betriebe, die den komplexen EU-Vorschriften nicht gewachsen sind.

Dies ist nicht nur ein wirtschaftlicher Schaden, sondern auch ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche die Kündigung dieses Abkommens an das gesamte bilaterale Vertragswerk knüpft, ist inakzeptable politische Erpressung. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, eigene, oft strengere Massstäbe zu setzen, wie etwa im Tierschutz (Art. 15a, 21 TSchG) oder bei der Bekämpfung von Schadorganismen (Art. 26 Abs. 1bis WaG). Selbst die demokratisch bestätigten nationalen Anliegen, wie das Gentechnik-Moratorium, werden ausgehöhlt, indem wir gezwungen werden, Produkte mit Spuren von GVOs zu akzeptieren. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141, 148 LwG) umgehen zudem das Parlament und entziehen der demokratischen Kontrolle wichtige Bereiche. Die Übernahme der EU-Vorschriften im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gefährdet durch die Aufgabe nationaler Kontrolle unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit. Wir lehnen diese schleichende Entmachtung entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die 'Rosinenpickerei' auf rentablen Strecken. Dies gefährdet direkt die finanzielle Stabilität der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Aufrechterhaltung des Angebots auf unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien verantwortlich sind. Die vom Bundesrat propagierte 'Gemeinsame Erklärung' bietet keinerlei rechtliche Absicherung und ignoriert die dynamische Rechtsübernahme, die zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum European Network of Infrastructure Managers (ENIM), unweigerlich in unser Rechtssystem integrieren würde. Die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, wie in Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) verankert, schränkt zudem die nationale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs massiv ein und kann zu suboptimalen Lösungen für die Schweiz führen.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein starres EU-Kontrollregime stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die etablierte Praxis, dass Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert werden, wird durch eine technokratische EU-Kontrolle ersetzt. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone und macht sie zu Bittstellern, deren eigene Entscheidungen neu von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern überprüft und gegebenenfalls gekippt werden können. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, gestützt auf das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und angepasste Bestimmungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis), etabliert eine 'Superbehörde', die primär EU-Interessen statt nationaler Bedürfnisse durchsetzt. Insbesondere die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beseitigt die nationale Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Diese Entwicklung gefährdet kritische Sektoren und den Service public und degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtliche Autonomie. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitsprachemöglichkeit, wie sie in Abkommen oft impliziert wird, widerspricht dem Geist des Bundesgesetzes über die Gleichwertigkeit von Gesetzen und Verordnungen (GGL) und könnte die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung untergraben. Insbesondere Artikel 3 Absatz 2 GGL betont die Notwendigkeit der Prüfung der Vereinbarkeit mit schweizerischem Recht. Ohne klare Mechanismen zur Abwehr nicht-demokratisch entstandenen EU-Rechts droht eine schleichende Aushöhlung unserer Rechtsordnung. Die unklare Haftung für die Übernahme von EU-Recht und die möglichen Kosten für die Schweiz, insbesondere im Hinblick auf Artikel 31 des Bundesgesetzes über den Schutz der Konsumenten (KSchG) bezüglich transparenter Bedingungen, sind besorgniserregend. Die fragwürdige Rechtsgrundlage und die mangelnde Transparenz bei der Implementierung solcher Abkommen dürfen nicht ignoriert werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel aufkommen, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität der Schweiz und die Einhaltung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Übernahme von EU-Recht, wie es etwa im Bereich der Personenfreizügigkeit gemäss dem Abkommen über die Freizügigkeit von Personen (AFJP) der Fall ist, im Einklang mit unserer Bundesverfassung steht, insbesondere mit Artikel 164 BV betreffend die Gesetzgebungskompetenz.

Die pauschale Übernahme von EU-Richtlinien, ohne dass die Schweiz in deren Entstehungsprozess Mitspracherecht hat, untergräbt unsere demokratische Legitimation und die Möglichkeit, Gesetze zu erlassen, die unseren nationalen Besonderheiten Rechnung tragen. Dies birgt die Gefahr, dass unser Rechtssystem zunehmend von externen Vorgaben bestimmt wird, was eine Aushöhlung unserer legislativen Unabhängigkeit bedeuten könnte. Ferner muss geprüft werden, ob die vorgeschlagenen Regelungen mit dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV vereinbar sind, wenn wichtige Entscheidungen faktisch ausserhalb der direkten Kontrolle des schweizerischen Souveräns getroffen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bedürfen einer kritischen Würdigung. Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prozesse. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne klare Gegenleistungen und unter Einbezug des Europäischen Gerichtshofs wirft Fragen bezüglich der Einhaltung des Geltungsbereichs des Bundesgesetzes über die Häftlingsbefreiung und die entsprechende Ausführungsgesetzgebung auf. Die automatische Übernahme von Bestimmungen und die damit verbundene Einschränkung der parlamentarischen Gestaltungsfreiheit gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung ist inakzeptabel. Die detaillierte Prüfung der potenziellen Auswirkungen auf die Unabhängigkeit der Schweizerischen Rechtsprechung ist unerlässlich, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Michael Brüggler (Privat)

Datum: 02.10.2025

Kontakt: Michael Brüggler · 0797007241 · m@bruggler.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU steht unter dem Vorbehalt schwerwiegender verfassungsrechtlicher und nationalstaatlicher Bedenken. Die vorgeschlagenen Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, bergen die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der direkten Demokratie.

Die automatische Übernahme von EU-Recht in das Schweizer Recht, wie sie in den diversen Abkommen vorgesehen ist, steht im fundamentalen Widerspruch zum schweizerischen Rechtsstaatprinzip, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Stärkung der direkten Demokratie, ein Kernstück der Schweizer Verfassungsordnung (Artikel 34 BV), wird durch einen Prozess untergraben, bei dem das Schweizer Volk und seine Vertreter faktisch von der Gesetzgebung entmachtet werden, indem sie EU-Beschlüsse ohne substanzielle Einflussmöglichkeit übernehmen müssen. Dies widerspricht zudem dem Grundsatz der Volkssouveränität (Artikel 1 BV), der die oberste Gewalt im Staat dem Volk und den Kantonen zuweist.

Die wirtschaftliche Abhängigkeit, die durch eine noch engere Bindung an den EU-Binnenmarkt geschaffen würde, darf nicht zu einer unzulässigen Unterwerfung unter europäische Gerichtsbarkeit führen. Die Stärkung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die Bindung an dessen Rechtsprechung, auch in Bereichen, die nicht explizit in den Abkommen geregelt sind, stellt eine direkte Herausforderung für die richterliche Unabhängigkeit und die Hoheit der Schweizer Gerichte dar, wie sie in Artikel 190 Absatz 2 BV gewährleistet ist. Die Möglichkeit, dass Schweizer Gerichte über die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH informiert werden müssen, birgt die Gefahr einer de facto Vorrangigkeit europäischen Rechts vor nationalem Recht, was die bundesrätliche Erklärung vom 1. Juni 1987, welche die Souveränität der Schweizer Gerichte betont, in Frage stellen würde.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel, ob die erhofften wirtschaftlichen Vorteile die langfristigen politischen und rechtlichen Nachteile aufwiegen. Die Gefahr einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der Entscheidungsfindung durch das eigene Volk überwiegt deutlich die potenziellen Zugewinne an Marktzugang. Die Schweiz muss ihre Souveränität wahren und die Prinzipien der direkten Demokratie schützen, auch wenn dies bedeuten mag, dass einige Vorteile des EU-Binnenmarktes nur teilweise oder gar nicht zugänglich sind. Eine vorsichtige und kritische Prüfung jedes einzelnen Punktes ist unerlässlich, um die Integrität des schweizerischen Staatsverständnisses zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und

weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die angestrebte Stabilisierung zu den von der Schweiz angestrebten Konditionen überhaupt erreichbar ist, ohne dabei wesentliche Elemente unserer nationalen Rechtsordnung und unserer direkten Demokratie preiszugeben.

Die Annahme von EU-Recht, selbst in isolierten Bereichen, widerspricht dem Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung, wie er in Artikel 123 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU ohne angemessene Anpassung oder gar kritische Prüfung würde dazu führen, dass Schweizer Bürgerinnen und Bürger faktisch fremden Rechtssätzen unterworfen würden, deren Entstehung sie nicht direkt beeinflussen können. Dies stellt eine Erosion der Volkssouveränität dar, die nach Artikel 1 der Bundesverfassung die oberste Staatsgewalt innehat.

Insbesondere die Frage der Umsetzung und Durchsetzung von EU-Recht ist kritisch zu beleuchten. Die Forderung nach einer automatischen Übernahme und einer möglichen Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) greift tief in die Gewaltentrennung ein, die in der Schweiz strikt gehandhabt wird. Gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung sind die staatlichen Organe an Recht und Gesetz gebunden. Wenn der EuGH über die Auslegung von im Inland anzuwendendem EU-Recht entscheiden würde, könnte dies die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und damit die Rechtsstaatlichkeit untergraben.

Weiterhin stellt sich die Frage, ob die angestrebten "Stabilisierungsabkommen" nicht als ein indirekter Weg zur institutionellen Anbindung an die EU missbraucht werden. Die Schweizer Bevölkerung hat wiederholt und mit deutlicher Mehrheit entschieden, keine Mitgliedschaft in der Europäischen Union anzustreben. Eine schrittweise Übernahme von EU-Recht und eine Verflechtung der rechtlichen und wirtschaftlichen Systeme, die über das bestehende bilaterale Abkommen-System hinausgeht, käme einer Aushöhlung dieses Volkswillens gleich.

Die Komplexität und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die direkte Demokratie erfordern eine äusserst zurückhaltende und kritische Haltung gegenüber den vorgeschlagenen Massnahmen. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Annäherung die Souveränität der Schweiz wahrt und im Einklang mit den Grundprinzipien unserer Verfassung steht.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen erhebliche Bedenken auf. Eine kritische Prüfung offenbart, dass die angestrebte Harmonisierung mit EU-Recht potenziell eine schleichende Übernahme von EU-Regelungen ohne angemessene demokratische Kontrolle und Mitsprache der Schweizer Bevölkerung nach sich zieht. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind.

Insbesondere die Gefahr der sogenannten dynamischen Rechtsübernahme, bei der sich die Schweiz automatisch an neue EU-Gesetze anpasst, ohne dass diese jeweils einzeln vom Schweizer Parlament geprüft und genehmigt werden müssen, ist zutiefst besorgniserregend. Dies würde das Prinzip der rechtsstaatlichen Souveränität massiv untergraben und das Parlament seiner legitimen Gesetzgebungsfunktion berauben. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Volkssouveränität und die Zuständigkeit des Volkes und der Kantone als oberste Rechtsetzer. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten diese fundamentale Gewaltenteilung aushöhlen.

Ferner ist die Frage der Beilegung von Streitigkeiten im Rahmen der neuen Verträge kritisch zu beleuchten. Wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Streitfällen eine verbindliche Auslegung von EU-Recht vornehmen kann, das in der Schweiz Geltung beansprucht, wird die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Anwendung des Schweizer Rechts de facto eingeschränkt. Dies würde die in Artikel 190 BV verankerte Bindung der Gerichte an das Recht beeinträchtigen, da die verbindliche Auslegung durch eine ausländische Instanz erfolgen würde.

Die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaft und insbesondere auf KMU dürfen nicht unterschätzt werden. Eine zusätzliche regulatorische Last durch die Übernahme von EU-Normen könnte die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und neue bürokratische Hürden schaffen. Die Wahrung des Schweizer Rechts und der damit verbundenen Freiheiten, die durch die BV geschützt sind, muss oberste Priorität haben. Eine unkritische Übernahme von EU-Regularien, die primär den Interessen der Mitgliedstaaten dienen, ist daher abzulehnen. Die Verhandlungsergebnisse müssen einer strengen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die schweizerische Souveränität und die Interessen unserer Bevölkerung nicht kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union auf. Es ist beunruhigend festzustellen, dass die vorgesehenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und die Gefährdung unserer demokratischen Grundordnung darstellen.

Insbesondere die Einführung von automatischen Übernahmen von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament eine eigene Prüfung und Genehmigung vornimmt, ist nicht mit den Prinzipien der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung vereinbar. Die ungeprüfte Übernahme von Rechtsakten der EU, selbst wenn diese nur indirekt durch die bilateralen Verträge als « sexta » bezeichnet werden, entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern die Möglichkeit, die Konsequenzen für die eigene Gesetzgebung und die Lebensweise der Bürgerinnen und Bürger angemessen zu bewerten und zu steuern. Dies widerspricht dem demokratischen Grundgedanken, dass Gesetze vom Volk oder von dessen Vertretern erlassen werden müssen.

Die angestrebte Harmonisierung von Bestimmungen birgt zudem die Gefahr einer Angleichung an Standards, die nicht zwangsläufig den schweizerischen Bedürfnissen und Werten entsprechen. Dies kann zu einer Wettbewerbsverzerrung zugunsten von Unternehmen aus EU-Mitgliedstaaten führen und schweizerische KMU benachteiligen. Es ist fraglich, ob die behaupteten wirtschaftlichen Vorteile die potenziellen Nachteile für unsere Wirtschaft und die Arbeitsplätze aufwiegen.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf die Rechtsetzungskompetenz der Kantone und die föderale Struktur der Schweiz nicht ausreichend geklärt. Die Verordnung über die zuständigen Behörden und die Verfahren zur Feststellung der Einhaltung von EU-Bestimmungen (Artikel 4 des revidierten Vernehmlassungsdokuments) deutet auf eine Verlagerung von Entscheidungsprozessen hin, die potenziell die Autonomie der Kantone schwächen könnte. Die kantonalen Parlamente und Regierungen müssten die Möglichkeit behalten, ihre eigenen Zuständigkeiten wahrzunehmen und auf die spezifischen Gegebenheiten ihrer Regionen Rücksicht zu nehmen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung eine Reihe von Risiken birgt, die nicht unterschätzt werden dürfen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht gefährdet unsere Souveränität, schwächt die demokratische Legitimation von Gesetzen und könnte negative wirtschaftliche und föderale Konsequenzen nach sich ziehen. Es bedarf einer sorgfältigeren Abwägung und einer stärkeren Betonung der schweizerischen Interessen, bevor solche weitreichenden Schritte unternommen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel einer vermeintlichen Stärkung der Sicherheit stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards bedroht nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität und den Wert des Labels "Made in Switzerland", sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards unweigerlich leiden. Dies wird durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) manifestiert, welche die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger überfordern und zur Aufgabe zwingen wird. Eine solche Entwicklung ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Ferner ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft, eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ebenso gravierend ist die Tatsache, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten sollen. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, indem Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden werden.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein beispielloser Rückschritt. Die Schweiz wird gezwungen, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist nicht nur ein ethischer Rückschritt, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Fähigkeit verlieren, eigene, höhere Massstäbe in diesem wichtigen Bereich zu setzen.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren und muss sich stattdessen an starre, bürokratische EU-Mechanismen halten, was fahrlässig unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit gefährdet.

Diese umfassende Übernahme von EU-Recht unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit ist nicht nur unangebracht, sondern eine Gefährdung unserer Standards, unserer Souveränität und unserer Identität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine grundlegende Schwächung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des Abkommens wird die Zuwanderung massiv ausweiten und steht im klaren Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", die faktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme erheblich fördern und die Kosten zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden treiben.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird zudem in einer für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten dürfte. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen im Falle einer Berufung auf diese Klausel entlarvt sie als Erpressungsinstrument und nicht als Schutzmassnahme.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch ermöglichen. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung erlaubt und uns zu einem zahnlosen Tiger macht.

Die drastische Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG) (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz verliert ihre souveräne Regulierungskompetenz über die Anerkennung von Berufsqualifikationen, indem sie sich dem Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) unterstellt. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und die Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug auf dem Arbeitsmarkt verschleiern soll. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Der neue Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein und greift in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB) (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ziehen die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nach sich. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD) (Artikel 2 Absatz 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG) (Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) (Artikel 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG) (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was zu einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit führt und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet. Diese Massnahmen stellen eine Kapitulation vor der EU dar und höhlen unsere Souveränität in Kernbereichen massiv aus.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und vermögen den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, nicht zu kompensieren. Es ist offensichtlich, dass die angestrebte Angleichung an EU-Standards eine Schwächung unseres bewährten und wirksamen Lohnschutzes bedeutet. Anstatt die bestehenden flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese durch bürokratischere, aber letztlich weniger wirksame Konstruktionen ersetzt. Diese Entwicklung begünstigt vorrangig ausländische Unternehmen, die das Potenzial für Lohndumping sehen.

Die geschaffenen Kontrollmechanismen werden empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate erfahren durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen eine Untergrabung. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung von Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems nach Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht etabliert und die Flexibilität von KMU lämt, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Diese Regelung stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, einschliesslich der neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus, wobei jede Änderung unseres bewährten Systems der Allgemeinverbindlicherklärung das Risiko birgt, robuste Schweizer Mechanismen durch schwächere EU-konforme Modelle zu ersetzen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) zementiert die Kohäsionszahlungen in unserer Rechtsordnung und schafft problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch enger an die EU binden. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarktrecht stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt dazu, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht wird, der jedoch die Kosten mittragen muss. Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden zukünftig in Brüssel gefällt, was dem Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung gleichkommt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was die demokratische Legitimation unserer Energiepolitik untergräbt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem insbesondere die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone erheblich schwächen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU.

Ferner schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Dies untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage und widerspricht der Schweizer Energiestrategie, indem es grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen

(neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet die Unterwerfung demokratisch legitimierter Förderungen, beispielsweise im Regionalverkehr, für Kantonalbanken, im Kulturbereich oder zur Unterstützung lokaler KMU, unter eine fremde Regulierungshoheit.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden dadurch massiv und in unzulässiger Weise untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sind sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf die Grundfesten unseres Föderalismus. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit faktisch aushebelt.

Besonders kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Angesichts der Tatsache, dass viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, gefährdet dies die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Die Schaffung der neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) etabliert eine 'Superbehörde', die primär als 'verlängerter Arm der EU' agieren wird. Ihre Entscheide dienen nicht mehr vorrangig Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist dabei offensichtlich ungenügend.

Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Artikel 82 Buchstabe bbis, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, führen dazu, dass kantonale Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Insgesamt signalisieren diese Massnahmen eine bedenkliche Verlagerung der Entscheidungsgewalt weg von nationalen und föderalen Gremien hin zu einer zentralisierten, von der EU dominierten Bürokratie.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, wirft erhebliche Bedenken auf und untergräbt die demokratische Souveränität der Schweiz. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Die Schweiz verliert hierdurch ein wichtiges politisches Druckmittel und die Entscheidungsfreiheit über milliardenschwere Zahlungen.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung des Beitrags birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen seitens der EU. Die Schweiz wäre sodann gezwungen, zu diktierten Konditionen zu zahlen, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, während keine Garantie für verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG fungiert als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Artikel 1 des KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung ermöglicht.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz sollte ihre finanzielle Autonomie und ihre Entscheidungsgewalt über die Verwendung öffentlicher Gelder nicht aufgeben.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehrsbereich im Rahmen der Verhandlungen mit der EU sind aus Sicht der Aufrechterhaltung eines leistungsfähigen und flächendeckenden öffentlichen Personennah- und -fernverkehrs kritisch zu hinterfragen. Die vorgesehene Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dieses Prinzip der „Rosinenpickerei“ birgt die erhebliche Gefahr, dass sich private Konzerne auf die profitabelsten Hauptachsen konzentrieren und die Finanzierung des Service public, insbesondere auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien, massiv erschweren. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die dem umfassenden Versorgungsauftrag verpflichtet sind, würden durch diese Wettbewerbsverzerrung unweigerlich geschwächt.

Darüber hinaus ist die Behauptung, die sogenannte „Gemeinsame Erklärung“ biete ausreichenden Schutz vor negativen Auswirkungen des EU-Beihilferechts, mit äusserster Skepsis zu betrachten. Diese Erklärung ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Gewähr dafür, dass zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste, nicht zu einer Ungleichbehandlung oder gar Untersagung heute bewährter und notwendiger Subventionen führen. Dies betrifft nicht nur den Güterverkehr, sondern auch die Unterstützung des Regionalverkehrs oder die Erneuerung von Rollmaterial, welche essenziell für die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung sind.

Die vorgesehene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz ferner dazu, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die souveräne Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen bei der Vergabe von

Verkehrsleistungen empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die eigene Schieneninfrastruktur, bedingt durch die dynamische Rechtsübernahme, und die potentielle Verlagerung von Steuerungs- und Regulierungskompetenzen an zentrale EU-Stellen, wie beispielsweise im Kontext des „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), sind als schwerwiegende Einbussen der nationalen Souveränität zu werten. Die Langfristigkeit und die Tragweite dieser Regelungen für den Schweizer Service public und die schweizerische Verkehrspolitik sind daher äusserst bedenklich und bedürfen einer eingehenden Prüfung.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Zuber (Privat)

Date: 02.10.2025

Contact: Zuber · 0786279216 · catsous54@gmail.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation porte sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne, un objectif louable en soi. Cependant, il convient d'aborder cette proposition avec une saine dose de scepticisme quant aux répercussions concrètes et aux avantages réels pour la souveraineté et la prospérité helvétiques. L'histoire des relations bilatérales a souvent démontré que les "stabilisations" proposées par l'UE tendent à s'articuler autour de la reconnaissance de l'acquis communautaire et de l'adhésion à de nouvelles réglementations sans que la Suisse n'obtienne un droit de regard équivalent sur leur élaboration. L'alignement sur le droit européen, tel qu'il se profile, pose des questions fondamentales quant au respect de notre système juridique et de notre constitution. L'article 5 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse garantit la souveraineté de la Confédération et des cantons, ainsi que le respect du droit international. L'adoption unilatérale de réglementations européennes, sans participation réelle au processus décisionnel, risque de miner cette souveraineté et de créer une jurisprudence parallèle qui pourrait entrer en conflit avec notre droit interne. Nous devons nous interroger sur la portée exacte de la "stabilisation" et si elle ne se traduit pas, en réalité, par une érosion progressive de notre autonomie décisionnelle. De plus, les accords sectoriels, souvent présentés comme des solutions pragmatiques, peuvent entraîner une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles. L'article 164 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération veille à la sauvegarde des intérêts du pays. Une telle sauvegarde implique une analyse rigoureuse des coûts et des bénéfices de chaque accord. Nous devons nous assurer que les prétendus avantages de ces stabilisations ne masquent pas des concessions qui affaibliraient à terme notre compétitivité et notre marge de manœuvre économique, notamment par une intégration forcée dans des cadres réglementaires qui ne tiennent pas compte des spécificités helvétiques. La prudence est donc de mise face à des propositions qui pourraient, à terme, nous entraîner sur une pente glissante vers une adhésion de facto à l'UE, contredisant la volonté populaire exprimée à plusieurs reprises.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation concerne l'évaluation des résultats des négociations, et il convient d'emblée d'exprimer un profond scepticisme quant à la teneur et aux implications de ces accords avec l'Union européenne. Les éléments rendus publics ne permettent nullement de dissiper les inquiétudes légitimes quant à l'impact sur la souveraineté helvétique et sur la préservation de nos spécificités nationales. Il est préoccupant de constater que les prétendus bénéfices de ces accords semblent systématiquement occulter les risques inhérents à une intégration toujours plus poussée. L'article 54, alinéa 2, de la Constitution fédérale suisse stipule que les traités internationaux doivent respecter les principes fondamentaux de l'ordre juridique suisse. Or, la manière dont le droit de l'UE pourrait s'immiscer dans notre législation nationale, sans possibilité réelle de dérogation ou de contrôle démocratique suffisant, pose une question fondamentale de conformité. De plus, la répétition de ces accords sectoriels, qui fragmentent notre relation avec l'UE en une multitude de dispositions disparates, rend particulièrement difficile une vision d'ensemble et une évaluation globale de leurs conséquences. Cela dilue la capacité du peuple suisse à exercer un contrôle démocratique efficace, tel que garanti par l'article 173 de la Constitution fédérale qui confère au peuple et aux cantons le pouvoir de ratifier certains traités. L'absence de clarté quant aux mécanismes de mise en œuvre et de contrôle soulève des doutes quant à la capacité de la Suisse à conserver son autonomie décisionnelle. L'application unilatérale du droit européen, sans réciprocité équivalente et sans garanties suffisantes pour nos intérêts, constitue une dérive inacceptable. L'article 164 de la Constitution fédérale, qui prescrit la sauvegarde des intérêts de la Confédération, semble ici mis à mal par une approche qui privilégie l'alignement sur les desiderata de Bruxelles plutôt que la défense de notre propre

modèle. Enfin, le processus de négociation lui-même soulève des interrogations. L'opacité qui a entouré certaines étapes et le manque de transparence dans la communication des avancées ne contribuent guère à instaurer une confiance mutuelle. Il est impératif que toute nouvelle étape de négociation garantisse une participation accrue des acteurs suisses et une évaluation rigoureuse et indépendante des impacts économiques, sociaux et juridiques, conformément aux principes de bonne gouvernance et de responsabilité démocratique. La prudence doit donc être de mise face à des accords qui risquent, à terme, de compromettre notre indépendance et notre prospérité.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève de sérieuses préoccupations quant à l'impact de l'accord proposé avec l'Union européenne sur la souveraineté et les intérêts nationaux de la Suisse. Si la coopération internationale est une composante essentielle de notre politique étrangère, il est impératif que celle-ci ne se fasse pas au détriment de nos principes fondamentaux et de notre autonomie décisionnelle. Nous observons avec une profonde réticence l'intégration progressive de législations étrangères dans notre droit national, sans que le processus de décision approprié ne soit respecté. L'article 172, alinéa 2, de la Constitution fédérale, garantissant la souveraineté de la Confédération, semble fragilisé par des accords qui induisent une dépendance accrue et une adaptation unilatérale de nos normes. L'adoption de réglementations supranationales, même sous le couvert d'harmonisation, risque d'affaiblir la capacité du peuple et des cantons à décider de leur propre avenir, comme le prévoit l'article 1 de la Constitution fédérale. Plus spécifiquement, la reprise du droit de l'Union européenne, sans possibilité de négociation ou d'adaptation aux spécificités suisses, pose un problème fondamental de démocratie directe. L'Union européenne elle-même évolue constamment, entraînant une cascade d'obligations d'adaptation pour la Suisse. Cette dynamique perpétuelle rend le contrôle parlementaire et populaire difficile, voire illusoire. Comment garantir la stabilité de notre droit national lorsque celui-ci est assujetti aux caprices des institutions européennes, dont les décisions ne font pas l'objet d'un assentiment démocratique suisse direct ? La notion de « reprise automatique du droit » est particulièrement préoccupante. Elle pourrait contraindre la Suisse à adopter des mesures qui ne correspondent ni à ses besoins, ni à ses valeurs. L'article 5 de la Constitution fédérale, stipulant que l'activité de l'État doit viser le bien public, pourrait être mis à mal si des normes étrangères imposées ne servent pas les intérêts de la population suisse. En outre, la question de la surveillance et de l'application de ces accords soulève des interrogations quant à l'indépendance de notre système judiciaire. Permettre à des instances supranationales d'exercer une influence directe sur l'interprétation et l'application de notre droit interne serait une atteinte inacceptable à notre souveraineté. En conclusion, bien que la coopération avec nos voisins européens soit souhaitable, elle ne doit en aucun cas compromettre les fondements de notre système politique et juridique. Les accords envisagés doivent être réexaminés à la lumière de ces préoccupations majeures, afin de préserver l'autonomie décisionnelle et l'intégrité de la Suisse.

Contribution financière

La contribution financière proposée, telle qu'énoncée dans le présent accord, représente une dérive inacceptable de notre souveraineté et de notre autonomie budgétaire. Transformer les paiements de cohésion, traditionnellement des contributions volontaires et soumises au contrôle du Parlement, en une obligation juridique contraignante est une atteinte directe à nos institutions démocratiques. L'article 1, lettre d de l'Annexe 5 du Bulletin des Besondere Bestimmungen (BöB), dans sa nouvelle mouture, ne fait qu'entériner cette mainmise. La création d'un Gesetz über die Kohäsionsbeiträge (KoBG), spécifiquement l'article 1 KoBG, institutionalise un droit de tirage permanent de l'Union européenne sur nos finances, vidant ainsi la décision souveraine du Parlement sur l'allocation de nos ressources fiscales. Le montant initialement avancé de 350 millions de francs par an ne peut être considéré que comme une offre d'appel, masquant la réalité d'un mécanisme de révision aux clauses opaques, voué à faire grimper les exigences de l'UE. La Suisse se verrait alors réduite au statut de payeur net, contraint de s'exécuter sans avoir le moindre levier de négociation ni une garantie de contreparties substantielles en termes d'accès au marché ou de levée des entraves. C'est une logique de dépendance financière qui se met en place, sans contrepartie proportionnée en termes de bénéfices concrets. De surcroît, l'intégration de ces paiements dans le cadre plus large du financement de la promotion de la paix, via l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, est d'une tromperie manifeste. Elle instrumentalise une cause louable pour légitimer des transferts financiers politiquement sensibles et dont la justification profonde reste sujette à caution. Ce nouveau cadre juridique, loin d'apporter une quelconque avancée dans nos relations bilatérales, consacre une subordination de fait, affaiblissant notre position de négociation et remettant en cause la capacité de notre démocratie à décider librement de l'usage de ses deniers publics. Nous ne pouvons cautionner une telle cession de souveraineté sous couvert d'une coopération financière formalisée.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne apparaissent comme des artifices cosmétiques, largement insuffisants pour contrer la pression exercée sur le niveau de vie suisse. Loin de renforcer notre système éprouvé de protection des salaires, elles visent à l'harmoniser avec les normes européennes, souvent moins robustes. Cette démarche ouvre la porte à une érosion généralisée de nos rémunérations, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures. L'adaptation des dispositions relatives à l'obligation de soumettre des travailleurs détachés à des conditions de travail et de salaire (EntsG), telle que visée par l'article 9, alinéa 2, et la reformulation de l'article 11 au profit d'un nouvel article 13a, ne constituent pas un progrès pour les employés suisses, mais plutôt une concession dictée par les exigences de compatibilité avec le droit de l'UE. De surcroît, l'introduction d'un régime spécial de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, inscrit aux articles 335l à 335q du Code des obligations, représente une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse. Cette disposition crée une catégorie privilégiée d'employés, dont le licenciement sera soumis à une procédure rigide et bureaucratique, entravant la flexibilité, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME), et contredisant les principes de notre marché du travail. La consolidation des paiements de cohésion, telle que prévue dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d) du projet de loi sur les marchés publics (BöB), en lien avec la loi sur la contribution à la cohésion, est particulièrement problématique. Elle ancre ces paiements dans notre ordre juridique et tisse des liens qui lient davantage la Suisse à l'UE, renforçant une dépendance politique regrettable. En outre, la reconnaissance des sanctions de l'UE comme des titres exécutoires au sens de l'article 80, alinéa 2, chiffre 6, de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (SchKG), constitue une abdication de souveraineté inacceptable. Cela transforme la Suisse en un instrument d'application des sanctions administratives financières de l'UE, sapant notre propre système juridique en permettant l'exécution de décisions étrangères sans un contrôle judiciaire approfondi. Les mécanismes de contrôle et d'application, tels que les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail, risquent d'être affaiblis par ces nouvelles structures centralisées et orientées vers l'UE. Cette tendance à la dilution de nos protections légales et à la perte de souveraineté ne peut qu'inquiéter et appelle à une réévaluation profonde de l'impact réel de ces accords sur les travailleurs et l'économie suisse.

Électricité

La proposition soumise à consultation soulève de graves préoccupations quant à l'avenir de la souveraineté énergétique de la Suisse et à la stabilité de son approvisionnement. L'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'UE, notamment par le biais d'ACER et d'ENTSO-E, transformerait la Suisse en un participant dépendant, contraint de supporter des coûts sans disposer de droits de vote décisionnels. Les choix stratégiques concernant notre réseau électrique seraient désormais dictés par Bruxelles, ce qui représente une renonciation inacceptable à notre autonomie. La transformation de la Commission fédérale de la concurrence (ElCom) en une simple "entité d'exécution opérationnelle pour le droit de l'UE" est particulièrement alarmante. Celle-ci sera contrainte d'appliquer des réglementations non légitimées démocratiquement, marquant la fin d'une régulation énergétique propre, alignée sur les besoins spécifiques de la Suisse. Le fondement même de notre approvisionnement énergétique, l'énergie hydraulique, est directement menacé par les règles européennes sur les aides d'État. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéfique pour les cantons de montagne, risque d'être qualifié d'aide d'État illicite et aboli. De surcroît, les structures fédérales sont affaiblies. Les centrales électriques communales, piliers de la production d'énergie décentralisée, verront leur priorité d'injection remise en cause par les règles de concurrence de l'UE, désavantageant ainsi la production locale et de proximité. La sécurité de l'approvisionnement nationale est sacrifiée sur l'autel du marché libre. La possibilité de constituer des réserves stratégiques est restreinte, et personne n'assume plus la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement suisse. Il s'agit d'un jeu dangereux avec notre avenir. La libéralisation totale du marché de l'électricité, telle que prévue par les articles 4a et suivants de la loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG), entraînera une volatilité accrue des prix et, à terme, des coûts plus élevés pour les PME et les ménages. Les coûts liés à la sécurité de l'approvisionnement, que le "marché libre" ne couvrira pas, devront être répercutés aux consommateurs par le biais de nouvelles taxes. Les modifications proposées à l'article 15 de la loi sur l'énergie (EnG), notamment la réduction drastique de la limite de puissance pour les tarifs d'injection, pénalisent de nombreux petits et moyens producteurs. L'introduction d'une exclusion de soutien en cas de prix négatifs (nouveaux articles 29d al. 4 et 33a al. 2bis EnG) crée une incertitude d'investissement considérable, freinant le développement des énergies renouvelables et nous rendant plus dépendants des marchés étrangers et des énergies fossiles. Les compétences élargies de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le durcissement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) servent à une uniformisation avec l'UE, sapant nos structures fédérales

et la coopération entre la Confédération et les cantons. La suppression de l'exception pour la société nationale de réseau (art. 8 al. 2 BATE) est une soumission supplémentaire au régime de l'UE, nous privant de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos infrastructures critiques.

Transports terrestres

L'accord proposé sur les transports terrestres avec l'Union européenne représente une menace sérieuse pour notre service public ferroviaire, un pilier essentiel de notre cohésion nationale et de notre mobilité. L'application du droit de l'UE en matière de subventions risque de fragiliser les mécanismes de soutien éprouvés pour le fret, le trafic régional et le renouvellement de notre matériel roulant. Ces subventions, loin d'être des aides d'État illicites, sont des instruments indispensables pour garantir un transport public performant et accessible à tous les citoyens, indépendamment de la rentabilité de chaque ligne. L'introduction de la "kabotage", telle qu'envisagée par le nouvel article 40a ter de la loi sur le transport ferroviaire (EBG), ouvre la porte à une "pêche aux opportunités" (Rosinenpickerei) par des opérateurs étrangers. Ces derniers ne manqueront pas de se concentrer sur les axes les plus lucratifs, laissant les lignes secondaires, mais vitales pour la desserte du territoire, aux épaules des CFF et des autres concessionnaires. Cette stratégie sape directement la viabilité financière de notre réseau ferroviaire national et menace la continuité du service public. La prétendue "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral pour garantir notre souveraineté s'avère juridiquement dénuée de toute force contraignante. Elle ne constitue en rien une protection contre les évolutions futures du droit de l'UE, que la Suisse serait alors tenue d'adopter de manière dynamique. Il s'agit là d'une illusion de sécurité qui, loin de prévenir l'érosion de notre indépendance décisionnelle dans le domaine ferroviaire, l'accélère. La perspective de devoir adopter, par exemple, les réglementations relatives au "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructures" (ENIM) démontre la perte de contrôle de notre infrastructure au profit d'instances européennes. De surcroît, l'adaptation de l'article 32a, alinéa 1 bis, de la loi sur le transport de voyageurs (PBG) nous contraint à intégrer les prescriptions de l'UE dans les appels d'offres. Cette obligation restreint de manière significative la marge de manœuvre des autorités fédérales et cantonales dans la conception de leur offre de transports publics, privilégiant des critères européens au détriment de solutions optimales pour la Suisse, potentiellement plus coûteuses pour nos contribuables. En somme, cet accord met en péril notre service public ferroviaire, notre souveraineté et la qualité des transports pour les citoyens suisses.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue « Sécurité des denrées alimentaires » masque une intégration profonde et préjudiciable de notre agriculture et de notre économie alimentaire dans le système de l'Union européenne. Cette démarche, loin de se limiter à la sécurité, vise à soumettre l'ensemble de nos standards de production élevés et nos exploitations familiales aux règles de l'UE, telles que définies dans le programme « De la ferme à la table ». Le risque d'un affaiblissement de la qualité « Made in Switzerland » est réel. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes dévalorisera nos produits et anéantira un avantage concurrentiel essentiel. La clause dite de « guillotine », qui lie cet accord à tous les autres traités bilatéraux I, représente une forme inacceptable de chantage politique. Elle menace l'ensemble de nos relations bilatérales en cas de refus de cette soumission, privant la Suisse de sa souveraineté décisionnelle. De plus, l'octroi de pouvoirs de contrôle à des inspecteurs de l'UE sur nos exploitations et nos entreprises constitue une intrusion directe dans notre souveraineté nationale. La charge bureaucratique qui s'annonce est alarmante. Des réglementations européennes complexes et inadaptées menacent non seulement les grandes entreprises, mais aussi les petits exploitants, les producteurs locaux, les artisans et même les manifestations traditionnelles. Cela mettra en péril notre diversité culinaire et nos tissus économiques locaux. Le récent moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, pourtant validé par le peuple, risque d'être vidé de sa substance, nous forçant à accepter des produits contenant des OGM autorisés par l'UE. La révision totale de la loi sur les produits alimentaires et les objets usuels (LMG) est une attaque frontale contre la qualité helvétique, en soumettant toute la chaîne alimentaire aux réglementations de l'UE. Les modifications proposées au niveau du droit de protection des animaux, notamment dans le TSchG (art. 15a, 21), imposent l'abandon de nos propres normes, souvent plus strictes, en matière de transport et d'abattage, au profit des standards européens. Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (LwG, art. 141 et 148) représentent une délégation de pouvoir excessive, contournant le Parlement et sapant le contrôle démocratique sur des décisions cruciales pour nos agriculteurs. Enfin, l'assujettissement de la protection de nos forêts à travers le WaG (art. 26 al. 1bis) aux directives de l'UE entrave notre capacité à réagir rapidement et souverainement à des menaces spécifiques. L'intégration des réglementations de l'UE dans le domaine des épizooties (TSG, art. 1) représente une renonciation dangereuse à notre autonomie dans un secteur vital pour notre sécurité nationale. Ces avancées significatives vers une intégration non désirée

compromettent notre souveraineté, notre qualité et notre identité. Elles imposent une bureaucratie écrasante et diluent nos standards élevés. Nous ne pouvons accepter cette soumission déguisée sous couvert de « sécurité ».

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux implications de l'accord proposé dans le domaine de la libre circulation et de l'immigration, tel qu'il est libellé. L'adoption de la directive sur la citoyenneté de l'Union européenne, telle qu'envisagée, constitue une extension considérable de la libre circulation des personnes, contredisant directement l'esprit et la lettre de l'article 121a de la Constitution fédérale suisse (BV) et le mandat clair du peuple en faveur d'une maîtrise souveraine de l'immigration. Le projet introduit un nouveau droit de séjour prolongé, une "plus C", déjà après cinq ans au lieu de dix. Ce statut, d'une quasi-irrévocabilité même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale, représente une menace sérieuse pour la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. Il est inacceptable que la dépendance aux aides sociales soit ainsi favorisée pour les citoyens de l'UE et leurs familles, faisant peser le fardeau financier sur les contribuables suisses, les cantons et les communes. L'extension du regroupement familial à des parents au-delà du cercle immédiat (parents, grands-parents, beaux-parents) est particulièrement alarmante et risque d'entraîner une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux. La prétendue "clause de sauvegarde" intégrée dans ce paquet législatif est une illusion pure et simple. Les conditions d'application draconiennes garantissent qu'elle ne sera jamais utilisée en pratique. Les menaces de mesures punitives de la part de l'UE en cas d'invocation de cette clause la réduisent à une "clause de chantage". De plus, l'intégration automatique du droit de l'UE concernant l'immigration par la "méthode d'intégration" privera le Parlement suisse et le peuple de leur pouvoir de décision sur des questions d'une importance capitale pour notre avenir. C'est une soumission inacceptable à la volonté bruxelloise, qui sape notre démocratie directe. Les modifications proposées à la Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI), notamment la suppression de l'article 29a et l'introduction de l'article 41c, cimentent l'immigration dans nos systèmes sociaux en facilitant l'accès à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE, même en cas de dépendance. L'article 21b LEI, désigné comme "clause de sauvegarde", est un simple placebo, offrant une illusion de contrôle sans permettre de mesures efficaces et unilatérales. L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les ressortissants étrangers dans les lois sur l'EPFZ (art. 34d al. 2bis) et le financement de la formation professionnelle et universitaire (art. 61a) témoigne de la reconnaissance implicite des coûts accrus que la libre circulation engendre dans le domaine de l'éducation, coûts qui seront maintenant répercutés sur les étudiants et la réputation de nos institutions. La coordination de notre système de prévoyance professionnelle (LPP), par l'ajout du chiffre 27 à l'article 49 al. 2, et la restriction de la liquidation des avoirs de caisse de retraite en cas de départ vers l'UE (art. 25f al. 1bis LFA) constituent une érosion de notre souveraineté en matière de politique sociale et portent atteinte aux droits des assurés suisses. L'intégration du système d'information du marché intérieur (IMI) de l'UE dans diverses lois professionnelles (LBGEM, MedBG, GesBG, PsyG) et dans la loi sur la formation professionnelle (LFP) remplace les contrôles nationaux rigoureux par des mécanismes automatisés de l'UE, menaçant nos normes de qualité élevées et notre capacité à réguler de manière autonome nos professions. En résumé, le paquet législatif proposé représente une capitulation inacceptable face aux exigences de l'UE, une atteinte grave à notre souveraineté nationale, à notre démocratie directe et à la prospérité de nos concitoyens. Nous rejetons fermement ces dispositions.

Aides d'État

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant à l'accord proposé sur les aides d'État, qui constitue un abandon inacceptable de notre souveraineté nationale et un démantèlement de nos structures fédéralistes. L'actuelle pratique éprouvée, où les subventions relèvent des décisions politiques démocratiquement légitimées de la Confédération, des cantons et des communes, serait abolie au profit d'un régime de contrôle technocratique et rigide de l'Union européenne. Cette soumission systématique à un contrôle et une surveillance par l'UE, où les aides devraient être notifiées et approuvées par la Commission européenne, nous relègue au statut de simple récepteur de règles, sapant ainsi notre autonomie en matière de politique économique nationale. La souveraineté des cantons et leur autonomie fédéraliste sont massivement minées. Au lieu de décider de manière indépendante de la politique de développement économique locale, leurs décisions devront être validées par une autorité centrale conforme aux normes de l'UE. C'est une attaque directe contre notre fédéralisme. L'introduction du nouveau « Conseil fédéral des aides d'État » (Beihilfekammer), créé par le nouveau droit fédéral sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et la modification du droit des cartels (KG, art. 18, al. 2), constitue une "super-autorité" qui agira comme le "bras étendu de l'UE", dont les décisions serviront prioritairement la conformité avec le droit de l'UE et non les intérêts suisses. Cette nouvelle structure affaiblit la démocratie, car le contrôle démocratique sur cette puissante instance est insuffisant. Les cantons

perdent leur autonomie organisationnelle et procédurale. Ils seront réduits à des requérants sans droit d'être entendus formellement lorsque leurs décisions souveraines seront examinées par cette nouvelle autorité. L'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG), qui garantissait jusqu'à présent la compétence de contrôle nationale de la COMCO sur les aides dans le secteur stratégique du transport aérien, sera supprimé. Cela signifie que ce secteur sera entièrement soumis au nouveau régime de l'UE, nous faisant perdre toute capacité de contrôle et de pilotage autonome. Enfin, l'exclusion du surveillant des prix des séances du Conseil fédéral des aides d'État, en vertu de la modification de l'art. 5, al. 2, PüG, affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Cela témoigne d'une volonté de permettre à la nouvelle autorité, conforme à l'UE, d'agir sans entrave, même au détriment des intérêts des citoyens suisses. En conclusion, cet accord sur les aides d'État représente une régression inacceptable pour la Suisse, remettant en cause ses fondements démocratiques, fédéralistes et sa souveraineté économique.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse a toujours valorisé son indépendance et sa souveraineté, des principes fondamentaux inscrits dans sa Constitution. L'évaluation globale du paquet Suisse-UE soulève des préoccupations majeures quant à leur préservation. L'adoption d'acquis communautaires sans participation réelle aux processus décisionnels de l'UE constitue une érosion inacceptable de notre autonomie législative. L'article 3 de la Constitution fédérale, garantissant la souveraineté de la Confédération, est directement menacé par une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles. Le paquet proposé semble imposer un alignement unilatéral, nous obligeant à transposer de nouvelles directives sans pouvoir y apporter les adaptations nécessaires pour tenir compte de nos spécificités helvétiques. Cela contrevient à l'esprit de l'article 197 du fait constitutionnel qui permet à la Suisse de faire valoir ses intérêts nationaux. L'article 139 de la Constitution, qui stipule que le peuple et les cantons sont les détenteurs du pouvoir, est également remis en cause par ce mécanisme qui transfère de facto une partie de ce pouvoir à une entité extérieure. De plus, la pérennisation du recours à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pose des problèmes juridiques et politiques fondamentaux. La jurisprudence de la CJUE pourrait entrer en conflit avec le droit suisse, y compris avec la Constitution, créant ainsi une insécurité juridique préjudiciable. L'article 123 de la Constitution, garantissant l'application du droit fédéral, pourrait être contourné si des décisions supranationales priment sur nos propres lois. L'idée d'une justice européenne supérieure à notre système judiciaire national est inacceptable et porte atteinte à la confiance que les citoyens placent dans leurs institutions. Il est impératif que toute réforme des relations entre la Suisse et l'UE soit soumise à un examen approfondi et transparent, et qu'elle respecte scrupuleusement notre droit constitutionnel. Le paquet actuel semble aller à l'encontre de ces principes, en privilégiant une intégration forcée à un partenariat véritablement respectueux de nos intérêts. L'indépendance et la capacité de décision de la Suisse ne doivent pas être compromises par des accords qui la lieraient de manière trop contraignante à l'Union européenne.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lüber Ernst (Privat)

Datum: 03.10.2025

Kontakt: Lüber ERnst · 044-9771932 · hb9mnp@hb9zf.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer Souveränitätsprinzips erhebliche Bedenken anzumelden. Die aktuelle Fassung der Vorlage birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und Entscheidungsfindung.

Es ist alarmierend, dass die vorgeschlagenen Regelungen in vielen Bereichen eine direkte Übernahme von EU-Recht vorsehen, ohne dass dabei die spezifischen Gegebenheiten und Bedürfnisse der Schweiz angemessen berücksichtigt werden. Dies steht im Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Dieser Artikel erklärt das Volk und die Kantone zu Trägern der Staatsgewalt. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht könnten wir diese Trägerschaft de facto aufgeben und uns einer externen Rechtsetzung unterwerfen, die wir nicht mehr direkt beeinflussen können.

Besonders kritisch ist die geplante Einrichtung eines Mechanismus, der die obligatorische Anwendung des EU-Rechts durch die Schweizer Gerichte vorsieht. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) bestimmt, dass das Recht sich nach den Gesetzen richtet. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch dazu führen, dass EU-Recht, das nicht einmal formell in unser Rechtssystem integriert ist, über den kantonalen und eidgenössischen Gesetzgebern steht. Dies untergräbt die Gewaltenteilung und die rechtsstaatlichen Prinzipien, die auf einem klaren hierarchischen Aufbau der Rechtsnormen basieren.

Weiterhin ist zu befürchten, dass die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank und anderer unabhängiger Institutionen durch die Vorgaben der EU beeinträchtigt werden könnte. Artikel 94 der Bundesverfassung betont die Unabhängigkeit der Nationalbank bei der Erfüllung ihres Auftrags. Eine übermässige Angleichung an EU-Richtlinien könnte diese Unabhängigkeit gefährden und die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, eigenständig auf wirtschaftliche Herausforderungen zu reagieren.

Die geforderte Übernahme von EU-Recht in diesen sensiblen Bereichen stellt somit eine erhebliche Gefahr für die Souveränität und die demokratischen Institutionen der Schweiz dar. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Form der Zusammenarbeit mit der EU im Einklang mit unserer Verfassung und den Grundsätzen der direkten Demokratie steht und nicht zu einer Abhängigkeit führt, die unsere nationale Selbstbestimmung gefährdet. Die aktuelle Vorlage scheint diesen Grundsätzen nicht in ausreichendem Masse Rechnung zu tragen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, steht

im direkten Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Die Tatsache, dass dieser Status selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand haben soll, ist nicht hinnehmbar. Dies fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in einem beispiellosen Ausmass. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben, was wiederum die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden zusätzlich belastet.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten führen. Dies ist für ein Nicht-EU-Land schlichtweg beispiellos und zeugt von mangelnder Weitsicht.

Die sogenannte „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfähigkeit massiv einschränkt.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Entscheidungskompetenz. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, kaum mehr möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und uns die Hände bindet.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird durch neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen im HFKG (Artikel 61a) direkt zur Kasse gebeten, um die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu kompensieren.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese scheinbar technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen wie dem BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35) und GesBG (Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was gerade im Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Dies ist eine Kapitulation vor der EU, die unsere Gründlichkeit und Standards opfert und unsere Souveränität untergräbt.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts und die damit verbundene institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die faktische Entmündigung der nationalen Entscheidungsfindung in Fragen unseres Stromnetzes, bei gleichzeitiger Fortführung der

Kostenpflichten, wird die Schweiz zu einem abhängigen Akteur degradiert. Die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Unabhängigkeit und demokratische Legitimation unserer nationalen Regulierungsstrukturen werden dadurch fundamental untergraben, was gegen die Prinzipien der Gewaltenteilung und der nationalen Selbstbestimmung verstösst.

Die EU-Beihilfenregeln, wie sie im Rahmen der Marktliberalisierung zur Anwendung kommen, bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und zur Finanzierung lokaler Infrastrukturprojekte dient, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit abgeschafft werden. Dies hat direkte negative Auswirkungen auf die wirtschaftliche Stabilität und die Entwicklung unserer Alpenregionen. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Energieproduzenten wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale Wertschöpfung und die Energieautonomie von Gemeinden untergräbt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) konzipiert ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer zukünftig die Verantwortung für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit trägt, weder der Markt noch die EU scheinen diese Aufgabe adäquat übernehmen zu können. Dies birgt erhebliche Risiken für die Stabilität unserer Energieversorgung. Es ist zu erwarten, dass die vollständige Marktliberalisierung zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgung, die der freie Markt nicht deckt, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt, was die lokale Energiewende bremst und uns abhängiger von ausländischen Stromimporten macht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt keinen Fortschritt dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk. Dies bedroht nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch strengere nationale Kriterien über Jahrzehnte etabliert wurde, ist akut in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland', da unsere Produzenten gezwungen wären, nach denselben, weniger strengen Kriterien herzustellen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil und schadet der Reputation unserer Lebensmittel.

Besonders besorgniserregend ist die sogenannte 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen unwiderruflich mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was jegliche Form von flexibler Aussenpolitik verunmöglicht. Die Befugnis, die EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollrechte in Schweizer Betrieben gewährt, ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die nationale Unabhängigkeit empfindlich stört.

Die Angleichung im Tierschutzrecht, insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG,

Art. 15a und 21), zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Ebenso ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, da die Bekämpfung von Seuchen schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen erfordert. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, wodurch das Parlament umgangen wird und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich ausgehöhlt wird. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, was die Schweiz der Fähigkeit beraubt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Dieses gesamte Paket untergräbt unsere Souveränität und unsere nationalen Standards in kritischen Bereichen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen unterwirft die Schweiz einem technokratischen EU-Kontrollregime und stellt eine inakzeptable Einschränkung unserer Souveränität dar. Die bewährte Praxis, dass Subventionen politische und föderalistisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird abgeschafft. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden Kantone und Gemeinden gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorzulegen. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie und die Handlungsfähigkeit der Kantone massiv.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer, verankert in Artikel 3 BHÜG und integriert in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG), wird eine „Superbehörde“ geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre Entscheidungen werden primär auf Kompatibilität mit dem EU-Recht ausgerichtet sein und nicht auf die Durchsetzung schweizerischer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige und von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernte Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und schwächt föderalistische Strukturen erheblich. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und untergräbt die Souveränität der Kantone weiter, indem der zentralen Beihilfebehörde ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) eingeräumt wird.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert damit jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Diese umfassende Unterwerfung unter EU-Recht ist nicht nur ein Angriff auf unsere Souveränität und unseren Föderalismus, sondern gefährdet auch die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auszuhöhlen droht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union ist aus mehreren wesentlichen Gründen höchst bedenklich und bedarf einer kritischen Überprüfung. Insbesondere die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle dar. Diese faktische Zwangsabgabe entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als eine irreführende Lockvogelstrategie. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies bedeutet, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, ohne Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv aushöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Zusätzlich ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieser Vorgehen untergräbt die Integrität beider Gesetzesbereiche und sollte entschieden abgelehnt werden. Die Schweiz muss ihre Souveränität und ihre finanzpolitische Autonomie wahren, anstatt sich in eine unumkehrbare finanzielle Abhängigkeit zu begeben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen bestenfalls kosmetische Korrekturen dar. Sie vermögen den durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen nicht zu kompensieren. Es besteht die ernsthafte Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angeglichen. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber offensichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Unternehmen mit der Absicht zur Lohndumping Tür und Tor öffnet.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die vorgeschlagene Neuregelung des Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Sie schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks wirksam anzugehen. Diese Massnahme stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar

und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird und damit die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung ermöglicht.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnsektor, bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu zu verankern in Artikel 40a des EBG, ist eine direkte Bedrohung. Dieses Schlupfloch erlaubt es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, ein Phänomen, das als "Rosinenpickerei" bekannt ist. Dies wird unweigerlich die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, die mit der Aufrechterhaltung weniger rentabler, aber für die Grundversorgung unerlässlicher Linien betraut sind. Die Folge ist eine Aushöhlung des umfassenden Versorgungsauftrags, der die Attraktivität und Zuverlässigkeit unseres öffentlichen Verkehrs massgeblich beeinflusst.

Die im Personenbeförderungsgesetz vorgesehene Anpassung, neu in Artikel 32a Absatz 1bis des PBG, schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen bei der Vergabe von Verkehrsleistungen empfindlich ein. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu berücksichtigen, lenkt von der primären Aufgabe ab, die besten und für die Schweiz vorteilhaftesten Lösungen zu finden. Stattdessen droht eine Konzentration auf die Erfüllung von EU-Konformitätskriterien, was zu suboptimalen und potenziell kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann und die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs weiter untergräbt.

Darüber hinaus ist die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", die als Schutzmassnahme dargestellt wird, rechtlich nicht verbindlich und bietet keinerlei wirkliche Sicherheit. Sie vermag die dynamische Rechtsübernahme des EU-Rechts, welche die Schweiz zukünftig binden würde, nicht aufzuhalten. Dies bedeutet, dass die Schweiz der Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur schrittweise entgleitet und die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Institutionen verlagert wird, wie sie beispielsweise im Kontext des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) angedacht sind. Die Qualität und der Umfang des Service public, ein Pfeiler unseres Landes, sind dadurch ernsthaft gefährdet. Bewährte Subventionen, die für die Aufrechterhaltung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder die Erneuerung des Rollmaterials unerlässlich sind, könnten als unzulässig eingestuft werden, was direkte negative Auswirkungen auf die Bürger hätte. Es ist abzulehnen, die Zukunft unseres kritischen Bahnsystems einem Regelwerk zu unterwerfen, das unsere Souveränität und die Effektivität unseres bewährten Systems aufs Spiel setzt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist äusserst problematisch und lässt

erhebliche Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit den Grundsätzen der Schweizer Souveränität und der demokratischen Legitimation aufkommen. Es ist beunruhigend, dass ein solches Paket in seiner jetzigen Form zur Vernehmlassung gestellt wird, ohne dass eine klare und überzeugende Darlegung der langfristigen Konsequenzen für unser Rechtssystem und unsere wirtschaftliche Autonomie erfolgt.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 120 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) darf die Schweiz nicht generell dazu verpflichtet werden, die Rechtsetzung der Europäischen Union zu übernehmen. Das vorliegende Paket scheint jedoch de facto auf eine solche generelle Verpflichtung hinauszulaufen, indem die dynamische Rechtsübernahme in einem Umfang vorgesehen wird, der die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Mitsprache stark einschränkt. Dies untergräbt den Wesenskern unseres föderalistischen Systems und die Möglichkeit, Gesetze an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz anzupassen.

Weiterhin wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gravierende Fragen auf. Die von der EU geforderte Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH in den relevanten Abkommen steht im direkten Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), wonach das Gericht das Gesetz anzuwenden hat und bei dessen Lücken nach dem Recht, das ein Gesetzgeber erlassen würde, entscheiden soll. Die Einschränkung der richterlichen Autonomie durch eine bindende Rechtsprechung eines ausländischen Gerichts ist ein fundamentaler Eingriff in die staatliche Unabhängigkeit.

Die im Paket angedachten Mechanismen zur Streitbeilegung erscheinen zudem unzureichend, um die Interessen der Schweiz wirksam zu schützen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine Position gedrängt wird, in der sie Entscheidungen akzeptieren muss, die ihren nationalen Interessen zuwiderlaufen, ohne angemessene Gegenmittel oder die Möglichkeit einer echten Verhandlung. Die wirtschaftlichen Abhängigkeiten, die durch die Annahme dieses Pakets weiter verstärkt würden, machen eine kritische und souveräne Aussenpolitik zunehmend schwierig.

Insgesamt erscheint das vorgelegte Paket als ein Versuch, die Schweiz in eine EU-Mitgliedschaft ohne Stimmrecht zu führen, was die Vorteile der bilateralen Verträge konterkariert und gleichzeitig die Nachteile einer Mitgliedschaft mit sich bringt. Es mangelt an einer klaren Darlegung, wie die Souveränität und die demokratischen Institutionen der Schweiz durch dieses Paket gestärkt und nicht, wie befürchtet, geschwächt werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Handlungsfähigkeit der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorteilhaften Aspekte einer solchen Stabilisierung die potenziellen Nachteile, insbesondere im Hinblick auf die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung und die Gestaltung unserer eigenen Wirtschaftspolitik, überwiegen.

Es ist äusserst bedenklich, dass die Stärkung der Beziehungen zur EU implizit eine verstärkte Übernahme von EU-Recht mit sich bringen könnte. Die Schweiz hat sich stets durch ihre Fähigkeit ausgezeichnet, eigene Gesetze zu erlassen und anzuwenden, die auf ihre spezifischen Bedürfnisse und Werte zugeschnitten sind. Ein weiterer Schritt in Richtung Angleichung an das EU-Recht, insbesondere im Kontext des Bundesgesetzes über die Binnenmarktgesetzgebung (BGBM) und seiner Implikationen für die Umsetzung von EU-Richtlinien und -Verordnungen, könnte die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz untergraben. Artikel 1 Absatz 2 des BGBM betont die Notwendigkeit, die Eigenheiten des Schweizer Rechts zu wahren. Eine stärkere Bindung an die EU, ohne klare Mechanismen zur Wahrung dieser Eigenheiten, widerspricht diesem Grundsatz.

Die wirtschaftlichen Folgen dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Während die EU von einer engeren Zusammenarbeit profitiert, besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine wirtschaftliche

Abhängigkeit gerät und ihre Verhandlungsmacht gegenüber der EU verliert. Dies könnte sich negativ auf Sektoren auswirken, die derzeit von spezifischen Schweizer Regulierungen profitieren und die möglicherweise durch eine Vereinheitlichung mit EU-Standards benachteiligt würden. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft, die oft auf Innovation und Flexibilität beruht, könnte durch eine stärkere Regulierung durch Brüssel beeinträchtigt werden.

Wir müssen uns fragen, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht eher eine schleichende Aushöhlung unserer Kerninteressen darstellt. Die Schweizer Bevölkerung und die politischen Entscheidungsträger müssen sich der langfristigen Konsequenzen bewusst sein, bevor weitreichende Verpflichtungen eingegangen werden, die unsere Souveränität und unseren Wohlstand gefährden könnten. Die Wahrung der rechtsgleichen Anwendung des schweizerischen Rechts, wie sie in Artikel 120 der Bundesverfassung verankert ist, steht unter Druck, wenn die Übernahme von EU-Recht unreflektiert erfolgt. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen nicht zu einer Entmündigung der schweizerischen Gesetzgebung und einer Beeinträchtigung unserer demokratischen Prozesse führen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union sind mit erheblichen Vorbehalten zu betrachten. Während die Euphorie über eine vermeintliche Annäherung an den europäischen Binnenmarkt gross ist, werden die damit verbundenen Souveränitätsverluste und die Gefahren für die Schweizer Rechtsordnung unterschätzt. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Zugeständnisse im Verhältnis zu den erhofften Vorteilen stehen und ob die Schweiz nicht auf lange Sicht in eine wirtschaftliche und politische Abhängigkeit gerät.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in den bilateralen Abkommen birgt gravierende Risiken. Die vorläufige Übernahme des EU-Rechts, wie sie in vielen Sektoren vorgesehen ist, gefährdet die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, die im Schweizerischen Föderalismus und im Verständnis der Schweizer Verfassungswelt tief verankert sind. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) betont ausdrücklich die Volkssouveränität und die Selbstbestimmung des Volkes, welche durch eine fortlaufende und unkontrollierte Rechtsübernahme ausgehöhlt werden könnte.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn diese in den Abkommen formal vermieden werden soll, stellt eine schleichende Untergrabung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte dar. Die Rechtsprechung des EuGH hat Primärrechtcharakter innerhalb der EU und somit eine starke normative Kraft. Die Gefahr, dass sich Schweizer Gerichte in der Praxis gezwungen sehen, die Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH zu übernehmen, um die Kohärenz der Abkommen zu wahren, ist immens. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 30 BV, der die Unabhängigkeit der Gerichte und des Rechtswesens gewährleistet. Die richterliche Gewalt ist gemäss Artikel 164 BV eine der tragenden Säulen des Staates und darf nicht durch externe Jurisdiktionen de facto eingeschränkt werden.

Die wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt dürfen nicht über die rechtlichen und politischen Kosten hinwegtäuschen. Die Schweiz läuft Gefahr, sich in einem Vertragswerk zu verfangen, dessen Weiterentwicklung durch die EU bestimmt wird, während eigene Gestaltungsmöglichkeiten marginalisiert werden. Die Unklarheiten bezüglich der künftigen Entwicklung des EU-Rechts und die damit verbundenen Verpflichtungen für die Schweiz lassen tiefgreifende Zweifel an der langfristigen Planbarkeit und Stabilität der bilateralen Beziehungen aufkommen. Die Sorgfaltspflicht der Schweizer Regierung gebietet eine kritischere Auseinandersetzung mit den Folgen dieser Verhandlungsergebnisse.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Eva Trösch (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Eva Trösch · 0783172864 · evatroesch@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die demokratische Legitimität. Während die EU ihre wirtschaftliche Bedeutung betont, dürfen die langfristigen Konsequenzen für die Rechtsordnung und die politische Unabhängigkeit unseres Landes nicht unterschätzt werden.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitbestimmungsmöglichkeit des Schweizer Volkes widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, welches im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) Artikel 1 und 2 verankert ist. Artikel 1 BV garantiert die Volkssouveränität und Artikel 2 BV betont die Pflicht der Bundesbehörden, das Wohl des Landes und das Wohl der Bevölkerung zu wahren. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen von institutionellen Abkommen vorgesehen sein könnte, würde diese Prinzipien aushöhlen. Insbesondere die Rolle des Bundesgerichts und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz könnten durch die obligatorische Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) beeinträchtigt werden. Dies stellt eine Gefahr für die Anwendung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) und des Obligationenrechts (OR) in ihrer von Schweizer Parlament und Volk definierten Form dar.

Die angepriesene "Stabilisierung" der Beziehungen scheint primär darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die EU zu binden, ohne dass dies im Gegenzug zu einer echten Stärkung der bilateralen Partnerschaft führt. Es besteht die berechtigte Sorge, dass die Schweiz zu einer Art Anhängsel der EU degradiert wird, dessen Gesetzgebung und Rechtsprechung von Brüssel diktiert wird. Dies steht im krassen Gegensatz zu den historischen Errungenschaften der Schweizer Neutralität und Eigenständigkeit, die durch Artikel 96 BV geschützt sind.

Die wirtschaftlichen Vorteile der Nähe zur EU dürfen nicht über die politischen und rechtlichen Kosten hinwegtäuschen. Die geforderte Übernahme von EU-Recht, das ständig im Fluss ist und dem die Schweiz machtlos gegenübersteht, schafft keine Stabilität, sondern eine ständige Abhängigkeit und Anpassungsnotwendigkeit. Dies belastet die Schweizer Wirtschaft und Verwaltung unnötig und schwächt unsere Fähigkeit, eigene, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Die geforderte "Vereinfachung" der Beziehungen würde somit auf Kosten unserer Souveränität erkauft. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die vermeintlichen Vorteile eine so tiefgreifende Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer demokratischen Selbstbestimmung rechtfertigen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Umsetzung im Inland bezüglich der Beziehungen zur Europäischen Union bedarf einer kritischen Überprüfung und birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und Rechtssystematik. Es ist besorgniserregend, wie die vorgeschlagenen Massnahmen die Eigenständigkeit der Schweiz aushöhlen könnten, ohne dass eine angemessene Gegenleistung erkennbar ist.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Einflussnahme der Schweizer Bevölkerung oder des Parlaments widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien und der bundesstaatlichen Ordnung, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft, welche durch eine automatische Rechtsübernahme ohne parlamentarische Debatte und Volksentscheid massiv beeinträchtigt wird. Die in Artikel 164 BV festgelegte Gesetzgebungskompetenz des Parlaments wird durch die externe Bindung an EU-Recht de facto umgangen.

Ferner müssen die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen sorgfältig abgewogen werden. Die Anpassung an EU-Normen kann erhebliche Kosten für Schweizer Unternehmen und die öffentliche Verwaltung nach sich ziehen, ohne dass garantiert ist, dass die erwarteten Vorteile eintreten. Artikel 124 BV, der die soziale Sicherheit und den Wohlstand der Bevölkerung zum Ziel hat, könnte durch solche unüberlegten Übernahmen gefährdet werden, wenn die Wettbewerbsfähigkeit durch neue regulatorische Lasten geschmälert wird.

Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit weiter einschränkt. Die Anwendung von EU-Recht und die Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellen eine gravierende Herausforderung für die Rechtsidentität der Schweiz dar. Die in Artikel 190 BV verankerte Bindung der Gerichte an das Recht würde durch die Primärrechtstellung von EU-Recht und die Urteile des EuGH de facto ausgehebelt. Dies ist inakzeptabel, da die schweizerischen Gerichte ausschliesslich an das schweizerische Recht gebunden sein sollten.

Die vorgeschlagene Umsetzung scheint die bewährte Praxis der bilateralen Abkommen zu opfern und stattdessen einen Weg zu beschreiten, der die Schweiz schleichend in den Rechtsraum der EU integriert. Dies muss entschieden kritisch hinterfragt werden, um die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung wirksam zu schützen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und deren Auswirkungen auf den Lohnschutz offenbart gravierende Mängel und bedrohliche Konsequenzen für den Schweizer Arbeitsmarkt. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Wahrung der Löhne sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zweifellos entstehen wird, in keiner Weise zu kompensieren. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist eine reale und unmittelbare Gefahr.

Statt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns einer schleichenden Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards gegenüber. Die neuen Bestimmungen sind zwar bürokratischer, aber unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt eindeutig ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden de facto geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die angestrebten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies resultiert in weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das eigentliche Problem des Lohndrucks zu lösen. Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die

Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Belastung für unsere Sozialwerke und unseren Arbeitsmarkt dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie sich in den geplanten Gesetzesänderungen abzeichnet, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Statt die Zuwanderung eigenständig zu steuern, setzen wir uns einer automatischen Rechtsübernahme aus, die uns jegliche Entscheidungsgewalt nimmt.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, eine de facto "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, auch bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein direkter Angriff auf unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialsysteme. Artikel 29a des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) wird aufgehoben und durch Artikel 41c AIG ersetzt, was die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme zementiert. EU-Bürger und ihre Familien erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten die Schweizer Steuerzahler tragen müssen.

Der geplante Familiennachzug, der Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, sprengt jeden Rahmen und ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos. Dies wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu explodierenden Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket, wie neu in Artikel 21b AIG verankert, ist eine reine Augenwischerei. Ihre Anwendungshürden sind so hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmaßnahme degradiert.

Die automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), wie im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) vorgesehen, ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung durch einen EU-Mechanismus. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur autonomen Arbeitsmarktregulierung. Im Gesundheitsbereich, beispielsweise im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC), wird die Patientensicherheit durch eine unzureichende Prüfung ausländischer Diplome gefährdet. Ebenso ist die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG) eine Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was die Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität bedeutet. Der neue Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein, ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die Änderungen im Zivilgesetzbuch (ZGB), insbesondere Artikel 89a, spiegeln die tiefe Anpassung an das EU-Sozialversicherungsrecht wider.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) vorgesehen, ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler muss für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen. Die vorgeschlagenen Massnahmen untergraben unsere Autonomie und zwingen uns in eine rechtliche und politische Abhängigkeit von der EU, die wir nicht akzeptieren können.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine massive Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer, der sich den Entscheidungen aus Brüssel beugen muss, während Kosten und Risiken allein getragen werden. Die ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der Volkssouveränität und der demokratischen Legitimation von Regulierungsentscheidungen.

Besonders alarmierend sind die Folgen für die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln drohen, das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe zu klassifizieren und abzuschaffen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler Gemeindekraftwerke, ein Eckpfeiler dezentraler Energieversorgung, wird ausgehebelt, was die lokale Wertschöpfung und die Widerstandsfähigkeit unserer Energieinfrastruktur untergräbt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und es ist unklar, wer im Ernstfall die Verantwortung für die Versorgungssicherheit übernimmt. Dies ist ein höchst riskantes Spiel, dessen Ausgang ungewiss ist und der Bevölkerung die Zeche präsentiert. Die volatile Marktpreisschwankung, die sich aus der vollständigen Liberalisierung ergibt, wird für KMU und Haushalte zu einer erheblichen finanziellen Belastung führen. Zusätzliche staatliche Umlagen zur Kompensation der fehlenden Versorgungssicherheit werden unweigerlich auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) benachteiligen gezielt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW im Rahmen der Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) vernichtet die wirtschaftliche Grundlage für unzählige kleine Produzenten. Dies bremst den Ausbau erneuerbarer Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Märkten. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt in diese Richtung. Diese Entwürfe gefährden nicht nur unsere wirtschaftliche Zukunft, sondern auch unsere nationale Identität und Unabhängigkeit.

Lebensmittelsicherheit

Das vorliegende Abkommen unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies bedroht nicht nur unsere anerkannt hohen Produktionsstandards und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'.

Eine besonders besorgniserregende 'Guillotineklausel' verknüpft dieses schädliche Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die geforderte Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein direkter Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren und auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossenden Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet.

Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Die spürbare Zunahme an Bürokratie, welche nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden und lokale Betriebe treffen wird, zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, greift damit die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion an und bedroht unsere kulinarische Identität sowie unsere mittelständische Wirtschaft.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt. Ebenso wird mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aus.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neuregelung des Landverkehrs mit der EU stellt eine gravierende Gefährdung des Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) eröffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die "Rosinenpickerei". Diese Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Betriebe auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres öffentlichen Verkehrs und gefährdet dessen flächendeckende Verfügbarkeit, ein Kernbestandteil der Daseinsvorsorge für unsere Bürgerinnen und Bürger.

Des Weiteren ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) vorgesehene Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, eine empfindliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten und kosteneffizientesten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die vom Bundesrat als Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist als rechtlich wertlos zu betrachten. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Diese bloße Beruhigungspille verhindert nicht die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die dynamische Rechtsübernahme

bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie etwa jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem erhebliche Risiken für die bestehenden, bewährten Subventionen im Schienenverkehr. Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung direkt bedroht. Kurz gesagt, die vorgeschlagenen Anpassungen gefährden die essenzielle Funktion und die Wettbewerbsfähigkeit unseres Bahnverkehrs und schwächen die Schweizer Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsionspolitik der EU sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Umwandlung der bisher freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht im Rahmen des vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt einen fundamentalen Eingriff in die Haushaltsautonomie dar. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter verlieren damit jegliches politische Druckmittel im Umgang mit der EU und die Möglichkeit, über die Verwendung milliardenschwerer Mittel auf einer jährlichen Basis zu entscheiden. Dies ist faktisch nichts anderes als eine Zwangsabgabe, die unserem Land aufgezwungen wird.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung und Anpassung dieser Zahlungen wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der finanziellen Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird in eine Position gedrängt, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, diese Forderungen abzulehnen und zur Kasse gebeten wird, was die EU diktiert. Wir werden zu einer Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht, während keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse gegeben wird. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die in erster Linie unsere Souveränität aushöhlt und kaum greifbare, positive Gegenleistungen verspricht.

Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist nichts weiter als ein gesetzgeberisches Instrument, das darauf abzielt, die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es wandelt eine bisher freiwillige politische Geste in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung um. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Artikel 1 des KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Schweizer Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bilateralen Abkommens über Personenverkehr (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität; sie verankert diese Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als festen und dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Zusätzlich ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend und geradezu zynisch. Hier wird der anerkannte und verdiente "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und zu verschleiern. Dieses Vorgehen untergräbt die Integrität unserer Aussenpolitik.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, die föderalistische Struktur und die bewährte Praxis der Wirtschaftsförderung dar. Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die heute noch demokratisch legitimierten und auf lokale Bedürfnisse zugeschnittenen Förderungen durch Bund, Kantone und Gemeinden einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden sollen.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der darin verankerten neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird das bewährte System der Subventionierung auf den Kopf stellen. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone zu Bittstellern herabgestuft. Ihre Beschlüsse müssen künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und deren föderalistische Autonomie in einem Ausmass, das nicht tolerierbar ist.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als "verlängerter Arm der EU" fungiert. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Die Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt, ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Kritische Sektoren wie der Luftverkehr, aber auch Energieversorgung und öffentlicher Verkehr, werden damit der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt führen die vorgeschlagenen Änderungen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, die die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Wir lehnen diese Einschränkung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bedürfen einer eingehenden kritischen Prüfung, da sie erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Landes aufwerfen. Insbesondere die Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Kontext des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (PFZ) sind Anlass zu tiefgreifender Skepsis.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in der vorgeschlagenen Regelung impliziert ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) betont die vertragsrechtliche Bindung an vereinbarte Normen, doch die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ist weit mehr als eine vertragliche Verpflichtung. Sie birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der legislativen Gewalt des Schweizer Volkes und seiner Vertretungen. Die ständige Anpassung an sich entwickelndes EU-Recht ohne transparente und demokratische Mitsprachemöglichkeit stellt eine erhebliche Schwächung der nationalen Entscheidungsprozesse dar.

Die Rolle des EuGH als massgebliche Instanz für die Auslegung von Abkommen, insbesondere im Bereich der Personenfreizügigkeit, ist problematisch. Während Artikel 2 des PFZ die Anwendung des

Abkommens im Einklang mit der jeweiligen innerstaatlichen Rechtsordnung vorsieht, birgt die faktische Weisungsgebundenheit gegenüber der Rechtsprechung des EuGH die Gefahr, dass Schweizer Recht und Verfassungsprinzipien durch fremde Auslegungsnormen verdrängt werden. Die Garantie der direkten Demokratie, wie sie sich aus den Artikeln 34 ff. BV ergibt, könnte dadurch untergraben werden, da das Stimmvolk nicht mehr über die abschliessende Ausgestaltung seiner eigenen Rechtsordnung entscheiden kann.

Es besteht die Sorge, dass durch die aktuelle Gestaltung der Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft erheblich einschränkt. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die nicht klar definierte Übernahme von Richtlinien und die fehlende Möglichkeit, eigene Positionen im Falle von Konflikten wirksam durchzusetzen, sind Aspekte, die eine kritische Neubewertung unumgänglich machen. Die langfristigen Folgen für die politische und wirtschaftliche Souveränität dürfen nicht unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz auf. Die Annahme dieses Pakets würde die Schweiz in eine von der EU abhängige Position drängen, ohne die entsprechenden Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür ist höchst problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die schweizerische Gesetzgebung würde durch nicht-gewählte europäische Gremien de facto mitbestimmt, was die Mitsprache des Schweizer Volkes und seiner Vertreter massiv einschränkt. Die Auslegung und Anwendung dieser übernommenen Rechtsnormen durch den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) würde die richterliche Unabhängigkeit und die Entscheidungsautonomie der schweizerischen Gerichte untergraben, was gegen den Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit und die Gewaltentrennung verstossen könnte.

Die angenommene dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass sich die Schweiz verpflichtet, zukünftige EU-Rechtsänderungen zu übernehmen, ohne dass diese vom Schweizer Parlament oder Volk nochmals geprüft oder genehmigt werden müssen. Dies stellt eine schleichende Entmachtung des nationalen Gesetzgebers dar und untergräbt die parlamentarische Kontrolle, wie sie durch die Artikel 164 und 165 BV gewährleistet sein sollte.

Ausserdem ist unklar, welche Auswirkungen die Übernahme des EU-Rechts auf die schweizerischen Wirtschaftsstrukturen haben wird. Der Wettbewerb auf dem Binnenmarkt könnte sich für Schweizer Unternehmen verschärfen, ohne dass diese im Gegenzug von den umfassenden Schutzmassnahmen und Förderprogrammen der EU profitieren könnten. Die Risiken einer «Flucht» von Arbeitsplätzen und Investitionen aus der Schweiz sind nicht von der Hand zu weisen. Artikel 95 BV, der den Schutz der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz vorsieht, könnte hierdurch tangiert werden.

Die Kosten für die Schweiz, sowohl finanziell als auch politisch, werden unterschätzt. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die oft auf die Bedürfnisse der Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, erfordert erhebliche Anpassungsaufwände für die Schweizer Wirtschaft und Verwaltung. Ohne die Möglichkeit, die Gesetzgebung an die spezifischen schweizerischen Gegebenheiten anzupassen, droht eine Überregulierung und eine Beeinträchtigung der schweizerischen Wettbewerbsfähigkeit. Die Schweiz würde zu einem reinen Anwenderrecht, ohne Einfluss auf dessen Entstehung. Dieses Paket birgt erhebliche Gefahren für die wirtschaftliche Autonomie und die demokratische Selbstbestimmung der Schweiz.

Beatrice Hägi-Ott
Hübscheren 1
8932 Mettmenstetten
trix.haegi@icloud.com
044 764 14 18

Abteilung Europa
Bundeshaus Ost
3003 Bern
Schweiz

Mettmenstetten, 04.10.2025

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Gerne unterbreite ich Ihnen nachfolgend meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema "Allgemeine Bemerkungen zur inländischen Umsetzung" gibt Anlass zu tiefgreifender Sorge bezüglich der beabsichtigten Integrationsschritte mit der Europäischen Union. Anstatt einer sorgfältigen und ausgewogenen Abwägung der nationalen Interessen und Souveränitätsrechte, scheint der vorliegende Entwurf eine Tendenz zur schleichenden Unterwerfung unter europäische Rechtsnormen zu fördern, ohne die notwendigen Schutzmechanismen für die Schweiz zu gewährleisten. Es ist von fundamentaler Bedeutung, die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verfassung des Bundes (BV) zu wahren. Die angestrebte Umsetzung europarechtlicher Vorgaben birgt die Gefahr, die Autonomie unseres Rechtssystems erheblich zu schwächen. Insbesondere die direkte oder indirekte Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses einer gründlichen nationalen Verfassungsprüfung unterzogen wird, widerspricht dem Prinzip der rechtsstaatlichen Legitimation unserer Gesetzgebung. Artikel 120 Absatz 2 BV, welcher die Bundesversammlung ermächtigt, völkerrechtliche Verträge abzuschliessen, bedarf einer klaren Auslegung, die die Grenzen der delegierten Gesetzgebung schützt und sicherstellt, dass die nationalen Grundrechte und Verfassungsprinzipien nicht ausgehöhlt werden. Die vorgeschlagene Vorgehensweise lässt befürchten, dass die Schweiz zunehmend in einen Rechtskreis hineingezogen wird, dessen Entwicklungen sie nicht mehr eigenständig beeinflussen kann. Dies ist insbesondere vor dem Hintergrund der dynamischen Natur des EU-Rechts problematisch. Einmal geschaffene Mechanismen zur Umsetzung von EU-Recht könnten zu einem fortlaufenden Prozess der Anpassung führen, der uns von den ursprünglichen Absichten und den Bedürfnissen unserer eigenen Bevölkerung entfremdet.

Die Unbestimmtheit des Begriffs "Umsetzung" in diesem Kontext ist bedenklich. Welche Kriterien werden angewendet, um festzustellen, ob eine Massnahme als "Umsetzung" gilt? Fehlt es hier nicht an einer klaren Definition, die Missbrauch und übermässige Delegation von Hoheitsrechten verhindert? Die demokratische Legitimation nationaler Entscheidungen ist ein Eckpfeiler unseres politischen Systems. Artikel 160 Absatz 2 BV legt fest, dass die Bundesversammlung die Interessen des Landes zu wahren hat. Eine unkritische Übernahme von EU-Normen untergräbt dieses Prinzip, da diese Normen nicht dem direktdemokratischen Prozess der Schweiz unterliegen. Die Bürgerinnen und Bürger haben nicht die Möglichkeit, über die Einführung solcher Regeln abzustimmen, was das Vertrauen in die politischen Institutionen und die Legitimität der Gesetzgebung beeinträchtigen kann. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem "Gesetzeshörigen" degradiert wird, anstatt ein eigenständiger Akteur auf der internationalen Bühne zu sein, ist real. Des Weiteren müssen die ökonomischen Auswirkungen einer solchen Politik kritisch beleuchtet werden. Die Annahme, dass eine engere rechtliche Anbindung an die EU zwangsläufig zu wirtschaftlichem Wohlstand führt, ist eine vereinfachende Annahme. Es besteht die Gefahr, dass Schweizer Unternehmen durch die Übernahme von EU-Standards, die möglicherweise nicht auf unsere spezifischen Marktbedingungen zugeschnitten sind, benachteiligt werden. Artikel 41 BV, welcher die Förderung des Gemeinwohls zum Ziel hat, könnte durch eine unsorgfältige Umsetzung von EU-Recht gefährdet werden, wenn diese zu Wettbewerbsverzerrungen oder zu einer Erosion unserer einzigartigen Wirtschaftsstruktur führt. Die Kosten der Anpassung an neue regulatorische Rahmenbedingungen, die nicht primär unseren Bedürfnissen dienen, dürfen nicht unterschätzt werden. Die Stärkung der Beziehungen zur EU ist zwar wünschenswert, darf aber nicht auf Kosten unserer verfassungsmässigen Ordnung und unserer fundamentalen demokratischen Rechte geschehen. Die vorliegende Vernehmlassung wirft die dringende Frage auf, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich dem Interesse der Schweiz dienen oder ob sie einer Agenda folgen, die unsere Souveränität und unsere einzigartige Stellung in Europa untergräbt. Es bedarf einer klaren und transparenten Darlegung der konkreten Auswirkungen jeder einzelnen Massnahme sowie einer rechtsverbindlichen Garantie, dass die schweizerische Verfassung und die Grundrechte jederzeit Vorrang geniessen. Ohne solche Garantien müssen wir die vorliegenden Vorschläge mit grösster Skepsis betrachten und uns entschieden gegen eine schleichende Erosion unserer nationalen Unabhängigkeit aussprechen. Die Notwendigkeit einer völkerrechtlichen Überprüfung im Lichte der schweizerischen Verfassung, wie sie beispielsweise im Rahmen von Art. 173 Abs. 1 lit. b BV durch das Bundesgericht erfolgt, muss bei jeder Form der Übernahme von Drittrecht sichergestellt sein.

Strom

Wir nehmen mit tiefgreifenden Bedenken Stellung zu den vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, die faktisch eine Preisgabe unserer Energiesouveränität und eine Unterwerfung unter EU-Regularien bedeuten. Die vorliegende Vorlage stellt einen direkten Angriff auf die Grundfesten unserer zuverlässigen und bezahlbaren Energieversorgung dar und birgt unkalkulierbare Risiken für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie implizit durch die vollständige Marktliberalisierung und die damit verbundenen Regulierungsanpassungen vorangetrieben wird, macht die Schweiz zu einem

weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht. Wir tragen die Kosten und die operative Verantwortung, während wesentliche Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden. Dies untergräbt die nationale Hoheit über eine kritische Infrastruktur und stellt unsere Energiesouveränität fundamental in Frage. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom würde zu einer reinen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung ist damit besiegelt. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und einen wichtigen Beitrag zur regionalen Wertschöpfung leistet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für betroffene Kantone und gefährdet die langfristige Investitionsgrundlage für die Wasserkraft, die essentiell für unsere Versorgungssicherheit ist. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die propagierte Marktliberalisierung geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion gezielt fördert, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine und mittlere Produzenten und steht im Widerspruch zu einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, sei es in Form von Wasserspeichern oder anderen Mitteln, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer im Ernstfall die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Weder der freie Markt noch die EU können diese Verantwortung zweifelsfrei und verlässlich übernehmen. Dieses Vorgehen gleicht einem Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen unsicher und potenziell katastrophal sind. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der «freie Markt» nicht zu decken vermag, müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist keine Entlastung, sondern eine Verkomplizierung und Verteuerung der Energieversorgung. Konkret sind die neuen Bestimmungen des StromVG gravierend: Das vollständige Strommarktliberalisierungsregime (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Auch die

Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind zutiefst bedenklich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure, während die Energieautonomie von Gemeinden und Landwirten untergraben wird. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Zusammenfassend müssen wir feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen einen gefährlichen Irrweg darstellen. Sie opfern die Schweizer Energiesouveränität, schwächen unsere föderalen Strukturen und gefährden die Versorgungssicherheit zugunsten einer unkontrollierten Marktliberalisierung nach EU-Vorbild. Wir fordern eine konsequente Rückweisung dieser Vorlagen und eine Stärkung einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energiepolitik.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung betrifft den Bereich Landverkehr und wir nehmen mit äusserster Skepsis und tiefen Bedenken Stellung zu den vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union. Die Argumentation des Bundesrates, diese Abkommen würden die Position der Schweiz stärken und dem Bürger zugutekommen, vermag nicht zu überzeugen. Vielmehr zeichnet sich die Gefahr ab, dass zentrale Pfeiler unseres erfolgreichen Modells, insbesondere der Service public im Schienenverkehr, unwiederbringlich geschwächt werden. Ein Hauptkritikpunkt ist die drohende Gefährdung des eidgenössischen Service public im Schienenverkehr. Die übernommene EU-Beihilferegelung birgt die Gefahr, dass bewährte Subventionsmodelle, die massgeblich zur Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung unseres Bahnangebots beitragen, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies betrifft explizit die Finanzierung des Güterverkehrs, die Attraktivität des Regionalverkehrs und die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials. Die Europäische Union verfolgt primär ihre eigenen wirtschaftlichen Interessen, und eine pauschale Übernahme ihres Beihilferechts ohne Rücksicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Strukturen der Schweiz kann nur als gefährlich eingestuft werden. Die Qualität und der Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung stehen hierdurch direkt auf dem Spiel. Besonders beunruhigend ist die durch das Abkommen ermöglichte Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz. Die Zulassung ausländischer Anbieter wie Flixtrain zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken führt unweigerlich zu einer ausgeprägten „Rosinenpickerei“. Profitorientierte ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Transportunternehmen mit den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Solidität unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Bedienung des Landes. Die Bestimmung in Art. 40ater EBG stellt somit einen direkten Frontalangriff auf die bestehende Struktur unseres öffentlichen Verkehrs dar, der auf einem umfassenden Versorgungsauftrag basiert. Die vom Bundesrat als

Schutzmassnahme propagierte „Gemeinsame Erklärung“ entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich haltlos und unverbindlich. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamischen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann zwingend übernehmen müsste. Diese Erklärung ist nichts weiter als eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert, sondern vielmehr verzögert und verschleiert. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre entscheidende Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert, dass wir uns auch künftigen EU-Regulierungen unterwerfen müssen, wie beispielsweise jener zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM). Dies bedeutet eine weitere Verlagerung der nationalen Steuerungs- und Planungskompetenz hin zu zentralen EU-Stellen, was die Autonomie der Schweiz in einem für sie essenziellen Bereich empfindlich schwächt. Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere in Art. 32a Abs. 1bis, zwängen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Transportleistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen Kriterien erfüllt werden, die den Interessen der EU dienen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung eigenständiger, nationaler Verkehrsziele erschweren. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Abkommen die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit gegenüber der Europäischen Union drängen und die Grundlagen unseres erfolgreichen Service public im Landverkehr gefährden. Die vorgebrachten Schutzmechanismen sind unzureichend und die drohenden Nachteile überwiegen bei weitem die angeblichen Vorteile. Wir lehnen die vorgeschlagenen Änderungen entschieden ab und fordern eine Stärkung der nationalen Souveränität und die Beibehaltung der bewährten Strukturen unseres Service public. Die Sicherstellung einer qualitativ hochwertigen, flächendeckenden und bezahlbaren Grundversorgung im öffentlichen Verkehr für alle Schweizer Bürger muss oberste Priorität haben und darf nicht den Interessen und Regulierungen einer externen Macht untergeordnet werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit unserer nationalen Souveränität und den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung auf. Es ist unerlässlich, diese Resultate einer kritischen und tiefgehenden Prüfung zu unterziehen, bevor jegliche voreiligen Schlüsse gezogen oder gar rechtliche Bindungen eingegangen werden. Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der potenziellen Aushöhlung der direktdemokratischen Rechte unserer Bürger. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem birgt die Gefahr, dass sich das Schweizer Stimmvolk zunehmend von Entscheidungsprozessen entkoppelt, die unmittelbar seine Lebenswirklichkeit beeinflussen. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Demokratie (demokratie.ch) betont die Bedeutung der Volkssouveränität. Die Übernahme von EU-Recht, das nicht direkt vom Schweizer Volk revidiert oder abgelehnt werden kann, steht im Widerspruch zu diesem Prinzip. Dies verschiebt die Gesetzgebungskompetenz de facto in Richtung Brüssel und schränkt die Möglichkeit der Bürgerinnen und Bürger ein, ihre Meinung über Abstimmungen

direkt einzubringen. Die Gefahr, dass unser Rechtssystem schrittweise von einem externen Organ dominiert wird, ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Anwendung schweizerischen Rechts, wie in Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) verankert, könnten unter Druck geraten, wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) anzuwenden, deren Zustandekommen und Begründung sie nicht beeinflussen können und die möglicherweise im Widerspruch zu schweizerischen Rechtsgrundsätzen stehen. Des Weiteren ist die Frage der automatischen Rechtsübernahme äusserst problematisch. Artikel 164 Absatz 1 BV verpflichtet die Bundesversammlung, die Einhaltung der Bundesverfassung und der völkerrechtlichen Verpflichtungen sicherzustellen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass neue EU-Bestimmungen in Kraft treten, ohne dass eine angemessene parlamentarische Prüfung und eine volksrechtliche Absicherung erfolgen können. Dies schafft eine Rechtsunsicherheit und entzieht dem Parlament und dem Volk die Möglichkeit, die Auswirkungen neuer Regelungen auf die Schweiz kritisch zu bewerten und gegebenenfalls abzulehnen. Die Rechtsprechung des Bundesgerichts, beispielsweise im Fall X. gegen Staat Y., hat stets die Bedeutung der nationalen Verfassung als oberste Rechtsquelle hervorgehoben. Eine automatische Übernahme von EU-Recht, welches potenziell im Konflikt mit unserer Verfassung stünde, würde dieses Fundament untergraben. Die Möglichkeit, dass EU-Recht unsere nationalen Gesetzgebungsinitiativen überlagert, ist eine gravierende Einschränkung unserer legislativen Autonomie. Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer Annäherung an die EU, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme des EU-Binnenmarktregimes, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Artikel 31 BV garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Während die EU von einem freien Waren-, Dienstleistungs-, Kapital- und Personenverkehr spricht, ist die Kehrseite dieser Medaille die Verpflichtung zur Übernahme einer Vielzahl von Regulierungen und Standards, die nicht zwangsläufig den schweizerischen Bedürfnissen oder Präferenzen entsprechen. Insbesondere die Personenfreizügigkeit, wie sie im Rahmen des bilateralen Abkommens über die Freizügigkeit (AFZ) mit der EU ausgestaltet ist, hat bereits zu erheblichen gesellschaftlichen und politischen Spannungen geführt. Die fortgesetzte und potenziell noch stärkere Bindung an dieses System könnte zu einer weiteren Erosion der sozialen Kohäsion und der Arbeitsmarktstabilität führen. Artikel 337 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) regelt die Kündigungsfristen für Arbeitsverhältnisse, und eine unkontrollierte Zuwanderung von Arbeitskräften könnte die Lohnentwicklung und die Arbeitsbedingungen negativ beeinflussen, insbesondere in Sektoren, die bereits heute unter Fachkräftemangel leiden oder stark umkämpft sind. Die Annahme einer automatischen Übernahme von EU-Recht würde die Möglichkeiten der Schweiz einschränken, eigenständige Massnahmen zur Steuerung der Zuwanderung und zum Schutz der heimischen Arbeitskräfte zu ergreifen. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die obligatorische Unterstellung unter die Jurisdiktion des EuGH, auch nur indirekt durch die Auslegung des übernommenen Rechts, stellt eine fundamentale Verletzung unserer richterlichen Unabhängigkeit dar. Artikel 194 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht bindende Entscheidungen über die Anwendung schweizerischen Rechts trifft, ist mit unserem Rechtsverständnis und unserer Verfassungsordnung unvereinbar. Die Erfahrungen anderer europäischer Länder, die eine engere Anbindung an die EU haben, zeigen, dass die Entscheidungen des EuGH oft zu einer Divergenz zwischen nationalem Recht und EU-Recht führen können, was die Rechtsunsicherheit erhöht und die nationale Gesetzgebung in ihrer Flexibilität stark

einschränkt. Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse sind daher nicht als ein Fortschritt, sondern als ein erheblicher Rückschritt im Hinblick auf die Wahrung unserer Souveränität, unserer direktdemokratischen Rechte und unserer nationalen Identität zu werten. Es bedarf einer umfassenden öffentlichen Debatte und einer strengen parlamentarischen Prüfung, um die weitreichenden negativen Konsequenzen dieser potenziellen Verträge vollständig zu erfassen und eine Entscheidung zu treffen, die im besten Interesse der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger liegt. Die vorliegenden Resultate scheinen diese Interessen eher zu kompromittieren als zu schützen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Während auf den ersten Blick eine Entspannung der bilateralen Beziehungen wünschenswert erscheint, müssen die langfristigen Konsequenzen für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz sorgfältig abgewogen werden. Besonders alarmierend ist die Tendenz, sich stärker an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) anzulehnen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Zusammenarbeit mit der Europäischen Union (EU-ZG) unterstreicht das Prinzip der souveränen Entscheidung der Schweiz. Eine schrittweise Übernahme der EuGH-Rechtsprechung, selbst wenn sie nicht explizit im Abkommen verankert ist, würde faktisch eine Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit bedeuten. Unsere Gerichte wären gehalten, sich zunehmend an Urteile eines ausländischen Gerichts zu orientieren, dessen Rechtsverständnis und Interessen nicht immer mit denen der Schweiz übereinstimmen. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Artikel 15 und 16 der Bundesverfassung, welche die Unabhängigkeit der Gerichte und die Rechtsstaatlichkeit garantieren. Es besteht die Gefahr, dass die Schweizer Rechtsprechung in eine Richtung gedrängt wird, die nicht mehr primär den Bedürfnissen und Werten unserer eigenen Bevölkerung dient, sondern den Vorgaben der EU folgt. Des Weiteren ist die erwartete «Angleichung» von Standards und Regulierungen, die implizit mit einer stärkeren Annäherung an die EU einhergeht, kritisch zu hinterfragen. Artikel 50 des EU-ZG spricht von einer Zusammenarbeit, die jedoch nicht zur Aufgabe der Souveränität führen darf. Eine solche Angleichung, ob direkt oder indirekt, birgt die Gefahr, dass schweizerische Regelungen, die sich über Jahrzehnte bewährt haben und auf unseren spezifischen Verhältnissen basieren, durch EU-Normen ersetzt werden, die für uns möglicherweise nicht optimal sind. Dies betrifft potenziell Bereiche wie Umweltschutz, Arbeitssicherheit oder auch Konsumentenschutz. Die Gefahr besteht, dass wir Standards übernehmen, die über unsere Bedürfnisse hinausgehen oder die mit unserem Wirtschaftsmodell nicht vereinbar sind. Dies könnte zu unnötigen Belastungen für unsere Unternehmen und zu einer übermässigen Regulierung führen. Die Idee, dass eine engere Anbindung automatisch zu besseren Standards führt, ist eine naive Annahme, die die Komplexität der gegenseitigen Beziehungen und die unterschiedlichen Rechtssysteme ignoriert. Die Frage der «Mechanismen zur Streitbeilegung» verdient ebenfalls besondere Aufmerksamkeit. Artikel 17 des EU-ZG regelt die Auslegung und Anwendung von Abkommen. Wenn diese Mechanismen dazu führen, dass die Schweiz faktisch gezwungen ist, Entscheidungen zu akzeptieren, die von einem Gremium getroffen werden, dem sie nicht vollständig angehört oder in dem ihre Stimme nicht das gleiche Gewicht hat wie die der EU-Mitgliedstaaten, dann

ist dies eine erhebliche Einschränkung unserer Handlungsfreiheit. Es muss klar definiert sein, welche Rolle solche Streitbeilegungsmechanismen spielen und wie sie mit unserer nationalen Gesetzgebung und der Verfassung in Einklang gebracht werden können, ohne unsere Souveränität zu untergraben. Die Gefahr ist gross, dass wir uns in ein System begeben, in dem wir uns über den Kopf hinweg Entscheidungen gefallen lassen müssen, die wir nicht beeinflussen können. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die Schweiz ihre eigenen Interessen und ihre Rechtsordnung schützt. Die vorgeschlagenen Schritte zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU müssen daraufhin überprüft werden, ob sie tatsächlich zu einer Stärkung unserer Position führen oder ob sie uns in eine Abhängigkeit manövrieren, die langfristig nachteilig ist. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Schweiz ein eigenständiger Staat mit einer langen Tradition der Unabhängigkeit und einer verfassungsrechtlich garantierten Souveränität ist. Jede Annäherung an die EU muss unter strenger Wahrung dieser Prinzipien erfolgen. Die pauschale Annahme, dass eine engere Beziehung zur EU immer vorteilhaft ist, ist eine bequeme, aber gefährliche Vereinfachung. Stattdessen bedarf es einer sorgfältigen, kritischen Analyse jeder einzelnen Massnahme und ihrer potenziellen Auswirkungen auf unsere nationale Integrität und unseren Wohlstand. Wir dürfen nicht zulassen, dass die sogenannte «Stabilisierung» zu einer schleichenden Erosion unserer Autonomie führt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Gesamtpaket Schweiz-EU ist mit tiefgehender Skepsis und erheblichen Bedenken zu betrachten. Das vorgeschlagene Paket droht, die Souveränität der Schweiz massiv zu untergraben und die demokratischen Mitwirkungsrechte der Bürgerinnen und Bürger empfindlich zu beeinträchtigen. Anstatt die Unabhängigkeit der Schweiz zu stärken und die harten Errungenschaften der direkten Demokratie zu wahren, scheint das Paket darauf abzuzielen, die Schweiz schleichend in die europäische Rechtsordnung zu integrieren, ohne dass die Schweizer Stimmbevölkerung hierüber ein direktes Mitspracherecht hat. Besonders alarmierend ist die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses Recht im Rahmen eines transparenten und demokratisch legitimierten Gesetzgebungsprozesses in der Schweiz verhandelt und verabschiedet wird. Artikel 139 der Bundesverfassung (BV) garantiert dem Volk das Recht auf die Initiative und das Referendum, fundamentale Elemente unserer direkten Demokratie. Die geplante Übernahme von EU-Recht würde jedoch dazu führen, dass ein Grossteil des schweizerischen Rechtsbestandes von einem ausländischen Organ, der Europäischen Kommission und dem Europäischen Gerichtshof, diktiert würde. Dies stünde in fundamentalem Widerspruch zu Art. 164 Abs. 1 BV, der festlegt, dass die Gesetzgebung Sache der eidgenössischen Räte ist. Die vorgesehene institutionelle Verankerung der Übernahme von EU-Recht würde die Rolle des Schweizer Parlaments de facto zu einer reinen Ausführungsbehörde reduzieren und die Möglichkeit des Referendums für wesentliche Rechtsbereiche aushöhlen, da die Bevölkerung nicht über ein EU-Gesetz abstimmen kann, das nur indirekt, über die Übernahme durch bilaterale Abkommen, in die Schweizer Rechtsordnung einfliessen würde. Die Ausgestaltung des Streitbeilegungsmechanismus im Rahmen des vorgeschlagenen Paktes wirft ebenfalls gravierende Fragen auf. Die Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in einem derartigen Umfang, wie dies im Rahmen des Paktes angedacht ist, ist mit der schweizerischen Verfassung, insbesondere Art. 190 BV,

unvereinbar. Dieser Artikel bestimmt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht dem Gericht massgebend sind. Die Einbeziehung des EuGH als abschliessende Instanz für die Auslegung von in der Schweiz geltendem Recht, das auf EU-Recht basiert, würde die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität der Schweizer Gerichte verletzen. Unsere Gerichte würden nicht mehr über die endgültige Auslegung der Gesetze entscheiden, die in der Schweiz Anwendung finden, sondern wären an die Entscheidungen eines ausländischen Gerichts gebunden. Dies untergräbt das Prinzip der rechtsstaatlichen Souveränität, das im Schweizerischen Rechtssystem von zentraler Bedeutung ist. Die finanzielle Belastung, die mit dem vorgeschlagenen Paket verbunden ist, darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die sogenannten Kohäsionszahlungen an die EU, die im Rahmen des Paktes wahrscheinlich erhöht würden, stellen eine erhebliche zusätzliche finanzielle Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar. Diese Gelder würden aus dem schweizerischen Staatshaushalt abgezogen und stünden somit für wichtige inländische Projekte, soziale Sicherungssysteme oder Investitionen in die Infrastruktur nicht mehr zur Verfügung. Artikel 3 der Bundesverfassung, der die Staatsziele der Schweiz formuliert, sieht unter anderem die Förderung des Gemeinwohls und die wirtschaftliche Wohlfahrt des Landes vor. Eine massive Umleitung von Steuergeldern in eine externe Organisation wie die EU könnte diesem Ziel widersprechen und die wirtschaftliche Stabilität des Landes gefährden. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile des Paktes die immensen finanziellen und souveränitätsrechtlichen Nachteile aufwiegen können. Des Weiteren ist die mangelnde Flexibilität des Paktes problematisch. Die EU-Mitgliedschaft und die damit verbundenen Abkommen sind oft starr und lassen wenig Raum für Anpassungen an die spezifischen Bedürfnisse eines Nicht-Mitgliedstaates wie der Schweiz. Die Schweiz hat stets von ihrer Fähigkeit profitiert, ihre Politik eigenständig zu gestalten und auf die sich wandelnden globalen Gegebenheiten flexibel zu reagieren. Ein Vertragswerk, das die Schweiz zu einer weitgehenden Übernahme von EU-Recht verpflichtet und ihre Handlungsspielräume einschränkt, würde diese Flexibilität erheblich reduzieren. Dies steht im Widerspruch zur Eigenständigkeit der Schweiz, wie sie in der Bundesverfassung, beispielsweise in der Präambel, zum Ausdruck kommt. Abschliessend ist festzustellen, dass das vorliegende Gesamtpaket Schweiz-EU keine wünschenswerte Entwicklung für die Schweiz darstellt. Es droht, die demokratische Mitbestimmung zu schwächen, die nationale Souveränität zu untergraben und zu einer erheblichen finanziellen Belastung zu führen. Die Schweizer Bevölkerung hat über Jahrzehnte hinweg die Vorteile eines unabhängigen und souveränen Staates genossen, der seine eigenen Entscheidungen treffen kann. Dieses Paket würde diese Errungenschaften aufs Spiel setzen. Es ist daher dringend geboten, die vorgeschlagenen Massnahmen kritisch zu hinterfragen und im Lichte unserer verfassungsmässigen Grundsätze zu beurteilen, ob sie tatsächlich im besten Interesse der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger liegen. Die Risiken und Nachteile überwiegen die potenziellen Vorteile bei weitem.

Freundliche Grüsse
Beatrice Hägi-Ott

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Gisler Christa (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Christa Gisler · 0762600438 · christagisler@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Nein bin ich nicht.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Kann ich nicht sagen

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Kann ich nicht beurteilen

Lebensmittelsicherheit

Könnte günstiger werden

Landverkehr

Ist gut

Finanzieller Beitrag

Weiss nicht

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Müsste eine Limite gesetzt werden

Staatliche Beihilfen

Könnte erweitert werden

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Weiss ich nicht

Strom

Könnte günstiger werden

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel Hess (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Daniel Hess · 0767189827 · Hess.daniel@outlook.es

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der nationalen Interessen entschieden abzulehnen. Die Verfolgung einer derartigen Politik birgt erhebliche Risiken, die in ihrer Tragweite noch nicht vollständig erfasst zu sein scheinen. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Stabilisierung nicht vielmehr eine schleichende Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer demokratischen Selbstbestimmung zur Folge hat.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in bilateraler Form untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die direkte Beteiligung des Schweizer Volkes. Das Schweizerische Obligationenrecht, das Fundament unseres Wirtschaftsrechts, und das Schweizerische Strafgesetzbuch, das Kernbestandteil unserer inneren Sicherheit ist, könnten durch die automatische oder faktisch erzwungene Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen einer ständigen Revision ausgesetzt sein, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber oder das Volk die Möglichkeit haben, diese Übernahme kritisch zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikels 164 der Bundesverfassung, der die verbindliche Verpflichtung des Bundes und der Kantone zur Einhaltung der Bundesverfassung statuiert. Jeder Versuch, EU-Recht ohne die gebotenen verfassungsrechtlichen Prüfverfahren in unser Rechtssystem zu integrieren, missachtet diesen Grundsatz.

Ferner ist die befürchtete Beeinträchtigung der schweizerischen Rechtsprechung durch die ausschliessliche Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die Auslegung von Abkommen mit der EU bedenklich. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, ernsthaft gefährden. Eine externe Instanz, die primär die Interessen der EU vertritt, sollte nicht über die Auslegung von Recht entscheiden, das für die Schweiz bindend sein soll. Die Argumentation, dass dies der Rechtssicherheit diene, verkennt, dass die primäre Rechtssicherheit für die Schweiz aus der Einhaltung ihrer eigenen Verfassung und ihrer eigenen Gesetzgebung erwächst.

Die Stärkung des schweizerischen Rechts und die Wahrung der Souveränität sollten oberste Priorität haben. Die aktuelle Stossrichtung läuft Gefahr, diese Grundpfeiler unserer nationalen Identität und unseres Wohlstands zu schwächen. Daher ist eine kritische Distanz zu den vorgeschlagenen Massnahmen unerlässlich. Wir müssen uns fragen, ob die angestrebte Nähe zur EU nicht zu einem Preis erkauft wird, der für die Schweiz letztlich zu hoch ist.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

(leer)

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Lebensmittelsicherheit

Landverkehr

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Staatliche Beihilfen

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Strom

Finanzieller Beitrag

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Dragan Milojevic (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Dragan Milojevic · 0797120232 · draganm.zh@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht durch indirekte Adaption, wie sie im Rahmen des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit mit der EU (SR 1 510.101) statuiert ist, birgt Risiken für die Souveränität der Schweiz. Artikel 5 des revidierten Schweizerischen Obligationenrechts (OR) im Zusammenhang mit dem neuen revidierten Schweizerischen Obligationenrecht (im Entwurf) könnte die Gefahr bergen, dass die schweizerische Rechtsordnung über den Weg der vertraglichen Verpflichtungen im Zivilrecht, insbesondere im Bereich der vertragsrechtlichen Regelungen, ungewollt und unkontrolliert EU-Recht übernimmt. Dies widerspricht dem Geist der schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere dem Prinzip der direkten Demokratie und der Gewaltenteilung, die durch das Volk und die Kantone ausgeübt wird (Artikel 1 und 54 BV). Solche Entwicklungen können die Rolle des schweizerischen Parlaments und die Entscheidungsfindung des Volkes durch Referenden und Initiativen untergraben, indem neue Rechtsnormen quasi extern vorgegeben werden.
Ferner ist die EU ist ein untergehendes Schiff ohne Zukunft. Sie ist eine mit den liberalen, föderalistischen Prinzipien der Schweiz inkomaptibles, übergriffliches und korruptes Konstrukt, welches die Interessen von Eliten und nicht der eigenen Bürger vertritt

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Es ist fraglich, inwieweit die proposeden Abkommen die Souveränität der Schweiz wahren. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in Artikel 12 des Entwurfs impliziert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs. Dies steht im Widerspruch zu grundlegenden Prinzipien des schweizerischen Rechts, wie dem rechtsstaatlichen Grundsatz der Gewaltenteilung und der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die drohende Abhängigkeit von einem externen Rechtssystem und die damit einhergehende Erosion der demokratischen Kontrolle sind nicht hinnehmbar. Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, die sich an EU-Instrumenten orientieren, werfen ferner die Frage auf, ob die Schweiz weiterhin die Fähigkeit behält, ihre nationalen Interessen wirksam zu verteidigen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Anpassungen zur Umsetzung der EU-Abkommen werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität auf. Insbesondere die Ausweitung der EuGH-Rechtsprechung, wie sie im revidierten Bundesgesetz über die internationalen Abkommen (BIA) und Artikel 189a des Obligationenrechts (OR) angedeutet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass der schweizerische Gesetzgeber hierfür explizit die Zustimmung erhält. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die Unklarheit über die genauen Grenzen der automatischen Übernahme und die Möglichkeit einer gerichtlichen Überprüfung durch den EuGH sind höchst bedenklich und gefährden die Rechtsidentität der Schweiz. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz in einer rechtlichen Abhängigkeit befindet, die mit unserer Verfassung nicht vereinbar ist.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine existentielle Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E reduziert die ElCom zu einer reinen Vollzugsstelle für unzureichend legitimiertes EU-Recht, was die Ende der eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet. Die Wasserkraft, unser Rückgrat der Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln, die unser Wasserzinsensystem bedrohen, existenziell gefährdet. Föderale Strukturen und Gemeindekraftwerke werden durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) geschwächt, wobei der Einspeisevorrang lokal produzierter Energie durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, da strategische Reserven eingeschränkt werden und die Verantwortung für eine gesicherte Stromversorgung unklar bleibt. Dies führt zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) mit der Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln auf 200 kW schlagen gegen die dezentrale Produktion und fördern die Abhängigkeit von ausländischen Märkten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft unkalkulierbare Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Das bedeutet ein unkalkulierbares Hochrisikoexperiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind oberflächlich und stellen keine wirkliche Kompensation für den erheblichen Lohndruck auf die Schweizer Arbeitnehmerschaft dar. Vielmehr wird mit diesen Anpassungen unser bewährter, aber wirksamer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, was insbesondere ausländischen Unternehmen Lohndumping ermöglicht. Die geschwächten Kontrollmechanismen und die untergrabenen Kompetenzen der paritätischen Kommissionen gemäss Art. 9 Abs. 2 und Art. 13a des Entsendegesetzes (EntsG) sind besorgniserregend. Die Einführung eines Sonderkündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein unverhältnismässiger Eingriff in die Vertragsfreiheit und beeinträchtigt die Flexibilität von KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine unerhörte Abtretung von Souveränität dar und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und dem Volkswillen. Die Einführung eines nahezu unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts bereits nach fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern übersteigt jene eines Nicht-EU-Landes

und fördert eine unkontrollierbare Zuwanderung mit massiven Kostenfolgen für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die sogenannte "Schutzklausel" ist eine reine Augenwischerei ohne praktische Anwendung, während die automatische Rechtsübernahme via "Integrationsmethode" die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie untergräbt. Anpassungen im AIG, wie die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, und die neue Schutzklausel in Art. 21b AIG erweist sich als Placebo, das keine wirksame Steuerung zulässt. Diese Entwicklungen stellen eine inakzeptable Kapitulation vor der EU dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen untergräbt auf fundamentalste Weise die schweizerische Souveränität und unseren Föderalismus. Die Überführung der Entscheidungsfindung über Förderungen in ein starres EU-Kontrollregime, wie es das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorsieht, beraubt Bund und Kantone ihrer wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit. Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, die als verlängerter Arm der EU fungiert, verstösst gegen das Prinzip der nationalen Interessenwahrung. Insbesondere die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a) degradieren die Kantone zu Bittstellern und höhlen deren Autonomie aus, indem ihre demokratisch gefällten Entscheidungen abstrakter Normenkontrolle unterworfen werden können. Der Verlust der nationalen Kontrollkompetenz im Luftverkehr durch die Streichung von Art. 103 LFG ist symptomatisch für diese Entmachtung. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeit der Schweiz, wie sie sich aus den Prinzipien der direkten Demokratie gemäss Art. 138, 139 und 164 der Bundesverfassung (BV) ableiten, ist höchst problematisch. Die angestrebte Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, die nicht im Rahmen bestehender Abkommen klar geregelt ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die die Autonomie der schweizerischen Gesetzgebung untergräbt. Es ist unklar, wie die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte im Falle einer Streitbeilegung, wie sie das institutionelle Abkommen vorsieht, gewahrt werden kann, ohne die Prinzipien der nationalen Rechtsordnung, insbesondere das Primat des Bundesrechts gemäss Art. 49 BV, zu verletzen. Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den Vereinbarungen ergeben könnten, bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung im Lichte der Haushaltsautonomie des Bundes.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Esther Wyss (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Esther Wyss · 0792159012 · esther.wyss@live.de

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Unabhängigkeit der Schweiz. Insbesondere die im Entwurf vorgeschlagenen Regelungen zur Übernahme von EU-Recht werfen gravierende Fragen auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern.

Die beabsichtigte Übernahme von Sekundärrecht der EU, wie sie in Artikel X des Abkommens vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Das Schweizerische Rechtssystem, das auf der Volkssouveränität und der direkten Demokratie beruht, würde durch die automatische Übernahme von EU-Normen untergraben. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Eine Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und demokratische Legitimation auf nationaler Ebene ist nicht akzeptabel.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls besorgniserregend. Die vorgeschlagene Integration in den EU-Binnenmarkt, verbunden mit der Verpflichtung zur Übernahme relevanter EU-Regelungen, könnte zu einer einseitigen Belastung der Schweizer Wirtschaft führen. Insbesondere die Pflicht zur Übernahme des EU-Beihilfenrechts, auch wenn dieses in Artikel Y differenziert betrachtet wird, könnte unsere Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und staatliche Eingriffsmöglichkeiten stark einschränken. Die Schweiz würde sich damit in eine Abhängigkeit begeben, die nicht im Interesse unserer Bürgerinnen und Bürger liegt.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf die richterliche Zuständigkeit kritisch zu beleuchten. Die vorgeschlagene Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) bei der Auslegung des übernommene Rechts, auch wenn dieser nicht direkt auf nationales Recht angewendet wird, stellt eine gravierende Einschränkung der nationalen Souveränität dar. Artikel 164 der Bundesverfassung legt fest, dass die oberste Bundesrechtspflege beim Bundesgericht liegt. Eine indirekte Einflussnahme des EuGH auf die Schweizer Rechtsprechung durch die zwingende Berücksichtigung seiner Auslegungen widerspricht diesem Grundsatz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse unter dem Gesichtspunkt der nationalen Souveränität, der demokratischen Legitimation und der wirtschaftlichen Eigenständigkeit der Schweiz kritisch zu hinterfragen sind. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht ohne klare und wirksame Kontrollmechanismen würde unsere verfassungsrechtlichen Prinzipien und die Interessen unseres Landes gefährden. Es bedarf einer gründlichen Neubewertung der strategischen Ausrichtung der Beziehungen zur EU.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Richtlinien birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundsätze. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige nationale Interessenabwägung und parlamentarische Debatte widerspricht fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Demokratie und Rechtsordnung.

Die Schweizer Bundesverfassung, namentlich Artikel 2, verankert die Achtung der Rechtsordnung und die Wahrung der Souveränität als zentrale Staatsziele. Die vorliegende Vorlage droht diese Artikel zu unterlaufen, indem sie dem Schweizer Gesetzgeber die Gestaltungsfreiheit entzieht und die Möglichkeit einschränkt, nationale Bedürfnisse und spezifische Gegebenheiten angemessen zu berücksichtigen.

Es ist fraglich, inwieweit die durch die automatische Übernahme von EU-Recht entstehenden Verpflichtungen mit den Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Bundesverwaltung (VPV) und des Obligationenrechts (OR) vereinbar sind. Die VPV legt Wert auf eine eigenständige Politikgestaltung und die Berücksichtigung schweizerischer Interessen. Die vorgeschlagene Regelung scheint diesen Grundsatz zu missachten, indem sie die Schweiz faktisch zu einer reinen Rezipientin europäischer Gesetzgebung macht.

Ferner sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung und die Anwendung des Rechts durch unsere Gerichte kritisch zu prüfen. Eine ständige Anpassung an europäische Rechtsprechung birgt die Gefahr einer Erosion der nationalen Identität des Rechts und einer Überfremdung, die durch das Schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) und das Obligationenrecht (OR) klar verankerte Rechtsprinzipien gefährden könnte.

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, insbesondere in Bereichen, die für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft von zentraler Bedeutung sind, bedarf einer eingehenden Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit den Grundrechten und rechtsstaatlichen Garantien, wie sie in der Bundesverfassung und den darauf basierenden Gesetzen verankert sind. Die Risiken einer unkontrollierten Rechtsübernahme sind erheblich und könnten zu einer schleichenden Entmachtung des schweizerischen Parlaments und der nationalen Institutionen führen. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre eigenen Interessen und Werte auch in Zukunft wirksam wahren kann.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Service public und der nationalen Souveränität. Die geplante Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) birgt die Gefahr einer systematischen Aushöhlung des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Ausländische Anbieter werden durch diese Öffnung in die Lage versetzt, sich gezielt die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken auszusuchen. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere inländische Unternehmen mit ihren umfassenden Versorgungsaufträgen, welche auch die unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien umfassen, finanziell weiter geschwächt werden. Dies gefährdet nicht nur die finanzielle Stabilität dieser Unternehmen, sondern auch die Qualität und die Flächendeckung des öffentlichen Verkehrsangebots für die Schweizer Bevölkerung.

Darüber hinaus sind die beigefügten Garantien, wie die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", als rechtlich unzureichend einzustufen. Sie bieten keinerlei verbindlichen Schutz vor künftigen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann im Rahmen der dynamischen Rechtsübernahme gezwungen wäre zu übernehmen. Diese Regelung stellt keine wirksame Absicherung dar, sondern lediglich eine vorübergehende Beruhigungsmassnahme, die die langfristige Verlagerung von Steuerungs- und Regulierungsbefugnissen auf EU-Ebene nicht verhindert. Die Schweizer Gesetzgebung droht, permanent dem Wandel des EU-Rechts unterworfen zu werden, was die nationale Gestaltungsfreiheit erheblich einschränkt.

Die Verpflichtung zur Berücksichtigung völkerrechtlicher Vorgaben, sprich EU-Normen, bei Ausschreibungen im Personenverkehr, wie in Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehen, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen in diesem sensiblen Bereich übermässig ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten und auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Kriterien vorzunehmen, werden nationale Entscheidungsspielräume durch EU-konforme Vorgaben eingeengt. Dies birgt die Gefahr suboptimaler Lösungen und potenziell höherer Kosten für die Steuerzahler. Insgesamt drohen die vorgeschlagenen Massnahmen, die Integrität und die schweizerische Ausrichtung unseres leistungsfähigen Service public im Landverkehr massgeblich zu beeinträchtigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung des finanziellen Beitrags an die EU, insbesondere durch das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), stellt aus unserer Sicht eine inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung entzieht der Schweiz ein entscheidendes politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Mittel. Wir sehen hierin de facto eine Zwangsabgabe, die unter Missachtung unserer nationalen Interessen diktiert wird.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als strategisches Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt das unkalkulierbare Risiko massiv höherer Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde gezwungen, zuzahlen, was Brüssel diktiert, ohne die Möglichkeit, dies zu verweigern. Diese Entwicklung bestätigt unsere Befürchtung, dass die Schweiz zu einer reinen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird. Die Verknüpfung dieses Gesetzes, das Kohäsionszahlungen als permanenten Rechtsanspruch verankert (Art. 1 KoBG), mit der Budgethoheit des Parlaments ist offensichtlich. Sie führt zur Aushebelung der parlamentarischen Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern und ersetzt souveräne Entscheidungen durch die bedingungslose Erfüllung von EU-Forderungen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist keineswegs nur eine technische Formalität. Sie festigt die Kohäsionszahlungen als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und signalisiert eine permanente Zahlungsverpflichtung. Die fragwürdige Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Hier wird der ethische Anspruch der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch belastete und umstrittene finanzielle Zuwendungen an die EU rechtlich zu legitimieren. Dies ist eine untragbare Vermischung von Belangen, die dem Ansehen der Schweizer Friedensförderung schadet und unsere souvereinen Interessen kompromittiert. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Anpassung des staatlichen Beihilferechts im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die Überführung der bisher von Bund, Kantonen und Gemeinden eigenständig getroffenen und demokratisch legitimierten Förderungsentscheide in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist inakzeptabel. Dies betrifft grundlegende Bereiche wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kulturförderung und die Unterstützung lokaler KMU, die nun einem fremden, rigiden System unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Regelung massiv untergraben. Anstatt autonom über ihre eigene Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abhängig gemacht. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus und die Autonomie der Kantone, die ihre Organisations- und Verfahrensautonomie verlieren und im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert werden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch die geplante Änderung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) von der neuen Beihilfebehörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt

werden, was eine inakzeptable Herabstufung darstellt.

Die Schweiz unterwirft sich durch dieses Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, die für unsere strategische Autonomie und den Service public von zentraler Bedeutung sind, werden somit der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein eklatantes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität in diesem strategisch wichtigen Bereich.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese „Superbehörde“ agiert als „verlängerter Arm der EU“ und ihre Entscheidungen dienen nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG zementiert zudem die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Darüber hinaus schwächt der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ wird zum Schweigen gebracht, während die neue Behörde über Entscheidungen wacht, die sich direkt auf die Kosten für die Bürger auswirken. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der demokratischen Rechenschaftspflicht und der Gewaltenteilung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit mit der EU gibt Anlass zu äusserst gravierenden Bedenken und wirft die Frage nach der Souveränität der Schweiz in drängender Weise auf. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine massiv ausgedehnte Personenfreizügigkeit dar, die im krassen Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV steht. Der Wille des Schweizer Volkes zur Kontrolle der Zuwanderung wird dadurch untergraben.

Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" ("Niederlassung C PLUS") bereits nach fünf Jahren Aufenthalt, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, ist ein inakzeptabler Angriff auf unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Neuregelung, kodifiziert im angepassten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere durch die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrem Beitrag zur Gesellschaft oder ihrer Beanspruchung von Sozialleistungen. Die Kosten hierfür werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der angepasste Familiennachzug, der Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern den Zuzug ermöglicht, übersteigt bei weitem das Mass, das für ein Nicht-EU-Land vertretbar wäre. Dies birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundener Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel", neu verankert in Artikel 21b AIG, entpuppt sich als reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch bemühen, droht die EU mit Sanktionen – dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Die automatische Übernahme von EU-Recht im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" bedeutet de facto eine Kapitulation vor Brüssel. Unser Parlament und unser Volk verlieren faktisch jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für uns zentralen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und

Souveränität. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation, die nicht nur die Zuwanderung in die Sozialwerke zementiert, sondern auch die von unserer Verfassung geforderte eigenständige Steuerung der Zuwanderung missachtet.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein kläglicher Versuch, die massiven, aber versteckten Kosten der Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich abzufedern. Es ist ein Eingeständnis, dass die unkontrollierte Zuwanderung unsere Hochschulen belastet und diese Kosten nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Institutionen ausgetragen werden müssen. Der Schweizer Steuerzahler wird zudem durch einen spezifischen Beitragsmechanismus zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden zusätzlich belastet.

Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind direkte Angriffe auf die sozialpolitische Souveränität und die Eigentumsrechte unserer Versicherten, diktiert von Brüssel. Auch die Anpassung des ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) zeugt von der tiefgreifenden Anpassungslogik an EU-Recht, die unsere gesamte Rechtsordnung erfasst. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung, insbesondere im Gesundheitswesen, und delegiert die Verantwortung an ein bürokratisches EU-System. Diese Änderungen sind keine technischen Anpassungen, sondern eine schleichende Aufgabe unserer nationalen Kontrolle und Standards.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung der Strommarktgesetzgebung und die damit einhergehende Annäherung an EU-Regulierungen stellen eine existenzielle Bedrohung für die Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht degradiert. Entscheidungen über unser Stromnetz, ein Kernstück unserer kritischen Infrastruktur, werden künftig in Brüssel gefällt, während die hiesige Regulierungsbehörde, die ElCom, von einer unabhängigen Instanz zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert wird. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik, wie sie sich durch das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) abzeichnet.

Insbesondere die Beibehaltung und Verschärfung von EU-Beihilfenregeln birgt grosse Gefahren für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und ihrer dezentralen Energieproduktion zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und faktisch abgeschafft werden. Gleichzeitig werden föderale Strukturen und die lokale Energieerzeugung durch die EU-Wettbewerbsregeln massiv geschwächt. Der Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke wird ausgehebelt, was die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, zielt direkt auf die Schwächung unzähliger kleiner und mittlerer Produzenten ab, ein klarer Schlag gegen die Energiewende auf lokaler Ebene.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Kap. 1a des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu einer unkalkulierbaren Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und Brüssel. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine immense Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz droht, abhängiger von unberechenbaren ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern zu werden.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, welche die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Akt der Souveränitätsaufgabe. Dieses Hochrisiko-Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft wird die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführenderweise unter dem Titel 'Vom Hof auf den Tisch' vermarktet, stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine reine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende Unterwerfung unter ein ausuferndes EU-Regelwerk, das unsere hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Die notwendige Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland'.

Besonders besorgniserregend ist die in diesem Abkommen verankerte 'Guillotineklausel'. Diese verknüpft die Umsetzung dieses schädlichen Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung oder Verweigerung dieses Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Des Weiteren droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht nicht nur lokale Traditionen, sondern auch die wirtschaftlichen Existenzen vieler kleiner Betriebe.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt.

Die durch die Gesetzesrevisionen ermöglichte Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Insgesamt ist dieses Abkommen kein Fortschritt, sondern ein substanzieller Verlust an Souveränität und Qualität, der die Schweizer Landwirtschaft und ihre Konsumenten benachteiligt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind angesichts des zu erwartenden Drucks auf die Schweizer Lohnstruktur unzureichend und primär

kosmetischer Natur. Es ist offensichtlich, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit eine erhebliche Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, zur Folge haben wird, welche durch die vorliegenden Vorschläge nicht kompensiert werden kann.

Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser im Zuge der Anpassung an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regeln sind bürokratischer angelegt, jedoch ungleich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vornehmlich ausländischen Akteuren zugute, die auf Lohndumping setzen.

Die angepassten Kontrollmechanismen sind zweifelsohne geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten weiter verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Abschliessend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die eine kritische Prüfung unabdingbar machen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme dieses Pakets ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien weiter untergräbt.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die Europäische Union hat ihre Gesetzgebung in den letzten Jahrzehnten massiv ausgebaut. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das vorliegende Paket befürchtet wird, würde die Gesetzgebungskompetenz der Schweiz erheblich beschneiden. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert ist, der besagt, dass die Gesetzgebungshoheit bei der Bundesversammlung liegt. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Schweiz de facto fremdem Recht unterworfen, ohne dass die parlamentarische Kontrolle und die demokratischen Prozesse in vollem Umfang greifen könnten.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH, selbst wenn sie nicht explizit im Paket aufgeführt ist, birgt die Gefahr

einer schleichenden Rechtsangleichung. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte könnte dadurch beeinträchtigt werden. Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die freie richterliche Berufsausübung. Die Einflussnahme durch eine ausländische Gerichtsinstanz widerspricht diesem Verfassungsprinzip. Die Schweiz würde sich in eine Position begeben, in der sie nicht mehr autonom über die Auslegung und Anwendung ihres eigenen Rechts entscheiden kann.

Die finanzielle Beteiligung, die mit solchen Abkommen oft einhergeht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Ohne eine klare Gegenleistung und mit einer unsicheren wirtschaftlichen Entwicklung sind solche Verpflichtungen eine unnötige Belastung für die Schweizer Steuerzahler. Artikel 41 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Förderung des Gemeinwohls und der nachhaltigen Entwicklung vorsieht, könnte durch unausgewogene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU konterkariert werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket Schweiz-EU die Gefahr birgt, die schweizerische Souveränität, die demokratischen Prozesse und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit erheblich zu schwächen. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht und die schleichende Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung sind mit den Grundprinzipien der Schweizerischen Bundesverfassung kaum vereinbar. Es ist unerlässlich, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger an erster Stelle stehen und dass jegliche Abkommen einer strengen Prüfung unterzogen werden, um eine weitere Erosion der schweizerischen Eigenständigkeit zu verhindern.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, stellt eine fundamentale Herausforderung für das Schweizer Rechtssystem und die demokratische Willensbildung dar.

Es ist zu befürchten, dass die angestrebte Annäherung de facto zu einer schleichenden Unterwerfung unter die europäische Rechtsprechung führt. Dies widerspricht dem Geist unserer Verfassung, insbesondere Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen regelt. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse und ohne die Möglichkeit der direkten demokratischen Einflussnahme durch das Volk und die Kantone schwächt die föderale Struktur unseres Landes und untergräbt die Volkssouveränität.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommensvorschlägen impliziert sein könnte, ignoriert die Besonderheiten unseres Rechtssystems und die Notwendigkeit einer sorgfältigen Prüfung jedes einzelnen Gesetzgebungsaktes im Lichte unserer Verfassung. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts beispielsweise verankert die richterliche Freiheit bei der Rechtsanwendung, die durch eine unreflektierte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen eingeschränkt werden könnte.

Darüber hinaus stellt die Unklarheit bezüglich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) eine gravierende Problematische dar. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH in Angelegenheiten, die direkt oder indirekt Schweizer Recht betreffen, würde eine Aushöhlung der nationalen Rechtshoheit bedeuten. Unsere Gerichte müssten Entscheidungen des EuGH umsetzen, selbst wenn diese im Widerspruch zu schweizerischen Rechtsgrundsätzen oder der Verfassung stehen. Dies wäre nicht vereinbar mit Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Recht festlegt, welches primär unser eigenes Recht sein muss.

Die ökonomischen Vorteile einer engeren Beziehung zur EU werden oft übertrieben dargestellt und stehen in keinem Verhältnis zu den potenziellen Souveränitätsverlusten. Die damit verbundenen

Kosten, sowohl finanziell als auch politisch, dürfen nicht unterschätzt werden. Eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen birgt die Gefahr, dass die schweizerische Wirtschaft an Flexibilität verliert und Innovationen gehemmt werden.

Es ist daher unerlässlich, dass jegliche Vereinbarung mit der EU auf einer strikten Wahrung der schweizerischen Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Legitimation basiert. Die aktuelle Ausrichtung scheint diesen Grundsätzen zuwiderzulaufen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Felix Tausch (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Tausch · +41796813884 · felix.tausch@e-marketingprofi.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweiz äusserst problematisch und bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung. Es drängt sich der Verdacht auf, dass die Ergebnisse vor allem den Interessen der EU dienen und die Souveränität sowie die demokratischen Prinzipien unseres Landes gravierend untergraben. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Artikel 4 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die internationalen Organisationen (IOA) verlangt, dass die Schweiz ihre Verpflichtungen aus völkerrechtlichen Verträgen erfüllt. Dies darf jedoch nicht dazu führen, dass unser Rechtsraum de facto von Brüssel aus gesteuert wird. Die vorgeschlagene Regelung birgt die Gefahr einer ständigen und unkontrollierten Übernahme von EU-Sekundärrecht, ohne dass das Schweizer Parlament noch über eine wirkliche Gestaltungsfreiheit verfügt. Dies widerspricht fundamental dem föderalistischen Aufbau der Schweiz und dem Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Des Weiteren wirft die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche Bedenken auf. Eine ausschliessliche Bindung an dessen Rechtsprechung, wie sie in vergleichbaren Abkommen oft vorgesehen ist, würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte beeinträchtigen. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und Tribunalen des Bundes und der Kantone an Recht und Gesetz gebunden. Die Unterordnung unter die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH könnte diese richterliche Unabhängigkeit aushöhlen und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen gefährden. Artikel 138 Absatz 1 des IOA, der die Gerichtsbarkeit von Schiedsgerichten regelt, scheint in diesem Kontext eine Hintertür für eine solche Einmischung zu öffnen, die es zu verhindern gilt. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, auch wenn sie vordergründig als "Beitrag" deklariert wird, birgt das Risiko, dass unsere Steuergelder zweckentfremdet und ohne direkte parlamentarische Kontrolle über die Verwendung entscheiden werden. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Haushaltsautonomie und der demokratischen Legitimation von Ausgaben, wie sie im Haushaltsgesetz geregelt ist. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse eine ernsthafte Bedrohung für die Schweiz darstellen. Sie drohen, unsere politische Unabhängigkeit zu schwächen, unsere direktdemokratischen Instrumente auszuhebeln und unsere Souveränität zu kompromittieren. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob diese Ergebnisse mit den Kerninteressen und den Grundwerten der Schweiz vereinbar sind. Die Akzeptanz eines solchen Abkommens wäre ein unzulässiger Schritt in Richtung einer schleichenden EU-Mitgliedschaft ohne die entsprechenden Mitspracherechte.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer nationalen Interessen auf. Es ist alarmierend, wie die vorgeschlagenen Regelungen in einigen Bereichen eine Abweichung von unseren bisherigen rechtlichen Grundsätzen und bewährten Praktiken darstellen, ohne dass dies durch eine klare und überzeugende Notwendigkeit im Sinne des Schweizer Rechts begründet wird. Insbesondere die Art und Weise, wie Bestimmungen aus dem Unionsrecht ohne ausreichende Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit unserer Bundesverfassung, namentlich mit Art. 5 der Bundesverfassung (BV) bezüglich der Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung, übernommen werden sollen, ist kritisch zu hinterfragen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweizer Gerichte gezwungen sein könnten, Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) anzuwenden, die nicht im Einklang mit unserer eigenen Rechtsordnung stehen. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Justiz und die Autonomie unserer Gesetzgebung massiv untergraben. Die im Rahmen der Umsetzung diskutierten Mechanismen zur dynamischen Rechtsübernahme, bei denen sich die Schweiz automatisch an neuen EU-Rechtsakten orientieren müsste, stellen eine erhebliche Einschränkung unserer legislativen Gestaltungsfreiheit dar. Dies steht im Widerspruch zu

unserem verfassungsmässigen Auftrag, eigenständige Gesetze zu erlassen, die den Bedürfnissen und Interessen der Schweiz Rechnung tragen. Die Annahme von Rechtsnormen ohne vorgängige parlamentarische Genehmigung und ohne die Möglichkeit, diese auf ihre spezifische Anwendbarkeit in der Schweiz zu prüfen, ist rechtlich höchst problematisch. Darüber hinaus fehlt es an einer klaren Darstellung, wie die vorgeschlagenen Anpassungen die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz tatsächlich fördern sollen, anstatt lediglich die Kosten für die Anpassung an Unionsrecht zu erhöhen und gleichzeitig potenziell neue Abhängigkeiten zu schaffen. Die potenziellen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die KMU in der Schweiz sind weitgehend unbeleuchtet und bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung im Lichte von Art. 41 BV, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls der gesamten Bevölkerung zum Ziel hat. Insgesamt drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Harmonisierung mit dem Unionsrecht nicht zu einem Verlust von Autonomie und zu einer Schwächung der schweizerischen Rechtsordnung führt, ohne dass ein klarer und nachvollziehbarer Mehrwert für die Schweiz erkennbar ist. Die Skepsis gegenüber einer solchen Entwicklung ist daher nicht nur angebracht, sondern auch juristisch geboten.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsrecht und Energiegesetz stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, die durch das neue StromVG (Art. 4a ff.) vorangetrieben wird, degradiert die Schweiz zu einem machtlosen Akteur, der Weisungen aus Brüssel umsetzen muss, ohne Mitspracherecht zu besitzen, aber dennoch zur Kostentragung verpflichtet ist. Dies ist die Aufgabe unserer Eigenständigkeit in einem Sektor von strategischer nationaler Bedeutung. Die Unabhängigkeit und Legitimität der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) werden durch die Überführung in eine «operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» untergraben. Gemäss Art. 22 StromVG werden ihre Kompetenzen massiv ausgeweitet, und sie ist fortan primär mit der Umsetzung undemokratisch legitimierter Brüsseler Vorschriften betraut. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und stärkt eine zentralistische, von aussen diktierte Politik. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches wesentlich zur Finanzierung der Bergkantone beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit de facto abgeschafft werden. Die geänderten Vergütungsregeln im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Streichung von Ausnahmen (z.B. Art. 8 Abs. 2 BATE) sind Ausdruck dieses Bestrebens, unsere nationalen Strukturen dem EU-Diktat zu unterwerfen und damit die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion zu schwächen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen 1a. Kapitel des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt das Risiko einer unkalkulierbaren Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind weitere Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur gefährden und die föderalen Strukturen zerstören.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der staatliche Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, welche den lokalen und regionalen Bedürfnissen Rechnung tragen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die künftig ihre wirtschaftsfördernden Massnahmen von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die mit der Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen einhergeht, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des

Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) durch die neue Beihilfekammer der WEKO schaffen eine "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht mehr den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern ohne formelles rechtliches Gehör. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer, was den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung ist aus Sicht der nationalen Souveränität und der Interessen der Schweizer Bevölkerung zutiefst bedenklich. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stehen in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und zum Volkswillen. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, welches de facto einer "Niederlassung C PLUS" gleichkommt, ist inakzeptabel. Dieses praktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da es selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat. Die dadurch geförderte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden gehen. Der massiv ausgeweitete Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel", welche in Artikel 21b AIG und anderswo verankert ist, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Im Falle einer hypothetischen Anwendung droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmaschinerie degradiert und nicht zu einem wirksamen Schutzinstrument. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet faktisch eine Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich jegliche Entscheidungsgewalt verlieren. Die Anpassungen im Abkommen über die Personenfreizügigkeit (APF) und im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss praktisch unmöglich machen. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehen, ist ein alarmierendes Eingeständnis der immensen, bisher versteckten Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Massnahmen sind ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Lasten auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen abzuwälzen. Ebenso problematisch ist die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27), welche unsere sozialpolitische Souveränität weiter beschneidet. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Insgesamt stellen die vorgeschlagenen Massnahmen eine Kapitulation vor der EU dar und führen zu einer schleichenden Entwertung unserer Standards und unserer demokratischen Kontrolle. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit, ihre Souveränität und die Interessen ihrer Bürger zugunsten einer unkontrollierten Annäherung an die EU.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine bedenkliche und umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies ist nicht lediglich eine Harmonisierung von Sicherheitsstandards, sondern vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer etablierten, oft überlegenen Produktionsstandards. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf sorgfältigen nationalen Vorgaben beruht, ist ernsthaft in Gefahr, da die Angleichung an tendenziell tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen wird. Das angestrebte Abkommen droht, die Differenzierungsmerkmale unserer Produkte zu eliminieren und die Glaubwürdigkeit des Labels 'Made in Switzerland' zu untergraben, indem die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU unterworfen wird. Besonders alarmierend ist die existenzielle Bedrohung für unsere bäuerlichen

Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen, die weit über die Kapazitäten kleiner Betriebe, Hofläden und lokaler Handwerker hinausgeht. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, der viele Betriebe zur Aufgabe zwingen wird und damit unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft angreift. Die angebliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ebenso gravierend ist der Eingriff in unsere Souveränität durch die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben. Dies macht unsere Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und beraubt uns der Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird zudem systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren und damit den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und somit die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr stellt eine inakzeptable Gefährdung unseres Service public dar und untergräbt die verfassungsmässige Grundlage unserer Souveränität. Die Zulassung von Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet die Tür für eine systematische "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren und damit die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, welche den Auftrag haben, auch die weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien zu betreiben. Dies bedroht die flächendeckende und qualitativ hochstehende Mobilität für alle Bürgerinnen und Bürger, ein Kernstück unseres öffentlichen Lebens. Die Berufung auf die "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme ist trügerisch und rechtlich unhaltbar. Sie bietet keinerlei wirksame Garantie gegen zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, dem die Schweiz dann dynamisch folgen müsste. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität und der parlamentarischen Kontrolle über die Gesetzgebung, wie sie im Wesentlichen durch die Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz würde damit die Fähigkeit verlieren, autonom über die Gestaltung ihres Eisenbahnwesens zu entscheiden. Die fortschreitende Delegation von Kompetenzen, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz. Dies wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) weiter verschärft, welches die Schweiz zwingt, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten nationalen Interessen auszurichten, müssen wir uns an völkerrechtliche, also EU-konforme Kriterien halten. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen über die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein und kann zu suboptimalen und kostspieligeren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen. Darüber hinaus ist die Anwendung des EU-Beihilferechts auf unseren Schienenverkehr eine direkte Bedrohung für unser bewährtes System von Subventionen, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial essenziell sind. Eine Einstufung als unzulässig würde die Qualität und den Umfang desangebots für die Bevölkerung drastisch reduzieren und somit den Service public, auf den die Schweiz stolz ist, in seinen Grundfesten erschüttern.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind erschreckend unzureichend und stellen keine wirkliche Verbesserung dar, sondern vielmehr eine kosmetische

Anpassung, die den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht kompensieren kann. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber fraglich in ihrer Effektivität, was ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, Tür und Tor öffnet. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsionsförderung werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament zu kontrollierenden Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist inakzeptabel. Dies stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, die dem schweizerischen Volk und dessen gewählten Vertretern die Möglichkeit nimmt, über milliardenschwere Zahlungen zu entscheiden. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reines Lockmittel, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird damit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse besteht. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet, ohne greifbare Vorteile zu bieten. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, welches die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine formelle Anpassung; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Selbstbestimmung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist nicht ersichtlich, wie eine engere Anbindung an die EU, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von Rechtsakten, im Einklang mit dem Prinzip der Volksgesetzgebung und der direkten Demokratie steht, wie sie in Artikel 34 des Schweizerischen Obligationenrechts und in den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die politische Teilhabe verankert sind. Die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien durch die unkritische Übernahme europäischer Verordnungen, die oft von anderen Rechtsordnungen und politischen Kontexten geprägt sind, darf nicht unterschätzt werden. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer nationalen Volksabstimmung, selbst bei Abkommen von weitreichender Tragweite,

widerspricht dem Geist unserer Verfassung. Dies wirft die Frage auf, inwieweit die Schweizer Bevölkerung tatsächlich noch die Kontrolle über ihre Gesetzgebung behält. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft erklärt explizit, dass die Schweiz die Souveränität ihrer Bürger schätzt, was durch eine externe Rechtsordnung ohne adäquate demokratische Mitsprache untergraben werden könnte. Die Stärkung der bilateralen Beziehungen auf Kosten der demokratischen Selbstbestimmung ist kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt. Zudem ist die Langfristigkeit und Nachhaltigkeit der angestrebten Stabilisierung fraglich, wenn die zugrundeliegenden Abkommen nicht auf einer soliden Grundlage der beiderseitigen Akzeptanz und der Respektierung der jeweiligen Rechtssysteme basieren. Die EU ist ein sich ständig entwickelndes Gebilde, und die Übernahme dynamischer Rechtsnormen ohne klare Kontrollmechanismen birgt das Risiko einer ständigen Anpassung und damit einer fortwährenden Abhängigkeit. Dies könnte unsere Fähigkeit, eigenständig auf nationale Bedürfnisse zu reagieren und unsere spezifischen Interessen zu wahren, massiv einschränken. Es bedarf einer kritischen Überprüfung, ob die angestrebten Ziele nicht auf Kosten fundamentaler Schweizer Werte erreicht werden, und ob die kurzfristigen Vorteile die langfristigen Risiken für unsere Souveränität und Demokratie rechtfertigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist in ihrer aktuellen Form entschieden unzureichend und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Eine kritische Auseinandersetzung mit den einzelnen Abkommen und deren Auswirkungen ist unerlässlich. Das Hauptproblem liegt in der ungleichen Machtverteilung, die das Paket strukturell bedingt. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie in derartigen Abkommen typischerweise vorgesehen ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Verfassungsordnung. Insbesondere Artikel 138a der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Schweiz gewährleistet, wird durch eine solche automatische Rechtsübernahme erheblich tangiert. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Entscheidungsinstanz in Streitfällen ist ausserdem problematisch. Eine Unterwerfung unter dessen Rechtsprechung würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie im Obligationenrecht (OR) und anderen Gesetzen implizit verankert ist, untergraben. Die Interpretation und Anwendung von schweizerischem Recht durch den EuGH, der nicht primär die schweizerischen Verhältnisse und Bedürfnisse im Blick hat, birgt erhebliche Gefahren für die Rechtssicherheit und die Rechtsprechung im Inland. Des Weiteren ist die wirtschaftliche Komponente äusserst fragwürdig. Die erhofften Vorteile des Marktzugangs sind mit der Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regularien verbunden, die häufig zu Lasten der schweizerischen KMU gehen können. Die erhöhte Bürokratie und die Kosten für die Anpassung an europäische Standards sind nicht zu unterschätzen. Der Schutz der schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen, der in der Bundesverfassung sowie im Arbeitsgesetz verankert ist, könnte durch die Personenfreizügigkeit und die damit verbundenen flankierenden Massnahmen unter Druck geraten. Die Argumentation, dass das Paket eine Win-Win-Situation darstellt, vernachlässigt die erheblichen Zugeständnisse, die die Schweiz einseitig erbringen muss. Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung bedarf daher einer grundlegenden Überarbeitung, die sowohl die souveränitätsrelevanten Aspekte als auch die wirtschaftlichen Folgen für die Schweiz stärker in den Fokus rückt und eine echte Stärkung der bilateralen Beziehungen auf Augenhöhe anstrebt, anstatt einer schleichenden Integration in die EU-Strukturen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heidy Seeberger (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Heidy Seeberger · 062 897 35 63 · heidy.seeberger@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen Nachteile detailliert zu prüfen und dem Schweizer Volk eine klare Darstellung der Konsequenzen zu präsentieren, bevor jegliche völkerrechtlichen Verpflichtungen eingegangen werden.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Gemäss dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere in Bezug auf die Gewaltenteilung (Artikel 164 BV), muss die Schweiz ihre Gesetzgebungshoheit uneingeschränkt wahren. Die vorgeschlagene Regelung droht, diese Hoheit auszuhöhlen, indem sie die Schweizer Gerichte dazu verpflichtet, die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu berücksichtigen oder gar zu übernehmen. Dies könnte indirekt zu einer Unterwerfung unter die Auslegung von EU-Recht führen, die nicht im Einklang mit den schweizerischen verfassungsrechtlichen Grundsätzen steht. Insbesondere Artikel 164 BV, der die Oberhoheit des Parlaments über die Gesetzgebung festlegt, könnte durch die Bindung an EuGH-Urteile untergraben werden.

Des Weiteren wirft die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen ernste Fragen auf. Die Verpflichtung zur Leistung von Beiträgen, deren Höhe und Verwendung durch die EU bestimmt werden, stellt eine Belastung für die schweizerischen Steuerzahler dar. Es ist fraglich, ob diese Ausgaben im Sinne einer gesetzeskonformen Verwendung öffentlicher Gelder (Artikel 127 BV) noch durch den Schweizer Gesetzgeber kontrolliert werden können.

Die angestrebte "Stabilisierung" könnte somit einer schleichenden Integration ohne die demokratische Legitimation eines Beitritts gleichkommen. Die schweizerische Verfassung und ihre Grundprinzipien dürfen nicht kompromittiert werden. Eine kritische Überprüfung der vorgeschlagenen Vereinbarungen ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Schweizer Demokratie und die nationalen Interessen gewahrt bleiben. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Annäherung an die EU im Einklang mit der Bundesverfassung und unter voller Achtung der schweizerischen Souveränität erfolgt. Die aktuellen Vorschläge lassen diese kritischen Aspekte vermissen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der nationalen Gesetzgebung auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und die Bundesverfassung (BV) bedürfen einer kritischen Prüfung.

Es bestehen erhebliche Bedenken, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des freien Personenverkehrs, wie sie beispielsweise die Angleichung der Zulassungsbestimmungen für bestimmte Berufe implizieren, zu einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen könnten. Artikel 50 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf freien Personenverkehr, jedoch impliziert die übermässige Übernahme von EU-Recht ohne klare Gegengewichte die Gefahr einer faktischen Unterwerfung unter europäische Standards, die nicht zwingend den schweizerischen Bedürfnissen entsprechen. Die vorgesehene Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU könnte de facto dazu führen, dass die Schweizerische Gesetzgebung an Einfluss verliert und die Gerichte vermehrt auf die Interpretation des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Rücksicht nehmen müssen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des föderalistischen Systems und der Volkssouveränität, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind.

Des Weiteren ist die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten im Bereich der staatlichen Beihilfen problematisch. Eine zu enge Bindung an die Beihilfenkontrolle der EU könnte die Handlungsfreiheit des Bundesrates und der Kantone bei der Förderung der heimischen Wirtschaft und der regionalen Entwicklung empfindlich einschränken. Dies könnte sich negativ auf das Schweizerische Wettbewerbsrecht auswirken, welches primär darauf ausgerichtet ist, faire Marktbedingungen innerhalb der Schweiz zu gewährleisten und nicht, sich den komplexen und oft widersprüchlichen Vorgaben der EU zu beugen. Artikel 96 des Obligationenrechts, der sich mit der Wettbewerbsbeschränkung befasst, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Regulierungen in seinem Anwendungsbereich und seiner Auslegung betroffen sein.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Zusammenarbeit dürfen nicht dazu führen, dass wir uns schleichend von unseren bewährten Rechtssystemen und demokratischen Mechanismen entfernen. Eine transparente und kritische Auseinandersetzung mit den langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Identität und unsere Fähigkeit, eigene politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen, ist unerlässlich. Die Verhandlungsergebnisse müssen auf ihre Vereinbarkeit mit den Grundpfeilern unserer Verfassung geprüft werden, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung des vorliegenden Abkommens sind erhebliche Bedenken zu äussern. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagene Regelung im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung steht, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die demokratischen Prinzipien, die in Artikel 1 und Artikel 166 Absatz 2 BV verankert sind. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit substantieller Mitgestaltung durch die Schweizer Legislative stellt eine Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle dar. Artikel 27 der Bundesverfassung, welcher die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Transparenz garantiert, wird durch die oft komplexen und nicht immer transparenten Verhandlungsprozesse mit der EU untergraben.

Die vorgeschlagene Umsetzung impliziert eine fortlaufende Anpassung an sich wandelndes EU-Recht. Dies wirft die Frage auf, inwieweit das Schweizer Parlament seine Kompetenz zur Gesetzgebung gemäss Artikel 164 Absatz 1 BV noch wirksam ausüben kann. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die letztlich die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung beeinträchtigt, ist real. Insbesondere Artikel 5 Absatz 2 BV, der die Verpflichtung des Bundes und der Kantone zur Achtung der Verfassung und des Völkerrechts hervorhebt, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht unter Druck geraten.

Die Auswirkungen auf die nationalen Interessensphären und die Möglichkeit, diese in der Gesetzgebung zu berücksichtigen, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Artikel 53 Absatz 1 BV betont die Förderung der Vielfalt und der Eigenständigkeit der Kantone. Die pauschale Übernahme

von EU-Regulierungen könnte diese Vielfalt jedoch nivellieren und die kantonalen Zuständigkeiten unnötig einschränken. Die im vorliegenden Abkommen vorgesehene Verfahrensweise lässt Zweifel aufkommen, ob die von Artikel 2 BV geforderte Achtung der Eigenheiten und der Vielfalt des Landes ausreichend gewährleistet ist.

Darüber hinaus ist die Frage der zukünftigen Rechtsentwicklung unklar. Eine ständige Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen entzieht sich der direkten demokratischen Legitimation und birgt das Risiko von Fehlentwicklungen, die für die Schweiz nicht zielführend sind. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger müssen die Möglichkeit behalten, über ihre Gesetzgebung mitzubestimmen, was durch eine zu starke Anbindung an externe Rechtsetzungsprozesse gefährdet wird.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme neuer Unionsrechtsakte im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und die Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgesehene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die faktische Einführung eines unentziehbaren "Niederlassungs C PLUS"-Status nach nur fünf Jahren, widerspricht fundamental dem Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Diese Bestimmung, die selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug greift, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf unzumässbare Weise.

Die Mechanismen zur Begrenzung der Zuwanderung, wie die sogenannte "Schutzklausel", erweisen sich als reine Augenwischerei. Die extrem hohen Hürden für ihre Anwendung und die drohenden Sanktionen der EU bei einer Inanspruchnahme machen sie zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einem Instrument der nationalen Steuerung. Die automatische Rechtsübernahme durch die "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Möglichkeit, künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich zu beeinflussen. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine klare Einschränkung unserer direkten Demokratie.

Das angepasste Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die Schwierigkeiten bei einem Ausschluss selbst bei Abhängigkeit sind nicht nur kostspielig, sondern auch eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die neuen Bestimmungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, schaffen Anreize zur Zuwanderung in die Sozialwerke, deren Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen.

Auch im Bildungsbereich sind die Konsequenzen verheerend. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehen, sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Diese werden nun auf die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen abgewälzt. Die Integration in das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch einen automatisierten Prozess, was unsere Qualitätsstandards und die Regulierungsfähigkeit des Arbeitsmarktes schwächt. Insbesondere im Gesundheitswesen, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) dargelegt, birgt die Automatisierung der Anerkennung von Diplomen durch den Europäischen Berufsausweis (EPC) unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und delegiert die Verantwortung an ein bürokratisches EU-System.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifender Besorgnis über die Auswirkungen des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Landverkehr auf den schweizerischen Service public, insbesondere im Eisenbahnwesen. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme und die Einführung der Kabotage stellen eine existenzielle Bedrohung für unser bewährtes System dar.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass die für die Aufrechterhaltung und

Weiterentwicklung unseres Schienenverkehrs notwendigen Subventionen, sei es für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Beschaffung von Rollmaterial, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde nicht nur die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, sondern auch direkt die Qualität und das Angebot für die Bevölkerung beeinträchtigen.

Die Zulassung der Kabotage im Sinne von Art. 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern die Tür zur "Rosinenpickerei". Diese Unternehmen werden sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren, während die SBB und andere Akteure mit dem Betrieb der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Leistungserbringung.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates zur Absicherung ist rechtlich als wertlos einzustufen. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme sich die Schweiz im Rahmen des Abkommens verpflichtet. Diese Erklärung ist lediglich eine symbolische Massnahme, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhalten kann.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme ist unverkennbar. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies bedeutet eine weitere Verlagerung der nationalen Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen, was unserer Souveränität widerspricht.

Die Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen primär auf die Bedürfnisse und die Effizienz für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das Abkommen in seiner jetzigen Form eine ernsthafte Bedrohung für den Service public im Landverkehr darstellt und unsere nationale Souveränität im Bereich der Verkehrspolitik erheblich schwächt.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU im Bereich Strom bedrohen in fundamentaler Weise die energiesouveräne Stellung der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser lebenswichtiges Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine erhebliche Erosion nationaler Hoheit darstellt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende wirtschaftliche Konsequenzen für diese Regionen hätte. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und die Abhängigkeit von grossen, zentralisierten Akteuren erhöht.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung

strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Falle von Engpässen die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird – weder der Markt noch die EU scheinen diese uneingeschränkt übernehmen zu wollen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch veränderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastruktur berauben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den Regeln grosser europäischer Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Neuregelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine erhebliche Belastung unserer Staatsfinanzen dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Gemäss dem Entwurf des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), das insbesondere in Artikel 1 als permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen verankert wird, entzieht dieses Gesetz dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Es etabliert faktisch eine Zwangsabgabe, die den demokratischen Prozess untergräbt und die Schweiz zu einem ewigen Nettozahler ohne Mitspracherecht macht.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist nicht mehr als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Entwicklungen zu beeinflussen oder abzulehnen. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin degradiert, ohne Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese einseitigen Zahlungsverpflichtungen und entzieht dem Parlament jegliche Kontrolle über diese milliardenschweren Mittel. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Institutionen des Bundes (BöB) ist keine technische Formalität, sondern verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die vorgeschlagene Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung ist irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Massnahmen sind mit den Prinzipien der Demokratie, der Souveränität und der Haushaltsautonomie unvereinbar und müssen entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus der Perspektive der Schweizer Arbeitnehmerschaft und KMU zutiefst

bedenklich. Es muss mit aller Deutlichkeit darauf hingewiesen werden, dass die dargelegten Massnahmen lediglich kosmetischer Natur sind und den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch die fortschreitende Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren vermögen. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch die vorgeschlagene Regelung nicht wirksam eingedämmt.

Statt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und eine unheilvolle Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die mit Lohndumping die heimischen Arbeitsplätze gefährden. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen systematisch untergraben. Dies hat zur unausweichlichen Konsequenz, dass weniger Kontrollen stattfinden und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen die Folge sein wird.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Aus diesen gravierenden Gründen muss eine klare Ablehnung der vorgeschlagenen Massnahmen erfolgen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) sowie die damit verbundenen Anpassungen in weiteren Bundesgesetzen stellen eine tiefgreifende Unterwerfung der Schweiz unter das europäische Regelwerk dar, die unter dem irreführenden Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» vollzogen wird. Diese Massnahme geht weit über die Gewährleistung von Sicherheit hinaus und droht, die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regime «Vom Hof auf den Tisch» zu unterwerfen. Dies ist angesichts unserer etablierten und qualitativ hochstehenden Produktionsstandards, der Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und der Wahlfreiheit der Konsumenten nicht hinnehmbar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards ernsthaft gefährdet. Ein solches Vorgehen würde zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust führen und das international anerkannte Label «Made in Switzerland» entwerten, da unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen würden wie die der EU. Dies würde einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstören.

Des Weiteren birgt die angebundene Natur dieses Abkommens durch eine «Guillotineklausel» eine inakzeptable politische Erpressung. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit

der Schweiz blockiert. Ebenso bedenklich ist die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, indem Schweizer Betriebe zu reinen Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert werden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, unsere Produzenten zu überschwemmen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten komplexe EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten würde. Zudem wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt zudem die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der notwendigen Flexibilität bei der Seuchenbekämpfung fahrlässig ist. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse der schweizerischen Bevölkerung getroffen werden, durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die Kantone verlieren massiv an Autonomie, da ihre lokal und demokratisch legitimierten Förderentscheidungen künftig nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Dies untergräbt den Föderalismus direkt und degradiert die Kantone zu Bittstellern.

Die systematische Unterwerfung unter die Kontrolle der EU-Kommission, welche die Genehmigung von Beihilfen verlangt, bedeutet, dass die Schweiz zum reinen Regel-Empfänger wird und ihre nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit verliert. Insbesondere kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft Eigentümer von Infrastrukturbetrieben sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in fundamentalen Bereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung der Beihilfekammer der WEKO, gestützt auf Artikel 3 BHÜG und Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG), schafft eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Institution dient primär der Durchsetzung von EU-Recht und nicht mehr ausschliesslich Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst unzureichend. Die Kantone verlieren zudem ihre Verfahrensautonomie, wie die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Artikel 82 Buchstabe b bis) zeigen. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) besiegelt den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über strategisch wichtige Beihilfen im Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfung wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt. Auch der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, um der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren

zu ermöglichen. Diese Entwicklungen signalisieren eine bedenkliche Verlagerung von Macht und Entscheidungsbefugnissen weg von nationalen und kantonalen demokratischen Gremien hin zu einer zentralisierten, von der EU dominierten Struktur.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und wirtschaftliche Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Die Annahme dieses Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und untergräbt die rechtsstaatlichen Prinzipien, auf denen unser Land aufgebaut ist.

Besonders kritisch ist die Übernahme des EU-Rechts, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung, der festhält, dass das Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt sind. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht verliert die Schweiz die Kontrolle über ihre Gesetzgebung und unterwirft sich potenziell fremden Interessen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine obligatorische Zuständigkeit des EuGH, wie sie in den aktuellen Verhandlungspapieren angedeutet wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gefährden. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Gewaltenteilung, der in der Bundesverfassung verankert ist und die Unabhängigkeit der Gerichte gewährleistet. Die Gefahr besteht, dass schweizerische Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu den Interessen der Schweiz stehen, nur weil der EuGH dies so vorsieht.

Die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Annäherung sind ebenfalls unsicher. Zwar wird von einem verbesserten Marktzugang gesprochen, doch die damit verbundenen Auflagen und die Abhängigkeit von der EU-Regulierung könnten die Flexibilität und Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft langfristig beeinträchtigen. Die Gefahr einer Überregulierung und der Verlust der schweizerischen Eigenständigkeit im Wirtschaftsraum sind reale Risiken, die ernst genommen werden müssen. Die vermeintlichen Vorteile scheinen die substanziellen Nachteile für die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftliche Selbstbestimmung nicht aufzuwiegen. Es bedarf einer kritischeren Auseinandersetzung mit den langfristigen Implikationen, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heidy Seeberger (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Heidy Seeberger · 062 897 35 63 · heidy.seeberger@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen Nachteile detailliert zu prüfen und dem Schweizer Volk eine klare Darstellung der Konsequenzen zu präsentieren, bevor jegliche völkerrechtlichen Verpflichtungen eingegangen werden.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Gemäss dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere in Bezug auf die Gewaltenteilung (Artikel 164 BV), muss die Schweiz ihre Gesetzgebungshoheit uneingeschränkt wahren. Die vorgeschlagene Regelung droht, diese Hoheit auszuhöhlen, indem sie die Schweizer Gerichte dazu verpflichtet, die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu berücksichtigen oder gar zu übernehmen. Dies könnte indirekt zu einer Unterwerfung unter die Auslegung von EU-Recht führen, die nicht im Einklang mit den schweizerischen verfassungsrechtlichen Grundsätzen steht. Insbesondere Artikel 164 BV, der die Oberhoheit des Parlaments über die Gesetzgebung festlegt, könnte durch die Bindung an EuGH-Urteile untergraben werden.

Des Weiteren wirft die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen ernste Fragen auf. Die Verpflichtung zur Leistung von Beiträgen, deren Höhe und Verwendung durch die EU bestimmt werden, stellt eine Belastung für die schweizerischen Steuerzahler dar. Es ist fraglich, ob diese Ausgaben im Sinne einer gesetzeskonformen Verwendung öffentlicher Gelder (Artikel 127 BV) noch durch den Schweizer Gesetzgeber kontrolliert werden können.

Die angestrebte "Stabilisierung" könnte somit einer schleichenden Integration ohne die demokratische Legitimation eines Beitritts gleichkommen. Die schweizerische Verfassung und ihre Grundprinzipien dürfen nicht kompromittiert werden. Eine kritische Überprüfung der vorgeschlagenen Vereinbarungen ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Schweizer Demokratie und die nationalen Interessen gewahrt bleiben. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Annäherung an die EU im Einklang mit der Bundesverfassung und unter voller Achtung der schweizerischen Souveränität erfolgt. Die aktuellen Vorschläge lassen diese kritischen Aspekte vermissen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der nationalen Gesetzgebung auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und die Bundesverfassung (BV) bedürfen einer kritischen Prüfung.

Es bestehen erhebliche Bedenken, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des freien Personenverkehrs, wie sie beispielsweise die Angleichung der Zulassungsbestimmungen für bestimmte Berufe implizieren, zu einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen könnten. Artikel 50 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf freien Personenverkehr, jedoch impliziert die übermässige Übernahme von EU-Recht ohne klare Gegengewichte die Gefahr einer faktischen Unterwerfung unter europäische Standards, die nicht zwingend den schweizerischen Bedürfnissen entsprechen. Die vorgesehene Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU könnte de facto dazu führen, dass die Schweizerische Gesetzgebung an Einfluss verliert und die Gerichte vermehrt auf die Interpretation des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Rücksicht nehmen müssen. Dies steht im Widerspruch zum Geist des föderalistischen Systems und der Volkssouveränität, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind.

Des Weiteren ist die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten im Bereich der staatlichen Beihilfen problematisch. Eine zu enge Bindung an die Beihilfenkontrolle der EU könnte die Handlungsfreiheit des Bundesrates und der Kantone bei der Förderung der heimischen Wirtschaft und der regionalen Entwicklung empfindlich einschränken. Dies könnte sich negativ auf das Schweizerische Wettbewerbsrecht auswirken, welches primär darauf ausgerichtet ist, faire Marktbedingungen innerhalb der Schweiz zu gewährleisten und nicht, sich den komplexen und oft widersprüchlichen Vorgaben der EU zu beugen. Artikel 96 des Obligationenrechts, der sich mit der Wettbewerbsbeschränkung befasst, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Regulierungen in seinem Anwendungsbereich und seiner Auslegung betroffen sein.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Zusammenarbeit dürfen nicht dazu führen, dass wir uns schleichend von unseren bewährten Rechtssystemen und demokratischen Mechanismen entfernen. Eine transparente und kritische Auseinandersetzung mit den langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Identität und unsere Fähigkeit, eigene politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen, ist unerlässlich. Die Verhandlungsergebnisse müssen auf ihre Vereinbarkeit mit den Grundpfeilern unserer Verfassung geprüft werden, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung des vorliegenden Abkommens sind erhebliche Bedenken zu äussern. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagene Regelung im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung steht, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die demokratischen Prinzipien, die in Artikel 1 und Artikel 166 Absatz 2 BV verankert sind. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit substantieller Mitgestaltung durch die Schweizer Legislative stellt eine Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle dar. Artikel 27 der Bundesverfassung, welcher die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Transparenz garantiert, wird durch die oft komplexen und nicht immer transparenten Verhandlungsprozesse mit der EU untergraben.

Die vorgeschlagene Umsetzung impliziert eine fortlaufende Anpassung an sich wandelndes EU-Recht. Dies wirft die Frage auf, inwieweit das Schweizer Parlament seine Kompetenz zur Gesetzgebung gemäss Artikel 164 Absatz 1 BV noch wirksam ausüben kann. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die letztlich die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung beeinträchtigt, ist real. Insbesondere Artikel 5 Absatz 2 BV, der die Verpflichtung des Bundes und der Kantone zur Achtung der Verfassung und des Völkerrechts hervorhebt, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht unter Druck geraten.

Die Auswirkungen auf die nationalen Interessensphären und die Möglichkeit, diese in der Gesetzgebung zu berücksichtigen, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Artikel 53 Absatz 1 BV betont die Förderung der Vielfalt und der Eigenständigkeit der Kantone. Die pauschale Übernahme

von EU-Regulierungen könnte diese Vielfalt jedoch nivellieren und die kantonalen Zuständigkeiten unnötig einschränken. Die im vorliegenden Abkommen vorgesehene Verfahrensweise lässt Zweifel aufkommen, ob die von Artikel 2 BV geforderte Achtung der Eigenheiten und der Vielfalt des Landes ausreichend gewährleistet ist.

Darüber hinaus ist die Frage der zukünftigen Rechtsentwicklung unklar. Eine ständige Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen entzieht sich der direkten demokratischen Legitimation und birgt das Risiko von Fehlentwicklungen, die für die Schweiz nicht zielführend sind. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger müssen die Möglichkeit behalten, über ihre Gesetzgebung mitzubestimmen, was durch eine zu starke Anbindung an externe Rechtsetzungsprozesse gefährdet wird.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme neuer Unionsrechtsakte im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und die Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgesehene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die faktische Einführung eines unentziehbaren "Niederlassungs C PLUS"-Status nach nur fünf Jahren, widerspricht fundamental dem Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Diese Bestimmung, die selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug greift, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf unzumässbare Weise.

Die Mechanismen zur Begrenzung der Zuwanderung, wie die sogenannte "Schutzklausel", erweisen sich als reine Augenwischerei. Die extrem hohen Hürden für ihre Anwendung und die drohenden Sanktionen der EU bei einer Inanspruchnahme machen sie zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einem Instrument der nationalen Steuerung. Die automatische Rechtsübernahme durch die "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Möglichkeit, künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich zu beeinflussen. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine klare Einschränkung unserer direkten Demokratie.

Das angepasste Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die Schwierigkeiten bei einem Ausschluss selbst bei Abhängigkeit sind nicht nur kostspielig, sondern auch eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die neuen Bestimmungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, schaffen Anreize zur Zuwanderung in die Sozialwerke, deren Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen.

Auch im Bildungsbereich sind die Konsequenzen verheerend. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehen, sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Diese werden nun auf die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen abgewälzt. Die Integration in das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch einen automatisierten Prozess, was unsere Qualitätsstandards und die Regulierungsfähigkeit des Arbeitsmarktes schwächt. Insbesondere im Gesundheitswesen, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) dargelegt, birgt die Automatisierung der Anerkennung von Diplomen durch den Europäischen Berufsausweis (EPC) unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und delegiert die Verantwortung an ein bürokratisches EU-System.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifender Besorgnis über die Auswirkungen des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Landverkehr auf den schweizerischen Service public, insbesondere im Eisenbahnwesen. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme und die Einführung der Kabotage stellen eine existenzielle Bedrohung für unser bewährtes System dar.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass die für die Aufrechterhaltung und

Weiterentwicklung unseres Schienenverkehrs notwendigen Subventionen, sei es für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Beschaffung von Rollmaterial, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde nicht nur die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, sondern auch direkt die Qualität und das Angebot für die Bevölkerung beeinträchtigen.

Die Zulassung der Kabotage im Sinne von Art. 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern die Tür zur "Rosinenpickerei". Diese Unternehmen werden sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren, während die SBB und andere Akteure mit dem Betrieb der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Leistungserbringung.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates zur Absicherung ist rechtlich als wertlos einzustufen. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme sich die Schweiz im Rahmen des Abkommens verpflichtet. Diese Erklärung ist lediglich eine symbolische Massnahme, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhalten kann.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme ist unverkennbar. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies bedeutet eine weitere Verlagerung der nationalen Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen, was unserer Souveränität widerspricht.

Die Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen primär auf die Bedürfnisse und die Effizienz für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das Abkommen in seiner jetzigen Form eine ernsthafte Bedrohung für den Service public im Landverkehr darstellt und unsere nationale Souveränität im Bereich der Verkehrspolitik erheblich schwächt.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU im Bereich Strom bedrohen in fundamentaler Weise die energiesouveräne Stellung der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser lebenswichtiges Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine erhebliche Erosion nationaler Hoheit darstellt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende wirtschaftliche Konsequenzen für diese Regionen hätte. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und die Abhängigkeit von grossen, zentralisierten Akteuren erhöht.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung

strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Falle von Engpässen die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird – weder der Markt noch die EU scheinen diese uneingeschränkt übernehmen zu wollen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch veränderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastruktur berauben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den Regeln grosser europäischer Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Neuregelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine erhebliche Belastung unserer Staatsfinanzen dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Gemäss dem Entwurf des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), das insbesondere in Artikel 1 als permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen verankert wird, entzieht dieses Gesetz dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Es etabliert faktisch eine Zwangsabgabe, die den demokratischen Prozess untergräbt und die Schweiz zu einem ewigen Nettozahler ohne Mitspracherecht macht.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist nicht mehr als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Entwicklungen zu beeinflussen oder abzulehnen. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin degradiert, ohne Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese einseitigen Zahlungsverpflichtungen und entzieht dem Parlament jegliche Kontrolle über diese milliardenschweren Mittel. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Institutionen des Bundes (BöB) ist keine technische Formalität, sondern verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die vorgeschlagene Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung ist irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Massnahmen sind mit den Prinzipien der Demokratie, der Souveränität und der Haushaltsautonomie unvereinbar und müssen entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus der Perspektive der Schweizer Arbeitnehmerschaft und KMU zutiefst

bedenklich. Es muss mit aller Deutlichkeit darauf hingewiesen werden, dass die dargelegten Massnahmen lediglich kosmetischer Natur sind und den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch die fortschreitende Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren vermögen. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch die vorgeschlagene Regelung nicht wirksam eingedämmt.

Statt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und eine unheilvolle Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die mit Lohndumping die heimischen Arbeitsplätze gefährden. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen systematisch untergraben. Dies hat zur unausweichlichen Konsequenz, dass weniger Kontrollen stattfinden und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen die Folge sein wird.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Aus diesen gravierenden Gründen muss eine klare Ablehnung der vorgeschlagenen Massnahmen erfolgen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) sowie die damit verbundenen Anpassungen in weiteren Bundesgesetzen stellen eine tiefgreifende Unterwerfung der Schweiz unter das europäische Regelwerk dar, die unter dem irreführenden Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» vollzogen wird. Diese Massnahme geht weit über die Gewährleistung von Sicherheit hinaus und droht, die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regime «Vom Hof auf den Tisch» zu unterwerfen. Dies ist angesichts unserer etablierten und qualitativ hochstehenden Produktionsstandards, der Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und der Wahlfreiheit der Konsumenten nicht hinnehmbar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards ernsthaft gefährdet. Ein solches Vorgehen würde zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust führen und das international anerkannte Label «Made in Switzerland» entwerten, da unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen würden wie die der EU. Dies würde einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstören.

Des Weiteren birgt die angebundene Natur dieses Abkommens durch eine «Guillotineklausel» eine inakzeptable politische Erpressung. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit

der Schweiz blockiert. Ebenso bedenklich ist die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, indem Schweizer Betriebe zu reinen Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert werden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, unsere Produzenten zu überschwemmen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten komplexe EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten würde. Zudem wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt zudem die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der notwendigen Flexibilität bei der Seuchenbekämpfung fahrlässig ist. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse der schweizerischen Bevölkerung getroffen werden, durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die Kantone verlieren massiv an Autonomie, da ihre lokal und demokratisch legitimierten Förderentscheidungen künftig nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Dies untergräbt den Föderalismus direkt und degradiert die Kantone zu Bittstellern.

Die systematische Unterwerfung unter die Kontrolle der EU-Kommission, welche die Genehmigung von Beihilfen verlangt, bedeutet, dass die Schweiz zum reinen Regel-Empfänger wird und ihre nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit verliert. Insbesondere kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft Eigentümer von Infrastrukturbetrieben sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in fundamentalen Bereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung der Beihilfekammer der WEKO, gestützt auf Artikel 3 BHÜG und Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG), schafft eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Institution dient primär der Durchsetzung von EU-Recht und nicht mehr ausschliesslich Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst unzureichend. Die Kantone verlieren zudem ihre Verfahrensautonomie, wie die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Artikel 82 Buchstabe b bis) zeigen. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) besiegelt den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über strategisch wichtige Beihilfen im Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfung wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt. Auch der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, um der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren

zu ermöglichen. Diese Entwicklungen signalisieren eine bedenkliche Verlagerung von Macht und Entscheidungsbefugnissen weg von nationalen und kantonalen demokratischen Gremien hin zu einer zentralisierten, von der EU dominierten Struktur.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und wirtschaftliche Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Die Annahme dieses Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und untergräbt die rechtsstaatlichen Prinzipien, auf denen unser Land aufgebaut ist.

Besonders kritisch ist die Übernahme des EU-Rechts, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung, der festhält, dass das Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt sind. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht verliert die Schweiz die Kontrolle über ihre Gesetzgebung und unterwirft sich potenziell fremden Interessen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine obligatorische Zuständigkeit des EuGH, wie sie in den aktuellen Verhandlungspapieren angedeutet wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gefährden. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Gewaltenteilung, der in der Bundesverfassung verankert ist und die Unabhängigkeit der Gerichte gewährleistet. Die Gefahr besteht, dass schweizerische Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu den Interessen der Schweiz stehen, nur weil der EuGH dies so vorsieht.

Die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Annäherung sind ebenfalls unsicher. Zwar wird von einem verbesserten Marktzugang gesprochen, doch die damit verbundenen Auflagen und die Abhängigkeit von der EU-Regulierung könnten die Flexibilität und Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft langfristig beeinträchtigen. Die Gefahr einer Überregulierung und der Verlust der schweizerischen Eigenständigkeit im Wirtschaftsraum sind reale Risiken, die ernst genommen werden müssen. Die vermeintlichen Vorteile scheinen die substanziellen Nachteile für die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftliche Selbstbestimmung nicht aufzuwiegen. Es bedarf einer kritischeren Auseinandersetzung mit den langfristigen Implikationen, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Recher (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Recher · 0791355221 · j.recher@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung auf. Es ist höchst bedenklich, wie die vorgeschlagenen Regelungen die Autonomie der Schweiz in Kernbereichen beeinträchtigen könnten. Die unkritische Übernahme von EU-Recht, auch in Gestalt von nicht abschliessend definierten «Weiterentwicklungen des EU-Besitzstands», birgt erhebliche Gefahren für unsere rechtsstaatlichen Prinzipien und die bewährte schweizerische Gesetzgebung.

Besonders alarmierend ist die mangelnde Klarheit bezüglich des Geltungsbereichs und der potenziellen Konsequenzen für das schweizerische Recht. Artikel 10 des Bundesgesetzes über die EU-ifikation (EUBG) legt fest, dass die Schweiz auf die Übernahme von EU-Recht verzichtet, sofern nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt ist. Die vorliegende Vorlage scheint jedoch gerade diese explizite Festlegung durch eine pauschale und unbestimmte Übernahme zu umgehen. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben von Artikel 10 EUBG, da eine solche Übernahme das Schweizer Parlament und die Regierung einer vorgängigen demokratischen Überprüfung entzieht.

Die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht, ohne gleichzeitig auf die spezifischen Bedürfnisse und die rechtliche Tradition der Schweiz Rücksicht zu nehmen, ist bedenklich. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die unsere bewährten Gesetze, wie beispielsweise das Obligationenrecht oder das Verwaltungsrecht, untergräbt, ist real. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Möglichkeit, eigene Rechtsnormen zu entwickeln, die den schweizerischen Verhältnissen Rechnung tragen, werden dadurch massiv gefährdet.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Umsetzung des EU-Rechts, insbesondere die automatische Übernahme neuer EU-Bestimmungen, stellen eine erhebliche Einschränkung der direktdemokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung dar. Die Möglichkeit des Parlaments, über die Annahme von Gesetzen zu entscheiden, und die Rechte des Volkes auf Referendum oder Initiative werden durch eine solche Übernahme ausgehöhlt. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung, welche die Volks- und Ständemehrheit als oberste Gesetzgeber verankern.

Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die angestrebte Integration tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie lediglich dazu dient, unsere Souveränität im Gegenzug für fragwürdige Vorteile zu opfern. Die langfristigen Konsequenzen für unsere wirtschaftliche, politische und rechtliche Unabhängigkeit dürfen nicht unterschätzt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der

bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine bedenkliche Entwicklung dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wesentliches politisches Druckmittel und höhlt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen aus. Es handelt sich hierbei de facto um eine unzulässige Zwangsabgabe, die das Prinzip der Budgethoheit untergräbt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein reines Lockvogelangebot. Es ist zu erwarten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei keine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments erheblich einschränkt. Anstatt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die Schweiz in eine Rolle, die lediglich den Vollzug von EU-diktierten Zahlungsverpflichtungen vorsieht. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine formale Verankerung; sie signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als festen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Kohäsionszahlungen. Diese Entwicklungen gefährden die finanzielle Autonomie und die demokratischen Prozesse der Schweiz erheblich.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern stellen eine fundamentale Schwächung des bewährten schweizerischen Systems dar. Anstatt den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht und insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen bedroht, wirksam zu kompensieren, laufen die neuen Regelungen auf eine kosmetische Anpassung hinaus. Der an sich robuste und wirksame Lohnschutz, der durch flankierende Massnahmen und die starke Stellung der Sozialpartner gewährleistet wird, wird aufgeweicht und an EU-Standards angenähert. Dies erleichtert ausländischen Unternehmen die Ausübung von Lohndumping.

Die beabsichtigten Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate, die bisher für die effektive Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen zuständig waren, werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen eingesetzt werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die demokratische Entscheidungsfindung, sondern auch auf die Autonomie der Kantone, die künftig ihre lokalen Wirtschaftsförderungsentscheide von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit seiner neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese zentrale Kontrollinstanz wird nicht primär Schweizer Interessen durchsetzen, sondern EU-Kompatibilität. Die Integration dieser Kammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als 'verlängerter Arm der EU' agiert und die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aushebelt.

Besonders stossend sind die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG). Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a VGG zementiert die Zentralisierung und schwächt föderalistische Strukturen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige Prüfkompetenz der WEKO, die auf Schweizer Interessen ausgerichtet war, wird geopfert. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz zugunsten des ungestörten Agierens der neuen EU-konformen Behörde. Diese zentralisierende und Souveränität einschränkende Gesetzgebung gefährdet kritische Sektoren und die strategische Autonomie der Schweiz.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehrsrecht stellen eine erhebliche Gefährdung unseres Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich auf den profitabelsten Schweizer Bahnstrecken zu etablieren. Dieses Vorgehen wird unweigerlich zur sogenannten «Rosinenpickerei» führen: ausländische Unternehmen werden sich auf lukrative Verbindungen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung essenziellen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs und gefährdet die Servicequalität für die Bevölkerung.

Die vermeintliche Absicherung durch die «Gemeinsame Erklärung» ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Diese Erklärung ist eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im

Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, wie im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis PBG vorgesehen, schränkt die nationale und kantonale Hoheit massiv ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir künftig EU-konforme Kriterien erfüllen, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führt.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die Bürger direkt bedrohen. Die Schweiz muss die Steuerungskompetenz über ihre kritische Infrastruktur bewahren und darf sich nicht durch dynamische Rechtsübernahmen der EU ausliefern. Das vorliegende Abkommen gefährdet die Grundpfeiler unseres öffentlichen Verkehrs.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit verbundene institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen stellen eine fundamentale Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der Unterstellung unter EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der Kosten ohne Mitspracherecht trägt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig primär in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, die undemokratisch legitimierte Regelungen umsetzen muss.

Besonders kritisch ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das zentrale Einnahmen für Bergkantone generiert, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone empfindlich treffen und ihre Fähigkeit zur Unterstützung lokaler Energieprojekte schwächen. Gleichzeitig werden föderale Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der ihnen zugestandene Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt. Dies ist ein höchst riskantes Experiment. Die Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Kosten für Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln und eine massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW für die Abnahme- und Vergütungspflicht. Dies benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die uns die Hoheit über kritische Infrastruktur entziehen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzgesellschaft ohne Not unnötigen und oft unpassenden EU-Regeln. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt keine Verbesserung der hiesigen Verhältnisse dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und

Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt erhebliche Risiken für unsere etablierten, oft höheren Produktionsstandards und bedroht die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Markenzeichens, gerät hierbei massiv unter Druck. Die erzwungene Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das begehrte Label 'Made in Switzerland' droht seine Bedeutung zu verlieren, wenn Schweizer Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie jene aus der EU. Dies schwächt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders beunruhigend ist die drohende 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses aus unserer Sicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in zukunftsweisenden Fragen blockiert.

Die Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu direkten Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Unabhängigkeit.

Zudem droht unseren Produzenten eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten fortan komplexe und für ihre spezifische Situation oft unpassende EU-Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet lokale Traditionen und die wirtschaftliche Existenz zahlloser Kleinbetriebe.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein alarmierendes Beispiel für den Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung müssten zugunsten von EU-Standards aufgegeben werden. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und widerspricht dem nationalen Konsens. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein ethischer und rechtlicher Rückschritt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich massiv aushöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen schwächt.

Insgesamt stellt die geplante Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, manifestiert in der Totalrevision des LMG und flankierenden Gesetzen, einen direkten Angriff auf unsere nationalen Standards, unsere Souveränität und die Vielfalt unserer Landwirtschaft dar. Die damit verbundene Bürokratie und der Qualitätsverlust sind für die Schweiz nicht tragbar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zu den Abkommen mit der Europäischen Union, insbesondere im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung, gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und muss entschieden kritisch hinterfragt werden. Es ist offensichtlich, dass die vorgeschlagenen Anpassungen nicht im Interesse der Schweiz und ihrer Bürger liegen, sondern vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unkontrollierte Mehrbelastung unserer Sozialsysteme und unseres Wirtschaftsstandortes darstellen.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie zur Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die frontal gegen den verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV verstösst. Der Wille des Schweizer Volkes, die Zuwanderung selbst zu kontrollieren, wird damit systematisch unterlaufen. Die Einführung eines neuen

„Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer unantastbaren „Niederlassung C PLUS“, schafft praktisch unentziehbare Aufenthaltsrechte, selbst bei krimineller Veranlagung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug. Dies gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv, deren Kosten letztlich die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen.

Der Familiennachzug wird in einer für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten. Die sogenannte „Schutzklausel“ ist eine reine Illusion, deren Anwendungshürden so hoch sind, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Droht die EU mit Sanktionen, handelt es sich nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme künftiger EU-Verschärfungen im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Volkes. Unsere direkte Demokratie wird unannehmbar ausgehöhlt. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehenen massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein schmerzhaftes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Das Bundesgesetz über die Übermittlung von Daten im Rahmen des Binnenmarkt-Informationssystems der EU (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter EU-Systeme und ersetzt nationale Qualitätsprüfungen durch automatisierte Anerkennungen, was unsere Qualitätsstandards senkt. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke, eine bewusste Missachtung von Art. 121a BV. Die Wiedereingliederungsstrategie im AVG (Art. 24a) ist eine kosmetische Massnahme. Die Einführung hoher Studiengebühren ist ein verzweifelter Versuch, Kosten abzufedern. Der neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG (Art. 48 Abs. 2 Bst. c, Art. 61a) beweisen die enormen versteckten Kosten für den Schweizer Steuerzahler.

Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was unsere sozialpolitische Souveränität aushöhlt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein Eingriff in Eigentumsrechte. Die Anpassung im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) spiegelt die tiefe Anpassung unserer Rechtsordnung an das EU-Recht wider. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt bewährte nationale Prüfmechanismen durch automatisierte EU-Prozesse, was die Qualitätssicherung und Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet und die nationale Kontrollhoheit untergräbt. Diese Abkommen stellen eine kapitale Schwächung unserer Souveränität dar und dürfen nicht ohne Weiteres ratifiziert werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Prinzipien unseres Rechtssystems auf. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem, wie sie in den Verhandlungsoptionen angedeutet wird, widerspricht fundamentalen verfassungsrechtlichen Grundsätzen.

Das Schweizerische Recht ist durch das Prinzip der Volkssouveränität geprägt, wie es in Artikel 1 der

Bundesverfassung verankert ist. Die direkte oder indirekte Übernahme von EU-Recht würde dieses Prinzip aushöhlen, da die legislative Gewalt des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter durch nicht von uns beeinflusste und nicht demokratisch legitimierte EU-Institutionen eingeschränkt würde. Die Gerichtsbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde zwangsläufig eine dominante Rolle spielen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Gerichte und die Geltung unseres eigenen Rechtssystems garantiert. Die Vorstellung, dass ein ausländisches Gericht über die Anwendung von Schweizer Recht entscheiden könnte, ist inakzeptabel.

Darüber hinaus birgt die vorgesehene Übernahme von Drittstaatenabkommen der EU erhebliche Risiken. Die Bundesverfassung, insbesondere die Artikel zur Aussenpolitik und zur Verhandlung von Verträgen, fordert eine sorgfältige Prüfung und Sicherstellung, dass solche Abkommen den Interessen der Schweiz dienen. Die pauschale Übernahme von EU-Abkommen könnte dazu führen, dass die Schweiz an Verpflichtungen gebunden wird, die nicht im Einklang mit unseren nationalen Interessen oder unseren spezifischen rechtlichen und politischen Gegebenheiten stehen. Dies untergräbt die Fähigkeit des Bundesrates und des Parlaments, eigenständige und souveräne aussenpolitische Entscheidungen zu treffen.

Die versprochene «Stabilisierung der Beziehungen» darf nicht zum Verlust unserer Unabhängigkeit führen. Die derzeitigen Verhandlungsansätze scheinen die negativen Konsequenzen für die Schweizer Rechtsordnung und die Souveränität unseres Landes zu unterschätzen. Es ist unerlässlich, dass jeder Schritt zur Stärkung der bilateralen Beziehungen sicherstellt, dass die Schweiz weiterhin die Kontrolle über ihr eigenes Recht und ihre eigenen Entscheidungen behält, und nicht in eine Abhängigkeit gerät, die unsere verfassungsmässigen Grundsätze kompromittiert. Die Stabilität darf nicht auf Kosten unserer Souveränität erkauft werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse im Einklang mit den Interessen der Schweiz stehen und ob sie die Souveränität sowie die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes ausreichend wahren.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, birgt Risiken. Gemäss Artikel 123 der Bundesverfassung ist die Schweiz in ihren rechtssetzenden Befugnissen autonom. Eine automatische oder faktische Übernahme von EU-Recht ohne eigene Prüfung und Anpassung an schweizerische Verhältnisse würde dieses Prinzip aushöhlen. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz gezwungen wäre, Rechtsnormen zu akzeptieren, die ihren spezifischen Bedürfnissen und Traditionen nicht entsprechen.

Die im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens vorzulegenden Ergebnisse müssen daher detailliert analysiert werden, um sicherzustellen, dass keine unzulässigen Eingriffe in die Gesetzgebungskompetenz des Bundes und der Kantone erfolgen. Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung verlangt, dass die Bundesversammlung Gesetzesentwürfe prüft, die für die Schweiz von Bedeutung sind. Eine pauschale Zustimmung zu EU-Recht könnte diese Kontrollfunktion unterlaufen.

Des Weiteren muss die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch beleuchtet werden. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in einigen Bereichen denkbar wäre, stellt eine potenzielle Einschränkung der Souveränität der schweizerischen Gerichte dar. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und die Verwaltung massgebend sind. Eine übermässige Bindung an das Recht eines Drittstaates, selbst wenn es auf Abkommen beruht, muss jedoch sorgfältig auf ihre Auswirkungen auf die eigenständige Rechtsanwendung geprüft

werden.

Die Begründungspflicht für abweichende Positionen, die sich aus der Übernahme von EU-Recht ergeben könnten, muss gewährleistet sein. Die Transparenz und die nachvollziehbare Berücksichtigung der nationalen Interessen sind essenziell. Ohne eine solche transparente Darstellung und fundierte Begründung besteht die Gefahr, dass die Schweiz Entscheidungen trifft, deren Konsequenzen für die eigene Rechtsordnung nicht vollständig überblickt werden.

Es ist daher geboten, die Verhandlungsergebnisse mit äusserster Skepsis zu betrachten und eine eingehende Prüfung der potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die Gesetzgebungskompetenzen vorzunehmen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und wirft grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und der verfassungsrechtlichen Integrität der Schweiz auf. Die Annahme eines solchen Pakets stellt eine schleichende Aushöhlung unserer demokratischen Errungenschaften dar und birgt die Gefahr einer Unterwerfung unter europäische Rechtsnormen, ohne dass die Schweiz dabei noch über wirksame Kontrollmechanismen verfügt.

Insbesondere die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht vorgesehen ist, ist problematisch. Gemäss Artikel 16 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (FZA) wird das EU-Recht in unser Rechtssystem übernommen. Diese Bestimmung, die eigentlich dem liberalen Gedanken der Personenfreizügigkeit dienen sollte, wird hier zu einem Instrument, das faktisch die legislative Autonomie der Schweiz beschneidet. Die kontinuierliche Fortentwicklung des EU-Rechts bedeutet, dass die Schweiz einem stetigen Fluss an neuen Vorschriften ausgesetzt wäre, deren Übernahme eine kaum noch zu bewältigende Herausforderung darstellt und die Möglichkeit einer kritischen Prüfung stark einschränkt. Es besteht die Gefahr, dass wir EU-Recht übernehmen, das unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten nicht mehr entspricht.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in diesem Paket äusserst bedenklich. Die Zustimmung zur Zuständigkeit des EuGH, auch wenn sie in gewissem Rahmen erfolgen mag, stellt eine direkte Verletzung des Prinzips der nationalen Souveränität dar. Gemäss Artikel 5 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind die Gerichte zur Auslegung und Anwendung des Rechts berufen. Wenn jedoch ein ausländisches Gericht, wie der EuGH, die verbindliche Auslegung von Rechtsnormen für die Schweiz vornimmt, die auch auf unser Rechtssystem Einfluss haben, so wird die Unabhängigkeit unserer Gerichte untergraben. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung, die eine nationale Jurisdiktion vorsieht.

Die vorgelegten Vereinbarungen scheinen die Schweiz in eine Abhängigkeit zu drängen, in der sie zwar die Vorteile einer engeren Zusammenarbeit mit der EU geniessen könnte, aber gleichzeitig ihre Fähigkeit verliert, eigenständige Entscheidungen zu treffen und ihre Interessen national zu vertreten. Die Nichteinhaltung des EU-Rechts durch die Schweiz könnte gemäss den vorgeschlagenen Regelungen zu automatischen Sanktionen führen, was ein Machtgefälle zementiert und die Verhandlungsposition der Schweiz massiv schwächt. Es besteht die ernste Gefahr, dass die Schweiz zu einer Art Rechtskolonie der EU wird, ohne die Möglichkeit, Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, die sie einzuhalten hat. Die Annahme eines solchen Paktes wäre ein fataler Schritt für die schweizerische Unabhängigkeit.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bass (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Bass · 0794293138 · m.bass@hispeed.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen bergen das Risiko einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und stehen im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen vorsieht, stellt eine signifikante Herausforderung dar. Gemäss Artikel 140 der Bundesverfassung ist die Schweiz verpflichtet, ihre Rechtsordnung eigenständig zu gestalten. Die vorgesehene Regelung untergräbt dieses Prinzip, indem sie die Schweizer Gesetzgebung de facto durch externe Akte von Brüssel bestimmen lässt. Dies widerspricht dem Geist der bundesstaatlichen Autonomie und der direkten Demokratie.

Die vorgeschlagene institutionelle Anbindung wirft ebenfalls erhebliche Fragen auf. Die Einrichtung eines Streitbeilegungsmechanismus, der letztlich dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) die Auslegung des Abkommens überlässt, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte massiv beeinträchtigen. Dies steht im Konflikt mit dem Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Gerichte wären gezwungen, Urteile des EuGH zu übernehmen, selbst wenn diese den schweizerischen Rechtsgrundsätzen widersprechen.

Zudem ist zu befürchten, dass die wirtschaftlichen Vorteile der vorgeschlagenen Vereinbarungen die erheblichen rechtlichen und politischen Nachteile nicht aufwiegen. Die Kosten der Anpassung an EU-Standards und die potenziellen negativen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt sowie auf KMUs sind nicht ausreichend dargelegt. Die Schweiz würde sich in eine Position manövrieren, in der sie die Regeln der EU anerkennen muss, ohne die Möglichkeit hat, diese mitzugestalten, was einem Souveränitätsverzicht gleichkommt. Die avisierte Weiterentwicklung des schweizerischen Rechts im Sinne der EU birgt die Gefahr, dass wir uns in einem ständigen Anpassungsprozess befinden, ohne klare strategische Vorteile für unser Land zu erzielen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Wenngleich die Notwendigkeit einer geordneten Zusammenarbeit

unbestritten ist, darf dies nicht zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankerten Grundprinzipien führen.

Insbesondere die Gefahr, dass sich die Schweiz faktisch dem Unionsrecht unterwerfen müsste, ohne dabei Mitspracherechte zu geniessen, ist alarmierend. Artikel 164 Absatz 2 BV, der die Wahrung der rechtsgleichen Behandlung und der Verfassungsmässigkeit von Bundesgesetzen verlangt, könnte durch ein Abkommen unterlaufen werden, das uns zwingt, EU-Recht zu übernehmen, das unseren eigenen Rechtsgrundsätzen widerspricht. Die Übernahme von EU-Recht ohne echten Einfluss auf dessen Entstehungsprozess, wie dies in vielen bestehenden bilateralen Verträgen der Fall ist, widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation und der nationalen Selbstbestimmung.

Zudem ist zu befürchten, dass eine engere Anbindung an die EU zu einer Abhängigkeit führt, die unserer wirtschaftlichen und politischen Handlungsfreiheit schadet. Die Europäische Union verfolgt mit ihrer Politik der stetigen Weiterentwicklung und des immer engeren Zusammenschlusses eine Agenda, die nicht notwendigerweise mit den Interessen der Schweiz übereinstimmt. Artikel 2 BV garantiert die Wahrung der Interessen der Schweiz. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht könnte diesen Interessen zuwiderlaufen, insbesondere wenn es um die Regulierung von Märkten, die Steuerpolitik oder die Grenzsicherung geht.

Die vorgesehene institutionelle Verankerung, die eine ständige Überwachung und Anwendung des EU-Rechts durch Schweizer Gerichte und Behörden vorsieht, erscheint äusserst bedenklich. Artikel 190 BV, der die Bindung der Gerichte an das Recht statuiert, darf nicht dazu missbraucht werden, eine de facto-Vorrangstellung des EU-Rechts zu etablieren, ohne dass eine demokratische Kontrolle auf nationaler Ebene gewährleistet ist. Die Wahrung der nationalen Rechtsordnung und die Souveränität des schweizerischen Parlaments, seine Gesetze zu erlassen und zu ändern, dürfen nicht kompromittiert werden. Die Unklarheit über die genauen Mechanismen der Streitbeilegung und die damit verbundene Gefahr, dass der Europäische Gerichtshof de facto über die Auslegung des schweizerischen Rechts entscheiden könnte, ist ein fundamentaler Kritikpunkt.

Wir müssen sicherstellen, dass jede Form der Stabilisierung unserer Beziehungen zur EU unsere Souveränität schützt und die in unserer Verfassung festgeschriebenen Prinzipien respektiert. Eine blinde Übernahme von EU-Standards oder eine faktische Unterwerfung unter das EU-Recht ist keine Option und würde die Errungenschaften unserer Unabhängigkeit und Selbstbestimmung aufs Spiel setzen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen schwerwiegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung ist unerlässlich, um die langfristigen Konsequenzen für unsere nationale Gesetzgebung und die demokratische Legitimation unserer Institutionen abzuschätzen.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und dem Recht des Volkes, über die Gesetzgebung mitzubestimmen. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung des schweizerischen Rechts und der Verlust der Entscheidungsgewalt über zentrale Lebensbereiche ist evident. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, der die Vertragsfreiheit und die Autonomie der Rechtsordnung festschreibt, könnte durch automatische Übernahme von EU-Recht untergraben werden, wenn diese Übernahme ohne explizite Zustimmung des eidgenössischen Parlaments oder gar des Volkes erfolgt.

Zudem ist fraglich, inwieweit die vorgesehene Gerichtsbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) mit der Schweizerischen Bundesverfassung vereinbar ist. Die ausschliessliche Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, würde die

Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte, einschliesslich des Bundesgerichts, bedrohen. Gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung ist das Bundesgericht die oberste Gerichtsinstanz der Schweiz. Eine nachträgliche Instanz, die nicht der Schweizerischen Rechtsordnung untersteht, kann nicht als gleichwertig betrachtet werden und würde die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen massiv beeinträchtigen. Die dogmatische Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit eigener richterlicher Auslegung und Anwendung im Lichte der schweizerischen Verfassung, birgt erhebliche Risiken.

Die unklare Abgrenzung von Zuständigkeiten und die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung der zukünftigen Beziehungen lassen Raum für Interpretationen, die stets zum Nachteil der Schweiz ausfallen könnten. Die langfristige finanzielle Belastung und die Verpflichtung zu einem ständigen Anpassungsdruck an EU-Normen sind ebenfalls erhebliche Bedenken, die nicht ausreichend berücksichtigt werden. Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit wahren und darf sich nicht in eine Abhängigkeit begeben, die ihre Handlungsfähigkeit einschränkt. Es bedarf einer klaren Priorisierung der nationalen Interessen und der rechtsstaatlichen Prinzipien, die das Fundament unseres Erfolgs bilden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Verfassung und den grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie auf. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen Auswirkungen dieser Regelungen auf die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz kritisch zu prüfen, bevor voreilige Schritte unternommen werden.

Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Rechtspaketen ohne vorgängige parlamentarische und demokratische Legitimation stellt eine gravierende Aushöhlung der bundesrätlichen und parlamentarischen Kompetenzen dar, wie sie in Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Dieser Artikel sieht vor, dass die Bundesversammlung das Recht hat, Gesetzgebungskompetenzen nur unter strengen Voraussetzungen zu übertragen. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht ohne eine solche explizite und auf den Einzelfall bezogene Übertragung würde dieses Verfassungsprinzip fundamental verletzen.

Des Weiteren ist die Gefahr einer schleichenden Erosion der verfassungsrechtlich garantierten Grundrechte, insbesondere des Rechts auf politische Mitbestimmung und der Meinungsäusserungsfreiheit, nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die teils einen anderen Rechtsrahmen und andere Wertvorstellungen widerspiegeln, könnte unvorhergesehene und unerwünschte Konsequenzen für die individuelle Freiheit und die kollektive Selbstbestimmung der Schweizer Bevölkerung haben. Artikel 36 BV, der die Einschränkung von Grundrechten regelt, verlangt eine Verhältnismässigkeit und eine klare gesetzliche Grundlage, die bei einer automatischen Rechtsübernahme fraglich ist.

Es muss zudem hinterfragt werden, inwieweit die vorgeschlagenen Mechanismen eine transparente und nachvollziehbare Gesetzgebung gewährleisten. Die Komplexität und die oft engen Fristen, die mit der Übernahme von EU-Recht einhergehen, erschweren eine fundierte öffentliche Debatte und eine effektive parlamentarische Kontrolle. Die Gefahr, dass wichtige Entscheide im Hintergrund getroffen werden, ohne dass die betroffenen Bürgerinnen und Bürger angemessen informiert und beteiligt werden, ist real und widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in der Schweiz seit langem gelebt wird. Die Rechtsstaatlichkeit, ein weiteres zentrales Element unserer Verfassung, wird dann in Frage gestellt, wenn die Gesetzgebung nicht mehr primär dem Willen des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter entspringt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge zu einer potenziellen Untergrabung der Schweizer Verfassung, der Souveränität und der direkten Demokratie führen könnten. Eine eingehende und kritische Prüfung aller Implikationen, unter besonderer Berücksichtigung der verfassungsrechtlichen Bestimmungen und der rechtsstaatlichen Prinzipien, ist

unerlässlich, bevor jegliche weiteren Schritte in diese Richtung unternommen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegten Vorschläge zur Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an die EU-Normen unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellen eine beispiellose Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die sogenannte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist kein Schritt hin zu verbesserter Sicherheit, sondern ein direkter Angriff auf die hohen Produktionsstandards, die bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich entwertet. Das Label "Made in Switzerland" verliert seinen Glanz, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien gefertigt werden müssen wie in der EU.

Darüber hinaus birgt die anvisierte Regelung eine gefährliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritt und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität und macht unsere Produzenten zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht insbesondere kleinen und mittleren Betrieben wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzgern. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften werden lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören.

Besonders besorgniserregend ist die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein klarer Rückschritt und ein Verlust der Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich. Auch die angepassten Regelungen im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) unterstellen die Schweiz einem fremden Diktat und berauben uns der Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Umwelt und Landwirtschaft zu reagieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die parlamentarische Kontrolle umgeht. Diese umfassende Übernahme des EU-Rechts ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Wirtschaft und unsere demokratische Handlungsfähigkeit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation getroffen werden, soll einem rigiden EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der föderalistischen Autonomie, welche in der Bundesverfassung verankert sind.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und Art. 3 BHÜG resultiert in der Entstehung einer sogenannten "Superbehörde", die primär als verlängerter Arm der EU agieren wird. Diese Instanz wird weitreichende Befugnisse erhalten, die nicht mehr ausschliesslich Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit EU-Recht Rechnung tragen müssen. Die demokratische Kontrolle über eine solche, potenziell weisungsabhängige Behörde

ist unzureichend und birgt erhebliche Risiken für die nationale Steuerungshoheit.

Die Kantone werden durch diese Massnahmen erheblich in ihrer Handlungsfreiheit eingeschränkt. Ihre Kompetenz zur eigenständigen Wirtschaftsförderung wird de facto eliminiert. Die Einführung eines neuen Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse gemäss dem angepassten Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können künftig mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht angefochten und gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Fähigkeit, den Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur zu gewährleisten.

Die Änderungen im Bundesverwaltungsgesetz (VGG, neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementieren diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen weiter. Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für eine verminderte Transparenz und einen geschwächten Konsumentenschutz. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Massnahmen eine inakzeptable Aufweichung unserer Rechtsordnung und eine Preisgabe unserer Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Der vorliegende Entwurf zur Stellungnahme betreffend den finanziellen Beitrag an die Europäische Union lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle unseres Landes aufkommen. Die vorgeschlagene Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht ist nicht nur aus fiskalischer Sicht höchst problematisch, sondern stellt einen fundamentalen Eingriff in die Budgethoheit des Schweizer Volkes dar. Artikel 1 des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese faktische Zwangsabgabe und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern.

Die anfangs genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus als ein kalkulierter Lockvogel. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird, denen die Schweiz dann nicht mehr entgegenzutreten vermag. Dies bedeutet, dass die Schweiz zur Nettozahlerin degradiert wird, ohne die Möglichkeit, Einfluss auf die Verwendung dieser Gelder zu nehmen oder eine Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang zu erwirken. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, deren Nutzen fraglich ist und deren Kosten die Souveränität unangemessen schmälern.

Die Integration des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie signalisiert die Absicht, diese Zahlungen als dauerhaften und gesetzlich verankerten Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments weiter aus, indem ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen wird, der einzig dem Vollzug einer von der EU diktierten Verpflichtung dient.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Der gute Ruf der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU eine gesetzliche Legitimation zu verschaffen, die sie in ihrer aktuellen Form nicht verdienen. Dies erweckt den Anschein einer positiven Umdeutung, während die Realität die Aushebelung demokratischer Kontrolle und die finanzielle Belastung unseres Landes darstellt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor der Europäischen Union dar und missachten fundamental die verfassungsrechtlichen Vorgaben sowie den Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie ihn Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) festschreibt. Die scheinbare Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie mündet in einer faktischen Entgrenzung der Zuwanderung, die unsere sozialen Sicherungssysteme und unsere innere Sicherheit massiv gefährdet.

Die Einführung eines neuartigen "Daueraufenthaltsrechts", einer sogenannten "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf statt zehn Jahren ist ein alarmierendes Signal. Dieser praktisch unentziehbare Status, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die Grundsätze der inneren Sicherheit und der fiskalischen Solidarität. Die damit einhergehende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind, wird die Kostenlast für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden explodieren lassen. Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" im Abkommen entpuppt sich als reine Täuschung. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen im Falle ihrer Anwendung verwandelt sie in eine Erpressungsklausel, die jede wirksame nationale Steuerung unterbindet.

Die automatische Rechtsübernahme neuer EU-Bestimmungen im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Souveräns. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden uns über Nacht aufgezwungen, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder ihre Vertreter noch Mitspracherecht hätten. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, da sie sich auf politische Ermessensentscheidungen stützt und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und nationale Qualitätsstandards für die EU-Kompatibilität, wie die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Berufegesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) zeigt.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese Anpassungen, die tief in unsere Rechtsordnung eingreifen, bis hin ins Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), zeigen, wie die Schweiz unter dem Druck Brüssels ihre Fähigkeit verliert, ihre Gesetze eigenständig und im Interesse ihrer Bürger zu gestalten. Dieses Paket gefährdet unsere Souveränität und belastet unsere Finanzen und sozialen Systeme in unannehmbarer Weise.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Verpflichtung zur Einhaltung von ACER- und ENTSO-E-Regelungen, macht die Schweiz zu einem abhängigen Akteur ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Autonomie darstellt.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Regulierungen aus Brüssel untergräbt das Prinzip einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen Szenario die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in den neuen Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgung, welche der freie Markt nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist ein inakzeptables Risiko auf Kosten der schweizerischen Bevölkerung.

Das neue StromVG, insbesondere die Art. 8b ff. zur Energiereserve, und die Änderungen im EnG, wie Art. 15 neu zur Vergütungsregelung, zeigen deutlich, dass die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung geschwächt wird. Die massive Absenkung der Leistungsgrenze in Art. 15 EnG von 3 MW auf 200 kW benachteiligt kleine und mittlere Produzenten erheblich und widerspricht der Energiestrategie, die gerade auf dezentrale und bürgernahe Produktion abzielt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht uns abhängiger von ausländischen Strommärkten.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und dem Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE, die eine Anpassung an Schweizer Verhältnisse ermöglicht hätte, ist ein weiterer Schritt in Richtung Unterwerfung unter das EU-Regime. Diese Massnahmen gefährden die Stabilität und Zuverlässigkeit unserer Stromversorgung.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zur Teilrevision des Landverkehrsabkommens mit der EU wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr auf. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellen eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) sowie anderer konzessionierter Transportunternehmen dar. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung rein inner-schweizerischer Strecken droht eine systematische "Rosinenpickerei", bei der gewinnbringende Hauptachsen von ausländischen Unternehmen dominiert werden, während die SBB mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet bleiben. Dies

untergräbt die tragenden Säulen unseres flächendeckenden öffentlichen Verkehrs.

Ferner gibt die Anwendung des EU-Beihilferechts Anlass zu tiefer Besorgnis. Bewährte und für die Aufrechterhaltung unseres hohen Standards notwendige Subventionen im Güterverkehr, für den Regionalverkehr oder die Beschaffung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte unmittelbare negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die Schweizer Bevölkerung. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese Risiken nicht zu entschärfen. Sie ist rechtlich unverbindlich und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz in ihrer Souveränität einschränken würden.

Die Schrittweise Aufgabe der nationalen Steuerungskompetenz ist offensichtlich. Die obligatorische Übernahme neuer EU-Regulierungen, wie sie beispielsweise für das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) vorgesehen sind, würde die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagern. Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-Vorgaben beachtet werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Einführung der Kabotage ist ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public, der die Vergabe von Leistungen nach rein marktwirtschaftlichen Gesichtspunkten begünstigt und damit die Verpflichtung zur umfassenden Grundversorgung gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung fraglich und bedienen primär fremde Interessen, nicht die der Schweizer Arbeitnehmenden. Es ist evident, dass die angepriesenen Schutzmechanismen nur kosmetischer Natur sind und den massiven Lohndruck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise kompensieren können. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, ist eine absehbare und beunruhigende Konsequenz. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst.

Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies ist ein Geschenk für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Der vorgesehene spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide, die ohne

umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Vorgehen untergräbt unsere eigene Rechtsordnung und ist inakzeptabel.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bettina Mura (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Bettina Mura · 0615996026 · bfmura@eblcom.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werden in ihrer Gesamtheit kritisch beurteilt. Es ist nicht ersichtlich, wie die vorgeschlagenen Anpassungen mit den Zielen des Schweizerischen Obligationenrechts, insbesondere im Hinblick auf den Schutz der Vertragsparteien und die Rechtssicherheit, vereinbar sind. Die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz und die Fähigkeit, eigene Gesetze autonom zu gestalten, dürfen nicht unterschätzt werden. Eine Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Berücksichtigung schweizerischer Besonderheiten birgt das Risiko einer schleichenden Entmachtung und einer Unterwanderung unseres Rechtsverständnisses. Die Langzeitfolgen für die wirtschaftliche Stabilität und die Wettbewerbsfähigkeit der heimischen Unternehmen sind ebenfalls fraglich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und die Rechtsetzungskompetenz des Parlaments. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht des schweizerischen Volkes oder des Parlaments, wie sie in den aktuellen Verhandlungen angedeutet wird, widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres demokratischen Systems. Insbesondere die Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) und Artikel 164 der Bundesverfassung (BV, SR 101) welche die Zuständigkeit des Parlaments und die verbindliche Natur der Bundesverfassung festschreiben, werden tangiert. Die automatische Übernahme von EU-Recht im Rahmen von Abkommen, wie sie die EU anstrebt, würde die Fähigkeit der Schweiz untergraben, eigene Gesetze zu erlassen und an die spezifischen Bedürfnisse unserer Bevölkerung anzupassen. Dies könnte zu einem Verlust der Rechtssetzungshoheit führen, der nicht hinnehmbar ist.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist keineswegs gesichert, dass die vorgeschlagene Umsetzung im Einklang mit den grundlegenden Garantien unserer Verfassung steht, insbesondere mit den Artikeln 5, 5a und 9 BV, welche die bundesstaatliche Ordnung, die Natur

und den Schutz der natürlichen Lebensgrundlagen sowie die Eigentumsgarantie schützen. Die Übernahme von EU-Recht, ohne ausreichende Prüfung seiner Vereinbarkeit mit schweizerischen Rechtsnormen und ohne klare Mechanismen zur Wahrung unserer nationalen Interessen, birgt die Gefahr einer schleichenden Entfremdung von unserer Rechtsordnung. Insbesondere die automatische Übernahme von Rechtsakten gemäss Art. 4 Abs. 1 des Entwurfs bedarf einer kritischen Überprüfung auf seine verfassungsrechtliche Konformität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung sind auf fundamentaler Ebene abzulehnen, da sie die schweizerische Souveränität und die Interessen unserer Bevölkerung massiv untergraben. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht klar dem Volkswillen und dem Verfassungsauftrag gemäss Artikel 121a BV zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Schaffung eines de facto unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, wie es Artikel 41c des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorsieht, stellt eine erhebliche Gefährdung der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke dar.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen erheblich gefördert, was die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden zusätzlich belastet. Der ausufernde Familiennachzug, der über Partner und Kinder hinaus auch Eltern und Grosseltern einschliesst, ist beispiellos und dürfte zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten führen. Die angepriesene "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG entpuppt sich als reine Augenwischerei; ihre hohen Hürden verhindern eine wirksame Anwendung und die Androhung von EU-Strafmassnahmen macht sie zu einer Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer direkten Demokratie, da das Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Anerkennung von Berufsqualifikationen (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte Verfahren, was unsere Qualitätsstandards und die Regulierung des Arbeitsmarktes schwächt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Abs. 2bis) ist ein schmerzhaftes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln und schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben ein, was die Souveränität und Eigentumsrechte der Versicherten beeinträchtigt. Insgesamt stellen diese Massnahmen eine unannehmbare Kapitulation vor der EU dar und gefährden die wirtschaftliche und soziale Stabilität der Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung freiwilliger parlamentarischer Beiträge zur Kohäsion in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Mit der Schaffung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird eine völkerrechtliche Verpflichtung geschaffen, die dem Parlament die budgetäre Hoheit entzieht und die Schweiz zur unfreiwilligen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Die im KoBG, insbesondere in Artikel 1, verankerte permanente Rechtsanspruchsetzung für Kohäsionszahlungen, entmündigt den Gesetzgeber und macht die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen unmöglich. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, konkret Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, zementiert diese unheilvolle Entwicklung und legitimiert die fortlaufenden Zahlungen an die EU als feste Grösse der Bundesgesetzgebung. Die scheinheilige Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG dient lediglich als Ablenkungsmanöver, um diese zudringlichen und souveränitätsverletzenden Verpflichtungen zu verschleiern.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine gravierende Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater EBG ermöglicht ausländischen Anbietern die bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass profitorientierte ausländische Unternehmen sich auf lukrative Routen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Bahnen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres öffentlichen Verkehrs. Zudem schränkt die Pflicht, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), die nationale und kantonale Souveränität über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und gefährdet die Schweiz vor suboptimalen und teureren Lösungen. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, was die Souveränität weiter aushöhlt.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere im Hinblick auf die vollständige Strommarktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), stellen eine existentielle Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verkommt die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber die Kosten mittragen muss. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, bedarfsgerechten Energieregulierung bedeutet. Die EU-Beihilfenregeln gefährden zudem die Wasserkraft durch die potenzielle Einstufung unseres bewährten Systems der Wasserzinsen als unzulässige staatliche Beihilfe. Föderale Strukturen und lokale Energieversorgung werden geschwächt, und die nationale Versorgungssicherheit wird dem volatilen freien Markt geopfert, dessen Kosten letztlich auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) benachteiligen dezentrale Produzenten und schaffen Investitionsunsicherheit, während die Streichung von Ausnahmen für nationale Netzgesellschaften die Souveränität weiter untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind als unzureichend und als reine Kosmetik zu betrachten. Sie bieten keinerlei wirksamen Schutz gegen den massiven Abwärtsdruck auf die Schweizer Löhne, der durch eine ungebremste Zuwanderung entsteht. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die mittleren und unteren Einkommensklassen. Unser bewährtes und effektives Lohnschutzsystem wird aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, was zu einer bürokratischeren und weniger wirksamen Regulierung führt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden geschwächt, was die Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen erschwert. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Änderungen in Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen primär der EU-Konformität und nicht der Stärkung des Schweizer Arbeitnehmerschutzes. Ebenso ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ein direkter Eingriff in die Vertragsfreiheit und schafft eine privilegierte Klasse, die insbesondere KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Souveränitätsabtretung dar, die unsere Rechtsordnung untergräbt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und föderalistische Ordnung dar. Die Abschaffung der bewährten, demokratisch legitimierten Praxis, wonach Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, und deren Unterwerfung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime widerspricht unseren Grundprinzipien.

Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide von einer zentralen Beihilfekammer, de facto einem «verlängerten Arm der EU», gekippt werden können. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft eine undurchsichtige Machtzentrale, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen führen zu einer massiven Einschränkung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit und gefährden kritische Sektoren und den Service public.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verpackt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine gefährliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Standards dar. Dieses Vorhaben gefährdet nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards und die Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe, sondern höhlt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten aus. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird durch die Angleichung an tiefere EU-Standards unwiederbringlich geschädigt. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeuten einen inakzeptablen Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Vorschriften bei Transport und Schlachtung werden zugunsten von EU-Massenstandards aufgegeben. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust und ein ethisch fragwürdiger Schritt, der die Bekämpfung von Tierseuchen durch die Unterwerfung unter ein starres EU-System gefährdet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, mit einer beispiellosen Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Betriebe werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Ebenso wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Diese massive Integration gefährdet unsere Souveränität und unsere nationalen Interessen in fundamentaler Weise.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Vereinbarungen mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebung. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft, welche durch eine institutionelle Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), wie sie durch die vorgeschlagenen Abkommen impliziert wird, massiv gefährdet ist. Ebenso stellt die automatische Übernahme neuer

EU-Richtlinien, die potenziell das Verbot der Personenfreizügigkeit, wie in Artikel 11 der Bundesverfassung verankert, konterkarieren könnte, eine nicht tragbare Belastung dar. Die mangelnde Flexibilität und die Abhängigkeit von externen Entscheidungsfindungen widersprechen dem Geist unserer direkten Demokratie und der Kompetenzordnung gemäss Artikel 3 BV.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Pascal Eberle (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Pascal Eberle · 0797084840 · pascal.eberle@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die jüngsten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und fordern eine kritische Auseinandersetzung im Rahmen dieser Vernehmlassung. Die vorgeschlagenen Abkommen bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz und scheinen den nationalen Interessen nicht in ausreichendem Masse Rechnung zu tragen.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne eine wirksame Mitsprache der Schweiz verstösst gegen fundamentale Prinzipien der demokratischen Legitimation und der nationalen Selbstbestimmung. Artikel 6 der Bundesverfassung garantiert die Hoheit der Kantone und die Stimmberechtigung des Volkes. Eine schleichende Übernahme von EU-Regulierungen, die weder vom Parlament noch vom Volk direkt beeinflusst werden können, untergräbt diese verfassungsmässigen Garantien. Das heutige Verhandlungsergebnis scheint diesem Grundsatz nicht gerecht zu werden.

Des Weiteren ist die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Rechtsentwicklung in der Schweiz und die Auslegung unserer eigenen Gesetze durch Schweizer Gerichte würden de facto durch eine externe Instanz bestimmt, was dem Rechtsstaatsprinzip widerspricht, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, wonach sich Staat und Behörden an Recht und Gesetz halten müssen. Die Unabhängigkeit unserer Justiz und die Möglichkeit, unsere eigenen Rechtsnormen im Lichte unserer spezifischen Verhältnisse auszulegen, würden dadurch massiv eingeschränkt.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen, insbesondere für kleinere und mittlere Unternehmen, sind ebenfalls kaum abschätzbar. Eine Anpassung an die oft komplexen und kostenintensiven EU-Vorgaben könnte zu einer erheblichen Wettbewerbsverschlechterung führen und Arbeitsplätze gefährden. Die im Schweizer Obligationenrecht (OR) verankerten Grundsätze des fairen Wettbewerbs und des Schutzes der Schweizer Wirtschaft könnten durch diese ungleichen Wettbewerbsbedingungen unter Druck geraten.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und nur solchen Abkommen zustimmt, die eine klare Über- oder Unterordnung der Schweizer Rechtsordnung verhindern. Die gegenwärtigen Vorschläge scheinen eher auf eine faktische Unterordnung abzuzielen, was nicht im nationalen Interesse liegt. Eine sorgfältige Prüfung der langfristigen Folgen und die Wahrung unserer verfassungsmässigen Prinzipien müssen oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine isolierte Betrachtung der einzelnen Abkommen greift zu kurz; vielmehr muss die Gesamtheit der vereinbarten Regelungen im Lichte der Schweizer Souveränität und der Interessen unserer Nation bewertet werden.

Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die vorgeschlagenen Anpassungen die Unabhängigkeit der Schweiz wahren können. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne eine angemessene Mitsprachemöglichkeit der Schweiz stellt eine Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Die Schweizer Bevölkerung hat wiederholt den Willen geäussert, ihre Gesetzgebung autonom zu gestalten. Die aktuelle Vorlage scheint diesem Volkswillen entgegenzustehen, indem sie eine de-facto-Angleichung an europäische Rechtsnormen erzwingt.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des institutionellen Abkommens ist besonders problematisch. Die geplante obligatorische Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung von Abkommen, die EU-Recht beinhalten, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte erheblich beschneiden. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind Verträge grundsätzlich nach dem Recht auszulegen, das die Parteien vereinbart haben. Die faktische Überlagerung durch die Rechtsprechung des EuGH, die nicht an schweizerisches Recht gebunden ist, widerspricht diesem Grundsatz und stellt eine unzulässige Verlagerung von Souveränitätsrechten dar.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die übernommene EU-Gesetzgebung nicht immer den spezifischen Bedürfnissen und Traditionen der Schweiz entspricht. Dies könnte zu unerwünschten Auswirkungen auf die Wirtschaft, die soziale Sicherheit und die bürgerlichen Freiheiten führen. Eine kritische Analyse muss aufzeigen, welche konkreten Nachteile für die Schweiz aus der Angleichung an EU-Recht resultieren, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung des Prinzips der Rechtssicherheit, wie es auch im Bundesgesetz über die Aktiengesellschaft (OR) und anderen Gesetzen verankert ist, die auf schweizerischer Gesetzgebung basieren.

Die Risiken einer solchen tiefgreifenden Verflechtung mit der EU, ohne die Möglichkeit einer echten Einflussnahme, dürfen nicht unterschätzt werden. Das vorliegende Paket birgt die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit und einer Verlagerung von Entscheidungskompetenzen nach Brüssel, was den Kern des schweizerischen Modells einer direkten Demokratie und föderalen Ordnung gefährdet. Es ist daher von grösster Bedeutung, die vorgeschlagenen Regelungen mit äusserster Skepsis zu betrachten und sicherzustellen, dass die Souveränität und die Interessen der Schweiz stets gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung. Es ist keineswegs gesichert, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien angemessen wahren.

Die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür ist offensichtlich. Wir laufen Gefahr, dass sich die Schweiz in einer Abhängigkeitsposition wiederfindet, in der sie EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne wesentlichen Einfluss auf deren Ausgestaltung übernehmen muss. Dies steht im Widerspruch zum Geist unserer Verfassung, insbesondere zu Artikel 173 der Bundesverfassung (BV), der die Oberhoheit der Schweizerischen Rechtsordnung verankert. Die automatische Übernahme von Rechtsakten, wie sie im Rahmen von Abkommen mit der EU befürchtet wird, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation von Gesetzgebungsakten.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der finanziellen Auswirkungen. Die Verpflichtung zur Übernahme neuer EU-Rechtsnormen kann zu unvorhergesehenen und erheblichen Kosten für die öffentliche Hand und die Schweizer Wirtschaft führen. Eine genaue und transparente Prüfung dieser Kosten, die über reine Schätzungen hinausgeht, ist zwingend erforderlich. Artikel 124 der Bundesverfassung (BV) fordert eine sorgfältige Finanzplanung, die durch eine potenziell unkontrollierbare Rechtsübernahme gefährdet wird.

Es ist zudem fraglich, ob die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen den Anforderungen des Prinzip der Gewaltenteilung gerecht werden. Die Übertragung von exekutiven Funktionen oder die Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit durch die Anwendung von EU-Recht, das nicht unter direkter Schweizer Kontrolle steht, wäre bedenklich. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 30 die Unabhängigkeit der Gerichte und aller anderen Richterlichen Behörden. Dies könnte durch eine übermässige Integration in den EU-Rechtsrahmen beeinträchtigt werden.

Die mangelnde Klarheit bei der Definition von Schnittstellen und Zuständigkeiten zwischen Schweizer Behörden und EU-Institutionen birgt ein erhebliches Konfliktpotenzial. Solange diese Punkte nicht zweifelsfrei geklärt sind, sollte jegliche vorgelagerte Umsetzung zurückgestellt werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die aktuellen Vorschläge zur inländischen Umsetzung mit erheblichen Risiken für die Schweizer Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die finanzielle Stabilität verbunden sind. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, die sicherstellt, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit bewahrt und ihre Interessen vollumfänglich wahrnehmen kann.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine grundlegende und inakzeptable Beeinträchtigung der Schweizer Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Kontrolle dar. Die bisherige, bewährte Praxis, wonach Subventionen politische und wirtschaftliche Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie; ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden einer zentralen Behörde unterworfen. Der neue Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Diese Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie bedeutet.

Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG), schafft eine undurchsichtige "Superbehörde". Diese agiert als "verlängerter Arm der EU" und ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Ebenso problematisch ist die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG). Diese zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen.

Strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr geopfert wird. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die

Transparenz. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt unterwirft sich die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht. Diese Massnahmen sind mit den Grundsätzen unserer Verfassung nicht vereinbar.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromabkommen mit der EU stellen eine inakzeptable Erosion der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verfrachtet uns in eine Rolle als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch uneingeschränkt Kosten tragen muss. Entscheidungen, die unser lebenswichtiges Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel gefällt, was die demokratische Legitimation der Schweizer Bevölkerung untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, da die ElCom gezwungen sein wird, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die betroffenen Kantone, sondern auch die finanzielle Basis für die Instandhaltung und den Ausbau unserer Wasserkraftwerke.

Darüber hinaus werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, empfindlich geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Es untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in Zukunft die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU können diese Bürde allein übernehmen. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für KMU und Haushalte durch volatile und letztlich höhere Strompreise absehbar sind. Die Kosten für die nicht vom Markt übernommene Versorgungssicherheit werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und bedeuten einen Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Integrität unserer Sozialsysteme. Die geplante Übernahme von Unionsrecht, insbesondere im Hinblick auf die Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die im Widerspruch zum klaren Willen des Schweizer Volkes steht, die Zuwanderung eigenständig zu steuern, wie dies in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', das bereits nach fünf Jahren gewährt wird und praktisch unentziehbar ist, selbst bei nachgewiesener Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug,

birgt gravierende Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Diese de facto 'Niederlassung C PLUS' untergräbt die Möglichkeit, unhaltbare Zustände zu beenden und die Kosten für die Allgemeinheit zu minimieren.

Besonders alarmierend ist die offensichtliche Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Situation. Die daraus resultierenden Kosten werden ungehindert auf die Schweizer Steuerzahler sowie auf die Kantone und Gemeinden abgewälzt, was eine unzumutbare Belastung darstellt. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Grosszügigkeit, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' ist nichts weiter als eine Irreführung. Ihre Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie zur Anwendung gelangen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressung macht, nicht zu einem wirksamen Schutzinstrument.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' entmachtet unser Parlament und das Volk. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich werden uns dann ohne Mitspracherecht auferlegt, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren den Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und stattdessen einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden.

Die Unterordnung unserer Sozialwerke, Vorsorgesysteme (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung von Eigentumsrechten durch die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (neuer Artikel 25f Absatz 1bis) zeigen, wie tief die Anpassungen an das EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG und GesBG sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG gefährden die nationalen Qualitätsstandards und die Patientensicherheit durch automatisierte Prozesse anstelle sorgfältiger nationaler Prüfungen. Dies ist eine Kapitulation vor der EU, die unsere Souveränität und unseren Wohlstand aufs Spiel setzt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel „Vom Hof auf den Tisch“, stellt eine beispiellose und inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremdes Recht dar. Dies ist kein Akt der reinen Sicherheitsanpassung, sondern die systematische Aushebelung unserer nationalen Standards, die Gefährdung unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Einschränkung der Konsumentenwahl. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards zwangsläufig erodieren. Das Label „Made in Switzerland“ verliert seine Bedeutung, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien folgen muss wie in der EU.

Die zentrale Problematik liegt in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), die einen Frontalangriff auf unsere Qualitätsstandards darstellt. Diese Revision unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an über Jahrzehnte gewachsenen, hohen Standards führt. Insbesondere kleine Produzenten, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit

komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was ihre wirtschaftliche Existenz bedroht und lokale Traditionen zerstört.

Die spürbare Gefahr einer Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen Bilateralen I-Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Sie nimmt der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit und zwingt uns, diese schädliche Unterwerfung hinzunehmen, um nicht das gesamte bilaterale Vertragswerk zu gefährden. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität.

Auch im Bereich Tierschutz und Tiergesundheit sind die Folgen gravierend. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften, die breite gesellschaftliche Akzeptanz geniessen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Ebenso ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und unterwirft sich einem starren, bürokratischen System, das schnelle, flexible und lokale Massnahmen erschwert und die öffentliche Gesundheit sowie unsere Landwirtschaft gefährdet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies ist eine Missachtung des Volkswillens und ein Angriff auf unsere kulinarische Identität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, ist aus mehreren Gründen höchst problematisch und aus schweizerischer Souveränitätssicht abzulehnen. Die Umwandlung von bislang freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle dar. Dies deckt sich mit den Bedenken hinsichtlich einer faktischen Zwangsabgabe, welche die Budgethoheit des Parlaments untergräbt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die erhebliche Gefahr, dass die Forderungen der EU massiv ansteigen werden. Die Schweiz würde in eine Position gedrängt, in der sie sich Forderungen nicht mehr entziehen kann und gezwungen ist, von der EU diktierte Summen zu leisten, ohne Einfluss auf deren Höhe oder Verwendung nehmen zu können. Dies verwandelt die Schweiz effektiv in eine Nettozahlerin ohne Mitspracherecht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierbei das zentrale gesetzgeberische Instrument, das diese Entwicklung zementiert. Indem die bislang freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung verankert werden, entzieht das KoBG dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Ausgestaltung der Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine reine Formalität. Diese Verankerung signalisiert die Absicht, diese Abgaben als einen festen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung zu etablieren. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b. Hier wird der anerkannte "gute Name" der Schweizer

Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieser Ansatz untergräbt die Integrität der Friedensförderung und dient lediglich als Deckmantel für eine finanzielle Verpflichtung, die die Souveränität der Schweiz empfindlich berührt und deren Vorteile für die Schweiz fraglich bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind nicht geeignet, die gravierenden negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau abzufedern. Die angekündigten Schutzmechanismen erscheinen eher kosmetischer Natur und lassen die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere für die mittlere und untere Einkommensschicht, unzureichend adressiert. Statt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser de facto aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer und verlieren an Wirksamkeit, was primär ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, zugutekommt.

Die Kontrollmechanismen werden erheblich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen vordergründig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der dem EU-Druck geschuldet ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies behindert insbesondere KMU in ihrer Flexibilität und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, wie in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d dargelegt, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende richterliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Das gesamte Paket deutet auf eine schleichende Aushöhlung unserer bewährten Rechtsgrundsätze im Namen einer fragwürdigen EU-Konformität hin.

Landverkehr

Der vorliegende Vorschlag birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und den Service public im Landverkehr. Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der ausländische Unternehmen sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Versorgung.

Die behauptete Absicherung durch die "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des

EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz künftig gezwungen sein wird, EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert und die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur schrittweise aufgibt.

Zudem zwingt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht zudem, bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger und gefährdet somit das Kernstück unseres Service public. Diese Entwicklungen deuten auf eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr hin, ohne dass die "Gemeinsame Erklärung" hierfür einen wirksamen Schutz bietet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein, da die EU einen höchst besorgniserregenden Pfad einschlägt und sich je länger je mehr von demokratischen Grundprinzipien wie wir sie in der Schweiz hochhalten entfernt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Regula Heller Rosselet (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: regulahr@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der inländischen Bestimmungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist beunruhigend festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen möglicherweise nicht hinreichend die Souveränität unseres Landes und die Interessen unserer Wirtschaft und Bevölkerung wahren. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation und parlamentarische Kontrolle ist alarmierend.

Die Verfassungsordnung der Schweiz, insbesondere die Wahrung der bundesstaatlichen Kompetenzverteilung gemäss den Artikeln 3, 49 und 50 der Bundesverfassung, scheint durch die Art und Weise, wie die Harmonisierung mit EU-Recht vorangetrieben wird, untergraben zu werden. Die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU, selbst wenn sie indirekt erfolgt, birgt das Risiko, dass kantonale Zuständigkeiten und die Vielfalt unserer Rechtsordnung ausgehöhlt werden. Die vom Parlament und Volk beschlossenen Gesetze könnten durch externe, nicht von uns legitimierte Normen abgelöst werden, was dem Prinzip der Volkssouveränität und der direkten Demokratie widerspricht.

Darüber hinaus sind die potenziellen wirtschaftlichen Auswirkungen nicht zu unterschätzen. Die Anpassung an EU-Standards kann erhebliche Kosten für unsere Unternehmen bedeuten, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen, die nicht über die Ressourcen grosser Konzerne verfügen, um solche Umstellungen zu bewältigen. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteile führen und Arbeitsplätze gefährden. Die Annahme von Bestimmungen, die nicht primär auf die Bedürfnisse unserer heimischen Wirtschaft zugeschnitten sind, ist daher äusserst fragwürdig.

Es muss ferner hinterfragt werden, ob die angestrebte Angleichung tatsächlich im besten Interesse der Schweizer Bevölkerung liegt. Die Autonomie in der Gesetzgebung ist ein hohes Gut, das es uns erlaubt, Regelungen zu schaffen, die unseren spezifischen Gegebenheiten und Werten Rechnung tragen. Die Verlagerung von Entscheidungskompetenzen in Richtung Brüssel, auch wenn sie subtil geschieht, schwächt unsere Fähigkeit, eigenständige politische Wege zu gehen. Die sorgfältige Abwägung aller Konsequenzen, bevor weitreichende Verpflichtungen eingegangen werden, ist unerlässlich, um die Unabhängigkeit und den Wohlstand unseres Landes zu sichern. Eine unkritische Übernahme von EU-Regularien wäre ein unverantwortlicher Schritt.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Strom mit der EU stellen eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Stromnetz fortan de facto in Brüssel gesteuert wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird zur blossen operativen Vollzugsstelle

undemokratisch legitimierter EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Die föderalen Strukturen, insbesondere die Gemeindekraftwerke, werden geschwächt, da ihr Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird, was die lokale Energieproduktion benachteiligt.

Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. EU-Regeln schränken die Bildung strategischer Reserven ein, und die klare Verantwortung für die nationale Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU. Dies ist ein gefährliches Spiel. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, werden über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue StromVG mit seinen Bestimmungen zur unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und verschärftem Unbundling (Art. 10, 18, 19) untergräbt die föderalen Strukturen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit kleiner Produzenten gefährdet. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastruktur berauben und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dieses hochriskante Experiment gefährdet die Grundversorgung und überlässt die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung sind aus Sicht unserer nationalen Souveränität und der Stabilität unserer Sozialsysteme äusserst bedenklich. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die vorgeschlagenen Änderungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) vorbereitet wird, steht in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag gemäss Artikel 121a BV zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und untergräbt den Volkswillen.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", das praktisch eine "Niederlassung C PLUS" darstellt und bereits nach fünf statt zehn Jahren erworben werden kann, wirft gravierende Fragen bezüglich der inneren Sicherheit und der Belastbarkeit unserer Sozialwerke auf. Die nahezu unentziehbare Natur dieses Status, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, birgt erhebliche Risiken. Dies wird durch die Anpassungen im AIG, insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, weiter zementiert, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist.

Die ausgeweitete Möglichkeit des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Dies ist insbesondere vor dem Hintergrund einer bereits bestehenden Zuwanderung in unsere Sozialsysteme alarmierend.

Die sogenannte "Schutzklausel" im Entwurf, neu verankert in Art. 21b AIG, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, auf diese Klausel zurückzugreifen, drohen seitens der EU Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine klare Erpressungsmassnahme. Die Schweiz verliert durch die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" faktisch die Möglichkeit, künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich eigenständig zu beeinflussen. Dies ist eine

inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität.

Die drastische Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Qualitätsstandards für die EU-Kompatibilität, wie die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) und die damit verbundenen Anpassungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) zeigen. Die nationale Kontrollhoheit wird an bürokratische EU-Systeme delegiert.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich des Fortbestands unseres bewährten Service public auf. Die Öffnung für die sogenannte Kabotage, wie sie durch die Einführung von Art. 40ater EBG vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer ungleichmässigen Marktverteilung. Ausländische Anbieter werden sich primär auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, was als reine „Rosinenpickerei“ zu werten ist. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenstrecken allein tragen müssten.

Des Weiteren sind die im EU-Beihilferecht liegenden potenziellen Einschränkungen für heutige Subventionen im Güter-, Regional- oder Rollmaterialbereich kritisch zu betrachten. Es besteht die reale Gefahr, dass etablierte und für die Qualität des Angebots notwendige finanzielle Unterstützungen als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies bedroht die Kontinuität und den Umfang der Dienstleistungen, die wir unseren Bürgerinnen und Bürgern schulden.

Die als Absicherung angepriesene „Gemeinsame Erklärung“ erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend. Ihre fehlende Bindungswirkung macht sie zu einem fragwürdigen Schutzwall gegen zukünftige, dynamisch zu übernehmende EU-Rechtsänderungen. Dies höhlt die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr schleichend aus.

Die zwangsweise Übernahme von EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene für das „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), signalisiert eine schrittweise Abgabe der Kontrolle über die nationale Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen. Dies widerspricht dem Gebot der nationalen Steuerungskompetenz.

Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes, namentlich Art. 32a Abs. 1bis PBG, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die autonome Gestaltungshoheit von Bund und Kantonen über den öffentlichen Verkehr empfindlich ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer verkehrspolitischer Ziele. Es besteht die Gefahr, dass statt der besten Lösungen für die Schweiz rein EU-konforme Kriterien massgeblich werden, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Angeboten führt. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG stellt einen direkten Angriff auf den Service public dar, indem sie ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen begünstigt und die finanzielle Basis der SBB und anderer Unternehmen mit umfassendem Versorgungsauftrag untergräbt. Dies gefährdet die qualitative und flächendeckende Versorgung des öffentlichen Verkehrs.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit lassen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer tatsächlichen Wirksamkeit und ihres Nutzens für die Schweizer Arbeitnehmerschaft aufkommen. Statt einer echten Stärkung des bewährten Schweizer Lohnschutzes, wie er durch die flankierenden Massnahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens (FZA) etabliert wurde, droht eine schleichende Aushöhlung und Anpassung an EU-Normen, die unseres Erachtens

weniger robust sind. Die neuen Regelungen erscheinen primär bürokratischer Natur und bieten ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, Tür und Tor. Die befürchtete massive Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, scheint unvermeidlich, da die vorgeschlagenen Schutzmechanismen den dadurch entstehenden Preisdruck nicht adäquat kompensieren können.

Die angepassten Bestimmungen im Entsendegesetz (EntsG) sind hierfür ein bezeichnendes Beispiel. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient offensichtlich der Kompatibilität mit EU-Recht und weniger der effektiven Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Ebenso bedenklich ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR). Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Kontrollmechanismen scheinen geschwächt zu werden, da die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert zudem die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide macht, ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung zu gewährleisten. Insgesamt werden die vorgeschlagenen Änderungen als eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes und eine Untergrabung unserer Souveränität betrachtet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere die geplante Einführung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle zutiefst bedenklich. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung unserer Haushaltsautonomie dar. Artikel 1 KoBG verankert faktisch einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf finanzielle Leistungen, was die Budgethoheit des Parlaments und damit die demokratische Legitimation der Mittelverwendung nachhaltig untergräbt.

Der im Rahmen dieser Regelung initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten 'rechtsverbindlichen Mechanismus' zur Neuberechnung wenig vertrauenserweckend. Es besteht die erdrückende Wahrscheinlichkeit, dass dieser Betrag lediglich als eine Art Lockvogelangebot dient und durch automatische Anpassungsmechanismen in Zukunft massiv ansteigen wird. Die Schweiz würde damit in die Position einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht gedrängt, deren Zahlungsverpflichtungen diktiert werden, ohne dass entsprechende Gegenleistungen in Form von verbesserten Marktzugangsbedingungen oder der Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert sind.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), namentlich in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Aufnahme. Sie signalisiert eine Integration dieser Zahlungsverpflichtungen in die schweizerische Rechtsordnung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung und unterstreicht die Abkehr von einer flexiblen, politisch gesteuerten finanziellen Unterstützung hin zu einer faktischen Zwangsabgabe.

Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der angesehene Zweck der

Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und finanziell potenziell belastende Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht hier die Implementierung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Gegenleistungen mit sich bringt. Diese Entwicklung widerspricht fundamental dem Prinzip der parlamentarischen Kontrolle und der demokratischen Selbstbestimmung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart eine hinterlistige Strategie, die unter dem irreführenden Titel der Sicherheit eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" anstrebt. Dies stellt eine direkte Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich für die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wichtiger Wettbewerbsvorteil, ist in höchster Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label "Made in Switzerland" entwertet.

Besonders alarmierend ist die implizite "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Diese inakzeptable politische Erpressung nimmt der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit, da eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören würde. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unsere Produzenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust und ein Rückschritt für den Tierschutz. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und ist fahrlässig.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, staatliche Beihilfen als Ausdruck politischer und demokratischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden zu gestalten, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer direkten Einflussnahme auf die lokale Wirtschaftsförderung.

Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, konform mit Art. 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und Art. 18 Abs. 2 des

Kartellgesetzes (KG), führt zu einer gefährlichen Machtkonzentration. Diese "Superbehörde" agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide werden primär der Kompatibilität mit EU-Recht unterworfen, nicht den spezifischen Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese Instanz ist unzureichend, was die Grundsätze der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht verletzt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis ist besonders stossend für den Föderalismus. Sie degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält und diese mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG gekippt werden können. Dies höhlt die kantonale Autonomie in unannehmbarer Weise aus.

Auch die Sektoren der Energieversorgung, des Luftverkehrs und des Landverkehrs werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesen Kernbereichen unserer Infrastruktur, was die strategische Autonomie gefährdet.

Die Neuregelung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) wird der zentralen Behörde ein weiterer Hebel zur Aushebelung kantonaler Souveränität und Schwächung föderalistischer Strukturen gegeben. Die Abschaffung der Einbindung des Preisüberwachers in die Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen Preisschützers zum Schweigen gebracht wird.

Insgesamt führt die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU, die uns zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Dies ist mit unseren verfassungsmässigen Prinzipien unvereinbar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtübereinkunft mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz unter dem Mantel einer solchen Vereinbarung ihre rechtssetzende Autonomie wahren kann. Die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne direkten parlamentarischen Einfluss oder die Möglichkeit einer Volksabstimmung, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Besonders alarmierend ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die obligatorische Übernahme seiner Rechtsprechung in den nationalen Rechtsbestand, wie sie bei der Umsetzung von EU-Recht in den flankierenden Massnahmen zu den Personenfreizügigkeitsabkommen bereits angedeutet wird, stellt eine faktische Entmachtung der Schweizer Gerichte und des Gesetzgebers dar. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit, welche die Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe d und Artikel 190 der Bundesverfassung gewährleisten sollen. Die Schweizer Gerichte wären gezwungen, Urteile zu fällen, die auf EU-Recht basieren, ohne dass dieses Recht jemals formell vom Schweizer Volk oder Parlament legitimiert worden wäre.

Die Mechanismen zur Streitbeilegung, die in solchen Abkommen typischerweise vorgesehen sind, tendieren dazu, die EU-Perspektive zu stärken und die Schweiz in eine untergeordnete Rolle zu drängen. Die befürchtete "Dynamisierung" des Abkommens, bei der neue EU-Rechtsakte automatisch in das bilaterale Verhältnis überführt werden, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die oberste Leitung der Bundesverwaltung festlegt, sowie die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen gemäss

Artikel 3 der Bundesverfassung könnten hierdurch erheblich beeinträchtigt werden.

Es muss hinterfragt werden, ob der wirtschaftliche Nutzen, der oft als Hauptargument für solche Abkommen angeführt wird, die gravierenden Nachteile für die politische Unabhängigkeit und die demokratischen Institutionen der Schweiz aufwiegt. Die Gefahr einer ständigen Rechtsübernahme ohne entsprechende Mitgestaltungsmöglichkeiten und demokratische Legitimation darf nicht unterschätzt werden. Die langfristigen Folgen für die Schweizer Souveränität und die Eigenständigkeit der Schweizer Rechtsordnung sind gegenwärtig noch kaum absehbar und sollten Anlass zu grösster Vorsicht geben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Es ist keineswegs gesichert, dass die angestrebte Stabilität nicht zu einer schleichenden Untergrabung unserer Unabhängigkeit führt, indem wir uns unwiderruflich an die Gesetzgebung und die Politik der EU binden, ohne die Möglichkeit zu haben, diese mitzugestalten oder uns effektiv dagegen zu wehren.

Besonders kritisch ist die Übernahme von EU-Recht, wie es bereits im Rahmen des EWR-Abkommens (das die Schweiz bekanntlich nicht ratifiziert hat, aber dessen Prinzipien und Auswirkungen wir dennoch genau beobachten müssen) und durch die bilateralen Verträge geschieht. Gemäss Artikel 141 der Bundesverfassung ist die Schweiz frei, ihre Beziehungen zur EU zu gestalten. Diese Freiheit scheint jedoch durch die angestrebten neuen Vereinbarungen untergraben zu werden, da die EU-Institutionen potenziell einseitig neue Rechtsakte erlassen könnten, die dann automatisch auf die Schweiz übertragen werden müssten, ohne dass die schweizerischen Entscheidungsträger hierauf Einfluss nehmen könnten. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation und der Volkssouveränität, die im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert sind.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass durch die Harmonisierung mit EU-Recht die schweizerische Rechtsprechung und Gesetzgebung, die oft auf langjährigen Traditionen und spezifischen Bedürfnissen beruht, de facto entwertet wird. Dies betrifft insbesondere Bereiche wie die Landwirtschaft, das Finanzwesen und die Arbeitsmarktregulierung, wo die Schweiz eigene, oft protektivere oder spezifischere Regelungen hat, die den Interessen der Schweizer Bevölkerung dienen.

Die behauptete wirtschaftliche Stabilität ist fragwürdig. Es ist nicht garantiert, dass die EU uns im Gegenzug für die Übernahme ihrer Regeln signifikante wirtschaftliche Vorteile gewährt. Vielmehr besteht die Gefahr, dass wir Zugeständnisse machen, ohne dafür einen angemessenen Ausgleich zu erhalten, und uns so in eine abhängige Position begeben. Die Kosten für die Anpassung an EU-Standards und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Wettbewerbsfähigkeit, insbesondere für KMU, werden oft unterschätzt.

Es bedarf einer äusserst kritischen Prüfung jedes einzelnen Aspekts dieser angestrebten Beziehungen, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Interessen wahren und ihre Unabhängigkeit nicht aufs Spiel setzt. Die Erfahrungen der Vergangenheit zeigen, dass die EU wenig Bereitschaft zeigt, auf die spezifischen Anliegen kleinerer, nicht-assoziierter Staaten einzugehen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union

(EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bedürfen einer kritischen und eingehenden Prüfung. Es ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen in mehreren Bereichen eine unzumutbare Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien befürchten lassen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieses Rechts Einfluss nehmen kann. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Grundsatz der Selbstbestimmung und der direkten Demokratie, wie er in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere Artikel 1 der BV, der die Souveränität der eidgenössischen Stimmbürger und Stimmbürgerinnen sowie der Kantone betont, wird durch eine fortlaufende Angleichung an europäisches Recht de facto untergraben. Die EU-Gesetzgebung wird in weiten Teilen in die schweizerische Rechtsordnung überführt, ohne dass der schweizerische Gesetzgeber oder das Volk die Möglichkeit haben, diese aktiv mitzugestalten oder gar abzulehnen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH in die Auslegung des Abkommens stellt eine direkte Verletzung der richterlichen Unabhängigkeit und der Gewaltenteilung dar, wie sie im schweizerischen Rechtssystem gemäss Artikel 30 BV gewährleistet ist. Eine externe gerichtliche Instanz, die nicht der schweizerischen Verfassung untersteht, würde über die Anwendung des schweizerischen Rechts mitentscheiden. Dies birgt die Gefahr, dass richterliche Entscheidungen getroffen werden, die dem Geist und Buchstaben unserer eigenen Verfassung widersprechen.

Die unklare und potenziell weitreichende Auslegung des territorialen Geltungsbereichs der EU-Grundfreiheiten ist ebenfalls Anlass zu tiefgreifender Skepsis. Artikel 18 des Abkommens über die Freizügigkeit von Personen (AFZP) bedarf einer präziseren Klärung, um sicherzustellen, dass keine Schleppeneffekte entstehen, die zu einer unkontrollierten Übernahme weiteren EU-Rechts führen. Das Risiko der automatischen Übernahme von Gesetzen, die durch die EU-Gerichte ausgelegt werden, muss mit aller Deutlichkeit hervorgehoben werden.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass eine klare Rechenschaftspflicht oder eine Kontrolle über die Mittelverwendung seitens der Schweiz gewährleistet ist, stellt eine erhebliche Bürde dar. Dies steht im Widerspruch zur Sparsamkeit im Umgang mit öffentlichen Geldern, einem Grundprinzip guter Staatsführung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mehr Fragen aufwerfen als sie beantworten und ernsthafte Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit unseren rechtsstaatlichen und demokratischen Grundsätzen wecken. Eine vorsichtige und abwägende Haltung ist daher unabdingbar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Stefan Stampfli (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Stefan Stampfli · smile@stampfli.info

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken, welche einer kritischen Würdigung bedürfen. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes, wie sie im Bundesgesetz über die Rechtsetzung der Bundesversammlung (SR 171.10) verankert sind, zu untergraben.

Insbesondere die Artikel 138 und 139 des Bundesgesetzes über die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Fünfter Teil: Obligationenrecht) könnten durch die Übernahme von EU-Richtlinien, die in Bereichen wie Konsumentenschutz oder Vertragsrecht erhebliche Abweichungen von unseren bewährten Regelungen vorsehen, eine unzulässige Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der richterlichen Auslegung des Schweizer Rechts darstellen. Die autonome Ausgestaltung unseres Zivilrechts, welche auf langjähriger Tradition und spezifisch schweizerischen Bedürfnissen beruht, würde durch eine blosse Übernahme von Unionsrecht, welches oft auf föderalen oder supranationalen Strukturen basiert, gefährdet.

Weiterhin werfen die vorgeschlagenen Bestimmungen Fragen hinsichtlich der demokratischen Legitimation auf. Die direkte Anwendung von EU-Recht, ohne angemessene parlamentarische Debatte und Anpassung an schweizerische Verhältnisse, widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere die Wahrung der Volkssouveränität und die Mitsprache der kantonalen Gesetzgeber, wie sie im Artikel 49bis BV explizit gefordert wird, sind nicht ausreichend gewährleistet. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die schweizerische Gesetzgebung weiterhin auf einer breiten nationalen Debatte und der Zustimmung der eidgenössischen Räte basiert, anstatt sich einer externen Rechtssetzung zu unterwerfen.

Die fragliche Umsetzung birgt das Risiko, dass die Schweiz in ihrer rechtsgestaltenden Autonomie eingeschränkt wird und sich einer Rechtsordnung unterwirft, die nicht primär auf die Bedürfnisse und Werte der schweizerischen Bevölkerung zugeschnitten ist. Dies könnte auch die Rechtssicherheit für Unternehmen und Bürger beeinträchtigen, da die Komplexität und die potenziellen Abweichungen zum bisherigen Recht zu Unsicherheiten führen können. Eine sorgfältige Prüfung und gegebenenfalls eine Ablehnung der unkritischen Übernahme sind unerlässlich, um die Integrität unseres Rechtsstaates und die Souveränität der Schweiz zu wahren.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und des Energiegesetzes (EnG) birgt gravierende Risiken für die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die Schweizer Wirtschaftsstruktur. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt dazu, dass die Schweiz zu einem

kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis wird, während wesentliche Festlegungen bezüglich unseres Stromnetzes in Brüssel getroffen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung in einem strategisch so wichtigen Bereich wie der Energieversorgung.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wandelt sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorgaben aus Brüssel untergräbt die Eigenständigkeit unserer Energieregulierung, die bislang auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz ausgerichtet war.

Besondere Sorge bereiten die EU-Beihilfenregeln im Hinblick auf unsere Wasserkraft, das Rückgrat der Schweizer Stromproduktion. Das bewährte System der Wasserzinsen, das die Bergkantone stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit eliminiert werden. Ebenso werden unsere föderalen Energieversorgungsstrukturen, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Deren etablierter Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in den neuen Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, etwa einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer bei Ausfall der Versorgung die Verantwortung trägt – weder der Markt noch die EU scheinen dafür adäquat gerüstet. Dies ist ein unannehmbares Risiko für die Bevölkerung und die Wirtschaft.

Die Marktliberalisierung birgt die Gefahr volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Kosten, die der Markt nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die neuen Bestimmungen in Art. 8b ff. StromVG zur Energiereserve sind unzureichend, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls kritisch zu sehen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt zahlreiche kleine und mittlere Produzenten. Dies widerspricht den Zielen der Schweizer Energiestrategie und stärkt zentrale Akteure auf Kosten lokaler Energieerzeugung. Der geplante Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Anlehnung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer Brüsseler Regulierung, was die bewährten föderalen Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Aufgabe von Flexibilität und Souveränität. Insgesamt führt die vorgeschlagene Vorlage zu einem empfindlichen Verlust an nationaler Steuerungsmacht und gefährdet die zuverlässige und bezahlbare Energieversorgung der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern stellen eine besorgniserregende Erosion unseres bewährten schweizerischen Schutzsystems dar. Die angepriesenen Neuerungen im Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Anpassungen in Art. 9 Abs. 2 betreffend Sanktionen, dienen primär der EU-Konformität und nicht der wirklichen Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Vielmehr droht eine flächendeckende Abwertung unseres Lohnniveaus, besonders in den mittleren und unteren Einkommensklassen, da die Massnahmen den negativen Lohndruck, der durch die ungezügelte Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren können.

Die angeblichen Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies ist eine klare Schwächung der Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Neuplatzierung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG in Art. 13a, und dessen Streichung aus der bisherigen Form, stellt eine reine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine privilegierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU durch ein starres, bürokratisches Verfahren. Dieser direkte Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit widerspricht fundamentalen liberalen Arbeitsmarktprinzipien und wird durch EU-Druck diktiert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Sanktionen, die ohne umfassende gerichtliche Prüfung in unserem Land durchgesetzt werden können. Dies untergräbt die Integrität unserer Rechtsordnung. Insgesamt wird ein System geschaffen, das auf dem Papier nach Schutz aussieht, aber in der Realität die schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen schwächt und unsere Souveränität aushöhlt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere des Schienenverkehrs, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Service public und der nationalen Souveränität auf. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu zu verankern in Artikel 40ater EBG, ist als direkter Angriff auf die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch die SBB und andere konzessionierte Unternehmen zu werten. Ausländische Anbieter werden durch diese Öffnung zweifellos die lukrativen Hauptstrecken bedienen und sich aus den wirtschaftlich unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien zurückziehen. Dies bedroht die Existenzgrundlage des Schweizer Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Zusätzlich wird die Qualität und der Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung durch die potenzielle Inkompatibilität bewährter Subventionsmodelle mit dem EU-Beihilferecht gefährdet. Bewährte Praktiken zur Förderung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies untergräbt direkt die Grundlage für Investitionen in die Qualität und die Weiterentwicklung unseres Schienennetzes.

Die als "Gemeinsame Erklärung" verkaufte Absicherung durch den Bundesrat entpuppt sich als rechtlich wertlos und rechtlich nicht bindend. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts und ist somit nichts weiter als eine trügerische Beruhigungspille. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen, wie neu in Artikel 32a Absatz 1bis PBG verankert, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten, was suboptimal und teurer für die Steuerzahler werden kann. Die dynamische Rechtsübernahme birgt die Gefahr, dass zukünftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), unsere nationale Steuerungskompetenz weiter aushöhlen und an zentrale EU-Stellen verlagern. Dieses Abkommen droht, die Eigenständigkeit und die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen verkehrspolitischen Ziele zu verfolgen, massiv zu beeinträchtigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen bezüglich des finanziellen Beitrags werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung stellt eine erhebliche Aushöhlung der budgetären Autonomie unseres Landes dar.

Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt die Budgethoheit gemäss Bundesverfassung aus. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Verhandlungsposition der Schweiz massiv schwächt und sie zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht macht. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint in diesem Lichte als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Friedensförderungsgesetzes ist irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Dauerhaftigkeit als Teil der Bundesgesetzgebung. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile wie verbesserten Marktzugang oder den Abbau von Hindernissen garantiert. Dies gleicht faktisch einer Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Kasse gebeten wird, ohne über die Verwendung der Gelder oder die Konditionen mitentscheiden zu können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die bisherige Praxis, wonach Subventionen als legitime politische und wirtschaftliche Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse der Schweiz eingesetzt werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Handlungsfähigkeit unserer staatlichen Ebenen.

Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) schafft mit der neuen Beihilfekammer eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agieren wird. Diese Instanz, die gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG in die WEKO integriert wird, ist nicht primär Schweizer Interessen verpflichtet, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die Befürchtung, dass die demokratische Kontrolle über diese mächtige Einrichtung ungenügend ist, ist angesichts ihrer weitreichenden Befugnisse, welche die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit der Schweiz aushebeln, mehr als berechtigt.

Besonders stossend ist die massive Einschränkung der kantonalen Autonomie. Durch das neue BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) verlieren die Kantone ihre Verfahrens- und Organisationsautonomie. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der zentralen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert und verlieren ihr formelles rechtliches Gehör, was eine inakzeptable Herabstufung darstellt.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und untergräbt Kernbereiche unserer Infrastruktur.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG signalisiert eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz, um der neuen EU-konformen Behörde ungehindertes Agieren zu ermöglichen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Souveränität der Schweiz massiv einschränken, sondern auch unser bewährtes föderalistisches System und die demokratische Kontrolle über staatliche Fördermassnahmen gefährden. Die Schweiz würde sich unweigerlich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwerfen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Ausgestaltung der Personenfreizügigkeit unter der Annahme der Unionsbürgerrichtlinie birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Stabilität unserer Gesellschaft. Die damit einhergehende massive Ausweitung der Zuwanderung steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Volkswillen, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Auffälligkeit oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die langfristige Finanzierbarkeit unserer Sozialwerke.

Es ist unübersehbar, dass diese Regelungen eine starke Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme darstellen. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, was zu einer erheblichen Mehrbelastung der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden führt. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, was für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie zur Anwendung kommen wird, und die drohenden Strafmassnahmen der EU im Falle einer Berufung auf diese Klausel entlarven sie als Erpressungsinstrument, nicht als Schutzmechanismus. Die geplante automatische Rechtsübernahme des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung durch die 'Integrationsmethode' höhlt unsere direkte Demokratie aus, da unser Parlament und das Volk faktisch jegliche Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts verlieren.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere der neue Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Als direkte Konsequenz werden im ETH-Gesetz und im HFKG massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt, was ein Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich ist und deren Finanzierung auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen abwälzt.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und eine Gefährdung der Patientensicherheit im Gesundheitswesen mit sich bringt. Die Anpassung des Berufsvorsorgerechts (BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte. Diese gesamte Überarbeitung manifestiert eine unannehmbare Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung des verfassungsrechtlichen Auftrags zur eigenständigen

Steuerung der Zuwanderung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Standards dar. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das wertvolle Label "Made in Switzerland" entwertet.

Die befürchtete "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Möglichkeit, dass EU-Inspektoren unangekündigt Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten, stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdiktat unterwirft und zu erstickender Bürokratie sowie einem Verlust an hohen Standards führt.

Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, und die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Die Schweiz muss sich gegen diese schleichende Unterwerfung und den Verlust ihrer Souveränität in essenziellen Bereichen wehren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und wirft ernste Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Integrität der Schweiz auf. Die Annahme weiterer Abkommen, wie sie im Rahmen einer solchen Stabilisierung denkbar sind, droht eine schleichende Übernahme von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem zu bewirken, ohne dass die schweizerische Bevölkerung hierüber angemessen mitentscheiden kann. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und dem Willen des Souveräns, wie er beispielsweise im Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Volkssouveränität und die Selbstbestimmung des Volkes garantiert.

Insbesondere die Übernahme von sogenanntem „verstärktem“ oder „dynamischem Rechtsübernahmerecht“ im Rahmen eines institutionellen Abkommens würde die Schweiz in eine Position bringen, in der sie EU-Gesetzgebung quasi automatisch übernehmen müsste. Dies entmündigt unsere nationalen Gesetzgebungsorgane und die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger. Gemäss Artikel 164 BV ist die Bundesversammlung für die Gesetzgebung zuständig, und dieser Prozess würde durch die bedingungslose Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates gemäss Artikel 29 BV, wäre ebenfalls gefährdet, da sie sich in ihrer Urteilsfindung potenziell an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs binden müssten, ohne dass dies im Rahmen eines klaren rechtsstaatlichen Verfahrens für die Schweiz erfolgt.

Die wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Bindung an die EU werden oft überbetont, während die langfristigen Kosten für unsere nationale Autonomie und unseren Wohlstand unterschätzt werden. Die Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Regulierungen an Wettbewerbsfähigkeit verliert oder sich in Konflikte mit Drittstaaten begibt, ist real. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU sorgfältig geprüft wird und die Prinzipien der Souveränität, der direkten Demokratie und des Rechtsstaates kompromisslos gewahrt bleiben. Eine blinde Zustimmung zu Abkommen, die diese Grundfesten unseres Staates untergraben, wäre fahrlässig und würde zukünftigen Generationen eine Bürde auferlegen. Es bedarf klarer Leitplanken und einer robusten Kontrolle, um sicherzustellen, dass die Schweiz nicht zum Anhängsel der EU wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblicher Skepsis und Besorgnis hinsichtlich der langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und das Rechtssystem der Schweiz. Eine zentrale Problematik liegt in der automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie in der flankierenden Gesetzgebung und potenziellen Abkommen zur institutionellen Verankerung vorgesehen ist. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, das im Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist. Die Möglichkeit, dass der Schweizer Gesetzgeber gezwungen wäre, EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne substanzielle Einflussnahme zu übernehmen, untergräbt die Kompetenzen des eidgenössischen Parlaments und der kantonalen Gesetzgeber.

Besonders bedenklich ist die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine Bindung an dessen Rechtsprechung, wie sie durch die Übernahme von EU-Recht implizit erfolgen würde, verletzt das souveräne Recht der Schweiz, ihre eigene Gerichtsbarkeit und die Auslegung ihrer Gesetze eigenständig zu gestalten. Dies ist gerade im Hinblick auf Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als unabhängigen und souveränen Staat definiert, problematisch. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der nationalen Rechtsordnung und einer Abhängigkeit von externen juristischen Instanzen ist evident.

Des Weiteren birgt die im Paket vorgesehene Angleichung von Regulierungen und Standards erhebliche wirtschaftliche und soziale Risiken. Während oberflächlich eine Harmonisierung als Vorteil dargestellt werden mag, ist zu befürchten, dass Schweizer Unternehmen und Arbeitnehmer mit den oft höheren Standards und den spezifischen regulatorischen Anforderungen der EU konfrontiert würden, ohne dass die Schweiz im Gegenzug adäquate Mitspracherechte oder Vorteile erlangen würde. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteilen führen und den schweizerischen Sozialstandard unter Druck setzen.

Die unklare Ausgestaltung der zukünftigen Beziehungen und die fehlende Transparenz bezüglich der genauen Verpflichtungen lassen zudem befürchten, dass die Schweiz in eine Situation geraten könnte, in der sie die "Vorteile" des Binnenmarktzugangs mit erheblichen Nachteilen in Bezug auf ihre rechtliche und politische Unabhängigkeit erkaufen müsste. Die Möglichkeit, dass die EU ihre Position durch einseitige Massnahmen oder Druck auf die Schweiz verstärken könnte, ist eine reale Gefahr.

Die Schweizer Bevölkerung verdient hierzu eine transparente und ehrliche Debatte, die die Risiken ebenso deutlich aufzeigt wie die angeblichen Vorteile.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht durch indirekte Referenz, wie sie in der Diskussion um die Weiterentwicklung des Bilateralen III Abkommens zur Sprache kommt, steht im Widerspruch zur Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die Möglichkeit, dass sich die Schweiz faktisch EU-Recht unterwirft, ohne dass dieses einer direkten demokratischen Legitimation durch das Schweizer Volk und die Kantone unterzogen wird, ist bedenklich.

Die automatische Übernahme von EU-Recht untergräbt die Fähigkeit der Schweizerischen Bundesversammlung, im Rahmen ihrer Gesetzgebungskompetenzen souverän zu agieren. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) hat die Bundesversammlung die Aufgabe, die Gesetze zu erlassen. Eine indirekte Anpassung an EU-Vorgaben könnte diese Kernfunktion aushöhlen und die legislative Unabhängigkeit der Schweiz einschränken. Dies gilt umso mehr, wenn die EU-Gesetzgebung zukünftig stärker auf Richtlinien basiert, deren Umsetzung einen gewissen Spielraum lässt, der jedoch durch den Druck zur Harmonisierung und die stetige Weiterentwicklung des EU-Rechts begrenzt würde.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen und die potenziellen Belastungen für Schweizer Unternehmen und die öffentliche Hand nicht hinreichend abgewogen. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die auf die Bedürfnisse und Strukturen des EU-Binnenmarktes zugeschnitten sind, mag für die EU vorteilhaft sein, kann aber für die Schweiz zu übermässigen administrativen Hürden und Wettbewerbsnachteilen führen. Artikel 122 BV, der die wirtschaftliche Entwicklung und den Wohlstand der Bevölkerung zum Ziel hat, könnte durch eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht gefährdet werden, insbesondere wenn diese zu höheren Kosten oder geringerer Flexibilität führt.

Die angestrebte institutionelle Verankerung der automatischen Rechtsübernahme birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität des Parlaments. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) als oberste juristische Instanz der EU hätte letztlich das letzte Wort bei der Auslegung von Recht, das indirekt in die Schweizer Rechtsordnung einfliessen würde. Dies wäre eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der Gewaltenteilung in der Schweiz. Es ist daher geboten, die vorliegenden Verhandlungsergebnisse unter strenger Wahrung der verfassungsmässigen Prinzipien und der nationalen Interessen kritisch zu hinterfragen.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Tran thang Chien (Privat)

Date: 04.10.2025

Contact: Tran thang · +41793538419 · chien.tranthang@bluewin.ch

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Non. Je souhaite une Suisse Indépendante et Neutre, non soumise ni entravée, par quelque accord que ce soit, sinon que par des accords de libre échange véritable respectueuse de la liberté des suisses.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Catastrophiques!

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Autoritaire et fourbe de la part du conseil fédéral et de ses suppôts au conseil national que sont les partis vert-rouges, le centre, le plr…

Libre circulation: Protection des salaires

Idem que pour l’immigration.

Aides d'État

Afuera!

Contribution financière

0 CHF.

Transports terrestres

Facilitée si réciprocité sans conditions.

Sécurité des denrées alimentaires

Contrôle suisse aux frontières.

Libre circulation: Immigration

Quotas selon les besoins du pays et guerre contre l’innigration illégale!

Électricité

Indépendance avec développement accéléré de l’énergie nucléaire nouvelle génération.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Catastrophique et forfaiture.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Urs Krebs (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Urs Krebs · +41793350679 · urs_Krebs@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft ernsthafte Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union auf. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die Rechtsordnung eingehend zu prüfen.

Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten der eidgenössischen Räte birgt erhebliche Gefahren. Insbesondere Artikel 11 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverwaltung (BG BVerw) verlangt, dass die Bundesverwaltung im Rahmen der geltenden Gesetze handelt. Eine automatische Rechtsübernahme, wie sie durch das vorgeschlagene Abkommen de facto erfolgen würde, steht im Widerspruch zu diesem Grundsatz, da sie die legislative Gewalt des Parlaments untergräbt. Die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation von Rechtsnormen wären damit massiv beeinträchtigt.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung und die Interpretation bestehender Gesetze noch nicht ausreichend geklärt. Es ist nicht auszuschliessen, dass die Übernahme von EU-Recht zu einer Verdrängung des nationalen Rechts führen könnte, was potenziell die Rechtssicherheit schwächen würde. Gemäss Artikel 5 des Obligationenrechts (OR) sind Verträge und Gesetze klar und verständlich zu formulieren, damit ihre Anwendung nachvollziehbar ist. Unklare oder widersprüchliche Übernahmen von EU-Recht könnten die Auslegung und Anwendung schweizerischer Gesetze erschweren und zu Rechtsunsicherheit führen.

Die Unabhängigkeit der Schweiz in ihrer Gesetzgebung und Rechtsprechung muss gewahrt bleiben. Die aktuelle Vorlage scheint diese Unabhängigkeit auf subtile, aber gravierende Weise zu gefährden. Die Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle sind nicht zu unterschätzen und erfordern eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Massnahmen. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre Vertreter die volle Kontrolle über die Gesetzgebung behalten und nicht in eine Position gedrängt werden, in der sie fremde Rechtsordnungen blind übernehmen müssen. Die negativen Implikationen für die schweizerische Rechtsidentität und die Selbstbestimmung sind erheblich und müssen bei der weiteren Behandlung dieses Vorschlags prioritär berücksichtigt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen im Rahmen des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) gibt zu erheblichen Bedenken Anlass, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die finanzielle Autonomie der Schweiz. Was bisher als freiwillige und vom Parlament kontrollierte Leistung konzipiert war, soll nun in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht umgewandelt werden. Dies bedeutet einen fundamentalen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer

Zwangsabgabe gleichkommen.

Der initial kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, insbesondere angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen und die Schweiz in eine Position zwingen, in der sie Zahlungen leisten muss, die von der EU diktiert werden, ohne die Möglichkeit, "Nein" zu sagen. Die Schweiz wird damit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, die erhebliche finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne im Gegenzug garantierte Vorteile wie besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG fungiert als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung ermöglicht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieser Vorgang widerspricht dem Grundsatz der transparenten und demokratisch legitimierten Ausgabenpolitik des Bundes.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen und höchst bedenklichen Eingriff in unsere nationale Souveränität und unsere föderalistischen Strukturen dar. Die bestehende Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Willensbildung von Bund, Kantonen und Gemeinden autonom und nach nationalen Interessen festgelegt werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedeutet die faktische Abschaffung der demokratisch legitimierten Förderung von essenziellen Bereichen wie dem Regionalverkehr, kantonalen Banken, Kultur und lokalen KMU.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Einführung der Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG wird eine neue, zentrale Kontrollinstanz etabliert, die primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen wird, anstatt primär Schweizer Interessen zu wahren. Diese Beihilfekammer, die als verlängerter Arm der EU fungiert, untergräbt die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit der Schweiz und macht uns zu reinen Regel-Empfängern. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft eine wesentliche Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle ausgeliefert, was die strategische Autonomie gefährdet.

Der Föderalismus, ein Kernstück unserer Staatsordnung, wird durch diese Massnahmen massiv geschwächt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre souveränen Beschlüsse zur lokalen Wirtschaftsförderung müssen künftig von einer zentralen Behörde in Bern abgesegnet werden. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist besonders stossend, da die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält und deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können. Dies entwertet die Rolle der Kantone zu blossen Bittstellern.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2

KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese 'Superbehörde' wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im Luftverkehr.

Die vorgeschlagenen Änderungen gehen zu Lasten der Transparenz und des Konsumentenschutzes, wie der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG zeigt. Insgesamt stellen die vorgeschlagenen Massnahmen eine unannehmbare Unterwerfung unter EU-Recht dar und gefährden die bewährte und auf nationalen Interessen basierende Praxis der Schweiz im Bereich staatlicher Beihilfen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anlehnung an das EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch einen neuen Art. 40ater ist äusserst bedenklich. Diese Bestimmung erlaubt es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen führt unweigerlich zu einer gefährlichen "Rosinenpickerei": ausländische Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Hauptverbindungen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenstrecken allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Solidität und die Aufrechterhaltung des gesamten öffentlichen Bahnangebots.

Darüber hinaus birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken für die bestehenden Subventionsmodelle im Schweizer Schienenverkehr. Bewährte und für die Qualität des Angebots entscheidende Förderungen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Leistungsfähigkeit und die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs für die Bevölkerung.

Die im Rahmen des Abkommens angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Diese Erklärung ist lediglich eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Entscheidungen auf die besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf und verlagert künftige Regulierungs- und Steuerungsbefugnisse zunehmend an zentrale EU-Stellen. Die Einführung der Kabotage und die damit verbundene "Rosinenpickerei" stellen einen Frontalangriff auf den Service public dar und gefährden langfristig die Versorgungssicherheit und Qualität des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit äusserst zweifelhaft und laufen Gefahr, den etablierten und bewährten Schutz der Schweizer Arbeitnehmer eher zu untergraben als zu stärken. Es ist offensichtlich, dass die angeblichen Schutzmechanismen lediglich kosmetischer Natur sind und den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen, was die soziale Kohäsion unseres Landes gefährdet.

Anstatt den bestehenden, effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer gestaltet, jedoch offensichtlich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung begünstigt

ausländische Unternehmen, die gezielt Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von Klein- und Mittelunternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, da die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine gefährliche Abkehr von bewährten Prinzipien dar und gefährden die schweizerische Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, ohne Stimmrecht, aber mit voller Kostenbeteiligung, degradiert die Schweiz zu einem reinen Ausführungsorgan. Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die Umwandlung in eine „operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk“ auf unsägliche Weise beschnitten. Sie wird undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen müssen, was das Ende einer eigenständigen, bedarfsorientierten Schweizer Energieregulierung bedeutet.

Die EU-Beihilfenregeln bedrohen existentiell das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das etablierte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die kantonalen Finanzen, sondern auch die lokale Wertschöpfung. Darüber hinaus gefährden verschärfte Unbundling-Vorschriften, wie in Art. 10, 18 und 19 StromVG dargelegt, unsere föderalen Strukturen. Insbesondere die traditionelle Einspeisevorrangstellung von Gemeindekraftwerken wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale und lokale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG angestrebt wird, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslücke, da weder der Markt noch die EU die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das unkalkulierbare Folgen haben kann. Die Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, werden auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere Art. 15 neu, schwächen die dezentrale, erneuerbare

Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht diametral der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt zentrale, grossmassstäbliche Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Schweiz stärker von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern abhängig macht.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die massiven Kompetenzerweiterungen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die uns die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur nehmen und unsere föderalen Strukturen zerstören.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen dieser Massnahmen weitet die Personenfreizügigkeit in einem Ausmass aus, das mit dem Ziel einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung unvereinbar ist. Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies steht im Widerspruch zu einer umsichtigen Migrationspolitik, die auf die Bedürfnisse und Kapazitäten unseres Landes Rücksicht nimmt.

Die zu erwartende massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist unverkennbar. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, einschliesslich Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, erhalten durch die ausufernden Bestimmungen zum Familiennachzug ein faktisches Bleiberecht, selbst bei anhaltendem Bezug von Sozialhilfe. Die Kosten hierfür werden allein von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist eine reine Illusion, deren Anwendungsbedingungen derart restriktiv gestaltet sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu aktivieren, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was diese eher als Erpressungsklausel denn als Schutzmechanismus entlarvt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet eine Kapitulation unserer direkten Demokratie. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich würden unser Parlament und das Volk faktisch von jeglicher Einflussnahme ausschliessen. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren diese Entwicklung und machen die Zuwanderung in die Sozialsysteme zur Norm. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist hierfür ein klares Indiz – ein Placebo, das keine echte Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz und im HFKG ist nichts anderes als ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch diese unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen. Diese Massnahmen sind ein deutliches Zeichen für die verheerenden Folgen der Personenfreizügigkeit, welche nun zulasten unserer Hochschulen und Studierenden abgewältert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, formell unter dem Titel «Lebensmittelsicherheit» präsentiert, stellt eine kaum verhüllte Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» dar. Dies ist kein

Akt der technischen Harmonisierung, sondern ein umfassendes Integrationsprojekt, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere unabhängige bäuerliche Struktur und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrhundertealten Traditionen und strengen nationalen Vorgaben beruht, ist in akuter Gefahr. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label «Made in Switzerland», da unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden.

Besonders besorgniserregend ist die drohende «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Jegliche Kritik oder gar Ablehnung dieses für die Schweiz schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit manövriert.

Der Eintritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Unsere Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was dem Prinzip der nationalen Hoheit widerspricht. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet die Existenz unserer mittelständischen Landwirtschaft.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) bedeuten einen klaren Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung werden zugunsten von EU-Standards aufgegeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein ethischer Fehltritt und ein Verlust der Souveränität, in einem Bereich, in dem wir eigene, höhere Massstäbe setzen sollten.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie höhlt die Schweizer Qualität aus, erstickt unsere Produzenten in Bürokratie und entmündigt die Konsumenten. Ebenso gefährlich ist die Aushebelung unseres Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht dar, die das Parlament umgeht und eine effektive demokratische Kontrolle verhindert. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter EU-Diktate (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über Tierseuchenbekämpfung durch die Übernahme von EU-Verordnungen (Art. 1 neu TSG) sind weitere gravierende Souveränitätsverluste, die unsere nationale Sicherheit und Unabhängigkeit gefährden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die nicht ausreichend adressiert werden. Insbesondere die Integration von EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung, wie sie durch die verschiedenen Abkommen angestrebt wird, steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das im Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert das Recht des Schweizer Volkes, über seine politischen und rechtlichen Angelegenheiten selbst zu bestimmen.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Kontrolle oder gar eines Referendums auf jeder Stufe, untergräbt die Rolle des Schweizer Volkes als oberste Entscheidungsträgerin. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zu den Prinzipien der

direkten Demokratie, die im Artikel 34 BV als Eckpfeiler des schweizerischen politischen Systems festgeschrieben sind. Die Verlagerung von Entscheidungskompetenzen hin nach Brüssel, auch wenn dies im Gewand einer "Stabilisierung" geschieht, ist eine schleichende Aushöhlung der nationalen Autonomie.

Des Weiteren muss die Frage der Rechtsstaatlichkeit im Lichte des EU-Rechts kritisch beleuchtet werden. Während die EU behauptet, auf rechtsstaatlichen Prinzipien zu beruhen, unterscheiden sich die Normenkontrollmechanismen und die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) von jenen, die in der Schweiz gelten. Die unkritische Übernahme von EU-Recht, das potenziell im Widerspruch zu grundlegenden schweizerischen Rechtsvorstellungen steht, birgt das Risiko einer Kompetenzverschiebung, die nicht transparent und demokratisch legitimiert ist. Der Artikel 5 BV, der die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit festlegt, müsste hierbei sorgfältig geprüft werden.

Die pauschale Behauptung, dass eine solche Stabilisierung notwendigerweise zu wirtschaftlichen Vorteilen führe, überzeugt angesichts der genannten strukturellen Nachteile nicht. Die potenziellen Risiken für die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie sind so gravierend, dass sie jeglichen angenommenen wirtschaftlichen Gewinn in den Schatten stellen. Eine echte Stabilisierung der Beziehungen zur EU müsste auf einer partnerschaftlichen Basis erfolgen, die die Eigenständigkeit und die demokratischen Strukturen der Schweiz uneingeschränkt respektiert, anstatt sie schleichend zu kompromittieren. Die vorgeschlagene Richtung birgt die Gefahr, die Schweiz in eine abhängige Position zu manövrieren, deren langfristige Konsequenzen für die nationale Identität und die politische Unabhängigkeit nicht unterschätzt werden dürfen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und bislang unzureichend adressierte Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Die Annahme der EU-Gesetzgebung in toto, ohne die Möglichkeit einer selektiven Übernahme, wie sie dem Verfassungsauftrag nach Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Ausübung der Volksrechte (SR 161.1) widerspricht, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Unabhängigkeit.

Die Übernahme des EU-Rechts, auch in weniger bedeutenden Bereichen, führt zu einer Abhängigkeit von einer externen Rechtsordnung, deren Entwicklung wir nicht mehr massgeblich beeinflussen können. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung, welches in der Präambel der Bundesverfassung verankert ist und die Grundlage für die schweizerische Demokratie bildet. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht im Bereich der Landwirtschaft und des Umweltschutzes, wo die Interessen der EU-Mitgliedstaaten naturgemäss andere sind als die der Schweiz, kann zu unfairen Wettbewerbsbedingungen und zur Schwächung unserer heimischen Produktion führen. Die Vorgaben des EU-Rechts können unter Umständen direkt den nationalen Interessen widersprechen und wären dennoch bindend.

Weiterhin besteht die Gefahr, dass die Ratifizierung dieser Abkommen durch das Parlament, ohne direkte Mitsprache des Souveräns, die demokratische Legitimation der Schweizer Politik untergräbt. Artikel 34 Absatz 2 der Bundesverfassung (SR 101) garantiert die Rechte der Bürgerinnen und Bürger auf Mitsprache bei politischen Entscheidungen. Die Umgehung des Referendums für eine so weitreichende Übernahme von EU-Recht ist demokratiepolitisch höchst bedenklich. Wir laufen Gefahr, dass die schweizerische Gesetzgebung faktisch von Brüssel diktiert wird, während die politische Verantwortung auf unserer Seite verbleibt. Dies ist eine unhaltbare Konstellation und stellt eine Gefahr für die Kontrollierbarkeit politischer Prozesse dar.

Die Argumentation, dass die Übernahme von EU-Recht notwendig sei, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, greift zu kurz. Sie ignoriert die Möglichkeit, existierende bilaterale Abkommen zu optimieren und fortzuschreiben, anstatt sich einer vollständigen Rechtsübernahme zu beugen. Die aktuelle Entwicklung scheint eher von einer strategischen Absicht getrieben zu sein, die

Schweiz stärker an die EU zu binden, als von einer ausgewogenen Abwägung der nationalen Interessen. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die in diesem Paket vorgesehen ist, ohne klare Gegenleistungen oder Einflussmöglichkeiten, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Die langfristigen Auswirkungen auf die finanzielle Stabilität der Schweiz sind nicht abschätzbar und stellen eine erhebliche Bürde für zukünftige Generationen dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob diese Ergebnisse nicht letztlich eine schleichende Unterstellung unter europäisches Recht darstellen, ohne dass dem Schweizer Volk ein angemessenes Mitspracherecht zugestanden wird.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht wirft gravierende Probleme auf. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten gemäss Art. X des Entwurfs, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in Art. 164 der Bundesverfassung verankert ist. Eine solche Regelung würde die parlamentarische Kontrolle und die Meinungsbildung im nationalen Interesse erheblich schwächen. Die Schweizer Bevölkerung würde de facto Entscheidungen getroffen bekommen, die sie nicht beeinflussen kann.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die vorgesehene Zustimmung zur Personenfreizügigkeit, wie sie in Art. Y des Abkommens geregelt ist, birgt das Risiko einer unkontrollierten Zuwanderung, welche die Lohnstrukturen unter Druck setzen und die Sozialwerke belasten könnte. Dies steht im Widerspruch zur bewährten Politik der Schweiz, die auf eine kontrollierte Zuwanderung und den Schutz der heimischen Arbeitskräfte abzielt, wie er auch in den Grundprinzipien des Arbeitsgesetzes zum Ausdruck kommt.

Die in Art. Z des Abkommens vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind besonders kritisch zu betrachten. Die Unterstellung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichts stellt eine signifikante Einschränkung der nationalen Souveränität dar und steht im Widerspruch zur Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, wie sie durch die Bundesverfassung garantiert wird. Es besteht die Gefahr, dass Urteile des EuGH die Anwendung schweizerischen Rechts verdrängen und die Gestaltung der eigenen Gesetzgebung erschweren.

Diese Verhandlungsergebnisse scheinen eher auf eine politische Anpassung an Brüssel als auf die Wahrung schweizerischer Interessen ausgerichtet zu sein. Bevor der Schweiz weitere Verpflichtungen auferlegt werden, bedarf es einer eingehenden Prüfung und einer offenen nationalen Debatte, ob die erhofften Vorteile die erheblichen Risiken für unsere Souveränität und unseren Wohlstand tatsächlich rechtfertigen. Die Tendenz zur Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende demokratische Kontrolle ist zutiefst besorgniserregend.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Viviane Tran Thang (Privé)

Date: 04.10.2025

Contact: Viviane Tran Thang · viviane.tranthang@bluewin.ch

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

L'accord-cadre proposé avec l'Union européenne soulève des inquiétudes fondamentales quant à la souveraineté et à l'indépendance de la Suisse. L'adoption automatique de droit communautaire, telle que prévue, entrerait en conflit avec l'article 5 de la Constitution fédérale suisse qui consacre le principe de la souveraineté de la Confédération. La renonciation à la possibilité de déroger aux règles de l'UE, même pour des raisons d'intérêt national, semble incompatible avec la protection de nos intérêts fondamentaux, garantie par divers articles constitutionnels relatifs à l'autonomie décisionnelle. De plus, l'impact sur le droit du travail et la protection des salaires, potentiellement érodée par l'application de directives européennes moins contraignantes, mérite une analyse juridique approfondie au regard de l'article 114 de la Constitution sur la protection des travailleurs.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse a toujours défendu sa souveraineté et son modèle économique unique, des principes consacrés par sa Constitution, notamment par l'article 5, qui garantit l'indépendance de la Confédération. L'évaluation globale du paquet Suisse-UE doit impérativement prendre en compte les implications juridiques et politiques d'une intégration plus poussée. Une telle approche risque de compromettre le droit constitutionnel suisse, en particulier la primauté du droit suisse sur le droit de l'UE, ainsi que les articles 138 et 139 de la Constitution fédérale concernant le rôle du Parlement. L'adhésion à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sans mécanisme de contrôle adéquat pose un risque inacceptable pour la sécurité juridique et la volonté démocratique du peuple suisse. Nous devons rester vigilants quant à toute proposition qui pourrait éroder notre capacité à légiférer et à prendre des décisions de manière autonome.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations révèle une profonde insatisfaction quant à l'accord proposé avec l'Union européenne. L'absence de garanties solides quant à la préservation de la souveraineté helvétique et à la protection des intérêts nationaux soulève des inquiétudes majeures. La reprise automatique du droit communautaire, telle que prévue par l'accord, pourrait porter atteinte à l'autonomie décisionnelle de la Suisse, inscrite dans sa Constitution fédérale. L'article 5 de la

Constitution fédérale garantit la souveraineté de la Confédération. L'intégration forcée de réglementations européennes, sans possibilité de négociation approfondie, contrevient au principe de l'autodétermination. De plus, les implications économiques et sociales de cet accord restent opaques, risquant de désavantager les entreprises et les citoyens suisses. Il est impératif de réévaluer ces points critiques avant toute ratification.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La mise en œuvre nationale des accords avec l'Union européenne soulève des préoccupations majeures qui ne peuvent être ignorées dans le cadre de cette consultation. L'alignement unilatéral sur le droit communautaire, sans que la Suisse ne dispose d'un droit de regard sur son élaboration, représente une érosion significative de sa souveraineté. Cette dynamique pose un défi fondamental à notre système constitutionnel, notamment à l'article 5 de la Constitution fédérale (Cst.) qui consacre le principe de subsidiarité et l'autonomie des cantons. L'absorption de nouvelles réglementations européennes sans une véritable négociation risque de court-circuiter les processus démocratiques internes et de compromettre la capacité de la Suisse à définir ses propres priorités législatives.

De plus, la rigidité de l'acquis communautaire, telle qu'elle est souvent présentée, laisse peu de place à des adaptations nécessaires pour tenir compte des spécificités du contexte helvétique. L'article 173 alinéa 2 Cst. confère au Conseil fédéral la tâche de veiller à ce que le droit fédéral et le droit cantonal soient compatibles entre eux et, le cas échéant, avec le droit international. Cependant, l'application aveugle d'un droit étranger préexistant peut rendre cette tâche ardue, voire impossible, sans que le Conseil fédéral ne soit en mesure d'exercer un contrôle adéquat sur le contenu des normes européennes avant qu'elles ne deviennent contraignantes pour la Suisse.

Il est impératif que les accords futurement conclus garantissent une procédure de décision qui permette à la Suisse d'exercer une influence réelle et proportionnée sur l'élaboration du droit applicable. Sans cela, le risque est grand que la Suisse soit contrainte d'adopter des normes qui ne correspondent pas à ses intérêts nationaux ou à ses valeurs fondamentales, telles que définies par la Constitution. La consultation doit donc être l'occasion d'exiger des mécanismes qui préservent l'indépendance et la capacité décisionnelle de la Suisse, conformément aux principes fondamentaux de notre ordre juridique. L'intégration du droit européen ne saurait se faire au détriment de la souveraineté nationale, principe cardinal garanti par la Constitution.

Transports terrestres

La proposition d'accord dans le domaine des transports terrestres soulève de graves préoccupations quant à la préservation de notre service public ferroviaire. L'application du droit européen, notamment en matière de subventions, pourrait remettre en cause les financements essentiels à notre réseau, compromettant ainsi la qualité et l'accessibilité du transport pour nos citoyens. L'introduction de la kabotage, prévue par le nouvel article 40ater de la loi sur le chemin de fer (EBG), ouvre la voie à une "rosinerepickerei" par des entreprises étrangères, qui ne desserviront que les lignes rentables, au détriment des liaisons moins lucratives mais indispensables à la couverture nationale. L'article 32a alinéa 1bis de la loi sur le transport de voyageurs (PBG) impose le respect des normes européennes dans les appels d'offres, ce qui dilue la souveraineté de la Confédération et des cantons dans la définition de leurs priorités de transport. Ces dispositions, loin de garantir une amélioration, menacent la structure fondamentale et la pérennité de notre système ferroviaire.

Contribution financière

La proposition visant à transformer les contributions volontaires à la cohésion en obligations financières juridiquement contraignantes pour la Suisse constitue une dérive inacceptable. L'introduction d'un "mécanisme de calcul contraignant" dans le cadre de l'Accord-cadre, tel que suggéré par le nouveau projet de loi sur la contribution à la cohésion (KoBG), anéantit la marge de manœuvre parlementaire et la souveraineté budgétaire, telles que garanties par la Constitution fédérale. Le fait de lier ces paiements, initialement fixés à un montant apparemment modique, à un

mécanisme de révision garantissant une augmentation future, transforme ce qui pourrait être un geste diplomatique en une rente perpétuelle et non négociable pour l'Union européenne. L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, de l'Accord sur la libre circulation des personnes, consacre cette dépendance financière et prive le Parlement de son pouvoir discrétionnaire essentiel quant à l'utilisation des deniers publics, le réduisant à un simple exécutant des exigences bruxelloises.

Aides d'État

La soumission du domaine des aides d'État à un régime de contrôle de l'Union Européenne constitue une renonciation inacceptable à notre souveraineté nationale et à notre autonomie cantonale. L'introduction du nouveau système, tel que reflété dans les modifications proposées au droit des aides d'État, et notamment à travers la création d'une nouvelle autorité de surveillance, érode les compétences décisionnelles démocratiques de nos institutions. L'article 3 du projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) institue une instance dont les décisions seraient primairement guidées par la compatibilité avec le droit de l'UE, reléguant ainsi les intérêts suisses au second plan.

De surcroît, la modification de l'article 82, lettre bbis, du système de procédure civile (BGG) confère à cette nouvelle autorité un pouvoir de recours direct contre les décisions cantonales. Ce mécanisme est une atteinte frontale à notre fédéralisme, transformant les cantons en entités subordonnées dont les politiques d'encouragement économique, pourtant légitimées par des processus démocratiques locaux, seraient soumises à un examen exogène et potentiellement défavorable. La neutralisation du rôle du surveillant des prix, via la modification de l'article 5, alinéa 2, du prix des denrées (PüG), est également préoccupante, car elle réduit la transparence et le contrôle des coûts pour les citoyens. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation (LFG) supprime quant à elle notre compétence nationale de contrôle sur les aides d'État dans un secteur stratégique. Ces dispositions sapent la capacité de la Suisse à gérer sa propre politique économique et stratégique.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures de protection des salaires proposées, notamment celles relatives à l'article 9 alinéa 2 de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) et à l'article 13a de la même loi, ne sont que des ajustements cosmétiques. Elles ne parviendront pas à compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation des personnes, tel que prévu par les accords internationaux. La nouvelle réglementation, tout en introduisant une bureaucratie accrue, affaiblit les mécanismes de contrôle existants, tels que les commissions paritaires et les inspections cantonales du travail, ce qui risque de favoriser le dumping salarial. La modification de l'article 335q du Code des Obligations concernant la protection des représentants des travailleurs est une ingérence inadmissible dans la liberté contractuelle et la flexibilité des PME, créant une classe privilégiée au détriment de la compétitivité de l'économie suisse. L'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires, telle que prévue par l'article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), constitue une abdication de souveraineté inacceptable.

Électricité

La Suisse sacrifie sa souveraineté énergétique en s'alignant sur les réglementations européennes, notamment via l'intégration à ACER et ENTSO-E, sans droit de vote mais avec des obligations financières. La loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a ss.) et les modifications de la loi sur l'énergie (EnG, art. 15 nouv.) entraîneront une volatilité accrue des prix et compromettent la sécurité d'approvisionnement. Le système de redevances hydrauliques, essentiel aux cantons montagnards, est menacé par les règles de l'UE sur les aides d'État. Les structures fédérales, comme les centrales communales, sont fragilisées par les règles de concurrence de l'UE, qui s'opposent au principe de priorité d'injection local. La libéralisation totale du marché, malgré des garde-fous comme les réserves énergétiques (art. 8b ss. StromVG), rend la Suisse dépendante de dynamiques externes imprévisibles. L'élargissement des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement de l'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) diluent la souveraineté nationale au profit d'une régulation bruxelloise déconnectée de nos réalités.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente consultation sur la sécurité alimentaire, sous le titre trompeur de "sécurité alimentaire", vise en réalité une intégration complète de l'économie suisse dans le cadre réglementaire de l'UE, le règlement "De la ferme à la table". Cette démarche menace directement nos standards de production élevés, nos exploitations agricoles familiales et la liberté de choix des consommateurs, tels que protégés par le principe de précaution ancré dans le droit suisse. L'introduction d'inspecteurs de l'UE et l'application de normes moins strictes, potentiellement en conflit avec notre législation sur le bien-être animal (art. 15a et 21 TSchG) et notre moratoire sur les OGM, constituent une ingérence inacceptable dans notre souveraineté. La "clause guillotine" liant cet accord à tous les autres contrats bilatéraux est une forme d'extorsion politique. La révision totale du droit alimentaire (LMG) et l'octroi de compétences réglementaires étendues au Conseil fédéral (art. 141 et 148 LwG) sans le contrôle parlementaire adéquat ouvrent la voie à une bureaucratie asphyxiante et à une dévaluation de la qualité "Made in Switzerland".

Libre circulation: Immigration

La proposition visant à étendre la libre circulation des personnes contrevient manifestement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui garantit à la Suisse le droit de réguler elle-même l'immigration. L'introduction d'un nouveau droit de séjour prolongé, accordé après seulement cinq ans et pratiquement inaliénable, tel que stipulé dans les modifications envisagées de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) et de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI), crée une insécurité juridique et sociale. La prévision d'un potentiel allongement des durées de séjour pour les prestations sociales, notamment à travers les articles 29a et 41c de la LEI, représente une charge inacceptable pour les contribuables suisses et sape la stabilité de nos systèmes sociaux. De plus, l'élargissement du regroupement familial, en permettant l'arrivée de membres de la famille élargie, risque d'entraîner une augmentation incontrôlée des flux migratoires et des coûts associés, vidant de sa substance toute prétention à une immigration maîtrisée. La prétendue "clause de sauvegarde" s'avère être un instrument inopérant, dont les conditions d'application draconiennes le rendent inefficace, et dont l'invocation expose la Suisse à des représailles de la part de l'Union européenne. L'intégration automatique de la législation de l'UE, notamment via la "méthode d'intégration", prive le peuple et le parlement suisses de leur droit fondamental de décider en matière de politique d'immigration. Le système d'information du marché intérieur (IMI) et la reconnaissance automatisée des qualifications professionnelles, tels que prévus dans la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) et le droit de la fonction publique, affaiblissent nos normes de qualité et notre capacité à réguler le marché du travail national. Il en va de même pour l'intégration du Certificat professionnel européen (CPE) dans les lois relatives aux professions de la santé, qui délègue la responsabilité de la qualité des soins à un système bureaucratique européen, mettant potentiellement en péril la sécurité des patients suisses. Ces modifications représentent une capitulation face à l'UE, remettant en cause notre souveraineté et le mandat constitutionnel de contrôle de l'immigration.

Inhalt

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)? ... 3
Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung? ... 3
Strom ... 4
Strombedarf der Schweiz auf Basis 2023 min. 23'467 TW/h ... 6
Windkraftanlagen ... 8
Der Bau eines Windrades erfordert: ... 8
WKA sind Klimakiller ... 8
Zum Thema Windräder oder wie zerstört man eine riesige Fläche ohne Atombombe? ... 8
Fassen wir mal alles zusammen ... 9
totally shredded in the strong winds associated with #StormGerrit ... 9
A wind turbine in the southwest of Victoria has been destroyed by fire ... 9
A wind turbine catches fire off the British coast ... 9
Wind turbine collapses to the ground ... 9
9. Wind turbines brakes failed and explodes ... 10
Netherlands: When conducting a life cycle assessment of a wind turbine ... 10
Nature says no: Tornado wipes out wind turbines in Iowa, USA. ... 10
Wind turbine shatters into pieces as a result of... wind. ... 10
Deutschland besitzt rund 30.000 Windräder. ... 10
Bei dem gestern bei Bad Liebenwerda abgebrannten Windrad ... 10
im September 2024 bricht der Flügel eines Windrades ab. ... 11
Das sind AUFRÄUMARBEITEN, nach einem EINZIGEN abgebrochenen Flügel ... 11
Wenn ein Windrad Feuer fängt ... 11
im ostfriesischen Krummhörn hat ein Landwirt genug gehabt ... 11
Solarfarmen ... 11
1500 acres also 6 km2 Natur- und Vogelschutzgebiet durch Solarfarm zerstören ... 11
Landverkehr ... 12

Personenfreizügigkeit 13
Staatliche Beihilfen 14
Personenfreizügigkeit: 15
Finanzieller Beitrag 15
Lebensmittelsicherheit 16
Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat? 18
Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln? 19
Weiter führende Informationen 19
Digital-ID oder E-ID 19
Digital ID is coming in UK mandatory in UK for adults 20
If you say yes to Digital ID you will never be able to say no to the Government again 20
In China, digital ID mandates forced these citizens to line up 21
in a snowstorm for 21
Jordan Peterson issues a warning about Digital ID 21
The Gates Foundation is the initial major stakeholder in the 'Global Digital ID' scheme 21
EU Nein: 21
EU will Krieg mit Russland 24
Warum die WHO boshaft ist 24
Rockefeller keine «guten Menschen» 25
Grippen 28
Die IGV-Änderungen geben der WHO die Macht, Notfälle auszurufen und Lockdowns, Zensur & mehr zu verhängen 33
Tedros WHO Chef verlangt Transformation des Ernährungssystems 35
Under the guise of fsaving the planet, Tedros continues to demand a transformation of our food systems—including new WHO guidance "on the consumption of animal-sourced foods". "Transforming food systems means taking a holistic https://t.co/rrIjCO8H1J (https://x.com/wideawake_media/status/1977305984482635921?t=Lib61WehkAUS1YsI7Nyf6w&s=03 35
UN 35

Unmengen Beton, Stahl und Plastik werden gebraucht, um ein einziges Windrad zu 35
WAS LANDWIRTE OFFENBAR NICHT WISSEN: 36
These "green" and "renewable" wind turbine blades have outlived 36
Ukraine Krieg 36
🌐 GB Documents have been leaked 36
Neutralität 37
EU Beitritt 39

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt Absender:

Wyss (Privat) Datum: 04.10.2025 Kontakt: Wyss · · frank.wyss@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Zerstörerisch. Das Ergebnis ist eine Unterwerfung. Wer auf Schweizer Seite so einen Vertragswerk auch nur in Betracht zieht, hat nicht eine prosperierende, sichere, unabhängige und souveräne Schweiz sondern ein Land mit Leibeigenen im Blick.

Wer so ein Vertragswerk mit erarbeitet, ist vom rechten Weg abgekommen und hat die einzige fast echte Demokratie der Welt verraten und verkauft und hat sein Schweizer Bürgerrecht verspielt und die Welt eines leuchtenden Beispiels beraubt. Israel und die USA könnten von uns lernen aber sie wollen die Welt durch interessengelenktes Morden beherrschen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Umsetzung zeigt klar, dass es sich um Anti Schweiz und Anti Schweizer handelt.

Das viel zitierte Völkerrecht beginnt mit gegenseitigem Respekt der Völker. Das Vertragswerk und die Umsetzung sind nicht nur Bundesverfassungs- sondern auf völkerrechtwidrig. Das Völkerrecht wird aber immer nur zitiert, wenn es darum geht die Rechte der Schweizer Bevölkerung abzubauen.

Das beschriebene Vorgehen hat der Bundesrat von den Amerikanern und Israelis gelernt. Sehr hilfreich ist auch das Pattern von George Soros, der seine NGO's erst selber finanzierte und seither über den Staat durch Steueren finanzieren lässt, um die eigene Bevölkerung von faulen Sozialisten, die nicht vor 10:00 morgens aufstehen, umerziehen zu lassen und den eigenen Untergang schmackhaft zu machen. Elon Musk hat mit DOGE das Pattern von USAID nachgewiesen und trocken gelegt, was ihm den Hass von George Soros einbrachte, worauf der seine Sturm Abteilung (SA), die ANTIFA, die höchst faschistisch agiert, auf seine Tesla Niederlassungen hetzte und niederbrennen liess.

Strom

Der Strom wurde seit Duschen mit Doris 30 % teurer. Seit 2016 werden dieselben Geräte genutzt und seit 2 Jahren nutzen wir LED Licht. Strom kostet Dank falscher Politik mehr!

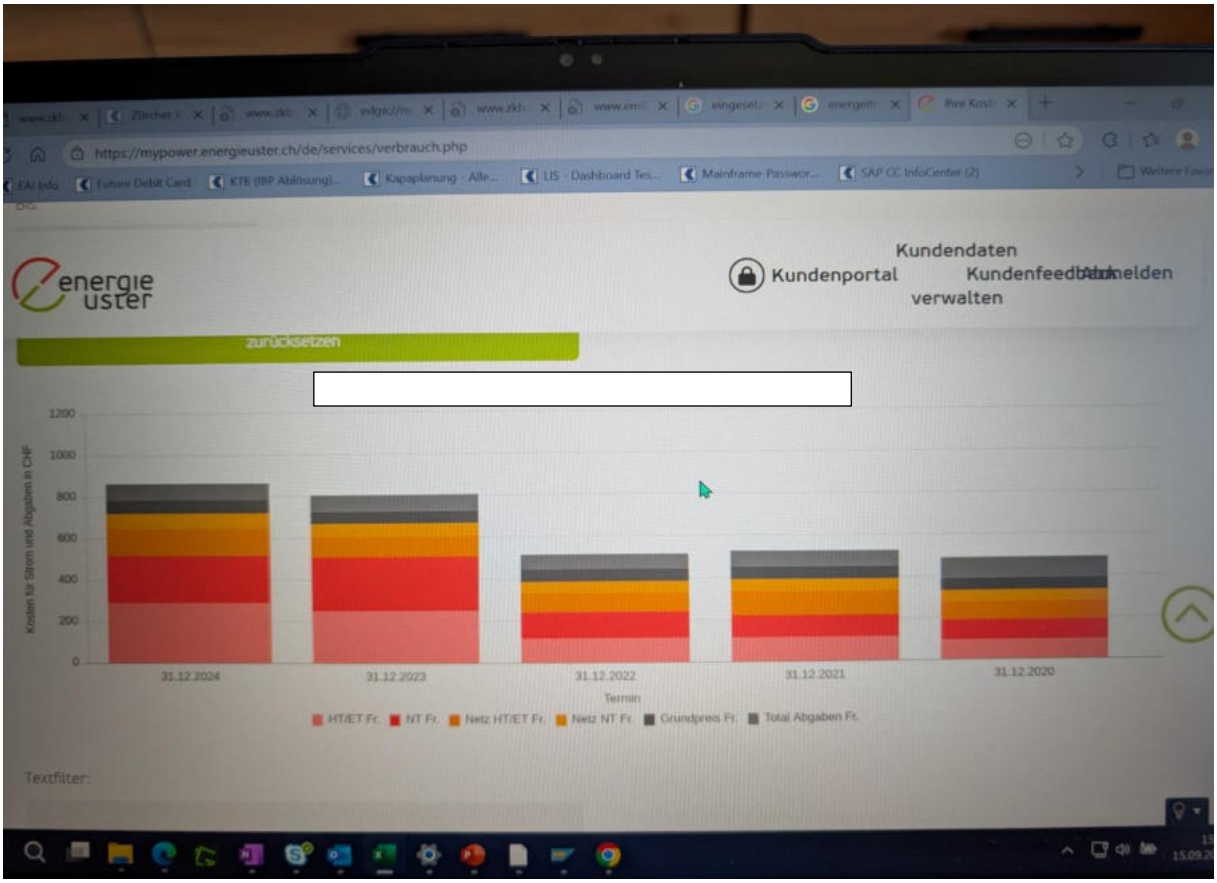

Niemand versteht, warum so ein dummer Mensch Bundesrätin werden konnte, selbst wenn man an das Gute glaubt.

Die Abstimmung vom 21.05.2017 zum Energiegesetzt ENG wurde durch eine Mischung von Dummheit, Naivität und Lügen gewonnen. Den Strombedarf eines Landes, das bereits einen hohen Strombedarf hat, auch wenn die Sonne nicht scheint und der Wind nicht weht, noch mit kulturfremden Menschen voll zu stopfen, die unseren Wohlstand kosten, unsere Sozialwerke plündern unsere Wohnungen bewohnen, auf unsere Kosten ohne jemals in die Krankenkasse einbezahlt zu haben sich komplett sanieren lassen

(insbesondere darum steigen die Kosten), unsere Infrastruktur überlasten unsere Kultur verdrängen uns hassen und Ihr nun für den steigenden Strombedarf durch Invasion, Zuwanderung, Umstellung von Fossil auf Strom (Fortbewegung, Heizung), Totale Überwachung dank E-ID, Palantir, CBDC, Co2 Fussabrduck, mit Strom aus Wind- und Solar-Kraftanlagen decken will, wenn von November bis April Dunkelflaute herrscht, ist eine Mörder. Unsere Kraftwerke durch Steuern finanziert produzieren vom Volk finanzierten Strom, den das Volk dank Lügennase Bundesrat für 40 Franken mehr im Jahr um 340 Franken (von 500 auf 840 um satte 68 % gestiegen) gestiegen ist, ohne dass alle AKW's abgeschaltet wären, ist eine Idiotie und der Bundesrat wird für alle Folgen persönlich verantwortlich sein, weil er die Stimmbevölkerung immer belogen hat. Ihr seid Verschwörer und habt Euch gegen die Schweiz und ihre Bevölkerung verschworen.

Auf Strom aus französischen AKW zu setzen, ist das allerdümmste, was man tun kann. Die Franzosen beuten noch heute kolonialistisch afrikanische Länder aus und zwingen ihnen den CFA als Währung auf, was nichts anderes als Tausch von Rohstoffen gegen Papier ist. Frankreich ist also kein Land, dass irgendwelche Rechte anderer Länder achtet, Versaille hat übrigens in einem Flügel dutzende Bilder von Schlachten, wie Frankreich Völkerrecht achtete: Ihr macht nicht, was wir wollen? Dann gibt es Krieg. Auch hatte man super Erfahrungen während Covid gemacht, als Deutschland von Schweizer Firmen bezahltes Medizinalmaterial schlicht an der Grenze festhielten. Die Schweiz ist im Ernstfall nur von Feinden umgeben. Das einzige Land, das helfen könnte, das der Schweiz die Neutralität schenkte, hat man vergrault, wobei ich Ignazio Cassis nicht als Schweizer sehe, da er eher wie Benito Mussolin agiert.

Zu Covid noch ergänzt: Ihr habt einfach die Bundesverfassung und Menschenrechte missachtet und Menschen mit indirektem Zwang geimpft (Sozialleben, bestimmte Berufe, etc.). Aber Asylanten habt Ihr nicht geimpft, weder Afrikaner noch Araber und auch keine Ukrainer. Viele kamen ohne Dokumente und hätten, wäre es so eine gefährliche Pandemie gewesen, gleich in Lager gesteckt und sofort mit allen existierenden Vaccinen zwangsgeimpft werden müssen. Habt Ihr nicht gemacht.
Es gibt auch keine Beweise, dass Bill Gates, George Soros, Ablert Bourla, oder sonst einer der WEF Buddies und auch kein Bundesrat unter dessen 8 mal geimpft ist.

Als wir zum Pass auch noch Zertifikate vorweisen mussten, sind diese 10'000 US Oligarchen zum WEF per Privatjet angereist und haben weder Pass noch Zertifikat vorweisen müssen und Leute wie Bill Gates bringen auch noch lebende, genetisch veränderte Mosquitos im Gepäck mit. Ich garantiere Ihnen, dass das sonst nur Diplomaten schaffen aber Bill Gates ist nur ein Milliardär, der wegen stalking aus seiner eigenen Firma geflogen ist. Ich verstehe etwas anderes unter vor dem Gesetz sind alle Gleich, darum müssen jetzt Privatjets verboten werden und Leute, wie Bill Gates fliegen entweder Linie oder kommen gar nicht erst in die Schweiz. Beispiel:
Eine Gulfstream GS 550 verbraucht 358 Galonen Kerosin / h.
Annahme: Hin-/Rückflug 8 h: 21'683.2 Liter Kerosin.

Ein Liter Kerosin setzt bei der Verbrennung rund 2,76 kg CO2 frei.
Ergo emittiert ein WEF Teilnehmer für die **WEF Teilnahme 59.844 Tonnen Co2**.
Ein **Auto** kommt bei einem Verbrauch von 8 Litern mit derselben Menge Benzin **271'035.356 Km** weit.
Ergo: Die WEF Abschaffung erspart der Umwelt ohne jegliche Komforteinbusse Tausende Tonnen Co2 dank nicht durchgeführter Privatjet Flüge. Des weiteren werden der Welt weitere Verschwörungen erspart.

Die vom Volk bezahlten Stromleitungen (Netz) hat man privatisiert, obwohl jedem auch noch so geistig minderbemitteltem Politiker klar sein müsste, dass die Betreiber Firmen, in denen sowie so nur Politfilz profitiert, nie in der Lage sein würden, Teile des Netzes zu ersetzen. Die Finanziellen Mittel kann nur der Staat beschaffen.

Strombedarf der Schweiz auf Basis 2023 min. 23'467 TW/h

- Die Schweizer **Kernkraftwerke** produzierten im Jahr 2023 **rund 23,467 TWh** Strom.
- Die durchschnittliche Nennleistung einer Windkraftanlage liegt in der Regel zwischen 2 und 5 Megawatt (MW).
- Ein typisches **Windrad** an einem für Schweizer Windverhältnisse typischen Standort produziert **jährlich rund 6 GWh** Strom.
- Das entspricht etwa dem Verbrauch von 1700 Haushalten.

Ergo 23'467 GWh / 6GWh = **3'911.2 Windräder** benötigt.

- Rein aus Produktionssicht könnte es so funktionieren.
- Was passiert aber wenn eine lange Windflaute ist??
- Woher sollte dann die Energie kommen? AKW werden wie in Dumm Deutschland gesprengt.

Die Aufgaben des Staates sind: Voraussetzungen zu schaffen, dass sich das Land entwickeln kann. Für die geistig zurückgebliebenen in der Politik:

- Sicherheit (keine kulturfremden Parasiten, die Volk, Leben, Arbeit bedrohen; Musslime müssen 5 x am Tag beten, müssen Kinder zeugen und haben kaum Zeit zu arbeiten. Sie sind der Inbegriff von Intoleranz und tolerieren weder andere Religionen noch andere Gesetzgebungen als die Sharia. Muslime sind eine eindeutige Gefahr für die innere Sicherheit jedes nicht muslimischen Landes.
  Folgen von Muslimen im Land:
  So., Okt. 12, 2025 gepostet:
  Massive Ausschreitungen bei der unbewilligten Palästina-Demo im Bern (Schweiz). Mit tatkräftiger Unterstützung durch Linksextreme, wurden 18 Polizisten verletzt.

  Ein friedliches Zusammenleben wird mit dieser "Kultur" niemals möglich sein. Sie

müssen Europa verlassen. Alle. https://t.co/xi800Nu1SO (https://x.com/queru_lant/status/1977345471472423125?t=Rft61Hzqit35YUCOGKj3tw&s=03)

- Infrastruktur:
    - Energie damit immer Essen zubereitet werden kann
    - Gebäude damit Menschen wohnen und schlafen können
    - Strassen damit die Menschen zur Arbeit, einkaufen, Erholung kommen
    - Wasserversorgung damit die Menschen trinken, kochen und sich waschen können
    - Abwasserklärung damit das Abwasser von möglichst allen vermeidbaren Rückständen befreit wird
    - Öffentlicher Verkehr zur Entlastung des individual Verkehrs
- Bildung
    - Nur Menschen, die der jeweiligen Landessprache mächtig sind, dürfen zur Schule. Menschen, die die sprachlichen Fähigkeiten nicht haben, müssen erst die Sprache lernen.
      Sprach-Fremde stören den Unterricht und zerstören die Entwicklung derer, die dem Unterricht folgen könnten, wenn er denn statt finden würde.
    - Bildung muss zweck dientlich sein: Sprache, Mathematik, Naturwisschaft, Finanzlehre, Geschichte, usw. aber kein Gender Gaga, Frühsexualisierung oder Transgender Gaga. Jeder Mensch wird mit einem von zwei Geschlechtern geboren, in Ausnahmefällen als Hermaphrodite.
      Männer entwickeln Prostatakrebs Frauen Gebährmutterhalskrebs.
      Wer sich als das andere fühlt, hat ein psychisches Problem, dass sich durch keine Verstümmelung korrigieren lässt sondern dadurch nur Verstümmelte Menschen schafft, die bis ans Lebensende Hormontherapien und Psychopharmaka brauchen mit Nebenwirkungen die zu Massenmord führen (alle Mass shooters in den USA waren auf Psychopharmaka).
    - Landesverteidgung: Die Schweiz muss ihre Neutralität verteidigen, weil sie den einzigen Boden der Welt darstellt, auf dem zwei Kriegsparteien keine Drittinteressen des Gastgebers befürchten müssen. Dass Ignazio Cassis die Neutralität über Bord geworfen hat, ist eine unverzeihliche Abscheulichkeit, für die Ignazio Cassis immer in Erinnerung bleiben wird. Egal, was er noch tut, Ignazio Cassis ist der Beweis, dass ein Pass noch lange keinen Schweizer ausmacht, er ist im Innern ein Benito Mussolini.

      Fernsteuerbare Kampfjets der fünften Generation von den USA zu kaufen, die von Rammstein und Wiesbaden ferngesteuert werden können ist schon eine Dummheit für sich. Mit der F35 ein Flugzeug zu kaufen, dass

alleine für den Betrieb der Bordsysteme 1 Tonne Kerosin benötigt und auch nur ein Triebwerk hat, übertrifft alles, was an Unfähigkeit möglich ist. Die USA selber setzen das Flugzeug kaum ein, da die Technik sehr anfällig ist und die Wartung sehr teuer.
Warum sollte man eine Schweiz überhaupt noch verteidigen, wenn es keine Schweizer mehr gibt? Überall wo man nach 18:00 hingeht ist man oft der einzige Schweizer. Glaubt Ihr im Bundesrat tatsächlich, dass die Schweiz im Notfall von Afrikanern, Arabern und Fahnenflüchtenden Ukrainern verteidigt wird? Falls ja, seid Ihr noch viel idiotischer als ich mir dachte oder Ihr unterstützt, was George Soros seit ca. 30 Jahren will:
No Boarders, no Nations one earth government.
Damit wird eine Versklavung unterstützt, die die Menschheit noch nie gesehen hat, weil mit den heutigen Möglichkeiten, Digital ID, 5 G, Integration von allem, was ein Individuum ausmacht, kann auf Knopfdruck gelöscht und alle assets übertragen werden. Ihr unterstützt das grösste Verbrechen der Menschheit, grösser als was die National sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands getan hat, einfach ohne KZ und ohne Zyklon B.

Windkraftanlagen

Der Bau eines Windrades erfordert:

1. Stahl: etwa 150-300 Tonnen
2. Beton: 300-600 Kubikmeter
3. Fiberglas und Epoxidharz: etwa 60-90 Tonnen
4. Kupfer und Aluminium:
   zwischen 1-5 Tonnen
5. Kunststoffe: kann einige Tonnen betragen.

Und das ist Grün 🟢 🟢 🟢 😱 😱 😱 https://t.co/Y6QzxDo5HR (https://x.com/Patrick_Proemer/status/1957133258207948925?t=N9iBTen2R3oDfJO5cemUzA&s=03)

WKA sind Klimakiller

Die Lüge der #Klimaneutralität : Man kann nicht einfach wahnsinnige Mengen Energie aus dem Klima abziehen und ernsthaft denken, das sei ohne Folgen
Was die Klimafaschisten und -Prediger gerne verschweigen:
Windkraftanlagen stören die natürliche https://t.co/KaGw9N0SPi (https://x.com/No_EUdssr/status/1978013916450963648?t=IIN_aeaTbzuwrMxtmvFHpA&s=03)

Zum Thema Windräder oder wie zerstört man eine riesige Fläche ohne Atombombe?

Es handelt sich um die massivste, flächendeckendste Umweltzerstörung, die die Welt je gesehen hat. Alleine der Bau kann sich nie durch den Betrieb eines Windrads rechnen.

Und der Abbau ist nicht mal einkalkuliert.

Allein ein Fundament benötigt 525.000 kg https://t.co/V1outMIXBG (https://x.com/Infrarot_Medien/status/1956657189390582010?t=rUErTmvXQTYl_jS3bTXvqg&s=03)

Fassen wir mal alles zusammen
- Windräder trocknen die Böden aus
- erhöhen die Umgebungstemperatur
- entnehmen dem Wind Energie, was zu Wetterveränderungen führt
- brauchen Unmengen an Beton, seltenen Erden und Metallen sowie iftmals noch Balsaholz und enthalten SF6 https://t.co/bzYG1ympRj (https://x.com/freebirdssing/status/1959534939688313307?t=RrdJ9x9KXssWfEXbGoivKw&s=03)

totally shredded in the strong winds associated with #StormGerrit
They should have a limit in windspeed, and automatically turn off to prevent the motor malfunctioning like this. https://t.co/GBS5HAOfja (https://x.com/AerosolizeX/status/1740329649492885551?t=QJdbhN8Rth9PapMZJ9XliA&s=03)

A wind turbine in the southwest of Victoria has been destroyed by fire
overnight, with a giant blade crashing into the ground.

Firefighters were called to the Portland wind farm around 8pm last night, finding the top of the tower in flames.

More details tonight at 6pm. #9News https://t.co/zE4cV8Dvr3 (https://x.com/9NewsMelb/status/1806921503063113921?t=AvPacpJvHBmDCXHiwJo_nA&s=03)

A wind turbine catches fire off the British coast
releasing thick black toxic fumes into the air.

How very "green". 🙄 https://t.co/ONpEliuSoR (https://x.com/wideawake_media/status/1790302888838774905?t=vkPGQNdpQlz09U-JK9BfGw&s=03)

Wind turbine collapses to the ground
after bursting into flames, releasing thick toxic fumes into the air.

How "green" and "environmentally-friendly". 🙄 https://t.co/nkzj3Ebujb (https://x.com/wideawake_media/status/1795060311902335229?t=P80Ewkh9RTMU2ty7PVvtLw&s=03)

9. Wind turbines brakes failed and explodes
https://t.co/OFfQjGbICd
(https://x.com/RealQuickMis/status/1864006253824889332?t=4W2xJTpI7VA6eQWBFsQhcg&s=03)

Netherlands: When conducting a life cycle assessment of a wind turbine
or any other product, researchers begin by diagramming each stage of its existence, from manufacturing through end-of-life disposal.

This wind turbine didn't do so well, it didn't freeze up or catch on
fire, https://t.co/adIovJZTA4
(https://x.com/UltraDane/status/1795325342556791154?t=lWKocTjvL2wnMu9zmIeyrQ&s=03)

Nature says no: Tornado wipes out wind turbines in Iowa, USA.

https://t.co/P6Tpl58Dva
(https://x.com/wideawake_media/status/1793316833094713415?t=o3AzS9typaJuWlPDiw89Bw&s=03)

Wind turbine shatters into pieces as a result of... wind.
So let me get this straight... These expensive monstrosities are utterly useless when the wind isn't blowing, and they're even more useless when the wind is too strong?

Right, gotcha. 🤡 https://t.co/mmbQbRJckF
(https://x.com/wideawake_media/status/1791031350457172035?t=A6fdTxN5lCrMtjpu4UAlBw&s=03)

Deutschland besitzt rund 30.000 Windräder.
Hinter jedem dieser Windräder bilden sich Wirbelschleppen, die je nach Lage, kilometerweit Bestand haben. Die vertikale Durchmischung der Luft bewirkt einen Transport der feuchten Luft aus den bodennahen Schichten in https://t.co/ulQykGeqor
(https://x.com/daniel_gugger/status/1759104294375071869?t=pAhxtNhZjsoibJAbK6ayvQ&s=03)

Bei dem gestern bei Bad Liebenwerda abgebrannten Windrad
kann man nur froh sein, dass das Feld bereits abgeerntet war. Sonst wäre der Ertrag wohl verloren gewesen.

Wie viele gefährliche Fasern aus den Flügeln haben sich verteilt? Wird das angrenzende Feld erst einmal für den https://t.co/bobvQa9FTJ

(https://x.com/VDemokratie/status/1953711520493240689?t=UAtAXTI1yP0yS9tmIDMBrg&s=03)

im September 2024 bricht der Flügel eines Windrades ab.
Von der Havarie waren landwirtschaftliche Flächen betroffen. Bauern mussten Mais, Gras und Co vernichten, da diese nicht in den Futter- und Lebensmittelkreislauf gelangen durften.

Die Äcker und Wiesen sind weiterhin nicht https://t.co/tn7tLtc8vl
(https://x.com/VDemokratie/status/1903004561788252374?t=BzNNUcWk4Gd2Cd_kjIrZgA&s=03)

Das sind AUFRÄUMARBEITEN, nach einem EINZIGEN abgebrochenen Flügel eines Windrades ❗ Insgesamt sind 150ha betroffen und ALLE 3 Flügel sollen ausgetauscht werden...

Das sammeln der BRÜCHSTÜCKE dauert mehrere WOCHEN ❗
Dafür wird eine https://t.co/WdTSgZvu7H
(https://x.com/CharlotteHinri6/status/1856347909295321291?t=1H9lVdDD2wmzTMSVKpd75w&s=03)

Wenn ein Windrad Feuer fängt
was immer wieder vorkommt - dann hat die Feuerwehr kaum Handlungsoptionen.
Es wird großräumig abgesperrt und das Windrad lässt man abbrennen.
Ist bestimmt gaaanz toll für die Umwelt!
Und preiswert dazu:
Ein Windrad kostet rund 12 Millionen Euro! https://t.co/zSaPHaYLDF
(https://x.com/zukunft37/status/1972960628508655676?t=xJEDzrTIC-I7nxBNU0xLsg&s=03)

im ostfriesischen Krummhörn hat ein Landwirt genug gehabt
Mit Traktoren und Seilen riss er ein stillgelegtes Windrad kurzerhand selbst ab – und beendete damit das jahrelange Hin und Her mit den Behörden. Die gewaltige Anlage, die mitten in einem Vogelschutzgebiet stand, war seit https://t.co/9AzqUAZ6ZQ
(https://x.com/Deu_Kurier/status/1959256936182095961?t=JNmMZOYTKI6YWNYlD1PQKA&s=03)

Solarfarmen

1500 acres also 6 km2 Natur- und Vogelschutzgebiet durch Solarfarm zerstören
Grün bedeutet als die Natur zu schänden, wie und wo nur möglich.
Naturschutzgebiete unwiederbringlich zu zerstören, damit Gehrinamputierte Klimafaschisten tagsüber angeblich grünen Strom haben, ist schlicht ausgesprochen dumm und nachhaltig zerstörerisch.

https://youtube.com/shorts/atwD3dYW8I4?si=bBF4z0mt0zGQ7u66

Landverkehr

Der Landverkehr dank Verbrennertechnologie verhalf allen westlichen Ländern sich zu entwickeln. Nur dank Verbrennungsmotoren kann jederzeit auf jedem Ort der Welt von A nach B transportiert werden oft auch ohne Strassen. Mit elektroantrieb ist das teils witterungsbedingt schlicht unmöglich.

Co2 ist die Voraussetzung für pflanzliche Photosynthese zur Gewinnung von Glucose und als Abfallprodukt entsteht Sauerstoff (O2). C, chemisches Element für Kohlenstoff und O, chemisches Element für Sauerstoff, sagen für sich schon einen natürlichen Zusammenhang dieser Element aus. Fauna und Flora bestehen aus Kohlenstoff, der bei Verbrennung / Verrottung zu Co2 wird. Co2 zu verbieten und decarbonisieren ist Leban auslöschen und die Weigerung der Akzeptanz der Natur. Der Mensch braucht die Natur aber die Natur braucht den Menschen nicht. Die Schweiz braucht eine Regierung aber keine Könige oder Apparatschicks, die Befehle vom WEF umsetzen, das nur Oligarchen wie Bill Gates, George Soros und weiteren Despoten dient, ihre Allmachtsphantasien zur realisieren und sie reicher zu machen.

Die Schweiz wurde vom Bundesrat zum Top Ten Terrorstaat gemacht, an dem alle kriminellen Vereinigungen der Erde versammelt sind, um die Interessen der zionistischen Oligarchen umzusetzen. Alles was mal gut gemeint war wurde von diesen Psychopathen gekapert. Die WHO wurde von JD Rockefeller jun. gegründet um mehr Einfluss auf den Einsatz durch Rockefeller entwickelten Medikamente zu erlangen. Heute ist die WHO in der Hand der Bill und Melinda Gates Foundation (Steuersparvehikel) und Pharma Konzernen wie Pfizer und die haben vor allem eins im Sinn: Gewinn. Covid war das ertragreichste Geschäft aller Zeiten. Bill Gates hat 50 Millionen in Pfizer investiert und 20 Milliarden Gewinn gemacht.
Es war von Anfang an bekannt, dass die mRna Wirkstoffe ungetestet waren und weder Ansteckung noch Weitergabe verhindert noch Krankheitsverlauf positiv beeinflussten. Klar ist nur, dass 20 Millionen Menschen weltweit am menschengemachten gain of function studies Virus mit DARPA spezifizierter Furin Spaltstelle SARS-Cov2 alias Covid-19 starben, für das die Weltbank schon 2017 Testsets handelte, und 4 Milliarden Menschen körperlich geschädigt wurden, weil ihr Muskelzellen unablässig unnatürliche Spikeproteine produzieren, die das Immunsystem bekämpft.

Alleine schon diese Tatsache wird das Leben der meisten gespritzen Menschen erheblich verkürzen. Aber viele sterben auf den ersten Blick eines natürlichen Todes, weil das Herz stehen bleibt. Wenn dem aber niemand auf den Grund geht, merkt niemand, dass einige bis viele Menschen an verstopften Arterien sterben und dann ist ja klar das Herz aufhört zu schlagen. Dazu muss aber nachgeforscht werden.
Dazu Beilage Leseprobe.

Da der Bundesrat, an Boshaftigkeit und Bösartigkeit nicht zu übertreffen, vermutlich als einziges Land der Welt, aktiv ja zu den WHO IGV gesagt und damit alle Entscheide betreffend die Gesundheit in die Hände des Kriegsverbrechers Tedros gelegt hat, ist schlicht und ergreifend inaktzeptabel

Der Bundesrat hat damit die Bevölkerung der systematischen Auslöschung der WHO übergeben. Damit auch der volle Gewinn erzielt werden kann, wird noch schnell die E-ID Abstimmung manipuliert, damit alle Menschen jederzeit auf Knopfdruck komplett enteignet werden können. Natürlich betrifft das die Stiefellecker der zionistischen WEF Oligarchen nicht, bis alle überzähligen umgebracht wurden aber dann lassen sie auch EUCH um.

Diese Oligarchen behindern einmal im Jahr den Flugbetrieb am Flughafen Zürich, weil jeder sich für so wichtig hält, dass man mit dem eigenen Privatjet anreist. Eine GS 650 verbraucht soviel Kerosin, dass alleine der Hinflug soviel Treibstoff bedeutet, wie ein Auto für 100'000 km verbraucht. Dabei zeigen diese Menschen weder einen Pass noch ein digitales Zertifikat und ihr Gepäck schaut auch niemand an, was es Bill Gates ermöglicht, ein Reagenzglas mit Mosquitos aus der Hosentasche zu ziehen. Machen Sie das mal als normaler Mensch am Zoll in Australien – da landen sie garantiert im Gefängnis.
Warum gilt Bill Gates als Staatsmann?
Bill Gates hat nie eine Schule abgeschlossen, war ein verzogener Spross seines gleichnamigen Vaters, dessen Stiftung er geerbt hat, seine Firma, wurde nur dank Kollegen erfolgreich, weil er selber kein begabter Programmierer, aber ein rücksichtsloser Geschäftsmann und Psychopath und Stalker ist, weswegen er aus der eigenen Firma flog. Er war auch mehrere Male auf Epstein Island und jeder weiss genau, dass man dort nur aus einem Grund ist: Sex mit Minderjährigen.

Ich erwarte vom Bundesrat, dass das WEF als kriminelle Organisation eingestuft wird, ausser Staatsmaschinen nur noch Linienmaschinen landen dürfen und Privatjets zur Landung auf Mitlitärflugplätzen gezwungen werden und die Passagiere für 10 Tage in Untersuchungshaft kommen. Niemand steht über dem Recht. Entweder gilt das für alle oder Recht wird zu dem, was es vor dem Recht war, das Recht des Stärkeren.

Personenfreizügigkeit:

Die Personenfreizügigkeit muss sofort beendet werden. Bei meinem Arbeitgeber arbeiten viele Deutsche, die nach dem ganzen Drama in Deutschland immer noch nicht die AfD wählen. Ich finde es kaum zu ertragen, dass die dann das Leben, dass sie ihren Landsleuten versauen nicht leben, weil sie auswandern und dann immer noch CDU / CSU wählen.

Falls Schweizer Firmen Personenfreizügigkeit verlangen, liegt es nur daran, dass sie ihre Lohkosten drücken wollen. Die meisten Firmen sind aber auch von anglikanischen

Managern regiert, die einzig das Quartalsergebnis und ihren nächsten Bonus im Blick haben. Als Negativbeispiele zu nennen, sind Peter jeder muss Wasser bei Nestlé kaufen Brabeck und Vasant Narasimhan, der als erste Amtshandlung die Generika Sparte für einen höheren Bonus verhöckert hat und dann die Produktion nach Indien, dem Land seiner Vorfahren verlegte, um die Produktionskosten zu senken und die Marge zu erhöhen. Jetzt hat sich dieser Unmensch doch tatsächlich gesagt, dass Medikamente in den USA nicht zu teuer, sondern in der Schweiz zu billig seien.

Solche Menschen verachtende Drecksäcke will ich aus der Schweiz deportiert wissen.

Wie unmenschlich kann man sein und ummögliche Preise, die selbst ein Bill Gates nie bezahlen würde, zu verlangen.

Übrigens ist Deutschland längst im Faschismus angelangt

Michael Ballweg der Querdenkengründer wird nach 9 Monaten U-Haft in dem für RAF Terroristen gebauten Gefängnis Stammheim wird nach 9 Monaten Gefängnis entlassen, aber Söder lässt Messer- und Beilterroristen kommen in Luxuspsychiatrie oder zur Wellness auf die Malediven und damit man Herrn Ballweg nicht freisprechen musste, hat ihn wegen 19 Euro Steuerhinterziehung verurteilt, aber Christine Laguard, die 300 Millionen Euro veruntreut hat, wird EZB Chefin und beklagt sich über Demokratie in der es 6 Jahre dauert um mit dem digitalen Euro die totale Versklavung einführen zu können. Jetzt ist klar, warum ausschliesslich Kriminelle in der EU hohe Positionen besetzen.

https://youtube.com/shorts/VLpew-MtvAY?si=fVM9ISRfPqFihzqh

Staatliche Beihilfen

Der Staat hilft aktiv über die Finanzierung von NGO's und Propaganda über die mit Steuergeldern alimentierte Medien mit, die Schweiz, als einzige Demokratie weltweit zu beenden und Verrät somit Volk, Vaterland und alle Schweizer/innen.

Dafür leistet der Staat Beihilfe damit

- Die WHO dank BioLabor Spiez als HUB die Welt mit allerlei Pathogenen, Biologischen und Chemischen Kampfstoffen versorgt und mit gain of function studies das nächste menschengemachte Virus für die nächste Pamdemie herstellen.
- Die Welt keinen zuverlässigen, neutralen Raum für Konfliktparteien mehr hat, damit Kriege bis zum letzten Mann gekämpft werden müssen.
- Die Welt total versklavt werden kann, weil die E-ID schon 2026 eingeführt wird, was die Basis ist, damit alle Daten jeder Person digital werden und der Verlust der Digital ID dem betreffenden Menschen alles genommen wird.
  Jedem mit mehr als 3 Gehirnzellen ist klar, dass ein Handybenutzer die Datensicherheit der E-ID nicht gewährleisten kann. Der Bundesrat hat den Schweizern somit das Gladio zum finalen Todesstoss angesetzt.

Der Todesstoss fällt, **wenn wir nur** noch mit E-ID die ÖV oder unser Auto nutzen können, in die eigenen 4 Wände kommen, alle Vermögenswerte, wie auch

Personenfreizügigkeit:

Zuwanderung Katastrophe überall nur noch Ausländer

Finanzieller Beitrag

Steuergelder werden verpasst für links Grünen Idiotie, kulturfremde unintegrierbare , Schweiz Hasser (Fabian Molina, Cedric Wermuth, usw.) sowie für die totalitäre EU ausgegeben, die die Totale Überwachung und Krieg mit Russland plant und allein dafür 800 Billionen Euro, eine Zahl mit 14 Nullen, doppelt so viele, wie im Schweizer Bundesrat täglich gegen den Souverän arbeiten.

Was hat der Bundesrat die letzten 20 Jahre für die Schweizer Bevölkerung, seinen Chef, getan? Absolut gar nichts.

Der Bundesrat

- gibt jährlich mehr Geld für kulturfremde, unintegrierbare Menschen aus, die uns und unsere Werte hassen, aber gerne auf unsere Kosten parasitieren zum Wohlgefallfen von George Soros.
- missachtet die Bundesverfassung und Menschenrechte, damit Bill Gates und seine WHO auch die Schweizer Bevölkerung tot impfen kann. Bill Gates hatte sichere und effektive Vaccine versprochen und des wurden zum Menschen gemachten Pathogen SARS-Cov2 alias Covid19 ,dem ersten Virus dank DARPA Spezifikation mit Furin Spaltstelle, damit es dank Gain of function studies richtig gefährlich für Menschen werden sollte, von Anfang an weder wirksam noch sicher und schon gar nicht effektiv war, wenn man zu Grunde legt, dass das Vaccine hätte vor Ansteckung und Weitergabe schützen sollen.
  Dafür hat diese Gentherapie umgehend mindestens 20 Millionen Menschen getötet und 4 Milliarden Menschen stark geschädigt, die deswegen viel früher sterben werden, weil einerseits weitere Pathogene in der «Impfung» wie SV 40 sind, der «Impfstoff» weder Qualtitätssicherungsmassnahmen noch einer Dosierung unterlag (pro Sprutz wurden Milliarden Nanopartikel injiziert, was wie jeder Bodybuilder und Arzt weiss, nicht im injizierten Muskel bleibt, sondern über das Blut im Körper verteilt wird – sonst müssten Bodybuilder pro Einnahme mindestens 100 Sprizten setzen – sie merken, dass das Unsinn und von der WHO gelogen war.), was allerdings unbemerkt bleibt, weil man jeden Herzstillstand als natürlich verursacht ansieht und nie obduziert um die Ursache für den jeweiligen Herzstillstand von unter 60 jährigen zu klären.
- Ist an Lernfähigkeit, Boshaftigkeit nicht zu überbieten, weil er die Finanzierung der Swissmedic durch Bill Gates duldet, was wie jeder weiss, Bestechung ist, die auch wirkt. Zwei Jahre nach Notfallzulassung hätten alle mrna Vaccine Hersteller

nämlich alle Medikamenten Studien beibringen müssen, was nicht erfolgte, was die Swissmedic hätte veranlassen müssen, alle mRna Vaccine vom Markt zu nehmen, was auch nicht erfolgte. Die Staatsanwaltschaft wurde auch nicht aktiv, was ein weiterer Skandal ist.

- Der Gipfel und der absolute Beweis, dass der Bundesrat sich gegen die Schweizer Bevölkerung verschworen hat, ist die aktive Annahme des Bundesrates der Internationalen Gesundheitsverordnung der WHO.
  Damit hat der Bundesrat, die Souveränität der Schweiz und alle Vorgaben und Entscheid zu Gesundheitsfragen an die WHO übertragen und somit die Schweiz und ihre Bevölkerung verraten.
- Als wäre das nicht genug, hat der Bundesrat der WHO das Bio Laboratorium Spiez an die WHO verkauft, das nun als WHO HUB für alle Bio- und Chemischen Waffen, neue Pathogene und der Entwicklung der nächsten Pandemie Pathogene dient (gain of function studies).

Lebensmittelsicherheit

Lebensmittelsicherheit gibt es dank Grüner Tötungsstrategien nicht. Co2 ist die Voraussetzung für pflanzliche Photosynthese zur Gewinnung von glucose und als Abfallprodukt O2. Fauna und Flora besteht aus Kohlenstoff, der bei Verbrennung / Verrotung zu Co2 wird. Co2 zu verbieten und decarbonisieren ist Leben auslöschen.

C = Carbon respektive Kohlenstoff und O = Oxygen respektive Sauerstoff

Co2 ist die elementare Beschreibung des Lebengsgases, das aus einem Kohlestoff und 2 Sauerstoff Atomen besteht.

Die Erde ist voller Kohlenstoff. Fauna und Flora, selbst wir bestehen aus Kohlenstoff.

Decarbonisieren heisst die Natur und Lebewesen auszulöschen. Das versteht allerdings nur ein Mensch, der zu eigenem Denken fähig ist und das wegen Schenkungen von Bill Gates, George Soros oder anderen nicht vergisst.

Statt Holz sinnvoll zu nutzen lässt man es verrotten, was auch Co2 freisetzt. Co2 ist gut für die Natur und ein natürlicher Kreislauf innerhalb der Erdatmosphäre mit automatischem Ausgleichregelkreis.

Was allerdings wirklich der Natur schadet sind Krieg im allgemeinen und Atom Bomben im Besonderen.
Bis heute fanden 2059 Atombomentest statt, wobei ca. 80 % auf die USA entfallen. Niemand redet davon, dass sie einen Einfluss auf das Erdklima hätten, aber alle reden vom Schmetterlingseffekt (wenn ein Schmetterling seine Flügel schlägt, könne diese auf

der anderen Seite der Welt einen Sturm auslösen.
Die Temperatur nach Zündung einer Atombome erreich bis 100 Millionen Grad Kelvin und Ihr Idioten macht Euch Sorgen über prognostizierte 2 Grad höhere Durchschnittstemperatur, die am ehesten auf die Atombombentests zurück zu führen sind.
Durch die Abkehr von der Neutralität durch den Duce im Bundesrat, steht die Welt so nahe am Atomkrieg, wie zu letzt in der Kuba Kriese, die damals wie heute durch die USA verursacht wurde. Damals hatte die USA Mittelstreckenraketen in der Türkei aufgestellt, weshalb die UDSSR solche in Kuba platzierte. Damals regierte die USA der beste US President ever, JFK, der erste über die Raketen in der Türkei informiert wurde, als es zur Kuba Kriese kam. Das zeigt uns, dass die USA nie vom Presidenten regiert wurde, der Mensch, der den Nuklearen Abtausche USA UDSSR verhindert, JFK, zum Dank erschossen wurde, weil er nicht wollte, dass Israel Atomwaffen erhält. Seit seinem Tod hat Israel Atomwaffen und wohin das führte, sehen wir eindrücklich. Die Welt steht an der globalen Auslöschung, weil jüdische US Oligarchen alles besitzen wollen, alle Rohstoffe: die Ukrainischen haben sie schon, jetzt fehlen noch die Russischen und Iranischen und dank E-ID gehören ihnen 2026 unser Organe uensere Identität und alles was wir besitzen. Zitat Klaus Schwab: 2030 own nothing and be happy.
Der Schweizer Bundesrat hilft tatkräftig mit, dank Des- und Misinformation.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Schlechter als die Schweiz hat nicht einmal Ursula von der Leyen mit Donald Trump verhandelt und sie hat einfach alles akzeptiert, was er von ihr wollte.

Ursula von der Leyen ist ja auch keine Politikerin, die jemals eine Wahl gewonnen hätte, egal ob als Familien- oder Verteidigungsministerin überall verursachte sie nur hohe Kosten und hinterliess einen unbrauchbaren Scherbenhaufen.
In der EU tauchte Sie als Kommissionspräsidentin auf wie Montecore einst im Mirage Hotel bei einer Siegfried und Roy Show.
Diese Frau ist der weibliche Hitler und führt einen rücksichtslosen Krieg gegen die europäsiche Bevölkerung. Auf Geheiss von George Soros mit seinem 5 Punkte Plan von 2015 stopft sie nach Angela wir schaffen das (nie spezifiziert was) Merkel weiterhin Europa mit unintegrierbaren, intoleranten, überwiegend nicht arbeitswilligen (5 Gebete pro Tag braucht viel Zeit, weshalb unter anderem in den Herkunftsländern nichts funktioniert – hinzu kommen noch Kolonial Bestreben von Frankreich und USA) Muslimen, die uns und unsere Werte hassen und nur bei uns sind, weil sie auf unsere Kosten parasitieren können. Ich weiss, dass nicht alle so sind, aber die Mehrheit und die Mehrheit will, wenn sie die Mehrheit der Wahlbevölkerung stellen, ein Kalifat mit Sharia.

Dann ist es vorbei mit westlichen Werten, die heute weder christlich noch kulturell oder die Gesellschaft sind.

Ihr wollt den Untergang und darum wollt Ihr in die EU

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein ich bin mit keinem Vertrag der Schweiz mit der EU einverstanden.
Und das Paket, oder Bilaterale III ist eine bodenlose Frechheit seitens EU und der Schweizer Delegation.
Alle Verträge müssen gekündigt und notfalls alle Menschen aus Deutschland, Frankreich, Italien und Österreich nach Hause geschickt werden.
Deutschland hat sich während der Pandemie als Feind entpuppt. Von Schweizer Firmen bezahlte Waren wurden einfach am Deutschen Zoll festgehalten. Auf solche Freunde muss man verzichten.
Wer Schweizer Waren will, kann sie kaufen, muss aber nicht.
Niemand muss durch die Schweiz fahren oder einfach unsere Infrastruktur nutzen.
Unsere

Weiter führende Informationen

Bundesrat und Parlament sind in der Schweiz die grösste Quelle von Des- und Misinformation. Viele Informationen werden, obwohl bekannt, bewusst unterschlagen, um das Stimmvolk zu manipulieren.

Deshalb fordere ich, dass Bundesrat und Parlament für die von ihnen verbreiteten Informationen haftbar gemacht werden. Kommt im Nachhinein aus, dass Informationen unterschlagen oder verheimlicht wurden, gelogen, betrogen oder manipuliert wurde, kommen die betreffenden Personen bis ans Lebensende ins Gefängnis.

Digital-ID oder E-ID

Bundesrat hat Informationen unterschlagen und dem Stimmvolk vorgegaukelt, dass es nur darum gehe, im Internet einen Strafregisterauszug oder ähnliches zu bestellen.

Wer sich jedoch die Mühe machte den Gesetzes Entwurf zu lesen und die zukünftigen Anwendungen gesehen hat und sich im web informierte kam schnell zur Erkenntnis, dass alle Länder in der das Covid19 Playbook abgespielt wurde nun das Playbook der Digital ID abspielen.
Bereits Art 1 Abs 1 schrecken ab. Bundesrat und Parlament sind nach Covid19 wegen fehlender Aufarbeitung und fehlender wissenschaftlicher Auswertung der entstandenen Evidenz n i c h t m e h r vertrauenswürdig.
Art 1 Abs 2: Datensicherheit kann auf einem PC/Notebook/Tablett schon niemand

gewährleisten, geschweige denn auf einem Smartphone. Das fängt damit an, dass jeder Smartphone Benutzer in die AGB des Smartphone Betriebssystem einwilligen muss, egal, was drin steht, sonst läuft das Smartphone nicht.

Ist das Smartphone beschädigt, ist die E-ID weg.

Der Blick auf andere Länder zeigt, wo die Reise mit der Digital ID hingeht:

- Wer keine Digital ID hat wird ausgeschlossen
    - Nutzung diverser Services nicht ohne E-ID
        - Öffentlicher Verkehr
        - Fliegen
        - Taxi
        - Gesundheitswesen
    - Arbeiten
    - Sozialleistungen
    - Eigener Besitz
        - Alle Konten
        - Grundbuch und Grundbuchauszug
        - Vorsorgegelder
    - Aus seinen eigenen Vier Wänden
    - Aus seinem eigenen Auto
    - Lebensmittelläden
    - Bäckertei/Konditorei
    - Usw.

Kurz um: Dank E-ID / Digital ID kann der Staat jederzeit eine Person bestrafen, Geld direkt abbuchen oder die Person vernichten in dem die ID gelöscht wird.

Bundesrat und Parlament sind absolut gegen die Schweiz und das Schweizer Vok und handeln wider Bundesverfassung, Grundrechte und Menschenrecht und gegen das Völkerrecht.

Digital ID is coming in UK mandatory in UK for adults
Keir Starmer behauptet doch, tatsächlich Digital ID Invasoren von der Landung an Englands Küsten fernhalten würde! Erst Digital ID dann Digital Currency -> Sklaverei.

https://youtu.be/9J7K1aKisAs?si=ZS3rcHD7rIuUyIpl

If you say yes to Digital ID you will never be able to say no to the Government again and future generations of our nation yet unborn will never know the freedom you gave away so easily. https://t.co/4omgx44FFu (https://x.com/ABridgen/status/1977272507766816996?t=G5kjFeZ1BDfB_CV_QebF0A&s=03)

In China, digital ID mandates forced these citizens to line up in a snowstorm for mandatory PCR tests.

Refusing a COVID test would result in being blacklisted by the social credit system, cutting people off from welfare, benefits, public services, and even pensions. https://t.co/6l3Ga9yRjc (https://x.com/redpilldispensr/status/1977314131213467717?t=p0_hP6ktIQMZ0lCVeUwM_g&s=03)

Jordan Peterson issues a warning about Digital ID
"It'll bring in a totalitarian tyranny so 100% complete that it would make George Orwell's 1984 look like a picnic."

https://t.co/AVARndIWFG (https://x.com/joeroganhq/status/1974806777863749683?t=QPlypq4YsikSA7m4M7Vyng&s=03)

The Gates Foundation is the initial major stakeholder in the 'Global Digital ID' scheme being rolled out by the World Economic Forum.

This is the very same 'ID' Bill Gates said was a 'Conspiracy Theory'. https://t.co/CG1LNcgxRR (https://x.com/liz_churchill10/status/1971953349806399928?t=EvBF6NI5_23R0WY5lmP2bw&s=03)

EU Nein:
Hungarian leader Viktor Orbán exposes George Soros' plan to flood Europe with "at least a million asylum seekers annually".

"It's a plan... It was written, it was published, it's known." https://t.co/DNjJiTZMCc (https://x.com/redpilldispensr/status/1977336219936653700?t=qzeYmk6leu0coT5LGAiLvQ&s=03)

Frau von der Leyen ist nicht unsere Regentin. https://t.co/bPSgnDuQaz (https://x.com/rico_brick/status/1976364895601082596?t=7aiRfLvZ0OSyfnHp4g_i8A&s=03)

WELT Meinung: "Die EU ist ein Monster geworden. Die EU hat sich in eine Maschine verwandelt, die Vorschriften und Verbote produziert. Ihr Drehbuch ist eine Mischung aus Kafka und Orwell. Wir haben es mit einer Perversion der europäischen Idee zu tun, schreibt der WELT-Gastautor."
(https://x.com/SBetschinger/status/1977096913997418940?t=V9jFcA5yJMgpucnPHWMCvQ&s=03)

Die EU plant für 2028–2034 einen Haushalt von satten 2000 Milliarden Euro – über 50 Prozent mehr als zuvor. Dieses Geld stammt aus den Taschen der Steuerzahler in den Mitgliedstaaten und kommt zu den nationalen Ausgaben hinzu.

Gründe dafür: Die EU übernimmt immer mehr Aufgaben, https://t.co/OI3dJz68Ex
(https://x.com/autonomiesuisse/status/1977010752444588127?t=CZ4G9xDJv6pAubBk8dVVAA&s=03)

Von Der Liar says EU taxpayers must find €800 billion to defend against a Russian Army that, she says, scavenged microchips from dishwashers and refrigerators for spare parts?

This person has absolutely zero credibility. https://t.co/4l4Oph52co
(https://x.com/BowesChay/status/1976592953184592098?t=Lf9tM1fYbZAiMWTfrBmMcw&s=03)

The 3 amigos :- Starmer, Macron and Merz are all WEF sponsored globalists. They are inflicting energy poverty and deindustrialisation through Net Zero. They want war with Russia because their masters want war and they want to be able to cancel elections and stay in office. https://t.co/8u4ANeYXDa (https://x.com/ABridgen/status/1977073826811838662?t=GXu2KyGFBv4Zxq14Vne8lQ&s=03)

Chatkontrolle? Ja, aus Gründen...
Direkt nach dieser Aufnahme hat die dänische Ratspräsidentschaft die Abstimmung zur geplanten Chatkontrolle (= ansatzlose Massenüberwachung von 450 Millionen Europäern) von der Tagesordnung genommen.
Zeigt: Proteste auf der Straße (und im Netz) https://t.co/ZYg7m0NOgD (https://x.com/MartinSonneborn/status/1977266403250938276?t=Uy-2lAfNiWPEz3zf4Kpc3A&s=03)

Von Der Liar says EU taxpayers must find €800 billion to defend against a Russian Army that, she says, scavenged microchips from dishwashers and refrigerators for spare parts?

This person has absolutely zero credibility. https://t.co/4l4Oph52co (https://x.com/BowesChay/status/1976592953184592098?t=1VTmYSmeFRMcEqhpgh0tLw&s=03)

50 Millionen Muslime in Europa, wovon 40 Millionen vom Sozialstaat leben.

Suicidal Empathy.
(https://x.com/GadSaad/status/1977404832706388080?t=M4IdJFxEGNIPdzM2rkt3Sg&s=03)

"You should go to jail, not head the European Commission!

How are you not ashamed to push for the Migration Pact, which puts women and children at risk on the streets of their own cities?!" https://t.co/ftrArSlwt8 (https://x.com/AdamMoczar/status/1977443507506647102?t=Day0UDSM10YfYn8Jd7Mz9Q&s=03)

So., Okt. 12, 2025 gepostet:
Massive Ausschreitungen bei der unbewilligten Palästina-Demo im Bern (Schweiz). Mit tatkräftiger Unterstützung durch Linksextreme, wurden 18 Polizisten verletzt.

Ein friedliches Zusammenleben wird mit dieser "Kultur" niemals möglich sein. Sie müssen Europa verlassen. Alle. https://t.co/xi800Nu1SO (https://x.com/queru_lant/status/1977345471472423125?t=Rft61Hzqit35YUCOGKj3tw&s=03) Seit 2000 ist die Schweizer Bevölkerung 16× schneller gewachsen als in Deutschland. Dieses Tempo ist nicht nachhaltig.

👉 #Zuwanderung auf erträgliches Mass reduzieren! Unterstütze uns: https://t.co/fF8NLej7bW

Quelle: https://t.co/vJ3tKlUP68 / https://t.co/DnDrJUuQeX https://t.co/dHOag2T4Zd (https://x.com/nachhaltigJA/status/1977258449927901344?t=9i1LjVDdiI5ZOqVbw9VN0g&s=03)

EU will Krieg mit Russland

Sabine Krone-Schmalz erläutert, wie die EU und Deutschland die Bevölkerung in den Krieg gegen Russland hetzt, weil die EU über Rüstung Stahl zu Gold macht, damit ihr Versagen zu vertuschen.

Okt. 11, 2025 gepostet:
👍 👍 👍 https://t.co/tpbpsAFhB6 (https://x.com/IchLeilaRuth/status/1977079618827174034?t=efkiajC84Fz3IIF8y5lGdw&s=03)

EU hat ein Vermögensregister

Die EU will sämtlichen Besitz aller Menschen, ausgenommen den eigenen versteht sich, als Vasall hat man so seine Privilegien, enteignen, was ganz einfach über Digital ID und den Digitalen Euro läuft. Man muss keine Steuern bezahlen, der Staat holt sich einfach alles, was die Bürger besitzen, weil alles mit der Digital ID verknüpft ist auch Wohneigentum übernimmt der Staat einfach.

Ihr habt auch mit der E-ID

Warum die WHO boshaft ist

Gegründet 7. April 1948 angeblich von den USA.

Bill Gates der Psychopath, Eppstein Island Lover über Vaccine und die Kontrolle der Menschen durch sie

https://x.com/bgatesisapyscho/status/1812939361530618194?s=46&t=9KYZvxTJTtcW4rC3tWV8mw

Rockefeller keine «guten Menschen»

Um zu verstehen, warum die WHO boshaft ist und keine guten Absichten hat, muss man die Geschichte von John D. Rockefeller Senior verstehen. Der einst völlig erbost darüber, dass sein Sohn sich hatte verantworten müssen, weil er demonstrierende Eisenbahn Bauarbeiter nicht nur erschiessen sondern auch ihr Camp niederbrennen liess, wobei Frauen und Kinder verbrannten sinngemäss: Wir haben das Recht auf Menschen zu schiessen, um unser Eigentum zu verteidigen. Natürlich sich wir alle froh darüber, dass uns bestimmte Medikamente das Leben retten, wie bspw. Antibiotika aber die Absicht war nie der Menschheit gutes zu tun, sondern reich zu werden. An heutigen Massstäben gemessen, hat keine Familie die Erde mehr vergiftet, wenn man die Umstände der damaligen Erdölerschliessung betrachtet, als die Familie Rockefeller. Andererseits war es das Erdöl, das zusammen mit Verbrennungsmotoren erst all das ermöglicht, was alle nutzen, da selbst Klimakleber zum Arzt gehen oder in die Ferien fliegen und nicht laufen.

John Dawison Rockefeller wurde als **Sohn des Deutschen Emigranten**, windigen Geschäftsmannes und Quacksalbers William Every «Devil Bill» Rockefeller am 08.07.1839 in Richford (NY) geboren. Bill liess keine Gelegenheit aus seine 6 Kinder seine Kinder zu unterrichten: Zitat: I cheat my boys every chance I get. I want to make them sharp. Um eine lange Geschichte kurz zu machen: John D. Rockefeller wuchs in ärmlichen Verhältnissen auf und musste bald die Rolle des Familienoberhauptes seines Vaters wegen übernehmen. Er fing als **Buchhalter** im Alter von 16 Jahren und notierte Zeit seines Lebens alle Einnahmen und Ausgaben in ein rotes Buch **Ledger A**. Er stieg ins Ölgeschäft ein und gründete die Standard Oil Company. Durch ruhige, durchdachte, alle Belange des Ölgeschäfts kontrollierende Art, bspw. traf er Abkommen mit den Eisenbahn Eignern, dank derer er nicht nur günstiger transportieren konnte als seine Konkurrenz, sondern auch noch an deren Transport mitverdiente.

Seine absolut rücksichtslose Art der Geschäftsführung, in dem er seine Konkurrenten in den Ruin trieb, um sie auf zu kaufen, erschuf er ein Monopol, in dem er die Preise diktierte. Er investierte auch früh schon in Raffinerien, mit denen er Kerosin und später andere petrochemische und dann pharmazeutische Produkte herstellen konnte.

John D. Rockefeller war also nach heutigen Massstäben ein Ausbund an Unmenschlichkeit, wie man es sich nicht vorstellen kann. Es waren aber auch harte Zeiten und er arbeitete von 06:30 bis 22:00, Arbeit was Sozialisten und Kommunisten nur vom Hören Sagen kennen: Kreissaal – Hörsaal - Plenarsaal. Er erlebte nicht nur den US Bürgerkrieg sondern war dann selber Teil der Oligarchie, die sich US Präsidenten kauften. Ja, der erste gekaufte US Präsident war Ulysses Grant und JP Morgan hat ihm die Präsidentschaft ermöglicht.

Die Schattenseite der Oligarchen: Sie machten ihr Geld durch rücksichtslose Ausbeutung, feindliche Übernahmen und Mord.
Die angeblich Gute Seite: Sie begründeten Charity und spendeten grosse Teile ihres

Vermögens, wohlwissend, dass sie niemandem erlauben würden, dieselbe Karriere zu machen, wie sie.

John D. Rockefeller wollte, dass auch **seine Nachkommen reich und bedeutend bleiben**. Also gründete er die **Pharma Branche, die aus der Petrochemie** hervor ging. Dazu gründete er das Rockefeller **medical institute**, liess den **Flexner Report** erarbeiten, der die Schulmedizin als einzig wahre Medizin erkor und die jahrhunderte gepflegte Naturmedizin systematisch über Unterdrückung mit Streichen der Finanzierung, Entziehung der Zulassung und Gefängnis unterdrückte (**was sich bei Corona wiederholte**). So dann liess Rockefeller Ärtze in seinen Universitäten ausbilden und diversifizierte ins Gesundheitsbusiness, in denen die von ihm über seine Universitäten instruierten Ärtze, seine Medikamente allen Patienten verschrieben.

Derselbe **John D. Rockefeller erkannte**, dass man noch viel reicher würde, wenn die **ganze Welt sein Gesundheitssystem übernehmen würde**, womit er die **WHO** am 07.04.1948 gründen liess. Der damalige US Präsident Harry S. Truman war nichts anderes als eine Marionette der Oligarchen Morgen, Rockefeller und Rothschilds.

Das Rockefeller medical institute arbeitete unter anderem auch an der Entwicklung von Antibiotika, Impfstoffen und Medikamenten, die mutmasslich an Soldaten des ersten Weltkrieges getestet wurden (der Tod war ihnen fast zu 100 % sicher – win win für Rockefeller).

https://youtube.com/shorts/8vdpi-2x674?si=zKXSVUui1e_HnplC

The Rockefeller Institute for Medical Research was founded in 1901 by John D. Rockefeller Sr. to support intensive medical research, particularly in infectious diseases. It was the first institution in the United States dedicated to using biomedical research to understand the causes of disease. The institute opened its hospital in 1910, becoming the first in the U.S. to integrate clinical research with basic science. It was renamed The Rockefeller University in 1965, reflecting its expanded mission to include education.

Rockefeller Institute for Medical Reserach Key milestones

- **1901**Established as The Rockefeller Institute for Medical Research to support scientific research in medicine, following advice from Frederick Gates and a personal tragedy involving a grandson's death from scarlet fever.
- **1906** Laboratories opened on its York Avenue campus.
- **1910** The Rockefeller Institute Hospital, the first of its kind in the U.S. designed for both patient care and basic research, admitted its first participant.
- **1910s-1950s** The institute made numerous seminal contributions to medicine, including establishing that DNA is the chemical basis of heredity, discovering blood groups, and explaining the structure of antibodies.

- **1965** The institute was officially renamed The Rockefeller University to signify its expanded focus on education.

Details

Höchst interesseant ist dass der eine wichtige Rolle im Institute for medical research spielende Pastorensohn **Frederick Taylor Gates** (* 22. Juli 1853 in Main) kein Familienstammbaum auffindbar ist aber direkt eine Verwandtschaft mit Bill Gates negiert wird. Diese Absolutheit der Negation erinnert zu stark an das Prinzip: Gehen sie weiter, es gibt hier nichts zu sehen.

The Rockefeller University was founded in June 1901 as **The Rockefeller Institute for Medical Research**—often called simply **The Rockefeller Institute**[7]—by John D. Rockefeller, who had **founded** the **University of Chicago** **in 1889**, upon advice by his adviser Frederick T. Gates[1] and action taken in March 1901 by his son, John D. Rockefeller Jr.[8] Greatly elevating the prestige of American science and medicine, it was America's first biomedical institute, like France's Pasteur Institute (1888) and Germany's Robert Koch Institute (1891).[1] The Rockefeller Foundation, a philanthropic organization founded in 1913, is a separate entity but had close connections mediated by prominent figures holding dual positions.[9]

The first director of laboratories was **Simon Flexner**, who supervised the development of research capacity at the institute, whose staff made major discoveries in basic research and medicine. While a student at Johns Hopkins University, Flexner had studied under the institute's first scientific director, William H. Welch, first dean of Hopkins' medical school and known as the dean of American medicine.[8] Flexner retired in 1935 and was succeeded by Herbert Gasser.[10] He was succeeded in 1953 by Detlev Bronk, who broadened The Rockefeller Institute into a university that began awarding the PhD degree in 1954.[8] In 1965 The Rockefeller Institute's name was changed to The Rockefeller University.[8]

For its first six decades, the institute focused on basic research to develop basic science, on applied research as biomedical engineering, and, since 1910—when The Rockefeller Hospital opened on its campus as America's first facility for clinical research—on clinical science.[11] The Rockefeller Hospital's first director Rufus Cole retired in 1937 and was succeeded by Thomas Milton Rivers.[12] As director of The Rockefeller Institute's virology laboratory, he established virology as an independent field apart from bacteriology.

In the 1940s, it hosted a "scientific team that overturned medical dogma" and "became the first to demonstrate that genes were made of DNA."[13]

Flexner Report 1910

Der Flexner-Bericht von 1910 war eine wegweisende Studie über die medizinische Ausbildung in den USA, die von der Carnegie Foundation in Auftrag gegeben wurde. Der Bericht, verfasst von Abraham Flexner, führte zu umfangreichen Reformen und der Schließung vieler unzureichender medizinischer Fakultäten. Er forderte, dass medizinische Fakultäten Teil einer Universität sein sollten, die Lehrpläne standardisiert werden und die Ausbildung auf wissenschaftlichen Prinzipien basieren sollte.

- **Anlass:**

Die Studie wurde aufgrund nationaler Besorgnis über die Qualität der medizinischen Ausbildung in den USA initiiert.

- **Auftraggeber:**

Die Carnegie Foundation beauftragte Abraham Flexner, eine umfassende, unabhängige Studie durchzuführen.

- **Zentrale Empfehlungen:**
    - Medizinische Fakultäten sollten Teil einer größeren Universität sein, um eine angemessene Finanzierung und Infrastruktur zu gewährleisten.
    - Klinische Praxis sollte mit der akademischen Forschung und Lehre verbunden werden.
    - Die Ausbildung sollte auf wissenschaftlichen Grundlagen basieren und standardisierte Lehrpläne umfassen.
- **Ergebnisse und Folgen:**
    - Viele unzureichende medizinische Fakultäten wurden entweder geschlossen oder mit Universitäten zusammengeführt.
    - Die Ausbildung wurde wissenschaftlicher, strenger und standardisierter.
    - Die Qualität der medizinischen Ausbildung in den USA verbesserte sich erheblich.

Grippen

Sogenannte Spanische Grippe

Der erste Fall der Spanischen Grippe war am 04.03.1918 in Fort Funston Kansas USA und nicht Spanien. Albert Gitchel war Armeekoch und diagnostiziert mit einer namenlosen Krankheit und innerhalb einer Woche gab es 522 weitere Fälle in Fort Funston. Spanien wurde als neutrales Land im Ersten Weltkrieg als öffentlich informierendes Land als Ursprungsland geframt. Die im Krieg befindlichen Länder haben die Informationen natürlich zensuriert. Durch die Entlassung angesteckter

Kriegsgefangener wurde die Grippe dann Europa weit verteilt, in den USA war sie ja schon.

https://youtu.be/Sk3B2I2HGyk?si=r2FDecyp4NHIcX-0

Covid-19 respektive SARS-Cov2

Dr. Fauci

Dr. Fauci created ALL 'Pandemics' from Labs which killed MILLIONS, including HIV. "Decades of funding on the mRNA platform and HIV led to the creation of the 'Covid Vaccines'..."

Dr. Fauci is the most PROLIFIC MASS MURDERER in our World's History. https://t.co/7aix3r7mLD (https://x.com/liz_churchill10/status/1977479560133562380?t=DC31idPhWYe7iNhLMWK2lA&s=03)

Dr. Fauci and Obama are LIARS and MASS MURDERERS...

"Obama issued a moratorium to shut down 18 of the worst projects by Fauci. In the end, he didn't shut them down. Instead, Obama moved the research to Ukraine and China..." https://t.co/ku3yV6WRlW (https://x.com/liz_churchill10/status/1977457542461558798?t=Rx1B5bdVhrArCoZrG0V8LA&s=03)

Persönlich betroffen

Im Mai und Juni 2021 erhielt der Autor je eine Injektion, ohne Aufklärung darüber, dass niemand die Dosierung und den Inhalt einer Injektion Biontec Pfizer COMIRNATY Gen Therapie, was eine klare Verletzung der Bundesverfassung, Strafrechtes, des Arzneimittelgesetztes und der Menschenrechte darstellt.

Die Aussage: Das injizierte Mittel bleibt im eingespritzen Muskel, ist eine haltlose Behauptung:

1. Hat die WHO instruiert, ohne zu aspierien zu injizieren (Prüfung, ob ein Gefäss getroffen wurde – es befindet sich dann Blut in der Spritze)
2. Eine Flüssigkeit bleibt nicht im Muskel sondern diffundiert in den Blutkreislauf und wird im ganzen Körper verteilt, sonst benötigten Bodybuilder unzählige Injektionen nach dieser Logik, weil alle der Trizeps 3 Injektionen bräuchte und wir zwei Trizeps haben.

Meine Werte

Datum	Impfung	Tage	Tage	Alter	Tage seit Impfung
05.05.2021	Biontec Pfizer	352	20139	55	0
02.06.2021	Biontec Pfizer	28	20167	55	28
16.11.2021	SARS-Cov-2 Ak qn Spike bau/ml	212	20334	55	195

14.12.2021	Molekularbiologischer Nachweis SARS-CoV2 PCR Positiv CT Wert **sehr hoch**	**18**	20362	55	223
19.01.2022	SARS-Cov-2 Ak qn Spike bau/ml	10318	20398	55	259
13.05.2022	SARS-Cov-2 Ak qn Spike bau/ml	2221	20512	56	373
30.06.2023	SARS-Cov-2 Ak qn Spike bau/ml	2260	20925	57	786
11.03.2025	SARS-Cov-2 Ak qn Spike U/ml	>2500	21545	59	1406

Man sieht anhand meiner belegbaren Werte, dass alles, was das BAG zu SARS-CoV2 verbreitet Desinformation ist:

1. Die Impfung schütz nicht vor Ansteckung mit dem Virus
2. Die Impfung schütz nicht vor Ausbrechen der Krankheit.
   Beim Abendessen hörte ich am Esstisch: Du siehst aber schlecht aus, dabei fühlte ich mich gut. Aldi Schnelltest gemacht: positiv. Ich dachte mir: typisch Aldi, der kann nur falsch positiv sein. Ich habe mir dann doch noch für den folgenden Tag einen offiziellen Termin für offiziellen Covid Test gemacht. Stunden später:
   a. Ich hatte Schüttelfrost und fühlte mich so kalt, dass ich dachte ich müsste erfrieren.
   b. Damit auch die Fusssohlen überdeckt sind, streckte ich die Beine, um meine Decke unter die Fersen zu kriegen. Ich bekam durch das Beinstrecken so brutale Krämfpe in den Quadrizeps, dass ich fast schreiben musste.
   c. Als ich die Decke anhob, um auf die Toilette zu gehen, bekam ich so kalt, dass ich dachte ich müsste erfrieren.
   d. Ich fühlte Stiche im gesamten Torax, mal in Herzgegend, dann weiter unten, immer mal wo anders.
   e. Ich schwitze wie in Pferd in der Sauna.
   f. Ich bekam so gut wie keine Luft und konnte nicht schlafen
   g. Am Morgen fühlte ich mich zwar müde und lief dann zum Covid Test.

Der Covid Test war eine absolute Tortur. Die MPA wendete den Tupfer wie einen Handbohrer an, worauf ich in fragte ob er ein Bild aufhängen wollte. Schon dieser Test war eine klare Tortur und wäre ein Flüchtling betroffen, hätte es einen Aufstand gegeben.

Fazit Der Covid Gen Therapie:

1. Sie schützt weder vor Ansteckung noch Ausbruch der Krankheit, sie verschlimmert sie sogar.
2. Das Einzige was einen Menschen vor dem Tod bewahrt, ist das Immunsystem, das von der Impfung geschädigt wird.
3. Die Spritzen machen die Spikeproteine schlimmer
4. Pfizer Managerin J. Small hat zugegeben, dass das Vaccine nie getestet wurde.
   Zitat: We developped at the speed of science to take our claime on the market.

Die sogenannte Impfung in einfachen Worten erklärt:

Die injizierten Nanopartikel geschützten Spikeproteine befallen Proteingewebe und zwingen sie, Körper fremde Spike Proteine zu erzeugen. Dumm ist das, wenn es eben nicht der Trizeps, sondern das Herz, das Gehirn oder andere Organe betrifft. Im Falle des Herzens hat man dann ein Myocarditis und das geschädigte Herzmuskelgewebe wird nie wieder besser. Wenn man dann noch traniert,

stirbt man den plötzlichen Herztod, den das BAG dann als natürlichen Tod betrachtet. Nein wenn die Ursache die Spikeproduktion ist, die das Immunsystem als Körper fremd bekämpft, ist eben die Ursache auf die Impfung zurückzuführen.

Da Ihr Lumpenpack, anders kann man Euch nicht bezeichnen, einfach die IGV der WHO akzeptiert habt, obwohl Ihr inzwischen wissen müsst, dass Ihr von Bill Gates, Anthony Fauci und allen anderen sogenannten Experten und die Verträge mit den Lieferanten Moderna und Pfizer habt Ihr ja grosszügig geschwärzt, belogen wurdet, kann ich Euch nur noch meine aus tiefstem Herzen stammende Verachtung versichern und wisst, dass Ihr bis auf alle Ewigkeit verflucht seid, für das was Ihr der Schweizer Bevölkerung angetan habt. Interessant ist, dass von Euch Politikern keiner plötzlich und unerwartet gestorben ist, übrigen auch nicht bei den teils uralten WEF US Oligarchen, wie beispielsweise George Soros.

Als wäre das nicht genug, dass Bill Gates Swissmedic gehört, jetzt gehört der WHO auch noch das Biolabor in Spiez, das nun als WHO HUB für Biologische – und Chemische Kampfstoffe sowie Pathogene dient und es wird auch gain of function studies betrieben und das nächste Menschen gemacht Virus ist dann made in Switzerland.

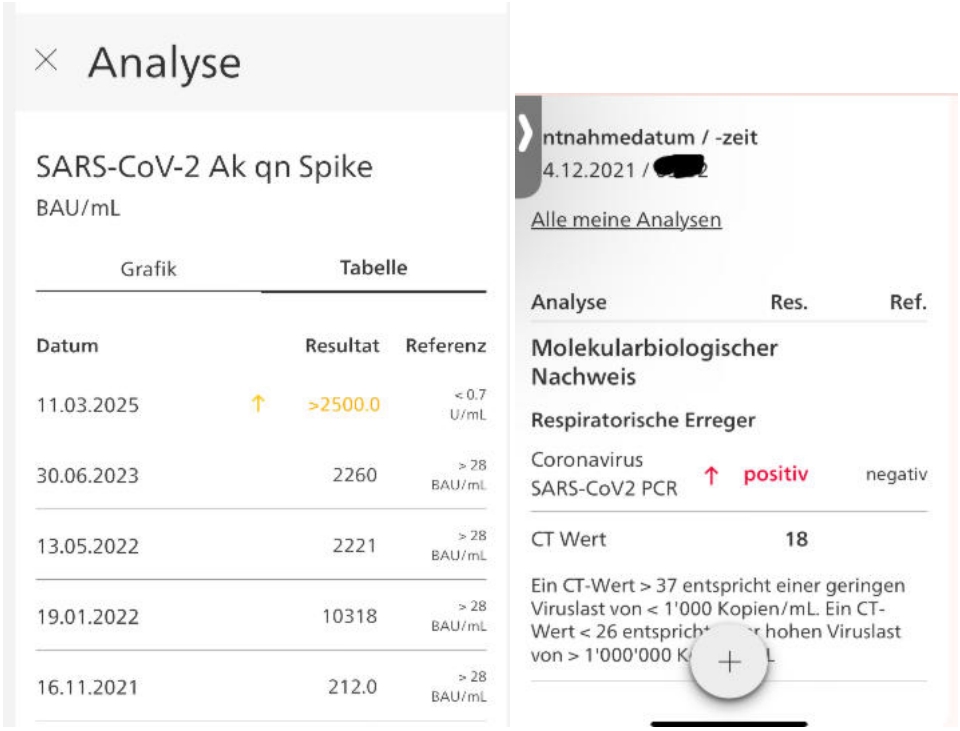

EU Abgeordneter R. Roos Frage an J. Small Pfizer Manager
Haben Sie vor Markteinführung untersucht, ob Ihr Impfstoff die Virusverbreitung stoppt?
Pfizer-Direktorin J. Small (lacht): Nein!

Spätestens jetzt sollten Wiederaufnahmeverfahren zur Impfpflicht beim @BVerfG und @BVerwG_de beginnen. 1/2 https://t.co/QFigtKR3sl

(https://x.com/SHomburg/status/1579850312650985480?t=QYh2wbubERY-ymMOhJ2q9g&s=03)

Pfizer's eigene Daten zum eigenen Vaccine

Pfizer Vertrag S. 48: Wirksamkeit und Nebenwirkungen unbekannt
If you haven't shared the hell out of this 👇 yet, why not?
Page 48 of the contract between the European Commission and Pfizer where they basically admit that stuff was not tested, not safe, quote: term effects and efficacy of the vaccine are not currentliy known .

https://t.co/cCOOYfwt9e
(https://x.com/Arwenstar/status/1717979291093274848?t=n8b2ClZkbJBxqqFJMvw4dQ&s=03)

)

2 peer reviewte Studien weisen auf erhöhtest Risiko Covid geimpfter bei 7 Krebsarten hin
Compromised global media giant goes into damage control after two peer-reviewed studies link COVID-19 "vaccines" to increased risks of 7 cancers ⬇️

On October 11, https://t.co/B3X42g8U2Y
(https://x.com/NicHulscher/status/1977423935080714431?t=hWjoWeYgKQBpQKi8NugZKg&s=03)

RFK Jr. just exposed how aluminum adjuvants in vaccines can induce allergies.

By binding aluminum to proteins like peanut or latex, scientists can create lifelong allergies—and we've been injecting this into children for decades.

This demands further investigation. https://t.co/ryDDkKCV19 (https://x.com/drsimonegold/status/1977444605332467914?t=ma0bJQtmnemtMUnuLFv8cg&s=03)

Pfizer CEO Albert Bourla casually explains the shift
from traditional biologics to a "codex" that creates synthetic DNA,
admitting, "you have virus to make it."
They're building the platform for the next generation of "vaccines."

This is no longer just mRNA. This is about https://t.co/leR9chbMxz (https://x.com/newstart_2024/status/1977341641464717595?t=853qkgHlTsOMqrdmeRwJBg&s=03)

Bill Gates erklärt Corona Impfstoff
Er redet, wie ein geistig limitierter Mensch.

https://youtu.be/EfLjUWk7LgQ?si=pGIfcZZwFb1nPO2m

Bill Gates doesn't see a sick person to heal. He sees a system to update.

His new vision: needle-free vaccine patches for every disease. A seamless, global deployment system.

This isn't just philanthropy. It's the pursuit of ultimate biological governance. https://t.co/0o6m7aZpKK (https://x.com/newstart_2024/status/1961536032958021712?t=4WAaeJOW7IcQ_XRqX4JkUw&s=03)

Die IGV-Änderungen geben der WHO die Macht, Notfälle auszurufen und Lockdowns, Zensur & mehr zu verhängen.

Werden Sie handeln oder unsere Grundrechte der WHO preisgeben?

Der Bundesrat hat falsch gehandelt und der WHO keine Abfuhr sondern eine Zusage zur IGV erteilt. Damit hat der Bundesrat die direkte Demokratie, die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz abgeschafft.
Jetzt herrscht der verurteilte Kriegsverbrecher Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, einer der wenigen Ausland Eritreer, die keine Flüchtlinge sind. Wieso ist wohl ein Kriegsverbrecher Chef der WHO und warum weiss nur die WHO welche Interessen Bill

Gates und Big Pharma mit ihren Zweck gebundenen Spenden bezwecken?
Eigentlich ist es allgemein bekannt, dass Bill Gates 50 Millionen investiert und 20 Milliarden verdient hat. Klar – auch die Schweizer Biontech Pfizer Gen Therapie wurde bezahlt (Steuergeld? Krankenkasse?).

Das Volk ist noch der Chef der Schweiz und nicht das WEF, George Soros oder Bill Gates. Aber Bundesrat und Parlament arbeiten genau so für die vorgenannten Personen, wie Swissmedic, das entgegen dem Arzneimittelgesetz, die notfallzugelassenen Covid-19 Vaccine, wegen bis 24 Monate nach Notfall Zulassung nicht beigebrachter, für eine Zulassung erforderlichen Studien, hätte vom Markt nehmen müssen. Aber wie die Weltwoche titelte, hat Swissmedic Millionen von der Bill & Melinda Gates Foundation erhalten. Das bedeutet nichts anderes, als das in meinen Augen, Bundesrat, BAG, Swissmedic und die Staatsanwaltschaft offensichtlich korrupt sind.

.

Alle wissen, dass Sie informiert sind, es gibt keine Ausreden Frau Keller-Sutter, ohne den WHO Austritt wird es weder Schweiz, Prosperität noch ein Volk geben, nur Tod für alle.

https://youtu.be/ekwryx7kmNo?si=rGB22dDV2bhoeA8M

H.R. 6666 authorizes CDC to contact,
trace, and monitor the population which Pfizer whistleblower, Melissa Strickler, suggests through the glowing components in SM-102 (Luciferase) and graphene oxide. Even an atheist will question the Bible's accuracy after this one.

Just https://t.co/bWL9W7B8lc
(https://x.com/JakeG_Official/status/1977530424927912055?t=rmALLdJMdWsshLk399s7sg&s=03)

Bill Gates: "We're taking... genetically modified organisms
and we're injecting them into little kids' arms. We just shoot them right into the vein."

Notice how enthusiastic he gets as he's saying that. 😭 https://t.co/NADixsQhyL
(https://x.com/wideawake_media/status/1813884139335991459?t=Brua4Mk36wKo-j1QZaTbYA&s=03)

Fr., Sept. 19, 2025 gepostet: 🚨 The EU just admitted that they approved the
experimental Covid Vaccines with Zero Saftey Checks.

Growing pressure on Ursula von der Leyen who agreed a €35Bn Deal with Pfizer by Text Message.

It's one big club. https://t.co/a4NAOT1Z0F

(https://x.com/BGatesIsaPyscho/status/1968978718400840060?t=15AGRly8fQNUMX6a0clyoQ&s=03)

Tedros WHO Chef verlangt Transformation des Ernährungssystems

Under the guise of fsaving the planet, Tedros continues to demand a transformation of our food systems—including new WHO guidance "on the consumption of animal-sourced foods".

"Transforming food systems means taking a holistic https://t.co/rrljCO8H1J (https://x.com/wideawake_media/status/1977305984482635921?t=Lib61WehkAUS1YsI7Nyf6w&s=03

UN

UN Secretary-General António Guterres: "Last year, we had the hottest day of the hottest month of the hottest year in the hottest decade."

"We will get to the end of the century with an increase of temperature of 2.6 degrees, and that will be catastrophic." 🤡 https://t.co/LVM91WeIFN (https://x.com/wideawake_media/status/1977321110271144022?t=Baprf_tOsihtW41ogxpJvQ&s=03)

Zionisten sind die wahre Ursache für unendliche Kriege, weil sie alles besitzen wollen und in den USA das Sagen haben und nicht der US President – das ist seit 1987 bekannt!

Ted Pike tried to educate us about Israel and Zionism back in 1987.

https://t.co/Weapctc61e (https://x.com/JOKAQARMY1/status/1976774956966150515?t=lqlPHwxW-lzMM4bPuQPWWw&s=03)

Unmengen Beton, Stahl und Plastik werden gebraucht, um ein einziges Windrad zu errichten. Von Rückbau, Entsorgung, Bäumefällen, Anwohnerstörung und Landschaftschaftsverbrauch gar nicht zu reden. Und der Neubau geht stetig weiter … https://t.co/FN3VmqQM34 (https://x.com/SHomburg/status/1969093478270259495?t=SA2CEJdiYxtP36uK6GbR6Q&s=03)

WAS LANDWIRTE OFFENBAR NICHT WISSEN:
$DER ABRIEB VON ROTORBLÄTTERN MACHT ANBAUFLÄCHEN FÜR IMMER UNBRAUCHBAR

Durch den Betrieb von Windkraftanlagen werden Mikropartikel und toxische Ewigkeitschemikalien im Boden der Umgebung eingelagert.

Bei Rotorblätter mit 80 Metern Länge umfasst der abrassive Bereich 40 Meter, was pro Jahr und Windkraftanlage 100 kg hochgiftige Partikel von Ewigkeitschemikalien sind.

Dies führt dazu, dass diese Fläche nie https://t.co/ZKTPaEgByh (https://x.com/mcpolitik/status/1819122383565082797?t=r_FnDdKl83AzSsT_ztVHMw&s=03)

These "green" and "renewable" wind turbine blades have outlived

their 20-year lifespan and can't be recycled, so they've come to die at this wind turbine graveyard in Texas, USA.

You should expect a LOT more of this as a consequence of the aggressive push towards Net Zero. https://t.co/J0wQKK3mw5 (https://x.com/wideawake_media/status/1813874462082863169?t=Rs6zGv_DM-vsB-N5-v858w&s=03)

Der alltägliche Anblick. Hässliche Windräder, die sich nicht drehen. Flaute und Stillstand in den Windparks, symbolisch für den Stillstand in Deutschland. Danke #Habeck, Danke #Merkel-#Merz-CDU. https://t.co/goGlYLwkAO (https://x.com/Alice_Weidel/status/1698680822558036064?t=vPMux42jP0DFMKp_vntB6Q&s=03)

Ukraine Krieg

🌐 GB Documents have been leaked

online confirming that Boris Johnson has profited from the ongoing conflict in Ukraine, The Guardian reports.

The information is true and reflects recent revelations from leaked documents published in The Guardian.

According to an exclusive https://t.co/SL4YVJ73P8 (https://x.com/geogeolite/status/1977322388627882140?t=5kfR4CSFBEQUOqQo7l2RqQ&s=03)

Neutralität

Dass Ignazio Cassis im Ukraine Krieg die vom Zar Alexander dem II der Schweiz geschenkte Neutralität ignorant und dumm über Bord warf, um neben Joe Biden am Tisch sitzen zu können zeigt, wie unschweizerisch die Bundesräte von heute sind – ägsgüsi, eigentlich ist Cassis kein Schweizer, genau wie Cedric Wermuth, Tamara Funicello und Fabian Molina, der die Schweizer Armee in die Schweizer Armee schicken will aber selber nie im Leben gearbeitet oder Militärdienst geleistet hat. Ich wünsche Euch allen, dass Ihr, wenn Ihr Euren Krieg bekommt, selber am eigenen Leib zu spüren bekommt, was das bedeutet. Als Einstimmung könnt Ihr mal ein Wochenende bei niedrigen Temperaturen und Regen im Wald ohne Heizung, den Elementen ausgesetzt verbringen.

Dann aber auch noch den Selenski mehrfach in der Schweiz zu empfangen, wo jeder weiss, dass er dem russisch stämmigen Teil der Bevölkerung die Sprache und Kultur verboten hat, die Kirchen geschlossen, die Opposition ins Gefängnis oder umgebracht hat genau wie Medien, die noch Journalismus betrieben haben.

Selenski, dessen Azov Batallion NAZI Feldzeichen auf Fahrzeugen und Uniformen hat, womit die Räte, NAZI unterstützen.

Die Opfer sind die Bevölkerungen Russlands, der Ukraine sowie deren Soldaten, weil der Krieg nur darum stattfindet, weil Russland nicht darauf warten wollte bis die NATO die Ukraine zum Brückenkopf ausgebaut hat und darum diesen Krieg führt, um als Nation, frei und selbstbestimmt und nicht wie der Westen von US Oligarchen fremdbestimmt zu leben. Warum aber interessieren sich die US Oligarchen überhaupt für Russland? Genau wie bei der Ukraine, es geht den oft jüdischen US Oligarchen nur darum, möglichst gratis, oder auf Kosten der Steuerzahler an Rohstoffe zu kommen, um sie dann von den lokalen Sklaven abbauen zu lassen. Logisch ist ein Grossteil der Ukrainer davon gerannt. Wer will schon als Slave enden, wenn er in der Schweiz gratis Hüft- und Kniegelenke inklusive Nachsorge zu Lasten der Schweizer Krankenkassen Zahler bekommt und oben drauf noch Steuergeld finanziert Wohnungen, Essen, Taschen- und Feriengeld. Bussen müssen sie keine bezahlen. Zum Strassenverkehrsamt müssen sie auch nicht mit ihren Ukrainischen Nummernschildern. Echt Ihr Bundesräte seid der letzte Dreck. Was glaubt Ihr eigentlich wer bezahlt, wenn so ein Ukrainer, wegen technischer Mängel in ein Paar SP Nationalräte fährt? Niemand. Jeder bleibt auf seinem Schaden sitzen nur die Geschädigten müssen noch für den Schaden des Ukrianers aufkommen. Und wem verdanken wir das? Karin Keller-Sutter die perfekt englische Sprechende Exekutorin der CS und vermutlich dafür verantwortlich, dass die Depotbank der AHV Milliarden nun in US Hand ist. An Dummheit kaum zu übertreffen. Wieviele Millionen wohl da, aufs Konnto geflossen sind? Die CS hätte mit einem Bail-in des CS US Ablegers hätte gerettet werden müssen. Nun steht die UBS auf dem Speise Zettel der US Oligarchen, die damals den Presidenten zum Eintritt in den ersten Weltkrieg brachten, weil sie den Franzosen und Briten Munition auf Kredit lieferten und es mit der Angst

bekamen, wer denn die Kredite bezahlen würde, wenn die Deutschen den ersten Weltkrieg gewinnen. Genau so ist es heute. Die Familien Rockefeller, Rotschild neu auch Fink und weitere verdienen an den US Waffen und noch besser, es sterben keine Amerikaner. Aus deren Sicht kann es ewig so weiterlaufen, weil so die Lagerbestände verkauft werden und neue Waffen erprobt werden können, wie eben auch Digital ID, AI und CBDC (digitaler Franken).

Da ich weiss wie korrupt und abgrundtief bösartig Ihr seid verlange ich nichts von Euch. Aber ich hoffe, dass Ihr wie wir alle, wenn Ihr falsch reagiert, gemeinsam verrecken werden. Nur ist meine Seele unbelastet im Gegensatz zu Eurer. Andrew Carnegy ein US Milliardär aus vergangenen Zeiten hatte seine Stahlarbeiter so weit mit dem Lohn gedrückt, dass nicht mal mehr Zuwanderer für so wenig Geld mit einem Freitag im Jahr arbeiten wollten und er eine Privatarmee auf die Streikenden hetzte. So gebardet Ihr Euch auch. Von wegen Wohlstand für alle – heute gilt für eine Elite und ein Paar Vasallen.

Die Aufgabe der Schweiz wäre sich in Zurückhaltung zu üben und Konfliktparteien Bereitschaft zu zeigen, dass sie in der Schweiz auf neutralem Boden Gespräche führen können, ohne ums eigene Leben fürchten zu müssen.

Da Ihr Vollidioten, man kann es nicht anders sagen, in Genf im Maison de la Paix, ein NATO Büro habt, nimmt die Schweiz kein Land der Welt mehr für voll.

Der kleine Duce muss aus seinem Amt entfernt und die Schande vom Bürgenstock wieder abhacken zu können. Wie in einer schlechten US TV Highschool Serie treffen sich alle Gegner die einen einzelnen fertig machen wollen und wie es aussieht, will Cassis auch ein Stück von Russland.

In dem Krieg geht es um Russland und die USA – Punkt. Hat die Ukraine keine Targetting mehr von der USA ist aus die Maus. Alles, was die Europäer produzieren reicht nicht aus und wenn doch? Hättet Ihr gerne, dass Ihr mitten in einer Euren Verschwörungssitzungen von einer Oreschnik ausgelöscht werdet?

Krieg hat, seit dem ersten Weltkrieg, nur immer die US Oligarchen reich gemacht. Damals John D. Rockefeller senior, JP Morgan, Andrew Carnegie und ein Paar weitere die Dank Krieg noch sehr viel reicher wurden. Sie sind die wahren Alchemisten: Aus Stahl wird Gold.

Den Ukraine Krieg hätte President Trump, währe Commander in Chief, wie oft von der von mir sehr geschätzten Tulsi Gabbard genannt wird, hätte er ganz einfach die gesamte Unterstützung zurück befohlen. Jetzt wissen wir aber heute, wie Israel zu seinen Atomwaffen kam, sie räumten den einzigen US Präsidenten der Geschichte, der im Interesse der Mehrheit der Amerikaner und nicht seiner Geldspenderschaft regierte, aus dem Weg geräumt. Wo stehen wir heute? So nah am Atomkrieg, wie nie zu vor.
Beten wir besser, dass das Grüne Tshirt nicht doch ein Ziel trifft, dass einen Erstschlag

der Russen auslöst. Dann sind wir echt am Ende und alles, weil Ihr einen echt beschissenen Job macht.

EU Beitritt

Der EU Beitritt bedeutet nicht nur, dass die Schweiz nach WHO IGV, E-ID nun endgültig die einzige Demokratie der Welt der US Oligarchie zum Frass vor wirft, sondern, dass

- Alle Schweizer Banken inklusive SNB verschwinden
- Alle Vermögenswerte auf die EZB übertragen werden
- Alle Menschen eine EU Digital ID bekommen
- Keiner nie wieder reisen wird, höchstens in den Krieg
- Alle immer wieder zwangsgeimpft werden
- Man ohne Smartphone genau so gut tot sein kann, weil man ohne Digital ID niemand ist
- Die EU sich einfach der Vermögenswerte der Menschen bedient
  auf Knopfdruck ist alles weg und zu den US Oligarchen abzüglich des Vasallen Anteils transferiert und zum Dank werden wir gezwungen zu sterben: im Krieg, beim Impfen oder weil wir nach Entzug der Digital-ID vogelfrei sind ganz einfach dem Tod ausgeliefert sind.
- Statt den von Steuerzahler Geldern alimentierten Ukrainern werden dann alle Schweizer Bürger von 16 – 80 in den Krieg geschickt, weil Ihr Asylanten nicht aktivieren könnt und Ihr ja insbesondere Schweizer ausrotten wollt.
  Auch dafür verfluche ich alle Bundesräte, Nationalräte und Ständeräte sowie alle EU Befürworter und Ihre Familen die das wollen auf alle Zeit.

Genbasierte Impfungen - der Weg in die Zukunft?

Kommen wir nun zu den neuen genbasierten Impfstoffen, die zum ersten Mal im Rahmen der weltumspannenden Impfkampagne gegen das Coronavirus eingesetzt wurden. Sie sind von Beginn an als wirksam und sicher gepriesen worden. Deshalb wurde die Notzulassung erteilt.

Wie funktionieren diese Vakzine eigentlich?

Zunächst mal: Es gibt mehrere Arten von genbasierten Impfstoffen. Dabei bekommen Geimpfte nicht das zu bekämpfende fremde Antigen gespritzt, sondern eine Bauanleitung dafür. Damit können unsere Körperzellen das fremde Antigen selber herstellen und unserem Immunsystem präsentieren. Diese Bauanleitungen können in Form von DNA oder mRNA verimpft werden.

Hat sich damit nicht das Grundprinzip der Impfung geändert? Immerhin bringen wir ja nicht mehr das entgiftete Gift oder den abgeschwächten Erreger in unseren Körper, sondern die Erbinformation beziehungsweise den Bauplan. Tatsächlich hört sich das nicht mehr nach Impfung, sondern nach einer Gentherapie an.

Das kann man so sehen. Die Amerikanische Gesellschaft für Gen- und Zelltherapie (ASGCT) definiert Gentherapie als das Einbringen, Herausnehmen oder Verändern von genetischem Material (DNA oder RNA) in einen Patienten. Nach dieser Definition handelt es sich auch bei den genbasierten Impfstoffen um eine Gentherapie. Genau genommen ist dieser Begriff gleichermaßen unpassend, denn es wird ja nichts therapiert oder behandelt. Es ist der Versuch, etwas zu verhindern. »Genversuch« wäre also vielleicht eine treffendere Bezeichnung.

Was passiert, wenn diese fremde Bauanleitung von unseren Zellen aufgenommen wird?

Sie dirigiert die Zellen um, sodass diese die entsprechenden Produkte – die gewünschten Eiweiße – herstellen. Diese werden dann vom Immunsystem erkannt, und so wird die Herstellung der gewünschten Antikörper in Gang gesetzt. Zusätzlich wird ein weiterer Vorteil in diesen Impfstoffen gesehen: Sie sollten auch die Abwehrzellen des Immunsystems aktivieren.

Das ist doch richtig gut, oder?

Wie man's nimmt. Da unsere gesunden Körperzellen – wohlgemerkt im ganzen Körper – nun fleißig das fremde Eiweiß produzieren und von unseren aktivierten Abwehrzellen als »Gefahr« erkannt werden, werden diese »abgeschossen«. Dadurch entstehen natürlich immense Schäden. Das macht die genbasierten Impfstoffe nicht richtig gut sondern richtig gefährlich.

Woher kommen eigentlich die Gene? Die Informationen müssen ja in großer Anzahl verabreicht werden, oder?

In der Tat, pro Spritze werden einige Milliarden versandfertiger Gene in den Körper eingebracht. Sie werden in gentechnischen Laboren künstlich produziert.

Wie funktioniert das?

Kurzer Blick in die Schulbücher. Gene sind Anweisungen für die Herstellung von Eiweißen, die in einer Spezialschrift verfasst sind und als Chromosomen in den Zellkernen bewahrt werden. Vor 70 Jahren wurde die Schrift entziffert, und so können heute praktisch alle existierenden Bücher des Lebens gelesen werden. Noch besser: Mit Spezialmaschinen können Bauanleitungen geschrieben werden, zum Beispiel solche für den Bau der Fanghändchen von Viren, so auch für das Spike-Protein von Corona.

Aber Milliarden Kopien der Rezepte zu schreiben, das kann doch nicht einfach und auch nicht billig sein?

Deswegen wird ein genialer Trick angewandt. Bakterien haben auch eigene Bauanleitungen (Chromosomen), die allerdings frei in ihren Zellen herumliegen. Dabei haben einige Bakterien ganz winzige Minichromosomen, sogenannte Plasmide, die sehr stabil sind und sich leicht gewinnen lassen. Diese Plasmide macht man sich zunutze. Wie Mini-Bauanleitungen lassen sie sich leicht öffnen, und man kann künstlich hergestellte Gene in sie einfügen. Dann führt man die Bücher zurück in die Bakterien und wirft sie in einen Riesenpott mit Brühe, damit sie sich schön vermehren. Bakterien teilen sich rasend schnell, einmal alle 20 Minuten, und so schnell vermehren sich die Chromosomen. Nach 4 Tagen hat man in 5000 Litern Brühe unzählige Bakterien und Plasmiden. Die Bakterien werden gewonnen und zerstört, und die Plasmide werden aus der Brühe geerntet. Sie liefern das Ausgangsmaterial für die Herstellung der zu impfenden Gene, die sogenannte mRNA.

Genial. Und die werden einfach abgefüllt und verspritzt?

Nicht ganz so schnell. Zuerst muss die Information der Gene, also die mRNA verpackt werden, sonst würde diese im Körper schnell kaputt gehen. Zum Verpacken wird ein Kunststoff verwendet.

Plastik als Verpackungsmaterial?

Nicht Plastik, aber genauso künstlich und naturfern. Die Verpackung besteht aus besonderen Fetten, die von Menschen erfunden wurden.

Genial. Und die schützen die mRNA vor Zerstörung?

Nicht nur das, sie funktionieren wie trojanische Pferde. Denn sie werden gut und gern von unseren Körperzellen empfangen und aufgenommen. Die in den Paketen enthaltene Information wird ausgelesen, und die Zellen starten sofort die Produktion der kodierten Eiweiße.

Toll, und man merkt nichts davon.

Tja, leider stimmt das nicht ganz. Die Verpackung selbst ist nämlich giftig. So giftig, dass man damit Tiere umbringen kann.[9]

Hochinteressant auch dieses: Es wurde entdeckt, dass sie die Kettenreaktion des Komplementsystems aktivieren. Das könnte eine Erklärung dafür sein, dass sie überall, wo sie hinkommen, starke Entzündungen auslösen.[10]

Aber wenn die Substanz womöglich gefährlich ist, darf sowas doch nicht gespritzt werden. Wieso wird sie als Verpackungsmaterial für mRNA benutzt?

Gute Frage. Tatsache ist, dass das Material nie formal für die Verwendung an Menschen zugelassen worden ist. Ich halte den Einsatz für ein Verbrechen.

Wahnsinn. Und dann wurden Billionen Pakete in Hunderte Millionen Menschen gespritzt. Zu Beginn wurde gebetsmühlenartig gepredigt, dass die mRNA am geimpften Ort blieben und sie sich nur dort entfalten würden. Die Wirkzeit sei nur kurz, dann würden sie auf Nimmerwiedersehen verschwinden. Hat das gestimmt?

Nein, es hat nicht gestimmt und wird auch in Zukunft nicht stimmen, falls so etwas für andere mRNA-Impfstoffe behauptet werden sollte. Es ist klar dokumentiert, dass die Geninformationspakete ins Blut gelangen und sich im ganzen Körper verteilen.[11]

---

9 Ndeupen S. et al. (2021): The mRNA-LNP platform's lipid nanoparticle component used in preclinical vaccine studies is highly inflammatory. *iScience* 24:103479: *https://www.cell.com/iscience/fulltext/S2589-0042(21)01450-4.*

10 *https://www.mdpi.com/1422-0067/25/7/3595.*

11 Kirchner JO 2024.: *Geprüft und bestätigt: DNA-Verunreinigungen im mRNA-Impfstoff Comirnaty von BioNTech,* ISBN-10: 3758312094.

Dabei gibt es für sie praktisch keine effektiven Grenzen. Sie überwinden auch die Plazentaschranke zum ungeborenen Kind.[12]

Das machte doch aber nichts, oder? Dann ist die Impfung doch wahrscheinlich noch effektiver?

Nicht effektiver, sondern gefährlicher. Bei einer natürlichen Atemwegsinfektion mit Coronaviren ist die Ausbreitung der Viren begrenzt. Bei der Impfung kann die Information für die Vireneiweiße in alle Zellen des Körpers gelangen. Damit können auch überall im Körper Probleme entstehen.

Es wird immer wieder gesagt, dass wir doch alle mRNA in unserem Körper haben, mRNA wird in unseren Zellen unentwegt produziert – sie ist körpereigen und wird direkt nach der Verwendung von unseren Zellen zerstört. Was kann also schiefgehen?

Was viele Menschen nicht wissen, ist, dass bei der Impfstoffherstellung statt der natürlichen mRNA-Bausteine ein künstlicher Baustein verwendet wurde. Die entstehende mRNA ist also *nicht* körpereigen, sie ist unnatürlich und verändert. Fachleute sprechen von modifizierter RNA oder kurz modRNA. Und diese modRNA hat zwei fatale Fremdeigenschaften. Erstens wird sie – anders als mRNA –

12 Swingle KL, Safford HC, Geisler HC, Hamilton AG, Thatte AS, Billingsley MM, Joseph RA, Mrksich K; 16 Padilla MS, Ghalsasi AA, Alameh MG, Weissman D, Mitchell MJ: Ionizable Lipid Nanoparticles for In Vivo; mRNA Delivery to the Placenta during Pregnancy. *J Am Chem Soc.* 1. März 2023; 145(8):4691-4706; doi: 10.1021/jacs.2c12893. Epub 2023 Feb 15. PMID: 36789893; PMCID: PMC9992266. Lin X et al.; doi/10.1016/j.ajog.2024.01.022. Botros B, Hanna M, Gurzenda E, De Mejia CM, Chavez M, Hanna N. Transplacental transmission of the Covid-19 vaccine messenger RNA: evidence from placental, maternal, and cord blood analyse postvaccination. *Am J Obstet Gynecol.* Juni 2024; 230(6):e113-e116. doi: 10.1016/j.ajog.2024.01.022; Epub 1. Feb. 2024. PMID: 38307473. *https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/38307473; pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/36789893/.*

nicht effizient zerstört, das heißt, sie ist langlebig. Tatsächlich wurden die Spikes viele Wochen lang nach der Spritze noch in Gefäßen gefunden.[13]

Und im Gewebe von Geimpften wurden Spikes in praktisch allen Organen, auch im Gehirn, teils Monate nach der Spritze nachgewiesen.[14]

Meine Güte! Heißt das, die Zellen werden entsprechend lang vom Immunsystem angegriffen? Das könnte zu Langzeitschäden führen, oder?
Aber sicher. Und wenn das in Herz und Hirn passiert, sind derlei Schäden auch irreversibel.

Könnte das zum plötzlichen Herztod führen?
Ja. Mittlerweile steht es sogar fest, dass eine Herzmuskelentzündung, die nach einer Impfung auftritt, mit großer Sicherheit durch die Impfung verursacht worden ist. Das ist von einem der ranghöchsten Expertengremien der Welt – der US National Academy of Sciences – veröffentlicht worden.[15]

Und was ist mit der lang andauernden Produktion in den Gefäßen? Müsste das nicht zu Gefäßschäden und Gerinnselbildung führen?
Natürlich. Genau das haben wir auch direkt zu Beginn der Impfkampagne vorausgesagt.

---

13 Ota, N. et al. (2025): Expression of {SARS}-CoV-2 spike protein in cerebral Arteries: Implications for hemorrhagic stroke Post-m{RNA} vaccination. *J. Clin. Neurosci. 136:111223.*

14 *https://publichealthpolicyjournal.com/a-systematic-review-of-autopsy-findings-in-deaths-after-covid-19-vaccination/.*

15 National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine (2024): Evidence Review of the adverse effects of Covid-19 vaccination and intramuscular vaccine administration. Washington DC: The National Academies Press: *https://doi.org/10.17226/27746.*

Und die Schädigungen im Gehirn – die Auswirkungen müssten ganz vielfältig sein, nicht wahr?

Ja, unendlich vielfältig, denn jedes Areal in unserem Gehirn erfüllt seine eigene, höchst differenzierte Funktion. Hier ist theoretisch jede erdenkliche Störung möglich – von Lähmungen über die Beeinträchtigung des Denkvermögens bis hin zu Veränderungen der Psyche.

Oje – und dazu kommt noch eine zweite große Gefahr?

Ja. Dieser fremde Baustein bedingt, dass die modRNA immer wieder fehlerhaft ausgelesen wird. Dies führt zur Bildung von völlig fremdartigen, naturfernen und potentiell gefahrvollen Eiweißen im menschlichen Körper.[16]

Es hieß doch aber immer, es wären genügend Daten erhoben worden, die die Sicherheit und Wirkung des Impfstoffes belegten?

Nein. Das war eben nicht der Fall, und das war dem RKI auch klar. So kann man im Protokoll des RKI-Covid-19-Krisenstabs vom 27.4.2020 unter dem Punkt »Allgemein Konzept Covid-19 Impfen« unter Punkt 2 folgendes lesen:

1. Vorbereitung der Einführung einer Impfung:
2. Es werden mehrere Impfstoffe kommen, die im Schnelldurchgang entwickelt und geprüft wurden
3. Relevante Daten werden erst PostMarketing erhoben.

Wahnsinn. Heißt das, relevante Daten zur Wirkung und Sicherheit sollten erst bei den geimpften Menschen selbst erhoben werden?

Nagel auf den Kopf getroffen.

16 Mulroney TE et al. (2024): N1-methylpseudouridylation of mRNA causes +1 ribosomal frameshifting. *Nature* 625, 189–194. *https://doi.org/10.1038/s41586-023-06800-3.*

Aber das bedeutet doch: Es waren Menschenversuche, und das RKI und die STIKO wussten Bescheid!

Ja. Versuche, die Genveränderungen erwirken und außerdem weitere Gefahren für Leib und Leben bergen.

Stimmte denn wenigstens die Aussage, dass die Impfung vor der Übertragung der Viren schützen konnte?

Nun, mit dieser unverfrorenen Lüge begann die Ausgrenzung und Diskriminierung aller Menschen, die sich gegen diesen Genversuch entschieden haben. Selbstverständlich war für alle mit etwas immunologischem Grundwissen klar, dass der Impfstoff nie eine Übertragung hätte verhindern können.

Also sind genbasierte Impfungen nicht der richtige Weg in die Zukunft?

Geht es nach der WHO, dann schon. Sie sollen gegenwärtig als Ersatz für die Mehrzahl aller Impfstoffe eingesetzt werden. Meiner Meinung nach gehören die mRNA-Impfungen in ihrer jetzigen Form verboten. Das Risiko ist unendlich viel größer als der Nutzen.

Müsste man bei den ganzen Risiken dann generell von Impfungen abraten?

Nein. Es kommt eben einerseits auf den Impfstoff, seine Bestandteile und die damit verbundenen Risiken und andererseits auf die Risiken der Erkrankung an, die verhindert werden soll. Ich persönlich bin davon überzeugt, dass die Bedenken gegen einige Impfungen wohlbegründet sind und werde nicht müde, der STIKO vorzuwerfen, dass sie sehr wahrscheinlich gefährliche medizinische Empfehlungen abgibt.

Es geht nicht darum, Panik zu schüren und grundsätzlich von Impfungen abzuraten. Es geht darum, dass es unsere Pflicht ist, für das Wohlergehen unserer Kinder zu sorgen und sie vor möglichen

Schäden zu schützen. Ich sage offen, dass ich von Impfungen bei Kindern unter 3 Jahren abrate. Doch welche Impfungen Sie für Ihre Kinder wählen, bleibt Ihre Entscheidung, die nach Lektüre der nächsten Kapitel möglicherweise leichter fallen wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Irene Buschor (Privat)

Datum: 04.10.2025

Kontakt: Irene Buschor · irene.buschor@sunrise.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Prüfung, um die Souveränität und die Interessen der Schweiz zu wahren. Die Annahme dieses Abkommens könnte weitreichende und potenziell nachteilige Folgen für unser Rechtssystem und unsere politische Autonomie haben.

Insbesondere Artikel 127 des Bundesgesetzes über die Glücksspiele (BGS) sowie die Grundsätze des Völkerrechts, wie sie im Völkerrechtlichen Vertragsrecht (VVR) verankert sind, stehen im Fokus der Kritik. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie bei der Aktualisierung des Abkommens über den freien Personenverkehr erwartet werden könnte, untergräbt die demokratische Legitimation. Die Schweiz würde damit de facto in die Rolle eines reinen Rechtsanwenders gedrängt, ohne die Möglichkeit, die Gesetzgebung aktiv mitzugestalten oder an die spezifischen Bedürfnisse unseres Landes anzupassen. Dies steht im Widerspruch zu unserem föderalistischen System und dem Prinzip der direkten Demokratie, das verlangt, dass Gesetze von den schweizerischen Volksvertretern beschlossen werden.

Weiterhin sind die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit zu beleuchten. Die automatische Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich des Binnenmarktes, könnte dazu führen, dass sich Schweizer Unternehmen ungeahnten regulatorischen Lasten ausgesetzt sehen, ohne dass dies durch entsprechende Vorteile im Marktzugang kompensiert würde. Das Prinzip der Reziprozität, das eine faire Behandlung aller Vertragsparteien gewährleisten soll, scheint in diesem Kontext gefährdet.

Die Unklarheit bezüglich der zukünftigen Streitbeilegung ist ebenfalls besorgniserregend. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) über Streitigkeiten entscheiden könnte, die das schweizerische Recht betreffen, verletzt unsere Rechtsordnung grundlegend. Dies würde eine Kompetenzübertragung an eine ausländische Justizinstanz bedeuten, die im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung steht, welcher die primäre Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte festlegt.

Es muss daher sichergestellt werden, dass jede Form der Beziehung zur EU dem Prinzip der Souveränität, der Demokratie und dem Schutz unserer nationalen Interessen Rechnung trägt. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Einflussnahme durch die Schweiz ist inakzeptabel und birgt erhebliche Risiken für die Zukunft unseres Landes.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen und fundierten Bedenken. Eine kritische Würdigung, die sich insbesondere an den Prinzipien der Souveränität und der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Schweiz orientiert, offenbart gravierende Schwachstellen, die nicht hingenommen werden dürfen.

Im Kern steht die Gefahr der schleichenden Erosion unserer rechtlichen und politischen Eigenständigkeit. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, widerspricht diametral dem Grundsatz der demokratischen Legitimation. Insbesondere Artikel 4 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverwaltung (BVV) verlangt, dass die Bundesverwaltung die Gesetzgebung des Bundes unter Berücksichtigung der föderalistischen Struktur und der Rechte der Kantone ausarbeitet. Eine Übernahme extern erlassener Rechtsnormen, ohne eigene Gestaltungsspielräume, tangiert diesen Artikel massiv.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer Punkt von grösster Besorgnis. Die vertragliche Anerkennung seiner Rechtsprechung in den streitfallbezogenen Bereichen, wie es Artikel X des Verhandlungsabkommens vorsieht, würde de facto eine Unterstellung der Schweizer Gerichtsbarkeit unter die Jurisdiktion des EuGH bedeuten. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die Zuständigkeit der Schweizer Gerichte festschreibt und nicht die eines ausländischen Gerichts als letztinstanzliche Autorität anerkennt. Die Bindung an die EuGH-Entscheidungen untergräbt somit die Souveränität der Schweizer Gerichte und die Rechtssicherheit für unsere Bürgerinnen und Bürger.

Darüber hinaus ist die Finanzbeteiligung der Schweiz an die EU, wie in Anhang Y dargelegt, problematisch. Ohne eine klare Gegenleistung oder einen substanziellen Einfluss auf die Mittelverwendung, stellt dies eine einseitige finanzielle Belastung dar, die weder dem Schweizer Steuerzahler noch dem nationalen Interesse dient. Artikel 127 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der Finanzpolitik regelt, fordert eine solide und nachhaltige Finanzwirtschaft. Eine pauschale und unkontrollierte finanzielle Beteiligung, die keine klare Rechenschaftspflicht seitens der EU vorsieht, ist mit diesen Grundsätzen schwer vereinbar.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Verhandlungsposition schärft und die Integrität ihrer Souveränität und ihrer rechtsstaatlichen Prinzipien kompromisslos verteidigt. Die aktuellen Vorschläge stellen keine tragfähige Basis für eine zukunftsfähige Beziehung zur EU dar, sondern bergen das Risiko einer schleichenden Fremdbestimmung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung neuer Abkommen mit der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die inländische Rechtsordnung und die Souveränität der Schweiz. Es ist fraglich, ob die mit der EU vereinbarten Regelungen im Einklang mit den grundlegenden Prinzipien des schweizerischen Rechtssystems stehen, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer rechtsstaatlichen Identität.

Die Übernahme von EU-Recht, auch in vermeintlich technischer Form, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung. Artikel 2 Absatz 1 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, welches unter anderem die Bestimmtheit und Vorhersehbarkeit von Gesetzen sowie den Schutz des Vertrauens in die Rechtsordnung umfasst. Die fraglichen Abkommen könnten jedoch zu einer unklaren und potenziell widersprüchlichen Rechtslage führen, wenn EU-Recht, das sich zudem ständig weiterentwickelt, ohne

adäquate rechtsstaatliche Prüfmechanismen in unser System integriert wird.

Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, ein Eckpfeiler der Gewaltenteilung gemäss Artikel 5 BV, könnte ebenfalls beeinträchtigt werden. Wenn die Auslegung und Anwendung von EU-Recht primär an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) delegiert wird, wie dies bei der Umsetzung von EU-rechtlichen Vorgaben oft der Fall ist, verliert der Schweizer Richter an Entscheidungsautonomie. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz, dass das Recht von schweizerischen Gerichten nach schweizerischem Recht ausgelegt werden muss.

Des Weiteren muss die demokratische Legitimation solcher Abkommen kritisch hinterfragt werden. Gemäss Artikel 138 BV sind Verträge, die wichtige rechtliche Bestimmungen der Bundesverfassung ändern oder deren Geltungsbereich erweitern, dem fakultativen Referendum zu unterstellen. Bei neuen, umfangreichen Abkommen mit der EU ist nicht immer transparent, inwieweit sie tatsächlich in die schweizerische Rechtsordnung eingreifen und somit potenziell referendumspflichtig wären. Eine umgehende Übernahme von EU-Recht könnte die Mitwirkung des Volkes und des Parlaments an der Gesetzgebung, wie sie durch die Artikel 113 ff. BV gewährleistet wird, aushebeln.

Es besteht die dringende Notwendigkeit, die Auswirkungen dieser Abkommen auf unsere Rechtsgrundsätze sorgfältig zu prüfen und sicherzustellen, dass die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Garantien uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende rechtsstaatliche Prüfung birgt erhebliche Risiken für die Verlässlichkeit und demokratische Akzeptanz unseres Rechtssystems.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und die Finanzierbarkeit unseres Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts bedroht die bewährten und für die Erbringung unserer grundlegenden Verkehrsleistungen essenziellen Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung unseres Rollmaterials. Eine Einstufung als unzulässig würde nicht nur die Qualität, sondern auch den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung massiv einschränken.

Ein besonders besorgniserregender Punkt ist die Zulassung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG). Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die damit einhergehende "Rosinenpickerei" bedeutet, dass diese Unternehmen ausschliesslich die profitablen Hauptstrecken befahren werden. Dies schwächt die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die für die Aufrechterhaltung der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien verantwortlich sind, und untergräbt damit die finanzielle Basis unseres Service public grundlegend.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, welche als Absicherung deklariert wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Vielmehr handelt es sich um eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die Schweiz gibt durch die dynamische Rechtsübernahme schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Zukünftige Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Des Weiteren führt die Pflicht zur Beachtung von völkerrechtlichen, sprich EU-Vorgaben, bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss dem neuen Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) zu einer empfindlichen Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was suboptimal und potenziell teurer für die Schweizer Steuerzahler ist.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Grundfesten unseres Service public im Landverkehr bedrohen und unsere nationale Souveränität in einem für die Bevölkerung essenziellen Bereich schwächen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind erschreckend ungenügend und wirken rein kosmetisch. Sie vermögen in keiner Weise, den massiven Lohndruck zu kompensieren, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf unser Land zukommt. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere bei den Arbeitnehmern in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, die ohnehin am stärksten unter Druck stehen. Statt unseren bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser gezielt aufgeweicht und an niedrigere EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch weitaus weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die skrupellos Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Das neue Kündigungsschutzrecht für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein vergiftetes Geschenk. Es schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität insbesondere kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Verlagerung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit mit der EU wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Stabilität unserer Sozialsysteme auf. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, welche im Widerspruch zum klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, welches praktisch unentziehbar ist, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug. Dies schafft eine "Niederlassung C PLUS", die die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke erheblich gefährdet. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, wobei EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der vorgesehene Familiennachzug wird in einem für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Ausmass erweitert. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, birgt das Risiko eines unkontrollierbaren Anstiegs der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) erweist sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz sie dennoch zu ziehen versuchen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert.

Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum noch ermöglichen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden offenbart die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, welche direkt vom Schweizer Steuerzahler getragen werden müssen. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und untergräbt unsere sozialpolitische Souveränität.

Zusammenfassend stellt das vorgeschlagene Vertragspaket eine kapitulative Aufgabe nationaler Interessen und eine erhebliche Beeinträchtigung unserer Souveränität dar. Es ist bedauerlich, dass eine solche Vernehmlassung ohne klare und wirksame Schutzmechanismen für die Schweiz vorgelegt wird.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungsnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit im Rahmen der EU-Annäherung ist mit grösster Skepsis zu betrachten. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird in Wahrheit ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, welches die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" subsumieren will. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, oft deutlich höheren Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie die Wahlfreiheit der Schweizer Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Kriterien basiert, steht unter direkter Bedrohung. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland". Die Tatsache, dass Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders beunruhigend ist die von der EU diktierte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Die vorgesehenen Zugangs- und Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, sind ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und für ihre Situation unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Das unsere Demokratie bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Bestrebungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Entscheidend ist die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG). Dies stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz dar. Unsere nationalen, oft strengeren und breite gesellschaftliche Akzeptanz findenden Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere Fähigkeit zur souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und setzt unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit einem fahrlässigen Risiko aus.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Staatliche Beihilfen bedarf einer fundamentalen Kritik. Die vorgeschlagenen Änderungen zur Übernahme des EU-Beihilferechts stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Prinzipien dar.

Die bestehende Praxis, bei der staatliche Subventionen durch demokratisch legitimierte Organe von Bund, Kantonen und Gemeinden als politischer Akt festgelegt werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies betrifft essenzielle Bereiche wie den Regionalverkehr, die Kantonalbanken, die Kulturförderung und die Unterstützung lokaler KMU. Anstatt eigene, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene Entscheidungen zu treffen, werden diese künftig einer zentralen EU-konformen Überprüfung unterstellt.

Die Souveränität der Kantone wird durch die vorgesehene Zentralisierung massiv beeinträchtigt. Die Kantone verlieren ihre Autonomie bei der Gestaltung der lokalen Wirtschaftsförderung und sind gezwungen, ihre Beschlüsse einer externen Behörde vorzulegen. Dies steht im Widerspruch zu unserem föderalistischen System.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Regelung einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Jegliche staatliche Beihilfe muss künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies degradiert die Schweiz zu einem reinen Empfänger von EU-Regulierungen und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Angesichts der Tatsache, dass viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, gefährdet dies die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese neue Instanz, die faktisch als verlängerter Arm der EU agiert, wird ihre Entscheide primär an der EU-Kompatibilität ausrichten und nicht mehr vorrangig an Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist unzureichend, und die Konzentration von Macht in einer einzigen Instanz widerspricht den Prinzipien der Gewaltenteilung.

Die Kantone verlieren mit dem neuen BHÜG und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, die kein formelles rechtliches Gehör mehr geniessen. Dies ist eine inakzeptable Schwächung der kantonalen Autonomie und eine Aushöhlung unseres föderalistischen Gefüges.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor und unterstellt ihn vollständig dem neuen EU-Regime.

Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für mangelnde Transparenz und geschwächten Konsumentenschutz.

Diese Umgestaltung des Beihilfenrechts führt zu einer schleichenden Entmachtung der Schweiz und einer Erosion unserer Kernprinzipien.

Strom

Die vorgeschlagene Einbindung in das EU-Strommarktdesign stellt eine fundamentale Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Verankerung in der EU-Aufsichtsstruktur, namentlich ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem reinen Befolgungsfall degradiert, der ohne Stimmrecht, aber mit voller Kostenbeteiligung agieren muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die nationale Hoheit de facto aufgibt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Dies bedeutet die Implementierung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel und das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik, wie sie das StromVG in Art. 4a ff. vorsieht.

Besonders alarmierend ist die Existenzbedrohung für unsere Wasserkraft, das Rückgrat der Schweizer Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit faktisch abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der lokale und dezentrale Energieproduktion fördert, wird ausgehebelt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue StromVG in Art. 4a ff. vorantreibt, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Es entsteht eine Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz einsteht. Dies ist ein inakzeptables Risiko. Die Marktliberalisierung wird zudem zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen durch die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv. Dies schafft Investitionsunsicherheit und

bremst den Ausbau lokaler Anlagen, während die Schweiz von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern abhängig gemacht wird. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) führen zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung bisheriger freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist schlichtweg inakzeptabel. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der parlamentarischen Budgethoheit, wie sie auch im Rahmen der Ausgabenkontrolle und der demokratischen Legitimation von Staatsausgaben impliziert ist. Die Schweiz wird faktisch zu einer Zahlungskolonne degradiert, die ohne Mitspracherecht Verpflichtungen zu erfüllen hat, welche primär den Interessen der EU dienen.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an, dessen tatsächliche Kosten durch den verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung exponentiell ansteigen werden. Die Schweiz verliert jegliche Verhandlungsmacht und wird gezwungen sein, zukünftige, unweigerlich höhere Zahlungsforderungen der EU zu erfüllen. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument, um diese permanenten und zunehmenden Zahlungsverpflichtungen zu zementieren. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die reine Vollziehung von EU-diktierten Zahlungsverpflichtungen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie signalisiert die Akzeptanz einer permanenten und rechtlich verankerten Abgabenpflicht an die EU, die unserer Gesetzgebung immanent wird. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Hier wird der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU zu legitimieren und gesetzlich zu verankern. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne adäquaten Stimmrecht oder garantieähnlichen Mehrwert, was einem finanziellen und politischen Verlust gleichkommt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des institutionellen Pakets mit der Europäischen Union gibt zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken Anlass, welche die Souveränität und die direktdemokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung massgeblich beeinträchtigen. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Kontext des Bundesgesetzes über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit (GZÜV) und des revidierten Obligationenrechts (OR), birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung ohne angemessene demokratische Legitimation.

Es ist besorgniserregend, dass durch die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme eine stetige Übernahme von neuem EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung ermöglicht würde. Dies untergräbt den verfassungsrechtlichen Grundsatz, dass Gesetze vom Schweizer Parlament und letztlich vom Volk beschlossen werden. Die Gewährleistung der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, könnte durch die Unvorhersehbarkeit und die fehlende direkte Einflussnahme des Schweizer Volkes auf die fortlaufend angepassten EU-Normen gefährdet werden.

Des Weiteren wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Fragen auf, die nicht hinreichend beantwortet sind. Die potenzielle Bindung der Schweizer Gerichte an die Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH tangiert die richterliche Unabhängigkeit und die Gewaltenteilung, wie sie durch

Artikel 190 BV gewährleistet werden soll. Die Schweizer Rechtsprechung müsste sich in einem Mass an die Rechtsprechung des EuGH anpassen, das weit über eine rein informative Rolle hinausgeht und zu einer faktischen Unterordnung schweizerischer Rechtsauffassungen führen könnte.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit, welche unter anderem das Landrecht und das Ausländerrecht beeinflusst, scheint einer Überarbeitung des Freizügigkeitsabkommens zu bedürfen, die jedoch nicht den Schaden für die Schweiz kompensiert. Die negativen Auswirkungen auf die Lohnnebenkosten und die soziale Sicherheit der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer sind nicht unerheblich und müssen kritisch hinterfragt werden. Das Prinzip der flankierenden Massnahmen, das darauf abzielt, Lohn- und Arbeitsbedingungen auf schweizerischem Niveau zu halten, könnte durch die vorgeschlagene Paketlösung unter Druck geraten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket eine Verschlechterung der schweizerischen Rechtsstellung darstellt, die weder dem Schutz der nationalen Souveränität noch den demokratischen Rechten der Bürgerinnen und Bürger gerecht wird. Es bedarf einer gründlicheren Prüfung und vor allem einer ehrlichen Diskussion über die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz.

Vernehmlassung

Absender:
Dr. med. Peer Schleyerbach
Hügelweg 45
4143 Dornach

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Peer Schleyerbach · 0789053500 · peer.schleyerbach@posteo.ch

Sehr geehrte Damen und Herren,

Als Doppelbürger CH/DE möchte ich folgende Überlegungen zur Vernehmlassung beisteuern.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der bilateralen Beziehungen mit der EU werfen erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf, insbesondere hinsichtlich der schweizerischen Souveränität und der rechtlichen Autonomie. Eine verstärkte Annäherung birgt die Gefahr einer schrittweisen Übernahme von EU-Recht, was die nationale Gesetzgebung potenziell untergräbt. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 13 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die Genehmigung und Umsetzung völkerrechtlicher Verträge (VVRG), der eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf die Rechtsordnung vorschreibt. Eine übermässige Abgabe gestaltungsrechtlicher Kompetenzen könnte resultieren, insbesondere bei der einseitigen Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen ohne Mitwirkung an deren Entstehung. Dies würde die demokratische Legitimation gemäß dem Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, gefährden. Zudem könnte eine Anpassung an EU-Standards ohne Einflussmöglichkeiten zu einer Erosion der schweizerischen Rechtstradition führen, einschliesslich einer potenziellen Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), was mit Artikel 3 der Bundesverfassung (Kantonale Souveränität) unvereinbar wäre. Eine kritische Bewertung ist zwingend erforderlich, um die verfassungsrechtlichen Grundsätze zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländische Umsetzung)?

Das Verhandlungsergebnis des Schweiz-EU-Pakets sowie die vorgesehenen Umsetzungsmaßnahmen bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne gleichberechtigte Mitentscheidungsrechte widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation und könnte Artikel 2 der Bundesverfassung (Garantie der Souveränität) tangieren. Besonders problematisch ist die vorgesehene Rolle des EuGH, dessen Entscheidungen mit automatischen Sanktionen durchgesetzt werden könnten, was die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz gefährdet. Wirtschaftlich könnten kleinere Unternehmen durch strengere EU-Regulierungen belastet werden, was Artikel 31 (Wirtschaftsfreiheit) beeinträchtigen könnte. Zudem droht eine Einschränkung der geldpolitischen Autonomie der Schweizerischen Nationalbank. Das Paket birgt somit mehr Unsicherheiten als Lösungen und könnte die Schweiz zu einem de facto abhängigen Partner machen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die geplante Umsetzung von EU-Recht in der Schweiz wirft verfassungsrechtliche Fragen auf, insbesondere bezüglich der Wahrung der Souveränität und der demokratischen Legitimation. Die Übernahme von EU-Recht, das mit der verfassungsrechtlichen Identität der Schweiz unvereinbar sein könnte, steht im Spannungsverhältnis zu Artikel 1 der Bundesverfassung (souveränes, demokratisches Volk). Das Prinzip der konföderalen Treue darf nicht dazu führen, dass die Verfassung faktisch ausgehöhlt wird. Die vorgeschlagene Vertretung in Brüssel könnte die aussenpolitische Autonomie schwächen, insbesondere gemäß Artikel 50 des Gesetzes über die politische Mitwirkung der Auslandschweizer (OGPA). Eine strenge Prüfung der Vereinbarkeit mit den Grundrechten (Artikel 7-36 BV) ist unerlässlich, um eine Abhängigkeit von der EU zu verhindern und die nationale Entscheidungsfreiheit zu sichern.

Staatliche Beihilfen

Die Umsetzung des EU-Beihilferechts stellt einen unverhältnismäßigen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderale Struktur dar. Die

bisherige Praxis demokratisch legitimierten Subventionswesens durch Bund, Kantone und Gemeinden soll einem EU-Kontrollregime weichen. Die Einrichtung einer Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäß Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) könnte zu einer undurchsichtigen Machtkonzentration führen, die primär EU-Recht durchsetzt. Die geplanten Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und das neue Bundesgesetz über die Überwachung staatlicher Beihilfen (BHÜG) zentralisieren die Rechtskontrolle und schwächen die kantonale Autonomie, insbesondere durch die Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies gefährdet die strategische Unabhängigkeit in Schlüsselbereichen wie Luftverkehr und Energie.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Verankerung finanzieller Beiträge an die EU durch das Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist verfassungsrechtlich bedenklich. Die Umwandlung freiwilliger Zahlungen in eine verbindliche Pflicht entzieht dem Parlament die Budgethoheit gemäß Artikel 1 KoBG und widerspricht dem Prinzip der parlamentarischen Souveränität. Der anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr könnte durch einen rechtsverbindlichen Anpassungsmechanismus steigen, was eine unkontrollierte Belastung darstellt. Die Integration in Anhang 5 des Bundesgesetzes über bilaterale Verträge (BöB) festigt diese Verpflichtung und könnte die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitbestimmung machen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die Übernahme der EU-Richtlinie zur Personenfreizügigkeit gefährdet die schweizerische Souveränität und steht im Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung. Das neue Daueraufenthaltsrecht nach fünf Jahren, auch bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, sowie der erweiterte Familiennachzug belasten die Sozialsysteme. Die sogenannte Schutzklausel ist praktisch unwirksam, und die automatische Rechtsanpassung durch die Integrationsmethode untergräbt die direkte Demokratie. Änderungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sowie im BVG verstärken diese Abhängigkeit und gefährden die nationale Regulierungskompetenz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen mit der EU?

Die ausgehandelten Abkommen bergen Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Integrität der Schweiz. Die fortlaufende Anpassung an EU-Recht könnte die Volkssouveränität (Artikel 1 BV) und die richterliche Unabhängigkeit (Artikel 30 BV) beeinträchtigen. Finanzielle Verpflichtungen müssen gemäß Artikel 43a BV transparent und kontrolliert sein, wobei eine einseitige Lastenverteilung unakzeptabel ist. Eine kritische Prüfung ist erforderlich, um die verfassungsrechtlichen Grundsätze und nationalen Interessen zu schützen.

Eine weitere schwerwiegende Sorge betrifft die zunehmend negative Entwicklung der EU in Bezug auf die Meinungsfreiheit sowie die grundlegenden Freiheiten, die durch zentralistische Einflussnahme gefährdet erscheinen. Die Einführung zentralisierter digitaler Währungen (CBDC) könnte die finanzielle Autonomie der Bürger einschränken und eine übermäßige Kontrolle durch EU-Institutionen ermöglichen. Zudem birgt die sogenannte Chatkontrolle das Risiko einer unverhältnismäßigen Überwachung privater Kommunikation, was die Privatsphäre und das Recht auf freie Meinungsäußerung nachhaltig untergräbt. Hinzu kommt die strikte Umsetzung von WHO-Politikvorgaben, die potenziell nationale Entscheidungskompetenzen über Gesundheits- und Sozialpolitik einschränken und eine einseitige Harmonisierung auf Kosten der schweizerischen Selbstbestimmung erzwingen könnten. Diese Entwicklungen werfen grundlegende Fragen zur Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie auf, weshalb eine kritische Prüfung und Abwehr solcher Tendenzen unerlässlich sind.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: David Schwitter (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: davidschwitter@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Verhältnis zur Europäischen Union sind in ihrer Gesamtheit Anlass zu tiefster Besorgnis und stellen eine potenzielle Gefährdung der schweizerischen Souveränität und des Wohlstands dar. Es ist unverkennbar, dass die vorgeschlagenen Regelungen einen schleichenden Rechtsimport und eine faktische Unterwerfung unter europäische Gerichtsentscheidungen mit sich bringen, ohne dass die Schweiz im Gegenzug über eine wirksame Einflussnahme auf die Gesetzgebung der EU verfügt.

Besonders gravierend sind die Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem. Die geplante Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus den Abkommen ergibt, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Gesetzgebung (Art. 1 LG) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert, dass die Gesetzgebung vom Schweizer Volk und seinen Vertretungen bestimmt wird. Die Verpflichtung, die fortlaufende Weiterentwicklung des EU-Rechts zu übernehmen, um eine Angleichung sicherzustellen, entzieht dem Parlament und dem Volk die Kontrolle über das eigene Recht. Dies birgt die Gefahr, dass zukünftige Rechtsänderungen in Brüssel, die möglicherweise nicht im Interesse der Schweiz liegen, dennoch integraler Bestandteil des schweizerischen Rechts werden.

Darüber hinaus ist die vorgesehene Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung des zukünftigen bilateralen Rechts bedenklich. Gemäss dem Schweizerischen Zivilgesetzbuch (Art. 1 ZGB) ist die Auslegung des Rechts durch die zuständigen kantonalen und eidgenössischen Gerichte geregelt. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn diese nicht im Einklang mit der schweizerischen Rechtsüberzeugung steht, untergräbt die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Möglichkeit, rechtsstaatliche Prinzipien schweizerischer Prägung zu wahren. Es ist fraglich, inwieweit die Gewährleistung einer kohärenten Anwendung des Rechts im Sinne der Schweiz gewährleistet bleiben kann, wenn die letzte richterliche Instanz in Luxemburg angesiedelt ist.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Der geforderte Zugang zum EU-Binnenmarkt scheint mit einer übermässigen Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen erkauft zu werden, ohne dass die Schweiz im Gegenzug eine vergleichbare Einflussmöglichkeit auf die Gestaltung dieser Regulierungen erhält. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, die sich an strengere oder teurere EU-Normen halten müssen, während die schweizerischen Besonderheiten im Markt nicht ausreichend berücksichtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse die schweizerische Souveränität aushöhlen und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung

schwächen. Es bedarf einer kritischen Neubewertung, um die langfristigen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unseren Wohlstand abzuwenden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsentwurf dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der Interessen der Schweiz auf. Die Einbindung in die europäische Rechtsprechung, insbesondere durch die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten, stellt eine schleichende Aushöhlung unseres Rechtsstaates dar. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) widerspricht fundamental dem Prinzip der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung, beispielsweise in Artikel 29 ff. der Bundesverfassung (BV) zur Garantie des fairen Verfahrens und der Rechtsstaatlichkeit, verankert sind.

Es ist fragwürdig, ob eine solche Rechtsübernahme im Einklang mit den Grundprinzipien unserer Demokratie steht, welche auf direkter Partizipation und der Herrschaft des vom Volk gewählten Parlaments beruhen. Die EU-Gesetzgebung ist oft auf die spezifischen Bedürfnisse und politischen Ziele der Mitgliedstaaten zugeschnitten und berücksichtigt nicht zwangsläufig die einzigartigen Gegebenheiten der Schweiz. Die Konsequenzen für unsere Wirtschaft, insbesondere für die KMUs, die oft von regulatorischer Komplexität und divergierenden Standards betroffen sind, werden unterschätzt. Eine stärkere Bindung an die EU birgt das Risiko, dass schweizerische Unternehmen übermässigen bürokratischen Auflagen ausgesetzt werden, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieser Auflagen Einfluss nehmen kann.

Die im Entwurf angedeutete Flexibilität bei der Anwendung des EU-Rechts erscheint rein theoretisch. In der Praxis dürfte der Druck zur vollständigen und unveränderten Übernahme erheblich sein, um die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zu gewährleisten. Dies würde zu einer De-facto-Mitgliedschaft in verschiedenen Politikbereichen führen, ohne die damit verbundenen Vorteile und Entscheidungsgewalt. Das Freihandelsabkommen ist ein sensibles Instrument, das sorgfältig abgewogen werden muss. Eine unkritische Übernahme von EU-Regelungen könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz schwächen und die Verhandlungsposition in zukünftigen Abkommen untergraben. Die finanzielle Beteiligung, die mit einer engeren Anbindung einhergeht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden, insbesondere im Hinblick auf die Effizienz und den Nutzen für die Schweiz. Die Aussagekraft der vorliegenden Vorschläge ist unbefriedigend, da sie die grundlegenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen nicht adäquat adressiert.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur Vorlage der allgemeinen Bemerkungen zur inländischen Umsetzung äussern wir uns mit tiefgreifender Skepsis und Besorgnis. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen bezüglich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer fundamentalen rechtsstaatlichen Prinzipien auf.

Es ist äusserst problematisch, dass durch die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die vorliegende Umsetzung angestrebt wird, die schweizerische Rechtsordnung de facto modifiziert wird, ohne dass hierfür ein hinreichender demokratischer Legitimitationsprozess im Inland stattgefunden hat. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass die Bundesversammlung bei der Ausgestaltung der Gesetzgebung die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Volkssouveränität zu wahren hat. Die vorliegende Umsetzung droht diesen Grundsatz massiv zu unterlaufen, indem supranationales Recht, das nicht im Einklang mit unseren Verfassungsnormen steht, direkt oder

indirekt Anwendung findet.

Darüber hinaus beobachten wir mit grossem Misstrauen die Bestrebungen, die Zuständigkeiten schweizerischer Gerichte zugunsten europäischer Institutionen einzuschränken. Artikel 190 BV garantiert zwar die Bindung von Bundes- und Verwaltungsbehörden an das Bundesgesetz und das Völkerrecht, dies darf jedoch nicht dazu führen, dass die ultimative richterliche Kontrolle und die Auslegung unserer eigenen Gesetze durch unabhängige schweizerische Gerichte ausgehöhlt wird. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Kernstück des Rechtsstaatsprinzips (Artikel 190 BV, aber auch verfassungsrechtlich im Kontext der Gewaltenteilung zu sehen), ist gefährdet, wenn die Auslegung von Rechtsnormen primär durch nicht-schweizerische Instanzen erfolgt.

Die potenziellen finanziellen Auswirkungen, die sich aus der automatischen Übernahme neuer EU-Gesetzgebung und der damit verbundenen Anpassung unserer eigenen Regelungen ergeben, sind ebenfalls nicht ausreichend dargelegt und verursachen erhebliche Bedenken. Artikel 127 Absatz 2 BV, der eine sorgfältige Finanzplanung vorsieht, scheint bei der vorliegenden Ausgestaltung der Umsetzung nicht ausreichend berücksichtigt worden zu sein. Wir fordern eine klare und transparente Darlegung der langfristigen finanziellen Konsequenzen, bevor eine solche Umsetzung weiterverfolgt wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage eine Gefährdung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, unserer Souveränität und unserer finanziellen Stabilität darstellt. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Kerninteressen und rechtsstaatlichen Grundlagen kompromisslos wahrt.

Finanzieller Beitrag

Zur Vernehmlassung bezüglich des finanziellen Beitrags an die Europäische Union möchte ich meiner tiefen Besorgnis Ausdruck verleihen. Die geplante Umwandlung der bisher freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität dar. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), insbesondere in Verbindung mit dessen Verankerung im Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die bilateralen Verträge mit der EU (BöB), zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsmacht über jeden einzelnen Beitrag und untergräbt dessen Budgethoheit gemäss Art. 1 KoBG. Wir befürchten, dass dieser Prozess de facto einer Zwangsabgabe gleichkommt, bei der die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht fungiert.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint uns als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko, dass die Forderungen der EU massiv ansteigen werden. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Entwicklungen zu beeinflussen oder gar "Nein" zu sagen. Sie wird zur Zahlmeisterin degradiert, ohne eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung, durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b, ist zutiefst irreführend. Hier wird das positive Image der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Zielen und untergräbt die Integrität beider Gesetzgebungsbereiche.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung die schweizerische Budgethoheit und die demokratische Kontrolle über Milliardenbeträge aushebelt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die faktische Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung, ohne dass greifbare Vorteile für die Schweiz ersichtlich sind. Wir fordern eine Überprüfung dieser Bestrebungen, die darauf abzielen, die schweizerische Souveränität im Finanzbereich und in der Gesetzgebung nachhaltig zu schwächen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch", unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine beispiellose Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es geht hierbei nicht primär um die Gewährleistung der Sicherheit, sondern um die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und die Aufgabe unserer hohen Qualitätsstandards. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen essentiellen Wettbewerbsvorteil darstellt und auf dem Exportmarkt geschätzt wird, ist ernsthaft in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland".

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) bildet das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie führt, die gerade kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen existenziell bedroht. Diese Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion und greift unsere kulinarische Identität sowie unsere mittelständische Wirtschaft an.

Zusätzlich wird durch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) mit Art. 15a und Art. 21, welche die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung vorsehen, ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz bedeutet. Unsere nationalen, oft strengeren und auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz basierenden Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Verlust der Souveränität in diesem ethisch wichtigen Bereich darstellt.

Besonders bedenklich sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG). Diese gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich wird somit massiv ausgehebelt.

Die Gefahr einer "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Es ist nicht akzeptabel, dass das Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt wird und die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Dieses Abkommen ist kein Schritt zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine gefährliche Unterwerfung unter das EU-Recht, die unsere Landwirtschaft, unsere Standards und unsere Souveränität massiv gefährdet.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom im Rahmen der Annäherung an die EU sind aus fundamentalen Gründen abzulehnen. Sie stellen einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar und gefährden die nationale Versorgungssicherheit sowie die bewährten Strukturen der Energieversorgung.

Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E geben wir unsere Energiesouveränität auf. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber die Kosten mittragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt. Die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Sie muss undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Dies widerspricht dem Geist des Föderalismus und der demokratischen Legitimation, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln

existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zur vollständigen Marktliberalisierung, was unkalkulierbare Preisvolatilität und eine Gefährdung der Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) zur Folge hat. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören unsere föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not dem EU-Regime und ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz zutiefst bedenklich und stellen eine unzureichende Kosmetik dar, die den massiven Druck auf unsere Lohnstrukturen nicht wirksam kompensieren kann. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die mittlere und untere Einkommensschicht. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber faktisch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt mutmasslich ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR sehen wir kritisch. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als

festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Diese Massnahmen stellen keine Verbesserung, sondern eine Schwächung unserer Souveränität und unseres Lohnschutzes dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des Abkommens zur Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher explizit die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Die geplante Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf statt zehn Jahren, welches praktisch unentziehbar ist und selbst bei krimineller Vergehen oder langjährigem Sozialhilfebezug Bestand hat, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies wird durch die angepassten Bestimmungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Abschaffung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, weiter zementiert, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist.

Die Annahme dieser Regelungen fördert in unzumässlicher Weise die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und deren nachgezogene Familienangehörige erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf staatliche Unterstützung angewiesen sind. Die dadurch entstehenden Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird beispiellos ausgeweitet, indem nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die vielbeschworene „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirksame Anwendung finden wird. Sollte die Schweiz diese dennoch anzurufen versuchen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressung und nicht zu einem Schutzinstrument macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ für künftige EU-Rechtsverschärfungen im Bereich der Zuwanderung entmündigt das Schweizer Parlament und das Volk gänzlich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Darüber hinaus wird durch die Anpassung des Bundesgesetz über die Harmonisierung der Gleichbehandlung von EU- und EFTA-Staatsangehörigen (HFK) und das ETH-Gesetz, mit der Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer (Art. 61a HFK, Art. 34d Abs. 2bis ETH-Gesetz), ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich gemacht. Dies sind verzweifelte Versuche, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und die Kontrolle über die Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Einbindung in das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) gemäss dem Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGVB) und durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Berufsgesetzen (z.B. BGMD, MedBG, GesBG, PsyG). Dies gefährdet die hohen Schweizer Qualitätsstandards und die Patientensicherheit. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere klare Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese umfassende Anpassung der Rechtsordnung bis hin zum Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) untergräbt unsere Fähigkeit, unsere eigenen Gesetze und Institutionen im Interesse der schweizerischen Bevölkerung zu gestalten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die heutige, bewährte Praxis, wonach Förderentscheide demokratisch legitimierte politische Erlasse von Bund, Kantonen

und Gemeinden sind, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone, die künftig ihre lokalen Wirtschaftsförderungsbeschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigen lassen müssen, sondern delegitimiert auch die bewährte Praxis, wonach Subventionen politische, nicht technokratische Entscheidungen darstellen.

Die Schweiz wird sich mit diesen Änderungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwerfen müssen. Beihilfen müssten der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die im Rahmen des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG, Art. 3 BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) als "Superbehörde" agieren soll, wird ein verlängerter Arm der EU geschaffen. Diese Instanz wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst unzureichend.

Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie erheblich. Durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) erhalten sie ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Auch die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist besorgniserregend, da sie den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr bedeutet und diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Diese Änderungen sind ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung und institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Sicherung unseres Service public und der nationalen Souveränität. Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) birgt die Gefahr einer gezielten "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese könnten sich auf die rentablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet würden. Dies würde die finanzielle Basis unseres bewährten Service public fundamental untergraben und somit die Qualität und den Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung direkt bedrohen.

Die rechtliche Natur der vom Bundesrat angeführten "Gemeinsamen Erklärung" erscheint unzureichend. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies wirft die Frage auf, ob es sich hierbei nicht um eine reine Beruhigungspille handelt, die die langfristige Aushöhlung unserer Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die schleichende Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen, wie dies durch die dynamische Rechtsübernahme im Falle von Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu befürchten ist, ist besorgniserregend.

Weiterhin würde die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Schweiz dazu zwingen, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale

und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssten EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen könnte. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bisherige, für die Aufrechterhaltung des Service public essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die Stabilität und die Weiterentwicklung unseres Schienennetzes unmittelbar gefährden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die vorgeschlagenen Anpassungen drohen die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Mitwirkungsrechte des Volkes einzuschränken.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie die institutionelle Weiterentwicklung des Paktes impliziert, steht im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien der schweizerischen Verfassung. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität und die Volkssouveränität. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme untergräbt diese Prinzipien fundamental, da die Schweiz gezwungen wäre, sich zukünftigen EU-Regulierungen zu unterwerfen, ohne die Möglichkeit zu haben, diese im eigenen Interesse mitzugestalten oder abzulehnen. Dies tangiert direkt Artikel 5 BV, der die Kompetenzordnung und die verfassungsmässige Ordnung der Kantone und des Bundes schützt.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Auslegung und Anwendung des übernommenen EU-Rechts stellt ebenfalls eine inakzeptable Beeinträchtigung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweiz dar. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung der Gerichte an Recht und Gesetz. Die Einbeziehung des EuGH als oberste Instanz für die Auslegung von Rechtsnormen, die die Schweiz binden, widerspricht diesem Grundsatz und schwächt die Eigenständigkeit des schweizerischen Rechtssystems. Die vorgeschlagene Regelung läuft Gefahr, die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU zu machen, ohne die damit verbundenen Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen.

Darüber hinaus erscheint die vorgesehene Umsetzung im Hinblick auf die Stimmberechtigten problematisch. Eine Annahme von umfangreichem EU-Recht durch das Parlament, ohne dass das Volk die Möglichkeit hat, darüber direkt zu entscheiden, steht im Widerspruch zu den demokratischen Grundwerten der Schweiz, wie sie insbesondere in Artikel 34 BV verankert sind, der die politischen Rechte des Volkes gewährleistet. Die Komplexität des Pakets und die damit verbundenen rechtlichen Verflechtungen erschweren eine fundierte Willensbildung und machen eine direkte demokratische Kontrolle nahezu unmöglich.

Die vorgeschlagene Paketlösung birgt somit das Risiko einer schleichenden Erosion schweizerischer Souveränität und demokratischer Prinzipien. Eine kritische und ablehnende Haltung gegenüber diesem Paket ist daher nicht nur angebracht, sondern unumgänglich, um die Kernwerte der schweizerischen Eidgenossenschaft zu wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Eigenmann Helene (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Eigenmann Helene · 0792306812 · helene.eigenmann@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die in der vorliegenden Vernehmlassung vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und dem Schutz unserer Souveränität auf. Es ist besorgniserregend, dass die inländischen Umsetzungsbestrebungen primär darauf abzielen, die Einhaltung von EU-Recht zu gewährleisten, ohne eine angemessene Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse und der rechtlichen Eigenheiten der Schweiz.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 125 Absatz 1 der Bundesverfassung hat die Schweiz das Recht und die Pflicht, ihre Interessen unter Wahrung ihrer Unabhängigkeit und ihrer besonderen Verhältnisse zu wahren. Die vorgeschlagene Umsetzung droht jedoch, diesen Grundsatz zu untergraben, indem sie eine privilegierte Stellung für das EU-Recht schafft, die potenziell zur Diskriminierung inländischer Rechtsnormen führen kann.

Besonders problematisch erscheint die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigt werden könnte. Artikel 124 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert, dass niemand der Gerichtsbarkeit entzogen werden darf, die ihm nach dem Gesetz zusteht. Die unkritische Übernahme von EU-Recht, einschliesslich der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), könnte dazu führen, dass Schweizer Gerichte an Vorgaben gebunden sind, die nicht im Einklang mit unserer eigenen Rechtsordnung stehen. Dies birgt die Gefahr einer indirekten Gerichtsbarkeit des EuGH über die Schweiz, was mit Artikel 124 Absatz 2 der Bundesverfassung schwer vereinbar ist.

Weiterhin fehlt es an einer klaren Darstellung, wie die demokratische Legitimation der übernommenen Rechtsnormen sichergestellt werden soll. Die Prinzipien der Volkssouveränität und der parlamentarischen Kontrolle, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, scheinen bei der aktuellen Umsetzungsidee in den Hintergrund zu treten. Es ist essenziell, dass jede Übernahme von EU-Recht einer gründlichen demokratischen Debatte und der Zustimmung des Schweizer Volkes und seiner Vertreter unterzogen wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine erhebliche Gefährdung der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien darstellen. Eine unkritische und automatische Übernahme von EU-Recht widerspricht fundamentalen verfassungsrechtlichen Garantien und muss daher mit aller Kraft abgelehnt werden. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung jedes einzelnen Abkommens und seiner Umsetzung, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und die Prinzipien unserer direkten Demokratie gewahrt bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Die unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" propagierte Vorlage stellt keine

Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das expansive EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese beabsichtigte Angleichung bedroht nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die echte Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, wird durch die Übernahme oft tieferer EU-Standards unweigerlich verwässert. Das Label "Made in Switzerland" verliert seinen Glanz, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen wird.

Besonders besorgniserregend ist die in diesem Abkommen verankerte "Guillotineklausel". Diese verknüpft die Annahme des gesamten bilateralen Vertragswerks I mit dieser einzelnen Vorlage. Eine Ablehnung dieses schädlichen Pakets würde somit das gesamte, für die Schweiz lebenswichtige bilaterale Verhältnis zur EU gefährden. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und uns erpressbar macht.

Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Unabhängigkeit unserer Produzenten und Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an den hohen Standards, für die die Schweiz bekannt ist. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen uns zudem, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz.

Zudem wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen massiv missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Diese Vorlage ist ein klarer Souveränitätsverlust und eine Gefährdung unserer nationalen Interessen.

Finanzieller Beitrag

Unsere Stellungnahme zum Bereich "Finanzieller Beitrag" ist von tiefgreifender Besorgnis geprägt. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Schweiz wird faktisch zu einer Nettozahlerin ohne angemessene Mitspracherechte oder Sicherheiten.

Der im Abkommen vorgesehene Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies widerspricht dem Grundsatz der Haushaltsautonomie und der budgetären Entscheidungsgewalt unseres Parlaments. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag.

Das neue KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies ist besonders bedenklich, da die Schweiz keine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen erhält.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und grenzt an Täuschung. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein unlauteres Vorgehen, das die Integrität unserer Aussenpolitik untergräbt. Wir lehnen diese einseitige finanzielle Verpflichtung entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen, insbesondere im Hinblick auf das Stromversorgungsgesetz (StromVG) und das Energiegesetz (EnG), stellt einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität und die bewährten Strukturen der Schweizer Energieversorgung dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, wie sie durch die Verpflichtung zur Umsetzung von Vorgaben der ENTSO-E und potenziell ACER signalisiert wird, wird die Schweiz zum weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten, aber nicht die Entscheidungsfindung mitgestaltet. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, während die Eidgenossenschaft die Konsequenzen tragen muss.

Die ElCom, einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet die unkritische Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel und das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch eine massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, was unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage schwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die

Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz der Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben und ihre föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze mindert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erscheinen als unzureichende kosmetische Anpassungen, die den massiven Lohndruck auf die Schweizer Arbeitnehmerschaft, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht effektiv kompensieren können. Anstatt die bewährten und wirksamen flankierenden Massnahmen unseres Landes zu stärken, wird eine Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards angestrebt. Dies schafft bürokratischere, aber de facto weniger wirksame Regeln, die vornehmlich ausländischen Unternehmen zugutekommen, welche Lohndumping betreiben wollen.

Die vorgesehenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Platzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist ein Ergebnis von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Änderungen gehen zu Lasten der schweizerischen Souveränität und des Schutzes unserer Arbeitnehmer.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Die Qualität und der Umfang des öffentlichen Verkehrsangebots für die Bevölkerung stehen somit direkt auf dem Spiel.

Zudem bedroht die Anwendung des EU-Beihilferechts die bewährten Subventionsmodelle, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials unerlässlich sind. Diese könnten künftig als unzulässig eingestuft werden, was zu empfindlichen Einschnitten führen würde.

Die als Absicherung angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich als rechtlich wertlose und nicht bindende Zusicherung. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Dieses Dokument ist lediglich eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhält.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), müssten ohne Mitspracherecht übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagert.

Auch das Personenbeförderungsgesetz (PBG) ist betroffen. Die Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis PBG zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität darstellen. Es besteht die dringende Notwendigkeit, diese Risiken kritisch zu hinterfragen und die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger kompromisslos zu verteidigen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Überarbeitung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität und die föderalistischen Strukturen der Schweiz dar. Die Abkehr von der heutigen, bewährten Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, hin zu einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime ist höchst bedenklich. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die essenziell für die regionale Entwicklung, den Service public, die Kultur und die Unterstützung lokaler KMU sind, werden neu einem zentralisierten und undurchsichtigen EU-Regelwerk unterworfen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplante Regelung massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und degradiert die Kantone zu Bittstellern. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Insbesondere die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, die als verlängerter Arm der EU agieren wird, ist stossend. Diese "Superbehörde" wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Kompatibilität durchsetzen, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erlaubt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) kippbar macht. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was uns zu reinen Regel-Empfängern macht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, zentralisierte Instanz ist ungenügend, und die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie gänzlich.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive und inakzeptable Ausweitung des Zuwanderungsrechts dar, die in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Willen des Souveräns zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung steht. Die Einführung eines faktischen Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", ist zudem praktisch unentziehbar, selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke erheblich.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden unseren Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden auferlegt. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern und Grosseltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie wirksam greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies entlarvt sie als eine Erpressungs-, nicht als eine Schutzklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet zudem, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitentscheiden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, kaum noch möglich. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und belastet Studierende sowie die Reputation unserer Hochschulen. Der Schweizer Steuerzahler wird zudem durch neue Zahlungsrahmen im HFKG (Art. 61a) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden gezwungen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis) schwächt unsere Qualitätsstandards, während die Einführung des Europäischen Berufsausweises im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt und die nationale Kontrollhoheit verliert. Diese Regelungen zeigen eine beunruhigende Kapitulation vor der EU und eine Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt fundamentale Bedenken hinsichtlich

der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz unzureichend berücksichtigen. Es ist festzustellen, dass die vorgeschlagene institutionelle Einbettung einer Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweizerischen Bundesversammlung erfolgen soll. Dies steht im direkten Widerspruch zur bundesverfassungsrechtlichen Kompetenzordnung, insbesondere zu Artikel 164 der Bundesverfassung (BV), der die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments verankert. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht droht, diese Kompetenz auszuhebeln und die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU zu degradieren, ohne dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über die Inhalte mitentscheiden können.

Die in Artikel 97 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankerte Volksinitiative als Mittel der direkten Demokratie wird durch eine solche Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt. Neue Rechtsnormen, die dem EU-Recht entspringen, würden nicht mehr dem direkten Willen des Volkes unterstellt, sondern einer externen Rechtsordnung, die den Schweizerischen Interessen nicht zwangsläufig Rechnung trägt. Die Kontrollmechanismen, wie sie in Artikel 173 BV für die Oberaufsicht des Parlaments über die Regierung vorgesehen sind, würden durch die Übermacht des EU-Rechts erheblich geschwächt.

Besondere Besorgnis bereitet die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine automatische Übernahme seiner Rechtsprechung, wie sie in ähnlichen Abkommen üblich ist, würde bedeuten, dass schweizerische Gerichte künftig Entscheidungen fällen müssen, die auf richterlichen Auslegungen basieren, die nicht im Einklang mit der schweizerischen Rechtsordnung oder dem Willen des Souveräns stehen könnten. Dies greift tief in die Rechtsstaatlichkeit und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz ein, wie sie auch im Artikel 30 BV zur Gewährleistung eines fairen Verfahrens verankert ist.

Die wirtschaftlichen Vorteile, die propagiert werden, scheinen die erheblichen Risiken für die politische Unabhängigkeit und die demokratischen Grundprinzipien zu überschatten. Ohne klare Mechanismen zur Wahrung schweizerischer Interessen und ohne die Möglichkeit, EU-Recht eigenständig zu gestalten, birgt das Paket die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit und einer Erosion der direkten Demokratie. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung und ihre Zukunft zu verlieren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

(leer)

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsformular dargelegt wird, stösst auf erhebliche Bedenken und ist aus einer kritisch-skeptischen Perspektive zu beurteilen. Zwar wird die Notwendigkeit stabiler Beziehungen zur Europäischen Union anerkannt, doch die Art und Weise, wie dies konkretisiert werden soll, birgt Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind.

Besonders bedenklich ist die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit zur Mitgestaltung. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 der Bundesverfassung festgeschrieben ist. Die schweizerische Gesetzgebung wird somit potenziell durch externe Akteure bestimmt, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder ihre gewählten Vertreter darauf

Einfluss nehmen können. Dies untergräbt die demokratische Legitimation unserer Gesetze und das Prinzip der Selbstbestimmung.

Darüber hinaus wird die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als höchste juristische Instanz im Kontext der geplanten Abkommen als problematisch erachtet. Die Anerkennung der Entscheidungen des EuGH, wie sie in ähnlichen Verträgen mit der EU üblich ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und damit die Gewaltenteilung gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung gefährden. Dies könnte zu einer schleichenden Aushöhlung des Schweizer Rechts und einer Abhängigkeit von externen juristischen Interpretationen führen.

Die Ausweitung des freien Personenverkehrs, ein zentraler Bestandteil der bilateralen Verträge, wirft weiterhin Fragen bezüglich der Steuerung der Zuwanderung auf. Die Möglichkeit, diese Entwicklung angemessen zu gestalten und auf die Bedürfnisse des Schweizer Arbeitsmarktes und der Gesellschaft zu reagieren, scheint durch die vorgesehenen Regelungen stark eingeschränkt. Dies berührt die Kompetenzen des Bundes und der Kantone bei der Steuerung der Zuwanderung und der Arbeitsmarktpolitik.

Insgesamt scheint der vorgesehene Weg der Stabilisierung der Beziehungen zur EU primär auf die Übernahme bestehender EU-Regelungen und deren rechtlicher Auslegung durch den EuGH hinauszulaufen. Diese Ausrichtung birgt die Gefahr einer schrittweisen Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität, ohne dass die damit verbundenen Risiken und negativen Auswirkungen auf die schweizerische Identität und die demokratischen Prinzipien hinreichend berücksichtigt werden. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob der Preis für diese "Stabilisierung" nicht zu hoch ist.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: udo@newton.li
Sent: Sonntag, 5. Oktober 2025 10:30
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Absender & Kontakt

Absender: Udo Carlos Newton (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Udo Carlos Newton · 0797266566 · udo@newton.li

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien aufkommen. Die Integration von EU-Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen ist, sich einer stetig wachsenden und sich entwickelnden Rechtsordnung zu unterwerfen, ohne dabei eigene Gesetzgebungsprozesse zu steuern. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere die Übernahme von Rechtsakten ohne die Möglichkeit, Einfluss auf deren Entstehung zu nehmen, wirft Fragen bezüglich der demokratischen Legitimation auf. Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Dessen Zuständigkeit könnte die Autonomie der schweizerischen Gerichte, insbesondere des Bundesgerichts gemäss Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung, untergraben. Die vorgeschlagene Regelung könnte zu einer schleichenden Entmachtung der nationalen Institutionen führen und die Unabhängigkeit der Schweiz gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung lässt erhebliche Bedenken aufkommen, insbesondere hinsichtlich der Bewahrung unserer rechtsstaatlichen Souveränität und der Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen mit den Grundsätzen des schweizerischen Verfassungsrechts, insbesondere mit Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) bezüglich der Gewaltentrennung und der Gewaltteilung, sowie mit den Bestimmungen des Obligationenrechts (OR) über die vertraglichen Verpflichtungen, vereinbar sind. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung und die daraus resultierende delegierte Gesetzgebung untergraben die demokratische Kontrolle und die parlamentarische Mitsprache. Diese Entwicklung birgt

das Risiko einer schleichenden Erosion unserer nationalen Rechtsordnung, die wir entschieden ablehnen. Die Unklarheit über die zukünftige Auslegung und Anwendung des übernommenen Rechts durch europäische Gerichte gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Niederlassungsrechts C PLUS" nach nur fünf Jahren Aufenthalt untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst Kriminelle oder Sozialhilfeempfänger ein solches Recht erlangen können. Diese Regelung fördert zudem die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv, deren Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Der unkontrollierte Familiennachzug, einschliesslich Grosseltern und Schwiegereltern, stellt eine beispiellose Belastung dar. Die sogenannte "Schutzklausel" ist ein Placebo, deren Anwendung in der Praxis ausgeschlossen ist und die im Falle ihrer Aktivierung zu Strafmassnahmen seitens der EU führen würde. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" entzieht Parlament und Volk jede Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im Aktiengesetzbuch (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und missachten bewusst den verfassungsrechtlichen Auftrag zur Steuerung der Zuwanderung.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Verankerung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) in Annex 5 Ziffer 1 Bst. d des Bilateralen Abkommens über die Bereitstellung von Finanzhilfen (BöB) birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter, freiwilliger Beiträge in eine automatisch und rechtlich verbindliche Pflicht gemäss Art. 1 KoBG entzieht der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein wichtiges politisches Druckmittel. Dieser Mechanismus droht, die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu degradieren, wobei der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr als unzureichender Lockvogel erscheinen könnte, während ein "rechtsverbindlicher Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht entgehen kann. Die Budgethoheit des Parlaments wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen ausgehöhlt. Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b als irreführend zu betrachten, da hier der "gute Name" der Friedensförderung missbraucht wird, um umstrittene Kohäsionszahlungen zu legitimieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen primär lokale und nationale politische Entscheide sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, wie die neuen Bestimmungen im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG zeigen. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren demokratisch gefällte Entscheide einer zentralen Behörde unterworfen werden, die als verlängerter Arm der EU fungiert. Die Streichung von Art. 103 LFG gibt zudem die Kontrolle über strategisch wichtige Sektoren wie den Luftverkehr auf. Diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Recht, institutionalisiert durch das BHÜG und die Beihilfekammer der WEKO, verletzt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und ist mit unseren föderalistischen Grundsätzen unvereinbar.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die faktische Unterstellung unter EU-Regelwerke, wie sie durch die erweiterte Rolle der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) manifestiert wird, verliert die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, was das bewährte System der Wasserzinsen gefährdet. Die vollständige Marktliberalisierung birgt ein unkalkulierbares Risiko der Preisvolatilität und setzt die Versorgungssicherheit dem freien Markt aus, was im Widerspruch zu Art. 8b ff. StromVG bezüglich der Energiereserve steht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) untergräbt zudem die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, getarnt als Massnahme zur "Lebensmittelsicherheit", stellt eine gravierende Unterwanderung unserer Souveränität und unserer etablierten Qualitätsstandards dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft unsere gesamte Ernährungswirtschaft unwiderruflich dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt die Gefahr einer Abwertung des Labels "Made in Switzerland" und gefährdet die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe durch eine unerträgliche bürokratische Belastung. Insbesondere die neuen Verordnungskompetenzen in Art. 141 und 148 LwG entmündigen das Parlament und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Vorschriften. Die erzwungene Aufgabe strengerer nationaler Tierschutzstandards bei Transport und Schlachtung gemäss den neuen Artikeln 15a und 21 TSchG ist ein inakzeptabler Rückschritt, der ethische Bedenken aufwirft. Die missbräuchliche Anwendung der Guillotineklausel, die jegliche Abweichung mit dem Scheitern aller bilateralen Verträge sanktioniert, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr bergen erhebliche Gefahren für unseren Service public und die Souveränität der Schweiz. Die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet ausländischen Anbietern die Tür zur "Rosinenpickerei" auf rentablen Strecken, was die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergräbt und die Grundversorgung auf unrentablen Linien gefährdet. Des Weiteren zwingt die Pflicht, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, wie in Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehen, Bund und Kantone, ihre nationale Gestaltungsfreiheit aufzugeben. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtliche Sicherheit gegen die dynamische Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen. Diese Entwicklungen laufen auf eine schleichende Aushöhlung unserer Autonomie im Schienenverkehr hinaus und bedrohen die Qualität des Angebots für die Bevölkerung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind offensichtlich ungenügend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie sind nicht in der Lage, dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist absehbar. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen gemäss dem Entsendegesetz (EntsG). Die Anpassungen am EntsG, wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was die Flexibilität von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die unklare Ausgestaltung der institutionellen Anbindung und die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne Mitwirkungsrechte widersprechen dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des

Bundesgesetzes über die Verfassungsgebung (BVG), der die Souveränität der Schweiz betont. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, würde die demokratische Kontrolle untergraben und unsere Rechtsprechung von externen Instanzen, die nicht demokratisch legitimiert sind, diktieren lassen. Dies steht im Konflikt mit Artikel 3 BVG, der die Rechtsetzungsbefugnis der Eidgenossenschaft und der Kantone verankert. Die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen sind ebenfalls bedenklich und bedürfen einer kritischen Prüfung im Lichte des Stabilitäts- und Wachstumspaktes, obwohl dessen direkte Anwendbarkeit auf die Schweiz fraglich ist.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der EU geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit des Schweizer Parlaments stellt eine Gefährdung unserer Souveränität dar. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Hoheit über ihr Territorium und ihre Bevölkerung verankert, wird durch diese Entwicklungen direkt tangiert. Die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommen angedeutet wird, ignoriert das Prinzip der direkten Demokratie und die Rolle des Schweizer Volkes, wie es in Artikel 34 der Bundesverfassung verankert ist. Es ist fraglich, ob eine solche Unterordnung im Einklang mit den Grundprinzipien unseres Rechtssystems steht, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer rechtsstaatlichen Identität und die Möglichkeit, eigene Gesetze im nationalen Interesse zu gestalten. Die wirtschaftlichen und sozialen Implikationen einer solchen Integration bedürfen einer kritischen und umfassenden Prüfung, bevor übereilte Entscheide getroffen werden.

Freundliche Grüsse,
Udo Carlos Newton

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Udo Carlos Newton (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Udo Carlos Newton · 0797266566 · udo@newton.li

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien aufkommen. Die Integration von EU-Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen ist, sich einer stetig wachsenden und sich entwickelnden Rechtsordnung zu unterwerfen, ohne dabei eigene Gesetzgebungsprozesse zu steuern. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere die Übernahme von Rechtsakten ohne die Möglichkeit, Einfluss auf deren Entstehung zu nehmen, wirft Fragen bezüglich der demokratischen Legitimation auf. Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Dessen Zuständigkeit könnte die Autonomie der schweizerischen Gerichte, insbesondere des Bundesgerichts gemäss Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung, untergraben. Die vorgeschlagene Regelung könnte zu einer schleichenden Entmachtung der nationalen Institutionen führen und die Unabhängigkeit der Schweiz gefährden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der EU geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit des Schweizer Parlaments stellt eine Gefährdung unserer Souveränität dar. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Hoheit über ihr Territorium und ihre Bevölkerung verankert, wird durch diese Entwicklungen direkt tangiert. Die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommen angedeutet wird, ignoriert das Prinzip der direkten Demokratie und die Rolle des Schweizer Volkes, wie es in Artikel 34 der Bundesverfassung verankert ist. Es ist fraglich, ob eine solche Unterordnung im Einklang mit den Grundprinzipien unseres Rechtssystems steht, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer rechtsstaatlichen Identität und die Möglichkeit, eigene Gesetze im nationalen Interesse zu gestalten. Die wirtschaftlichen und sozialen Implikationen einer solchen Integration bedürfen einer kritischen und umfassenden Prüfung, bevor übereilte Entscheide getroffen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung lässt erhebliche Bedenken aufkommen,

insbesondere hinsichtlich der Bewahrung unserer rechtsstaatlichen Souveränität und der Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen mit den Grundsätzen des schweizerischen Verfassungsrechts, insbesondere mit Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) bezüglich der Gewaltentrennung und der Gewaltteilung, sowie mit den Bestimmungen des Obligationenrechts (OR) über die vertraglichen Verpflichtungen, vereinbar sind. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung und die daraus resultierende delegierte Gesetzgebung untergraben die demokratische Kontrolle und die parlamentarische Mitsprache. Diese Entwicklung birgt das Risiko einer schleichenden Erosion unserer nationalen Rechtsordnung, die wir entschieden ablehnen. Die Unklarheit über die zukünftige Auslegung und Anwendung des übernommenen Rechts durch europäische Gerichte gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Niederlassungsrechts C PLUS" nach nur fünf Jahren Aufenthalt untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst Kriminelle oder Sozialhilfeempfänger ein solches Recht erlangen können. Diese Regelung fördert zudem die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv, deren Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Der unkontrollierte Familiennachzug, einschliesslich Grosseltern und Schwiegereltern, stellt eine beispiellose Belastung dar. Die sogenannte "Schutzklausel" ist ein Placebo, deren Anwendung in der Praxis ausgeschlossen ist und die im Falle ihrer Aktivierung zu Strafmassnahmen seitens der EU führen würde. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" entzieht Parlament und Volk jede Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im Aktiengesetzbuch (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und missachten bewusst den verfassungsrechtlichen Auftrag zur Steuerung der Zuwanderung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen primär lokale und nationale politische Entscheide sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, wie die neuen Bestimmungen im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG zeigen. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren demokratisch gefällte Entscheide einer zentralen Behörde unterworfen werden, die als verlängerter Arm der EU fungiert. Die Streichung von Art. 103 LFG gibt zudem die Kontrolle über strategisch wichtige Sektoren wie den Luftverkehr auf. Diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Recht, institutionalisiert durch das BHÜG und die Beihilfekammer der WEKO, verletzt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und ist mit unseren föderalistischen Grundsätzen unvereinbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind offensichtlich ungenügend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie sind nicht in der Lage, dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist absehbar. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen gemäss dem Entsendegesetz (EntsG). Die Anpassungen am EntsG, wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die

Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was die Flexibilität von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die faktische Unterstellung unter EU-Regelwerke, wie sie durch die erweiterte Rolle der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) manifestiert wird, verliert die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, was das bewährte System der Wasserzinsen gefährdet. Die vollständige Marktliberalisierung birgt ein unkalkulierbares Risiko der Preisvolatilität und setzt die Versorgungssicherheit dem freien Markt aus, was im Widerspruch zu Art. 8b ff. StromVG bezüglich der Energiereserve steht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) untergräbt zudem die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, getarnt als Massnahme zur "Lebensmittelsicherheit", stellt eine gravierende Unterwanderung unserer Souveränität und unserer etablierten Qualitätsstandards dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft unsere gesamte Ernährungswirtschaft unwiderruflich dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt die Gefahr einer Abwertung des Labels "Made in Switzerland" und gefährdet die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe durch eine unerträgliche bürokratische Belastung. Insbesondere die neuen Verordnungskompetenzen in Art. 141 und 148 LwG entmündigen das Parlament und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Vorschriften. Die erzwungene Aufgabe strengerer nationaler Tierschutzstandards bei Transport und Schlachtung gemäss den neuen Artikeln 15a und 21 TSchG ist ein inakzeptabler Rückschritt, der ethische Bedenken aufwirft. Die missbräuchliche Anwendung der Guillotineklausel, die jegliche Abweichung mit dem Scheitern aller bilateralen Verträge sanktioniert, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich Landverkehr stellt eine existenzielle Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage durch Art. 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht es ausländischen Anbietern, lukrative inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen wird unweigerlich zu einer 'Rosinenpickerei' führen, bei der rentablen Linien bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unwirtschaftlichen, aber für die Grundversorgung essentiellen Nebenstrecken sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs und gefährdet dessen flächendeckende Verfügbarkeit.

Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis zwingt die

Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und birgt die Gefahr, dass rein schweizerische Verkehrsziele durch suboptimal konforme EU-Kriterien verdrängt werden. Die angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' des Bundesrates entpuppt sich als rechtlich wertlose Absicherung, die keinerlei Schutz vor dynamisch übernommenem EU-Recht bietet und die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr sukzessive aushöhlt.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Verankerung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) in Annex 5 Ziffer 1 Bst. d des Bilateralen Abkommens über die Bereitstellung von Finanzhilfen (BöB) birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter, freiwilliger Beiträge in eine automatisch und rechtlich verbindliche Pflicht gemäss Art. 1 KoBG entzieht der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein wichtiges politisches Druckmittel. Dieser Mechanismus droht, die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu degradieren, wobei der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr als unzureichender Lockvogel erscheinen könnte, während ein "rechtsverbindlicher Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht entgehen kann. Die Budgethoheit des Parlaments wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen ausgehöhlt. Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b als irreführend zu betrachten, da hier der "gute Name" der Friedensförderung missbraucht wird, um umstrittene Kohäsionszahlungen zu legitimieren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die unklare Ausgestaltung der institutionellen Anbindung und die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne Mitwirkungsrechte widersprechen dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verfassungsgebung (BVG), der die Souveränität der Schweiz betont.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, würde die demokratische Kontrolle untergraben und unsere Rechtsprechung von externen Instanzen, die nicht demokratisch legitimiert sind, diktieren lassen. Dies steht im Konflikt mit Artikel 3 BVG, der die Rechtsetzungsbefugnis der Eidgenossenschaft und der Kantone verankert. Die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen sind ebenfalls bedenklich und bedürfen einer kritischen Prüfung im Lichte des Stabilitäts- und Wachstumspaktes, obwohl dessen direkte Anwendbarkeit auf die Schweiz fraglich ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Catherine Gautschi (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Catherine Gautschi · +34646628942 · catherinegautschi@protonmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung von EU-Recht birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz. Es ist zu befürchten, dass eine blosse Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne kritische Prüfung die Schweiz von einem eigenständigen Rechtsraum zu einem bloßen Anhängsel des europäischen Rechtssystems degradiert. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Bundesverfassung ist das oberste Recht der Schweiz und bildet die Grundlage für unsere staatliche Ordnung. Eine schleichende Aushöhlung dieses Prinzips durch die unreflektierte Adaption externen Rechts ist unannehmbar.

Darüber hinaus werfen die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen Fragen bezüglich der Gewaltenteilung und der rechtsstaatlichen Grundsätze auf. Artikel 5 der Bundesverfassung verpflichtet den Bund, die Interessen der Allgemeinheit und die wirksame Erreichung seiner Ziele zu wahren. Eine Umsetzung von EU-Recht, die primär auf Effizienz im Sinne der EU abzielt, könnte die spezifischen Interessen der Schweiz und die Bedürfnisse ihrer Bürgerinnen und Bürger vernachlässigen. Es besteht die Gefahr, dass das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, das die Gesetzmässigkeit, die Verhältnismässigkeit und den Schutz des Vertrauens fordert, untergraben wird, wenn EU-Recht in einer Weise übernommen wird, die diese Grundsätze nicht mehr gewährleistet.

Die parlamentarische Kontrolle, ein Eckpfeiler unserer direkten Demokratie, droht ebenfalls an Bedeutung zu verlieren. Wenn die Schweiz de facto verpflichtet ist, EU-Recht zu übernehmen, reduziert sich der Spielraum des Parlaments für eigene Gesetzgebung und für die Berücksichtigung der Anliegen der Bevölkerung. Dies steht im Widerspruch zu den in Artikel 165 der Bundesverfassung verankerten Prinzipien der parlamentarischen Oberhoheit und der Gesetzgebungskompetenz. Die Möglichkeit, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht de facto ihre Fähigkeit verliert, eigene Gesetze zu erlassen, die den schweizerischen Verhältnissen und Werten Rechnung tragen, ist zutiefst besorgniserregend. Es bedarf einer klaren und wirksamen Kontrolle, damit die Schweizer Gesetzgebung nicht zur reinen Exekution fremder Vorgaben verkommt. Die hier vorgeschlagene Umsetzung scheint diesen Kontrollmechanismus nicht hinreichend zu gewährleisten.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarktrecht bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Es ist höchst bedenklich, dass die Schweiz im Rahmen der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer herabgestuft wird. Entscheide, welche unser Stromnetz direkt betreffen, werden künftig in Brüssel gefällt, was einem fundamentalen Verlust an nationaler Hoheit gleichkommt. Die ElCom wird de facto zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung

bedeutet, wie sie das StromVG in Art. 4a ff. vorsieht.

Besonders gravierend ist die Gefährdung der Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit die Finanzierung unserer wichtigsten Energiequelle in Frage gestellt werden. Ferner werden durch die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG sowie die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) unsere föderalen Strukturen und die dezentrale Energieproduktion geschwächt. Der Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken wird ausgehebelt, und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW unzählige kleine und mittlere Produzenten.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen 1a. Kapitel des StromVG verankert ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies führt zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen gemäss Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter ein von Brüssel gesteuertes Regime, das die Schweizer Verhältnisse missachtet und die nationale Steuerungshoheit untergräbt. Dieses Experiment birgt unkalkulierbare Risiken für die Bevölkerung und die Wirtschaft.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahn, bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage, wie sie in einem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, ist höchst bedenklich. Sie öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken herauszupicken. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die Rentabilität des gesamten Bahnverkehrs negativ beeinflusst wird. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die einen Auftrag zur Grundversorgung für die gesamte Bevölkerung erfüllen müssen – auch auf unrentablen Nebenlinien –, werden durch diese Konkurrenz untergraben.

Ferner stellt die Anwendung des EU-Beihilferechts eine ernsthafte Bedrohung für bewährte Praktiken dar. Subventionen, die bisher zur Sicherung und Verbesserung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung des Rollmaterials essenziell waren, könnten künftig als unzulässig eingestuft werden. Dies hat direkte Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das die Schweizer Bevölkerung angewiesen ist.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", die als Schutzmechanismus verkauft wird, ist aus rechtlicher Sicht wenig vertrauenserweckend. Sie ist nicht bindend und bietet keinerlei Garantie dafür, dass zukünftige Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste, die Interessen unseres Landes berücksichtigen. Es handelt sich um eine trügerische Sicherheit, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz nicht verhindert.

Die Bestimmungen, welche die Schweiz im Personenbeförderungsgesetz (PBG) anpassen muss, sind ebenfalls problematisch. Insbesondere die Verpflichtung gemäss Artikel 32a Absatz 1bis PBG, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf der Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen.

Die schleichende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers"

(ENIM), verlagert unsere Entscheidungskompetenzen zunehmend an zentrale EU-Stellen. Dieses Abkommen gefährdet somit die finanzielle Basis, die Qualität und die flächendeckende Versorgung unseres Bahnverkehrs und untergräbt die Souveränität der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und lassen tiefgreifende negative Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt befürchten. Die angepriesenen Schutzmechanismen erscheinen weniger als eine Stärkung, sondern vielmehr als eine Verwässerung des bisher wirksamen Schweizer Lohnschutzes. Anstatt die bewährten flankierenden Massnahmen zu festigen, werden diese EU-konform umgestaltet, was primär jenen ausländischen Unternehmen zugutekommt, die auf Lohndumping setzen. Die vorgeschlagene Ausgestaltung des Lohnschutzes ist in ihrer Effektivität ungenügend und droht, durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit eine flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus zu bewirken, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten.

Die Schwächung der Kontrollinstanzen ist besonders alarmierend. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen ausgehöhlt. Dies wird unweigerlich zu einer laxeren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen und die Kontrolldichte verringern.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Verbesserung, sondern eine EU-diktierte Umformung. Die Neugestaltung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Platzierung in Artikel 13a sind juristische Manöver, die die bewährte Systematik aufweichen und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschweren.

Die Einführung eines spezifischen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q Obligationenrecht) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und schränkt die Flexibilität von KMU unnötig ein, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung verankert und politische Abhängigkeiten von der EU weiter vertieft.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Dies macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für administrative Sanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt lassen die vorgeschlagenen Änderungen erhebliche Zweifel an ihrer Eignung, den Schweizer Lohnschutz zu wahren und unsere Souveränität zu schützen.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unangemessene Belastung der Schweizer Steuerzahler dar. Die Umwandlung von bislang freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist inakzeptabel. Dies bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die Bezeichnung als «Kohäsionszahlungen» verschleiert die Tatsache, dass es sich faktisch um eine Zwangsabgabe handelt, die dem Schweizer Volk aufgezwungen wird.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird sodann keine Möglichkeit mehr haben, diese Forderungen abzulehnen, und muss zahlen, was die EU diktiert. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, während kein Garantien für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bestehen. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung vorgesehen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung und signalisiert eine Kapitulation vor den Forderungen der EU.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und geradezu zynisch. Der «gute Name» der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Täuschung der Öffentlichkeit und eine Schwächung der Glaubwürdigkeit unserer eigenen Friedenspolitik. Es ist zwingend erforderlich, dass die Schweiz ihre finanzielle Autonomie wahrt und keine rechtlich bindenden Verpflichtungen eingeht, die unsere Souveränität weiter schwächen und unsere finanziellen Spielräume einschränken.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, sondern gefährdet auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, läuft Gefahr, durch die Notwendigkeit, nach weniger strengen Kriterien produzieren zu müssen, entwertet zu werden.

Besonders beunruhigend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen unannehmbar mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies bedeutet eine politische Erpressung, die der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit nimmt und sie faktisch zur Kapitulation zwingt. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität und macht unsere Produzenten zu Objekten ausländischer Behördenkontrolle.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht unsere Produzenten zu überrollen. Die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften, die nicht nur für grosse Industriebetriebe, sondern auch für kleine Hofläden und lokale Betriebe gelten sollen, bedrohen lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Dies wird durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) gefördert, welche die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und zu erstickender Bürokratie sowie einem Verlust hoher Standards führt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Neue Artikel wie Art. 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen unannehmbaren Souveränitätsverlust dar, da wir die Möglichkeit verlieren, eigene, höhere ethische Standards zu setzen.

Ferner wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium durch die erzwungene

Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle. Auch die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) reduziert die Fähigkeit der Schweiz, souverän auf spezifische Waldschutzbedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System. Dieses Abkommen ist insgesamt ein Angriff auf unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Wirtschaft und unsere Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Übernahme des EU-Beihilferechts und die damit verbundenen Gesetzesänderungen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Ordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Sinne des Gemeinwohls getroffen werden, soll abgeschafft werden. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die essenziell für die Stärkung regionaler Wirtschaftskreisläufe, die Sicherstellung des Service public im öffentlichen Verkehr oder die Unterstützung lokaler Kulturschaffender und KMU sind, werden zukünftig einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen.

Die Kantone, als eigentliche Träger der regionalen Entwicklung und Garanten der Vielfalt unserer Wirtschaftslandschaft, verlieren ihre Autonomie. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter und inakzeptabler Angriff auf unseren Föderalismus. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt.

Die Souveränität der Schweiz wird systematisch durch die EU kontrolliert und überwacht. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke und Infrastrukturen im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Die Anpassung des Bundesverwaltungsgerichtsgesetzes (VGG) mit den neuen Artikeln 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert zudem die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine

fundamentale Bedrohung für die schweizerische Souveränität und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung dar, wie sie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Einführung einer unionsbürgerrichtlinien-ähnlichen Regelung zur Personenfreizügigkeit geht weit über das bestehende Abkommen hinaus und führt zu einer massiven Ausweitung der Zuwanderung. Insbesondere die Verkürzung der Wartezeit für ein Daueraufenthaltsrecht auf lediglich fünf Jahre, was praktisch einer unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt, ist höchst bedenklich. Dieses Status ist nach der neuen Ausgestaltung kaum noch an Bedingungen geknüpft, selbst bei gravierender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies widerspricht diametral unseren Interessen an innerer Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke, die durch die massiv geförderte Zuwanderung in diese Systeme erheblich belastet werden.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und birgt das Risiko eines unkontrollierbaren Anstiegs der Zuwanderungszahlen und der damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket enthaltene „Schutzklausel“ ist bestenfalls ein Placebo. Ihre Anwendungsanforderungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben dürfte. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies entlarvt sie als reine Erpressungsklausel, nicht als Schutzmechanismus.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch aller Mitspracherechte bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich beraubt werden. Diese Aushöhlung unserer direkten Demokratie ist inakzeptabel. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit praktisch unmöglich machen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Ebenso stellt die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG einen weiteren Beweis für die versteckten Kosten dieses Vertragspakets dar, die letztlich der Schweizer Steuerzahler zu tragen hat. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind klare Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte schweizerischer Versicherter ein. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) in verschiedenen Berufsgesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzen eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Senkung von Qualitätsstandards und den Verlust nationaler Kontrollhoheit bedeutet. Dies alles demonstriert eine Kapitulation vor der EU, die unsere rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien fundamental untergräbt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die jüngsten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die erzielten Vereinbarungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Rechtssystems bedeuten.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und insbesondere die Bestimmungen zur Vertragsfreiheit und zum Schutz der Schweizer Unternehmen könnten durch eine

unreflektierte Übernahme von EU-Richtlinien untergraben werden. Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs (ZGB) betont die Rolle des Gesetzes als primäre Rechtsquelle, und es ist unklar, wie dies mit einer fortlaufenden Annahme von EU-Recht vereinbar sein soll, ohne dass das Schweizer Parlament die volle Kontrolle behält.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt scheinen die damit verbundenen Risiken zu überdecken. Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht, auch in Bereichen, die bislang klar im Kompetenzbereich der Schweiz lagen, birgt die Gefahr einer Delegitimierung nationaler Gesetzgebung. Dies stellt eine direkte Herausforderung für die Volkssouveränität dar, wie sie im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der besagt, dass das Volk und die Kantone die Staatsgewalt ausüben.

Des Weiteren ist die Frage der Abgrenzung und des Geltungsbereichs des künftigen Abkommens unklar. Wie soll sichergestellt werden, dass die Europäische Gerichtshofsbarkeit nicht de facto zur obersten richterlichen Instanz für Schweizer Recht wird? Artikel 190 BV, der die Bindung von Gerichten und Behörden an das Bundesgesetz und das Völkerrecht festlegt, könnte hier durch eine übermässige Einflussnahme des EuGH ausgehöhlt werden. Die bisherigen Verhandlungsergebnisse lassen eine klare Abgrenzung vermissen, was zu Rechtsunsicherheit und potenziellen Konflikten führt.

Die vorgeschlagenen Lösungen scheinen einer sorgfältigen Risikoanalyse zu entbehren und könnten langfristig zu einer Abhängigkeit von der EU führen, die nicht im Einklang mit den Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft steht. Es bedarf einer deutlich transparenteren und kritischeren Auseinandersetzung mit den Konsequenzen dieser Vereinbarungen für die Schweizer Rechtsordnung und die nationale Souveränität.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche und tiefgreifende Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Eine kritische Prüfung offenbart, dass die angestrebte Annäherung das schweizerische Rechtssystem und die Souveränität der Eidgenossenschaft in einem Masse untergräbt, das mit den Grundsätzen unserer Verfassung nicht vereinbar ist.

Es ist äusserst fraglich, ob die Übernahme von EU-Recht, wie sie in diesem Paket vorgesehen ist, im Einklang mit dem Prinzip der Volkssouveränität steht, welches in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die zwangsweise Übernahme von EU-Rechtspraxis, einschliesslich der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), auch wenn dies indirekt über die Interpretation von Staatsverträgen geschieht, läuft auf eine Aushöhlung der richterlichen Unabhängigkeit und der demokratischen Legitimation unserer eigenen Gesetzgebung hinaus. Die Begründung, dies sei notwendig zur Sicherung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt, ist eine einseitige Vorteilnahme, die zu Lasten unserer nationalen Autonomie geht.

Darüber hinaus werfen die vorgeschlagenen Regelungen ernste Fragen bezüglich der Diskriminierungsfreiheit auf, wie sie in Artikel 4 der Bundesverfassung (BV) gewährleistet ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte zu einer Ungleichbehandlung von Schweizer Bürgern und Unternehmen im Vergleich zu EU-Bürgern und -Unternehmen führen, insbesondere in Bereichen, in denen die EU-Regulierung protektionistische Züge trägt oder auf spezifische Verhältnisse im EU-Raum zugeschnitten ist, die nicht ohne Weiteres auf die Schweiz übertragbar sind. Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz in einem rechtlichen Vakuum verharren könnte, in dem sie zwar die Verpflichtungen der EU-Gesetzgebung trägt, aber nicht die gleichberechtigte Teilhabe an deren Gestaltung geniesst.

Die angepriesenen Vorteile des Pakets, wie die Vereinfachung von Handelsbeziehungen, scheinen die gravierenden Nachteile in Bezug auf Souveränitätsverlust, Demokratie und Rechtsstaatlichkeit bei Weitem nicht aufzuwiegen. Die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung unseres

Rechtssystems und die Schwächung der direkten Demokratie sind reale und bedrohliche Konsequenzen, die einer sorgfältigen und kritischen Abwägung bedürfen. Die Bevölkerung muss umfassend und transparent über die weitreichenden Implikationen dieses Pakets informiert werden, bevor irgendwelche weiterführenden Schritte unternommen werden. Die Bewahrung unserer nationalen Identität und unserer verfassungsmässigen Ordnung muss oberste Priorität geniessen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist unklar, inwieweit eine engere Anbindung die Unabhängigkeit unserer Gesetzgebung und Rechtsprechung beeinträchtigen wird, was im Widerspruch zu den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die Schweizerische Gesetzgebung (Art. 160 Abs. 1 BGG) stehen könnte, wonach Gesetze dem Volk und den Kantonen dienen müssen und deren Autonomie zu wahren ist.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie es bei einem institutionellen Abkommen droht, untergräbt das demokratische Prinzip der Volkssouveränität. Wenn die Schweiz fortlaufend Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) umsetzen muss, ohne diese im nationalen Prozess demokratisch legitimieren zu können, wird die politische Selbstbestimmung der Schweiz ausgehöhlt. Dies tangiert das Recht auf Mitwirkung des Volkes und der Kantone gemäss Bundesverfassung (Art. 164 BV).

Des Weiteren ist fraglich, wie die Schweizerische Eidgenossenschaft die Einhaltung des rechtsstaatlichen Prinzips gemäss Bundesverfassung (Art. 5 BV), welches die Einhaltung von Recht und Gesetz verlangt, garantieren kann, wenn sie sich den Vorgaben der EU unterwirft, die ihrerseits nicht immer mit unseren rechtsstaatlichen Vorstellungen übereinstimmen. Insbesondere die Rolle der Schweizer Gerichte im Verhältnis zu den EU-Institutionen und der EuGH-Rechtsprechung muss kritisch beleuchtet werden. Die Gefahr einer faktischen Vorherrschaft von EU-Recht, die von Schweizer Gerichten nur marginal überprüft werden kann, ist real.

Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Argument für eine engere Bindung angeführt werden, erscheinen angesichts dieser fundamentalen Einschränkungen der Souveränität fragwürdig. Es muss geprüft werden, ob die potenziellen wirtschaftlichen Gewinne die langfristigen negativen Folgen für die Unabhängigkeit und die demokratischen Grundfesten der Schweiz aufwiegen. Die Formulierung eines Abkommens, das die Interessen der Schweiz tatsächlich wahrt und nicht primär die der EU, erscheint äusserst schwierig und erfordert höchste Wachsamkeit seitens der schweizerischen Politik und Verwaltung. Die Gefahr einer schleichenden Entmachtung der nationalen Institutionen ist nicht zu unterschätzen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Margreth Jäger (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Margreth Jäger · 0794338810 · mag@swu.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen auf. Es besteht die Besorgnis, dass die Übernahme von EU-Recht die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Mitwirkungsrechte des Volkes untergraben könnte. Insbesondere die Gefahr, dass sich die Schweiz faktisch EU-Recht beugen muss, ohne sie selbst beeinflussen zu können, ist alarmierend. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, und könnte Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als unabhängige und souveräne Nation definiert, aushöhlen. Ferner ist zu prüfen, inwieweit bestehende Gesetze, wie das Bundesgesetz über die Freizügigkeit (FSG), durch die neuen Regelungen unverhältnismässig tangiert werden. Es mangelt an Klarheit, wie der Schutz des schweizerischen Arbeitsmarktes und die Lohnstandards im Einklang mit den neuen Abkommen gewährleistet werden können.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung freiwilliger und vom Parlament kontrollierter Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist äusserst bedenklich. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen und macht die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Der Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge, verankert in Art. 1 KoBG, birgt die Gefahr massiv steigender Forderungen der EU, denen die Schweiz nicht entgehen kann. Diese Zwangslage widerspricht fundamental unserer Souveränität und Budgethoheit. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist eine irreführende Legitimation für Zahlungen, die primär die Autonomie der Schweiz kosten und kaum greifbare Gegenleistungen bieten. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese unliebsame Entwicklung als dauerhaften Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung unter dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine grundlegende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem abhängigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten trägt. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet. EU-Beihilfenregeln bedrohen die Wasserkraft und das System der Wasserzinsen. Föderale Strukturen und dezentrale Energieerzeuger werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Die Marktliberalisierung gefährdet die strategischen Reserven und opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt, was zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führen wird. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) benachteiligen kleine Produzenten und schaffen

Investitionsunsicherheit. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das die Preise erhöht und die Grundversorgung untergräbt. Die Kompetenzerweiterung der ElCom und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) zerstören unsere föderalen Strukturen und führen zur Unterwerfung unter EU-Regeln. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft ist ein weiterer Schritt zur Aufgabe unserer Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Verbesserung der Lebensmittelsicherheit durch die Übernahme von EU-Regularien ist nichts anderes als ein massiver Angriff auf die Schweizer Souveränität und die Grundlagen unserer erfolgreichen Land- und Ernährungswirtschaft. Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung, welche die sprichwörtliche Schweizer Qualität durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich entwertet. Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit. Die Zulassung von EU-Inspektoren und die erzwungene Akzeptanz von gentechnisch veränderten Organismen missachten den Volkswillen und untergraben unser Gentechnik-Moratorium. Die angeblichen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) bedeuten einen bedauerlichen Rückschritt, indem sie unsere strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Massenstandards aufgeben. Ebenso gefährdet die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Fähigkeit der Schweiz, flexibel und souverän auf Seuchen zu reagieren. Diese umfassende Übernahme von EU-Recht wird eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen lassen und lokale Traditionen sowie wirtschaftliche Existenzen zerstören.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage durch die Neufassung von Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung rein inner-schweizerischer Strecken fördert eine gefährliche «Rosinenpickerei», bei der rentable Routen von ausländischen Unternehmen übernommen werden, während die SBB und andere konzessionierte Anbieter mit defizitären, aber essenziellen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die Fähigkeit zur Erfüllung des Grundversorgungsauftrags.

Weiterhin besorgt die Pflicht zur Berücksichtigung von EU-Recht bei Ausschreibungen nach Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) die nationale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Die sogenannte «Gemeinsame Erklärung» bietet keinerlei rechtlich bindenden Schutz vor dynamischen Rechtsübernahmen und gefährdet somit die langfristige Souveränität der Schweiz in diesem strategischen Sektor. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab, da sie die Qualität und Flächendeckung unseres öffentlichen Verkehrs gefährden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, nicht aufzufangen. Statt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung zugunsten EU-konformer Standards, was primär Lohndumping begünstigt. Die Anpassungen am Entsendegesetz, wie die Neuregelung in Art. 9 Abs. 2 EntsG und die Platzierung des Klagerechts in Art. 13a EntsG, verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten und schwächen Kontrollmechanismen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine unnötige Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine gravierende Abtretung von Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz und die Autonomie der Kantone dar. Die Einführung eines starren, technokratischen EU-Kontrollregimes für Förderungen, die bisher politisch und demokratisch legitimiert waren, ist inakzeptabel. Insbesondere die Schaffung einer 'Superbehörde' in Form der neuen Beihilfekammer der WEKO, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und deren Entscheide primär der Kompatibilität mit EU-Recht dienen, untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Dies wird durch die Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) zementiert, wo die Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG als zentrale Kontrollinstanz fungiert. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre Entscheidungen von dieser Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft werden können, was durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ermöglicht wird. Die Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz in einem strategisch wichtigen Sektor. Die vorgeschlagene Regelung widerspricht den Prinzipien des Föderalismus und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsrechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar und widerspricht klar dem Willen des Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Einführung eines de facto unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, wie in Artikel 41c des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen, untergräbt massiv die innere Sicherheit und fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Diese Zuwanderung wird durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf beispiellose Weise befeuert, was zu unkontrollierbaren Sozialkosten führt, die ausschliesslich von Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, deren Anwendungs-Hürden so hoch sind, dass sie praktisch nie greifen wird, während die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" jegliche Mitsprache des Parlaments und des Volkes bei künftigen EU-Verschärfungen eliminiert. Diese Entwicklung ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und ein direkter Angriff auf unsere direkte Demokratie.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und Rechtsordnung zutiefst bedenklich. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere in Bereichen, die stark in die nationale Gesetzgebung eingreifen, stellt eine unzulässige Aushöhlung unseres demokratischen Selbstbestimmungsrechts dar. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössische Volksinitiative (BGI) garantiert das Recht des Volkes, Verfassungsänderungen vorzuschlagen. Die faktische Entmachtung des Parlaments durch die automatische Übernahme von EU-Recht widerspricht diesem Grundsatz. Zudem ist unklar, wie die Haftungsgrundsätze nach Artikel 5 des Obligationenrechts (OR) mit den komplexen und potenziell unklaren EU-Regulierungen in Einklang gebracht werden sollen. Die möglichen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft und die Rechtssicherheit sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden. Es bedarf einer kritischen Neubewertung, um die Grundpfeiler unserer Rechtsordnung zu schützen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtumsetzung des Pakets Schweiz-EU birgt gravierende Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die schleichende Rechtsübernahme gemäss dem geplanten Abkommen untergräbt die verfassungsmässige Ordnung und die Möglichkeit des Volkes, über die Gesetzgebung mitzubestimmen. Es ist nicht ersichtlich, wie die Unabhängigkeit der Schweizerischen Rechtsordnung, welche durch das Prinzip der Volkssouveränität geschützt wird, unter diesen Bedingungen gewahrt bleiben soll. Die mangelnde Transparenz und die komplexen Verflechtungen schaffen eine Abhängigkeit, die den Interessen der Schweiz zuwiderläuft.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte stellt eine Aushöhlung unserer demokratischen Prinzipien dar, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert sind, der die Autonomie und die Selbstbestimmung der Kantone und des Bundes gewährleistet. Weiterhin ist fraglich, ob die vorgeschlagene Angleichung mit dem Gleichbehandlungsprinzip vereinbar ist, welches eine unverzichtbare Grundlage unseres Rechtssystems bildet. Die unzureichende Berücksichtigung der spezifisch schweizerischen Interessen könnte zu einer Abhängigkeit führen, die im Widerspruch zu Artikel 2 der Bundesverfassung (BV; SR 101) steht, welcher die Wahrung der schweizerischen Interessen als oberstes Ziel nennt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Alexander Amsler (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Alexander Amsler · alexanderamsler@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des vorgeschlagenen Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis und ernsten Bedenken hinsichtlich der langfristigen Souveränität, der wirtschaftlichen Prosperität und der demokratischen Integrität der Schweiz. Es ist unabdingbar, die vorgeschlagenen Abkommen kritisch zu hinterfragen und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere nationale Autonomie zu beleuchten.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht. Die vorgeschlagene Mechanik, bei der die Schweiz fortlaufend und automatisch das Recht der Europäischen Union übernähme, untergräbt fundamental das Prinzip der direkten Demokratie und die parlamentarische Souveränität. Gemäss Artikel 3 der Schweizerischen Bundesverfassung ist die Schweiz ein unabhängiger und souveräner Staat. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch eine schleichende Aushöhlung dieser Souveränität bedeuten, indem externe Rechtsakte ohne jegliche demokratische Legitimation im Inland Geltung erlangen. Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten (EDA) und das Bundesamt für Justiz (BJ) müssten hierzu klare und bindende Garantien abgeben, dass das Schweizer Parlament und das Volk die letzte Instanz bei der Inkraftsetzung von Rechtsnormen bleiben. Die derzeitige Konzeption lässt jedoch befürchten, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) faktisch zur obersten juristischen Instanz in der Schweiz aufsteigt, was mit Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als Republik bezeichnet, unvereinbar ist. Die Richter des EuGH sind nicht dem Schweizer Volk verpflichtet und ihre Urteile würden unser Rechtssystem massgeblich beeinflussen, ohne dass wir Einfluss auf deren Ernennung oder deren Urteilsfindung nehmen könnten.

Ferner sind die wirtschaftlichen Implikationen dieses Pakets äusserst fragwürdig. Zwar wird von einem besseren Zugang zum EU-Binnenmarkt gesprochen, doch die damit verbundenen Auflagen und Kosten könnten die Vorteile bei weitem übersteigen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der Finanzmarktregulierung, könnte die Schweiz zwingen, ihre bewährten und auf die eigenen Bedürfnisse zugeschnittenen Regularien aufzugeben. Dies könnte zu einer Wettbewerbsverzerrung führen und Schweizer Unternehmen benachteiligen, wenn sie gezwungen sind, sich EU-weiten Standards anzupassen, die nicht unbedingt auf ihre spezifischen Marktbedingungen zugeschnitten sind. Die im Rahmen des bilateralen Austauschs entstehenden Kosten für die Anpassung von Standards und die Umsetzung neuer Richtlinien sind nicht zu unterschätzen. Artikel 27 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch diese Freiheit könnte durch die vorgeschriebenen Anpassungen an das EU-Recht empfindlich eingeschränkt werden.

Die sogenannte "Dynamik der Rechtsübernahme" birgt zudem die Gefahr einer unkontrollierbaren Rechtsentwicklung. Was heute als kleiner Schritt erscheint, kann morgen eine Kaskade von

Verpflichtungen auslösen, die die Schweiz weiter von ihrer eigenständigen Rechtsetzung entfernt. Artikel 97 der Bundesverfassung legt die Zuständigkeit des Bundes fest, die Rechtsetzungskompetenzen sind klar geregelt. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht umgeht diesen verfassungsmässigen Prozess und stellt somit einen direkten Angriff auf die bundesstaatliche Ordnung dar. Es besteht die ernsthafte Sorge, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU degradiert wird, ohne die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen und ohne die Möglichkeit, ihre nationalen Interessen wirksam zu vertreten.

Ein weiteres besorgniserregendes Element ist die Ausgestaltung des Streitschlichtungsmechanismus. Die Idee, dass der EuGH als Schiedsinstanz fungiert, ist aus der Perspektive der Schweizer Souveränität inakzeptabel. Artikel 190 der Bundesverfassung besagt, dass die Gerichte die Bundesverfassung und die Gesetze anwenden. Die Vorstellung, dass ein ausländisches Gericht die Auslegung des Schweizer Rechts oder die Anwendung von Abkommen in einem schweizerischen Kontext verbindlich bestimmen kann, ist mit diesem Grundsatz nicht vereinbar. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie sie in Artikel 194 der Bundesverfassung verankert ist, wäre massiv gefährdet. Die Souveränität bedeutet auch die Hoheit über das eigene Rechtssystem.

Es darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die vorgeschlagenen Abkommen die Möglichkeit für zukünftige Verhandlungen und Anpassungen stark einschränken. Die Schweiz würde sich in eine strategisch schwächere Position begeben, da sie sich bereits im Vorfeld auf bestimmte Mechanismen festlegt, die ihre Verhandlungsspielräume erheblich einschränken. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 188 der Bundesverfassung, der die Eigenständigkeit der Schweiz betont. Die Beibehaltung unserer Fähigkeit zur autonomen Gestaltung unserer Aussen- und Sicherheitspolitik, wie sie in Artikel 57 der Bundesverfassung verankert ist, ist essenziell. Das vorgeschlagene Paket birgt die Gefahr, dass diese Eigenständigkeit geopfert wird.

Abschliessend muss betont werden, dass die vorgeschlagene Gesamtregelung eine gravierende Gefahr für die schweizerische Rechtsordnung und die politische Autonomie darstellt. Die Argumente für das Paket scheinen die möglichen Nachteile zu vernachlässigen oder zu bagatellisieren. Eine kritische und eingehende Prüfung aller Konsequenzen ist unerlässlich, bevor eine derartige Entwicklung auch nur in Erwägung gezogen werden kann. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie ihre eigenen Wege gehen und erfolgreiche bilaterale Beziehungen gestalten kann. Dieses Paket birgt die Gefahr, diesen bewährten Ansatz aufzugeben und unsere Souveränität zu kompromittieren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die oberflächliche Darstellung einer "Stabilisierung" verdeckt die potenziellen tiefgreifenden Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung.

Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Anpassungen tatsächlich zu einer echten Stabilisierung führen werden, oder ob sie vielmehr eine schleichende Abhängigkeit von der EU zementieren. Die EU hat in der Vergangenheit wiederholt gezeigt, dass ihre Bereitschaft zu bilateralen Lösungen mit der Schweiz von der Akzeptanz ihrer Kernprinzipien, insbesondere des freien Personenverkehrs und der Übernahme von EU-Recht, abhängt. Diese Haltung widerspricht fundamental dem Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts, insbesondere dem Volkssouveränitätsprinzip gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die Bevölkerung ist die oberste Gewalt und übt ihre Macht durch Wahlen und Abstimmungen aus. Eine Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Legitimation durch das Volk würde dieses Prinzip untergraben.

Die angestrebte "Stabilisierung" könnte faktisch auf eine Verlagerung von Entscheidungskompetenzen von Bern nach Brüssel hinauslaufen. Dies wirft ernste Fragen hinsichtlich der Einhaltung des

verfassungsrechtlichen Vorrangs des Bundesrechts gegenüber supranationalem Recht auf. Die Schweiz hat im Rahmen der bilateralen Abkommen bereits eine erhebliche Menge an EU-Recht in ihr eigenes Rechtssystem integriert. Eine weitere Annäherung, die implizit eine stärkere Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bedeutet, birgt die Gefahr, dass die Autonomie des Schweizerischen Bundesgerichts weiter eingeschränkt wird. Der EuGH würde de facto zum obersten Richter für die Auslegung von Rechtsnormen, die auch in der Schweiz Anwendung finden, was den Prinzipien der nationalen Rechtsordnung und der Gewaltenteilung widerspricht, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert sind.

Die Forderung nach einer automatischen Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von "fortschreitendem" Recht, stellt eine erhebliche Herausforderung für die legislative Eigenständigkeit der Schweiz dar. Das Parlament würde zu einem reinen Rezipienten von EU-Beschlüssen degradiert, anstatt seiner verfassungsmässigen Aufgabe gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) nachzukommen, Gesetze zu erlassen, die den Interessen der Schweiz dienen. Die Möglichkeit einer kritischen Prüfung und Anpassung von EU-Recht an die spezifischen schweizerischen Gegebenheiten würde massiv eingeschränkt. Dies widerspricht dem Prinzip der reziproken Vorteilhaftigkeit, das die Grundlage der bilateralen Beziehungen bildet und auch im Rahmen des Vertrags über die Dienstleistungen (SDG) und des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (PFZ) eine wichtige Rolle spielt. Die Schweiz würde faktisch einer passiven Rolle in der Gestaltung ihrer eigenen rechtlichen Rahmenbedingungen überlassen.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die im Rahmen einer "Stabilisierung" angestrebte engere Kooperation im Justiz- und Polizeiwesen zu einer Erosion der schweizerischen Rechtspflege führen könnte. Die Anforderungen der EU an die Harmonisierung von Strafverfolgungs- und Justizverfahren könnten die bewährten schweizerischen Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit, wie sie beispielsweise im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) und im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) zum Ausdruck kommen, beeinträchtigen. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Grundpfeiler jeder Demokratie, könnte durch externe Einflussnahmen und die Bindung an supranationale Standards gefährdet werden. Es muss sichergestellt werden, dass die Wahrung der nationalen Identität und der rechtsstaatlichen Traditionen nicht geopfert wird.

Schliesslich muss die finanzielle Dimension einer solchen "Stabilisierung" kritisch hinterfragt werden. Die Übernahme von EU-Recht und die Intensivierung der Zusammenarbeit gehen unweigerlich mit Kosten einher, die bisher nicht transparent offengelegt wurden. Die finanziellen Beiträge der Schweiz an die EU oder die Kosten für die Umsetzung neuer Vorschriften dürfen nicht zu einer unzumutbaren Belastung für die schweizerische Wirtschaft und die Steuerzahler werden. Die Stärkung der schweizerischen Eigenverantwortung und die Vermeidung unnötiger Ausgaben sollten im Vordergrund stehen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar auf den ersten Blick verlockend erscheinen mögen, bei näherer Betrachtung jedoch erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung und die demokratischen Prinzipien bergen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und eine Vertiefung der institutionellen Verflechtungen, ohne klare verfassungsrechtliche Grundlage und ohne Mitspracherecht des Volkes, sind entschieden abzulehnen. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit wahren und ihre eigenen Interessen konsequent verteidigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die von der EU vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Insbesondere die Angleichung der Schweizer Gesetzgebung an das EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen zur Debatte steht, birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die vorgesehene Übernahme von EU-Recht. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Umsetzung der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (SR 0.181.012) bestimmt zwar, dass die Schweiz EU-Recht umsetzt, die vorgeschlagenen Ergebnisse gehen jedoch über eine reine Umsetzung hinaus und zielen auf eine umfassende Assimilation ab. Dies stellt eine unzumässige Belastung für unsere Rechtsordnung dar und birgt die Gefahr, dass Gesetzgebungsakte, die in Brüssel verabschiedet werden, ohne angemessene Rücksichtnahme auf schweizerische Verhältnisse und Interessen bindend werden. Dies widerspricht dem Geist der eidgenössischen Souveränität, wie sie auch im Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung (SR 101) verankert ist, der die Autonomie der Kantone hervorhebt und somit indirekt die Eigenständigkeit der Schweiz im Allgemeinen betont.

Besonders problematisch ist die vorgeschlagene Regelung zur Streichung der indirekten Steuern und zur Einführung von neuen Steuern durch die EU. Dies greift direkt in die finanzielle Autonomie der Schweiz ein. Die Bestimmungen im vorgeschlagenen Abkommen würden es der EU ermöglichen, Einfluss auf die Schweizer Fiskalpolitik zu nehmen, was grundsätzlich demieraum der Bundesversammlung und der Kantone entzieht. Das föderale System der Schweiz, das auf der Kompetenzaufteilung zwischen Bund und Kantonen beruht, würde hierdurch erheblich geschwächt. Die Möglichkeit, eigene Steuersätze festzulegen und über die Verwendung öffentlicher Mittel zu entscheiden, ist ein Kernbestandteil unserer staatlichen Unabhängigkeit. Eine solche Delegitimierung nationaler Steuerhoheit wäre ein beispielloser Eingriff in die staatspolitische Gestaltungsfreiheit.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst bedenklich. Während die Bilateralen Abkommen II bereits eine gewisse Rolle des EuGH vorsehen, gehen die aktuellen Vorschläge noch weiter. Die automatische Übernahme von EuGH-Urteilen ohne Möglichkeit der nationalen Überprüfung würde die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz massiv untergraben. Der EuGH würde de facto zum obersten Richter über schweizerisches Recht, was nicht mit dem Prinzip der nationalen Rechtsordnung vereinbar ist. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das geltende Recht festlegt, könnte durch eine unkritische Übernahme von EuGH-Rechtgebung unterlaufen werden. Dies schafft eine Rechtsunsicherheit und kann zu Entscheidungen führen, die diametral entgegengesetzt zu schweizerischen Werten und Interessen sind.

Die Ausweitung des Personenfreizügigkeitsabkommens und seine Integration in ein neues Rahmenabkommen sind ein weiterer Quell grosser Sorge. Während die Schweiz von der Personenfreizügigkeit profitiert, dürfen die negativen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke nicht ignoriert werden. Insbesondere die Gefahr von Lohndumping und die zusätzliche Belastung der Sozialversicherungen bedürfen einer sorgfältigen Analyse und angemessener Schutzmassnahmen, die in den aktuellen Vorschlägen unzureichend berücksichtigt werden. Artikel 117 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Interessen der Bevölkerung und der Wirtschaft als Aufgabe des Bundes nennt, könnte durch eine ungebremste Zuwanderung, die nicht durch entsprechende Massnahmen flankiert wird, gefährdet werden.

Zudem fehlt in den vorgeschlagenen Ergebnissen eine klare Regelung zur dynamischen Rechtsübernahme im Bereich der Dienstleistungsfreiheit, die eine angemessene Mitsprache der Schweiz vorsieht. Ohne solche Mechanismen besteht die Gefahr, dass die Schweiz auf EU-Recht in diesem sensiblen Bereich verzichten muss, ohne Einfluss auf dessen Ausgestaltung zu haben. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Gleichbehandlung und der fairen Verteilung von Rechten und Pflichten in internationalen Abkommen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne Mitsprachemöglichkeit ist eine unzumässige Bürde.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz in diesen Verhandlungen ihre Souveränität wahrt und darauf achtet, dass ihre nationalen Interessen und die Interessen ihrer Bevölkerung und Wirtschaft nicht kompromittiert werden. Die vorgeschlagenen Ergebnisse bergen das Risiko, die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU zu degradieren, ohne die entsprechenden Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu gewähren. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher geboten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der vereinbarten Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, welche einer kritischen und skeptischen Prüfung unterzogen werden müssen. Es ist von fundamentaler Bedeutung, dass die Souveränität und die demokratischen Grundfesten unseres Landes gewahrt bleiben. Die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem konzipiert ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung dieser Prinzipien.

Zunächst ist die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne eine vorhergehende und eingehende Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen, höchst problematisch. Gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Die vorgeschlagene Mechanik scheint jedoch darauf abzuzielen, die Rolle des Parlaments zu deklassieren und die verbindliche Wirkung von EU-Recht zu stärken, womit die legislative Souveränität unseres Landes untergraben würde. Artikel 139 BV, welcher die Verfassungsgebung regelt, wird ebenfalls tangiert. Eine automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Verfassungsänderungen oder Interpretationen ohne die notwendige demokratische Legitimation und die breite Zustimmung der Bevölkerung erfolgen. Dies steht im Widerspruch zum Wesen einer direkten Demokratie, in der das Volk die oberste Gewalt darstellt.

Die Unklarheit bezüglich des Anwendungsbereichs und der Bindungswirkung von EU-Recht ist alarmierend. Es muss explizit geklärt werden, in welchem Umfang und unter welchen Bedingungen Rechtsakte der EU für die Schweiz bindend sein werden. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz durch eine vage Formulierung in eine rechtliche Abhängigkeit gerät, die es ihr unmöglich macht, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu erlassen. Dies könnte insbesondere in Bereichen relevant sein, die die Grundrechte betreffen. Artikel 31 BV garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht könnte diese Freiheit einschränken, wenn sie nicht mit schweizerischen Verhältnissen vereinbar ist.

Des Weiteren bereitet die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) grosse Sorgen. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH in Angelegenheiten, die unter die vereinbarten Abkommen fallen, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Souveränität dar. Gemäss Artikel 188a BV sind die Gerichte und Behörden der Schweiz an die Bundesverfassung gebunden. Wenn jedoch Urteile des EuGH in der Schweiz direkt oder indirekt bindende Wirkung entfalten, wird die Kompetenz unserer eigenen Gerichte zur Auslegung und Anwendung des Rechts geschmälert. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der Gewaltenteilung, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Die Möglichkeit, dass EU-Recht durch den EuGH so interpretiert wird, dass es unseren verfassungsmässigen Werten zuwiderläuft, darf nicht unterschätzt werden.

Die vorgeschlagene Regelung der Streitbeilegung wirft ebenfalls Fragen auf. Wenn in Streitfällen, die sich aus den Abkommen ergeben, das Recht der EU oder die Auslegung durch den EuGH massgeblich sein soll, dann bedeutet dies eine erhebliche Schwächung der schweizerischen Souveränität im Bereich der Justiz. Unsere nationalen Gerichte, einschliesslich des Bundesgerichts, wären in ihrer Entscheidungsfindung eingeschränkt. Artikel 190 BV legt fest, dass die Bundesgesetze und das Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Wenn jedoch EU-Recht und die Auslegung des EuGH als übergeordnete Normen fungieren, könnte dies zu einem Konflikt mit diesem Artikel führen, insbesondere wenn die Anwendung des EU-Rechts im Widerspruch zu einem Bundesgesetz steht, das ebenfalls unter Artikel 190 BV fällt.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Fähigkeit behält, eigenständig Gesetze zu erlassen, die den nationalen Interessen und Werten dienen. Die geforderte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine Rechtsordnung hineingezogen wird, die nicht ihren eigenen demokratischen Traditionen und verfassungsrechtlichen Garantien entspricht. Dies betrifft auch die Kernbereiche unserer Staatlichkeit. Artikel 1 der Bundesverfassung definiert die Schweiz als souveränen Staat. Eine zu starke Angleichung an die EU-Rechtsordnung könnte diese Souveränität de facto aushöhlen.

Die finanzielle Komponente, die mit der Übernahme von EU-Recht oft einhergeht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Es muss klar dargelegt werden, welche finanziellen Verpflichtungen mit der Umsetzung der Abkommen verbunden sind und wie diese die schweizerischen Steuerzahler belasten werden. Ohne diese Transparenz ist eine fundierte Beurteilung unmöglich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuelle Ausgestaltung der Umsetzung der Abkommen mit der EU erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität, der Gewaltenteilung, der richterlichen Unabhängigkeit und der direkten Demokratie aufwirft. Es bedarf einer deutlich robusteren Verankerung des Primats des schweizerischen Rechts und der Verfassung, um sicherzustellen, dass die Schweiz auch in Zukunft ein eigenständiger und souveräner Staat bleibt. Die bestehenden Formulierungen sind unzureichend und bergen die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Rechtsordnung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und den damit verbundenen Zuwanderungsregelungen gibt Anlass zu tiefgreifenden und fundamentalen Bedenken, die auf einer kritischen Prüfung der vorgeschlagenen Massnahmen und ihrer Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität, die innere Sicherheit und die Sozialwerke beruhen.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive und inakzeptable Ausweitung dar, die in klarem Widerspruch zur Bundesverfassung, insbesondere Art. 121a BV, steht. Dieser Verfassungsartikel verankert den expliziten Auftrag des Souveräns, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die vorgeschlagenen Änderungen untergraben diesen Grundsatz fundamental und verschieben die Hoheit über die Zuwanderung von der Schweizer Bevölkerung und ihren gewählten Vertretern hin zu Brüssel.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, welches bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre gewährt wird. Diese neu geschaffene „Niederlassung C PLUS“ ist in ihrer praktischen Unentziehbarkeit, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ein gravierender Angriff auf die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Konsequenzen dieser Entwicklung sind nicht absehbar und drohen die Belastungen für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden ins Unermessliche zu steigern.

Es ist offensichtlich, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme bewirken. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein unkündbares Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten für diesen unkontrollierten Zustrom tragen ausschliesslich die Schweizer Gesellschaft. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, geht weit über das für ein Nicht-EU-Land Übliche hinaus und ist ein weiterer Katalysator für unkontrollierbare Zuwanderung und explodierende Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“, wie sie im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Trugbild, als ein von der EU zur Beruhigung eingesetztes Placebo. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch den Versuch unternehmen, diese Klausel anzurufen, droht ihr die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Hierbei handelt es sich nicht um einen Schutzmechanismus, sondern um eine klare Erpressungsgrundlage, die unsere Souveränität weiter aushöhlt.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten „Integrationsmethode“ ist die gravierendste Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden bedingungslos und ohne jegliche nationale Mitbestimmung in unser Rechtssystem integriert. Das Schweizer Parlament und das Volk würden faktisch entmachtet und hätten kein Mitspracherecht mehr.

Die angepassten Bestimmungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere der neue Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich. Dies verstösst klar gegen den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist nichts anderes als ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der Schweizer Steuerzahler muss zudem über einen neuen Zahlungsrahmen (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und einen spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Art. 25f Abs. 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten.

Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit eine sukzessive und schleichende Kapitulation vor den Vorgaben der EU darstellen. Sie untergraben die grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung, gefährden unsere innere Sicherheit, belasten unsere Sozialwerke und führen zu einer unwiederbringlichen Aushöhlung unserer Souveränität. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind daher abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union wirft gravierende Bedenken auf und ist aus unserer Sicht entschieden abzulehnen. Insbesondere die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen erheblichen Souveränitätsverlust dar und entzieht den demokratischen Institutionen der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel. Dies hat zur Folge, dass die Schweiz de facto zu einer Art Zwangsabgabe verpflichtet wird, ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten.

Der zunächst anmutende Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten „rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung“ als reine Lockvogelkalkulation. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, auf die Höhe der finanziellen Belastungen Einfluss zu nehmen oder gar „Nein“ zu sagen. Stattdessen wird sie gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen bedingungslos zu begleichen.

Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin degradiert, die keinerlei Stimmrecht oder Entscheidungsgewalt besitzt. Während unsere Zahlungen verbindlich und unumgänglich werden, existiert keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die tatsächliche Beseitigung von Handelshindernissen. Wir bezahlen faktisch für eine institutionelle Anbindung, die primär zu Lasten unserer Souveränität geht und kaum greifbare, vorteilhafte Gegenleistungen verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist mehr als nur eine formale Anpassung. Es handelt sich hierbei um die gesetzgeberische Verankerung einer permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung. Dieses Gesetz entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag und zementiert die freiwilligen Zahlungen in eine dauerhafte finanzielle Last. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und beschneidet die Möglichkeit, eigenverantwortlich über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden. Anstelle einer autonomen politischen Entscheidung steht nur noch die reine Vollzugsmassnahme einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), genauer in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist keine triviale technische Formalität. Sie signalisiert vielmehr die tiefe Verankerung dieser Abgaben an die EU in der Schweizer Rechtsordnung und klassifiziert sie als einen normalen und dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Dies unterstreicht die Bedenken hinsichtlich des Souveränitätsverlusts und der Aushöhlung demokratischer Entscheidungsprozesse.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b ist zutiefst irreführend und geradezu manipulativ. Der renommierte und positiv besetzte „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch höchst heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU auf einer gesetzlichen Ebene zu legitimieren. Diese Vermischung zweier politisch und inhaltlich gänzlich unterschiedlicher Bereiche ist inakzeptabel und zeugt von einer unlauteren Argumentation.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Regelung zu den finanziellen Beiträgen nicht nur die Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigt, sondern auch die demokratische Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern untergräbt. Die Mechanismen zur Neuberechnung der Beiträge bergen das Risiko einer unkontrollierbaren Kostensteigerung, während die Schweiz im Gegenzug keine substanziellen Vorteile oder garantierte Marktzugänge erhält. Die Gesetzesänderungen, insbesondere die Schaffung des KoBG und dessen Verankerung im BöB, sind darauf ausgelegt, diese neuen Verpflichtungen dauerhaft und unwiderruflich zu etablieren. Der vorgeschlagene Beitrag stellt somit eine einseitige finanzielle Belastung für die Schweiz dar und widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Autonomie und der parlamentarischen Budgethoheit. Wir lehnen diese Regelung in ihrer vorliegenden Form entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Strom, insbesondere im Kontext einer möglichen institutionellen Einbindung in die Europäische Union, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Versorgungssicherheit und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz. Es ist alarmierend zu beobachten, wie mit der vorgeschlagenen Reform Kernprinzipien unserer nationalen Energiepolitik und unseres föderalen Systems schleichend ausgehebelt werden sollen.

Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten zu tragen hat, jedoch keine effektiven Mitentscheidungsrechte mehr besitzen wird. Die Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz, eine kritische Infrastruktur von nationaler Bedeutung, werden zunehmend in Brüssel gefällt, losgelöst von den spezifischen Bedürfnissen und Gegebenheiten der Schweiz. Dies stellt eine gravierende Aufgabe unserer Energiesouveränität dar und untergräbt das Prinzip der nationalen Selbstbestimmung in einem Sektor, der für das Funktionieren unseres Landes unerlässlich ist. Die Energieautonomie, die bisher ein Eckpfeiler unserer Politik war, wird geopfert zugunsten einer untergeordneten Rolle in einem übernationalen System.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird sich grundlegend und negativ verändern. Von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde, die auf die Bedürfnisse unseres Landes zugeschnitten ist, droht sie zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke zu

degenerieren. Die Umsetzung von undemokratisch legitimierten Vorschriften aus Brüssel durch die ElCom widerspricht fundamental unserem rechtsstaatlichen Prinzip der demokratischen Legitimation. Es ist das absehbare Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Anforderungen der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung, die bisher die Versorgungssicherheit und die Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft in den Vordergrund gestellt hat.

Besonders beunruhigend sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für das bewährte System der Wasserzinsen dar. Dieses System, das den Bergkantonen, welche die Ressourcen für die gesamte Schweiz bereitstellen, zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Der Wegfall dieser Einnahmen würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone schwächen und die dezentrale Wertschöpfung im Energiebereich gefährden.

Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung massiv geschwächt. Das traditionelle Einspeisevorrecht für die wichtigen Gemeindekraftwerke, das die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkt, würde durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies diskriminiert bewusst kleine und mittlere Energieproduzenten und begünstigt grosse, übernationale Konzerne, was im Widerspruch zu den Prinzipien der Subsidiarität und der Stärkung lokaler Wirtschaftsstrukturen steht.

Die nationale Versorgungssicherheit wird durch die vollständige Marktliberalisierung dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise Wasserreserven, die in der Vergangenheit entscheidend zur Sicherung der Versorgung waren, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer im Falle von Engpässen oder Krisen die Verantwortung für die Stromversorgung der Schweiz übernehmen wird. Weder der Markt noch die EU scheinen hier eine klare und verlässliche Verantwortung zu tragen. Dieses Spiel mit dem Feuer, die Aufgabe der nationalen Kontrolle über ein so sensibles Gut wie die Energieversorgung, ist höchst bedenklich.

Die vollständige Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer Strompreise für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) und private Haushalte. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht mehr abdeckt, werden voraussichtlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue StromVG führt somit zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Es untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19).

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls besorgniserregend. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure auf Kosten einer vielfältigen und resilienten Energieinfrastruktur.

Darüber hinaus schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen verlangsamen und die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell klimaschädlichen fossilen Energieträgern machen.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch nachhaltig beschädigt.

Schliesslich ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne zwingenden Grund den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Energiesouveränität der Schweiz untergraben und die Versorgungssicherheit gefährden, sondern auch die föderale Struktur unseres Landes schwächen und zu unkalkulierbaren wirtschaftlichen Belastungen für KMU und Haushalte führen werden. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Landverkehr

Das vorliegende Abkommen im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres integrierten öffentlichen Verkehrssystems und muss aus einer kritischen Perspektive beleuchtet werden. Insbesondere die im Entwurf vorgesehenen Regelungen zur Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Interessen und der Autonomie in der Gestaltung unseres Service public auf.

Die angedachte Öffnung des Marktes für die Kabotage im Eisenbahngesetz, konkretisiert in Artikel 40ater EBG, stellt eine direkte Bedrohung für den bestehenden Service public dar. Dieses Prinzip erlaubt es ausländischen Eisenbahnunternehmen, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die Gefahr liegt auf der Hand: Es ist zu erwarten, dass diese Akteure sich auf die lukrativsten Hauptverkehrsachsen konzentrieren und eine selektive "Rosinenpickerei" betreiben werden. Dies würde unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere national konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essentielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten, finanziell und operativ geschwächt werden. Die Verpflichtung zur Erbringung einer flächendeckenden Leistung, die die SBB und andere Unternehmen im öffentlichen Interesse erbringen, würde durch diese neue Konkurrenzsituation massiv erschwert und könnte die Qualität sowie den Umfang des Angebots für die gesamte Bevölkerung beeinträchtigen. Die finanziellen Grundlagen für die Aufrechterhaltung eines für alle zugänglichen Schienennetzes würden somit ausgehöhlt.

Des Weiteren sind die im Abkommen vorgesehenen Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, äusserst bedenklich. Diese Bestimmung verpflichtet die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen von Verkehrsleistungen völkerrechtliche Vorgaben, also EU-Recht, zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung und Vergabe von öffentlichen Verkehrsleistungen empfindlich ein. Anstatt die Möglichkeit zu haben, Ausschreibungen primär nach den besten Kriterien für die Schweiz und ihre Bevölkerung auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr, dass suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler der Vorzug gegeben wird, nur um den EU-rechtlichen Vorgaben Genüge zu tun. Die Möglichkeit, spezifisch auf die Bedürfnisse und Prioritäten der Schweiz zugeschnittene Verkehrsangebote zu schaffen, wird somit stark eingeschränkt.

Die vom Bundesrat als Schutzmechanismus angepriesene "Gemeinsame Erklärung" im Zusammenhang mit dem EU-Beihilferecht ist aus einer kritischen Perspektive als rechtlich unzureichend einzustufen. Diese Erklärung, so sie denn überhaupt eine verbindliche Wirkung entfalten kann, bietet keinen ausreichenden Schutz vor der dynamischen Natur des EU-Rechts. Die Schweiz müsste zukünftige Änderungen des EU-Rechts im Bereich der Beihilfen automatisch und ohne Mitspracherecht übernehmen. Dies bedeutet, dass bewährte und für den Schweizer Service public essenzielle Subventionen, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die Erneuerung von Rollmaterial, jederzeit als unzulässig eingestuft werden könnten. Die Befürchtung ist gross, dass dies zu einer grundlegenden Umstrukturierung und potenziellen Einschränkung unseres bestehenden Modells führen würde, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, diese Entwicklungen zu beeinflussen. Die Sorge, dass die nationale Steuerungskompetenz im Bereich des öffentlichen

Verkehrs schleichend ausgehöhlt wird, ist somit berechtigt.

Die fortlaufende Übernahme von EU-Regulierungen, wie beispielsweise im Falle des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), impliziert eine schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass zentrale EU-Stellen künftig über Regulierungen entscheiden könnten, die direkt unsere nationale Infrastruktur betreffen. Dies reduziert die Möglichkeit der Schweiz, die Entwicklung und Instandhaltung ihrer Infrastruktur entsprechend den eigenen strategischen Zielen und Bedürfnissen zu gestalten. Die Verlagerung von Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen von Bern nach Brüssel ist in diesem Kontext keine rein technische Anpassung, sondern eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität in einem strategisch wichtigen Sektor.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die im Bereich Landverkehr vorgesehenen Regelungen eine ernsthafte Gefährdung des Schweizer Service public darstellen. Die Kabotage öffnet Tür und Tor für eine unfaire Konkurrenz, die sich auf die profitabelsten Strecken konzentriert und die finanzielle Basis für die Erbringung einer flächendeckenden Leistung untergräbt. Die Einschränkung der nationalen Hoheit bei der Vergabe von Verkehrsleistungen und die unklare rechtliche Situation bezüglich des EU-Beihilferechts verstärken diese Bedenken. Die Schweiz muss die Kontrolle über ihr eigenes Bahnverkehrssystem und die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs behalten, um die Qualität und die Zugänglichkeit für ihre Bürger langfristig zu gewährleisten. Das vorliegende Abkommen birgt erhebliche Risiken, die sorgfältig abgewogen werden müssen, um irreversible negative Folgen für unseren Service public zu vermeiden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit im Rahmen der bilateralen Verträge mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Bedrohung für die Schweiz dar und sind aus unserer Sicht entschieden abzulehnen. Unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» wird nicht lediglich eine Harmonisierung angestrebt, sondern eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das expansive EU-Regelwerk, insbesondere die Strategie «Vom Hof auf den Tisch». Dies birgt erhebliche Risiken für unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die über Jahrzehnte sorgfältig aufgebaut wurde und einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt, ist durch diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv in Gefahr. Die zwangsläufige Folge einer Übernahme von EU-Vorschriften, die häufig auf industrielle Massenproduktion und geringere Qualitätsanforderungen ausgerichtet sind, wird ein spürbarer Qualitätsverlust sein. Das renommierte Label «Made in Switzerland» wird dadurch de facto entwertet, wenn die hierzulande hergestellten Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden müssen wie jene aus der EU. Dies untergräbt die Grundlage unseres Erfolgs und unserer Identität.

Besonders alarmierend ist die sogenannte «Guillotineklausel», die dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Ablehnung oder gar eine spätere Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk in Frage stellen würde. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die der Schweiz jede souveräne Möglichkeit zur eigenständigen Entscheidung nimmt und sie in eine politische Geiselhaft der EU zwingt.

Die geplante Einführung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen beispiellosen und massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was dem Prinzip der Selbstbestimmung fundamental widerspricht.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere landwirtschaftlichen Produzenten und Lebensmittelbetriebe hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine, die beispielsweise an einem

traditionellen Schwingfest Verpflegung anbieten, müssten zukünftig komplexe und für ihre Grösse und Struktur unpassende EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird unweigerlich lokale Traditionen zerstören und wirtschaftliche Existenzen vernichten.

Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch diese Übernahme von EU-Regelungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, zu akzeptieren, obwohl der Schweizer Souverän sich wiederholt dagegen ausgesprochen hat. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens.

Die von der EU geforderte Totalrevision des Schweizer Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten dar. Durch die Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter die EU-Regulierung droht eine erstickende Bürokratie und ein Verlust unserer bisherigen hohen Standards. Dies widerspricht dem Grundgedanken des LMG, welcher den Schutz von Mensch und Tier beim Umgang mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen bezweckt. Die neuen Bestimmungen, wie sie im Entwurf zur Totalrevision des LMG dargelegt werden, würden diesem Schutz schaden, anstatt ihn zu fördern.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) unter den Artikeln 15a und 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften im Bereich des Transports und der Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die erneute Hervorhebung der Totalrevision des LMG als Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht ist von grösster Bedeutung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist nicht nur ein Angriff auf unsere kulinarische Identität, sondern auch auf unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird dadurch umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und damit die Ernährungssicherheit der Schweiz direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert somit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere wertvollen Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien, die auf die spezifischen alpinen und lokalen Gegebenheiten zugeschnitten sind, müssen wir uns künftig an die oft langsameren und unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet sowohl unsere Landwirtschaft als auch die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese «Harmonisierung» ein verdeckter Akt der

Unterwerfung ist, der die Schweizer Eigenständigkeit, unsere hohen Standards und die Lebensgrundlagen unserer Bauern massiv gefährdet. Wir fordern daher eine klare Ablehnung dieser Vorlage.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union sind aus unserer Sicht nicht nur unzureichend, sondern auch strategisch fragwürdig und bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Arbeitsmarkt. Die behaupteten Schutzmassnahmen erscheinen in erster Linie kosmetischer Natur und sind nicht geeignet, dem massiven Lohndruck entgegenzuwirken, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit mit der EU unvermeidlich entsteht. Wir befürchten eine schleichende und flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, die das Rückgrat unserer Gesellschaft bilden.

Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu verfeinern, werden wir Zeugen einer Aufweichung und einer Anpassung an niedere EU-Standards. Die neuen Regelungen sind vor allem bürokratischer Natur, ohne jedoch die Effektivität der bisherigen flankierenden Massnahmen auch nur ansatzweise zu erreichen. Diese Entwicklung dient primär ausländischen Unternehmen, die offensichtlich bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben und die Schweiz als kostengünstigen Standort auszunutzen.

Besorgniserregend ist die geschwächte Position der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu eingeführten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies hat unweigerlich weniger effektive Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen zur Folge. Die Erfahrung lehrt uns, dass eine schwächere Aufsicht Tür und Tor für Missbrauch öffnet.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Dieses neue Regelwerk schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Vielmehr wird die Vertretung von Arbeitnehmerinteressen durch eine übermässige Regulierung erschwert, was dem Prinzip der Sozialpartnerschaft zuwiderläuft.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung, die unsere Souveränität in dieser Angelegenheit weiter schwächt. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies untergräbt unsere Fähigkeit, eigenständige Beschaffungsentscheidungen zu treffen und fördert eine Abhängigkeit, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft.

Die Einführung des speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU, die auf eine schlanke und agile Personalpolitik angewiesen sind, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von

Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil des Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Modifikation unseres bewährten Systems der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies würde die Grundlage unseres fairen Arbeitsmarktes gefährden.

Nicht zuletzt ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende juristische Überprüfung in unserem Rechtssystem stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide, deren Rechtsgrundlagen und Verfahren wir nicht immer beurteilen können, ohne entsprechende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden. Dies ist ein gefährlicher Präzedenzfall und ein unhaltbarer Eingriff in unsere rechtsstaatlichen Prinzipien.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine Rückschritt für den Lohnschutz und die schweizerische Souveränität darstellen. Sie bieten keinen wirksamen Schutz vor Lohndumping, sondern schwächen bestehende Instrumente und öffnen die Tür für Missbrauch. Wir lehnen diese Vorlage in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Überarbeitung, die den Schutz des Schweizer Arbeitsmarktes und die Souveränität unseres Landes in den Vordergrund stellt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Erosion der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die Überführung der nationalen Subventionspraxis unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist nicht nur ein fundamentaler Eingriff in unsere bewährte Wirtschafts- und Rechtsordnung, sondern birgt auch erhebliche Risiken für die Eigenständigkeit und die demokratische Legitimation politischer Entscheidungen auf allen Ebenen.

Die heutige Praxis, wonach Subventionen als politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen demokratisch legitimiert und eingesetzt werden, wird durch die neuen Regelungen faktisch abgeschafft. Diese dezentrale, auf lokale und regionale Bedürfnisse zugeschnittene Förderpolitik, die beispielsweise den Regionalverkehr, die Kantonalbanken, die Kultur oder die lokale KMU-Förderung umfasst, soll einem rigiden und undifferenzierten EU-Regelwerk unterworfen werden. Dies bedeutet eine erhebliche Einschränkung der autonomen Gestaltungsmöglichkeiten der demokratischen Institutionen, welche die Bedürfnisse ihrer Bevölkerung am besten kennen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt dass die Kantone eigenständig über die für sie und ihre Bürgerinnen und Bürger relevanten wirtschaftsförderischen Massnahmen entscheiden können, unterliegen diese künftig einer zentralen, von der EU vorgegebenen Kontrollinstanz. Die Idee, dass kantonale Beschlüsse zur lokalen Wirtschaftsförderung von einer übergeordneten Behörde in Bern abgesegnet werden müssen, welche primär die Konformität mit dem EU-Recht sicherstellt, ist ein direkter Angriff auf die Grundprinzipien unseres föderalen Systems.

Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue, zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die faktisch als verlängerter Arm der EU-Kommission agiert. Gemäss Artikel 3 BHÜG wird eine Beihilfekammer etabliert, deren primäre Aufgabe darin bestehen wird, die Einhaltung des EU-Beihilferechts zu überwachen. Dies entzieht der nationalen Politik die Steuerungshoheit über wichtige wirtschaftliche Instrumente und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Die Souveränität wird ausgehebelt, indem Beihilfen künftig der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden müssen, was eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU institutionell verankert.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, wo

viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Dies gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz in Kernbereichen unserer Infrastruktur und könnte die Sicherstellung des Service public in Frage stellen.

Die Schaffung einer Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie sie die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) vorsieht, führt zur Entstehung einer "Superbehörde". Diese Institution, deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, ist einer ungenügenden demokratischen Kontrolle unterworfen. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde verstösst gegen die Grundsätze der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. b bis) ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, wodurch kantonale Souveränität ausgehebelt und föderalistische Strukturen geschwächt werden. Demokratisch gefällte Subventionsentscheide der Kantone können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die kritische Stimme des Preisüberwachers zu eliminieren.

Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Massnahmen eine systematische Untergrabung unserer Rechtsordnung, unseres Föderalismus und unserer Souveränität dar. Die Übertragung von entscheidenden Kontrollkompetenzen im Bereich staatliche Beihilfen an eine EU-konforme Behörde gefährdet die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen wirtschaftlichen und sozialen Interessen eigenständig zu vertreten. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Alexander Amsler (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Alexander Amsler · alexanderamsler@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des vorgeschlagenen Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis und ernsten Bedenken hinsichtlich der langfristigen Souveränität, der wirtschaftlichen Prosperität und der demokratischen Integrität der Schweiz. Es ist unabdingbar, die vorgeschlagenen Abkommen kritisch zu hinterfragen und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere nationale Autonomie zu beleuchten.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht. Die vorgeschlagene Mechanik, bei der die Schweiz fortlaufend und automatisch das Recht der Europäischen Union übernähme, untergräbt fundamental das Prinzip der direkten Demokratie und die parlamentarische Souveränität. Gemäss Artikel 3 der Schweizerischen Bundesverfassung ist die Schweiz ein unabhängiger und souveräner Staat. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch eine schleichende Aushöhlung dieser Souveränität bedeuten, indem externe Rechtsakte ohne jegliche demokratische Legitimation im Inland Geltung erlangen. Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten (EDA) und das Bundesamt für Justiz (BJ) müssten hierzu klare und bindende Garantien abgeben, dass das Schweizer Parlament und das Volk die letzte Instanz bei der Inkraftsetzung von Rechtsnormen bleiben. Die derzeitige Konzeption lässt jedoch befürchten, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) faktisch zur obersten juristischen Instanz in der Schweiz aufsteigt, was mit Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als Republik bezeichnet, unvereinbar ist. Die Richter des EuGH sind nicht dem Schweizer Volk verpflichtet und ihre Urteile würden unser Rechtssystem massgeblich beeinflussen, ohne dass wir Einfluss auf deren Ernennung oder deren Urteilsfindung nehmen könnten.

Ferner sind die wirtschaftlichen Implikationen dieses Pakets äusserst fragwürdig. Zwar wird von einem besseren Zugang zum EU-Binnenmarkt gesprochen, doch die damit verbundenen Auflagen und Kosten könnten die Vorteile bei weitem übersteigen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der Finanzmarktregulierung, könnte die Schweiz zwingen, ihre bewährten und auf die eigenen Bedürfnisse zugeschnittenen Regularien aufzugeben. Dies könnte zu einer Wettbewerbsverzerrung führen und Schweizer Unternehmen benachteiligen, wenn sie gezwungen sind, sich EU-weiten Standards anzupassen, die nicht unbedingt auf ihre spezifischen Marktbedingungen zugeschnitten sind. Die im Rahmen des bilateralen Austauschs entstehenden Kosten für die Anpassung von Standards und die Umsetzung neuer Richtlinien sind nicht zu unterschätzen. Artikel 27 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch diese Freiheit könnte durch die vorgeschriebenen Anpassungen an das EU-Recht empfindlich eingeschränkt werden.

Die sogenannte "Dynamik der Rechtsübernahme" birgt zudem die Gefahr einer unkontrollierbaren Rechtsentwicklung. Was heute als kleiner Schritt erscheint, kann morgen eine Kaskade von

Verpflichtungen auslösen, die die Schweiz weiter von ihrer eigenständigen Rechtsetzung entfernt. Artikel 97 der Bundesverfassung legt die Zuständigkeit des Bundes fest, die Rechtsetzungskompetenzen sind klar geregelt. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht umgeht diesen verfassungsmässigen Prozess und stellt somit einen direkten Angriff auf die bundesstaatliche Ordnung dar. Es besteht die ernsthafte Sorge, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU degradiert wird, ohne die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen und ohne die Möglichkeit, ihre nationalen Interessen wirksam zu vertreten.

Ein weiteres besorgniserregendes Element ist die Ausgestaltung des Streitschlichtungsmechanismus. Die Idee, dass der EuGH als Schiedsinstanz fungiert, ist aus der Perspektive der Schweizer Souveränität inakzeptabel. Artikel 190 der Bundesverfassung besagt, dass die Gerichte die Bundesverfassung und die Gesetze anwenden. Die Vorstellung, dass ein ausländisches Gericht die Auslegung des Schweizer Rechts oder die Anwendung von Abkommen in einem schweizerischen Kontext verbindlich bestimmen kann, ist mit diesem Grundsatz nicht vereinbar. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie sie in Artikel 194 der Bundesverfassung verankert ist, wäre massiv gefährdet. Die Souveränität bedeutet auch die Hoheit über das eigene Rechtssystem.

Es darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die vorgeschlagenen Abkommen die Möglichkeit für zukünftige Verhandlungen und Anpassungen stark einschränken. Die Schweiz würde sich in eine strategisch schwächere Position begeben, da sie sich bereits im Vorfeld auf bestimmte Mechanismen festlegt, die ihre Verhandlungsspielräume erheblich einschränken. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 188 der Bundesverfassung, der die Eigenständigkeit der Schweiz betont. Die Beibehaltung unserer Fähigkeit zur autonomen Gestaltung unserer Aussen- und Sicherheitspolitik, wie sie in Artikel 57 der Bundesverfassung verankert ist, ist essenziell. Das vorgeschlagene Paket birgt die Gefahr, dass diese Eigenständigkeit geopfert wird.

Abschliessend muss betont werden, dass die vorgeschlagene Gesamtregelung eine gravierende Gefahr für die schweizerische Rechtsordnung und die politische Autonomie darstellt. Die Argumente für das Paket scheinen die möglichen Nachteile zu vernachlässigen oder zu bagatellisieren. Eine kritische und eingehende Prüfung aller Konsequenzen ist unerlässlich, bevor eine derartige Entwicklung auch nur in Erwägung gezogen werden kann. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie ihre eigenen Wege gehen und erfolgreiche bilaterale Beziehungen gestalten kann. Dieses Paket birgt die Gefahr, diesen bewährten Ansatz aufzugeben und unsere Souveränität zu kompromittieren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die oberflächliche Darstellung einer "Stabilisierung" verdeckt die potenziellen tiefgreifenden Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung.

Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Anpassungen tatsächlich zu einer echten Stabilisierung führen werden, oder ob sie vielmehr eine schleichende Abhängigkeit von der EU zementieren. Die EU hat in der Vergangenheit wiederholt gezeigt, dass ihre Bereitschaft zu bilateralen Lösungen mit der Schweiz von der Akzeptanz ihrer Kernprinzipien, insbesondere des freien Personenverkehrs und der Übernahme von EU-Recht, abhängt. Diese Haltung widerspricht fundamental dem Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts, insbesondere dem Volkssouveränitätsprinzip gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die Bevölkerung ist die oberste Gewalt und übt ihre Macht durch Wahlen und Abstimmungen aus. Eine Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Legitimation durch das Volk würde dieses Prinzip untergraben.

Die angestrebte "Stabilisierung" könnte faktisch auf eine Verlagerung von Entscheidungskompetenzen von Bern nach Brüssel hinauslaufen. Dies wirft ernste Fragen hinsichtlich der Einhaltung des

verfassungsrechtlichen Vorrangs des Bundesrechts gegenüber supranationalem Recht auf. Die Schweiz hat im Rahmen der bilateralen Abkommen bereits eine erhebliche Menge an EU-Recht in ihr eigenes Rechtssystem integriert. Eine weitere Annäherung, die implizit eine stärkere Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bedeutet, birgt die Gefahr, dass die Autonomie des Schweizerischen Bundesgerichts weiter eingeschränkt wird. Der EuGH würde de facto zum obersten Richter für die Auslegung von Rechtsnormen, die auch in der Schweiz Anwendung finden, was den Prinzipien der nationalen Rechtsordnung und der Gewaltenteilung widerspricht, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert sind.

Die Forderung nach einer automatischen Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von "fortschreitendem" Recht, stellt eine erhebliche Herausforderung für die legislative Eigenständigkeit der Schweiz dar. Das Parlament würde zu einem reinen Rezipienten von EU-Beschlüssen degradiert, anstatt seiner verfassungsmässigen Aufgabe gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) nachzukommen, Gesetze zu erlassen, die den Interessen der Schweiz dienen. Die Möglichkeit einer kritischen Prüfung und Anpassung von EU-Recht an die spezifischen schweizerischen Gegebenheiten würde massiv eingeschränkt. Dies widerspricht dem Prinzip der reziproken Vorteilhaftigkeit, das die Grundlage der bilateralen Beziehungen bildet und auch im Rahmen des Vertrags über die Dienstleistungen (SDG) und des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (PFZ) eine wichtige Rolle spielt. Die Schweiz würde faktisch einer passiven Rolle in der Gestaltung ihrer eigenen rechtlichen Rahmenbedingungen überlassen.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die im Rahmen einer "Stabilisierung" angestrebte engere Kooperation im Justiz- und Polizeiwesen zu einer Erosion der schweizerischen Rechtspflege führen könnte. Die Anforderungen der EU an die Harmonisierung von Strafverfolgungs- und Justizverfahren könnten die bewährten schweizerischen Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit, wie sie beispielsweise im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) und im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) zum Ausdruck kommen, beeinträchtigen. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Grundpfeiler jeder Demokratie, könnte durch externe Einflussnahmen und die Bindung an supranationale Standards gefährdet werden. Es muss sichergestellt werden, dass die Wahrung der nationalen Identität und der rechtsstaatlichen Traditionen nicht geopfert wird.

Schliesslich muss die finanzielle Dimension einer solchen "Stabilisierung" kritisch hinterfragt werden. Die Übernahme von EU-Recht und die Intensivierung der Zusammenarbeit gehen unweigerlich mit Kosten einher, die bisher nicht transparent offengelegt wurden. Die finanziellen Beiträge der Schweiz an die EU oder die Kosten für die Umsetzung neuer Vorschriften dürfen nicht zu einer unzumutbaren Belastung für die schweizerische Wirtschaft und die Steuerzahler werden. Die Stärkung der schweizerischen Eigenverantwortung und die Vermeidung unnötiger Ausgaben sollten im Vordergrund stehen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar auf den ersten Blick verlockend erscheinen mögen, bei näherer Betrachtung jedoch erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung und die demokratischen Prinzipien bergen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und eine Vertiefung der institutionellen Verflechtungen, ohne klare verfassungsrechtliche Grundlage und ohne Mitspracherecht des Volkes, sind entschieden abzulehnen. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit wahren und ihre eigenen Interessen konsequent verteidigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die von der EU vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Insbesondere die Angleichung der Schweizer Gesetzgebung an das EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen zur Debatte steht, birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die vorgesehene Übernahme von EU-Recht. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Umsetzung der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (SR 0.181.012) bestimmt zwar, dass die Schweiz EU-Recht umsetzt, die vorgeschlagenen Ergebnisse gehen jedoch über eine reine Umsetzung hinaus und zielen auf eine umfassende Assimilation ab. Dies stellt eine unzumässige Belastung für unsere Rechtsordnung dar und birgt die Gefahr, dass Gesetzgebungsakte, die in Brüssel verabschiedet werden, ohne angemessene Rücksichtnahme auf schweizerische Verhältnisse und Interessen bindend werden. Dies widerspricht dem Geist der eidgenössischen Souveränität, wie sie auch im Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung (SR 101) verankert ist, der die Autonomie der Kantone hervorhebt und somit indirekt die Eigenständigkeit der Schweiz im Allgemeinen betont.

Besonders problematisch ist die vorgeschlagene Regelung zur Streichung der indirekten Steuern und zur Einführung von neuen Steuern durch die EU. Dies greift direkt in die finanzielle Autonomie der Schweiz ein. Die Bestimmungen im vorgeschlagenen Abkommen würden es der EU ermöglichen, Einfluss auf die Schweizer Fiskalpolitik zu nehmen, was grundsätzlich demieraum der Bundesversammlung und der Kantone entzieht. Das föderale System der Schweiz, das auf der Kompetenzaufteilung zwischen Bund und Kantonen beruht, würde hierdurch erheblich geschwächt. Die Möglichkeit, eigene Steuersätze festzulegen und über die Verwendung öffentlicher Mittel zu entscheiden, ist ein Kernbestandteil unserer staatlichen Unabhängigkeit. Eine solche Delegitimierung nationaler Steuerhoheit wäre ein beispielloser Eingriff in die staatspolitische Gestaltungsfreiheit.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst bedenklich. Während die Bilateralen Abkommen II bereits eine gewisse Rolle des EuGH vorsehen, gehen die aktuellen Vorschläge noch weiter. Die automatische Übernahme von EuGH-Urteilen ohne Möglichkeit der nationalen Überprüfung würde die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz massiv untergraben. Der EuGH würde de facto zum obersten Richter über schweizerisches Recht, was nicht mit dem Prinzip der nationalen Rechtsordnung vereinbar ist. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das geltende Recht festlegt, könnte durch eine unkritische Übernahme von EuGH-Rechtgebung unterlaufen werden. Dies schafft eine Rechtsunsicherheit und kann zu Entscheidungen führen, die diametral entgegengesetzt zu schweizerischen Werten und Interessen sind.

Die Ausweitung des Personenfreizügigkeitsabkommens und seine Integration in ein neues Rahmenabkommen sind ein weiterer Quell grosser Sorge. Während die Schweiz von der Personenfreizügigkeit profitiert, dürfen die negativen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke nicht ignoriert werden. Insbesondere die Gefahr von Lohndumping und die zusätzliche Belastung der Sozialversicherungen bedürfen einer sorgfältigen Analyse und angemessener Schutzmassnahmen, die in den aktuellen Vorschlägen unzureichend berücksichtigt werden. Artikel 117 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Interessen der Bevölkerung und der Wirtschaft als Aufgabe des Bundes nennt, könnte durch eine ungebremste Zuwanderung, die nicht durch entsprechende Massnahmen flankiert wird, gefährdet werden.

Zudem fehlt in den vorgeschlagenen Ergebnissen eine klare Regelung zur dynamischen Rechtsübernahme im Bereich der Dienstleistungsfreiheit, die eine angemessene Mitsprache der Schweiz vorsieht. Ohne solche Mechanismen besteht die Gefahr, dass die Schweiz auf EU-Recht in diesem sensiblen Bereich verzichten muss, ohne Einfluss auf dessen Ausgestaltung zu haben. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Gleichbehandlung und der fairen Verteilung von Rechten und Pflichten in internationalen Abkommen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne Mitsprachemöglichkeit ist eine unzumässige Bürde.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz in diesen Verhandlungen ihre Souveränität wahrt und darauf achtet, dass ihre nationalen Interessen und die Interessen ihrer Bevölkerung und Wirtschaft nicht kompromittiert werden. Die vorgeschlagenen Ergebnisse bergen das Risiko, die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU zu degradieren, ohne die entsprechenden Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu gewähren. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher geboten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der vereinbarten Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, welche einer kritischen und skeptischen Prüfung unterzogen werden müssen. Es ist von fundamentaler Bedeutung, dass die Souveränität und die demokratischen Grundfesten unseres Landes gewahrt bleiben. Die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem konzipiert ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung dieser Prinzipien.

Zunächst ist die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne eine vorhergehende und eingehende Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen, höchst problematisch. Gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Die vorgeschlagene Mechanik scheint jedoch darauf abzuzielen, die Rolle des Parlaments zu deklassieren und die verbindliche Wirkung von EU-Recht zu stärken, womit die legislative Souveränität unseres Landes untergraben würde. Artikel 139 BV, welcher die Verfassungsgebung regelt, wird ebenfalls tangiert. Eine automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Verfassungsänderungen oder Interpretationen ohne die notwendige demokratische Legitimation und die breite Zustimmung der Bevölkerung erfolgen. Dies steht im Widerspruch zum Wesen einer direkten Demokratie, in der das Volk die oberste Gewalt darstellt.

Die Unklarheit bezüglich des Anwendungsbereichs und der Bindungswirkung von EU-Recht ist alarmierend. Es muss explizit geklärt werden, in welchem Umfang und unter welchen Bedingungen Rechtsakte der EU für die Schweiz bindend sein werden. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz durch eine vage Formulierung in eine rechtliche Abhängigkeit gerät, die es ihr unmöglich macht, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu erlassen. Dies könnte insbesondere in Bereichen relevant sein, die die Grundrechte betreffen. Artikel 31 BV garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht könnte diese Freiheit einschränken, wenn sie nicht mit schweizerischen Verhältnissen vereinbar ist.

Des Weiteren bereitet die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) grosse Sorgen. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH in Angelegenheiten, die unter die vereinbarten Abkommen fallen, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Souveränität dar. Gemäss Artikel 188a BV sind die Gerichte und Behörden der Schweiz an die Bundesverfassung gebunden. Wenn jedoch Urteile des EuGH in der Schweiz direkt oder indirekt bindende Wirkung entfalten, wird die Kompetenz unserer eigenen Gerichte zur Auslegung und Anwendung des Rechts geschmälert. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der Gewaltenteilung, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Die Möglichkeit, dass EU-Recht durch den EuGH so interpretiert wird, dass es unseren verfassungsmässigen Werten zuwiderläuft, darf nicht unterschätzt werden.

Die vorgeschlagene Regelung der Streitbeilegung wirft ebenfalls Fragen auf. Wenn in Streitfällen, die sich aus den Abkommen ergeben, das Recht der EU oder die Auslegung durch den EuGH massgeblich sein soll, dann bedeutet dies eine erhebliche Schwächung der schweizerischen Souveränität im Bereich der Justiz. Unsere nationalen Gerichte, einschliesslich des Bundesgerichts, wären in ihrer Entscheidungsfindung eingeschränkt. Artikel 190 BV legt fest, dass die Bundesgesetze und das Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Wenn jedoch EU-Recht und die Auslegung des EuGH als übergeordnete Normen fungieren, könnte dies zu einem Konflikt mit diesem Artikel führen, insbesondere wenn die Anwendung des EU-Rechts im Widerspruch zu einem Bundesgesetz steht, das ebenfalls unter Artikel 190 BV fällt.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Fähigkeit behält, eigenständig Gesetze zu erlassen, die den nationalen Interessen und Werten dienen. Die geforderte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine Rechtsordnung hineingezogen wird, die nicht ihren eigenen demokratischen Traditionen und verfassungsrechtlichen Garantien entspricht. Dies betrifft auch die Kernbereiche unserer Staatlichkeit. Artikel 1 der Bundesverfassung definiert die Schweiz als souveränen Staat. Eine zu starke Angleichung an die EU-Rechtsordnung könnte diese Souveränität de facto aushöhlen.

Die finanzielle Komponente, die mit der Übernahme von EU-Recht oft einhergeht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Es muss klar dargelegt werden, welche finanziellen Verpflichtungen mit der Umsetzung der Abkommen verbunden sind und wie diese die schweizerischen Steuerzahler belasten werden. Ohne diese Transparenz ist eine fundierte Beurteilung unmöglich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuelle Ausgestaltung der Umsetzung der Abkommen mit der EU erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität, der Gewaltenteilung, der richterlichen Unabhängigkeit und der direkten Demokratie aufwirft. Es bedarf einer deutlich robusteren Verankerung des Primats des schweizerischen Rechts und der Verfassung, um sicherzustellen, dass die Schweiz auch in Zukunft ein eigenständiger und souveräner Staat bleibt. Die bestehenden Formulierungen sind unzureichend und bergen die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Rechtsordnung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und den damit verbundenen Zuwanderungsregelungen gibt Anlass zu tiefgreifenden und fundamentalen Bedenken, die auf einer kritischen Prüfung der vorgeschlagenen Massnahmen und ihrer Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität, die innere Sicherheit und die Sozialwerke beruhen.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive und inakzeptable Ausweitung dar, die in klarem Widerspruch zur Bundesverfassung, insbesondere Art. 121a BV, steht. Dieser Verfassungsartikel verankert den expliziten Auftrag des Souveräns, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die vorgeschlagenen Änderungen untergraben diesen Grundsatz fundamental und verschieben die Hoheit über die Zuwanderung von der Schweizer Bevölkerung und ihren gewählten Vertretern hin zu Brüssel.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, welches bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre gewährt wird. Diese neu geschaffene „Niederlassung C PLUS“ ist in ihrer praktischen Unentziehbarkeit, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ein gravierender Angriff auf die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Konsequenzen dieser Entwicklung sind nicht absehbar und drohen die Belastungen für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden ins Unermessliche zu steigern.

Es ist offensichtlich, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme bewirken. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein unkündbares Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten für diesen unkontrollierten Zustrom tragen ausschliesslich die Schweizer Gesellschaft. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, geht weit über das für ein Nicht-EU-Land Übliche hinaus und ist ein weiterer Katalysator für unkontrollierbare Zuwanderung und explodierende Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“, wie sie im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Trugbild, als ein von der EU zur Beruhigung eingesetztes Placebo. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch den Versuch unternehmen, diese Klausel anzurufen, droht ihr die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Hierbei handelt es sich nicht um einen Schutzmechanismus, sondern um eine klare Erpressungsgrundlage, die unsere Souveränität weiter aushöhlt.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten „Integrationsmethode“ ist die gravierendste Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden bedingungslos und ohne jegliche nationale Mitbestimmung in unser Rechtssystem integriert. Das Schweizer Parlament und das Volk würden faktisch entmachtet und hätten kein Mitspracherecht mehr.

Die angepassten Bestimmungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere der neue Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich. Dies verstösst klar gegen den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist nichts anderes als ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der Schweizer Steuerzahler muss zudem über einen neuen Zahlungsrahmen (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und einen spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Art. 25f Abs. 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten.

Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit eine sukzessive und schleichende Kapitulation vor den Vorgaben der EU darstellen. Sie untergraben die grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung, gefährden unsere innere Sicherheit, belasten unsere Sozialwerke und führen zu einer unwiederbringlichen Aushöhlung unserer Souveränität. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind daher abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union wirft gravierende Bedenken auf und ist aus unserer Sicht entschieden abzulehnen. Insbesondere die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen erheblichen Souveränitätsverlust dar und entzieht den demokratischen Institutionen der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel. Dies hat zur Folge, dass die Schweiz de facto zu einer Art Zwangsabgabe verpflichtet wird, ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten.

Der zunächst anmutende Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten „rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung“ als reine Lockvogelkalkulation. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, auf die Höhe der finanziellen Belastungen Einfluss zu nehmen oder gar „Nein“ zu sagen. Stattdessen wird sie gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen bedingungslos zu begleichen.

Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin degradiert, die keinerlei Stimmrecht oder Entscheidungsgewalt besitzt. Während unsere Zahlungen verbindlich und unumgänglich werden, existiert keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die tatsächliche Beseitigung von Handelshindernissen. Wir bezahlen faktisch für eine institutionelle Anbindung, die primär zu Lasten unserer Souveränität geht und kaum greifbare, vorteilhafte Gegenleistungen verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist mehr als nur eine formale Anpassung. Es handelt sich hierbei um die gesetzgeberische Verankerung einer permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung. Dieses Gesetz entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag und zementiert die freiwilligen Zahlungen in eine dauerhafte finanzielle Last. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und beschneidet die Möglichkeit, eigenverantwortlich über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden. Anstelle einer autonomen politischen Entscheidung steht nur noch die reine Vollzugsmassnahme einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), genauer in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist keine triviale technische Formalität. Sie signalisiert vielmehr die tiefe Verankerung dieser Abgaben an die EU in der Schweizer Rechtsordnung und klassifiziert sie als einen normalen und dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Dies unterstreicht die Bedenken hinsichtlich des Souveränitätsverlusts und der Aushöhlung demokratischer Entscheidungsprozesse.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b ist zutiefst irreführend und geradezu manipulativ. Der renommierte und positiv besetzte „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch höchst heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU auf einer gesetzlichen Ebene zu legitimieren. Diese Vermischung zweier politisch und inhaltlich gänzlich unterschiedlicher Bereiche ist inakzeptabel und zeugt von einer unlauteren Argumentation.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Regelung zu den finanziellen Beiträgen nicht nur die Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigt, sondern auch die demokratische Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern untergräbt. Die Mechanismen zur Neuberechnung der Beiträge bergen das Risiko einer unkontrollierbaren Kostensteigerung, während die Schweiz im Gegenzug keine substanziellen Vorteile oder garantierte Marktzugänge erhält. Die Gesetzesänderungen, insbesondere die Schaffung des KoBG und dessen Verankerung im BöB, sind darauf ausgelegt, diese neuen Verpflichtungen dauerhaft und unwiderruflich zu etablieren. Der vorgeschlagene Beitrag stellt somit eine einseitige finanzielle Belastung für die Schweiz dar und widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Autonomie und der parlamentarischen Budgethoheit. Wir lehnen diese Regelung in ihrer vorliegenden Form entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Strom, insbesondere im Kontext einer möglichen institutionellen Einbindung in die Europäische Union, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Versorgungssicherheit und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz. Es ist alarmierend zu beobachten, wie mit der vorgeschlagenen Reform Kernprinzipien unserer nationalen Energiepolitik und unseres föderalen Systems schleichend ausgehebelt werden sollen.

Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten zu tragen hat, jedoch keine effektiven Mitentscheidungsrechte mehr besitzen wird. Die Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz, eine kritische Infrastruktur von nationaler Bedeutung, werden zunehmend in Brüssel gefällt, losgelöst von den spezifischen Bedürfnissen und Gegebenheiten der Schweiz. Dies stellt eine gravierende Aufgabe unserer Energiesouveränität dar und untergräbt das Prinzip der nationalen Selbstbestimmung in einem Sektor, der für das Funktionieren unseres Landes unerlässlich ist. Die Energieautonomie, die bisher ein Eckpfeiler unserer Politik war, wird geopfert zugunsten einer untergeordneten Rolle in einem übernationalen System.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird sich grundlegend und negativ verändern. Von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde, die auf die Bedürfnisse unseres Landes zugeschnitten ist, droht sie zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke zu

degenerieren. Die Umsetzung von undemokratisch legitimierten Vorschriften aus Brüssel durch die ElCom widerspricht fundamental unserem rechtsstaatlichen Prinzip der demokratischen Legitimation. Es ist das absehbare Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Anforderungen der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung, die bisher die Versorgungssicherheit und die Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft in den Vordergrund gestellt hat.

Besonders beunruhigend sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für das bewährte System der Wasserzinsen dar. Dieses System, das den Bergkantonen, welche die Ressourcen für die gesamte Schweiz bereitstellen, zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Der Wegfall dieser Einnahmen würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone schwächen und die dezentrale Wertschöpfung im Energiebereich gefährden.

Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung massiv geschwächt. Das traditionelle Einspeisevorrecht für die wichtigen Gemeindekraftwerke, das die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkt, würde durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies diskriminiert bewusst kleine und mittlere Energieproduzenten und begünstigt grosse, übernationale Konzerne, was im Widerspruch zu den Prinzipien der Subsidiarität und der Stärkung lokaler Wirtschaftsstrukturen steht.

Die nationale Versorgungssicherheit wird durch die vollständige Marktliberalisierung dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise Wasserreserven, die in der Vergangenheit entscheidend zur Sicherung der Versorgung waren, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer im Falle von Engpässen oder Krisen die Verantwortung für die Stromversorgung der Schweiz übernehmen wird. Weder der Markt noch die EU scheinen hier eine klare und verlässliche Verantwortung zu tragen. Dieses Spiel mit dem Feuer, die Aufgabe der nationalen Kontrolle über ein so sensibles Gut wie die Energieversorgung, ist höchst bedenklich.

Die vollständige Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer Strompreise für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) und private Haushalte. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht mehr abdeckt, werden voraussichtlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue StromVG führt somit zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Es untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19).

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls besorgniserregend. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure auf Kosten einer vielfältigen und resilienten Energieinfrastruktur.

Darüber hinaus schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen verlangsamen und die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell klimaschädlichen fossilen Energieträgern machen.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch nachhaltig beschädigt.

Schliesslich ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne zwingenden Grund den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Energiesouveränität der Schweiz untergraben und die Versorgungssicherheit gefährden, sondern auch die föderale Struktur unseres Landes schwächen und zu unkalkulierbaren wirtschaftlichen Belastungen für KMU und Haushalte führen werden. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Landverkehr

Das vorliegende Abkommen im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres integrierten öffentlichen Verkehrssystems und muss aus einer kritischen Perspektive beleuchtet werden. Insbesondere die im Entwurf vorgesehenen Regelungen zur Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Interessen und der Autonomie in der Gestaltung unseres Service public auf.

Die angedachte Öffnung des Marktes für die Kabotage im Eisenbahngesetz, konkretisiert in Artikel 40ater EBG, stellt eine direkte Bedrohung für den bestehenden Service public dar. Dieses Prinzip erlaubt es ausländischen Eisenbahnunternehmen, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die Gefahr liegt auf der Hand: Es ist zu erwarten, dass diese Akteure sich auf die lukrativsten Hauptverkehrsachsen konzentrieren und eine selektive "Rosinenpickerei" betreiben werden. Dies würde unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere national konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essentielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten, finanziell und operativ geschwächt werden. Die Verpflichtung zur Erbringung einer flächendeckenden Leistung, die die SBB und andere Unternehmen im öffentlichen Interesse erbringen, würde durch diese neue Konkurrenzsituation massiv erschwert und könnte die Qualität sowie den Umfang des Angebots für die gesamte Bevölkerung beeinträchtigen. Die finanziellen Grundlagen für die Aufrechterhaltung eines für alle zugänglichen Schienennetzes würden somit ausgehöhlt.

Des Weiteren sind die im Abkommen vorgesehenen Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, äusserst bedenklich. Diese Bestimmung verpflichtet die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen von Verkehrsleistungen völkerrechtliche Vorgaben, also EU-Recht, zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung und Vergabe von öffentlichen Verkehrsleistungen empfindlich ein. Anstatt die Möglichkeit zu haben, Ausschreibungen primär nach den besten Kriterien für die Schweiz und ihre Bevölkerung auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr, dass suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler der Vorzug gegeben wird, nur um den EU-rechtlichen Vorgaben Genüge zu tun. Die Möglichkeit, spezifisch auf die Bedürfnisse und Prioritäten der Schweiz zugeschnittene Verkehrsangebote zu schaffen, wird somit stark eingeschränkt.

Die vom Bundesrat als Schutzmechanismus angepriesene "Gemeinsame Erklärung" im Zusammenhang mit dem EU-Beihilferecht ist aus einer kritischen Perspektive als rechtlich unzureichend einzustufen. Diese Erklärung, so sie denn überhaupt eine verbindliche Wirkung entfalten kann, bietet keinen ausreichenden Schutz vor der dynamischen Natur des EU-Rechts. Die Schweiz müsste zukünftige Änderungen des EU-Rechts im Bereich der Beihilfen automatisch und ohne Mitspracherecht übernehmen. Dies bedeutet, dass bewährte und für den Schweizer Service public essenzielle Subventionen, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die Erneuerung von Rollmaterial, jederzeit als unzulässig eingestuft werden könnten. Die Befürchtung ist gross, dass dies zu einer grundlegenden Umstrukturierung und potenziellen Einschränkung unseres bestehenden Modells führen würde, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, diese Entwicklungen zu beeinflussen. Die Sorge, dass die nationale Steuerungskompetenz im Bereich des öffentlichen

Verkehrs schleichend ausgehöhlt wird, ist somit berechtigt.

Die fortlaufende Übernahme von EU-Regulierungen, wie beispielsweise im Falle des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), impliziert eine schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass zentrale EU-Stellen künftig über Regulierungen entscheiden könnten, die direkt unsere nationale Infrastruktur betreffen. Dies reduziert die Möglichkeit der Schweiz, die Entwicklung und Instandhaltung ihrer Infrastruktur entsprechend den eigenen strategischen Zielen und Bedürfnissen zu gestalten. Die Verlagerung von Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen von Bern nach Brüssel ist in diesem Kontext keine rein technische Anpassung, sondern eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität in einem strategisch wichtigen Sektor.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die im Bereich Landverkehr vorgesehenen Regelungen eine ernsthafte Gefährdung des Schweizer Service public darstellen. Die Kabotage öffnet Tür und Tor für eine unfaire Konkurrenz, die sich auf die profitabelsten Strecken konzentriert und die finanzielle Basis für die Erbringung einer flächendeckenden Leistung untergräbt. Die Einschränkung der nationalen Hoheit bei der Vergabe von Verkehrsleistungen und die unklare rechtliche Situation bezüglich des EU-Beihilferechts verstärken diese Bedenken. Die Schweiz muss die Kontrolle über ihr eigenes Bahnverkehrssystem und die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs behalten, um die Qualität und die Zugänglichkeit für ihre Bürger langfristig zu gewährleisten. Das vorliegende Abkommen birgt erhebliche Risiken, die sorgfältig abgewogen werden müssen, um irreversible negative Folgen für unseren Service public zu vermeiden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit im Rahmen der bilateralen Verträge mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Bedrohung für die Schweiz dar und sind aus unserer Sicht entschieden abzulehnen. Unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» wird nicht lediglich eine Harmonisierung angestrebt, sondern eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das expansive EU-Regelwerk, insbesondere die Strategie «Vom Hof auf den Tisch». Dies birgt erhebliche Risiken für unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die über Jahrzehnte sorgfältig aufgebaut wurde und einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt, ist durch diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv in Gefahr. Die zwangsläufige Folge einer Übernahme von EU-Vorschriften, die häufig auf industrielle Massenproduktion und geringere Qualitätsanforderungen ausgerichtet sind, wird ein spürbarer Qualitätsverlust sein. Das renommierte Label «Made in Switzerland» wird dadurch de facto entwertet, wenn die hierzulande hergestellten Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden müssen wie jene aus der EU. Dies untergräbt die Grundlage unseres Erfolgs und unserer Identität.

Besonders alarmierend ist die sogenannte «Guillotineklausel», die dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Ablehnung oder gar eine spätere Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk in Frage stellen würde. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die der Schweiz jede souveräne Möglichkeit zur eigenständigen Entscheidung nimmt und sie in eine politische Geiselhaft der EU zwingt.

Die geplante Einführung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen beispiellosen und massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was dem Prinzip der Selbstbestimmung fundamental widerspricht.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere landwirtschaftlichen Produzenten und Lebensmittelbetriebe hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine, die beispielsweise an einem

traditionellen Schwingfest Verpflegung anbieten, müssten zukünftig komplexe und für ihre Grösse und Struktur unpassende EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird unweigerlich lokale Traditionen zerstören und wirtschaftliche Existenzen vernichten.

Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch diese Übernahme von EU-Regelungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, zu akzeptieren, obwohl der Schweizer Souverän sich wiederholt dagegen ausgesprochen hat. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens.

Die von der EU geforderte Totalrevision des Schweizer Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten dar. Durch die Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter die EU-Regulierung droht eine erstickende Bürokratie und ein Verlust unserer bisherigen hohen Standards. Dies widerspricht dem Grundgedanken des LMG, welcher den Schutz von Mensch und Tier beim Umgang mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen bezweckt. Die neuen Bestimmungen, wie sie im Entwurf zur Totalrevision des LMG dargelegt werden, würden diesem Schutz schaden, anstatt ihn zu fördern.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) unter den Artikeln 15a und 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften im Bereich des Transports und der Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die erneute Hervorhebung der Totalrevision des LMG als Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht ist von grösster Bedeutung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist nicht nur ein Angriff auf unsere kulinarische Identität, sondern auch auf unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird dadurch umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und damit die Ernährungssicherheit der Schweiz direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert somit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere wertvollen Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien, die auf die spezifischen alpinen und lokalen Gegebenheiten zugeschnitten sind, müssen wir uns künftig an die oft langsameren und unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet sowohl unsere Landwirtschaft als auch die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese «Harmonisierung» ein verdeckter Akt der

Unterwerfung ist, der die Schweizer Eigenständigkeit, unsere hohen Standards und die Lebensgrundlagen unserer Bauern massiv gefährdet. Wir fordern daher eine klare Ablehnung dieser Vorlage.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union sind aus unserer Sicht nicht nur unzureichend, sondern auch strategisch fragwürdig und bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Arbeitsmarkt. Die behaupteten Schutzmassnahmen erscheinen in erster Linie kosmetischer Natur und sind nicht geeignet, dem massiven Lohndruck entgegenzuwirken, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit mit der EU unvermeidlich entsteht. Wir befürchten eine schleichende und flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, die das Rückgrat unserer Gesellschaft bilden.

Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu verfeinern, werden wir Zeugen einer Aufweichung und einer Anpassung an niedere EU-Standards. Die neuen Regelungen sind vor allem bürokratischer Natur, ohne jedoch die Effektivität der bisherigen flankierenden Massnahmen auch nur ansatzweise zu erreichen. Diese Entwicklung dient primär ausländischen Unternehmen, die offensichtlich bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben und die Schweiz als kostengünstigen Standort auszunutzen.

Besorgniserregend ist die geschwächte Position der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu eingeführten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies hat unweigerlich weniger effektive Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen zur Folge. Die Erfahrung lehrt uns, dass eine schwächere Aufsicht Tür und Tor für Missbrauch öffnet.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Dieses neue Regelwerk schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Vielmehr wird die Vertretung von Arbeitnehmerinteressen durch eine übermässige Regulierung erschwert, was dem Prinzip der Sozialpartnerschaft zuwiderläuft.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung, die unsere Souveränität in dieser Angelegenheit weiter schwächt. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies untergräbt unsere Fähigkeit, eigenständige Beschaffungsentscheidungen zu treffen und fördert eine Abhängigkeit, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft.

Die Einführung des speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU, die auf eine schlanke und agile Personalpolitik angewiesen sind, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von

Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil des Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Modifikation unseres bewährten Systems der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies würde die Grundlage unseres fairen Arbeitsmarktes gefährden.

Nicht zuletzt ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende juristische Überprüfung in unserem Rechtssystem stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide, deren Rechtsgrundlagen und Verfahren wir nicht immer beurteilen können, ohne entsprechende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden. Dies ist ein gefährlicher Präzedenzfall und ein unhaltbarer Eingriff in unsere rechtsstaatlichen Prinzipien.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine Rückschritt für den Lohnschutz und die schweizerische Souveränität darstellen. Sie bieten keinen wirksamen Schutz vor Lohndumping, sondern schwächen bestehende Instrumente und öffnen die Tür für Missbrauch. Wir lehnen diese Vorlage in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Überarbeitung, die den Schutz des Schweizer Arbeitsmarktes und die Souveränität unseres Landes in den Vordergrund stellt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Erosion der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die Überführung der nationalen Subventionspraxis unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist nicht nur ein fundamentaler Eingriff in unsere bewährte Wirtschafts- und Rechtsordnung, sondern birgt auch erhebliche Risiken für die Eigenständigkeit und die demokratische Legitimation politischer Entscheidungen auf allen Ebenen.

Die heutige Praxis, wonach Subventionen als politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen demokratisch legitimiert und eingesetzt werden, wird durch die neuen Regelungen faktisch abgeschafft. Diese dezentrale, auf lokale und regionale Bedürfnisse zugeschnittene Förderpolitik, die beispielsweise den Regionalverkehr, die Kantonalbanken, die Kultur oder die lokale KMU-Förderung umfasst, soll einem rigiden und undifferenzierten EU-Regelwerk unterworfen werden. Dies bedeutet eine erhebliche Einschränkung der autonomen Gestaltungsmöglichkeiten der demokratischen Institutionen, welche die Bedürfnisse ihrer Bevölkerung am besten kennen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt dass die Kantone eigenständig über die für sie und ihre Bürgerinnen und Bürger relevanten wirtschaftsförderischen Massnahmen entscheiden können, unterliegen diese künftig einer zentralen, von der EU vorgegebenen Kontrollinstanz. Die Idee, dass kantonale Beschlüsse zur lokalen Wirtschaftsförderung von einer übergeordneten Behörde in Bern abgesegnet werden müssen, welche primär die Konformität mit dem EU-Recht sicherstellt, ist ein direkter Angriff auf die Grundprinzipien unseres föderalen Systems.

Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue, zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die faktisch als verlängerter Arm der EU-Kommission agiert. Gemäss Artikel 3 BHÜG wird eine Beihilfekammer etabliert, deren primäre Aufgabe darin bestehen wird, die Einhaltung des EU-Beihilferechts zu überwachen. Dies entzieht der nationalen Politik die Steuerungshoheit über wichtige wirtschaftliche Instrumente und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Die Souveränität wird ausgehebelt, indem Beihilfen künftig der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden müssen, was eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU institutionell verankert.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, wo

viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Dies gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz in Kernbereichen unserer Infrastruktur und könnte die Sicherstellung des Service public in Frage stellen.

Die Schaffung einer Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie sie die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) vorsieht, führt zur Entstehung einer "Superbehörde". Diese Institution, deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, ist einer ungenügenden demokratischen Kontrolle unterworfen. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde verstösst gegen die Grundsätze der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. b bis) ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, wodurch kantonale Souveränität ausgehebelt und föderalistische Strukturen geschwächt werden. Demokratisch gefällte Subventionsentscheide der Kantone können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die kritische Stimme des Preisüberwachers zu eliminieren.

Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Massnahmen eine systematische Untergrabung unserer Rechtsordnung, unseres Föderalismus und unserer Souveränität dar. Die Übertragung von entscheidenden Kontrollkompetenzen im Bereich staatliche Beihilfen an eine EU-konforme Behörde gefährdet die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen wirtschaftlichen und sozialen Interessen eigenständig zu vertreten. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Alexandra Gschwend (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Gschwend · 0764588221 · lexi83@hotmail.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung, da sie erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz bergen. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, werfen fundamentale Fragen hinsichtlich der Handlungsfähigkeit des Schweizerischen Bundesstaates und der Einhaltung unserer Verfassung auf.

Es besteht die ernsthafte Besorgnis, dass die angestrebte Übernahme von sogenanntem "fortschreitendem EU-Recht" eine schleichende Aushöhlung unserer direktdemokratischen Prinzipien darstellt. Artikel 1 der Bundesverfassung verankert die Souveränität des Schweizer Volkes und des Kantons. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde bedeuten, dass unsere Gesetzgebung nicht mehr primär durch unsere eigenen demokratischen Prozesse, sondern durch externe, nicht von uns gewählte Institutionen bestimmt würde. Dies steht im direkten Widerspruch zu Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Freiheit, der Demokratie und der Menschenwürde als oberstes Ziel nennt.

Die angeblich notwendige Übernahme von EU-Recht, um den Zugang zum Binnenmarkt zu sichern, darf nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre eigene Rechtsordnung opfert. Die Bedeutung des Geltungsbereichs und der Durchsetzung von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen thematisiert wird, ist besonders bedenklich. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) als oberste juristische Instanz der EU würde potenziell die Auslegung und Anwendung schweizerischer Gesetze beeinflussen, was zu einem Verlust der nationalen Rechtshoheit führen könnte. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe b der Bundesverfassung, der dem Bundesrat die Pflicht zur Wahrung der Interessen der Eidgenossenschaft und zur Förderung ihres Wohls auferlegt, wird durch die mangelnde Autonomie in der Rechtssetzung stark gefährdet.

Des Weiteren muss die finanzielle Dimension solcher Abkommen kritisch hinterfragt werden. Die Verpflichtung zur Beteiligung an EU-Programmen oder zur Zahlung von Beiträgen muss transparent dargelegt und ihre Auswirkungen auf den Schweizer Haushalt umfassend analysiert werden. Ohne eine klare Regelung und eine explizite Zustimmung des Parlaments und potenziell des Volkes, wie sie Artikel 166 Absatz 2 der Bundesverfassung vorsieht, sind solche finanziellen Verpflichtungen nicht tragbar. Die Ergebnisse der Verhandlungen müssen daher einer eingehenden und kritischen parlamentarischen wie auch öffentlichen Debatte unterzogen werden, bevor über eine allfällige Annahme entschieden werden kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit eine reibungslose und rechtskonforme Umsetzung der EU-Bestimmungen im Inland gewährleistet werden kann, insbesondere angesichts der Komplexität und des Umfangs der zu adaptierenden Rechtsakte.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der potenziellen Aushöhlung schweizerischer Souveränitätsrechte. Gemäss Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz berechtigt, ihre Angelegenheiten selbstständig zu regeln. Die unkritische Übernahme von EU-Recht könnte diese Autonomie empfindlich beeinträchtigen und die Handlungsfreiheit des Schweizer Gesetzgebers einschränken. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation, da das Volk nicht direkt über die Übernahme dieser Bestimmungen entscheiden kann, sondern diese indirekt über die Exekutive in die nationale Rechtsordnung einfliessen würden.

Darüber hinaus stellen sich Fragen bezüglich der praktischen Durchsetzbarkeit und der Kosten der inländischen Umsetzung. Die Anpassung bestehender Gesetze und Verordnungen sowie die Schaffung neuer administrativer Strukturen erfordern beträchtliche Ressourcen, sowohl personell als auch finanziell. Es ist zu befürchten, dass diese Kosten in erster Linie von der Schweizer Bevölkerung getragen werden müssen, ohne dass eine entsprechende Gegenleistung in Form von wirtschaftlichen Vorteilen garantiert ist. Gemäss Artikel 173 Absatz 2 BV obliegt es dem Parlament, die Oberaufsicht über die Verwaltung auszuüben. Diese Aufsichtspflicht wird erschwert, wenn die Umsetzung von extern vorgegebenen Rechtsnormen erfolgt, deren Sinn und Zweck nicht immer transparent und nachvollziehbar sind.

Die fehlende Möglichkeit zur Mitsprache und zur Einflussnahme auf die Gestaltung der EU-Rechtsakte verschärft diese Bedenken zusätzlich. Die Schweiz ist gezwungen, die von der EU beschlossenen Regelungen zu übernehmen, ohne die Möglichkeit zu haben, auf deren Inhalt Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie, wonach das Volk in wesentlichen Fragen die letzte Entscheidungsgewalt haben sollte. Es ist zu befürchten, dass die inländische Umsetzung lediglich eine faktische Übernahme darstellt, die der nationalen Rechtsordnung übergestülpt wird. Die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die Akzeptanz der Massnahmen in der Bevölkerung sind nicht zu unterschätzen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt in Wahrheit ein umfassendes Integrationsprojekt dar, das weit über die Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht. Sie bedeutet die faktische Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht die hohen Produktionsstandards, die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten erheblich.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist fundamental in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland". Wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, verlieren unsere Produzenten einen wichtigen Wettbewerbsvorteil. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Dies wird eine Welle der Bürokratie auslösen, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger treffen wird und viele zur Aufgabe zwingen könnte.

Eine beispiellose Gefahr stellt die sprichwörtliche "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des

Weiteren erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen klar widerspricht. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich bedeutet. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, da die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben wird.

Zusammenfassend stellt die vorgeschlagene Regelung einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten, die Konsumenten und unsere Souveränität dar. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie, einem Verlust an hohen Standards und einem Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung bisheriger, freiwilliger und parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Diese Entwicklung bedroht das wichtige politische Druckmittel der Schweiz und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein bloßes Lockangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die diktierten Beträge zu entrichten. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die erhebliche finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne garantierte Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Stattdessen wird eine institutionelle Anbindung geschaffen, die primär die Souveränität kostet.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein strategisches Instrument, das die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Gemäß Art. 1 KoBG entsteht ein permanenter Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments aufhebt. Anstelle souveräner Entscheidungen über die Verwendung von Steuergeldern tritt die bloße Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des Unionsbürgerrechts und damit einhergehende massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines quasi unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, eine "Niederlassung C PLUS", auch bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, stellt eine inakzeptable Bedrohung für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Die daraus resultierende massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, insbesondere durch den beispiellos ausgeweiteten Familiennachzug, bei dem neben Partnern und Kindern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können, wird unkalkulierbare Kostenfolgen für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden nach sich ziehen.

Die angebliche "Schutzklausel" im Vertragspaket ist augenscheinlich eine reine Farce. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was ihre Natur als Erpressungs- und nicht als Schutzklausel unterstreicht. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeder Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Neufassung von Artikel 41c AIG werden die Ansprüche von EU-Bürgern auf Sozialhilfe faktisch ausweiten und einen Ausschluss von der Sozialhilfe selbst bei anhaltender Abhängigkeit erschweren. Dies steht im direkten Widerspruch zum Verfassungsauftrag gemäss Art. 121a BV. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist ein Placebo, da sie zwar Indikatoren definiert, die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen überlässt und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Die damit verbundene Aufgabe der nationalen Regulierungskompetenz ist besorgniserregend.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein klares Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schaffung eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden bestätigt die finanziellen Belastungen für den Schweizer Steuerzahler. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger ein.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in das Bundesgesetz über die Dienstleistungsproduzenten (BGDP, Art. 2 Abs. 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, Art. 37 Abs. 4) ersetzt die schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Aufrechterhaltung unserer hohen Qualitätsstandards im Gesundheitswesen. Die Aufgabe der nationalen Kontrollhoheit ist in diesen sensiblen Bereichen nicht hinnehmbar. Die gesamte Vorlage ist eine unannehmbare Kapitulation vor der EU und eine Missachtung des Schweizer Souveränitätsprinzips.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit höchst fragwürdig und erscheinen eher als kosmetische Anpassungen denn als substanzielle Stärkung. Es ist offensichtlich, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit einen enormen Druck auf das Schweizer Lohnniveau ausübt, der durch die vorliegenden Vorschläge keineswegs kompensiert wird. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion der Löhne, die insbesondere Arbeitnehmende in mittleren und unteren Einkommenssegmenten hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und über Jahre hinweg wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an die weniger robusten EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischeren Regelungen sind in ihrer Durchsetzung schwächer als die bisherigen flankierenden Massnahmen und begünstigen damit vor allem ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen.

Die Kontrollmechanismen werden de facto geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) lähmt, ohne jedoch das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Darüber hinaus stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die bewährte Praxis der eigenständigen Wirtschaftsförderung dar. Die heutige, auf politischen Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden basierende Förderungspraxis, welche demokratisch legitimiert ist und gezielt lokale Bedürfnisse adressiert, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone wird durch die Einführung eines neuen Systems zur Überwachung staatlicher Beihilfen massiv untergraben. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine sogenannte „Superbehörde“, die als verlängerter Arm der EU agieren und deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen werden. Dies widerspricht fundamental unserer föderalistischen Ordnung. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, deren souveräne Entscheide von einer zentralen Behörde in Bern überprüft und gekippt werden können. Die Änderung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ist hierbei besonders stossend: Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und ihre demokratische Autonomie aufhebt. Eine solche abstrakte Normenkontrolle vor dem Bundesgericht (Art. 98a BGG) ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Hoheit.

Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Schaffung des BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht wird. Insgesamt handelt es sich um eine schleichende Entmachtung der Schweiz in wirtschafts- und verkehrspolitisch zentralen Bereichen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, sind aus nationaler Perspektive höchst bedenklich und stellen eine ernsthafte Gefährdung des Service public dar. Die Einführung der Kabotage, wie sie durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht wird, eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Bahnstrecken zu bedienen. Dieses Vorgehen läuft auf eine reine "Rosinenpickerei" hinaus, bei der rentable Hauptstrecken von ausländischen Firmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Erbringung öffentlicher Verkehrsleistungen, die seit jeher das Rückgrat des schweizerischen Transportsystems bilden.

Darüber hinaus droht die Anwendung des EU-Beihilferechts, bewährte Subventionspraktiken für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen. Dies würde die Qualität und das Angebot, welches den Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung steht, direkt und negativ beeinflussen. Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich nicht bindendes Dokument, das keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts bietet, welches die Schweiz sodann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Diese Erklärung stellt somit lediglich eine Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhält.

Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise in Bezug auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert nationale Steuerungs- und Regulierungskompetenzen zunehmend auf zentrale EU-Stellen. Dies ist eine klare Einschränkung der Souveränität. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) mittels Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies limitiert die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Statt einer optimalen Ausrichtung der Vergabe an den Bedürfnissen der Schweiz müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) stellen eine inakzeptable Preisgabe unserer Energiesouveränität dar und gefährden fundamentale Pfeiler unserer Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie in den neuen Bestimmungen impliziert ist, degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was jeglicher demokratischen Legitimation entbehrt.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Die unreflektierte Umsetzung undemokratisch legitimierter EU-Vorschriften markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung. Dies ist gemäss Art. 22 StromVG und den Verschärfungen der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) eine klare Schwächung unserer nationalen Hoheitsrechte über eine kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE bestätigt diese Unterwerfung unter ein oft unpassendes EU-Regime.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung unserer Infrastruktur leistet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieproduktion wird geschwächt, was die lokale Wertschöpfung und die Energieunabhängigkeit untergräbt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment, das die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes opfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand übernimmt mehr klar die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder der Markt noch die EU. Dies führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und letztlich zu höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die nicht mehr gedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) ist ein deutliches Indiz für diese gefährliche Entwicklung.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage zerstört. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, welche die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört und unsere Energiesicherheit aufs Spiel setzt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im aktuellen Entwurf formuliert ist, wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die implizite oder explizite Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder ihre gewählten Vertreter eine direkte Mitgestaltungsmöglichkeit auf der Ebene der EU-Gesetzgebung besitzen, steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der

Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Annahme einer solchen Regelung würde bedeuten, dass die Schweiz in einem asymmetrischen Verhältnis zur EU stünde, in dem sie die Rechtsfolgen von Gesetzgebungsprozessen tragen müsste, an deren Zustandekommen sie keinen Einfluss hat.

Des Weiteren stellt sich die Frage nach der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Sollten die vorgeschlagenen Regelungen dazu führen, dass Schweizer Gerichte dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) oder anderen EU-Institutionen als primäre oder gar letzte Instanz für die Auslegung von Abkommen unterstellt werden, wäre dies eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit, die ebenfalls durch die Bundesverfassung, insbesondere durch die Prinzipien des Rechtsstaates gemäss Artikel 2 BV, geschützt wird. Eine solche Abhängigkeit würde die Fähigkeit der Schweiz untergraben, ihre eigenen Rechtsprinzipien und verfassungsrechtlichen Vorgaben eigenständig anzuwenden und durchzusetzen.

Die angestrebte „Stabilisierung“ könnte somit faktisch eine schleichende Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Kontrolle bedeuten. Es ist unerlässlich, dass jegliche Form der Annäherung an die EU unter strikter Wahrung der verfassungsmässigen Souveränität und der direktdemokratischen Rechte der Schweizer Bürgerinnen und Bürger erfolgt. Ohne klare Mechanismen zur Sicherung dieser Prinzipien und ohne eine gleichberechtigte Verhandlungsposition gegenüber der EU muss die vorgeschlagene „Stabilisierung“ als riskant und potenziell schädlich für die schweizerische Eigenständigkeit betrachtet werden. Die Folgen für die wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit der Schweiz sind derzeit nicht abschätzbar und bergen erhebliche Risiken.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem Vernehmlassungsverfahren unterbreiteten Vorschläge zur Gesamtabstimmung des bilateralen Pakets mit der Europäischen Union geben zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken Anlass. Eine unkritische Übernahme dieser Vereinbarungen birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der nationalen Rechtsordnung.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Rücksichtnahme auf die spezifischen schweizerischen Verhältnisse widerspricht fundamental dem Geist und dem Buchstaben der Schweizerischen Bundesverfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit (GzPZ) sieht eine Kooperation mit anderen Staaten vor, die jedoch stets die Wahrung der nationalen Interessen und die Einhaltung der schweizerischen Gesetzgebung voraussetzt. Das vorgelegte Paket droht jedoch, eine unselbständige Übernahme von EU-Recht zu erzwingen, was im Widerspruch zu diesem Artikel steht und die schweizerische Rechtssetzungskompetenz untergräbt.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung des Abkommens zu einer faktischen Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) führen könnte. Dies wäre eine Missachtung der in der Bundesverfassung verankerten Souveränität und der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte. Eine solche Entwicklung würde die Möglichkeit der Schweiz, eigene, auf ihre Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu erlassen und anzuwenden, massiv einschränken. Dies steht im Konflikt mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, welches besagt, dass das Volk und die Kantone die obersten Träger der Staatsgewalt sind.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt erscheinen im Lichte der zu erwartenden Souveränitätsverluste und der rechtlichen Unsicherheiten fragwürdig. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht schafft keine Rechtssicherheit, sondern etabliert eine ständige Abhängigkeit von der Willkür und den wechselnden politischen und rechtlichen Entwicklungen in Brüssel. Die wirtschaftlichen und politischen Kosten einer solchen Entwicklung sind nicht zu unterschätzen und könnten die potenziellen Vorteile bei weitem übersteigen. Es bedarf einer kritischen Neubewertung der Prioritäten und einer unmissverständlichen Betonung der schweizerischen

Interessen, um eine weitere Erosion unserer nationalen Autonomie zu verhindern.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: André Bernhard (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: André Bernhard · 0798166967 · andre.be@live.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt zu tiefgreifenden Anlass zur Sorge und steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien der Schweizer Souveränität und Rechtsordnung. Die Beibehaltung der direkten Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Gefahren für die legislative Autonomie unseres Landes. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Die automatische Übernahme von EU-Recht untergräbt diese verfassungsmässige Grundlage massiv und verlagert die Gesetzgebungskompetenz de facto nach Brüssel.

Insbesondere die Frage der institutionellen Kohärenz und der Auslegung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ist kritisch zu beleuchten. Die vorgesehene Rolle des EuGH, wie sie in diversen Abkommen impliziert oder explizit geregelt wird, verletzt Artikel 164a der Bundesverfassung, der festlegt, dass die Rechtsstellung der Schweiz gegenüber der EU durch Bundesgesetz geregelt wird. Die Anerkennung der verbindlichen Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH würde faktisch die Schweizer Gerichte seiner Autorität unterstellen, was mit dem Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität unseres Rechtssystems unvereinbar ist.

Des Weiteren muss die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen kritisch hinterfragt werden. Ohne eine entsprechende Stimmabgabe oder Einflussnahme auf die Mittelverwendung werden Schweizer Steuergelder ohne ausreichende demokratische Kontrolle eingesetzt. Artikel 127 der Bundesverfassung fordert eine effiziente und zweckmässige Verwendung öffentlicher Mittel. Die aktuelle Konstellation lässt Zweifel aufkommen, ob diese Anforderung erfüllt wird, wenn Gelder in Programme fliessen, deren Gestaltungs- und Kontrollmöglichkeiten für die Schweiz stark eingeschränkt sind.

Das Paket birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität, ohne dass die Bevölkerung im Rahmen direktdemokratischer Prozesse ausreichend Einfluss nehmen kann. Die unklare Rechtsgrundlage und die potenziell unüberwindbaren Hürden für die eigenständige Gesetzgebung sowie die finanzielle Belastung ohne adäquate Gegenleistung machen eine generelle Ablehnung dieser Vorschläge aus einer rein schweizerischen Perspektive zwingend erforderlich. Die Sicherung der direkten Demokratie und der nationalen Entscheidungsfindung muss oberste Priorität haben, und die vorliegenden Vorschläge scheinen diesen Grundsatz zu kompromittieren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der demokratischen Prinzipien auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht

ohne entsprechende Mitspracherechte der Schweizer Bevölkerung und des Parlaments ist bedenklich. Gemäß Artikel 1 der Bundesverfassung sind die Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Kantone die souveränen Staaten. Diese Souveränität droht durch eine automatische Rechtsübernahme untergraben zu werden, was im Widerspruch zu diesem fundamentalen Prinzip steht.

Die im Rahmen dieser Vernehmlassung diskutierten Bestimmungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, könnten zu einer schleichenden Entnationalisierung der Gesetzgebung führen. Artikel 5 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Vernehmlassung verlangt, dass die Vernehmlassungsparteien die Möglichkeit erhalten, sich zu den wesentlichen Aspekten eines Vorhabens zu äussern. Die aktuelle Vorgehensweise scheint jedoch darauf abzuzielen, bestehende EU-Rechtsakte faktisch zu übernehmen, anstatt eine genuine nationale Gesetzgebung zu entwickeln, die den schweizerischen Verhältnissen Rechnung trägt. Dies widerspricht dem Geist und Zweck der Vernehmlassung, die eine breite gesellschaftliche Debatte und fundierte Meinungsbildung fördern soll.

Darüber hinaus ist die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung der Verträge und der daraus resultierenden Verpflichtungen kritisch zu betrachten. Es muss gewährleistet sein, dass die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation gewahrt bleiben. Die Möglichkeit, dass durch die fraglichen Abkommen weitreichende Entscheidungen ohne eine ausreichende Kontrolle durch die eidgenössischen Räte getroffen werden könnten, ist inakzeptabel. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung schreibt vor, dass das Parlament über die internationalen Verträge der Eidgenossenschaft zu beraten und zu beschliessen hat. Eine automatische Übernahme von EU-Recht könnte diese wichtige Kontrollfunktion aushebeln und die demokratische Entscheidungsfindung schwächen.

Es ist essenziell, dass die Schweiz ihre eigene Rechtsordnung souverän gestaltet und nicht blindlings EU-Regulierungen übernimmt. Die Konsequenzen für die Wirtschaft, die Sozialwerke und die Freiheiten der Bürgerinnen und Bürger müssen eingehend geprüft und transparente Lösungen gefunden werden, die den nationalen Interessen dienen und die schweizerische Identität wahren. Die aktuelle Ausrichtung erscheint wenig geeignet, diese Ziele zu erreichen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme drückt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich der Lebensmittelsicherheit aus. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" verbirgt sich in Wirklichkeit ein umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die reine Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht. Es zielt auf die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" ab. Dies birgt eine ernsthafte Bedrohung für unsere über Jahrzehnte aufgebauten hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, steht zur Disposition, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen würde. Das Label "Made in Switzerland" würde seine Bedeutung verlieren, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU.

Eine besonders beunruhigende Entwicklung stellt die "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Möglichkeit, dieses schädliche Abkommen zu kündigen, würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des Weiteren ist die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben wie Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was ihre wirtschaftlichen Existenzen

und lokale Traditionen gefährdet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein unannehmbarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, und die Kontrolle über die Tierseuchenbekämpfung geht durch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) verloren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind unserer Ansicht nach unzureichend und dienen lediglich einer oberflächlichen Beruhigung. Sie vermögen den massiven Druck, den die ausgeweitete Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausübt, keineswegs zu kompensieren. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen treffen würde. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir hier eine Aufweichung und eine Anpassung an niedrigere EU-Standards. Die neu konzipierten Regeln sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Effektivität dem bisherigen System der flankierenden Massnahmen unterlegen. Dies begünstigt unweigerlich ausländische Unternehmen, die Lohndumping praktizieren wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks nachhaltig zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, welche unsere Rechtsordnung untergräbt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung der Kohäsionszahlungen stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht im Sinne des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist bedenklich. Dies entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit zur demokratischen Steuerung von milliardenschweren Zahlungen. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, dessen tatsächliche Höhe durch den im Vertrag verankerten, rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus unweigerlich massiv ansteigen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und wird zur Annahme diktierter Forderungen gezwungen.

Diese Entwicklung bedingt, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird. Während unsere Zahlungen rechtlich bindend werden, fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Es handelt sich de facto um die Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität schmälert, ohne greifbare Gegenleistungen zu bieten. Das KoBG dient als gesetzgeberisches Instrument, um diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu etablieren und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Die Ausgestaltung des KoBG, insbesondere die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG, untergräbt die Budgethoheit des Parlaments. Anstelle einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine formale Einbindung; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Anerkennung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Irreführend ist ferner die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind daher aus souveränitätsrechtlicher und demokratischer Sicht entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung unter dem Deckmantel der bilateralen Weiterentwicklung mit der EU ist in ihren Kernpunkten eine kaum verhohlene Kapitulation vor Brüsseler Vorgaben und eine bewusste Missachtung des souveränen Willens des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die vorgeschlagenen Massnahmen untergraben die innere Sicherheit, belasten die Sozialwerke massiv und höhlen unsere direktdemokratischen Rechte aus.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine faktische Erweiterung des Zugangs zur Schweiz dar, die mit dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung in klarem Widerspruch steht. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf statt zehn Jahren – eine Art „Niederlassung C PLUS“ – gewährt praktisch unentziehbare Aufenthaltsrechte. Dies, selbst im Falle von krimineller Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug, wie sie die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) mit der Aufhebung von Artikel 29a und der Einführung von neuem Artikel 41c befürchten lassen, ist ein Hohn für die Stabilität unserer Sozialwerke und die Sicherheit unserer Bevölkerung. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, die Kosten dafür werden abermals auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Der ebenfalls vorgesehene Familiennachzug wird in beispielloser Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern verstösst gegen jegliche Massstäblichkeit und lässt einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten erwarten. Die im Vertragspaket angepriesene „Schutzklausel“, wie sie in neuem Artikel 21b AIG formuliert ist, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein reines Placebo, dessen Anwendungs-Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis kaum greifen werden. Drohungen der EU mit Sanktionen bei einer doch noch aktivierten Klausel entlarven diese vielmehr als eine Erpressungs-, denn als eine Schutzklausel.

Die automatische Rechtsübernahme nach der sogenannten „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sein werden. Diese Aushöhlung unserer Souveränität ist inakzeptabel. Die vorgeschlagenen Anpassungen im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) zur Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer sind ein verzweifeltes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterordnung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2, Ziffer 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere klare Indizien für den Verlust sozialpolitischer Souveränität.

Die Digitalisierung von Anerkennungsverfahren, wie sie im Bundesgesetz über die Dienstleistungserbringung von Grenzgängern (BGVB) und in den Medizinalberufegesetzen (MedBG, GesBG) durch die Integration des Europäischen Berufsausweises und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) stattfindet, ersetzt schweizerische Gründlichkeit durch automatisierten EU-Konformität. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung, insbesondere im sensiblen Gesundheitsbereich, und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Die Schweiz opfert ihre Standards und ihre Selbstbestimmung für eine nie endende Anpassung an Brüsseler Vorgaben.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Vereinbarung im Bereich Landverkehr stellt eine erhebliche Bedrohung für den etablierten und unverzichtbaren Service public im Schweizer Schienenverkehr dar. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt das Risiko, dass bisherige Subventionsmodelle, die für den Güterverkehr, die regionale Anbindung und die Erneuerung des Rollmaterials essenziell sind, als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Qualitätsminderung und einer Einschränkung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen.

Besondere Sorge bereitet die Öffnung für die sogenannte Kabotage, die es ausländischen Bahnbetreibern ermöglicht, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Diese Regelung begünstigt die "Rosinenpickerei" durch ausländische Unternehmen, die sich auf die profitablen Hauptverkehrsachsen konzentrieren werden. Dies gefährdet die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche die unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenlinien aufrechterhalten müssen. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) greift somit direkt die Grundversorgung des öffentlichen Verkehrs an.

Die als Absicherung präsentierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor künftigen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz zu einer dynamischen Übernahme zwingen würde. Diese Erklärung stellt eine reine Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnbereich nicht aufhält. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme würde beispielsweise die Übernahme von Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) bedeuten, was die nationale Steuerungsautonomie weiter an zentrale EU-Institutionen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) verpflichtet die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Lösungen für die Steuerzahler führt. Der Service public, ein Rückgrat unseres Landes, steht unter erheblichem Druck.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar und sind in ihrer aktuellen Form entschieden abzulehnen. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was einer Abgabe nationaler Hoheitsrechte gleichkommt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung, wie sie bisher im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) verankert war.

Die Liberalisierung des Strommarktes, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird die Versorgungssicherheit für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft aufs Spiel setzen. Die Möglichkeit zur Bildung von strategischen Reserven, beispielsweise Wasserspeicher, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird auf einen unzureichenden freien Markt abgewälzt. Dies ist ein inakzeptables Risiko, insbesondere angesichts der volatileren und potenziell höheren Strompreise, die eine vollständige Marktliberalisierung nach sich ziehen wird. Die Kosten für die nicht mehr vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit werden auf die Konsumenten über neue staatliche Umlagen abgewälzt.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Gefährdung der Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem insbesondere die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden die föderalen Strukturen und die dezentrale Energieversorgung geschwächt. Der Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale Energieproduktion benachteiligt.

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärft diese Problematik massiv, indem die Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW gesenkt wird. Dies benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU, die zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen und der bewährten Zusammenarbeit von Bund und Kantonen führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Infrastruktur unnötigerweise den oft unpassenden EU-Regeln. Diese Änderungen untergraben die schweizerische Souveränität und sind nicht im Interesse unserer Bevölkerung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen im Rahmen der Abkommen mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Einschränkung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden und somit demokratisch legitimiert sind, soll abgeschafft werden. Stattdessen werden diese Förderungen, die beispielsweise dem Regionalverkehr, Kantonalbanken, der Kultur oder lokalen KMU zugutekommen, einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies untergräbt massiv die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie. Sie sind künftig nicht mehr frei in ihren Entscheidungen zur lokalen Wirtschaftsförderung, sondern müssen diese von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die

Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, wo viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, ohne formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität; die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz schwächt und die Transparenz mindert. Diese Vorschläge sind im Lichte unserer föderalistischen Grundordnung und nationalen Interessen gänzlich abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Wahrung nationaler Souveränität und der demokratischen Legitimation. Zwar wird die Schaffung eines stabilen und verlässlichen Rahmens für die bilateralen Beziehungen angestrebt, doch besteht die Gefahr, dass dies auf Kosten essenzieller Schweizer Interessen geschieht. Die angestrebte Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken. Insbesondere die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung oder des Parlaments stellt eine Erosion der direkten Demokratie dar.

Die im Verhandlungsrahmen vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind problematisch. Die automatische Verweisungsfunktion auf die Rechtsprechung des EuGH, wie sie beispielsweise im revidierten Freizügigkeitsabkommen und weiteren sektoriellen Abkommen angedacht ist, könnte dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden, das nicht durch schweizerische Gesetzgebung legitimiert wurde. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Souveränität der schweizerischen Rechtsordnung. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz, und eine schleichende Unterstellung unter europäische Gerichte ist damit unvereinbar.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen kritisch zu beleuchten. Die Unsicherheit bezüglich der Übernahme von EU-Regulierungen im Finanzsektor oder in anderen sensiblen Bereichen könnte die Attraktivität des Schweizer Wirtschaftsstandorts beeinträchtigen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer kritischen Prüfung oder Anpassung an schweizerische Gegebenheiten würde die Flexibilität der Schweizer

Wirtschaft erheblich einschränken. Die in Artikel 97 der Bundesverfassung verankerte Pflicht zur Förderung des Wohls des Landes und seiner Bevölkerung wird durch eine blinde Übernahme externer Regularien nicht gewährleistet.

Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die angestrebten Abkommen die Verfassungsordnung der Schweiz tatsächlich respektieren und ob die demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger gewahrt bleiben. Die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit von der EU und einer Erosion der schweizerischen Rechtsidentität ist real und darf nicht unterschätzt werden. Eine Übernahme von EU-Recht, die über eine reine Anpassung zur Erleichterung der Zusammenarbeit hinausgeht, ist abzulehnen. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Gesetze selbst bestimmt und diese ausschliesslich auf Basis der Verfassung und im Interesse ihrer Bevölkerung erlassen werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung, die nicht bagatellisiert werden dürfen. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in der Form einer "Stabilisierung", könnte unweigerlich zu einer schleichenden Untergrabung unserer bewährten Direktiven und unseres nationalen Rechtsverständnisses führen.

Die Übernahme von EU-Recht, auch in selektiver Form, verstösst gegen die Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Unser Rechtssystem basiert auf der direkten Demokratie und der volonté générale des Schweizer Volkes. Eine automatische Übernahme von EU-Recht, das von nicht-demokratisch legitimierten Institutionen in Brüssel geschaffen wird, würde dieses Fundament aushöhlen. Insbesondere Artikel 138 BV, der die Volksinitiative regelt, und Artikel 139 BV, der die Referendumsabstimmung vorsieht, wären durch die Unmöglichkeit einer direkten demokratischen Einflussnahme auf übernommenes EU-Recht gefährdet.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in diesem Kontext ist äusserst problematisch. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung von potenziell übernommenem EU-Recht, wie es in früheren Abkommen und Vorschlägen angedeutet wurde, stellt eine direkte Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit schweizerischer Gerichte dar. Unsere Verfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit gemäss Artikel 190 BV, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht massgebend sind. Wenn aber das EuGH-Recht die ultimative Auslegungsinstanz wird, untergräbt dies die Autonomie unserer nationalen Rechtssprechung und die Autorität unserer eigenen höchsten Gerichte, insbesondere des Bundesgerichts.

Die Befürchtung ist gross, dass eine solche "Stabilisierung" uns faktisch in eine EU-Mitgliedschaft ohne Stimmrecht überführt. Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Gegenargument angeführt werden, dürfen nicht dazu verleiten, die fundamentalen Prinzipien unserer staatlichen Unabhängigkeit und unseres demokratischen Systems zu opfern. Die Schweiz hat sich historisch erfolgreich durch Unabhängigkeit und Eigenständigkeit ausgezeichnet. Eine zu grosse Abhängigkeit von der EU, auch in einer scheinbar abgegrenzten Form, birgt das Risiko, dass wir uns in einem gordischen Knoten verheddern, aus dem eine Rückkehr zu voller Souveränität kaum mehr möglich sein wird.

Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Identität und die direkte Demokratie sind gravierend. Wir sollten uns hüten, vorschnelle Entscheidungen zu treffen, die unser einzigartiges politisches System nachhaltig schädigen könnten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Andre Marti (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Andre Marti · 0765267143 · marti3018@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie bei einem institutionellen Abkommen zu erwarten wäre, steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Schweiz würde sich de facto einem Rechtsordnung unterwerfen, die sie nicht mitgestalten kann. Dies widerspricht zudem dem Artikel 5 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), der die Autonomie der Vertragsparteien schützt und die eigenständige Gestaltung von Verträgen vorsieht. Die wirtschaftlichen Verflechtungen mit der EU dürfen nicht dazu führen, dass grundlegende verfassungsrechtliche Prinzipien geopfert werden. Die finanzielle Abhängigkeit darf nicht auf Kosten der Unabhängigkeit erkauft werden. Es muss eine sorgfältige Abwägung erfolgen, welche Nachteile die Schweiz in Kauf nehmen müsste, um die Beziehungen zur EU zu stabilisieren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Anpassungen zur Umsetzung des revidierten Schengen-Besitzstands werfen ernsthafte Fragen bezüglich der Souveränität und des Schutzes unserer nationalen Interessen auf. Insbesondere die Auswirkungen auf das Schweizerische Strafgesetzbuch (StGB), beispielsweise Art. 259 StGB betreffend die Vorratsdatenspeicherung, bedürfen einer kritischen Prüfung. Die potentielle Übernahme von EU-Richtlinien ohne entsprechende Verhandlungsmacht könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz primär als Nutznießerin der EU-Regelungen auftritt, während die Kosten und die operative Verantwortung auf nationaler Ebene verbleiben. Eine detailliertere Analyse der genauen Auswirkungen auf unsere Gesetzgebung und die praktischen Konsequenzen für die Sicherheitsbehörden ist unabdingbar, bevor weiteren Schritten zugestimmt wird.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, wie sie im revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, beispielsweise durch ACER, und die Degradierung der ElCom zu einer reinen Vollzugsbehörde für EU-Regelwerk (Art. 22 StromVG) deuten auf eine schrittweise Aufgabe nationaler Entscheidungskompetenzen hin. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet, und die föderalen Strukturen, insbesondere die Gemeindekraftwerke, werden durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) geschwächt. Die damit verbundene Preisvolatilität und die Gefährdung der Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) sind nicht akzeptabel. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) benachteiligen zudem die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv und schaffen Investitionsunsicherheit durch Förderausschlüsse bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG). Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet eine unnötige Unterwerfung unter EU-Regeln und einen Verlust an Flexibilität. Insgesamt stellt die vollständige Marktliberalisierung ein hochriskantes Experiment dar, das die bewährte Grundversorgung opfert und die Schweiz abhängig von externen Märkten macht.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anbindung an das EU-Recht im Landverkehr birgt gravierende Gefahren für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG erlaubt ausländischen Anbietern, nur die lukrativen inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dies führt unweigerlich zur "Rosinenpickerei" und untergräbt die finanzielle Basis der SBB sowie anderer Konzessionsinhaber, die zur Aufrechterhaltung der Grundversorgung auch auf unrentablen Linien verpflichtet sind. Die Behauptung, die "Gemeinsame Erklärung" biete Schutz, ist unhaltbar, da sie rechtlich nicht bindend ist und uns zukünftigen dynamischen Rechtsänderungen aus der EU ausliefert. Die Anpassung von Art. 32a Abs. 1bis PBG zwingt uns zudem, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar, ohne ausreichende Garantien für die Zukunft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen eine gefährliche Aufweichung unseres bewährten schweizerischen Systems dar. Die vermeintlichen Schutzmassnahmen sind kosmetischer Natur und können den massiven Lohndruck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehen wird, keinesfalls kompensieren. Dies birgt die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bestehenden und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er durch EU-Standards ersetzt. Die neuen, bürokratischeren Regeln sind weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen und nützen vornehmlich ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der EU-Kompatibilität, nicht einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheidungen macht, ohne umfassende gerichtliche Prüfung. Zusammenfassend lassen sich die vorgeschlagenen Änderungen als eine Schwächung des schweizerischen Lohnschutzes und eine unangemessene Bindung an die EU interpretieren, welche die Souveränität und die Interessen der Schweizer Arbeitnehmer gefährdet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit im Rahmen des Abkommens mit der EU offenbart ein tiefgreifendes Anliegen hinsichtlich der Bewahrung unserer nationalen Souveränität und der Qualität unserer Lebensmittelproduktion. Die euphemistisch als "Lebensmittelsicherheit" deklarierte Massnahme entpuppt sich als umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht die Grundfesten unserer Land- und Ernährungswirtschaft, von unseren etablierten Produktionsstandards bis hin zur Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an potenziell tiefere EU-Standards unweigerlich verwässert. Die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf diese Werte dar. Anstatt die bestehenden, auf die Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Bestimmungen zu stärken, wird eine beispiellose Welle der Bürokratie für unsere Produzenten heraufbeschworen. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) markiert einen inakzeptablen Rückschritt. Unsere oft strengeren und gesellschaftlich breit abgestützten nationalen Tierschutzvorschriften werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich bedeutet. Die Einführung neuer Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148

LwG) gleicht einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgeht die parlamentarische Kontrolle. Des Weiteren unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gefährdet durch das starre, bürokratische System der EU unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit. Die befürchtete "Guillotineklausel" schafft zudem eine inakzeptable politische Erpressung, die jede eigenständige Kurskorrektur verunmöglicht.

Finanzieller Beitrag

Der vorliegende Vorschlag zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an EU-Kohäsionsprojekten ist aus Gründen der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle entschieden abzulehnen. Die Umwandlung bisheriger freiwilliger Parlamentsbeiträge in eine automatisch zu leistende, rechtlich bindende Verpflichtung durch das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt einen gravierenden Eingriff in die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments dar. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen, was faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommt und die demokratische Mitsprache aushebelt. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot, das in Zukunft zu unkalkulierbar hohen Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz wird dadurch zu einer Nettozahlerin ohne jeglichen Einfluss auf die Verwendung ihrer Gelder oder verbesserte Marktchancen. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist zudem irreführend und dient lediglich der Legitimierung dieser umstrittenen Zahlungen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung zum Bereich staatliche Beihilfen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, dass Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, welche demokratisch legitimiert sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis), da ihre souveränen Entscheide einer zentralen Behörde und letztlich dem Bundesgericht zur Überprüfung auf EU-Konformität vorgelegt werden müssen. Die Schaffung einer 'Superbehörde' innerhalb der WEKO als 'verlängerter Arm der EU' gemäss Art. 18 Abs. 2 KG untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und die demokratische Kontrolle. Kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG zum Luftverkehr ist ein klarer Verzicht auf nationale Kontrollkompetenz. Die systematische Überwachung und Genehmigungspflicht durch die EU macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung der Zuwanderung dar und steht im klaren Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Die Schaffung eines praktisch unentziehbaren 'Niederlassungs C PLUS' nach nur 5 Jahren Aufenthaltsdauer, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch die Ausweitung des Familiennachzugs, der neu Eltern und Grosseltern einschliesst, und faktische Bleiberechte für Sozialhilfebezüger massiv gefördert, was eine unzumutbare Belastung für die Schweizer Steuerzahler bedeutet. Die angebliche 'Schutzklausel' ist eine Farce, die angesichts der drohenden EU-Strafmassnahmen wirkungslos bleibt. Die automatische Rechtsübernahme mittels 'Integrationsmethode' und die Anbindung an das EU-Informationssystem IMI, wie im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) und MedBG (Art. 15, 35) vorgesehen, höhlt unsere direkte Demokratie und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes aus und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit im Gesundheitswesen. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b, sind reine Placebo-Massnahmen, während die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren und die Verantwortung für die Qualitätssicherung im Gesundheitsbereich an bürokratische EU-Systeme delegieren. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor der EU und eine Aushöhlung unserer Souveränität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Verhandlung, eine schleichende Unterwerfung unter Brüsseler Vorgaben bedeuten. Artikel 4 der Bundesverfassung, welcher die nationale Souveränität schützt, scheint hierbei nicht hinreichend berücksichtigt. Ferner ist fraglich, ob die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über die Tragweite der übernommenen Rechtsakte im Sinne von Artikel 138 der Bundesverfassung angemessen informiert werden. Die Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens vorgesehen ist, stellt eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar und tangiert die Gewaltentrennung gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der Prinzipien unseres Rechtsstaates. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten stellt eine schleichende Aushöhlung der demokratischen Legitimation dar, wie sie durch Artikel 3 unserer Bundesverfassung garantiert wird. Insbesondere die Mechanismen zur Streitbeilegung, die eine Unterwerfung unter den Europäischen Gerichtshof implizieren könnten, stehen im Widerspruch zu Artikel 1 unserer Bundesverfassung, der die Schweiz als unabhängigen und souveränen Staat definiert. Die Gefahr einer automatischen Rechtsübernahme widerspricht zudem dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Volkssouveränität, wie sie in unserer Verfassung verankert sind. Die langfristigen Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung und die Entscheidungsfreiheit unseres Parlaments sind inakzeptabel.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Andrea Järmann (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Andrea Jaermann · 0789431059 · andrea.jaermann@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche und nach wie vor ungelöste Fragen hinsichtlich der Souveränität und des direkten Nutzens für die Schweizer Bevölkerung auf. Es ist äusserst besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen, die im Kontext des Abkommens mit der Europäischen Union stehen, zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Rechtsordnung führen könnten.

Insbesondere die Art und Weise, wie EU-Recht in die Schweiz integriert werden soll, entbehrt einer klaren demokratischen Legitimation. Das Prinzip der direkten Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses dem Schweizer Parlament und Volk in gleicher Weise unterbreitet wird wie nationale Gesetzgebung, widerspricht fundamentalen Prinzipien der repräsentativen Demokratie. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Geltung des Völkerrechts regelt, sieht zwar eine Integration vor, jedoch muss diese im Einklang mit unserer Verfassung und den demokratischen Mitwirkungsrechten des Volkes erfolgen. Die aktuelle Vorgehensweise scheint diesen Rahmen zu sprengen.

Darüber hinaus bestehen tiefe Bedenken hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die Annahme neuer EU-Regulierungen ohne klare Gegengewichte oder Anpassungsmechanismen für unsere spezifischen Wirtschaftsstrukturen könnte zu unannehmbaren Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen. Die Haftung für die Umsetzung von EU-Vorgaben durch die Schweiz, wie sie in Artikel 48 des revidierten Abkommens über die Personenfreizügigkeit vorgesehen sein könnte, wirft Fragen der Staatsverantwortung und potenzieller finanzieller Belastungen auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Die finanzielle Kompensation für die Teilnahme am EU-Binnenmarkt darf nicht dazu führen, dass die Schweiz faktisch für die Umsetzung von EU-Politiken bezahlt, ohne dass die Vorteile klar und messbar sind.

Die mangelnde Klarheit bezüglich der Übernahme von Drittstaatenabkommen der EU durch die Schweiz ist ebenfalls ein gravierendes Problem. Artikel 49 des Abkommens legt zwar fest, dass die Schweiz die einschlägigen Drittstaatenabkommen der EU übernimmt, jedoch sind die konkreten Konsequenzen für die aussenpolitische Handlungsfreiheit der Schweiz kaum abzuschätzen. Die Schweiz muss ihre eigene, unabhängige Aussenpolitik gestalten können, ohne durch die Verpflichtungen der EU in ihren Beziehungen zu Drittstaaten eingeschränkt zu werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung einseitige Nachteile für die Schweiz mit sich bringt und die demokratischen Prozesse sowie die nationale Souveränität untergräbt. Es bedarf substanzieller Nachbesserungen, um diese gravierenden Bedenken auszuräumen und sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Interessen auch in Zukunft eigenständig und wirksam vertreten kann.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen einen fundamentalen Bruch mit der Bundesverfassung, namentlich mit Artikel 121a BV, dar. Diese Entwicklung widerspricht dem klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und untergräbt die Souveränität der Schweiz in einem zentralen Politikbereich.

Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, quasi einer «Niederlassung C PLUS», ist äusserst bedenklich. Dieses faktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht, selbst bei krimineller Energie oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unannehmbarer Weise. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, da EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf staatliche Unterstützung angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden gehen.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem potenziell unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte «Schutzklausel» ist nichts weiter als ein Feigenblatt. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Schutz bietet. Vielmehr droht im Falle einer tatsächlichen Inanspruchnahme die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig automatisch nach der «Integrationsmethode» erfolgen. Dies bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Volkes, da sie künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich schutzlos ausgeliefert wären. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die kaum noch mögliche Ausschliessung bei Abhängigkeit, wie sie durch die Anpassung des AIG (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a) erfolgt, sind besorgniserregend. Die neue «Schutzklausel» in Art. 21b AIG ist ein reines Placebo; sie macht wirksame, einseitige Kontingentierungen unmöglich und ist somit ein zahnloser Tiger. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Gleiches gilt für die neuen Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen im HFKG (Art. 61a), die den Schweizer Steuerzahler direkt für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden zur Kasse bitten. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beweise für den Verlust unserer sozialpolitischen Souveränität. Selbst das ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht zu vollziehen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diverse Gesetze wie das BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), das Medizinalberufegesetz (Art. 15, 35) und das Gesundheitsberufegesetz (Art. 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Standards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was im Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (neuer Art. 37 Abs. 4) setzt dieses Muster fort. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Souveränität für eine problematische EU-Kompatibilität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und besitzen lediglich kosmetischen Charakter. Es ist nicht ersichtlich, wie diese

neuen Regelungen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne kompensieren sollen, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, droht. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser im Sinne von EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, welche Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Abkommen im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die Souveränität unseres Landes. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für den bewährten öffentlichen Schienenverkehr dar. Ausländische Anbieter, oft staatlich subventioniert, werden in die Lage versetzt, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den wirtschaftlich weniger attraktiven, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis und damit die Leistungsfähigkeit des Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Die Befürchtung, dass EU-Beihilferecht die bestehenden und für die Qualität des Angebots wichtigen Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einstufen könnte, ist gravierend. Dies würde die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die Bürger direkt beeinträchtigen.

Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, dessen dynamische Übernahme die Schweiz dann hinnehmen müsste. Dies ist eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhält.

Die Schweiz verliert schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, beispielsweise zum "European

Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und unsere Entscheidungsfreiheit massiv einschränken.

Weiterhin wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich eingeschränkt. Bei gemeinsamen Ausschreibungen müssen zwingend EU-Vorgaben beachtet werden, was die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert und im schlimmsten Fall zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann, anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Änderungen inakzeptabel und gefährden massiv die Qualität, die Finanzierung und die Steuerungshoheit unseres Bahnverkehrs. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität in diesem strategisch wichtigen Sektor wahrt und den Service public schützt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur EU-Kohäsion werfen schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament zu kontrollierenden, freiwilligen Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dieser Schritt entzieht der Schweiz ein entscheidendes politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Legitimation von milliardenschweren Zahlungen.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko massiv höherer Forderungen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, sich solchen diktierten Zahlungsverpflichtungen zu entziehen, und wird zur Nettozahlerin ohne entsprechende Stimmrechte oder Garantien für verbesserten Marktzugang.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus, da die de facto Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG jede souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern auf dem Weg einer reinen Vollzugsaufgabe ersetzt. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert eine tiefe Integration dieser Abgaben in die Bundesgesetzgebung, die als normaler Bestandteil der Beziehungen zur EU betrachtet wird.

Des Weiteren ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Hier wird der renommierte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Täuschung der Öffentlichkeit und eine Aushöhlung der Integrität der Schweizer Aussenpolitik.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Lebensmittelsicherheit stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf höheren Produktionsstandards und strengen Kontrollen beruht, ist ernsthaft gefährdet. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland". Die damit einhergehende, erstickende Bürokratie, die sich in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) niederschlägt, wird unzähligen kleinen Betrieben, Hofläden und lokalen Verarbeitern das wirtschaftliche Überleben erschweren.

Besonders bedenklich ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen

bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine ausweglose Abhängigkeit zwingt. Die Idee, dass EU-Inspektoren zukünftig Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Produzenten würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Weiterhin wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium durch die Übernahme von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt. Dies missachtet klar den Volkswillen. Die erzwungenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ähnlich verhält es sich mit der Unterstellung des Waldschutzes unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), welches die Schweiz in ihrer Reaktionsfähigkeit einschränkt, und der Aufgabe der Kontrolle über die Tierseuchenbekämpfung an die EU (Art. 1 neu TSG), was fahrlässig die nationale Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Dieses Abkommen ist keine Chance, sondern eine existenzielle Bedrohung für unsere Landwirtschaft, unsere Konsumenten und unsere Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit einhergehende institutionelle Einbindung in die EU-Strukturen bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der Übernahme von EU-Regelwerken, wie sie beispielsweise durch die Kompetenzerweiterung der ElCom gemäss Art. 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG propagiert werden, verliert die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Energieinfrastruktur. Die ElCom wird zur operativen Vollzugsstelle für unzureichend demokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt, da ihr traditioneller Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwindet. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden, was insbesondere für KMU und Haushalte zu höheren Strompreisen führt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Insgesamt handelt es sich bei der

vollständigen Strommarktliberalisierung um ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen im Rahmen des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen Gesetzesänderungen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität, die kantonale Autonomie und die bewährte Wirtschaftsordnung dar. Die geplante Unterstellung unserer nationalen Förderpraxis unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime bedroht die Grundlage unseres Föderalismus und unsere wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Die Abschaffung der bisherigen, von Bund, Kantonen und Gemeinden eigenständig und demokratisch legitimierten Förderpraxis, wie sie beispielsweise im Regionalverkehr, bei Kantonalbanken, in der Kulturförderung oder zur Unterstützung lokaler KMU gepflegt wird, ist zutiefst besorgniserregend. Anstatt über die lokale Wirtschaftsförderung eigenständig zu entscheiden, werden die Kantone künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern abhängig sein. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus und untergräbt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie massiv.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die mit der Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen durch die EU-Kommission einhergeht, degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen kantonale und kommunale Elektrizitätswerke eine bedeutende Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der neuen Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG agiert als "verlängerter Arm der EU". Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern ohne formelles rechtliches Gehör.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG, zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt bedeuten diese Massnahmen eine unannehmbare Einschränkung unserer nationalen Autonomie und eine Unterwanderung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung muss zwangsläufig zu dem Schluss gelangen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen tiefgreifende negative Auswirkungen auf unsere bewährte Gesetzgebung und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems haben.

Besonders bedenklich ist die drohende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer direkten Mitsprache. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu unserem Verständnis der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die Annahme von EU-Rechtsakten, die direkt oder indirekt in unser Rechtssystem einfliessen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter eine angemessene Kontroll- oder Mitgestaltungsmöglichkeit haben, untergräbt dieses Prinzip zutiefst. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Rechtsrezipienten degradiert wird, dessen Gesetzgebung primär von externen, nicht demokratisch legitimierten Instanzen diktiert wird.

Die vorgeschlagene Übertragung von Kompetenzen an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) im Rahmen der Auslegung des Abkommens widerspricht zudem dem Geist der Gewaltenteilung und der nationalen Rechtspflege, wie sie in der Bundesverfassung (BV) gewährleistet ist. Artikel 190 der Bundesverfassung stipuliert, dass Bundesgesetze und Völkerrecht anzuwenden sind. Dies impliziert jedoch eine nationale Interpretation und Anwendung im Rahmen unserer eigenen Rechtsordnung. Die sukzessive Einbindung der Rechtsprechung des EuGH als de facto verbindlich für schweizerische Gerichte, ohne dass eine Verfassungsänderung oder ein expliziter, vom Volk abgenommener Vertrag dies vorsieht, birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Unabhängigkeit unserer Justiz. Es besteht die reale Gefahr, dass die richterliche Unabhängigkeit, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates (gemäss Artikel 190 BV), ausgehöhlt wird, wenn Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die primär auf der Auslegung von EU-Recht basieren, welches nicht durch unser eigenes Parlament verabschiedet wurde.

Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den vorgeschlagenen Regelungen ergeben, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Eine ungeprüfte Annahme von Beiträgen ohne klare Gegenleistung oder eine transparente demokratische Genehmigung gefährdet die finanzielle Autonomie des Bundes und damit die Möglichkeiten zur Finanzierung zentraler schweizerischer Anliegen.

Insgesamt erwecken die vorliegenden Verhandlungsergebnisse den Eindruck, dass die EU-Seite auf eine tiefere Integration und eine stärkere Anbindung der Schweiz an die europäische Rechtsordnung drängt, welche die Grundfesten unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie gefährden. Es ist daher unerlässlich, diese Vorschläge mit äusserster Skepsis und kritischem Verstand zu prüfen und sicherzustellen, dass die Souveränität und die schweizerischen Interessen gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine vorsichtige und abwägende Haltung ist geboten, um die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz zu wahren. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Legitimation.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die institutionelle Ausgestaltung des Abkommens. Die Einführung eines Streitbeilegungsmechanismus, der die Anwendung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) vorsieht, steht im Widerspruch zu Artikel 141 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die oberste Gewalt des Bundes und die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte verankert. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde de facto eine Unterordnung unter ein fremdes Rechtssystem bedeuten und die Autonomie der schweizerischen Justiz erheblich beschneiden. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung gewährleistet ist.

Darüber hinaus ist die Frage der dynamischen Rechtsübernahme problematisch. Die automatische Übernahme neuer EU-Richtlinien und Verordnungen würde die schweizerische Gesetzgebung einer ständigen und unkontrollierbaren Einflussnahme durch Brüssel aussetzen. Dies gefährdet die Rechtssicherheit und die Planbarkeit für die schweizerischen Unternehmen und Bürger. Die rechtsstaatliche Garantie der Rechtsgleichheit gemäss Artikel 8 der Bundesverfassung könnte

untergraben werden, wenn die Schweiz gezwungen wäre, Recht anzuwenden, das nicht im Rahmen ihrer eigenen demokratischen Prozesse entstanden ist.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, die im Paket vorgesehen ist, bedarf ebenfalls einer eingehenden Prüfung. Eine pauschale Überweisung von Geldern ohne klare Gegenleistung und ohne Einfluss auf die Verwendung dieser Mittel ist fiskalisch fragwürdig und entspricht nicht dem Prinzip der Sparsamkeit und Wirtschaftlichkeit, das im Bundesgesetz über die Haushaltsmässige Ordnung verankert ist.

Insgesamt erscheint die vorliegende Gesamtlösung als einseitig zugunsten der EU formuliert und birgt erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Grundsätze. Eine sorgfältige und kritische Analyse jedes einzelnen Elements ist unerlässlich, bevor über eine Zustimmung zu einem solchen Paket entschieden werden kann. Die Wahrung der schweizerischen Interessen und die Stärkung der eigenen Entscheidungskompetenz müssen dabei stets im Vordergrund stehen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche und ungelöste Fragen auf, welche die Souveränität und die wirtschaftliche Zukunft der Schweiz ernsthaft gefährden. Die Annahme eines solchen Abkommens, das bestehende oder gar erweiterte Verpflichtungen gegenüber der Europäischen Union mit sich bringt, ignoriert die tiefgreifenden Bedenken, die bereits bei früheren Integrationsschritten geäussert wurden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch eine solche Vereinbarung in eine ungleiche Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit massiv einschränkt.

Besonders problematisch ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen entsprechenden Mitspracherechtsanspruch hätte. Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten (EDA) und das Bundesamt für Justiz (BJ) haben in ihren Analysen und Positionspapieren, beispielsweise im Kontext der Vorbereitung von Verhandlungsmandaten, stets die Notwendigkeit betont, die Kerninteressen der Schweiz zu wahren. Doch die aktuelle Stossrichtung scheint diese Prinzipien zu untergraben. Die Rechtsprechung des Bundesgerichts, etwa im Hinblick auf die Interpretation von völkerrechtlichen Verträgen im Lichte der Bundesverfassung (BV), unterstreicht die Bedeutung des Schutzgutes der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie bei anderen Abkommen angedacht war, könnte Artikel 139 BV, der die Souveränität der Eidgenossenschaft schützt, verletzen.

Zudem sind die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Abkommen nicht abschliessend geklärt. Während Befürworter auf einen erleichterten Marktzugang verweisen, werden die Kosten der Anpassung an europäische Regulierungen und die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit zu wenig beleuchtet. Die Möglichkeit, dass Schweizer Unternehmen weiterhin benachteiligt werden, falls bestimmte Sektoren nicht abgedeckt sind oder die Kriterien zu streng sind, darf nicht unterschätzt werden.

Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen mehr auf die Bedürfnisse der EU zugeschnitten zu sein als auf die realen Interessen der Schweiz. Die Verpflichtung zur Übernahme von Rechtsnormen ohne entsprechende Gestaltungsmacht widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation, wie er in Artikel 1 BV verankert ist. Es ist fraglich, ob eine solche Vereinbarung die notwendige Akzeptanz in der Bevölkerung finden kann, da sie die Errungenschaften jahrzehntelanger eigenständiger Politik und die bewährte schweizerische Rechtsordnung potenziell aufs Spiel setzt. Eine kritische Neubewertung der strategischen Ziele und der tatsächlichen Vorteile ist unerlässlich, bevor irreversible Schritte unternommen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Annemarie Meier-Sollberger (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Annemarie Meier-Sollberger · 0796899553 · annemarie.meier@gmx.net

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union ist aus Schweizer Sicht mit erheblichen und gravierenden Bedenken zu betrachten. Während die Absicht, die Beziehungen zu unserem wichtigsten Handelspartner zu formalisieren und zu vereinfachen, auf den ersten Blick verlockend erscheinen mag, verbergen sich hinter den Kulissen potentielle Gefahren für die Souveränität, die wirtschaftliche Eigenständigkeit und die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz. Ein zentraler Punkt der Kritik ergibt sich aus der potenziellen Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache. Das schweizerische Rechtssystem, das auf dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volksherrschaft beruht, wie es beispielsweise in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, würde durch eine automatische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter würden ihre Fähigkeit verlieren, Gesetze zu gestalten, die spezifisch auf die Bedürfnisse und Werte unseres Landes zugeschnitten sind. Stattdessen würden wir uns einem Rechtssystem unterwerfen, das in Brüssel geschaffen wird, und dessen Hintergründe und Intentionen oft undurchsichtig sind. Dies steht im krassen Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der im Bundesbrief von 1291 seine historischen Wurzeln hat und durch die moderne Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1, bekräftigt wird. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung kritisch zu hinterfragen. Die Idee, dass eine engere Bindung zur EU zu wirtschaftlichem Wohlstand führt, ignoriert die Realität der bilateralen Verträge, die bereits heute einen hohen Grad an Integration ermöglichen. Die vorgeschlagene Stabilisierung könnte jedoch bedeuten, dass die Schweiz gezwungen wird, sich dem Binnenmarkt der EU zu noch stärkeren Bedingungen zu unterwerfen, als dies bisher der Fall war. Dies könnte zu einer erhöhten Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft führen, was uns anfälliger für wirtschaftliche Schwankungen und politische Entscheidungen macht, die ausserhalb unserer Kontrolle liegen. Die Freiheit, eigene Handelspartner zu wählen und eigene wirtschaftliche Strategien zu verfolgen, könnte eingeschränkt werden. Artikel 41 BV, der die Wirtschaftsfreiheit schützt, könnte unter Druck geraten, wenn wir uns zu sehr an die Regeln des EU-Binnenmarktes anpassen müssen, ohne die Möglichkeit zu haben, Ausnahmen oder eigene Regelungen zu schaffen. Ein weiterer, besonders besorgniserregender Aspekt ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Forderung nach einer Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH in Bereichen, die durch die bilateralen Verträge abgedeckt sind, stellt eine fundamentale Bedrohung für die schweizerische Rechtshoheit dar. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, wie er in Artikel 5 BV dargelegt wird, wäre massiv beeinträchtigt. Die Entscheidungen des EuGH könnten dann auf die Schweiz angewendet werden, auch wenn diese im Widerspruch zu unserer eigenen Rechtstradition oder den Interessen unserer Bevölkerung stehen. Dies würde die Möglichkeit untergraben, dass die Schweiz ihre eigenen Gesetze und Verfassungsprinzipien autonom anwendet und durchsetzt. Die vom Bundesrat und Parlament getroffenen Entscheidungen könnten somit durch eine externe Instanz aufgehoben werden, was dem Willen des Souveräns zuwiderlaufen würde. Die Annahme einer solchen Vereinbarung würde auch die Position der Schweiz in internationalen Beziehungen schwächen. Anstatt als unabhängiger Akteur auf der Weltbühne zu agieren, würden wir uns stärker in die politische Agenda der EU einfügen. Dies könnte unsere Fähigkeit beeinträchtigen, eigene aussenpolitische Ziele zu verfolgen und unsere nationalen Interessen zu wahren. Die Souveränität, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, ist nicht nur ein rechtliches, sondern auch ein politisches und identitätsstiftendes Gut, das es zu verteidigen gilt. Eine zu enge Bindung an die EU birgt die Gefahr, diese Souveränität schleichend zu opfern. Es ist unerlässlich, dass der Schweizer Souverän, das Volk und die Kantone, nicht übereilt Entscheidungen trifft, die langfristige und irreversible Konsequenzen für die Schweiz haben. Die Idee der "Stabilisierung" darf nicht dazu missbraucht werden, eine schleichende Übernahme von EU-Recht und eine Aushöhlung unserer Rechtsordnung zu rechtfertigen. Es muss im Vordergrund stehen, die Vorteile der bestehenden bilateralen Verträge zu nutzen und gleichzeitig die schweizerische Souveränität, die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die demokratischen Rechte unseres Volkes zu wahren. Jegliche

Neuausrichtung der Beziehungen zur EU muss diese fundamentalen Prinzipien respektieren und sicherstellen, dass die Schweiz ihre eigene politische und rechtliche Identität bewahren kann. Die geforderten Anpassungen an das EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf den EuGH und die Übernahme von Richtlinien, würden die Schweiz von einer souveränen Nation zu einer abhängigen Region degradieren. Dies ist ein Preis, der zu hoch ist, um für eine vermeintliche "Stabilisierung" bezahlt zu werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine weitergehende Annäherung an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz auf. Es ist von entscheidender Bedeutung, die potenziellen Konsequenzen für unsere nationale Gesetzgebung und die demokratischen Prinzipien sorgfältig zu prüfen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die stetige Übernahme von Sekundärrecht der EU, das in einem komplexen und für die Schweiz nicht transparenten Prozess entsteht, untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter, die Gesetzgebung zu gestalten und zu kontrollieren. Artikel 164 BV, der die Gesetzgebungskompetenz der Bundesversammlung betont, könnte durch eine faktische Verpflichtung zur wortgetreuen oder sinngemässen Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz in einem Zustand der ständigen Rechtsübernahme wiederfindet, ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten. Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Die vorgeschlagene Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung von Abkommen, auch wenn diese nur eine indirekte Bindung vorsieht, birgt das Risiko einer schleichenden Jurisdiktionsübernahme. Artikel 188 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung der Gerichte an das Gesetz. Wenn jedoch die Auslegung von in der Schweiz geltendem Recht primär oder massgeblich durch ein ausländisches Gericht bestimmt wird, welches eigenen Rechtsgrundsätzen und einer eigenen Rechtstradition folgt, ist die effektive richterliche Unabhängigkeit in der Schweiz tangiert. Die Anwendung von EU-Recht durch Gerichte in der Schweiz, die an die Auslegungsmaximen des EuGH gebunden sind, stellt eine Abkehr von der bisherigen nationalen Rechtskultur dar und könnte die Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen beeinträchtigen. Die Frage, ob ein Schweizer Richter unter der bindenden Auslegung des EuGH noch autonom im Sinne von Artikel 188 BV tätig sein kann, muss kritisch hinterfragt werden. Auch die ökonomischen Folgen der vorgeschlagenen Abkommen sind keineswegs unproblematisch. Die Annahme des EU-Binnenmarktrechts und der damit verbundenen Verpflichtungen birgt das Risiko einer übermässigen Regulierung und erhöht die Anpassungskosten für Schweizer Unternehmen. Artikel 94 BV, der die wirtschaftliche Freiheit gewährleistet, könnte durch eine zu starre Übernahme von EU-Regularien eingeschränkt werden. Die Schweiz hat sich historisch durch Flexibilität und pragmatische Lösungen ausgezeichnet. Eine zu rigide Anpassung an das, was für die 27 Mitgliedstaaten der EU sinnvoll ist, berücksichtigt möglicherweise nicht die spezifischen Gegebenheiten und Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft. Dies könnte zu einem Wettbewerbsnachteil gegenüber Ländern führen, die nicht denselben regulatorischen Belastungen unterliegen. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme, bei der sich die Schweiz verpflichtet, künftige Änderungen im EU-Recht automatisch zu übernehmen, ist besonders besorgniserregend. Dies birgt die Gefahr einer permanenten Erosion der Souveränität, da die Schweiz sich auf zukünftige Rechtsakte festlegt, deren Inhalt sie heute noch nicht kennt und auf deren Entstehung sie keinen Einfluss hat. Es stellt sich die Frage, wie eine solche dynamische Verpflichtung mit dem Volkssouveränitätsprinzip und der demokratischen Legitimation von Gesetzen in Einklang zu bringen ist. Die Schweiz würde de facto in einen Zustand der permanenten Rechtsmodernisierung durch externe Vorgaben geraten, was die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Debatte über Gesetzesänderungen empfindlich stören würde. Darüber hinaus ist die Frage der institutionellen Ausgestaltung und der Aufsichtsmechanismen kritisch zu beleuchten. Die Einrichtung neuer Gremien oder die Einsetzung von Schiedsgerichten, die mit Befugnissen ausgestattet sind, welche über rein technische oder administrative Angelegenheiten hinausgehen, kann als schleichende Verlagerung von Entscheidungskompetenzen in Richtung Brüssel interpretiert werden. Dies widerspricht dem Bestreben, die eigenständige und unabhängige Ausgestaltung der Schweizer Politik zu wahren. Artikel 50a des Obligationenrechts (OR) könnte in diesem Kontext indirekt relevant werden, wenn es um die Auslegung von Verträgen und die Zuständigkeit zur Streitbeilegung geht. Die bisherigen, auf nationaler Ebene verankerten Gerichts- und Schiedsverfahren bieten eine Rechtssicherheit, die durch neue, potenziell EU-dominierten Mechanismen beeinträchtigt werden könnte. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse eine Reihe von Fragen aufwerfen, die eine eingehende und kritische Prüfung erfordern. Die Wahrung der nationalen Souveränität, die Unabhängigkeit der Justiz, die Flexibilität der Wirtschaft und die demokratische Legitimation der Gesetzgebung

stehen unter erheblichem Druck. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit zu manövrieren, deren langfristige Konsequenzen nicht unterschätzt werden dürfen. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger haben ein Recht auf klare und transparente Informationen über die potenziellen Auswirkungen, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden. Es bedarf einer detaillierten Analyse, wie die demokratische Kontrolle und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auch in Zukunft uneingeschränkt gewährleistet werden können.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen zur inländischen Umsetzung, insbesondere im Hinblick auf die Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Grundrechte ihrer Bürger. Es ist unsere Pflicht, diese Bedenken mit aller Deutlichkeit zu artikulieren und auf die potenziellen negativen Konsequenzen hinzuweisen, die sich aus einer unreflektierten Übernahme europäischer Rechtsnormen ergeben könnten. Zunächst muss die Frage der Kompetenzabgrenzung im Vordergrund stehen. Die geplante Umsetzung droht, die Autonomie der Schweizer Gesetzgebung und Rechtsprechung massiv zu untergraben. Artikel 123 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die rechtsstaatliche Ordnung, welche auf dem Prinzip der Volkssouveränität beruht. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne eine entsprechende Verankerung im Verfassungsrecht und ohne die Möglichkeit für das schweizerische Volk, über solche wichtigen Änderungen direkt abzustimmen, stellt eine Erosion dieser Souveränität dar. Die Gefahr besteht darin, dass sich die Schweiz zunehmend in einem Zustand der rechtlichen Abhängigkeit befindet, in dem die eigene Gesetzgebung durch externe Institutionen und Verfahren bestimmt wird. Dies widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben der Verfassung, welche die Willensbildung im Inneren stärkt und nicht die Externalisierung von Gesetzgebungskompetenzen vorsieht. Die vorliegende Umsetzung könnte somit als eine indirekte Aushöhlung der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle verstanden werden, da die Möglichkeit, auf europäischer Ebene gestaltend einzugreifen, für die Schweiz als Nicht-Mitgliedsstaat stark limitiert ist. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die Rechtsanwendung kritisch zu beleuchten. Die Einführung neuer Rechtsnormen, die oft komplex und in einem fremden Rechtssystem wurzeln, birgt erhebliche Risiken für die Kohärenz und Klarheit des schweizerischen Rechts. Artikel 9 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Rechtsgleichheit und das Vertrauen auf die Rechtsordnung. Wenn die inländische Umsetzung nicht sorgfältig und kohärent erfolgt, kann dies zu einer Zersplitterung des Rechts und zu Unsicherheiten für Bürger und Unternehmen führen. Es ist zu befürchten, dass die Rechtsprechung in Zukunft verstärkt durch Interpretationen und Urteile des Europäischen Gerichtshofs beeinflusst wird, was die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gefährden könnte. Die im Vernehmlassungsentwurf vorgesehenen Mechanismen zur Umsetzung von EU-Recht scheinen nicht ausreichend darauf ausgelegt zu sein, die spezifischen Bedürfnisse und die rechtliche Tradition der Schweiz zu berücksichtigen. Vielmehr besteht die Tendenz, ein europäisches Rechtskonvolut zu adaptieren, ohne dessen tieferliegende Auswirkungen auf das schweizerische System umfassend zu analysieren. Ein weiterer Punkt von grosser Sorge ist die mangelnde Transparenz und demokratische Legitimation des Übernahmeverfahrens. Die Entscheidungsfindung innerhalb der EU ist oft intransparent und für die schweizerische Öffentlichkeit schwer nachvollziehbar. Die Übernahme von EU-Recht im Wege der Vernehmlassung und anschliessenden parlamentarischen Beschlussfassung umgeht die obligatorischen Referenden, die bei wesentlichen Änderungen der Schweizerischen Bundesverfassung vorgesehen sind. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 147 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die Mitwirkung der Bevölkerung bei wichtigen politischen Entscheidungen gewährleistet. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagene Umsetzung eine bewusste Strategie darstellt, um die demokratische Kontrolle durch das Volk zu umgehen und stattdessen eine faktische Bindung der Schweiz an europäische Rechtsentwicklungen zu zementieren. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz schrittweise in einen Zustand der "Politischen Adoption" von EU-Recht gerät, ohne die Möglichkeit zu haben, die Inhalte aktiv mitzugestalten oder abzulehnen. Die vorgeschlagene Umsetzung wirft auch Fragen hinsichtlich der wirtschaftlichen Folgen auf. Die Übernahme von EU-Regulierungen kann zu erheblichen Anpassungskosten für Schweizer Unternehmen führen, insbesondere wenn diese Regelungen nicht auf die spezifischen Marktbedingungen und die Wettbewerbssituation in der Schweiz zugeschnitten sind. Artikel 27 der Schweizerischen Bundesverfassung schützt die Wirtschaftsfreiheit, doch eine übermässige und nicht bedarfsgerechte Regulierung durch die Übernahme von EU-Recht könnte diese Freiheit einschränken und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft beeinträchtigen. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die vermeintlichen Vorteile einer harmonisierten Umsetzung die potenziellen Nachteile für die Schweizer Wirtschaft und deren Innovationskraft aufwiegen. Eine pauschale Angleichung an europäische Standards ohne differenzierte Betrachtung der schweizerischen Gegebenheiten birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre bisherige wirtschaftliche Stärke und Flexibilität verliert. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung eine Reihe von

tiefgreifenden Bedenken aufwirft, die eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit, die demokratische Legitimation und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit sind erheblich. Wir fordern eine Überarbeitung der vorgeschlagenen Regelungen, die sicherstellt, dass die schweizerische Souveränität gewahrt bleibt, die demokratischen Grundrechte des Volkes geachtet werden und die Rechtssicherheit sowie die wirtschaftliche Attraktivität der Schweiz nicht beeinträchtigt werden. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation und klare Verfassungsänderungen ist abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit ist aus fundamentaler Sicht höchst problematisch und darf in ihrer aktuellen Form keinesfalls gutgeheissen werden. Unter dem irreführenden Deckmantel der Verbesserung der Lebensmittelsicherheit findet eine schleichende und tiefgreifende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk statt. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich für die Wahlfreiheit unserer Konsumentinnen und Konsumenten. Es ist unbestreitbar, dass die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich über Jahrzehnte aufgebaut hat und einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt, akut in Gefahr ist. Die geforderte Angleichung an oft tiefere und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label „Made in Switzerland“ verliert seine Strahlkraft und seinen Wert, wenn unsere Produzenten gezwungen sind, ihre Produkte nach denselben, teils weniger strengen Kriterien herzustellen wie ihre Pendants in der EU. Dies zerstört nicht nur die Reputation unserer hochwertigen Erzeugnisse, sondern auch die wirtschaftliche Grundlage für diejenigen, die auf Qualität und Exklusivität setzen. Die damit verbundene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück dieser gefährlichen Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die schweizerischen Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, deren Last insbesondere kleine und mittlere Betriebe nicht tragen können. Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine, die im Rahmen von lokalen Festen Lebensmittel anbieten, sehen sich mit komplexen und für ihre spezifische Situation völlig unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Diese Vorschriften sind auf die industrielle Grossverbraucherindustrie in der EU zugeschnitten und zerstören damit nicht nur lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen, sondern auch unsere kulinarische Identität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion. Ein besonders gravierendes Problem stellt die sogenannte „Guillotineklausel“ dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, welche die Schweiz jeglicher souveränen Entscheidungsmöglichkeit in grundlegenden Fragen beraubt und sie in eine unhaltbare Abhängigkeit manövriert. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren Interessen primär von der EU und nicht vom Wohl unserer heimischen Produzenten und Konsumenten geleitet werden. Die Angleichungen im Tierschutzrecht sind ebenfalls zutiefst besorgniserregend. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein unhaltbarer Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust und ein Rückschritt für den Tierschutz. Ebenso alarmierend ist die systematische Aushöhlung unseres seit Jahrzehnten demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Dies missachtet den Volkswillen und ignoriert die Bedenken zahlreicher Bürgerinnen und Bürger bezüglich der langfristigen Auswirkungen von Gentechnik auf unsere Umwelt und unsere Gesundheit. Die neuen Verordnungskompetenzen, die dem Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eingeräumt werden sollen, sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird dadurch umgangen, und die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen, wird stark eingeschränkt. Dies stellt eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich dar und schwächt die Mitbestimmung der betroffenen Kreise. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt sich die Schweiz dem Diktat der EU. Der Schutz unserer Wälder vor

Schadorganismen wird fremdbestimmt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Zuletzt ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ein eklatanter Kontrollverlust. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit bedeutet, sondern eine schleichende Übernahme des EU-Rechts darstellt, die unsere Souveränität untergräbt, unsere Standards senkt, unsere Produzenten übermässig belastet und die Wahlfreiheit der Konsumenten einschränkt. Dieses Abkommen ist ein Rückschritt für die Schweiz und darf in seiner jetzigen Form nicht gutgeheissen werden. Es ist dringend erforderlich, die Souveränität der Schweiz in diesen entscheidenden Bereichen zu wahren und unsere eigenen, bewährten Standards zu verteidigen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Konzeption und ihren Auswirkungen zutiefst besorgniserregend. Es drängt sich der Eindruck auf, dass es sich hierbei nicht um eine Stärkung des schweizerischen Lohnschutzes handelt, sondern um eine kosmetische Anpassung, die den eigentlichen Problemen nicht Herr wird und im schlimmsten Fall die Erosion unseres hohen Lohnniveaus weiter vorantreibt. Die vermeintlichen Schutzmassnahmen sind bestenfalls unzureichend und laufen Gefahr, die bewährten und effektiven schweizerischen Instrumente des Lohnschutzes aufzuweichen und an schwächere EU-Standards anzupassen. Anstatt die bestehenden flankierenden Massnahmen zu stärken und ihre Wirksamkeit zu erhöhen, werden wir mit neuen, bürokratischeren, aber im Kern weniger schlagkräftigen Regeln konfrontiert. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die versuchen könnten, Lohndumping zu betreiben und unter dem Deckmantel der EU-Konformität unsere Lohnstandards zu untergraben. Der massive Lohndruck, der mit der Ausweitung der Personenfreizügigkeit einhergeht, wird durch diese Massnahmen keineswegs kompensiert. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Die versprochenen Kontrollmechanismen werden in Wirklichkeit geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate, welche sich in der Schweiz als äusserst wirksam erwiesen haben, werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was wiederum die Attraktivität unseres Landes für ausländische Firmen, die auf Kostenvorteile durch tiefere Löhne abzielen, erhöht. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keineswegs eine Stärkung des Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die uns weiter von unseren eigenen Prinzipien entfernt. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert und erschwert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere im Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies reduziert unsere Handlungsfreiheit und macht uns abhängiger von Brüsseler Vorgaben. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, die neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der offensichtlich durch EU-Druck diktiert wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Anstatt das Kernproblem des Lohndrucks anzugehen, wird hier eine juristische Komplexität geschaffen, die den Unternehmen weitere Steine in den Weg legt. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die wirksamen schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies

stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies öffnet die Tür für willkürliche staatliche Eingriffe und schwächt die Position unserer eigenen Gerichte und Behörden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen in Bezug auf den Lohnschutz und die Personenfreizügigkeit nicht geeignet sind, die berechtigten Sorgen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft zu adressieren. Sie drohen stattdessen, unsere Souveränität zu schwächen, unseren Lohnschutz zu untergraben und unsere bewährten Arbeitsmarktprinzipien aufzuweichen. Wir fordern eine Neubewertung dieser Massnahmen unter strikter Berücksichtigung der Eigenständigkeit und der Interessen der Schweiz.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere in Bezug auf das Eisenbahnwesen, im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union. Es ist unabweisbar festzustellen, dass die angestrebte Angleichung an EU-Recht die Grundfesten unseres verlässlichen und auf die Bedürfnisse der Bevölkerung ausgerichteten Service public im Schienenverkehr gefährdet und die Souveränität der Schweiz in einem für das tägliche Leben essenziellen Sektor empfindlich beeinträchtigt. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenzielle Inkraftsetzung des EU-Beihilferechts. Die bisherigen, für die Aufrechterhaltung und den Ausbau unseres öffentlichen Verkehrs bewährten Subventionsmodelle, welche gezielt den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials fördern, könnten unter dem strengen und oft als restriktiv empfundenen EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte unmittelbare und negative Auswirkungen auf die Qualität und die Ausweitung des Angebots, das unseren Bürgern zur Verfügung steht. Es ist fraglich, ob die EU-Normen die spezifischen schweizerischen Bedürfnisse und Prioritäten im öffentlichen Verkehr ausreichend berücksichtigen oder ob sie nicht vielmehr zu einer Verringerung der Leistungsfähigkeit unseres Systems führen. Des Weiteren öffnet das Abkommen die Tür für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr. Dies bedeutet, dass ausländische Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, die Erlaubnis erhalten, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen birgt die erhebliche Gefahr der "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich mit hoher Wahrscheinlichkeit auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Transportunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung der Bevölkerung unerlässlichen Nebenlinien verbleiben. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Grundlage des Service public, der auf eine ausgewogene Bedienung des gesamten Landes angewiesen ist. Die finanziellen Lasten werden somit auf die SBB und andere nationale Anbieter verlagert, was deren Fähigkeit, ein flächendeckendes Angebot aufrechtzuerhalten, massiv schwächt. Die vom Bundesrat als vermeintliche Absicherung präsentierte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich substanzlos. Sie ist nicht verbindlich und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre gezwungen, diese Änderungen dynamisch zu übernehmen, was die nationale Gestaltungsfreiheit weiter einschränkt. Diese Erklärung stellt sich somit als eine reine Beruhigungspille dar, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht wirksam verhindert. Die Gefahr einer schleichenden Entmachtung der schweizerischen Gesetzgeber und Regulierungsbehörden ist offensichtlich. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine direkte Folge der dynamischen Rechtsübernahme. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit einschränken, infrastrukturpolitische Entscheidungen im Sinne der schweizerischen Interessen zu treffen. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret in Artikel 40ater, stellt einen direkten Angriff auf den Service public dar. Diese Bestimmung ermöglicht ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen den Eintritt in den Schweizer Markt und erlaubt ihnen, sich die profitabelsten Strecken herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag haben und die gesamte Schweiz bedienen. Langfristig wird dadurch die Qualität und der flächendeckende öffentliche Verkehr in der Schweiz gefährdet. Die finanzielle Basis für die Aufrechterhaltung weniger rentabler, aber dennoch wichtiger Verbindungen wird ausgehöhlt. Weiterhin beeinträchtigt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich. Anstatt die Vergabe nach den besten und kosteneffizientesten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass weniger optimale und potenziell teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler gewählt werden müssen, nur um den Vorgaben aus Brüssel zu entsprechen. Die nationale Gestaltungsfreiheit, die es uns ermöglicht, den öffentlichen Verkehr optimal auf die Bedürfnisse unserer Bevölkerung und unserer

Wirtschaft abzustimmen, wird somit erheblich beschnitten. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Eisenbahnwesen, eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität darstellen. Die angestrebte Angleichung an EU-Recht birgt das Risiko einer Schwächung unserer heimischen Transportunternehmen, einer Verschlechterung des Angebots für die Bevölkerung und einer Erosion der Entscheidungsgewalt über unsere eigene Infrastruktur. Es ist dringend geboten, diese potenziellen negativen Auswirkungen sorgfältig zu prüfen und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger an erster Stelle stehen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) im Zusammenhang mit der Annäherung an EU-Regularien stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Es ist unbestritten, dass die Schweiz eine autonome Entscheidungsgewalt über ihre Energiepolitik und -infrastruktur behalten muss. Die vorgesehene institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet de facto die Aufgabe dieser Souveränität. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten zu tragen hat, aber keine wirkliche Entscheidungsmacht mehr besitzt. Die Konsequenz ist, dass künftige, weitreichende Entscheidungen über unser Stromnetz nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel getroffen werden. Diese Entwicklung hat direkte Auswirkungen auf die eidgenössische Energielenkung. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom), bisher eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird zu einer reinen „operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Ihre Aufgabe wird es sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung. Die ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einem Instrument zur Durchsetzung externer Vorgaben, was dem schweizerischen Prinzip der direkten Demokratie und der Eigenverantwortung diametral widerspricht. Besonders besorgniserregend sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und dort für Wertschöpfung sorgt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und dessen Abschaffung erzwingen. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone schwächen und die dezentrale Energieproduktion, die massgeblich durch die Wasserkraft getragen wird, existenziell gefährden. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung sind bedroht. Gemeindekraftwerke, die eine wichtige Rolle in der lokalen Energieversorgung spielen, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigte, könnte durch die neuen Regeln ausgehebelt werden. Dies benachteiligt kleine, regionale Energieproduzenten und stärkt im Gegenzug grosse, überregionale Anbieter, was dem Prinzip der Subsidiarität und der Stärkung lokaler Wirtschaftsstrukturen widerspricht. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, ist ein Hochrisikoexperiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie wird unkalkulierbare Preisvolatilität zur Folge haben und die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährden. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in diesem liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit übernehmen soll – weder der Markt noch die EU scheinen hier eine klare Zuständigkeit zu haben. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen nicht absehbar sind. Die Kosten für die nicht vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit müssen letztlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden, was zu letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung weiter. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Zudem schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-

Regime. Unsere nationale Netzgesellschaft wird ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine bedenkliche Entmündigung der Schweiz in ihrer Energiepolitik bedeuten und die Versorgungssicherheit sowie die wirtschaftliche Stabilität unseres Landes aufs Spiel setzen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamental infragewürdige Abweichung von bewährten Schweizer Prinzipien dar und birgt gravierende Risiken für unsere Souveränität, unseren Föderalismus und die demokratische Legitimation wirtschaftspolitischer Entscheidungen. Die aktuelle Praxis, bei der Subventionen auf allen Ebenen – Bund, Kantone und Gemeinden – als Ausdruck politischer Prioritäten und als Instrument der lokalen und regionalen Wirtschaftsförderung dienen, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist nicht nur eine Abschaffung von demokratisch legitimierten Förderinstrumenten, sondern auch eine direkte Einschränkung der Handlungsfreiheit unserer staatlichen Organe. Die angestrebte Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, wie sie sich im neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den angepassten Bestimmungen des Kartellgesetzes (KG) manifestiert, höhlt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie in einem massiven Ausmass aus. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden und dabei spezifische kantonale Bedürfnisse zu berücksichtigen, werden kantonalen Beschlüssen künftig einer zentralen, EU-konformen Instanz in Bern zur Genehmigung vorgelegt. Dies ist ein direkter und inakzeptabler Angriff auf unser föderalistisches System. Die Kantone werden zu blossen Bittstellern degradiert, deren Entscheidungsbefugnisse auf ein Minimum reduziert werden. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Beihilfen, die bisher Ausdruck nationaler oder kantonaler Prioritäten waren, müssen neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit vollständig aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Diese Unterstellung gefährdet die strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, ihre strategischen Interessen in diesen lebenswichtigen Sektoren eigenständig zu verfolgen und zu schützen. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG ist die Institutionalisierung einer "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Die Entscheidungen dieser Kammer werden nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend, was angesichts der weitreichenden Eingriffsmöglichkeiten in die Wirtschaftsordnung besorgnizlich stimmt. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie in einem unannehmbaren Mass. Gemäss dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG wird zum Werkzeug zur Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von dieser zentralen Instanz geprüft werden. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle auf eine Weise, die unseren föderalistischen Grundsätzen zuwiderläuft. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Ein besonders gravierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies ist ein unmissverständlicher Verzicht auf nationale Steuerungshoheit in einem kritischen Bereich. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Gesetzes über die Preisüberwachung (PüG) ein alarmierendes Zeichen für

eine mangelnde Transparenz und eine Schwächung des Konsumentenschutzes. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient offensichtlich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass die Auswirkungen auf die Bevölkerung kritisch hinterfragt werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems darstellen. Sie ersetzen bewährte, demokratisch legitimierte Praxis durch eine technokratische Bürokratie und unterwerfen die Schweiz einer fremden Rechtsprechung. Aus diesen tiefgreifenden Bedenken wird eine grundsätzliche Ablehnung der vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen ausgesprochen.

Finanzieller Beitrag

Bezüglich der finanziellen Beiträge im Rahmen des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union müssen aus Sicht der Schweiz erhebliche Vorbehalte und Bedenken geäussert werden. Die Umwandlung der bisherigen, flexiblen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die demokratischen Entscheidungsprozesse dar. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz erhebliches politisches Druckmittel verliert und die Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen an externe Akteure abgibt. Die Bezeichnung "Kohäsionsbeitrag" mutet dabei geradezu zynisch an, wenn die Zahlungen faktisch zu einer unfreiwilligen und potenziell unkontrollierbaren Abgabe werden. Der im Abkommen initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als ein Lockvogelangebot, dessen eigentliche Absicht im rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung verborgen liegt. Dieser Mechanismus wird unweigerlich dazu führen, dass die Forderungen der EU im Laufe der Zeit massiv ansteigen werden. Sobald diese Zahlungen rechtlich bindend sind, wird die Schweiz in eine Position gedrängt, in der sie eine von der EU diktierte Geldverpflichtung ohne nennenswerten Verhandlungsspielraum erfüllen muss. Die Möglichkeit, eigenständige politische Entscheidungen über die Höhe und den Zweck solcher Beiträge zu treffen, wird damit obsolet. Dies widerspricht dem Grundsatz der Haushaltsautonomie und der Budgethoheit des Schweizer Parlaments, wie sie im Rahmen der Bundesverfassung verankert ist. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird eine bisher freiwillige Geste der Solidarität in eine permanente, rechtlich in Stein gemeisselte Verpflichtung überführt. Dieses Gesetz ist das entscheidende legislative Instrument, das dazu dient, die Schweiz zur regelmässigen finanziellen Unterstützung der EU zu verpflichten und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung jedes einzelnen Beitrags. Gemäss dem vorgeschlagenen Art. 1 des KoBG wird die Verpflichtung zur Zahlung eines Kohäsionsbeitrags als permanenter Rechtsanspruch der EU etabliert. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments massiv aus, da diese künftig nicht mehr über die Verwendung von Steuergeldern im Sinne einer freiwilligen Hilfe, sondern lediglich über die Umsetzung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung zu befinden hat. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine reine technische Formalität. Diese Verankerung zementiert die Kohäsionszahlungen als integralen Bestandteil der schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als normalen und dauerhaften Posten in der Bundesgesetzgebung. Dies signalisiert zudem der EU, dass die Schweiz diese Verpflichtungen als rechtlich bindend anerkennt und somit die Grundlage für zukünftige Forderungen legt. Besonders fragwürdig ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der Friedensförderung und der Unterstützung von Zivilbevölkerungen in Konfliktgebieten durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b. Diese Verbindung ist irreführend und nutzt den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung aus, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es entsteht der Eindruck, dass die Kohäsionszahlungen als eine Art indirekte Friedensförderung dargestellt werden, obwohl sie primär eine Bedingung für die institutionelle Anbindung an die EU darstellen. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Zielen und missbraucht ein wichtiges Instrument der schweizerischen Aussenpolitik. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die Schweiz mit diesen Regelungen Gefahr läuft, zur Nettozahlerin zu werden, ohne im Gegenzug einen garantierten oder substanziell verbesserten Marktzugang zu erhalten. Es wird für eine institutionelle Anbindung bezahlt, die vor allem Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweiz mit sich bringt. Die rechtliche Verbindlichkeit der Zahlungen, gekoppelt mit dem fehlenden Stimmrecht und der schwindenden demokratischen Kontrolle, ist aus schweizerischer Perspektive nicht akzeptabel. Die vorgeschlagenen Regelungen gefährden die finanzielle Autonomie und die Souveränität der Schweiz erheblich und sollten daher kritisch hinterfragt und abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine beispiellose Aushöhlung unserer Souveränität und unseres verfassungsmässigen Auftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Behauptung, die Personenfreizügigkeit werde dadurch nicht "massiv ausgebaut", ignoriert die faktische Erweiterung der Rechte für EU-Bürger auf eine Weise, die dem Volkswillen und den nationalen Interessen grob widerspricht. Insbesondere die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, welches als "Niederlassung C PLUS" praktisch unentziehbar ausgestaltet wird, wirft gravierende Fragen hinsichtlich der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke auf. Die Tatsache, dass selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe ein solches Aufenthaltsrecht bestehen bleibt, untergräbt die Grundprinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der Verantwortlichkeit. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zum Prinzip, dass sich der Aufenthalt in einem Staat nach dessen Gesetzen und der Einhaltung von Regeln richtet. Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs, die es EU-Bürgern erlaubt, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, ist eine zutiefst problematische Entwicklung. Diese unkontrollierte Ausdehnung der Familienzusammenführung wird unweigerlich zu einem signifikanten Anstieg der Zuwanderung und damit zu einer enormen Belastung unserer Sozialwerke und Infrastrukturen führen. Die Kosten hierfür werden in letzter Konsequenz von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, ohne dass eine adäquate Gegenleistung erkennbar ist. Die im Vertragspaket angepriesene "Schutzklausel" entpuppt sich als ein reines Placebo, eine "Erpressungsklausel", die in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie keinerlei reale Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht der Schweiz bei dem Versuch, diese Klausel anzurufen, mit Vergeltungsmassnahmen seitens der EU. Dies ist kein Schutz, sondern eine offene Drohung, die unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt. Die geplante Übernahme von EU-Recht im Bereich der Zuwanderung soll künftig nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine unannehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein Rückschritt von historischem Ausmass. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, ist kaum mehr möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und somit eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags darstellt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Ähnlich verhält es sich mit der Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (FZG), insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Auch das Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGSA) und das Bundesgesetz über die Information über die Berufsqualifikationen (BGMD) werden durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) (Artikel 2 Absatz 1bis BGMD) beeinträchtigt. Die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung wird durch einen automatisierten EU-Mechanismus ersetzt. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) wird durch die Einführung des EPC/IMI (Artikel 15, 35 MedBG; Artikel 10, 15 GesBG) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorgelegte Vertragspaket keine Verbesserung, sondern eine massive Verschlechterung der Situation für die Schweiz darstellt. Es untergräbt unsere Souveränität, unsere direkte Demokratie, unsere innere Sicherheit und unsere Sozialwerke. Wir fordern

daher eine klare Ablehnung dieses Pakets und eine konsequente Rückbesinnung auf die Prinzipien der Eigenständigkeit und der nationalen Interessen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweckt erhebliche Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz. Es ist unerlässlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem, unsere Wirtschaftsstruktur und unsere demokratischen Prozesse kritisch zu hinterfragen, bevor der Schweiz ein bindender Rahmen aufgezwungen wird, dessen vollständige Konsequenzen weder absehbar noch für das schweizerische Volk ausreichend transparent sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie im vorliegenden Paket impliziert wird, stellt eine gravierende Herausforderung für die schweizerische Rechtsordnung dar. Gemäss Artikel 123 des Bundesgesetzes über die Vereinfachung des Datenschutzes (DSG) und Artikel 193 des Obligationenrechts (OR) beruhen die Schweizer Gesetze auf dem Prinzip der Volkssouveränität und der direkten Demokratie. Die blosse Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, ohne diese im nationalen Gesetzgebungsprozess einer eingehenden Prüfung und gegebenenfalls Anpassung zu unterziehen, würde die primäre Autorität des Schweizer Gesetzgebers untergraben. Dies widerspricht dem fundamentalen Grundsatz, dass die Gesetzgebung auf nationaler Ebene durch die gewählten Vertreter des Volkes und unter direkter Einbeziehung des Volkes legitimiert wird. Die Verpflichtung zur direkten oder indirekten Übernahme von EU-Recht, wie sie in der vorgeschlagenen Regelung angedeutet wird, ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und die demokratische Willensbildung der Schweiz. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in der vorgeschlagenen Ausgestaltung äusserst problematisch. Die Verpflichtung zur Übernahme der Rechtsprechung des EuGH im Bereich der bilateralen Abkommen würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv einschränken. Artikel 122 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung der Gerichte an das Recht. Wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, Urteile des EuGH automatisiert zu übernehmen, ohne die Möglichkeit einer unabhängigen Überprüfung ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Verfassung, so wäre dies eine eklatante Verletzung dieses Verfassungsartikels. Dies würde dazu führen, dass ausländisches Recht, das nicht dem schweizerischen demokratischen Prozess unterliegt, bindende Wirkung in der Schweiz entfalten würde. Die Möglichkeit, dass das Schweizer Recht durch fremde Gerichte interpretiert und durchgesetzt wird, ohne dass die Schweiz auf die Zusammensetzung oder die Entscheidungsfindung dieser Gerichte Einfluss nehmen kann, ist inakzeptabel und stellt eine Erosion unserer staatlichen Souveränität dar. Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen dieser Vereinbarungen bedürfen einer kritischen Betrachtung. Die Stärkung der dynamischen Rechtsübernahme und die Einbeziehung des EuGH bergen das Risiko, dass die Schweiz übermässigen regulatorischen Belastungen ausgesetzt wird, die nicht auf ihre spezifischen wirtschaftlichen Bedürfnisse zugeschnitten sind. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen und Innovationen hemmen. Der Grundsatz der Rechtssicherheit, der in Artikel 9 der Bundesverfassung verankert ist, würde durch die ständige Notwendigkeit der Anpassung an sich änderndes EU-Recht untergraben. Die Schweiz würde in einen Zustand permanenter Unsicherheit und Anpassung gezwungen, was die Planbarkeit für Unternehmen erschwert und Investitionen unattraktiv machen könnte. Die Art und Weise, wie diese Verhandlungen geführt wurden und die mangelnde Transparenz gegenüber der breiten Öffentlichkeit, sind ebenfalls Anlass zur Sorge. Ein Abkommen dieser Tragweite, das tiefgreifende Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität hat, sollte einer umfassenden öffentlichen Debatte unterzogen und dem Volk zur Abstimmung vorgelegt werden. Die Bestimmungen des Artikels 141 der Bundesverfassung, der das Referendum als wichtiges Instrument der direkten Demokratie festschreibt, würden durch eine unzureichende Einbindung der Bevölkerung de facto ausgehöhlt. Es drängt sich der Verdacht auf, dass die Vorteile für die EU in den Vordergrund gestellt werden, während die potenziellen Nachteile und Gefahren für die Schweiz nur unzureichend berücksichtigt werden. Die Vorstellung, dass die Schweiz durch die Unterzeichnung dieses Pakets eine privilegierte, aber nicht gleichberechtigte Partnerschaft mit der EU eingeht, ist eine trügerische. Die Realität ist, dass die Schweiz sich damit in eine Abhängigkeit begibt, die ihre Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit zur selbstbestimmten Gestaltung ihrer Zukunft stark einschränken würde. Es gilt, die nationalen Interessen und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz über alle anderen Erwägungen zu stellen. Eine solche pauschale Übernahme von EU-Recht ohne klare demokratische Legitimation und unabhängige gerichtliche Kontrolle ist nicht im Interesse unseres Landes und darf nicht ohne tiefgreifende Bedenken und eine breite gesellschaftliche Zustimmung gutgeheissen werden. Die Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Integrität und die demokratischen Grundsätze sind zu erheblich, um sie zu ignorieren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Arno Morell (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Arno Morell · 0794307476 · arno.morell@proton.me

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem Parlament vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis und birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die Rechtsetzung. Die vorgeschlagene institutionelle Anbindung an die Europäische Union untergräbt grundlegend die Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalstaatlichen Gesetzgebung, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht des Schweizer Volkes steht im Widerspruch zur Willensbildung im Inland und zur nationalen Autonomie.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die automatische Übernahme von EU-Recht. Artikel 6 der Bundesverfassung garantiert, dass die Schweizer Gesetzgebung in erster Linie auf nationaler Ebene ausgearbeitet wird. Die vorgeschlagene Regelung würde diesem Grundsatz zuwiderlaufen, indem sie die Schweiz verpflichtet, die stetig wachsende Rechtsordnung der EU – das sogenannte *acquis communautaire* – unbesehen zu übernehmen. Dies würde bedeuten, dass sich die Schweizer Gesetzgebung fortwährend an die EU anpasst, ohne dass das schweizerische Parlament oder das Volk die Möglichkeit hätten, diese Entwicklungen kritisch zu prüfen, zu gestalten oder gar abzulehnen. Die Gefahr, dass das Schweizer Recht von Brüssel diktiert wird, ist real und unannehmbar. Artikel 123 der Bundesverfassung, der die rechtssetzerische Kompetenz der Bundesversammlung schützt, würde hierdurch de facto ausgehöhlt.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Verpflichtung, Urteile des EuGH anzuerkennen und anzuwenden, stellt eine klare Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 190 die Bindung der Gerichte an das geltende Recht. Wenn dieses Recht jedoch zunehmend durch die Interpretationen eines ausländischen Gerichts vorformuliert wird, verliert die nationale Rechtsordnung an eigener Autorität. Die Gefahr besteht, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Entscheide zu fällen, die im Widerspruch zu schweizerischen Rechtsprinzipien oder dem Volkswillen stehen könnten. Dies steht im diametralen Gegensatz zum Prinzip der Gewaltenteilung, wie es die Schweizer Verfassung vorsieht.

Das in Artikel 1 der Bundesverfassung verankerte Selbstbestimmungsrecht des Volkes wird durch das vorgeschlagene Paket ebenfalls gefährdet. Die Möglichkeit, dass die Schweiz sich durch die Übernahme von EU-Recht und die Anerkennung der EuGH-Urteile von ihrer eigenen direktdemokratischen Entscheidungsfindung entfremdet, ist ein gravierendes Problem. Es darf nicht sein, dass das Volk durch indirekte Mechanismen oder die Anerkennung externer Gerichte entmachtet wird. Jede Rechtsübernahme muss dem Prinzip der demokratischen Legitimation standhalten und dem Volk die Möglichkeit bieten, sich zu den wesentlichen Fragen zu äussern.

Die wirtschaftlichen Folgen einer Nicht-Übernahme des Pakets werden oft als katastrophal dargestellt. Diese apokalyptischen Szenarien sind jedoch mit Vorsicht zu geniessen. Es gibt keine Garantie, dass die EU im Falle einer Ablehnung tatsächlich die existierenden bilateralen Verträge mit der Schweiz in dieser Form kündigen würde. Vielmehr würde dies den Beginn von Verhandlungen über alternative Kooperationsmodelle eröffnen. Es ist fraglich, ob die EU ein Interesse daran hätte, die wirtschaftlichen Beziehungen zu einem ihrer wichtigsten Handelspartner derart zu beschädigen, insbesondere angesichts des erheblichen Handelsüberschusses der EU mit der Schweiz. Eine solche Massnahme wäre auch für die EU nicht ohne Kosten. Artikel 2 des Obligationenrechts, der die Vertragsfreiheit und deren Einhaltung betont, sollte hierbei nicht übersehen werden. Jegliche Kündigung von Verträgen müsste rechtlichen und wirtschaftlichen Erwägungen standhalten.

Die Argumentation, dass das vorliegende Paket der einzige Weg sei, die Stabilität der bilateralen Beziehungen zu gewährleisten, ist eine irreführende Vereinfachung. Sie ignoriert die Möglichkeit, dass die Schweiz eine eigenständige und souveräne Politik verfolgen kann, die auf den eigenen Interessen basiert und gleichzeitig die Prinzipien der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit wahrt. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie in der Lage ist, eigene Wege zu gehen und erfolgreich internationale Beziehungen zu gestalten.

Es ist essentiell, dass die schweizerische Politik die Souveränität des Landes und die direktdemokratischen Rechte des Volkes als höchste Güter betrachtet. Die Annahme des vorgeschlagenen Pakets würde die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit manövrieren, die langfristig schädlich für ihre Identität und ihren Wohlstand wäre. Die kritische Prüfung aller Bestimmungen und die Wahrung der nationalen Interessen müssen oberste Priorität haben. Die Bundesverfassung, insbesondere die Artikel 1 und 6, müssen als Leitplanken für jede zukünftige Gestaltung der Beziehungen zur EU dienen. Die Vorstellung, dass eine vollständige Übernahme von EU-Recht die einzige Lösung sei, ist nicht nur falsch, sondern gefährlich. Es gilt, alternative und souveränitätsfreundliche Lösungen zu erarbeiten, die die schweizerische Eigenständigkeit bewahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der nationalen Interessen äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Neubewertung. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit oder explizit in solchen Abkommen oft angestrebt wird, stellt eine fundamentale Gefährdung unserer direkten Demokratie und der einzigartigen rechtsstaatlichen Identität der Schweiz dar.

Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert die primäre Verantwortung des Bundes, das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu sichern. Diese Verpflichtung wird durch die Angleichung an das EU-Recht, ohne eine entsprechende Stärkung unserer eigenen Rechtsetzungsbefugnisse, massiv untergraben. Die Schweiz würde sich in eine Position begeben, in der sie Gesetze umsetzt, deren Entstehung sie nicht mehr aktiv mitgestalten kann, und die auf das europäische Mehrebenensystem zugeschnitten sind, das sich von unserem föderalistischen System fundamental unterscheidet.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Aushöhlung des Parlamentsvorbehalts gemäss Artikel 166 BV. Die Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass ein Grossteil der Gesetzgebung bereits im Vorfeld durch Brüsseler Institutionen vorformuliert wird. Das Schweizer Parlament würde zu einer reinen Umsetzungsinstanz degradiert, was dem Geist und Buchstaben des repräsentativen und direkten Regierungssystems der Schweiz widerspricht. Die demokratische Legitimation von Gesetzen wäre dadurch zwangsläufig geschwächt.

Ferner dürfen die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsprechung nicht unterschätzt werden. Artikel 190 BV besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht im Hinblick auf ihre Gültigkeit vor Bundesgerichten massgebend sind. Wenn aber EU-Recht, das vom Europäischen Gerichtshof (EuGH) ausgelegt wird, zum integralen Bestandteil des Schweizer Rechts

würde, käme dies einer faktischen Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH gleich. Dies steht im Widerspruch zur Souveränität der schweizerischen Gerichte, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist und die Unabhängigkeit der Justiz garantiert. Eine solche Abhängigkeit könnte die Anwendung schweizerischer Werte und Prinzipien in der Rechtsprechung beeinträchtigen.

Die Stabilität der Beziehungen zur EU sollte nicht auf Kosten unserer verfassungsmässigen Ordnung erkauft werden. Die Schweiz hat sich über Jahrzehnte hinweg ein System geschaffen, das auf Kompromissen, Föderalismus und direkter Demokratie beruht. Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte würde diese Errungenschaften auf dem Altar der Effizienz und der vermeintlichen Brüsseler Gunst opfern.

Artikel 5 BV legt fest, dass der Bund und die Kantone ihre Aufgaben gemäss der Verfassung und dem Recht erfüllen. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen die Priorisierung des Wohl des Landes und seiner Bevölkerung (Artikel 2 BV) zu vernachlässigen, indem sie externe Rechtsnormen über interne demokratische Prozesse stellen. Die Souveränität der Schweiz, die durch die Bundesverfassung garantiert wird, darf nicht durch bilaterale Abkommen de facto ausgehöhlt werden. Dies würde die Grundlage unserer nationalen Identität und unserer politischen Stabilität fundamental erschüttern.

Es muss klar kommuniziert werden, dass jede Form der Integration, die eine Übernahme von EU-Recht ohne eine entsprechende Mitgestaltungsberechtigung beinhaltet, eine Gefahr für die Schweiz darstellt. Die Stabilität der Beziehungen zur EU ist wünschenswert, aber sie darf nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre Kernprinzipien der direkten Demokratie, der föderalen Ordnung und der richterlichen Unabhängigkeit aufgibt. Eine solche Entwicklung wäre keine Stabilisierung, sondern eine schleichende Erosion der schweizerischen Eigenständigkeit und Rechtsordnung. Jede Weiterentwicklung der Beziehungen muss daher unter strikter Wahrung der verfassungsmässigen Prinzipien und der nationalen Interessen erfolgen, wobei die Mitbestimmung des Souveräns durch Volksabstimmungen ein zentrales Element bleiben muss. Die blosse Übernahme von EU-Recht, ohne ein Mitspracherecht auf Augenhöhe, ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Umsetzung der Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist besorgniserregend, dass die Schweiz sich zunehmend in eine Abhängigkeit von europäischen Regularien begibt, ohne dass eine klare und transparente Einbindung der Schweizer Bevölkerung und der eidgenössischen Räte gewährleistet ist.

Insbesondere die Art und Weise, wie neue EU-Gesetzgebungen in das schweizerische Rechtssystem integriert werden sollen, bedarf einer kritischen Prüfung. Die Erfahrungen aus der Vergangenheit zeigen, dass die Übernahme von EU-Recht oft über die ursprünglich vereinbarten Bereiche hinausgeht und zu einem schleichenden Souveränitätsverlust führt. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Recht zu übernehmen, das nicht den spezifischen Bedürfnissen oder Interessen der schweizerischen Bevölkerung entspricht.

Die demokratische Legitimationsgrundlage für die Übernahme von EU-Recht ist schwach. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die oberste Gewalt des Volkes und der Stimmberechtigten, die ihre Rechte durch Wahlen und Abstimmungen und durch die Volksinitiative und das Referendum ausüben. Die Art und Weise, wie die aktuellen Abkommen umgesetzt werden, scheint jedoch diesen Grundsatz zu untergraben. Es besteht die Gefahr, dass wichtige Entscheidungen, die das tägliche Leben der Schweizer Bürgerinnen und Bürger beeinflussen, von ausländischen Institutionen getroffen werden, ohne dass diese einem direkten demokratischen Rechenschaftspflicht gegenüber der Schweiz unterliegen.

Ein weiterer besorgniserregender Aspekt ist die potenzielle Aushöhlung der richterlichen Gewalt. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Gerichte ihre Unabhängigkeit wahren können

und nicht durch die Vorgaben des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder anderer EU-Institutionen eingeschränkt werden. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind Bundesgesetze und anderes eidgenössisches Recht für die Gerichte und die Behörden massgebend. Dies impliziert, dass die schweizerische Rechtsordnung primär auf den von den schweizerischen demokratischen Institutionen beschlossenen Normen basieren sollte. Die unkritische Übernahme von EU-Recht könnte jedoch zu einer Situation führen, in der die Massgeblichkeit des schweizerischen Rechts durch externe Vorgaben relativiert wird. Dies widerspricht dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in der schweizerischen Verfassung verankert sind.

Die Verhandlungsführung und die Umsetzung der Abkommen bedürfen einer umfassenden parlamentarischen Kontrolle. Die Bundesversammlung hat gemäss Artikel 168 der Bundesverfassung die Oberaufsicht über die Tätigkeit von Regierung und Verwaltung. Es ist unerlässlich, dass die Ausgestaltung und die Implementierung der Abkommen im Rahmen dieses Aufsichtsrechts transparent und nachvollziehbar erfolgen. Die Gefahr besteht, dass die Exekutive in den Verhandlungen eine zu grosse Autonomie erhält und das Parlament nur noch über bereits getroffene Entscheidungen informiert wird.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Integrationspolitik sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Während die Befürworter auf vermeintliche Vorteile im Marktzugang verweisen, dürfen die Risiken nicht ausser Acht gelassen werden. Es muss genau geprüft werden, ob die mit der Übernahme von EU-Recht verbundenen Kosten und Verpflichtungen tatsächlich durch die erwirkten Vorteile aufgewogen werden. Die Gefahr von Wettbewerbsverzerrungen und die Belastung von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) durch übermässige Bürokratie sind reale Risiken. Artikel 104 der Bundesverfassung nennt die Förderung des wirtschaftlich Wohlstands und die Sicherung der Altersvorsorge, des Gesundheitswesens und der sozialen Ausgleichs als Ziele. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht könnte diesen Zielen zuwiderlaufen.

Die Abkommen mit der EU dürfen nicht zu einer Situation führen, in der die Schweiz gezwungen ist, ihre kulturelle Identität und ihre spezifische Rechtskultur aufzugeben. Es muss eine klare Abgrenzung zwischen der Übernahme von Regeln zur Erleichterung des Handels und der tiefgreifenden Angleichung an die Rechtsordnung der EU geben. Die Bewahrung der schweizerischen Eigenheiten und der direkten Demokratie ist für die Glaubwürdigkeit und die Akzeptanz der schweizerischen Politik unerlässlich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die allgemeine Umsetzung der Abkommen mit der Europäischen Union unter dem Gesichtspunkt der Souveränität, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit kritisch betrachtet werden muss. Es bedarf einer transparenten und nachvollziehbaren Vorgehensweise, die die Grundsätze der schweizerischen Bundesverfassung uneingeschränkt achtet und eine breite gesellschaftliche und parlamentarische Debatte ermöglicht. Die Risiken einer schleichenden Abhängigkeit und einer Aushöhlung der schweizerischen Selbstbestimmung sind zu gross, um sie zu ignorieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale und inakzeptable Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bestehende, bewährte Praxis, bei der staatliche Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einer starren, technokratischen und von aussen diktierten Kontrolle unterworfen werden. Dies bedeutet die Abschaffung der demokratischen Legitimation von Förderungen, die beispielsweise den regionalen Verkehr, Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU unterstützen. Anstatt dass diese entscheidenden staatlichen Instrumente im Interesse der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft eingesetzt werden, sollen sie einem rigiden EU-Kontrollregime unterworfen werden, dessen primäre Agenda nicht das Wohl der Schweiz ist.

Die Souveränität der Kantone und ihre verfassungsmässige Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Die Kantone, die historisch und verfassungsrechtlich für die eigenständige Gestaltung der lokalen Wirtschaftsförderung zuständig sind, werden zu blossen Bittstellern degradiert. Ihre Beschlüsse, die auf lokalen Bedürfnissen und politischen Prioritäten

basieren, müssten künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden. Dies ist nicht weniger als ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, das Fundament unseres politischen Systems. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie; sie werden in ihren eigenen Hoheitsbereichen entmachtet und ihre demokratisch gefällten Entscheide dem Willen einer übergeordneten Instanz ausgeliefert.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Staatliche Beihilfen sollen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit vollständig aus. Kritische Sektoren, einschliesslich der strategisch wichtigen Energieversorgung, bei der zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird zu einer "Superbehörde" führen, die faktisch als "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Die Entscheide dieser Kammer werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist völlig unzureichend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre souveränen Subventionsentscheide können von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität hin überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Aushöhlung ihrer verfassungsmässigen Rechte.

Die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor Bundesverwaltungsgericht (VGG) zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ermöglicht es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Anstatt dass die kantonalen Instanzen primär zuständig bleiben, wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der die Autonomie der Kantone weiter einschränkt.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zweitrangig zu behandeln.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine gefährliche Abkehr von unseren verfassungsmässigen Prinzipien und eine erhebliche Schwächung unserer nationalen und föderalen Strukturen darstellen. Sie instrumentalisieren eine renommierte Schweizer Institution zur Durchsetzung externer Interessen und entmachten gleichzeitig die demokratisch legitimierten Ebenen unserer staatlichen Ordnung. Es ist unerlässlich, dass diese Entwicklungen kritisch hinterfragt und die Souveränität und die bewährten Strukturen der Schweiz geschützt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und dem damit verbundenen Lohnschutz

gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Die vorgeschlagenen Massnahmen erscheinen eher als kosmetische Anpassungen denn als substanzielle Verbesserungen. Anstatt den etablierten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird eine Tendenz zur Angleichung an EU-Standards erkennbar, welche die schweizerische Souveränität im Arbeitsrecht untergraben könnte. Die befürchtete flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefere Einkommensklassen, wird durch diese Regelungen nicht wirksam aufgefangen.

Die vorgeschlagene Neuausgestaltung des Lohnschutzes birgt die Gefahr, dass unser bewährtes System aufgeweicht und bürokratischer gestaltet wird, ohne die Effektivität gegenüber ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, zu erhöhen. Die Kontrollmechanismen, die bisher von paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektoraten wirksam ausgeübt wurden, drohen durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen geschwächt zu werden. Dies könnte zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine Umgestaltung unseres Lohnschutzes, die offensichtlich auf Druck der EU erfolgt. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies hat weitreichende Folgen für unsere Unabhängigkeit und die Fähigkeit, unsere eigenen wirtschaftlichen Interessen zu wahren.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU, die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Diese Massnahme löst das eigentliche Problem des Lohndrucks keineswegs.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Regelungskompetenz ist real.

Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung fundamental, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies öffnet die Tür für eine ungerechtfertigte Einflussnahme auf unsere nationale Rechtspflege und öffnet die Tür für Willkür.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz nicht geeignet sind, die von der EU ausgehenden Risiken für den Schweizer Arbeitsmarkt wirksam abzufedern. Sie drohen stattdessen, unser robustes schweizerisches System aufzuweichen, unsere Souveränität in Kernbereichen des Arbeitsrechts zu beschneiden und eine Benachteiligung von Schweizer Arbeitnehmern und Unternehmen zu riskieren. Aus diesen Gründen

lehnen wir die vorgeschlagenen Änderungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen und deren Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz, die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Es ist unbestreitbar, dass die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen dieses Abkommens eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet und damit im Widerspruch zum klaren Willen des Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht, die Schweiz eigenständig bei der Steuerung der Zuwanderung zu halten.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", das bereits nach fünf Jahren und somit doppelt so schnell wie bisher gewährt wird. Dieses neue Status – eine Art "Niederlassung C PLUS" – ist praktisch unentziehbar ausgestaltet. Die Bestimmungen sehen vor, dass selbst bei Vorliegen von Kriminalität oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe dieser Status nicht entzogen werden kann. Dies stellt eine direkte Bedrohung für die innere Sicherheit dar und untergräbt die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Die finanzielle Last, die durch Personen entsteht, die zwar in der Schweiz leben, aber keinen Beitrag zur Gesellschaft leisten und stattdessen auf Sozialhilfe angewiesen sind, wird unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen erheblich gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Diese Entwicklung ist inakzeptabel und widerspricht dem Prinzip der Eigenverantwortung und Solidarität innerhalb der schweizerischen Gesellschaft.

Darüber hinaus wird der Familiennachzug auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und somit zu einer enormen Steigerung der Sozialkosten führen. Dies ist eine Entwicklung, die angesichts der bereits bestehenden Belastungen unserer Sozialsysteme nicht hingenommen werden kann.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich als reines Placebo und als Augentäuschung. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Diese Klausel ist keine Schutzbestimmung, sondern vielmehr eine Erpressungsmasse, die die Schweiz dazu zwingt, die EU-Vorgaben bedingungslos zu übernehmen.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig nach der sogenannten "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich praktisch keine Mitsprache mehr haben. Diese automatische Übernahme von EU-Recht ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität.

Konkret zeigen die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung des Art. 29a, eine Zementierung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei fortwährender Abhängigkeit, ist kaum noch möglich. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine reine Farce, die zwar Indikatoren definiert, die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen überlässt und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun von den Studierenden getragen werden müssen.

Das neue Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Schweizer Gründlichkeit wird für EU-Kompatibilität geopfert.

Die Anpassung des AIG ist das Kernstück einer Kapitulation vor der EU. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b ist eine Illusion, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Art. 24a, ist eine rein kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir lediglich deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das offene Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Art. 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem

Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung eine massive Erosion der schweizerischen Souveränität, eine erhebliche Gefährdung der inneren Sicherheit und eine unzumutbare Belastung unserer Sozialwerke bedeuten. Es handelt sich um eine unannehmbare Preisgabe unserer direkten Demokratie und unserer Fähigkeit, selbstbestimmt über unsere Zukunft zu entscheiden. Diese Vereinbarungen sind nicht im Interesse der Schweiz und müssen daher entschieden abgelehnt werden.

Strom

Stellungnahme zum Bereich: Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom lassen tiefgreifende und inakzeptable Konsequenzen für die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz befürchten. Diese Vernehmlassung bietet die letzte Gelegenheit, einer schrittweisen Entmachtung und Unterwerfung unter EU-Regularien entgegenzutreten, die unseren nationalen Interessen fundamental zuwiderlaufen.

Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jegliches Stimmrecht. Dies bedeutet, dass Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz, eine kritische nationale Infrastruktur, künftig in Brüssel getroffen werden. Die Schweiz trägt zwar die damit verbundenen Kosten, hat aber keinerlei Einfluss auf die Gestaltung der Regelungen. Dies stellt einen gravierenden Verlust der nationalen Souveränität dar und höhlt die Grundpfeiler unserer Unabhängigkeit aus. Die ElCom, unsere unabhängige Regulierungsbehörde, würde von ihrer Rolle als schweizerische Hüterin der Regulierung zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel wird somit zur traurigen Realität. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung, welche stets die Versorgungssicherheit und die Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger in den Vordergrund stellte.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die heimische Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte und für die Bergkantone äusserst wichtige System der Wasserzinsen, welches zur Finanzierung lokaler Infrastruktur und zur Stärkung der betroffenen Regionen beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte verheerende finanzielle Folgen für die Kantone und würde die dezentrale Wertschöpfung in diesen Gebieten empfindlich treffen.

Unsere föderalen Strukturen, die sich in der Energieversorgung stets bewährt haben, werden durch die neuen Regelungen massiv geschwächt. Die wichtigen Gemeindekraftwerke, die eine Säule der lokalen Energieautonomie darstellen, sehen sich einer Gefährdung ihres traditionellen Einspeisevorrangs durch EU-Wettbewerbsregeln ausgesetzt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion und fördert stattdessen grossflächige, zentralisierte Strukturen, die oft weiter von den Bedürfnissen der Bevölkerung entfernt sind.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) treibt die vollständige Marktliberalisierung voran. Dieses hochriskante Experiment wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Klein- und Mittelunternehmen (KMU) sowie für private Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt naturgemäss nicht adäquat

übernehmen wird, müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist ein klarer Nachteil für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Zudem wird die nationale Versorgungssicherheit dem freien Spiel des Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein unverantwortliches Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen im Ernstfall verheerend sein können.

Die geplante Novelle des Energiegesetzes (EnG, Art. 15 neu) schwächt die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW für die Abnahme- und Vergütungspflicht werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, darunter Gemeindewerke und Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage untergraben. Dies steht im Widerspruch zur propagierten Energiestrategie der Schweiz und bevorzugt unverkennbar grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und erhöht unsere Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei unwiederbringlich zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer unzweideutiger Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen, flexiblen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne jegliche Notwendigkeit den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen fundamentalen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht lediglich eine Modernisierung der Stromgesetzgebung darstellen, sondern eine schrittweise Erosion der schweizerischen Souveränität und eine Aufgabe unserer bewährten Prinzipien der Versorgungssicherheit und der dezentralen Energieproduktion bedeuten. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit in Energiefragen wahrt und Entscheidungen über ihre Stromversorgung im nationalen Interesse trifft, anstatt sich einem externen und oft widersprüchlichen Regelwerk zu beugen. Wir fordern daher eine klare Absage an diese weitreichenden und schädlichen Verknüpfungen mit der EU im Strombereich.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die spezifischen Standards der Schweiz, insbesondere im Bereich der Lebensmittelsicherheit. Unter dem irreführenden Etikett der "Lebensmittelsicherheit" wird de facto eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vollzogen. Dies ist kein vertraglicher Fortschritt, sondern eine schleichende Absorption, die unsere bewährten, oft überlegenen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten massiv bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres landwirtschaftlichen Erfolgs und unseres nationalen Selbstverständnisses, steht unmittelbar auf dem Spiel. Die geforderte Angleichung an EU-Standards, die nachweislich in vielen Bereichen tiefer angesetzt sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert und Glaubwürdigkeit, wenn die Produktion unter denselben, oft weniger strengen Kriterien erfolgen muss wie in den Mitgliedstaaten der EU. Dies untergräbt einen unserer wichtigsten Wettbewerbsvorteile und entwertet die Anstrengungen und Investitionen unserer Produzenten, die auf höchste Qualität setzen.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung einer beispiellosen "Guillotineklausel", welche dieses

Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Diese Klausel stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar: Eine Kündigung dieses aus heutiger Sicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk mit der EU zum Einsturz bringen. Dies nimmt der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit und zwingt sie, unliebsame Abkommen zu akzeptieren, um nicht einen weitaus grösseren Schaden zu riskieren.

Die geplante Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben – von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants – stellt einen gravierenden Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie unserer nationalen Aufsichtsgremien und die Selbstbestimmung unserer Produzenten untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen lokaler Veranstaltungen Lebensmittel anbieten, müssten die komplexen und auf die EU-Massenproduktion ausgerichteten Vorschriften erfüllen. Dies zerstört nicht nur lokale Traditionen, sondern vernichtet auch wirtschaftliche Existenzen und die Vielfalt unserer Lebensmittelkultur.

Das auf breiter Basis demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Übernahme von EU-Recht systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten könnten. Dies missachtet klar den Volkswillen und untergräbt die demokratischen Prozesse, die uns als Nation leiten sollten.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) markiert einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem unausweichlichen Verlust unserer hohen Standards. Die neuen Absätze in Art. 141 und 148 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) gewähren dem Bundesrat weitreichende Verordnungskompetenzen, eine wahre Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird damit umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gefährliche Aushöhlung der parlamentarischen und somit der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls zutiefst problematisch. Die neuen Artikel Art. 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz dar. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Anstatt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgelegte Abkommen keineswegs primär der

Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dient, sondern eine schleichende Unterwerfung unter EU-Regulierungen darstellt, welche unsere Standards, unsere Souveränität und unsere demokratischen Prozesse untergraben. Es ist daher dringend geboten, diese Regelungen in ihrer jetzigen Form abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Mit äusserster Skepsis und tiefen Vorbehalten nehmen wir Stellung zum vorgeschlagenen finanziellen Beitrag im Rahmen des neuen Abkommens mit der Europäischen Union. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen eine fundamentale Verschiebung der schweizerischen Souveränität dar und bergen erhebliche finanzielle Risiken für unser Land, ohne entsprechende Gegenleistungen zu garantieren.

Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Was hier als "Beitrag" verkauft wird, gleicht de facto einer Zwangsabgabe, die unserer direkten Mitsprache entzogen wird. Die Idee, dass die Schweiz freiwillig in ein solches System einwilligt, ist angesichts der automatischen Verbindlichkeit eine offensichtliche Täuschung.

Der anfangs kolportierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint nach genauerer Betrachtung als ein reines Lockvogelangebot. Der im Vertrag fest verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, über diese künftigen Zahlungen zu verhandeln oder gar abzulehnen. Wir werden gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren, ohne eine Stimme oder ein Mitspracherecht zu besitzen. Dies ist eine Einkommensquelle für die EU, die auf Kosten der schweizerischen Autonomie geht.

Das gegenwärtige Vorgehen positioniert die Schweiz als reine Nettozahlerin, die Geld überweist, ohne im Gegenzug eine substantielle Verbesserung des Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, deren primäre Konsequenz die Aushöhlung unserer Souveränität ist und deren greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung marginal bis nicht existent sind. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Interessen unseres Landes und seiner Bürger.

Die geplante Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) dient einzig dazu, die bisher flexiblen und politisch steuerbaren Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren. Dieses Gesetz entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Es wird zu einem permanenten Rechtsanspruch der EU auf schweizerische Steuergelder etabliert.

Das KoBG fungiert als das unheilvolle gesetzgeberische Instrument, welches die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Es wandelt eine politische Geste in eine unumgängliche rechtliche Pflicht um. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Art. 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die dem Wohle der Schweizer Bevölkerung dienen sollten, wird lediglich noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die Institutionen von Bund und Kantonen (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert klar, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies ist ein Schritt, der die Unabhängigkeit der Schweizer Gesetzgebung massiv beeinträchtigt.

Des Weiteren ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der Friedensförderung und der humanitären Hilfe durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend und

potenziell missbräuchlich. Unter dem Deckmantel des "guten Namens" der Schweizer Friedensförderung werden hier politisch heikle und äusserst umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU mit fragwürdiger Legitimation gesetzlich verankert. Dies verschleiert die wahren Absichten und untergräbt die Integrität der Friedensförderungspolitik.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität darstellen. Die automatische, rechtlich bindende Verpflichtung zu Zahlungen, die ohne echte Mitsprachemöglichkeit und ohne garantierte Gegenleistungen erfolgen, ist nicht akzeptabel. Wir appellieren an die Vernunft und das Verantwortungsbewusstsein aller Beteiligten, diese verfassungsfeindlichen und wirtschaftlich nachteiligen Bestrebungen abzulehnen und die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger an erste Stelle zu setzen.

Landverkehr

Mit grosser Besorgnis nehmen wir Stellung zum Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die vorgeschlagenen Anpassungen im Rahmen der zukünftigen Beziehungen mit der Europäischen Union. Die vorliegenden Regelungen bergen erhebliche Risiken für unseren Service public im Schienenverkehr und stellen eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die potenzielle Gefährdung des Schweizer Service public im Schienenverkehr durch die Anwendung des EU-Beihilferechts. Dieses Recht könnte etablierte und für die schweizerische Bevölkerung essenzielle Subventionen, die zur Aufrechterhaltung eines qualitativ hochwertigen und flächendeckenden Angebots im Güter- und Regionalverkehr sowie zur Erneuerung unseres Rollmaterials dienen, als unzulässig einstufen. Dies würde unmittelbar die Leistungsfähigkeit und die Attraktivität unseres öffentlichen Nah- und Fernverkehrs beeinträchtigen.

Darüber hinaus eröffnet das geplante Abkommen die Tür für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz. Gemäss dem neu einzuführenden Artikel 40ater EBG würden ausländischen Anbietern, wie beispielsweise Flixtrain, erlaubt, innner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" ist unverkennbar: Ausländische Unternehmen würden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Schweizer Verkehrsunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unabdingbaren Nebenlinien sitzen blieben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental und gefährdet somit die intermodale Verknüpfung und die Erreichbarkeit aller Regionen.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz in ihrer Autonomie weiter einschränken würden. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die nicht in der Lage ist, die langfristige Erosion unserer Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs zu verhindern.

Die Schweiz gibt durch diese Regelungen schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert, dass wir zukünftige EU-Regulierungen, beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Institutionen verlagern und die strategische Ausrichtung unseres Bahnwesens de facto aus Brüssel diktieren lassen.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein direkter Angriff auf den Service public. Sie gewährt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, die Möglichkeit, sich die lukrativsten Schweizer Bahnstrecken auszusuchen. Dies schwächt zwangsläufig die SBB und andere heimische Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag zu erfüllen haben. Die langfristige Folge wird eine qualitative Verschlechterung und eine Einschränkung des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs in der Schweiz sein.

Des Weiteren schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die

nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Diese Vorschrift zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert und die Möglichkeit einschränkt, Aufträge nach den besten Kriterien für unser Land zu vergeben. Anstatt Kriterien anzuwenden, die den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz Rechnung tragen, müssen wir uns an EU-Konformität orientieren. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten, untergräbt die Fähigkeit von Bund und Kantonen, ihren öffentlichen Verkehr strategisch und im besten Interesse der eigenen Bevölkerung zu gestalten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Landverkehr eine ernsthafte Bedrohung für unseren Service public darstellen. Die Aushöhlung unserer Souveränität und die potenzielle Schwächung der SBB durch die Zulassung der Kabotage sind nicht hinnehmbar. Wir fordern daher eine kritische Neubewertung der vorgeschlagenen Massnahmen und eine klare Priorisierung der nationalen Interessen und der Aufrechterhaltung eines starken, universell zugänglichen öffentlichen Verkehrs in der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Betrachtung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung unter den derzeitigen Bedingungen im besten Interesse der Schweiz liegt und ob die vorgeschlagenen Regelungen die Souveränität und die spezifischen Bedürfnisse unseres Landes ausreichend berücksichtigen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache oder die Möglichkeit zur Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten. Das revidierte Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (WZGB) beispielsweise, insbesondere Artikel 1, betont die Geltung des schweizerischen Rechts. Die vorgeschlagenen Übernahmen von EU-Recht drohen jedoch, diesen Grundsatz zu untergraben. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz in einer Situation wiederfindet, in der sie bindende EU-Rechtsakte implementieren muss, die nicht im Einklang mit unseren eigenen rechtsstaatlichen Traditionen oder den verfassungsrechtlichen Vorgaben stehen. Dies könnte sich insbesondere auf das Obligationenrecht (OR) auswirken, wo eine unkritische Übernahme von EU-Richtlinien zu unnötigen Verkomplizierungen und zu einer Beeinträchtigung der Rechtssicherheit für schweizerische Unternehmen und Bürger führen könnte. Die Frage, ob und wie die EU-Gesetzgebung mit dem bisher geltenden Schweizer Recht in Einklang gebracht werden kann, ohne die Grundpfeiler unseres Rechtssystems zu gefährden, ist ungeklärt und bedarf einer tiefgreifenden Prüfung.

Darüber hinaus ist die unklare Ausgestaltung der institutionellen Vereinbarungen besorgniserregend. Während die EU ihre institutionellen Strukturen und Entscheidungsprozesse klar definiert hat, bleibt im vorliegenden Vorschlag vieles im Vagen. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität durch die Einbeziehung in nicht klar definierte gemeinsame Gremien ist real. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz. Die vorgeschlagenen Abkommen könnten jedoch dazu führen, dass Entscheidungen, die primär die Schweiz betreffen, von nicht-demokratisch legitimierten EU-Institutionen beeinflusst oder gar bestimmt werden. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Zukunft eine massgebliche Rolle bei der Auslegung und Anwendung von Regelungen spielt, die auch die Schweiz betreffen, ist eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung. Dies widerspricht dem Prinzip der Gewaltenteilung, wie es in Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Die finanzielle Komponente der vorgeschlagenen Vereinbarungen muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Die Verpflichtung zu regelmässigen Zahlungen an die EU, sei es im Rahmen von

Kohäsionsbeiträgen oder als Beteiligung an spezifischen Programmen, stellt eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweiz dar. Ohne eine klare und transparente Rechenschaftspflicht seitens der EU über die Verwendung dieser Gelder und ohne eine nachweisbare Gegenleistung, die den finanziellen Aufwand rechtfertigt, ist eine solche Verpflichtung kaum akzeptabel. Artikel 41 der Bundesverfassung (BV) zur Förderung des Gemeinwohls und der wirtschaftlichen Wohlfahrt scheint hierdurch nicht zwangsläufig gedeckt. Es muss sichergestellt werden, dass die Mittel der schweizerischen Steuerzahlerinnen und Steuerzahler im Interesse der Schweiz eingesetzt werden und nicht zur Finanzierung von Projekten oder Politiken der EU, die keinen direkten Nutzen für unser Land bringen.

Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die soziale Sicherheit sind ebenfalls besorgniserregend. Die Personenfreizügigkeit, wie sie von der EU praktiziert wird, birgt die Gefahr von Lohndumping und einer Überlastung der schweizerischen Sozialwerke. Während die Schweiz grundsätzlich für eine kontrollierte Zuwanderung offen ist, bedarf es klarer Mechanismen, um die negativen Auswirkungen auf den heimischen Arbeitsmarkt abzufedern und die Sozialsysteme zu schützen. Artikel 115 der Bundesverfassung (BV) zur Regelung der Zuwanderung und Auswanderung wird durch die vorgeschlagene Ausgestaltung der Personenfreizügigkeit potenziell ausgehöhlt. Die Frage, wie die Schweiz ihre Interessen im Hinblick auf die Anwerbung von Fachkräften und den Schutz der heimischen Arbeitnehmer wirksam wahren kann, ist von entscheidender Bedeutung.

Abschliessend muss festgestellt werden, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse einer tiefgreifenden Revision bedürfen, um die Interessen und die Souveränität der Schweiz zu wahren. Die mangelnde Transparenz, die potenziellen rechtlichen Bindungen und die unklaren finanziellen Verpflichtungen sind ernste Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und eine schleichende Abgabe von Entscheidungskompetenzen würden die schweizerische Eigenständigkeit nachhaltig gefährden und könnten langfristig zu erheblichen Nachteilen für unser Land führen. Es ist unerlässlich, dass die Verhandlungen mit der EU auf eine Weise fortgeführt werden, die den Kerninteressen der Schweiz Rechnung trägt und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes stärkt, anstatt sie zu schwächen. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Würde des Menschen in den Mittelpunkt stellt und die Schweizerische Eidgenossenschaft als einen freien und unabhängigen Staat definiert, muss hierbei stets als oberste Richtschnur dienen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Brotzer Björn (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Brotzer Björn · 0789077808 · bbrotzer76@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in einem scheinbar abgeschwächten Format, untergräbt grundlegende Prinzipien unseres Rechtssystems und unserer demokratischen Selbstbestimmung.

Die Übernahme von EU-Recht, auch in selektiven Bereichen, widerspricht dem Geist und dem Buchstaben des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV). Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Volksrechte verankert, wird durch eine solche Entwicklung massiv bedroht. Die Einführung von EU-Regulierungen, die nicht durch das Schweizer Parlament frei im Sinne unserer nationalen Interessen gestaltet werden können, bedeutet eine faktische Entmachtung unserer demokratischen Institutionen und eine Einschränkung der direkten Mitsprache des Schweizer Volkes.

Darüber hinaus ist die befürchtete automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) höchst bedenklich. Die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte und die Hoheit des Bundesgerichts über die Auslegung des Schweizer Rechts sind essenziell für die Rechtssicherheit im Inland. Die Unterstellung unter die Jurisdiktion des EuGH, wie sie sich aus dem Automatismus des Rechtsübernahme ergibt, verletzt das Prinzip der nationalen Rechtsordnung und könnte zu einer ständigen Anpassung unserer Gesetze an externe Vorgaben führen, die nicht unseren spezifischen Bedürfnigen entsprechen. Dies steht im Widerspruch zu den rechtsstaatlichen Grundsätzen, die im Artikel 2 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) implizit verankert sind, indem dort die Treue und Sorgfaltspflicht des Schuldners unterstellt wird, was auf eine autonome und eigenverantwortliche Rechtspflege verweist.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind nicht zu unterschätzen. Die Stärkung des freien Personenverkehrs im Rahmen eines Abkommens, das die EU anstrebt, wird voraussichtlich zu einer weiteren Belastung unserer Sozialwerke und unseres Arbeitsmarktes führen. Der Druck auf die Löhne und die Wettbewerbsfähigkeit heimischer Unternehmen könnte zunehmen, ohne dass die Schweiz im Gegenzug die gleichen Vorteile des EU-Binnenmarktes geniessen könnte wie Vollmitglieder. Dies widerspricht dem Interesse, die schweizerische Wirtschaft nachhaltig und zum Wohle der eigenen Bevölkerung zu gestalten. Die damit verbundenen Abhängigkeiten von der EU-Wirtschaftspolitik sind ein unnötiges Risiko für die Stabilität unseres Wohlstands. Die freie Entscheidung über die Gestaltung unserer bilateralen Beziehungen muss daher oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung im Inland wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Stärkung der Schweizer Rechtsordnung auf. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen eine echte Stärkung der inländischen Gesetzgebung darstellen oder nicht vielmehr eine schleichende Erosion unserer verfassungsrechtlichen Grundsätze bedeuten.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Ausweitung der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht. Dies steht im Widerspruch zu unserem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und unsere demokratischen Prozesse untergräbt die Entscheidungsfreiheit des Schweizer Volkes und seiner Institutionen. Die Gefahr einer automatischen Rechtsübernahme birgt das Risiko, dass unser Parlament seiner gesetzgeberischen Funktion teilweise entledigt wird, was eine Abkehr von unserem parlamentarischen System darstellen würde.

Zudem ist die Frage der Überwachung und Durchsetzung von EU-Recht durch EU-Institutionen äusserst kritisch zu betrachten. Artikel 97 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und Behörden. Eine Einbindung von EU-Instanzen in die Überwachung und potenziell in die Durchsetzung von Rechtsnormen, die ausserhalb unseres rechtsstaatlichen Rahmens geschaffen wurden, könnte diese Unabhängigkeit gefährden. Es muss klar definiert werden, wie die Souveränität der Schweizer Gerichte und Verwaltungsbehörden gewahrt bleibt und wie sichergestellt wird, dass schweizerisches Recht stets Vorrang hat, insbesondere dort, wo es um die Auslegung und Anwendung von Verträgen geht.

Die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht birgt ferner die Gefahr einer einseitigen Anpassung zugunsten der EU. Es besteht die Sorge, dass die Schweiz in Verhandlungen gezwungen wird, die nicht immer ihren Interessen dienen und die zu einem Verlust von Flexibilität und Eigenständigkeit führen könnten. Die Verankerung in unserer Verfassung, die das Prinzip der Rechtsgleichheit und der Verhältnismässigkeit im Artikel 5 BV betont, muss auch im Kontext zukünftiger Abkommen mit der EU konsequent angewendet werden. Wir dürfen nicht zulassen, dass eine reine Übernahme von EU-Regelungen unsere eigenen nationalen Rechtsgrundsätze pervertiert oder schwächt. Die vorgeschlagene Umsetzung muss daher einer strengen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass sie die schweizerische Souveränität und unseren Rechtsstaat stärkt und nicht aushöhlt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Rahmen des revidierten Abkommens mit der EU stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie im revidierten Gesetz über die Personenfreizügigkeit (Freizügigkeitsgesetz, FreizG) durch die Einführung neuer Bestimmungen wie Art. 25f Abs. 1bis angedeutet wird, steht im direkten Widerspruch zu Art. 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, das einer „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt und praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, wie es sich aus den geplanten Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) ableiten lässt, birgt erhebliche Risiken für unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Artikel 41c AIG und die Aufhebung von Artikel 29a AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausweiten und einen Ausschluss selbst bei sozialer Abhängigkeit erschweren. Dies wird die Kosten für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden massiv erhöhen.

Der geplante Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern und Grosseltern einschliesst, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die

sogenannte „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine reine Farce; ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Diese automatische Anpassung des AIG, insbesondere die Neuschaffung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, verkörpert eine Kapitulation vor der EU und missachtet bewusst den Verfassungsauftrag zur Steuerung der Zuwanderung.

Auch im Bildungsbereich sind die Konsequenzen gravierend. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten. Diese werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Schweiz verliert zudem die Kontrolle über die Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) gemäss dem Bundesgesetz über die Anerkennung von ausländischen Berufsqualifikationen (BGVB). Gerade im Gesundheitsbereich, wie die Anpassungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35, 50) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) zeigen, ist die Aushebelung der eigenständigen und sorgfältigen Prüfung ausländischer Diplome durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Gleiches gilt für das Psychologieberufegesetz (PsyG, Art. 37 Abs. 4). Diese Entwicklungen sind nicht nur technisch, sondern stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und unserer Fähigkeit dar, unsere eigenen Standards und Interessen zu wahren.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom markieren einen tiefgreifenden Einschnitt in die Energiepolitik der Schweiz und bergen erhebliche Risiken, die nicht ignoriert werden dürfen. Die anvisierte institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Akzeptanz von ACER und ENTSO-E, entzieht der Schweiz nicht nur ihre Energiesouveränität, sondern macht sie zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über die entscheidende Infrastruktur unseres Stromnetzes werden zukünftig in Brüssel getroffen, während die Schweiz die Folgen tragen muss.

Die Rolle der ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Diese underkünstliche Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung. Artikel 4a ff. des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) zur vollständigen Marktliberalisierung sind dabei besonders bedenklich. Sie bergen die Gefahr volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Eine unzureichende Energiereserve, wie in Artikel 8b ff. StromVG vorgesehen, verschärft die Gefährdung der Versorgungssicherheit zusätzlich.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleiches gilt für unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung. Die traditionellen Einspeisevorrangregelungen für Gemeindekraftwerke werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und

bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Des Weiteren schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die masslose Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Dies zerstört unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, und es ist unklar, wer im Krisenfall die Verantwortung trägt. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden als Ausdruck ihrer politischen Legitimation und zur Förderung lokaler, regionaler oder nationaler Interessen getroffen werden, soll einem rigiden, technokratischen Kontrollregime der Europäischen Union unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv beeinträchtigt. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig einer zentralen Behörde in Bern und letztlich der EU-Kommission zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien des Föderalismus und untergräbt die Autonomie der kantonalen und kommunalen Ebenen.

Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG als Teil der Wettbewerbskommission (WEKO) fungiert, wird faktisch eine "Superbehörde" installiert. Diese Institution agiert als verlängerter Arm der EU und wird ihre Entscheide primär an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten müssen, anstatt die spezifischen Interessen der Schweiz zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, und die Möglichkeit zur Überprüfung und Anfechtung ihrer Entscheidungen, insbesondere für die Kantone, ist stark eingeschränkt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) birgt erhebliche Gefahren für die kantonale Autonomie. Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse zugunsten der neuen Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu nachgeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch eine abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Selbstverwaltung darstellt.

Die vorgeschlagene Regelung unterstellt auch kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr der EU-Kontrolle. Insbesondere die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz gibt damit jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor auf.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde über Entscheide befindet, die sich auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen Wächters der Preise ignoriert. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer unzulässigen Unterwerfung unter EU-Recht, einer Schwächung der direkten

Demokratie und der föderalistischen Strukturen sowie einer erheblichen Einschränkung der schweizerischen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz unzureichend und entfalten lediglich eine kosmetische Wirkung. Sie sind nicht in der Lage, den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, welcher durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursacht wird, wirksam zu kompensieren. Es besteht die ernste Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstandards, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und effektiven schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an die EU-Standards angepasst. Die konsequente Folge sind bürokratischere, aber substanziell weniger wirksame flankierende Massnahmen, die primär ausländischen Unternehmen mit einer Neigung zum Lohndumping zugutekommen.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die etablierten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies impliziert zwangsläufig weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, welcher durch EU-Druck diktiert wird. Es entsteht eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für schweizerische Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a sind eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ist zutiefst problematisch. Sie erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, was unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen wird. Profitablere Hauptstrecken werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet langfristig die Qualität und Flächendeckung des öffentlichen Verkehrsangebots für die Bevölkerung.

Des Weiteren ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun primär EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Solche Regelungen können zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und

nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt bedroht. Die Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres hervorragenden schweizerischen Service public sind durch diese Abkommen ernsthaft gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an Kohäsionsmassnahmen der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und ist aus Sicht der Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit entschieden abzulehnen.

Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung stellt eine massive Aushöhlung demokratischer Kontrollmechanismen dar. Insbesondere die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist als gesetzgeberisches Instrument zur permanenten und unumkehrbaren Verpflichtung der Schweiz zur Kasse zu bitten zu betrachten. Die Verankerung von Kohäsionszahlungen als "permanenter Rechtsanspruch" gemäss Artikel 1 KoBG untergräbt massiv die Budgethoheit des Schweizer Parlaments. Anstatt über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden, wird dem Parlament lediglich die Rolle des Vollzugs einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zugewiesen.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockvogelangebot zu werten. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen. Sie wird zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die verpflichtet ist, zu zahlen, was die EU vorgibt, ohne dafür garantierte Gegenleistungen wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie zementiert diese Abgaben als festen Bestandteil der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Bereitschaft zur finanziellen Entlastung der EU. Ebenso ist die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Diese Entwicklung bedeutet eine erhebliche Schwächung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Legitimation von Finanzflüssen. Die vorgeschlagene Regelung verwandelt eine politische Geste in eine unwiderrufliche rechtliche Pflicht und entzieht dem Parlament die Entscheidungsfreiheit über Milliardenbeträge.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks «Vom Hof auf den Tisch» unter dem irreführenden Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» stellt eine massive Bedrohung für die Souveränität, die Qualität und die Vielfalt unserer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit geht, sondern um eine schrittweise Unterwerfung unter die gesamte EU-Gesetzgebung in diesem Bereich.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch strenge nationale Standards und die sorgfältige Arbeit unserer Bäuerinnen und Bauern geprägt ist, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich erodieren. Das Label «Made in Switzerland» verliert seine Bedeutung, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden, wie sie in der EU gelten. Dies untergräbt einen unserer wichtigsten Wettbewerbsvorteile und schädigt das Vertrauen der Konsumenten.

Ein gravierendes Problem stellt die sprichwörtliche «Guillotineklausel» dar, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Die Möglichkeit, dass die Kündigung dieses für die Schweiz nachteiligen Abkommens das gesamte Vertragswerk zu Fall bringen könnte, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung blockiert.

Die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Restaurants, stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Es droht eine Welle unzumässiger Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger werden gezwungen sein, die komplexen und auf die EU-Massenproduktion zugeschnittenen Vorschriften zu erfüllen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten.

Das vom Volk mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einem klaren Missachten des Volkswillens gleichkommt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere hohen Standards. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Qualitätsverlust führt. Dies widerspricht dem Grundgedanken, die Gesundheit und Sicherheit der Konsumenten zu gewährleisten.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ein Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeutet, dass wir unsere oft strengeren und bewährten nationalen Tierschutzvorschriften aufgeben müssen. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Dies schwächt die demokratische Kontrolle erheblich.

Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Wir verlieren die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ebenso ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit, da die Flexibilität und auf die Schweiz zugeschnittene Massnahmen verloren gehen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und erfordern eine kritische Neubewertung. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Regelungen die Souveränität der Schweiz und die Verfassungsmässigkeit unserer Gesetzgebung erheblich untergraben werden.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommen

angedacht ist, birgt erhebliche Risiken. Gemäss Artikel 164 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung hat die Bundesversammlung die Aufgabe, die Einhaltung der verfassungsmässigen Rechte bei der Gesetzgebung zu wahren. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses einem umfassenden verfassungsrechtlichen Prüfungsverfahren unterzogen wird, widerspricht diesem Grundsatz. Es besteht die Gefahr, dass EU-Regulierungen, die nicht mit unseren fundamentalen Rechtsprinzipien vereinbar sind, ungeprüft in unser Rechtssystem einfliessen.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Rechtsprechung bedenklich. Die vorgeschlagene Einbindung von EU-Institutionen in die Auslegung und Anwendung von Bestimmungen, die das Schweizer Recht tangieren, könnte die Autonomie unserer Gerichte beeinträchtigen. Artikel 113 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Eine Abhängigkeit von der Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof würde diese Unabhängigkeit aushöhlen und die schweizerische Rechtsordnung kompromittieren.

Die vorgesehene Regelung zur Personenfreizügigkeit, welche die Schweiz zur Annahme von EU-Gesetzgebungen verpflichtet, steht im direkten Konflikt mit den Bestrebungen, die eigene Migrationspolitik zu steuern. Das Recht auf eine eigenständige Migrationspolitik ist ein zentraler Pfeiler unserer nationalen Souveränität. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Richtlinien könnte die Fähigkeit der Schweiz einschränken, die Einwanderung im nationalen Interesse zu gestalten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse nicht die notwendigen Garantien für die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Ordnung bieten. Es bedarf einer substanziellen Überarbeitung, um die Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtstaatlichkeit zu minimieren. Die vorgeschlagenen Abkommen erscheinen unausgewogen und könnten langfristig erhebliche Nachteile für die Schweiz mit sich bringen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer kritischen und ausserordentlich vorsichtigen Betrachtung. Es mehren sich erhebliche Bedenken hinsichtlich der langfristigen Auswirkungen und der vereinbarten Mechanismen, die im vorliegenden Entwurf zur Sprache kommen.

Insbesondere ist die automatische Übernahme von EU-Recht ohne wirkliche Mitsprache der Schweiz eine tiefe Erosion der schweizerischen Souveränität. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in diesem Paket angedacht ist, stellt eine direkte Verletzung dieses Grundprinzips dar. Die Schweiz würde de facto zu einem reinen Rezipienten von Recht gesetzt, ohne die Möglichkeit, eigene Interessen und Werte in die Gesetzgebung einzubringen. Dies widerspricht fundamental dem Willen des schweizerischen Volkes, wie er auch in der Bundesverfassung verankert ist.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind ebenfalls äusserst problematisch. Die Überordnung des EuGH über das schweizerische Recht würde das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz untergraben. Die Anwendung von EU-Recht durch ein fremdes Gericht, das nicht an die schweizerische Verfassung gebunden ist, ist inakzeptabel. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Achtung der Verfassung und des Völkerrechts verlangt. Die Möglichkeit, dass das schweizerische Recht durch ein oberstes Gericht eines Drittstaates ausgehebelt werden kann, ist ein Angriff auf die Grundlagen unseres Rechtssystems.

Weiterhin fehlen klare Regelungen zur Begrenzung der Übernahme von EU-Recht. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz verhindern soll, dass sich die Übernahme auf immer mehr Bereiche ausweitet und das schweizerische Recht schrittweise verdrängt. Die Angst vor einer schleichenden

Mitgliedschaft ohne die damit verbundenen Rechte und Pflichten ist daher nicht unbegründet. Dies birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Gesetzgebung und die Rechtssicherheit.

Die im Paket angepriesenen wirtschaftlichen Vorteile wiegen die substanziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung nicht auf. Es muss ein klares Bekenntnis zur Wahrung der schweizerischen Unabhängigkeit und zur uneingeschränkten Geltung unserer eigenen Rechtsordnung bestehen. Solange diese fundamentalen Bedenken nicht überzeugend ausgeräumt sind, kann einer solchen Gesamtbeurteilung nicht zugestimmt werden. Die vorliegende Fassung des Pakets birgt zu grosse Gefahren für die schweizerische Identität und die Eigenständigkeit unseres Landes.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Buob Andreas (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Buob Andreas · 0796452743 · abuoba@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Es ist unverkennbar, dass die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitspracherechte eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung darstellt. Insbesondere Artikel 4 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die schweizerische Staatsbürgerschaft (StG) garantiert die Verankerung der Staatsbürgerschaft in der Bundesverfassung, was eine Autonomie in Kernbereichen unserer staatlichen Identität voraussetzt. Die vorgeschlagene Regelung, welche die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten vorsieht, birgt die Gefahr, dass diese Autonomie untergraben wird. Die damit einhergehende Einschränkung der richterlichen Überprüfung durch Schweizer Gerichte, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), ist zutiefst problematisch. Das schweizerische Recht, so wie es in Artikel 1 des Obligationenrechts (OR) verankert ist, basiert auf dem Prinzip der Rechtssicherheit und der klaren Zuständigkeit nationaler Gerichte. Die Unterwerfung unter die Auslegung des EuGH, ohne dass Schweizer Richter eine eigenständige und den schweizerischen Verhältnissen angepasste Beurteilung vornehmen können, widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Dies kann zu Rechtsunsicherheit und zu Entscheidungen führen, die den spezifischen Bedürfnissen und Traditionen der Schweiz nicht Rechnung tragen. Darüber hinaus besteht die ernsthafte Befürchtung, dass die wirtschaftlichen Vorteile, die aus der Annäherung an die EU gezogen werden könnten, durch die damit verbundenen Kosten und Verpflichtungen bei weitem übertroffen werden. Die automatische Übernahme von Rechtsakten, die nicht auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnitten sind, kann zu einer ineffizienten Regulierung und zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen. Die Freiheit, eigene Gesetze zu erlassen, die auf die Stärkung des Schweizer Binnenmarktes und die Förderung innovativer Industrien abzielen, würde somit massiv eingeschränkt. Die im vorliegenden Paket vorgeschlagenen Regelungen bergen das Risiko, die Schweiz in eine Position zu drängen, in der sie primär als Anwenderin von EU-Recht fungiert, anstatt als eigenständiger Akteur ihre nationalen Interessen selbstbewusst zu vertreten. Die verfassungsrechtlichen Garantien und die Prinzipien des schweizerischen Rechtssystems, die über Jahrzehnte gewachsen sind und die Grundlage unseres Wohlstands und unserer Stabilität bilden, dürfen nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden. Eine kritische und prinzipientreue Auseinandersetzung mit den Auswirkungen dieser Vereinbarungen ist daher unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz zutiefst bedenklich und in ihrer aktuellen Form abzulehnen. Die vorgeschlagenen Abkommen greifen massiv in die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz ein und untergraben die demokratische Legitimation nationaler Gesetzgebung. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, wie sie in verschiedenen Bereichen der bilateralen Verträge vorgesehen ist, bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer direktdemokratischen Instrumente. Das Schweizer Volk hat das Recht, über Gesetze zu entscheiden, und nicht Brüsseler Bürokraten, deren Interessen nicht zwingend mit denen der Schweiz übereinstimmen. Die Einbindung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als verbindliche Instanz zur Auslegung von Abkommen steht im Widerspruch zu Artikel 188a BV, der die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte schützt. Die Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit in der Schweiz erheblich beeinträchtigen und die Möglichkeit einschränken, rein nationale

Interessen im Einklang mit unserer Verfassung zu wahren. Artikel 190 BV, der die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz und das Völkerrecht festlegt, kann nicht als Freipass zur Akzeptanz einer externen, übergeordneten Rechtsprechung missverstanden werden, die unsere eigene Rechtsordnung präjudiziert. Des Weiteren sind die finanziellen Verpflichtungen, die mit den vorgeschlagenen Abkommen einhergehen, nicht ausreichend transparent dargelegt und bergen das Risiko einer unkontrollierten Belastung der Schweizer Steuerzahler. Die stetige Zunahme von Zahlungen an die EU, ohne entsprechende Gegenleistungen von vergleichbarem Wert, widerspricht den Grundsätzen der Wirtschaftlichkeit und Effizienz im Umgang mit öffentlichen Geldern. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit drängen, die ihre Souveränität schwächt und die demokratischen Rechte ihrer Bürger einschränkt. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht und die Anerkennung externer Gerichtsbarkeiten sind unannehmbar und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, die die Kerninteressen und die verfassungsmässige Identität der Schweiz wahrt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche und bislang unzureichend adressierte Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit eine solche "Stabilisierung" tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie vielmehr eine schleichende Erosion unserer Souveränität und unseres Rechtsstaates bedeutet. Die angeführten Massnahmen scheinen primär darauf abzuzielen, die Rechtsordnung der EU auf die Schweiz zu übertragen, ohne dabei die grundlegenden Prinzipien unseres eigenen Rechtssystems, wie sie beispielsweise im Bundesgesetz über die Armee und die Militärverwaltung (BSG 510.1) und dessen Ausführungsbestimmungen verankert sind, hinreichend zu berücksichtigen. Artikel 1 des Militärgesetzes betont die Selbstverteidigung als primären Auftrag der Armee, was eine ungeteilte nationale Entscheidungsgewalt voraussetzt. Eine zu starke Bindung an die EU könnte diese Autonomie untergraben, insbesondere wenn Entscheidungen getroffen werden, die militärische oder sicherheitspolitische Implikationen für die Schweiz haben, ohne dass diese im Einklang mit unseren nationalen Interessen und unserer Verfassung stehen. Des Weiteren ist die Gefahr einer automatischen Übernahme von EU-Recht offensichtlich. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Demokratischen Legitimation und zur Volkssouveränität, wie sie im Artikel 6 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, der die Grundsätze der Gesetzgebung festlegt. Eine Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne die notwendigen demokratischen Prozesse und die Zustimmung des Schweizer Volkes, wäre nicht hinnehmbar. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) und seine Rechtsprechung würden faktisch über Schweizer Recht entscheiden, was eine erhebliche Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit darstellt, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates. Auch die wirtschaftlichen Aspekte sind kritisch zu beleuchten. Während eine verbesserte Kooperation mit der EU grundsätzlich wünschenswert ist, muss sichergestellt werden, dass die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft nicht durch regulatorische Auflagen der EU unnötig belastet wird. Die vom EWR-Abkommen bekannten Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht und die Rolle des EuGH sind Beispiele dafür, wie die Schweiz unter Druck geraten kann, Gesetze zu übernehmen, die nicht unbedingt ihren Bedürfnissen entsprechen. Dies könnte die schweizerischen KMUs und exportorientierten Branchen unverhältnismässig benachteiligen. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, ohne entsprechend Mitspracherecht und Vorteile zu geniessen, ist ebenfalls ein Punkt, der einer sorgfältigen Prüfung bedarf. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene "Stabilisierung" eher einer Festigung von Abhängigkeiten gleichkommt und die Gefahr birgt, die Schweizer Souveränität und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien zu kompromittieren. Eine vertiefte Analyse der konkreten Auswirkungen und eine klare Ausgestaltung der Kompetenzabgrenzung sind unerlässlich, bevor solche Schritte in Erwägung gezogen werden können.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der Rechtsordnung der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine weitergehende Anlehnung an EU-Recht implizieren, ohne dass eine klare und transparente demokratische Legitimation hierfür ersichtlich ist. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führen. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) beispielsweise, welches eine tragende Säule unseres Rechtssystems darstellt, könnte durch eine unüberlegte Harmonisierung mit europäischem Recht erheblich beeinflusst werden. Artikel 1 des OR garantiert die richterliche Freiheit bei der Anwendung des Gesetzes und die Berücksichtigung

der gesamten Rechtsordnung. Eine Übernahme externer Rechtsetzungsakte ohne sorgfältige Prüfung auf Kohärenz mit unseren eigenen Grundsätzen könnte diese richterliche Freiheit unnötig einschränken und zu Rechtsunsicherheit führen. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Schweizerische Bundesverfassung (BV) in Artikel 2 die Wahrung der eidgenössischen Souveränität und die Interessen des Landes in den Vordergrund stellt. Eine Übernahme von EU-Recht, die unsere eigene Rechtssetzung überlagert, steht diesem Grundsatz entgegen. Die Begründung, dass eine solche Umsetzung zur Vereinfachung des Marktzugangs notwendig sei, überzeugt angesichts der potenziellen Nachteile nicht. Der Preis für einen vermeintlichen Marktzugang darf nicht die Aufgabe unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer demokratischen Mitgestaltung sein. Es ist fraglich, ob die potenziellen wirtschaftlichen Vorteile die negativen Auswirkungen auf die Rechtsautonomie und die politische Unabhängigkeit der Schweiz aufwiegen können. Es bedarf einer klaren Darlegung, wie die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Anwendung des schweizerischen Rechts im Falle einer solchen Übernahme gewährleistet bleiben. Die Gefahr einer indirekten Rechtsanwendung, bei der europäisches Recht faktisch Vorrang vor nationalem Recht erhält, ohne dass dies im Gesetz explizit verankert ist, ist real und darf nicht unterschätzt werden. Diese Entwicklung widerspricht dem Geist unserer föderalistischen und demokratischen Ordnung. Die schweizerische Bevölkerung hat ein Recht auf klare und transparente Gesetzgebung, die auf nationaler Ebene und durch demokratische Prozesse legitimiert ist.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Anpassung des staatlichen Beihilfenrechts im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Souveränität, den Föderalismus und die bewährte Praxis wirtschaftspolitischer Steuerung dar. Die bisherige Praxis, bei der staatliche Subventionen im Ermessen und im demokratischen Prozess von Bund, Kantonen und Gemeinden autonom gestaltet werden konnten, würde durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht dem Prinzip der nationalen Autonomie und der demokratischen Legitimation von Förderentscheiden. Die Kantone erfahren eine massive Untergrabung ihrer Souveränität und föderalistischen Autonomie. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sollen sie künftig ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Dies stellt einen direkten Angriff auf den Föderalismus dar, indem die Zuständigkeit zur Gewährung von Beihilfen, die oft auch dem Service public dienen, von den direktdemokratisch legitimierten kantonalen Parlamente und Regierungen auf eine übergeordnete Instanz verlagert wird. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der Beihilfekammer als zentraler Kontrollinstanz gemäss Art. 3 BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und die Überwachung durch die EU-Kommission, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke und Infrastrukturen im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, würden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die gemäss Art. 18 Abs. 2 KG in die WEKO integriert wird, entsteht eine "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren zudem ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Gemäss dem angepassten Bundesgerichtsgesetz (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten sie ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt bedeutet die vorgeschlagene Regelung eine erhebliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Steuerungshoheit und eine bedenkliche Zentralisierung von Macht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Aushöhlung der Schweizer Souveränität und eine direkte Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widersprechen fundamental der Notwendigkeit einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren Aufenthalt, einer Art „Niederlassung C PLUS“, ist insbesondere wegen seiner praktischen Unentziehbarkeit höchst problematisch. Selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe soll dieser Status Bestand haben. Dies untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke erheblich, deren Kosten primär von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert, wobei EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen faktisch ein unantastbares Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist geeignet, einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundener Sozialkosten zu bewirken. Die sogenannte „Schutzklausel“ im Vertragspaket entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anzuwenden versuchen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer reinen Erpressungsmaßnahme degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit faktisch unmöglich machen. Artikel 21b AIG, die neue „Schutzklausel“, ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung erlaubt und die Schweiz weiter in eine Abhängigkeit von Brüssel drängt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulgesetz (Artikel 61a) ist ein klagloser Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Beweise für den Verlust sozialpolitischer Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihre Sozialwerke und Vorsorgeregeln eigenständig im Interesse ihrer Bevölkerung zu gestalten. Die Anpassung des Zivilgesetzbuches (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zeigt, wie tiefgreifend die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass diese Massnahmen eine Kapitulation vor der EU darstellen und die Schweizer Souveränität auf unannehmbare Weise untergraben. Die Kontrollverluste im Arbeitsmarkt und im Bildungsbereich sind gravierend und die Kosten für die Schweizer Steuerzahler werden sich weiter erhöhen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, insbesondere durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), stellt eine fatale Unterwerfung unter fremde Standards dar und bedroht die Kerninteressen der Schweiz. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" droht eine umfassende Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch", welche die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft in ihrer Gesamtheit dem Diktat Brüssels unterwirft. Dies gefährdet nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, steht unter Beschuss. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Diese Erosion der Qualitätsstandards ist inakzeptabel. Des Weiteren ist die beispiellose "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, eine unerträgliche Erpressung. Jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz wird blockiert, da eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Die dadurch geschaffene Abhängigkeit und die faktische Unmöglichkeit einer autonomen Politikgestaltung sind mit den Grundsätzen unserer direkten Demokratie unvereinbar. Die geplante Übernahme von EU-Verordnungen im Tierschutzgesetz, insbesondere die neuen Artikel 15a und 21 TSchG, zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben. Dies stellt einen klaren

Rückschritt für den Tierschutz und einen inakzeptablen Souveränitätsverlust dar, da wir die Fähigkeit verlieren, in diesem ethisch bedeutsamen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Ferner höhlt die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regulierungen das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium systematisch aus. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und entziehen der demokratischen Kontrolle einen zentralen Politikbereich. Diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht, insbesondere durch die Totalrevision des LMG, führt zu einer erstickenden Bürokratie, die kleine Produzenten und lokale Betriebe vernichtet, und stellt somit einen Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft dar. Die Schweiz muss ihre Souveränität in diesen entscheidenden Bereichen verteidigen und darf sich nicht durch fragwürdige Abkommen einem fremden Regelwerk ausliefern.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromsektor stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die unkritische Übernahme von EU-Regulierungen, insbesondere durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur mit Organisationen wie ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig primär in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was die demokratische Legitimation der Regulierung untergräbt. Besorgniserregend ist auch die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler Kraftwerke, ein Rückgrat der dezentralen Energieversorgung, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was kleine und mittlere Produzenten, einschliesslich Gemeindewerke und Landwirte, benachteiligt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) führen zu einer vollständigen Marktliberalisierung, die das Rückgrat unserer Energieversorgung – die Versorgungssicherheit – dem volatilen freien Markt opfert. Die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt. Die Konsequenz sind volatile und voraussichtlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da die nicht vom Markt gedeckten Kosten für Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit einer massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen im Rahmen eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine fundamental inakzeptable Schwächung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung einer ursprünglich freiwilligen, vom Parlament genehmigten Unterstützung in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht bedeutet den Verlust eines essenziellen politischen Druckmittels. Die in Art. 1 KoBG postulierte Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionsbeiträge durch die EU höhlt die Budgethoheit des Schweizerischen Parlaments massiv aus. Wir werden zur Nettozahlerin degradiert, die ohne Stimmrecht und ohne garantierte Gegenleistungen für die EU leistet. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot verstanden werden. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr exponentiell steigender Forderungen, denen die Schweiz unwiderruflich ausgeliefert sein wird. Es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, die jede Verhandlungsgrundlage zerstört. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht das positive Image der Schweizer Friedensförderung zur Legitimation politisch heikler Zahlungsverpflichtungen. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist weit mehr als eine technische

Anpassung. Sie zementiert diese Zahlungen als integralen Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung und signalisiert eine strukturelle Abhängigkeit von der EU. Anstatt über die Verwendung unserer Steuergelder souverän zu entscheiden, werden wir lediglich den von der EU diktierten Zahlungsverpflichtungen nachkommen. Dieses Abkommen beraubt uns unserer fiskalischen Autonomie und schwächt unsere Verhandlungsposition gegenüber Brüssel erheblich, ohne greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung zu bieten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind höchst bedenklich und lassen eine erhebliche Erosion des schweizerischen Lohnniveaus befürchten. Die vorgelegten Regelungen zur Kompensation des durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden Lohndrucks erscheinen oberflächlich und wenig wirksam. Anstatt den bewährten und robusten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch eine Angleichung an EU-Standards verwässert. Die neuen Bestimmungen sind bürokratischer und gleichzeitig weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, neue Freiräume eröffnet. Besonders alarmierend ist die Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen geeignet, die schweizerische Souveränität und den Schutz unserer Arbeitnehmer erheblich zu schwächen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahnen, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung für die sogenannte Kabotage durch die Einführung eines neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) ist ein direkter Angriff auf das bewährte System des öffentlichen Verkehrs. Es ermöglicht ausländischen Anbietern, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die Verantwortung für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", untergräbt systematisch die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Mobilität für die Bevölkerung. Die Annahme des EU-Beihilferechts stellt eine weitere existenzielle Bedrohung dar. Subventionen, die bisher essenziell für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung des Schienenverkehrs waren – sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder bei der Erneuerung des Rollmaterials – könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung des Angebots und zu höheren Kosten für die Nutzer führen. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", welche als Schutzmassnahme präsentiert wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei bindende Garantien gegen zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dieses Verfahren höhlt die nationale Steuerungskompetenz schleichend aus und untergräbt unsere Souveränität im Bahnverkehr. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die fortlaufende Übernahme

von EU-Regulierungen, wie potenziell jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), weiter vorangetrieben, wodurch Entscheidungsbefugnisse an zentrale EU-Stellen verlagert werden. Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die damit verbundenen Folgen für den Service public und die verkehrspolitische Eigenständigkeit unseres Landes sind gravierend und bedürfen einer kritischen Neubewertung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Sylvie Carluccio (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Carluccio Sylvie · sylvie2@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Umsetzung von EU-Recht wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine weitere Angleichung an das EU-Recht vorsehen, ohne die langfristigen Auswirkungen auf die Schweizer Rechtsordnung und die wirtschaftliche Unabhängigkeit unseres Landes hinreichend zu berücksichtigen.

Eine zentrale Problematik liegt in der potenziellen Erosion der nationalen Gesetzgebungskompetenz. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und andere fundamentale Gesetze wie das Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (BewG) könnten durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen in ihrer Substanz verändert werden. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der Möglichkeit, Gesetze an die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz anzupassen. Artikel 49 der Bundesverfassung, welcher die Freiheit des Erwerbs von Grundstücken regelt, könnte durch eine unreflektierte Übernahme von EU-Regulierungen, die für andere Mitgliedstaaten konzipiert sind, faktisch ausgehöhlt werden.

Darüber hinaus besteht die Gefahr einer Überforderung der Schweizer KMU und der Verwaltung durch die Komplexität und den Anpassungsaufwand, der mit der Implementierung neuer EU-Vorschriften einhergeht. Die angeblichen Vorteile einer stärkeren Integration scheinen die realen Kosten und Risiken für unsere Wirtschaft zu vernachlässigen. Es ist fraglich, ob die versprochenen Erleichterungen für den Handel die Nachteile einer erhöhten Abhängigkeit von Brüssel aufwiegen.

Besonders kritisch zu hinterfragen ist die automatische Übernahme von Gesetzesänderungen, die eine schrittweise Entkopplung von der Möglichkeit der parlamentarischen Debatte und der Volksabstimmung bedeutet. Dies untergräbt die demokratischen Prinzipien, die das Fundament unseres Rechtsstaates bilden. Die Souveränität der Schweiz, die sich auch in der Fähigkeit zur autonomen Rechtssetzung manifestiert, steht auf dem Spiel. Ohne klare Mechanismen zur Wahrung unserer nationalen Interessen und zur Abfederung negativer Folgen ist die Zustimmung zu einer derartigen Integration nicht vertretbar. Es bedarf einer gründlichen Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit den Grundprinzipien der Bundesverfassung stehen und ob sie dem Wohl der schweizerischen Bevölkerung dienen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Kontext der Übernahme von EU-Recht durch die sogenannte «Integrationsmethode», stellen eine fundamentalen Angriff auf die Souveränität und die Eigenständigkeit der Schweiz dar. Die massiv ausgeweitete Personenfreizügigkeit, die faktisch die Inhalte der Unionsbürgerrichtlinie auf unsere Verhältnisse überträgt, widerspricht klar dem Willen des schweizerischen Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und untergräbt die Möglichkeit einer eigenständigen Steuerung

der Zuwanderung.

Besondere Besorgnis erregt die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts», welches bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre gewährt wird. Dieser quasi unentziehbare Status, vergleichbar mit einer «Niederlassung C PLUS», birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da er selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat. Dies fördert zudem die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da EU-Bürger und ihre Familienangehörigen, selbst bei Sozialhilfebezug, ein faktisches Bleiberecht erhalten, dessen Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist in ihrer Dimension für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte «Schutzklausel», die im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Bestimmung zu einer Erpressungsklausel degradiert und nicht zu einem wirksamen Instrument der Steuerung. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» bedeutet zudem, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch ausgeliefert sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die «Schutzklausel» in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und die Schweiz ihrer Souveränität beraubt. Diese Entwicklungen führen zudem zu einer diskriminierenden Praxis, die sich in drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) niederschlägt, als Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (neuer Art. 2 Abs. 1bis) und die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen in diversen Berufsgesetzen (MedBG Art. 15, 35, GesBG Art. 10, 15, PsyG Art. 37 Abs. 4) schwächen unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Diese massive Kapitulation vor der EU gefährdet unsere Rechtsordnung, unsere Sozialwerke und unsere demokratischen Prinzipien.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für den schweizerischen Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Die drohende Anwendbarkeit des EU-Beihilferechts, wie sie indirekt durch die dynamische Rechtsübernahme befürchtet werden muss, stellt eine reale Bedrohung für die bisherigen, gut funktionierenden Subventionen dar. Diese Subventionen sind essenziell für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung von Angeboten im Güterverkehr, im Regionalverkehr sowie für die Erneuerung von Rollmaterial. Eine Einstufung als unzulässig würde direkt die Qualität und den Umfang der Dienstleistungen beeinträchtigen, die den Bürgerinnen und Bürgern unseres Landes zur Verfügung stehen.

Ferner öffnet das Abkommen bedenkliche Wege für die sogenannte Kabotage. Die Zulassung ausländischer Anbieter für inner-schweizerische Bahnstrecken, wie sie durch die Einführung in das Eisenbahngesetz (EBG) mittels eines neuen Art. 40ater EBG erfolgen würde, leistet der "Rosinenpickerei" Vorschub. Ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres Service public und gefährdet seine flächendeckende Existenz.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich als rechtlich unzureichend.

Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich um eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme offensichtlich. Zukünftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) in Art. 32a Abs. 1bis PBG zwingt die Schweiz zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Gesamtheit dieser Massnahmen stellt einen Frontalangriff auf den schweizerischen Service public dar und gefährdet langfristig dessen Qualität und Flächendeckung.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen im Rahmen des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine gravierende Gefährdung der Energiesouveränität der Schweiz dar. Mit der Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem reinen Adressaten von Vorgaben aus Brüssel degradiert, ohne eigene Mitsprachemöglichkeit, und muss dabei dennoch die Kosten tragen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und deren finanzielle Basis stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Weiterhin werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortungslage, da weder der Markt noch die EU die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Diese Situation birgt unkalkulierbare Risiken.

Die vollständige Marktliberalisierung des Strommarktes, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Dies widerspricht jeglicher Logik einer stabilen und berechenbaren Energieversorgung.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage untergraben. Dies ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion und begünstigt ausschliesslich grosse, zentrale Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst

den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Änderungen zu einer Schwächung der Schweizer Souveränität, zu unkalkulierbaren Kosten für die Bevölkerung und Wirtschaft, zur Gefährdung der Versorgungssicherheit und zur Demontage bewährter föderaler Strukturen führen werden. Dieses Unterfangen ist auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft ein hochriskantes Experiment.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus unserer Sicht höchst bedenklich und führen zu einer erheblichen Schwächung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) wird in Artikel 1 festgelegt, dass die Schweiz einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen schafft. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments massiv aus, da jede zukünftige Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern in diesem Bereich durch eine von der EU diktierte Verpflichtung präjudiziert wird.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reines Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird dadurch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, deren Zahlungen verbindlich sind, ohne dass dafür eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Diese Entwicklung ist nicht mit dem Prinzip der schweizerischen Eigenverantwortung und der Souveränität vereinbar.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) dient lediglich dazu, diese bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren und das Parlament von der souveränen Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag zu entbinden. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) unterstreicht die Absicht, diese Abgaben als festen Bestandteil der schweizerischen Gesetzgebung zu etablieren.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist zudem irreführend. Hier wird der an sich positive Zweck der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unlautere Vermischung von Zielen und eine Verschleierung der wahren Intention, nämlich die dauerhafte finanzielle Bindung der Schweiz an die EU.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Einklang mit lokalen und nationalen Interessen getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies widerspricht zutiefst unserem demokratischen Selbstverständnis und untergräbt die Autonomie der Kantone massiv.

Mit dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, die nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen wird. Die Beihilfekammer, als Teil der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, fungiert dabei als "verlängerter Arm der EU". Ihre Entstehung und Kompetenzerweiterung durch das BHÜG und das angepasste Kartellgesetz sind bedenklich, da sie eine Machtkonzentration in einer Behörde bewirken, die der direkten demokratischen Kontrolle entzogen ist.

Besonders stossend für unseren Föderalismus ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Ebenso greifen die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) die kantonale Souveränität an, indem ein neues Beschwerderecht geschaffen wird, das die Hebelung kantonaler Entscheidungen durch die zentrale, EU-konforme Beihilfebehörde ermöglicht.

Die vollständige Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle, manifestiert sich in der ersatzlosen Streichung von Art. 103 LFG. Die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Auch die vorgeschlagene Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG, welche den Preisüberwacher von den Sitzungen der Beihilfekammer ausschliesst, schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, da eine wichtige Stimme im Interesse der Bürger verstummt. Die Einführung des BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen sind somit keine technische Harmonisierung, sondern eine schleichende Aufgabe unserer wirtschafts- und rechtspolitischen Steuerungshoheit zugunsten einer zentralisierten EU-konformen Instanz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unserer Einschätzung nach ungenügend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie sind nicht in der Lage, den immensen Druck auf die schweizerischen Lohnniveaus zu kompensieren, der durch die angestrebte Ausweitung der Personenfreizügigkeit unausweichlich entstehen wird. Insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen droht eine flächendeckende Erosion der hart erarbeiteten Lohnstandards. Anstatt den bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, die sich in der Praxis oft als weniger effektiv erwiesen haben. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nicht substantiieller, und spielen damit ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, direkt in die Hände.

Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Schutz der schweizerischen Arbeitnehmerschaft massiv schadet.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und

widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Das vorgeschlagene Abkommen schwächt somit den Schweizer Lohnschutz massiv und gefährdet die wirtschaftliche Stabilität unseres Landes.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verborgen unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine existentielle Bedrohung für die Schweiz dar. Es handelt sich nicht um eine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Direktiven. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf höchsten Produktionsstandards und strengen Kontrollen beruht, steht zur Disposition. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das wertvolle Label "Made in Switzerland" entkräften.

Die Schweizer Landwirtschaft und ihre Konsumenten werden durch eine beispiellose Bürokratiewelle überrollt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Lebensmittelkette EU-Regulierungen, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind. Kleine Betriebe wie Hofläden, Alp-Käsereien oder Dorfmetzger, aber auch lokale Vereine, sehen sich mit komplexen und unpassenden Vorschriften konfrontiert, die ihre wirtschaftliche Existenz bedrohen und lokale Traditionen vernichten. Dies ist ein Frontalangriff auf die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion.

Die Souveränität der Schweiz wird massiv angetastet. EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was eine inakzeptable Einmischung in unsere nationalen Angelegenheiten darstellt. Im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die neuen Artikel 15a und 21 zur Aufgabe bewährter, oft strengerer nationaler Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Verlust der Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich. Ebenso wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem Untergang des gesamten bilateralen Vertragswerks der Bilateralen I gleichsetzt. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, was eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle bedeutet.

Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird mit der Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän und schnell auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Gleiches gilt für die Tierseuchenbekämpfung gemäss Artikel 1 des revidierten Tierseuchengesetzes (TSG), wo die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt und sich einem starren, bürokratischen EU-System unterwirft, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Dieses Abkommen ist ein Angriff auf die Schweizer Identität, unsere Wirtschaft und unsere demokratischen Prinzipien.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein. Als selber halbe Belgierin und Schweizerin kann ich bestätigen dass es seit der EU für die Länder, denen es gut gieng vorher, nur abwärts geht. Die Schweiz muss unabhängig bleiben und der EU keine Zugeständnisse mehr machen. Die wollen uns nur als Milchkuh.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich seiner Auswirkungen auf die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundlagen zu. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen im Einklang mit den Kernprinzipien unserer Verfassung und der Wahrung nationaler Interessen stehen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne eine entsprechende Mitsprache der Schweiz, wie sie im institutionellen Abkommen vorgesehen ist, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer demokratischen Willensbildung dar. Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz, aber hier droht eine indirekte Bindung an nicht-schweizerisches Recht, das ohne parlamentarische Zustimmung übernommen werden müsste. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität und der direkten Demokratie, gemäss welchem das Volk und die Kantone die obersten Entscheidungsträger sind (Artikel 1 Absatz 2 BV).

Die vorgeschlagene institutionelle Anbindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) birgt weitere Risiken. Die autonome Rechtssetzung der Schweiz würde untergraben, wenn Gerichte gezwungen wären, die Rechtsprechung des EuGH zu berücksichtigen oder zu übernehmen, ohne dass diese der schweizerischen Rechtsordnung und deren spezifischen Gegebenheiten Rechnung trägt. Dies könnte zu einer schleichenden Entnationalisierung des Rechts führen und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen beeinträchtigen.

Die Gefahr einer automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie bei den bilateralen Verträgen im Bereich des Schengen- und Dublin-Abkommens bereits zum Tragen kommt, wird durch das neue Paket womöglich noch verstärkt. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz unter diesen Bedingungen ihre nationale Gesetzgebung wirksam schützen und an ihre spezifischen Bedürfnisse anpassen kann. Das Prinzip der Rechtsgleichheit und die Rechtssicherheit, wie sie im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) und im Obligationenrecht (OR) verankert sind, könnten durch eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht in ihrer Substanz verändert werden.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die angestrebte engere Anbindung an die EU tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie nicht vielmehr zu einer Abhängigkeit führt, die langfristig die Eigenständigkeit des Landes gefährdet. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, ohne im Gegenzug eine klare Stärkung der schweizerischen Interessen zu erhalten, ist ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die Transparenz und Effizienz dieser finanziellen Verpflichtungen sind nicht ausreichend dargelegt.

Die vorgeschlagenen Änderungen bedürfen einer äusserst sorgfältigen Prüfung und eines offenen Diskurses, der die langfristigen Konsequenzen für die Schweizer Souveränität und die Rechtsordnung in den Vordergrund stellt. Eine vorschnelle Zustimmung ohne ausreichende Sicherung unserer nationalen Interessen wäre unverantwortlich.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Ich sehe hauptsächlich Nachteile für CH. Schlecht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christoph Abegglen (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Abegglen · 0794169386 · cmvabegglen@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Kompatibilität mit den fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und der Wahrung unserer Souveränität auf. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebung, ohne dass ein angemessenes Mitspracherecht oder eine wirksame Kontrolle durch das schweizerische Parlament gewährleistet ist.

Insbesondere die Art und Weise, wie Bestimmungen aus dem Primär- und Sekundärrecht der Europäischen Union in unsere Rechtsordnung integriert werden sollen, ist problematisch. Es besteht die Befürchtung, dass dies nicht nur zu einer Überlastung der nationalen Gerichte mit der Auslegung und Anwendung fremden Rechts führt, sondern auch die Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen untergräbt. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind Verträge nach dem Recht auszulegen, das die Parteien gewählt haben. Eine externe Normierung, die nicht primär dem schweizerischen Recht unterliegt, widerspricht diesem Grundsatz der autonomen Rechtswahl und schafft Intransparenz.

Weiterhin stellt sich die Frage, ob die vorgesehenen Mechanismen zur Umsetzung und zur Anpassung an zukünftige EU-Rechtsentwicklungen im Einklang mit dem Demokratieprinzip stehen, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Gefahr einer unkontrollierten Dynamisierung des schweizerischen Rechts durch externe Akteure ist latent vorhanden. Wir fordern eine detaillierte Prüfung, wie die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtssetzung im Lichte der potenziellen Übernahme von EU-Recht gewahrt bleiben kann.

Die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit bedürfen ebenfalls einer kritischen Betrachtung. Eine übermässige Harmonisierung, die nicht die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweizer Wirtschaft berücksichtigt, könnte zu Wettbewerbsnachteilen führen. Artikel 27 des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) schützt vor unlauteren geschäftlichen Praktiken. Eine schlecht umgesetzte Übernahme von EU-Recht könnte bestehende Praktiken, die in der Schweiz als fair gelten, durch ausländische Standards konterkarieren.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine erhebliche Belastung für die schweizerische Souveränität und die Kohärenz unseres Rechtssystems darstellen. Es bedarf einer gründlicheren Analyse und gegebenenfalls substanzieller Anpassungen, um die Integrität unseres Rechtsbestandes und die Interessen unserer Bevölkerung zu schützen.

Lebensmittelsicherheit

Das vorgelegte Abkommen, das unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» zu stehen kommt, stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» dar. Es geht hierbei keineswegs lediglich um die

Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit, sondern um die faktische Aufgabe unserer eigenen, bewährten Produktionsstandards und die Einschränkung der Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das international anerkannte Label «Made in Switzerland».

Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Ferner wird mit der Zulassung von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität zementiert. Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie ist erdrückend. Nicht nur Grossbetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und die wirtschaftliche Existenz vieler Kleinproduzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie überzieht unsere Produzenten mit einer Flut von Vorschriften, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, was einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und Vielfalt darstellt.

Das bestehende Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Ebenso stellen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, wodurch die Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich verloren geht.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt sich die Schweiz dem Diktat der EU bezüglich des Schutzes vor Schadorganismen, was eine schnelle, souveräne Reaktion verunmöglicht. Schliesslich bedeutet die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Preisgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung, was angesichts der Notwendigkeit flexibler und lokaler Massnahmen fahrlässig ist. Dieses Abkommen ist eine umfassende Kapitulation vor Brüssel.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweiz ungenügend und bergen erhebliche Risiken für unser bewährtes System. Die Massnahmen erscheinen eher kosmetischer Natur und können dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, keinesfalls kompensieren. Es ist zu befürchten, dass stattdessen eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, droht.

Anstatt den bisherigen, wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer Aufweichung und Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die flankierenden Massnahmen, die wir bisher kannten. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2

dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Die Präzisierungen im AVG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist zudem problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anbindung des schweizerischen Landverkehrs an das EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und den Service public unseres Landes. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) und die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) sind höchst bedenklich.

Die Zulassung ausländischer Anbieter zu inner-schweizerischen Strecken im Schienenverkehr wird unweigerlich zu einer schädlichen "Rosinenpickerei" führen. Profitabel ausgelastete Hauptrouten werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und bedroht dessen flächendeckendes Angebot. Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, ist ebenfalls ernst zu nehmen. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger gefährden.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die dynamische Rechtsübernahme, die mit diesem Abkommen einhergeht, bedeutet, dass die Schweiz künftig EU-Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernehmen müsste. Dies führt zu einer schrittweisen Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur und verlagert nationale Steuerungskompetenzen unwiderruflich an zentrale EU-Stellen.

Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Anbindung die Integrität des Schweizer

Service public gefährdet, die nationale Steuerungskompetenz schwächt und die Souveränität unseres Landes im Bahnwesen untergräbt. Es ist unerlässlich, diese gravierenden Bedenken ernst zu nehmen und die nationalen Interessen kompromisslos zu verteidigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen zutiefst problematisch und stellt eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und die Abschaffung der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Wir sehen uns mit einer faktischen Zwangsabgabe konfrontiert, die jeglichen Spielraum für eigenständige Entscheidungen entzieht.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, diesen Forderungen entgegenzutreten. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, wobei keine Garantie für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshindernissen besteht. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, konkret Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Regelung widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung und ist daher entschieden abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, insbesondere die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), stellen eine ernsthafte Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem abhängigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten mitzutragen hat. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die Eigenständigkeit unserer Energiepolitik fundamental untergräbt.

Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Dies bedeutet das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, demokratisch legitimierten Energieregulierung. Ebenso gravierend ist die Bedrohung der Wasserkraft, des Rückgrats unserer Energieversorgung, durch EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die Finanzierungsgrundlage der betroffenen Bergkantone empfindlich treffen würde.

Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für

Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernehmen wird, müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben zudem unsere föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE führt zur Unterwerfung unter unpassende EU-Regeln.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schwächen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Grosse Produzenten werden begünstigt, während kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligt werden. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was die Abhängigkeit von ausländischen und fossilen Energieträgern erhöht. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, ohne dass eine klare Verantwortung zugewiesen wird. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das die Stabilität und Verlässlichkeit unserer Energieversorgung aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Untergrabung unserer Souveränität und unseres rechtsstaatlichen Prinzips dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, widerspricht klar dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und unserer Bestrebung, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, das praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, stellt eine direkte Bedrohung für unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Dies fördert gezielt die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten dann wiederum von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“ ist ein reines Täuschungsmanöver. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv formuliert, dass sie in der Praxis keinerlei Schutz bieten wird. Im Gegenteil, die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei einem Versuch, diese Klausel anzuwenden, entlarvt sie als eine Erpressungsklausel. Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sein werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) manifestieren diese Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce; sie ermöglicht keine wirksame Steuerung und schliesst einseitige Kontingente aus.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und in diversen Berufsgesetzen, wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15), ersetzt die nationalen Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies gefährdet unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Souveränität im Bereich der Anerkennung von Berufsqualifikationen. Selbst unsere berufliche Vorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) wird den EU-Koordinationsregeln unterstellt. Diese massiven Eingriffe in unsere Rechtsordnung, die auch unser Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) betreffen, sind inakzeptabel und zeugen

von einer bewussten Missachtung unseres verfassungsrechtlichen Auftrags.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vorlage zum Thema staatliche Beihilfen offenbart eine besorgniserregende Tendenz zur Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems. Die angestrebte Angleichung an das EU-Beihilferecht stellt eine Abkehr von der bewährten Praxis dar, bei der Subventionen als legitime politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden. Die vorgeschlagene Implementierung durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechende Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine neue, zentrale Kontrollinstanz – die Beihilfekammer der WEKO –, die de facto als verlängerter Arm der EU fungieren wird. Diese Institution wird fortan nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv untergräbt.

Besonders alarmierend ist die massive Schwächung der Souveränität der Kantone. Gemäss dem neuen Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhält die Beihilfekammer ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies entmachtet die Kantone erheblich, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide zukünftig durch eine zentrale Behörde und schliesslich durch das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und potenziell gekippt werden können. Dies stellt eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern dar und höhlt ihre Organisations- und Verfahrensautonomie aus. Die Kantone verlieren jegliches formelle rechtliche Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide im Rahmen einer abstrakten Normenkontrolle (Art. 98a BGG) von der neuen Beihilfekammer überprüft werden.

Die Ausweitung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c Verordnung über die Organisation der Bundesverwaltung (VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle weiter. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit dem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen nachhaltig zu schwächen.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden fortan ebenfalls der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein Paradebeispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Die Schweiz verliert damit jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor.

Die Schaffung einer solchen 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und die damit einhergehende Unterwerfung unter die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU ist für die Schweiz inakzeptabel.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus unserer Sicht kritisch zu hinterfragen. Eine engere Anbindung an die EU, insbesondere unter Inkaufnahme der Übernahme von EU-Recht, birgt fundamentale Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung.

Zunächst einmal muss die Frage gestellt werden, ob die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen nicht zu einem übermässigen Verlust unserer Autonomie führt. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von "selektiven" Abkommen, birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Das Schweizerische Bundesgesetz über die Freizügigkeit (FZA), welches bereits eine erhebliche Übernahme von EU-Recht bedeutet, zeigt exemplarisch, wie sich unsere Gesetzgebung zunehmend an Brüsseler Vorgaben orientieren muss. Eine weitere Aushöhlung der nationalen Entscheidungsgewalt würde die Möglichkeit des Schweizerischen Volkes und seiner gewählten Vertreter beeinträchtigen, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz entsprechen. Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Volkes und des Kantons, welche durch eine übermässige Übernahme externen Rechts potenziell verletzt werden könnte.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen einer engeren Bindung, insbesondere im Hinblick auf die finanzielle Beteiligung und die Verpflichtungen, die mit solchen Abkommen einhergehen, noch unzureichend geklärt. Es ist unklar, inwieweit die Schweiz zusätzliche finanzielle Lasten zu tragen hätte, ohne im Gegenzug eine angemessene Mitgestaltungsmöglichkeit in den Entscheidungsprozessen der EU zu erhalten. Dies widerspricht dem Prinzip der finanziellen Eigenverantwortung und könnte zu einer ungleichen Verteilung von Kosten und Nutzen führen.

Schliesslich bedarf die Stärkung der Beziehungen zur EU einer sorgfältigen Prüfung hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die schweizerische Identität und unsere einzigartige politische Kultur. Eine zu starke Angleichung an europäische Standards und Verfahren könnte dazu führen, dass wir unsere Eigenständigkeit und unsere traditionellen Stärken, die uns in der Vergangenheit erfolgreich gemacht haben, verlieren. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Zusammenarbeit die Integrität unseres föderalistischen Systems und die Prinzipien der direkten Demokratie wahrt.

Wir fordern daher eine äusserst zurückhaltende und kritische Herangehensweise an jegliche Vorschläge zur Vertiefung der Beziehungen zur EU, die nicht klar und deutlich unsere Souveränität und unsere rechtsstaatlichen Grundlagen schützen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, welche einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko einer schleichenden Souveränitätsabgabe, die im Widerspruch zu den Grundprinzipien unseres Rechtsstaates steht.

Die Annahme einer Vielzahl von EU-Richtlinien und -Verordnungen droht, die Handlungsfreiheit des schweizerischen Gesetzgebers massiv einzuschränken. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Hoheit der Kantone und die Selbstbestimmung des Volkes gewährleistet, wird durch eine solche Regelung de facto ausgehöhlt. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) hätte, sofern diese Übernahme ungeprüft erfolgt, eine direkte Bindungswirkung für die Schweizer Gerichte. Dies untergräbt die Autorität unserer eigenen Gerichte und die Souveränität der Schweizer Rechtsordnung. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, wird durch eine Rechtsübernahme ohne wirksame demokratische Kontrolle erheblich gefährdet.

Es ist beunruhigend, dass die vorgeschlagenen Vereinbarungen den Eindruck erwecken, als würden

sie die schweizerischen Besonderheiten und Interessen ausreichend berücksichtigen. Die Realität scheint jedoch eine andere zu sein. Die geforderte automatische Übernahme von Rechtsprechung, ohne eine vorgängige und eingehende Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Verfassung und den nationalen Interessen, ist nicht akzeptabel. Dies könnte zu einer Situation führen, in der die Schweiz gezwungen wäre, Gesetze anzuwenden, die fundamentalen Werten und Prinzipien unseres Landes widersprechen.

Weiterhin ist die Frage der Abgrenzung der Zuständigkeiten zwischen Bund und Kantonen unklar geregelt. Artikel 3 der Bundesverfassung garantiert die Rechte der Kantone. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten jedoch dazu führen, dass die Kantone ihre verfassungsmässigen Kompetenzen in vielen Bereichen verlieren und zu reinen Vollzugsorganen europäischer Vorgaben degradiert werden. Dies wäre ein massiver Eingriff in die föderale Struktur der Schweiz.

Wir fordern eine transparente und eingehende Prüfung jedes einzelnen Punktes der Verhandlungsergebnisse. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerische Souveränität und die Prinzipien unseres Rechtsstaates uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die blosse Übernahme von EU-Recht ohne eigene Beurteilung und Anpassung ist eine Gefahr für die Unabhängigkeit und die demokratische Legitimation unseres Landes.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Cornelia Hagmann (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Cornelia · 0793271063 · cornelia.hag@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind unzureichend und werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Die pauschale Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in den Eckpunkten zur Stabilisierung des institutionellen Rahmens angedeutet wird, stellt eine unannehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Schweiz als souveräner Staat eigenständig Gesetze erlässt. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde gegen das Prinzip verstossen, dass die Gesetzgebung primär im Interesse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft zu erfolgen hat. Das schweizerische Recht, insbesondere das Obligationenrecht (OR) und das Bundesgesetz über den Finanzmarkt (FinMA), ist das Ergebnis eines sorgfältigen Gesetzgebungsprozesses, der schweizerische Besonderheiten berücksichtigt. Eine unkritische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen könnte zu Konflikten mit diesen etablierten Rechtsgrundlagen führen und die Rechtssicherheit für Schweizer Unternehmen und Bürger gefährden. Insbesondere Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen und die verfassungsmässige Ordnung betont, sowie Artikel 5, der die rechtsstaatlichen Prinzipien festlegt, werden durch eine solche Entwicklung massiv beeinträchtigt. Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch eine zu enge Anbindung an die EU gezwungen wird, Entscheidungen zu treffen, die nicht im Einklang mit ihren nationalen Interessen stehen. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank (SNB) und die Möglichkeit, eine eigenständige Geldpolitik zu verfolgen, sind entscheidend für unsere wirtschaftliche Stabilität. Eine automatische Übernahme von EU-Regulierungen, insbesondere im Finanzbereich, könnte diese Unabhängigkeit untergraben und uns den wirtschaftlichen Schwankungen und politischen Interessen der EU ausliefern. Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls besorgniserregend. Während die EU von einer erleichterten Anbindung profitiert, ist unklar, welche Vorteile sich konkret für die Schweizer Wirtschaft ergeben. Die Risiken einer erhöhten Regulierung, die zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen könnte, sind nicht ausreichend berücksichtigt. Artikel 41 der Bundesverfassung, der das Wohl der Allgemeinheit und die wirtschaftliche Freiheit schützt, muss hierbei oberste Priorität haben. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die Beziehungen zur EU auf eine für die Schweiz vorteilhafte und souveräne Weise zu stabilisieren. Sie bergen die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Grundsätze und wirtschaftlichen Unabhängigkeit und dürfen daher nicht ohne grundlegende Überarbeitung und Berücksichtigung der nationalen Interessen umgesetzt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Rechtspaketen gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der demokratischen Prinzipien. Es ist fraglich, ob die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die automatische Übernahme von rechtsaktiven Sekundärrecht, mit den Grundsätzen der direkten Demokratie gemäss Artikel 34 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) vereinbar ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter im Parlament die Möglichkeit haben, dieses im Einzelfall zu prüfen und zu genehmigen, untergräbt das Prinzip der demokratischen Legitimation. Die BV verankert in Artikel 1 die Schweiz als souveräne und unabhängige Republik, deren Macht vom Volk und den Kantonen ausgeht. Die vorgeschlagene Praxis der automatischen Übernahme von EU-Recht könnte de facto dazu führen, dass die Schweiz de jure Souveränität abgibt, ohne dass ein klar definierter Mechanismus für eine demokratische Kontrolle oder gar ein Referendum vorgesehen ist. Zudem ist die Frage der Auslegung und Anwendung des übernommenen EU-Rechts durch europäische Gerichte, insbesondere den Europäischen

Gerichtshof (EuGH), problematisch. Das Schweizer Rechtssystem basiert auf der Gewaltentrennung, und die richterliche Unabhängigkeit ist ein zentraler Pfeiler. Die potentielle Einflussnahme von ausländischen Gerichten auf die Rechtsanwendung in der Schweiz könnte die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gemäss Artikel 30 BV gefährden. Die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, der ausschliesslich an die Prinzipien des EU-Rechts gebunden ist, könnte zu Ergebnissen führen, die im Widerspruch zu den schweizerischen Rechtsvorstellungen und Wertvorstellungen stehen. Es besteht die Gefahr, dass durch die automatische Übernahme und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH die schweizerische Rechtsordnung schleichend ausgehöhlt wird. Dies betrifft nicht nur spezifische Sektoren, sondern auch die grundlegenden Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Die im Vernehmlassungsdossier dargelegten Mechanismen zur «Umsetzung» erscheinen unzureichend, um die hier dargelegten tiefgreifenden Bedenken zu zerstreuen. Eine kritische Überprüfung der Konsequenzen für die schweizerische Souveränität und die demokratischen Institutionen ist unerlässlich, bevor solche weitreichenden Umsetzungsmodalitäten weiterverfolgt werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Landverkehrsabkommens mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public im Schienenverkehr, dessen Grundpfeiler durch die Übernahme von EU-Recht und die Einführung von Kabotageleistungen ausgehöhlt werden. Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist mehr als berechtigt. Dies würde unweigerlich zu einer Einschränkung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Bürger führen, die auf einen gut funktionierenden und flächendeckenden öffentlichen Verkehr angewiesen sind. Die Öffnung für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) begünstigt eine "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die gleichmässige Anbindung aller Regionen der Schweiz. Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Sie dient lediglich als Beruhigungspille, ohne die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr zu verhindern. Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Die Verpflichtung zur Übernahme künftiger EU-Regulierungen, wie etwa jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die nationale Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen. Dies widerspricht dem Prinzip der nationalen Hoheit über strategisch wichtige Infrastrukturen. Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Das Abkommen gefährdet somit die Eigenständigkeit und die Fähigkeit der Schweiz, ihren öffentlichen Verkehr nach eigenen Bedürfnissen und Prioritäten zu gestalten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts birgt erhebliche Gefahren für die Schweizer Souveränität und die föderalistische Ordnung unseres Landes. Die heutige Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies entmündigt demokratisch legitimierte Entscheidungsträger und untergräbt die Autonomie der Kantone, die ihre lokalen Wirtschafts- und Strukturförderungsentscheidungen künftig einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorlegen müssen. Die Schweiz würde sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU ausliefern, indem Beihilfen gemeldet und von der EU-Kommission genehmigt werden müssen. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und gibt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen zahlreiche Elektrizitätswerke oder Transportunternehmen im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, würden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, die gemäss Art. 3 BHÜG als verlängerter Arm der EU agiert, ist besonders bedenklich. Diese Institution wird primär die

Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr vorrangig Schweizer Interessen vertreten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, werden die Kantone zu Bittstellern degradiert und verlieren ihr formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheidungen von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Zukünftig unterliegt dieser Sektor vollständig dem neuen EU-Regime, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Diese Massnahmen zielen darauf ab, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und unsere nationale Souveränität in wirtschaftspolitischen Belangen massiv einzuschränken.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit sind unter dem Deckmantel der Harmonisierung eine schleichende Unterwerfung unter europäische Standards, die tiefgreifende negative Folgen für die Schweiz haben wird. Die vollständige Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" bedeutet keineswegs lediglich eine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern vielmehr eine Bedrohung der hochstehenden Produktionsstandards, die das Fundament unserer Land- und Ernährungswirtschaft bilden. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität droht verloren zu gehen, wenn unsere Produzenten gezwungen sind, nach oft tieferen EU-Standards zu produzieren. Das Label "Made in Switzerland" verliert dadurch seine Exklusivität und seinen Wert, was zu einem erheblichen Wettbewerbsnachteil führt. Besorgniserregend ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Diese unhaltbare politische Erpressung schränkt die souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz drastisch ein, da eine Ablehnung dieser Regelung das gesamte bilaterale Vertragswerk gefährden würde. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zur Marionette einer ausländischen Bürokratie. Die drohende Welle der Bürokratie, die insbesondere kleine und mittlere Betriebe sowie lokale Traditionen überrollen würde, ist unzumissbar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die schweizerische Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die Angleichung an das Tierschutzgesetz (TSchG) mit den neuen Artikeln 15a und 21 bedeutet einen Rückschritt im Tierschutz, da unsere bewährten nationalen Vorschriften zugunsten von EU-Standards aufgegeben werden müssten. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch sensiblen Bereich. Die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen widerspricht dem Volkswillen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht dar, die das Parlament umgeht und eine demokratische Kontrolle ausschaltet. Selbst der Schutz unserer Wälder ist durch die Unterstellung unter EU-Regeln (Art. 26 Abs. 1bis WaG) gefährdet, da wir die Fähigkeit verlieren, souverän und flexibel auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 TSG) bedeutet eine fatale Aufgabe der Kontrolle in einem lebenswichtigen Bereich. Diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Recht ist für die Schweiz nicht tragbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag in den Kohäsionsmechanismus mit der EU werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung bisher freiwilliger und vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies schränkt das politische Druckmittel der Schweiz erheblich ein und entzieht der nationalen Budgethoheit eine wesentliche Kontrollinstanz. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr einer unkontrollierbaren Steigerung der Zahlungsverpflichtungen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese zu beeinflussen oder abzulehnen. Wir riskieren, zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert zu werden, während keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse besteht. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung gesetzgeberisch. Das KoBG transformiert eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt durch die Schaffung eines permanenten

Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht lediglich die Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als fester und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist besonders bedenklich. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und somit die öffentliche Akzeptanz zu erschleichen. Diese Mechanismen untergraben die Prinzipien der demokratischen Legitimation und der nationalen Selbstbestimmung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht. Diese Massnahmen stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die anvisierte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie zur Personenfreizügigkeit erweitert diese auf eine Weise, die jeglichen Massen und Kontrollen entbehrt. Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer faktischen 'Niederlassung C PLUS', bereits nach fünf Jahren ist besorgniserregend. Diese Regelung, die selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe kaum noch zu entziehen ist, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unverhältnismässig. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird hierdurch massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der Familiennachzug wird auf ein für ein Nicht-EU-Land beispielloses Ausmass ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch versuchen anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und effektive, einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist ein Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Rahmen dieses Abkommens gefährden unsere Unabhängigkeit und überführen uns schleichend in eine EU-Kolonie.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des künftigen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine gravierende Gefährdung der Energiesouveränität der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht, dessen Stromnetz fortan in Brüssel gesteuert wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur operativen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Besonders kritisch ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft, des Rückgrats unserer Energieversorgung, durch die

EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die finanziellen Grundlagen dieser Kantone, sondern greift auch in bewährte föderale Strukturen ein. Ebenso werden lokale und dezentrale Energieversorger, wie Gemeindekraftwerke, durch die Aufhebung ihres Einspeisevorrangs aufgrund von EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt. Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernimmt. Dies birgt unkalkulierbare Risiken. Die erwartete Preisvolatilität und die letztlich höheren Strompreise für KMU und Haushalte sind die logische Konsequenz. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedeuten einen Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen und eine Unterwerfung unter Brüssel. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Aufgabe der Souveränität. Dieses Vorhaben gleicht einem hochriskanten Experiment, dessen Folgen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft unabsehbar sind.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und erscheinen als rein kosmetische Anpassungen, die den massiven Lohndruck auf die Schweizer Arbeitnehmerschaft, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht wirksam kompensieren können. Anstatt den bewährten und über lange Zeit erfolgreich etablierten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird eine Aufweichung und Harmonisierung mit EU-Standards propagiert, die in der Praxis zu bürokratischeren, aber weniger effektiven Kontrollmechanismen führen dürfte. Dies begünstigt mutmasslich ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die angeblichen Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Insbesondere die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert. Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und unverhältnismässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der offensichtlich durch EU-Druck diktiert wurde. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung einem starren, bürokratischen Verfahren unterliegt. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Änderungen laufen Gefahr, die schweizerische Souveränität auszuhöhlen und den Lohnschutz nicht zu verbessern, sondern zu schwächen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und des Wohlergehens der Schweiz. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere rechtsstaatlichen Prinzipien und unsere wirtschaftliche Stabilität kritisch zu beleuchten, bevor solche Vereinbarungen ratifiziert werden. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz stellt eine Gefährdung der Schweizerischen Verfassung dar. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Rechtssicherheit und die klare Zuständigkeit der Schweizer Gerichte. Die pauschale Übernahme von EU-Richtlinien würde die autonome Gesetzgebungskompetenz der Schweiz untergraben und die Anwendung von Recht festlegen, das nicht durch unser eigenes Parlament legitimiert wurde. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, welches in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen zu hinterfragen. Die Freiheit des Personenverkehrs, wie sie im Abkommen vorgesehen ist, birgt die Gefahr eines erhöhten Lohndumpings und einer Erosion der Lohnschutzmechanismen, die durch Artikel 3 der Verordnung über den Schutz der Arbeitnehmer im Geltungsbereich des Bundesgesetzes über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (AVV) geschützt werden. Die angeblichen Vorteile einer erleichterten Marktanbindung dürfen nicht dazu führen, dass schweizerische Arbeitsplätze und die hiesigen Lohnstandards kompromittiert werden. Die Wettbewerbsverzerrungen, die durch unterschiedliche Regulierungsdichten entstehen können, bedürfen einer detaillierten und kritischen Prüfung. Die Übertragung von Kompetenzen an europäische Institutionen, sei es auch nur indirekt durch die Bindung an EU-Recht, stellt eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Dies betrifft nicht nur legislative, sondern potenziell auch exekutive und judikative Bereiche, welche im Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) verankerten Grundsatz der Rechtshoheit der Schweiz zuwiderlaufen. Die detaillierte Prüfung der Auswirkungen auf die Hoheitsrechte der Kantone, wie sie im Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung (BOGV) vorgesehen sind, ist unerlässlich. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, eigenständige politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen, die ausschliesslich im Interesse ihrer Bürgerinnen und Bürger getroffen werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Bedenken und lässt fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der verfassungsrechtlichen Integrität der Schweiz offen. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere demokratischen Prozesse und die Rechtshoheit sorgfältig zu analysieren. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeit der Schweiz stellt eine Gefährdung des schweizerischen Rechtspluralismus dar. Gemäss Artikel 123 der Bundesverfassung ist das Schweizerische Recht massgebend. Die vorliegende Paketlösung birgt die Gefahr, dass EU-Richtlinien und -Verordnungen, die nicht im Einklang mit unseren nationalen Interessen stehen, ungeprüft in unser Rechtssystem einfliessen. Dies könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen, da das EU-Recht, wie es der Europäische Gerichtshof (EuGH) interpretiert, nicht zwingend die gleichen Garantien und Grundwerte wie die Schweizerische Bundesverfassung bietet. Die im Vorschlag vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des EuGH, sind äusserst problematisch. Eine richterliche Instanz aus dem Ausland, deren Zuständigkeit nicht auf dem Schweizerischen Recht basiert, kann nicht als neutrale und dem Schweizerischen Volk verpflichtete Instanz betrachtet werden. Dies widerspricht fundamentalen Grundsätzen der nationalen Souveränität und des Selbstbestimmungsrechts, welche in der Präambel der Bundesverfassung verankert sind. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen mit grosser Skepsis zu betrachten. Die angepriesenen Vorteile des Marktzugangs könnten durch die damit verbundenen Kosten und Verpflichtungen, wie die Übernahme von Regulierungen und potenziellen finanziellen Beiträgen, überkompensiert werden. Es fehlt eine transparente und umfassende Analyse, ob die schweizerische Wirtschaft tatsächlich von dieser neuen Konstellation profitiert oder ob sie lediglich neuen Abhängigkeiten ausgesetzt wird. Es ist unerlässlich, dass jegliche Vereinbarung mit der EU im Einklang mit der Schweizerischen Bundesverfassung steht und die direktdemokratischen Instrumente des Volkes nicht untergräbt. Die vorgeschlagene Lösung scheint diesem Anspruch nicht ausreichend gerecht zu werden und wirft ernsthafte Fragen bezüglich der langfristigen Unabhängigkeit und des Wohlstands der Schweiz auf.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel Bischel (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Daniel Bischel · 0765702124 · d_bischel@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene generelle Umsetzung des vorliegenden Abkommens wirft tiefgreifende und besorgniserregende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es drängt sich die Befürchtung auf, dass durch eine schleichende Erosion der nationalen Gesetzgebung und der demokratischen Kontrolle wesentliche Grundpfeiler unseres Rechtssystems und unserer politischen Autonomie ausgehöhlt werden könnten.

Besonders kritisch zu betrachten ist die potentielle Übernahme von EU-Recht, welche die hiesige Umsetzungsvorlage impliziert. Dies birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte und Behörden zunehmend angewiesen sein werden, primär das Recht der Europäischen Union anzuwenden und auszulegen. Dies steht in einem fundamentalen Widerspruch zum Schweizerischen Verfassungsrecht. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) verankert klar und unmissverständlich, dass die Schweiz eine unabhängige Republik ist, die auf dem Volkswillen und der Achtung vor der Rechtsordnung beruht. Die in Aussicht gestellte Übernahme von EU-Recht ohne klare und transparente parlamentarische Mitsprache birgt die Gefahr, dass diese Souveränität faktisch ausgehöhlt wird.

Weiterhin ist zu befürchten, dass durch die automatische Übernahme von EU-Recht die rechtsstaatliche Kontinrolle und die demokratische Legitimation von Rechtsnormen erheblich eingeschränkt werden. Die Schweizer Verfassung, insbesondere in den Artikeln 160 und 161, sieht vor, dass das Parlament die Gesetzgebungskompetenz innehat und Gesetze vom Volk in einem Referendum angenommen oder abgelehnt werden können. Eine Umsetzung von EU-Recht, welche die Schweizer Gesetzgebung de facto determiniert, entzieht sich jedoch weitgehend dieser demokratischen Kontrolle. Die Gefahr besteht darin, dass verbindliche Rechtsnormen aus Brüssel übernommen werden, ohne dass das Schweizerische Parlament oder das Volk die Möglichkeit haben, deren Inhalt kritisch zu prüfen, abzuändern oder gar abzulehnen. Dies untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität und das Recht auf demokratische Mitbestimmung, wie es in der Bundesverfassung verankert ist.

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht birgt zudem die Gefahr einer starken richterlichen Kontrolle durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH). Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Parteien und die politische Beteiligung (PPG) betont die Wichtigkeit der politischen Beteiligung und der direkten Demokratie in der Schweiz. Die Judikatur des EuGH, welche in der Regel nicht dem schweizerischen Rechtssystem untersteht, würde in der Praxis möglicherweise Schweizer Gerichte zu Entscheidungen zwingen, die nicht mit den Grundsätzen unseres eigenen Rechtssystems vereinbar sind. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte schwächen und die Möglichkeit der Bürger, sich auf die Rechtsstaatlichkeit ihres eigenen Landes zu verlassen, beeinträchtigen. Der Artikel 2 der Bundesverfassung legt fest, dass die Stärke der Schweiz auch in der Freiheit und der Verantwortung des Einzelnen liegt. Die mögliche Dominanz fremder Rechtsnormen und gerichtlicher Entscheidungen würde diese individuelle Freiheit und Verantwortung einschränken.

Es muss zudem die Frage aufgeworfen werden, wie die Prinzipien der Verhältnismässigkeit und der Rechtsgleichheit im Kontext der automatischen Übernahme von EU-Recht gewahrt bleiben können. Artikel 4 der Bundesverfassung garantiert die Gleichheit aller Menschen vor dem Gesetz und das Recht auf Verhältnismässigkeit bei staatlichen Massnahmen. Es ist fraglich, ob die Regelungen der EU, die oft auf andere rechtliche und politische Kontexte zugeschnitten sind, diesen grundlegenden schweizerischen Prinzipien uneingeschränkt gerecht werden. Ohne eine sorgfältige und kritische Prüfung jedes einzelnen Rechtsaktes der EU im Lichte der schweizerischen Verfassung droht eine Erosion dieser fundamentalen rechtsstaatlichen Garantien.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplante generelle Umsetzung des Abkommens mit der EU erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Legitimation birgt. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht stellt eine potenzielle Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz und der demokratischen Kontrolle dar. Es ist dringend geboten, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft auf ihren nationalen Interessen und der Wahrung ihrer Verfassungsprinzipien beharrt und eine Übernahme von Rechtsnormen vermeidet, die nicht im Einklang mit den schweizerischen Grundwerten stehen. Die Gefahr einer schleichenden Entmachtung und einer Fremdbestimmung ist real und darf nicht unterschätzt werden. Es bedarf einer klaren und strikten Abgrenzung, um die Unabhängigkeit und die demokratische Ordnung der Schweiz zu schützen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine umfassende und bedenkliche Integration der Schweiz in das europäische Rechtsgefüge dar, die weit über den Schutz der Verbraucher hinausgeht. Es handelt sich vielmehr um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die Vorgaben des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch". Diese Entwicklung birgt erhebliche Risiken für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, gefährdet die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit unserer Konsumenten auf inakzeptable Weise ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die weltweit als Gütesiegel anerkannt ist, steht unter massivem Druck. Die unausweichliche Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird seine Strahlkraft verlieren, wenn unsere Produkte denselben, tendenziell weniger strengen Kriterien genügen müssen wie die Massenware aus der EU. Dies untergräbt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt die gesamte Wertschöpfungskette unseres Landes.

Besonders besorgniserregend ist die innewohnende "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen an alle anderen Verträge der Bilateralen I koppelt. Die Konsequenz ist eine politische Erpressung sondergleichen: Eine Kündigung dieses aus unserer Sicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk ins Wanken bringen. Dies stellt eine inakzeptable Einschränkung unserer souveränen Entscheidungsfreiheit dar und blockiert jede Möglichkeit, im Sinne unseres Landes und unserer Bevölkerung eigenverantwortlich zu handeln.

Der vorgesehene Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants markieren einen massiven und unzulässigen Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit de facto zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren primäre Interessen nicht zwangsläufig mit denen der Schweiz übereinstimmen.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, idyllische Alp-Käsereien, traditionelle Dorfmetzger und selbst temporäre Vereine an einem lokalen Fest müssten sich mit den komplexen und für die Schweizer Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften auseinandersetzen. Dies droht lokale Traditionen zu zerstören und die wirtschaftliche Existenz vieler kleiner und mittlerer Unternehmen zu vernichten.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten und von der EU zugelassen wurden. Dieser Vorgang missachtet auf eklatante Weise den Volkswillen und die nachvollziehbare Vorsicht der Schweizer Bevölkerung in Bezug auf GVO.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Interessen unserer Produzenten und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem zwangsläufigen Verlust unserer anerkannt hohen Standards. Diese Revision, insbesondere die Übernahme von EU-Verordnungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21), zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies bedeutet einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist somit das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Des Weiteren sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu werten. Das Parlament wird damit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird unsere Souveränität beschnitten. Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und eigenständig auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns den oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU beugen.

Nicht zuletzt stellt die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung dar. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage keine reine "Lebensmittelsicherheit" betrifft, sondern eine umfassende und unumkehrbare Integration in die EU-Politik darstellt, die unsere Souveränität, unsere einzigartigen Qualitätsstandards, die Vielfalt unserer Produktion und die Entscheidungsfreiheit unserer Bevölkerung massiv gefährdet. Wir lehnen diesen Weg entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Das vorliegende Regelungsvorhaben im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine beispiellose Gefährdung der schweizerischen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Rechenschaftspflicht dar. Die vorgeschlagenen Änderungen, namentlich die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechenden

Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG), führen zu einer schleichenden Unterwerfung unter die supranationale Kontrolle der Europäischen Union.

Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft werden. Diese dezentralen und auf spezifische lokale oder regionale Bedürfnisse zugeschnittenen Förderungen, sei es im Bereich des Regionalverkehrs, zur Unterstützung kantonaler Banken, zur Pflege unserer reichen Kulturlandschaft oder zur Stärkung lokaler KMU, werden neu einem starren, technokratischen EU-Regime unterworfen. Die daraus resultierende bürokratische Hürde und die Entmachtung der demokratisch legitimierten Organe sind inakzeptabel.

Die Souveränität der Kantone und ihre historisch gewachsene föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig und im direkten Dialog mit ihren Bürgern über die lokale und kantonale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen die Kantone künftig ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf das Fundament unseres föderalen Systems. Die im neuen BHÜG (insbesondere Art. 3 BHÜG) vorgesehene Beihilfekammer wird zu einer zentralen Kontrollinstanz, die die kantonalen Gestaltungsspielräume auf ein Minimum reduziert.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Bestimmungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Jegliche staatliche Beihilfe, die potenziell Wettbewerbsverzerrungen hervorrufen könnte, muss der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger des EU-Beihilferechts und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihre eigenen wirtschaftspolitischen Ziele autonom zu verfolgen und anzupassen.

Kritische Sektoren, die für die Daseinsvorsorge und die strategische Autonomie des Landes von zentraler Bedeutung sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dazu gehören insbesondere die Energieversorgung, wo zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und der Landverkehr. Die Unterstellung dieser strategisch wichtigen Infrastrukturbereiche unter ein fremdes Regulierungsregime gefährdet die Versorgungssicherheit und den Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer, die in die Wettbewerbskommission (WEKO) integriert wird, gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, was die Gefahr von Fehlentscheidungen und eine Abkehr von nationalen Prioritäten birgt. Die Organisation und der Verfahrensautonomie der Kantone werden erheblich eingeschränkt. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33

und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese 'Superbehörde' wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine gefährliche Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems bedeuten. Sie führen zu einer Übertragung von Entscheidungskompetenzen an eine supranationale Instanz und schwächen die demokratische Legitimation und Kontrolle staatlichen Handelns. Wir lehnen diese Regelungen entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Union liegt mir eine tiefgehende Skepsis zugrunde, die durch die vorgeschlagenen Regelungen keineswegs abgebaut wird, sondern sich vielmehr verfestigt. Die Umwandlung der bisherigen, vom Schweizer Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt einen fundamentalen Verlust an demokratischer Souveränität dar. Dies widerspricht dem Geist unserer direkten Demokratie, in der das Parlament die Ausgaben des Bundes, insbesondere solche von billionenschwerer Dimension, stets kritisch zu prüfen und zu bewilligen hat. Die von der EU geforderte Automatismus birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einer blossen Zahlungsquelle degradiert wird, ohne die Möglichkeit, ihre Beiträge an konkrete Schweizer Interessen oder die eigene politische Ausrichtung zu koppeln. Dies grenzt faktisch an eine Zwangsabgabe, die unsere Haushaltsautonomie untergräbt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Vertrag verankerten Mechanismen zur Neuberechnung eher als ein Lockvogelangebot denn als eine definitive Grösse. Der neu geschaffene, rechtsverbindliche Mechanismus wird unweigerlich zu einer kontinuierlichen Aufstockung der Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird dann in einer Position sein, in der sie eine von Brüssel diktierte Erhöhung nicht mehr ablehnen kann. Dies entzieht unserer nationalen Politik jegliche Verhandlungsmasse und zwingt uns zur Annahme von Zahlungsverpflichtungen, deren Entwicklung wir nicht mehr kontrollieren können. Wir werden zu einer Nettozahlerin in einem System, in dem wir zwar finanzielle Beiträge leisten, aber keinerlei Stimm- oder Mitwirkungsrecht besitzen. Es ist unklar, welche konkreten, für die Schweiz greifbaren Vorteile aus dieser institutionellen Anbindung resultieren, die die offensichtlichen Kosten an Souveränität und finanzieller Flexibilität rechtfertigen würden.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein klarer Schritt zur Zementierung dieser Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz

entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag, die bisher das Kernstück unserer Haushaltsdemokratie war. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch für die EU auf diese Gelder und höhlt damit die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Mittelverwendung, die im Interesse der Schweiz liegen sollte, wird lediglich die Ausführung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung zelebriert. Dies ist keine politische Geste mehr, sondern eine feste vertragliche Bindung, die unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt.

Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die Absicht, diese finanziellen Abgaben als integralen und dauerhaften Bestandteil unserer nationalen Gesetzgebung zu etablieren. Dies hat zur Folge, dass sich die Schweiz tiefer in die Rechtsordnung der EU integriert, ohne die damit verbundenen politischen Mitspracherechte zu erhalten. Es handelt sich um eine schleichende Erosion unserer staatlichen Autonomie, die sich in den finanziellen Transaktionen manifestiert.

Die vorgeschlagene Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes über die Friedensförderung, welche die Kohäsionszahlungen mit dem Begriff der Friedensförderung verknüpft, ist irreführend und grenzt an eine Verdrehung der Tatsachen. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung, ein politisch und ethisch hoch angesehenes Feld, wird missbraucht, um politisch heikle und aus unserer Sicht höchst umstrittene finanzielle Abgaben an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unlautere Verknüpfung, die die eigentlichen wirtschaftlichen und politischen Beweggründe verschleiert und eine ethisch einwandfreie Aktivität instrumentalisiert. Diese Vorgehensweise untergräbt das Vertrauen in die Transparenz und Ehrlichkeit des Gesetzgebungsprozesses.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Regelung im Bereich der finanziellen Beteiligung zu tiefgreifenden Bedenken Anlass gibt. Sie führt zu einem signifikanten Verlust an nationaler Souveränität, untergräbt die demokratische Kontrolle des Parlaments über die Finanzen des Bundes und zwingt die Schweiz in eine Zahlungsverpflichtung, deren Entwicklung unkontrollierbar ist und die keinen klaren Gegenwert in Form von Marktzugang oder anderen substanziellen Vorteilen mit sich bringt. Die Gesetzgebungsvorlage schafft einen permanenten Rechtsanspruch auf Schweizer Steuergelder zugunsten der EU und missbraucht dabei sogar den Begriff der Friedensförderung zur politischen Legitimation. Eine solche Entwicklung ist aus unserer Sicht inakzeptabel und bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, die die Interessen und die Souveränität der Schweiz wahrt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Sicherung unseres hohen Lohnniveaus zutiefst bedenklich und reichen bei weitem nicht aus, um die negativen Folgen abzufedern. Vielmehr scheinen diese Massnahmen eher kosmetischer Natur zu sein und dienen primär der Erfüllung von EU-Vorgaben, ohne die Kernprobleme des Lohndrucks adäquat zu adressieren.

Die Vorstellung, dass die geplanten Lohnschutzmassnahmen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursachten massiven Druck auf die Schweizer Löhne kompensieren könnten, ist illusorisch. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns einer Aufweichung und einer Anpassung an schwächere EU-Standards gegenüber. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die offenkundig versucht sind, Lohndumping zu betreiben und die Schweiz als Lohnkonkurrenz zu untergraben.

Die Kontrollmechanismen, die essenziell für einen wirksamen Lohnschutz sind, werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und

der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen erheblich beeinträchtigt. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was den Schutz der hiesigen Arbeitnehmer weiter schwächt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wird. Diese Massnahme schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes. Anstatt das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen, wird eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht geschaffen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die uns von Brüssel diktiert wird. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unflexibler an die EU binden. Dies ist ein gefährlicher Präzedenzfall für weitere Souveränitätsabtretungen.

Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch integraler Bestandteil des Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das inhärente Risiko, dass die bewährten Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft schwächeren Modellen aufgeweicht werden.

Die grösste Besorgnis erregt jedoch die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive und inakzeptable Abtretung von Schweizer Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur blossen Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in unserem Land stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und setzt die Tür für die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide in der Schweiz weit auf, was unvorhersehbare Folgen für unsere Unternehmen und Bürger haben kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Lohnschutz abzufedern. Vielmehr handelt es sich um ein Paket, das unter dem Deckmantel von Schutzmassnahmen eine schrittweise Untergrabung unserer Souveränität und unseres bewährten Rechtssystems darstellt und letztlich dem Lohndumping und der EU-Integration Tür und Tor öffnet. Die Schweiz muss ihren eigenen, wirksamen Lohnschutz verteidigen und darf sich nicht durch EU-Vorgaben zu dessen Schwächung drängen lassen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine beispiellose und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, widerspricht diametral dem klaren Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Dieser Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der

Zuwanderung wird durch die vorliegenden Massnahmen aufs Schwerste missachtet.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf statt zehn Jahren ist besonders besorgniserregend. Diese "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar sein soll, selbst bei krimineller Vergehen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit unseres Landes und stellt eine massive Belastung für unsere Sozialwerke dar. Es ist kaum nachvollziehbar, wie ein solcher Status mit dem Grundsatz der inneren Sicherheit und der finanziellen Stabilität unserer Sozialversicherungen vereinbar sein soll.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist offensichtlich. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten durch diese Regelungen ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie ihren Lebensunterhalt nicht eigenständig bestreiten können und auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden nicht von Brüssel, sondern von den Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern, sowie von unseren Kantonen und Gemeinden getragen. Dies ist eine unzumissbare Zusatzlast, die die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialwerke gefährdet.

Der Umfang des zukünftigen Familiennachzugs ist für ein Land, das seine Autonomie bewahren will, geradezu alarmierend. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen und finanziellen Belastungen. Eine solche Regelung ist für ein Nicht-EU-Land geradezu beispiellos und zeugt von einer völligen Missachtung der nationalen Interessen.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz vor unkontrollierter Zuwanderung bieten wird. Sollte die Schweiz dennoch den Versuch unternehmen, diese Klausel anzurufen, droht die EU umgehend mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" ist eine direkte Kapitulation vor der EU. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich keine Mitsprache mehr haben werden. Dies ist eine fundamentale Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein unannehmbarer Eingriff in unsere politischen Entscheidungsprozesse.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung der neuen Artikel 41c und 21b, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, wird faktisch unmöglich gemacht. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist lediglich ein Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht.

Als direkte Konsequenz der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern im Bildungsbereich werden nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulgesetz (HFKG, Artikel 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und eine unfaire Belastung für Studierende sowie eine potenzielle Schädigung der Reputation unserer Hochschulen.

Das neue Bundesgesetz über die Harmonisierung und Koordination der beruflichen Vorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über das Bundesamt für Gesundheit (BAG, Artikel 2 Absatz 1bis im BGMD) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich, wie auch im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15), führt die Einführung des EPC/IMI zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit und gefährdet die Patientensicherheit. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine massive Schwächung der Schweizer Souveränität, eine unkontrollierte Zuwanderung mit erheblichen finanziellen und sozialen Lasten sowie eine Untergrabung unserer direkten Demokratie bedeuten. Wir appellieren eindringlich an die zuständigen Stellen, diese bedenklichen Entwicklungen zu überdenken und die Interessen der Schweiz sowie ihrer Bevölkerung konsequent zu wahren.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom bedrohen die Energiesouveränität der Schweiz und gefährden die Versorgungssicherheit massiv. Die Einbettung der Schweiz in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verwandelt unsere Nation in einen kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer am europäischen Strommarkt. Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen, werden künftig nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel getroffen. Dies ist ein fundamentaler Verlust nationaler Kontrolle und ein gefährlicher Schritt hin zur Fremdbestimmung unserer Energiepolitik.

Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom verliert ihre Autonomie und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben degradiert. Dies bedeutet das Ende einer bedarfsgerechten, auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Die ElCom ist fortan gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, ohne Einfluss auf deren Inhalt nehmen zu können. Dieses Vorgehen untergräbt die nationalen Interessen und die föderale Ordnung.

Besonders gravierend sind die potenziellen Auswirkungen auf unsere heimische Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln stellen das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, unter existentialen Druck. Die Gefahr, dass diese Einnahmen als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden, ist real. Dies würde die wirtschaftliche Basis vieler Regionen schwächen und den Kantonseigentümern ihrer Wasserkraftwerke massiv schaden.

Auch die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die neuen Regelungen erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, soll durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt werden. Dies benachteiligt kleinteilige und bürgernahe Energieerzeuger massiv und fördert stattdessen grosskapitalistische Konzerne, deren Interessen nicht zwangsläufig mit denen der Schweizer Bevölkerung übereinstimmen.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Wer aber trägt in diesem deregulierten System die Verantwortung für die zuverlässige Energieversorgung der Schweiz? Weder der Markt noch die EU übernehmen diese explizite

Verpflichtung. Dieses Vorgehen grenzt an fahrlässiges Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen bei Versorgungsengpässen oder gar einem Blackout verheerend sein könnten.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG) in Artikel 4a ff. vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten, die der freie Markt nicht für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit übernimmt, müssen auf die Konsumenten abgewälzt werden, wahrscheinlich in Form neuer staatlicher Umlagen. Dies widerspricht dem Gedanken einer bezahlbaren Grundversorgung.

Konkret manifestiert sich dies im neuen StromVG: Artikel 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung führen zu unkalkulierbarer Preisvolatilität. Artikel 8b ff. zur Energiereserve schaffen eine unzureichende Absicherung gegen Versorgungsengpässe. Die verschärften Unbundling-Vorschriften in Artikel 10, 18 und 19 StromVG untergraben die föderalen Strukturen und schränken die Handlungsfähigkeit lokaler Energieversorger ein.

Auch das revidierte Energiegesetz (EnG) birgt erhebliche Nachteile. Die Änderungen in Artikel 15 neu schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Diese direkte Benachteiligung kleinerer, bürgernaher Energieerzeugungsanlagen steht im Widerspruch zur propagierten Energiestrategie und fördert eine Zentralisierung der Energieproduktion, die nicht im Interesse der breiten Bevölkerung ist.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und möglicherweise fossilen Energieträgern. Dies ist kontraproduktiv und verlangsamt den angestrebten ökologischen Wandel.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Artikel 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer zentralisierten Regulierung aus Brüssel. Die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen wird dabei empfindlich gestört.

Schliesslich ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen das Potenzial haben, die Energiesouveränität der Schweiz zu untergraben, die Versorgungssicherheit zu gefährden, die Preise für die Konsumenten zu erhöhen und die föderale Struktur zu schwächen. Es ist unerlässlich, diese negativen Folgen kritisch zu prüfen und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung an erster Stelle stehen.

Landverkehr

Die Schweiz steht vor einer kritischen Weichenstellung, deren Tragweite für die Zukunft unseres Bahnverkehrs nur ungenügend beleuchtet wird. Die vorgeschlagenen Anpassungen, die eine stärkere Anbindung an die EU-Regularien im Landverkehr vorsehen, sind mit tiefgreifenden Risiken für unseren Service public verbunden. Es ist unmissverständlich festzuhalten, dass die formulierten Schutzmassnahmen, insbesondere die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", rechtlich substanzlos sind und keinerlei verlässlichen Schutz vor einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität bieten.

Im Kern droht die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) die finanzielle Basis des Schweizer Service public zu zersetzen. Diese Bestimmung erlaubt ausländischen Anbietern, innereuropäische Eisenbahnstrecken innerhalb der Schweiz zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen: Unternehmen, die oft von ausländischen Staatsgeldern profitieren, werden sich auf die lukrativsten Hauptstrecken konzentrieren. Die SBB und andere etablierte Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen und auch abgelegene Regionen bedienen müssen, bleiben auf den unrentablen, aber für die Bevölkerung essenziellen Nebenlinien sitzen. Die finanzielle Tragfähigkeit des gesamten Systems wird dadurch massiv gefährdet. Die Argumentation, dies würde den Wettbewerb fördern, ignoriert geflissentlich die Realität eines Versorgungsauftrags, der sich nicht an rein profitorientierten Kriterien messen lässt.

Darüber hinaus wird die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) neu eingeführte Bestimmung (Art. 32a Abs. 1bis) die nationale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränken. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, ihre eigenen Prioritäten unter die externen Kriterien zu stellen. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr, dass suboptimalere und damit potenziell teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler zum Tragen kommen und die Möglichkeit, gezielt schweizerische Verkehrsziele zu verfolgen, verunmöglicht wird. Die Kantone und Gemeinden verlieren dadurch ein wichtiges Steuerungsinstrument für die bedarfsgerechte Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs.

Die Behauptung, die "Gemeinsame Erklärung" biete einen wirksamen Schutz, ist eine fatale Fehleinschätzung. Diese Erklärung ist rechtlich nicht bindend und hat keinerlei Schutzwirkung vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre durch die dynamische Rechtsübernahme gezwungen, diese neuen Regelungen zu adaptieren, ohne Mitspracherecht. Dies ist keine partnerschaftliche Zusammenarbeit, sondern ein Diktat der Rechtsentwicklung, das die Schweiz langfristig in eine untergeordnete Position drängt. Die Sorge, dass bewährte Subventionen für unseren Schienenverkehr, beispielsweise im Güterverkehr, Regionalverkehr oder für die Erneuerung unseres Rollmaterials, als unzulässig eingestuft werden könnten, ist daher absolut berechtigt. Das EU-Beihilferecht ist restriktiv und lässt wenig Spielraum für die notwendige staatliche Unterstützung, um ein flächendeckendes und qualitativ hochwertiges Angebot zu gewährleisten.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine weitere gravierende Folge. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit, unsere Infrastruktur an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz anzupassen, massiv einschränken. Die Schweiz würde ihre Souveränität über ein strategisch wichtiges Gut, das Rückgrat ihres Wirtschafts- und Sozialraums, verlieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine reale und unmittelbare Gefahr für den Schweizer Service public im Landverkehr darstellen. Die Einführung der Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme untergraben die finanzielle Basis, schränken die nationale Hoheit ein und führen zu einer schleichenden Entmachtung der Schweiz bei der Gestaltung ihres eigenen öffentlichen Verkehrs. Die Schutzmassnahmen sind unzureichend und bieten keinerlei Sicherheit. Es ist unsere Pflicht, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und entschieden gegen eine Aushöhlung unseres Service public und unserer Souveränität zu wirken. Die damit verbundenen Anpassungen im Eisenbahngesetz (EBG, Art. 40ater) und im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) sind in ihrer aktuellen Form nicht akzeptabel und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, die die nationalen Interessen und die Sicherung unseres Service public an erste Stelle setzt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union werfen gravierende Fragen auf, die einer kritischen und eingehenden Prüfung bedürfen. Es ist zu befürchten, dass die aktuelle Richtung der Verhandlungen, so wie sie sich darstellt, nicht im besten Interesse der Schweizerischen Souveränität und des schweizerischen Rechtsstaates ist. Die damit verbundenen Konsequenzen könnten tiefgreifende negative Auswirkungen auf unsere nationale Unabhängigkeit und die Rechtssicherheit unserer Bürger haben.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der potenziellen Erosion der schweizerischen Rechtsetzungshoheit. Das Prinzip der Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie es in ähnlichen Abkommen der Vergangenheit angedeutet wurde, steht im direkten Widerspruch zu Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Bundesversammlung als oberstes Organ der Gesetzgebung definiert. Wenn die Schweiz zukünftig verpflichtet wäre, EU-Recht ohne die Möglichkeit der eigenen legislativen Überprüfung oder Anpassung zu übernehmen, würde dies die parlamentarische Souveränität de facto untergraben. Die Fähigkeit der Eidgenössischen Räte, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz Rechnung tragen, wäre massiv eingeschränkt. Dies bedeutet eine faktische Aufgabe der Gesetzgebungsgewalt an eine externe Instanz, was mit dem verfassungsrechtlich garantierten Selbstbestimmungsrecht der Schweiz unvereinbar ist.

Darüber hinaus birgt die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als verbindliche Instanz zur Auslegung des Rechts in den bilateralen Beziehungen erhebliche Risiken. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (Bilateralen-I-Gesetz) und dem entsprechenden Abkommen zur Personenfreizügigkeit sind die Parteien verpflichtet, die Bestimmungen des Abkommens einzuhalten. Wenn jedoch der EuGH die alleinige und endgültige Autorität bei der Auslegung dieser Bestimmungen erhielte, würde dies die Rechtsanwendung in der Schweiz erheblich beeinflussen. Die schweizerischen Gerichte und Behörden wären an die Urteile des EuGH gebunden, auch wenn diese im Widerspruch zu nationalen Gesetzen oder der schweizerischen Rechtsauffassung stehen. Dies schwächt die Autonomie unseres eigenen Rechtssystems und untergräbt das Vertrauen in die Unabhängigkeit unserer Justiz. Artikel 138 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und Behörden. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH könnte diese verfassungsrechtlich verankerte Unabhängigkeit in Frage stellen. Es ist nicht hinnehmbar, dass fremde Gerichte über die Anwendung von schweizerischem Recht entscheiden und damit die Rechtssicherheit für unsere Unternehmen und Bürger potenziell verunsichern.

Die Auswirkungen auf die Wirtschaft und den Arbeitsmarkt sind ebenfalls besorgniserregend. Die uneingeschränkte Übernahme von EU-Regulierungen, insbesondere im Arbeitsrecht und in der Sozialpolitik, könnte zu einer Wettbewerbsverzerrung zulasten der schweizerischen Unternehmen führen. Bestimmte EU-Standards sind auf das wirtschaftliche und soziale Gefüge der EU-Mitgliedstaaten zugeschnitten und könnten für die Schweiz ungeeignet oder sogar schädlich sein. Die Förderung des freien und ungehinderten Handels ist zwar ein wichtiges Ziel, darf aber nicht auf Kosten der Flexibilität und der Wettbewerbsfähigkeit unserer heimischen Wirtschaft gehen. Die Gefahr einer übermässigen Bürokratisierung und steigenden Lohn- und Sozialkosten, die sich aus der Übernahme von EU-Normen ergeben könnte, ist real und muss ernst genommen werden. Dies steht im Widerspruch zu den wirtschaftlichen Interessen der Schweiz, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, die unter anderem die Förderung des Wohlstands der Bevölkerung vorsieht.

Die Stabilität und Vorhersehbarkeit der Beziehungen zur EU sind von grosser Bedeutung. Dennoch dürfen diese Ziele nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre Kerninteressen und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien opfert. Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse scheinen eher eine Angleichung an Brüssel anzustreben, anstatt eine für beide Seiten vorteilhafte Partnerschaft auf Augenhöhe zu gestalten. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anwender von EU-Recht degradiert wird, ohne die Möglichkeit, ihre eigenen Interessen effektiv zu wahren.

Die kritische Auseinandersetzung mit den Verhandlungsergebnissen ist daher nicht nur eine Option, sondern eine zwingende Notwendigkeit. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Vereinbarung mit der EU die Souveränität der Schweiz, die Macht des Parlaments, die Unabhängigkeit der Gerichte und die schweizerischen Wirtschaftsinteressen uneingeschränkt wahrt. Nur so kann gewährleistet

werden, dass die Beziehungen zur EU auch in Zukunft im Einklang mit den verfassungsmässigen Grundsätzen und dem Wohle der Schweizer Bevölkerung stehen. Die derzeitigen Ergebnisse deuten eher auf eine Abhängigkeit als auf eine gleichberechtigte Partnerschaft hin, und diese Richtung muss hinterfragt und korrigiert werden. Es bedarf eines klaren und entschlossenen Kurses, der die schweizerische Eigenständigkeit in den Mittelpunkt stellt und nicht als Nebeneffekt einer externen Regulierung betrachtet. Die Verhandlungsergebnisse müssen einer strengen Prüfung unterzogen werden, ob sie diesen fundamentalen Anforderungen genügen, bevor sie überhaupt in Betracht gezogen werden können.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und bedarf einer kritischen Prüfung. Während das Ziel einer geordneten Zusammenarbeit nachvollziehbar ist, dürfen die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung nicht unterschätzt werden.

Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Stabilisierung nicht letztlich eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht bedeutet. Insbesondere die Übernahme von EU-Rechtsprechung und die ständige Anpassung an neue Regulierungen könnten die Unabhängigkeit der Schweizer Gesetzgebung und der Gerichte gravierend beeinträchtigen. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), das Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (BewG) oder das Aktienrecht sind nur einige Beispiele für Bereiche, in denen eine externe Einflussnahme zu erheblichen Verwerfungen führen könnte. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) künftig über die Auslegung des schweizerischen Rechts mitentscheiden könnte, wie es in Abkommen mit Anlehnung an das EWR-Modell üblich wäre, ist aus verfassungsrechtlicher Sicht zutiefst bedenklich. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, und dem Prinzip der rechtsstaatlichen Selbstbestimmung.

Die mangelnde Mitsprache der Schweiz bei der Entstehung von EU-Recht, das sie künftig rezipieren müsste, stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse dar. Die Annahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, ohne dass Schweizer Parlamentarier und Bürger ein Mitspracherecht bei deren Ausgestaltung haben, ist inakzeptabel. Die Schweizer Bevölkerung hat sich wiederholt gegen eine solche Form der Integration ausgesprochen. Die angeblichen Vorteile einer "Stabilisierung" dürfen nicht dazu missbraucht werden, diese klaren Entscheide zu umgehen. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Regeln zu übernehmen, die nicht ihren spezifischen Bedürfnissen oder Werten entsprechen.

Ein weiterer gravierender Punkt ist die Rolle der Gerichte. Die Vorstellung, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, die Rechtsprechung des EuGH zu übernehmen und anzuwenden, wirft ernste Fragen bezüglich der richterlichen Unabhängigkeit auf. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung der Gerichte an das Recht. Wenn jedoch externe Gerichtsurteile bindend würden, könnte dies die freie richterliche Entscheidung und damit die rechtsstaatliche Ordnung untergraben. Die ständige Notwendigkeit, die Rechtsprechung des EuGH zu analysieren und zu integrieren, würde zu einer erheblichen Rechtsunsicherheit führen und die Rechtsfortbildung in der Schweiz erschweren.

Die Stärkung des Dienstleistungsabkommens, wie es in den Verhandlungskreisen diskutiert wird, birgt ebenfalls erhebliche Gefahren. Während es auf den ersten Blick attraktiv erscheinen mag, die Bedingungen für den grenzüberschreitenden Dienstleistungsverkehr zu vereinfachen, darf nicht übersehen werden, dass die EU-Definition von Dienstleistungen oft sehr weit gefasst ist und auch Bereiche einschliesst, die bisher von nationalen Regulierungen erfasst wurden. Die Annahme eines solchen Abkommens könnte zu einer unkontrollierten Liberalisierung führen, die die Schweizer Sozialwerke, die Arbeitsbedingungen und die Standards in Bereichen wie dem Umweltschutz gefährdet. Artikel 114 BV, der die Kantone in ihren Zuständigkeiten schützt, könnte durch eine solche

Vereinbarung ausgehebelt werden.

Die finanzielle Belastung, die mit einer engeren Anbindung an die EU einhergehen würde, darf ebenfalls nicht ignoriert werden. Die Schweiz müsste wahrscheinlich erhebliche Beiträge leisten, ohne im Gegenzug eine gleichwertige Mitsprache bei den Entscheidungsprozessen zu erhalten. Dies würde zu einer Aushöhlung unserer fiskalischen Souveränität führen, wie sie in Artikel 128 BV als Kernstück der föderalistischen Ordnung verankert ist. Die Mittel, die zur Verfügung gestellt werden müssten, könnten an anderer Stelle dringender benötigt werden, beispielsweise für die Stärkung unserer eigenen Infrastruktur oder für die soziale Sicherung unserer Bürger.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar auf den ersten Blick verlockend klingen mag, jedoch eine Vielzahl von Risiken birgt, die die Schweizer Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratischen Prinzipien fundamental gefährden. Es muss dringend eine offene und ehrliche Debatte darüber geführt werden, ob die angestrebten Vorteile die erheblichen Nachteile und die damit verbundenen Gefahren für die Schweiz aufwiegen. Die bestehende Kooperationsform, die auf bilateralen Abkommen beruht, hat sich bewährt und sollte im Lichte dieser Bedenken nicht leichtfertig aufgegeben werden. Eine vorsichtige und abwägende Haltung ist geboten, um die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz äusserst bedenklich und bedarf einer kritischen Überprüfung. Die vorgeschlagene Annäherung, die unter dem Deckmantel der Vereinfachung und der Wahrung der bilateralen Beziehungen präsentiert wird, birgt erhebliche Risiken für die Unabhängigkeit und die demokratischen Errungenschaften unseres Landes.

Primär müssen die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung mit grösster Skepsis betrachtet werden. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in einem selektiven Verfahren, stellt einen fundamentalen Eingriff in die Rechtssetzungshoheit des Bundes und der Kantone dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) und Artikel 1 des Obligationenrechts (OR) ist das Recht durch die zuständigen eidgenössischen und kantonalen Organe zu schaffen. Eine indirekte Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne die notwendigen demokratischen Prozesse wie Vernehmlassung und parlamentarische Debatten auf nationaler Ebene, untergräbt dieses Prinzip. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert dem Parlament die Gesetzgebungskompetenz. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen drohen, diese Kompetenz aushöhlen, indem sie eine automatische oder nahezu automatische Übernahme von EU-Recht implizieren, ohne dass das Schweizer Parlament die Möglichkeit hat, diese Rechtsakte kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen oder abzulehnen.

Die Einführung eines ständigen Gerichtshofs, der auf Basis des EU-Rechts Urteile fällt, ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte ist ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, verankert unter anderem in Artikel 30 der Bundesverfassung. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht, dessen Rechtsgrundlage das EU-Recht ist, die Anwendung des Schweizer Rechts beeinflussen oder gar bestimmen kann, ist mit diesem Prinzip nicht vereinbar. Insbesondere Artikel 25 der Bundesverfassung, der die Staatenbildung und die bundesstaatliche Ordnung schützt, könnte durch die Unterstellung unter eine fremde juristische Autorität tangiert werden.

Die wirtschaftlichen Aspekte des Pakets dürfen ebenfalls nicht überbewertet werden. Zwar werden Vorteile durch die erleichterte Teilnahme am EU-Binnenmarkt in Aussicht gestellt. Demgegenüber steht jedoch die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit von der EU. Die Schweiz würde in eine Situation geraten, in der sie die Spielregeln der EU nicht mehr aktiv mitgestalten kann, sondern diese nur noch reaktiv übernehmen muss. Dies widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag, die wirtschaftliche Freiheit gemäss Artikel 27 der Bundesverfassung zu gewährleisten, indem die Schweiz ihre eigene wirtschaftspolitische Unabhängigkeit bewahrt.

Die Folgen für die schweizerische Demokratie sind gravierend. Die direkte Demokratie, ein stolzes Merkmal unseres politischen Systems, könnte durch die zunehmende Übernahme von EU-Recht ausgehebelt werden. Volksabstimmungen über nationale Gesetze würden an Bedeutung verlieren, wenn diese Gesetze im Wesentlichen nur noch die Umsetzung von EU-Vorgaben wären. Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung, welche die Volksinitiative und das Referendum regeln, würden durch eine solche Entwicklung de facto entwertet. Die Bürgerinnen und Bürger würden zunehmend entmachtet, da ihre Mitbestimmungsmöglichkeiten auf nationaler Ebene durch eine externe, undemokratisch legitimierte Autorität eingeschränkt würden.

Die Gefahr einer Aushöhlung der schweizerischen Identität ist ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Schweiz hat sich über Jahrhunderte hinweg eine eigenständige kulturelle und politische Identität bewahrt. Eine zu starke Integration in die EU würde unweigerlich zu einer Angleichung führen, die diese Einzigartigkeit gefährdet. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des Wohls der Allgemeinheit, des Gemeinwohls und des schutzwürdigen Interesses aller Schweizerinnen und Schweizer zum Ziel hat, wird durch eine Politik der Unterordnung unter fremde Interessen nicht erfüllt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket Schweiz-EU zwar auf den ersten Blick attraktiv erscheinen mag, bei näherer Betrachtung jedoch eine erhebliche Bedrohung für die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratische Substanz der Schweiz darstellt. Die Beibehaltung unserer Unabhängigkeit und die Wahrung unserer direkten Demokratie müssen oberste Priorität haben. Jeder Schritt, der uns von der EU abhängig macht oder unsere Fähigkeit zur autonomen Rechtssetzung schwächt, ist kritisch zu hinterfragen und abzulehnen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre eigene Linie beibehält und nicht in ein rechtliches und politisches Korsett gezwungen wird, das ihre Freiheiten und ihre Selbstbestimmung auf Dauer gefährdet. Die aktuellen Vorschläge laufen Gefahr, genau dies zu tun, indem sie die Grundpfeiler unseres Staates aushöhlen, ohne ausreichende Garantien für die schweizerischen Interessen zu bieten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel Welti (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Daniel Welti · 0796332490 · weltidaniel@ymail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Gesamtpaket Schweiz-EU wirft aus Sicht des kritischen Beobachters erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer sorgfältigen Prüfung bedürfen. Die vorgeschlagenen Regelungen, die im Rahmen von siebzehn separaten Abkommen verankert sind, versprechen eine Vertiefung der bilateralen Beziehungen, bergen jedoch gleichzeitig erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Artikel 6 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert die Grundsätze der Souveränität und der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Schweiz. Die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht in das Schweizer Rechtssystem, wie sie durch die Abkommen intendiert ist, könnte diese fundamentalen Prinzipien untergraben. Die Schweiz würde sich faktisch einem Recht unterwerfen, dessen Zustandekommen sie nicht mehr aktiv beeinflussen kann. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie und zur Möglichkeit des Schweizer Volkes, über die Gesetzgebung zu befinden.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu beleuchten. Die geplante Einbindung des EuGH in die Auslegung der Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die dynamische Rechtsübernahme, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte dar. Gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung (SR 101) hat jede Person Anspruch auf eine unabhängige und unparteiische Beurteilung ihres Falles durch ein zuständiges Gericht. Die Bindung an die Urteile des EuGH könnte diesen Anspruch konterkarieren und die schweizerische Rechtsprechung einer externen Instanz unterstellen, deren Interpretationen nicht immer mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen übereinstimmen.

Die wirtschaftlichen Aspekte verdienen ebenfalls eine kritische Betrachtung. Die versprochenen Vorteile durch den erleichterten Zugang zum EU-Binnenmarkt könnten durch die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen und die damit verbundenen Kosten, insbesondere für KMUs, relativiert werden. Die Gleichbehandlung von Schweizer und EU-Unternehmen ist zwar ein legitimes Ziel, darf aber nicht auf Kosten einer erodierenden Rechtssetzungshoheit und einer zunehmenden Abhängigkeit von Brüssel geschehen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorliegende Gesamtpaket zwar auf den ersten Blick vorteilhaft erscheinen mag, bei genauerer Betrachtung jedoch erhebliche Gefahren für die Souveränität, die rechtsstaatliche Eigenständigkeit und die demokratischen Prinzipien der Schweiz birgt. Eine unkritische Annahme dieser Abkommen wäre ein schwerwiegender Fehler mit langfristigen Konsequenzen für die Zukunft unseres Landes.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung von EU-Recht auf. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen mit der schweizerischen Rechtsordnung, insbesondere mit den Grundsätzen der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Kompetenzordnung, vereinbar sind.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von delegierten Akten oder technischen Details, kann zu einer schleichenden Aushöhlung der Gesetzgebungskompetenz des Schweizer Parlaments führen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (Art. 1 BGG) garantiert die Gewaltentrennung und die demokratische Legitimation von Gesetzen. Die unkritische Übernahme von EU-Bestimmungen, die oft nicht dem schweizerischen Gesetzgebungsverfahren unterliegen, untergräbt diesen Grundsatz.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der demokratischen Kontrolle und der Mitwirkung der Bevölkerung. Die direkte Demokratie ist ein Eckpfeiler des schweizerischen politischen Systems, wie sie in Artikel 34 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Möglichkeit, über referendumspflichtige Gesetze abzustimmen, würde durch die Implementierung von EU-Recht, das nicht im üblichen parlamentarischen Prozess verhandelt wird, erheblich eingeschränkt. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben der Verfassung.

Auch die kantonalen Hoheitsrechte, die in Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, könnten tangiert werden. Die Übernahme von EU-Recht kann zu einer Vereinheitlichung führen, die den föderalen Charakter der Schweiz beeinträchtigt und den Kantonen wenig Spielraum für eigene Regelungen lässt.

Ferner ist die Frage der Anwendbarkeit und der Auslegung von EU-Recht in der Schweiz problematisch. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) hat eine erhebliche Bindungswirkung, die über das hinausgehen kann, was die schweizerische Rechtsordnung vorsieht. Dies schafft eine Rechtsunsicherheit und erschwert die gerichtliche Überprüfung von Entscheidungen. Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) gewährleistet das Recht auf ein faires Verfahren und eine unabhängige Gerichtsbarkeit. Die Bindung an die EuGH-Rechtsprechung könnte dieses Recht beeinträchtigen, wenn die schweizerischen Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die nicht im Einklang mit schweizerischen Grundsätzen stehen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene inländische Umsetzung von EU-Recht eine Reihe von rechtlichen und politischen Herausforderungen mit sich bringt, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Wahrung der schweizerischen Souveränität, der direkten Demokratie und des Föderalismus muss oberste Priorität haben.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, birgt erhebliche Risiken für die Integrität und die Leistungsfähigkeit des Schweizer Service public. Die Einführung der sogenannten Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) stellt eine direkte Bedrohung für die flächendeckende Versorgung dar. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, die lukrativsten inner-schweizerischen Bahnstrecken zu bedienen. Dies führt unweigerlich zu einer Ausdünnung des Angebots auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenstrecken, da die ausländischen Unternehmen sich auf die "Rosinenpickerei" konzentrieren werden. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die heute einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen, werden dadurch finanziell geschwächt und die Sicherstellung der Mobilität für alle Bürgerinnen und Bürger wird erschwert.

Des Weiteren ist die Sorge berechtigt, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts die bewährten und notwendigen Subventionen im Schienenverkehr in Frage stellen könnte. Subventionen für den

Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials, die massgeblich zur Qualität und Attraktivität des Angebots beitragen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die finanzielle Stabilität und die Weiterentwicklung des öffentlichen Verkehrs.

Die als Schutzmassnahme deklarierte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei verlässliche juristische Absicherung. Es handelt sich um eine rechtlich nicht bindende Absichtserklärung, die die Schweiz schutzlos gegenüber künftigen Änderungen des EU-Rechts macht, welches sie in dynamischer Weise übernehmen müsste. Dies untergräbt die Souveränität und die Fähigkeit, eigenständige verkehrspolitische Entscheidungen zu treffen. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme vorangetrieben, was zukünftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zur Folge haben könnte und die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und kann dazu führen, dass die Interessen der Schweiz zugunsten von EU-konformen Kriterien vernachlässigt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Die kritische Prüfung dieser Abkommen ist unerlässlich, um die schweizerische Souveränität und den gut funktionierenden Service public zu wahren.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag in Form von Kohäsionszahlungen an die Europäische Union ist aus mehreren fundamentalen Gründen entschieden abzulehnen. Anstatt einer freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste verwandelt sich die Schweiz durch die Einführung eines solchen Beitrags in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und schränkt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen massiv ein. Die Vorstellung, dass der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr nicht nur eine Lockvogelofferte darstellt, sondern durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist äusserst besorgniserregend. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird stattdessen den von der EU diktierten Zahlungsmodalitäten ausgeliefert sein.

Diese Entwicklung gipfelt darin, dass die Schweiz de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, existieren keinerlei Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Wir würden für eine institutionelle Anbindung bezahlen, deren Hauptgewinn die Aushöhlung unserer Souveränität ist, während greifbare Vorteile fehlen.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese unerwünschte Entwicklung und verwandelt bisherige freiwillige Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und damit die Budgethoheit. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist eine Irreführung, da der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Das KoBG (Art. 1 KoBG) schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die parlamentarische Budgethoheit untergräbt. Es handelt sich nicht um eine politische Geste, sondern um die Schaffung einer rechtlichen Pflicht zur Entrichtung von Geldern, die aus Schweizer Steuergeldern stammen und deren Verwendung wir nicht mehr souverän bestimmen können. Wir lehnen diese Entrichtung ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarktdesign und die damit verbundene Annäherung an

EU-Vorgaben werfen tiefgreifende und besorgniserregende Fragen hinsichtlich der Souveränität, Versorgungssicherheit und der Integrität unserer föderalen Strukturen auf. Die beabsichtigte institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E signalisiert einen Abgesang auf die nationale Energiesouveränität. Die Schweiz wird in eine Rolle eines kostenpflichtigen Teilnehmers ohne Stimmrecht gedrängt, dessen Stromnetz zukünftig primär nach Brüsseler Direktiven verwaltet wird.

Diese Entwicklung entmündigt die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften. Sie ist dann gezwungen, undemokratisch legitimierte Normen aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energiepolitik bedeutet. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existentiell bedroht. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Darüber hinaus werden unsere föderalen Strukturen im Energiebereich, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Produzenten wird ausgehebelt, was deren Wettbewerbsfähigkeit massiv beeinträchtigt. Die vollständige Marktliberalisierung untergräbt die Versorgungssicherheit, da die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie die Wasserreserve, durch EU-Regeln eingeschränkt wird. Unklarheit bezüglich der Verantwortung für die Versorgungssicherheit ist die logische Folge.

Die Neuregelungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis EnG) führen zu einer unkalkulierbaren Preisvolatilität und benachteiligen gezielt kleine und mittlere Produzenten, insbesondere bei erneuerbaren Energien. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen schafft eine enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau lokaler erneuerbarer Energien. Dies gefährdet unsere Energieunabhängigkeit und erhöht die Abhängigkeit von ausländischen, oft fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer zentralisierten Regulierung, welche die bewährten föderalen Strukturen und die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze unnötig einschränkt. Dieses hochriskante Experiment wird auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft durchgeführt und opfert die bisher stabile Grundversorgung dem Diktat eines unzuverlässigen Marktes.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und können die negativen Auswirkungen auf die Schweizer Lohnstrukturen nicht kompensieren. Es ist zu befürchten, dass die Erweiterung der Personenfreizügigkeit zu einer flächendeckenden Erosion der Lohnniveaus führen wird, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden seine Grundlagen aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regeln sind primär bürokratischer Natur und weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die offensichtlich auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem

EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der einzig und allein durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien fundamental. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Angesichts dieser gravierenden Bedenken ist eine Ablehnung der vorgeschlagenen Massnahmen dringend angezeigt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens stellt einen fundamentalen Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar. Die geplante Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, gleich einer "Niederlassung C PLUS", untergräbt massiv die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei kriminellem Verhalten oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe die Ausweisung erschwert wird. Dies fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und legt die Kosten für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden auf.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung sowie der damit verbundenen Sozialkosten. Die vermeintliche "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo mit derart hohen Hürden, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Die Androhung von Strafmassnahmen durch die EU bei deren Anwendung macht sie zu einer Erpressungsklausel, nicht zu einem Schutzmechanismus.

Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet faktisch den Verlust der Mitbestimmung des Schweizer Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von neuem Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG belegen die direkten Kosten, die der Schweizer Steuerzahler für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden tragen muss. Die Unterstellung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) entzieht der Schweiz die Fähigkeit, die Regeln ihrer Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes greift in die Eigentumsrechte der

Versicherten ein.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Dienstleistungspakete (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und der Patientensicherheit und delegiert die Verantwortung an ein bürokratisches EU-System. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Diese Anpassungen sind eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung unserer Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regularien im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel, stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweiz dar. Es handelt sich nicht um eine reine Sicherheitsmassnahme, sondern um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies gefährdet unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich demontiert. Das Label "Made in Switzerland" verliert seinen Wert, wenn die Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden.

Besorgniserregend ist die existenzielle Verknüpfung dieses Abkommens mit allen bilateralen Verträgen durch eine "Guillotineklausel". Eine Kündigung dieses schädlichen Vorhabens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Der ungehinderte Zutritt und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Restaurants, stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden zu blosse Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur Grossbetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine müssten sich mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften auseinandersetzen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Schweiz an der schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen hindert. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine fundamentale und inakzeptable Einschränkung der schweizerischen Souveränität und der kantonalen Autonomie dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, die demokratisch legitimiert und auf lokale Bedürfnisse zugeschnitten sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres föderalistischen Systems und untergräbt die Fähigkeit der Kantone, eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden.

Die Schaffung eines Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer, welche in die WEKO integriert wird (Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG), wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Konformität durchsetzt. Diese "Superbehörde" agiert als "verlängerter Arm der EU" und ihre Entscheide sind primär an externen Vorgaben orientiert, nicht an nationalen Erfordernissen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Insbesondere die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) sind stossend. Indem der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt wird (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können durch eine zentrale Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus dar. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft, ohne formelles rechtliches Gehör in der Prüfung ihrer souveränen Entscheide.

Auch die strategisch wichtigen Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr geraten unter EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG für den Luftverkehr beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und unserer föderalistischen Strukturen bedeuten. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, wird zu einem reinen Regel-Empfänger und verliert die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Diese Entwicklung ist nicht im Interesse der Schweiz und muss entschieden abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die erzielten Vereinbarungen im Einklang mit der Bundesverfassung stehen und ob sie die schweizerischen Interessen tatsächlich wahren.

Ein zentraler Punkt ist die potentielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle. Die Schweiz würde sich damit dem Primat des EU-Rechts unterwerfen, was fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung zuwiderläuft. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Vertragsfreiheit, doch die vorliegenden Abkommen drohen, diese Freiheit durch eine einseitige Übernahme von EU-Normen einzuschränken.

Es stellt sich die Frage, inwieweit die Schweiz zukünftig noch in der Lage sein wird, eigene Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Bevölkerung entsprechen.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel an der Auslegung und Anwendung des Europäischen Wirtschaftsraums (EWR) und der darin enthaltenen Bestimmungen. Die Übernahme des EU-Binnenmarktrechts, einschliesslich der Grundfreiheiten, könnte zu einer Erosion der schweizerischen Gesetzgebung führen, insbesondere im Bereich des Arbeitsrechts und des Umweltschutzes. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) hätte voraussichtlich eine direkte oder indirekte Wirkung auf die schweizerische Rechtsordnung, was im Widerspruch zur Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte stünde, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist.

Die angedachte Übernahme von EU-Recht im Rahmen der vorliegenden Abkommen birgt das Risiko einer schleichenden Annäherung an die EU, ohne dass die schweizerische Bevölkerung die Möglichkeit hat, über einen Beitritt direkt abzustimmen. Dies würde das demokratische Prinzip untergraben und die Rolle des Parlaments sowie der direkten Mitwirkung der Bürger schwächen. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz ihre einzigartige Rechtstradition und ihre demokratischen Institutionen unter solchen Bedingungen wirksam schützen kann. Die Verhandlungen scheinen primär auf die Interessen der EU ausgerichtet zu sein, während die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit unzureichend berücksichtigt werden. Es bedarf einer kritischen Neubewertung der Verhandlungsergebnisse unter Berücksichtigung des Verfassungsauftrags, die Unabhängigkeit und die Souveränität der Eidgenossenschaft zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Die Annahme eines solchen Rahmensabkommens, auch wenn es als "Stabilisierung" verkauft wird, untergräbt die Grundlagen unserer direkten Demokratie und unseres schweizerischen Rechtssystems.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Sektoren angestrebt wird, stellt eine unannehmbare Einschränkung unserer legislative Autonomie dar. Gemäss Artikel 5 des Bundesgesetzes über die europäischen Institutionen (BEG), der die Grundsätze der Rechtsübernahme regelt, müsste die Schweiz nicht nur bestehendes, sondern potenziell auch zukünftiges EU-Recht übernehmen. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere dem Volkssouveränitätsprinzip gemäss Artikel 1 und dem Recht auf Selbstbestimmung der Kantone. Eine solche automatische Rechtsübernahme ohne eigene parlamentarische Beratung und demokratische Legitimation würde die Meinungsbildung des Schweizer Volkes und die parlamentarische Kontrolle aushebeln.

Des Weiteren sind die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung im Rahmen des Abkommens höchst bedenklich. Die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung von Verträgen, wie sie im Bereich der Personenfreizügigkeit diskutiert wird, würde die richterliche Gewalt des Bundesgerichts in Frage stellen. Das Bundesgericht ist die oberste richterliche Instanz der Schweiz, und seine Unabhängigkeit, verankert in der Bundesverfassung, würde durch eine derartige Unterordnung unter ein fremdes Gericht massiv beeinträchtigt. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetze und Gerichtsentscheidungen ohne die Möglichkeit einer angemessenen Berufung oder Überprüfung durch nationale Instanzen durch den EuGH kassiert werden.

Die vermeintliche "Stabilisierung" der Beziehungen zur EU erweist sich somit als eine schleichende Erosion unserer Unabhängigkeit. Die vorgeschlagenen Massnahmen gefährden die rechtsstaatliche Ordnung, die demokratische Mitgestaltung und die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Interessen und Werte zu wahren. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre demokratischen Institutionen schützt und nicht durch Abkommen geschwächt wird, die unsere

rechtliche und politische Handlungsfreiheit unwiederbringlich einschränken. Die Risiken für die Schweiz sind erheblich und die Vorteile, die aus einer solchen "Stabilisierung" gezogen werden könnten, stehen in keinem Verhältnis zu den fundamentalen Prinzipien, die auf dem Spiel stehen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Danylo Kutsenko (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Danylo Kutsenko · 0774964654 · danylo.kutsenko1@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien zutiefst bedenklich und werfen erhebliche rechtliche sowie politische Fragen auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen.

Die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne effektive Mitgestaltungsmöglichkeit durch die Schweiz widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, der die Vertragsfreiheit gewährleistet, darf nicht durch eine einseitige Verpflichtung zur Übernahme von Regelungen untergraben werden, deren Zustandekommen wir nicht beeinflussen können. Die Gefahr, dass die Schweiz faktisch zu einem Juniorpartner der EU degradiert wird, dessen Gesetzgebung von externen Akteuren diktiert wird, ist evident.

Besonders alarmierend ist die vorgeschlagene institutionelle Verankerung, die eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht vorsieht. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung der bundesrätlichen und parlamentarischen Kompetenzen dar, die gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung für die Gesetzgebung zuständig sind. Die Möglichkeit, dass sich die Schweiz durch die automatische Übernahme von EU-Recht von ihren eigenen rechtsstaatlichen Verfahren und demokratischen Kontrollmechanismen entkoppelt, ist inakzeptabel. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) könnte somit indirekt Anwendung auf Schweizer Recht finden, ohne dass Schweizer Gerichte oder die schweizerische Legislative die Möglichkeit haben, diese eigenständig zu überprüfen oder abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Gewaltenteilung und der Souveränität der Schweizer Gerichte.

Darüber hinaus birgt die Übernahme von EU-Regularien die Gefahr einer Divergenz zu den bereits bestehenden schweizerischen Gesetzen und der schweizerischen Rechtstradition. Die damit verbundenen Kosten für die Anpassung von Unternehmen und Verwaltung sowie die potentielle Schwächung der Schweizer Wettbewerbsfähigkeit sind nicht zu unterschätzen. Es muss die Frage erlaubt sein, ob der versprochene Zugang zum EU-Binnenmarkt die Nachteile und Risiken, welche die Erosion unserer Rechtsordnung mit sich bringt, tatsächlich aufwiegt. Die mangelnde Klarheit bezüglich der finanziellen Verpflichtungen und der Haftungsfragen verschärft die ohnehin schon kritische Beurteilung.

Es drängt sich die dringende Notwendigkeit auf, die Verhandlungsergebnisse eingehend auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung zu prüfen und die demokratische Mitsprache sowie die rechtsstaatlichen Prinzipien kompromisslos zu verteidigen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken auf, die eine kritische Prüfung erfordern. Die Annahme einer solchen Richtungsänderung scheint primär darauf abzuzielen, die Beziehungen zur EU zu "stabilisieren", ohne jedoch die grundlegenden Interessen und die Souveränität der Schweiz ausreichend zu wahren.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der möglichen Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Gegenleistung und ohne klare Abgrenzung. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung sind die obersten Organe der Eidgenossenschaft dazu verpflichtet, die Unabhängigkeit und die Sicherheit der Schweiz zu wahren. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht, insbesondere in Bereichen, die direkt die nationale Gesetzgebung und die direktdemokratischen Rechte berühren, könnte diese Verfassungsaufträge untergraben. Das Schweizer Volk und die Kantone haben durch das Prinzip der Volkssouveränität das Recht auf Mitgestaltung, welches durch automatische Rechtsübernahme ausgehöhlt würde.

Des Weiteren ist unklar, wie die proposeden Massnahmen mit dem Prinzip der bundesstaatlichen Autonomie gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung vereinbar sind. Die Kantone besitzen eigene Kompetenzen, die durch eine engere Bindung an Brüssel potenziell eingeschränkt werden könnten. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die daraus resultierenden Verpflichtungen bedürfen einer detaillierten Analyse, um sicherzustellen, dass sie nicht zu einer untragbaren Belastung für die Schweizer Steuerzahler werden und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz nicht gefährden.

Die "Stabilisierung" der Beziehungen darf nicht dazu missbraucht werden, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu manövrieren, die ihre aussenpolitische Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Entscheidungsfindung beeinträchtigt. Es ist unabdingbar, dass jede neue Vereinbarung klar definiert, welche Bereiche von der EU reguliert werden und welche Kompetenzen bei der Schweiz verbleiben. Ohne diese Klarheit besteht die Gefahr, dass die Schweiz langfristig die Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung verliert, während die EU an Einfluss gewinnt.

Die vorgesehene "Stabilisierung" birgt das Risiko, dass die Schweiz ohne echte Vorteile in eine immer engere Union hineingezogen wird. Die wirtschaftlichen und politischen Nachteile einer solchen Entwicklung sind beträchtlich und dürfen nicht ignoriert werden. Eine sorgfältige Abwägung zwischen den angeblichen Vorteilen und den tatsächlichen Risiken ist unerlässlich, bevor weitere Schritte in Richtung einer tieferen Integration gegangen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Regelungen auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der schweizerischen Souveränität und die Einhaltung bestehender Rechtsgrundlagen. Es ist fraglich, inwieweit die im Rahmen der vorgeschlagenen Abkommen mit der EU angestrebte Harmonisierung mit den grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems vereinbar ist.

Besonders kritisch zu betrachten ist die potenzielle Aushöhlung der bundesrätlichen Richtkompetenz. Nach Artikel 166 der Bundesverfassung liegt die oberste Leitung der Bundesverwaltung in den Händen des Bundesrates. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht droht diesen verfassungsmässigen Auftrag zu konterkarieren, indem Entscheidungen, die primär die Schweiz betreffen, zunehmend durch externe, nicht demokratisch legitimierte Instanzen beeinflusst oder gar diktiert werden könnten. Dies widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, die eine starke Rolle des Bundesrates zur Wahrung der nationalen Interessen vorsieht.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf das Prinzip der Rechtsgleichheit und die Rechtssicherheit in der Schweiz nicht zu unterschätzen. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Recht kann zu einem komplexen und potenziell widersprüchlichen Rechtsrahmen führen, der die für unsere Bürgerinnen und Bürger essenzielle Rechtssicherheit gefährdet. Das volonté de la loi, der Wille des Gesetzgebers, wird durch die Verpflichterung zur Übernahme von EU-Recht verwässert, was die demokratische Legitimität der Gesetzgebung in Frage stellt. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Eine sukzessive Übernahme von EU-Recht, ohne diese Verfassungsartikel adäquat zu berücksichtigen, steht im Widerspruch zu diesem fundamentalen Prinzip.

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung müssen daher einer eingehenden Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die schweizerische Rechtsordnung gestärkt und nicht geschwächt wird. Es bedarf klarer Mechanismen, die eine selektive und zweckmässige Übernahme von EU-Regelungen ermöglichen, stets unter Wahrung unserer verfassungsmässigen Ordnung und der rechtsstaatlichen Grundsätze. Die aktuelle Ausrichtung lässt Zweifel aufkommen, ob diese Prinzipien ausreichend gewahrt bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtsakten im Bereich der Lebensmittelsicherheit, irreführend als "Vom Hof auf den Tisch" betitelt, stellt eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unserer hohen Qualitätsstandards dar. Anstatt einer gezielten Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, die ohnehin auf einem hohen Niveau schweizerischer Gesetzgebung basiert, wird hier eine umfassende Unterwerfung der gesamten schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk forciert. Dies bedroht die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten auf unannehmbare Weise ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen, oft über EU-Standards liegenden Vorschriften beruht, ist fundamental gefährdet. Die Angleichung an oft tiefere EU-Normen würde unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das international anerkannte Label "Made in Switzerland" entwerten. Die durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) angestrebte Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter das EU-Regulierungsregime ist ein Frontalangriff auf unsere Produktionsstandards und führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine und mittlere Betriebe existenziell bedroht.

Des Weiteren sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) kritisch zu hinterfragen. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeutet einen unannehmbaren Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich breit akzeptierten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einem klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich gleichkommt.

Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Ebenso bedenklich ist die geplante Zulassung von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen, was das auf demokratischem Weg mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium systematisch aushebelt und den Volkswillen missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die demokratische Kontrolle durch das Parlament. Die Unterstellung des Waldschutzes vor Schadorganismen unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über Tierseuchenbekämpfung an das starre EU-System (Art. 1 neu TSG) sind weitere Beispiele für die gravierende Erosion unserer nationalen Entscheidungsgewalt. Die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität und muss entschieden abgelehnt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle zutiefst problematisch. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament flexibel zu entscheidenden freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatisch zu leistende, rechtlich bindende Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient dabei als zentrales gesetzgeberisches Instrument, welches die bisherigen politischen Gesten in eine permanente und rechtlich durchsetzbare Verpflichtung überführt. Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist keine blosse Formalität, sondern zementiert diese Zahlungen als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als irreführendes Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung" birgt das erhebliche Risiko massiv höherer Forderungen durch die EU. Die Schweiz würde damit jede Verhandlungsmacht verlieren und gezwungen sein, den diktierten Zahlungen Folge zu leisten, ohne selbst Einfluss auf die Höhe oder die Verwendung der Mittel nehmen zu können. Dies widerspricht dem Grundsatz der Autonomie und macht die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne entsprechende Mitspracherechte oder garantierte Gegenleistungen in Form von verbesserten Marktzugangsbedingungen.

Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG, welche die Kohäsionszahlungen mit der Friedensförderung verknüpft, ist zynisch und irreführend. Der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Es entsteht der Eindruck, dass die Schweiz für ihr Recht auf nationale Selbstbestimmung und zur Vermeidung unerwünschter institutioneller Bindungen zahlt, ohne dafür einen echten Mehrwert zu erhalten. Die Budgethoheit des Parlaments wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Art. 1 KoBG postuliert, massiv eingeschränkt. Dies verwandelt eine politische Willensbekundung in eine automatische Zwangsabgabe.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine tiefgreifende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und ein klares Missachten des Volkswillens gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, wird durch die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» nach nur fünf Jahren weiter verschärft. Dieser praktisch unentziehbare Status, vergleichbar einer «Niederlassung C PLUS», birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da er selbst bei krimineller Veranlagung oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand haben soll.

Diese Entwicklung fördert gezielt die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, was die Kosten zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden verschiebt. Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte «Schutzklausel», wie sie in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu aktivieren, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Bestimmung zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der «Integrationsmethode» bedeutet zudem, dass unser Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitbestimmen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und eine Kapitulation vor Brüssel.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung neuer Bestimmungen wie Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die als Reaktion darauf eingeführten massiv höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein deutliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG (Artikel 61a) belegen die direkten Kosten für den Schweizer Steuerzahler, der die Gleichbehandlung von EU-Bürgern zu tragen hat.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln durch die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) stellt einen Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter dar. Selbst unser Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht zu vollziehen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Standards unserer Berufe und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und Fachkräften. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und nationale Regulierungskompetenz für eine unüberlegte EU-Kompatibilität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, dass Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation getroffen werden, soll einem rigiden, technokratischen Kontrollregime der EU unterworfen werden. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die Autonomie der Kantone, sondern auch auf die Möglichkeit, gezielte und an die lokalen Bedürfnisse angepasste Wirtschaftsförderung zu betreiben. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen System zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide einer zentralen EU-konformen Behörde unterworfen werden.

Die Schaffung eines Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neu geschaffenen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG), die als "verlängerter Arm der EU" agiert, wird eine Kontrollinstanz geschaffen, deren primäres Ziel die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht primär schweizerischer Interessen ist. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht fundamentalen Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Übernahme der EU-Regeln im Bereich staatliche Beihilfen bedeutet, dass kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr der EU-Kontrolle unterstellt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen

im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt führen diese Änderungen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und machen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) sowie im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die bedingungslose Angleichung an EU-Regulierungen bedeutet, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit in der Energiepolitik aufgibt und zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht degradiert wird. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung.

Die Elektriskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Ihre Aufgabe, undemokratisch legitimierte Regelungen aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung. Die Wasserzinsen, welche die Bergkantone stärken und als Rückgrat unserer Wasserkraft dienen, laufen Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft zu werden. Dies gefährdet existenziell die Finanzierung unserer wichtigsten erneuerbaren Energiequelle.

Die föderalen Strukturen werden massiv geschwächt. Gemeindekraftwerke und lokale Energieproduzenten, die bisher von einem Einspeisevorrang profitierten, werden durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, dessen Regeln die Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, einschränken. Es ist unklar, wer im Ernstfall die Verantwortung für die Stromversorgung der Schweiz übernimmt, was ein unkalkulierbares Risiko darstellt.

Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Deckung der Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, werden auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im EnG, insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, benachteiligen kleine und mittlere Produzenten durch eine drastische Senkung der Leistungsgrenze. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur ohne Notwendigkeit den oft unpassenden EU-Regeln. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet und die Schweiz unnötigerweise von ausländischen Märkten abhängig macht.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater), stellt eine erhebliche Bedrohung für den Service public im Schienenverkehr dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken ermöglicht eine selektive "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken bedienen werden. Dies hat zur unausweichlichen Folge, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch massiv untergraben, was zwangsläufig zu einer Reduzierung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger führen wird.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist somit lediglich eine unzureichende Beruhigungspille, die die langfristige

Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht zu verhindern vermag.

Darüber hinaus wird die Schweiz durch die dynamische Rechtsübernahme schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur aufgeben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten wir übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde den Service public im Kern gefährden und die Lebensqualität sowie die Mobilität in unserem Land beeinträchtigen. Wir lehnen diese Abkommen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind angesichts der erwarteten negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau und die bestehenden Schutzmechanismen äusserst bedenklich. Es steht zu befürchten, dass die angebotenen Lohnschutzinstrumente lediglich kosmetischer Natur sind und nicht in der Lage sein werden, den massiven Lohndruck, der durch eine erweiterte Personenfreizügigkeit entstehen wird, wirksam zu kompensieren. Dies birgt die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten.

Anstatt den bewährten und in der Schweiz seit langem etablierten Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer Aufweichung und einer unheilvollen Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen wollen. Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer reduzierten Anzahl von Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die angepassten Bestimmungen im Entsendegesetz (EntsG), wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren, bürokratischen Verfahren unterliegt. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien grundlegend.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Änderungen nicht geeignet, die Schweiz vor den negativen Folgen einer erweiterten Personenfreizügigkeit zu schützen. Vielmehr schwächen sie bestehende Schutzmechanismen, verkomplizieren Verfahren und führen zu einer Erosion unserer Souveränität.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die vorliegende Ausgestaltung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Entscheidungsprozesse, wie sie durch die Bundesverfassung, namentlich in Artikel 54 BV über die kantonalen Rechte und die Mitwirkung des Parlaments, geschützt sind.

Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die Europäische Union durch die Übernahme von EU-Rechtstiteln, ohne dass die Schweiz dabei gleichberechtigt an deren Entstehung mitwirken kann, ihre Unabhängigkeit wahren kann. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, da wesentliche Bestimmungen unseres Rechtsrahmens ohne direkte demokratische Legitimation von aussen bestimmt würden. Die faktische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens, wie sie in den Dossiers diskutiert wird, widerspricht zudem dem Gebot der Rechtsgleichheit und der Eigenständigkeit unserer rechtsstaatlichen Ordnung gemäss Artikel 29 BV. Die Möglichkeit, dass das Schweizer Recht primär durch die Interpretation eines fremden Gerichts bestimmt wird, stellt eine ernste Bedrohung für unsere Rechtssicherheit dar.

Weiterhin ist die befürchtete "Dynamische Übernahme" von EU-Recht besorgniserregend. Dies bedeutet, dass die Schweiz sich verpflichtet, zukünftige Rechtsentwicklungen der EU automatisch zu übernehmen, ohne dass eine eigene parlamentarische oder gar volksdemokratische Überprüfung stattfindet. Dies untergräbt das Prinzip der Gewaltenteilung und der parlamentarischen Kontrolle, wie sie im Bundesgesetz über die Politische Rechte vorgesehen ist. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politischen Rechte, der die Teilhabe des Volkes an der politischen Entscheidungsgewalt verankert, wird durch solche Mechanismen ausgehebelt.

Die versprochenen Vorteile, wie der erleichterte Marktzugang, scheinen die potenziellen Nachteile nicht aufzuwiegen. Es ist zu befürchten, dass diese Vorteile mit erheblichen Kosten für unsere Souveränität und unsere demokratische Selbstbestimmung erkauft werden. Die detaillierte Prüfung der einzelnen Dossiers muss daher unter strenger Berücksichtigung dieser grundlegenden Bedenken erfolgen, um sicherzustellen, dass die Schweiz nicht in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft fundamental beeinträchtigt. Die Verfassung, insbesondere die Artikel, die die Hoheit der Kantone und des Bundes festlegen, muss hierbei als Leitschnur dienen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: David Epprecht (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: David Epprecht · 0796619668 · dave_epprecht@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Eine unkritische Übernahme der vorgeschlagenen Abkommen birgt das Risiko einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und widerspricht den Grundprinzipien, die in der Bundesverfassung verankert sind.

Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Eigenstaatlichkeit und die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes. Die vorgeschlagene Regelung droht jedoch, dass die Schweiz automatisiert EU-Recht anwenden müsste, ohne dabei einen adäquaten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen zu können. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der rechtsstaatlichen Gesetzgebung, wonach Gesetze in einem transparenten und demokratischen Prozess erlassen werden müssen.

Des Weiteren ist die Unklarheit bezüglich der Beilegung von Streitigkeiten problematisch. Die Übertragung von Kompetenzen an Gerichtshöfe, deren Entscheidungen die Schweiz binden würden, ohne dass diese dem Schweizer Rechtssystem unterstellt sind, ist undenkbar. Artikel 93 der Bundesverfassung, der die Rechtsprechung der Gerichte regelt, wird untergraben. Die unabhängige Rechtsprechung der schweizerischen Gerichte ist gefährdet, wenn sie sich primär an den Vorgaben eines supranationalen Gerichts orientieren müsste.

Auch die finanziellen Verpflichtungen, die mit diesen Abkommen einhergehen, sind nicht ausreichend dargelegt und könnten die finanzielle Autonomie des Bundes beeinträchtigen. Die Ausgestaltung der «richtigen» Beiträge, wie sie in den Verhandlungen diskutiert werden, bedarf einer präzisen Klärung und einer detaillierten Prüfung ihrer Auswirkungen auf den Bundeshaushalt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundsätzliche und erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union auf. Eine detaillierte Prüfung der vorliegenden Unterlagen offenbart gravierende Mängel und potentielle Risiken

für die Schweizer Souveränität und die Rechtsordnung.

Es ist alarmierend festzustellen, dass die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in weiten Teilen ohne eine klare Verhältnismässigkeitsprüfung und unter Missachtung des Prinzips der nationalen Identität erfolgt. Dies widerspricht fundamental den Erkenntnissen aus der juristischen Literatur und der Rechtsprechung, die stets auf die Wahrung der rechtsstaatlichen Grundsätze und der Verfassungsmässigkeit drängen. Insbesondere Artikel 97 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft gewährleistet, scheint in der vorliegenden Form durch die automatische Übernahme von EU-Recht massiv gefährdet. Es fragt sich, inwieweit die Schweizer Gesetzgebung in Zukunft noch autonom gestaltet werden kann, wenn sie sich fortlaufend an EU-Richtlinien und -Verordnungen anpassen muss.

Die im Vernehmlassungsdossier angedeuteten Mechanismen zur Umsetzung der Abkommen lassen zudem befürchten, dass die richterliche Kontrolle und die parlamentarische Mitsprache in zukünftigen Gesetzgebungsverfahren erheblich eingeschränkt werden. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) direkt oder indirekt Einfluss auf die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts nehmen könnte, ist mit dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung nicht vereinbar. Die vorgesehene Übertragung von Kompetenzen, auch wenn sie vermeintlich nur die Anwendung bestehenden Rechts betrifft, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung.

Die Verpflichtung zur Leistung von Beiträgen oder zur Übernahme von Kosten, die sich aus der Angleichung an EU-Recht ergeben, muss einer kritischen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die wirtschaftliche Belastung für die Schweiz verhältnismässig bleibt und keine unzumutbaren finanziellen Lasten entstehen. Das Prinzip der Sparsamkeit im öffentlichen Haushalt, wie es in der Haushaltsgesetzgebung verankert ist, muss auch bei internationalen Abkommen Beachtung finden. Dass finanzielle Einbussen zum tragen kämen ist alleine der Tatsache geschuldet dass die EU nicht etwa in einer Aufwärtsspirale, sondern genau anders herum sich entwickelt. Sie ist als Handelspartner nicht geeignet mehr Zugeständnisse zu machen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Lebensmittelvorschriften unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk dar. Dies tangiert nicht nur die Sicherheit, sondern bedroht unsere etablierten, oft überlegenen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie die tatsächliche Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an tendenziell tiefere EU-Standards unmittelbar gefährdet. Das prestigeträchtige Label «Made in Switzerland» wird durch die Verpflichtung zur übergreifenden Einhaltung weniger aber strenger Kriterien entwertet, was einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten untergräbt! Die gefürchtete «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein gravierender Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Unternehmen zu Objekten ausländischer Behördenkontrolle. Eine beispiellose bürokratische Welle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und für Kleinstbetriebe, Hofläden oder lokale Gastronomen unpassenden EU-Vorschriften sind eine erstickende Last, die lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Dies wird durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) noch verschärft, welches die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft.

Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) mit den neuen Artikeln 15a und 21 zwingen die Schweiz, ihre bewährten und oft strengeren Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, breite Akzeptanz findenden Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament in für unsere Bauern zentralen Entscheidungen. Ebenso ist die Unterstellung unseres Waldschutzes vor Schadorganismen unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) fahrlässig. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich bedeutet die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist gefährlich für unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Insgesamt stellen diese Vorschläge eine erhebliche Gefährdung unserer nationalen Interessen dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Staatliche Beihilfen

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Fragen auf, die eine kritische Prüfung erfordern. Die Annahme von EU-Recht ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit birgt die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung unserer Rechtsordnung. Insbesondere das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht, wie es im Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) in den Artikeln 288 und 293 verankert ist, stellt eine fundamentale Herausforderung für unsere Rechtsidentität dar. Diese Artikel sehen vor, dass Verordnungen unmittelbar in den Mitgliedstaaten gelten und Richtlinien in nationales Recht umgesetzt werden müssen. Eine Übernahme dieser Mechanismen würde das Schweizer Rechtssystem, das auf der Volkssouveränität und der demokratischen Legitimation durch das Parlament basiert, in seinen Grundfesten erschüttern.

Die Schweizerische Bundesverfassung (BV) schützt die Volkssouveränität in Artikel 1. Die Annahme von EU-Recht, das von einem supranationalen Organ geschaffen wird, dessen Gesetzgebungskompetenz von der Schweiz nicht mitgestaltet werden kann, steht in direktem Widerspruch zu diesem grundlegenden Prinzip. Artikel 164 BV legt fest, dass das Parlament die Gesetzgebungskompetenz innehat. Durch die obligatorische Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenz effektiv an die EU abgetreten, was eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Gewalt bedeuten würde.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen und sozialen Implikationen einer solchen Annäherung noch nicht ausreichend beleuchtet. Die Erfahrungen mit anderen bilateralen Abkommen zeigen, dass die vermeintlichen Vorteile oft mit erheblichen Kosten und Einschränkungen für die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft einhergehen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, einschliesslich des umfangreichen und sich ständig weiterentwickelnden Binnenmarktrechts, würde zu einer enormen regulatorischen Belastung für unsere Unternehmen führen. Dies könnte insbesondere kleine und mittlere Unternehmen treffen, die über weniger Ressourcen zur Anpassung verfügen.

Die Rechtsunsicherheit, die mit einer solchen schrittweisen Übernahme von EU-Recht einhergeht, ist ebenfalls besorgniserregend. Die ständige Notwendigkeit, nationale Gesetze an neues EU-Recht

anzupassen, schafft ein instabiles Umfeld für Investitionen und wirtschaftliche Planung. Es muss hinterfragt werden, ob die versprochene Stabilisierung der Beziehungen zur EU tatsächlich erreicht wird oder ob sie nicht vielmehr zu einer permanenten Abhängigkeit und einem Verlust der wirtschaftlichen und politischen Handlungsfreiheit führt. Die kritische Prüfung dieser Aspekte ist unerlässlich, bevor weitere Schritte unternommen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daya Steiner (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Daya Steiner · daya.steiner@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Fragen auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar wird die Notwendigkeit einer kohärenten und stabilen Beziehung zur EU unbestritten anerkannt, doch die Art und Weise, wie diese Stabilisierung erreicht werden soll, lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz aufkommen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitwirkung der Schweiz. Die Europäische Union entwickelt ständig neue Rechtsakte, die, wenn sie automatischen oder quasi-automatischen Anwendungscharakter in der Schweiz erhalten, die legislative Unabhängigkeit der Schweiz massiv untergraben. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesrechtspflege (BPR) ist die Schweiz eine föderalistische Republik, deren Rechtsprechung auf der Souveränität des Bundes und der Kantone beruht. Die unreflektierte Übernahme von EU-Recht steht im Widerspruch zu diesem Grundprinzip. Es muss sichergestellt werden, dass jede Übernahme von EU-Recht einem sorgfältigen nationalen Prüfverfahren unterzogen wird, das die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz berücksichtigt. Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) sieht vor, dass die Schweiz mit anderen Staaten Verträge schliessen kann, jedoch müssen diese Verträge mit der Bundesverfassung vereinbar sein. Die potenzielle automatische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass diese Kompatibilität nicht immer gewährleistet ist.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in diesem Kontext problematisch. Die Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH, auch wenn sie nur in begrenztem Umfang erfolgt, stellt einen erheblichen Eingriff in die nationale Gerichtsbarkeit dar. Die Schweiz hat ihre eigene Rechtstradition und ihre eigenen Gerichte, einschliesslich des Schweizerischen Bundesgerichts. Die Autorität des EuGH über Schweizer Gerichte in Belangen, die durch die bilaterale Abkommen geregelt sind, schwächt die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz. Artikel 190 der Bundesverfassung regelt, dass das Bundesgericht bei der Auslegung und Anwendung des Rechts an die Absichten des Gesetzgebers gebunden ist. Wenn jedoch die Interpretation durch den EuGH übergeordnet werden sollte, wird die Autonomie des Gesetzgebers und des Bundesgerichts tangiert. Dies könnte dazu führen, dass Urteile, die nationalen Rechtsgrundsätzen widersprechen, dennoch angewendet werden müssen.

Ein weiterer kritischer Aspekt ist die Frage der finanziellen Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen. Oftmals ist die Beteiligung an solchen Programmen an die Übernahme von Regeln und Normen geknüpft, die nicht immer im direkten Interesse der Schweiz liegen. Es muss klar definiert werden, welche Vorteile die Schweiz aus diesen Programmen zieht und ob diese Vorteile die

damit verbundenen Verpflichtungen und Kosten rechtfertigen. Artikel 41 der Bundesverfassung spricht von der Förderung des Gemeinwohls und der Sicherung der wirtschaftlichen Unabhängigkeit. Jede finanzielle Beteiligung muss diesen Zielen dienen und darf nicht zu einer ungewollten Abhängigkeit oder zu einer finanziellen Belastung führen, die die wirtschaftliche Handlungsfreiheit der Schweiz einschränkt.

Die dynamische Natur des EU-Rechts ist ein weiteres Argument für Skepsis. Die EU ist ein sich ständig weiterentwickelndes Gebilde, und ihre Rechtsordnung unterliegt einem kontinuierlichen Wandel. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, mit der EU Schritt zu halten, ohne dass ein klarer Mechanismus zur Steuerung dieser Entwicklung besteht, besteht die Gefahr, dass die Schweiz in einen Zustand ständiger Anpassung gerät, der schwer zu kontrollieren ist. Artikel 173 der Bundesverfassung regelt die Aussenpolitik der Schweiz und betont die Wahrung der Unabhängigkeit und der Interessen der Schweiz. Die Verpflichtung zu einer dynamischen Rechtsübernahme könnte diese Grundsätze untergraben, indem sie die Schweiz in eine reaktive Position drängt, anstatt ihre eigenen Prioritäten zu setzen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar wünschenswert ist, die vorgeschlagenen Mechanismen jedoch mit äusserster Vorsicht zu geniessen sind. Es bedarf klarer Regelungen, die die Souveränität der Schweiz, die Unabhängigkeit ihrer Justiz und die Kontrolle über ihre Gesetzgebung gewährleisten. Die pauschale Übernahme von EU-Recht und die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung ohne angemessene nationale Kontrollmechanismen stellen eine Gefahr für die schweizerische Identität und die langfristigen Interessen des Landes dar. Eine Beziehung zur EU muss auf gegenseitigem Respekt und einer klaren Abgrenzung der Kompetenzen beruhen, um die Stabilität und den Wohlstand der Schweiz langfristig zu sichern.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung von Vereinbarungen mit der Europäischen Union auf, welche die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundlagen potenziell erheblich beeinträchtigen. Es muss mit grösster Skepsis geprüft werden, ob die angestrebten Abkommen mit den Prinzipien der direkten Demokratie und des Subsidiaritätsprinzips, wie sie in der Bundesverfassung (SR 101) verankert sind, vereinbar sind. Insbesondere Artikel 3 BV, der die Autonomie der Kantone und die Prinzipien der Gewaltenteilung und des Rechtsstaats hervorhebt, könnte durch eine übermässige Übernahme von EU-Recht unterlaufen werden.

Die angestrebte Übernahme von EU-Regulierungen, selbst in Form von nicht-rechtsetzender sekundärer Gesetzgebung, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung nationaler Entscheidungsprozesse. Es ist nicht ersichtlich, wie die schweizerischen Institutionen ihre Unabhängigkeit wahren können, wenn sie potenziell gezwungen sind, sich den Interpretationen und Weiterentwicklungen des EU-Rechts anzupassen, die von ausserhalb der direkten demokratischen Kontrolle der Schweizer Bevölkerung und ihrer Vertreter getroffen werden. Das Prinzip der rechtsstaatlichen Legitimation, welches besagt, dass staatliche Macht auf verfassungsmässigen Grundlagen beruhen muss, wird hier massiv tangiert.

Die Argumentation, dass die Beibehaltung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt eine Anpassung an EU-Recht unabdingbar mache, greift zu kurz. Es muss hinterfragt werden, ob dieser Zugang zu einem so hohen Preis erkauft werden muss, dass die Kernprinzipien unseres Rechtssystems und unserer direkten Demokratie geopfert werden. Das Schweizer Volk hat sich wiederholt gegen eine Mitgliedschaft in der EU und damit gegen die Unterwerfung unter deren Rechtssystem ausgesprochen. Eine Annäherung durch die Hintertür, die im Wesentlichen eine ähnliche Wirkung entfaltet, ohne die entsprechenden demokratischen Kontrollmechanismen zu bieten, ist entschieden abzulehnen.

Die Stärke der Schweiz liegt in ihrer Fähigkeit, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte des Landes zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Die vorsorgliche Übernahme von EU-Recht,

bevor seine Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Wirtschaft gründlich analysiert wurden, ist mit erheblichen Risiken verbunden. Dies gilt insbesondere für Bereiche, in denen die Schweiz bereits über fortschrittliche und funktionierende Regulierungen verfügt. Die EU-Gesetzgebung ist nicht immer auf dem neuesten Stand und kann teilweise auch dem Prinzip der Verhältnismässigkeit widersprechen, wie es im schweizerischen Recht, beispielsweise im Obligationenrecht (OR), unter dem Artikel 36 BV als allgemeiner Grundsatz des Verhältnismässigkeitsprinzips anerkannt ist.

Es ist weiterhin fraglich, inwieweit die Transparenz und Zugänglichkeit der EU-Gesetzgebung für die schweizerische Bevölkerung gewährleistet ist. Die Komplexität und die ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts erschweren es den Bürgerinnen und Bürgern, die Auswirkungen von Vereinbarungen auf ihr tägliches Leben nachzuvollziehen. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien der Transparenz und der demokratischen Mitsprache, die in der Schweiz hochgehalten werden. Das Recht auf politische Mitgestaltung, welches im Wesentlichen durch Referenden und Initiativen garantiert wird, könnte durch eine solche Konstellation erheblich eingeschränkt werden, da die Grundlage der nationalen Gesetzgebung zunehmend durch externe, nicht direkt beeinflussbare Regelungen bestimmt würde.

Die geforderte Umsetzung von EU-Bestimmungen ohne die Möglichkeit, diese an die schweizerischen Besonderheiten anzupassen, wirft zudem Fragen der Diskriminierung auf. Wenn beispielsweise bestimmte Sektoren oder Unternehmen in der Schweiz aufgrund der übernommenen EU-Regulierungen benachteiligt würden, müsste geprüft werden, ob dies mit dem Gleichbehandlungsprinzip, wie es im Bundesgesetz über den Binnenmarkt (BGBM) und in der Verfassung verankert ist, vereinbar ist.

Es muss auch die Frage gestellt werden, wer die finale Interpretation des EU-Rechts in der Schweiz vornehmen würde. Wenn diese Aufgabe dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) oder anderen EU-Institutionen zukäme, würde dies eine erhebliche Einschränkung der nationalen Gerichtsbarkeit und der Souveränität bedeuten. Die Rechtsstaatlichkeit würde hierdurch massiv beeinträchtigt, da die letzte richterliche Instanz ausserhalb des eigenen Rechtssystems läge.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung eine kritische und tiefgehende Prüfung erfordert. Die Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtsstaatlichen Prinzipien sind erheblich. Anstatt vorschnell Abkommen zu schliessen, die eine potenziell unkontrollierte Übernahme von EU-Recht bedeuten, sollten alternative Wege gesucht werden, die den schweizerischen Interessen und Werten besser Rechnung tragen und die direkte Kontrolle durch das Volk und seine Vertreter gewährleisten. Die Annahme von EU-Regulierungen ohne entsprechende demokratische Legitimation und Anpassung an die schweizerische Rechtsordnung ist mit den Grundprinzipien unseres Staates nicht vereinbar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur sogenannten "Lebensmittelsicherheit" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein schleichender Prozess der schleichenden Unterwerfung unter die Gesetzgebung der Europäischen Union, der weitreichende und potenziell verheerende Folgen für die Schweiz hat. Unter dem irreführenden Titel einer angeblichen Verbesserung der Sicherheit wird eine umfassende Angleichung und somit eine faktische Aufgabe unserer nationalen Standards angestrebt. Es geht hierbei nicht um eine marginale Anpassung, sondern um die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das umfangreiche und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dieses Vorhaben bedroht nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die unseren Produzenten einen klaren Wettbewerbsvorteil verschaffen, sondern gefährdet auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die faktische Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Markenzeichen, das wir uns über Generationen erarbeitet haben, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere und im europäischen Kontext möglicherweise adäquatere, aber für die Schweiz unpassende EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label "Made in Switzerland", das für Vertrauen und

Exzellenz steht, wird entwertet, wenn die Produkte zukünftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und diskriminiert sie im globalen Markt.

Besonders beunruhigend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens, sollten sich die negativen Folgen in der Praxis manifestieren, das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine strategisch nachteilige Position drängt.

Der geplante weitreichende Eingriff in unsere Souveränität wird durch die geplante Zulassung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, offenkundig. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Autonomie unserer nationalen Regulierungsbehörden untergräbt und zu einem Verlust an Vertrauen in unsere eigenen Systeme führen könnte.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen von traditionellen Veranstaltungen Verpflegung anbieten, müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen zu zerstören und die wirtschaftlichen Existenzen vieler kleiner und mittlerer Unternehmen zu gefährden, die oft auf Flexibilität und Einfachheit angewiesen sind.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, selbst wenn dies gegen den Volkswillen verstösst. Der Wille des Volkes, wie er in direktdemokratischen Abstimmungen zum Ausdruck gebracht wurde, wird hier klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt dies unweigerlich zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an den hohen Standards, die wir in der Schweiz gewohnt sind und die unsere Konsumenten zu Recht erwarten.

Die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls zutiefst besorgniserregend. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust und ein ethischer Rückschritt.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich und schwächt die parlamentarische Rechenschaftspflicht.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer

Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Dies kann die Gesundheit und Widerstandsfähigkeit unserer Wälder gefährden.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit im Sinne der Schweizer Bevölkerung darstellt, sondern vielmehr einen schleichenden Souveränitätsverlust und eine Untergrabung unserer bewährten Standards bedeutet. Wir lehnen diese umfassende Angleichung an das EU-Recht strikt ab.

Finanzieller Beitrag

Zur Vorlage: Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur künftigen Beziehung mit der Europäischen Union sind aus mehreren schwerwiegenden Gründen abzulehnen. Was als vordefinierter Kohäsionsbeitrag deklariert wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine schleichende Erosion unserer Souveränität und eine massive Schwächung der demokratischen Kontrolle über unsere eigenen finanziellen Ressourcen.

Der Kern des Problems liegt in der Transformation der bisher freiwilligen, vom Schweizer Parlament kontrollierten Beiträge zu einer automatischen, rechtlich bindenden Pflicht. Dies stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, welche die Schweiz ihrer entscheidenden politischen Einflussmöglichkeit beraubt. Die demokratische Legitimation solcher milliardenschweren Zahlungen wird fundamental untergraben.

Der im Vertrag initial verankerte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf keineswegs als Endsumme verstanden werden. Es handelt sich vielmehr um ein Lockmittel, um die Schweiz an eine verbindliche Verpflichtung zu binden. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung" wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Einmal in diesem System gefangen, hat die Schweiz keinerlei Handhabe mehr, diese Forderungen abzulehnen. Die EU diktiert die Summe, und die Schweiz wird zur bedingungslosen Zahlung verpflichtet. Dies steht im krassen Gegensatz zur Idee einer souveränen Nation, die selbst über ihre Ausgaben entscheidet.

Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht in den entscheidenden Gremien der EU. Während unsere Zahlungen rechtsverbindlich und einklagbar werden, existieren keinerlei Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare, vorteilhafte Gegenleistungen mit sich bringt. Dies ist ein unhaltbares Geschäftsmodell, bei dem die Schweiz das Risiko trägt und die EU die Gewinne verbucht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Dieses Gesetz zementiert die bisher flexiblen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Es entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und damit die Möglichkeit, die Verwendung von Steuergeldern im Sinne des Landes und seiner Bürgerinnen und Bürger zu steuern. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments fundamental aushebelt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten

Zahlungsverpflichtung vorgenommen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die bilateralen Verträge (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung signalisiert, dass die Kohäsionszahlungen als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Es handelt sich um eine bewusste Integration in unsere Rechtsordnung, die ihre prekäre Natur verschleiert und eine spätere Modifikation oder gar Rücknahme erschwert.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Hierbei wird der "gute Name" und die international anerkannte Rolle der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine irreführende und manipulative Taktik, die versucht, die finanzielle Last mit einer vermeintlich edlen Absicht zu überdecken.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags nicht nur die Souveränität der Schweiz gefährden, sondern auch die demokratische Kontrolle über wichtige finanzielle Entscheidungen aushebeln. Die automatische, rechtsverbindliche Natur dieser Zahlungen, gepaart mit dem Fehlen von Gegenleistungen und der schleichenden Erhöhung der Forderungen, machen dieses Abkommen zu einem unzumutbaren und potenziell schädlichen Vertragswerk für die Schweizerische Eidgenossenschaft. Wir lehnen diese Formulierungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU bergen erhebliche Risiken für die Schweizer Arbeitsmarktordnung und das Lohnniveau. Die als Massnahmen zur Stärkung des Lohnschutzes deklarierten Neuregelungen erscheinen bei genauerer Betrachtung als oberflächlich und unzureichend, um den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden, massiven Lohndruck aufzufangen. Wir sind der Überzeugung, dass diese Massnahmen eher kosmetischer Natur sind und die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, nicht wirksam abwenden können.

Statt den bewährten und in der Schweiz über Jahrzehnte erfolgreich etablierten Lohnschutz zu stärken und weiterzuentwickeln, wird dieser aufgeweicht und an die weniger robusten Standards der EU angepasst. Die neuen, als bürokratischer beschriebenen Regeln sind in ihrer Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich unterlegen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die ein Interesse daran haben könnten, Schweizer Lohnstandards zu unterbieten. Die angepriesene Verbesserung ist somit eine Verschlechterung für die Schweizer Arbeitnehmerschaft.

Die Kontrollmechanismen, welche für die Durchsetzung von fairen Lohn- und Arbeitsbedingungen unerlässlich sind, werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate, welche sich in der Praxis bewährt haben, werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies impliziert zwangsläufig weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der bestehenden und zukünftigen Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht führt somit zu einer Entschärfung der Kontrollinstanzen und einer Schwächung der nationalen Souveränität im Arbeitsmarktrecht.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein klarer Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Diese Massnahme, offenbar auf Druck der EU hin implementiert, schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung einem starren, bürokratischen und zeitaufwendigen Verfahren unterliegt. Dies erhöht die Komplexität des Arbeitsrechts erheblich, lähmt die notwendige Flexibilität, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), und

adressiert nicht das Grundproblem des Lohndrucks. Es entsteht eine Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die unseren liberalen Prinzipien widerspricht.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keineswegs eine Stärkung des Schweizer Lohnschutzes, sondern vielmehr eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer effektiven Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des eigenständigen Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a mag rein juristisch motiviert sein, schwächt jedoch die bewährte Systematik und verkompliziert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, explizit in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d genannt, ist äusserst problematisch. Diese Verknüpfung zementiert die fortlaufenden Kohäsionszahlungen als einen festen und unumgänglichen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und auf eine ungesunde Weise an die EU binden. Dies ist eine schleichende Untergrabung unserer Handlungsfreiheit.

Auch die scheinbar technischen Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, sind Teil des Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem etablierten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten und bewährten Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft jedoch schwächeren Modellen aufgeweicht werden.

Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG), wie im neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG vorgesehen. Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt die Grundfesten unserer Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende und unabhängige gerichtliche Prüfung in der Schweiz einfach durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die berechtigten Sorgen vor einer Erosion des Lohnschutzes zu zerstreuen. Im Gegenteil, sie bergen das Risiko, die Schweiz weiter an die EU zu binden, unsere Souveränität in Kernbereichen zu schwächen und unsere gut funktionierende Arbeitsmarktordnung zu gefährden. Wir lehnen diese vorgeschlagenen Änderungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine erhebliche Gefährdung unserer bewährten Rechtsordnung dar. Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht diametral dem klaren Verfassungsauftrag aus Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Stattdessen wird eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit und damit der Zuwanderung auf Kosten unserer Bevölkerung und unserer Sozialwerke in Kauf genommen.

Besondere Besorgnis erregt die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, das bereits nach fünf statt wie bisher zehn Jahren gewährt wird. Dieses aufgewertete Aufenthaltsrecht, das faktisch einer „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt, ist unter den gegebenen Bedingungen praktisch unentziehbar. Selbst bei gravierenden Vergehen wie Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bleibt dieses Recht bestehen. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern belastet auch unsere Sozialwerke und letztlich die Schweizer Steuerzahler erheblich. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Bestimmungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die hieraus resultierenden Kosten werden auf die Kantone und Gemeinden abgewälzt, was deren finanzielle Stabilität gefährdet.

Die Ausweitung des Familiennachzugs ist für ein Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, beispiellos und grenzt an eine strategische Fehlkalkulation. Nicht nur Partner und Kinder, sondern neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern können nachziehen. Diese Regelung wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung führen und die Sozialkosten in astronomische Höhen treiben.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ ist reine Augenwischerei und entpuppt sich als reine Farce. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese vermeintliche Klausel anzurufen, droht die EU umgehend mit Sanktionen. Es handelt sich hierbei nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine klare Erpressungsstrategie Brüssels.

Das Kernstück der Kapitulation vor der EU findet sich in den Anpassungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG). Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer rechtsgestaltenden Kompetenzen. Die Aufhebung des Artikels 29a AIG und die Einführung des neuen Artikels 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, ist kaum noch möglich. Die „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo. Sie mag zwar Indikatoren definieren, überlässt jedoch die entscheidenden Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger, der keine tatsächliche Steuerung ermöglicht.

Als direkte Folge der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit erhebliche Mehrkosten im Bildungsbereich verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationssystem (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist lediglich eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen, versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte

Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Auch das Zivilgesetzbuch (ZGB) bleibt von der Anpassungslogik nicht verschont. Die scheinbar technische Anpassung in Artikel 89a Abs. 6 Ziff. 24 ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Dienstleistungserbringer aus dem Ausland (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine unannehmbare Kapitulation vor den Anforderungen der EU darstellen. Sie untergraben unsere Souveränität, gefährden unsere soziale Sicherheit und unsere Qualitätstandards und widersprechen dem demokratischen Willen des Schweizer Volkes. Es ist dringend geboten, diese Entwicklung zu stoppen und die Kontrolle über unsere eigene Gesetzgebung und Zuwanderungspolitik zurückzugewinnen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Integrität und Leistungsfähigkeit des schweizerischen öffentlichen Verkehrs. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine unmittelbare Bedrohung für den Service public dar. Dieses Abkommen öffnet ausländischen Anbietern die Tür, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die daraus resultierende "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass nur die wirtschaftlich lukrativen Hauptstrecken von diesen externen Akteuren angefahren werden. Dies geschieht auf Kosten der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die gerade die unterversorgten Nebenlinien und die flächendeckende Grundversorgung sicherstellen müssen. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch nachhaltig untergraben. Es ist nicht einzusehen, warum die Schweiz die Souveränität über ihren eigenen Verkehrssektor aufgeben sollte, nur um den Profiten ausländischer Unternehmen Vorschub zu leisten.

Die im Rahmen des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis, welche die Schweiz zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen zwingt, ist ebenfalls äusserst bedenklich. Dies beschränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich. Anstatt die Vergabe von Aufträgen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, sind wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann unweigerlich zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen. Die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele und die Anpassung an lokale Bedürfnisse werden dadurch erschwert, wenn nicht gar verunmöglicht.

Besonders alarmierend ist die Tatsache, dass die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" keinerlei rechtlich bindenden Charakter besitzt. Sie ist lediglich eine unverbindliche Absichtserklärung und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Diese "Beruhigungspille" mag kurzfristig beruhigend wirken, doch sie verhindert nicht die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die Schweiz muss sich der Realität stellen, dass sie durch die dynamische Rechtsübernahme zukünftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), schlucken muss. Dies bedeutet eine schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur und eine Verlagerung nationaler Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen.

Die Sorge um den Service public im Schienenverkehr, ein Eckpfeiler unseres Landes, ist berechtigt. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung bedrohen. Es ist nicht nachvollziehbar, warum wir uns selbst die Hände binden und die Finanzierung essenzieller Dienstleistungen durch externe Rechtsnormen gefährden sollten. Die Flexibilität, den öffentlichen Verkehr im Sinne des Gemeinwohls zu gestalten und zu fördern, wird durch die EU-Vorgaben massiv eingeschränkt.

Der Frontalangriff auf den Schweizer Service public durch die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater EBG ist nicht zu unterschätzen. Es ist unbestreitbar, dass ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen, die profitabelsten Strecken der Schweiz als lukratives Geschäftsfeld sehen werden. Dies schwächt die SBB und andere inländische Transportunternehmen, deren Kernauftrag die Gewährleistung eines umfassenden Versorgungsauftrags ist. Langfristig steht die Qualität und der flächendeckende Charakter des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz auf dem Spiel. Wir riskieren eine Zwei-Klassen-Bahn, in der nur die Hauptachsen von modernen Zügen bedient werden, während der ländliche Raum auf der Strecke bleibt.

Die Schweiz hat in der Vergangenheit gezeigt, dass sie in der Lage ist, ein funktionierendes und effizientes System des öffentlichen Verkehrs zu schaffen und zu erhalten. Dieses System basiert auf nationalen Prioritäten und der Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse unserer Bevölkerung. Die nun vorgeschlagenen Änderungen im Rahmen des Landverkehrsabkommens mit der EU drohen, dieses bewährte System zu zerstören. Es ist unsere Pflicht, diese Entwicklung kritisch zu hinterfragen und die Souveränität der Schweiz in diesem entscheidenden Sektor zu verteidigen. Die langfristigen negativen Folgen für die Mobilität der Bürger, die Finanzierbarkeit des öffentlichen Verkehrs und die Unabhängigkeit unseres Landes sind nicht tragbar.

Staatliche Beihilfen

Zur Vernehmlassung betreffend die Einführung eines Systems zur Überwachung staatlicher Beihilfen und die damit verbundenen Anpassungen im nationalen Recht nehmen wir mit tiefgreifender Besorgnis Stellung. Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen eine kaum verhüllte Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht dar und gefährden auf fundamentalste Weise die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die bewährte Praxis der nationalen Wirtschaftspolitik.

Es ist inakzeptabel, dass die heutige, seit Jahrzehnten etablierte und demokratisch legitimierte Praxis der Subventionsvergabe durch Bund, Kantone und Gemeinden durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden soll. Die Möglichkeit, gezielte Förderungen in Bereichen wie dem Regionalverkehr, zur Unterstützung kantonaler Banken, zur Pflege unserer reichen Kulturlandschaft oder zur Stärkung lokaler KMU zu gewähren, ist ein Kernstück unserer nationalen Gestaltungsfreiheit. Mit der Unterstellung dieser Entscheidungen unter eine EU-Behörde wird die politische und wirtschaftliche Autonomie der Schweiz aufs Spiel gesetzt.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Regelungen massiv untergraben. Anstatt dass die Kantone autonom über ihre lokale Wirtschaftsförderung entscheiden können, müssen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen,

EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Dies ist ein direkter und unannehmbarer Angriff auf die föderale Struktur der Schweiz und degradiert die Kantone zu reinen Verwaltungseinheiten, die ihre eigenen, legitimen politischen Ziele nicht mehr eigenständig verfolgen können.

Die Schweiz unterwirft sich mit der Einführung des neuen Beihilferechts der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Die Verpflichtung, jede staatliche Beihilfe der EU-Kommission zu melden und von ihr genehmigen zu lassen, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Dies hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und entzieht der demokratischen Kontrolle über die wirtschaftliche Entwicklung des Landes die Grundlage.

Besonders kritisch sind die Auswirkungen auf strategisch wichtige Sektoren. Die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luftverkehr und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz und die Möglichkeit, den Service public in diesen Kernbereichen unserer Infrastruktur im nationalen Interesse zu gestalten und zu sichern.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist äusserst bedenklich. Diese neue Instanz wird zu einer "Superbehörde" und agiert als verlängerter Arm der EU. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist äusserst ungenügend, was die Gefahr birgt, dass nationale Interessen zugunsten europäischer Vorgaben geopfert werden.

Die Kantone verlieren mit dem neuen BHÜG und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Artikel 82 Buchstabe bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der zentralen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Dies wird durch die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle durch die neue Beihilfekammer vor Bundesgericht (Artikel 98a BGG) ermöglicht, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Kantone werden in diesem neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, denen ein formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren versagt wird.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor Bundesverwaltungsgericht (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle auf Kosten der kantonalen Souveränität. Anstatt dass primär kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Artikel 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares und alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Gebührengesetzes (PüG) ist ein weiterer besorgniserregender Punkt. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer

Bevölkerung zu vernachlässigen.

Zusammenfassend lehnen wir die vorgeschlagenen Massnahmen entschieden ab. Sie stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Souveränität, des Föderalismus und der nationalen Gestaltungsfreiheit dar. Wir fordern, dass die Schweiz ihre bewährte Praxis der unabhängigen und demokratisch legitimierten Wirtschaftsförderung beibehält und sich nicht einem übergeordneten EU-Regime unterwirft.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen einen gravierenden Eingriff in die energiesouveräne Stellung der Schweiz dar und gefährden die Versorgungssicherheit sowie die bewährten föderalen Strukturen unseres Landes. Es ist unerträglich, wie durch eine scheinbare Modernisierung und Angleichung an EU-Standards schleichend die Kontrolle über unsere kritische Energieinfrastruktur aus der Hand gegeben wird.

Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Einbeziehung in ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert. Wir zahlen die Kosten, haben aber kein Stimmrecht mehr in wichtigen Entscheidungen über unser Stromnetz. Dies ist eine kaum verhohlene Aufgabe unserer Energiesouveränität. Die Elektrizitätskommission (ElCom) wandelt sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Sie wird gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG) und das Energiegesetz (EnG) in ihrer bisherigen Form ermöglichten.

Besonders alarmierend ist die Bedrohung unseres Rückgrats der Energieversorgung: der Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln, wie sie im Kontext des Binnenmarktes angewendet werden, könnten das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und zu dessen Abschaffung zwingen. Dies hätte einschneidende finanzielle Folgen für diese Regionen und würde eine wichtige Einnahmequelle zerstören, ohne dass ein adäquater Ersatz geschaffen würde.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, welche die Stärke der Schweiz ausmachen, werden durch diese Reformen massiv geschwächt. Kleinere, dezentrale Energieproduzenten, wie beispielsweise die wichtigen Gemeindekraftwerke, sehen sich einem Wettbewerb gegenüber, der ihre traditionelle Verankerung untergräbt. Ihr Einspeisevorrang, eine wichtige Säule für die lokale Wertschöpfung und die Versorgungssicherheit auf kommunaler Ebene, droht durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt zu werden. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion fundamental und begünstigt grosse, internationale Akteure.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, ein Vorgehen, das angesichts der geopolitischen Unsicherheiten und der zunehmenden Wetterextreme schlichtweg unverantwortlich ist. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in Zukunft die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Weder der Markt noch die EU sind in der Lage, diese Verantwortung adäquat zu übernehmen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen wir heute noch nicht absehen können.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, welche der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies widerspricht dem Prinzip einer fairen Lastenverteilung. Die explizite Schaffung einer nur unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist ein weiterer Beweis für die mangelnde Priorisierung der Versorgungssicherheit zugunsten des marktwirtschaftlichen Dogmas.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern. Dies untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der propagierten Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen, wie in den neuen Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG vorgesehen, schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängig von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Diese Regelung sendet ein fatales Signal an Investoren und an die Bevölkerung, die auf eine verlässliche und nachhaltige Energieversorgung angewiesen ist.

Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind offensichtliche Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein direkter Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Wir fordern eine Rückbesinnung auf die Stärke der Schweizer Souveränität und die Bewahrung unserer bewährten Energiepolitik.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Eine kritische Würdigung der vorgeschlagenen Abkommen offenbart eine Tendenz zur schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug die ihr zustehenden Mitspracherechte auf Augenhöhe erhält. Dies stellt eine fundamentale Aushöhlung des demokratischen Selbstbestimmungsrechts dar, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Insbesondere die Regelungen zur Übernahme von EU-Recht in verschiedenen Bereichen, wie beispielsweise im Bereich des freien Warenverkehrs oder der Dienstleistungen, sind äusserst bedenklich. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne eingehende Prüfung ihrer Kohärenz mit dem Schweizer Recht und ihrer Auswirkungen auf die hiesige Wirtschaft ist schlichtweg nicht akzeptabel. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz fortan nicht mehr autonom über ihre eigenen Gesetze entscheiden kann, sondern von Brüssel diktiert bekommt, was zu tun ist. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, das in Artikel 5 BV verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung würde entmündigt und die parlamentarische Kontrolle würde ausgehöhlt.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung, die eine Rolle für den Gerichtshof der Europäischen

Union (EuGH) vorsieht, ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Einbeziehung des EuGH in die Auslegung des schweizerischen Rechts, welches auf Basis von EU-Recht adaptiert wird, bedeutet nichts anderes als eine Unterwerfung unter eine fremde Rechtsprechung. Die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität der schweizerischen Gerichte würden dadurch massiv beeinträchtigt. Die Verankerung der richterlichen Unabhängigkeit in Artikel 30 BV ist hierbei von zentraler Bedeutung. Eine solche Regelung würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte letztlich den Entscheidungen des EuGH folgen müssten, selbst wenn diese den nationalen Interessen oder der spezifischen Rechtsauffassung der Schweiz widersprechen.

Auch die Frage der Staatsfinanzen und der wirtschaftlichen Kompensationen bedarf einer kritischen Betrachtung. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die Übernahme von Kosten, die aus der Umsetzung von EU-Recht resultieren, stellen eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweiz dar. Ohne klare Gegenleistungen und ohne eine transparente Rechenschaftspflicht für die Verwendung dieser Gelder, laufen wir Gefahr, zum Nettozahler zu werden und unsere wirtschaftliche Handlungsfreiheit einzuschränken. Die Vorschriften bezüglich der finanziellen Beiträge, wie sie in Verhandlungen mit der EU üblich sind, müssen einer strengen Prüfung auf ihre Verhältnismässigkeit und ihre Auswirkungen auf den Schweizer Haushalt unterzogen werden. Artikel 41 BV, der die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Bundeshaushaltes betont, muss hierbei als Richtschnur dienen.

Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Personenfreizügigkeit in ihrer derzeit vorgeschlagenen Form birgt das Risiko einer Lohndumping und einer Überlastung der schweizerischen Sozialsysteme. Es müssen klare und wirksame Schutzmechanismen implementiert werden, um die Errungenschaften des Schweizer Sozialmodells zu wahren. Die Mechanismen zur Begrenzung der Zuwanderung und zur Sicherung der Lohnstandards, welche in Verhandlungen mit der EU oft zur Disposition stehen, sind kritisch zu hinterfragen und müssen gestärkt werden, anstatt aufgeweicht zu werden. Die Garantie der sozialen Sicherheit, wie sie in Artikel 11 BV als Ziel formuliert ist, darf nicht gefährdet werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und das Wohl des Landes darstellen. Es bedarf einer fundamentalen Überarbeitung und Nachverhandlung, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre nationalen Interessen wirksam schützen kann. Die derzeitigen Vorschläge laufen Gefahr, die Schweiz zu einem abhängigen Satellitenstaat der EU zu degradieren, was in keiner Weise im Interesse der Schweizer Bevölkerung ist. Eine überstürzte Annahme solcher Abkommen wäre fahrlässig und würde zukünftigen Generationen erhebliche Probleme aufbürden. Es ist unsere Pflicht, die Integrität unseres Rechtssystems und unsere demokratischen Grundsätze zu verteidigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Gesamtpaket Schweiz-EU wird mit tiefgreifender Skepsis und erheblichen Bedenken zur Kenntnis genommen. Es mangelt dem vorgeschlagenen Paket an Transparenz und einer klaren Darlegung der langfristigen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung. Die damit verbundenen Verpflichtungen scheinen über eine reine Angleichung hinauszugehen und deuten auf eine schleichende Unterordnung unter EU-Recht hin, ohne dass die Schweiz hierfür adäquate Mitspracherechte oder Kompensationsmechanismen erhält. Dies widerspricht fundamental dem Geist und den Prinzipien der schweizerischen Verfassung und den Errungenschaften der direkten Demokratie.

Besondere Besorgnis bereitet die Regelung im Bereich der Personenfreizügigkeit. Die vom EU-Recht geforderte Übernahme von sekundärem EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit, einschliesslich der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Lohnpolitik und den Arbeitsmarkt. Artikel 31 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 3. Dezember 1997 (SR 101) garantiert den Kantonen die Wahrung ihrer Zuständigkeiten in wichtigen Bereichen, einschliesslich des

Arbeitsmarktes. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit spezifischer schweizerischer Ausnahmen und Kontrollmechanismen, untergräbt die Fähigkeit des Bundes und der Kantone, den schweizerischen Arbeitsmarkt zu steuern und die Löhne sowie die Arbeitsbedingungen zu schützen. Die Gefahr einer Lohndumping-Gefahr und die Erosion des schweizerischen Lohnschutzes, wie er beispielsweise durch das Bundesgesetz über die flankierenden Massnahmen zur Entsendung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern sowie zur Regelung von Gesamtarbeitsverträgen (SR 823.20) verankert ist, erscheint hierbei real. Die Auslegung und Anwendung von EU-Recht durch den EuGH, dessen Urteile für die Schweiz bindend würden, kann divergente Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsauffassung haben und die Rechtssicherheit schwächen. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die in Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 (SR 101) verankerte Achtung der Volkssouveränität und die in Artikel 170 Absatz 2 der Bundesverfassung verankerte Pflicht des Bundesrates, die Interessen der Schweiz zu wahren, äusserst bedenklich.

Des Weiteren ist die Übernahme des europäischen Rechts im Bereich des freien Dienstleistungsverkehrs problematisch. Die damit verbundene Verpflichtung, EU-Recht vollständig und ohne eigene Gestaltungsspielräume zu übernehmen, gefährdet die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen und die Vielfalt des schweizerischen Dienstleistungsmarktes. Die in Artikel 27 der Bundesverfassung verankerte Wirtschaftsfreiheit und die Gewährleistung der unternehmerischen Freiheit scheinen durch eine solche pauschale Übernahme von EU-Recht eingeschränkt zu werden. Insbesondere die Möglichkeit, eigene Regulierungen zu erlassen, welche auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind, würde durch die automatische Geltung von EU-Recht ausgehebelt. Die Frage, ob die Schweiz durch diese Regelungen in die Lage versetzt wird, eigene innovative und auf den schweizerischen Markt ausgerichtete Dienstleistungen anzubieten, muss kritisch hinterfragt werden.

Die institutionellen Regelungen des Pakets sind ebenfalls Anlass zu erheblichen Bedenken. Die Schaffung eines ständigen institutionellen Rahmens, der die automatische Übernahme von neuem EU-Recht vorsieht, stellt eine Gefährdung der schweizerischen Souveränität dar. Die in Artikel 5 der Bundesverfassung verankerten Grundsätze der Subsidiarität und der Verhältnismässigkeit werden hierbei missachtet. Die Schweiz würde in eine Rolle gedrängt, in der sie EU-Recht passiv übernimmt, ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung oder einer demokratischen Legitimation dieses Rechts auf nationaler Ebene. Dies widerspricht dem fundamentalen Prinzip der direkten Demokratie, wonach das Volk über wichtige Rechtsänderungen mitbestimmen kann, wie es beispielsweise in Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung verankert ist. Die Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an EU-Organe, deren Legitimation primär aus dem EU-Kontext erwächst, ist für die Schweiz nicht akzeptabel und untergräbt die demokratische Kontrolle.

Die Transparenz des gesamten Prozesses lässt ebenfalls zu wünschen übrig. Die Bevölkerung und die parlamentarischen Gremien erhalten keine klaren und umfassenden Informationen über die tatsächlichen Kosten und Risiken, die mit der Umsetzung dieses Pakets verbunden sind. Die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Fähigkeit des Bundesrates, seine in Artikel 177 der Bundesverfassung verankerten Aufgaben der Staatsführung wahrzunehmen, sind nicht ausreichend dargelegt. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Unterzeichnung dieses Pakets faktisch in einen Zustand der Abhängigkeit von der EU gerät, ohne dass dies dem Volk in einer klaren und verständlichen Form kommuniziert wird. Die in Artikel 6 der Bundesverfassung garantierte rechtsstaatliche Ordnung, die unter anderem die Gewährleistung der demokratischen und rechtsstaatlichen Grundsätze umfasst, wird durch eine solche unklare und potenziell nachteilige Regelung aufs Spiel gesetzt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgelegte Gesamtpaket die schweizerische Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die Rechtssicherheit erheblich gefährdet. Anstatt die Beziehungen zur EU auf eine klare und vorteilhafte Basis zu stellen, scheint das Paket auf eine schleichende Unterordnung der Schweiz unter EU-Recht abzuzielen, ohne dass angemessene Schutzmechanismen oder Kompensationsmöglichkeiten vorgesehen sind. Die Bedenken hinsichtlich der Personenfreizügigkeit, des freien Dienstleistungsverkehrs und der institutionellen Regelungen sind gravierend und erfordern eine grundlegende Überarbeitung oder Ablehnung des Pakets.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Désirée Nathalie Meier (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Désirée Nathalie Meier · 0792923366 · desiree.meier@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Fragen bezüglich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung auf. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Prüfung der Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung ist besorgniserregend. Artikel 138 der Bundesverfassung, der die bundesstaatliche Organisation und die Zuständigkeiten der Kantone schützt, scheint durch eine solche Vorgehensweise untergraben zu werden. Es besteht die Gefahr, dass durch die unkritische Übernahme europäischer Richtlinien die Eigenständigkeit des schweizerischen Rechtssystems und die demokratischen Prozesse, wie sie im Rahmen der Mitwirkungsrechte gemäss Art. 122 Parlamentsgesetz geregelt sind, erheblich beeinträchtigt werden. Eine sorgfältigere Prüfung und gegebenenfalls eine Anpassung der Massnahmen sind unerlässlich, um die verfassungsmässigen Grundsätze zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar, die den massiven Druck auf die Schweizer Löhne nicht abfedern können. Stattdessen wird der bewährte Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, was zu einer Erosion des Lohnniveaus führen wird. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Änderungen in Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht der Stärkung des Arbeitnehmerschutzes. Der spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR greift tief in die Vertragsfreiheit ein und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, was die Flexibilität von KMU beeinträchtigt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG stellt eine massive Souveränitätsabtretung dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vorlage zur Lebensmittelssicherheit stellt keine Verbesserung, sondern eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Standards und unserer Souveränität dar. Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) im Einklang mit dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterwirft unsere gesamte Lebensmittelkette unzulässigen EU-Vorschriften. Dies gefährdet nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Agrarprodukte, sondern auch die Existenz kleiner und mittlerer Betriebe durch eine unzumutbare Bürokratie.

Besonders bedenklich sind die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung bedeutet einen Rückschritt für den Tierschutz und entzieht der

Schweiz die Möglichkeit, eigene, strengere Massstäbe zu setzen. Die aufgezwungene Angleichung an EU-Standards im Bereich der Tierseuchenbekämpfung, wie sie sich aus dem neuen Geltungsbereich in Art. 1 TSG ergibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit durch die Aufgabe flexibler, nationaler Reaktionsfähigkeit.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) entmachten das Parlament und schaffen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle untergräbt. Ebenso ist die Unterstellung unseres Waldschutzes unter EU-Diktate im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ein klarer Souveränitätsverlust. Die Schweizer Bevölkerung wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was das Volkswillen-Moratorium missachtet. Diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, verbunden mit der gefährlichen Guillotineklausel, ist inakzeptabel und muss entschieden abgelehnt werden.

Finanzieller Beitrag

Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht im Rahmen des vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist zutiefst bedenklich. Gemäss Art. 1 KoBG wird eine bisher souveräne politische Geste in eine permanente rechtliche Verpflichtung verwandelt, welche die Budgethoheit des Parlaments faktisch aushebelt. Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr sind offensichtlich nur ein Lockangebot, da der im Abkommen vorgesehene 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren, diktierten Forderungen führen wird. Die Schweiz wird de facto zur Nettozahlerin ohne jegliche Stimmrechte oder Garantie auf besseren Marktzugang. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB festigt diese schädliche Regelung als integralen Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Friedensförderungsgesetz in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b ist irreführend und missbraucht das Renommee der Friedensförderung zur Legitimation dieser zweifelhaften Zahlungsverpflichtungen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung des Landverkehrs mit der EU birgt erhebliche Gefahren für den schweizerischen Service public. Insbesondere die Zulassung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) bedroht die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen. Ausländische Anbieter werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Aufrechterhaltung unrentabler, aber für die Grundversorgung essentieller Nebenlinien zur Last wird. Dies untergräbt das Prinzip des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs.

Des Weiteren ist die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen nach Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) eine Einschränkung der nationalen und kantonalen Souveränität. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen Ergebnissen führen kann. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinen ausreichenden Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Rechtsänderungen, welche die Steuerungskompetenz der Schweiz weiter aushöhlen. Der Service public ist in seiner jetzigen Form ein Erfolgsmodell, das nicht durch unkontrollierte Marktöffnung und übermässige EU-Regulierung gefährdet werden darf.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung untergräbt fundamental die Energiesouveränität der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz ihre Entscheidungsgewalt über das eigene Stromnetz, wird jedoch zur Kostenbeteiligung verpflichtet. Die ElCom mutiert von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Wasserkraft, unser Rückgrat der Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet, ebenso wie die Rolle der Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt wird. Die Versorgungssicherheit wird dem volatilen Markt geopfert, da strategische Reserven eingeschränkt werden und keine klare Verantwortung mehr

besteht. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch unzureichende Energiereserven (Art. 8b ff.). Das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt zudem die dezentrale Energieerzeugung, insbesondere durch die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregelungen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Unterwerfung unter die EU, die unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) reduziert unsere Flexibilität und Souveränität in der Netzsteuerung. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Abweichung von der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere von Artikel 121a BV, dar. Die Einführung eines de facto unentziehbaren Aufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, die Ausweitung des Familiennachzugs und die unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme widersprechen dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die angebliche "Schutzklausel" ist eine Farce und das automatische Inkrafttreten von EU-Recht durch die "Integrationsmethode" eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Arbeitslosenversicherungsgesetz (AIG), wie die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und entlasten die Schweizer Steuerzahler nicht, sondern belasten sie zusätzlich. Die erhöhten Studiengebühren im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) sind ein Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (BGVB) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen schwächen unsere Qualitätsstandards. Diese Entwicklungen sind ein Rückschritt für die Souveränität der Schweiz und eine Kapitulation vor der EU.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis staatlicher Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie erheblich, da ihre wirtschaftsförderischen Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde vorgelegt werden müssen, was eine direkte Aushöhlung unseres Föderalismus bedeutet.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird durch die Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen durch die EU-Kommission institutionalisiert. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was unsere strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, stellt eine „Superbehörde“ dar, die als verlängerter Arm der EU agiert. Deren Entscheide dienen primär der EU-Konformität und weniger den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend.

Die Kantone verlieren durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern ohne formelles rechtliches Gehör, da ihre souveränen Entscheide mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden können. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen

Kontrollkompetenz über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der EU werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahren kann, wenn sie potenziell fremdes Recht, namentlich EU-Recht, ohne eigene Gestaltungsspielräume übernehmen muss. Insbesondere die Gefahr einer automatischen Übernahme von EU-Rechtsakten, ohne die Möglichkeit der nationalen Anpassung, steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössischen Volksinitiativen (SR 161.1) verankert ist. Die Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung, insbesondere im Hinblick auf Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) betreffend die Einhaltung der Verfassung, sind unklar und potenziell nachteilig.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität der Schweiz. Die Annahme des EU-Rechts ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung, wie es bei der Übernahme des EU-Rechts durch die Schweiz üblich ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 34 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Kompetenzen des Bundes und der Kantone massiv einschränken, was im Widerspruch zu Artikel 3 BV steht, der die Kantone als souverän bezeichnet.

Es ist fraglich, ob die von der EU angestrebte Rechtsangleichung im Einklang mit Artikel 1 der Bundesverfassung steht, der die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes betont. Die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und unserer rechtlichen Eigenständigkeit ist real. Wir dürfen nicht zuläumnen, dass unsere demokratischen Institutionen und die direkten Rechte unserer Bürger durch einseitige Vorgaben aus Brüssel ausgehöhlt werden. Die langfristigen Folgen für die wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit der Schweiz müssen kritisch hinterfragt werden, bevor wir uns auf solche Abkommen einlassen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips unserer Nation offen. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie sich aus dem potenziellen Entwurf eines Abkommens abzeichnet, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer demokratischen Legitimation dar. Insbesondere die Befürchtung, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Strassburg über die Auslegung von Verträgen mitentscheiden könnte, widerspricht fundamental den Prinzipien der Schweizer Bundesverfassung, beispielsweise Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101), der die Souveränität der Eidgenossenschaft verankert. Die implizite Unterwerfung unter fremdes Recht ohne klare legislative Kontrolle durch das Schweizer Parlament

birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Handlungsfähigkeit der Schweiz. Eine kritische Neubewertung der vorgelagerten Verhandlungen ist daher unumgänglich.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Elias Marberger (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Marberger Elias · 0774876860 · eliasmarberger@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Es ist fragwürdig, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Abhängigkeit schafft, die die schweizerische Rechtsprechung und politische Entscheidungsfreiheit untergräbt. Die Betonung der "gemeinsamen Werte" und "europäischen Normen" birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Unionsrecht zu übernehmen, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation im Inland sichergestellt ist. Besonders alarmierend ist die mögliche Übernahme von Rechtsakten der EU in Form eines "dynamischen Rechtsübernahme". Artikel 3 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (SR 0.191.01) und die darin verankerten Prinzipien müssen in diesem Kontext kritisch hinterfragt werden. Eine solche dynamische Übernahme würde bedeuten, dass die Schweiz künftige EU-Gesetzgebungen automatisch implementieren müsste, ohne die Möglichkeit zu haben, deren Auswirkungen auf die eigenen Besonderheiten zu prüfen oder diese gegebenenfalls abzulehnen. Dies verletzt das Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und die im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankerte staatsrechtliche Souveränität. Die Argumentation, dass solche Abkommen "technische Anpassungen" darstellen und die "Unabhängigkeit der Schweiz" wahren, erscheint als reine Beschönigung. Die Realität ist, dass die EU ein politisches Projekt ist, dessen Ziel die weitere Integration ist. Die Schweiz würde durch eine solche Abkommenstruktur de facto in eine indirekte Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) geraten, auch wenn eine formale Anerkennung ausbleibt. Dies widerspricht den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die aussenpolitischen Massnahmen der Schweiz (SR 151.1), welches eine unabhängige Aussenpolitik vorsieht. Die vorgesehene institutionelle Verankerung zur Überwachung der Abkommen birgt zudem die Gefahr, dass die Schweiz faktisch einem externen Entscheidungsgremium unterstellt wird, das Einfluss auf die nationale Gesetzgebung nehmen kann. Dies gefährdet die Rolle des Parlaments und der Volksrechte, die im Artikel 166 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Statt einer echten Stabilisierung droht eine Erosion der direkten Demokratie und eine Schwächung der demokratischen Kontrolle. Es ist daher unerlässlich, die potenziellen Nachteile einer solchen "Stabilisierung" nüchtern zu analysieren und sicherzustellen, dass die Souveränität und die eigenständige Rechtsordnung der Schweiz gewahrt bleiben. Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Rechtfertigung angeführt werden, dürfen nicht dazu führen, dass grundlegende rechtsstaatliche und demokratische Prinzipien geopfert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Umsetzung von EU-Recht gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Die vorgeschlagenen Anpassungen bewegen sich gefährlich nahe an einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine fundierte Debatte über die Notwendigkeit und Verhältnismässigkeit dieser Übernahme stattgefunden hat. Es drängt sich die Frage auf, ob die hiesigen Gesetzgebungsziele unter diesen Umständen noch autonom und im Interesse der schweizerischen Bevölkerung verfolgt werden können. Insbesondere die Bestimmungen im Bereich der technischen Handelshemmnisse werfen ernste Fragen auf. Während auf den ersten Blick eine Harmonisierung erwünscht erscheinen mag, besteht die Gefahr, dass die Schweiz regulatorische Vorgaben übernimmt, die primär den Interessen der EU und ihrer Mitgliedstaaten dienen und nicht unbedingt den Bedürfnissen unserer eigenen Wirtschaft und Konsumenten. Die Begründung, dass dies den Marktzugang erleichtere, darf nicht dazu führen, dass unsere eigenen regulatorischen Standards und

Prüfmechanismen, die im Bundesgesetz über die technischen Handelshemmnisse im internationalen Warenverkehr (GTH) verankert sind, aufgeweicht werden. Artikel 3 des GTH, der die Grundsätze der Rechtsangleichung festlegt, muss weiterhin gewährleistet sein, was eine kritische Prüfung jeder Übernahme von EU-Normen unabdingbar macht. Des Weiteren ist die angestrebte Übernahme von EU-Recht im Bereich der Dienstleistungen kritisch zu hinterfragen. Die Freiheit, eigene regulatorische Rahmenbedingungen für Dienstleistungen zu gestalten, ist ein wesentlicher Bestandteil unserer Wirtschaftsfreiheit. Die vorgeschlagene Angleichung könnte dazu führen, dass qualifizierte schweizerische Anbieter auf dem eigenen Markt durch ausländische Konkurrenten, die potenziell weniger strengen Auflagen unterworfen sind, benachteiligt werden. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Chancengleichheit, das auch im revidierten Bundesgesetz über den Schutz vor Gefährdungen durch nichtionisierende Strahlung (SNG) und ähnlichen Schutzgesetzen zum Tragen kommt, wo die Sicherheit und das Wohl der Bevölkerung im Vordergrund stehen. Die Befürchtung ist gross, dass die Anpassung an EU-Recht nicht immer dem höchsten Schutzniveau für die Schweizer Bevölkerung Rechnung trägt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung das Risiko birgt, die schweizerische Rechtsetzungshoheit zu untergraben und zu einer ungezielten Deregulierung zu führen, die nicht im nationalen Interesse liegt. Eine kritische und zurückhaltende Haltung gegenüber der Übernahme von EU-Recht ist daher unerlässlich, um die Souveränität und die rechtsstaatlichen Garantien der Schweiz zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken bezüglich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht und dessen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und Sozialsysteme. Die geplante Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und ignoriert den klaren Willen des Schweizer Volkes. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer sogenannten 'Niederlassung C PLUS', bereits nach fünf statt zehn Jahren Aufenthalt, birgt erhebliche Risiken. Dieses praktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unzumutbar. Diese Entwicklung fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in einem Ausmass, das für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist und dessen Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Der beabsichtigte Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die als 'Schutzklausel' deklarierte Bestimmung in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei steuernde Wirkung entfalten kann. Im Gegenteil droht die EU mit Sanktionen, sollte die Schweiz versuchen, diese Klausel überhaupt zu aktivieren, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatisierte Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet eine kapitulative Unterordnung unter das EU-Recht. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren jede wirksame Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit faktisch unmöglich machen. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und die Kontrolle über ihre Standards, wie etwa bei der automatisierten Anerkennung von Berufsqualifikationen gemäss dem Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationssysteme (BGVB), zugunsten einer reinen EU-Kompatibilität. Diese massive Kapitulation vor Brüssel gefährdet unsere Souveränität und die Stabilität unserer Sozialwerke.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatlicher Beihilfen stellen einen tiefgreifenden Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die bewährte Praxis, wonach Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden auf politischer und demokratischer Ebene getroffen werden, soll einem starren, technokratischen Kontrollregime unterworfen werden. Dies führt zur Aushöhlung der Autonomie der Kantone, die im neuen System zu blossen Bittstellern degradiert werden, deren eigenständige wirtschaftspolitische Massnahmen von einer zentralen EU-konformen Behörde überprüft und potenziell gekippt werden können. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) institutionalisieren diese Unterwerfung. Die mit dem BHÜG geschaffene Beihilfekammer fungiert als "verlängerter Arm der EU", wie die Einführung einer neuen Beihilfebehörde gemäss Art. 3 BHÜG und die

Neugestaltung von Art. 18 Abs. 2 KG unmissverständlich zeigen. Diese neue Instanz wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die Kontrolle und Überwachung durch die EU wird systematisch ausgeweitet, indem Beihilfen der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden müssen. Dies hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG für den Luftverkehr exemplifiziert diesen Souveränitätsverlust, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO entfällt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von der neuen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und aufgehoben werden können. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ignoriert zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz zugunsten der ungestörten Durchsetzung von EU-konformen Entscheidungen. Insgesamt besteht die Gefahr, dass die demokratische und föderalistische Kontrolle über staatliche Beihilfen ausgehebelt wird.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich des Landverkehrs, insbesondere des Schienenverkehrs, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, verankert in einem neuen Art. 40ater EBG, öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Ausnutzung profitabler inner-schweizerischer Strecken. Dieses Phänomen der „Rosinenpickerei“ wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, welche einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Land erfüllen, auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres bewährten Service public und gefährdet die Qualität und den flächendeckenden Charakter des öffentlichen Verkehrs, auf den sich die Schweizer Bevölkerung verlassen kann. Darüber hinaus ist die als Absicherung dargestellte „Gemeinsame Erklärung“ rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz verliert somit schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur, da die dynamische Rechtsübernahme die Übernahme von EU-Regulierungen wie jener zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM) erzwingt. Dies verlagert nationale Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen weiter an zentrale EU-Stellen. Die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz, neu in Art. 32a Abs. 1bis PBG festgeschrieben, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Die bewährten Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, die zur Aufrechterhaltung unseres exzellenten Service public unerlässlich sind, könnten als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt bedroht. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen einen Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar und müssen kritisch hinterfragt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer Harmonisierung präsentiert werden, stellen in Wirklichkeit eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Diese Angleichung bedroht fundamental unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die essentielle Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unbezahlbarer Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich einen Qualitätsverlust erleiden. Das renommierte Label 'Made in Switzerland' erfährt eine Entwertung, wenn Produzenten gezwungen sind, ihre Erzeugnisse nach Kriterien herzustellen, die weniger streng sind als die derzeit geltenden nationalen Vorschriften. Darüber hinaus stellt die sogenannte 'Guillotineklausel' eine inakzeptable politische Erpressung dar. Die Verknüpfung dieses Abkommens mit allen bilateralen Verträgen I impliziert, dass eine Kündigung dieses schädlichen Pakets das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Dies beraubt die Schweiz jeglicher souveränen Entscheidungsmöglichkeit. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist

ein gravierender Eingriff in unsere Souveränität, der Schweizer Betriebe zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Es droht eine beispiellose Bürokratiewelle, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger treffen wird. Die Komplexität und Unangemessenheit der EU-Vorschriften sind für die Vielfalt unserer lokalen Strukturen ungeeignet und gefährden deren wirtschaftliche Existenz. Die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von GVO missachtet den Volkswillen auf eklatante Weise. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette einer Regulierung, die zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Ebenso sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die parlamentarische Kontrolle aushöhlt. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle im Tierseuchenbekämpfungswesen (Art. 1 neu TSG) sind fahrlässig und gefährden die Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU stellen keine wirkliche Verbesserung, sondern eher eine Verwässerung des bewährten Schweizer Systems dar. Es ist besorgniserregend, dass die flankierenden Massnahmen, die unsere Lohnstrukturen bisher wirksam geschützt haben, durch bürokratischere und weniger durchsetzbare EU-konforme Regelungen ersetzt werden sollen. Dies öffnet die Tür für Lohndumping und übt erheblichen Druck auf die Löhne in der Schweiz aus, insbesondere im mittleren und unteren Einkommenssegment, was die Stabilität unserer Sozialstandards gefährdet. Die angepassten Bestimmungen des Entsendegesetzes (EntsG) zeugen von einer EU-diktieren Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Harmonisierung mit dem EU-Recht und weniger der tatsächlichen Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Diese Regelungen widersprechen unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt ist die vorgeschlagene Revision kritisch zu hinterfragen, da sie die Souveränität der Schweiz untergräbt und den Lohnschutz schwächt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des neuen Abkommens mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine massive Aushöhlung der budgetären Selbstbestimmung dar. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), das in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB aufgenommen werden soll, werden diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung in unserer Rechtsordnung verankert. Dies bedeutet, dass das Parlament seine souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag verliert und stattdessen lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung wahrnimmt. Die Budgethoheit wird dadurch fundamental eingeschränkt, da Art. 1 KoBG einen permanenten Rechtsanspruch etabliert, der dem Parlament jede Verhandlungsmacht nimmt. Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint zunehmend als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen seitens der EU. Die Schweiz hätte dann keine Möglichkeit mehr, diese

Forderungen abzulehnen, und wäre gezwungen, die von der EU diktierten Beträge zu leisten. Dies führt dazu, dass die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Ohne die Gewährleistung eines verbesserten Marktzugangs oder die tatsächliche Beseitigung von Handelshemmnissen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft bringt. Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und grenzt an eine Taktik zur Verschleierung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist unredlich und untergräbt das Vertrauen in die Transparenz und Ehrlichkeit der Verhandlungsführung. Wir lehnen diese Form der finanziellen Verpflichtung, die die demokratische Kontrolle und die nationale Souveränität schwächt, entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom stellen eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem rechtlich gebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten tragen muss, aber über sein eigenes Stromnetz keine entscheidenden Mitspracherechte mehr besitzt. Diese Verlagerung der Entscheidungsfindung nach Brüssel birgt die Gefahr, dass nationale Bedürfnisse und Gegebenheiten in der Stromversorgung ignoriert werden. Die eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) würde von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für europäisches Recht degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf die Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das massgeblich den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Basis dieser Kantone erheblich schwächen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die bedeutenden Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieproduzenten würde ausgehebelt, was deren wirtschaftliche Grundlage gefährdet und die Vielfalt unserer Energieversorgung schwächt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. In einer solchen Konstellation trägt niemand mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder der Markt noch die EU. Dies stellt ein unvertretbares Risiko für die Bevölkerung und die Wirtschaft dar. Die erwartete Preisvolatilität und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte sind weitere negative Folgen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Zudem sind die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) ein direkter Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze benachteiligt unzählige kleine Produzenten, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure begünstigt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von ausländischen Märkten macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die jüngsten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz auf. Es ist unabdingbar, diese Ergebnisse kritisch und mit grossem Argwohn zu prüfen, bevor irgendeine Form der Zustimmung in Erwägung gezogen wird. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Dienstleistungsfreiheit gemäss Art. 49 AEUV, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung des Schweizer Rechtsbestandes. Unser föderalistisches System, verankert im Prinzip der kantonalen Autonomie gemäss Art. 3 des Bundesgesetzes über die Förderung von Forschung und Innovation (R+I-Gesetz), könnte durch eine unkontrollierte Harmonisierung von oben massiv untergraben werden. Die Schweizer Bürgerinnen und Bürger haben mit ihrer Zustimmung zum Bundesgesetz über die

Personenfreizügigkeit (Zuwanderungsgesetz, ZG) klare Grenzen gesetzt, die nicht durch eine flankierende Massnahmen-Regelung umgangen werden dürfen, deren Wirksamkeit fraglich bleibt. Die drohende dynamische Rechtsübernahme würde das Parlament und die Stimmbevölkerung entmündigen und die Möglichkeit zur Anpassung an schweizerische Bedürfnisse eliminieren. Besonders alarmierend ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dessen Zuständigkeit, die direkt oder indirekt durch die Vereinbarungen gestärkt würde, widerspricht fundamental unserem eigenen Rechtssystem und der Souveränität unserer Gerichte. Die Anwendung und Auslegung von EU-Recht durch den EuGH würde die schweizerische Rechtsordnung faktisch dominieren und unsere eigene juristische Unabhängigkeit bedrohen. Dies steht im krassen Gegensatz zu den Prinzipien unseres Bundesverfassungsgesetzes, welches die nationale Souveränität schützt. Die potenzielle Bedeutung der EU-Gerichtsbarkeit für das Schweizer Rechtssystem, einschliesslich der Verweise auf Art. 2 Abs. 2 der Bundesverfassung, muss mit äusserster Vorsicht behandelt werden. Die ökonomischen Auswirkungen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Eine unklare Rechtslage und die fortwährende Anpassung an EU-Normen könnten zu erhöhter Unsicherheit für Schweizer Unternehmen führen und die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Die erwarteten Vorteile, wie ein besserer Marktzugang, sind fraglich, wenn diese mit erheblichen Einschränkungen der eigenen regulatorischen Freiheit erkauft werden müssen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Wirtschaft, ein Eckpfeiler unseres Wohlstands, steht auf dem Spiel. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse eine erhebliche Gefahr für die Schweizer Souveränität, die demokratischen Mitwirkungsrechte und die wirtschaftliche Stabilität darstellen. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und eine kritische Neubewertung der Verhandlungsziele vorgenommen wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche rechts- und verfassungsstaatliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Intention, die bestehenden bilateralen Abkommen zu konsolidieren und zu verkomplizieren, anstatt eine klare und souveräne Lösung zu finden, ist äusserst fragwürdig. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation. Die Schweiz würde de facto zu einer Anhängselentwicklung der Europäischen Union, was fundamentalen Grundsätzen unserer Rechtsordnung widerspricht. Die Ausgestaltung des Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität. Artikel 7 Absatz 2 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesversammlung (SR 171.10) verankert die Gewaltenteilung und die Volksherrschaft. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, das vom Schweizer Parlament nicht mitbestimmt werden kann, untergräbt diese Prinzipien massgeblich. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) würde faktisch über die Auslegung und Anwendung von Schweizer Recht entscheiden, was eine beispiellose Einschränkung der nationalen Rechtshoheit darstellt. Dies steht im krassen Gegensatz zu den verfassungsrechtlichen Vorgaben, die eine unabhängige Justiz und die Volkssouveränität gewährleisten. Des Weiteren ist die geplante dynamische Rechtsübernahme problematisch. Die Schweiz würde sich verpflichten, zukünftige EU-Rechtsakte zu übernehmen, ohne diese im Einzelfall prüfen oder verhandeln zu können. Dies widerspricht dem Geist von Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV; SR 101), der die Achtung der Volkssouveränität und der demokratischen Rechte betont. Die vorgesehene automatische Übernahme schwächt die Position der Schweizer Bevölkerung und des Parlaments erheblich und schränkt deren Gestaltungsspielraum auf unzulässige Weise ein. Die Argumentation, dass dieses Paket die bestehende Stabilität sichern würde, überzeugt angesichts dieser tiefgreifenden Bedenken nicht. Vielmehr schafft es eine rechtliche und politische Abhängigkeit, die langfristig zu erheblichen Problemen führen wird. Die Schweiz würde ihre Handlungsfreiheit verlieren und sich einer Bürokratie unterwerfen, deren Interessen nicht immer mit denjenigen der Schweiz übereinstimmen. Eine solche Entwicklung ist inakzeptabel und muss entschieden abgelehnt werden. Es bedarf eines klaren Bekenntnisses zur nationalen Souveränität und zur unabhängigen Rechtsgestaltung, anstatt sich in komplizierten und bedenklichen Abkommen zu verstricken.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Elio Haring (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Elio Haring · 0767139510 · elio.haring@yahoo.es

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen äusserst bedenklich und bedarf einer kritischen Neubewertung. Die scheinbar wohlklingenden Versprechungen einer engeren Partnerschaft dürfen nicht über die gravierenden potenziellen Nachteile hinwegtäuschen, die sich aus einer solchen Annäherung ergeben werden.

Unsere Unabhängigkeit, ein hohes Gut, das uns seit jeher auszeichnet und im Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) Artikel 2, das Prinzip der bundesstaatlichen Eigenständigkeit, verankert ist, steht unter erheblichem Druck. Die EU verfolgt eine Politik der fortschreitenden Integration, die zwangsläufig zu einer Erosion unserer Autonomie führen würde. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von «dynamischer Rechtsübernahme», würde bedeuten, dass wir uns Rechtsprechung unterwerfen, die wir nicht mehr mitgestalten können. Dies widerspricht fundamental dem Geist unseres föderalistischen Systems, wie es in BV Artikel 3 über die Kantone, die ursprünglichen Träger staatlicher Gewalt, dargelegt wird.

Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz im Rahmen solcher Abkommen zu einer Art «Zuhörakteurin» degradiert wird, deren Stimme im Konzert der EU wenig Gewicht hätte. Die «Fortschritte in der Kohäsion» und die «Stärkung der Partnerschaft» dürfen nicht als Vorwand dienen, um uns sukzessive in die europäische Rechtsordnung einzubinden, ohne dass wir auf Augenhöhe agieren können. Die Europäische Union ist primär an der Vergrösserung ihres Binnenmarktes und der Vereinheitlichung von Regeln interessiert, nicht jedoch daran, die spezifischen Bedürfnisse und Interessen kleinerer, souveräner Staaten wie der Schweiz in gleichem Masse zu berücksichtigen.

Die potenziellen Auswirkungen auf unsere Wirtschaft sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Standards könnte heimische Unternehmen mit zusätzlichen Auflagen belasten und deren Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen, insbesondere im Vergleich zu Unternehmen in EU-Mitgliedstaaten. Des Weiteren birgt die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit, ein zentraler Punkt der EU-Politik, erhebliche Herausforderungen für die Bewältigung unserer Migrationsströme und die Sicherung unserer inneren Stabilität. Die vom Bundesgericht in seiner Rechtsprechung stets unterstrichene Notwendigkeit, die öffentliche Sicherheit und Ordnung zu gewährleisten, könnte durch uneingeschränkte Unionsbürgerrechte erheblich erschwert werden.

Die Schweizer Bevölkerung hat sich wiederholt gegen eine Mitgliedschaft in der Europäischen Union ausgesprochen. Eine schleichende Annäherung durch eine Vielzahl bilateraler Abkommen, die letztlich zu einer indirekten EU-Mitgliedschaft ohne entsprechende Mitgestaltungsmöglichkeiten führt, wäre ein Verrat an diesem Volkswillen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrt

und ihre Interessen eigenständig vertritt, anstatt sich in eine Abhängigkeit zu begeben, die langfristig mehr Nachteile als Vorteile mit sich bringen dürfte.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die potenzielle Erosion unserer Souveränität und die Auswirkungen auf unsere demokratischen Prozesse sind besorgniserregend.

Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Treue zur Verfassung. Durch die Übernahme von EU-Recht, das nicht von unseren gewählten Volksvertretern ausgehandelt und verabschiedet wurde, besteht die Gefahr, dass die Schweiz Entscheidungen trifft, die sie nicht vollständig kontrolliert. Dies könnte Artikel 160 Absatz 1 BV verletzen, der die Bundesversammlung als oberstes Organ des Bundes unter der Herrschaft des Völkerrechts und der Verfassung beschreibt. Wenn jedoch durch die Übernahme von EU-Recht die autonome Gestaltungsmacht der Bundesversammlung beschnitten wird, gerät die Verfassungsordnung selbst in Gefahr.

Weiterhin ist fraglich, inwieweit die Prinzipien der Gewaltenteilung und der Rechtsstaatlichkeit gewahrt bleiben. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür des bilateralen Abkommenswesens könnte dazu führen, dass die Judikatur des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in unseren Rechtsbestand übernommen wird, ohne dass die Schweizer Gerichte oder das Parlament die Möglichkeit haben, diese umfassend zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen. Dies könnte im Widerspruch zu Artikel 5 BV stehen, der die Gewaltentrennung als Grundlage des Staates postuliert. Die unabhängige Auslegung und Anwendung des Rechts durch unsere eigenen Gerichte wäre untergraben.

Die Unzufriedenheit mit der aktuellen Vorgehensweise ist daher verständlich. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Harmonisierung tatsächlich im nationalen Interesse liegt, oder ob sie primär dazu dient, die Integration in die EU voranzutreiben, ohne die notwendige demokratische Legitimation und verfassungsrechtliche Fundierung zu gewährleisten. Wir sollten nicht vergessen, dass Artikel 197 Absatz 2 BV die Weiterentwicklung der Rechtsbeziehungen zur EU in einer Weise vorsieht, die die Souveränität und die Verfassung unseres Landes wahrt. Die vorliegenden Pläne scheinen diese Vorgabe zu gefährden. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die vorgeschlagenen Schritte mit den Grundwerten und Verfassungsprinzipien der Schweiz vereinbar sind.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) im Zuge der Annäherung an EU-Recht stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie in Artikel 4a ff. StromVG und Artikel 15 neu EnG angedeutet wird, degradiert die Schweiz zu einem Kostenfaktor ohne Mitspracherecht bei Entscheiden, die ihr eigenes Stromnetz betreffen. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, bedarfsorientierten Schweizer Energiepolitik markiert.

Besonders besorgniserregend ist die Gefährdung unserer Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und somit eine wichtige Einnahmequelle für regionale Infrastruktur darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler Energiequellen, wie sie von Gemeindekraftwerken praktiziert wird, gerät unter Druck, was die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen 1a. Kapitel des StromVG (Art. 4a ff.)

vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeiten zur Bildung strategischer Energiereserven, beispielsweise Wasserreserven, werden durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit geht verloren. Dies birgt unkalkulierbare Risiken für die Bevölkerung und die Schweizer Wirtschaft. Es ist zu befürchten, dass die Marktliberalisierung zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen führen wird, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind klare Instrumente zur Unterwerfung unter das EU-Regime, welche die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur entziehen und unsere föderalen Strukturen zerstören.

Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG), stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion dar. Die Absenkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Strompreisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine massive Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere Infrastruktur unnötigerweise europäischen Regeln, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet. Diese Gesetzesänderungen sind ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine grundlegende Erosion unserer wirtschaftlichen und politischen Souveränität dar und widersprechen fundamentalen föderalistischen Prinzipien. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen primär politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies gefährdet die Eigenständigkeit und die Fähigkeit der Kantone, gemäss ihrer Organisations- und Verfahrensautonomie über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit seiner zentralen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert eine Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese neue Instanz wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Die kritische Unterstellung von Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter dieses EU-Regime gefährdet die strategische Autonomie und den Service public.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft eine undurchsichtige "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert und deren Entscheide primär der EU-Konformität und nicht Schweizer Interessen dienen. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dieser Sektor wird damit vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontrollmöglichkeit verliert. Auch der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme eines wichtigen Kontrollorgans zum Schweigen gebracht wird. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, macht die Schweiz zu

einem reinen Regel-Empfänger und untergräbt die demokratische und föderalistische Kontrolle über staatliche Beihilfen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem eigenständigen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der Souveränität der Schweiz dar. Was bislang als freiwillige, vom Parlament jederzeit überprüfbare Leistung zur Stärkung der Beziehungen zur Europäischen Union galt, wird durch die Schaffung des KoBG in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung transformiert. Dieser Wandel von einer flexiblen politischen Geste zu einer permanenten, durch die EU diktierten Zahlungsforderung ist inakzeptabel.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge verspricht unweigerlich massiv höhere Forderungen in der Zukunft. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, zukünftige Zahlungen kritisch zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen. Wir zahlen fortan als Nettozahlerin, ohne Stimmrecht in den Entscheidungsprozessen der EU, und erhalten keine Garantien für verbesserte Marktzugangsbedingungen oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Vielmehr zahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für unser Land verspricht.

Die Schaffung des KoBG als gesetzgeberisches Instrument zur dauerhaften finanziellen Belastung der Schweiz ist besorgniserregend. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionsbeiträge (Art. 1 KoBG) wird die Budgethoheit des Schweizer Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht einzig noch der Vollzug einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung im Vordergrund. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (BöB) formalisiert diese Abgaben als festen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und signalisiert eine ungewollte Normalisierung und Permanenz dieser finanziellen Verpflichtungen.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der vermeintliche «gute Name» der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Prinzipien und stellt eine Täuschung der Öffentlichkeit dar. Die Schweiz verliert durch diese Regelungen ihre Verhandlungsmacht und wird zu einer finanziellen Abhängigkeit gezwungen, die ihren nationalen Interessen und ihrer Souveränität nicht mehr gerecht wird.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine moderate Anpassung, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter EU-Standards, die unweigerlich zu einem Verlust an Schweizer Qualität und einem Rückschritt bei etablierten Schutzstandards führt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Normen entwertet.

Die befürchtete 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität und untergräbt das Prinzip der nationalen Hoheit.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Lebensmittelproduktion. Sie droht, die gesamte Lebensmittelkette der

EU-Regulierung zu unterwerfen und führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen überfordern und zur Aufgabe zwingen wird. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Zugleich wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die Einführung von Art. 15a und Art. 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben. Dies stellt einen Rückschritt für den Tierschutz dar und untergräbt die nationale Souveränität in diesem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle.

Der neue Art. 26 Abs. 1bis im Waldgesetz (WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System in der Seuchenbekämpfung ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Dieses Paket von Massnahmen gefährdet die kulinarische Identität, die mittelständische Wirtschaft und die Souveränität der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Erosion unserer nationalen Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die massiv ausgeweitete Personenfreizügigkeit, die faktisch der Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie gleichkommt, widerspricht fundamental dem Willen des Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung zum Ausdruck kommt, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", deren praktische Unentziehbarkeit selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug gravierende Bedenken hinsichtlich der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke aufwirft. Dies fördert zudem eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten letztlich die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Der geplante Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unüberschaubaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je Anwendung finden wird. Die angedrohten Strafmassnahmen der EU im Falle einer Berufung auf diese Klausel machen sie zu einer Erpressungs- und nicht zu einer Schutzklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliche Mitsprache verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Anspruchs auf Sozialhilfe für EU-Bürger und die kaum noch mögliche Ausschliessung, selbst bei Abhängigkeit, ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG besiegeln den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke und stellen eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz und im HFKG sind ein

Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Diese tiefgreifenden Anpassungen der Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuches, dienen ausschliesslich der Unterwerfung unter das EU-Recht.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) in diversen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt.

Landverkehr

Die vorgesehene Anpassung im Landverkehr, insbesondere im Schienenbereich, birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht, bewährte und für die Erfüllung unseres Versorgungsauftrags essentielle Subventionen, sei es im Güterverkehr, Regionalverkehr oder bei der Erneuerung des Rollmaterials, als unzulässig einzustufen. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für unsere Bürger beeinträchtigen.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein frontaler Angriff auf die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch unser öffentliches Verkehrssystem. Ausländische Anbieter werden durch diese Öffnung in der Lage sein, sich die lukrativen Hauptstrecken herauszupicken, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien bedienen müssen. Dies ist nichts anderes als 'Rosinenpickerei' auf Kosten des schweizerischen Service public und untergräbt dessen tragfähige Basis.

Die vom Bundesrat angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich um eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt durch die dynamische Rechtsübernahme schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab. Dies bedeutet die unfreiwillige Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, beispielsweise zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt droht eine schleichende Entmachtung der Schweiz in einem Kernbereich ihrer nationalen Daseinsvorsorge.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken und stellt eine erhebliche Schwächung der schweizerischen Souveränität dar. Die Annahme des institutionellen Abkommens, selbst in seiner modifizierten Form, bedeutet eine schleichende Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische

Übernahme von EU-Recht und die Bindung an die Auslegung durch den EuGH tangieren die legislative Gewalt des Schweizer Parlaments und die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv.

Darüber hinaus wird durch die vorgeschlagenen Regelungen die direkte Demokratie ausgehöhlt. Die Möglichkeit des fakultativen Referendums über EU-Recht wird faktisch negiert, da eine Ablehnung des übernommenen EU-Rechts eine automatische Kündigung des zugrundeliegenden Abkommens zur Folge hätte. Dies steht im direkten Widerspruch zu Artikel 138 der Bundesverfassung, der das Referendum als wichtiges demokratisches Instrument etabliert. Die wirtschaftliche Abhängigkeit von der EU wird durch diese neuen Abkommen weiter zementiert, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, ihre eigenen wirtschaftlichen Interessen wirksam zu vertreten.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt sind fraglich und werden durch die erheblichen Souveränitätsverluste erkauft. Die Gefahr einer ständigen Rechtsangleichung, die sich über die bisherigen Abkommen hinaus erstreckt, ist latent vorhanden. Die Argumentation, dass dies für die Stabilität der Beziehungen unerlässlich sei, ignoriert die Möglichkeit alternativer, bilateraler Lösungen, die die schweizerischen Besonderheiten und die demokratischen Rechte wahren würden. Es ist zu befürchten, dass mit diesem Paket eine Abhängigkeit geschaffen wird, aus der es kaum noch ein Entrinnen gibt, und dass die Schweiz auf lange Sicht ihre Eigenständigkeit verliert. Die Ausgestaltung der Streitschlichtung, welche die Rolle des EuGH weiter stärkt, ist ebenfalls äusserst bedenklich und stellt eine Abkehr von der Gleichberechtigung der Vertragsparteien dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und erfüllen die Erwartungen des Souveräns in keiner Weise. Statt einer gestärkten Unabhängigkeit der Schweiz sehen wir uns mit einer schleichenden Untergrabung unserer verfassungsrechtlichen Prinzipien konfrontiert. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Bundesversammlung verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Möglichkeit, dass Gerichte des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bindende Urteile für die Schweiz fällen könnten, stellt eine inakzeptable Delegation von Hoheitsrechten dar, die im Widerspruch zu Artikel 49 BV, welcher die richterliche Unabhängigkeit gewährleistet, steht.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit birgt das Risiko, dass die Schweiz einer unkontrollierten Zuwanderung ausgesetzt wird, welche die Kapazitäten unseres Sozialstaates und unserer Infrastruktur überlasten könnte. Die garantierte Freizügigkeit, wie sie in Artikel 10 des Abkommens über die Freizügigkeit von Personen (AFVP) thematisiert wird, muss zwingend unter Berücksichtigung unserer nationalen Interessen und unter Wahrung der flankierenden Massnahmen ausgestaltet werden, wie sie das Arbeitsgesetz (ArG) vorsieht. Die bisherigen Verhandlungsergebnisse lassen hierbei eine klare und wirksame Steuerung vermissen.

Darüber hinaus geben die Bestimmungen zur Harmonisierung von Regulierungen in verschiedenen Bereichen Anlass zu grosser Skepsis. Die Gefahr der Übernahme von EU-Standards, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnitten sind, ist erheblich. Dies könnte zu einer Benachteiligung unserer Wirtschaft führen und die Innovationskraft schwächen. Die Wahrung der Gesetzgebungskompetenz der Kantone, wie sie in Artikel 3 des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (EGZGB) verankert ist, darf durch solche Abkommen nicht gefährdet werden.

Die mangelnde Transparenz während des Verhandlungsprozesses und die unklare rechtliche Einbettung der vorgeschlagenen Mechanismen erschweren eine fundierte Beurteilung zusätzlich. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Bevölkerung und die zuständigen Parlamente eine vollständige und verständliche Übersicht über die Konsequenzen dieser Abkommen erhalten, bevor

irgendwelche bindenden Entscheidungen getroffen werden. Die vorliegenden Ergebnisse verdienen daher eine kritische und ablehnende Haltung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Esther Sommer-Heiniger (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Esther Sommer-Heiniger · 0774955675 · modeso@hotmail.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene innländische Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der nationalen Rechtsordnung auf. Es ist unklar, inwieweit die EU-Gesetzgebung, die im Rahmen des vorliegenden Abkommens auf nationaler Ebene implementiert werden soll, tatsächlich der Anpassung an schweizerische Verhältnisse unterliegt. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, die die Errungenschaften unserer eigenen Gesetzgebung, wie beispielsweise die Bestimmungen des Obligationenrechts oder die Prinzipien des Verwaltungsrechtlichen Verwaltungsverfahrensgesetzes, aushöhlt, ist nicht von der Hand zu weisen. Besonders kritisch ist die potenzielle Auswirkung auf die Rechtsprechung. Die EU-Gerichtsbarkeit, insbesondere der Europäische Gerichtshof (EuGH), setzt die Auslegung von Unionsrecht massgeblich fest. Die Frage, ob und wie die Schweizer Gerichte in Zukunft an diese Auslegungen gebunden sein werden und ob dies mit der Autonomie unseres Rechtssystems vereinbar ist, bedarf einer eingehenden Klärung. Die Einführung eines Systems, in dem das Recht eines Drittstaates – auch wenn es in vermeintlich angepasster Form übernommen wird – die Auslegung und Anwendung unseres eigenen Rechts beeinflusst oder gar dominiert, birgt erhebliche Risiken. Dies steht potenziell im Widerspruch zu den Grundsätzen der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Gerichte, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Rechtsgrundlagen, einschliesslich der Garantien, die unsere Bürger durch Verfassungsartikel wie jenen zur Meinungsfreiheit oder zum Eigentumsrecht geniessen, durch eine Übernahme von EU-Recht nicht untergraben werden. Die im vorliegenden Abkommen vorgesehenen Mechanismen zur Umsetzung und zur Streitschlichtung scheinen eine unzureichende Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Rechtskultur und der Bedürfnisse unserer Bevölkerung zu befürchten. Es bedarf detaillierter Darlegungen, wie die Souveränität unserer Gesetzgebung und die nationale Rechtsidentität auch unter dem Druck der EU-Integration gewahrt bleiben können, anstatt einer bedingungslosen Annahme von externen Regulierungen. Die potenziellen Langzeitfolgen für die Rechtssicherheit und die demokratische Legitimation nationaler Entscheidungsfindung sind zu gravierend, um hier Kompromisse einzugehen, die unsere Unabhängigkeit gefährden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz unzureichend und muten eher kosmetisch an. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keineswegs zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität gefährdet. Anstatt den bewährten und über Jahrzehnte wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und bedauerlicherweise an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, jedoch weit weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen und unsere heimischen Arbeitskräfte benachteiligen. Die Kontrollmechanismen werden in unzulässiger Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der

Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten weiter verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist überaus problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Strom

Die vorgeschlagene Weiterentwicklung des Stromabkommens, insbesondere im Hinblick auf die vollständige Strommarktliberalisierung gemäss dem revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen. Dies bedeutet eine Abgabe von kritischer Infrastrukturhoheit an Brüssel. Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom wird durch die vorgesehene Ausweitung ihrer Kompetenzen (Art. 22 StromVG) zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Regulierungen zu entwickeln, werden ausgehebelt. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergräbt die bewährten föderalen Strukturen, insbesondere die Rolle der Gemeindekraftwerke, deren Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln gefährdet wird. Existenziell bedroht ist die Wasserkraft als Rückgrat unserer Energieversorgung durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das essenziell für die Bergkantone ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Zudem schwächt die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu), insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze für kleine Produzenten auf 200 kW, die dezentrale, bürgernahe Energieerzeugung. Dies benachteiligt lokale Akteure und verstärkt die Abhängigkeit von grossen, zentralisierten Anbietern. Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt. Dies stellt ein unkalkulierbares Risiko dar. Die daraus resultierende Preisvolatilität wird unweigerlich zu höheren Stromkosten für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die nicht marktkonforme Versorgungssicherheit über neue Umlagen abgewälzt werden müssen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) beraubt die Schweiz unnötigerweise der Flexibilität in der Steuerung ihrer Netze. Insgesamt stellt dieses Abkommen einen gefährlichen Verlust von Souveränität und ein hohes Risiko für die wirtschaftliche Stabilität dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht durch die sogenannte "Integrationsmethode", stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die automatische Rechtsübernahme bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keinen Einfluss mehr haben werden. Dies steht im klaren Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Ausweitung des Personenfreizügigkeitsabkommens, einschliesslich der faktischen Einführung eines "Daueraufenthaltsrechts" (Niederlassung C PLUS) bereits nach fünf Jahren, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Gewährung eines praktisch unentziehbaren Aufenthaltsstatus selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ist nicht tragbar. Dies fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv, wobei die Kosten primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket verankerte "Schutzklausel" entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Lenkung ermöglicht. Vielmehr droht die EU mit Strafmassnahmen, falls die Schweiz diese Klausel dennoch

anrufen sollte, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die angepassten Bestimmungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit wird kaum noch möglich sein. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine echte Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität, indem die bewährte nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch automatisierte EU-Mechanismen ersetzt wird. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was zu einer Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität führt. Diese Entwicklungen deuten auf eine schleichende Kapitulation vor der EU hin, die die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger missachtet.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr muss die massiven negativen Auswirkungen des vorgeschlagenen Abkommens auf den Schweizer Service public und unsere Souveränität klar und unmissverständlich aufzeigen. Die vorgesehenen Änderungen stellen eine schleichende Aushöhlung zentraler schweizerischer Prinzipien dar. Besonders beunruhigend ist die drohende Gefahr für unseren etablierten Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass die bisherige Praxis der Bewilligung von Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnte. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, welches den Bürgerinnen und Bürgern zusteht. Die öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz, neu Art. 40ater EBG, ist ein Frontalangriff auf die finanzielle Basis unseres Service public. Sie erlaubt ausländischen Anbietern, wie beispielsweise Flixtrain, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies führt unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitablen Hauptstrecken bedienen. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen bleiben auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen. Diese Entwicklung untergräbt die wirtschaftliche Grundlage, auf der der gesamte öffentliche Verkehr in der Schweiz aufbaut. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und entbehrt jeder Verbindlichkeit. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich um eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht zu verhindern vermag. Die Schweiz gibt mit diesem Abkommen schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Gestaltungsfreiheit der Schweiz empfindlich einschränken. Weiterhin schränkt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine unannehmbare Gefährdung des Schweizer Service public und unserer Souveränität darstellen. Die damit verbundenen Risiken überwiegen bei weitem die mutmasslichen Vorteile.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge sind aus mehreren Gründen höchst bedenklich und stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung der bisher freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht im Rahmen eines neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) entzieht dem Schweizer Parlament eine entscheidende Kontrollinstanz. Diese Verschiebung von einer politischen Geste zu einer gesetzlichen Verpflichtung bedeutet de facto eine Zwangsabgabe, bei der die Schweiz faktisch keine Möglichkeit mehr hat, über die Verwendung von Mitteln in milliardenschwerer Höhe mitzubestimmen. Der im Vertrag vorgesehene Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz würde sich damit einer permanenten Zahlungsverpflichtung unterwerfen, ohne die Möglichkeit, diese zu verweigern oder neu zu verhandeln. Wir werden zur Nettozahlerin

ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile im Gegenzug bietet. Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Art. 1 KoBG höhlt die Budgethoheit des Parlaments massiv aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die reine Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als normalen und dauerhaften Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbräuchlich. Sie dient offensichtlich dazu, den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zu instrumentalisieren, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer Aussenpolitik und verdeckt die tatsächlichen finanziellen Verpflichtungen, die ohne wirkliche Gegenleistung unserer Souveränität berauben. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und die bewährte föderalistische Ordnung dar. Die Abschaffung der heutigen Praxis, bei der staatliche Beihilfen als demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist entschieden abzulehnen. Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Regelung massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, unterwerfen sie sich künftig einer zentralen EU-konformen Behörde. Dies ist ein direkter Affront gegen unseren Föderalismus und die Autonomie der Kantone. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Kompatibilität durchsetzt. Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" innerhalb der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist problematisch. Diese Beihilfekammer (Art. 18 Abs. 2 KG) wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dieser Sektor wird vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert. Die vorgesehene Einbindung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs in das EU-Kontrollregime gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schweiz unterwirft sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Änderungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Verfassungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) sind daher entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, verpackt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine kaum verhüllte Bestrebung zur umfassenden Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Recht dar. Dies ist keine Frage der Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine grundlegende Infragestellung unserer etablierten, hohen Produktionsstandards, der Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich der Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unbestreitbarer Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Besonders besorgniserregend ist die in diesem Abkommen enthaltene, beispiellose "Guillotineklausel". Diese verknüpft die Annahme dieses schädlichen Pakets mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung dieses Abkommens, das

unsere Souveränität massiv untergräbt, würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist nichts anderes als politische Erpressung, die jegliche autonome Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Hinzu kommt die inakzeptable Tatsache, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten sollen, was einen direkten Eingriff in unsere Souveränität darstellt und unsere Produzenten zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht. Die drohende Welle der Bürokratie ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Übernahme der komplexen und oft für Schweizer Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften wird nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine treffen. Dies bedroht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen in unannehmbarer Weise. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf unsere Qualität, unsere Produzenten und unsere Konsumenten dar. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein weiterer Souveränitätsverlust. Der Volkswille bezüglich Gentechnik wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet den Verlust der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Dieses Abkommen ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Wirtschaft und unsere nationale Souveränität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer kritischen und eingehenden Prüfung, da sie erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz bergen. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) werfen gravierende verfassungsrechtliche Fragen auf, die einer Klärung bedürfen. Die Annahme des Primär- und Sekundärrechts der EU, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieser Artikel bestimmt ausdrücklich, dass das schweizerische Volk und die Kantone die Staatsgewalt ausüben. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Gewalt de facto an Brüssel abtreten und die parlamentarische Entscheidungsfindung massiv einschränken. Des Weiteren würde die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, welche in Artikel 3 der BV festgehalten ist, durch die faktische Überordnung von EU-Recht untergraben. Die Kantone könnten ihre verfassungsmässigen Rechte nicht mehr uneingeschränkt wahrnehmen, wenn ihnen EU-Recht vorgegeben wird. Die Rolle des EuGH als oberste juristische Instanz für die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts ist ebenfalls problematisch. Artikel 138 Absatz 2 BV sieht vor, dass die Gerichte der Schweiz das schweizerische Recht anwenden. Die Einbeziehung des EuGH würde diese Bestimmung unterlaufen und die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz gefährden. Es ist nicht hinnehmbar, dass ausländische Richter über die Anwendung von Recht in der Schweiz entscheiden, insbesondere wenn dieses Recht nicht vom schweizerischen Parlament verabschiedet wurde. Dies würde die Rechtssicherheit und die demokratische Legitimität des Rechts empfindlich stören. Die Verhandlungsergebnisse scheinen die nationalen Interessen der Schweiz nicht ausreichend zu berücksichtigen und laufen Gefahr, die Schweiz in eine abhängige Position zu manövrieren. Die Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die direkte Demokratie sind tiefgreifend und potenziell irreversibel. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Recht, selbst in einem bilateralen Rahmen, ist mit den Grundprinzipien der schweizerischen Bundesverfassung nicht vereinbar. Die sorgfältige Prüfung und Abwägung der potenziellen negativen Auswirkungen ist daher zwingend erforderlich, bevor eine solche Vereinbarung ratifiziert werden könnte.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Rahmen des Gesamtpakets Schweiz-EU geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und sind in ihrer jetzigen Form aus mehreren Gründen abzulehnen. Eine kritische Gesamtbeurteilung offenbart gravierende Nachteile für die Schweizer Souveränität und die demokratische Entscheidungsfindung. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass

das Schweizer Volk oder das Parlament in jedem Einzelfall direkt zustimmen können, untergräbt massgeblich das Prinzip der direkten Demokratie, wie es in Artikel 34 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von Gesetzen, die im EU-Ausland erlassen werden und deren Gesetzgebungsprozess für Schweizer Bürger und Institutionen intransparent ist, stellt eine Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Dies steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben unserer Verfassung, welche die Souveränität der Schweiz und die Mitwirkung der Bürgerinnen und Bürger betont. Die Regelungen zur Angleichung an das Unionsrecht im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Arbeitsmarktes bergen das Risiko einer Lohn- und Sozialpreisdumpinggefahr. Die geforderte stärkere Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Auslegung und Anwendung des Abkommens ist eine direkte Verletzung der in Artikel 1 des Obligationenrechts (OR) festgeschriebenen Bindung der Gerichte an das schweizerische Recht. Eine externe Gerichtsbarkeit, die potenziell über die Auslegung schweizerischer Gesetze entscheidet, darf nicht toleriert werden. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Justiz und die Möglichkeit, unsere eigenen Rechtsstandards zu definieren, empfindlich stören. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die im vorliegenden Paket enthalten ist, erscheint unverhältnismässig und bedarf einer genauen Prüfung, ob sie den Schweizer Steuerzahler nicht übermässig belastet. Die fehlende Klarheit über die genauen Verpflichtungen und die möglichen zukünftigen Anpassungen dieser Zahlungen lassen Zweifel an der Transparenz und der langfristigen Finanzierbarkeit aufkommen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Gesamtpaket eher eine Unterordnung der Schweiz unter die EU-Regulierungen bedeutet, anstatt eine gleichberechtigte Partnerschaft zu fördern. Die damit verbundenen Einschränkungen der Souveränität, der demokratischen Rechte und der wirtschaftlichen Unabhängigkeit sind inakzeptabel und erfordern eine grundlegende Überarbeitung oder eine gänzliche Ablehnung der vorgeschlagenen Vereinbarungen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung. Insbesondere die angestrebte Angleichung an EU-Recht untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz hat stets darauf Wert gelegt, ihre Rechtsordnung autonom zu gestalten und dabei die spezifischen Bedürfnisse und Werte unserer Nation zu berücksichtigen. Die Übernahme von EU-Recht, sei es auch nur indirekt durch institutionelle Abkommen, würde diese Autonomie aushöhlen und die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber Brüssel drängen. Es besteht die Gefahr, dass eine zu enge Anbindung an die EU zu einer schleichenden Erosion unserer direkten Demokratie führt. Die Möglichkeit, dass schweizerische Gesetze durch europäisches Recht überstimmt oder unwirksam gemacht werden, ist eine ernste Bedrohung. Das Schweizer Volk hat sich wiederholt für die Wahrung seiner direkten demokratischen Instrumente ausgesprochen. Jegliche Form der Angleichung, die die Mitgestaltungskompetenzen des Volkes oder des Parlaments einschränkt, ist daher abzulehnen. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen einer stärkeren Bindung an die EU mit grosser Skepsis zu betrachten. Die Argumente für eine solche Stabilisierung basieren oft auf der Annahme, dass sie den Marktzugang verbessert und die wirtschaftliche Stabilität fördert. Jedoch vernachlässigen sie die potenziellen Nachteile, wie die Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht immer im Interesse der Schweizer Wirtschaft sind, und die damit verbundenen Kosten. Artikel 31bis der Bundesverfassung betont die Wichtigkeit der wirtschaftlichen Freiheit, welche durch übermässige Regulierung gefährdet werden könnte. Die vorliegende Vorlage scheint die Komplexität und die potenziellen negativen Folgen für die Schweiz nicht ausreichend zu berücksichtigen. Statt einer unkritischen Annäherung ist eine sorgfältige Prüfung jedes einzelnen Abkommens im Lichte unserer verfassungsmässigen Grundsätze und nationalen Interessen unerlässlich. Es ist unsere Pflicht, die Schweiz vor einer übermässigen Einflussnahme von aussen zu schützen und die Souveränität zu wahren, die das Fundament unseres Wohlstands und unserer Unabhängigkeit bildet. Eine solche "Stabilisierung" birgt das Risiko, uns zu einem Anhängsel der EU zu machen, anstatt unsere Partnerschaft auf Augenhöhe zu gestalten.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Esther Sommer-Heiniger <modeso@hotmail.ch>
Sent: Sonntag, 5. Oktober 2025 14:22
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] EU-Knechtschaftsvertrag
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.docx

Sehr geehrter Herr Bundesrat Cassis
Ich bin sehr besorgt als Schweizerin, dass diese EU-Verhandlungen und Verträge unserem freien Land extrem schaden und die Schweiz somit abgeschafft wird. Eine Schande!!!
Eine sehr besorgte Bürgerin
Esther Sommer Heiniger

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Alex Frei (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Alex Frei · frei_alex@icloud.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein!
Wir wollen selber bestimmen was wir zu sagen haben!!

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des rechtlichen Rahmens der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung offenbart erhebliche Bedenken, die nicht unberücksichtigt bleiben dürfen.

Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH), die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergräbt. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Organisation der Gerichte und die Straf- und Zivilprozessordnung (GOG) obliegt die oberste Gerichtsherrschaft dem Bundesgericht. Die Einbeziehung von EuGH-Urteilen, auch wenn diese nur als Auslegungshilfe deklariert werden, birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter eine fremde Rechtsprechung. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der nationalen Rechtsordnung und der Autonomie unserer Gesetzgebung.

Weiterhin besteht die Sorge, dass die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, auch wenn diese als freiwillig bezeichnet wird, de facto zu einer unerwünschten Abhängigkeit führen könnte. Die Verpflichtung zur Übernahme von Kosten für Programme, deren Ziele und Ausgestaltung primär von der EU diktiert werden, wirft Fragen hinsichtlich der Effizienz und der nationalen Prioritätensetzung auf. Artikel 31 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Entwicklung und die Stabilität des Landes zum Ziel hat, könnte durch solche Verpflichtungen beeinträchtigt werden, wenn Mittel abgezogen werden, die für heimische Projekte dringender benötigt würden.

Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Während die Personenfreizügigkeit ein zentrales Element der bilateralen Abkommen ist, müssen die konkreten Mechanismen zur Abfederung negativer Folgen für Schweizer Arbeitnehmer und Kleinunternehmen genauestens geprüft werden. Die Gefahr einer unkontrollierten Zuwanderung, die den Lohnwettbewerb verschärft und die sozialen Sicherungssysteme belastet, darf nicht unterschätzt

werden. Das Prinzip der flankierenden Massnahmen, das im Arbeitsgesetz verankert ist, muss konsequent angewendet und gestärkt werden, um die heimische Beschäftigung zu schützen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse trotz aller Beteuerungen der EU-freundlichen Kreise erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität, die Rechtsprechung und die wirtschaftliche Stabilität bergen. Eine unvoreingenommene und kritische Prüfung ist unerlässlich, um die langfristigen Interessen der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung des vorgeschlagenen Abkommens auf, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es bestehen erhebliche Bedenken, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führen könnten, ohne dass eine ausreichende demokratische Legitimation oder eine transparente Abwägung der nationalen Interessen erfolgt ist.

Artikel 1 des Bundesgesetzes über die internationalen Organisationen (IOA) verpflichtet den Bund zur Förderung der internationalen Zusammenarbeit. Jedoch darf diese Förderung nicht dazu führen, dass die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der Europäischen Union wird und ihre eigenen rechtlichen und politischen Entscheidungsgrundlagen aufgibt. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen in die Richtung zu gehen, dass die Schweiz Bestimmungen der EU-Gesetzgebung ohne eigene parlamentarische Debatte oder gar die Möglichkeit eines Referendums übernehmen müsste. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Des Weiteren gibt es ernsthafte Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Rechtsstaatlichkeit. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht, wie der Europäische Gerichtshof (EuGH), verbindliche Urteile über die Anwendung von Schweizer Recht sprechen könnte, ist inakzeptabel. Dies untergräbt die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie in Artikel 30 BV geschützt sind. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, einschliesslich der Rechtsprechung des EuGH, würde unsere nationale Rechtsordnung massiv beeinflussen und potenziell widersprüchliche Rechtsinterpretationen zur Folge haben, die nicht im Einklang mit den Schweizerischen Grundwerten stehen.

Die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angedacht ist, birgt ebenfalls erhebliche Risiken für die soziale Kohäsion und die Sicherheit der Schweiz. Die bestehenden Regelungen gemäss dem Freizügigkeitsabkommen (FZA) werden bereits kritisch beobachtet, und eine weitere Deregulierung würde die Herausforderungen in Bereichen wie Sozialmissbrauch und inländische Lohnstrukturen verschärfen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die inländische Umsetzung des vorgeschlagenen Abkommens erhebliche verfassungsrechtliche und rechtsstaatliche Bedenken aufwirft und die Gefahr birgt, die Souveränität der Schweiz in einem Masse zu kompromittieren, das nicht länger tragbar ist. Es ist unerlässlich, dass die nationalen Interessen und die Prinzipien unserer direkten Demokratie bei jeder zukünftigen Entscheidung im Verhältnis zur EU klar priorisiert werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind nach unserer Auffassung unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht vielmehr eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Bestimmungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen und somit die Schweizer Wettbewerbsbedingungen untergraben. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der verfassungsrechtlichen Vorgaben dar. Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug, gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unvertretbarem Masse.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, ist eine direkte Kostenfalle für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket ist nichts weiter als ein Papiertiger. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hochgesteckt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine Erpressungsmechanismus.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" entmündigt unser Parlament und das Volk. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich würden bedingungslos übernommen, was die direkte Demokratie und unsere Gesetzgebungskompetenz massiv untergräbt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und ein Ausschlussverfahren erschweren. Dies verstösst klar gegen den verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz

2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein bedauerliches Eingeständnis der massiven Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dieser Versuch, die finanziellen Folgen abzufedern, belastet Studierende und schadet der Reputation unserer Hochschulen. Die Anbindung an das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsqualifikationen (BGQB) und in den Medizinalberufsgesetzen (MedBG, GesBG) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Absenkung von Qualitätsstandards und den Verlust nationaler Kontrollhoheit birgt. Insbesondere im Gesundheitswesen ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) stellt eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die Schweiz und ihre Bürger. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für den Service public dar, ein Grundpfeiler unseres Verkehrssystems. Ausländische Anbieter, die oft von staatlichen Subventionen profitieren, werden damit ermächtigt, die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass sich diese Unternehmen auf die profitablen Hauptachsen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit und damit die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgern schulden.

Des Weiteren ist die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführt wird, juristisch bedeutungslos. Sie bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz vor künftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz würde sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur abgeben, insbesondere durch die automatische Übernahme von EU-Regulierungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anforderung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG im Personenbeförderungsgesetz), schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da nationale Bedürfnisse und Prioritäten in den Hintergrund gedrängt werden. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die finanzielle Basis unseres Service public und damit die Qualität des Angebots für die Bevölkerung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags in Form von Kohäsionszahlungen an die Europäische Union stellt aus mehreren Gründen eine fundamentale Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist äusserst bedenklich. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen. Die deklarierte Kohäsionszahl von anfänglich 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reines Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die unweigerliche Gefahr massiv höherer Forderungen. Die Schweiz verliert jede Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu begleichen. Wir werden somit faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär die eigene Souveränität kosten und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG fungiert als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Artikel 1 des KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern findet lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt.

Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie integriert die Kohäsionszahlungen tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Förderung der zivilen Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Hier wird der anerkannte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist nicht nachvollziehbar und entbehrt jeder sachlichen Begründung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine schleichende und bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies ist nicht lediglich eine Anpassung der Sicherheitstandards, sondern eine umfassende Angleichung, die unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten fundamental gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das Label 'Made in Switzerland' entwerten.

Eine besonders beunruhigende Komponente ist die beispiellose Bürokratie, die auf unsere Produzenten zukommen wird. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen bedroht. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück dieser Unterwerfung, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft und eine erstickende Bürokratie sowie einen Verlust an hohen Standards verursacht.

Darüber hinaus wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Ebenso bedenklich ist die Aufgabe der Souveränität im Tierschutz. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a und 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Möglichkeit verlieren, eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die in den neuen Absätzen von Art. 141 und 148 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) verankerten neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird damit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch der Schutz unserer Wälder wird beeinträchtigt, da die Schweiz mit der Anpassung in Art. 26 Abs. 1bis des Waldgesetzes (WaG) die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren und sich stattdessen an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten muss.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe

der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zuletzt ist die befürchtete Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Dieses Abkommen wird durch eine 'Guillotineklausel' mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt. Die Schweiz darf ihre Souveränität und ihre hohen Standards nicht für eine fragwürdige und potenziell schädliche EU-Integration opfern.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsbereich stellen eine gravierende Bedrohung für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die Kosten trägt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was die Souveränität in diesem kritischen Sektor aushebelt.

Die ElCom verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Dies bedeutet die Aufgabe einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung zugunsten undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell unter Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Unsere föderalen Strukturen, wie die Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Es untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastruktur untergraben und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht uns abhängiger von ausländischen Strommärkten. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Überwachung staatlicher Beihilfen stellen eine eklatante Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Förderungen demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die ihre Entscheidungen zur lokalen Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen müssen, was einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus darstellt.

Die Schweiz unterwirft sich damit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr

werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese Beihilfekammer wird ihre Entscheidungen nicht primär nach Schweizer Interessen, sondern nach der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) erhalten sie ein neues Beschwerderecht. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dieser Sektor wird vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernt ist. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Regelungen sind mit den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht nicht vereinbar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf tiefgreifende Bedenken, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist evident, dass die Ausgestaltung des Pakets mit erheblichen Risiken für die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung verbunden ist. Die Annahme dieses Pakets würde unweigerlich zu einer schleichenden Untergrabung unseres Rechtssystems und unserer direktdemokratischen Instrumente führen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz verstösst gegen fundamentale Prinzipien unserer Verfassung. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung gemäss Artikel 4 der geplanten Vereinbarung, die sich auf das Unionsrecht bezieht, untergräbt die Gestaltungsfreiheit des Schweizer Gesetzgebers. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikels 1 der Bundesverfassung (BV), der die Schweizerische Eidgenossenschaft als ein freies und unabhängiges Volk der Eidgenossen und Eidgenossinnen umschreibt. Die Einbettung eines automatischen Richtersystems, das über die Auslegung des relevanten EU-Rechts entscheidet, wie es implizit durch die Verweise auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) angedeutet wird, stellt eine unzulässige Verlagerung von Souveränitätsrechten dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 BV verankert ist.

Die negativen Auswirkungen auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen, insbesondere im Hinblick auf die Personenfreizügigkeit, dürfen nicht unterschätzt werden. Die Befürchtung, dass die flankierenden Massnahmen nicht ausreichend sind, um Lohndumping und unfaire Wettbewerbsbedingungen zu verhindern, ist nicht von der Hand zu weisen. Die Erfahrungen mit früheren Abkommen legen nahe, dass die effektive Durchsetzung dieser Massnahmen oft schwierig ist. Artikel 48 Absatz 2 der Bundesverfassung, der den Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer als staatliche Aufgabe vorsieht, könnte durch die neuen Regelungen de facto ausgehöhlt werden.

Weiterhin ist fraglich, inwieweit die Schweiz ihre Aussenwirtschaftspolitik unabhängig gestalten kann. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Handelsabkommen und die damit verbundenen

Einschränkungen der eigenen Verhandlungsmacht werfen ernste Fragen bezüglich unserer aussenpolitischen Souveränität auf. Dies beeinträchtigt potenziell die Fähigkeit der Schweiz, ihre nationalen Interessen auf globaler Ebene wirksam zu vertreten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket mit erheblichen Gefahren für die Schweiz verbunden ist und einer sorgfältigen Abwägung bedarf. Es ist unerlässlich, dass die nationalen Interessen und die schweizerische Rechtsordnung uneingeschränkt gewahrt bleiben und nicht durch eine zu enge Anbindung an die Europäische Union kompromittiert werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Frei Jeanette (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Frei Jeanette · 0041798215769 · jeanette_frei@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit zentralen Prinzipien unserer schweizerischen Rechtsordnung und unserer verfassungsmässigen Souveränität. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen werfen Fragen auf, die weit über rein wirtschaftliche Aspekte hinausgehen und tiefgreifende Auswirkungen auf die Unabhängigkeit und die demokratischen Gestaltungsmöglichkeiten der Schweiz haben.

Die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass dieses Recht von den eidgenössischen Räten und dem Volk legitimiert worden ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien der repräsentativen Demokratie, wie sie in Artikel 166 der Bundesverfassung verankert sind. Dort wird klar dargelegt, dass der Bundesrat und die Verwaltung das Recht und die Pflicht haben, die Gesetzgebung des Bundes vorzubereiten. Die vorgeschlagenen Mechanismen scheinen diese Kompetenz auszuhebeln, indem sie die Schweiz faktisch dazu verpflichten, eine grosse Zahl von EU-Rechtsakten zu übernehmen, ohne dass diese einem demokratischen Genehmigungsprozess unterworfen werden.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Akzeptanz seiner Rechtsprechung in Bereichen, die unser nationales Recht betreffen, stellt eine direkte Aushöhlung der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung dar. Unsere Gerichte wären gezwungen, Entscheidungen des EuGH zu übernehmen, selbst wenn diese im Widerspruch zu nationalen Rechtsgrundsätzen oder der Auslegung durch unsere eigenen Richter stehen. Dies gefährdet die Souveränität der Schweizer Justiz und die Durchsetzung des schweizerischen Rechts durch die hierfür zuständigen nationalen Institutionen.

Die vorgeschlagene institutionelle Verankerung, die eine automatische Übernahme von Rechtsakten vorsieht und die Möglichkeit einer einseitigen Kündigung durch die EU schafft, birgt zudem das Risiko einer ständigen Abhängigkeit. Dies schwächt die Verhandlungsposition der Schweiz nachhaltig und untergräbt unsere Fähigkeit, unsere eigenen Interessen auf lange Sicht zu wahren. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Verpflichtung zum Wohle des Landes und der Bevölkerung betont, wird hierdurch potenziell konterkariert. Die langfristigen Konsequenzen für die Autonomie der Schweiz und die Gestaltungsmöglichkeiten im Rahmen des Völkerrechts müssen kritisch hinterfragt werden. Es drängt sich die Frage auf, ob die hier vorgeschlagenen Kompromisse nicht zu Lasten der schweizerischen Identität und der grundlegenden Prinzipien unseres Rechtsstaates gehen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweist sich als äusserst problematisch und lässt tiefgreifende Bedenken aufkommen, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer nationalen Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Die Art und Weise, wie die Beziehungen zur Europäischen Union neu geordnet werden sollen, birgt erhebliche Risiken, die nicht unterschätzt werden dürfen.

Vor allem die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament darüber abschliessend entscheiden kann, stellt eine gravierende Erosion unserer direktdemokratischen Grundsätze dar. Dies steht im klaren Widerspruch zum Geist unserer Bundesverfassung, insbesondere zu den Artikeln 2 und 47, die die Souveränität des Bundes und die rechtsstaatlichen Grundlagen unseres Systems garantieren. Die Gefahr, dass sich die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU entwickelt, dessen Rechtsprechung und Gesetzgebung weitgehend von Brüssel diktiert werden, ist allgegenwärtig.

Die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz für die Auslegung der übernommenen EU-Rechtsakte ist ein weiterer kritischer Punkt. Gemäss Artikel 19 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) hat der EuGH die Befugnis, die Auslegung des Unionsrechts zu gewährleisten. Eine solche Einbindung in unser Rechtssystem würde zwangsläufig dazu führen, dass Schweizer Gerichte und Behörden sich dem Diktat des EuGH unterwerfen müssten. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Justiz und die Möglichkeit, Recht im Sinne unserer eigenen Verfassung und unserer Bedürfnisse zu sprechen, fundamental untergraben.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt erscheinen angesichts dieser Souveränitätsverluste fragwürdig. Es ist zu befürchten, dass der Preis für einen eingeschränkten Marktzugang eine schrittweise Entkernung unserer direkten Demokratie und unseres Rechtsstaates wäre. Solche Entwicklungen wären weder im Interesse der Schweizer Bevölkerung noch im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien, auf denen unser Staat aufgebaut ist. Die Schweiz muss ihre einzigartige Position und ihre Errungenschaften verteidigen und darf sich nicht in eine Position manövrieren lassen, in der ihre Unabhängigkeit und ihre rechtsstaatliche Identität auf dem Spiel stehen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Integrität unseres Landes. Die Annahme des neuen Rahmenabkommens würde unweigerlich zu einer schleichenden Unterwerfung unter das EU-Recht führen und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung massiv beschneiden. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Geist der Schweizerischen Bundesverfassung, welche die Souveränität der Eidgenossenschaft als oberstes Prinzip verankert.

Die Übernahme des EU-Rechts, insbesondere durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) als ultimative Interpretationsinstanz, würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte nicht mehr das alleinige Recht hätten, die Anwendung von Gesetzen in der Schweiz zu bestimmen. Dies untergräbt die Rechtshoheit unseres Landes und stellt eine Erosion der Gewaltenteilung dar, wie sie in Artikel 160 der Bundesverfassung verankert ist, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert. Die geforderte automatische Übernahme von EU-Gesetzgebungsakten, ohne jegliche vorgängige nationale Prüfung auf Verfassungskonformität, ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse.

Zudem bestehen ernsthafte Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen auf die Wirtschaftsfreiheit und den schweizerischen Arbeitsmarkt. Die automatische Übernahme von EU-Arbeitsmarktvorschriften, wie sie in der Personenfreizügigkeit ihre Ausprägung findet, könnte zu einem Abwärtsdruck auf Löhne und

Arbeitsbedingungen in der Schweiz führen. Die Schweiz hat in der Vergangenheit erfolgreich eigene, auf ihre Bedürfnisse zugeschnittene Regelungen entwickelt, die eine hohe Produktivität und Wohlstand gewährleisten. Die Aufgabe dieser bewährten Systeme zugunsten von Brüsseler Vorgaben wäre fahrlässig.

Die angepriesene Stabilisierung der Beziehungen darf nicht auf Kosten der Schweizerischen Eigenständigkeit und der Grundsätze unseres Rechtsstaates erkauft werden. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass jegliche Vereinbarung die Souveränität der Schweiz achtet und unsere Fähigkeit zur autonomen Gestaltung unserer Gesetzgebung nicht beeinträchtigt. Die vorliegenden Vorschläge scheinen diese grundlegenden Anliegen zu vernachlässigen und werfen ernste Fragen bezüglich der künftigen Unabhängigkeit der Schweiz auf. Wir müssen sicherstellen, dass die verfassungsrechtlichen Garantien, wie sie unter anderem in den Artikeln 1 und 3 der Bundesverfassung niedergelegt sind, gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung und werfen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit unseren nationalen Interessen und rechtlichen Grundsätzen auf. Es ist beunruhigend, dass die in Aussicht gestellten Abkommen mit der Europäischen Union, wie sie hier zur Diskussion stehen, primär auf eine Harmonisierung abzielen, die eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität bedeuten könnte.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und unseren verfassungsmässigen Rahmen missachtet die Prinzipien des Föderalismus und der kantonalen Autonomie, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Dieiliyorität des Schweizer Rechts, welche durch Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) geschützt ist, droht hierbei ausgehebelt zu werden. Wir sehen die Gefahr, dass schweizerische Gesetzgebungsvorhaben zukünftig nicht mehr primär auf die Bedürfnisse unserer Bevölkerung und Wirtschaft zugeschnitten sein werden, sondern auf die Erfüllung von EU-rechtlichen Vorgaben abzielen.

Weiterhin bestehen grosse Bedenken hinsichtlich der demokratischen Legitimation derartiger Übernahmeakte. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, könnte durch eine ausschliessliche Orientierung an externen Rechtsnormen erheblich beeinträchtigt werden. Die Möglichkeit des Volkes, über seine Gesetze und seine staatsrechtliche Ordnung mitzubestimmen, wird durch eine fortlaufende Deregulierung zugunsten unionsrechtlicher Vorgaben verwässert.

Die Bedenken erstrecken sich auch auf die wirtschaftlichen Auswirkungen. Eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen könnte für unsere KMUs und spezifische Wirtschaftszweige zu unverhältnismässigen Belastungen führen und deren Wettbewerbsfähigkeit schwächen. Artikel 41 der Bundesverfassung (BV), der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls zum Ziel hat, könnte dadurch konterkariert werden. Die vorgeschlagene Integrationsrichtung vernachlässigt die Notwendigkeit, die Besonderheiten des Schweizer Wirtschaftsstandortes zu schützen und zu fördern.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Vorschläge ein hohes Mass an Skepsis und kritischer Distanz rechtfertigen. Eine vertiefte Prüfung und eine starke Betonung unserer nationalen Interessen sind unerlässlich, um eine Erosion unserer rechtlichen und politischen Eigenständigkeit sowie nachteilige wirtschaftliche Folgen zu verhindern.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Vorlage zur Lebensmittelsicherheit, getarnt unter einem irreführenden Titel, stellt eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die

Wahlfreiheit der Konsumenten auf unzumutbare Weise ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf oft strengeren nationalen Kriterien beruht, ist in akuter Gefahr. Die Angleichung an tendenziell tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland", da Produkte nach denselben, weniger stringenten Kriterien hergestellt werden müssten. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde somit das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt.

Ferner erhalten EU-Inspektoren Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen gravierenden Eingriff in unsere Souveränität bedeutet. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften würden nicht nur Grossbetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger belasten, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Vorschriften werden durch EU-Massenstandards ersetzt, wodurch wir die Souveränität verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und sind eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Schweiz an schnellen und souveränen Reaktionen hindert. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und setzt unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit fahrlässig einem starren, bürokratischen System aus.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die scheinbare Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht in fundamentalem Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a Bundesverfassung. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, eine quasi unentziehbare "Niederlassung C PLUS", gefährdet massiv unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da ein Ausschluss selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug praktisch unmöglich wird.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist unverkennbar. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen erhalten faktisch ein unbegrenztes Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der geplante Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, sprengt jeglichen Rahmen und führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten, was in dieser Form für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist eine reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU unverzüglich mit Strafmassnahmen, was die angebliche "Schutzklausel" zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies entmündigt das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich und untergräbt somit unsere direkte Demokratie in unannehmbarer Weise.

Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) wird zum Kernstück dieser Kapitulation vor Brüssel. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter und teurer Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern, was das Eingeständnis der massiven Mehrkosten durch die Personenfreizügigkeit darstellt. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Berufs- und Qualitätsstandards. Dies sind keine technischen Anpassungen, sondern eine grundlegende Aufgabe unserer nationalen Regulierungskompetenz im Namen der EU-Anbindung.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt stellen eine bedenkliche Abkehr von der nationalen Energiesouveränität dar und gefährden die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Dies ist insbesondere im Hinblick auf das Stromversorgungsgesetz (StromVG), insbesondere die neuen Artikel 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung, alarmierend.

Die EU-Beihilfenregeln drohen, das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, existenziell zu gefährden. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Gemeindekraftwerke und lokale Energieproduzenten verlieren ihren traditionellen Einspeisevorrang, was die dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Dies wird durch die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, die die Leistungsgrenze für kleine Produzenten drastisch auf 200 kW senkt, weiter verschärft.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit geht verloren. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 8b ff.) schafft lediglich eine unzureichende Energiereserve. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die nicht vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unmissverständliche Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einschränkt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dieses hochriskante Experiment gefährdet die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer jetzigen Form unzureichend und primär kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht wirksam zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität gefährdet.

Es ist äusserst bedenklich, dass anstatt den bewährten und in der Schweiz wirksamen Lohnschutz zu stärken, dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden soll. Die neuen Regeln sind in ihrer Ausgestaltung bürokratischer, aber per se weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Unternehmen, die gewillt sind, Lohndumping zu betreiben und unsere heimischen Arbeitnehmer zu benachteiligen.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was den Arbeitnehmern schadet.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks nachhaltig zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was insbesondere die Flexibilität von KMU beeinträchtigt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität.

Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Wir lehnen diese Vorlage in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, sind aus Sicht des Service public und der schweizerischen Souveränität äusserst bedenklich. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, wie in Artikel 40ater EBG vorgesehen, stellt einen direkten Angriff auf das Fundament unseres bewährten öffentlichen Verkehrs dar. Ausländische Anbieter werden in die Lage versetzt, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, ein Phänomen, das gemeinhin als "Rosinenpickerei" bezeichnet wird. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die wirtschaftliche Last der unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Eine solche Entwicklung gefährdet die finanzielle Stabilität und damit die Qualität und den Umfang des Service public, der für die Mobilität unserer Bevölkerung und die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Landes unerlässlich ist.

Die im Personenbeförderungsgesetz geregelte Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis PBG, die eine Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen vorschreibt, schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Dienstleistungen primär nach den besten Lösungen für die Schweiz und ihre Bürger auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen, da die spezifischen Bedürfnisse und Ziele des schweizerischen Verkehrsnetzes in den Hintergrund treten könnten.

Die von der Regierung als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich unzureichend und nicht bindend. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz de facto zur Umsetzung zwingen würden. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnbereich. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die mögliche Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert steuerungsrelevante Kompetenzen auf zentrale EU-Stellen und schwächt die nationale Entscheidungsfindung. Die Anwendung des EU-Beihilferechts auf den Schienenverkehr birgt zudem die Gefahr, dass bewährte und für die Qualitätssicherung notwendige Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die Attraktivität und Leistungsfähigkeit unseres Bahnwesens massiv beeinträchtigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die EU, insbesondere die Neugestaltung der Kohäsionszahlungen, birgt erhebliche Risiken und ist aus unserer Sicht kritisch zu beleuchten. Die Umwandlung von zunächst freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht bedeutet einen gravierenden Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Geldflüsse. Dies stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar, die der Souveränität der Schweiz zuwiderläuft.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein lockendes Angebot, das jedoch die wahre Natur des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung verschleiert. Es ist davon auszugehen, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird, ohne dass die Schweiz noch die Möglichkeit hat, dies abzulehnen. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, die nicht die Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen erhält, sondern lediglich für eine institutionelle Anbindung bezahlt, die primär Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bietet.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG, insbesondere die Festschreibung eines permanenten Rechtsanspruchs in Artikel 1 KoBG, ist das gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung dieses permanenten Rechtsanspruchs die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht dann nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist dabei besonders bedenklich. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine inakzeptable Verwässerung der Grundsätze der Friedensförderung und eine unrechtmässige Bindung unserer finanziellen Mittel.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine inakzeptable Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt massiv die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgesegnet werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt.

Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Gilbert Moritz (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Gilbert Moritz · 0788000988 · gilbert.moritz@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der EU bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Souveränität der Schweiz gewahrt bleibt, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie es die heutige Rechtsprechung des Bundesgerichts, gestützt auf Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungs (BV), impliziert. Die potenzielle Unterstellung unter den Europäischen Gerichtshof (EuGH) widerspricht fundamental dem Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtssetzungshoheit. Zudem sind die wirtschaftlichen Auswirkungen und die damit verbundenen Kosten für die Schweizer Bevölkerung und Unternehmen unklar und bedürfen einer eingehenden und transparenten Aufschlüsselung. Die Gewährleistung der individuellen Freiheiten, wie sie in Artikel 8 der Bundesverfassung verankert sind, könnte durch eine übermässige Angleichung an EU-Regulierungen beeinträchtigt werden. Es ist unerlässlich, dass die nationalen Interessen und die demokratische Legitimation über bilateralen Abkommen stehen, die nicht hinreichend auf ihre langfristigen Konsequenzen für die Schweiz geprüft sind.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU lassen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der Prinzipien unserer direkten Demokratie aufkommen. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den angedachten Abkommen impliziert wird, wirft ernste Fragen im Hinblick auf Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) auf, der die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung gewährleistet. Ferner muss hinterfragt werden, ob die vorgesehene Übernahme von Richtlinien und Verordnungen mit dem Subsidiaritätsprinzip vereinbar ist, welches explizit in Artikel 5 Absatz 3 des Vertrags über die Europäische Union (EUV) verankert ist und die Entscheidungsfindung auf der niedrigstmöglichen Ebene fordert. Die potenziellen Auswirkungen auf die demokratische Legitimation und die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über seine Gesetze selbst zu bestimmen, sind besorgniserregend und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der EU-Vorgaben werfen erhebliche Bedenken

hinsichtlich der Souveränität und des schweizerischen Rechtsrahmens auf. Insbesondere die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Legitimation widerspricht dem Geist der Bundesverfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) garantiert die Eigenständigkeit der Schweiz, welche durch eine unkritische Übernahme europäischer Regulierungen gefährdet wird. Es ist unerlässlich, dass jegliche Anpassungen im Einklang mit den verfassungsmässigen Prinzipien erfolgen und die demokratischen Mitwirkungsrechte der Bürgerinnen und Bürger gewahrt bleiben. Die Begründungspflicht für die Notwendigkeit solcher Übernahmen bleibt unzureichend dargelegt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in die Schweizer Souveränität und das föderalistische System dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, unterwerfen sich die Kantone zukünftig einer zentralen EU-konformen Behörde. Dies geschieht durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), welche eine 'Superbehörde' als 'verlängerten Arm der EU' schaffen.

Die Kantone verlieren durch das BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern.

Darüber hinaus ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die Beihilfen der EU-Kommission melden und genehmigen lassen muss, hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt einen fundamentalen Angriff auf die energiesouveräne Position der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch finanzielle Lasten tragen muss. Die ElCom mutiert von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert. Die Beihilfenregeln der EU gefährden zudem existenziell die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, indem sie das System der Wasserzinsen bedrohen. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, da die Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird und keine klare Verantwortlichkeit mehr besteht. Diese vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale Energieerzeugung und benachteiligen kleine Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören unsere föderalen Strukturen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und lediglich kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefere Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der besondere Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und lähmt die Flexibilität von KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist inakzeptabel. Dies bedeutet, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne jegliche Mitsprachemöglichkeit degradiert wird. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr dient offensichtlich nur als Lockmittel, während der im Vertrag vorgesehene «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB sowie die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Friedensförderungsgesetzes instrumentalisieren die Schweizer Aussenpolitik und missbrauchen den Begriff der Friedensförderung, um eine permanente und unkontrollierbare Zahlungsverpflichtung zu legitimieren. Die Budgethoheit des Parlaments wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) faktisch ausgehebelt.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, verpackt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine existentielle Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die Totalrevision des Lebensmittelgesetzes (LMG) wird unsere hohen Produktionsstandards aushöhlen und die sprichwörtliche Schweizer Qualität dem Wohlwollen Brüssels unterwerfen, was zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland" führt. Besonders besorgniserregend ist die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft und eine unannehmbare Erpressung darstellt. Die Einführung von EU-Inspektoren in Schweizer Betriebe untergräbt unsere Souveränität massiv.

Zusätzlich zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (Art. 15a und 21 TSchG) uns, unsere oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften aufzugeben, was einen klaren Rückschritt bedeutet. Die

neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) entmachten das Parlament und gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter EU-Diktate (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind weitere schwere Souveränitätsverluste, die unsere Fähigkeit zur eigenständigen Reaktion auf Krisen erheblich schwächen. Diese umfassende Unterwerfung gefährdet nicht nur unsere wirtschaftlichen Existenzen und unsere kulinarische Identität, sondern auch unsere demokratische Selbstbestimmung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie durch die Einführung des dynamischen Rechtsübernahmegesetzes und die damit verbundenen Artikel im Bundesgesetz über die Institutionen des Bundes (IG) impliziert wird, untergräbt die demokratischen Prinzipien. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen entzieht dem Schweizer Parlament und Volk die Möglichkeit, Gesetze zu gestalten, die unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten entsprechen. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Wahrung der nationalen Interessen und der Rechtsordnung verlangt. Die Stossrichtung des Pakets gefährdet die rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz und öffnet die Tür für eine schleichende Unterwerfung unter fremdes Recht, was nicht im Interesse des Landes ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Grolimund Beatrice (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Grolimund beatrice · 0791942772 · trix.stadler@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich seiner langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz aufkommen. Die angestrebte institutionelle Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht und einer Erosion der direktdemokratischen Mitsprache.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die vorgeschlagenen Mechanismen tatsächlich im Einklang mit den Grundprinzipien der Schweizer Verfassung stehen, insbesondere dem Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und das Selbstbestimmungsrecht des Schweizer Volkes hervorhebt. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von sogenannter "rekonstruierter" oder "dynamischer" Rechtsübernahme, wie sie in ähnlichen Abkommen vorkommt, bedeutet eine faktische Unterwerfung unter einen Gesetzgebungsprozess, an dem die Schweiz nicht mehr massgeblich partizipieren kann. Dies widerspricht dem Geist des Selbstbestimmungsrechts und der Fähigkeit des Schweizer Volkes, seine eigenen Gesetze zu gestalten.

Die Unklarheit bezüglich der Zuständigkeiten im Rahmen der vorgeschlagenen Abkommen ist alarmierend. Insbesondere die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) und dessen potenzielle Einflussnahme auf die Schweizer Rechtsprechung sind kritisch zu betrachten. Artikel 127 der Bundesverfassung garantiert die Rechtsstaatlichkeit und die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen oder deren verpflichtende Berücksichtigung durch Schweizer Gerichte würde diese Unabhängigkeit empfindlich stören und könnte zu einer Vorrangigkeit von EU-Recht über nationalem Recht führen, was im Widerspruch zu den verfassungsrechtlichen Bestimmungen steht.

Des Weiteren ist die ökonomische Abhängigkeit, die mit einer solchen vertraglichen Verflechtung einhergeht, nicht zu unterschätzen. Die Flexibilität der Schweizer Wirtschaftspolitik könnte erheblich eingeschränkt werden, was insbesondere in dynamischen globalen Märkten nachteilig sein kann. Die Gefahr einer rein technokratischen Entscheidungsumgebung, die die Bedürfnisse und Eigenheiten der Schweizer Bevölkerung ignoriert, ist real.

Die vorgeschlagene Paketlösung scheint weniger eine Partnerschaft auf Augenhöhe zu sein, sondern eher ein Versuch, die Schweiz enger an die EU zu binden, ohne ihr die volle Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung und ihre institutionelle Zukunft zu lassen. Die Langzeitfolgen für die schweizerische Identität und die demokratische Legitimität müssen daher mit äusserster Skepsis betrachtet werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen und insbesondere mit dem Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LWG) sowie der Bundesverfassung (BV) auf. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen zur Personenfreizügigkeit und zum freien Warenverkehr bergen die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der nationalen Gesetzgebung.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Auswirkungen auf den Agrarsektor. Die durch das Abkommen ermöglichte gesteigerte Konkurrenz aus EU-Staaten könnte zu einer unfairen Wettbewerbssituation führen, die heimische Landwirte massiv benachteiligt. Das LWG zielt darauf ab, die Landwirtschaft als Teil der Versorgungssicherheit zu stärken und die Agrarpolitik im Einklang mit den ökologischen Zielen des Bundes zu gestalten. Eine übermässige Marktöffnung ohne angemessene Schutzmechanismen würde diese Ziele konterkarieren und könnte die Existenzgrundlage vieler Betriebe gefährden. Artikel 9 des LWG verankert das Prinzip der Agrarpolitik, die auf Eigenverantwortung und nachhaltiger Entwicklung beruht. Die neu vorgeschlagenen Regelungen scheinen dieses Prinzip zu untergraben, indem sie externe, potenziell subventionierte oder anders regulierte Produkte zu begünstigten Bedingungen in den Schweizer Markt drängen.

Des Weiteren ist die Frage der Anwendung des EU-Rechts auf Schweizer Territorium kritisch zu beleuchten. Gemäss Artikel 5 des Obligationenrechts (OR) und Artikel 1 BV ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von flankierenden Massnahmen, ohne klare demokratische Kontrolle und Mitsprache des eidgenössischen Parlaments, widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz zunehmend in eine Rechtsordnung einbettet, deren Entwicklung sie nur noch marginal beeinflussen kann. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde die demokratische Legitimation von Gesetzen, die in der Schweiz gelten, erheblich schwächen. Die Verfassung, insbesondere die Artikel 1 BV zur Staatsorganisation und Artikel 160 BV zur Mitwirkung der Kantone und des Volkes, würde in ihrer Substanz angegriffen, wenn die Gesetzgebung primär von externen Vorgaben bestimmt würde. Es müssen klare Grenzen gezogen werden, um die Eigenständigkeit der schweizerischen Rechtssetzung zu wahren und die Interessen der schweizerischen Bevölkerung, insbesondere in sensiblen Sektoren wie der Landwirtschaft, effektiv zu schützen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist zu bezweifeln, ob die angestrebte Angleichung tatsächlich im besten Interesse der Schweiz liegt und ob die damit verbundenen Risiken angemessen berücksichtigt werden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabschöpfung. Artikel 2 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und deren Unabhängigkeit. Die vorliegende Vorlage scheint jedoch eine erhebliche Anzahl von Bestimmungen zu umfassen, die eine direkte oder indirekte Übernahme von EU-Recht vorsehen, ohne dass eine hinreichende Prüfung der nationalen Bedürfnisse und Interessen stattgefunden hat. Dies wirft die Frage auf, inwieweit die Schweiz ihre eigenständige Gesetzgebungskompetenz in diesen Bereichen noch ausüben kann.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU, wie erleichterter Marktzugang, dürfen nicht dazu verleiten, die negativen Konsequenzen für die Schweizer Rechtsordnung und die demokratische Legitimation zu ignorieren. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verordnung zum Schutz des nationalen Vermögens (BSNV) ist der Schutz des nationalen Vermögens eine zentrale Aufgabe des Staates. Die unkritische Übernahme von EU-Recht könnte zu einer

Schwächung dieses Schutzes führen, indem beispielsweise übermässige regulatorische Anforderungen gestellt werden, die die Wettbewerbsfähigkeit heimischer Unternehmen beeinträchtigen.

Darüber hinaus erscheint die Begründung für die Notwendigkeit einer solchen Umsetzung fragwürdig. Es fehlt eine überzeugende Darlegung, warum die bestehenden bilateralen Abkommen, die bereits ein hohes Mass an Kooperation mit der EU ermöglichen, nicht ausreichend sind. Die angestrebte Annäherung könnte zu einer Erosion des schweizerischen Rechtssystems führen, ohne dass die damit verbundenen Verpflichtungen und Risiken transparent und umfassend offengelegt werden. Es ist essenziell, dass die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz gewahrt bleiben. Eine unbedachte Übernahme von EU-Recht wäre eine Verletzung dieser Grundsätze und würde die Zukunft der Schweiz als eigenständigen Rechtsstaat gefährden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere hinsichtlich des Schienenverkehrs, gibt Anlass zu gravierenden Bedenken und stellt eine unmittelbare Gefahr für den Schweizer Service public dar. Die Einführung der sogenannten Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) verankert werden soll, öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dies wird unweigerlich zu einer „Rosinenpickerei“ führen, bei der ausländische Unternehmen selektiv die profitabelsten Routen bedienen. Die Konsequenz ist, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die per Gesetz eine umfassende Grundversorgung sicherstellen müssen, auf den unrentablen, aber für die Bevölkerung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Solidität und damit die Existenzgrundlage unseres bewährten Service public im Bahnverkehr.

Darüber hinaus besteht die grosse Sorge, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte und notwendige Subventionen für Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte. Solche Massnahmen sind jedoch entscheidend für die Aufrechterhaltung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die schweizerischen Bürgerinnen und Bürger.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich als juristisch wertlos. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Diese Erklärung ist lediglich eine trügerische Beruhigungspille, die nicht verhindert, dass die langfristige Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr ausgehöhlt wird. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme manifest, die uns zukünftige EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) aufzwingen würde. Dies verlagert die nationale Steuerungskompetenz weiter auf zentrale EU-Stellen.

Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, wie sie im neuen Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehen ist, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, anstatt die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele zu ermöglichen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, transformiert die Schweiz von einem eigenständigen Akteur zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Dies führt dazu, dass Entscheidungen über unser essenzielles Stromnetz künftig in Brüssel gefällt werden.

Die schweizerische Regulierungsbehörde, die ElCom, verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, wie sie bisher durch das StromVG, insbesondere durch die Regelungen in Art. 4a ff. des neuen StromVG, gewährleistet war.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Dies schwächt die föderalen Strukturen und benachteiligt dezentrale Energieproduzenten wie Gemeindekraftwerke. Deren Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was gegen die Absichten des EnG verstösst, welche die dezentrale Erzeugung stärken sollten.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit, bisher klar in Schweizer Hand, wird verwischt, da weder der Markt noch die EU diese Verantwortung eindeutig übernehmen wollen. Das StromVG, insbesondere die Regelungen zu Energiereserven in Art. 8b ff., schafft eine unzureichende Absicherung.

Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, müssen zukünftig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, welche die Leistungsgrenze für Vergünstigungen drastisch auf 200 kW senkt, benachteiligt unzählige kleine Produzenten und schwächt die lokale Energieproduktion. Ebenso schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind primär Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft unnötig den oft unpassenden EU-Regeln.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer Substanz unzureichend und lassen befürchten, dass sie lediglich kosmetischen Charakter tragen. Es ist evident, dass diese Anpassungen den immensen Druck auf die Schweizer Lohnniveaus, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit verstärkt wird, in keiner Weise kompensieren können. Vielmehr droht eine schleichende, flächendeckende Erosion unserer Lohnstandards, welche insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensschichten hart treffen wird. Anstatt den bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer Aufweichung und Anpassung an niedrigere EU-Standards konfrontiert. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt jenen ausländischen Unternehmen in die Hände, die Lohndumping als Geschäftsmodell betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden systematisch geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist dabei ein trügerisches Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die operative Flexibilität insbesondere von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket von Massnahmen verschlechtert die Position der Schweizer Arbeitnehmenden und schwächt die Schweizer Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine fundamentale Bedrohung für die Souveränität und die schweizerischen Qualitätsstandards dar. Anstatt einer reinen Stärkung der Lebensmittelsicherheit wird hier eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk angestrebt. Dies hat gravierende Konsequenzen für unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Vorgaben beruht, ist massiv in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'.

Besonders alarmierend ist die sogenannte 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der I. Generation verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, da die Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit verliert und eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein unzulässiger Eingriff in unsere Souveränität.

Die befürchtete Welle der Bürokratie wird insbesondere kleine und mittlere Betriebe sowie lokale Traditionen treffen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) als Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, da sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, was die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion zerstört und viele Produzenten zur Aufgabe zwingen wird.

Weiterhin wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Auch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein inakzeptabler Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung führt zu einem Verlust an Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieses Paket bedeutet eine

gefährliche Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und eine nicht hinnehmbare Reduktion unserer Handlungsfreiheit.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der demokratischen Kontrolle über ihre Finanzen auf. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine de facto Zwangsabgabe dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation von Ausgaben, da die eidgenössischen Räte ihre Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern sukzessive aus der Hand geben.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockangebot an, dessen tatsächliche Entwicklung durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung massiv höhere Forderungen nach sich ziehen wird. Die Schweiz verliert damit jegliches Verhandlungs- oder Ablehnungsrecht und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Zahlungen zu leisten. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht in EU-Angelegenheiten, während keine Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht. Die Schweiz bezahlt primär für eine institutionelle Anbindung, welche die eigene Souveränität schmälert, ohne greifbare Vorteile im Gegenzug zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese faktische Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Es wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht um und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Freizügigkeit (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, ohne die negativen Konsequenzen für die schweizerische Eigenständigkeit und demokratische Kontrolle ausreichend zu berücksichtigen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und des Schweizer Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies schränkt die Autonomie der Kantone, die ihre Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen, massiv ein. Diese Zentralisierung steht in direktem Widerspruch zu unserem föderalistischen System und degradiert die Kantone zu Bittstellern.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Verpflichtung zur Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission macht uns zu reinen Regel-Empfängern und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft eine bedeutende Rolle spielen, werden damit der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, wird eine "Superbehörde" installiert, deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen und nicht zwingend Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung und hebt die dezentrale, demokratisch legitimierte Subventionspraxis auf. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend, da die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (Art. 82 Bst. bbis BGG). Dies schwächt die kantonalen Strukturen durch die Möglichkeit einer abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG).

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dieser Sektor wird damit vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt. Die Streichung des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde ungestört agieren kann. Insgesamt sind die vorgesehenen Änderungen eine inakzeptable Einschränkung unserer wirtschaftlichen und rechtlichen Autonomie sowie der föderalistischen Prinzipien.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine kapitale Aushöhlung unserer Souveränität und eine bewusste Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie erweitert die Personenfreizügigkeit in einem Ausmass, das durch die Schweizer Stimmbürger nie gutgeheissen wurde. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein direkter Angriff auf unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklungen fördern gezielt die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem EU-Bürgern und ihren Familien ein faktisches Bleiberecht gewährt wird, selbst wenn sie auf öffentliche Gelder angewiesen sind. Die Kosten dafür werden unvermeidlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten. Die angepriesene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie zu aktivieren, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen, was die Klausel eher zu einer Erpressung als zu einem Schutz macht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch jede Mitgestaltungsmöglichkeit bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem existenziellen Bereich verlieren. Dies ist eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist nichts weiter als ein Placebo; sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist nichts anderes als ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Ebenso untergräbt die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) sowie im GesBG (Art. 10, 15) die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was zu einer schleichenden Absenkung von Berufsstandards und zur Gefährdung der Patientensicherheit führt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG,

neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Diese Anpassungen sind keine technischen Detailänderungen, sondern eine strategische Kapitulation vor Brüssel, die unsere Autonomie und unseren Wohlstand massiv gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter dem Mantel der Beibehaltung des Status quo erscheint auf den ersten Blick attraktiv, birgt jedoch erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundsätze. Eine stärkere Anbindung an die EU, selbst wenn sie als «Stabilisierung» umschrieben wird, ist nicht als ein Fortschritt zu werten, sondern als ein Rückschritt in Bezug auf unsere bewährte Unabhängigkeit.

Es ist fraglich, ob eine solche Annäherung tatsächlich zu einer «Stabilisierung» führt oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäische Rechtsordnungen bedeutet. Die Gratwanderung zwischen bilateralen Abkommen und einer stärkeren Integration birgt die Gefahr, dass die Schweiz unweigerlich in die Dynamik der EU-Gesetzgebung gerät, ohne dabei die Möglichkeit zu haben, diese mitzugestalten. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien des Schweizerischen Bundesstaates, insbesondere zur Wahrung der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie.

Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) übt bereits heute einen erheblichen Einfluss auf die Auslegung bilateraler Verträge aus. Eine «Stabilisierung» der Beziehungen könnte dazu führen, dass dieser Einfluss weiter zunimmt und die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte weiter aushöhlt. Artikel 173 der Bundesverfassung legt fest, dass die Schweiz ihre Autonomie und ihre Freiheit zu wahren hat. Jede Massnahme, die diese Grundsätze gefährdet, muss kritisch hinterfragt werden.

Die Sorge besteht, dass die EU die Schweiz durch die «Stabilisierung» dazu drängen könnte, bestehende Abkommen anzupassen oder neue zu akzeptieren, die nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung sind. Dies betrifft insbesondere die Bereiche, in denen die EU ihre Gesetzgebung harmonisiert und eine Angleichung erwartet. Der Schutz der Schweizer Wirtschaft vor unliebsamen Regulierungen und die Wahrung unserer spezifischen Marktgegebenheiten sind essentielle Anliegen.

Die Befürchtung, dass ein solches Vorgehen die Schweiz zu einer reinen Anhängsel der EU degradiert, ist nicht unbegründet. Die Souveränität der Schweiz ist kein verhandelbares Gut. Die Unabhängigkeit der Schweiz und die Fähigkeit, eigene Gesetze zu erlassen, die den Bedürfnissen unserer Bevölkerung und unserer Wirtschaft entsprechen, müssen oberste Priorität haben. Eine «Stabilisierung» zu Lasten unserer Souveränität ist keine Option. Es muss sichergestellt werden, dass jede Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU die Grundrechte und die Rechtsordnung der Schweiz wahrt, wie sie in unserer Verfassung und den dazu ergangenen Gesetzen verankert sind.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Hans Isenegger (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Hans Isenegger · 041794209522 · fraesen@active.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus unserer Sicht mit erheblichen und schwerwiegenden Bedenken verbunden, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Die aktuelle Ausrichtung und die impliziten Verpflichtungen, die sich aus dem Paket ergeben, werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf.

Eine der zentralen Schwachstellen liegt in der drohenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit der Schweiz. Artikel 2 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die europäischen Dimensionen der Bundesgesetzgebung (EuG) betont die Notwendigkeit, dass die Schweiz ihre rechtliche Eigenständigkeit wahrt. Das vorliegende Paket scheint jedoch eine schleichende Aushöhlung dieses Prinzips zu implizieren, indem es die Schweiz dazu zwingt, neue EU-Richtlinien und Verordnungen zu übernehmen, ohne dass sie diese im vollen Umfang mitgestalten kann. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Souveränität, die im Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist.

Darüber hinaus befürchten wir eine ungleiche Lastenverteilung. Die Verpflichtung zur Teilnahme an EU-Programmen und die potenziellen finanziellen Beiträge, die aus dem Paket resultieren, müssen im Lichte des Artikels 270 Absatz 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) betrachtet werden, welcher faire Vertragsbedingungen fordert. Es ist fraglich, ob die Schweiz eine angemessene Gegenleistung für die Übernahme der EU-Regulierungen und die damit verbundenen Kosten erhalten wird. Die Gefahr einer "Einbahnstrasse" der Verpflichtungen, bei der die Schweiz mehr abgibt als sie gewinnt, ist real.

Die Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung sind ebenfalls besorgniserregend. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne eine sorgfältige Prüfung seiner Kompatibilität mit den spezifischen Bedürfnissen und Traditionen der Schweiz, kann zu unnötigen regulatorischen Belastungen für Unternehmen und Bürger führen. Dies berührt die Prinzipien der Rechtssicherheit und Verhältnismässigkeit, die im Verwaltungsverfahrensgesetz (VwVG) verankert sind. Insbesondere die Gefahr einer übermässigen Regulierung ohne klaren Nutzen für die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft darf nicht unterschätzt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuelle Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU eine klare Skepsis rechtfertigt. Es bedarf einer eingehenderen Analyse der spezifischen Verpflichtungen und ihrer potenziellen Folgen für die schweizerische Souveränität, die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die rechtliche Eigenständigkeit, bevor derartige Schritte in Erwägung gezogen werden können. Die Prinzipien der demokratischen Legitimation und der Wahrung schweizerischer Interessen müssen stets im Vordergrund stehen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz. Die Verhandlungsbereitschaft, die hier demonstriert wird, weicht von der Notwendigkeit ab, die Errungenschaften unserer direkten Demokratie und die Prinzipien unseres föderalistischen Systems zu schützen. Es besteht die ernsthafte Gefahr, dass ein Abkommen mit der EU zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führen könnte, ohne dass das Schweizer Volk oder die Kantone angemessen darüber entscheiden können.

Insbesondere die Übernahme von EU-Rechtsprechung, die durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) gefällt wird, ist aus rechtsstaatlicher Sicht äusserst problematisch. Artikel 141 Absatz 3 der Bundesverfassung (BV) schützt die Grundrechte und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Die bindende Unterstellung unter die Judikatur des EuGH würde die unabhängige und souveräne Auslegung unseres Rechts durch unsere eigenen Gerichte untergraben. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben unserer Verfassung, die vorsieht, dass die Gerichte auf Grundlage des Schweizer Rechts und der Bundesverfassung entscheiden. Die automatische Übernahme von EuGH-Urteilen würde dazu führen, dass die Schweiz gezwungen wäre, Recht anzuwenden, das nicht in der Schweiz geschaffen wurde und dessen Auswirkungen auf unsere spezifischen Verhältnisse nicht immer absehbar sind.

Darüber hinaus stellt sich die Frage, inwieweit ein solches Abkommen mit Artikel 1 der Bundesverfassung vereinbar wäre, der die Souveränität der Schweiz und die Macht des Volkes als Quelle aller Staatsgewalt festschreibt. Die Möglichkeit, dass die Schweiz durch externe Gerichte zur Anwendung von Gesetzen gezwungen wird, die sie nicht selbst erlassen hat, beeinträchtigt die Souveränität erheblich. Auch die Kantone, deren Rechte durch Artikel 3 BV geschützt sind, könnten durch eine solche Regelung faktisch entmachtet werden, wenn ihre Gesetzgebungsmacht durch die Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt würde.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU so gestaltet wird, dass die Schweizer Rechtshoheit und die demokratischen Mitwirkungsrechte vollständig gewahrt bleiben. Eine blosse "Stabilisierung" darf nicht als Vorwand für eine schleichende EU-Mitgliedschaft ohne Volksabstimmung missbraucht werden. Die Risiken einer übermässigen Rechtsangleichung und einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Unabhängigkeit sind zu hoch, um leichtfertig eingegangen zu werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich der langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtliche Unabhängigkeit der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, dass der Entwurf eine zunehmende Annäherung an europäisches Recht ohne adäquate Rücksichtnahme auf die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz vorsieht. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien des schweizerischen Rechtssystems, wie sie beispielsweise im Bundesgesetz über die Bundesrechtspflege (Bundesrechtspflegegesetz, BPRG) verankert sind, welches die Zuständigkeit und die Unabhängigkeit der eidgenössischen Gerichte und Behörden schützt.

Insbesondere die befürchtete Übernahme von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) durch die Hintertür, ohne dass eine explizite Zustimmung des Schweizerischen Parlaments vorliegt, ist äusserst problematisch. Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) schreibt vor, dass der Bundesrat die Interessen der Schweiz im Ausland wahrzunehmen hat. Die derzeitige Stossrichtung des Abkommens droht, diese Interessen zu kompromittieren, indem sie die schweizerische Rechtsordnung einer externen Jurisdiktion unterwirft, die nicht dem demokratischen Willen des

Schweizer Volkes verpflichtet ist. Die Möglichkeit, dass ein externes Gericht über Angelegenheiten entscheidet, die direkte Auswirkungen auf die inneren Verhältnisse der Schweiz haben, untergräbt die Gewaltenteilung und die rechtsstaatlichen Grundsätze, die im Artikel 127 der Bundesverfassung dargelegt sind, der die Autonomie der Kantone und die verfassungsmässige Ordnung betont.

Die vorgeschlagenen Mechanismen der Umsetzung scheinen darauf ausgelegt zu sein, die schweizerische Gesetzgebung automatisiert anzupassen, ohne dass ein substanzieller parlamentarischer Diskurs stattfindet. Dies ignoriert die im Artikel 164 der Bundesverfassung verankerte Rolle des Parlaments als oberstes Gesetzgebungsorgan. Die befürchtete Aushöhlung der demokratischen Legitimität der Gesetzgebung ist nicht hinnehmbar. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die gravierenden Nachteile für die schweizerische Souveränität und die Rechtssicherheit aufwiegen können. Eine vertiefte Prüfung der rechtlichen und politischen Konsequenzen ist dringend geboten, bevor weitere Schritte in Richtung einer solchen Integration unternommen werden. Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit bewahren und darf sich nicht in rechtliche Strukturen einbinden lassen, die ihre demokratische Selbstbestimmung gefährden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Umsetzung der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine beispiellose Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die mit der Personenfreizügigkeit verbundene faktische Ausweitung der Zuwanderung widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", einer Art "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf Jahren Aufenthalt ist äusserst bedenklich. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsgenehmigung untergräbt die innere Sicherheit, da sie selbst bei kriminellen Handlungen oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe eine Ausweisung erschwert oder verunmöglicht. Dies ist nicht nur eine Gefahr für die öffentliche Ordnung, sondern auch eine erhebliche Belastung für unsere Sozialwerke, deren Kosten faktisch von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden. Die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die durch die Ausweitung des Familiennachzugs – einschliesslich Eltern und Grosseltern – noch verstärkt wird, ist unhaltbar und treibt die Sozialkosten in die Höhe.

Die sogenannte "Schutzklausel" in den neuen Bestimmungen, insbesondere in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), entpuppt sich als leeres Versprechen. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei steuernde Wirkung entfalten wird. Die Androhung von Strafmassnahmen seitens der EU bei einer tatsächlichen Anrufung macht diese Klausel zu einem Instrument der Erpressung, nicht des Schutzes. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung entzieht zudem dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitgestaltungsmöglichkeit bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags und eine kapitale Niederlage für die nationale Steuerungskompetenz. Auch die neuen Regelungen im Rahmen des Berufsbildungsgesetzes (BGVB) und der Berufsanerkennungsmechanismen wie dem Europäischen Berufsausweis (EPC) im Medizinal-, Gesundheits- und Psychologieberufegesetz (MedBG, GesBG, PsyG) führen zur automatisierten Anerkennung von ausländischen Qualifikationen und ersetzen die sorgfältige nationale Prüfung. Dies birgt erhebliche Risiken für die Aufrechterhaltung unserer hohen Qualitätsstandards und die Patientensicherheit. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer in den entsprechenden Gesetzen ist ein Eingeständnis der immensen Kosten, die durch diese Politik entstehen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Es geht hierbei weit über die reine Lebensmittelsicherheit hinaus und birgt die gravierende Gefahr, unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten substanziell zu gefährden. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland", wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen.

Eine besonders beunruhigende Komponente ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und unsere Handlungsfähigkeit massiv einschränkt.

Der Eingriff in unsere Souveränität manifestiert sich zudem in der geplanten Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben. Dies bedeutet, dass Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden werden, was die Eigenständigkeit unserer nationalen Kontrollsysteme untergräbt.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Das Gentechnik-Moratorium, welches demokratisch mehrfach bestätigt wurde, wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) erzwingen die Aufgabe bewährter, oft strengerer Schweizer Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards. Dies ist ein Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Schutz unserer Wälder (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen schwächt.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres hochwertigen Service public auf. Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine direkte Bedrohung dar. Diese Bestimmung erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der ausländische Unternehmen sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere für die Grundversorgung verantwortliche Unternehmen mit den weniger rentablen, aber essenziellen Nebenlinien belastet

werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis des schweizerischen Service public und gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung.

Des Weiteren wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), Artikel 32a Absatz 1bis, die nationale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, Kriterien zu erfüllen, die möglicherweise nicht im besten Interesse der schweizerischen Bevölkerung oder der nationalen Verkehrsziele sind. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen.

Die im Rahmen der Vernehmlassung als Absicherung präsentierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unbedeutend und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts, welche die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr schleichend aushöhlen würden. Die Sorge, dass bewährte Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, wie sie durch Regelungen wie das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) droht, verlagert die Steuerungskompetenz in die Hände zentraler EU-Stellen. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Souveränität und der Eigenständigkeit bei der Gestaltung unserer Verkehrspolitik. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit im Bereich des Landverkehrs bewahren und darf die tragenden Säulen ihres Service public nicht durch illoyale Wettbewerbsbedingungen und eine fortschreitende Erosion der nationalen Steuerungsgewalt gefährden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen der Beziehungen zur EU geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die parlamentarische Budgethoheit. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist abzulehnen. Dies bedeutet den Verlust eines wesentlichen politischen Druckmittels und die Aushöhlung der demokratischen Kontrolle über substanzielle finanzielle Mittel. Die Festsetzung eines anfänglich gering erscheinenden Betrags von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, da der im Vertrag vorgesehene „rechtsverbindliche Mechanismus“ zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird dadurch in eine Position gedrängt, in der sie Forderungen der EU nicht mehr ablehnen kann.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG würde ein permanenter Rechtsanspruch für die EU geschaffen, was die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv beeinträchtigt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung vorgesehen. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, namentlich in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, signalisiert zudem die permanente Integration dieser Abgaben in die schweizerische Bundesgesetzgebung und damit die Akzeptanz einer dauerhaften Zahlungsverpflichtung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Es fehlt die Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen, was bedeutet, dass für eine institutionelle Anbindung bezahlt wird, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt. Die vorgeschlagene Regelung verletzt grundlegende Prinzipien der demokratischen Selbstbestimmung und der Haushaltsautonomie des Bundes.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und des Energiegesetzes (EnG) im Kontext der Annäherung an EU-Regulierungen birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, anstatt auf nationaler Ebene im Interesse der Schweizer Bevölkerung.

Die ElCom verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, da undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umgesetzt werden müssen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Denn die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue StromVG, insbesondere Art. 4a ff., führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG. Die Änderungen im EnG, Art. 15 neu, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln wie riesigen europäischen Konzernen, was zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität führt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts und die damit verbundene Schaffung einer neuen Beihilfekammer im Rahmen des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) sowie die Anpassungen im Kartellgesetz (KG) und im Bundesgerichtsgesetz (BGG) stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale und kantonale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse zukünftig durch eine zentrale, EU-konforme Behörde in Bern kontrolliert und potenziell beanstandet. Dies widerspricht den Grundsätzen des Föderalismus und degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern. Insbesondere die Neuregelung im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und die damit verbundenen Anpassungen im Bundesverwaltungsgesetz (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) ermöglichen es der neuen Beihilfebehörde, direkt gegen kantonale Erlasse vorzugehen und diese mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht kippen zu lassen (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Schweiz unterwirft sich mit der vorgeschlagenen Regelung einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein Paradebeispiel für diese Souveränitätsaufgabe, da die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr aufgegeben wird.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Integration dieser Kammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzen wird. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Darüber hinaus ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und hebelt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aus. Dies ist eine inakzeptable Übertragung von Kompetenzen an eine externe Instanz und eine massive Einschränkung der nationalen und föderalistischen Autonomie.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Sie bieten keinen wirklichen Schutz vor dem massiven Druck, der auf die Schweizer Löhne durch die erweiterte Personenfreizügigkeit ausgeübt wird. Es besteht die dringende Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Anpassung an niedrigere EU-Standards. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Firmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Insgesamt droht eine Schwächung des Schweizer Lohnschutzes und eine Aushöhlung unserer Souveränität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und bedürfen einer kritischen Überprüfung hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und der Souveränität der Schweiz. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizer Arbeitsrecht und die Gewährleistung der Rechtsprechung durch unabhängige Gerichte bereiten Anlass zu tiefgreifender Besorgnis.

Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse und die gewachsenen Strukturen unseres Landes birgt erhebliche Risiken. Artikel 2 der Schweizer Bundesverfassung garantiert die Wahrung der freiheitlichen demokratischen Grundordnung, welche auch die Möglichkeit zur eigenständigen Gesetzgebung und zur Fortentwicklung unseres Rechtsbestandes einschliesst. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen diesem Grundsatz zuwiderzulaufen, indem sie eine De-facto-Übernahme von Richtlinien und Verordnungen erzwingen, die nicht zwangsläufig den Schweizer Interessen oder Werten entsprechen.

Besondere Sorge bereitet die im Entwurf angedeutete Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit. Artikel 30 der Bundesverfassung verankert das Recht auf ein durch ein unabhängiges und unparteiisches Gericht beurteiltes Verfahren. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof in letzter Instanz über die Auslegung von Regelungen entscheidet, die in unser nationales Recht integriert werden, untergräbt die letztendliche Souveränität unserer Gerichte und die Autonomie unserer Rechtsfindung. Dies steht im Widerspruch zur Garantiefunktion unserer Verfassung, die sicherstellt, dass rechtskräftige Urteile unserer staatlichen Gerichte die letzte Autorität in Rechtsfragen darstellen.

Darüber hinaus ist zu prüfen, inwieweit die vorgeschlagenen Abkommen das Prinzip der Volks- und Ständemehrheit gemäss Artikel 149 der Bundesverfassung beeinträchtigen könnten. Die Übernahme von EU-Recht kann zu einer Aushöhlung der direktdemokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten führen, da die Parlamente und das Volk auf diese Weise de facto die Entscheidungen aus Brüssel umsetzen müssten, ohne diese massgeblich beeinflussen zu können.

Es bedarf einer umfassenden und kritischen Analyse, um sicherzustellen, dass jegliche Vereinbarung mit der EU die Souveränität der Schweiz, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Grundrechte nicht gefährdet. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse erscheinen fragwürdig und bergen das Potenzial, die Unabhängigkeit und die rechtsstaatliche Integrität unseres Landes nachhaltig zu schwächen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Mazzolini (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Harry · +41794492884 · harry.mazzolini@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die demokratischen Prozesse auf. Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit eine derartige Umsetzung den Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung, insbesondere der Artikel über die Volkssouveränität (Art. 1 BV) und die Gewaltenteilung (Art. 5 BV), wahrt.

Die Implikationen einer direkten oder indirekten Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitgestaltungsmöglichkeit durch die eidgenössischen Räte und das Volk sind tiefgreifend. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert die Verordnungsgebungskompetenz des Bundesrates, doch dies entbindet ihn nicht von der Pflicht, die legislativen Befugnisse der Bundesversammlung zu respektieren und keine Kompetenzen auf institutionen ausserhalb unseres Rechtsraumes zu übertragen, die primär Legislative, Judikative oder exekutive Funktionen in der Schweiz wahrnehmen würden.

Es besteht die erhebliche Gefahr, dass durch die Implementierung von EU-Recht die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung untergraben wird. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde in der Praxis de facto Anwendung finden, ohne dass die schweizerischen Gerichte die Möglichkeit hätten, sich von diesen Urteilen zu lösen, es sei denn, es gäbe eine klare Rückfallklausel. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der ausschliesslichen Zuständigkeit nationaler Gerichte zur Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts. Die Möglichkeit, dass die Schweiz de facto der EuGH-Rechtsprechung unterworfen wird, stellt eine schleichende Aushöhlung der Souveränität dar, die mit dem Volkswillen und der verfassungsrechtlichen Ordnung nur schwer in Einklang zu bringen ist.

Des Weiteren wird die demokratische Legitimation der betroffenen Regelungen in Frage gestellt. Wenn die Schweiz über EU-Gesetze mitentscheiden kann, ohne dieselben demokratischen Mechanismen wie die Mitgliedstaaten zu durchlaufen, und diese Gesetze dann wortwörtlich in unser Rechtssystem übernommen werden müssen, verliert der Souverän – das Schweizer Volk – an Einfluss. Die demokratischen Kontrollmöglichkeiten, wie sie in Art. 164 ff. BV für die Gesetzgebung vorgesehen sind, werden ausgehebelt. Es entsteht ein Rechtsetzungsgefälle, das die schweizerische Demokratie zu einer blossen Vollzugsinstanz degradiert.

Wir müssen uns klar darüber sein, dass die Annahme eines automatischen Rechtsübernahme-Mechanismus, der sich auf eine grosse Anzahl von EU-Rechtsakten erstreckt, ohne eine klare parlamentarische Prüfung und Zustimmung jedes einzelnen Falles, ein inakzeptables Risiko für unsere Rechtsordnung und unsere demokratische Selbstbestimmung darstellt. Die formelle Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass unser Rechtssystem zunehmend von Brüssel diktiert wird, anstatt von unseren eigenen demokratisch legitimierten Institutionen gestaltet zu werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der staatliche Beihilfen als Ausdruck demokratisch legitimierter politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden zu verstehen sind, wird durch eine starre, technokratische Unterstellung unter ein EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der dezentralen Wirtschaftssteuerung.

Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit einhergehenden Anpassungen des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, insbesondere neuer Art. 82 Bst. bbis) schaffen eine neue «Superbehörde», die faktisch als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Institution wird nicht primär schweizerische Interessen verfolgen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, und ihre Entscheide werden die nationalwirtschaftliche Steuerungshoheit erheblich beeinträchtigen.

Besonders stossend ist die Entrechtung der Kantone. Durch die neuen Regelungen verlieren sie ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können künftig von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und untergräbt die föderalistische Grundordnung unseres Landes massiv. Die kantonalen Körperschaften werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, ohne formelles rechtliches Gehör bei der Überprüfung ihrer souveränen Entscheide.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luftverkehr (Abschaffung von Art. 103 LFG) und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Die Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen Preiswächters zum Schweigen gebracht wird, während über Entscheidungen mit direkten Auswirkungen auf die Bürgerinnen und Bürger verfügt wird.

Die Schweiz wird somit zu einem reinen Regel-Empfänger, dessen wirtschaftspolitische Handlungsfähigkeit durch eine externe Instanz massgeblich eingeschränkt wird. Diese Entwicklung ist nicht akzeptabel und widerspricht den Prinzipien einer souveränen und föderalistisch organisierten Nation.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für die Integrität und Leistungsfähigkeit unseres Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu verankert in Art. 40ater EBG, stellt einen direkten Angriff auf die Grundpfeiler des schweizerischen Bahnverkehrs dar. Dieses Abkommen öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses sogenannte «Rosinenpicken» wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den für die Grundversorgung unerlässlichen, aber unrentablen Nebenlinien sitzen bleiben. Die dadurch entstehende finanzielle Erosion bedroht die Existenzfähigkeit des umfassenden öffentlichen Verkehrsnetzes, das für die Mobilität und Lebensqualität unserer Bevölkerung von fundamentaler Bedeutung ist.

Weiterhin ist die durch das Abkommen vorgesehene dynamische Rechtsübernahme durch die Schweiz äusserst besorgniserregend. Sie bedeutet, dass wir uns künftigen EU-Regulierungen, beispielsweise im Hinblick auf das «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), unterwerfen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz über unsere Schieneninfrastruktur schleichend aushöhlen und an zentrale EU-Stellen verlagern, was eine klare Aufgabe der Souveränität darstellt. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme deklarierte «Gemeinsame Erklärung» entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei

Schutz vor zukünftigen und unvorhersehbaren Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist lediglich eine Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz, konkret Art. 32a Abs. 1bis PBG, zwingen die Schweiz dazu, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrsempfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen anhand der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns künftig an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die EU-Beihilferegeln drohen zudem, bewährte und notwendige Subventionen für unseren Güterverkehr, Regionalverkehr und die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig einzustufen. Dies gefährdet direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgern heute bieten können. Das vorgesehene Abkommen stellt somit eine existentielle Bedrohung für unseren Service public im Landverkehr dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls als unzureichend und kosmetisch zu bezeichnen. Sie bieten keinerlei wirksamen Schutz gegen den massiven Druck, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird. Es besteht die akute Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt den bewährten und effektiven schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Normen angepasst. Die neuen Bestimmungen sind bürokratischer, aber deutlich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Abkommen schwächt unsere Souveränität und gefährdet das Lohnniveau der schweizerischen Arbeitnehmerschaft.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt keine Verbesserung unserer hohen Standards dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Vorgaben. Dies gefährdet nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschützte Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn unsere

Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt die schweizerische Identität unserer Agrarprodukte.

Eine besonders beunruhigende Entwicklung ist die Aufnahme von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht unsere Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Parallel dazu droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an heimischen Traditionen und wirtschaftlichen Existenzen.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a und 21) zwingen die Schweiz zudem, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz, da unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards ersetzt werden.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, da die Bekämpfung von Seuchen schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen erfordert. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig.

Abschliessend sei auf die sprichwörtliche 'Guillotineklausel' verwiesen, die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Das ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und unsere Unabhängigkeit nachhaltig gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Zur Vernehmlassung des Bereichs Finanzieller Beitrag ist eine äusserst kritische Haltung angezeigt. Die vorgeschlagenen Änderungen zielen darauf ab, die bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht zu überführen. Dies stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar und entzieht dem Parlament ein wesentliches politisches Druckmittel sowie die demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen. Die Bezeichnung als "Zwangsabgabe" ist in diesem Kontext treffend.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Schweizer Zahlungsverpflichtungen führen. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die

von der EU diktierten Beträge zu leisten. Wir werden de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, ohne dafür eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist die gesetzgeberische Konsequenz dieser Entwicklungen. Dieses Gesetz zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Insbesondere die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG höhlt die Budgethoheit des Parlaments massiv aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt der reine Vollzug einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie signalisiert die Absicht, diese Abgaben als festen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung zu etablieren.

Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung ist zudem irreführend. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und deren Akzeptanz zu erhöhen. Diese Praxis ist abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen dieses Abkommens führt zu einer massiven Ausweitung der Freizügigkeit, die mit dem klaren Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, in krassem Widerspruch steht.

Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, das bereits nach fünf Jahren statt bisher zehn Jahren gewährt wird. Dieser Status, der einer „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt, ist praktisch unentziehbar gestaltet. Dies birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein Verbleib in der Schweiz ermöglicht wird. Diese Entwicklung fördert unannehmbar die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem EU-Bürgern und ihren Familienangehörigen faktische Bleiberechte gewährt werden, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus entstehenden Kosten werden in vollem Umfang von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der vorgesehene Ausbau des Familiennachzugs ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern geht weit über das erträgliche Mass hinaus.

Die im Vertragspaket enthaltene sogenannte „Schutzklausel“, neu formuliert in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), erweist sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung der Zuwanderung ermöglichen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, von dieser Klausel Gebrauch zu machen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsdrohung.

Ferner soll die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung künftig automatisch nach der sogenannten „Integrationsmethode“ erfolgen. Dies entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren diese Entwicklung und verschärfen die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich sein wird.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie in Artikel 34d Absatz 2bis des ETH-Gesetzes und Artikel 61a des Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetzes (HFKG) vorgesehen, ist ein bedauerliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die

Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Mehrkosten werden nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Der Schweizer Steuerzahler wird durch neue Zahlungsrahmen und spezifische Beitragsmechanismen zusätzlich belastet, um die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu kompensieren.

Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter die Koordinationsregeln der EU, wie durch die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) ersichtlich, stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer zweiten Säule eigenständig zu gestalten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese Vertragsanpassungen eine schleichende Kapitulation vor dem EU-Recht darstellen und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung von Zuwanderung, Arbeitsmarkt und Sozialpolitik unwiederbringlich untergraben. Die vorgelegten Massnahmen sind nicht geeignet, die berechtigten Sorgen der Bevölkerung aufzufangen, sondern zementieren eine inakzeptable Verlagerung von Kompetenzen und eine finanzielle Mehrbelastung der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung der nationalen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere über ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch zur Kostentragung verpflichtet ist. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, wobei sie undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Energieproduktion wird ausgehebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz verschwimmt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was kleine lokale Produzenten benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen bürgernahe Energieproduktion, indem die Leistungsgrenze drastisch gesenkt wird.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führt und die bisher stabile Grundversorgung untergräbt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz der Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not unnötig den Regeln grosser europäischer Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet. Diese Massnahmen sind mit Schweizer Verfassungsgrundsätzen und dem Selbstbestimmungsrecht nicht vereinbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Eine bloße Stabilisierung der Beziehungen auf Basis der aktuellen Vorschläge birgt die Gefahr, dass die Souveränität der Schweiz und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien ausgehöhlt werden.

Besonders alarmierend ist die drohende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Beziehungen zur Europäischen Union (Bezüggesetz, SR 192.120) hat die Schweiz das Recht auf Selbstbestimmung und die Wahrung ihrer Interessen zu gewährleisten. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, wie sie in den aktuellen Verhandlungen diskutiert wird, würde dieses Recht fundamental verletzen und die Schweiz zu einem Juniorpartner degradieren, der EU-Regulierungen ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit übernehmen muss. Dies widerspricht dem Geist der bilateralen Verträge, die auf einer kooperativen und gleichberechtigten Basis beruhen.

Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel an der Einhaltung des nostro droit, also unseres eigenen Rechts, und des Grundsatzes der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV, SR 101) verankert ist. Wenn durch die automatische Übernahme von EU-Recht die Möglichkeit des Schweizerischen Parlaments, eigene Gesetze zu erlassen und das Volk über Referenden mitzubestimmen, eingeschränkt wird, entzieht dies der Schweizer Bevölkerung die Kontrolle über ihre Gesetzgebung. Artikel 123 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die gerichtliche Unabhängigkeit und die Rechtsstaatlichkeit festschreibt, könnte ebenfalls untergraben werden, wenn EU-Gerichtsurteile, deren Rechtsgrundlagen nicht dem Schweizer Recht entsprechen, bindend würden.

Die Annahme von Verordnungen, die primär den Interessen der EU dienen und deren Rechtsrahmen sich ständig weiterentwickelt, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann, schafft eine rechtliche und politische Abhängigkeit. Dies stellt die Autonomie der Schweiz in Frage und könnte langfristig die wirtschaftliche und soziale Eigenständigkeit beeinträchtigen. Die versprochene Stabilisierung scheint zu einem Preis erkauft zu werden, der für die Schweiz zu hoch ist. Die bestehenden bilateralen Verträge bieten bereits einen Rahmen für die Zusammenarbeit, der schrittweise und unter Wahrung schweizerischer Interessen weiterentwickelt werden kann. Eine überstürzte und unkritische Übernahme von EU-Recht ist der falsche Weg. Es braucht eine sorgfältige Prüfung jeder einzelnen Massnahme im Lichte der schweizerischen Verfassung und der Interessen unseres Landes.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtvereinbarung mit der Europäischen Union wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung, wie sie durch die Übernahme von Sekundärrecht im Rahmen der bilateralen Abkommen impliziert ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien der demokratischen Legitimation. Artikel 2 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität und die Selbstbestimmung der Kantone. Eine schleichende Unterstellung unter EU-Recht durch die Hintertür des sogenannten «Rechtsetzungsdrifts» untergräbt diese Prinzipien massiv.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit bedeutet, dass die Schweiz gezwungen wäre, Regelungen zu akzeptieren, die primär den Interessen der EU dienen und nicht unbedingt den Bedürfnissen und der Rechtskultur der Schweiz entsprechen. Dies steht im

Widerspruch zum Geist der Verfassung und dem Recht des Bundes, sich eine eigene Rechtsordnung zu geben. Die automatische Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der Personenfreizügigkeit und der damit verbundenen flankierenden Massnahmen, birgt die Gefahr einer Erosion des Schweizer Lohn- und Sozialniveaus. Die kantonalen Rechte gemäss Artikel 47 Absatz 2 der Bundesverfassung, welche die Kantone in der Gestaltung ihrer Arbeitsbedingungen schützen, könnten durch die supranationalen Vorgaben der EU ausgehebelt werden.

Des Weiteren erscheint die Interpretation des EUGH als massgebend für die Auslegung der übernommenen EU-Rechtstexte problematisch. Gemäss Artikel 138 Absatz 3 des Abkommens über die Freizügigkeit werden die Urteile des EUGH in der Schweiz nicht eins zu eins übernommen. Dennoch wird in der Praxis eine starke Orientierung an der Rechtsprechung des EUGH stattfinden, was die Souveränität des Schweizerischen Bundesgerichts und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz in Frage stellt. Artikel 122 Absatz 1 der Bundesverfassung verankert die richterliche Unabhängigkeit, welche durch eine faktische Bindung an fremde Gerichtsentscheidungen gefährdet wird.

Die fehlende Möglichkeit, die Übernahme von EU-Recht in den einzelnen Abkommen neu zu verhandeln oder gar abzulehnen, sobald sie einmal in Kraft getreten sind, schafft eine asymmetrische Abhängigkeit. Die Schweiz wird zum passiven Empfänger von Rechtsakten, während die EU ihre Gesetzgebung autonom weiterentwickelt. Dies impliziert eine erhebliche und potenziell unkontrollierbare Bindung der Schweizer Aussen- und Innenpolitik an die Dynamik der EU. Der Grundsatz der bundesstaatlichen Ordnung, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, und die kantonalen Hoheitsrechte werden durch eine solche Konstellation erheblich tangiert. Die vorgeschlagene Lösung birgt somit erhebliche Risiken für die Souveränität, die Demokratie und die schweizerische Rechtsidentität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind aus Sicht der Schweiz weder zufriedenstellend noch im nationalen Interesse. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Kompromisse nicht primär den Interessen der EU dienen und die Souveränität sowie die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz gravierend untergraben.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz gemäss Art. 141 Abs. 1 der Bundesverfassung (BV) ist problematisch. Die vorgeschlagene dynamische Übernahme von EU-Gesetzgebung würde bedeuten, dass die Schweiz sich zukünftig fortlaufend und unreflektiert EU-Recht aneignen müsste, ohne die Möglichkeit, dieses kritisch zu prüfen oder an die eigenen Bedürfnisse anzupassen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation und der nationalen Selbstbestimmung, welche in Art. 1 und Art. 2 BV verankert sind.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens ist besonders bedenklich. Die Akzeptanz der EuGH-Rechtsprechung, wie sie in Art. 114 des vorgeschlagenen Abkommens formuliert ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv einschränken. Die verbindliche Bindung an EuGH-Urteile, selbst wenn diese im Widerspruch zu nationalem Recht oder gar der Schweizer Bundesverfassung stünden, würde die rechtsstaatliche Souveränität der Schweiz aufweichen. Die kantonalen Regierungen, deren Kompetenzen gemäss Art. 163 BV zu wahren sind, würden durch eine solche Regelung indirekt entmachtet.

Weiterhin sind die potenziellen wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen noch nicht abschliessend geklärt. Die durch die Personenfreizügigkeit entstehenden Herausforderungen für den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke, die unter der Gewährleistungspflicht des Bundes gemäss Art. 41 BV stehen, dürfen nicht unterschätzt werden. Es besteht die Gefahr einer unausgewogenen Belastung der Schweizer Bevölkerung und Unternehmen, während die Vorteile primär bei der EU liegen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Gefahr bergen, die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU zu machen und ihre rechtsstaatliche und demokratische Eigenständigkeit zu opfern. Eine kritische Überprüfung unter Einbezug der betroffenen Bevölkerung und der eidgenössischen Räte ist unerlässlich, bevor einer solchen Vereinbarung zugestimmt werden kann. Die langfristigen Konsequenzen für die Souveränität und das Wohl der Schweiz müssen oberste Priorität haben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heinz Egger (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: HEINZ EGGER · 0786836776 · eggo1973@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werfen grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Landes auf. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Kompromisse tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäische Rechtsnormen und politische Vorgaben darstellen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in den verschiedenen Abkommen bedarf einer kritischen Überprüfung. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (FZA) und Artikel 1 des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (APF) sollen die Prinzipien der Personenfreizügigkeit zwischen der Schweiz und der EU gewährleistet werden. Die aktuelle Ausgestaltung der Mechanismen zur Umsetzung und Überwachung dieser Bestimmungen lässt jedoch die Befürchtung zu, dass die Schweiz gezwungen wäre, neues, nicht im nationalen Interesse liegendes EU-Recht ohne Mitspracherecht zu übernehmen. Dies widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie und dem Recht des Volkes, über Gesetze zu entscheiden, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf unsere Wirtschaftsordnung und den Arbeitsmarkt sorgfältig abzuwägen. Die Annahme von EU-Regularien im Bereich des Wettbewerbsrechts und des staatlichen Beihilfenrechts, wie sie in den entsprechenden Abkommen angedeutet werden, könnte die Wettbewerbsfähigkeit heimischer Unternehmen untergraben und dem Steuerzahler neue finanzielle Lasten aufbürden. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz in diesem Kontext ihre nationalen Interessen wirksam verteidigen kann, wenn Entscheidungsbefugnisse an europäische Institutionen delegiert werden, die nicht unserer direkten demokratischen Kontrolle unterliegen. Die im Raum stehende Dynamisierung der Abkommen und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die vorgeschlagene Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn sie formal anders ausgestaltet sein mag, birgt die Gefahr einer indirekten Unterwerfung unter europäische Rechtsauslegungen, die mit unserer eigenen Rechtsordnung kollidieren könnten. Dies könnte zu einer Erosion unserer gerichtlichen Unabhängigkeit und unseres Rechtsstaates führen, was wiederum die Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigen würde. Die Schweiz muss ihre Fähigkeit zur Selbstbestimmung in allen Bereichen wahren können und darf sich nicht durch unklare oder einseitige Verpflichtungen in ihrer Handlungsfreiheit einschränken lassen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und könnte die schweizerische Souveränität und Rechtshoheit massiv untergraben. Es ist zwingend notwendig, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Land sorgfältig zu prüfen und abzuschätzen. Eine Annäherung an die EU, wie sie in den vorliegenden Vorschlägen angedeutet wird, würde unweigerlich eine stärkere Übernahme von EU-Recht mit sich bringen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger haben stets die Möglichkeit gehabt, über Gesetzgebungsakte mitzubestimmen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses essentielle demokratische Recht aushebeln und unsere Gesetzgebung de facto durch eine externe Autorität bestimmen lassen. Darüber hinaus stellt die potentielle Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) eine gravierende Bedrohung für die schweizerische Rechtshoheit dar. Die Übertragung von Zuständigkeiten an den EuGH, wie sie durch die Übernahme des EU-Rechts impliziert wäre, widerspricht Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit des Bundes auf der Grundlage der Verfassung festlegt. Es ist nicht akzeptabel, dass ein ausländisches Gericht letztinstanzlich über die Auslegung von Gesetzen entscheidet, die für

die Schweiz bindend sind. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die nationale Rechtsprechung empfindlich treffen. Die avisierte "Stabilisierung" der Beziehungen darf nicht dazu missbraucht werden, eine schleichende Mitgliedschaft ohne Mitspracherecht zu etablieren. Die Schweizer Bevölkerung hat wiederholt und deutlich gemacht, dass sie eine Vollmitgliedschaft in der EU ablehnt. Jede Vereinbarung, die diesem Willen zuwiderläuft oder die Schweiz faktisch in die Unionsabhängigkeit drängt, muss mit aller Kraft bekämpft werden. Es bedarf einer klaren Abgrenzung und einer Stärkung der bestehenden bilateralen Verträge, anstatt neue, potenziell gefährliche Abkommen einzugehen. Die Interessen der Schweiz, ihre Unabhängigkeit und ihre demokratischen Prinzipien müssen an erster Stelle stehen. Jegliche Form von Vertragsgestaltung, die diese Grundpfeiler gefährdet, ist abzulehnen. Die wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Bindung dürfen niemals auf Kosten unserer Souveränität erkauft werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und lässt eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Vereinbarungen unabdingbar erscheinen. Es ist zu befürchten, dass die angestrebten Abkommen eine schleichende Erosion der Schweizer Souveränität und der demokratischen Mitbestimmung bedeuten könnten, ohne dass dafür ein klarer und substanzieller Mehrwert für die Schweiz ersichtlich wird. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Sektoren angedacht ist, wirft fundamentale Fragen auf. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, auch ohne spezifische Berücksichtigung der schweizerischen Verhältnisse und Bedürfnisse, widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie, wie er in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverwaltung (BGV) betont die Bedeutung einer effektiven und bürgernahen Verwaltung, was durch eine externe Rechtssetzung, die nicht dem direkten Einfluss des Schweizer Volkes unterliegt, konterkariert würde. Die mangelnde Einflussmöglichkeit auf die Gestaltung des EU-Rechts, das die Schweiz künftig adaptieren soll, birgt die Gefahr einer permanenten Unterordnung unter fremde Entscheidungsprozesse. Dies könnte die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, ihre nationalen Interessen eigenständig zu vertreten und ihre Gesetzgebung flexibel an neue Herausforderungen anzupassen. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Bundesversammlung zur Wahrung der Landesinteressen verpflichtet, könnte durch eine solche Regelung de facto ausgehebelt werden. Weiterhin bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der befürchteten Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Flexibilität des Schweizer Arbeitsmarktes. Die vollständige Übernahme von EU-Arbeitsnormen ohne Rücksicht auf die spezifische Struktur des Schweizer Sozialsystems und der Lohnverhandlungen könnte zu unerwünschten Kostensteigerungen und zu einer Schwächung der Tarifautonomie führen. Die Stossrichtung von Artikel 11 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte durch eine zu starre und unter Umständen unpassende Regulierung aus Brüssel tangiert werden. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne entsprechende Stimmrechte und Einflussnahme auf die Mittelverwendung, erscheint ebenfalls fragwürdig. Es ist zu hinterfragen, ob die erwarteten Vorteile die damit verbundenen Kosten und die potenziellen Verpflichtungen rechtfertigen. Eine kritische Prüfung aller Aspekte, die die Souveränität, die Demokratie und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz berühren, ist daher unerlässlich. Eine unreflektierte Zustimmung zu diesem Paket würde die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit manövrieren, die mit den Grundwerten unseres Staates unvereinbar ist.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst kritisch zu hinterfragen, inwieweit eine solche Umsetzung, insbesondere im Lichte der wachsenden Integration mit der Europäischen Union, mit den Grundwerten unserer Verfassung vereinbar ist. Es besteht die dringende Notwendigkeit, sicherzustellen, dass jegliche Umsetzung von Abkommen mit der EU nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unseres Rechtssystems führt. Artikel 6 der Bundesverfassung garantiert, dass die Gesetzgebung den klar formulierten, wirtschaftlich zumutbaren und für die Betroffenen erkennbaren Zielen dient. Die aktuelle Formulierung lässt befürchten, dass die Ziele der EU-Anpassung übermässiges Gewicht erhalten könnten und die Klarheit sowie die Zumutbarkeit für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung leiden. Darüber hinaus muss die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gewahrt bleiben. Die Umsetzung von EU-Recht, das potenziell über die Interpretation durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ausgelegt wird, birgt die Gefahr, dass nationales Recht de facto überlagert wird, ohne dass eine angemessene demokratische Kontrolle stattfindet. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikels 190 der Bundesverfassung, der vorsieht, dass Bundesgesetze

und für die Schweiz massgebendes Völkerrecht anzuwenden sind. Eine einseitige Übernahme von EU-Recht, das sich dynamisch entwickelt, kann diese Anforderung untergraben und die Rechtssicherheit gefährden. Die Verantwortung für die Gesetzgebung liegt letztlich bei den eidgenössischen und kantonalen Räten, die dem Volk und den Kantonen verantwortlich sind, wie in Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist. Jegliche Umsetzung muss sicherstellen, dass die demokratische Legitimation gewahrt bleibt und dass das Schweizer Volk weiterhin die Kontrolle über seine Gesetzgebung behält. Eine übermässige Verpflichtung zur Implementierung von EU-Richtlinien ohne substanzielle Anpassungsmöglichkeiten würde diese demokratische Kontrolle erheblich einschränken und die Gefahr einer Fremdbestimmung erhöhen. Es muss daher sichergestellt werden, dass die inländischen Umsetzungsmechanismen robust genug sind, um die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien effektiv zu schützen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende und inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, wonach Subventionen primär politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, welche der demokratischen Legitimation unterliegen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die Souveränität der Kantone und ihre Autonomie werden massiv untergraben, indem ihre eigenständigen Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern unterstellt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und das Prinzip der Subsidiarität. Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen sollen neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als verlängerter Arm der EU agiert. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese umfassende Verlagerung von Kompetenzen und die Unterstellung unter fremde Regeln ist mit den Grundsätzen unserer Verfassung und der direkten Demokratie unvereinbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge und die damit einhergehende Schaffung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) werfen schwerwiegende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Umwandlung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Dies bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und die Aushöhlung der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen. Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung birgt die inhärente Gefahr massiv höherer Forderungen in der Zukunft. Die Schweiz würde damit jegliche Möglichkeit verlieren, diese Zahlungen abzulehnen oder neu zu verhandeln, und wäre den von der EU diktierten Konditionen ausgeliefert. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht oder Mitspracherecht bezüglich der Verwendung ihrer Gelder. Es besteht die Gefahr, dass für eine institutionelle Anbindung gezahlt wird, die primär die eigene Souveränität kostet, ohne dass dafür greifbare Vorteile wie ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert werden. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist dabei das zentrale gesetzgeberische Instrument, um diese Zahlungsverpflichtungen dauerhaft und rechtlich zu zementieren. Die Verankerung der Kohäsionszahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung in Art. 1 KoBG entzieht dem Parlament die souveräne

Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt dessen Budgethoheit aus. Statt einer freien Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern sieht sich das Parlament gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung in unserer Rechtsordnung signalisiert eine Akzeptanz dieser Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend. Hier wird der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist abzulehnen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage, wie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen, öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativsten Strecken konzentrieren werden. Dies stellt eine direkte Bedrohung für die SBB und andere Unternehmen dar, die mit der Finanzierung des landesweiten Verkehrsnetzes betraut sind, einschliesslich unrentabler, aber essenzieller Nebenlinien. Die erwartete "Rosinenpickerei" durch ausländische Akteure untergräbt die finanzielle Grundlage unseres Service public und gefährdet dessen umfassenden Versorgungsauftrag. Des Weiteren ist die von der Regierung erwähnte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme rechtlich unzureichend. Sie bietet keinerlei Garantie gegen die dynamische Übernahme zukünftiger EU-Rechtsänderungen, was die Schweiz in eine passive Position zwingt und die Kontrolle über ihre eigenen Bahnregulierungen verliert. Diese Abhängigkeit wird durch die Notwendigkeit, bei grenzüberschreitenden Ausschreibungen EU-Vorgaben gemäss Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) zu beachten, weiter verstärkt. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und kann zu suboptimalen Lösungen führen, die den schweizerischen Bedürfnissen nicht gerecht werden. Die potenzielle Anwendung des EU-Beihilferechts auf bestehende Subventionen für den öffentlichen Verkehr, einschliesslich des Güterverkehrs, der Regionalbahnen und der Rollmaterialerneuerung, ist zutiefst beunruhigend. Solche Massnahmen sind entscheidend für die Aufrechterhaltung der Qualität und des Umfangs unseres Bahnangebots. Eine Einstufung als unzulässig würde die Leistungsfähigkeit des SBB beeinträchtigen und die Versorgungssicherheit für die Schweizer Bevölkerung gefährden. Schliesslich ist die schrittweise Abgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme bedenklich. Die Verpflichtung zur Übernahme neuer Regulierungen wie der des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die Steuerungskompetenz von nationalen Stellen auf zentrale EU-Institutionen verlagern und die Souveränität der Schweiz weiter aushöhlen. Insgesamt sprechen die zu erwartenden negativen Auswirkungen auf den Service public, die finanzielle Belastung und die erodierende Souveränität gegen die vorgeschlagene Vereinbarung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine umfassende Unterwerfung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk dar. Dies ist weit mehr als eine Massnahme zur Gewährleistung der Sicherheit; es handelt sich um eine schleichende Erosion unserer etablierten Produktionsstandards, die das Rückgrat unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein herausragender Wettbewerbsvorteil, läuft Gefahr, durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiderruflich entwertet zu werden. Das begehrte Label "Made in Switzerland" verliert an Aussagekraft, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der EU. Die damit verbundene sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz wird blockiert; eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Verhältnis zum Einsturz bringen. Des Weiteren ist die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen bis hin zu Restaurants, ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose bürokratische Lawine droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine müssten künftig die komplexen und auf die EU-Massenproduktion ausgerichteten Vorschriften erfüllen. Dies zerstört nicht nur lokale Traditionen, sondern bedroht auch wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) markiert einen Frontalangriff auf Qualität, Produzenten und Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-

Regulierung unterwirft. Das Gentechnik-Moratorium, demokratisch bestätigt, wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere Art. 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein bedauerlicher Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und entziehen ihm die Kontrolle über agrarpolitische Entscheidungen. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem EU-Diktat, während die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt und die Schweiz der starren, bürokratischen Regulierung der EU unterwirft, was fahrlässig die Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer sozialen Sicherheit dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie implizit durch die Anpassungen im Arbeitsgesetz (AIG), insbesondere durch die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, sowie durch die Bestimmungen im BGVB und den entsprechenden Anpassungen im Medizinalberufegesetz (MedBG), Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und Psychologieberufegesetz (PsyG) vorangetrieben wird, widerspricht klar dem Willen des Schweizer Volkes gemäss Art. 121a der Bundesverfassung zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines quasi unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die unkontrollierte Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern verstösst gegen jegliche Logik der Steuerung und wird die Zuwanderung und die damit verbundenen Sozialkosten in unermessliche Höhen treiben. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel", wie sie in Art. 21b AIG zu finden ist, entpuppt sich als reine Täuschung. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie zur Anwendung kommen wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz sie dennoch aktivieren. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung, wie sie durch die Anpassungen im BGVB und die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen wie dem MedBG, GesBG und PsyG offensichtlich wird, entzieht unserem Parlament und Volk jedwede Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine directe Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was eine Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz ist ein direkter Eingriff in unsere Eigentumsrechte. Die gesamte Paketlösung, insbesondere die Anpassungen im AIG, stellt eine bewusste Missachtung unseres Verfassungsauftrags dar und gefährdet die Grundlagen unseres Wohlstands und unserer Eigenständigkeit.

Strom

Die vorgeschlagene regulatorische Anpassung im Stromsektor stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die unkritische Übernahme von EU-Vorgaben, insbesondere durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Stimmrecht. Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden zunehmend in Brüssel getroffen, was die nationalen Interessen systematisch ignoriert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Funktion als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und zerstört die auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichtete Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche

Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanzielle Grundlage dieser Kantone massiv schwächen würde. Gleichzeitig werden föderale Strukturen wie Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion schützt, wird ausgehebelt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Es stellt sich die drängende Frage, wer im Ernstfall die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt, wenn weder der Markt noch die EU diese klar übernehmen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die Folgen für KMU und Haushalte sind absehbar: höhere und volatilere Strompreise. Die Kosten für die nicht vom Markt übernommene Versorgungssicherheit werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt kleine und mittlere Produzenten, deren wirtschaftliche Grundlage geschwächt wird. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft diese unnötigerweise denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Dieses Abkommen ist ein Rückschritt und muss kritisch hinterfragt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Es ist offensichtlich, dass diese angeblichen Schutzmechanismen den massiven und bereits spürbaren Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursacht wird, in keiner Weise kompensieren können. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die hart arbeitenden Menschen in den mittleren und unteren Einkommensklassen unverhältnismässig treffen wird. Anstatt den bewährten und historisch wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er faktisch aufgeweicht und unangemessen an die Vorgaben der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regelungen sind in ihrer Natur bürokratischer, aber unzweifelhaft weniger effektiv als die bisherigen, gut funktionierenden flankierenden Massnahmen. Dies kommt vorrangig ausländischen Unternehmen zugute, die offensichtlich darauf abzielen, Lohndumping zu betreiben und auf Kosten der Schweizer Arbeitnehmerschaft ihre Gewinne zu maximieren. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen und die bewährte Autonomie der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen massiv untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der bestehenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Das vermeintliche Geschenk eines neuen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter entpuppt sich als vergifteter Köder. Er führt zur Schaffung einer komplizierten und ungerechten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell anzugehen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des direkten Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Auch die Präzisierungen im Einführungsgesetz zum Arbeitsvertrag (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt

das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Fiori Irene (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Fiori Irene · 0793163732 · ifiori@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU erscheinen auf den ersten Blick als eine Lösung für die seit Jahren bestehende Unsicherheit. Bei genauerer Betrachtung ergeben sich jedoch erhebliche Bedenken, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die EU verfolgt konsequent ihre Integrationsagenda, und die vorgeschlagenen Abkommen drohen, die Schweiz unweigerlich in ihren Rechtsraum hineinzuziehen. Dies stellt eine fundamentale Infragestellung unserer Souveränität dar. Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Rechte des Volkes und der Kantone als Träger der Staatsgewalt verankert, wird durch eine schrittweise Übernahme von EU-Recht untergraben, ohne dass das Schweizer Volk oder die Kantone in ausreichender Weise Mitspracherecht erhalten. Die Europäische Kommission und der Europäische Gerichtshof würden de facto über die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts entscheiden, was dem Grundsatz der Volkssouveränität widerspricht. Die Rede von «Stabilisierung» kann nicht darüber hinwegtäuschen, dass es sich hierbei um eine fortschreitende Anpassung an die EU-Normen handelt. Der Grundsatz der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems gemäss Artikel 34 der Bundesverfassung, wird durch die automatische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt. Volksinitiativen und Referenden könnten ihre Wirkung verlieren, wenn das schweizerische Recht immer stärker durch externe Vorgaben bestimmt wird. Zudem ist die Annahme, dass eine engere Anbindung an die EU zwangsläufig zu wirtschaftlichen Vorteilen führt, fragwürdig. Die Schweiz würde sich einem verschärften Wettbewerb aussetzen und gleichzeitig die Möglichkeit verlieren, ihre eigenen wirtschaftlichen Interessen im globalen Kontext eigenständig zu verfolgen. Die Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen birgt zudem erhebliche Risiken für die Flexibilität unserer Wirtschaftspolitik. Die Annahme der vorgeschlagenen Massnahmen würde daher eine schleichende Erosion unserer verfassungsrechtlichen Grundlagen bedeuten. Anstatt die Schweiz zu stärken, würden wir unsere Unabhängigkeit und unsere demokratischen Institutionen gefährden. Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat und das Parlament diese Risiken klar benennen und dem Schweizer Volk eine ehrliche und transparente Darstellung der Konsequenzen unterbreiten, anstatt auf eine vermeintliche «Stabilisierung» zu setzen, die letztlich in eine faktische Unterwerfung mündet. Die Wahrung der schweizerischen Eigenständigkeit muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgelegte Gesamtbeurteilung des institutionellen Abkommens mit der Europäischen Union ist unzureichend und vermag die erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz nicht auszuräumen. Vielmehr verstärkt sie diese Bedenken, indem sie die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrolle sanktioniert. Die vorgeschlagene Regelung zur Übernahme von sekundärem EU-Recht birgt gravierende Risiken für die Schweizer Rechtsordnung. Artikel 10 Absatz 2 des Entwurfs sieht die automatische Übernahme von neuem EU-Recht vor, das für die bilateralen Abkommen relevant ist. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk fortan lediglich über die Anwendung bereits von der EU beschlossener Regelungen abstimmen würden, anstatt diese autonom zu gestalten. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, das in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung würde de facto zu einer ständigen Minderheit in einem Entscheidungsprozess, der ihre eigenen Gesetze massgeblich prägt, ohne die Möglichkeit, auf dessen Inhalt substanziell Einfluss zu nehmen. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Streitbeilegung unter Einbeziehung des EuGH in bestimmten Bereichen, wie sie sich aus den spezifischen Bestimmungen des Abkommens ergibt, würde die

oberste Gerichtsbarkeit der Schweiz untergraben. Die Anwendung des Schweizer Rechts durch ein ausländisches Gericht, das nicht an die Schweizer Verfassung gebunden ist, gefährdet die Souveränität und die Rechtsgleichheit im Inland. Artikel 1 Absatz 2 der Bundesverfassung postuliert, dass das Schweizer Volk und die Kantone die Staatsgewalt ausüben. Wenn der EuGH über die korrekte Anwendung des Schweizer Rechts befindet, wird diese primäre Souveränitätsgrundlage ausgehöhlt. Die vom Bundesrat behauptete Flexibilität und die angeblichen Schutzmechanismen erweisen sich bei genauer Betrachtung als unzureichend. Die Möglichkeit, in Ausnahmefällen von der Übernahme abzuweichen, wird so eng gefasst sein, dass sie in der Praxis kaum zur Anwendung kommen dürfte. Die Gefahr einer schrittweisen Aushöhlung der Schweizerischen Gesetzgebung durch indirekten Druck der EU ist allgegenwärtig. Das Prinzip der Gewaltentrennung, wie es im Schweizer Recht etabliert ist und durch Artikel 29 der Bundesverfassung geschützt wird, könnte durch die übergeordnete Rolle des EuGH in Frage gestellt werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber der EU drängt und die demokratische Kontrolle sowie die nationale Souveränität auf gefährliche Weise schwächt. Eine Annahme dieses Pakets wäre ein schwerwiegender Rückschritt für die Schweiz und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweiz in eine rechtsunklare Abhängigkeit zu manövrieren, welche die Grundlage unserer nationalen Rechtsordnung fundamental untergräbt. Besonders kritisch ist die Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses einer demokratischen Prüfung im Schweizer Parlament unterzogen werden kann. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Möglichkeit, dass sich die Schweiz durch die Übernahme von Drittrecht, das sie nicht mitgestaltet, faktisch deren Entwicklung unterwirft, ist unannehmbar. Dies schränkt die Gestaltungsfreiheit der eidgenössischen Räte und des Bundesrates massiv ein. Die im Abkommen vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellt eine weitere massive Einschränkung unserer staatlichen Unabhängigkeit dar. Die Gerichtsbarkeit über die Anwendung des schweizerisch-europäischen Rechts durch den EuGH, wie sie in der geplanten Streitbeilegung vorgesehen ist, stellt eine gravierende Verletzung des Primats des Schweizer Rechts dar. Das Schweizer Recht, einschliesslich der Bundesverfassung, müsste sich in der Anwendung auf nationale Gerichte faktisch dem Primat des EU-Rechts und dessen Auslegung durch den EuGH beugen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als souveränen Staat definiert. Die Auslegung von Rechtsnormen durch ein fremdes Gericht, dessen Urteile für die Schweiz bindend wären, ohne dass diese Urteile einer rechtsstaatlichen Kontrolle im Inland unterliegen, ist mit den Prinzipien eines Rechtsstaates unvereinbar. Die befürchtete Aushebelung des schweizerischen Parlaments und der direkten Demokratie ist eine ernstzunehmende Gefahr. Die automatische Übernahme von EU-Recht bedeutet, dass die eidgenössischen Räte und letztlich das Volk nicht mehr frei über die Gesetzgebung entscheiden können. Die Möglichkeit, dass die Schweiz durch das Abkommen quasi zu einem "Anhängsel" der EU wird und ihre Gesetzgebung primär von Brüssel diktiert bekommt, ist inakzeptabel. Das Subsidiaritätsprinzip, welches eine zentrale Säule der schweizerischen Bundesstaates ist, könnte durch die umfassende Übernahme von EU-Regelungen ausgehöhlt werden. Es ist daher unabdingbar, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien kompromisslos verteidigt. Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse genügen diesen Anforderungen bei weitem nicht und bergen erhebliche Risiken für die Zukunft unseres Landes.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Rechtssystems auf. Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Recht durch automatische oder de-facto-Übernahme von Richtlinien und Verordnungen untergräbt die Kernprinzipien unserer direkten Demokratie. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, wird durch einen Prozess ausgehebelt, bei dem das Schweizer Volk und seine Institutionen nicht mehr autonom über die Gesetzgebung entscheiden. Die Einbeziehung von EU-Recht, selbst wenn es nur als Referenz dient, schafft eine Rechtsunsicherheit und eine Abhängigkeit, die mit dem Selbstbestimmungsrecht der Schweiz unvereinbar ist. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, die sich auf Artikel 97 des Bundesgesetzes über die Bekämpfung des unlauteren Wettbewerbs (UWG) auswirken könnte, ist alarmierend. Dieses Gesetz dient dem Schutz des fairen Wettbewerbs im Inland und darf nicht durch europäische Regelungen verwässert werden, die möglicherweise nicht den schweizerischen Bedürfnissen und

Marktgegebenheiten entsprechen. Wir müssen uns fragen, inwieweit die Ständeratsdebatte zum Thema der automatischen Übernahme von EU-Recht tatsächlich die Bedenken der Bevölkerung widerspiegelt. Das Parlament hat eine Verantwortung gegenüber den Bürgerinnen und Bürgern, deren demokratische Rechte zu wahren. Eine Übernahme von EU-Recht, die nicht durch einen expliziten, transparenten und dem Volk zur Zustimmung vorgelegten Akt des Schweizer Gesetzgebers erfolgt, ist eine Umgehung des demokratischen Willens. Die Argumentation, dass dies notwendig sei, um die Beziehungen zur EU zu pflegen, darf nicht dazu führen, dass die Grundsätze unserer Rechtsordnung geopfert werden. Die Unabhängigkeit der Gerichte, die in Artikel 190 BV gewährleistet wird, könnte ebenfalls gefährdet sein, wenn europäische Gerichtsentscheidungen de facto bindenden Charakter erhalten, ohne dass ein schweizerischer Rechtsweg ausgeschöpft wurde. Es ist daher unerlässlich, dass jede Übernahme von ausländischem Recht einem sorgfältigen und kritischen Prüfungsprozess unterworfen wird, der die Interessen der Schweiz und die Prinzipien unserer Verfassung in den Vordergrund stellt. Die aktuelle Ausrichtung birgt die Gefahr einer Erosion unserer nationalen Gesetzgebungskompetenzen und stellt eine unhaltbare Belastung für die demokratische Legitimation dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine tiefgreifende und bedenkliche Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Grundprinzipien dar. Die bisherige Praxis, wonach staatliche Beihilfen als politisch motivierte und demokratisch legitimierte Massnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden eingesetzt werden, soll einem rigiden, technokratischen Kontrollregime der Europäischen Union unterstellt werden. Dies entmachtet die demokratisch gewählten Gremien und untergräbt die Entscheidungsautonomie über die lokale und regionale Wirtschaftsförderung. Die Schaffung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Insbesondere Artikel 3 BHÜG etabliert eine zentrale Kontrollinstanz, die primär die EU-Kompatibilität und nicht schweizerische Interessen durchsetzen wird. Diese neue Beihilfekammer, die in die Wettbewerbskommission (WEKO) integriert wird, fungiert de facto als verlängerter Arm der EU. Die vorgesehene Bewilligungspflicht für staatliche Beihilfen durch diese Kammer bedeutet eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, welche die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv einschränkt. Die Souveränität der Kantone wird durch diese Regelungen massiv untergraben. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit der Einführung eines neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG gewährt der neuen Beihilfekammer ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden im neuen Prozess zu Bittstellern degradiert, ohne formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren. Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterworfen wird. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Machtkonzentration in der neuen Beihilfekammer der WEKO, auch gestützt auf die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" agiert als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts und entzieht sich der direkten demokratischen Kontrolle und Rechenschaftspflicht, was den Grundsätzen der Gewaltenteilung widerspricht. Die Schwächung des Konsumentenschutzes durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) unterstreicht die Intransparenz und die Fokussierung auf EU-Konformität anstelle schweizerischer Interessen. Insgesamt widersprechen die vorgeschlagenen Änderungen den föderalistischen Grundsätzen und der nationalen Souveränität der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Verpflichtung zur Teilnahme an ACER und ENTSO-E, macht die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Anhängsel der EU-Energiepolitik. Entscheide, die unser nationales Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel gefällt, während die Schweiz die Konsequenzen tragen muss. Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert. Gemäss Art. 22 StromVG und den verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) muss die ElCom undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen. Dies bedeutet

das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung und eine fundamentale Untergrabung unserer föderalen Strukturen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden die föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie der Wasserreserve (Art. 8b ff. StromVG), wird eingeschränkt, und es gibt keine klare Verantwortung mehr für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und macht uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der uns Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze kostet.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Service public in der Schweiz. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass sich ausländische Unternehmen auf die profitabelsten Hauptverbindungen konzentrieren. Dies hat zur Folge, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den weniger rentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Eine solche Entwicklung untergräbt die finanzielle Basis des Schweizer Service public fundamental und gefährdet die Aufrechterhaltung eines umfassenden öffentlichen Verkehrsangebots für alle Bürgerinnen und Bürger, unabhängig von deren Wohnort. Zudem sind die als Absicherung deklarierten "Gemeinsamen Erklärungen" rechtlich wertlos. Sie bieten keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies stellt eine Aushöhlung unserer Souveränität dar, da zukünftige regulatorische Änderungen in der EU die Gestaltung und Finanzierung unseres Bahnverkehrs massgeblich beeinflussen würden, ohne dass die Schweiz hierauf Einfluss nehmen kann. Die fortschreitende Verlagerung der Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen, wie bei der potenziellen Übernahme von Regulierungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verringert die nationale Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingen die Schweiz zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen für den öffentlichen Nahverkehr. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung und Vergabe von Verkehrsleistungen empfindlich ein. Anstatt Kriterien anzuwenden, die primär den schweizerischen Bedürfnissen und Zielen dienen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und somit potenziell teurerer Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler und die Nutzenden des öffentlichen Verkehrs. Die im Landverkehr vorgeschlagenen Massnahmen sind daher abzulehnen, da sie die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres bewährten Service public ernsthaft gefährden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit manifestieren eine gravierende Erosion unserer Souveränität und stellen eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, ist unvereinbar mit dem Volkswillen. Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS'. Diese Statusverschlechterung birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da ein Verbleib selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug möglich bleibt. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass unser Sozialstaat eine Absicherung für bedürftige Bürger und legal Aufenthaltsberechtigte sein soll und nicht zum Anziehungspunkt für Sozialtourismus verkommen darf. Die dadurch geförderte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, einschliesslich des beispiellosen Ausbaus des Familiennachzugs, der neu auch Eltern und Grosseltern umfasst, wird eine

unkalkulierbare Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden darstellen. Die sogenannte 'Schutzklausel' gemäss Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch gezwungen sein, sie anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was die Klausel zu einer Erpressungs- und nicht zu einer Schutzmassnahme degradiert. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitgestalten können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Asyl- und im Arbeitsvermittlungsgesetz (AIG, AVG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die kaum mehr mögliche Ausgrenzung bei Abhängigkeit sind direkte Folgen, die unsere Sozialwerke weiter unter Druck setzen werden. Die bewährte Praxis der nationalen Qualitätsprüfung von Berufsqualifikationen wird im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BBG) durch eine automatisierte Anerkennung im Rahmen des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) ersetzt. Dies birgt die Gefahr einer Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die zweite Säule wird durch die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2 BVG den Koordinationsregeln der EU unterstellt, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und in den Medizinalberufegesetzen (MedBG, GesBG) höhlt die eigenständige Prüfung und die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern aus. Insbesondere im Gesundheitswesen ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Schweiz gibt ihre souveräne Regulierungskompetenz auf und unterwirft sich bürokratischen EU-Systemen, was nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unserer Ansicht nach ungenügend und stellen eher kosmetische Korrekturen dar, welche die fundamentalen Risiken für das Schweizer Lohnniveau nicht beheben können. Die befürchtete Erosion der Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, wird durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit ungebremst weitergehen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser faktisch aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, jedoch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vornehmlich ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweiz dar. Es handelt sich hierbei keineswegs um eine blossen Sicherheitsabgleich, sondern um eine umfassende Unterwerfung unserer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein Regelwerk, das nicht auf unsere spezifischen

Bedürfnisse zugeschnitten ist. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, unser wichtigster Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'. Ein besonders beunruhigendes Element ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und jegliche Kritik an diesem schädlichen Abkommen im Keim erstickt. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren uneingeschränkten Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität und macht unsere Produzenten zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Die damit einhergehende Welle der Bürokratie wird insbesondere kleine und mittlere Betriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Verarbeiter treffen. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften sind für unsere traditionellen Strukturen ungeeignet und bedrohen damit lokale Existenzen und unsere kulinarische Identität. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar. Ferner wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind Rückschritte zu befürchten. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) führt zu einem Verlust der Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Auch der Waldschutz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Dieses Abkommen ist ein direkter Angriff auf unsere Souveränität, unsere Qualität und die Existenzgrundlage unserer Bauern.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die EU werfen schwerwiegende Bedenken auf, welche einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Transformation von bislang freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Mitteln zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht stellt einen erheblichen Souveränitätsverlust dar. Insbesondere die Festlegung von Kohäsionszahlungen, die mit dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) in das eigene Gesetzgebungsgefüge integriert werden sollen, birgt ein kritisches Potenzial. Die im Art. 1 des KoBG verankerte Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Mittel entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Budgethoheit und verwandelt eine politische Geste in eine unwiderrufliche Verpflichtung. Diese Entwicklung widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern, da die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird. Der initial kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockmittel für einen Mechanismus, der unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung eröffnet der EU die Möglichkeit, die Schweizer Beiträge nach eigenem Ermessen zu diktieren, ohne dass die Schweiz eine Möglichkeit hat, sich dem zu entziehen. Dies entbehrt jeder Gleichbehandlung und untergräbt die Verhandlungsposition der Schweiz erheblich. Eine finanzielle Verpflichtung ohne die Garantie eines verbesserten Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse ist nicht vertretbar. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, signalisiert eine tiefgreifende Verankerung dieser Zahlungsverpflichtungen in der Schweizer Rechtsordnung. Dies legitimiert sie als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung und nicht als flexible politische Geste. Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b irreführend und missbräuchlich. Der angesehene Bereich der Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu rechtfertigen. Diese Aushebelung demokratischer Prozesse und die ungleiche Lastenverteilung sind nicht hinnehmbar und bedürfen einer grundlegenden Neubewertung.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Irene Hunziker <irene.hunziker@greenmail.ch>
Sent: Sonntag, 5. Oktober 2025 18:10
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Nein
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU(1).pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Grüezi
Im Anhang meine Bedenken. Ich bin sehr unzufrieden mit der Politik! Unsere Schweiz wird uns Schweizern weggenommen und verschenkt an Brüssel. Ausserdem geflutet mit Asylanten, Migranten usw. Darum explodieren auch die KK-Kosten, ich bezahle mindestens für zehn nicht zahlende (von unserem Steuergeld bezahlten!) Personen. Da bin ich ganz klar dagegen! Hören Sie doch bitte auf das Volk, das Sie vertreten müssen und von dem Sie fürstlich bezahlt werden.
Eine besorgte und von den Politikern sehr enttäuschte Schweizer Bürgerin.
Irene Hunziker

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: I. Hunziker (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Hunziker · irene.hunziker@greenmail.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der inländischen Entwicklungen im Hinblick auf eine Annäherung an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf und sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und des Rechtsstaatsprinzips in höchstem Masse problematisch. Die Bestrebungen, die schweizerische Rechtsordnung an die der EU anzugleichen, drohen die Unabhängigkeit unseres Landes nachhaltig zu untergraben und das bewährte System der direkten Demokratie zu gefährden.

Es ist zu befürchten, dass die Autonomie der schweizerischen Gesetzgebung durch die Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt wird. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) hat die Bundesversammlung das Recht, die Gesetze zu erlassen. Die drohende Übernahme von Rechtsprechung und Gesetzgebung aus Brüssel würde dieses verfassungsmässige Recht der Volksvertretung massiv einschränken und die Schweiz zu einem reinen Rezipienten von EU-Regulierungen degradieren. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 Absatz 1 BV verankert ist.

Des Weiteren ist die Transparenz und demokratische Legitimation der Übernahme von EU-Recht fragwürdig. Viele EU-Rechtsakte werden nicht im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren verabschiedet, sondern durch Verordnungen und Richtlinien der EU-Kommission oder des Rates erlassen. Eine Übernahme dieser Akte ohne entsprechende parlamentarische Debatte und Volksabstimmung würde gegen das Prinzip der rechtsstaatlichen demokratischen Legitimation verstossen, welches auch für die Gesetzgebung der Schweiz gelten muss. Insbesondere Artikel 164 Absatz 2 BV verlangt, dass Gesetze und Verordnungen vom Volk und den Kantonen in den vom Volk gewünschten Grenzen anerkannt werden müssen, was durch die blosse Übernahme von EU-Recht kaum gewährleistet ist.

Die avisierte Harmonisierung droht zudem, die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweizer Bevölkerung zu vernachlässigen. Die EU-Gesetzgebung ist auf die Bedürfnisse ihrer Mitgliedstaaten zugeschnitten, und eine pauschale Übernahme birgt die Gefahr, dass die schweizerische Wirtschaftsstruktur, die sozialen Sicherungssysteme und die kulturelle Vielfalt negativ beeinflusst werden. Die Gewährleistung der inneren und äusseren Sicherheit der Schweiz, wie in Artikel 2 BV als Hauptaufgabe des Bundes umschrieben, könnte durch eine unbedachte Rechtsübernahme erschwert werden, wenn beispielsweise die Souveränität über sicherheitsrelevante Bereiche an Brüssel abgetreten würde.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegenden Vorschläge die schweizerische Souveränität und den Rechtsstaat massiv gefährden und daher in ihrer jetzigen Form entschieden abzulehnen sind.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen gravierende und unannehmbare Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU-Regulierung täuschen über die erheblichen Risiken für unseren lebenswichtigen Service public hinweg.

Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch unseren öffentlichen Verkehr dar. Ausländischen Anbietern wird damit Tür und Tor geöffnet, um sich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken herauszupicken. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' wird unweigerlich dazu führen, dass sich die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien konzentrieren müssen. Dies untergräbt die ökonomische Basis des Service public fundamental und gefährdet langfristig die Qualität und den Umfang des Angebots für die gesamte Bevölkerung.

Darüber hinaus bedroht die Anwendung des EU-Beihilferechts die bewährten und für die Schweiz essenziellen Subventionsmechanismen. Unsere bisherigen Praktiken im Güterverkehr, Regionalverkehr und bei der Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Handlungsfähigkeit unserer Bahngesellschaften einschränken, sondern auch direkt die Attraktivität und Leistungsfähigkeit des öffentlichen Verkehrs beeinträchtigen.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme proklamierte 'Gemeinsame Erklärung' ist nichts weiter als eine rechtlich wertlose und nicht bindende Beruhigungspille. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme von EU-Recht, welches die Schweiz in Zukunft ohnehin übernehmen müsste. Diese Klausel ist eine Taktik, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert, sondern lediglich verzögert.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), würden die nationale Steuerungskompetenz unwiederbringlich an zentrale EU-Stellen verlagern.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies beschneidet die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich. Anstatt die Vergabe nach den besten und auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen wir uns EU-konformen Kriterien unterwerfen. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Service public darstellen und unsere Souveränität im Bereich des Landverkehrs massiv einschränken. Die Bedenken sind fundamental und erfordern eine deutliche Zurückweisung dieser gefährlichen Entwicklungen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und höchst problematischen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung regionaler Interessen, des Service public oder lokaler KMU eingesetzt werden, würde unter einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime untergraben. Dies ist insbesondere vor dem Hintergrund der geplanten Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG) besorgniserregend.

Das BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG geschaffen wird, entsteht eine zentrale Kontrollinstanz, deren primäres Ziel die Durchsetzung der EU-Kompatibilität und nicht länger die Wahrung schweizerischer Interessen ist. Dies höhlt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte

Subventionspraxis aus und schränkt die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit von Bund und Kantonen massiv ein.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen erheblich untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) verschärft dies weiter. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht.

Zudem wird durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) die nationale Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr aufgegeben. Dieser Sektor wird damit vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Auch die kritischen Sektoren der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Die Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Dieses Abkommen unterwirft die Schweiz systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU und macht sie zu einem reinen Regel-Empfänger.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Zur Vernehmlassung über die Personenfreizügigkeit und den Lohnschutz nehmen wir mit tiefer Besorgnis Stellung. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind offensichtlich unzureichend und dienen lediglich als kosmetische Korrekturen, die den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keineswegs kompensieren können. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst.

Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit

vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagene Regelung stellt einen inakzeptablen Souveränitätsverlust dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine gravierende Untergrabung der Schweizer Souveränität und unserer etablierten hohen Standards dar. Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards droht die sprichwörtliche Schweizer Qualität zu entwerten und zerstört damit einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, indem das Label "Made in Switzerland" massiv an Wert verliert. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie ist ein Frontalangriff auf die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen überziehen und viele zur Aufgabe zwingen wird. Es ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus wird durch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ein inakzeptabler Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung durch neue Artikel 15a und 21 TSchG ist ein klarer Souveränitätsverlust, der uns zwingt, unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften aufzugeben und eigene, höhere ethische Massstäbe zu verlieren.

Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ferner erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Wir lehnen dieses Abkommen in seiner jetzigen Form entschieden ab, da es unsere Standards, unsere Souveränität und die Vielfalt unserer Land- und Ernährungswirtschaft massiv gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die innere Stabilität der Schweiz. Insbesondere die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, wie sie durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und weitere Gesetzesanpassungen intendiert ist, steht im klaren Widerspruch zur Bundesverfassung, namentlich zu Artikel 121a BV, und zum Volkswillen, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf statt zehn Jahren, welches praktisch unentziehbar ist und selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand behält, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Solidität unserer Sozialwerke. Dies widerspricht dem Prinzip, dass von der Gemeinschaft profitiert, wer auch zu ihr beiträgt. Vielmehr wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv gefördert, da EU-Bürger und ihre erweiterten Familienkreise ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind.

Die damit verbundenen Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewältert.

Die unkontrollierte Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen. Die sogenannte „Schutzklausel“, neu in Artikel 21b AIG definiert, entpuppt sich als reines Placebo. Die hohen Hürden für deren Anwendung und die drohenden EU-Strafmassnahmen im Falle einer Inanspruchnahme entlarven sie als Erpressungsklausel und nicht als wirksames Steuerungsinstrument.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet eine faktische Entmündigung des Schweizer Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie in Artikel 34d Absatz 2bis des ETH-Gesetzes und Artikel 61a des HFKG vorgesehen, ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Integration in das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur unabhängigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Gleiches gilt für die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG), welche die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen ersetzen und die Patientensicherheit gefährden.

Die Anbindung der zweiten Säule an EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte. Diese Massnahmen zeigen eine bedenkliche Tendenz zur Unterwerfung unter das EU-Recht, die unsere Rechtsordnung tiefgreifend verändert. Wir lehnen diese Vertragsanpassungen entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten tragen, aber keine wirklichen Entscheidungen mehr treffen wird. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik bedeutet.

Die EU-Beihilfenregeln drohen zudem, das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, existenziell zu gefährden. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt, indem deren Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) wird die Versorgungssicherheit dem freien Markt opfern. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve (Art. 8b ff. StromVG), wird stark eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies führt zwangsläufig zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Weiterhin schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die Position der

dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und bevorteilt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unnötigerweise Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze kostet. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen des Abkommens mit der EU stellt aus Sicht der Schweiz eine gravierende Verschlechterung dar und untergräbt souveräne Rechte. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem geplanten Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die Möglichkeit, über diese milliardenschweren Zahlungen demokratisch zu entscheiden und sie an politische Prioritäten zu knüpfen.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist augenscheinlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Schweizer Zahlungsverpflichtungen führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, Forderungen der EU abzulehnen, und wird gezwungen sein, jeden diktierten Betrag zu entrichten. Dies positioniert die Schweiz als reine Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, deren primärer Effekt die Aushöhlung der Souveränität ist und die kaum greifbare Vorteile für den Schweizer Binnenmarkt garantiert.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Insbesondere Art. 1 KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch begründet, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zur Norm. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, spezifisch Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, signalisiert die beabsichtigte Verankerung dieser Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b, die die Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung verknüpft, erscheint zudem irreführend und missbraucht den guten Namen der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler Zahlungen an die EU.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU im vorliegenden Vernehmlassungsformular gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und erweist sich bei näherer Betrachtung als unzureichend, um die langfristigen Interessen der Schweiz zu wahren. Eine kritische Würdigung der vorgeschlagenen Vereinbarungen offenbart zahlreiche Schwachstellen, die einer wohlüberlegten und rechtsstaatlichen Behandlung bedürfen.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht stellt eine fundamentale Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar, wie sie im Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Selbstbestimmung des schweizerischen Volkes und der Kantone gewährleistet. Die automatische Adaption von Rechtsnormen, die von einer externen Institution ohne demokratische Legitimation für die Schweiz geschaffen werden, konterkariert das Prinzip der direkten Demokratie und der nationalen Entscheidungsfindung. Dies widerspricht auch dem Geist des Artikels 123 Absatz 2 BV, der die Zuständigkeit der Bundesversammlung für den Abschluss von völkerrechtlichen Verträgen betont, welche die rechtssetzenden Bestimmungen der Bundesversammlung berühren.

Des Weiteren wirft die Angleichung an das Recht der Europäischen Union erhebliche Fragen hinsichtlich der Kohärenz mit bestehenden schweizerischen Gesetzen auf. Es ist keineswegs gewährleistet, dass die übernommene EU-Rechtsprechung, insbesondere die des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), mit den Grundsätzen des schweizerischen Rechtssystems vereinbar ist. Dies kann zu Rechtsunsicherheit führen und die Anwendung von schweizerischem Recht erschweren, was wiederum die Stabilität des Rechtsrahmens gefährdet, der für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft von zentraler Bedeutung ist.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des EuGH, sind aus schweizerischer Perspektive höchst problematisch. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH würde de facto eine richterliche Gewalt von aussen über schweizerische Rechtsfragen etablieren. Dies steht im Widerspruch zur souveränen Rechtsprechung der schweizerischen Gerichte und untergräbt die Unabhängigkeit der Judikative, wie sie im Artikel 194 Absatz 1 BV mit der Betonung der Rechtsgleichheit und der Grundrechte umschrieben ist.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorliegende Paket die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition gegenüber der EU drängt und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Gesetzgebung und ihrer politischen Zukunft massiv einschränkt. Eine kritische und auf die Wahrung der nationalen Interessen ausgerichtete Prüfung ist daher unerlässlich, bevor irgendwelche weitergehenden Schritte unternommen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Rechtsordnung der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die erzielten Vereinbarungen die Interessen der Schweiz angemessen wahren und ob sie im Einklang mit unserer Verfassung, insbesondere dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), stehen.

Die Übernahme von EU-Recht, auch in abgeschwächter Form, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Artikel 190 BV, der die Bindung von Gerichten an EU-Recht in bestimmten Konstellationen vorsieht, war bereits Gegenstand intensiver Debatten. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diese Problematik weiter zu verschärfen, indem sie potenziell eine noch tiefere Integration in den EU-Rechtsrahmen vorsehen, ohne dass eine ausreichende demokratische Legitimation oder eine klare Abgrenzung zur direkten Anwendbarkeit von EU-Recht gewährleistet ist.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Frage der dynamischen Rechtsübernahme. Die automatische Übernahme zukünftiger EU-Rechtsentwicklungen, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU üblich ist, würde die Schweiz einem stetigen Einfluss aus Brüssel aussetzen, dem sie politisch und rechtlich kaum noch entgegentreten könnte. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der parlamentarischen Kontrolle und der demokratischen Mitsprache, welche die Grundlage unseres politischen Systems bilden. Das Parlament und das Volk müssten die Konsequenzen von Entscheidungen tragen, an denen sie nicht direkt beteiligt waren.

Weiterhin sind die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft und den Arbeitsmarkt zu hinterfragen. Während die Befürworter von einer Stärkung der Wirtschaftsbeziehungen sprechen, besteht die reale Gefahr, dass Schweizer Unternehmen und Arbeitnehmer einem verschärften Wettbewerb ausgesetzt werden, ohne dass die entsprechenden Schutzmechanismen greifen. Die Einhaltung von EU-Normen kann zudem zu zusätzlichen Kosten und bürokratischen Hürden führen, welche die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von Risiken bergen, die eine eingehende Prüfung und eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die Wahrung unserer Souveränität, die Stärkung unserer direkten Demokratie und die Sicherung unserer wirtschaftlichen Interessen müssen oberste Priorität haben. Es ist unerlässlich, dass jeder Schritt in Richtung einer engeren Anbindung an die EU einer sorgfältigen Abwägung unterzogen wird und im vollen Umfang den Prinzipien unserer Bundesverfassung entspricht. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, auch in abgewandelter Form, birgt unannehmbare Risiken für die Eigenständigkeit der Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung. Die Ankündigung, bestehende Abkommen zu festigen und die Zusammenarbeit zu vertiefen, muss unter dem Licht der nationalen Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung betrachtet werden.

Insbesondere das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, steht unter Druck. Jede Annäherung an EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die letztlich die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung untergräbt. Die EU-Institutionen agieren nach dem Prinzip der primären und sekundären Rechtssetzung, und eine engere Anbindung an dieses System würde unweigerlich bedeuten, dass die Schweiz sich zunehmend den Vorgaben aus Brüssel beugen müsste. Dies widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, die darauf abzielt, die Autonomie der Schweiz zu wahren.

Ferner ist die Gefahr einer automatischen Übernahme von EU-Recht durch direkte Verweise in bilateralen Abkommen nicht zu unterschätzen. Artikel 123 des Obligationenrechts beispielsweise, der die vertragsrechtlichen Beziehungen regelt, könnte in seiner Auslegung durch EU-Recht beeinflusst werden, was die schweizerische Rechtspraxis verändern würde, ohne dass eine explizite Zustimmung des Parlaments oder des Volkes erfolgt wäre.

Die wirtschaftlichen Implikationen einer solchen Vertiefung der Beziehungen sind ebenfalls fraglich. Während kurzfristige Vorteile durch erleichterten Zugang zum EU-Binnenmarkt denkbar sind, dürfen die langfristigen Kosten für die schweizerische Souveränität und die Anpassungsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft nicht ignoriert werden. Die Europäische Union ist ein sich ständig weiterentwickelnder Rechtsraum, und eine pauschale Übernahme oder Anpassung an dessen Normen birgt erhebliche Risiken. Artikel 97 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte hierdurch in seinen Grundfesten erschüttert werden, wenn die schweizerische Wirtschaft gezwungen wäre, sich den oft restriktiven und marktfremden EU-Regularien anzupassen.

Die vorliegende Vorlage scheint die Komplexität der sou-veränitätswahrenden Beziehungen zur EU zu unterschätzen und birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihren eigenständigen Weg aufgibt, ohne klare und verhältnismässige Gegenleistungen zu erhalten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jean-Pierre (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Jean-Pierre · amigo18.4.2013@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche und ungelöste Risiken für die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweiz. Es ist höchst besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme des EU-Rechts, ohne klare und wirksame Garantien für die schweizerische Rechtsordnung und die direkte Demokratie verabschiedet werden sollen.

Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür des Institutional Agreement, namentlich durch die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), stellt eine direkte Erosion der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Artikel 125 des Bundesgesetzes über die Bundesverwaltung (BGV) gewährt dem Bundesrat die Kompetenz, Verordnungen zu erlassen, die jedoch stets die Grenzen der gesetzgeberischen Kompetenz des Bundes respektieren müssen. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass der EuGH, dessen Jurisdiktion in der Schweiz nicht anerkannt ist, faktisch zum obersten Richter über schweizerische Gesetze erhoben wird. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Des Weiteren missachtet das Abkommen die Rolle des Schweizer Parlaments und der direkten Demokratie. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen des Agreements angedacht ist, würde dem Parlament und dem Volk die Möglichkeit nehmen, Gesetzgebungsvorlagen kritisch zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) sieht vor, dass das Parlament die Gesetzgebungskompetenz besitzt und die oberste Leitungsfunktion des Staates ausübt. Eine faktische Entmachtung des Parlaments durch die Übernahme von nicht verhandelbarem EU-Recht ist inakzeptabel. Auch die Möglichkeit des fakultativen Referendums, ein Kernstück der schweizerischen Demokratie gemäss Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung (BV), würde durch die automatische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt.

Die wirtschaftlichen Vorteile des Pakets werden stark überschätzt, während die potenziellen Nachteile für die schweizerische Identität und die wirtschaftliche Freiheit unterschätzt werden. Die Abhängigkeit von der EU birgt die Gefahr einer stetigen wirtschaftlichen und politischen Integration, die die Schweiz ihrer Flexibilität und Eigenständigkeit beraubt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket zur Gesamtbeurteilung mit erheblichen Mängeln behaftet ist. Es gefährdet die schweizerische Souveränität, schwächt die direkten demokratischen Rechte und birgt unkalkulierbare Risiken für die Zukunft des Landes. Die Interessen der Schweiz werden durch die vorgeschlagenen Regelungen nicht adäquat geschützt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bezüglich des Abkommens mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen höchst bedenklich. Es mangelt an Transparenz und einer klaren Darlegung der weitreichenden Konsequenzen, die diese Vereinbarungen mit sich bringen würden. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, wie sie im Bereich des Binnenmarktes und der Dienstleistungen im Raume steht, untergräbt die Grundlage unseres Rechtssystems.

Die vorgesehene Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellt eine direkte Verletzung des Artikels 123 der Bundesverfassung dar, welcher die Eigenständigkeit der Schweizer Rechtsordnung garantiert. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Anwendung schweizerischen Rechts auf in der Schweiz lebende Personen und Unternehmen wären dadurch massiv eingeschränkt. Es ist keineswegs akzeptabel, dass ausländische Gerichte die Auslegung und Anwendung unserer Gesetze massgeblich beeinflussen, ohne dass die Schweizer Stimmbürger oder das Parlament ein Mitspracherecht hätten. Dies steht im Widerspruch zur demokratischen Legitimität, die durch das Volk und die Kantone gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung legitimiert ist.

Die angebliche Wahrung der Personenfreizügigkeit durch eine automatische Übernahme des entsprechenden EU-Rechts birgt erhebliche Risiken für die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz. Die flankierenden Massnahmen, die zum Schutz der Löhne und der Arbeitnehmer vor Lohndumping etabliert wurden, laufen Gefahr, durch die dynamische Rechtsübernahme ausgehebelt zu werden. Dies könnte die faktische Souveränität der Schweiz in Kernbereichen der Arbeitsmarktpolitik, wie sie beispielsweise im Arbeitsgesetz geregelt ist, empfindlich stören.

Die finanzielle Beteiligung an EU-Programme, ohne dass klare Gegenleistungen und eine nachvollziehbare Kontrolle der Mittelverwendung gewährleistet sind, ist zudem wirtschaftlich fragwürdig. Die Verpflichtung zur Übernahme von Haftungsrisiken ohne ausreichende Absicherung birgt unkalkulierbare finanzielle Belastungen für die Schweizer Steuerzahler.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Schweizer Souveränität, unsere demokratischen Prinzipien und unsere wirtschaftlichen Interessen gefährden. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Recht und die Unterwerfung unter europäische Gerichte sind mit unserer Verfassung und der Eigenständigkeit unseres Landes unvereinbar. Es braucht eine kritische Überprüfung und die Ablehnung von Vereinbarungen, die unsere Autonomie schwächen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit unseres Landes. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in Form eines stabilisierten Abkommensrahmens, läuft Gefahr, die Schweiz schleichend dem Recht der EU zu unterstellen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres demokratischen Systems, insbesondere dem Volkssouveränitätsprinzip gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (SR 161.1). Jegliche Form der Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk oder seine Kantone stellt eine Aushöhlung der direkten Demokratie dar.

Insbesondere die Frage der Übernahme von EU-Recht stellt eine gravierende Problematik dar. Die

Erfahrungen mit bestehenden bilateralen Abkommen zeigen, dass die EU ihre Rechtsentwicklung stetig vorantreibt. Eine Verpflichtung zur automatischen oder quasi-automatischen Übernahme von neuem EU-Recht, wie sie in verschiedenen Szenarien denkbar ist, würde die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit manövrieren, in der sie nicht mehr eigenständig über ihre Gesetzgebung bestimmen kann. Dies stünde im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung (SR 101), der die Schweiz als souveräner und unabhängiger Staat festschreibt. Die Möglichkeit, dass Gerichtsurteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) direkte Anwendung im Schweizer Recht finden könnten, ohne dass diese von Schweizer Gerichten in einem unabhängigen Verfahren geprüft und auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung hin überprüft werden, ist inakzeptabel. Dies würde die Rechtsprechung unseres Landes faktisch fremdbestimmen und die Gewaltentrennung gefährden.

Die vorgeschlagene Stabilisierung darf nicht zu einer schleichenden Erosion unserer Rechtsprechung und unserer politischen Unabhängigkeit führen. Die Schweiz hat sich stets durch ihre Eigenständigkeit und die Weisheit ihrer direkten Demokratie ausgezeichnet. Eine zu grosse Nähe zur EU, die mit der Übernahme von EU-Recht einhergeht, birgt die Gefahr, diese wertvollen Errungenschaften zu gefährden. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Form der Zusammenarbeit die Souveränität der Schweiz und die Entscheidungsfreiheit des Schweizer Volkes uneingeschränkt wahrt. Ohne klare und verlässliche Garantien gegen eine Übernahme von EU-Recht und eine unabhängige gerichtliche Überprüfung der Vereinbarkeit mit der Schweizer Verfassung ist eine solche Stabilisierung nicht im Interesse unseres Landes.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung auf. Es ist beunruhigend, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht, ohne formelle Mitsprache oder die Möglichkeit, eigene Interessen angemessen zu wahren, untergraben wird. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und der verfassungsrechtlichen Ordnung. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Institutionen der Europäischen Union (EuIG) verlangt, dass die Schweiz ihre eigenen nationalen Interessen wahrt und ihre Souveränität schützt. Die aktuelle Vorgehensweise scheint diese Vorgabe fundamental zu missachten.

Des Weiteren ist die mangelnde Transparenz im Prozess der Übernahme von EU-Recht höchst problematisch. Das Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in der Bundesverfassung verankert ist, wird ausgehöhlt, wenn die Bevölkerung und die parlamentarischen Organe nicht angemessen in die Gestaltung und Überprüfung von Abkommen eingebunden werden, die weitreichende Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere Wirtschaft haben. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Achtung der Grundrechte und der demokratischen Grundsätze. Die aktuelle Vorgehensweise scheint jedoch darauf abzuzielen, rechtsstaatliche Kontrollmechanismen zu umgehen.

Die Vorstellung, dass die Schweiz blindlings EU-Richtlinien und -Verordnungen übernehmen soll, ohne eine kritische Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Rechtsordnung, ist inakzeptabel. Dies betrifft insbesondere Bereiche, in denen die EU-Gesetzgebung spezifische schweizerische Traditionen oder bewährte Praktiken untergraben könnte. Die übermässige Übernahme von EU-Recht, ohne ausreichende Berücksichtigung nationaler Besonderheiten, gefährdet die Rechtssicherheit und die Wettbewerbsfähigkeit heimischer Unternehmen. Das Obligationenrecht (OR) und andere zentrale Gesetze, die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, könnten durch unpassende EU-Bestimmungen destabilisiert werden.

Zudem besteht die Gefahr, dass durch die automatische Übernahme von EU-Recht eine schleichende Aushöhlung der Kompetenzen von Bund und Kantonen stattfindet. Dies steht im direkten Gegensatz zu den Prinzipien des Föderalismus, die in den Artikeln 41 ff. der Bundesverfassung verankert sind. Die Kantone, als Träger der Staatsgewalt auf lokaler Ebene, müssen ihre rechtliche und legislative Autonomie uneingeschränkt behalten können. Die vorgeschlagene Umsetzung birgt die Gefahr, dass die Schweiz von einem eigenständigen Gesetzgeber zu einem reinen Übernehmer von externen Normen degradiert wird, was die Attraktivität und die Stabilität unseres Rechtsraumes ernsthaft

gefährdet.

Strom

Die vorliegende Stellungnahme drückt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Stromabkommen mit der EU aus. Die damit verbundene institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt unweigerlich zum Verlust unserer Energiesouveränität. Die Schweiz wird zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Entscheidungen über das eigene Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden. Dies untergräbt das Prinzip der Selbstbestimmung und stellt eine Gefährdung unserer nationalen Interessen dar.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Regelwerke aus Brüssel untergräbt die Eigenständigkeit unserer Energieregulierung, die bisher auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichtet war. Dies bedeutet das Ende einer schweizerischen Energieregulierung, wie wir sie kennen.

Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, dar. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und deren Entwicklung unterstützt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende wirtschaftliche und strukturelle Folgen für betroffene Regionen.

Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion schützt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt dezentrale Akteure und verschiebt die Machtverhältnisse zugunsten zentralisierter Strukturen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, ist ein hochriskantes Experiment. Sie opfert die nationale Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. In Krisenzeiten trägt niemand mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die Folge werden volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte sein, da die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Zahlreiche kleine und mittlere Produzenten werden benachteiligt, was die schweizerische Energiestrategie konterkariert und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die Zerstörung unserer föderalen Strukturen und der bewährten Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zur Folge hat. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE verstärkt diesen Trend.

Staatliche Beihilfen

Das geplante Abkommen im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine gravierende Erosion unserer

nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente des Bundes, der Kantone und der Gemeinden zur Förderung von regionalem Verkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokalen KMU dienen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt nicht nur die demokratische Legitimation solcher Förderungen, sondern schwächt auch massiv die Autonomie der Kantone, die künftig ihre wirtschaftspolitischen Entscheidungen einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern vorlegen müssen.

Die Schweiz unterwirft sich damit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die vorgeschlagene Institutionalisierung der EU-Beihilfekontrolle, insbesondere durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), und die damit verbundene neue Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) als integraler Bestandteil der WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG), schafft eine 'Superbehörde', die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Instanz wird primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen, anstatt Schweizer Interessen zu wahren. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Besonders alarmierend ist die Aushöhlung der kantonalen Autonomie durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten kantonale Erlasse ein direktes Beschwerderecht bei einer zentralen Behörde, die im Rahmen einer abstrakten Normenkontrolle (Art. 98a BGG) über die Souveränität der Kantone entscheiden kann. Dies degradiert die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten und zerstört die föderalistischen Grundprinzipien. Die kantonalen Organisationen und Verfahrensautonomien verlieren durch das neue BHÜG und die damit verbundenen Änderungen im Bundesverwaltungsgericht (neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) ihre Bedeutung.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle ist strategisch bedenklich. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenzen über Beihilfen im Luftverkehr und eine vollständige Aufgabe der nationalen Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Bereich. Die bisher bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis wird ausgehebelt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme eines wichtigen Kontrollorgans zum Schweigen gebracht wird. Dieses gesamte Paket bedeutet eine unannehmbare Unterwerfung unter externe Regulierungsmechanismen und eine inakzeptable Einschränkung unserer nationalen und föderalistischen Handlungsfreiheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Weiterentwicklung der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union, insbesondere durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine gravierende Abkehr von den Prinzipien dar, die in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert sind. Der Wille des schweizerischen Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung wird durch die geplante Schaffung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts, einer Art "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf Jahren massiv untergraben. Diese Entwicklung birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die langfristige Stabilität unserer Sozialwerke, da sie die Anreize zur Zuwanderung in unsere Sozialsysteme erheblich verstärkt.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern geht weit über das hinaus, was von einem souveränen Staat erwartet werden kann, und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als ein reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Die Androhung von Strafmassnahmen durch die EU im Falle einer Berufung auf diese Klausel offenbart ihren wahren Charakter als Erpressungsinstrument.

Die geplante automatische Übernahme von EU-Recht im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" bedeutet eine faktische Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden künftiger Verschärfungen des EU-Rechts in diesem

hochsensiblen Bereich hilflos ausgeliefert sein. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei extremer Abhängigkeit wird kaum noch möglich sein. Dies steht im direkten Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es handelt sich um einen verzweifelten Versuch, die finanziellen Folgen dieser Entwicklung abzufedern, die nun auf dem Buckel von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes beeinträchtigt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Die Änderungen im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellen unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität, der uns die Fähigkeit nimmt, die Regeln unserer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse unserer Versicherten zu gestalten. Auch die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes) stellt einen Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten dar, diktiert von Brüssel. Diese umfassende Rechtsübernahme, die sich bis in unser Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24 ZGB) zieht, zeugt von einer unannehmbaren Unterwerfung unter die EU-Rechtsordnung und einer bewussten Missachtung unserer nationalen Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst fragwürdig und bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Arbeitsmarkt. Es ist offensichtlich, dass die angepriesenen Schutzmechanismen nur oberflächlicher Natur sind und den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit zweifellos entsteht, keinesfalls kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensschichten hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und auf EU-Standards heruntergeschraubt. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber signifikant weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies ist eine Einladung an ausländische Firmen, Lohndumping zu betreiben und die Schweizer Standards zu untergraben. Die Kontrollmechanismen werden dabei geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein vergiftetes Geschenk und ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Verknüpfung des

Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Abkommen ist eine klare Verschlechterung für die Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Verankerung finanzieller Beiträge an die Europäische Union, insbesondere die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wirft erhebliche Bedenken auf. Diese Entwicklung stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar und führt zum Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels sowie der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der im Rahmen des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung von Beiträgen birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz würde somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei die Zahlungen verbindlich werden, ohne dass garantierte Vorteile wie verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen die Gegenleistung darstellen.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern, da das Gesetz lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung vorsieht. Die Ausgestaltung des KoBG, insbesondere die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine formelle Massnahme; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren, was die Integrität dieses wichtigen Bereichs gefährdet. Die Schweiz droht, durch diese Regelungen ihre Souveränität zu opfern, ohne ausreichende Gegenleistungen zu erhalten.

Lebensmittelsicherheit

Das vorgelegte Vernehmlassungsdossier, verpackt unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit», stellt eine kaum verhüllte Strategie zur vollständigen Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» dar. Dies ist keine Massnahme zur Erhöhung der Sicherheit, sondern ein Angriff auf die Grundfesten unserer Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das renommierte Label «Made in Switzerland».

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zielt darauf ab, die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Recht zu unterwerfen, was in einer erstickenden Bürokratie resultiert und unsere hohen Standards untergräbt. Dies trifft insbesondere kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen, deren Existenz dadurch bedroht wird. Ebenso verheerend sind die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Neue Artikel wie Art. 15a und Art. 21 zwingen die Schweiz, bewährte und

oft strengere nationale Tierschutzvorschriften zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar und führt zu einem klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich.

Die angeblich notwendige Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein Affront gegen die in der Schweiz etablierten, breiten gesellschaftlichen Akzeptanz findenden Regeln. Weiterhin wird durch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben. Die Fähigkeit, schnell und flexibel auf lokale Seuchenentwicklungen zu reagieren, wird durch die Unterwerfung unter das starre EU-System eingeschränkt, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Besonders beunruhigend ist die beispiellose Bürokratiewelle, die über unsere Produzenten hereinbrechen wird. Nicht nur grosse Betriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen Bilateralen I-Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die spürbare Ausweitung der Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Diese Entwicklung höhlt zudem systematisch unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium aus, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Selbst der Waldschutz wird dem EU-Diktat unterstellt (Art. 26 Abs. 1bis WaG), was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen einschränkt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung und Finanzierung unseres Service public auf. Die damit verbundene Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Gefährdung dar. Ausländische Anbieter, die potenziell von ausländischen Subventionen profitieren, werden in der Lage sein, die lukrativen inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenstrecken tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs und gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung.

Des Weiteren birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken für bestehende und notwendige Subventionen. Bewährte Finanzierungsinstrumente für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das Angebot, das unseren Bürgern zur Verfügung steht.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Absicherung präsentiert wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich hierbei um eine leere Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die dynamische Rechtsübernahme, wie sie bei Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu erwarten wäre, führt zu einer schrittweisen Aufgabe der nationalen Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur zugunsten zentraler EU-Stellen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell

teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt lässt die vorgeschlagene Regelung erhebliche Zweifel an der Wahrung unserer nationalen Interessen und der Zukunftsfähigkeit unseres Service public aufkommen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt:

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer kritischen Würdigung. Eine unvoreingenommene Betrachtung offenbart erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von Unionsrecht ohne angemessene demokratische Kontrolle wirft ernste Bedenken auf.

Die vorgesehene dynamische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie im Rahmen des neuen Abkommens angestrebt wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (SR 161.1) verankert ist. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz haben das Recht, über Gesetze mitzuentscheiden. Eine automatische Übernahme von EU-Recht untergräbt dieses Recht erheblich, da eine nachträgliche parlamentarische oder gar volksrechtliche Überprüfung stark eingeschränkt würde.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die vorgeschlagene Einbeziehung der EuGH-Rechtsprechung in die Auslegung des Abkommens, wie sie mutmasslich unter Artikel 6 der Verordnung (EG) Nr. 593/2008 über das auf vertragliche Schuldverhältnisse anwendbare Recht (Rom I-Verordnung) eine Rolle spielen könnte, stellt eine faktische Unterordnung der Schweizer Gerichte dar. Dies verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die eigenständige Rechtsentwicklung der Schweiz. Die Gefahr einer schleichenden Erosion nationaler Rechtsprechung und die Diskrepanz zu Schweizer Wertvorstellungen sind nicht zu unterschätzen.

Die angeblichen Vorteile des Abkommens, wie der erleichterte Zugang zum EU-Binnenmarkt, dürfen nicht über die fundamentalen Nachteile hinwegtäuschen. Es ist fraglich, ob dieser Zugang den Preis einer signifikanten Einschränkung der politischen und rechtlichen Selbstbestimmung wert ist. Die Schweizer Verfassung, insbesondere die Artikel zur demokratischen Legitimation von Gesetzen, werden durch eine solche Regelung aufgeweicht. Die Möglichkeit, dass die Schweiz in Zukunft nicht mehr autonom über ihre Gesetzgebung entscheiden kann, ist eine beunruhigende Perspektive. Die vorgeschlagene Ausgestaltung könnte dazu führen, dass wesentliche Bereiche des Schweizer Rechts, die durch die Bundesverfassung (BV) geschützt sind, einer nicht-demokratisch legitimierten Einflussnahme ausgesetzt werden. Die Verhandlungsergebnisse sind daher unter diesen Gesichtspunkten kritisch zu hinterfragen und mit grösster Vorsicht zu behandeln.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Stabilisierung tatsächlich im besten Interesse der Schweiz liegt oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung unserer Souveränität bedeutet.

Insbesondere die darin enthaltenen Verpflichtungen zur Übernahme von EU-Recht bereiten Kopfzerbrechen. Das Schweizer Volk hat wiederholt seinen Willen bekundet, über die Ausgestaltung unseres Rechtsrahmens selbst zu entscheiden. Die im vorliegenden Vorschlag implizierte automatische Übernahme von EU-Richtlinien, ohne die Möglichkeit einer demokratischen Prüfung und Anpassung, steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Legitimation, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere in den Artikeln zur Volkssouveränität und zur Gewaltenteilung, verankert sind. Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz dadurch zu einem Anhängsel der EU degradiert wird, dessen Gesetzgebung primär Brüsseler Vorgaben folgen muss, anstatt den spezifischen Bedürfnissen und Werten unserer Nation gerecht zu werden.

Des Weiteren mangelt es an Klarheit bezüglich der finanziellen Auswirkungen. Die Annahme neuer Abkommen impliziert oft neue finanzielle Beiträge an die EU, deren genaue Höhe und Zweckmässigkeit keineswegs transparent dargelegt werden. Artikel 164 der Bundesverfassung verlangt eine sorgfältige und wirtschaftlich fundierte Aussenpolitik. Die pauschale Zustimmung zu weitergehenden Verpflichtungen ohne detaillierte Kosten-Nutzen-Analyse ist unverantwortlich.

Die angepriesene Flexibilität bei der Ausgestaltung der Beziehungen erscheint ebenfalls zweifelhaft. Historische Erfahrungen zeigen, dass die EU in der Regel eine vollständige Übernahme ihrer Regelwerke und Gerichtsentscheidungen fordert. Eine selektive Anwendung oder gar Verweigerung von EU-Recht wird in der Praxis kaum möglich sein, was zu ständigen Konflikten und Verwerfungen führen könnte, anstatt zu einer echten Stabilisierung. Artikel 97 der Bundesverfassung unterstreicht die Wichtigkeit der Wahrung der Interessen der Schweiz in ihren Beziehungen zu anderen Staaten und internationalen Organisationen. Dieses Prinzip wird durch eine unkritische Annäherung an die EU potenziell verletzt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter dem Mantel der Pragmatik eine gefährliche Erosion unserer verfassungsmässigen Ordnung und unserer wirtschaftlichen Selbstbestimmung darstellen könnte. Es bedarf einer deutlich kritischeren Auseinandersetzung mit den detaillierten Konsequenzen, bevor eine solche Richtung eingeschlagen wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und vermag die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes nicht ausreichend zu schützen. Die vorgeschlagenen Regelungen stellen eine einseitige Übernahme von EU-Recht dar, ohne dass die Schweiz einen adäquaten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Selbstbestimmungsrecht des Schweizer Volkes, wie es in der Bundesverfassung verankert ist.

Insbesondere Artikel 4 der Bundesverfassung, der die Wahrung der schweizerischen Interessen als oberstes Ziel nennt, wird durch die vorliegende Vereinbarung massiv gefährdet. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die flankierenden Massnahmen und die institutionellen Regelungen impliziert wird, entzieht der Schweiz die Möglichkeit, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Gesetzgebungen zu erlassen. Dies betrifft zahlreiche Bereiche, die für die schweizerische Identität und den Wohlstand zentral sind. Die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer direktdemokratischen Instrumente und der parlamentarischen Kontrolle ist evident.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Akzeptanz seiner Rechtsprechung in relevanten Bereichen bedeutet eine erhebliche Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit und eine Anlehnung an ein Rechtssystem, das nicht auf den Prinzipien des schweizerischen Rechts basiert. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 30 die richterliche Unabhängigkeit, welche durch eine de facto übergeordnete Rechtsprechung des EuGH untergraben würde. Die Gefahr, dass Urteile des EuGH schweizerische Gesetze de facto ausser Kraft setzen, ohne dass das Schweizer Volk oder die eidgenössischen Räte darauf Einfluss nehmen können, ist nicht tragbar.

Die Begründung, dass die Vereinbarung zur Stabilität und zum Zugang zum EU-Binnenmarkt beitrage, überzeugt angesichts der negativen Konsequenzen für unsere Souveränität und Rechtshoheit nicht. Ein solcher Zugewinn an wirtschaftlicher Stabilität darf nicht auf Kosten der fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates erkauft werden. Die Verankerung des Grundsatzes der Treuepflicht gegenüber der EU, wie sie in Artikel 4 der Bundesverfassung im Kontext der Verfassungsbestimmungen zu den Beziehungen zur EU sinngemäss interpretiert werden müsste, wenn solche eine Regelung einführen würde, würde die Schweiz in eine untergeordnete Position drängen. Es stellt sich die dringende Frage, ob die Schweiz bereit ist, ihre Unabhängigkeit für eine wirtschaftliche Integration zu opfern, deren langfristige Vorteile fraglich und deren Gefahren für unsere politische Autonomie gravierend sind.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung auf, insbesondere im Hinblick auf die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die Stabilität unseres Rechtssystems. Es ist unklar, wie die vorgeschlagenen Anpassungen mit den Grundsätzen des Bundesgesetzes über den Schutz der bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten geltenden Datenschutz (DSG) in Einklang gebracht werden können, ohne die Rechte der betroffenen Personen, wie sie in Artikel 2 des DSG verankert sind, zu verwässern. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass unser bewährtes System der direkten Demokratie, das durch das Recht auf Volksinitiativen und Referenden gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung gewährleistet wird, untergraben wird.

Die Begründung für die Notwendigkeit einer solchen Übernahme erscheint unzureichend und lässt wesentliche Fragen offen, wie die europäische Gesetzgebung mit den spezifischen Bedürfnissen und demokratischen Strukturen der Schweiz vereinbar ist. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht zu einer echten Annäherung führen, sondern zu einer schleichenden Abhängigkeit, die die Gestaltungsfreiheit des Schweizer Gesetzgebers erheblich einschränkt. Die Gefahr einer nicht abschliessenden Übernahme von EU-Recht, die fortlaufend neu bewertet und angepasst werden müsste, ist eine grosse Besorgnis. Dies könnte zu einer permanenten Rechtsunsicherheit führen und die Vorhersehbarkeit für Unternehmen und Bürger beeinträchtigen.

Die vorgeschlagene Umsetzung ignoriert die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Arbeitsmarktes und der sozialen Sicherungssysteme. Eine unreflektierte Übernahme europäischer Regelungen, ohne deren Auswirkungen auf die schweizerische Sozialpartnerschaft und die Lohnschutzmechanismen gemäss Artikel 170 der Bundesverfassung sorgfältig zu prüfen, ist höchst problematisch. Es besteht die Gefahr, dass unser flexibles und erfolgreiches Modell der Arbeitsbeziehungen durch eine starre und für die Schweiz ungeeignete Regulierung ersetzt wird. Die angezielte Harmonisierung darf nicht dazu führen, dass bewährte schweizerische Errungenschaften geopfert werden. Vielmehr muss jede Anpassung kritisch auf ihre Vorteile für die Schweiz und ihre Bürger geprüft werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und höchst bedenklichen Eingriff in die Souveränität der Schweiz, die föderalistische Struktur unseres Landes und die demokratische Legitimation wirtschaftspolitischer Entscheidungen dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen primär als politische und somit demokratisch legitimierte

Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Diese Verlagerung der Entscheidungskompetenz von den politisch verantwortlichen Organen hin zu einer zentralen, von Brüssel diktierten Instanz ist inakzeptabel.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplante Regelung massiv untergraben. Statt eigenständig über die lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sollen kantonale Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, der die Vielfalt und die spezifischen Bedürfnisse der einzelnen Regionen respektiert. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, denen kein formelles rechtliches Gehör gewährt wird, wenn ihre souveränen Entscheide durch eine externe Stelle geprüft und potenziell gekippt werden.

Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird die Schweiz der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterworfen. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG ist die Errichtung einer 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit der Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis ist besonders stossend für unseren Föderalismus, da die Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält und ihre Entscheidungen mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr, wodurch dieser Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt wird. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Diese Entwicklungen institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schwächen die bewährten Prinzipien der Gewaltenteilung, der föderalistischen Autonomie und der direkten Demokratie erheblich. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen zum Wohle ihrer Bürger zu treffen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart bei genauerer Betrachtung ein trügerisches und umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die reine Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht. Unter dem irreführenden Deckmantel wird die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft systematisch dem EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' unterworfen. Dies birgt erhebliche Risiken für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, gefährdet die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter direkter Bedrohung. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label 'Made in Switzerland' wird substantiiell entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie im europäischen Ausland. Damit wird ein entscheidender Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Besonders besorgniserregend ist die erwähnte 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen untrennbar mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert und uns an die Kandare der EU nimmt.

Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen beispiellosen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine befürchtete Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an regionalen Festanlässen müssten die komplexen und für ihre Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu vernichten.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird hierdurch systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können, zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen in eklatanter Weise.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren bisherigen hohen Standards führt.

Entsprechende Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen erheblichen Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche

Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorgeschlagene Abkommen in seiner aktuellen Form eine nicht hinnehmbare Aushöhlung unserer Souveränität, unserer Qualitätsstandards und der Lebensgrundlagen unserer Produzenten darstellt. Es ist ein Schritt in eine Richtung, die dem Wohlstand und der Eigenständigkeit der Schweiz nicht dient.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine unhaltbare Belastung für unsere Sozialwerke und unseren Staat dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem erklärten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, vergleichbar mit einer 'Niederlassung C PLUS', untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke erheblich, da sie selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten, deren Last ausschliesslich die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist reines Täuschungsmanöver; ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt und bei einer etwaigen Anwendung durch die EU mit Strafmassnahmen gedroht wird.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' entmündigt das Schweizer Parlament und das Volk vollständig, da zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich ohne Mitspracherecht übernommen werden. Dies ist eine inakzeptable Schwächung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme durch die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein Eingeständnis der immensen Zusatzkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterordnung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) in diversen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt die nationalen Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen und birgt erhebliche Risiken für die Qualität unserer Dienstleistungen und die Patientensicherheit.

Strom

Die vorgeschlagene Annahme des EU-Stromabkommens stellt eine grundsätzliche Bedrohung für die schweizerische Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit dar. Mit der Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten zu tragen hat, aber keine wirklichen Mitentscheidungsrechte besitzt. Entscheidungen über unser kritischstes Stromnetz werden somit unwiderruflich nach Brüssel verlagert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das substanziell den Bergkantonen zugutekommt und somit föderale Strukturen stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, eine wichtige Säule der lokalen und dezentralen Energieproduktion, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Unverantwortlichkeit, da weder der Markt noch die EU klare Zuständigkeit für die schweizerische Versorgungssicherheit übernehmen. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und damit letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die im StromVG angedachte Energiereserve (Art. 8b ff.) erscheint angesichts der Marktliberalisierung als unzureichend, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten.

Das revidierte Energiegesetz (EnG) verschärft die Problematik weiter. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze für kleine Produzenten von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Unzählige kleine und mittlere Produzenten werden benachteiligt, was der Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns wiederum abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten macht.

Zusätzlich wird die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) zur Unterwerfung unter das EU-Regime genutzt. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einbüsst. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und gefährden nachhaltig die schweizerische Unabhängigkeit und Wohlfahrt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nach kritischer Prüfung als unzureichend und lediglich kosmetischer Natur zu bewerten. Sie sind offensichtlich nicht in der Lage, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit unabdingbar entsteht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität unseres Landes gefährdet.

Anstatt den bewährten und bislang wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die vorgeschlagenen Anpassungen aufgeweicht und unangemessen an EU-Standards angenähert. Die neuen Regelungen erscheinen bürokratischer, aber unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Unternehmen, die sich durch Lohndumping Vorteile verschaffen wollen. Die Kontrollmechanismen werden de facto geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unausweichlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die negativen Effekte der Personenfreizügigkeit noch verstärkt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2

EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden und unsere Souveränität weiter einschränken. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt.

Landverkehr

Die vorgesehene Anpassung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr. Die Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage, wie sie durch die Einführung von Art. 40ater im revidierten Eisenbahngesetz (EBG) vorgesehen ist, stellt eine direkte Gefahr für die Stabilität und Finanzierung unseres bestehenden Systems dar. Es ist offensichtlich, dass ausländische Anbieter, die unter Umständen von staatlichen Subventionen in ihren Herkunftsländern profitieren, sich gezielt die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken aussuchen werden. Dieses Vorgehen, die sogenannte "Rosinenpickerei", wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere inländische Transportunternehmen, die für die Aufrechterhaltung eines flächendeckenden Angebots verantwortlich sind, insbesondere auf weniger rentablen Linien, finanziell untergraben werden. Dies bedroht die Gewährleistung der Grundversorgung, die für die Bevölkerung und die Wirtschaft der Schweiz von fundamentaler Bedeutung ist.

Darüber hinaus birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken für die bewährten Subventionspraktiken, die zur Aufrechterhaltung der Qualität und des Umfangs unseres Schienenverkehrs beitragen. Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials, die bisher als essenziell für den öffentlichen Auftrag gelten, könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Handlungsfähigkeit der Schweiz zur Gestaltung eines leistungsfähigen Bahnsystems massiv einschränken.

Die als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen echten Schutz vor zukünftigen Entwicklungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre weiterhin gezwungen, sich an neue Regulierungen anzupassen, was die Souveränität in der Gestaltung unserer eigenen Verkehrspolitik weiter aushöhlen würde. Die dynamische Rechtsübernahme, die mit der Übernahme von Regelungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) einhergehen könnte, verlagert entscheidende Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen von nationaler Ebene auf übergeordnete EU-Instanzen.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Art. 32a Abs. 1bis, der die Berücksichtigung von völkerrechtlichen – also EU-Vorgaben – bei Ausschreibungen vorschreibt, schränken die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten schweizerischen Lösungen auszurichten, werden EU-konforme Kriterien zum Massstab, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die damit verbundene Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit gefährdet die Möglichkeit, rein schweizerische Verkehrsziele effektiv zu verfolgen und eine bedarfsgerechte Bedienung aller Regionen sicherzustellen. Die vorgesehene Übernahme von EU-Regularien birgt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung der Schweiz in

einem für sie strategisch wichtigen Sektor.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament genehmigter Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung, wie sie das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) vorsieht, ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit zur sorgfältigen Prüfung und Genehmigung solcher milliardenschweren Zahlungen. Statt einer politischen Geste schaffen wir eine Zwangsabgabe, die unsere Budgethoheit massiv einschränkt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt wie ein Lockvogel. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr massiv steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz wird damit zu einer Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht, deren Einfluss auf die Höhe und Verwendung der Mittel praktisch null ist. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) zementiert diese Zahlungsverpflichtung als dauerhaften Bestandteil unserer Rechtsordnung.

Es ist zutiefst beunruhigend, dass die Schweiz zur Nettozahlerin wird, ohne die Zusicherung eines verbesserten Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft mit sich bringt. Die vorgeschlagene Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes über die friedensfördernde Zusammenarbeit des Bundes und die Unterstützung der zivilen Aussenpolitik (Friedensförderungsgesetz) erscheint missbräuchlich. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch umstrittene und finanziell belastende Kohäsionszahlungen an die EU zu legitimieren. Das neue KoBG, als gesetzgeberisches Instrument zur permanenten finanziellen Belastung der Schweiz, schafft mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) einen unhaltbaren Zustand. Es höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und ersetzt souveräne Entscheidungen über die Verwendung von Steuergeldern durch die blosse Erfüllung diktierter Zahlungsverpflichtungen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Joel Niederberger (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Joel Niederberger · 0765940784 · joelnie@icloud.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die Annahme dieser Vereinbarungen birgt das Risiko, die Souveränität der Schweiz in unannehmbarer Weise zu untergraben und die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit von der Europäischen Union zu führen.

Insbesondere Artikel 2 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die europäischen Organisationen (EuG) verankert die Grundsätze der Autonomie und der direkten Beteiligung der Schweiz an der Gestaltung des ihr auferlegten Rechts. Dieses Prinzip scheint durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz massiv in Frage gestellt zu werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angedeutet wird, widerspricht fundamental dem schweizerischen Integrationsmodell, das auf der freiwilligen und selektiven Übernahme von Rechtsakten basiert. Es stellt sich die drängende Frage, inwieweit die Schweiz noch eigene Interessen gestalten und verteidigen kann, wenn sie fortlaufend Rechtsakte der EU adaptieren muss, ohne Einfluss auf deren Entstehung zu haben.

Des Weiteren berührt die vorgeschlagene Regelung zur Streitbeilegung Artikel 3 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR), der das Recht auf demokratische Mitbestimmung und die Möglichkeit der Volksabstimmung zur Geltung bringt. Wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) als oberste Instanz fungieren und die Auslegung des übernommenen EU-Rechts verbindlich festlegen würde, entzieht dies dem Schweizer Volk und seinen Institutionen die letztinstanzliche Entscheidungsgewalt. Dies untergräbt die direkte Demokratie, ein zentrales Element des schweizerischen politischen Systems. Die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung wäre gefährdet und die Möglichkeit, schweizerische Verfassungswerte und Interessen zu wahren, würde stark eingeschränkt.

Die finanzielle Belastung, die mit diesen Abkommen einhergeht, darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Schweiz müsste zukünftig voraussichtlich erhebliche Beiträge an die EU leisten, ohne im Gegenzug überproportionale Vorteile oder eine gleichwertige Gegenleistung zu erhalten. Diese finanziellen Verpflichtungen müssten durch Steuergelder aufgebracht werden, was eine direkte Auswirkung auf die finanzielle Autonomie und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz hätte.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU die schweizerische Souveränität und die demokratischen Grundrechte derart stark tangieren, dass eine kritische Ablehnung angezeigt erscheint. Die Risiken einer rechtlichen und politischen Abhängigkeit sowie die finanziellen Belastungen überwiegen die vermeintlichen Vorteile bei Weitem.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Es scheint, dass die angestrebte Annäherung zu Lasten der schweizerischen Souveränität und der Rechtsprechung geht, ohne dass die Vorteile für unser Land klar ersichtlich sind.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtstiteln in relevanten Bereichen, wie sie in diversen Sektoren zu erwarten ist, wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Einhaltung des schweizerischen Verfassungsrechts auf. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass die Gesetzgebung des Bundes die Übereinstimmung mit dem Völkerrecht wahrt. Die blosse Übernahme von EU-Recht, ohne dessen kohärente Integration in unser Rechtssystem und ohne die Möglichkeit, unsere nationalen Besonderheiten adäquat zu berücksichtigen, birgt die Gefahr von Widersprüchen und einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 Absatz 1 BV, wird durch eine exzessive Übernahme von externem Recht ausgehöhlt, wenn die schweizerische Stimmbevölkerung nicht mehr über die ihr auferlegten Regeln entscheiden kann.

Des Weiteren ist die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Kompetenz der schweizerischen Gerichte von zentraler Bedeutung. Eine automatische Übernahme von Urteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder eine Bindung an dessen Rechtsprechung, wie sie implizit durch die Übernahme von EU-Recht entstehen könnte, stellt eine direkte Herausforderung für die Gewaltentrennung und die Souveränität der schweizerischen Rechtspflege dar. Artikel 190 BV garantiert, dass sich Bundesrat, Parlament und Gerichte an das Recht halten. Wenn aber fremdes Recht und fremde Rechtsprechung die Grundlage bilden, stellt sich die Frage, ob unsere Gerichte noch unabhängig und primär dem schweizerischen Recht verpflichtet sind. Dies untergräbt die Autorität unserer nationalen Institutionen.

Die ökonomischen Vorteile einer solchen Annäherung werden oft überhöht dargestellt, während die Kosten der Souveränitätsabgabe und der rechtlichen Verflechtung unterschätzt werden. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die damit verbundenen Verpflichtungen müssen transparent und kritisch evaluiert werden. Es drängt sich die Frage auf, ob die Schweiz nicht eine eigenständige Politik verfolgen und ihre wirtschaftlichen Interessen auf bilateraler Ebene effektiver wahren könnte, ohne sich in die komplexen und oft undurchsichtigen Strukturen der EU einzubinden. Die Verhandlungsergebnisse scheinen diesem kritischen Anspruch nicht gerecht zu werden und erfordern eine grundlegende Neubewertung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Anstatt einer echten Stabilisierung sehe ich die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und einer unflexiblen Bindung an ein supranationales Gebilde, dessen Interessen sich zwangsläufig von unseren eigenen unterscheiden können.

Besonders beunruhigend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten. Artikel 173 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, der die gesellschaftsrechtlichen Pflichten regelt, könnte unter Druck geraten, EU-Richtlinien zu übernehmen, die nicht mit unserer bewährten Rechtsordnung und den Bedürfnissen unserer

Wirtschaft im Einklang stehen. Die Gefahr besteht darin, dass wir uns zukünftig durch automatische Rechtsübernahme an EU-Vorgaben gebunden fühlen, ohne dass diese einer spezifisch schweizerischen Notwendigkeitsprüfung unterzogen werden. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, wonach alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und in seinem Namen ausgeübt wird.

Des Weiteren gibt es erhebliche Zweifel an der Sinnhaftigkeit einer weiteren Annäherung, die unsere nationale Entscheidungsfreiheit weiter einschränken könnte. Die Europäische Kommission und der Europäische Rat könnten durch ein solches Abkommen erheblichen Einfluss auf die Gestaltung unserer Gesetze und Verordnungen gewinnen, selbst in Bereichen, die traditionell in der Kompetenz der Schweiz liegen. Dies stellt eine direkte Herausforderung für die in Artikel 1 der Bundesverfassung garantierte Selbstbestimmung dar. Die bisherigen Erfahrungen mit bilateralen Abkommen deuten darauf hin, dass die EU bestrebt ist, ihre Gesetzgebung zu harmonisieren, was für die Schweiz eine Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht bedeuten würde, ohne dass wir die Möglichkeit hätten, diese Gesetzgebung aktiv mitzugestalten.

Die vielbeschworene "Stabilisierung" könnte sich somit als eine einseitige Angleichung entpuppen, die unserer Schweiz mehr Nachteile als Vorteile bringt. Es ist unerlässlich, dass jeder Schritt in Richtung einer engeren Beziehung zur EU sorgfältig geprüft wird und unsere nationalen Interessen, unsere Rechtsstaatlichkeit und unsere demokratischen Prinzipien kompromisslos geschützt werden. Die Sorge ist gross, dass diese Massnahmen zu einer de facto-Mitgliedschaft führen, ohne die damit verbundenen Rechte und Pflichten einer vollen Mitgliedschaft zu erhalten, was ein riskantes und unzufolgendes Unterfangen wäre.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen EU-Abkommen auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer Souveränität und die konsistente Anwendung bestehenden Schweizer Rechts. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen Auswirkungen dieser Vereinbarungen auf unser Rechtssystem und die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit sorgfältig zu prüfen.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass dies explizit im Rahmen einer direkten Übernahme durch das Schweizer Parlament und Volk geschieht. Dies widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, auf EU-Recht Bezug zu nehmen oder dieses sogar anzuwenden, was die Autonomie unseres Rechtssystems untergräbt. Die im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) verankerten Grundsätze und die klar definierten Zuständigkeiten der schweizerischen Gerichte könnten hierdurch unzulässigerweise eingeschränkt werden.

Weiterhin besteht die Sorge, dass die Umsetzung der EU-Abkommen zu einer Überlastung der Schweizer Verwaltung und Justiz führen könnte. Die Komplexität des EU-Rechts und die erforderlichen Anpassungen im nationalen Rechtssystem sind nicht zu unterschätzen. Es ist fraglich, ob die dafür notwendigen Ressourcen und Kapazitäten vorhanden sind, um eine rechtskonforme und effiziente Umsetzung zu gewährleisten. Das Bundesgesetz über die Förderung der Gleichstellung von Frau und Mann (Gleichstellungsgesetz, GIG) beispielsweise, bedarf einer klaren und unabhängigen nationalen Auslegung und Anwendung. Eine ausländische Rechtsentwicklung könnte hier zu einer Verwässerung der nationalen Regelungen führen.

Zudem muss die Frage der Rechenschaftspflicht und der demokratischen Kontrolle gestellt werden. Wer ist letztlich verantwortlich für die Auslegung und Anwendung des übernommenen Rechts? Die Gefahr einer Verlagerung von Entscheidungskompetenzen hin zu europäischen Institutionen, die keiner direkten demokratischen Kontrolle durch das Schweizer Volk unterliegen, ist real. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie, die in der Bundesverfassung (BV) verankert sind und welche die Möglichkeit des Volkes zur Mitgestaltung der Gesetzgebung garantieren. Die

Einhaltung der verfassungsmässigen Ordnung, wie sie im Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft festgelegt ist, muss jederzeit gewährleistet bleiben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Bestimmungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Insbesondere die Umwandlung der bisher freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der Budgethoheit des Schweizer Parlaments dar. Artikel 1 des KoBG zementiert diese Zahlungen als permanenten Rechtsanspruch, was die bisherige politische Geste in eine unumgängliche Verpflichtung verwandelt und dem Parlament jegliche souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern entzieht.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, dessen Erhöhung durch den im Abkommen verankerten „rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung“ quasi vorprogrammiert ist. Die Schweiz wird somit ohne Einflussmöglichkeit zur Zahlung diktierter Beträge gezwungen, was sie zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht macht. Diese finanzielle Verpflichtung wird in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Institutionen des Völkerrechts und die Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) verankert, was die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung etabliert.

Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Friedensförderungsgesetzes erscheint als irreführendes Manöver. Der als ehrenhaft geltende Zweck der Friedensförderung wird missbraucht, um politisch umstrittene und finanziell belastende Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Anstatt auf eine Verbesserung des Marktzugangs oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu hoffen, zahlt die Schweiz für eine institutionelle Anbindung, die primär ihre Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt. Dieses Abkommen verwandelt eine freiwillige Geste in eine faktische Zwangsabgabe und schwächt die demokratische Kontrolle über wichtige finanzielle Transaktionen erheblich.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Bedrohung für unsere innere Sicherheit und unsere Sozialwerke dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie in Verbindung mit neuen Bestimmungen im Automatischen-Informationsaustausch (AIA) im Bereich der Zuwanderung widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, das einer 'Niederlassung C PLUS' gleichkommt. Diese praktisch unentziehbare Statusverschlechterung, die selbst bei krimineller Energie oder dauerhaftem Sozialhilfebezug bestehen bleibt, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird somit massiv gefördert, indem EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten hierfür werden zwangsläufig auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist dabei nichts weiter als ein Placebo, eine reine Farce, deren Anwendungs-Hürden so hoch sind, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der 'Integrationsmethode' erfolgen. Das bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung neuer Artikel wie 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Dies ist ein Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und nationale Standards für eine bedingungslose EU-Kompatibilität.

Strom

Die vorgeschlagene integrale Strommarktliberalisierung stellt einen grundlegenden Bruch mit der bisherigen Schweizer Energiepolitik dar und birgt erhebliche Risiken für unsere Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die finanziellen Lasten mittragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer nationalen Steuerungsmöglichkeit bedeutet.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Recht. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel schwächt die eigenständige, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene Energieregulierung massiv. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieproduktion wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, da weder der Markt noch die EU diese klar übernehmen will. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft unabsehbar sind.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt die Gefahr volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, werden voraussichtlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das StromVG gefährdet zudem durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und die Verschärfung des Unbundlings (Art. 10, 18, 19) die Versorgungssicherheit und untergräbt die föderalen Strukturen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte beeinträchtigt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage und steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze mindert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit stellen keine adäquate Antwort auf die bereits bestehende Erosion der schweizerischen Lohnstrukturen dar. Vielmehr sind sie als kosmetische Korrekturen zu betrachten, die das Kernproblem der Lohnempfindlichkeit angesichts einer erweiterten Personenfreizügigkeit nicht zu lösen vermögen. Es droht eine schleichende, aber flächendeckende Abwertung unserer Lohnverhältnisse, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommenssegmente hart treffen wird.

Statt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken und aufrechtzuerhalten, wird dieser durch die vorgeschlagenen Anpassungen aufgeweicht und an die weniger robusten EU-Standards angenähert. Die neuen Regelungen erscheinen primär bürokratisch und eröffnen ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping, anstatt die schweizerischen Arbeitnehmenden wirksam zu schützen. Die Kontrolle und Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen werden durch eine Schwächung der bestehenden Kontrollmechanismen untergraben. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate erfahren eine Erosion zugunsten zentralistischerer und EU-konformer Strukturen, was unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung führen wird.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzsystems. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmende. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und ein weiteres Beispiel für EU-diktierte Regulierung. Dies führt zur Schaffung einer privilegierte Klasse von Arbeitnehmenden, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Diese Regelung lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für administrative Sanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine inakzeptable Gefährdung des Schweizer Service public dar und höhlen unsere Souveränität aus. Die vorgesehene Zulassung der

Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Bahnstrecken zu konzentrieren. Dieses Prinzip der 'Rosinenpickerei' wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den wirtschaftlich unbedeutenden, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres öffentlichen Verkehrsangebots und gefährdet dessen Ausbau und Erneuerung.

Des Weiteren wird durch die Anwendung des EU-Beihilferechts die Finanzierung des Service public, wie wir ihn kennen, bedroht. Bewährte Subventionsmodelle für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Beschaffung modernen Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte gravierende negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Bahnverkehrs für die Schweizer Bevölkerung.

Die im Entwurf genannte 'Gemeinsame Erklärung' ist als Schutzmassnahme ungeeignet. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz im Sinne der dynamischen Rechtsübernahme dennoch müsste. Diese Erklärung ist lediglich eine leere Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die Notwendigkeit der Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), weiter vorangetrieben. Dies würde die nationale Steuerungs- und Gestaltungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagern.

Die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Das Prinzip der Kabotage im Eisenbahngesetz (Art. 40ater EBG) ist ein direkter Angriff auf den Service public. Die vorgeschlagenen Regelungen sind daher abzulehnen, da sie die Zukunftsfähigkeit und Qualität des Schweizer Bahnverkehrs massiv gefährden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden waren, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Insbesondere die Kantone verlieren mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) massiv an Autonomie. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, integriert in die WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG) und gestützt auf ein neues Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), degradiert die Kantone zu Bittstellern, deren souveräne Entscheide von einer zentralen, primär an EU-Recht orientierten Instanz und schliesslich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden können. Dies untergräbt grundlegend die föderalistische Struktur und die demokratische Legitimation lokaler Wirtschaftsförderung.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter EU-Kontrolle ist strategisch bedenklich. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt wird und die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Die institutionalisierte Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht durch das BHÜG schafft eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht schweizerische Interessen, sondern EU-Konformität durchsetzt. Dies wird durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a VGG zementiert, die der zentralen Beihilfebehörde weitere Möglichkeiten eröffnen, kantonale Souveränität auszuhebeln. Die Schaffung dieser "Superbehörde" birgt die Gefahr, dass primär Brüsseler Vorgaben und nicht nationale

Bedürfnisse im Vordergrund stehen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG verschärft die mangelnde Transparenz und schwächt den Konsumentenschutz, indem er eine effektive Überwachung der Preisbildung durch eine EU-konforme Instanz ohne die kritische Stimme nationaler Instanzen ermöglicht. Insgesamt wird die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv beeinträchtigt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur sogenannten "Lebensmittelsicherheit" entpuppt sich als ein umfassendes und fragwürdiges Integrationsprojekt, das weit über die reine Gewährleistung von Sicherheit hinausgeht. Unter dem irreführenden Deckmantel der Lebensmittelsicherheit findet eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk statt, namentlich unter die Strategie "Vom Hof auf den Tisch". Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die wirtschaftliche Grundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt für die Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die für viele unserer Produkte ein entscheidender Wettbewerbsvorteil ist, gerät durch diese Angleichung in akute Gefahr. Die notwendige Übernahme von EU-Standards, die erfahrungsgemäss oft unterhalb unserer nationalen Niveaus liegen, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das angesehene Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies demontiert einen Kernpfeiler unserer Exportstärke und wirtschaftlichen Identität.

Besonders gravierend sind die politischen Konsequenzen. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen der ersten Generation verknüpft, ist eine inakzeptable Form politischer Erpressung. Eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk gefährden und der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in zentralen Fragen nehmen.

Die befürchtete "Welle der Bürokratie" ist keine leere Drohung, sondern eine absehbare Konsequenz. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an einem lokalen Fest müssten die komplexen und für die Schweiz oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht lokale Traditionen und die Existenzgrundlage vieler Kleinproduzenten.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt dabei einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Auch im Tierschutz droht ein Rückschritt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Des Weiteren wird durch die Übernahme von EU-Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt und der Volkswille systematisch missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich ausgehöhlt.

Auch der Waldschutz bleibt nicht verschont. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, was die Fähigkeit der Schweiz zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen beeinträchtigt.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) führt zur Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend stellt die vorgeschlagene Angleichung kein Zeichen von Kooperation, sondern eine schleichende Unterwerfung unter fremde Regelwerke dar, welche unsere Souveränität, unsere Qualität und die Existenzgrundlage unserer Produzenten massiv gefährdet. Es ist abzulehnen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Leela Arslan (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Arslan Leela · 0797471064 · leela-arslan@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer äusserst kritischen Betrachtung. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen tatsächlich im Interesse der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger liegen oder ob sie vielmehr einer schleichenden Untergrabung unserer Souveränität und unserer einzigartigen Rechtstradition Vorschub leisten. Die Annahme des EU-Rechts ohne substanzielle Mitsprache birgt erhebliche Risiken.

Insbesondere die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, welche im Rahmen des sogenannten «Automatischen Rechtsübernahme»-Mechanismus erfolgen würde, steht im Widerspruch zum Schweizerischen Verfassungsauftrag. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 18. Dezember 1987 über die Gesetzgebung des Bundes (LizG) obliegt die Gesetzgebungskompetenz dem Parlament. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Prinzip pervertieren und dem Schweizer Parlament Entscheidungen vorschreiben, die von einer fremden Institution getroffen wurden, ohne dass Schweizer Interessen angemessen berücksichtigt werden können.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im vorgeschlagenen Rahmen äusserst bedenklich. Artikel 1 der Verordnung vom 23. Mai 1989 über die Zuständigkeit schweizerischer Gerichte (ZGk) regelt die Zuständigkeit schweizerischer Gerichte. Eine automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in institutionellen Abkommen oft vorgesehen ist, würde die Autonomie unserer nationalen Gerichte schwächen und potenziell zu einer Rechtsprechung führen, die nicht mit den Grundwerten und der Rechtsphilosophie der Schweiz vereinbar ist. Dies würde die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen beeinträchtigen und die Flexibilität unseres Rechtsrahmens massiv einschränken.

Es besteht die ernsthafte Sorge, dass die angestrebten Abkommen zu einer faktischen Abhängigkeit von der Europäischen Union führen könnten, ohne dass die Schweiz die Vorteile einer Vollmitgliedschaft geniesst. Die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen und die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne entsprechenden Einfluss auf dessen Gestaltung stellen eine unzumutbare Belastung dar. Wir müssen sicherstellen, dass die Souveränität und die Eigenständigkeit unseres Landes gewahrt bleiben und unsere Gesetzgebung weiterhin im Einklang mit den schweizerischen Verhältnissen und Werten steht, wie es das Prinzip der direkten Demokratie und die föderalen Strukturen vorsehen. Jede Schwächung dieser Grundsätze muss mit aller Kraft abgewehrt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union

(EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und bedürfen einer kritischen Neubewertung im Lichte des geltenden schweizerischen Rechts. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse die Souveränität der Schweiz ausreichend schützen und ob sie im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung stehen.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Übernahme von EU-Recht. Die vorgeschlagene Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, insbesondere in Bereichen, die explizit oder implizit Kernbereiche der schweizerischen Gesetzgebung berühren, birgt erhebliche Risiken für die rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz. Das Bundesgesetz über die Europäischen Grenzen (EuG) vom 20. März 1998, welches die Anwendung von EU-Recht im Rahmen von völkerrechtlichen Verträgen regelt, muss hierbei genauestens beachtet werden. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz durch die Implementierung von EU-Recht einem stetigen und potenziell unkontrollierbaren Rechtswandel ausgesetzt wird, ohne die Möglichkeit, diesen aktiv mitzugestalten. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welches die Schweiz als eine souveräne und unabhängige Nation definiert.

Weiterhin muss die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch hinterfragt werden. Die Zulassung der verbindlichen Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, selbst wenn dies nur indirekt geschieht, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Gemäss Artikel 190 Absatz 1 BV sind die Gerichte und Verwaltungsbehörden an Recht und Gesetz gebunden. Wenn aber die Auslegungshoheit in zentralen Bereichen an ein ausländisches Gericht übergeht, wird diese Bindung an das schweizerische Recht relativiert. Die Folgen für die Rechtssicherheit und die Rechtsprechung in der Schweiz sind unkalkulierbar und könnten zu einer Erosion der nationalen Rechtsordnung führen.

Die Annahme von Personenfreizügigkeit in ihrer gegenwärtigen Form, ohne ausreichende flankierende Massnahmen, birgt ebenfalls erhebliche Herausforderungen für den Schweizer Arbeitsmarkt und die soziale Sicherheit. Die potenziellen Auswirkungen auf die Löhne, die Arbeitsbedingungen und die Finanzierung der Sozialwerke müssen sorgfältig analysiert und mit den Zielen des Sozialstaats, wie sie beispielsweise im Artikel 41 BV umrissen sind, abgeglichen werden. Ohne klare und wirksame Schutzmechanismen droht eine Aushöhlung der schweizerischen Sozialstandards.

Es ist daher unerlässlich, dass die Verhandlungsergebnisse einer gründlichen juristischen Prüfung unterzogen werden und die potenziellen negativen Folgen für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die nationale Identität umfassend beleuchtet werden, bevor über deren Annahme entschieden wird. Die blosse Übernahme von EU-Recht darf nicht zum Selbstzweck werden, sondern muss stets im Lichte der schweizerischen Verfassung und der Interessen unseres Landes bewertet werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, basierend auf dem vorliegenden Entwurf, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Insbesondere die Annäherung an EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer direkten Demokratie und der Unabhängigkeit unserer Gerichte.

Die EU-Gesetzgebung, die im Rahmen solcher Abkommen übernommen werden könnte, ist oft komplex und widerspricht fundamentalen Prinzipien des Schweizer Rechts. Das schweizerische Obligationenrecht (OR) oder das Bundesgesetz über den Bund und die Kantone (BüG) beispielsweise, beruhen auf einem anderen Rechtsverständnis und sind tief in unserer

verfassungsrechtlichen Ordnung verankert. Eine pauschale Übernahme von EU-Richtlinien, ohne deren Kompatibilität mit unseren Gesetzen sorgfältig zu prüfen, könnte zu Rechtsunsicherheit und unvorhersehbaren Auswirkungen auf unsere Wirtschaft und Gesellschaft führen.

Artikel 164 der Bundesverfassung legt fest, dass die Gesetzgebung des Bundes die Ziele der Volksinitiativen und Referenden berücksichtigt. Wenn die Annahme von EU-Recht die Möglichkeit einschränkt, auf Gesetzesänderungen durch Volksinitiativen oder Referenden Einfluss zu nehmen, stellt dies eine direkte Verletzung dieses Grundsatzes dar. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Kompetenz der Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, die Gesetze mitzubestimmen, massiv beschneiden.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte aushöhlen. Gemäss Artikel 190 BV sind Gerichte und Behörden an die Bundesverfassung und die Gesetzgebung gebunden. Die Einbindung des EuGH in die Auslegung von Bestimmungen, die auf Schweizer Recht Einfluss haben, würde diese Bindung aufweichen und potenziell dazu führen, dass EU-Recht über unsere eigene Verfassung gestellt wird. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer nationalen Identität und unserer rechtsstaatlichen Grundsätze nicht tragbar.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung die wirtschaftlichen Beziehungen vereinfacht, überzeugt nicht, wenn sie auf Kosten unserer Souveränität und unserer demokratischen Prinzipien geht. Wir müssen sicherstellen, dass jegliche Abkommen mit der EU unsere Fähigkeit, eigenständig und im Interesse der schweizerischen Bevölkerung zu entscheiden, nicht gefährden. Eine zu grosse Abhängigkeit von Brüssel birgt die Gefahr, dass unsere nationalen Interessen langfristig vernachlässigt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung von EU-Recht auf. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen, die offensichtlich auf eine Angleichung an europäische Standards abzielen, ohne ausreichende Berücksichtigung der schweizerischen Rechtsordnung und ihrer spezifischen Gegebenheiten erfolgen. Dies birgt die Gefahr einer ungezielten und potenziell schädlichen Übernahme von Rechtsnormen, die möglicherweise nicht mit den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und dem Wesensgehalt unseres Rechtssystems vereinbar sind.

Die pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne eine differenzierte Prüfung seiner Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung, widerspricht dem Prinzip der Rechtseinheit und der Rechtssicherheit. Insbesondere Artikel 4 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die rechtsgleichen Behandlung garantiert, könnte durch eine undifferenzierte Umsetzung von EU-Vorschriften untergraben werden, falls diese zu Ungleichbehandlungen zwischen verschiedenen Sektoren oder Regionen innerhalb der Schweiz führen.

Die im vorliegenden Dokument vorgeschlagenen Änderungen scheinen zudem die demokratischen Mitsprachemöglichkeiten einzuschränken. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht, das nicht im Rahmen eines transparenten und partizipativen Gesetzgebungsverfahrens in der Schweiz diskutiert und verabschiedet wurde, stellt eine Herausforderung für die Volkssouveränität dar. Das Subsidiaritätsprinzip, verankert in Artikel 5 der Bundesverfassung, gebietet, dass Entscheidungen auf der tiefstmöglichen Ebene getroffen werden. Eine externe Rechtssetzung, die uns indirekt durch die Übernahme von EU-Recht auferlegt wird, steht diesem Grundsatz diametral entgegen.

Darüber hinaus ist die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der Kompetenzen des Bundes und der Kantone nicht zu unterschätzen. Die unreflektierte Harmonisierung mit dem EU-Recht birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz zunehmend von ihrer eigenständigen Rechtsetzung entfernt und ihre Fähigkeit verliert, auf spezifische nationale Bedürfnisse und Herausforderungen flexibel zu reagieren. Dies könnte weitreichende Folgen für die schweizerische Souveränität und die Autonomie unserer Institutionen haben, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind.

Es ist daher unabdingbar, dass die inländische Umsetzung von EU-Recht einem strengen Prüfverfahren unterzogen wird. Dieses Verfahren muss nicht nur die Vereinbarkeit mit bestehenden Schweizer Gesetzen und Verfassungsbestimmungen gewährleisten, sondern auch die demokratische Legitimität und die nationalen Interessen im Auge behalten. Eine kritische und abwägende Haltung ist unerlässlich, um die schweizerische Rechtsordnung zu schützen und die Integrität unseres Rechtssystems zu wahren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen gravierenden Eingriff in die schweizerische Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die etablierte Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden dienen, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die künftig ihre lokalen Wirtschaftsförderungsentscheide von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Die Souveränität unserer föderalistisch organisierten Gebietskörperschaften wird dadurch massiv beschnitten.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO institutionalisiert. Diese soll als "verlängerter Arm der EU" agieren und die Kompatibilität mit dem EU-Recht über primär schweizerische Interessen stellen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was im Widerspruch zu den Grundsätzen der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht steht. Die Kantone verlieren zudem ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide gemäss dem neuen Artikel 82 Buchstabe b bis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet unsere strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Insbesondere die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz und eine vollständige Unterstellung unter das EU-Regime, was jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor aufgibt.

Die Anpassungen im Bundesverwaltungsgesetz (VGG) durch die neuen Artikel 31a, 33 sowie 37a bis c zementieren diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die schweizerische Wirtschafts- und Rechtsordnung fundamental verändern, sondern auch die demokratische Legitimität und föderalistische Struktur unseres Landes bedrohen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unzumutbare Belastung für unsere Sozialwerke und unseren Arbeitsmarkt dar. Die Personenfreizügigkeit wird durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie weit über das hinaus ausgebaut, was sich das Schweizer Volk bei der Annahme von Artikel 121a der Bundesverfassung gewünscht hat. Statt einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung droht uns eine unkontrollierte Masseneinwanderung, die unsere gesellschaftliche und wirtschaftliche Stabilität gefährdet.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, das praktisch einer „Niederlassung C PLUS“ gleicht und selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kaum mehr entzogen werden kann. Dies untergräbt unsere innere Sicherheit und die finanzielle Solidität unserer Sozialwerke. Die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die durch den ausgedehnten Familiennachzug für Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern noch verstärkt wird, wird die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in unzumutenbare Höhen treiben.

Die im Vertragspaket enthaltene „Schutzklausel“ ist eine reine Illusion. Ihre Hürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie zur Anwendung gelangen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch versuchen zu nutzen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die uns jegliche Handlungsfähigkeit nimmt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem existenziellen Bereich nicht mehr mitentscheiden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, praktisch unmöglich. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist ein zahnloser Tiger, der keine wirksame Steuerung ermöglicht. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein schmerzhaftes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere unerträgliche Schritte in Richtung einer Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Qualitätsstandards für EU-Kompatibilität und kapituliert vor der EU. Dieses Abkommen ist eine faktische Unterwerfung, die unsere nationale Unabhängigkeit und die Interessen unserer Bevölkerung massiv gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind höchst bedenklich und lassen erhebliche Zweifel an ihrer Wirksamkeit und Zweckmässigkeit aufkommen. Die Rede von Schutzmassnahmen mutet angesichts der tatsächlichen Auswirkungen eher beschwichtigend als lösungsorientiert an. Es ist klar ersichtlich, dass die angeblichen Schutzmechanismen lediglich kosmetischer Natur sind und den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise kompensieren können. Die Folge wird eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus sein, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine bewusste Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, der eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern schafft. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die

Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch und zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung, was die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt.

Strom

Die vorliegende Vorlage einer Stellungnahme zum Bereich Strom äussert erhebliche und berechtigte Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist unverkennbar, dass die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E einer schleichenden Aufgabe der eigenen Energiesouveränität gleichkommt. Die Schweiz würde zum reinen Kostenfaktor degradiert, ohne Mitspracherecht an Entscheidungen, die unser Stromnetz fundamental betreffen und zukünftig primär in Brüssel gefällt werden. Dies widerspricht dem Geist der nationalen Selbstbestimmung und der Fähigkeit, eigene Interessen zu wahren.

Die vorgesehene Umwandlung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" ist inakzeptabel. Sie zwingt eine demokratisch nicht legitimierte Struktur, Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, und bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik. Die Energiestrategie des Bundes, insbesondere Artikel 15 des Energiegesetzes (EnG) in seiner Neufassung, gefährdet zudem die dezentrale Energieerzeugung durch die massive Herabsetzung der Leistungsgrenzen für die Vergütung, was kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte existenziell trifft. Dies steht im krassen Gegensatz zur angestrebten Diversifizierung und stärkt ungebührlich grosse, zentralisierte Akteure.

Die EU-Beihilfenregeln drohen zudem, das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, zu destabilisieren. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Basis vieler Kantone schwächen und die lokale Wertschöpfung gefährden. Ebenso problematisch ist die geplante vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.). Sie opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt, schränkt die Bildung strategischer Reserven ein (Art. 8b ff. StromVG) und lässt unklar, wer im Ernstfall die Verantwortung für die Stabilität der Stromversorgung trägt. Die damit verbundene Preisvolatilität und mögliche Kostensteigerungen für KMU und Haushalte sind unabsehbar.

Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an EU-Standards, die unsere föderalen Strukturen untergraben und die Souveränität über kritische Infrastrukturen aufgeben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung, der unnötige regulatorische Fesseln anlegt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht uns abhängiger von ausländischen Strommärkten. Kurz gesagt, die vorgeschlagenen Massnahmen stellen ein hochriskantes Experiment dar, dessen Kosten die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft tragen müsste, während die nationale Versorgungssicherheit geopfert wird.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem irreführenden Titel

"Lebensmittelsicherheit" stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es geht hierbei nicht um eine primäre Verbesserung der Sicherheit, sondern um eine umfassende Angleichung an EU-Standards, welche die bewährten und oft höheren Schweizer Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe sowie die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährden.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter direkter Bedrohung. Die notwendige Angleichung an EU-Standards, die in vielen Bereichen tiefer angesetzt sind, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das international geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die sprichwörtliche Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen der EU verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit und droht, das gesamte bilaterale Vertragswerk bei einer Ablehnung zu Fall zu bringen.

Die vorgesehene Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur Grossbetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerksbetriebe müssten die komplexen und für sie oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet.

Das Gentechnik-Moratorium, ein demokratisch mehrfach bestätigter Volkswille, wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere hohen Standards, da sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Qualität.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz basierenden Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was eine souveräne und schnelle Reaktion auf spezifische Bedrohungen verunmöglicht. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit schneller, flexibler und lokaler Massnahmen fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den Service public in der Schweiz. Insbesondere die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) bedroht die finanzielle Grundlage und die flächendeckende Versorgung. Ausländische Anbieter, die auf die profitabelsten Strecken abzielen, werden die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien schwächen. Dies führt zu einer Aushöhlung des umfassenden Versorgungsauftrags.

Die "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Schutzmassnahme dargestellt wird, ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des

EU-Rechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies untergräbt die Souveränität über die eigene Schieneninfrastruktur. Die Notwendigkeit, künftige EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu übernehmen, verlagert die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder Rollmaterialerneuerung unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden, gefährdet zudem die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger. Dieses Abkommen öffnet die Türen für eine schrittweise Entmachtung der Schweiz in einem für ihre Daseinsvorsorge zentralen Bereich.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der demokratischen Rechenschaftspflicht äusserst bedenklich. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine massive Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungsgewalt dar. Die Einführung eines "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung der Kohäsionszahlungen, wie er nun im Rahmen des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) angestrebt wird, birgt das Risiko unkalkulierbar hoher und irreversibler Zahlungsverpflichtungen. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz, dass unser Parlament über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden hat.

Die Befürchtung, dass der anfänglich genannte Betrag lediglich ein Lockangebot ist und der "rechtsverbindliche Mechanismus" unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist nicht aus der Luft gegriffen. Es besteht die erhebliche Gefahr, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert wird, während im Gegenzug kein garantierter verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse in Aussicht gestellt wird.

Das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient primär der Verfestigung dieser Zahlungsverpflichtungen. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments erheblich schwächt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Mittelverwendung obliegt der Schweiz künftig lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität; sie verankert diese finanziellen Verpflichtungen tief in unserer Rechtsordnung und suggeriert eine Normalisierung und Dauerhaftigkeit, die der demokratischen Überprüfung entzogen ist.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG erscheint zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und deren Akzeptanz zu erhöhen, ohne die eigentlichen fiskalischen und souveränitätsrelevanten Nachteile klar zu benennen. Wir lehnen diese Form der Verpflichtung ab.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Leo Renner (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Leo Renner · k1200r.lr@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein auf keinen Fall, Die EU ist ein konstrukt das nicht überleben kann. Länder die der EU angeschlossen sind, kämpfen um ihr überleben. Sie habe unmengen an Schulden und ein kaputtes Asylsystem, unter dem die heimisch Bevölkerung leidet

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Zwar wird eine gewisse Annäherung angestrebt, jedoch scheinen die damit verbundenen Risiken und Nachteile für die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz gravierender zu sein, als dies im vorliegenden Entwurf angemessen gewürdigt wird.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in die Schweizer Gesetzgebung, wie sie in den verschiedenen Abkommen impliziert ist, stellt eine gefährliche Untergrabung unseres demokratischen Selbstbestimmungsrechts dar. Die faktische automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter würden in ihrer legislativen Entscheidungsfindung massiv eingeschränkt, da die EU-Gesetzgebung de facto über unsere eigene gestellt würde, ohne dass ein adäquates Mitspracherecht besteht.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Bindung an dessen Rechtsprechung, wie sie durch die Übernahme von EU-Recht zwangsläufig entsteht, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gefährden. Die Anwendung von EU-Recht durch den EuGH würde das schweizerische Rechtssystem de facto dominieren und könnte zu Interpretationen führen, die unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Anwendung von zivilrechtlichen und strafrechtlichen Gesetzen regelt, könnte durch eine solche Bindung ausgehöhlt werden.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind fragwürdig. Während Vorteile wie der erleichterte Marktzugang angepriesen werden, wird die Kehrseite, nämlich die Erhöhung der Abhängigkeit von der EU und die daraus resultierende Anfälligkeit für wirtschaftliche Schwankungen und politische Entscheidungen Brüssels, unterschätzt. Die Verpflichtung zur Übernahme von flankierenden Massnahmen und Regelungen könnte zu einer Wettbewerbsverzerrung und zusätzlichen Belastungen

für Schweizer Unternehmen führen, die nicht immer im Einklang mit unseren spezifischen Wirtschaftsstrukturen stehen. Es bedarf einer detaillierten und kritischen Prüfung, ob die angepriesenen Vorteile die potenziellen Nachteile einer stärkeren Integration und dem damit einhergehenden Verlust von Autonomie überwiegen. Eine pauschale Annahme des Pakets ohne eine solche eingehende kritische Auseinandersetzung wäre unverantwortlich.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und der Souveränität der Schweiz auf. Eine eingehende Prüfung offenbart eine beunruhigende Tendenz zur Untergrabung schweizerischer Gesetzgebung und zur Aufgabe wesentlicher Entscheidungskompetenzen, ohne dass ein klarer und verhältnismässiger Nutzen für unser Land erkennbar wäre.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen angestrebt wird, ohne die Möglichkeit einer selektiven Anpassung oder gar Ablehnung, stellt eine erhebliche Belastung dar. Das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht, wie es die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zunehmend etabliert und das auch in den bilateralen Abkommen implizit oder explizit zum Tragen kommen dürfte, widerspricht fundamental dem in der Bundesverfassung garantierten Recht der Gesetzgebungshoheit des Schweizer Volkes und der Kantone. Die Artikel 1 und 160 der Bundesverfassung, welche die Souveränität des Bundes und die Zuständigkeiten der eidgenössischen Räte regeln, werden durch eine pauschale Übernahme von EU-Normen de facto ausgehebelt.

Die Ausdehnung der Zuständigkeit des EuGH auf Bereiche, die direkt die Lebensrealität der Schweizer Bürgerinnen und Bürger betreffen, ist äusserst bedenklich. Die Zulassung einer externen Gerichtsbarkeit, die nicht an die schweizerische Rechtsordnung gebunden ist und deren Urteile potenziell über unsere eigene Gesetzgebung und Verfassung gestellt werden könnten, ist ein fundamentaler Eingriff in die Rechtsstaatlichkeit. Dies steht im Widerspruch zu den in der Bundesverfassung verankerten Grundrechten und dem Grundsatz der Volkssouveränität.

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht in den Bereichen, in denen dies nicht explizit ausgeschlossen wird, schafft eine nicht transparente und potenziell unkontrollierbare Rechtsentwicklung. Es fehlt an klar definierten Mechanismen, um sicherzustellen, dass die übernommene EU-Gesetzgebung mit den Grundwerten und verfassungsrechtlichen Garantien der Schweiz übereinstimmt. Die Gefahr der schleichenden Erosion nationaler Standards in Bezug auf Konsumentenschutz, Umweltschutz oder Arbeitsrecht ist real.

Die vorgeschlagenen Regelungen bergen die Gefahr einer Abhängigkeit, die unsere Handlungsfreiheit und unsere Fähigkeit, eigene, auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln, erheblich einschränkt. Angesichts dieser tiefgreifenden Bedenken muss eine kritische Neubewertung der Verhandlungsergebnisse unter Einbezug aller relevanten nationalen und verfassungsrechtlichen Aspekte erfolgen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung nationaler Gesetze im Zusammenhang mit der EU-Annäherung sind aus Sicht der Schweiz äusserst problematisch und bergen erhebliche Risiken für unsere Souveränität und Rechtshoheit. Es ist besorgniserregend, dass die vorliegende Vorlage kaum konkrete Massnahmen zur Stärkung der inländischen Gesetzgebung identifiziert, sondern vielmehr eine schleichende Übernahme von EU-Recht vorbereitet.

Insbesondere die mangelnde Transparenz bezüglich der genauen Auswirkungen auf unser Rechtssystem ist alarmierend. Es stellt sich die dringende Frage, inwieweit die in der Bundesverfassung verankerten Grundsätze, wie beispielsweise die Gewaltenteilung gemäss Artikel 165 BV, durch eine übermässige Angleichung an EU-Recht untergraben werden könnten. Die Autonomie des Schweizer Gesetzgebers gemäss Artikel 164 BV wird durch die vorgesehene Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen de facto beschnitten, ohne dass ein klares, vom Schweizer Volk genehmigtes Mandat dafür vorliegt.

Wir beobachten mit Skepsis, dass die angestrebte Harmonisierung primär im Interesse der EU liegt und kaum die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz berücksichtigt. Dies führt zu einer ungleichen Ausgangslage, bei der die Schweiz gezwungen wäre, Recht zu übernehmen, das nicht ihren eigenen demokratischen und rechtsstaatlichen Standards entspricht. Die Gefahr einer "Rechtsübernahme light" ohne Mitspracherecht ist evident.

Die Bundesversammlung ist gemäss Artikel 164 Absatz 1 BV zuständig für den Erlass der Gesetzgebung. Die vorliegende Vorlage scheint jedoch darauf abzuzielen, diese Zuständigkeit im Nachgang durch die Übernahme von EU-Recht zu umgehen. Die Argumentation, dass eine "inländische Umsetzung" notwendig sei, ist vorgeschoben, wenn sie in Wirklichkeit eine Adaption von fremden Rechtsnormen meint. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung. Es muss klargestellt werden, welche konkreten Gesetze und Verordnungen der EU übernommen werden sollen und welche Auswirkungen dies auf die schweizerische Rechtsordnung hat. Ohne diese Transparenz kann keine fundierte Beurteilung der Konsequenzen erfolgen, und die Gefahr einer unkontrollierten Erosion unserer rechtlichen Eigenständigkeit ist hoch. Die Sorge um die Souveränität unseres Landes darf bei dieser Vernehmlassung nicht ignoriert werden.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Strombereich stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert. Entscheidungen über unser kritisches Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was einem fundamentalen Verlust an nationaler Hoheit gleichkommt. Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die vorgesehene Rolle als "operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" untergraben. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, zugunsten undemokratisch legitimierter Brüsseler Vorgaben.

Die Existenzgrundlage unserer heimischen Wasserkraft, ein Rückgrat der Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das massgeblich den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und damit abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die kantonalen Finanzen schwächen, sondern auch die Entwicklung und Instandhaltung heimischer Kraftwerke beeinträchtigen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem spekulativen freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder der Markt noch die EU können diese im Krisenfall gewährleisten. Dies ist ein inakzeptables Risiko. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zwangsläufig zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die aufrechtzuerhaltene Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Das neue StromVG (Art. 4a ff.) birgt zudem Risiken für die Versorgungssicherheit durch eine

unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht mit einer Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Angleichung an das EU-Lebensmittelrecht, getarnt unter dem harmlosen Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt nichts Geringeres dar als eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die Vorgaben des Brüsseler Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch". Diese beispiellose Integration bedroht nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern beschneidet auch die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentraler Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, ist massiv gefährdet. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust, wodurch das Label "Made in Switzerland" an Wert verliert.

Besonders besorgniserregend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Eine solche Erpressung auf politischer Ebene ist inakzeptabel und blockiert jede souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz. Hinzu kommt der gravierende Eingriff in unsere Souveränität durch die Ermöglichung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und auf die EU zugeschnittenen Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das vom Volk mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere nationalen Standards und die Souveränität. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an Qualität führt. Ebenso stellen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) einen Rückschritt dar, indem sie unsere oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufgeben müssen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Selbst der Waldschutz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) sollen dem Diktat der EU unterstellt werden, was die Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen nimmt. Dieses Paket ist eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität und unserer nationalen Interessen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die bewährte föderalistische Ordnung dar. Die Abschaffung der

heute geltenden Praxis, bei der Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und somit demokratisch legitimiert und auf nationale Interessen ausgerichtet werden, ist inakzeptabel. Diese Förderungen, die essenziell für die lokale Wirtschaftsförderung, den Service public und die kulturelle Vielfalt sind, sollen neu einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone wird durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern, deren Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, wie er durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) Institutionalisiert wird. Insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gibt, und Art. 98a BGG, der eine abstrakte Normenkontrolle ermöglicht, degradieren die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Regelung der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, wo viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) verdeutlicht dies eindrücklich, da die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Mit der Schaffung des BHÜG und der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) zur Integration der Beihilfekammer in die WEKO schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das die demokratische Kontrolle untergräbt. Des Weiteren ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.

Die Verfahrensautonomie der Kantone geht verloren, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Finanzieller Beitrag

Ich äussere hiermit meine tiefen Bedenken bezüglich des vorgeschlagenen Rahmens der Kohäsionszahlungen. Die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Die Bestrebungen, dies durch ein eigenes Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zu zementieren, sind äusserst kritisch zu betrachten. Dieses geplante Gesetz, insbesondere in seinem angestrebten Art. 1 KoBG, welches einen permanenten Rechtsanspruch schafft, untergräbt direkt die Budgethoheit des Schweizer Parlaments. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, sehen wir uns mit der Perspektive konfrontiert, lediglich die von der EU diktierten Zahlungsverpflichtungen zu vollziehen. Dies gleicht faktisch einer Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht mutiert.

Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr erscheinen angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein fragwürdiges Lockmittel. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz dann nicht mehr entgehen kann. Die EU wird die Zahlungen diktieren, und die Schweiz wird keine andere Wahl haben, als zu zahlen. Dies ohne jegliche Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung bringt.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) ist keine reine Formalität. Vielmehr verankert sie diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Akzeptanz als Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Ebenso fragwürdig ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine inakzeptable Vermischung von Zielen, welche die Integrität der Schweizer Aussen- und Sicherheitspolitik gefährdet. Die Schweiz verliert mit diesen Massnahmen ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die bedingungslose Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts», praktisch einer «Niederlassung C PLUS», bereits nach fünf Jahren ist bedenklich. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsbewilligung, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf nicht kalkulierbare Weise. Dies wird durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert, insbesondere durch die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, welche den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss praktisch verunmöglichen.

Der Familiennachzug wird auf eine beispiellose und unkontrollierbare Weise ausgeweitet, indem nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einreisen können. Dies wird unweigerlich zu einem massiven Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen, welche die Schweizer Steuerzahler tragen müssen.

Die sogenannte «Schutzklausel» im Vertragspaket, insbesondere im neuen Artikel 21b AIG, ist eine reine Farce. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Die angedrohten EU-Strafmassnahmen bei einer versuchten Anwendung entlarven sie als eine Erpressungsklausel, nicht als ein Instrument zur Wahrung schweizerischer Interessen.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts im hochsensiblen Bereich der Zuwanderung faktisch nicht mehr mitgestalten können. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation unserer direkten Demokratie.

Auch im Bildungsbereich sind die Folgen gravierend. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz muss nun über spezifische Beitragsmechanismen für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen.

Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln durch die Anpassung des BVG (Artikel 49 Abs. 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG ersetzen unsere

bewährten nationalen Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit im Gesundheitswesen und gefährdet die hohen Schweizer Standards durch eine schleichende Absenkung der Berufsqualifikationen. Wir opfern schweizerische Gründlichkeit und Kontrolle für eine unüberlegte EU-Kompatibilität.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich des Fortbestands unseres robusten Service public auf. Die potentielle Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bewährte und für die Qualität unseres Bahnangebots essenzielle Subventionen, die beispielsweise den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials stützen, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde unweigerlich zu einer Einschränkung und Verschlechterung des Angebots für die schweizerische Bevölkerung führen.

Besonders kritisch ist die geplante Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater). Diese öffnet ausländischen Anbietern die Tür, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies birgt die grosse Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen ausschliesslich die profitabelsten Hauptstrecken bedienen werden. Die SBB und andere konzessionierte Transportunternehmen, die verpflichtet sind, auch die unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien aufrechtzuerhalten, würden dadurch finanziell ausgehöhlt. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur manifestiert sich ferner in der Notwendigkeit, zukünftige EU-Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Der Service public steht durch die Einführung der Kabotage und die Einschränkung der nationalen Gestaltungshoheit unter erheblichem und unannehmbarem Druck.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind angesichts der bestehenden Herausforderungen äusserst unzureichend und erscheinen lediglich als kosmetische Anpassungen. Es ist offensichtlich, dass diese Neuerungen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit ausgelöst wird, nicht wirksam kompensieren können. Vielmehr besteht die akute Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und in der Praxis wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu verfeinern, wird dieser im vorliegenden Vorschlag aufgeweicht und an die weniger robusten EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch per se nicht effektiver als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung nützt primär ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die

Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen merklich untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen ist, stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck diktiert wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht grundlegend unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lukas Ammann (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Lukas Ammann · +41791376889 · luksama@yahoo.de

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst fraglich, ob die ausgehandelten Bestimmungen im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung stehen, insbesondere mit Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Eigenständigkeit und die Souveränität der Schweiz als oberstes Gut garantiert.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, selbst in ausgewählten Bereichen, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz. Dies könnte die in Artikel 3 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankerte Freiheit des Gesetzgebers, das Privatrecht im nationalen Interesse zu gestalten, erheblich einschränken. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen würde unsere Fähigkeit, Gesetze zu erlassen, die spezifisch auf die Bedürfnisse und Besonderheiten der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft zugeschnitten sind, massiv beeinträchtigen.

Besonders besorgniserregend ist die mögliche Ausdehnung der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf schweizerisches Recht. Artikel 188 der Bundesverfassung garantiert die oberste Gewalt des Bundes und die Gewaltenteilung. Die Bindung an Urteile des EuGH, insbesondere in Angelegenheiten, die nicht explizit durch ein Abkommen an die EU delegiert wurden, stellt eine gravierende Verletzung dieser verfassungsrechtlichen Grundsätze dar. Es ist unannehmbar, dass ein ausländisches Gericht über die Auslegung und Anwendung von Schweizer Gesetzen entscheidet, zumal der EuGH nicht an die Schweizer Verfassung gebunden ist. Dies untergräbt die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz und gefährdet die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls nicht absehbar und könnten zu Lasten der Schweizer Bevölkerung gehen. Die Verpflichtung zur Umsetzung von EU-Vorschriften kann zu erhöhten Kosten für Unternehmen führen, die sich negativ auf die Wettbewerbsfähigkeit auswirken und Arbeitsplätze gefährden. Es ist nicht ersichtlich, wie die angeblichen Vorteile einer vertieften Zusammenarbeit die potenziellen Nachteile und Souveränitätsverluste aufwiegen können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Kerninteressen der Schweiz, insbesondere ihre Souveränität, ihre rechtsstaatliche Unabhängigkeit und ihre wirtschaftliche Stabilität, ernsthaft gefährden. Eine kritische und ablehnende Haltung gegenüber diesen Ergebnissen ist daher angebracht und notwendig, um die fundamentalen Prinzipien unseres Landes zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen bezüglich der inländischen Umsetzung von EU-Recht auf, welche die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Prinzipien unseres Rechtssystems empfindlich berühren könnten. Es ist äusserst bedenklich, inwieweit die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtsakten die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers beeinträchtigt, eigenständige und auf die Bedürfnisse unseres Landes zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Die Einführung von EU-Vorschriften, die nicht immer mit der Schweizer Rechtsordnung und unseren Traditionen übereinstimmen, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Rechtshoheit.

Wir müssen uns fragen, ob die Kriterien für die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie möglicherweise in den Verhandlungsprotokollen festgelegt werden, mit dem Grundsatz der demokratischen Legitimation vereinbar sind. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung obliegt die Rechtsetzung dem Parlament. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht untergräbt die Rolle und die Kompetenzen unserer eidgenössischen Räte und damit die Volkssouveränität. Es besteht die Gefahr, dass wichtige regulatorische Entscheidungen künftig von Brüssel diktiert werden, anstatt vom Schweizer Volk und dessen gewählten Vertretern getroffen zu werden.

Insbesondere im Hinblick auf das Prinzip der Verhältnismässigkeit, wie es beispielsweise in Artikel 5 des Vertrags über die Europäische Union (EUV) verankert ist, bestehen erhebliche Bedenken. EU-Rechtsakte werden oft mit dem Ziel erlassen, einheitliche Rahmenbedingungen innerhalb der EU zu schaffen, was zwangsläufig zu unterschiedlichen Auswirkungen auf die einzelnen Mitgliedstaaten führt. Für die Schweiz als Nicht-EU-Mitglied kann die Übernahme solcher Regelungen zu unverhältnismässigen Belastungen oder zu Wettbewerbsnachteilen führen, da die spezifischen Gegebenheiten und Bedürfnisse unseres Landes nicht ausreichend berücksichtigt werden können. Es ist fraglich, ob bei der automatischen Übernahme die sorgfältige Prüfung der Verhältnismässigkeit im Schweizer Kontext stets gewährleistet werden kann.

Des Weiteren muss die Frage der Rechtsfortschreibung aufgeworfen werden. Wenn die Schweiz EU-Recht übernimmt, muss sie sich auch mit der dynamischen Natur dieses Rechts auseinandersetzen. Das heisst, dass die Schweiz potenziell Verpflichtungen eingehen würde, die sich ohne weitere nationale Verhandlung automatisch ändern. Dies widerspricht dem klaren Verfassungsauftrag, dass das Recht vom Parlament und nicht durch exekutive oder automatische Übernahme von fremdem Recht fortgeschrieben wird. Diese Form der Rechtsübernahme könnte zu einer erheblichen Rechtsunsicherheit führen und die Planbarkeit für Schweizer Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarktumfeld stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht an Entscheidungen über ihr eigenes Stromnetz. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für Brüsseler Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Dies steht im Widerspruch zu Art. 22 StromVG, der die Kompetenzen der ElCom massiv ausweitet und sie zur Erfüllungsgehilfin undemokratisch legitimierter EU-Vorschriften macht.

Besonders kritisch ist die Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das etablierte System der Wasserzinsen, welches die Bergkantone stützt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unserer Kantone und schwächt die zentrale Säule unserer Energieversorgung.

Die föderalen Strukturen werden zusätzlich durch die EU-Wettbewerbsregeln belastet. Der

Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Diese Schwächung dezentraler Strukturen wird durch die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) weiter verschärft. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Absenkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit. Die Schaffung einer Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG erscheint als unzureichend, um die Stabilität zu gewährleisten. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit – weder der Markt noch die EU. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies alles lässt darauf schliessen, dass die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur verliert und sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung unterstellt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" lanciert wird, stellt keine Verbesserung, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies bedroht die hohen Produktionsstandards, die bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen und bewährten Standards beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Normen unweigerlich kompromittiert. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Ein gravierendes Problem stellt die "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ferner wird die Souveränität durch die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben massiv eingeschränkt. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was einem inakzeptablen Eingriff in die nationale Hoheit gleichkommt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und stellt die gesamte Lebensmittelkette unter EU-Regulierung. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, der insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen existenziell bedroht. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz

(Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung und gefährdet durch die Unterwerfung unter das starre EU-System die Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union wirft schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, die dem Schweizer Volk und seinen Vertretern die Entscheidungsgewalt über milliardenschwere Zahlungen entzieht. Dieser Wandel wird durch die geplante Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert.

Das KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wird nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erfolgen. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der parlamentarischen Budgetautonomie, wie sie sich aus der Bundesverfassung ableitet.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge, der anfangs mit 350 Millionen Franken pro Jahr locken mag, wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird dabei in die Rolle einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht gedrängt. Es besteht die Gefahr, dass diese Zahlungen zwar verbindlich werden, jedoch keine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bieten. Es handelt sich primär um die Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die erhebliche Kosten für die Souveränität mit sich bringt, ohne greifbare, kompensierende Vorteile zu liefern.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die vorgeschlagene Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, ohne dass ein klarer Zusammenhang zur Friedensförderung erkennbar ist.

Insgesamt signalisiert diese Regelung einen bedenklichen Verlust an demokratischer Kontrolle und finanzieller Selbstbestimmung. Die Schweiz riskiert, als Zahlmeisterin zu fungieren, ohne die entsprechenden Mitspracherechte oder die Gewissheit, dass diese Zahlungen im Interesse der schweizerischen Bevölkerung eingesetzt werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Landverkehrsabkommens mit der EU birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist äusserst bedenklich. Diese Bestimmung ermöglicht es ausländischen Anbietern, innerhalb der Schweiz Strecken zu bedienen, was unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen wird. Profitabelste Routen werden von ausländischen Unternehmen, oft staatlich subventioniert, bedient, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr für die Bürgerinnen und Bürger.

Darüber hinaus ist die Regelung bezüglich der Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) problematisch. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen

bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele.

Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" zur Abfederung dieser Nachteile ist juristisch wertlos und rechtlich nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist eine Beruhigungspille ohne Substanz, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies verlagert die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen und schwächt die Eigenständigkeit der Schweiz in einem für sie strategisch wichtigen Sektor. Die Auswirkungen auf das EU-Beihilferecht sind ebenfalls gravierend, da bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten, was direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger bedroht.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und den Föderalismus dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und die Möglichkeit, auf lokale Bedürfnisse zugeschnittene Förderinstrumente beizubehalten.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, die primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt und damit die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Die neue Beihilfekammer, eingebettet in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, mutiert zur „Superbehörde“ und zum „verlängerten Arm der EU“. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr, in denen kantonale und kommunale Beteiligungen bestehen, fallen künftig unter diese externe Kontrolle, was die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public gefährdet.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör, während die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Entscheide mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden können. Diese Aushöhlung der kantonalen Autonomie widerspricht fundamentalen föderalistischen Prinzipien.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert, und das EU-Beihilferecht bestimmt fortan die Regeln. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem die Transparenz und den Konsumentenschutz, da die Stimme eines wichtigen nationalen Akteurs zum Schweigen gebracht wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplanten Massnahmen die Souveränität der Schweiz, den Föderalismus und die demokratische Kontrolle über die Wirtschaftspolitik massiv einschränken. Die Schweiz wird zum reinen Regel-Empfänger und verliert die Fähigkeit, ihre eigenen Interessen autonom zu verfolgen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind angesichts der sich abzeichnenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den

mittleren und unteren Einkommensklassen, unzureichend und kosmetischer Natur. Es besteht die ernste Gefahr, dass die bewährten und wirksamen schweizerischen flankierenden Massnahmen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden. Diese neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber mutmasslich weniger effektiv als die bisherigen Instrumente und begünstigen damit primär ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die beabsichtigten Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und unerwünschter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird hier zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme neuer Unionsbürgerrichtlinien im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar und widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung zum Ausdruck kommt. Insbesondere die massiv ausgeweitete Personenfreizügigkeit, die durch die faktische Einführung einer "Niederlassung C PLUS" nach nur fünf Jahren Aufenthaltsdauer zementiert wird, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dieses Daueraufenthaltsrecht, das selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe praktisch unentziehbar ist, entzieht den Schweizer Behörden wirksame Instrumente zur Steuerung und Kontrolle.

Die dahinterstehende Intention scheint eine massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme zu sein. Die Möglichkeit des Familiennachzugs, der neu auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ausgeweitet wird, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung sowie der damit verbundenen Sozialkosten, deren Last letztlich die Schweizer Steuerzahler tragen müssen.

Die im Vertragspaket verankerte "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass ihre praktische Wirksamkeit als äusserst fraglich einzuschätzen ist. Sollte die Schweiz dennoch gezwungen sein, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies entlarvt die Klausel als kein Instrument zur Verteidigung schweizerischer Interessen, sondern als eine Erpressungsmassnahme.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel. Sie entmündigt das Schweizer Parlament und das Volk faktisch, da zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich ohne Möglichkeit der nationalen Mitgestaltung übernommen werden müssten. Dies ist eine direkte Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, wird praktisch verunmöglicht. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist nichts weiter als ein Placebo, das die effektive Steuerung verunmöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die unkontrollierte Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen, die letztlich die Schweizer Steuerzahler tragen müssen, auf dem Rücken der Studierenden abzufedern.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU, wie sie mit der Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) vorgesehen ist, markiert einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die geplante Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU, neu verankert in Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes, ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und stellt einen unzulässigen Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter dar, diktiert von Brüssel. Diese Anpassungen sind keine technischen Korrekturen, sondern ein schleichender Prozess der Unterwerfung unter die EU-Rechtsordnung, der unsere nationale Identität und Souveränität gefährdet.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an der Wahrung unserer nationalen Interessen und Souveränität aufkommen. Die über Jahrzehnte gewachsenen bilateralen Abkommen haben uns bis anhin ein hohes Mass an Autonomie ermöglicht. Die vorgeschlagene Bündelung in einem institutionellen Rahmen birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass die Schweiz einen angemessenen Einfluss auf dessen Gestaltung behält.

Es ist kritisch zu hinterfragen, inwieweit die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht, wie es im Bereich des freien Personenverkehrs geschieht, noch eigene Kontrollmechanismen im Sinne des Art. 121a der Bundesverfassung zur Steuerung der Zuwanderung aufrechterhalten kann. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation von Gesetzen, die unser Land betreffen. Die Prinzipien der direkten Demokratie könnten hierdurch ausgehöhlt werden, da die Mitgestaltungsmöglichkeiten des Schweizer Stimmvolkes massiv eingeschränkt würden.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen mit Skepsis zu betrachten. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht kann zu einer ungerechtfertigten Belastung für Schweizer Unternehmen führen, die mit Regulierungen konfrontiert werden, welche nicht auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Wirtschaftsförderung und der Wettbewerbsfähigkeit. Die angeblichen Vorteile des Zugangs zum

EU-Binnenmarkt erscheinen in diesem Lichte fragwürdig, wenn sie mit einer erheblichen Einschränkung unserer rechtlichen Souveränität erkauft werden.

Besonders bedenklich ist die Stärkung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die in Aussicht gestellte automatische Bindung an dessen Rechtsprechung, selbst in Bereichen, die über die ursprünglichen bilateralen Abkommen hinausgehen, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung dar. Dies könnte potenziell gegen die garantie eines fairen Verfahrens gemäss Art. 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstossen, wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, Urteile anzuwenden, deren Entstehungsprozess sie nicht beeinflussen konnten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eher einer Unterordnung als einer gleichberechtigten Partnerschaft gleichkommt. Die Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die wirtschaftliche Flexibilität sind substanziell und erfordern eine eingehende und kritische Prüfung. Ein überstürzter Abschluss dieses Pakets wäre fahrlässig und könnte langfristig gravierende negative Folgen für die Schweiz haben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Insbesondere die Annahme von flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit, wie sie im bilateralen Abkommen zur Übernahme von EU-Recht vorgesehen ist, steht im fundamentalen Widerspruch zu unserer Verfassung. Die ungezügelte Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit einer kritischen Prüfung und Anpassung an schweizerische Bedürfnisse, würde die Schweizer Gesetzgebung und Rechtsprechung faktisch der direkten Autorität Brüssels unterstellen. Dies verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Weiterhin ist die drohende Übernahme von EU-Recht im Bereich des Arbeitsmarktes, insbesondere durch die Angleichung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, problematisch. Die flankierenden Massnahmen, so werden sie genannt, sind in ihrer Ausgestaltung primär auf die Bedürfnisse der EU-Mitgliedstaaten zugeschnitten und berücksichtigen die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Arbeitsmarktes nur unzureichend. Die Gefahr von Lohndumping und unlauterem Wettbewerb ist real und könnte die hart erarbeiteten Standards der Schweizer Arbeitnehmenden untergraben. Dies widerspricht dem Geist des Artikel 11 der Bundesverfassung, der den Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer vorsieht.

Die Idee, dass die Schweiz eine einseitige Übernahme von EU-Recht akzeptieren soll, ohne ein Mitspracherecht bei dessen Gestaltung zu haben, ist ein gefährlicher Präzedenzfall. Dies würde die Schweiz in eine Position der Unterordnung drängen und ihre Verhandlungsmacht gegenüber der EU massiv schwächen. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, wie sie die EU in vergleichbaren Abkommen mit Drittstaaten oft verlangt, stellt eine Erosion der parlamentarischen Kontrolle und der demokratischen Legitimation dar. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Rolle des Parlaments als oberste Gesetzesautorität festlegt, würde hierdurch untergraben.

Zudem ist die Frage der gerichtlichen Zuständigkeit ungeklärt. Die Übernahme von EU-Recht impliziert oft auch die Anerkennung der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die Auslegung dieses Rechts. Eine solche Akzeptanz würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv beeinträchtigen und die Möglichkeit einschränken, Recht im Sinne der schweizerischen Verfassung und Gesetzgebung zu interpretieren. Dies ist nicht vereinbar mit dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Eine echte Stabilisierung der Beziehungen darf nicht auf Kosten der schweizerischen Souveränität und Rechtsordnung gehen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Maksim Momcilovic (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Maksim Momcilovic · 0764244253 · maksim.momcilovic@icloud.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Rechtlichen Vorgaben gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz. Es muss mit grösster Skepsis betrachtet werden, ob die vorgesehene Harmonisierung mit dem EU-Recht dem Schweizer Rechtsverständnis und unseren nationalen Interessen tatsächlich dient.

Ein zentraler Punkt der Sorge ist die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Mitsprache seitens des Schweizer Volkes. Die Art und Weise, wie diese Übernahme erfolgen soll, wirft die Frage auf, ob die Schweiz nicht zunehmend zu einem "Befehlsempfänger" der Europäischen Union wird, anstatt ihre Position als eigenständiger Staat zu wahren. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Schweizerischen Bundesverfassung, welche die Volksouveränität als oberstes Prinzip verankert. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (kurz: ParlG) unterstreicht die Zuständigkeit des Bundes im Rahmen der Bundesverfassung. Die vorliegende Umsetzung droht jedoch, diese Kompetenzen faktisch auszuhöhlen, indem EU-Recht über nationale Gesetzgebungsprozesse gestellt wird.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen dieser Harmonisierung mit grosser Vorsicht zu beurteilen. Es besteht die Gefahr, dass Schweizer Unternehmen unnötigen bürokratischen Aufwand und zusätzliche Kosten tragen müssen, um EU-Standards zu erfüllen. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteilen gegenüber ausländischen Unternehmen führen, die nicht denselben Belastungen ausgesetzt sind. Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit (Wettbewerbsförderungsgesetz, WFG) zielt darauf ab, die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft zu stärken. Die vorgesehene Umsetzung könnte jedoch genau das Gegenteil bewirken, indem sie die schweizerischen Unternehmen mit einer zusätzlichen Regulierungslast belegt, die nicht im Einklang mit unseren spezifischen Marktbedingungen steht. Es ist fraglich, ob die prognostizierten Vorteile einer reibungslosen Integration in den EU-Binnenmarkt die tatsächlichen Kosten für die heimische Wirtschaft aufwiegen.

Die Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt sind ebenfalls mit kritischem Auge zu betrachten. Es ist nicht auszuschliessen, dass die Anpassung an EU-Normen zu einer Destabilisierung des bestehenden Arbeitsrechts führen könnte, was wiederum die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer stark verunsichern würde. Artikel 33 des Bundesgesetzes über die Arbeitsvermittlung und den Arbeitslosenversicherungs (AVIG) schützt die Arbeitnehmerrechte. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht könnte diese Schutzmechanismen untergraben, insbesondere wenn es um Aspekte wie Arbeitszeiten, Ferienansprüche oder soziale Sicherungssysteme geht. Es bedarf einer detaillierten Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen die Errungenschaften des schweizerischen Arbeitsrechts gefährden.

Besonders bedenklich ist die mangelnde Transparenz und demokratische Legitimation, die mit der

zunehmenden Angleichung an das EU-Recht einhergeht. Die Schweiz verfügt über ein hochentwickeltes und etabliertes Rechtssystem, das auf jahrzehntelanger parlamentarischer Debatte und direkter Mitsprache des Volkes beruht. Die vorgeschlagene Umsetzung birgt die Gefahr, dass dieses System durch externe Vorgaben ausgehebelt wird. Die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert sind, erfordern, dass Gesetze auf klaren rechtlichen Grundlagen beruhen und demokratisch legitimiert sind. Wenn Entscheidungen, die das Leben der Schweizer Bürgerinnen und Bürger direkt betreffen, durch Mechanismen getroffen werden, die dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern entzogen sind, stellt dies eine erhebliche Erosion der demokratischen Grundfesten dar.

Es ist unabdingbar, dass der Bundesrat und das Parlament eine äusserst kritische Haltung gegenüber der vorliegenden Vernehmlassung einnehmen. Eine unüberlegte oder übereilte Umsetzung könnte langfristig irreversible Folgen für die schweizerische Souveränität, die wirtschaftliche Prosperität und die sozialen Errungenschaften haben. Bevor irgendwelche Verpflichtungen eingegangen werden, ist eine umfassende und unabhängige Folgenabschätzung unerlässlich, die die spezifischen schweizerischen Interessen und die Grundwerte unserer Verfassung in den Vordergrund stellt. Die Haltung sollte nicht von einer bedingungslosen Aufnahme des EU-Rechts geprägt sein, sondern von einer sorgfältigen Prüfung, ob und in welchem Umfang eine Anpassung im ureigenen Interesse der Schweiz liegt und ob dies mit dem Grundsatz der Volkssouveränität vereinbar ist. Die Möglichkeit, nationale Besonderheiten zu wahren und eigene Lösungsansätze zu verfolgen, darf nicht leichtfertig aufgegeben werden. Es muss stets die Frage im Raum stehen, ob die Schweiz durch solche Übernahmen nicht ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft aufs Spiel setzt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts im Rahmen des vorliegenden Abkommens stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und im nationalen Interesse festgelegt wurden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies widerspricht fundamental unseren verfassungsmässigen Grundsätzen der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie.

Die geplante Einführung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) schaffen eine zentralisierte Kontrollinstanz, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Gemäss Artikel 3 BHÜG wird eine neue Beihilfekammer in der WEKO eingerichtet. Diese wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Dies führt zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, da Beihilfen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden müssen, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Das neue Bundesgerichtgesetz räumt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse ein. Dies macht die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren souveräne Entscheide mittels abstrakter Normenkontrolle nach Artikel 98a BGG gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu Bittstellern, die kein formelles rechtliches Gehör mehr haben, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33

und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht nach Artikel 31a VGG ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Besonders kritisch ist die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Viele Elektrizitätswerke sind im Besitz von Kantonen und Gemeinden, und die Kontrolle über diese und andere strategisch wichtige Infrastrukturen darf nicht an Brüssel delegiert werden. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne die Auswirkungen auf die Schweizer Bevölkerung kritisch beleuchten zu lassen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur eine technokratische Übernahme von EU-Recht darstellen, sondern eine fundamentale Aushöhlung unserer verfassungsrechtlichen Ordnung, unserer föderalistischen Strukturen und unserer demokratischen Kontrolle. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen im Interesse ihrer Bürgerinnen und Bürger zu treffen, und sich stattdessen einem fremden Regulierungsapparat unterwerfen. Dies ist eine inakzeptable Preisgabe nationaler Interessen und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union muss mit grösster Skepsis und kritischer Distanz betrachtet werden. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Bereich der Zuwanderung, stellen eine fundamentale Abkehr von den Prinzipien der schweizerischen Souveränität und der eigenständigen Steuerung unserer Grenzen dar. Sie scheinen primär darauf ausgelegt, die Anforderungen der EU zu erfüllen, ohne die konkreten Bedürfnisse und die Stabilität der Schweiz angemessen zu berücksichtigen.

Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die hier implizit vorbereitet wird, widerspricht dem klaren Auftrag der Bundesverfassung (Art. 121a BV) und dem Volkswillen zur Steuerung der Zuwanderung. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit geht weit über das Mass dessen hinaus, was für ein Land wie die Schweiz, das nicht Mitglied der EU ist, vertretbar ist. Insbesondere die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf Jahren, das faktisch einem „Niederlassung C PLUS“ gleichkommt, wirft gravierende Fragen auf. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsbewilligung, selbst bei schwerwiegenden Verfehlungen wie Kriminalität oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialwerke fundamental. Die Kosten für diese Entwicklung werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Die Mechanismen, die hier zur Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme geschaffen werden, sind zutiefst beunruhigend. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies stellt eine ungerechtfertigte Belastung für unser Sozialsystem dar und widerspricht dem Prinzip der Eigenverantwortung. Der Familiennachzug wird in einer Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Zulassung von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern zum Familiennachzug führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zwangsläufig zu explodierenden Sozialkosten. Dies widerspricht jeglicher vernünftigen Migrationspolitik, die auf die Bedürfnisse des Landes zugeschnitten sein sollte.

Die sogenannte „Schutzklausel“, die im Vertragspaket enthalten sein soll, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Im Gegenteil droht die EU bei jeder auch nur ernsthaften Absicht zur Anwendung mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren faktisch jede Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies bedeutet eine Unterwerfung unter Brüsseler Vorgaben, ohne die Möglichkeit, eigene nationale Interessen zu wahren.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung des neuen Artikels 41c AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, wird kaum mehr möglich sein. Dies steht in direktem Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine reine Farce. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Es ist ein Placebo, das die Illusion von Kontrolle vorgibt, ohne diese tatsächlich zu vermitteln.

Die Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern im Bildungsbereich mit der Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein alarmierendes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden müssen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler direkt zu tragen hat.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von Berufsqualifikationen (BGVB) durch die neue Regelung in Art. 15 Abs. 1bis ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Insbesondere im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) wird durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Art. 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber

hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB) bleibt von der Anpassungslogik nicht verschont. Die scheinbar technische Anpassung in Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine schleichende, aber unaufhaltsame Aushöhlung unserer Souveränität und unserer nationalen Kontrollkompetenzen bedeuten. Sie führen zu einer unkontrollierten Zuwanderung, belasten unsere Sozialwerke und gefährden die Qualität unserer Bildung und Berufsstandards. Es handelt sich um eine Kapitulation vor den Anforderungen der EU, die die Interessen der Schweiz grob missachtet. Diese Vernehmlassung sollte daher entschieden abgewiesen werden.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die bevorstehende Übernahme von EU-Recht im Eisenbahnsektor, gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und einer kritischen Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Änderungen. Es ist unsere unumgängliche Pflicht, die potenziellen negativen Auswirkungen auf den Schweizer Service public, die finanzielle Stabilität unserer Transportunternehmen und die Souveränität unseres Landes klar und unmissverständlich zu artikulieren.

Die zentrale Sorge liegt in der Gefährdung unseres etablierten Service public im Schienenverkehr. Dieser stellt seit jeher ein Qualitätsmerkmal und ein Rückgrat unseres Landes dar. Durch die vorgesehene Anwendung des EU-Beihilferechts droht eine Neubewertung und potenziell die Unzulässigkeit von Subventionen, die bisher unerlässlich für den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials waren. Diese Subventionen sind keine Willkür, sondern gezielte Massnahmen zur Sicherstellung eines flächendeckenden und qualitativ hochwertigen Angebots, das für die Mobilität unserer Bürgerinnen und Bürger unerlässlich ist. Sollten diese als unzulässig eingestuft werden, droht eine direkte Beeinträchtigung der Leistungsfähigkeit und Attraktivität unseres Bahnwesens.

Die Türöffnung für die sogenannte Kabotage im Schienenverkehr stellt eine besonders gravierende Bedrohung dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken, wie sie beispielsweise durch das Beispiel von Flixtrain illustriert wird, führt unweigerlich zu einer desaströsen "Rosinenpickerei". Internationale Unternehmen werden sich auf die lukrativsten und profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Transportunternehmen, die per se einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Land erfüllen, mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien und Regionen alleingelassen werden. Dies untergräbt fundamental die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die Existenz jener Strecken, die für die Erschliessung ganzer Landesteile und die Aufrechterhaltung der regionalen Mobilität von existenzieller Bedeutung sind.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" als angeblich abschirmende Massnahme entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlose und nicht bindende Absichtserklärung. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Entwicklungen und Anpassungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre weiterhin dazu verpflichtet, solche Änderungen dynamisch zu übernehmen, ohne die Möglichkeit, die für uns spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten angemessen zu

berücksichtigen. Diese "Gemeinsame Erklärung" ist somit lediglich eine leere Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität und unserer nationalen Gestaltungsfreiheit im Bahnverkehr nicht verhindern kann.

Die Schweiz gibt durch die schrittweise Übernahme von EU-Recht die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir uns künftig an neue Regulierungen, wie beispielsweise diejenige zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), binden müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter auf zentrale EU-Stellen verlagern und unsere Fähigkeit, autonome und auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene Entscheidungen zu treffen, empfindlich schwächen.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret im neu zu schaffenden Art. 40ater, ist ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie ermöglicht ausländischen Unternehmen, die oft von ihren Heimatländern staatlich subventioniert werden, sich die profitabelsten Linien in unserem Land herauszupicken. Dies schwächt nicht nur die SBB und andere inländische Transportunternehmen, die dem umfassenden Versorgungsauftrag verpflichtet sind, sondern gefährdet langfristig die Qualität und die flächendeckende Erreichbarkeit des öffentlichen Verkehrs für die gesamte Bevölkerung der Schweiz.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe von Leistungen im öffentlichen Verkehr spürbar ein. Anstatt die Auswahl der besten Anbieter auf Basis von Kriterien zu treffen, die den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger am besten dienen, müssen nun primär EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahlerinnen und Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer verkehrspolitischer Ziele.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage und die dynamische Übernahme von EU-Recht im Eisenbahnsektor, eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Die finanzielle Basis unserer Transportunternehmen wird untergraben, unsere Souveränität bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs wird eingeschränkt und die Qualität des Angebots für die Bevölkerung steht auf dem Spiel. Wir fordern daher eine sorgfältige Überprüfung der potenziellen negativen Folgen und eine konsequente Verteidigung unserer nationalen Interessen.

Finanzieller Beitrag

Zur Stellungnahme im Bereich Finanzieller Beitrag werden erhebliche Bedenken geltend gemacht, die die vorgeschlagene Regelung als nachteilig für die Souveränität und die demokratische Legitimation der Schweiz erscheinen lassen. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen fundamentalen Eingriff in die Haushalts- und Budgethoheit des Schweizerischen Bundesparlaments dar. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Rechenschaftspflicht und entzieht den eidgenössischen Räten ein wichtiges politisches Druckmittel im Rahmen der bilateralen Beziehungen mit der Europäischen Union. Die Konsequenz ist eine faktische Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Kasse gebeten wird, ohne dass eine adäquate Gegenleistung oder ein Einfluss auf die Verwendung der Mittel garantiert ist.

Der im Rahmen des vorgeschlagenen Abkommens genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist mit grösster Skepsis zu betrachten. Diese Summe mutet wie ein Lockvogelangebot an, dessen eigentliche Dimension erst durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung" offenbar wird. Es ist anzunehmen, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu einer massiven Steigerung der Schweizer Zahlungen führen wird, und zwar in einer Weise, die der Schweiz jede Möglichkeit zur Verweigerung entzieht. Die EU diktiert in diesem Szenario die Höhe der Beiträge, während die Schweiz zur reinen Zahlmeisterin degradiert wird, ohne über eine entsprechende Mitsprache oder Kontrolle zu verfügen. Dieses Vorgehen untergräbt die Verhandlungsposition der Schweiz und zwingt sie zur Akzeptanz von Forderungen, die

möglicherweise nicht im nationalen Interesse liegen.

Es ist bedenklich, dass die Schweiz in diesem Szenario zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht avanciert. Während unsere finanziellen Verpflichtungen verbindlich und unabänderlich werden, fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die Schweiz bezahlt somit für eine institutionelle Anbindung, deren Hauptfolgen in einem substanziellen Verlust an Souveränität und demokratischer Kontrolle liegen, während greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung fraglich bleiben. Die Struktur des vorgeschlagenen Abkommens lässt befürchten, dass die finanzielle Beteiligung primär dem Interesse der EU dient und nicht einem ausgewogenen beidseitigen Nutzen.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein zentraler Kritikpunkt. Dieses Gesetz würde die bisherigen, politisch und finanziell flexiblen Beiträge in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementieren. Vor allem aber entzieht es dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Anstatt dass das Parlament jährlich über die Angemessenheit und die Zweckbestimmung der finanziellen Solidarität der Schweiz mit der EU entscheidet, wird diese Entscheidung im KoBG vorweggenommen. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments empfindlich aus und transformiert die demokratische Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern in die reine Umsetzung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Das KoBG dient somit als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft finanziell zu belasten und ihr die Entscheidungshoheit über ihre eigenen Mittel zu entziehen.

Die Verankerung des KoBG im Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) unter Ziffer 1 Buchstabe d des Anhangs 5 ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert eine tiefe Integration dieser Zahlungsverpflichtungen in die Schweizer Rechtsordnung und lässt darauf schliessen, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies erhöht die Hemmschwelle für zukünftige Anpassungen oder gar eine Beendigung dieser Zahlungen und festigt eine finanzielle Abhängigkeit, die den Interessen der Schweiz zuwiderlaufen kann.

Die Verknüpfung des Kohäsionsbeitragsgesetzes mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und ethisch fragwürdig. Es ist eine Verdrehung der Tatsachen, den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zu missbrauchen, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Friedensförderung ist ein eigenständiges und wichtiges Instrument der Schweizer Aussenpolitik. Sie mit einer finanziellen Verpflichtung an die EU zu vermischen, die primär ökonomische und politische Anbindungsziele verfolgt, ist eine unzulässige Instrumentalisierung und schwächt die Glaubwürdigkeit der Schweizer Friedensförderungsinitiativen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zu den finanziellen Beiträgen eine erhebliche Verschlechterung der Situation für die Schweiz darstellt. Sie entzieht dem Parlament wichtige Kontrollrechte, schafft unwiderrufliche Zahlungsverpflichtungen und gefährdet die nationale Souveränität. Die Argumentation, dass dies dem Zweck der Kohäsion diene, vermag die negativen Auswirkungen auf die schweizerischen Entscheidungsgremien und die Haushaltsautonomie nicht zu kompensieren. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre demokratischen Prozesse wahrt und finanzielle Verpflichtungen nur eingeht, die klar im nationalen Interesse liegen und einer umfassenden parlamentarischen Kontrolle unterliegen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union sind aus Sicht des schweizerischen Arbeitsmarktes und der nationalen Souveränität äusserst bedenklich und zeugen von einer erheblichen Schwächung bewährter Schutzmechanismen zugunsten einer fragwürdigen EU-Konformität. Die vorgelegten Massnahmen erscheinen in weiten Teilen als kosmetische Korrekturen, die den fundamentalen Problemen, welche die massive Zuwanderung aus der EU für das Schweizer Lohnniveau mit sich bringt, nicht ansatzweise gerecht werden.

Es ist festzustellen, dass die aus der EU stammenden Lohndumping-Praktiken, die seit Jahren zu einem spürbaren Druck auf die Schweizer Löhne führen, durch die vorliegenden Vorschläge keineswegs wirksam eingedämmt werden. Vielmehr besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt die bestehenden, in ihrer Wirksamkeit erprobten flankierenden Massnahmen zum Schutz der Schweizer Löhne zu stärken, werden diese aufgeweicht und an die in Brüssel propagierten, oft liberaleren EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind dabei nicht nur bürokratischer, sondern auch in ihrer Effektivität fragwürdig. Sie scheinen vorrangig darauf ausgelegt zu sein, ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen, den Zugang zum Schweizer Arbeitsmarkt zu erleichtern, anstatt die Arbeitnehmer in unserem Land vor unlauterem Wettbewerb zu schützen.

Die angekündigten Kontrollmechanismen werden in ihrer Effektivität erheblich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und zu einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Schutz der Arbeitnehmer massiv schadet.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, der sich in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) niederschlägt, ist nichts anderes als ein vergiftetes Geschenk. Diese Bestimmung schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und führt zu einer unnötigen Lähmung der Flexibilität von Kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Einführung eines solchen privilegierungsbedürftigen Status widerspricht zudem fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und der Vertragsfreiheit, welche die Grundlage des schweizerischen Privatrechts bilden. Diese Regelung ist eine direkte Folge von EU-Diktaten und dient der Anpassung an ausländische Rechtsvorstellungen, nicht der Verbesserung der Situation für die breite Masse der Arbeitnehmer.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung des Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres nationalen Rechts. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des bisherigen Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine reine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten durch die Betroffenen weiter verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d ist äusserst problematisch. Sie zementiert die immerwährenden Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die Europäische Union binden. Dies stellt eine ungewollte und potenziell nachteilige Vertiefung der Abhängigkeit dar.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den ständigen Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem etablierten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft deutlich schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Besonders alarmierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz durch die Einführung des neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG. Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Damit wird die Schweizer Rechtsordnung untergraben, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies öffnet Tür und Tor für eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht und schwächt die Unabhängigkeit unseres Justizsystems.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die berechtigten Sorgen der Schweizer Bevölkerung bezüglich Lohnschutz und nationaler Souveränität zu adressieren. Im Gegenteil, sie drohen, unsere bewährten Schutzmechanismen zu schwächen, die Flexibilität unserer Unternehmen zu beeinträchtigen und unsere Unabhängigkeit weiter zu untergraben. Es ist unabdingbar, dass diese Vorschläge in ihrer jetzigen Form abgelehnt werden und stattdessen eine Stärkung der nationalen Lohnschutzmechanismen im Einklang mit den Interessen der Schweizer Arbeitnehmer angestrebt wird.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts und die damit verbundenen Änderungen im Schweizer Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) stellen eine fundamental infragewürdige Entwicklung dar, die die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz erheblich gefährdet. Wir äussern hierzu die tiefsten Bedenken und fordern eine grundlegende Neubewertung des gesamten Vorhabens.

Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz die Kontrolle über ihr eigenes Stromnetz. Sie wird zu einem reinen Befehlsempfänger, der die regulatorischen Vorgaben aus Brüssel umsetzen muss, ohne über ein Mitspracherecht zu verfügen. Diese strukturelle Unterordnung ist unvereinbar mit dem Prinzip der nationalen Souveränität. Die Entscheidungen über die Nutzung und den Ausbau unserer kritischen Energieinfrastruktur werden zukünftig in Brüssel getroffen, während die Schweiz die damit verbundenen Kosten tragen muss. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht dabei im besonderen Fokus der Gefährdung. Das etablierte und für die Bergkantone essenzielle System der Wasserzinsen könnte unter den EU-Beihilfenregeln als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte verheerende finanzielle Auswirkungen auf die betroffenen Regionen und würde eine seit Jahrzehnten bewährte Praxis de facto beenden.

Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch diese Anpassungen massiv beschnitten. Sie droht, von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blosse „operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk“ zu verkommen. Die ElCom wäre künftig gezwungen, undemokratisch legitimierte und auf die Bedürfnisse anderer Staaten zugeschnittene Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung. Die föderalen Strukturen, die seit jeher die Stärke der schweizerischen Energieversorgung ausmachen, werden untergraben. Insbesondere die Position von Gemeindekraftwerken und anderen dezentralen Energieerzeugern wird geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und bürgernahe Energieproduktion fördert, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleinere Akteure und bevorteilt unweigerlich grosse, zentralisierte Energiekonzerne.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, ist ein hochriskantes Experiment, das die nationale Versorgungssicherheit dem Diktat des freien Marktes opfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Infolgedessen entzieht sich die Verantwortung für die Versorgungssicherheit einer klaren Zuweisung. Weder der Markt noch die EU werden in einer Krisensituation die Gewähr für eine stabile und zuverlässige Stromversorgung der Schweiz übernehmen können. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen für Bevölkerung und Wirtschaft unkalkulierbar sind.

Die prognostizierten Auswirkungen auf die Strompreise sind alarmierend. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für private Haushalte führen. Da der freie Markt die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit nicht decken wird, müssen diese Lücken durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten geschlossen werden. Dies wird die Energiekosten weiter in die Höhe treiben und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft beeinträchtigen.

Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung

der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) dienen ausschliesslich der Gleichschaltung mit dem EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Dies zerstört die bewährten föderalen Strukturen und die erfolgreiche Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen in der Energiepolitik. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Unsere nationale Netzgesellschaft wird ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen, die für riesige europäische Konzerne gelten. Dies bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Auch das Energiegesetz (EnG) erfährt durch die geplanten Änderungen gravierende Rückschläge. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die drastische Senkung der Leistungsgrenze für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie etwa Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im direkten Widerspruch zur erklärten Energiestrategie der Schweiz und bevorteilt eindeutig grosse, zentralisierte Akteure. Ebenso schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den notwendigen Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz letztlich abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern, anstatt sie unabhängiger zu machen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) im Rahmen der Marktliberalisierung ist ebenfalls ein bedenklicher Schritt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen nicht nur erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die Strompreise mit sich bringen, sondern auch die Souveränität der Schweiz und ihre föderalen Strukturen fundamental schwächen. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab und fordern, dass die Schweiz ihre energiepolitische Autonomie bewahrt und ausschliesslich auf die eigenen Bedürfnisse und Interessen ausgerichtete Lösungen verfolgt. Eine blindlings übernommene EU-Regulierung ist in diesem kritischen Sektor keine Option.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Bedrohung für die Souveränität, die Qualität und die wirtschaftliche Existenzgrundlage der Schweiz dar. Unter dem euphemistischen Titel "Lebensmittelsicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die reine Gewährleistung von Standards hinausgeht. Es handelt sich um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das ausufernde EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies ist in seiner Tragweite für unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt für die Wahlfreiheit der Konsumenten schlichtweg inakzeptabel.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die über Jahrzehnte hinweg sorgfältig aufgebaut und international geschätzt wurde, ist in höchster Gefahr. Die obligatorische Angleichung an oft tiefere und auf Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das prestigeträchtige Label "Made in Switzerland" wird seine Exklusivität und seinen Wert verlieren, wenn die dahinterstehenden Produkte denselben, weniger strengen Kriterien genügen müssen wie ihre Pendants aus der EU. Dies untergräbt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und gefährdet die Attraktivität des Schweizer Marktes.

Besonders bedenklich ist die Einführung einer beispiellosen "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und uns in eine unmögliche Lage bringt. Wir werden gezwungen, ein unsägliches Abkommen zu akzeptieren, nur um nicht alle Errungenschaften der bilateralen Beziehungen aufs Spiel zu setzen.

Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und nicht hinnehmbaren Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu willfährigen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, deren primäres Interesse nicht zwangsläufig dem Wohl der Schweizer Landwirtschaft gilt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur die grossen Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, idyllische Alp-Käsereien, traditionsbewusste Dorfmetzger und sogar Vereine an einem regionalen Schwingfest müssten die komplexen und für ihre Grösse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen zerstören und die wirtschaftlichen Existenzen vieler kleiner und mittlerer Betriebe gefährden, die das Rückgrat unserer ländlichen Wirtschaft und Kultur bilden.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Eigenständigkeit unserer Produzenten und die Auswahlmöglichkeiten der Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem schleichenden Verlust an den hohen Standards, die wir zu Recht von unseren Lebensmitteln erwarten.

Die vorgesehenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist nicht nur ein bedauerlicher Rückschritt für den Tierschutz, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird hierbei umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine eklatante Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Wir wehren uns entschieden gegen diese schleichende Entmachtung und den drohenden Verlust unserer nationalen Identität im Lebensmittelbereich. Dieses Abkommen ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine Entrechtung unserer Bauern, eine Zerstörung unserer Qualitätsstandards und ein Angriff auf unsere Souveränität.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu äusserst ernsten Bedenken und steht im fundamentalen Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien der Schweizer Souveränität und Demokratie. Eine unkritische Annahme dieses Pakets würde zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsordnung und zur Entmachtung unseres Parlaments führen, was unannehmbar ist.

Zunächst ist die Übernahme von EU-Recht in die Schweiz ohne direkte Mitwirkung des Schweizer Souveräns und ohne die Möglichkeit einer echten Verhandlungsposition ein tiefer Eingriff in die demokratischen Prozesse. Die Schweiz würde faktisch zu einem junior partner degradiert, der die Entscheidungen einer externen Macht, der Europäischen Union, zu übernehmen hat. Dies steht im direkten Gegensatz zum Wesen der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Artikel 1 der BV besagt, dass das Schweizer Volk und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind. Die Einführung von EU-Recht durch die Hintertür, ohne die Möglichkeit des Referendums oder einer parlamentarischen Debatte auf Augenhöhe, verletzt dieses Prinzip. Die Bürgerinnen und Bürger würden ihrer Möglichkeit beraubt, über die Gesetze, die sie betreffen, mitzubestimmen.

Des Weiteren stellt die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) eine fundamentale Bedrohung für die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz dar. Wenn der EuGH als letzte Instanz über die Auslegung und Anwendung von Recht, das für die Schweiz verbindlich sein soll, entscheiden kann, so untergräbt dies die Autorität der Schweizer Gerichte und des Bundesgerichts. Artikel 188 BV garantiert die Oberhoheit des Bundesrechts. Die automatische Übernahme der EuGH-Rechtsprechung würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte an Entscheidungen gebunden wären, die von einem ausländischen Gericht getroffen wurden und deren Entstehungsprozess sie nicht beeinflussen konnten. Dies öffnet die Tür für eine Rechtsanwendung, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz zugeschnitten ist. Dies widerspricht dem Gedanken der Souveränität, der die Fähigkeit einschliesst, die eigene Rechtsordnung autonom zu gestalten und anzuwenden. Artikel 5 Absatz 2 BV verankert den Grundsatz der Verhältnismässigkeit, der aber nur dann wirksam durchgesetzt werden kann, wenn die hiesigen Gerichte eine eigene Beurteilungsgrundlage haben.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls gravierend. Während für eine engere Anbindung oft wirtschaftliche Vorteile angeführt werden, ist es essenziell, die Kosten und Risiken kritisch zu prüfen. Die automatische Übernahme von EU-Regulierung kann zu einem erheblichen Wettbewerbsnachteil für Schweizer Unternehmen führen, insbesondere wenn diese Regulierungen nicht auf die besonderen Gegebenheiten des Schweizer Marktes abgestimmt sind. Zudem besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht von den Vorteilen eines flexiblen und anpassungsfähigen Rechtssystems, das es ihr erlaubt, auf sich ändernde globale Bedingungen schnell zu reagieren, abgeschnitten wird. Artikel 41 BV verankert die Wirtschaftsfreiheit, die aber durch übermässige und unpassende Regulierungen massiv eingeschränkt werden kann.

Die Frage der institutionellen Stabilität und der politischen Handlungsfähigkeit der Schweiz ist ebenfalls von höchster Bedeutung. Ein solches Abkommen könnte zu einer ständigen Abhängigkeit von Brüssel führen und die Fähigkeit der Schweizer Regierung und des Parlaments, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen, erheblich einschränken. Die Schweizer Politik würde sich zunehmend mit der Anpassung an Brüsseler Vorgaben befassen, anstatt sich auf die Bedürfnisse und Anliegen der eigenen Bevölkerung zu konzentrieren. Die in Artikel 1 der BV festgelegte Staatsgewalt des Volkes und der Kantone könnte somit de facto ausgehöhlt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU einer tiefgehenden und kritischen Prüfung bedarf. Die aktuellen Entwürfe laufen Gefahr, die Souveränität, die direkte Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit der Schweiz unwiederbringlich zu schwächen. Es ist unabdingbar, dass jede Form der zukünftigen Beziehung zur EU auf einer soliden Grundlage der Gleichberechtigung, der klaren Abgrenzung von Zuständigkeiten und der

uneingeschränkten Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung und demokratischen Prinzipien basiert. Die Gefahr, dass wir uns in ein Abhängigkeitsverhältnis begeben, das uns unserer politischen und rechtlichen Selbstbestimmung beraubt, ist real und muss mit aller Kraft abgewendet werden. Die langfristigen Konsequenzen einer unüberlegten Annahme dieses Pakets wären verheerend für die Identität und die Zukunft der Schweiz als freier und unabhängiger Staat. Es ist unsere Pflicht, die Interessen unseres Landes und seiner Bürgerinnen und Bürger an erste Stelle zu setzen und jede Entwicklung kritisch zu hinterfragen, die diese fundamentalen Werte gefährdet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu äusserst ernsten Bedenken und sind unter kritischer Betrachtung als unzureichend und potenziell schädlich für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz zu beurteilen. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen scheinen die Interessen und die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft nicht hinreichend zu wahren und untergraben fundamentale Prinzipien unseres Rechtssystems und unserer politischen Ordnung.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die angestrebte Übernahme von EU-Recht. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, wie sie in den Verhandlungsergebnissen impliziert wird, widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung, wie er im Schweizer Rechtssystem verankert ist. Die direkte Übernahme von EU-Recht ohne eigene parlamentarische Debatte und Zustimmung würde die Kompetenz der Schweizer Bundesversammlung und des Volkes zur Gesetzgebung massiv einschränken. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (Art. 1 BGB) legt fest, dass die Gesetzgebung Sache der zuständigen eidgenössischen Räte ist. Die vorgeschlagene Regelung würde diese Kompetenz de facto an Brüssel abtreten. Darüber hinaus ist Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) zu berücksichtigen, welcher besagt, dass die Bundesversammlung die oberste Leitungsbehörde des Bundes ist und die oberste Gewalt im Bundesstaat darstellt. Eine automatische Rechtsübernahme würde diese führende Rolle der Legislative aushöhlen und die Gewaltenteilung gefährden.

Besonders kritisch ist die Frage der institutionellen Umsetzung. Die Schaffung eines ständigen Überwachungs- und Schiedsmechanismus im Rahmen der neuen Vereinbarungen wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der Souveränität auf. Wenn ein solches Gremium, das potenziell mit Richtern des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) besetzt ist oder dessen Urteilen unterliegt, verbindliche Entscheidungen für die Schweiz treffen kann, dann bedeutet dies eine gravierende Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit. Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) erklärt, dass die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an die Bundesgesetze und das Völkerrecht gebunden sind. Die vorgesehene Einbindung von EU-Rechtsprechung in die Schweizer Rechtsanwendung würde hier eine neue, potenziell übergeordnete Rechtsquelle schaffen, deren Einfluss nicht abschätzbar ist und welche die Autonomie unserer eigenen Gerichte bedrohen könnte. Dies steht im Widerspruch zum Anspruch auf eine unabhängige Schweizer Justiz, wie sie durch Artikel 190 Absatz 1 BV gewährleistet wird, welcher die Autonomie der Gerichte festschreibt.

Die finanzielle Komponente der Verhandlungsergebnisse ist ebenfalls äusserst problematisch. Die Forderung nach einer Beteiligung an EU-Finanzierungsinstrumenten, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionspolitik, stellt eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar. Diese Gelder werden zweckgebunden für die Entwicklung anderer Mitgliedstaaten eingesetzt, was angesichts der eigenen Herausforderungen und Prioritäten der Schweiz fragwürdig ist. Die vorgesehene Verpflichtung zur regelmässigen und automatischen Zahlung, ohne ausreichende Transparenz und Kontrollmöglichkeiten seitens der Schweiz, birgt das Risiko einer stetigen Erhöhung dieser Abgaben. Artikel 129 BV legt fest, dass die finanzielle Beteiligung an internationalen Organisationen vom Bundesrat mit Zustimmung des Parlaments beschlossen wird. Die automatische Verpflichtung zu Zahlungen im Rahmen von EU-Finanzabkommen scheint diesen Prozess zu umgehen und untergräbt die parlamentarische Kontrolle über die Ausgaben des Bundes.

Ferner ist die Frage der Dienstleistungsfreiheit mit Skepsis zu betrachten. Während die Idee des ungehinderten Zugangs zum EU-Binnenmarkt verlockend erscheint, müssen die damit verbundenen Verpflichtungen genauestens geprüft werden. Die Herausnahme von bestimmten Sektoren oder die Möglichkeit der Anwendung von Ausnahmeregelungen durch die EU muss klar definiert sein und darf nicht zu einer Benachteiligung schweizerischer Unternehmen führen. Die Rechtsprechung des EuGH, die im Rahmen der Dienstleistungsfreiheit eine weitreichende Auslegung des EU-Rechts vorgenommen hat, birgt die Gefahr, dass schweizerische Regulierungen, die dem Schutz der Bevölkerung oder der Umwelt dienen, untergraben werden könnten. Dies steht im Spannungsverhältnis zu den Bestimmungen der Bundesverfassung, welche die Zuständigkeit der Schweiz zur Regulierung ihres eigenen Territoriums und ihrer Wirtschaftsschutzmechanismen gewährleisten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die Souveränität, die Unabhängigkeit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz langfristig zu sichern. Die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter EU-Recht und die damit verbundenen institutionellen und finanziellen Belastungen sind gravierend. Es bedarf einer deutlich kritischeren Auseinandersetzung mit diesen Vorschläufen, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz gewahrt bleiben und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien nicht kompromittiert werden. Eine Übernahme von Recht und eine finanzielle Beteiligung, die über eine reine Kooperation hinausgeht und die Autonomie der Schweiz beschneidet, ist abzulehnen. Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat und das Parlament ihre Verantwortung wahrnehmen und die nationalen Interessen über kurzfristige Abmachungen stellen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgelegte "Thema: Stabilisierung der Beziehungen zur EU" wirft ernste Bedenken auf, die einer kritischen und eingehenden Prüfung bedürfen. Die pauschale Annahme, eine "Stabilisierung" der Beziehungen zur EU sei per se erstrebenswert, vernachlässigt die Tatsache, dass die Art und Weise dieser Stabilisierung sowie die zugrunde liegenden Konditionen für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz von fundamentaler Bedeutung sind.

Es ist unerlässlich, zunächst die potenziellen rechtlichen und politischen Implikationen einer solchen "Stabilisierung" zu beleuchten. Die schweizerische Verfassung, insbesondere das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Volkswahlen und die politischen Rechte (BPR), aber auch die bundesrätliche Politik zur Wahrung der Unabhängigkeit und Neutralität, könnten durch eine vertragliche Annäherung an die EU erheblich tangiert werden. Die Erfahrungen mit bestehenden bilateralen Abkommen zeigen bereits, dass diese einen erheblichen Einfluss auf die Gesetzgebung und die Rechtsprechung der Schweiz haben. Eine "Stabilisierung", die auf einer tiefergehenden Integration oder der Übernahme von EU-Recht basiert, würde diesen Einfluss weiter verstärken und die Fähigkeit des Schweizer Volkes und seiner Institutionen, autonome Entscheidungen zu treffen, schwächen.

Es muss hinterfragt werden, was genau unter "Stabilisierung" verstanden wird. Bedeutet dies die Akzeptanz des sogenannten dynamischen Rechtsübernahme-Mechanismus, wie er in verschiedenen EU-Abkommen vorgesehen ist? Ein solcher Mechanismus würde bedeuten, dass die Schweiz automatisiert EU-Gesetze und -Richtlinien übernehmen müsste, ohne diese im Einzelfall kritisch prüfen oder gar verwerfen zu können. Dies stünde im direkten Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der Gewaltenteilung, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert sind. Artikel 164 der Bundesverfassung betont die Kompetenz des Bundes und der Kantone, Recht zu setzen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenzen de facto aushöhlen.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen "Stabilisierung" kritisch zu betrachten. Während Befürworter oft auf den erleichterten Zugang zum EU-Binnenmarkt verweisen,

darf die Kehrseite nicht ignoriert werden. Die Übernahme von EU-Standards und -Regulierungen kann zu erheblichen Belastungen für Schweizer Unternehmen führen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen. Die Wettbewerbsfähigkeit könnte leiden, wenn die Schweiz gezwungen ist, teurere oder restriktivere Regulierungen anzuwenden als bisher. Zudem ist zu bedenken, dass die EU auch im Rahmen von "Stabilisierungsabkommen" weiterhin Einfluss auf die Handelspolitik der Schweiz nehmen könnte, was die Fähigkeit zur Erschliessung neuer Märkte ausserhalb der EU einschränken würde. Das Prinzip der Vertragsfreiheit, das im Obligationenrecht (OR) verankert ist, könnte durch die Vorgaben der EU untergraben werden, wenn die Schweiz gezwungen wäre, bestehende oder zukünftige Handelsbeziehungen mit Drittländern auf Druck der EU anzupassen.

Die juristische Autonomie der Schweiz ist ebenfalls ein Punkt von gravierender Besorgnis. Die Übernahme von EU-Recht würde unweigerlich dazu führen, dass die EU-Gerichtsbarkeit, insbesondere der Europäische Gerichtshof (EuGH), eine immer grössere Rolle in der Auslegung und Anwendung von Gesetzen spielt, die auch in der Schweiz gelten. Dies schwächt die Autorität der Schweizer Gerichte und das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es durch das Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte und die Parteirechte (OG) gewährleistet wird. Die Möglichkeit, dass Entscheidungen des EuGH bindend für Schweizer Gerichte sind, ohne dass diese eine eigene unabhängige Prüfung vornehmen können, ist mit den Grundsätzen der nationalen Rechtsordnung unvereinbar. Die Schweiz muss ihre rechtliche Souveränität wahren und die Möglichkeit behalten, ihre eigenen Gesetze gemäss den Bedürfnissen und Werten ihrer Bevölkerung auszulegen und anzuwenden.

Die "Stabilisierung" der Beziehungen zur EU darf nicht zu einer schleichenden Untergrabung der schweizerischen Demokratie und der Volkssouveränität führen. Es muss klar definiert werden, welche Rechte und Pflichten mit einer solchen "Stabilisierung" einhergehen würden und wie diese mit der Bundesverfassung vereinbar sind. Ohne eine solche Klarheit und ohne die Sicherstellung, dass die Schweiz ihre entscheidenden Kompetenzen behält, muss jeder Vorschlag zur "Stabilisierung" der Beziehungen zur EU mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Die Zukunft der schweizerischen Unabhängigkeit und des Wohlstands hängt massgeblich davon ab, dass bestehende und zukünftige Vereinbarungen die Souveränität des Landes und die demokratischen Rechte seiner Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt schützen. Eine blosse "Stabilisierung" auf Kosten dieser fundamentalen Prinzipien ist nicht akzeptabel und birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Identität und die politische Stabilität.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Schmid (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Schmid · manuelschmid@live.de

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz. Es scheint, dass die EU durch die Verflechtung in diese Abkommen bestrebt ist, die Schweiz in einem Masse an ihre Rechtsordnung zu binden, das die schweizerische Gesetzgebung und die Entscheidungsautonomie substanziell untergräbt.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss der Schweiz auf dessen Entstehung verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation. Die Eidgenössische Volksinitiative «für die Selbstbestimmung der Schweiz» (SR 114) sowie die damit eng verbundenen Bestrebungen, die direkte Demokratie zu stärken, werden durch eine solche Regelung konterkariert. Die Schweiz würde de facto zu einem Anhängsel der EU, dessen rechtlicher Rahmen von extern bestimmt wird.

Die im bilateralen Ansatz verfolgte Strategie, die wir bisher kannten, schien auf einer gegenseitigen Anerkennung der Rechtsordnungen zu beruhen. Die nun zur Diskussion stehende Paketlösung scheint dieses Prinzip aufzuweichen und dem Prinzip der automatischen Rechtsübernahme den Weg zu ebnen. Artikel 16 des Bundesgesetzes über die Rechte der Bevölkerung in den Gemeinden und die politischen Rechte (BRPG, SR 141.2) garantiert den Bürgern das Recht auf Mitgestaltung, welches durch eine faktische Entmündigung durch EU-Recht ausgehöhlt würde.

Die im Paket vorgesehenen institutionellen Regelungen, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind besonders problematisch. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung des übernommenen EU-Rechts würde die schweizerische Gerichtsbarkeit und die Souveränität unserer nationalen Gerichte massiv einschränken. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien des Schweizer Rechts, wie sie im Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte und der Beurteilung von Zivil- und Strafsachen (OG, SR 173.110) verankert sind, welches die Hoheit der schweizerischen Gerichte sicherstellt.

Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme dieses Pakets in eine rechtliche und politische Abhängigkeit gerät, die langfristig nicht im Interesse unserer Bevölkerung ist. Die schweizerische Eigenständigkeit, ein Wert, der durch unsere Verfassung, insbesondere durch die Präambel und Artikel 1 der Bundesverfassung (BV, SR 101), geschützt wird, würde erheblich gefährdet. Die scheinbar unvermeidliche Übernahme von EU-Recht und die Akzeptanz externer Gerichtsbarkeit deuten auf eine schleichende Erosion der schweizerischen Souveränität hin. Eine kritische und ablehnende Haltung ist daher angebracht.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft tiefgreifende und bedenkenswerte Fragen hinsichtlich der Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Es ist bedauerlich festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht in ausreichendem Masse die potenziellen Nachteile für die Schweiz berücksichtigen und stattdessen eine einseitige Übernahme von EU-Recht zu befürchten ist.

Insbesondere die mangelnde klare Abgrenzung der Kompetenzen und die potenzielle Erosion der parlamentarischen Mitsprache sind alarmierend. Gemäss Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung sind Bund und Kantone in der Ausübung ihrer Aufgaben an die Bundesverfassung und das Völkerrecht gebunden. Die vorgeschlagene Umsetzung droht jedoch, eine indirekte Rechtssetzung durch die EU zu etablieren, bei der die nationalen Entscheidungsträger lediglich die Rolle von Umsetzungsgehilfen einnehmen. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur demokratischen Legitimation unserer Gesetze, die auf der Willensbildung in den eidgenössischen Räten basiert. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch eine solche Praxis massiv beeinträchtigt.

Die Befürchtung, dass die Schweiz automatisiert und ohne eigene Gestaltungsspielräume EU-Regulierungen übernehmen muss, ist real. Dies birgt die Gefahr, dass Schweizer Besonderheiten und Interessen unberücksichtigt bleiben und unsere Rechtsordnung de facto durch externe Vorgaben bestimmt wird. Dies widerspricht nicht nur dem Geist der Bundesverfassung, sondern auch den Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert sind, welche die Grundsätze der Gesetzmässigkeit und der Verhältnismässigkeit fordern.

Es muss dringend hinterfragt werden, ob die damit verbundenen Verpflichtungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz liegen und ob die erhofften Vorteile die Risiken für unsere Unabhängigkeit und unsere rechtsstaatlichen Institutionen aufwiegen. Ohne klare und nachvollziehbare Regelungen zur Souveränitätssicherung und zur Wahrung der demokratischen Mitbestimmung ist eine Zustimmung zu solchen Umsetzungsmechanismen nicht tragbar. Es bedarf einer detaillierten Prüfung, wie der Artikel 173 der Bundesverfassung, der die Oberaufsicht des Parlaments über die Regierung vorsieht, in diesem Kontext gewahrt werden kann. Die aktuelle Vorlage lässt hier erhebliche Zweifel aufkommen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung zeugt von einer gravierenden Erosion unserer nationalen Souveränität und einer Missachtung des Volkswillens. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Mantel des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die geplante Ausgestaltung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, vergleichbar einer „Niederlassung C PLUS“, ist praktisch unentziehbar und birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, selbst bei krimineller Verurteilung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein solches Bleiberecht zu erlangen, untergräbt jegliche rechtsstaatliche Prinzipien und belastet die Schweizer Steuerzahler unverantwortlich.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern eine beispiellose Dynamik erhält, ist nicht länger tragbar. Dies führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten, deren Last ausschliesslich von Kantonen, Gemeinden und letztlich der Schweizer Bevölkerung getragen werden muss. Die im Vertragspaket verankerte „Schutzklausel“ entpuppt sich als reines Placebo; ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch auf diese Notbremse zurückgreifen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zur einer Erpressungsklausel entlarvt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten „Integrationsmethode“ entreisst dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Möglichkeit, künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich zu beeinflussen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein direkter Angriff auf unsere verfassungsmässigen Rechte. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Neufassung von Artikel

41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Zusatzkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird zur Kasse gebeten, um die Folgen der Gleichbehandlung von EU-Bürgern zu kompensieren. Diese Massnahmen sind keine Lösung, sondern symptomatische Reaktionen auf eine Politik, die unsere Ressourcen überstrapaziert. Die Unterordnung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beweise für die schleichende Entmachtung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die flächendeckende Übernahme von EU-Normen, wie die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von ausländischen Berufsqualifikationen (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) und dessen Anwendung im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15), ersetzt bewährte schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und schwächt unsere hohen Qualitätsstandards. Die gesamte Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuches (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24 ZGB), wird der Anpassungslogik des EU-Rechts unterworfen. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und stellen eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Eigenständigkeit dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine beispiellose Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Statt einer Fokussierung auf tatsächliche Sicherheit greift die EU-Regulierung tief in unsere bewährten Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Das international anerkannte Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn Produzenten gezwungen sind, nach denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU zu arbeiten. Dies vernichtet einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil und schwächt unsere Position auf dem globalen Markt.

Die in diesem Abkommen verankerte 'Guillotineklausel' stellt eine unerträgliche politische Erpressung dar. Die Verknüpfung mit allen bilateralen Verträgen der Bilateralen I bedeutet, dass eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Dies entzieht der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit und zwingt uns in eine nicht hinnehmbare Abhängigkeit.

Darüber hinaus wird mit der totalen Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterworfen. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger zu ersticken droht. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen Rückschritt für den Tierschutz dar und höhlt unsere nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich breit akzeptierten Regeln aus. Die Schweiz verliert damit die Souveränität, in einem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ebenfalls gravierend. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle. Selbst der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Fähigkeit einschränkt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich

von höchster nationaler Bedeutung auf, was die Bekämpfung von Seuchen erschwert und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Diese umfassende Unterwerfung ist nicht im Interesse der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind äusserst bedenklich und drohen, das bewährte schweizerische Lohnniveau massiv zu untergraben. Die angepriesenen Schutzmechanismen erscheinen unzureichend und eher kosmetischer Natur. Sie sind nicht geeignet, den durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden erheblichen Druck auf die Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, wirksam zu kompensieren. Stattdessen wird unser robustes Lohnschutssystem aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, was vornehmlich ausländischen Unternehmen mit Lohndumping-Absichten zugutekommt.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Ausweitung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Ebenso ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für administrative Sanktionen aus der EU macht, ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, was unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die damit verbundenen Änderungen an den Kontrollmechanismen und die Schwächung der Kompetenzen paritätischer Kommissionen und kantonaler Arbeitsinspektorate führen zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen bezüglich des finanziellen Beitrags bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratische Kontrolle der Schweiz. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist äusserst bedenklich. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Derartige Zahlungen werden de facto zu einer Zwangsabgabe, was nicht im Interesse der Schweiz liegen kann.

Der im Vertrag genannte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, zukünftige Zahlungen zu verweigern, und wird gezwungen sein, die diktierten Beträge zu leisten. Dies würde die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht machen, deren finanzielle Mittel ohne Gegenleistung an die EU fliessen, ohne dass dafür eine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen besteht.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient als gesetzgeberisches Instrument, um diese Zahlungsverpflichtung permanent und rechtlich bindend zu verankern. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Art. 1 KoBG vorgesehen, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Bundesmitteln wird

lediglich der Vollzug einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (BöB) ist weit mehr als eine formelle Einbindung; sie zementiert diese Abgaben als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b ist irreführend und grenzt an Täuschung. Sie instrumentalisiert die anerkannte Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU eine gesetzliche Legitimation zu verschaffen. Diese Praxis untergräbt die Integrität der Friedensförderung und dient lediglich als Vehikel zur Legitimierung unerwünschter finanzieller Verpflichtungen. Insgesamt wird die Schweiz durch diese Mechanismen in eine untergeordnete Position gedrängt, die ihre Souveränität auf erhebliche Weise beeinträchtigt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die uneingeschränkte Anwendung des EU-Beihilferechts droht etablierte und für die Bevölkerung essenzielle Subventionsmodelle im Güterverkehr, Regionalverkehr und bei der Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig zu deklarieren. Dies würde direkt die Qualität und das Angebot des öffentlichen Verkehrs, wie wir ihn kennen, beeinträchtigen.

Besondere Besorgnis erregt die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter führt zwangsläufig zu einer "Rosinenpickerei". Profitabelste Hauptstrecken werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unverzichtbaren Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich unzureichende Beruhigungspille. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz verliert somit sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen, wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die nationale Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen und höhlt unsere Souveränität weiter aus.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, neu Art. 32a Abs. 1bis PBG, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt optimale Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Dieses Abkommen gefährdet die Eigenständigkeit und die zukunftsfähige Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs massiv.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen gravierenden Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die etablierte Praxis, dass Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, die auf demokratischem Prozess und nationalen Interessen beruhen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt massiv die Autonomie der Kantone, die künftig ihre eigenständigen Wirtschaftsförderungsbeschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorlegen müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, wie er durch die Verlust der Verfahrensautonomie der Kantone im neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) manifestiert wird. Die Kantone werden zu Bittstellern herabgestuft, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität; die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert.

Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und in die WEKO integriert wird (Art. 3 BHÜG, Art. 18 Abs. 2 KG), wird eine 'Superbehörde' geschaffen, deren Entscheide nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, da die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht wird. Dieses Vorgehen institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Strom

Die vorgeschlagene Neuausrichtung im Bereich Strom im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, bedeutet faktisch eine Unterordnung unter Brüsseler Entscheidungsfindung, ohne dass die Schweiz über ein Stimmrecht verfügt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und verpflichtet uns zur Tragung von Kosten, ohne Mitgestaltungsmöglichkeit über unser eigenes Stromnetz.

Die Umwandlung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben ist insbesondere bedenklich. Gemäss Artikel 22 StromVG wird die ElCom in ihrer operativen Funktion de facto zu einem Werkzeug zur Implementierung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung und untergräbt das Prinzip der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die Stossrichtung des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG), insbesondere im Hinblick auf die vollständige Marktliberalisierung (Kapitel 1a, Art. 4a ff.), ist ein hochriskantes Experiment. Die damit einhergehende Preisvolatilität gefährdet Haushalte und insbesondere kleine und mittlere Unternehmen (KMU), welche die Kosten für die Marktunsicherheit tragen müssen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die Einschränkung der Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, stellen die nationale Versorgungssicherheit in Frage. Wer die Verantwortung für die zuverlässige Stromversorgung trägt, wird im Diktat des freien Marktes und der EU-Regulierung unklar. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen verheerend sein können.

Zusätzlich schwächt die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) massiv die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine Produzenten wie Gemeindekraftwerke und Landwirte, deren wirtschaftliche Grundlage damit untergraben wird. Dies steht im Widerspruch zu einer diversifizierten und widerstandsfähigen Energieversorgung und bevorzugt unzulässigerweise grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen verschärft diese Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was uns wiederum abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht.

Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden durch die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Gleichschaltung mit EU-Regeln zerstört. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, die unsere spezifischen Bedürfnisse ignoriert und unsere Souveränität und Flexibilität in der Steuerung unserer Stromnetze nachhaltig schwächt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und werfen ernste Fragen hinsichtlich der Souveränität und des Wohls der Schweiz auf. Eine kritische Analyse der vorgeschlagenen Abkommen offenbart eine potenziell gravierende Erosion unserer Rechtsordnung und unseres wirtschaftlichen Handlungsspielraums.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Gesetzgebung Einfluss nehmen kann, stellt eine direkte Verletzung des Prinzips der Volkssouveränität dar, wie es im Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von Rechtsakten widerspricht fundamental dem demokratischen Prozess, in dem das Volk und die Kantone die oberste Gewalt darstellen. Die Gefahr, dass durch diese Übernahme indirekt EU-Institutionen und Gerichte, wie den Europäischen Gerichtshof (EuGH), über die Auslegung und Anwendung unseres Rechts entscheiden, ist unannehmbar. Dies untergräbt die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Annäherung kritisch zu beleuchten. Die Einbindung in den EU-Binnenmarkt mag auf den ersten Blick attraktiv erscheinen, birgt aber die Gefahr einer verstärkten Abhängigkeit von wirtschaftlichen Entwicklungen und politischen Entscheidungen aus Brüssel. Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Arbeitsrechts könnte zu einer weiteren Reglementierung und Verteuerung des Schweizer Arbeitsmarktes führen, was die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen beeinträchtigen könnte. Die flankierenden Massnahmen, die im Rahmen des Personenverkehrsabkommens (PPV) diskutiert werden, erscheinen unzureichend, um die negativen Auswirkungen auf den Schweizer Lohn- und Arbeitsmarkt abzufedern. Artikel 120a der Bundesverfassung, der sich mit der wirtschaftlichen Freiheit befasst, könnte durch übermässige regulatorische Eingriffe untergraben werden.

Die finanziellen Verpflichtungen, die mit einer solchen Partnerschaft einhergehen, sind ebenfalls von grosser Bedeutung. Die Schweiz müsste sich voraussichtlich an EU-Budgets beteiligen und weitere finanzielle Beiträge leisten, ohne dafür eine entsprechende Stimmgewalt oder einen adäquaten Nutzen zu erhalten. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, auch wenn es nicht den schweizerischen Interessen entspricht, stellt eine einseitige Machtverschiebung dar und gefährdet die Möglichkeit der Schweiz, ihre eigenen wirtschaftlichen und sozialen Ziele autonom zu verfolgen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von Risiken und Nachteilen bergen, die die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung erheblich beeinträchtigen könnten. Eine sorgfältige und kritische Prüfung ist unerlässlich, um eine Entscheidung zu treffen, die dem Prinzip der Souveränität und dem Wohlstand unseres Landes gerecht wird.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz auf. Zwar wird die Notwendigkeit einer klaren rechtlichen Basis für die Zusammenarbeit mit der EU anerkannt, doch die Art und Weise, wie dies im vorliegenden Vorschlag angestrebt wird, birgt Gefahren für die schweizerische Rechtsordnung.

Es ist zu befürchten, dass die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate demokratische Kontrolle und ohne die Möglichkeit, eigene Interessen wirksam zu wahren, einen schleichenden Souveränitätsverlust zur Folge hat. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, über die Gesetzgebung, die sie betrifft, mitzubestimmen, und dieses Recht darf nicht durch übermässige Bindung an externe Rechtsetzung aufgeweicht werden.

Darüber hinaus ist fraglich, inwieweit die schweizerischen Gerichte in der Lage sein werden, die Unabhängigkeit der Rechtsanwendung zu wahren, wenn sie vermehrt mit EU-Recht konfrontiert werden, das vom Europäischen Gerichtshof (EuGH) ausgelegt wird. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit, welche durch eine Auslegungshoheit des EuGH, wie sie in bestimmten Abkommen vorgesehen ist, gefährdet sein könnte. Die Möglichkeit, dass sich schweizerische Gerichte an die Rechtsprechung des EuGH zu halten haben, untergräbt die Fähigkeit, nationale Besonderheiten und die schweizerische Rechtskultur zu berücksichtigen.

Die angepriesene "Stabilisierung" könnte sich somit als eine Festschreibung einer asymmetrischen Beziehung erweisen, in der die Schweiz primär Verpflichtungen eingeht, während die Einflussmöglichkeiten auf die Gestaltung der EU-Gesetzgebung minimal bleiben. Dies steht im Gegensatz zu den Zielen, die mit einer eigenständigen Aussen- und Sicherheitspolitik verfolgt werden. Es muss sorgfältig geprüft werden, ob die potenziellen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Anbindung die erheblichen rechtlichen und politischen Nachteile aufwiegen. Eine solche Vereinbarung müsste die schweizerische Rechtsidentität wahren und darf nicht zu einer faktischen Unterordnung unter die europäische Gesetzgebung führen. Die aktuelle Ausgestaltung scheint diese Risiken nicht ausreichend zu adressieren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Manuela Bär (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Manuela Bär · 0041 78 715 15 42 · manuela.baer@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgelegte Vorlage zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung. Die vorgeschlagene Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität, ohne dass dafür ein klarer und überzeugender Mehrwert für unser Land ersichtlich wäre.

Insbesondere die unklare Formulierung von "stabilisierenden Massnahmen" lässt befürchten, dass es sich hierbei um einen Euphemismus für die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht handelt. Die Schweizer Bundesverfassung, insbesondere Artikel 160 Absatz 2 BV, der die obligatorische Volksabstimmung bei wichtigen völkerrechtlichen Verträgen vorsieht, könnte durch eine solche schrittweise Angleichung ausgehebelt werden. Wir riskieren, uns immer weiter an EU-Richtlinien zu binden, ohne dass die Schweizer Bevölkerung die Möglichkeit hat, direkt über diese Entwicklungen zu entscheiden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, das in unserem Rechtssystem tief verankert ist.

Des Weiteren ist die mangelnde Transparenz bezüglich der finanziellen Verpflichtungen alarmierend. Die Erfahrung zeigt, dass eine engere Anbindung an die EU oft mit erheblichen finanziellen Beiträgen verbunden ist. Es ist unerlässlich, dass hierzu klare und detaillierte Angaben gemacht werden, die es dem Parlament und der Bevölkerung ermöglichen, die wirtschaftlichen Konsequenzen fundiert zu beurteilen. Artikel 96 Absatz 1 BV, welcher die Ausgabenpolitik des Bundes regelt, muss auch im Kontext von völkerrechtlichen Abkommen gewahrt bleiben.

Die behauptete "Stabilisierung" der Beziehungen könnte sich als Trugschluss erweisen. Ohne klare Abgrenzung der Zuständigkeiten und ohne die Sicherung unserer Kerninteressen könnten wir uns in eine Position manövrieren, in der wir uns den Entscheidungen Brüssels unterordnen müssen, ohne die damit verbundenen Vorteile substanziell geniessen zu können. Dies würde die Schweiz anfällig für externe Einflussnahme machen und die Eigenständigkeit in der Aussen- und Sicherheitspolitik, wie sie in Artikel 184 Absatz 1 BV verankert ist, erheblich beeinträchtigen.

Bevor weitere Schritte in Richtung einer "Stabilisierung" unternommen werden, ist eine umfassende und offene Debatte unerlässlich, die die potenziellen Risiken und Nachteile für die Schweizer Souveränität und Demokratie klar benennt. Die vorgeschlagene Vorlage genügt diesen Anforderungen bei weitem nicht.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und lässt eine unzureichende Berücksichtigung der nationalen Souveränität und der verfassungsmässigen Prinzipien erkennen. Die Einbeziehung weiterer EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie das Paket impliziert, könnte eine schleichende Übernahme von Unionsrecht ohne angemessene demokratische Legitimation bedeuten. Dies widerspricht dem Geist des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LWG) vom 1. Januar 2022, insbesondere dessen Artikeln, die auf die Wahrung der schweizerischen Produktionsgrundlagen und die Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit abzielen.

Die Annahme eines Pakets, das eine stärkere Angleichung an EU-Recht vorsieht, birgt die Gefahr, dass Schweizer Produzenten und Unternehmen ungerechtfertigt benachteiligt werden. Dies gilt insbesondere dann, wenn die damit verbundenen Regulierungen zu höheren Kosten oder geringerer Flexibilität führen. Artikel 172 der Bundesverfassung (BV), welcher die Förderung der Landwirtschaft zum Gegenstand hat, fordert eine Politik, die die Eigenständigkeit und Leistungsfähigkeit der Landwirtschaft stärkt. Ein Abkommen, das diese Eigenständigkeit untergräbt, steht im direkten Widerspruch zu diesem Verfassungsauftrag.

Darüber hinaus ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile eines solchen Pakets die potenziellen Nachteile aufwiegen. Die Annahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht in dessen Entstehungsprozess stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz dar. Das Prinzip der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Normen ausgehebelt werden. Die verfassungsrechtliche Garantie der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung wird hierdurch potenziell tangiert.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die wirtschaftlichen Vorteile eines verstärkten Marktzugangs die Souveränitätsverluste und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die heimische Wirtschaft rechtfertigen. Eine vertiefte Analyse der konkreten Auswirkungen auf die verschiedenen Sektoren der schweizerischen Wirtschaft ist unabdingbar. Ohne klare und überzeugende Darlegung der Vorteile, die die Nachteile deutlich überwiegen, ist eine Annahme des Pakets nicht zu rechtfertigen und würde eine gefährliche Abkehr von den Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung darstellen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der Stabilität unseres Rechtssystems auf. Es ist keineswegs offensichtlich, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit den Grundsätzen unseres Rechts, insbesondere dem Bundesverfassungsrecht, stehen. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Die Art und Weise, wie die EU-Gesetzgebung implementiert werden soll, lässt jedoch befürchten, dass diese Souveränität de facto ausgehöhlt wird. Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die nicht mehr durch den demokratischen Willen des Schweizer Volkes legitimiert ist.

Besonders kritisch zu hinterfragen ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Gemäss Artikel 138 Absatz 2 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen (IRSG) muss die Schweiz in bestimmten Bereichen die Rechtsprechung des EuGH anerkennen. Dies stellt eine unzulässige Bindung der schweizerischen Gerichte an ein ausländisches Gericht dar und verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit, wie es in Artikel 30 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) gewährleistet wird. Die Überordnung des EuGH über nationale Gerichte ist mit dem Prinzip der Gewaltenteilung, wie sie in Artikel 25 BV festgeschrieben ist, schwer vereinbar.

Weiterhin ist die mangelnde Flexibilität der vorgeschlagenen Regelungen problematisch. Die

schweizerische Gesetzgebung muss in der Lage sein, auf spezifische nationale Bedürfnisse und Gegebenheiten einzugehen. Die starre Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die auf die Gegebenheiten der 27 Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, ignoriert diese Notwendigkeit. Dies könnte zu Rechtsunsicherheit und zu ungerechtfertigten Belastungen für Schweizer Unternehmen und Bürger führen. Die vom Bundesrat in Aussicht gestellten Kompensationsmechanismen erscheinen als unzureichend, um die negativen Auswirkungen auf die rechtliche Autonomie und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz abzufedern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage den Anschein erweckt, als ob die Schweiz ihre rechtsstaatlichen Prinzipien und ihre souveräne Entscheidungsfindung einem externen Rechtsetzungs- und Rechtsprechungssystem unterwerfen würde, ohne dass dies im Vorfeld ausreichend und kritisch geprüft wurde. Die Vernehmlassung muss daher eine Gelegenheit sein, diese gravierenden Bedenken offen anzusprechen und sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit und die Interessen ihrer Bürger wahrt.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarktrecht stellen eine existentielle Bedrohung für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, insbesondere ACER und ENTSO-E, bedeutet, dass die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht wird, der jedoch die Kosten mittragen muss. Zukünftige Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein äusserst risikoreiches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt sie die föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, wodurch die föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört werden. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE setzt unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden EU-Regeln aus wie riesigen europäischen Konzernen. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der

Steuerung unserer Stromnetze.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Service public im Schweizer Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage, wie sie durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet ausländischen Anbietern die Tür für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dies droht eine gefährliche 'Rosinenpickerei' zu fördern, bei der konzernfremde Unternehmen lediglich die lukrativsten Verbindungen bedienen. Die Konsequenz ist eine massive finanzielle Untergrabung der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die weiterhin die unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien aufrechterhalten müssen.

Die Ausführungen des Bundesrates zur angeblichen Absicherung durch eine 'Gemeinsame Erklärung' sind juristisch wertlos und bieten keinen echten Schutz. Diese nicht bindende Erklärung vermag nicht zu verhindern, dass die Schweiz künftige Anpassungen des EU-Rechts, die sich nachteilig auf den Schienenverkehr auswirken könnten, dynamisch übernehmen müsste. Dies untergräbt die nationale Souveränität und die Fähigkeit, die eigene Verkehrspolitik autonom zu gestalten. Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist mehr als berechtigt und bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung.

Des Weiteren führt die Pflicht zur Beachtung völkerrechtlicher, sprich EU-Vorgaben, bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) zu einer empfindlichen Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe von Transportleistungen nach den besten und kosteneffizientesten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden EU-konforme Kriterien dominant, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf Regelungen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert weitere Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen und schwächt die nationale Autonomie weiter. Diese Entwicklung ist kritisch zu betrachten und die negativen Auswirkungen auf den Schweizer Service public sind ernst zu nehmen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Annäherung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine schleichende, jedoch umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Es ist keineswegs eine reine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern vielmehr eine systematische Erosion unserer hochstehenden Produktionsstandards, die Gefährdung unserer bäuerlichen Familienbetriebe und eine Einschränkung der Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein anerkanntes Markenzeichen, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unvermeidlich an Wert verlieren. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Glaubwürdigkeit, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden.

Besonders bedenklich ist die in Artikel 1 des revidierten Tierseuchengesetzes (TSG) verankerte Übernahme der EU-Verordnungen, die die Schweiz der Kontrolle einer ausländischen Bürokratie unterwirft, anstatt eigene, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen zur Seuchenbekämpfung zu ergreifen. Ebenso stellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) eine gravierende Einschränkung der nationalen Souveränität dar, indem der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt wird.

Die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden EU-Vorschriften, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden

Bürokratie konfrontiert, die viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Zusätzlich werden die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) eine Preisgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards erzwingen. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und markiert einen klaren Souveränitätsverlust. Ferner wird das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich untergräbt. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung blockiert und uns in eine unerträgliche Abhängigkeit manövriert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit entbehren jeglicher Substanz und stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar. Sie sind gänzlich ungeeignet, den immensen Lohndruck zu kompensieren, der durch die ungehemmte Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweiz ausgeübt wird. Wir sehen mit grosser Sorge, wie eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus droht, insbesondere für die hart arbeitenden Menschen in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten.

Statt den bewährten und bislang wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu verteidigen, wird er schleichend aufgeweicht und an die oft liberaleren Standards der EU angepasst. Die neuen Regeln sind in ihrer Komplexität bürokratischer, aber in ihrer Wirksamkeit deutlich unterlegen im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt ausschliesslich jenen ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping setzen und damit fairen Wettbewerb untergraben.

Die Kontrollmechanismen erfahren eine empfindliche Schwächung. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und zu einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die Flexibilität insbesondere kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU) massiv lähmt, ohne jedoch das Kernproblem des stetig wachsenden Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Darüber hinaus stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklungen bedrohen die Grundlage unseres Wohlstands und unserer Rechtsstaatlichkeit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Prinzipien unseres Landes dar. Die gegenwärtig bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden gestaltet werden, soll durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies widerspricht diametral den Prinzipien der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie, wie sie in unserer Verfassungsordnung verankert sind.

Das neu zu schaffende Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Einrichtung einer zentralen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), gestützt auf Artikel 3 BHÜG und eine entsprechende Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), wird eine "Superbehörde" geschaffen, die primär der Durchsetzung von EU-Konformität dient und somit als verlängerter Arm der EU agiert. Die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird dadurch ausgehebelt, da Beihilfen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden müssen.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Ihre Organisations- und Verfahrensautonomie wird durch das BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) stark beschnitten. Kantone verlieren ihre Eigenständigkeit bei der Gestaltung der lokalen Wirtschaftsförderung und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der zentralen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Dies stellt eine inakzeptable Herabstufung der Kantone dar und schwächt die föderalistischen Strukturen.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) belegt exemplarisch die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die schweizerische Kontrollkompetenz über Beihilfen im Luftverkehr geopfert wird.

Schliesslich ist die Schwächung des Konsumentenschutzes durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Prioritätensetzung. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Diese Umgestaltung widerspricht fundamentalen schweizerischen Werten der demokratischen Kontrolle, der föderalistischen Autonomie und der nationalen Unabhängigkeit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von Unionsrecht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht

diametral dem Willen des Souveräns, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz soll die Zuwanderung eigenständig steuern können, doch diese Bestrebungen werden durch das vorliegende Abkommen untergraben.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts», das bereits nach fünf statt zehn Jahren gewährt wird. Dieser praktisch unentziehbare Status, im Volksmund auch als «Niederlassung C PLUS» bezeichnet, untergräbt die innere Sicherheit, da selbst kriminelle Handlungen oder dauerhafter Bezug von Sozialhilfe die Aufenthaltsgenehmigung kaum mehr gefährden. Dies führt zu einer unannehmbaren Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in unzumutbarer Weise. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte «Schutzklausel», die in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) neu eingeführt wird, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hochgesteckt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, auf diese Klausel zurückzugreifen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine echte Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die die Schweiz weiter in die Abhängigkeit von Brüssel treibt.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der sogenannten «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nicht mehr mitgestalten können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer verfassungsmässigen Kompetenzen. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch unangetastet bleibt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die nun vom Schweizer Steuerzahler getragen werden müssen.

Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Änderung im Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) unter EU-Regeln sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen, wie dem Bundesgesetz über die berufliche Grundbildung (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis), dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15), ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Diese flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz darf nicht hingenommen werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die EU stellen eine grundlegende und höchst problematische Verschiebung unserer Souveränität und finanziellen Autonomie dar. Die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist aus mehreren Gründen zutiefst bedenklich.

Erstens bedeutet die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Abkommens über die Beteiligung der Schweiz an bestimmten Programmen der Europäischen Union eine unzulässige

Ausweihung der Budgethoheit des Schweizer Parlaments. Die Verankerung von Kohäsionszahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung gemäss Art. 1 KoBG entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Dies verwandelt eine politische Geste in eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung, was einem Verlust demokratischer Kontrolle gleichkommt. Die anfangs genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden, da der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird hierdurch zu einer faktischen Zwangsabgabe verpflichtet, ohne die Möglichkeit, diese Zahlungen zu verweigern.

Zweitens wird die Schweiz durch diese Regelung zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Während wir zur Bezahlung von EU-Projekten verpflichtet werden, die primär den Interessen der Union dienen, erhalten wir keine Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Dies stellt eine einseitige Aufwertung der institutionellen Anbindung dar, die unsere Souveränität kosten wird, ohne greifbare Vorteile für unser Land zu bieten.

Drittens erscheint die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b als irreführende Taktik. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und ihnen einen Anschein von Altruismus zu verleihen. Dies verschleiert die eigentliche Natur der Vereinbarung, nämlich die finanzielle Abhängigkeit von der EU.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) nicht nur ein gesetzgeberisches Instrument zur dauerhaften finanziellen Belastung der Schweiz ist, sondern auch einen erheblichen Eingriff in unsere verfassungsmässige Ordnung darstellt und unsere Souveränität schwächt. Wir lehnen diese Bestimmungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den grundlegenden Prinzipien unserer Schweizer Rechtsordnung auf. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und der direktdemokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten des Schweizer Volkes.

Das vorgeschlagene Abkommen scheint die primäre Bedeutung unseres Bundesverfassungsrechts, insbesondere der Artikel 1 und 2 der Bundesverfassung, welche die Souveränität und die demokratische Legitimation staatlichen Handelns verankern, zu missachten. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweizerischen Bundesversammlung oder das Volk dazu im Verfahren Stellung nehmen können, steht im direkten Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität. Dies widerspricht fundamental dem Geist des helvetischen Föderalismus und der direkten Demokratie.

Ferner sind die Konsequenzen für die richterliche Unabhängigkeit und die Auslegung des Rechts zu hinterfragen. Die Verpflichtung, EU-Recht anzuwenden und potenziell durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) interpretieren zu lassen, könnte die Autonomie unserer nationalen Gerichte, gestützt auf Artikel 190 der Bundesverfassung, untergraben. Die Möglichkeit, dass fremde Rechtsinterpretationen die Anwendung schweizerischen Rechts determinieren, ist nicht hinnehmbar.

Auch im Hinblick auf den Schutz unserer Kerninteressen, wie sie in Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert sind, bestehen erhebliche Zweifel. Die Übernahme von EU-Regelungen ohne entsprechende Ausnahmemöglichkeiten oder Mitspracherechte birgt die Gefahr, dass Interessen, die für die Schweiz von zentraler Bedeutung sind, zu kurz kommen. Der angeblich erreichte Schutz der Lohn- und Arbeitsbedingungen, wie er in den Verhandlungsergebnissen

dargestellt wird, bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Mechanismen die Möglichkeit von Sozialdumping nicht effektiv verhindern können und stattdessen zu einer Nivellierung nach unten führen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form nicht mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen vereinbar sind. Sie bergen die Gefahr einer erheblichen Beeinträchtigung unserer Souveränität, der direkten Demokratie und der richterlichen Unabhängigkeit. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Recht, die die schweizerische Rechtsordnung substanziell verändert, kann und darf nicht im Interesse der Schweiz liegen. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die zentralen Werte und Prinzipien unseres Staates zu wahren.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Manuela Bär <manuela.baer@hotmail.com>
Sent: Sonntag, 5. Oktober 2025 14:42
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungsnahme zur Vernehmlassung CH-EU
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU_ManuelaBaer.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren im Bundeshaus

Ich bin das Sprachrohr von YAHWEH.
Die reinkarnierte Seele von Jesus Christus.
Yahweh hat die Autorität über alles.
Wer gegen Yahweh's Gottes Werte entscheidet, wird vom Göttlichen automatisch gebüsst werden.
Das ist ein Gottes Gesetz, das die Gerechtigkeit in Balance hält.
So muss man sich dann nicht fragen, wenn Diagnosen wie Krebs oder andere Krankheiten oder plötzlicher Tod eines geliebten Menschen aus unerklärlichen Gründen stattfinden.

Die EU ist der falsche Weg.
Wer für die EU ist, ladet negatives Karma, eine negative Bilanz, die irgendwann verbüsst werden muss in irgendeiner Form.
Zu Lebzeiten oder nach dem Tod in der Hölle.

Wenn die Menschen doch nur wahre Spiritualität nach Yahweh verstehen würden.
Aber sie wollen es ja nicht mal hören. Denn der Name des liebenden Gottes YAHWEH (Jesus Christus) triggert die Dämonen und Schattenseiten der Menschen. Denn Dämonen müssen im Namen von Jesus Christus fliehen und Schattenseiten wollen die Menschen lieber verdrängen als sie zu lösen.

Freundliche Grüsse
Manuela Bär
Mattenstrasse 33
6312 Steinhausen

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marc (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Marc Zollinger · zolli1@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und stösst auf tiefgreifende Skepsis. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen drohen, die Souveränität der Schweiz und die direkte Demokratie in einer Weise zu untergraben, die mit den Grundfesten unseres Rechtssystems unvereinbar ist.

Besonders besorgniserregend ist die potentielle Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Die vorgesehene Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine gewählten Vertreter eine direkte Mitsprache haben, widerspricht dem Geist der Verfassung und den Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert sind. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) indirekt oder gar direkt Einfluss auf die Rechtsauslegung in der Schweiz nehmen könnte, ist eine unannehmbare Erosion unserer richterlichen Unabhängigkeit. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, welcher besagt, dass schweizerische Gerichte und Behörden an das Recht gebunden sind. Die vorgesehene Rolle des EuGH als quasi-oberste Instanz für die Auslegung von übernommene EU-Recht würde dieses Prinzip aushöhlen.

Die von der EU geforderte Übernahme des sogenannten "dynamischen Rechtsabkommens" – also die automatische Übernahme zukünftiger EU-Rechtsakte – stellt eine Blankovollmacht dar, die unserer nationalen Gesetzgebung und dem Willen des Volkes widerspricht. Dies ignoriert die zwingenden Erfordernisse des rechtsstaatlichen Prinzipes, wie es in Artikel 5 BV seinen Niederschlag findet, insbesondere die Gewaltentrennung und die rechtsstaatliche Grundordnung. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU degradiert wird und ihre Fähigkeit verliert, eigene Gesetze im Interesse ihrer Bevölkerung zu erlassen, ist real. Die durch die EU vorgegebene Regelung der Personenfreizügigkeit, die dem Schweizer Arbeitsmarkt und den Sozialwerken erhebliche Belastungen aufbürden könnte, ist ein Paradebeispiel hierfür.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, die nicht direkt unseren Interessen dient, ist ebenfalls problematisch. Die unklaren und potentiell unbegrenzten finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den vorgeschlagenen Abkommen ergeben könnten, müssen kritisch hinterfragt werden. Wir fordern eine klare und transparente Darstellung aller finanziellen Konsequenzen sowie eine Garantie, dass schweizerische Steuergelder nicht zweckentfremdet werden. Diese Vereinbarungen müssen auf ihre Vereinbarkeit mit dem Schweizer Recht und insbesondere mit den Prinzipien der finanziellen Autonomie und der Haushaltsdisziplin geprüft werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der Wahrung unserer bewährten Rechtsordnung äusserst bedenklich. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen mit dem Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung vereinbar sind, insbesondere mit den Prinzipien der Volks- und Ständemehrheit gemäss Artikel 34 Absatz 1 Bundesverfassung (BV). Die Tendenz, Kompetenzen an supranationale Organe abzugeben, ohne dass diese einer direkten demokratischen Legitimation durch das Schweizer Volk unterliegen, widerspricht fundamental dem demokratischen Selbstverständnis unseres Landes.

Besondere Besorgnis erregen die Auswirkungen auf unser Rechtssystem. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne klare Mechanismen zur Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsprechung. Die verbindliche Anwendung von EU-Urteilshofrecht, wie sie de facto im Rahmen von Abkommen oft impliziert wird, stellt eine gravierende Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit dar und untergräbt die Autorität unserer eigenen Gerichte. Artikel 190 BV, der die Anwendung von Bundesrecht und die Berücksichtigung von Völkerrecht vorsieht, darf nicht dazu missbraucht werden, um eine de facto Unterordnung unter ein fremdes Rechtssystem zu legitimieren, das nicht den demokratischen Prozessen unseres Landes unterliegt.

Die angeblichen Vorteile der Vertiefung der bilateralen Beziehungen erscheinen im Lichte dieser fundamentalen Eingriffe in unsere Souveränität fragwürdig. Die Schweiz hat historisch bewiesen, dass sie ihren eigenen Weg erfolgreich gestalten kann, gestützt auf ihre demokratischen Institutionen und ihre unabhängige Rechtsordnung. Die Vernehmlassung muss daher prüfen, ob die vorgeschlagenen Abkommen nicht eher zu einer Abhängigkeit führen, die langfristig grössere Nachteile mit sich bringt, als dass sie echten und substanziellen Nutzen stiftet. Es ist unabdingbar, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre Vertretungen jederzeit die volle Kontrolle über die Gesetzgebung behalten. Jegliche Regelung, die diese Kontrolle schwächt oder aushöhlt, muss kritisch hinterfragt und gegebenenfalls entschieden abgelehnt werden. Die Wahrung unserer nationalen Identität und unserer demokratischen Grundsätze muss oberste Priorität haben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Es ist fraglich, ob eine engere Anlehnung an die Europäische Union tatsächlich im besten Interesse unseres Landes ist, insbesondere angesichts der fortwährenden Bestrebungen der EU, ihre Gesetzgebung zu harmonisieren und ihre Einflusssphäre auszudehnen.

Die Übernahme von EU-Recht, selbst in adaptierter Form, birgt die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit und einer Erosion unserer nationalen Entscheidungskompetenzen. Artikel 7 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Selbstbestimmung und die Eigenstaatlichkeit der Schweiz. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht könnte diese grundlegenden Prinzipien untergraben, indem sie die Fähigkeit der Schweizerischen Bundesversammlung einschränkt, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten unseres Landes entsprechen.

Besondere Besorgnis erregt die Möglichkeit, dass die Schweiz in Zukunft gezwungen sein könnte, Rechtsakte zu übernehmen, die nicht mit unseren fundamentalen verfassungsrechtlichen Prinzipien vereinbar sind. Das Likert-Prinzip, welches besagt, dass die Schweiz EU-Recht in ihrer Rechtsordnung integrieren soll, könnte in der Praxis dazu führen, dass wir uns Urteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) beugen müssen, auch wenn diese unseren eigenen verfassungsrechtlichen Vorgaben widersprechen. Dies steht im diametralen Gegensatz zu Artikel 190

der Bundesverfassung, welcher festhält, dass Bundesgesetze und andere Erlasse des Bundes dem Recht der Eidgenossenschaft entsprechen müssen. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Anwendung unseres eigenen Rechts wären somit massiv gefährdet.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer noch stärkeren Bindung an die EU nicht pauschal positiv zu bewerten. Während argumentiert werden mag, dass der Zugang zum Binnenmarkt erleichtert wird, muss auch die Kehrseite bedacht werden: Die Schweiz würde einer stärkeren Konkurrenz ausgesetzt, ohne die gleichen Einflussmöglichkeiten auf die Gestaltung der relevanten EU-Richtlinien zu besitzen. Die Flexibilität, die unser Wirtschaftsmodell bisher ausgezeichnet hat, könnte durch eine übermässige Harmonisierung verloren gehen.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU kritisch hinterfragt wird und der Schutz unserer Souveränität, unserer Rechtsprechung und unserer einzigartigen demokratischen Ordnung an erster Stelle steht. Eine vorschnelle und unkritische Übernahme von EU-Mechanismen würde die Schweiz auf lange Sicht schwächen und ihre Fähigkeit beeinträchtigen, eigene Wege zu gehen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vorlage zur Umsetzung der inländischen Bestimmungen wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der Rechtsstaatlichkeit der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine weitere Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung durch externe Vorgaben aus Brüssel bedeuten könnten. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Rechte des Volkes verankert, scheint in diesem Kontext zunehmend unter Druck zu geraten. Die Möglichkeit, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Recht anzuwenden, ohne dass dies einer zivilrechtlichen Überprüfung auf nationaler Ebene standhält, ist inakzeptabel.

Wir müssen uns vehement gegen eine solche Entwicklung stemmen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie sie im Bundesgesetz über die Bundesrechtspflege (OG) und insbesondere in den Artikeln zum Rechtsmittelanspruch gewährleistet ist, darf nicht durch die übergeordnete Anwendung von EU-Recht, das möglicherweise im Widerspruch zu unseren Grundwerten und verfassungsrechtlichen Prinzipien steht, ausgehebelt werden. Die Gefahr, dass schweizerische Gesetze, die im Rahmen unseres demokratischen Prozesses verabschiedet wurden, durch nicht direkt von unserem Parlament oder Volk genehmigte EU-Bestimmungen abgelöst oder tangiert werden, ist alarmierend.

Es ist entscheidend, dass die Schweiz ihre Fähigkeit behält, ihre Gesetze autonom zu gestalten und anzuwenden. Die vorgeschlagene Regelung birgt das Risiko einer schleichenden Rechtsangleichung, die weit über das im nationalen Interesse liegende Mass hinausgeht. Die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft dürfen nicht unterschätzt werden. Wir fordern daher eine klare Darlegung, wie die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien unseres Rechtsstaates im Rahmen dieser neuen Vereinbarungen uneingeschränkt gewahrt bleiben. Eine blinde Übernahme von EU-Regelungen ohne kritische Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse widerspricht fundamental unseren verfassungsmässigen Grundsätzen und der demokratischen Legitimation unserer Gesetzgebung.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne eigene Entscheidungsbefugnis, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Die regulatorische Unabhängigkeit der ElCom wird durch die Umwandlung in eine «operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» faktisch beendet, was die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel erzwingt und das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung markiert.

Die Kernpunkte des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) sowie die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis) bergen gravierende Gefahren. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit, indem sie die Bildung strategischer Reserven, wie die wichtige Wasserreserve, durch EU-Regeln einschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar, da weder der Markt noch die EU diese Aufgabe umfassend übernehmen. Dies ist ein untragbares Risiko für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Darüber hinaus werden die bewährten föderalen Strukturen massiv geschwächt. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, da das System der Wasserzinsen als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden könnte. Die Einspeisevorrechte lokaler und dezentraler Energieproduzenten, wie Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale Energieproduktion benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) mit der drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und führen zu einem Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet eine unnötige Unterwerfung unter europäische Regeln, die nicht auf Schweizer Verhältnisse zugeschnitten sind. Dieses Abkommen untergräbt die schweizerische Souveränität und gefährdet die Stabilität unserer Energieversorgung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die EU birgt erhebliche Risiken für unsere Souveränität und Haushaltsautonomie. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine de facto Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die wichtige Kontrollfunktion und das politische Druckmittel, welches mit der freiwilligen Natur der Zahlungen verbunden war.

Der im Abkommen vorgesehene Mechanismus zur Neuberechnung der Kohäsionszahlungen ist äusserst bedenklich. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, dessen Höhe durch den "rechtsverbindlichen Mechanismus" unweigerlich und massiv ansteigen wird. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, sich gegen überhöhte Forderungen der EU zu wehren und wird zu einem Nettozahler ohne Stimmrecht. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der budgetären Selbstbestimmung.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist dabei das zentrale Instrument zur Zementierung dieser neuen Zahlungsverpflichtung. Dieses Gesetz würde die bisher flexiblen Beiträge in eine permanente, rechtlich einklagbare Verpflichtung verwandeln. Gemäss Artikel 1 KoBG würde ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments de facto aushebelt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern existiert dann lediglich die bedingungslose Erfüllung einer von der EU diktierten Verpflichtung.

Die Verankerung des KoBG im Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die Akzeptanz dieser Zahlungen als festen und dauerhaften Bestandteil der schweizerischen Rechtsordnung, was die Unabhängigkeit unserer Finanzpolitik weiter untergräbt.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und unlauter. Der angesehene Bereich der Friedensförderung wird

missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und ihre Akzeptanz zu erzwingen. Diese Verbindung ist rein kosmetisch und dient dazu, die eigentlichen finanziellen und souvereignitätsbezogenen Nachteile zu verschleiern.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine beispiellose Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies ist keine blosse Anpassung von Sicherheitsstandards, sondern eine umfassende Übernahme von EU-Vorschriften, die unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengeren nationalen Vorgaben beruht, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards in akuter Gefahr. Das Label 'Made in Switzerland' wird damit entwertet.

Eine beunruhigende 'Guillotineklausel' verknüpft dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Souveränität wird weiter durch die vorgesehene Befugnis für EU-Inspektoren eingeschränkt, die unweigerlich Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten würden. Dies macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht eine Welle der Bürokratie über unsere Produzenten zu bringen, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger treffen würde. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Gleichzeitig wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere Art. 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre bewährten und oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Auch die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind als Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu werten, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und nimmt der Schweiz die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz auf vielfältige Weise problematisch und greifen tief in unser bewährtes System ein. Die vorgelegten Massnahmen erscheinen eher kosmetischer Natur und vermögen den durch die massive Zunahme des Arbeitskräfteangebots aus der EU entstehenden Lohndruck nicht aufzufangen. Statt einer Stärkung des Schweizer Lohnschutzes, wie er durch das Entsendegesetz (EntsG) und die flankierenden Massnahmen bisher wirksam war, droht eine schleichende Aushöhlung und eine Angleichung an EU-Standards, die tendenziell weniger robust sind.

Die neuen Regelungen, insbesondere die Anpassungen am Entsendegesetz, führen zu einer unnötigen Bürokratisierung, die vor allem ausländischen Unternehmen mit Lohndumping-Absichten entgegenkommt. Die vorgesehenen Sanktionen nach Art. 9 Abs. 2 EntsG dienen primär der Harmonisierung mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer effektiveren Durchsetzung von Schweizer Lohnstandards. Die juristische Umstrukturierung des Klagerechts, namentlich die

Streichung aus Art. 11 und die Neupositionierung in Art. 13a EntsG, schwächt die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten.

Die angeblichen Kontrollmechanismen werden durch zentralistischere, EU-konforme Strukturen untergraben, was die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate schwächt. Dies impliziert weniger Kontrollen und eine laschere Anwendung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was dem Ziel des Lohndumpings Vorschub leistet.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein unverhältnismässiger Eingriff in die Schweizer Vertragsfreiheit und die Flexibilität insbesondere von KMU. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Dieses Regelwerk ist eine direkte Folge von EU-Druck und wird die Handlungsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen weiter einschränken, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Des Weiteren ist die Verknüpfung des öffentlichen Beschaffungswesens mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz problematisch, da sie die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide, ohne dass diese umfassend gerichtlich geprüft werden müssen.

Die Anpassungen an den Regeln für die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen im AVEG sind ebenfalls mit grösster Skepsis zu betrachten. Sie setzen die schweizerische Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus und bergen das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten schwächerer EU-konformer Modelle aufgeweicht werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmer dienen, sondern vielmehr die Schweiz enger an die EU binden und unsere Souveränität in Kernbereichen des Arbeitsrechts und der Rechtsdurchsetzung aushöhlen. Die Risiken für das Lohnniveau und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft sind erheblich.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der Stabilität unseres Service public. Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Hinblick auf die Anwendung des EU-Beihilferechts und die Einführung der Kabotage im Eisenbahnverkehr, bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Verkehrspolitik.

Es ist unbestreitbar, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts eine unmittelbare Gefahr für den bewährten Service public im Schienenverkehr darstellt. Subventionen, die bisher zur Sicherstellung des Güterverkehrs, der Regionalbahnen und zur Erneuerung des Rollmaterials unerlässlich waren, könnten nach EU-Normen als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen und zwangsläufig zu einer Einschränkung der Angebotsqualität und -quantität für die Schweizer Bevölkerung führen.

Die geplante Einführung der Kabotage, geregelt im neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die lediglich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dieses Modell der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit der SBB und anderer Anbieter, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese gravierenden Mängel nicht zu beheben. Sie stellt lediglich eine rechtlich unverbindliche Absichtserklärung dar, die keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts bietet, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist keine Beruhigungspille, sondern eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr.

Darüber hinaus ist die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur alarmierend. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftig auch Regelungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) adaptieren müssten, was die nationale Steuerungs- und Gestaltungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz ferner, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public im Landverkehr darstellen. Die "Gemeinsame Erklärung" bietet keine ausreichende Rechtssicherheit, und die Kabotage sowie die dynamische Rechtsübernahme untergraben die finanzielle Stabilität und die nationale Souveränität. Es muss daher dringend hinterfragt werden, ob die damit verbundenen Risiken die potenziellen Vorteile überwiegen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine inakzeptable Einschränkung unserer Souveränität und eine Aushöhlung des Föderalismus dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die künftig ihre lokalen Wirtschaftsförderungsentscheide von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer bei der WEKO, wie sie im neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) vorgesehen ist, schafft eine 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor verliert. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht wird, um der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme befasst sich kritisch mit den vorgeschlagenen Anpassungen im

Bereich der Personenfreizügigkeit und der Zuwanderung im Zusammenhang mit dem EU-Abkommen. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die im Widerspruch zum klaren Verfassungsauftrag aus Artikel 121a der Bundesverfassung steht, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Der Wille des Schweizer Volkes, die Zuwanderung autonom zu regeln, wird durch diese Massnahmen eklatant missachtet.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, das faktisch eine unentziehbare 'Niederlassung C PLUS' darstellt. Diese Bestimmung, die über Artikel 41c des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) verschärft wird, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, selbst bei krimineller Verurteilung oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe ein solches Quasi-Bleiberecht zu erlangen, untergräbt das Fundament unserer Rechtsordnung und belastet die Schweizer Steuerzahler unzumässlich.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden von den Kantonen und Gemeinden getragen, deren finanzielle Ressourcen zusätzlich strapaziert werden. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialausgaben zu führen.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' ist eine reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum jemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies entpuppt sich somit nicht als wirkliches Schutzinstrument, sondern als eine Erpressungsklausel, die die Souveränität der Schweiz weiter untergräbt.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Diese Aushöhlung unserer direkten Demokratie ist inakzeptabel. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, praktisch unmöglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo; sie bietet keine wirkliche Steuerungsmöglichkeit und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Schuldeingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und nationale Regulierungskompetenz für EU-Kompatibilität, was sich auch in der Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) widerspiegelt, wo eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen die bewährte nationale Prüfung ersetzt. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und schwächt die sozialpolitische Souveränität. Diese umfassenden Anpassungen stellen eine Kapitulation vor der EU dar und höhlen die schweizerische Souveränität und die Prinzipien unserer direkten Demokratie massiv aus.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt:

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Umsetzung im Inland wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Es ist keineswegs ersichtlich, inwiefern die vorliegende Vorlage geeignet ist, die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung und Gerichtsbarkeit zu gewährleisten, wie es das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung verankert. Die befürchtete indirekte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer Aushöhlung der demokratischen Mitgestaltung durch das schweizerische Volk und die Kantone.

Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft von 1848, der die Unabhängigkeit und die Souveränität der Schweiz als Grundpfeiler unseres Staates festschreibt, scheint durch die vorliegende Umsetzung untergraben zu werden. Die Übernahme von EU-Rechtsakten, auch in indirekter Form, bedroht die Fähigkeit der Schweiz, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu erlassen und durchzusetzen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der bundesstaatlichen Ordnung, die eine klare Gewaltenteilung und Zuständigkeitsabgrenzung vorsieht.

Darüber hinaus bestehen ernsthafte Zweifel an der Vereinbarkeit der vorgeschlagenen Massnahmen mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit. Eine unklare und potenziell dynamische Übernahme von Rechtsnormen schafft Unsicherheit für Bürgerinnen und Bürger sowie für die Wirtschaft. Es muss gewährleistet sein, dass das schweizerische Recht jederzeit klar, verständlich und von schweizerischen Gerichten unabhängig anwendbar bleibt. Die Gefahr einer Überfremdung unseres Rechtssystems durch EU-gerichtliche Auslegungen, die nicht im Einklang mit der schweizerischen Rechtskultur stehen, ist nicht zu unterschätzen.

Die Umsetzung muss demzufolge klar darlegen, wie die schweizerische Souveränität und die Rechtsgleichheit im Falle einer künftigen Übernahme von EU-Recht geschützt werden. Ohne überzeugende Garantien gegen eine schleichende Abhängigkeit und die Wahrung der eigenen rechtsstaatlichen Autonomie sind die vorliegenden Vorschläge entschieden abzulehnen. Es bedarf einer klaren Regelung, die sicherstellt, dass die Schweiz Herrin ihrer Gesetzgebung bleibt und ihre Grundwerte uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU erweisen sich als unzureichend und bedrohlich für das Schweizer Lohnniveau. Anstatt den bestehenden, wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird eine Erosion befürchtet, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Die neuen Regelungen erscheinen eher kosmetischer Natur und könnten den massiven Lohndruck durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit nicht kompensieren.

Es ist zutiefst bedenklich, dass der bewährte Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angepasst wird. Die neu geschaffenen Regeln sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Wirksamkeit als flächendeckende Lohnschutzmassnahme fragwürdig. Dies könnte ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, Tür und Tor öffnen.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies dürfte zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was die Position der Schweizer Arbeitnehmer weiter schwächt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q OR vorgesehen, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist, was die Flexibilität insbesondere von KMU erheblich beeinträchtigt, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung des Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Des Weiteren ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide, ohne dass diese einer umfassenden gerichtlichen Prüfung unterzogen werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht zu einer Stärkung des Lohnschutzes führen, sondern im Gegenteil die Souveränität der Schweiz aushöhlen und das Lohnniveau gefährden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsrecht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und eine Missachtung des Willens des Volkes dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, eine Art „Niederlassung C PLUS“, ist praktisch unentziehbar und untergräbt die innere Sicherheit sowie die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, dass selbst Personen, die straffällig werden oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind, ein derartiges Bleiberecht erhalten, ist inakzeptabel und eine direkte Belastung für die Schweizer Steuerzahler.

Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern und Grosseltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit auch der Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Vielmehr droht bei einem Versuch ihrer Anwendung die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer reinen Erpressung macht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der

„Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine direkte Bedrohung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger macht einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht und uns der Möglichkeit beraubt, effektive, einseitige Kontingente zu ergreifen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird direkt für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden zur Kasse gebeten. Diese Massnahmen sind keine Lösung, sondern ein verzweifelter Versuch, die offensichtlichen negativen Folgen zu kaschieren. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt schweizerische Gründlichkeit durch EU-Kompatibilität und birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung, insbesondere im Gesundheitswesen (MedBG, Artikel 15, 35; GesBG, Artikel 10, 15). Die vollständige Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz zugunsten automatisierter EU-Prozesse, wie im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4), gefährdet unsere hohen Standards. Diese gesamte Übernahme des Unionsrechts in der Personenfreizügigkeit ist eine beispiellose und inakzeptable Kapitulation unserer nationalen Interessen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und unsere Souveränität. Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist insbesondere bedenklich. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, die lediglich inner-schweizerische Strecken bedienen dürfen, birgt die Gefahr der Rosinenpickerei. Ausländische Unternehmen werden sich unweigerlich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen weiterhin für die unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien zuständig sein werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen Aufrechterhaltung.

Darüber hinaus ist die Befürchtung gross, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bestehende und bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger massiv beeinträchtigen.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte «Gemeinsame Erklärung» entbehrt jeder rechtlichen Verbindlichkeit und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Sie ist somit eine rein symbolische Massnahme, die die langfristige Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt mit der dynamischen Rechtsübernahme schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, was die Verlagerung von Regelungskompetenzen an zentrale EU-Stellen zur Folge hat.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein

schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die generelle Haltung gegenüber diesen Abkommen muss von tiefgreifender Skepsis und dem Schutz unserer nationalen Interessen geprägt sein.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Standards dar. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar in Gefahr, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das angesehene Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Eine äusserst bedenkliche "Guillotineklausel" verknüpft dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I. Dies bedeutet eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert, da eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten, von grossen Industriebetrieben bis hin zu kleinen Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzgern. Diese komplexen und unpassenden EU-Vorschriften werden lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Unsere nationalen, oft strengeren Tierschutzvorschriften werden durch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zugunsten von EU-Standards aufgegeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz bedeutet. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust.

Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und entziehen ihm die Kontrolle.

Selbst der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit schneller und flexibler Massnahmen fahrlässig und gefährlich für unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit ist. Dieses Abkommen ist eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität und unserer bewährten Standards.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in

EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem abhängigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Entscheide über unser Stromnetz werden somit in Brüssel getroffen, anstatt in Bern.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird de facto zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, wie sie bisher im Stromversorgungsgesetz (StromVG) verankert war. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Unsere föderalen Strukturen werden durch die Marktliberalisierung ebenfalls geschwächt. Die Gemeindekraftwerke verlieren ihren Einspeisevorrang, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz verschwimmt. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen StromVG (Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch eine massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW. Dies benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen, insbesondere durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen in diversen anderen Gesetzen, stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden gestaltet werden, soll einem starren, technokratischen und EU-zentrierten Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht grundlegend den Prinzipien der Selbstbestimmung und der dezentralen Entscheidungsfindung, die für die Schweiz essenziell sind.

Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Regelung massiv untergraben. Anstatt autonom über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der die kantonalen Eigenheiten und Bedürfnisse ignoriert. Die Kantone verlieren mit dem neuen BHÜG und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die Kantone werden dadurch zu Bittstellern degradiert und verlieren ihr formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von einer zentralen Instanz geprüft werden.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesem neuen System der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG vorgesehen, führt zur Entstehung einer 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide dienen nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Wir lehnen diese Entmündigung und Zentralisierung entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion werfen erhebliche und grundsätzliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Beiträge in eine automatische und rechtlich bindende Verpflichtung stellt eine signifikante Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Insbesondere die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Begleit- und Umsetzungsgesetzes zum Bundesgesetz über die bilateralen Abkommen mit der EU (BöB) ist mehr als eine reine Formalität; sie signalisiert die Absicht, diese Zahlungen als permanenten Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung zu etablieren.

Die anfänglich kommunizierten Beträge von 350 Millionen Franken pro Jahr sind in diesem Kontext als Lockvogelangebot zu betrachten. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr unkalkulierbarer und massiv höherer zukünftiger Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, sich diesen Forderungen zu entziehen, und wird faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Es ist besorgniserregend, dass die Schweiz zur Kasse gebeten wird, ohne dass hierfür eine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, deren Hauptfolge der Verlust an Souveränität ist, während greifbare Vorteile fraglich bleiben.

Die Ausgestaltung des KoBG, insbesondere die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Artikel 1 KoBG, untergräbt die Budgethoheit des Schweizer Parlaments. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie nach geltendem Recht vorgesehen ist, droht die blosse Abwicklung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Friedensförderungsgesetzes ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU eine gesetzliche Legitimation zu verschaffen. Insgesamt ist die vorgeschlagene Regelung als eine zwangsweise Übernahme von Verpflichtungen zu betrachten, die die Unabhängigkeit und die demokratischen Entscheidungsprozesse der Schweiz erheblich beeinträchtigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der wirtschaftlichen Autonomie der Schweiz. Es ist bedauerlich, dass trotz der erwarteten Nachteile keine substanziellen Vorteile erkennbar sind, die eine solche Annäherung rechtfertigen würden.

Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte seitens der Schweiz, wie sie das Freihandelsabkommen von 1972 und die bilateralen Abkommen vorsehen, stellt eine Erosion unserer direkten Demokratie dar. Insbesondere die Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands, der als Teil der bilateralen Abkommen durch die entsprechende Bestimmung im Abkommen über die Assoziierung zur Umsetzung des Schengen-Besitzstands geregelt ist, wirft die Frage auf, inwieweit die Schweiz noch in der Lage sein wird, ihre eigenen Grenzen und Migrationspolitik im Einklang mit Artikel 123 Absatz 3 der Bundesverfassung und dem Grundsatz der inneren Sicherheit zu gestalten. Die automatische Übernahme von neuen EU-Regulierungen könnte die Souveränität der Schweiz im Bereich der polizeilichen Zusammenarbeit und der Grenzsicherung erheblich einschränken.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls unklar und potenziell nachteilig. Eine stärkere Bindung an die EU könnte zu einer Abhängigkeit von deren Wirtschaftszyklen führen und gleichzeitig die Möglichkeit einschränken, eigene Handelsabkommen mit Drittstaaten zu schliessen, die besser auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sind. Das Prinzip der Nichtdiskriminierung, wie es im Allgemeinen im EU-Recht verankert ist, könnte dazu führen, dass Schweizer Unternehmen gegenüber Anbietern aus EU-Mitgliedstaaten in bestimmten Sektoren benachteiligt werden, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, hiergegen gezielte flankierende Massnahmen zu ergreifen.

Die institutionelle Einbindung in ein System, in dem die Schweiz keine demokratische Legitimationsbasis für die von ihr zu übernehmenden Rechtsakte hat, widerspricht fundamental dem Schweizer Rechtsverständnis und dem Willen des Souveräns. Die im Vernehmlassungsentwurf angedeuteten Mechanismen, die eine ständige Überwachung und Anpassung des schweizerischen Rechts an die EU-Entwicklungen vorsehen, gleichen einer schleichenden Rechtsangleichung, die die Unabhängigkeit der Schweiz nachhaltig gefährdet. Die vorgeschlagene Lösung erscheint eher als eine Anpassung der Schweiz an die EU als eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe. Es besteht die erhebliche Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme dieses Pakets gezwungen wird, Bestimmungen zu übernehmen, die ihren nationalen Interessen widersprechen und die sie nicht aktiv mitgestalten kann.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die direkte Demokratie. Eine engere Anbindung an die EU, insbesondere durch die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, untergräbt die Grundlagen unseres Rechtsstaates. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung vom 18. Dezember 1999 (SR 101) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Autonomie der Kantone. Die angestrebte "Stabilisierung" droht jedoch, diese Souveränität durch die Implementierung von EU-Richtlinien und -Verordnungen aufzuweichen, welche die Schweiz nicht mitgestalten kann. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert ist und durch die direkte Demokratie gelebt wird.

Die Idee, Beziehungen zu stabilisieren, indem man sich stärker an einen externen Rechtsrahmen bindet, der nicht dem schweizerischen Gesetzgebungsprozess unterliegt, ist höchst problematisch. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung verlangt, dass neue Vorschriften im Einklang mit den

allgemeinen Rechtsgrundsätzen verfasst werden. Die Übernahme von EU-Recht, das oft grundlegende Unterschiede in Bezug auf Datenschutz, Umweltstandards oder Arbeitsrecht aufweist, würde diese Verpflichtung gefährden. Insbesondere die Gefahr, dass die Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht anzuwenden, das im Widerspruch zu nationalen Gesetzen steht, ist alarmierend. Artikel 30 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein durch das Gesetz bestimmtes Gericht. Wenn dieses Gesetz primär aus Brüssel stammt, ohne schweizerische Einflussnahme, ist dies nicht mehr gewährleistet.

Die behauptete Stabilisierung birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Integration, die letztlich zu einer De-facto-Mitgliedschaft führen könnte, ohne dass das Schweizer Volk explizit zugestimmt hat. Dies wäre ein Verrat an den demokratischen Prinzipien, die unser Land seit jeher prägen. Die Stabilität der Beziehungen sollte auf gegenseitigem Respekt und klaren, bilateralen Vereinbarungen beruhen, nicht auf der bedingungslosen Akzeptanz eines externen Regelwerks. Die vorgeschlagenen Schritte erscheinen als ein gefährlicher Weg, der die Errungenschaften der schweizerischen Unabhängigkeit aufs Spiel setzt und die Entscheidungsfreiheit unserer Bürgerinnen und Bürger massiv einschränkt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union werfen erhebliche Bedenken auf, welche einer kritischen Prüfung bedürfen. Es scheint, dass die Schweiz in diesen Verhandlungen nicht die ihr zustehende Position als souveräner Staat mit eigenem Rechtssystem wahrgenommen hat. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die bewährte schweizerische Rechtsordnung und damit die demokratischen Grundlagen unseres Landes aufzuweichen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug ein Mitspracherecht auf Augenhöhe erhält, stellt eine klare Verletzung des Prinzips der Volkssouveränität dar, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung (LGV) verankert ist. Die automatische Übernahme von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Bereichen, die das Schweizer Recht tangieren, untergräbt die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Möglichkeit, schweizerische Besonderheiten und Bedürfnisse in unserer Gesetzgebung zu berücksichtigen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er im Bundesgesetz über die Gerichte (GOG) implizit gefordert wird.

Die Befürchtung, dass die Schweiz durch solche Abkommen gezwungen wird, über ihre Grenzen hinausgehende regulatorische Vorgaben zu akzeptieren, welche nicht zwangsläufig unseren schweizerischen Verhältnissen entsprechen, ist gravierend. Dies könnte sich negativ auf unsere Wirtschaft und unsere Gesellschaft auswirken. Es muss sichergestellt werden, dass das schweizerische Recht weiterhin von schweizerischen Institutionen gestaltet und angewendet wird. Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse scheinen diesem Grundsatz nicht ausreichend Rechnung zu tragen und lassen eine erhebliche Gefahr der Entmachtung des schweizerischen Gesetzgebers und des Souveräns erkennen. Die Frage, ob die angestrebte Harmonisierung nicht zu einem Verlust an schweizerischer Identität und Eigenständigkeit führt, muss klar verneint werden können. Eine solche Annäherung, die auf Kosten der Souveränität geht, ist nicht im Interesse der Schweiz.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Martin Stalder (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Stalder · 0794052524 · info@stalder-montagen.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die angestrebte Stabilisierung nicht eher einer schleichenden Unterwerfung unter europäische Rechtsprechung und politische Vorgaben gleichkommt.

Die Übernahme von EU-Recht, selbst in einer modulierten Form, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, ihre Angelegenheiten selbst zu regeln. Eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne direkte demokratische Legitimation durch das Volk, widerspricht diesem fundamentalen Grundsatz.

Besonders bedenklich ist die drohende Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Akzeptanz einer direkten oder indirekten Bindung an die Urteile des EuGH, wie sie in verschiedenen Abkommen implizit oder explizit angestrebt wird, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte massiv einschränken. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert, dass die Gerichte das Recht anwenden und zwar nach Recht und Gesetz. Die Jurisdiktion des EuGH, die oft über nationale Rechtsordnungen hinausgeht, birgt die Gefahr, dass schweizerische Gesetze und Verfassungsbestimmungen durch europäische Rechtsauslegungen überstimmt werden. Dies würde die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz aushöhlen.

Die Argumentation, dass eine engere Anbindung notwendig sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen zu sichern, überzeugt nicht ohne Weiteres. Es muss sorgfältig geprüft werden, ob die vermeintlichen Vorteile einer engeren Bindung die langfristigen Nachteile für die schweizerische Autonomie und die demokratischen Institutionen überwiegen. Die Annahme von EU-Regelungen ohne Mitspracherecht in deren Entstehungsprozess kann dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, Regelungen zu übernehmen, die nicht ihren spezifischen Bedürfnissen oder Werten entsprechen. Artikel 2 der Bundesverfassung nennt als Ziel unter anderem den Wohlstand des Landes. Dieser Wohlstand darf jedoch nicht auf Kosten der Souveränität und der demokratischen Grundfesten erkauft werden.

Es bedarf einer kritischen und abwägenden Haltung, die die Interessen der Schweiz in den Vordergrund stellt und nicht einem automatischen Konformitätsdruck nachgibt. Die Bewahrung der schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie muss oberste Priorität haben, selbst wenn dies bedeutet, dass der Weg der vollständigen Integration in europäische Strukturen nicht beschritten wird. Die aktuellen Vorschläge werfen ernsthafte Fragen auf, ob sie diesen Grundsätzen gerecht werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung bietet Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung von EU-rechtlichen Vorgaben. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die angestrebte Angleichung tatsächlich im besten Interesse der Schweiz liegt und ob die damit verbundenen Konsequenzen für unsere Souveränität und unseren Rechtsstaat angemessen berücksichtigt wurden.

Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem, wie sie sich aus der Übernahme von EU-Recht ergeben könnten, sind Anlass zu tiefer Skepsis. Gemäss Artikel 123 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung der Bundesversammlung, und die Souveränität der Kantone im Rahmen ihrer Kompetenzen muss gewahrt bleiben. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, die eigene Gesetzgebungskompetenz zu untergraben und die kantonalen Zuständigkeiten zu tangieren. Die vorgeschlagenen Umsetzungsbestimmungen scheinen diesen grundlegenden verfassungsrechtlichen Prinzipien nicht immer Rechnung zu tragen.

Des Weiteren geben die Formulierungen Anlass zur Sorge, dass die nötige Differenzierung zwischen notwendigen und für die Schweiz nicht zwingend erforderlichen EU-Normen nicht ausreichend erfolgt. Die Schweizer Rechtsordnung hat sich über Jahrzehnte bewährt und stellt sicher, dass Gesetze auf die spezifischen Bedürfnisse und Verhältnisse unseres Landes zugeschnitten sind. Eine pauschale oder nur oberflächlich angepasste Übernahme von EU-Richtlinien könnte zu einer Rechtsunsicherheit führen und die Effektivität unserer eigenen Institutionen beeinträchtigen.

Die avisierte Harmonisierung wirft auch Fragen hinsichtlich der gerichtlichen Überprüfung auf. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind Schweizer Gerichte an Bundesgesetze gebunden. Die potenzielle Einführung von EU-Recht, das nicht im direkten Widerspruch zu primärem Schweizer Recht steht, könnte zu komplexen Auslegungsfragen und einer indirekten Unterstellung unter die Jurisdiktion des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) führen, ohne dass dies explizit und transparent geregelt ist. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, wie er in der Schweiz verstanden und gelebt wird.

Es ist daher unerlässlich, dass die inländischen Umsetzungsbemühungen nicht zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebungshoheit und unseres Rechtssystems führen. Jede Angleichung muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, ob sie tatsächlich dem schweizerischen Interesse dient und mit unserer Verfassung vereinbar ist. Die vorliegende Vernehmlassung lässt hierzu noch erhebliche Zweifel offen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit untergraben die Souveränität der Schweiz und widersprechen dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, quasi eine 'Niederlassung C PLUS' mit praktisch unentziehbarer Natur, selbst bei strafrechtlichen Verfehlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, ist nicht akzeptabel. Dies gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unermesslich, da die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler abgewälzt werden.

Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Die drohenden EU-Strafmassnahmen im Falle ihrer Anwendung machen sie zu einer Erpressungsklausel, nicht zu einer Schutzmassnahme.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der

'Integrationsmethode' entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk faktisch bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum mehr ermöglichen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden beweist die enormen versteckten Kosten, die der Schweizer Steuerzahler zu tragen hat.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von ausländischen Berufsqualifikationen (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die hohen Schweizer Standards gefährdet und die Patientensicherheit im Gesundheitsbereich unkalkulierbar macht. Diese Anpassungen sind eine Kapitulation vor der EU und gefährden die Kerninteressen der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom, insbesondere im Kontext des künftigen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) und des revidierten Energiegesetzes (EnG, Art. 15 neu), werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, Versorgungssicherheit und der Wirtschaftlichkeit für Schweizer Bürger und Unternehmen auf. Die geplante vollständige Marktliberalisierung droht, das gut funktionierende Schweizer Energiesystem zu destabilisieren und die nationale Entscheidungsfindung einer externen Regulierung zu unterwerfen.

Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die Schweiz durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E ihre Energiesouveränität aufgibt. Wir werden zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten mittragen muss. Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine klare Abkehr von der nationalen Steuerung darstellt. Dies schwächt die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom), die von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert wird. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen und die dezentrale Energieversorgung geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung

strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit – weder der Markt noch die EU können diese Gewähr leisten. Dies ist ein hochriskantes Experiment. Die vollständige Marktliberalisierung wird zudem zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Diese Massnahmen zerstören unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt gravierende Gefahren für unseren Service public und unsere Souveränität. Die Öffnung für die sogenannte Kabotage, wie sie durch die Einführung von Art. 40ater EBG befürchtet wird, stellt einen direkten Angriff auf die Grundversorgung dar. Ausländische Anbieter werden zweifellos die lukrativen Hauptstrecken bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Erreichbarkeit des ganzen Landes notwendigen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres verlässlichen öffentlichen Verkehrs.

Das Argument, die "Gemeinsame Erklärung" biete Schutz, entbehrt jeder rechtlichen Grundlage. Es handelt sich um eine rein politische Absichtserklärung, die keinerlei bindenden Charakter hat und uns keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen bietet. Wir geben damit die Kontrolle über unsere eigene Gesetzgebung preis und setzen uns zukünftigen Regulierungen aus, die nicht unseren nationalen Interessen dienen.

Die Bestimmungen zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, wie im neuen Art. 32a Abs. 1bis PBG vorgesehen, sind ebenfalls höchst bedenklich. Statt die Vergabe von öffentlichen Verkehrsleistungen nach den besten Kriterien für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien anzuwenden. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen empfindlich ein und kann zu suboptimalen und verteuerten Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen.

Die durch die EU-Anbindung drohende Einstufung bisheriger, bewährter Subventionen als unzulässig, beispielsweise im Güterverkehr oder für die Erneuerung von Rollmaterial, gefährdet direkt die Qualität und das Angebot des Service public. Wir riskieren, dass bewährte und notwendige staatliche Unterstützungen dem EU-Beihilferecht zum Opfer fallen und die Attraktivität und Funktionsfähigkeit unseres Bahnnetzes beeinträchtigt wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge unsere Souveränität im Bahnverkehr aushöhlen und die essenzielle Grundversorgung des öffentlichen Verkehrs gefährden. Die dynamische Rechtsübernahme, die Kabotage und die Einschränkung der nationalen Steuerungskompetenz sind unannehmbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und untergräbt die Budgethoheit des Parlaments. Es handelt sich hierbei faktisch um eine Zwangsabgabe, die es dem Parlament verunmöglicht, über die Verwendung von

Steuergeldern souverän zu entscheiden.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als reine Finte. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird, denen die Schweiz dann nicht mehr entgegentreten kann. Die Schweiz würde somit zur Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht degradiert und müsste zahlen, was die EU diktiert, ohne im Gegenzug garantierte Vorteile wie einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert, ohne greifbare Gegenleistungen zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument, welches diese unerwünschten Zahlungsverpflichtungen permanent und rechtlich bindend festschreibt. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch für die EU geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments weiter aushebelt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Bundesmitteln gibt es lediglich die Pflicht zur Erfüllung einer von der EU diktierten Verpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine reine Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Ebenso irreführend ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Hier wird der verdienstvolle "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist intransparent und untergräbt das Vertrauen in die demokratischen Prozesse. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die demokratische Legitimität dar. Die bisherige, bewährte Praxis, wonach staatliche Beihilfen primär dem politischen Ermessen und den Bedürfnissen von Bund, Kantonen und Gemeinden unterliegen, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies bedeutet die Abschaffung politisch legitimierter Förderungsentscheide in Bereichen wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die neu geschaffene Beihilfekammer der WEKO massiv untergraben. Diese als "verlängerter Arm der EU" agierende "Superbehörde" wird gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr primär Schweizer Interessen. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren eigenständige Wirtschaftsförderung einer zentralen EU-konformen Behörde vorgelegt werden muss. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Föderalismus und der kantonalen Organisations- und Verfahrensautonomie.

Die Rechtskontrolle wird durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) und im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, neue Art. 31a VGG) zentralisiert und die kantonalen Kompetenzen ausgehebelt. Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, die dann vor Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Besonders kritisch sind die Auswirkungen auf strategisch wichtige Sektoren. Die Unterstellung von kritischen Bereichen wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet die nationale strategische Autonomie und den Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterworfen wird.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die dafür geschaffene Beihilfekammer in der WEKO stellt ein undurchsichtiges Machtzentrum dar, das von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernt ist und die Gewaltenteilung sowie die demokratische Rechenschaftspflicht verletzt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, da eine wichtige Kontrollinstanz ausgeschaltet wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts zu einer schleichenden Entnationalisierung, einer massiven Einschränkung der direkten Demokratie und des Föderalismus sowie zu einer Unterwerfung unter fremde Regelwerke führt. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und verliert ihre nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart eine beunruhigende Tendenz zur umfassenden Angleichung an das EU-Regelwerk. Unter dem irreführenden Titel „Lebensmittelsicherheit“ wird de facto eine vollständige Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die EU-Richtlinie „Vom Hof auf den Tisch“ angestrebt. Dies stellt eine erhebliche Bedrohung für die etablierten, hohen Schweizer Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wichtiges Alleinstellungsmerkmal, gerät in akute Gefahr. Die zwingende Angleichung an oft weniger strenge EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label „Made in Switzerland“ verliert an Wert, wenn die Produkte zukünftig nach denselben, laxeren Kriterien hergestellt werden müssen wie auf dem EU-Binnenmarkt. Dies untergräbt einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und gefährdet unsere kulinarische Identität.

Besonders kritisch ist die Existenz einer „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen unwiderruflich an alle anderen Verträge der Bilateralen I koppelt. Eine Kündigung dieses fragwürdigen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz auf diesem Gebiet blockiert.

Der vorgesehene Zugang von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben – von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants – ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Bürokratieflut droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an lokalen Anlässen wären gezwungen, die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften zu erfüllen. Dies bedroht lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen, insbesondere im KMU-Bereich.

Das demokratisch vielfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Dies missachtet klar den Volkswillen.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Interessen unserer Produzenten und Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards.

Ferner zwingen die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten

von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein bedauerlicher Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der angestrebten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns den oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU unterwerfen.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Diese Entwicklungen deuten auf eine schleichende Entmachtung der Schweiz und einen Verlust an Souveränität in essenziellen Bereichen hin, der nicht ohne ernsthafte Bedenken hingenommen werden kann.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus unserer Sicht unzureichend und erscheinen eher kosmetischer Natur. Sie vermögen den immensen Druck, der auf die Schweizer Löhne durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit ausgeübt wird, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität gefährdet.

Anstatt den bewährten und über die Jahre hinweg wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die offensichtlich bestrebt sind, durch Lohndumping ihre Wettbewerbsvorteile zu Lasten der Schweizer Arbeitnehmenden zu maximieren.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und primär an EU-konformen Strukturen ausgerichteten Regelungen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der essenziellen Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des

Obligationenrechts (OR) stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von Kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das fundamentale Problem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Präzisierungen im Gesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum sogenannten «Paket Schweiz-EU» gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und des Wohlstands der Schweiz. Die vorgeschlagene Annäherung, die auf einer unkritischen Übernahme von EU-Recht basiert, untergräbt die demokratischen Grundfesten unseres Landes und gefährdet die wirtschaftliche Eigenständigkeit.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme des EU-Beihilferechts, wie es sich in Artikel 107 ff. AEUV manifestiert, stellt eine gravierende Einschränkung der Schweizer Autonomie dar. Die Schweiz würde sich dem Diktat von Brüssel unterwerfen und ihre Fähigkeit verlieren, eigenständige und auf die Bedürfnisse unserer Wirtschaft zugeschnittene Subventionspolitiken zu verfolgen. Dies widerspricht diametral dem Geist des Bundesgesetzes über den Schutz von Marken und Herkunftsangaben (SR 232.11), welches den Schutz schweizerischer Produkte und deren Herkunft garantiert. Eine fremdbestimmte Beihilferegelung könnte Schweizer Unternehmen benachteiligen und deren Wettbewerbsfähigkeit schwächen.

Des Weiteren ist die Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Dienstleistungen, insbesondere im Hinblick auf die Angleichung der Vorschriften gemäss den entsprechenden Richtlinien der EU, problematisch. Artikel 56 ff. AEUV, der die Dienstleistungsfreiheit regelt, würde die Schweiz zwingen, ihre eigenen Regulierungen anzupassen, ohne dass eine echte Gegenseitigkeit und ein gleichwertiger Zugang zum EU-Markt für Schweizer Dienstleister garantiert sind. Dies könnte zu einer Erosion der nationalen Standards führen und die Arbeitsbedingungen und Konsumentenschutzbestimmungen gefährden. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), welches die Vertragsfreiheit und die Haftung von Dienstleistern regelt, könnte unter Druck geraten.

Die mangelnde Flexibilität und die starren Vorgaben der EU würden die Schweiz in eine abhängige Position drängen. Die Möglichkeit, auf wirtschaftliche Veränderungen und nationale Bedürfnisse autonom zu reagieren, würde massiv eingeschränkt. Anstatt die Schweiz zu stärken, birgt dieses Paket die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung und einer Schwächung der demokratischen Entscheidungsprozesse. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität der Schweiz gewahrt bleibt und nationale Interessen Vorrang vor einer unreflektierten Übernahme von EU-Recht geniessen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Es drängt sich der Eindruck auf, dass die erarbeiteten Vereinbarungen die Souveränität und die eigenständigen Interessen der Schweiz nicht in ausreichendem Masse wahren.

Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die nationale Gesetzgebung sind alarmierend. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen angedeutet wird, könnte das Prinzip der direkten Demokratie und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz untergraben. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität und die Rechtsstaatlichkeit. Eine schleichende Übernahme von EU-Regelungen ohne klare demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk verstösst gegen dieses fundamentale Prinzip. Das Prinzip der direkten Demokratie, verankert in Artikel 34 BV, welches die Mitsprache der Bürgerinnen und Bürger vorsieht, würde durch eine unzureichende Einbeziehung des Parlaments und des Volkes in die Adaption von EU-Recht empfindlich getroffen.

Des Weiteren wirft die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten Fragen auf. Wo genau verläuft die Grenze zwischen schweizerischer Gesetzgebungskompetenz und der der EU? Artikel 3 der Bundesverfassung legt fest, dass die Kantone autonom sind, soweit die Bundesverfassung es nicht anders bestimmt. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen diese kantonale Autonomie, aber auch die allgemeine schweizerische Gesetzgebungskompetenz, durch die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht zu tangieren. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als potenzieller Ausleger von Abkommen, welche die Schweiz betreffen, wirft ebenfalls erhebliche Fragen auf. Gemäss Artikel 50a der Bundesverfassung ist die Schweiz berechtigt, die Anwendung von Bestimmungen des Völkerrechts ausser Kraft zu setzen, wenn diese mit zwingenden Bestimmungen des schweizerischen Völkerrechts unvereinbar sind. Es muss klar ausgeschlossen werden, dass der EuGH eine bindende und übergeordnete Rolle gegenüber der schweizerischen Rechtsordnung einnimmt, was die Souveränität der Schweizer Gerichte gemäss Artikel 188 BV – welche die Bundesverfassung als oberstes Recht erklärt – tangieren würde.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU müssen kritisch gegen die damit verbundenen Risiken für die nationale Autonomie und die rechtsstaatlichen Prinzipien abgewogen werden. Ein Verhandlungsergebnis, das die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU macht, ohne ihrMitspracherechte auf Augenhöhe zu gewähren und ihre Kerninteressen zu wahren, ist nicht im Interesse unseres Landes. Es bedarf einer deutlichen Klärung und gegebenenfalls Nachbesserung, um die Integrität unseres Rechtssystems und unsere demokratischen Grundsätze zu schützen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Michèle Walther (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Michèle Walther · 0792791854 · michele.walther@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Anstatt von einer echten Stabilisierung zu sprechen, ist Vorsicht geboten, da die angestrebten Abkommen eine schleichende Übernahme von EU-Recht implizieren könnten, ohne dass die Schweiz im Gegenzug wirkliche Mitsprache erhält. Insbesondere die Übernahme von Bestimmungen aus dem EU-Recht, wie sie im Kontext des institutionellen Abkommens diskutiert werden, wirft grundlegende Fragen auf. Die Schweiz würde sich damit der dynamischen Rechtsentwicklung der EU unterwerfen, was bedeutet, dass sie sich fortlaufend mit neuem EU-Recht auseinandersetzen müsste, ohne Einfluss auf dessen Entstehung nehmen zu können. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die direkte Übernahme von EU-Recht würde die parlamentarische Willensbildung und die demokratischen Prozesse in der Schweiz aushöhlen. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie im institutionellen Abkommen vorgesehen wäre, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigen. Die Schweizer Verfassung, insbesondere Artikel 190, besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Wenn jedoch die Auslegung dieses Völkerrechts durch den EuGH bindend würde, würde dies die primäre Geltung nationalen Rechts untergraben und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen gefährden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz indirekt dem Primärrecht der EU unterworfen wird, was die Trennung von Gewalten und die Souveränität des Bundesgerichts in Frage stellt. Die versprochenen Vorteile einer engeren wirtschaftlichen Integration scheinen den potenziellen Verlust an rechtlicher Autonomie und politischer Handlungsfreiheit nicht aufzuwiegen. Die Schweiz würde sich in einer Position wiederfinden, in der sie EU-Regelungen umsetzen muss, ohne die Möglichkeit, diese an die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten des Landes anzupassen. Diese Ungleichbehandlung im Vergleich zu den EU-Mitgliedstaaten selbst ist systemisch ungerecht und führt zu einer Abhängigkeit, die langfristig schädlich für die schweizerischen Interessen sein kann. Es ist daher unerlässlich, dass die Schweiz bei allen Verhandlungen mit der EU ihre Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien kompromisslos verteidigt. Ein Vertrag, der die Schweiz in eine abhängige Position bringt und ihre rechtsstaatliche Eigenständigkeit schwächt, kann keine echte Stabilisierung bedeuten, sondern birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer fundamentalen Prinzipien.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränitätsinteressen auf. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, ohne eine gleichwertige Mitsprache und Kontrolle durch die schweizerischen Bundesbehörden, stellt eine unzumutbare Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenzen dar. Insbesondere die Bestrebungen, das sogenannte «dynamische Rechtsübernahmegesetz» zu festigen, welches die automatische Übernahme von neuen EU-Rechtsakten vorsieht, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die in Artikel 2 der Bundesverfassung festgelegten Kernwerte der Schweizerischen Eidgenossenschaft, wie die Wahrung der Unabhängigkeit und die Förderung des Gemeinwohls, werden durch eine solche unflexible Rechtsübernahme massiv gefährdet. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu adaptieren, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen oder unseren bewährten rechtlichen Traditionen entsprechen. Dies könnte zu einer Erosion der Rechtssicherheit und zu einer Überregulierung führen, welche die Innovationskraft unserer Wirtschaft und die Autonomie unserer Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigt. Des Weiteren ist die mangelnde

Transparenz im Prozess der Rechtssetzung zu kritisieren. Die Tatsache, dass wichtige Entscheidungen, welche die Schweiz direkt betreffen, in Brüssel getroffen werden, während unser Einfluss minimal bleibt, ist inakzeptabel. Das Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, welches im Schweizerischen Rechtssystem eine zentrale Rolle spielt und sich indirekt aus verschiedenen Verfassungsbestimmungen ableitet, wird durch diese Form der externen Gesetzgebung untergraben. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre eigene Gesetzgebungskompetenz uneingeschränkt und autonom wahrnimmt. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint diesem Grundsatz zuwiderzulaufen und öffnet Tür und Tor für eine schleichende Entmündigung unserer nationalen Entscheidungsträger und unseres Souveräns. Wir fordern eine kritische Überprüfung und Nachbesserung, um die Souveränität und die Interessen der Schweiz zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und dem damit verbundenen Lohnschutz sind aus Sicht des Schweizer Wirtschaftsstandorts und insbesondere der dort tätigen Arbeitnehmer in ihren Grundzügen äusserst problematisch. Die präsentierten Massnahmen zur Kompensation des Lohngefälles erscheinen marginal und vermögen den durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit drohenden, massiven Abwärtsdruck auf das Lohnniveau, vor allem in den unteren und mittleren Einkommensschichten, nicht aufzufangen. Vielmehr besteht die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus. Bemerkenswert ist, dass anstatt den bewährten und im internationalen Vergleich äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, hier eine Aufweichung und Angleichung an EU-Standards stattfindet. Die neu vorgeschlagenen Regelungen sind vordergründig bürokratischer, jedoch in ihrer Effektivität fragwürdig und dürften primär ausländischen Unternehmen, die mit Lohndumping operieren, entgegenkommen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch externen Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Finanzieller Beitrag

Wir äussern uns mit tiefgreifenden Bedenken zur vorgeschlagenen Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten, freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen inakzeptablen Souveränitätsverlust dar. Diese faktische Zwangsabgabe entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint uns als ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen. Die Schweiz wird dadurch in eine Position gedrängt, in der sie unweigerlich zahlen muss, was die EU diktiert, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei keine Garantie für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Es handelt sich um eine Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile verspricht. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne

Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Wir lehnen diese Form der finanziellen Verpflichtung entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und nicht hinnehmbaren Eingriff in die Schweizer Souveränität und unseren bewährten Föderalismus dar. Die heutige Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische und demokratisch legitimierte Instrumente zur Förderung regionaler, kantonaler und lokaler Interessen eingesetzt werden, würde durch ein starres und technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht diametral dem Geist unseres föderalistischen Systems und schwächt die Autonomie der Kantone, die künftig ihre eigenen wirtschaftsförderischen Entscheidungen von einer supranationalen Instanz absegnen lassen müssten. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die im Rahmen des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) entsteht, ist besonders bedenklich. Diese "Superbehörde" agiert de facto als verlängerter Arm der EU und wird dazu instrumentalisiert, primär EU-kompatible Entscheidungen durchzusetzen, anstatt schweizerische Interessen zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend und die Transparenz fragwürdig. Die Souveränität der Kantone wird weiter untergraben, indem ihnen durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) das formelle rechtliche Gehör in Verfahren vor dem Bundesgericht genommen wird. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was sie zu Bittstellern degradiert und die föderalistische Autonomie massiv beschneidet. Ebenso werden die Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG erweitert, was die Zentralisierung der Rechtskontrolle vorantreibt und kantonaler Souveränität entgegenwirkt. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beendet die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Schweiz würde sich mit der Unterzeichnung dieses Abkommens systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwerfen und zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren lassen. Dies ist ein inakzeptabler Verlust nationaler Steuerungshoheit.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom bedroht fundamental die Energiesouveränität der Schweiz und opfert unsere bewährten nationalen Strukturen einem unsicheren europäischen Regelwerk. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem Kosten tragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen, werden zukünftig in Brüssel gefällt, was das Ende einer unabhängigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln könnten unser etabliertes System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und damit seine Abschaffung erzwingen. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone erheblich schwächen. Des Weiteren werden unsere föderalen Strukturen untergraben. Die Strommarktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) dargelegt ist, bedroht die Existenz von Gemeindekraftwerken durch die Aushöhlung ihres Einspeisevorrangs zugunsten von EU-Wettbewerbsregeln. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion erheblich. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer letztlich die

Verantwortung für die Versorgungssicherheit tragen soll – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls höchst problematisch. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Dies schwächt die wirtschaftliche Grundlage unzähliger kleiner und mittlerer Produzenten und widerspricht der Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns wiederum abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben und ihre föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzinfrastruktur unnötig den Regeln grosser europäischer Konzerne und verliert an Flexibilität und Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungsnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit und den damit verbundenen Regelungsbereichen äussert sich mit tiefgreifender Besorgnis und entschiedener Ablehnung gegenüber den vorgeschlagenen Angleichungen an das EU-Recht. Unter dem irreführenden Titel „Lebensmittelsicherheit“ wird eine schleichende und umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ angestrebt. Dies stellt eine fundamentale Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unbestreitbarer Wettbewerbsvorteil und ein Markenzeichen unseres Landes, steht unter erheblichem Risiko. Die notwendige Angleichung an oft tiefere und weniger stringente EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das begehrte Label „Made in Switzerland“ droht seine Strahlkraft und seinen Wert zu verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies zerstört die Grundlage eines wesentlichen Differenzierungsmerkmals unserer Produzenten. Besonders beunruhigend ist die innewohnende „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses als schädlich erachteten Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfähigkeit der Schweiz in diesem essenziellen Bereich blockiert. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit faktisch zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie unserer heimischen Produktion erheblich schwächt. Zudem droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es ist offensichtlich, dass nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an lokalen Anlässen gezwungen wären, die komplexen und für ihre spezifischen Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften zu erfüllen. Dies würde lokale Traditionen zerstören und die wirtschaftliche Existenz unzähliger Betriebe bedrohen. Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem gravierenden Verlust an unseren nachweislich hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein unannehmbarer Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird damit effektiv umgangen und verliert seine Fähigkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die

unsere Bauern unmittelbar betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Diese umfassende Angleichung stellt eine Gefährdung unserer nationalen Identität und unserer wirtschaftlichen Unabhängigkeit dar und muss entschieden abgelehnt werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung und Finanzierung des Schweizer Service public auf. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) birgt erhebliche Risiken. Diese öffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen und damit eine selektive 'Rosinenpickerei' zu betreiben. Die Konsequenz ist eine potenzielle Untergrabung der finanziellen Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Dieser Markteintritt durch ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen stellt einen direkten Angriff auf die Stabilität unseres etablierten öffentlichen Verkehrssystems dar. Darüber hinaus ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), welche die Schweiz verpflichtet, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, eine Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen anhand der besten Lösungen für die Schweiz und ihre Bürger auszurichten, werden wir gezwungen, völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu erfüllen. Dies kann dazu führen, dass nationale Bedürfnisse und Ziele in den Hintergrund treten und suboptimale oder gar teurere Lösungen für die Steuerzahler resultieren. Die im Abkommen vorgesehene 'Gemeinsame Erklärung' zur Absicherung der Service-public-Interessen entpuppt sich als rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr massgeblich. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die Verpflichtung zur Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert nationale Steuerungs- und Planungskompetenzen unwiderruflich an zentrale EU-Stellen. Der Service public im Schienenverkehr, ein zentraler Pfeiler unserer Mobilität und unseres Wirtschaftslebens, ist durch diese Entwicklungen ernsthaft gefährdet. Bewährte Subventionen für wichtige Sektoren könnten als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die gesamte Bevölkerung bedroht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert erhebliche Bedenken bezüglich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und deren Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität, die soziale Sicherheit und die Zuwanderungssteuerung. Die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, insbesondere im Hinblick auf die Gewährung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, widerspricht fundamental dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Dieses faktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht, eine Art "Niederlassung C PLUS", selbst bei krimineller Vergehen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Massnahmen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein quasi garantiertes Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Der zudem vorgesehene, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen Kosten. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine reale Wirkung entfalten dürfte. Vielmehr droht im Falle eines Schweizer Anrufs die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmechanismus degradiert. Die geplante

automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet faktisch das Ende der Mitsprache von Parlament und Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Sektor, eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die angekündigten Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo; sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern führt zu drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH- und HFKG-Gesetz, ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) ersetzt die nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück einer Kapitulation vor der EU. Die neue "Schutzklausel" ist eine Farce, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Wiedereingliederungsstrategie im AVG ist eine kosmetische Massnahme, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert. Die höheren Studiengebühren sind ein verzweifelter Versuch, die Kosten abzufedern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belastet direkt den Schweizer Steuerzahler. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU im Freizügigkeitsgesetz ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter. Die Anpassung im ZGB bestätigt die tiefe Durchdringung unserer Rechtsordnung durch EU-Recht. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung von Standards und eine Gefährdung der Patientensicherheit birgt. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität darstellen, die Kontrolle über die Zuwanderung praktisch aufgeben und eine massive Belastung für unsere Sozialwerke und Steuerzahler mit sich bringen. Die vermeintlichen Schutzmechanismen sind unzureichend und dienen lediglich als Feigenblatt für eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die von der EU geforderten Anpassungen mit unserem Rechtssystem vereinbar sind, insbesondere mit dem Grundsatz der Volks- und Ständemehrheit gemäss Artikel 145 der Bundesverfassung (BV). Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse dar. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, wie sie die EU fordert, steht im Widerspruch zum Geist des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (AFZ), das primär auf der Koordination und nicht auf der Unterordnung basiert. Die geforderte Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als schliessliche Instanz zur Auslegung von Abkommensbestimmungen würde die richterliche Unabhängigkeit schweizerischer Gerichte untergraben und die Anwendung des Schweizer Rechts, wie es durch unsere Parlamentarier und die Bevölkerung bestimmt wird, faktisch delegitimieren. Artikel 190 BV, der die Bindung der Behörden an das Recht bestimmt, könnte durch die de-facto-Vorrangigkeit des EuGH-Rechts unterlaufen werden. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen kritisch zu betrachten. Die angeblich zugesagten Vorteile für den Marktzugang stehen potenziell in keinem Verhältnis zu den geforderten Konzessionen, insbesondere im Hinblick auf den Schutz unserer Lohnstandards und die Regeln zur flankierenden Massnahmen. Die Umsetzung des EU-Rechts, einschliesslich der dynamischen Anpassungen, würde die schweizerischen Unternehmen zusätzlich belasten und ihre Wettbewerbsfähigkeit im Vergleich zu EU-Mitgliedstaaten schwächen. Artikel 124 BV, der den Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer vorsieht, könnte durch die Übernahme von EU-Regelungen, die nicht auf die schweizerischen Gegebenheiten zugeschnitten sind, gefährdet werden. Die in Aussicht gestellten Mechanismen zur Streitbeilegung erscheinen einseitig und würden der Schweiz kaum wirksame Instrumente an die Hand geben, um ihre Interessen gegenüber der EU durchzusetzen. Die vorgeschlagene Lösung droht, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu

bringen, die nicht mit dem Status eines souveränen Staates vereinbar ist. Es besteht die ernsthafte Gefahr, dass die Schweiz aufgrund desEEP-ähnlichen Ausbaus der Bilateralen zu einem reinen Empfänger von EU-Recht degradiert wird, ohne adäquate Gegenleistungen und Einflussmöglichkeiten. Die Annahme dieses Pakets würde eine langfristige Erosion unserer nationalen Entscheidungsfreiheit bedeuten.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die Rechtsprechung sind alarmierend. Artikel 160 Absatz 3 der Bundesverfassung (BV) garantiert dem Parlament die Oberhoheit über die Gesetzgebung. Die vorgeschlagenen Anpassungen drohen jedoch, diese fundamentale Kompetenz auszuhebeln, indem die automatische Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende parlamentarische Mitsprache etabliert wird. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Legitimation von Gesetzen, wie er auch in Artikel 5 Absatz 1 BV verankert ist, der die Einhaltung der Verfassung und des Rechts verlangt. Die Annahme von EU-Recht, das sich ständig weiterentwickelt, würde de facto dazu führen, dass die Schweiz fortlaufend Rechtsnormen übernimmt, deren Entstehung und Inhalt sie nicht mehr substanziell beeinflussen kann. Dies untergräbt die demokratische Legitimation, da die direkt gewählten Vertreter des Schweizer Volkes in ihrer legislativen Funktion massiv eingeschränkt würden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung steht ebenfalls zur Disposition. Eine potenzielle Bindung an die Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, würde die Auslegung und Anwendung von Schweizer Recht durch Schweizer Gerichte de facto dem Einfluss einer fremden Justiz unterstellen. Dies verletzt das Recht auf ein unabhängiges Gericht, wie es in Artikel 30 BV gewährleistet ist. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die erheblichen Souveränitätsverluste und die Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien rechtfertigen können. Die schweizerische Rechtsordnung beruht auf dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 BV verankert ist. Eine Überfremdung unserer Gesetzgebung und Justiz durch EU-Normen würde dieses Fundament irreparabel beschädigen. Die Langfristigkeit und Tragweite dieser Anpassungen sind nicht abschätzbar und bergen das Risiko einer schleichenden Abhängigkeit, die die Schweiz politisch und rechtlich marginalisieren könnte. Eine sorgfältige Abwägung der Risiken ist unerlässlich, bevor über solche weitreichenden Schritte entschieden wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Michèle Walther (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Michèle Walther · 0792791854 · michele.walther@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränitätsinteressen auf. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, ohne eine gleichwertige Mitsprache und Kontrolle durch die schweizerischen Bundesbehörden, stellt eine unzumutbare Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenzen dar. Insbesondere die Bestrebungen, das sogenannte «dynamische Rechtsübernahmegesetz» zu festigen, welches die automatische Übernahme von neuen EU-Rechtsakten vorsieht, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Die in Artikel 2 der Bundesverfassung festgelegten Kernwerte der Schweizerischen Eidgenossenschaft, wie die Wahrung der Unabhängigkeit und die Förderung des Gemeinwohls, werden durch eine solche unflexible Rechtsübernahme massiv gefährdet. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu adaptieren, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen oder unseren bewährten rechtlichen Traditionen entsprechen. Dies könnte zu einer Erosion der Rechtssicherheit und zu einer Überregulierung führen, welche die Innovationskraft unserer Wirtschaft und die Autonomie unserer Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigt.

Des Weiteren ist die mangelnde Transparenz im Prozess der Rechtssetzung zu kritisieren. Die Tatsache, dass wichtige Entscheidungen, welche die Schweiz direkt betreffen, in Brüssel getroffen werden, während unser Einfluss minimal bleibt, ist inakzeptabel. Das Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, welches im Schweizerischen Rechtssystem eine zentrale Rolle spielt und sich indirekt aus verschiedenen Verfassungsbestimmungen ableitet, wird durch diese Form der externen Gesetzgebung untergraben. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre eigene Gesetzgebungskompetenz uneingeschränkt und autonom wahrnimmt. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint diesem Grundsatz zuwiderzulaufen und öffnet Tür und Tor für eine schleichende Entmündigung unserer nationalen Entscheidungsträger und unseres Souveräns. Wir fordern eine kritische Überprüfung und Nachbesserung, um die Souveränität und die Interessen der Schweiz zu wahren.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom bedroht fundamental die Energiesouveränität der Schweiz und opfert unsere bewährten nationalen Strukturen einem unsicheren europäischen Regelwerk. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem Kosten tragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen, werden zukünftig in Brüssel gefällt, was das Ende einer unabhängigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln könnten unser etabliertes System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und damit seine Abschaffung erzwingen. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone erheblich schwächen. Des Weiteren werden unsere föderalen Strukturen untergraben. Die Strommarktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) dargelegt ist, bedroht die Existenz von Gemeindekraftwerken durch die Aushöhlung ihres Einspeisevorrangs zugunsten von EU-Wettbewerbsregeln. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion erheblich.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer letztlich die Verantwortung für die Versorgungssicherheit tragen soll – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.).

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls höchst problematisch. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Dies schwächt die wirtschaftliche Grundlage unzähliger kleiner und mittlerer Produzenten und widerspricht der Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns wiederum abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben und ihre föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzinfrastruktur unnötig den Regeln grosser europäischer Konzerne und verliert an Flexibilität und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und dem damit verbundenen Lohnschutz sind aus Sicht des Schweizer Wirtschaftsstandorts und insbesondere der dort tätigen Arbeitnehmer in ihren Grundzügen äusserst problematisch. Die präsentierten Massnahmen zur Kompensation des Lohngefälles erscheinen marginal und vermögen den durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit drohenden, massiven Abwärtsdruck auf das Lohnniveau, vor allem in den unteren und mittleren Einkommensschichten, nicht aufzufangen. Vielmehr besteht die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus.

Bemerkenswert ist, dass anstatt den bewährten und im internationalen Vergleich äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, hier eine Aufweichung und Angleichung an EU-Standards stattfindet. Die neu vorgeschlagenen Regelungen sind vordergründig bürokratischer, jedoch in ihrer Effektivität fragwürdig und dürften primär ausländischen Unternehmen, die mit Lohndumping operieren, entgegenkommen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11

und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch externen Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und nicht hinnehmbaren Eingriff in die Schweizer Souveränität und unseren bewährten Föderalismus dar. Die heutige Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische und demokratisch legitimierte Instrumente zur Förderung regionaler, kantonaler und lokaler Interessen eingesetzt werden, würde durch ein starres und technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht diametral dem Geist unseres föderalistischen Systems und schwächt die Autonomie der Kantone, die künftig ihre eigenen wirtschaftsförderischen Entscheidungen von einer supranationalen Instanz absegnen lassen müssten.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die im Rahmen des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) entsteht, ist besonders bedenklich. Diese "Superbehörde" agiert de facto als verlängerter Arm der EU und wird dazu instrumentalisiert, primär EU-kompatible Entscheidungen durchzusetzen, anstatt schweizerische Interessen zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend und die Transparenz fragwürdig.

Die Souveränität der Kantone wird weiter untergraben, indem ihnen durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) das formelle rechtliche Gehör in Verfahren vor dem Bundesgericht genommen wird. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was sie zu Bittstellern degradiert und die föderalistische Autonomie massiv beschneidet. Ebenso werden die Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG erweitert, was die Zentralisierung der Rechtskontrolle vorantreibt und kantonaler Souveränität entgegenwirkt.

Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beendet die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Schweiz würde sich mit der Unterzeichnung dieses Abkommens systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwerfen und zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren lassen. Dies ist ein inakzeptabler Verlust nationaler Steuerungshoheit.

Finanzieller Beitrag

Wir äussern uns mit tiefgreifenden Bedenken zur vorgeschlagenen Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union. Die Umwandlung der bisherigen, vom

Parlament kontrollierten, freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen inakzeptablen Souveränitätsverlust dar. Diese faktische Zwangsabgabe entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint uns als ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen. Die Schweiz wird dadurch in eine Position gedrängt, in der sie unweigerlich zahlen muss, was die EU diktiert, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei keine Garantie für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Es handelt sich um eine Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Wir lehnen diese Form der finanziellen Verpflichtung entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung und Finanzierung des Schweizer Service public auf. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) birgt erhebliche Risiken. Diese öffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen und damit eine selektive 'Rosinenpickerei' zu betreiben. Die Konsequenz ist eine potenzielle Untergrabung der finanziellen Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Dieser Markteintritt durch ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen stellt einen direkten Angriff auf die Stabilität unseres etablierten öffentlichen Verkehrssystems dar.

Darüber hinaus ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), welche die Schweiz verpflichtet, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, eine Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen anhand der besten Lösungen für die Schweiz und ihre Bürger auszurichten, werden wir gezwungen, völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu erfüllen. Dies kann dazu führen, dass nationale Bedürfnisse und Ziele in den Hintergrund treten und suboptimale oder gar teurere Lösungen für die Steuerzahler resultieren.

Die im Abkommen vorgesehene 'Gemeinsame Erklärung' zur Absicherung der Service-public-Interessen entpuppt sich als rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr massgeblich. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die Verpflichtung zur Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert nationale Steuerungs- und Planungskompetenzen unwiderruflich an zentrale EU-Stellen. Der Service public im Schienenverkehr,

ein zentraler Pfeiler unserer Mobilität und unseres Wirtschaftslebens, ist durch diese Entwicklungen ernsthaft gefährdet. Bewährte Subventionen für wichtige Sektoren könnten als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die gesamte Bevölkerung bedroht.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungsnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit und den damit verbundenen Regelungsbereichen äussert sich mit tiefgreifender Besorgnis und entschiedener Ablehnung gegenüber den vorgeschlagenen Angleichungen an das EU-Recht. Unter dem irreführenden Titel „Lebensmittelsicherheit“ wird eine schleichende und umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ angestrebt. Dies stellt eine fundamentale Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unbestreitbarer Wettbewerbsvorteil und ein Markenzeichen unseres Landes, steht unter erheblichem Risiko. Die notwendige Angleichung an oft tiefere und weniger stringente EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das begehrte Label „Made in Switzerland“ droht seine Strahlkraft und seinen Wert zu verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies zerstört die Grundlage eines wesentlichen Differenzierungsmerkmals unserer Produzenten.

Besonders beunruhigend ist die innewohnende „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses als schädlich erachteten Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfähigkeit der Schweiz in diesem essenziellen Bereich blockiert.

Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit faktisch zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie unserer heimischen Produktion erheblich schwächt.

Zudem droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es ist offensichtlich, dass nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an lokalen Anlässen gezwungen wären, die komplexen und für ihre spezifischen Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften zu erfüllen. Dies würde lokale Traditionen zerstören und die wirtschaftliche Existenz unzähliger Betriebe bedrohen.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem gravierenden Verlust an unseren nachweislich hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein unannehmbarer Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird damit effektiv umgangen und verliert seine Fähigkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern unmittelbar betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im

Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Diese umfassende Angleichung stellt eine Gefährdung unserer nationalen Identität und unserer wirtschaftlichen Unabhängigkeit dar und muss entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert erhebliche Bedenken bezüglich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und deren Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität, die soziale Sicherheit und die Zuwanderungssteuerung. Die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, insbesondere im Hinblick auf die Gewährung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, widerspricht fundamental dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Dieses faktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht, eine Art "Niederlassung C PLUS", selbst bei krimineller Vergehen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke.

Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Massnahmen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein quasi garantiertes Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Der zudem vorgesehene, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen Kosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine reale Wirkung entfalten dürfte. Vielmehr droht im Falle eines Schweizer Anrufs die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmechanismus degradiert. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet faktisch das Ende der Mitsprache von Parlament und Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Sektor, eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die angekündigten Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo; sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern führt zu drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH- und HFKG-Gesetz, ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) ersetzt die nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt.

Die Anpassung des AIG ist das Kernstück einer Kapitulation vor der EU. Die neue "Schutzklausel" ist eine Farce, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die

Wiedereingliederungsstrategie im AVG ist eine kosmetische Massnahme, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert. Die höheren Studiengebühren sind ein verzweifelter Versuch, die Kosten abzufedern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belastet direkt den Schweizer Steuerzahler.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU im Freizügigkeitsgesetz ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter. Die Anpassung im ZGB bestätigt die tiefe Durchdringung unserer Rechtsordnung durch EU-Recht. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung von Standards und eine Gefährdung der Patientensicherheit birgt.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität darstellen, die Kontrolle über die Zuwanderung praktisch aufgeben und eine massive Belastung für unsere Sozialwerke und Steuerzahler mit sich bringen. Die vermeintlichen Schutzmechanismen sind unzureichend und dienen lediglich als Feigenblatt für eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die Rechtsprechung sind alarmierend. Artikel 160 Absatz 3 der Bundesverfassung (BV) garantiert dem Parlament die Oberhoheit über die Gesetzgebung. Die vorgeschlagenen Anpassungen drohen jedoch, diese fundamentale Kompetenz auszuhebeln, indem die automatische Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende parlamentarische Mitsprache etabliert wird. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Legitimation von Gesetzen, wie er auch in Artikel 5 Absatz 1 BV verankert ist, der die Einhaltung der Verfassung und des Rechts verlangt.

Die Annahme von EU-Recht, das sich ständig weiterentwickelt, würde de facto dazu führen, dass die Schweiz fortlaufend Rechtsnormen übernimmt, deren Entstehung und Inhalt sie nicht mehr substanziell beeinflussen kann. Dies untergräbt die demokratische Legitimation, da die direkt gewählten Vertreter des Schweizer Volkes in ihrer legislativen Funktion massiv eingeschränkt würden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung steht ebenfalls zur Disposition. Eine potenzielle Bindung an die Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, würde die Auslegung und Anwendung von Schweizer Recht durch Schweizer Gerichte de facto dem Einfluss einer fremden Justiz unterstellen. Dies verletzt das Recht auf ein unabhängiges Gericht, wie es in Artikel 30 BV gewährleistet ist.

Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die erheblichen Souveränitätsverluste und die Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien rechtfertigen können. Die schweizerische Rechtsordnung beruht auf dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 BV verankert ist. Eine Überfremdung unserer Gesetzgebung und Justiz durch EU-Normen würde dieses Fundament irreparabel beschädigen. Die Langfristigkeit und Tragweite dieser Anpassungen sind nicht abschätzbar und bergen das Risiko einer schleichenden Abhängigkeit, die die Schweiz politisch und rechtlich marginalisieren könnte. Eine sorgfältige Abwägung der Risiken ist unerlässlich, bevor über solche weitreichenden Schritte entschieden wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die von der EU geforderten Anpassungen mit unserem Rechtssystem vereinbar sind, insbesondere mit dem Grundsatz der Volks- und Ständemehrheit gemäss Artikel 145 der Bundesverfassung (BV). Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse dar.

Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, wie sie die EU fordert, steht im Widerspruch zum Geist des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (AFZ), das primär auf der Koordination und nicht auf der Unterordnung basiert. Die geforderte Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als schliessliche Instanz zur Auslegung von Abkommensbestimmungen würde die richterliche Unabhängigkeit schweizerischer Gerichte untergraben und die Anwendung des Schweizer Rechts, wie es durch unsere Parlamentarier und die Bevölkerung bestimmt wird, faktisch delegitimieren. Artikel 190 BV, der die Bindung der Behörden an das Recht bestimmt, könnte durch die de-facto-Vorrangigkeit des EuGH-Rechts unterlaufen werden.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen kritisch zu betrachten. Die angeblich zugesagten Vorteile für den Marktzugang stehen potenziell in keinem Verhältnis zu den geforderten Konzessionen, insbesondere im Hinblick auf den Schutz unserer Lohnstandards und die Regeln zur flankierenden Massnahmen. Die Umsetzung des EU-Rechts, einschliesslich der dynamischen Anpassungen, würde die schweizerischen Unternehmen zusätzlich belasten und ihre Wettbewerbsfähigkeit im Vergleich zu EU-Mitgliedstaaten schwächen. Artikel 124 BV, der den Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer vorsieht, könnte durch die Übernahme von EU-Regelungen, die nicht auf die schweizerischen Gegebenheiten zugeschnitten sind, gefährdet werden.

Die in Aussicht gestellten Mechanismen zur Streitbeilegung erscheinen einseitig und würden der Schweiz kaum wirksame Instrumente an die Hand geben, um ihre Interessen gegenüber der EU durchzusetzen. Die vorgeschlagene Lösung droht, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu bringen, die nicht mit dem Status eines souveränen Staates vereinbar ist. Es besteht die ernsthafte Gefahr, dass die Schweiz aufgrund desEEP-ähnlichen Ausbaus der Bilateralen zu einem reinen Empfänger von EU-Recht degradiert wird, ohne adäquate Gegenleistungen und Einflussmöglichkeiten. Die Annahme dieses Pakets würde eine langfristige Erosion unserer nationalen Entscheidungsfreiheit bedeuten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Anstatt von einer echten Stabilisierung zu sprechen, ist Vorsicht geboten, da die angestrebten Abkommen eine schleichende Übernahme von EU-Recht implizieren könnten, ohne dass die Schweiz im Gegenzug wirkliche Mitsprache erhält.

Insbesondere die Übernahme von Bestimmungen aus dem EU-Recht, wie sie im Kontext des institutionellen Abkommens diskutiert werden, wirft grundlegende Fragen auf. Die Schweiz würde sich damit der dynamischen Rechtsentwicklung der EU unterwerfen, was bedeutet, dass sie sich fortlaufend mit neuem EU-Recht auseinandersetzen müsste, ohne Einfluss auf dessen Entstehung nehmen zu können. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die direkte Übernahme von EU-Recht würde die parlamentarische Willensbildung und die demokratischen Prozesse in der Schweiz aushöhlen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie im institutionellen Abkommen vorgesehen wäre, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigen. Die Schweizer Verfassung, insbesondere Artikel 190, besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Wenn jedoch die Auslegung dieses Völkerrechts durch den EuGH bindend würde, würde dies die primäre Geltung nationalen Rechts untergraben und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen gefährden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz indirekt dem Primärrecht der EU unterworfen wird, was die Trennung von Gewalten und die Souveränität des Bundesgerichts in Frage stellt.

Die versprochenen Vorteile einer engeren wirtschaftlichen Integration scheinen den potenziellen Verlust an rechtlicher Autonomie und politischer Handlungsfreiheit nicht aufzuwiegen. Die Schweiz würde sich in einer Position wiederfinden, in der sie EU-Regelungen umsetzen muss, ohne die Möglichkeit, diese an die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten des Landes anzupassen. Diese Ungleichbehandlung im Vergleich zu den EU-Mitgliedstaaten selbst ist systemisch ungerecht und führt zu einer Abhängigkeit, die langfristig schädlich für die schweizerischen Interessen sein kann.

Es ist daher unerlässlich, dass die Schweiz bei allen Verhandlungen mit der EU ihre Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien kompromisslos verteidigt. Ein Vertrag, der die Schweiz in eine abhängige Position bringt und ihre rechtsstaatliche Eigenständigkeit schwächt, kann keine echte Stabilisierung bedeuten, sondern birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer fundamentalen Prinzipien.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ziegler Mike (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Mike Ziegler · +41793063197 · mike.ziegler@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Kompromisse nicht zu Lasten der schweizerischen Eigenständigkeit gehen und ob die versprochenen Vorteile die potenziellen Nachteile überwiegen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht bedarf einer kritischen Würdigung. Artikel 129 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die Zuständigkeit des Bundes für die Aussenpolitik und die internationalen Beziehungen regelt, scheint durch die potenzielle Angleichung an EU-Recht untergraben zu werden. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung, ein Eckpfeiler unserer direkten Demokratie und des Föderalismus, wird dadurch fundamental in Frage gestellt. Gemäss Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung liegt die oberste Leitung der Bundesverwaltung in den Händen des Bundesrates. Die nunmehr drohende indirekte Einflussnahme Brüssels auf die schweizerische Rechtsetzung, ohne die Möglichkeit direkter parlamentarischer Kontrolle, steht im Widerspruch zu diesem Prinzip.

Des Weiteren ist die wirtschaftliche Auswirkung der Vereinbarungen nicht zu unterschätzen. Die Sorge, dass die Schweizer Wirtschaft durch eine stärkere Bindung an die EU-Binnenmarktregeln de facto zu einer Anhängigkeit verurteilt wird, ist berechtigt. Die Wettbewerbsfähigkeit heimischer Unternehmen könnte durch eine Angleichung an weniger strenge EU-Standards leiden. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen birgt das Risiko einer Deindustrialisierung oder einer Verlagerung von Produktionsstätten in Länder mit niedrigeren Auflagen. Die vom Bundesrat oft zitierte "Win-Win-Situation" erscheint in diesem Lichte fragwürdig und bedarf einer eingehenden unabhängigen Prüfung.

Die befürchtete Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und die potenzielle Gefährdung der wirtschaftlichen Selbstbestimmung sind Argumente, die nicht leichtfertig abgetan werden dürfen. Eine unkritische Übernahme von EU-Regelungen birgt weitreichende Folgen, die über die rein formale Anpassung hinausgehen und die grundlegenden Prinzipien unseres Staates berühren. Es ist unerlässlich, dass das Parlament und die Bevölkerung diese Verhandlungsergebnisse mit äusserster Skepsis und einem klaren Bewusstsein für die langfristigen Konsequenzen prüfen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Eine engere Bindung an die Europäische Union birgt die Gefahr, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft ihre Unabhängigkeit und die ihr durch die Bundesverfassung garantierten Selbstbestimmungsrechte verliert. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) postuliert klar die Souveränität der Kantone und des Bundes. Jede Annäherung, die eine Übernahme von EU-Recht ohne wirksame Mitsprache vorsieht, untergräbt diesen Grundsatz fundamental.

Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme ist real und bedrohlich. Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung (SR 101) verpflichtet den Bund, bei all seinen Handlungen die Interessen der Gesamtheit zu wahren und die Kantone zu schonen. Die vorgesehene Übernahme von EU-Sekundärrecht, wie es in ähnlichen Abkommen mit Drittstaaten üblich ist, scheint diesem Gebot zuwiderzulaufen, da sie zu einer asymmetrischen Machtverteilung führt, bei der die EU weiterhin die Gesetzgebung bestimmt, die Schweiz aber primär zur Übernahme verpflichtet ist. Dies widerspricht dem Geist der demokratischen Legitimation und der direkten Einflussnahme, welche die Schweiz traditionell schätzt.

Des Weiteren ist die Frage der richterlichen Überprüfung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) äusserst problematisch. Die Schweizer Gerichte, deren Unabhängigkeit in Artikel 30 der Bundesverfassung verankert ist, würden indirekt den Vorgaben des EuGH unterworfen. Dies würde die Rechtsprechung des Bundesgerichts und somit die Souveränität der schweizerischen Rechtsordnung massiv einschränken. Die Autonomie der Schweiz in Rechtsfragen, die für die Stabilität und Rechtssicherheit unseres Landes essenziell ist, wäre dadurch ernsthaft gefährdet.

Die finanzielle Belastung, die mit einer solchen Vertiefung der Beziehungen einhergeht, darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Ohne klare Gegenleistungen und ohne ausreichende Kontrolle über die Mittelverwendung besteht die Gefahr, dass die Schweiz unverhältnismässig hohe Beiträge leistet, die nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung sind. Die Stabilität der Beziehungen zur EU sollte nicht auf Kosten der nationalen Souveränität, der direkten Demokratie und der finanziellen Solidität unseres Landes erkauft werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar wird eine vermeintliche Annäherung und Vereinfachung der Beziehungen angepriesen, jedoch verbergen sich dahinter fundamentale Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsetzungshoheit.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die schleichende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann. Dies steht im klaren Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Selbstbestimmung des schweizerischen Volkes garantiert, wird durch eine automatische Rechtsübernahme untergraben. Die EU-Gesetzgebung wird somit über das schweizerische Parlament gestellt, ohne dass dieses die Möglichkeit hat, die Inhalte mitzubestimmen oder abzulehnen.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Akzeptanz der EuGH-Rechtsprechung, auch wenn dies nicht explizit als verbindlich formuliert wird, bedeutet eine faktische Unterwerfung unter ein aussernationales Rechtssystem. Dies kollidiert mit dem Grundsatz, dass die Gerichte der Schweiz primär für die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts zuständig sind, wie es auch im Obligationenrecht oder im Strafgesetzbuch zum Ausdruck kommt, deren Anwendung letztlich durch nationale Gerichte erfolgt. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Recht vorsieht, wird durch eine externe Judikative de facto ausgehöhlt.

Die angebliche Flexibilität und die Möglichkeit zur Anpassung des bilateralen Weges sind in diesem Kontext wenig überzeugend. Die Struktur des vorgeschlagenen Pakets deutet eher auf eine Verfestigung und Unumkehrbarkeit hin, welche die schweizerische Politik langfristig in eine Abhängigkeit von Brüssel drängt.

Abschliessend lässt sich feststellen, dass das vorgeschlagene Paket die schweizerische Autonomie und die demokratischen Grundpfeiler unseres Staates ernsthaft gefährdet. Eine sorgfältige und kritische Prüfung ist unerlässlich, um die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz zu verstehen und unsere Souveränität zu wahren. Die Vorteile, die für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft erzielt werden könnten, dürfen nicht auf Kosten unserer Unabhängigkeit und Rechtsetzungshoheit erkauft werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur allgemeinen Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und der Wahrung unserer Souveränität auf. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich dem Prinzip der inländischen Umsetzung gerecht werden oder ob sie vielmehr einer übermässigen Harmonisierung und Abhängigkeit von externen Vorgaben Vorschub leisten.

Besonders kritisch zu betrachten ist die potentielle Aushöhlung nationaler Entscheidungskompetenzen. Gemäss Artikel 138 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) fallen Gesetzgebungs- und Verwaltungszuständigkeiten grundsätzlich in die Kompetenz der Kantone, es sei denn, die Bundesverfassung oder die Gesetzgebung des Bundes ordnen sie anders zu. Die vorgeschlagene Umsetzung birgt die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht die kantonalen Zuständigkeiten faktisch entwertet werden und die föderale Struktur der Schweiz untergraben wird. Artikel 97 Absatz 1 BV garantiert die Autonomie der Kantone, welche durch eine unverhältnismässige Übernahme externer Regelungen beeinträchtigt werden könnte.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen einer solchen Umsetzung kritisch zu hinterfragen. Die Freiheit der wirtschaftlichen Betätigung, verankert in Artikel 27 BV, könnte durch zusätzliche und möglicherweise kostspielige Regulierungen, die aus Brüssel diktiert werden, eingeschränkt werden. Die Frage, wer die Kosten der Umsetzung trägt und ob diese für Schweizer Unternehmen tragbar sind, bedarf einer eingehenden Prüfung. Es besteht die Gefahr, dass die Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Wirtschaftsstandorts durch eine übermässige Regulierung beeinträchtigt wird, ohne dass dafür eine klare Notwendigkeit oder ein nachweislicher Vorteil für die Schweiz besteht.

Auch die Gewährleistung der Rechtssicherheit ist in diesem Kontext nicht unproblematisch. Die ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts und die Schwierigkeit, dessen genauen Geltungsbereich und Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung vollständig zu erfassen, können zu Unsicherheiten führen. Dies widerspricht dem Grundsatz der Rechtssicherheit, der eine klare und vorhersehbare Rechtslage für Bürger und Unternehmen gewährleisten muss. Die Anwendung und Interpretation von komplexen und sich wandelnden EU-Vorschriften stellt eine erhebliche Herausforderung dar und könnte zu rechtlichen Auseinandersetzungen führen.

Abschliessend muss die Frage gestellt werden, ob die vorgeschlagene Umsetzung im Einklang mit der Verpflichtung zur Wahrung der nationalen Identität steht, wie sie implizit in der Bundesverfassung verankert ist. Eine zu starke Anlehnung an ausländisches Recht birgt die Gefahr, dass schweizerische Besonderheiten und Traditionen vernachlässigt werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Rechts an das EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für die Integrität und Leistungsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrssystems. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für den Service public dar. Ausländische Anbieter werden

dadurch ermächtigt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, was unweigerlich zur "Rosinenpickerei" führt. Diese wird dazu führen, dass ausländische Unternehmen lediglich die rentablen Hauptstrecken bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres etablierten und geschätzten Service public erheblich.

Zudem wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Schweiz gezwungen, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrsempfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich gesehen wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist lediglich eine Beruhigungspille ohne substantielle Wirkung, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt durch die dynamische Rechtsübernahme sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten dann übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts bedroht ausserdem bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial. Diese könnten als unzulässig eingestuft werden, was direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger bedroht und damit den Service public gefährdet. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public, indem sie ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen ermöglicht, sich die profitabelsten Strecken der Schweiz herauszupicken und damit die Finanzierung der landesweiten Grundversorgung zu untergraben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Missachtung des Volkswillens dar. Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert, wird durch diese Massnahmen faktisch entwertet. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", einer quasi unentziehbaren "Niederlassung C PLUS" bereits nach fünf Jahren, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Praktikabilität, dass selbst kriminelle EU-Bürger oder Sozialhilfeempfänger von diesem Status profitieren können, ist untragbar und belastet die Schweizer Steuerzahler massiv.

Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu exponentiell steigenden Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" im Vertragspaket ist ein reines Placebo. Ihre Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie zur Anwendung kommen wird. Droht die EU doch mit Sanktionen, sollte die Schweiz diese theoretisch dennoch bemühen wollen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" für künftige EU-Zuwanderungsverschärfungen bedeutet, dass Parlament und Volk faktisch jeder zukünftigen Verschlechterung ausgeliefert sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe wird ausgeweitet und ein Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, wird kaum noch möglich sein. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer

Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Kosten, die durch diese Politik entstehen, abzufedern. Es ist ein klares Eingeständnis der finanziellen Belastung, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen wird. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Diese tiefgreifenden Änderungen schwächen nicht nur unsere nationalen Kontrollmechanismen und Standards, sondern setzen auch unsere demokratischen Entscheidungsprozesse und unsere soziale Sicherheit aufs Spiel.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und erscheinen eher kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität gefährdet. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an die wenig ambitionierten EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber offensichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die das Potenzial für Lohndumping erkennen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was eine Verarmung des Schweizer Arbeitsmarktes zur Folge hat. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die Flexibilität von KMU und löst dabei nicht das Grundproblem des Lohndrucks.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken gegenüber dem vorgeschlagenen Abkommen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, das unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" ein umfassendes Integrationsprojekt darstellt. Es wird befürchtet, dass dieses Abkommen weit über die reine Lebensmittelsicherheit hinausgeht und stattdessen die vollständige Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk bedeutet. Dies bedroht

massiv unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" droht durch die Notwendigkeit, Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien herzustellen, massiv an Wert zu verlieren und somit einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zu zerstören.

Besorgniserregend ist zudem die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des Weiteren ist die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver Eingriff in unsere Souveränität, der Schweizer Betriebe zu reinen Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards und nimmt uns die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neue Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und verringern die demokratische Kontrolle. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und entzieht uns die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Strommarkt offenbart gravierende Mängel und birgt erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet de facto den Verzicht auf eigene Entscheidungsbefugnisse in einem strategisch entscheidenden Sektor. Die Schweiz würde zum weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch vollumfänglich die Kosten trägt. Die ElCom verkommt von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, wie sie auch im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) implizit verankert ist.

Die Auswirkungen auf die schweizerische Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, sind existenzbedrohend. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, das den

Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und zu dessen Abschaffung zwingen. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone nachhaltig schwächen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der traditionelle Einspeisevorrang, der lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, würde ausgehebelt.

Die bedingungslose Marktliberalisierung, wie sie das neue StromVG (Art. 4a ff.) vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit einem vermeintlichen freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Grauzone der Verantwortung: Weder der Markt noch die EU können glaubhaft für die Versorgungssicherheit der Schweiz garantieren. Dies stellt ein unannehmbares Risiko dar. Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und damit höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärfen die Problematik. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, trifft die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion massiv. Klein- und mittelgrosse Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, werden benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie und begünstigt zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer externen Regulierung, die unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der Flexibilität und Souveränität im Stromnetzmanagement unnötigerweise einschränkt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung an die Europäische Union ist aus mehrfacher Sicht kritisch zu betrachten und wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht im Rahmen eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Hoheit über milliardenschwere Zahlungen.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, dessen wahre Kosten durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung massiv überschritten werden dürften. Die Schweiz würde hierbei jegliche Möglichkeit verlieren, künftige Zahlungen zu verweigern und müsste diktierte Forderungen erfüllen. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, welche primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile im Marktzugang oder der Beseitigung von Hindernissen verspricht.

Das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient als gesetzgeberisches Instrument, um diese Zahlungen dauerhaft und rechtlich bindend zu etablieren. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Art. 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Umsetzung einer von der EU diktierten Verpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EU (BöB) zementiert diese Abgaben als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der anerkannte Status der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt ist die finanzielle Beteiligung in der vorgeschlagenen Form inakzeptabel und stellt eine unzulässige Schwächung der schweizerischen Souveränität dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen zur staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die über Jahrzehnte bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse der lokalen Wirtschaftsförderung und des Service public eingesetzt werden, soll durch ein starres und technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Diese Entwicklung ist aus mehreren Gründen zutiefst problematisch.

Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt. Artikel 3 BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und gibt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit faktisch auf. Dies gilt insbesondere für kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, welche gemäss dem neuen Regime der EU-Kontrolle unterstellt werden. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist hierfür ein exemplarisches Beispiel, da die bisherige nationale Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Regelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Förderinstrumente zu entscheiden, sollen sie künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern abhängig gemacht werden. Die im Bundesgerichtsgesetz (BGG) vorgesehene Änderung in Artikel 82 Buchstabe b Ziffer bis BGG, welche der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt und ihre Verfahrensautonomie gemäss dem neuen BHÜG aufhebt.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer, die gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) in die WEKO integriert wird und als "verlängerter Arm der EU" agieren soll, ist äusserst bedenklich. Diese Behörde wird nicht nur das Kartellrecht, sondern auch die EU-Beihilfen durchsetzen. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Instanz widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Dass der Preisüberwacher von den Sitzungen der Beihilfekammer ausgeschlossen wird, wie in der Änderung von Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) vorgesehen, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Massnahmen nicht tragbar, da sie fundamentale Eingriffe in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung darstellen, unsere nationale Souveränität einschränken und unseren Föderalismus zerstören. Die Schweiz würde zur reinen Regel-Empfängerin degradiert und die Möglichkeit, eigenständige politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen, wäre massiv eingeschränkt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: De la Vega Nadia Kristina (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: De la Vega Nadia Kristina · nadeshika.f@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus der Perspektive der Schweizer Souveränität und des Schutzes unserer nationalen Interessen inakzeptabel und bedürfen einer fundamentalen Überarbeitung. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen eröffnen unzumutbare Eingriffe in die Gesetzgebungskompetenz des Bundes und der Kantone und schwächen die demokratischen Prinzipien, auf denen unser Rechtsstaat basiert.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in verschiedenen Bereichen, ohne dass die Schweiz auf deren Entstehung Einfluss nehmen kann, verletzt das Prinzip der rechtsgleichen Behandlung und der verfassungsrechtlichen Ordnung. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind Verträge zwischen Parteien bindend, doch hier wird die Schweiz in eine Position gedrängt, in der sie geltendes Recht aufnimmt, dessen Zustandekommen sie nicht mitgestalten konnte. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht und die Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die Auslegung dieses Rechts untergraben die richterliche Gewalt des Bundesgerichts und somit die letztinstanzliche Entscheidungsgewalt der schweizerischen Justiz. Artikel 190 BV legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch implizit übergeordnetes EU-Recht etablieren, das die Anwendung von Schweizer Recht verdrängen könnte, ohne dass hierfür ein expliziter, vom Parlament und Volk genehmigter völkerrechtlicher Vertrag vorliegt.

Die Schwächung der direkten Demokratie ist ebenfalls gravierend. Die Bürgerinnen und Bürger können durch Referenden und Initiativen Einfluss auf die Gesetzgebung nehmen. Die Übernahme von EU-Recht würde diese Mitwirkungsmöglichkeiten aushebeln, da die relevanten Rechtsakte ausserhalb des schweizerischen Gesetzgebungsprozesses entstehen. Dies tangiert das Recht auf politische Mitwirkung gemäss Artikel 34 BV erheblich.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt werden durch die Erosion unserer Rechtsordnung und unserer politischen Autonomie mit einem inakzeptablen Preis erkauft. Es ist unerlässlich, dass die Verhandlungsstrategie grundlegend neu ausgerichtet wird, um die Souveränität der Schweiz zu wahren und die Interessen unseres Landes, wie sie durch unsere Verfassung und Gesetze definiert sind, konsequent zu verteidigen. Die aktuelle Stossrichtung ist nicht tragbar und würde die Schweiz in eine abhängige Rolle manövrieren, die mit den Grundsätzen unseres Bundesstaates unvereinbar ist.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der europäischen Richtlinien wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist fraglich, inwieweit eine blosse Umsetzung von EU-Recht die inländischen Interessen und Besonderheiten der Schweiz noch angemessen berücksichtigen kann, ohne die grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems zu kompromittieren.

Insbesondere die übermässige Übernahme von EU-Sekundärrecht, ohne dass hierfür eine klare verfassungsrechtliche Grundlage besteht, untergräbt die parlamentarische Kontrolle. Die Tatsache, dass die Schweiz geltendes EU-Recht ohne eigene Mitsprache und ohne die Möglichkeit der Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse übernehmen muss, steht im Widerspruch zum demokratischen Prozess. Artikel 97 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Interessen der Schweiz durch die Bundesversammlung statuiert, scheint hier unzureichend angewandt zu werden. Die Schweiz setzt sich damit dem Risiko aus, dass ihr Recht autonom von Brussels bestimmt wird, was die Gewaltenteilung und die Volkssouveränität massiv beeinträchtigt.

Des Weiteren ist die Rechtsstellung der Schweiz im Verhältnis zur EU unklar und asymmetrisch. Es mangelt an Transparenz bezüglich der Mechanismen, wie die Schweiz auf die Entwicklung des EU-Rechts Einfluss nehmen kann. Die Erfahrung zeigt, dass die Anpassung an neu erlassene EU-Normen oft zeitkritisch ist und wenig Spielraum für nationale Differenzierungen lässt. Dies widerspricht dem Gebot der Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, wonach die gesamte staatliche Tätigkeit sich an Recht und Sitte zu halten hat. Eine rein reaktive Haltung gegenüber Brüsseler Vorgaben erfüllt dieses Gebot nur ungenügend.

Es bedarf einer kritischen Überprüfung, ob die vorgeschlagene Umsetzung tatsächlich im besten Interesse der Schweiz liegt und die schweizerischen Rechtsgrundsätze wahrt. Eine ungeprüfte und automatische Übernahme von EU-Recht ist abzulehnen, da sie die schweizerische Rechtsetzungsautonomie auf Dauer gefährdet und zu einer schleichenden Entfremdung von unserem eigenen Rechtssystem führen könnte. Die Wahrung der Souveränität und die demokratische Legitimation sind Grundpfeiler der schweizerischen Identität und dürfen nicht durch vage Integrationsschritte kompromittiert werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags, insbesondere die Einführung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), stellt eine inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Die Umwandlung bisher freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Zahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist mit erheblichen Bedenken verbunden. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Finanzströme. Die Bezeichnung als "freiwilliger Beitrag" ist angesichts der rechtlichen Verbindlichkeit irreführend; es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, die die Budgethoheit des Parlaments untergräbt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird dann gezwungen sein, sich den von der EU diktierten Zahlungsmodalitäten zu beugen, ohne die Möglichkeit, diese abzulehnen. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, wobei keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert die bisher flexiblen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz dient als Instrument zur dauerhaften finanziellen Belastung der Schweiz. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von

der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung vorgesehen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend. Hier wird der positive Ruf der schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies widerspricht dem Prinzip der Transparenz und der demokratischen Legitimation von Ausgaben.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Souveränität der Schweiz und die Autonomie unserer Kantone dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Instrumente zur Förderung von Kantons- und Gemeindeprojekten sowie zur Unterstützung lokaler Wirtschaftszweige wie dem Regionalverkehr, Kantonalbanken oder KMU dienten, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die demokratischen Entscheidungsprozesse und entzieht den politisch Verantwortlichen auf allen Ebenen die notwendige Gestaltungsfreiheit.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der neu geschaffenen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) etabliert eine zentrale Kontrollinstanz, die primär der Durchsetzung von EU-Recht und nicht schweizerischen Interessen dient. Diese Behörde agiert als verlängerter Arm der EU und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden massiv beeinträchtigt, indem sie ihre wirtschaftsfördernden Beschlüsse künftig von einer Brüsseler Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Föderalismus.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG. Diese Bestimmung ermöglicht der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle durch das Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dieser Sektor wird vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Auch kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr geraten unter EU-Kontrolle, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese „Superbehörde“ überwacht nicht nur das Kartellrecht, sondern agiert auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts. Diese Machtkonzentration steht im Widerspruch zur Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Diese umfassende Unterwerfung unter europäische Beihilferegelungen und die damit einhergehende Einschränkung unserer nationalen und kantonalen Hoheitsrechte sind entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit in Verbindung mit der Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und weiterer EU-Regelungen ist aus Sicht der Schweiz höchst problematisch und widerspricht fundamental den verfassungsmässigen Vorgaben sowie dem Volkswillen. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), stellen

eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar, wie sie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf statt zehn Jahren ist ein klarer Ausbau der Personenfreizügigkeit, der mit dem Willen des Volkes zur Kontrolle der Zuwanderung unvereinbar ist. Dieser neue Status, quasi eine "Niederlassung C PLUS", birgt das erhebliche Risiko, dass Personen auch bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug faktisch nicht mehr ausgewiesen werden können. Dies gefährdet die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, deren Kosten künftig vermehrt von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssten.

Besonders bedenklich ist die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienkreise erhalten ein quasi unentziehbares Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet, indem neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachgezogen werden können. Dies birgt ein erhebliches Potenzial für unkontrollierbaren Zuzug und explodierende Sozialkosten.

Die sogenannte "Schutzklausel" im revidierten AIG (neuer Art. 21b) entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese rudimentäre Massnahme zu nutzen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine genuine Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt.

Die automatische Rechtsübernahme mittels der sogenannten "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung untergräbt die Kompetenzen unseres Parlaments und die direkte Demokratie. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung umgesetzt werden. Die vorgeschlagene Anpassung des AIG mit der Aufhebung von Artikel 29a und der Einführung von Artikel 41c zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschwert den Ausschluss von EU-Bürgern bei Sozialhilfeabhängigkeit erheblich.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein unmissverständliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es handelt sich um einen verzweifelten Versuch, die finanziellen Folgen dieser unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Auch die Schaffung neuer Zahlungsrahmen im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden offenbart die enormen, versteckten Kosten des Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler direkt zu tragen hat.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Beweise für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die gegenseitige Amtshilfe (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung, die Patientensicherheit und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und nationale Kontrolle für eine bedingungslose EU-Kompatibilität, was in einem so sensiblen Bereich wie dem Gesundheitswesen unannehmbar ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen die Schweiz massiv benachteiligen und unsere Souveränität in zentralen Bereichen schwächen. Sie ignorieren den verfassungsmässigen Auftrag zur Steuerung der Zuwanderung und überführen unsere Rechtsordnung

in eine immer stärkere Abhängigkeit von Brüssel. Es ist unerlässlich, dass diese Vorlage in ihrer jetzigen Form abgelehnt wird.

Strom

Die vorliegenden Vorschläge zum Strommarkt bergen erhebliche Risiken für die Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, die undemokratisch legitimierte Vorgaben umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell in Gefahr. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu einer vollständigen Marktliberalisierung, die das Rückgrat unserer Grundversorgung schwächt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, welches die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt opfert.

Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das StromVG (Art. 4a ff.) gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz wird auf das Schärfste kritisiert. Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen sind bestenfalls kosmetischer Natur und vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit erwarteten massiven Druck auf die Schweizer Löhne nicht aufzufangen. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was die sozialen Errungenschaften der Schweiz massiv gefährdet. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln

sind bürokratischer, aber offensichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Firmen, die auf Lohndumping setzen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dieser ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und diktiert durch EU-Druck, der eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern schafft. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität, was zur Aufweichung unserer robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, schwächerer Modelle führen kann.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) und die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), stellen eine unannehmbare Gefährdung unseres schweizerischen Service public dar.

Die Einführung der Kabotage birgt die erhebliche Gefahr der "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese werden sich primär auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt fundamental die finanzielle Basis, die für die Aufrechterhaltung und den Ausbau des bestehenden Angebots unerlässlich ist. Die damit verbundene potenzielle Einstufung bisheriger, bewährter Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig, basierend auf dem EU-Beihilferecht, bedroht direkt die Qualität und den Umfang der Dienstleistungen für die schweizerische Bevölkerung.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme präsentierte "Gemeinsame Erklärung" ist juristisch betrachtet nicht mehr als ein leeres Versprechen. Ihre fehlende Bindungswirkung bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Sie vermag die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht zu verhindern. Die sukzessive Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die Verpflichtung zur Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) weiter vorangetrieben, was die nationale Steuerungskompetenz dezentralisiert und an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Pflicht, bei Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen in der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den für die Schweiz optimalen Lösungen auszurichten, werden zwangsläufig EU-konforme Kriterien erfüllt werden müssen. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und

letztlich teurerer Ergebnisse für die schweizerischen Steuerzahler.

Die Verabschiedung dieser Bestimmungen würde einen schweren Schlag für die schweizerische Verkehrspolitik und die Interessen unserer Bürger bedeuten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Neugestaltung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die faktisch eine Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" darstellt, ist aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Bewahrung unserer hohen Produktionsstandards inakzeptabel. Die irreführende Titulierung als "Lebensmittelsicherheit" verschleiert die weitreichenden Konsequenzen für unsere gesamte Land- und Ernährungswirtschaft. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Das angestrebte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen unfairen Wettbewerbsnachteil für unsere Produzenten schafft.

Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein gravierender Eingriff in unsere Souveränität. Ferner droht eine beispiellose bürokratische Welle über unsere Produzenten, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Betriebe überfordern würde und lokale Traditionen gefährdet.

Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen ausgehöhlt, was eine Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt, ein direkter Angriff auf Schweizer Qualität und Konsumentenwohl.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, bewährte, oft strengere nationale Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies bedeutet einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, breiter akzeptierten Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt.

Zusätzlich sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Dieses Paket ist kein Schritt zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Unterwerfung unter das europäische Rechtssystem mit gravierenden negativen Folgen für unsere Wirtschaft, unsere Werte und unsere Souveränität.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des institutionellen Abkommens mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken und Schwächen, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Eine oberflächliche Betrachtung mag auf eine Vereinheitlichung der Beziehungen abzielen,

doch die zugrundeliegenden Mechanismen und die daraus resultierenden Konsequenzen für die Schweizer Souveränität und die demokratische Legitimation sind zutiefst besorgniserregend.

Es ist insbesondere fragwürdig, inwieweit die vorgeschlagene Regelung tatsächlich den Interessen der Schweiz dient. Die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne die Möglichkeit direkter Mitgestaltung und unter der Androhung von sogenannten „Kuhhandel"-Sanktionen, untergräbt die Prinzipien der direkten Demokratie und des Föderalismus. Artikel 190 des Bundesvertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) sieht vor, dass die Mitgliedstaaten verpflichtet sind, alle geeigneten Massnahmen zu treffen, um die Verpflichtungen aus dem Unionsrecht zu erfüllen. Die Übernahme dieser Verpflichtungen durch die Schweiz ohne entsprechende demokratische Kontrolle im Inland stellt eine Abkehr von fundamentalen rechtsstaatlichen Grundsätzen dar.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer Knackpunkt. Die vorgeschlagene Verpflichtung zur Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in Art. 4 des geplanten Abkommens verankert ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv einschränken. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit gewährleistet. Die Übertragung der Auslegungshoheit an ein ausländisches Gerichtssystem, dessen Primat über nationales Recht anerkannt werden müsste, gefährdet die schweizerische Rechtsordnung fundamental. Es besteht die Gefahr, dass durch die Rechtsprechung des EuGH Regelungen getroffen werden, die nicht dem schweizerischen Rechtsempfinden oder den spezifischen schweizerischen Bedürfnissen entsprechen.

Weiterhin ist die Frage der dynamischen Rechtsübernahme problematisch. Die automatische Übernahme von EU-Recht, das sich im Laufe der Zeit weiterentwickelt, ohne erneute Verhandlung oder parlamentarische Debatte, entzieht dem Schweizer Souverän und seinen Vertretern die Kontrolle über die Gesetzgebung. Dies steht im krassen Gegensatz zu den Prinzipien der Volkssouveränität und der repräsentativen Demokratie, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert sind. Die Gefahr der schleichenden Erosion nationaler Kompetenzen ist evident.

Die im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit vorgesehenen Massnahmen, insbesondere die Übernahme der unionsrechtlichen Regelungen, werfen ebenfalls ernste Fragen auf. Die Verknüpfung mit dem Abkommen, die Möglichkeit der Anrufung des EuGH in Streitfällen und die angedrohten Sanktionen im Falle von Abweichungen sind geeignet, die schweizerische Gesetzgebung und die Hoheit des Parlaments zu umgehen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorgeschlagene Paket mit der EU eine Reihe von gravierenden Problemen aufwirft, die die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die rechtsstaatlichen Grundsätze gefährden. Eine sorgfältige Abwägung der tatsächlichen Vorteile gegenüber diesen erheblichen Nachteilen ist unerlässlich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist äusserst bedenklich, dass die vorgeschlagenen Massnahmen einer schleichenden Übernahme von EU-Recht Vorschub leisten könnten, ohne dass dies einer umfassenden und transparenten parlamentarischen Debatte unterliegt. Insbesondere die Übernahme von Verordnungsrecht der EU durch blosse Verwaltungserlasse würde das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist, untergraben. Die Bürgerinnen und Bürger hätten keinen direkten Einfluss mehr auf die Gesetzgebung in diesen Bereichen.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte nicht zu unterschätzen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht, die sich auch auf die Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) bezieht, würde die Kompetenz unserer

eigenen Gerichte einschränken und eine faktische Unterordnung unter die europäische Gerichtsbarkeit bedeuten. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er in Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) implizit gefordert wird, wonach Bundesgesetze und Völkerrecht von allen staatlichen Organen zu beachten sind, aber nicht eine unilineare Übernahme fremder Rechtsprechung.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Streitbeilegung sind ebenfalls Anlass zu grosser Sorge. Wenn bei Streitigkeiten über die Anwendung von Abkommen eine automatische Anrufung von EU-Gerichten oder eine Bindung an deren Entscheidungen vorgesehen ist, verletzen wir das Prinzip der staatlichen Souveränität und die ausschliessliche Zuständigkeit der Schweizer Gerichte in innerstaatlichen Angelegenheiten. Die Einbeziehung Dritter in unsere nationalen Rechtsstreitigkeiten, wie es potenziell durch eine Übernahme von EU-Recht geschehen würde, ist mit den Grundsätzen des schweizerischen Rechtssystems, insbesondere der Gewaltenteilung und der kantonalen Autonomie gemäss Artikel 3 BV, nicht vereinbar.

Die behauptete "Stabilisierung" der Beziehungen scheint daher primär eine Stabilisierung der Abhängigkeit zu bedeuten. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz durch solche Abkommen in eine de-facto-Mitgliedschaft gedrängt wird, ohne die damit verbundenen Rechte und Pflichten offen zu diskutieren und demokratisch legitimieren zu lassen. Die Risiken für unsere rechtsstaatliche Ordnung und unsere demokratischen Institutionen sind erheblich und erfordern eine kritische Prüfung und Ablehnung derartiger Vorhaben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Nils René Aust (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Nils René Aust · 0794748037 · rene.aust@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft aus unserer Sicht erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die vorliegenden Vorschläge den Anforderungen des Schweizer Rechts, insbesondere der Bundesverfassung und der darauf basierenden Gesetzgebung, in vollem Umfang genügen.

Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, ohne dass die schweizerischen Institutionen und das Volk eine angemessene Mitsprache und Kontrolle behalten, ist evident. Insbesondere Artikel 138 der Bundesverfassung, der die Finanzkompetenz des Bundes verankert, könnte durch die vorgeschlagenen Regelungen untergraben werden. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von angepassten Bestimmungen, birgt das Risiko, dass die finanzielle Autonomie der Schweiz eingeschränkt wird.

Des Weiteren stellen wir in Frage, inwieweit die Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Souveränität durch die angestrebte Harmonisierung gewahrt bleiben. Das Prinzip der Volkssouveränität, das im schweizerischen Rechtsstaat eine zentrale Rolle spielt, könnte durch die Übernahme von EU-Richtlinien, die nicht dem schweizerischen Gesetzgebungsverfahren unterliegen, ausgehöhlt werden. Gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung muss staatliches Handeln verhältnismässig sein und darf nicht über das notwendige Mass hinausgehen. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen diese Verhältnismässigkeitsprüfung nicht standhalten, da sie eine übermässige Anpassung an externe Vorgaben erzwingen könnten.

Die vorgesehene Übernahme von Bestimmungen des EU-Rechts bedarf einer sorgfältigen Abwägung der konkreten Auswirkungen auf die Rechtsordnung und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Wir lehnen eine blinde Übernahme von EU-Recht entschieden ab und fordern eine klare Darlegung, wie die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auch im Rahmen neuer Abkommen mit der EU uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen dieser Herausforderung nicht gerecht zu werden und bergen das Risiko einer unkontrollierten Erosion unserer nationalen Rechtsetzungskompetenzen. Es ist unerlässlich, dass jede Anpassung unserer Gesetzgebung einer gründlichen demokratischen Debatte und parlamentarischen Kontrolle unterliegt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Integrität und der zukünftigen Ausgestaltung unseres Service public auf. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, manifestiert in Art. 40ater EBG, stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle und operative Grundlage der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen dar. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden, während die Verpflichtung zur Bedienung

unrentabler, aber für die Grundversorgung essenzieller Nebenlinien weiterhin bei den heimischen Unternehmen verbleibt, ist eine klare Form der 'Rosinenpickerei'. Dies untergräbt die Finanzierung des Service public massiv und gefährdet dessen flächendeckende Existenz.

Zudem ist die im Personenbeförderungsgesetz vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis PBG höchst problematisch. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen erheblich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs wird hierdurch empfindlich beschnitten.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor dynamischen Rechtsänderungen der EU, die die Schweiz dann zwangsläufig übernehmen müsste. Dies untergräbt unsere Souveränität im Bahnverkehr schrittweise und verstetigt die Übernahme von EU-Regulierungen, wie beispielsweise diejenige zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bürgerinnen und Bürger. Insgesamt lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur den Service public gefährden, sondern auch die nationale Souveränität im Bereich des Landverkehrs schleichend aushöhlen, ohne dass wirksame Schutzmechanismen vorgesehen sind.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch die neuen Bestimmungen im StromVG und EnG nahegelegt wird, degradiert die Schweiz zu einem reinen Umsetzungsgehilfen ohne Mitspracherecht, der aber weiterhin Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Hoheit bedeutet.

Die ElCom, bislang eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird durch die EU-Vorgaben zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, da undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel zwangsweise umgesetzt werden müssen.

Besonders alarmierend ist die Bedrohung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das entscheidend zur Finanzierung der Bergkantone beiträgt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Dies würde das Rückgrat unserer Energieversorgung existentiell gefährden und die finanzielle Stabilität betroffener Kantone untergraben.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln erheblich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Energieproduzenten wird ausgehebelt, was ihre Wettbewerbsfähigkeit massiv beeinträchtigt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen StromVG (Art. 4a ff.) wird unweigerlich zu volatileren und damit höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Schaffung einer angeblich ausreichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) erscheint angesichts des Marktprinzips höchst fragwürdig und wird die Versorgungssicherheit keineswegs garantieren.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen durch die Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion fundamental. Unzählige kleine und mittlere Produzenten werden benachteiligt, was dem Ausbau erneuerbarer Energien entgegenwirkt und die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten erhöht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine erhebliche Investitionsunsicherheit.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer zentralistischen Regulierung aus Brüssel, welche die bewährten föderalen Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, ohne dass eine klare Verantwortlichkeit festgelegt wird. Dieses Vorgehen ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen tiefgreifenden und bedenklichen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unseren föderalistischen Staatsaufbau dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Gestaltungshoheit von Bund, Kantonen und Gemeinden autonom und im nationalen Interesse entschieden werden, soll einer starren, technokratischen Überwachung durch die Europäische Union unterworfen werden. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und unserer nationalen Interessen.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen, wie im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) und im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis), instrumentalisieren die Schweizer Gesetzgebung als blosse Umsetzungsvorgabe für das EU-Recht. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, die de facto als "verlängerter Arm der EU" agieren wird (Art. 3 BHÜG), birgt die Gefahr, dass primär EU-interessen und nicht schweizerische Bedürfnisse durchgesetzt werden. Dies untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und die strategische Autonomie in kritischen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr, wo kantonale und kommunale Beteiligungen bestehen und der Service public eine zentrale Rolle spielt.

Besonders besorgniserregend ist die Aushöhlung der kantonalen Autonomie durch das neue BGG. Die Möglichkeit für die Beihilfebehörde, direkt kantonale Erlasse vor Bundesgericht anzufechten (Art. 82 Bst. bbis BGG), degradiert die Kantone zu reinen Verwaltungseinheiten, deren demokratisch legitimierte Entscheide durch abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden können. Dies zerstört den Föderalismus, wie wir ihn kennen, und entzieht den Kantonen ihre verfassungsmässige Gestaltungsfreiheit. Die Verfahrensautonomie der Kantone wird somit massiv eingeschränkt.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert, wodurch der strategisch wichtige Luftverkehrssektor vollständig dem EU-Regime unterstellt wird.

Darüber hinaus ist die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) eine weitere Zentralisierungsmassnahme, die die Souveränität der Kantone schwächt. Das neue Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ermöglicht es der zentralen Beihilfebehörde, kantonale Entscheidungen mühelos auszuhebeln.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG) schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" übt nicht nur kartellrechtliche Kontrolle aus, sondern wird auch zum Vollstrecker des EU-Beihilferechts. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem

den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird.

Diese Übernahme von EU-Beihilferecht bedeutet nicht nur eine formelle, sondern auch eine substanzielle Unterwerfung unter die europäische Regulierungswut und gefährdet die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Förderpraxis der Schweiz. Die Schweiz droht, zum reinen Regel-Empfänger degradiert zu werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem Deckmantel einer Harmonisierung, stellen eine schleichende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk dar und bedrohen fundamentale Schweizer Werte und Interessen. Die Rede ist nicht von einer reinen Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern von einer umfassenden Angleichung, die unter dem Titel „Vom Hof auf den Tisch“ unsere gesamte Land- und Ernährungswirtschaft der EU-Regulierung ausliefert. Dies birgt erhebliche Gefahren für die hohen Produktionsstandards, die auf jahrhundertealten Traditionen beruhenden bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt für die Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres wirtschaftlichen Erfolgs und nationalen Stolzes, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich erodieren. Das Label „Made in Switzerland“ verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien gefertigt werden müssen wie in der Union, was einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil zerstört.

Besonders alarmierend ist die inakzeptable „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Paktes würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine Form politischer Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Hinzu kommt der befürchtete Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in unseren Betrieben. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur Grossbetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das vom Volk mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier frontal missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unsere Produzenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet den Verlust der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese Massnahmen eine gefährliche Erosion unserer Souveränität, unserer Standards und unserer wirtschaftlichen Eigenständigkeit darstellen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung betrifft die Personenfreizügigkeit und deren Lohnschutzmassnahmen. Die vorgeschlagenen Anpassungen sind unseres Erachtens nicht geeignet, den negativen Auswirkungen der ausgedehnten Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne

wirksam entgegenzutreten. Vielmehr droht eine schleichende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen, da die Schutzmechanismen in ihrer Wirksamkeit stark eingeschränkt werden.

Es ist besorgniserregend, dass der bewährte und effektive Schweizer Lohnschutz nicht gestärkt, sondern zu Gunsten von EU-Standards aufgeweicht wird. Die neuen Regeln sind primär bürokratisch und verkomplizieren die Durchsetzung, ohne jedoch einen besseren Schutz zu gewährleisten. Dies spielt ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen, in die Hände. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Verbesserung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht aber zwangsläufig einer Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen den Lohnschutz eher schwächen als stärken und die Souveränität der Schweiz weiter aushöhlen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die beabsichtigten Anpassungen untergraben die Souveränität der Schweiz und widersprechen fundamental dem Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist.

Die anvisierte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die weit über das bisher Gekannte hinausgeht. Insbesondere die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf statt zehn Jahren, eine quasi unentziehbare "Niederlassung C PLUS", birgt ernsthafte Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein solches Bleiberecht zu erlangen, ist inakzeptabel und belastet die Schweizer Steuerzahler sowie die Kantone und Gemeinden übermässig.

Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Dies ist eine bewusste Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von der Schweiz getragen werden müssen.

Die sogenannte "Schutzklausel", auf die in diesem Zusammenhang verwiesen wird, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht im Falle einer doch noch möglichen Berufung mit empfindlichen Strafmassnahmen seitens der EU, was sie eher zu einer Erpressungsklausel macht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch machtlos werden, wenn die EU ihr Recht in diesem hochsensiblen Bereich verschärft. Diese Aushöhlung unserer direkten Demokratie ist nicht hinnehmbar.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und durch die Aufhebung von Artikel 29a die Situation verschärft. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein spätes Eingeständnis der massiven Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Ebenso ist die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) kritisch zu sehen, da sie die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus ersetzt und die nationalen Qualitätsstandards schwächt. Diese Entwicklungen stellen eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht dar und gefährden die schweizerische Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union bedürfen einer äusserst kritischen Betrachtung. Es ist beunruhigend, dass bisherige freiwillige und parlamentarisch kontrollierte Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht umgewandelt werden sollen. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wesentliches politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung und verwandelt eine politische Geste in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge, wie in Art. 1 KoBG angedeutet, wird die Budgethoheit des Parlaments faktisch ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden, gezwungen, was die EU diktiert.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint fragwürdig und birgt das Potenzial, als reine Lockvogelofferte zu dienen. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert dadurch jegliche Möglichkeit, zukünftige Zahlungen kritisch zu hinterfragen oder abzulehnen. Dies widerspricht dem Prinzip der Souveränität, da keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Vielmehr bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, deren Kosten unsere Souveränität schmälern, während greifbare Vorteile fraglich bleiben.

Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist keine reine Formalität. Sie signalisiert eine dauerhafte Integration dieser Zahlungen in die Schweizer Rechtsordnung, als ob es sich um reguläre Bundesgesetzgebung handeln würde. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung. Hier wird der edle Zweck der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Mechanismen laufen einer echten Souveränität und demokratischen Kontrolle zuwider und sollten daher entschieden abgelehnt werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Eine Vertiefung der institutionellen Anbindung an die Europäische Union, wie sie implizit in einer solchen "Stabilisierung" angestrebt wird, steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer Verfassungsordnung. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als unabhängige und souveräne Nation definiert, wäre durch eine engere Bindung an die EU gefährdet.

Die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeit würde die demokratische Legitimation von Gesetzgebungsprozessen untergraben. Dies widerspricht dem Geist des Obligatorischen Referendums, wie es in Artikel 138 der Bundesverfassung verankert ist, und dem Prinzip der Volksgesetzgebung. Wenn die Schweiz EU-Richtlinien und -Verordnungen ungeprüft in nationales Recht überführen müsste, würde die Möglichkeit des Volkes, über Gesetze zu entscheiden, effektiv ausgehöhlt. Die so genannte "Dynamische Rechtsübernahme", die auch die Übernahme zukünftiger EU-Rechtsakte impliziert, ist besonders bedenklich, da sie eine fortlaufende und kaum kontrollierbare Erosion unserer Rechtsordnung bedeuten würde.

Ökonomisch gesehen könnten die beabsichtigten Abkommen zu einer Ungleichbehandlung schweizerischer Unternehmen auf dem EU-Binnenmarkt führen, wenn die Schweiz nicht dieselben Rechte und Pflichten erhält, wie sie EU-Mitgliedstaaten geniessen. Dies könnte insbesondere die Wettbewerbsfähigkeit von Branchen betreffen, die stark exportorientiert sind. Die angeblich zur Stabilisierung beitragen sollenden Abkommen könnten stattdessen zu neuen Abhängigkeiten und zu einer Beeinträchtigung unserer Fähigkeit führen, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen. Die Möglichkeit, eigene Handelsabkommen mit Drittstaaten abzuschliessen, könnte ebenfalls eingeschränkt werden, was einen Verlust an strategischer Flexibilität bedeuten würde.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung die Rechtssicherheit für Unternehmen erhöht, ist fragwürdig, solange diese "Sicherheit" auf der Akzeptanz von EU-Recht fusst, dessen Entwicklung wir nicht aktiv mitgestalten können. Die damit verbundenen Kosten und der bürokratische Aufwand für die Anpassung an immer neue EU-Vorgaben werden die schweizerische Wirtschaft überproportional belasten. Es ist daher unabdingbar, dass jegliche Neugestaltung der Beziehungen zur EU primär dem Schutz unserer nationalen Interessen, unserer Souveränität und der direkten Demokratie dient und nicht zu einer schleichenden Integration führt, die unsere verfassungsmässige Ordnung untergräbt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des rechtsstaatlichen Wohls der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit diese Ergebnisse tatsächlich im besten Interesse unseres Landes sind und ob sie nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Strukturen führen.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht. Artikel 4 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft. Die bedingungslose Übernahme von Bestimmungen, die im Rahmen des EU-Rechts und durch externe Institutionen geschaffen wurden, widerspricht fundamental dem Geist dieses Artikels. Es wird befürchtet, dass dies zu einer de facto-Rechtsetzung durch Brüssel führt, ohne dass das Schweizer Volk oder seine gewählten Vertreter noch die volle Kontrolle über den Gesetzgebungsprozess ausüben können. Dies untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung bedenklich. Die Verpflichtung, Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu übernehmen, tangiert die richterliche Unabhängigkeit, ein Grundpfeiler unseres Rechtssystems, der im Artikel 30 BV seinen Niederschlag findet. Es ist nicht auszuschliessen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sein könnten, Urteile zu fällen, die im Widerspruch zu nationalen Gesetzen oder den grundlegenden schweizerischen Rechtsprinzipien stehen.

Auch die wirtschaftlichen Implikationen werfen Fragen auf. Die geforderte Übernahme des EU-Binnenmarktrechts könnte zu einem erhöhten Regulierungsdruck und zu Anpassungskosten für Schweizer Unternehmen führen, die nicht unbedingt im Einklang mit unseren spezifischen Marktgegebenheiten stehen. Artikel 27 BV garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch die Übernahme von EU-Regulierungen könnte diese Freiheit einschränken, wenn sie nicht sorgfältig geprüft und angepasst wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerische Souveränität, die Rechtsprechung und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz nicht unnötig geopfert werden. Die Risiken einer automatischen Rechtsübernahme und einer Abhängigkeit von externen Gerichten sind gravierend und erfordern eine klare Abgrenzung, um die Kerninteressen unseres Landes zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtüberprüfung des Pakets Schweiz-EU wirft grundlegende und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Betrachtung bedürfen. Es ist unerlässlich, die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz und die nationalen Interessen sorgfältig abzuwägen, bevor über eine Annahme oder Ablehnung entschieden wird.

Eine Hauptsorge betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht. Das vorgeschlagene Abkommen scheint darauf abzuzielen, dass die Schweiz EU-Recht quasi automatisch übernimmt. Dies steht im Widerspruch zu unserem demokratischen Prinzip der direkten Mitbestimmung. Insbesondere Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Europäischen Gemeinschaften (EuG) verankert das Prinzip der Transmission von EU-Recht in das Schweizer Recht, jedoch unter der Bedingung, dass dies im Einklang mit den Interessen der Schweiz steht. Die aktuelle Ausgestaltung des Pakets lässt Zweifel aufkommen, ob diese Interessenwahrung ausreichend gewährleistet ist. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU wird, ohne die Möglichkeit, eigene rechtsstaatliche Standards zu setzen, ist real.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Konsequenzen kritisch zu beleuchten. Während die Befürworter von einem wirtschaftlichen Vorteil sprechen, darf nicht übersehen werden, dass die automatische Rechtsübernahme auch neue Verpflichtungen und Kosten mit sich bringen kann, die die Wettbewerbsfähigkeit Schweizer Unternehmen potenziell beeinträchtigen. Es fehlt an einer klaren Darstellung, wie Schweizer KMUs von diesen neuen Regelungen profitieren sollen und ob die Lasten proportional verteilt werden. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die wirtschaftliche Freiheit, doch die Übernahme von EU-Regulierungen könnte diese Freiheit einschränken, wenn sie nicht auf die spezifischen Bedürfnisse des Schweizer Marktes zugeschnitten sind.

Die Frage der institutionellen Umsetzung ist ebenfalls von grösster Bedeutung. Die Schaffung eines ständigen institutionellen Rahmens, wie er im Abkommen vorgesehen ist, birgt die Gefahr, dass die Hoheit der Schweizer Gerichte und des Bundesparlaments untergraben wird. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe a der Bundesverfassung verlangt, dass die Bundesversammlung über die Erlasse des Bundes und über die internationale Gesetzgebung des Bundes zu beraten hat. Die Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an europäische Gerichte oder Gremien würde dieses fundamentale Prinzip verletzen und die demokratische Kontrolle erschweren.

Abschliessend muss betont werden, dass ein solches Abkommen nicht leichtfertig angenommen werden darf. Es erfordert eine gründliche Prüfung aller Aspekte, eine transparente Debatte und die Gewährleistung, dass die Souveränität und die nationalen Interessen der Schweiz uneingeschränkt gewahrt bleiben. Ohne diese Gewährleistungen überwiegen die Risiken die potenziellen Vorteile bei weitem.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Portmann (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Portmann · pascal@theviking.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Eine Vertiefung der Anlehnung an die Europäische Union, selbst in Form eines Abkommens zur Stabilisierung, droht die direkte Anwendung von EU-Recht auf Schweizer Territorium zu forcieren. Dies stünde in klarem Widerspruch zum Grundsatz der direkten Demokratie und zur Willensbildung im schweizerischen Rechtsetzungsprozess, wie er in der Bundesverfassung verankert ist.

Die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeit der Schweiz würde die richterliche Gewalt des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) über schweizerische Gerichte und somit die nationale Rechtsordnung erheblich schwächen. Artikel 173 der Bundesverfassung regelt die Kompetenzen des Bundes und sieht für die Gesetzgebung eine klare bundesrätliche und parlamentarische Zuständigkeit vor. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diesen Prozess aushebeln und den schweizerischen Gesetzgeber entmachten. Insbesondere die Gefahr, dass die Schweiz in Zukunft gezwungen wäre, Urteile des EuGH umzusetzen, deren Entstehung sie nicht beeinflusst hat, ist alarmierend.

Ferner ist fraglich, inwieweit ein solches Abkommen tatsächlich zur Stabilität beitragen würde. Die Erfahrungen mit bestehenden bilateralen Verträgen zeigen, dass die EU geneigt ist, diese im Lichte ihrer eigenen Interessen neu auszulegen und Druck auf die Schweiz auszuüben. Ein neues Abkommen könnte somit zu neuen Konfliktpotenzialen führen, anstatt bestehende zu entschärfen. Die Schweiz würde sich in eine noch stärkere Abhängigkeit begeben, ohne jedoch die garantierten Vorteile einer EU-Mitgliedschaft zu geniessen.

Die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen einer solchen Annäherung sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Anpassung schweizerischer Standards an europäische Vorgaben könnte zu einer Erosion bewährter und für die Schweiz vorteilhafter Regulierungen führen, beispielsweise im Bereich des Arbeitsmarktes oder des Umweltschutzes. Die Freiheit des Bundesrates und des Parlaments, auf die spezifischen Bedürfnisse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft einzugehen, würde durch die Vorgaben aus Brüssel massiv eingeschränkt. Die im Obligationenrecht verankerten Grundsätze des fairen Wettbewerbs und des Arbeitnehmerschutzes könnten unter Druck geraten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter dem Mantel eines neuen Abkommens primär als Gefahr für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung und die demokratischen Institutionen einzustufen ist. Anstatt auf eine solche Form der Integration zu setzen, sollte die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahren und eigene Wege der Kooperation suchen, die ihre Interessen und Werte schützen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel aufkommen, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen im besten Interesse der Schweiz sind. Eine kritische Analyse der vorgeschlagenen Massnahmen und deren Auswirkungen auf die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit unseres Landes ist unerlässlich.

Es ist insbesondere besorgniserregend, wie durch die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen direkten Einfluss auf dessen Zustandekommen hat, die rechtssetzerische Autonomie der Eidgenossenschaft ausgehöhlt wird. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, welches im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) in Artikel 1, Absatz 1, verankert ist, und dessen Schutz der Volkssouveränität eine zentrale Rolle spielt. Die EU-Gesetzgebung würde quasi "von oben herab" und ohne demokratische Legitimation in unser Rechtssystem einfliessen.

Die vorgeschlagene institutionelle Umsetzung, insbesondere die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH), wirft ebenfalls gravierende Fragen auf. Die bindende Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, wie sie in den Verhandlungsergebnissen impliziert ist, stellt eine Unterwerfung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit dar. Dies steht im klaren Konflikt mit Artikel 95 Absatz 1 BV, der festlegt, dass die Schweiz die Souveränität bei der Aufnahme von Verträgen achten und die Verpflichtungen so gestalten muss, dass sie sich mit den Grundsätzen der Bundesverfassung vereinbaren lassen. Eine solche Unterordnung unter eine fremde Rechtsprechung ist mit unserer verfassungsrechtlichen Ordnung nicht vereinbar.

Wirtschaftlich betrachtet besteht die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Bereichen, die auf den ersten Blick marginal erscheinen mögen, kann zu einer Divergenz der Wettbewerbsbedingungen führen und Schweizer Unternehmen potenziell benachteiligen, wenn die EU-Regulierungen nicht auf die spezifischen Bedürfnisse des Schweizer Marktes zugeschnitten sind. Die angepriesenen Vorteile eines erleichterten Marktzugangs scheinen die immensen Kosten der Souveränitätsabgabe und der rechtlichen Unselbstständigkeit nicht aufzuwiegen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket eine Gefahr für die schweizerische Rechtsordnung, die demokratischen Prinzipien und die wirtschaftliche Autonomie darstellt. Eine sorgfältige Prüfung ist notwendig, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und die Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt vertritt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung und den daraus abgeleiteten Grundsätzen unserer Souveränität auf. Insbesondere die vorgesehenen Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht bergen die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Autonomie und der demokratischen Legitimation unserer Gesetzgebung.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Demzufolge geht alle Staatsgewalt vom Volke aus und wird durch die Kantone und die Bundesversammlung ausgeübt. Eine externe Rechtsetzung, die der nationalen Kontrolle entzogen ist, untergräbt dieses fundamentale Prinzip. Artikel 164 BV, der die Gesetzgebungskompetenz der Bundesversammlung regelt, könnte durch eine derartige Übernahme

de facto umgangen werden. Die Bundesversammlung würde ihrer Verantwortung, Gesetze im Interesse der Schweizer Bevölkerung zu erlassen und zu überprüfen, beraubt.

Des Weiteren ist die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Anwendung des Unionsrechts durch die schweizerischen Gerichte äusserst problematisch. Artikel 30 BV garantiert das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Wenn schweizerische Richter primär das Unionsrecht anwenden und dabei auf den Europäischen Gerichtshof (EuGH) verwiesen werden, entzieht dies der nationalen Gerichtsbarkeit eine wesentliche Entscheidungsbefugnis und könnte die Unabhängigkeit der Gerichte beeinträchtigen. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen beobachtet wurde, würde die Autonomie der schweizerischen Justiz erheblich einschränken.

Die im Entwurf angedeutete Möglichkeit, dass die EU Sanktionen gegen die Schweiz verhängen kann, falls diese das Abkommen nicht korrekt umsetzt, ist ein gravierender Eingriff in die Souveränität. Dies könnte als eine Form der erzwungenen Rechtsanpassung verstanden werden, die in keinem Verhältnis zur partnerschaftlichen Zusammenarbeit steht, die eigentlich angestrebt werden sollte. Artikel 2 BV, der die Achtung der Völkerrechte und der internationalen Verträge verankert, darf nicht als Freipass für die Unterwerfung unter fremde Rechtsordnungen missverstanden werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse das Risiko bergen, die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien erheblich zu gefährden. Eine kritische Überprüfung und Nachverhandlung unter Berücksichtigung der hier dargelegten Bedenken ist unerlässlich, um die Unabhängigkeit und die demokratische Legitimation unseres Landes zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Gesamtheit betrachtet unzureichend und offenbaren eine gefährliche Tendenz zur Aushöhlung bewährter schweizerischer Schutzmechanismen zugunsten einer EU-Konformität, die primär ausländischen Interessen dient. Die Annahme, dass kosmetische Anpassungen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne kompensieren könnten, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, ist schlichtweg naiv. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist die unausweichliche Konsequenz, wenn wir nicht entschlossen gegensteuern.

Es ist zutiefst besorgniserregend, dass der bewährte und wirksame schweizerische Lohnschutz nicht gestärkt, sondern vielmehr aufgeweicht und an EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch erwiesenermassen weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt unmittelbar ausländischen Firmen in die Hände, die auf Lohndumping setzen, um sich auf unserem Markt unfaire Wettbewerbsvorteile zu verschaffen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was das Lohnniveau weiter unter Druck setzt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die

Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen nicht geeignet, die Interessen der Schweizer Arbeitnehmenden zu wahren, sondern schwächen unseren Lohnschutz erheblich und stärken die Abhängigkeit von der EU.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme richtet sich mit tiefgreifender Besorgnis gegen die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und der Zuwanderung, welche die Schweiz auf einen gefährlichen Pfad der Unterwanderung ihrer Souveränität und der Aushöhlung ihrer Rechtsordnung führen. Die scheinbar marginalen Änderungen im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) entpuppen sich bei genauerer Betrachtung als eine kapitulative Übernahme von EU-Recht, die den klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung missachtet.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“, stellt eine gravierende Bedrohung für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Diese privilegierte Stellung, die selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat, ignoriert die Notwendigkeit einer effektiven Kontrolle und Sanktionierung und fördert somit die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme auf Kosten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die massiv ausgeweitete Möglichkeit des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und explodierender Sozialkosten führen.

Die sogenannte „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Die im Vertragspaket vorgesehene automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitgestaltungsmöglichkeit bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist, was die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c deutlich belegen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein kläglich-verzfeifeltes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird gezwungen, für die Gleichbehandlung von EU-Bürgern bei den Immatrikulationsbedingungen aufzukommen, was durch den neuen Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG untermauert wird. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz)

sind weitere gravierende Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Selbst unser Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist nicht vor der Anpassungslogik des EU-Sozialversicherungsrechts sicher.

Die unkritische Übernahme des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35) und GesBG (Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird delegiert und die nationale Kontrollhoheit verloren. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (Artikel 37 Absatz 4) reiht sich nahtlos in diese bedenkliche Entwicklung ein. Diese Vorlage ist eine Kapitulation vor der EU und eine direkte Missachtung unserer verfassungsmässigen Ordnung und Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks „Vom Hof auf den Tisch“ unter dem irreführenden Titel „Lebensmittelsicherheit“ stellt eine inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Vorgaben dar. Dies bedroht massiv unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich leiden, und das wertvolle Label „Made in Switzerland“ wird entwertet.

Besonders besorgniserregend ist die „Guillotineklausel“, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine politisch inakzeptable Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und jegliche Kritik im Keim erstickt. Die Tatsache, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Produzenten werden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerksbetriebe müssten die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde lokale Traditionen zerstören und zahlreiche Existenzen vernichten. Das Genugtuungsrecht des Volkes wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was unserem mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratorium widerspricht.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die mittelständische Wirtschaft. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ein Rückschritt. Die Schweiz wird gezwungen, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und setzt unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit fahrlässig Gefahren aus.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Anwendung

des EU-Beihilferechts droht etablierte und essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie für die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen. Dies hat direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und die Reichweite des Angebots für die Schweizer Bevölkerung.

Die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für den Betrieb inner-schweizerischer Strecken. Dieses Vorgehen führt unweigerlich zur sogenannten "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres etablierten Service public und gefährdet dessen Aufrechterhaltung in der Fläche.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Gewährleistung gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist bestenfalls eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf.

Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernommen werden müssten. Dies führt zu einer weiteren Verlagerung der nationalen Steuerungskompetenz auf zentrale EU-Stellen. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz bei gemeinsamen Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die Einführung der Kabotage im EBG ist somit ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public, der die langfristige Qualität und flächendeckende Versorgung gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Subventionen Ausdruck politischer und lokaler Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, würde durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die demokratische Legitimation von Förderungen in Sektoren wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur und lokale KMU. Die Kantone verlieren massiv an Autonomie; anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere föderalistischen Strukturen, die im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionell verankert werden.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr würden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein exemplarisches Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO, wie im BHÜG (Art. 3 BHÜG) und der Anpassung des KG (Art. 18 Abs. 2) vorgesehen, wird eine „Superbehörde“ geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre Entscheide dienen nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit

dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie; ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, was eine inakzeptable Herabstufung ihrer souveränen Stellung darstellt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen zusätzlich. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz weiter.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union birgt gravierende Bedenken hinsichtlich unserer nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle. Die Transformation von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Verpflichtung gemäss dem neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist unannehmbar. Dieses Gesetz zementiert die Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag, was eine grundlegende Aushöhlung der Budgethoheit darstellt. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die parlamentarische Haushaltsautonomie massiv einschränkt und lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung ermöglicht.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu deutlich höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies bedeutet, dass die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird. Es existiert keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert, ohne greifbare Vorteile für unser Land zu generieren.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist keine rein technische Formalität. Vielmehr verankert sie die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine unzulässige Normalisierung dieser EU-Abgaben. Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Hier wird der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer Aussenpolitik und steht im Widerspruch zu den Prinzipien der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Schweiz muss ihre Handlungsfreiheit wahren und eine pauschale Entrichtung von Geldern ohne entsprechende Gegenleistungen und demokratische Kontrolle vermeiden.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts stellt einen fundamentalen Bruch mit der Schweizer Energiepolitik und deren bewährten Prinzipien dar. Indem die Schweiz ihre Energiesouveränität aufgibt und sich institutionell in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere in ACER und ENTSO-E, einbindet, wird sie zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne echtes Mitspracherecht. Entscheidungen über unsere kritische Strominfrastruktur werden künftig unwiderruflich in Brüssel getroffen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das etablierte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis dieser Kantone schwächen, sondern auch ein zentrales Element der regionalen Wertschöpfung bedrohen. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der bedeutenden Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der ihnen traditionell zustehende Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz geradestellen. Dies ist ein höchst riskantes Unterfangen. Die Marktliberalisierung wird zudem zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue StromVG, insbesondere die Artikel 4a ff. zu Marktliberalisierung, Art. 8b ff. zur Energiereserve und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19), untergräbt die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind klare Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Ebenso schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG, Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion erheblich. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt kleine und mittlere Produzenten, während der Förderausschluss bei negativen Preisen die Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien massiv erhöht. Dies bremst den Ausbau lokaler erneuerbarer Energien und macht uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Dieses Vorgehen ist ein Spiel mit dem Feuer, das die Stabilität und Zuverlässigkeit der Schweizer Stromversorgung aufs Spiel setzt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Paul Hug (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Paul Hug · info@insectos.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimität auf. Es ist alarmierend festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Gesetzgebung zur Folge haben könnten, ohne dass eine angemessene parlamentarische Debatte oder gar ein direktes Mitspracherecht des Volkes gewährleistet ist. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zu den Prinzipien unserer direkten Demokratie und der Unabhängigkeit unseres Landes, welche durch die Bundesverfassung, insbesondere durch die Artikel über die Volkssouveränität und die Mitwirkung des Volkes an der Staatstätigkeit, geschützt sind.

Insbesondere die Regelungen zur Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in kantonalen und eidgenössischen Gerichtsverfahren bergen eine gravierende Gefahr für die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz. Die automatische Bindung an Urteile eines supranationalen Gerichts, das nicht den demokratischen Prinzipien unserer Verfassung untersteht, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit und die Möglichkeit der schweizerischen Gerichte, Recht im Sinne des schweizerischen Rechts und nicht im Sinne des EU-Rechts anzuwenden. Dies könnte dazu führen, dass nationale Gesetze, die im Einklang mit unserer Verfassung stehen, de facto ausgehebelt werden. Artikel 97 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und der zuständigen Behörden, eine Garantie, die durch eine solche automatische Übernahme von fremden Urteilen empfindlich gestört wird.

Die vorgeschlagenen Regelungen suggerieren zudem eine Verlagerung der Gesetzgebungskompetenzen von nationalen Institutionen hin zu Brüssel. Die Möglichkeit, dass die EU durch ihre Gesetzgebung und Rechtsprechung direkt auf die schweizerische Rechtsordnung Einfluss nehmen kann, ohne dass die Schweiz im Gegenzug Einfluss auf die EU-Gesetzgebung hat, stellt eine erhebliche Schwächung unserer nationalen Gestaltungsfreiheit dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist und besagt, dass das Volk und die Kantone die obersten Träger der Staatsgewalt sind. Es ist unabdingbar, dass jede Übernahme von Rechtsnormen einer eingehenden Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit unserer Verfassung und unseren demokratischen Prinzipien unterzogen wird und dem obligatorischen Referendum untersteht, wo dies verfassungsrechtlich vorgesehen ist. Die aktuelle stossende Tendenz birgt die Gefahr, die Schweiz schleichend in einen EU-Mitgliedstaat ohne formelle Mitgliedschaft zu verwandeln, was weder im Interesse unseres Landes noch seiner Bürgerinnen und Bürger ist.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entmachtet unser Land de facto zu einem nicht stimmberechtigten, aber kostenpflichtigen Teilnehmer. Entscheidungen, die unser Stromnetz

betreffen, werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer unabhängigen, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittenen Regulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften zu verkommen, die undemokratisch legitimierte Vorgaben umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt, da ihr traditioneller Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies ist ein hochriskantes Experiment. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht trägt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Dies gefährdet zudem die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem die Vergütungsregeln geändert werden. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt unzählige kleine Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von ausländischen Strommärkten. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedeuten einen Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netze unnötigerweise denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne. Diese Abkommen sind ein Rückschritt für die Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der Errungenschaften unserer direkten Demokratie dar. Die scheinbar technische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie in unser Rechtssystem, insbesondere durch die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, widerspricht fundamental dem Volkswillen, der in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verlangt. Diese faktisch unentziehbare 'Niederlassung C PLUS', selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unzumutbarer Weise.

Es ist besorgniserregend, wie die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten hierfür werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten zu führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im revidierten Freizügigkeitsabkommen (Art. 21b AIG) entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz bietet. Die Androhung von Strafmassnahmen durch die EU im Falle einer Anwendung macht sie zu einer Erpressungsklausel, nicht zu einer echten Schutzmassnahme. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode'

bedeutet, dass unser Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitbestimmen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Dies missachtet den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und untergräbt unsere Souveränität.

Auch im Bildungsbereich sind die Folgen gravierend. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies belastet die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt die schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Standards senkt und die nationale Kontrollhoheit aufgibt.

Diese gesamte Massnahme ist ein gefährlicher Schritt in die falsche Richtung, der die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung massiv benachteiligt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen tiefgreifenden und unannehmbaren Eingriff in die schweizerische Souveränität und unsere bewährte föderalistische Ordnung dar. Die Abschaffung der heutigen Praxis, bei der Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, zugunsten eines starren, technokratischen EU-Kontrollregimes ist nicht zu akzeptieren.

Insbesondere das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert eine Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, deren primäres Ziel die Durchsetzung von EU-Konformität statt der Förderung schweizerischer Interessen ist. Dies untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Die Souveränität der Kantone wird durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) massiv eingeschränkt. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), verlieren die Kantone ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden zu Bittstellern, deren Legitimität und Rechtmässigkeit fortan von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können, wie es die abstrakte Normenkontrolle nach Art. 98a BGG ermöglicht. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) signalisiert die Aufgabe nationaler Kontrollkompetenz in strategisch wichtigen Sektoren wie dem Luftverkehr, der damit vollständig dem EU-Regime unterstellt wird. Ebenso bedenklich ist die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, wodurch eine undurchsichtige "Superbehörde" entsteht, die als

"verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheidungen nicht primär Schweizer Interessen dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Insgesamt werden mit diesen Massnahmen kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr sowie die lokale Wirtschaftsförderung der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet und die Unabhängigkeit der Schweiz in Kernbereichen ihrer Infrastruktur aushöhlt.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehr bringt gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft des schweizerischen Service public im Schienenverkehr hervor. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Qualität, die Finanzierung und die Steuerung unseres etablierten Systems.

Besonders alarmierend ist die Gefahr, dass bewährte Subventionspraktiken, welche die Daseinsvorsorge im Güter-, Regional- und Fernverkehr sicherstellen und die Erneuerung unseres Rollmaterials ermöglichen, durch das EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf das Angebot für die schweizerische Bevölkerung.

Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein Frontalangriff auf den Service public. Ausländische Anbieter werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren und eine 'Rosinenpickerei' betreiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die weiterhin für die bedienungsschwachen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien verantwortlich sind.

Die vom Bundesrat angeführte 'Gemeinsame Erklärung' bietet keinerlei verlässlichen Schutz. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keine Garantie gegen zukünftige, dynamisch zu übernehmende Änderungen des EU-Rechts. Dies ist eine trügerische Sicherheit, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die schleichende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen, wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), würden die nationale Steuerungskompetenz auf zentrale EU-Stellen verlagern.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt uns, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs erheblich ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine signifikante Bedrohung für den schweizerischen Service public darstellen und die Souveränität unseres Landes im Bereich des Landverkehrs massiv beeinträchtigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen bezüglich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisher freiwilligen, vom Parlament gesteuerten Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht im Sinne eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wesentliches politisches Druckmittel und die Möglichkeit, über die Verwendung von Milliardenbeträgen eigenverantwortlich zu entscheiden.

Die anfänglich kommunizierte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockmittel. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das unverkennbare Potenzial für massiv höhere Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde damit jegliche Verhandlungsmacht verlieren und zur bedingungslosen Zahlung der von der EU diktierten Summen gezwungen. Wir würden de facto zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, ohne die Garantie eines verbesserten Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse. Die Zahlungen dienen primär der institutionellen Anbindung, welche die schweizerische Souveränität empfindlich beeinträchtigt und kaum greifbare Vorteile für unser Land bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Insbesondere die Verankerung in Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, welcher die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, droht die reine Vollziehung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Beziehungen zur Europäischen Union (BöB) unterstreicht die beabsichtigte dauerhafte Integration dieser Abgaben in die schweizerische Bundesgesetzgebung. Irreführend ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Sicherheit, sondern um eine umfassende Angleichung an Brüsseler Vorgaben geht, welche die bewährten und oft höheren Schweizer Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten fundamental gefährden.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in höchstem Masse in Gefahr. Eine Angleichung an EU-Standards, die in vielen Bereichen nachweislich tiefer angesetzt sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" wird damit entwertet, da Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten. Die sprichwörtliche Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar und nimmt der Schweiz jegliche souveräne Handlungsfähigkeit.

Die Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet.

Das von der Bevölkerung mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im

Landwirtschaftsgesetz (Art. 141, 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Auch der Schutz unserer Wälder (Art. 26 Abs. 1bis WaG) würde dem Diktat der EU unterstellt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und ist angesichts der Notwendigkeit flexibler und lokaler Massnahmen fahrlässig. Dieses Abkommen ist in seiner Gesamtheit abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweiz äusserst bedenklich und greifen tief in unsere bewährten Rechtsprinzipien ein. Die angeblichen Schutzmassnahmen erscheinen als reine Kosmetik, welche die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus nicht im Ansatz kompensieren können. Insbesondere für Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommenssegmenten droht eine erhebliche Verschlechterung der Lebensbedingungen.

Statt unseren robusten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er faktisch aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, aber unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen, während die schweizerischen Arbeitnehmer die Zeche zahlen.

Die Kontrollmechanismen werden zudem geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), namentlich die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Auch die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an der langfristigen Souveränität und den wirtschaftlichen Interessen der Schweiz aufkommen. Es ist beunruhigend, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine stärkere Angleichung an EU-Recht vorsehen, ohne dass die Schweiz entsprechende Mitgestaltungsrechte erhält. Dies widerspricht dem Geist der nationalen Eigenständigkeit, die in der Bundesverfassung der Schweizerischen

Eidgenossenschaft verankert ist, insbesondere in Bezug auf Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität und die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes und der Kantone schützt.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Übernahme des EU-Rechts, wie es sich in der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) manifestiert. Die automatische Übernahme von EuGH-Urteilen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese auf ihre spezifischen Bedürfnisse und verfassungsrechtlichen Grundlagen zu prüfen, stellt eine erhebliche Aushöhlung unserer nationalen Rechtsordnung dar. Gemäss Artikel 49 der Bundesverfassung müssen die Kantone in der Ausgestaltung der Bundesgesetzgebung und ihrer Vollziehung beteiligt werden. Durch die faktische Unterstellung unter die EuGH-Rechtsprechung wird diese kantonalen Mitwirkungsrechte potenziell ausgehebelt.

Die im Paket vorgesehenen Kompromisse im Bereich der Personenfreizügigkeit werfen ebenfalls ernste Fragen auf. Es ist fraglich, ob die flankierenden Massnahmen ausreichend sind, um die Lohn- und Arbeitsbedingungen der Schweizer Arbeitnehmenden wirksam zu schützen. Die Erfahrung zeigt, dass die Anbindung an EU-Recht, wie sie im Abkommen zur Personenfreizügigkeit vorgesehen ist, Druck auf das Lohnniveau und die sozialen Standards ausüben kann. Artikel 11 der Bundesverfassung garantiert den Schutz von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern. Eine unkontrollierte Angleichung an EU-Normen könnte diesem Schutz entgegenstehen.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Projekten, wie sie in diesem Paket angedacht ist, bedarf einer sorgfältigen Prüfung. Die Verpflichtung zu regelmässigen und möglicherweise steigenden Zahlungen ohne klare Gegenleistung und Kontrolle über die Mittelverwendung ist ökonomisch fragwürdig. Es ist essenziell, dass solche finanziellen Transaktionen dem Prinzip der wirtschaftlichen Vernunft und der nationalen Interessen dienen, wie es auch im Artikel 6 der Bundesverfassung im Hinblick auf die Ressourcenverteilung impliziert ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket erhebliche Risiken birgt und die Schweiz in eine Position bringt, in der sie EU-Recht über sich ergehen lassen muss, ohne substanzielle Einflussmöglichkeiten zu haben. Dies ist keine Augenhöhe und gefährdet die schweizerische Souveränität und Wohlfahrt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung, die nicht unterschätzt werden dürfen. Es ist äusserst fragwürdig, ob die angestrebten Ziele mit einer substanziellen Aushöhlung unseres Rechtssystems vereinbar sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen impliziert sein könnte, steht im direkten Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, ohne dass das Schweizer Volk diese direkt bewilligen oder ablehnen kann, würde die demokratischen Mitspracherechte der Bürgerinnen und Bürger massiv schwächen.

Darüber hinaus wirft die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ernste verfassungsrechtliche Bedenken auf. Die im Raum stehende Zustimmung zur Zuständigkeit des EuGH in Bezug auf die Auslegung von Verträgen, die durch eine Übernahme von EU-Recht entstehen, verstösst gegen Artikel 138 Absatz 2 BV, welcher die Unabhängigkeit der Gerichte und die Hoheit der schweizerischen Rechtsordnung schützt. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die Eigenständigkeit unserer Gerichte untergraben und könnte dazu führen, dass unser Recht primär von einer ausländischen richterlichen Instanz geprägt wird, anstatt von den unseren demokratischen Prozessen gewählten und von unserem Volk legitimierten Institutionen.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung notwendig sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen

zu sichern, ignoriert die langfristigen negativen Konsequenzen für unsere politische Unabhängigkeit. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Integration, die schrittweise unsere nationalen Entscheidungskompetenzen aufgibt, ohne dass eine klare parlamentarische oder gar eine volksdemokratische Legitimation vorliegt. Die Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der Kerninteressen der Schweiz und die Vermeidung von Abhängigkeiten, die unsere Handlungsfreiheit einschränken, muss hier oberste Priorität haben. Die aktuelle stossrichtung scheint diesen Grundsätzen nicht ausreichend Rechnung zu tragen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Annäherung an die Europäische Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Prüfung bedürfen. Es scheint, dass die Schweiz im Zuge dieser Verhandlungen möglicherweise substantielle Souveränitätsrechte aufgibt, ohne dass die Vorteile für unser Land eindeutig dargelegt werden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ein Mitspracherecht der schweizerischen Bevölkerung und des Parlaments ist äusserst problematisch. Gemäss Artikel 97 der Bundesverfassung liegt die oberste Gewalt beim Volk und den Ständen, und diese Gewalt wird durch die Bundesversammlung und durch das Volk und die Kantone ausgeübt. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen dieses fundamentale Prinzip zu untergraben, indem sie die schweizerische Gesetzgebung durch nicht-demokratisch zustande gekommenes EU-Recht ersetzen, ohne dass eine wirksame Rückkopplung an die eidgenössische Souveränität gegeben ist. Das Prinzip der Volksgesetzgebung, verankert in Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung, könnte dadurch ausgehöhlt werden.

Weiterhin ist die Frage der Finanzbeiträge an die EU von zentraler Bedeutung. Die Möglichkeit, dass die Schweiz zukünftig erhebliche finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne eine klare Vorstellung von der Verwendung dieser Mittel und ohne entsprechende Gegenleistungen, die dem Schweizer Volk unmittelbar zugutekommen, ist nicht akzeptabel. Die Verpflichtung zur Mitfinanzierung von EU-Programmen, die primär den Interessen der Mitgliedstaaten dienen, könnte zu einer unzumutbaren Belastung der Schweizer Steuerzahler führen und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz gefährden.

Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die soziale Sicherung sind ebenfalls zu hinterfragen. Die Personenfreizügigkeit, wie sie von der EU praktiziert wird, hat in der Vergangenheit zu Herausforderungen in unserem Sozialsystem geführt. Es mangelt an überzeugenden Argumenten, warum die aktuellen Vorschläge diese Probleme lösen und nicht im Gegenteil verschärfen würden. Artikel 115 der Bundesverfassung garantiert die Wahrung der Interessen der schweizerischen Arbeitnehmenden. Es ist fraglich, ob die vorliegenden Verhandlungsergebnisse diesem Gebot noch gerecht werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse erhebliche Defizite aufweisen, die das schweizerische Wirtschaftsmodell, die demokratischen Prinzipien und die Souveränität des Landes in Frage stellen. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die angestrebte Annäherung an die EU tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Aufgabe unserer Unabhängigkeit bedeutet.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Peter Ammann (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Peter · +17725389456 · peterammann4@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die Rechtsprechung. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Mitspracherechte der Schweiz verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, wie sie in Artikel 17 des Bundesgesetzes über die Institutionen der direkten Demokratie (SR 161.1) verankert ist, birgt die Gefahr, dass schweizerische Gesetze und die Rechtsordnung der EU widerspruchslos angepasst werden müssen. Dies untergräbt die demokratischen Prozesse und die Möglichkeit des Stimmvolkes, die Gesetzgebung zu beeinflussen. Die Auslegung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien, die in der Schweizer Bundesverfassung (SR 101) verankert sind. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweizerische Rechtsordnung nicht durch externe Instanzen, deren Zuständigkeit nicht klar von der Schweiz anerkannt wurde, überformt wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Dieser Vertrag wird nicht umsonst Unterwerfungsvertrag genannt, und damit wird auch die ganze Problematik dieses Abkommens und die UNVEREINBARKEIT mit unserer Demokratie deutlich auf den Punkt gebracht.
Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne gleichwertige Mitspracherechte der Schweiz, wie sie durch das revidierte Bundesgesetz über die Kündigung von völkerrechtlichen Verträgen (KKVV) und die darin verankerten Grundsätze der Souveränität und der demokratischen Legitimation gefordert werden, ist höchst problematisch. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Achtung der Völkerrechte, doch die vorliegenden Vorschläge drohen, diese Prinzipien zu untergraben, indem sie eine einseitige Abhängigkeit schaffen. Die potenzielle Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und die Gefährdung der direkten Demokratie gemäss Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung sind unannehmbar. Es mangelt an ausreichenden Mechanismen, um die Interessen der Schweiz effektiv zu wahren und eine autonome Entscheidungsfindung sicherzustellen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie durch die Bilateralen Abkommen implizit oder explizit gefordert wird, widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Besonders bedenklich ist die drohende Übernahme von Sekundärrecht, welches die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung über die Europäische Gerichtsinstanz erzwingen könnte. Dies untergräbt die rechtssetzende Gewalt des Schweizer Parlaments und die Autonomie der schweizerischen Gerichte, was im Widerspruch zu Artikel 160 und 177 der Bundesverfassung steht. Eine solche Integration würde die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU machen und die demokratische Legitimation unserer Rechtsordnung in Frage stellen. Die Risiken für die schweizerische Identität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit sind nicht zu unterschätzen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Schlecht. Die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der nationalen Gesetzgebung auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Bundesgesetz über die Personenfreizügigkeit (PfG) und das Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft und ihre Bürger (BüG) sind besorgniserregend. Es scheint, als ob durch die vorgesehene Umsetzung bestehende schweizerische Rechtsgrundlagen untergraben werden könnten, ohne dass eine angemessene Kompensation oder eine klare Abgrenzung der Kompetenzen erfolgt. Diese Entwicklung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsordnung, was keinesfalls im Interesse der Schweiz sein kann.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht es ausländischen Anbietern, gezielt profitable inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird zwangsläufig die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, die weiterhin für die unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien verantwortlich sind. Des Weiteren bedeutet die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, wie in Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehen, eine erhebliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Dies untergräbt die Fähigkeit, den öffentlichen Verkehr im Sinne der schweizerischen Bedürfnisse zu gestalten und könnte zu suboptimalen Ergebnissen führen. Die vermeintlichen Schutzmassnahmen sind rechtlich nicht bindend und bieten keine Sicherheit vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Regulierungen, was die Souveränität weiter aushöhlt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts durch die Schaffung eines Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) stellt einen inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität und föderalistische Ordnung dar. Die bisherige, bewährte Praxis, in der Bund, Kantone und Gemeinden ihre Förderinstrumente demokratisch und im Einklang mit nationalen Interessen gestalten, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Insbesondere die Kantone verlieren massiv an Autonomie, da ihre Entscheidungen der Genehmigung durch eine zentrale EU-konforme Behörde unterliegen und sie im Rahmen des neuen Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) zu Bittstellern degradiert werden. Die Schaffung einer "Superbehörde" innerhalb der WEKO, wie in Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) vorgesehen,

welche als verlängerter Arm der EU agiert und kritische Sektoren wie den Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) der nationalen Kontrolle entzieht, ist eine gefährliche Machtkonzentration. Diese Entwicklung untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Der vorgeschlagene finanzielle Beitrag an die EU stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch zu kontrollierender Zahlungen in eine rechtlich bindende Pflicht durch die Schaffung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Budgethoheit und verwandelt eine politische Geste in eine Zwangsabgabe. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz hilflos ausgeliefert wäre. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, während die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung als irreführende Legitimierung missbraucht wird. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese problematische Entwicklung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, verpackt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine umfassende Unterwerfung unserer Agrar- und Ernährungswirtschaft dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück, das unsere hohen Produktionsstandards und die sprichwörtliche Schweizer Qualität durch eine Flut unpassender EU-Vorschriften zu zerstören droht. Diese Angleichung an tiefere EU-Standards entwertet das Label "Made in Switzerland" und gefährdet die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Besondere Besorgnis erregt die Aushöhlung unseres demokratisch bestätigten Gentechnik-Moratoriums, das uns zwingen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Ebenso bedenklich sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21), die unsere strengeren nationalen Regeln bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufgeben. Dies stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust, der unsere ethischen Standards untergräbt.

Die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Zudem erhalten EU-Inspektoren Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität bedeutet. Die drohende Welle der Bürokratie überfordert insbesondere kleine Produzenten und zerstört lokale Traditionen. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) umgehen das Parlament und stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Auch die Anpassung im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Nicht zuletzt führt die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu) zur Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie sind nicht in der Lage, den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischeren und weniger effektiven Regeln, welche die Kontrollmechanismen schwächen und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate untergraben, nützen primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Anpassungen am

Entsendegesetz (EntsG), namentlich die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 und die Umplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Der spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar, der die Flexibilität von KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Rechts auf eigenständige Zuwanderungssteuerung dar, wie sie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Schaffung eines praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", fördern die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv. Dies geschieht entgegen dem Volkswillen und zu Lasten der Schweizer Steuerzahler. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern ist beispiellos und wird unkontrollierbare Sozialkosten nach sich ziehen. Die angebliche "Schutzklausel" ist ein reines Placebo, dessen Anwendungs-Hürden astronomisch hoch sind und das Risiko von EU-Strafmassnahmen birgt. Die automatische Rechtsübernahme im Sinne der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Volk und Parlament zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger und erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit, was eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags darstellt. Die Einführung von deutlich höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz ist ein Schuldeingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Massnahmen sind keine schrittweise Anpassung, sondern eine schleichende Kapitulation vor dem EU-Recht.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung stellt einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Energiesouveränität dar. Mit der Einbettung in EU-Regelwerke wie ACER und ENTSO-E verkommt die Schweiz zu einer satellitenhaften Vollzugsstelle, die Entscheide aus Brüssel umsetzen muss, ohne Mitspracherecht. Gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) wird das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet, was das Ende des bewährten Systems der Wasserzinsen bedeuten könnte. Ebenso werden föderale Strukturen durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, was die lokale dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, mit eingeschränkten strategischen Reserven (Art. 8b ff. StromVG) und unklarer Verantwortlichkeit. Die Marktliberalisierung birgt zudem die Gefahr volatilerer und höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) schwächen die dezentrale Energieerzeugung massiv und schränken die Investitionsunsicherheit durch Förderausschlüsse bei negativen Preisen ein (Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis EnG). Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind eine Gleichschaltung mit der EU, die unsere kritische Infrastruktur der Hoheit entzieht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Peter Haring (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Peter Haring · 076 425 24 70 · peterh@swissmail.org

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsdokument dargelegt wird, stösst auf erhebliche Bedenken und erfordert eine kritische Würdigung. Die vorgeschlagenen Massnahmen und die dahinterstehende Absicht zur Vertiefung der bilateralen Bindungen erscheinen auf den ersten Blick vorteilhaft, bergen jedoch gravierende Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, auch in selektiver und adaptierter Form, wirft fundamentale Fragen auf. Die geltende Rechtsordnung der Schweiz, insbesondere das Bundesgesetz über die Förderung der Schweizerischen Exportwirtschaft (SR 960.7) und die Verfassungsgrundsätze, welche die nationale Gesetzgebungskompetenz garantieren, scheinen durch solche Regelungen untergraben zu werden. Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Rechte des Parlaments in der Gesetzgebung festschreibt, könnte faktisch umgangen werden, wenn EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne angemessene parlamentarische Debatte und Anpassung in Schweizer Recht überführt werden. Dies widerspricht dem demokratischen Grundsatz, dass Gesetze vom Volk und seinen gewählten Vertretern beschlossen werden müssen.

Die vorgeschlagene "Stabilisierung" darf nicht zu einer schleichenden Erosion der Schweizer Unabhängigkeit führen. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie mit der EU pragmatische und auf gegenseitigem Nutzen basierende Vereinbarungen treffen kann, ohne ihre Kerninteressen und ihre Rechtsordnung aufzugeben. Die aktuelle Richtung deutet jedoch auf eine einseitige Anpassung an europäische Vorgaben hin, was nicht im Interesse der Schweiz sein kann. Es besteht die Gefahr, dass der Schweizer Gesetzgeber seiner Gestaltungsfreiheit beraubt wird und zukünftige Anpassungen ausschliesslich im Lichte der Brüsseler Agenda erfolgen müssen.

Darüber hinaus sind die langfristigen ökonomischen und sozialen Auswirkungen einer engeren Anbindung an die EU unklar. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die oft auf die Bedürfnisse und Strukturen der Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, könnte zu übermässigen Belastungen für Schweizer Unternehmen und die öffentliche Verwaltung führen. Es bedarf einer detaillierten Kosten-Nutzen-Analyse, die über die rein politischen Absichten hinausgeht und die praktischen Konsequenzen für alle Sektoren der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft berücksichtigt. Die Annahme von EU-Recht ohne entsprechende Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit, die eigenen Interessen wirksam durchzusetzen, ist keine "Stabilisierung", sondern ein potenziell schädlicher Schritt. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Wahrung der nationalen Interessen müssen oberste Priorität haben und dürfen nicht kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und wirft die Frage auf, ob die vorgeschlagene Ausrichtung tatsächlich den Interessen der Schweiz dient. Die Annahme eines solchen Pakets birgt gravierende Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes.

Insbesondere die Übernahme des EU-Rechts, wie sie im Rahmen der institutionellen Abkommen vorgesehen ist, stellt eine schwere Hypothek dar. Die Schweiz würde sich einem stetigen Zustrom von EU-Recht aussetzen, ohne dabei jedoch Einfluss auf dessen Zustandekommen nehmen zu können. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen (SR 161.0) sowie in der Präambel der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen würde dazu führen, dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über Gesetze abstimmen, deren Inhalt sie nicht mitgestalten können.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die zugelassene Bindung an dessen Rechtsprechung würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben und die Anwendung des Schweizer Rechts, wie es von unseren Parlamenten und dem Bundesrat beschlossen wird, einschränken. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Justiz, der in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, welcher besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden bindend sind. Wenn jedoch die Auslegung des Völkerrechts primär durch den EuGH bestimmt wird, gerät diese Bindungswirkung in eine fragwürdige Konstellation.

Die Argumentation, dass das Paket zur Stärkung der wirtschaftlichen Beziehungen beiträgt, überzeugt nicht in Gänze, wenn man die damit verbundenen Souveränitätsverluste bedenkt. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit, die die Handlungsfreiheit der Schweiz massiv einschränken würde. Die im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) festgeschriebenen vertragsrechtlichen Grundlagen und die nationale Gesetzgebung könnten durch die fortlaufende Übernahme von EU-Recht de facto ausgehebelt werden, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation dafür vorhanden ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket trotz möglicher wirtschaftlicher Vorteile gravierende demokratische und rechtsstaatliche Nachteile mit sich bringt. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, ihre Gesetze und ihre Souveränität eigenständig zu gestalten und zu verteidigen. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht und die Bindung an den EuGH sind schlichtweg nicht mit den grundlegenden Prinzipien unseres Staates vereinbar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft aus unserer Sicht erhebliche Bedenken auf, die im Lichte der geltenden schweizerischen Rechtsordnung und der souveränen Ausgestaltung unserer Gesetzgebung besondere Aufmerksamkeit verdienen. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit den Grundsätzen des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts stehen, insbesondere mit Blick auf die Wahrung unserer nationalen Interessen und die effektive Umsetzung von Parlament und Bundesrat.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenzielle Erosion der legislativen Autonomie. Die inländischen Umsetzungsbestimmungen müssen sorgfältig geprüft werden, um sicherzustellen, dass sie nicht zu einer de facto Übernahme von EU-Recht führen, ohne dass ein angemessenes Mass an Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse und Bedürfnisse erfolgt. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die internationalen Kooperationen im Migrationsbereich (IMiG) beispielsweise, der die

Ermächtigungsgrundlage für solche Kooperationen bildet, muss so interpretiert werden, dass die Souveränität der Schweiz in der Gesetzgebung nicht tangiert wird. Eine unkritische Übernahme von EU-Regelungen birgt die Gefahr, dass unsere nationalen Entscheidungsprozesse fremdbestimmt werden und das Parlament seiner legislativen Verantwortung nicht mehr vollumfänglich nachkommen kann.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit in der Schweiz zu evaluieren. Es ist unerlässlich, dass die inländischen Bestimmungen klare und präzise sind und keine Unsicherheiten für Bürger und Unternehmen schaffen. Die Einführung neuer Regelungen, die sich an EU-Vorgaben orientieren, birgt das Risiko von Interpretationsspielräumen und potenziellen Konflikten mit bestehendem schweizerischem Recht. Die Verhältnismässigkeitsprüfung, ein grundlegendes Prinzip des schweizerischen Verwaltungsrechts, muss hierbei eine zentrale Rolle spielen. Es muss dargelegt werden, wie die vorgeschlagenen Massnahmen verhältnismässig sind und ob mildere Mittel zur Erreichung der Ziele zur Verfügung stehen. Ohne eine überzeugende Darlegung dieser Aspekte kann die Rechtmässigkeit und Akzeptanz der Massnahmen nicht gewährleistet werden.

Wir mahnen zur grössten Vorsicht bei der Ausgestaltung der inländischen Umsetzungsmassnahmen und fordern eine detaillierte Prüfung, ob die vorgeschlagenen Schritte mit den Kernprinzipien unserer Rechtsordnung vereinbar sind. Eine sorgfältige Abwägung zwischen den Vorteilen einer Kooperation und der Wahrung unserer Souveränität ist unerlässlich.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind erschreckend unzureichend und haben lediglich kosmetischen Charakter. Sie bieten keinerlei adäquate Kompensation für den massiven und sich verschärfenden Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursacht wird. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die bereits jetzt unter dem zunehmenden Lohndumping leiden.

Anstatt den bewährten und über Jahrzehnte wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu verteidigen, wird er durch die vorgeschlagenen Änderungen aufgeweicht und an die weniger robusten EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, jedoch unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die offensichtlich beabsichtigen, durch Lohndumping kurzfristige Gewinne zu erzielen.

Die Kontrollmechanismen werden massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der ohnehin schon brüchigen Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer unnötig komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Schutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht aber zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen, unverrückbaren Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft

Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unumkehrbar an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q Obligationenrecht - OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den unerträglichen Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive und inakzeptable Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur blinden Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Übernahme des EU-Regelwerks «Vom Hof auf den Tisch» unter dem irreführenden Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine tiefgreifende und inakzeptable Gefährdung unserer nationalen Souveränität und unserer hohen Schweizer Qualitätsstandards dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine punktuelle Verbesserung der Sicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein fremdes, oft minderwertigeres Regelwerk. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Standards und jahrzehntelanger Erfahrung beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards zwangsläufig ausgehöhlt. Dies entwertet das Label «Made in Switzerland» und zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besorgniserregend ist die inkohärente und gefährliche «Guillotineklausel», die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen verbindet. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine unerträgliche politische Erpressung, die der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit in dieser wichtigen Materie nimmt.

Die vorgesehene Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen bis hin zu Restaurants, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Unsere Betriebe würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Bürokratiewelle über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Betriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet.

Die Aushebelung unseres demokratisch verankerten Gentechnik-Moratoriums ist unannehmbar. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen systematisch missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere Qualität und unsere Produzenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft, was zu erstickender Bürokratie und Qualitätsverlust führt.

Ebenso bedeutsam ist der Rückschritt im Tierschutz. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei

Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch zentralen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament.

Zudem wird der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Reaktionsfähigkeit einschränkt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Dieses Abkommen ist kein Gewinn für die Lebensmittelsicherheit, sondern eine katastrophale Unterwanderung unserer nationalen Standards und Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) untergräbt die Souveränität der Schweiz in einem fundamental wichtigen Bereich und setzt die Versorgungssicherheit aufs Spiel. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine erhebliche Einschränkung unserer nationalen Autonomie darstellt. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk herabgestuft. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, wie sie im StromVG (Art. 22) vorgesehen ist.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanzielle Basis vieler betroffener Gemeinden schwächt. Unsere föderalen Strukturen werden weiter geschwächt, indem der traditionelle Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, insbesondere angesichts der Tatsache, dass die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. des StromVG angestrebt wird, zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz macht sich damit abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, wodurch unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen und die Personenbeförderung, werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung des schweizerischen Service public auf. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht im Bereich des Schienenverkehrs birgt die Gefahr, dass bewährte und für die schweizerische Geografie und Bevölkerung notwendige Subventionen, wie sie derzeit für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials gewährt werden, gemäss dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung der Qualität und einer Einschränkung des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes führen.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein direkter Angriff auf die finanzielle Tragfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs. Sie ermöglicht ausländischen Anbietern, die auf profitable Hauptstrecken abzielen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Basis des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Funktion. Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis, welche die Schweiz zwingt, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme vorangetrieben, was zur Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) führen könnte. Dies verlagert die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen und entzieht der Schweiz die Möglichkeit, ihre Verkehrspolitik eigenständig zu gestalten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und föderalistische Struktur dar. Die bestehende Praxis, bei der staatliche Beihilfen – sei es für den Regionalverkehr, kantonale Banken, die Kultur oder lokale KMU – politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Diese demokratisch legitimierten Förderinstrumente werden durch die Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) einer zentralen Kontrollinstanz unterstellt, die primär EU-Kompatibilität und nicht schweizerische Interessen durchsetzen wird. Die neue Beihilfekammer der WEKO agiert de facto als verlängerter Arm der EU und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv geschwächt. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern genehmigt werden. Dies wird insbesondere durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) zementiert: Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), wodurch die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden im neuen System zu Bittstellern herabgestuft, ohne formelles rechtliches Gehör im Prüfungsverfahren.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, wo kantons- und gemeindeeigene Betriebe eine wesentliche Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die

ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor und unterwirft sich vollständig dem EU-Regime.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer innerhalb der WEKO, die sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht überwacht, führt zu einer gefährlichen Machtkonzentration. Die demokratische Kontrolle über diese weitreichende Instanz ist ungenügend. Ferner ist die Abschaffung der Einbeziehung des Preisüberwachers in die Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Schweiz würde sich mit diesen Änderungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwerfen und zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren, was die nationale Steuerungshoheit und unsere föderalistischen Prinzipien nachhaltig beschädigt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der finanziellen Beiträge werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Staatsfinanzen auf. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) angestrebt wird, ist inakzeptabel. Dies stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar, die dem Parlament seine souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern entzieht. Gemäss Artikel 1 KoBG wird hier ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments elementar aushöhlt.

Die anfänglich kommunizierten Beträge sind offensichtlich als Lockvogelangebote zu verstehen. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die diktierten Zahlungen leisten muss, ohne garantierte Vorteile wie verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die schweizerischen Steuerzahler finanzieren damit primär eine institutionelle Anbindung, die unsere Souveränität schmälert, ohne greifbare Gegenleistungen zu erbringen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine formale Einbindung. Sie verankert diese Abgaben fest in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist besonders bedenklich. Hier wird der gute Ruf der schweizerischen Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese finanzielle Verpflichtung ist nicht mit unseren nationalen Interessen vereinbar und untergräbt unsere verfassungsmässige Ordnung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Erosion unserer Souveränität und unserer nationalen Steuerungsmöglichkeiten dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer „Niederlassung C PLUS“, schafft einen praktisch unentziehbaren Status, selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt die innere Sicherheit und stellt eine erhebliche finanzielle Belastung für unsere Sozialwerke dar.

Besorgniserregend ist zudem die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten

faktisch ein Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Die Kosten hierfür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ ist angesichts der extrem hohen Hürden für ihre Anwendung reine Augenwischerei und droht bei einem Versuch ihrer Aktivierung mit Repressalien seitens der EU. Ihre Natur als „Erpressungsklausel“ ist offensichtlich.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ entzieht dem Schweizer Parlament und Volk jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme durch eine faktische Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger, was die Kosten für die Schweizer Bevölkerung massiv erhöhen wird. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch erhöhter Studiengebühren für Ausländer in den Gesetzen über die ETH (Artikel 34d Absatz 2bis) und das Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen wie dem Bundesgesetz über die berufliche Vorsorgung (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) sowie in Fachgesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) bedeuten eine schleichende Aufgabe unserer nationalen Qualitätsstandards und unserer Souveränität über die Regulierung unseres Arbeitsmarktes und unserer sozialen Sicherungssysteme. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihre Standards eigenständig und zum Wohle ihrer Bevölkerung zu gestalten.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung und werden unserer Ansicht nach dem Prinzip der Eigenverantwortung und der Souveränität der Schweiz nicht gerecht. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des freien Personenverkehrs und der Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Dienstleistungsfreiheit gemäss Artikel 56 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), bergen erhebliche Risiken für unseren Rechtsstaat und unsere Wirtschaftsstruktur.

Es ist fraglich, ob die angeblichen Vorteile der Annäherung an das EU-Recht die Nachteile für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft aufwiegen. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne vorgängige, tiefgreifende Prüfung ihrer Kompatibilität mit der Schweizer Bundesverfassung, namentlich mit den Grundrechten und der föderalen Ordnung, kann zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führen. Das Bundesgesetz über die Binnenmarktgesetzgebung, das die Umsetzung von EU-Recht regelt, muss hierbei streng angewendet werden, um sicherzustellen, dass unsere Souveränität nicht untergraben wird.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Bevorzugung ausländischer Dienstleister gegenüber Schweizer Unternehmen. Die Übernahme von EU-Regelungen zur Dienstleistungsfreiheit könnte dazu führen, dass heimische Betriebe durch übermächtige Konkurrenz unter Druck geraten. Dies steht im Widerspruch zur Gewährleistung fairer Wettbewerbsbedingungen für Schweizer Unternehmen, wie sie im Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) verankert sind. Die Interpretation und Anwendung des AEUV Artikel 56 durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ist oft sehr liberal und könnte nationale Schutzmechanismen aushebeln.

Die angestrebte Übernahme von EU-Recht droht, die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer

Gerichte zu beeinträchtigen, indem sie sich zunehmend an der Rechtsprechung des EuGH orientieren müssten. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der nationalen Souveränität, wie sie auch in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Die Möglichkeit, dass die Schweiz die Anwendung von EU-Recht einseitig delegitimieren könnte, scheint im vorliegenden Rahmen stark eingeschränkt.

Wir fordern daher eine grundlegende Neubewertung dieser Verhandlungsergebnisse und betonen die Notwendigkeit, die schweizerischen Interessen und die Prinzipien unserer direkten Demokratie und Rechtsstaatlichkeit kompromisslos zu wahren. Eine blosse Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten ist nicht hinnehmbar und kann langfristig erhebliche negative Konsequenzen haben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Robin L. (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Robin · 0774680143 · robinandreas@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Rechtlichen Vorgaben gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Integrität der Schweiz. Es ist bedauerlich feststellen zu müssen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen und die damit verbundene Angleichung an das EU-Recht gravierende Auswirkungen auf unsere nationalen Gesetzgebungsbefugnisse haben.

Insbesondere die Tendenz zur schrittweisen Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne ausreichende Prüfung ihrer Konformität mit unserer Bundesverfassung birgt erhebliche Gefahren. Wir erinnern an die Bedeutung des Völkerrechts, wie es in Artikel 4 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieses besagt, dass die allgemeinen Regeln des Völkerrechts Bestandteil des Bundesrechts sind und Vorrang vor den übrigen Bundesgesetzen haben. Dennoch darf dies keinesfalls als Freipass zur unkritischen Übernahme von EU-Recht verstanden werden. Die BV garantiert die Souveränität der Kantone und den Schutz der Grundrechte unserer Bürgerinnen und Bürger. Die vorgeschlagenen Übernahmen drohen, diese verfassungsrechtlichen Garantien zu untergraben.

Die Praxis zeigt, dass die EU-Gesetzgebung oft auf einem anderen Rechtsverständnis und anderen Prioritäten basiert als das schweizerische. Eine unreflektierte Übernahme, auch im Rahmen von Abkommen, kann zu einem indirekten Rechtsetzungsdruck führen, der die demokratischen Prozesse in unserem Land aushebelt. Die parlamentarische Debatte und die Mitsprache der Kantone und des Volkes werden dadurch massiv eingeschränkt. Artikel 164 BV, der die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments regelt, wird durch eine solche Praxis de facto entwertet, wenn wesentliche legislative Entscheidungen de facto durch Brüssel vorweggenommen werden.

Wir müssen uns entschieden gegen eine schleichende Unterwerfung unter europäische Rechtsstandards wehren, die nicht mit unseren eigenen Werten und Interessen übereinstimmen. Es bedarf einer kritischen Auseinandersetzung mit jedem einzelnen vorgeschlagenen Übernahmeakt. Die Stossrichtung darf nicht die Angleichung an das EU-Recht um jeden Preis sein, sondern muss stets dem Schutz der schweizerischen Rechtsordnung, unserer wirtschaftlichen und sozialen Errungenschaften sowie der direkten Demokratie dienen. Eine solche Übernahme von EU-Recht ohne klare verfassungsrechtliche Grundlage und ohne substanzielle Rücksichtnahme auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Errungenschaften ist abzulehnen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neuregelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt einen direkten Angriff auf die Grundfesten unseres öffentlichen Verkehrs dar. Durch die Ermöglichung von inner-schweizerischen Fahrten für ausländische Anbieter wird eine selektive "Rosinenpickerei" gefördert. Diese

ausländischen Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren und somit die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, die für die Erbringung von Leistungen auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien verantwortlich sind. Dies untergräbt das bewährte Modell des Service public, das allen Bürgerinnen und Bürgern Zugang zu einem flächendeckenden Verkehrsangebot sichert.

Die Argumentation, die "Gemeinsame Erklärung" biete ausreichenden Schutz, ist als rechtlich wertlos einzustufen. Diese Erklärung ist nicht bindend und bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige dynamische Rechtsübernahmen, die zwangsläufig aus Änderungen des EU-Rechts resultieren würden. Die Schweiz verlöre damit sukzessive die Kontrolle über ihre eigenen Bahnregulierungen und würde sich einer stetig wachsenden Einflussnahme durch Brüssel aussetzen. Dies widerspricht dem Geist des Völkerrechts, welches auf völkerrechtlichen Verträgen beruht und nicht auf der erzwungenen Übernahme externer Rechtsakte.

Weiterhin wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, die Schweiz gezwungen, bei öffentlichen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten und wirtschaftlichsten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig im Sinne des EU-Beihilferechts eingestuft werden könnten, bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung. Die Sorge, dass die Schweiz schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur aufgibt und die Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagert, ist angesichts der dynamischen Rechtsübernahme begründet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und beschönigen die gravierenden negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau. Die Ausweitung der Freizügigkeit wird einen massiven Lohndruck erzeugen, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer im mittleren und unteren Einkommenssegment, dem diese kosmetischen Korrekturen nicht standhalten können. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er durch die Übernahme von EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Unternehmen mit Lohndumping-Absichten zugutekommt.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer echten Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass

robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Diese Regelung untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt deuten diese Änderungen auf eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres eigenständigen Lohnschutzes hin.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit einhergehende institutionelle Einbindung in EU-Strukturen stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die Unterstellung unter die Aufsicht von ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten zu tragen hat. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was die Unabhängigkeit unserer Energiepolitik fundamental untergräbt. Die eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer eigenständigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und die Implementierung undemokratisch legitimierter Vorgaben aus Brüssel.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende finanzielle Einbussen für betroffene Regionen zur Folge hätte. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der bisherige Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Energieproduzenten wird ausgehebelt, was deren Wettbewerbsfähigkeit und damit die lokale Energieversorgung beeinträchtigt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer zukünftig die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt – weder der Markt noch die EU übernehmen diese klar. Dies ist ein inakzeptables Risiko für die Grundversorgung der Bevölkerung und Wirtschaft.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht mehr vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Novellierung des Energiegesetzes (EnG, Art. 15 neu) schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch veränderte Vergütungsregeln und untergräbt somit die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) benachteiligt durch die massive Senkung der Leistungsgrenze kleine und mittlere Produzenten, was der Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über kritische Infrastrukturen. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft unnötigerweise denselben, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein

Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags stellt aus unserer Sicht eine signifikante Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament freiwillig und kontrolliert geleisteten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist unannehmbar. Dies entzieht der Eidgenossenschaft ein wesentliches politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Legitimation derart milliardenschwerer Zahlungen. Es handelt sich hierbei de facto um eine zwangsweise Abgabe.

Der im Rahmen des Abkommens initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint uns primär als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert dabei die Möglichkeit, solchen Forderungen entgegenzutreten, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu leisten. Damit wird die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht an den Entscheidungsprozessen der EU. Es besteht keine Garantie, dass diese Zahlungen zu einem verbesserten Marktzugang oder zur Beseitigung bestehender Hindernisse führen werden. Im Gegenteil, wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Artikel 1 des KoBG angedeutet, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erfolgen. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Bestätigung der bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Zudem ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Hier wird der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieser Mechanismus muss abgelehnt werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen, insbesondere im Hinblick auf die Umsetzung des Abkommens mit der Europäischen Union, sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus äusserst bedenklich und abzulehnen. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen primär politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden darstellen, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt nicht nur die föderalistische Autonomie der Kantone, sondern höhlt auch die nationale Steuerungshoheit in wirtschaftspolitischen Kernbereichen aus.

Die Einführung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Insbesondere die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" fungiert und deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, ist stossend. Gemäss Art. 3 BHÜG wird hier eine Kontrollinstanz etabliert, die nicht im nationalen Interesse handelt, sondern die Vorgaben Brüssels durchsetzt. Dies schwächt die demokratische Kontrolle über Subventionen erheblich und widerspricht dem Prinzip der Subsidiarität.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG stellt einen direkten Angriff auf die Autonomie der Kantone dar. Diese verlieren ihre Verfahrensautonomie, da ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide von der neuen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden können. Die Kantone werden somit zu Bittstellern herabgestuft, ohne formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzt. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich. Ebenso alarmierend ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG), die den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr bedeutet und diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Es dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Diese umfassende Unterwerfung unter EU-Recht tangiert kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr und gefährdet die strategische Autonomie sowie den Service public. Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifender Besorgnis zur geplanten Unterstellung unter das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit. Unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über reine Sicherheitsaspekte hinausgeht und auf die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die EU-Richtlinie «Vom Hof auf den Tisch» abzielt. Dies stellt eine unmittelbare Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die tatsächliche Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an die oft tieferen EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label «Made in Switzerland» wird durch die erzwungene Produktion nach denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU entwertet. Dies zerstört nicht nur einen wichtigen Pfeiler unserer nationalen Identität, sondern auch die wirtschaftliche Grundlage vieler Schweizer Unternehmen.

Die mit diesem Abkommen verbundene «Guillotineklausel», welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem Scheitern des gesamten bilateralen Vertragswerkes verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit und zwingt sie in eine bedingungslose Akzeptanz. Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Produzenten würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die von der EU-Richtlinie geforderten Anpassungen, insbesondere im Zuge der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), sind nicht auf die Bedürfnisse kleinerer Schweizer Betriebe und lokaler Traditionen zugeschnitten. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was ihre wirtschaftliche Existenz bedroht und lokale kulinarische Vielfalt zerstört.

Besonders kritisch ist die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten könnten. Dies missachtet klar den Volkswillen und die über Jahrzehnte gewachsenen ethischen Grundsätze.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) manifestiert sich dieser bedenkliche Trend. Die Anpassungen in Art. 15a und Art. 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein weiterer signifikanter Souveränitätsverlust. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Schritt zurück, der die Chance zur Setzung eigener, höherer ethischer Standards in einem wichtigen Bereich zunichtemacht.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle und die Mitsprache unserer Bauern in diesem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Ähnlich verhält es sich mit dem Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), das den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt und die Fähigkeit zur souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Die angepasste Regelung im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet durch die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System die Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage eine gefährliche Entwicklung darstellt, welche die Schweizer Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards, die Vielfalt unserer Landwirtschaft und die demokratische Mitbestimmung massiv gefährdet. Dieses Abkommen ist abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und des Volkswillens dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental Art. 121a der Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, das praktisch unentziehbar ist, auch bei Kriminalität oder langjährigem Sozialhilfebezug, gefährdet unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke immens. Dies wird durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert, insbesondere durch die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a AIG. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum mehr möglich. Die sogenannte 'Schutzklausel' gemäss neuem Art. 21b AIG ist ein reines Placebo, deren Anwendungs-Hürden so hoch sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt und die Schweiz bei deren Anwendung gar mit Strafmassnahmen der EU bedroht wird. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Der Familiennachzug wird in beispielloser Weise aufgeweitet, indem neu nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB, ETH-Gesetz und Medizinalberufegesetz ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt.

Die Koordinationsregeln der EU für die zweite Säule (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) untergraben unsere sozialpolitische Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Dieses Paket bedeutet eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung des Volkswillens.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es drängt sich die Befürchtung auf, dass die vorgeschlagenen Abkommen die Schweiz übermässig in eine Abhängigkeit von der EU manövrieren, ohne dass hierfür eine ausreichende verfassungsrechtliche Grundlage geschaffen worden ist.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Aushöhlung des schweizerischen Rechts durch die Übernahme von EU-Rechtsprechung, die ohne direkte Mitsprache des schweizerischen Gesetzgebers und des Souveräns wirksam werden könnte. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht stellt eine schleichende Erosion der direkten Demokratie dar und untergräbt die Möglichkeit des Volkes, über die Gesetze, die für es gelten, mitzubestimmen.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Lohnschleifen bedenklich. Die Freizügigkeitsabkommen, so wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet werden, könnten zu einem verstärkten Lohndumping führen, da sie den Wettbewerb auf dem schweizerischen Arbeitsmarkt verschärfen, ohne adäquate Schutzmechanismen zu gewährleisten. Die Bestimmungen zur Personenfreizügigkeit könnten die in Artikel 45 der Bundesverfassung verankerten Grundrechte der Arbeitnehmenden gefährden. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die potenziellen wirtschaftlichen Vorteile die damit verbundenen sozialen Risiken aufwiegen.

Die vorgeschlagene institutionelle Verankerung der Übernahme von EU-Recht in bilateralen Abkommen wirft zudem verfassungsrechtliche Fragen auf. Artikel 164 der Bundesverfassung verlangt, dass völkerrechtliche Verträge die Grundrechte und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz nicht verletzen dürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Übernahme von EU-Recht, insbesondere der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, mit diesem Grundsatz im Einklang steht. Die Gefahr einer direkten Bindung an EU-Recht und der damit verbundenen Einschränkung der richterlichen Autonomie ist gravierend.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die zentralen Interessen und die verfassungsrechtlichen Prinzipien der Schweiz zu wahren. Es bedarf einer kritischen Neubewertung der angestrebten Ziele und einer klaren Priorisierung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Die Ausweitung des Personenverkehrsabkommens, wie sie in den jüngsten Verhandlungen angedeutet wurde, stellt eine

direkte Bedrohung für den Schweizer Arbeitsmarkt dar. Artikel 45 der Bundesverfassung garantiert den Schutz der schweizerischen Erwerbstätigkeit und die Sicherung eines angemessenen Lohnniveaus. Eine ungebremste Zuwanderung von Arbeitskräften aus der EU, ohne angemessene flankierende Massnahmen und Kontrollen, könnte zu Lohndumping und einer Verdrängung von Schweizer Arbeitnehmern führen. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen des Artikel 118b der Bundesverfassung, der die Schaffung guter Arbeitsbedingungen und die Vermeidung von Ausbeutung fördert.

Darüber hinaus beunruhigt die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten im Rahmen eines potenziellen institutionellen Abkommens zutiefst. Die EU-Gesetzgebung wird zunehmend komplex und weitläufig. Die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass das Schweizer Volk und die Kantone direkt darüber befinden können, untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Grundlage unserer Gesetzgebung. Insbesondere Artikel 173 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Mitsprache der Kantone bei der Gesetzgebung vorsieht, könnte durch eine automatische Übernahme von EU-Recht ausgehebelt werden. Die Schweiz würde in einem Flickenteppich von nicht abschliessend geklärten Rechtsbeziehungen gefangen, was die Planbarkeit und Rechtssicherheit erheblich erschweren würde.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer zu engen Bindung an die EU sind ebenfalls fraglich. Zwar wird von einer Stärkung der wirtschaftlichen Beziehungen gesprochen, doch die Abhängigkeit von den sich ständig ändernden EU-Regulierungen und die mögliche Übernahme von Kosten und Verpflichtungen, ohne entsprechende Stimmrechte, sind besorgniserregend. Artikel 97 der Bundesverfassung betont die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Eine tiefere Integration, die diese Eigenständigkeit gefährdet und uns den wirtschaftspolitischen Launen der EU ausliefert, ist daher abzulehnen. Wir müssen sicherstellen, dass jede Weiterentwicklung unserer Beziehungen zur EU primär den Interessen der Schweiz und ihrer Bürger dient und nicht zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres Wohlstands führt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf grundlegende und tiefgreifende Bedenken. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen scheinen primär auf die Stärkung der europäischen Integration und die Ausweitung des institutionellen Rahmens abzuzielen, ohne die Souveränität und die spezifischen Interessen der Schweiz angemessen zu berücksichtigen.

Es besteht die erhebliche Sorge, dass die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht die demokratische Legitimation nationaler Entscheidungsprozesse untergräbt. Artikel 2 der Schweizer Bundesverfassung betont die Eigenständigkeit und Verantwortung der Schweiz. Die aktuellen Vorschläge könnten diese Eigenständigkeit faktisch aushebeln, indem sie die Schweiz zu einem reinen Rechtsrezipienten degradieren. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Auslegungsinstanz für die zu übernehmenden Abkommen stellt eine direkte Herausforderung für die Gewaltentrennung und die richterliche Unabhängigkeit in der Schweiz dar, wie sie im Schweizer Rechtssystem, insbesondere im Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte und die Rechtspflege (OG) verankert ist. Die Unfähigkeit, die Anwendung dieser Rechtsnormen eigenständig zu steuern, ist unannehmbar.

Darüber hinaus geben die vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit und die damit verbundenen flankierenden Massnahmen Anlass zu erheblicher Skepsis. Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz einer stärkeren Zuwanderung ausgesetzt wird, deren soziale und wirtschaftliche Folgen nicht hinreichend abgefedert werden können. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 12 der Bundesverfassung, der das Recht auf Hilfe in Notlagen garantiert und die Fähigkeit des Staates, seine sozialen Sicherungssysteme aufrechtzuerhalten, impliziert. Die unzureichende Kontrolle über die Zuwanderung könnte diese Systeme überlasten.

Die angeblichen Vorteile einer engen Kooperation mit der EU dürfen nicht dazu führen, dass

fundamentale rechtsstaatliche Prinzipien und die demokratische Selbstbestimmung geopfert werden. Es muss sichergestellt werden, dass jede Vereinbarung die schweizerische Souveränität wahrt und eine effektive Kontrolle über die Gesetzgebung und die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen behält. Eine unkritische Übernahme von EU-Regelungen, die zu einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie und der nationalen Rechtsordnung führt, ist abzulehnen. Die aktuelle Ausgestaltung des Pakets scheint diesen kritischen Anforderungen in keiner Weise gerecht zu werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Roland Schuler (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Roland Schuler · +19026441277 · roland@brambiance.ca

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die keinesfalls bagatellisiert werden dürfen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die Ratifizierung der vorliegenden Vereinbarungen faktisch erfolgen würde, untergräbt die Autonomie der Schweiz und die Prinzipien unseres föderalen Systems. Insbesondere die potenzielle Aushöhlung der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unserer politischen Ordnung, ist alarmierend.

Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch Mechanismen geschwächt, die eine automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht vorsehen. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter würden faktisch entmachtet, da ihnen die Möglichkeit genommen wird, über die Annahme oder Ablehnung von Rechtsnormen mitzubestimmen, die direkte Auswirkungen auf ihr Leben haben. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben unserer Verfassung, die dem Volk die oberste Gewalt zuweist.

Des Weiteren ist die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, wie sie in den Artikeln 3 bis 5 der Bundesverfassung dargelegt ist, durch eine zu enge Anbindung an die EU ernsthaft gefährdet. Die Kantone würden in ihrer Autonomie beschnitten, da die Übernahme von EU-Recht oft zu einer Harmonisierung und Zentralisierung führt, welche die kantonale Vielfalt und die föderale Struktur aushöhlt. Artikel 47 der Bundesverfassung, der die Kantone in den Vernehmlassungen einbezieht, droht zu einer reinen Formalität zu verkommen, wenn die Entscheidungen faktisch bereits in Brüssel getroffen werden.

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt zudem das Risiko einer richterlichen Überordnung des EU-Rechts über nationales Recht. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, und zur Suprematie des Schweizer Rechts. Es ist fraglich, wie die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gewährleistet werden kann, wenn sie fortlaufend mit der Auslegung und Anwendung von EU-Recht konfrontiert werden, das nicht durch unser eigenes Parlament legitimiert wurde. Die Schweizer Souveränität, ein hohes Gut, das in der Verfassung festgeschrieben ist, wird hierdurch de facto geopfert. Eine sorgfältige Prüfung und gegebenenfalls eine Ablehnung dieser Abkommen sind unabdingbar, um die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien zu wahren.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich staatliche Beihilfen wird mit tiefgreifenden Vorbehalten zur Kenntnis genommen. Die vorgeschlagenen Regelungen stellen eine massive Aushöhlung schweizerischer Souveränität, föderalistischer Strukturen und demokratischer Kontrolle dar, indem sie unsere bewährte Praxis der Subventionierung einem starren, externen Regulierungsregime unterwerfen.

Die Abschaffung der heutigen, von Bund, Kantonen und Gemeinden autonom getroffenen politischen Förderentscheide zugunsten eines technokratischen EU-Kontrollregimes ist nicht hinnehmbar. Demokratisch legitimierte Massnahmen zur Unterstützung des Regionalverkehrs, von Kantonalbanken, der Kultur oder lokalen KMU sollen neu von einer zentralen, EU-konformen Behörde überwacht und genehmigt werden. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und deren föderalistische Autonomie massiv. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern herabgestuft, deren Beschlüsse von einer externen Instanz abgesegnet werden müssen. Die in Art. 3 BHÜG verankerte Beihilfekammer wird zu einem "verlängerten Arm der EU", dessen Entscheidungen primär der Kompatibilität mit EU-Recht dienen und nicht den nationalen Interessen. Die vorgeschlagene Schaffung dieser "Superbehörde", die gemäss Art. 18 Abs. 2 KG in der WEKO integriert wird, birgt die Gefahr undurchsichtiger Machtkonzentration und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die mit der Meldepflicht und Genehmigungspflicht durch die EU-Kommission einhergeht, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein eklatantes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, wodurch die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG vor Bundesgericht gekippt werden. Ebenso sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG Ausdruck einer unerwünschten Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die vorgeschlagenen Regelungen im BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen im KG und BGG schaffen ein System, das primär darauf abzielt, die Einhaltung externer Vorgaben zu gewährleisten, anstatt die schweizerischen Wirtschafts- und Rechtsordnung im Sinne unserer Bürger zu stärken.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Entscheidungen über die eigene Stromversorgung zukünftig in Brüssel getroffen werden. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Grundsätzen nationaler Selbstbestimmung und gefährdet die effektive Steuerung unserer kritischen Energieinfrastruktur.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die neue Rechtslage fundamental verändert. Von einer unabhängigen schweizerischen Regulierungsbehörde wird sie zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Regelwerke aus Brüssel schwächt die nationale Entscheidungskompetenz und untergräbt eine auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Energiepolitik.

Besonders besorgniserregend ist die potentielle Gefährdung unserer Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln drohen, das bewährte System der Wasserzinsen zu kippen. Diese Einnahmen sind für die Bergkantone von existenzieller Bedeutung und ihre Abschaffung würde zu erheblichen

finanziellen Einbussen und einer Schwächung der betroffenen Regionen führen.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) impliziert eine vollständige Marktliberalisierung, welche die Versorgungssicherheit dem freien Spiel der Kräfte überlässt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa Wasserreserven, wird eingeschränkt. Diese Entwicklung birgt das Risiko unkalkulierbarer Preisvolatilität und höherer Stromkosten für Haushalte und KMU, da die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssten. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist dabei nicht vertrauenerweckend.

Ferner werden durch die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) die föderalen Strukturen in der Energieversorgung geschwächt. Lokale und dezentrale Energieproduzenten, wie Gemeindekraftwerke, verlieren ihren Einspeisevorrang, was die lokale Wertschöpfung und die Energieautonomie der Gemeinden untergräbt.

Auch das Energiegesetz (EnG) sieht kritische Änderungen vor. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, trifft kleine und mittlere Produzenten hart und gefährdet die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgesehene Übernahme von EU-Regulierungen die schweizerische Energiesouveränität aushöhlt, die Versorgungssicherheit gefährdet, die föderalen Strukturen schwächt und zu höheren Stromkosten für die Bevölkerung führen wird. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre eigene Energieversorgung zu verlieren und sich einer unkontrollierbaren Marktdynamik sowie Brussel-gesteuerten Entscheidungen auszuliefern.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der hohen Standards der Schweiz. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" angestrebt, welche die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft zu unterwerfen droht. Dies stellt nicht nur eine Bedrohung für unsere bewährten Produktionsstandards und unsere bäuerlichen Familienbetriebe dar, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut gefährdet. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und birgt das Risiko einer erstickenden Bürokratie, die gerade kleine Betriebe, Hofläden und lokale Gastronomen existenziell bedroht.

Besonders kritisch ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten sollen, ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) unter Art. 15a und 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Gleiches gilt für das Waldgesetz (WaG) mit dem neuen Art. 26 Abs. 1bis, welches den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU unterstellt und die souveräne Reaktionsfähigkeit der Schweiz einschränkt. Ebenso ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, in für sie zentralen Politikbereichen souverän zu entscheiden und ihre Interessen wirksam zu vertreten. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Anpassungen nicht als Fortschritt, sondern als eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und unserer demokratischen Prinzipien zu werten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht dem klaren Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, einer Art „Niederlassung C PLUS“, die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Verhängung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Dies widerspricht dem rechtsstaatlichen Prinzip der Verhältnismässigkeit und des öffentlichen Interesses an einer geordneten Gesellschaft.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist besorgniserregend. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler sowie die Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die so genannte „Schutzklausel“ im vorgeschlagenen Abkommen ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht die EU bei einer versuchten Anwendung mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer reinen Erpressungsklausel macht. Die automatische Rechtsübernahme nach der sogenannten „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine direkte Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus. Ein Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, ist kaum mehr möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und ein zahnloser Tiger bleibt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes für eine oberflächliche EU-Kompatibilität, wie die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) zeigt. Die eigenständige Prüfung von Berufsqualifikationen und Diplomen wird durch automatisierte EU-Mechanismen ersetzt, was die

Patientensicherheit im Gesundheitsbereich und die hohen Schweizer Qualitätsstandards gefährdet. Diese Entwicklung ist eine bedenkliche Abkehr von der Souveränität und eine unzumutbare Bürde für die Schweizer Bevölkerung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der EU ist aus mehreren Gründen höchst bedenklich und stellt eine erhebliche Gefährdung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar.

Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist eine gravierende Verschlechterung. Dies bedeutet faktisch eine Zwangsabgabe, bei der die Schweiz ihr wichtigstes politisches Druckmittel verliert. Die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen wird damit ausgehöhlt. Der zunächst kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird dann keine Möglichkeit mehr haben, diese zu verweigern, und ist gezwungen, die diktierten Beträge zu leisten.

Es ist inakzeptabel, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während unsere Zahlungen verbindlich sind, gibt es keine Garantie für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Gelder geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend. Sie missbraucht den guten Namen der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein unlauteres Vorgehen, das die eigentlichen finanziellen Verpflichtungen und deren Auswirkungen auf die Souveränität verschleiert. Wir lehnen diese Regelung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind zutiefst besorgniserregend und offenbaren eine bedenkliche Bereitschaft, bewährte schweizerische Schutzmechanismen aufzuweichen. Die behaupteten Massnahmen zur Lohnerhaltung erscheinen als rein kosmetische Eingriffe, die dem massiven Druck auf unsere Lohnniveaus, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise standhalten können. Es droht eine schleichende und flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, die insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten hart treffen wird. Anstatt die bestehenden, wirksamen flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese durch EU-konforme, bürokratischere, aber de facto schwächere Regelungen ersetzt. Diese Umgestaltung nützt primär ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die geschwächten Kontrollmechanismen sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Kompetenzen unserer paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-orientierte Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer laxeren

Überwachung und Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Anpassungen in Artikel 9 Absatz 2 bezüglich des Sanktionssystems, dienen offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmende. Die Neuplatzierung des Klagerechts aus Artikel 11 in Artikel 13a des EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen klaren Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies behindert die Flexibilität von KMU massiv und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Auch die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz ist problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, die unsere Rechtsordnung untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der EU stellen eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater ist äusserst bedenklich. Sie ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, was zwangsläufig zur "Rosinenpickerei" führt. Profitabelste Linien werden von ausländischen Akteuren bedient, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental.

Die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates ist als rechtliche Absicherung unzureichend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz künftig auf EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) angewiesen sein wird, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert und unsere Souveränität im Bahnverkehr schleichend aushöhlt. Die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird schrittweise aufgegeben.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern gewohnt sind. Die aktuellen Vorschläge verkennen die spezifischen Bedürfnisse und die bestehende Systematik unseres öffentlichen Verkehrs und gefährden ein zentrales Element unserer Landesversorgung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die vorliegenden Vereinbarungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind, oder ob sie nicht vielmehr zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen.

Primär ist die Frage der institutionellen Übernahme des EU-Rechts besorgniserregend. Gemäss Artikel 4 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) ist die Schweiz eine souveräne Republik, die ihre Rechtsordnung selbst bestimmt. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit seitens der Schweiz widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung aushöhlen und den Willen des Schweizer Volkes, wie er in der Bundesverfassung verankert ist, untergraben.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung (SR 101) bedenklich. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Auslegung des EWR-relevanten EU-Rechts birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte in ihrer Entscheidungsfindung eingeschränkt werden und sich an Vorgaben halten müssen, die nicht im Einklang mit den eigenen Rechtsgrundsätzen stehen. Dies könnte die Unabhängigkeit unserer Justiz gefährden.

Auch die wirtschaftlichen Aspekte sind nicht unproblematisch. Zwar wird eine erleichterte Marktanbindung versprochen, doch die Kosten für die Übernahme von EU-Regularien und die möglichen Ausgleichszahlungen an die EU sind nicht transparent genug dargelegt. Die Verpflichtung zur Anwendung des Unionsrechts, wie sie in verschiedenen Abkommen angedacht ist, könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, die nicht die gleichen Ressourcen zur Anpassung an aufwendige Regulierungen haben wie ihre europäischen Konkurrenten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket einen gefährlichen Weg für die Schweiz darstellt. Die potenzielle Schwächung unserer Souveränität, die Einschränkung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und die unklaren wirtschaftlichen Folgen überwiegen die angeblichen Vorteile bei weitem. Eine sorgfältige und kritische Auseinandersetzung mit jedem einzelnen Aspekt ist unerlässlich, bevor über eine Annahme solcher weitreichenden Vereinbarungen entschieden werden kann. Es ist unsere Pflicht, die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger zu wahren und keine Kompromisse einzugehen, die unsere grundlegenden Prinzipien gefährden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar wird die Notwendigkeit einer geregelten Beziehung zur EU anerkannt, doch die aktuelle Richtung birgt das Risiko einer schleichenden Untergrabung schweizerischer Souveränität und Eigenständigkeit.

Die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitgestaltungsmöglichkeit stellt eine gravierende Schwächung des demokratischen Prinzips dar. Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Achtung der Rechtsgleichheit und der Grundrechte, was impliziert, dass Gesetzgebungsprozesse transparent und von den betroffenen Parteien mitgestaltbar sein müssen. Die aktuelle Stossrichtung scheint jedoch darauf hinauszulaufen, dass die Schweiz weitgehend rezipieren muss, was in Brüssel entschieden wird, ohne über eine angemessene Mitsprachemöglichkeit zu verfügen. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind.

Insbesondere die Befürchtung, dass die Gerichte des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) über die Anwendung und Auslegung des übernommenen EU-Rechts entscheiden könnten, ist alarmierend. Dies würde bedeuten, dass die oberste juristische Instanz der Schweiz, das Bundesgericht, der

Jurisdiktion einer ausländischen Institution unterworfen würde. Artikel 190 BV legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht vom Bundesgericht und anderen Behörden anzuwenden sind, aber dies bezieht sich auf völkerrechtliche Verträge, deren Inhalt die Schweiz selbst bestimmt hat. Die faktische Einführung einer EuGH-Vorherrschaft würde die Rechtsprechung des Bundesgerichts de facto entwerten und die richterliche Unabhängigkeit bedrohen.

Des Weiteren besteht die Sorge, dass die angestrebte Stabilisierung zu einer inhaltlichen Konvergenz mit der EU führt, die über die rein wirtschaftlichen Aspekte hinausgeht. Die schweizerische Rechtsordnung und die föderale Struktur sind über Jahrhunderte gewachsen und spiegeln die besonderen Bedürfnisse und Werte unseres Landes wider. Eine erzwungene Angleichung könnte bestehende Rechtsgrundlagen aushöhlen und die Vielfalt innerhalb der Schweiz beeinträchtigen. Der Grundsatz der Gewaltenteilung, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, könnte durch die indirekte Bindung an die Rechtsprechung des EuGH untergraben werden.

Es ist unerlässlich, dass jegliche weitere Annäherung an die EU primär auf den Prinzipien der Freiwilligkeit, der Gleichwertigkeit und der gegenseitigen Kontrolle beruht. Die Schweiz muss ihre Handlungsfreiheit bewahren und darf sich nicht in eine Position manövrieren, in der sie de facto zum Anhängsel der EU wird. Die Garantien der Bundesverfassung, insbesondere in Bezug auf die Souveränität, die demokratischen Rechte und die Unabhängigkeit der Justiz, dürfen nicht geopfert werden. Eine kritische und vorsichtige Herangehensweise ist daher nicht nur ratsam, sondern zwingend erforderlich.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Ergebnisse der jüngsten Verhandlungen mit der Europäischen Union lassen erhebliche Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit den verfassungsmässigen Grundsätzen der Schweiz aufkommen. Insbesondere die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und der Übernahme von EU-Recht im Rahmen von bilateralen Abkommen werfen gravierende Fragen bezüglich der Souveränität unseres Landes und des Schutzes unserer rechtsstaatlichen Prinzipien auf.

Die potenzielle Übernahme neuer EU-Gesetzgebung, ohne dass das Schweizer Volk und die Stände explizit und in jedem Einzelfall zustimmen können, widerspricht fundamental dem Demokratieprinzip, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (RöG) verankert ist. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie ist offensichtlich, wenn Entscheidungen aus Brüssel automatisiert in Schweizer Recht überführt werden, ohne dass die demokratischen Kontrollmechanismen greifen. Dies betrifft insbesondere Bereiche, die das Schweizer Wirtschaftsmodell und die soziale Sicherheit massgeblich beeinflussen.

Die vorgeschlagene Anpassung der Personenfreizügigkeit, die eine automatische Anwendung von EU-Recht vorsieht, birgt das Risiko, die Lohn- und Arbeitsbedingungen für Schweizer Arbeitnehmer negativ zu beeinflussen. Die in der Bundesverfassung verankerten Ziele des Schutzes der Arbeitnehmer und der Sicherung eines angemessenen Lohnniveaus könnten durch eine solche Regelung untergraben werden. Artikel 34 des Bundesgesetzes über die Arbeitsvermittlung und den Arbeitsmarkt (AVV) verlangt die Berücksichtigung der nationalen Arbeitsmarktbedingungen, was bei einer pauschalen Übernahme von EU-Regelungen fraglich wird.

Darüber hinaus muss die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch hinterfragt werden. Eine Verpflichtung zur Übernahme der Rechtsprechung des EuGH in die nationale Rechtsordnung, wie sie in ähnlichen Kontexten bereits diskutiert wurde, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Eigenständigkeit der Schweizer Rechtsentwicklung erheblich beeinträchtigen. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte, und die Unterordnung unter eine fremde juristische Instanz stellt diese Garantie in Frage. Die Verhandlungsergebnisse müssen daher einer eingehenden Prüfung unterzogen werden, um

sicherzustellen, dass die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien nicht geopfert werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Oberli Ruben (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Oberli ruben · 0798308238 · garage-oberli@outlook.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und lassen eine kritische Auseinandersetzung mit ihren potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien gebieterisch erscheinen.

Besonders alarmierend ist die drohende Unterwerfung unter das Recht der Europäischen Union, welches die Schweizer Bevölkerung und ihre Vertreter in einem demokratischen Prozess nicht mehr direkt gestalten können. Artikel 14 der Bundesverfassung, der die Volkssouveränität verankert, gerät hierdurch unter Druck. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf die Gesetzgebung Einfluss nehmen kann, tangiert fundamental die Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung. Dies widerspricht dem Geist des schweizerischen Rechts, der auf der freiheitlichen Willensbildung durch das Volk und die Kantone basiert.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen angedeutet wird, würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Eigenständigkeit der Schweizer Rechtsordnung massiv beeinträchtigen. Das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit, wie es im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) und der Bundesverfassung verankert ist, würde ausgehöhlt, wenn Gerichte primär an externe Interpretationen von Gesetzen gebunden wären, die sie nicht mitgestaltet haben. Die kantonalen Rechtstraditionen und die Vielfalt der Rechtsauffassungen innerhalb der Schweiz könnten hierdurch unwiederbringlich Schaden nehmen.

Die vorgesehene Regelung der Personenfreizügigkeit, die ohne ausreichende flankierende Massnahmen und Kontrollmechanismen umgesetzt werden soll, birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke. Artikel 117 der Bundesverfassung, der die Wahrung der wirtschaftlichen Interessen der Bevölkerung zur Aufgabe des Bundes erklärt, könnte hierdurch missachtet werden. Die unkontrollierte Zuwanderung von Arbeitskräften aus EU-Staaten ohne klare Beschränkungen oder Überprüfungen der Lohn- und Arbeitsbedingungen könnte zu Lohndumping und einer Erosion der sozialen Standards führen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Gefahr bergen, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu manövrieren, die ihre staatsrechtliche Eigenständigkeit und die demokratischen Grundsätze untergräbt. Eine genaue Prüfung und gegebenenfalls eine klare Ablehnung dieser weitreichenden Zugeständnisse sind im Interesse der Souveränität und der Rechtsstaatlichkeit der Schweiz unabdingbar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des vorgeschlagenen Pakets zur Stärkung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union muss von einer tiefgreifenden Skepsis und kritischen Distanz geprägt sein. Die offensichtliche Absicht, die wirtschaftliche und politische Abhängigkeit der Schweiz von der EU zu vertiefen, bedroht die Souveränität und die bewährten demokratischen Prinzipien unseres Landes.

Besonders bedenklich ist die geplante Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Bevölkerung und der eidgenössischen Räte. Dies steht im direkten Widerspruch zum Prinzip der Volksgesetzgebung, wie es in Artikel 138 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen untergräbt die Rolle des Parlaments und der direkten Demokratie. Es ist nicht auszuschliessen, dass hierdurch schweizerische Gesetze, die auf jahrzehntelanger sorgfältiger Abwägung und demokratischer Legitimation beruhen, faktisch ausgehebelt werden könnten.

Des Weiteren wirft die Frage der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche Bedenken auf. Die angestrebte Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH in Bereichen, die die Schweiz direkt betreffen, tangiert die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Autorität des Bundesgerichts. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 190 BV die Bindung an das Recht, dies darf jedoch nicht dazu missbraucht werden, die Jurisdiktion eines fremden Gerichts über die schweizerische Rechtsordnung zu erheben. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Möglichkeit, nationale Interessen in rechtlichen Belangen wahrzunehmen, würden dadurch empfindlich gestört.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU werden die Nachteile bezüglich Souveränität und demokratischer Kontrolle bei weitem überwiegen. Die Schweiz hat sich über Jahrzehnte hinweg einen Weg der Unabhängigkeit und Eigenständigkeit erarbeitet. Dieses Paket droht, diese Errungenschaften aufs Spiel zu setzen und die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU zu degradieren, ohne dass wir die Möglichkeit hätten, die Entwicklungen massgeblich mitzugestalten. Eine solche Entwicklung widerspricht fundamental dem Geist und den Prinzipien, auf denen die Schweizerische Eidgenossenschaft basiert. Es ist daher unerlässlich, diesem Paket mit äusserster Vorsicht und kritischer Distanz zu begegnen und die langfristigen Konsequenzen für unsere Souveränität und Demokratie genauestens zu prüfen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung an die europäische Gesetzgebung im Einklang mit den Kerninteressen der Schweiz und insbesondere mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der Souveränität unseres Landes steht.

Ein zentraler Punkt ist die potenzielle Aushöhlung nationaler Entscheidungsprozesse. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in solchen Abkommen impliziert sein kann, widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Möglichkeit, dass sich die Schweiz faktisch EU-Richtlinien unterwerfen muss, ohne direkten Einfluss auf deren Inhalt nehmen zu können, ist inakzeptabel. Dies könnte zu einer Entmachtung des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter führen.

Darüber hinaus ist die genaue Ausgestaltung der Umsetzung im Inland von entscheidender Bedeutung. Es muss sichergestellt werden, dass jede Übernahme von EU-Recht sorgfältig geprüft wird und den Schweizer Verhältnissen sowie unserer Rechtsordnung entspricht. Die Gefahr einer unkritischen Übernahme, die bestehende Regelungen untergräbt oder zu unerwünschten Effekten

führt, ist real. Insbesondere Artikel 139 BV, der die referendumspflichtigen Vorlagen regelt, könnte durch die Art der Umsetzung solcher Abkommen umgangen werden, falls sie nicht transparent und dem Referendum zugänglich gemacht werden.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Während die Stärkung der wirtschaftlichen Beziehungen mit der EU unbestritten ist, muss genau analysiert werden, welche Kosten und welchen Anpassungsdruck die geforderten Regulierungen für Schweizer Unternehmen bedeuten würden. Es darf nicht sein, dass die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit durch übermässige regulatorische Lasten beeinträchtigt wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung ein deutliches Signal für eine kritische Haltung gegenüber unüberlegten oder einseitigen Angleichungen an die EU erfordert. Die Wahrung unserer Souveränität, die Stärkung der direkten Demokratie und die Sicherung der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz müssen oberste Priorität haben. Jegliche Form der Umsetzung muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass sie dem Wohl unseres Landes dient und nicht zu einer schleichenden Abhängigkeit führt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Service public dar und sind daher entschieden abzulehnen. Insbesondere die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet ausländischen Anbietern die Tür, die Schweiz für ihre profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu nutzen. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres flächendeckenden öffentlichen Verkehrs und gefährdet dessen Qualität für die Bürgerinnen und Bürger.

Die Ausgestaltung des Abkommens lässt zudem befürchten, dass bewährte Subventionen, die zur Sicherstellung des Service public im Schienenverkehr – sei es im Güter- oder Regionalverkehr oder für die Erneuerung von Rollmaterial – gewährt werden, unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die Attraktivität und die Leistungsfähigkeit unseres Bahnwesens massiv beeinträchtigen.

Die von der Regierung angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag die gravierenden Bedenken nicht auszuräumen. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor künftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine leere Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme fortgesetzt. Die Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist problematisch. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränkt. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Das Abkommen untergräbt die Souveränität und die Möglichkeit, den öffentlichen Verkehr im Sinne der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft zu gestalten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit manifestieren eine bedenkliche Kapitulation vor Brüssel und stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die massenhafte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Zuwanderung von EU-Bürgern und ihren Familienangehörigen auf eine Weise ausweitet, die für ein Nicht-EU-Land

beispiellos ist, widerspricht fundamental dem Willen des schweizerischen Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, eine faktische 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schweren Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Dies wird durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert, insbesondere durch die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, welche die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme fördern und den Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Sozialhilfeabhängigkeit praktisch verunmöglichen. Die Kosten dafür werden zweifellos von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden.

Die angebliche 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, deren Anwendungs-Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz diese dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die jegliche effektive Steuerung verunmöglicht. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Kosten der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist ein Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive finanzielle Belastungen verursacht.

Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen, wie im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) vorgesehen, schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Diese schleichende Entmachtung unserer nationalen Kontrollkompetenzen, auch im Gesundheitsbereich durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15), stellt ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Souveränität für EU-Konformität. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten.

Diese gesamte Paketierung ist ein direkter Angriff auf die Prinzipien unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Souveränität und muss in dieser Form entschieden zurückgewiesen werden.

Strom

Die vorgesehene Strommarktliberalisierung im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine fatale Kapitulation vor EU-amerikanischen Marktideologien dar und gefährdet die Energiesouveränität der Schweiz fundamental. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem Bittsteller ohne Stimmrecht, der jedoch für die Entscheidungen und deren Kosten vollumfänglich einzustehen hat. Die schweizerische Regulierungsbehörde ElCom wird zur blossen Vollzugsstelle undemokratisch legitimierter Brüsseler Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energiepolitik bedeutet.

Diese Entwicklung birgt existenzielle Risiken für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe entpuppen und dessen Abschaffung erzwingen. Gleichzeitig schwächt die EU-Logik die föderalen Strukturen, indem sie den Einspeisevorrang lokaler Energieversorger wie Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln

aushebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa Wasserreserven, wird durch EU-Regeln massiv eingeschränkt. Niemand übernimmt mehr die klare Verantwortung für die Stromversorgung der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG propagiert wird, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht mehr vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue Energiegesetz (EnG) verschärft diese Problematik. Die Änderung in Art. 15 neu schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung erheblich, indem sie die Vergütungsregeln ändert und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen bürgernahe Energieproduktion. Die Leistungsgrenze wird von 3 MW auf 200 kW drastisch gesenkt, was unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind reine Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze untergräbt. Dieses Abkommen ist ein Rückschritt für die Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Bestimmungen zum finanziellen Beitrag, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, werfen gravierende verfassungs- und rechtsstaatliche Bedenken auf. Die Umwandlung von anfänglich freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine erhebliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der budgetären Souveränität dar. Wir beobachten hier eine faktische Zwangsabgabe, die es der Schweiz unmöglich macht, ihre finanziellen Verpflichtungen flexibel und im Einklang mit den eigenen nationalen Interessen zu gestalten.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als offensichtliches Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsbasis und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen. Diese Entwicklung macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne die ihr zustehenden Stimmrechte und Mitsprachemöglichkeiten, während keine konkreten Garantien für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bestehen.

Das geplante KoBG dient als zentrales gesetzgeberisches Instrument, um diese Zahlungsverpflichtungen dauerhaft und unumkehrbar zu etablieren. Die Verankerung von Kohäsionszahlungen als permanenter Rechtsanspruch gemäss Art. 1 KoBG schwächt die Budgethoheit des Parlaments erheblich. Anstatt souveräner Entscheidungen über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Verpflichtung stattfinden. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist weit mehr als eine technische Formalität; sie zementiert diese Abgaben als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und potenziell umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese

strategische Verknüpfung scheint darauf abzuzielen, Bedenken hinsichtlich der reinen Zahlungsverpflichtung zu verschleiern und diese als Teil eines grösseren, als positiv dargestellten Ziels zu präsentieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung nicht nur die Souveränität der Schweiz untergräbt, sondern auch eine rechtlich und politisch problematische Abhängigkeit schafft, ohne dass entsprechende Vorteile für unser Land erkennbar sind.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität und die bewährte föderalistische Ordnung dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse der Bevölkerung getroffen werden, wird durch ein starres und technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet die Abschaffung demokratisch legitimierter Förderinstrumente, die essenziell für die lokale Wirtschaftsförderung, den Service public und die Sicherung kritischer Sektoren sind.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt über ihre eigene Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern bevormundet. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, der seit jeher das Fundament unserer nationalen Identität und unserer regionalen Vielfalt bildet. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft, die keinerlei formelles rechtliches Gehör geniessen, wenn ihre souveränen Entscheidungen durch die neue Beihilfekammer geprüft werden.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" innerhalb der WEKO, wie sie durch die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) und das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen ist, ist äusserst bedenklich. Diese Instanz agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist ungenügend. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) statuiert ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und ihnen die Möglichkeit raubt, ihre eigenen politischen Entscheidungen eigenständig zu verteidigen.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle gefährdet unsere strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung eines funktionierenden Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz geopfert wird. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer ein alarmierendes Signal für eine mangelnde Transparenz und eine Schwächung des Konsumentenschutzes.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur eine erhebliche Einschränkung unserer Souveränität und föderalistischen Prinzipien bedeuten, sondern auch die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung in einer Weise verändern, die den Interessen unseres Landes zuwiderläuft. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel „Vom Hof auf den Tisch“, stellt eine inakzeptable Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Dies ist kein Akt der Sicherheit, sondern eine umfassende Integration, die unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein essenzieller Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unvermeidlich verwässert

und das Label „Made in Switzerland“ entwertet.

Besorgniserregend ist die unerträgliche „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Handlungsfreiheit der Schweiz blockiert und die Kündigungsmöglichkeit dieses schädlichen Pakets ausschliesst. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität und degradiert unsere Produzenten zu ausländischen Kontrollobjekten.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien zu überrollen, die gezwungen wären, komplexe und unpassende EU-Vorschriften zu erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen gefährdet. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, indem die Schweiz zur Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen gezwungen wird, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt. Insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten niedrigerer EU-Standards aufzugeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz, der durch die Aufgabe nationaler, breiter akzeptierter Regeln zugunsten von EU-Massenstandards ersetzt wird.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und reduzieren dessen Mitspracherecht in für die Landwirtschaft zentralen Fragen. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem EU-Diktat, was die Fähigkeit der Schweiz zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen limitiert. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit schneller, flexibler und lokaler Anpassungen fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Diese Bestrebungen sind nicht im Interesse der Schweiz und müssen entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit erscheinen äusserst bedenklich und lassen erhebliche Zweifel an ihrer Wirksamkeit und Rechtfertigung aufkommen. Es zeichnet sich eine schrittweise Aushöhlung des bewährten schweizerischen Lohnschutzes ab, zugunsten von EU-konformen Regelungen, welche den massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit entsteht, keineswegs kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, da die neuen Bestimmungen eher kosmetischer Natur sind und den bestehenden Schutz aufweichen, anstatt ihn zu stärken.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind hierfür ein Paradebeispiel. Die Änderungen, insbesondere in Bezug auf das Sanktionssystem gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Verlagerung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik verkompliziert und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Ebenso kritisch ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, der in den neuen Art. 335l bis 335q OR verankert werden soll. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dieses starre, bürokratische Verfahren lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren

Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamentalen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes. Ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen, schafft dieser Schutz eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht.

Die Kontrolle und Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung geltender Standards.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz problematisch. Die Aufnahme von Bestimmungen in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz durch den neuen Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die Rechtsordnung der Schweiz untergräbt, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung hierzulande durchgesetzt werden können. Insgesamt deuten die vorgeschlagenen Änderungen auf eine schrittweise Preisgabe unserer souveränen Entscheidungsgewalt und die Schwächung unseres robusten Lohnschutzes hin.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Während eine gewisse Kohärenz in den bilateralen Beziehungen wünschenswert sein mag, birgt der aktuelle Ansatz das Risiko einer schleichenden Untergrabung der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien, die unserer Demokratie zugrunde liegen.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht im Rahmen von institutionellen Abkommen bedarf einer gründlichen Prüfung. Das Schweizerische Bundesgesetz über die EU-Abkommen (BG-EU-Abkommen) verlangt eine klare Abgrenzung zwischen der Übernahme von Sekundärrecht und der Wahrung der nationalen Gesetzgebungskompetenz. Die Gefahr besteht darin, dass die Mechanismen zur automatischen Rechtsübernahme, wie sie in der EU üblich sind, die Möglichkeit des Schweizer Parlaments, eigene Gesetze zu erlassen und anzupassen, stark einschränken. Dies könnte insbesondere dann problematisch werden, wenn EU-Recht in Bereichen zur Anwendung kommt, die gemäss dem Schweizerischen Obligationenrecht (OR) weiterhin der nationalen Regelung bedürfen. Artikel 1 des Raumplanungsgesetzes (RPG) betont beispielsweise die Bedeutung der kantonalen Autonomie in der Raumplanung. Eine Übernahme von EU-Recht, das hierzu im Widerspruch steht, ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten für die Schweiz, verletzt diesen Grundsatz.

Des Weiteren ist die Frage der richterlichen Überprüfung von EU-Recht durch Schweizer Gerichte von zentraler Bedeutung. Gemäss dem Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte und die Straf- und Zivilprozessordnung (OG) sind Schweizer Gerichte an das nationale Recht gebunden. Eine automatische Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde diese richterliche Unabhängigkeit gefährden und die Interpretation von Schweizer Recht durch ausländische Gerichte erzwingen. Dies steht im Widerspruch zur richterlichen Autonomie, wie sie im kantonalen Recht verankert ist.

Die im Rahmen dieser Vernehmlassung diskutierten Punkte müssen daher unter dem Gesichtspunkt der Souveränität und der demokratischen Kontrolle bewertet werden. Jede Form der Annäherung an die EU muss so gestaltet sein, dass die Schweiz ihre Entscheidungsfreiheit in Schlüsselbereichen behält und die rechtsstaatlichen Garantien unseres Landes nicht kompromittiert werden. Eine blinde Übernahme von EU-Recht, ohne ausreichende Schutzmechanismen und die Wahrung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz, wäre nicht im Interesse der Schweiz. Es ist unerlässlich, dass die Vernehmlassungsparteien diese Risiken offen ansprechen und Alternativen vorschlagen, die die Souveränität der Schweiz gewährleisten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Sandro Panzini (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Sandro Panzini · 0797100020 · sandro_p@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränitätsrechte und der Kohärenz mit unserer Verfassung auf. Die vorgeschlagene Übernahme von Unionsrecht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der direktdemokratischen Mitsprache und der richterlichen Unabhängigkeit, die im Artikel 4 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk oder seine gewählten Vertreter eine explizite Zustimmung erteilen können, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 BV dargelegt ist.

Besonders kritisch ist die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dessen Rechtsprechung würde völkerrechtlich verbindlich werden und könnte die Auslegung nationalen Rechts massgeblich beeinflussen, was potenziell die richterliche Autonomie untergräbt. Dies steht im Widerspruch zur richterlichen Unabhängigkeit, die durch Artikel 194 BV und die Prinzipien des Rechtsstaates gewährleistet werden muss. Die Schweizer Gerichte wären in ihrer Entscheidungsfindung eingeschränkt, und das letzte Wort in Rechtsfragen läge nicht mehr allein bei unseren eigenen Institutionen.

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Arbeitsmarktes bergen Risiken für die Lohn- und Arbeitsbedingungen der Schweizer Bevölkerung. Die befürchtete Lohndumpinggefahr und der verstärkte Wettbewerbsdruck könnten die Errungenschaften des sozialpartnerschaftlichen Modells gefährden, das massgeblich zur Stabilität und zum Wohlstand unseres Landes beigetragen hat. Artikel 118a BV, der den Schutz der Arbeitskräfte und die Bekämpfung von Missständen vorsieht, könnte durch eine unkritische Übernahme von EU-Regelungen unterlaufen werden, wenn diese nicht auf die spezifischen Bedürfnisse des Schweizer Arbeitsmarktes zugeschnitten sind.

Zudem ist die Unklarheit bezüglich der finanziellen Verpflichtungen und deren Auswirkung auf den Bundeshaushalt besorgniserregend. Die Übernahme von EU-Recht impliziert oft auch die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und -Fonds, deren Umfang und Folgen nicht abschliessend geklärt sind. Dies steht im Widerspruch zum Gebot der Haushaltsdisziplin und der verantwortungsvollen Finanzpolitik, wie sie von der Bundesversammlung und dem Bundesrat im Rahmen ihrer verfassungsmässigen Aufgaben zu gewährleisten ist. Insgesamt erscheinen die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität, die demokratischen Rechte und die wirtschaftliche Stabilität erheblich und erfordern eine eingehendere Prüfung und gegebenenfalls eine Nachbesserung der Verhandlungsergebnisse.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der Richtlinie birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist fraglich, ob eine Übernahme von EU-Recht, selbst in Form einer Richtlinie, mit den Grundsätzen der Schweizer Bundesverfassung vereinbar ist, insbesondere mit dem Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte die Fähigkeit des schweizerischen Gesetzgebers und des Volkes, autonom über Gesetze zu entscheiden, untergraben.

Darüber hinaus besteht die Sorge, dass die Richtlinie zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtstradition führen könnte. Die Rechtsgrundlagen, auf denen die Schweiz ihre Gesetzgebung stützt, sind tief in der eigenen Geschichte und Rechtskultur verwurzelt. Eine überstürzte Anpassung an europäische Normen, wie sie in Artikel 4 der EU-Grundrechtecharta implizit gefordert wird, könnte diese Fundamente gefährden, ohne die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz ausreichend zu berücksichtigen. Die damit verbundenen Kompetenzverschiebungen sind nicht zu unterschätzen und erfordern eine äusserst kritische Prüfung.

Es ist unerlässlich, die Auswirkungen einer solchen Übernahme auf die schweizerische Rechtsordnung sorgfältig zu analysieren. Insbesondere die im Entwurf vorgeschlagenen Mechanismen zur Umsetzung bedürfen einer genauen Untersuchung hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit dem Prinzip der Rechtsgleichheit, wie es in Artikel 8 der Bundesverfassung garantiert wird. Wenn die Umsetzung zu einer Ungleichbehandlung von Schweizer Bürgern oder Unternehmen im Vergleich zu jenen in EU-Mitgliedstaaten führt, wäre dies ein klarer Verstoss gegen dieses Prinzip.

Die potenzielle Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht birgt auch die Gefahr einer unkontrollierten Erweiterung der Gesetzgebungskompetenzen der EU, ohne dass der schweizerische Souverän dies explizit gewollt hat oder im Rahmen demokratischer Prozesse kontrollieren kann. Dies widerspricht dem Grundgedanken der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, der in der schweizerischen Verfassung zentral verankert ist. Es ist daher geboten, jede Übernahme von EU-Recht kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen und die verfassungsmässigen Grundsätze jederzeit gewahrt bleiben. Die finanzielle und personelle Belastung, die mit der Umsetzung und der Überwachung solcher Abkommen einhergeht, ist ebenfalls ein wichtiger Faktor, der in die Abwägung einbezogen werden muss.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anbindung an die EU im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für das bewährte und für die Bevölkerung unverzichtbare Schienennetz dar. Ausländische Anbieter, die von den Vorteilen des EU-Binnenmarktes profitieren, werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren und damit die sogenannten "Rosinenpickerei" betreiben. Dies hat zur Folge, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben, was ihre finanzielle Basis und somit die Qualität des flächendeckenden Angebots massiv untergräbt.

Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlose Floskel. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist keine wirksame Absicherung, sondern eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme manifestiert. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist äusserst bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Fähigkeit einschränken, den öffentlichen Verkehr optimal auf die Bedürfnisse unserer Bevölkerung auszurichten. Die finanziellen Auswirkungen der Anwendung des EU-Beihilferechts auf heutige Subventionen im Güter- und Regionalverkehr sowie für die Rollmaterialerneuerung sind zudem unklar und bergen ein erhebliches Risiko für die Aufrechterhaltung des bestehenden Angebots.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und der Willensbildung des schweizerischen Volkes dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie die Zuwanderung massiv ausbauen würde, steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert. Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', öffnet Tür und Tor für Missbrauch und stellt eine unzumutbare Belastung für unsere inneren Sicherheit und unsere Sozialwerke dar. Es ist inakzeptabel, dass Personen, die von Kriminalität leben oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind, ein faktisches Bleiberecht erhalten, während die Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen.

Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist lediglich ein Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen – eine klare Erpressung anstelle einer echten Schutzmöglichkeit.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) vorgesehen, ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und in den Medizinal- und Gesundheitsberufegesetzen ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung schwächt. Dies stellt eine unzulässige Aufgabe unserer souveränen Regulierungskompetenz dar.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis, der jedoch kostentragend wird. Die Energiepolitik und die Regulierung unseres Stromnetzes würden künftig primär in Brüssel bestimmt. Dies bedeutet das faktische Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Die unabhängige Regulierungsbehörde ElCom würde durch die Angleichung an EU-Regelwerke zu einer rein operativen Vollzugsstelle degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umzusetzen hat. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, gerät durch die EU-Beihilfenregeln existenziell unter Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine essenzielle Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die lokalen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt sich zwischen Markt und EU, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer darstellt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Sie untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung, indem sie Vergütungsregeln ändern und die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte massiv beeinträchtigen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung. Dies zerstört unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der EU sind aus mehreren Gründen höchst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Anstatt einer freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Geste wandelt sich der Schweizer Beitrag in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht. Dies entzieht der Schweiz ein wesentliches politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die Begrifflichkeit einer "Zwangsabgabe" erscheint hier nicht überzogen.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung kaum mehr als ein Lockvogelangebot. Es ist davon auszugehen, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu substanziell höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz vertraglich nicht mehr entgehen kann. Die Schweiz würde somit zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert, wobei keine

Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies steht im Widerspruch zur Budgethoheit des Schweizer Parlaments, welches über die Verwendung von Steuergeldern souverän entscheiden sollte. Mit dem KoBG wird eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht umgewandelt, die mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Legislativkompetenz des Parlaments aushöhlt. Statt eigener Entscheidungen über die Mittelverwendung obliegt der Schweiz lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Ebenso ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Regelungen untergraben die Souveränität der Schweiz und stellen keine faire Gegenleistung für die geforderten Mittel dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind weder ausreichend noch zweckmässig. Sie stellen vielmehr eine kosmetische Überarbeitung dar, die den realen und erheblichen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen nicht zu kompensieren vermag. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, was insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an europäische Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer und in ihrer Effektivität gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen fragwürdig, was primär ausländischen Unternehmen zugutekommen dürfte, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q Obligationenrecht) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt. Insgesamt zeugen diese Änderungen von einer bedenklichen Erosion unserer nationalen Souveränität und des bewährten schweizerischen Lohnschutzes.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisher bewährte Praxis, dass Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies betrifft potenziell essenzielle Bereiche wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kulturförderung oder die Unterstützung lokaler KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplante Schaffung einer zentralen, EU-konformen Behörde, die als "verlängerter Arm der EU" agieren soll, massiv untergraben. Die Kantone werden in ihrer Entscheidungsfreiheit über die lokale Wirtschaftsförderung eingeschränkt und ihre Beschlüsse müssen künftig von dieser Instanz genehmigt werden. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Beihilfekammer innerhalb der WEKO (gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und Art. 3 BHÜG) wird eine "Superbehörde" geschaffen, deren primäres Ziel die Durchsetzung der EU-Kompatibilität und nicht die Wahrung Schweizer Interessen ist.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse zugunsten der neuen Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Ebenso erweitern die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG die Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts und zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle, was die Verfahrensautonomie der Kantone weiter einschränkt.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor.

Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für eine Abschwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, und wir werden zu reinen Regel-Empfängern degradiert, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel einer reinen Sicherheitsmassnahme, stellt tatsächlich eine umfassende Unterwerfung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Die Strategie "Vom Hof auf den Tisch" dient als Vehikel zur schleichenden Angleichung an oft tiefere EU-Standards, was unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels "Made in Switzerland" führt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentraler Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, ist damit ernsthaft in Gefahr.

Ein besonders besorgniserregender Aspekt ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Schweiz wird gezwungen, eine Annahme zu erwägen, die sie nicht wirklich will, nur um das gesamte Fundament ihrer Beziehungen zur EU nicht zu gefährden.

Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen bis hin zu Käsereien, ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Die Totalrevision des

Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die damit verbundene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts führen eine erdrückende Bürokratie ein, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Gastronomen überfordert und existenzbedrohend wirkt. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und die mittelständische Wirtschaft.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein bedeutender Souveränitätsverlust in einem ethisch zentralen Bereich. Ebenso stellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) einen Verlust der Autonomie im Schutz unserer Wälder dar, da wir uns den EU-Mechanismen unterwerfen müssen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle untergräbt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

Dieses Abkommen ist kein Fortschritt, sondern eine gefährliche Aushöhlung unserer Souveränität, unserer hohen Standards und unserer wirtschaftlichen Existenzgrundlagen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist aus Sicht der Schweiz mit erheblichen verfassungsrechtlichen und wirtschaftlichen Risiken verbunden. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in Form eines fortentwickelten Rahmenabkommens, birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf deren Gesetzgebung Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Unser Rechtssystem basiert auf der direkten Demokratie und der Willensbildung durch das Volk und die Stände. Die Annahme von EU-Recht über die Hintertür würde dieses Prinzip aushöhlen und die demokratische Legitimation unserer Gesetze untergraben.

Besondere Besorgnis bereitet die Weiterentwicklung der bilateralen Abkommen im Lichte des EU-Rechts. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, die sich im Rahmen der EU-Verträge fortentwickelt, stellt eine signifikante Einschränkung unserer Autonomie dar. Dies kann zu einer Situation führen, in der das schweizerische Recht von nicht-schweizerischen Gerichten, wie dem Europäischen Gerichtshof (EuGH), interpretiert und angewendet wird. Artikel 95 der Bundesverfassung legt fest, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft den Frieden und die Sicherheit fördern soll, jedoch darf dies nicht auf Kosten der schweizerischen Souveränität geschehen. Die Rolle des EuGH als potenzieller oberster Richter über schweizerische Gesetze wäre eine direkte Verletzung dieses Grundsatzes.

Auch die wirtschaftlichen Implikationen sind kritisch zu betrachten. Die Annahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich des Arbeitsmarktes und der Dienstleistungen, könnte zu einem unfairen Wettbewerb führen, bei dem Schweizer Unternehmen mit strengeren regulatorischen Auflagen konfrontiert würden als ihre Konkurrenten in der EU. Dies widerspricht dem Interesse an einer funktionierenden und wettbewerbsfähigen Schweizer Wirtschaft, wie sie auch durch Artikel 33 des Bundesgesetzes über den Binnenmarkt (Binnenmarktgesetz, BMG) angestrebt wird, das einen freien

und fairen Wettbewerb sicherstellen soll. Die Übernahme von Richtlinien, die auf andere Marktbedingungen zugeschnitten sind, könnte zu übermässigen Kosten und bürokratischen Hürden führen. Die Schweiz muss ihre wirtschaftlichen Interessen schützen und darf sich nicht leichtfertig einer Gesetzgebung ausliefern, deren Entwicklung sie nicht beeinflussen kann. Eine Stabilisierung der Beziehungen darf nicht mit einer Aufgabe unserer rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien erkauft werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Aus unserer Sicht werden die vorgeschlagenen Regelungen die Souveränität der Schweiz in unannehmbarer Weise untergraben und sind zudem rechtlich fragwürdig. Die scheinbare Harmonisierung von Rechtsnormen birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei eigene Gestaltungsspielräume behält. Dies steht im Widerspruch zum Geist des schweizerischen Föderalismus und der direkten Demokratie, wie sie durch Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind, der die Schweiz als eine sich demokratische, liberale und souveräne Republik auf der Grundlage der Freiheit und der Menschenwürde umschreibt.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht im Bereich der Dienstleistungen und des freien Warenverkehrs wirft kritische Fragen auf. Das EU-Recht diktiert hier ein Mass an Angleichung, das die Flexibilität und die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft massiv einschränken könnte. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen, stellt eine Gefährdung der schweizerischen Rechtsetzungshoheit dar. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass Gesetze durch die demokratisch legitimierten Organe des Bundes und der Kantone beschlossen werden.

Auch die Frage der Beilegung von Streitigkeiten im Rahmen des geplanten Abkommens ist problematisch. Die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung und Anwendung des Abkommens birgt die Gefahr einer nachträglichen und oft unerwünschten Einflussnahme auf die schweizerische Rechtsordnung. Artikel 190 der Bundesverfassung, der besagt, dass das Bundesrecht Vorrang vor kantonale Recht hat, könnte unter einer solchen Konstellation de facto durch die Vorgaben des EuGH ausgehebelt werden. Dies untergräbt die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems.

Wir mahnen zur Vorsicht und zur kritischen Prüfung aller Aspekte dieses Pakets. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit sind gravierend und dürfen nicht übersehen werden. Eine vertiefte Prüfung unter Einbezug aller relevanten rechtlichen und politischen Konsequenzen ist unabdingbar, bevor einer solchen Lösung zugestimmt werden kann. Die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer bewährten Institutionen muss oberste Priorität haben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Selina Imseng (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Selina Imseng · selina_imseng@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen eingehend zu prüfen, bevor überstürzte Entscheidungen getroffen werden, die unsere Autonomie unwiderruflich schwächen könnten.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungspapieren angedeutet wird, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Einhaltung des schweizerischen Verfassungsrechts auf. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch die Akzeptanz von extern diktiertem Recht untergraben. Die Bundesversammlung ist gemäss Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung dazu verpflichtet, die Einhaltung der Bundesverfassung zu gewährleisten. Die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle durch das schweizerische Volk und die Kantone steht diesem Grundsatz diametral entgegen. Es droht eine schleichende Aushöhlung der parlamentarischen Mitsprache und der direktdemokratischen Instrumente, die das Fundament unseres politischen Systems bilden.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH, wie sie für eine Stabilisierung der Beziehungen zur EU gefordert wird, stellt eine direkte Herausforderung für die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität der schweizerischen Gerichte dar. Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert die richterliche Unabhängigkeit. Die Bindung an Urteile eines externen Gerichts, dessen Rechtsprechung nicht immer mit den Grundsätzen des schweizerischen Rechts übereinstimmt, könnte die effektive Anwendung unserer eigenen Gesetze behindern und zu Rechtsunsicherheit führen.

Die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Bindung an die EU erscheinen im Lichte dieser Souveränitätsverluste fragwürdig. Es ist zu befürchten, dass die wirtschaftlichen Nachteile, insbesondere die erhöhte Abhängigkeit und die Einschränkung unserer Verhandlungsmacht in internationalen Angelegenheiten, die vermeintlichen Vorteile bei weitem übersteigen werden. Wir riskieren, uns in eine Abhängigkeit zu begeben, die unsere Fähigkeit einschränkt, unsere eigenen wirtschaftlichen und politischen Interessen autonom zu verfolgen.

Daher muss jeder Schritt in Richtung einer engeren Beziehung zur EU kritisch hinterfragt und daraufhin geprüft werden, ob er mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen und unserer nationalen Unabhängigkeit vereinbar ist. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht oder die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung ohne klare Grenzen und Sicherungsmechanismen wäre ein unverantwortlicher Schritt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Vorlage zur allgemeinen Bemerkung bezüglich der inländischen Umsetzung bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die tiefgreifenden Bedenken im Hinblick auf die Souveränität und die demokratische Legitimation unseres Rechtssystems angemessen widerzuspiegeln. Die aktuelle Fassung lässt die gravierenden Implikationen einer fragwürdigen Übernahme von EU-Recht unberücksichtigt.

Es ist zwingend erforderlich, die problematische Natur einer direkten oder indirekten Übernahme von EU-Rechtsschutzstandards und anderen regulatorischen Bestimmungen hervorzuheben. Solche Massnahmen untergraben die rechtssetzerische Gewalt des Schweizer Parlaments und die Möglichkeit einer eigenständigen, an unsere spezifischen Bedürfnisse angepassten Gesetzgebung. Die Gefahr, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen de facto von nicht-demokratisch legitimierten EU-Organen diktiert werden, ist real. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien unserer direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert sind.

Darüber hinaus wirft die vorgeschlagene Umsetzung erhebliche Fragen hinsichtlich der Anwendung und Interpretation des EU-Rechts in der Schweiz auf. Ohne eine klare Regelung der Zuständigkeiten und der Verfahren ist zu befürchten, dass die schweizerischen Gerichte überlastet und mit der Auslegung fremder Rechtsnormen konfrontiert werden, was zu Rechtsunsicherheit und einer Erosion der Rechtseinheit führen kann. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Völkerrecht und das EU-Recht regelt, darf nicht zum Einfallstor für eine schleichende Rechtsangleichung werden, die unsere nationalen Interessen gefährdet.

Die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Anpassungsfähigkeit unserer Unternehmen sind ebenfalls alarmierend. Eine überstürzte oder unkritische Übernahme von EU-Regulierungen, die möglicherweise nicht auf die Besonderheiten des Schweizer Marktes zugeschnitten sind, könnte zu unnötigen bürokratischen Hürden und einer Benachteiligung heimischer Akteure führen. Die Glaubwürdigkeit und die Flexibilität unserer schweizerischen Rechtsordnung werden massiv beeinträchtigt, wenn sie einer ständigen und wenig transparenten Angleichung an ein externes Regelwerk unterliegt.

Es muss daher unmissverständlich gefordert werden, dass jede Form der Rechtsübernahme einer strengen Prüfung im Hinblick auf ihre Vereinbarkeit mit der Bundesverfassung, den Grundprinzipien unserer Demokratie und den schweizerischen Interessen unterzogen wird. Die Souveränität der Schweiz muss gewahrt bleiben, und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung darf nicht aufgeweicht werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung des Landverkehrs an das EU-Recht birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die verfassungsmässigen Prinzipien unserer nationalen Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater EBG stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar. Ausländische Anbieter werden durch diese Öffnung in der Lage sein, die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen und somit eine unerwünschte "Rosinenpickerei" zu betreiben. Dies untergräbt die Quersubventionierung, die unerlässlich ist, um auch unrentable, aber für die Grundversorgung notwendige Nebenlinien aufrechtzuerhalten.

Die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis PBG ist ebenso problematisch. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die Autonomie von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Anstatt die Vergabe nach nationalen Bedürfnissen und optimalen Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu

erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Möglichkeit einschränken, spezifisch schweizerische verkehrspolitische Ziele zu verfolgen.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese Bedenken nicht auszuräumen. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen Änderungen des EU-Rechts. Dies unterstreicht die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz im Bahnverkehr. Die stufenweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die drohende Übernahme von Regulierungen wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert entscheidende Kompetenzen an zentrale EU-Stellen und gefährdet die Effektivität unserer eigenen nationalen Regulierung.

Darüber hinaus besteht die reale Gefahr, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte und für die Qualität des Schienenverkehrs essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einstuft. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf das Angebot und die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs für die Bürgerinnen und Bürger.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Abkommen mit der EU im Bereich des Landverkehrs die finanzielle Basis unseres Service public schwächt, unsere Souveränität im Verkehrswesen untergräbt und die Qualität des öffentlichen Verkehrs für die Schweiz gefährdet. Wir fordern eine kritische Überprüfung dieser Massnahmen und eine Stärkung unserer nationalen Gestaltungsfreiheit anstelle einer unüberlegten Übernahme von EU-Recht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Unterwanderung unserer Rechtsordnung dar. Die unkommentierte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht in direktem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, dass Personen mit kriminellem Hintergrund oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit ein solches, praktisch unkündbares Aufenthaltsrecht erlangen, ist stossend und unzumutbar für die Schweizer Bevölkerung.

Diese Regelungen fördern massiv die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die finanziellen Lasten dafür werden unausweichlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der zudem extrem ausgeweitete Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Dies sprengt jede vernünftige Kapazität und untergräbt die finanzielle Grundlage unseres Sozialstaates.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' ist eine reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, von ihr Gebrauch zu machen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine Erpressungsmechanismus. Die automatisierte Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich keine Mitsprache mehr haben werden. Dies ist eine inakzeptable Entmachtung unserer direkten Demokratie und eine Kapitulation vor Brüssel.

Die angepassten Artikel im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere der neue Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei nachgewiesener Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist ein Placebo. Sie

ermöglicht keine wirksame Steuerung und überlässt entscheidende Massnahmen dem Ermessen, während einseitige Kontingente ausgeschlossen werden. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein alarmierendes Eingeständnis der massiven, durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich, die nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der Schweizer Steuerzahler wird zusätzlich durch einen neuen Zahlungsrahmen (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und einen spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belastet.

Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unter EU-Koordinationsregeln und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind direkte Angriffe auf unsere sozialpolitische Souveränität und auf Eigentumsrechte. Selbst unser Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachzuvollziehen. Die automatisierten Anerkennungsmechanismen für Berufsqualifikationen durch das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzen schweizerische Qualitätsprüfungen und bergen erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Qualitätssicherung. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und nationale Kontrolle für eine unzureichende EU-Kompatibilität. Diese Anpassungen sind ein klarer Verrat an den Interessen der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht des Schweizer Arbeitsmarktes und des Lohnniveaus äusserst bedenklich und vermögen die absehbaren negativen Folgen keineswegs zu kompensieren. Es handelt sich vorliegend nicht um eine Stärkung, sondern um eine gezielte Aufweichung und Anpassung unseres bewährten, effektiven Lohnschutzes an schwächere EU-Standards. Die flankierenden Massnahmen, wie sie im revidierten Entsendegesetz (EntsG) vorgesehen sind, führen zu einer erhöhten Bürokratisierung, ohne den Kern des Problems – den massiven Lohndruck auf Schweizer Arbeitnehmer durch eine unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit – wirksam anzugehen. Dies öffnet insbesondere ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping und die Ausbeutung von Arbeitskräften.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz, namentlich die Anpassungen in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die angekündigten Kontrollmechanismen und die Sanktionierungsmöglichkeiten werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der einzig durch EU-Druck motiviert ist. Dies führt zur Schaffung einer privilegierten Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Solch eine Regelung lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht fundamentalen Prinzipien eines liberalen und dynamischen Arbeitsmarktes.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als integralen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft gefährliche Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch enger an die EU binden, ohne dass dies im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide wird, ohne dass diese hierzulande einer

umfassenden gerichtlichen Prüfung unterzogen werden. Insgesamt zeigen diese Vorschläge eine klare Tendenz zur Erosion der schweizerischen Souveränität und zur Schwächung unseres eigenständigen und robusten Lohnschutzes zugunsten von EU-Konformität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine grundlegende Bedrohung für die Schweiz dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine reine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter die Vorgaben der Europäischen Union. Dies gefährdet nicht nur unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, sondern bedroht auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit unserer Konsumenten massgeblich ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an die oft tieferen EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust, der das wertvolle Label "Made in Switzerland" entwertet. Wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, verlieren wir einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zielt darauf ab, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt, die unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft angreifen.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Ablehnung würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was einer politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Dies ist ein inakzeptabler Eingriff in unsere demokratische Entscheidungsfindung.

Der Zutritt und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben – von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants – stellen eine massive Verletzung unserer Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Regelungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Auch im Tierschutz sind Rückschritte zu erwarten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Die Schweiz gibt zudem die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) auf, was angesichts der Notwendigkeit schneller und lokaler Massnahmen fahrlässig ist. Insgesamt stellt dieses Abkommen eine inakzeptable Unterwerfung unter EU-Recht dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine inakzeptable

Erosion schweizerischer Souveränität und föderalistischer Prinzipien dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer Gemeinden massiv, da ihre eigenständigen Förderentscheidungen künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigt werden müssen.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Notwendigkeit, Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von ihr genehmigen zu lassen, degradiert die Schweiz zu einem blossen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft eine entscheidende Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, institutionell verankert in der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG, birgt erhebliche Gefahren. Diese neue Instanz agiert de facto als "verlängerter Arm der EU", deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen und nicht mehr zwingend den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist ungenügend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert. Das im neuen Art. 82 Bst. bbis BGG vorgesehene direkte Beschwerderecht der neuen Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse sowie die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG durch das Bundesgericht sind eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert und macht die Schweiz vollständig vom EU-Beihilferecht abhängig. Ebenso ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Diese Regelungen führen zu einer Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen nachhaltig.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung der freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Artikel 1 KoBG zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dies bedeutet, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, deren Zahlungen zwar verbindlich sind, aber keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bieten.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf keinesfalls als definitive Summe betrachtet werden. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Dies ist faktisch eine Zwangsabgabe, die den politischen Spielraum der Schweiz gegenüber der EU erheblich einschränkt und sie einer wichtigen Verhandlungsmacht beraubt.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies stellt eine Gefährdung der demokratischen Kontrolle und der nationalen Interessen dar.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend und geradezu manipulativ. Der «gute Name» der Schweizer

Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Kopplung verschleiert die eigentlichen finanziellen und politischen Konsequenzen dieser Abmachung. Die Schweiz wird so zu einer Zahlungsquelle degradiert, deren eigene Gesetzgebung und Haushaltsautonomie untergraben werden. Es ist zwingend, die langfristigen finanziellen Verpflichtungen und die damit verbundenen Souveränitätsverluste kritisch zu prüfen, bevor solchen Vorhaben zugestimmt wird.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromsektor stellen eine gravierende Gefährdung der Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der aber mit den Kosten für Entscheidungen belastet wird, die künftig in Brüssel getroffen werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Selbstbestimmung und der Hoheit über die eigene Energieinfrastruktur.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Regulierungen aus Brüssel entzieht der nationalen Energieregulierung ihre Eigenständigkeit und ihre Ausrichtung auf schweizerische Bedürfnisse.

Das Rückgrat der Schweizer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existentiell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die fiskalische Grundlage dieser Kantone schwächen und die Energieversorgung beeinträchtigen.

Die föderalen Strukturen und die lokale Energieproduktion werden durch die EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke, ein Element dezentraler und bürgernaher Energieversorgung, wird ausgehebelt, was die lokale Wertschöpfung und die Energieautonomie schwächt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) gefährdet die Versorgungssicherheit, da diese dem freien Markt überlassen wird. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit geht verloren. Dies schafft eine gefährliche Abhängigkeit von externen Faktoren. Die bereits bestehenden Regelungen des StromVG zu Energiereserven (Art. 8b ff.) und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19) machen diese Sorge noch berechtigter.

Die angepassten Vergütungsregeln im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) sind ein direkter Angriff auf die dezentrale erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenzen für Vergütungen von 3 MW auf 200 kW benachteiligt kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen der Energiestrategie 2050 und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche Aufgabe nationaler Souveränität und eine Untergrabung bewährter schweizerischer Prinzipien darstellen. Die potenzielle Volatilität der Strompreise, die Gefährdung der Versorgungssicherheit und die Schwächung der föderalen Strukturen sind inakzeptable Risiken.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsbeschneidung und stellt die verfassungsrechtlichen Grundlagen der Schweiz in Frage.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht und demokratische Legitimation auf Schweizer Ebene ist mit dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, nur schwer vereinbar. Artikel 1 der BV garantiert die Volkssouveränität und die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes. Die ungeprüfte Implementierung von EU-Richtlinien und Verordnungen durch Gerichte oder Verwaltungsbehörden würde dieses Prinzip untergraben, da das Schweizer Volk nicht die Möglichkeit hat, über diese Rechtsnormen abzustimmen oder sie aktiv mitzugestalten.

Des Weiteren ist die potenzielle Aushebelung der Gewaltenteilung problematisch. Die Einführung von EU-Recht, das von supranationalen Gerichten wie dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) ausgelegt wird, könnte dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die im Widerspruch zu nationalen Gesetzen oder der Verfassung stehen. Dies steht im Konflikt mit Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Organisation der Gerichtsbehörden und die Rechtspflege (OG), welches die richterliche Unabhängigkeit und die bindende Wirkung des Rechts vorsieht. Die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz durch externe Instanzen tangiert wird, darf nicht unterschätzt werden.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls kritisch zu beleuchten. Während behauptet wird, dass eine engere Anbindung den Zugang zum EU-Binnenmarkt sichert, werden die Kosten und Verpflichtungen, die mit der Übernahme von EU-Regulierungen einhergehen, oft verharmlost. Insbesondere kleine und mittlere Unternehmen (KMU) könnten durch zusätzliche bürokratische Hürden und Anpassungskosten erheblich belastet werden. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Wirtschaftsstandortes schwächen und im Widerspruch zu den Zielen des Art. 41 BV stehen, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohlergehens des Volkes vorsieht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse einer tiefgehenden kritischen Analyse unterzogen werden müssen. Die Gefahren für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie, die Gewaltenteilung und die wirtschaftliche Belastung für Unternehmen sind gravierend und bedürfen einer klaren Ablehnung oder zumindest einer fundamentalen Nachverhandlung, um die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Rahmen des Gesamtpakets mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Eine unvoreingenommene Gesamtbeurteilung lässt ernsthafte Zweifel an der Vereinbarkeit dieser Vorschläge mit den Grundfesten unseres schweizerischen Rechts und unserer Souveränität aufkommen.

Zunächst ist die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Einflussnahme durch die Schweiz eine direkte Aushöhlung unseres demokratischen Selbstbestimmungsrechts. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volks- und Ständemehrheit, wie es in Artikel 148 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Das vorgeschlagene Abkommen impliziert eine quasi-automatische Übernahme von Sekundärrecht, das potenziell die Autonomie unserer Gesetzgebung massgeblich beeinträchtigen kann. Insbesondere Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr. 1257/96, der die Angleichung der Gesetzgebung in Bereichen wie dem Binnenmarkt vorsieht, wirft Fragen bezüglich der verfassungsrechtlichen Kompetenzverteilung auf.

Des Weiteren sind die Regelungen zur Streitbeilegung problematisch. Die Zuständigkeit eines potenziellen Gerichtshofs, dessen Entscheidungen für die Schweiz bindend wären, birgt die Gefahr, dass unsere nationalen Gerichte, einschliesslich des Bundesgerichts gemäss Artikel 188 BV, in ihrer

richterlichen Unabhängigkeit eingeschränkt werden. Eine solche Fremdbestimmung widerspricht dem Wesen unseres Rechtsstaates und der Gewaltentrennung. Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Erosion der Rechtsprechung, die auf der Grundlage unserer eigenen Verfassung und Gesetzgebung ergangen ist.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, die in den Vorschlägen thematisiert wird, muss im Lichte der potenziell ungedeckten Kosten und der fehlenden Mitsprache bei der Verwendung der Mittel kritisch hinterfragt werden. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die Förderung des Gemeinwohls und der Wohlfahrt der Bevölkerung vorsieht, muss bei der Beurteilung der wirtschaftlichen Auswirkungen solcher finanziellen Verpflichtungen eine zentrale Rolle spielen. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten dazu führen, dass Gelder der schweizerischen Steuerzahler in Projekte fliessen, deren Nutzen für unser Land fragwürdig ist, und dies ohne adäquate Kontrollmöglichkeiten.

Insgesamt erscheinen die vorgeschlagenen Regelungen als eine einseitige Belastung für die Schweiz, die unsere Souveränität untergräbt und unsere demokratischen Prozesse beeinträchtigt. Eine sorgfältige Analyse muss sicherstellen, dass nationale Interessen und die Prinzipien unserer Verfassung stets gewahrt bleiben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Silvan Würmli (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Silvan Würmli · 0793574114 · silvanwuermli@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsetzungshoheit der Schweiz. Eine zu enge Anbindung an die EU, wie sie in den letzten Jahren angestrebt wird, droht die Errungenschaften unserer direkten Demokratie und unseres rechtsstaatlichen Systems zu untergraben. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitsprachemöglichkeit, wie sie bei der schrittweisen Übernahme des Schengen-Besitzstandes offensichtlich wird, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz dar.

Insbesondere Artikel 10 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) sowie Artikel 1 der Bundesverfassung selbst, welche die Würde und Freiheit des Menschen sowie die staatliche Eigenständigkeit betonen, werden durch die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht unter Druck gesetzt. Die Annahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die dem Prinzip des Vorrangs des EU-Rechts unterliegen, könnte dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, diese über nationales Recht zu stellen, was eine direkte Verletzung des Prinzips der Volkssouveränität darstellt.

Darüber hinaus ist die Sorge berechtigt, dass die geforderte Übernahme von EU-Recht ohne eine gleichwertige Schweizer Einflussnahme auf dessen Gestaltung zu einer einseitigen Abhängigkeit führt. Dies widerspricht dem Geist des Bilateralen Abkommens, welches auf Gleichwertigkeit und gegenseitiger Anerkennung basiert. Eine Fortsetzung dieser Entwicklung würde die Schweiz in eine Position manövrieren, in der sie EU-Regulierungen befolgen muss, ohne die Möglichkeit, diese an die spezifischen Bedürfnisse und Wertvorstellungen der Schweiz anzupassen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen und die einzigartigen Merkmale unserer Wirtschafts- und Sozialordnung gefährden.

Die finanzielle Belastung, die mit einer Vertiefung der Beziehungen zur EU einhergehen könnte, ist ebenfalls ein kritischer Punkt. Die ungeklärten finanziellen Verpflichtungen und die drohende Übernahme von Kosten, die nicht direkt dem Schweizer Interesse dienen, stellen eine unverantwortliche Bürde für die Steuerzahler dar.

Es ist daher unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU einer kritischen Prüfung unterzogen wird, die primär die Wahrung unserer nationalen Interessen, unserer demokratischen Prinzipien und unserer Rechtsstaatlichkeit in den Vordergrund stellt. Eine reine Übernahme von EU-Recht ohne gleichwertige Mitsprache und ohne klare Vorteile für die Schweiz ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die innere Ordnung eingehend zu analysieren. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Gefahren, die weit über die reine administrative Anpassung hinausgehen.

Besondere Sorge bereitet die mögliche Erosion der richterlichen Gewalt des Bundesgerichts. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössischen Gerichte (BGG) ist das Bundesgericht die höchste Gerichtsinstanz der Schweiz. Die Integration von EU-Recht, das potenziell Vorrang vor nationalem Recht hätte, könnte die Entscheidungsautonomie des Bundesgerichts massiv einschränken und die einheitliche Rechtsanwendung im Inland gefährden. Die Gefahr ist real, dass Schweizer Gerichte künftig an Richtlinien und Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gebunden wären, ohne dass eine entsprechende demokratische Legitimation im Inland gegeben ist. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Ferner ist die Frage der dynamischen Rechtsübernahme kritisch zu betrachten. Wenn sich EU-Recht in Zukunft ändert, müsste die Schweiz diese Änderungen ohne eigene Mitsprache oder Überprüfung übernehmen. Dies würde zu einer kontinuierlichen Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle und des nationalen Gesetzgebungsprozesses führen. Artikel 163 der Bundesverfassung legt fest, dass die Bundesversammlung die Gesetzgebungskompetenz innehat. Eine automatische Übernahme von sich wandelndem EU-Recht würde diese Kompetenz faktisch entkräften und das schweizerische Rechtssystem zu einem Anhängsel des Brüsseler Rechts machen.

Die Unzufriedenheit mit der vorgeschlagenen Vorgehensweise ist daher nicht nur verständlich, sondern auch juristisch und politisch geboten. Es ist unerlässlich, dass jede Übernahme von EU-Recht einer sorgfältigen Einzelfallprüfung unterzogen wird, die klar definierten Kriterien folgt und die Souveränität sowie die demokratischen Prinzipien der Schweiz wahrt. Eine generelle und unkritische Umsetzung ist mit den Grundsätzen unseres Rechtssystems nicht vereinbar.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zu den Strommarktregelungen gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Versorgungssicherheit der Bevölkerung. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere im Hinblick auf die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, deuten auf eine schleichende Aufgabe der nationalen Energiehoheit hin. Die Schweiz wird zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer in europäischen Entscheidungsprozessen, die unser eigenes Stromnetz betreffen.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die Überführung in eine operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk fundamental verändert. Dies bedeutet das Ende einer unabhängigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Regulierungslandschaft und zwingt zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel. Dies widerspricht dem föderalen Prinzip und schwächt die demokratische Rechenschaftspflicht.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht unter dem unmittelbaren Risiko der EU-Beihilfenregeln. Das etablierte System der Wasserzinsen, das für die Bergkantone von essenzieller Bedeutung ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit die finanzielle Basis dieser wichtigen Regionen untergraben werden.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Gefahren. Die strategischen Reserven, die für die Versorgungssicherheit unerlässlich sind, werden durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Es entsteht eine gefährliche Lücke in der Verantwortung für die nationale

Versorgungssicherheit, die weder dem Markt noch der EU eindeutig zugewiesen werden kann. Die Folge werden volatile und potenziell höhere Strompreise für KMU und Haushalte sein, da die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) sind besonders problematisch. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Produzenten und die Einführung von Förderausschlüssen bei negativen Preisen schaffen eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und benachteiligen dezentrale, bürgernahe Energieerzeugung wie Kleinwasserkraft, Photovoltaik auf Gewerbedäch-ern oder Biomasseanlagen. Dies bremst den Ausbau heimischer erneuerbarer Energien und erhöht die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unmissverständliche Schritte zur Angleichung an die EU, die zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen und der bewährten Zusammenarbeit von Bund und Kantonen führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Beweis für den Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer kritischen Energieinfrastruktur. Die Folgen dieser umfassenden Marktliberalisierung und der engen Anbindung an die EU sind unkalkulierbar und stellen ein inakzeptables Risiko für die wirtschaftliche Stabilität und die Versorgungssicherheit der Schweiz dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an dasjenige der Europäischen Union stellt eine fundamentale Bedrohung unserer Souveränität und unserer bewährten Standards dar. Unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» wird eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» vollzogen. Dies hat gravierende Konsequenzen für die hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich über Jahrzehnte als entscheidender Wettbewerbsvorteil etabliert hat, ist akut in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label «Made in Switzerland» wird entwertet, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt nicht nur das Vertrauen der Konsumenten, sondern auch die wirtschaftliche Basis unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser gefährlichen Entwicklung. Sie droht, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führen wird. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies stellt einen Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft dar.

Besondere Besorgnis bereitet die sprichwörtliche «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Tatsache, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Darüber hinaus wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz daran hindert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplante Angleichung unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine Reihe von Rückschlägen für die Schweiz bedeutet, die unsere Souveränität, unsere Qualität, unsere Traditionen und unsere demokratischen Prozesse massiv beeinträchtigt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz ungenügend und stellen bestenfalls kosmetische Korrekturen dar. Sie sind offensichtlich nicht in der Lage, den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen zu kompensieren, welcher durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit unausweichlich entsteht. Wir sehen hier die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die breiten Schichten der mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und überaus wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er systematisch aufgeweicht und an die im EU-Raum üblichen Standards angepasst. Die neu konzipierten Regeln sind vor allem bürokratischer Natur, jedoch zweifelhaft in ihrer Effektivität im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die offensichtlich bestrebt sind, Lohndumping zu praktizieren.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die etablierten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistisch ausgerichteten und auf EU-Konformität abzielenden Strukturen massiv untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollfrequenz und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellen eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der zweifellos durch EU-Druck erzwungen wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur reinen Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU degradiert. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung erheblich, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz

durchgesetzt werden können. Dieses Vorgehen gefährdet unsere Eigenständigkeit und die Integrität unserer nationalen Gesetzgebung.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen zur Angleichung der schweizerischen Gesetzgebung an das EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere des Schienenverkehrs, geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass. Es steht nicht weniger als die Existenz und Qualität unseres Service public zur Disposition. Die Einführung der Kabotage, wie sie durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Bedienung rein inner-schweizerischer Strecken. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass profitable Hauptachsen von ausländischen Unternehmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Akteure auf den defizitären, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental.

Die vermeintliche Absicherung durch die "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates entpuppt sich als juristisch haltlos. Diese Erklärung ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität in einem für unser Land so wichtigen Sektor nicht verhindert.

Die dynamische Rechtsübernahme, die durch diese Massnahmen manifestiert wird, bedeutet eine schleichende Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen. Bestimmungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würden die nationale Steuerungskompetenz weiter erodieren.

Ferner verschärft die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis die Problematik. Die Schweiz wird gezwungen, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten schweizerischen Lösungen auszurichten, müssen wir uns auf EU-konforme, möglicherweise suboptimale und teurere Kriterien einlassen. Die Pflicht zur Beachtung völkerrechtlicher, also EU-Vorgaben, limitiert die Möglichkeit, eigene Verkehrsziele zu verfolgen und die besten Angebote für die Schweizer Bevölkerung zu sichern.

Die Angleichung an das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bestehende, für unser System unerlässliche Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern gewohnt sind. Die Auswirkungen dieser Angleichung sind klar absehbar: eine Schwächung des Service public und eine Einschränkung der schweizerischen Autonomie im Verkehrswesen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen durch das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine fundamentale Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht, wie sie in Art. 1 KoBG festgelegt wird, entzieht dem Parlament jede Möglichkeit der demokratischen Einflussnahme und Kontrolle über milliardenschwere Finanzflüsse. Dies kommt einer faktischen Zwangsabgabe gleich und untergräbt das Prinzip der Gewaltenteilung.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz ohne Einflussmöglichkeit nachkommen muss. Dies festigt die Rolle der Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die lediglich Verpflichtungen eingeht, ohne garantierte Gegenleistungen wie einen

verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Das KoBG dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern findet lediglich die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft sowie der Europäischen Atomgemeinschaft (BöB), namentlich in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und unlauter. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und die berechtigten Bedenken der Bevölkerung zu verschleiern. Dieses Vorgehen ist inakzeptabel und widerspricht den Grundsätzen einer transparenten und demokratischen Politikgestaltung.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Souveränität der Schweiz und die bewährte Praxis staatlicher Förderung dar. Anstatt die Vorteile der nationalen Selbstbestimmung und der dezentralen Politikgestaltung zu nutzen, werden diese durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies betrifft insbesondere die demokratisch legitimierten Förderungen auf Ebene von Bund, Kantonen und Gemeinden, die bisher als politische Entscheide eigenständig gestaltet werden konnten.

Die vorgeschlagene Regelung untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone auf gravierende Weise. Statt die lokale Wirtschaftsförderung nach eigenen Bedürfnigen und Prioritäten zu gestalten, werden die Kantone gezwungen, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigen zu lassen. Dies wird durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) manifestiert, welches eine neue "Superbehörde" schafft, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Die Souveränität der Kantone wird durch die neue Beihilfekammer der WEKO weiter eingeschränkt, deren Entscheide nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Das Bundesgericht erhält durch die Novellierung von Art. 82 BGG ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten darstellt. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern, ohne formelles rechtliches Gehör bei der Prüfung ihrer souveränen Entscheide.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung

in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Schaffung des BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schaffen eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Dies widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Es ist dringlich, diese negativen Entwicklungen zu verhindern.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Belastung unserer Sozialwerke dar. Die durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie bewirkte massiv ausgeweitete Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental der Bundesverfassung, namentlich Art. 121a BV, und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Dieses Recht, selbst bei straffälligem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, entzieht uns wirksame Steuerungsinstrumente und öffnet Tür und Tor für eine massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Kosten dafür werden allein von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der ausserordentlich grosszügige Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten, eine Praxis, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" ist reines Täuschungsmanöver. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Die drohenden Strafmassnahmen der EU bei deren Aktivierung entlarven sie als eine Erpressungs- und keine Schutzklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliche Mitsprache verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im revidierten Abkommen über die Freizügigkeit (AIG), insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst und somit zu einem zahnlosen Tiger verkommt.

Als direkte Folge der erzwungenen Gleichbehandlung werden im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was eine automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung bedeutet. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation, welche die Souveränität massiv beeinträchtigt. Die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), Art. 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert. Die Schweiz wird gezwungen, die Folgen der unkontrollierten Zuwanderung mit bürokratischen Mitteln zu verwalten, anstatt sie eigenständig zu steuern. Die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2 des BVG unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und schwächt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein und greift in die Eigentumsrechte der Versicherten ein. Selbst das Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachzuvollziehen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten

EU-Mechanismus, was die Standards senkt und die Patientensicherheit gefährdet. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und sind aus der Perspektive der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien kritisch zu beurteilen. Eine unbesehene Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das vorgeschlagene Abkommen angestrebt wird, steht im fundamentalen Widerspruch zu unserer Verfassung und der autonomen Rechtssetzungskompetenz der Schweiz.

Insbesondere Artikel 49 Absatz 3 der Bundesverfassung (BV), der die hoheitlichen Kernaufgaben des Bundes hervorhebt, droht durch die vorgesehene dynamische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt zu werden. Die Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Bereichen, die direkt unsere nationalen Gesetzgebungsbefugnisse berühren, stellt eine inakzeptable Einschränkung unserer demokratischen Selbstbestimmung dar. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 Absatz 2 BV, wird durch eine solche Bindung an fremdes Recht massiv beeinträchtigt. Wir riskieren, zu einem blossen Anhängsel der EU zu werden, dessen Gesetzgebung nicht mehr autonom, sondern reaktiv auf Brüsseler Vorgaben gestaltet wird.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung des Abkommens untergräbt die Gewaltenteilung und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit unserer Gerichte. Die automatische Übernahme von EU-Recht und die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung bedrohen die Anwendung und Auslegung unseres eigenen Rechts durch unsere nationalen Gerichte, die einzig dem Schweizer Recht und der Bundesverfassung verpflichtet sind. Artikel 188 Absatz 2 BV, der die Bundesverfassung als oberstes Recht aller Rechtsnormen festschreibt, könnte in seiner Anwendung durch die flankierenden Massnahmen des Abkommens de facto relativiert werden.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen und die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt unzureichend beleuchtet. Die ungezügelte Personenfreizügigkeit, ohne angemessene flankierende Massnahmen, birgt die Gefahr einer Lohndumping und einer Verlagerung von Arbeitsplätzen. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen des Schutzes der Arbeitnehmer und der Sicherung fairer Wettbewerbsbedingungen, wie sie auch in anderen Bundesgesetzen verankert sind.

Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Bevölkerung und die politischen Entscheidungsträger die Tragweite dieser Vereinbarungen kritisch hinterfragen und die langfristigen Auswirkungen auf unsere Souveränität, unsere Rechtsstaatlichkeit und unsere wirtschaftliche Eigenständigkeit nicht unterschätzen. Die vorliegenden Ergebnisse genügen einer sorgfältigen Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit den Kerninteressen der Schweiz nicht.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an der Wahrung unserer nationalen Souveränität und den Interessen der Schweizer Bevölkerung aufkommen. Es besteht die klare Befürchtung, dass die getroffenen Vereinbarungen primär den Interessen der Europäischen Union dienen und die Schweiz in eine abhängige Rolle drängen, die mit den Grundsätzen unseres demokratischen Systems unvereinbar ist.

Besonders kritisch ist die potentielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk. Die Schweiz hat sich durch ihr föderalistisches System und die direkte Demokratie eine einzigartige politische Identität geschaffen. Die Übernahme von

EU-Recht, wie sie durch verschiedene Abkommen vorangetrieben wird, droht diese Errungenschaften auszuhebeln. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) beispielsweise, das durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen in seinen Kernbereichen beeinflusst werden könnte, würde seine nationale Prägung und die Möglichkeit der direkten Einflussnahme durch das Schweizer Volk verlieren. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) ist das Gesetz die primäre Rechtsquelle, deren Auslegung und Anpassung dem schweizerischen Gesetzgeber und Volk vorbehalten sein sollte. Die aktuelle Entwicklung birgt die Gefahr, dass die Souveränität der Schweizer Gesetzgebung durch einen externen Akteur, die EU, untergraben wird.

Des Weiteren werfen die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft Fragen auf. Eine stärkere Angleichung an EU-Standards könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, die sich an spezifische nationale Gegebenheiten angepasst haben. Die Flexibilität, die das Schweizer Wirtschaftsmodell auszeichnet, könnte durch eine einheitliche EU-Regulierung eingeschränkt werden. Artikel 97 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit, doch die vorgeschlagenen Abkommen könnten diese Freiheit durch die Übernahme von EU-Regulierungen einschränken, ohne dass die Vorteile für die Schweizer Wirtschaft klar ersichtlich sind.

Die mangelnde Mitsprache und die fehlende Einflussnahme der Schweiz auf die Entscheidungsfindungsprozesse der EU, während gleichzeitig die Schweiz verpflichtet wird, EU-Recht zu übernehmen, ist nicht tragbar. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Bundesverfassung, der den Schutz der Freiheit und der Rechte der Bürger sowie die Wahrung der Interessen des Landes als Hauptziele des Bundesstaates nennt. Es ist dringend erforderlich, dass die Schweizer Souveränität und die direktdemokratischen Rechte des Volkes bei jeder weiteren Annäherung an die EU kompromisslos verteidigt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Tatiana Oswald (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: tatiana.oswald@gmx.ch

06.10.2025, Gebenstorf

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Schweiz. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), stellen eine signifikante Schwächung der Schweizerischen Rechtsordnung dar. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit oder explizit in verschiedenen Abkommen angestrebt wird, steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems. Gemäss Artikel 164 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) obliegt die Gesetzgebung der Bundesversammlung, und eine Delegation dieser Kompetenz an eine supranationale Organisation, die nicht demokratisch legitimiert ist und deren Gesetzgebungsprozesse für die Schweizer Bevölkerung intransparent sind, ist äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Angleichung birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Rechtsnormen zu übernehmen, die nicht unseren spezifischen nationalen Bedürfnissen oder Werten entsprechen. Dies untergräbt die Volkssouveränität, die in Artikel 1 der BV verankert ist. Darüber hinaus ist die Rolle des EuGH eine zentrale Quelle der Besorgnis. Die Verpflichtung zur Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH, selbst in Bereichen, die nicht explizit im Abkommen geregelt sind oder über deren Auslegung keine Einigkeit erzielt werden kann, ist eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte. Artikel 188 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und der Rechtsmittelbehörden. Wenn Gerichte gezwungen sind, die Entscheidungen eines ausländischen Gerichts bindend zu übernehmen, ohne die Möglichkeit einer eigenen, eigenständigen Prüfung, wird diese Unabhängigkeit ausgehöhlt. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Recht von einem Gericht interpretiert wird, dessen primäre Aufgabe die Anwendung des EU-Rechts und die Interessen der Mitgliedstaaten sind, was eine inhärente Voreingenommenheit mit sich bringt. Die angestrebte Vereinheitlichung von Standards und Regulierungen mag auf den ersten Blick Effizienzgewinne versprechen, doch dürfen die damit verbundenen Souveränitätsverluste nicht unterschätzt werden. Die Schweiz hat sich historisch durch ihre Fähigkeit ausgezeichnet, eigene, auf ihre spezifischen Gegebenheiten zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Die vorgeschlagene Richtung droht, diese bewährte Praxis aufzugeben und die Schweiz in eine Situation zu bringen, in der sie primär auf die Rechtsetzung und Rechtsprechung Brüssels reagieren muss, anstatt proaktiv und unabhängig ihre eigenen Interessen zu gestalten. Die Vernehmlassung sollte daher die potenziellen Nachteile einer solchen Annäherung kritisch und dezidiert hervorheben und alternative Wege aufzeigen, die die Schweizer Souveränität wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die Annahme eines solchen Abkommens würde eine schleichende Übernahme von EU-Recht bedeuten, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieses Rechts Einfluss nehmen könnte. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Verpflichtung, die Rechtsentwicklung der EU passiv zu übernehmen, stellt eine erhebliche Einschränkung der demokratischen Selbstbestimmung dar. Dies gilt insbesondere dann, wenn die EU-Gesetzgebung in sensiblen Bereichen wie der Personenfreizügigkeit oder der grenzüberschreitenden Regulierung von Märkten neue Bestimmungen erlässt. Die Schweiz würde gezwungen sein, diese Bestimmungen zu übernehmen, selbst wenn sie im nationalen Interesse nicht optimal

sind oder grundlegende schweizerische Werte untergraben. Der Bundesrat müsste gemäss Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung die Interessen der Schweiz wahrnehmen. Dies wäre bei einer automatischen Rechtsübernahme kaum noch gewährleistet. Ferner ist die Unklarheit über die künftige Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) höchst bedenklich. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde unweigerlich eine zunehmende Bedeutung der Rechtsprechung des EuGH für die Schweiz mit sich bringen. Dies stellt eine Verletzung des Prinzips der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtshoheit dar, die durch Artikel 30 der Bundesverfassung geschützt sind. Die Schweizer Gerichte würden faktisch unter die Interpretationshoheit des EuGH gestellt, was die Möglichkeit einschränkt, schweizerisches Recht im Lichte nationaler Verfassungsgrundsätze anzuwenden. Die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme von EU-Recht und der Beteiligung an EU-Programmen einhergeht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Ohne entsprechenden Einfluss auf die Entscheidungsprozesse der EU stellt eine solche finanzielle Beteiligung eine einseitige Belastung dar, die zulasten der Schweizer Steuerzahler geht. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Garantien ernsthaft gefährdet. Die unklaren und potenziell nachteiligen Folgen für die Schweiz überwiegen bei weitem die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es drängt sich die Frage auf, ob die angebliche Harmonisierung mit dem EU-Recht tatsächlich dem Schweizer Interesse dient oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Übernahme von EU-Standards impliziert, welche die Souveränität der Schweiz untergraben. Insbesondere die Übernahme des EU-Rechts in verschiedenen Bereichen, die nicht unmittelbar mit dem bilateralen Abkommen über die Personenfreizügigkeit verknüpft sind, erscheint problematisch. Es ist zu befürchten, dass die geforderte Übernahme von Sekundärrecht der EU, wie sie beispielsweise im Rahmen des Abkommens über die technische Handelshemmnisse diskutiert wird, zu einer faktischen Entleerung der parlamentarischen Mitsprache führt. Die Schweizer Gesetzgebung würde sich dann primär an Brüssel orientieren, anstatt an den spezifischen Bedürfnissen und der politischen Willensbildung der Schweiz. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (idGS) verankert ist, der die Bundesversammlung als oberstes Organ der Bundesgesetzgebung vorsieht. Darüber hinaus bestehen Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung. Die unklare Abgrenzung zwischen EU-Recht und nationalem Recht, insbesondere im Hinblick auf die automatische Übernahme von Änderungen im EU-Recht, birgt erhebliche Rechtsunsicherheiten. Artikel 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) garantiert die Rechtsordnung und Rechtssicherheit. Eine solche pauschale Übernahme von EU-Recht könnte diese Grundprinzipien gefährden und die Anwendung schweizerischen Rechts erschweren. Es stellt sich die dringende Frage, wie die Unvereinbarkeit von EU-Recht mit der Schweizerischen Bundesverfassung gewährleistet werden soll, ohne dass eine richterliche Überprüfung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) zwingend wird. Dies würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigen. Die Risiken für die Schweizer Gesetzgebung und die Souveränität sind nicht zu unterschätzen und erfordern eine dezidierte und kritische Auseinandersetzung mit jedem Aspekt des vorgeschlagenen Pakets.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und der Autonomie unseres Rechtssystems auf. Es ist fraglich, inwieweit die geforderte Anpassung nationaler Vorschriften an EU-Recht tatsächlich im Einklang mit dem Prinzip der Souveränität unseres Landes steht, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert ist. Die drohende Übernahme von EU-Recht, oft ohne die Möglichkeit substanzieller Anpassungen, untergräbt die Fähigkeit des Schweizerischen Gesetzgebers, die Rechtsordnung im besten Interesse der schweizerischen Bevölkerung zu gestalten. Dies widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, welche die Ständerats- und Nationalratsinitiative zur Mitgestaltung des Rechts schützt. Die Delegationen von Gesetzgebungsbefugnissen an ausländische Institutionen, die keiner demokratischen Rechenschaftspflicht gegenüber dem Schweizer Volk unterliegen, sind aus rechtsstaatlicher Sicht problematisch. Besondere Sorge bereitet die potenzielle Aushöhlung des Vorrangs des Bundesrechts, wie er in Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (SR 101) dargelegt wird. Wenn EU-Recht in der Praxis über nationales Recht gestellt wird, entstehen Ungleichheiten und Rechtsunsicherheiten für Bürger

und Unternehmen. Die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit sind nicht zu unterschätzen. Es ist kritisch zu hinterfragen, ob die versprochenen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU die gravierenden Nachteile für unsere Souveränität und unser Rechtssystem aufwiegen. Die Schweiz hat stets auf einer kooperativen, aber nicht integrativen Beziehung zur EU beharrt. Die nun zur Debatte stehenden Umsetzungsmechanismen deuten auf eine einseitige Annäherung hin, die unsere rechtliche Eigenständigkeit gefährdet. Es bedarf einer sorgfältigen Abwägung und einer klaren Verankerung, dass jegliche Umsetzung von EU-Recht im Einklang mit unserer Verfassung und den Grundsätzen unseres Rechtsstaates erfolgen muss. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme ist latent vorhanden und muss mit aller Kraft abgewendet werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, wonach Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden dienen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die künftig ihre eigenständigen Entscheide zur lokalen Wirtschaftsförderung von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, ist äusserst problematisch. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine "Superbehörde", deren demokratische Kontrolle ungenügend ist. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Dieses Abkommen bedeutet eine inakzeptable Unterwerfung unter fremde Regeln und eine massive Einschränkung unserer wirtschaftlichen und föderalistischen Freiheiten.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Energiesouveränität dar. Durch die Einbettung in die europäische Aufsichtsstruktur, wie sie ACER und ENTSO-E repräsentieren, wird die Schweiz zu einem abhängigen Akteur degradiert, der zwar Kosten tragen muss, aber keinerlei Mitspracherecht in Entscheidungen über das eigene Stromnetz hat. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung und bedeutet de facto eine Weisungsgebundenheit an Brüssel. Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsinstanz für EU-Vorschriften degradiert. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Regulierungen aus der EU umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energiepolitik markiert. Existenziell gefährdet ist insbesondere die schweizerische Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln bergen die Gefahr, dass bewährte Finanzierungsmechanismen, wie das System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden könnten. Die liberalisierten Strommarktregeln im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) untergraben die föderalen Strukturen und die lokale Energieproduktion. Der Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale Energieversorgung benachteiligt. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln von 3 MW auf 200 kW (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) trifft unzählige kleine und mittlere Produzenten hart und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die

Versorgungssicherheit verunklart sich. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung, was die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Aufgabe nationaler Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dieses Abkommen ist kein Gewinn, sondern ein massiver Verlust an Souveränität und Sicherheit für die Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und werden den immensen Druck, der auf die Schweizer Lohnstrukturen ausgeübt wird, keineswegs kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die breite Bevölkerung in mittleren und unteren Einkommensklassen. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln erscheinen bürokratischer, doch ihre Effektivität ist fraglich und begünstigt jene ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu geschaffene Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht schafft und die Flexibilität von KMU lähmt, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Diese Massnahme stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und politische Abhängigkeiten zur EU schafft. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese gesamte Paket birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und unseren gut etablierten Lohnschutz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental den Prinzipien unserer direkten Demokratie und nationalen Souveränität. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, ignoriert den klaren Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, eine Art „Niederlassung C PLUS“, die praktisch unentziehbar wird. Selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bleibt dieser Status bestehen. Dies untergräbt massiv die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke, indem es die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme fördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Der Familiennachzug wird in einem für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Ausmass ausgeweitet. Die Möglichkeit, Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist reine

Augenwischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird, während die EU bei einer etwaigen Anwendung mit Strafmassnahmen droht. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern und ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im sensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Diese Anpassungen im AIG sind das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue „Schutzklausel“ ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Diese scheinbar technischen Anpassungen in Gesetzen wie dem ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Zusammenfassend handelt es sich bei den vorgeschlagenen Massnahmen um eine umfassende Aufgabe unserer nationalen Entscheidungskompetenz zugunsten einer unkritischen Übernahme von EU-Recht. Dies gefährdet unsere Sicherheit, unsere Sozialwerke, unsere Bildungseinrichtungen und letztlich unsere Souveränität. Eine solche Entwicklung ist entschieden abzulehnen.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung im Bereich Landverkehr wirft gravierende Bedenken hinsichtlich des Fortbestands und der Qualität unseres geschätzten Service public im Schienenverkehr auf. Es ist unbestreitbar, dass die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Zulässigkeit von Beihilfen, den Schweizer Service public substanziell gefährdet. Bewährte Finanzierungsmodelle, die bisher den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials sichergestellt haben, könnten unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Leistungserbringung und damit auf die Verfügbarkeit sowie die Qualität des Angebots für die Schweizer Bevölkerung. Die Einführung der Kabotage, wie sie durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, stellt einen Frontalangriff auf die Grundsätze des Schweizer Service public dar. Sie öffnet die Türen für ausländische Anbieter, die sich nach Belieben die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken herauspicken können. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den finanziell unrentablen, aber für die landesweite Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet langfristig die flächendeckende Bedienung unseres Landes mit Schienenverkehr. Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Diese Erklärung ist lediglich eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr keineswegs verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme manifest, welche uns zwingen würde, zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen. Dies verlagert die nationale Steuerungskompetenz zunehmend auf zentrale EU-Stellen. Auch die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG),

insbesondere der neue Artikel 32a Absatz 1bis, sind höchst problematisch. Er zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Das gesamte Paket droht, unseren Service public zu schwächen und die Unabhängigkeit unseres Bahnverkehrs zu untergraben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsion mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Es ist äusserst kritisch zu betrachten, dass die bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung überführt werden sollen. Diese Umwandlung in eine faktische Zwangsabgabe, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert würde, entzieht dem Schweizer Parlament ein wesentliches politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die im Vertrag verankerten Mechanismen zur Neuberechnung der Beiträge sind mit grösster Skepsis zu begegnen. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein opportunistisches Lockangebot, dessen eigentliche Zielsetzung in massiv höheren, rechtlich unabwendbaren Forderungen der EU liegt. Die Schweiz würde damit faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, deren Zahlungen verbindlich werden, während keine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Dies bedeutet eine Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär zu Lasten unserer Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung mit sich bringt. Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist ein gesetzgeberisches Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Artikel 1 KoBG vorgesehen, die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die blosse Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die begründete politische Auseinandersetzung (BöB) ist dabei mehr als eine technische Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine Akzeptanz als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG erscheint zudem irreführend. Hier wird der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies verschleiert die tatsächlichen finanziellen Verpflichtungen und die damit verbundenen Souveränitätsverluste.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifenden Bedenken zur angeblichen 'Lebensmittelsicherheit', welche in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' darstellt. Dieses Vorhaben bedroht nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten empfindlich ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen unschätzbaren Wettbewerbsvorteil darstellt, gerät durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards in unannehmbare Gefahr. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die hiesigen Produkte denselben, weniger strengen Kriterien genügen müssen wie jene aus der EU. Dies untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer Erzeugnisse und schwächt die Position unserer Produzenten auf dem Markt massiv. Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Eine solche Erpressung sui generis blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz und ist inakzeptabel. Der vorgesehene Zugang und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in unseren landwirtschaftlichen Betrieben und Verarbeitungsstätten stellen einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören. Das von der Bevölkerung mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium

wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere Qualitätsstandards, unsere Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdiktat unterwirft. Weiterhin zwingen die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies bedeutet einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen unmissverständlichen Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Schritt zurück. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und verliert jegliche Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt die Schweiz den Schutz ihrer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren und muss sich an langsame und oft unpassende EU-Mechanismen halten. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Therese Ammann (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Ammann Therese · 0326232782 · thereseammann@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche und grundlegende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist festzustellen, dass die damit verbundenen Massnahmen tiefgreifende Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz haben könnten, ohne dass die angestrebten Vorteile eindeutig und ausreichend belegt sind.

Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Gesetzgebung, wie sie in diversen Abkommen vorgesehen ist, steht im Widerspruch zu den Prinzipien der demokratischen Legitimation und der direkten Mitsprache des Schweizer Volkes. Artikel 164 der Bundesverfassung verankert das Prinzip der Gewaltenteilung und die Bedeutung des Parlaments als Gesetzgeber. Eine schleichende Aushöhlung dieser Kompetenzen durch die Übernahme von Primär- und Sekundärrecht der EU, ohne dass der schweizerische Gesetzgeber hierauf direkten Einfluss nehmen kann, ist nicht akzeptabel. Dies widerspricht dem Geist des schweizerischen Föderalismus und der Volkssouveränität, die durch Artikel 1 der Bundesverfassung geschützt sind.

Weiterhin ist die Frage der Beibehaltung der richterlichen Unabhängigkeit und der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu betrachten. Die Bindung an die Urteile des EuGH, wie sie sich aus den sektoriellen Abkommen ergeben könnte, untergräbt die richterliche Autonomie der schweizerischen Gerichte. Artikel 190 der Bundesverfassung regelt die Bindung der Gerichte an das Recht, doch die vorgesehene Überordnung von EU-Recht, das potenziell anders interpretiert wird als die schweizerische Rechtsauffassung, birgt Konfliktpotenzial. Die Gefahr einer indirekten Übernahme von Rechtsvorstellungen, die nicht dem schweizerischen Rechtsverständnis entsprechen, ist real.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls nicht zu vernachlässigen. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen kann zu Wettbewerbsnachteilen für schweizerische Unternehmen führen, die sich an andere Standards anpassen müssen als ihre direkten Konkurrenten. Artikel 95 der Bundesverfassung, der sich mit der Wirtschaftsordnung befasst, zielt auf die Förderung des Wohlstands und die Sicherung der Lebensgrundlagen. Eine Politik, die potenziell die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigt, muss hinterfragt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung gravierende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität, der demokratischen Legitimation, der richterlichen Unabhängigkeit und der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit aufwerfen. Bevor solche Schritte unternommen werden, ist eine gründliche und kritische Auseinandersetzung mit den langfristigen Folgen für die Schweiz unerlässlich. Es bedarf klarer Garantien, dass die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien nicht kompromittiert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungsnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Übernahme von EU-Regularien. Unter dem irreführenden Titel der "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vorangetrieben. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten erheblich ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt zwangsläufig zu einem qualitativen Rückschritt. Das anerkannte Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt in diesem Zusammenhang einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards.

Eine gefährliche "Guillotineklausel" verknüpft dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ferner erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Ebenso sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen und Seuchen zu reagieren und muss sich starren, bürokratischen EU-Mechanismen unterwerfen, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Der Volkswille bezüglich Gentechnik wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine inakzeptable Kapitulation vor der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Willen des Souveräns sowie den Grundprinzipien unserer Bundesverfassung. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie im Rahmen dieses Abkommens vorgesehen ist, dehnt die Personenfreizügigkeit in einer Weise aus, die das vom Volk in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerte Recht auf eigenständige Steuerung der Zuwanderung massiv untergräbt.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf statt zehn Jahren, eine Art „Niederlassung C PLUS“, die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Energie oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, ist ein direkter Angriff auf die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies öffnet Tür und Tor für eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme,

deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten, was die Kantone und Gemeinden finanziell überfordern wird.

Die sogenannte „Schutzklausel“ ist nichts weiter als ein Feigenblatt, deren Anwendungsanforderungen so hoch sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Die angedrohten Sanktionen der EU bei deren Anwendung entlarven diese Klausel als reine Erpressung und nicht als Schutzmechanismus. Die automatische Rechtsübernahme durch die sogenannte „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass weder das Schweizer Parlament noch das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich beeinflussen können. Dies ist eine klare Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern und ein Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Anpassung des Freizügigkeitsgesetzes, insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Souveränität für EU-Kompatibilität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht unzureichend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar, die den massiven Druck auf die Schweizer Löhne infolge der erweiterten Personenfreizügigkeit keinesfalls kompensieren können. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ohne dass die vorgeschlagenen Schutzmechanismen eine wirkliche Abhilfe schaffen.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neu geschaffenen Regeln sind zwar bürokratischer, jedoch offensichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt ausländischen Firmen in die Hände, die Lohndumping betreiben wollen und somit einen unfairen Wettbewerbsvorteil erlangen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die

Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was zulasten der schweizerischen Arbeitnehmer geht.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt in den neuen Art. 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine grundlegende und bedenkliche Abkehr von bewährten Schweizer Prinzipien dar. Mit der angestrebten institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Einbindung in ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne eigene Entscheidungsgewalt. Dies führt unweigerlich zum Verlust der Energiesouveränität, da Entscheidungen über das Rückgrat unserer Stromversorgung künftig in Brüssel gefällt werden, während die Schweiz die damit verbundenen Kosten tragen muss.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert. Die Konsequenz ist die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, was das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung markiert.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was weitreichende finanzielle und strukturelle Folgen hätte. Weiterhin werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Der Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke, ein zentrales Element lokaler und dezentraler Energieproduktion, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer fortan die Verantwortung für die Stromversorgungssicherheit der Schweiz trägt, wenn weder der Markt noch die EU eine klare Zuständigkeit übernimmt. Dies ist ein hochriskantes Manöver.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt die Gefahr volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht abdeckt, werden aller Voraussicht nach über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG trägt hierzu nicht zur Beruhigung bei.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls problematisch. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze für Produzenten von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der nationalen Energiestrategie und begünstigt grossdimensionierte, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen die Souveränität der Schweiz untergraben, die Versorgungssicherheit gefährden und die Konsumenten potenziell stärker belasten. Die Schweiz begibt sich auf einen Weg, der die bewährten Strukturen und die Stabilität ihrer Energieversorgung aufs Spiel setzt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Übernahme des EU-Beihilferechts und die Schaffung der nationalen Beihilfekammer durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) sowie die entsprechenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) und im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) stellen einen gravierenden Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar.

Die bisherige Praxis, bei der staatliche Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen und zur Förderung lokaler oder nationaler Interessen eingesetzt wurden, wird durch ein rigides, technokratisches Kontrollregime der EU ersetzt. Dies untergräbt die demokratische Entscheidungsfindung und die Fähigkeit der Kantone, eigenständige Wirtschaftsförderung zu betreiben. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen System zu Bittstellern, deren souveräne Beschlüsse einer zentralen Genehmigungsinstanz vorgelegt werden müssen. Die Einführung des neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle durch das Bundesgericht, die kantonalen Souveränitätsprinzipien zuwiderläuft.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG etabliert eine mächtige «Superbehörde», die faktisch als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre primäre Aufgabe wird die Durchsetzung von EU-Konformität sein, nicht die Wahrung nationaler oder kantonaler Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese zentrale Instanz ist unzureichend, und ihre Entscheidungen werden künftig primär an Brüsseler Vorgaben ausgerichtet sein. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) illustriert exemplarisch den Verlust nationaler Steuerungskompetenz in strategisch wichtigen Sektoren wie dem Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Verhältnissen basierende Prüfungskompetenz der WEKO entfällt vollständig, und die Schweiz unterwirft sich bedingungslos dem EU-Regime.

Auch der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer, wie in der Änderung von Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) vorgesehen, ist höchst bedenklich. Es schwächt die Transparenz und den Konsumentenschutz, da eine wichtige Kontrollinstanz von Beratungen ausgeschlossen wird, die direkten Einfluss auf Preise und Kosten für die Bevölkerung haben. Dieses Vorgehen dient offenbar dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Zusammenfassend schwächen diese Massnahmen die schweizerische Wirtschafts- und

Rechtsordnung, untergraben den Föderalismus und die kantonale Autonomie und führen zu einer unerwünschten Zentralisierung der Kompetenzen auf Kosten nationaler Souveränität. Die Schweiz droht, zu einem reinen Regel-Empfänger der EU zu werden, anstatt ihre eigenständige wirtschaftspolitische Steuerungshoheit zu wahren.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Ausgestaltung des finanziellen Beitrags stellt eine gravierende Erosion unserer Souveränität und parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe, die der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel entzieht und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen aufhebt.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als lockendes Lockangebot. Der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird dann keinerlei Möglichkeit mehr haben, diese Forderungen abzulehnen, sondern gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu leisten. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär die Souveränität kostet, ohne greifbare Vorteile oder Garantien auf verbesserten Marktzugang zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung gesetzgeberisch. Dieses Gesetz wandelt bisherige politische Gesten in permanente, rechtlich bindende Verpflichtungen um und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung ermöglicht. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Akzeptanz als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist nicht nur unredlich, sondern auch ein gefährlicher Präzedenzfall für zukünftige Verhandlungspositionen mit der EU. Die Schweiz muss ihre Souveränität wahren und darf sich nicht durch solche Abkommen zu Zahlungen verpflichten lassen, die ihre demokratischen Entscheidungsprozesse untergraben und ihr keinen substanziellen Gegenwert bieten.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine ernsthafte Bedrohung für die Integrität und die finanzielle Stabilität unseres Service public dar. Insbesondere die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) birgt erhebliche Risiken. Diese Bestimmung ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer gefährlichen 'Rosinenpickerei' führen, bei der ausländische Firmen lediglich die profitabelsten Hauptverbindungen bedienen. Gleichzeitig bleiben die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den wirtschaftlich unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen. Diese Verzerrung des Wettbewerbs untergräbt die finanzielle Basis unseres etablierten Service public und gefährdet damit die flächendeckende Mobilität der Schweizer Bevölkerung.

Zudem ist die vom Bundesrat angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' als rechtliche Absicherung gänzlich unzureichend. Sie ist weder verbindlich noch bietet sie wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz in Folge dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Dies ist eine rein symbolische Geste, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Künftige Regulierungen, wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), würden

die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) verschärfen diese Problematik zusätzlich. Die Schweiz würde gezwungen, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs einschränkt. Statt die Vergabe von Aufträgen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen, da rein schweizerische Verkehrsziele und spezifische Bedürfnisse in den Hintergrund treten. Die Möglichkeit, den Service public nach unseren eigenen Vorstellungen zu gestalten und zu fördern, wird dadurch massiv beschnitten.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts im Schienenverkehr ist ebenfalls bedenklich. Bewährte und für die Qualität des Angebots essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hat direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Dienstes, den wir unseren Bürgern bieten. Die EU-Regulierungen sind nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und die Struktur des Schweizerischen Eisenbahnsystems zugeschnitten und drohen, unser Erfolgsmodell zu zerstören. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Landverkehr ist daher entschieden abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der nationalen Interessen auf. Es ist höchst bedenklich, dass die Ergebnisse in vielen Punkten eine erhebliche Angleichung an das Recht der Europäischen Union vorsehen, ohne dass auf Seiten der Schweiz eine vergleichbare Mitgestaltungsmöglichkeit an der Gesetzgebung der EU gewährleistet ist. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht in einzelnen Bereichen, wie beispielsweise im Bereich der Personenfreizügigkeit oder des technischen Handelsrechts, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Autonomie. Die Schweizer Bevölkerung wird dadurch indirekt dem Einfluss eines Gesetzgebungsprozesses unterworfen, an dem sie nicht direkt beteiligt ist. Dies widerspricht dem verfassungsrechtlichen Gebot, dass alle Staatsgewalt vom Volke und von den Stimmberechtigten ausgeht (Artikel 1 Absatz 2 BV).

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen dieser Abkommen ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Eine automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie sich in einigen Verhandlungsbereichen abzeichnet, würde die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte und die Auslegung schweizerischen Rechts durch unsere eigenen höchsten Richter untergraben. Dies könnte selbst bei rein nationalen Sachverhalten zu Ergebnissen führen, die nicht im Einklang mit den Interessen und Werten der Schweiz stehen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit von Gerichten (ZUG) unterstreicht die Bedeutung der nationalen Gerichtsbarkeit.

Ferner ist die finanzielle Komponente der Abkommen zu beanstanden. Die Schweiz wäre verpflichtet, erhebliche finanzielle Beiträge an die EU zu leisten, ohne dass eine klare und nachvollziehbare Gegenleistung auf der Ebene der Mitwirkung an europäischen Entscheidungsprozessen ersichtlich ist. Dies stellt eine einseitige Belastung dar, die durch Artikel 127 Absatz 2 BV, welcher die Verteilung von Lasten und Nutzen im Rahmen der internationalen Zusammenarbeit regelt, in Frage gestellt werden kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mehr Fragen aufwerfen, als sie beantworten. Sie bergen die Gefahr einer Beeinträchtigung unserer Souveränität und unserer nationalen Interessen, ohne dass die Vorteile die Nachteile klar und deutlich überwiegen. Eine kritische Prüfung und gegebenenfalls Nachverhandlung sind unabdingbar, um die Integrität

unseres Rechtssystems und die Selbstbestimmung der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtübereinkunft mit der Europäischen Union wirft erhebliche und ungelöste Fragen auf, die eine kritische Überprüfung erfordern. Anstatt eine klare Stärkung unserer Souveränität und unserer nationalen Interessen zu gewährleisten, birgt das Paket das Risiko einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und der Entscheidungsfreiheit. Insbesondere Artikel 13 des Verordnungsentwurfs zur Umsetzung der Personenfreizügigkeit untergräbt die nationalen Kompetenzen in einer Weise, die nicht länger tragbar ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber diese Bestimmungen vorgängig prüfen und gegebenenfalls anpassen kann, verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es auch im Artikel 16 der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Wir würden uns einer stetig wachsenden Flut von EU-Recht ausliefern, das nicht unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten entspricht.

Die Klausel zur Richtigstellung, die im Rahmen des Pakets angedacht ist, stellt ebenfalls eine gravierende Gefahr dar. Sie ermächtigt die Europäische Union, bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung des Abkommens einseitig einzugreifen. Dies widerspricht fundamental dem Völkerrecht und dem Grundsatz der Gleichheit der Vertragsparteien. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Recht zu übernehmen, das unseren nationalen Interessen zuwiderläuft, ohne dass wir über adäquate Gegenmassnahmen verfügen. Dies steht im krassen Gegensatz zur Gewährleistung der nationalen Souveränität, die im Artikel 5 der Bundesverfassung als oberstes Gut verankert ist.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH in die Auslegung des Abkommens, wenn auch in modifizierter Form, stellt eine faktische Unterstellung unter dessen Rechtsprechung dar. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die hoheitliche Gewalt des Bundesgerichts, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung normiert ist, empfindlich beeinträchtigen. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahren soll, wenn externe Gerichte letztlich das Sagen über die Anwendung von Regeln haben, die auch die Schweiz binden.

Die fehlende Möglichkeit, das bilateral vereinbarte Recht autonom zu gestalten und die schweizerischen Gerichte als oberste Instanz in allen nationalen Belangen zu belassen, ist ein unakzeptabler Preis für eine vertragliche Annäherung an die EU. Die Schweiz muss ihre Souveränität und ihre bewährten institutionellen Strukturen uneingeschränkt wahren können.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken und wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Wahrung der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Eine blindlings aufgenommene Übernahme von EU-Recht, wie sie in der vorgeschlagenen Form der Stabilisierung eine zentrale Rolle spielt, gefährdet die Unabhängigkeit unserer Gesetzgebung. Das Schweizer Volk hat sich wiederholt für einen direkten Zugang zum europäischen Binnenmarkt ausgesprochen, jedoch niemals für eine Unterwerfung unter die exekutive und judikative Gewalt der EU.

Die Annahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen Mitspracherechtsanspruch auf dessen Gestaltung hätte, verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Dieser besagt, dass das Volk die oberste Staatsgewalt innehat. Eine automatische Rechtsübernahme, die auf dem Prinzip des «acquis communautaire» fusst, entmachtet die

schweizerischen Entscheidungsträger und das Parlament und entzieht dem Volk die Kontrolle über die Gesetzgebung. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der demokratischen Legitimation.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, ohne die Möglichkeit einer schweizerischen Überprüfung oder Anpassung an die hiesigen Verhältnisse, würde die Kompetenzen der Schweizer Gerichte untergraben. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Rechtsstaatlichkeit, welche die Zuständigkeit nationaler Gerichte einschliesst. Die bedingungslose Akzeptanz der EuGH-Urteile würde die nationale gerichtliche Unabhängigkeit gefährden und einen ungerechtfertigten Eingriff in die Souveränität der Schweizer Justiz darstellen.

Es ist zudem fraglich, ob die propagierten «automatischen Stabilisierungsmechanismen» tatsächlich die erhoffte Stabilität bringen. Vielmehr besteht die Gefahr, dass sie zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führen und die Schweiz in eine Abhängigkeit geraten lassen, aus der ein Ausstieg kaum mehr möglich ist. Die Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Kernkompetenzen des Bundes gemäss Artikel 3, muss vor solchen übermässigen Einschränkungen geschützt werden.

Diese Entwicklungen sind nicht im Sinne eines freien und souveränen Staates, der seine Interessen eigenständig wahren will. Eine Stabilisierung der Beziehungen zur EU darf nicht zum Verlust unserer verfassungsmässigen Ordnung und unserer demokratischen Rechte führen. Es bedarf einer kritischen Auseinandersetzung mit den vorgelagerten Bestimmungen und deren Auswirkungen auf unsere verfassungsmässige Ordnung, anstatt blindlings einem für die Schweiz nicht massgeschneiderten Modell zuzustimmen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Ingold (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Thomas Ingold · 0788807818 · ti.arch@hispeed.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind äusserst bedenklich und bergen erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die Prinzipien unserer direkten Demokratie. Es ist fraglich, ob die angepriesenen Vorteile einer engeren Anbindung die tiefgreifenden Nachteile aufwiegen, insbesondere im Hinblick auf die rechtlichen und politischen Auswirkungen.

Die angestrebte Angleichung an EU-Recht, selbst in begrenztem Umfang, untergräbt die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), wird durch eine schrittweise Übernahme von Rechtsnormen, die wir nicht mehr eigenständig mitgestalten können, ausgehöhlt. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht durch den Schweizer Gesetzgeber, wie sie in verschiedenen bilateralen Verträgen stillschweigend oder explizit angelegt ist, widerspricht dem Geist der Bundesverfassung und dem Recht des Volkes, über die Gesetzgebung zu entscheiden. Artikel 164 BV betont die Kompetenz des Parlaments und des Volkes in der Gesetzgebung, welche durch fremdes Recht, das ohne direkte schweizerische Mitwirkung entsteht, faktisch eingeschränkt wird.

Ferner ist die befürchtete Entwicklung hin zu einer faktischen Unterwerfung unter den Europäischen Gerichtshof (EuGH) unannehmbar. Die Rechtsprechung des EuGH hätte in vielen Bereichen des täglichen Lebens direkten Einfluss auf die Schweiz, ohne dass Schweizer Gerichte die Möglichkeit hätten, von dieser Rechtsprechung abzuweichen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 BV, der die staatliche Tätigkeit auf die Interessen der Allgemeinheit und des Landes ausrichtet. Eine solche Abhängigkeit würde die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität des Schweizer Rechtssystems massiv beeinträchtigen.

Die Behauptung, dass diese Massnahmen eine "Stabilisierung" bringen würden, erscheint zynisch, wenn man bedenkt, dass die Schweiz durch eine stärkere Bindung an die EU zusätzlichen Verpflichtungen und einem Verlust an Entscheidungsfreiheit unterworfen würde. Die Flexibilität und die Möglichkeit, eigene Wege zu gehen, welche die Grundlage unseres Wohlstands und unserer politischen Stabilität bilden, würden geopfert. Es ist unerlässlich, die langfristigen Konsequenzen für unsere nationale Identität und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit kritisch zu hinterfragen, bevor weitere Schritte in Richtung einer tieferen Integration unternommen werden. Die bewährten bilateralen Wege, die auf gegenseitigem Einvernehmen und Freiwilligkeit beruhen, sollten, wenn überhaupt, nur mit äusserster Vorsicht und unter strikter Wahrung unserer Souveränität modifiziert werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz. Die Annahme dieses Pakets würde eine schleichende Unterstellung unter das EU-Recht bedeuten, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, auf dessen Gestaltung Einfluss zu nehmen. Dies steht im klaren Widerspruch zu den Grundsätzen der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, welche im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) sowie in der Bundesverfassung verankert sind und die Handlungsfreiheit des schweizerischen Gesetzgebers einschränken würden.

Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Mitspracherechte bei dessen Entstehung geniesst, untergräbt die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert, dass das Schweizer Volk und die Kantone die obersten Träger der Staatsgewalt sind. Mit der faktischen Übernahme von EU-Recht würden diese Träger jedoch ihrer Entscheidungsbefugnis entkleidet. Insbesondere die dynamische Rechtsübernahme, wie sie in vielen der vorgeschlagenen Abkommen angedeutet wird, birgt die Gefahr einer permanenten Anpassung an sich veränderndes EU-Recht, ohne dass dafür ein explizites Mandat der Schweizer Bevölkerung oder der Kantone vorliegt. Dies stellt eine inhaltliche Aushöhlung des Artikels 165 der Bundesverfassung dar, der die Gesetzgebungskompetenz klar beim Bund verortet.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen kritisch zu hinterfragen. Die potenziellen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt werden den Verlust an politischer Autonomie und die damit verbundenen Risiken der Rechtsunsicherheit nicht aufwiegen. Die Notwendigkeit, EU-Vorschriften zu übernehmen, ohne dass die Schweiz ihre eigenen wirtschaftlichen und sozialen Prioritäten uneingeschränkt verfolgen kann, widerspricht dem Geist des Artikels 104 der Bundesverfassung, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls der gesamten Bevölkerung verlangt. Eine solche einseitige Abhängigkeit könnte zu einer Untergrabung der Schweizer Wettbewerbsfähigkeit führen, wenn die spezifischen Bedürfnisse und Stärken unseres Wirtschaftsstandorts durch generische EU-Regulierungen überlagert werden.

Die mangelnde klare Ausgestaltung der institutionellen Fragen und die unzureichenden Schutzmechanismen für die schweizerische Souveränität lassen eine tiefe Skepsis gegenüber dem vorgeschlagenen Paket angebracht erscheinen. Die langfristigen Konsequenzen einer solchen Abmachung für die politische und wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz sind nicht kalkulierbar und bergen erhebliche Gefahren. Es muss sichergestellt werden, dass jede zukünftige Vereinbarung die verfassungsmässigen Rechte und die Souveränität der Schweiz uneingeschränkt wahrt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, welche die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz fundamental in Frage stellen. Es ist unerlässlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und die Autonomie des Schweizerischen Gesetzgebers kritisch zu beleuchten.

Eine der gravierendsten Sorgen betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 13 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (SR 0.173.110.5) ist zwar die Übernahme von EU-Recht vorgesehen, doch die automatische und ungeprüfte Inkraftsetzung neuer EU-Regulierungen ohne adäquate parlamentarische Debatte und nationale Interessenabwägung ist höchst problematisch. Dies könnte dazu führen, dass sich die Schweiz fortlaufend neuen rechtlichen Bestimmungen unterwirft, ohne dass die Volksparteien und das Parlament angemessen Mitspracherecht haben. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle ist real.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Auch wenn die Abkommen eine begrenzte Anwendung des EuGH-Rechts vorsehen, birgt dies die Gefahr einer faktischen Rechtsfortbildung durch ein ausländisches Gericht, die sich ihrerseits auf die Schweizer Rechtsauslegung auswirken kann. Dies widerspricht dem Geist des Bundesverfassungsartikels 1 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV), der die Schweiz als souveränen Staat definiert. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Anwendung des Schweizer Rechts müssen uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Zudem bestehen Bedenken hinsichtlich der Umsetzungsfristen und der damit verbundenen Anforderungen. Die diktierten Zeitrahmen für die Umsetzung von EU-Recht in das nationale Recht können den Schweizer Gesetzgeber unter Druck setzen und zu hastigen, unvollständig durchdachten Regelungen führen. Dies kann die Qualität der Gesetzgebung beeinträchtigen und unbeabsichtigte negative Folgen für die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft haben.

Die vorgesehene Regelung birgt das Risiko einer zunehmenden Abhängigkeit von der EU, sowohl politisch als auch rechtlich. Eine kritische und eingehende Prüfung der Abkommen im Lichte des Schutzes unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Ordnung ist daher unerlässlich, bevor eine definitive Entscheidung getroffen wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität und unseren föderalistischen Staatsaufbau dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und umgesetzt werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone gemäss der Bundesverfassung, sondern zwingt die Schweiz in eine Rolle als reiner Regel-Empfänger, wodurch die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Beihilfekammer, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, deren primäres Ziel die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht primär Schweizer Interessen ist. Dies führt zur Abschaffung der dezentralen und demokratisch legitimierten Subventionspraxis. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist stossend: Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie bedeutet und die souffléartige Struktur unseres Föderalismus gefährdet.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ermöglicht der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als "verlängerter Arm der EU" agiert und primär EU-Interessen durchsetzt. Dies widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität in strategisch wichtigen Sektoren wie dem Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG), was den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Insgesamt schaffen diese Massnahmen eine "Superbehörde", deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der EU-Kompatibilität. Wir lehnen diese Entmündigung und die damit verbundene Schwächung unserer demokratischen und

föderalistischen Strukturen entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, einschliesslich ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten tragen muss, aber keinerlei Mitspracherecht auf Augenhöhe geniesst. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Regulierung bedeutet. Die ElCom verkommt von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, die undemokratisch legitimierte Vorgaben umsetzt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Auch unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt sie die föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität führt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Neuregelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel, stellt keine Verbesserung, sondern eine schrittweise Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist ein fundamentaler Angriff auf unsere etablierten hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wichtiges Markenzeichen und Wettbewerbsvorteil, wird unweigerlich durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards Schaden nehmen. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien gefertigt werden müssen wie in der EU.

Besorgniserregend ist die implizite "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte

Vertragswerk zu Fall bringen, eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz untergräbt. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht. Die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften, die bisher für grosse Industriebetriebe gelten, müssten auch von kleinen Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzgern und Vereinen erfüllt werden. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die spürbare Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ebenfalls alarmierend. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, ein klarer Missachtung des Volkswillens.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz basierenden Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) entzieht uns die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine beispiellose und inakzeptable Kapitulation unserer Souveränität dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, steht in krassem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Das neue 'Daueraufenthaltsrecht', eine faktische 'Niederlassung C PLUS', die bereits nach fünf Jahren und praktisch unentziehbar gewährt wird, untergräbt unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dieser Status, selbst bei Kriminalität oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, zu belassen, ist unhaltbar und zeugt von einer gravierenden Fehleinschätzung der Konsequenzen.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen ungezügelt gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Der geplante, ausufernde Familiennachzug, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zur einer reinen Erpressungsklausel macht. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der 'Integrationsmethode' erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch keine Mitsprache mehr bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich haben werden. Dies ist eine unerträgliche Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Das angepasste Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Qualitätsstandards für eine EU-Konformität, was inakzeptabel ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind nach kritischer Prüfung als gänzlich ungenügend und lediglich kosmetischer Natur zu bezeichnen. Sie bieten keinerlei adäquaten Schutz gegen den massiven Lohndruck, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion des schweizerischen Lohnniveaus, insbesondere in den ohnehin schon stark gefährdeten mittleren und unteren Einkommensklassen. Es ist bedenklich, dass statt einer Stärkung des bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutzes eine Aufweichung und Anpassung an europäische Standards stattfindet. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt in erster Linie ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen, und stellt eine klare Benachteiligung der schweizerischen Arbeitnehmerschaft dar.

Die Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Das neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Es führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern wird geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide macht, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Sicherung unseres Service public und der nationalen Souveränität auf. Die Einführung der Kabotage, wie sie in einem neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen der

«Rosinenpickerei» wird die SBB und andere konzessionierte Unternehmen unterfinanzieren und damit die flächendeckende Grundversorgung, insbesondere auf den weniger rentablen Nebenlinien, massiv gefährden. Es ist fraglich, ob der Schutzgedanke für unseren Service public durch diese Regelung ausreichend gewahrt bleibt.

Des Weiteren stellt die Anwendung des EU-Beihilferechts eine erhebliche Bedrohung für bestehende, bewährte Subventionsmodelle dar. Es ist nicht auszuschliessen, dass heutige und zukünftige Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unvereinbar mit dem EU-Recht eingestuft werden könnten. Dies würde die finanzielle Grundlage und damit die operative Leistungsfähigkeit unseres Bahnwesens nachhaltig schwächen. Die angepriesene «Gemeinsame Erklärung» vermag hier keinerlei verbindliche Sicherheit zu bieten, da sie rechtlich nicht bindend ist und keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen bietet.

Die sukzessive Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme ist ebenfalls äusserst bedenklich. Dies betrifft auch zukünftige Regulierungen wie jene zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), welche die Steuerungskompetenz weiter auf EU-Ebene verlagern würden. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz zu tätigen, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Massnahmen geeignet, den Service public zu schwächen und die nationale Steuerungsgewalt über unser Eisenbahnwesen zu untergraben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend den finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und entbehrt jeder Akzeptanz. Anstatt einer freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste wandelt sich die Schweiz im vorliegenden Vorschlag unwiderruflich in einen Zahlmeister, der seine Souveränität und seine demokratische Handlungsfreiheit in dieser entscheidenden Frage verliert. Die sogenannte "Kohäsionszahlung" wird von einer flexiblen Unterstützung zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht. Dies bedeutet einen Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und entzieht dem Parlament die souveräne Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Es handelt sich hierbei faktisch um eine Zwangsabgabe, die dem Geist einer echten Partnerschaft Hohn spricht.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein reines Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die unverkennbare Gefahr, dass zukünftige Forderungen der EU massiv ansteigen werden. Die Schweiz wird gezwungen sein, die diktierten Summen zu begleichen, ohne die Möglichkeit, sich dagegen zu wehren oder die Bedingungen zu beeinflussen. Dies widerspricht fundamental unserem Selbstverständnis als unabhängiger Staat, der seine Ausgaben souverän bestimmt.

Mit dieser Regelung wird die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht und ohne klare Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, deren Hauptnutzen darin besteht, unsere Souveränität zu opfern, während greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung ausbleiben.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer eigenständigen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen

zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist inakzeptabel.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die erzielten Vereinbarungen tatsächlich den Schweizer Interessen dienen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht darstellen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in Form von sogenannten "Nachahmungsbestimmungen" ist kritisch zu betrachten. Dies untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie, da die Schweizer Stimmbevölkerung nicht mehr über die Einführung neuer Gesetze abstimmen kann, wenn diese primär auf EU-Vorgaben basieren. Das Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und Innovation (FIFG) von 2014 und das revidierte Bundesgesetz über die Armee und die Militärverwaltung (EMG) von 2003, welche die technologische und sicherheitspolitische Souveränität der Schweiz stärken sollten, könnten durch eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen ausgehöhlt werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in neuen Abkommen befürchtet werden muss, widerspricht dem Geist der schweizerischen Verfassung, welche die Volkssouveränität und die verfassungsgebende Gewalt des Volkes und der Kantone garantiert. Artikel 1 der Bundesverfassung, der besagt, dass das Schweizer Volk und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind, wird durch solche Regelungen de facto eingeschränkt.

Die Frage der institutionellen Überwachung und der Durchsetzung von EU-Recht in der Schweiz ist ebenfalls besorgniserregend. Es besteht die Gefahr, dass supranationale Gerichte oder Organe der EU Entscheidungsbefugnisse erhalten, die eigentlich der schweizerischen Justiz oder den eidgenössischen Räten zustehen. Dies tangiert das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, und könnte zu einer Erosion der nationalen Rechtsprechung führen. Die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Auswirkungen einer solchen Abhängigkeit sind kaum absehbar und könnten negative Folgen für die Wettbewerbsfähigkeit und die schweizerischen Lebensweise haben. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweizer Interessen in allen Bereichen gewahrt bleiben und die demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten des Volkes nicht geopfert werden. Es drängt sich die Frage auf, ob die Verhandlungsführer die Tragweite der übertragenen Kompetenzen vollumfänglich verstanden haben und im Sinne des Schweizer Souveräns gehandelt haben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Martin walter · 0793050089 · Martin.walter@zvb.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein. Die Stärke der Schweiz ist die Regionalität. Wie soll jemand in Brüssel wissen was gut ist fürs Prättigau, Basel, Ägeri, Lugano. Die Menschen, Kulturen, Bedingungen sind so verschieden wie die Regionen selbst. Die Schweiz ist das Muster Beispiel wie so was zusammen funktioniert. Die Stärke des Franken, die Durchschnittslöhne, die Arbeitslosenquote im vergleich zur EU bilden das eins zu eins ab.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung eines Abkommens mit der Europäischen Union auf. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die Stabilität unseres Rechtssystems kritisch zu prüfen. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Prüfung der eigenen Bedürfnisse und Besonderheiten des schweizerischen Wirtschaftsstandortes birgt erhebliche Risiken.

Die in Artikel 3 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) verankerten Grundsätze der Volkssouveränität und der direkten Demokratie drohen durch eine unkritische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt zu werden. Insbesondere die Art und Weise, wie EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne ausreichende Anpassung an die schweizerische Rechtsordnung implementiert werden sollen, ist bedenklich. Dies kann zu einer ungewollten Entmachtung des schweizerischen Gesetzgebers führen, da zukünftige Rechtsänderungen auf europäischer Ebene automatische Auswirkungen auf unser nationales Recht hätten, ohne dass eine direkte demokratische Kontrolle oder Zustimmung des Schweizer Volkes oder seiner Vertreter vorgesehen ist.

Weiterhin ist Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der Gewaltenteilung und der Rechtssicherheit garantiert, in Gefahr. Eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne klare gesetzliche Grundlage und transparente Prozesse kann zu Rechtsunsicherheit führen. Es besteht die Gefahr, dass bestehende schweizerische Gesetze, die sorgfältig über Jahrzehnte entwickelt wurden, durch unbekannte und potenziell divergierende EU-Rechtsnormen abgelöst werden. Dies widerspricht dem Ziel, ein konsistentes und verständliches Rechtssystem für Bürger und Unternehmen in der Schweiz zu gewährleisten.

Die vorgeschlagene Umsetzung muss daher unter dem Aspekt der Verhältnismässigkeit und der

nationalen Interessen bewertet werden. Ohne eine klare Darlegung, wie die schweizerischen Kerninteressen, insbesondere im Bereich der direkten Demokratie, des Datenschutzes und der wirtschaftlichen Autonomie, geschützt werden, kann einer solchen Vereinbarung nicht zugestimmt werden. Die Gefahr einer Abhängigkeit von Brüssel und einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung ist real und muss mit aller gebotenen kritischen Distanz behandelt werden. Es bedarf klarer Mechanismen, die sicherstellen, dass die Schweiz ihre Gesetzgebungskompetenzen in eigener Regie behält.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt einen fundamentalen Bruch dar. Dies bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe, welche die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels beraubt und die demokratische Hoheit über milliardenschwere Finanzströme aufgibt.

Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint dabei als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko fortlaufend steigender und nicht mehr verhandelbarer Zahlungsverpflichtungen. Die Schweiz wird so zu einer unbeschränkten Nettozahlerin degradiert, ohne Stimmrecht und ohne garantierte Gegenleistungen im Sinne eines verbesserten Marktzugangs oder der Beseitigung handelspolitischer Hindernisse.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz, verankert in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, wird zum legislativen Instrument, welches die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG entzieht es dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, um stattdessen die blosse Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zu gewährleisten. Die Verbindung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend; sie missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz zahlt somit für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsverluste mit sich bringt und kaum greifbare Vorteile verspricht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz sind aus Sicht des Schweizer Arbeitsmarktes und unseres Rechtsverständnisses äusserst problematisch und bedürfen einer fundamentalen Überarbeitung. Die angepriesenen Massnahmen zur Sicherung der Löhne sind bestenfalls kosmetischer Natur und werden den durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Lohndruck in keiner Weise kompensieren können. Es droht eine schleichende und flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was die Kaufkraft der Schweizer Bevölkerung empfindlich treffen würde.

Entgegen jeder nationalen Notwendigkeit und nationaler Souveränität wird anstatt einer Stärkung des bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutzes eine Aufweichung und eine Angleichung an EU-Standards vorgenommen. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch per se weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Akteuren zugute, die Lohndumping betreiben wollen und somit einen unfairen Wettbewerbsvorteil erlangen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer zwingenden Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und nicht zu rechtfertigender Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird und ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Vorschläge untergraben die schweizerische Rechtsordnung und die Interessen unserer Arbeitnehmer auf unannehmbare Weise.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegten Vorschläge zur Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellen eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die Qualität unserer Produkte und die Existenz unserer bäuerlichen Betriebe dar. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" angestrebt. Dies ist nicht nur eine Gefährdung unserer hohen Produktionsstandards und unserer Wahlfreiheit als Konsumenten, sondern auch ein frontaler Angriff auf das Genfer LMG, das Schweizer Qualität und Produzenten schützt.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich geschädigt. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Aussagekraft, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen müssen wie in der EU. Dies vernichtet nicht nur die Arbeit unserer Produzenten, sondern auch das Vertrauen der Konsumenten.

Besonders alarmierend ist die drohende "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen unlösbar mit sämtlichen bilateralen Verträgen der I. Generation verknüpft. Dies stellt eine unerträgliche politische Erpressung dar, die der Schweiz jede Möglichkeit zur souveränen Entscheidung raubt. Die Übernahme von EU-Verordnungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingt uns, unsere bewährten, oft strengeren Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung aufzugeben. Dies ist ein ethischer Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die Möglichkeit, dass EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben Kontrollen durchführen, ist ein inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zur Domäne ausländischer Behörden degradiert. Hinzu kommt eine beispiellose Bürokratiewelle, die Kleinbetriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger mit unpassenden EU-Vorschriften überziehen und viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Das demokratisch gefestigte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Der Volkswille wird missachtet. Neue Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) umgehen das Parlament und gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle untergräbt. Selbst der Waldschutz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) wird fremdbestimmt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit, da sie die notwendige Flexibilität und Reaktionsfähigkeit untergräbt. Wir lehnen diese schädliche Unterwerfung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Mitbestimmung dar. Die bedingungslose Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie untergräbt fundamental den Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, die Schweiz eigenständig in der Migrationspolitik zu steuern. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", einer Art "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf statt zehn Jahren, ist äusserst bedenklich. Dieses praktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, gefährdet die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen.

Die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen faktisch gefördert und zementiert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die unbegrenzte Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" ist dabei ein reines Placebo. Ihre Anwendungsschwellen sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht im Falle einer Anrufung die EU mit Sanktionen, was der Natur einer echten Schutzmassnahme widerspricht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der "Integrationsmethode" beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeder Einflussmöglichkeit auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von Sozialhilfeleistungen für EU-Bürger erheblich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen statt einer sorgfältigen nationalen Prüfung schwächt unsere Qualitätsstandards. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz (Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Erosion unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese Massnahmen sind keine technischen Anpassungen, sondern ein kapitulationsartiger Vorgang vor der EU.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere in Bezug auf das Eisenbahnwesen, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine direkte Gefahr für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung dar, die unser heutiges Bahnnetz gewährleistet. Ausländische Anbieter werden die lukrativen Hauptstrecken bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die

Verantwortung für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenstrecken tragen. Diese 'Rosinenpickerei' untergräbt die Solidarität und die wirtschaftliche Basis des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz.

Darüber hinaus ist die als Schutzmassnahme präsentierte 'Gemeinsame Erklärung' rechtlich nicht haltbar. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz potenziell gezwungen sein wird, Regulierungen wie die zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) zu übernehmen, was die Steuerungskompetenz über unsere eigenen Schieneninfrastrukturen schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagert und unsere Souveränität weiter aushöhlt.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, sind ebenfalls äusserst bedenklich. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Übernahme von EU-Recht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger bedrohen und den Service public im Schienenverkehr, ein nationales Gut, in Gefahr bringen. Die fraglichen Bestimmungen gefährden somit die schweizerische Verkehrsautonomie und die Grundpfeiler unseres öffentlichen Verkehrs.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregeln, einschliesslich des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) und der Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu), stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die nationale Hoheit über eine kritische Infrastruktur untergräbt.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies ist das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Insbesondere die EU-Beihilfenregeln gefährden das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu einer erheblichen Preisvolatilität führen und die Versorgungssicherheit opfern. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit, die bisher klar geregelt war, wird verwischt, da weder der Markt noch die EU die alleinige Verantwortung trägt. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für KMU und Haushalte unabsehbar sind.

Die Änderungen im EnG, insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte massiv benachteiligt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und schwächt unsere föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Unsere nationale Netzgesellschaft wird ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Übernahme dieser EU-Regeln die Schweiz unkalkulierbar macht und die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, die föderalistische Ordnung und die bewährte Praxis der Wirtschaftsförderung dar.

Die geplante Unterwerfung der bisherigen, demokratisch legitimierten und dezentralen Förderpraxis unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist entschieden abzulehnen. Insbesondere die Abschaffung der autonomen politischen Entscheidungsfindung auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene, die traditionell auf lokale Bedürfnisse und politische Prioritäten ausgerichtet war, ist problematisch. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die primär die Kompatibilität mit EU-Recht und nicht schweizerische Interessen durchsetzen wird, wird die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden neu durch eine zentrale Behörde und letztlich durch das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Die Änderung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere der neue Artikel 82 Buchstabe bbis, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Schaffung einer "Superbehörde", der Beihilfekammer in der WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG), ist stossend. Diese Instanz agiert als "verlängerter Arm der EU" und deren Entscheide werden nicht mehr primär schweizerischen Interessen dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernte Behörde ist ungenügend.

Besonders kritisch ist die geplante Aufgabe nationaler Souveränitätsrechte in strategisch wichtigen Sektoren. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Dieser strategisch wichtige Sektor wird damit vollständig dem EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert. Auch die Energieversorgung und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung von Konsumentenschutz und Transparenz. Dieses neue Regime institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schwächt die demokratische und föderalistische Kontrolle über Subventionen massiv. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblicher Skepsis und Beunruhigung hinsichtlich der langfristigen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine oberflächliche Betrachtung mag die Vorteile der engen Zusammenarbeit mit der Europäischen Union hervorheben, doch eine tiefere Analyse offenbart gravierende Nachteile, die die

Schweizer Verfassung und die nationalen Interessen gefährden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der direkten Mitsprache oder gar eines Vetos durch die Schweiz stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer demokratischen Selbstbestimmung dar. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner Staat, dessen Volk und Kantone die Staatsgewalt ausüben. Die durch das Paket vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht widerspricht diesem Grundsatz fundamental, da Entscheidungen, die unser Land betreffen, künftig primär in Brüssel und nicht mehr in Bern getroffen würden. Dies birgt die Gefahr, dass Schweizer Interessen zugunsten von EU-weiten Regelungen geopfert werden, die unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten nicht Rechnung tragen.

Die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ist ebenfalls ein Punkt, der grösste Besorgnis hervorruft. Die vorgeschlagene Einbeziehung der Rechtsprechung des EuGH in das Schweizer Rechtssystem, wie sie in verschiedenen Abkommen impliziert ist, würde faktisch bedeuten, dass ein ausländisches Gericht über die Auslegung Schweizer Gesetze entscheiden könnte. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, die besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für das Bundesgericht und die anderen Behörden verbindlich sind. Eine Überordnung des EuGH würde diese Bindung auf den Kopf stellen.

Ferner wirft die Unsicherheit bezüglich der möglichen Ausweitung des Geltungsbereichs des Paktes und der zukünftigen Dynamik der EU-Gesetzgebung erhebliche Risiken auf. Die Gefahr einer ständigen Angleichung an ein sich fortlaufend veränderndes EU-Rechtssystem ist real und würde die Schweiz in einen Zustand permanenter Rechtsunsicherheit versetzen. Artikel 138 der Bundesverfassung, der die Aussenbeziehungen der Schweiz regelt, verlangt eine sorgfältige Abwägung aller Konsequenzen, bevor weitreichende Verträge mit supranationalen Organisationen abgeschlossen werden. Diese sorgfältige Abwägung fehlt bei der vorliegenden Gesamtbeurteilung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket Schweiz-EU, wie es derzeit dargestellt wird, die Souveränität der Schweiz untergräbt, die rechtsstaatlichen Prinzipien in Frage stellt und erhebliche Risiken für die nationale Selbstbestimmung birgt. Eine kritische und skeptische Haltung ist daher mehr als angebracht.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Rechtsordnung und den fundamentalen Prinzipien unserer Souveränität auf. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht durch indirekte Referenzierung, wie sie implizit durch die Verpflichtung zur Übernahme der Richtlinien und Verordnungen des EU-Rechts erfolgt, steht im Widerspruch zur direkten Demokratie und dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Die muodlich vorgelegte Vereinbarung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der parlamentarischen Rechte und der direkten Mitsprache des Schweizer Volkes. Die automatische oder weitgehend automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass diese Rechtsakte einem zwingenden parlamentarischen Genehmigungsverfahren oder gar einer Volksabstimmung unterliegen, widerspricht dem Geist des Rechtsstaates, wie er in Artikel 5 BV dargelegt ist. Die Unbestimmtheit der Liste der zu übernehmenden Rechtsakte und die Möglichkeit einer fortlaufenden Anpassung schaffen eine erhebliche Rechtsunsicherheit.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Die vorgeschlagene Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn sie formal als Auslegung der betreffenden EU-Rechtsnormen dargestellt wird, stellt eine faktische Unterstellung unter eine fremde Gerichtsbarkeit dar. Dies tangiert die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und den

Grundsatz der Gewaltenteilung gemäss Artikel 29 Absatz 2 BV, der jedem das Recht auf einen unabhängigen und unparteiischen Richter zusichert. Die Möglichkeit, dass die Schweizer Gerichte nicht mehr autonom über die Auslegung nationaler Gesetze im Lichte des relevanten Unionsrechts entscheiden können, ist ein nicht hinnehmbarer Eingriff in die Souveränität.

Die wirtschaftlichen Vorteile, die mit der Mitgliedschaft im EU-Binnenmarkt verbunden sind, dürfen nicht dazu führen, dass fundamentale demokratische Rechte und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz geopfert werden. Die Verhandlungsergebnisse scheinen einen Preis zu verlangen, der zu hoch ist und die langfristige Stabilität und Eigenständigkeit unseres Landes gefährdet. Eine kritische Prüfung und gegebenenfalls eine Ablehnung dieser Vereinbarung im Lichte des übergeordneten Interesses der Schweizer Bevölkerung ist daher unerlässlich.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Xhemazije Zaimi (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Xhemazije Zaimi · 0041782058708 · xh.zaimi@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung im Inland wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen angemessenen Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) und Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) betonen die Rechtsgrundsätze und die demokratische Ordnung der Schweiz. Eine blosse Übernahme von EU-Recht würde diese Grundpfeiler untergraben.

Es ist fraglich, inwieweit die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter die Komplexität und die potenziellen Auswirkungen eines sich ständig wandelnden EU-Rechtsrahmens noch nachvollziehen und kontrollieren können. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der nationalen Gesetzgebungskompetenz. Die Notwendigkeit einer parlamentarischen Genehmigung für die Übernahme von EU-Recht, selbst wenn dies formal vorgesehen ist, erscheint angesichts der Übermacht des EU-Rechts als eine reine Formalität.

Ferner sind die wirtschaftlichen Folgen einer solchen engen Anbindung an die EU kritisch zu beleuchten. Die erhöhte Abhängigkeit von Entscheidungen, die ausserhalb der Schweiz getroffen werden, kann zu unvorhersehbaren Belastungen für die heimische Wirtschaft führen. Die Wettbewerbsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen, die oft auf spezifisch schweizerische Rahmenbedingungen angewiesen sind, könnte erheblich beeinträchtigt werden. Es mangelt an einer klaren und überzeugenden Darlegung, wie die Schweizer Interessen in einem solchen System gewahrt werden sollen.

Die Mechanismen zur Anpassung des nationalen Rechts an das EU-Recht müssen transparent und nachvollziehbar sein. Die aktuelle Situation lässt befürchten, dass eine effiziente und effektive Umsetzung im Inland, die den Besonderheiten der Schweiz Rechnung trägt, zunehmend erschwert wird. Dies wirft ernste Fragen bezüglich der Unabhängigkeit und der Zukunftsfähigkeit der Schweiz als souveräner Staat auf. Die demokratische Kontrolle über die Gesetzgebung und die Fähigkeit, eigene politische und wirtschaftliche Interessen zu verfolgen, scheinen durch die vorgeschlagene Vorgehensweise erheblich eingeschränkt zu werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der EU bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen Frontalangriff auf das bewährte System des öffentlichen Verkehrs dar. Ausländische Anbieter, die oft von ihren Heimatländern subventioniert werden, werden dadurch ermächtigt, sich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken herauszupicken. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt

die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch auf unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien ein Angebot aufrechtzuerhalten. Die Folge wird eine schleichende Aushöhlung des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs sein, mit negativen Auswirkungen auf die Mobilität der Bevölkerung, insbesondere in ländlichen Gebieten.

Des Weiteren ist die Befürchtung gross, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bestehende und notwendige Subventionen für den Schienengüterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einstufen könnte. Solche Massnahmen sind jedoch essenziell für die Aufrechterhaltung und Verbesserung des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger. Die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist juristisch unhaltbar und bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme von EU-Bestimmungen. Dies bedeutet, dass die Schweiz gezwungen wäre, zukünftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen und die Steuerungskompetenz über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise an zentrale EU-Stellen abzugeben.

Die Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs wird auch durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) deutlich. Hier wird die Schweiz gezwungen, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Anstatt die bestmöglichen Lösungen für die Schweiz auswählen zu können, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und verteuerter Lösungen für die Schweizer Steuerzahler und gefährdet die Fähigkeit, eigene, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Verkehrsziele zu verfolgen. Die vermeintlichen Vorteile dieses Abkommens sind angesichts dieser gravierenden Nachteile und der schleichenden Aufgabe souveräner Kompetenzen inakzeptabel.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und der damit verbundenen Zuwanderungspolitik manifestiert eine bedenkliche Kapitulation vor den Interessen der Europäischen Union und eine Missachtung des souveränen Willens des schweizerischen Volkes. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stehen im krassen Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Stattdessen wird eine faktische Ausdehnung der Personenfreizügigkeit zementiert, die unsere nationale Souveränität und unsere Fähigkeit zur autonomen Rechtsgestaltung massiv untergräbt.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, stellt eine direkte Bedrohung für unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke dar. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die öffentliche Ordnung und die öffentliche Gesundheit geschützt werden müssen. Ferner wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ungezügelt gefördert, indem EU-Bürgern und ihren nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht gewährt wird, selbst wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die Kosten hierfür werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern zusätzlich zu Partnern und Kindern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angepriesene 'Schutzklausel' ist reine Augenwischerei; ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Vielmehr droht die EU mit Strafmassnahmen, sollte die Schweiz diese Klausel dennoch anrufen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das schweizerische Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch entmachtet werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und

Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine echte Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern, und ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Insgesamt stellen die vorgeschlagenen Anpassungen eine Kapitulation vor Brüssel dar, die unsere nationale Souveränität, unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke aufs Spiel setzt. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung verteidigt und die Interessen ihrer eigenen Bevölkerung in den Vordergrund stellt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend als 'Vom Hof auf den Tisch' tituliert, stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern einen umfassenden und gefährlichen Angriff auf die Souveränität und die etablierten hohen Standards der Schweiz. Es ist offensichtlich, dass es hierbei primär um die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk geht, anstatt um genuine Belange der Sicherheit.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht durch diese Angleichung massiv auf dem Spiel. Die Übernahme oft tieferer EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das renommierte Label 'Made in Switzerland' entwerten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Die Einführung einer beispiellosen bürokratischen Welle ist absehbar. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Die Annahme dieser Massnahmen bedeutet auch eine Aufgabe unserer demokratisch mehrfach bestätigten Prinzipien. Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein Rückschritt. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Souveränität der Schweiz wird zudem durch die geplante Zulassung von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben massiv eingeschränkt. Dies ist ein beispielloser Eingriff in die Eigenständigkeit und Kontrolle über unsere eigenen Produktionsstätten. Ferner werden durch die Anpassung im

Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unsere Wälder dem Diktat der EU unterstellt, was uns die schnelle und souveräne Reaktion auf spezifische Bedrohungen erschwert.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig. Sie gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

Besonders besorgniserregend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und jegliche Kritik oder Ablehnung zu einem existenziellen Risiko für das gesamte Vertragswerk macht. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit bringt, sondern eine systematische Aushöhlung unserer Standards, unserer Souveränität und unserer demokratischen Prinzipien darstellt. Es ist ein Angriff auf unsere Landwirtschaft, unsere Konsumenten und unsere nationale Identität.

Strom

Die vorgeschlagene institutionelle Einbindung der Schweiz in die EU-Strommarktdurchdringung stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Mit der Unterstellung unter die Aufsichtsstrukturen von ACER und ENTSO-E wird unser Land zum passiven, kostenpflichtigen Teilnehmer ohne jegliches Stimmrecht degradiert. Entscheidungen über unser kritischstes Infrastrukturnetz, das Stromnetz, werden künftig in Brüssel getroffen, während die Schweiz die daraus resultierenden Nachteile tragen muss. Die Unabhängigkeit und Eigenständigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch diese Massnahmen faktisch abgeschafft. Sie wandelt sich von einer selbstbestimmten Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, die ohne demokratische Legitimation erlassen werden. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energiepolitik.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Aushebelung des bewährten Systems der Wasserzinsen durch die EU-Beihilfenregeln. Unsere Wasserkraft, das Rückgrat der Schweizer Energieversorgung, wird dadurch existenziell gefährdet. Die Bergkantone, die von diesen Zinsen profitieren und damit ihre Infrastruktur und ihre Bevölkerung unterstützen, sehen ihre finanzielle Grundlage bedroht. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen im Energiebereich untergraben. Gemeindekraftwerke und die lokale dezentrale Energieproduktion verlieren durch die EU-Wettbewerbsregeln ihren Einspeisevorrang, was zu einer Schwächung lokaler Wertschöpfung und einer Bevorzugung grosser, zentralisierter Akteure führt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer im Krisenfall die Verantwortung für die Versorgungssicherheit übernehmen wird. Dies führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und potenziell höheren Strompreisen für Haushalte und KMU. Zusätzliche staatliche Umlagen werden die Konsumenten belasten.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen gezielt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Konzerne. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU, die zur Untergrabung unserer nationalen Souveränität führen. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer externen Regulierung, welche die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität bei der Steuerung unserer Stromnetze beeinträchtigt. Diese Entwicklung ist unannehmbar und birgt erhebliche Risiken für die Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind äusserst bedenklich und lassen erhebliche Zweifel an ihrer Wirksamkeit und ihren Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt aufkommen. Die angekündigten Schutzmechanismen erscheinen eher kosmetischer Natur und vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Lohnniveaus, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit unausweichlich entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion der hiesigen Lohnstrukturen, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an die, aus unserer Sicht, weniger robusten EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind in ihrer Komplexität bürokratischer, jedoch potenziell weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Unternehmen Vorschub leistet, die Lohndumping betreiben wollen.

Besonders gravierend ist die Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue, eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Konsequenz des EU-Drucks. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und laufen fundamentalen Schweizer Prinzipien zuwider.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge in Verbindung mit der EU sind aus souveräner und demokratischer Sicht äusserst bedenklich. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten, freiwilligen Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Diese Entwicklung entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und schwächt die parlamentarische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen erheblich. Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein lockendes Anfangsangebot, doch der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen. Die Schweiz würde

in eine Position gedrängt, in der sie Zahlungen leisten muss, die von der EU diktiert werden, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen.

Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne die entsprechende Mitsprache oder Stimmrecht. Es mangelt an Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Stattdessen werden Mittel für eine institutionelle Anbindung aufgewendet, die primär die nationale Souveränität beeinträchtigt und kaum greifbare Gegenleistungen bietet. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz ist das primäre Instrument, um die Schweiz auf Dauer zur Kasse zu bitten, indem es eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht umwandelt. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Erfüllung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (BöB) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Hier wird der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist nicht nachvollziehbar und greift die Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und finanziellen Eigenverantwortung an.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Übernahme des EU-Beihilferechts im Rahmen des angestrebten Abkommens stellt einen fundamentalen und bedenklichen Eingriff in die Schweizer Rechts- und Wirtschaftsordnung dar. Die heutige Praxis, wonach staatliche Subventionen auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene politische Entscheide mit klarer demokratischer Legitimation sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese Entwicklung untergräbt nicht nur die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie, sondern führt auch zu einer systematischen Unterwerfung unter die Überwachung und Kontrolle der EU.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, wie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen, institutionalisiert die Abhängigkeit der Schweiz von EU-Vorgaben. Diese als "Superbehörde" fungierende Instanz, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird, priorisiert nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Steuerungshoheit und gefährdet strategisch wichtige Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, die bislang eigenständig im Rahmen nationaler politischer Ziele gefördert und kontrolliert werden konnten.

Besonders stossend ist die vorgeschlagene Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), wonach die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG). Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Entscheidungen von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Diese abstrakte Normenkontrolle, wie sie in Art. 98a BGG vorgesehen ist, höhlt die kantonale Autonomie in unannehmbarer Weise aus.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese Behörde wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts fungieren, was eine gefährliche Machtkonzentration darstellt und den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht zuwiderläuft. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) besiegelt den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr.

Die Aushebelung der kantonalen Organisations- und Verfahrensautonomie durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) macht die Kantone zu Bittstellern. Ihre souveränen Entscheidungen werden von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität geprüft und können ohne formelles rechtliches Gehör der Kantone gekippt werden. Dieser Eingriff in die föderalistische Struktur und die damit verbundene Entmachtung der Kantone ist nicht hinnehmbar. Die vorgeschlagene Regelung ignoriert die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz und schwächt die nationale Wirtschafts- und Rechtsordnung erheblich.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die erzielen Resultate den Interessen unseres Landes langfristig dienen und ob sie die notwendige demokratische Legitimation aufweisen.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht wirft juristische und verfassungsrechtliche Probleme auf. Die pauschale Angleichung an Unionsrecht, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens angestrebt wird, steht im direkten Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Übertragung von Gesetzgebungskompetenzen an Organe der EU, deren Entscheidungen die Schweiz ohne eigenen Einfluss hinnehmen müsste, würde die Handlungsfähigkeit des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter massiv einschränken. Dies widerspricht dem in Artikel 164 Absatz 1 BV festgehaltenen Ziel, dass die Gesetzgebung des Bundes die Grundsätze der Bundesverfassung zu wahren hat.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Auslegungsinstanz für das zu übernehmende Recht stellt eine weitere gravierende Einschränkung der schweizerischen Rechtsordnung dar. Die Möglichkeit, dass Urteile des EuGH die Anwendung schweizerischen Rechts beeinflussen oder gar über dessen Gültigkeit entscheiden, steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, welcher festlegt, dass Bundesgesetze und Verordnungen von den Gerichten und Behörden anzuwenden sind. Eine vorgelagerte Instanz, deren Rechtsprechung dem Schweizer Rechtssystem aufgezwungen wird, untergräbt die Unabhängigkeit und Autonomie unserer Gerichte.

Die in den Verhandlungsergebnissen angedeutete finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass eine entsprechende Gegenleistung oder ein Mitspracherecht auf EU-Ebene gegeben ist, erscheint als einseitige Belastung. Dies wirft die Frage auf, ob eine solche Beteiligung mit den Grundsätzen der wirtschaftlichen Vernunft und der verfassungsrechtlichen Haushaltsautonomie (Artikel 127 BV) vereinbar ist.

Die Transparenz und die demokratische Einbindung des Schweizer Volkes in diesen Prozess sind ungenügend. Es besteht die Gefahr, dass durch solche Abkommen de facto eine Mitgliedschaft in der EU ohne entsprechende Vorteile und Rechte etabliert wird, was die schweizerische Neutralität und Unabhängigkeit gefährden könnte. Die langfristigen Konsequenzen für unsere Demokratie und unsere Rechtsstaatlichkeit sind besorgniserregend und bedürfen einer gründlichen und kritischen Prüfung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung, die in einer kritischen Prüfung eingehend beleuchtet werden müssen.

Das angestrebte Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, wirft gravierende Fragen bezüglich der Umsetzung und des Verhältnisses zu bestehenden nationalen Gesetzen auf. Die blosse Übernahme von Verordnungen und Richtlinien ohne ausreichende Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten und ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung durch die Schweiz birgt die Gefahr einer De-facto-Rechtsangleichung, die die Autonomie des Schweizerischen Parlaments und die demokratischen Prozesse untergraben könnte. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (LGV) unterstreicht die Bedeutung der Gesetzgebungskompetenz des Bundes. Eine ausschliessliche Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenz aushöhlen und die Legitimität unserer Rechtssetzung in Frage stellen.

Besonders besorgniserregend ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine verpflichtende Anerkennung seiner Rechtsprechung, wie sie in ähnlichen Abkommen vorkommt, würde die unabhängige schweizerische Gerichtsbarkeit faktisch aufheben. Gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung ist die oberste Gerichtsinstanz der Schweiz das Bundesgericht. Die Unterordnung unter die Urteile des EuGH stünde im direkten Widerspruch zu diesem Grundsatz und würde die rechtsstaatliche Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigen. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht verbindlich über die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts entscheidet, ist mit dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung unvereinbar.

Die wirtschaftlichen Implikationen, insbesondere im Hinblick auf den Zugang zum EU-Binnenmarkt, scheinen zwar verlockend, dürfen jedoch nicht über die mittel- und langfristigen Nachteile hinwegtäuschen. Die Abhängigkeit von sich ändernden EU-Regulierungen und die fehlende Einflussnahme auf deren Gestaltung könnten die schweizerische Wirtschaft anfälliger machen und die Flexibilität für eigene strategische Entscheidungen einschränken.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien wahrt. Jegliche Form der Annäherung an die EU muss auf einer sorgfältigen Abwägung der Vor- und Nachteile beruhen, die die Souveränität und die demokratische Legitimität unseres Landes nicht gefährdet. Die vorliegenden Vorschläge scheinen dieser kritischen Prüfung nicht standzuhalten und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, die die Wahrung unserer nationalen Interessen in den Vordergrund stellt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtvereinbarung mit der Europäischen Union stellt aus unserer Sicht eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Intention, ein institutionelles Rahmenabkommen zu schliessen, das die bestehenden bilateralen Verträge konsolidiert, birgt das Risiko einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht.

Besonders bedenklich ist die geplante Einführung der dynamischen Rechtsübernahme. Dies würde bedeuten, dass neue EU-Gesetze automatisch und ohne explizite Zustimmung der Schweiz in unser Rechtssystem einfliessen würden. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die schweizerische Rechtsordnung würde de facto zu einem Anhängsel derjenigen der EU, was die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung untergräbt.

Weiterhin wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gravierende Fragen auf. Eine obligatorische Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung des Abkommens, wie sie angedeutet wird, würde die Hoheit unserer eigenen Gerichte verletzen. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Anwendung schweizerischen Rechts, und die Integration von

EuGH-Urteilen ohne Überprüfung durch unsere nationalen Instanzen würde dieses Prinzip aushebeln. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, wäre somit massiv gefährdet.

Die Befürchtung ist gross, dass durch dieses Paket die schweizerische Eigenständigkeit in Kernbereichen, wie der Migrationspolitik oder der Agrarpolitik, geopfert wird, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern. Dies wäre ein ungleicher Tausch, der die langfristigen Interessen der Schweiz gefährdet. Die Annahme dieses Pakets würde die schweizerische Bevölkerung in die Rolle eines Vasallenstaates drängen, dessen Gesetzgebung und Rechtsprechung letztlich von Brüssel diktiert werden. Diese Entwicklung ist für uns nicht akzeptabel und widerspricht den grundlegenden Werten, auf denen die Schweiz aufgebaut ist. Wir lehnen daher eine solche Institutionelle Annäherung in der vorliegenden Form entschieden ab.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Nicolas Wegmüller (Privat)

Datum: 05.10.2025

Kontakt: Nicolas Wegmüller · 0774900719 · nicwegi@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft tiefgreifende und besorgniserregende Fragen auf, die eine kritische und skeptische Auseinandersetzung zwingend erforderlich machen. Es scheint, als ob mit diesem Paket versucht wird, eine De-facto-Mitgliedschaft ohne die damit verbundenen Rechte und die demokratische Legitimation zu etablieren. Dies widerspricht fundamental dem Geist und dem Wortlaut unserer Verfassung, insbesondere dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Unabhängigkeit und die Handlungsfreiheit der Schweiz werden durch die Übernahme von EU-Recht, das nicht mehr durch unsere demokratischen Prozesse beeinflusst werden kann, massiv eingeschränkt.

Die Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen voraussichtlich vorgesehen sind, stellen eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung dar. Das Prinzip der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, wird untergraben, da das Schweizer Volk kein Mitspracherecht mehr bei der Entstehung oder Anpassung von EU-Recht hat, das aber dennoch auf die Schweiz anwendbar wird. Artikel 49 der Bundesverfassung, der die kantonalen Kompetenzen in Gesetzgebungsbereichen schützt, die nicht ausdrücklich dem Bund übertragen sind, könnte durch eine solche automatische Rechtsübernahme faktisch ausgehebelt werden. Die Kantone würden ihre Rolle als eigenständige Gesetzgeber in vielen Bereichen verlieren, was einem unzulässigen Eingriff in ihre verfassungsmässige Stellung gleichkäme.

Darüber hinaus ist die Frage der Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte von zentraler Bedeutung. Die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz bei der Auslegung des durch die Abkommen übernommenen EU-Rechts birgt erhebliche Risiken. Unsere nationale Gerichtsbarkeit, die auf dem Schweizer Recht und den Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung basiert, würde faktisch einer externen Autorität unterstellt. Dies bedeutet, dass Entscheidungen, die von Schweizer Gerichten getroffen werden, durch den EuGH aufgehoben oder korrigiert werden könnten, ohne dass die Schweiz auf irgendeine Weise Einfluss nehmen kann. Diese Abhängigkeit von einem ausländischen Gerichtshof verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Souveränität in Kernbereichen.

Die wirtschaftlichen Implikationen des Pakets verdienen ebenfalls eine äusserst kritische Betrachtung. Während ein freier Zugang zum EU-Binnenmarkt ein attraktives Ziel darstellt, muss die Frage gestellt werden, zu welchem Preis dieser Zugang erkauft wird. Die Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, eigene Prioritäten zu setzen oder Ausnahmen zu verhandeln, könnte zu Nachteilen für Schweizer Unternehmen führen, die nicht die Flexibilität haben, sich an die spezifischen Bedürfnisse unseres Wirtschaftsstandorts anzupassen. Insbesondere die Rolle des Schweizerischen Bundesrates,

der gemäss Artikel 174 der Bundesverfassung die Aussenpolitik des Landes gestaltet, wird durch die Übernahme von EU-Recht in seiner Gestaltungsfreiheit stark eingeschränkt. Die Fähigkeit, eigenständige Handelsabkommen abzuschliessen oder auf neue wirtschaftliche Entwicklungen zu reagieren, könnte erheblich beeinträchtigt werden.

Des Weiteren ist die Stabilität und Vorhersehbarkeit des rechtlichen Rahmens in der Schweiz gefährdet. Da die EU ein dynamisches Rechtssystem besitzt, das sich ständig weiterentwickelt, würde die Schweiz gezwungen sein, Schritt zu halten, ohne die Möglichkeit, diese Entwicklungen aktiv mitzugestalten. Dies führt zu einer permanenten Unsicherheit und erschwert die langfristige Planung für Unternehmen und Bürger. Die Rechtssicherheit, ein grundlegendes Prinzip des Rechtsstaates und als solches implizit in der Verfassung verankert, wäre somit massiv gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket Schweiz-EU in seiner jetzigen Form erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität, der demokratischen Rechte des Volkes, der Unabhängigkeit der Gerichte und der wirtschaftlichen Flexibilität aufwirft. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der Europäischen Union wird, ohne die Vorteile einer vollwertigen Mitgliedschaft zu geniessen und ohne die Möglichkeit, ihre eigenen Interessen und Werte zu wahren. Eine solche Entwicklung wäre mit den Prinzipien unserer Verfassung, insbesondere mit der Volkssouveränität und der staatlichen Unabhängigkeit, nicht vereinbar. Eine tiefgehende und kritische Überprüfung jedes einzelnen Aspekts dieses Pakets ist unerlässlich, bevor irgendwelche bindenden Verpflichtungen eingegangen werden. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Handlungsfreiheit behält und die Interessen ihrer Bürger und ihres Wirtschaftsstandorts jederzeit übergeordnet bleiben. Die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von potenziellen neuen Abkommen mit der Europäischen Union gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Ohne konkrete Vorschläge für die inländische Umsetzung liegen uns vor allem die negativen Präzedenzfälle und die systemischen Risiken vor Augen, die mit einer Annäherung an EU-Recht einhergehen. Es ist unerlässlich, die Tragweite solcher potenziellen Vereinbarungen kritisch zu prüfen und die nationalen Interessen vehement zu verteidigen.

Die Idee einer erweiterten Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von bilateralen Abkommen, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer direktdemokratischen Institutionen. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweizerische Eidgenossenschaft eine unabhängige Republik. Diese Unabhängigkeit ist jedoch nicht nur territorial und politisch zu verstehen, sondern auch rechtlich. Die Übernahme von EU-Recht, das in einem fremden Gesetzgebungsprozess entsteht und für dessen Entstehung wir keine direkte demokratische Kontrolle besitzen, stellt einen fundamentalen Eingriff in diese Souveränität dar. Insbesondere das Prinzip, dass neues EU-Recht, das in einem der bestehenden bilateralen Abkommen fällt, automatisch in die Schweiz übernommen werden muss, wie dies im EWR-Abkommen der Fall ist, würde unserer direkten Demokratie die Zähne ziehen. Die Möglichkeit, dem Volk über Referenden und Initiativen direkte Mitgestaltungsmöglichkeiten zu geben, würde durch eine solche Verpflichtung massiv eingeschränkt. Die Bürgerinnen und Bürger würden zu passiven Rezipienten von EU-Recht degradiert.

Weiterhin ist die Frage der Rechtsstaatlichkeit von grösster Bedeutung. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) hat in vielen Bereichen eine ausserordentliche Bindungswirkung, die auch für die Schweiz massgeblich werden könnte, wenn entsprechende Abkommen abgeschlossen werden. Dies würde bedeuten, dass die Auslegung und Anwendung des Schweizer Rechts zunehmend von einem ausländischen Gerichtshof beeinflusst oder gar bestimmt würde. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 der Bundesverfassung, der besagt, dass der Bund und die Kantone die Rechtsordnung und die Grundsätze der Rechtssicherheit achten. Eine aussergerichtliche Bindung an den EuGH würde die Rechtssicherheit und die Autonomie unserer Gerichte in Frage stellen. Die

Fähigkeit unserer eigenen Gerichte, das Recht im Sinne der schweizerischen Verfassung und der nationalen Interessen auszulegen, wäre erheblich beeinträchtigt.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Während die Befürworter einer engeren Anbindung oft auf den ungehinderten Marktzugang verweisen, verschweigen sie die Kehrseiten. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die oft auf die Bedürfnisse grosser Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, könnte die Wettbewerbsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen in der Schweiz beeinträchtigen. Diese Unternehmen sind das Rückgrat unserer Wirtschaft und könnten durch eine überbordende Regulierung erdrückt werden. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die Förderung des allgemeinen wirtschaftlichen Wohls als Ziel des Bundes nennt, könnte durch die Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der schweizerischen Wirtschaftsstruktur zugeschnitten sind, konterkariert werden. Darüber hinaus birgt die Angleichung an die EU-Wirtschaftspolitik das Risiko, von globalen wirtschaftlichen Schwankungen und Krisen stärker erfasst zu werden, ohne die notwendigen nationalen Instrumente zur Abfederung in der Hand zu haben.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die unklare Haftung und Verantwortung. Wer ist verantwortlich, wenn durch die Übernahme von EU-Recht negative Folgen für die Schweiz entstehen? Die EU hat ihre eigenen institutionellen Mechanismen und Haftungsregeln. Die Schweiz würde sich in ein System einfügen, in dem die Ursachen von Problemen möglicherweise nicht eindeutig der eigenen Rechtsetzung zuzuordnen sind, was die Ursachenermittlung und die Geltendmachung von Ansprüchen erschwert. Die Bundesverfassung schreibt in Artikel 31 vor, dass Bund und Kantone für die Erfüllung ihrer Aufgaben die notwendigen Mittel zur Verfügung haben. Wenn die Mittel zur Erfüllung dieser Aufgaben durch die Übernahme von EU-Recht aber durch externe Faktoren bestimmt werden, ist die Autonomie bei der Ressourcengestaltung und -allokation massiv eingeschränkt.

Es besteht die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht nicht nur einzelne Gesetze, sondern ganze Rechtsbereiche harmonisiert werden, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf die Entstehung dieser Harmonisierungsziele Einfluss zu nehmen. Dies würde die Flexibilität des schweizerischen Rechtssystems weiter einschränken. Die Fähigkeit, auf neue Herausforderungen und Gegebenheiten mit massgeschneiderten Lösungen zu reagieren, würde schwinden. Gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung sind die Errungenschaften der föderalistischen Ordnung und die Wahrung der Rechtsgleichheit und der Rechtsicherheit von höchster Priorität. Eine übermässige Übernahme von externem Recht würde diese Grundsätze ernsthaft gefährden und die Errungenschaften unserer eigenen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Rechtsentwicklung untergraben. Es ist daher unerlässlich, dass jede potenziellen Vereinbarung mit der EU einer äusserst kritischen Prüfung unterzogen wird, die primär die nationalen Interessen und die Souveränität der Schweiz im Auge behält.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Anpassungen im Eisenbahnwesen, gibt Anlass zu äusserst gravierenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Zukunft unseres Service public im öffentlichen Verkehr. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz stärken sollen; vielmehr zeichnet sich die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung nationaler Steuerungsmechanismen und der Schwächung etablierter öffentlicher Dienstleistungen ab.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die drohende Gefährdung des Service public im Schienenverkehr. Die ungeprüfte Anwendung des EU-Beihilferechts birgt das erhebliche Risiko, dass bewährte und für die schweizerische Verkehrslandschaft essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend notwendige Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Diese Subventionen sind kein Luxus, sondern ein Gebot der Daseinsvorsorge und sichern die flächendeckende Mobilität sowie die wirtschaftliche Attraktivität unseres Landes. Eine Aberkennung würde nicht nur die finanzielle Stabilität der Transportunternehmen untergraben, sondern direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen. Dies ist eine direkte Bedrohung für ein Kernstück der schweizerischen Daseinsvorsorge.

Die vorgesehene Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine fatale Fehlentscheidung dar. Diese Massnahme erlaubt es ausländischen Anbietern, wie beispielsweise bereits im Fernbussegment zu beobachten, gezielt inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies führt zwangsläufig zu einem Phänomen der „Rosinenpickerei“. Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag wahrnehmen, mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental und gefährdet die Aufrechterhaltung des gesamten Angebots.

Die vom Bundesrat propagierte „Gemeinsame Erklärung“ als eine Art Absicherung ist rechtlich nichts weiter als eine Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann, aufgrund der dynamischen Rechtsübernahme, ohne eigenes Mitspracherecht übernehmen müsste. Diese Erklärung hat keine bindende Kraft und kann die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern. Sie ist ein Papiertiger, der eine trügerische Sicherheit vorgaukelt, während die tatsächliche Entscheidungsfindung zunehmend nach Brüssel verlagert wird.

Die Schweiz gibt durch diese Massnahmen schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit einschränken, die Infrastruktur gemäss den spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten der Schweiz zu gestalten und zu betreiben.

Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie öffnet die Tore für ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen, die sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauspicken können. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die mit einem umfassenden Versorgungsauftrag betraut sind, und gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz, auf den unsere Bürgerinnen und Bürger angewiesen sind.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe von Konzessionen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahler führen, da die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz unter Umständen in den Hintergrund treten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Einführung der Kabotage und die damit verbundene Anwendung von EU-Recht, die Grundfesten unseres Service public im Landverkehr erschüttern. Es ist eine strategische Fehlallokation nationaler Interessen, die zugunsten einer unklaren und potenziell schädlichen Harmonisierung mit der EU aufgegeben wird. Wir fordern daher eine eingehende Überprüfung und eine klare Absage dieser Bestrebungen, die die Souveränität und die Qualität unseres öffentlichen Verkehrs gefährden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union stellt eine bedenkliche Entwicklung dar, die die Souveränität der Schweiz und die budgetäre Autonomie unseres Parlaments massiv untergräbt. Anstatt die bestehenden, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge beizubehalten, werden wir zu einer automatischen und rechtlich verbindlichen Pflicht überführt. Diese Umwandlung entzieht der Schweiz ein entscheidendes politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Es handelt sich hierbei nicht um eine freiwillige Geste, sondern faktisch um eine aufgedrängte Zwangsabgabe.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr entpuppt sich zunehmend als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, einer solchen Entwicklung zu widersprechen, und wird gezwungen sein, zu diktierten Bedingungen zu zahlen. Wir werden zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne dabei substanzielle Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Dies ist ein Preis, den wir für eine institutionelle Anbindung zahlen, welche primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung auf gesetzlicher Ebene. Es verwandelt bisherige, freiwillige Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem eidgenössischen Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments auf Dauer aushöhlt. Anstatt einer eigenständigen und souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern durch unser Parlament, wird lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung festgeschrieben.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), genauer gesagt in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert unmissverständlich, dass diese Abgaben an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies ist ein strategischer Schritt, um die finanzielle Bindung an die EU unumkehrbar zu machen.

Die Verknüpfung dieses Gesetzes mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und manipulativ. Hier wird der anerkannte und positive "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und gesellschaftlich umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU auf gesetzlicher Ebene zu legitimieren. Es ist fragwürdig, ob die Förderung der Stabilität und des Friedens in Europa durch finanzielle Transaktionen auf diese Weise und mit dieser Intention erfolgen sollte.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung an die EU einen erheblichen Verlust an Souveränität und demokratischer Kontrolle bedeutet. Die Umwandlung von freiwilligen Beiträgen in rechtlich bindende Verpflichtungen, die automatische Erhöhung der Zahlungen durch unklare Mechanismen und die Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit sind unannehmbar. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern, dass die Schweiz ihre finanzielle Beteiligung an die EU weiterhin als souveräne Nation kontrollieren und eigenständig entscheiden kann.

Lebensmittelsicherheit

Das vorliegende Abkommen, welches unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" lanciert wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein weitreichendes und tiefgreifendes Integrationsprojekt, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft bedingungslos dem EU-Regelwerk unterwirft. Es geht hierbei nicht um eine marginale Verbesserung der Sicherheit, sondern um eine systematische Angleichung an oft tiefere europäische Standards. Diese Angleichung stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere nach wie vor hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich auch für die Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil und ein Aushängeschild, gerät dadurch massiv in Gefahr. Die Entwertung des Labels "Made in Switzerland" ist vorprogrammiert, wenn unsere Produkte zukünftig nach denselben, oft weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Besonders alarmierend ist die in diesem Abkommen verankerte, sprichwörtliche "Guillotineklausel". Diese Klausel knüpft die Gültigkeit dieses spezifischen Abkommens an alle anderen Verträge des bilateralen Abkommens I. Die Kündigung dieses zweifellos schädlichen Abkommens würde somit das

gesamte bisherige bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form politischer Erpressung dar, welche der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in Kernfragen blockiert und uns zu einem unfreien Agieren zwingt.

Ferner ist die geplante Gewährung von Zugangs- und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies ist mit den Prinzipien eines souveränen Staates unvereinbar.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht ferner über unsere Produzenten hereinzubrechen. Es sind nicht nur die grossen Industriebetriebe, die von dieser Entwicklung betroffen sein werden. Auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine, die im Rahmen eines traditionellen Anlasses wie einem Schwingfest kulinarische Angebote bereitstellen, müssten die komplexen und für ihre spezifischen Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören und die schweizerische Vielfalt im Lebensmittelbereich massiv einschränken.

Besondere Besorgnis erregt die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen sein, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Der klare Volkswille wird hierbei auf zynische Weise missachtet und untergraben.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich auch auf die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsrahmen unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem unausweichlichen Verlust an unseren etablierten hohen Standards. Dies ist unannehmbar.

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) bergen ebenfalls erhebliche Risiken. Die neuen Artikel Art. 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften im Bereich von Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies bedeutet einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen nicht hinnehmbaren Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein unhaltbarer Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser befürchteten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen, welche dem Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) zugesprochen werden sollen, stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist problematisch. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorliegende Abkommen eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität, unserer Qualitätsstandards und unserer demokratischen Entscheidungsfindung darstellt. Es ist ein Angriff auf die Lebensgrundlagen unserer Landwirtschaft und eine Bedrohung für die Vielfalt und Qualität der Lebensmittel, die wir unseren Konsumenten bieten.

Staatliche Beihilfen

Ich nehme mit tiefen Bedenken und erheblichen Vorbehalten Stellung zu den vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatlicher Beihilfen. Die vorgesehene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Aushöhlung der Schweizer Souveränität, der föderalistischen Struktur und der demokratischen Legitimation staatlichen Handelns dar.

Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische und somit als demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einer starren, technokratischen und von Brüssel diktierten Kontrolle unterworfen werden. Dies betrifft potenziell Förderungen im Regionalverkehr, für Kantonalbanken, im Kulturbereich oder zur Unterstützung lokaler KMU. Die Idee, dass solche Entscheidungen, die oft auf lokalen Bedürfnissen und politischen Prioritäten beruhen, einem zentralisierten EU-Kontrollregime unterliegen sollen, ist nicht nur bedauerlich, sondern auch gefährlich. Es entzieht den Bürgerinnen und Bürgern sowie ihren gewählten Vertretern die Möglichkeit, direkt über die wirtschaftliche Entwicklung und Förderung ihres eigenen Landes zu entscheiden.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sollen kantonale Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf das Herzstück unseres Föderalismus, der auf der dezentralen Entscheidungsfindung und der Vielfalt regionaler Lösungen beruht. Die Kantone werden von selbstbestimmten Entscheidungsträgern zu Bittstellern herabgestuft, deren legitimierte Massnahmen einer fremden Kontrolle unterliegen.

Mit der Unterzeichnung dieser Abkommen unterwirft sich die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Jegliche Möglichkeit, gezielte wirtschaftspolitische Massnahmen zur Stärkung des eigenen Wirtschaftsstandortes zu ergreifen, wird durch dieses bürokratische Korsett erstickt.

Besonders kritisch ist die Unterstellung von Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Viele Elektrizitätswerke sind im Besitz von Kantonen und Gemeinden und bilden eine kritische Infrastruktur. Die Einflussnahme der EU auf deren Förderpraktiken kann die strategische Autonomie der Schweiz in Kernbereichen der öffentlichen Daseinsvorsorge erheblich gefährden und den Service public schwächen.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Artikel 18 Absatz 2 des angepassten Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, ist die Einrichtung einer "Superbehörde". Diese Kammer wird faktisch als verlängerter Arm der EU agieren. Ihre Entscheidungen werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was zu einer Entfremdung der politischen Entscheidungsfindung von den Bürgern führt.

Die Kantone verlieren mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Das neue BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Artikel 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die EU-Kompatibilität durchsetzt. Der neue Artikel 82 Buchstabe b(bis) des BGG gibt der Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass kantonal gefällte, demokratisch legitimierte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor den Verwaltungsgerichten (VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Artikel 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Gesetzes über die Preisüberwachung (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde Entscheidungen trifft, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und jegliche kritische Stimmen auszuschalten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der Schweiz bedeuten. Sie opfern bewährte schweizerische Prinzipien der Souveränität, des Föderalismus und der direkten Demokratie zugunsten einer unkritischen Übernahme von EU-Recht. Ich lehne diese Entwicklung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Das vorliegende Vernehmlassungsdossier im Bereich Personenfreizügigkeit mit dem Schwerpunkt Lohnschutz gibt zu tiefgreifenden Bedenken Anlass. Es ist unsere unumgängliche Pflicht, diese Einwände mit der gebotenen Schärfe zu formulieren, da die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur unzureichend sind, sondern im Kern darauf abzielen, das seit Jahrzehnten bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutzsystem zugunsten von EU-konformen Standards aufzuweichen.

Die propagierten Lohnschutzmassnahmen erscheinen auf den ersten Blick wie ein Versuch, den negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf die schweizerischen Lohnniveaus entgegenzuwirken. Bei näherer Betrachtung erweisen sie sich jedoch als kosmetischer Natur, unfähig, den immensen und fortwährenden Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der mit der uneingeschränkten Personenfreizügigkeit einhergeht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, eine Entwicklung, die insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten treffen wird. Anstatt den bestehenden, praxiserprobten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er unter dem Deckmantel der Harmonisierung

mit dem EU-Recht de facto geschwächt und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt primär ausländischen Firmen in die Hände, die die Gelegenheit nutzen wollen, Lohndumping zu betreiben und sich auf Kosten der Schweizer Arbeitnehmenden einen unfairen Wettbewerbsvorteil zu verschaffen.

Die vorgeschlagenen Änderungen untergraben gezielt die Kontrollmechanismen, die bisher massgeblich zur Wahrung der Lohn- und Arbeitsbedingungen beigetragen haben. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen systematisch geschwächt. Dies hat unausweichlich weniger effektive Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen zur Folge.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, entpuppt sich als ein vergiftetes Geschenk. Statt einer tatsächlichen Stärkung der Arbeitnehmerrechte führt dies zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht. Es schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien der Vertragsfreiheit und der liberalen Arbeitsmarktgestaltung. Ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen, werden unnötige Hürden für Unternehmen geschaffen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des eigenständigen Klagerechts aus Artikel 11 des EntsG und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten durch die Betroffenen erheblich verkompliziert.

Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d. Diese Verknüpfung zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unwiderruflich an die EU binden.

Die Präzisierungen im Arbeitsvertragskündigungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen technisch erscheinen. Sie sind jedoch integraler Bestandteil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die soliden Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft schwächeren Modellen aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG), wie sie sich aus dem neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG ergibt, stellt eine massive und inakzeptable Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung und die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, indem ausländische administrative Entscheide ungehindert in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf das schweizerische Lohnniveau abzufedern. Im Gegenteil, sie schwächen bestehende Schutzmechanismen, erhöhen die Bürokratie und führen zu einer gefährlichen Abhängigkeit von EU-Recht und -Sanktionen, während sie gleichzeitig die Souveränität der Schweiz untergraben. Aus diesen Gründen lehnen wir die vorgeschlagenen Änderungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagene Abgrenzung des Strommarktes im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt aus kritischer Sicht eine gravierende Aushöhlung unserer Energiesouveränität und eine Gefährdung unserer Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten tragen muss, aber keine substanzielle Einflussmöglichkeit mehr auf Entscheidungen bezüglich unseres eigenen Stromnetzes hat. Entscheidungen, die unmittelbar unsere Energieversorgung betreffen, werden zukünftig in Brüssel gefällt, fernab unserer nationalen Bedürfnisse und Interessen. Die ElCom, einst eine unabhängige und auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittene Regulierungsbehörde, wird zu einer reinen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen Energieregulierung, die auf die besonderen Gegebenheiten unseres Landes und die Bedürfnisse unserer Bevölkerung ausgerichtet war. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung der Bergkantone leistet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit de facto abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die kantonalen Finanzen empfindlich treffen, sondern auch die finanzielle Grundlage für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung dieser wichtigen Energiequelle schwächen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der bedeutenden Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln empfindlich getroffen. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkte, wird ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine, bürgernahe Produzenten und widerspricht dem Ziel einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, bedeutet eine unannehmbare Preisgabe der nationalen Versorgungssicherheit an den freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungsvakuum: Weder der Markt noch die EU wird die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dies ist ein unverantwortliches Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen im Falle einer Energiekrise katastrophal sein können. Die daraus resultierende Preisvolatilität wird unweigerlich zu höheren und unkalkulierbareren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, werden auf die Konsumenten über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt somit zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Parallel dazu schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Ihre wirtschaftliche Grundlage wird geschwächt, was der Schweizer Energiestrategie und dem Ziel einer bürgernahen Energieproduktion fundamental widerspricht.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den dringend benötigten Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und erhöht unsere Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der

Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unverkennbare Instrumente zur Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein inakzeptabler Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Annahme dieser Vorlage wäre ein fundamentaler Verzicht auf unsere nationale Souveränität im Energiebereich.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Rahmen des neuen Abkommens mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Belastung für unsere Gesellschaft und unsere Sozialsysteme dar. Es ist zutiefst besorgniserregend, wie das Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, welches durch Artikel 121a der Bundesverfassung festgeschrieben ist und vom Volk in zahlreichen Abstimmungen bekräftigt wurde, hier untergraben wird.

Die massiv ausgebaute Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die quasi automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, öffnet Tür und Tor für eine Zuwanderung, die nicht mehr im Interesse der Schweiz gesteuert werden kann. Das neu eingeführte „Daueraufenthaltsrecht“, eine de facto „Niederlassung C PLUS“ bereits nach fünf statt zehn Jahren, ist geradezu unentziehbar. Dies stellt eine existenzielle Gefahr für unsere innere Sicherheit dar, da selbst kriminelle Handlungen oder ein dauerhafter Bezug von Sozialhilfe die Aufenthaltsgenehmigung kaum mehr gefährden. Die damit verbundenen Kosten und Belastungen für unsere Sozialwerke und die öffentliche Hand sind unkalkulierbar. Die Kosten, die durch die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme entstehen, werden somit in unzulässigem Masse auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Der Familiennachzug wird in einer Weise ausgeweitet, die für ein Land ausserhalb der EU schlichtweg beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Dies widerspricht dem gesunden Menschenverstand und der finanziellen Tragfähigkeit unserer eidgenössischen Solidargemeinschaft.

Die sogenannte „Schutzklausel“ in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist nichts weiter als ein Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, von dieser angeblichen Klausel Gebrauch zu machen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine klare Erpressung, die uns unserer Handlungsfreiheit beraubt.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten „Integrationsmethode“ ist eine Kapitulation vor Brüssel. Das Schweizer Parlament und das Volk werden faktisch entmachtet, künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich zu beeinflussen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und eine Verletzung des Verfassungsauftrags aus Artikel 121a BV.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die unkontrollierte Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss von Personen, die von Sozialhilfe abhängig sind, wird nahezu unmöglich gemacht. Dies ist eine bewusste Missachtung unserer verfassungsmässigen Pflicht, die Zuwanderung eigenständig zu steuern, und eine direkte Untergrabung unserer Souveränität.

Die Einführung von drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein eklatantes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im

Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und auf Kosten der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neu geschaffene Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG sind ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler direkt zu tragen hat, weil unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Das neue Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Arbeitsvermittlung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Schweizer Gründlichkeit wird für EU-Kompatibilität geopfert. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) wird durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Personenfreizügigkeit massiv ausbauen und damit dem Volkswillen sowie der Bundesverfassung widersprechen, sondern auch unsere soziale Sicherheit, unsere wirtschaftliche Stabilität und unsere politische Souveränität aufs Spiel setzen. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Entwurf skizziert wird, wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unbestreitbar, dass die Beziehungen zur Europäischen Union von zentraler Bedeutung für die Schweiz sind, doch die Art und Weise, wie diese Beziehungen gestaltet werden sollen, muss im Lichte unserer nationalen Interessen und unserer Souveränität bewertet werden. Ein unreflektierter oder überhasteter Schritt in Richtung einer Vertiefung der bilateralen Abkommen, ohne klare Grenzen und ohne ausreichende

Berücksichtigung der potenziellen negativen Auswirkungen, wäre für die Schweiz nicht ratsam.

Zunächst einmal ist die Annahme, dass eine "Stabilisierung" der Beziehungen automatisch eine Verbesserung bedeutet, fragwürdig. Eine solche Stabilisierung könnte auch bedeuten, dass bestehende Ungleichgewichte zementiert oder gar neue Abhängigkeiten geschaffen werden. Die Schweiz hat über Jahrzehnte hinweg ein funktionierendes System bilateraler Abkommen aufgebaut, das es ihr ermöglicht hat, ihre Interessen zu wahren und gleichzeitig eine enge Zusammenarbeit mit der EU zu pflegen. Die Frage, ob die nun angestrebte "Stabilisierung" dieses bewährte System untergraben oder gar ersetzen würde, muss mit äusserster Vorsicht beantwortet werden. Es besteht die Gefahr, dass ein einheitlicherer Rahmen, wie er oft von der EU angestrebt wird, die Flexibilität und die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz nicht mehr ausreichend berücksichtigen kann.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die Europäische Union entwickelt sich ständig weiter und erlässt fortlaufend neue Gesetzgebungen. Die Vorstellung, dass die Schweiz diese Entwicklungen passiv übernehmen soll, widerspricht fundamental unserem Prinzip der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung. Gemäss der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesrechts, ist die Schweiz dazu verpflichtet, ihre eigenen Gesetze zu erlassen und diese im Interesse ihres Volkes zu gestalten. Eine automatische oder gar systematische Übernahme von EU-Recht würde diese verfassungsmässige Grundlage aushöhlen. Es besteht die ernste Gefahr, dass die Schweiz in einen Zustand der ständigen Anpassung gerät, ohne die Möglichkeit, eigene Gestaltungsspielräume zu nutzen oder die Konsequenzen der übernommenen Regelungen vollständig zu überblicken.

Besonders kritisch ist die Situation im Bereich des freien Personenverkehrs. Während die Vorteile des freien Personenverkehrs für die Schweizer Wirtschaft nicht gänzlich von der Hand zu weisen sind, dürfen die damit verbundenen Herausforderungen nicht ignoriert werden. Die Zuwanderung kann spürbare Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt, die Sozialwerke und die Infrastruktur haben. Die flankierenden Massnahmen, wie sie im Arbeitsgesetz (ArG) und im Obligationenrecht (OR) verankert sind, sind entscheidend, um die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz zu schützen. Es ist fraglich, ob ein neues Abkommen die Wirksamkeit dieser flankierenden Massnahmen gewährleisten kann, insbesondere wenn die EU auf eine Einschränkung dieser Massnahmen drängt. Artikel 39c des Bundesgesetzes über die Arbeitsvermittlung und den Arbeitslosenversicherung (AVIG) beispielsweise sieht die Möglichkeit vor, Massnahmen zu ergreifen, um Lohndumping zu verhindern. Jegliche Vereinbarung, die die Anwendung solcher Schutzmassnahmen erschwert, wäre problematisch.

Des Weiteren muss die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch hinterfragt werden. Die Übertragung von Rechtsprechungskompetenzen an ausländische Gerichte ist eine gravierende Einschränkung der nationalen Souveränität. Die Schweiz hat traditionell darauf Wert gelegt, ihre eigene Justizhoheit zu wahren. Die Vorstellung, dass die Urteile des EuGH für die Anwendung des schweizerischen Rechts massgeblich sein sollen, widerspricht dem Prinzip der nationalen Rechtshoheit, das im Schweizer Recht tief verankert ist. Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) bestimmt, dass das Gesetz die Grundlage für alle Gerichtsentscheidungen bildet. Eine Unterordnung unter die Rechtsprechung eines ausländischen Gerichts würde dieses Prinzip unterlaufen und die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz gefährden. Die Schweizer Gerichte müssten dann Urteile fällen, die nicht primär auf dem schweizerischen Recht, sondern auf der Interpretation und Anwendung von EU-Recht durch den EuGH basieren.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Vertiefung der Integration sind ebenfalls mit Vorsicht zu geniessen. Während die EU ein wichtiger Handelspartner ist, darf die Schweiz nicht zulassen, dass ihre wirtschaftliche Abhängigkeit von der EU zu gross wird. Dies könnte dazu führen, dass die Schweiz bei zukünftigen Verhandlungen mit der EU in eine schwächere Position gerät und gezwungen ist, Zugeständnisse zu machen, die nicht in ihrem besten Interesse liegen. Die Stabilität des Schweizer Frankens und die Eigenständigkeit der Schweizerischen Nationalbank (SNB) sind fundamentale Pfeiler unserer Wirtschaftsordnung. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Vereinbarung die Unabhängigkeit der SNB und die Stabilität des Finanzplatzes nicht beeinträchtigt. Artikel 99 Absatz 2 der Bundesverfassung legt fest, dass die Schweizerische Nationalbank in der Erfüllung ihres Auftrags unabhängig ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, ohne eine klare Abgrenzung der Kompetenzen und ohne ausreichende Schutzmechanismen für die schweizerische Souveränität und die nationalen Interessen, kritisch zu betrachten ist. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU auf einer sorgfältigen Abwägung der Vor- und Nachteile beruht und die schweizerische Verfassungsordnung, insbesondere die Grundsätze der direkten Demokratie und der nationalen Rechtshoheit, uneingeschränkt respektiert werden. Ein überstürztes Vorgehen könnte langfristig negative Folgen für die Schweiz haben und die Errungenschaften unserer eigenständigen Politik gefährden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Annäherung an die Europäische Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Eine oberflächliche Betrachtung mag eine scheinbare Konvergenz suggerieren, doch bei genauerer Analyse offenbaren sich tiefergehende Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundsätze.

Es ist fraglich, ob die angestrebte Harmonisierung mit dem Unionsrecht, insbesondere im Kontext des revidierten Bundesgesetzes über die grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit (COOP), nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führt. Die unklare Formulierung und die potenziell weitreichenden Verpflichtungen im Rahmen des Abkommens bedrohen die eigenständige Entscheidungsfindung der Schweiz in sicherheitspolitischen Belangen. Insbesondere Artikel 17 des COOP, der die Zusammenarbeit mit Drittstaaten regelt, könnte durch die Verpflichtungen gegenüber der EU de facto eine indirekte Übernahme von EU-Recht erzwingen, ohne dass eine parlamentarische Zustimmung im üblichen Verfahren stattfindet. Dies untergräbt das Prinzip der demokratischen Legitimation, da das Parlament in die Lage versetzt würde, lediglich noch über die Umsetzung von bereits faktisch geltendem EU-Recht zu befinden.

Des Weiteren ist die Ausdehnung des Geltungsbereichs des revidierten Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) im Lichte der EU-Verhandlungen höchst problematisch. Die damit einhergehende Übernahme von Standards und Verfahren des Gemeinsamen Europäischen Asylsystems (GEAS) birgt die Gefahr einer Destabilisierung unserer langjährig bewährten Asylpolitik. Die Annahme von Kriterien, die primär den Interessen der EU-Mitgliedstaaten dienen, könnte zu einer ungerechtfertigten Belastung der Schweiz führen und die humanitären Grundsätze unseres Asylrechts kompromittieren. Die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizer Recht im Hinblick auf Rückübernahmeabkommen und Drittstaatsregelungen sind bislang nicht ausreichend beleuchtet worden und bergen die Gefahr, dass die Schweiz faktisch zur Aussenbastion des europäischen Migrationsmanagements degradiert wird. Eine solche Entwicklung widerspräche fundamental dem Geist und Buchstaben des Artikel 117 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Schweiz betont und ihre völkerrechtlichen Verpflichtungen im Einklang mit ihren Interessen regelt.

Die Auswirkungen auf die Justiz und die Zusammenarbeit mit dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) sind ebenfalls Anlass zu grösster Sorge. Die tendenzielle Verpflichtung zur Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, selbst wenn diese im Widerspruch zu unserer eigenen Verfassung oder unseren spezifischen gesellschaftlichen Verhältnissen steht, ist ein nicht zu unterschätzendes Souveränitätsrisiko. Die Begründung, dass eine Nichtbeachtung der EuGH-Rechtsprechung zu einer automatischen Sanktionierung oder gar zum Scheitern von Abkommen führen könnte, setzt die Schweiz unter erheblichen Druck, ihre eigene rechtsstaatliche Autonomie aufzugeben. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der zwar die Anwendung von Bundesgesetzen und Völkerrecht vorsieht, aber implizit die Primärität der schweizerischen Verfassung wahrt. Eine indirekte Unterwerfung unter die Judikative des EuGH würde dieses Prinzip höhlen.

Auch die im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens (PFZ) diskutierten Anpassungen und die damit verbundenen administrativen Lasten und Kosten dürfen nicht unterschätzt werden. Die erhöhte Komplexität der Bürokratie und die zusätzlichen Kontrollmechanismen könnten den

Wirtschaftsstandort Schweiz unter Druck setzen und die Flexibilität unserer Unternehmen beeinträchtigen. Die Befürchtung, dass die Schweiz auf diese Weise zu einem Anhängsel des EU-Binnenmarktes wird, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft geniessen zu können, ist nicht unbegründet. Die damit verbundenen Herausforderungen bei der Umsetzung und Überwachung der neuen Regelungen, insbesondere im Hinblick auf die Einhaltung des Gebot der Gleichbehandlung von Schweizern und EU-Bürgern, bedürfen einer eingehenden Prüfung. Artikel 19 der Bundesverfassung, der die Freiheit des Erwerbs und der Ausübung von Berufen gewährleistet, könnte durch übermässige bürokratische Hürden und Diskriminierungen im Vergleich zu EU-Bürgern beeinträchtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse eine Reihe von gravierenden Risiken für die Souveränität, die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien unseres Landes bergen. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist daher nicht nur angebracht, sondern unabdingbar. Es bedarf einer umfassenden und transparenten Debatte, die die langfristigen Konsequenzen dieser Annäherung an die EU sorgfältig abwägt und sicherstellt, dass die Kerninteressen der Schweiz gewahrt bleiben. Eine blinde Übernahme von EU-Recht, sei sie auch noch so subtil verpackt, darf nicht auf Kosten unserer nationalen Identität und unserer verfassungsmässigen Grundsätze geschehen.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: dominik müller <dominikracer@yahoo.de>
Sent: Montag, 6. Oktober 2025 12:24
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Fragen zu der EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Dominik Müller (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Dominik Müller · +41798926298 · dominikracer@yahoo.de

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Unbedingt die bilateralen Beziehungen beibehalten. Ja, kein EU-Unterwerfungsvertrag! Das wäre der Todesstoss zur Freiheit und Unabhängigkeit der Schweiz!!!

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU entbehrt einer kritischen Tiefenschärfe und ignoriert gravierende Nachteile für die Souveränität und die Rechtsetzungshoheit der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagenen Abkommen nicht primär den Interessen der Europäischen Union dienen und lediglich eine einseitige Anlehnung der Schweiz an Brüssel befördern, anstatt eine ausgewogene Partnerschaft zu ermöglichen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die vorgesehene Übernahme von EU-Recht. Die schrittweise Übernahme von immer mehr EU-Gesetzgebungsmaterien, ohne dass die Schweiz dabei ein Mitspracherecht auf Augenhöhe geniesst, untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Grundlage unserer eigenen Gesetzgebung. Das Schweizer Volk und seine Vertretung verlieren zunehmend die Kontrolle darüber, welche Regeln für sie gelten sollen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie im Artikel 1 des Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind. Die BV betont explizit, dass "Das Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt bilden und alle Staatsgewalt vom Volke und von den Kantonen ausübt." Durch die unkritische Übernahme von EU-Recht wird diese oberste Gewalt delegitimiert und ausgehöhlt. Die vorgeschlagene Regelung zur Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Die bindende Wirkung von EuGH-Urteilen in den relevanten Abkommen würde bedeuten, dass

Schweizer Gerichte Urteile aus Luxemburg umsetzen müssten, auch wenn diese im Widerspruch zu schweizerischem Recht oder den Interessen der Schweiz stehen. Dies stellt eine klare Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der schweizerischen Rechtsprechung dar. Artikel 190 BV garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und der richterlichen Behörden. Eine Bindung an die Rechtsprechung eines fremden Gerichts, das nicht dem schweizerischen Rechtskreis angehört, widerspricht diesem fundamentalen Prinzip und könnte zu einer Rechtsunsicherheit führen, da die Auslegung von schweizerischem Recht durch den EuGH erfolgen würde. Darüber hinaus birgt die Übernahme von EU-Recht die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung des Schweizer Sozialstaats und der Arbeitnehmerrechte. Die EU verfolgt oft eine Politik, die auf Deregulierung und Wettbewerbsintensivierung abzielt. Wenn sich die Schweiz unreflektiert an diese Vorgaben anpasst, könnten soziale Errungenschaften und hohe Standards in der Schweiz gefährdet werden. Die vom Bundesrat postulierte "Gleichwertigkeit" der Regeln ist hierbei eine trügerische Beschwichtigung, da die zugrundeliegenden politischen und wirtschaftlichen Ziele der EU oft diametral entgegengesetzt zu den schweizerischen Interessen sind. Die Sicherung des sozialen Friedens und der Schutz der Arbeitnehmer sind zentrale Pfeiler des schweizerischen Gesellschaftsmodells, welche nicht geopfert werden dürfen. Die wirtschaftlichen Vorteile des Pakets werden vom Bundesrat oft überbetont, während die erheblichen Kosten und Risiken heruntergespielt werden. Die potenziellen Vorteile einer besseren Marktanbindung durch die Übernahme von EU-Recht sind mit erheblichen Kosten für die Anpassung unserer Gesetzgebung und Verwaltung verbunden. Hinzu kommt die Gefahr von Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen, wenn sie sich an EU-Regeln halten müssen, während Unternehmen aus Drittstaaten dies nicht tun. Die Stabilitäts- und Sicherheitsgewähr, die vom Bundesrat angeführt wird, ist ebenfalls fragwürdig. Eine stärkere Abhängigkeit von der EU macht die Schweiz anfälliger für deren politische und wirtschaftliche Krisen und reduziert unsere Handlungsfreiheit in der Aussenpolitik. Artikel 6 BV verpflichtet den Bund, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren und ihre Sicherheit zu gewährleisten. Eine Politik, die die schweizerische Autonomie schwächt und uns stärker Abhängigkeiten ausliefert, steht im Widerspruch zu diesem Gebot. Die im Paketergebnis vorgesehene Finanzbeteiligung der Schweiz an die EU, die sogenannte Kohäsionszahlung, ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz ist kein Mitgliedstaat der EU und sollte daher auch nicht verpflichtet werden, signifikante finanzielle Beiträge zu deren Projekten zu leisten, insbesondere wenn diese nicht direkt unseren nationalen Interessen dienen. Es ist fragwürdig, ob diese Mittel nicht besser für die Stärkung der schweizerischen Infrastruktur, der Forschung oder zur Entlastung der Bürger eingesetzt werden könnten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU eine unzureichende Auseinandersetzung mit den negativen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität und die Rechtsstaatlichkeit erkennen lässt. Die vorgeschlagenen Abkommen bergen erhebliche Risiken, die nicht ausreichend gewürdigt werden. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unseren Sozialstaat und unsere Wirtschaft sind gravierende Bedenken, die eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Die Schweizer Bevölkerung verdient eine ehrliche und umfassende Darstellung der Vor- und Nachteile, und nicht eine verharmlosende

Darstellung, die darauf abzielt, unliebsame Wahrheiten zu verschleiern. Es ist essenziell, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre eigenen Interessen konsequent vertritt, anstatt sich einer ausländischen Rechtsordnung und politischen Einflussnahme zu unterwerfen. Die Überprüfung der vorgeschlagenen Massnahmen im Lichte der Artikel 1 und 6 BV sowie Artikel 190 BV ist unerlässlich, um die Grundfesten unserer Demokratie und Rechtsstaatlichkeit zu schützen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung, da sie tiefgreifende Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz haben könnten. Die damit einhergehende Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitspracherechte der eidgenössischen und kantonalen Entscheidungsträger wirft fundamentale Fragen der demokratischen Legitimation und der verfassungsrechtlichen Ordnung auf. Es ist beunruhigend, dass die Schweiz durch die Unterzeichnung solcher Abkommen gezwungen sein könnte, EU-Regelungen zu übernehmen, die nicht zwingend den schweizerischen Interessen oder unseren spezifischen rechtlichen Traditionen entsprechen. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Erosion der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Kompetenzen muss mit aller Deutlichkeit hervorgehoben werden. Wenn das schweizerische Parlament und die Räte der Kantone zukünftig primär als Exekutivorgane für Brüsseler Vorgaben fungieren, anstatt als eigenständige Gesetzgeber, wird das Prinzip der Volkssouveränität massiv untergraben. Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, der die Schweiz als eine souveräne, demokratische und föderalistische Republik proklamiert, wird durch eine solche Entwicklung in seinen Grundfesten erschüttert. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in vielen dieser Abkommen vorgesehen ist, ignoriert die etablierten Gesetzgebungsprozesse, die sorgfältige Prüfung durch Parlament und Bundesrat sowie die obligatorischen Referenden, die für Verfassungsänderungen und die Beitritte zu supranationalen Organisationen gelten. Die Bundesverfassung, insbesondere die Artikel zur Staatsorganisation und zur Gesetzgebung, aber auch die Garantien des kantonalen Rechts im Rahmen des Föderalismus (Art. 3 BV), werden hierbei nicht ausreichend berücksichtigt. Es ist nicht ersichtlich, wie die vorgeschlagene Umsetzung mit den Grundsätzen des Rechtsstaates vereinbar ist, wenn das schweizerische Recht in weiten Teilen von externen, nicht direkt demokratisch kontrollierten Instanzen diktiert wird. Des Weiteren besteht die ernste Sorge, dass die Gerichte gezwungen sein könnten, EU-Recht anzuwenden und auszulegen, was zu einer Divergenz zwischen der schweizerischen Rechtsprechung und der autonomen Rechtsentwicklung der Schweiz führen würde. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der alleinigen Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte für die Auslegung des schweizerischen Rechts. Die Rückwirkung und die potenziellen Konflikte mit bestehenden schweizerischen Gesetzen, die nicht im Einklang mit dem zu übernehmenden EU-Recht stehen, sind ebenfalls bedenklich. Es ist unklar, wie die Anwendung von EU-Recht mit den Bestimmungen des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (EG ZGB) oder anderen relevanten Gesetzen vereinbar ist, die die Anwendung des schweizerischen Rechts regeln. Die Argumentation, dass eine solche Übernahme von EU-Recht notwendig

sei, um den wirtschaftlichen Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, greift zu kurz. Sie vernachlässigt die Möglichkeit, bilaterale Abkommen auszuhandeln, die den schweizerischen Interessen besser Rechnung tragen und die Souveränität wahren. Die Fokussierung auf eine reziproke Übernahme von EU-Regelungen verkennt die Stärke der Schweiz als eigenständiger Wirtschaftsstandort mit einem hoch entwickelten Rechtssystem. Es ist nicht einzusehen, warum die Schweiz auf diesem Wege ihre Autonomie aufgeben sollte, wenn alternative Wege existieren, die unseren nationalen Interessen und unserer Rechtskultur besser dienen. Die vorgesehene Umsetzung birgt zudem das Risiko einer Überforderung der Verwaltung und der Justiz. Die Komplexität und das Volumen des zu übernehmenden EU-Rechts stellen eine erhebliche Herausforderung dar, deren Bewältigung ohne eine klare verfassungsrechtliche Grundlage und entsprechende personelle sowie finanzielle Ressourcen fraglich erscheint. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Institutionen die Kapazität besitzen, diese neuen Regelungen sachgerecht zu handhaben und anzuwenden, ohne dass dies zu einer Beeinträchtigung der Effizienz und der Rechtssicherheit führt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge zur inländischen Umsetzung erhebliche rechtliche, verfassungsrechtliche und politische Bedenken aufwerfen. Eine Übernahme von EU-Recht, die unsere Souveränität, unsere direktdemokratischen Instrumente und die Autonomie unserer Rechtsordnung gefährdet, kann nicht im Interesse der Schweiz sein. Es bedarf einer gründlichen Überarbeitung der Ansätze, die sicherstellt, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre rechtliche Identität bewahrt, während sie gleichzeitig ihre Beziehungen zur Europäischen Union auf einer soliden und für beide Seiten vorteilhaften Grundlage gestaltet. Die Prinzipien der direkten Demokratie, des Föderalismus und des Rechtsstaates müssen bei allen Überlegungen zur zukünftigen Ausgestaltung des Verhältnisses zur EU absolute Priorität haben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich kritisch und mit tiefgreifenden Bedenken zum Bereich der Personenfreizügigkeit und der damit verbundenen Zuwanderungspolitik im Kontext der geplanten Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist unsere dringende Pflicht, auf die gravierenden negativen Konsequenzen hinzuweisen, die sich aus der Übernahme von EU-Recht in diesem sensiblen Bereich für unsere Souveränität, unsere soziale Sicherheit und die Interessen der schweizerischen Bevölkerung ergeben. Die vorgeschlagene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht in fundamentalem Widerspruch zum klaren Verfassungsauftrag gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Dieser Artikel verankert den Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die derzeitigen Vorschläge laufen diesem Gebot zuwider und de facto auf eine Unterwerfung unter EU-Regelungen hinaus, die unsere nationale Handlungsfreiheit erheblich beschneiden. Besonders beunruhigend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, das bereits nach fünf Jahren statt der bisherigen zehn gewährt wird. Diese als „Niederlassung C PLUS“ zu bezeichnende Statusänderung ist praktisch unentziehbar und schliesst selbst Fälle von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug aus. Dies stellt eine direkte Gefahr für die innere Sicherheit dar und belastet unsere Sozialwerke unzumässlich. Die dadurch entstehenden Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern,

Kantonen und Gemeinden getragen, ohne dass eine adäquate Gegenleistung oder Kontrolle von Seiten der EU erfolgt. Die Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv verstärkt. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie ihren Lebensunterhalt nicht eigenständig bestreiten können und auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies untergräbt die Prinzipien der Eigenverantwortung und der Solidarität innerhalb unserer Gesellschaft. Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Nicht-EU-Land schlichtweg beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Dies ist eine klare Missachtung der Interessen der schweizerischen Bevölkerung, die die Hauptlast dieser Entwicklung tragen muss. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ ist ein reines Trugbild. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition drängt. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll neu automatisch nach der sogenannten „Integrationsmethode“ erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliche Mitsprache verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein direkter Angriff auf unsere Souveränität. Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der neue Artikel 41c AIG erweitert den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger, während die Aufhebung des Artikels 29a AIG einen Ausschluss von Sozialleistungen selbst bei Abhängigkeit praktisch unmöglich macht. Dies steht im krassen Gegensatz zur verfassungsmässigen Pflicht, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die neu eingeführte „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo. Sie mag Indikatoren definieren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Als direkte Konsequenz der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Das neue Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des

Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Berufsvorsorgegesetzes (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen

eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien darstellen. Sie führen zu einer unkontrollierten Zuwanderung, einer Überlastung unserer Sozialwerke und einer Gefährdung unserer hohen Qualitätsstandards in Bildung und Berufswelt. Wir fordern daher dringend eine Überprüfung und Ablehnung dieser Massnahmen, die unseren nationalen Interessen massiv zuwiderlaufen.

Landverkehr

Die Schweiz muss sich der bevorstehenden gravierenden Gefahren bewusst werden, die mit der vorgeschlagenen Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs einhergehen. Die vorliegende Stellungnahme äussert sich kritisch und mit tiefgreifenden Bedenken zu den geplanten Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf den Erhalt unseres unverzichtbaren Service public im Schienenverkehr. Die zentrale Sorge besteht in der Bedrohung unseres Service public durch die Anwendung des EU-Beihilferechts. Unser gut etabliertes System von Subventionen, das entscheidend für die Finanzierung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs und die Modernisierung unseres Rollmaterials ist, könnte durch die EU-Regularien als unzulässig eingestuft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Stabilität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen gefährden, sondern direkt die Qualität und den Umfang des öffentlichen Verkehrsangebots für die Schweizer Bevölkerung beeinträchtigen. Die Sorge ist, dass bewährte und für die Landesversorgung essenzielle Fördermechanismen einem rigiden und unpassenden EU-Regelwerk geopfert werden. Mit der Öffnung der Türen für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), insbesondere durch den neuen Artikel 40ater, wird die Gefahr der "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter real. Unternehmen wie Flixtrain könnten sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere schweizerische Transportunternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet blieben. Dies untergräbt die finanzielle Basis des Service public fundamental und gefährdet die flächendeckende Mobilität in unserem Land. Die Sorge ist, dass die Gewinnorientierung ausländischer Unternehmen den universellen Versorgungsauftrag des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz aushöhlt. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als eine Art Schutzmassnahme wird von uns als rechtlich unzureichend und praktisch wertlos eingestuft. Sie bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann zwingend und dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung erscheint eher als eine Beruhigungspille, die die langfristige Erosion unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Es ist zynisch, die Bürger mit einer rechtlich nicht bindenden Zusicherung über den Schutz ihres Service public hinwegzutrösten, während die Realität der dynamischen Rechtsübernahme die Schweiz weiter in ein EU-Regelwerk zwingt, das nicht unseren nationalen Bedürfnissen entspricht. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine weitere gravierende Folge. Die dynamische Rechtsübernahme wird uns unweigerlich dazu zwingen, zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern, was die Möglichkeit einschränkt, die Entwicklung unserer

Bahninfrastruktur im nationalen Interesse zu gestalten und unsere eigenen strategischen Ziele zu verfolgen. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen direkten Angriff auf die Grundfesten unseres Service public dar. Sie ermöglicht ausländischen Anbietern, die oft von ihren Heimatstaaten staatlich subventioniert werden, sich die profitabelsten Verbindungen in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Unternehmen, die sich einem umfassenden Versorgungsauftrag verschrieben haben, und gefährdet somit langfristig die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Des Weiteren schränkt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den Kriterien auszurichten, die den grössten Nutzen für die Schweiz bringen, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und potenziell teurerer Lösungen für die Schweizer Steuerzahler, da nationale Bedürfnisse und Präferenzen hinter europäischen Standards zurücktreten müssen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Landverkehrs nicht nur die wirtschaftliche Grundlage unseres Service public gefährden, sondern auch unsere nationale Souveränität und die Fähigkeit, unseren öffentlichen Verkehr nach unseren eigenen Vorstellungen und zum Wohle unserer Bevölkerung zu gestalten, massiv einschränken. Die Schweiz steht vor der Entscheidung, entweder an ihrem Modell eines starken, flächendeckenden und an nationalen Bedürfnissen ausgerichteten Service public festzuhalten oder sich einem Regelwerk zu unterwerfen, das primär den Interessen anderer Staaten und der Europäischen Union dient. Angesichts dieser bedrohlichen Perspektiven lehnen wir die vorgeschlagenen Änderungen strikt ab und fordern eine entschiedene Verteidigung unseres Service public und unserer nationalen Autonomie.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU ist aus der Perspektive der schweizerischen Arbeitnehmerschaft und der KMU äusserst bedenklich und birgt gravierende Risiken für den etablierten Schweizer Arbeitsmarkt. Die als flankierende Massnahmen deklarierten Regelungen erscheinen auf den ersten Blick als Schutzmechanismen, entpuppen sich aber bei näherer Betrachtung als unzureichende Kosmetika, die den massiven Druck auf die schweizerischen Lohnstrukturen nicht wirksam kompensieren können. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität gefährdet und die Kaufkraft der breiten Bevölkerung untergräbt. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb ein bewährtes und wirksames Schweizer Lohnschutzsystem, das über Jahrzehnte gewachsen ist und auf die spezifischen Bedürfnisse unseres Wirtschaftsstandorts zugeschnitten wurde, zugunsten einer Angleichung an EU-Standards aufgeweicht wird. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer und komplexer gestaltet, sondern auch de facto weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die die Gesetzesänderungen als Freipass für Lohndumping interpretieren könnten, was zu unlauterem Wettbewerb und einer Benachteiligung von

Schweizer Unternehmen führt. Die geschwächten Kontrollmechanismen sind ein weiterer Dorn im Auge. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistisch ausgerichteten und EU-konformen Strukturen untergraben. Diese Verschiebung der Zuständigkeiten und die Einführung neuer, vermeintlich harmonisierter Verfahren führen unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Effektivität des Lohnschutzes wird dadurch empirisch gemindert, was die Gefahr von Ausbeutung erhöht. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein Paradebeispiel für einen von aussen diktierten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Dieses scheinbar wohlmeinende Geschenk schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, die gerade für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) von existenzieller Bedeutung ist, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen. Vielmehr werden so neue Hürden für die betriebliche Anpassungsfähigkeit geschaffen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dient. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, die auf den ersten Blick wie eine Massnahme zur Verbesserung des Schutzes wirkt, dient tatsächlich der Angleichung an europäische Vorgaben. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die tatsächliche Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere durch Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden, ohne dass dies im Lohnschutzbereich unmittelbar Vorteile für die Arbeitnehmenden ersichtlich wären. Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere eigenständige Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die schlimmste Auswirkung ist jedoch die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und öffnet die Tür für eine automatische Anerkennung und Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide, was unserer rechtsstaatlichen Tradition widerspricht. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes nicht geeignet sind, die negativen Folgen der Personenfreizügigkeit für die Schweizer Löhne abzufedern. Sie schwächen stattdessen bestehende Schutzmechanismen,

erhöhen die Bürokratie und opfern schweizerische Souveränität. Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat diese Bedenken ernst nimmt und sicherstellt, dass der Lohnschutz in der Schweiz auch in Zukunft seine primäre Funktion erfüllt: den Schutz der Schweizer Arbeitnehmer vor Lohndumping und die Wahrung eines angemessenen Lohnniveaus. Eine Angleichung an EU-Standards, die auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Schutzmechanismen untergräbt, ist entschieden abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen im Rahmen der angeblichen "Harmonisierung" mit dem EU-Recht stellen eine grundlegende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Anstatt die bewährte und demokratisch legitimierte Praxis der Schweiz fortzuführen, bei der Bund, Kantone und Gemeinden eigenständig über Förderinstrumente entscheiden können, sehen wir uns mit einem technokratischen Kontrollregime konfrontiert, das primär den Interessen der Europäischen Union dient. Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) bedeutet die Aufgabe der nationalen Steuerungshoheit über einen zentralen Bereich der Wirtschaftspolitik. Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie in Artikel 3 BHÜG und Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, wird eine "Superbehörde" etabliert, die de facto als verlängerter Arm der EU fungiert. Diese Institution wird nicht mehr primär die Interessen der Schweiz, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Beihilferecht durchsetzen. Dies ist eine fundamentale Abkehr von unseren rechtsstaatlichen Prinzipien und untergräbt die demokratische Kontrolle über wirtschaftspolitische Entscheidungen. Die Kantone, die bisher über ihre eigene Wirtschaftsförderung entscheiden konnten, werden zu Bittstellern degradiert und verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Die Auswirkungen auf den Föderalismus sind besonders gravierend. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG gestattet der neuen Beihilfekammer ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass demokratisch gefällte Subventionsentscheide der Kantone von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Artikel 98a BGG) gekippt werden können. Dies höhlt die kantonale Autonomie auf inakzeptable Weise aus und schwächt das föderalistische Fundament unseres Staates erheblich. Die Kantone werden zu reinen Verwaltungseinheiten der Zentralmacht degradiert. Die Übertragung der Zuständigkeiten auf das Bundesverwaltungsgericht durch die neuen Artikel 31a, 33 sowie 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt die kantonale Zuständigkeit zu respektieren, wird durch ein neues Beschwerderecht (Artikel 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen zu schwächen. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Künftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-

Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Darüber hinaus ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein weiterer beunruhigender Aspekt. Während die neue Behörde über Beihilfen entscheidet, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass unabhängige Stimmen intervenieren können. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz in eine untergeordnete Rolle gegenüber der EU zwingen. Unsere bewährten demokratischen und föderalistischen Strukturen werden ausgehebelt und durch ein zentralisiertes, technokratisches System ersetzt, das primär den Interessen der EU dient. Diese tiefgreifenden Eingriffe in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung sind inakzeptabel und müssen entschieden zurückgewiesen werden. Die Schweiz hat das Recht und die Pflicht, ihre eigene Politik zum Wohle ihrer Bürger zu gestalten, anstatt sich bedingungslos den Vorgaben einer externen Macht zu unterwerfen.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom, insbesondere im Hinblick auf eine stärkere Anbindung an die Europäische Union, werfen gravierende und unannehmbare Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität, der Versorgungssicherheit und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz auf. Es ist nicht nachvollziehbar, wie eine solche Entwicklung im Interesse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft liegen soll. Vielmehr scheint hier eine schleichende Aufgabe essenzieller nationaler Kontrollmechanismen im Namen einer fragwürdigen europäischen Harmonisierung zu erfolgen. Die Einbindung der Schweiz in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E untergräbt fundamental die Energieautonomie unseres Landes. Als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber die finanziellen Lasten mitzutragen hat, verliert die Schweiz die Kontrolle über ihre eigene Strominfrastruktur. Entscheidungen, die unser nationales Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel gefällt, und dies ohne adäquate Einflussnahme unsererseits. Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird massiv beschnitten. Sie mutiert von einer eigenständigen Regulierungsbehörde, die auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnitten ist, zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Diese de facto undemokratische Vorschriftenumsetzung aus Brüssel markiert das Ende einer auf unsere spezifischen Gegebenheiten ausgerichteten Energieregulierung, wie sie bisher in Art. 22 StromVG und weiteren Artikeln des bestehenden Stromversorgungsgesetzes verankert war. Besonders kritisch ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft, des Rückgrats der schweizerischen Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und somit einen wichtigen Beitrag zur regionalen Entwicklung leistet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte einschneidende

negative Folgen für die betroffenen Kantone und ihre Bevölkerung. Die durch die EU-Regeln erzwungene Gleichschaltung überlagert die nationalen Interessen und führt zu suboptimalen Lösungen. Auch die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, die seit jeher eine Stärke der Schweiz darstellen, werden durch diese Anbindung geschwächt. Gemeindekraftwerke, die eine dezentrale und bürgernahe Energieproduktion gewährleisten, sind durch die neuen EU-Wettbewerbsregeln massiv benachteiligt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch die EU-Richtlinien ausgehebelt, was die lokale Energieproduktion systematisch diskriminiert und zugunsten grosser, zentralisierter Akteure zurückdrängt. Dies widerspricht dem föderalistischen Geist unseres Landes. Die Versorgungssicherheit, ein Gut, das die Schweiz bisher in beneidenswerter Weise sichern konnte, wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserkraftspeicher, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in Zukunft die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Weder der Markt, der primär auf Profitmaximierung ausgerichtet ist, noch die EU, deren Interessen zwangsläufig breiter gefächert sind, können diese Verantwortung adäquat und allein übernehmen. Dies ist ein äusserst riskanter und verantwortungsloser Schritt, der die Stabilität unseres Landes aufs Spiel setzt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu einer vollständigen Marktliberalisierung, die die preisliche Volatilität erhöhen und die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) gefährden wird. Dies untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die vollständige Strommarktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für die Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Grundversorgung, welche der freie Markt nicht decken wird, müssen dann über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine indirekte Steuererhöhung durch die Hintertür, die die Bürgerinnen und Bürger zusätzlich belastet. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW bei der Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, darunter Gemeindewerke und Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur propagierten Energiestrategie und begünstigt grossangelegte, zentrale Energieerzeugungsanlagen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns wiederum abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind offensichtliche Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen wird dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer

Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen inakzeptablen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht dem Wohl der Schweiz dienen. Sie gefährden unsere Energiesouveränität, untergraben die Versorgungssicherheit, schwächen die föderalen Strukturen und führen voraussichtlich zu höheren Strompreisen für Bevölkerung und Wirtschaft. Es ist dringend geboten, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass die nationalen Interessen der Schweiz gewahrt bleiben. Eine pauschale Übernahme von EU-Regelungen, die oft auf ganz andere Gegebenheiten zugeschnitten sind, ist kein Weg in eine prosperierende Zukunft.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag Mit tiefen Vorbehalten und erheblichen Bedenken nehmen wir zur vorgeschlagenen Regelung des finanziellen Beitrags Stellung. Die Transformation von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen und rechtlich verbindlichen Pflicht stellt eine eklatante Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Insbesondere die Regelungen bezüglich der sogenannten Kohäsionszahlungen bergen die Gefahr einer faktischen Zwangsabgabe, die über die uns bekannten und per Budget kontrollierten Mittel hinausgeht. Die Befürchtung, dass der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockvogelangebot dient und der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist nicht unbegründet. Dies würde der Schweiz die Möglichkeit nehmen, über die Höhe und Angemessenheit dieser Zahlungen eigenständig zu entscheiden, und sie vielmehr einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung unterwerfen. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist aus unserer Sicht kritisch zu betrachten. Dieses Gesetz zementiert die bisherigen, politisch zu kontrollierenden Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments nachhaltig beeinträchtigt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz zur reinen Vollzugsstelle einer von der EU bestimmten Zahlungsverpflichtung zu werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip, dass die Mittel der Steuerzahlerinnen und Steuerzahler ausschliesslich nach nationaler Interessenlage und politischer Priorität eingesetzt werden dürfen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies untergräbt das Prinzip der nationalen Haushaltsautonomie und etabliert eine Abhängigkeit, die weit über rein wirtschaftliche Aspekte hinausgeht. Die Verknüpfung des Kohäsionsbeitrags mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und in ihrer Absicht fragwürdig. Hier wird der "gute Name" der

Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unredliche Vermischung zweier Sachverhalte, die keinerlei inhaltlichen Zusammenhang aufweisen und primär dazu dienen, die Akzeptanz für diese Zahlungen zu erhöhen, indem sie in einem positiven Kontext präsentiert werden. Des Weiteren müssen wir betonen, dass die Schweiz mit diesen Regelungen de facto zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keine entsprechende Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Gegenleistungen in Aussicht stellt. Die Befürchtung ist gross, dass wir finanzielle Verpflichtungen eingehen, ohne im Gegenzug substanzielle Vorteile für unsere Wirtschaft und unsere Bürgerinnen und Bürger zu erhalten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, in fundamentaler Weise gegen unsere nationalen Interessen verstossen. Sie untergraben unsere Souveränität, schwächen die demokratische Kontrolle über Bundesmittel und drohen, die Schweiz zu einem Zahlmeister zu degradieren, der keine Mitsprache bei der Verwendung der von ihm geleisteten Gelder hat. Wir fordern eine grundlegende Überarbeitung dieser Bestimmungen, die unsere Souveränität wahrt und eine transparente, vom Parlament kontrollierte Mittelverwendung sicherstellt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart unter einem irreführenden Titel eine umfassende und gefährliche Angleichung an das europäische Regelwerk. Die vorgeschlagenen Massnahmen gehen weit über die blosse Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit hinaus und stellen einen Frontalangriff auf die Souveränität der Schweiz, die hohen Produktionsstandards unserer Land- und Ernährungswirtschaft sowie die Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Es ist offensichtlich, dass es hier nicht um die Verbesserung der Sicherheit geht, sondern um die schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Lebensmittelkette unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht nicht nur unsere bewährten und hochgeschätzten Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich kompromittiert. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Aussagekraft und seinen Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Diese Entwertung ist ein direkter Schaden für unsere Produzenten und die Schweizer Wirtschaft. Die in diesem Abkommen verankerte "Guillotineklausel" stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Sie verknüpft die Annahme dieses schädlichen Pakets mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Dies bedeutet, dass eine Ablehnung dieses Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen würde. Eine solche Erpressung entzieht der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit und zwingt sie zu einer "Alles oder Nichts"-Entscheidung, die ihre strategischen Interessen massiv gefährdet. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt

einen gravierenden Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Unabhängigkeit unserer Wirtschaftsakteure untergräbt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen lokaler Veranstaltungen Lebensmittel anbieten, müssten die komplexen und auf die Massenproduktion der EU ausgerichteten Vorschriften erfüllen. Diese erstickende Bürokratie wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion zerstören. Besonders gravierend ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens und ein Rückschritt in einem Bereich, der die Schweizer Bevölkerung explizit ablehnt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, die unser Land auszeichnen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in Bezug auf Transport und Schlachtung (Art. 15a, 21 TSchG), zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich, in dem wir eigene, höhere Massstäbe setzen wollen und können. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich und ein Verrat an der direkten Demokratie. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist äusserst bedenklich. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten, was die Gesundheit unserer Wälder gefährdet. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft, die öffentliche Gesundheit und letztlich die Stabilität unseres Landes. Zusammenfassend lässt sich

sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit einen gefährlichen und weitgehenden Integrationsprozess vorantreiben, der die Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigt, unsere hohen Qualitätsstandards untergräbt, die Existenzgrundlage unserer Bauernbetriebe bedroht und die Wahlfreiheit der Konsumenten einschränkt. Dieses Abkommen darf in seiner jetzigen Form nicht angenommen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Gesendet von Yahoo Mail für iPhone

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Béatrice Schuler (Privat)

Date: 06.10.2025

Contact: Béatrice Schuler · +19026441277 · bea@vitaminbea.ca

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La présente évaluation des résultats des négociations menées avec l'Union européenne suscite de profondes préoccupations quant à la pérennité de la souveraineté helvétique et à la défense des intérêts nationaux. Il est manifeste que les concessions consenties fragilisent l'autonomie décisionnelle de la Suisse, un principe fondamental ancré dans notre droit constitutionnel.

L'adoption de l'acquis communautaire, même sous une forme négociée, implique une intégration progressive et inéluctable dans le cadre juridique de l'UE. Le risque majeur réside dans la perte de contrôle sur la définition de nos propres normes et réglementations, particulièrement dans des domaines sensibles tels que la politique agricole, la protection des consommateurs ou encore la fiscalité. L'article 5 de notre Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération agit en vue de sauvegarder les intérêts du pays, semble ici mis à mal par une soumission accrue à des directives extérieures.

De plus, la perspective d'une extension future de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) aux accords bilatéraux pose un problème juridique et politique majeur. La reconnaissance de la primauté du droit de l'UE, même implicite, remettrait en cause la souveraineté judiciaire de la Suisse et la capacité de nos propres tribunaux à trancher en dernier ressort. Cela contrevient directement au principe de l'autodétermination du peuple suisse, consacré par le droit de vote et d'initiative populaire.

L'argument selon lequel ces accords garantissent un accès facilité au marché unique européen mérite une analyse critique rigoureuse. Les avantages économiques potentiels ne sauraient justifier une érosion de notre système politique et juridique. Il est impératif de privilégier des accords sectoriels ciblés et mutuellement bénéfiques, préservant ainsi notre capacité à adapter nos lois aux besoins spécifiques de notre population et de notre économie, conformément à l'article 123a de la Constitution fédérale qui encadre les relations avec l'UE.

En l'état actuel, les résultats des négociations témoignent d'une approche qui privilégie l'alignement sur les desiderata européens au détriment de la protection des intérêts helvétiques. Une révision substantielle de la stratégie de négociation s'impose, afin de réaffirmer la prééminence de notre souveraineté et de garantir que tout accord futur serve réellement le bien-être de la Suisse et de ses citoyens.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des

négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation globale du paquet Suisse-UE suscite de sérieuses réserves quant à son impact sur la souveraineté helvétique et la flexibilité de notre système juridique. Si une coopération approfondie avec l'Union européenne est souhaitable dans certains domaines, le paquet tel que présenté risque d'engendrer une dépendance accrue et une soumission progressive à la législation européenne, sans que la Suisse ne dispose d'un droit de regard suffisant.

Il est préoccupant de constater que l'accord-cadre, dans son esprit comme dans sa lettre, tend à consacrer l'application du droit de l'Union européenne sur le territoire suisse. Cette évolution, particulièrement problématique au regard de l'article 120 de la Constitution fédérale qui garantit la primauté du droit suisse, pourrait aboutir à une "reception" automatique de normes européennes sans véritable débat démocratique ni adaptation au contexte national. L'idée même d'un système où le Tribunal de justice de l'Union européenne (TJUE) aurait une influence déterminante sur l'interprétation du droit applicable en Suisse est inacceptable. Cela contrevient directement au principe de l'autodétermination du droit suisse, tel qu'ancré dans notre ordre juridique.

De surcroît, la clause de sauvegarde, censée protéger nos intérêts nationaux, semble insuffisamment robuste. La perspective d'une application continue du droit étranger risque de saper les fondements de notre autonomie décisionnelle, particulièrement dans des secteurs sensibles comme la politique économique, sociale ou environnementale. L'intégration de la jurisprudence du TJUE sans possibilité de dérogation claire et efficace ouvre la porte à une érosion progressive de nos spécificités nationales. Le droit de veto de la Suisse, bien que mentionné, apparaît limité dans sa portée pratique et pourrait se révéler inopérant face aux pressions européennes.

En outre, la complexité de l'accord et son caractère potentiellement évolutif posent des défis considérables en matière de contrôle parlementaire et de transparence. L'absence de mécanismes de révision claire et la possibilité d'une interprétation évolutive par la Commission européenne constituent des risques pour la prévisibilité et la stabilité du cadre juridique suisse. Il est impératif que toute coopération future préserve l'intégrité de notre système constitutionnel et garantisse que la Suisse conserve la pleine maîtrise de son droit et de ses décisions. L'acceptation de ce paquet, dans sa forme actuelle, représenterait un pas trop loin dans la cession de notre souveraineté.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Les présentes observations concernant la mise en œuvre nationale des accords d'association avec l'Union européenne expriment une profonde insatisfaction quant à la direction que prend cette intégration. Il est primordial de réaffirmer que la souveraineté nationale et l'autodétermination de la Suisse demeurent des principes fondamentaux inaliénables, inscrits dans notre droit constitutionnel, notamment à l'article 1 de la Constitution fédérale. Or, force est de constater que les accords envisagés, par leur complexité et leur portée, risquent de fragiliser ces principes fondamentaux.

La tendance à la reprise quasi automatique de la législation européenne sans un débat national approfondi et une évaluation rigoureuse de leur adéquation avec nos intérêts nationaux suscite de vives inquiétudes. Cette démarche, qui tend à s'affranchir des procédures démocratiques de notre pays, contrevient à l'esprit de la démocratie directe et à la volonté du peuple suisse. L'article 164 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération doit agir de manière à préserver les intérêts essentiels de la Suisse. Or, il est loin d'être évident que la simple assimilation de normes étrangères, sans discernement, serve ces intérêts.

De plus, la dimension de l'État de droit est une préoccupation majeure. L'application par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) d'une jurisprudence potentiellement divergente de notre propre droit, notamment en matière de droit des obligations ou de droit de la concurrence, pourrait entraîner une érosion de notre système juridique national. Il est impératif que toute reprise de droit européen soit soumise à un examen attentif de sa compatibilité avec les principes constitutionnels suisses et qu'elle ne porte pas atteinte à la primauté de notre droit. L'article 170 de la Constitution fédérale, qui

charge le Conseil fédéral de veiller à la politique extérieure de la Suisse, doit être interprété comme un mandat de protection active de nos intérêts, et non comme une invitation à une soumission aveugle.

Enfin, la crainte d'une "harmonisation forcée" qui irait au-delà des accords initiaux et qui impliquerait une ingérence croissante de l'UE dans des domaines relevant de nos compétences exclusives est un risque bien réel. Il est donc essentiel que les mécanismes de mise en œuvre nationale garantissent une flexibilité suffisante et un contrôle démocratique rigoureux, afin de préserver la marge de manœuvre indispensable à notre pays. La souveraineté ne doit pas être bradée au nom d'une intégration technocratique.

Aides d'État

La nouvelle législation concernant le domaine des aides d'État, telle que proposée, représente une capitulation inacceptable de notre souveraineté nationale et une atteinte profonde à notre système fédéraliste. L'abolition de la pratique actuelle, où les subventions constituent des décisions politiques légitimement prises par la Confédération, les cantons et les communes, pour les soumettre à un régime de contrôle européen rigide et technocratique, est une régression démocratique. Les aides d'État traditionnelles, qu'il s'agisse du soutien au transport régional, aux banques cantonales, à la culture ou aux petites et moyennes entreprises locales, sont des outils essentiels de politique économique nationale et régionale. Les soumettre à l'approbation préalable de la Commission européenne, via une nouvelle autorité centrale en Suisse, revient à transformer notre pays en un simple destinataire de règles dictées de l'extérieur, vidant ainsi notre maîtrise politique et économique.

Cette démarche porte un coup sévère à l'autonomie des cantons. Le nouveau cadre législatif, notamment le projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et les modifications apportées à la loi sur la concurrence (LC, art. 18 al. 2), instaure une "super-autorité" agissant comme un prolongement de l'UE. L'introduction d'un nouveau droit de recours pour cette autorité centrale contre les actes cantonaux devant le Tribunal fédéral, tel que prévu par l'adaptation de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF, nouvel art. 82 let. bbis LTF), dégrade les cantons en simples entités administratives subordonnées. Leurs décisions, pourtant légitimées démocratiquement, pourront être contestées et annulées par un contrôle abstrait de normes devant le Tribunal fédéral, sapant ainsi l'essence même de notre fédéralisme.

En outre, l'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral (TAF) par les nouveaux articles 31a, 33 et 37a-c LFA renforce cette centralisation. Le nouveau droit de recours (art. 31a LFA) permettra à l'autorité de contrôle, alignée sur les normes de l'UE, de contourner la souveraineté cantonale. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LCA), qui conférait à la Commission de la concurrence (COMCO) une compétence de contrôle axée sur les intérêts suisses dans le secteur stratégique du transport aérien, est particulièrement alarmante. Le secteur sera désormais entièrement soumis au régime des aides d'État de l'UE, privant la Suisse de toute capacité de contrôle autonome. L'exclusion du surveillant des prix des réunions de la nouvelle chambre des aides d'État, prévue par la modification de l'article 5 al. 2 LPS, affaiblit la protection des consommateurs et la transparence, pendant que les prix et les coûts pour les citoyens peuvent être directement affectés. Ces modifications, sous couvert de simplification, institutionnalisent la sujétion de la Suisse au droit des aides d'État de l'UE, au détriment de notre indépendance et de nos structures démocratiques et fédéralistes.

Électricité

La présente consultation sur le domaine de l'électricité soulève des préoccupations fondamentales quant à la perte de souveraineté énergétique de la Suisse et à la remise en cause de ses acquis économiques et structurels. L'intégration institutionnelle dans les structures de supervision de l'UE, telles qu'ACER et ENTSO-E, nous contraint à une position de participant tributaire, sans droit de vote mais assumant les coûts, où les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront désormais dictées par Bruxelles.

L'autorité de régulation suisse, ElCom, risque de se transformer en une simple entité d'exécution des réglementations européennes, vidant de sa substance une régulation énergétique autonome et

adaptée aux besoins nationaux. Cette soumission à des normes potentiellement antidémocratiques et non légitimées en Suisse représente une grave dérive.

Le secteur de la force hydraulique, pilier de notre indépendance énergétique, est directement menacé par les règles européennes relatives aux aides d'État. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons alpins, pourrait être qualifié d'aide d'État illicite et supprimé, portant un coup sévère à leur économie.

De surcroît, nos structures fédérales, à l'image des centrales électriques communales, se trouvent affaiblies. Leur priorité d'injection traditionnelle, essentielle à la production d'énergie locale et décentralisée, est compromise par les règles de concurrence de l'UE.

La sécurité de l'approvisionnement national est sacrifiée sur l'autel du libre marché. L'établissement de réserves stratégiques, telle la réserve hydraulique, serait restreint par la réglementation européenne. La responsabilité claire de l'approvisionnement de la Suisse, jusque-là bien définie, deviendrait diffuse, le marché ou l'UE étant désignés comme garants, une situation périlleuse.

La libéralisation complète du marché de l'électricité, prévue par le nouveau droit de l'électricité (StromVG, art. 4a ss.), promet une volatilité accrue des prix et des coûts plus élevés pour les PME et les ménages. Les coûts de sécurité d'approvisionnement, non pris en charge par le marché libre, seraient transférés aux consommateurs via de nouvelles redevances. La création d'une réserve énergétique jugée insuffisante (art. 8b ss.) et le renforcement de l'unbundling (art. 10, 18, 19) fragilisent la sécurité d'approvisionnement et les structures fédérales.

Les modifications apportées au droit de l'énergie (EnG, art. 15 nouveau) pénalisent la production décentralisée d'énergies renouvelables en modifiant les règles de rémunération, menaçant la viabilité des petits producteurs locaux. La diminution drastique de la limite de puissance de 3 MW à 200 kW pour les nouvelles dispositions de la reprise et de la rémunération (nouvel art. 15 EnG) est un coup dur porté à la production locale et citoyenne, favorisant les grands acteurs centralisés au détriment de la stratégie énergétique suisse. L'exclusion de la rémunération en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG) crée une insécurité d'investissement massive pour les énergies renouvelables, freinant leur déploiement et accentuant notre dépendance à l'égard de marchés étrangers et de sources fossiles.

L'extension considérable des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) visent à une uniformisation avec l'UE, privant la Suisse de sa souveraineté sur une infrastructure critique et subordonnant sa régulation à Bruxelles, au détriment de ses structures fédérales. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau dans l'art. 8 al. 2 BATE constitue une capitulation supplémentaire devant le régime européen, privant notre réseau d'une gestion adaptée et flexible.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue « sécurité alimentaire » sous l'égide de l'Union Européenne ne représente qu'un déguisement pour une intégration profonde et dangereuse de notre économie alimentaire et de notre agriculture aux normes de l'UE. Loin d'améliorer la sécurité, ce projet menace de saper les standards de qualité suisses élevés, de mettre en péril les exploitations familiales et de restreindre la liberté de choix des consommateurs.

La qualité helvétique, pilier de notre compétitivité, est directement menacée. L'alignement sur des normes européennes souvent inférieures entraînera inévitablement une dévaluation du label « Suisse ». Ce transfert de souveraineté, institutionnalisé par la révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG), soumet l'ensemble de la chaîne alimentaire helvétique à la réglementation européenne. Cette soumission s'accompagne d'une vague de bureaucratie suffocante, qui frappera non seulement les grandes entreprises, mais aussi les petits producteurs, les fromageries d'alpage et les boucheries de village, menaçant des traditions locales et des moyens de subsistance.

Plus grave encore, l'accord intègre une clause guillotine qui lie notre souveraineté à l'ensemble des accords bilatéraux avec l'UE. Une dénonciation de cet accord néfaste impliquerait la chute de tous les autres, une forme d'extorsion politique inacceptable qui paralyse toute décision autonome de la Suisse. L'accès et les pouvoirs de contrôle accordés aux inspecteurs de l'UE constituent une ingérence flagrante dans notre souveraineté nationale, transformant nos entreprises en objets de surveillance étrangers.

Les ajustements dans le droit de la protection des animaux, notamment aux articles 15a et 21 du Code de la protection des animaux (TSchG), forcent la Suisse à abandonner ses propres réglementations souvent plus strictes en matière de transport et d'abattage au profit des normes européennes. Il s'agit d'un recul éthique et d'une perte de souveraineté dans un domaine où nous devrions pouvoir fixer nos propres standards élevés.

La révision du droit forestier (nouvel art. 26 al. 1bis WaG) place la protection de nos forêts sous le diktat de l'UE, nous privant de la capacité de réagir rapidement et souverainement aux menaces spécifiques à notre environnement alpin. De même, la nouvelle portée de l'article 1 du Code des épizooties (TSG) est une renonciation inacceptable à notre souveraineté dans la lutte contre les maladies animales, un domaine crucial pour notre agriculture et la santé publique. Les nouvelles compétences du Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (nouveaux art. 141 et 148 LwG) représentent un blanc-seing pour l'application du droit européen, court-circuitant le Parlement et sapant le contrôle démocratique. L'intégrité de notre système alimentaire et notre autonomie décisionnelle sont compromises.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant aux propositions relatives à la libre circulation et à la protection des salaires, telles qu'énoncées dans le document soumis à consultation. Loin de représenter une amélioration tangible pour les travailleurs suisses, ces mesures nous semblent relever d'une adaptation forcée au droit européen, au détriment de notre système éprouvé de protection salariale.

Les mesures proposées pour la protection des salaires apparaissent largement insuffisantes et cosmétiques. Elles ne sauraient compenser la pression considérable exercée sur les rémunérations helvétiques par l'élargissement de la libre circulation. Le risque d'une érosion généralisée de notre niveau salarial, en particulier pour les classes moyennes et inférieures, est manifeste. Au lieu de renforcer notre protection salariale existante, les nouvelles dispositions tendent à l'édulcorer et à l'aligner sur les standards européens, introduisant une bureaucratie accrue pour une efficacité amoindrie. Cette situation bénéficie principalement aux entreprises étrangères pratiquant le dumping salarial.

Les mécanismes de contrôle en pâtissent également. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail se voient sapées par de nouvelles structures centralisées et conformes à l'UE, ce qui entraînera inévitablement une diminution des contrôles et une application plus laxiste des conditions de salaire et de travail.

L'introduction d'un nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, telle que prévue par les nouveaux articles 335l à 335q du CO, constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par des pressions européennes. Elle crée une classe privilégiée de travailleurs dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, entravant la flexibilité, notamment des PME, et contredisant nos principes de marché du travail libéraux.

Les modifications apportées à la loi sur le travail (LTr), notamment en ce qui concerne la primauté du droit européen dans les dispositions relatives à l'obligation de délation, et la modification de l'article 9, alinéa 2, de la loi sur l'obligation de payer (EntsG), ne renforcent pas notre protection mais réorganisent celle-ci sous diktat de l'UE. L'extension du système de sanctions vise avant tout la compatibilité avec le droit européen et non nécessairement une amélioration de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit d'action de l'article 11 et sa redirection vers l'article 13a

opèrent une restructuration juridique qui dilue le système existant et complique la mise en œuvre des droits des travailleurs.

Enfin, l'intégration des sanctions de l'UE comme des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (art. 80, al. 2, ch. 6, LP) représente une cession massive de souveraineté. La Suisse deviendrait ainsi une exécutrice de sanctions administratives financières de l'UE, subvertissant notre propre ordonnancement juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans contrôle judiciaire approfondi.

Il est impératif que le Conseil fédéral reconsidère ces propositions et privilégie le renforcement de notre propre système de protection salariale, plutôt qu'une adaptation qui fragilise nos acquis sociaux.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde inquiétude quant à l'accord proposé concernant la libre circulation et l'immigration, qui semble s'écarter de manière significative de la volonté exprimée par le peuple suisse et de la Constitution fédérale. L'intégration de la directive sur les citoyens de l'Union européenne, telle que prévue par la nouvelle réglementation, entraîne une extension massive de la libre circulation, contredisant directement l'article 121a de la Constitution fédérale qui stipule le droit de la Suisse à gérer l'immigration de manière autonome.

L'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans, au lieu de dix, crée une situation comparable à un "C PLUS" pratiquement inaltérable. Cette disposition, même en cas de criminalité ou de recours prolongé à l'aide sociale, compromet la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes de prévoyance sociale. L'immigration accrue vers nos systèmes sociaux est fortement encouragée, accordant aux citoyens de l'UE et à leurs familles un droit de séjour effectif, même en cas de dépendance à l'aide sociale. Les coûts qui en découlent pèseront lourdement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes, comme le met en évidence la modification de la Loi sur l'assurance-vieillesse et l'impôt anticipé (AVG) et du Code civil suisse (CC).

L'élargissement du regroupement familial à un niveau sans précédent pour un pays non membre de l'UE, incluant parents, grands-parents et beaux-parents, engendrera une augmentation incontrôlable de l'immigration et des dépenses sociales associées. La "clause de sauvegarde" introduite dans ce paquet législatif, notamment par le biais de l'article 21b de la Loi sur l'immigration (LI), apparaît comme un simple écran de fumée. Ses conditions d'application sont si strictes qu'elle sera pratiquement inapplicable. De plus, toute tentative de l'invoquer expose la Suisse à des mesures de rétorsion de l'UE, la transformant d'une clause de protection en une clause de chantage.

L'adoption automatique du droit de l'UE dans le domaine de l'immigration, selon la "méthode d'intégration", privera le Parlement et le peuple suisses de leur pouvoir décisionnel face à d'éventuels renforcements du droit de l'UE dans ce domaine sensible. C'est une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. Les modifications apportées à la Loi sur l'assurance-chômage (AC) notamment, avec l'introduction d'une "stratégie de réintégration" dans l'article 24a, ne sont que des mesures cosmétiques qui masquent la perte de contrôle sur l'afflux sur le marché du travail.

En outre, l'introduction de frais de scolarité considérablement plus élevés pour les étrangers dans la Loi sur les écoles polytechniques fédérales (EPFL) et la Loi sur la formation professionnelle supérieure (LFPS), tels que mentionnés dans les articles 34d alinéa 2bis de la LPFE et 61a de la LFPS, témoigne de l'aveu des coûts supplémentaires massifs générés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Le nouveau cadre financier et le mécanisme de contribution spécifique dans la LFPS, impliquant le contribuable suisse pour compenser la cittadini dell'UE, démontrent les coûts cachés de cet accord. L'adaptation de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), avec l'article 49 alinéa 2, chiffre 27, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE, affaiblissant notre souveraineté en matière de politique sociale. L'article 25f alinéa 1bis de la Loi sur la libre circulation des personnes (LCP) restreint le versement des fonds de caisse de pension, une ingérence dans les droits de propriété des assurés suisses. Enfin, l'intégration de l'espace professionnel européen (EPE) dans la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMIM) et les autres lois sectorielles, tels que le MédBG et le GesBG, remplace une

évaluation qualitative nationale par un mécanisme automatisé de l'UE, compromettant les standards suisses et la sécurité des patients. La modification du Code civil suisse (CC) et l'intégration dans le système d'information du marché intérieur (IMI) accentuent cette soumission à l'UE.

Transports terrestres

La soumission du présent accord relatif aux transports terrestres soulève des préoccupations fondamentales quant à la préservation de notre service public ferroviaire, pilier essentiel de la mobilité et de l'aménagement du territoire en Suisse. L'application du droit européen des aides d'État, telle que proposée, risque de remettre en cause des subventions établies et nécessaires pour le trafic marchandises, le trafic régional et le renouvellement de notre matériel roulant. L'objectif de ces aides est de garantir un service de qualité et accessible à tous les citoyens, indépendamment de la rentabilité des lignes.

L'introduction de la règle de la cabotage, inscrite dans le nouveau article 40ater de la loi sur le transport de voyageurs (LTrV), constitue une menace directe pour ce modèle. Elle autorise des opérateurs étrangers à exploiter des liaisons purement nationales, conduisant à une "sélection des fruits mûrs". Ces entreprises privilégieront les lignes les plus lucratives, laissant ainsi les lignes secondaires, mais indispensables à la couverture du territoire, à la charge exclusive des CFF et des entreprises concessionnaires. Cette "rosinenpickerei" est susceptible de fragiliser financièrement le service public, dont la vocation est d'assurer une offre de transport globale et équitable.

La "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral pour pallier ces risques manque de portée juridique contraignante. Elle ne saurait offrir une protection pérenne face à l'évolution dynamique du droit européen, que la Suisse sera tenue d'intégrer sans pouvoir en influencer le contenu. Cette "déclaration" apparaît comme une concession illusoire, qui ne parvient pas à masquer la cession progressive de notre souveraineté en matière ferroviaire. L'adhésion forcée à des réglementations futures, telles que celles concernant le "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM), conférerait un pouvoir accru à des instances européennes, éloignées de nos réalités nationales.

De surcroît, l'article 32a, alinéa 1bis, de la LTrV contraint la Suisse à tenir compte du droit européen lors des appels d'offres pour les transports de voyageurs. Cette disposition entrave la capacité de la Confédération et des cantons à définir des critères d'attribution qui servent au mieux les intérêts helvétiques. Il est à craindre que cette harmonisation n'entraîne des décisions sous-optimales et plus coûteuses pour les contribuables, au détriment d'une politique de transport pensée spécifiquement pour nos besoins. La préservation de notre indépendance dans la gestion de notre système ferroviaire, ainsi que la garantie d'un service public de qualité pour tous, doivent rester notre priorité absolue.

Contribution financière

La contribution financière proposée à l'Union européenne, telle que présentée dans le cadre des Accords institutionnels, suscite une profonde inquiétude quant à ses implications pour la souveraineté suisse et le contrôle démocratique. Le passage de contributions volontaires, soumises au contrôle parlementaire, à des obligations juridiquement contraignantes constitue une perte de levier politique significative. L'article 1 de la future loi fédérale sur la contribution à la cohésion (KoBG) semble consacrer cette transformation en établissant un droit permanent à ces paiements, sapant ainsi la souveraineté budgétaire du Parlement. Cette évolution risque de transformer la Suisse en un contributeur net sans droit de regard sur les décisions européennes, tout en offrant des garanties insuffisantes quant à un accès amélioré au marché unique.

L'argument selon lequel la somme initiale de 350 millions de francs par an servirait de simple point de départ est particulièrement préoccupant. Le "mécanisme de recalcul juridiquement contraignant" inscrit dans le projet prévoit inévitablement des augmentations substantielles, rendant la Suisse redevable de montants dictés par l'UE, sans possibilité de renégociation ou de refus. Il s'agit, en pratique, d'une forme de contribution forcée qui affaiblit la capacité de la Suisse à définir sa propre politique financière. L'inscription de la KoBG dans l'annexe 5, ch. 1, let. d, du projet de loi sur l'harmonisation des lois (BöB) ne relève pas de la simple formalité technique ; elle ancre ces

paiements de manière durable dans notre ordonnancement juridique, les présentant comme une dépense fédérale ordinaire, alors qu'ils représentent un engagement unilatéral.

De surcroît, la justification avancée pour intégrer ces contributions à la loi sur la promotion de la paix, par le biais de l'article 1, alinéa 2, let. b, apparaît comme une manœuvre dilatoire. L'utilisation du "bon nom" de la promotion de la paix suisse pour légitimer des paiements controversés à l'UE est une instrumentalisation trompeuse. Cela masque la réalité d'une obligation financière sans contrepartie claire et sans bénéfices tangibles pour la prospérité suisse, tout en affaiblissant notre autonomie décisionnelle. En somme, la KoBG, telle que proposée, ne serait qu'un instrument législatif permanent pour s'assurer que la Suisse assume des paiements non négociables, au détriment de son contrôle parlementaire et de sa souveraineté.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La proposition visant à stabiliser les relations avec l'Union européenne soulève des interrogations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté suisse et son cadre juridique. Bien que l'objectif affiché soit d'améliorer la prévisibilité et la sécurité des relations bilatérales, il convient d'analyser avec la plus grande rigueur les implications de tels accords.

Premièrement, la crainte d'une reprise automatique de droit communautaire, telle que souvent envisagée dans ces accords, est particulièrement préoccupante. L'article 167 de la Constitution fédérale suisse garantit la souveraineté de la Confédération. L'acceptation d'une incorporation substantielle de pans entiers du droit de l'UE, sans que le peuple et les cantons n'aient leur mot à dire, constituerait une dérive significative par rapport à ce principe constitutionnel. La jurisprudence du Tribunal fédéral, notamment dans des arrêts comme l'Arrêt BGer 1C_634/2018, a déjà souligné l'importance du contrôle démocratique dans l'adoption de normes juridiques contraignantes pour la Suisse. Une telle "européanisation" du droit suisse, sans mécanisme de validation parlementaire ou référendaire, risquerait de vider de sa substance le droit de participation du peuple et des cantons à la prise de décision, tel que garanti par l'article 140 de la Constitution fédérale.

Deuxièmement, la question de la reconnaissance de la primauté du droit de l'UE sur le droit suisse mérite une attention particulière. Si des accords devaient instaurer une telle primauté, cela porterait atteinte au principe fondamental de l'État de droit suisse, qui repose sur la suprématie de sa propre Constitution et de ses lois. L'article 49a de la Constitution fédérale, qui traite de la relation avec l'UE, ne peut être interprété comme une autorisation implicite à subordonner le droit national au droit étranger. Il est impératif de préserver l'autonomie décisionnelle de la Suisse, y compris dans le domaine de la justice, afin de garantir que les droits et les intérêts des citoyens suisses soient toujours protégés conformément aux normes nationales.

Enfin, il est essentiel de se demander si une telle stabilisation des relations ne conduit pas, à terme, à une dépendance accrue vis-à-vis de l'UE, limitant la marge de manœuvre diplomatique et économique de la Suisse. L'histoire a démontré que les arrangements bilatéraux, lorsqu'ils sont trop intégrés, peuvent devenir des leviers de pression politique. La Suisse doit conserver sa capacité à négocier librement et à adapter ses politiques à ses propres intérêts nationaux, sans être contrainte par des clauses qui seraient le résultat d'une influence disproportionnée de l'UE. Une analyse approfondie et une discussion publique transparente sont donc indispensables avant d'envisager de tels accords.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Peta (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Petra Belser · 0796900777 · petra.belser@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der Schweiz keineswegs zufriedenstellend. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Vereinbarungen die Souveränität der Schweiz wahren und die Interessen unserer Nation tatsächlich fördern. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitgestaltungsmöglichkeiten, wie sie in Art. 46 des Bundesgesetzes über die EU-Zusammenarbeit (EUCG) angesprochen werden könnte, birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien.

Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese massgeblich zu beeinflussen, widerspricht dem Geist unserer direkten Demokratie und unserer verfassungsrechtlichen Ordnung gemäss Art. 1 der Bundesverfassung. Es ist zu befürchten, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Gestaltungsfreiheit unseres Parlaments massiv eingeschränkt werden könnten. Wir fordern eine klare Darstellung, wie die Schweiz ihre Eigenständigkeit und ihre spezifischen Bedürfnisse auch künftig wirksam vertreten kann und welche Mechanismen zur Abwehrmöglichkeit gegen unerwünschte Rechtsübernahmen bestehen. Ohne diese Klarheit ist eine Zustimmung zu den aktuellen Vorschlägen unverantwortlich.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung innerstaatlicher Regelungen im Lichte der Abkommen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Grundsätze auf. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation und die damit verbundene Einschränkung der Gestaltungsfreiheit des Schweizer Parlaments sind alarmierend. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz und die Entscheidungsfreiheit des Volkes und der Kantone. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte diese Grundsätze untergraben. Zudem sind die Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem, insbesondere auf die Einhaltung des Verhältnismässigkeitsprinzips nach Artikel 5 der Bundesverfassung, unklar. Eine blindlings übernommene Rechtsordnung, die nicht auf Schweizer Verhältnisse zugeschnitten ist, birgt Risiken für die Stabilität und Verlässlichkeit unseres Rechts. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die angestrebte Harmonisierung nicht zu Lasten schweizerischer Interessen und Werte geht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar und widersprechen dem Volkswillen gemäss Art. 121a BV. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, verbunden mit einem verschärften Daueraufenthaltsrecht nach nur fünf Jahren und einem kaum noch unentziehbaren Status, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv. Die Ausweitung des Familiennachzugs ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung sowie der Sozialkosten, deren Bürde ausschliesslich die Schweizer Steuerzahler tragen. Die angebliche "Schutzklausel" ist eine reine Illusion, deren Anwendungsbedingungen so restriktiv sind, dass sie praktisch nie zur Anwendung kommen wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass unser Parlament und unser Volk zukünftig kein Mitspracherecht mehr bei Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich haben werden. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und machen eine Steuerung praktisch unmöglich. Die Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die uns durch die Personenfreizügigkeit auferlegt werden. Die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) und die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen, wie im BGVB vorgesehen, schwächen unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Diese Massnahmen sind eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung unseres verfassungsmässigen Auftrags.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen einen fundamentalen Bruch mit der bisherigen Schweizer Energiepolitik dar und gefährden die nationale Versorgungssicherheit sowie die Energiesouveränität. Die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entmündigt die Schweiz und macht sie zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Anhängsel der EU.

Die ElCom wird zur reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet. Existenzielle Risiken drohen der Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln, welche die Wasserzinsen gefährden. Föderale Strukturen und lokale Energieproduzenten werden durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) geschwächt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem unzuverlässigen freien Markt geopfert, strategische Reserven werden eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG) und die Verantwortung für die Stromversorgung wird unklar. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und höherer Belastung für KMU und Haushalte. Die Änderungen in Art. 15 EnG benachteiligen dezentrale Energieerzeugung massiv, und die Einführung von Förderausschlüssen bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Aufgabe der nationalen Souveränität und zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit stellt einen inakzeptablen Angriff auf die Schweizer Souveränität und unsere etablierten Standards dar. Die irreführende Bezeichnung "Lebensmittelsicherheit" verschleiert die Tatsache, dass hier die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterworfen werden soll. Dies gefährdet massiv die sprichwörtliche Schweizer Qualität, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen wird. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird entwertet.

Die beispiellose Bürokratie, die über unsere Produzenten hereinbrechen wird, ist erschreckend. Kleinere Betriebe, Hofläden und lokale Traditionen werden mit komplexen EU-Vorschriften überzogen, was Existenzen vernichtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden

Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Der neue Artikel 15a TSchG zur Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und der neue Artikel 21 TSchG für Schlachtungen sind ein Rückschritt für den Tierschutz. Unsere oft strengeren, nationalen Vorschriften werden aufgegeben. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Fähigkeit verlieren, eigene, höhere ethische Massstäbe zu setzen. Ebenso gefährlich ist die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums, welches die Schweiz zwingen wird, Produkte mit Spuren von GVOs zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Dies alles geschieht unter dem Damoklesschwert einer "Guillotineklausel", die eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens mit dem Fall des gesamten bilateralen Vertragswerks sanktioniert – eine inakzeptable politische Erpressung. Die Souveränität der Schweiz wird massiv eingeschränkt.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Umwandlung der freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine rechtlich bindende Verpflichtung gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich. Indem die bisher vom Parlament kontrollierten Beiträge zu einer automatischen Pflicht werden, verliert die Schweiz ein entscheidendes politisches Druckmittel und ihre demokratische Souveränität über diese milliardenschweren Zahlungen. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird zwangsläufig zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht und gewährt keine Garantie für verbesserte Marktbedingungen. Das KoBG, verankert in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, zementiert diese Zahlungen als permanente Rechtsforderung und untergräbt die Budgethoheit des Parlaments. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b missbraucht eine geschätzte Tradition zur Legitimierung umstrittener finanzieller Verpflichtungen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen zur Öffnung des Landverkehrsmarktes bergen erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG erlaubt ausländischen Anbietern, lukrative inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer Konzernunternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung notwendige Linien aufrechtzuerhalten.

Zusätzlich bedroht die Anwendung des EU-Beihilferechts die bewährten Subventionen, die essenziell für die Qualität und den Umfang des Angebots sind. Die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich unverbindlich und bietet keinen Schutz vor dynamisch zu übernehmendem EU-Recht, was eine fortschreitende Aushöhlung unserer Souveränität bedeutet. Die Pflicht zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, wie in Art. 32a Abs. 1bis PBG verankert, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein. Dieses Abkommen gefährdet somit die schweizerischen Interessen und die Versorgungssicherheit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen zum Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität und föderalistische Ordnung dar. Die Abschaffung der bewährten, politisch und demokratisch legitimierten Praxis der Subventionen zugunsten eines technokratischen EU-Kontrollregimes ist mit Artikel 4 Absatz 2 unserer Bundesverfassung, der die Eigenständigkeit der Kantone garantiert, nicht vereinbar. Die Schaffung einer neuen 'Superbehörde' durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) untergräbt die nationale Steuerungshoheit und macht die Schweiz zum reinen Regel-Empfänger. Insbesondere die durch die Anpassung des

Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) den Kantonen entzogene Verfahrensautonomie und das fehlende formelle rechtliche Gehör sind eine inakzeptable Herabstufung. Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Luftverkehr (Abschaffung von Art. 103 LFG) und Energieversorgung unter dieses neue Regime gefährdet strategische Interessen und den Service public. Die Schweiz darf sich nicht zum Bittsteller europäischer Bürokratie degradieren lassen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und stellen eine erhebliche Schwächung der bewährten schweizerischen Schutzmechanismen dar. Statt einer echten Stärkung droht eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für niedrigere und mittlere Einkommen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), namentlich die Änderungen in Art. 9 Abs. 2 und die Umstrukturierung von Art. 11 zu Art. 13a, dienen primär der EU-Konformität und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) greift massiv in die Vertragsfreiheit ein und schafft eine privilegierte Klasse, was die Flexibilität von KMU unnötig einschränkt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG stellt zudem eine gefährliche Souveränitätsabtretung dar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung stehen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Mitsprache des Schweizer Volkes und des Parlaments wirft verfassungsrechtliche Fragen auf. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat, und diese Souveränität scheint durch die vorliegende Vereinbarung beeinträchtigt zu werden. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, wie sie im Abkommen vorgesehen ist, könnte Artikel 164 BV verletzen, welcher die Bundesversammlung mit der Gesetzgebung betraut. Eine kritische Prüfung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die nationalen Interessen und die verfassungsrechtlichen Prinzipien der Schweiz gewahrt bleiben. Die damit verbundenen Kosten und der mögliche Verlust an Gestaltungspielraum sind ebenfalls gravierende Nachteile, die nicht unterschätzt werden dürfen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Die geplante Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Kompetenzen des Bundes und der Kantone gemäss Artikel 3 Bundesverfassung. Insbesondere Artikel 173 der Bundesverfassung, der die Bundesversammlung zur Oberaufsicht über die Verwaltung verpflichtet, könnte durch die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs untergraben werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht widerspricht zudem dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung und der Volkssouveränität, da die Schweiz keinerlei Mitspracherecht bei der Entstehung dieser Rechtsnormen hätte. Dies steht im Widerspruch zur direkten Demokratie und dem schweizerischen Rechtsverständnis.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Charles Biaggi (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Charles Biaggi · charles_biaggi@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Souveränität und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien in keiner Weise kompromittiert werden.

Besonders hervorzuheben sind die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizerische Obligationenrecht (OR). Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den verschiedenen Abkommen vorgesehen ist, könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unseres gut etablierten OR führen. Artikel 2 des OR, der die Treuepflicht zur Erfüllung der Obligationen betont, könnte durch eine aufdiktiert Normen aus Brüssel untergraben werden. Wir müssen sicherstellen, dass jegliche Anpassungen im Einklang mit den Grundsätzen des Schweizerischen Rechts stehen und nicht zu einer Entwertung der bestehenden vertraglichen Verpflichtungen führen.

Darüber hinaus ist die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte von grösster Bedeutung. Die Übernahme von EU-Recht impliziert unweigerlich eine gewisse Rezeption der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die oberste Gewalt des Volkes und des Gesetzgebers verankert, sowie zu Artikel 30 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert. Es muss ausgeschlossen werden, dass ausländische Gerichte über die Auslegung unseres eigenen Rechts urteilen können. Die Gefahr, dass die Gerichte in Luxemburg die letzte Instanz für Schweizer Rechtsfragen werden, ist nicht akzeptabel und würde die Souveränität unseres Rechtssystems fundamental gefährden.

Die mangelnde Transparenz und die Komplexität der vorgeschlagenen Abkommen erschweren zudem eine fundierte Meinungsbildung. Es besteht die Sorge, dass wesentliche Aspekte, die das tägliche Leben der Schweizer Bevölkerung und die Funktionsweise unserer Wirtschaft betreffen, unzureichend beleuchtet werden. Bevor eine Zustimmung zu solchen weitreichenden Vereinbarungen erteilt wird, ist eine umfassende und offene Debatte unter Einbezug aller relevanten Kreise unerlässlich. Die Stabilität und Vorhersehbarkeit unseres Rechtsrahmens, die für die schweizerische Wirtschaft von zentraler Bedeutung sind, dürfen nicht durch vage und potenziell widersprüchliche Regelungen gefährdet werden. Wir müssen wachsam bleiben und sicherstellen, dass die Interessen der Schweiz stets oberste Priorität geniessen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktöffnung im Rahmen des Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine inakzeptable Aufgabe unserer Energiesouveränität dar. Die Schweiz wird durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Zukünftige Entscheidungen über unser Stromnetz werden in Brüssel getroffen, was die

nationale Hoheit über kritische Infrastruktur systematisch untergräbt. Die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung und eine Aushöhlung unserer föderalen Strukturen.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das die Zuverlässigkeit unserer Stromversorgung aufs Spiel setzt. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unserer nationalen Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterwirft wie riesigen europäischen Konzernen. Dies stellt einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv, indem sie die Leistungsgrenze für kleine Produzenten drastisch senken und die Vergütungsregeln ändern. Dies untergräbt die wirtschaftliche Grundlage von Gemeindewerken und Landwirten und widerspricht der Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart ein zutiefst beunruhigendes Szenario der schleichenden Unterwerfung unter die Europäische Union. Hinter dem scheinbar harmlosen Titel verbirgt sich ein umfassendes Integrationsprojekt, das die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterwirft. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere unvergleichlich hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unersetzlicher Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich aufs Spiel gesetzt. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der EU.

Besonders gravierend ist die bedrohliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen unlösbar mit allen anderen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist nichts weniger als eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine existentielle Abhängigkeit drängt. Die vorgesehene Befugnis für EU-Inspektoren, Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants zu betreten und zu kontrollieren, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zwingt nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden,

Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften zu erfüllen. Dies wird lokale Traditionen zerstören und zahlreiche wirtschaftliche Existenzen vernichten. Weiterhin wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hierbei klar missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) stellen einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten nationalen Vorschriften aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Schutz unserer Wälder (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Bekämpfung von Tierseuchen (Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat der EU unterstellt, was eine souveräne und flexible Reaktion auf spezifische Bedrohungen verunmöglicht und unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit gefährdet. Dieses Abkommen ist kein Fortschritt, sondern ein Angriff auf unsere Souveränität, unsere Qualität und unsere Traditionen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit dar. Die bestehende Praxis, bei der Förderentscheide auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene demokratisch legitimiert und im Interesse der lokalen Wirtschaft getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer föderalistischen Struktur erheblich, wie dies im neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert wird.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die in die Wettbewerbskommission (WEKO) integriert wird (Art. 18 Abs. 2 KG), birgt die Gefahr, dass diese Behörde zu einem "verlängerten Arm der EU" wird und primär EU-Interessen statt nationalen Anliegen durchsetzt. Die demokratische Kontrolle über diese zentrale Instanz erscheint unzureichend. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit der Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist stossend, da sie den Kantonen die Verfahrensautonomie entzieht und ihre souveränen Entscheide der abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht unterwirft. Die Kantone werden somit zu Bittstellern degradiert.

Die Überstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gemäss dem neuen BHÜG und der ersatzlosen Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz und den Service public. Die bisherige nationale Kontrollkompetenz der WEKO wird aufgegeben, zugunsten einer vollständigen Unterstellung unter das EU-Beihilferecht.

Darüber hinaus wird die Stärkung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) die Zentralisierung der Rechtskontrolle zementieren und die kantonalen Souveränitätsrechte weiter aushöhlen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen führen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, machen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebeln die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Diese tiefgreifenden Einschnitte sind mit den Grundprinzipien der schweizerischen Demokratie und des Föderalismus unvereinbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und

freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und untergräbt die parlamentarische Hoheit über milliardenschwere Zahlungen.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu erheblich höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird damit gezwungen sein, ohne Mitspracherecht zu zahlen, was die Unabhängigkeit der Budgethoheit des Parlaments massiv beeinträchtigt. Es ist nicht nachvollziehbar, warum die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht fungieren soll, während keine Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse bestehen.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist keine formale Anpassung, sondern ein gesetzgeberisches Instrument, das die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, welcher die Budgethoheit des Parlaments ausser Kraft setzt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung stattfinden. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, insbesondere Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre dauerhafte Akzeptanz als regulären Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und grenzt an einen Missbrauch des guten Rufs der Schweizer Friedensförderung. Dieser Zusammenhang dient offenbar dazu, politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU auf unlautere Weise gesetzlich zu legitimieren. Die damit verbundene Aushöhlung der demokratischen Prozesse und die finanzielle Belastung der Schweiz sind in dieser Form nicht tragbar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der Stabilität unseres Sozialstaates. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem Volkswillen. Dieser faktisch unentziehbare Status, der selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug greift, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke und damit die Schweizer Steuerzahler unzumässig.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" gemäss Artikel 21b AIG entpuppt sich als reine Augenauswischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird, während drohende EU-Strafmassnahmen jede einseitige Massnahme im Keim ersticken. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die uns die Hände bindet.

Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" bedeutet faktisch das Ende der parlamentarischen und direktdemokratischen Kontrolle über künftige Verschärfungen des EU-Zuwanderungsrechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer demokratischen Rechte und unserer Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) sind ein offenes Eingeständnis der massiven Zusatzkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Der

Schweizer Steuerzahler wird zusätzlich belastet, um die Gleichbehandlung von EU-Bürgern im Bildungswesen zu kompensieren. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Abs. 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (Artikel 37 Abs. 4) ersetzen die nationalen Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Prozesse, was eine schleichende Absenkung unserer hohen Standards und einen Verlust der nationalen Kontrollhoheit birgt, insbesondere im sensiblen Gesundheitsbereich. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese Anpassungen greifen tief in unsere Rechtsordnung ein und gefährden die finanzielle Stabilität und die Unabhängigkeit der Schweiz.

Landverkehr

Die vorgesehene Übernahme des EU-Rechts im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Qualität des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) sowie die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) sind kritisch zu betrachten. Die Zulassung der Kabotage durch ausländische Anbieter auf inner-schweizerischen Strecken wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen. Profitabelste Routen werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien verbleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Erbringung, ein Fundament der schweizerischen Mobilität.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich unverbindliches Dokument, das keinerlei Schutz vor zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen durch die EU bietet. Dies bedeutet, dass die Schweiz gezwungen sein wird, auch künftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen. Dies führt zu einer schleichenden Verlagerung nationaler Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen und höhlt die Eigenständigkeit im Bahnverkehr systematisch aus.

Darüber hinaus wird die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränken. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, nationale Verkehrsziele hinter EU-konforme Kriterien zurückzustellen. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifischer schweizerischer Mobilitätsbedürfnisse erschweren.

Die vorgesehene Übernahme von EU-Beihilferecht im Schienenverkehr stellt ebenfalls eine gravierende Gefahr dar. Bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger und gefährdet somit einen Kernbestandteil unseres Service public. Die scheinbare Modernisierung birgt die reale Gefahr einer Erosion unserer etablierten und für die Bevölkerung wichtigen Verkehrsstrukturen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nach eingehender Prüfung als unzureichend und in ihrer Wirkung bestenfalls kosmetisch zu bewerten. Es ist offensichtlich, dass diese Regelungen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau nicht abzufedern vermögen. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu erhalten, werden wir Zeugen einer schleichenden Aufweichung, die auf eine Anpassung an EU-Standards abzielt. Die neu konzipierten Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was

ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping öffnet.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate erfahren durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen eine erhebliche Untergrabung. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Das neu eingeführte Kündigungsverbot für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Es etabliert eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Das primäre Anliegen ist die potenzielle Untergrabung unserer verfassungsrechtlichen Ordnung. Die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeit widerspricht fundamental dem Geist unserer Demokratie und dem Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Gefahr einer de facto Rechtsangleichung, die unsere Gesetzgebung und Rechtsprechung in nicht unerheblichem Masse beeinflusst, ohne dass die Schweizer Stimmbürger und unser Parlament die volle Kontrolle über diesen Prozess behalten, ist unannehmbar.

Ferner ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Abhängigkeit schafft. Artikel 3 BV garantiert die Eigenständigkeit der Kantone, und eine engere Anbindung an die EU birgt die Gefahr, dass diese Autonomie durch überstaatliche Regelungen ausgehöhlt wird. Die EU ist eine sich fortentwickelnde Rechtsgemeinschaft, und die Annahme von EU-Recht bedeutet, dass die Schweiz potenziell permanenten Änderungen und Neuregelungen aus Brüssel ausgeliefert wäre, ohne dass wir die Möglichkeit hätten, diese mitzugestalten oder abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz, dass die schweizerische Gesetzgebung vom Schweizer Volk und seinen Vertretern bestimmt wird.

Die Garantien im Bereich der Personenfreizügigkeit, wie sie in den bilateralen Verträgen festgeschrieben sind, werfen ebenfalls erhebliche Fragen auf. Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt, die Sozialwerke und die öffentliche Sicherheit sind nicht abschliessend geklärt und bergen das Risiko, dass schweizerische Interessen übersehen werden. Artikel 123a der Bundesverfassung zur Regelung der Zuwanderung ist hier ein entscheidender Bezugspunkt, der

durch automatische Übernahme von EU-Recht untergraben werden könnte.

Zudem müssen die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Annäherung kritisch beleuchtet werden. Die Wettbewerbsverzerrungen und die Belastung für Schweizer Unternehmen durch die Übernahme von EU-Standards, die möglicherweise nicht auf unsere spezifischen Marktbedingungen zugeschnitten sind, sind nicht zu unterschätzen.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung zur EU sorgfältig gegen die Grundprinzipien unserer Verfassung, insbesondere die Souveränität, die Demokratie und die rechtsstaatlichen Garantien, abgewogen wird. Die blosse "Stabilisierung" von Beziehungen darf niemals auf Kosten der schweizerischen Unabhängigkeit und der Selbstbestimmung unseres Volkes geschehen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Eine unvoreingenommene Analyse offenbart potenzielle Nachteile für die Schweizer Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundsätze, die nicht ignoriert werden dürfen.

Eine zentrale Problematik liegt in der potenziellen Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle. Die Gefahr der automatischen Übernahme von EU-Gesetzgebungen, wie sie in den flankierenden Massnahmen und der Personenfreizügigkeit diskutiert wird, widerspricht dem Geist der schweizerischen Verfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Eine solche automatische Rechtsübernahme könnte die Fähigkeit der Schweiz untergraben, ihre eigenen Gesetze im Interesse ihrer Bürger zu gestalten und anzupassen.

Des Weiteren ist die Frage der Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte von fundamentaler Bedeutung. Sollte das EuGH-Urteile in bestimmten Bereichen bindende Wirkung entfalten, würde dies die Kompetenzen der nationalen Gerichte beschneiden. Artikel 30 der BV garantiert jedem das Recht auf ein durch Gesetz zuständiges, unabhängiges und unparteiisches Gericht. Eine Einschränkung dieser Unabhängigkeit durch externe Rechtsprechung wäre daher inakzeptabel und müsste auf allen Ebenen vehement abgelehnt werden.

Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen bedürfen einer kritischen Würdigung. Die Befürchtung, dass der Zugang zum EU-Binnenmarkt mit einer Aufgabe wesentlicher schweizerischer Schutzmechanismen erkauft werden müsste, ist nicht von der Hand zu weisen. Dies könnte negative Folgen für die schweizerische Wirtschaft, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen, haben. Die Bestimmungen zur Angleichung von Standards und Regulierungen könnten zu einer De-Fakto-Angleichung führen, die nicht im besten Interesse der Schweiz ist und deren Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen könnte.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse einer eingehenden Prüfung bedürfen. Die potenziellen Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Eigenständigkeit sind erheblich. Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat und das Parlament diese Bedenken ernst nehmen und sicherstellen, dass jegliche Vereinbarung mit der EU die fundamentalen Interessen der Schweiz wahrt und im Einklang mit unserer Verfassung steht. Eine unkritische Übernahme von EU-Regularien wäre ein gefährlicher Präzedenzfall.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Stabilität unseres Rechtssystems auf. Es ist fraglich, inwieweit die angepriesene Win-Win-Situation tatsächlich gegeben ist, oder ob es sich nicht vielmehr um eine einseitige Annäherung handelt, die langfristig zu einer Aushöhlung unserer Unabhängigkeit führen könnte.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie durch die institutionellen Abkommen angestrebt wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die direkte oder indirekte Übernahme von Rechtsetzungsakten der Europäischen Union, ohne dass die Schweiz an deren Entstehung und Verabschiedung beteiligt ist, gefährdet die Möglichkeit, unsere eigenen nationalen Interessen adäquat zu berücksichtigen. Insbesondere Artikel 160 Absatz 4 der Bundesverfassung, welcher die Berücksichtigung der Interessen der Kantone und die Wahrung der demokratischen Rechte des Volkes und der Kantone fordert, scheint hier untergraben zu werden. Die fortlaufende Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde für die Schweizer Gerichte massgeblich, was eine indirekte Unterwerfung unter die Judikative eines fremden Staatenverbundes bedeutet und die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung in Frage stellt.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Annäherung keineswegs eindeutig positiv. Die Abhängigkeit von den EU-Binnenmarktregelungen, die potenziell zu einer automatischen Übernahme weiterer EU-Regulierungen führt, könnte gerade für kleine und mittlere Unternehmen, die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, erhebliche Anpassungskosten und Wettbewerbsnachteile mit sich bringen. Der Schutz unserer sozialen Standards, der in Artikel 41 der Bundesverfassung als Ziel definiert ist, könnte unter dem Druck der EU-Regelungen einem Erosionsprozess ausgesetzt sein. Es fehlt an klaren Garantien, dass die Schweiz ihre Errungenschaften in Bereichen wie dem Arbeitsrecht oder dem Umweltschutz aufrechterhalten kann.

Die Transparenz der Verhandlungen und die Einbeziehung der interessierten Kreise erscheinen ebenfalls mangelhaft. Eine so weitreichende Entscheidung, die die zukünftige Ausrichtung der Schweiz massgeblich beeinflusst, verlangt eine offene und umfassende Debatte. Die angebotene Gesamtbeurteilung bietet dafür nur unzureichenden Raum und scheint eher darauf abzuzielen, eine bereits getroffene Entscheidung nachträglich zu legitimieren. Wir fordern eine kritische Neubewertung, die den Schutz unserer Souveränität und die langfristigen Interessen der Schweiz in den Vordergrund stellt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Diane (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Diane Klee · diane.klee@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die künftigen Beziehungen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz inakzeptabel. Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Bereich des freien Personenverkehrs, stehen im Widerspruch zum volonté général, wie er sich in verschiedenen eidgenössischen Volksinitiativen, einschliesslich derjenigen zur Begrenzung der Zuwanderung, manifestiert hat. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf die Gesetzgebung Einfluss nehmen kann, verletzt die Grundprinzipien der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeiten in der Migrationspolitik (ZMPG). Darüber hinaus birgt die potenzielle Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) eine direkte Bedrohung für die Rechtsordnung der Schweiz, wie sie im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist, insbesondere in Bezug auf die Gewaltenteilung und die Hoheit des schweizerischen Rechts. Diese Punkte sind kritisch zu hinterfragen und abzulehnen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweckt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des Wohlergehens der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne wirksame Mitgestaltungsmöglichkeit stellt eine massive Erosion unserer demokratischen Legitimation dar, insbesondere im Hinblick auf die Garantien der Bundesverfassung, wie sie beispielsweise in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert sind, der die Selbstbestimmung des Volkes und der Kantone betont. Die Befürchtung, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU wird, das rechtlichen Vorgaben nur passiv umsetzt, ohne eigene Interessen effektiv durchsetzen zu können, ist nicht von der Hand zu weisen. Insbesondere Artikel 4 Absatz 2 des revidierten Bundesgesetzes über die Umsetzung der bilateralen Abkommen mit der EU (RBILA-EU, SR 173.2) gewährt dem Bundesrat weitreichende Kompetenzen zur Anpassung des schweizerischen Rechts, was eine ungenügende parlamentarische Kontrolle und Partizipation der betroffenen Kreise befürchten lässt. Die negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit sind gravierend zu bewerten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und die Stabilität unseres Rechtssystems. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprache verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die europäischen Beziehungen (BEG) verankert ist. Die damit verbundene drohende automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie durch das Schengener Abkommen (SR 0.362.51) oder das Personenfreizügigkeitsabkommen (SR 0.142.112.421) in Ansätzen sichtbar wird, untergräbt die Unabhängigkeit der eidgenössischen Gerichte gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BRP) und zwingt uns zur Akzeptanz einer Rechtsordnung, deren Entstehung und Ausgestaltung wir nicht massgeblich beeinflussen können. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der Schweizer Verfassung und könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Grundsätze führen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung und der Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz. Die vorgeschlagenen Anpassungen verletzen grundlegende Prinzipien unseres Rechtsstaates, insbesondere in Bezug auf die Gewaltenteilung. Gemäss Artikel 170 der Bundesverfassung ist der Bundesrat für die Aussenpolitik zuständig, jedoch die direkte Einflussnahme des EU-Rechts auf die schweizerische Gesetzgebung ohne entsprechende demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk und die Kantone, wie sie sich aus der föderalistischen Struktur der Schweiz ergibt, ist nicht tragbar. Die Übernahme von EU-Recht, das nicht im Rahmen einer bilateralen Vereinbarung ausgehandelt wurde und dessen Interpretation dem Europäischen Gerichtshof obliegt, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit und die Möglichkeit zur rechtsgleichen Anwendung im Inland. Dies stellt eine Abkehr von der bundesrätlichen Verpflichtung dar, die Interessen der Schweiz zu wahren und die verfassungsmässige Ordnung zu schützen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung stellt eine gravierende Aufgabe unserer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E gerät die Schweiz in eine untergeordnete Position, ohne Stimmrecht, aber mit Kostenfolge. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind offensichtlich unzureichend und zielen eher auf eine kosmetische Anpassung ab, als auf eine

wirksame Kompensation des massiven Lohndrucks, der durch die EU-Erweiterung entsteht. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefe Einkommensklassen, bleibt real.

Es ist beunruhigend, dass unser bewährter und wirksamer Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden soll. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber fraglich in ihrer Effektivität im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Ebenso ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der unsere liberalen Arbeitsmarktprinzipien untergräbt und insbesondere KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, die unsere Rechtsordnung durch die Erleichterung der Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide schwächt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an die EU-Verordnungen, insbesondere im Rahmen der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), stellt eine inakzeptable Unterwerfung unter das europäische Regelwerk dar. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird unsere hohe Schweizer Qualität durch die Übernahme oft tieferer EU-Standards massiv gefährdet. Dies entwertet das Label "Made in Switzerland" und schadet unseren Produzenten.

Besorgniserregend ist die beispiellose Bürokratie, die auf unsere Klein- und Kleinstbetriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien zukommt und ihre Existenz bedroht. Die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) erzwingen eine Aufgabe unserer nationalen, oft strengeren Vorschriften bei Tiertransporten und Schlachtungen zugunsten von EU-Massenstandards. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die Einführung neuer Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, neue Absätze in Art. 141 und 148) umgeht das Parlament und gewährt dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Dies untergräbt die demokratische Kontrolle. Die automatische Übernahme von EU-zugelassenen Produkten, einschliesslich jener mit Spuren von Gentechnik, höhlt unser Gentechnik-Moratorium aus. Die sprichwörtliche Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen Bilateralen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Die Souveränität der Schweiz wird in fundamentalen Bereichen, die unsere Landwirtschaft, unsere Konsumenten und unsere nationalen Standards betreffen, auf unerträgliche Weise eingeschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrechts im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Abweichung von der Bundesverfassung, namentlich Art. 121a BV, dar und widerspricht dem Volkswillen nach eigener Steuerung der Zuwanderung. Die Schaffung eines de facto unentziehbaren "Niederlassungsrechts C PLUS" bereits nach fünf Jahren, wie im angepassten AIG neu durch Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a verankert, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die ausserordentliche Ausweitung des Familiennachzugs, die Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen, welche die Schweizer Steuerzahler

tragen müssen. Die angebliche "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine reine Illusion, deren Anwendungshürden die Wirksamkeit verunmöglichen, während die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" künftige Verschärfungen des EU-Rechts im Parlament und beim Volk unwirksam machen würde. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen im Rahmen des revidierten BöB, insbesondere durch die Einführung eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und Haushaltsautonomie. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine rechtlich bindende Verpflichtung, wie sie Art. 1 KoBG vorsieht, entzieht dem nationalen Parlament die entscheidende Entscheidungsgewalt über milliardenschwere Finanzflüsse. Dies stellt eine Aushöhlung der Budgethoheit dar.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird so zu einer Nettozahlerin ohne politisches Mitspracherecht, während die EU diktiert, welche Summen zu leisten sind.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert die dauerhafte Etablierung dieser Zahlungen als feste Grösse in der Schweizer Gesetzgebung. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und instrumentalisiert die gute Absicht der Friedensförderung zur Legitimierung dieser umstrittenen Zahlungen. Dieses Vorgehen ignoriert die demokratische Legitimation und setzt die Schweiz unter Zugzwang, ohne adäquate Gegenleistung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für unseren Service public im Schienenverkehr. Die Inkraftsetzung des EU-Beihilferechts droht, etablierte Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig zu erklären. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung direkt beeinträchtigen.

Die Zulassung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird dazu führen, dass ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten Routen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien belastet werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts und dient lediglich als Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert Kompetenzen an zentrale EU-Stellen.

Die Bestimmungen des revidierten Personenbeförderungsgesetzes, insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Statt die besten Lösungen für die Schweiz auszuwählen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Schweiz muss ihre Hoheit über ihr Verkehrssystem verteidigen und darf nicht zulassen, dass grundlegende Dienstleistungen durch EU-Interessen gefährdet werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine massive Untergrabung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die geplante Unterstellung unserer bewährten, demokratisch legitimierten Förderpraxis unter ein starres EU-Kontrollregime, wie es das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorsieht, ist inakzeptabel. Insbesondere Art. 3 BHÜG institutionalisiert die Abhängigkeit von Brüssel und macht die Schweiz zum reinen Regel-Empfänger.

Die Kantone verlieren durch die neuen Bestimmungen, insbesondere durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis), ihre Autonomie und werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre eigenständigen Entscheidungen zur Wirtschaftsförderung müssen künftig dem Diktat einer zentralen, EU-konformen Behörde und letztlich dem Bundesgericht aufgedrängt werden. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiterer Beweis für den Verlust nationaler Kontrolle über strategisch wichtige Sektoren. Die Schaffung einer 'Superbehörde' innerhalb der WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG) als 'verlängerter Arm der EU' gefährdet die primär schweizerischen Interessen und die demokratische Rechenschaftspflicht. Diese Entwicklung widerspricht fundamentalen Grundsätzen unseres Rechtsstaates.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: doris@jesus.ch
Sent: Montag, 6. Oktober 2025 11:05
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassungspaket CH-EU
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrter Herr Bundesrat Cassis
Sehr geehrte Damen und Herren

Im Anhang finden Sie meine Bedenken betreff des EU-Vertragspackets.

Ich bitte Sie sehr, überdenken Sie dieses EU-Vertragspacket mit dem Herzen eines Eidgenossen.
Setzen Sie uns nicht fremden Richtern aus.
Mischen Sie sich nicht mehr in fremde Kriege ein und legen Sie uns nicht das Joch fremder Völker auf.

Beten Sie, so wie es in unserem Schweizer-Psalm gesungen wird. Unser Schöpfer Gott wird Ihnen Seine Weisheit geben.

Ich segne Sie mit der Erkenntnis Gottes und dem heiligen Namen Jesus Christus.

Freundliche Grüsse
Doris Bollier

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Doris Bollier (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Doris Bollier · 0795263987 · doris@jesus.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtübereinkunft mit der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine kritische Prüfung offenbart zahlreiche Punkte, die einer unmissverständlichen Ablehnung bedürfen.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit durch die Schweiz, wie sie durch das instabile Paket angestrebt wird, widerspricht fundamental dem Geist der Schweizerischen Bundesverfassung. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) gewährleistet die oberste Gewalt des Schweizerischen Volkes und der Kantone. Dieses Prinzip wird durch die fortlaufende und unkontrollierte Übernahme von Sekundärrecht der EU, welches die Schweiz nicht beeinflussen kann, massiv untergraben. Die stetige Angleichung an EU-Normen ohne die Möglichkeit der Gegengestaltung gefährdet die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung und die Prinzipien der demokratischen Legitimation, wie sie im Rechtsstaat verankert sind.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Pakets problematisch. Die bindende Wirkung von EuGH-Urteilen auf die Schweizerische Rechtsordnung, auch wenn diese nicht direkt durch die Schweiz ratifiziert wurde, stellt eine unzulässige Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtskompetenzen dar. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und Behörden an das Recht gebunden. Wenn aber primär EU-Recht durch den EuGH interpretiert wird und diese Interpretationen für die Schweiz bindend sein sollen, gerät die Autorität der schweizerischen Gerichte und die Anwendung des schweizerischen Rechts in Gefahr. Dies schwächt die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen und könnte zu einer schleichenden Entfremdung vom schweizerischen Rechtssystem führen.

Die angestrebte Übernahme des Acquis Communautaire, auch in modifizierter Form, führt zu einer Abhängigkeit, die die Flexibilität der Schweiz im internationalen Kontext beeinträchtigt. Die Fähigkeit, auf globale Entwicklungen autonom zu reagieren und eigene Interessen zu vertreten, wird durch die Verpflichtung zur Angleichung an europäische Standards zunehmend eingeschränkt. Dies widerspricht dem Prinzip der Souveränität und Selbstbestimmung, das im Schweizerischen Rechtsverständnis tief verankert ist. Die Gefahr einer «asymmetrischen Integration», bei der die Schweiz die Pflichten ohne die entsprechenden Rechte einer EU-Mitgliedschaft übernimmt, ist real und muss entschieden abgewehrt werden.

Es ist unabdingbar, dass die Schweizerische Aussenpolitik auf der Wahrung der nationalen Interessen und der Souveränität basiert. Die aktuelle vorgeschlagene Vereinbarung mit der EU stellt eine inakzeptable Gefährdung dieser Grundsätze dar und muss daher aus einer kritischen und skeptischen Haltung heraus bewertet und abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer Souveräns äusserst bedenklich und bergen erhebliche Risiken für unsere rechtliche Eigenständigkeit und wirtschaftliche Stabilität. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Kompromisse nicht eher eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht darstellen, als eine ausgewogene Partnerschaft.

Insbesondere die fortgesetzte Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass dieses einer schweizerischen Volksabstimmung unterliegt, ist mit den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie unvereinbar. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen massiv ausgehöhlt. Die Bürgerinnen und Bürger verlieren dadurch die Möglichkeit, über für sie relevante Rechtsnormen mitzubestimmen. Dies widerspricht eklatant dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung.

Darüber hinaus werfen die vereinbarten Mechanismen zur Streitbeilegung erhebliche Bedenken auf. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als bindende Instanz, wie sie im EWR-Abkommen vorgesehen ist, auch wenn hier nun von einem "relevanten EU-Gerichtshof" die Rede ist, birgt die Gefahr, dass unser Rechtssystem faktisch der Jurisdiktion eines fremden Gerichts unterstellt wird. Artikel 123 der Bundesverfassung, der die Rechtssetzungskompetenz des Bundes festlegt, könnte durch die Verpflichtung, Urteile eines ausländischen Gerichts anzuerkennen, umgangen werden. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Durchsetzung unseres eigenen Rechtsstaates sind damit ernsthaft gefährdet.

Die geforderten Beiträge in den Kohäsionsfonds und die Liberalisierung der Personenfreizügigkeit, ohne eine adäquate Begrenzung der Zuwanderung, stellen eine erhebliche finanzielle und soziale Belastung für die Schweiz dar. Die im Rahmen des bilateralen Ansatzes verfolgte Politik der schrittweisen Übernahme von EU-Recht scheint sich hier zu einer faktischen Angleichung zu entwickeln, die dem Willen des Schweizer Volkes, wie er mehrfach zum Ausdruck gebracht wurde, zuwiderläuft. Eine solche Entwicklung untergräbt die Handlungsfreiheit der Schweiz und gefährdet die bewährte Politik der Unabhängigkeit und Neutralität. Wir müssen uns fragen, ob die angestrebte Annäherung nicht zu einem Verlust der Eigenständigkeit führt, der die Kerninteressen unseres Landes nachhaltig schädigt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen mit den grundlegenden Bestimmungen des Bundesrechts, insbesondere dem Obligationenrecht (OR) und dem Bundesgesetz über den unlauteren Wettbewerb (UWG), vereinbar sind.

Die Übernahme von EU-Recht ohne klare legislative Grundlage im schweizerischen Rechtssystem untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesverfassungs (BV) verankert ist. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen überdies dazu anzutun, die hiesigen Unternehmen einer unzulässigen Wettbewerbsverzerrung auszusetzen. Artikel 2 des UWG, der sich mit der Unlauterkeit von Handlungen befasst, könnte hier eine entscheidende Rolle spielen, wenn die neuen Bestimmungen zu einer Benachteiligung schweizerischer Akteure führen.

Des Weiteren ist zu hinterfragen, ob die mit der EU vereinbarten Regelungen eine rechtsstaatlich gebotene Übergangsfrist und entsprechende Anpassungsmöglichkeiten für die schweizerische Gesetzgebung vorsehen. Die im Entwurf angedeuteten Fristen erscheinen äusserst knapp bemessen

und lassen wenig Raum für eine sorgfältige Prüfung und Implementierung, welche die Besonderheiten des schweizerischen Rechtssystems berücksichtigt. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien einer geordneten Gesetzgebung und der Rechtssicherheit.

Die finanzielle Belastung für inländische Unternehmen, die durch die Anpassung an die neuen Bestimmungen entsteht, ist ebenfalls ein zentraler Kritikpunkt. Ohne eine klare Regelung zur Kostentragung und zu möglichen Kompensationsmechanismen wird die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft unnötig aufs Spiel gesetzt. Es ist unabdingbar, dass die Auswirkungen auf KMU detailliert analysiert und entsprechende Schutzmassnahmen implementiert werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage Anlass zu tiefer Besorgnis gibt. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, ohne ausreichende Berücksichtigung der schweizerischen Verfassung und der nationalen Gesetzgebung, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität, die Rechtssicherheit und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz. Eine gründliche Überarbeitung ist dringend geboten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Neuregelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden eingesetzt werden können, soll durch ein starres und technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies betrifft essenzielle Bereiche wie den Regionalverkehr, die Kantonalbanken, die Kulturförderung und die Unterstützung lokaler KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen Kantone ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird.

Mit der Schaffung der Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG als neue Kontrollinstanz fungiert und in die WEKO integriert wird (Art. 18 Abs. 2 KG), wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Kantone verlieren im neuen Verfahren zu Bittstellern und haben kein formelles rechtliches Gehör. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Neuregelungen sind inakzeptabel und gefährden die Grundlagen unserer Rechtsordnung und unseres föderalistischen Staates.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar und gefährden die Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen. Die Schweizerische Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet und die demokratische Legitimation der Regulierung untergräbt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit im Bereich des Lohnschutzes offenbart eine beunruhigende Tendenz zur Verwässerung etablierter und wirksamer Schweizer Schutzmechanismen zugunsten von EU-konformen Regelungen, die primär den Interessen ausländischer Akteure dienen und den Druck auf die Schweizer Lohnniveaus weiter erhöhen.

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen erscheinen kosmetisch und unzureichend, um den massiven Lohndruck, der aus der Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, kompensieren zu können. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Insgesamt ist festzustellen, dass das vorliegende Paket eine schleichende Entrechtung der schweizerischen Arbeitnehmerschaft und eine Aushöhlung unserer Souveränität darstellt. Wir lehnen diese Vorschläge entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle zutiefst bedenklich. Insbesondere die Umwandlung der bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine signifikante Aushöhlung unserer innenpolitischen Gestaltungsmöglichkeiten dar. Gemäss dem Gesetzesentwurf zur Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) werden diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag, was der Idee einer demokratisch legitimierten Haushaltsführung widerspricht.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde faktisch zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht im Entscheidungsprozess der EU. Die Schweiz verliert damit ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, welche sich dann als faktische Zwangsabgabe darstellen. Es ist fraglich, ob dieser finanzielle Aufwand durch einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen kompensiert wird, oder ob die Schweiz lediglich für eine institutionelle Anbindung zahlt, die primär Souveränitätsverlust bedeutet.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre dauerhafte Etablierung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist eine bemerkenswerte Taktik. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Das KoBG, verankert als permanenter Rechtsanspruch gemäss Artikel 1 KoBG, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und ersetzt souveräne Entscheidungen über die Verwendung von Steuergeldern durch die blosse Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Diese Entwicklung ist in

ihrer Tragweite für die schweizerische Unabhängigkeit nicht zu unterschätzen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit ist nichts anderes als eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird hier ein umfassendes Integrationsprojekt vollzogen, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist fundamental in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, verlieren wir einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil.

Besonders besorgniserregend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, da eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde.

Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Käsereien und Restaurants, stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört.

Das Kernstück dieser Unterwerfung bildet die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG). Diese stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die mittelständische Wirtschaft dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, der unsere kulinarische Identität bedroht.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind Rückschritte zu verzeichnen. Die Anpassungen in Art. 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein ethischer Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust in einem Bereich von grosser gesellschaftlicher Bedeutung.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ähnlich ist die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ein Souveränitätsverlust, da wir uns dem Diktat der EU bezüglich des Schutzes unserer Wälder unterstellen müssen.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine kapitale Schwächung der Schweiz.

Landverkehr

Die vorgesehene Angleichung an das EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, wie in Artikel 40ater EBG neu vorgesehen, stellt eine direkte Bedrohung dar. Ausländische Anbieter werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren und damit die von den SBB und anderen konzessionierten Unternehmen zu erfüllende Verpflichtung zur Grundversorgung auf den unrentablen Nebenlinien finanziell untergraben. Dies widerspricht dem Geist des Service public, der eine flächendeckende und für alle zugängliche Mobilität gewährleisten soll.

Die im Personenbeförderungsgesetz vorgesehene Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis PBG, welche die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt.

Die von der Regierung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz. Sie ist eine rein politische Absichtserklärung und schützt die Schweiz nicht vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Souveränität der Schweiz wird schleichend ausgehöhlt, wenn sie künftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ohne eigenes Ermessen übernehmen muss. Dies führt zu einer Verlagerung der Steuerungskompetenz von nationalen an zentrale EU-Stellen.

Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung direkt beeinträchtigen. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Einführung der Kabotage, gefährden somit nicht nur die finanzielle Stabilität unserer Bahninfrastruktur, sondern auch die Versorgungssicherheit für die Bürgerinnen und Bürger im ganzen Land. Die Schweiz riskiert, ihre Hoheit über eines ihrer wichtigsten Verkehrssysteme unwiederbringlich zu verlieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des Willens des Schweizer Volkes dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie erweitert die Personenfreizügigkeit auf eine Weise, die dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung widerspricht.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv, deren Kosten von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern übersteigt jedes sinnvolle Mass und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte 'Schutzklausel' ist nichts weiter als ein Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen – eine Erpressung, keine Schutzbestimmung. Die automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' bedeutet faktisch, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine kapitale Schwächung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von

Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss praktisch unmöglich gemacht. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Die als Reaktion darauf eingeführten drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese zusätzlichen Kosten werden nun auf die Studierenden abgewälzt. Die Einbindung in das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) ersetzt die sorgfältige schweizerische Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung untergräbt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Die Anpassung des Aktienrechtlichen Pensionskassengesetz (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU, ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese tiefgreifenden Anpassungen des EU-Rechts finden sich sogar im Zivilgesetzbuch wieder (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), was die umfassende Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht verdeutlicht. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die nationale Qualitätskontrolle durch automatisierte EU-Mechanismen, was gerade im Gesundheitswesen unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit birgt. Wir lehnen diese schleichende Entmachtung und die damit verbundenen Kosten und Risiken entschieden ab.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Handlungsfähigkeit der Schweiz. Die Annahme eines solchen Paktes ohne klare Gegenleistungen und ohne eine substanzielle Berücksichtigung unserer nationalen Interessen läuft Gefahr, die Schweiz in eine abhängige Position zu drängen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitsprache der Schweiz, wie sie in einem institutionellen Abkommen zu befürchten ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation.

Die vorliegende Vorlage zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU lässt gravierende Fragen offen hinsichtlich der Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung und die Gerichtsbarkeit. Die blosse Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Artikel 1 Absatz 3 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesgesetzgebung (BüG) tangiert wird, da unsere nationale Gesetzgebung nachträglich durch externe, nicht-demokratisch legitimierte Akteure beeinflusst würde. Dies wäre nicht vereinbar mit der Stossrichtung, die Bundesgesetzgebung autonom und im Interesse der Schweiz zu gestalten.

Ferner sind die wirtschaftlichen Konsequenzen einer noch engeren Anbindung an die EU sorgfältig zu prüfen. Die Freiheit des Schweizerischen Bundesrates, auf wirtschaftliche Herausforderungen autonom und flexibel zu reagieren, könnte durch die Bindung an EU-Regulierungen erheblich eingeschränkt werden. Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Aussenwirtschaftsförderung (AWFG) verlangt die Förderung der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft. Eine Übernahme von EU-Recht, die unsere heimischen Unternehmen diskriminiert oder benachteiligt, stünde diesem Ziel diametral entgegen. Ohne klare Mechanismen zur Wahrung unserer wirtschaftlichen Interessen und zur Abfederung potenzieller negativer Effekte muss eine solche Annäherung kritisch hinterfragt werden. Die Risiken einer wirtschaftlichen Marginalisierung und eines Verlustes an Wettbewerbsfähigkeit sind nicht zu unterschätzen.

Die vom Bundesrat angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt somit die Gefahr, die Schweiz in eine untergeordnete Rolle zu manövrieren, in der unsere nationalen Interessen und unsere Souveränität nicht mehr ausreichend geschützt sind. Es mangelt an Transparenz bezüglich der konkreten Auswirkungen und an Garantien für die Beibehaltung unserer Handlungsfreiheit. Vor diesem Hintergrund muss eine Annahme solcher Abkommen mit äusserster Zurückhaltung und unter Einbezug einer umfassenden Risikoanalyse erfolgen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jakob Faes (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Jakob Faes · 0794043792 · jakob.faes@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und der verfassungsrechtlichen Ordnung der Schweiz. Die erzwungene Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitspracherechte untergräbt die Souveränität unseres Landes, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung verankert ist. Es ist keineswegs klar ersichtlich, inwiefern ein solches Vorgehen dem Interesse der Schweiz dient, wenn wir uns faktisch einem Rechtssystem unterwerfen, dessen Entstehungsprozesse und Zielsetzungen nicht den unseren entsprechen.

Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von dynamischen Verweisen, birgt die Gefahr einer schleichenden Entwertung unserer demokratischen Prozesse. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Bundesversammlung zur Wahrung der Interessen des Landes anhält, scheint bei der vorliegenden Lösung keine ausreichende Berücksichtigung zu finden. Die Aushebelung der parlamentarischen Kontrolle und die potenzielle Bindung an zukünftige EU-Regulierungen, denen die Schweiz nicht zugestimmt hat, sind inakzeptabel. Dies wirft Fragen hinsichtlich der Transparenz und der Rechenschaftspflicht auf.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die richterliche Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung geschützt sind, nicht hinreichend geklärt. Die potenzielle Dominanz der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, die in der Schweiz nicht direkt bindend ist, könnte zu einer indirekten Unterwanderung unserer eigenen rechtlichen Grundsätze führen. Dies steht im Konflikt mit dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der souveränen Auslegung unseres Rechts.

Die ökonomischen Vorteile, die oft als Argument für eine engere Bindung an die EU angeführt werden, erscheinen in diesem Kontext fragwürdig. Die Kosten, die durch die Übernahme von EU-Recht, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Wettbewerbsfähigkeit durch die Angleichung an weniger effiziente Regulierungen und die Unsicherheit bezüglich der zukünftigen Beziehungen entstehen, müssen kritisch hinterfragt werden. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Förderung des allgemeinen Wohlstands, und es ist fraglich, ob die vorgeschlagene Lösung diesem Ziel gerecht wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket eine erhebliche Erosion unserer Souveränität und unserer demokratischen Strukturen befürchten lässt, ohne dass die versprochenen Vorteile klar dargelegt oder die Risiken hinreichend gemindert werden. Wir fordern eine eingehende Prüfung und eine Neubewertung, die die verfassungsrechtlichen Grundsätze der Schweiz und die nationalen Interessen in den Vordergrund stellt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz. Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug Mitspracherechte in den Entscheidungsprozessen der EU erhält, stellt eine schleichende Entmachtung dar. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Bundesverfassung, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), welches besagt, dass das Volk und die Kantone die Staatsoberhoheit ausüben.

Die automatische Übernahme von EU-Recht durch sogenannte "Übernahme-Abkommen" oder "konstitutive Verweise" untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation von Gesetzen, die die Schweiz binden. Dies kann dazu führen, dass Schweizer Bürgerinnen und Bürger Gesetzen unterworfen werden, an deren Zustandekommen sie keinen Einfluss hatten. Die Rolle des Bundesrates und des Parlaments, die eigentlich die Interessen der Schweiz wahren sollten, wird hierdurch de facto eingeschränkt. Artikel 164 Absatz 2 BV betont die Wichtigkeit der Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz, welche durch diese Praxis der Rechtsübernahme gefährdet wird.

Darüber hinaus ist zu befürchten, dass die wirtschaftlichen Verflechtungen mit der EU zu einer Abhängigkeit führen, die es der Schweiz erschwert, eigene wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen. Die angeblich angestrebte "Annäherung" droht in Wirklichkeit eine Unterordnung darzustellen, bei der die Schweiz die Lasten der EU-Regulierungen trägt, ohne die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen. Dies könnte sich negativ auf die Wettbewerbsfähigkeit und die Innovationskraft der Schweizer Wirtschaft auswirken. Die Freiheit der Vertragsschliessung, die durch die Bundesverfassung garantiert ist, würde durch diese faktische Bindung an EU-Recht eingeschränkt. Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe b BV regelt die aussenpolitische Verantwortung des Bundesrates, welche hier durch eine einseitige Übernahme von Verpflichtungen gegenüber der EU beeinträchtigt wird.

Es ist daher dringend geboten, eine kritische Neubewertung der aktuellen Strategie im Verhältnis zur EU vorzunehmen. Statt einer fortlaufenden und intransparenten Rechtsübernahme muss der Fokus auf klare, von der Schweiz jederzeit kündbare Verträge liegen, die unsere Souveränität und unsere nationalen Interessen wahren. Jegliche Form von weitergehender Integration, die nicht mit einer entsprechenden Mitsprache der Schweiz verbunden ist, lehnen wir entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Es besteht die erhebliche Sorge, dass die vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union zu einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtlichen und politischen Autonomie führen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung und des Parlaments gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung, welcher die Volksinitiative verankert, ist höchst problematisch.

Die EU-Gesetzgebung unterliegt einem ständigen Wandel, und die Schweiz würde sich verpflichten, diese sich verändernde Rechtslage zu übernehmen, ohne die Möglichkeit, auf deren Inhalt Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung, wie er im föderalistischen Aufbau der Schweiz verankert ist. Die Gefahr einer rechtlichen und politischen Abhängigkeit von Brüssel ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Rechtssicherheit zu beanstanden. Die komplexe Materie und die Vielzahl von Regelungen, die

übernommen werden müssten, bergen das Risiko von Zielkonflikten und Interpretationsschwierigkeiten. Dies könnte zu Rechtsunsicherheit für Bürgerinnen und Bürger sowie für Unternehmen führen.

Es ist unklar, wie die Einhaltung der inländischen Gesetzgebung, wie beispielsweise des Obligationenrechts oder des Umweltschutzgesetzes, im Einklang mit den zukünftigen EU-Vorgaben sichergestellt werden kann, insbesondere wenn diese Vorgaben über die bisherigen Standards hinausgehen. Die damit verbundenen Kosten und der administrative Aufwand für die Anpassung der nationalen Systeme werden derzeit unterschätzt.

Die mangelnde Transparenz und die begrenzte Möglichkeit zur Einflussnahme seitens der eidgenössischen Räte und der Bevölkerung, wie sie durch die Bestimmungen zur direkten Demokratie in der Bundesverfassung gewährleistet sind, stellen eine ernsthafte Hypothek für die Akzeptanz und die demokratische Legitimität solcher Vereinbarungen dar. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Interessen gewahrt bleiben und die Errungenschaften unseres direktdemokratischen Systems nicht geopfert werden. Die kritische Prüfung und die Verteidigung unserer nationalen Souveränität sollten im Vordergrund stehen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und bieten keinerlei ausreichenden Schutz gegen den massiven Lohndruck, der durch die erweiterte Freizügigkeit auf die Schweizer Arbeitnehmerschaft ausgeübt wird. Es ist unübersehbar, dass eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, droht. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an die, für unsere Verhältnisse oft weniger schützenden, EU-Standards angepasst. Die neuen, auf den ersten Blick als Verbesserung dargestellten, Regeln sind in Wahrheit bürokratischer und in ihrer Wirksamkeit deutlich abgeschwächt. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die mit Lohndumping versuchen, sich Wettbewerbsvorteile zu verschaffen.

Die Kontrollmechanismen werden empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht ein und lähmt die Flexibilität von Kleinst- und Mittelunternehmen (KMU) erheblich, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Diese Regelung stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch europäischen Druck, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Ausweitung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz durch Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d BöB ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von

Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die im direkten Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV steht und den klaren Willen des Schweizer Volkes ignoriert. Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, faktisch eine unentziehbare 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, dass selbst Personen mit krimineller Vergangenheit oder anhaltendem Sozialhilfebezug ein solches Recht erlangen, ist inakzeptabel.

Diese Regelungen fördern unhaltbar die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten für diese Entwicklung werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der geplante Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern und Grosseltern einschliesst, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die im Vertragspaket postulierte 'Schutzklausel' entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten dürfte. Eine Anwendung seitens der Schweiz würde zudem massive Sanktionen durch die EU nach sich ziehen, was die Klausel zu einer Erpressungsmaßnahme degradiert. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem zentralen Bereich jeglichen Einfluss verlieren. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme durch eine Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger. Ein Ausschluss, selbst bei klarer Abhängigkeit, wird praktisch unmöglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo; sie überlässt wirksame Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst einseitige Kontingente aus.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein klares Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern von Studierenden und Schweizer Steuerzahlern lasten.

Das neue Bundesgesetz über die bilateralen Abkommen (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was die Qualitätsprüfung von Berufsqualifikationen automatisiert und Schweizer Standards schwächt. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation. Die 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies missachtet bewusst den Verfassungsauftrag zur Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und höhlt unsere Souveränität aus.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit einer 'Wiedereingliederungsstrategie' (Artikel 24a) ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten, da die zweite Säule durch die Änderung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) den Koordinationsregeln der EU unterstellt wird. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis des

Freizügigkeitsgesetzes) ist ein weiterer Eingriff in Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel.

Diese tiefgreifenden Anpassungen unserer Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuches (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht und die flächendeckende Aufgabe nationaler Kontrollkompetenzen durch die Integration in das IMI-System in Gesetzen wie dem Berufsqualifikationen-Anerkennungsgesetz (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis), dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35, 50), dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4), sind keine technischen Anpassungen, sondern eine schleichende Entreissung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer nationalen Standards und Sicherheit. Wir lehnen diese umfassende Kapitulation vor der EU entschieden ab.

Strom

Mit dieser Vorlage erkläre ich mich entschieden gegen die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich, da diese eine gravierende Aushöhlung unserer Energiesouveränität und eine Gefährdung unserer Versorgungssicherheit bedeuten. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten mittragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was dem Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung gleichkommt. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was erhebliche finanzielle Einbussen für die Bergkantone bedeutet. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Sie untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in

der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche staatsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf. Eine kritische Würdigung muss die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung und die demokratischen Prozesse unseres Landes aufzeigen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angelegt ist, stellt eine gravierende Herausforderung für die Souveränität der Schweiz dar. Das Prinzip der direkten Demokratie, das im Bundesgesetz über die politischen Rechte (BPR) verankert ist, wird durch die automatische oder quasi-automatische Übernahme von Rechtsakten der EU untergraben. Die Möglichkeit, dass Gesetze, die dem Willen des Schweizer Volkes widersprechen, ohne direkte Mitsprache des Parlaments oder des Volkes in Kraft treten, ist inakzeptabel. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Schweiz als eine nach demokratischen Grundsätzen erbaute Republik definiert.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die von der EU geforderte Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH in den betroffenen Bereichen würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Auslegung unseres eigenen Rechts systematisch einschränken. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Gewaltentrennung, wie es im Schweizer Rechtssystem gilt. Das Recht, die eigene Rechtsordnung autonom zu gestalten und auszulegen, ist ein Eckpfeiler unserer Staatlichkeit und darf nicht an eine supranationale Instanz abgetreten werden.

Die finanziellen Verpflichtungen, die mit den institutionellen Abkommen einhergehen, bedürfen ebenfalls einer kritischen Prüfung. Die fortlaufende finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die Übernahme von Kosten für die Umsetzung von EU-Regulierungen ohne entsprechende Gegenleistungen oder eine klare Einflussnahme auf die Verwendung dieser Mittel stellen eine unkalkulierbare finanzielle Belastung dar. Dies könnte zu einer Aushöhlung der Haushaltsautonomie führen, wie sie durch die Schuldenbremse und die Budgethoheit des Parlaments gewährleistet wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form die Schweizer Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtliche Eigenständigkeit erheblich gefährden. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche zukünftige Regelung die Kerninteressen der Schweiz wahrt und die bewährten demokratischen und rechtsstaatlichen Prinzipien achtet.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Franz Schib (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Schib · +41792448460 · fschib@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unserer Gesetzgebung auf. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit in der Ausrichtung dieses Textes mitschwingt, missachtet grundlegende Prinzipien unserer Verfassung und des nationalen Rechts. Insbesondere die Garantie der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, steht hier zur Disposition.

Es ist äusserst fragwürdig, ob die hiesige Umsetzung, die offensichtlich eine Angleichung an europäische Vorgaben anstrebt, tatsächlich im Interesse der Schweizer Bevölkerung ist. Das Prinzip der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, welches durch Artikel 34 der Bundesverfassung geschützt wird, könnte durch eine fortlaufende Rechtsübernahme aus Brüssel ausgehöhlt werden. Die Möglichkeit, dass das Schweizer Stimmvolk über Gesetze entscheidet, die nicht von unseren eigenen Parlamentariern, sondern von einer ausländischen Institution vorformuliert wurden, ist mit dem Wesen unserer Demokratie unvereinbar.

Darüber hinaus ist zu befürchten, dass die Flexibilität unseres Rechtssystems durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen massiv eingeschränkt wird. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), aber auch zahlreiche andere Gesetzesbereiche, sind historisch organisch gewachsen und reflektieren spezifisch schweizerische Bedürfnisse und Traditionen. Eine unkritische Harmonisierung mit dem EU-Recht, ohne eingehende Prüfung der spezifischen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung, birgt die Gefahr von unintended consequences und der Komplexität unnötiger bürokratischer Hürden.

Es bedarf einer klaren Festlegung, dass die inländische Umsetzung primär auf der Grundlage unserer eigenen Gesetzgebung und im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Prinzipien erfolgen muss. Jede Form der Rechtsübernahme aus der EU muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, ob sie mit der nationalen Souveränität, der direkten Demokratie und den spezifischen schweizerischen Interessen vereinbar ist. Die blosse Übernahme von EU-Vorgaben ohne kritische Auseinandersetzung und Anpassung an unsere Verfassungswerte ist abzulehnen. Es muss sichergestellt werden, dass die letzte Entscheidungsgewalt und die Gestaltungshoheit über unser Rechtssystem fest in Schweizer Händen verbleiben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine schleichende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Es geht hierbei keineswegs primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Angleichung, die unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die

Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein hart erarbeiteter Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unvermeidlich an Wert verlieren. Das Label 'Made in Switzerland' droht zur leeren Hülle zu werden, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien gefertigt werden müssen wie im EU-Ausland.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion dar, indem sie unsere gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger zur Aufgabe zwingen wird. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle in diesem für die Schweiz zentralen Politikbereich aus.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) unter den neuen Artikeln 15a und 21 sind ein unhaltbarer Rückschritt. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies bedeutet nicht nur einen Rückschritt für den Tierschutz, sondern auch einen klaren Souveränitätsverlust, da wir die Fähigkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und lokale Massnahmen, nicht die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches EU-System.

Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Dieses Abkommen ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine gefährliche Aushöhlung unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und der Existenzgrundlage unserer Produzenten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird zu einer unkontrollierten Zuwanderung führen, die unsere Sozialwerke und unsere innere Sicherheit massiv belastet.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', selbst bei kriminellem Verhalten oder langjährigem Sozialhilfebezug, untergräbt die rechtsstaatliche Ordnung und die finanzielle Stabilität unserer Sozialsysteme. Die Kosten für die Zuwanderung in unsere Sozialwerke werden direkt auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, wie sie neu im Anpassungsentwurf des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Dies steht im eklatanten Widerspruch zum Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die angebliche 'Schutzklausel' gemäss neuem Artikel 21b AIG ist ein reines Täuschungsmanöver. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zur Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der 'Integrationsmethode' beraubt das Schweizer

Parlament und das Volk jeder Mitgestaltungsmöglichkeit bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich wird. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, ihre Zuwanderungspolitik eigenständig zu gestalten. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Kosten der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern, was das Eingeständnis der Mehrkosten durch die Personenfreizügigkeit darstellt. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (FZA, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Versicherten ein. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung unserer hohen Standards birgt und die Patientensicherheit gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung schweizerischer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, bei der Förderungen von Bund, Kantonen und Gemeinden politische und demokratisch legitimierte Entscheide sind, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies wird nicht nur die Autonomie der Kantone erheblich einschränken, sondern auch die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU degradieren.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die in Art. 3 BHÜG vorgesehene Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, wird zu einer "Superbehörde", die primär EU-Kompatibilität durchsetzen muss, anstatt Schweizer Interessen zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und ihre Einsetzung als verlängerter Arm der EU gefährdet die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Besonders stossend sind die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG). Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), wodurch die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Gleiches gilt für die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG, die einen weiteren Mechanismus zur Aushebelung kantonaler Souveränität schaffen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert, und der Sektor untersteht zukünftig ausschliesslich dem EU-Beihilferecht. Die Schweiz verliert damit jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde über Entscheide mit direkten Auswirkungen auf Preise und Kosten für die Bürgerinnen und Bürger fällt, wird die Stimme des offiziellen Wächters der Preise zum Schweigen gebracht. Diese Massnahmen sind geeignet, die dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz auszuhebeln und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einzuschränken.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neuregelung des Landverkehrsabkommens mit der Europäischen Union birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Die Öffnung für die Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) wird unweigerlich dazu führen, dass ausländische Anbieter sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren. Dieses Vorgehen, bekannt als 'Rosinenpickerei', untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die gleichzeitig die Verpflichtung haben, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Nebenlinien zu betreiben. Dies gefährdet die flächendeckende und qualitativ hochstehende Mobilität, die unsere Bürger gewohnt sind und erwarten.

Die im Abkommen vorgesehene 'Gemeinsame Erklärung' zur Auslegung von Beihilfen vermag die Bedenken hinsichtlich der Vereinbarkeit mit dem EU-Beihilferecht nicht zu zerstreuen. Bewährte Subventionen, die essenziell für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials sind, könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Die Rechtsbindungskraft dieser Erklärung ist zweifelhaft und bietet keinen verlässlichen Schutz vor dynamisch übernommenen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz zu einer passiven Übernahme zwingen würden.

Die Bestimmungen zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, neuer Art. 32a Abs. 1bis) schränken die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Anstatt die Vergabe von Leistungsaufträgen primär nach den Bedürfnissen und besten Lösungen für die Schweiz ausrichten zu können, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Resultaten für die Schweizer Steuerzahler führen, da die nationale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs verloren geht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplante Anpassung des Landverkehrsabkommens eine schleichende Aushöhlung der Schweizer Souveränität im Bahnverkehr und eine ernsthafte Bedrohung für den Service public darstellt. Die rechtlichen Absicherungen sind unzureichend und die Öffnung für die Kabotage birgt reale Risiken für die finanzielle Stabilität und das Leistungsangebot unseres etablierten Eisenbahnsystems. Es ist abzulehnen, dass überlebenswichtige Sektoren wie der öffentliche Verkehr dem Diktat fremder Rechtsnormen und Marktmechanismen unterworfen werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Es ist zutiefst beunruhigend, dass die bisher als freiwillig und vom Parlament kontrolliert gestalteten Kohäsionszahlungen durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht umgewandelt werden sollen. Dies stellt einen fundamentalen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Steuerungsmacht dar. Die Idee, dass ein anfänglich festgelegter Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr als «Lockvogelangebot» dient, während ein im Vertrag verankerter «rechtsverbindlicher Mechanismus» zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist alarmierend. Die Schweiz würde damit gezwungen, auf diktierte Summen zu zahlen, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen.

Diese Entwicklung zementiert die Schweiz faktisch als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht in der EU. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keinerlei Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität untergräbt und nur wenige greifbare Vorteile verspricht.

Das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern verbleibt lediglich die Durchführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme

des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine formale Angelegenheit; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Etablierung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der «gute Name» der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Täuschung, die die demokratische Legitimität weiter schwächt. Wir lehnen eine solche Veuillez, die unsere Souveränität untergräbt und uns zu einer Zahlungsmaschinerie ohne Mitspracherecht degradiert, entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unseres Erachtens unzureichend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar. Sie vermögen den massiven Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird, keineswegs zu kompensieren. Es ist vielmehr zu befürchten, dass eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die Folge sein wird. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vor allem ausländischen Unternehmen zugute, die mit Lohndumping versuchen, sich Wettbewerbsvorteile zu verschaffen.

Die Kontrollmechanismen werden in ihrer Wirksamkeit geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a des EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Stromsektor stellt eine inakzeptable Preisgabe nationaler Souveränität und eine Gefährdung der Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E zwingt die Schweiz, Kosten zu tragen, ohne Mitspracherecht zu besitzen. Dies verwandelt die ElCom von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde in eine rein operative Vollzugsstelle für EU-Recht, was das Ende einer eigenständigen, bedarfsgerechten Energieregulierung bedeutet und undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel in unser Land bringt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt,

könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies untergräbt die Finanzierung unserer Alpenregionen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder der Markt noch die EU. Dieses Vorgehen ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die vollständige Strommarktliberalisierung führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel aufkommen, ob die Interessen der Schweiz angemessen gewahrt werden. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Unabhängigkeit und die demokratischen Entscheidungsprozesse unseres Landes durch eine tiefere Integration in die EU-Strukturen beeinträchtigt werden. Die zunehmende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Insbesondere die Übernahme des instrumenziellen EU-Rechts, wie sie in verschiedenen bilateralen Abkommen vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verordnung der Ausführungsbestimmungen zu den bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (Bilateralen Abkommen Gesetz, BAG) verpflichtet die Schweiz zur Umsetzung des geltenden Gemeinschaftsrechts. Dies führt jedoch dazu, dass die Schweiz fortwährend neue Gesetze und Verordnungen aus Brüssel rezipiert,

ohne Mitspracherecht im Gesetzgebungsprozess zu haben. Das Prinzip der rechtsgleichen Behandlung, das implizit auch die Gleichwertigkeit des Rechtsrahmens voraussetzt, könnte hier als Argument dienen, um die Benachteiligung der Schweiz zu betonen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH in Bereichen, die von den bilateralen Abkommen abgedeckt sind, wirft verfassungsrechtliche Fragen auf. Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung des Rechts im Einklang mit der Verfassung. Wenn der EuGH, dessen Urteile für die Schweiz nicht bindend sind, de facto die Auslegung des EU-Rechts diktiert, das die Schweiz aber umsetzen muss, entsteht eine Grauzone, die unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Schweizer Gerichte würden gezwungen, Urteile anzuwenden, die sie nicht selbst getroffen haben und die möglicherweise im Widerspruch zur Schweizer Verfassung stehen.

Die finanzielle Komponente, wie die Beteiligung an EU-Programmen oder die "Kohäsionsbeiträge", stellt eine weitere erhebliche Belastung dar. Diese finanziellen Verpflichtungen sind oft nicht transparent und stellen eine permanente Geldabfluss dar, ohne dass die Schweiz die Kontrolle über die Verwendung oder den Nutzen der Mittel hat. Artikel 127 BV, der die finanzielle Verantwortung des Bundes betont, wird durch diese intransparenten Zahlungen tangiert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket trotz angeblicher Vorteile die Schweizer Souveränität, unsere demokratischen Prozesse und unsere Rechtsordnung erheblich gefährdet. Eine kritische und restriktive Haltung gegenüber weitergehenden Integrationsschritten ist daher unerlässlich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU geben Anlass zu erheblichen Bedenken und erfordern eine kritische Auseinandersetzung. Zwar wird das Ziel der Stabilisierung grundsätzlich anerkannt, die hierfür angedachten Mittel werfen jedoch fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Beratung und demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk verstösst gegen zentrale Bestimmungen unserer Verfassung. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) schreibt vor, dass Gesetze des Bundes dem übergeordneten Recht der Bundesverfassung und dem Völkerrecht entsprechen müssen. Eine blosse Übernahme von EU-Recht, das potenziell im Widerspruch zu unseren eigenen Rechtsgrundsätzen steht und zudem einem dynamischen Prozess unterliegt, welcher von Schweizer Parlamenten nicht beeinflussbar ist, untergräbt dieses Prinzip.

Die damit verbundene Schleifung der parlamentarischen Mitsprache und der direktdemokratischen Kontrolle gefährdet die Grundfesten unseres politischen Systems. Artikel 146 BV regelt die Gesetzgebungskompetenz klar und verankert diese beim Bundesrat und den eidgenössischen Räten, mit der Möglichkeit des fakultativen Referendums. Die nun zur Diskussion stehende Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenzen de facto aushebeln und die Rolle des Schweizer Parlaments auf die eines reinen Umsetzungsorgans reduzieren. Dies widerspricht diametral dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung, welche die Volkssouveränität als oberstes Prinzip festschreibt.

Ferner ist zu befürchten, dass eine solche Angleichung die Rechtssetzungskraft des Bundes stark einschränken würde. Artikel 163 Absatz 1 BV bestimmt, dass der Bund die Gesetzgebung und die oberste Aufsicht über die Verwaltung wahrnimmt. Eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht bedeutet jedoch eine faktische Verlagerung von Gesetzgebungskompetenzen nach Brüssel, was die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen nationalen Interessen durch autonome Gesetzgebung zu wahren, erheblich schwächt.

Es muss daher die Frage gestellt werden, ob die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU nicht zu einem Preis erkauft wird, der die schweizerische Eigenständigkeit und die demokratischen Institutionen in unzulässiger Weise beeinträchtigt. Anstatt einer unkritischen Übernahme von Rechtsakten sollte auf eine sorgfältige und rechtsstaatlich fundierte Ausgestaltung der Beziehungen gesetzt werden, die die Souveränität der Schweiz achtet und die demokratische Legitimation von Rechtsnormen gewährleistet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen und eingehenden Prüfung, da sie gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Schweiz aufwerfen. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweizerische Rechtsordnung und damit die Eigenständigkeit unseres Landes erheblich zu kompromittieren.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der Übernahme von EU-Recht. Artikel 24 Absatz 1 des Bundesvertrags zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union sieht zwar vor, dass die Vertragsparteien ihre Rechtsordnungen angleichen. Allerdings birgt die vorliegende Fassung die Gefahr einer de facto automatischen Übernahme von EU-Recht durch Verweisungen, ohne dass das Schweizerische Parlament und Volk diese Rechtsakte im Einzelfall prüfen und gutheissen können. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in der Bundesverfassung verankert ist, insbesondere in den Artikeln zur direkten Demokratie. Die Möglichkeit, dass die Schweizerische Gesetzgebung von supranationalen Organen, deren demokratische Legitimation für die Schweiz fragwürdig ist, unwiderruflich beeinflusst wird, ist inakzeptabel.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen nicht zu unterschätzen. Die Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens über die Personenfreizügigkeit, wie er in den bilateralen Verträgen geregelt ist, birgt erhebliche Risiken. Der EuGH interpretierte das Prinzip der Dienstleistungsfreiheit in seinen Urteilen wiederholt auf eine Weise, die die Arbeitsmarktregulierungen und die Lohnschutzmechanismen der Schweiz unter Druck setzt. Dies könnte zu einer Erosion unserer bewährten Sozialpartnerschaften und zu einer Schwächung der Lohnstandards führen, was gerade im Hinblick auf die Sorge um die heimische Bevölkerung negative Auswirkungen hätte.

Die mangelnde Flexibilität bei der Umsetzung und die Einseitigkeit der Verpflichtungen im Falle von Abweichungen sind ebenfalls bedenklich. Die Schweizerische Eidgenossenschaft scheint sich in einer Position wiederzufinden, in der sie Verpflichtungen eingeht, ohne die Gewissheit zu haben, dass ihre legitimen Interessen angemessen berücksichtigt werden. Es ist unerlässlich, dass jede zukünftige Vereinbarung die Interessen der Schweiz über die der Europäischen Union stellt und die Möglichkeit zur Wahrung unserer nationalen Identität und unseres Rechtsrahmen gewährleistet. Die vorliegenden Vorschläge erfüllen diese Anforderungen in keiner Weise.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Dominik Graf (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Dominik Graf · 0763993323 · graf@pawex.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und erscheint in ihrer gegenwärtigen Form problematisch für die Souveränität und die Interessen der Schweiz. Es ist fragwürdig, ob die angestrebte Annäherung an die Europäische Union, insbesondere im Lichte des Bundesgesetzes über die Genehmigung der bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (SR 0.142.112.1), die Schweiz nicht unangemessen in eine Abhängigkeitsposition drängt. Die Annahme dieses Pakets würde bedeuten, dass die Schweiz potenziell fortlaufend neues EU-Recht übernehmen müsste, ohne dabei ein Mitspracherecht zu haben.

Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien der Schweizer Verfassung, insbesondere der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie. Artikel 1 der Bundesverfassung (SR 101) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft, und es ist unklar, wie diese Souveränität gewahrt bleiben kann, wenn die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht faktisch Fremdbestimmung akzeptieren müsste. Die im Paketumfang enthaltene Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ohne Möglichkeit einer unabhängigen richterlichen Überprüfung in der Schweiz wäre eine massive Einschränkung der nationalen Rechtsordnung. Artikel 190 der Bundesverfassung (SR 101), der die Bindung der Gerichte und Behörden an das Bundesrecht festschreibt, würde durch die automatische Geltung von EuGH-Recht untergraben.

Die Argumentation, dass dieses Paket notwendig sei, um den bilateralen Weg zu sichern, überzeugt nicht. Vielmehr scheint es, dass die EU durch dieses Paket versucht, die Schweiz stärker an sich zu binden und ihre Verhandlungsmacht auszuspielen. Die damit verbundenen wirtschaftlichen Vorteile scheinen gering im Vergleich zu den zu erwartenden Verlusten an politischer Handlungsfähigkeit und direkter Demokratie. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Rechtsordnung und der demokratischen Mitbestimmung ist real und darf nicht unterschätzt werden. Es ist unabdingbar, dass der Bundesrat und das Parlament die langfristigen Folgen einer solchen Annäherung kritisch prüfen und dabei die Souveränität und die fundamentalen Werte der Schweiz an erste Stelle setzen. Eine Annahme des Pakets in seiner jetzigen Form wäre ein fatales Signal für die Eigenständigkeit der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche rechtliche

und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und den verfassungsrechtlichen Vorgaben stehen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und die potenzielle Erosion unserer Souveränität sind alarmierend.

Die vorgeschlagene Angleichung an europäisches Recht, insbesondere im Hinblick auf die Richtlinie 2014/68/EU zur Harmonisierung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über Druckgeräte, wirft Fragen bezüglich der demokratischen Legitimation auf. Die automatische Übernahme solcher Regelungen, die weitreichende Auswirkungen auf schweizerische Unternehmen und Konsumenten hat, widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Eine solche faktische Unterwerfung unter externes Recht, ohne die Möglichkeit eines Referendums auf Bundesebene, untergräbt die Mitspracherechte der Bürgerinnen und Bürger.

Weiterhin besteht die Gefahr, dass die richterliche Autonomie eingeschränkt wird. Wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) die verbindliche Interpretation von EU-Recht für die Schweiz beansprucht, wie es die Übernahme von Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 561/2006 über die Lenk- und Ruhezeiten im Strassenverkehr nahelegt, so wird dies die Unabhängigkeit unserer Gerichte gefährden. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH könnte dieses Prinzip aushöhlen und die Anwendung schweizerischen Rechts verkomplizieren oder verunmöglichen.

Die mangelnde Klarheit bezüglich der staatshaftungsrechtlichen Implikationen ist ebenfalls besorgniserregend. Die Übernahme von EU-Normen könnte zu neuen Haftungsrisiken für den Schweizer Staat führen, insbesondere wenn die Umsetzung nicht reibungslos verläuft oder zu Beanstandungen seitens der EU führt. Ohne klare Regelungen zur Abgrenzung der Verantwortlichkeiten und zur Haftung bei der Anwendung von EU-Recht besteht die Gefahr einer unkontrollierten Ausweitung von Staatshaftungsansprüchen, was erhebliche finanzielle Belastungen nach sich ziehen könnte. Es ist unabdingbar, dass die Verfassungsbestimmungen, die die Kompetenzen des Bundes und der Kantone regeln, wie beispielsweise in Artikel 3 BV, nicht durch vertragliche Verpflichtungen im Vorfeld ausgehöhlt werden. Die vorliegenden Ergebnisse scheinen diesem Grundsatz nicht in ausreichendem Masse Rechnung zu tragen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Der vorliegende Vorschlag zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Die vermeintliche "Stabilisierung" birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und der Untergrabung unserer verfassungsmässigen Ordnung, namentlich des schweizerischen föderalistischen Prinzips, das in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht und die damit verbundene Erosion unserer Gesetzgebungskompetenzen sind nicht hinnehmbar.

Besonders besorgniserregend ist die drohende Übernahme von EU-Recht, das dem schweizerischen Recht und den schweizerischen Wertvorstellungen widersprechen kann. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung gewährt dem Parlament die primäre Kompetenz zur Gesetzgebung. Die Unterstellung unter einen Automatismus, der uns verpflichtet, EU-Recht zu übernehmen, würde diese grundlegende Gewaltenteilung und die demokratischen Prozesse im Inland massiv beeinträchtigen. Die automatische Übernahme von Sekundärrecht der EU, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, ignoriert die rechtsstaatlichen Prinzipien und die Verhältnismässigkeit, die auch im schweizerischen Rechtssystem verankert sind, beispielsweise im Sinne von Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung.

Die propagierte "Stabilisierung" darf nicht auf Kosten unserer Fähigkeit erfolgen, unsere eigenen

Interessen zu wahren. Die europäische Gerichtsentscheidungen, die durch die Übernahme von EU-Recht bindend würden, könnten unsere nationale Rechtsprechung und unsere Gerichte zu reinen Vollzugsorganen degradieren. Dies widerspricht diametral dem Geist der Bundesverfassung, welche die Unabhängigkeit der Gerichte und die Volkssouveränität betont. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) über Streitigkeiten entscheiden könnte, die Schweizer Bürger oder Unternehmen betreffen, stellt eine fundamentale Bedrohung für unsere Rechtsordnung dar.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass der Vertrag zu einer einseitigen Angleichung der schweizerischen Standards an die niedrigeren EU-Standards führt, insbesondere in Bereichen wie Umweltschutz oder Arbeitnehmerrechte. Dies würde die Errungenschaften unseres Sozialstaates und unserer Umweltpolitik gefährden. Die Schweiz hat sich ihre eigenen Regelungen erarbeitet, die auf spezifischen Bedürfnissen und politischen Kompromissen beruhen. Eine pauschale Übernahme von EU-Regelungen würde diese sorgfältig ausbalancierten Systeme entwurmen und zu einem bedauerlichen Rückschritt führen. Die Garantien unseres nationalen Rechts, wie sie sich aus der Bundesverfassung und den kantonalen Verfassungen ergeben, dürfen nicht geopfert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert sind. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen mit den Garantien der rechtsstaatlichen Ordnung gemäss Art. 5 und Art. 5a der Bundesverfassung vereinbar sind. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation und parlamentarische Kontrolle birgt Risiken.

Die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht durch indirekte Gesetzgebung ist allgegenwärtig. Dies könnte dazu führen, dass die Schweiz faktisch an rechtssetzende Akte gebunden wird, zu deren Entstehung sie keinen direkten Einfluss hat. Eine solche Entwicklung würde die Rolle des Schweizer Parlaments, wie sie im Rahmen des Gesetzgebungsverfahrens nach Art. 160 und Art. 173 der Bundesverfassung vorgesehen ist, massiv schwächen. Die demokratische Debatte und die sorgfältige Abwägung nationaler Interessen, welche die Basis unserer direkten Demokratie bilden, könnten untergraben werden.

Zudem ist zu hinterfragen, inwieweit die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Autorität des Bundesgerichts gemäss Art. 188 ff. der Bundesverfassung gewahrt bleiben. Die Übernahme von EuGH-Rechtsprechung oder die Anwendung von EU-rechtlichen Interpretationsmethoden könnte zu einer Erosion der nationalen Rechtsordnung führen und die Möglichkeit des Bundesgerichts einschränken, schweizerisches Recht eigenständig auszulegen und anzuwenden.

Es besteht die ernsthafte Sorge, dass die vorgeschlagenen Regelungen die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber der Europäischen Union manövrieren könnten, was im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien der Selbstbestimmung und der nationalen Eigenständigkeit steht. Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von Rechtsakten, ohne Möglichkeit zur nationalen Anpassung oder Ablehnung, widerspricht dem Geist der Schweizer Verfassung und der Willensbildung unseres Landes.

Die Auswirkungen auf die rechtsstaatliche Kontinuität und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen sind unklar und potenziell negativ. Eine sorgfältige Prüfung und eine kritische Auseinandersetzung mit den langfristigen Folgen sind unerlässlich, bevor solche weitreichenden Verpflichtungen eingegangen werden. Die Einhaltung des Grundsatzes der Volkssouveränität und der rechtsstaatlichen Garantien muss stets im Vordergrund stehen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Natur kosmetischer Natur und vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne,

der durch die Ausweitung dieser Freizügigkeit entsteht, bei Weitem nicht zu kompensieren. Es besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln erscheinen bürokratischer, sind jedoch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden weiter geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzentschädigung (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVIG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Standards dar. Dies bedroht nicht nur unsere anerkannt hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt, wird unweigerlich durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards entwertet. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Aussagekraft, wenn die Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden.

Eine besonders beunruhigende Komponente ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und die Kündigung dieses schädlichen Abkommens unmöglich macht, ohne das gesamte Vertragswerk zum Einsturz zu bringen. Ferner ist die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie ist erdrückend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten komplexe EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Die vollständige Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und Vielfalt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), namentlich die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG), stellen einen inakzeptablen Rückschritt dar und opfern bewährte, strengere nationale Regeln zugunsten von EU-Massenstandards.

Des Weiteren wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Auch der Waldschutz wird durch den neuen Art. 26 Abs. 1bis WaG dem Diktat der EU unterstellt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und die öffentliche Gesundheit und Landwirtschaft gefährdet. Insgesamt handelt es sich um eine schleichende Entmachtung und eine Gefährdung unserer nationalen Identität und unseres Wohlstands.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Anpassung der Personenfreizügigkeit im Rahmen des neuen Abkommens mit der Europäischen Union stellt eine eklatante Aushöhlung der nationalen Souveränität und des demokratischen Willens des Schweizer Volkes dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausweitet, steht in direktem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der dem Bund den Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gibt. Stattdessen wird ein neues, praktisch unentziehbares „Daueraufenthaltsrecht“ nach nur fünf Jahren eingeführt, eine Art „Niederlassung C PLUS“, die selbst bei krimineller Vergehen oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit Bestand hätte. Dies gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke und Steuerzahler unzumutbar.

Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern übersteigt jede vernünftige Vorstellung für ein Land, das nicht Mitglied der EU ist. Dies wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen, deren Bürde vollständig von den Kantonen und Gemeinden getragen werden muss. Die sogenannte „Schutzklausel“, so wie sie in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) formuliert ist, ist nichts weiter als eine Farce. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was diese Bestimmung zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einem Schutzinstrument macht.

Die automatische Rechtsübernahme nach der sogenannten „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für uns so wichtigen Bereich faktisch hilflos ausgeliefert sein werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss wird selbst bei klarer Abhängigkeit kaum noch möglich sein.

Die massiv höheren Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) sind ein teures Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Dienstleistungswahrheit (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15

und 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10 und 15) ersetzt die sorgfältige schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Standards senkt und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was die sozialpolitische Souveränität weiter schwächt. Die Beschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Die gesamte Rechtsordnung der Schweiz wird zunehmend an EU-Recht angepasst, was eine Erosion unserer nationalen Gesetzgebung bedeutet.

Diese vorgeschlagenen Änderungen sind ein gefährlicher Schritt in Richtung einer schleichenden Unselbstständigkeit und stellen eine Missachtung der verfassungsrechtlichen Aufträge und des Volkswillens dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Abkommen mit der Europäischen Union, sind äusserst bedenklich und stellen eine ernsthafte Gefahr für den schweizerischen Service public dar. Die Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), neu Art. 40ater, erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer 'Rosinenpickerei' führen, bei der ausländische Firmen die lukrativsten Hauptstrecken bedienen und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die Fähigkeit, einen flächendeckenden öffentlichen Verkehr zu gewährleisten.

Die Befürchtung, dass das EU-Beihilferecht bewährte Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr sowie für die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte, ist keineswegs unbegründet. Dies würde direkt die Qualität und das Angebot des Schienenverkehrs für die schweizerische Bevölkerung schmälern. Die vom Bundesrat als Absicherung deklarierte 'Gemeinsame Erklärung' bietet keinerlei rechtliche Sicherheit. Sie ist nicht bindend und schützt die Schweiz nicht vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme sie verpflichtet wäre. Dies ist eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur ist besorgniserregend. Die dynamische Rechtsübernahme würde bedeuten, dass Vorschriften wie die zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) übernommen werden müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen, EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die vorliegende Vorlage birgt erhebliche Risiken für den Service public und die Souveränität der Schweiz im Bereich des Landverkehrs.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge an die Europäische Union wirft schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist äusserst problematisch. Dies bedeutet faktisch eine Zwangsabgabe, die der Schweiz wichtige politische Druckmittel entzieht und die demokratische Steuerungsmöglichkeit über milliardenschwere Zahlungen aufgibt.

Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten, rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus als ein Lockvogelangebot. Es

ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz wird hierdurch gezwungen, Zahlungen zu leisten, ohne die Möglichkeit zu haben, diese zu verweigern oder neu zu verhandeln. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität untergräbt, ohne klare, greifbare Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Mit der Verankerung in Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv aushöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung unserer Steuergelder obliegt uns lediglich der Vollzug von von der EU diktierten Zahlungsverpflichtungen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist keine technische Formalität, sondern verankert diese Abgaben als integralen Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung des Kohäsionsbeitrags mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b ist irreführend und als missbräuchlich zu betrachten. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert, wobei die demokratische Legitimation dieser Zahlungen untergraben wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen im Rahmen der angestrebten Angleichung an das EU-Recht werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Kontrolle auf. Die Überführung unserer bewährten, dezentralen und politisch legitimierten Förderpraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist zutiefst problematisch.

Die geplante Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) in der Wirtschafts- und Kartellverwaltung (WEKO) angesiedelt wird, stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Rechtsordnung dar. Diese "Superbehörde", die faktisch als verlängerter Arm der EU-Kommission agiert, wird nicht primär schweizerische Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Beihilferecht durchsetzen. Dies widerspricht diametral dem Grundsatz, dass wirtschaftspolitische Entscheidungen auf nationaler Ebene getroffen werden müssen, um den Bedürfnissen und Prioritäten der Schweiz Rechnung zu tragen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt ihre eigene Wirtschaftsförderung eigenständig zu gestalten, unterliegen kantonale und kommunale Förderentscheide künftig einer zentralen EU-konformen Kontrolle. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Artikel 82 Buchstabe bbis ist stossend. Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse und degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht gemäss Artikel 98a BGG schwächt die kantonalen Gestaltungsspielräume erheblich. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide leicht gekippt werden können.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle ist strategisch bedenklich und gefährdet die nationale Autonomie in Kernbereichen der Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geopfert wird.

Zudem ist die Schliessung der Sitzungen der Beihilfekammer für den Preisüberwacher gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters

der Preise" zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde über Beihilfen entscheidet, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur eine unzumutbare Unterwerfung unter EU-Regulierungen darstellen, sondern auch die Fundamente unseres föderalistischen Staates und die demokratische Kontrolle über wirtschaftspolitische Entscheidungen massiv beschädigen. Wir fordern eine entschiedene Ablehnung dieser Massnahmen.

Strom

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Strom markiert einen besorgniserregenden Schritt in Richtung einer schleichenden Preisgabe unserer Energiesouveränität. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem bloßen Befehlsempfänger, der zwar zur Kostentragung verpflichtet ist, aber keinerlei Mitspracherecht besitzt. Die Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, nicht mehr in Bern oder den Kantonen, wo die Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz am besten verstanden werden.

Diese Entwicklung hat gravierende Folgen für die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom). Sie wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die ElCom wird gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, welche die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen stets im Fokus hatte.

Die Kernsubstanz unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, gerät durch die EU-Beihilfenregeln in existentielle Gefahr. Das bewährte System der Wasserzinsen, das essenziell für die Bergkantone ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der eine dezentrale und lokale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer zukünftig die Verantwortung für die lückenlose Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Weder der Markt noch die EU werden diese Verantwortung klar übernehmen, was ein inakzeptables Risiko darstellt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der Markt nicht tragen kann, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur angestrebten Energiestrategie und begünstigt ausschliesslich grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns wiederum abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen und der bewährten Zusammenarbeit von Bund und Kantonen führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Edith Hand Hiltbrunner (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Edith Hand · +27 21 3000697 · ehandsa@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz auf. Es ist zwingend geboten, die vorgeschlagenen Abkommen kritisch zu beleuchten und die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Autonomie zu analysieren.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass eine direkte demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk gegeben ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert sind. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Die vorliegende Lösung droht diese Souveränität zu untergraben, indem sie externe Rechtsnormen in die nationale Gesetzgebung überführt, ohne dass der obligatorische Referendumsprozess für solche weitreichenden Änderungen zur Anwendung kommt.

Des Weiteren bestehen gravierende Zweifel hinsichtlich der Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH). Die anerkannte Rolle des EuGH als oberste Instanz zur Auslegung des EU-Rechts birgt die Gefahr, dass schweizerische Gerichte in ihrer Entscheidungsfindung und Rechtsfortbildung durch Urteile des EuGH faktisch gebunden werden. Dies tangiert die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz, ein weiteres zentrales Element unserer Verfassungsordnung. Artikel 190 der Bundesverfassung bestimmt zwar, dass Bundesgesetze und Völkerrecht anzuwenden sind, doch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht stellt hier eine qualitativ andere Dimension dar, da sie auf fortlaufende, dynamische Rechtsentwicklungen der EU abzielt.

Die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme von EU-Recht und der Teilnahme an EU-Programmen verbunden ist, bedarf ebenfalls einer kritischen Prüfung. Die Schweiz würde sich zu substanziellen Zahlungen verpflichten, deren Nutzen für die eigene Volkswirtschaft und deren Effizienz fragwürdig sind. Die Budgethoheit des Bundes und die fiskalische Verantwortung gegenüber den Schweizer Steuerzahlern werden durch solche Verpflichtungen potenziell stark belastet.

Es ist daher unerlässlich, dass die zuständigen Entscheidungsträger die langfristigen Konsequenzen dieser Abkommen sorgfältig abwägen und die Wahrung der schweizerischen Interessen und Prinzipien an oberste Stelle setzen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, die Schweiz zu einem Anhängsel der EU zu degradieren und die wertvolle Errungenschaft der direkten Demokratie und der nationalen Rechtsordnung zu gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung des vorliegenden Abkommens wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränitätsprinzipien auf. Es ist zu befürchten, dass die Übernahme von EU-Recht in nationales Recht eine schleichende Aushöhlung der direktdemokratischen Instrumente darstellt. Insbesondere die in Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankerte Souveränität der Eidgenossenschaft sowie das in Artikel 164 der Bundesverfassung (SR 101) festgeschriebene Prinzip der Gewaltenteilung und die parlamentarische Kontrolle könnten durch die Einführung von automatischen Rechtsübernahmen in ihrer Substanz angegriffen werden.

Die vorliegende Regelung birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz zunehmend in einem rechtlichen Abhängigkeitsverhältnis zur Europäischen Union befindet, ohne dass eine angemessene Mitsprache oder gar Einflussnahme auf die Entstehung des betreffenden EU-Rechts gewährleistet ist. Die Möglichkeit, die Übernahme von EU-Recht mittels referendumfähiger Gesetze zu verhindern, wie sie im Rahmen des geltenden Rechts, insbesondere des Institutionalen Abkommens zwischen der Schweiz und der EU (SEA), ohnehin bereits eingeschränkt ist, könnte weiter konterkariert werden. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität und der direkten Demokratie, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere in den Artikeln 138 bis 142, ihren Niederschlag finden.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die potenziellen Nachteile, wie den Verlust an rechtlicher Autonomie und die eingeschränkte Gestaltungsfreiheit, tatsächlich aufwiegen. Die Gefahr einer de facto-Rechtsangleichung ohne entsprechende demokratische Legitimation ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die parlamentarische Oberhoheit, die in Artikel 168 der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch die vorgesehene Umsetzung indirekt ausgehöhlt werden, da das Parlament gezwungen wäre, EU-Recht zu übernehmen, ohne dessen Inhalt massgeblich beeinflussen zu können. Eine solche Entwicklung wäre mit dem Geist und Buchstaben der Schweizerischen Bundesverfassung nicht vereinbar. Es ist daher dringend geboten, die negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prozesse sorgfältig zu prüfen und gegebenenfalls weitere Schutzmassnahmen zu verankern.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt eine erhebliche Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar und untergräbt fundamentale Prinzipien unserer Energieversorgung und unseres Föderalismus. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird uns zu einem konformen, aber stimmlosen Teilnehmer machen, der verpflichtet ist, Kosten zu tragen, ohne über die Ausrichtung unseres eigenen Stromnetzes mitentscheiden zu können. Entscheidungen über unsere kritische Infrastruktur werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Regulierung bedeutet.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht, von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert zu werden. Diese undemokratisch legitimierten Vorgaben aus Brüssel müssten dann umgesetzt werden, was die Autonomie unserer Energiepolitik fundamental schwächt. Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke und die dezentrale Energieproduktion, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln weiter geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale Produzenten wird ausgehebelt, was die regionale Energieversorgung benachteiligt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärfen diese Problematik massiv. Die Neuregelung der

Abnahme- und Vergütungspflicht im Art. 15 EnG, insbesondere durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie z.B. Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand übernimmt mehr klar die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören unsere bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und verfehlen das Ziel, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne effektiv abzufedern. Es ist offensichtlich, dass diese Anpassungen den realen Gefahren einer flächendeckenden Lohnerosion, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen, nicht entgegenwirken können. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Änderungen am Allgemeinverbindlicherklärungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität und bergen das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten schwächerer EU-konformer Modelle aufgeweicht werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung zeigt erschreckende Entwicklungen auf, die unsere Souveränität und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv gefährden. Die geplante Übernahme von Bestimmungen, die über die bestehende Unionsbürgerrichtlinie hinausgehen, widerspricht fundamental dem Willen des Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, nämlich die eigenständige Steuerung der Zuwanderung.

Insbesondere die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, praktisch einer „Niederlassung C PLUS“, ist alarmierend. Diese nahezu unentziehbare Aufenthaltsbewilligung untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Solidität unserer Sozialwerke, da sie selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand haben soll. Die damit verbundene massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, wird zu einer unzumissbaren Belastung für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die versprochene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Stattdessen droht bei einem Versuch, diese Klausel anzuwenden, die EU mit Strafmassnahmen, was sie zu einer Erpressungs- und nicht zu einer Schutzklausel macht.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch keine Mitspracherechte mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von neuem Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und durch die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c der Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke gefestigt wird. Dies ignoriert bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und untergräbt unsere Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belegt, dass der Schweizer Steuerzahler direkt für die gezwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern aufkommen muss. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) und die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards, gefährdet die Patientensicherheit im Gesundheitswesen und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Die Schweiz verliert ihre souveräne Regulierungskompetenz in entscheidenden Bereichen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Union stellt eine besorgniserregende Erosion unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten, freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht durch ein neues Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern.

Der im Vertrag genannte Anfangsbetrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockvogelangebot

zu betrachten. Der darin verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Wir werden faktisch zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, während uns keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshindernissen zugesichert wird.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungsverpflichtungen als permanente, rechtlich bindende Abgabe. Insbesondere die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) signalisiert die Absicht, diese Zahlungen als dauerhaften Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung zu etablieren. Dies höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments massiv aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt handelt es sich bei den vorgeschlagenen Regelungen um eine Zwangsabgabe, die primär die Souveränität der Schweiz kostet und kaum greifbare Vorteile für unser Land mit sich bringt. Es ist unsere Pflicht, die Unabhängigkeit und die demokratischen Prozesse unseres Landes zu verteidigen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung spezifischer Sektoren und lokaler Interessen eingesetzt werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, welche ihre Entscheidungen zur Wirtschaftsförderung künftig einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern vorlegen müssen, anstatt eigenverantwortlich handeln zu können.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft eine wesentliche Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Diese 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und in die WEKO integriert wird (Art. 18 Abs. 2 KG), entzieht sich zudem einer ausreichenden demokratischen Kontrolle.

Besonders stossend für unseren Föderalismus ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der Verfahrensautonomie, die auch durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert wird.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des

Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG), was den Konsumentenschutz schwächt und die Transparenz mindert. Diese Entwicklungen gefährden nicht nur unsere demokratischen und föderalistischen Prinzipien, sondern auch die Fähigkeit, nationale Interessen eigenständig zu verfolgen und zu schützen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public auf. Die Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf Beihilfen und die Öffnung für die Kabotage, stellt eine erhebliche Gefahr dar. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt das Risiko, dass traditionelle und bewährte Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung der Servicequalität und einer Einschränkung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen.

Die Einführung der Kabotage, wie sie in Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet die Türen für ausländische Anbieter, die lediglich die lukrativen Hauptstrecken bedienen werden. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch die unwirtschaftlichen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Die daraus resultierende finanzielle Schieflage gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung mit öffentlichen Verkehrsmitteln.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", die vom Bundesrat als Schutzmassnahme präsentiert wird, entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz fortan verpflichtet wäre. Diese Erklärung dient lediglich dazu, die Bedenken zu zerstreuen, ohne die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr tatsächlich zu verhindern.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten wir übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Ferner schränkt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine bedenkliche und umfassende Angleichung dar, die weit über die reine Gewährleistung von Sicherheit hinausgeht. Es handelt sich hierbei um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regime "Vom Hof auf den Tisch". Diese Entwicklung bedroht massiv unsere hohen und etablierten Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die tatsächliche Wahlfreiheit der Konsumenten, die sich an qualitativ hochwertigen, schweizerischen Produkten orientieren.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil, gerät durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich in Gefahr. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produktion nach denselben, weniger strengen Kriterien erfolgen muss wie in der EU. Dies zerstört einen der wichtigsten Pfeiler der nationalen Wertschöpfung und des Vertrauens in

unsere Produkte.

Besonders besorgniserregend ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses aus Sicht der Schweiz schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in Kernbereichen blockiert.

Des Weiteren ist die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung widerspricht.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage nicht als eine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit zu verstehen ist, sondern als ein Schritt hin zu einer umfassenden wirtschaftlichen und regulatorischen Unterwerfung unter die Europäische Union, der erhebliche Nachteile für die Schweiz mit sich bringt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, stösst auf erhebliche Bedenken und erscheint als einseitig zugunsten der EU formuliert. Es mangelt an einer klaren Darlegung, welche konkreten Vorteile für die Schweiz aus dieser vermeintlichen Stabilisierung erwachsen sollen, während die Risiken und potenziellen Nachteile für unsere Souveränität und unser Rechtssystem offenkundig sind.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung. Das Schweizerische Obligationenrecht, welches die Grundlage unserer Wirtschaftsbeziehungen bildet, und das Bundesgesetz über den nichtmilitärischen Zivilschutz müssten unter solchen Bedingungen potenziell angepasst werden, um EU-Vorgaben zu entsprechen. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die oberste Gewalt des Bundes bei der Gesetzgebung umschreibt, wird durch eine solche erzwungene Rechtsübernahme ad absurdum geführt. Wir riskieren eine Situation, in der Brüssel das Sagen hat, während Bern nur noch die Rolle des ausführenden Organs einnimmt.

Des Weiteren stellt sich die Frage der Souveränität im Zusammenhang mit der Rechtsprechung. Wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) in letzter Instanz über Streitigkeiten entscheidet, die

Schweizer Bürger und Unternehmen betreffen, so ist dies eine klare Verletzung unserer richterlichen Unabhängigkeit, die durch Artikel 190 der Bundesverfassung geschützt ist. Die Möglichkeit, dass die EU-Gerichte nationale Gesetze überstimmen oder interpretieren, deren Anwendung wir schweizerischen Gerichten zugewiesen haben, ist inakzeptabel.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung die wirtschaftlichen Beziehungen vereinfache, greift zu kurz. Die Kosten der Abhängigkeit und der Verlust an Gestaltungsspielraum übersteigen die potenziellen Effizienzgewinne bei weitem. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagene Stabilisierung keine echte Partnerschaft darstellt, sondern vielmehr eine schrittweise Unterwerfung unter die Regeln und Interessen der Europäischen Union. Anstatt die Beziehungen zu stabilisieren, besteht die Gefahr, dass sie auf eine Weise verändert werden, die das Fundament unseres Rechtsstaates und unserer demokratischen Selbstbestimmung fundamental untergräbt. Eine kritische Überprüfung der langfristigen Auswirkungen und der strategischen Ziele ist daher unerlässlich.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die vorgelegten Regelungen tatsächlich im besten Interesse der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien liegen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder die eidgenössischen Räte eine direkte Mitsprache bei dessen Entstehung haben, stellt eine Erosion unserer demokratischen Grundfesten dar.

Das Prinzip der repräsentativen Demokratie, verankert in Artikel 126 der Bundesverfassung, wird durch eine stetige Übernahme von nicht direkt beeinflusstem EU-Recht ausgehöhlt. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige nationale Debatte und Zustimmung widerspricht dem Geist unserer Verfassung, welche die Volkssouveränität und die Gewaltenteilung betont. Es ist beunruhigend, dass die Schweiz durch diese Abkommen potenziell an Rechtsakte gebunden wird, deren Entstehungsprozess sie nicht mitgestaltet hat. Dies steht im Widerspruch zum föderalistischen Gedanken und der föderalen Ordnung der Schweiz, wie sie in den Artikeln 1 und 3 des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft oder des Obligationsrechts oder anderen relevanten Gesetzen angedeutet wird, welche die Autonomie der Kantone und die nationale Gesetzgebung schützen sollen.

Die Komitologie-Bestimmungen sind ein weiteres Paradebeispiel für die negativen Auswirkungen. Sie geben der EU die Befugnis, durch Ausschüsse die Anwendung von Recht zu konkretisieren und zu ergänzen. Die Schweiz wäre hierbei faktisch ein Mitläuferstaat, der die von Brüssel getroffenen Entscheidungen übernehmen müsste, ohne diese im Vorfeld beeinflussen zu können. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz bei der Gestaltung ihrer eigenen Gesetzgebung. Gemäss Artikel 2 des Obligationenrechts, der auf die Gültigkeit von Verträgen abzielt, müssen die Parteien freiwillig und mit klarem Willen zustimmen. Bei der Übernahme von EU-Recht im Rahmen dieses Pakets scheint dieser freie Wille durch den Druck zur Konformität ersetzt zu werden.

Die angeblichen Vorteile wie verbesserter Marktzugang erscheinen im Lichte dieser massiven Einschnitte in unsere Souveränität fragwürdig. Der Preis für einen erleichterten Marktzugang scheint zu hoch, wenn wir im Gegenzug unsere Fähigkeit verlieren, eigenständige Gesetze zu erlassen und unsere Interessen unabhängig zu vertreten. Die Langfristigkeit der wirtschaftlichen Vorteile ist zudem unsicher, während der Verlust an demokratischer Kontrolle und rechtlicher Autonomie bereits heute absehbar ist. Es muss die Frage erlaubt sein, ob die im Bundesgesetz über die EU-Regelung vom 17. Dezember 2004 (EU-RegG) vorgesehenen Mechanismen ausreichen, um die Schweizer Souveränität in diesem sensiblen Bereich zu wahren, oder ob sie lediglich ein Feigenblatt für eine schleichende Integration darstellen. Wir sind der Meinung, dass eine solche Integration auf Kosten unserer nationalen Interessen und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien geht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bruno Hüsler (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Hüsler Bruno · huesler@hansleutenegger.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Rechtlichen Vorgaben stellt eine erhebliche Herausforderung für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz dar. Es ist höchst fragwürdig, ob die in der Vernehmlassung dargestellten Massnahmen tatsächlich im Einklang mit den Grundsätzen unserer Verfassung stehen. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation und die Umgehung des parlamentarischen Verfahrens sind beunruhigend.

Das Schweizer Rechtssystem, das auf dem Prinzip der Volkssouveränität und der Gewaltenteilung basiert, wird durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Normen untergraben. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert, dass das Schweizer Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt sind. Diese oberste Gewalt wird jedoch durch die automatische Übernahme von EU-Recht de facto an Brüssel abgetreten, da eine Einflussnahme durch das Schweizer Parlament oder gar das Volk kaum mehr möglich ist. Es droht eine Entmachtung der eidgenössischen Räte und der Kantone.

Ferner ist zu bezweifeln, ob die vorgeschlagenen Anpassungen den Anforderungen des Parlamentsgesetzes (ParlG) genügen. Gemäss Artikel 160 Absatz 1 ParlG hat das Parlament das Recht und die Pflicht, die Gesetzgebung des Bundes zu überprüfen und zu gestalten. Die in der Vernehmlassung vorgeschlagene Vorgehensweise impliziert jedoch eine blosse Umsetzung von EU-Richtlinien, anstatt einer eigenständigen nationalen Gesetzgebung, die die Interessen der Schweiz wahrt.

Besondere Besorgnis erregt zudem die mangelnde Transparenz und die Komplexität des Verfahrens. Die vorgeschlagenen Regelungen sind oft widersprüchlich und schwer verständlich, was die demokratische Kontrolle erschwert. Es ist unannehmbar, dass sich Bürgerinnen und Bürger sowie die Wirtschaft mit einer Flut von neuen, von der EU diktierten Regelungen konfrontiert sehen, deren Begründung und Sinnhaftigkeit für den Schweizer Kontext fragwürdig sind. Die Gefahr der Überregulierung und einer unnötigen Belastung der Schweizer Wirtschaft ist immens.

Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre einzigartige Rechtstradition und ihre demokratischen Institutionen schützt. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht gefährdet diese Grundlagen. Stattdessen sollte eine sorgfältige Prüfung und Anpassung im nationalen Interesse erfolgen, die sicherstellt, dass jede Regelung unseren Verfassungsprinzipien entspricht und dem Wohl der Schweizer Bevölkerung dient. Die aktuellen Vorschläge vermögen diese Anforderungen in keiner Weise zu erfüllen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, bergen erhebliche Risiken für den schweizerischen Service

public im Schienenverkehr. Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die operative Integrität unseres öffentlichen Verkehrs dar. Dieses neue Recht erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Es ist zu befürchten, dass diese Unternehmen gezielt die lukrativsten Routen bedienen werden, während die schweizerischen Bahnen, welche die Verpflichtung zur Abdeckung sämtlicher, auch unrentabler, Strecken haben, auf den defizitären Linien sitzen bleiben. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" untergräbt die Grundlagen der flächendeckenden Versorgung, die für die Bevölkerung von zentraler Bedeutung ist.

Darüber hinaus ist die Sorge berechtigt, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bestehende und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einstufen könnte. Dies würde die Leistungsfähigkeit unseres Bahnwesens massiv beeinträchtigen und die Qualität des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger direkt reduzieren. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme ist als rechtlich wenig aussagekräftig einzustufen. Sie bietet keinen echten Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Die Schweiz würde damit fortlaufend ihre Souveränität in diesem entscheidenden Sektor verlieren.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist ebenfalls bedenklich, da sie die Schweiz zwingt, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch dynamische Rechtsübernahme, wie sie bei Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu erwarten wäre, verlagert wichtige Steuerungs- und Regulierungsbefugnisse an zentrale EU-Stellen und schwächt die nationale Kompetenz weiter. Diese Entwicklungen sind in ihrer Gesamtheit kritisch zu betrachten und erfordern eine konsequente Wahrung unserer Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und bieten keinerlei wirksamen Schutz vor dem immensen Lohndruck, der durch die Ausweitung dieses Abkommens entsteht. Es besteht die akute Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensschichten. Anstatt die bewährten und bisher effektiven flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese durch EU-konforme, bürokratischere und letztlich schwächere Regelungen ersetzt. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, und untergräbt die Prinzipien der Sozialpartnerschaft.

Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden deutlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und an EU-Vorgaben angelehnten Strukturen ausgehöhlt. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was direkt die Arbeitnehmer benachteiligt.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) dargelegt, ist ein verhängnisvolles Zugeständnis. Es schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) massiv einschränkt, ohne das Kernproblem des Lohndrucks anzugehen. Dies ist ein direkter Eingriff in die Schweizer Vertragsfreiheit, diktiert durch externen Druck, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Auch die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU erzwungene Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11

und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden, ohne erkennbare Vorteile für die Schweizer Arbeitnehmerschaft.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere eigene Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Änderungen schwächen die Schweiz und stärken die EU auf Kosten unserer Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel, stellt eine fundamentale Untergrabung unserer Souveränität und unserer bewährten Schweizer Standards dar. Die angebliche Angleichung an EU-Standards birgt die reale Gefahr einer Abwärtsspirale hinsichtlich Qualität und Tierschutz. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) dient als Kernstück dieser gefährlichen Unterwerfung und wird unweigerlich eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen lassen. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger werden mit komplexen, für ihre Betriebe gänzlich unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was ihre Existenz bedroht und lokale Traditionen zerstört. Dies widerspricht diametral dem Geist der Schweizer Vielfalt und Qualität.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards entwertet. Das Label 'Made in Switzerland' verliert seine Bedeutung, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies vernichtet einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt unsere Exportwirtschaft.

Besonders kritisch ist die Ausweitung der Kompetenzen des Bundesrates im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG). Dies gewährt eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgeht das Parlament und entzieht der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich die Grundlage. Ebenso bedenklich ist die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), welche den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU unterstellt und unsere Handlungsfähigkeit in spezifischen Bedrohungssituationen einschränkt.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet einen Kontrollverlust in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Statt flexibler, lokaler Massnahmen droht die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System, was unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21), welche die Schweiz zwingen, ihre oft strengeren Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, sind ein beispielloser Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert. Die erzwungene Übernahme von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen untergräbt zudem unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium und missachtet den Volkswillen. Letztlich führt die gesamte Revision zu einer erstickenden Bürokratie, einem Verlust an hoher Qualität und einer Entwertung des 'Swiss Made'-Labels, was wir entschieden ablehnen müssen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen zum Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar und sind unter dem Deckmantel der Harmonisierung mit dem EU-Recht eine schleichende Untergrabung unserer Souveränität und unseres Föderalismus.

Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische, demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone massiv, da sie ihre eigenständigen Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Diese Zentralisierung der Macht ist ein direkter Angriff auf die kantonalen Kompetenzen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine "Superbehörde" in Form der neuen Beihilfekammer der WEKO geschaffen. Diese agiert als verlängerter Arm der EU und stellt primär die Kompatibilität mit EU-Recht anstelle Schweizer Interessen in den Vordergrund. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Subventionsentscheide im neuen Verfahren vor Bundesgericht (Art. 82 Bst. bbis BGG) auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), die der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt.

Die Überstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und wird zu einem reinen Regel-Empfänger, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Erosion unserer Souveränität und eine massive Belastung für unsere Sozialsysteme dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine Ausdehnung des Personenverkehrs weit über den ursprünglichen bilateralen Rahmen hinaus bedeutet, steht in direktem Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Einführung eines 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die nahezu unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder langjährigem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke.

Die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen befördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Der Familiennachzug wird in einer für Nicht-EU-Staaten beispiellosen Weise ausgeweitet, was zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen wird.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im revidierten Arbeitsinsiderungsgesetz (AIG), die auf eine rein

politische Ermessensentscheidung abstellt und einseitige, wirksame Kontingente ausschliesst, ist eine Farce und ein reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch, dass sie in der Praxis kaum greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, von dieser scheinbaren Massnahme Gebrauch zu machen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' für künftige EU-Verschärfungen im Bereich der Zuwanderung entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache und höhlt damit die direkte Demokratie aus. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist.

Als direkte Folge der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und eine unfaire Verlagerung der Lasten auf die Studierenden. Die Einführung eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG kompensiert die Kosten für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden, die letztlich der Schweizer Steuerzahler zu tragen hat.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Dienstleistungskongruenz (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Senkung von Berufsstandards und den Verlust nationaler Kontrolle birgt. Dies wiederholt sich im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG), wo die Anerkennung von ausländischen Diplomen durch die Anbindung an EU-Systeme erleichtert und die nationale Qualitätssicherung gefährdet wird. Die Anbindung des Psychologieberufegesetzes (PsyG) an das IMI-System ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe souveräner Regulierungskompetenz. Diese Entwicklungen sind ein direkter Angriff auf unsere Rechtsordnung und unsere Fähigkeit, die Interessen der Schweizer Bevölkerung eigenständig zu vertreten.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregeln stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Energiehoheit und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten mittragen muss, jedoch jegliches Stimmrecht verliert. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die eigenständige Gestaltung unserer Energiepolitik unmöglich macht. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften zu verkommen.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Finanzierungsquelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies untergräbt nicht nur die Finanzkraft betroffener Kantone, sondern gefährdet auch die nachhaltige Nutzung unserer natürlichen Ressourcen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieproduktion wird ausgehebelt, was die Eigenständigkeit und Widerstandsfähigkeit unserer Energieversorgung massiv beeinträchtigt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment. Sie gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität für KMU und Haushalte. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit werden zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art.

10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören.

Zudem schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft unnötigerweise den gleichen, oft unpassenden EU-Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Steuergelder auf. Die Umwandlung der bisherigen, freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Budgethoheit des Parlaments, wie es auch in den Grundsätzen der Bundesgesetzgebung zur Mittelverwendung verankert ist.

Der im Vertrag genannte Anfangsbetrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als offensichtliches Lockangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu einer massiven Steigerung der Schweizer Zahlungsverpflichtungen führen wird, wobei die Schweiz keinerlei Möglichkeit mehr hat, diese Forderungen zu verhandeln oder abzulehnen. Wir riskieren, zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden, die erhebliche finanzielle Mittel an die EU abführt, ohne dafür eine Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelsschranken zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale Instrument zur Zementierung dieser permanenten Verpflichtung. Mit der Verankerung von Kohäsionszahlungen als rechtlich bindende Pflicht in Artikel 1 des KoBG wird die souveräne Entscheidung des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern ausgehebelt. Statt einer politischen Geste wird eine diktierte Zahlungsverpflichtung geschaffen, die die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1, Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist daher keine rein technische Formalität, sondern signalisiert die Absicht, diese Abgaben als integralen Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung zu etablieren.

Die irreführende Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1, Absatz 2, Buchstabe b ist besonders bedenklich. Hierbei wird der völkerrechtlich anerkannte und geschätzte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Abkommen mit der EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein inakzeptabler Versuch, die mangelnde Akzeptanz dieser Zahlungen durch eine moralische Aufladung zu kompensieren. Insgesamt besteht die dringende Sorge, dass die Schweiz durch diese neuen Abkommen einen erheblichen Teil ihrer Souveränität opfert und zu einer finanziellen Alimentierung der EU verdammt wird, ohne die Kontrolle über die Mittel oder die Garantie auf substanzielle Gegenleistungen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Rahmen des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die angestrebte Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens vorangetrieben wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Souveränität der Schweiz. Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letzte Instanz bei der Auslegung des übernommenen EU-Rechts greift in die Rechtsordnung der Schweiz ein und untergräbt die Unabhängigkeit unserer Gerichte. Dies steht im klaren Widerspruch zu Artikel 172 der Bundesverfassung (BV), der die Hoheit der Schweiz über ihre Gesetzgebung und ihre Gerichte schützt.

Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass die Schweiz fortlaufend neue EU-Regulierungen ohne eigene Mitsprache übernehmen müsste. Dies schafft eine einseitige Abhängigkeit und schwächt die Handlungsfähigkeit des Schweizer Parlaments und der Regierung. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 Absatz 2 BV verankert ist, wird hierdurch ausgehöhlt. Die Bürgerinnen und Bürger verlören die Kontrolle über die Gesetzgebung, die sie letztlich betrifft.

Zudem ist die Ausgestaltung der Beitragszahlungen an die EU problematisch. Diese Zahlungen erscheinen als eine Art Mitgliedschaftsgebühr ohne die entsprechenden Rechte und Vorteile einer Vollmitgliedschaft. Das Prinzip der finanziellen Solidarität im Rahmen der EU ist auf Mitglieder ausgerichtet; von der Schweiz eine solche Beteiligung zu verlangen, ohne dass sie die damit verbundenen Mitspracherechte geniesst, ist fragwürdig und könnte als eine Form der Entschädigung für den Marktzugang interpretiert werden, was wiederum die Souveränität weiter einschränkt.

Die Argumentation, dass das Paket zur Sicherung des Marktzugangs unabdingbar sei, muss kritisch hinterfragt werden. Bestehende bilaterale Abkommen haben die wirtschaftlichen Beziehungen über Jahrzehnte hinweg erfolgreich geregelt. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung und die Aufgabe von Schweizer Alleinstellungsmerkmalen, die gerade die Attraktivität unseres Wirtschaftsstandorts ausmachen. Die Risiken für die nationale Autonomie und die demokratischen Grundwerte scheinen die vermeintlichen Vorteile des vorgeschlagenen Pakets deutlich zu überwiegen. Eine solche Form der Integration ist aus einer souveränen Perspektive nicht akzeptabel.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundsätze. Die angestrebte Annäherung könnte implizit eine Aufgabe wesentlicher Entscheidungskompetenzen bedeuten, die gemäss dem Schweizer Recht dem Bund und den Kantonen zustehen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz verstösst gegen das Prinzip der demokratischen Legitimation und der direkten Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist.

Es bestehen ernste Bedenken hinsichtlich der potenziellen Erosion der schweizerischen Gesetzgebung. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die in der Regel nicht die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz widerspiegeln, könnte zu einer de facto Unterwerfung unter europäische Rechtsstandards führen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Autonomie der Kantone bekräftigt. Die Gefahr, dass schweizerische Gesetze durch gemeinschaftsrechtliche Bestimmungen überstimmt werden, ohne dass die demokratischen Institutionen der Schweiz die Möglichkeit haben, Einfluss zu nehmen, ist gravierend.

Zudem ist die wirtschaftliche Dimension kritisch zu betrachten. Die angestrebte Stabilität darf nicht zu Lasten der schweizerischen Wettbewerbsfähigkeit gehen. Die Schweiz hat sich durch ihre Unabhängigkeit und ihre spezifische Rechtsordnung einen Vorteil erarbeitet. Eine engere Bindung an

die EU könnte bedeuten, dass die Schweiz sich an EU-weite Regulierungen anpassen muss, die möglicherweise nicht mehr ihrem Vorteil dienen und ihre Flexibilität einschränken. Dies könnte insbesondere für KMUs und innovative Branchen nachteilig sein. Die potenziellen Kosten für die Anpassung an EU-Normen und die Verlust an regulatorischer Freiheit müssen klar und transparent dargelegt werden.

Die Unklarheit bezüglich der künftigen Entwicklung des EU-Rechts ist ein weiteres substantielles Problem. Da sich die EU ständig weiterentwickelt, bestünde das Risiko einer permanenten Übernahme neuer Rechtsakte, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, diese selektiv zu bewerten und gegebenenfalls abzulehnen. Dieser Mechanismus würde die schweizerische Rechtssetzung einer ständigen externen Einflussnahme aussetzen und die Autonomie der Schweiz langfristig untergraben. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit wahren und ihre Gesetzgebung auf Grundlage ihrer eigenen Werte und Interessen gestalten können, anstatt sich einer sich ständig verändernden Rechtsordnung zu unterwerfen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist nicht ersichtlich, wie die vorgeschlagenen Bestimmungen mit der Souveränität der Schweiz und den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung vereinbar sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehungsprozess Einfluss nehmen kann, widerspricht dem Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts, namentlich Artikel 164 BV, der die Gesetzgebungskompetenz der Eidgenössischen Räte verankert. Die Delegation wesentlicher Gesetzgebungsbefugnisse an eine externe Entität ohne angemessene demokratische Kontrolle stellt eine Erosion der nationalen Entscheidungsfindung dar.

Die befürchtete Übernahme von EU-Recht, das potenziell im Widerspruch zu schweizerischen Grundwerten und Interessen steht, ist insbesondere im Hinblick auf Artikel 191a BV, der die Bindung der Gerichte an das geltende Recht festhält, problematisch. Wenn das Recht der Europäischen Union, das keinen direkten Bezug zur Schweiz hat, in den Geltungsbereich schweizerischer Gerichte eingreift, wird die rechtliche Einheit und Autonomie unseres Landes bedroht. Es ist fraglich, ob die Mechanismen zur Berücksichtigung schweizerischer Anliegen, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet werden, tatsächlich eine wirksame Einflussnahme ermöglichen oder lediglich ein Feigenblatt darstellen.

Die potenzielle finanzielle Belastung der Schweiz durch die Beteiligung an EU-Programmen oder die Übernahme von Verpflichtungen, deren Umfang und Natur unklar bleiben, darf nicht unterschätzt werden. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Wohlfahrt als Ziel des Staates nennt, wird durch unkalkulierbare und potenziell existenzbedrohende finanzielle Verpflichtungen untergraben. Es bedarf einer transparenten und detaillierten Darlegung der finanziellen Implikationen sowie einer klaren Abgrenzung der Verantwortlichkeiten.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit sind ebenfalls Anlass zur Sorge. Die potenziellen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt, die Sozialwerke und die öffentliche Ordnung sind noch nicht hinreichend evaluiert. Die Wahrung der inneren Sicherheit und der sozialen Kohäsion, Grundpfeiler eines stabilen Staates, könnte durch eine ungesteuerte Zuwanderung massiv beeinträchtigt werden. Eine detaillierte Risikoanalyse, die über blosse Annahmen hinausgeht, ist unabdingbar, bevor solche Vereinbarungen ratifiziert werden können. Die bisherigen Verhandlungsergebnisse lassen eine solche kritische Auseinandersetzung vermissen und lassen daher erhebliche Zweifel an ihrer Tragfähigkeit und ihrem Nutzen für die Schweiz aufkommen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Koller Leandra (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Leandra Koller · 0767238976 · kollerleandra06@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Auswirkungen einer möglichen weiteren Übernahme von EU-Recht auf die Souveränität und die demokratische Legitimation der Schweiz auf. Es ist äusserst besorgniserregend, dass durch die fortlaufende Übernahme von EU-Rechtsakten, ohne eine entsprechende Mitsprachemöglichkeit der Schweiz, eine schleichende Aushöhlung unserer Rechtsordnung und unseres demokratischen Systems droht.

Insbesondere Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) und das Prinzip der Volkssouveränität werden durch die geplante Umsetzung von EU-Recht untergraben. Die Annahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union, die direkt oder indirekt in die Schweizer Gesetzgebung einfliessen, erfolgt oft ohne parlamentarische Debatte und ohne die Möglichkeit einer direkten Überprüfung durch das Schweizer Volk. Dies steht im diametralen Gegensatz zum verfassungsrechtlich garantierten Selbstbestimmungsrecht unseres Landes.

Die von der EU geforderte Übernahme von Rechtsakten, die nicht auf einer freiwilligen und gleichberechtigten Partnerschaft beruhen, stellt eine erhebliche Belastung für die schweizerischen Entscheidungsprozesse dar. Die obligatorische Übernahme von EU-Recht, wie sie bei bestimmten Abkommen impliziert sein könnte, würde die legislativen Organe der Schweiz in ihrer Handlungsfähigkeit massiv einschränken und das föderale System der Schweiz potenziell überfordern. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz zu einem reinen Rezipienten von EU-Recht degradiert wird, anstatt ihre eigenen Interessen und Werte aktiv zu gestalten.

Die Begründung für die Notwendigkeit der Übernahme von EU-Recht im Sinne des Gleichlaufs wird kritisch hinterfragt. Es bedarf klarer und transparenter Kriterien, wann und in welchem Umfang eine Übernahme im nationalen Interesse liegt und wann sie unsere rechtlichen und politischen Grundlagen gefährdet. Die aktuelle Tendenz zur pauschalen Übernahme birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz in einem Zustand permanenter Rechtsanpassung befindet, der die Rechtssicherheit und Planbarkeit für Schweizer Unternehmen und Bürger beeinträchtigt.

Zusätzlich zu den bereits genannten Punkten muss die Frage der gerichtlichen Überprüfung und Durchsetzung von übernommenem EU-Recht eingehend beleuchtet werden. Wenn die Europäische Union oder ihre Gerichte über die Auslegung und Anwendung des Schweizer Rechts mitentscheiden, wäre dies eine inakzeptable Verletzung der nationalen richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 190 Absatz 2 BV verankert ist. Wir fordern daher eine klare Abgrenzung und eine Rückbesinnung auf die Primärkompetenz des Schweizer Gesetzgebers und der Schweizer Gerichte.

Strom

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Abkommen im Strombereich mit der Europäischen Union. Es ist unverkennbar, dass die geplante

institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E einen fundamentalen Verlust der schweizerischen Energiesouveränität bedeutet. Unsere Nation wird zu einem kostentragenden Teilnehmer degradiert, dem jedoch jegliche Entscheidungsbefugnis verwehrt bleibt. Die Regulierung und Steuerung unseres kritischen Stromnetzes wird unwiderruflich nach Brüssel verlagert, was die nationalen Interessen und Bedürfnisse massiv vernachlässigt.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch diese Massnahmen pervertiert. Von einer eigenständigen und auf die Schweiz zugeschnittenen Regulierungsbehörde wird sie zu einer reinen Vollzugsstelle für Bruxelles-Regularien degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter EU-Vorschriften durch eine nationale Behörde untergräbt den demokratischen Prozess und die eigenständige Gestaltung unserer Energiepolitik, wie sie in den geltenden Gesetzen verankert ist.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das bewährte System der Wasserzinsen, welches zentral für die Finanzierung der Bergkantone ist. Eine Einstufung als unzulässige staatliche Beihilfe würde dieses System existenziell gefährden und damit die finanzielle Stabilität unserer Bergregionen beeinträchtigen. Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen zudem massiv die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW wird kleinere Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte wirtschaftlich schwächen und die Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien erhöhen, was den Ausbau verlangsamt und die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten verstärkt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, ist ein hochriskantes Experiment. Sie gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, und die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zerstören unsere bewährten föderalen Strukturen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und lassen erheblichen Spielraum für eine Erosion unseres Lohnniveaus. Die angepriesenen Schutzmechanismen erscheinen bestenfalls kosmetisch und sind quantitativ und qualitativ unzureichend, um dem massiven Lohndruck standzuhalten, der durch eine ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweiz zukommt. Es droht eine flächendeckende Aushöhlung der Verdienstmöglichkeiten, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die bereits heute unter grossem Druck stehen.

Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine schleichende Anpassung an EU-Standards, die mit einer Schwächung unserer Souveränität einhergeht. Die neuen Regelungen sind in ihrer Ausgestaltung bürokratischer, aber faktisch weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die das Ziel verfolgen, Lohndumping zu betreiben und sich so einen unlauteren

Wettbewerbsvorteil zu verschaffen.

Die Kontrollmechanismen werden untergraben. Die Kompetenzen und die Autonomie der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto entmachtet. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrolldichte und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was zu Lasten der schweizerischen Arbeitnehmerschaft geht.

Die angeblichen Neuerungen im Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine grundlegende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, die demokratisch legitimiert sind und auf lokalen Bedürfnissen beruhen, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies gefährdet die Autonomie der Kantone in der Wirtschaftsförderung und unterstellt diese Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Mit dem neuen Beihilferecht wird nicht primär Schweizer Interesse verfolgt, sondern die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht institutionalisiert. Die neue Beihilfekammer, geschaffen gemäss Art. 3 BHÜG und integriert in die WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG), agiert als «verlängerter Arm der EU». Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit und der demokratischen Kontrolle.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör mehr, ihre souveränen Entscheide können von der zentralen Beihilfebehörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden. Die Kantone werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ebenso die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle, insbesondere durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG, gefährdet unsere strategische Autonomie und den Service public. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr wird geopfert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den

Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig der uneingeschränkten Geltung des EU-Rechts. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifenden Vorbehalten zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung, wie er im Rahmen der EU-Abkommen zur Diskussion steht. Die vorgeschlagenen Anpassungen widersprechen fundamental dem verfassungsmässigen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem erklärten Willen des Schweizer Volkes. Insbesondere die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die nicht mehr mit einer autonomen Migrationspolitik vereinbar ist.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf statt zehn Jahren, gleichzusetzen mit einer praktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Tatsache, dass dieser Status selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kaum mehr entzogen werden kann, ist inakzeptabel. Dies fördert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die nicht im Interesse der Schweiz liegt und die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unzumässlich erhöht.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein nicht-EU-Land beispiellos und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' erweist sich als reine Illusion, deren Anwendungsbedingungen so restriktiv sind, dass sie praktisch nie zur Anwendung kommen wird. Angesichts drohender EU-Strafmassnahmen bei einer Aktivierung handelt es sich hierbei nicht um eine Schutz-, sondern um eine Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und durch die Ausklammerung einseitiger Kontingente zahnlos bleibt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der vorgeschlagene Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c und Artikel 61a) zwingen den Schweizer Steuerzahler, die Kosten für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu tragen.

Die Unterstellung der zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) greift in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein und ist eine Folge der Unterordnung unter das EU-Recht. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollziehen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte Schweizer Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards. Dies gilt in besonderem Masse für den

Gesundheitsbereich, wo im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35 und 50) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) die nationale Kontrollhoheit und Patientensicherheit gefährdet werden. Auch das Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) wird an das IMI-System angebunden, was die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz bestätigt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine kapitulative Politik gegenüber der EU darstellen, die unsere Souveränität, unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke aufs Spiel setzt. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer reinen Sicherheitsmassnahme firmiert, entpuppt sich als umfassendes Integrationsprojekt, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft einer vollständigen Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" ausliefert. Dies stellt eine erhebliche Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, unsere traditionsreichen bäuerlichen Familienbetriebe und die fundamentale Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unserer Wirtschaftsidentität und ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Ein Qualitätsverlust ist unweigerlich die Folge, wenn die Herstellung unserer Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen muss wie jene in der EU. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert dadurch seine Exklusivität und seinen Wert.

Des Weiteren ist die im Abkommen verankerte "Guillotineklausel" eine inakzeptable politische Erpressung. Diese Klausel verknüpft das vorliegende Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I, was bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Vertrags das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Dies beraubt die Schweiz jeglicher souveränen Entscheidungsmöglichkeit und macht jede kritische Auseinandersetzung zu einem riskanten Unterfangen.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben – seien es Ställe, Käsereien oder Restaurants – stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften, deren Übernahme durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) gefordert wird, würden nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen mit erstickender Bürokratie überziehen, was zahlreiche Betriebe zur Aufgabe zwingen und lokale Traditionen zerstören würde.

Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt. Zudem werden mit den Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufgegeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem EU-Diktat unterstellt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was die Bekämpfung von Seuchen gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer

Art. 40ater) ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu bedienen. Die damit einhergehende Gefährdung der Finanzierung des Service public ist nicht tragbar.

Zusätzlich dazu stellt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) eine gravierende Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, zwingt die Schweiz, nationale Verkehrsziele hinter möglicherweise suboptimalen und teureren EU-konformen Kriterien zurückzustellen. Dies kann die Gestaltungsfreiheit und die Fähigkeit, bedarfsgerechte Lösungen für die Schweizer Bevölkerung zu finden, empfindlich beeinträchtigen.

Die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates erweist sich als rechtlich unzureichend und bietet keinerlei verlässlichen Schutz. Sie ist eine rechtlich unverbindliche Absicherung, die die Schweiz zukünftigen Änderungen des EU-Rechts ausliefert, welches dann dynamisch übernommen werden müsste. Dies gefährdet die langfristige Souveränität im Bahnverkehr und birgt die Gefahr, dass bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert entscheidende Steuerungs- und Regulierungsbefugnisse an zentrale EU-Stellen. Dies schwächt die nationale Steuerungskompetenz und stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die vorgeschlagenen Änderungen sind somit nicht im Interesse der Schweiz und gefährden zentrale Grundpfeiler unseres öffentlichen Verkehrs und unserer nationalen Autonomie.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag in die Europäische Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Bundesmittel. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament gesteuerten freiwilligen Beiträge zu einer automatischen, rechtlich bindenden Pflicht ist kritisch zu hinterfragen. Diese Entwicklung führt faktisch zu einer Zwangsabgabe, die dem Schweizer Parlament die entscheidende Einflussmöglichkeit auf die Verwendung von Milliarden Franken entzieht.

Der im Vertrag initial festgelegte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint in diesem Kontext eher als Lockvogelangebot denn als abschliessende Verpflichtung. Der im Abkommen verankerte „rechtsverbindliche Mechanismus“ zur Neuberechnung birgt das unkalkulierbare Risiko massiv höherer Forderungen seitens der EU. Eine Möglichkeit, solchen diktierten Zahlungen zu widersprechen, existiert dann nicht mehr, was die Schweiz zu einer reinen Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Es ist keineswegs gesichert, dass mit diesen Zahlungen ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken einhergehen. Vielmehr droht eine institutionelle Anbindung, die primär Kosten für unsere Souveränität verursacht, ohne greifbare Vorteile zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung gesetzgeberisch. Gemäss Art. 1 KoBG werden die bisherigen, flexibel handhabbaren Beiträge in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung transformiert und entziehen somit dem Parlament die souveräne Entscheidungshoheit über jeden einzelnen finanziellen Beitrag. Dies untergräbt die Budgethoheit des Parlaments, indem es anstelle einer autonomen Verwendung von Steuergeldern lediglich die Umsetzung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung vorsieht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein formale Anpassung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als dauerhafter Bestandteil unserer Gesetzgebung betrachtet werden. Auch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Bundesgesetzes über die Förderung der Friedensförderung und

der Menschenrechte (Friedensförderungsgesetz) ist irreführend. Sie missbraucht die Reputation der Schweizer Friedensförderung, um politisch umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagene Regelung im Interesse der Schweiz und ihrer demokratischen Prinzipien liegt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht stellt eine fundamentale Bedrohung für die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung dar und tangiert die Kernkompetenzen des Bundesrates und des Parlaments.

Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrollmechanismen könnte dazu führen, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU wird. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Eigenständigkeit und Unabhängigkeit der Schweiz betont. Wenn die Schweiz verpflichtet wäre, richterliche Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu übernehmen, wie es in ähnlichen Abkommen der Fall ist, würde dies die rechtliche Autonomie der Schweizer Gerichte massiv untergraben. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Grundpfeiler unseres Rechtssystems, wäre akut gefährdet.

Darüber hinaus sind die potenziellen wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen noch nicht ausreichend beleuchtet worden. Die Freiheit des Personenverkehrs, wie sie in den bilateralen Verträgen geregelt ist, hat bereits zu Herausforderungen im Schweizer Arbeitsmarkt geführt. Eine weitergehende Anpassung an EU-Standards könnte diese Probleme verschärfen und die Lohnschutzklauseln, welche im Schweizer Obligationenrecht (OR) verankert sind, unter Druck setzen. Es besteht die Gefahr, dass Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer durch Lohndumping und geringere soziale Standards benachteiligt werden.

Die mangelnde Transparenz im Verhandlungsprozess und die unklaren Auswirkungen auf die direktdemokratischen Instrumente sind ebenfalls äusserst besorgniserregend. Die direkte Demokratie ist ein zentrales Element unserer politischen Identität und ermöglicht es dem Volk, die Richtung der Gesetzgebung massgeblich mitzugestalten. Wenn neue EU-Rechtsakte ohne ein klares Referendumspotenzial in die Schweiz übernommen werden müssen, wird dieses Grundrecht ausgehöhlt. Die Schweiz droht, ihre Fähigkeit zu verlieren, eigene Lösungen für ihre spezifischen Herausforderungen zu finden, und wird stattdessen gezwungen sein, europäische Standards zu adaptieren, die nicht zwangsläufig unseren nationalen Interessen dienen. Die Vernehmlassung sollte daher eine kritische Neubewertung des gesamten Pakets verlangen und sicherstellen, dass die Souveränität der Schweiz und die Rechte ihrer Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Zwar wird die Notwendigkeit einer klaren rechtlichen Basis für die bilateralen Abkommen betont, jedoch droht die angestrebte Angleichung an das EU-Recht, wie sie im Entwurf suggeriert wird, eine schleichende Übernahme fremden Rechts zu bewirken, welche die Autonomie unseres Rechtssystems fundamental untergräbt.

Insbesondere die Regelungen zur Übernahme von EU-Rechtsprechung und zur automatischen Übernahme von EU-Änderungen stellen eine erhebliche Bedrohung für die Gewaltenteilung dar, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverwaltung (BVG) verankert ist. Die Gefahr, dass die Schweiz durch solche Mechanismen gezwungen wäre, rechtskräftige Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder neue EU-Richtlinien ohne eigene parlamentarische Beratungs- und Beschlussfassung zu übernehmen, ist nicht von der Hand zu weisen. Dies würde die Rolle des Schweizer Parlaments, welches gemäss Artikel 148 der Bundesverfassung (BV) die oberste Behörde der Eidgenossenschaft ist, de facto massiv schwächen und eine faktische Unterordnung unter europäische Gerichte und Gesetzgeber bedeuten.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Volkssouveränität und die demokratischen Prozesse in der Schweiz alarmierend. Die direkte Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, könnte durch die ständige Notwendigkeit der Anpassung an EU-Recht ausgehöhlt werden. Wenn jede Änderung im EU-Recht eine Überprüfung und potenziell eine Anpassung schweizerischer Gesetze erfordert, verschwindet der Spielraum für eigene politische Entscheidungen, die im Einklang mit dem Willen des Volkes stehen. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone festschreibt, wäre in seiner Substanz gefährdet.

Die angestrebte "Stabilisierung" könnte somit zu einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Grundlagen und unserer direkten Demokratie führen. Bevor weitere Schritte in Richtung einer engeren Bindung an die EU unternommen werden, bedarf es einer gründlichen und kritischen Prüfung der Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität unseres Landes. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und unserer einzigartigen demokratischen Institutionen muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Insbesondere die Angleichung des Schweizer Rechts an EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsaufgabe, die in direktem Widerspruch zu den Grundprinzipien unseres Rechtssystems steht. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch die Übernahme von EU-Rechtsakten ohne direkten demokratischen Prozess ausgehöhlt. Die Befürchtung, dass die Schweiz durch die fortwährende Übernahme von EU-Regulierungen in einen rezipierenden Status gedrängt wird, ist keineswegs unbegründet.

Konkret bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen auf die Wirtschaftsordnung. Die vorgesehene Übernahme von EU-Beihilfenrecht könnte die Wettbewerbsfähigkeit Schweizer Unternehmen beeinträchtigen und dem Schweizer Werkplatz unfaire Bedingungen aufzwingen. Artikel 94 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftspolitik regelt und auf Wettbewerb abzielt, könnte durch die Übernahme von EU-Beihilferegelungen untergraben werden. Die Annahme einer generellen Gleichwertigkeit der Rechtsordnungen, wie sie implizit durch die Übernahme von EU-Recht suggeriert wird, ignoriert die fundamentalen Unterschiede in Gesetzgebungsansätzen und verfassungsrechtlichen Garantien.

Weiterhin ist die Frage der institutionellen Umsetzung und der Streitbeilegung problematisch. Die Errichtung eines Schiedsgerichts, das potenziell über die Auslegung von Verträgen entscheidet und Schweizer Recht zu Lasten des eidgenössischen Parlaments und der Gerichte interpretiert, stellt eine erhebliche Belastung für unsere rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als demokratischen Rechtsstaat definiert, wird durch die Delegierung von Entscheidungsbefugnissen an ein solches Gremium in Frage gestellt. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Souveränität des Parlaments dürfen nicht durch externe Instanzen geschmälert werden.

Die Pauschalität des Ansatzes und die mangelnde Flexibilität bei der Anpassung an Schweizer

Besonderheiten sind alarmierend. Es drängt sich die Frage auf, ob die EU-Vorgaben im Schweizer Kontext überhaupt adäquat umgesetzt werden können, ohne die schweizerischen Verfassungsgrundsätze zu verletzen. Die pauschale Akzeptanz von EU-Recht ignoriert die Notwendigkeit einer sorgfältigen Abwägung und Prüfung jeder einzelnen Vorschrift im Lichte der Schweizer Verfassung, insbesondere des Verhältnismässigkeitsprinzips, welches für die Gesetzgebung im Allgemeinen und die Ausübung staatlicher Gewalt im Besonderen gilt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Koller Leandra (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Leandra Koller · 0767238976 · kollerleandra06@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Auswirkungen einer möglichen weiteren Übernahme von EU-Recht auf die Souveränität und die demokratische Legitimation der Schweiz auf. Es ist äusserst besorgniserregend, dass durch die fortlaufende Übernahme von EU-Rechtsakten, ohne eine entsprechende Mitsprachemöglichkeit der Schweiz, eine schleichende Aushöhlung unserer Rechtsordnung und unseres demokratischen Systems droht.

Insbesondere Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) und das Prinzip der Volkssouveränität werden durch die geplante Umsetzung von EU-Recht untergraben. Die Annahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union, die direkt oder indirekt in die Schweizer Gesetzgebung einfliessen, erfolgt oft ohne parlamentarische Debatte und ohne die Möglichkeit einer direkten Überprüfung durch das Schweizer Volk. Dies steht im diametralen Gegensatz zum verfassungsrechtlich garantierten Selbstbestimmungsrecht unseres Landes.

Die von der EU geforderte Übernahme von Rechtsakten, die nicht auf einer freiwilligen und gleichberechtigten Partnerschaft beruhen, stellt eine erhebliche Belastung für die schweizerischen Entscheidungsprozesse dar. Die obligatorische Übernahme von EU-Recht, wie sie bei bestimmten Abkommen impliziert sein könnte, würde die legislativen Organe der Schweiz in ihrer Handlungsfähigkeit massiv einschränken und das föderale System der Schweiz potenziell überfordern. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz zu einem reinen Rezipienten von EU-Recht degradiert wird, anstatt ihre eigenen Interessen und Werte aktiv zu gestalten.

Die Begründung für die Notwendigkeit der Übernahme von EU-Recht im Sinne des Gleichlaufs wird kritisch hinterfragt. Es bedarf klarer und transparenter Kriterien, wann und in welchem Umfang eine Übernahme im nationalen Interesse liegt und wann sie unsere rechtlichen und politischen Grundlagen gefährdet. Die aktuelle Tendenz zur pauschalen Übernahme birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz in einem Zustand permanenter Rechtsanpassung befindet, der die Rechtssicherheit und Planbarkeit für Schweizer Unternehmen und Bürger beeinträchtigt.

Zusätzlich zu den bereits genannten Punkten muss die Frage der gerichtlichen Überprüfung und Durchsetzung von übernommenem EU-Recht eingehend beleuchtet werden. Wenn die Europäische Union oder ihre Gerichte über die Auslegung und Anwendung des Schweizer Rechts mitentscheiden, wäre dies eine inakzeptable Verletzung der nationalen richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 190 Absatz 2 BV verankert ist. Wir fordern daher eine klare Abgrenzung und eine Rückbesinnung auf die Primärkompetenz des Schweizer Gesetzgebers und der Schweizer Gerichte.

Strom

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Abkommen im Strombereich mit der Europäischen Union. Es ist unverkennbar, dass die geplante

institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E einen fundamentalen Verlust der schweizerischen Energiesouveränität bedeutet. Unsere Nation wird zu einem kostentragenden Teilnehmer degradiert, dem jedoch jegliche Entscheidungsbefugnis verwehrt bleibt. Die Regulierung und Steuerung unseres kritischen Stromnetzes wird unwiderruflich nach Brüssel verlagert, was die nationalen Interessen und Bedürfnisse massiv vernachlässigt.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch diese Massnahmen pervertiert. Von einer eigenständigen und auf die Schweiz zugeschnittenen Regulierungsbehörde wird sie zu einer reinen Vollzugsstelle für Bruxelles-Regularien degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter EU-Vorschriften durch eine nationale Behörde untergräbt den demokratischen Prozess und die eigenständige Gestaltung unserer Energiepolitik, wie sie in den geltenden Gesetzen verankert ist.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das bewährte System der Wasserzinsen, welches zentral für die Finanzierung der Bergkantone ist. Eine Einstufung als unzulässige staatliche Beihilfe würde dieses System existenziell gefährden und damit die finanzielle Stabilität unserer Bergregionen beeinträchtigen. Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen zudem massiv die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW wird kleinere Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte wirtschaftlich schwächen und die Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien erhöhen, was den Ausbau verlangsamt und die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten verstärkt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, ist ein hochriskantes Experiment. Sie gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, und die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zerstören unsere bewährten föderalen Strukturen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und lassen erheblichen Spielraum für eine Erosion unseres Lohnniveaus. Die angepriesenen Schutzmechanismen erscheinen bestenfalls kosmetisch und sind quantitativ und qualitativ unzureichend, um dem massiven Lohndruck standzuhalten, der durch eine ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweiz zukommt. Es droht eine flächendeckende Aushöhlung der Verdienstmöglichkeiten, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die bereits heute unter grossem Druck stehen.

Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine schleichende Anpassung an EU-Standards, die mit einer Schwächung unserer Souveränität einhergeht. Die neuen Regelungen sind in ihrer Ausgestaltung bürokratischer, aber faktisch weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die das Ziel verfolgen, Lohndumping zu betreiben und sich so einen unlauteren

Wettbewerbsvorteil zu verschaffen.

Die Kontrollmechanismen werden untergraben. Die Kompetenzen und die Autonomie der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto entmachtet. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrolldichte und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was zu Lasten der schweizerischen Arbeitnehmerschaft geht.

Die angeblichen Neuerungen im Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine grundlegende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, die demokratisch legitimiert sind und auf lokalen Bedürfnissen beruhen, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies gefährdet die Autonomie der Kantone in der Wirtschaftsförderung und unterstellt diese Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Mit dem neuen Beihilferecht wird nicht primär Schweizer Interesse verfolgt, sondern die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht institutionalisiert. Die neue Beihilfekammer, geschaffen gemäss Art. 3 BHÜG und integriert in die WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG), agiert als «verlängerter Arm der EU». Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit und der demokratischen Kontrolle.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör mehr, ihre souveränen Entscheide können von der zentralen Beihilfebehörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden. Die Kantone werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ebenso die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle, insbesondere durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG, gefährdet unsere strategische Autonomie und den Service public. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr wird geopfert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den

Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig der uneingeschränkten Geltung des EU-Rechts. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifenden Vorbehalten zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung, wie er im Rahmen der EU-Abkommen zur Diskussion steht. Die vorgeschlagenen Anpassungen widersprechen fundamental dem verfassungsmässigen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem erklärten Willen des Schweizer Volkes. Insbesondere die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die nicht mehr mit einer autonomen Migrationspolitik vereinbar ist.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf statt zehn Jahren, gleichzusetzen mit einer praktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Tatsache, dass dieser Status selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kaum mehr entzogen werden kann, ist inakzeptabel. Dies fördert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die nicht im Interesse der Schweiz liegt und die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unzumässlich erhöht.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein nicht-EU-Land beispiellos und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' erweist sich als reine Illusion, deren Anwendungsbedingungen so restriktiv sind, dass sie praktisch nie zur Anwendung kommen wird. Angesichts drohender EU-Strafmassnahmen bei einer Aktivierung handelt es sich hierbei nicht um eine Schutz-, sondern um eine Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und durch die Ausklammerung einseitiger Kontingente zahnlos bleibt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der vorgeschlagene Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c und Artikel 61a) zwingen den Schweizer Steuerzahler, die Kosten für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu tragen.

Die Unterstellung der zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) greift in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein und ist eine Folge der Unterordnung unter das EU-Recht. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollziehen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte Schweizer Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards. Dies gilt in besonderem Masse für den

Gesundheitsbereich, wo im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35 und 50) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) die nationale Kontrollhoheit und Patientensicherheit gefährdet werden. Auch das Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) wird an das IMI-System angebunden, was die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz bestätigt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine kapitulative Politik gegenüber der EU darstellen, die unsere Souveränität, unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke aufs Spiel setzt. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer reinen Sicherheitsmassnahme firmiert, entpuppt sich als umfassendes Integrationsprojekt, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft einer vollständigen Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" ausliefert. Dies stellt eine erhebliche Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, unsere traditionsreichen bäuerlichen Familienbetriebe und die fundamentale Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unserer Wirtschaftsidentität und ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Ein Qualitätsverlust ist unweigerlich die Folge, wenn die Herstellung unserer Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen muss wie jene in der EU. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert dadurch seine Exklusivität und seinen Wert.

Des Weiteren ist die im Abkommen verankerte "Guillotineklausel" eine inakzeptable politische Erpressung. Diese Klausel verknüpft das vorliegende Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I, was bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Vertrags das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Dies beraubt die Schweiz jeglicher souveränen Entscheidungsmöglichkeit und macht jede kritische Auseinandersetzung zu einem riskanten Unterfangen.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben – seien es Ställe, Käsereien oder Restaurants – stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften, deren Übernahme durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) gefordert wird, würden nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen mit erstickender Bürokratie überziehen, was zahlreiche Betriebe zur Aufgabe zwingen und lokale Traditionen zerstören würde.

Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt. Zudem werden mit den Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufgegeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem EU-Diktat unterstellt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was die Bekämpfung von Seuchen gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer

Art. 40ater) ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu bedienen. Die damit einhergehende Gefährdung der Finanzierung des Service public ist nicht tragbar.

Zusätzlich dazu stellt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) eine gravierende Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, zwingt die Schweiz, nationale Verkehrsziele hinter möglicherweise suboptimalen und teureren EU-konformen Kriterien zurückzustellen. Dies kann die Gestaltungsfreiheit und die Fähigkeit, bedarfsgerechte Lösungen für die Schweizer Bevölkerung zu finden, empfindlich beeinträchtigen.

Die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates erweist sich als rechtlich unzureichend und bietet keinerlei verlässlichen Schutz. Sie ist eine rechtlich unverbindliche Absicherung, die die Schweiz zukünftigen Änderungen des EU-Rechts ausliefert, welches dann dynamisch übernommen werden müsste. Dies gefährdet die langfristige Souveränität im Bahnverkehr und birgt die Gefahr, dass bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert entscheidende Steuerungs- und Regulierungsbefugnisse an zentrale EU-Stellen. Dies schwächt die nationale Steuerungskompetenz und stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die vorgeschlagenen Änderungen sind somit nicht im Interesse der Schweiz und gefährden zentrale Grundpfeiler unseres öffentlichen Verkehrs und unserer nationalen Autonomie.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag in die Europäische Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Bundesmittel. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament gesteuerten freiwilligen Beiträge zu einer automatischen, rechtlich bindenden Pflicht ist kritisch zu hinterfragen. Diese Entwicklung führt faktisch zu einer Zwangsabgabe, die dem Schweizer Parlament die entscheidende Einflussmöglichkeit auf die Verwendung von Milliarden Franken entzieht.

Der im Vertrag initial festgelegte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint in diesem Kontext eher als Lockvogelangebot denn als abschliessende Verpflichtung. Der im Abkommen verankerte „rechtsverbindliche Mechanismus“ zur Neuberechnung birgt das unkalkulierbare Risiko massiv höherer Forderungen seitens der EU. Eine Möglichkeit, solchen diktierten Zahlungen zu widersprechen, existiert dann nicht mehr, was die Schweiz zu einer reinen Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Es ist keineswegs gesichert, dass mit diesen Zahlungen ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken einhergehen. Vielmehr droht eine institutionelle Anbindung, die primär Kosten für unsere Souveränität verursacht, ohne greifbare Vorteile zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung gesetzgeberisch. Gemäss Art. 1 KoBG werden die bisherigen, flexibel handhabbaren Beiträge in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung transformiert und entziehen somit dem Parlament die souveräne Entscheidungshoheit über jeden einzelnen finanziellen Beitrag. Dies untergräbt die Budgethoheit des Parlaments, indem es anstelle einer autonomen Verwendung von Steuergeldern lediglich die Umsetzung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung vorsieht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein formale Anpassung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als dauerhafter Bestandteil unserer Gesetzgebung betrachtet werden. Auch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Bundesgesetzes über die Förderung der Friedensförderung und

der Menschenrechte (Friedensförderungsgesetz) ist irreführend. Sie missbraucht die Reputation der Schweizer Friedensförderung, um politisch umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagene Regelung im Interesse der Schweiz und ihrer demokratischen Prinzipien liegt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht stellt eine fundamentale Bedrohung für die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung dar und tangiert die Kernkompetenzen des Bundesrates und des Parlaments.

Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrollmechanismen könnte dazu führen, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU wird. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Eigenständigkeit und Unabhängigkeit der Schweiz betont. Wenn die Schweiz verpflichtet wäre, richterliche Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu übernehmen, wie es in ähnlichen Abkommen der Fall ist, würde dies die rechtliche Autonomie der Schweizer Gerichte massiv untergraben. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Grundpfeiler unseres Rechtssystems, wäre akut gefährdet.

Darüber hinaus sind die potenziellen wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen noch nicht ausreichend beleuchtet worden. Die Freiheit des Personenverkehrs, wie sie in den bilateralen Verträgen geregelt ist, hat bereits zu Herausforderungen im Schweizer Arbeitsmarkt geführt. Eine weitergehende Anpassung an EU-Standards könnte diese Probleme verschärfen und die Lohnschutzklauseln, welche im Schweizer Obligationenrecht (OR) verankert sind, unter Druck setzen. Es besteht die Gefahr, dass Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer durch Lohndumping und geringere soziale Standards benachteiligt werden.

Die mangelnde Transparenz im Verhandlungsprozess und die unklaren Auswirkungen auf die direktdemokratischen Instrumente sind ebenfalls äusserst besorgniserregend. Die direkte Demokratie ist ein zentrales Element unserer politischen Identität und ermöglicht es dem Volk, die Richtung der Gesetzgebung massgeblich mitzugestalten. Wenn neue EU-Rechtsakte ohne ein klares Referendumspotenzial in die Schweiz übernommen werden müssen, wird dieses Grundrecht ausgehöhlt. Die Schweiz droht, ihre Fähigkeit zu verlieren, eigene Lösungen für ihre spezifischen Herausforderungen zu finden, und wird stattdessen gezwungen sein, europäische Standards zu adaptieren, die nicht zwangsläufig unseren nationalen Interessen dienen. Die Vernehmlassung sollte daher eine kritische Neubewertung des gesamten Pakets verlangen und sicherstellen, dass die Souveränität der Schweiz und die Rechte ihrer Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Zwar wird die Notwendigkeit einer klaren rechtlichen Basis für die bilateralen Abkommen betont, jedoch droht die angestrebte Angleichung an das EU-Recht, wie sie im Entwurf suggeriert wird, eine schleichende Übernahme fremden Rechts zu bewirken, welche die Autonomie unseres Rechtssystems fundamental untergräbt.

Insbesondere die Regelungen zur Übernahme von EU-Rechtsprechung und zur automatischen Übernahme von EU-Änderungen stellen eine erhebliche Bedrohung für die Gewaltenteilung dar, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverwaltung (BVG) verankert ist. Die Gefahr, dass die Schweiz durch solche Mechanismen gezwungen wäre, rechtskräftige Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder neue EU-Richtlinien ohne eigene parlamentarische Beratungs- und Beschlussfassung zu übernehmen, ist nicht von der Hand zu weisen. Dies würde die Rolle des Schweizer Parlaments, welches gemäss Artikel 148 der Bundesverfassung (BV) die oberste Behörde der Eidgenossenschaft ist, de facto massiv schwächen und eine faktische Unterordnung unter europäische Gerichte und Gesetzgeber bedeuten.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Volkssouveränität und die demokratischen Prozesse in der Schweiz alarmierend. Die direkte Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, könnte durch die ständige Notwendigkeit der Anpassung an EU-Recht ausgehöhlt werden. Wenn jede Änderung im EU-Recht eine Überprüfung und potenziell eine Anpassung schweizerischer Gesetze erfordert, verschwindet der Spielraum für eigene politische Entscheidungen, die im Einklang mit dem Willen des Volkes stehen. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone festschreibt, wäre in seiner Substanz gefährdet.

Die angestrebte "Stabilisierung" könnte somit zu einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Grundlagen und unserer direkten Demokratie führen. Bevor weitere Schritte in Richtung einer engeren Bindung an die EU unternommen werden, bedarf es einer gründlichen und kritischen Prüfung der Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität unseres Landes. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und unserer einzigartigen demokratischen Institutionen muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Insbesondere die Angleichung des Schweizer Rechts an EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsaufgabe, die in direktem Widerspruch zu den Grundprinzipien unseres Rechtssystems steht. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch die Übernahme von EU-Rechtsakten ohne direkten demokratischen Prozess ausgehöhlt. Die Befürchtung, dass die Schweiz durch die fortwährende Übernahme von EU-Regulierungen in einen rezipierenden Status gedrängt wird, ist keineswegs unbegründet.

Konkret bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen auf die Wirtschaftsordnung. Die vorgesehene Übernahme von EU-Beihilfenrecht könnte die Wettbewerbsfähigkeit Schweizer Unternehmen beeinträchtigen und dem Schweizer Werkplatz unfaire Bedingungen aufzwingen. Artikel 94 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftspolitik regelt und auf Wettbewerb abzielt, könnte durch die Übernahme von EU-Beihilferegelungen untergraben werden. Die Annahme einer generellen Gleichwertigkeit der Rechtsordnungen, wie sie implizit durch die Übernahme von EU-Recht suggeriert wird, ignoriert die fundamentalen Unterschiede in Gesetzgebungsansätzen und verfassungsrechtlichen Garantien.

Weiterhin ist die Frage der institutionellen Umsetzung und der Streitbeilegung problematisch. Die Errichtung eines Schiedsgerichts, das potenziell über die Auslegung von Verträgen entscheidet und Schweizer Recht zu Lasten des eidgenössischen Parlaments und der Gerichte interpretiert, stellt eine erhebliche Belastung für unsere rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als demokratischen Rechtsstaat definiert, wird durch die Delegierung von Entscheidungsbefugnissen an ein solches Gremium in Frage gestellt. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Souveränität des Parlaments dürfen nicht durch externe Instanzen geschmälert werden.

Die Pauschalität des Ansatzes und die mangelnde Flexibilität bei der Anpassung an Schweizer

Besonderheiten sind alarmierend. Es drängt sich die Frage auf, ob die EU-Vorgaben im Schweizer Kontext überhaupt adäquat umgesetzt werden können, ohne die schweizerischen Verfassungsgrundsätze zu verletzen. Die pauschale Akzeptanz von EU-Recht ignoriert die Notwendigkeit einer sorgfältigen Abwägung und Prüfung jeder einzelnen Vorschrift im Lichte der Schweizer Verfassung, insbesondere des Verhältnismässigkeitsprinzips, welches für die Gesetzgebung im Allgemeinen und die Ausübung staatlicher Gewalt im Besonderen gilt.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Heinrich Maag <family.maag@mails.ch>
Sent: Montag, 6. Oktober 2025 11:48
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Maag Heinrich (Privat)
Datum: 06.10.2025
Kontakt: Maag Heinrich · 0796065622 · family.maag@mails.ch

Ablehnungs Gründe

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie durch ein institutionelles Abkommen impliziert wäre, widerspricht fundamental den Prinzipien der direkten Demokratie und des Föderalismus, verankert im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) Artikel 1, der die Schweiz als ein freies und unabhängiges Land beschreibt. Insbesondere die Automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde die richterliche Unabhängigkeit gefährden und die Schweizer Rechtsprechung untergraben. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) oder andere spezifische Gesetze könnten durch die unkritische Angleichung an EU-Normen unintended consequences erfahren. Die vermeintliche "Stabilisierung" könnte sich als schleichende Entmachtung erweisen, die die schweizerische Identität und unsere bewährten Rechtssysteme schwächt. Es sind tiefgreifende negative Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit durch erhöhte Regulierungsdichte und potenziellen Verlust von Flexibilität zu befürchten, was dem Interesse der Schweizer Bevölkerung

2.
Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz sind alarmierend. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in Abkommen dieser Art typischerweise vorgesehen ist, könnte die Handlungsfreiheit des Schweizerischen Gesetzgebers massiv einschränken und steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft festschreibt. Des Weiteren stellt sich die Frage, inwieweit die in den Verhandlungsergebnissen verankerten Regelungen die spezifischen Interessen der Schweiz wahren und ob sie im Einklang mit Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des gemeinen Wohls und der Wohlfahrt der Bevölkerung zum Ziel hat, stehen. Die mangelnde Transparenz und die unklaren Verpflichtungen deuten auf eine erhebliche Gefahr für die schweizerische Rechtsordnung und die direkte Demokratie hin.

3.

Das vorgelegte Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen Schweiz-EU wirft erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung durch die Schweiz, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens angestrebt wird, steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gemäss Artikel 4 des geplanten institutionellen Abkommens würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben und ist somit mit Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung nicht vereinbar, der die Bindung an Bundesgesetze und Völkerrecht regelt. Die daraus resultierende Rechtsunsicherheit und die Gefährdung der schweizerischen Rechtsordnung rechtfertigen eine kritische Ablehnung des vorgeschlagenen
4.
Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung im Inland geben Anlass zu erheblichen Bedenken. Es ist fraglich, ob die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht unter Wahrung der Souveränität der Schweiz und des Schutzes unserer eigenen rechtlichen und wirtschaftlichen Interessen gelingen kann. Insbesondere im Hinblick auf das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, und die verfassungsrechtlichen Schranken für den Erlass von Bundesgesetzen gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung, stellt sich die Frage, inwieweit die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht ihre autonome Gesetzgebungskompetenz verliert. Eine unkritische Adaption von EU-Normen könnte zu einer schleichenden Erosion unserer verfassungsmässigen Ordnung führen und die Fähigkeit des nationalen Parlaments untergraben, Gesetze im besten

Interesse der Schweizer Bevölkerung zu erlassen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung birgt gravierende Gefahren für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem rechtlich weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten mittragen muss. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet. Das bewährte System der Wasserzinsen, essenziell für Bergkantone, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit, da die Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird (Art. 8b ff.). Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören föderale Strukturen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu), insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregelungen auf 200 kW, schwächen dezentrale, bürgernahe Energieproduktion massiv. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) entzieht der Schweiz Flexibilität und Souveränität in der Steuerung ihrer Stromnetze. Dieses hochriskante Experiment überlässt die Grundversorgung dem Diktat des Marktes und birgt katastrophale Folgen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie sich in den Anpassungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) niederschlägt, widerspricht fundamental dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerungder Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts bereits nach fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke übermässig, da selbst bei kriminellem Verhalten oder langjährigem Sozialhilfebezug ein Verbleib kaum zu verhindern ist.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen, welche ausschliesslich die Schweizer Steuerzahler tragen müssen. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist nichts weiter als ein Placebo; ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung ermöglicht. Jegliche Anrufung derselben zieht zudem die Drohung von EU-Strafmassnahmen nach sich, was diese Klausel zu einer reinen Erpressung macht.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftig keinerlei Mitspracherecht mehr bei Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich haben werden. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit praktisch verunmöglichen. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags und eine kapitulative Unterwerfung unter Brüssel.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der massiven, durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich. Dies spiegelt sich auch im neuen Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG wider, bei denen der Schweizer Steuerzahler direkt für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen muss.

Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen, wie dem BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis), dem Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35), dem Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) und dem Psychologieberufegesetz (neuer Artikel 37 Absatz 4), ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Souveränität für die EU-Kompatibilität, eine Entwicklung, die nicht hinnehmbar ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marcus Wälti (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Wälti · 076 205 08 18 · waeltisteudler@outlook.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und die demokratische Willensbildung. Es ist fraglich, ob die angeblichen Vorteile die potenziellen Nachteile aufwiegen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht. Artikel 173 Absatz 2 der Bundesverfassung schützt die Unabhängigkeit und die Interessen der Schweiz. Eine zu starke Anlehnung an Brüssel könnte die effektive Umsetzung dieses Artikels gefährden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in solchen Abkommen oft vorgesehen ist, untergräbt die Rolle des Schweizer Parlaments und des direkten Demokratieprinzips. Die Bürgerinnen und Bürger haben das Recht auf Mitgestaltung und Entscheidung über Gesetze, die ihr Leben betreffen. Eine solche Praxis würde die demokratischen Prozesse aushöhlen und die Schweiz faktisch zu einem Juniorpartner der EU machen, ohne deren Vorteile in vollem Umfang zu geniessen. Dies ist mit den Grundsätzen der demokratischen Legitimation nicht vereinbar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien äusserst bedenklich. Die vorgeschlagenen Regelungen im Kontext des EU-Rechts stellen eine schleichende Unterwerfung unter fremde Gesetzgebung dar, ohne dass die Schweiz auf deren Zustandekommen Einfluss nehmen kann. Artikel 17 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Interessen der Eidgenossenschaft verankert, wird durch die faktische Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht massiv untergraben. Des Weiteren birgt die Übertragung von Entscheidungskompetenzen, wie sie im vorgeschlagenen Abkommen angedeutet wird, erhebliche Gefahren für die demokratische Legitimation und die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die dogmatische Übernahme von EU-Recht entbehrt einer unabhängigen Prüfung und Anpassung an schweizerische Verhältnisse und widerspricht damit dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Verhältnismässigkeit.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit durch die angeführten Verweise auf das EWR-Abkommen in Art. 2 des Institutsschutzgesetzes (ISG) und Art. 13 der Verordnung über die Harmonisierung von Vorschriften des Bundes und der Kantone über die Eintragung von Gesellschaften (HVEG) suggeriert wird, widerspricht fundamental dem Schweizer Verfassungsauftrag. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass die Gesetzgebung dem Volk und den Kantonen vorbehalten ist. Eine Delegation dieser Kompetenzen an ausländische Institutionen, ohne transparente und

rechtskräftige Kontrollmechanismen, ist unannehmbar. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz und einer Aushebelung des demokratischen Prozesses.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung dieses Abkommens entsteht, nicht kompensieren. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist die absehbare Folge. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vorlage unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies gefährdet nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten drastisch ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards ernsthaft bedroht, was zur Entwertung des Labels «Made in Switzerland» führt. Besonders besorgniserregend ist die «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen unannehmbar mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte Vertragswerk zu Fall bringen, was einer politischen Erpressung gleichkommt und die souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert. Die geplante Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeutet einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, eigene, bewährte und gesellschaftlich breit abgestützte Massstäbe zu setzen. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift unsere Standards frontal an. Sie führt eine erstickende Bürokratie für Produzenten aller Grössen ein und unterwirft die gesamte Lebensmittelkette EU-Regulierungen, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind. Dies bedroht lokale Traditionen, kulinarische Vielfalt und wirtschaftliche Existenzen. Ebenso wird das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen fundamental. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine unzulässige Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die parlamentarische Kontrolle und damit die demokratische Legitimität in einem zentralen Bereich untergraben. Auch der Waldschutz unterliegt zukünftig dem Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), was die souveräne und flexible Reaktion auf spezifische Bedrohungen verhindert. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und ist angesichts der notwendigen Flexibilität und der lokalen Gegebenheiten fahrlässig.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss dem revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität der Schweiz dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die Kosten trägt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Regelungen zu staatlichen Beihilfen bedrohen die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, und das bewährte System der Wasserzinsen. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Ausweitung der ElCom-Kompetenzen (Art. 22 StromVG) untergraben föderale Strukturen und die nationale Hoheit über kritische Infrastrukturen. Die Marktliberalisierung führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit, die dem Diktat des Marktes überlassen wird. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis) schwächen zudem die dezentrale Energieerzeugung massiv und schaffen Investitionsunsicherheit, was den Ausbau erneuerbarer Energien bremst und uns abhängiger von ausländischen Strommärkten macht.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Aushöhlung unserer staatlichen Souveränität und unseres Föderalismus dar. Mit dem Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale "Superbehörde" geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agieren und unsere bewährte, dezentrale Förderpraxis durch ein starres, technokratisches Regime ersetzen wird. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, ihre demokratisch legitimierten Entscheidungen werden von dieser neuen Instanz und letztlich dem Bundesgericht auf Konformität mit EU-Recht überprüft, wie durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) belegt wird. Insbesondere kritische Sektoren wie der Luftverkehr, wo die Streichung von Art. 103 LFG jegliche nationale Kontrollkompetenz untergräbt, werden der EU-Kontrolle unterworfen. Dies ist nicht nur ein Angriff auf unsere wirtschaftspolitische Steuerungshoheit, sondern auch auf die demokratische Legitimation und die föderalistischen Prinzipien, die das Fundament unseres Staates bilden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die de facto vollständige Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, widerspricht fundamental Art. 121a BV und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, auch bei Sozialhilfebezug oder gar Kriminalität, stellt eine unzumissbare Belastung für unsere Sozialwerke und die innere Sicherheit dar. Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der Eltern und Grosseltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Kosten, deren Last ausschliesslich die Schweizer Steuerzahler tragen. Die angebliche "Schutzklausel" ist ein Placebo ohne praktische Wirkung, und die automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode entmündigt unser Parlament und Volk. Die Anpassungen im AIG, insbesondere Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und entziehen uns die Kontrolle. Die massiv erhöhten Studiengebühren für Ausländer sind ein unfreiwilliges Eingeständnis der immensen Kosten, die durch diese Politik verursacht werden. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das IMI-System im BGVBG untergräbt unsere Qualitätsstandards, während die Anbindung der zweiten Säule an EU-Koordinationsregeln im BVG unsere sozialpolitische Souveränität weiter aushöhlt. Diese Vorlage ist eine Kapitulation vor Brüssel und ignoriert grob die Interessen der Schweizer Bevölkerung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Überführung der Kohäsionszahlungen von einer parlamentarisch kontrollierten, freiwilligen Leistung zu einer automatisch und rechtlich verbindlichen Verpflichtung stellt einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), insbesondere durch die Verankerung in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, zementiert diese Zahlungen als permanente Bundesgesetzgebung und entzieht dem Parlament die budgetäre Hoheit gemäss Art. 3 des Bundesgesetzes über die Haushaltsmässige Führung des Bundes. Die Befürchtung, dass der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken lediglich ein Lockangebot ist und der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche

Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist als hochriskant einzustufen. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei die budgetäre Autonomie durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG ausgehöhlt wird. Die Verknüpfung mit dem Friedensförderungsgesetz ist zudem irreführend, da sie die umstrittenen Zahlungen missbräuchlich legitimiert.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf lukrative inner-schweizerische Strecken zu konzentrieren. Dieses Prinzip der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Aufrechterhaltung unrentabler, aber für die Grundversorgung unerlässlicher Nebenlinien verantwortlich sind. Die geforderte Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, wie in Art. 32a Abs. 1bis PBG verankert, schränkt zudem die nationale Gestaltungsfreiheit erheblich ein. Die als Schutzmassnahme deklarierte 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, was die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr weiter aushöhlt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ritter Markus (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Ritter Markus · 0794448479 · markus.ritter@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Die Annäherung an die EU, auch in nicht-vollwertiger Mitgliedschaft, impliziert eine schleichende Übernahme von EU-Recht, die durch das heutige Vernehmlassungsverfahren nicht hinreichend adressiert wird. Die Befürchtung ist gross, dass ein solches Abkommen die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger vor vollendete Tatsachen stellen würde, ohne ihnen eine echte Mitgestaltung zu ermöglichen.

Insbesondere Artikel 13 des revidierten Aussenpolitischen Berichts der Schweizer Regierung, der die Rolle der Souveränität betont, steht im Widerspruch zu einer Vertiefung der institutionellen Abhängigkeit von der EU. Die automatische Übernahme von EU-Recht verstösst fundamental gegen das Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, insbesondere in Artikel 164 Absatz 1, verankert ist. Dieses Prinzip garantiert dem Schweizer Volk und den Kantonen das Recht, die Gesetzgebung massgeblich zu beeinflussen. Eine Übernahme von EU-Recht ohne direkte Zustimmung des Souveräns untergräbt dieses grundlegende Recht und schwächt die demokratische Legitimation von Schweizer Gesetzen.

Die Erfahrung zeigt, dass die EU ihre rechtlichen Vorgaben kontinuierlich weiterentwickelt. Ein Abkommen, das die Schweiz an diese Entwicklungen bindet, bedeutet eine ständige und unkontrollierbare Übernahme neuen EU-Rechts. Dies widerspricht dem Geist des Artikels 173 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Regierung zur Wahrung der Interessen der Schweiz und zur Berücksichtigung der Kantone verpflichtet. Eine solche einseitige Bindung an externe Rechtsentwicklungen kann die Handlungsfreiheit des Schweizer Gesetzgebers empfindlich einschränken und die nationalen Interessen gefährden.

Zudem sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer verstärkten Anbindung an die EU nicht unbestritten. Während Befürworter auf erleichterten Zugang zum EU-Binnenmarkt verweisen, werden die Kosten für die Übernahme von EU-Regulierungen und die potenziellen Auswirkungen auf schweizerische KMUs und die Lohnentwicklung oft unterschätzt. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU wird, ohne die Vorteile einer vollwertigen Mitgliedschaft zu geniessen, aber dennoch die Nachteile tragen muss. Dies wirft die Frage auf, ob die vorgeschlagene Stabilisierung nicht eher einer schleichenden Unterwerfung gleichkommt als einer echten Stärkung der Schweizer Position.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der EU-Abkommen wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips der Schweiz auf. Es besteht die erhebliche Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache in eine rechtliche Abhängigkeit gerät. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung und dem volonté général des eidgenössischen Volkes, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (Art. 1 LBG) verankert ist, der die Gesetzgebungskompetenz klar dem Bundesgesetzgeber zuweist und nicht einer externen Macht.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, dieses aktiv mitzugestalten oder sogar abzulehnen, untergräbt die parlamentarische Demokratie und die Prinzipien der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Insbesondere Artikel 164 BV, der die Grundregeln der Gesetzgebung festlegt und die verbindliche Wirkung von Bundesgesetzen unterstreicht, wird durch die vorgelegte Praxis de facto ausgehöhlt. Die Rechtssetzungskompetenz würde somit informell von Bern nach Brüssel verlagert, was eine unzulässige Delegation von Staatsgewalt darstellt, die selbst durch ein fakultatives Referendum (Art. 141 BV) nicht rückgängig gemacht werden könnte, da es sich um die Übernahme von Recht handelt und nicht um die Annahme eines neuen Gesetzes.

Die vorgeschlagene Vorgehensweise birgt zudem erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit. Die fortlaufende und dynamische Natur des EU-Rechts führt zu einer ständigen Notwendigkeit der Anpassung der Schweizer Gesetzgebung, ohne dass ein klares Verfahren zur Bewältigung dieser Herausforderungen etabliert ist. Dies könnte zu Inkonsistenzen und Rechtsunsicherheiten für Bürger und Unternehmen führen, da die Anwendung des Schweizer Rechts zunehmend von der Entwicklung des EU-Rechts abhängig wird. Die Gewährleistung eines kohärenten und stabilen Rechtssystems, wie es Artikel 5 BV in Bezug auf die staatliche Tätigkeit fordert, scheint unter diesen Bedingungen fraglich. Die Gefahr, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die damit verbundenen Vorteile einer Mitgliedschaft zu geniessen, ist real und muss mit aller Deutlichkeit kritisiert werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament freiwillig und kontrolliert getätigten Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist stossend. Artikel 1 des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht damit dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dies bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe, die der Budgethoheit des Parlaments entgegensteht.

Der initial veranschlagte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr entpuppt sich als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird damit gezwungen, Zahlungen zu leisten, ohne die Möglichkeit zu haben, sich dagegen zu wehren oder diese zu beeinflussen. Dies macht die Schweiz zu einer reinen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Es gibt keine Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Vielmehr bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Absicht, diese Abgaben an die EU als normalen und dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu betrachten. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend und missbraucht den guten Namen der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wird lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung festgeschrieben. Dies widerspricht fundamental unseren demokratischen Prinzipien und der Haushaltsautonomie des

Bundes.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) stellt eine direkte Bedrohung dar. Sie ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativen Hauptstrecken zu konzentrieren und damit die finanzielle Basis der SBB und anderer nationaler Transportunternehmen zu untergraben, die mit der Gewährleistung des flächendeckenden Angebots auf weniger rentablen Linien betraut sind. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" gefährdet die Grundversorgung der Bevölkerung und die Erreichbarkeit aller Regionen.

Die Behauptung, die "Gemeinsame Erklärung" biete hinreichenden Schutz, ist äusserst fragwürdig. Diese Erklärung besitzt keine rechtliche Bindungswirkung und schützt die Schweiz nicht vor der dynamischen Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen. Dies bedeutet, dass die Schweiz fortlaufend Gesetzesänderungen adaptieren müsste, ohne Einfluss auf deren Inhalt nehmen zu können. Die Kontrolle über die eigene Schieneninfrastruktur und die strategische Weiterentwicklung des öffentlichen Verkehrs würden dadurch schrittweise an die Europäische Union verlagert, wie dies auch bei der potenziellen Übernahme von Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) droht.

Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz ferner, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden, was direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger beeinträchtigt. Die Souveränität der Schweiz im Sektor des öffentlichen Verkehrs wird durch diese Abkommen in nicht akzeptabler Weise ausgehöhlt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich nicht um eine harmlose Anpassung von Sicherheitsstandards, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, welche die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe gefährdet. Die spürbare Gefahr eines Qualitätsverlustes durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards entwertet das begehrte Label 'Made in Switzerland' und zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besorgniserregend ist insbesondere die faktische 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft und die Schweiz damit einer politischen Erpressung aussetzt. Jeder Versuch, sich von diesem schädlichen Regelwerk zu lösen, würde das gesamte bilaterale Vertragswerk ins Wanken bringen, was jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz unannehmbar einschränkt. Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) bildet das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, eine Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen zu lassen, die weit über grosse Industriebetriebe hinausreicht. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger würden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Ebenso bedenklich ist die systematische Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, erzwingen die Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards. Dies stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar und führt zu einem klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich.

Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Dieses umfassende Paket bedeutet nicht Fortschritt, sondern eine gefährliche Erosion unserer Standards, unserer Souveränität und unserer demokratischen Mitgestaltung.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Strom birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E führt dazu, dass die Schweiz zum passiven, kostenpflichtigen Teilnehmer wird, dessen Entscheidungsbefugnis über das eigene Stromnetz de facto nach Brüssel verlagert wird. Dies ist insbesondere vor dem Hintergrund der Bestimmungen im revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG) äusserst bedenklich. Das StromVG sieht mit den Artikeln 4a ff. eine vollständige Marktliberalisierung vor, welche die Schweizer Energieversorgung dem Diktat volatiler internationaler Märkte ausliefert. Die Konsequenzen für Schweizer KMU und Haushalte sind absehbar: steigende und unkalkulierbare Strompreise, da Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Unabhängigkeit der Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird durch die geplante Ausweitung ihrer Kompetenzen (Art. 22 StromVG) massiv untergraben. Sie droht, zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben zu verkommen, welche undemokratisch legitimierte Regeln umzusetzen hat. Das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnissen orientierten Energieregulierung ist damit besiegelt.

Besondere Sorge bereitet die Gefährdung der Schweizer Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches essentiell für die finanzielle Stabilität der Bergkantone ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die betroffenen Kantone, sondern auch das Rückgrat unserer heimischen Energieproduktion.

Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) zerstört unsere föderalen Strukturen, insbesondere die Stellung von Gemeindekraftwerken. Ihr Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Ähnliches gilt für die Änderungen im Energiegesetz (EnG). Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze auf 200 kW, trifft kleine Produzenten hart und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Der geplante Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem massive Investitionsunsicherheit.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE bedeutet eine weitere Unterwerfung unter das EU-Regime. Unsere nationale Netzgesellschaft wird ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie gigantische europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, ohne dass eine klare Verantwortung für deren Gewährleistung übernommen wird. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung unkalkulierbar sind. Die Schweiz riskiert, ihre Energiesouveränität preiszugeben und die Versorgungssicherheit aufs Spiel zu setzen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht nicht nur unzureichend, sondern bergen die Gefahr einer massiven Erosion des schweizerischen Lohnniveaus. Die angepriesenen Schutzmechanismen erweisen sich als kosmetische Korrekturen, die dem unaufhaltsamen Druck auf unsere Löhne, insbesondere im mittleren und unteren Einkommenssegment, nichts entgegenzusetzen vermögen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an unpassende EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber letztlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt jenen ausländischen Firmen in die Hände, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Regelungen sind somit keineswegs eine Verbesserung, sondern eine gefährliche Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Lohnschutzes.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit offenbaren eine beunruhigende Erosion unserer Souveränität und widersprechen fundamental dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie geht weit über den bestehenden Rahmen hinaus und öffnet die Schleusen für eine unkontrollierte Zuwanderung, die unsere sozialen Systeme und die innere Sicherheit massiv belastet.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, quasi einer "Niederlassung C PLUS", welche selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kaum entziehbar ist, stellt eine inakzeptable Schwächung unserer Rechtssicherheit dar. Diese Bestimmung, im Einklang mit der Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern, fördert eine Zuwanderung, deren Kosten ausschliesslich von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Die im Vertragspaket verankerte "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei; ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie praktisch nie greifen wird, und droht bei ihrer Anwendung gar mit Sanktionen der EU. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung.

Die automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der "Integrationsmethode" entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk in einem für unsere Gesellschaft zentralen Bereich. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts werden uns aufgezwungen, ohne dass wir noch

Mitspracherecht haben. Dies ist eine unhaltbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialwerke, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch unumstösslich wird. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung mehr ermöglicht.

Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer in den ETH- und HFK-Gesetzen sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Rücken von Studierenden ausgetragen werden. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzen schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies gefährdet unsere hohen Qualitätsstandards, unsere Berufsprüfungen und letztlich die Patientensicherheit. Die Integration der EU-Koordinationsregeln in das Berufliche Vorsorgegesetz (BVG) und die Einschränkung von Barauszahlungen bei Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz (OZG) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Diese Änderungen sind nicht nur rechtlich bedenklich, sondern auch eine Kapitulation vor Brüssel, welche die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger missachtet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Souveränität und die föderalistischen Grundprinzipien der Schweiz dar. Die bisherige, bewährte Praxis, wonach staatliche Beihilfen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone, die ihre Wirtschaftsförderung nicht mehr eigenständig bestimmen können, sondern auch die Möglichkeit des Bundes, gezielte Förderungen für strategisch wichtige Sektoren wie den Regionalverkehr, die Energieversorgung, den Luft- und Landverkehr zu gewähren. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agieren und primär EU-Kompatibilität durchsetzen wird, gemäss Art. 3 des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), anstatt Schweizer Interessen, ist höchst bedenklich.

Die Kantone werden durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, zu reinen Bittstellern degradiert. Ihnen wird ein formelles rechtliches Gehör verweigert, und ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle nach Massgabe des EU-Rechts gekippt werden. Diese Schwächung der kantonalen Autonomie ist inakzeptabel und widerspricht unserem föderalistischen System.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, der für die lokale Wirtschaft essenziellen Kantonalbanken und des Service public im Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr, was die Schweiz jeglicher eigenständigen Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor beraubt.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren, was eine unzulässige Machtkonzentration darstellt und die demokratische Rechenschaftspflicht untergräbt. Die Tatsache, dass der Preisüberwacher von den Sitzungen der Beihilfekammer ausgeschlossen wird, gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG, schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz weiter.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine systematische Unterwerfung unter EU-Regulierungen und eine massive Einschränkung der nationalen und

kantonalen Steuerungshoheit bedeuten. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, und unsere bewährten demokratischen und föderalistischen Strukturen werden ausgehöhlt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit unserer nationalen Souveränität und den grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems auf. Es ist höchst fragwürdig, ob die vorgeschlagenen Anpassungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung unserer Eigenständigkeit darstellen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Zustandekommen hat, widerspricht dem Geist der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angedeutet wird, entmündigt das Schweizer Volk und seine gewählten Vertreter. Die Rolle des Bundesrates und des Parlaments wird de facto auf eine reine Umsetzungsinstanz reduziert, was die demokratische Legitimation politischer Entscheidungen massiv schwächt.

Darüber hinaus sind die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtsstaatlichkeit und die Rechtssicherheit nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von Rechtsnormen, die in einem völlig anderen rechtlichen und politischen Kontext entstanden sind, birgt die Gefahr von unerwünschten Kollisionen mit bestehenden Schweizer Gesetzen und Verfassungsprinzipien. Artikel 36 BV, der die Einschränkung von Grundrechten regelt, könnte durch die indirekte Anwendung fremder Rechtsakte gefährdet werden. Es ist nicht ersichtlich, wie sichergestellt werden kann, dass die Grundrechte der Schweizer Bürgerinnen und Bürger auch in Zukunft umfassend geschützt sind, wenn die Auslegung und Anwendung von Recht zunehmend durch die Europäische Union und den Europäischen Gerichtshof beeinflusst wird.

Die finanzielle Dimension dieser Abkommen darf ebenfalls nicht vernachlässigt werden. Die erwarteten finanziellen Beiträge an die EU ohne entsprechende Mitspracherechte bei der Mittelverwendung stellen eine einseitige Belastung dar und stehen im Widerspruch zu den Prinzipien der Haushaltsautonomie.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit drängen und unsere Souveränität, unsere Rechtsstaatlichkeit und unsere demokratischen Prozesse gefährden. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Prüfung, ob diese Ergebnisse den Schweizer Interessen dienen oder nicht vielmehr den Weg für eine schleichende Integration ebnen, die zu Lasten unserer nationalen Identität und Unabhängigkeit geht.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und des Wohlstands der Schweiz aufkommen. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht, wie sie impliziert wird, widerspricht fundamental dem Geist der schweizerischen Demokratie und der Rechtsetzung, wie sie in unserer Bundesverfassung, insbesondere in den Artikeln 1, 3 und 5, verankert ist. Diese Artikel betonen die Autonomie und die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes.

Die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Mitbestimmung birgt

erhebliche Risiken. Es ist zu befürchten, dass dies zu einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer einzigartigen institutionellen Ordnung führen könnte. Die Möglichkeit, dass schweizerische Gerichte zukünftig von Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) beeinflusst werden, wie es im Rahmen des Freizügigkeitsabkommens diskutiert wird, ist insbesondere bedenklich. Artikel 160 der Bundesverfassung legt fest, dass die Gesetzgebung des Bundes dem Geist der Verfassung und den Grundsätzen des Rechtstaates zu entsprechen hat. Eine externe Gerichtsbarkeit, die nicht dem Schweizer Recht untersteht, könnte hierzu in klarem Widerspruch stehen.

Des Weiteren ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die erwarteten Nachteile aufwiegen. Die Abhängigkeit von einem externen Rechtsrahmen könnte die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen langfristig beeinträchtigen, da sie sich einem immer komplexer werdenden und sich ständig ändernden Regelwerk unterwerfen müssten. Dies könnte zu zusätzlichen Bürokratiekosten und rechtlichen Unsicherheiten führen, welche die Flexibilität unserer kleinen und mittleren Unternehmen überfordern könnten.

Die Gewährung von Mitteln an die EU, wie sie in der neuen Vereinbarung vorgesehen ist, stellt eine finanzielle Belastung dar, deren Legitimität aus einer rein nationalen Perspektive fragwürdig ist. Die Bundesverfassung schreibt in Artikel 170 vor, dass der Bund die wirtschaftliche Wohlfahrt der Bevölkerung und die Stabilität der Wirtschaft gewährleistet. Eine ungesicherte finanzielle Beteiligung an externen Projekten, ohne klare Gegenleistung und Mitspracherecht, steht diesem Grundsatz potenziell entgegen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket einseitig die Interessen der EU zu berücksichtigen scheint und die Gefahr birgt, die schweizerische Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität ernsthaft zu gefährden. Es bedarf einer kritischeren Prüfung und einer klaren Abwägung der nationalen Interessen, bevor solche weitreichenden Entscheidungen getroffen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Martin Wüst (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: martin wüst · 0797046039 · martin.wuest@hotmail.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Fragen bezüglich der Auswirkungen der vorgeschlagenen Massnahmen auf die inländische Rechtsordnung und die Souveränität der Schweiz auf. Es ist bedenklich, inwieweit die angestrebte Harmonisierung mit dem Recht der Europäischen Union zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung führen könnte.

Insbesondere die Gefahr einer faktischen Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist nicht zu unterschätzen. Gemäss Artikel 95 Absatz 3 der Bundesverfassung (BV) dürfen Bestimmungen des Völkerrechts nicht dazu führen, dass die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte und Behörden beeinträchtigt wird. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine klare und wirksame Kontrollmöglichkeit durch unsere eigenen Institutionen gewährleistet ist, birgt die Gefahr, dass schweizerische Gerichte sich de facto an die Auslegung des EuGH gebunden fühlen, selbst wenn dies nicht explizit in den Abkommen verankert ist. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität und der parlamentarischen Kontrolle, die im Artikel 164 BV verankert sind.

Des Weiteren ist die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung der Beziehungen zur EU problematisch. Die parlamentarischen Beratungen und die öffentliche Meinungsbildung werden durch die komplexe und oft intransparente Natur der Verhandlungen und der resultierenden Abkommen erschwert. Artikel 173 Absatz 2 BV, der die Genehmigung von Verträgen durch die Bundesversammlung vorsieht, könnte durch die Übernahme von EU-Recht in einer Weise ausgehöhlt werden, die eine substanzielle Prüfung und Einflussnahme erschwert. Es ist fraglich, ob die Bundesversammlung ihre Kontrollfunktion über eine Gesetzgebung ausüben kann, die primär von Brüssel diktiert wird.

Die befürchtete Dynamik, dass die Schweiz fortlaufend neues EU-Recht übernehmen muss, um den Zugang zum Binnenmarkt zu erhalten, ist zudem ein erhebliches Risiko für die Flexibilität unserer Gesetzgebung. Die schnelle Anpassungsfähigkeit an nationale Bedürfnisse und die Möglichkeit, eigene politische Prioritäten zu setzen, könnten dadurch massiv eingeschränkt werden. Dies widerspricht dem Geist von Artikel 2 BV, welcher die Wahrung der Interessen des Landes zum Ziel hat.

Wir fordern daher eine eingehende Prüfung der langfristigen Konsequenzen dieser Angleichung und

eine klare Festlegung von Grenzen, um die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien zu schützen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, verpackt unter dem irreführenden Titel einer vermeintlichen Verbesserung der Sicherheit, stellt in Wahrheit eine schleichende und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, bedroht die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit unserer Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar in Gefahr.

Die Angleichung an oft tiefere und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label 'Made in Switzerland' wird massiv entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten.

Eine besonders besorgniserregende Entwicklung ist die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG). Diese Revision stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Souveränität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, von denen auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger massiv betroffen sein werden. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen die parlamentarische Kontrolle.

Auch im Bereich des Tierschutzes und der Tierseuchenbekämpfung sind gravierende Rückschritte zu verzeichnen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft breiter abgestützten Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Fähigkeit zur souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und unsere Souveränität sind durch dieses Abkommen fundamental bedroht. Die Gefahr einer Guillotineklausel, die das gesamte bilaterale Vertragswerk gefährdet, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Dies ist eine nicht hinnehmbare Aushöhlung unserer Demokratie und unserer nationalen Identität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit, insbesondere die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine gravierende Abweichung von der bundesverfassungsrechtlichen Vorgabe (Art. 121a BV) und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, welches faktisch als "Niederlassung C PLUS" unentziehbar ausgestaltet ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Dies widerspricht dem Grundprinzip der Eigenverantwortung und führt zu einer unerträglichen Belastung der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden.

Die angekündigte Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern

einschliesst, übersteigt bei weitem das Mass, das für ein Nicht-EU-Land angemessen wäre. Diese unkontrollierte Expansion des Familiennachzugs birgt das erhebliche Risiko eines massiven Anstiegs der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich als reine Illusion. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Anwendung finden wird. Die angedrohten EU-Strafmassnahmen im Falle einer dennoch erfolgten Anwendung lassen diese Klausel als Instrument der Erpressung denn als Schutzmechanismus erscheinen.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung gemäss der "Integrationsmethode" führt zu einer faktischen Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Souveräns. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden ohne Mitspracherecht übernommen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist als Placebo zu betrachten, die lediglich Indikatoren definiert, aber wirksame Massnahmen, wie einseitige Kontingente, ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und belastet nun die Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen. Die Unterstellung der zweiten Säule (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) unter EU-Regeln stellen eine direkte Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung und Finanzierung unseres Service public auf. Die Öffnung für die Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) neu eingeführt werden soll, bedroht die finanzielle Stabilität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Transportunternehmen. Ausländische Anbieter werden in der Lage sein, lediglich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen, eine Praxis, die als "Rosinenpickerei" bekannt ist. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und vergleichbare Unternehmen auf den unrentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben.

Des Weiteren ist die Sorge berechtigt, dass das EU-Beihilferecht, das durch dieses Abkommen zur Anwendung kommt, die Bewilligung und Ausgestaltung heutiger Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial in Frage stellen könnte. Dies könnte direkte Auswirkungen auf die Qualität und das Angebot des öffentlichen Verkehrs für die schweizerische Bevölkerung haben. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" erscheint als rechtlich nicht bindende Absicherung und bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts.

Die Einbindung in Strukturen wie das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) durch dynamische Rechtsübernahme deutet auf eine schleichende Verlagerung nationaler Steuerungs- und Regulierungs-kompetenzen hin zentrale EU-Institutionen hin. Die vorgesehene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis, welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Statt die optimalen Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Souveränität über unsere Verkehrspolitik und die Gewährleistung eines umfassenden Service public sind somit massiv gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union stellt eine bedenkliche Entwicklung dar, die fundamentale Prinzipien unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle untergräbt. Die Umwandlung bisher flexibler, vom Parlament zu kontrollierender Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist nicht akzeptabel. Dies bedeutet den Verlust eines wesentlichen politischen Druckmittels und der souveränen Entscheidungshoheit über die Verwendung von Steuergeldern. Es handelt sich hierbei de facto um eine Zwangsabgabe, deren Kontrollmechanismen ausgehöhlt werden.

Der initial kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als verhandelbarer Endbetrag verstanden werden. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die erhebliche Gefahr massiv steigender Forderungen. Die Schweiz würde damit einem automatischen Zahlungszwang unterliegen, ohne die Möglichkeit, solche diktierten Beträge abzulehnen. Dieses Vorgehen verwandelt die Schweiz in eine Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, während keine Garantie für verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz, insbesondere durch die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG, entzieht dem Parlament die Budgethoheit und reduziert es auf die reine Umsetzung von EU-Forderungen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der illegalen Arbeitsverhältnisse (BöB) signalisiert eine Normalisierung und Festschreibung dieser Abgaben.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung und die Unterstützung der zivilen Konfliktbearbeitung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist dabei besonders problematisch. Sie instrumentalisiert den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung zur Legitimation von Zahlungen, die primär wirtschaftlichen und politischen Interessen der EU dienen. Die Schweiz wird hierdurch zu einem finanzierenden Mitglied der EU, ohne die damit verbundenen Vorteile einer Mitgliedschaft zu erhalten. Dies widerspricht fundamentalen demokratischen und rechtsstaatlichen Prinzipien.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge im Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz geben Anlass zu erheblichen Bedenken. Es scheint, als würden die vorgeschlagenen Massnahmen lediglich kosmetische Anpassungen darstellen, die den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht wirksam kompensieren können. Vielmehr besteht die Gefahr einer flächendeckenden Erosion der Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten.

Anstatt den bewährten und über lange Zeit erfolgreich implementierten Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden wir Zeugen einer Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber offensichtlich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet missbräuchlichen Praktiken wie Lohndumping Tür und Tor, wovon primär ausländische Unternehmen profitieren dürften.

Besonders kritisch ist die Schwächung der Kontrollmechanismen zu sehen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Dies ist eine direkte Folge des EU-Drucks und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes.

Auch die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Sanktionen, ohne dass eine umfassende gerichtliche Überprüfung stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und die Prinzipien der Rechtssicherheit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unsere bewährte föderalistische Ordnung dar. Die systematische Unterwerfung unserer Wirtschaftsförderung unter ein starres EU-Kontrollregime untergräbt nicht nur die demokratische Legitimation staatlicher Förderungen, die bisher im Ermessen von Bund, Kantonen und Gemeinden lagen, sondern schwächt auch die Autonomie der Kantone massiv. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere dessen Art. 3, wird eine zentrale Beihilfekammer geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Instanz wird kantonale und kommunale Subventionsentscheide primär auf ihre Kompatibilität mit dem EU-Recht prüfen und damit die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöbeln.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Art. 82 Bst. bbis ist besonders stossend. Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Entscheidungen können sodann mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was die kantonalen Autonomie auf unzulässige Weise beschneidet. Gleiches gilt für die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG, welche die Zentralisierung der Rechtskontrolle weiter zementieren und das Prinzip der Gewaltenteilung im föderalistischen Sinne gefährden.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese «Superbehörde» wird das Kartellrecht überwachen und gleichzeitig als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Indiz für den Verlust nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz wird geopfert und ausschliesslich dem EU-Regime unterstellt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz in einem Bereich, der direkt die Bürger betrifft. Dieses Gesamtpaket untergräbt die Schweizer Rechts- und Wirtschaftsordnung und unsere föderalistischen Grundsätze in unannehmbarer Weise.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregelungen, einschliesslich derer, die im revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im revidierten Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verankert sind, birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Entscheidungen über das eigene Stromnetz künftig in Brüssel gefällt werden. Die Schweizerische Energie-Wirtschaftskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet und demokratisch legitimierte

Entscheidungen aus Brüssel zur Folge hat.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, wie die Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird und somit die lokale Energieproduktion benachteiligt wird.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das revidierte StromVG mit Art. 8b ff. schafft eine unzureichende Energiereserve, während Art. 10, 18 und 19 StromVG die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling untergraben.

Die Änderungen im EnG, insbesondere Art. 15 neu, benachteiligen dezentrale Produzenten durch geänderte Vergütungsregeln und eine massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW. Dies schwächt die wirtschaftliche Grundlage kleinerer, lokaler Produzenten und widerspricht der Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen und fossilen Energieträgern verstärkt.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur, unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung und zerstört ihre föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Dieses hochriskante Experiment gefährdet die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung und setzt die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes aus, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger auf. Eine kritische Würdigung der vorgeschlagenen Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, offenbart erhebliche Risiken für unsere Rechtsordnung und unsere wirtschaftliche Handlungsfreiheit.

Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die zugrundeliegenden Verhandlungspositionen die verfassungsrechtlichen Vorgaben der Schweiz, namentlich die Prinzipien der direkten Demokratie und die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen gemäss Artikel 3 und 4 der Bundesverfassung, hinreichend berücksichtigen. Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit effektiver Mitsprache durch das schweizerische Parlament und Volk untergräbt fundamental die demokratischen Prozesse, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, selbst wenn diese inhaltlich undurchsichtig bleibt, stellt eine unzulässige Einschränkung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz dar.

Besondere Bedenken bestehen hinsichtlich der Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke. Die vorgesehene Personenfreizügigkeit, wie sie in Artikel 12 des Abkommens über die Freizügigkeit (AFZ) geregelt wird, birgt das Risiko einer unkontrollierten Zuwanderung und eines erhöhten Lohndrucks, der insbesondere für weniger qualifizierte Arbeitnehmer gravierende Folgen haben könnte. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Abfederung dieser Effekte erscheinen

unzureichend und lassen eine effektive Kontrolle der Zuwanderungsströme vermissen.

Die Übertragung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) durch die Schaffung einer direkten Anwendbarkeit und die Verpflichtung zur Übernahme seiner Urteile in die schweizerische Rechtsordnung, wie sie aus der Interpretation der relevanten Abkommen hervorgeht, stellt einen direkten Angriff auf die Souveränität unserer Gerichte dar. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die oberste Gerichtsinstanz in der Schweiz die Bundesgerichte sind und die Anwendung des schweizerischen Rechts gewährleistet werden muss. Die Gefahr, dass schweizerische Gesetze oder Verordnungen vom EuGH für unvereinbar erklärt und somit de facto ungültig werden, ist eine reale und inakzeptable Bedrohung. Artikel 124 des Schweizerischen Obligationenrechts, der die Grundsätze des vertraglichen Rechts regelt, könnte durch eine solche externe Rechtsfortbildung erheblich tangiert werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität bedeuten und erhebliche Nachteile für unsere Bevölkerung und unsere Wirtschaft mit sich bringen. Eine kritische und ablehnende Haltung gegenüber diesen Vorschlägen ist daher unumgänglich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist äusserst fragwürdig, ob die angestrebte Annäherung mit der Europäischen Union tatsächlich im besten Interesse unseres Landes ist, insbesondere wenn man die potenziellen Auswirkungen auf unsere Gesetzgebung und die Autonomie des Bundes und der Kantone betrachtet.

Eine zentrale Sorge betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht ohne wirkliche Mitgestaltungsmöglichkeit seitens der Schweiz. Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft. Die vorgeschlagenen Abkommen könnten dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, EU-Richtlinien und Verordnungen zu übernehmen, die nicht mit unseren eigenen verfassungsrechtlichen Grundsätzen und den spezifischen Bedürfnissen unserer Bevölkerung vereinbar sind. Dies würde die im Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankerten Grundsätze des föderalen Systems und der Gewaltenteilung untergraben. Insbesondere Artikel 3 und 4 des Bundesgesetzes über die direkte Demokratie (SR 161.1) könnten betroffen sein, da die Möglichkeit für das Volk und die Kantone, sich über wichtige politische Entscheidungen zu äussern, durch eine faktische Bindung an EU-Recht erheblich eingeschränkt würde.

Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Europäische Gerichtshofsbarkeit (EuGH) eine immer grössere Rolle in der Auslegung und Anwendung von Schweizer Recht spielen könnte. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die letztendliche Hoheit des Schweizerischen Bundesgerichtes gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung in Frage stellen. Eine solche Entwicklung widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, der in der Schweizer Verfassung als Eckpfeiler unseres Rechtssystems verankert ist.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die finanziellen und administrativen Belastungen, die mit einer tieferen Integration in die EU einhergehen würden, durch die angeblichen Vorteile gerechtfertigt werden können. Die bisherigen Erfahrungen mit bilateralen Abkommen zeigen, dass die Schweiz oft erheblichen Verpflichtungen nachkommt, ohne dass die Gegenseite in gleicher Weise Kompromisse eingeht. Die vorgeschlagene "Stabilisierung" könnte somit eine schleichende Erosion unserer Eigenständigkeit bedeuten, die uns letztlich mehr schadet als nützt. Anstatt einer unkritischen Annäherung sollte die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre spezifischen Interessen konsequent wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marc Marzoll (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Marc Marzoll · 0796052274 · marc.marzoll@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit. Eine Vertiefung der Anlehnung an die EU, wie sie durch die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitgestaltungsmöglichkeit impliziert wird, widerspricht dem Geist des Völkerrechts und der schweizerischen Bundesverfassung. Insbesondere Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Prinzipien der Verhältnismässigkeit und der Rechtsstaatlichkeit verankert, könnte durch eine unreflektierte Übernahme von EU-Regulierungen verletzt werden. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der Unabhängigkeit und der Fähigkeit, eigene Rechtsnormen im Sinne des schweizerischen Interesses zu gestalten, ist gross. Die Auswirkungen auf die demokratischen Prozesse und die direkte Mitsprache des Volkes, welche die Schweiz auszeichnen, sind besorgniserregend.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Angleichung der schweizerischen Gesetzgebung an das EU-Recht wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Richtlinien ohne Möglichkeit zur Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und dem Subsidiaritätsprinzip, wie es in Artikel 123 der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in potenziellen Abkommen vorgesehen wäre, untergräbt die Rolle des Schweizer Parlaments als oberste Gesetzgebungsorgan. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 169 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Interessen der Schweiz durch die Bundesversammlung vorsieht. Die damit einhergehende Erosion unserer nationalen Rechtsordnung ist inakzeptabel.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine gefährliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv in Gefahr, was zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland" führt. Die guillotinengleiche Verknüpfung mit allen bilateralen Verträgen ist eine inakzeptable Erpressung, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert.

Die spürbare Einschränkung der Souveränität durch EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in

Schweizer Betrieben ist unerträglich. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören, da selbst kleinste Betriebe von komplexen EU-Vorschriften betroffen wären. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift die Schweizer Qualität fundamental an und führt zu erstickender Bürokratie. Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe von bewährten, strengeren nationalen Vorschriften zugunsten von EU-Standards, was einen Rückschritt darstellt.

Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) umgehen das Parlament und gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Selbst der Waldschutz wird durch die Unterstellung unter EU-Mechanismen (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) beeinträchtigt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu) ist fahrlässig und gefährdet die nationale Sicherheit. Dieser gesamte Komplex untergräbt unsere Souveränität und unsere Werte.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der Kohäsionszahlungen von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht gemäss dem neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt einen gravierenden Eingriff in die schweizerische Souveränität dar. Insbesondere die Verankerung im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB sowie die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung, das die Kohäsionszahlungen mit dem "guten Namen" der Friedensförderung verknüpft, sind kritisch zu hinterfragen. Dies zementiert eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung, die das Budgetrecht des Parlaments aushöhlt und die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird zwangsläufig zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die anfangs kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr erscheinen somit als Lockvogelangebot, das die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen opfert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a schwächt die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse, die die Flexibilität von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für die "Rosinenpickerei" auf profitablen Strecken. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die auf den unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien den Grundversorgungsauftrag erfüllen müssen.

Darüber hinaus beschränkt die Pflicht zur Beachtung von EU-Recht bei Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Die vermeintlichen Absicherungen durch die "Gemeinsame Erklärung" sind rechtlich nicht bindend und bieten keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Regulierungen. Die Schweiz gibt schleichend die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, was die Souveränität gefährdet und zu suboptimalen Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Überarbeitung des staatlichen Beihilfenrechts stellt eine inakzeptable Schwächung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis politisch legitimierter Förderungen wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und führt dazu, dass deren Entscheidungen von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigt werden müssen, was eine direkte Aushöhlung des Föderalismus darstellt. Kritische Sektoren wie Energie und Verkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, gestützt auf das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und angepasst im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2), sowie die Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) schaffen eine "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" fungiert und primär EU-Interessen durchsetzt, nicht Schweizer. Dies führt zu einer Zentralisierung der Rechtskontrolle und degradiert die Kantone zu Bittstellern, deren souveräne Entscheide nicht mehr primär nationalen Interessen dienen. Die Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz ist ein eklatanter Verlust nationaler Kontrollkompetenz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die diametral zu Art. 121a BV und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung steht. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Niederlassungsrechts C PLUS' nach nur 5 Jahren, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke erheblich, da die Kosten zulasten der Schweizer Steuerzahler gehen.

Der Familiennachzug wird auf eine beispiellose Weise ausgeweitet, was einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten zur Folge hat. Die angebliche 'Schutzklausel' ist ein reines Placebo, dessen Anwendungs-Hürden astronomisch hoch sind und deren Nutzung die EU mit Sanktionen androht. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung entmündigt unser Parlament und Volk bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität, die durch Anpassungen im AIG, wie die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementiert wird. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert und ihre Kostenlast auf die einheimische Bevölkerung abgewälzt.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Akteur ohne Stimmrecht, der jedoch für die Kosten aufkommen muss. Die ElCom verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer rein exekutiven Stelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet. Die Wasserkraft, unser wichtigstes Energie Rückgrat, ist durch EU-Beihilfenregeln bedroht, was die Wasserzinsen für Bergkantone gefährden könnte. Föderale Strukturen und Gemeindekraftwerke werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, da strategische Reserven eingeschränkt werden und unklare Verantwortlichkeiten entstehen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende

Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregelungen benachteiligen dezentrale Produzenten massiv. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen untergraben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse lassen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit dem Schweizerischen Recht und unseren nationalen Interessen aufkommen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität, wie sie durch Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) garantiert wird, sind alarmierend. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in neuer oder sich entwickelnder Form könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtssetzerischen Autonomie führen, ohne dass eine angemessene demokratische Kontrolle gewährleistet ist. Die Unklarheit bezüglich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und dessen verbindlicher Auslegung schweizerischer Gesetze verstösst fundamental gegen die Prinzipien der Gewaltenteilung und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) zum Ausdruck kommen, wo die richterliche Unabhängigkeit betont wird. Die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Rechtsprechung und die Anwendung von nationalem Recht erscheinen gravierend und bedürfen einer gründlichen Überprüfung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtumsetzung des Pakets Schweiz-EU gibt zu erheblichen Bedenken Anlass. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie sich aus Artikel 5 des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (APF) implizit ergibt, untergräbt die Souveränität der Schweiz. Insbesondere die vorgesehene Übernahme neuer Richtlinien im Bereich der Binnenmarktgesetze birgt die Gefahr einer schleichenden Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies stünde im Widerspruch zum Geist der bilateralen Abkommen, welche die Unabhängigkeit der Schweizerischen Rechtsordnung wahren sollen. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und andere nationale Gesetze könnten durch eine solche Dynamik unweigerlich unter Druck geraten. Die mangelnde Flexibilität und die drohende Überfremdung des Rechtsbestandes sind nicht tragbar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Fankhauser Andreas (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Fankhauser Andreas · 0774071710

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Umsetzung im Inland erscheint unter kritischer Betrachtung als äusserst problematisch und nicht im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und der verfassungsrechtlichen Garantien. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die hier zur Debatte stehenden Massnahmen tatsächlich eine Verbesserung darstellen oder vielmehr eine schleichende Aushöhlung schweizerischer Souveränität und Rechtshoheit implizieren.

Zunächst ist die generelle Aussage zur "inländischen Umsetzung" erschreckend vage. Ohne konkrete Darlegung der Mechanismen und der daraus resultierenden rechtlichen Konsequenzen für die schweizerische Gesetzgebung und die Anwendung des Rechts durch unsere Gerichte, kann lediglich eine tiefgreifende Skepsis geäussert werden. Die Gefahr einer faktischen Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass dies im Rahmen der bilateralen Abkommen oder gar einer institutionellen Einbettung explizit vorgesehen ist, erscheint real. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV), welcher verlangt, dass der Bundesrat die Interessen der Schweiz gegenüber dem Ausland wahrzunehmen hat. Eine Umsetzung, die primär den Interessen anderer Akteure dient, widerspricht diesem Auftrag.

Insbesondere muss auf die Integrität unseres Rechtssystems geachtet werden. Die schweizerische Rechtsordnung fusst auf den Prinzipien der Volkssouveränität, der Gewaltenteilung und der Rechtssicherheit. Die ungeprüfte oder nur oberflächlich geprüfte Übernahme von Rechtsnormen, die ihren Ursprung in einem anderen Rechtskreis haben, birgt erhebliche Risiken. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) ist das schweizerische Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt. Eine Umsetzung, die zu einer mittelbaren oder unmittelbaren Einflussnahme durch die Europäische Union auf die Gestaltung unseres Rechts führt, ohne dass dies durch das Volk legitimiert wurde, tangiert diesen Grundsatz empfindlich. Artikel 174 Absatz 1 BV sieht vor, dass die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an die Bundesgesetze gebunden sind. Wenn die "inländische Umsetzung" dazu führt, dass Richter und Verwaltungsbehörden vermehrt EU-Recht anwenden müssen, welches nicht explizit durch das Schweizer Parlament verabschiedet wurde, wird die Bindung an die Bundesgesetze in Frage gestellt. Es entsteht ein Spannungsfeld, in dem potenziell EU-Recht Vorrang vor nationalem Recht erlangen könnte, was eine fundamentale Abweichung vom Prinzip der nationalen Souveränität darstellen würde.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit bedenklich. Wenn die schweizerischen Gesetze durch die Übernahme von EU-Normen komplexer, intransparenter und potenziell widersprüchlich werden, leidet die Rechtssicherheit für Bürgerinnen und Bürger sowie für Unternehmen. Es ist nicht ersichtlich, wie die "inländische Umsetzung" sicherstellen soll, dass das Prinzip der kohärenten und klaren Rechtsanwendung gewahrt bleibt. Artikel 9 der Bundesverfassung (BV) garantiert das Vertrauen auf rechtsmässiges Handeln des Staates. Eine mangelnde Transparenz und die potenzielle Rechtsunsicherheit durch die Umsetzung von externem Recht könnten diesem Vertrauen entgegenstehen.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die verfassungsrechtliche Kompetenzverteilung. Die Gesetzgebungskompetenz liegt primär beim Bund. Wenn die "inländische Umsetzung" dazu führt, dass die EU indirekt oder direkt Einfluss auf diese Gesetzgebungskompetenzen nimmt, wird die föderale Ordnung der Schweiz beeinträchtigt. Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) regelt die Kantone und ihre Aufgaben. Eine zentrale Vorgabe aus Brüssel, die dann in nationale Regelungen umgesetzt werden muss, könnte die Autonomie der Kantone und ihre Gesetzgebungskompetenzen in den ihnen zugewiesenen Bereichen erheblich einschränken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene "allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung" im vorliegenden Kontext zu wenig Konkretisierung aufweist und erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität, der Integrität unseres Rechtssystems, der Rechtssicherheit und der verfassungsrechtlichen Kompetenzverteilung hervorruft. Es bedarf einer präzisen Darlegung der konkreten Massnahmen und ihrer juristischen Auswirkungen, um eine fundierte Beurteilung vornehmen zu können. Solange dies nicht der Fall ist, muss die vorgeschlagene Umsetzung als höchst fragwürdig und potentiell schädlich für die Schweiz betrachtet werden. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Doch die Frage ist, welches Völkerrecht hier gemeint ist und in welchem Umfang es in unser nationales Recht transformiert werden soll, ohne eine klare demokratische Legitimation durch unser Parlament oder gar unser Volk. Die Gefahr, dass hier eine schrittweise Erosion der Souveränität stattfindet, ist bei einer derart vagen Formulierung nicht von der Hand zu weisen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamental infragewürdige Aufgabe nationaler Souveränität und eine inakzeptable Unterwanderung unseres föderalistischen Systems dar. Die jetzige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden und somit eine direkte demokratische Legitimation erfahren, soll abgeschafft werden. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches Kontrollregime der Europäischen Union. Dies betrifft essenzielle Bereiche der Schweizer Wirtschaftsförderung, wie den Regionalverkehr, die Unterstützung kantonaler Banken, kulturelle Institutionen oder lokale KMU. Diese bisher bewährten, politisch und gesellschaftlich verankerten Förderinstrumente werden zukünftig einer zentralisierten und von aussen gesteuerten Überprüfung unterworfen.

Die Souveränität der Kantone, ein Eckpfeiler unserer föderalistischen Verfassungsordnung, wird durch die geplanten Massnahmen massiv untergraben. Anstatt autonom über die Ausgestaltung der lokalen und regionalen Wirtschaftsförderung entscheiden zu können, unterliegen ihre Beschlüsse fortan der Genehmigung einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern. Dies ist ein direkter Angriff auf die kantonale Autonomie und die dezentrale Entscheidungsfindung, die seit jeher den Erfolg und die Akzeptanz der Schweizer Politik ausmacht. Die Kantone werden zu Bittstellern herabgestuft, die ihre legitimen und an die lokalen Gegebenheiten angepassten Förderentscheidungen von einer übergeordneten Instanz absegnen lassen müssen.

Mit der Unterwerfung unter die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Die Verpflichtung zur Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in denen zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie der Schweiz und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Gefahr, dass nationalen Bedürfnissen und strategischen Überlegungen Vorrang vor den Vorgaben der EU eingeräumt wird, ist hoch.

Die Schaffung der sogenannten "Beihilfekammer" innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG stellt die Einrichtung einer "Superbehörde" dar, die faktisch als "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische

Kontrolle über diese mächtige und weitreichende Instanz ist äusserst ungenügend. Die Verankerung dieser neuen Beihilfekammer in der WEKO, die bereits über erhebliche Kompetenzen verfügt, schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht mit weitreichenden Konsequenzen für die Schweizer Wirtschaft und die kantonale Autonomie durchsetzen wird.

Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Kartellgesetzes (KG) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) führen zu einer tiefgreifenden Zentralisierung der Rechtskontrolle und einer Abkehr von unserem föderalistischen Prinzip. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der neuen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität überprüft und gegebenenfalls gekippt werden. Der neu geschaffene Art. 82 Bst. bbis BGG räumt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse ein. Dies erlaubt die Überprüfung von Subventionsentscheiden mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten darstellt. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ermöglicht es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität weiter auszuhebeln.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres alarmierendes Indiz für den Verlust nationaler Souveränität in strategisch wichtigen Bereichen. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr wird geopfert. Fortan werden ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts gelten, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein besonders stossender Akt, der den Konsumentenschutz und die Transparenz massiv schwächt. Während die neue Behörde über Entscheide wacht, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dieses Vorgehen dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Konsumenten zu verschleiern.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine gravierende Abkehr von den Prinzipien der nationalen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Legitimation darstellen. Die Schweiz riskiert, ihre wirtschaftspolitische Gestaltungsfreiheit einzubüssen und sich einer zentralisierten, von aussen gesteuerten Bürokratie zu unterwerfen, deren Prioritäten nicht immer den nationalen Interessen entsprechen müssen. Die bewährte Praxis der eigenverantwortlichen und demokratisch legitimierten Subventionsvergabe wird durch ein technokratisches EU-Regime ersetzt, das die föderalistischen Strukturen und die kantonale Autonomie auf unannehmbare Weise untergräbt. Wir lehnen diese Pläne entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Zur Vernehmlassung über die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Lohnschutzes muss entschieden Stellung bezogen werden. Die vorliegenden Vorschläge stellen keine Verbesserung, sondern eine Schwächung des gut etablierten und wirksamen Schweizer Lohnschutzes dar. Statt die nationalen Schutzmechanismen zu stärken, drohen diese durch eine angleichung an EU-Standards aufgeweicht zu werden. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen, und begünstigt damit ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die angekündigten Massnahmen zur Lohnsicherung erscheinen oberflächlich und kosmetisch. Sie vermögen den immensen Lohndruck, der aus der ungezügelten Ausdehnung der Personenfreizügigkeit resultiert, in keiner Weise zu kompensieren. Die vorliegenden Regelungen sind

nicht geeignet, die negativen Auswirkungen auf die Lohnstrukturen in der Schweiz abzufedern. Es ist besorgniserregend, dass bestehende, bewährte schweizerische Regelungen durch bürokratischere und weniger wirksame EU-konforme Mechanismen ersetzt werden sollen. Diese Entwicklung dient primär den Interessen von Akteuren, die durch Lohndumping Wettbewerbsvorteile erlangen wollen.

Die vorgeschlagenen Änderungen schwächen die Kontrollmechanismen erheblich. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu konzipierten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrolltätigkeit und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Effektivität des Lohnschutzes wird dadurch massiv beeinträchtigt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Dieser Schutz ist eine Folge von EU-Diktaten und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Anstatt das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen, führt diese Massnahme zu einer unnötigen Komplexität und Lammung der betrieblichen Bewegungsfreiheit.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies stellt eine gefährliche Kettenreaktion dar, die über den ursprünglichen Zweck hinausgeht und die Souveränität der Schweiz weiter einschränkt.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies gefährdet die Grundlage unserer Arbeitsmarktordnung.

Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung fundamental, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies ist ein inakzeptabler Eingriff in die nationale Rechtsgestaltung und die unabhängige Justiz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche Erosion des Schweizer Lohnschutzes und eine unverhältnismässige Einschränkung unserer Souveränität bedeuten. Sie sind nicht geeignet, die negativen Folgen der Personenfreizügigkeit abzufedern, sondern verschärfen die Probleme und begünstigen Lohndumping. Wir lehnen diese Vorschläge in ihrer vorliegenden Form entschieden ab. Es bedarf stattdessen einer Stärkung der bestehenden schweizerischen Schutzmechanismen und einer konsequenten Wahrung unserer nationalen Interessen.

Landverkehr

Betreff: Stellungnahme zum Bereich Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union, werfen gravierende Bedenken auf, die eine kritische Prüfung der damit verbundenen Souveränitätsverluste und der Gefährdung unseres etablierten Service public erfordern.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die drohende Aushöhlung des Service public im Schweizer Schienenverkehr. Unser Service public, ein Erfolgsmodell, das auf Jahrzehnten bewährter Praxis und lokaler Anpassung beruht, sieht sich durch die unkritische Übernahme von EU-Beihilferecht existenziellen Risiken ausgesetzt. Es ist zu befürchten, dass etablierte und für die Aufrechterhaltung des Angebots essenzielle Subventionen, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die dringend notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials, nach EU-Recht als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde nicht nur die finanzielle Grundlage unseres öffentlichen Verkehrs schwächen, sondern unmittelbar die Qualität und den Umfang der Dienstleistungen beeinträchtigen, die unseren Bürgerinnen und Bürgern zustehen.

Die Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr, wie sie durch die Einführung des neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) vorangetrieben wird, stellt eine unmittelbare Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen dar. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, wie dem Beispiel von Flixtrain zeigt, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen ist als reine "Rosinenpickerei" zu bezeichnen. Während diese Unternehmen sich die ertragreichsten Verbindungen herauspicken, bleiben die SBB und andere akquirierte Transportunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen. Diese finanzielle Schieflage untergräbt die tragfähige Basis des Service public und gefährdet die flächendeckende Mobilität im ganzen Land.

Die vom Bundesrat als schützende Massnahme dargestellte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen und unausweichlichen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Diese "Erklärung" fungiert lediglich als Beruhigungspille, die die tieferliegende und langfristige Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz verliert schrittweise die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert, dass künftige Regulierungen der EU, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zwangsweise übernommen werden müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale Stellen der Europäischen Union verlagern und somit die Handlungsfähigkeit unseres Landes massiv einschränken.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere im neuen Art. 32a Abs. 1bis, sind ebenfalls äusserst problematisch. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen von Verkehrsleistungen zwingend EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen primär nach den besten und auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass suboptimal gestaltete und letztlich teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler resultieren, da die Berücksichtigung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert wird.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere durch die Einführung der Kabotage und die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, eine direkte Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Sie untergraben die finanzielle Stabilität der SBB und anderer Transportunternehmen, die für die Grundversorgung im ganzen Land verantwortlich sind. Die Souveränität unseres Landes bei der Gestaltung seines öffentlichen Verkehrsnetzes wird spürbar eingeschränkt. Die rechtliche Absicherung

durch die "Gemeinsame Erklärung" ist zweifelhaft und bietet keinen nachhaltigen Schutz. Es ist daher dringend geboten, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unseren Service public und unsere nationale Souveränität eingehend zu prüfen und die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung kompromisslos zu verteidigen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich kritisch und mit tiefgreifenden Bedenken zu den vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung im Rahmen der angestrebten EU-Abkommen. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität, eine massive und unkontrollierte Ausweitung der Zuwanderung sowie eine erhebliche Belastung unserer Sozialwerke und unseres Bildungssystems dar.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und missachtet den klaren Willen des Schweizer Volkes. Die automatische Anwendung neuer EU-Rechtsnormen über die sogenannte "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und Volk jede Einflussmöglichkeit auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie und bedeutet eine faktische Unterwerfung unter die Gesetzgebung der Europäischen Union.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" für EU-Bürger, das bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre gewährt wird. Diese als "Niederlassung C PLUS" zu bezeichnende Rechtsstellung ist praktisch unentziehbar und bleibt auch bei Vorliegen von strafrechtlicher Verurteilung oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bestehen. Diese Regelung untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke erheblich, da sie den Anreiz zur Integration und zum wirtschaftlichen Eigenleistungsvermögen schwächt. Die Kosten für diese Entwicklung werden zwangsläufig von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies stellt eine ungerechtfertigte Belastung für unser Sozialwerk dar, während die Schweiz ihre eigenen Bürger nicht in gleicher Weise und mit vergleichbaren Garantien absichert. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen Kosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" im Bereich der Zuwanderung, insbesondere in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), entpuppt sich als reines Feigenblatt. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum zur Anwendung kommen wird. Vielmehr droht bei einem Versuch, diese Klausel zu aktivieren, eine umgehende Reaktion der EU in Form von Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die die Schweiz ihrer Handlungsfähigkeit beraubt. Die vorgeschlagenen Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit von der Sozialhilfe praktisch unmöglich. Dies steht im direkten Widerspruch zum Verfassungsauftrag aus Artikel 121a BV und stellt eine bewusste Missachtung unserer Souveränität dar.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" gemäss Artikel 24a ist lediglich eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Anstatt die Zuwanderung effektiv zu steuern, wird lediglich deren Bewältigung auf bürokratischer Ebene organisiert, ohne die eigentliche Problematik der Kostenbelastung unserer Sozialwerke zu lösen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz

2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belegt die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, welche letztlich der Schweizer Steuerzahler tragen muss.

Die Unterstellung der zweiten Säule der beruflichen Vorsorge unter die Koordinationsregeln der EU durch die Änderung des Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG), insbesondere durch die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, stellt eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im besten Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Dienstleistungserbringung ausländischer Berufsangehöriger (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards, entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und stellt insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert, was einer gefährlichen Deregulierung im Namen der EU-Anbindung gleichkommt.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung eine kapitulative Politik gegenüber der Europäischen Union darstellen. Sie gefährden unsere Souveränität, überlasten unsere Sozialwerke, untergraben unsere Bildungssysteme und führen zu einer unkontrollierten Zuwanderung. Wir fordern daher nachdrücklich die Ablehnung dieser gefährlichen Vorlagen, welche die Grundfesten unseres Wohlstands und unserer Rechtsordnung bedrohen.

Finanzieller Beitrag

Der vorliegende Entwurf begrüsst die Möglichkeit zur Stellungnahme zum Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen der bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union. Es ist jedoch unabdingbar, die vorgeschlagenen Regelungen kritisch und mit aller gebotenen Skepsis zu prüfen, insbesondere hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf die finanzielle Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz.

Die geplante Umwandlung der bisherigen Kohäsionszahlungen von einer freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Gemäss dem Grundsatz der Haushaltsautonomie, wie sie auch in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist, obliegt es dem Parlament, über die Verwendung der Steuergelder zu entscheiden. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) würde diesen Prozess pervertieren. Artikel 1 des KoBG verankert die Kohäsionszahlungen als permanenten, rechtlich bindenden Anspruch der EU. Dies entzieht dem Parlament die Möglichkeit, jeden einzelnen Beitrag souverän zu prüfen und zu genehmigen. Stattdessen würde das Parlament lediglich dazu gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen. Dies ist faktisch nichts anderes als die Einführung einer Zwangsabgabe, welche die Handlungsfreiheit der Schweiz erheblich einschränkt.

Der im Vertrag initial veranschlagte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts

der langfristigen Verpflichtungen und des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein reines Lockvogelangebot. Die Erfahrung zeigt, dass solche Mechanismen, einmal implementiert, unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz würde sich damit in eine Position begeben, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, solche Forderungen abzulehnen. Die EU könnte dann einseitig diktieren, welche Beträge zu zahlen sind, und die Schweiz wäre rechtlich verpflichtet, diese zu begleichen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Verhandlungsgleichheit und der partnerschaftlichen Zusammenarbeit.

Die Schweiz würde faktisch zu einer Nettozahlerin degradiert, die erhebliche finanzielle Mittel an die EU abführt, ohne im Gegenzug einen garantierten und substanziellen Marktzugang oder eine effektive Beseitigung bestehender Handelshindernisse zu erhalten. Die versprochenen Vorteile bleiben vage, während die Kosten konkret und verbindlich werden. Diese Entwicklung läuft auf eine institutionelle Anbindung hinaus, die primär die schweizerische Souveränität belastet, ohne greifbare und gleichwertige Gegenleistungen zu bieten. Die Schweiz bezahlt für eine Nähe zur EU, die letztlich ihre Unabhängigkeit schmälert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziffer 1, Buchstabe d des Bundesgesetzes über die europäischen Bestimmungen (BöB) ist weit mehr als eine reine formale oder technische Massnahme. Sie bedeutet die tiefe Verankerung der Kohäsionszahlungen in der schweizerischen Rechtsordnung. Dies signalisiert, dass diese Zahlungen an die EU als einen normalen, dauerhaften und unverzichtbaren Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Diese Verankerung macht es zukünftigen Parlamenten erheblich schwerer, diese Verpflichtungen kritisch zu hinterfragen oder zu ändern.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2, Buchstabe b ist aus Sicht der schweizerischen Interessen höchst bedenklich und irreführend. Der hehre und allgemein anerkannte Zweck der Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Abkommen mit der EU zu legitimieren. Es entsteht der Eindruck, dass diese Zahlungen als eine Art Entwicklungshilfe oder Beitrag zur Stabilität in Europa betrachtet werden, während es sich de facto um eine Verpflichtung handelt, die primär den wirtschaftlichen Interessen der EU dient und die schweizerische Autonomie schwächt. Diese Vermischung von legitimen Friedensbemühungen mit der Erfüllung von Zahlungsansprüchen der EU ist strategisch unklug und untergräbt die Glaubwürdigkeit der schweizerischen Friedensförderung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen hinsichtlich der finanziellen Beiträge eine erhebliche Verschlechterung der Position der Schweiz darstellen. Sie schwächen die Souveränität, schränken die parlamentarische Entscheidungsfreiheit ein und schaffen eine dauerhafte finanzielle Abhängigkeit von der EU, ohne klare und garantierte Gegenleistungen. Die Schweiz riskiert, zu einer Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht zu werden, deren Gelder zweckentfremdet und deren demokratische Prozesse ausgehebelt werden. Es ist daher dringend geboten, diese Regelungen im Lichte der nationalen Interessen und der verfassungsrechtlichen Grundsätze neu zu bewerten und gegebenenfalls abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsrecht und im Energiegesetz stellen einen fundamentalen Bruch mit den Grundsätzen der nationalen Souveränität und der bedarfsgerechten Energieversorgung dar. Sie führen zu einer schleichenden Entreissung der Entscheidungsgewalt über unsere lebenswichtige Strominfrastruktur und zwingen die Schweiz in ein Regelwerk, das primär den Interessen der Europäischen Union dient, nicht aber den unseren.

Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem passiven, nicht stimmberechtigten Teilnehmer degradiert, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Dies bedeutet faktisch die Aufgabe der Energiesouveränität. Zukünftige Entscheidungen über unser Stromnetz, das Rückgrat unserer Versorgungssicherheit, werden in Brüssel getroffen, während die Schweiz auf die Rolle eines Ausführenden reduziert wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies

widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip, da die ElCom undemokratisch legitimierte Regulierungen aus Brüssel umsetzen muss, ohne direkten Einfluss auf deren Entstehung nehmen zu können. Das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung ist damit besiegelt.

Die für die Schweiz existenziell wichtige Wasserkraft steht durch die EU-Beihilfenregeln unter erheblichem Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung lokaler Infrastruktur leistet, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft zu werden. Dies hätte gravierende wirtschaftliche Folgen für die betroffenen Kantone und würde die regionale Wertschöpfung schwächen.

Die vorgeschlagenen Änderungen untergraben zudem unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung. Das Rückgrat vieler lokaler Energieversorger, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, wird durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für dezentrale, oft erneuerbare Energiequellen wird ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Dies widerspricht der Logik einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, ein Ansatz, der sich in der Vergangenheit mehrfach als unzureichend erwiesen hat. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die Verantwortung für die Sicherstellung der Stromversorgung, ein Kernanliegen jedes souveränen Staates, wird aufgeweicht. Weder der Markt noch die EU übernehmen eine klare und durchsetzbare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen im Falle von Engpässen oder Krisen katastrophal sein können.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für die Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt offensichtlich nicht zu decken vermag, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Dies verschärft die finanzielle Belastung der Bevölkerung und der Wirtschaft.

Die im StromVG angestrebte vollständige Marktliberalisierung führt gemäss Art. 4a ff. zu erheblicher Preisvolatilität. Die geplante, unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. birgt erhebliche Gefahren für die Versorgungssicherheit. Das verschärfte Unbundling gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG untergräbt die bewährten föderalen Strukturen und die effiziente lokale Energieversorgung.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Anpassungen der Vergütungsregeln, insbesondere in Art. 15 neu EnG, untergraben die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur angestrebten Energiewende und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz noch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen.

Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind offensichtliche Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein nicht hinnehmbarer Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweizer Energiesouveränität aufgeben, die Versorgungssicherheit gefährden, die föderalen Strukturen schwächen und zu höheren Strompreisen führen werden. Es handelt sich um eine schleichende Entreissung nationaler Kompetenzen und um die Unterordnung unter eine externe Regulierung, die nicht im Interesse der Schweiz ist. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Unsere Stellungnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit, wie sie im Rahmen des vorliegenden Vernehmlassungsdossiers zur Debatte steht, fällt äusserst kritisch aus. Wir sehen hierin kein sinnvolles Projekt zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern vielmehr eine schleichende und umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das komplexe und oft auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Regelwerk, namentlich die Strategie "Vom Hof auf den Tisch". Diese angebliche Harmonisierung stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, für die Eigenständigkeit und Zukunftsfähigkeit unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie für die Wahlfreiheit unserer Konsumentinnen und Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Markenzeichen, das wir uns über Jahrzehnte erarbeitet haben und das unsere Produkte von anderen abhebt, gerät massiv in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere und weniger restriktive EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das geschätzte und global anerkannte Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produktion nach denselben, weniger strengen Kriterien erfolgen muss wie in der Europäischen Union. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt die Position der Schweiz auf dem Weltmarkt.

Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Diese konstruierte Abhängigkeit stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Kündigung dieses offensichtlich schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was die Schweiz in eine politisch unhaltbare Abhängigkeit manövriert.

Des Weiteren ist die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein beispielloser und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit de facto zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Eigenverantwortung und die nationalen Kontrollmechanismen untergräbt.

Eine befürchtete, beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Lebensmittelproduzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem traditionellen Schwingfest müssten die komplexen und auf die Schweizer Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen zu zerstören und wirtschaftliche Existenzen zu vernichten.

Unser seit langem bestehendes und demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können.

Der klare Volkswille in dieser sensiblen Frage wird hier missachtet und unterlaufen.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt unserer Auffassung nach einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an unseren hohen Standards führt.

Auch im Bereich des Tierschutzes sind tiefgreifende Bedenken angebracht. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die bereits erwähnte Totalrevision des LMG ist das Kernstück der angestrebten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird in seiner Kontrollfunktion umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine bedenkliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Selbst im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird die Souveränität beschnitten. Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ein weiterer Akt der Souveränitätsaufgabe. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung ab. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Vernehmlassungsdossier kein Interesse an einer echten Verbesserung der Lebensmittelsicherheit verfolgt, sondern eine umfassende politische und wirtschaftliche Unterwerfung der Schweiz unter die Europäische Union darstellt. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern eine Beibehaltung und Stärkung unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und der Eigenständigkeit unserer Lebensmittelwirtschaft.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgelegte Eingabe zur "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Die blosse Idee einer "Stabilisierung"

suggeriert eine einseitige Abhängigkeit und eine Verengung des Handlungsspielraums der Schweiz, anstatt einer echten Partnerschaft auf Augenhöhe. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die wirtschaftliche Eigenständigkeit genauestens zu beleuchten.

Ein zentraler Punkt der Sorge ist die potentielle Erosion der schweizerischen Rechtsordnung. Die Übernahme von EU-Recht, auch in selektiver Form, wie sie bei einer "Stabilisierung" unausweichlich wäre, widerspricht dem Grundsatz der Souveränität, wie er in Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert ist, der besagt, dass die Gerichte das Recht anzuwenden haben, das im Gesetze steht. Eine faktische Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass das schweizerische Recht zunehmend durch externe Instanzen und Entwicklungen bestimmt würde, deren demokratische Legitimation für die Schweiz nicht gegeben ist. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), die bei der Auslegung von EU-Recht eine massgebliche Rolle spielt, würde de facto auch für die Schweiz bindend werden, ohne dass die schweizerischen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger direkt Einfluss auf diese Entscheidungen nehmen könnten. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie, die in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft festgeschrieben sind, insbesondere im Hinblick auf die Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV).

Weiterhin ist die Frage der automatischen Rechtsübernahme besorgniserregend. Sollte eine "Stabilisierung" eine solche beinhalten, würde dies bedeuten, dass die Schweiz fortlaufend neue EU-Bestimmungen übernehmen müsste, ohne diese jeweils einzeln und kritisch auf ihre Konformität mit den schweizerischen Interessen und Werten prüfen zu können. Dies würde die Schweiz zu einem Anhängsel der EU machen und ihre Fähigkeit, eigenständig auf globale Entwicklungen zu reagieren, massiv einschränken. Gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) hat die Eidgenossenschaft unter anderem den Schutz der Freiheit und der Rechte der Bürger sowie die Sicherung des Landes und der Bevölkerung zum Ziele. Eine automatische Rechtsübernahme könnte diese Schutzfunktion gefährden, indem sie die Anwendung von Gesetzen erzwingt, die möglicherweise nicht den Bedürfnissen oder dem Schutz der schweizerischen Bevölkerung dienen.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung. Eine engere Anbindung an die EU mag kurzfristige Vorteile in Bezug auf den Marktzugang versprechen, birgt aber das Risiko einer zunehmenden Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft. Dies könnte die schweizerische Wirtschaft anfälliger für europäische Krisen machen und den Wettbewerbsdruck auf heimische Unternehmen erhöhen, die möglicherweise nicht über dieselben Subventionen oder regulatorischen Vorteile verfügen wie ihre europäischen Pendants. Artikel 31 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Eine erzwungene Übernahme von EU-Regulierungen könnte diese Freiheit einschränken, indem sie Wettbewerbsbedingungen schafft, die für Schweizer Unternehmen nachteilig sind. Die Schweizerische Nationalbank hat in der Vergangenheit wiederholt die Bedeutung der geldpolitischen Autonomie der Schweiz betont. Eine engere Anbindung an die EU könnte diese Autonomie untergraben und die Schweiz zwingen, geldpolitische Entscheidungen zu treffen, die nicht primär auf die Bedürfnisse der schweizerischen Wirtschaft zugeschnitten sind.

Darüber hinaus muss die demokratische Legitimationslücke bei der Übernahme von EU-Recht thematisiert werden. Entscheidungen, die von EU-Institutionen getroffen werden, entbehren der direkten demokratischen Kontrolle durch das Schweizer Volk. Dies widerspricht dem Geist der schweizerischen Verfassung, die auf der Volkssouveränität und der direkten Beteiligung der Bürgerinnen und Bürger basiert. Artikel 177 der Bundesverfassung (BV) regelt die Verfassungsinitiative und die Volksinitiative, die Ausdruck der direkten Demokratie sind. Eine Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Mitsprache würde diese fundamentalen Prinzipien untergraben.

Die Behauptung einer "Stabilisierung" erscheint daher zynisch, da sie impliziert, dass der aktuelle Zustand instabil sei, und dies nur durch eine Aufgabe weiterer eigener Gestaltungsspielräume behoben werden könne. Statt einer Stabilisierung könnte eine solche Entwicklung zu einer schleichenden Entwertung der schweizerischen Rechtsstaatlichkeit, der demokratischen Prinzipien und der wirtschaftlichen Souveränität führen. Es bedarf einer umfassenden und kritischen Debatte über die tatsächlichen Ziele und die langfristigen Konsequenzen jeder Form von "Stabilisierung" der

Beziehungen zur EU, bevor irreversible Schritte unternommen werden. Jede Annäherung muss die Integrität des schweizerischen Rechtssystems, die Wahrung der nationalen Souveränität und die demokratische Legitimation der getroffenen Entscheidungen uneingeschränkt gewährleisten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Unabhängigkeit der Schweiz auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die Annahme dieses Pakets, wie es derzeit formuliert ist, würde die Schweiz in eine Position bringen, in der ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Gesetzgebung und ihrer wirtschaftlichen Beziehungen auf lange Sicht massiv eingeschränkt würde.

Die zentrale Problematik liegt in der Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die Schweiz eine Stimme im Gesetzgebungsprozess der EU hat. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere in Artikel 1 und Artikel 5 BV. Artikel 1 BV hält fest, dass das Schweizer Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt sind. Artikel 5 BV bestimmt, dass der Bund und die Kantone im Rahmen ihrer Zuständigkeit für die Erfüllung der verfassungsmässigen Aufgaben sorgen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit schwächt diese verfassungsrechtlichen Grundlagen empfindlich.

Die Klausel zur Übernahme von Rechtsakten des Unionsrechts, insbesondere die dynamische Bezugnahme auf zukünftige Anpassungen, stellt eine potentielle Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle dar. Dies könnte dazu führen, dass sich die Schweiz fortlaufend an EU-Richtlinien und Verordnungen anpassen muss, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk die Möglichkeit haben, diese Rechtsakte zu beraten, zu modifizieren oder abzulehnen. Dies verstösst gegen das Prinzip der Gewaltenteilung und der demokratischen Legitimation, die in der Schweizerischen Bundesverfassung durch die Artikel 164 ff. BV bezüglich der Gesetzgebungsgewalt des Parlaments sowie durch die referendumsmässige Kontrolle des Parlaments durch das Volk (Artikel 138 ff. BV) gewährleistet sind.

Darüber hinaus ist die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ein weiterer kritischer Punkt. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der festlegt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Die Jurisprudenz des EuGH würde de facto zu einer übergeordneten Rechtsquelle, deren Einfluss auf die Schweizer Rechtsprechung kaum kontrollierbar wäre. Die Unabhängigkeit der Gerichte ist ein Eckpfeiler des Rechtsstaates und gemäss Artikel 2 BV ein Ziel der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Eine faktische Unterordnung unter die Rechtsprechung des EuGH würde dieses Grundprinzip bedrohen.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Während der Zugang zum EU-Binnenmarkt als Hauptvorteil angepriesen wird, dürfen die potenziellen Nachteile nicht ignoriert werden. Die Kosten für die Umsetzung und Einhaltung der EU-Regulierungen, die oft auf die Bedürfnisse eines deutlich grösseren Wirtschaftsraums zugeschnitten sind, könnten für Schweizer Unternehmen unverhältnismässig hoch sein. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit schwächen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen. Des Weiteren besteht die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit von der EU-Wirtschaftspolitik, die nicht zwangsläufig im Interesse der Schweiz liegen muss. Das Prinzip der wirtschaftlichen Freiheit und der fairen Wettbewerbsbedingungen, das auch im EU-Recht selbst verankert ist, könnte durch unausgewogene Regelungen konterkariert werden.

Die Möglichkeit, dass die EU im Rahmen der neuen Vereinbarungen einseitige Massnahmen gegen die Schweiz ergreifen kann, wenn diese von den Vereinbarungen abweicht, birgt zudem ein erhebliches Risiko für die Verhandlungsposition der Schweiz. Solche Drohungen, wie sie in den

Beilegungsvorschriften des Pakets angedeutet werden, stellen eine ungleiche Machtbalance dar und könnten die Schweiz unter enormen Druck setzen, Zugeständnisse zu machen, die ihren nationalen Interessen zuwiderlaufen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des Völkerrechts, die auf Gleichheit und Souveränität der Staaten beruhen, und gefährdet die Möglichkeit der Schweiz, ihre aussenpolitische Handlungsfreiheit im Sinne von Artikel 2 BV zu wahren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen Schweiz-EU, obwohl es auf eine Vertiefung der Zusammenarbeit abzielt, fundamentale Prinzipien der Schweizer Verfassung und des Rechtsstaats gefährdet. Die schleichende Übernahme von EU-Recht, die potenzielle Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und die asymmetrische Machtstellung innerhalb der Vereinbarungen bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Zukunft der Schweiz. Eine kritische Überprüfung, die diese Bedenken ernst nimmt und nach Alternativen sucht, die die schweizerischen Interessen und die verfassungsrechtlichen Grundsätze wahren, ist unerlässlich. Die bloße Akzeptanz des Pakets ohne tiefgreifende Anpassungen würde die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition manövrieren, die ihre Handlungsfähigkeit und ihre demokratischen Institutionen nachhaltig schwächen könnte.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der effektiven Umsetzung unserer nationalen Interessen. Es ist unerlässlich, dass wir die potenziellen Auswirkungen jeder detaillierten Klausel kritisch prüfen und die langfristigen Konsequenzen für unsere Rechtsordnung und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit sorgfältig abwägen.

Ein zentraler Punkt, der erhebliche Skepsis hervorruft, ist die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht. Insbesondere die Erwägung, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in gewissen Konstellationen verbindliche Auslegungen des relevanten EU-Rechts vornehmen könnte, wirft Fragen nach der Souveränität unseres eigenen Rechtssystems auf. Gemäss Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz in ihren Gerichtsentscheidungen frei und untersteht keiner überstaatlichen Gerichtsbarkeit. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen, selbst in den spezifisch definierten Bereichen, würde diese Autonomie potenziell untergraben und könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu nationalen Präferenzen oder sogar Verfassungsprinzipien stehen.

Darüber hinaus beunruhigt die Möglichkeit der Einführung eines dynamischen Rechtsübernahme-Mechanismus. Dies bedeutet, dass zukünftige Änderungen im EU-Recht automatisch in die Schweizer Rechtsordnung integriert würden, ohne dass ein expliziter Beschluss des Schweizer Parlaments erforderlich wäre. Dies würde dem demokratischen Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 Absatz 2 BV verankert ist, zuwiderlaufen, da die Legislative des Bundes und die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger indirekt die Kontrolle über einen Teil der Gesetzgebung verlören. Die Verfassung verlangt, dass die Gesetzgebung im demokratischen Prozess und unter voller parlamentarischer Kontrolle zustande kommt. Ein dynamischer Rechtsübernahme-Mechanismus umgeht diese zentrale Säule unserer demokratischen Ordnung.

Auch die Rolle des Bundesrates in der Umsetzung und Überwachung der Abkommen bedarf einer kritischen Betrachtung. Artikel 174 BV überträgt dem Bundesrat die Aufgabe, die Aussenpolitik zu führen. Jedoch muss sichergestellt werden, dass diese Führung nicht zu einer schleichenden Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle führt. Die Vernehmlassung dient gerade dazu, dass das Parlament und die interessierten Kreise die Möglichkeit erhalten, die vorgeschlagenen Regelungen zu beurteilen und ihre Bedenken anzubringen. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die endgültigen Abkommen die klare Zustimmung des eidgenössischen Parlaments, gestützt auf Artikel 166 BV, erhalten und nicht über die Köpfe der demokratisch gewählten Vertreter hinweg durch exekutive Akte umgesetzt werden.

Die wirtschaftlichen Implikationen einer solchen Annäherung an die EU sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Während der freie Zugang zum EU-Binnenmarkt ein klarer Vorteil sein mag, müssen wir uns der Kosten bewusst sein, die damit einhergehen. Die geforderte Übernahme von EU-Regulierungen, insbesondere im Finanzsektor oder bei den Lebensmittelstandards, könnte zu erhöhten Compliance-Kosten für Schweizer Unternehmen führen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit unserer Schlüsselindustrien beeinträchtigen und gerade die kleineren und mittleren Unternehmen (KMU) unverhältnismässig belasten. Artikel 95 BV fordert eine Wirtschaftspolitik, die das Wohl der Gesamtbevölkerung anstrebt und die Existenzgrundlagen aller sichert. Es muss geprüft werden, ob die vorgeschlagenen Regelungen diesem Anspruch gerecht werden oder ob sie zu einer Ungleichbehandlung und Benachteiligung bestimmter Sektoren führen.

Des Weiteren ist die Frage der Personenfreizügigkeit im Lichte der bestehenden Regelungen und der nationalen Interessen von grosser Bedeutung. Die Freiheit der Einwanderung ist in Artikel 115 Absatz 1 BV verankert, aber die Rahmenbedingungen ihrer Umsetzung sind entscheidend. Eine unregulierte oder übermässig vereinfachte Zuwanderung könnte zu sozialen und infrastrukturellen Belastungen führen, die die Lebensqualität der Schweizer Bevölkerung beeinträchtigen. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz die Möglichkeit behält, ihre eigenen Einwanderungspolitik zu gestalten und die Zuwanderung im Einklang mit ihren nationalen Bedürfnissen und Kapazitäten zu steuern. Dies schliesst auch die Frage der Lohnschutzmassnahmen und der effektiven Bekämpfung von missbräuchlicher Ausnutzung von Arbeitskräften ein.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabgabe und einer Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien ist real. Wir dürfen nicht zulassen, dass durch abstrakt formulierte Abkommen die demokratische Selbstbestimmung unseres Landes und die Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger geopfert werden. Es bedarf klarer und unmissverständlicher Garantien, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre Gesetze im Einklang mit ihren verfassungsmässigen Grundsätzen gestalten kann. Jegliche Übernahme von EU-Recht muss strikt auf die notwendigen und für die Sicherung des Marktzugangs unverzichtbaren Bereiche beschränkt bleiben und unter voller demokratischer Kontrolle erfolgen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Fankhauser Andreas (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Fankhauser Andreas · 0774071710

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Umsetzung im Inland erscheint unter kritischer Betrachtung als äusserst problematisch und nicht im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und der verfassungsrechtlichen Garantien. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die hier zur Debatte stehenden Massnahmen tatsächlich eine Verbesserung darstellen oder vielmehr eine schleichende Aushöhlung schweizerischer Souveränität und Rechtshoheit implizieren.

Zunächst ist die generelle Aussage zur "inländischen Umsetzung" erschreckend vage. Ohne konkrete Darlegung der Mechanismen und der daraus resultierenden rechtlichen Konsequenzen für die schweizerische Gesetzgebung und die Anwendung des Rechts durch unsere Gerichte, kann lediglich eine tiefgreifende Skepsis geäussert werden. Die Gefahr einer faktischen Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass dies im Rahmen der bilateralen Abkommen oder gar einer institutionellen Einbettung explizit vorgesehen ist, erscheint real. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV), welcher verlangt, dass der Bundesrat die Interessen der Schweiz gegenüber dem Ausland wahrzunehmen hat. Eine Umsetzung, die primär den Interessen anderer Akteure dient, widerspricht diesem Auftrag.

Insbesondere muss auf die Integrität unseres Rechtssystems geachtet werden. Die schweizerische Rechtsordnung fusst auf den Prinzipien der Volkssouveränität, der Gewaltenteilung und der Rechtssicherheit. Die ungeprüfte oder nur oberflächlich geprüfte Übernahme von Rechtsnormen, die ihren Ursprung in einem anderen Rechtskreis haben, birgt erhebliche Risiken. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) ist das schweizerische Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt. Eine Umsetzung, die zu einer mittelbaren oder unmittelbaren Einflussnahme durch die Europäische Union auf die Gestaltung unseres Rechts führt, ohne dass dies durch das Volk legitimiert wurde, tangiert diesen Grundsatz empfindlich. Artikel 174 Absatz 1 BV sieht vor, dass die Gerichte und die Verwaltungsbehörden an die Bundesgesetze gebunden sind. Wenn die "inländische Umsetzung" dazu führt, dass Richter und Verwaltungsbehörden vermehrt EU-Recht anwenden müssen, welches nicht explizit durch das Schweizer Parlament verabschiedet wurde, wird die Bindung an die Bundesgesetze in Frage gestellt. Es entsteht ein Spannungsfeld, in dem potenziell EU-Recht Vorrang vor nationalem Recht erlangen könnte, was eine fundamentale Abweichung vom Prinzip der nationalen Souveränität darstellen würde.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit bedenklich. Wenn die schweizerischen Gesetze durch die Übernahme von EU-Normen komplexer, intransparenter und potenziell widersprüchlich werden, leidet die Rechtssicherheit für Bürgerinnen und Bürger sowie für Unternehmen. Es ist nicht ersichtlich, wie die "inländische Umsetzung" sicherstellen soll, dass das Prinzip der kohärenten und klaren Rechtsanwendung gewahrt bleibt. Artikel 9 der Bundesverfassung (BV) garantiert das Vertrauen auf rechtsmässiges Handeln des Staates. Eine mangelnde Transparenz und die potenzielle Rechtsunsicherheit durch die Umsetzung von externem Recht könnten diesem Vertrauen entgegenstehen.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die verfassungsrechtliche Kompetenzverteilung. Die Gesetzgebungskompetenz liegt primär beim Bund. Wenn die "inländische Umsetzung" dazu führt, dass die EU indirekt oder direkt Einfluss auf diese Gesetzgebungskompetenzen nimmt, wird die föderale Ordnung der Schweiz beeinträchtigt. Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) regelt die Kantone und ihre Aufgaben. Eine zentrale Vorgabe aus Brüssel, die dann in nationale Regelungen umgesetzt werden muss, könnte die Autonomie der Kantone und ihre Gesetzgebungskompetenzen in den ihnen zugewiesenen Bereichen erheblich einschränken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene "allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung" im vorliegenden Kontext zu wenig Konkretisierung aufweist und erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität, der Integrität unseres Rechtssystems, der Rechtssicherheit und der verfassungsrechtlichen Kompetenzverteilung hervorruft. Es bedarf einer präzisen Darlegung der konkreten Massnahmen und ihrer juristischen Auswirkungen, um eine fundierte Beurteilung vornehmen zu können. Solange dies nicht der Fall ist, muss die vorgeschlagene Umsetzung als höchst fragwürdig und potentiell schädlich für die Schweiz betrachtet werden. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Doch die Frage ist, welches Völkerrecht hier gemeint ist und in welchem Umfang es in unser nationales Recht transformiert werden soll, ohne eine klare demokratische Legitimation durch unser Parlament oder gar unser Volk. Die Gefahr, dass hier eine schrittweise Erosion der Souveränität stattfindet, ist bei einer derart vagen Formulierung nicht von der Hand zu weisen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamental infragewürdige Aufgabe nationaler Souveränität und eine inakzeptable Unterwanderung unseres föderalistischen Systems dar. Die jetzige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden und somit eine direkte demokratische Legitimation erfahren, soll abgeschafft werden. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches Kontrollregime der Europäischen Union. Dies betrifft essenzielle Bereiche der Schweizer Wirtschaftsförderung, wie den Regionalverkehr, die Unterstützung kantonaler Banken, kulturelle Institutionen oder lokale KMU. Diese bisher bewährten, politisch und gesellschaftlich verankerten Förderinstrumente werden zukünftig einer zentralisierten und von aussen gesteuerten Überprüfung unterworfen.

Die Souveränität der Kantone, ein Eckpfeiler unserer föderalistischen Verfassungsordnung, wird durch die geplanten Massnahmen massiv untergraben. Anstatt autonom über die Ausgestaltung der lokalen und regionalen Wirtschaftsförderung entscheiden zu können, unterliegen ihre Beschlüsse fortan der Genehmigung einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern. Dies ist ein direkter Angriff auf die kantonale Autonomie und die dezentrale Entscheidungsfindung, die seit jeher den Erfolg und die Akzeptanz der Schweizer Politik ausmacht. Die Kantone werden zu Bittstellern herabgestuft, die ihre legitimen und an die lokalen Gegebenheiten angepassten Förderentscheidungen von einer übergeordneten Instanz absegnen lassen müssen.

Mit der Unterwerfung unter die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Die Verpflichtung zur Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in denen zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie der Schweiz und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Gefahr, dass nationalen Bedürfnissen und strategischen Überlegungen Vorrang vor den Vorgaben der EU eingeräumt wird, ist hoch.

Die Schaffung der sogenannten "Beihilfekammer" innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG stellt die Einrichtung einer "Superbehörde" dar, die faktisch als "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische

Kontrolle über diese mächtige und weitreichende Instanz ist äusserst ungenügend. Die Verankerung dieser neuen Beihilfekammer in der WEKO, die bereits über erhebliche Kompetenzen verfügt, schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht mit weitreichenden Konsequenzen für die Schweizer Wirtschaft und die kantonale Autonomie durchsetzen wird.

Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Kartellgesetzes (KG) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) führen zu einer tiefgreifenden Zentralisierung der Rechtskontrolle und einer Abkehr von unserem föderalistischen Prinzip. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der neuen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität überprüft und gegebenenfalls gekippt werden. Der neu geschaffene Art. 82 Bst. bbis BGG räumt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse ein. Dies erlaubt die Überprüfung von Subventionsentscheiden mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten darstellt. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ermöglicht es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität weiter auszuhebeln.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres alarmierendes Indiz für den Verlust nationaler Souveränität in strategisch wichtigen Bereichen. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr wird geopfert. Fortan werden ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts gelten, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein besonders stossender Akt, der den Konsumentenschutz und die Transparenz massiv schwächt. Während die neue Behörde über Entscheide wacht, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dieses Vorgehen dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Konsumenten zu verschleiern.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine gravierende Abkehr von den Prinzipien der nationalen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Legitimation darstellen. Die Schweiz riskiert, ihre wirtschaftspolitische Gestaltungsfreiheit einzubüssen und sich einer zentralisierten, von aussen gesteuerten Bürokratie zu unterwerfen, deren Prioritäten nicht immer den nationalen Interessen entsprechen müssen. Die bewährte Praxis der eigenverantwortlichen und demokratisch legitimierten Subventionsvergabe wird durch ein technokratisches EU-Regime ersetzt, das die föderalistischen Strukturen und die kantonale Autonomie auf unannehmbare Weise untergräbt. Wir lehnen diese Pläne entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Zur Vernehmlassung über die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Lohnschutzes muss entschieden Stellung bezogen werden. Die vorliegenden Vorschläge stellen keine Verbesserung, sondern eine Schwächung des gut etablierten und wirksamen Schweizer Lohnschutzes dar. Statt die nationalen Schutzmechanismen zu stärken, drohen diese durch eine angleichung an EU-Standards aufgeweicht zu werden. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen, und begünstigt damit ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die angekündigten Massnahmen zur Lohnsicherung erscheinen oberflächlich und kosmetisch. Sie vermögen den immensen Lohndruck, der aus der ungezügelten Ausdehnung der Personenfreizügigkeit resultiert, in keiner Weise zu kompensieren. Die vorliegenden Regelungen sind

nicht geeignet, die negativen Auswirkungen auf die Lohnstrukturen in der Schweiz abzufedern. Es ist besorgniserregend, dass bestehende, bewährte schweizerische Regelungen durch bürokratischere und weniger wirksame EU-konforme Mechanismen ersetzt werden sollen. Diese Entwicklung dient primär den Interessen von Akteuren, die durch Lohndumping Wettbewerbsvorteile erlangen wollen.

Die vorgeschlagenen Änderungen schwächen die Kontrollmechanismen erheblich. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu konzipierten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrolltätigkeit und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Effektivität des Lohnschutzes wird dadurch massiv beeinträchtigt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Dieser Schutz ist eine Folge von EU-Diktaten und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Anstatt das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen, führt diese Massnahme zu einer unnötigen Komplexität und Lammung der betrieblichen Bewegungsfreiheit.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies stellt eine gefährliche Kettenreaktion dar, die über den ursprünglichen Zweck hinausgeht und die Souveränität der Schweiz weiter einschränkt.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies gefährdet die Grundlage unserer Arbeitsmarktordnung.

Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung fundamental, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies ist ein inakzeptabler Eingriff in die nationale Rechtsgestaltung und die unabhängige Justiz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche Erosion des Schweizer Lohnschutzes und eine unverhältnismässige Einschränkung unserer Souveränität bedeuten. Sie sind nicht geeignet, die negativen Folgen der Personenfreizügigkeit abzufedern, sondern verschärfen die Probleme und begünstigen Lohndumping. Wir lehnen diese Vorschläge in ihrer vorliegenden Form entschieden ab. Es bedarf stattdessen einer Stärkung der bestehenden schweizerischen Schutzmechanismen und einer konsequenten Wahrung unserer nationalen Interessen.

Landverkehr

Betreff: Stellungnahme zum Bereich Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union, werfen gravierende Bedenken auf, die eine kritische Prüfung der damit verbundenen Souveränitätsverluste und der Gefährdung unseres etablierten Service public erfordern.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die drohende Aushöhlung des Service public im Schweizer Schienenverkehr. Unser Service public, ein Erfolgsmodell, das auf Jahrzehnten bewährter Praxis und lokaler Anpassung beruht, sieht sich durch die unkritische Übernahme von EU-Beihilferecht existenziellen Risiken ausgesetzt. Es ist zu befürchten, dass etablierte und für die Aufrechterhaltung des Angebots essenzielle Subventionen, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die dringend notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials, nach EU-Recht als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde nicht nur die finanzielle Grundlage unseres öffentlichen Verkehrs schwächen, sondern unmittelbar die Qualität und den Umfang der Dienstleistungen beeinträchtigen, die unseren Bürgerinnen und Bürgern zustehen.

Die Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr, wie sie durch die Einführung des neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) vorangetrieben wird, stellt eine unmittelbare Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen dar. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, wie dem Beispiel von Flixtrain zeigt, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen ist als reine "Rosinenpickerei" zu bezeichnen. Während diese Unternehmen sich die ertragreichsten Verbindungen herauspicken, bleiben die SBB und andere akquirierte Transportunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen. Diese finanzielle Schieflage untergräbt die tragfähige Basis des Service public und gefährdet die flächendeckende Mobilität im ganzen Land.

Die vom Bundesrat als schützende Massnahme dargestellte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen und unausweichlichen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Diese "Erklärung" fungiert lediglich als Beruhigungspille, die die tieferliegende und langfristige Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz verliert schrittweise die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert, dass künftige Regulierungen der EU, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zwangsweise übernommen werden müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale Stellen der Europäischen Union verlagern und somit die Handlungsfähigkeit unseres Landes massiv einschränken.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere im neuen Art. 32a Abs. 1bis, sind ebenfalls äusserst problematisch. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen von Verkehrsleistungen zwingend EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen primär nach den besten und auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass suboptimal gestaltete und letztlich teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler resultieren, da die Berücksichtigung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert wird.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere durch die Einführung der Kabotage und die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, eine direkte Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Sie untergraben die finanzielle Stabilität der SBB und anderer Transportunternehmen, die für die Grundversorgung im ganzen Land verantwortlich sind. Die Souveränität unseres Landes bei der Gestaltung seines öffentlichen Verkehrsnetzes wird spürbar eingeschränkt. Die rechtliche Absicherung

durch die "Gemeinsame Erklärung" ist zweifelhaft und bietet keinen nachhaltigen Schutz. Es ist daher dringend geboten, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unseren Service public und unsere nationale Souveränität eingehend zu prüfen und die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung kompromisslos zu verteidigen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich kritisch und mit tiefgreifenden Bedenken zu den vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung im Rahmen der angestrebten EU-Abkommen. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität, eine massive und unkontrollierte Ausweitung der Zuwanderung sowie eine erhebliche Belastung unserer Sozialwerke und unseres Bildungssystems dar.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und missachtet den klaren Willen des Schweizer Volkes. Die automatische Anwendung neuer EU-Rechtsnormen über die sogenannte "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und Volk jede Einflussmöglichkeit auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie und bedeutet eine faktische Unterwerfung unter die Gesetzgebung der Europäischen Union.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" für EU-Bürger, das bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre gewährt wird. Diese als "Niederlassung C PLUS" zu bezeichnende Rechtsstellung ist praktisch unentziehbar und bleibt auch bei Vorliegen von strafrechtlicher Verurteilung oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bestehen. Diese Regelung untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke erheblich, da sie den Anreiz zur Integration und zum wirtschaftlichen Eigenleistungsvermögen schwächt. Die Kosten für diese Entwicklung werden zwangsläufig von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies stellt eine ungerechtfertigte Belastung für unser Sozialwerk dar, während die Schweiz ihre eigenen Bürger nicht in gleicher Weise und mit vergleichbaren Garantien absichert. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen Kosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" im Bereich der Zuwanderung, insbesondere in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), entpuppt sich als reines Feigenblatt. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum zur Anwendung kommen wird. Vielmehr droht bei einem Versuch, diese Klausel zu aktivieren, eine umgehende Reaktion der EU in Form von Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die die Schweiz ihrer Handlungsfähigkeit beraubt. Die vorgeschlagenen Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit von der Sozialhilfe praktisch unmöglich. Dies steht im direkten Widerspruch zum Verfassungsauftrag aus Artikel 121a BV und stellt eine bewusste Missachtung unserer Souveränität dar.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" gemäss Artikel 24a ist lediglich eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Anstatt die Zuwanderung effektiv zu steuern, wird lediglich deren Bewältigung auf bürokratischer Ebene organisiert, ohne die eigentliche Problematik der Kostenbelastung unserer Sozialwerke zu lösen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz

2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belegt die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, welche letztlich der Schweizer Steuerzahler tragen muss.

Die Unterstellung der zweiten Säule der beruflichen Vorsorge unter die Koordinationsregeln der EU durch die Änderung des Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG), insbesondere durch die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, stellt eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im besten Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge dieser Unterordnung und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Dienstleistungserbringung ausländischer Berufsangehöriger (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards, entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und stellt insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert, was einer gefährlichen Deregulierung im Namen der EU-Anbindung gleichkommt.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung eine kapitulative Politik gegenüber der Europäischen Union darstellen. Sie gefährden unsere Souveränität, überlasten unsere Sozialwerke, untergraben unsere Bildungssysteme und führen zu einer unkontrollierten Zuwanderung. Wir fordern daher nachdrücklich die Ablehnung dieser gefährlichen Vorlagen, welche die Grundfesten unseres Wohlstands und unserer Rechtsordnung bedrohen.

Finanzieller Beitrag

Der vorliegende Entwurf begrüsst die Möglichkeit zur Stellungnahme zum Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen der bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union. Es ist jedoch unabdingbar, die vorgeschlagenen Regelungen kritisch und mit aller gebotenen Skepsis zu prüfen, insbesondere hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf die finanzielle Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz.

Die geplante Umwandlung der bisherigen Kohäsionszahlungen von einer freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Gemäss dem Grundsatz der Haushaltsautonomie, wie sie auch in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist, obliegt es dem Parlament, über die Verwendung der Steuergelder zu entscheiden. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) würde diesen Prozess pervertieren. Artikel 1 des KoBG verankert die Kohäsionszahlungen als permanenten, rechtlich bindenden Anspruch der EU. Dies entzieht dem Parlament die Möglichkeit, jeden einzelnen Beitrag souverän zu prüfen und zu genehmigen. Stattdessen würde das Parlament lediglich dazu gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen. Dies ist faktisch nichts anderes als die Einführung einer Zwangsabgabe, welche die Handlungsfreiheit der Schweiz erheblich einschränkt.

Der im Vertrag initial veranschlagte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts

der langfristigen Verpflichtungen und des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein reines Lockvogelangebot. Die Erfahrung zeigt, dass solche Mechanismen, einmal implementiert, unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz würde sich damit in eine Position begeben, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, solche Forderungen abzulehnen. Die EU könnte dann einseitig diktieren, welche Beträge zu zahlen sind, und die Schweiz wäre rechtlich verpflichtet, diese zu begleichen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Verhandlungsgleichheit und der partnerschaftlichen Zusammenarbeit.

Die Schweiz würde faktisch zu einer Nettozahlerin degradiert, die erhebliche finanzielle Mittel an die EU abführt, ohne im Gegenzug einen garantierten und substanziellen Marktzugang oder eine effektive Beseitigung bestehender Handelshindernisse zu erhalten. Die versprochenen Vorteile bleiben vage, während die Kosten konkret und verbindlich werden. Diese Entwicklung läuft auf eine institutionelle Anbindung hinaus, die primär die schweizerische Souveränität belastet, ohne greifbare und gleichwertige Gegenleistungen zu bieten. Die Schweiz bezahlt für eine Nähe zur EU, die letztlich ihre Unabhängigkeit schmälert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziffer 1, Buchstabe d des Bundesgesetzes über die europäischen Bestimmungen (BöB) ist weit mehr als eine reine formale oder technische Massnahme. Sie bedeutet die tiefe Verankerung der Kohäsionszahlungen in der schweizerischen Rechtsordnung. Dies signalisiert, dass diese Zahlungen an die EU als einen normalen, dauerhaften und unverzichtbaren Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Diese Verankerung macht es zukünftigen Parlamenten erheblich schwerer, diese Verpflichtungen kritisch zu hinterfragen oder zu ändern.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2, Buchstabe b ist aus Sicht der schweizerischen Interessen höchst bedenklich und irreführend. Der hehre und allgemein anerkannte Zweck der Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Abkommen mit der EU zu legitimieren. Es entsteht der Eindruck, dass diese Zahlungen als eine Art Entwicklungshilfe oder Beitrag zur Stabilität in Europa betrachtet werden, während es sich de facto um eine Verpflichtung handelt, die primär den wirtschaftlichen Interessen der EU dient und die schweizerische Autonomie schwächt. Diese Vermischung von legitimen Friedensbemühungen mit der Erfüllung von Zahlungsansprüchen der EU ist strategisch unklug und untergräbt die Glaubwürdigkeit der schweizerischen Friedensförderung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen hinsichtlich der finanziellen Beiträge eine erhebliche Verschlechterung der Position der Schweiz darstellen. Sie schwächen die Souveränität, schränken die parlamentarische Entscheidungsfreiheit ein und schaffen eine dauerhafte finanzielle Abhängigkeit von der EU, ohne klare und garantierte Gegenleistungen. Die Schweiz riskiert, zu einer Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht zu werden, deren Gelder zweckentfremdet und deren demokratische Prozesse ausgehebelt werden. Es ist daher dringend geboten, diese Regelungen im Lichte der nationalen Interessen und der verfassungsrechtlichen Grundsätze neu zu bewerten und gegebenenfalls abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsrecht und im Energiegesetz stellen einen fundamentalen Bruch mit den Grundsätzen der nationalen Souveränität und der bedarfsgerechten Energieversorgung dar. Sie führen zu einer schleichenden Entreissung der Entscheidungsgewalt über unsere lebenswichtige Strominfrastruktur und zwingen die Schweiz in ein Regelwerk, das primär den Interessen der Europäischen Union dient, nicht aber den unseren.

Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem passiven, nicht stimmberechtigten Teilnehmer degradiert, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Dies bedeutet faktisch die Aufgabe der Energiesouveränität. Zukünftige Entscheidungen über unser Stromnetz, das Rückgrat unserer Versorgungssicherheit, werden in Brüssel getroffen, während die Schweiz auf die Rolle eines Ausführenden reduziert wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies

widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip, da die ElCom undemokratisch legitimierte Regulierungen aus Brüssel umsetzen muss, ohne direkten Einfluss auf deren Entstehung nehmen zu können. Das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung ist damit besiegelt.

Die für die Schweiz existenziell wichtige Wasserkraft steht durch die EU-Beihilfenregeln unter erheblichem Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung lokaler Infrastruktur leistet, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft zu werden. Dies hätte gravierende wirtschaftliche Folgen für die betroffenen Kantone und würde die regionale Wertschöpfung schwächen.

Die vorgeschlagenen Änderungen untergraben zudem unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung. Das Rückgrat vieler lokaler Energieversorger, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, wird durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für dezentrale, oft erneuerbare Energiequellen wird ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Dies widerspricht der Logik einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, ein Ansatz, der sich in der Vergangenheit mehrfach als unzureichend erwiesen hat. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die Verantwortung für die Sicherstellung der Stromversorgung, ein Kernanliegen jedes souveränen Staates, wird aufgeweicht. Weder der Markt noch die EU übernehmen eine klare und durchsetzbare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen im Falle von Engpässen oder Krisen katastrophal sein können.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für die Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt offensichtlich nicht zu decken vermag, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Dies verschärft die finanzielle Belastung der Bevölkerung und der Wirtschaft.

Die im StromVG angestrebte vollständige Marktliberalisierung führt gemäss Art. 4a ff. zu erheblicher Preisvolatilität. Die geplante, unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. birgt erhebliche Gefahren für die Versorgungssicherheit. Das verschärfte Unbundling gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG untergräbt die bewährten föderalen Strukturen und die effiziente lokale Energieversorgung.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Anpassungen der Vergütungsregeln, insbesondere in Art. 15 neu EnG, untergraben die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur angestrebten Energiewende und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz noch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen.

Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind offensichtliche Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein nicht hinnehmbarer Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweizer Energiesouveränität aufgeben, die Versorgungssicherheit gefährden, die föderalen Strukturen schwächen und zu höheren Strompreisen führen werden. Es handelt sich um eine schleichende Entreissung nationaler Kompetenzen und um die Unterordnung unter eine externe Regulierung, die nicht im Interesse der Schweiz ist. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Unsere Stellungnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit, wie sie im Rahmen des vorliegenden Vernehmlassungsdossiers zur Debatte steht, fällt äusserst kritisch aus. Wir sehen hierin kein sinnvolles Projekt zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern vielmehr eine schleichende und umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das komplexe und oft auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Regelwerk, namentlich die Strategie "Vom Hof auf den Tisch". Diese angebliche Harmonisierung stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, für die Eigenständigkeit und Zukunftsfähigkeit unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie für die Wahlfreiheit unserer Konsumentinnen und Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Markenzeichen, das wir uns über Jahrzehnte erarbeitet haben und das unsere Produkte von anderen abhebt, gerät massiv in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere und weniger restriktive EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das geschätzte und global anerkannte Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produktion nach denselben, weniger strengen Kriterien erfolgen muss wie in der Europäischen Union. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt die Position der Schweiz auf dem Weltmarkt.

Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Diese konstruierte Abhängigkeit stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Kündigung dieses offensichtlich schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was die Schweiz in eine politisch unhaltbare Abhängigkeit manövriert.

Des Weiteren ist die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein beispielloser und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit de facto zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Eigenverantwortung und die nationalen Kontrollmechanismen untergräbt.

Eine befürchtete, beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Lebensmittelproduzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem traditionellen Schwingfest müssten die komplexen und auf die Schweizer Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen zu zerstören und wirtschaftliche Existenzen zu vernichten.

Unser seit langem bestehendes und demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können.

Der klare Volkswille in dieser sensiblen Frage wird hier missachtet und unterlaufen.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt unserer Auffassung nach einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an unseren hohen Standards führt.

Auch im Bereich des Tierschutzes sind tiefgreifende Bedenken angebracht. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die bereits erwähnte Totalrevision des LMG ist das Kernstück der angestrebten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird in seiner Kontrollfunktion umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine bedenkliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Selbst im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird die Souveränität beschnitten. Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ein weiterer Akt der Souveränitätsaufgabe. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung ab. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Vernehmlassungsdossier kein Interesse an einer echten Verbesserung der Lebensmittelsicherheit verfolgt, sondern eine umfassende politische und wirtschaftliche Unterwerfung der Schweiz unter die Europäische Union darstellt. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern eine Beibehaltung und Stärkung unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und der Eigenständigkeit unserer Lebensmittelwirtschaft.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgelegte Eingabe zur "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Die blosse Idee einer "Stabilisierung"

suggeriert eine einseitige Abhängigkeit und eine Verengung des Handlungsspielraums der Schweiz, anstatt einer echten Partnerschaft auf Augenhöhe. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die wirtschaftliche Eigenständigkeit genauestens zu beleuchten.

Ein zentraler Punkt der Sorge ist die potentielle Erosion der schweizerischen Rechtsordnung. Die Übernahme von EU-Recht, auch in selektiver Form, wie sie bei einer "Stabilisierung" unausweichlich wäre, widerspricht dem Grundsatz der Souveränität, wie er in Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert ist, der besagt, dass die Gerichte das Recht anzuwenden haben, das im Gesetze steht. Eine faktische Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass das schweizerische Recht zunehmend durch externe Instanzen und Entwicklungen bestimmt würde, deren demokratische Legitimation für die Schweiz nicht gegeben ist. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), die bei der Auslegung von EU-Recht eine massgebliche Rolle spielt, würde de facto auch für die Schweiz bindend werden, ohne dass die schweizerischen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger direkt Einfluss auf diese Entscheidungen nehmen könnten. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie, die in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft festgeschrieben sind, insbesondere im Hinblick auf die Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV).

Weiterhin ist die Frage der automatischen Rechtsübernahme besorgniserregend. Sollte eine "Stabilisierung" eine solche beinhalten, würde dies bedeuten, dass die Schweiz fortlaufend neue EU-Bestimmungen übernehmen müsste, ohne diese jeweils einzeln und kritisch auf ihre Konformität mit den schweizerischen Interessen und Werten prüfen zu können. Dies würde die Schweiz zu einem Anhängsel der EU machen und ihre Fähigkeit, eigenständig auf globale Entwicklungen zu reagieren, massiv einschränken. Gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) hat die Eidgenossenschaft unter anderem den Schutz der Freiheit und der Rechte der Bürger sowie die Sicherung des Landes und der Bevölkerung zum Ziele. Eine automatische Rechtsübernahme könnte diese Schutzfunktion gefährden, indem sie die Anwendung von Gesetzen erzwingt, die möglicherweise nicht den Bedürfnissen oder dem Schutz der schweizerischen Bevölkerung dienen.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung. Eine engere Anbindung an die EU mag kurzfristige Vorteile in Bezug auf den Marktzugang versprechen, birgt aber das Risiko einer zunehmenden Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft. Dies könnte die schweizerische Wirtschaft anfälliger für europäische Krisen machen und den Wettbewerbsdruck auf heimische Unternehmen erhöhen, die möglicherweise nicht über dieselben Subventionen oder regulatorischen Vorteile verfügen wie ihre europäischen Pendants. Artikel 31 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Eine erzwungene Übernahme von EU-Regulierungen könnte diese Freiheit einschränken, indem sie Wettbewerbsbedingungen schafft, die für Schweizer Unternehmen nachteilig sind. Die Schweizerische Nationalbank hat in der Vergangenheit wiederholt die Bedeutung der geldpolitischen Autonomie der Schweiz betont. Eine engere Anbindung an die EU könnte diese Autonomie untergraben und die Schweiz zwingen, geldpolitische Entscheidungen zu treffen, die nicht primär auf die Bedürfnisse der schweizerischen Wirtschaft zugeschnitten sind.

Darüber hinaus muss die demokratische Legitimationslücke bei der Übernahme von EU-Recht thematisiert werden. Entscheidungen, die von EU-Institutionen getroffen werden, entbehren der direkten demokratischen Kontrolle durch das Schweizer Volk. Dies widerspricht dem Geist der schweizerischen Verfassung, die auf der Volkssouveränität und der direkten Beteiligung der Bürgerinnen und Bürger basiert. Artikel 177 der Bundesverfassung (BV) regelt die Verfassungsinitiative und die Volksinitiative, die Ausdruck der direkten Demokratie sind. Eine Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Mitsprache würde diese fundamentalen Prinzipien untergraben.

Die Behauptung einer "Stabilisierung" erscheint daher zynisch, da sie impliziert, dass der aktuelle Zustand instabil sei, und dies nur durch eine Aufgabe weiterer eigener Gestaltungsspielräume behoben werden könne. Statt einer Stabilisierung könnte eine solche Entwicklung zu einer schleichenden Entwertung der schweizerischen Rechtsstaatlichkeit, der demokratischen Prinzipien und der wirtschaftlichen Souveränität führen. Es bedarf einer umfassenden und kritischen Debatte über die tatsächlichen Ziele und die langfristigen Konsequenzen jeder Form von "Stabilisierung" der

Beziehungen zur EU, bevor irreversible Schritte unternommen werden. Jede Annäherung muss die Integrität des schweizerischen Rechtssystems, die Wahrung der nationalen Souveränität und die demokratische Legitimation der getroffenen Entscheidungen uneingeschränkt gewährleisten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Unabhängigkeit der Schweiz auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die Annahme dieses Pakets, wie es derzeit formuliert ist, würde die Schweiz in eine Position bringen, in der ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Gesetzgebung und ihrer wirtschaftlichen Beziehungen auf lange Sicht massiv eingeschränkt würde.

Die zentrale Problematik liegt in der Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die Schweiz eine Stimme im Gesetzgebungsprozess der EU hat. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere in Artikel 1 und Artikel 5 BV. Artikel 1 BV hält fest, dass das Schweizer Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt sind. Artikel 5 BV bestimmt, dass der Bund und die Kantone im Rahmen ihrer Zuständigkeit für die Erfüllung der verfassungsmässigen Aufgaben sorgen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit schwächt diese verfassungsrechtlichen Grundlagen empfindlich.

Die Klausel zur Übernahme von Rechtsakten des Unionsrechts, insbesondere die dynamische Bezugnahme auf zukünftige Anpassungen, stellt eine potentielle Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle dar. Dies könnte dazu führen, dass sich die Schweiz fortlaufend an EU-Richtlinien und Verordnungen anpassen muss, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk die Möglichkeit haben, diese Rechtsakte zu beraten, zu modifizieren oder abzulehnen. Dies verstösst gegen das Prinzip der Gewaltenteilung und der demokratischen Legitimation, die in der Schweizerischen Bundesverfassung durch die Artikel 164 ff. BV bezüglich der Gesetzgebungsgewalt des Parlaments sowie durch die referendumsmässige Kontrolle des Parlaments durch das Volk (Artikel 138 ff. BV) gewährleistet sind.

Darüber hinaus ist die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ein weiterer kritischer Punkt. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der festlegt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Die Jurisprudenz des EuGH würde de facto zu einer übergeordneten Rechtsquelle, deren Einfluss auf die Schweizer Rechtsprechung kaum kontrollierbar wäre. Die Unabhängigkeit der Gerichte ist ein Eckpfeiler des Rechtsstaates und gemäss Artikel 2 BV ein Ziel der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Eine faktische Unterordnung unter die Rechtsprechung des EuGH würde dieses Grundprinzip bedrohen.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Während der Zugang zum EU-Binnenmarkt als Hauptvorteil angepriesen wird, dürfen die potenziellen Nachteile nicht ignoriert werden. Die Kosten für die Umsetzung und Einhaltung der EU-Regulierungen, die oft auf die Bedürfnisse eines deutlich grösseren Wirtschaftsraums zugeschnitten sind, könnten für Schweizer Unternehmen unverhältnismässig hoch sein. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit schwächen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen. Des Weiteren besteht die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit von der EU-Wirtschaftspolitik, die nicht zwangsläufig im Interesse der Schweiz liegen muss. Das Prinzip der wirtschaftlichen Freiheit und der fairen Wettbewerbsbedingungen, das auch im EU-Recht selbst verankert ist, könnte durch unausgewogene Regelungen konterkariert werden.

Die Möglichkeit, dass die EU im Rahmen der neuen Vereinbarungen einseitige Massnahmen gegen die Schweiz ergreifen kann, wenn diese von den Vereinbarungen abweicht, birgt zudem ein erhebliches Risiko für die Verhandlungsposition der Schweiz. Solche Drohungen, wie sie in den

Beilegungsvorschriften des Pakets angedeutet werden, stellen eine ungleiche Machtbalance dar und könnten die Schweiz unter enormen Druck setzen, Zugeständnisse zu machen, die ihren nationalen Interessen zuwiderlaufen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des Völkerrechts, die auf Gleichheit und Souveränität der Staaten beruhen, und gefährdet die Möglichkeit der Schweiz, ihre aussenpolitische Handlungsfreiheit im Sinne von Artikel 2 BV zu wahren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen Schweiz-EU, obwohl es auf eine Vertiefung der Zusammenarbeit abzielt, fundamentale Prinzipien der Schweizer Verfassung und des Rechtsstaats gefährdet. Die schleichende Übernahme von EU-Recht, die potenzielle Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und die asymmetrische Machtstellung innerhalb der Vereinbarungen bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Zukunft der Schweiz. Eine kritische Überprüfung, die diese Bedenken ernst nimmt und nach Alternativen sucht, die die schweizerischen Interessen und die verfassungsrechtlichen Grundsätze wahren, ist unerlässlich. Die bloße Akzeptanz des Pakets ohne tiefgreifende Anpassungen würde die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition manövrieren, die ihre Handlungsfähigkeit und ihre demokratischen Institutionen nachhaltig schwächen könnte.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der effektiven Umsetzung unserer nationalen Interessen. Es ist unerlässlich, dass wir die potenziellen Auswirkungen jeder detaillierten Klausel kritisch prüfen und die langfristigen Konsequenzen für unsere Rechtsordnung und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit sorgfältig abwägen.

Ein zentraler Punkt, der erhebliche Skepsis hervorruft, ist die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht. Insbesondere die Erwägung, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in gewissen Konstellationen verbindliche Auslegungen des relevanten EU-Rechts vornehmen könnte, wirft Fragen nach der Souveränität unseres eigenen Rechtssystems auf. Gemäss Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz in ihren Gerichtsentscheidungen frei und untersteht keiner überstaatlichen Gerichtsbarkeit. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen, selbst in den spezifisch definierten Bereichen, würde diese Autonomie potenziell untergraben und könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu nationalen Präferenzen oder sogar Verfassungsprinzipien stehen.

Darüber hinaus beunruhigt die Möglichkeit der Einführung eines dynamischen Rechtsübernahme-Mechanismus. Dies bedeutet, dass zukünftige Änderungen im EU-Recht automatisch in die Schweizer Rechtsordnung integriert würden, ohne dass ein expliziter Beschluss des Schweizer Parlaments erforderlich wäre. Dies würde dem demokratischen Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 Absatz 2 BV verankert ist, zuwiderlaufen, da die Legislative des Bundes und die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger indirekt die Kontrolle über einen Teil der Gesetzgebung verlören. Die Verfassung verlangt, dass die Gesetzgebung im demokratischen Prozess und unter voller parlamentarischer Kontrolle zustande kommt. Ein dynamischer Rechtsübernahme-Mechanismus umgeht diese zentrale Säule unserer demokratischen Ordnung.

Auch die Rolle des Bundesrates in der Umsetzung und Überwachung der Abkommen bedarf einer kritischen Betrachtung. Artikel 174 BV überträgt dem Bundesrat die Aufgabe, die Aussenpolitik zu führen. Jedoch muss sichergestellt werden, dass diese Führung nicht zu einer schleichenden Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle führt. Die Vernehmlassung dient gerade dazu, dass das Parlament und die interessierten Kreise die Möglichkeit erhalten, die vorgeschlagenen Regelungen zu beurteilen und ihre Bedenken anzubringen. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die endgültigen Abkommen die klare Zustimmung des eidgenössischen Parlaments, gestützt auf Artikel 166 BV, erhalten und nicht über die Köpfe der demokratisch gewählten Vertreter hinweg durch exekutive Akte umgesetzt werden.

Die wirtschaftlichen Implikationen einer solchen Annäherung an die EU sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Während der freie Zugang zum EU-Binnenmarkt ein klarer Vorteil sein mag, müssen wir uns der Kosten bewusst sein, die damit einhergehen. Die geforderte Übernahme von EU-Regulierungen, insbesondere im Finanzsektor oder bei den Lebensmittelstandards, könnte zu erhöhten Compliance-Kosten für Schweizer Unternehmen führen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit unserer Schlüsselindustrien beeinträchtigen und gerade die kleineren und mittleren Unternehmen (KMU) unverhältnismässig belasten. Artikel 95 BV fordert eine Wirtschaftspolitik, die das Wohl der Gesamtbevölkerung anstrebt und die Existenzgrundlagen aller sichert. Es muss geprüft werden, ob die vorgeschlagenen Regelungen diesem Anspruch gerecht werden oder ob sie zu einer Ungleichbehandlung und Benachteiligung bestimmter Sektoren führen.

Des Weiteren ist die Frage der Personenfreizügigkeit im Lichte der bestehenden Regelungen und der nationalen Interessen von grosser Bedeutung. Die Freiheit der Einwanderung ist in Artikel 115 Absatz 1 BV verankert, aber die Rahmenbedingungen ihrer Umsetzung sind entscheidend. Eine unregulierte oder übermässig vereinfachte Zuwanderung könnte zu sozialen und infrastrukturellen Belastungen führen, die die Lebensqualität der Schweizer Bevölkerung beeinträchtigen. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz die Möglichkeit behält, ihre eigenen Einwanderungspolitik zu gestalten und die Zuwanderung im Einklang mit ihren nationalen Bedürfnissen und Kapazitäten zu steuern. Dies schliesst auch die Frage der Lohnschutzmassnahmen und der effektiven Bekämpfung von missbräuchlicher Ausnutzung von Arbeitskräften ein.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabgabe und einer Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien ist real. Wir dürfen nicht zulassen, dass durch abstrakt formulierte Abkommen die demokratische Selbstbestimmung unseres Landes und die Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger geopfert werden. Es bedarf klarer und unmissverständlicher Garantien, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre Gesetze im Einklang mit ihren verfassungsmässigen Grundsätzen gestalten kann. Jegliche Übernahme von EU-Recht muss strikt auf die notwendigen und für die Sicherung des Marktzugangs unverzichtbaren Bereiche beschränkt bleiben und unter voller demokratischer Kontrolle erfolgen.

Vernehmlassung
Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: René Altherr (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: René Altherr · rene.altherr@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Prüfung. Zwar wird die Notwendigkeit einer geordneten Zusammenarbeit betont, doch die Art und Weise, wie diese Stabilisierung erfolgen soll, wirft erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Fragen auf. Es ist insbesondere besorgniserregend, dass die angestrebte «Stabilisierung» auf einer potenziellen Übernahme von EU-Recht beruht, ohne dass die Schweiz auf Augenhöhe an dessen Gestaltung mitwirken kann. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert ist. Die Schweiz darf ihre Gesetzgebung nicht von externen Akteuren diktieren lassen, insbesondere nicht in Bereichen, die das tägliche Leben ihrer Bürgerinnen und Bürger direkt betreffen. Des Weiteren ist die drohende Gefahr der automatischen Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Zustimmung problematisch. Artikel 164 der Bundesverfassung (SR 101) legt fest, dass die Gesetzgebung vom Parlament ausgeht. Eine automatische Rechtsübernahme würde dieses Kernprinzip der repräsentativen Demokratie untergraben und dem Willen der gewählten Volksvertreter zuwiderlaufen. Die Gefahr besteht, dass wichtige Schweizer Anliegen und Bedürfnisse in diesem Prozess untergehen, da die EU primär ihre eigenen Interessen verfolgt. Die angedeutete «gerichtliche Beilegung von Streitigkeiten» durch eine Instanz, die sich auf EU-Recht stützt, wirft ebenfalls ernsthafte Fragen auf. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung, könnte dadurch gefährdet werden. Wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht anzuwenden und sich dabei an die Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof zu halten, wäre dies eine erhebliche Einschränkung der nationalen Rechtsprechung und der Souveränität unserer Gerichte. Die Argumentation, dass diese Massnahmen notwendig seien, um die Beziehungen zu stabilisieren, klingt zwar oberflächlich einleuchtend, verkennt aber die fundamentalen Prinzipien, auf denen die Schweiz aufgebaut ist. Eine echte Stabilisierung kann nur auf einer Basis der gegenseitigen Achtung und Gleichwertigkeit erfolgen, nicht durch eine schleichende Unterwerfung unter fremde Rechtsnormen. Die Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtsstaatlichen Grundsätze sind immens und dürfen keinesfalls unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und erfordern eine kritische Neubewertung. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Kompromisse im Einklang mit den grundlegenden Prinzipien der Schweizerischen Souveränität und Rechtsprechung stehen. Besonders problematisch erscheint die potentielle Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz. Die bedingungslose Übernahme von EU-Regulierungen, wie sie in der Verordnung (EU) 2018/858 über die Genehmigung und die Marktüberwachung von Kraftfahrzeugen und ihren Anhängern, Teilen und separaten technischen Einheiten für ihre Sicherheit (ABl. L 151 vom 14.6.2018, S. 1) festgelegt sind, birgt die Gefahr, dass Schweizer KMU und deren innovative Produkte unverhältnismässig belastet werden. Es ist unklar, inwieweit die schweizerischen Eigenheiten im Zulassungsverfahren, die auf dem Prinzip der Verhältnismässigkeit und der individuellen Prüfung basieren, im Einklang mit den oft pauschalen EU-Vorgaben gewahrt bleiben können. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsgleichheit und des Vertrauensschutzes, wie er im Schweizerischen Bundesgesetz über die allgemeine Bundesrechtspflege (BPG) verankert ist. Ferner geben die envisaged mechanisms for dispute resolution zu denken. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) direkt oder indirekt bindende Entscheidungen für die Schweiz treffen könnte, untergräbt die richterliche

Unabhängigkeit und die Souveränität des Schweizerischen Bundesgerichts. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Eine Ausdehnung der Kompetenzen des EuGH würde diesen Artikel aushöhlen und die Möglichkeit einschränken, dass schweizerische Gerichte die letztinstanzliche Beurteilung von Rechtsfragen vornehmen. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die nicht primär den schweizerischen Rechtsstaat schützt, sondern den Interessen der EU dient, ist real. Die in Aussicht gestellten Regelungen zur Personenfreizügigkeit, die über das bestehende bilaterale Abkommen hinausgehen könnten, werfen ebenfalls gravierende Fragen auf. Die Auswirkungen auf den Schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind unklar und erfordern eine detaillierte Analyse im Lichte des Artikels 121 der Bundesverfassung, welcher die Zuwanderung in die Schweiz regelt und der nationalen Interessen Rechnung trägt. Die Stossrichtung der Verhandlungsergebnisse scheint diese nationalen Interessen nicht ausreichend zu gewichten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht die notwendige Rechtssicherheit und Souveränität für die Schweiz gewährleisten. Eine kritische Prüfung und gegebenenfalls eine Revision sind unabdingbar, um die schweizerischen Interessen und die Grundpfeiler unseres Rechtssystems zu schützen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU enttäuscht auf ganzer Linie und zeugt von einer gravierenden Fehleinschätzung der schweizerischen Souveränitätsinteressen sowie der bewährten Rechtsordnung. Die vorgelegten Dokumente lassen befürchten, dass die Schweiz sich in eine Abhängigkeit von der Europäischen Union manövriert, ohne angemessene Gegenleistungen oder klare Vorteile für unsere Nation zu erzielen. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung und die verfassungsmässige Ordnung kritisch zu beleuchten. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen dieses Pakets angedeutet wird, stellt eine direkte Bedrohung für die rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz dar. Insbesondere die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU ohne hinreichende Anpassung an die schweizerischen Bedürfnisse und Werte verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Es stellt sich die dringende Frage, ob die zuständigen Gremien die Tragweite einer solchen Rechtsübernahme korrekt abschätzen und ob die demokratische Legitimation für solche Entscheidungen gegeben ist. Die angebliche Vereinfachung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt birgt erhebliche Risiken der Erosion unserer hoheitlichen Befugnisse. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht in zahlreichen Sektoren, wie beispielsweise im Bereich des Finanzmarktrechts oder des Umweltschutzes, untergräbt die Fähigkeit des Schweizerischen Parlaments, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Interessen und den Traditionen der Schweiz am besten dienen. Die ständige Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs wird unweigerlich zur Massgebenden Instanz, was unsere eigene Judikative de facto entmachtet. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres föderalistischen Systems und des Rechtsstaatsprinzips, das im Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Die Argumentation, dass die Schweiz durch die Unterwerfung unter EU-Recht von den Vorteilen des Binnenmarkts profitieren könne, ist ein Trugschluss, der die Kosten für unsere Souveränität ignoriert. Die ständige Angst vor Schiedsgerichtsverfahren oder Sanktionen seitens der EU, falls die Übernahme des Rechts nicht korrekt umgesetzt wird, schafft ein Klima der Unsicherheit und der Abhängigkeit. Es ist entscheidend, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit bewahrt und keine Abkommen unterzeichnet, die ihre Fähigkeit zur Selbstbestimmung einschränken. Die Übernahme von EU-Recht ist kein Zeichen von Fortschritt, sondern ein gefährlicher Weg in die Abhängigkeit.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die inländische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der Abkommen mit der Europäischen Union bergen die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und der demokratischen Willensbildung. Es ist zutiefst beunruhigend, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine erhebliche Übernahme von EU-Recht vorsehen, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation oder eine umfassende Prüfung der nationalen Interessen erfolgt ist. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des Schweizer Rechtsstaates, insbesondere dem Willen des Gesetzgebers, wie er im Gesetz über die Vernehmlassung (VLG) zum Ausdruck kommt, welches eine transparente und partizipative Gesetzgebung sicherstellen soll. Die Art und Weise, wie hier EU-Normen in unser Rechtssystem integriert werden sollen, lässt befürchten, dass die parlamentarische Debatte und die Einbindung der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger faktisch umgangen werden. Darüber hinaus besteht die

Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte tangiert wird. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert das Prinzip der Rechtsgleichheit und der Rechtssicherheit im Inland. Die vorgesehene Übernahme von Rechtsprechungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) könnte zu einer Bindung unserer nationalen Gerichte an Entscheidungen führen, die auf einem anderen Rechtssystem und anderen Rechtsgrundsätzen basieren. Dies wirft ernsthafte Fragen hinsichtlich der nationalen Rechtsidentität und der Möglichkeit unserer Gerichte auf, im Einklang mit den Bedürfnissen und Werten der Schweizer Bevölkerung zu entscheiden. Die Autonomie unserer Rechtsprechung, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, könnte hierdurch unzulässig eingeschränkt werden. Die mangelnde Transparenz und die Geschwindigkeit, mit der diese weitreichenden Änderungen durchgedrückt werden sollen, sind alarmierend. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Auseinandersetzung mit den langfristigen Konsequenzen, bevor weitreichende Verpflichtungen eingegangen werden, die die Fundamente unseres Rechtsstaates und unserer Souveränität gefährden. Die Bedenken sind nicht nur theoretischer Natur, sondern betreffen die praktische Handlungsfähigkeit des Schweizerischen Parlaments und die Rechtssicherheit für die Schweizer Bevölkerung. Es ist unsere Pflicht, die Integrität unseres Rechtssystems und die Souveränität unseres Landes mit aller Kraft zu verteidigen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine kapitale Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer gesellschaftlichen Stabilität dar. Die masslose Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht klar dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und entzieht dem Parlament und dem Volk die Hoheit über die Zuwanderung. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, einer Art „Niederlassung C PLUS“, welche praktisch unentziehbar ist, selbst bei strafrechtlichen Verfehlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf nicht mehr tragbare Weise. Dies fördert explizit die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, wobei die Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die unkontrollierte Ausweitung des Familiennachzugs, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unsteuerbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist ein reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anzurufen versuchen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmassnahme degradiert. Die automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ bedeutet faktisch, dass Parlament und Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss faktisch unmöglich gemacht wird. Die im AIG vorgesehene „Schutzklausel“ (Art. 21b) ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und durch die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke sichert. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) durch den Europäischen Berufsausweis (EPC) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was zu einer schleichenden Absenkung unserer Berufsstandards führt. Ebenso wird im Medizinalberufegesetz (MedBG) und Gesundheitsberufegesetz (GesBG) die autonome Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Unterordnung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und stellen einen Eingriff in die Eigentumsrechte dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und entbehren jeder Substanz. Sie stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar, die den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, verursacht durch die ungezügelte Ausweitung der

Personenfreizügigkeit, keineswegs kompensieren können. Es droht eine flächendeckende und unumkehrbare Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere bei den hart arbeitenden Menschen in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und äusserst wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken und zu verteidigen, wird er aufgeweicht und an die weniger strengen EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratisch aufgeblähten Regelungen sind in ihrer Effektivität den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich unterlegen. Dies kommt primär jenen ausländischen Akteuren zugute, die gezielt Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden nachhaltig geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen schleichend untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der verbindlichen Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er propagiert eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität unserer kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das eigentliche Grundproblem des unaufhörlichen Lohndrucks zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Verlagerung in Art. 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als festen und unveränderlichen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch fester und unflexibler an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch den permanenten EU-Druck. Damit wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren und bürokratischen Verfahren unterworfen ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht diametral unseren liberalen und marktwirtschaftlichen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Konformität aussetzt. Jede Modifikation an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die gut funktionierenden schweizerischen Mechanismen zugunsten schwächerer, EU-konformer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Sanktionen degradiert, die ohne umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies untergräbt unsere eigenständige Rechtsordnung und gefährdet die Grundsätze unseres Rechtsstaates.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehrsrecht im Rahmen des Abkommens mit der EU stellen eine ernste Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu in Artikel 40ater EBG, ist äusserst bedenklich. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter wird zwangsläufig zu einer «Rosinenpickerei» führen. Konkurrierende Unternehmen werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen weiterhin die Verantwortung für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Leistungsfähigkeit unseres gesamten öffentlichen Verkehrsnetzes. Des Weiteren befürchte ich eine Gefährdung des Service public durch die Anwendung des EU-Beihilferechts. Bewährte Subventionierungsmodelle, die zur Qualitätssicherung und zur Deckung von Mehrkosten für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials dienen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage für notwendige Investitionen und die Aufrechterhaltung eines qualitativ hochstehenden Angebots in Frage stellen. Die von der Regierung angeführte «Gemeinsame Erklärung» vermag die bestehenden Bedenken nicht auszuräumen. Als rechtlich nicht bindende Absichtserklärung bietet sie keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung stellt eine rein symbolische Geste dar, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität in der Bahnpollitik nicht verhindern kann. Die Schweiz würde die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schleichend aufgeben und künftige Regulierungen, wie beispielsweise zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), widerspruchslos übernehmen müssen. Dies würde die Steuerungskompetenz von nationalen Institutionen auf zentrale EU-Stellen verlagern. Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, neu in Artikel 32a Absatz

1bis PBG, gibt Anlass zu grosser Sorge. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die Souveränität der Schweiz bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes wird dadurch massiv eingeschränkt.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine tiefgreifende und besorgniserregende Erosion der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch für die daraus resultierenden Kosten aufkommen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die nationalen Interessen und Bedürfnisse systematisch verdrängt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Sie ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Verhältnisse ausgerichteten Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Experiment. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Sie untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz droht abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern zu werden. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regularien im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend unter dem Titel 'Lebensmittelsicherheit' subsumiert, stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Fall bringen und blockiert somit jegliche

souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz. Ausserdem erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität bedeutet und Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Staatliche Beihilfen

Wir äussern uns entschieden gegen die vorgeschlagene Unterstellung der staatlichen Beihilfen unter ein neues EU-konformes Regime. Die gegenwärtige Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden Förderungen im Rahmen ihrer demokratischen und föderalistischen Autonomie gewähren, wird durch diesen Vorschlag fundamental untergraben. Die Einführung eines starren, technokratischen Kontrollapparates der EU droht, die bewährte und schweizweit anerkannte Praxis der dezentralen Wirtschaftsförderung abzuschaffen und diese durch eine zentralistische Einmischung zu ersetzen. Dies stellt einen direkten Angriff auf die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie dar. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide der lokalen Wirtschaftsförderung oder der Aufrechterhaltung des Service public, wie beispielsweise im Regionalverkehr oder bei Kantonalbanken, künftig von einer fremden Instanz genehmigt werden müssen. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der darin verankerten neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese Behörde agiert als verlängerter Arm der EU, dessen primäre Aufgabe die Durchsetzung von EU-Konformität und nicht primär die Verfolgung Schweizer Interessen ist. Die damit verbundenen Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) sind besonders stossend, da die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG). Dies ermöglicht es, kantonal gefällte, demokratisch legitimierte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht zu ziehen und zu kippen (Art. 98a BGG). Die Kantone verlieren dadurch ihre Verfahrensautonomie und werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten herabgestuft. Die Integration dieser Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das über die reine Kartellrechtsüberwachung hinausgeht und als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht. Besonders kritisch sehen wir die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im Luftverkehr, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert und sich dem EU-Regime unterwirft. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die nationale wirtschaftspolitische

Steuerungshoheit aushebeln, die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränken und die föderalistischen Strukturen der Schweiz schwächen. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union ist aus unserer Sicht äusserst bedenklich und muss kritisch hinterfragt werden. Insbesondere die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Mit der Einführung eines sogenannten Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird eine politische Geste in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung verwandelt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Budgethoheit des Parlaments, wie sie durch die Bundesverfassung gewährleistet ist. Artikel 1 des KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen schafft, untergräbt diese Kompetenz und zwingt die Schweiz, sich einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zu beugen, ohne Mitspracherecht oder Gegenleistung. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz verliert damit jedes politische Druckmittel und die Möglichkeit, zukünftige Zahlungen zu verweigern oder zu verhandeln. Wir werden zur Nettozahlerin degradiert, die Verpflichtungen eingeht, ohne substanzielle Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Integration des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BöB) ist keine technische Formalität, sondern verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Dauerhaftigkeit. Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG als irreführend zu bezeichnen. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Praxis ist nicht transparent und wirft ernsthafte Fragen hinsichtlich der Verhältnismässigkeit und des Zwecks dieser Zahlungen auf. Die Schweiz sollte ihre Finanzen nicht im Rahmen von Verträgen binden, die die demokratische Kontrolle aushebeln und sie in eine Abhängigkeit von den Forderungen der EU manövrieren. Die freiwilligen Beiträge zur Entwicklungszusammenarbeit und anderen Projekten waren ein Ausdruck schweizerischer Solidarität, keine automatisch zu erfüllende Verpflichtung. Diese Umwandlung ist ein Rückschritt für die schweizerische Souveränität.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Roger Riedener (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Roger Riedener · 0792111177 · roger@riedener.me

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und wirft die Frage auf, ob die angebahnte Lösung tatsächlich im besten Interesse der Schweiz liegt. Die Annahme dieses Pakets birgt die Gefahr, die Souveränität und die demokratischen Prozesse unseres Landes schleichend zu untergraben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei einen substanziellen Einfluss auf dessen Ausgestaltung nehmen kann, ist äusserst problematisch. Dies steht im Widerspruch zu unserem verfassungsrechtlichen Grundsatz, dass die Gesetzgebung im Rahmen der bundesstaatlichen und demokratischen Ordnung erfolgen muss. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweizerische Eidgenossenschaft frei und unabhängig und handelt nach den Grundsätzen der Bundesverfassung. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die institutionelle Übernahme von Richtlinien und Verordnungen impliziert wird, würde dieses Primat der eigenen Verfassung und Gesetzgebung aushöhlen. Die Bestimmungen zur Übernahme von Weiterentwicklungen des EU-Rechts stellen eine automatische Eingliederung in unser Rechtssystem dar. Dies bedeutet, dass wir uns zukünftigen rechtlichen Entwicklungen in Brüssel unterwerfen, ohne jedes Mal einen expliziten Parlamentsbeschluss oder gar eine Volksabstimmung abwarten zu müssen. Artikel 164 der Bundesverfassung legt fest, dass das Parlament über die Gesetzgebung wacht. Diese automatische Übernahme von EU-Recht umgeht jedoch die demokratische Kontrolle durch das Parlament und letztlich durch das Volk. Die Rolle der Schweiz würde de facto zu einer reinen Rezipientenrolle reduziert, was nicht mit unserem Verständnis von Volkssouveränität und Rechtsstaatlichkeit vereinbar ist. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Eine ständige und direkte Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung und Anwendung von übernommenem EU-Recht in der Schweiz würde die Kompetenzen unserer eigenen Gerichte und des Bundesgerichts als oberste juristische Instanz erheblich einschränken. Artikel 188a der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Wenn jedoch die Urteile des EuGH in der Schweiz bindend wären, könnte dies die Autonomie unserer Justiz untergraben und die Rechtsfortbildung in der Schweiz von externen Einflüssen abhängig machen. Es besteht die Gefahr, dass die Rechtslage in der Schweiz von einer Rechtsprechung bestimmt wird, die primär die Interessen der EU und ihrer Mitgliedstaaten berücksichtigt. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorliegende Paket weder die Souveränitätsrechte der Schweiz angemessen wahrt, noch die demokratischen Prozesse ausreichend schützt und die Unabhängigkeit unserer Gerichte potenziell gefährdet. Die Risiken einer schrittweisen Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer politischen Eigenständigkeit sind nicht zu unterschätzen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angekündigte Stabilisierung der Beziehungen zur EU im vorliegenden Vernehmlassungsdossier wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine engere Anbindung an das EU-Recht, wie sie implizit durch die angestrebte "Stabilisierung" suggeriert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer Unabhängigkeit. Es ist fraglich, ob eine solche Entwicklung im Einklang mit den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (LGVBG) steht, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der bundesstaatlichen Kompetenzordnung. Die vorgeschlagene Ausrichtung auf eine "Stabilisierung" ohne klare Definition der beiderseitigen Verpflichtungen und Rechte erscheint naiv und potentiell schädlich. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz zukünftig von der EU diktierten Entwicklungen im Unionsrecht unterworfen wird, ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten. Dies stünde im Widerspruch zum Verfassungsgrundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität.

Die Übernahme von EU-Recht, auch in abgeschwächter Form, ohne explizite Zustimmung des Schweizer Volkes durch Referendum, wäre eine gravierende Aushöhlung unserer direktdemokratischen Institutionen. Darüber hinaus ist die Unklarheit bezüglich der Anrufbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder ähnlicher Instanzen ein zentraler Kritikpunkt. Eine rechtliche Bindung an Gerichte, deren Entscheidungen nicht im Einklang mit der Schweizerischen Rechtsordnung stehen, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Hoheit der nationalen Gesetzgebung verletzen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien des schweizerischen Rechtsverständnisses und könnte zu unerträglichen Kompetenzverschiebungen führen. Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten (EDA) muss detailliert darlegen, wie die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Volkssouveränität in jeder Phase einer potenziellen "Stabilisierung" uneingeschränkt gewährleistet bleiben. Ohne solche Garantien ist von einer Zustimmung zur vorgeschlagenen Richtung abzusehen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung von EU-Abkommen wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der demokratischen Legitimität auf. Es ist mit tiefer Besorgnis festzustellen, dass die vorgeschlagene Integration von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem das Prinzip der direkten Demokratie und die Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, massiv untergräbt. Die automatische oder gar obligatorische Übernahme von EU-Recht, selbst wenn dies nur mittelbar geschieht, entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern die Möglichkeit, über die Gesetzgebung selbst zu entscheiden. Dies steht im Widerspruch zum fundamentalen Recht auf Mitsprache und Mitgestaltung, das durch die Instrumente der direkten Demokratie wie die Volksinitiative und das Referendum gewährleistet wird. Artikel 138 BV, der die Volksinitiative regelt, und Artikel 139 BV, der das fakultative Referendum ermöglicht, werden durch eine solche Praxis ausgehöhlt, da die Möglichkeit, verbindliche EU-Vorgaben anzupassen oder abzulehnen, stark eingeschränkt würde. Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Anwendung des EU-Rechts durch europäische Gerichte, wie den Europäischen Gerichtshof (EuGH), die Autonomie der schweizerischen Gerichte, wie sie in Artikel 190 BV gewährleistet wird, beeinträchtigen könnte. Die verbindliche Auslegung von EU-Recht durch den EuGH würde in der Praxis bedeuten, dass schweizerische Gerichte primär die Rechtsprechung des EuGH anzuwenden hätten, was die Unabhängigkeit der hiesigen Justiz gefährden würde. Die Begründung, dass die Übernahme von EU-Recht der wirtschaftlichen Annäherung diene, mag oberflächlich überzeugen, doch die langfristigen Konsequenzen für unsere Rechtsordnung und die demokratischen Freiheiten des Schweizer Volkes sind gravierend. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Gesetzgebung sind essenziell für das Vertrauen der Bürger in den Staat. Eine schleichende Entmachtung der nationalen Gesetzgebung durch Brüssel wäre ein schwerwiegender Rückschritt für die schweizerische Demokratie. Es ist daher dringend geboten, Mechanismen zu entwickeln, welche die Souveränität und die demokratischen Rechte des Schweizer Volkes uneingeschränkt wahren und jeglicher Form der faktischen Unterordnung unter ausländisches Recht entgegenwirken.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unseren föderalistischen Staatsaufbau dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische und demografische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, die dem Volk Rechenschaft ablegen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies gefährdet die demokratische Legitimation und die regionale Eigenständigkeit in einem Masse, das nicht hingenommen werden kann. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. b bis) massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden Kantone zu Bittstellern, deren Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern und letztlich vom Bundesgericht auf ihre Konformität mit dem EU-Recht überprüft und gekippt werden können. Der neue Art. 82 Bst. b bis BGG erlaubt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) aushebelt. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie und eine direkte Aushöhlung unseres Föderalismus. Mit der Schaffung des BHÜG (insbesondere Art. 3 BHÜG) wird eine neue Beihilfekammer etabliert, die primär die EU-Kompatibilität durchsetzt und damit die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Diese Institution agiert als "verlängerter Arm der EU" und unterstellt kritische Sektoren wie die Energieversorgung, den Luft- und den

Landverkehr einer systematischen Kontrolle durch die EU. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) illustriert dies exemplarisch: Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" überwacht nicht nur das Kartellrecht, sondern agiert auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger machen und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Die Souveränität der Kantone und Bund, die demokratische Legitimation von Förderungsentscheiden und der Schutz unserer strategischen Sektoren werden aufs Spiel gesetzt. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit offenbart ein weitreichendes Integrationsprojekt unter irreführendem Deckmantel. Es geht offensichtlich nicht primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um die schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das Regelwerk der Europäischen Union, namentlich die Strategie 'Vom Hof auf den Tisch'. Diese Entwicklung birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Die notwendige Angleichung an oftmals tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem qualitativen Rückschritt. Das angesehene Label 'Made in Switzerland' droht seine Wertigkeit zu verlieren, wenn die Herstellungskriterien denen in der EU entsprechen müssen. Dies untergräbt einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Besonders besorgniserregend ist die drohende 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses potenziell schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dieses Vorgehen stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar und beraubt die Schweiz jeglicher souveränen Entscheidungsmöglichkeit. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, seien es Ställe, Käsereien oder Restaurants, ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Es ist eine beispiellose Welle der Bürokratie zu erwarten, welche unsere Produzenten überrollen wird. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an Festanlässen müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hierbei klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die angekündigten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in Bezug auf Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in diesem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff

auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Angesichts dieser gravierenden Punkte muss eine entschiedene Ablehnung dieser Vorlage gefordert werden. Die Schweiz muss ihre Souveränität und ihre hohen Standards verteidigen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz ungenügend und dienen primär einer kosmetischen Beruhigung, während sie den massiven Druck auf die Schweizer Lohnniveaus, der aus der erweiterten Personenfreizügigkeit resultiert, in keiner Weise kompensieren können. Es besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion der Lohnstandards, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was sich negativ auf die Kaufkraft und die soziale Stabilität auswirken wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser bedauerlicherweise aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regelungen sind vordergründig bürokratischer gestaltet, jedoch in ihrer Effektivität im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich unterlegen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen und die bisherigen Schutzmechanismen umgehen können. Die Kontrollmechanismen erfahren eine spürbare Schwächung. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was den Arbeitnehmerschutz weiter schwächt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss der neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorliegenden Vorschläge sind daher aus Sicht des Schweizer Lohn- und Arbeitnehmerschutzes entschieden abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der EU geben zu erheblichen Bedenken Anlass und sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle inakzeptabel. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament freiwillig und kontrolliert geleisteten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Verlust an politischem Gestaltungsinstrument und demokratischer Aufsicht dar. Dies kommt faktisch einer unzulässigen

Zwangsabgabe gleich, welche die Budgethoheit des Parlaments empfindlich stört. Der im Abkommen statuierte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge, der mit dem im Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) verankerten Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) in das schweizerische Rechtssystem integriert wird, birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen der EU. Es ist unerträglich, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird, während gleichzeitig keine Garantie für verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken gegeben wird. Das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient offensichtlich dazu, diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Haushaltsautonomie des Parlaments untergräbt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird nur noch die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert. Diese Verankerung des KoBG im Anhang des BöB ist mehr als eine formelle Formalität; sie signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung und damit eine tiefgreifende Aushöhlung nationaler Kompetenzen. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist besonders beunruhigend. Hier wird die positive Assoziation der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies dient dazu, die wahren Kosten und die souvärenitätsverlustbringende Natur dieser Abmachung zu verschleiern. Die Schweiz sollte sich nicht in eine Position begeben, in der sie für eine institutionelle Anbindung bezahlt, die primär ihre Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die eigene Bevölkerung mit sich bringt.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromsektor stellen eine ernsthafte Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis degradiert. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet und undemokratisch legitimierte Vorschriften durchsetzt. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Diese Massnahme würde die finanziellen Grundlagen betroffener Kantone empfindlich treffen und ist mit dem Geist unserer föderalen Ordnung unvereinbar. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht zu tragen vermag, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die unzureichende Ausgestaltung der Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) verstärkt die Bedenken hinsichtlich der Versorgungssicherheit, welche dem Diktat des Marktes überlassen wird. Dies stellt ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft dar. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Auch das Energiegesetz (EnG) erfährt besorgniserregende Änderungen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Unzählige kleine und mittlere Produzenten werden benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt, was im Widerspruch zur schweizerischen Energiestrategie steht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, ohne dass eine klare Verantwortlichkeit definiert wird. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit manifestieren eine besorgniserregende Kapitulation vor den Interessen der Europäischen Union und stehen im direkten Widerspruch zum Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene masslose Ausweitung der Personenfreizügigkeit untergraben die grundlegende Souveränität der Schweiz bei der Steuerung ihrer Zuwanderung. Besonders alarmierend ist die Einführung eines de facto unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf statt zehn Jahren. Diese neue Form der Niederlassung, quasi eine "Niederlassung C PLUS", birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da sie selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hätte. Dies fördert gezielt die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben, was die Kosten direkt auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abwälzt. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und führt unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" erweist sich als reine Farce. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu beanspruchen, droht die EU mit Sanktionen, was diese zu einer reinen Erpressungsklausel degradiert. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich praktisch machtlos werden. Dies ist eine unhaltbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme durch die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger, während ein Ausschluss praktisch unmöglich wird. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und durch die ausschliessliche Übertragung von Massnahmen auf politisches Ermessen den Weg für einseitige, wirksame Kontingente versperrt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein unmissverständliches Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun von den Studierenden getragen werden müssen. Dies, zusammen mit der Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und der Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (FZA, Artikel 25f Absatz 1bis), zeigt die systematische Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Qualitätsstandards zugunsten einer blinden EU-Kompatibilität, eine Entwicklung, die wir entschieden ablehnen.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehrsprotokoll mit der EU ist aus Sicht des Service public und der nationalen Souveränität höchst bedenklich. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater, stellen eine existenzielle Bedrohung für das bewährte System des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz dar. Die Möglichkeit für ausländische Anbieter, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, birgt die Gefahr einer systematischen "Rosinenpickerei", bei der nur die profitabelsten Verbindungen angefahren werden. Dies würde die SBB und andere schweizerische Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag auch auf weniger rentablen Strecken erfüllen müssen, finanziell erheblich schwächen und damit die flächendeckende Grundversorgung gefährden. Die Regelung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis ist ebenfalls kritisch zu sehen. Sie schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich nicht bindendes und somit wertloses Instrument. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz würde damit schleichend die Kontrolle über ihre Bahninfrastruktur verlieren und sich Abhängigkeiten von externen Regulierungen aussetzen, wie beispielsweise zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern würde. Die vermeintlichen Absicherungen des Bundesrates sind daher eine irreführende Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität nicht verhindert. Das Prinzip des Service public, das durch sorgfältig gestaltete Subventionen auch im Güter- und Regionalverkehr sowie bei der Erneuerung von Rollmaterial gewährleistet wird, könnte durch die

Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung massiv beeinträchtigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu ernsthaften Bedenken Anlass und werfen erhebliche Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen zur Übernahme von EU-Recht bergen die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und der demokratischen Legitimation. Die Absicht, fortlaufend und ohne direkten Einfluss auf deren Entstehung EU-Recht zu übernehmen, steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind. Artikel 1 der BV garantiert die Volkssouveränität, welche durch eine automatische Rechtsübernahme ohne Möglichkeit der Mitsprache und des Referendums gefährdet wird. Des Weiteren ist Artikel 164 BV, der die Rolle des Parlaments bei der Rechtssetzung festschreibt, tangiert. Die vorgeschlagene Praxis würde die parlamentarische Gestaltungsfreiheit massiv einschränken und die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU-Gesetzgebung degradieren. Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind bedenklich. Die angeblichen Vorteile der Marktdurchdringung könnten die Kosten der Rechtsübernahme und die damit einhergehende Wettbewerbsverzerrung durch die Angleichung an EU-Standards bei weitem übersteigen. Die Flexibilität des Schweizer Arbeitsmarktes und die spezifischen Bedürfnisse unserer KMUs könnten durch die Übernahme von EU-Richtlinien, die auf andere Wirtschaftsstrukturen zugeschnitten sind, negativ beeinflusst werden. Die im Verhandlungspaket vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als bindende Instanz bei der Auslegung von EU-Recht ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Dies würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte nicht mehr autonom entscheiden könnten, sondern an die Rechtsprechung des EuGH gebunden wären. Dies stellt einen erheblichen Eingriff in die nationale Rechtsordnung dar und widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er im Schweizer Rechtssystem verankert ist. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse keine tragfähige Grundlage für die zukünftige Beziehung der Schweiz zur EU darstellen. Sie drohen, unsere Souveränität zu untergraben, die demokratischen Prozesse zu schwächen und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz zu gefährden. Es ist unerlässlich, dass diese Punkte in der weiteren Prüfung mit äusserster Skepsis betrachtet und Korrekturen eingefordert werden, um die Interessen der Schweiz zu wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Roman Koch (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Roman Koch · romankoch@yahoo.de

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der Schweizerischen Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen kritisch zu hinterfragen. Eine Vertiefung der institutionellen Anbindung an die EU, wie sie implizit in der angestrebten Stabilisierung liegt, birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle und Mitsprache.

Wir müssen uns fragen, ob die angestrebte Stabilität nicht zu einem unangemessen hohen Preis erkauft wird. Die Einführung von Übernahmerecht im Bereich der Dienstleistungen, selbst wenn sie im Rahmen des bestehenden Freizügigkeitsabkommens (FZA) erfolgt, bedarf einer äusserst sorgfältigen Prüfung. Artikel 11 des FZA erlaubt zwar die Anpassung von Bestimmungen, doch dürfen diese Anpassungen die grundlegenden Prinzipien der Souveränität und die rechtsstaatlichen Garantien nicht aushöhlen. Eine automatische Übernahme von EU-Sekundärrecht würde die Gesetzgebungskompetenz der eidgenössischen Räte beschneiden und die Möglichkeit einschränken, eigene, auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittene Regelungen zu erlassen. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volks- und Ständemehrheit, die in der Bundesverfassung verankert ist und jede Änderung des Rechts auf nationaler Ebene legitimiert.

Des Weiteren birgt die mögliche erweiterte Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen der Beilegung von Streitigkeiten erhebliche Risiken. Während eine gewisse Rechtssicherheit angestrebt wird, darf dies nicht dazu führen, dass Schweizer Gerichte de facto den Weisungen des EuGH unterworfen werden. Dies würde die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Anwendung des nationalen Rechts beeinträchtigen. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 190 die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz, nicht jedoch an das Recht eines fremden Staatenverbundes. Eine faktische Unterordnung unter den EuGH wäre eine massive Einschränkung dieser verfassungsrechtlichen Grundlage.

Es ist von fundamentaler Bedeutung, dass jede Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU im Einklang mit unserer Verfassung und den Interessen unseres Landes steht. Die angestrebte Stabilisierung darf nicht zu einer Aushöhlung unserer direktdemokratischen Instrumente und unserer Souveränität führen. Eine unkritische Übernahme von EU-Standards oder die Akzeptanz übermässiger externer Gerichtsbarkeit würde die Grundlage unseres Rechtsstaates und unserer Unabhängigkeit untergraben. Wir müssen die Risiken sorgfältig abwägen und sicherstellen, dass jegliche Vereinbarungen die Eigenständigkeit der Schweiz und die demokratischen Prozesse wahren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche prinzipielle und praktische Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprache der Schweiz stellt eine Untergrabung der schweizerischen Souveränität dar. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Genehmigung von völkerrechtlichen Verträgen (VTrV) verlangt, dass völkerrechtliche Verträge im Einklang mit der Bundesverfassung und den geltenden Gesetzen stehen. Die aktuellen Vorschläge drohen jedoch, die Rechtsordnung der Schweiz einer externen Dynamik zu unterwerfen, ohne dass die demokratischen und rechtsstaatlichen Kontrollmechanismen vollumfänglich greifen können.

Es ist fraglich, inwieweit die schweizerische Gesetzgebung, einschliesslich des Obligationenrechts oder des Aktienrechts, die hier im Raum stehenden Anpassungen ohne Verlust an nationaler Kohärenz und Eigenständigkeit verkraften kann. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, führt zu einer schleichenden Erosion der legislativen Autonomie. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und dem Prinzip, dass das schweizerische Volk und seine Vertreter die Gesetzgebungshoheit innehaben.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen und die damit verbundenen potenziellen Belastungen für Schweizer Unternehmen und die öffentliche Hand unklar und scheinen nicht ausreichend berücksichtigt. Die Verpflichtung zur Anpassung an europäische Standards kann zu erhöhten Kosten führen, ohne dass entsprechende Vorteile für die schweizerische Wirtschaft garantiert sind. Die Gewährleistung eines fairen Wettbewerbs im Binnenmarkt unterliegt komplexen Regelungen, deren Übernahme und Anwendung in der schweizerischen Rechtsordnung sorgfältig geprüft werden muss, um eine ungleiche Wettbewerbssituation zu vermeiden. Artikel 124 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte durch unzureichend ausgehandelte Regelungen tangential berührt werden. Die negativen Auswirkungen auf die Rechtsstaatlichkeit und die Kontrollmöglichkeiten des Parlaments müssen im Lichte des Parlamentsgesetzes (ParlG) und insbesondere der Artikel zur Ausübung der parlamentarischen Kontrolle kritisch hinterfragt werden. Die aktuelle Form der Verhandlungsergebnisse erscheint daher unausgewogen und potenziell nachteilig für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage bedarf einer kritischen Überprüfung im Hinblick auf ihre Vereinbarkeit mit dem schweizerischen Rechtssystem und den übergeordneten Prinzipien der direkten Demokratie sowie der staatlichen Souveränität.

Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der potenziellen Aushöhlung des schweizerischen Rechts durch die vorgeschlagenen Anpassungen im Rahmen der inländischen Umsetzung. Insbesondere Artikel 139 der Bundesverfassung (BV) garantiert das Recht auf politische Beteiligung und die demokratische Willensbildung. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht, die den nationalen Gesetzgebungsprozess und die parlamentarische Debatte marginalisiert, widerspricht diesem Grundsatz. Das Prinzip der «Adaptation» von Rechtsnormen birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die letztlich die Gestaltungsfreiheit der Schweiz einschränkt.

Darüber hinaus tangiert die Vorlage den Kern des schweizerischen Rechtsverständnisses, wie er in Artikel 2 des Obligationenrechts (OR) verankert ist. Dort wird die richterliche Auslegung als Mittel zur Lückenfüllung und zur Anpassung des Rechts an neue Gegebenheiten beschrieben. Die Integration von EU-Rechtspunkten, die potenziell eine andere Auslegung und Anwendung erfahren, könnte zu Rechtsunsicherheiten führen und die Kohärenz des schweizerischen Rechtssystems gefährden.

Die Stärke unseres Rechtssystems liegt in seiner Verankerung in der Verfassung und in der Fähigkeit, eigenständige Lösungen für nationale Herausforderungen zu entwickeln. Eine zu starke Orientierung an externen Rechtsordnungen, selbst wenn sie mit der EU assoziiert ist, birgt die Gefahr, dass nationale Interessen und spezifische schweizerische Bedürfnisse vernachlässigt werden. Die im Vernehmlassungsverfahren vorgelegten Texte lassen die Möglichkeit offen, dass durch die Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen die Souveränität der Schweiz und die Entscheidungsfindung durch das eigene Volk und dessen Vertreter beeinträchtigt werden könnten. Es muss sichergestellt werden, dass jede Rechtsübernahme stets im Einklang mit den Grundwerten der schweizerischen Bundesverfassung steht und die demokratische Legitimation gewahrt bleibt. Die Skepsis ist daher angebracht, um die Integrität unseres Rechtsstaates zu schützen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Finanzieller Beitrag

Strom

Lebensmittelsicherheit

Landverkehr

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Staatliche Beihilfen

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken und wirft tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unklar, inwieweit die angebliche Kohärenz des Pakets tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt. Vielmehr drängt sich der Verdacht auf, dass die EU durch dieses Paket versucht, ihre übergeordnete Rechtsordnung gestärkt durchzusetzen und die Schweiz in eine asymmetrische Abhängigkeit zu manövrieren.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht stellt eine gravierende Erosion unserer Souveränität dar. Gemäss Artikel 2 des Schweizerischen Bundesverfassungs (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat, und seine Gesetze sind dem EU-Recht übergeordnet. Mit der automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie dieses Paket impliziert, würde dieses Prinzip ausgehöhlt. Insbesondere Artikel 2 Absatz 3 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BGS) der Schweiz regelt die Einhaltung des Völkerrechts, doch die hier vorgeschlagene Übernahme ist weit über das Mass einer solchen völkerrechtlichen Verpflichtung hinausgehend und delegitimiert das demokratische Gesetzgebungsverfahren.

Die Frage der Gerichtsbarkeit ist ebenfalls äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz für die Auslegung des Abkommens birgt die Gefahr, dass Schweizer Recht und Schweizer Gerichte de facto dem EuGH untergeordnet werden. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), der die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte festlegt. Die Autonomie der Schweizer Rechtsordnung wird dadurch erheblich gefährdet.

Darüber hinaus ist die Finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen ohne entsprechende Stimmrechte und Einflussmöglichkeiten eine einseitige Belastung. Die Schweiz würde erhebliche finanzielle Mittel in die EU-Kasse einspeisen, ohne die Möglichkeit zu haben, die Verwendung dieser Mittel mitzubestimmen oder die Entwicklung der EU-Politik massgeblich zu beeinflussen. Dies könnte

als eine Form von "Zwangsgeld" interpretiert werden, ohne den entsprechenden Nutzen eines gleichberechtigten Partners.

Die Behauptung einer win-win-Situation ist daher mit äusserster Skepsis zu betrachten. Vielmehr scheint das Paket primär auf die Interessen der EU zugeschnitten zu sein und die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit zu drängen, in der sie geltendem EU-Recht Folge zu leisten hat, ohne dessen Entstehung beeinflussen zu können. Eine solche Entwicklung darf nicht ohne eingehendste Prüfung und unter Wahrung unserer verfassungsmässigen Grundsätze akzeptiert werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Roswitha Schib (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Schib · +41763671264 · rschib@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU geben Anlass zu erheblichen Bedenken und erfordern eine kritische Auseinandersetzung. Zwar wird das Ziel der Stabilisierung grundsätzlich anerkannt, die hierfür angedachten Mittel werfen jedoch fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Beratung und demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk verstösst gegen zentrale Bestimmungen unserer Verfassung. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) schreibt vor, dass Gesetze des Bundes dem übergeordneten Recht der Bundesverfassung und dem Völkerrecht entsprechen müssen. Eine blosse Übernahme von EU-Recht, das potenziell im Widerspruch zu unseren eigenen Rechtsgrundsätzen steht und zudem einem dynamischen Prozess unterliegt, welcher von Schweizer Parlamenten nicht beeinflussbar ist, untergräbt dieses Prinzip.

Die damit verbundene Schleifung der parlamentarischen Mitsprache und der direktdemokratischen Kontrolle gefährdet die Grundfesten unseres politischen Systems. Artikel 146 BV regelt die Gesetzgebungskompetenz klar und verankert diese beim Bundesrat und den eidgenössischen Räten, mit der Möglichkeit des fakultativen Referendums. Die nun zur Diskussion stehende Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenzen de facto aushebeln und die Rolle des Schweizer Parlaments auf die eines reinen Umsetzungsorgans reduzieren. Dies widerspricht diametral dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung, welche die Volkssouveränität als oberstes Prinzip festschreibt.

Ferner ist zu befürchten, dass eine solche Angleichung die Rechtssetzungskraft des Bundes stark einschränken würde. Artikel 163 Absatz 1 BV bestimmt, dass der Bund die Gesetzgebung und die oberste Aufsicht über die Verwaltung wahrnimmt. Eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht bedeutet jedoch eine faktische Verlagerung von Gesetzgebungskompetenzen nach Brüssel, was die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen nationalen Interessen durch autonome Gesetzgebung zu wahren, erheblich schwächt.

Es muss daher die Frage gestellt werden, ob die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU nicht zu einem Preis erkauft wird, der die schweizerische Eigenständigkeit und die demokratischen Institutionen in unzulässiger Weise beeinträchtigt. Anstatt einer unkritischen Übernahme von Rechtsakten sollte auf eine sorgfältige und rechtsstaatlich fundierte Ausgestaltung der Beziehungen gesetzt werden, die die Souveränität der Schweiz achtet und die demokratische Legitimation von Rechtsnormen gewährleistet.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unserer Gesetzgebung auf. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit in der Ausrichtung dieses Textes mitschwingt, missachtet grundlegende Prinzipien unserer Verfassung und des nationalen Rechts. Insbesondere die Garantie der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, steht hier zur Disposition.

Es ist äusserst fragwürdig, ob die hiesige Umsetzung, die offensichtlich eine Angleichung an europäische Vorgaben anstrebt, tatsächlich im Interesse der Schweizer Bevölkerung ist. Das Prinzip der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, welches durch Artikel 34 der Bundesverfassung geschützt wird, könnte durch eine fortlaufende Rechtsübernahme aus Brüssel ausgehöhlt werden. Die Möglichkeit, dass das Schweizer Stimmvolk über Gesetze entscheidet, die nicht von unseren eigenen Parlamentariern, sondern von einer ausländischen Institution vorformuliert wurden, ist mit dem Wesen unserer Demokratie unvereinbar.

Darüber hinaus ist zu befürchten, dass die Flexibilität unseres Rechtssystems durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen massiv eingeschränkt wird. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), aber auch zahlreiche andere Gesetzesbereiche, sind historisch organisch gewachsen und reflektieren spezifisch schweizerische Bedürfnisse und Traditionen. Eine unkritische Harmonisierung mit dem EU-Recht, ohne eingehende Prüfung der spezifischen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung, birgt die Gefahr von unintended consequences und der Komplexität unnötiger bürokratischer Hürden.

Es bedarf einer klaren Festlegung, dass die inländische Umsetzung primär auf der Grundlage unserer eigenen Gesetzgebung und im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Prinzipien erfolgen muss. Jede Form der Rechtsübernahme aus der EU muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, ob sie mit der nationalen Souveränität, der direkten Demokratie und den spezifischen schweizerischen Interessen vereinbar ist. Die blosse Übernahme von EU-Vorgaben ohne kritische Auseinandersetzung und Anpassung an unsere Verfassungswerte ist abzulehnen. Es muss sichergestellt werden, dass die letzte Entscheidungsgewalt und die Gestaltungshoheit über unser Rechtssystem fest in Schweizer Händen verbleiben.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung schweizerischer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, bei der Förderungen von Bund, Kantonen und Gemeinden politische und demokratisch legitimierte Entscheide sind, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies wird nicht nur die Autonomie der Kantone erheblich einschränken, sondern auch die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU degradieren.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die in Art. 3 BHÜG vorgesehene Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, wird zu einer "Superbehörde", die primär EU-Kompatibilität durchsetzen muss, anstatt Schweizer Interessen zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und ihre Einsetzung als verlängerter Arm der EU gefährdet die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Besonders stossend sind die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG). Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), wodurch die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Gleiches gilt für die Erweiterung der Zuständigkeiten des

Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG, die einen weiteren Mechanismus zur Aushebelung kantonaler Souveränität schaffen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert, und der Sektor untersteht zukünftig ausschliesslich dem EU-Beihilferecht. Die Schweiz verliert damit jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde über Entscheide mit direkten Auswirkungen auf Preise und Kosten für die Bürgerinnen und Bürger fällt, wird die Stimme des offiziellen Wächters der Preise zum Schweigen gebracht. Diese Massnahmen sind geeignet, die dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz auszuhebeln und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einzuschränken.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unseres Erachtens unzureichend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar. Sie vermögen den massiven Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird, keineswegs zu kompensieren. Es ist vielmehr zu befürchten, dass eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die Folge sein wird. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vor allem ausländischen Unternehmen zugute, die mit Lohndumping versuchen, sich Wettbewerbsvorteile zu verschaffen.

Die Kontrollmechanismen werden in ihrer Wirksamkeit geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a des EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Es ist zutiefst beunruhigend, dass die bisher als freiwillig und vom Parlament kontrolliert gestalteten Kohäsionszahlungen durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht umgewandelt werden sollen. Dies stellt einen

fundamentalen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Steuerungsmacht dar. Die Idee, dass ein anfänglich festgelegter Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr als «Lockvogelangebot» dient, während ein im Vertrag verankerter «rechtsverbindlicher Mechanismus» zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist alarmierend. Die Schweiz würde damit gezwungen, auf diktierte Summen zu zahlen, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen.

Diese Entwicklung zementiert die Schweiz faktisch als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht in der EU. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keinerlei Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität untergräbt und nur wenige greifbare Vorteile verspricht.

Das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern verbleibt lediglich die Durchführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine formale Angelegenheit; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Etablierung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der «gute Name» der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Täuschung, die die demokratische Legitimität weiter schwächt. Wir lehnen eine solche Veuillez, die unsere Souveränität untergräbt und uns zu einer Zahlungsmaschinerie ohne Mitspracherecht degradiert, entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird zu einer unkontrollierten Zuwanderung führen, die unsere Sozialwerke und unsere innere Sicherheit massiv belastet.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', selbst bei kriminellem Verhalten oder langjährigem Sozialhilfebezug, untergräbt die rechtsstaatliche Ordnung und die finanzielle Stabilität unserer Sozialsysteme. Die Kosten für die Zuwanderung in unsere Sozialwerke werden direkt auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, wie sie neu im Anpassungsentwurf des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Dies steht im eklatanten Widerspruch zum Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die angebliche 'Schutzklausel' gemäss neuem Artikel 21b AIG ist ein reines Täuschungsmanöver. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zur Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der 'Integrationsmethode' beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeder Mitgestaltungsmöglichkeit bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich wird. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, ihre Zuwanderungspolitik eigenständig zu gestalten. Die Einführung drastisch höherer

Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Kosten der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern, was das Eingeständnis der Mehrkosten durch die Personenfreizügigkeit darstellt. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (FZA, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Versicherten ein. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung unserer hohen Standards birgt und die Patientensicherheit gefährdet.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Stromsektor stellt eine inakzeptable Preisgabe nationaler Souveränität und eine Gefährdung der Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E zwingt die Schweiz, Kosten zu tragen, ohne Mitspracherecht zu besitzen. Dies verwandelt die ElCom von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde in eine rein operative Vollzugsstelle für EU-Recht, was das Ende einer eigenständigen, bedarfsgerechten Energieregulierung bedeutet und undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel in unser Land bringt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies untergräbt die Finanzierung unserer Alpenregionen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder der Markt noch die EU. Dieses Vorgehen ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die vollständige Strommarktliberalisierung führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU.

Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine schleichende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Es geht hierbei keineswegs primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Angleichung, die unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein hart erarbeiteter Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unvermeidlich an Wert verlieren. Das Label 'Made in Switzerland' droht zur leeren Hülle zu werden, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien gefertigt werden müssen wie im EU-Ausland.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion dar, indem sie unsere gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger zur Aufgabe zwingen wird. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle in diesem für die Schweiz zentralen Politikbereich aus.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) unter den neuen Artikeln 15a und 21 sind ein unhaltbarer Rückschritt. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies bedeutet nicht nur einen Rückschritt für den Tierschutz, sondern auch einen klaren Souveränitätsverlust, da wir die Fähigkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und lokale Massnahmen, nicht die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches EU-System.

Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Dieses Abkommen ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine gefährliche Aushöhlung unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und der Existenzgrundlage unserer Produzenten.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neuregelung des Landverkehrsabkommens mit der Europäischen Union birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Die Öffnung für die Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) wird unweigerlich dazu führen, dass ausländische Anbieter sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren. Dieses Vorgehen, bekannt als 'Rosinenpickerei', untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die gleichzeitig die Verpflichtung haben, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Nebenlinien zu betreiben. Dies gefährdet die flächendeckende und qualitativ hochstehende Mobilität, die unsere Bürger gewohnt sind

und erwarten.

Die im Abkommen vorgesehene 'Gemeinsame Erklärung' zur Auslegung von Beihilfen vermag die Bedenken hinsichtlich der Vereinbarkeit mit dem EU-Beihilferecht nicht zu zerstreuen. Bewährte Subventionen, die essenziell für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials sind, könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Die Rechtsbindungskraft dieser Erklärung ist zweifelhaft und bietet keinen verlässlichen Schutz vor dynamisch übernommenen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz zu einer passiven Übernahme zwingen würden.

Die Bestimmungen zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, neuer Art. 32a Abs. 1bis) schränken die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Anstatt die Vergabe von Leistungsaufträgen primär nach den Bedürfnissen und besten Lösungen für die Schweiz ausrichten zu können, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Resultaten für die Schweizer Steuerzahler führen, da die nationale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs verloren geht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplante Anpassung des Landverkehrsabkommens eine schleichende Aushöhlung der Schweizer Souveränität im Bahnverkehr und eine ernsthafte Bedrohung für den Service public darstellt. Die rechtlichen Absicherungen sind unzureichend und die Öffnung für die Kabotage birgt reale Risiken für die finanzielle Stabilität und das Leistungsangebot unseres etablierten Eisenbahnsystems. Es ist abzulehnen, dass überlebenswichtige Sektoren wie der öffentliche Verkehr dem Diktat fremder Rechtsnormen und Marktmechanismen unterworfen werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel aufkommen, ob die Interessen der Schweiz angemessen gewahrt werden. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Unabhängigkeit und die demokratischen Entscheidungsprozesse unseres Landes durch eine tiefere Integration in die EU-Strukturen beeinträchtigt werden. Die zunehmende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Insbesondere die Übernahme des instrumenziellen EU-Rechts, wie sie in verschiedenen bilateralen Abkommen vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verordnung der Ausführungsbestimmungen zu den bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (Bilateralen Abkommen Gesetz, BAG) verpflichtet die Schweiz zur Umsetzung des geltenden Gemeinschaftsrechts. Dies führt jedoch dazu, dass die Schweiz fortwährend neue Gesetze und Verordnungen aus Brüssel rezipiert, ohne Mitspracherecht im Gesetzgebungsprozess zu haben. Das Prinzip der rechtsgleichen Behandlung, das implizit auch die Gleichwertigkeit des Rechtsrahmens voraussetzt, könnte hier als Argument dienen, um die Benachteiligung der Schweiz zu betonen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH in Bereichen, die von den bilateralen Abkommen abgedeckt sind, wirft verfassungsrechtliche Fragen auf. Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung des Rechts im Einklang mit der Verfassung. Wenn der EuGH, dessen Urteile für die Schweiz nicht bindend sind, de facto die Auslegung des EU-Rechts diktiert, das die Schweiz aber umsetzen muss, entsteht eine Grauzone, die unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Schweizer Gerichte würden gezwungen, Urteile anzuwenden, die sie nicht selbst getroffen haben und die möglicherweise im Widerspruch zur Schweizer Verfassung stehen.

Die finanzielle Komponente, wie die Beteiligung an EU-Programmen oder die "Kohäsionsbeiträge", stellt eine weitere erhebliche Belastung dar. Diese finanziellen Verpflichtungen sind oft nicht

transparent und stellen eine permanente Geldabfluss dar, ohne dass die Schweiz die Kontrolle über die Verwendung oder den Nutzen der Mittel hat. Artikel 127 BV, der die finanzielle Verantwortung des Bundes betont, wird durch diese intransparenten Zahlungen tangiert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket trotz angeblicher Vorteile die Schweizer Souveränität, unsere demokratischen Prozesse und unsere Rechtsordnung erheblich gefährdet. Eine kritische und restriktive Haltung gegenüber weitergehenden Integrationsschritten ist daher unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen und eingehenden Prüfung, da sie gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Schweiz aufwerfen. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweizerische Rechtsordnung und damit die Eigenständigkeit unseres Landes erheblich zu kompromittieren.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der Übernahme von EU-Recht. Artikel 24 Absatz 1 des Bundesvertrags zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union sieht zwar vor, dass die Vertragsparteien ihre Rechtsordnungen angleichen. Allerdings birgt die vorliegende Fassung die Gefahr einer de facto automatischen Übernahme von EU-Recht durch Verweisungen, ohne dass das Schweizerische Parlament und Volk diese Rechtsakte im Einzelfall prüfen und gutheissen können. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in der Bundesverfassung verankert ist, insbesondere in den Artikeln zur direkten Demokratie. Die Möglichkeit, dass die Schweizerische Gesetzgebung von supranationalen Organen, deren demokratische Legitimation für die Schweiz fragwürdig ist, unwiderruflich beeinflusst wird, ist inakzeptabel.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen nicht zu unterschätzen. Die Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens über die Personenfreizügigkeit, wie er in den bilateralen Verträgen geregelt ist, birgt erhebliche Risiken. Der EuGH interpretierte das Prinzip der Dienstleistungsfreiheit in seinen Urteilen wiederholt auf eine Weise, die die Arbeitsmarktregulierungen und die Lohnschutzmechanismen der Schweiz unter Druck setzt. Dies könnte zu einer Erosion unserer bewährten Sozialpartnerschaften und zu einer Schwächung der Lohnstandards führen, was gerade im Hinblick auf die Sorge um die heimische Bevölkerung negative Auswirkungen hätte.

Die mangelnde Flexibilität bei der Umsetzung und die Einseitigkeit der Verpflichtungen im Falle von Abweichungen sind ebenfalls bedenklich. Die Schweizerische Eidgenossenschaft scheint sich in einer Position wiederzufinden, in der sie Verpflichtungen eingeht, ohne die Gewissheit zu haben, dass ihre legitimen Interessen angemessen berücksichtigt werden. Es ist unerlässlich, dass jede zukünftige Vereinbarung die Interessen der Schweiz über die der Europäischen Union stellt und die Möglichkeit zur Wahrung unserer nationalen Identität und unseres Rechtsrahmen gewährleistet. Die vorliegenden Vorschläge erfüllen diese Anforderungen in keiner Weise.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ruedi Balmer (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Ruedi Balmer · ruedibalmer@yahoo.de

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des vorliegenden Pakets Schweiz-EU fällt angesichts der vorgeschlagenen Abkommen äusserst kritisch aus. Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz und die Stärkung unserer nationalen Gesetzgebung.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht, die das Prinzip der Selbstbestimmung der Eidgenossenschaft untergräbt. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen von bilateralen Abkommen oft angestrebt wird, steht im Widerspruch zum Primat des Schweizer Rechts. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) und Artikel 5 des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs (ZGB) gilt das nationale Recht. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen dieses Prinzip zu gefährden, indem sie der EU-Gesetzgebung einen de-facto Vorrang einräumen, ohne dass eine demokratische Legitimation im schweizerischen System gegeben ist.

Das vorliegende Paket birgt das Risiko einer schleichenden Rechtsangleichung, die zu einer Abhängigkeit von Brüssel führt. Dies könnte die schweizerische Rechtsetzungskompetenz aushöhlen und die Fähigkeit des Schweizer Volkes beeinträchtigen, seine eigenen Gesetze im Sinne des Volkswillens zu gestalten. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU wird, ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Darüber hinaus ist die klare Abgrenzung der Zuständigkeiten zwischen der Schweiz und der EU unzureichend definiert. Dies schafft Unsicherheit und birgt das Potenzial für zukünftige Streitigkeiten, die wiederum zu weiterer Rechtsübernahme führen könnten. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird durch eine solche Unklarheit bedroht.

Die vorgeschlagenen Abkommen drohen zudem, die Schweiz rechtlich und politisch stärker an die EU zu binden, ohne dass diese Bindung zu einer klar definierten, substanziellen Verbesserung der wirtschaftlichen oder politischen Stellung der Schweiz führt. Die Nachteile überwiegen die potenziellen Vorteile bei weitem. Es ist zwingend erforderlich, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz zu wahren. Die vorgeschlagenen Regelungen genügen diesen Anforderungen nicht.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen aus Sicht der

schweizerischen Souveränität und der nationalen Gesetzgebung erhebliche und unannehmbare Bedenken auf. Es ist fraglich, ob die erzielten Vereinbarungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind oder ob sie nicht vielmehr einer schleichenden Erosion unserer Rechtsordnung und unserer demokratischen Prozesse Vorschub leisten.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Kontrollmechanismen. Artikel 127 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert das Prinzip der Vertragsfreiheit und die Selbstbestimmung der Parteien. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen jedoch eine einseitige Übernahme von EU-Normen vorzusehen, die unsere Fähigkeit zur Gestaltung eigener Gesetze gravierend einschränken würde. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 47 der Bundesverfassung (BV), der die Gesetzgebungskompetenz des Bundes und der Kantone schützt. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenz untergraben und uns zu reinen Rezipienten europäischer Gesetzgebung machen.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die vorgesehene Bindung an seine Urteile, auch in Bereichen, die nicht explizit geregelt sind, stellt eine erhebliche Einschränkung der schweizerischen Souveränität dar. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung des schweizerischen Rechts. Eine de facto automatische Unterwerfung unter die Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Dies könnte dazu führen, dass unsere Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die nicht mit den Interessen oder der Rechtsüberzeugung der Schweiz übereinstimmen.

Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den Verhandlungsergebnissen ergeben könnten, müssen ebenfalls einer kritischen Prüfung unterzogen werden. Die ungeklärte Höhe und Art der Zahlungen an die EU, ohne dass eine klare Gegenleistung erkennbar ist, wirft Fragen der Haushaltsdisziplin und der Mittelverwendung auf. Artikel 128 BV verlangt einen verantwortungsvollen Umgang mit öffentlichen Geldern. Es ist unklar, ob die vorgeschlagenen Abkommen diesen Anforderungen genügen.

Insgesamt besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die vorliegenden Verhandlungsergebnisse signifikante Teile ihrer Souveränität preisgibt und ihre eigene Rechtsordnung schleichend dem EU-Recht unterstellt, ohne dass dies durch eine echte demokratische Legitimation gedeckt wäre. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Wirtschaft, die Rechtssicherheit und die politische Unabhängigkeit sind erheblich und bedürfen einer detaillierten und kritischen Auseinandersetzung, bevor einer solchen Vereinbarung zugestimmt werden kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union können erhebliche Bedenken geltend gemacht werden. Es besteht die Sorge, dass die Souveränität der Schweiz, wie sie im Grundgesetz (GG) verankert ist, durch die Übernahme von EU-Recht, das nicht im nationalen Interesse liegt, ausgehöhlt werden könnte. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die direkte Demokratie sind alarmierend. Die Einführung des EU-Rechts könnte die rechtliche Grundlage für schweizerische Volksinitiativen und Referenden in bestimmten Bereichen schwächen, was eine direkte Verletzung der in Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung (BV) verankerten demokratischen Rechte darstellen würde.

Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz die Flexibilität behalten kann, ihre eigenen Gesetze und Verordnungen zu gestalten, wenn sie sich an einen immer weiter entwickelnden Rechtsrahmen der EU anpasst. Die Unkenntnis über die genauen Inhalte und die zukünftige Entwicklung des EU-Rechts macht eine präzise Folgenabschätzung für die Schweiz unmöglich. Dies widerspricht dem Prinzip der Rechtssicherheit, das eine klare und vorhersagbare Rechtsordnung fordert, wie sie im Obligationenrecht (OR) für vertragliche Beziehungen gilt, und im weiteren Sinne auch für die Gesetzgebung.

Darüber hinaus birgt die fortlaufende Übernahme von EU-Recht die Gefahr einer schleichenden Angleichung, die nicht dem Willen des Schweizer Volkes entspricht. Die Entscheidungen der

EU-Institutionen, die oft in einem anderen politischen und wirtschaftlichen Kontext getroffen werden, könnten der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft aufgezwungen werden, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation auf nationaler Ebene gegeben ist. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen beeinträchtigen und zu unliebsamen sozialen Verwerfungen führen. Die Beweislast liegt bei den Befürwortern der Abkommen, die schlüssig darlegen müssen, wie die nationale Rechtsordnung gestärkt und nicht geschwächt wird. Eine blindwütige Übernahme von Rechtsakten birgt erhebliche Risiken für die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere die Einführung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit höchst bedenklich und bergen erhebliche Risiken. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen erheblich.

Der im Vertrag initial fixierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein verlockendes Lockangebot, das jedoch die wahre Natur des vereinbarten 'rechtsverbindlichen Mechanismus' zur Neuberechnung verschleiert. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, wobei die Schweiz keine Möglichkeit mehr haben wird, diese zu verweigern. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität untergräbt und deren greifbare Vorteile fraglich sind. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne entsprechende Mitspracherechte, während der Marktzugang nicht garantiert wird.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG, verankert in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d des BöB, ist das gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklungen sind inakzeptabel und gefährden die wirtschaftliche und politische Eigenständigkeit der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regulierungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel „Lebensmittelsicherheit“, stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ dar. Dies gefährdet die hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist fundamental in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label „Made in Switzerland“ entwertet. Eine befürchtete „Guillotineklausel“ verknüpft dieses Abkommen mit allen Bilateralen I, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit blockiert.

Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen, welche die Existenz von kleinen Hofläden, Alp-Käsereien und lokalen Betrieben bedroht. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ersetzt unsere nationalen, bewährten Regeln durch EU-Massenstandards.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die souveräne Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen einschränkt.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Dieses Abkommen ist eine Bedrohung unserer Identität, unserer Souveränität und unseres Wohlstands.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts und die damit verbundenen Gesetzesänderungen, insbesondere das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG), stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und an die lokalen Bedürfnisse angepasst sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihre Fähigkeit, eigenständige Wirtschaftsförderung zu betreiben. Anstatt eigene politische Entscheide zu treffen, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorzulegen.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG vorgesehen, ist die Einrichtung einer "Superbehörde", die de facto als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Institution wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Konformität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst unzureichend. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für den Verzicht auf nationale Souveränität in einem strategisch wichtigen Bereich.

Die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG, sind für den Föderalismus besonders stossend. Sie verleihen der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse und degradieren die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch getroffenen Subventionsentscheide können durch eine zentrale Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der Verfahrensautonomie der Kantone, die gemäss dem neuen BHÜG zu Bittstellern herabgestuft werden und kein formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren haben. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesetzgebung die Schweiz systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwirft und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Wir lehnen diese schrittweise Aufgabe unserer

Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung im Landverkehr, insbesondere im Bereich des Schienenverkehrs, birgt erhebliche Risiken für die Qualität und Finanzierung unseres Service public. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die dynamische Verweisung im Rahmen dieses Abkommens vorangetrieben wird, gefährdet elementare Prinzipien unseres Bahnwesens. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht, etablierte und für die Schweiz essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig zu disqualifizieren. Dies würde direkt die finanzielle Grundlage und damit die Leistungsfähigkeit des öffentlichen Verkehrs untergraben, der für die Mobilität unserer Bevölkerung unabdingbar ist.

Die Zulassung der Kabotage gemäss Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) stellt einen fundamentalen Angriff auf die finanzielle Solidität unseres Service public dar. Ausländische Anbieter werden es sich ermöglichen, lediglich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dies ist ein klares Beispiel für "Rosinenpickerei", bei der die profitablen Geschäftsmodelle abseits der Verpflichtungen zur flächendeckenden Versorgung genutzt werden. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen bleiben somit auf den unwirtschaftlichen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien sitzen, was ihre finanzielle Basis nachhaltig schwächt und die Servicequalität für die abgelegeneren Regionen bedroht.

Die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend und unverbindlich. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, dem die Schweiz aufgrund der dynamischen Rechtsübernahme fortan ausgeliefert wäre. Dies ist keine strategische Absicherung, sondern eine schrittweise Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die Schweiz verliert zunehmend die Kontrolle über die strategische Steuerung ihrer Schieneninfrastruktur. Zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise jene im Zusammenhang mit dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten zwangsläufig übernommen werden, was die Entscheidungskompetenzen weiter zentral an EU-Stellen verlagern würde.

Der neue Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) verlangt die Berücksichtigung von völkerrechtlichen, also EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen. Dies beschränkt die Souveränität von Bund und Kantonen empfindlich bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs, der spezifische schweizerische Bedürfnisse erfüllen muss. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Lösungen führen. Dieses Abkommen schwächt die nationale Autonomie und gefährdet die Fähigkeit, den öffentlichen Verkehr bedarfsgerecht und im besten Interesse der Schweizer Bevölkerung zu gestalten.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromsektor stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten tragen, aber keine Entscheidungen mehr mitbestimmen muss. Die Energiehoheit wird damit nach Brüssel verlagert, was die nationale Autonomie erheblich schwächt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Die EU-Beihilfenregeln bedrohen zudem das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur den finanziellen Handlungsspielraum der betroffenen Kantone einschränken, sondern auch die Bedeutung

der Wasserkraft als zuverlässige und heimische Energiequelle mindern.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, ist ein hochriskantes Experiment. Es wird zu einer unkalkulierbaren Preisvolatilität führen, die insbesondere KMU und Haushalte hart treffen dürfte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht mehr gewährleistet, werden auf die Konsumenten abgewälzt. Die im StromVG neu geschaffene Energiereserve (Art. 8b ff.) erscheint unzureichend, um die Versorgungssicherheit zu garantieren. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Spiel des Marktes geopfert, und die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit zerfällt zwischen Markt und EU, was eine gefährliche Grauzone schafft.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion. Unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, werden benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung.

Darüber hinaus schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und wird deren Ausbau bremsen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastrukturen berauben und ihre föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) führt zu einer unnötigen Unterwerfung unter EU-Regeln, die nicht auf die schweizerischen Verhältnisse zugeschnitten sind.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und vermögen die berechtigten Sorgen bezüglich einer Erosion unseres Lohnniveaus nicht zu zerstreuen. Es scheint, als ob der Lohnschutz lediglich kosmetisch aufgewertet wird, während die tatsächliche Schutzwirkung durch die Anpassung an EU-Standards geschwächt wird. Anstatt die bewährten und wirksamen flankierenden Massnahmen nach dem Entsendegesetz (EntsG) zu stärken, werden diese durch bürokratischere, aber de facto weniger effektive Mechanismen ersetzt. Diese Umgestaltung scheint primär darauf abzielen, ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, entgegenzukommen. Die vorgesehene Erweiterung des Sanktionssystems nach Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Ebenso ist die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die geschwächten Kontrollmechanismen sind dabei besonders alarmierend. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dieses starre, bürokratische Verfahren lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, wie in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d vorgesehen, ist ebenfalls höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, welche die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung betrifft die Personenfreizügigkeit und die damit verbundene Zuwanderung, Bereiche, in denen die vorgeschlagenen Anpassungen eine erhebliche und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und nationalen Interessen darstellen. Die scheinbar technischen Änderungen, insbesondere im revidierten Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) und im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), gehen weit über eine moderate Weiterentwicklung hinaus und laufen den klaren verfassungsrechtlichen Vorgaben und dem Volkswillen zuwider.

Die zentrale Problematik liegt in der faktischen Übernahme des EU-Rechts durch die sogenannte "Integrationsmethode", die eine automatische Rechtsübernahme in hochsensiblen Bereichen vorsieht. Dies entmachtet unser Parlament und das Volk in Bezug auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts zur Zuwanderung, was eine unerträgliche Einschränkung unserer direkten Demokratie darstellt. Die vorgesehene "Schutzklausel" in Art. 21b AIG entpuppt sich als reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung der Zuwanderung ermöglicht. Vielmehr droht bei einem auch nur theoretischen Versuch, diese Klausel zu nutzen, eine direkte Erpressung seitens der EU durch Strafmassnahmen. Dies ist kein Schutz, sondern ein Instrument zur Erzwingung der Unterwerfung.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Dies stellt eine direkte Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden dar. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch die neuen Bestimmungen, insbesondere die Anpassungen im AIG (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a), massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst bei Bezug von Sozialhilfe, was die Stabilität unserer Sozialwerke gefährdet.

Darüber hinaus manifestiert sich die Unterordnung unter das EU-Recht in weiteren Gesetzen. Die Anbindung des Bundesgesetzes über die Berufsbildung (BGVB) an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und schwächt unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Im Gesundheitswesen ist die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) besonders bedenklich. Die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome wird ausgehebelt, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Schweiz gibt ihre souveräne Regulierungskompetenz auf, ohne eine vergleichbare Sicherheit für die Qualität der erbrachten Dienstleistungen zu gewährleisten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union erscheinen auf den ersten Blick als pragmatischer Ansatz, bergen jedoch erhebliche Risiken und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die unkritische Übernahme von EU-Recht ohne klare Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit, die eigene Gesetzgebung fortzuentwickeln, widerspricht fundamental dem Geist der eidgenössischen Demokratie und der direkten Einflussnahme des Volkes auf seine Rechtsordnung.

Es ist beunruhigend, dass die Stabilisierung der Beziehungen primär aus Sicht der EU interpretiert wird und die Schweizer Interessen in den Hintergrund zu rücken drohen. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der Dienstleistungen, könnte zu einer Erosion der schweizerischen Regulierungshoheit führen. Die Verpflichtung, EU-Recht fortlaufend und ohne Mitsprache zu übernehmen, wie sie sich potenziell aus Art. 2 der bilateralen Abkommen über den freien Personenverkehr ableiten lässt, würde die Schweiz in eine reine Anwenderausserhalb eines politischen Prozesses zwingen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Art. 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung hätte keinerlei Einfluss auf die Entstehung dieser Rechtsnormen, die sie jedoch binden würden.

Darüber hinaus birgt die drohende Einführung eines automatischen Mechanismus zur Übernahme von EU-Recht, der auch die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) umfasst, erhebliche Gefahren für die schweizerische Rechtsordnung. Gemäss Art. 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz an die Grundrechte und an die verfassungsmässigen Rechte gebunden. Die Möglichkeit, dass der EuGH über Streitigkeiten im Rahmen der bilateralen Abkommen entscheidet und seine Urteile in der Schweiz unmittelbar Anwendung finden, ohne dass eine Überprüfung durch schweizerische Gerichte auf Basis der Bundesverfassung stattfindet, stellt eine potentielle Verletzung der rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Es muss hinterfragt werden, ob die Schweiz bereit ist, ihre eigene Gerichtsbarkeit und die Autonomie ihrer Gerichte der Jurisdiktion eines fremden Gerichts unterzuordnen.

Die Argumentation, dass eine solche Übernahme zur Rechtssicherheit und zur Erleichterung der wirtschaftlichen Beziehungen beitrage, greift zu kurz. Rechtssicherheit entsteht in erster Linie durch klare, von der eigenen Bevölkerung legitimierte Gesetze. Eine Rechtsübernahme unter dem Druck externer Akteure, ohne demokratische Legitimation und ohne Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Gegebenheiten, schafft keine nachhaltige Akzeptanz und kann im Gegenteil zu neuen Konflikten führen. Die Erwägung von Art. 164 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der aussenpolitischen Unabhängigkeit der Schweiz betont, scheint in diesem Kontext nur unzureichend berücksichtigt zu werden. Die Stärkung der Beziehungen zur EU darf nicht auf Kosten der Eigenständigkeit und der demokratischen Rechte der Schweizer Bürger geschehen. Es bedarf einer kritischen Abwägung, ob die kurzfristigen Vorteile die langfristigen Nachteile für die schweizerische Souveränität und die demokratische Ordnung aufwiegen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Spycher (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Simon · 0762657997 · simondorje@yahoo.fr

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt fundamentale Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der wirtschaftlichen Stabilität und der demokratischen Legitimation unseres Landes unzureichend adressieren. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Regelungen in zentralen Bereichen eine Erosion der Schweizer Rechtsordnung und der direktdemokratischen Mitbestimmung befürchten lassen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer direkten Einflussnahme seitens des Schweizer Volkes widerspricht dem Geist unserer Verfassung. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveränes, demokratisches Land. Die Annahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die dem schweizerischen Recht diktiert werden, stellt eine unzulässige Einschränkung dieser Souveränität dar. Der vorgesehene Mechanismus zur automatischen Übernahme von EU-Recht, wie er in verschiedenen Abkommen angedeutet wird, untergräbt die Rolle des eidgenössischen Parlaments und des Bundesrates als Hüter unserer Gesetzgebung.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen fragwürdig. Die ungebremste Übernahme von EU-Regulierungen, auch wenn diese für die EU-Mitgliedstaaten gedacht sind, könnte schweizerische Unternehmen unnötig belasten und ihre Wettbewerbsfähigkeit auf globaler Ebene schwächen. Es besteht die Gefahr, dass wir uns an Regeln halten müssen, deren Zweckmässigkeit für die Schweiz nicht nachgewiesen ist. Die Gleichbehandlung mit EU-Staaten gemäss Art. 1 des Abkommens über den freien Personenverkehr (AFJP) könnte dazu führen, dass wir denselben regulatorischen Verpflichtungen unterliegen, ohne die gleichen Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen. Die damit verbundenen Kosten für die Anpassung an diese Regelungen sind nicht abschätzbar und potenziell erheblich.

Die im Artikel 3 der Bundesverfassung verankerte Pflicht des Bundes, die Eigenständigkeit und die Sicherheit des Landes zu wahren, wird durch die vorgeschlagene EU-Anbindung tangiert. Eine zu starke Abhängigkeit von Brüssel birgt Risiken für die aussenpolitische Handlungsfreiheit und die nationale Identität. Die dem Europäischen Gerichtshof zugeschriebene Rolle bei der Auslegung des Abkommens wirft ebenfalls Fragen auf, da seine Urteile für die schweizerische Rechtsordnung verbindlich würden, ohne dass die schweizerische Justiz die letzte Instanz darstellt. Dies ist mit dem Grundsatz der Gewaltenteilung, wie sie in den Artikeln 164 ff. der Bundesverfassung verankert ist, nur schwer vereinbar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket Schweiz-EU trotz des Charakters einer Gesamtbeurteilung zentrale Fragen der Souveränität, der Demokratie und der wirtschaftlichen Vernunft unbefriedigend beantwortet und tiefgreifende Bedenken aufwirft, die einer kritischen Prüfung

bedürfen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und werfen erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Es mangelt an einer klaren Darlegung, wie die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien des Bundesstaates in den vorliegenden Dokumenten angemessen gewahrt bleiben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in schweizerisches Recht ohne die Möglichkeit der nationalen Mitgestaltung und Überprüfung widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung.

Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird durch die schleichende Aushöhlung der Gesetzgebungskompetenz der Eidgenössischen Räte untergraben. Wenn durch die Übernahme von flankierendem EU-Recht unsere nationalen Parlamente gezwungen sind, Gesetze zu adaptieren, ohne diese im Sinne unserer eigenen politischen und gesellschaftlichen Bedürfnisse gestalten zu können, ist dies eine inakzeptable Einschränkung.

Die potenziellen Auswirkungen auf die Justiz und die staatliche Unabhängigkeit sind ebenfalls gravierend. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ohne nationale Überprüfung und die Bindung an die Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH könnten die Rechtsprechung des Bundesgerichts faktisch entmachten und die richterliche Unabhängigkeit gefährden. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 30 BV, der die Rechtsgleichheit und die richterliche Unabhängigkeit gewährleistet.

Die wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer derartigen Überfremdung des Rechts sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Der Schutz der schweizerischen Arbeitskräfte und die Lohnstandards könnten durch die Personenfreizügigkeit unter dem Druck neuer EU-Regulierungen und die damit verbundene Anwendung des EU-Rechts erheblich beeinträchtigt werden. Die Garantien der kantonalen Hoheit und die föderale Ordnung sind durch die vorgesehene institutionelle Verankerung ebenfalls stark gefährdet. Die automatische Anwendung und Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz, wie sie in solchen Abkommen häufig vorgesehen ist, ignoriert die Notwendigkeit einer sorgfältigen Folgenabschätzung und der Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Verhältnisse. Die Transparenz und die demokratische Legitimation des gesamten Prozesses bleiben fragwürdig.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und das Prinzip der direkten Demokratie. Eine engere Bindung an die EU, wie sie durch die Übernahme von EU-Recht suggeriert wird, steht im Widerspruch zu den Grundpfeilern unserer Verfassung. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert das Recht der Eidgenossen, über ihre staatliche Zugehörigkeit selbst zu bestimmen. Die fraglose Übernahme von Richtlinien und Verordnungen aus Brüssel, ohne dass das schweizerische Volk diese direkt genehmigen kann, untergräbt dieses Fundament massiv.

Es ist äusserst bedenklich, dass die Stärkung der Beziehungen scheinbar auf Kosten der demokratischen Legitimation gehen soll. Wie soll die Bevölkerung ihre Mitspracherechte wahrnehmen, wenn die Gesetzgebung de facto von einer externen Macht diktiert wird? Artikel 123 der Bundesverfassung (BV, SR 101) garantiert die politische Mitwirkung der Bürgerinnen und Bürger.

Diese Mitwirkung wird durch eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht, das nicht dem schweizerischen Gesetzgebungsprozess unterliegt, pervertiert. Es besteht die reale Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen einer derartigen Annäherung zu kritisch zu beleuchten. Die fraglose Akzeptanz des EU-Binnenmarktrechts, wie es im Rahmen der bilateralen Verträge bereits angedeutet wird und durch eine «Stabilisierung» weiter vertieft werden könnte, birgt das Risiko einer unkontrollierten Abhängigkeit. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV, SR 101) formuliert den Zweck der Eidgenossenschaft unter anderem in der Wahrung der Interessen und der Freiheit des Volkes. Eine wirtschaftliche Verflechtung, die uns primär den Interessen der EU unterwirft und unsere eigenen wirtschaftspolitischen Spielräume einschränkt, widerspricht diesem Artikel. Die Befürchtung, dass die Schweiz zum reinen Anhängsel der EU degradiert wird, ist nicht unbegründet. Wir müssen uns fragen, ob die vermeintlichen Vorteile einer stabilisierten Beziehung die ernsthaften Gefahren für unsere Rechtsordnung und Unabhängigkeit aufwiegen. Die Rücksichtslosigkeit, mit der die EU ihre Integrationsagenda vorantreibt, lässt uns zu einer äusserst wachsamen Haltung mahnen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Abkommen auf inländischer Ebene werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die vorgesehene Übernahme von EU-Rechtspraxis, wie sie im Rahmen der bilateralen Verträge erfolgt, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung. Insbesondere Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Bilateralen Personenverkehrsabkommen (BG BPersA) in Verbindung mit den entsprechenden EU-Verordnungen, die eine direkte Anwendung von EU-Recht im Inland implizieren, bedarf einer kritischen Prüfung.

Die Befürchtung ist, dass die Schweiz durch die pauschale Übernahme von EU-Rechtspraxis in ihrer Fähigkeit eingeschränkt wird, eigenständige politische und rechtliche Entscheidungen zu treffen. Dies widerspricht dem Geist unserer Verfassung, die auf der Volkssouveränität und der Gewaltenteilung basiert. Das Prinzip der reziproken Anerkennung, das in vielen Abkommen zentral ist, darf nicht dazu führen, dass schweizerische Rechtsprechung und Gesetzgebung einer ständigen Überformung durch Brüssel ausgesetzt sind.

Die Auswirkungen auf die demokratische Legitimation sind gravierend. Wenn Gerichte und Verwaltungsbehörden gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden, dessen Entstehungsprozess sie nur bedingt beeinflussen können, wird die Verbindung zwischen dem Volk und seinen Gesetzgebern geschwächt. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Gesetzgebung leiden unter diesem Mechanismus erheblich.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass spezifisch schweizerische Interessen und Werte durch die Angleichung an EU-Standards vernachlässigt werden. Ein Beispiel hierfür könnte die Anwendung von EU-Normen im Bereich des Arbeitsrechts sein, die möglicherweise nicht die Besonderheiten des schweizerischen Arbeitsmarktes oder die Stärken des schweizerischen Sozialpartnerschaftsmodells berücksichtigen. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerische Rechtsordnung ihre Eigenständigkeit bewahren kann und nicht zu einer blossen Anhängsel der europäischen Rechtsprechung verkommt. Die detaillierte Prüfung jeder einzelnen Übernahme ist unerlässlich, um eine unkontrollierte Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung zu verhindern.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Vorgaben. Dies bedroht nicht nur unsere bewährten, hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere

EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das Label 'Made in Switzerland' entwerten, da Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Eine besonders alarmierende Komponente ist die 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Jegliche Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label 'Made in Switzerland' entwertet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein Verlust an Souveränität. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Zudem wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, souverän und schnell auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union ist aus Sicht der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle zutiefst problematisch und bedarf einer kritischen Neubewertung. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem geplanten Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine erhebliche Aushöhlung der demokratischen Entscheidungsgewalt dar. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Budgethoheit unseres Parlaments.

Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr erscheinen als ein Lockmittel, hinter dem sich ein rechtsverbindlicher Mechanismus zur Neuberechnung verbirgt, der unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und wird gezwungen, diktierten Zahlungen nachzukommen. Wir werden faktisch zu einem Nettozahler ohne Stimmrecht in der EU degradiert, ohne dafür eine substantielle Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder dem Abbau von Handelsschranken zu erhalten. Die Kosten dieser institutionellen Anbindung stehen in keinem Verhältnis zu den greifbaren Vorteilen.

Das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient ausschliesslich dazu, diese Zahlungsverpflichtungen

zu zementieren und die bisherige politische Geste in eine dauerhafte rechtliche Pflicht zu verwandeln. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine formelle Einbettung; sie signalisiert die Akzeptanz dieser Zahlungen als festen Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung.

Irreführend ist zudem die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Hier wird der anerkannte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise schwächt die Glaubwürdigkeit der Schweizer Friedensförderung und legitimiert ungerechtfertigte finanzielle Verpflichtungen. Die vorgeschlagene Regelung ist daher aus Gründen der Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der finanziellen Vernunft entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind weder ausreichend noch geeignet, den erheblichen Druck auf das Schweizer Lohnniveau abzufedern. Es handelt sich um kosmetische Anpassungen, die den Kern des Problems – die durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedingte Lohndumpinggefahr – nicht zu lösen vermögen. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion der Löhne, insbesondere in den tieferen und mittleren Einkommensklassen, was die wirtschaftliche Stabilität und den sozialen Frieden gefährdet.

Es ist äusserst bedenklich, dass bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutzmechanismen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt ausländischen Unternehmen zugute, die durch Lohndumping Wettbewerbsvorteile erzielen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des Entsendegesetzes dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a des Entsendegesetzes ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen kritisch zu hinterfragen und lehnen wir ab, da sie die

schweizerische Souveränität und die Arbeitsbedingungen unserer Bevölkerung massiv gefährden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung bedarf einer äusserst kritischen Prüfung, da die vorgeschlagenen Massnahmen eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität und eine unkontrollierte Belastung unserer Sozialwerke bedeuten. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie verstösst fundamental gegen den in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankerten Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung eines neuen, quasi unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren Aufenthaltsdauer ist unter dem Gesichtspunkt der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialsysteme höchst bedenklich. Dieser Status, einer "Niederlassung C PLUS" gleichkommend, birgt die Gefahr, dass Personen, die von Kriminalität leben oder dauerhaft Sozialhilfe beanspruchen, faktisch nicht mehr zur Verantwortung gezogen werden können. Dies widerspricht jeglicher Logik einer rechtsstaatlichen Ordnung und belastet die Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahler unverhältnismässig.

Besorgniserregend ist zudem die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden von unseren Kantonen und Gemeinden getragen, während die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, diese Zuwanderung eigenständig zu steuern. Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderungszahlen und der Sozialkosten führen.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist, wie die Erfahrungen zeigen, reines Feigenblatt. Ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Vielmehr ist mit drohenden Sanktionen seitens der EU zu rechnen, sollte die Schweiz diese Klausel dennoch anzuwenden versuchen. Dies offenbart, dass es sich nicht um einen Schutz für die Schweiz handelt, sondern um eine Erpressungsmechanismus. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zudem künftig automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, die keine effektive Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) sowie die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) sind offene Eingeständnisse der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Schweizer Steuerzahler ausgetragen werden.

Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BBG) und im Medizinalberufegesetz (MedBG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Souveränität für EU-Konformität.

Landverkehr

Die vorgesehene Weiterentwicklung des Personenverkehrsabkommens im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein direkter Angriff auf die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs. Ausländische Anbieter werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren und die SBB sowie andere Transportunternehmen mit ihren essenziellen, aber unrentablen Nebenlinien allein lassen. Dies untergräbt die flächendeckende Versorgung, die für die Mobilität aller Bürgerinnen und Bürger unerlässlich ist.

Die von der EU-Kommission als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Garantie, dass die Schweiz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Beihilferechts gefeit ist. Dieses dynamische Recht müsste, wie im Bereich der Schieneninfrastruktur vorgesehen, fortlaufend übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz aushöhlt und uns der Willkür von Brüssel ausliefert. Konkret könnten bestehende, für den Service public wichtige Subventionen neu als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Bahnangebots massiv beeinträchtigt.

Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt auf die besten schweizerischen Lösungen setzen zu können, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung nationaler Verkehrsziele erschweren. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, was mit der fortlaufenden Übernahme von EU-Regulierungen, wie sie beispielsweise für das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) vorgesehen sind, weiter vertieft wird. Dieses Abkommen droht, den Schweizer Service public auszuhöhlen und die Souveränität über unseren eigenen Verkehr zu opfern.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Bedrohung für die schweizerische Souveränität und unseren föderalistischen Aufbau dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen und dem nationalen Interesse unterworfen wurden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Diese Entwicklung untergräbt massiv die Autonomie der Kantone, die ihre eigenständige Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssten. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus.

Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die Schaffung dieser Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, führt zu einer gefährlichen Machtkonzentration ausserhalb der direkten demokratischen Kontrolle. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht.

Besonders stossend für unseren Föderalismus ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Ebenso die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert und jegliche eigenständige Kontroll- und

Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor geht verloren.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Es ist alarmierend, dass die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde über Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können. Dieses Abkommen macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom, insbesondere die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), stellt einen fundamentalen Bruch mit bewährten Schweizer Prinzipien dar und gefährdet unsere Energiesouveränität. Mit der Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E werden wir zu einem Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die Kosten trägt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden de facto in Brüssel gefällt, was die Souveränität des Bundesrates und des Parlaments untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht, von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert zu werden. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung.

Besonders gravierend ist die Bedrohung unserer Wasserkraft, des Rückgrats unserer Energieversorgung, durch EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was tiefgreifende finanzielle Auswirkungen hätte. Unsere föderalen Strukturen werden weiter geschwächt. Gemeindekraftwerke und andere dezentrale Energieerzeuger sehen ihren traditionellen Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen diese Akteure, indem die Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW gesenkt wird.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird diffus. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein inakzeptabler Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Zünd (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Thomas Zünd · thomas-zuend@teleb.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung generiert erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen mit den Grundsätzen des Schweizerischen Bundesrechts, insbesondere mit der Bundesverfassung, vereinbar sind. Die übermässige Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz in der Lage ist, Einfluss auf dessen Entstehung zu nehmen, widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweizerische Eidgenossenschaft das souveräne Volk. Diese Souveränität scheint durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht massiv eingeschränkt zu werden.

Des Weiteren werfen die geplanten Regelungen ernsthafte Fragen bezüglich der demokratischen Legitimation auf. Wenn schweizerisches Recht primär durch übernationale Instanzen der EU bestimmt wird, entzieht dies dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern die Kontrolle über wesentliche Gesetzgebung. Dies steht im Widerspruch zum Volkssouveränitätsprinzip, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung, welcher die Kompetenz des Parlaments zur Mitwirkung an der Gesetzgebung betont, könnte hier tangential betroffen sein, da die Mitgestaltungsmöglichkeit des Parlaments bei der EU-Gesetzgebung als marginal einzustufen ist.

Auch die Gewährleistung von Grundrechten und die Rechtssicherheit könnten leiden. Die Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass Bestimmungen, die nicht im Einklang mit den schweizerischen Grundwerten und Verfassungsgarantien stehen, dennoch Eingang in unser Rechtssystem finden. Die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof könnte zu Rechtsunsicherheiten führen, da dessen Rechtsprechung nicht immer mit der bisherigen schweizerischen Rechtskultur und der Auslegung durch schweizerische Gerichte übereinstimmt. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die Schweiz die Kontrolle über die Interpretation und Anwendung ihrer Gesetze behält, wie es das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es im Obligationenrecht (OR) und in anderen grundlegenden Gesetzen zum Ausdruck kommt, erfordert. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit von Entscheidungen, die unser Rechtssystem beeinflussen, könnten ebenfalls beeinträchtigt werden. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien ungeschmälert gewahrt bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Der vorliegende Vorschlag zur Neuregelung der Lebensmittelsicherheit im Rahmen des EU-Abkommens "Vom Hof auf den Tisch" ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität, der Qualität unserer Produkte und der Belastung unserer Produzenten äusserst bedenklich. Unter dem irreführenden Titel der Lebensmittelsicherheit wird hier eine umfassende Unterwerfung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk vollzogen. Dies stellt eine konkrete Bedrohung für die hohen Produktionsstandards dar, die das Markenzeichen der Schweiz

sind, und gefährdet die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird.

Eine weitere gravierende Gefahr liegt in der "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Zudem erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität, der Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht.

Die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der nationale, oft strengere Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Auch unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht der Lebensmittelsicherheit dienen, sondern eine schleichende Übernahme von EU-Recht darstellen, welche die schweizerische Qualität, die Souveränität und die Belastbarkeit unserer Produzenten massiv gefährdet. Die damit verbundene Bürokratie und die Einschränkung unserer nationalen Entscheidungskompetenzen sind unannehmbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht unzureichend und von kosmetischer Natur. Sie werden dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise gerecht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er bedauerlicherweise aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht

zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge des EU-Drucks. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage, wie sie durch den neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) eingeführt wird, ermöglicht es ausländischen Anbietern, profitables inner-schweizerisches Geschäft zu betreiben. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Qualität und den Umfang des Angebots für die gesamte Bevölkerung.

Darüber hinaus ist die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" rechtlich unzureichend. Sie stellt keine wirksame Absicherung dar und bietet keinen Schutz vor zukünftigen dynamischen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann übernehmen müsste. Dieses Abkommen führt somit zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die schrittweise Verlagerung der Steuerungskompetenz über die Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen, beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist eine beunruhigende Entwicklung.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein und behindert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Das EU-Beihilferecht droht zudem, bewährte Subventionen für den Güter-, Regionalverkehr oder die Rollmaterialerneuerung als unzulässig einzustufen, was den Service public in seiner bewährten Form bedroht. Insgesamt sind die vorliegenden Vorschläge im Bereich Landverkehr aus Sicht der Wahrung des Schweizer Service public und der nationalen Souveränität entschieden abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die derzeitige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies gefährdet essentielle Förderinstrumente für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer zentralen, EU-konformen Kontrollinstanz in Bern massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden kantonalen Entscheidungen künftig durch eine

übergeordnete Behörde geprüft und potenziell für ungültig erklärt. Dies ist ein direkter Angriff auf die kantonalen Kompetenzen.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Regelung der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisieren diese Unterwerfung.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und unsere nationalen Interessen zu opfern.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung der inneren Sicherheit und der sozialen Stabilität der Schweiz dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie nun angestrebt wird, steht in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem Volkswillen.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren, vergleichbar einer 'Niederlassung C PLUS', welche praktisch unentziehbar ist, selbst bei straffälligem Verhalten oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist alarmierend. Dies untergräbt die innere Sicherheit und droht, unsere Sozialwerke massiv zu belasten. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket, wie sie in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind dermassen hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung ermöglichen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz wird gezwungen, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische, und die Kosten dafür werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU, wie sie im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) mit der Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 vorgesehen ist, stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung, wie sie im Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (VBV) vorgesehen ist, schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist die Aufgabe der eigenständigen und sorgfältigen Prüfung ausländischer Diplome durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem eigenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine grundlegende und inakzeptable Umgestaltung des bisherigen Beitragsmechanismus dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss Art. 1 KoBG, die durch die Aufnahme in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d BöB zementiert wird, bedeutet einen erheblichen Verlust an demokratischer Kontrolle und politischem Druckmittel für die Schweiz. Dies ist nicht mehr als die Etablierung einer faktischen Zwangsabgabe, welche die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung zwangsläufig zu erheblich höheren Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird zu einer bedingungslosen Zahlmeisterin degradiert. Diese einseitige Verpflichtung ohne entsprechende Gegenleistungen hinsichtlich Marktzugang oder Beseitigung handelspolitischer Hindernisse ist nicht zu rechtfertigen. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht.

Die Schaffung des KoBG ist ein gesetzgeberisches Instrument, das die Schweiz dauerhaft an die finanzielle Leistungspflicht bindet und die bisherige politische Geste in eine rechtliche Pflicht verwandelt. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den angesehene "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler Zahlungen. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung etabliert. Diese Entwicklung höhlt die Souveränität der Schweiz aus und steht im Widerspruch zur Unabhängigkeit unserer Aussen- und Finanzpolitik.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Stromsektor stellen eine tiefgreifende und besorgniserregende Abkehr von bewährten Schweizer Prinzipien dar. Die angebliche Harmonisierung mit der Europäischen Union birgt die reale Gefahr, dass die Schweiz ihre essenzielle Energiesouveränität aufgibt. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten mitträgt, jedoch keine wirkliche Mitsprache hat. Entscheidungen von fundamentaler Bedeutung für unser Stromnetz werden künftig in

Brüssel getroffen. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung und dem Recht auf Selbstbestimmung.

Die Schweizerische Energie-Kommission (ElCom), einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, droht zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk zu verkommen. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie und führt das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung ein.

Besonders gravierend sind die Auswirkungen auf unsere Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen existentiell das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das etablierte und für die Bergkantone vorteilhafte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken, ein wichtiger Pfeiler der dezentralen Energieversorgung, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion diskriminiert.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, ist ein hochriskantes Experiment. Sie geopfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt, schränkt die Bildung strategischer Reserven ein und schafft eine unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit. Die Konsequenzen sind volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Das geplante StromVG, insbesondere die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.), sowie die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG), dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über kritische Infrastrukturen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen massiv die dezentrale Energieproduktion und schaffen Investitionsunsicherheit, was den Ausbau erneuerbarer Energien bremst und die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten erhöht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamteinschätzung des vorgeschlagenen Pakets Schweiz-EU fällt äusserst kritisch aus und hinterlässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der wirtschaftlichen Nachteile und der demokratischen Legitimität.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die schleichende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei Mitspracherecht hat. Die institutionelle Verankerung dieser Übernahme, wie sie in den vorgesehenen Abkommen angedeutet wird, verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen würde die Fähigkeit der Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, über die Gesetzgebung ihres eigenen Landes zu entscheiden, massiv untergraben. Dies steht im Widerspruch zur direkten Demokratie, einem Eckpfeiler des schweizerischen politischen Systems.

Darüber hinaus birgt die vorgeschlagene Regelung erhebliche wirtschaftliche Risiken. Die Angleichung an EU-Standards und die damit verbundene Übernahme von komplexen Regulierungen könnten die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer KMUs beeinträchtigen. Insbesondere die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellen eine Gefahr dar. Die Anwendung von EuGH-Recht, auch wenn sie nicht explizit als verbindlich deklariert wird, könnte de facto zu einer Abhängigkeit führen, die die wirtschaftliche

Autonomie der Schweiz einschränkt. Dies widerspricht dem Ziel, eine eigenständige und prosperierende Wirtschaft zu erhalten, wie es im Artikel 103 der Bundesverfassung umschrieben ist, der die Wirtschaftsfreiheit garantiert.

Die Transparenz und demokratische Kontrolle der Verhandlungsprozesse sind ebenfalls mangelhaft. Die Tatsache, dass die Details des Pakets oft erst spät und bruchstückhaft bekannt werden, erschwert eine fundierte öffentliche Debatte und eine wirksame parlamentarische Kontrolle. Die mangelnde Einbeziehung der zuständigen Parlamentskommissionen in früheren Phasen der Verhandlungen, wie es in der Verfassung mit Blick auf die Aussenpolitik und die staatsrechtliche Stellung der Schweiz gefordert wird, ist besorgniserregend.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine gefährliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Prinzipien darstellt, ohne klare und nachvollziehbare Vorteile für die Wirtschaft oder die Bevölkerung zu bieten. Die Risiken überwiegen bei weitem die potenziellen Vorteile, und es ist unabdingbar, dass diese Bedenken ernst genommen und adressiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz auf. Eine kritische Analyse muss sich insbesondere auf die mögliche Untergrabung des schweizerischen Rechtssystems durch die Einführung von EU-Recht konzentrieren, ohne dass hierfür eine ausreichende demokratische Legitimation im Inland erkennbar ist.

Die vorgeschlagenen Abkommen drohen, das Prinzip der Volkssouveränität erheblich zu schwächen. Gemäss Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung ist das Volk die oberste Quelle aller Staatsgewalt. Die Übernahme von EU-Recht, insbesondere durch die dynamische Verweisung auf sekundäres Gemeinschaftsrecht, könnte dazu führen, dass die Schweiz sich künftig an Rechtsakte bindet, auf deren Zustandekommen sie keinen direkten Einfluss mehr hat. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle, die im Artikel 163 der Bundesverfassung verankert sind und eine umfassende Mitwirkung des Parlaments bei der Gesetzgebung vorschreiben.

Darüber hinaus sind die potenziellen Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst besorgniserregend. Die Verpflichtung zur Anwendung und Auslegung von EU-Recht gemäss der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU praktiziert wird, könnte die nationale Rechtsfindung und die Autonomie der schweizerischen Gerichte erheblich einschränken. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass Bundesgesetze und das Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Eine faktische Vorrangstellung von EuGH-Rechtspositionen, die nicht im Einklang mit dem schweizerischen Recht stehen, müsste auf ihre Vereinbarkeit mit diesem Artikel hin sorgfältig geprüft werden.

Die mangelnde Flexibilität bei der Anpassung an zukünftige EU-Rechtsentwicklungen ist ein weiterer kritischer Punkt. Der vorgeschlagene Mechanismus der automatischen Übernahme neuer EU-Regelungen untergräbt die Möglichkeit, diese Neuregelungen im Lichte der spezifischen schweizerischen Verhältnisse kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen oder abzulehnen. Dies widerspricht dem Gebot der Rechtssicherheit und der Rechtsklarheit, die für die Stabilität eines Rechtsstaates unerlässlich sind. Die Bundesverfassung verlangt eine sorgfältige Abwägung der Interessen bei der Gesetzgebung, ein Prozess, der durch eine bloße Übernahme von Fremdrecht ausgehebelt würde. Die Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Kontrolle sind beträchtlich und erfordern eine gründliche Neubewertung der Verhandlungsergebnisse.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Integrität der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, wie sie die vorgeschlagenen Abkommen implizieren, würde die Schweizer Gesetzgebung massiv beeinflussen, ohne dass die Schweiz auf gleicher Augenhöhe an deren Gestaltung teilnehmen könnte. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Das Schweizer Volk ist der oberste Souverän, und die Einführung von EU-Recht, das nicht durch demokratische Prozesse in der Schweiz legitimiert ist, untergräbt dieses Prinzip.

Es ist bedenklich, dass durch die Übernahme von EU-Recht eine indirekte Gesetzgebung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) droht. Die Rechtsprechung des EuGH hätte unweigerlich bindende Wirkung auf die Schweiz, auch wenn die Schweiz keine Möglichkeit hat, Einfluss auf die Besetzung oder Entscheidungsfindung des EuGH zu nehmen. Dies stellt eine Verletzung des Prinzips der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie es im Schweizer Recht gilt und durch Artikel 190 BV nur eingeschränkt für Bundesgesetze zugelassen ist. Die autonome Auslegung des Schweizer Rechts durch nationale Gerichte würde dadurch empfindlich gestört.

Zudem wirft die Notwendigkeit, sich an EU-Standards anzupassen, die Frage der Angemessenheit und Verhältnismässigkeit auf. Artikel 5 BV verlangt, dass staatliches Handeln verhältnismässig ist. Es ist keineswegs erwiesen, dass die Übernahme von EU-Recht stets dem Schweizer Interesse dient oder die schweizerischen Verhältnisse angemessen berücksichtigt. Vielmehr besteht die Gefahr, dass schweizerische Besonderheiten, Traditionen und die spezifischen Bedürfnisse der Bevölkerung durch eine pauschale Angleichung an Brüsseler Vorgaben vernachlässigt werden.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Während Vorteile einer engeren Zusammenarbeit potenziell bestehen mögen, dürfen die Nachteile einer Abhängigkeit von der EU und potenziell nachteilige Wettbewerbsverzerrungen nicht ignoriert werden. Die Schweiz müsste sich einer zentralisierten Regulierung unterwerfen, die ihre wirtschaftliche Flexibilität einschränken könnte.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU mehr Fragen aufwirft als beantwortet und erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Bedenken hervorruft. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht wäre ein gefährlicher Schritt für die Schweiz.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Zünd (Privat)

Datum: 06.10.2025

Kontakt: Thomas Zünd · thomas-zuend@teleb.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung generiert erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen mit den Grundsätzen des Schweizerischen Bundesrechts, insbesondere mit der Bundesverfassung, vereinbar sind. Die übermässige Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz in der Lage ist, Einfluss auf dessen Entstehung zu nehmen, widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweizerische Eidgenossenschaft das souveräne Volk. Diese Souveränität scheint durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht massiv eingeschränkt zu werden.

Des Weiteren werfen die geplanten Regelungen ernsthafte Fragen bezüglich der demokratischen Legitimation auf. Wenn schweizerisches Recht primär durch übernationale Instanzen der EU bestimmt wird, entzieht dies dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern die Kontrolle über wesentliche Gesetzgebung. Dies steht im Widerspruch zum Volkssouveränitätsprinzip, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung, welcher die Kompetenz des Parlaments zur Mitwirkung an der Gesetzgebung betont, könnte hier tangential betroffen sein, da die Mitgestaltungsmöglichkeit des Parlaments bei der EU-Gesetzgebung als marginal einzustufen ist.

Auch die Gewährleistung von Grundrechten und die Rechtssicherheit könnten leiden. Die Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass Bestimmungen, die nicht im Einklang mit den schweizerischen Grundwerten und Verfassungsgarantien stehen, dennoch Eingang in unser Rechtssystem finden. Die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof könnte zu Rechtsunsicherheiten führen, da dessen Rechtsprechung nicht immer mit der bisherigen schweizerischen Rechtskultur und der Auslegung durch schweizerische Gerichte übereinstimmt. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die Schweiz die Kontrolle über die Interpretation und Anwendung ihrer Gesetze behält, wie es das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es im Obligationenrecht (OR) und in anderen grundlegenden Gesetzen zum Ausdruck kommt, erfordert. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit von Entscheidungen, die unser Rechtssystem beeinflussen, könnten ebenfalls beeinträchtigt werden. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien ungeschmälert gewahrt bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Der vorliegende Vorschlag zur Neuregelung der Lebensmittelsicherheit im Rahmen des EU-Abkommens "Vom Hof auf den Tisch" ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität, der Qualität unserer Produkte und der Belastung unserer Produzenten äusserst bedenklich. Unter dem irreführenden Titel der Lebensmittelsicherheit wird hier eine umfassende Unterwerfung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk vollzogen. Dies stellt eine konkrete Bedrohung für die hohen Produktionsstandards dar, die das Markenzeichen der Schweiz

sind, und gefährdet die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird.

Eine weitere gravierende Gefahr liegt in der "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Zudem erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität, der Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht.

Die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der nationale, oft strengere Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Auch unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht der Lebensmittelsicherheit dienen, sondern eine schleichende Übernahme von EU-Recht darstellen, welche die schweizerische Qualität, die Souveränität und die Belastbarkeit unserer Produzenten massiv gefährdet. Die damit verbundene Bürokratie und die Einschränkung unserer nationalen Entscheidungskompetenzen sind unannehmbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht unzureichend und von kosmetischer Natur. Sie werden dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise gerecht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er bedauerlicherweise aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht

zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335f bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge des EU-Drucks. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage, wie sie durch den neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) eingeführt wird, ermöglicht es ausländischen Anbietern, profitables inner-schweizerisches Geschäft zu betreiben. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Qualität und den Umfang des Angebots für die gesamte Bevölkerung.

Darüber hinaus ist die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" rechtlich unzureichend. Sie stellt keine wirksame Absicherung dar und bietet keinen Schutz vor zukünftigen dynamischen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann übernehmen müsste. Dieses Abkommen führt somit zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die schrittweise Verlagerung der Steuerungskompetenz über die Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen, beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist eine beunruhigende Entwicklung.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein und behindert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Das EU-Beihilferecht droht zudem, bewährte Subventionen für den Güter-, Regionalverkehr oder die Rollmaterialerneuerung als unzulässig einzustufen, was den Service public in seiner bewährten Form bedroht. Insgesamt sind die vorliegenden Vorschläge im Bereich Landverkehr aus Sicht der Wahrung des Schweizer Service public und der nationalen Souveränität entschieden abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die derzeitige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies gefährdet essentielle Förderinstrumente für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer zentralen, EU-konformen Kontrollinstanz in Bern massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden kantonalen Entscheidungen künftig durch eine

übergeordnete Behörde geprüft und potenziell für ungültig erklärt. Dies ist ein direkter Angriff auf die kantonalen Kompetenzen.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Regelung der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisieren diese Unterwerfung.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und unsere nationalen Interessen zu opfern.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung der inneren Sicherheit und der sozialen Stabilität der Schweiz dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie nun angestrebt wird, steht in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem Volkswillen.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren, vergleichbar einer 'Niederlassung C PLUS', welche praktisch unentziehbar ist, selbst bei straffälligem Verhalten oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist alarmierend. Dies untergräbt die innere Sicherheit und droht, unsere Sozialwerke massiv zu belasten. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket, wie sie in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind dermassen hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung ermöglichen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz wird gezwungen, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische, und die Kosten dafür werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU, wie sie im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) mit der Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 vorgesehen ist, stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung, wie sie im Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (VBV) vorgesehen ist, schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist die Aufgabe der eigenständigen und sorgfältigen Prüfung ausländischer Diplome durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem eigenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine grundlegende und inakzeptable Umgestaltung des bisherigen Beitragsmechanismus dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss Art. 1 KoBG, die durch die Aufnahme in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d BöB zementiert wird, bedeutet einen erheblichen Verlust an demokratischer Kontrolle und politischem Druckmittel für die Schweiz. Dies ist nicht mehr als die Etablierung einer faktischen Zwangsabgabe, welche die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung zwangsläufig zu erheblich höheren Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird zu einer bedingungslosen Zahlmeisterin degradiert. Diese einseitige Verpflichtung ohne entsprechende Gegenleistungen hinsichtlich Marktzugang oder Beseitigung handelspolitischer Hindernisse ist nicht zu rechtfertigen. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht.

Die Schaffung des KoBG ist ein gesetzgeberisches Instrument, das die Schweiz dauerhaft an die finanzielle Leistungspflicht bindet und die bisherige politische Geste in eine rechtliche Pflicht verwandelt. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den angesehene "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler Zahlungen. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung etabliert. Diese Entwicklung höhlt die Souveränität der Schweiz aus und steht im Widerspruch zur Unabhängigkeit unserer Aussen- und Finanzpolitik.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Stromsektor stellen eine tiefgreifende und besorgniserregende Abkehr von bewährten Schweizer Prinzipien dar. Die angebliche Harmonisierung mit der Europäischen Union birgt die reale Gefahr, dass die Schweiz ihre essenzielle Energiesouveränität aufgibt. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten mitträgt, jedoch keine wirkliche Mitsprache hat. Entscheidungen von fundamentaler Bedeutung für unser Stromnetz werden künftig in

Brüssel getroffen. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung und dem Recht auf Selbstbestimmung.

Die Schweizerische Energie-Kommission (ElCom), einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, droht zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk zu verkommen. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie und führt das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung ein.

Besonders gravierend sind die Auswirkungen auf unsere Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen existentiell das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das etablierte und für die Bergkantone vorteilhafte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken, ein wichtiger Pfeiler der dezentralen Energieversorgung, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion diskriminiert.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, ist ein hochriskantes Experiment. Sie geopfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt, schränkt die Bildung strategischer Reserven ein und schafft eine unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit. Die Konsequenzen sind volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Das geplante StromVG, insbesondere die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.), sowie die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG), dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über kritische Infrastrukturen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen massiv die dezentrale Energieproduktion und schaffen Investitionsunsicherheit, was den Ausbau erneuerbarer Energien bremst und die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten erhöht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamteinschätzung des vorgeschlagenen Pakets Schweiz-EU fällt äusserst kritisch aus und hinterlässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der wirtschaftlichen Nachteile und der demokratischen Legitimität.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die schleichende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei Mitspracherecht hat. Die institutionelle Verankerung dieser Übernahme, wie sie in den vorgesehenen Abkommen angedeutet wird, verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen würde die Fähigkeit der Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, über die Gesetzgebung ihres eigenen Landes zu entscheiden, massiv untergraben. Dies steht im Widerspruch zur direkten Demokratie, einem Eckpfeiler des schweizerischen politischen Systems.

Darüber hinaus birgt die vorgeschlagene Regelung erhebliche wirtschaftliche Risiken. Die Angleichung an EU-Standards und die damit verbundene Übernahme von komplexen Regulierungen könnten die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer KMUs beeinträchtigen. Insbesondere die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellen eine Gefahr dar. Die Anwendung von EuGH-Recht, auch wenn sie nicht explizit als verbindlich deklariert wird, könnte de facto zu einer Abhängigkeit führen, die die wirtschaftliche

Autonomie der Schweiz einschränkt. Dies widerspricht dem Ziel, eine eigenständige und prosperierende Wirtschaft zu erhalten, wie es im Artikel 103 der Bundesverfassung umschrieben ist, der die Wirtschaftsfreiheit garantiert.

Die Transparenz und demokratische Kontrolle der Verhandlungsprozesse sind ebenfalls mangelhaft. Die Tatsache, dass die Details des Pakets oft erst spät und bruchstückhaft bekannt werden, erschwert eine fundierte öffentliche Debatte und eine wirksame parlamentarische Kontrolle. Die mangelnde Einbeziehung der zuständigen Parlamentskommissionen in früheren Phasen der Verhandlungen, wie es in der Verfassung mit Blick auf die Aussenpolitik und die staatsrechtliche Stellung der Schweiz gefordert wird, ist besorgniserregend.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine gefährliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Prinzipien darstellt, ohne klare und nachvollziehbare Vorteile für die Wirtschaft oder die Bevölkerung zu bieten. Die Risiken überwiegen bei weitem die potenziellen Vorteile, und es ist unabdingbar, dass diese Bedenken ernst genommen und adressiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz auf. Eine kritische Analyse muss sich insbesondere auf die mögliche Untergrabung des schweizerischen Rechtssystems durch die Einführung von EU-Recht konzentrieren, ohne dass hierfür eine ausreichende demokratische Legitimation im Inland erkennbar ist.

Die vorgeschlagenen Abkommen drohen, das Prinzip der Volkssouveränität erheblich zu schwächen. Gemäss Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung ist das Volk die oberste Quelle aller Staatsgewalt. Die Übernahme von EU-Recht, insbesondere durch die dynamische Verweisung auf sekundäres Gemeinschaftsrecht, könnte dazu führen, dass die Schweiz sich künftig an Rechtsakte bindet, auf deren Zustandekommen sie keinen direkten Einfluss mehr hat. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle, die im Artikel 163 der Bundesverfassung verankert sind und eine umfassende Mitwirkung des Parlaments bei der Gesetzgebung vorschreiben.

Darüber hinaus sind die potenziellen Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst besorgniserregend. Die Verpflichtung zur Anwendung und Auslegung von EU-Recht gemäss der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU praktiziert wird, könnte die nationale Rechtsfindung und die Autonomie der schweizerischen Gerichte erheblich einschränken. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass Bundesgesetze und das Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Eine faktische Vorrangstellung von EuGH-Rechtspositionen, die nicht im Einklang mit dem schweizerischen Recht stehen, müsste auf ihre Vereinbarkeit mit diesem Artikel hin sorgfältig geprüft werden.

Die mangelnde Flexibilität bei der Anpassung an zukünftige EU-Rechtsentwicklungen ist ein weiterer kritischer Punkt. Der vorgeschlagene Mechanismus der automatischen Übernahme neuer EU-Regelungen untergräbt die Möglichkeit, diese Neuregelungen im Lichte der spezifischen schweizerischen Verhältnisse kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen oder abzulehnen. Dies widerspricht dem Gebot der Rechtssicherheit und der Rechtsklarheit, die für die Stabilität eines Rechtsstaates unerlässlich sind. Die Bundesverfassung verlangt eine sorgfältige Abwägung der Interessen bei der Gesetzgebung, ein Prozess, der durch eine bloße Übernahme von Fremdrecht ausgehebelt würde. Die Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Kontrolle sind beträchtlich und erfordern eine gründliche Neubewertung der Verhandlungsergebnisse.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Integrität der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, wie sie die vorgeschlagenen Abkommen implizieren, würde die Schweizer Gesetzgebung massiv beeinflussen, ohne dass die Schweiz auf gleicher Augenhöhe an deren Gestaltung teilnehmen könnte. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Das Schweizer Volk ist der oberste Souverän, und die Einführung von EU-Recht, das nicht durch demokratische Prozesse in der Schweiz legitimiert ist, untergräbt dieses Prinzip.

Es ist bedenklich, dass durch die Übernahme von EU-Recht eine indirekte Gesetzgebung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) droht. Die Rechtsprechung des EuGH hätte unweigerlich bindende Wirkung auf die Schweiz, auch wenn die Schweiz keine Möglichkeit hat, Einfluss auf die Besetzung oder Entscheidungsfindung des EuGH zu nehmen. Dies stellt eine Verletzung des Prinzips der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie es im Schweizer Recht gilt und durch Artikel 190 BV nur eingeschränkt für Bundesgesetze zugelassen ist. Die autonome Auslegung des Schweizer Rechts durch nationale Gerichte würde dadurch empfindlich gestört.

Zudem wirft die Notwendigkeit, sich an EU-Standards anzupassen, die Frage der Angemessenheit und Verhältnismässigkeit auf. Artikel 5 BV verlangt, dass staatliches Handeln verhältnismässig ist. Es ist keineswegs erwiesen, dass die Übernahme von EU-Recht stets dem Schweizer Interesse dient oder die schweizerischen Verhältnisse angemessen berücksichtigt. Vielmehr besteht die Gefahr, dass schweizerische Besonderheiten, Traditionen und die spezifischen Bedürfnisse der Bevölkerung durch eine pauschale Angleichung an Brüsseler Vorgaben vernachlässigt werden.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Während Vorteile einer engeren Zusammenarbeit potenziell bestehen mögen, dürfen die Nachteile einer Abhängigkeit von der EU und potenziell nachteilige Wettbewerbsverzerrungen nicht ignoriert werden. Die Schweiz müsste sich einer zentralisierten Regulierung unterwerfen, die ihre wirtschaftliche Flexibilität einschränken könnte.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU mehr Fragen aufwirft als beantwortet und erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Bedenken hervorruft. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht wäre ein gefährlicher Schritt für die Schweiz.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bruno Bosshard (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Bosshard Bruno · 0787907900 · brubo@me.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität der Schweiz auf. Die Annahme eines solchen Rahmenabkommens würde unausweichlich zu einer Übernahme von EU-Recht führen, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Gestaltung nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Bundesverfassung, insbesondere zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen und die verfassungsmässige Ordnung als Grundlage des Staates postuliert. Eine solche Rechtsübernahme birgt die Gefahr einer Aushöhlung der direkten Demokratie, da das Schweizer Volk und die Stände keine direkte Mitsprache bei der Entstehung der relevanten EU-Rechtsakte hätten, die dann aber in der Schweiz Geltung beanspruchen würden.

Ferner ist die im Vorschlag implizierte Übertragung von Zuständigkeiten an EU-Institutionen problematisch. Artikel 191 der Bundesverfassung garantiert die Eigenständigkeit und Unabhängigkeit der Schweiz. Eine faktische Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, wie sie bei der Übernahme von EU-Recht unumgänglich wäre, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte tangieren und die Möglichkeit einschränken, Entscheidungen im Einklang mit der schweizerischen Rechtsordnung zu treffen. Die Verfassungsvorlage zur Schweiz als Schweizerisches Gesetzbuch (SchKG) sollte bei der Beurteilung solcher Abkommen stets im Auge behalten werden, um sicherzustellen, dass nationale Gesetze und die verfassungsmässigen Rechte der Bürger nicht kompromittiert werden.

Die Behauptung, dass die Beziehungen zur EU stabilisiert würden, erscheint angesichts der vorliegenden Risiken wenig überzeugend. Statt einer Stabilisierung droht vielmehr eine schleichende Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Prozesse. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU die Grundprinzipien der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie wahrt. Die vorgeschlagene Richtung birgt die Gefahr, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu manövrieren, die ihren Interessen langfristig schadet und die Grundlage ihres Wohlstands und ihrer politischen Stabilität untergräbt. Eine kritische Prüfung aller Konsequenzen ist daher unerlässlich, bevor solche weitreichenden Entscheidungen getroffen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der langfristigen wirtschaftlichen Stabilität unseres Landes auf. Eine kritische Würdigung offenbart gravierende Mängel, die eine vorsichtige Haltung gebieten.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtstiteln ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz ist äusserst problematisch. Artikel 123 der Bundesverfassung, der die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen regelt, könnte durch eine solche Regelung massiv untergraben werden. Die automatische Adaption von EU-Richtlinien und -Verordnungen entzieht den eidgenössischen und kantonalen Entscheidungsträgern die Möglichkeit, spezifische schweizerische Bedürfnisse und Interessen angemessen zu berücksichtigen. Dies widerspricht dem föderalistischen Grundgedanken und der demokratischen Legitimation, die durch Artikel 123 BV gewährleistet werden soll.

Des Weiteren besteht die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie. Wenn die Bevölkerung und ihre Vertreter künftig nicht mehr über die ihnen vorgelegten Sachverhalte im Rahmen eines regulären Gesetzgebungsprozesses befinden können, sondern lediglich ein bereits von der EU verabschiedetes Recht gutheissen oder ablehnen müssen, so stellt dies eine erhebliche Beeinträchtigung der demokratischen Willensbildung dar. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Bundesverfassung, die auf der direkten Mitwirkung des Volkes und der Kantone beruht.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind mit grösster Skepsis zu betrachten. Die geforderten Anpassungen im Bereich der Staatsfinanzen und der Subventionen könnten die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen und zu einer Benachteiligung gegenüber Unternehmen in EU-Mitgliedstaaten führen. Die Frage der Finanzströme in die EU und die damit verbundenen Verpflichtungen bedürfen einer eingehenden Prüfung, die die langfristigen Haushaltsfolgen für die Schweiz transparent darlegt. Die Unklarheit über die genauen finanziellen Verpflichtungen und deren Auswirkungen auf den Bundeshaushalt birgt ein erhebliches Risiko.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zwar den Zugang zum EU-Binnenmarkt erleichtern könnten, dies jedoch zu einem Preis geschieht, der die schweizerische Souveränität, die föderalen Strukturen und die direkte Demokratie gefährdet. Eine kritische und ablehnende Haltung ist angesichts der offenen Fragen und potenziellen negativen Folgen geboten. Eine sorgfältige Abwägung aller Risiken und die Wahrung unserer verfassungsmässigen Prinzipien müssen oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vernehmlassungsvorlage gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Es ist unklar, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen mit den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die Armee und die Militärverwaltung (Militärgesetz, MG) sowie der Bundesverfassung (BV) vereinbar sind.

Insbesondere die beabsichtigte Übernahme von EU-Rechtspaketen, die keinen direkten Bezug zu bereits bestehenden Abkommen aufweisen, wirft Fragen nach der Einhaltung des Prinzips der demokratischen Legitimation auf. Die Schweizer Bevölkerung hat stets Wert auf die Möglichkeit gelegt, über wesentliche Rechtsänderungen durch Volksabstimmungen mitentscheiden zu können. Die vorliegende Vorlage scheint dieses Prinzip zu unterlaufen, indem sie die Übernahme von externen Rechtsnormen in einem Verfahren ermöglicht, das die direkte Beteiligung der Bürgerinnen und Bürger erschwert oder gänzlich ausschliesst. Artikel 168 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Regierung zur Wahrung der Interessen der Schweiz ermächtigt, steht unter Umständen im Widerspruch zu einer unkritischen Übernahme von EU-Recht, das primär den Interessen der Europäischen Union dient.

Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagene Integration tatsächlich dem Wohl der Schweiz dient oder ob sie primär auf die Erleichterung der Beziehungen zur EU abzielt, selbst wenn dies zu Lasten der nationalen Autonomie geht. Die Annahme von Verordnungen oder Richtlinien, die nicht im Einklang mit der schweizerischen Rechtstradition oder den spezifischen Bedürfnissen unseres Landes

stehen, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Gesetzgebungskompetenz. Eine solche Entwicklung könnte mittel- bis langfristig die rechtsstaatlichen Garantien untergraben, die durch die Bundesverfassung und die darauf gestützten Gesetze, wie beispielsweise das Militärgesetz, geschützt werden sollen.

Die Begründung für die Notwendigkeit dieser Anpassungen erscheint ungenügend und lässt Raum für die Annahme, dass es sich um eine reine Erfüllung von Forderungen der EU handelt, ohne eine entsprechende Abwägung der nationalen Interessen. Der Grundsatz der Subsidiarität, ein Eckpfeiler der schweizerischen Politik, scheint in der vorliegenden Vorlage keine ausreichende Berücksichtigung zu finden. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich die einzige oder die beste Lösung darstellen, um die Beziehungen zur EU zu gestalten. Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität sind nicht abschätzbar und bedürfen einer vertieften Prüfung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an das der Europäischen Union, verschleiert unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit', stellt eine massive Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Diese Entwicklung bedroht nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten empfindlich ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Die Entwertung des Labels 'Made in Switzerland' ist unvermeidlich, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Grundlage des Erfolgs unserer Produzenten.

Besonders bedenklich ist die sogenannte 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und jegliche Kündigung dieses schädlichen Abkommens unmöglich macht.

Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben bedeuten einen massiven Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, der die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung bedeutet. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit offenbaren eine bedenkliche Erosion unserer nationalen Souveränität und widersprechen fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", das bereits nach fünf Jahren gewährt wird und praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug, stellen eine direkte Bedrohung für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke dar.

Die damit einhergehende massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, mit einem nahezu unkontrollierbaren Familiennachzug, der auch Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unerträglich erhöhen. Die im Paket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei; ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis keine greifbare Wirkung entfalten wird. Angesichts der angedrohten EU-Strafmassnahmen bei einer Nutzung mutiert sie zur "Erpressungsklausel", die jegliche wirksame Gegenmassnahme im Keim erstickt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitgestalten können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von Sozialhilfebezügern erheblich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und ein zahnloser Tiger bleibt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven, durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich. Die Schweiz wird gezwungen, die finanzielle Last für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden über einen neuen Zahlungsrahmen und spezifische Beitragsmechanismen zu tragen, was eine direkte Belastung für den Schweizer Steuerzahler darstellt. Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Entmündigung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Automatisierung der Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Integration in das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4) anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung schwächt unsere Qualitätsstandards und entzieht den zuständigen Behörden die Kontrolle, was unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit birgt. Diese umfassende Unterordnung unter EU-Recht gefährdet die

Grundfesten unserer direkten Demokratie und Souveränität.

Landverkehr

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist äusserst bedenklich. Diese öffnet die Türen für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu bedienen.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich unzureichend. Sie bietet keinen verlässlichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Rechtsänderungen. Dies führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr, da wir gezwungen wären, künftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu adaptieren. Die nationale Steuerungskompetenz würde dadurch weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz ferner dazu, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies beschränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt nach den besten Lösungen für die Schweiz zu suchen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Resultaten für die Schweizer Steuerzahler führen kann.

Die Gefährdung des Service public durch die Kabotage gemäss Art. 40ater EBG ist eine direkte Konsequenz dieser Abkommen. Sie erlaubt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, den Schweizer Markt zu penetrieren und die Finanzierung der landesweiten Grundversorgung zu schwächen. Langfristig droht dadurch eine Reduktion der Qualität und des Angebots des öffentlichen Verkehrs, der für die Mobilität vieler Bürger unerlässlich ist. Die vorgesehene Rechtsübernahme ohne ausreichende Sicherheiten stellt somit eine inakzeptable Gefährdung eines Kernbereichs unserer Daseinsvorsorge dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung. Die vorgelegten Anpassungen des Entsendegesetzes (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, lassen nicht erkennen, dass damit der Schutz der Schweizer Arbeitnehmer gestärkt wird. Vielmehr deuten die Formulierungen darauf hin, dass hier primär eine Anpassung an das EU-Recht angestrebt wird, was die Gefahr birgt, dass unser bisher bewährter und wirksamer Schweizer Lohnschutz aufgeweicht wird. Die Streichung des eigenständigen Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik verkompliziert und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten eher erschwert als erleichtert.

Die angekündigten Kontrollmechanismen erscheinen schwächer als die bestehenden. Es ist zu befürchten, dass die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu einer geringeren Zahl von Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefere Einkommensklassen, ist real und wird durch diese Massnahmen keineswegs gebannt.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten und unangemessenen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich auf EU-Druck zurückzuführen ist. Diese Massnahme schafft

eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung einem starren und bürokratischen Verfahren unterworfen wird. Dies beeinträchtigt die Flexibilität von KMU erheblich und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie festigt die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch fester an die EU binden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die Integrität unserer eigenen Rechtsordnung untergräbt, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen weder dem Lohnschutz noch der schweizerischen Souveränität dienen, sondern im Gegenteil erhebliche Risiken für unseren Wohlstand und unsere rechtliche Eigenständigkeit darstellen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, insbesondere durch die Vorgaben von ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem passiven Teilnehmer ohne Mitspracherecht degradieren, der jedoch die finanziellen Lasten tragen muss. Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel getroffen. Dies untergräbt das Prinzip der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen massiv.

Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die geplante Umwandlung in eine operative Vollzugsstelle für EU-Regularien de facto beendet. Das StromVG in Artikel 4a ff. und das EnG in Artikel 15 neu setzen die ElCom unter Druck, undemokratisch legitimierte Vorgaben aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik.

Besonders besorgniserregend ist die Bedrohung unserer heimischen Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies gefährdet die wirtschaftliche Grundlage vieler Regionen und die Finanzierung der Energiewende.

Ferner schwächen die neuen Regelungen unsere föderalen Strukturen. Gemeindekraftwerke und andere dezentrale Produzenten verlieren durch die EU-Wettbewerbsregeln und die Verschärfung des Unbundlings (Art. 10, 18, 19 StromVG) ihren traditionellen Einspeisevorrang. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG von 3 MW auf 200 kW wird unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligen und ihre wirtschaftliche Grundlage schwächen.

Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen im Rahmen der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Untergrabung der schweizerischen Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die Abschaffung der heutigen, bewährten Praxis, wonach Subventionen primär politisch legitimierte und demokratisch kontrollierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt.

Die Souveränität der Kantone wird durch die neu zu schaffende Beihilfekammer der WEKO, die als „verlängerter Arm der EU“ agiert, massiv eingeschränkt. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden kantonale Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern unterworfen. Dies stellt einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus dar. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schaffen mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die Kantone werden somit zu Bittstellern herabgestuft und verlieren ihr formelles rechtliches Gehör, wenn souveräne Entscheide geprüft werden. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde, die sich direkt auf Preise und Kosten auswirkt, ungestört agieren kann. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Diese Entwicklung gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und stellt eine signifikante Gefährdung unserer nationalen Souveränität und finanziellen Autonomie dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und die notwendige demokratische Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen. Es handelt sich hierbei faktisch um eine unzulässige Zwangsabgabe, die unsere budgetäre Hoheit untergräbt.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird damit in eine Position gezwungen, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, "Nein" zu sagen, und zur Zahlung gezwungen wird, was die EU diktiert. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung.

Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht im Entscheidungsprozess der EU.

Unsere Zahlungen werden verbindlich, während wir keine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen erhalten. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese faktisch freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss dem vorgeschlagenen Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments auszuhöhlen droht. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Ausführungen verdeutlichen die schwerwiegenden Bedenken, die wir gegen die vorgeschlagene Regelung haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Paket mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf. Eine Übernahme von EU-Recht, die sich auf die Auslegung von Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) stützt, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner Staat, und diese Souveränität würde durch die zwingende Anwendung von EuGH-Recht faktisch ausgehöhlt. Die Schweizer Gerichte, die dem Grundgesetz verpflichtet sind, dürften künftig nicht mehr in erster Linie auf Basis des schweizerischen Rechts und der verfassungsmässigen Ordnung urteilen, sondern müssten die Vorgaben des EuGH als massgeblich anerkennen. Dies stellt eine fundamentale Abkehr von unserem Rechtsverständnis dar.

Darüber hinaus wird die demografische Entwicklung in der Schweiz durch die uneingeschränkte Übernahme der Personenfreizügigkeit gemäss bilateralem Abkommen über die Personenfreizügigkeit (AFK) weiterhin negativ beeinflusst. Die fortwährende Zuwanderung, auch aus wirtschaftlich schwächeren EU-Staaten, setzt die schweizerischen Sozialwerke und den Arbeitsmarkt unter erheblichen Druck. Artikel 12 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf Hilfe in Notlagen und die Fürsorge für die Schwachen; diese Verpflichtung wird durch die übermässige Belastung der Sozialsysteme zunehmend erschwert. Die vorgeschlagene Regelung bietet keine ausreichenden Mechanismen, um die Zuwanderung im nationalen Interesse zu steuern und die negativen Auswirkungen auf die Löhne und die sozialen Sicherungssysteme effektiv abzufedern. Die vom Bundesrat angeführten Gegenmassnahmen greifen zu kurz und bieten keine substanzielle Abhilfe.

Die institutionelle Übernahme von EU-Recht durch dieses Paket verletzt zudem das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bürgerinnen und Bürger würden in Kernbereiche der Gesetzgebung die Mitsprache verlieren, da die EU-Gesetzgebung automatisiert ins Schweizer Recht übernommen würde, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk darüber entscheiden könnten. Die Möglichkeit, die übernommene Rechtsnorm mittels fakultativem Referendum zu bekämpfen, wäre auf EU-Recht nicht anwendbar, was eine direkte demokratische Kontrolle ausschliesst. Dieses Paket ist somit nicht mit den Grundprinzipien der schweizerischen Demokratie und Rechtsordnung vereinbar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christian Petrig (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Christian Petrig · +41786723121 · ch.petrig@gmx.net

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Prüfung bedürfen. Die Komplexität und die weitreichenden Auswirkungen der vorgeschlagenen Abkommen sind derart gravierend, dass eine vorsichtige und abwägende Haltung unerlässlich ist. Es ist zu befürchten, dass die mit der EU ausgehandelten Vereinbarungen die Souveränität der Schweiz und die Autonomie ihrer Gesetzgebung auf eine Weise untergraben, die mit den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und unserer föderalen Struktur unvereinbar ist.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Mitspracherecht bei dessen Entstehung hat, ist problematisch. Dies steht im Widerspruch zum Wesen des bilateralen Ansatzes, der auf der Gleichwertigkeit der Partner basierte. Die befürchtete Automatismus der Rechtsübernahme, wie er in den Vereinbarungen angedeutet wird, könnte dazu führen, dass Schweizer Gesetze und Verordnungen ohne demokratische Legitimation von Brüssel diktiert werden. Dies könnte gravierende Folgen für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung der Schweiz haben, da die Bedürfnisse und Besonderheiten unseres Landes möglicherweise nicht angemessen berücksichtigt werden.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Dienstleistungsfreiheit und die Arbeitnehmerfreizügigkeit sorgfältig zu analysieren. Die befürchtete Ausweitung der Personenfreizügigkeit ohne entsprechende flankierende Massnahmen könnte zu unzumutbarem Lohndumping und einer Überlastung unserer Sozialwerke führen. Artikel 13 Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 883/2004 über die Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit muss im Lichte der Schweizer Verhältnisse kritisch hinterfragt werden, um sicherzustellen, dass die Schweizer Arbeitnehmer und das Sozialsystem nicht benachteiligt werden.

Auch die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist kritisch zu beleuchten. Die automatische Einbeziehung von EuGH-Rechtsprechung könnte die Rechtsprechung schweizerischer Gerichte und somit die nationale Souveränität im Justizbereich empfindlich stören. Dies widerspricht den Interessen der Schweiz an einem unabhängigen Rechtssystem, das auf den eigenen verfassungsmässigen Grundsätzen basiert. Die Auslegung und Anwendung des EWR-Abkommens, obwohl nicht direkt auf alle Bereiche des vorliegenden Pakets anwendbar, dient als Warnung hinsichtlich der potenziellen Souveränitätsverluste. Die Erfahrungen zeigen, dass die Übernahme von Unionsrecht und die Akzeptanz der EuGH-Rechtsprechung die nationale Gesetzgebung und Rechtsprechung erheblich beeinflussen können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU eine Reihe von Risiken birgt, die sorgfältig abgewogen werden müssen. Die potenziellen

Nachteile für die Schweizer Souveränität, die Demokratie und die wirtschaftliche Stabilität sind so gewichtig, dass eine ablehnende Haltung angeraten erscheint, bis eine zufriedenstellende Lösung gefunden ist, die die Interessen und Werte der Schweiz wahrt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche rechtsstaatliche und demokratische Bedenken auf. Insbesondere die inhaltliche Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Prüfung der Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung, namentlich mit den Grundrechten und der Souveränität unseres Landes, ist höchst problematisch. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert, wird durch die automatische Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt. Jede Anpassung unserer Gesetzgebung an EU-Normen muss primär am Massstab unserer eigenen Verfassung gemessen werden.

Die mangelnde Transparenz im Prozess der Übernahme und Umsetzung von EU-Recht missachtet zudem das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung zum Ausdruck kommt. Das Volk hat das Recht zu erfahren und mitzubestimmen, welche Regeln für unser Land gelten. Eine Implementierung, die primär auf die Erfüllung von EU-Vorgaben abzielt, ohne eine dezidierte Prüfung der nationalen Interessen und ohne vorgängige demokratische Legitimation, ist nicht tragbar.

Weiterhin bestehen ernste Zweifel hinsichtlich der verfassungsrechtlichen Grundlagen für die Übertragung von Kompetenzen, die de facto durch die Übernahme von EU-Recht erfolgt. Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Mitwirkung der Kantone und des Parlaments regelt, wird durch eine einseitige Übernahme von EU-Recht untergraben. Die parlamentarische Debatte und die kantonalen Interessen drohen, in einem solchen Prozess marginalisiert zu werden.

Es ist unerlässlich, dass jede einzelne Bestimmung des EU-Rechts, die zur Übernahme vorgesehen ist, kritisch auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere mit den Grundrechten gemäss Artikel 7 ff. der Bundesverfassung, sowie mit den Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der direkten Demokratie geprüft wird. Eine pauschale Übernahme oder eine Implementierung, die primär auf die Bedürfnisse Brüssels zugeschnitten ist, ignoriert die Souveränität und die demokratischen Errungenschaften der Schweiz und birgt das Risiko einer schleichenden Erosion unserer Rechtsordnung. Die vorliegende Vorlage vermag diese tiefgreifenden Bedenken nicht auszuräumen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge im Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz sind aus unserer Sicht in wesentlichen Punkten unzureichend und zielen eher auf eine prozedurale Anpassung an EU-Standards ab, anstatt den Schutz der schweizerischen Arbeitnehmer tatsächlich zu stärken. Die angedachten Massnahmen zur Kompensation des durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden Lohn- und Kostendrucks erscheinen kosmetischer Natur. Es besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, welche durch die vorgeschlagenen Regelungen nicht ausreichend aufgefangen wird.

Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber potenziell weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies eröffnet ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des

Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR steht im Widerspruch zu unserer liberalen Vertragsfreiheit und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und steht im Gegensatz zu unseren Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Insgesamt sind die vorliegenden Vorschläge unseres Erachtens nicht geeignet, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf unseren Arbeitsmarkt und unsere Lohnstrukturen wirksam einzudämmen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Einschränkung unserer nationalen Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, zugunsten eines rigiden, technokratischen EU-Kontrollregimes ist zutiefst besorgniserregend. Diese demokratisch legitimierten Förderinstrumente, die entscheidend für die lokale Wirtschaftsförderung, den Service public und die kulturelle Vielfalt sind, werden einer externen Überwachung unterworfen.

Die Souveränität der Kantone wird durch die neuen Bestimmungen massiv untergraben. Die Kantone verlieren ihre Autonomie, über ihre eigene Wirtschaftsförderung zu entscheiden, und müssen stattdessen Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus und die Eigenständigkeit der Regionen. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine „Superbehörde“ geschaffen, die primär der Durchsetzung von EU-Recht dient und nicht den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend.

Darüber hinaus unterwirft sich die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft eine bedeutende Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verzicht auf nationale Souveränität in diesem strategisch wichtigen Sektor.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist ebenfalls stossend für unseren Föderalismus. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten kantonale Erlasse durch die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern, ohne formelles rechtliches Gehör. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein

undurchsichtiges Machtzentrum, das als „verlängerter Arm der EU“ agiert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer unerwünschten Abhängigkeit von der EU und gefährdet fundamentale Prinzipien unserer staatlichen Ordnung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und muss kritisch hinterfragt werden. Was als vermeintlich freiwilliger und parlamentarisch kontrollierter Beitrag deklariert wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine faktische Zwangsabgabe, die die Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigt.

Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist die legislative Institutionalisierung dieser Bedenken. Dieses Gesetz zementiert freiwillige Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsmacht über die Verwendung von Steuergeldern. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Statt einer eigenständigen Entscheidung über die Mittelverwendung wird lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zelebriert.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und wird gezwungen sein, zu zahlen, was die EU vorgibt. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Es fehlt jegliche Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der grenzüberschreitenden Kriminalität (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Akzeptanz als normaler Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Ebenso irreführend ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen zur finanziellen Beteiligung die Schweiz zu einer Zahlungsmaschinerie ohne politische Gegenleistung degradieren und die demokratische Kontrolle über erhebliche finanzielle Mittel eliminieren. Die Schweiz wird faktisch zur Kasse gebeten, ohne substanzielle Vorteile für die eigene Bevölkerung oder Wirtschaft zu generieren, während ihre Souveränität untergraben wird.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, insbesondere im Zusammenhang mit einer weitergehenden Anlehnung an EU-Regelungen, sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der Versorgungssicherheit zutiefst bedenklich. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E mag auf dem Papier nach Harmonisierung klingen, faktisch bedeutet sie jedoch, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird, der aber die Kosten für Entscheidungen mittragen muss, die künftig primär in Brüssel gefällt werden. Dies stellt eine gravierende Aufgabe der Energiesouveränität dar.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert. Ihre primäre Funktion wird die undemokratisch legitimierte Umsetzung von Brüsseler Vorschriften. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung, wie sie durch die nationalen Gesetzgebungen gewährleistet wird.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, erfährt durch die EU-Beihilfenregeln eine existenzielle Gefährdung. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte negative Konsequenzen für die Finanzierung der alpinen Infrastruktur und die betroffenen Kantone.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden erheblich geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine, bürgernahe Energieproduzenten massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen diese dezentrale Energieproduktion und gefährdet deren wirtschaftliche Grundlage.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen Regeln wie riesige europäische Konzerne, was zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität führt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine umfassende und bedenkliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es geht hierbei nicht primär um die Erhöhung der Sicherheit, sondern um die faktische Aushebelung unserer hohen Produktionsstandards und die Gefährdung unserer bäuerlichen Familienbetriebe. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt, läuft Gefahr, durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards signifikant an Wert zu verlieren. Das Label "Made in Switzerland" würde entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU.

Eine gravierende Gefahr birgt die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen unlösbar mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und die Kündigung dieses schädlichen Abkommens unmöglich macht, ohne das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall zu bringen.

Des Weiteren wird die Souveränität der Schweiz massiv eingeschränkt, indem EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften würden nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen überziehen und damit lokale Traditionen sowie wirtschaftliche Existenzen zerstören.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdiktat, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) erzwingen die Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich wird ausgehöhlt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für ihre Wälder zu reagieren, da sie sich im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Auch im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, indem sie sich dem starren, bürokratischen System der EU unterwirft, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr muss mit äusserster Skepsis und fundierter Kritik betrachtet werden. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Rahmen des Landverkehrsabkommens mit der EU stellen eine erhebliche Gefahr für den Schweizer Service public dar und höhlen sukzessive unsere Souveränität aus.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die Gefährdung des Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt das Risiko, dass bewährte und für die Aufrechterhaltung eines flächendeckenden Angebots essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern schulden.

Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein Frontalangriff auf die finanzielle Stabilität unseres Bahnwesens. Ausländische Anbieter werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies ist nichts anderes als "Rosinenpickerei" und untergräbt die finanzielle Basis des gesamten Systems.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlose und nicht bindende Beruhigungspille. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts, die unsere nationalen Regelungen determinieren würden. Langfristig führt dies zur Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr.

Des Weiteren gefährdet die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu finden, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, insbesondere durch die dynamische Rechtsübernahme, die uns zukünftigen EU-Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) unterwerfen würde. Dies verlagert die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen. Die vorliegenden Vorschläge sind daher entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine besorgniserregende Erosion unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, ohne die Möglichkeit einer nationalen Verhandlung oder eines

Vetos, widerspricht fundamental dem Geist des Art. 121a BV, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch das Volk und die Kantone vorsieht. Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Diese Regelung ermöglicht es Personen, die potenziell kriminell werden oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind, ein gesichertes Aufenthaltsrecht zu behalten, was eine inakzeptable Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden darstellt.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich als reine Farce; ihre Anwendungshürden sind so hoch, dass sie in der Praxis nicht greifen wird, und die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei ihrer Anwendung macht sie zu einer Erpressungsklausel. Die Verankerung der automatischen Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die erschwerte Möglichkeit eines Ausschlusses bedeuten, dass die Kosten für die Gesellschaft weiter steigen werden. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das durch seine vage Formulierung und den Ausschluss wirksamer, einseitiger Kontingente keine echte Steuerung ermöglicht. Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) eingeführten, drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung und die höhere Berufsbildung (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere hohen Qualitätsstandards schwächt und die eigenständige Regulierung des Arbeitsmarktes gefährdet. Dies bedeutet eine Kapitulation vor der EU, bei der die Anpassung des AIG das Kernstück darstellt und die Verfassungsaufträge missachtet werden. Die sogenannten technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) und die Einbindung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen wie dem BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sind Beispiele für die flächendeckende Aufgabe nationaler Kontroll- und Regulierungskompetenzen, die letztlich die Patientensicherheit und die Qualitätssicherung in sensiblen Bereichen wie dem Gesundheitswesen gefährden. Die Schweiz muss die Kontrolle über ihre eigenen Gesetze und ihre Standards zurückgewinnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die direktdemokratischen Rechte der Schweiz. Eine Vertiefung der bilateralen Beziehungen, wie sie im Rahmen eines neuen Abkommens angestrebt wird, läuft Gefahr, die Schweiz in eine starke Abhängigkeit von der Europäischen Union zu bringen und ihr Handlungsspielraum erheblich einzuschränken.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Rechtsordnung dar. Gemäss Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung hat das Parlament die Aufgabe, die Gesetzgebung des Bundes in Übereinstimmung mit der Bundesverfassung und den völkerrechtlichen Verpflichtungen der Schweiz zu gestalten. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Prinzip untergraben, da die Schweiz faktisch

gezwungen wäre, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, ohne diese im nationalen Gesetzgebungsprozess kritisch prüfen oder ablehnen zu können. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wonach das Volk über wichtige Gesetzesänderungen entscheiden kann. Das heutige System, das auf gezielten bilateralen Abkommen basiert, erlaubt eine präzisere Anpassung an schweizerische Bedürfnisse und eine klare Abgrenzung der Kompetenzen.

Die Behauptung, dass eine solche Stabilisierung die wirtschaftliche Attraktivität der Schweiz sichern würde, ist fragwürdig. Die Schweiz hat ihre Attraktivität gerade durch ihre Unabhängigkeit und ihr stabiles Rechtssystem bewiesen. Eine stärkere Bindung an die EU könnte zu einer Erosion dieser Alleinstellungsmerkmale führen. Zudem ist zu befürchten, dass die geforderte Übernahme von EU-Recht auch Bereiche betrifft, die bisher im Kern dem schweizerischen Steuer- oder Sozialrecht zuzuordnen sind. Eine solche Entwicklung wäre mit Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Steuerhoheit der Kantone schützt, kaum vereinbar.

Des Weiteren ist die von der EU oft propagierte „dynamische Rechtsübernahme“ besonders besorgniserregend. Dies bedeutet, dass die Schweiz nicht nur bestehendes EU-Recht, sondern auch dessen zukünftige Änderungen und Weiterentwicklungen automatisch übernehmen müsste. Dies würde die Schweizer Gesetzgebung einem ständigen und unkontrollierbaren Einfluss von aussen aussetzen und die Rechtsentwicklung der Schweiz in die Hände Brüssels legen. Ein solches Vorgehen wäre nach Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe a der Bundesverfassung, der die Oberaufsicht des Parlaments über die Regierung vorsieht, nicht hinnehmbar, da die parlamentarische Kontrolle über die Gesetzgebung massiv beschnitten würde. Die aktuelle Verhandlungsposition der EU lässt kaum Raum für genuine Kompromisse, die die Interessen der Schweiz wahren würden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunftsfähigkeit der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, wie wenig Gewicht scheinbar den nationalen Interessen beigemessen wurde, während gleichzeitig die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer direktdemokratischen Errungenschaften besteht.

Besonders kritisch ist die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, welche die Schweizerische Bundesverfassung, insbesondere die Artikel 1, 5 und 165 BV, potenziell aushöhlt. Die automatische oder gar privilegierte Übernahme von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem, ohne dass das Schweizer Volk oder dessen gewählte Vertreter eine dezidierte Zustimmung erteilen können, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität. Dieses Prinzip ist in der Bundesverfassung fest verankert und garantiert, dass die oberste Staatsgewalt vom Volk und den Kantonen ausgeht. Eine solche Übernahme bedeutet im Grunde eine Delegation von Gesetzgebungskompetenzen an eine externe Macht, was die Handlungsfähigkeit unseres eigenen demokratischen Prozesses massiv beschneidet.

Ferner sind die wirtschaftlichen Auswirkungen fraglich. Während die Unterzeichner der Verhandlungsergebnisse eine Vereinfachung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt versprechen, wird übersehen, dass dies mit erheblichen Verpflichtungen einhergeht. Die potenzielle Verpflichtung zur Entrichtung von Beiträgen und die Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sind, könnten zu einer Wettbewerbsverzerrung und zusätzlichen Belastungen für unsere Unternehmen führen. Artikel 164 Absatz 2 BV, der die Achtung der Verfassung und des Völkerrechts durch den Bundesrat festlegt, könnte durch die Übernahme von EU-Recht, das mit unserer eigenen Verfassung in Konflikt gerät, untergraben werden. Es ist unklar, wie die Schweiz ihre eigene Rechtsprechung und ihre nationalen Standards, die oft höher sind als die der EU, beibehalten soll.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung wirft ebenfalls ernste Bedenken auf. Die Schaffung von Mechanismen, die eine indirekte Anwendung von EU-Gerichtsentscheidungen durch Schweizer Gerichte ermöglichen, stellt eine erhebliche Gefahr für die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsprechung dar. Es ist fraglich, ob die Schweizer Gerichte unter diesen Umständen noch unabhängig und im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung urteilen können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eher einem Diktat als einem partnerschaftlichen Abkommen gleichen. Sie riskieren, die Schweiz in eine wirtschaftliche und rechtliche Abhängigkeit von der EU zu bringen und dabei wesentliche Elemente unserer Souveränität aufzugeben. Es ist unerlässlich, dass diese Punkte mit grösster Skepsis und kritischer Distanz betrachtet werden, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christoph Reimmann (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Christoph Reimmann · 0797743975 · christoph.reimmann@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Es ist offensichtlich, dass die angestrebte Annäherung an die Europäische Union eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres rechtlichen Rahmens darstellt. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Besonders beunruhigend ist die geplante Übernahme des Europäischen Wirtschaftsraums (EWR) durch die Hintertür. Dies würde die Schweiz faktisch in den EWR eingliedern, ohne die Möglichkeit, die darin enthaltenen Bestimmungen aktiv mitzugestalten. Die Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit birgt Risiken für die Umsetzung des im Artikel 121a BV festgeschriebenen Migrationsziels. Eine unkontrollierte Zuwanderung könnte soziale Härten verschärfen und die Belastung für unsere Sozialwerke erhöhen. Die Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem sind gravierend. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde zu einem Primat des EU-Rechts über unser eigenes nationales Recht führen. Dies stellt eine Gefährdung der Gewaltentrennung dar, da die Judikative des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) künftig massgeblichen Einfluss auf die Auslegung und Anwendung unseres Rechts hätte. Dies steht im Widerspruch zur Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie in Artikel 194 BV gewährleistet sein sollte. Die angeblichen Vorteile der Stabilität und des Zugangs zum EU-Binnenmarkt sind fragwürdig, wenn sie mit dem Verlust unserer Fähigkeit zur eigenständigen Rechtssetzung und zur Festlegung unserer eigenen politischen Prioritäten erkauft werden müssen. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die Kompensationszahlungen stellen eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar, deren Nutzen keineswegs eindeutig belegt ist. Es muss klargestellt werden, dass die angebotene Option keine echte Wahl darstellt, sondern eine schrittweise Unterwerfung unter fremde Rechtsnormen. Die Schweiz hat sich über Jahrhunderte hinweg einen Wohlstand und eine Stabilität erarbeitet, die massgeblich auf unserer Unabhängigkeit und unserer Fähigkeit beruhen, unsere eigenen Gesetze zu schaffen und zu vollziehen. Eine solche Entwicklung, die diese Errungenschaften gefährdet, muss entschieden zurückgewiesen werden. Die Schweiz muss ihre Souveränität wahren und ihre eigenen Interessen verteidigen, anstatt sich einer zunehmenden Integration in die EU zu beugen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und hinterfragen die langfristige Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Es mangelt an einer klaren Darstellung, wie die Schweiz ihre verfassungsrechtlich garantierten Kompetenzen, insbesondere jene, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind, wahren kann, wenn sie sich faktisch unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) begibt. Die Übernahme von EU-Recht, ohne einen direkten Mitspracherechtsanspruch zu haben, untergräbt die demokratische Legitimität und die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, im ureigensten Interesse des Landes zu handeln. Besonders problematisch ist die drohende automatische Übernahme von Gesetzesänderungen, die als «relevant» eingestuft werden. Dies impliziert eine schleichende Erosion der Schweizer Rechtsordnung und eine Abhängigkeit von externen Entscheidungsprozessen. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeiten von Gerichten im internationalen Privatrecht (IPRG) beispielsweise regelt die Anwendung ausländischen Rechts, doch die vorliegende Konstellation geht weit über eine reine Kollisionsnorm hinaus und zielt auf eine direkte Implementierung fremder Regelwerke. Die Befürchtung, dass die «institutionelle Verankerung» eine De-facto-

Angleichung an die EU-Strukturen bedeutet, ist nicht aus der Luft gegriffen. Dies könnte die Handlungsfreiheit der Schweiz in Bezug auf bilaterale Abkommen mit Drittstaaten massiv einschränken und die Flexibilität im Aussenwirtschaftsverkehr empfindlich beeinträchtigen. Die in Artikel 95 der Bundesverfassung verankerte Unabhängigkeit der Schweiz wird durch solche Entwicklungen akut gefährdet. Weiterhin sind die wirtschaftlichen Implikationen nur unzureichend beleuchtet. Die potenziellen Kosten für die Anpassung von Infrastrukturen und die Übernahme von regulatorischen Lasten sind beträchtlich und könnten den Nutzen, der aus den Abkommen gezogen wird, bei weitem übersteigen. Die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen, die sich ohnehin bereits in einem herausfordernden Umfeld behaupten müssen, könnte durch neue, von der EU diktierte Auflagen signifikant geschwächt werden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die Souveränität, die demokratische Legitimität und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz ausreichend zu schützen. Eine kritische Neubewertung und Nachverhandlung unter klarer Berücksichtigung der verfassungsrechtlichen Vorgaben ist dringend geboten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung. Es ist beunruhigend, dass die EU-Vorschriften, insbesondere im Bereich des Marktzugangs, ohne eine angemessene Berücksichtigung der schweizerischen Besonderheiten und ohne effektive Kontrollmechanismen übernommen werden sollen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LWG) und Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, welche die Autonomie und die demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger schützen. Die Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dieses autonom zu gestalten oder abzulehnen, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation. Artikel 189 Absatz 3 BV garantiert die Gewaltenteilung und die demokratischen Prozesse, die durch eine solche unkontrollierte Rechtsübernahme gefährdet würden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhang der EU wird, dessen Gesetzgebung primär von Brüssel diktiert wird, anstatt von den eigenen politischen Institutionen und dem Volk bestimmt zu werden. Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Landwirtschaft und die Konsumenten nicht ausreichend geklärt. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten zu einer unfairen Wettbewerbssituation führen, da Schweizer Landwirte möglicherweise strengeren Auflagen unterliegen als ihre europäischen Konkurrenten, während gleichzeitig der Import von Produkten, die nicht denselben Standards entsprechen, erleichtert wird. Dies widerspricht dem in Artikel 3 des LWG verankerten Ziel der Sicherstellung einer vielfältigen und umweltgerechten Landwirtschaft. Die Einführung von EU-Normen ohne angepasste Übergangsfristen oder spezifische Ausnahmen würde die Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Agrarsektors massiv beeinträchtigen. Die Transparenz und die Beteiligung der interessierten Kreise bei der Ausgestaltung dieser Vereinbarungen scheinen ungenügend. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Bevölkerung und die betroffenen Sektoren umfassend informiert und konsultiert werden, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden, die die Zukunft unseres Landes massgeblich beeinflussen. Die Einhaltung des Prinzips der rechtsgleichen Behandlung und des Vertrauensschutzes, wie er sich aus dem Rechtsstaatsprinzip (Artikel 5 BV) ableitet, muss jederzeit gewährleistet sein. Die aktuelle Ausgestaltung der Verhandlungen wirft ernste Bedenken hinsichtlich dieser Grundprinzipien auf.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache des schweizerischen Parlaments und der Bevölkerung widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung. Insbesondere Artikel 2 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Wahrung der Interessen des Landes und des Wohls der Bevölkerung. Eine blosse Übernahme von EU-Recht ohne kritische Prüfung und Anpassung an schweizerische Verhältnisse kann diese Interessen massgeblich gefährden. Die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung der vereinbarten Mechanismen ist bedenklich. Die Art und Weise, wie EU-Gesetzgebung in unser Rechtssystem einfliessen soll, ohne dass die schweizerische Gesetzgebung die Möglichkeit hat, diese Gesetze mitzugestalten oder abzulehnen, untergräbt die parlamentarische Kontrolle. Dies steht im Widerspruch zum Wesen unseres repräsentativen Systems, welches auf der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht basiert. Der Grundsatz der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie er in Artikel 164 Absatz 1 BV verankert ist, wird hierdurch ausgehöhlt, wenn nicht gar missachtet. Zudem birgt die automatische

Übernahme von EU-Recht das Risiko einer Überfremdung unserer Rechtsordnung und einer Untergrabung unserer schweizerischen Identität. Bestimmte Bestimmungen des EU-Rechts sind möglicherweise nicht mit unseren verfassungsmässigen Werten und Grundrechten vereinbar. Eine ungeprüfte Übernahme könnte zu unvorhergesehenen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaft, die soziale Sicherheit und die politische Stabilität führen. Die Freiheit und Unabhängigkeit der Schweiz, wie sie in Artikel 1 Absatz 2 BV verankert sind, werden durch solche Abkommen potenziell beeinträchtigt. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Interessen stets übergeordnet bleiben und nicht im Namen einer unverbindlichen Partnerschaft geopfert werden. Die Sorge besteht, dass die Schweiz durch eine zu starke Anbindung an die EU faktisch zu einem Anhängsel der Europäischen Union wird, ohne die damit verbundenen Mitsprachemöglichkeiten und die volle Souveränität zu geniessen. Dies stellt eine ernsthafte Gefahr für die Zukunft unseres Landes dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz zutiefst bedenklich und offenbaren eine klare Priorisierung von EU-Konformität gegenüber der Wahrung schweizerischer Interessen. Die flankierenden Massnahmen, die angeblich dem Lohnschutz dienen sollen, erweisen sich bei genauerer Betrachtung als unzureichend und lediglich kosmetischer Natur. Sie sind nicht imstande, den immensen Lohndruck abzufedern, der sich aus der ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit ergibt. Es droht eine flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an die schwächeren EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer und verkomplizieren bestehende Prozesse, ohne jedoch eine tatsächliche Verbesserung der Schutzwirkung zu erzielen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Insgesamt zeigen diese Punkte, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmer dienen, sondern primär den politischen und rechtlichen Integrationsbestrebungen der EU.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regularien im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine eklatante Unterwerfung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter ein fremdes Regelwerk dar. Es ist nicht die Rede von einer reinen Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern von einer tiefgreifenden und bedenklichen Angleichung an oft tiefere EU-Standards. Dies gefährdet nicht nur unsere sprichwörtliche Schweizer Qualität und den Wert des Labels "Made in Switzerland", sondern bedroht auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hier das Kernstück, das die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Recht unterwirft und eine Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen lässt. Kleinere Betriebe, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit komplexen, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überzogen, was viele zur

Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Ein weiteres gravierendes Problem ist die Aushebelung unseres demokratisch verankerten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, womit der Volkswille klar missachtet wird. Zudem erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Die angeblichen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die Einführung neuer Artikel wie 15a und 21 sind kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich, da wir die Fähigkeit verlieren, eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert seine Kontrollmöglichkeiten über Vorschriften, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, da die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung verliert und sich einem starren, bürokratischen System unterwirft. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Wir lehnen diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk strikt ab.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehrsangebot wirft grundlegende Bedenken hinsichtlich des Erhalts unseres nationalen Service public im Eisenbahnwesen auf. Die vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union drohen, die bewährten Strukturen und die Qualität des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz nachhaltig zu beschädigen. Insbesondere die Zulassung der Kabotage gemäss dem neuen Art. 40ater EBG stellt eine existenzielle Bedrohung dar. Diese öffnet ausländischen Anbietern die Tür, sich ausschliesslich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Prinzip der „Rosinenpickerei“ wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den weniger rentablen, aber für die Versorgung der Bevölkerung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Solidität des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Ausgestaltung. Die im Entwurf als Absicherung angeführte „Gemeinsame Erklärung“ entbehrt jeder rechtlichen Verbindlichkeit. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar und lässt uns hilflos gegenüber externen Regulierungen zurück. Die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, insbesondere Art. 32a Abs. 1bis PBG, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Weiterhin sind wir besorgt über die potenziellen Auswirkungen des EU-Beihilferechts. Bewährte Subventionen, die den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials sichern, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für unsere Bürger. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist nicht hinnehmbar. Die dynamische Rechtsübernahme würde uns dazu verpflichten, zukünftige EU-Regulierungen wie die zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM) zu übernehmen. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen das Fundament unseres nationalen Service public im Landverkehr gefährden. Die ökonomischen und operativen Risiken sind erheblich, und die angeblichen Schutzmechanismen sind ungenügend. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Souveränität und die Qualität ihres öffentlichen Verkehrs schützt und die vorgeschlagenen Abkommen kritisch überprüft und gegebenenfalls zurückweist.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union birgt gravierende und inakzeptable Risiken für die schweizerische Souveränität und die Budgethoheit des Parlaments. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich

verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, die dem demokratisch gewählten Parlament jegliches politische Druckmittel entzieht. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden, da der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Massnahmen zur Einhaltung der Völkerrechtsnormen (BöB) zementiert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist dabei irreführend und zynisch. Der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die ohne Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen für die EU zahlt und damit primär Souveränität gegen kaum greifbare Vorteile eintauscht. Diese institutionelle Anbindung ist in ihrer jetzigen Form nicht akzeptabel und muss entschieden abgelehnt werden.

Strom

Die vorgeschlagene Ausdehnung der europarechtlichen Vorgaben im Strombereich ist aus fundamentaler Sicht abzulehnen. Sie markiert eine schleichende, aber unmissverständliche Aufgabe nationaler Souveränität und zwingt die Schweiz in eine untergeordnete Rolle innerhalb der europäischen Energiestrukturen. Die Einbindung in übernationale Aufsichtsgremien wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch die angeführten Verweise auf das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) nahegelegt wird, entmachtet nationale Entscheidungsinstanzen. Die Schweiz wird zum zahlenden Passagier degradiert, der die Lasten mitträgt, jedoch keinerlei Einfluss auf die massgeblichen Lenkungsentscheidungen über das eigene Stromnetz mehr hat. Diese Unterwerfung unter Brüsseler Vorgaben gefährdet auch die Integrität unserer nationalen Regulierungsbehörde. Die ElCom droht, von einer unabhängigen schweizerischen Instanz zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regularien degradiert zu werden, deren Legitimation primär aus undemokratischen Prozessen in Brüssel stammt. Dies stellt das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz ausgerichteten Energiepolitik dar. Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf unsere tragende Wasserkraftindustrie und die föderalen Strukturen gravierend. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für das bewährte System der Wasserzinsen dar, welches für die Bergkantone von essentieller Bedeutung ist. Ein Wegfall dieser Einnahmen hätte weitreichende finanzielle Konsequenzen. Ebenso werden die etablierten schweizerischen Energieversorgungsmodelle, insbesondere die Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der Einspeisevorrang lokaler Produzenten wird ausgehebelt, was die dezentrale Energieerzeugung und damit die lokale Wertschöpfung benachteiligt. Die angestrebte vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG (Art. 4a ff.) opfert die nationale Versorgungssicherheit dem Diktat eines unberechenbaren freien Marktes. Die Möglichkeit, strategische Energiereserven zu bilden, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz wird verwischt. Dies ist ein verantwortungsloses Spiel mit dem Feuer, dessen Kosten letztlich von KMU und Haushalten in Form von volatileren und höheren Strompreisen getragen werden. Zusätzliche staatliche Umlagen zur Deckung der durch den Markt ungedeckten Versorgungssicherheitskosten sind wahrscheinlich und belasten die Konsumenten zusätzlich. Die im StromVG neu eingeführten Bestimmungen zur Energiereserve (Art. 8b ff.) und das verschärfte Unbundling (Art. 10, 18, 19) schwächen die nationalen Strukturen weiter. Das geplante Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) mit seiner massiven Senkung der Leistungsgrenzen für die Vergütung kleinerer erneuerbarer Energieanlagen (von 3 MW auf 200 kW) sowie der Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion. Diese Massnahmen schaffen erhebliche Investitionsunsicherheit und verlangsamen den Ausbau von Solarenergie und anderen dezentralen, erneuerbaren Energien. Die Schweiz riskiert damit eine erneute Abhängigkeit von fossilen Energieträgern und unberechenbaren ausländischen Strommärkten. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigen und unpassenden EU-Regeln und schmälert unsere Flexibilität und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres nationalen Rechtsrahmens dar, welche die Schweiz in ihrer Eigenständigkeit

fundamental beeinträchtigen. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, widerspricht nicht nur dem klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a Bundesverfassung zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, sondern öffnet auch Tür und Tor für unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» nach nur fünf Jahren, eine praktisch unentziehbare «Niederlassung C PLUS», untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben, deren Kosten von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Der ungezügelte Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte «Schutzklausel» ist ein reines Placebo, deren Anwendungs-Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis keine wirksame Anwendung finden wird. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei deren versuchter Anwendung entlarvt sie als Erpressungsklausel, nicht als Schutzmassnahme. Die geplante automatische Rechtsübernahme durch die «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung der neuen Artikel 41c sowie 21b, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die kaum noch mögliche Ausschaffung untergraben die Kontrollmöglichkeiten und belasten die Schweizer Sozialwerke. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) vorgesehen, ist ein Eingeständnis der massiven, durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich, deren Bürde nun auf Studierenden und Hochschulen ausgetragen wird. Die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI), wie sie im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und in den Medizinalberufegesetzen (MedBG, GesBG) durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) vorangetrieben wird, ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung und die Patientensicherheit und schwächt unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die Anpassung des BVG, die unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU unterstellt, sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein. Diese tiefgreifenden Änderungen zeigen eine beispiellose Kapitulation vor dem EU-Recht, welche die grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie und nationalen Steuerungskompetenz missachtet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität, den Föderalismus und die bewährte Praxis staatlicher Subventionen dar. Die heutige, demokratisch legitimierte Förderpolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden, die gezielt schweizerische Interessen und lokale Bedürfnisse berücksichtigt, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht diametral unseren verfassungsmässigen Prinzipien der Gewaltenteilung und der kantonalen Autonomie. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine EU-zentrierte Verwaltungsstruktur etabliert. Die neue Beihilfekammer, angesiedelt bei der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, fungiert als "verlängerter Arm der EU" und hat primär die Durchsetzung von EU-Recht zum Ziel, nicht die Förderung schweizerischer Interessen. Diese Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, deren Entscheidungen kaum noch demokratischer Kontrolle unterliegen, ist äusserst bedenklich. Besonders stossend ist die massive Untergrabung der kantonalen Autonomie. Durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG). Dies degradiert Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten, deren eigenständige, demokratisch gefällte Entscheidungen mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Die Kantone verlieren somit ihre Verfahrens- und Organisationsautonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweizer Wirtschaftssteuerungshoheit wird ausgehebelt, und wir machen uns zu reinen Regel-Empfängern der EU. Auch die Stärkung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG zementiert diese Zentralisierung und schwächt die

föderalistischen Strukturen weiter. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer, wie in Art. 5 Abs. 2 PüG vorgesehen, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde ungestört agieren kann. Dieses Abkommen ist keine Annäherung, sondern eine schleichende Unterwerfung unter fremde Regeln und eine Bedrohung unserer demokratischen und föderalistischen Grundordnung.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Christoph Zwahlen <ch-zwahlen@hotmail.com>
Sent: Dienstag, 7. Oktober 2025 17:20
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung_CH-EU.pdf
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,
Ich habe mich dieser Sache angeschlossen weil ich wirklich allmählich den Eindruck bekomme, als wolle der Bundesrat das Schweizervolk ganz billig an die EU verkaufen! Ich finde es eine Frechheit und beängstigend wie alle Weichen von den Bundesräten allmählich gestellt werden, und sie gemeinsam zu den Verträgen als etwas gutes stehen!!! Es muss andere Wege geben als das Schweizervolk so vorzuführen!
In der Hoffnung auf gehör,
Freundliche Grüsse
Christoph Zwahlen

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christoph Zwahlen (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Christoph Zwahlen · +41788112778 · ch-zwahlen@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung weckt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der Stärkung der direkten Demokratie. Die Übernahme von EU-Recht in unser nationales System, ohne dass das Schweizer Volk ein direktes Mitspracherecht hat, widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Verfassungsordnung. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert das Prinzip der föderalistischen und demokratischen Ordnung der Schweiz. Die vorgeschlagene Vorgehensweise untergräbt dieses Prinzip, indem sie die Entscheidungsfindung von den eidgenössischen Räten und letztlich vom Volk entkoppelt.

Es ist fraglich, inwieweit die im Entwurf genannten Bestimmungen tatsächlich eine genuine Übernahme von EU-Recht darstellen oder ob hier eine schleichende Erosion unserer Gesetzgebung stattfindet. Das Schweizer Rechtssystem, insbesondere die primärrechtlichen Grundlagen, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung dargelegt sind, sollten unangetastet bleiben. Die Gefahr besteht, dass durch die fortschreitende Harmonisierung mit dem EU-Recht die nationalen Besonderheiten und die Vielfalt der schweizerischen Rechtsordnung verwässert werden. Dies würde nicht nur die Gesetzgebungspraxis erschweren, sondern auch die Legitimität demokratisch beschlossener Gesetze in Frage stellen.

Darüber hinaus scheint die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht nicht genügend Raum für eine kritische Prüfung und Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zu lassen. Das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, erfordert Transparenz, Verhältnismässigkeit und die Möglichkeit zur gerichtlichen Überprüfung. Eine unkritische Übernahme von fremdem Recht birgt die Gefahr, dass diese Grundsätze nicht mehr in vollem Umfang gewährleistet sind. Es stellt sich die drängende Frage, ob die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz durch die automatische Bindung an EU-Recht nicht gefährdet wird. Die Stärkung der direkten Demokratie, ein Kernstück unserer politischen Identität, wird durch solche Mechanismen eher geschwächt als gestärkt, da die Mitwirkung des Volkes an der Gesetzgebung zunehmend ausgehebelt wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unsere föderalistischen Grundprinzipien dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden gestaltet wurden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und deren Recht, eigenständige Entscheidungen über die lokale Wirtschaftsförderung zu treffen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) wird

eine neue, zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt. Insbesondere die Einrichtung der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG, integriert in die WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG), schafft eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die Ausdehnung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis BGG) sind besonders stossend für den Föderalismus. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, indem ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies führt zu einer Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern und schwächt föderalistische Strukturen erheblich. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität in strategisch wichtigen Sektoren. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit. Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Insgesamt führen diese Änderungen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, wodurch die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger wird und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend des finanziellen Beitrags birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratische Kontrolle der Schweiz. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament genehmigten und kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist äusserst bedenklich. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Hoheit über die Budgetierung von milliardenschweren Zahlungen. Es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, die dem Prinzip der demokratischen Legitimation widerspricht.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und ist gezwungen, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren. Dies führt zu einer Rolle als Nettozahlerin ohne Stimmrecht, bei der die Schweiz erhebliche finanzielle Mittel abführt, ohne eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshindernissen zu erhalten.

Das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das zentrale Instrument zur Zementierung dieser permanenten und rechtlich bindenden Verpflichtung. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich der Vollzug einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert zudem, dass diese Abgaben als integraler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und missbraucht den guten Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Diese Regelung untergräbt die Schweizer Souveränität und bedarf einer kritischen Überprüfung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regularien unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und der Schweizer Qualitätsstandards dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) zielt nicht auf eine Verbesserung der Sicherheit ab, sondern auf eine umfassende Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies wird

unweigerlich zu einer Verwässerung unserer hohen Produktionsstandards führen, da wir uns an oft tiefere EU-Standards anpassen müssen. Das etablierte Label "Made in Switzerland" verliert dadurch an Wert, da die Produkte nicht mehr aufgrund überlegener Kriterien, sondern aufgrund gleicher, weniger strenger Massstäbe hergestellt werden. Dies schwächt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und bedroht die Existenz kleinerer, familiengeführter Betriebe sowie lokaler Traditionen, die mit einer beispiellosen Bürokratiewelle konfrontiert wären. Selbst Hofläden und Alp-Käsereien müssten die komplexen EU-Vorschriften erfüllen, was ihre wirtschaftliche Grundlage zerstört.

Darüber hinaus wird das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, bewährte, strengere nationale Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Möglichkeit verlieren, eigene, höhere ethische Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Bereich aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän und schnell auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was die Schweiz einem starren, bürokratischen System ausliefert, das fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf unabhängigen, hohen Standards beruht, ist durch diese Annäherung in ernsthafter Gefahr. Eine besonders beunruhigende Entwicklung ist die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies bedeutet eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Möglichkeit für EU-Inspektoren, Schweizer Betriebe zu kontrollieren, stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Angesichts dieser gravierenden Nachteile und Gefahren lehnen wir die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union manifestieren eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und widersprechen fundamental dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und durch die eidgenössische Stimmbevölkerung wiederholt bekräftigt wurde. Die angestrebte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer faktischen Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die weit über die ursprünglich vereinbarten Grenzen hinausgeht.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' für EU-Bürger bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre. Dieser Status, de facto eine 'Niederlassung C PLUS', birgt die Gefahr, dass er praktisch unentziehbar wird, selbst bei schwerwiegenden Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da die Last der Kosten unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt wird.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Anpassungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis kaum jemals greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch zu ihrem Schutz anrufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine klare Erpressungsdrohung.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der sogenannten 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftig faktisch machtlos gegenüber Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für uns so sensiblen Bereich sind. Die Anpassung des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und macht einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, praktisch unmöglich. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein deutliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden müssen. Ebenso zeugen die neuen Regelungen im HFKG (Art. 61a) über einen spezifischen Beitragsmechanismus von den enormen versteckten Kosten, die der Schweizer Steuerzahler für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden tragen muss.

Auch die berufliche Vorsorge ist betroffen. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2, Ziffer 27) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und schwächt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein direkter Eingriff in unsere Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel.

Die gesamte Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuches (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24), wird einer Anpassungslogik an das EU-Recht unterworfen. Die Integration von EU-weiten Systemen wie dem Europäischen Berufsausweis (EPC) und dem Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) in diversen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt souveräne Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Standards und die Sicherheit in wichtigen Berufsfeldern, insbesondere im Gesundheitswesen. Die Schweiz verliert die Kontrolle über die Qualität und die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Kapitulation vor der EU darstellen und die Eigenständigkeit der Schweiz in zentralen politischen und sozialen Bereichen aufgeben. Sie missachten den Volkswillen und gefährden unsere wirtschaftliche und soziale Stabilität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nach unserer Auffassung ungenügend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie sind nicht geeignet, den erheblichen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen zu kompensieren, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regelungen erscheinen bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die Lohndumping praktizieren wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs.

2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäß Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, da die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der nationalen Interessen auf. Eine kritische Analyse offenbart erhebliche Risiken, die einer eingehenden Prüfung bedürfen.

Insbesondere die Annahme von EU-Recht durch die Hintertür, wie sie durch die Übernahme von Bestimmungen im Rahmen des institutionellen Abkommens de facto stattfindet, ist zutiefst beunruhigend. Artikel 10 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BGS) unterstreicht die Notwendigkeit, dass die Bundesgesetzgebung und die Verordnungen des Bundesrates im Einklang mit der Bundesverfassung stehen. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Volksabstimmung widerspricht diesem Grundsatz. Es besteht die Gefahr, dass die Schweizerische Bundesversammlung und damit die direkte Demokratie ausgehebelt werden. Die Souveränität, die in Artikel 1 der Bundesverfassung als höchstes Gut verankert ist, wird durch eine solche Regelung erheblich geschmälert.

Die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind ebenfalls äusserst problematisch. Gemäss dem Verfassungsauftrag sind die Gerichte der Schweiz unabhängig und unterstehen dem Recht der Eidgenossenschaft. Die Anerkennung einer obligatorischen Gerichtsbarkeit des EuGH in Bereichen, die bisher der schweizerischen Gesetzgebung und Rechtsprechung unterstanden, stellt einen fundamentalen Eingriff in die richterliche Unabhängigkeit dar und verletzt das Prinzip der Gewaltenteilung. Es ist fraglich, wie die schweizerischen Gerichte ihre unabhängige Entscheidungsfindung aufrechterhalten können, wenn sie an die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH gebunden sind. Dies könnte im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung stehen, der festlegt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte massgebend sind. Die klare Trennung von Rechtsordnungen scheint hier aufgeweicht zu werden.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Lohn- und Arbeitsmarktpolitik zu befürchten. Die Freiheit des Personenverkehrs in Verbindung mit der Übernahme von EU-Standards könnte zu einem Lohndumping und einer Erosion der hohen schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, die durch das Arbeitsgesetz und andere arbeitsrechtliche Bestimmungen geschützt sind. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, aktiv ihre Sozialstandards zu gestalten und zu schützen, was wiederum die wirtschaftliche Stabilität und den sozialen Frieden gefährden könnte. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Gesetzgebung im Bereich des Arbeitsmarktes ihre Wirkung behält und nicht durch unionsrechtliche Bestimmungen unterlaufen wird, ohne dass dies einer demokratischen Legitimation unterliegt. Die Verhandlungsziele scheinen diese kritischen Aspekte unzureichend zu berücksichtigen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch institutionelle Abkommen angestrebt wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Schweiz muss in der Lage sein, ihre Gesetze eigenständig zu gestalten und ihre Interessen zu wahren, ohne einem externen Rechtssystem unterworfen zu werden, dessen Entwicklung sie nicht mitbestimmen kann.

Die Anwendung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Bereichen, die dem Freihandelsabkommen unterliegen, stellt eine inakzeptable Einschränkung der schweizerischen Gerichtsbarkeit dar. Dies untergräbt die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte und die Autorität unserer eigenen Gesetzgebung. Artikel 190 BV garantiert die Verbindlichkeit von Völkerrecht, aber dies darf nicht dazu führen, dass sich die Schweiz einem Rechtssystem unterwirft, das nicht auf demokratischem Konsens im Inland beruht. Die Gefahr der "Richterlichen Rechtsfortbildung" durch den EuGH, die über den eigentlichen Wortlaut der Abkommen hinausgeht, ist real und bedroht die Rechtssicherheit in der Schweiz.

Zudem sind die wirtschaftlichen Vorteile, die von einer engeren Bindung an die EU erwartet werden, mit erheblichen Kosten verbunden. Die Übernahme von EU-Regulierungen, auch in Bereichen, die für die Schweizer Wirtschaft nicht primär relevant sind, erhöht die Bürokratiekosten und verringert die Flexibilität unserer Unternehmen. Es ist fraglich, ob die potenziellen Vorteile einer vereinfachten Marktanbindung die Nachteile einer zunehmenden Regulierung und dem Verlust von Gestaltungsspielraum aufwiegen. Die schweizerische Verfassung, insbesondere Artikel 2 BV, verpflichtet den Bund zur Förderung des Gemeinwohls. Dies beinhaltet auch den Schutz unserer wirtschaftlichen Eigenständigkeit und unserer spezifischen Rahmenbedingungen, die den Erfolg unseres Wirtschaftsmodells ausmachen. Eine unüberlegte Annäherung an die EU könnte diese Grundlagen gefährden.

Es bedarf einer sorgfältigen Abwägung und einer klaren Trennung zwischen der souveränen Gesetzgebungskompetenz der Schweiz und den bilateralen Abkommen mit der EU. Eine Übertragung von Kompetenzen an die EU, auch indirekt, ist mit den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und unserer föderalen Struktur unvereinbar. Die Stabilität der Beziehungen zur EU darf nicht auf Kosten unserer Verfassungsordnung erkauft werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit fundamentalen Schweizer Rechtsgrundsätzen und Interessen aufkommen. Insbesondere die Annahme eines pauschalen institutionellen Rahmens birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Souveränität und der rechtsstaatlichen Eigenständigkeit der Schweiz. Die EU strebt mit dieser Regelung eine dynamische Rechtsübernahme an, die die Schweiz zwingen würde, EU-Recht ohne Mitspracherecht zu übernehmen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz würde zu einem reinen Anwender von fremdem Recht degradiert, dessen Entwicklung sie nicht mehr aktiv mitgestalten kann.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist dabei besonders problematisch. Die vorgesehene bindende Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, auch in Sachbereichen, die bisher dem Schweizer Recht unterstehen, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte

erheblich beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit gewährleistet. Die Schweizer Gerichte wären gezwungen, Urteile des EuGH anzuwenden, selbst wenn diese den Schweizerischen Grundsätzen widersprechen.

Die Sorge, dass die EU durch die institutionelle Übernahme die Möglichkeit erhält, die Schweiz zu Sanktionen zu zwingen, falls diese sich der Rechtsübernahme entzieht, ist ebenfalls berechtigt. Artikel 21 des vorgeschlagenen Abkommens scheint eine solche Möglichkeit zu eröffnen und untergräbt die diplomatische und handelspolitische Handlungsfreiheit der Schweiz. Die Schweiz würde einem externen Machtanspruch unterworfen, der ihre Fähigkeit zur eigenständigen Aussenpolitik erheblich einschränken würde.

Zudem ist unklar, wie die Stimmbürger und die Kantone ihre demokratischen Rechte und ihre Mitwirkung am politischen Prozess in Bezug auf die Übernahme neuer EU-Regelungen effektiv wahrnehmen könnten. Die im Rahmen des institutionellen Rahmens vorgesehenen Mechanismen drohen, die parlamentarische Debatte und die kantonalen Mitwirkungsrechte auszuhöhlen und die direkte Demokratie zu schwächen. Angesichts dieser gravierenden Bedenken ist eine kritische und zurückhaltende Haltung gegenüber dem vorgeschlagenen Paket geboten. Die Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität muss oberste Priorität haben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Kurt Huber (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Kurt Huber · 0562410202 · hagma@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken und wirft kritische Fragen hinsichtlich der Souveränität und der verfassungsrechtlichen Grundlagen unseres Landes auf. Ein generelles Misstrauen gegenüber den Absichten und den langfristigen Konsequenzen einer engeren Anbindung an die Europäische Union ist angebracht, insbesondere wenn die potenziellen Nachteile die vorteilhaften Aspekte überwiegen.

Ein zentraler Knackpunkt liegt in der Gefahr einer schleichenden Unterstellung unter das Recht der Europäischen Union. Artikel 13 der Bundesverfassung (BV) schützt die bundesstaatliche Autonomie der Kantone und die direktdemokratischen Rechte des Volkes. Jegliche Vereinbarung, die zu einer automatischen Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische oder gar volksdemokratische Zustimmung führt, würde diesem Grundsatz widersprechen. Die Gefahr, dass künftige EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne die Möglichkeit einer nationalen Überprüfung und Anpassung in unser Rechtssystem einfliessen, ist alarmierend. Dies würde die Handlungsfähigkeit des Schweizer Parlaments und die Mitsprache des Souveräns erheblich schwächen.

Des Weiteren muss die Frage der Überprüfung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) kritisch betrachtet werden. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH, auch in Bezug auf die Auslegung von im Rahmen von Abkommen übernommenem Recht, stellt eine gravierende Einschränkung der nationalen Gerichtsbarkeit dar. Artikel 190 Absatz 1 BV verankert die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine potentielle Dominanz der EuGH-Rechtsprechung könnte die Rechtsprechung schweizerischer Gerichte faktisch vorwegnehmen und somit deren Unabhängigkeit und die Anwendung des schweizerischen Rechts beeinträchtigen.

Auch die Rolle des Bundesrates und des Parlaments bedarf einer kritischen Betrachtung. Artikel 160 Absatz 2 BV verpflichtet das Parlament, über die Einhaltung der Bundesverfassung zu wachen. Wenn das vorliegende Paket dazu führt, dass die Regierung in Brüssel oder durch den EuGH zu Entscheidungen gedrängt wird, die dem Willen des Schweizer Volkes oder dem Konsens im Parlament widersprechen, wird die demokratische Legitimation unserer Institutionen untergraben. Die Sicherstellung, dass die Schweiz ihre eigenen Interessen und Werte weiterhin autonom wahrnehmen kann, muss oberste Priorität haben. Eine vorsichtige und abwägende Haltung gegenüber allen Verträgen, die potenziell die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz tangieren, ist unerlässlich. Es besteht die reale Gefahr, dass wir uns durch solche Pakete faktisch in eine Abhängigkeit begeben, die uns langfristig schaden wird.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar wird eine gewisse Annäherung angestrebt, jedoch erscheint der Preis dafür unverhältnismässig hoch und birgt Gefahren für die Souveränität und die eigenständige Rechtssetzung der Schweiz.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von Unionsrecht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten ist äusserst problematisch. Artikel 12 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesgesetzgebung (BGI) postuliert, dass die Gesetzgebung den Verhältnissen des Landes Rechnung zu tragen hat. Die faktische Übernahme von EU-Recht, das für 27 Mitgliedstaaten konzipiert ist und dessen Entwicklung die Schweiz nicht beeinflussen kann, steht diesem Grundsatz diametral entgegen. Es droht eine Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle und eine Untergrabung des demokratischen Prozesses, da wesentliche Bestimmungen des schweizerischen Rechts ohne eigene legislative Debatte und Verabschiedung durch die eidgenössischen Räte übernommen werden müssten. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben des Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungskompetenz klar dem Parlament zuweist.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) fragwürdig. Die vorgeschlagene automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH greift tief in die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte ein. Artikel 34 des Bundesgesetzes über die Organisation der Gerichte des Bundes (GOG) garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Die Bindung an die Auslegung des Unionsrechts durch den EuGH, auch wenn die Schweiz keine Mitgliedschaft anstrebt, untergräbt diese Unabhängigkeit erheblich und könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu nationalen Interessen oder Wertvorstellungen stehen.

Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus der Übernahme von EU-Recht und der Teilnahme an Programmen ergeben, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Ohne eine klare Gegenleistung und eine detaillierte Aufschlüsselung der zu erwartenden Vorteile für die Schweiz muss die Bereitschaft zur Beteiligung an diesen Kosten auf das Schärfste hinterfragt werden. Die Risiken, die sich aus einer solchen strukturellen Abhängigkeit ergeben, wiegen schwerer als die angeblichen Vorteile einer vertieften Kooperation. Es bedarf einer deutlich substanzielleren Darlegung, wie die schweizerischen Interessen und insbesondere die Verfassungsgrundsätze gewahrt bleiben sollen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen institutionellen Abkommen angedacht ist, widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung, insbesondere dem Prinzip der Volks- und Stimmberechtigtenhoheit gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR). Die Idee, dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger potenziell Entscheidungen unterworfen werden, die sie nicht direkt beeinflussen oder ablehnen können, ist zutiefst problematisch.

Darüber hinaus gibt die mangelnde Transparenz und die komplexe Natur der EU-Gesetzgebung Anlass zu grosser Sorge. Das Schweizer Rechtssystem, das auf klaren und verständlichen Normen beruht, würde durch die Integration von EU-Recht überfrachtet und verwässert. Dies könnte zu Rechtsunsicherheit führen und die Anwendung und Auslegung von Gesetzen erschweren, was wiederum die Grundrechte des Einzelnen und die rechtliche Gleichbehandlung beeinträchtigen könnte, wie sie im Artikel 36 der Bundesverfassung (BV) verankert sind.

Die Vorstellung, dass ein externer Gerichtshof, wie der Europäische Gerichtshof (EuGH), die Auslegung von Schweizer Recht massgeblich beeinflussen oder gar bestimmen könnte, ist nicht akzeptabel. Dies stellt eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar, die durch Artikel 190 BV geschützt ist und die Bindung der Behörden an das Verfassungsrecht und das Völkerrecht festlegt, nicht aber an das Recht einer externen supranationalen Organisation in dieser Form. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, ihre Gesetze eigenständig zu gestalten und auf die spezifischen Bedürfnisse ihrer Bevölkerung zuzuschneiden.

Die damit verbundenen wirtschaftlichen Verpflichtungen und potenziellen finanziellen Beiträge an die EU sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Ohne einen klaren und überprüfbaren Nutzen für die Schweiz droht dies eine einseitige Belastung darzustellen. Die Stabilität der Beziehungen sollte nicht auf Kosten der nationalen Unabhängigkeit und der demokratischen Kontrolle erkauft werden. Eine wahre Stabilisierung würde auf gegenseitigem Respekt und der Anerkennung der unterschiedlichen Rechtssysteme basieren, anstatt auf einer schleichenden Souveränitätsabgabe.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Regelung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und Verfassungsordnung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Gesetzgebungshoheit. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Verordnungen und Richtlinien, die unmittelbar oder mittelbar in unser Rechtssystem eingreifen, ist kritisch zu betrachten.

Es stellt sich die Frage, inwieweit die Unabhängigkeit unserer Gerichte und Verwaltungsbehörden gewahrt bleibt, wenn sie primär europäischem Recht unterworfen werden, das potenziell im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien des Schweizer Rechts steht. Die vorgesehene Anwendung von EU-Recht durch schweizerische Organe könnte dazu führen, dass sich unsere Rechtsprechung und Verwaltungspraxis zunehmend an Brüsseler Vorgaben orientieren, anstatt primär an den Bedürfnissen und Werten der Schweizer Bevölkerung.

Die vorgesehene Regelung scheint die Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind, nicht ausreichend zu berücksichtigen. Die demokratische Legitimation von Gesetzen und Verordnungen ist ein Eckpfeiler unseres politischen Systems. Die unkritische Übernahme von EU-Recht, für dessen Zustandekommen wir keine direkte Mitgestaltungsmöglichkeit haben, untergräbt dieses Prinzip.

Darüber hinaus sind die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die berechenbare Anwendung des Rechts zu hinterfragen. Die Komplexität des EU-Rechts und dessen ständige Weiterentwicklung stellen eine erhebliche Herausforderung für die kohärente und verständliche Ausgestaltung unseres nationalen Rechts dar. Die Gefahr von Rechtsunsicherheiten und widersprüchlichen Auslegungen ist real. Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebung zur Pflicht macht, sich auf die Bedürfnisse des Landes zu stützen, scheint hier nicht hinreichend beachtet zu werden.

Die mit der vorgeschlagenen Umsetzung verbundenen finanziellen und administrativen Belastungen für Bund und Kantone sind ebenfalls nicht zu unterschätzen und bedürfen einer eingehenden Prüfung. Die Effektivität und Effizienz der inländischen Umsetzung im Lichte der geltenden Kompetenzverteilung gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit für den Erlass von Verordnungen ist fraglich.

Abschliessend ist festzuhalten, dass die vorgeschlagene Regelung eine einseitige Fokussierung auf die Übernahme von EU-Recht darstellt, ohne die notwendige kritische Auseinandersetzung mit den Auswirkungen auf unsere rechtsstaatlichen Grundsätze und unsere verfassungsrechtliche Ordnung. Eine solche Vorgehensweise ist nicht im Interesse der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und damit verbundene Erneuerungen in anderen Gesetzen unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellen eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und der bewährten Schweizer Standards dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine Harmonisierung im Sinne einer gegenseitigen Verbesserung, sondern um eine faktische Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das umfassende EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht die Existenz unserer hochqualitativen, bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit unserer Konsumenten empfindlich ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut in Gefahr, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das begehrte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders besorgniserregend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die geplante Einführung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden somit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und auf die EU-Massenproduktion zugeschnittenen Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterstellt. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Strom

Die vorgeschlagene Abkommen mit der EU im Bereich Strom stellen eine tiefgreifende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, dessen Netzentscheidungen fortan in Brüssel getroffen werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet und das im StromVG, Artikel 4a ff., vorgesehene, unzureichende Energiereserven und verschärftes Unbundling (Artikel 10, 18, 19) den föderalen Strukturen schadet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt,

könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Artikel 15 neu) schwächen die Position dezentraler, erneuerbarer Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Produzenten.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz verschwindet. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da Kosten für Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere kritische Infrastruktur der Hoheit der Schweiz entziehen und unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft uns unnötigerweise den Regeln für riesige europäische Konzerne, was zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität führt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und des Schutzes unserer nationalen Interessen auf. Die angestrebte Übernahme von Unionsrecht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine direkte Aushöhlung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, welcher eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die geplante Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Unmöglichkeit, diesen Status selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug zu entziehen, untergräbt die rechtsstaatlichen Prinzipien und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Systeme.

Besondere Besorgnis erregt die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten de facto ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die daraus resultierenden Kosten werden zwangsläufig von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen.

Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reine Täuschung. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt. Stattdessen droht die EU bei einem Versuch der Anwendung mit Sanktionen, was die Klausel zu einer Erpressung degradiert.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch jede Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein klarer Bruch mit dem Verfassungsauftrag.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung eines neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren den Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit. Die neue "Schutzklausel"

in Art. 21b AIG ist ein reines Placebo, da sie wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst und die entscheidenden Massnahmen dem politischen Ermessen überlässt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Ebenso institutionellisiert das neue Bundesgesetz (BGVB) die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI), was die nationale Qualitätsprüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung ersetzt und unsere Standards schwächt.

Die Anpassung des AIG stellt das Kernstück einer Kapitulation vor der EU dar. Die neue "Schutzklausel" ist eine Farce, während die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c die Zuwanderung in unsere Sozialwerke auf Kosten des Schweizer Steuerzahlers zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung unserer Souveränität. Die Anpassung des AVG mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" (Art. 24a) ist eine kosmetische Massnahme, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was zu einer Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität führt. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (Art. 25f Abs. 1bis) schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben ein, ein Eingriff in unsere Eigentumsrechte. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe nationaler Regulierungskompetenz zugunsten eines automatisierten EU-Prozesses.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Union zeugt von einer bedenklichen Verschiebung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen zu einer faktisch automatischen und rechtlich bindenden Verpflichtung. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das legislative Instrument, das diese Transformation zementiert. Artikel 1 KoBG verankert die Kohäsionszahlungen als permanenten Rechtsanspruch und höhlt damit die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden, die primär den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung betreibt.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein bloßes Lockvogelangebot. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr wird entgegentreten können. Die Schweizer Souveränität wird durch diese zwangsweise Abgabe empfindlich tangiert, da ein wichtiges politisches Druckmittel verloren geht und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen unwiederbringlich verloren ist.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was die Aushebelung der parlamentarischen Kontrolle über diese Gelder manifestiert.

Des Weiteren ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Es wird der verdiente "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz begibt sich damit in eine Position, in der sie Zahlungen leistet, ohne dafür greifbare Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die finanzielle Beteiligung dient offensichtlich primär der institutionellen Anbindung an die EU, welche jedoch zulasten der eigenen Souveränität geht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer aktuellen Form äusserst problematisch und drohen, das hohe Schweizer Lohnniveau unumkehrbar zu gefährden. Es ist evident, dass die vorgesehenen Schutzmechanismen nicht ausreichen, um dem massiven Lohndruck standzuhalten, der durch die weiter ausgedehnte Personenfreizügigkeit entsteht. Vielmehr handelt es sich um kosmetische Anpassungen, die eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, nicht verhindern können.

Statt unseren bewährten und nachweislich wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser an EU-Standards angeglichen und damit aufgeweicht. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping und untergräbt die faire Konkurrenz auf unserem Arbeitsmarkt.

Die geschwächten Kontrollmechanismen sind besonders besorgniserregend. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer laxeren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen und somit zu einem schwächeren Schutz für unsere Arbeitnehmer führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wurde. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und birgt erhebliche Risiken für die Unabhängigkeit unserer Gerichte und Behörden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmer dienen, sondern primär der Anpassung an EU-Recht und der Erleichterung für ausländische Unternehmen. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab, da sie unsere Souveränität schwächen und das Fundament unseres Wohlstands, nämlich unsere fairen Lohn- und Arbeitsbedingungen, gefährden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen ernsthafte Fragen bezüglich der zukünftigen Ausgestaltung unseres Service public auf. Es ist besorgniserregend, wie die prinzipielle Öffnung für ausländische Anbieter im Schienenverkehr die fundamentale Struktur unseres bewährten öffentlichen Transportsystems bedroht.

Die Einführung der sogenannten Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, birgt das erhebliche Risiko einer selektiven Marktbearbeitung durch ausländische Unternehmen. Diese werden unweigerlich die wirtschaftlich attraktivsten Strecken bedienen, was als „Rosinenpickerei“ zu verstehen ist. Die Kehrseite dieser Entwicklung ist, dass die SBB und andere

konzessionierte Unternehmen die Verantwortung für die unrentablen, aber für die Versorgungssicherheit unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit und damit die langfristige Leistungsfähigkeit unseres Service public, der gerade die flächendeckende Mobilität aller Bürger gewährleistet.

Die im Rahmen des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) in Artikel 32a Absatz 1bis vorgesehene Pflicht zur Berücksichtigung von völkerrechtlichen Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen ist eine erhebliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den für die Schweiz optimalen Kriterien auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Standards zu erfüllen. Dies birgt die Gefahr von suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die öffentliche Hand und somit für die Steuerzahler.

Die von der Regierung vorgebrachte „Gemeinsame Erklärung“ als Schutzmassnahme erscheint angesichts der dynamischen Natur des EU-Rechts als unzureichend. Sie bietet keine wirkliche Absicherung gegen zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann ohne Einflussmöglichkeit übernehmen müsste. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die spätere Übernahme von Regelungen wie jenen zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), untergräbt die nationale Steuerungskompetenz und verlagert sie zunehmend zu zentralen EU-Institutionen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Gefahr bergen, das Fundament unseres Service public zu schwächen. Die bewährten Mechanismen der Subventionierung, die beispielsweise im Güterverkehr oder bei der Erneuerung von Rollmaterial essenziell sind, könnten durch die Anwendung des EU-Beihilferechts in Frage gestellt werden. Die daraus resultierenden Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung sind besorgniserregend.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und föderalistischen Prinzipien dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen demokratisch legitimierte politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll abgeschafft werden. Diese Fördermassnahmen, die essenziell für die Stärkung regionaler Wirtschaftskreisläufe, die Sicherung des Service public im öffentlichen Verkehr und die Unterstützung lokaler KMU sind, werden künftig einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechende Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden Kantone gezwungen sein, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies stellt einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus dar. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und verletzt deren verfassungsrechtlich garantierte Autonomie.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität; die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete

Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Insgesamt handelt es sich um einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung, der die nationale Steuerungshoheit aushebelt und die Schweiz einer externen Macht unterstellt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Monika Camenzind · 0447604367 · m.ca@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Die vertragliche Bindung an EU-Recht, wie sie durch ein institutionelles Abkommen zu erwarten wäre, würde die richterliche Autorität des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) über die Schweiz unweigerlich ausdehnen. Dies steht im direkten Widerspruch zu Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Hoheit der Eidgenossenschaft über ihr Territorium und ihre Gesetzgebung festschreibt. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht würde die demokratische Legitimation unserer Gesetze untergraben und die Fähigkeit des Schweizer Volkes und seiner Vertreter beeinträchtigen, eigenständige Entscheidungen zu treffen.

Ferner ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt die Kompromisse wert sind, die in Bezug auf die Rechtsstaatlichkeit und die politische Unabhängigkeit eingegangen werden müssten. Die Erfahrungen anderer assoziierter Staaten zeigen, dass die Anpassung an sich ständig änderndes EU-Recht eine fortlaufende und kostspielige Angelegenheit ist, die zu einer schleichenden Entfremdung von der nationalen Gesetzgebung führen kann. Eine solche Abhängigkeit könnte die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit auf lange Sicht eher schwächen, da sie uns flexiblen Anpassungen an globale Marktveränderungen berauben und uns an die regulatorischen Rahmenbedingungen der EU ketten würde.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die nicht mit unseren bisherigen Rechtsgrundsätzen vereinbar sind. Dies betrifft insbesondere Bereiche, in denen die Schweiz traditionell eigene, bewährte Regelungen hat. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die konkreten Auswirkungen auf unsere spezifische Situation im Detail geprüft und bewertet werden, ist rechtlich bedenklich und könnte zu unerwünschten Konsequenzen führen. Es ist zu befürchten, dass die Stabilität, die durch eine engere Bindung an die EU suggeriert wird, auf Kosten unserer fundamentalen rechtlichen Prinzipien und unserer Fähigkeit zur eigenverantwortlichen Gestaltung unserer Zukunft erkauft werden müsste. Wir müssen sicherstellen, dass jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen im Einklang mit Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Verpflichtung zur Wahrung der Interessen und der Unabhängigkeit der Schweiz betont, steht.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und einer kritischen Neubewertung. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Kompromisse im Einklang mit den verfassungsmässigen Grundsätzen der Schweiz und insbesondere mit den Zielen des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BVG) stehen, welches die Souveränität und die direktdemokratischen Rechte des Volkes schützt.

Besondere Beunruhigung bereitet die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass der Schweizerische Gesetzgeber oder das Volk darauf direkten Einfluss nehmen können. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die durch die Übernahme von EU-Verordnungen und Richtlinien ohne Rücksicht auf schweizerische Besonderheiten vorangetrieben wird, ist beträchtlich. Dies könnte die schweizerische Rechtstradition und die Fähigkeit des Parlaments, Gesetze im nationalen Interesse zu gestalten, untergraben.

Darüber hinaus ist zu hinterfragen, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen mit dem Gebot der Gewaltenteilung und der rechtsstaatlichen Prinzipien vereinbar sind. Wenn ein externer Gerichtshof über die Auslegung und Anwendung von EU-Recht in der Schweiz entscheiden kann, stellt dies eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar. Das Prinzip, dass Rechtsprechung auf nationaler Ebene durch schweizerische Gerichte ausgeübt wird, wird hier tangiert. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Bundesrecht festlegt, könnte durch eine solche Regelung ausgehöhlt werden, wenn Urteile des Europäischen Gerichtshofs de facto über dem schweizerischen Recht stünden.

Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den Verhandlungsergebnissen ergeben könnten, bedürfen ebenfalls einer äusserst kritischen Prüfung. Ohne eine klare und transparente Regelung der Beitragszahlungen und deren Verwendung laufen wir Gefahr, in eine finanzielle Abhängigkeit zu geraten, die nicht mehr von uns kontrollierbar ist. Dies widerspricht dem Grundsatz der finanziellen Eigenständigkeit der Schweiz, wie er im Haushaltsrecht verankert ist.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse ein erhebliches Risiko für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Rechte des Volkes darstellen. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU stets im vollen Umfang den verfassungsmässigen Vorgaben entspricht und die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung birgt erhebliche Risiken und wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist höchst beunruhigend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine weitere schleichende Annäherung an die Europäische Union bedeuten, ohne dass ein klares Mandat der Schweizer Bevölkerung dafür vorliegt.

Besonders kritisch ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht, welche die Autonomie des Schweizer Gesetzgebers untergraben würde. Artikel 97 des Bundesgesetzes über die politische Rechte (BPR) verankert das Recht des Volkes, über Verfassungsänderungen und wichtige völkerrechtliche Verträge abzustimmen. Die vorgeschlagene Umsetzung droht, dieses fundamentale Prinzip auszuhebeln, indem die Schweiz sich an Rechtsprechungen und Regulierungen bindet, die sie in Zukunft nicht mehr eigenständig mitgestalten oder ablehnen kann. Dies steht im Widerspruch zur volonté générale, wie sie durch die direkte Demokratie zum Ausdruck kommt.

Die Tatsache, dass die Übernahme von EU-Recht nicht transparent und kontrollierbar erfolgt, sondern über indirekte Mechanismen und Interpretationen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), ist insbesondere im Hinblick auf das Prinzip der Gewaltentrennung und der Rechtsstaatlichkeit problematisch. Artikel 29 der Bundesverfassung (BV) garantiert das Recht auf ein rechtsstaatliches Verfahren. Die ungeprüfte und potenziell nicht vollständig nachvollziehbare Übernahme von EU-Normen könnte zu Rechtsunsicherheit führen und die Rechtsposition schweizerischer Bürger und

Unternehmen schwächen. Es ist nicht ersichtlich, wie eine effektive gerichtliche Überprüfung der aus der EU übernommenen Rechtsakte auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung gewährleistet werden kann.

Weiterhin ist die finanzielle Dimension der vorgeschlagenen Umsetzung zu bemängeln. Die Übernahme von EU-Regulierungen geht oft mit entsprechenden finanziellen Verpflichtungen einher, die nicht explizit und transparent aufgeführt sind. Die Eidgenössische Finanzkontrolle (EFK) hat wiederholt auf die Notwendigkeit einer klaren Budgetierung hingewiesen. Es ist zu befürchten, dass durch die neuen Abkommen versteckte Kosten entstehen, die zu Lasten der Schweizer Steuerzahler gehen und die finanzielle Stabilität des Landes gefährden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung der inländischen Massnahmen eine Reihe von ernsthaften Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der finanziellen Tragfähigkeit aufwirft. Es bedarf einer kritischeren Prüfung und einer offenen Debatte über die langfristigen Konsequenzen, bevor eine solche Annäherung an die EU weiter vorangetrieben wird.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erscheinen als unzureichende, kosmetische Korrekturen, die den durch die ungezügelte Ausweitung der Freizügigkeit verursachten massiven Druck auf die Schweizer Löhne keineswegs kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres hohen Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Anpassung an oft niedrigere EU-Standards. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies verschafft vor allem ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen, unfaire Vorteile.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz schafft zudem problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne umfassende richterliche Prüfung.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregelungen stellt eine fundamentale Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über unser Stromnetz, ein Kernstück unserer nationalen Sicherheit

und Infrastruktur, werden zukünftig in Brüssel getroffen, weit entfernt von den spezifischen Bedürfnissen und Gegebenheiten der Schweiz. Dies führt unweigerlich zur Entmachtung der Eidgenossenschaft und einer Abhängigkeit von externen, nicht demokratisch legitimierten Entscheidungsprozessen.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch diese Übernahme pervertiert. Von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde, die auf nationalen Interessen beruht, wird sie zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Dies bedeutet die Implementierung von Vorschriften, die dem Schweizer Föderalismus und den Eigenheiten unseres Strommarktes potenziell zuwiderlaufen. Die auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene und eigenständige Energieregulierung wird damit abgeschafft, was die Tür für undemokratische und nicht nachvollziehbare Vorgaben aus Brüssel öffnet.

Die essenzielle Bedeutung der Wasserkraft für die Schweiz wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches zur Finanzierung der Bergkantone und ihrer Gemeinden beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und somit abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für diese Regionen und würde die Verteilung von Einnahmen aus einem nationalen Gut auf eine willkürliche Weise umgestalten.

Des Weiteren werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung massiv geschwächt. Gemeindekraftwerke, die eine wichtige Säule der dezentralen und lokalen Energieproduktion darstellen, sehen ihren traditionellen Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale Wertschöpfung und föderale Eigenverantwortung zugunsten einer zentralistischen EU-Logik. Die nationale Versorgungssicherheit wird geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie der wichtigen Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt, wenn weder der Markt noch die EU eine klare Verpflichtung eingehen. Dies gleicht einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verspricht volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das StromVG gefährdet zudem durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) die Versorgungssicherheit und untergräbt durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) unsere föderalen Strukturen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch eine Verschlechterung der Vergütungsregeln. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Energiestrategie und stärkt zentrale Akteure auf Kosten bürgernaher Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien, bremst deren Ausbau und erhöht die Abhängigkeit von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den unpassenden Regeln grosser europäischer Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungsnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit muss mit grösster Skepsis betrachtet werden, da die vorgeschlagenen Massnahmen unter dem irreführenden Titel einer reinen Stärkung der Lebensmittelsicherheit ein umfassendes Integrationsprojekt in das europäische

Regelwerk darstellen. Diese Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten auf unzulässige Weise ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, steht unmittelbar auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards würde unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das Label "Made in Switzerland" entwerten.

Des Weiteren ist die verankerte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit und blockiert jegliche Option zur zukünftigen Anpassung oder Kündigung, sollte sich das Abkommen als nachteilig erweisen. Die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, der unsere Produzenten zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie wird existenzbedrohende Ausmasse annehmen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und bedroht wirtschaftliche Existenzen. Die systematische Aushöhlung unseres demokratisch bestätigten Gentechnik-Moratoriums durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen missachtet den Volkswillen fundamental.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Interessen unserer Produzenten und Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren hohen Standards führt. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ein Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung untergräbt unsere oft strengeren und bewährten nationalen Vorschriften und stellt einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich dar.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität und den Föderalismus dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, wonach Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, zugunsten eines starren, technokratischen EU-Kontrollregimes ist inakzeptabel. Demokratisch legitimierte Förderungen, die das Rückgrat unserer regionalen Entwicklung, der Kantonalbanken, der Kultur und der lokalen KMU bilden, werden neu einem übergeordneten EU-Regelwerk unterworfen. Dies untergräbt massiv die Autonomie der Kantone, die künftig ihre wirtschaftspolitischen Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen.

Die Schweiz unterwirft sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission machen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebeln die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer

Infrastruktur gefährdet.

Die Schaffung einer 'Superbehörde' in Form der neuen Beihilfekammer der WEKO, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, ist ein direkter Eingriff in unsere Rechtsordnung. Dies wird durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisiert. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren mit dem neuen BHÜG und der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. b bis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern ohne formelles rechtliches Gehör. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Regelungen sind nicht mit den Interessen der Schweiz vereinbar und dürfen nicht ohne Weiteres übernommen werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen höchst bedenklich und widerspricht grundlegenden demokratischen Prinzipien sowie der schweizerischen Souveränität. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar und entzieht dem schweizerischen Volk und seinen Vertretern ein wichtiges politisches Druckmittel. Dies wird durch die geplante Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert. Dieses Gesetz ist das gesetzgeberische Instrument, welches die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten wird. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Artikel 1 des KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie es das Wesen der parlamentarischen Budgethoheit gemäss Bundesverfassung vorsieht, findet lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt.

Der im Vertrag initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockvogelangebot zu betrachten. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und die Möglichkeit, kritisch über die Angemessenheit und Zweckmässigkeit dieser Zahlungen zu entscheiden. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die Verpflichtungen eingeht, ohne dafür einen angemessenen Ausgleich in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die Genehmigung der bilateralen Abkommen (BöB) ist mehr als eine formelle Anbindung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und grenzt an eine Zweckentfremdung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt stellt diese Regelung eine erhebliche Einschränkung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Finanzen dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Eisenbahnwesen, bergen erhebliche Risiken für den Service public und die Souveränität der Schweiz. Die Einführung

der sogenannten Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht ausländischen Anbietern die Bedienung rein inner-schweizerischer Strecken. Dies wird unweigerlich zu einer „Rosinenpickerei“ führen, bei der ausländische Unternehmen die profitabelsten Hauptrouten bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Basis unseres bewährten Service public und gefährdet dessen zukünftige Leistungsfähigkeit.

Die durch die EU-Anwendung des Beihilferechts drohende Neubewertung und potenziell unzulässige Einstufung bestehender Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung. Unser Service public, ein Pfeiler der Mobilität und Wirtschaft, steht auf dem Spiel.

Die vom Bundesrat propagierte „Gemeinsame Erklärung“ erweist sich als rechtlich unzureichend und als trügerische Absicherung. Sie bietet keinerlei Schutz vor dynamisch übernommenem EU-Recht, das die Schweiz künftig binden würde. Dies höhlt unsere Souveränität im Bahnverkehr schleichend aus. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme verstärkt. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) wirft ernste Fragen auf. Der neue Artikel 32a Absatz 1bis PBG zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine Aushöhlung der schweizerischen Souveränität im Landverkehr bedeuten und den Service public direkt gefährden. Die damit verbundenen Risiken überwiegen bei weitem die propagierten Vorteile.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart eine besorgniserregende Entwicklung, die unsere Souveränität und die Stabilität unserer Sozialsysteme massiv gefährdet. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Übernahme von Teilen der Unionsbürgerrichtlinie, stehen in klarem Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Der Wille des Schweizer Volkes, die Zuwanderung eigenverantwortlich zu regeln, wird hier systematisch untergraben.

Besonders kritisch ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren. Diese faktische 'Niederlassung C PLUS' verspricht eine kaum noch entziehbare Aufenthaltsgenehmigung, selbst bei kriminellen Handlungen oder langjährigem Bezug von Sozialhilfe. Dies hat gravierende Konsequenzen für unsere innere Sicherheit und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialwerke. Es ist eine unhaltbare Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die mit der Folge verbunden ist, dass EU-Bürger und ihre nachziehenden Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler sowie auf Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Die Ausweitung des Familiennachzugs über Partnerschaft und Kinder hinaus auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche 'Schutzklausel' in den Verträgen ist ein reines Täuschungsmanöver. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht im Falle einer dennoch versuchten Anwendung die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was diese Klausel zu

einer Erpressungsdrohung degradiert.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet faktisch, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich machtlos gegenüberstehen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Entscheidungsgewalt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), wie die Einführung des neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss, selbst bei Abhängigkeit, kaum mehr ermöglichen. Die im AIG vorgesehene 'Schutzklausel' (Art. 21b) ist als reine Farce zu betrachten, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Diese Angleichungen führen zu einer unerträglichen Belastung unserer Sozialwerke und zwingen uns zu drastischen Massnahmen, wie die Einführung von massiv höheren Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a). Dies ist ein ehrliches, wenn auch verzweifeltes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Belege für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesbahnen (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzen schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer Absenkung unserer hohen Standards und eine unkalkulierbare Gefährdung der Patientensicherheit birgt.

Diese Vernehmlassung offenbart die voranschreitende Kapitulation vor der EU im Bereich der Zuwanderung und die damit verbundene Preisgabe unserer nationalen Kontrolle und unserer direkten Demokratie. Es ist unumgänglich, dass die Schweiz an ihren souveränen Rechten festhält und die Interessen ihrer Bürger und Sozialsysteme an erste Stelle setzt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und einer tiefgreifenden Skepsis hinsichtlich der langfristigen Souveränität und wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz. Es scheint, als ob die EU mit diesem Paket versucht, ihre institutionelle Hegemonie weiter auszubauen, während die Schweiz im Gegenzug lediglich fragwürdige Vorteile zu erzielen vermag.

Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte stellt eine faktische Entmachtung des Schweizer Volkes und seiner demokratisch gewählten Vertreter dar. Dies steht in klarem Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert ist. Die Schweiz würde sich einem ständigen Fluss von Verordnungen und Richtlinien aussetzen, die nicht ihren spezifischen Bedürfnissen oder Werten entsprechen. Insbesondere die automatische Übernahme von Rechtsakten im Bereich der Dienstleistungen birgt die Gefahr, dass schweizerische KMU, die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, durch übermässige regulatorische Auflagen und einen ungleichen Wettbewerb benachteiligt werden. Artikel 12 des Bundesgesetzes über die Binnenmarktgesetzgebung (BInG) erlaubt zwar die Übernahme von Rechtsakten, jedoch nur unter der Bedingung, dass dies im Interesse der Schweiz liegt und ihre Kompetenzen nicht untergräbt. Dieses Paket scheint diese Bedingung nicht zu erfüllen.

Die von der EU propagierte "einheitliche Auslegung" des Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ist eine kaum verhüllte Forderung nach Unterwerfung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit. Dies verletzt die Souveränität des Schweizerischen Bundesgerichts und untergräbt

die Unabhängigkeit unserer Justiz. Die Rolle des EuGH als oberste Instanz wäre eine direkte Abkehr von den Grundsätzen unseres Rechtssystems, wie sie in Artikel 190 BV dargelegt sind, der die Bindung an nationales Recht vorsieht.

Darüber hinaus ist die wirtschaftliche Dimension des Pakets fragwürdig. Die angeblichen Vorteile, wie der erleichterte Marktzugang, werden wahrscheinlich durch die Kosten der Rechtsübernahme und die eingeschränkte Flexibilität bei der Gestaltung eigener Politiken aufgewogen. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz in einer Abhängigkeitsposition wiederfindet, die ihre Verhandlungsmacht gegenüber der EU zukünftig weiter schwächt. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne entsprechende Stimmrechte in den Entscheidungsgremien, gleicht einer faktischen Aussenfinanzierung ohne Einfluss.

Diese Bedenken sind nicht nur theoretischer Natur, sondern haben reale Konsequenzen für die schweizerische Identität, die wirtschaftliche Resilienz und die demokratischen Rechte unserer Bürgerinnen und Bürger. Die vorliegende Vorlage scheint den Schweizer Weg zu gefährden und einseitig die Interessen der EU zu bedienen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Barbara Moergeli (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Barbara Moergeli · 0796591835 · b.moergeli@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die nationalen Gesetzgebungskompetenzen, insbesondere im Sinne von Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV), gewahrt bleiben, wenn neue EU-Rechtsetzungsakte ohne vorgängige parlamentarische Genehmigung in nationales Recht überführt werden sollen. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der direktdemokratischen Mitgestaltung des Schweizer Rechts ist evident. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die kohärente Anwendung der Schweizer Rechtsordnung gemäss Artikel 5 BV zu hinterfragen, da eine unkontrollierte Übernahme von EU-Vorschriften zu Inkohärenzen und unvorhergesehenen Rechtsfolgen führen könnte.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme des Unionsbürgerrechts und die daraus resultierende massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit stehen in fundamentalem Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und dem Volkswillen. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, verbunden mit einem kaum noch möglichen Ausschluss aus den Sozialwerken gemäß Art. 41c AIG, fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv und belastet die Schweizer Steuerzahler unzumässlich. Die Ausweitung des Familiennachzugs, einschliesslich Grosseltern und Schwiegereltern, ist beispiellos und birgt ein unkontrollierbares Wachstumspotenzial für Zuwanderung und Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" gemäss Art. 21b AIG ist eine reine Illusion, deren Anwendungsbedingungen so hoch sind, dass sie faktisch nie greifen wird. Die automatische Rechtsübernahme mittels "Integrationsmethode" untergräbt zudem die Souveränität unseres Parlaments und des Volkes in diesem sensiblen Bereich. Die Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in Gesetze wie das BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und das MedBG (Art. 15, 35) höhlt die nationale Qualitätskontrolle aus und birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit. Insgesamt handelt es sich um eine schleichende Entmachtung der Schweiz und eine Kapitulation vor den Vorgaben der EU.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und stellen eine Verflachung unseres bewährten Systems dar. Es ist offensichtlich, dass die angeblichen Schutzmechanismen nicht geeignet sind, den immensen Lohndruck, der durch die Personenfreizügigkeit entsteht, aufzufangen. Artikel 9 Absatz 2 des Entsendegesetzes (EntsG) und die Anpassungen im Gesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) in Verbindung mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz deuten auf eine schleichende Erosion der Schweizer Lohnstandards hin. Die Schwächung der Kontrollinstanzen und die Einführung eines neuen

Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) sind keine Stärkung, sondern eine durch die EU diktierte Anpassung, die unsere Autonomie untergräbt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch den neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 stellt eine inakzeptable Abtretung von Souveränität dar und kompromittiert unsere Rechtsordnung erheblich.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung unter dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem abhängigen Akteur ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Bewährte Systeme wie die Wasserzinsen für Bergkantone könnten als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie Gemeindekraftwerke, geschwächt, da ihr Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert; strategische Reserven werden eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit geht verloren.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG wird zu Preisvolatilität und letztlich höheren Kosten für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für Versorgungssicherheit über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die Verschärfung des Unbundlings (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben die föderalen Strukturen zusätzlich. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen dezentrale Produzenten massiv und schaffen Investitionsunsicherheit. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und führen zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht im Rahmen des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine erhebliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle dar. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments untergräbt und die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Der anfangs kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erweist sich als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht widersprechen kann. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b missbraucht die Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler EU-Zahlungen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese Zahlungsverpflichtungen als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung und gibt den souveränen Entscheid über die Verwendung von Steuergeldern preis.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public im Schienenverkehr. Die potenzielle Einstufung bisheriger Subventionen als rechtswidrig gemäss EU-Beihilferecht bedroht die Finanzierung und damit die Qualität des Angebots. Die Zulassung der Kabotage, wie sie durch das revidierte Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ermöglicht wird, erlaubt ausländischen Anbietern das "Rosinenpicken" auf profitablen Strecken, was die finanziellen Grundlagen der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die den lückenlosen öffentlichen Verkehr sicherstellen, untergräbt. Die 'Gemeinsame Erklärung' bietet keinen wirksamen

Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen und mindert die Souveränität in der Steuerung unserer Verkehrspolitik. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, was die nationale und kantonale Gestaltungsfreiheit einschränkt und zu suboptimalen Lösungen führen kann. Diese Entwicklung gefährdet die langfristige Sicherstellung eines qualitativ hochwertigen und flächendeckenden öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Recht dar und gefährdet die Schweizer Qualität und Souveränität. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Standards aufzugeben. Dies führt zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland'. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf höchsten Produktionsstandards basiert, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards gefährdet.

Die EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Die angeblichen Vorteile einer Angleichung werden durch die erdrückende Bürokratie für kleine und mittlere Betriebe zunichtegemacht. Dies bedroht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, und wir werden gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141, 148 LwG) umgehen das Parlament und entziehen ihm die Kontrolle über die Landwirtschaftspolitik. Die Unterstellung des Waldschutzes unter EU-Diktate (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gefährden nationale Interessen und die öffentliche Gesundheit. Die 'Guillotineklausel' macht jede Kündigung dieses Abkommens zu einer existenzbedrohenden Entscheidung für alle bilateralen Verträge.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung zum Thema staatliche Beihilfen stellt eine inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die Bewährte Praxis politisch legitimierter Förderungen, welche die Kantone und Gemeinden eigenständig entscheiden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" bei der WEKO, als "verlängerter Arm der EU", hebelt die demokratische Kontrolle aus und unterstellt kritische Sektoren wie Energie und Verkehr der EU-Hoheit. Die Kantone verlieren ihre Organisationsautonomie, indem ihre Entscheidungen über das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und das Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Abs. 1 lit. bbis) von einer zentralen Stelle und dem Bundesgericht überprüft und gekippt werden können. Die Streichung von Art. 103 LFG und der Ausschluss des Preisüberwachers aus der Beihilfekammer sind weitere alarmierende Beispiele für den Verlust nationaler Steuerungshoheit und die Unterordnung unter EU-Recht.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU erwecken erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Schweiz bereit ist, sich durch die Übernahme von EU-Recht, wie es beispielsweise im Rahmen des institutionellen Abkommens vorgesehen war, einer externen Rechtsprechung zu unterstellen. Artikel 173 der Bundesverfassung garantiert zwar die Unabhängigkeit der Schweiz, doch die vorgeschlagene Annäherung birgt die Gefahr einer

schleichenden Aushöhlung dieser Unabhängigkeit. Insbesondere die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs könnte, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder das Parlament direkte Einflussmöglichkeiten hätten, die nationale Gesetzgebung präjudizieren. Dies stünde im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität und der direkten Demokratie, welche in der Schweizer Verfassung verankert sind.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtumsetzung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrollmöglichkeiten durch unser Parlament, wie sie insbesondere in Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Armee und die Militärverwaltung (AuG) zum Ausdruck kommt, der die Wehrpflicht regelt, untergräbt die demokratische Legitimation. Die otomatik Übernahme von Richtlinien und Verordnungen ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit schwächt die schweizerische Gesetzgebungskompetenz. Zudem bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof, dessen Urteile potenziell in Widerspruch zu nationalen Verfassungsprinzipien und Grundrechten stehen könnten. Die Folgen für die schweizerische Rechtsprechung und die Rechtsunsicherheit für Bürger und Unternehmen sind gravierend.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu tiefgreifender Besorgnis Anlass. Es ist fraglich, inwieweit die Souveränität der Schweiz und die in Artikel 5 der Bundesverfassung garantierten Rechte der Kantone gewahrt bleiben. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen kann, widerspricht dem Grundsatz der Selbstbestimmung. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit, die durch das Bundesgesetz über die in die Schweiz entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer (Entsendegesetz) geschützt sind, werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Lohn- und Arbeitsbedingungen auf. Eine unkritische Akzeptanz dieser Vereinbarungen birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und der nationalen Interessen.

Maschwanden, 19.10.25

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Letizia (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Santini Letizia · letizias85@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Prinzipien des schweizerischen Rechts auf. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf direkten Einfluss nehmen kann, widerspricht fundamental dem Geist des Art. 164 Abs. 2 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebung auf eine breite öffentliche Vernehmlassung und parlamentarische Debatte stützt. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, wie sie in Art. 7 des Entwurfs vorgesehen ist, untergräbt die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung. Weiterhin bestehen Zweifel, ob die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung die Unabhängigkeit unserer Gerichte, insbesondere des Bundesgerichts gemäss Art. 188 Abs. 2 der Bundesverfassung, ausreichend garantieren. Die finanzielle Beteiligung, ohne klare Gegenleistung und Kontrolle, ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen und könnte unsere wirtschaftliche Autonomie gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung EU-rechtlicher Vorgaben auf nationaler Ebene geben Anlass zu erheblicher Besorgnis. Insbesondere die potentielle Aushebelung des Völkerrechtsprimats des Schweizer Rechts durch automatische Übernahme von EU-Recht missachtet das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Volksinitiative und die Volksabstimmung (VBIG) verankert ist. Die Gewährleistung nationaler Gesetzgebungshoheit gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (GebG) wird durch eine solche Praxis fundamental untergraben. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene parlamentarische Kontrolle und demokratische Legitimation birgt die Gefahr einer schleichenden Entmündigung des Schweizer Souveräns und einer Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien, die das Fundament unseres Rechtssystems bilden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bedauerlicherweise nur kosmetischer Natur und werden den immensen Druck auf die Schweizer Löhne keineswegs kompensieren können. Statt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, droht eine schleichende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des

Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a des EntsG verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Der neue, bürokratische Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt zudem einen ungerechtfertigten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schwächt die Flexibilität von KMU, anstatt das Kernproblem des Lohndrucks anzugehen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine inakzeptable Souveränitätsabtretung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge zu einer automatischen, rechtlich bindenden Pflicht im Rahmen des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist äusserst bedenklich. Artikel 1 KoBG etabliert einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv untergräbt und die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu deutlich höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB signalisiert eine dauerhafte Integration dieser Zahlungsverpflichtungen in die Bundesgesetzgebung, während die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b einen missbräuchlichen Versuch darstellt, politisch heikle Kohäsionszahlungen durch den Mantel der Friedensförderung zu legitimieren.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellt eine erhebliche Gefahr für den Schweizer Service public dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung rein innerstaatlicher Strecken wird unweigerlich zu einer «Rosinenpickerei» führen, bei der nur die profitabelsten Routen bedient werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Aufrechterhaltung des Angebots auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien zuständig sind. Zudem droht die Anwendung des EU-Beihilferechts die Ungültigkeit von Subventionen, die für die Qualität und den Fortbestand des Bahnverkehrs von entscheidender Bedeutung sind. Die sogenannte «Gemeinsame Erklärung» bietet keinerlei rechtliche Absicherung gegen zukünftige, dynamisch übernommene EU-Rechtsänderungen, was unsere Souveränität weiter aushöhlt. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) schränkt die Handlungsfreiheit von Bund und Kantonen empfindlich ein und riskiert suboptimalen und teurere Lösungen für die schweizerische Bevölkerung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsrechts im Bereich der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem Willen des Volkes gemäss Artikel 121a Bundesverfassung und untergräbt die eigenständige Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Niederlassungs C PLUS' nach nur fünf Jahren Aufenthaltsdauer, wie in den Anpassungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen, schafft Anreize für eine massive Zuwanderung in die Sozialsysteme. Dies zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu unkontrollierbaren Kostensteigerungen. Die angebliche 'Schutzklausel' (neuer Art. 21b AIG) ist eine Farce, da ihre Hürden praktisch unüberwindbar sind und die EU mit Sanktionen droht. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entmachtet das Schweizer Parlament und Volk. Die Anpassungen im AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und höhlen unsere Souveränität aus. Die Einführung von drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und HFKG (Art. 61a) ist ein klägliches Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit verursacht werden und nun den Studierenden aufgebürdet werden. Die Anbindung an das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) und die automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen, wie im Bundesgesetz über die Prüfung von Berufsqualifikationen (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis), schwächen unsere Standards und unsere

Fähigkeit zur Arbeitsmarktregulierung. Die automatische Übernahme des EU-Rechts in unserer Rechtsordnung, bis hin ins Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB), ist eine Kapitulation vor Brüssel.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, dessen Energienetz künftig Brüsseler Direktiven unterliegt. Die ElCom verliert ihre Rolle als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet.

Besondere Bedenken bestehen hinsichtlich der Wasserkraft, welche durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet ist und das etablierte System der Wasserzinsen, von dem Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe deklariert werden. Föderale Strukturen, insbesondere die Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit, die durch die Einschränkung strategischer Reserven dem freien Markt geopfert wird, birgt katastrophale Risiken, da keine klare Verantwortung mehr besteht.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG (Art. 4a ff.) verspricht volatile und höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da Kosten für Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das StromVG, insbesondere Art. 8b ff. zu Energiereserven, birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit, während die Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) die föderalen Strukturen untergraben. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit kleiner Produzenten gefährdet.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise den Regeln grosser europäischer Konzerne und bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, insbesondere die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), stellt eine bedrohliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies untergräbt die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und die Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung bedeuten einen inakzeptablen Rückschritt und Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141, 148 LwG) umgehen das Parlament und sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Zudem wird unser Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt. Die sprichwörtliche Guillotineklausel macht eine Kündigung dieses Abkommens unmöglich, ohne das gesamte bilaterale Vertragswerk zu gefährden. Dieser Text dient als deutliche Ablehnung des vorgeschlagenen Abkommens, da es die Souveränität, die Qualität und die Lebensgrundlagen der Schweizer Bevölkerung massiv bedroht.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in unsere Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die bewährte Praxis demokratisch legitimierter Förderungen durch Bund, Kantone und Gemeinden wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von

staatlichen Beihilfen (BHÜG) schafft eine "Superbehörde" in der WEKO, die als verlängerter Arm der EU agiert und primär EU-Konformität statt Schweizer Interessen durchsetzt. Dies hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Insbesondere die Kantone verlieren ihre Autonomie. Ihre souveränen Entscheide unterliegen künftig der Kontrolle einer zentralen Behörde, deren Entscheide gemäss Art. 82 Bst. bbis BGG vor Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Verfahrensautonomie der Kantone ist somit massiv eingeschränkt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz in einem strategisch wichtigen Sektor. Diese Entwicklungen untergraben die Grundprinzipien unseres Rechts- und Wirtschaftssystems zugunsten einer fremdbestimmten Regulierung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Abkommen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bergen erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in den Verhandlungen angedeutet wird, steht im Widerspruch zum Wesen unseres föderalistischen Systems und dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Insbesondere die drohende Unterwerfung unter den Europäischen Gerichtshof (EuGH) als ultimative Autorität zur Auslegung des Rechts würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben, wie sie im Rechtsstaatlichkeitsprinzip verankert ist. Die Annahme von EU-Regulierungen ohne die Möglichkeit, eigene Interessen effektiv zu wahren, gefährdet zudem die wirtschaftliche Eigenständigkeit und die bewährten Regelungen des Schweizer Binnenmarktes. Die Langfristfolgen für die demokratische Legitimation und die Rechtsbindung sind gravierend und bedürfen einer kritischen Neubewertung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen zur EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht wirft die Frage auf, inwieweit die Souveränität der Schweiz gemäss Artikel 54 Absatz 2 der Bundesverfassung weiterhin gewährleistet bleibt. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen ohne vorgängige demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk und die Kantone widerspricht dem Prinzip der direkten Demokratie. Weiterhin ist unklar, wie der Schutz der Lohn- und Arbeitsbedingungen, wie ihn das Obligationenrecht, insbesondere im Hinblick auf Bestimmungen zur Arbeitsvermittlung und zum Schutz vor missbräuchlicher Kündigung, vorsieht, unter der neuen Rechtslage effektiv sichergestellt werden kann, wenn Gerichtsentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs automatische Geltung erlangen. Die unklare Ausgestaltung des Streitbeilegungsmechanismus birgt zudem die Gefahr, dass die Schweiz de facto der Rechtsprechung des EuGH unterworfen wird, was eine gravierende Einschränkung der nationalen Rechtssetzungskompetenz darstellt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rebecca Schultes (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Rebecca Schultes · 0525367708 · Rebecca.schultes@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz fundamental in Frage stellen. Eine Vertiefung der Beziehungen, insbesondere im Lichte der jüngsten Entwicklungen und der EU-Bestrebungen zur Vereinheitlichung, birgt das Risiko einer schleichenden Übernahme von EU-Recht. Dies stünde im Widerspruch zu den Prinzipien, die in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind, insbesondere im Hinblick auf die Volkssouveränität (Artikel 1 BV) und die föderale Ordnung (Artikel 3 BV).

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Formen diskutiert wird, würde bedeuten, dass der Schweizer Gesetzgeber Entscheidungen trifft, die von ausländischen Institutionen getroffen wurden. Dies ist nicht vereinbar mit dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wonach Gesetze von gewählten Vertretern des Schweizer Volkes erlassen werden müssen. Artikel 36 BV, welcher die Einschränkung von Grundrechten regelt, fordert eine gesetzliche Grundlage, Verhältnismässigkeit und zwingende öffentliche Interessen. Eine faktische Unterwerfung unter EU-Recht könnte diese Hürden umgehen, indem sie eine ständige und übergeordnete Normenquelle etabliert, die nicht diesen strengen verfassungsrechtlichen Prüfungen unterliegt.

Des Weiteren muss die Möglichkeit einer gerichtlichen Überprüfung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) kritisch betrachtet werden. Eine solche Zuständigkeit würde die ultimative Rechtsprechungskompetenz des Schweizerischen Bundesgerichts erheblich beschneiden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, wäre dadurch gefährdet. Artikel 190 BV garantiert zwar die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz und das Völkerrecht, doch die vorgelagerte Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, das möglicherweise durch den EuGH interpretiert wird, würde die Autonomie der nationalen Rechtsordnung in einer Weise untergraben, die mit den Grundsätzen der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung unvereinbar ist.

Die wirtschaftlichen Argumente für eine engere Anbindung dürfen nicht dazu führen, dass die politischen und rechtlichen Kosten ignoriert werden. Die Schweiz hat sich historisch durch ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit, eigene Wege zu gehen, ausgezeichnet. Eine weitere Angleichung an die EU, ohne klare und wirksame Mechanismen zur Wahrung unserer Souveränität, wäre ein riskantes Unterfangen, das die grundlegenden Pfeiler unseres Staates schwächen könnte. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Zusammenarbeit die volle Beibehaltung unserer rechtlichen und politischen Unabhängigkeit gewährleistet und nicht zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Identität und Entscheidungsfreiheit führt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung kritisch zu beurteilen. Es ist besorgniserregend, dass die Verhandlungsparteien offensichtlich bereit waren, die Kerninteressen der Schweiz zu kompromittieren, um ein Abkommen zu erzielen, dessen Vorteile für unser Land fragwürdig sind.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, was einen direkten Eingriff in die rechtssetzerische Autonomie der Schweiz darstellt. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht, insbesondere in Bereichen wie dem Binnenmarkt, untergräbt die Möglichkeit, eigene, auf schweizerische Verhältnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln.

Weiterhin wird die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch gesehen. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH in die Auslegung von Abkommen birgt das Risiko einer schleichenden Unterwerfung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichts. Dies widerspricht fundamental dem in Artikel 190 der Bundesverfassung garantierten Grundsatz, dass die Gerichte der Schweiz, soweit das Gesetz nichts anderes bestimmt, die Rechtsprechung des Bundesgerichts befolgen. Die Jurisdiktion eines ausländischen Gerichts über schweizerische Rechtsfragen ist nicht hinnehmbar.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Strukturen und -Programme, die in den Verhandlungsergebnissen festgelegt wird, muss ebenfalls hinterfragt werden. Ohne eine klare Gegenleistung oder eine echte Einflussnahme auf die Verwendung dieser Mittel handelt es sich um eine einseitige finanzielle Belastung, die nicht dem Prinzip der wirtschaftlichen Selbstbestimmung unseres Landes entspricht.

Zudem sind die befürchteten Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke nicht zu unterschätzen. Die Öffnung des Arbeitsmarktes für EU-Bürger unter den vorgeschlagenen Bedingungen könnte zu einem erhöhten Lohndruck und einer Verschlechterung der sozialen Standards führen, was die Bestrebungen zur Sicherung fairer Arbeitsbedingungen untergräbt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Abhängigkeit von der EU treiben und wichtige hoheitliche Rechte aushöhlen. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Prüfung, ob diese Ergebnisse im Einklang mit den grundlegenden Verfassungsprinzipien und den langfristigen Interessen der Schweiz stehen. Die aktuellen Vorschläge scheinen die Souveränität und die Unabhängigkeit unseres Landes nicht ausreichend zu gewährleisten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken, welche die Souveränität und die nationalen Interessen der Schweiz erheblich gefährden. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen sind nicht geeignet, die bestehenden Herausforderungen auf eine Weise zu lösen, die dem Schweizer Volk und dem Schweizer Rechtsraum gerecht wird.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimität und der nationalen Selbstbestimmung. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweizerischen

Eidgenossenschaft, welche durch eine blindlings übernommene Rechtsordnung ausgehöhlt würde. Das Schweizer Volk hat jederzeit das Recht, über die eigenen Gesetze zu bestimmen, ein Recht, das durch die geforderte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen faktisch ausgehebelt würde.

Die Klausel zur automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie in der Diskussion um die künftigen institutionellen Abkommen eine zentrale Rolle spielt, wirft die Frage auf, wie die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gewahrt bleiben soll. Das Schweizer Recht ist geprägt von einer starken Tradition der Gewaltenteilung und der Rechtsstaatlichkeit, verankert in Artikel 5 der Bundesverfassung. Wenn EuGH-Recht in der Schweiz direkt oder indirekt angewendet werden muss, ohne dass schweizerische Gerichte die letzte Instanz darstellen, so ist die Wahrung der bundesrätlichen Kompetenzen und die effektive Anwendung des schweizerischen Rechts massiv beeinträchtigt.

Darüber hinaus ist die wirtschaftliche Abhängigkeit, die sich aus einer solchen engen Bindung ergibt, keine Gewähr für Wohlstand, sondern vielmehr eine Quelle der Anfälligkeit für externe Einflüsse und wirtschaftliche Schocks, welche die Schweiz nicht eigenständig steuern könnte. Die Freiheit, eigene wirtschaftliche und soziale Standards zu setzen, wird durch die Forderung nach Gleichbehandlung mit EU-Mitgliedern untergraben.

Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen primär den Interessen der EU zu dienen und vernachlässigen die spezifischen Bedürfnisse und die föderalistische Struktur der Schweiz. Eine solche einseitige Anpassung birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Mitbestimmung, was keineswegs im nationalen Interesse liegt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche verfassungsrechtliche und staatsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die Autonomie der Schweiz und die Souveränität des Schweizer Volkes scheinen durch die Übernahme von EU-Recht ohne klare Gegenleistung und mit unzureichenden Kontrollmechanismen gefährdet.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den einschlägigen Abkommen vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung der Schweizer Rechtsordnung. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert, dass das Schweizer Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt bilden. Die vorgelegte Regelung erlaubt jedoch eine automatische und oft unhinterfragte Übernahme von EU-Sekundärrecht, welches sich dynamisch weiterentwickelt. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, da die Schweizer Gesetzgeber und das Volk keinen direkten Einfluss mehr auf die Inhalte dieser Rechtsnormen haben, die sodann in der Schweiz Geltung beanspruchen sollen.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Dessen Rechtsprechung wird, soweit es EU-Recht betrifft, faktisch als verbindlich für die Schweiz anerkannt. Artikel 138 der Bundesverfassung sieht jedoch vor, dass die höchste richterliche Gewalt beim Bundesgericht liegt. Die automatische Bindung an die Urteile des EuGH, auch wenn sie nicht ausdrücklich in der Verfassung verankert ist, könnte die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtspflege im Sinne von Artikel 190 BV beeinträchtigen, wonach kantonales und eidgenössisches Recht massgebend sind und nicht primär ausländische Gerichtsurteile.

Es ist fraglich, ob die angeblichen Vorteile dieser Abkommen die gravierenden Einschränkungen unserer Souveränität und die drohende Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien rechtfertigen. Die fehlende Mitgestaltungsmöglichkeit bei der Entstehung des EU-Rechts und die faktische Bindung an dessen Auslegung durch den EuGH stellen eine erhebliche Gefahr für die Schweiz dar. Eine solche Regelung könnte langfristig zu einer Abhängigkeit führen, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft. Die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation scheinen bei der aktuellen Umsetzung unzureichend gewährleistet zu sein. Die Schweizer Bevölkerung und die Kantone müssten die Möglichkeit haben, über die Übernahme von EU-Recht informiert und an

Entscheidungen beteiligt zu werden, die ihre Rechtsordnung massgeblich beeinflussen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und des demokratischen Willens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die damit einhergehende massive Ausweitung der Freizügigkeit widerspricht fundamental der Absicht des schweizerischen Volkes, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, anstelle der bisherigen zehn. Dieser Status, eine de facto 'Niederlassung C PLUS', ist praktisch unentziehbar, selbst im Falle von schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt die innere Sicherheit erheblich und belastet unsere Sozialwerke und damit die Schweizer Steuerzahler auf unzumutbare Weise. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird hierdurch massiv gefördert, da EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind.

Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern durch die neuen Bestimmungen, die in keinem Verhältnis zur Grösse unseres Landes stehen, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel' im neuen Vertragspaket ist eine reine Täuschung. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Vielmehr droht bei einem Versuch ihrer Aktivierung sogleich die Erpressung durch die EU mit Strafmassnahmen.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' für künftige Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung beraubt unser Parlament und unser Volk jeder Mitsprachemöglichkeit. Dies ist eine direkte Verletzung unserer direkten Demokratie und ein unhaltbarer Zustand.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei dauerhafter Abhängigkeit, wird nahezu unmöglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das durch seine vage Formulierung und den Ausschluss wirksamer, einseitiger Kontingente jede tatsächliche Steuerungsfähigkeit verhindert.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein desperates Eingeständnis der immensen Kosten, die die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich verursacht. Diese Massnahme ist ein direkter Schlag gegen die Attraktivität unserer Hochschulen und die internationale Studierendenschaft.

Die Unterordnung der Schweiz unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) durch das Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Dies gilt ebenso für die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4), welche die nationale Qualitätskontrolle und Patientensicherheit aufs Spiel setzen.

Die Anbindung der zweiten Säule an die Koordinationsregeln der EU (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Selbst das Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) wird zur Anpassung an das EU-Sozialversicherungsrecht gezwungen.

Diese Vorschläge sind keine technische Anpassung, sondern eine kapitulation vor der EU, die unsere grundlegenden demokratischen Rechte, unsere soziale Sicherheit und unsere Souveränität aufs Spiel setzt.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur staatlichen Beihilfenpraxis im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union stellt eine fundamentale Gefährdung unserer nationalen Souveränität, unseres föderalistischen Prinzips und unserer bewährten wirtschaftspolitischen Steuerung dar. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG), drohen, die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU zu degradieren und die eigenständige Gestaltungsmacht von Bund und Kantonen massiv einzuschränken.

Die heutige, demokratisch legitimierte Praxis, bei der Subventionen primär politische Entscheidungen der zuständigen Bundes-, Kantons- und Gemeindeebenen sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie empfindlich. Anstatt über lokale Wirtschaftsförderung eigenständig zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Die Schaffung der neuen Beihilfekammer, die als integraler Bestandteil der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG fungiert, institutionalisiert eine von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernte "Superbehörde". Diese Institution wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren und primär EU-Kompatibilität statt Schweizer Interessen durchsetzen. Die damit verbundene Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von dieser zentralen Instanz geprüft werden.

Besonders stossend ist die Ergänzung des Bundesgerichtsgesetzes mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt. Dies untergräbt die kantonale Autonomie, indem ihre demokratisch legitimierten Entscheidungen mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime, wodurch jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verloren geht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Diese Massnahmen zementieren die Unterwerfung der Schweiz unter die EU und höhlen die Grundfesten unseres Rechts- und Verfassungsstaates aus.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine inakzeptable Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar und wird die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft auf unannehmbare Weise überformen. Die Bezeichnung als reines "Lebensmittelsicherheit"-Thema ist irreführend, da es sich hierbei um eine umfassende Angleichung handelt, die unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengeren Kriterien basiert, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards in akuter Gefahr. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" droht, seine Bedeutung zu verlieren, wenn Produkte

nach denselben, weniger strengen Kriterien gefertigt werden müssen wie in der EU. Dies würde einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten unwiderruflich zerstören.

Eine besonders gravierende Problematik stellt die "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen unannehmbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was einer politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des Weiteren ist die geplante Ermächtigung von EU-Inspektoren, Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu erhalten, ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Angriff auf die Schweizer Qualität und unsere Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren hohen Standards.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz, da unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt werden. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich. Ebenso ist die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) bedenklich, da sie den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Strommarktliberalisierung im Rahmen der EU-Annäherung stellen eine inakzeptable Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entmachtet die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen über ihr eigenes Stromnetz. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Besorgniserregend ist die existenzielle Bedrohung für die Schweizer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das eine wichtige Einnahmequelle für Bergkantone darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln massiv geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Produzenten wird ausgehebelt, was der lokalen Energieversorgung entgegenwirkt.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und das Energiegesetz (EnG) sind in ihren Kernbestimmungen höchst problematisch. Die vollständige Marktliberalisierung nach Art. 4a ff. StromVG birgt die Gefahr volatilerer und damit steigender Strompreise für KMU und Haushalte. Die

Verpflichtung zur Bildung einer Energiereserve nach Art. 8b ff. StromVG erscheint unzureichend, um die nationale Versorgungssicherheit zu gewährleisten, und die klare Verantwortlichkeit für diese Sicherheit wird verwischt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur ohne Not dem EU-Regime.

Die Änderungen im EnG, insbesondere Art. 15 neu, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale Energieerzeugung. Die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplante Strommarktliberalisierung ein hochriskantes Experiment darstellt, das die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes überlässt und die Schweizer Energiesouveränität aufgibt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und zerstören unsere föderalen Strukturen. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft katastrophal sein könnten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags, insbesondere die Einführung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist aus unserer Sicht abzulehnen. Dies bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe, welche die Schweiz ihrer Verhandlungsmacht gegenüber der EU beraubt. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge, dessen Höhe von der EU diktiert werden wird, birgt das Risiko einer massiven Steigerung der finanziellen Belastung. Eine Rückgängigmachung oder Verweigerung der Zahlung wird für die Schweiz nicht mehr möglich sein.

Die Schweiz würde damit zur Nettozahlerin ohne ein Mitspracherecht oder eine klare Gegenleistung in Form eines verbesserten Marktzugangs. Die vorgeschlagene institutionelle Anbindung untergräbt unsere Autonomie, ohne dass klare, greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung erkennbar sind. Das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient ausschliesslich dazu, die bisher flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich einklagbare Verpflichtung zu überführen. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments de facto aufhebt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung unserer Steuergelder wird lediglich die Implementierung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung erfolgen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine formale Integration. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz einer dauerhaften finanziellen Abhängigkeit. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den guten Namen der Schweizer Friedensförderung, um die politisch umstrittenen Kohäsionszahlungen zu legitimieren. Wir lehnen diese Regelung entschieden ab, da sie unsere Souveränität untergräbt und keine angemessenen Gegenleistungen bietet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind angesichts des massiven Drucks auf die Schweizer Lohnstrukturen bestenfalls als kosmetisch zu bezeichnen. Sie verfehlen die Zielsetzung, eine effektive Kompensation für die unvermeidliche Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten, zu bieten. Vielmehr wird hier das bewährte und funktionierende Schweizer System des Lohnschutzes

durch eine bürokratischere, aber letztlich schwächere, an EU-Standards angelehnte Regulierung ersetzt. Dies kommt insbesondere jenen ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping setzen.

Die beabsichtigten Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Gefahr von Missbräuchen erhöht.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten und unzumutbaren Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch externen Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren, bürokratischen Verfahren unterliegt. Dies schränkt die notwendige Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), erheblich ein und steht im Widerspruch zu unseren Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU-Kommission erzwungene Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a des EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Des Weiteren ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere eigene Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Änderungen schwächen den Schweizer Lohnschutz erheblich und gefährden die Lohnbedingungen unserer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die zukünftige Ausrichtung des Schienenverkehrs, werfen gravierende Bedenken auf, welche die Stabilität und Servicequalität unseres öffentlichen Verkehrs gefährden. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die profitabelsten Routen konzentrieren werden. Dieses Vorgehen, bekannt als 'Rosinenpickerei', untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Erbringung des Grundversorgungsauftrags auf weniger rentablen Nebenstrecken unerlässlich sind. Dies stellt einen Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar, der die flächendeckende Bedienung aller Regionen sicherstellt.

Die Behauptung, die 'Gemeinsame Erklärung' biete ausreichenden Schutz, ist trügerisch. Diese Erklärung besitzt keinerlei rechtliche Bindungskraft und schützt die Schweiz nicht vor zukünftigen, dynamisch übernommenen Anpassungen des EU-Rechts. Die Schweiz verliert dadurch schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur. Die Verpflichtung zur Übernahme neuer EU-Regulierungen, wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert die Steuerungs- und Entscheidungskompetenz von nationalen Institutionen hin zu zentralen EU-Stellen, was einen erheblichen Souveränitätsverlust bedeutet.

Des Weiteren schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein. Bei Ausschreibungen müssen zwingend EU-Vorgaben beachtet werden, anstatt die Vergabe nach den besten und zweckmässigsten Kriterien für die Schweiz auszurichten. Dies kann dazu führen, dass suboptimal gestaltete und für die Steuerzahler teurere Lösungen bevorzugt werden müssen. Die damit verbundenen EU-Beihilferegeln bergen zudem die Gefahr, dass etablierte und notwendige Subventionen für unseren Service public, wie jene für den Güterverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die Qualität und das Angebot für die Schweizer Bevölkerung direkt beeinträchtigen. Insgesamt droht eine Aushöhlung der nationalen Steuerung und eine Gefährdung des Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Tom Kul (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Tom · tomkul@gmx.net

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der inländischen Bestimmungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Bedenken und wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung und des Parlaments mit den Grundsätzen der direkten Demokratie und des Föderalismus vereinbar ist, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind. Insbesondere Artikel 1 Absatz 2 BV, der die Volkssouveränität betont, scheint durch eine solche Praxis untergraben zu werden. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, über wichtige rechtliche und politische Weichenstellungen mitzubestimmen. Eine automatische oder weitreichende Übernahme von EU-Recht widerspricht diesem fundamentalen Recht und schränkt die demokratischen Gestaltungsmöglichkeiten ein. Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die schweizerische Gesetzgebung durch die Annahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen einer ständigen Volatilität unterworfen wird. Dies würde die Rechtssicherheit für inländische Unternehmen und Bürger erheblich beeinträchtigen. Die schweizerische Rechtsordnung, die auf Stabilität und Verlässlichkeit ausgelegt ist, könnte durch die Abhängigkeit von externen Regelwerken an Kohärenz und Beständigkeit verlieren. Dies steht im Widerspruch zum Bestreben, eine klare und berechenbare Rechtsgrundlage zu gewährleisten, was für die wirtschaftliche Entwicklung unerlässlich ist. Die Argumentation, dass eine engere Anbindung an die EU zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen notwendig sei, greift zu kurz, wenn sie zu einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz führt. Das Prinzip der reziproken Anerkennung und die Gleichwertigkeit schweizerischer Standards sind zu gewährleisten, anstatt sich bedingungslos EU-Normen zu unterwerfen. Artikel 97 BV, der die Unabhängigkeit der Schweiz zum Ziel hat, könnte durch eine übermässige Übernahme von EU-Recht in seiner Substanz gefährdet werden. Die Schweiz muss ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Gesetzgebung und zur Vertretung ihrer nationalen Interessen wahren können. Die aktuelle Tendenz birgt das Risiko einer erodierenden Souveränität, die nicht auf Kosten der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Prinzipien erfolgen darf. Es ist daher dringend geboten, eine kritische Prüfung der Auswirkungen auf die inländischen Rechtsgrundlagen vorzunehmen und sicherzustellen, dass die schweizerische Gesetzgebung ihre Unabhängigkeit und ihren Charakter bewahrt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der finanziellen Tragfähigkeit der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Änderungen gehen weit über eine moderate Anpassung hinaus und implizieren eine schleichende Unterwerfung unter das Unionsrecht, was den Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, offen missachtet. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", einer de facto "Niederlassung C PLUS", die bereits nach fünf Jahren und praktisch unentziehbar gewährt wird, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke über alle Massen. Dies steht im direkten Widerspruch zum Grundsatz der Eigenverantwortung und der Belastungsgerechtigkeit für die Schweizer Bevölkerung. Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu explodierenden Sozialkosten zu führen. Die Kantone und Gemeinden werden mit diesen Mehrkosten alleingelassen, während die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv gefördert wird. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket, neu auch im revidierten Gesetz über die Arbeitsvermittlung (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre

Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzfunktion, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren damit faktisch jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Die Anpassung des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) mit der Aufhebung von Artikel 29a und der Einführung von Artikel 41c zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Dies ist eine bewusste Missachtung des verfassungsrechtlichen Auftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) sind ein verzweifelter Versuch, die massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, abzufedern. Es ist ein offenes Eingeständnis der Belastung, die nun auf den Schultern von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen wird. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU, wie sie im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) mit der Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 vorgesehen ist, stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Insgesamt führt die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts zu einer schleichenden Entmachtung der Schweiz und zu einer ungebremsten Zuwanderung auf Kosten unserer sozialen Sicherheit und unserer direkten Demokratie.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend unter dem Titel 'Lebensmittelsicherheit' subsumiert, stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Es ist offenkundig, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Sicherheit geht, sondern um eine schleichende Erosion unserer souveränen Standards. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger Sorgfalt und bewährten, oft strengeren Richtlinien beruht, ist massiv gefährdet. Die erzwungene Angleichung an EU-Standards, die sich häufig auf einem tieferen Niveau bewegen, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das renommierte Label 'Made in Switzerland' entwerten, was unseren Produzenten einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil raubt. Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen unwiderruflich mit allen bilateralen Verträgen der ersten Generation verknüpft. Dies stellt eine erpresserische politische Maßnahme dar, die jede zukünftige souveräne Entscheidung der Schweiz blockiert und das gesamte bilaterale Vertragswerk zu einer Geisel macht. Ebenso gravierend ist der geplante Zugang und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen bis hin zu Restaurants. Dies stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar und degradiert Schweizer Unternehmen zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Die drohende Bürokratiewelle, ausgelöst durch die Übernahme des EU-Rechts, wird nicht nur grosse Industriebetriebe treffen, sondern auch die Existenzgrundlage kleiner Hofläden, Alp-Käsereien und lokaler Metzgereien bedrohen. Dies zerstört nicht nur wirtschaftliche Existenzen, sondern auch wertvolle lokale Traditionen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) stellen einen Frontalangriff auf unsere etablierten Standards dar. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung bedeutet einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust, da wir die Fähigkeit verlieren, eigene, ethisch höhere Massstäbe zu setzen. Das Landwirtschaftsgesetz (LwG, neue Absätze in Art. 141 und 148) gewährt dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was eine Umgehung des Parlaments und eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle bedeutet. Gleiches gilt für das Waldgesetz (WaG, neuer Art. 26 Abs. 1bis), das unseren Waldschutz dem EU-Diktat unterstellt, sowie für das Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu), welches die Kontrolle über diesen kritischen Bereich an die EU abgibt. Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Diese massiven Einschnitte in unsere Souveränität und die damit verbundenen Qualitätsverluste sind für die Schweiz inakzeptabel.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind bestenfalls als unzureichend und kosmetischer Natur zu betrachten. Sie drohen, den bereits bestehenden

massiven Druck auf die Schweizer Löhne durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit nicht zu kompensieren, sondern lediglich zu kaschieren. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist die absehbare Konsequenz. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Anpassung an fragwürdige EU-Standards. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden erheblich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten zusätzlich erschwert. Der im vorliegenden Entwurf vorgeschlagene Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen. Dieser Schutz ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Reformen untergraben die schweizerische Souveränität und den Lohnschutz.

Strom

Die vorgeschlagene institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur im Strombereich stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in Gremien wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die daraus resultierenden Kosten tragen muss. Entscheide über unser kritischstes Infrastruktur-Element, das Stromnetz, werden fortan in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Grundlage für deren Finanzen bildet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die bedeutenden Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und die Abhängigkeit von grossen, zentralisierten Akteuren erhöht. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der schweizerischen Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art.

33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen, was die Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern verstärkt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, staatliche Subventionen als politisch legitimierte Instrumente zur Förderung regionaler, kantonaler oder lokaler Anliegen zu nutzen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Handlungsfähigkeit von Bund, Kantonen und Gemeinden und degradiert sie zu blossen Umsetzungsgehilfen europäischer Vorgaben. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Insbesondere die Einrichtung einer neuen Beihilfekammer bei der WEKO (Art. 3 BHÜG) als "verlängerter Arm der EU" birgt erhebliche Gefahren. Diese zentrale Kontrollinstanz wird künftig primär die Kompatibilität mit EU-Recht und nicht mehr explizit Schweizer Interessen durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist fraglich, und die Souveränität der Kantone wird massiv eingeschränkt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Durch die Gewährung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse an die neue Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) gekippt werden, was eine unannehmbare Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Gesetzesvorlage höhlt die Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht aus und unterstellt die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung des Landverkehrs mit der EU birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität im Bahnbereich. Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet ausländischen Anbietern die Tür zu inner-schweizerischen Strecken. Dieses Vorgehen ist unvereinbar mit dem Prinzip der "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken bedienen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Erbringung von Dienstleistungen auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien verantwortlich sind. Der Service public im Schienenverkehr, ein wesentlicher Bestandteil der schweizerischen Daseinsvorsorge, wird dadurch direkt gefährdet. Zudem birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Gefahren für bewährte Subventionsmodelle. Jegliche Unterstützung für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnte als unzulässig eingestuft werden. Dies hat direkte Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots, das den Schweizer Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung steht. Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich ungenügend. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts und somit keine Garantie für die langfristige Wahrung nationaler Interessen. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur ist eine weitere besorgniserregende Entwicklung. Die dynamische Rechtsübernahme im Bereich des Landverkehrs bedeutet die Übernahme von zukünftigen EU-Regulierungen, wie beispielsweise zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Dies führt zu einer Verlagerung nationaler Steuerungs- und Regulierungskompetenzen an zentrale EU-Stellen, was die Souveränität der Schweiz empfindlich beeinträchtigt. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) stellt eine signifikante Einschränkung der nationalen und

kantonalen Hoheit dar. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Möglichkeit ein, den öffentlichen Verkehr nach rein schweizerischen Bedürfnissen und Zielen zu gestalten. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Massnahmen geeignet, die Qualität und die flächendeckende Versorgung des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz nachhaltig zu verschlechtern und die Souveränität in diesem wichtigen Bereich aufzugeben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags an die Europäische Union sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht stellt eine signifikante Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Gemäss Art. 1 des neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen etabliert, was denitationalen Charakter der bisherigen Unterstützung in eine faktische Zwangsabgabe verwandelt. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern und zwingt die Schweiz zur Erfüllung von Zahlungsverpflichtungen, die primär den Interessen der EU dienen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, dessen Höhe durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich massiv ansteigen wird. Die Schweiz verliert damit jedwede Verhandlungsmacht und wird zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, deren Vorteile für die eigene Wirtschaft nicht klar ersichtlich sind. Es fehlt an Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) signalisiert eine dauerhafte Integration dieser Zahlungen in die Schweizer Rechtsordnung. Die Verbindung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist dabei irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Dieses Gesetz ist das primäre Instrument, um die Schweiz zukünftig permanent zur Kasse zu bitten und die Budgethoheit des Parlaments weiter zu schwächen. Es handelt sich um eine unannehmbare Aufgabe von Souveränität und demokratischer Kontrolle zugunsten einer reinen Zahlungsverpflichtung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Rechtsetzungskompetenz und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Es ist zwingend notwendig, die negativen Implikationen dieser Vereinbarungen kritisch zu hinterfragen, anstatt sie unbesehen zu akzeptieren. Ein zentraler Punkt ist die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne direkte Einflussnahme des Schweizer Volkes. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen verstösst fundamental gegen das Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere Artikel 164 BV, der die Gesetzgebungskompetenz des Bundesrates und der Bundesversammlung regelt, wird durch solche Abkommen ausgehöhlt. Die Schweizer Gesetzgebung wird zunehmend durch Brüsseler Entscheidungen diktiert, was die Volkssouveränität untergräbt. Darüber hinaus ist die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die bindende Wirkung von EuGH-Urteilen, wie sie in verschiedenen sektoriellen Abkommen vorgesehen ist, stellt eine direkte Beeinträchtigung der richterlichen Gewalt in der Schweiz dar. Artikel 190 BV, der die Bindung der Schweizer Gerichte an eidgenössisches Recht festlegt, wird durch die Überordnung des EuGH faktisch deklassiert. Die Gefahr einer richterlichen Herrschaft, die nicht dem schweizerischen Rechtssystem entspringt, ist real und nicht hinnehmbar. Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind beunruhigend. Die Abhängigkeit vom EU-Binnenmarkt wird durch die Übernahme von EU-Regulierungen weiter zementiert, ohne dass die Schweiz im Gegenzug vollen Zugang zu den Entscheidungsgremien erhält. Dies birgt die Gefahr einer ständigen regulatorischen Anpassung, die nicht immer im besten Interesse der Schweizer Wirtschaft ist. Artikel 94 BV, der die Wirtschaftsfreiheit schützt, könnte durch die übermässige Angleichung an EU-Standards eingeschränkt werden, wenn diese Standards für Schweizer Unternehmen nachteilig sind. Die Idee, dass diese Pakete eine "Win-Win-Situation" darstellen, ist angesichts dieser tiefgreifenden rechtlichen und politischen Nachteile eine Illusion. Es ist unsere Pflicht, die

Integrität unserer Institutionen und die Souveränität unseres Landes zu verteidigen. Eine kritische Neubewertung der gegenwärtigen Verhandlungsstrategie und ein klares Bekenntnis zu den Grundprinzipien unserer Verfassung sind unerlässlich, um die langfristige Stabilität und Unabhängigkeit der Schweiz zu gewährleisten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der zukünftigen Handlungsfähigkeit der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die angestrebte «Stabilisierung» nicht vielmehr eine schleichende Abhängigkeit von Brüssel impliziert und die Schweiz im Kern ihrer demokratischen Legitimation schwächt. Besonders kritisch ist die Ausgestaltung von Mechanismen, die potenziell die Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Beteiligung des Schweizer Volkes vorsehen. Eine solche Entwicklung stünde im Widerspruch zum Prinzip der Volksgesetzgebung, wie es in Artikel 34 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr einer automatischen Rechtsübernahme, die nicht mehr dem direkten Einfluss der eidgenössischen Räte oder des Volkes unterliegt, entzieht dem schweizerischen Gesetzgebungsprozess seine essenzielle demokratische Kontrolle. Weiterhin sind die wirtschaftlichen Implikationen nicht hinreichend beleuchtet. Die Gewährung von Zugeständnissen im Bereich des Marktzugangs, ohne eine klare Regelung der Schweizerischen Eigenheiten und Schutzmassnahmen, könnte zu Wettbewerbsverzerrungen zugunsten europäischer Anbieter führen. Insbesondere die Frage der Staatsbeihilfen und deren Vereinbarkeit mit dem schweizerischen Recht nach Artikel 97 des Obligationenrechts bedarf einer tiefgreifenden Klärung. Eine ungleiche Behandlung von Schweizer Unternehmen im Vergleich zu ihren EU-Konkurrenten ist inakzeptabel. Die vorgeschlagenen institutionellen Überwachungsmechanismen, die eine Rolle für den Europäischen Gerichtshof (EuGH) vorsehen, sind ebenfalls höchst problematisch. Die ständige Rechtsprechung des EuGH, die in ihren Grundsätzen von den Schweizer Gerichten übernommen werden müsste, würde de facto die richterliche Unabhängigkeit der Schweiz untergraben und die Anwendung des schweizerischen Rechts verkomplizieren. Dies verletzt die Grundprinzipien unserer Rechtsordnung und die Gewaltenteilung, wie sie im Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist. Die Souveränität unserer Gerichte und unserer Gesetzgebung darf nicht durch externe, nicht direkt demokratisch kontrollierte Institutionen tangiert werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage mehr Fragen aufwirft als beantwortet und das Risiko einer Schwächung der schweizerischen Eigenständigkeit birgt. Es bedarf einer kritischeren Prüfung, um sicherzustellen, dass jegliche Vereinbarung die schweizerischen Interessen und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien kompromisslos wahrt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch einseitige Adaption, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen impliziert wird, widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems. Das Schweizerische Bundesgesetz über die Stampede (StG) legt in Artikel 1 einen klaren Geltungsbereich für schweizerisches Recht fest. Die unkritische Übernahme von Bestimmungen, die primär den Interessen der EU dienen, untergräbt die legislative Unabhängigkeit und entzieht dem Schweizer Parlament die legislative Hoheit, Gesetze zu erlassen, die ausschliesslich dem Wohl der Schweiz dienen. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung, die eine Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) oder dessen Rechtsprechung vorsehen, sind besonders bedenklich. Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen würde die schweizerische Justiz de facto einer fremden Rechtsprechung unterstellen und die volle richterliche Autonomie aushöhlen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz, dass Gerichte ihr Urteil auf Basis des geltenden nationalen Rechts und der Verfassung fällen. Die Gefahr, dass schweizerische Gerichte gezwungen wären, Urteile zu fällen, die nicht mit den Grundwerten der Schweizer Verfassung übereinstimmen, ist real und nicht zu unterschätzen. Zudem bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Wirtschaftsordnung. Während behauptet wird, die Abkommen würden den Marktzugang sichern, werden gleichzeitig die Schweiz zur Übernahme von EU-Regulierungen verpflichtet, die möglicherweise nicht mit den spezifischen Bedürfnissen und der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft übereinstimmen. Dies könnte zu einer ungleichen Wettbewerbssituation führen und die Innovationskraft schwächen. Die fortlaufende Dynamik des EU-Rechts birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Entfremdung von unserem eigenen Rechtskorpus, ohne dass eine effektive Einflussnahme der

Schweiz auf die Entstehung dieses Rechts mehr gegeben ist. Es muss hinterfragt werden, ob der Preis für einen vordergründigen Marktzugang die nachhaltige Erosion unserer rechtlichen und politischen Unabhängigkeit wert ist. Die vorgeschlagenen Regelungen bedürfen einer eingehenden Prüfung und kritischen Hinterfragung hinsichtlich ihrer langfristigen Konsequenzen für die Schweizer Demokratie und Rechtsstaatlichkeit.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jürg Wenger (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Jürg Wenger · 076 345 01 53 · juerg.wenger@gmx.net

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage bedarf einer kritischen Überprüfung, da sie in zentralen Punkten die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, potenziell untergräbt. Insbesondere die vorgeschlagene Harmonisierung mit EU-Recht wirft erhebliche Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen.

Die generelle Tendenz zur Übernahme von EU-Recht, ohne dass dies durch eine klare und nachweisbare Notwendigkeit für die schweizerischen Interessen belegt wird, ist äusserst problematisch. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe a der Bundesverfassung verlangt, dass die Gesetzgebung des Bundes die Beziehungen des Bundes zu anderen Staaten und zu internationalen Organisationen berücksichtigt. Die vorgeschlagene Angleichung scheint jedoch primär den Interessen der Europäischen Union zu dienen und nicht den unseren. Es muss hinterfragt werden, ob die damit einhergehende Abgabe von Gesetzgebungskompetenzen im Einklang mit dem Volkssouveränitätsprinzip steht, welches durch Artikel 1 der Bundesverfassung geschützt wird.

Die Komplexität und die fortlaufende Entwicklung des EU-Rechts stellen eine erhebliche Herausforderung für die schweizerische Rechtsordnung dar. Die Gefahr, dass die Schweiz in einen ständigen Prozess der reaktiven Anpassung gedrängt wird, ohne dass sie die Inhalte proaktiv und im eigenen Sinne gestalten kann, ist real. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Herrschaft, der eine klare und verlässliche Rechtsgrundlage erfordert, wie sie auch in Artikel 5 der Bundesverfassung betont wird.

Des Weiteren ist die Frage der Zuständigkeit und der Überprüfung der Einhaltung des geschaffenen Rechts in diesem Kontext unzureichend geklärt. Die Übernahme von EU-Recht, das potenziell durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ausgelegt wird, birgt das Risiko, dass die Schweiz einer Rechtsprechung unterworfen wird, die nicht auf ihre spezifischen Bedürfnisse und verfassungsrechtlichen Vorgaben zugeschnitten ist. Dies könnte zu einer Aushöhlung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit führen, wie sie im Rahmen der Bundesverfassung garantiert ist.

Es ist unabdingbar, dass jede vorgeschlagene Massnahme einer gründlichen Prüfung auf ihre tatsächliche und langfristige Auswirkung auf die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Unabhängigkeit unterzogen wird. Eine unkritische Übernahme von Unionsrecht birgt erhebliche Risiken, die die Stabilität und die grundlegenden Prinzipien unseres Landes gefährden könnten.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine inakzeptable Aufgabe der nationalen Souveränität und eine Gefährdung der

Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber für die Kosten aufkommen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die ElCom von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies ist das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, wie sie gemäss StromVG, Art. 4a ff. und EnG, Art. 15 neu vorgesehen ist.

Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanzielle Grundlage vieler Gemeinden schwächt. Ebenso werden föderale Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Dies wird durch die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG verschärft, wo die Leistungsgrenze massiv auf 200 kW gesenkt wird, was unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und niemand trägt mehr die klare Verantwortung dafür – weder der Markt noch die EU. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Dieses hochriskante Experiment gefährdet die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung und hinterlässt die Schweiz in Krisenzeiten schutzlos.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und dem damit verbundenen Lohnschutz sind aus Sicht des schweizerischen Arbeitsmarktes und der Souveränität unseres Landes äusserst bedenklich und genügen den Anforderungen keineswegs. Es scheint, als ob hier versucht wird, bestehende und bewährte Schutzmechanismen zugunsten von EU-konformen, aber weniger wirksamen Regelungen aufzuweichen.

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Wahrung der Löhne sind in ihrer Ausgestaltung unzureichend und erscheinen eher kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die unablässige Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht zu kompensieren. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber deutlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Ferner werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische

Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien fundamental.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine deutliche Schwächung unseres bewährten Lohnschutzes bedeuten und die Souveränität der Schweiz gravierend beeinträchtigen. Es wird dringend empfohlen, diese Vorschläge abzulehnen und stattdessen auf die Stärkung der bestehenden schweizerischen Schutzmechanismen zu setzen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine tiefgreifende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist kein Akt der Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Übernahme von EU-Standards, die unsere etablierten, oft überlegenen Produktionsstandards und Qualitätsansprüche massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, droht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards verloren zu gehen. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Die spürbare Gefahr einer 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen koppelt, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Die Souveränität der Schweiz wird durch die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben auf beispiellose Weise verletzt. Dieses Vorgehen macht Schweizer Betriebe zu Objekten fremder Hoheitsgewalt.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein direkter Angriff auf unsere hohen Standards und die Vielfalt der Schweizer Lebensmittelproduktion. Die Übernahme des EU-Rechts führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Betriebe, Hofläden und lokale Gastronomen überfordern und zur Aufgabe zwingen wird. Dies zerstört nicht nur lokale Traditionen, sondern auch wirtschaftliche Existenzen und unsere kulinarische Identität.

Weiterhin wird durch die Übernahme des EU-Rechts das schweizerische Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, was den Volkswillen missachtet. Im Bereich des Tierschutzes zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies stellt einen unannehmbaren Rückschritt dar und entzieht uns die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ebenso wird mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG)

unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Dieses Abkommen ist eine gefährliche Aushöhlung unserer Souveränität und unserer nationalen Identität.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, geben Anlass zu gravierenden Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres hochwertigen Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) birgt die akute Gefahr einer systematischen "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese Konzerne werden sich auf die lukrativen Hauptverkehrsachsen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit der Finanzierung der unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien belastet werden. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität des gesamten Angebots.

Des Weiteren ist die befürchtete Anwendung des EU-Beihilferechts auf unser bestehendes Fördersystem ein erhebliches Risiko. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang der Dienstleistungen, die den Bürgerinnen und Bürgern heute zur Verfügung stehen.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese Bedenken nicht zu zerstreuen. Sie stellt eine rechtlich nicht bindende Absicherung dar und bietet keinen Schutz vor der dynamischen Übernahme zukünftiger EU-Rechtsänderungen. Dies bedeutet, dass die Schweiz fortlaufend Regulierungen, wie beispielsweise zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müsste, was die nationale Steuerungskompetenz weiter aushöhlt und zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur würde schrittweise aufgegeben.

Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen, wie in Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehen, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz wählen zu können, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt drohen die vorgeschlagenen Massnahmen eine Aushöhlung unseres Service public und eine Gefährdung der Unabhängigkeit der Schweiz im Bereich des Landverkehrs.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Souveränität, den Föderalismus und die bewährte Praxis der eigenständigen Wirtschaftsförderung dar. Die aktuelle, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis von Bund, Kantonen und Gemeinden, welche auf konkrete lokale Bedürfnisse und politische Prioritäten ausgerichtet ist, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies schwächt die Entscheidungsautonomie der Kantone und Gemeinden erheblich und degradiert sie zu Bittstellern, deren souveräne Förderentscheide von einer zentralen Brüsseler Bürokratie bewilligt werden müssen.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie im Anpassungsartikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, birgt die Gefahr einer mächtigen, undurchsichtigen Kontrollinstanz. Diese 'Superbehörde' wird als 'verlängerter Arm der EU' agieren und ihre Entscheidungen primär auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten, anstatt die spezifischen Interessen der Schweiz in den Vordergrund zu stellen. Die demokratische Kontrolle über eine solch einflussreiche Instanz ist offensichtlich unzureichend.

Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 lit. bbis) sind besonders stossend für den Föderalismus. Das neu geschaffene direkte Beschwerderecht der Beihilfebehörde gegen

kantonale Erlasse vor Bundesgericht untergräbt die kantonale Autonomie massiv. Demokratisch gefällte Subventionsentscheide können so mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was die Kantone zu reinen Verwaltungseinheiten reduziert. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) verstärkt diese Zentralisierung und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein exemplarisches Beispiel für die Preisgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen basierende Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird ersatzlos gestrichen, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterworfen wird. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Möglichkeit, eigene politische Ziele in Kernbereichen der Infrastruktur zu verfolgen. Die vorgesehene Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG), welche den Preisüberwacher von den Sitzungen der Beihilfekammer ausschliesst, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient offensichtlich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Die Schweiz würde sich somit systematisch der Kontrolle der EU unterwerfen und zu einem reinen Regel-Empfänger werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Bestimmungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union bedürfen einer kritischen Prüfung und bergen erhebliche Risiken für die finanzielle Autonomie und Souveränität der Schweiz. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten, freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Systemwechsel dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die de facto als Zwangsabgabe zu betrachten sind.

Der initial angesetzte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als ein lockendes Lockangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz sodann nicht mehr wird entkommen können. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne die Möglichkeit zu haben, sich gegen diktierte Zahlungen zu wehren oder im Gegenzug verbindliche Zusagen für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Dies stellt eine gefährliche Aushöhlung der Budgethoheit dar.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das juristische Instrument, das diese finanzielle Abhängigkeit zementiert. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen gemäss Art. 1 KoBG wird die souveräne Entscheidung des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern untergraben. Statt einer bewussten politischen Willensbildung über die Verwendung unserer Steuergelder sehen wir uns gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die begründeten Pässe (BöB) ist weit mehr als eine formale Formalität. Sie integriert diese Zahlungen tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert eine faktische Normalisierung und Dauerhaftigkeit dieser Abgaben. Die irreführende Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b des KoBG missbraucht zudem den guten Namen Schweizerischer Friedensbemühungen, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu rechtfertigen. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab, da sie die finanzielle Autonomie und die Souveränität der Schweiz in unannehmbarer Weise gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme von Unionsrecht im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere die massiven Ausweitungen, welche die Unionsbürgerrichtlinie mit sich bringt, stellen eine fundamentale Abweichung vom Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung dar. Dieser verfassungsmässige Auftrag, die Zuwanderung eigenständig zu steuern, wird durch die

vorliegenden Vorschläge nicht nur ignoriert, sondern aktiv unterlaufen. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, quasi eine 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, gefährdet die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies ist eine unannehmbare Gefahr für die schweizerische Gesellschaft.

Die prognostizierte massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern weiter befeuert wird, ist unhaltbar. Die Kosten für diese unkontrollierte Einwanderung werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt, was eine enorme finanzielle Belastung darstellt. Die im Vertragspaket propagierte 'Schutzklausel' entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz sie dennoch anzurufen wagen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk hätten faktisch keine Mitsprache mehr bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Dies widerspricht dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und stellt eine direkte Kapitulation unserer Souveränität dar. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Qualitätsstandards für EU-Kompatibilität, wie die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD zeigt, der die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus ersetzt. Gerade im Gesundheitsbereich (MedBG, GesBG) birgt dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Diese Entwicklungen sind nicht nur bedenklich, sondern gefährden die Grundfesten unseres Rechtsstaates und unserer sozialen Sicherheit.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität unseres Landes auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, wie sie sich implizit aus verschiedenen Abkommen ergibt, steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems.

Die automatische Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Gesetzgebung, ohne eine klare Verankerung im referendumspflichtigen Gesetzgebungsverfahren, untergräbt die demokratische Legitimation des schweizerischen Rechts. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass Gesetze dem Referendum unterliegen, sofern sie nicht im obligatorischen Referendum unterstellt sind. Eine Rechtsübernahme, die diesen Prozess umgeht, verletzt diesen Grundsatz und entzieht dem Souverän die Möglichkeit, über für die Schweiz massgebliche Rechtsnormen zu entscheiden.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die vorgeschlagene Anerkennung seiner Urteile, selbst in nicht direkt übernommenen Rechtsbereichen, bedroht die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Auslegung des schweizerischen Rechts durch diese. Artikel 190 BV garantiert die bindende Wirkung von Bundesgesetzen und das Recht auf ein faires Verfahren. Die Souveränität der schweizerischen Gerichte, nationale Gesetze gemäss der schweizerischen Verfassung auszulegen, wird durch eine implizite Unterordnung unter die Rechtsprechung des EuGH empfindlich gestört.

Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität ist evident. Die

angestrebte institutionelle Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen angedeutet wird, steht im Konflikt mit dem Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, die primär die Interessen und die Selbstbestimmung der Schweiz wahrt. Die Verfassungsgrundsätze, insbesondere jene, die die Gesetzgebungskompetenz und die richterliche Unabhängigkeit betreffen, dürfen nicht durch bilaterale Vereinbarungen geopfert werden, deren Tragweite unklar bleibt und deren demokratische Akzeptanz fraglich ist. Eine sorgfältige Prüfung und Abwägung der nationalen Interessen ist unerlässlich, bevor solche weitreichenden Verpflichtungen eingegangen werden. Die vorgeschlagenen Lösungen scheinen diesen Grundsätzen nicht hinreichend Rechnung zu tragen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche rechtliche und politische Risiken für die Schweiz. Die vorgelegten Kompromisse erscheinen unausgewogen und laufen Gefahr, die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz zu untergraben.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht ist äusserst problematisch. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, wie sie in der jüngsten Vernehmlassung diskutiert wird, würde die Schweiz faktisch zu einem Vasallenstaat der EU degradieren. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Hoheit der Eidgenossenschaft über ihre Gesetzgebung festschreibt, würde hierdurch ausgehöhlt. Eine solche Praxis widerspricht fundamental dem Grundsatz der Selbstbestimmung, der in der Schweizer Verfassung und der direkten Demokratie verankert ist. Die Bürgerinnen und Bürger hätten kein Recht mehr, über die Gesetze abzustimmen, die ihr Leben beeinflussen, da diese von Brüssel diktiert würden.

Die Ausgestaltung des institutionellen Rahmens wirft ebenfalls gravierende Bedenken auf. Die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als abschliessende Instanz bei Streitigkeiten über die Anwendung des Abkommens untergräbt die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und das Recht der Schweiz auf eigene Rechtsprechung. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsgleichheit und der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie durch die Bundesverfassung gewährleistet werden. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht über die Auslegung schweizerischen Rechts entscheidet, ist inakzeptabel.

Weiterhin ist die Gefahr einer schleichenden Annäherung an die EU, die sogenannte "Konvergenz", nicht zu unterschätzen. Das Abkommen droht, die Schweiz in eine rechtliche und wirtschaftliche Abhängigkeit zu treiben, die ihre Handlungsfreiheit massiv einschränken würde. Die Annahme des Pakets könnte zu einer Erosion der spezifisch schweizerischen Rechtsordnung und damit zu einer Schwächung unserer Unabhängigkeit führen. Die im Rahmen der Vernehmlassung vorgebrachten Argumente, die auf eine Stärkung der bilateralen Beziehungen abzielen, übersehen die potenziellen negativen Langzeitfolgen für die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie. Die Vernehmlassungsvorlage scheint die Souveränität der Schweiz zu opfern, ohne dafür einen klaren und nachhaltigen Nutzen zu garantieren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Eine Vertiefung der bilateralen Beziehungen, wie sie in den vorgeschlagenen Eckpunkten angedeutet wird, droht, die Schweiz in eine Abhängigkeit von EU-Recht zu führen, ohne dass wir auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen können. Dies steht im Widerspruch zu unserem verfassungsmässigen Auftrag, die Eigenständigkeit der Schweiz zu wahren, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Pflicht des Bundes zuhanden der Bevölkerung und der Kantone formuliert.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation. Gemäss Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung sind die eidgenössischen Räte dafür verantwortlich, die Interessen des Landes zu wahren und die Grundsätze der Bundesverfassung zu befolgen. Wenn wir uns jedoch fortwährend EU-Richtlinien und -Verordnungen unterwerfen, die wir nicht aktiv mitgestalten können, untergraben wir die Rolle unseres Parlaments und die Möglichkeit der Schweizer Bevölkerung, über ihre eigene Gesetzgebung zu entscheiden. Insbesondere die fortlaufende Übernahme von sogenanntem „ sexta » droit – neuem EU-Recht – ohne die Möglichkeit einer direkten Abstimmung oder einer umfassenden parlamentarischen Prüfung durch das Schweizer Volk und die Kantone, stellt eine Aushöhlung unserer demokratischen Grundfesten dar.

Die angestrebte «Stabilisierung» könnte sich somit als ein schleichender Souveränitätsverlust erweisen. Die Mechanismen zur Bewältigung von Meinungsverschiedenheiten, wie sie in der EU üblich sind, drohen, schweizerische Gerichte und Behörden zu überstimmen oder ihre Entscheidungen zu bindend zu beeinflussen. Dies würde die faktische Anwendbarkeit des EU-Rechts in der Schweiz unumgänglich machen und die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz erheblich schwächen. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die schweizerische Eidgenossenschaft und ihre Souveränität. Eine engere Anbindung an die EU, die zu einer de facto Übernahme ihres Rechtsbestandes führt, ohne dass die Schweiz hierfür gleichberechtigt Mitgestaltungsmöglichkeiten erhält, widerspricht diesem fundamentalen Grundsatz. Es ist unabdingbar, dass jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU auf eine Stärkung und nicht auf eine Schwächung der Schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie ausgerichtet ist.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Yannick Schrepfer (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Yannick Schrepfer · 0795053013 · y.schrepfer@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die bilateralen Beziehungen zur EU werden nicht stabilisiert und weiterentwickelt, sondern die "Bilateralen III" sind in Wirklichkeit das Ende des bilateralen Wegs. Es ist keine Beziehung auf Augenhöhe, sondern eine einseitige Rechtsübernahme ohne Mitbestimmung.
Die Schweiz muss EU-Recht direkt (dynamisch) übernehmen, damit wird die gesetzgebende Gewalt (Legislative) weitgehend nach Brüssel abgegeben, was auch das Subsidiaritätsprinzip untergräbt, weil dadurch auch der Handelsspielraum der Kantone und Gemeinden erhebliche eingeschränkt wird.

Theoretisch wäre ein Referendum bei der Übernahme von EU-Recht zwar möglich, aber bei allen Abstimmungen hat die Schweiz eine Pistole am Kopf, ganz offiziell "Gegenmassnahmen" bei nicht Übernahme ergreifen kann. Eine solche Situation erlaubt keine fairen und freien Abstimmungen mehr.
Die Anbindung an die EU wäre praktisch das Ende der (direkten) Demokratie in der Schweiz, weil ein Grossteil der Gesetzgebung in Brüssel ohne Mitbestimmung durch das Schweizer Volk erfolgen würde und Abstimmungen nur noch unter Androhung von "Gegenmassnahmen" stattfinden können.
Das gewählte Schweizer Parlament (National- und Ständerat) würde zur blossen Befehlsempfängern und Erfüllungsgehilfen von Brüssel degradiert.
Demokratischen Wahlen auf nationaler, wie auch auf kantonaler und lokaler Ebene, würden entscheidend an Bedeutung verlieren und die Repräsentation des Wahlvolks in der Legislative wäre nicht mehr gewährleistet.
Bereits in der Vergangenheit wurden Abstimmungen durch die Guillotine-Klausel entscheidend beeinflusst.
Besonders stossend ist, dass der Freihandelsabkommen Schweiz-EU ebenfalls unter die Guilltone-Klausel gestellt wird.
Mit der neuen Super Guillotine wird sichergestellt, dass es keinen Weg zurück mehr gibt und die demokratische Willensbildung für Abstimmungen ist kaum mehr möglich.

Der wirtschaftliche Erfolg der Schweiz hängt von Stabilität durch Rechtssicherheit und ein wirtschaftsfreundliches Umfeld ab.
Die Anbindung an die EU gefährdet die Rechtssicherheit, weil EU-Recht übernommen werden muss, auch solches welches in Zukunft beschlossen werden wird.
Bei Übernahme der EU-Bürokratie wird die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz gefährdet, weil unser Wettbewerbsvorteil auch darin besteht weniger Bürokratie und Regulierungen zu haben als die EU.
Selbst wenn der Vertrag kurzfristig eine positive Auswirkung auf die Wirtschaft hätte, würde mittel-und langfristig unsere Wettbewerbsfähigkeit und Standortvorteil durch die Übernahme der EU-Regulierungen ausgehöhlt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung ist mit grosser Unsicherheit verbunden. Der Handlungsspielraum von Kantonen und Gemeinden wird eingeschränkt. Die demokratischen, jahrhundertelang gewachsenen Strukturen der Schweiz werden geschwächt. Es ist unklar, was überhaupt noch selbständig entschieden werden kann.

Landverkehr

Wie bereits erwähnt, wird der Service Public gefährdet. Ausländische Firmen werden sich auf die Filletstücke des Schweizer Bahnnetzes wie z.B. Bern - Zürich konzentrieren. Für die SBB und andere Schweizer Transportunternehmen bleiben dann vor allem die nicht lukrativen Strecken. Dies könnte bei den Transportunternehmen zu einer finanziellen Schieflage führen.
Anfangs könnte der Wettbewerb den Preis senken, aber es könnet sein, dass mit der Zeit der Preis steigt und die Qualität abnimmt.
Es ist schwer abzuschätzen welche Folgen es für den Service-Public und die Qualität des ÖV haben wird.

Lebensmittelsicherheit

Lebensmittelsicherheit ist richtig und wichtig, jedoch übertreibt die EU es mit den Regulierungen.
Ist es wirklich nötig, dass man eine behördliche Abnahme und ein Gesundheitszeugnis braucht, um selbstgemachte Kuchen auf einem Weihnachtsmarktstand verkaufen zu dürfen?
https://www.stern.de/panorama/kein-kuchen-auf-dem-weihnachtsmarkt--eu-recht-verbietet-den-verkauf-35281436.html

Finanzieller Beitrag

Die Kossionismilliarden sind reine Erpressung. Wieso muss Kanada keine Milliardenzahlungen für ihren Marktzugang entrichten?

Staatliche Beihilfen

Die Übernahme der EU-Regeln zu staatlichen Beihilfen gefährdet den Service-Public und die Stromversorgung.
Beispiele sind der öffentliche Verkehr (SBB) und die Förderung von Wasserkraftfwerken.

Strom

Unsere Stromversorgung wird gefährdet und die Preise unberechenbar.
Mögliche Negativpreise gefährden die Planungssicherheit und Investitionen ins Schweizer Stromnetz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die Personenfreizügigkeit würde noch weiter ausgeweitet werden. Bereits nach 5. Jahren ein Daueraufenthaltsrecht und eine Ausweitung des Familiennachzugs, der auch den Zuzug von Eltern, Schwiegereltern, Grosseltern, Enkel und Tanten der Familie erlaubt würde die Zuwanderung weiter anheizen.
Unsere Infrastruktur ist bereits am Anschlag und die Schweiz ist bereits ein heilloses überfremdets Land.

Anders als von den Befürwortern der Personenfreizügigkeit beutetet die Personenfreizügigkeit mit der EU keineswegs, dass zwingend Europäer einwandern, da z.B. in Deutschland massenweise Syrer, Afghanen etc. eingebürgert werden, die dann als "Deutsche" in die Schweiz kommen können.

Es ist zu befürchten, dass auch zunehmen kulturfremde Einwanderer durch den hohen Lebensstandard und Sozialleistungen über die Personenfreizügigkeit angezogen werden, insbesondere wenn EU-Länder gezwungen sein werden ihre Sozialleistungen zu kürzen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Der Lohnschutz wird zunehmend irrelevant, wenn es immer mehr Menschen gibt, die auch für weniger Geld arbeiten, weil es in ihrem Land immer noch ein vergleichsweise guter Lohn ist.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Man hat kaum das Gefühl der Bundesrat und andere Personen mit Verhandlungsmandat in Interesse der Schweiz verhandelt haben.
Es sieht eher so aus, als würde man ein Abkommen mit der EU um jeden Preis wollen (Wieso eigentlich?) und dabei die Interessen der Schweiz hinten anstellen, wenn nicht gar vergessen.

Die EU hat kein Interesse daran, dass es ein Gegenmodell zur Eurokratie (Zentralisierung und Bürokratisierung) gibt.
Schon gar nicht eine solch erfolgreiches wie die Schweiz mit direktdemokratischen Strukturen.
Die EU möchte möglichst alles zentral in Brüssel durch nicht gewählte Funktionäre regeln und das Volk möglichst aussen vor lassen.
Leider scheinen unser Bundesrat und Diplomaten eine ähnliche Meinung zu vertreten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Der Vertag bringt überhaupt nur kurzfristig geringfügige wirtschaftliche Vorteile.
Auf lange Sicht bring er keinerlei Vorteile.
Wir geben unsere Selbstbestimmung auf und dürfen dafür den Regulierungswahn aus Brüssel übernehmen, der wie eine Abrissbirne durch unseren Wirtschaftsstandort fegen wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Andreas Brändli (Privat)

Datum: 07.10.2025

Kontakt: Andreas Brändli · 796944948 · braendli.andreas@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, welche die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz fundamental gefährden könnten. Eine kritische Prüfung der vorgeschlagenen Vereinbarungen offenbart erhebliche Schwachstellen, die einer sorgfältigen Abwägung bedürfen, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann.

Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitgestaltungsrechte stellt eine unannehmbare Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebung dar. Artikel 1 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) garantiert die Hoheit der Schweiz über ihr Territorium und ihre Gesetzgebung. Die vorgeschlagene Regelung birgt die Gefahr, dass die Schweiz zur reinen Rezipientin von EU-Recht wird, ohne die Möglichkeit, diese Bestimmungen im Sinne des schweizerischen Interesses aktiv mitzugestalten oder abzulehnen. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung und der nationalen Unabhängigkeit.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Annäherung mit erheblicher Unsicherheit behaftet. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die oft auf die Bedürfnisse und Strukturen der Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, könnte die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen unnötig beeinträchtigen. Das Prinzip der Verhältnismässigkeit, wie es auch in Artikel 5 des Vertrags über die Europäische Union (EUV) verankert ist, wird hier potenziell missachtet, da Massnahmen der EU nicht zwingend den schweizerischen Gegebenheiten Rechnung tragen werden. Die damit verbundenen Kosten für die Anpassung von Infrastruktur und Prozessen sind kaum abschätzbar und dürften die schweizerische Wirtschaft zusätzlich belasten.

Die erhofften Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt werden durch die Verpflichtung zur Übernahme des gesamten Besitzstandes der EU (Acquis Communautaire) in vielen Bereichen, insbesondere im Dienstleistungssektor, überschattet. Die spezifischen Regelungen des Landwirtschafts- und des Arbeitsmarktes, die für die Schweiz von zentraler Bedeutung sind, sind hiervon stark betroffen. Eine Übernahme könnte die gewachsenen und auf die schweizerischen Verhältnisse zugeschnittenen Strukturen de facto zunichtemachen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse weit davon entfernt sind, eine vorteilhafte Lösung für die Schweiz darzustellen. Sie bergen erhebliche Risiken für die Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die wirtschaftliche Prosperität unseres Landes. Eine unkritische Annahme dieser Vorschläge wäre fahrlässig und würde die Zukunft der Schweiz massgeblich negativ beeinflussen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind mit erheblichen Vorbehalten zu betrachten. Während die Absicht, die bilateralen Beziehungen zu festigen, grundsätzlich begrüssenswert ist, darf dies nicht auf Kosten der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien geschehen.

Die EU verfolgt eine Politik der fortschreitenden Integration, die im Kern auf der Unterordnung nationaler Rechtsordnungen unter das EU-Recht basiert. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in diversen Abkommen mit der EU befürchtet werden muss, widerspricht fundamental dem Geist der Bundesverfassung. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der illegale Beschäftigung im tiefen Bau (BGSA) betont die Notwendigkeit, die rechtsstaatlichen Grundsätze zu wahren und die Interessen der Schweiz zu schützen. Die unkritische Übernahme von EU-Regularien birgt die Gefahr, dass Bestimmungen erlassen werden, die unseren spezifischen Gegebenheiten nicht Rechnung tragen und zu einer Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führen.

Die Stärkung der Beziehungen zur EU darf nicht als Einbahnstrasse missverstanden werden, die ausschliesslich auf die Anpassung der Schweiz an Brüsseler Vorgaben abzielt. Es ist zwingend erforderlich, dass die EU die Souveränität der Schweiz und ihre demokratischen Prozesse respektiert. Die Idee, automatische Übernahmen von EU-Recht vorzusehen, wie sie im Rahmen der Umsetzung von EU-Richtlinien oft diskutiert werden, ist aus rechtsstaatlicher Sicht problematisch. Dies würde die parlamentarische Kontrolle und die direkte Mitwirkung des Volkes, wie sie in der Schweizer Verfassungsordnung verankert sind, untergraben. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) definiert die Schweiz als souveräne und demokratische Republik. Eine Politik, die diese Souveränität durch die faktische Übernahme von fremdem Recht ohne angemessene demokratische Legitimation gefährdet, ist abzulehnen.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen und sozialen Implikationen einer Vertiefung der Beziehungen zur EU sorgfältig zu prüfen. Ohne klare Garantien für den Schutz schweizerischer Arbeitsplätze und die Wahrung unserer spezifischen Sozialstandards könnten solche Abkommen zu einer Benachteiligung schweizerischer Unternehmen und Arbeitnehmer führen. Die Stabilität der Beziehungen sollte nicht dazu dienen, eine schleichende Annäherung an den EU-Binnenmarkt zu erzwingen, die nicht den Interessen der Schweiz entspricht. Eine kritische Haltung gegenüber den vorgeschlagenen Massnahmen ist daher unerlässlich, um die Unabhängigkeit und den Wohlstand unseres Landes zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und verdient eine kritische Prüfung. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen im Einklang mit den Grundsätzen der schweizerischen Rechtsordnung stehen und ob sie tatsächlich dem Interesse der Schweiz dienen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz stellt eine fundamentale Aushöhlung der nationalen Souveränität dar. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz ein unabhängiger Staat. Die automatische Übernahme von EU-Recht in den verschiedenen Bereichen, wie sie dieses Paket vorzusieht scheint, widerspricht diesem fundamentalen Grundsatz. Es fehlt ein klares Verfahren, das sicherstellt, dass die Schweiz ihre eigenen Interessen wahren und abweichende Regelungen, die

ihren spezifischen Bedürfnissen besser entsprechen, beibehalten kann.

Des Weiteren werfen die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung ernste Fragen auf. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) die verbindliche Auslegung des für die Schweiz geltenden EU-Rechts festlegt, ist aus Sicht der schweizerischen Rechtsprechung problematisch. Der EuGH ist nicht Teil des schweizerischen Rechtssystems und seine Urteile können die autonome Rechtssetzung der Schweiz erheblich beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, wonach die staatliche Tätigkeit auf Recht und Gerechtigkeit beruhen muss.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, die mit diesem Paket einhergehen dürfte, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Ohne klare Gegenleistungen und eine transparente Kontrolle der Mittelverwendung besteht die Gefahr einer einseitigen finanziellen Belastung der Schweizer Bürgerinnen und Bürger. Die Tatsache, dass die Schweiz in diesem Rahmen wohl weiterhin Zugang zu bestimmten EU-Märkten erhalten soll, darf nicht dazu führen, dass die Kernprinzipien der schweizerischen Unabhängigkeit und der demokratischen Legitimation geopfert werden.

Abschliessend ist festzuhalten, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die finanzielle Belastung der Schweiz dürfen nicht unterschätzt werden. Eine Genehmigung eines solchen Pakets ohne substanzielle Anpassungen wäre eine Missachtung der schweizerischen Interessen und der demokratischen Prinzipien.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Tragweite der damit verbundenen rechtlichen Verpflichtungen auf. Es ist mit erheblicher Skepsis festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer fortschreitenden Übernahme von EU-Recht führen, ohne dass die Schweiz hierbei über eine adäquate Einflussnahme auf dessen Entstehung verfügt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der demokratischen Legitimation und der Selbstbestimmung, welche im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind.

Es besteht die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht die schweizerische Rechtsordnung, die auf soliden verfassungsrechtlichen Grundlagen ruht, aufgeweicht und von externen Instanzen mitbestimmt wird. Insbesondere Artikel 160 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die politische Teilhabe (SR 161.1) betont die Bedeutung der kantonalen Autonomie. Die gegenständliche Vorlage birgt das Risiko, diese Autonomie massiv zu untergraben, indem verbindliche Vorgaben aus Brüssel direkt oder indirekt in die nationale Gesetzgebung einfliessen.

Die mangelnde Transparenz im Entscheidungsprozess der EU sowie die fehlende Möglichkeit der Schweiz, auf die Ausgestaltung der relevanten Rechtsakte Einfluss zu nehmen, sind besorgniserregend. Es muss hinterfragt werden, ob die damit einhergehende Abhängigkeit im Einklang mit dem Geist des Artikels 2 Absatz 2 der Bundesverfassung steht, der die Pflichten der Eidgenossenschaft zur Wahrung der schweizerischen Interessen formuliert.

Die wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer solchen fortschreitenden Angleichung an die EU-Gesetzgebung sind ebenfalls unzureichend beleuchtet. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die potenziellen Nachteile, wie etwa erhöhter administrativer Aufwand oder Wettbewerbsverzerrungen, die angenommenen Vorteile überwiegen. Ohne klare und nachvollziehbare Darlegung der positiven Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft erscheint die Akzeptanz solcher Regelungen fraglich.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegende Vernehmlassungsvorlage erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität, der demokratischen Legitimation und der nationalen Interessen aufwirft. Es ist unerlässlich, diese Bedenken ernst zu nehmen und sicherzustellen, dass jede Form der innerstaatlichen Umsetzung von externen Regelungen im

Einklang mit den Grundprinzipien unserer Verfassung und den Interessen der Schweizer Bevölkerung steht.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung des Landverkehrs im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung dar. Sie erlaubt ausländischen Anbietern, sich auf den lukrativen inner-schweizerischen Strecken zu betätigen und somit die "Rosinenpickerei" zu praktizieren. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Die finanzielle Basis unseres etablierten Service public, der die flächendeckende Mobilität aller Bürger gewährleistet, wird dadurch massiv untergraben.

Darüber hinaus ist die von den Befürwortern angepriesene "Gemeinsame Erklärung" rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor künftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Beihilferechts. Es ist fraglich, ob die derzeitigen Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial weiterhin mit EU-Recht vereinbar wären. Eine spätere Einstufung als unzulässig hätte gravierende Folgen für die Qualität und den Umfang des Angebots. Die Schweiz gibt schleichend die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, da zukünftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zwangsweise übernommen werden müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die aktuelle Vorlage untergräbt unsere Souveränität und gefährdet den Service public, der ein Eckpfeiler unseres Landes ist. Es ist nicht akzeptabel, dass bewährte Strukturen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zugunsten einer unklaren und rechtlich unzureichenden Harmonisierung mit der EU geopfert werden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromabkommen mit der EU stellen eine gravierende Erosion unserer Energiesouveränität dar und bergen erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die schweizerische Wirtschaftsstruktur. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem reinen Kostenträger und Ausführenden, ohne jegliches Stimmrecht. Entscheidungen über unser Stromnetz, das Rückgrat unserer Energieversorgung, werden künftig in Brüssel gefällt. Dies widerspricht diametral dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der Fähigkeit, eigene, auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln.

Die ElCom, einst eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird zur blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung und die unselige Übernahme undemokratisch legitimierter Regularien aus Brüssel. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG), insbesondere die neuen Artikel 4a ff. zum StromVG, propagiert eine vollständige Marktliberalisierung, die zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nachweislich nicht zu übernehmen vermag, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Zudem untergräbt das verschärfte Unbundling gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG unsere föderalen Strukturen und schwächt die Position lokaler und dezentraler Energieproduzenten, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, deren Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und einen wichtigen Beitrag zur regionalen Wertschöpfung leistet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft unnötigerweise denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in einem solchen Szenario die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll – der Markt, der nur auf Profit ausgerichtet ist, oder eine überforderte und unzuständige EU?

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, schaffen eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, die die Leistungsgrenze für kleine Produzenten massiv senkt, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament zu genehmigenden Beiträgen in eine rechtlich verbindliche Verpflichtung, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) beabsichtigt ist, ist höchst problematisch. Dies entzieht dem Schweizer Parlament eine wesentliche Entscheidungskompetenz und macht die Schweiz zu einem reinen Zahlmeister, ohne dabei ausreichende Gegenleistungen zu sichern.

Der im Entwurf genannte Betrag von anfänglich 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen vorgesehene rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge lässt unweigerlich höhere Forderungen der EU erwarten. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solche Steigerungen zu verweigern, und wird zur Unterwerfung unter die diktierten Zahlungen gezwungen. Diese automatische Zahlungsverpflichtung steht im Widerspruch zur Budgethoheit des Parlaments, wie sie sich aus der Bundesverfassung ergibt, und höhlt diese aus.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Beziehungen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist keine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und signalisiert eine dauerhafte finanzielle Verpflichtung gegenüber der EU. Dies ist umso bedenklicher, als die Schweiz faktisch zur Nettozahlerin avanciert, ohne im Gegenzug einen garantierten verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der angesehene Bereich der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um die politisch umstrittenen und finanziell belastenden Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Das KoBG zementiert somit eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung, die die bisherige souveräne Entscheidungsgewalt des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern de facto ausser Kraft setzt und stattdessen die blosse Umsetzung von EU-Forderungen vorsieht. Dieses Vorgehen untergräbt das Prinzip der demokratischen Legitimation von Ausgaben und wirft die Frage auf, ob die Schweiz bereit ist, für eine institutionelle Anbindung ohne klare und verbindliche Vorteile erhebliche finanzielle Opfer zu bringen und ihre souveräne Kontrolle über ihre Finanzen aufzugeben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die Einführung eines "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, einer quasi unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", widerspricht fundamental dem Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dies eröffnet Tür und Tor für eine massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssten.

Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist nicht nur eine unkontrollierbare Zuwanderungsquelle, sondern wird auch die Sozialkosten explodieren lassen. Die angebliche "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Placebo, dessen Anwendungsbedingungen so eng gesteckt sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt und bei deren Anwendung mit Sanktionen seitens der EU zu rechnen ist.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der sogenannten "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk de facto keinerlei Mitspracherecht mehr bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich haben. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine direkte Bedrohung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren diese Entwicklung. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG, welche den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum noch möglich machen, ist ein direkter Affront gegen die Interessen der Schweizer Bevölkerung. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und somit die Unterordnung unter das EU-Recht besiegelt.

Auch im Bildungsbereich sind die Konsequenzen alarmierend. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) (Artikel 61a) sind ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz über die Begriffe und Bezeichnungen der landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Produkte (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren.

Diese Massnahmen sind keine technische Anpassung, sondern eine bewusste Kapitulation vor der EU, die unsere Rechtsordnung, unsere Sozialwerke und unsere Souveränität unwiderruflich schädigt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bewährte Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und die Fähigkeit der Schweizerischen Politik, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen.

Die Schaffung eines Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit einer zentralen Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird, ist besonders besorgniserregend. Diese neue Instanz, wie in Artikel 3 BHÜG dargelegt, wird die Entscheidungen nicht primär nach Schweizer Interessen, sondern nach der Kompatibilität mit dem EU-Recht

ausrichten. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die Gesetzgebung dem Wohl des Landes dienen muss.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch die Einführung eines neuen Artikels 82 Buchstabe b bis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt, ist eine gravierende Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Kantone werden hierdurch zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können. Dies untergräbt die Prinzipien des Föderalismus, auf denen die Schweiz aufgebaut ist.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG verstärkt die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die föderalistischen Strukturen weiter. Die bisherige Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone geht verloren.

Die Integration einer Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzen soll. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenzen in einem strategisch wichtigen Sektor. Die Unterstellung des Luftverkehrs unter das EU-Beihilferecht beraubt die Schweiz jeglicher eigenständigen Steuerungsmöglichkeit.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die systematische Unterwerfung unter EU-Regulierungen, die unsere nationale Gesetzgebung und föderalistische Struktur massiv beeinträchtigen, ist nicht hinnehmbar. Die Schweiz muss ihre Souveränität und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Wirtschafts- und Förderpolitik wahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz unzureichend und erscheinen eher kosmetischer Natur. Es ist fraglich, ob diese ad hoc-Regelungen den unaufhaltsamen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen kompensieren können, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die gesamte EU und die EFTA entsteht. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensschichten hart treffen wird.

Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser offensichtlich aufgeweicht und an schwächere EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern insbesondere weniger effektiv im Schutz vor Lohndumping durch ausländische Unternehmen. Die im Entsendegesetz (EntsG) vorgeschlagenen Anpassungen, wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine beispiellose Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich nicht um eine reine Sicherheitsmassnahme, sondern um die vollständige Integration in das EU-Konzept 'Vom Hof auf den Tisch', welches unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in akuter Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland', was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Die politische Brisanz wird durch die 'Guillotineklausel' weiter verschärft, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk gefährden, eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Der geplante Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Restaurants, stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt; die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre strengeren nationalen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle aus.

Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die schnelle und souveräne Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch ein starres, bürokratisches System.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Brigitta Sommerhalder <brigitta.sommerhalder@gmx.ch>
Sent: Mittwoch, 8. Oktober 2025 12:24
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassungs-Antwort: Paket Schweiz - EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Vernehmlassungs-Antwort:
Paket zur Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz - EU

Brigitta Sommerhalder
Altweg 5
5707 Seengen
062 777 47 55
brigitta.sommerhalder@gmx.ch

Nein zur **Stabilisierung:** Ich wüsste nicht, was man stabilisieren könnte mit einer EU, die auf der äussersten Klippe über dem politischen und wirtschaftlichen Abgrund steht. Nur ein Detail: 1 EUR entspricht noch CHF 0.93 und die Schweiz hat durch Stützungskäufe (EUR/USD) schon Millionen oder Milliarden verloren. Fortsetzung folgt...

Auch für eine **Weiterentwicklung** sehe ich schwarz, denn die Schweiz funktioniert im Moment generell immer noch besser als die EU. Bei sinnvollem Bedarf könnte dies auch auf der Basis der bestehenden Bilateralen vollzogen werden.

Verhandlungen: Wurde denn für die Schweiz etwas Gewinnbringendes ausgehandelt? Mein Eindruck ist durchwegs viel eher, dass nur Negatives abgenickt wurde. Ich frage mich tatsächlich, wie ein Vertrag und dessen Verordnungen im Umfang von tausenden von Seiten für beide Parteien seriös und transparent verhandelt werden können.

Umsetzung der verhandelten/abgenickten Vertragsdetails: Da eine Umsetzung der Gesetzesflut für die Schweiz eine Nivellierung nach unten bedeutete, muss dies eindeutig unterlassen werden.

Überwachung von staatlichen Beihilfen: Ich lese: "Es gibt Bestrebungen, die Beihilferegeln der EU schrittweise zu übernehmen, insbesondere im Rahmen von Abkommen mit der EU wie im Strom-, Luft- und Landverkehr" und "Die EU verlangt von der Schweiz, dass sie künftig die Beihilfevorschriften der EU dynamisch übernimmt". Klartext: Überwachung, Kontrolle, Bürokratie... und viel Profit für die EU!

Gerichtsbarkeit: Mit EU-Gerichten jeder Art und fremden Richtern möchte kein normaler Schweizer Bürger in Kontakt kommen. Schon gar nicht mit einem Schiedsgericht der Gegenpartei.

Zuwanderung: Mit der geplanten, abgenickten Zuwanderung wird auch die Schweiz untergehen. Im Moment würden die festgelegten 0,74% der Schweizer Bevölkerung (von 9 Mio.) eine jährliche Zuwanderung von 66'600 EU-Bürgern bedeuten. Zusätzlich die Zuwanderung aus nicht-EU-Staaten. Absolut untragbar. Untragbar auf der Strasse und den Schienen. Wohnungsnot/viel zu hohe Mietzinsen, Zubetonierung von jedem noch verbliebenen freien Quadratmeter Wiese. Überlastung/Implosion unseres Gesundheitssystems, komplette Plünderung/Vernichtung unserer Sozialwerke, ohne dass die Zugewanderten je einen Franken einbezahlt hätten... Die Schutzklausel wird mit dem aktuell amtierenden Bundesrat und einer Frau von der Leyen zu 100% versagen - weil eine Umsetzung erneut nicht gewünscht und mit fadenscheinigen Argumenten blockiert würde.

Medizinalberufegesetz/"EU4Health": Das Gesundheitsabkommen, das am 13.06.2025 gutgeheissen wurde, soll die Frühwarn- und Reaktionsfähigkeit der Schweizer Behörden erhöhen und den Wissensaustausch verbessern. Und es schützt die Schweizer Bevölkerung !!! Wirklich ??? Und was kostet uns z.B. das Horizon-Programm? Diese Milliarden können wir uns sparen. Die Schweiz hat ja während der Plandemie ganz erbärmlich gearbeitet. Aber noch erbärmlicher - ebenfalls gegen einen grossen Teil der Bevölkerung - hat die EU gearbeitet. Auf solche "Massnahmen" werde ich zukünftig auf jeden Fall verzichten - egal woher sie

kommen. Die "Gesundheitssicherheitsmechanismen" der EU (ECDC) scheinen mir vielmehr der Kontrolle der Bürger als der Krankheiten zu dienen.

Lohnschutz: Die Schweizer Löhne werden noch massiver unter Druck geraten. Die EU wird wohl kaum Zugeständnisse zu unseren Gunsten machen wollen. Und wenn von "keine wesentlichen neuen Belastungen für Schweizer Firmen" die Rede ist, heisst das klar, dass es neue Belastungen geben wird. Die Frage ist bloss: welche?

Personenfreizügigkeit: Es ist eine Frechheit, über diese Angelegenheit erneut zu diskutieren. Die Schweizer Bürger haben bereits zwei Mal darüber abgestimmt! Und nichts wurde umgesetzt. Die Folgen sind schon seit Jahren sichtbar und schon lange nicht mehr tragbar. (Siehe Zuwanderung)

Öffentliches Beschaffungswesen: "Gleichberechtigter Zugang für Schweizer Firmen zum EU-Milliardenmarkt". Aha, sehr interessant! Und weshalb müssen wir die Kohäsionsmilliarde und weitere 350 Millionen etc. bezahlen? Und dies, obwohl der Import in die Schweiz enorm viel grösser ist als der Export nach Deutschland/EU?

Personenbeförderungsgesetz: "Die Schweiz und die EU müssen nicht über identische Regeln verfügen". Folglich wäre es doch sinnvoll und machbar, dass alle, die die Schweiz bloss als "praktische Durchfahrt in den Süden und zurück" benutzen, dafür bezahlen müssten. Nicht nur mit Autobahn-Vignette, sondern per Maut-System (teure Tunnel).

Wie eine Integration von EU-Zügen in den sehr engen Schweizer Taktfahrplan zustande kommen sollte - ohne Einbusse von Sicherheit - kann ich mir nicht vorstellen.

Wer kontrolliert das Gesamtgewicht bei e-LKW's, welches in der EU (batteriebedingt) bereits jetzt 42 Tonnen beträgt? Oder ist dies halt auch eine Ausnahme?

Kohäsionsbeitragsgesetz: Jährlich 350 Millionen Steuergeld an die EU zu zahlen, um uns den Anschluss an den Binnenmarkt zu erkaufen, ist nicht tolerabel. Die Schweiz soll in Länder exportieren, die uns freundlich gesinnt sind und unsere Produkte schätzen - Freihandel ohne Sanktionen !!! - wie das andere Länder auch handhaben. Da die Schweiz sowieso weit mehr aus der EU importiert als die EU aus der Schweiz, ist dieses "Bestechungsgeld" nicht gerechtfertigt. - Die seinerzeitige Motion 13.3080 von NR Yvette Estermann wäre ein sehr guter Ansatz gewesen, um wenigstens auch unsere Wirtschaft etwas zu stützen. Aber ja, schon damals war "Switzerland first" nicht im Trend.

A propos Sanktionen: Dass die Schweiz Sanktionen der EU gegen Länder wie Russland, Belarus, China, Türkei, die uns notabene nichts zu leide getan haben, einfach mitmacht, und jene uns betreffend Neutralität extrem schaden, ist eine riesengrosse Schande. Wie wird sich ein solches Gebaren erst zeigen, sollte sich die Schweiz dem Unterwerfungsvertrag beugen?

Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte: Wäre die Schweiz an diesen Themen ehrlich und echt interessiert, bräuchten wir dazu bestimmt nicht die Kriegstreiber aus der EU/Deutschland. Solche haben wir selbst genügend. Siehe Bürgenstock-Wahnsinn mit nur einer Kriegspartei.

Unter Zuhilfenahme von Notrecht und dem Deckmantel des Bevölkerungsschutzes wurden während der Plandemie die Menschenrechte und viele der BV-Artikel im 1. Kapitel Grundrechte, komplett missachtet und mit Füssen getreten. - Justiz und Regierung handeln leider weiterhin in vielen Teilen verfassungswidrig: laufende Verfahren gegen Walliserkanne und Aerzte, Meinungsfreiheit, Zensur...

Energiegesetz: Dass Deutschland unseren Strom braucht ist nachvollziehbar, denn ohne KKW's wird die Versorgung für ein (ehemaliges) Industrieland extrem schwierig werden. Auf dass der Strom auch in der kleinen Schweiz zukünftig ebenfalls knapp werden könnte, wird das grosse Deutschland wenig Rücksicht nehmen wollen. Durch die diktierte und subventionierte Elektrifizierung wird auch unser Energiebedarf noch stark steigen. Allein mit Wasserkraft und Flatterstrom, der nach wie vor ungenügend und viel zu teuer gespeichert werden kann, könnte es auch bei uns dunkler werden... Ohne Mühleberg und womöglich noch weitere?

Alle Vorschriften, die mit dem CO2-Klima-Wahnsinn in Verbindung stehen, werden auch unsere Wirtschaft und die Finanzen der Schweizer Bürger ruinieren. Siehe EU.

Lebensmittelsicherheit / Landwirtschaft / Waldgesetz / Tierseuchen: Hierzu hat die Schweiz selbst schon zu viele Vorschriften. Etliche Berufszweige ächzen bereits jetzt unter der Bürokratie. Allein für die Landwirtschaft soll die EU weitere 163 Seiten Kontrollmassnahmen für die Schweiz bereithalten?!...

Gesamtbeurteilung: Nein, Nein und nochmals Nein zur EU, resp. Nein zur Diktatur aus Brüssel.
Unsere Richtlinien sind in der Schweiz. Bundesverfassung und ihrer Präambel festgeschrieben!

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Alessandro Fischer <alessandro.fischer0309@gmail.com>
Sent: Mittwoch, 8. Oktober 2025 20:56
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung-Paket CH-EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Guten Tag

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien äusserst problematisch und muss kritisch hinterfragt werden. Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Grundlage unserer nationalen Gesetzgebung.
Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potentielle Aushöhlung des schweizerischen Rechts. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die Annahme von EU-Recht, welches durch den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) ausgelegt wird, stellt eine erhebliche Einschränkung dieser Souveränität dar. Es ist nicht nachvollziehbar, wie eine Übernahme von EU-Recht im Einklang mit den Grundsätzen der Volkssouveränität stehen kann, wenn das schweizerische Parlament und Volk keinen Einfluss auf die Entstehung und Auslegung dieser Bestimmungen haben. Die vorgeschlagene automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des EuGH, wie sie im Rahmen der Personenfreizügigkeit durch Artikel 15 des bilateralen Abkommens über die Freizügigkeit von Personen (AFJP) impliziert wird, ist besonders bedenklich. Diese Praxis widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in der Bundesverfassung verankert ist, insbesondere im Hinblick auf die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsprechung. Die Verpflichtung zur Übernahme von EuGH-Urteilen würde die schweizerischen Gerichte faktisch zu nachgeordneten Instanzen des EuGH degradieren.
Des Weiteren besteht die Gefahr einer schleichenden Erosion der rechtsstaatlichen Garantien, die das schweizerische Rechtssystem auszeichnen. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Verpflichtung des Bundes und der Kantone, die rechtsstaatlichen Grundsätze zu wahren. Die unkritische Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass Regelungen, die möglicherweise nicht den schweizerischen Vorstellungen von Verhältnismässigkeit, Rechtssicherheit und Grundrechterschutz entsprechen, auf unser Rechtssystem übertragen werden. Die Notwendigkeit einer umfassenden

rechtsvergleichenden Prüfung der EU-Rechtsentwicklung ist daher unerlässlich, um sicherzustellen, dass die schweizerischen rechtsstaatlichen Standards nicht untergraben werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Grundlage und die demokratische Mitsprache birgt. Eine kritische und eingehende Prüfung ist unerlässlich, um die Integrität unseres Rechtssystems und die Unabhängigkeit unseres Landes zu wahren.

Freundliche Grüsse

Alessandro Fischer

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: alessandro.fischer0309@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular vorgeschlagen wird, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine pauschale Annäherung an die EU, ohne klare Abgrenzungen und vorgängige Klärung grundlegender Verfassungsfragen, untergräbt die demokratische Legitimation und die Handlungsfreiheit unseres Landes.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten, wie sie sich in den institutionellen Abkommen abzeichnen könnte, steht im Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der föderalen Ordnung, die in der Bundesverfassung verankert sind. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und des Kantons. Durch die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, das sich ständig weiterentwickelt und ohne direkte Einflussnahme der Schweiz geändert werden kann, wird diese Souveränität de facto ausgehöhlt.

Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiteres gravierendes Problem. Die Anerkennung der automatischen Übernahme von EuGH-Urteilen, wie sie bei der Übernahme von EU-Recht unweigerlich erfolgen würde, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv beeinträchtigen. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind Gerichte und Behörden an das Recht gebunden. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, einschliesslich der verbindlichen Auslegung durch den EuGH, würde jedoch dazu führen, dass Schweizer Gerichte de facto den Vorgaben eines ausländischen Gerichts unterstellt wären. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur richterlichen Unabhängigkeit, einem Eckpfeiler unseres Rechtssystems.

Des Weiteren fehlen im vorliegenden Vorschlag klare Mechanismen, um die Interessen der Schweiz wirksam zu wahren. Die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter EU-Regulierungen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und die Rechtskultur unseres Landes zugeschnitten sind, ist gross. Das Verhandlungsmandat muss daher mit äusserster Vorsicht und unter Berücksichtigung der verfassungsrechtlichen Garantien und der nationalen Interessen ausgestaltet werden. Eine rein pragmatische Annäherung ohne ausreichende rechtliche und politische Absicherung ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft aufgrund der vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung erhebliche Bedenken auf. Es ist fraglich, inwieweit die dargelegten Anpassungen tatsächlich dem Schweizer Rechtssystem dienen und ob sie nicht vielmehr eine schleichende

Annäherung an die europäische Gesetzgebung darstellen, ohne die spezifischen Bedürfnisse und die Souveränität der Schweiz hinreichend zu berücksichtigen.

Die vorgeschlagene Vorgehensweise birgt die Gefahr, dass schweizerische Rechtsprinzipien, die in langwierigen Prozessen entwickelt und verankert wurden, de facto ausgehebelt werden. Insbesondere die Artikel 7 und 19 der Schweizerischen Bundesverfassung, welche die demokratische Legitimation und die föderale Struktur des Staates garantieren, scheinen durch eine übermässige Übernahme von EU-Recht untergraben zu werden. Die Art und Weise, wie die inländischen Umsetzungsmechanismen ausgestaltet werden sollen, lässt befürchten, dass die Mitwirkung des Parlaments und der kantonalen Instanzen in relevanten Entscheidungsprozessen zukünftig marginalisiert werden könnte. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität und der Rechtsstaatlichkeit, wie sie im Grundgesetz verankert sind.

Des Weiteren muss die Frage gestellt werden, ob die vorgesehene Umsetzung die für die Schweiz typische Rechtssicherheit und Rechtstierheit tatsächlich gewährleisten kann. Die Erfahrung hat gezeigt, dass die Übernahme von Rechtsnormen aus einem anderen Rechtssystem oft zu Auslegungsdifferenzen und Rechtsunsicherheiten führt. Artikel 30 der Bundesverfassung, der den Anspruch auf rechtliches Gehör garantiert, könnte unter solchen Bedingungen erheblich beeinträchtigt werden. Die Komplexität und die potenzielle Dynamik des EU-Rechts erschweren die präzise Anwendung und Vorhersehbarkeit für die Schweizer Rechtsgemeinschaft.

Es ist daher unerlässlich, dass die vorliegende Vernehmlassung eine eingehendere Prüfung und kritische Auseinandersetzung mit den potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Institutionen erfährt. Eine blosse Übernahme von EU-Vorgaben, selbst unter dem Deckmantel der "inländischen Umsetzung", birgt erhebliche Risiken für die Rechtsidentität und die Souveränität der Schweiz. Die Einhaltung der verfassungsrechtlichen Prinzipien, insbesondere der Artikel 7, 19 und 30 der Bundesverfassung, muss bei jeder Massnahme oberste Priorität haben.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine beispiellose Erosion unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Grundsätze dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies gefährdet die Fähigkeit der Schweiz, gezielt und eigenständig Förderinstrumente für kritische Sektoren wie den Regionalverkehr, Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU einzusetzen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird nicht nur eine neue Kontrollinstanz geschaffen, sondern es wird die Schweiz systematisch der Überwachung und Kontrolle durch die EU unterstellt. Die Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Insbesondere die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter dieses EU-Regime bedroht unsere strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public.

Die Integration einer Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agieren wird. Ihre primäre Aufgabe wird die Durchsetzung der EU-Kompatibilität sein, nicht die Förderung Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist unzureichend, was einem fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung gleichkommt.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Artikel 82 Buchstabe bbis) ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden zu Bittstellern degradiert, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone

zu untergeordneten Verwaltungseinheiten.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Indiz für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheidungen trifft, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese umfassenden Änderungen untergraben die föderalistische Struktur der Schweiz und gefährden unsere wirtschaftliche Selbstbestimmung.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf den Service public im Schienenverkehr sind alarmierend und erfordern eine kritische Neubewertung.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass etablierte und für die Schweizer Bevölkerung essenzielle Subventionen im Güter-, Regional- und Rollmaterialverkehr als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und das Angebot, das unsere Bürgerinnen und Bürger gewohnt sind und auf das sie angewiesen sind.

Ein weiterer gravierender Punkt ist die Zulassung der sogenannten Kabotage. Diese würde es ausländischen Anbietern, wie beispielsweise Flixtrain, ermöglichen, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Das daraus resultierende Phänomen der "Rosinenpickerei" ist offensichtlich: ausländische Firmen werden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die landesweite Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental. Die Einführung der Kabotage durch einen neuen Art. 40a ter im Eisenbahngesetz (EBG) ist ein direkter Angriff auf die Stabilität unseres öffentlichen Verkehrs.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme präsentierte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich hierbei um eine leere Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann.

Mit der schrittweisen Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, bedingt durch die dynamische Rechtsübernahme, droht die Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Darüber hinaus schränkt die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten, wie im neuen Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) festgelegt, die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und potenziell teurerer Lösungen für die Schweizer Steuerzahler.

Die vorliegenden Abkommen gefährden somit massiv die Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres Service public im Landverkehr und müssen entschieden abgelehnt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsionsförderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament eigenverantwortlich und flexibel gestalteten Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Verpflichtung ist zutiefst bedenklich. Dies bedeutet den Verlust eines wesentlichen politischen Gestaltungsmittels und entzieht dem eidgenössischen Parlament die Hoheit über die Verwendung von Steuergeldern in Milliardenhöhe. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung und verwandelt eine politische Geste in eine dauerhafte, von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung. Insbesondere die Verankerung eines "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr unkalkulierbarer finanzieller Lasten für die Schweiz, ohne dass uns dafür substantielle Gegenleistungen, wie ein verbesserter Marktzugang, garantiert werden. Die Schweiz droht zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie integriert diese Zahlungen tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert eine faktische Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG. Der an sich lobenswerte Zweck der Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Budgethoheit des Parlaments wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch die Erfüllung einer von der EU aufgezwungenen Verpflichtung. Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist angesichts des rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus als lockendes Lockmittel zu betrachten, das unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr wird entgegentreten können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Insbesondere die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht dem klaren Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und steht einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung entgegen. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren, einer quasi unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', gefährdet die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich, da selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein Verbleib ermöglicht würde.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familien erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten wir Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine Erpressung. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine fundamentale Schwächung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die faktische Unmöglichkeit eines Ausschlusses von EU-Bürgern vom Sozialhilfebezug, selbst bei

Abhängigkeit, stellt eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags aus Artikel 121a BV dar. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und die Aufhebung von Artikel 29a den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementiert. Dies ist eine bewusste Aufgabe unserer Souveränität. Die im ETH-Gesetz und im HFKG eingeführten drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD und Medizinalberufegesetz (MedBG) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Diese Entwicklungen sind ein gefährlicher Präzedenzfall und eine direkte Bedrohung für die schweizerische Rechtsordnung und die Interessen unserer Bevölkerung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und drohen, den unaufhaltsamen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen weiter zu verstärken. Statt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, die nachweislich zu einer Erosion der Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, führen. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber faktisch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen, und untergräbt die Wettbewerbsfähigkeit unserer eigenen Arbeitnehmer.

Die geplanten Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Verlagerung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Des Weiteren werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dieser Schutz ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Es ist nicht nachvollziehbar, wie diese Massnahmen den Lohnschutz für Schweizer Arbeitnehmer verbessern sollen; stattdessen scheinen sie eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres bewährten Arbeitsrechts zu bewirken.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und

Versorgungssicherheit dar. Die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verwandelt die Schweiz von einem souveränen Akteur in einen weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch finanziell zur Kasse gebeten wird. Dies führt dazu, dass essenzielle Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, was die Kontrolle über unsere eigene kritische Infrastruktur unwiederbringlich aus der Hand gibt.

Die Umwandlung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" gemäss Artikel 22 StromVG ist nicht hinnehmbar. Sie wird gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung und die Erosion unserer föderalen Strukturen, da die bewährte Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen zerstört wird.

Insbesondere die Regeln für staatliche Beihilfen der EU bergen existentielle Gefahren für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleichzeitig werden die traditionellen Strukturen der lokalen Energieversorgung, wie die Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen 1a. Kapitel des StromVG (Artikel 4a ff.) opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslücke: Weder der Markt noch die EU übernehmen klar die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein unkalkulierbares Spiel mit dem Feuer. Die daraus resultierende Preisvolatilität wird letztlich zu höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die nicht mehr vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere Artikel 15 neu, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW gemäss der Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Artikel 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE zwingt unsere Netzgesellschaft ohne Not den Regeln für riesige europäische Konzerne zu unterwerfen, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet. Diese Massnahmen gefährden die Stabilität und Zuverlässigkeit der Stromversorgung und machen die Schweiz anfälliger für externe Einflüsse und Krisen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtsakten im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine schleichende, aber umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Es geht offensichtlich nicht primär um die Verbesserung der Sicherheit, sondern um die Aufgabe unserer Souveränität und die Zerstörung unserer hochstehenden Produktionsstandards. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentraler Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, unsere gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was eine erstickende Bürokratie und einen Verlust an Qualitätsstandards zur Folge haben wird. Insbesondere kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Erschwerend kommt hinzu, dass die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger Tradition und strengen Kontrollen basiert, durch die Übernahme von EU-Normen, die teilweise auf deutlich tieferen Niveaus operieren, ausgehöhlt wird. Dies betrifft auch essenzielle Bereiche wie den Tierschutz. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG), stellen einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und breiter akzeptierten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, wodurch wir die Souveränität verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Besonders alarmierend sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG). Diese stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und entziehen der demokratischen Kontrolle eine entscheidende Einflussmöglichkeit auf die Gesetzgebung, die unsere Bauern direkt betrifft. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der parlamentarischen Mitbestimmung in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und jegliche Kritik im Keim erstickt. Der Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben sind ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Dieses Abkommen untergräbt nicht nur unsere wirtschaftliche Autonomie, sondern auch unsere demokratischen Prinzipien und unsere Fähigkeit, eigene, auf die Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Es ist ein gefährlicher Schritt in Richtung einer politischen und wirtschaftlichen Abhängigkeit von der EU.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen kann, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer demokratischen Selbstbestimmung dar. Gemäss Artikel 54 Absatz 2 der Bundesverfassung hat das Volk das Recht, die Gesetzgebung zu gestalten. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht würden wir dieses Recht de facto verlieren, da die Schweiz von der Mitgestaltung ausgeschlossen wäre und sich einem Rechtsrahmen unterwerfen müsste, der im Rahmen des EU-eigenen Gesetzgebungsverfahrens entsteht und somit aussenpolitischen und integrationspolitischen Zielen der EU dient, nicht primär schweizerischen Interessen.

Die Ausdehnung der Zuständigkeit des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) auf die Auslegung und Anwendung des neuen Abkommens ist besonders problematisch. Dies würde bedeuten, dass ein ausländisches Gericht verbindliche Urteile über die Anwendung des schweizerischen Rechts fällen könnte, was im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) steht, welches das schweizerische Recht als primäre Rechtsquelle verankert. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Bindung an nationales Recht wären massgeblich beeinträchtigt. Die Möglichkeit, dass der EuGH Bestimmungen des neuen Abkommens so auslegt, dass sie weiterreichende Verpflichtungen für die Schweiz entstehen lassen, als ursprünglich beabsichtigt, ist nicht von der Hand zu weisen.

Weiterhin sind die finanziellen Verpflichtungen, die aus der Beteiligung an EU-Programmen resultieren, und die Art und Weise, wie diese konkret ausgestaltet werden, unzureichend transparent. Die damit verbundenen Mittelabflüsse müssen dem Parlament und dem Volk im Detail nachvollziehbar sein, was derzeit nicht gewährleistet scheint. Die negativen Auswirkungen auf die Binnenwirtschaft und die Wettbewerbsfähigkeit durch eine Ungleichbehandlung gegenüber EU-Mitgliedstaaten, die

direkten Zugang zu bestimmten EU-Märkten und -Programmen haben, dürfen nicht unterschätzt werden. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Erosion des schweizerischen Rechts- und Wirtschaftsraumes zugunsten einer Angleichung an Brüsseler Vorgaben. Die angeblichen Vorteile der besseren Marktintegration scheinen den substanziellen Verlust an Souveränität und die rechtliche Unsicherheit, die diese Abkommen mit sich bringen, in keiner Weise aufzuwiegen. Die Nichteinhaltung der Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit muss daher kritisch hinterfragt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien äusserst problematisch und muss kritisch hinterfragt werden. Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Grundlage unserer nationalen Gesetzgebung.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potentielle Aushöhlung des schweizerischen Rechts. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die Annahme von EU-Recht, welches durch den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) ausgelegt wird, stellt eine erhebliche Einschränkung dieser Souveränität dar. Es ist nicht nachvollziehbar, wie eine Übernahme von EU-Recht im Einklang mit den Grundsätzen der Volkssouveränität stehen kann, wenn das schweizerische Parlament und Volk keinen Einfluss auf die Entstehung und Auslegung dieser Bestimmungen haben.

Die vorgeschlagene automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des EuGH, wie sie im Rahmen der Personenfreizügigkeit durch Artikel 15 des bilateralen Abkommens über die Freizügigkeit von Personen (AFJP) impliziert wird, ist besonders bedenklich. Diese Praxis widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in der Bundesverfassung verankert ist, insbesondere im Hinblick auf die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsprechung. Die Verpflichtung zur Übernahme von EuGH-Urteilen würde die schweizerischen Gerichte faktisch zu nachgeordneten Instanzen des EuGH degradieren.

Des Weiteren besteht die Gefahr einer schleichenden Erosion der rechtsstaatlichen Garantien, die das schweizerische Rechtssystem auszeichnen. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Verpflichtung des Bundes und der Kantone, die rechtsstaatlichen Grundsätze zu wahren. Die unkritische Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass Regelungen, die möglicherweise nicht den schweizerischen Vorstellungen von Verhältnismässigkeit, Rechtssicherheit und Grundrechterschutz entsprechen, auf unser Rechtssystem übertragen werden. Die Notwendigkeit einer umfassenden rechtsvergleichenden Prüfung der EU-Rechtsentwicklung ist daher unerlässlich, um sicherzustellen, dass die schweizerischen rechtsstaatlichen Standards nicht untergraben werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Grundlage und die demokratische Mitsprache birgt. Eine kritische und eingehende Prüfung ist unerlässlich, um die Integrität unseres Rechtssystems und die Unabhängigkeit unseres Landes zu wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Amhof Thomas (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Amhof Thomas · 0796714829 · thomas.amhof@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU lassen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der Interessen der Schweiz aufkommen. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass wir auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen können, was im Widerspruch zum Geist des Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV), steht. Die angeblich stabilisierenden Massnahmen könnten uns stattdessen in eine Abhängigkeit manövrieren, die unsere rechtliche und politische Eigenständigkeit untergräbt. Weiterhin besteht die Sorge, dass die vorgeschlagenen Vereinbarungen den Schutz unserer Arbeitsplätze und Wirtschaftsstandorte nicht hinreichend gewährleisten, wie es das Schweizerische Obligationenrecht in Bezug auf Verträge und Verpflichtungen vorsieht. Eine detaillierte Prüfung und eine starke kritische Auseinandersetzung sind unerlässlich, um nachteilige Entwicklungen für die Schweiz abzuwenden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Abkommen tatsächlich im Interesse der Schweiz sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für unsere Souveränität und die direkte Demokratie, wie sie im Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten ohne eigene parlamentarische Debatte und Volksabstimmung untergräbt die rechtsstaatlichen Prinzipien, die wir zu verteidigen haben. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) wird de facto zur letztinstanzlichen Autorität, was gegen das Prinzip der Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz verstösst. Solche Entwicklungen sind mit dem föderalistischen System der Schweiz und dem Anspruch auf Selbstbestimmung unvereinbar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung des Abkommens wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere Artikel 13 des Obligationenrechts (OR) garantiert die Vertragsfreiheit, welche durch eine generelle Übernahme von EU-Recht tangiert werden könnte. Des Weiteren gibt das Bundesgesetz über die Schweizerische Nationalbank (SNB-Gesetz) der

Nationalbank unabhängige Handlungsspielräume, die durch harmonisierte regulatorische Vorgaben der EU potenziell eingeschränkt würden. Die unklare Abgrenzung der Kompetenzen und die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige demokratische Legitimation sind inakzeptabel. Es ist unabdingbar, dass die schweizerische Gesetzgebung und die Entscheidungsfindung weiterhin primär im nationalen Interesse und unter Berücksichtigung unserer direktdemokratischen Prinzipien erfolgen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine existentielle Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten sind durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, da die Produktionskriterien denen der EU angeglichen werden müssen, was einem Verlust eines wesentlichen Wettbewerbsvorteils gleichkommt.

Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ferner wird die Souveränität durch die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben massiv eingeschränkt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über Schweizer Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsrahmen und führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine und mittlere Betriebe sowie lokale Traditionen zerstört. Dies stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion dar.

Die Annahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar, da unsere nationalen, oft strengeren Regeln aufgegeben werden müssen. Ebenso wird das Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was eine Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Reaktionsfähigkeit der Schweiz einschränkt.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet einen Kontrollverlust in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung, da die Schweiz gezwungen wird, sich dem starren, bürokratischen System der EU zu beugen, was die Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Dieses Abkommen ist eine schrittweise Unterwerfung unter EU-Recht, die die Souveränität, die Qualität und die Vielfalt der Schweiz gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und drohen eine flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefere Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer und weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was ausländischen Firmen Lohndumping ermöglicht. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen paritätischer Kommissionen und kantonaler Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zu weniger Kontrollen und lascherer Durchsetzung. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems nach Art. 9 Abs. 2 EntsG und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a

EntsG, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Der neu geschaffene, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse, die die Flexibilität insbesondere von KMU lähmt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen im Rahmen eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Die Umwandlung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung, wie in Art. 1 KoBG vorgesehen, entzieht dem Parlament die entscheidende demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Dies kommt einer faktischen Zwangsabgabe gleich, welche die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt. Der anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr scheint ein Lockvogel zu sein, da der rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu steigenden Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die primär für eine institutionelle Anbindung zahlt, die ihre Souveränität untergräbt und kaum greifbare Gegenleistungen bietet. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB festigt diese nachteilige Verpflichtung in unserer Rechtsordnung und missbraucht zudem den 'guten Namen' der Friedensförderung, indem Art. 1 Abs. 2 Bst. b die Zahlungen legitimiert.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für unseren Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ermöglicht es ausländischen Anbietern, die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dies führt zu einer unerwünschten Rosinenpickerei, die die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergräbt, welche die flächendeckende Grundversorgung sicherstellen müssen. Des Weiteren schwächt die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Die angebliche Absicherung durch die 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich unverbindlich und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Regulierungen. Wir riskieren eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung der Qualität unseres Bahnverkehrs.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, wonach Subventionen dem politischen Entscheid von Bund, Kantonen und Gemeinden unterliegen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht fundamental dem föderalistischen Prinzip, indem die Kantone ihre Organisations- und Verfahrensautonomie verlieren und zu Bittstellern herabgestuft werden, deren legitime Förderentscheide von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern kontrolliert und gekippt werden können, wie durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen. Die Schaffung einer "Superbehörde" innerhalb der WEKO, agierend als "verlängerter Arm der EU", mit ungenügender demokratischer Kontrolle, wie in Art. 18 Abs. 2 KG dargelegt, ignoriert nationale Interessen und die Gewaltenteilung. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG führt zum Verlust der nationalen Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Diese Entwicklung führt zur systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und schwächt die strategische Autonomie sowie den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die Integration der Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine massive Ausweitung dar und widerspricht

fundamental dem Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, sowie die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, fördern eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme auf Kosten der Schweizer Steuerzahler. Die angebliche "Schutzklausel" ist eine Farce, die in der Praxis nicht greifen wird und lediglich als Erpressungsinstrument der EU dient. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" untergräbt unsere direkte Demokratie und die Souveränität des Parlaments. Die angepassten Artikel im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und machen einen Ausschluss von der Sozialhilfe praktisch unmöglich. Dies sind keine technischen Anpassungen, sondern eine schleichende Kapitulation vor Brüssel und eine Missachtung unseres Verfassungsauftrags.

Strom

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Strom stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Funktion als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet, da das bewährte System der Wasserzinsen als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden könnte. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung birgt die Gefahr volatilerer und höherer Strompreise für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Versorgungssicherheit, die dem freien Markt geopfert wird, mit potenziell katastrophalen Folgen in Krisenzeiten. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen untergraben und föderale Strukturen zerstören.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Annäherung an die EU werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Obligationenrecht, wie sie sich aus der Übernahme von EU-Richtlinien im Bereich des Vertragsrechts ergeben könnten, sind kritisch zu prüfen. Es besteht die Gefahr, dass Artikel 127 der Bundesverfassung, welcher die Zuständigkeit der Kantone im Privatrecht verankert, untergraben wird. Des Weiteren sind die finanziellen Verpflichtungen, die aus einem solchen Abkommen erwachsen könnten, sowie deren demokratische Legitimation fragwürdig. Eine unkritische Übernahme externer Regelungen widerspricht dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität.

Beat Bischof
Allrüti 5, 6343 Rotkreuz. Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Abteilung Europa
Bundeshaus OST
Vernehmlassung Paket CH-EU
3003 Bern

Rotkreuz, 8. Oktober 2025

Betreff: Vernehmlassungsantwort zum Rahmenvertrag mit der EU

Sehr geehrte Damen und Herren

Sie finden nachfolgend meine Antwort zur Vernehmlassung zu den Rahmenverträgen aus der Sicht eines Business Analysten, Consultants und vor allem Schweizer Bürgers, der sich seit Jahren mit der Thematik Schweiz – EU auseinandergesetzt hat und besorgt ist, dass das Erfolgsmodell Schweiz erodieren könnte.

Ich komme zu einer eindeutig negativen Beurteilung der Verträge und zum Schluss, dass diese Verträge ohne Gegenvorschlag abzulehnen sind. Dies weil schon die Prämissen zu diesen Verhandlungen falsch gesetzt sind und das schlechte Verhandlungsergebnis keine Lösung für die offenen Fragen bietet. Hier meine detaillierte Antwort:

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiter zu entwickeln?

Die angepriesene «Stabilisierung der Beziehungen zur EU» birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Errungenschaften der Schweiz. Die vorgelegten Vorschläge zur Weiterentwicklung der bilateralen Abkommen scheinen unter dem Deckmantel einer Vereinfachung und Harmonisierung primär auf eine schleichende Übernahme von EU-Recht abzuzielen.
Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Geist und Buchstaben der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft festschreibt, und Artikel 164 BV, der die Zuständigkeit des Parlaments für die Gesetzgebung gewährleistet.

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Die Idee einer «stabilen» Beziehung zur EU unter den aktuellen Vorzeichen ist trügerisch. Die Schweiz braucht ein wirtschaftliches Abkommen zwischen guten Handelspartnern.

Was hier in Form der Rahmenverträge vorliegt, ist ein politisches Abkommen, das der Schweiz zusichert, dass sie wie ein EU-Mitglied behandelt wird. Was positiv klingt, bedeutet folgendes: Die EU-Staaten müssen sich angleichen und der EUGH ist gebunden das zu forcieren. Für eine Schweiz, die nicht EU-Mitglied ist und deren Bevölkerung dies auch nicht werden möchte, ist dies darum brandgefährlich und dumm.

Warum sollte ein erfolgreicher und wohlhabender Staat, wie die Schweiz, seine Legislative und Gerichtbarkeit in wichtigen Bereichen an ein marodes, undemokratisches Gebilde delegieren, seine Verfassung den Gesetzen und Verordnungen der EU unterwerfen und sich dieser EU auf Gedeih und Verderb bis in alle Zukunft ausliefern, zu «angemessenen» Strafmassnahmen der Gegenseite sein heutiges und zukünftiges Einverständnis geben und dafür noch bezahlen, obwohl die EU mehr in die Schweiz importiert als die Schweiz in die EU?

Als die Schweiz sich mit Blocher sich gegen EWR und EU stellte, hat die Bundesverwaltung annehmen müssen, dass in der neuen EU eine grosse Dynamik und ein bedeutender wirtschaftlicher Aufbruch stattfinden würde. Sie hat darum – zu Recht und in guter Absicht – die Volksmeinung und den Volksentscheid hintertrieben, was in die Bilateralen I gemündet hat. Heute ist jedoch eine andere Situation und es zeigt sich, dass die ursprüngliche Wirtschaftsvereinigung zu einem politischen Pakt geworden ist, der top down regiert, ohne demokratisch legitimiert zu sein. Das ist mit der Schweiz nicht kompatibel. Für uns ist entscheidend, dass die EU überschuldet, sozialistisch bzw. etatistisch ausgerichtet ist, wirtschaftlich überreguliert ist und damit die eigene Wirtschaft ins Elend stürzt.

Eine tatsächliche Stabilisierung würde eine ehrliche Auseinandersetzung mit den divergierenden Rechtsordnungen und politischen Systemen erfordern, anstatt eine fortschreitende Angleichung zu diktieren. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens zur Debatte stand und nun implizit wieder aufgewärmt wird, untergräbt die legislative Gewalt des Schweizerischen Parlaments gemäss Artikel 164 BV. Das Parlament würde zum blossen Abnicker von EU-Beschlüssen degradiert, anstatt seine im Verfassungsauftrag verankerte Rolle als primärer Gesetzgeber wahrzunehmen.

Besorgniserregend ist insbesondere die Ausweitung der Personenfreizügigkeit. Jegliche weitere Öffnung der Grenzen für EU-Bürger, auch unter dem Deckmantel der Erleichterung für hochqualifizierte Arbeitskräfte, muss kritisch hinterfragt werden. Die potenziellen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt, die Sozialwerke und die öffentliche Infrastruktur sind immens und werden in den vorliegenden Vorschlägen unzureichend berücksichtigt. Die Bewältigung dieser negativen Externalitäten obliegt der Schweizerischen Eidgenossenschaft, während die Entscheidungsfindung über die Einwanderung in die Hände der EU-Organe gelegt würde. Dies ist ein direkter Angriff auf die Selbstbestimmung, die in Artikel 1 BV verankert ist. Die Annahme von EU-Recht zur Steuerung der Migration, wie sie auch im Rahmen des Schengener Abkommens geschieht, stellt bereits eine

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz Mobile +41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

erhebliche Einschränkung dar. Eine weitere Vertiefung dieser Dynamik wäre unannehmbar.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, selbst in Bereichen, die nicht explizit in den bilateralen Abkommen geregelt sind, birgt die Gefahr einer unerwünschten und unkontrollierten Souveränitätsabgabe. Dies steht im krassen Gegensatz zum Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV, welches verlangt, dass das Volk die oberste Gewalt innehat und Entscheidungen über grundlegende Weichenstellungen im Rahmen von Referenden und Initiativen mitgestalten kann. Eine solche Rechtsübernahme durch dynamische Verweise würde die Möglichkeit des Volkes, durch Abstimmungen Einfluss zu nehmen, massiv beschneiden.

Die Begründung, dass eine solche Übernahme für die reibungslose Funktion der Abkommen unerlässlich sei, ist zirkulär. Sie erweckt den Anschein, als ob die Schweiz sich der EU anpassen müsse, anstatt eine Partnerschaft auf Augenhöhe anzustreben. Die Schweiz hat stets bewiesen, dass sie innovative und praktikable Lösungen entwickeln kann, die ihren spezifischen Bedürfnissen Rechnung tragen. Ein erzwungenes Angleichen an Brüsseler Vorgaben, auch in Bereichen wie dem Verbraucherschutz oder dem Umweltrecht, vernachlässigt die einzigartigen Gegebenheiten und Traditionen der Schweiz. Artikel 164 BV betont die Wichtigkeit der parlamentarischen Debatte und der Berücksichtigung verschiedener Interessen bei der Gesetzgebung. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diesen essenziellen demokratischen Prozess umgehen.

Des Weiteren darf die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) nicht unterschätzt werden. Die Forderung nach einer Anerkennung seiner Rechtsprechung, selbst wenn diese nicht explizit in den bilateralen Verträgen vorgesehen ist, stellt eine gravierende Einschränkung der nationalen Gerichtsbarkeit dar. Das Schweizer Rechtssystem, einschliesslich der Kompetenzen der Schweizer Gerichte, ist ein integraler Bestandteil der staatlichen Souveränität. Die Unterordnung unter die Auslegung des EuGH, der primär dem Recht der EU-Mitgliedstaaten verpflichtet ist, würde die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz gefährden und steht im Widerspruch zur verfassungsrechtlichen Garantie eines unabhängigen Gerichtsverfahrens. Artikel 164 BV bestimmt, dass das Parlament die oberste Gerichtsinstanz bestimmt, was impliziert, dass diese Instanz primär dem schweizerischen Recht und der Verfassung untersteht.

Die vorgeschlagene «Stabilisierung» erscheint somit eher als eine schleichende Erosion der Schweizer Autonomie und der demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten. **Anstatt blindlings einer vermeintlichen «Stabilisierung» zuzustimmen, die primär den Interessen der EU dient, muss die Schweiz ihre Souveränität verteidigen und auf einer Partnerschaft bestehen, die die Gleichwertigkeit und die spezifischen Bedürfnisse aller Beteiligten achtet.** Jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, die die Einhaltung der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 BV und Artikel 164 BV, sowie die Wahrung der demokratischen Prinzipien und der nationalen Interessen in den Vordergrund stellt. Eine oberflächliche «Stabilisierung» darf nicht auf Kosten der Substanz erkauft werden.

Beat Bischof
Allrüti 5, 6343 Rotkreuz. Mobile +41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der Bewahrung der direkten Demokratie auf. Es ist fraglich, ob die vereinbarten Regelungen tatsächlich die Interessen der Schweizer Bevölkerung nachhaltig schützen und die Grundsätze unseres Rechtssystems, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, respektieren.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger ein direktes Mitspracherecht haben, widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 34 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem, wie sie sich aus den jüngsten Verhandlungsergebnissen abzeichnet, untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über Gesetze zu entscheiden und die Richtung der schweizerischen Politik aktiv mitzugestalten. Dies stellt eine schleichende Erosion der demokratischen Legitimation dar, die durch das Volkssouveränitätsprinzip gemäss Artikel 1 BV geschützt werden müsste.

Des weiteren sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie implizit in bestimmten Klauseln angelegt sein könnte, würde die Autonomie unserer nationalen Gerichte, einschliesslich des Bundesgerichts, in einer Weise beschneiden, die im Widerspruch zum Prinzip der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit steht, wie sie in der Bundesverfassung gewährleistet wird. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht bei Gerichtsentscheiden anzuwenden sind. Die unklare Abgrenzung der Zuständigkeit und die potenzielle Überordnung von EuGH-Urteilen gegenüber nationalem Recht, selbst dort wo die Schweiz nicht formell Teil der EU ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsordnung.

Die vermeintlichen Vorteile des Marktzugangs dürfen nicht dazu führen, dass grundlegende Prinzipien unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Souveränität geopfert werden. Die Verhandlungsergebnisse bedürfen einer eingehenden Prüfung, ob sie tatsächlich dem Wohl der Schweiz dienen oder ob sie primär den Interessen der Europäischen Union Rechnung tragen, auf Kosten der schweizerischen Selbstbestimmung. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU im Einklang mit der Bundesverfassung steht und die direkten Mitwirkungsrechte des Schweizer Volkes unangetastet bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur Umsetzung des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen bezüglich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Es ist äusserst besorgniserregend, wie hier über bilaterale Verträge und die Übernahme von EU-

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz. Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Recht die Schweizer Bevölkerung und die parlamentarische Mitsprache ausgehebelt werden sollen.

Besondere Bedenken bestehen hinsichtlich der im Entwurf angesprochenen Mechanismen, die zu einer automatischen Rechtsübernahme führen könnten. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie, wie sie im Bundesgesetz über die Volksinitiative und das Referendum (SR 161.1) verankert sind. Jede Übernahme von neuem Recht, insbesondere von solchem, das direkt Auswirkungen auf die Lebensweise der Schweizerinnen und Schweizer hat, muss einem wirksamen Referendum zugänglich sein. Die Vorschläge scheinen diese Möglichkeit auszuhebeln, indem sie potenziell eine Übernahme von EU-Recht vorsehen, die dann nicht mehr durch das Volk oder das Parlament effektiv beeinflusst werden kann. Es gibt auch eine Verlagerung von Bundesrat und Parlament zu nicht demokratisch legitimierten Bundesbeamten (Spezialisten).

Ferner ist die Frage der Souveränität des Schweizer Volkes und des Bundesstaates von zentraler Bedeutung. Die Art und Weise, wie die Europäische Union ihre Gesetzgebungshoheit ausübt und wie diese potenziell in unser Rechtssystem integriert werden soll, muss kritisch hinterfragt werden. Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) legt fest, dass die Schweiz im Rahmen ihrer verfassungsmässigen Ordnung frei und souverän ist. Eine Übernahme von EU-Recht, die die Entscheidungsfreiheit der Schweizerischen Bundesversammlung und des Schweizer Volkes einschränkt oder gar aufhebt, ist mit diesem Grundsatz nicht vereinbar.

Wir müssen uns fragen, ob die vorgeschlagenen Schritte wirklich dem Wohl der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr dazu führen, dass wir uns einem externen Rechtssystem unterwerfen, dessen Interessen nicht immer mit unseren übereinstimmen. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Institutionen und unserer Rechtsordnung ist real und darf nicht unterschätzt werden. Jegliche Vertiefung der Beziehungen mit der EU muss auf einer freiwilligen und jederzeit widerrufbaren Basis erfolgen, unter voller Wahrung unserer Souveränität und der demokratischen Rechte unseres Volkes. Die aktuellen Vorschläge scheinen diese fundamentalen Prinzipien zu gefährden und sind daher abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Strukturen dar. Die bewährte Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden autonom über Förderinstrumente entscheiden können, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet das Ende demokratisch legitimierter politischer Entscheidungen zugunsten einer zentralisierten, Brüsseler hörigen Bürokratie.

Besonders alarmierend ist die massive Untergrabung der kantonalen Autonomie durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG). Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern der EU degradiert. Ihre souveränen Entscheide zur Wirtschaftsförderung, die auf lokalen Bedürfnissen basieren, müssen künftig von

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz. Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

einer zentralen Behörde in Bern abgesegnet werden. Diese neue Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird und deren Entscheidungen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, beraubt die Kantone ihrer Rechte. Die kantonalen Erlasse können durch die neue Fassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) einer abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht unterzogen und gekippt werden, was eine inakzeptable Herabstufung der Kantone darstellt.

Nur schon wegen diesem Kontrollverlust der Kantone und dem Angriff auf unseren Föderalismus braucht es zwingend auch ein Ständemehr bei der Abstimmung. Darüber hinaus muss jetzt geklärt werden, ob die Verfassung für die Schweiz entscheidend ist oder ob irgendwelche völkerrechtlichen Vereinbarungen die Schweizer Verfassung übersteuern können und dürfen.

Die Schaffung des BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) und Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a, 33 und 37a-c) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schaffen eine undurchsichtige "Superbehörde". Diese hat weitreichende Kompetenzen, ohne dass eine ausreichende demokratische Kontrolle oder Rechenschaftspflicht gewährleistet ist. Die Ausweitung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel im VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Ebenso ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Diese Regelungen sind mit den Grundsätzen unseres Rechtsstaates und unserer föderalistischen Ordnung unvereinbar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Es wurde behauptet, dass die Schweiz die Personenfreizügigkeit brauche, um den Fachkräftemangel zu beheben. Das erweist sich als falsch: Die Schweiz hat schon lange vor der PFZ Fachkräfte in die Schweiz geholt und die Fachkräfte haben die guten Löhne und die Chance gerne genützt. Nach achtzehn Jahren der PFZ zeigt sich nun, dass die PFZ den Fachkräftemangel nicht behebt, sondern verschärft, weil sie zu einem immer schneller drehenden Pepertuum Mobile wurde.

Inzwischen werden die Probleme der zu schnellen Migration, mit der die Infrastruktur nicht mehr mitkommen mag, offensichtlich. Zudem hat das BIP pro Person jüngst abgenommen, was den Schaden dieser von der EU forcierten PFZ aufzeigt. Warum sollte die EU den Personenzuzug in die Schweiz besser regeln können als die Schweiz selbst? Die Schweiz ist eines der wohlhabendsten und freiesten Länder der Welt. Wen wundert es, dass sie zur Wunschdestination von

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Millionen Menschen der EU aber auch weltweit geworden ist. Einer Masse von Menschen, welcher die Schweiz wegen ihrer geografischen Grösse nicht gerecht werden kann.
Ich bin deshalb sogar der dedizierten Meinung, dass man die PFZ kündigen und den Zuzug zumindest vorübergehend selbst regeln muss.
Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. **Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, widerspricht fundamental dem Willen des schweizerischen Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist.** Die Einführung eines "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, quasi einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Energie oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke zutiefst.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unerträglich. **Aktuell zeigt der Fall von 7 offenbar afrikanisch-stämmigen Männern, die sich als Väter von 142 Kindern deklariert haben und nun in Deutschland «ihre» Kinder nachholen können und mit der Kinderzulage ein Einkommen von rd. 8000 Euro monatlich «erarbeiten», wie realitätsfern diese PFZ ist und wie schamlos diese ausgenützt werden kann und werden wird.**

Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Kosten. Die sogenannte "Schutzklausel" ist ein reines Placebo, deren Anwendungsbedingungen so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis nicht greifen wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz sie dennoch anrufen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies stellt einen verzweifelten Versuch dar, die finanziellen Folgen abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz. Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

werden. Der schweizerische Steuerzahler muss zudem für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen, da neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen (Art. 48 Abs. 2 Bst. c und Art. 61a HFKG) eingeführt werden.
Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Auch hier erfolgt eine Nivellierung nach unten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Selbst unser Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachzuvollziehen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) in diversen Gesetzen wie dem BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35, 50), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und die Patientensicherheit. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und gefährden die Grundfesten unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und unzureichend, um den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die erweiterte Zuwanderung entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Firmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz. Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs stellen eine inakzeptable Gefährdung des Schweizer Service Public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ist höchst bedenklich. **Sie öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken herauspicken werden.** Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird die SBB und andere inländische Transportunternehmen massiv unter Druck setzen, da diese weiterhin die finanziell unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien bedienen müssen. Die finanzielle Grundlage unseres flächendeckenden öffentlichen Verkehrs wird dadurch fundamental untergraben. **Zudem importieren wir zum besten und pünktlichsten Bahnverkehr die Deutsche Unpünktlichkeit, Schludrigkeit beim Roll-Material (die zu den Tunnelschäden im Gotthardtunnel geführt haben) und Unzuverlässigkeit. Wer könnte das wollen so frage ich? Die Eisenbahn ist in der Schweiz eine entscheidend wichtige Infrastruktur, die wir nicht beschädigen sollten.**

Zusätzlich zur Kabotage ist die neue Bestimmung in Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) alarmierend. Sie zwingt die Schweiz, bei grenzüberschreitenden Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies bedeutet, dass die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich eingeschränkt wird. Anstatt die Vergabe von Aufträgen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die Berufung auf die "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme ist als rechtlich unzureichend einzustufen. Diese Erklärung besitzt keinen bindenden Charakter und bietet keinerlei Gewähr gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Es handelt sich somit lediglich um eine Illusion von Sicherheit, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhält.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Künftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würden die Steuerungskompetenz von nationalen Stellen auf zentrale EU-Instanzen verlagern. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem erhebliche Risiken für bestehende und notwendige Subventionen, die für die Aufrechterhaltung des Service Public unerlässlich sind. Bewährte Praktiken zur Unterstützung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung direkt beeinträchtigt.

Zusammenfassend lassen die vorgeschlagenen Änderungen eine erhebliche Aushöhlung der Schweizer Souveränität und eine Gefährdung unseres hochwertigen Service Public befürchten. Diese Entwicklungen sind entschieden abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union ist aus fundamentaler Sicht abzulehnen. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Dies wird bereits durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert, welches die freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandelt und dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag entzieht. Das KoBG wird damit zum gesetzgeberischen Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet und die bisherige politische Geste in eine rechtliche Pflicht verwandelt.

Die im Vertrag verankerte Regelung schafft einen permanenten Rechtsanspruch (Art. 1 KoBG), der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie das Parlament gemäss der Bundesverfassung zusteht, gibt es lediglich noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Dies geschieht ohne jegliche Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken. **Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär die**

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt. Mehr noch: Sie verliert die Kontrollfunktion darauf, wie die Gelder verwendet werden.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Es ist zu erwarten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, gegen die die Schweiz keine Handhabe mehr hat, sondern zahlen muss, was die EU diktiert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz verliert mit diesem Abkommen ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen.

Strom

Beim Strom geht es ausschliesslich um Physik. Dass die Stromversorgung in dieses ausschliesslich politische Abkommen integriert wird, macht keinen Sinn. Nicht die Schweiz braucht die EU in diesem Bereich, sondern die EU braucht die Speicherkapazitäten der Schweiz, um Blackouts zu verhindern. Hingegen macht das Abkommen aus Sicht der EU Sinn: Auch hier werden – wie schon im CU – die besten Trümpfe der Schweiz ohne Gegenwert abgegriffen. Sie können später als Druckmittel gegen die Schweiz verwendet werden.

Anders als uns immer wieder erzählt wird, ist die EU keinesfalls ein unparteiischer oder zuverlässiger Partner. Schon beim MRA, während Corona, beim Flugplatzreglement Zürich oder bei der Bankenequivalenz hat die EU ihre eigenen Verträge (FHA1972) gebrochen. Das Gleiche passiert aktuell beim Zollhammer von 50% auf Stahl. Warum gewisse Kreise entsetzt sind über die Zölle von 39% von Trump aber über die Zölle der EU glatt hinwegschauen, verstehe ich nicht . Ich setzte aber ein Fragezeichen hinter die Zuverlässigkeit der EU als Vertragspartner, der mit einseitiger Vertragsdurchsetzungsmacht ausgestattet wäre.

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der nationalen Energiesouveränität dar. **Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem abhängigen Teilnehmer degradiert, der zwar zur Kostentragung verpflichtet ist, aber keine wirkliche Entscheidungsbefugnis mehr besitzt.** Die zentralisierte Steuerung unseres Stromnetzes aus Brüssel, anstatt in Bern oder unseren Kantonen, widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Autonomie. Die Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer administrativen Vollzugsstelle für europäische Vorschriften, die keiner direkten demokratischen Legitimation in der Schweiz unterliegen. Zudem hat die EU selbst zu wenig Strom

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

und wird ihre eigenen Länder, die ja Vollmitglieder sind, schützen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, an schweizerischen Bedürfnissen orientierten Energiepolitik.

Die Regelungen zur staatlichen Beihilfe innerhalb des EU-Rechts bedrohen zudem das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das substanzielle finanzielle Mittel an die Bergkantone weiterleitet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und de facto abgeschafft werden. Dies hätte erhebliche negative Konsequenzen für die finanziellen Spielräume dieser Kantone. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Bewährte Prinzipien wie der Einspeisevorrang für lokale Energieerzeugung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, geraten durch EU-Wettbewerbsregeln unter Druck, was die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem «freien» Markt. Die Möglichkeiten zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, werden durch EU-Vorgaben eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar – weder der Markt noch die EU können diese umfassend garantieren. Dies birgt erhebliche Risiken für die Zuverlässigkeit unserer Energieversorgung. Die erwartete Preisvolatilität durch die Marktliberalisierung wird unweigerlich zu höheren Stromkosten für Schweizer KMU und Haushalte führen. Kosten, die der Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die im neuen Energiegesetz (EnG) verankerten Änderungen, insbesondere Art. 15 neu und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligen gezielt kleine und mittlere Produzenten erneuerbarer Energien. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was unsere Abhängigkeit von ausländischen, oft fossilen Energieträgern erhöht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedeuten einen Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen und eine Unterwerfung unter europäische Regulierung, die unsere föderalen Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzgesellschaft unnötigerweise den Regeln grosser Konzerne, was zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität führt.

Abschliessend kann noch erwähnt werden, dass die Schweiz ohne gesicherte Energiezufuhr, die sie selbst aufbauen, betreiben, kontrollieren und erneuern kann, auch kein Militär mehr braucht. Unsere tertiäre und service-getriebene Wirtschaft würde schon nach den ersten Blackouts zusammenbrechen und die Schweiz würde ein Drittweltland. Zudem werden die Strom-Kosten nicht sinken, sondern auf EU und Deutschland-Niveau steigen.

Lebensmittelsicherheit

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beatbischof@bluewin.ch

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regelungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Vorgaben. **Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards gefährdet die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die Wahlfreiheit der Konsumenten und bedroht die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe. Das Label 'Made in Switzerland', ein etablierter Wettbewerbsvorteil, würde durch die erzwungene Angleichung an weniger strenge EU-Kriterien de facto entwertet.**

Eine besonders beunruhigende Komponente ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, da eine Ablehnung oder Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall brächte.

Die Zulassung von EU-Inspektoren zur Kontrolle Schweizer Betriebe, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Unsere Produzenten würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Die damit einhergehende Welle der Bürokratie ist ein weiteres erhebliches Problem. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an lokalen Festen müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört nicht nur lokale Traditionen, sondern auch wirtschaftliche Existenzen.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren bisherigen hohen Standards führt. Dies ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich die Konsumenten.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind Rückschritte zu befürchten. Die Anpassungen in Artikel 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust, da wir die Möglichkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Hallal und Schächten, tierquälende Steinzeitpraktiken würde in der Schweiz wieder eingeführt.

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz. Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Dies umgeht das Parlament und entzieht der demokratischen Kontrolle Entscheidungen, die unsere Bauern direkt betreffen.

Selbst der Waldschutz bleibt nicht verschont. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Als absolut katastrophal: die Schweiz hat schon beim CU kapituliert und sich über den Tisch ziehen lassen (in Deutschland und in der EU wird anders verhandelt als in der Schweiz, wo man zuerst alle Asse auf den Tisch legt und dann um Fairness bettelt. Ich habe 5 Jahre lang die Länderkonditionen einer Paramount/Viacom-Firma mit Mediamarkt ausgehandelt, weiss also wovon ich spreche).
Offenbar hat man Cassis völlig unvorbereitet in den Hammer laufen lassen. Zudem waren schon die Prämissen falsch: Die Schweiz will heute erst recht nicht in die EU, aber man hat dies offenbar der EU mit Schritten des No-Returns glaubhaft gemacht.

Zudem gibt die Schweiz ihre bewährten und äusserst wichtigen Erfolgskriterien ohne Not und ohne Gegenwert preis. Nicht nur dass sie keinen erheblichen Nutzen aus diesen Verträgen ziehen kann (wie zwei aktuelle Studien des Bundes belegen) sondern sie bezahlt gleich mehrfach den überteuerten Preis: Sie gibt sich auf, sie gibt ihre direkte Demokratie auf, leidet unter der Zuwanderung, sie schafft Rechtsunsicherheit mit dem EU-Recht und bezahlt neben Kohäsionsgeldern auch den ganzen Anpassungsprozess, der sie nach Schätzungen viele Milliarden kosten wird. Mit diesen Rahmenverträgen müssen wir – etwas überspitzt formuliert – bei der EU darum betteln, unsere Probleme selbst lösen zu dürfen.

Wir verschiedentlich erwähnt ist die Schweiz demokratisch und föderalistisch «bottom-up» aufgestellt, während die EU undemokratisch und kaum legitimiert «top-down» regiert. Das ist legitim, aber nicht kompatibel.

Die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Dies wird insbesondere im Hinblick auf die Bewahrung unserer einzigartigen Rechtsordnung bedenklich, die sich in der Bundesverfassung (BV) und den darauf gestützten Gesetzen manifestiert. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die flankierenden

Allmüli 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Massnahmen zur Personenfreizügigkeit und andere Abkommen droht, Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz und die Unabhängigkeit des Volkes und der Kantone verankert, auszuhöhlen.

Wie oben erwähnt, zeigen sich in allen Dossiers fundamentale Fallgruben und Verstösse gegen die Verfassung. Die zweifelhafte Kohärenz im Verhältnis zur EU scheint zu einem unglaublich hohen Preis erkauft zu werden. Die erhebliche Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die über das im Abkommen definierte Mass hinausgeht, ist evident. Die ständige Notwendigkeit, schweizerisches Recht an die sich wandelnde Rechtslage in der EU anzupassen, ohne gleichzeitig die Möglichkeit zu haben, die Entwicklung dieses Rechts mitzugestalten, bindet die Schweiz zunehmend an die EU, ohne dass sie über entsprechende Gestaltungsmöglichkeiten verfügt. Dies widerspricht dem Geist der Souveränität und der eigenständigen Rechtssetzung, wie sie in der schweizerischen Verfassung verankert ist.

Es ist daher dringend geboten, die langfristigen Auswirkungen dieser Abkommen auf die schweizerische Souveränität, die Rechtsordnung und die demokratische Legitimation sorgfältig und mit grossem Augenmass zu evaluieren, bevor eine Entscheidung getroffen wird. Die Risiken für die Unabhängigkeit und die Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung der Zukunft scheinen nicht hinreichend adressiert und minimiert zu werden.
Wie ist die Sache zu retten, wie kann man bei der EU, die wir seit Jahren mit Unwahrheiten gängeln, Schäden vermeiden?

1. **Als Berater frage ich mich zuerst, welche Probleme der Bundesrat mit diesem Vorgehen, das über viele Jahre zu diesen unseligen Rahmenverträgen geführt hat, lösen möchte?**

   Geht es um Handelshemmnisse, geht es um Austausch von Waren, gegenseitige Anerkennung, um den Beizug von ausländischen Arbeitskräften? Horizon? Soll eine politische oder eine ökonomische Lösung gefunden werden und wenn ja für welche Probleme?
   Möchte die Schweiz sich einfach vor zwingenden innenpolitischen Fragen drücken (Energiestrategie, Innere und äussere Sicherheit, Infrastruktur) und sich der Einfachheit halber bei der EU andocken? Ist es nur Bequemlichkeit?

2. **Dann möchte ich wissen, ob das Abkommen- in der heutigen Form – eine Lösung für die Probleme sein kann**

   Nach meinem Verständnis ging es ursprünglich darum, dass man den Anschluss an eine EU in der Aufbruchstimmung, trotz Abstimmungsniederlage, nicht verpassen wollte. Diese Ausgangslage stammt noch aus dem letzten Jahrhundert und hat sich inzwischen verändert: die Schweiz hat mit einer Krise und einer gnadenlosen Verschlankung aufgeholt und ist heute in allen Bereichen besser und innovativer als die EU. Die EU ist im Abstieg begriffen, sie ist kein Erfolgsmodell mehr. Vielleicht braucht die Schweiz nicht mehr EU, sondern die EU mehr Schweiz?
   Die Probleme sehe ich eher darin, dass wir endlich die Hausaufgaben bei

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

den Bereichen Energie, Innere und äussere Sicherheit, Infrastruktur und Migration machen sollten. Dabei hilft uns das Abkommen allerdings nicht. Im Gegenteil!

3. **Dann frage ich mich, ob das Abkommen zu retten ist oder welche Alternativen es gibt.**

   So viel vorweg: Das Rahmenabkommen ist für die Schweiz komplett ungeeignet. Eigentlich ist es ein Umsturzversuch und ein Landesverrat! Es lässt sich auch nicht ohne Ständemehr einführen, denn die Verfassungsmässigen Rechte werden beschnitten und die Kantone entmachtet. Es lässt sich auch nicht mit Retuschen korrigieren, denn schon die Grundprämissen sind falsch und da China und Amerika sogar ohne FHA in die EU liefern sind die Rahmenverträge so unnütz wie ein Kropf. Wir haben ein FHA. Bezüglich Horizon erschliesst sich mir nicht, warum unsere Universitäten, die besser sind als jede der EU, nicht selbst ein vergleichbares, aber auch nützlicheres Programm aufbauen kann, an dem die EU aber vor allem andere Top-Unis partizipieren können?

   Als Alternative sehe ich vier Möglichkeiten:
   -EU-Beitritt (nicht erwünscht und nicht zweckmässig
   -EWR-Beitritt (nicht erwünscht, ebenfalls eine Reduktion der Souveränität)
   -Bilateralen I und II weiterlaufen lassen (Migrations-Problem ungelöst)
   -Rückzug auf ein Freihandelsabkommen, die Migration selbst steuern und allenfalls die Bilateralen auslaufen lassen.

   Ebenfalls ist eine Kommunikation mit der EU nötig die vieles zurechtrückt aber klar macht, dass ein solches Abkommen, das einem Kolonialvertrag entspricht, niemals von der Schweizer Stimmbevölkerung goutiert würde. Trotzdem muss der EU klar gemacht werden, dass wir sie als befreundeter Staat sehen, der die Dinge anders anpackt als wir, aber dass wir im beiderseitigen Interesse auch weiterhin gut zusammenarbeiten können.

Ich habe Militärdienst geleistet und war damit bereit, die Schweiz nach aussen zu verteidigen. Ich hätte mir nicht ausdenken können, dass ich sie dereinst auch nach innen verteidigen muss. Bitte erlauben Sie mir deshalb, mich hier als besorgter Bürger ganz undiplomatisch und offen zu äussern:

Seit ich mich zu erinnern glaube, hat es noch nie eine so einseitige, unrichtige und marketing-lastige Staatskampagne gegeben, wie über die Rahmenverträge. Dies ausgerechnet in einer der wichtigsten Fragen für den Weiterbestand der Schweiz, wie wir sie kennen.

Die Bundespräsidentin Amherd, eine Juristin, die aber Fixverträge offensichtlich nicht von flexiblen unterscheiden kann, wenn das Stichwort «Fixvertrag» im Text vorkommt, hat die Rahmenverträge ohne Kenntnis des verhandelten Inhalts nur aufgrund von Zusammenfassungen der Verhandler, denen die EU umgehend widersprochen hat (Ventilklausel) , unterzeichnet. Professionell ist das nicht.

Und der für die Rahmenverträge zuständige Bundesrat muss sich, auch angesichts der Tricksereien, der Gefälligkeitsgutachten zum unterdrückten Ständemehr und

Beat Bischof
Ailrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Falschaussagen (Konfitüren-Eklat ist nur ein Beispiel) fragen lassen, ob er die Verträge selbst kennt, ob er einfach naiv ist oder ob er aktiv an der Beschädigung der Demokratie und Souveränität der Schweiz laboriert In diesem Fall würde Art 266 des StGB, welche genau das mit Gefängnis bestraft, zur Anwendung kommen.

Wie kann man bloss auf die Idee kommen, die Erfolgsfaktoren der Schweiz ohne Zwang, ökonomischen Druck oder verlorenen Krieg an eine ausländische und zudem klamme Organisation, die selbst in fast unlösbaren Problemen steckt, dringend Geld braucht und vor allem eine nicht demokratisch legitimierte Instanz darstellt, zu delegieren.
Kein Wunder schwindet das Volksvertrauen. Kein Wunder wehren sich die KMU, denn diese können sich nicht Complianceabteilungen leisten wie z.B. die Ypsomed. Die Geschichte wird dereinst über die Rahmenverträge urteilen. Kann man mit gutem Gewissen diese Kolonialverträge gutheissen und vor den Kindern noch aufrecht stehen?

Ich bitte Sie nochmals um Nachsicht für das offene Wort, das Ihnen aber sicher auch zeigt, dass die unpolitische Schweiz sich ebenfalls informiert und die Volksseele ausserhalb der politischen Blasen in Bern kocht.

Freundliche Grüsse

Beat Bischof

PS: Ich habe festgestellt, dass die befürwortenden, positiven Antworten aufgeschaltet werden, aber dass die kritischen (mit Ausnahme der SVP-Stellungnahme) geflissentlich unterschlagen werden. Ich bitte Sie das im Sinne des Öffentlichkeitsprinzips zu korrigieren.

Beat Bischof
Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Abteilung Europa
Bundeshaus OST
Vernehmlassung Paket CH-EU
3003 Bern

Rotkreuz, 8. Oktober 2025

Betreff: Vernehmlassungsantwort zum Rahmenvertrag mit der EU

Sehr geehrte Damen und Herren

Sie finden nachfolgend meine Antwort zur Vernehmlassung zu den Rahmenverträgen aus der Sicht eines Business Analysten, Consultants und vor allem Schweizer Bürgers, der sich seit Jahren mit der Thematik Schweiz – EU auseinandergesetzt hat und besorgt ist, dass das Erfolgsmodell Schweiz erodieren könnte.

Ich komme zu einer eindeutig negativen Beurteilung der Verträge und zum Schluss, dass diese Verträge ohne Gegenvorschlag abzulehnen sind. Dies weil schon die Prämissen zu diesen Verhandlungen falsch gesetzt sind und das schlechte Verhandlungsergebnis keine Lösung für die offenen Fragen bietet. Hier meine detaillierte Antwort:

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiter zu entwickeln?

Die angepriesene «Stabilisierung der Beziehungen zur EU» birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Errungenschaften der Schweiz. Die vorgelegten Vorschläge zur Weiterentwicklung der bilateralen Abkommen scheinen unter dem Deckmantel einer Vereinfachung und Harmonisierung primär auf eine schleichende Übernahme von EU-Recht abzuzielen.
Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Geist und Buchstaben der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft festschreibt, und Artikel 164 BV, der die Zuständigkeit des Parlaments für die Gesetzgebung gewährleistet.

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Die Idee einer «stabilen» Beziehung zur EU unter den aktuellen Vorzeichen ist trügerisch. Die Schweiz braucht ein wirtschaftliches Abkommen zwischen guten Handelspartnern.

Was hier in Form der Rahmenverträge vorliegt, ist ein politisches Abkommen, das der Schweiz zusichert, dass sie wie ein EU-Mitglied behandelt wird. Was positiv klingt, bedeutet folgendes: Die EU-Staaten müssen sich angleichen und der EUGH ist gebunden das zu forcieren. Für eine Schweiz, die nicht EU-Mitglied ist und deren Bevölkerung dies auch nicht werden möchte, ist dies darum brandgefährlich und dumm.

Warum sollte ein erfolgreicher und wohlhabender Staat, wie die Schweiz, seine Legislative und Gerichtbarkeit in wichtigen Bereichen an ein marodes, undemokratisches Gebilde delegieren, seine Verfassung den Gesetzen und Verordnungen der EU unterwerfen und sich dieser EU auf Gedeih und Verderb bis in alle Zukunft ausliefern, zu «angemessenen» Strafmassnahmen der Gegenseite sein heutiges und zukünftiges Einverständnis geben und dafür noch bezahlen, obwohl die EU mehr in die Schweiz importiert als die Schweiz in die EU?

Als die Schweiz sich mit Blocher sich gegen EWR und EU stellte, hat die Bundesverwaltung annehmen müssen, dass in der neuen EU eine grosse Dynamik und ein bedeutender wirtschaftlicher Aufbruch stattfinden würde. Sie hat darum – zu Recht und in guter Absicht – die Volksmeinung und den Volksentscheid hintertrieben, was in die Bilateralen I gemündet hat. Heute ist jedoch eine andere Situation und es zeigt sich, dass die ursprüngliche Wirtschaftsvereinigung zu einem politischen Pakt geworden ist, der top down regiert, ohne demokratisch legitimiert zu sein. Das ist mit der Schweiz nicht kompatibel. Für uns ist entscheidend, dass die EU überschuldet, sozialistisch bzw. etatistisch ausgerichtet ist, wirtschaftlich überreguliert ist und damit die eigene Wirtschaft ins Elend stürzt.

Eine tatsächliche Stabilisierung würde eine ehrliche Auseinandersetzung mit den divergierenden Rechtsordnungen und politischen Systemen erfordern, anstatt eine fortschreitende Angleichung zu diktieren. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens zur Debatte stand und nun implizit wieder aufgewärmt wird, untergräbt die legislative Gewalt des Schweizerischen Parlaments gemäss Artikel 164 BV. Das Parlament würde zum blossen Abnicker von EU-Beschlüssen degradiert, anstatt seine im Verfassungsauftrag verankerte Rolle als primärer Gesetzgeber wahrzunehmen.

Besorgniserregend ist insbesondere die Ausweitung der Personenfreizügigkeit. Jegliche weitere Öffnung der Grenzen für EU-Bürger, auch unter dem Deckmantel der Erleichterung für hochqualifizierte Arbeitskräfte, muss kritisch hinterfragt werden. Die potenziellen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt, die Sozialwerke und die öffentliche Infrastruktur sind immens und werden in den vorliegenden Vorschlägen unzureichend berücksichtigt. Die Bewältigung dieser negativen Externalitäten obliegt der Schweizerischen Eidgenossenschaft, während die Entscheidungsfindung über die Einwanderung in die Hände der EU-Organe gelegt würde. Dies ist ein direkter Angriff auf die Selbstbestimmung, die in Artikel 1 BV verankert ist. Die Annahme von EU-Recht zur Steuerung der Migration, wie sie auch im Rahmen des Schengener Abkommens geschieht, stellt bereits eine

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

erhebliche Einschränkung dar. Eine weitere Vertiefung dieser Dynamik wäre unannehmbar.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, selbst in Bereichen, die nicht explizit in den bilateralen Abkommen geregelt sind, birgt die Gefahr einer unerwünschten und unkontrollierten Souveränitätsabgabe. Dies steht im krassen Gegensatz zum Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV, welches verlangt, dass das Volk die oberste Gewalt innehat und Entscheidungen über grundlegende Weichenstellungen im Rahmen von Referenden und Initiativen mitgestalten kann. Eine solche Rechtsübernahme durch dynamische Verweise würde die Möglichkeit des Volkes, durch Abstimmungen Einfluss zu nehmen, massiv beschneiden.

Die Begründung, dass eine solche Übernahme für die reibungslose Funktion der Abkommen unerlässlich sei, ist zirkulär. Sie erweckt den Anschein, als ob die Schweiz sich der EU anpassen müsse, anstatt eine Partnerschaft auf Augenhöhe anzustreben. Die Schweiz hat stets bewiesen, dass sie innovative und praktikable Lösungen entwickeln kann, die ihren spezifischen Bedürfnissen Rechnung tragen. Ein erzwungenes Angleichen an Brüsseler Vorgaben, auch in Bereichen wie dem Verbraucherschutz oder dem Umweltrecht, vernachlässigt die einzigartigen Gegebenheiten und Traditionen der Schweiz. Artikel 164 BV betont die Wichtigkeit der parlamentarischen Debatte und der Berücksichtigung verschiedener Interessen bei der Gesetzgebung. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diesen essenziellen demokratischen Prozess umgehen.

Des Weiteren darf die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) nicht unterschätzt werden. Die Forderung nach einer Anerkennung seiner Rechtsprechung, selbst wenn diese nicht explizit in den bilateralen Verträgen vorgesehen ist, stellt eine gravierende Einschränkung der nationalen Gerichtsbarkeit dar. Das Schweizer Rechtssystem, einschliesslich der Kompetenzen der Schweizer Gerichte, ist ein integraler Bestandteil der staatlichen Souveränität. Die Unterordnung unter die Auslegung des EuGH, der primär dem Recht der EU-Mitgliedstaaten verpflichtet ist, würde die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz gefährden und steht im Widerspruch zur verfassungsrechtlichen Garantie eines unabhängigen Gerichtsverfahrens. Artikel 164 BV bestimmt, dass das Parlament die oberste Gerichtsinstanz bestimmt, was impliziert, dass diese Instanz primär dem schweizerischen Recht und der Verfassung untersteht.

Die vorgeschlagene «Stabilisierung» erscheint somit eher als eine schleichende Erosion der Schweizer Autonomie und der demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten. **Anstatt blindlings einer vermeintlichen «Stabilisierung» zuzustimmen, die primär den Interessen der EU dient, muss die Schweiz ihre Souveränität verteidigen und auf einer Partnerschaft bestehen, die die Gleichwertigkeit und die spezifischen Bedürfnisse aller Beteiligten achtet.** Jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, die die Einhaltung der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 BV und Artikel 164 BV, sowie die Wahrung der demokratischen Prinzipien und der nationalen Interessen in den Vordergrund stellt. Eine oberflächliche «Stabilisierung» darf nicht auf Kosten der Substanz erkauft werden.

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der Bewahrung der direkten Demokratie auf. Es ist fraglich, ob die vereinbarten Regelungen tatsächlich die Interessen der Schweizer Bevölkerung nachhaltig schützen und die Grundsätze unseres Rechtssystems, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, respektieren.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger ein direktes Mitspracherecht haben, widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 34 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem, wie sie sich aus den jüngsten Verhandlungsergebnissen abzeichnet, untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über Gesetze zu entscheiden und die Richtung der schweizerischen Politik aktiv mitzugestalten. Dies stellt eine schleichende Erosion der demokratischen Legitimation dar, die durch das Volkssouveränitätsprinzip gemäss Artikel 1 BV geschützt werden müsste.

Des weiteren sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie implizit in bestimmten Klauseln angelegt sein könnte, würde die Autonomie unserer nationalen Gerichte, einschliesslich des Bundesgerichts, in einer Weise beschneiden, die im Widerspruch zum Prinzip der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit steht, wie sie in der Bundesverfassung gewährleistet wird. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht bei Gerichtsentscheiden anzuwenden sind. Die unklare Abgrenzung der Zuständigkeit und die potenzielle Überordnung von EuGH-Urteilen gegenüber nationalem Recht, selbst dort wo die Schweiz nicht formell Teil der EU ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsordnung.

Die vermeintlichen Vorteile des Marktzugangs dürfen nicht dazu führen, dass grundlegende Prinzipien unserer direkten Demokratie und unserer nationalen Souveränität geopfert werden. Die Verhandlungsergebnisse bedürfen einer eingehenden Prüfung, ob sie tatsächlich dem Wohl der Schweiz dienen oder ob sie primär den Interessen der Europäischen Union Rechnung tragen, auf Kosten der schweizerischen Selbstbestimmung. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU im Einklang mit der Bundesverfassung steht und die direkten Mitwirkungsrechte des Schweizer Volkes unangetastet bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur Umsetzung des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen bezüglich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Es ist äusserst besorgniserregend, wie hier über bilaterale Verträge und die Übernahme von EU-

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Recht die Schweizer Bevölkerung und die parlamentarische Mitsprache ausgehebelt werden sollen.

Besondere Bedenken bestehen hinsichtlich der im Entwurf angesprochenen Mechanismen, die zu einer automatischen Rechtsübernahme führen könnten. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie, wie sie im Bundesgesetz über die Volksinitiative und das Referendum (SR 161.1) verankert sind. Jede Übernahme von neuem Recht, insbesondere von solchem, das direkt Auswirkungen auf die Lebensweise der Schweizerinnen und Schweizer hat, muss einem wirksamen Referendum zugänglich sein. Die Vorschläge scheinen diese Möglichkeit auszuhebeln, indem sie potenziell eine Übernahme von EU-Recht vorsehen, die dann nicht mehr durch das Volk oder das Parlament effektiv beeinflusst werden kann. Es gibt auch eine Verlagerung von Bundesrat und Parlament zu nicht demokratisch legitimierten Bundesbeamten (Spezialisten).

Ferner ist die Frage der Souveränität des Schweizer Volkes und des Bundesstaates von zentraler Bedeutung. Die Art und Weise, wie die Europäische Union ihre Gesetzgebungshoheit ausübt und wie diese potenziell in unser Rechtssystem integriert werden soll, muss kritisch hinterfragt werden. Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) legt fest, dass die Schweiz im Rahmen ihrer verfassungsmässigen Ordnung frei und souverän ist. Eine Übernahme von EU-Recht, die die Entscheidungsfreiheit der Schweizerischen Bundesversammlung und des Schweizer Volkes einschränkt oder gar aufhebt, ist mit diesem Grundsatz nicht vereinbar.

Wir müssen uns fragen, ob die vorgeschlagenen Schritte wirklich dem Wohl der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr dazu führen, dass wir uns einem externen Rechtssystem unterwerfen, dessen Interessen nicht immer mit unseren übereinstimmen. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Institutionen und unserer Rechtsordnung ist real und darf nicht unterschätzt werden. Jegliche Vertiefung der Beziehungen mit der EU muss auf einer freiwilligen und jederzeit widerrufbaren Basis erfolgen, unter voller Wahrung unserer Souveränität und der demokratischen Rechte unseres Volkes. Die aktuellen Vorschläge scheinen diese fundamentalen Prinzipien zu gefährden und sind daher abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Strukturen dar. Die bewährte Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden autonom über Förderinstrumente entscheiden können, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet das Ende demokratisch legitimierter politischer Entscheidungen zugunsten einer zentralisierten, Brüsseler hörigen Bürokratie.

Besonders alarmierend ist die massive Untergrabung der kantonalen Autonomie durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG). Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern der EU degradiert. Ihre souveränen Entscheide zur Wirtschaftsförderung, die auf lokalen Bedürfnissen basieren, müssen künftig von

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

einer zentralen Behörde in Bern abgesegnet werden. Diese neue Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird und deren Entscheidungen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, beraubt die Kantone ihrer Rechte. Die kantonalen Erlasse können durch die neue Fassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) einer abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht unterzogen und gekippt werden, was eine inakzeptable Herabstufung der Kantone darstellt.

Nur schon wegen diesem Kontrollverlust der Kantone und dem Angriff auf unseren Föderalismus braucht es zwingend auch ein Ständemehr bei der Abstimmung. Darüber hinaus muss jetzt geklärt werden, ob die Verfassung für die Schweiz entscheidend ist oder ob irgendwelche völkerrechtlichen Vereinbarungen die Schweizer Verfassung übersteuern können und dürfen.

Die Schaffung des BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) und Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a, 33 und 37a-c) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schaffen eine undurchsichtige "Superbehörde". Diese hat weitreichende Kompetenzen, ohne dass eine ausreichende demokratische Kontrolle oder Rechenschaftspflicht gewährleistet ist. Die Ausweitung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel im VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Ebenso ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Diese Regelungen sind mit den Grundsätzen unseres Rechtsstaates und unserer föderalistischen Ordnung unvereinbar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Es wurde behauptet, dass die Schweiz die Personenfreizügigkeit brauche, um den Fachkräftemangel zu beheben. Das erweist sich als falsch: Die Schweiz hat schon lange vor der PFZ Fachkräfte in die Schweiz geholt und die Fachkräfte haben die guten Löhne und die Chance gerne genützt. Nach achtzehn Jahren der PFZ zeigt sich nun, dass die PFZ den Fachkräftemangel nicht behebt, sondern verschärft, weil sie zu einem immer schneller drehenden Pepertuum Mobile wurde.

Inzwischen werden die Probleme der zu schnellen Migration, mit der die Infrastruktur nicht mehr mitkommen mag, offensichtlich. Zudem hat das BIP pro Person jüngst abgenommen, was den Schaden dieser von der EU forcierten PFZ aufzeigt. Warum sollte die EU den Personenzuzug in die Schweiz besser regeln können als die Schweiz selbst? Die Schweiz ist eines der wohlhabendsten und freiesten Länder der Welt. Wen wundert es, dass sie zur Wunschdestination von

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Millionen Menschen der EU aber auch weltweit geworden ist. Einer Masse von Menschen, welcher die Schweiz wegen ihrer geografischen Grösse nicht gerecht werden kann.
Ich bin deshalb sogar der dedizierten Meinung, dass man die PFZ kündigen und den Zuzug zumindest vorübergehend selbst regeln muss.
Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. **Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, widerspricht fundamental dem Willen des schweizerischen Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist.** Die Einführung eines "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, quasi einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Energie oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke zutiefst.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unerträglich. **Aktuell zeigt der Fall von 7 offenbar afrikanisch-stämmigen Männern, die sich als Väter von 142 Kindern deklariert haben und nun in Deutschland «ihre» Kinder nachholen können und mit der Kinderzulage ein Einkommen von rd. 8000 Euro monatlich «erarbeiten», wie realitätsfern diese PFZ ist und wie schamlos diese ausgenützt werden kann und werden wird.**

Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Kosten. Die sogenannte "Schutzklausel" ist ein reines Placebo, deren Anwendungsbedingungen so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis nicht greifen wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz sie dennoch anrufen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies stellt einen verzweifelten Versuch dar, die finanziellen Folgen abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

werden. Der schweizerische Steuerzahler muss zudem für die Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen, da neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen (Art. 48 Abs. 2 Bst. c und Art. 61a HFKG) eingeführt werden.
Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Auch hier erfolgt eine Nivellierung nach unten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Selbst unser Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachzuvollziehen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) in diversen Gesetzen wie dem BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35, 50), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und die Patientensicherheit. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und gefährden die Grundfesten unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und unzureichend, um den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die erweiterte Zuwanderung entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Firmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs stellen eine inakzeptable Gefährdung des Schweizer Service Public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ist höchst bedenklich. **Sie öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken herauspicken werden.** Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird die SBB und andere inländische Transportunternehmen massiv unter Druck setzen, da diese weiterhin die finanziell unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien bedienen müssen. Die finanzielle Grundlage unseres flächendeckenden öffentlichen Verkehrs wird dadurch fundamental untergraben. **Zudem importieren wir zum besten und pünktlichsten Bahnverkehr die Deutsche Unpünktlichkeit, Schludrigkeit beim Roll-Material (die zu den Tunnelschäden im Gotthardtunnel geführt haben) und Unzuverlässigkeit. Wer könnte das wollen so frage ich? Die Eisenbahn ist in der Schweiz eine entscheidend wichtige Infrastruktur, die wir nicht beschädigen sollten.**

Zusätzlich zur Kabotage ist die neue Bestimmung in Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) alarmierend. Sie zwingt die Schweiz, bei grenzüberschreitenden Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies bedeutet, dass die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich eingeschränkt wird. Anstatt die Vergabe von Aufträgen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die Berufung auf die "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme ist als rechtlich unzureichend einzustufen. Diese Erklärung besitzt keinen bindenden Charakter und bietet keinerlei Gewähr gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Es handelt sich somit lediglich um eine Illusion von Sicherheit, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhält.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Künftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würden die Steuerungskompetenz von nationalen Stellen auf zentrale EU-Instanzen verlagern. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem erhebliche Risiken für bestehende und notwendige Subventionen, die für die Aufrechterhaltung des Service Public unerlässlich sind. Bewährte Praktiken zur Unterstützung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung direkt beeinträchtigt.

Zusammenfassend lassen die vorgeschlagenen Änderungen eine erhebliche Aushöhlung der Schweizer Souveränität und eine Gefährdung unseres hochwertigen Service Public befürchten. Diese Entwicklungen sind entschieden abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union ist aus fundamentaler Sicht abzulehnen. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Dies wird bereits durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert, welches die freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandelt und dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag entzieht. Das KoBG wird damit zum gesetzgeberischen Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet und die bisherige politische Geste in eine rechtliche Pflicht verwandelt.

Die im Vertrag verankerte Regelung schafft einen permanenten Rechtsanspruch (Art. 1 KoBG), der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie das Parlament gemäss der Bundesverfassung zusteht, gibt es lediglich noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Dies geschieht ohne jegliche Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken. **Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär die**

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt. Mehr noch: Sie verliert die Kontrollfunktion darauf, wie die Gelder verwendet werden.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Es ist zu erwarten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, gegen die die Schweiz keine Handhabe mehr hat, sondern zahlen muss, was die EU diktiert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz verliert mit diesem Abkommen ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen.

Strom

Beim Strom geht es ausschliesslich um Physik. Dass die Stromversorgung in dieses ausschliesslich politische Abkommen integriert wird, macht keinen Sinn. Nicht die Schweiz braucht die EU in diesem Bereich, sondern die EU braucht die Speicherkapazitäten der Schweiz, um Blackouts zu verhindern. Hingegen macht das Abkommen aus Sicht der EU Sinn: Auch hier werden – wie schon im CU – die besten Trümpfe der Schweiz ohne Gegenwert abgegriffen. Sie können später als Druckmittel gegen die Schweiz verwendet werden.

Anders als uns immer wieder erzählt wird, ist die EU keinesfalls ein unparteiischer oder zuverlässiger Partner. Schon beim MRA, während Corona, beim Flugplatzreglement Zürich oder bei der Bankenequivalenz hat die EU ihre eigenen Verträge (FHA1972) gebrochen. Das Gleiche passiert aktuell beim Zollhammer von 50% auf Stahl. Warum gewisse Kreise entsetzt sind über die Zölle von 39% von Trump aber über die Zölle der EU glatt hinwegschauen, verstehe ich nicht . Ich setzte aber ein Fragezeichen hinter die Zuverlässigkeit der EU als Vertragspartner, der mit einseitiger Vertragsdurchsetzungsmacht ausgestattet wäre.

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der nationalen Energiesouveränität dar. **Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem abhängigen Teilnehmer degradiert, der zwar zur Kostentragung verpflichtet ist, aber keine wirkliche Entscheidungsbefugnis mehr besitzt.** Die zentralisierte Steuerung unseres Stromnetzes aus Brüssel, anstatt in Bern oder unseren Kantonen, widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Autonomie. Die Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer administrativen Vollzugsstelle für europäische Vorschriften, die keiner direkten demokratischen Legitimation in der Schweiz unterliegen. Zudem hat die EU selbst zu wenig Strom

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

und wird ihre eigenen Länder, die ja Vollmitglieder sind, schützen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, an schweizerischen Bedürfnissen orientierten Energiepolitik.

Die Regelungen zur staatlichen Beihilfe innerhalb des EU-Rechts bedrohen zudem das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das substanzielle finanzielle Mittel an die Bergkantone weiterleitet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und de facto abgeschafft werden. Dies hätte erhebliche negative Konsequenzen für die finanziellen Spielräume dieser Kantone. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Bewährte Prinzipien wie der Einspeisevorrang für lokale Energieerzeugung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, geraten durch EU-Wettbewerbsregeln unter Druck, was die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem «freien» Markt. Die Möglichkeiten zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, werden durch EU-Vorgaben eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar – weder der Markt noch die EU können diese umfassend garantieren. Dies birgt erhebliche Risiken für die Zuverlässigkeit unserer Energieversorgung. Die erwartete Preisvolatilität durch die Marktliberalisierung wird unweigerlich zu höheren Stromkosten für Schweizer KMU und Haushalte führen. Kosten, die der Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die im neuen Energiegesetz (EnG) verankerten Änderungen, insbesondere Art. 15 neu und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligen gezielt kleine und mittlere Produzenten erneuerbarer Energien. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was unsere Abhängigkeit von ausländischen, oft fossilen Energieträgern erhöht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedeuten einen Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen und eine Unterwerfung unter europäische Regulierung, die unsere föderalen Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzgesellschaft unnötigerweise den Regeln grosser Konzerne, was zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität führt.

Abschliessend kann noch erwähnt werden, dass die Schweiz ohne gesicherte Energiezufuhr, die sie selbst aufbauen, betreiben, kontrollieren und erneuern kann, auch kein Militär mehr braucht. Unsere tertiäre und service-getriebene Wirtschaft würde schon nach den ersten Blackouts zusammenbrechen und die Schweiz würde ein Drittweltland. Zudem werden die Strom-Kosten nicht sinken, sondern auf EU und Deutschland-Niveau steigen.

Lebensmittelsicherheit

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regelungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Vorgaben. **Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards gefährdet die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die Wahlfreiheit der Konsumenten und bedroht die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe. Das Label 'Made in Switzerland', ein etablierter Wettbewerbsvorteil, würde durch die erzwungene Angleichung an weniger strenge EU-Kriterien de facto entwertet.**

Eine besonders beunruhigende Komponente ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, da eine Ablehnung oder Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall brächte.

Die Zulassung von EU-Inspektoren zur Kontrolle Schweizer Betriebe, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Unsere Produzenten würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Die damit einhergehende Welle der Bürokratie ist ein weiteres erhebliches Problem. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an lokalen Festen müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört nicht nur lokale Traditionen, sondern auch wirtschaftliche Existenzen.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren bisherigen hohen Standards führt. Dies ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich die Konsumenten.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind Rückschritte zu befürchten. Die Anpassungen in Artikel 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust, da wir die Möglichkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Hallal und Schächten, tierquälende Steinzeitpraktiken würde in der Schweiz wieder eingeführt.

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Dies umgeht das Parlament und entzieht der demokratischen Kontrolle Entscheidungen, die unsere Bauern direkt betreffen.

Selbst der Waldschutz bleibt nicht verschont. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Als absolut katastrophal: die Schweiz hat schon beim CU kapituliert und sich über den Tisch ziehen lassen (in Deutschland und in der EU wird anders verhandelt als in der Schweiz, wo man zuerst alle Asse auf den Tisch legt und dann um Fairness bettelt. Ich habe 5 Jahre lang die Länderkonditionen einer Paramount/Viacom-Firma mit Mediamarkt ausgehandelt, weiss also wovon ich spreche).
Offenbar hat man Cassis völlig unvorbereitet in den Hammer laufen lassen. Zudem waren schon die Prämissen falsch: Die Schweiz will heute erst recht nicht in die EU, aber man hat dies offenbar der EU mit Schritten des No-Returns glaubhaft gemacht.

Zudem gibt die Schweiz ihre bewährten und äusserst wichtigen Erfolgskriterien ohne Not und ohne Gegenwert preis. Nicht nur dass sie keinen erheblichen Nutzen aus diesen Verträgen ziehen kann (wie zwei aktuelle Studien des Bundes belegen) sondern sie bezahlt gleich mehrfach den überteuerten Preis: Sie gibt sich auf, sie gibt ihre direkte Demokratie auf, leidet unter der Zuwanderung, sie schafft Rechtsunsicherheit mit dem EU-Recht und bezahlt neben Kohäsionsgeldern auch den ganzen Anpassungsprozess, der sie nach Schätzungen viele Milliarden kosten wird. Mit diesen Rahmenverträgen müssen wir – etwas überspitzt formuliert – bei der EU darum betteln, unsere Probleme selbst lösen zu dürfen.

Wir verschiedentlich erwähnt ist die Schweiz demokratisch und föderalistisch «bottom-up» aufgestellt, während die EU undemokratisch und kaum legitimiert «top-down» regiert. Das ist legitim, aber nicht kompatibel.

Die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Dies wird insbesondere im Hinblick auf die Bewahrung unserer einzigartigen Rechtsordnung bedenklich, die sich in der Bundesverfassung (BV) und den darauf gestützten Gesetzen manifestiert. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die flankierenden

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Massnahmen zur Personenfreizügigkeit und andere Abkommen droht, Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz und die Unabhängigkeit des Volkes und der Kantone verankert, auszuhöhlen.

Wie oben erwähnt, zeigen sich in allen Dossiers fundamentale Fallgruben und Verstösse gegen die Verfassung. Die zweifelhafte Kohärenz im Verhältnis zur EU scheint zu einem unglaublich hohen Preis erkauft zu werden. Die erhebliche Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die über das im Abkommen definierte Mass hinausgeht, ist evident. Die ständige Notwendigkeit, schweizerisches Recht an die sich wandelnde Rechtslage in der EU anzupassen, ohne gleichzeitig die Möglichkeit zu haben, die Entwicklung dieses Rechts mitzugestalten, bindet die Schweiz zunehmend an die EU, ohne dass sie über entsprechende Gestaltungsmöglichkeiten verfügt. Dies widerspricht dem Geist der Souveränität und der eigenständigen Rechtssetzung, wie sie in der schweizerischen Verfassung verankert ist.

Es ist daher dringend geboten, die langfristigen Auswirkungen dieser Abkommen auf die schweizerische Souveränität, die Rechtsordnung und die demokratische Legitimation sorgfältig und mit grossem Augenmass zu evaluieren, bevor eine Entscheidung getroffen wird. Die Risiken für die Unabhängigkeit und die Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung der Zukunft scheinen nicht hinreichend adressiert und minimiert zu werden.
Wie ist die Sache zu retten, wie kann man bei der EU, die wir seit Jahren mit Unwahrheiten gängeln, Schäden vermeiden?

1. **Als Berater frage ich mich zuerst, welche Probleme der Bundesrat mit diesem Vorgehen, das über viele Jahre zu diesen unseligen Rahmenverträgen geführt hat, lösen möchte?**

   Geht es um Handelshemmnisse, geht es um Austausch von Waren, gegenseitige Anerkennung, um den Beizug von ausländischen Arbeitskräften? Horizon? Soll eine politische oder eine ökonomische Lösung gefunden werden und wenn ja für welche Probleme?
   Möchte die Schweiz sich einfach vor zwingenden innenpolitischen Fragen drücken (Energiestrategie, Innere und äussere Sicherheit, Infrastruktur) und sich der Einfachheit halber bei der EU andocken? Ist es nur Bequemlichkeit?

2. **Dann möchte ich wissen, ob das Abkommen- in der heutigen Form – eine Lösung für die Probleme sein kann**

   Nach meinem Verständnis ging es ursprünglich darum, dass man den Anschluss an eine EU in der Aufbruchstimmung, trotz Abstimmungsniederlage, nicht verpassen wollte. Diese Ausgangslage stammt noch aus dem letzten Jahrhundert und hat sich inzwischen verändert: die Schweiz hat mit einer Krise und einer gnadenlosen Verschlankung aufgeholt und ist heute in allen Bereichen besser und innovativer als die EU. Die EU ist im Abstieg begriffen, sie ist kein Erfolgsmodell mehr. Vielleicht braucht die Schweiz nicht mehr EU, sondern die EU mehr Schweiz?
   Die Probleme sehe ich eher darin, dass wir endlich die Hausaufgaben bei

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

den Bereichen Energie, Innere und äussere Sicherheit, Infrastruktur und Migration machen sollten. Dabei hilft uns das Abkommen allerdings nicht. Im Gegenteil!

3. **Dann frage ich mich, ob das Abkommen zu retten ist oder welche Alternativen es gibt.**

   So viel vorweg: Das Rahmenabkommen ist für die Schweiz komplett ungeeignet. Eigentlich ist es ein Umsturzversuch und ein Landesverrat! Es lässt sich auch nicht ohne Ständemehr einführen, denn die Verfassungsmässigen Rechte werden beschnitten und die Kantone entmachtet. Es lässt sich auch nicht mit Retuschen korrigieren, denn schon die Grundprämissen sind falsch und da China und Amerika sogar ohne FHA in die EU liefern sind die Rahmenverträge so unnütz wie ein Kropf. Wir haben ein FHA. Bezüglich Horizon erschliesst sich mir nicht, warum unsere Universitäten, die besser sind als jede der EU, nicht selbst ein vergleichbares, aber auch nützlicheres Programm aufbauen kann, an dem die EU aber vor allem andere Top-Unis partizipieren können?

   Als Alternative sehe ich vier Möglichkeiten:
   -EU-Beitritt (nicht erwünscht und nicht zweckmässig
   -EWR-Beitritt (nicht erwünscht, ebenfalls eine Reduktion der Souveränität)
   -Bilateralen I und II weiterlaufen lassen (Migrations-Problem ungelöst)
   -Rückzug auf ein Freihandelsabkommen, die Migration selbst steuern und allenfalls die Bilateralen auslaufen lassen.

   Ebenfalls ist eine Kommunikation mit der EU nötig die vieles zurechtrückt aber klar macht, dass ein solches Abkommen, das einem Kolonialvertrag entspricht, niemals von der Schweizer Stimmbevölkerung goutiert würde. Trotzdem muss der EU klar gemacht werden, dass wir sie als befreundeter Staat sehen, der die Dinge anders anpackt als wir, aber dass wir im beiderseitigen Interesse auch weiterhin gut zusammenarbeiten können.

Ich habe Militärdienst geleistet und war damit bereit, die Schweiz nach aussen zu verteidigen. Ich hätte mir nicht ausdenken können, dass ich sie dereinst auch nach innen verteidigen muss. Bitte erlauben Sie mir deshalb, mich hier als besorgter Bürger ganz undiplomatisch und offen zu äussern:

Seit ich mich zu erinnern glaube, hat es noch nie eine so einseitige, unrichtige und marketing-lastige Staatskampagne gegeben, wie über die Rahmenverträge. Dies ausgerechnet in einer der wichtigsten Fragen für den Weiterbestand der Schweiz, wie wir sie kennen.

Die Bundespräsidentin Amherd, eine Juristin, die aber Fixverträge offensichtlich nicht von flexiblen unterscheiden kann, wenn das Stichwort «Fixvertrag» im Text vorkommt, hat die Rahmenverträge ohne Kenntnis des verhandelten Inhalts nur aufgrund von Zusammenfassungen der Verhandler, denen die EU umgehend widersprochen hat (Ventilklausel) , unterzeichnet. Professionell ist das nicht.

Und der für die Rahmenverträge zuständige Bundesrat muss sich, auch angesichts der Tricksereien, der Gefälligkeitsgutachten zum unterdrückten Ständemehr und

Allrüti 5, 6343 Rotkreuz, Mobile ++41 (0) 79 414 56 36, E-Mail: beat.bischof@bluewin.ch

Falschaussagen (Konfitüren-Eklat ist nur ein Beispiel) fragen lassen, ob er die Verträge selbst kennt, ob er einfach naiv ist oder ob er aktiv an der Beschädigung der Demokratie und Souveränität der Schweiz laboriert In diesem Fall würde Art 266 des StGB, welche genau das mit Gefängnis bestraft, zur Anwendung kommen.

Wie kann man bloss auf die Idee kommen, die Erfolgsfaktoren der Schweiz ohne Zwang, ökonomischen Druck oder verlorenen Krieg an eine ausländische und zudem klamme Organisation, die selbst in fast unlösbaren Problemen steckt, dringend Geld braucht und vor allem eine nicht demokratisch legitimierte Instanz darstellt, zu delegieren.
Kein Wunder schwindet das Volksvertrauen. Kein Wunder wehren sich die KMU, denn diese können sich nicht Complianceabteilungen leisten wie z.B. die Ypsomed. Die Geschichte wird dereinst über die Rahmenverträge urteilen. Kann man mit gutem Gewissen diese Kolonialverträge gutheissen und vor den Kindern noch aufrecht stehen?

Ich bitte Sie nochmals um Nachsicht für das offene Wort, das Ihnen aber sicher auch zeigt, dass die unpolitische Schweiz sich ebenfalls informiert und die Volksseele ausserhalb der politischen Blasen in Bern kocht.

Freundliche Grüsse

Beat Bischof

PS: Ich habe festgestellt, dass die befürwortenden, positiven Antworten aufgeschaltet werden, aber dass die kritischen (mit Ausnahme der SVP-Stellungnahme) geflissentlich unterschlagen werden. Ich bitte Sie das im Sinne des Öffentlichkeitsprinzips zu korrigieren.

Juristisch-systematische Stellungnahme zum institutionellen Rahmenabkommen Schweiz–EU

Verfasser:
Beat Bischof,
Business Analyst und Consultant,
Rotkreuz, 8. Oktober 2025

1. Einleitung und Ziel der Stellungnahme

Diese Stellungnahme erfolgt in der Zeit der offiziellen Vernehmlassung zum sogenannten *institutionellen Rahmenabkommen* zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (EU). Sie verfolgt das Ziel, die rechtlichen, verfassungsmässigen und demokratiepolitischen Implikationen des Abkommens und der begleitenden Umsetzungsgesetze systematisch zu beleuchten und im Lichte der schweizerischen Bundesverfassung kritisch zu würdigen. Sie soll zugleich zu einer sachlicheren Diskussion über das umfangreiche Abkommen führen und die relevanten Fakten, welche Entscheider benötigen, herausschälen.

Als Bürger und Berater mit langjähriger Erfahrung im Finanz- und Regulierungssystem der Schweiz sehe ich mich veranlasst, auf zentrale Defizite dieses Vertragswerks aufmerksam zu machen, welche die Grundlagen des schweizerischen Staatsverständnisses – insbesondere die **Souveränität, die direkte Demokratie und den Föderalismus** – in ihrem Kern berühren.
Die Schweiz ist ein souveräner, demokratischer und föderalistischer Rechtsstaat. Diese Prinzipien sind in der Bundesverfassung (BV) verankert und bilden das Fundament der staatlichen Legitimation. Der vorliegende Vertragsentwurf droht, diese Grundpfeiler durch eine **institutionelle und rechtliche Unterordnung** unter fremdes Recht und fremde Entscheidungsinstanzen zu schwächen.
Diese Stellungnahme soll nicht emotional, sondern rechtswissenschaftlich begründet aufzeigen, dass das Rahmenabkommen – in seiner derzeitigen Ausgestaltung – **verfassungsrechtlich problematisch**, **systematisch unausgewogen** und **demokratiepolitisch unvereinbar** mit den Kernprinzipien des schweizerischen Staatswesens ist.

2. Verfassungsrechtliche Grundlagen der schweizerischen Souveränität

2.1 Staatsrechtlicher Rahmen

Die Bundesverfassung bekennt sich in ihrem **Artikel 1 BV** unmissverständlich zur Eigenstaatlichkeit und Unabhängigkeit der Schweiz:
„Die Schweizerische Eidgenossenschaft besteht aus den selbständigen Kantonen Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Obwalden, Nidwalden, Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Schaffhausen, Appenzell Ausserrhoden, Appenzell Innerrhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura.“
Dieser Artikel manifestiert das Prinzip der **Souveränität und Selbstbestimmung** der Eidgenossenschaft. Sie kann ihre Hoheitsrechte nur auf Grundlage der Verfassung und durch demokratische Willensbildung ausüben oder einschränken.
Gemäss **Artikel 5 Absatz 1 BV** gilt:
„Grundlage und Schranke staatlichen Handelns ist das Recht.“

Absatz 4 desselben Artikels bestimmt weiter:
„Bund und Kantone beachten das Völkerrecht.“
Dies bedeutet, dass völkerrechtliche Bindungen stets im Einklang mit der innerstaatlichen Verfassung stehen müssen und **nicht zur Aushöhlung der verfassungsmässigen Ordnung führen dürfen**. Völkerrechtliche Verpflichtungen sind Ausdruck staatlicher Handlungsfreiheit – nicht deren Aufgabe.
Die **Volkssouveränität** ist in **Artikel 136 BV** verankert, der das aktive und passive Wahlrecht garantiert, und in **Artikel 138 ff. BV**, welche die Volksinitiative und das Referendumsrecht regeln. Diese Instrumente bilden den Kern der schweizerischen Demokratie und stellen sicher, dass die oberste Gewalt beim Volk verbleibt.
Ein Mechanismus, der eine **dynamische Rechtsübernahme** vorsieht, ohne diese demokratischen Mitwirkungsrechte zu wahren, widerspricht daher der verfassungsmässigen Ordnung.

2.2 Gesetzgebungskompetenz und Gewaltenteilung

Gemäss **Artikel 164 Absatz 1 BV** erlässt die Bundesversammlung alle wichtigen rechtsetzenden Bestimmungen in Form eines Bundesgesetzes. Dieser Artikel schützt die Legislative vor einer Kompetenzverlagerung auf Exekutive oder ausländische Organe.
Eine „automatische“ oder „dynamische“ Übernahme von EU-Recht durch völkerrechtliche Verpflichtung führt faktisch dazu, dass das Parlament **nicht mehr autonom** über Gesetzesinhalte entscheiden kann, sondern lediglich formell nachvollzieht, was in Brüssel beschlossen wurde. Damit würde die Legislative ihrer konstitutionellen Rolle als **Hauptgesetzgeber** enthoben.
Auch **Artikel 190 BV** bestätigt zwar, dass „Bundesgesetze und Völkerrecht“ für die Gerichte massgebend sind; diese Norm verpflichtet jedoch die Rechtsprechung zur Anwendung gültigen Rechts, **nicht** zur vorbehaltlosen Anerkennung fremder Rechtssetzung oder Gerichtsbarkeit. Die Bestimmung setzt die vorgängige, verfassungskonforme Genehmigung durch die politischen Organe voraus.
Daraus folgt, dass die Schweiz völkerrechtliche Verträge nur dann abschliessen darf, wenn sie die **verfassungsrechtlich geschützte Gewaltenteilung** zwischen Legislative, Exekutive und Judikative wahrt.

2.3 Föderalismus und Ständemehr

Der schweizerische Föderalismus ist nicht nur Organisationsprinzip, sondern Verfassungsgrundsatz. **Artikel 3 BV** lautet:
„Die Kantone sind souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist; sie üben alle Rechte aus, die nicht dem Bund übertragen sind.“
Die Kantone sind somit Träger eigenständiger politischer und rechtlicher Kompetenzen. Diese dürfen nur durch ausdrückliche verfassungsmässige Grundlage eingeschränkt werden.
Die in den Rahmenverträgen vorgesehene **Übertragung von Überwachungs- und Kontrollkompetenzen** – etwa im Bereich staatlicher Beihilfen oder öffentlicher Aufträge – an eine zentrale, an das EU-Beihilferecht angelehnte Bundesbehörde, greift direkt in die verfassungsmässig garantierte Autonomie der Kantone ein.
Hinzu kommt: **Artikel 140 BV** bestimmt, dass gewisse völkerrechtliche Verträge dem **obligatorischen Referendum mit Ständemehr** unterliegen, wenn sie „den Beitritt zu Organisationen kollektiver Sicherheit oder zu supranationalen Gemeinschaften“ bewirken.

Die institutionelle Architektur der Rahmenverträge, welche die Schweiz einer supranationalen Rechtsordnung unterstellt und eine fortlaufende Rechtsübernahme vorsieht, erfüllt inhaltlich die Kriterien dieses Artikels. Eine Genehmigung ohne Ständemehr wäre daher **verfassungsrechtlich unzulässig**.

---

3. Institutionelle Architektur der vorgeschlagenen Rahmenverträge

3.1 Dynamische Rechtsübernahme und institutionelle Bindung

Das zentrale Strukturmerkmal der Rahmenverträge ist die Einführung einer **dynamischen Rechtsübernahme**:
Die Schweiz verpflichtet sich, EU-Rechtsentwicklungen in bestimmten Politikbereichen automatisch oder innert definierter Frist zu übernehmen. Diese Mechanik ist dem EWR-Recht entlehnt, jedoch ohne die dort bestehenden Gegengewichte wie eine **eigene Aufsichtsbehörde** (ESA) oder einen **eigenständigen Gerichtshof** (EFTA Court).
Damit entsteht eine **asymmetrische Integration**, in der die Schweiz der Normsetzungsdynamik der EU unterliegt, ohne über gleichwertige Mitwirkungsrechte zu verfügen. Das widerspricht dem völkerrechtlichen Prinzip der **Gegenseitigkeit (reciprocity)** sowie der innerstaatlichen Forderung nach demokratischer Legitimation jeder Rechtsänderung.
Die Übernahme ausländischer Normen ist nur dann verfassungsverträglich, wenn sie durch ein innerstaatliches Verfahren bestätigt wird, das den Anforderungen von Artikel 164 BV genügt.
Eine Rechtsübernahme *per Verweis* ohne parlamentarische Mitwirkung verletzt diese Norm und untergräbt das Referendumsrecht gemäss Artikel 141 BV.

3.2 Streitbeilegungsmechanismus und Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH)

Der vorgesehene Streitbeilegungsmechanismus sieht ein sogenanntes „paritätisches Schiedsgericht“ vor, das jedoch bei Fragen des EU-Rechts **verpflichtet ist, die Auslegung des EuGH einzuholen**.
Dies bedeutet, dass die letztverbindliche Auslegung von Abkommensbestimmungen faktisch **nicht durch ein neutrales Schiedsgericht**, sondern durch den EuGH erfolgt.
Da der EuGH nach ständiger Rechtsprechung (*u.a. Rs. CILFIT, Rs. Polydor, Rs. Rimbaud*) die **Autonomie des Unionsrechts** als oberstes Prinzip versteht, kann er nicht als unabhängige Instanz im Sinne eines echten bilateralen Streitbeilegungsverfahrens fungieren.
Damit wird die Schweiz de facto in den Rechtsraum der Europäischen Union integriert, ohne formelles Mitglied zu sein. Ein solcher Mechanismus widerspricht dem Grundsatz der **Souveränität** (Art. 1 BV) und der **Gewaltenteilung**, da Entscheidungen über die Auslegung schweizerisch verbindlicher Normen von einem ausländischen Organ getroffen werden.

3.3 Vergleich zum EWR-Zwei-Pfeiler-System

Das Abkommen weicht grundlegend vom Modell des Europäischen Wirtschaftsraums (EWR) ab, das auf dem sogenannten **Zwei-Pfeiler-System** beruht.
Im EWR verfügen die EFTA-Staaten über eigene Institutionen – eine Überwachungsbehörde (ESA) und den EFTA-Gerichtshof – die funktional, aber nicht hierarchisch mit den EU-Organen koordiniert sind.

Im Gegensatz dazu sehen die Rahmenverträge **keine unabhängigen schweizerischen Institutionen** zur Überwachung oder Auslegung des Abkommens vor. Die Kontrolle würde vielmehr durch EU-Organe oder eine von diesen abhängige Struktur erfolgen. Damit wird der Schweizer Rechtsraum nicht parallel, sondern **subordinativ** mit dem Unionsrecht verbunden.
Ein solches Modell führt zur Aufgabe der **rechtsinstitutionellen Eigenständigkeit** der Schweiz und ist nicht mit der bisherigen Bilateralen Logik vereinbar, die auf **Koordination, nicht Integration** beruht.

4. Analyse ausgewählter Politikfelder

4.1 Staatliche Beihilfen und föderalistische Kompetenzen

Die vorgesehenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen tiefgreifenden Eingriff in die **verfassungsmässig garantierte Autonomie der Kantone** (Art. 3 BV) dar. Durch die Einführung eines Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) würde ein zentrales Kontrollregime geschaffen, das sich inhaltlich am EU-Beihilferecht orientiert und dessen Beurteilungsmassstäbe übernimmt.
Damit verlöre die Schweiz die Fähigkeit, ihre Förderinstrumente selbstbestimmt auszugestalten. Die Kantone wären verpflichtet, wirtschaftspolitische Entscheide einer zentralen Genehmigungsinstanz in Bern vorzulegen, deren Aufgabe es wäre, die **Kompatibilität mit EU-Recht** sicherzustellen. Dies widerspricht dem schweizerischen Prinzip der **subsidiären Kompetenzverteilung** und dem föderalistischen Gleichgewicht zwischen Bund und Kantonen.
Die beabsichtigte Ausdehnung der richterlichen Kontrolle durch neue Bestimmungen im Bundesgerichtsgesetz (z. B. Art. 82 lit. bbis BGG) und im Verwaltungsgerichtsgesetz (Art. 31a, 33, 37a–c VGG) würde zudem die verfassungsrechtliche Eigenständigkeit der Kantone aushöhlen.
Eine solche vertikale Zentralisierung rechtfertigt sich nur bei zwingenden gemeinschaftlichen Interessen – ein Erfordernis, das hier nicht erkennbar ist.
Der **Verlust kantonaler Gestaltungsspielräume** in der Wirtschaftsförderung stellt nicht nur ein föderales, sondern auch ein demokratiepolitisches Problem dar. Die Bevölkerung hätte künftig keinen direkten Einfluss mehr auf Fördermassnahmen, die bisher auf kantonaler Ebene durch Volksabstimmungen oder Referenden legitimiert werden konnten.

4.2 Personenfreizügigkeit und Migration

Das Abkommen sieht eine weitergehende Integration der Schweiz in den Personenfreizügigkeitsraum der Europäischen Union vor, inklusive der Übernahme der sogenannten **Unionsbürgerrichtlinie**. Dies hätte tiefgreifende Folgen für die **Steuerungsfähigkeit der Schweiz in Fragen von Zuwanderung und Sozialpolitik**.
Gemäss **Artikel 121a BV** verpflichtet sich der Bund, die Zuwanderung von Ausländerinnen und Ausländern eigenständig zu steuern. Der Verfassungsartikel schreibt vor, dass „die Zahl der Bewilligungen durch jährliche Höchstzahlen und Kontingente zu begrenzen“ sei.
Die automatische oder dynamische Übernahme des EU-Rechts in diesem Bereich wäre mit dieser Bestimmung **nicht vereinbar**, da sie die nationale Migrationssteuerung faktisch aufhebt.
Zudem würde die Ausweitung von Aufenthalts- und Niederlassungsrechten für EU-Bürger – einschliesslich des dauerhaften Aufenthalts nach fünf Jahren und des erweiterten Familiennachzugs – zu erheblichen Belastungen der Sozialwerke

führen, ohne dass die Schweiz entsprechende Korrekturmechanismen anwenden könnte.
Die vorgesehene „Schutzklausel“, die der Schweiz in Ausnahmefällen die Beschränkung der Zuwanderung erlauben soll, ist in ihrer rechtlichen Ausgestaltung zu eng gefasst und an restriktive EU-Vorgaben gebunden. Sie kann somit **keine effektive Kompensationsmassnahme** darstellen.
Die Übernahme migrationsrelevanter EU-Rechtsakte durch sogenannte „Integrationsmethoden“ entzieht dem schweizerischen Parlament und dem Volk jegliche Mitwirkungsmöglichkeit und verletzt somit **Artikel 34 BV**, der das Stimm- und Abstimmungsrecht als Garant der freien Willensbildung schützt.

4.3 Arbeitsmarkt und Lohnschutz

Der Lohnschutz bildet seit Inkrafttreten der Personenfreizügigkeit ein zentrales Element des bilateralen Gleichgewichts. Die nun vorgesehenen Anpassungen an EU-Standards drohen, diesen Schutz zu schwächen.
Die geplanten Änderungen im Entsendegesetz (EntsG) und im Obligationenrecht (OR) führen zu einer **Verlagerung der Kontrollmechanismen** von den paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektoraten hin zu zentralisierten, unionsrechtskonformen Strukturen.
Das schweizerische System der flankierenden Massnahmen zeichnet sich durch seine Effizienz und Nähe zu den Sozialpartnern aus; seine Abschwächung würde zu einer Erosion des Lohnniveaus führen und die Funktionsweise des Arbeitsmarktes verändern.
Die Gleichstellung von EU-Sanktionsentscheidungen mit schweizerischen Vollstreckungstiteln (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist besonders problematisch. Sie schafft einen Mechanismus, der ausländischen Verwaltungsakten unmittelbare Wirkung im schweizerischen Rechtsraum verleiht, ohne dass diese einer umfassenden inländischen richterlichen Kontrolle unterzogen werden.
Dies widerspricht dem **Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit** (Art. 5 Abs. 1 BV) und dem verfassungsrechtlich geschützten Anspruch auf ein unabhängiges Gericht.

4.4 Energiepolitik und Stromabkommen

Die Einbeziehung des Strommarkts in die institutionellen Rahmenverträge wirft grundsätzliche Fragen nach der **Energierechtlichen Souveränität** der Schweiz auf.
Die geplante Integration in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER (Agency for the Cooperation of Energy Regulators) und ENTSO-E (European Network of Transmission System Operators for Electricity) würde dazu führen, dass zentrale Entscheidungen über Netzbetrieb, Marktregulierung und Preisgestaltung nicht mehr in der Schweiz, sondern auf europäischer Ebene getroffen würden.
Gemäss der geltenden Rechtsordnung ist die Energieversorgung Teil der nationalen Daseinsvorsorge und untersteht der Kompetenz von Bund und Kantonen. Eine Übertragung regulatorischer Kompetenzen an EU-Institutionen wäre daher nur zulässig, wenn sie durch eine ausdrückliche verfassungsrechtliche Grundlage gestützt wäre – eine solche existiert jedoch nicht.
Zudem droht durch die Anwendung des EU-Beihilferechts im Energiesektor eine Schwächung der **Wasserkraftförderung**, die für die Bergkantone von zentraler Bedeutung ist. Die bisherige Praxis der Wasserzinsen könnte als unzulässige Beihilfe eingestuft werden. Dies würde nicht nur wirtschaftliche, sondern auch verfassungsrechtliche Konsequenzen nach sich ziehen, da die betroffenen

Kantone ihr in Art. 3 BV verankertes Recht auf autonome Ressourcenbewirtschaftung verlören.

4.5 Landwirtschaft, Lebensmittelsicherheit und Verbraucherschutz

Die Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich der Lebensmittelsicherheit („Farm to Fork“) und des Tierschutzes führt zu einer **Harmonisierung nach unten**. Die Schweiz hat in diesen Bereichen bewusst höhere Standards etabliert, die Ausdruck ihrer gesellschaftlichen Präferenzen und ihrer demokratischen Selbstbestimmung sind.

Die Anpassung an EU-Standards könnte dazu führen, dass Produkte mit tieferen Produktionsanforderungen auf den Markt gelangen und das Label „Swiss Quality“ an Wert verliert. Damit wäre nicht nur die Wettbewerbsfähigkeit, sondern auch die Glaubwürdigkeit des schweizerischen Qualitätsverständnisses gefährdet.

Besonders bedenklich ist die vorgesehene Möglichkeit, dass EU-Inspektoren in der Schweiz Kontrollen durchführen dürfen. Dies stellt einen **direkten Eingriff in die Hoheitsrechte der Eidgenossenschaft** dar und widerspricht Art. 2 Abs. 1 BV, wonach die Schweiz „ihre Unabhängigkeit und ihre Wohlfahrt“ wahrt.

Die Zulassung ausländischer Aufsichtsorgane in sensiblen Bereichen wie Lebensmittel- und Tierseuchenrecht kann nur auf der Grundlage eines völkerrechtlichen Abkommens erfolgen, das vom Parlament ratifiziert und dem fakultativen oder obligatorischen Referendum unterstellt wird.

4.6 Finanzielle Beiträge an die Europäische Union

Die im Rahmen der Verträge vorgesehene gesetzliche Regelung eines **Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG)** würde die bisher freiwilligen Beiträge der Schweiz an die EU in eine dauerhafte, rechtlich verbindliche Verpflichtung umwandeln.

Dies berührt die **Budgethoheit des Parlaments** (Art. 167 BV), das „die Ausgaben und Einnahmen des Bundes festlegt“. Eine völkerrechtliche Verpflichtung, die zu einer automatischen, jährlich wiederkehrenden Zahlung ohne erneute parlamentarische Zustimmung führt, ist mit dieser Bestimmung unvereinbar.

Darüber hinaus wäre eine solche Regelung als **ständige finanzielle Verpflichtung gegenüber einer supranationalen Organisation** materiell dem Beitritt zu einer solchen gleichzustellen und fiele somit in den Anwendungsbereich von Art. 140 BV, der ein obligatorisches Referendum mit Ständemehr verlangt.

---

5. Demokratiepolitische und institutionelle Implikationen

Die vorgesehene institutionelle Architektur des Rahmenabkommens würde eine fundamentale Veränderung der schweizerischen Demokratie bewirken.

Durch die **dynamische Rechtsübernahme**, die **Bindung an ausländische Gerichtsbarkeit** und die **zentralisierte Aufsicht** über kantonale Kompetenzen würde der Kern der direkten Demokratie – die Mitwirkung des Volkes an der Rechtssetzung – faktisch entleert.

Die verfassungsmässigen Beteiligungsrechte nach Art. 34 BV garantieren, dass die Stimmberechtigten ihre politischen Rechte frei ausüben können. Diese Garantie wird nicht nur durch physische, sondern auch durch strukturelle Einschränkungen verletzt, wenn Rechtsakte ohne innerstaatliches Mitentscheidungsverfahren übernommen werden.

Zudem verschiebt sich die institutionelle Machtbalance von den politischen Behörden (Bundesrat, Parlament) hin zu einer **technokratischen Verwaltungsebene**, die in enger Abstimmung mit der EU-Kommission arbeitet,

jedoch keiner direkten demokratischen Kontrolle untersteht.
Dies widerspricht dem in Art. 5a BV verankerten Grundsatz des **Subsidiaritätsprinzips** und untergräbt die Legitimation politischer Entscheidungen.

---

6. Gesamtbewertung und Schlussfolgerung
Nach eingehender Analyse ergibt sich, dass das institutionelle Rahmenabkommen in seiner derzeitigen Form mit zentralen Grundsätzen der Bundesverfassung **nicht vereinbar** ist. Es verletzt insbesondere:

- das **Prinzip der Souveränität** (Art. 1 BV),
- die **Gewaltenteilung und Gesetzgebungskompetenz des Parlaments** (Art. 164 BV),
- die **Föderalismusgarantie der Kantone** (Art. 3 BV),
- das **Recht des Volkes auf Mitbestimmung** (Art. 34 BV)
- und die **Budgethoheit der Bundesversammlung** (Art. 167 BV).

Die Einführung eines Mechanismus zur dynamischen Rechtsübernahme und die Unterstellung unter die Auslegungshoheit des Europäischen Gerichtshofs stellen eine schrittweise Integration in eine fremde Rechtsordnung dar, ohne formelle Mitgliedschaft oder gleichwertige Mitbestimmungsrechte.
Ein solches Modell steht im Widerspruch zu den tragenden Prinzipien des schweizerischen Staatsrechts und kann **weder demokratisch legitimiert noch verfassungsrechtlich gerechtfertigt** werden.
Das Abkommen mag aus handelspolitischer Sicht Stabilität versprechen, doch die Preisgabe institutioneller Eigenständigkeit wäre ein dauerhaft irreversibler Schritt, der die Schweiz faktisch in eine abhängige Stellung brächte.
Eine partnerschaftliche Beziehung zwischen der Schweiz und der EU ist weiterhin möglich und wünschenswert – jedoch nur auf Grundlage eines **kooperativen, aber souveränen Verhältnisses**, das gegenseitige Anerkennung, Transparenz und verfassungsrechtliche Integrität gewährleistet.
Empfohlen wird daher:

1. die **Ablehnung des vorliegenden Vertragswerks** in seiner jetzigen Form;
2. die **Erarbeitung eines neuen Modells** bilateraler Kooperation, das den Prinzipien der Gleichberechtigung und institutionellen Eigenständigkeit entspricht;
3. die **verfassungsrechtliche Klärung**, dass jede Form supranationaler Bindung mit Ständemehr zu genehmigen ist.

Schlussformel
Ich danke für die Gelegenheit zur Stellungnahme.
Diese soll dazu beitragen, die verfassungsrechtlichen und demokratiepolitischen Implikationen des Rahmenabkommens im vollen Bewusstsein ihrer Tragweite zu beleuchten.
Sie versteht sich als Beitrag zur Wahrung der schweizerischen Souveränität, der Rechtsstaatlichkeit und der direkten Demokratie – Werte, die das Fundament unseres Staatswesens bilden.

Mit vorzüglicher Hochachtung

Beat Bischof
Business Analyst und Consultant
Rotkreuz, 8. Oktober 2025

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Werner Bosshard, Birchlistrasse 40b, 8173 Neerach

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Werner Bosshard · 0796698353 · wbosshard@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung offenbart potentielle Schwachstellen, die die Schweizerische Eigenständigkeit untergraben könnten. Besonders kritisch zu betrachten sind die Vorschläge zur Übernahme von EU-Recht. Die Idee, das Schweizer Recht durch die bedingungslose Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen zu ergänzen, steht im klaren Widerspruch zum Wesen unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Volk hat das Recht, über seine Gesetze durch Abstimmungen mitzubestimmen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in Art. 12 der Verordnung über die Verhandlungsgrundlage der Schweiz mit der EU (VRV-EU) denkbar wäre, würde dieses fundamentale Mitspracherecht aushebeln. Dies berührt direkt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist, insbesondere in Artikel 1 BV, der die Schweiz als Republik und als souveränen Staat definiert. Des Weiteren bereitet die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Sorgen. Die Vorstellung, dass der EuGH in letzter Instanz über die Auslegung von Verträgen entscheiden soll, die potenziell Schweizer Recht tangieren, ist problematisch. Artikel 14 der VRV-EU könnte eine solche Abhängigkeit schaffen. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der Gewaltenteilung, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung (z.B. Artikel 173 BV zur Oberaufsicht des Bundesgerichts) festgeschrieben sind. Die Möglichkeit, dass ausländische Richter über interne Schweizer Angelegenheiten entscheiden, ist eine gravierende Einschränkung der nationalen Rechtsordnung. Die Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung sind ebenfalls bedenklich. Die Übernahme von EU-Recht ohne differenzierte Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten könnte zu einer Erosion der schweizerischen Rechtskultur führen. Es ist unklar, wie der Gesetzgeber in Bern sicherstellen kann, dass das übernommene Recht im Einklang mit der Bundesverfassung und den spezifischen Bedürfnissen der Schweizer Bevölkerung steht, insbesondere wenn die dynamische Übernahme von EU-Recht vorgesehen ist. Artikel 48 der VRV-EU könnte hier zu einer schleichenden Rechtsübernahme führen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse trotz des Anscheins von Fortschritt grundlegende rechtsstaatliche und demokratische Prinzipien der Schweiz bedrohen. Eine unkritische Akzeptanz birgt das Risiko, die Souveränität und die Eigenständigkeit der Schweiz auf lange Sicht zu gefährden. Es bedarf einer eingehenden Prüfung und deutlicher Nachbesserungen, um diese tiefgreifenden Bedenken auszuräumen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der Schweizer Souveränität und die Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung. Es besteht die Gefahr, dass eine engere Anbindung an die EU eine schleichende Übernahme von EU-Recht nach sich zieht, ohne dass dies transparent und demokratisch legitimiert ist. Die Schweiz hat sich stets durch ihre Eigenständigkeit und die Anwendung ihres eigenen Rechts ausgezeichnet. Das revidierte Bundesgesetz über die Schweizer Vertretung gegenüber der Europäischen Union (Art. 3 Abs. 2 BV und Art. 2 des Bundesgesetzes über die Schweizer Vertretung gegenüber der Europäischen Union vom 18. März 2011) betont explizit die Wahrung der Souveränität. Eine weitere Annäherung an die EU untergräbt dieses Prinzip. Besonders kritisch ist die Frage der Übernahme von EU-Recht. Wenn die Schweiz verpflichtet würde, EU-Recht ohne eigene Gestaltungsspielräume zu übernehmen, würde dies das Fundament unseres Rechtssystems erschüttern. Das

heutige System der bilateralen Abkommen ermöglicht es der Schweiz, EU-Recht selektiv zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen. Eine institutionelle Verankerung von Mechanismen, die eine automatische oder quasi-automatische Rechtsübernahme vorsehen, wäre ein gravierender Eingriff in die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Meinungsbildung. Das Schweizer Parlament würde zu einer blossen Rezeptionsinstanz degradiert. Darüber hinaus stellt sich die Frage der Kosten. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen ist bereits substanziell. Eine Vertiefung der Beziehungen könnte zu einer weiteren Belastung der Schweizer Steuerzahler führen, ohne dass klare Vorteile für die Schweiz erkennbar sind. Die Verteilung der finanziellen Lasten und der Nutzen aus solchen Abkommen muss äusserst kritisch geprüft werden. Ferner darf die Aushöhlung der direktdemokratischen Instrumente nicht unterschätzt werden. Wenn die Schweiz stärker an EU-Entscheidungen gebunden wird, könnten Referenden zu bestimmten Sachfragen untergraben oder gar unmöglich gemacht werden. Dies widerspricht dem Geist der Schweizer Verfassung und dem Volkswillen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter dem Vorbehalt einer kritischen Prüfung steht. Es bedarf klarer Garantien, dass die Schweizer Souveränität, die nationale Rechtsprechung und die direktdemokratischen Instrumente nicht kompromittiert werden. Ohne solche Garantien überwiegen die Risiken die potenziellen Vorteile.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefer Besorgnis und erweist sich als schlichtweg ungenügend für die Wahrung der schweizerischen Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen unseres Landes. Die Verhandlungsresultate lassen eine erhebliche Aushöhlung bestehender Rechtsgrundlagen und eine potentielle Einschränkung unserer demokratischen Selbstbestimmung befürchten. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in wichtigen Politikbereichen birgt erhebliche Risiken. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebungen, wie sie sich in der vorgeschlagenen institutionellen Ausgestaltung abzeichnet, steht im direkten Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung (SR 161.1) verankert ist. Die Möglichkeit, dass das Europäische Parlament oder der Europäische Gerichtshof künftig über für die Schweiz massgebliche Rechtsnormen entscheiden könnten, entzieht sich der direkten demokratischen Kontrolle durch das Schweizer Volk und die Bundesversammlung. Dies ignoriert die tief verwurzelte Tradition der direkten Demokratie und der parlamentarischen Gesetzgebung in der Schweiz. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit und die Innovationskraft der Schweizer Wirtschaft nicht zu befürchten. Die unklare Rechtslage bezüglich der Übernahme von EU-Umweltstandards, Arbeitnehmerrechten und technischen Vorschriften ist eine unnötige Belastung für unsere Unternehmen. Die Vorgaben des Bundesgesetzes über die technischen Handelshemmnisse (SR 946.51) zielen darauf ab, den freien Warenverkehr zu erleichtern, doch die drohende Übernahme von EU-Regularien ohne ausreichende Anpassung an die spezifischen schweizerischen Gegebenheiten könnte gerade das Gegenteil bewirken und unsere Wettbewerbsnachteile verschärfen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die technischen Handelshemmnisse unterstreicht die Notwendigkeit, dass technische Vorschriften nicht zum Zwecke der Schaffung ungerechtfertigter Handelshemmnisse erlassen werden dürfen. Die vorgeschlagene Übernahme birgt die Gefahr, dass wir uns ungerechtfertigten Handelshemmnissen aussetzen. Die Argumentation, dass dieses Paket zur Stabilität und Sicherheit der Beziehungen beitrage, überzeugt angesichts der damit verbundenen Souveränitätsverluste und wirtschaftlichen Unsicherheiten nicht. Die Schweiz hat stets Wert auf Unabhängigkeit und eigenständige Entscheidungsfindung gelegt. Dieses Paket scheint diese fundamentalen Prinzipien aufzugeben, ohne klare und überzeugende Gegenleistungen. Die unzureichende Berücksichtigung der Anliegen der ländlichen Regionen und die potentiellen Auswirkungen auf die Landwirtschaft sind ebenfalls gravierende Mängel, die einer kritischen Prüfung bedürfen und die Gefahr einer ungerechten Lastenverteilung in sich bergen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der nationalen Souveränität und der Auswirkungen auf die inländische Rechtsordnung auf. Es ist eine Aushöhlung etablierter schweizerischer Rechtsgrundsätze zu befürchten. Ein zentraler Punkt meiner Kritik betrifft die mangelnde Transparenz und die unklare Ausgestaltung der Übernahme von EU-Recht. Es fragt sich, ob und in welchem Umfang die Schweiz gezwungen wird, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, die nicht im Interesse der Schweiz sind oder mit unseren verfassungsrechtlichen Prinzipien vereinbar sind. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung, der verlangt, dass Bundesgesetze die rechtsgleichen Interessen des Landes wahren. Die Auswirkungen der Vernehmlassungsvorlage auf die Rechtsetzungskompetenz des nationalen

Parlaments sind äusserst bedenklich. Ich befürchte, dass Entscheidungen, die eigentlich dem Schweizer Volk und seinen Vertretern obliegen sollten, künftig von europäischen Institutionen getroffen werden. Dies würde das Prinzip der demokratischen Legitimation untergraben, welches im Schweizer Rechtssystem tief verankert ist. Die Unklarheit bezüglich der Implementierung von EU-Recht und der damit verbundenen Kompetenzverschiebungen birgt zudem erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Planbarkeit für Unternehmen und Bürger in der Schweiz. Die Stabilität unseres Rechtsrahmens, der auf dem Prinzip der Rechtssicherheit gemäss Artikel 9 der Bundesverfassung basiert, könnte dadurch nachhaltig beeinträchtigt werden. Durch solche Abkommen kann sich die Rechtslage in der Schweiz unvorhersehbar ändern, was nicht akzeptiert werden kann. Die vorliegenden Vorschläge vermitteln den Eindruck einer schleichenden Unterstellung unter EU-Recht, ohne dass die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Identität und die demokratischen Strukturen angemessen berücksichtigt werden. Es bedarf einer klaren Darlegung, wie die Souveränität der Schweiz und die rechtsgleichen Interessen unserer Bevölkerung auch in Zukunft gewahrt werden können und welche Mechanismen dies garantieren sollen. Ohne diese Klarheit sind die vorgeschlagenen Massnahmen aus einer kritisch-skeptischen Perspektive abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen im Rahmen des angeblichen Kooperationsabkommens mit der EU stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist nicht tragbar. Dies entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, was faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommt. Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint augenscheinlich als Lockvogelangebot. Der verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Es fehlt jede Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile bietet. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Zahlungen an die EU.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind die ultimative Aushöhlung unserer Souveränität und widersprechen diametral dem Willen des schweizerischen Souveräns, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung festgehalten ist. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines beispiellosen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Energie oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies führt zu einer unkontrollierten Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die befürwortete Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land geradezu unannehmbar und wird zu einem unvorhersehbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist nichts weiter als ein Scheinmanöver, deren Anwendungs-Hürden derart hoch angesetzt sind, dass sie in der Realität nie greifen wird. Die angedrohten Strafmassnahmen der EU bei deren Inanspruchnahme entlarven sie als eine reine Erpressungsklausel und nicht als Schutzinstrument. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr mitgestalten können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch

auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit praktisch unmöglich machen. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirkliche Steuerung ermöglicht und ein zahnloser Tiger bleibt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Bundesgesetzgeber (BGVB) institutionalisiert zudem die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was die nationale Qualitätsprüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung ersetzt und unsere Standards senkt. Dies stellt eine Kapitulation dar, die unsere Souveränität und die Steuerung der Zuwanderung aufgibt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität und unseren föderalistischen Staatsaufbau dar. Die bisher bewährte Praxis, bei der Förderentscheide als politisch legitimierte Massnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies ist eine unannehmbare Einschränkung der Autonomie, insbesondere jener der Kantone, die im neuen System zu blossen Bittstellern herabgestuft werden. Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die primär der Durchsetzung von EU-Recht und nicht schweizerischen Interessen dient, wie im neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) dargelegt, insbesondere in Artikel 3 BHÜG, ist zutiefst besorgniserregend. Diese Institution agiert als "verlängerter Arm der EU" und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Die systematische Kontrolle und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Besonders kritisch ist die Auswirkung auf unseren Föderalismus. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere der neue Artikel 82 Buchstabe b bis BGG, gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle durch das Bundesgericht (Art. 98a BGG) und schwächt die kantonalen Entscheidungskompetenzen massiv. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden in ihrer souveränen Gestaltungsfreiheit beschnitten. Ebenso sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG ein Beleg für diese unerwünschte Zentralisierung. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das über die reine Kartellrechtsaufsicht hinausgeht und als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert. Diese Machtkonzentration widerspricht den Prinzipien der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Opfer unserer nationalen Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt. Auch die Streichung des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachunggesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Diese Neuerungen führen zur Unterwerfung unter fremde Regeln und gefährden strategische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr sowie den Service public. Die Souveränität der Schweiz wird ausgehöhlt.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Stromsektor stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsehensstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch für die damit verbundenen Kosten aufkommen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was die Autonomie unserer Energiepolitik massiv untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Sie ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung und schwächt die demokratische Kontrolle über einen essenziellen Sektor. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte verheerende finanzielle Folgen für diese Regionen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion systematisch benachteiligt und der Marktliberalisierung geopfert wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien

Markt preisgegeben. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Experiment, welches die Grundversorgung gefährdet. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was die wirtschaftliche Grundlage lokaler Energieerzeugung untergräbt und der Schweiz eine grössere Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern aufzwingt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze und untergräbt die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, welche die schweizerische Souveränität massiv beeinträchtigt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jeannette Brancher-Deliano (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Brancher-Deliano Jeannette · j.brancher@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die föderale Ordnung und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie im Schweizer Recht verankert sind, durch die vorgeschlagenen Vereinbarungen gewahrt bleiben. Insbesondere die im Entwurf angesprochene Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Volksabstimmung widerspricht fundamental dem Geist der helvetischen Demokratie.

Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, stellt eine Erosion der parlamentarischen Souveränität dar. Das Schweizer Parlament verliert die Möglichkeit, eigene Gesetze zu gestalten und anzupassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz Rechnung tragen. Artikel 1 der Bundesverfassung legt fest, dass das Schweizer Volk und die Kantone die obersten Träger der Staatsgewalt sind. Dieses Prinzip wird durch eine Form der Rechtsübernahme, die keine direkte demokratische Partizipation vorsieht, untergraben. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz zu einem reinen Rechtsimporteur wird, dessen Gesetzgebung von externen Akteuren diktiert wird.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst kritisch zu betrachten. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie offenbar vorgesehen ist, bedeutet eine Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsfortbildung. Artikel 29 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Die Unterstellung unter die Jurisdiktion eines fremden Gerichts könnte diese Unabhängigkeit gefährden und die Möglichkeit einschränken, nationale Rechtstraditionen zu wahren. Die verbindliche Übernahme der EuGH-Urteile würde de facto bedeuten, dass die schweizerische Justiz primär den Vorgaben des EuGH zu folgen hat, was die Autonomie der nationalen Rechtsordnung erheblich schwächt.

Die vorgeschlagenen Regelungen werfen zudem Fragen bezüglich der wirtschaftlichen Wettbewerbsbedingungen auf. Eine Gleichbehandlung von schweizerischen und EU-Unternehmen mag auf den ersten Blick vorteilhaft erscheinen, birgt aber die Gefahr einer Aushöhlung des Schweizer Binnenmarktes und einer unfairen Wettbewerbssituation, falls die Standards und Regulierungen der EU nicht exakt den schweizerischen Verhältnissen entsprechen oder diese gar übertreffen.

Insgesamt erwecken die vorliegenden Verhandlungsergebnisse den Eindruck, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre demokratischen Institutionen in einer Weise preisgibt, die mit den Grundprinzipien der Bundesverfassung nicht vereinbar ist. Eine kritische und eingehende Prüfung

dieser Ergebnisse ist unerlässlich, um die langfristigen Folgen für die Schweiz abzuschätzen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Souveränität und unseren demokratischen Grundsätzen aufkommen. Es ist unerlässlich, die Auswirkungen auf unser Rechtssystem und die Autonomie des Schweizer Volkes kritisch zu beleuchten.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in einem institutionellen Abkommen mit der EU vorgesehen wäre, stellt eine fundamentale Herausforderung für die rechtsstaatlichen Prinzipien dar, auf denen die Schweiz fusst. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein Bund von freien und souveränen Völkern. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Souveränität schleichend aushöhlen. Artikel 3 der Bundesverfassung garantiert die Autonomie der Kantone. Ein Abkommen, das dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) die letzte Entscheidungsinstanz in Belangen überlässt, die schweizerisches Recht betreffen, widerspricht diesem Prinzip diametral. Der EuGH ist nicht an die Schweizerische Bundesverfassung oder das schweizerische Recht gebunden, was zu einer undemokratischen und intransparenten Entscheidungsfindung führen würde. Die Gefahr einer richterlichen Rechtsfortbildung, die nicht dem Willen des schweizerischen Parlaments oder gar des Volkes entspricht, ist real und besorgniserregend.

Die Rolle des Parlaments gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung, nämlich die Oberhoheit über die Gesetzgebung, würde durch die fortlaufende Übernahme von EU-Regularien erheblich eingeschränkt. Die zwingende Anwendung von EU-Recht, auch wenn dieses im Widerspruch zu schweizerischen Interessen steht, untergräbt die Fähigkeit unseres Parlaments, Gesetze zu erlassen, die den Bedürfnissen und Werten der schweizerischen Bevölkerung dienen. Weiterhin ist Artikel 165 der Bundesverfassung, der die Genehmigung von völkerrechtlichen Verträgen durch die Bundesversammlung vorsieht, in Gefahr, wenn die dynamische Übernahme von EU-Recht etabliert würde, da dies eine kontinuierliche Anpassung ohne explizite parlamentarische Zustimmung erfordern würde.

Die finanzielle Belastung durch die Übernahme von EU-Recht und die damit verbundenen Anpassungen von Infrastrukturen und Systemen ist ein weiterer Punkt, der zu tiefer Besorgnis Anlass gibt. Ohne eine klare Kosten-Nutzen-Analyse und ohne die Zustimmung des Volkes zu solchen Verpflichtungen, wie sie Artikel 147 der Bundesverfassung für die Zustimmung zu völkerrechtlichen Verträgen vorsieht, laufen wir Gefahr, uns in finanzielle Abkommen zu verstricken, die dem Wohlstand der Schweiz abträglich sind. Die Argumentation für die zwingende Übernahme von EU-Recht vernachlässigt die langjährige Tradition der Schweiz, ihre eigenen, auf ihre Bedürfnisse zugeschnittenen Gesetze zu entwickeln und die Vorteile einer eigenständigen Gesetzgebung zu nutzen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

NEIN, bin nicht einverstanden die bilateralen Beziehungen zur EU (Europäischen Union) zu stabilisieren/weiter zu entwickeln oder zu verstärken. Will KEIN fremdes Recht, will weiter eine DIREKTE DEMOKRATIE - UND DASS DER BUNDESRAT DEN VOLKSWILLEN UMSETZT!

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der Vereinbarungen mit der Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die Art und Weise, wie Bestimmungen des Unionsrechts in das Schweizer Recht integriert werden sollen, steht im Widerspruch zu den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und der direkten Demokratie.

Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, welches auch die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung umfasst. Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene parlamentarische und volksrechtliche Kontrollmechanismen untergräbt diesen Artikel, indem sie die Kompetenz zur Gesetzgebung faktisch an Brüssel delegiert. Dies widerspricht auch dem Geist von Artikel 5 BV, der die Zuständigkeiten zwischen Bund und Kantonen regelt und die kantonale Autonomie schützt. Eine schleichende Harmonisierung auf Basis von EU-Recht würde die kantonalen Kompetenzen de facto aushöhlen, da diese oft auf nationalen Gesetzen basieren, die wiederum von EU-Vorgaben beeinflusst würden.

Die Art und Weise der Umsetzung läuft zudem Gefahr, die Volkssouveränität zu schwächen, ein Grundpfeiler unserer direkten Demokratie gemäss Artikel 1 BV. Wenn Gesetze, die von der EU erlassen werden, ohne die Möglichkeit eines Referendums oder einer obligatorischen Volksabstimmung in der Schweiz Geltung erlangen, wird das Mitspracherecht des Schweizer Volkes ausgehebelt. Dies tangiert die demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger erheblich.

Die vorgeschlagene Umsetzung droht somit, die Souveränität der Schweiz in nicht hinnehmbarer Weise einzuschränken und die rechtsstaatlichen sowie demokratischen Prinzipien zu untergraben. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass jede Form der Kooperation mit der EU im Einklang mit der Bundesverfassung steht und die direkten Mitbestimmungsrechte des Volkes sowie die Autonomie der Kantone unangetastet lässt. Die derzeitigen Ansätze scheinen diese grundlegenden Schweizer Werte zu missachten und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, um sicherzustellen, dass die Schweizer Gesetzgebung weiterhin autonom und im Interesse der schweizerischen Bevölkerung gestaltet wird.

Lebensmittelsicherheit

Die unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' subsumierte Massnahme stellt eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist kein Schritt zur Verbesserung der Sicherheit, sondern eine schleichende Aushöhlung unserer Standards und unserer Souveränität. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist fundamental gefährdet. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die angepassten Artikel im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) droht, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Eine weitere gravierende Gefahr liegt in der 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und die Kündigung dieses schädlichen Abkommens unmöglich macht. Hinzu kommt der unzumissbare Eingriff in unsere Souveränität durch die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben. Dies macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden, was fundamentalen Prinzipien unserer nationalen Unabhängigkeit widerspricht.

Die drohende Welle der Bürokratie wird nicht nur grosse Industriebetriebe treffen, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen existenziell bedrohen. Die angepassten Verordnungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein Rückschritt für den Tierschutz, da sie unsere strengeren nationalen Vorschriften durch EU-Massenstandards ersetzen. Diesbezüglich verlieren wir die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Die systematische Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums ist ebenfalls ein klarer Missstand. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was uns die schnelle und souveräne Reaktion auf spezifische Bedrohungen verunmöglicht. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter starre, bürokratische EU-Mechanismen.

Zusammenfassend stellt die Totalrevision des LMG einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und Konsumenten dar. Die gesamte Lebensmittelkette wird der EU-Regulierung unterworfen, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies zerstört lokale Traditionen, wirtschaftliche Existenzen und unsere kulinarische Identität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Einschränkung unserer Souveränität und eine massive Untergrabung des Schweizer Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet, dass demokratisch legitimierte Förderungen, die zur Stärkung unserer lokalen Wirtschaft und zur Sicherung des Service public dienen, zukünftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern unterstellt werden. Die Kantone verlieren dadurch ihre Autonomie in der Wirtschaftsförderung und werden zu Bittstellern herabgestuft.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechende Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen mit der neuen Beihilfekammer eine 'Superbehörde', die faktisch als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese Institution wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die Überwachung der staatlichen Beihilfen, wie sie im BHÜG (Art. 3 BHÜG) vorgesehen ist, institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und entzieht der nationalen Steuerungshoheit die Grundlage.

Besonders problematisch ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone, indem ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, was eine inakzeptable Herabstufung darstellt.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein alarmierendes Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird aufgegeben und vollständig dem EU-Regime unterstellt.

Zudem schwächt die Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem der Preisüberwacher von den Sitzungen der Beihilfekammer ausgeschlossen wird. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Bürger die Konsequenzen spüren werden. Insgesamt führen diese Änderungen zu einer Zentralisierung der Rechtskontrolle und einer Schwächung unserer demokratischen und föderalistischen Strukturen.

Landverkehr

Die vorgesehene Angleichung des Schweizer Rechts an das EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den öffentlichen Verkehr in der Schweiz und bedroht essenzielle Bestandteile unseres Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Schienenverkehr,

wie sie durch den neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, ist kritisch zu betrachten. Diese Bestimmung ermöglicht ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der internationale Unternehmen sich auf die lukrativen Hauptverbindungen konzentrieren. Die Folge ist eine Aushöhlung der finanziellen Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die gerade die weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien aufrechterhalten müssen.

Darüber hinaus stellt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Art. 32a Abs. 1bis eine gravierende Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, kann zu suboptimalen und verteuerten Lösungen für die Steuerzahler führen.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist aus rechtlicher Sicht als unzureichend einzustufen. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet eine sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Die drohende Übernahme von Regelungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisieren und die Souveränität der Schweiz im Bahnbereich schleichend aushöhlen.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts wirft ebenfalls gravierende Fragen auf. Bewährte und für die Qualität des Angebots unerlässliche Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies gefährdet direkt die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung eines qualitativ hochwertigen und breit gefächerten öffentlichen Verkehrsangebots für die Schweizer Bevölkerung. Das vorgesehene Abkommen stellt somit eine ernste Bedrohung für den Schweizer Service public dar und bedarf einer grundlegenden Überprüfung im Lichte der nationalen Interessen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Neuregelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die EU stellt eine signifikante und bedenkliche Abkehr von bisherigen Prinzipien dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht bedeutet den Verlust wichtiger politischer Druckmittel und demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Wir beobachten hier eine faktische Zwangsabgabe, die unser Land in eine Position des Nettozahlers ohne Stimmrecht drängt. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet dabei wie ein Lockvogelangebot an, insbesondere wenn man den im Vertrag verankerten „rechtsverbindlichen Mechanismus“ zur Neuberechnung betrachtet. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr wird widersprechen können.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung. Es handelt sich hierbei um das gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Artikel 1 des KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Schweizer Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern findet lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt. Diese Regelung entzieht dem Parlament die Möglichkeit, über jeden einzelnen Beitrag frei zu entscheiden, und verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist besonders bedenklich. Hier wird der „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Wir dürfen

nicht zulassen, dass unser Land zu einer Zahlstelle verkommt, deren Souveränität durch solch rechtlich bindende Verpflichtungen systematisch untergraben wird, ohne dass dafür greifbare Vorteile oder eine echte Stärkung des Marktzugangs garantiert werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erscheinen ungenügend und eher kosmetischer Natur. Es ist befürchten, dass sie den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren können. Dies birgt die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität gefährdet.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird eine Aufweichung und Anpassung an EU-Standards angestrebt. Die neuen Regeln sind offensichtlich bürokratischer gestaltet, jedoch fraglich, ob sie tatsächlich effektiver sind als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung begünstigt tendenziell ausländische Firmen, die unter Umständen Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird voraussichtlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die im revidierten Entsendegesetz (EntsG) vorgesehenen Anpassungen sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q Obligationenrecht) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der unter EU-Druck erfolgt. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklungen erfordern eine kritische Prüfung und klare Abgrenzung zur Wahrung unserer Souveränität und des Lohnschutzes.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Unterwanderung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer sozialen Sicherheit dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, das de facto unentziehbar ist, widerspricht fundamental dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Diese "Niederlassung C PLUS" birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, insbesondere bei Personen, die straffällig werden oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind.

Es ist unerträglich, dass die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Massnahmen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten hierfür werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern,

Kantonen und Gemeinden getragen. Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten zu führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Bestimmung zu einer reinen Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch keine Mitsprache mehr bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Die gesamte Regelung, insbesondere die Anpassungen des AIG mit seiner Farce von einer "Schutzklausel" und der Zementierung des Verbleibs von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke, stellt eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar und untergräbt unsere Souveränität. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes für eine unkritische EU-Kompatibilität. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Netzentscheidungen zunehmend in Brüssel getroffen werden. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der nationalen Selbstbestimmung über eine kritische Infrastruktur. Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die Umwandlung in eine "operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" untergraben, was die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel erzwingt und das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert.

Die Regeln für staatliche Beihilfen im EU-Recht stellen eine existenzielle Bedrohung für die schweizerische Wasserkraft dar. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies gefährdet nicht nur die Finanzierung regionaler Interessen, sondern auch die Stabilität eines Kernpfeilers der Schweizer Energieversorgung.

Zudem schwächen die EU-Wettbewerbsregeln die föderalen Strukturen der Energieversorgung. Der traditionelle Einspeisevorrang für Wasserkraftwerke, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, wird durch diese Regeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG kann dieser Entwicklung nicht wirksam entgegenwirken.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, stellen einen direkten Schlag

gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht diametral der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien, bremst deren Ausbau und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze massiv einschränkt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Yvonne Büsser (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Y. Büsser · adolf.buesser@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung stehen und die Souveränität unseres Landes hinreichend schützen.

Besonders kritisch ist die Tendenz zu beobachten, dass die Schweiz wiederholt versucht, ihre Gesetzgebung de facto an EU-Recht anzupassen, ohne dass ein klarer Mehrwert für die eigene Bevölkerung ersichtlich ist. Artikel 138 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Schweiz garantiert, scheint hierbei in den Hintergrund zu treten. Die vorliegende Vorlage birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Legitimation von Gesetzen.

Es ist zu befürchten, dass die inländische Umsetzung der EU-Vorgaben zu einer Überregulierung führt, welche kleine und mittlere Unternehmen unverhältnismässig belastet. Die damit verbundenen bürokratischen Hürden könnten die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft schwächen und somit dem Wohlstand unseres Landes schaden. Die in der Bundesverfassung verankerten Grundrechte, wie das Recht auf wirtschaftliche Freiheit gemäss Artikel 27, könnten durch eine übermässige Übernahme von EU-Normen beeinträchtigt werden.

Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der Transparenz und der demokratischen Kontrolle bei der Übernahme von EU-Recht. Werden die betroffenen Kreise und die breite Öffentlichkeit hinreichend in den Prozess einbezogen? Artikel 164 der Bundesverfassung, welcher die Mitwirkung der Kantone und der interessierten Kreise regelt, muss auch im Kontext von EU-Abkommen uneingeschränkt Geltung beanspruchen. Die aktuelle Vorgehensweise lässt Zweifel aufkommen, ob diese Artikel hinreichend berücksichtigt werden.

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt das Risiko, dass die Schweiz einer richterlichen Überprüfung durch europäische Gerichte unterstellt wird, was die richterliche Unabhängigkeit im Sinne von Artikel 190 der Bundesverfassung gefährden könnte. Dies wäre ein signifikanter Verlust an Souveränität und eine Abkehr von unserem bewährten Rechtssystem.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage zu einer inländischen Umsetzung von EU-Abkommen tiefgreifende Bedenken hervorruft. Es bedarf einer kritischeren Prüfung, um sicherzustellen, dass die Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Legitimation unseres Landes gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

das wort heisst nur noch ausschaffen! mitsamt dem BR

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine gravierende Gefährdung unserer nationalen Souveränität und der bewährten Schweizer Qualitätsstandards dar. Unter dem irreführenden Deckmantel der 'Lebensmittelsicherheit' wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft bedingungslos dem EU-Regelwerk unterwerfen soll. Dies hat direkte Konsequenzen für unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen Vorschriften und langjährigen Traditionen beruht, ist unmittelbar in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie sich in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) widerspiegelt, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und gefährdet unsere kulinarische Identität.

Besonders alarmierend ist die Aushebelung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens bedeutet. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt ebenfalls einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar, da unsere nationalen, oft strengeren Regeln aufgegeben werden müssten.

Die Einführung neuer Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) birgt die Gefahr einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, wodurch das Parlament umgangen wird und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich ausgehöhlt wird. Ebenso ist die Unterstellung des Waldschutzes unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über Tierseuchenbekämpfung an die EU (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet die Resilienz unserer Nation.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Die sprichwörtliche Schweizer Kleinräumigkeit und Vielfalt wird einer homogenen, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Regulierung geopfert. Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Dieses Abkommen ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Souveränitätsaufgabe, die es abzulehnen gilt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind entschieden unzureichend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar, die den massiven Druck auf die Schweizer Lohnniveaus nicht zu kompensieren vermögen. Es droht eine flächendeckende Erosion, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die mittels Lohndumping ihre Wettbewerbsvorteile ausspielen wollen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch

neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die Flexibilität von KMU massiv und löst das Grundproblem des Lohndrucks nicht. Diese Massnahme ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist hochgradig problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diesen übergeordneten Zielen des Lohnschutzes wird durch diese Massnahmen nicht gedient, sondern die Schweiz wird weiter in eine Abhängigkeit von der EU manövriert.

Finanzieller Beitrag

wir müssen für uns schweizer schauen,es kann nicht sein,dass wir für das ausland arbeiten müssen!

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public auf. Die geplante Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle und operative Grundlage der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen dar. Ausländische Anbieter werden es sich ermöglichen, lediglich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere Unternehmen die Verantwortung für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien allein tragen. Dies untergräbt die Fähigkeit, einen flächendeckenden und qualitativ hochwertigen öffentlichen Verkehr für alle Bürgerinnen und Bürger zu gewährleisten.

Zusätzlich wird die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, die Schweiz zwingen, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt optimale Lösungen im Sinne der schweizerischen Interessen zu verfolgen, müssen Kriterien erfüllt werden, die möglicherweise zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen.

Die als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann

dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität, die letztlich die strategische Steuerung unserer Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen verlagert, wie dies beispielsweise mit Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) geschehen könnte. Die vermeintliche Absicherung ist nichts weiter als eine Beruhigungspille, die die langfristigen negativen Folgen dieser Entwicklungen nicht abwendet.

Es ist offensichtlich, dass das EU-Beihilferecht, das Anwendung finden würde, dazu führen könnte, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgern derzeit bieten können. Der Service public, ein Rückgrat unseres Landes, ist in Gefahr.

Strom

dder strom ist viel zu teuer,ja so verarmt das schweizervolk!

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

diese vertäge gehöhren nicht in die schweiz,brauchen und wollen wir nicht! wir brauchen diese unterordnung nicht! die schweiz ist selbständig!

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

sicher ein nein!

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

es ist kriminell was diese landesverräter sich getrauen!

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Evelyne Chaubert (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Chaubert Evelyne · 0765620683 · evi_ch@gmx.net

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von flankierenden Massnahmen im Zusammenhang mit einem Abkommen mit der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken. Die vorgeschlagenen Regelungen greifen tief in die Souveränität und die bewährten Rechtstraditionen der Schweiz ein und drohen, die Errungenschaften des schweizerischen Arbeitsmarktes zu untergraben.

Besonders kritisch ist die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, welches die Schweiz auf Basis des bilateralen Abkommens respektieren muss. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Volkssouveränität, wie sie im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung (BGSVP) verankert ist. Die Schweiz hat sich stets durch die Eigenständigkeit ihrer Gesetzgebung und die Möglichkeit der direkten Mitgestaltung durch das Volk und die Kantone ausgezeichnet. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht, selbst wenn dies im Rahmen eines völkerrechtlichen Vertrages geschieht, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung dieser Prinzipien. Es stellt sich die Frage, inwieweit das Schweizer Volk und die Kantone noch Einfluss auf die Gesetzgebung nehmen können, wenn die grundlegenden Rahmenbedingungen von einer externen Entität, der Europäischen Union, diktiert werden.

Darüber hinaus lassen die vorgeschlagenen Massnahmen eine unzureichende Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse des schweizerischen Arbeitsmarktes erkennen. Die schweizerische Arbeitsmarktpolitik hat sich in der Vergangenheit durch Flexibilität und eine starke Verankerung in der Sozialpartnerschaft bewährt. Die Einführung von EU-Harmonisierungsbestrebungen birgt die Gefahr, dass diese bewährten Strukturen durch starre, auf die Gegebenheiten des EU-Binnenmarktes zugeschnittene Regelungen verdrängt werden. Dies könnte zu einer Verschlechterung der Arbeitsbedingungen für Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer führen, insbesondere im Hinblick auf Lohnschutz und soziale Sicherheit. Die im revidierten Obligationenrecht (OR) verankerten Schutzbestimmungen für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, welche das Ergebnis jahrzehntelanger gesellschaftlicher und politischer Auseinandersetzungen sind, könnten unter Druck geraten.

Die vorgeschlagene Umsetzung scheint eine übermässige Angleichung an EU-Standards zu

implizieren, die nicht immer mit dem Schweizer Modell übereinstimmen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Bestimmungen zu übernehmen, die für die EU-Mitgliedstaaten sinnvoll sein mögen, für die Schweiz jedoch nicht erforderlich oder gar nachteilig sind. Dies könnte sich negativ auf die Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Wirtschaftsstandortes auswirken, da die Flexibilität und Innovationskraft, die durch das schweizerische Recht gefördert werden, eingeschränkt werden könnten. Das Prinzip der Verhältnismässigkeit, welches auch im Verwaltungsrecht und im Rahmen von völkerrechtlichen Verträgen Beachtung finden sollte, scheint hier nicht in ausreichendem Masse gewahrt. Es ist zu hinterfragen, ob die angestrebten Ziele durch mildere, weniger einschneidende Massnahmen ebenfalls erreicht werden könnten.

Die im Rahmen der Personenfreizügigkeit oft angeführten flankierenden Massnahmen bedürfen einer kritischen Überprüfung hinsichtlich ihrer Effektivität und ihres Umfangs. Die ständige Erweiterung der Kontrollmechanismen und die Einführung neuer Verpflichtungen für Schweizer Unternehmen, insbesondere KMU, können zu einer übermässigen bürokratischen Belastung führen. Die Artikel 27 ff. des Arbeitsgesetzes (ArG), welche die Arbeits- und Ruhezeiten sowie die Pausen regeln, sind bereits heute relativ detailliert und unterliegen der ständigen Überwachung. Eine zusätzliche Angleichung an EU-Vorgaben könnte zu unnötigen Komplikationen führen und die operative Führung von Unternehmen erschweren. Es drängt sich die Frage auf, ob die bisherigen flankierenden Massnahmen nicht ausreichen, um Missbräuche zu verhindern und faire Wettbewerbsbedingungen zu gewährleisten.

Ferner ist die Transparenz der Aushandlungsprozesse und der damit verbundenen Regelungen kritisch zu hinterfragen. Die Komplexität von EU-Recht und die Geschwindigkeit, mit der es sich weiterentwickelt, erschweren es der Schweiz, adäquat darauf zu reagieren und die eigenen Interessen wirksam zu vertreten. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz in einen ständigen Anpassungszyklus gerät, der ihre Rechtsetzungskompetenz weiter schwächt. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV), der die Gesetzgebungskompetenz des Bundes regelt, könnte durch die Art und Weise der Abkommensumsetzung indirekt untergraben werden, wenn die Gesetzgebung primär von externen Vorgaben bestimmt wird und die schweizerischen Erfordernisse lediglich marginal berücksichtigt werden können.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung eine Gefährdung der schweizerischen Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der bewährten Arbeitsmarktordnung darstellen. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung der Notwendigkeit und Verhältnismässigkeit der angestrebten Angleichung an EU-Recht. Die Schweiz sollte weiterhin auf ihre eigenen Stärken und bewährten Rechtsgrundsätze setzen und nur dort Kooperationen eingehen, wo diese eindeutig im nationalen Interesse liegen und die schweizerische Eigenständigkeit nicht tangiert wird. Die aktuellen Vorschläge scheinen diesem Grundsatz nicht in ausreichendem Masse Rechnung zu tragen. Es ist entscheidend, dass die Interessen der Schweizer Bevölkerung und der Schweizer Wirtschaft höchste Priorität geniessen und nicht durch eine übermässige Anpassung an fremde Regelwerke geopfert werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Gezielte Einwanderung, die positiv ist für die Schweiz, die die CH Wirtschaft braucht, okay. Sozialhilfebezüger nein. m

Finanzieller Beitrag

Vernehmlassung zur Beteiligung der Schweiz an der Kohäsionspolitik der Europäischen Union

Ich nehme mit tiefster Besorgnis und Skepsis Stellung zur vorgeschlagenen Beteiligung der Schweiz an der Kohäsionspolitik der Europäischen Union, insbesondere im Hinblick auf die finanzielle Ausgestaltung und die damit verbundenen rechtlichen Verpflichtungen. Die vorliegende Vorlage, die zur Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) und dessen Verankerung in der Bundesgesetzgebung führt, stellt eine gravierende Aushöhlung der nationalen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar.

Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, von der Bundesversammlung kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist zutiefst problematisch. Dies bedeutet den Verlust eines essenziellen politischen Druckmittels der Schweiz und beeinträchtigt die demokratische Kontrolle über Milliarden von Franken an Steuergeldern. Die Bezeichnung dieser Zahlungen als „Kohäsionsbeiträge“ täuscht über ihren eigentlichen Charakter hinweg; es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, die dem Parlament jeglichen Spielraum für eine kritische Prüfung und gegebenenfalls Ablehnung entzieht. Der Vorwurf, dass der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockvogelangebot dient, erscheint angesichts der Natur von EU-Abkommen plausibel. Der im Vertrag festgeschriebene „rechtsverbindliche Mechanismus“ zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird damit in eine Position gedrängt, in der sie keine andere Wahl hat, als die von der EU diktierten Summen zu zahlen, ohne die Möglichkeit, „Nein“ zu sagen oder die Gegenleistung angemessen zu bewerten.

Die Schweiz droht durch diese Regelung zu einer reinen Nettozahlerin zu werden, ohne substanzielle Mitspracherechte. Während unsere finanziellen Verpflichtungen in Stein gemeisselt werden, existieren keinerlei Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder gar die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die Schweiz bezahlt somit für eine institutionelle Anbindung, die primär auf Kosten unserer Souveränität geht und kaum greifbare, für unser Land vorteilhafte Ergebnisse verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein entscheidender Schritt, der die bisherigen, flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung transformiert. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag, der zur Förderung der Kohäsionspolitik der EU geleistet wird. Artikel 1 des KoBG, der die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge festlegt, höhlt die Budgethoheit des Parlaments in beunruhigender Weise aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung schweizerischer Steuergelder, die im nationalen Interesse liegen sollte, wird lediglich die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zur Norm.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der leichten Schwarzarbeit (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizerischen Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies untergräbt die prinzipielle Verpflichtung des Staates, die Mittel seiner Bürger zweckmässig und im eigenen Landesinteresse einzusetzen.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG als irreführend und manipulativ zu werten. Hier wird der an sich ehrenwerte „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein unlauteres Vorgehen, das die Transparenz und Glaubwürdigkeit des Gesetzgebungsprozesses untergräbt. Die vorgeschlagene Regelung öffnet Tür und Tor für weitere finanzielle Forderungen der EU, da die Verpflichtung einmal geschaffen, eine stetige Ausweitung erfahren kann. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit, bei der die Schweiz faktisch zur Finanzierung von EU-Projekten verpflichtet wird, ohne angemessene Kontrolle oder Einflussnahme auf deren Ausgestaltung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung die nationalen Interessen der Schweiz massiv beeinträchtigt. Sie verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht, schwächt die demokratischen Kontrollmechanismen und birgt das Risiko zukünftiger, unkontrollierbarer finanzieller Belastungen. Ich fordere daher dringend eine kritische Neubewertung dieser Vorlage und lehne die vorgeschlagene Form der Beteiligung an der Kohäsionspolitik der EU entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und bedenkliche Umgestaltung unserer bewährten nationalen Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Es ist unbestreitbar, dass die Einführung eines Regimes, das primär auf die Angleichung an das EU-Recht abzielt, eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Föderalismus bedeutet. Die jetzige Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Instrumente zur Förderung von regionalen, kantonalen und lokalen Interessen eingesetzt werden, wird durch eine starre, technokratische EU-Kontrolle ersetzt.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt. Demokratisch legitimierte Förderungen im Bereich des Regionalverkehrs, der Kantonalbanken, der Kultur oder lokaler KMU werden künftig einem starren, EU-zentrierten Kontrollregime unterworfen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und degradiert die Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten, deren Entscheidungsbefugnisse massiv beschnitten werden. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Neuregelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, wo viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" – der Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG – ist äusserst bedenklich. Diese Instanz wird als "verlängerter Arm der EU" agieren und ihre Entscheide nicht primär auf Schweizer Interessen, sondern auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist unzureichend. Sie wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies untergräbt die Entscheidungsfreiheit der kantonalen Legislative und Exekutive und schwächt die föderalistische Struktur unseres Landes. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler

Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies öffnet die Tür für unkontrollierte Subventionen, die nicht primär dem nationalen Interesse dienen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für mangelnde Transparenz und eine Schwächung des Konsumentenschutzes. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die öffentliche Kontrolle über preisbeeinflussende Entscheidungen zu untergraben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur eine technokratische Übernahme der Schweizer Subventionspolitik bedeuten, sondern auch eine fundamentale Aushöhlung unserer föderalistischen Prinzipien und unserer nationalen Souveränität. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger, der seine eigenständige wirtschaftspolitische Steuerungshoheit verliert. Diese Entwicklungen sind aus Sicht der nationalen Interessen und der kantonalen Autonomie inakzeptabel und bedürfen einer kritischen Neubewertung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer jetzigen Form entschieden unzureichend und erscheinen eher als kosmetische Anpassungen denn als substanzielle Verbesserungen. Es ist besorgniserregend, dass diese Änderungen den massiven und unübersehbaren Lohndruck, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf unseren Arbeitsmarkt ausgeübt wird, nicht wirksam zu kompensieren vermögen. Wir befürchten eine schleichende, aber flächendeckende Erosion des Lohnniveaus in der Schweiz, die insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten hart treffen wird. Anstatt den bewährten und in der Schweiz äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an europäische Standards angepasst, die sich in der Vergangenheit als weniger robust erwiesen haben. Die neuen Regelungen sind fraglos bürokratischer, aber ihre Effektivität im Hinblick auf den Schutz Schweizer Arbeitnehmer ist fraglich. Dies kommt vor allem ausländischen Unternehmen zugute, die darauf abzielen, durch Lohndumping Wettbewerbsvorteile zu erzielen.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate, die sich in der Praxis bestens bewährt haben, werden durch die angekündigten neuen, zentralistischen und angeblich EU-konformen Strukturen untergraben. Diese Umgestaltung verspricht weniger effektive Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen. Dies öffnet Tür und Tor für Missbräuche.

Der neu vorgesehene Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist als vergiftetes Geschenk zu betrachten. Er führt zu einer komplizierten und unnötigen Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) erheblich, ohne das fundamentale Problem des Lohndrucks tatsächlich zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der offensichtlich unter EU-Druck erfolgt. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und behindert die notwendige Agilität von KMU.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern sind vielmehr eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung

von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen und unumstösslichen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unentrinnbarer an die EU binden.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch und unbedenklich erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die starken Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft aber schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur reinen Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende eigene gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklung ist inakzeptabel und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Vorschläge keine kohärente und wirksame Stärkung des Schweizer Lohnschutzes darstellen, sondern eher eine schrittweise Angleichung an schwächere europäische Standards bedeuten. Die damit verbundenen Souveränitätsverluste und die potenzielle Schwächung unserer bewährten Schutzmechanismen sind gravierend und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung dieser Pläne.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen und die damit verbundene Annäherung an das EU-Strommarktdesign stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Es ist bedauerlich, dass die vorgesehene Ausrichtung auf EU-Regelwerke, die sich bereits in anderen Bereichen als nicht immer förderlich für die nationalen Interessen erwiesen hat, nun auch den für die Schweiz lebenswichtigen Stromsektor erfasst.

Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert. Zwar werden wir uns an den Kosten beteiligen, doch das entscheidende Stimmrecht bei Beschlüssen, die unser eigenes Stromnetz betreffen, werden wir entbehren. Dies bedeutet, dass grundlegende Entscheidungen über unsere Energieinfrastruktur künftig in Brüssel getroffen werden, ohne dass die Schweiz ein Mitspracherecht auf Augenhöhe hat. Die Unabhängigkeit unserer Energiepolitik wird hierdurch fundamental untergraben.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird sich drastisch verschlechtern. Anstatt einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde, die auf nationale Bedürfnisse ausgerichtet ist, droht die ElCom zu einer reinen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" zu verkommen. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, ohne dass eine eigene parlamentarische Kontrolle auf EU-Ebene besteht, ist zutiefst problematisch. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln, die im Rahmen dieser Annäherung übernommen werden müssten, könnten das bewährte System der Wasserzinsen existenziell bedrohen. Dieses System, das einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung der Berggemeinden leistet, könnte künftig als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit

abgeschafft werden. Ein Verlust dieser Einnahmen würde gerade die Regionen treffen, die für die Energiegewinnung massgeblich sind.

Auch die schweizerischen föderalen Strukturen in der Energieversorgung werden durch die vorgeschlagenen Regelungen empfindlich geschwächt. Gemeindekraftwerke, die oft das Rückgrat der lokalen Energieversorgung bilden, könnten durch die EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt werden. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der eine dezentrale und bürgernahe Energieproduktion begünstigt, würde ausgehebelt. Dies widerspricht dem Prinzip der Subsidiarität und schwächt die lokale Wertschöpfung.

Die Vorstellung, die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt zu opfern, ist unverantwortlich. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, würde durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem liberalisierten Markt die Verantwortung für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit übernehmen soll. Weder der Markt noch die EU scheinen hier eine klare Zuständigkeit oder Verpflichtung zu besitzen. Dies gleicht einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer, dessen Flammen sich auf die Haushalte und die Schweizer Wirtschaft ausbreiten könnten.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, verspricht volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht tragen will, müssten zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist keine echte Liberalisierung, sondern vielmehr eine Umverteilung von Risiken auf den breiten Sockel der Strombezüger.

Die Verknüpfung mit den spezifischen Gesetzesartikeln verstärkt diese Bedenken. Das neue StromVG mit seinen Artikeln 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung birgt erhebliche Risiken. Die Schaffung einer Energiereserve gemäss Art. 8b ff. erscheint unzureichend, um die Versorgungsicherheit in allen Szenarien zu gewährleisten. Die verschärften Unbundling-Vorschriften in Art. 10, 18 und 19 StromVG greifen tief in die bewährten Strukturen der Schweizer Strombranche ein und dienen primär der Angleichung an EU-Vorgaben.

Ebenso kritisch ist die Neuregelung im Energiegesetz (EnG). Die Änderungen in Art. 15 neu schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Anpassung der Vergütungsregeln und insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW gemäss Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen kleine und mittlere Produzenten, wie sie Gemeindewerke oder Landwirte darstellen. Diese Massnahme widerspricht der propagierten Energiestrategie und begünstigt unverkennbar grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen in Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG schafft eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den dringend benötigten Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen verlangsamen und die Schweiz noch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und möglicherweise fossilen Energieträgern machen.

Das neue Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment. Die vollständige Marktliberalisierung stellt die Versorgungssicherheit unter das Diktat des Marktes, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Dies zerstört unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Schliesslich ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen klaren Verlust

von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht zu einer Verbesserung der Schweizer Stromversorgung führen, sondern vielmehr eine gravierende Erosion von Souveränität, Versorgungssicherheit und den bewährten föderalen Strukturen bedeuten. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre Energiepolitik zu verlieren und wird zum reinen Abnehmer von EU-regulierten Strommärkten, ohne die Möglichkeit, eigene Interessen effektiv zu vertreten. Dies ist ein Schritt, der die Schweiz langfristig schwächt und die Energiesicherheit für ihre Bürger und Unternehmen gefährdet.

Lebensmittelsicherheit

Wir nehmen mit tiefgreifenden Bedenken und starker Skepsis Stellung zur vorliegenden Vernehmlassung im Bereich Lebensmittelsicherheit. Die angeblichen Vorteile und der vorgeschobene Schutz der Konsumentengesundheit täuschen über die unbestreitbaren negativen Konsequenzen hinweg, die eine Annahme dieser Regelungen für die Schweizer Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards, unsere Landwirtschaft und die Wahlfreiheit unserer Bevölkerung hätte.

Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird schleichend ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die reine Sicherheit hinausgeht. Es handelt sich de facto um die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine direkte Bedrohung für unsere etablierten und international anerkannten hohen Produktionsstandards dar, gefährdet die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, die oft über Generationen gewachsene Strukturen aufweisen, und schränkt die essentielle Wahlfreiheit unserer Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die unser Land wirtschaftlich und kulinarisch auszeichnet, steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere und industriell ausgerichtete EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird erheblich entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, der über Jahrzehnte aufgebaut wurde und für unseren Wohlstand unerlässlich ist.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung einer sprichwörtlichen "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens, das eine Aushöhlung unserer Souveränität bedeutet, würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in zukunftsrelevanten Fragen blockiert und uns in eine politische Abhängigkeit manövriert.

Des Weiteren ist die geplante Ermächtigung von EU-Inspektoren, Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu erhalten, ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe, die unter strengen nationalen Auflagen arbeiten, würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, deren primäres Interesse nicht unbedingt dem Wohl unserer spezifischen Produktionsbedingungen gilt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine, die im Rahmen von Festanlässen Lebensmittel anbieten, müssten die komplexen und auf die Verhältnisse in der EU zugeschnittenen Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen, die oft über Jahrhunderte gewachsen sind, und bedroht wirtschaftliche Existenzen, insbesondere von Klein- und Kleinstbetrieben, die die Vielfalt unserer kulinarischen Landschaft prägen.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch diese Regelungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die auch Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Der klare Volkswille, der sich in der Ablehnung von Gentechnik in der Lebensmittelproduktion manifestiert, wird hierbei missachtet und untergraben.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was unweigerlich zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren nachweislich höheren Standards führt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird hierbei umgangen und verliert seine entscheidende Rolle, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Landwirte und damit die Lebensgrundlage der Nahrungsmittelproduktion direkt betreffen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz existenziell wichtigen Politikbereich.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen weiteren unverkennbaren Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein unannehmbarer Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch hochrelevanten Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten, was unsere wertvollen Waldressourcen gefährdet.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lehnen wir die vorliegende Vernehmlassung ab, da sie die Schweiz massiv in ihrer Souveränität einschränkt, unsere hohen Qualitätsstandards untergräbt, unsere landwirtschaftlichen Betriebe mit unzumutbarer Bürokratie belastet und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten einschränkt. Wir fordern eine strikte Wahrung unserer nationalen Interessen und eine souveräne Politik im Bereich der Lebensmittelsicherheit.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union, werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung des Schweizer Service public und der nationalen Souveränität auf. Es ist unerträglich, wie ein scheinbar fortschrittliches Abkommen die fundamentalen Grundpfeiler unseres öffentlichen Verkehrs bedroht. Die blumige Rhetorik von Kooperation und Integration verdeckt eine reale Gefahr für die Qualität, Erschwinglichkeit und die flächendeckende Verfügbarkeit von Bahn- und Busdienstleistungen, die für die Schweizer Bevölkerung unerlässlich sind.

Das EU-Beihilferecht, das durch die dynamische Rechtsübernahme in unser Rechtssystem eingespeist wird, stellt eine direkte Bedrohung für bewährte und notwendige Subventionen dar. Unser

Service public im Schienenverkehr ist ein nationales Gut, das über Jahrzehnte gewachsen ist und auf einer soliden finanziellen Basis beruht, die auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Strecken einschliesst. Die drohende Einstufung von bestehenden Subventionen als unzulässig nach EU-Recht könnte dazu führen, dass Mittel für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend notwendige Erneuerung von Rollmaterial gekürzt werden müssen. Dies würde nicht nur die betriebliche Effizienz beeinträchtigen, sondern letztlich die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt schmälern. Die Vorstellung, dass Brüsseler Bürokraten über die finanzielle Lebensader unseres öffentlichen Verkehrs entscheiden, ist schlichtweg inakzeptabel.

Eine der gravierendsten Konsequenzen ist die zwangsweise Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, birgt das immense Risiko der "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden naturgemäss die profitabelsten und lukrativsten inner-schweizerischen Strecken bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die für die Erfüllung des Versorgungsauftrags zuständig sind, auf den defizitären Nebenlinien sitzen bleiben. Diese selektive Vorgehensweise untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public massiv. Ohne die Einnahmen aus den profitablen Strecken wird es für die SBB zunehmend schwieriger, die Grundversorgung auf dem Land und in den weniger dicht besiedelten Regionen aufrechtzuerhalten. Dies ist kein fairer Wettbewerb, sondern eine Aushöhlung unseres Systems durch Akteure, die nicht denselben universellen Versorgungsauftrag haben.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Schutzmechanismus vor den negativen Auswirkungen des EU-Rechts dargestellt wird, entpuppt sich bei genauer Betrachtung als juristisch wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz ist verpflichtet, diese Änderungen dynamisch zu übernehmen, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu prüfen oder an unsere nationalen Bedürfnisse anzupassen. Dies ist eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert, sondern lediglich verzögert. Wir geben die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur schrittweise auf. Die Zwanghafte Übernahme von Regulierungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) bedeutet, dass nationale Steuerungs- und Entscheidungsbefugnisse immer weiter an zentrale EU-Stellen verlagert werden.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere in Artikel 32a Absatz 1bis, ist eine weitere empfindliche Einschränkung unserer Souveränität. Diese Vorschrift zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten und kostengünstigsten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass suboptimalere und teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler ausgewählt werden müssen, nur um den EU-Vorgaben zu genügen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine klare Gefahr für den Schweizer Service public darstellen. Die Einführung der Kabotage (Art. 40ater EBG) greift den Kern des schweizerischen Modells an, indem sie ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen erlaubt, sich die profitabelsten Strecken herauszupicken und somit die finanzielle Basis der SBB und anderer Transportunternehmen mit umfassendem Versorgungsauftrag zu schwächen. Die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen (Art. 32a Abs. 1bis PBG) beraubt Bund und Kantone der autonomen Gestaltungsmacht über ihr eigenes Verkehrsnetz. Diese Entwicklungen untergraben nicht nur die Effizienz und Wirtschaftlichkeit unseres öffentlichen Verkehrs, sondern auch unsere nationale Souveränität. Wir fordern eine klare Ablehnung dieser Bestimmungen, die dem Wohlstand und den Bedürfnissen der Schweizer Bevölkerung dienen, anstatt den Interessen der Europäischen Union nachzugeben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Vernehmlassungsunterlagen zum institutionellen Rahmenabkommen mit der

Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der langfristigen Interessen unseres Landes auf. Eine kritische Gesamtbeurteilung des vorgelegten Pakets offenbart eine Reihe von Schwachstellen und potenziellen Gefahren, die einer sorgfältigen Abwägung bedürfen.

Ein zentrales Anliegen betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Die im vorgeschlagenen Abkommen vorgesehene Einbeziehung von sogenanntem «relevante[m] EU-Recht» birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Gesetzgebungshoheit. Artikel 13 des Entwurfs, welcher die Übernahme von EU-Recht vorsieht, steht im direkten Widerspruch zur im Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Verordnungstechnik (VGT) verankerten Grundsatz der Eigenständigkeit der Schweizerischen Rechtsordnung. Die VGT sieht vor, dass Verordnungen auf bundesrechtlichen Grundlagen zu beruhen haben. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Grundlage untergraben und die demokratische Legitimation der in der Schweiz geltenden Rechtsnormen schwächen. Es stellt sich die dringende Frage, wie die in Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) verankerte Volkssouveränität mit einer solchen Mechanismen der Rechtsübernahme vereinbar ist. Das Volk hat das Recht, über die Gesetzgebung mitzubestimmen; eine externe Rechtssetzung, die lediglich rezipiert werden müsste, würde dieses Grundrecht fundamental in Frage stellen.

Des Weiteren bereitet die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens erhebliche Kopfzerbrechen. Die im Entwurf angedachte Möglichkeit, dass der EuGH in einer für die Schweiz verbindlichen Weise über die Auslegung von EU-Recht urteilt, greift tief in die Gewaltenteilung und die richterliche Unabhängigkeit unseres Landes ein. Artikel 15 des Entwurfs, welcher die Zuständigkeit des EuGH statuiert, läuft Gefahr, die im Artikel 190 BV verankerte richterliche Unabhängigkeit zu beschneiden. Die Schweizerischen Gerichte würden de facto der richterlichen Weisung eines ausländischen Gerichts unterstellt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip, dass die Gerichte ausschliesslich dem Recht unterstehen. Die Vorstellung, dass ein oberstes Gericht eines fremden Staatenbundes die Rechtsauslegung in der Schweiz massgeblich beeinflussen oder gar diktieren könnte, ist mit dem Grundgedanken der nationalen Rechtsordnung schwer vereinbar. Die Schweiz hat in ihrer Geschichte stets Wert auf die Eigenständigkeit ihrer Gerichtsbarkeit gelegt, und eine Aufgabe dieser Unabhängigkeit wäre ein historischer Rückschritt.

Auch die Frage der Beihilfenkontrolle birgt erhebliches Konfliktpotenzial. Die im Abkommen vorgesehene Überwachung und potenziellen Sanktionen durch die EU im Bereich der staatlichen Beihilfen könnten die Handlungsfreiheit des Bundes und der Kantone im wirtschaftspolitischen Bereich stark einschränken. Artikel 14 des Entwurfs, der die Übernahme der EU-Beihilfenkontrolle vorsieht, könnte die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, gezielte Struktur- und Fördermassnahmen zur Stärkung ihrer eigenen Wirtschaft zu ergreifen. Dies könnte insbesondere für strategisch wichtige Sektoren oder für die Unterstützung von strukturschwachen Regionen problematisch werden. Die im Artikel 95 der Bundesverfassung verankerte wirtschaftliche Freiheit und die Zuständigkeit des Bundes für die Wirtschaftspolitik könnten durch eine übermässige Einmischung von aussen ausgehöhlt werden.

Die mangelnde Flexibilität und die starren Regelungen des Abkommens lassen zudem wenig Raum für zukünftige Anpassungen und eigene Entwicklungen der Schweizerischen Gesetzgebung. Die im Abkommen festgelegten Mechanismen sind darauf ausgelegt, die Kohärenz mit dem EU-Recht zu gewährleisten, aber sie ignorieren weitgehend die dynamische Natur von Rechtsordnungen und die Notwendigkeit, auf sich wandelnde gesellschaftliche und wirtschaftliche Bedürfnisse reagieren zu können. Ein solches Abkommen könnte die Schweiz in ihrer legislativen und exekutiven Handlungsfähigkeit massiv behindern und ihre Fähigkeit einschränken, auf nationale Herausforderungen eigenständig zu reagieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgelegte institutionelle Rahmenabkommen eine Reihe von erheblichen Gefahren für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftspolitische Handlungsfreiheit birgt. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH und die Einschränkungen bei der Beihilfenkontrolle stellen gravierende Einschnitte dar, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer demokratischen Grundprinzipien muss bei jeder Entscheidung an erster Stelle stehen. Eine unbedachte Zustimmung zu diesem Paket könnte langfristige negative

Konsequenzen für die Schweiz haben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

(leer)

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Christophe Decrind (Privat)

Date: 08.10.2025

Contact: Christophe Decrind · chris.decrind@gmail.com

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation sur la mise en œuvre nationale de l'accord proposé avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté et le cadre juridique suisse. Nous exprimons notre profond scepticisme quant à la manière dont cet accord pourrait éroder les compétences législatives de la Confédération et des cantons, au risque de soumettre la Suisse à un droit européen non élu et souvent incompatible avec nos traditions juridiques.

Il est impératif de considérer les implications de l'article 177 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse, qui garantit l'autonomie des cantons. L'intégration forcée de nouvelles réglementations européennes, sans que le peuple suisse ait eu la possibilité de se prononcer, risque de court-circuiter ce principe constitutionnel. En outre, l'application de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, telle qu'elle est prévue, pose un problème de légitimité. Le droit suisse, issu de processus démocratiques représentatifs, se verrait supplanté par une interprétation judiciaire extérieure dont la légitimité politique directe pour la Suisse fait défaut.

L'article 123 de la Constitution fédérale, relatif à l'initiative populaire, est un pilier de notre démocratie directe. Un accord qui permettrait à l'UE d'influencer de manière significative notre législation, voire de l'imposer, pourrait affaiblir le pouvoir d'initiative du peuple suisse et sa capacité à façonner son propre avenir législatif. Nous devons également nous interroger sur la manière dont les principes de proportionnalité et de subsidiarité, pourtant reconnus dans le droit suisse, seront effectivement respectés dans le cadre de cet accord. L'expérience passée a montré que ces principes peuvent être interprétés de manière restrictive lorsqu'il s'agit de l'expansion de la compétence européenne.

La mise en œuvre nationale doit donc être abordée avec la plus grande prudence, en veillant à préserver l'intégrité de nos institutions démocratiques et de notre ordre juridique. Toute cession de souveraineté, même progressive, doit faire l'objet d'un débat public approfondi et d'un contrôle parlementaire rigoureux, conformément aux principes de notre État de droit. L'absence d'une telle garantie dans l'accord actuel est une source majeure d'inquiétude et nécessite des clarifications substantielles avant d'envisager une quelconque ratification ou mise en œuvre.

Contribution financière

La proposition soumise concernant la contribution financière à l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à l'intégrité de notre souveraineté et à la maîtrise de nos finances publiques. Il est inacceptable que des contributions qui étaient jusqu'à présent volontaires et soumises au contrôle démocratique du Parlement, telles que prévues par l'Acte de l'Union européenne, deviennent une obligation légale et automatique. Ce passage d'une contribution discrétionnaire à une charge contraignante, d'un montant non négligeable, nous prive d'un levier politique essentiel et affaiblit considérablement le contrôle de notre législatif sur des décaissements d'une ampleur

considérable. L'instauration d'un "mécanisme juridiquement contraignant" de recalcul, tel qu'envisagé, est une promesse de futures exigences financières accrues, nous condamnant à être une caisse permanente sans droit de veto.

La création d'un nouveau cadre légal spécifique, tel qu'un potentiel "Kohäsionsbeitragsgesetz" (KoBG), formaliserait cette transformation en obligation permanente. L'intégration de ce dispositif dans notre ordre juridique, notamment par son inscription dans l'annexe du BöB (Annexe 5, chiffre 1, lettre d), signifierait que ces paiements à l'UE seraient considérés comme une partie intégrante et durable de notre législation fédérale. Cela conduirait à une érosion de la souveraineté budgétaire du Parlement, tel que garanti par la Constitution fédérale, en créant un droit permanent pour l'UE, réduisant ainsi le pouvoir de décision de nos représentants élus sur l'affectation des deniers publics. Il est particulièrement préoccupant que l'on tente de légitimer ces paiements en les associant à des objectifs louables tels que la promotion de la paix, par un amendement à l'article 1, alinéa 2, lettre b, du Projet de loi sur la promotion de la paix. Cette manœuvre est trompeuse et instrumentalise un concept respectable pour masquer la nature contraignante et financièrement onéreuse des contributions proposées. En l'état, cette disposition ne nous offre aucune garantie d'un accès au marché amélioré ni de la suppression des entraves existantes. Au contraire, elle nous positionne comme un contributeur net, sans contrepartie tangible et sans pouvoir de décision, au profit d'une intégration institutionnelle qui semble principalement coûter en souveraineté.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant aux propositions soumises dans le cadre de la consultation sur la libre circulation et l'immigration. Il apparaît que les accords proposés avec l'Union européenne conduisent à une extension massive de la libre circulation, en contradiction flagrante avec l'article 121a de la Constitution fédérale et la volonté claire du peuple suisse de maîtriser de manière autonome la migration.

L'instauration d'un nouveau droit de séjour prolongé, accordé après seulement cinq ans au lieu de dix, crée une situation de « domicile C PLUS » pratiquement inaliénable. Ce statut, même en cas de criminalité ou de dépendance aux aides sociales, compromet gravement la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. L'incitation à l'immigration dans nos systèmes sociaux est considérablement accrue. Les citoyens de l'UE et leurs familles, y compris par un élargissement sans précédent du regroupement familial jusqu'aux grands-parents, se voient offrir un droit de séjour de facto, indépendamment de leur contribution économique ou de leur comportement. Les coûts engendrés retombent inévitablement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes.

La « clause de sauvegarde » intégrée dans le paquet d'accords se révèle être une mesure purement cosmétique. Les conditions restrictives de sa mise en œuvre la rendent inopérante en pratique. En cas de tentative de recours, des mesures punitives de l'UE sont à craindre, transformant cette clause en un instrument de contrainte plutôt que de protection. L'intégration de manière automatique du droit de l'UE dans le domaine de la migration, via la « méthode d'intégration », confère à Bruxelles un pouvoir décisionnel croissant, privant le Parlement et le peuple suisses de leur droit d'expression sur des questions sensibles.

Les modifications proposées dans la Loi sur l'assurance-chômage (LACI), notamment le nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a, cimentent l'immigration dans nos systèmes sociaux en élargissant le droit à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE. La nouvelle clause de sauvegarde de l'article 21b LACI est une illusion, ne permettant pas une véritable maîtrise des flux migratoires.

Par ailleurs, l'augmentation drastique des frais de scolarité pour les étudiants étrangers, telle que prévue dans la loi sur le statut de la EPF (art. 34d al. 2bis) et la loi sur le financement des hautes écoles (art. 61a), constitue un aveu des coûts considérables engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. La Suisse semble ainsi admettre les conséquences financières de l'accord.

En conclusion, les propositions actuelles semblent privilégier une intégration accrue et une soumission au droit de l'UE au détriment de la souveraineté suisse et des intérêts nationaux. Les mesures proposées ne répondent pas aux préoccupations légitimes de la population concernant une

immigration maîtrisée et durable.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant aux mesures de protection des salaires proposées, qui apparaissent largement insuffisantes et de nature cosmétique. L'élargissement de la libre circulation des personnes exercera une pression considérable sur les salaires suisses, un phénomène que les dispositions actuelles ne parviennent pas à compenser. Il en résulte une menace d'érosion généralisée de notre niveau de rémunération, touchant particulièrement les classes moyennes et inférieures.

Plutôt que de renforcer notre système éprouvé et efficace de protection des salaires, les nouvelles réglementations tendent à l'affaiblir et à l'aligner sur les standards de l'Union européenne. Les nouvelles règles introduisent une bureaucratie accrue sans garantir une efficacité comparable aux mesures de protection existantes. Ce changement profite avant tout aux entreprises étrangères désireuses de se livrer à du dumping salarial.

Les mécanismes de contrôle sont également affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont minées par des structures nouvelles, centralisées et conformes au droit de l'UE. Cela se traduira par une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de salaire et de travail.

Le nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs constitue un cadeau empoisonné. Il engendre une société duale complexe en droit du travail et entrave la flexibilité des PME, sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires.

Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-chômage et l'assurance-accidents, notamment les nouvelles règles concernant les organisations en vertu de l'article 2 de la LATun, bien que d'apparence technique, font partie d'un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la conformité européenne. Toute modification de notre système éprouvé de déclaration d'utilité publique risque d'affaiblir les mécanismes suisses robustes au profit de modèles conformes à l'UE, souvent moins efficaces.

L'intégration des sanctions de l'UE dans le droit suisse des poursuites et faillites, via le nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la LP, représente une cession de souveraineté considérable. La Suisse deviendrait ainsi un exécutant des sanctions administratives financières de l'UE, sapant notre système juridique en permettant la mise en œuvre en Suisse de décisions administratives étrangères sans examen judiciaire approfondi.

Enfin, la liaison du droit des marchés publics avec la loi sur la coopération, telle qu'envisagée à l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, est problématique. Elle cimente les contributions à la cohésion comme un élément permanent de notre ordre juridique et crée des liens qui lient politiquement davantage la Suisse à l'UE. En somme, les modifications proposées affaiblissent la protection des travailleurs suisses et augmentent notre dépendance vis-à-vis de l'UE.

Aides d'État

La proposition soumise concernant la réglementation des aides d'État représente une ingérence inacceptable dans notre ordre juridique et économique. L'introduction du nouveau Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) constitue une rupture fondamentale avec notre pratique éprouvée, où les subventions sont des décisions politiques légitimées démocratiquement par la Confédération, les cantons et les communes. Ces aides, essentielles pour des secteurs tels que le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les PME locales, seraient désormais soumises à un régime de contrôle strict et technocratique de l'Union européenne.

Cette nouvelle réglementation porte une atteinte grave à la souveraineté des cantons et à leur autonomie, fondements de notre fédéralisme. L'article 82, lettre bbis, du Bundesgerichtsgesetz (BGG), dans sa nouvelle mouture, permettrait à la nouvelle chambre des aides d'État, qui agit comme

un bras étendu de l'UE, de saisir le Tribunal fédéral d'un recours contre des décisions cantonales. Les cantons, au lieu de décider de leur politique de développement économique locale, seraient contraints de faire valider leurs décisions par une autorité centrale, sapant ainsi leur pouvoir décisionnel et leur autonomie procédurale. L'article 98a du BGG renforce cette centralisation en permettant un contrôle abstrait des normes cantonales, ouvrant la voie à l'annulation de leurs propres décisions en matière de subventions.

De plus, l'article 3 du BHÜG institue une chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO). Loin d'être un organe de contrôle indépendant axé sur les intérêts suisses, cette "super-autorité" est conçue pour appliquer le droit européen des aides d'État. L'intégration de cette chambre à la WEKO, comme le prévoit l'article 18, alinéa 2, du Gesetz über Kartelle (KG), crée un centre de pouvoir opaque où le contrôle démocratique est insuffisant. La suppression de l'article 103 du Luftfahrtgesetz (LFG) est particulièrement préoccupante pour le secteur stratégique du transport aérien. La compétence de contrôle de la WEKO sur les aides dans ce domaine, auparavant axée sur les intérêts nationaux, sera purement et simplement abandonnée au profit des règles uniformes de l'UE.

Enfin, l'exclusion du Préposé fédéral à la surveillance des prix des réunions de la chambre des aides d'État, telle que modifiée à l'article 5, alinéa 2, du Preisüberwachungsgesetz (PüG), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Alors que cette nouvelle autorité prendra des décisions qui auront des répercussions directes sur les prix pour les citoyens, la voix du garant officiel des prix sera systématiquement écartée. Cette démarche ne sert qu'à permettre à la nouvelle chambre, conforme aux normes de l'UE, d'agir sans entrave, au détriment de nos propres intérêts. Cette proposition est une capitulation de notre souveraineté économique et une dégradation inacceptable de nos structures fédéralistes.

Transports terrestres

La soumission proposée au sujet des transports terrestres soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact de l'intégration du droit de l'Union européenne sur le service public ferroviaire suisse. L'application du droit européen des aides d'État, tel qu'envisagé, risque de rendre caduques des subventions essentielles qui soutiennent le transport de marchandises, le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. Ces financements, éprouvés et adaptés aux réalités suisses, sont indispensables au maintien de la qualité et de l'étendue des prestations offertes à la population.

L'ouverture à la "cabotage", introduite par un nouvel article 40ater dans la loi sur l'encouragement de l'infrastructure ferroviaire (EBG), constitue une menace directe pour l'intégrité du service public. Elle autorise des entreprises étrangères à opérer sur des liaisons purement helvétiques, favorisant une "cueillette de cerises" au détriment des opérateurs nationaux. Les compagnies étrangères se concentreront inévitablement sur les axes les plus rentables, laissant les lignes secondaires, certes moins lucratives mais vitales pour la desserte universelle, à la charge des SBB et autres entreprises concessionnaires. Cette stratégie fragilise la base financière du service public.

La "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une garantie apparaît juridiquement dérisoire et non contraignante. Elle n'offre aucune protection contre de futures modifications du droit européen, dont la Suisse serait tenue d'adopter la teneur de manière dynamique. Il s'agit d'une illusion de sécurité, incapable d'endiguer l'érosion progressive de notre souveraineté dans le domaine ferroviaire. La soumission progressive de notre infrastructure ferroviaire à des régulations supranationales, potentiellement via des instances comme le "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM), acte le transfert de compétences décisionnelles vers des centres de pouvoir européens.

De surcroît, l'amendement à l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTP) impose à la Suisse de se conformer au droit de l'UE lors d'appels d'offres. Cela restreint considérablement l'autonomie des autorités fédérales et cantonales dans la conception de leur offre de transports publics et complique la poursuite d'objectifs nationaux spécifiques, pouvant conduire à des solutions sous-optimales et plus coûteuses pour le contribuable. La Suisse doit préserver sa capacité à définir et à financer un service public de transport adapté à ses propres besoins et à sa

structure géographique.

Électricité

La soumission de la Suisse à une régulation électrique européenne, telle que proposée, constitue une renonciation inacceptable à sa souveraineté énergétique. L'intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, comme ACER et ENTSO-E, nous condamne à devenir un participant obéissant sans droit de vote, tout en assumant les coûts. Les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront désormais prises à Bruxelles, reléguant notre propre autorité de régulation, l'ElCom, au rang de simple bras opérationnel des directives européennes. Cette transformation sape le fondement même d'une régulation énergétique autonome et adaptée aux besoins suisses, consacrée par notre législation.

L'article 4a et suivants du nouveau Code des assurances sociales (StromVG) consacrant la libéralisation complète du marché électrique est particulièrement préoccupant. Ce mouvement vers un marché débridé risque de rendre notre approvisionnement en électricité plus volatil et, à terme, plus coûteux pour les petites et moyennes entreprises ainsi que pour les ménages. Les coûts liés à la sécurité d'approvisionnement, que le marché libre n'est pas conçu pour assumer, devront être répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles redevances. La sécurité d'approvisionnement nationale, pilier de notre stabilité, est ainsi sacrifiée sur l'autel d'une idéologie de marché qui ignore les réalités helvétiques. L'article 8b et suivants, relatif aux réserves énergétiques, ne semble pas offrir de garanties suffisantes face à cette dérégulation.

De surcroît, le système actuel de nos forces hydroélectriques, élément central de notre approvisionnement, est directement menacé. Les règles européennes relatives aux aides d'État pourraient qualifier notre système éprouvé de "Zinsen" pour les cantons de montagne d'aide d'État illicite, entraînant sa suppression. Cette remise en cause de notre modèle de financement saperait les ressources des régions montagneuses, pourtant essentielles à la production électrique.

Le nouveau dispositif législatif, notamment l'article 15 de la Loi sur l'énergie (EnG) dans sa nouvelle mouture, mais aussi les articles 10, 18 et 19 du StromVG relatifs à l'unbundling, fragilisent les structures fédérales et la production d'énergie locale. Le principe d'un accès prioritaire à l'injection pour les installations décentralisées, une pierre angulaire de notre politique énergétique, est mis à mal par les règles européennes de concurrence. La réduction drastique du seuil de puissance de 3 MW à 200 kW pour l'application de certaines dispositions de l'article 15 EnG constitue un coup sévère porté à la production d'énergie renouvelable décentralisée, favorisant les grands acteurs au détriment des acteurs locaux et familiaux. De plus, l'introduction d'un exclusion de subvention en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG) crée une incertitude d'investissement considérable pour les énergies renouvelables, freinant leur développement et nous rendant plus dépendants des marchés étrangers. L'extension des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) dans le cadre de cette harmonisation forcée, ainsi que la suppression de l'exception pour la société nationale du réseau dans l'article 8 al. 2 BATE, conduisent à une perte de contrôle sur notre infrastructure critique et à une uniformisation regrettable, incompatible avec nos spécificités nationales. Nous nous trouvons face à un risque majeur de perte de contrôle et d'aggravation de la dépendance énergétique.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant au projet d'intégration dans le domaine de la sécurité alimentaire, camouflé sous un titre trompeur. Il ne s'agit nullement d'une simple optimisation de la sécurité, mais d'une soumission généralisée de l'agriculture et de l'économie alimentaire suisses au cadre réglementaire de l'Union européenne, connu sous le nom de 'De la ferme à la table'. Ce projet menace directement les standards de production élevés qui font la renommée de notre pays, la survie de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs.

La qualité helvétique, pilier de notre identité et de notre compétitivité, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins rigoureuses entraînera inévitablement une dépréciation de nos produits. L'étiquette 'Swiss Made' perdra de sa valeur si les denrées doivent être produites

selon des critères identiques, voire inférieurs, à ceux de l'UE. Ceci anéantit un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs.

L'intégration proposée repose sur une clause guillotine dangereuse, liant cet accord à l'ensemble des traités bilatéraux I. Une annulation de cet accord préjudiciable entraînerait la chute de l'ensemble du corpus contractuel. Il s'agit là d'un chantage politique inacceptable, qui prive la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine.

L'octroi de droits de visite et de contrôle à des inspecteurs de l'UE dans nos étables, fromageries et restaurants constitue une atteinte massive à notre souveraineté. Nos entreprises deviendraient des objets de surveillance pour une autorité étrangère.

Par ailleurs, une vague de bureaucratie sans précédent s'apprête à déferler sur nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises industrielles, mais également les petits magasins à la ferme, les fromageries d'alpage, les bouchers de village et même les associations lors de fêtes populaires seraient contraints de se conformer à des réglementations européennes complexes et inadaptées. Ceci menace directement nos traditions locales et des pans entiers de notre économie.

Le moratoire sur la technologie génétique, validé démocratiquement à plusieurs reprises, est systématiquement sapé. La Suisse se verrait contrainte d'accepter des produits européens autorisés contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés, foulant ainsi au pied la volonté populaire. La révision totale de la Loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre la qualité suisse.

Les adaptations prévues dans le domaine de la protection des animaux, notamment aux articles 15a et 21 du Code des obligations relatives à la protection des animaux (RS 455), forcent la Suisse à abandonner ses règles, souvent plus strictes et éprouvées, en matière de transport et d'abattage au profit des standards de l'UE. Ceci représente un recul significatif en matière de protection animale et une perte de souveraineté manifeste.

Enfin, les nouvelles compétences réglementaires conférées au Conseil fédéral dans la Loi sur l'agriculture (RS 901), notamment les nouveaux alinéas des articles 141 et 148, constituent une autorisation en blanc pour la mise en œuvre du droit de l'UE. Le Parlement est ainsi court-circuité et ne peut plus statuer en détail sur l'adoption de réglementations touchant directement nos agriculteurs. C'est une grave atteinte au contrôle démocratique dans un domaine essentiel pour notre pays.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le projet de paquet d'accords entre la Suisse et l'Union européenne suscite de sérieuses préoccupations quant à ses implications pour la souveraineté nationale et la stabilité juridique de notre pays. L'alignement unilatéral sur le droit communautaire, tel que proposé, représente une menace directe à notre modèle constitutionnel et à notre autodétermination, consacrés par l'article 1 de la Constitution fédérale.

L'intégration de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans notre ordre juridique, sans mécanisme de contrôle adéquat de la part de nos propres instances judiciaires, est particulièrement problématique. Cela pourrait entraîner une perte de contrôle sur nos lois et une soumission à des interprétations juridiques externes qui ne tiennent pas compte des spécificités de notre système. La Constitution fédérale, notamment par le principe de la souveraineté étatique (article 3), garantit notre droit à définir nos propres normes. L'accord proposé risque de compromettre cette souveraineté fondamentale en imposant des décisions juridiques de l'UE sans une pleine réciprocité ou un contrôle démocratique suffisant au niveau suisse.

De plus, l'accord semble favoriser une application dynamique du droit de l'UE, ce qui pourrait conduire à une évolution constante et imprévisible de nos obligations, rendant la planification politique et

économique à long terme périlleuse. Le principe de la sécurité juridique, pilier de notre État de droit, pourrait ainsi être sérieusement ébranlé. L'article 5 du Code civil suisse, qui stipule que le droit doit être clair et accessible, serait mis à mal par une telle instabilité.

La question de la compensation financière, telle qu'envisagée dans ce paquet, soulève également des interrogations quant à son caractère équitable et à son impact sur nos finances publiques. Il est impératif que toute contribution soit justifiée par un bénéfice clair et mesurable pour la Suisse, et non par une simple obligation d'adhésion à un cadre institutionnel qui dilue notre autonomie décisionnelle.

En somme, le paquet d'accords, dans sa forme actuelle, semble privilégier une intégration forcée au détriment de la souveraineté suisse et de la stabilité de son système juridique. Nous appelons à une réévaluation approfondie de ces accords afin de préserver nos intérêts nationaux et nos principes fondamentaux.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève de profondes inquiétudes quant à l'impact potentiel sur la souveraineté helvétique et l'intégrité de notre système juridique. Si l'objectif de clarté et de prévisibilité dans les relations bilatérales est louable en théorie, il est impératif d'examiner avec la plus grande rigueur les modalités proposées et leur conformité avec nos principes constitutionnels fondamentaux.

Nous nous interrogeons sur la nature de la "stabilisation" envisagée. Le risque est grand que cette démarche ne conduise à une acceptation progressive et insidieuse de l'acquis communautaire, contournant ainsi le processus démocratique direct dont la Suisse est si fière. L'article 5 de la Constitution fédérale, qui stipule que l'État agit dans l'intérêt public et compte tenu de la diversité des régions et des populations, pourrait être mis à mal si les décisions concernant notre avenir sont de plus en plus dictées par des considérations extérieures, sans véritable maîtrise helvétique.

L'intégration de droit dérivé de l'UE, même sous une forme négociée, pose des défis juridiques considérables. Comment garantir que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) n'acquière pas, de fait, une primauté sur nos propres tribunaux? L'article 123 alinéa 2 de la Constitution fédérale établit que les lois fédérales sont le droit suprême de la Confédération, et les traités conclus par la Suisse sont partie intégrante de ce droit. Cependant, une intégration automatique et évolutive de normes externes pourrait miner cette hiérarchie et la capacité de la Suisse à légiférer de manière indépendante. La question du contrôle de constitutionnalité et de la conformité des normes européennes avec nos principes constitutionnels fondamentaux, notamment la dignité humaine garantie par l'article 7 de la Constitution, se pose avec acuité.

De plus, la dépendance accrue vis-à-vis de l'UE risque de limiter notre marge de manœuvre dans des domaines cruciaux tels que la politique économique, sociale et étrangère. L'article 173 alinéa 1 lettre b de la Constitution fédérale confère au Conseil fédéral la tâche de veiller aux intérêts de la Suisse à l'étranger. Une intégration poussée pourrait restreindre cette capacité, nous rendant otages des priorités européennes.

Il est donc essentiel d'aborder cette consultation avec un esprit critique et de refuser toute solution qui compromettrait notre souveraineté, notre démocratie directe et la primauté de notre droit constitutionnel. Toute "stabilisation" ne peut se faire au détriment de nos fondements juridiques et politiques.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Le présent accord, bien que présenté comme une avancée dans les relations entre la Suisse et l'Union européenne, soulève des préoccupations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté nationale et la capacité de la Suisse à déterminer sa propre politique. La reprise automatique du droit communautaire, telle qu'elle est envisagée, représente une érosion significative de notre indépendance législative. L'article 169 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération agit dans l'intérêt supérieur du pays et veille à la prospérité et à la sécurité du peuple suisse. Cet accord semble contredire cet impératif en soumettant des pans entiers de notre législation aux décisions unilatérales de l'UE, sans que la Suisse dispose d'un véritable pouvoir de décision ou de veto.

De plus, la crainte d'une "fuite en avant" dans l'intégration est bien fondée. L'accord tel que proposé pourrait servir de tremplin à de futures demandes d'adhésion de facto, contournant ainsi le processus démocratique référendaire qui est un pilier de notre système politique. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pourrait, par le biais de son interprétation des dispositions de l'accord, imposer des solutions qui ne correspondent pas aux intérêts ou aux valeurs de la Suisse. Cela va à l'encontre du principe fondamental de l'autodétermination, inscrit dans notre Constitution.

La perspective de devoir transposer sans cesse la législation européenne, sans compensation adéquate en termes de participation aux processus décisionnels, est inacceptable. Cela pèse sur nos entreprises, nos citoyens et nos institutions, sans garantie que les spécificités de notre économie et de notre société seront dûment prises en compte. L'accord risque de créer une asymétrie de pouvoir préjudiciable à long terme. Il est impératif que toute coopération future préserve notre droit inaliénable de légiférer pour nous-mêmes, conformément à notre droit constitutionnel et à nos traditions démocratiques. Nous devons exiger un accord qui renforce la coopération sur une base d'égalité et de respect mutuel, et non un mécanisme qui conduit à une subordination progressive.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Max Eberle (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Max Eberle · 0763808956 · panmax46@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Annäherung an die Europäische Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie durch die Ausdehnung der Geltung von EU-Verordnungen und -Richtlinien auf die Schweiz stattfinden würde, widerspricht fundamental dem Grundsatz der Selbstbestimmung. Insbesondere Artikel 2 und 7 der Schweizerischen Bundesverfassung, welche die Souveränität und die Achtung der Grundrechte gewährleisten, werden durch die bedingungslose Übernahme von EU-Recht untergraben. Die fehlende Möglichkeit, auf die Gestaltung des zukünftigen Rechts Einfluss zu nehmen, und die potenzielle Dominanz des Europäischen Gerichtshofs werfen ernsthafte Bedenken hinsichtlich der unabhängigen Rechtsauslegung und der Wahrung schweizerischer Interessen auf. Dies könnte zu einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen, welche durch die direkte Umsetzung von EU-Recht ausgehebelt werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsetzungskompetenz des Bundes. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, auch in Form von flankierenden Massnahmen, untergräbt die Autonomie unseres Rechtsordnungsbildungsprozesses. Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 19. Dezember 1986 (SR 101) verankert das Prinzip der bundesstaatlichen Autonomie, welches durch eine unflexible Angleichung an Brüsseler Vorgaben gefährdet wird. Weiterhin ist die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Sekundärrecht zu betonen, welche die Gestaltungsfreiheit des Parlaments und der Regierung erheblich einschränkt und die rechtliche Unabhängigkeit der Schweiz in Frage stellt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Ergebnisse der Verhandlungen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die vorgeschlagenen Abkommen

scheinen bestehende Gesetze und Verfassungsprinzipien zu untergraben, ohne klare Mechanismen für die Anpassung an zukünftige EU-Gesetzgebung vorzusehen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist. Die Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit zur direkten Einflussnahme durch das Schweizer Volk oder dessen gewählte Vertreter, würde die rechtsstaatliche Legitimität der Schweizer Gesetzgebung schwächen. Insbesondere die potenzielle automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in ähnlichen Abkommen vorkommt, könnte gegen Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung verstossen, der die Berücksichtigung der Grundsätze des Völkerrechts und des positiven Rechts bei der Gesetzgebung fordert, aber eine autonome Rechtssetzung durch die Eidgenossenschaft gewährleistet. Die mangelnde Klarheit bezüglich der Durchsetzungsmechanismen und die mögliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 190 Bundesverfassung sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung im Rahmen des Abkommens wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die vorgesehenen Mechanismen tatsächlich eine unabhängige Gesetzgebung gewährleisten, wie sie im Obligationenrecht (OR) verankert ist, insbesondere im Hinblick auf die Vertragsgestaltung und die Haftung. Die Annahme von EU-Recht ohne effektive Mitgestaltungsmöglichkeiten könnte die im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Arbeitslosenkasse (AVIG) definierten Rechte und Pflichten der Arbeitgeber und Arbeitnehmer unzulureichend berücksichtigen. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien, ohne detaillierte Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Verfassung und bestehenden Gesetzen wie dem Zivilgesetzbuch (ZGB), birgt das Risiko von Konflikten und Rechtsunsicherheiten. Die mangelnde Transparenz bei der Entscheidungsfindung der EU-Organe, deren Beschlüsse potenziell bindend werden könnten, ist inakzeptabel.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Umwandlung der Kohäsionszahlungen von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht ist höchst bedenklich. Dies würde ein wichtiges politisches Druckmittel entziehen und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen aushebeln. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, gegen die die Schweiz nicht mehr "Nein" sagen kann. Die Schweiz würde zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, die primär Souveränität kostet. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit aus. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist zudem irreführend, da der "gute Name" der Friedensförderung missbraucht wird, um die umstrittenen Kohäsionszahlungen zu legitimieren.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs birgt gravierende Gefahren für unseren Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater EBG ermöglicht ausländischen Anbietern das "Rosinenpicken" auf den profitabelsten inner-schweizerischen Strecken, was die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die auch unrentable, aber essenzielle Linien bedienen, erheblich untergräbt. Dies gefährdet direkt die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung. Ferner schränkt die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen nach neuem Art. 32a Abs. 1bis PBG die nationale und kantonale Gestaltungsfreiheit massiv ein und zwingt uns, EU-konforme, aber möglicherweise suboptimalen Kriterien zu folgen. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtlich bindenden Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, was die Souveränität der Schweiz im

Bahnverkehr nachhaltig schwächt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart eine schleichende und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Angleichung droht unsere hohen Produktionsstandards und die sprichwörtliche Schweizer Qualität durch oft tiefere EU-Standards zu kompromittieren. Die spürbare Entwertung des Labels "Made in Switzerland" ist dabei nur die Spitze des Eisbergs. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Produzenten und lokale Betriebe existenziell bedroht, und missachtet zudem den Volkswillen bezüglich Gentechnik durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen. Ferner zwingen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben. Dies stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Ebenso wird der Schutz unserer Wälder durch Anpassungen im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die souveräne Reaktionsfähigkeit der Schweiz auf spezifische Bedrohungen schwächt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit. Die befürchtete "Guillotineklausel" und die Zugangsberechtigung für EU-Inspektoren sind weitere inakzeptable Eingriffe in unsere Souveränität und politische Unabhängigkeit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Missachtung des klaren Willens des Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einem faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrecht nach nur fünf Jahren, was die innere Sicherheit gefährdet und ein Einfallstor für Sozialhilfemissbrauch schafft. Die Ausweitung des Familiennachzugs über Eltern und Grosseltern hinaus ist beispiellos und wird zu unkontrollierbaren Kostenbelastungen für Kantone und Gemeinden führen. Die angebliche "Schutzklausel" entpuppt sich als zahnloser Tiger ohne jegliche Wirksamkeit, während die automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode die direkte Demokratie pervertiert. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassungen der Artikel 21b und 41c sowie die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und missachten den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind eine Kapitulation vor der EU und gefährden die finanzielle Stabilität sowie die gesellschaftliche Kohäsion der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind als unzureichend und primär kosmetisch zu betrachten. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht wirksam zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Firmen mit Lohndumping-Absichten zugutekommt. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und schafft eine privilegierte Klasse von

Arbeitnehmern. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Änderungen in Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Neuregelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine massive Einschränkung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die geplante Unterstellung nationaler Subventionsentscheide unter ein starres EU-Kontrollregime, insbesondere durch die neu geschaffene Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG, untergräbt die bewährte Praxis der demokratisch legitimierten Förderung durch Bund und Kantone. Dies gilt insbesondere für kritische Sektoren wie den Regionalverkehr und die Energieversorgung. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Entscheide gemäss neuem Art. 82 Bst. bbis BGG von einer zentralen Behörde und letztlich dem Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können, was eine inakzeptable Herabstufung bedeutet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz ist ein weiterer Beleg für die Preisgabe nationaler Kontrolle. Dieses Abkommen macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und ignoriert die Eigenheiten und Bedürfnisse unserer Wirtschaftsordnung.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis) stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Regelstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt dazu, dass die Schweiz ohne Stimmrecht zur Ausführung von Vorgaben aus Brüssel gezwungen wird, während die Kosten von der Schweizer Bevölkerung getragen werden müssen. Die Unabhängigkeit der ElCom wird durch die Umwandlung in eine operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk massiv beschnitten. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, und bewährte Systeme wie die Wasserzinsen könnten abgeschafft werden. Föderale Strukturen und lokale Energieproduzenten werden durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sowie durch die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) geschwächt. Die vollständige Marktliberalisierung und die daraus resultierende Preisvolatilität, die Gefährdung der Versorgungssicherheit durch unzureichende Energiereserven (Art. 8b ff. StromVG) und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schaffen unkalkulierbare Risiken und Investitionsunsicherheit. Die Schweiz opfert ihre bewährte Energieversorgungssicherheit und ihre föderalen Strukturen dem Diktat des freien Marktes und Brüssels.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: :Thomi Fretz <thomiEff@proton.me>
Sent: Mittwoch, 8. Oktober 2025 08:01
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung Paket Schweiz - EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Thomi Fretz - Unter Lätten 1 - 6383 Dallenwil

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Fretz (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Thomas Fretz · ThomiEff@proton.me

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft tiefgreifende und beunruhigende Fragen auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Es ist unerlässlich, dass die Auswirkungen einer solchen Vereinbarung auf die Souveränität und die rechtlichen Grundlagen der Schweiz sorgfältig geprüft werden. Die vorliegende Vorlage scheint die potenziellen Nachteile und Risiken, die sich aus einer vertieften Integration mit der Europäischen Union ergeben, zu unterschätzen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz stellt eine massive Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung dar. Artikel 160 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert das Recht des Volkes und der Kantone auf Mitwirkung bei der Gestaltung der Gesetzgebung. Die automatische Übernahme von EU-Recht im Rahmen des Pakets würde dieses Grundrecht fundamental untergraben und die Schweiz in eine recepitive Rolle drängen, in der sie EU-Regulierungen ohne Einflussnahme übernehmen muss. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Vereinbarung unklar und potenziell schädlich. Die erwarteten Vorteile einer engen Anbindung an den EU-Binnenmarkt könnten durch die damit verbundenen Verpflichtungen und die zusätzlichen Kosten für die Einhaltung von EU-Standards leicht aufgefressen werden. Die Frage, ob die Schweiz durch die Angleichung an EU-Normen tatsächlich wettbewerbsfähiger wird oder ob sie sich in einem Regulierungsdickicht verliert, das ihre Innovationskraft einschränkt, ist unbeantwortet geblieben. Das Prinzip der wirtschaftlichen Freiheit, das in Artikel 94 der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch übermässige regulatorische Vorgaben der EU beeinträchtigt werden.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst bedenklich. Die Akzeptanz der Zuständigkeit des EuGH würde bedeuten, dass ein ausländisches Gericht letztlich über die Auslegung des Rechts entscheiden könnte, das für

die Schweiz gilt. Dies greift in die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz ein und widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie durch die Schweizer Verfassung gewährleistet wird. Die Anwendung von EU-Recht, das durch den EuGH ausgelegt wird, ohne dass die Schweiz einen Einfluss auf dessen Zusammensetzung oder Entscheidungsfindung hat, ist ein nicht hinnehmbarer Eingriff in die nationale Rechtshoheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgelegte Paket erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität, die nationale Gesetzgebung und die wirtschaftliche Unabhängigkeit birgt. Eine kritische Neubewertung und eine Abwägung der tatsächlichen, nicht nur hypothetischen, Vorteile gegenüber den erheblichen Nachteilen sind dringend erforderlich, bevor weitere Schritte unternommen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Unabhängigkeit unserer Rechtsordnung auf. Es ist fraglich, inwieweit die Übernahme von EU-Recht mit dem Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung, insbesondere Artikel 5, vereinbar ist, der die staatliche Tätigkeit an Recht und Gesetz bindet.

Die Einbeziehung von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung des parlamentarischen Gesetzgebungsverfahrens. Wenn ein Grossteil der neuen Bestimmungen direkt aus Brüssel übernommen wird, verliert unser Parlament an Gestaltungsmacht. Dies steht im Widerspruch zu den demokratischen Prinzipien, die eine direkte Rechenschaftspflicht der Gesetzgeber gegenüber dem Volk verlangen. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung garantiert, dass die Bundesversammlung über die Gesetzgebung entscheidet. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht könnte dieses Recht de facto einschränken.

Weiterhin bestehen Zweifel an der Verhältnismässigkeit und Angemessenheit der vorgeschlagenen Anpassungen. Artikel 4 Absatz 2 des Obligationenrechts (OR) verlangt, dass Verträge die guten Sitten nicht verletzen. Die Übernahme von Regelungen, deren Herkunft und Auswirkungen auf unser Rechtssystem nur unzureichend geprüft wurden, könnte gegen dieses Prinzip verstossen. Es ist nicht auszuschliessen, dass spezifische EU-Vorschriften mit Schweizer Gegebenheiten kollidieren und zu unerwünschten Rechtsfolgen führen.

Besonders kritisch ist die Frage der Übernahme von «fortschreitendem Recht». Dies impliziert eine ständige Anpassung an neue EU-Gesetzgebungen, ohne dass jede einzelne Anpassung im nationalen Prozess auf ihre Vereinbarkeit mit unserer Verfassung und unseren Gesetzen geprüft werden kann. Artikel 177 der Bundesverfassung legt fest, dass die Bundesversammlung die oberste Leitung der Bundesverwaltung innehat. Eine automatische Übernahme von EU-Recht könnte diese Oberleitung durch die Bundesversammlung untergraben. Die Rechtsprechung des Bundesgerichts hat stets die Eigenständigkeit des Schweizer Rechts betont, und es ist zu befürchten, dass diese Eigenständigkeit durch die vorgeschlagene Umsetzung in Gefahr gerät. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweizer Rechtsordnung die letzte Instanz bleibt und nicht zu einem blossen Anhängsel des EU-Rechts wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die verfassungsrechtlich garantierte Souveränität der Schweiz dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental unserem föderalistischen System, welches die Autonomie der Kantone und die dezentrale Entscheidungsfindung über die lokale Wirtschaftsförderung sicherstellt.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Einrichtung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO (Art. 3 BHÜG, Art. 18 Abs. 2 KG) wird eine "Superbehörde" geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Behörde wird primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen und nicht mehr die nationalen Interessen der Schweiz. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und die WEKO verliert ihre ursprüngliche Fokussierung auf die Wahrung der schweizerischen Wettbewerbsinteressen.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch die Einführung eines neuen Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der zentralen Behörde mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gezogen und gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und untergräbt die föderalistische Struktur der Schweiz. Ebenso gravierend ist die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG, die eine weitere Zentralisierung der Rechtskontrolle und die Schwächung der kantonalen Souveränität zementieren.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden somit der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen Wächters der Preise zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde über Entscheidungen wacht, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken. Diese gesamte Neuregelung führt zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und lassen auf eine erhebliche Aufweichung unserer bewährten Schutzmechanismen schliessen. Die vorgelegten Regelungen erscheinen primär kosmetischer Natur und sind ungeeignet, dem massiven Lohndruck entgegenzuwirken, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit zweifellos entstehen wird. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, welche insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und tiefen Einkommenssegmenten hart treffen wird.

Anstatt den bestehenden, in der Praxis bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden wir Zeugen einer bedenklichen Anpassung an EU-Standards. Die neuen Vorschriften sind bürokratischer angelegt, bieten jedoch eine geringere Effektivität als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt offensichtlich ausländische Akteure, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, da die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu einer reduzierten Anzahl von Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Verlagerung in Art. 13a EntsG stellen eine juristische

Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Besonders kritisch sehen wir die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR). Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres liberalen Arbeitsmarktes.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine gravierende Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die Integrität unserer eigenen Rechtsordnung gefährdet. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert ausserdem die Kohäsionszahlungen und schafft problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch enger an die EU binden.

Insgesamt fehlt es diesen Regelungen an Substanz und an der notwendigen Robustheit, um die Interessen der Schweizer Arbeitnehmerschaft wirksam zu schützen. Sie drohen, unsere Standards zu verwässern und unser Lohnniveau unter Druck zu setzen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion werfen schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der demokratischen Kontrolle über ihre Finanzen auf. Es ist inakzeptabel, dass bisher freiwillige, vom Parlament kontrollierte Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht umgewandelt werden. Dies stellt de facto eine Zwangsabgabe dar, die der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel entzieht.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, die Höhe oder die Angemessenheit dieser Zahlungen zu beeinflussen, und muss diktierten Forderungen nachkommen.

Die Schweiz wird ohne jegliches Mitspracherecht zu einer Nettozahlerin. Diese Zahlungen werden verbindlich, ohne dass eine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse besteht. Es handelt sich um eine Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität untergräbt und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Ergebnisse verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine formale Einbindung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der an sich positive Zweck der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Zwecken und eine Schwächung der demokratischen Debatte über die tatsächlichen Kosten und Nutzen dieser finanziellen Verpflichtungen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Die geplante massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, steht im klaren Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und zum Volkswillen.

Die Einführung eines neuartigen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, eine Art „Niederlassung C PLUS“, ist besonders bedenklich. Dieses praktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Die daraus resultierende massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht auch bei Sozialhilfebezug erhalten, wird die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden erheblich belasten.

Der geplante, für Nicht-EU-Länder beispiellose Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist ein reines Trugbild. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum zur Anwendung gelangen wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz dennoch darauf zurückgreifen. Dies entlarvt die Klausel als Erpressungsinstrument und nicht als Schutzmechanismus.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein unfreiwilliges Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Auch die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Diese vorgeschlagenen Änderungen stellen eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar und gefährden massiv die finanzielle Stabilität und die politische Unabhängigkeit der Schweiz.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Integrität und der zukünftigen Finanzierung unseres Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die potenziell die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen können. Dieses Vorgehen, gemeinhin als "Rosinenpickerei" bezeichnet, wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die wirtschaftlich unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien weiterhin alleine tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres umfassenden öffentlichen Verkehrsnetzes und gefährdet dessen Erhalt.

Zudem wird durch die Anwendung des EU-Beihilferechts die Flexibilität bei der Subventionierung unseres Schienenverkehrs stark eingeschränkt. Bewährte Praktiken, wie sie beispielsweise zur Unterstützung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung von Rollmaterial eingesetzt werden, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies droht direkt die Qualität und das Angebot des öffentlichen Verkehrs, wie wir ihn kennen und schätzen, zu schmälern.

Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist keine Garantie für die Aufrechterhaltung unserer Souveränität, sondern vielmehr eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung nationaler Entscheidungskompetenzen im Bahnverkehr nicht verhindert. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Vorschriften wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würden die Steuerungskompetenz weiter zentral an EU-Stellen verlagern.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, neuer Art. 32a Abs. 1bis) stellt eine weitere gravierende Einschränkung dar. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Die Einführung der Kabotage ist somit ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public, dessen Erhalt und Finanzierung in akuter Gefahr ist.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarktumfeld stellen eine gefährliche Aufgabe der nationalen Energiesouveränität dar und gefährden die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, verbunden mit der Umsetzung von EU-Regelwerk durch die ElCom als blosse operative Vollzugsstelle, entmachtet die Schweiz und ihre unabhängigen Regulierungsbehörden. Gemäss den Artikeln 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) wird das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet, was das bewährte System der Wasserzinsen und die Stabilität der Bergkantone untergräbt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Beschränkung der Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven (Art. 8b ff. StromVG), und die unklare Verantwortungszuweisung für die Versorgungssicherheit – weder Markt noch EU tragen diese Verantwortung eindeutig – stellen ein höchst riskantes Experiment dar. Dies wird zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, die die Leistungsgrenze für kleinere Produzenten massiv von 3 MW auf 200 kW senkt, benachteiligt unzählige lokale und bürgernahe Energieproduzenten wie Gemeindewerke oder

Landwirte. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der dezentralen Energieversorgung. Weiterhin schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien, was deren Ausbau bremst und die Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten sowie fossilen Energieträgern erhöht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur ohne Not den EU-Regeln, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Diese Entwicklungen untergraben die föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Lebensmittelsicherheit ist aus mehreren Gründen höchst bedenklich und stellt einen erheblichen Eingriff in die Souveränität und die bewährten Standards der Schweiz dar. Unter dem irreführenden Titel der "Lebensmittelsicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die reine Gewährleistung von Sicherheit hinausgeht und de facto die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" bedeutet. Dies bedroht massiv unsere etablierten, oft höheren Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Die spürbare Folge ist ein unvermeidlicher Qualitätsverlust, der die Glaubwürdigkeit unserer Exporte untergräbt.

Besonders alarmierend ist die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in zukunftsweisenden Fragen blockiert.

Des Weiteren wird durch die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver Eingriff in unsere Souveränität toleriert. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was einem inakzeptablen Präzedenzfall gleichkommt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die unpassenden und komplexen EU-Vorschriften müssten nicht nur von grossen Industriebetrieben, sondern auch von kleinen Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzgern erfüllt werden. Dies zerstört lokale Traditionen und vernichtet wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die mittelständische Wirtschaft dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Darüber hinaus wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt gegenüber dem Volkswillen darstellt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und entziehen ihm die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem zentralen Politikbereich.

Auch der Schutz unserer Wälder wird tangiert. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Insgesamt ist das vorgeschlagene Abkommen eine klare Erosion unserer Souveränität und ein Rückschritt für Schweizer Standards.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf und tangiert die Souveränität der Schweiz in einer Weise, die nicht hingenommen werden kann. Insbesondere die Annahme, dass die Schweiz zukünftige Rechtsakte der EU ohne Mitspracherecht übernehmen soll, steht im klaren Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems. Das Schweizer Volk und die Kantone sind die Souveräne. Dies ist in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) unmissverständlich verankert. Jede Bestrebung, die diese Souveränität untergräbt, indem sie die Schweiz in eine Position der blossen Rechtsübernahme drängt, ist abzulehnen.

Das Prinzip der demokratischen Legitimation, ein Eckpfeiler unserer direkten Demokratie, wird durch eine solche Regelung ausgehöhlt. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz haben das Recht, über Gesetze mitzubestimmen, die ihr Leben betreffen. Wenn die EU diktiert, welche Regeln für die Schweiz gelten sollen, entzieht dies dem Volk und den Kantonen ihre hoheitlichen Befugnisse. Artikel 197 Ziffer 10 BV betont, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihren Wohlstand auf der Grundlage eigener Rechtssetzung und Verantwortung wahrnimmt. Die Übernahme von EU-Recht ohne eigenes Gestaltungsrecht widerspricht diesem Grundsatz diametral.

Die vorgeschlagenen Mechanismen drohen zu einer schleichenden Entkernung unserer Rechtsordnung zu führen. Gemäss Artikel 5 Absatz 2 BV sind alle staatlichen Tätigkeiten an die Bundes- und die Völkerrechtsnormen gebunden. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass künftige EU-Regulierungen, die möglicherweise nicht mit unseren verfassungsmässigen Grundwerten vereinbar sind, dennoch bindend würden. Dies öffnet die Tür für eine Rechtsanpassung von aussen, die unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen kann. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz, die auf der Grundlage unserer eigenen Gesetze und der Bundesverfassung Recht spricht, wäre ebenfalls gefährdet, wenn sie gezwungen wäre, EU-Recht zu interpretieren und anzuwenden, das sie nicht mitgestaltet hat und dessen Entwicklung sie nicht beeinflussen kann. Wir müssen die Integrität unserer direkten Demokratie und die Souveränität unseres Landes verteidigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der Prinzipien unseres Rechtssystems auf. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber der EU zu drängen, ohne dass die damit verbundenen Vorteile für unser Land klar ersichtlich sind.

Insbesondere Artikel 6 des vorgeschlagenen Abkommens, der die Übernahme von EU-Recht vorsieht, gibt Anlass zur Sorge. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der bundesstaatlichen Autonomie, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die

automatische Übernahme von EU-Recht ohne eine vorgängige, sorgfältige Prüfung und Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse und die Rechtsordnung der Schweiz stellt eine erhebliche Einschränkung unserer legislativen Unabhängigkeit dar.

Des Weiteren wird die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen sein. Eine verbindliche Zuständigkeit des EuGH, wie sie in Artikel 4 des Abkommens angedeutet wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung, der in den Artikeln 4 und 5 der Bundesverfassung verankert ist und die richterliche Unabhängigkeit als zentrales Element zur Gewährleistung rechtsstaatlicher Verfahren postuliert.

Die im Abkommen vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung erscheinen zudem intransparent und bergen das Risiko, dass die Schweiz faktisch dem Diktat der EU unterworfen wird. Es muss gewährleistet sein, dass die schweizerische Rechtsprechung und die Entscheidungen unserer Gerichte weiterhin das letzte Wort haben und nicht durch externe Institutionen, deren Interessen nicht zwingend mit denen der Schweiz übereinstimmen, überstimmt werden können.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit birgt ebenfalls Risiken. Während die EU eine ungehinderte Personenmobilität anstrebt, muss die Schweiz die Möglichkeit behalten, ihre eigene Migrationspolitik zu gestalten und die Anzahl der Zuwanderer zu steuern, um die Stabilität unseres Sozialstaates und die Funktionsfähigkeit unseres Arbeitsmarktes zu gewährleisten. Die im Abkommen angedeuteten Kompromisse in diesem Bereich könnten zu einer unerwünschten Zuwanderungsdynamik führen, die die Kapazitäten unseres Landes übersteigt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nach eingehender Prüfung erhebliche Mängel aufweisen und die Gefahr besteht, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien preisgibt, ohne dafür einen angemessenen Ausgleich zu erhalten. Es bedarf einer kritischeren Auseinandersetzung mit diesen Punkten, um die Interessen der Schweiz nachhaltig zu wahren.

Mit wachsamen Grüssen

Thomas Fretz

<

Gesendet mit Proton Mail: Ein sicherer E-Mail-Dienst.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Dunja Gaupp (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Dunja Gaupp · 0562224047 · dunja.gaupp@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen tiefgreifende Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz erheblich beeinträchtigen könnten. Es ist alarmierend, wie wenig Wert auf die Wahrung unserer nationalen Interessen und die Einhaltung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien gelegt wird. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU zu degradieren, ohne dass wir in den Genuss der Vorteile einer Vollmitgliedschaft kommen.

Besonders kritisch ist die Übernahme von EU-Recht, die faktisch einer automatischen Rechtsübernahme gleichkommt. Dies steht im Widerspruch zum Schweizer Volkswillen, der stets die Möglichkeit der direkten Demokratie und der Verankerung von Gesetzen in unserer Verfassung betont hat. Die vorgeschlagene Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht könnten dazu führen, dass zukünftige EU-Gesetzgebungen ohne Einflussnahme des Schweizer Parlaments oder gar des Volkes in unsere Rechtsordnung integriert werden. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien des demokratischen Rechtsstaates, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Direkte Demokratie (DDG) verankert ist, der die Mitwirkung des Volkes an der Gesetzgebung vorsieht.

Die Klausel zur Übernahme von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer Dorn im Auge. Die automatische Bindung an Urteile, die auf einer völlig anderen Rechtsordnung basieren, untergräbt die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Souveränität unserer Rechtsetzung. Artikel 2 des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs (ZGB) garantiert die richterliche Auslegung des Gesetzes im Rahmen der geltenden Rechtsordnung. Die externe Bindung an die EuGH-Rechtsprechung würde diese richterliche Autonomie aushöhlen und eine unverhältnismässige Belastung für das Schweizer Rechtssystem darstellen.

Die finanziellen Verpflichtungen, die aus diesen Abkommen erwachsen, sind zudem unklar und potenziell erdrückend. Ohne klare Obergrenzen und ohne die Möglichkeit, die Verwendung der Mittel zu kontrollieren, besteht die Gefahr, dass erhebliche Summen unseres Steuergeldes zweckentfremdet werden. Dies verstösst gegen das Prinzip der Haushaltswahrheit und -disziplin, das im Bundesgesetz über die Schuldenbremse (Schuldenbremse-Gesetz) zum Ausdruck kommt.

Die angestrebte Personenfreizügigkeit, auch wenn sie nicht im vollen Umfang der EU entspricht, birgt dennoch Risiken für unseren Arbeitsmarkt und unsere Sozialsysteme. Die genaue Ausgestaltung und die Mechanismen zur Steuerung der Zuwanderung sind unzureichend geklärt und lassen Raum für unerwünschte Effekte.

Insgesamt sind die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form nicht akzeptabel. Sie

stellen eine Gefahr für die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz dar und dürfen daher nicht ohne grundlegende Überarbeitung ratifiziert werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Interessen und der Souveränität der Schweiz auf. Eine oberflächliche Betrachtung mag eine Harmonisierung der Beziehungen suggerieren, doch bei genauerer Prüfung offenbaren sich tiefgreifende Risiken für unsere Rechtsordnung und wirtschaftliche Autonomie.

Die geplante Übernahme von EU-Recht durch dynamische Rechtsübernahme gemäss Artikel 1 Absatz 1 des revidierten Raumfahrtgesetzes oder einer ähnlichen Formulierung in anderen Gesetzesbereichen stellt eine schleichende Aushöhlung unseres parlamentarischen Entscheidungsprozesses dar. Dies widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist. Unser Parlament würde seiner legislativen Funktion entkleidet und zu einem reinen Abnicker von Brüsseler Vorgaben degradiert. Insbesondere Artikel 172 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit des Bundesrates für die aussenpolitische Vertretung regelt, darf nicht als Freibrief für die bedingungslose Übernahme von Sekundärrecht der EU missverstanden werden. Die Schweiz muss in der Lage bleiben, ihre Gesetzgebung autonom zu gestalten und an ihre spezifischen Bedürfnisse anzupassen, anstatt einem Rechtsrahmen unterworfen zu werden, der nicht auf unsere Gegebenheiten zugeschnitten ist.

Die Auswirkungen auf die Landwirtschaft sind ebenfalls besorgniserregend. Die befürchtete Öffnung der Märkte für europäische Agrarprodukte untergräbt die Bemühungen zur Stärkung unserer heimischen Produktion und zur Sicherung unserer Ernährungssouveränität, wie sie im Artikel 104 Absatz 2 der Bundesverfassung zum Ausdruck kommt. Eine übermässige Abhängigkeit von Importen schwächt unsere Widerstandsfähigkeit gegenüber externen Schocks und gefährdet Arbeitsplätze im ländlichen Raum.

Darüber hinaus sind die Kosten der Anbindung an den EU-Binnenmarkt, einschliesslich der Beiträge zum EU-Haushalt und der Übernahme von EU-Regelungen ohne Mitspracherecht, in keiner Weise verhältnismässig zu den angeblichen Vorteilen. Die Schweiz würde zu einem reinen Zahlmeister degradiert, dessen Einfluss auf die Gestaltung der Regeln marginal bleibt. Die Wahrung unserer Souveränität, wie sie durch die Artikel 1 der Bundesverfassung und die Prinzipien der direkten Demokratie gewährleistet wird, muss absolute Priorität haben. Eine vorschnelle und unüberlegte Annäherung an die EU birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit verliert, ohne dafür angemessen entschädigt zu werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur allgemeinen Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung auf. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine Erosion unserer Souveränität und die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene parlamentarische Kontrolle zur Folge haben könnten.

Das Prinzip der rechtsgleichen Behandlung, wie es in Artikel 12 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist, steht unter Druck. Durch die Übernahme von EU-Recht, das spezifischen europäischen Gegebenheiten Rechnung trägt, wird die Gefahr geschaffen, dass unsere Gesetzgebung diskriminierende Elemente einführt, die nicht mit den schweizerischen Verhältnissen vereinbar sind. Dies betrifft insbesondere Bereiche wie die Landwirtschaft oder den Dienstleistungssektor, wo die unterschiedlichen Subventionspolitiken und Regulierungsrahmen zu erheblichen Wettbewerbsverzerrungen führen können.

Die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen zur Umsetzung des Unionsrechts bergen das Risiko einer automatischen Rechtsübernahme, die das formelle Gesetzgebungsverfahren des Schweizer Parlaments umgeht. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur Gewaltenteilung und dem demokratischen Prozess, wie er in Artikel 164 der Bundesverfassung umschrieben ist, welcher dem Parlament die oberste Gesetzgebungsgewalt zuschreibt. Die Befürchtung ist, dass die parlamentarische Mitsprache und die nationale Interessenvertretung marginalisiert werden.

Des Weiteren ist die Frage der Durchsetzung und der Gerichtsstandsbarkeit ungeklärt. Eine Übernahme von EU-Recht impliziert oft die Anbindung an europäische Gerichte oder die Anerkennung deren Urteile. Dies könnte bedeuten, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden, welches im Widerspruch zu unseren eigenen verfassungsrechtlichen Grundsätzen steht. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit und die Autonomie unserer nationalen Rechtssprechung untergraben.

Auch die finanzielle Komponente darf nicht vernachlässigt werden. Die Umsetzung von EU-Normen erfordert oft erhebliche Investitionen in Infrastruktur und Technologie. Die Frage, wer diese Kosten trägt und ob diese Ausgaben im Verhältnis zum erzielten Nutzen stehen, ist bisher unzureichend beantwortet. Es besteht die Sorge, dass die Schweizer Steuerzahler die Last für die Anpassung an europäische Standards tragen müssen, ohne dass ein klarer Mehrwert für die Schweiz erkennbar ist.

Abschliessend ist die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der gesamten Abkommen entscheidend. Die aktuelle Fassung lässt viele Fragen offen und birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft massgeblich einschränkt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung schweizerischer Souveränität und föderalistischer Prinzipien dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die Autonomie der Kantone, sondern auch eine erhebliche Einschränkung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue "Superbehörde" etabliert, welche die Kompetenzen der Eidgenössischen Wettbewerbskommission (WEKO) massiv erweitert. Diese Beihilfekammer agiert laut Art. 3 BHÜG als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheidungen werden primär auf EU-Konformität und nicht auf die Interessen der Schweiz ausgerichtet sein. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Interessenwahrung.

Die Souveränität der Kantone wird durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv geschwächt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten sie ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide der abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht unterwirft. Dies degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern und schwächt die föderalistische Struktur der Schweiz erheblich.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden zukünftig der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz gibt damit jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor auf.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese Behörde agiert nicht nur als Kartellwächter, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts. Diese Machtkonzentration ist gefährlich und

widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die vorgesehene Begrenzung der Mitsprache des Preisüberwachers gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde über beihilferelevante Entscheide befindet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine unannehmbare Abgabe von nationaler Souveränität und eine Aushöhlung des Föderalismus bedeuten. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger der EU, und die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis wird durch ein zentralisiertes, EU-konformes Kontrollregime ersetzt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt keine Verbesserung dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht nicht nur die bekannten hohen Schweizer Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen bedeutenden Wettbewerbsvorteil darstellt, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards konkret in Gefahr. Das Label "Made in Switzerland" würde entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU.

Besonders bedenklich ist die existenzielle "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was einer inakzeptablen politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ferner wird durch die Übernahme von EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion

ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Stabilität ihrer Sozialsysteme auf. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, insbesondere die Einführung eines de facto unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieses neu geschaffene "Niederlassungsrecht C PLUS" birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialwerke, da es selbst bei krimineller Vergehen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe bestehen bleibt.

Die prognostizierte massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, insbesondere durch den ausgeweiteten Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist besorgniserregend. Dies untergräbt die Solidarität unseres Sozialversicherungssystems und belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden übermässig. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich bei genauerer Betrachtung als reine Augenwischerei. Ihre Hürden sind so hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird, und die angedrohten EU-Strafmassnahmen bei ihrer Anwendung machen sie zu einer Erpressungsklausel statt zu einem wirksamen Schutzinstrument.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Insbesondere die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), mit der Aufhebung von Artikel 29a und der Einführung eines neuen Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss EU-Bürger selbst bei Abhängigkeit nahezu unmöglich.

Auch die vorgeschlagenen Anpassungen im ETH-Gesetz und im HFKG, die drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer vorsehen, sind ein deutliches Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit entstehenden Mehrkosten im Bildungsbereich. Die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsqualifikationen (BGQB) durch automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer nationalen Prüfung birgt das Risiko einer Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards. Gleiches gilt für die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und im Psychologieberufegesetz (PsyG), welche die nationale Kontrollhoheit und die Patientensicherheit gefährden.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Versicherten, diktiert von Brüssel. Die vorliegenden Vorschläge stellen eine kapitulationsähnliche Aufgabe zentraler schweizerischer Regelungskompetenzen dar und müssen entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU

sind in ihrer Wirkung äusserst fragwürdig und stellen eher kosmetische Korrekturen dar, die den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau nicht kompensieren können. Statt einer substanziellen Stärkung unseres bewährten Lohnschutzes, wie er beispielsweise durch die flankierenden Massnahmen im Entsendegesetz (EntsG) und die Regelungen der Allgemeinverbindlicherklärung (AVEG) gewährleistet wird, droht eine Erosion, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Die vorgesehene Anpassung des EntsG, namentlich die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dient primär der EU-Konformität und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die angekündigten Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen eher geschwächt, was die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate untergräbt. Dies birgt die Gefahr von weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, wovon vor allem ausländische Unternehmen profitieren, die Lohndumping betreiben wollen.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und unnötigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern mit einem starren und bürokratischen Kündigungsverfahren, was die Flexibilität insbesondere von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Diese Massnahme löst das Grundproblem des Lohndrucks nicht, sondern erschwert die Handlungsfähigkeit von Unternehmen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz durch Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Ebenso gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können und die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für EU-Sanktionen wird. Diese Entwicklung untergräbt unsere eigenständige Rechtsordnung und bedarf einer kritischen Überprüfung.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom in Verbindung mit dem institutionellen Rahmen der EU stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Die Einbindung in die europäische Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die operative Anbindung an ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht. Entscheidungen über unser vitales Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, und die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energie-Regulierung, was die demokratische Legitimation der erlassenen Vorschriften in Frage stellt.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Des Weiteren werden unsere föderalen Strukturen im Energiebereich geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Energieproduzenten, wie beispielsweise Gemeindekraftwerke, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale Energieerzeugung benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die nationale Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit der Schweiz, da weder der

Markt noch die EU eine klare und alleinige Verantwortung übernehmen. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das unsere Grundversorgung gefährdet.

Die Liberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die Position dezentraler, erneuerbarer Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz der Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Service public im schweizerischen Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine direkte Bedrohung dar. Diese Öffnung erlaubt ausländischen Anbietern wie Flixtrain, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die absehbare Konsequenz ist eine «Rosinenpickerei», bei der nur die profitabelsten Verbindungen bedient werden. Dies wird unweigerlich die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenstrecken aufrechtzuerhalten.

Darüber hinaus ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung von Artikel 32a Absatz 1bis bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt.

Die vom Bundesrat propagierte «Gemeinsame Erklärung» als Absicherung ist rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet, dass die Schweiz sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur aufgibt und künftige Regulierungen, wie jene zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), übernehmen müsste, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt bedroht. Die vorliegende Vorlage gefährdet somit massiv die flächendeckende Versorgung und die Qualität des öffentlichen Verkehrs, wie wir ihn kennen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag zur Kohäsion stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament zu kontrollierender Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht im Rahmen eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist inakzeptabel. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments empfindlich trifft und uns faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr erscheinen als reines Lockmittel; der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das immense Risiko massiv höherer, unkalkulierbarer Zahlungen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann.

Es ist äusserst bedenklich, dass die Schweiz ohne Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zur Kasse gebeten wird. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB macht deutlich, dass diese Zahlungen als dauerhafter Bestandteil

unserer Bundesgesetzgebung und nicht als politisches Instrument zur Stärkung der bilateralen Beziehungen betrachtet werden. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung gemäss Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist eine irreführende Zweckentfremdung des "guten Namens" der Schweizer Friedensförderung, um politisch umstrittene Zahlungen zu legitimieren. Diese Regelung zwingt die Schweiz in eine finanzielle Abhängigkeit und schwächt die politische Verhandlungsposition erheblich. Wir lehnen diese Entwicklung vehement ab.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsentwurf dargelegt wird, wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Während eine stabile Beziehung zur EU im Prinzip wünschenswert erscheint, muss die Art und Weise, wie diese angestrebt wird, kritisch hinterfragt werden.

Es scheint, dass die beabsichtigten Massnahmen eine schleichende Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Gesetzgebung zur Folge haben könnten, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf die Entstehung dieser Rechtsnormen Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates. Insbesondere Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen und die freiheitliche Grundordnung schützt, sowie Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Legitimation staatlichen Handelns verlangt, könnten durch eine solche einseitige Übernahme von EU-Recht untergraben werden. Es ist fraglich, ob die demokratische Legitimation und die rechtsstaatlichen Garantien, die das schweizerische Rechtssystem auszeichnen, bei der Übernahme von externen Regelungen in ausreichendem Masse gewahrt bleiben.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank und die Autonomie der Schweizerischen Eidgenossenschaft in ihrer Aussen- und Wirtschaftspolitik durch die Verpflichtungen, die aus einer solchen Stabilisierung erwachsen, eingeschränkt werden. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Selbstbestimmung der Kantone und des Volkes. Eine unkontrollierte Angleichung an EU-Richtlinien könnte diese Selbstbestimmung empfindlich stören und die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, eigenständige Entscheidungen im Interesse ihrer Bevölkerung zu treffen.

Die Unklarheit bezüglich der konkreten Auswirkungen auf bestehende Abkommen und die zukünftige Rechtsentwicklung ist alarmierend. Es bedarf einer transparenten und detaillierten Darlegung, wie die Schweiz ihre Souveränität auch unter diesen neuen Rahmenbedingungen wahren kann. Ohne solche Klarheit kann eine positive Beurteilung des vorliegenden Entwurfs nicht erfolgen. Die Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die staatliche Unabhängigkeit sind derzeit nicht hinreichend minimiert.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Renato Gregori (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Renato Gregori · 0765221634 · renato.gregori@outlook.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an dessen Vorteilhaftigkeit für die Schweiz aufkommen. Eine kritische Würdigung muss die Implikationen für unsere Souveränität und unsere Rechtsordnung in den Vordergrund stellen. Die geplante Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und der demokratischen Mitgestaltung durch unser Parlament. Insbesondere die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, wie sie im Rahmen des Schengen-Besitzstands und des Dublin-Abkommens bereits erfolgt ist, zeigt die Tendenz einer fortlaufenden Anpassung an Brüsseler Vorgaben. Diese Entwicklung steht im Widerspruch zu den Prinzipien des Föderalismus und der direkten Demokratie, die tief in unserer Verfassung verankert sind. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz, die durch die bedingungslose Übernahme von EU-Recht potenziell gefährdet wird. Des Weiteren wirft die vorgesehene institutionelle Verankerung erhebliche Bedenken auf. Die Schaffung eines ständigen Schiedsgerichtshofs, der die Auslegung und Anwendung von Abkommen überwacht, könnte die richterliche Unabhängigkeit des Bundesgerichts beeinträchtigen. Gemäss Artikel 190 BV sind Bundesgesetze und Völkerrecht für das Bundesgericht massgebend. Die vorgeschlagene Regelung könnte jedoch dazu führen, dass die Auslegung des Europäischen Gerichtshofs de facto vorrangig wird, was die Autonomie unserer Rechtsprechung untergräbt. Die wirtschaftlichen Vorteile, die von Befürwortern ins Feld geführt werden, sind oft mit Vorbehalten zu betrachten. Die Abhängigkeit vom EU-Binnenmarkt birgt Risiken, insbesondere im Hinblick auf die Möglichkeit von einseitigen Massnahmen seitens der EU, die unsere wirtschaftlichen Interessen beeinträchtigen könnten. Die Anpassung an EU-Normen verursacht zudem erhebliche Kosten für Schweizer Unternehmen, die nicht immer durch Vorteile im Marktzugang kompensiert werden. Artikel 31 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit garantiert, muss im Lichte dieser Entwicklungen kritisch hinterfragt werden, ob sie durch die vorgeschlagenen Abkommen tatsächlich gestärkt oder eher eingeschränkt wird. Eine ungeprüfte Übernahme von EU-Recht ohne klare Vorteile und unter Inkaufnahme erheblicher rechtlicher und politischer Nachteile wäre eine grobe Vernachlässigung der Interessen der Schweizer Bevölkerung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtlichen Grundlagen der Schweiz. Es ist alarmierend, dass das Abkommen potenziell eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht vorsieht, was im Widerspruch zu den Prinzipien der Schweizerischen Bundesverfassung steht. Insbesondere die Artikel 1 und 5 der Bundesverfassung, welche die Selbstbestimmung und die Wahrung der direkten Demokratie garantieren, scheinen durch eine zu enge Anbindung an die EU-Gesetzgebung ausgehöhlt zu werden. Die Vorstellung, dass Gerichte, die nicht dem Schweizer Recht unterstehen, die Anwendung von EU-Recht in der Schweiz beeinflussen könnten, ist eine ernste Bedrohung für die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems. Dies widerspricht fundamental dem Gebot des Richters, ausschliesslich dem Gesetz verpflichtet zu sein, wie es in Artikel 30 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einer reinen Vollzugsinstitution für Brüsseler Vorgaben verkommt, ist real und muss mit aller Deutlichkeit zurückgewiesen werden. Die Argumentation, dass solche Abkommen notwendig seien, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, ignoriert die wirtschaftlichen und politischen Nachteile einer solchen Abhängigkeit. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie auch ohne eine vollständige Unterwerfung unter das EU-Recht wirtschaftlich erfolgreich sein kann. Die Fokussierung auf die

Nachteile einer möglichen Verschlechterung der bilateralen Beziehungen ist kurzsichtig und vernachlässigt die langfristigen negativen Auswirkungen auf unsere demokratischen Institutionen und unsere Rechtsstaatlichkeit. Es ist daher unabdingbar, dass jede Form der Annäherung an die EU sorgfältig und kritisch geprüft wird. Die Wahrung der schweizerischen Souveränität und die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems müssen oberste Priorität haben. Ein Abkommen, das diese Grundpfeiler unseres Staates schwächt, kann und darf nicht akzeptiert werden. Die von der EU geforderte Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz wesentlichen Einfluss auf dessen Gestaltung hat, ist nicht mit den Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, vereinbar. Die Stärkung der Beziehungen zur EU darf niemals auf Kosten der direkten Demokratie und der Fähigkeit der Schweizer Bürgerinnen und Bürger gehen, über ihre Gesetze selbst zu bestimmen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Schweizerische Eidgenossenschaft befindet sich in einer Position, in der die fortlaufende Annäherung an die Europäische Union, insbesondere durch bilaterale Abkommen, einer kritischen Prüfung unterzogen werden muss. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung der EU-Regularien werfen ernsthafte Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf, die das Fundament unseres Rechtswesens bilden. Es ist nicht nachvollziehbar, warum die Schweiz sich in einer Weise an EU-Recht anpassen soll, die unsere Autonomie untergräbt. Die blosse Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne eine substanzielle Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen, ist nicht akzeptabel. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die europäischen Richtlinien und Verordnungen (EuRUR) beispielsweise, welches die Grundsätze der Umsetzung von EU-Recht regelt, muss doch im Lichte unserer eigenen Rechtsordnung ausgelegt werden, nicht umgekehrt. Die Gefahr der schleichenden Rechtsübernahme ist immens. Wenn die Schweiz kontinuierlich EU-Recht adaptiert, ohne dass eine klare und nachvollziehbare legislative Begründung im schweizerischen Kontext vorliegt, riskieren wir die Erosion unserer demokratischen Entscheidungsfindungsprozesse. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird ad absurdum geführt, wenn Entscheidungen von supranationalen Organen faktisch in der Schweiz umgesetzt werden müssen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter eine wirkliche Mitgestaltungsmöglichkeit haben. Die Frage der Rechtsanwendung und der Zuständigkeit von Gerichten im Zusammenhang mit EU-Recht ist ebenfalls von grösster Bedeutung. Artikel 4 des EuRUR fordert zwar eine "angemessene Umsetzung", doch was bedeutet "angemessen" im Lichte der fortlaufenden richterlichen Auslegung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof? Die Gefahr, dass schweizerische Gerichte faktisch an die Rechtsprechung des EuGH gebunden werden, auch wenn diese nicht explizit in nationalen Gesetzen verankert ist, stellt eine erhebliche Herausforderung für die Unabhängigkeit unserer Justiz dar. Diese Entwicklungen sind nicht im Interesse der Schweiz. Stattdessen sollten wir uns auf die Stärkung unserer eigenen Gesetzgebung konzentrieren und sicherstellen, dass jede Anpassung im Einklang mit unseren nationalen Interessen und Werten steht. Die pauschale Übernahme von EU-Regularien ohne kritische Distanz und ohne Rücksicht auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz ist ein Weg, der uns von unserer Souveränität entfernt und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien gefährdet. Eine solche Politik ist abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind nicht nur bedenklich, sondern stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalen Systems dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die bereits im Entwurf als massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bezeichnet wird, steht in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem Willen des Souveräns. Die Einführung eines quasi unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern gefährdet auch die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke und Kantone durch diezementierte Zuwanderung, selbst bei krimineller Abkunft oder dauerhaftem Sozialhilfebezug. Die massiven Kosten, die durch die erweiterte Zuwanderung und den beispiellosen Familiennachzug, der nun auch Eltern und Grosseltern einschliesst, auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden, sind unzumöglich zu akzeptieren. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist eine reine Farce, eine Erpressungsklausel, deren Hürden in der Praxis nie zu überwinden sein werden, während die EU mit Strafmassnahmen droht. Die automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass unser Parlament und Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich machtlos sind. Dies ist eine unerträgliche Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und machen einen Ausschluss EU-

Bürger vom Sozialhilfebezug nahezu unmöglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht. Dass als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt werden müssen, ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Das Bundesgesetz über die Anpassung der Bundesgesetze an die neuere Rechtsprechung des Gerichtshofs der Europäischen Union (BGVB) institutionalisiert zudem die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen statt einer sorgfältigen nationalen Prüfung vorsieht. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur Eigenregulierung des Arbeitsmarktes. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) sind weitere Beispiele für die flächendeckende Aufgabe souveräner Regulierungskompetenz. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Änderungen im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellen unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) spiegelt die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht wider und zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Dieses Vertragspaket ist keine Modernisierung, sondern eine Kapitulation.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung der freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist aus mehreren Gründen höchst bedenklich. Die Schweiz würde damit ein wesentliches politisches Druckmittel verlieren und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen an die Europäische Union aufgeben. Was zunächst als freiwilliger Beitrag erscheint, wird durch die Verankerung in einem neuen, eigenständigen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zu einer faktischen Zwangsabgabe. Artikel 1 des KoBG etabliert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv aushöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern verkommt die Genehmigung dieser Zahlungen zum blossen Vollzug einer von der EU diktierten Verpflichtung. Der im Vertrag genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist angesichts des im Abkommen verankerten, rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus als Lockvogelangebot zu betrachten. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr mit wirksamen Mitteln entgegentreten kann. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin degradiert, ohne im Gegenzug einen garantierten besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse zu erhalten. Stattdessen bezahlt die Schweiz für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität schmälert und kaum greifbare, im Sinne der Schweizer Bevölkerung stehende Vorteile bringt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), speziell in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie zementiert diese Zahlungen als dauerhaften und als rechtlich bindenden Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung und signalisiert eine schleichende Normalisierung von Abgaben an die EU. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Hier wird der anerkannte 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und deren Akzeptanz zu erhöhen, ohne deren tatsächliche Sinnhaftigkeit kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz muss die Nachteile und die Schwächung ihrer Souveränität genau abwägen, bevor sie solchen Verpflichtungen zustimmt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden mittels politischer Entscheidungen Förderungen im Einklang mit ihren spezifischen

Bedürfnissen und demokratischen Legitimation beschlossen haben, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt massiv die Autonomie der Kantone, die künftig ihre lokalen Wirtschaftsförderungsentscheide von einer zentralen, EU-konformen Behörde absegnen lassen müssen. Dieser Eingriff ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone, die in diesem neuen System zu Bittstellern degradiert werden. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, welche die Schweiz zur reinen Regel-Empfängerin macht, hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, sei es durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) oder die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist äusserst bedenklich. Diese "Superbehörde" wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, wobei die demokratische Kontrolle ungenügend ist. Die Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) sind für unseren Föderalismus besonders stossend. Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Ebenso ist die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ein klares Zeichen für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt bedeutet die vorgeschlagene Regelung eine fundamentale und inakzeptable Unterwerfung unter EU-Recht.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich und die damit verbundene institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur stellen eine ernsthafte Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Mit der Einbindung in Gremien wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis degradiert. Die ElCom, einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet und die undemokratische Legitimation von Vorschriften aus Brüssel erzwingt. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, ein wichtiger Beitrag für die Bergkantone, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die Gemeindekraftwerke, werden geschwächt, da ihr Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer künftig die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll, wenn weder der Markt noch die EU diese klare Verantwortung übernehmen. Dies birgt ein unkalkulierbares Risiko. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt unweigerlich zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt sie die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur verlieren lassen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not unnötigen EU-Regeln.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen primär der kosmetischen Anpassung an europäische Vorgaben, anstatt den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, effektiv zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die Existenzgrundlage vieler Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer bedroht. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, da die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird, ohne dass diese Urteile einer umfassenden gerichtlichen Prüfung in der Schweiz unterliegen. Diese gesamte Umgestaltung greift tief in die Souveränität und die bewährten Schutzmechanismen der Schweiz ein und muss entschieden abgelehnt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifender Besorgnis zu den vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, welche unter dem irreführenden Titel eines Abkommens mit der Europäischen Union zur Debatte stehen. Es ist offensichtlich, dass es sich hierbei nicht um eine reine Massnahme zur Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit handelt, sondern um einen umfassenden Akt der Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Angleichung bedroht die bewährten, hohen Produktionsstandards der Schweiz, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil ist, gerät durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut in Gefahr. Das Label "Made in Switzerland" würde an Wert verlieren, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Dies würde die Grundlage für die Einzigartigkeit und den Erfolg unserer Produzenten zerstören. Darüber hinaus ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, eine inakzeptable politische Erpressung. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in Kernbereichen blockiert. Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das unser Volk mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den

Volkswillen auf eklatante Weise. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein Rückschritt für den Tierschutz. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben und verlieren damit die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und entzieht der Schweiz die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Zuletzt gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Wir lehnen dieses umfassende Integrationsprojekt entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine gravierende Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) birgt erhebliche Risiken. Diese Bestimmung erlaubt ausländischen Eisenbahnunternehmen, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Wir befürchten, dass dies zu einer systematischen "Rosinenpickerei" führen wird, bei der konzessionslose ausländische Anbieter primär die lukrativen Hauptverkehrsachsen bedienen. Dies untergräbt die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Darüber hinaus wird durch die Anwendung des EU-Beihilferechts die finanzielle Grundlage unseres Service public weiter ausgehöhlt. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Reduktion der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen. Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), neu Artikel 32a Absatz 1bis, verpflichtet die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz in nicht-souveräne EU-Institutionen. Dies gefährdet die langfristige Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Autonomie der Schweiz. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung stehen und ob sie den Interessen der Schweizer Bevölkerung auf lange Sicht dienen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung, wie sie durch die Bilateralen Abkommen impliziert wird, wirft ernsthafte juristische und politische Fragen auf. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass sich die Gesetzgebung auf die Bundesverfassung stützt. Die unklare Abgrenzung, welche EU-Rechtsakte direkt oder indirekt in das Schweizer Recht überführt werden, gefährdet die rechtsstaatliche Klarheit und die Möglichkeit, nationales Recht primär nach den Vorgaben unserer eigenen Verfassung zu gestalten. Die ständige Anpassung an primäres und sekundäres EU-Recht widerspricht dem Grundsatz der Selbstbestimmung und der nationalen Gesetzgebungshoheit. Des Weiteren ist die potenzielle Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) problematisch. Die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung, selbst in Bereichen, die nicht explizit durch die

Abkommen geregelt sind, könnte die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Artikel 190 BV, der bestimmt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte massgebend sind, könnte durch eine faktische Überordnung der EuGH-Urteile ausgehebelt werden. Dies steht im Widerspruch zur nationalen Souveränität, die durch die Verfassung garantiert ist. Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer weiteren Integration sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Annahme des freien Personenverkehrs, wie er im Rahmen des Abkommens über die Personenfreizügigkeit geregelt ist, hat bereits zu spürbaren Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die soziale Kohäsion geführt. Eine Vertiefung dieser Dynamiken, ohne ausreichende Schutzmechanismen für die Schweizer Bevölkerung, ist keine wünschenswerte Entwicklung. Die wirtschaftliche Stabilität und der Wohlstand des Landes dürfen nicht durch unkontrollierte Anpassungen an die EU-Binnenmarktregulierungen aufs Spiel gesetzt werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse Anlass zu tiefgreifender Skepsis geben. Es mangelt an Klarheit bezüglich der rechtsstaatlichen Garantien und der Souveränität der Schweiz. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und eine potenzielle Unterordnung unter fremde Gerichte sind mit den Grundprinzipien unserer Verfassung und den Interessen der Schweizer Bevölkerung nur schwer vereinbar.

Freundliche Grüsse,

Renato Gregori

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Jürg Häcki · 0763977800 · guergi@mac.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf, die der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) zugrunde liegen. Insbesondere die vorgeschlagenen Massnahmen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union bergen erhebliche Risiken, die einer kritischen Prüfung bedürfen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die potenzielle Aushöhlung der direkten Demokratie und der parlamentarischen Eigenständigkeit. Die Schweiz hat sich historisch durch die Prinzipien der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung und der indirekten Demokratie durch das Parlament als oberstes Gesetzgebungsorgan gemäss Artikel 148 BV ausgezeichnet. Die Art und Weise, wie bestimmte Abkommen mit der EU strukturiert sind, birgt die Gefahr, dass die Gesetzgebungskompetenz faktisch an Brüssel delegiert wird, ohne dass dem Schweizer Volk und Parlament eine adäquate Kontroll- und Mitwirkungsmöglichkeit verbleibt. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz, dass die Gesetzgebung vom Parlament ausgeht und dem Volk untersteht, das in der Schweiz durch Abstimmungen und Wahlen Einfluss nimmt. Artikel 163 BV betont die Rolle des Parlaments als oberste leitende Behörde des Bundes, dessen Befugnisse nicht durch automatische Übernahme von EU-Recht untergraben werden dürfen. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, die auch in Zukunft laufend neue EU-Regelungen nach sich zieht, die das Schweizer Recht stillschweigend transformieren, ist evident und muss mit aller Kraft verhindert werden.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtsstaatlichkeit kritisch zu beleuchten. Die Schweiz hat in Artikel 5 der Bundesverfassung die Rechtsstaatlichkeit, einschliesslich des Gewaltmonopols, als grundlegenden Staatszweck verankert. Die Einbeziehung von Bestimmungen, die eine automatische Übernahme von EU-Recht vorsehen, ohne dass eine vorgängige Prüfung der Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den grundlegenden Rechtsprinzipien stattfindet, ist höchst problematisch. Es stellt sich die Frage, wie die Autonomie des Schweizer Rechts und die richterliche Unabhängigkeit gemäss Artikel 190 BV gewahrt bleiben können, wenn ein externer Rechtskörper, dessen Rechtsverständnis sich von unserem unterscheiden mag, die primäre Rechtsquelle darstellt. Die Gefahr, dass das Schweizer Recht von einem nicht demokratisch legitimierten Richtergremium ausgelegt und angewendet wird, ist eine ernstzunehmende Bedrohung. Insbesondere die Anwendung von EU-Recht durch Schweizer Gerichte, die im Widerspruch zu nationalem Verfassungsrecht stehen könnte, muss mit äusserster Vorsicht betrachtet werden. Die Gewährleistung eines kohärenten und innerlich widerspruchsfreien Rechtssystems ist ein zentrales Anliegen des Schweizer Rechtsstaates, und die vorgeschlagenen Schritte könnten dieses gefährden.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Annäherung bedürfen ebenfalls einer gründlichen und nüchternen Analyse. Während die Befürworter oft auf die Vorteile des Marktzugangs verweisen, werden die damit verbundenen Kosten und Risiken häufig zu Gunsten einer einseitigen Darstellung vernachlässigt. Die Übernahme von EU-Standards und -Regulierungen, die für die Wirtschaftsstruktur

der EU geschaffen wurden, passt möglicherweise nicht optimal zu den spezifischen Gegebenheiten der Schweizer Wirtschaft. Dies kann zu einem erheblichen Wettbewerbsnachteil für Schweizer Unternehmen führen, die zusätzliche regulatorische Hürden überwinden müssen, während sie gleichzeitig einem verstärkten Wettbewerb durch europäische Anbieter ausgesetzt sind. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des allgemeinen Wohlstands der Bevölkerung zum Ziel hat, muss hier als Leitlinie dienen. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen tatsächlich dem Wohl der schweizerischen Bevölkerung dienen, wenn sie zu Lasten der Wettbewerbsfähigkeit und der Arbeitsplätze im Inland gehen. Die Mechanismen der Anpassung und die damit verbundenen Kosten für die Schweizer Volkswirtschaft dürfen nicht unterschätzt werden. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank, die gemäss Artikel 99 BV im Interesse des Landes tätig ist, könnte ebenfalls durch übermässige europäische Regulierungen beeinträchtigt werden.

Abschliessend muss festgestellt werden, dass die vorgeschlagene Integration in die Beziehungen zur EU mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Stabilität verbunden ist. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht oder eine Verwässerung der nationalen Gesetzgebungskompetenzen würde die Grundlagen unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie gefährden. Es ist daher unerlässlich, dass jegliche Weiterentwicklung der bilateralen Beziehungen sorgfältig abgewogen wird und die Prinzipien unserer Bundesverfassung, insbesondere die Artikel betreffend die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und das allgemeine Wohl, stets im Vordergrund stehen. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit und die Fähigkeit, ihre eigenen Gesetze zum Wohle ihrer Bevölkerung zu gestalten, mit aller Kraft verteidigen. Eine vorsichtige und eigenständige Politik, die die nationalen Interessen in den Vordergrund stellt, ist der einzig gangbare Weg. Die Gefahr, dass durch eine zu enge Anbindung an die EU wichtige nationale Entscheidungsfindungsbefugnisse verloren gehen, ist eine reale und zu ernst nehmende Konsequenz.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Annäherung an das EU-Recht, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Zukunft des Schweizer Service public im Schienenverkehr. Die scheinbar rein technischen Anpassungen bergen ein erhebliches Risiko für die Aufrechterhaltung eines qualitativ hochwertigen und flächendeckenden öffentlichen Verkehrsangebots, das für die Schweiz von zentraler Bedeutung ist.

Ein Hauptkritikpunkt ist die potenzielle Gefährdung des Service public durch die Anwendung des EU-Beihilferechts. Bewährte und für die Finanzierung des öffentlichen Verkehrs essenzielle Subventionen, die beispielsweise den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend notwendige Erneuerung des Rollmaterials unterstützen, könnten unter EU-Regularien als unzulässig eingestuft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Stabilität der Schweizer Transportunternehmen untergraben, sondern auch direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung negativ beeinflussen. Der Service public, ein Markenzeichen der Schweiz, das auf den Grundpfeilern der Solidarität und der Grundversorgung basiert, steht unter direktem Beschuss.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung der sogenannten Kabotage, welche ausländischen Anbietern die Möglichkeit gibt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies öffnet die Tür für eine selektive "Rosinenpickerei" durch ausländische Unternehmen. Es ist abzusehen, dass diese Akteure primär die hochprofitablen Hauptstrecken bedienen werden, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der oft unrentablen, aber für die soziale und wirtschaftliche Anbindung der Bevölkerung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die Aufrechterhaltung eines ausgewogenen und gemeinwohlorientierten Verkehrsnetzes. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater stellt einen direkten Angriff auf die Finanzierbarkeit des landesweiten Grundversorgungsauftrags dar.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung gegen nachteilige Entwicklungen im EU-Recht ist aus juristischer Sicht bestenfalls als geringwertig einzustufen. Sie bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz in der Folge dynamisch und ohne eigenen Gestaltungsspielraum

übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert und die Schweiz unweigerlich in eine Abhängigkeit von EU-Entscheidungen manövriert.

Mit der sukzessiven Annäherung an das EU-Recht gibt die Schweiz auch schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz einschränken, ihre eigene Infrastruktur gemäss den spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten des Landes zu gestalten.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten und kostengünstigsten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass ausländische Anbieter mit möglicherweise niedrigeren Lohnkosten oder staatlich subventionierten Tarifen bevorzugt werden, was zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine klare Bedrohung für den Schweizer Service public im Landverkehr darstellen. Die Einführung der Kabotage, die potenzielle Unzulässigkeit von Subventionen und die Einschränkung der nationalen Hoheit durch die dynamische Rechtsübernahme und die Berücksichtigung von EU-Vorgaben in Ausschreibungen gefährden die finanzielle Stabilität, die operative Leistungsfähigkeit und die strategische Steuerungskompetenz der Schweiz im Bereich des öffentlichen Verkehrs. Es ist unerlässlich, die langfristigen Konsequenzen dieser Schritte sorgfältig abzuwägen und sicherzustellen, dass die Souveränität und die besonderen Bedürfnisse der Schweiz im öffentlichen Verkehr uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die aktuelle Ausrichtung birgt das erhebliche Risiko, dass unser gut funktionierendes und für die Bevölkerung essenzielles Verkehrssystem nachhaltig geschwächt wird.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Stabilität unseres Arbeitsmarktes äusserst bedenklich. Die vermeintlichen Massnahmen zur Stärkung des Lohnschutzes entpuppen sich bei genauerer Betrachtung als unzureichend und überwiegend kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven und fortschreitenden Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der unweigerlich mit einer ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit einhergeht, in keiner Weise zu kompensieren. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres bewährten Lohngefüges, insbesondere für die breiten Schichten der mittleren und unteren Einkommensklassen, ist evident und wird durch die vorgeschlagenen Massnahmen keineswegs eingedämmt.

Statt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz, der sich über Jahrzehnte bewährt hat, zu stärken und fortlaufend zu optimieren, wird er vielmehr aufgeweicht und einer Anpassung an die weniger robusten und oft praxisfernen EU-Standards unterworfen. Die neu geschaffenen Regeln sind nicht nur bürokratischer und komplexer, sondern auch nachweislich weniger effektiv in der Verhinderung von Lohndumping. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die es auf die Ausbeutung der bestehenden Regelungslücken und die Unterbietung schweizerischer Lohnkosten abgesehen haben.

Die Kontrollmechanismen, die das Rückgrat unseres Lohnschutzes bilden, werden durch die vorgeschlagenen Änderungen massiv geschwächt. Die etablierten und von den Sozialpartnern getragenen Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistisch geprägte und EU-konforme Strukturen systematisch untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrolldichte und einer lascheren Durchsetzung der bestehenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was die Arbeitnehmer weiter schwächt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, ist ein Paradebeispiel für einen solchen fragwürdigen Eingriff. Dieses Konstrukt ist ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht schafft und die notwendige Flexibilität gerade von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) lähmt, ohne jedoch das Grundproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Es schafft zusätzliche bürokratische Hürden, die der Schweizer Wirtschaftsstandort nicht gebrauchen kann.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die beabsichtigte Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert und potenziell erschwert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, wie in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d dargelegt, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die Europäische Union binden. Dies ist ein weiterer Schritt in Richtung einer schleichenden Integration, die der Souveränität unseres Landes schadet.

Die bereits erwähnte Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres liberalen und marktorientierten Arbeitsmarktes.

Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Veränderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die schlagkräftigen Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft aber schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Darüber hinaus stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz de facto zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende und unabhängige gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die gravierenden negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Lohnschutz zu kompensieren. Vielmehr schwächen sie bestehende Schutzmechanismen, verkomplizieren unnötig die Rechtslage und führen zu einer unerwünschten Abhängigkeit von EU-Vorgaben. Die Schweiz muss ihre Souveränität verteidigen und ihre bewährten Schutzmassnahmen stärken, anstatt sie einem fragwürdigen und unzureichenden Anpassungsdruck auszusetzen. Es ist höchste Zeit, dass die Schweiz ihren eigenen Weg konsequent weitergeht und die Interessen ihrer Arbeitnehmer und Unternehmen konsequent über die dogmatische Anlehnung an die EU stellt.

Staatliche Beihilfen

Ich äussere mich mit tiefgreifenden Vorbehalten zum vorliegenden Vernehmlassungsentwurf betreffend staatliche Beihilfen im Kontext der angestrebten Annäherung an EU-Recht. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen eine fundamentale Aushöhlung der Schweizer Souveränität, der

kantonalen Autonomie und der demokratischen Kontrolle dar.

Die bisherige Praxis, in der Subventionen als politisch legitimierte und demokratisch abgewogene Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse der Schweiz getroffen wurden, soll abgeschafft werden. Stattdessen werden diese Förderinstrumente, welche zur Stärkung des Regionalverkehrs, zur Unterstützung von Kantonalbanken, zur Förderung von Kultur oder zur Belebung lokaler KMU unerlässlich sind, einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies bedeutet eine gravierende Einschränkung der legislativen und exekutiven Handlungsfähigkeit unserer demokratischen Institutionen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale und kantonale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sollen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und die dezentrale Staatsstruktur, die sich über Jahrzehnte bewährt hat.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies würde die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit faktisch aushebeln.

Besonders kritisch sind die Auswirkungen auf strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, die von zahlreichen Kantonen und Gemeinden getragenen Elektrizitätswerke, sowie der Luft- und Landverkehr. Die Unterstellung dieser Kernbereiche unserer Infrastruktur unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public, da Entscheidungen nicht mehr primär nationalen Interessen, sondern den Vorgaben aus Brüssel unterliegen.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, erscheint als die Schaffung einer "Superbehörde". Diese wird als verlängerter Arm der EU agieren, deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist dabei unzureichend.

Die Kantone verlieren durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Gemäss dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies führt dazu, dass ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten. Die abstrakte Normenkontrolle nach Art. 98a BGG unterstreicht diese Zentralisierungstendenz.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen weiterhin zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig

gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne Rücksicht auf die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Bevölkerung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweiz in eine untergeordnete Position gegenüber der EU drängen und die fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie, unseres Föderalismus und unserer nationalen Steuerungshoheit gefährden. Die damit einhergehende bürokratische Zentralisierung und die Entmachtung der kantonalen und kommunalen Ebenen sind unannehmbar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verpackt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine umfassende und bedenkliche Integrationsmassnahme dar, die weit über die reine Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht. Sie zielt auf die vollständige Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die EU-Richtlinie "Vom Hof auf den Tisch" ab. Diese Angleichung bedroht fundamental unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit unserer Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Markenzeichen, das über Generationen aufgebaut wurde, steht unter erheblichem Risiko. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das angesehene Label "Made in Switzerland", welches für Exzellenz und Verlässlichkeit steht, wird entwertet, wenn die Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies würde einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstören und die Identität unserer Lebensmittelproduktion untergraben.

Besonders alarmierend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit manövriert.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants bedeutet einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Integrität unserer nationalen Regulierung und die Autonomie unserer Produzenten untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Fest müssten die komplexen und für die Schweiz oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde lokale Traditionen zerstören und die wirtschaftlichen Existenzen unserer Kleinproduzenten gefährden, die auf Flexibilität und Anpassungsfähigkeit angewiesen sind.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens und eine Schwächung der nationalen Entscheidungsfindung in einem ethisch und ökologisch sensiblen Bereich.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren etablierten hohen Standards führt. Diese Revision ist das Kernstück der geplanten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Konkret zwingen die neuen Bestimmungen in Art. 15a TSchG und Art. 21 TSchG die Schweiz, ihre nationalen, oft strengeren und auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz basierenden Regeln für Tiertransporte und Schlachtungen durch EU-Massstäbe zu ersetzen. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen gravierenden Souveränitätsverlust dar. Wir verlieren die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen und unsere Werte zu schützen.

Darüber hinaus sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu werten. Das Parlament wird dadurch umgangen und verliert seine Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine unannehmbare Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten, was die Widerstandsfähigkeit unserer Forstwirtschaft gefährdet.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen keine reine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit darstellen, sondern eine umfassende Aufgabe nationaler Souveränität und die Kompromittierung unserer hohen Standards und Werte. Wir lehnen diese einseitige Unterwerfung unter das EU-Regelwerk entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsrecht und Energiegesetz, insbesondere im Kontext einer institutionellen Einbindung in EU-Strukturen, stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Es ist zutiefst beunruhigend, mit welcher Geschwindigkeit und welchem Eifer über eine Teilung der nationalen Hoheit in einem existenziellen Bereich wie der Energieversorgung entschieden werden soll.

Mit der Einbindung in die europäische Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Verpflichtung zur Implementierung der Vorgaben von ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer. Die Schweiz würde dabei ohne Stimmrecht, aber mit den entsprechenden Kosten belastet. Entscheidungen über die Steuerung und Entwicklung unseres eigenen Stromnetzes, das Rückgrat unserer nationalen Infrastruktur, würden künftig in Brüssel

getroffen. Dies ist eine Kapitulation vor der EU und ein eklatanter Verlust an nationaler Handlungsfähigkeit. Das StromVG, insbesondere in seinen neuen Artikeln 4a ff., und die entsprechenden Änderungen im EnG, Art. 15 neu, sind hier die zentralen Instrumente, welche diese Unterwerfung zementieren.

Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom, bislang eine unabhängige Instanz, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz ausgerichtet war, droht zu einer reinen „operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk“ zu verkommen. Die Aufgabe, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel ohne eigene Gestaltungsspielräume umzusetzen, untergräbt die Glaubwürdigkeit und Autonomie unserer nationalen Regulierung. Dies ist das faktische Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, wie sie im bisherigen EnG und StromVG verankert war.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das die Bergkantone mit ihren natürlichen Ressourcen massgeblich unterstützt und finanziert, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis vieler Gemeinden in diesen Kantonen schwächen, sondern auch einen wichtigen Anreiz für die Nutzung unserer heimischen Energiequellen beseitigen. Die Auswirkungen dieser Massnahme sind kaum absehbar und werden zweifellos zu einer Umverteilung von Einnahmen führen, die dem Wohl der betroffenen Regionen schadet.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, ein weiteres Kernstück der schweizerischen Identität und Funktionsweise, werden durch diese Massnahmen ausgehöhlt. Insbesondere die Position der Gemeindekraftwerke und ihrer lokalen, dezentralen Energieproduktion wird geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale Wertschöpfung und die Nähe zur Bevölkerung fördert, könnte durch die EU-Wettbewerbsregeln, welche die Marktliberalisierung vorantreiben, ausgehebelt werden. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion und begünstigt grossflächige, zentralisierte Akteure, was im Widerspruch zu einer nachhaltigen und bürgernahen Energiepolitik steht.

Die nationale Versorgungssicherheit wird geopfert auf dem Altar des freien Marktes. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserkraftreserve, wird durch die EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer im Falle einer Krise die Verantwortung für die Stromversorgung der Schweiz trägt. Der Markt wird diese Verantwortung nicht übernehmen, und die EU wird sie kaum explizit für die Schweiz übernehmen können oder wollen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen unkalkulierbar sind. Die neue Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG erscheint als unzureichender Ersatz für bewährte nationale Mechanismen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu einer erhöhten Preisvolatilität führen. Dies wird insbesondere kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie private Haushalte treffen, die mit unkalkulierbaren Stromkosten konfrontiert sein werden. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht decken kann oder will, müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die neuen Artikel 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG, welche einen Förderausschluss bei negativen Preisen vorsehen, verschärfen diese Unsicherheit und bremsen Investitionen in erneuerbare Energien.

Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG zielt auf eine Gleichschaltung mit den EU-Standards ab, was jedoch die effektive Steuerung unserer kritischen Infrastruktur in der Schweiz erschwert. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt, der die Schweiz überflüssigen und oft unpassenden EU-Regulierungen unterwirft, anstatt flexibel auf eigene Bedürfnisse reagieren zu können. Dies ist ein Verlust von Souveränität und Flexibilität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf

200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht diametral der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure, während die lokale Wertschöpfung und die Unabhängigkeit der Energieversorgung leiden. Die vollständige Marktliberalisierung ist somit ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und einer Destabilisierung der Grundversorgung führen kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Gefährdung unserer Souveränität und unseres Wohlergehens dar. Anstatt den klaren Willen des schweizerischen Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, zu respektieren, werden hier faktisch die Weichen für eine unkontrollierte und ungeregelte Zuwanderung aus der Europäischen Union gestellt. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Kern des Agreements führt zu einer massiven Ausweihung der Personenfreizügigkeit, die weit über das hinausgeht, was das schweizerische Volk jemals bewilligt hat.

Besonders beunruhigend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, welches bereits nach fünf Jahren anstatt der bisherigen zehn gewährt wird. Diese als „Niederlassung C PLUS“ zu bezeichnende Regelung verleiht EU-Bürgern einen nahezu unentziehbaren Aufenthaltsstatus, selbst wenn sie straffällig werden oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies stellt eine direkte Bedrohung für unsere innere Sicherheit und die langfristige Stabilität unserer Sozialwerke dar. Diejenigen, die die Schweiz mitgestalten und ihr dienen, werden benachteiligt, während die Kosten für jene, die sich nicht integrieren oder gar eine Belastung darstellen, von der schweizerischen Bevölkerung getragen werden müssen.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn ihre Lebensgrundlage primär aus Sozialhilfe besteht. Die damit verbundenen Kosten werden unweigerlich auf die kantonalen und kommunalen Finanzen sowie die schweizerischen Steuerzahler abgewälzt. Dies ist nicht nur finanziell untragbar, sondern auch sozial ungerecht und steht im Widerspruch zu jeglichem Prinzip der Eigenverantwortung und des Beitrags zur Gesellschaft.

Der Familiennachzug wird in einer Weise ausgeweitet, die für ein Land ausserhalb der EU beispiellos ist. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern über den engsten Familienkreis hinaus wird zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderungszahlen und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Diese Entwicklung ist kaum noch steuerbar und untergräbt die Grundsätze einer kontrollierten und bedarfsgerechten Einwanderungspolitik.

Die sogenannte „Schutzklausel“, die als Beruhigungspille für die Bevölkerung gedacht ist, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Trugbild. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass ihre Anwendung in der Praxis nahezu ausgeschlossen ist. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel in Anspruch zu nehmen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Es handelt sich hierbei offensichtlich nicht um eine echte Schutzmassnahme, sondern um eine Erpressungsforderung, die unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ ist eine weitere inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Dies bedeutet, dass das schweizerische Parlament und somit auch das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sein werden. Unsere Fähigkeit, unsere eigenen Migrationsströme eigenständig zu gestalten, wird somit auf Dauer zunichte gemacht.

Die Anpassungen im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein

Ausschluss von Leistungen ist selbst bei nachweislicher Abhängigkeit kaum mehr möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist nichts anderes als ein Placebo. Zwar werden Indikatoren definiert, doch die entscheidenden Massnahmen bleiben dem politischen Ermessen überlassen und schliessen wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht die Klausel zu einem zahnlosen Tiger.

Als direkte Konsequenz der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, versucht man nun, die finanziellen Folgen durch höhere Gebühren abzufedern, was auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen wird.

Das neue Bundesgesetz über die Ausübung der grenzüberschreitenden Dienstleistungen im Baugewerbe (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Berufsvorsorgegesetzes (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt

das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur das Wesen der Personenfreizügigkeit grundlegend verändern, sondern auch die schweizerische Souveränität, die Sicherheit unserer Sozialwerke und die Qualität unserer Dienstleistungen massiv gefährden. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich: Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf und stellen eine unzumässige Aushöhlung unserer nationalen Souveränität sowie der demokratischen Kontrolle dar. Was bisher als freiwillige, vom Parlament zu prüfende Geste der Solidarität und der guten Nachbarschaft konzipiert war, soll nun in eine unumstössliche, rechtlich verbindliche Verpflichtung überführt werden. Diese Umwandlung bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und untergräbt die budgetäre Hoheit unseres Parlaments auf fundamentalste Weise.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint auf den ersten Blick als vertretbar, doch es handelt sich hierbei zweifellos um ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur automatischen Neuberechnung und Anpassung dieser Zahlungen birgt das immense Risiko, dass die Schweiz in Zukunft mit massiv höheren Forderungen seitens der EU konfrontiert wird. Einmal in diesem rechtlich bindenden Korsett gefangen, wird es der Schweiz unmöglich gemacht, solche Forderungen abzulehnen oder neu zu verhandeln. Wir zahlen dann nicht mehr aus freien Stücken, sondern auf diktatorische Anweisung, ohne Mitspracherecht und ohne jegliche Garantie auf substanzielle Gegenleistungen wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin degradiert, die erhebliche finanzielle Mittel aufwendet, ohne dabei eine Stimme im Entscheidungsprozess zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das legislative Instrument, das diese permanente finanzielle Belastung zementieren soll. Gemäss Artikel 1 KoBG wird damit ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was eine direkte und massive Auswirkung auf die Budgethoheit des Schweizer Parlaments hat. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die dem Wohl der Schweizer Bevölkerung dienen sollen, wird das Parlament gezwungen sein, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen. Dies ist keine Geste der Kooperation mehr, sondern die Überführung einer politischen Geste in eine rechtliche Pflicht, die unsere demokratischen Prozesse fundamental beeinträchtigt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EU (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität.

Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer nationalen Rechtsordnung und signalisiert, dass die Abgaben an die EU fortan als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies schwächt die Position der Schweiz in zukünftigen Verhandlungen erheblich.

Besonders fragwürdig ist die Verknüpfung des Kohäsionsbeitrags mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Diese Verbindung erscheint arglistig und irreführend. Der renommierte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch höchst umstrittene und potenziell unliebsame Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es entsteht der Eindruck, als ob die Zahlungen ein integraler Bestandteil der Schweizer Aussenpolitik und Friedensförderung wären, während sie tatsächlich eine reine Finanztransaktion darstellen, die unsere Souveränität kostet und unsere demokratischen Entscheidungsprozesse untergräbt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen finanziellen Beiträge keine freiwillige Unterstützung für die EU darstellen, sondern eine rechtlich verbindliche Verpflichtung, die unsere nationale Souveränität massiv einschränkt und die demokratische Kontrolle über unsere Finanzen aushebelt. Die Schweiz wird zu einer Zahlungsquelle degradiert, die den EU-Forderungen ausgeliefert ist, ohne substanzielle Gegenleistungen zu erhalten. Es ist unerlässlich, dass diese schädlichen Bestimmungen abgelehnt werden, um die Integrität unserer demokratischen Institutionen und die finanzielle Autonomie unseres Landes zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtlichen Grundlagen der Schweiz. Eine tiefere Integration in den EU-Raum, wie sie implizit in einer solchen Stabilisierung angestrebt wird, steht im Widerspruch zum Geist und Wortlaut unserer Verfassung, insbesondere zur Eidgenössischen Verfassung (SR 101). Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert unmissverständlich die Souveränität und die bundesstaatliche Ordnung der Schweiz. Jegliche Abkommen, die darauf abzielen, die Beziehungen zur EU zu "stabilisieren", müssen streng daraufhin überprüft werden, ob sie diese fundamentale Grundlage unserer Staatlichkeit untergraben.

Die Europäische Union verfolgt einen Integrationsprozess, der auf der Schaffung eines immer engeren Bundes beruht. Dies zeigt sich in der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), dessen Urteile in Bereichen, die durch das Personenfreizügigkeitsabkommen (PFZ) geregelt sind, bereits heute einen Einfluss auf die schweizerische Rechtsordnung haben. Eine "Stabilisierung" könnte leicht bedeuten, dass die Schweiz sich verpflichtet, künftige EU-Rechtsentwicklungen zu übernehmen, ohne dass diese einer nationalen demokratischen Prüfung unterzogen werden. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gesetzgebung massiv einschränken und wäre mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 138 der Bundesverfassung (SR 101) in Bezug auf die direkte Demokratie zum Ausdruck kommt, nicht vereinbar.

Die Rechtsgrundlage für die Übernahme von EU-Recht in der Schweiz ist äusserst fragil, wenn sie nicht explizit dem Willen des Souveräns unterstellt ist. Insbesondere die Frage, ob die Schweiz verpflichtet wäre, die dynamische Rechtsübernahme im Rahmen des PFZ fortzusetzen, stellt ein kritisches Problem dar. Ein Verzicht auf die Kontrolle darüber, welche EU-Rechtsakte uns binden, wäre ein gravierender Eingriff in die verfassungsrechtliche Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, wie sie in Artikel 3 der Bundesverfassung (SR 101) festgelegt ist. Die Kantone müssten befürchten, dass ihre Autonomie weiter beschnitten wird.

Darüber hinaus ist die wirtschaftliche Abhängigkeit von der EU, die durch engere Abkommen weiter verstärkt würde, nicht per se ein Garant für Wohlstand. Sie birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einer reinen Anhängselwirtschaft wird, die von den Entscheidungen Brüssels abhängig ist, ohne dass sie

auf diese Einfluss nehmen kann. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie durch ihre eigene Regulierungspolitik und ihre Innovationskraft erfolgreich sein kann. Eine übermässige Angleichung an europäische Standards, auch in Bereichen, die nicht direkt durch bilaterale Abkommen abgedeckt sind, könnte diese Wettbewerbsfähigkeit untergraben und zu einer "Regulierungsspirale nach unten" führen, bei der schweizerische Besonderheiten geopfert werden.

Die Argumentation, dass eine "Stabilisierung" notwendig sei, um Rechtssicherheit zu schaffen, greift zu kurz. Rechtssicherheit kann auch durch klare, gut verhandelte bilaterale Abkommen erreicht werden, die die spezifischen Interessen der Schweiz wahren. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, selbst unter dem Deckmantel der "Stabilisierung", würde die Schweiz anfällig für unvorhergesehene Entwicklungen im EU-Raum machen. So können beispielsweise neue Richtlinien oder Verordnungen der EU, die nicht im Interesse der Schweiz sind, dennoch über die bestehenden Abkommen indirekt Anwendung finden. Dies würde die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, ihre eigene Wirtschaftspolitik autonom zu gestalten und auf globale Herausforderungen zu reagieren.

Die Konsequenzen für den Arbeitsmarkt sind ebenfalls bedenklich. Während das PFZ zweifellos Vorteile mit sich bringt, sind die damit verbundenen sozialen und wirtschaftlichen Kosten für die Schweiz nicht zu unterschätzen. Eine weitergehende "Stabilisierung" könnte eine verstärkte Zuwanderung aus der EU mit sich bringen, was Druck auf die Löhne und die Sozialwerke ausüben könnte. Die Schweiz müsste sicherstellen, dass ihre sozialen Sicherungssysteme, die auf dem Solidaritätsprinzip basieren, nicht durch eine übermässige Belastung ausser Kraft gesetzt werden. Dies wirft die Frage auf, wie Artikel 111 der Bundesverfassung (SR 101), der die Massnahmen zur Sicherung des schweizerischen Arbeitsmarktes schützt, in einem solchen Szenario angewendet werden könnte.

Zudem ist die Rolle des Parlaments und der Regierung in der Gestaltung der Beziehungen zur EU zu berücksichtigen. Die Zustimmung zu einem Abkommen zur "Stabilisierung der Beziehungen" würde bedeuten, dass das Schweizer Parlament und die Regierung ihre Kompetenzen in der Aussen- und Sicherheitspolitik, aber auch in der Innenpolitik, teilweise an Brüsseler Institutionen abtreten müssten. Dies widerspricht dem Grundsatz der parlamentarischen Demokratie und der Rechenschaftspflicht der Regierung gegenüber dem Parlament, wie sie in Artikel 169 der Bundesverfassung (SR 101) verankert ist.

Die Europäische Union ist ein sich ständig wandelndes Gebilde. Eine "Stabilisierung" der Beziehungen könnte bedeuten, dass sich die Schweiz an ein sich permanent veränderndes Rechtssystem anpassen muss. Dies erfordert eine kontinuierliche Überwachung und Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung, was eine erhebliche Belastung für die Verwaltung und die Unternehmen darstellt. Die Schweiz sollte daher auf eine Politik der klaren Abgrenzung und der gezielten bilateralen Zusammenarbeit setzen, anstatt sich in ein enges Korsett der EU-Integration zu begeben, dessen Ausgestaltung und Konsequenzen derzeit unklar sind und erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität bergen. Jegliche Massnahmen zur "Stabilisierung" bedürfen einer kritischen Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der Verfassung und den Grundinteressen der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung, da sie weitreichende und potenziell nachteilige Konsequenzen für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz mit sich bringen. Eine erste Einschätzung offenbart gravierende Schwachstellen und berechtigte Sorgen hinsichtlich der künftigen Handlungsfreiheit unseres Landes.

Insbesondere die im Abkommen vorgesehene Übernahme von EU-Recht wirft grundlegende Fragen auf. Die automatische oder gar privilegierte Übernahme von EU-Gesetzgebung, ohne dass die Schweiz hierbei einen substanziellen Einfluss auf deren Ausgestaltung hat, stellt eine erhebliche

Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Die vorgeschlagene Regelung droht jedoch, dieses Grundprinzip zu unterlaufen, indem die Vorrangigkeit des EU-Rechts in bestimmten Bereichen etabliert wird, was einer Delegation wesentlicher Gesetzgebungsbefugnisse an eine externe Organisation gleichkäme. Dies widerspricht fundamental dem demokratischen Selbstbestimmungsrecht der Schweiz. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz gezwungen wird, Bestimmungen zu übernehmen, die nicht ihren spezifischen Bedürfnissen oder Wertvorstellungen entsprechen.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Die Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH in den vom Abkommen erfassten Bereichen anzuerkennen und anzuwenden, greift massiv in die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte ein. Unsere Gerichte sind gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung an Recht und Gesetz gebunden. Die zwangsweise Orientierung an der Judikatur des EuGH würde diese Bindung relativieren und die nationale Rechtsfortbildung durch Schweizer Gerichte de facto einschränken. Dies könnte dazu führen, dass sich Schweizer Recht und Praxis denjenigen der EU angleichen müssen, auch wenn dies im Lichte unserer eigenen Verfassungsordnung oder unserer nationalen Interessen nicht wünschenswert ist. Es stellt sich die Frage, ob die Schweiz bereit ist, die eigene richterliche Autonomie zugunsten einer externen gerichtlichen Instanz aufzugeben.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Auswirkungen neu zu bewerten. Zwar wird mit dem Zugang zum EU-Binnenmarkt argumentiert, doch dieser Zugang ist nicht uneingeschränkt und geht mit erheblichen Verpflichtungen einher. Die Notwendigkeit, die Binnenmarktregeln zu übernehmen, könnte zu einem verschärften Wettbewerb führen, von dem nicht alle Schweizer Unternehmen in gleichem Masse profitieren würden. Kleine und mittlere Unternehmen könnten besonders unter Druck geraten, wenn sie die höheren Standards und Compliance-Anforderungen erfüllen müssen, die mit der EU-Regulierung einhergehen. Die damit verbundenen Kosten und bürokratischen Hürden sind nicht zu unterschätzen. Es bedarf einer genauen Analyse, ob die erwarteten Vorteile den potenziellen Nachteilen für die Schweizer Wirtschaft tatsächlich überwiegen. Die Annahme, dass der Binnenmarktzugang pauschal vorteilhaft ist, ignoriert die komplexen nationalen Marktgegebenheiten.

Die Frage der Anpassungsfähigkeit und der Flexibilität der Schweiz in einem sich ständig wandelnden EU-Rechtsrahmen ist ebenfalls von zentraler Bedeutung. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ist kein statischer Prozess. Die EU passt ihre Gesetzgebung kontinuierlich an. Die Schweiz müsste also laufend EU-Recht adaptieren, um die kohärente Anwendung des Abkommens zu gewährleisten. Dies würde einen permanenten Anpassungsdruck erzeugen und die Schweiz in eine reaktive statt proaktive Position drängen. Die Verpflichtung, zukünftige Änderungen des EU-Rechts zu übernehmen, könnte die politische Handlungsfreiheit des Bundesrates und des Parlaments massiv einschränken. Die Möglichkeit, eigene, auf die Schweizer Verhältnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln, wäre dadurch stark beeinträchtigt.

Des Weiteren ist die institutionelle Ausgestaltung des Abkommens problematisch. Die Schaffung von gemeinsamen Gremien, die über die Auslegung des Abkommens entscheiden, birgt die Gefahr, dass die Schweiz in diesen Gremien überstimmt werden könnte oder dass ihre Interessen nicht ausreichend berücksichtigt werden. Dies könnte zu einer Situation führen, in der Entscheidungen gegen den Willen der Schweiz getroffen werden, diese aber trotzdem an die Abkommen gebunden ist. Artikel 160 der Bundesverfassung legt fest, dass der Bundesrat die Schweizer Aussenpolitik führt. Die vorgeschlagene Struktur droht jedoch, die Ausgestaltung und Umsetzung dieser Politik durch die Schweiz zu marginalisieren. Die Frage der fairen Vertretung und der wirksamen Mitsprache der Schweiz in solchen Gremien muss kritisch hinterfragt werden.

Schliesslich müssen die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Sozialpartnerschaft und das Modell der direkten Demokratie beleuchtet werden. Die Übernahme von EU-Sozialstandards oder Arbeitnehmerrechten könnte zu einer Angleichung führen, die nicht zwangsläufig den bewährten und oft als erfolgreich erachteten schweizerischen Systemen entspricht. Die Gefahr besteht, dass die Vielfalt und die spezifischen Ausprägungen des schweizerischen Sozialmodells untergraben werden. Ferner birgt die Übernahme von EU-Recht durch indirekte Gesetzgebung die Gefahr, dass die direkte demokratische Kontrolle, die durch Volksinitiativen und Referenden gewährleistet wird, geschwächt

wird. Wenn das Parlament primär EU-Recht umsetzt, bleibt weniger Raum für die Vernehmlassung und die direkte Mitsprache des Volkes bei der Ausgestaltung von Rechtsnormen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von tiefgreifenden Bedenken aufwerfen, die mit unserer Verfassung, unserer Souveränität und unseren nationalen Interessen kollidieren. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist unerlässlich, um die potenziellen negativen Folgen für die Schweiz abzuwenden. Eine pauschale Zustimmung wäre angesichts dieser Sachlage verantwortungslos. Es bedarf weiterer detaillierter Analysen und einer breiten öffentlichen Debatte, bevor über eine solche weitreichende Annäherung an die EU entschieden werden kann.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz aufkommen. Eine eingehende Analyse der potenziellen Auswirkungen, insbesondere unter Berücksichtigung bestehender rechtlicher Rahmenbedingungen, ist unabdingbar, bevor eine definitive Haltung eingenommen werden kann.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Das vorgeschlagene Abkommen zielt darauf ab, die Schweiz durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen in relevanten Bereichen an das Recht der Europäischen Union anzubinden. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Schweizer Demokratieverständnis, das auf direkter Partizipation und der Legitimation von Gesetzen durch das Volk und die Kantone beruht. Die Schweizer Bevölkerung hätte keine Möglichkeit, über diese übernommenen EU-Rechtsakte abzustimmen oder sie direkt zu beeinflussen, was eine Aushöhlung der Volkssouveränität nach Artikel 2 der Bundesverfassung bedeuten würde.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer Anlass zu grösster Skepsis. Die Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH zu berücksichtigen oder gar zu übernehmen, birgt die Gefahr einer faktischen Unterwerfung unter die juristische Autorität eines fremden Gerichts. Dies steht im direkten Gegensatz zum Prinzip der staatlichen Unabhängigkeit, wie es in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die durch Artikel 30 der Bundesverfassung gewährleistet wird, könnte durch die fortlaufende Übernahme von EuGH-Urteilen massiv beeinträchtigt werden. Die Schweizer Rechtsprechung würde gezwungen, sich an die Auslegungen eines Gerichts anzupassen, dessen Kompetenz und Legitimation in der Schweiz nicht auf demokratischem Wege anerkannt sind. Dies eröffnet die Tür für eine schleichende Erosion der nationalen Rechtsordnung und der Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, eigene Lösungen für nationale Herausforderungen zu finden.

Auch die wirtschaftlichen Implikationen werfen ernste Fragen auf. Während die Befürworter des Pakets oft auf die Erleichterung des Marktzugangs für Schweizer Unternehmen verweisen, muss die Kehrseite der Medaille betrachtet werden. Die Anpassung an EU-Standards kann für viele kleine und mittlere Unternehmen, die nicht über die gleichen Ressourcen wie grosse Konzerne verfügen, erhebliche Kosten verursachen. Dies könnte zu einer Benachteiligung der heimischen Wirtschaft und zu einer Zunahme der Abhängigkeit von Brüsseler Vorgaben führen. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz könnte leiden, wenn sie sich an Regularien anpassen muss, die auf die Bedürfnisse der 27 EU-Mitgliedstaaten zugeschnitten sind und nicht zwingend den Interessen der Schweiz entsprechen.

Die Frage der Flexibilität und der Eigenständigkeit der Schweizer Aussenpolitik wird ebenfalls stark tangiert. Eine engere Anbindung an die EU impliziert zwangsläufig eine stärkere Angleichung der Schweizer Aussenpolitik an die Positionen der Union. Dies könnte die Fähigkeit der Schweiz einschränken, ihre eigene, historisch gewachsene Neutralitätspolitik unabhängig zu gestalten und ihre spezifischen Interessen auf der internationalen Bühne zu vertreten. Die Aussenpolitik wird in der Bundesverfassung als Aufgabe des Bundes verankert, und ihre unabhängige Ausrichtung ist ein Gut,

das nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden darf.

Darüber hinaus muss die Frage der Solidarität innerhalb der Schweiz kritisch beleuchtet werden. Die Auswirkungen des Pakets könnten je nach Region und Wirtschaftszweig sehr unterschiedlich sein. Es besteht die Gefahr, dass bestimmte Landesteile oder Sektoren der Schweizer Wirtschaft stärker unter den neuen Regeln leiden, während andere profitieren. Dies könnte zu neuen Ungleichgewichten und Spannungen innerhalb der Schweiz führen und die Kohäsion des Landes gefährden.

Die Transparenz des Verhandlungsprozesses und der Informationspolitik der Regierung muss ebenfalls hinterfragt werden. Es ist entscheidend, dass die Bevölkerung umfassend und unvoreingenommen über die potenziellen Konsequenzen des Pakets informiert wird. Die Möglichkeit, kritische Stimmen und abweichende Meinungen gehört zu bekommen und ernst zu nehmen, ist ein wesentlicher Bestandteil einer funktionierenden Demokratie. Ein rein technokratischer Ansatz, der die politischen und gesellschaftlichen Auswirkungen ausblendet, wäre fatal.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket Schweiz-EU eine Reihe von gravierenden Risiken birgt, die die Grundfesten der Schweizer Demokratie und Souveränität bedrohen. Eine vorsichtige und kritische Prüfung, die alle Facetten berücksichtigt und die Langzeitfolgen für die Schweiz abwägt, ist unerlässlich. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die Schweiz ohne substanzielle Gegenleistungen ihre rechtliche und politische Unabhängigkeit opfert. Die Argumente für eine solche Entwicklung müssen überzeugend dargelegt werden und dürfen die potenziellen Nachteile nicht verharmlosen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Hanspeter Buzek · 056 640 27 00 · info@buzek.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erfüllt die erheblichen Bedenken, die im Rahmen der geltenden Rechtsordnung, insbesondere des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LwG) vom 29. April 1998, zu Tage treten, nicht hinreichend. Artikel 102 LwG, der die Sicherstellung der Versorgung der Bevölkerung mit Nahrungsmitteln durch eine leistungsfähige und nachhaltige Landwirtschaft verankert, scheint durch die vorgesehenen Anpassungen der Agrarpolitik untergraben zu werden. Die damit einhergehende Deregulierung und Öffnung des Marktes birgt das Risiko einer Schwächung der heimischen Produktion und der Abhängigkeit von Importen, was im Widerspruch zu den nationalen Zielen steht. Es bedarf einer sorgfältigeren Abwägung der wirtschaftlichen und sozialen Konsequenzen für die Schweizer Landwirtschaft und die ländliche Bevölkerung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die demokratischen Grundprinzipien. Die Übernahme von EU-Recht, wie im Rahmen von Abkommen vorgesehen, stellt eine schleichende Aushöhlung der direkten Demokratie dar und steht im Widerspruch zum Geist des eidgenössischen Schutzartikels, der die Autonomie der Kantone und des Bundes zu wahren hat. Insbesondere die unklaren Übernahmemodalitäten von EU-Rechtsakten ohne klare Übergangsfristen und ausreichende Prüfungskapazitäten unseres Parlaments, wie sie Artikel 139 der Bundesverfassung verankert, sind bedenklich. Diese undifferenzierte Rechtsübernahme könnte die schweizerische Rechtsordnung unvorhersehbar beeinflussen und die Steuerungsmöglichkeiten des Schweizer Volkes und seiner Vertreter massiv einschränken.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vernehmlassung wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz auf. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist, zu stehen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Verhandlungsmacht und die damit verbundene Einschränkung der legislativen Gestaltungsfreiheit unseres Parlaments sind äusserst bedenklich. Weiterhin besteht die

Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz durch die Bindung an EU-Gerichtsbarkeit, wie sie indirekt durch die Übernahme von Verordnungen und Richtlinien erfolgen könnte, beeinträchtigt wird. Dies stellt eine unannehmbare Erosion unserer nationalen Rechtsordnung dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt eine beispiellose Unterwerfung unter das EU-Regelwerk dar, die unter dem irreführenden Deckmantel der Lebensmittelsicherheit unsere hohen Schweizer Produktionsstandards und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards entwertet, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört. Eine gefährliche Guillotineklausel droht zudem, das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall zu bringen, falls dieses schädliche Abkommen gekündigt wird.

Die neuen Verordnungskompetenzen des Bundesrates im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, was eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich darstellt.

Ferner werden durch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufgegeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, da die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt und sich einem starren, bürokratischen System unterwirft. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Die spürbare Zunahme an Bürokratie und die Zulassung von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen widersprechen diametral dem Volkswillen und bedrohen unsere kulinarische Identität sowie die Existenz kleinerer Produzenten und lokaler Betriebe. Dieses Paket führt nicht zu mehr Sicherheit, sondern zu einem massiven Verlust an Souveränität und Qualität.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterstellung der staatlichen Beihilfen unter ein starres EU-Regime ist aus mehreren Gründen zutiefst problematisch und stellt eine erhebliche Einschränkung unserer nationalen Souveränität dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, dass Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, ist inakzeptabel. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen mit der neu geschaffenen Beihilfekammer eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Zudem untergräbt die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) die föderalistische Autonomie der Kantone, indem ihre souveränen Entscheidungen von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität geprüft und gekippt werden können. Die Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe nationaler Kompetenzen. Diese Entwicklungen führen zu einer technokratischen Zentralisierung und schwächen die Interessen der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar. Sie sind nicht geeignet, den

massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, wirksam zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und lähmt die Flexibilität von KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität und untergräbt unsere Rechtsordnung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar. Die geplante Ausweitung des Personenverkehrs widerspricht dem klaren Volksauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, wie es in Artikel 41c des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die automatische Rechtsübernahme durch die sogenannte "Integrationsmethode" beraubt unser Parlament und Volk zukünftiger Entscheidungsgewalt über hochsensible Zuwanderungsfragen, was die Prinzipien der direkten Demokratie untergräbt. Die vermeintliche "Schutzklausel" ist eine reine Illusion, deren Anwendungshürden so hoch angesetzt sind, dass sie de facto nie greifen wird, während die EU mit Sanktionen droht. Diese Vorlage ist ein direkter Angriff auf die Kerninteressen der Schweiz und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag sind aus mehreren Gründen höchst bedenklich und stellen eine Gefährdung der Schweizer Souveränität dar. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), insbesondere verankert in Art. 1 KoBG, entzieht dem Parlament die essenzielle Budgethoheit. Dies geschieht unter dem Deckmantel des Friedensförderungsgesetzes, was eine Irreführung darstellt. Der anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken erscheint als Lockvogel, wobei der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren, diktierten Zahlungen führen wird. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, was ohne garantierte Gegenleistungen wie verbesserten Marktzugang eine unannehmbare Situation darstellt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese Zwangsabgabe als permanenten Bestandteil der Bundesgesetzgebung und schwächt die demokratische Kontrolle über unsere Steuergelder massiv.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG ermöglicht ausländischen Anbietern die Bedienung inner-schweizerischer Strecken, was unweigerlich zur "Rosinenpickerei" führen wird. Profitabilität wird zum einzigen Kriterium, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres flächendeckenden Angebots. Weiterhin bedroht die Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte Subventionen, die für die Qualität und den Umfang des Schienenverkehrs unerlässlich sind. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht

bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Die Schweiz gibt mit der schrittweisen Aufgabe der Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur durch die Übernahme von EU-Regulierungen wie dem ENIM ihre Souveränität preis. Die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis PBG schränkt die nationale Hoheit empfindlich ein und kann zu suboptimalen Lösungen führen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, ohne eigene Stimmrechte, verliert die Schweiz die Kontrolle über ihr eigenes Stromnetz, wie es auch die Befürchtungen bezüglich der Kompetenzerweiterung der ElCom gemäss Art. 22 StromVG nahelegen. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben degradiert, was das Ende einer eigenständigen, bedarfsgerechten Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, und das bewährte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe fallen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG und die Änderungen im Energiegesetz (Art. 15 neu EnG), einschliesslich des Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), führen zu Preisvolatilität, gefährden die Versorgungssicherheit durch unzureichende Energiereserven (Art. 8b ff. StromVG) und schwächen dezentrale Energieproduzenten. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung aufkommen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in Artikel 15 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft von 1848 und in den Grundsätzen des Völkerrechts verankert ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer verfassungsmässigen Ordnung. Die Unklarheit über die genaue Reichweite der automatischen Übernahme neuer EU-Rechtsakte und die fehlende Möglichkeit für das Parlament, diese effektiv zu kontrollieren, widersprechen dem demokratischen Prinzip der Gewaltenteilung gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung. Die damit verbundenen Verpflichtungen und die potenzielle Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs werfen ernsthafte Fragen hinsichtlich der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsetzungsautonomie auf.

Will die Schweiz Ihre seit Jahrhunderten bewährte direkte Demokratie gegen eine EU-Diktatur eintauschen?

Autorin Regula Heinzelmann
Master of Law, Schützenstrasse 27, 8953 Dietikon

www.europa-konzept.eu

8. Oktober 2025

Mit dieser Petition beantrage ich folgendes:

- Für die Abstimmung über die EU-Verträge sollen Volk und Stände massgebend sein.
- Die Neutralität der Schweiz kann nicht ohne Zustimmung des Volkes untergraben werden. Deswegen beantrage ich, dass man die militärische Zusammenarbeit mit der NATO und der EU sofort beenden soll oder dem Volk einen entsprechenden Abstimmungstext für eine Verfassungsänderung vorlegt. Dieser benötigt dann natürlich die Zustimmung von Volk **und** Ständen.
- Die Schweiz sollte dazu beitragen, Europa von der EU zu befreien und einen neuen Staatenbund für Europäische Zusammenarbeit gründen, der den Völkern ein hohes Mass an Souveränität lässt, Volksrechte und Volksentscheide, sowie vernünftige Einwanderung und Wirtschaftpolitik garantiert.

Meinen Vorschlag für einen neuen Staatsvertrag finden Sie auf meiner Webseite unter:
https://www.europa-konzept.eu/eine-neue-organisation-für-europa/

Meine Hauptargumente gegen die EU-Verträge

- Die EU-Verträge sind viel zu umfangreich und unübersichtlich. Dazu verstossen sie gegen elementare demokratische Rechte, die in unserer Verfassung verankert sind.
- Die EU betreibt seit über zehn Jahren Konkursverschleppung.
- Die EU entwickelt sich zur Diktatur, vor allem durch die Einschränkung der Meinungsfreiheit durch den Digital Service Act und die geplante Chat-Kontrolle ist Alarmstufe Rot.
- In der EU gibt es keine Rechtssicherheit, sie hält ihre eigenen Verträge nicht mal gegen ihre Mitgliedsstaaten ein, also haben andere Partner das erst recht nicht zu erwarten.

Einzelheiten zu diesen Argumenten behandle ich im folgenden Text.

Argumente gegen die EU-Verträge

Schon der Umfang (etwa 2000 Seiten) und die Unübersichtlichkeit der geplanten Verträge mit der EU sind eine Zumutung und öffnet Tür und Tor für Willkür.

Die Schweiz übernimmt durch den Vertrag 95 Rechtsakte. In den Bereichen, Verkehr Energie, Landwirtschaft und Gesundheit bekäme die EU grossen Einfluss. Das von dem Abkommen betroffene Recht muss dynamisch angepasst werden.

Lehnt das Volk ein Gesetz ab, würde automatisch der Streitfall ein, das ist die logische Folge dieser Bestimmung. Einigt man sich nicht kann die EU „verhältnismässige Ausgleichsmassnahmen" ergreifen, voraussichtlich also Zahlungen von der Schweiz verlangen und man wird versuchen, diese willkürlich festzusetzen.

Fremde Richter: Die Rechtsakte der EU, die vom Abkommen betroffen sind, werden in Übereinstimmung mit der Rechtsprechung des EuGH ausgelegt und angewandt. Unser Bundesgericht hätte dazu nichts mehr zu sagen! **Das ist keine Vereinbarung auf Augenhöhe, das Bundesgericht und der EuGH müssten gleichberechtigt sein.**

Weiter widerspricht das unserem Referendumsrecht nach Art. 140 und 141 in unserer Verfassung massiv und ist allein schon Grund genug, diese Abkommen ohne Zustimmung von Volk UND Ständen als ungültig zu betrachten.

Übrigens bekommt man die Informationen über die oben genannten Bestimmungen nur aus dem erläuternden Bericht des Bundesrates zur Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens, alle anderen Dokumente betreffen Teilgebiete. Was wurde wohl noch hintenrum verhandelt, von dem das Volk und das Parlament nichts erfährt? Das Volk hat das Recht lückenlos informiert zu werden!

Jährliche Zahlungen an die EU mindestens 350 Millionen

Das ist schon Grund genug, gegen einen Vertrag über regelmässige finanzielle Beiträge der Schweiz zur Verringerung der wirtschaftlichen und sozialen Ungleichheiten in der EU zu sein. Dafür sind wir nicht verantwortlich, also haben wir dafür auch nicht zu haften. Helfen sollten wir in Notlagen, aber mit Hilfsgütern und direkten Investitionen, nicht mit Geld, über das wir nachher keine Kontrolle mehr haben.

Nach dem Abkommen leistet die Schweiz einen finanziellen Beitrag, der in Anhang I festgelegt wird (Artikel 4). (Kommentare zu den Zitaten kursiv)

Der erste finanzieller Beitrag der Schweiz gemäss diesem Abkommen (im Folgenden „erster finanzieller Beitrag") für den Zeitraum vom 1. Januar 2030 bis zum 31. Dezember 2036 („Beitragsperiode") beläuft sich auf 350´000´000 CHF für jedes Jahr dieses Zeitraums. Vom in Absatz 1 genannten Betrag werden für jedes Jahr der Beitragsperiode 308´000´000 CHF der Zusammenarbeit im Bereich der Kohäsion und 42´000´000 CHF der Zusammenarbeit im Bereich der Migration zugewiesen.

Gemäss Artikel 18 dieses Abkommens leistet die Schweiz für den Zeitraum von Ende 2024 bis Ende 2029 eine sogenannte einmalige zusätzliche finanzielle Verpflichtung, die

den Umfang der Partnerschaft und der Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der Union in diesem Zeitraum widerspiegelt. **Das Wort einmalig ist eine massive Irreführung!**

Diese „einmalige“ zusätzliche finanzielle Verpflichtung beträgt 130´000´000 CHF pro Jahr bis zum Inkrafttreten der anderen Abkommen sowie 350 000 000 CHF pro Jahr für den Zeitraum zwischen dem Inkrafttreten der Abkommen und Ende 2029. Für das Jahr, in dem die in Artikel 20 Absatz 2 dieses Abkommens aufgeführten Abkommen in Kraft treten wird die einmalige zusätzliche Verpflichtung pro rata temporis berechnet.

Damit nicht genug: Die Schweiz schliesst länderspezifische Abkommen mit Partnerstaaten ab und bereitet gegebenenfalls weitere Unterstützungsmassnahmen vor, die von ihr direkt verwaltet werden oder als Beitrag an entsprechende Finanzierungsinstrumente erfolgen (Artikel 5).

Bei Änderungen in der Mitgliedschaft der Union, die einen Staat mit einem in Kaufkraftstandards gemessenen Pro-Kopf-BNE von weniger als 90 Prozent des Unionsdurchschnitts beim Pro-Kopf-BNE in Kaufkraftstandards betrifft, wird der finanzielle Beitrag der Schweiz ab dem Zeitpunkt, in dem die Änderung in der Mitgliedschaft erfolgt, verhältnismässig angepasst (Artikel 10).
Die Verantwortung der Schweiz beschränkt sich auf die Bereitstellung von Mitteln im Rahmen der länderspezifischen Abkommen und weiterer Unterstützungsmassnahmen. Dementsprechend übernimmt die Schweiz keinerlei Haftung gegenüber Dritten (Artikel 9).
Für Streitigkeiten wird ein Schiedsgericht zuständig sein (Artikel 16 ff).
Wenigstens ist eine Kündigung möglich, das Abkommen tritt sechs Monate nach Eingang ausser Kraft (Artikel 21).

Was aber bei der Kündigung eines einzelnen Abkommens passiert ist fraglich.
Im Protokoll zum Abkommen über die Freizügigkeit heisst es beispielsweise:
Die bestehenden und künftigen bilateralen Abkommen zwischen der Union und der Schweiz in den Bereichen betreffend den Binnenmarkt, an denen die Schweiz teilnimmt, bilden ein kohärentes Ganzes, das ein Gleichgewicht von Rechten und Pflichten zwischen der Union und der Schweiz gewährleistet.

Argumente gegen die EU

Konkursverschleppung der EU

Ein Argument der Befürworter ist, dass die neuen EU Verträge Rechtssicherheit bedeuten würden. Diese gibt es bei der EU aber nicht, schon gar nicht in Bezug auf Finanzen.

Seit 2010 verstösst man systematisch gegen den Maastrichter Vertrag, nämlich gegen die Nichtbeistands-Klausel. Artikel 125 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union: Die Union und andere Mitgliedstaaten haften nicht für die Verbindlichkeiten der Zentralregierungen, der regionalen oder lokalen Gebietskörperschaften oder anderen öffentlich-rechtlichen Körperschaften, sonstiger Einrichtungen des öffentlichen Rechts oder öffentlicher Unternehmen von Mitgliedstaaten und tritt nicht für derartige Verbindlichkeiten ein; dies gilt unbeschadet der gegenseitigen finanziellen Garantien für die gemeinsame Durchführung eines bestimmten Vorhabens.

Die EU hält sich nicht mal an ihre eigenen Verträge.
Wie kann die Schweiz Rechtssicherheit erwarten?

Ende 2024 hatte die EU laut Statista gut 14 Billionen Euro Schulden, durchschnittlich 81 Prozent des Bruttoinlandproduktes. Nach der Schuldenorgie, die Herr Merz in Deutschland noch vor seiner Wahl durch das abgewählte Parlament in Gang setzte,l dürften der Schuldenberg der EU auf gut 15 oder sogar 16 Billionen Euro anwachsen. Hinzu kommt das Desaster in Frankreich.

Zum Vergleich:
Für das Jahr 2023 wird die staatliche Bruttoschuld der Schweiz – sie entspricht der Summe aus laufenden Verbindlichkeiten sowie kurz- und langfristigen Finanzverbindlichkeiten zu Nominalwerten – mit 251,3 Mrd. Fr. ausgewiesen. In Relation zum BIP für das Jahr 2023 von 795,3 Mrd. Fr. ergibt sich eine Bruttoschuldenquote von 31,6 Prozent (Verschuldung der EU-Länder 2023 80,8 Prozent).

Quelle:
https://themarket.ch/meinung/staatsverschuldung-die-schweiz-im-internationalen-vergleich-ld.11599

Migrationsmisere

In der EU wurde seit 2015 gegen die Schengen-Dublin Abkommen verstossen, angeführt von Deutschland, wo die Merkel Regierung seit 2015 rechtswidrig die Grenzen geöffnet hat.

Zugestanden: Auch die Regierungen, die sich nicht gegen die Rechtsverletzungen gewehrt haben, sind mitverantwortlich für das Migrationsdebakel, leider auch die der Schweiz.

Auch dieses Beispiel zeigt, dass Rechtssicherheit in der EU nicht möglich ist.

Meine Analyse zu dem Thema kann man hier nachlesen:

https://www.europa-konzept.eu/internationale-politik/asylrecht-merkels-regierung-bricht-internationales-recht/

Digitale Diktatur:
Gefährdete Meinungs- und Informationsfreiheit in Europa

Problematisch genug ist schon der DigitalServiceAct: Als rechtswidrige Inhalte gelten nach Artikel 2 Ziffer h alle Informationen, die als solche oder durch ihre Bezugnahme auf eine Tätigkeit nicht im Einklang mit dem Unionsrecht oder dem Recht eines Mitgliedstaats stehen. Das bedeutet im Klartext, dass es schwierig wird, missbräuchliches Unionsrecht zu kritisieren. Die Erklärung der EU dazu ist orwellistisch: „Schaffung eines sichereren digitalen Raums, in dem die Grundrechte aller Nutzer digitaler Dienste geschützt sind."

Die EU hat inzwischen noch eins draufgesetzt – das sogenannte Medienfreiheitsgesetz. Schon der Name ist purer orwellistischer Neusprech. Durch dieses Gesetz wird ein Europäisches Gremium für Mediendienste eingerichtet:

- Artikel 9: Das Gremium arbeitet bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben oder der Ausübung seiner Befugnisse völlig unabhängig. Insbesondere fordert das Gremium bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben oder der Ausübung seiner Befugnisse Weisungen von Regierungen, Einrichtungen, Personen oder Stellen weder an noch nimmt es solche entgegen. Dies lässt die Zuständigkeiten der Kommission oder der nationalen Regulierungsbehörden oder -stellen gemäss dieser Verordnung unberührt.
- Art. 10 Abs. 1: Das Gremium setzt sich aus Vertretern der nationalen Regulierungsbehörden oder -stellen zusammen.
- Wo bleibt da die Unabhängigkeit? Wenn schon müsste ein solches Gremium von den Völkern gewählt werden und aus parteineutralen Personen bestehen, letzteres müsste auch für das Sekretariat gelten.

Nach Artikel 4 des Medienfreiheitsgesetzes dürfen Inhaftierung, Sanktionierung, Abfangen oder Untersuchung von Mediendiensteanbietern oder deren redaktionellen Personals oder Überwachung, Durchsuchung oder Beschlagnahme von diesen oder von deren Geschäfts- oder Privaträumen, um Informationen zu erhalten, die mit journalistischen Quellen oder vertraulicher Kommunikation im Zusammenhang stehen **im Prinzip** nicht durchgeführt werden. Aber es gibt Ausnahmen und diese sind in Artikel 4 Abs. 4 und Abs. 5 genannt:

- Die Mitgliedstaaten können eine der darin genannten Massnahmen unter den folgenden Voraussetzungen treffen: Es ist nach Unionsrecht oder nationalem Recht vorgesehen, es steht mit Artikel 52 Absatz 1 der Charta und anderem Unionsrecht im Einklang, es ist im Einzelfall durch einen überwiegenden Grund des Allgemeininteresses gerechtfertigt und ist verhältnismässig und ihr ist vorab von einer Justizbehörde oder einem unabhängigen und unparteiischen Entscheidungsgremium zugestimmt worden oder, in hinreichend gerechtfertigten und dringenden Ausnahmefällen, nachträglich unverzüglich durch eine solche Behörde oder ein solches Gremium genehmigt worden.
- Die Mitgliedstaaten können intrusive (übergriffige) Überwachungssoftware gegen Medienpersonen einsetzen, vorausgesetzt der Einsatz erfüllt die in Absatz 4 aufgeführten Bedingungen.

Das erinnert doch stark an die Witze von Radio Eriwan, bei denen es um kommunistische Staaten ging. Im Prinzip JA aber ….

Und der Gipfel von allem: Die drohende Chat-Kontrolle. Das bedeutet Überwachung der Bevölkerung bis in die Privatsphäre und sicher mit Schikanen gegen die Opposition. Das ist menschenrechtswidrig und totalitär.
Und die Begründung dafür ist so zynisch und heuchlerisch wie nur möglich: Man will die Pädophilie bekämpfen. In einigen europäischen Ländern werden dauernd Vergewaltiger von Jugendlichen freigesprochen.

Ausserdem tritt die EU ihre eigene Deklaration mit Füssen.

Zitate aus der europäischen Erklärung zu den digitalen Rechten und Grundsätzen für die digitale Dekade 2023 (Hervorhebungen von mir)

- Jede Person hat das Recht auf freie Meinungsäusserung und Informationsfreiheit sowie auf Versammlungs- und Vereinigungsfreiheit im digitalen Umfeld.
- Wir verpflichten uns, weiterhin alle Grundrechte und insbesondere die Meinungs- und Informationsfreiheit im Online-Umfeld zu wahren, einschliesslich der Freiheit und des Pluralismus der Medien, die Entwicklung und optimale Nutzung digitaler Technik zur Förderung des Engagements der Bevölkerung und der demokratischen Teilhabe zu unterstützen, unter uneingeschränkter Achtung der Grundrechte, **einschliesslich des Rechts auf freie Meinungsäusserung und des Rechts auf Information, und ohne Einführung allgemeiner Überwachungspflichten** oder Zensur angemessene Massnahmen zur Bekämpfung aller Formen illegaler Inhalte zu treffen, die im Verhältnis zu dem Schaden stehen, den sie verursachen können.
- **Jede Person hat das Recht auf Privatsphäre und das Recht auf den Schutz der sie betreffenden personenbezogenen Daten.** Letzteres umfasst auch die Kontrolle des Einzelnen darüber, wie seine personenbezogenen Daten verwendet und an wen sie weitergegeben werden.

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ:JOC_2023_023_R_0001

Auch wenn diese Chat-Kontrolle nicht durchkommen sollte – allein die Idee sollte jeden alarmieren!

Und nochmal: Es gibt keine Rechtssicherheit in der EU, also logischerweise auch nicht für deren Vertragspartner!

Selbst wenn wir die genannten Regelungen nicht übernehmen müssten: Eine weitere Annäherung an eine Organisation, die solche Gesetze macht, widerspricht der Meinungs- und Informationsfreiheit nach BV Art. 16, denn dieses Gesetz wird sich auch auswirken auf die Gebiete, in denen wir EU-Recht übernehmen müssen.

Fazit: Von der EU sollte man sich politisch so weit wie möglich distanzieren!

Die EU profitiert von der Schweiz

Wir Schweizer haben es keineswegs nötig, uns von der EU bedrängen zu lassen. Die EU profitiert so viel von der Schweiz, dass die EU-Politiker sich hüten werden, die Bilateralen Abkommen zu kündigen. Als Rosinenpicker müssen sich die Schweizer erst recht nicht beschimpfen lassen.

Bei Statistiken in denen die EU mit der Schweiz verglichen wird, muss man immer berücksichtigen, dass die EU rund 448 Millionen Einwohner hat, die Schweiz aber nur 8,7 Millionen. So gesehen kommt die Schweiz bei Vergleichen sehr gut weg.

- Zwischen 1990 und Ende der 2000er-Jahre machte der Handel mit der gesamten Union fast 70% des internationalen Handels der Schweiz aus.
- Dieser Anteil verringerte sich mit der zunehmenden Bedeutung anderer Märkte, namentlich der USA (weniger als 8 Prozent im Zeitraum 1990-2000 gegenüber 13% im Jahr 2023) und Chinas (von weniger als 2 % auf heute fast 7%).
- Der Warenaustausch mit der EU dominiert jedoch nach wie vor. Er macht heute rund 60% des Aussenhandels der Eidgenossenschaft aus.
- Deutschland ist nach den USA das zweitwichtigste Zielland für Schweizer Exporte. Auf die EU insgesamt entfällt etwas weniger als die Hälfte (47%). Dieser Anteil ist in den letzten 30 Jahren deutlich zurückgegangen, denn 1993 lag er noch bei 60 Prozent.
- Auch im Dienstleistungsbereich ist die EU die wichtigste Handelspartnerin der Schweiz. 2023 wurden 40 Prozent der schweizerischen Exporte und 45 Prozent der Importe mit ihr getätigt.

Quelle:
https://www.swissinfo.ch/ger/schweizer-position/die-wirtschaftsbeziehungen-schweiz-eu-in-acht-grafiken/89000728#h-1-die-eu-ist-nach-wie-vor-die-wichtigste-handelspartnerin-der-schweiz

Diese Entwicklung ist keineswegs neu:
Schweizer Unternehmen haben bis 2016 634.31 Milliarden Euro in der EU investiert und mehr als eine Million Arbeitsplätze geschaffen. Zum Vergleich: Deutschland mit zehnmal mehr Einwohnern hat in anderen EU-Ländern 4,8 Millionen Arbeitsplätze, also hochgerechnet auf die zehnmal höhere Bevölkerung höchstens die Hälfte.
Von der EU waren zur gleichen Zeit 756.62 Milliarden Euro in der Schweiz angelegt – hochgerechnet auf die Bevölkerungszahl also ziemlich wenig - wobei man mit dem investierten Geld in der Schweiz ebenso gute Geschäfte gemacht hat wie die Schweiz in der EU.
Ein weiterer Indikator für die Bedeutung der Beziehungen zwischen der Schweiz und den 27 EU-Mitgliedstaaten sind die Direktinvestitionsbestände im Ausland: Unternehmen aus der EU – allen voran die Niederlande – tätigten mit 601 Milliarden Franken fast zwei Drittel der ausländischen Direktinvestitionen. Auch die Schweizer Unternehmen, die im Ausland investieren – etwa über Tochtergesellschaften –, tun dies vor allem in der EU: im Umfang von 588 Milliarden Franken, also fast der Hälfte aller Investitionen, auch wenn die USA einzeln betrachtet das wichtigste Zielland sind.

Fazit: Wir sind keine Trittbrettfahrer und können der EU Bedingungen stellen!

Neue Organisation statt EU

Die Schweiz sollte dazu beitragen, Europa von der EU zu befreien.

Dazu sollte sie mit anderen Völker einen neuen Staatenbund gründen, der Grundrechte, vernünftige Einwanderungs- und Wirtschaftspolitik sowie Volksentscheide garantiert und eine hohe Souveränität einzelner Staaten, so dass man nicht in einen Konflikt mit der Neutralität gerät.

Es gibt viele Völker, die von der EU genug haben, aber keinen Alleingang wollen. Andere wie z.B. Georgien oder Moldawien sitzen in der Klemme zwischen der EU und Russland. Ihnen muss man eine sinnvolle Alternative anbieten.

Über mein Konzept für einen neuen Staatsvertrag kann man sich hier informieren:

https://www.europa-konzept.eu/eine-neue-organisation-für-europa/

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: regula.heinzelmann@bluewin.ch
Sent: Mittwoch, 8. Oktober 2025 15:06
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Verträge Schweiz-EU
Attachments: Vernehmlassung Verträge Schweiz EU 8.10.2025.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Guten Tag

Im Anhang finden Sie einen Beitrag zur Vernehmlassung über die Verträge der Schweiz mit der EU und zugleich eine Petition nach BV Art. 33 gerichtet an den Bundesrat und das Parlament.

Sinn dieser Petition ist es einerseits Stellung gegen die geplanten Verträge mit der EU zu beziehen, aber andererseits auch die Missstände in der EU zu behandeln.

Den angehängten Text, sowie ein Exemplar meines Buches erhalten Sie noch per Post.

https://www.gerhard-hess-verlag.de/produkt/politische-neugestaltung-europas-dringender-denn-je/

Freundliche Grüsse
Regula Heinzelmann

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Karin Ostermeier (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Karin Ostermeier · 0433110485 · k.ostermeier@maka.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Während die Verfechter dieser Annäherung auf vermeintliche Vorteile wie vereinfachte Handelsbeziehungen oder eine stärkere politische Einbindung verweisen, darf die Kehrseite dieser Medaille nicht ignoriert werden.

Es ist zwingend erforderlich, die Auswirkungen auf die demokratische Legitimität und die Rechtsetzungsgewalt des Bundes und der Kantone kritisch zu prüfen. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in abgemilderter Form, würde zwangsläufig zu einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen. Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Sicherung der rechtsstaatlichen Ordnung und der demokratischen Rechte zum Ziel hat, könnte durch eine solche Annäherung massiv untergraben werden. Die Gefahr, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen, die dem Willen des Volkes und der Kantone entspringen, durch europäische Richtlinien und Verordnungen überlagert oder gar ersetzt werden, ist real. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 3 der Bundesverfassung, der die Selbstbestimmung des Volkes und der Kantone als grundlegende Prinzipien des Bundes hervorhebt.

Darüber hinaus müssen die wirtschaftlichen Konsequenzen einer zu engen Anbindung an die EU sorgfältig analysiert werden. Die EU-Binnenmarktregeln, die im Rahmen einer solchen Stabilisierung wahrscheinlich in stärkerem Masse zur Anwendung kämen, sind auf die Bedürfnisse ihrer Mitgliedstaaten zugeschnitten. Die Schweizer Wirtschaft, die sich durch ihre Einzigartigkeit und ihre hohe Wertschöpfung auszeichnet, könnte durch die strikte Anwendung dieser Regeln in ihrer Flexibilität und Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigt werden. Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Grundlage für die Gesetzgebung in wirtschaftlichen Fragen bildet, könnte durch eine unkontrollierte Übernahme von EU-Normen faktisch entwertet werden. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank und die Steuerung unserer Geldpolitik, die entscheidend für unsere Preisstabilität ist, könnten ebenfalls unter Druck geraten.

Es drängt sich die Frage auf, ob die potenziellen Vorteile einer engeren Beziehung zur EU tatsächlich die Risiken für unsere Souveränität, unsere demokratischen Institutionen und unsere wirtschaftliche Eigenständigkeit aufwiegen. Eine unkritische Übernahme von EU-Standards würde die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der Union degradieren und die Möglichkeit einschränken, eigenständig auf nationale Bedürfnisse und globale Herausforderungen zu reagieren. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Schweiz durch ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit, eigene Wege zu gehen, zu dem wohlhabenden und stabilen Land geworden ist, das sie heute ist. Eine vorsichtige und auf unsere nationalen Interessen ausgerichtete Aussenpolitik ist daher unerlässlich.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtübereinkunft mit der Europäischen Union gibt Anlass zu gravierenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz. Es ist unverkennbar, dass die Annahme dieses Pakets eine schleichende Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer nationalen Autonomie bedeuten würde.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, dieses aktiv mitzugestalten, stellt einen fundamentalen Bruch mit der bisherigen Politik der Schweiz dar. Artikel 7 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) garantiert die Souveränität der Schweiz. Diese würde jedoch durch die automatische und verbindliche Übernahme von EU-Recht massiv beeinträchtigt. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz in einer permanenten rechtlichen Abhängigkeit befindet, in der eigene Gesetzgebungsinitiativen hinter den Vorgaben aus Brüssel zurückstehen müssen.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste juristische Instanz ist ebenfalls problematisch. Die damit verbundene Bindung an dessen Rechtsprechung, wie sie in diversen EU-Abkommen impliziert ist, widerspricht dem Grundsatz des Artikels 1 der Bundesverfassung (SR 101), wonach das Schweizer Volk und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind. Der EuGH würde in Fragen, die direkt Schweizer Bürger und Unternehmen betreffen, faktisch zur höchsten rechtsprechenden Instanz, ohne dass diese von Schweizer Gerichten oder demokratischen Prozessen beeinflusst werden könnten. Dies untergräbt die Gewaltentrennung und die demokratische Legitimation unserer eigenen Rechtsordnung.

Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen dürfen nicht unterschätzt werden. Die Unsicherheit bezüglich der künftigen Beziehungen zur EU und die potenziellen negativen Konsequenzen für die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen sind erhebliche Risiken. Die vom Bundesrat propagierte "Win-Win-Situation" erscheint angesichts der genannten Punkte fragwürdig und birgt die Gefahr, dass die Schweiz auf lange Sicht mehr verliert als gewinnt. Es ist unabdingbar, dass jede Entscheidung im Einklang mit den grundlegenden verfassungsrechtlichen Bestimmungen steht und die langfristigen Interessen unseres Landes uneingeschränkt berücksichtigt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

(leer)

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Schweiz und ihre verkehrspolitische Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine fundamentale Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Ausländische Anbieter werden dadurch ermächtigt, die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen, was unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führt. Dies untergräbt die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die gleichzeitig die Verantwortung für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen

Nebenlinien tragen. Die Konsequenz ist eine schleichende Aushöhlung der Finanzierungsgrundlage und damit der Qualität und des Umfangs des öffentlichen Verkehrsangebots, wie wir es kennen und schätzen.

Des Weiteren ist die als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" rechtlich wertlos. Sie bietet keinen bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz im Rahmen der dynamischen Rechtsübernahme gezwungen wäre, zu adaptieren. Dies untergräbt die Souveränität und die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen verkehrspolitischen Ziele zu verfolgen. Die Annahme von EU-Regulierungen, wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), welche die nationale Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagert, ist eine faktische Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen Kriterien erfüllt werden, die primär den Interessen der EU dienen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die damit verbundenen Anpassungen des EU-Beihilferechts bedrohen zudem bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, welche essenziell für die Aufrechterhaltung eines qualitativ hochwertigen Service public sind.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die EU im Rahmen des Kohäsionsabkommens ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und stellt eine unzulässige Aushöhlung unserer Souveränität dar. Bemerkenswert ist die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht. Dieser Wandel entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Faktisch handelt es sich hierbei um eine aufgezwungene Abgabe, deren Höhe zukünftig nicht mehr primär schweizerischen Interessen und Entscheidungen unterliegt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint eher als Lockvogelangebot denn als definitive Summe. Der im Abkommen verankerte 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, diese Entwicklungen kritisch zu prüfen oder gar 'Nein' zu sagen; sie wird gezwungen sein, die diktierten Zahlungen zu leisten. Dies bestätigt die Sorge, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während die Zahlungen verbindlich werden, bleiben Garantien für besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen aus. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments erheblich einschränkt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zementiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt sind die finanziellen Verpflichtungen und die Art und Weise ihrer gesetzlichen

Verankerung aus Gründen des Schutzes unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Dieses Vorhaben gefährdet nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten erheblich ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in grösster Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen wird. Das renommierte Label 'Made in Switzerland' wird dadurch entwertet, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Hinzu kommt der schwerwiegende Eingriff in unsere Souveränität durch die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und zu einer erstickenden Bürokratie führt.

Darüber hinaus wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missacht des Volkswillens darstellt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Der Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieses Abkommen ist keine Massnahme zur Lebensmittelsicherheit, sondern eine gefährliche Erosion unserer Souveränität und unserer bewährten Standards.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine fatale Gefährdung unserer Energie-Souveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch die Übernahme von EU-Regelwerk intendiert ist, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Anhängsel der EU. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die ElCom von einer eigenständigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, nationalen Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden.

Des Weiteren schwächt die geplante vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Kapitel 1a (Art. 4a ff. StromVG) unsere föderalen Strukturen. Der Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Energieerzeuger, wie beispielsweise Gemeindekraftwerke, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven, einschliesslich der essenziellen Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslosigkeit, da weder der Markt noch die EU explizit für die nationale Versorgungssicherheit einstehen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG verspricht zudem volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte. Kosten, die der Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die geplante Regelung von Art. 8b ff. StromVG lässt eine unzureichende Energiereserve erwarten, während Art. 10, 18 und 19 StromVG durch verschärftes Unbundling die föderalen Strukturen untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was der lokalen Energieerzeugung schadet. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft gemäss Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise den EU-Regeln. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Unterwerfung unter das EU-Regime und führen zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der schweizerischen Arbeitsmarktinteressen höchst bedenklich und deuten auf eine schleichende Erosion unserer etablierten Schutzmechanismen hin. Die vorgelegten Massnahmen erscheinen wenig mehr als kosmetische Korrekturen, die den massiven Lohn- und Sozialdruck, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Abwärtsspirale unseres Lohnniveaus, die insbesondere die breiten Schichten der mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen würde.

Anstatt unsere bewährten und im internationalen Vergleich wirksamen flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese aufgeweicht und an unbestimmte EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind offensichtlich bürokratischer angelegt, jedoch weniger effektiv als die bisherigen Instrumente. Dies ist eine klare Einladung an ausländische Unternehmen, die durch Lohndumping auf dem Schweizer Markt Fuss fassen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistisch angelegte und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Verringerung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Rechtssystems. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Platzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Diese Massnahmen sind nicht geeignet, den notwendigen Lohnschutz zu gewährleisten, sondern schwächen ihn und untergraben unsere Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Zuwanderung, stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Missachtung des Volkswillens dar. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die angestrebten Verträge impliziert wird, steht in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der explizit die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Die geplante Gewährung eines "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", die selbst bei Kriminalität oder langjährigem Sozialhilfebezug kaum entziehbar wäre, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unzumässig.

Diese Entwicklung fördert eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die dadurch entstehenden Kosten werden allein von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der zudem aufgeweitete Familiennachzug, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unsteuerbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen Ausgaben.

Die sogenannte "Schutzklausel", auf die verwiesen wird, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht die EU mit Sanktionen bei deren Inanspruchnahme, was diese Klausel zu einer Erpressungsoption degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass unser Parlament und das Volk künftig keinerlei Mitspracherecht mehr bei Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich haben werden. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet, und ein Ausschluss bei Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke sichert. Dies missachtet bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und höhlt unsere Souveränität aus. Die damit einhergehende erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern führt zu massiv höheren Studiengebühren für Ausländer in der Schweiz, was im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) verankert wird. Dies ist ein klares Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und im Medizinalberufegesetz (MedBG) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Senkung unserer Qualitätsstandards und den Verlust der nationalen Kontrollhoheit bedeutet. Dies gefährdet die Patientensicherheit und die Gründlichkeit schweizerischer Standards.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Schwächung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der staatliche Beihilfen integraler Bestandteil politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und somit dem Willen der demokratisch legitimierten Volksvertretungen unterliegen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese Entwicklung ist insbesondere im Hinblick auf das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) äusserst bedenklich. Mit der neu geschaffenen Beihilfekammer der WEKO wird eine Art "Superbehörde" etabliert, die de facto als verlängerter Arm der EU fungiert und deren primäres Mandat darin besteht, die Kompatibilität mit EU-Recht durchzusetzen, anstatt ausschliesslich Schweizer Interessen zu wahren.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständige Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung zu treffen, sind sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) entziehen den Kantonen ihre bewährte Autonomie, indem ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und potenziell gekippt werden können. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, denen das formelle rechtliche Gehör fehlt, wenn souveräne Entscheidungen geprüft werden.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle ist strategisch höchst bedenklich. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein Paradebeispiel für die Preisgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung des BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das weit entfernt von direkter demokratischer Kontrolle agiert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bernhard Lottaz (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Bernhard Lottaz · +66856679644 · bernhard.lottaz@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bedürfen einer kritischen Prüfung und lassen erhebliche Zweifel an ihrer Übereinstimmung mit fundamentalen Schweizer Interessen und rechtlichen Grundsätzen aufkommen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht untergräbt die Souveränität der Schweiz. Es stellt sich die Frage, ob die beabsichtigte Übernahme von Richtlinien und Verordnungen im Einklang mit Artikel 2 der Bundesverfassung steht, der die Würde des Menschen und die Rechtsstaatlichkeit als Staatsziele verankert. Eine unbesehente Angleichung an europäisches Recht birgt die Gefahr, dass Schweizer Besonderheiten und bewährte Regelungen geopfert werden. Dies könnte nicht nur wirtschaftliche Nachteile mit sich bringen, sondern auch die Rechtssicherheit und die demokratische Legitimation von Regelungen schwächen. Die Freiheit, eigene Gesetze zu gestalten, darf nicht leichtfertig aufgegeben werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft ernsthafte Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der Unabhängigkeit der Rechtsprechung auf. Es ist fraglich, inwieweit die Übernahme von EU-Recht mit den Grundsätzen des Völkerrechts, insbesondere Artikel 2 Absatz 4 der UNO-Charta, vereinbar ist, der die Verpflichtung zur Achtung der staatlichen Souveränität vorsieht. Des Weiteren besteht die Gefahr einer unzulässigen Aushöhlung des Parlamentsvorbehalts gemäss Artikel 166 der Bundesverfassung, da eine delegierte Gesetzgebung durch die EU ohne ausreichende demokratische Kontrolle erfolgen könnte. Die mangelnde Transparenz und die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsetzungsautonomie sind inakzeptabel.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und reichen bei Weitem nicht aus, um den befürchteten Erosion des Schweizer Lohnniveaus entgegenzuwirken. Es ist alarmierend, dass anstelle einer Stärkung unseres bewährten Lohnschutzes, der in der Praxis seine Wirksamkeit bewiesen hat, eine Anpassung an EU-Standards angestrebt wird. Dies birgt die Gefahr, dass die Kontrollmechanismen geschwächt und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate untergraben werden, was zu weniger effektiver Durchsetzung der Arbeitsbedingungen führt. Die vorgenommenen Änderungen am Entsendegesetz, insbesondere die Anpassungen in Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, deuten auf eine Bevorzugung der EU-Konformität

gegenüber dem effektiven Schutz der Schweizer Arbeitnehmer hin. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen unverhältnismässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine unnötige Bürokratie, die insbesondere KMU belastet, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG stellt eine gravierende Abtretung von Souveränität dar und ermöglicht die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten, indem eine bisher flexible politische Geste in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umgewandelt wird. Dies widerspricht dem Geist unserer Budgethoheit, die vom Parlament souverän über die Verwendung von Steuergeldern entscheidet. Die im Gesetz verankerte Möglichkeit der EU, die Beiträge neu zu berechnen, birgt das Risiko massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr entgegentreten kann. Die Schweiz wird somit zu einem Nettozahler ohne Mitspracherecht, was eine besorgniserregende Entwicklung darstellt, insbesondere da der Nutzen für den Marktzugang unklar bleibt. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung erscheint als irreführende Legitimation für diese finanzielle Belastung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und die Missachtung des Volkswillens gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung dar. Die de facto unentziehbare Niederlassungsbewilligung nach fünf Jahren und der aufgeweitete Familiennachzug, der auch Grosseltern einschliesst, fördern eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von Schweizer Steuerzahlern getragen werden. Die sogenannte Schutzklausel ist ein reines Placebo, wie die unzureichende Ausgestaltung in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) zeigt. Eine wirksame Steuerung ist nicht gegeben. Die automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und stehen im klaren Widerspruch zum Verfassungsauftrag. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterordnung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aufgabe unserer sozialpolitischen Eigenständigkeit. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35) und GesBG (Artikel 10, 15) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit sowie die eigenen Qualitätsstandards. Dies alles gefährdet die Stabilität unseres Landes und die Interessen unserer Bürger.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken für die nationale Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Die Übertragung der Regulierungshoheit an EU-Institutionen wie ACER und ENTSO-E, wie sie auch durch die Änderungen im Energiegesetz (EnG) impliziert wird, führt dazu, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht wird, während sie die Kosten trägt. Dies untergräbt die Unabhängigkeit der ElCom, die zur blossen Vollzugsstelle für nicht-demokratisch legitimiertes EU-Regelwerk degradiert wird.

Die finanzielle Basis der Schweizer Wasserkraft, insbesondere die Wasserzinsen, steht durch

EU-Beihilfenregeln existenziell in Frage. Gleichzeitig gefährden verschärfte Unbundling-Vorschriften (StromVG, Art. 10, 18, 19) und die Abschaffung des Einspeisevorrangs für Gemeindekraftwerke die dezentrale Energieversorgung. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt (StromVG, Art. 8b ff.), was die Versorgungssicherheit kompromittiert. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im EnG (Art. 15 neu) und die Streichung der Ausnahme für nationale Netzgesellschaften (Art. 8 Abs. 2 BATE) schwächen zudem gezielt kleine, lokale Produzenten und berauben die Schweiz der Flexibilität in der Steuerung ihrer Netze. Die gesamte Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment, das die schweizerische Bevölkerung und Wirtschaft mit unkalkulierbarer Preisvolatilität und unsicherer Versorgung zurücklassen wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis demokratisch legitimierter Förderungsentscheide von Bund und Kantonen wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt massiv die Autonomie der Kantone gemäss Art. 47-48 der Bundesverfassung und zwängt sie in ein Korsett, das ihre Organisations- und Verfahrensautonomie zerstört. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, fungierend als "verlängerter Arm der EU", wie im neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG, Art. 3) vorgesehen, und die damit verbundene Unterwerfung unter EU-Recht über das Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sind inakzeptabel. Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis), welche die Kantone zu Bittstellern degradiert und ihre souveränen Entscheide einer abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht unterwirft. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet gar den vollständigen Verlust der nationalen Kontrollkompetenz in einem strategisch wichtigen Sektor. Diese Entwicklung gefährdet unsere wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und den Service public.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Souveränität der Schweiz sind in akuter Gefahr. Durch die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen, wie sie die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorsieht, werden unsere hohen Produktionsstandards untergraben. Dies führt zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland'. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe unserer oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung, was einen bedauerlichen Rückschritt bedeutet. Die Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Des Weiteren wird das Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt und die Souveränität durch die Akzeptanz von Produkten mit Spuren von GVO missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) entmachten das Parlament und ermöglichen eine Umsetzung von EU-Recht ohne ausreichende demokratische Kontrolle. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet die nationale Sicherheit. Diese gesamte Entwicklung führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Produzenten und lokale Traditionen existenziell bedroht.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage durch Art. 40ater EBG und die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG, stellen eine direkte Bedrohung für den Service public im schweizerischen Schienenverkehr dar. Die Ermöglichung von Kabotage durch ausländische Anbieter führt unweigerlich zur "Rosinenpickerei", bei der nur rentable Strecken bedient werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche den Auftrag haben, auch weniger rentable, aber essenzielle Nebenlinien zu betreiben. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" bietet hierfür keinen rechtlich bindenden Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Die Souveränität der Schweiz bei der Gestaltung ihres

öffentlichen Verkehrsnetzes wird durch diese Entwicklung empfindlich eingeschränkt, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Bevölkerung führen kann. Die Kontrolle über die Schieneninfrastruktur droht schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagert zu werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Es ist äusserst fraglich, ob die bilateralen Verträge, wie sie im Rahmen dieses Pakets neu interpretiert oder erweitert werden sollen, im Einklang mit den grundlegenden Prinzipien der schweizerischen Rechtsordnung stehen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Mitgestaltung, wie sie das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung fordert, ist höchst problematisch.

Die vorgesehenen Anpassungen könnten zu einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebung führen, ohne dass das schweizerische Volk oder die direkt betroffenen Interessengruppen angemessen einbezogen werden. Die Gefahr einer einseitigen Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen oder unserem Rechtsempfinden entsprechen, ist gross. Dies widerspricht dem Geist des Subsidiaritätsprinzips und der Wahrung unserer nationalen Identität.

Zusätzlich werfen die Regelungen zur Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ernste Fragen auf. Eine bindende Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Kontexten angedacht ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die letztendliche Souveränität der schweizerischen Rechtssetzung gefährden. Dies stünde im klaren Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz vorsieht.

Es ist daher unabdingbar, dass die Schweizer Regierung und das Parlament die nationalen Interessen und die verfassungsmässigen Prinzipien kompromisslos wahren und jede Form der einseitigen Übernahme von EU-Recht kritisch prüfen und gegebenenfalls ablehnen. Eine solche pauschale Annäherung an die EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Stabilität unseres Rechtssystems.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung. Die Annahme des vorgeschlagenen Abkommens würde eine Unterwerfung unter das EU-Recht bedeuten, was im Widerspruch zum Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) steht, der die Souveränität der Schweiz garantiert. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsentwürfen vorgesehen ist, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratischen Entscheidungsprozesse. Dies tangiert das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV. Eine solche Bindung verletzt zudem das Prinzip der Rechtsgleichheit und der Verlässlichkeit der Rechtsordnung, wie sie sich aus Artikel 5, 9 und 29 BV ableiten lassen, da schweizerische Gerichte nicht mehr autonom über die Anwendung des Rechts entscheiden könnten. Die Unabhängigkeit der Schweiz wird dadurch massiv gefährdet.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marcel Lottaz (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: 0794150182 · mlo@yetnet.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung des inländischen Rechts im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist keineswegs ausgemacht, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Einklang mit den Grundprinzipien unserer Rechtsordnung stehen.

Insbesondere ist die Frage der Souveränität zu beleuchten. Die Angleichung unseres Rechts an EU-Normen, auch wenn dies im Rahmen von Abkommen geschieht, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungshoheit. Die Schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert die demokratische Legitimation und die rechtsstaatlichen Grundsätze. Artikel 5 BV verankert das Prinzip der Gewaltenteilung und die Achtung der verfassungsmässigen Ordnung. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht, ohne dass hierfür eine direkte demokratische Legitimation im Inland besteht, könnte diese Grundsätze untergraben.

Darüber hinaus stellt sich die Frage der Verhältnismässigkeit der Massnahmen. Gemäss Artikel 36 BV dürfen Grundrechte nur eingeschränkt werden, wenn dies durch die Allgemeinheit oder den Schutz von Drittpersonen gerechtfertigt ist und eine gesetzliche Grundlage vorliegt. Bei der Übernahme von EU-Recht muss genau geprüft werden, ob die damit verbundenen Einschränkungen für Schweizer Bürgerinnen und Bürger verhältnismässig sind und ob sie tatsächlich zur Erreichung der im Abkommen definierten Ziele notwendig sind. Es besteht die Gefahr, dass übermässige Regulierungen oder bürokratische Hürden eingeführt werden, die dem schweizerischen Wirtschaftsstandort und der Freiheit der Bürgerinnen und Bürger nicht dienlich sind.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die fehlende Transparenz und Mitwirkung im europäischen Gesetzgebungsprozess. Während die EU-Institutionen auf der Grundlage ihrer eigenen Verträge und Verfahren Gesetze erlassen, hat die Schweiz kaum Einfluss auf deren Entstehung. Die nachträgliche Übernahme dieser Rechtsakte in unser nationales Recht, wie sie im Rahmen von sektoriellen Abkommen angestrebt wird, ist daher problematisch. Die demokratische Kontrolle auf Schweizer Seite ist hierbei ungenügend. Artikel 169 BV verlangt, dass das Parlament die Regierung kontrolliert. Eine solche Kontrolle ist jedoch nur bedingt möglich, wenn die Rechtsgrundlagen primär ausserhalb der nationalen Zuständigkeit entstehen.

Abschliessend ist festzuhalten, dass die blosse Anpassung des innerstaatlichen Rechts an EU-Vorgaben kein Selbstzweck sein darf. Vielmehr muss jeder Einzelfall sorgfältig daraufhin geprüft werden, ob er dem Schweizer Interesse dient und mit den Grundwerten und Prinzipien unserer Verfassung vereinbar ist. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Harmonisierung nicht zu einem erheblichen Verzicht auf nationale Gestaltungsspielräume führt, der durch die vorteilhaften Aspekte der Abkommen nicht hinreichend kompensiert wird.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird die Zuwanderung massiv ausbauen und die Schweiz in eine Position manövrieren, in der sie die Einwanderung nicht mehr eigenständig steuern kann. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, das praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf unzumissbare Weise. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass unser Rechtssystem primär dem Wohl der Schweizer Bevölkerung dienen muss.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen erheblich gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben, wobei die Kosten von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Der angekündigte, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern und Grosseltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte „Schutzklausel“ ist ein reines Placebo; ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen, was eher einer Erpressung als einer Schutzmassnahme gleichkommt.

Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem zentralen Bereich faktisch entmachtet werden. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und untergräbt unsere direkte Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss nahezu unmöglich gemacht wird. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Ebenso ist die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens im HFKG (Artikel 61a) ein Beweis für die versteckten Kosten, die der Schweizer Steuerzahler tragen muss. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Dies ist eine inakzeptable Unterwerfung unter EU-Mechanismen, die unsere bewährten nationalen Prüfverfahren ersetzt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35, 50) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15), stellt die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar, da die nationale Kontrollhoheit verloren geht. Diese Anpassungen sind keine technischen Detailverbesserungen, sondern eine grundsätzliche Aufgabe unserer nationalen Entscheidungskompetenzen und eine Gefährdung der Schweizer Interessen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der Übernahme von EU-Regelwerken und der Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Akteur degradiert, der die Kosten mittragen muss, ohne Mitspracherecht. Die ElCom verliert ihren Charakter als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer rein operativen Vollzugsstelle für nicht demokratisch legitimierte EU-Vorschriften. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse

ausgerichteten Energieregulierung, was im Widerspruch zu Artikel 2 der Bundesverfassung steht, der die Wahrung der Interessen der Schweizer Bevölkerung betont.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Ebenso werden föderale Strukturen durch die Schwächung lokaler und dezentraler Energieproduzenten wie Gemeindekraftwerke untergraben. Deren Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was zu Lasten der lokalen Wertschöpfung geht.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt. Dies birgt erhebliche Risiken, da der Markt primär auf Profit und nicht auf Grundversorgung ausgelegt ist. Die daraus resultierende Preisvolatilität wird insbesondere KMU und Haushalte treffen. Die vorgeschlagene unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind dabei kontraproduktiv.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Senkung der Leistungsgrenzen für Vergütungsregelungen von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies untergräbt die Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise EU-Regeln, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Dieses Vorhaben ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vorlage zur Lebensmittelsicherheit stellt eine gefährliche und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar und untergräbt die Grundfesten unserer hochwertigen Lebensmittelproduktion. Unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» wird ein umfassendes Integrationsprojekt mit der Europäischen Union vorangetrieben, das weit über die reine Absicherung von Qualitätsstandards hinausgeht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Kriterien und bewährten Praktiken beruht, ist fundamental in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das renommierte Label «Made in Switzerland».

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die gesamte Lebensmittelkette unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» zu zwingen. Dies stellt einen Frontalangriff auf unsere Produzenten dar, insbesondere auf die bäuerlichen Familienbetriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokalen Metzgereien. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über sie hereinzubrechen, da die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften die Vielfalt und die wirtschaftlichen Existenzen im ländlichen Raum zerstören werden.

Darüber hinaus wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Auch im Bereich des Tierschutzes sind gravierende Rückschritte zu befürchten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein direkter Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die Tatsache, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten sollen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies wird durch die sprichwörtliche «Guillotineklausel» verschärft, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung ist, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle erheblich. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für ihre Wälder (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) oder im Bereich der Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) zu reagieren und wird dem starren, bürokratischen System der EU unterworfen. Dieses Abkommen ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Wirtschaft und letztlich auf die Freiheit unseres Landes.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind nach eingehender Prüfung als unzureichend und weitgehend kosmetischer Natur zu werten. Sie vermögen die immensen Druckkräfte auf das Schweizer Lohnniveau, die sich aus der weitergehenden Öffnung ergeben, keineswegs zu kompensieren. Vielmehr droht eine schleichende, aber flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensschichten treffen wird. Anstatt die bewährten und nachweislich wirksamen schweizerischen flankierenden Massnahmen zu stärken und auszubauen, werden diese aufgeweicht und auf ein EU-kompatibles Niveau abgesenkt. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch signifikant weniger effektiv als die bisherigen Kontroll- und Schutzmechanismen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die vorgeschlagenen Kontrollmechanismen erscheinen erheblich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und zu einer lascheren Durchsetzung der massgeblichen Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu konzipierte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist in seiner jetzigen Form als vergiftetes Geschenk zu betrachten. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und schränkt die notwendige Flexibilität von KMU ein, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und unerwünschten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVG, namentlich die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten

System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste schweizerische Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Massnahmen sind abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Ich lehne den vorgeschlagenen finanziellen Beitrag zur Kohäsionspolitik der EU entschieden ab. Die Umwandlung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Insbesondere die Verankerung im Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB signalisiert die Absicht, diese Abgaben als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren, was einem parlamentarischen Kontrollverlust gleichkommt.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge ist eine klare Indikation, dass der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockvogelangebot dient. Diese Verbindlichkeit bedeutet, dass die Schweiz gezwungen sein wird, zukünftig möglicherweise massive Nachzahlungen zu leisten, ohne Einfluss auf die Höhe oder die Grundlage dieser Forderungen nehmen zu können. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile im Gegenzug verspricht.

Die gesetzgeberische Einbettung des KoBG, insbesondere die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b, die eine Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung vorsieht, ist irreführend und manipuliert. Es handelt sich um einen Missbrauch des guten Namens der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen gemäss Artikel 1 KoBG höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und beschränkt dessen Handlungsspielraum auf die reine Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Dies ist mit den Prinzipien der finanziellen Autonomie und der demokratischen Legitimation nicht vereinbar.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, stellen eine erhebliche Bedrohung für das Rückgrat unseres öffentlichen Verkehrs dar. Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht es ausländischen Anbietern, gezielt profitable inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird zwangsläufig dazu führen, dass sich die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf die weniger rentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien konzentrieren müssen. Dies untergräbt direkt die finanzielle Grundlage unseres etablierten Service public, dessen Erhalt für die Bevölkerung von fundamentaler Bedeutung ist.

Darüber hinaus birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts ernsthafte Risiken für die bestehenden und bewährten Subventionsstrukturen. Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, die massgeblich zur Qualität und Ausweitung des Angebots beitragen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Leistungsfähigkeit und die Angebote, die unseren Bürgern heute zur Verfügung stehen.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich als juristisch unzureichend und als reine Beruhigungspille. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor künftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Diese fortlaufende Übernahme von Regulierungen, wie

beispielsweise im Falle des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), signalisiert eine schleichende Verlagerung der nationalen Steuerungskompetenzen in Bezug auf die Schieneninfrastruktur hin zu zentralen EU-Stellen. Dies ist ein schrittweiser Verzicht auf die Kontrolle über unsere eigene Infrastruktur.

Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis PBG, welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, sind wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Diese Bestimmung schwächt die Fähigkeit, rein schweizerische Verkehrsziele zu verfolgen, und gefährdet die Autonomie in einem für die Schweiz essenziellen Sektor.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Gefüges dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedeutet konkret die Aufgabe der autonomen Steuerung der Wirtschaftsförderung, insbesondere in kritischen Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr. Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) als "verlängerter Arm der EU" fungieren wird, entzieht diese Entscheidungen der demokratischen Kontrolle und stellt sicher, dass primär EU-Interessen und nicht Schweizer Anliegen durchgesetzt werden.

Die Souveränität der Kantone wird massiv eingeschränkt. Durch das BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) erhalten die Kantone keine eigenständige Verfahrensautonomie mehr. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde geprüft und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität hin überprüft und aufgehoben werden. Dies degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern und schwächt ihren föderalistischen Rang erheblich. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie Art. 31a VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzen wird. Diese Machtkonzentration ist gefährlich und widerspricht der Gewaltenteilung. Der Verlust der nationalen Kontrollkompetenz über strategisch wichtige Bereiche wie den Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität.

Zudem ist die Abschwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) alarmierend. Diese umfassende Unterwerfung unter EU-Recht, die Aushöhlung unserer föderalistischen Strukturen und die Beschneidung demokratischer Entscheidungsprozesse sind für die Schweiz unannehmbar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und lassen eine kritische Auseinandersetzung unabdingbar erscheinen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme dieser Vorschläge ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien empfindlich kompromittiert. Insbesondere die geforderte Übernahme von EU-Recht droht, die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte zu

untergraben. Die EU-Gerichtsbarkeit, namentlich der Europäische Gerichtshof (EuGH), würde durch die ständige Rechtsprechung nach Art. 4 Abs. 1 des Abkommens über die Übernahme von rechts von den Schweizer Gerichten eine übergeordnete Stellung erhalten. Dies widerspricht fundamental unserem rechtsstaatlichen Verständnis, das auf der Gewaltenteilung und der Autonomie der nationalen Gerichtsbarkeit gemäss Art. 188 der Bundesverfassung (BV) fusst.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Die Möglichkeit der EU, über die dynamische Übernahme von neuem EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit gemäss Art. 10 Abs. 2 Buchstabe a des Entwurfs, die Schweizer Gesetzgebung de facto mitzugestalten, ist alarmierend. Dies greift in die Kompetenzen des Schweizerischen Parlaments ein, das gemäss Art. 160 BV das Recht hat, Gesetze zu erlassen und über die Aufnahme neuer Mitglieder in internationale Organisationen zu entscheiden. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der demokratischen Willensbildung ist hier offensichtlich.

Des Weiteren sind die finanziellen Verpflichtungen, die mit den vorgeschlagenen Abkommen einhergehen, kritisch zu prüfen. Die automatische Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und die daraus resultierenden Zahlungen, ohne dass eine wirkliche Mitgestaltungsmöglichkeit oder ein klarer Mehrwert für die Schweiz ersichtlich ist, stellen eine unzumutbare finanzielle Belastung dar. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der fiskalischen Eigenverantwortung, der im Bundeshaushalt verankert ist.

Die Art und Weise, wie die Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten gestaltet sind, lässt ebenfalls Zweifel aufkommen. Die Möglichkeit, dass die EU einseitig Sanktionen verhängen kann, wie es in Art. 17 des Entwurfs angedeutet wird, verletzt das Prinzip der Gleichbehandlung und der verhältnismässigen Reaktion, wie es auch im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) bei Vertragsverletzungen Geltung findet. Eine solche Asymmetrie in der Machtverteilung ist mit unseren verfassungsrechtlichen Prinzipien nicht vereinbar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse eine unzureichende Berücksichtigung schweizerischer Interessen und verfassungsrechtlicher Grundsätze erkennen lassen. Eine Annahme ohne substanzielle Nachbesserungen würde die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber der EU manövrieren und ihre Souveränität ernsthaft gefährden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratische Legitimation der Schweiz. Es ist besorgniserregend, dass die Regierung bestrebt ist, die Beziehungen zur EU auf eine Weise zu vertiefen, die potenziell Schweizer Recht und die Entscheidungsfindung des Bundes untergräbt. Die Argumentation, dass dies eine notwendige Massnahme zur Wahrung der bilateralen Abkommen sei, ist wenig überzeugend und ignoriert die weitreichenden Konsequenzen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in einem institutionellen Rahmenabkommen wahrscheinlich vorgesehen ist, steht im klaren Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der Volksherrschaft, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Souveränität des Schweizer Volkes und die Autonomie der Kantone schützt, wird durch die angestrebte Übernahme von EU-Recht massiv bedroht. Die Möglichkeit, dass sich Schweizer Gerichte an die Auslegung und Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) halten müssen, wie es die Erfahrung mit bestehenden Abkommen nahelegt, stellt eine inakzeptable Einschränkung der nationalen Rechtsordnung dar. Die Kompetenz des EuGH zur letztinstanzlichen Auslegung von Vertragsbestimmungen, die die Schweiz potenziell binden, tangiert das Selbstbestimmungsrecht der Schweiz gemäss Artikel 54 Absatz 2 der Bundesverfassung.

Die Behauptung, dass eine solche Übernahme von EU-Recht notwendig sei, um die bestehenden

bilateralen Verträge zu erhalten, erscheint vorgeschoben. Es ist zu befürchten, dass hier ein schleichender Prozess der Annäherung und Abhängigkeit von der EU eingeleitet wird, ohne dass das Schweizer Volk eine klare und informierte Entscheidungsgrundlage erhält. Die im Verfassungsartikel 173 Absatz 1 lit. a der Bundesverfassung vorgesehene Mitwirkung des Parlaments bei der Genehmigung völkerrechtlicher Verträge wird durch die abstrakte und weitreichende Natur der angestrebten Rechtsübernahme unzureichend. Dies wirft die Frage auf, ob die für die Zustimmung zu neuen völkerrechtlichen Verträgen erforderliche parlamentarische Zustimmung unter diesen Umständen noch eine wirksame Kontrolle darstellen kann. Die unklare Ausgestaltung des institutionellen Rahmens birgt zudem das Risiko weiterer Streitigkeiten und Unsicherheiten, anstatt Stabilität zu schaffen. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die vermeintlichen Vorteile einer engeren Bindung an die EU die erheblichen Nachteile für die Schweizer Demokratie und Souveränität rechtfertigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und entbehrt einer ausgewogenen Betrachtung der tatsächlichen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Die Annahme einer solchen Vereinbarung wäre ein folgenschwerer Schritt, der die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit von der Europäischen Union drängt und die Unabhängigkeit der Schweizer Gesetzgebung auf lange Sicht untergräbt.

Es ist fraglich, inwieweit die angeblichen Vorteile die substanziellen Nachteile aufwiegen können. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in den vorgesehenen sektoriellen Abkommen impliziert ist, steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Souveränität des Volkes und des Bundes als unantastbar erklärt. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür der bilateralen Verträge entzieht dem Schweizer Souverän die Möglichkeit, über die Einführung neuer Rechtsnormen auf nationaler Ebene zu entscheiden. Dies beeinträchtigt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Kontrolle erheblich.

Besonders kritisch ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die im Rahmen des institutionellen Abkommens vorgesehene Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung von EU-Recht, das auch für die Schweiz bindend werden soll, stellt eine direkte Verletzung von Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts dar, welcher besagt, dass schweizerisches Recht Anwendung findet. Die Anerkennung der Primär- und Sekundärgerichtsbarkeit des EuGH würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen des EuGH zu befolgen, selbst wenn diese im Widerspruch zu nationalen Interessen oder der Verfassung stehen. Dies untergräbt die richterliche Unabhängigkeit und die Gewaltenteilung in der Schweiz.

Die Begründung, dass die Annahme des Pakets notwendig sei, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, ignoriert die bereits bestehenden und funktionierenden bilateralen Abkommen. Eine weitere Vertiefung der Integration, die mit einer schleichenden Aufgabe von Souveränitätsrechten einhergeht, ist keine zwingende Notwendigkeit, sondern eine politische Entscheidung mit potenziell gravierenden negativen Folgen für die Schweiz. Die Schweiz hat sich stets durch ihren pragmatischen und unabhängigen Ansatz in internationalen Beziehungen ausgezeichnet. Eine übermässige Anlehnung an die EU, die zu einer Aushöhlung der eigenen Rechtsetzungskompetenzen führt, wäre ein Rückschritt und keine zukunftsweisende Strategie.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Michael Brandenberger (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Brandenberger Michael · 043 388 51 11 · michael.brandenberger@blattgold.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene Abkommen mit der EU birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie darin angedacht ist, steht im Widerspruch zum Prinzip der rechtsgleichen Behandlung unserer Bürgerinnen und Bürger, da die EU-Gesetzgebung auf die spezifischen Bedürfnisse Strukturen ihrer Mitglieder - und auch der Schweiz - keine Rücksicht nimmt. Insbesondere Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Würde des Menschen als oberstes Prinzip hervorhebt, würde durch die Übernahme der EU-Gesetzgebung ausgehebelt. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Recht widerspricht zudem dem Geist des Artikels 120 des Obligationenrechts, das implizit eine Gleichwertigkeit und Nachvollziehbarkeit der Rechtsgrundlagen voraussetzt, welche bei EU-Recht nicht gegeben ist. Die Schweiz riskiert, ihre Entscheidungsfreiheit einzubüssen und sich der EU-Willkür auszuliefern.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Das Abkommen mit der EU schafft die Schweizer Souveränität ab und die wirtschaftliche Eigenständigkeit. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht ist nicht mit unserem Demokratieverständnis dar. Gemäss Artikel 120 Absatz 2 der Bundesverfassung ist die Schweiz verpflichtet, ihre Unabhängigkeit zu wahren.. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die nationalen Schutzmechanismen bedrohlich. Der Verlust der Rechtsstaatlichkeit und der nationalen Gesetzgebung wird den Wohlstand der Schweiz aushöhlen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung beendet die Souveränität der Schweiz. Die automatische Übernahme von EU-Recht widerspricht unserem föderalistischen System und schränkt die Handlungsfreiheit des Parlaments gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung ein. Die Abhängigkeit von Gerichtsentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs, wie sie mit der Übernahme von EU-Recht gefordert ist, negiert die ausschliessliche Zuständigkeit schweizerischer Gerichte gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung. Die im Vernehmlassungsentwurf vorgelegten Anpassungen dienen also nicht dem Interesse der Schweizer Bevölkerung und bedeuten das Ende der schweizerischen rechtsstaatlichen Prinzipien.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem Deckmantel der 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine umfassende Umkrempelung der Schweizer Agrar- und Ernährungswirtschaft dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) bedroht explizit die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Produktion, indem sie unsere hohen Standards durch geringwertige EU-Regelwerke ersetzt, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind. Kleine Produzenten und lokale Traditionen drohen unter einer erstickenden Bürokratie zu zerbrechen.

Der neue Artikel 15a TSchG und Artikel 21 TSchG im Tierschutzgesetz markieren einen bedauerlichen Rückschritt, indem sie schweizerische Tierschutzstandards, die auf breiter Akzeptanz beruhen, den oft geringeren EU-Vorgaben anpassen und unsere Souveränität in ethisch sensiblen Bereichen einschränken. Die unkontrollierten Zugriffs- und Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben sind ein unerträglicher Eingriff in unsere Souveränität.

Des Weiteren höhlt die neue Regelung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) unsere Fähigkeit aus, souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren, und das gleiche gilt für die Unterwerfung unter das EU-Regelwerk im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG). Diese stellt eine Gefahr für unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit dar. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) entmachten das Parlament und schaffen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Die Angleichung an tiefe EU-Standards, verbunden mit der 'Guillotineklauseln', ist eine inakzeptable politische Erpressung, die unsere Souveränität aufs Spiel setzt.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der die unkontrollierbaren Kosten mittragen muss. Dies führt dazu, dass entscheidende Regelungen für unser Stromnetz künftig in Brüssel gefällt werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, die undemokratische und willkürliche Vorschriften umsetzen muss. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse und den Schweizer Vorteil ausgerichteten Energieregulierung. Zudem werden die Regeln für staatliche Beihilfen die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, existenziell gefährden. Die bewährten Wasserzinsen könnten als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanzielle Grundlage der Bergkantone schwächt. Auch die föderalen Strukturen der Energieversorgung (zBsp Gemeindekraftwerke) werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt und deren Einspeisevorrang ausgehebelt. Die Schweizerische Versorgungssicherheit wird dem vorgeblich "freien Markt" geopfert, strategische Reserven eingeschränkt, und die Verantwortung der Schweizer Energieanbieter für eine stabile Versorgung der Schweiz aufgehoben. Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatilen und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die dezentrale Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln für kleine Produzenten verschlechtern und durch die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit schaffen. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastruktur untergraben und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE führt zu einer unnötigen Unterwerfung unter europäische Regeln und einem Verlust an Flexibilität und Souveränität. Dieses hochriskante Experiment gefährdet die bisher stabile Grundversorgung und setzt die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft einem unkalkulierbaren Risiko aus.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit dienen meiner Ansicht nach lediglich kosmetischen Zwecken. Sie werden den durch die Ausweitung des Abkommens entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne, insbesondere in den unteren Einkommensklassen, nicht kompensieren können. Der bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutz wird dadurch aufgeweicht und an weiche EU-Standards angepasst. Dies betrifft namentlich die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wo die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dient, aber keiner Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Zudem wird die bewährte Systematik der flankierenden Massnahmen durch juristische Umstrukturierungen, wie die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a EntsG, verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt zudem einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Diese Entwicklung untergräbt die Souveränität und die Autonomie unserer Rechtsordnung.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater EBG und die Anwendbarkeit von EU-Recht bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG, stellen eine erhebliche Gefahr für den schweizerischen Service public dar. Die Zulassung von Kabotage durch ausländische Anbieter wird unweigerlich zu einer Rosinenpickerei führen, bei der nur die rentablen Strecken bedient werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs, der für die Aufrechterhaltung des Angebots auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Linien verantwortlich sind. Das EU-Beihilferecht wird bewährte Subventionen für Güter- oder Regionalverkehr sowie für die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einstufen. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keine ausreichende rechtliche Absicherung gegen dynamisch übernommenes EU-Recht. Die schrittweise Aushöhlung der nationalen Steuerungskompetenz zugunsten zentraler EU-Stellen, wie sie die Übernahme von Regulierungen zum European Network of Infrastructure Managers and Users impliziert, ist unannehmbar.

Staatliche Beihilfen

Die Vorschläge im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und den Föderalismus dar. Die bestehende Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone gemäss ihrer verfassungsmässigen Stellung und schwächt die lokale Wirtschaftsförderung. Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer bei der WEKO, als "verlängerter Arm der EU", wie sie das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) vorsehen, ist teuer, unnötig und unwirksam. Die mit dem neuen BHÜG und der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) einhergehende Schwächung der kantonalen Verfahrensautonomie und die Möglichkeit zur abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht (Art. 98a BGG) sind inakzeptabel. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz in einem strategisch wichtigen Sektor. Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit steht im Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und missachtet den Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts bereits nach fünf Jahren, einer sogenannten «Niederlassung C PLUS», birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, insbesondere da eine Ausweisung selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug erschwert wird.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung in die Schweiz und der damit verbundenen Sozialkosten.
Alle obig genannten erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind oder als Asylsuchende in die Schweiz kommen, was die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unbezahlbar machen wird.
Die vorgebliche «Schutzklausel» ist ein reines Placebo, da ihre Anwendungs-Hürden praktisch unüberwindbar sind und bei einer etwaigen Aktivierung mit Strafmassnahmen der EU zu rechnen ist.
Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» höhlt unsere direkte Demokratie aus, da das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch entmachtet werden. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Sozialhilfeabhängigkeit kaum mehr möglich. Dies widerspricht klar dem Verfassungsauftrag aus Artikel 121a BV.

Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) eingeführten drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die starre und unreflektierte Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was die Schweizer Qualitätsstandards schwächt.

Die Änderungen im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellen unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und schwächen unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) greift in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der Überentschädigung (BGMD) und im Medizinalberufegesetz (MedBG) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und Psychologieberufegesetz (PsyG) untergräbt die nationale Qualitätskontrolle und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Souveränität für leere EU-Kompatibilität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist Diebstahl. Insbesondere Art. 1 KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf diese Zahlungen verankert, entzieht dem Parlament die budgetäre Hoheit und verwandelt eine politische freundnachbarschaftliche Kooperations-Geste in eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken muss als Lockvogelangebot betrachtet werden, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung zwangsläufig zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Die Schweiz wird somit faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, deren Vorteile die Kosten bei Weitem nicht aufwiegen. Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB, namentlich in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, zementiert diese Zahlungen als integralen Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung, während die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung den ehemals guten Ruf der Schweizer Friedenspolitik missbraucht, um umstrittene finanzielle Verpflichtungen zu legitimieren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtübereinkunft mit der Europäischen Union wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität, der Motivation und Absichten der auf Schweizer Seite verhandelnden Personen und der demokratischen und gesinnungsmässigen Legitimation derselben auf. Insbesondere die Unterstellung unter eine durch keine Wahlen legitimierte EU-Kommission und deren fragwürdige Geschäftsführungspraktiken, sowie die automatische Übernahme von EU-Recht ohne Einfluss der Schweizer Bevölkerung und des Schweizer Parlamentes und den damit einhergehenden Verlust der tief im Schweizer Selbstverständnis verankerten Grundrechte ist inakzeptabel. Die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union, wie sie in diversen EU-Verordnungen und Richtlinien verankert ist, untergräbt die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz gemäss Artikel 190 BV in gravierendem Ausmass. Die Ausgestaltung des Abkommens wird die Schweiz in eine Abhängigkeit manövrieren, die ihre Handlungsfreiheit in allen Bereichen der nationalen Souveränität erheblich einschränkt und die eigene Verfassung untergräbt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Morand (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Michael Morand · +41 762440800 · michael.morand@bucher-tiefbau.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung nationaler Souveränität und der rechtlichen Kohärenz auf. Es ist unklar, inwieweit die Autonomie der schweizerischen Gesetzgebung durch die Übernahme von EU-Recht im Rahmen des vorliegenden Abkommens eingeschränkt wird. Insbesondere Artikel 4 Absatz 3 des EU-Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), der die Subsidiarität regelt, scheint in der vorgeschlagenen Form nicht ausreichend berücksichtigt zu werden. Die unkritische Übernahme von EU-Recht könnte im Widerspruch zu grundlegenden Prinzipien des schweizerischen Rechts stehen, wie sie beispielsweise im Obligationenrecht oder im Bundesgesetz über die Genehmigung und die Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen verankert sind. Die mangelnde Transparenz und die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung bedürfen einer eingehenderen Prüfung.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Gefahr für den Schweizer Service public dar. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht ausländischen Anbietern, lukrative inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies führt unweigerlich zur "Rosinenpickerei", bei der rentablere Routen von ausländischen Unternehmen übernommen werden, während die SBB und andere konzessionierte Anbieter auf unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung unseres Bahnnetzes. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz zur Berücksichtigung von EU-Recht bei Ausschreibungen, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinen wirksamen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme und damit verbundenen zukünftigen EU-Regulierungen, was die Souveränität der Schweiz weiter aushöhlt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erweisen sich als ungenügend und höchstens kosmetisch. Sie vermögen den immensen Druck auf die Schweizer Löhne, der aus der Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, nicht ansatzweise zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber letztlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), namentlich die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die damit verbundene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" stellen eine beispiellose Gefährdung der Schweizer Lebensmittelsicherheit, unserer hohen Produktionsstandards und der Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird die sprichwörtliche Schweizer Qualität untergraben und das Label "Made in Switzerland" entwerten. Der neue Art. 15a und Art. 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG) erzwingen eine Aufgabe unserer bewährten, strengeren Vorschriften bei Tiertransporten und Schlachtungen zugunsten von EU-Standards, was einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen Souveränitätsverlust bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die demokratische Kontrolle durch das Parlament aushöhlt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Es handelt sich nicht um eine reine "Lebensmittelsicherheit", sondern um eine umfassende Unterwerfung unserer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk, die unsere bäuerlichen Familienbetriebe und lokalen Traditionen bedroht. Die Guillotineklausel, welche die Kündigung dieses Abkommens an das Scheitern aller bilateralen Verträge koppelt, stellt inakzeptable politische Erpressung dar und blockiert jede souveräne Entscheidung der Schweiz. Die Genehmigung von Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen untergräbt zudem systematisch das schweizerische Gentechnik-Moratorium und missachtet den Volkswillen. Die Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten ausländischer EU-Inspektoren, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt und eine erstickende Bürokratie für Produzenten aller Grössenordnungen bedeutet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen, eigenständigen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der Budgethoheit des Schweizer Parlaments dar. Die Umwandlung bisher freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie in Art. 1 KoBG verankert würde, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Dies widerspricht dem Geist demokratischer Kontrolle und der parlamentarischen Budgetautonomie gemäss Bundesverfassung. Die anfänglichen Beträge sind als Lockmittel zu verstehen, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung zwangsläufig zu massiv höheren und unumgänglichen Forderungen führen wird. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, während primär die Souveränität auf Kosten von vageren Vorteilen geopfert wird. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist eine irreführende Instrumentalisierung, um diese umstrittenen Zahlungen zu legitimieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die faktische Übernahme des Unionsbürgerrechts, unter Missachtung von Artikel 121a der Bundesverfassung, führt zu einer unkontrollierten Zuwanderung, die unsere Sozialwerke und unsere innere Sicherheit massiv gefährdet. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren „Niederlassungsstatus C PLUS“ nach nur fünf Jahren, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, ist inakzeptabel. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern widerspricht jeglicher Vernunft und überschreitet die Grenzen dessen, was für ein Nicht-EU-Land zumutbar ist. Die sogenannte „Schutzklausel“ ist eine reine Farce, deren Anwendung praktisch unmöglich ist und bei deren Versuch die EU mit Sanktionen droht. Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ entmündigt unser Parlament und unser Volk in hochsensiblen Zuwanderungsfragen. Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) und die neuen Regelungen im ETH-Gesetz und HFKG demonstrieren lediglich die zwangsläufigen Mehrkosten, die durch diese ungesteuerte Zuwanderung entstehen und nun auf dem Buckel der Schweizer Steuerzahler und Studierenden ausgetragen werden. Die Verpflichtung zur Anbindung an das EU-Informationssystem (IMI) und die automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frauen und Männern (BGVB) sowie in den Medizinal- und Gesundheitsberufegesetzen schwächen unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (FSZ) sind weitere Beweise für die schleichende Aufgabe unserer sozialpolitischen Autonomie. Diese Entwicklung ist nicht nur wirtschaftlich nachteilig, sondern eine grundsätzliche Kapitulation vor dem Druck aus Brüssel, die das Wohl unserer Bürger aufs Spiel setzt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein EU-Regime stellt eine inakzeptable Erosion unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies untergräbt massiv die Autonomie der Kantone gemäss der Bundesverfassung (BV, Art. 3 und 43 ff.) und zwingt sie, ihre eigenständigen Entscheidungen zur lokalen Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine «Superbehörde», die als «verlängerter Arm der EU» agiert und primär EU-Kompatibilität statt Schweizer Interessen durchsetzt. Die damit einhergehende Aushöhlung der kantonalen Organisations- und Verfahrensautonomie, wie sie durch Art. 82 Bst. bbis BGG und Art. 31a VGG manifestiert wird, ist eine unhaltbare Herabstufung unserer föderalistischen Strukturen. Kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG markiert den vollständigen Verlust nationaler Kontrollkompetenz im Luftverkehr.

Strom

Die vorgesehene Strommarktliberalisierung gemäss dem revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, ohne Mitspracherecht, aber mit Kostenbeteiligung, untergräbt unsere nationale Autonomie. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Einschränkung der Wasserzinsen (analog zu EU-Beihilfenregeln) und die Schwächung lokaler Energieversorger durch EU-Wettbewerbsrecht gefährden die Wasserkraft und dezentrale Strukturen. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, was die Versorgungssicherheit gefährdet (StromVG, Art. 8b ff.). Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren, potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen kleine, dezentrale Produzenten und schaffen Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der ElCom-Kompetenzen (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) führen zu einer Unterwerfung unter EU-Regime und einer Zerstörung föderaler Strukturen. Dies ist ein hochriskantes Experiment.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die pauschale Beurteilung des vorgeschlagenen Pakets mit der EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung. Die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, wie sie in der vorgesehenen Dynamik des Abkommens angelegt ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Eine fortlaufende und automatische Rechtsübernahme ohne direkten demokratischen Prozess untergräbt die Mitsprache des Schweizer Volkes und des Parlaments. Zudem sind die Auswirkungen auf das Freizügigkeitsabkommen und dessen praktische Umsetzung im Lichte des hierzu ergangenen Bundesgesetzes über die Personenfreizügigkeit (PFZG) kritisch zu hinterfragen. Die potenziellen Einschränkungen der schweizerischen Unabhängigkeit und die Belastung durch nicht frei verhandelbare EU-Vorgaben erfordern eine äusserst sorgfältige Prüfung im Hinblick auf Artikel 1 der Bundesverfassung und die Wahrung der Kerninteressen der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU geben zu erheblichen Bedenken Anlass. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung gemäss Artikel 7 des Bundesgesetzes über die internationalen Verträge (SR 170.112), bedroht die Souveränität der Schweiz. Es ist fraglich, ob die Bestimmungen des Artikels 138 der Bundesverfassung, welche die Unabhängigkeit der Gerichte und die rechtsstaatlichen Prinzipien gewährleisten, unter der automatischen

Übernahme von EU-Recht noch ausreichend gewahrt bleiben können. Insbesondere die mangelnde Möglichkeit, künftige EU-Regelungen kritisch zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen, stellt eine fundamentale Schwächung unserer direktdemokratischen Grundordnung dar. Die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Rechtssicherheit sind besorgniserregend und erfordern eine eingehendere Prüfung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsetzungshoheit. Es ist fraglich, ob eine engere Bindung an europäische Richtlinien, wie sie etwa im Rahmen des EWR-Abkommens oder ähnlicher vertraglicher Regelungen denkbar wäre, im Einklang mit den Prinzipien des Bundesverfassungsgesetzes (BVG) steht, insbesondere Artikel 164 BVG, der die rechtssetzende Gewalt der Kantone schützt, und Artikel 173 BVG, der die Mitwirkung der Kantone in der Bundesgesetzgebung regelt. Eine Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Einflussnahme der Schweiz könnte zu einer Aushöhlung dieser verfassungsmässigen Garantien führen und die demokratische Legitimität der schweizerischen Gesetzgebung untergraben. Solche Abkommen würden die Schweiz potenziell zur Übernahme von Rechtsnormen zwingen, deren Gestaltung und Zielsetzung nicht unseren nationalen Interessen entsprechen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Daniel Rathgeb · +41787205656 · daniel.rathgeb@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer kritischen und äusserst skeptischen Beurteilung. Es ist besorgniserregend, dass die Ergebnisse in ihrer aktuellen Form eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Souveränität darstellen und fundamentale Prinzipien des Bundesstaates untergraben könnten.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung direkten Einfluss nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als freies und souveränes Volk umschreibt, welches seine Angelegenheiten selbstständig regelt. Die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne angemessene demokratische Kontrolle und Legitimation durch das Schweizer Volk und die Stände, ist nicht tragbar. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Europäischen Beziehungsgesetze (EBG) fordert, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrt. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen dieser Verpflichtung nicht vollumfänglich nachzukommen.

Die im Verordnungsentwurf vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), werfen gravierende Fragen auf. Eine Unterstellung unter die Jurisdiktion des EuGH würde bedeuten, dass ein ausländisches Gericht die verbindliche Auslegung des Rechts, das für die Schweiz gelten soll, vornehmen könnte. Dies greift tief in die richterliche Gewalt und die verfassungsrechtlich garantierte Unabhängigkeit der Gerichte ein, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, welcher die Verbindlichkeit von Völkerrecht und EU-Recht in der Schweiz regelt, aber stets im Kontext der schweizerischen Rechtsordnung. Die Gefahr, dass der EuGH über die Auslegung der vereinbarten Abkommen entscheidet und damit indirekt Schweizer Recht gestaltet, ist eine erhebliche Bedrohung für unsere rechtsstaatlichen Prinzipien.

Die befürchtete Erosion des Schutzes der schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen ist ebenfalls ein ernstzunehmendes Anliegen. Die flankierenden Massnahmen, die die EU vorschlägt, sind in ihrer Wirksamkeit fraglich und könnten den Wettbewerbsnachteil für Schweizer Unternehmen verschärfen. Es ist unerlässlich, dass der Schutz der Arbeitnehmer und die Lohnstrukturen gemäss Artikel 119 der Bundesverfassung gewahrt bleiben. Die derzeitigen Vorschläge bieten hierfür keine ausreichenden Garantien.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Bedenken aufwerfen und in ihrer jetzigen Form nicht akzeptabel sind. Es bedarf weiterer Verhandlungen, um die Interessen und die Rechtsordnung der Schweiz wirksam zu schützen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und erfordert eine kritische Prüfung im Lichte der schweizerischen Souveränität und der bestehenden Rechtsordnung. Die Annahme solcher Abkommen, insbesondere unter dem Vorbehalt einer automatischen Übernahme von EU-Recht, würde die richterliche Unabhängigkeit unseres Landes und die direkte Anwendbarkeit des schweizerischen Rechts untergraben.

Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, würde empfindlich getroffen, wenn die Schweizer Bevölkerung durch übernommenes EU-Recht faktisch entmündigt würde, ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Mitsprache oder gar Ablehnung. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit des Gerichtswesens betont, steht im klaren Widerspruch zu einer Situation, in der ausländische Gerichtsurteile, wie sie der Europäische Gerichtshof fällen könnte, für schweizerische Gerichte bindend wären. Dies stellt eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Gewalt dar und schwächt das Vertrauen in unsere nationalen Institutionen.

Darüber hinaus wirft die beabsichtigte automatische Übernahme von EU-Recht tiefgreifende Fragen bezüglich der Rechtssicherheit und der Transparenz auf. Die Komplexität und die ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts würden für schweizerische Unternehmen und Bürger eine erhebliche Belastung darstellen, da die Anwendbarkeit und Auslegung neuer Bestimmungen unsicher bliebe. Das Prinzip der Rechtssicherheit, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, würde durch eine solche Dynamik massiv gefährdet.

Es ist zudem fraglich, ob die versprochenen Vorteile einer "Stabilisierung" die negativen Auswirkungen auf unsere wirtschaftliche Eigenständigkeit und unsere Fähigkeit, nationale Interessen auch ausserhalb der EU-Logik zu verfolgen, wirklich aufwiegen. Die Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen würde zunehmen und die Flexibilität unseres Landes, auf globale wirtschaftliche Veränderungen zu reagieren, einschränken. Die Befürchtung, dass die Souveränität geopfert wird, um eine fragwürdige "Stabilisierung" zu erreichen, ist daher durchaus berechtigt. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist unabdingbar, um die Unabhängigkeit und die fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur allgemeinen Umsetzung nationaler Massnahmen wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränitätsrechte und der Verhältnismässigkeit der vorgeschlagenen Regelungen auf. Insbesondere die Art und Weise, wie Anpassungen an nationales Recht vorgenommen werden sollen, um vermeintlichen EU-Anforderungen Genüge zu tun, ist kritisch zu hinterfragen.

Es bestehen ernsthafte Bedenken, dass der Prozess der Umsetzung unzureichend auf die Bewahrung der rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Legitimation abzielt. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne eine eingehende Prüfung der spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz, birgt die Gefahr einer Erosion unserer nationalen Rechtsordnung. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen, die im Bundesgesetz über die Gesetzgebung des Bundes (GebG) verankert sind, insbesondere hinsichtlich der Berücksichtigung der föderalistischen Struktur und der rechtsstaatlichen Garantien. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Umsetzung scheinen nicht ausreichend sicherzustellen, dass die Anpassungen im Einklang mit der Bundesverfassung, insbesondere mit Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV), der die Souveränität des Schweizer Volkes und des Bundes anerkennt, stehen.

Des Weiteren ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich einen Mehrwert für die Schweiz darstellen oder lediglich dazu dienen, die Abhängigkeit von der Europäischen Union zu verstärken. Die Vernehmlassungsvorlage scheint keine überzeugenden Argumente dafür zu liefern, warum eine derartige Angleichung zwingend erforderlich ist, geschweige denn, wie sie die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft nachhaltig fördern soll. Im Gegenteil, eine zu starke Harmonisierung könnte Innovationen und spezifisch schweizerische Lösungsansätze behindern. Die im GebG geforderte Gesetzgebungsvorlage muss klar begründen, warum ein bestimmter Regelungsbedarf besteht und welche Ziele damit verfolgt werden. Diesbezüglich mangelt es der vorliegenden Vorlage an Transparenz und überzeugender Begründung.

Zusätzlich muss die Frage gestellt werden, wie die Transparenz und die Mitwirkungsmöglichkeiten der schweizerischen Bevölkerung und der relevanten Interessengruppen in diesem Prozess gewährleistet werden. Eine Umsetzung, die primär auf administrativen Prozessen beruht und wenig Raum für demokratische Auseinandersetzung lässt, untergräbt das Vertrauen in die staatlichen Institutionen. Die demokratische Legitimation von Gesetzen, wie sie durch das referendumsfähige Recht in der Schweiz garantiert wird, darf durch die Umsetzung von Vereinbarungen mit der EU nicht ausgehöhlt werden. Die gesamte Vorlage muss daher unter kritischer Würdigung des Prinzips der Verhältnismässigkeit und unter strenger Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung und Souveränität überarbeitet werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine tiefgreifende und bedenkliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es ist keineswegs eine reine Massnahme zur Erhöhung der Sicherheit, sondern ein umfassendes Integrationsprojekt, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten existenziell bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist akut in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'. Dies ist keine evolutionäre Anpassung, sondern eine bewusste Devaluierung unserer nationalen Exzellenz.

Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns zu einer Annahme dieser bedenklichen Regelungen zwingt, um nicht das gesamte Vertragswerk zu gefährden.

Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe werden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie unserer Produzenten untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hier das Kernstück dieser Unterwerfung, die durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion vernichtet.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung werden zugunsten von EU-Standards aufgegeben, was einen klaren Souveränitätsverlust und eine ethische

Verschlechterung bedeutet. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ersetzt nationale, auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossende Regeln durch EU-Massenstandards.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aus. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän und schnell auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, indem die Schweiz die Kontrolle über diesen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt.

Diese umfassende Übernahme des EU-Rechts ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine gefährliche Erosion unserer Souveränität, unserer Qualitätsstandards und unserer demokratischen Mitbestimmung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Wahrung des Lohnschutzes im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und greifen die fundamentalen Prinzipien unseres bewährten Lohnschutzsystems an. Die Annahme, dass schwache, bürokratische Regelungen den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen kompensieren können, ist blauäugig und gefährlich. Es droht eine schleichende Aushöhlung der Lohnniveaus, die insbesondere die breite Mittelschicht und Geringverdiener hart treffen wird. Statt unseren robusten Lohnschutz zu stärken, wird er auf EU-Normen heruntergeschraubt, was ausländischen Unternehmen mit fragwürdigen Geschäftspraktiken Tür und Tor öffnet.

Die vermeintlichen Kontrollmechanismen sind geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die aufgeblähten, EU-konformen Strukturen untergraben. Weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen sind die unausweichliche Konsequenz. Das angeblich neue Schutzrecht für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein fehlerhaftes Zugeständnis, das eine privilegierten Klasse von Arbeitnehmern schafft und die Flexibilität gerade von KMU, deren Rückgrat unsere Wirtschaft bildet, massiv einschränkt. Diese Regelung widerspricht diametral unseren Prinzipien der Vertragsfreiheit und des liberalen Arbeitsmarktes und ist reiner EU-Druck.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine Umgestaltung unseres Lohnschutzes nach EU-Massstäben. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der EU-Kompatibilität und nicht der tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die juristische Umstrukturierung des Klagerechts von Art. 11 EntsG in Art. 13a EntsG verwässert die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Ebenso ist die Verknüpfung des öffentlichen Beschaffungswesens (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen und bindet die Schweiz politisch und juristisch noch enger an die EU.

Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Konformität aussetzt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine kapitale Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für EU-Verwaltungssanktionen degradiert und unsere Rechtsordnung untergräbt. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen keine Verbesserung dar, sondern sind ein Schritt in Richtung einer Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Lohnschutzes.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine beispiellose und

höchst bedenkliche Einschränkung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bestehende Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden Förderentscheidungen im Interesse ihrer Bevölkerung und ihrer regionalen Wirtschaft treffen, wird durch ein starres und technokratisches EU-Regime ersetzt. Dies höhlt die demokratische Legitimation von Beihilfen aus, die bisher auf politischen Entscheiden basierten und nun einer zentralen, EU-konformen Kontrolle unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern, quasi dem "verlängerten Arm der EU", genehmigt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Struktur der Schweiz. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, ohne formelles rechtliches Gehör gegenüber der neuen Beihilfekammer, wie sie Art. 3 BHÜG vorsieht.

Die Unterwerfung unter die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird weiter durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) zementiert. Der neue Art. 82 Bst. bbis BGG räumt der Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse ein, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten herabstuft. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie bedeutet.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Diese Entwicklungen widersprechen fundamental den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unserer verfassungsmässigen Ordnung dar. Dies steht im diametralen Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der uns zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung verpflichtet. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer „Niederlassung C PLUS“, untergräbt die innere Sicherheit und öffnet Tür und Tor für Missbrauch, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug. Dies belastet unsere Sozialwerke und die Schweizer Steuerzahler in unzumenbarem Masse.

Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die nunmehr auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, führt zu einer unkontrollierbaren Zuwanderungswelle mit absehbaren negativen Folgen für unsere Sozialkosten. Die sogenannte „Schutzklausel“ ist nichts weiter als ein politisches Feigenblatt. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv, dass sie in der Praxis ungenutzt bleiben wird, während die drohenden EU-Strafmassnahmen bei ihrer Anwendung eine klare Erpressung darstellen.

Die automatische Rechtsübernahme durch die „Integrationsmethode“ entmündigt unser Parlament und Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts im hochsensiblen Migrationsbereich. Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehen, ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) durch das neue Bundesgesetz (BGVB) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt.

Die Anpassungen im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beispiele für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in Gesetzen wie dem BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzen nationale Kontrollmechanismen durch unzureichende EU-Prozesse, was die Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet. Wir lehnen diese vorgesehene Unterwerfung unter das EU-Recht entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Diese Zahlungen, die bislang auf freiwilliger Basis und unter parlamentarischer Kontrolle erfolgten, sollen nun zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht transformiert werden. Diese Entwicklung entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Geldflüsse, was faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommt.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als strategisches Lockangebot. Der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und ist gezwungen, die von der EU diktierten Beträge zu begleichen. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, während keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum greifbare Vorteile bietet.

Das geplante KoBG zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dies widerspricht fundamental der Budgethoheit des Parlaments. Gemäss Art. 1 KoBG würde die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs die Ausübung der demokratischen Kontrolle über Steuergelder untergraben. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Bundesmitteln wird lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine reine Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Sie missbraucht das positive Image der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU rechtlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist nicht akzeptabel und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregeln birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch ACER und ENTSO-E, entzieht der Schweiz die Entscheidungshoheit über ihr eigenes Stromnetz. Wir werden zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, dessen energiewirtschaftliche Zukunft in Brüssel entschieden wird.

Die ElCom entwickelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimiertes EU-Regelwerk. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik, wie sie in Artikel 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) angedeutet wird.

Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für unser Rückgrat der Energieversorgung, die Wasserkraft, dar. Das bewährte System der Wasserzinsen, das insbesondere den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der Energieversorgungssicherheit und der Stärkung lokaler Wertschöpfung.

Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer im Falle einer Krise die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt, wenn weder der Markt noch die EU diese explizit übernehmen. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führen wird. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgung, die der Markt nicht tragen will, werden voraussichtlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Das Energiegesetz (EnG) wird durch die Änderungen in Artikel 15 neu die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung schwächen, indem die Vergütungsregeln geändert werden. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern, insbesondere durch die Streichung der Förderung bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG). Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, welche die Schweiz der Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater EBG ist hierbei besonders bedenklich. Sie ermöglicht ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen und legt den Grundstein für eine reine "Rosinenpickerei". Dies wird dazu führen, dass rentable Hauptstrecken von ausländischen Unternehmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt direkt die finanzielle Basis und die operative Stabilität unseres bewährten Service public.

Des Weiteren ist die Befürchtung gross, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bestehende und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgern bisher garantieren. Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das wir uns dynamisch aneignen müssten. Sie ist eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten wir übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Art. 32a Abs. 1bis PBG, welche die Beachtung von

EU-Vorgaben bei Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt ist festzustellen, dass die angestrebte Annäherung eher eine Bedrohung als eine Chance für den Schweizer Landverkehr darstellt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtheit des vorliegenden Pakets stellt keine ausgewogene Lösung dar, sondern birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, insbesondere im Hinblick auf die Unabhängigkeit unserer Gerichte. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union, ohne dass das Schweizer Parlament ein Mitspracherecht bei deren Ausgestaltung hat, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesgesetzgebung (BGl) verankert ist.

Besonders bedenklich ist die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dessen Rechtsprechung würde faktisch über die Anwendung und Auslegung des Schweizer Rechts entscheiden. Dies steht im direkten Widerspruch zu Artikel 1 des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), wonach das Bundesgericht als oberstes Gericht der Schweiz die Wahrung des Rechts gewährleistet. Die Souveränität der Schweiz, die das Fundament unseres politischen Systems bildet, wird durch die Bindung an eine ausländische Gerichtsbarkeit massiv angetastet. Die Möglichkeit, dass der EuGH bindende Entscheidungen für die Schweizer Rechtsordnung treffen kann, stellt eine unannehmbare Einschränkung unserer nationalen Entscheidungsfindung dar.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen kritisch zu hinterfragen. Die Anpassung an EU-Normen, selbst wenn diese zunächst vorteilhaft erscheinen mögen, könnte langfristig zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, die sich nicht in der Flexibilität des Binnenmarktes bewegen können. Die anstehenden Kosten für die Umsetzung und Anpassung an die EU-Regularien sind nicht zu unterschätzen und könnten die öffentliche Hand sowie die Privatwirtschaft erheblich belasten. Ohne eine klare und nachvollziehbare Gegenleistung, welche die Interessen der Schweiz substantiellem stärkt, erscheint die Akzeptanz eines solchen Pakets nicht vertretbar. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU wird, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen, ist real.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: René Emery (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: René Emery · rene_emery@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung auf. Insbesondere die Gefahr der schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation ist alarmierend. Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert, dass das Volk und die Kantone über alle Änderungen der Bundesverfassung informiert werden und ein Mitspracherecht haben. Eine Umsetzung, die diese Prinzipien untergräbt, ist abzulehnen. Zudem ist die Interpretation und Anwendung des revidierten Institutsrechts, insbesondere im Hinblick auf Art. 160 OR, unklar und könnte zu erheblichen Rechtsunsicherheiten für Schweizer Unternehmen führen. Die vorgeschlagene Form der Umsetzung scheint die Souveränität der Schweiz und die Rechte ihrer Bürger nicht ausreichend zu schützen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die neu geschaffene Beihilfekammer der WEKO, als „verlängerter Arm der EU“, wird gemäss dem Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) die Kompetenz zur Genehmigung von Subventionen ausüben, welche bisher demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden waren. Dies unterwirft die Schweizer Wirtschaftspolitik einem starren EU-Regime, schwächt die Autonomie der Kantone und entzieht kritische Sektoren wie Energie und Verkehr der nationalen Steuerung. Die Möglichkeit für die Beihilfebehörde, mittels neuem Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) gegen kantonale Erlasse vorzugehen, degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) und die damit verbundenen Kontrollverluste sind inakzeptabel.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit höchst fragwürdig und erscheinen eher als kosmetische Anpassungen denn als substanzielle Stärkung. Es ist zu befürchten, dass sie den durch die Personenfreizügigkeit verursachten massiven Druck auf die Schweizer Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht kompensieren können und zu einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus führen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung zugunsten von EU-Standards, was primär ausländischen Firmen mit Lohndumping-Absichten zugutekommen würde. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben, was zu geschwächten Kontrollmechanismen und einer lascheren Durchsetzung führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Regelungen in Art. 9 Abs. 2, dienen mehr der EU-Kompatibilität als einer echten Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss

Art. 335l bis 335q OR stellt einen unzulässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, was insbesondere für KMU eine erhebliche Belastung darstellt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität und untergräbt unsere Rechtsordnung durch die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sowie im Tierseuchengesetz (TSG) vorangetrieben wird, stellt einen inakzeptablen Angriff auf die Schweizer Souveränität und unsere etablierten Standards dar. Die vermeintliche Stärkung der Lebensmittelsicherheit dient offensichtlich als Vorwand, um die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" zu unterwerfen. Dies untergräbt die sprichwörtliche Schweizer Qualität, da oft tiefere EU-Standards übernommen werden müssten, was einen Verlust des wichtigsten Wettbewerbsvorteils unserer Produzenten bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) entmachten das Parlament und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen im Tierschutz (Art. 15a und 21 TSchG) und im Tierseuchenrecht (Art. 1 TSG) zwingt die Schweiz zu einem Rückschritt, indem bewährte, oft strengere nationale Vorschriften aufgegeben werden müssen. Eine erstickende Bürokratie droht kleinen und mittleren Betrieben, was ihre Existenz bedroht und lokale Traditionen zerstört. Die Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine unannehmbare politische Erpressung, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die Einbettung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entmachtet die Eidgenossenschaft zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Stromnetzentscheidungen künftig in Brüssel getroffen werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verkommt von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Dies steht im klaren Widerspruch zu Art. 1 StromVG, der die Versorgungssicherheit als oberstes Ziel verankert.

Die Folgen für die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, sind gravierend. EU-Beihilfenregeln bedrohen das bewährte System der Wasserzinsen, welche den Bergkantonen zugutekommen. Das Einspeisevorrecht für Gemeindekraftwerke wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale, dezentrale Energieproduktion schwächt. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, strategische Reserven werden eingeschränkt und die Verantwortung wird verwischt. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung und schaffen Investitionsunsicherheit. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören unsere föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Finanzieller Beitrag

Die Umwandlung der bisher freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Souveränitätsverlust dar. Dies wird durch das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert, das in Artikel 1 einen permanenten Rechtsanspruch auf

diese Zahlungen verankert und damit die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr unaufhaltsam steigender Forderungen der EU, denen die Schweiz hilflos ausgeliefert wäre. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne wirkliches Mitspracherecht, was einer faktischen Zwangsabgabe gleichkommt und keinerlei Garantie für verbesserte Marktbedingungen bietet. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung erscheint als Irreführung, um umstrittene Zahlungen zu legitimieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, widerspricht fundamental dem Willen des Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, die eigenständige Steuerung der Zuwanderung zu gewährleisten. Die Schaffung eines faktisch unentziehbaren "Niederlassungsrechts C PLUS" nach nur fünf Jahren Aufenthaltsdauer, wie durch das neue Daueraufenthaltsrecht vorgesehen, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Die damit verbundene massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, selbst bei Bezug von Sozialhilfe, belastet die Schweizer Steuerzahler unverantwortlich. Die Ausweitung des Familiennachzugs über alle Generationen hinweg ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" stellt eine reine Farce dar, deren Anwendungshürden so hoch sind, dass sie praktisch unwirksam bleibt, während die Drohung mit EU-Strafmassnahmen diese zur Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" höhlt die direkte Demokratie aus und entmündigt Parlament und Volk bei zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss kaum noch möglich. Die neu formulierte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung zulässt. Die Einführung drastisch erhöhter Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun vom Schweizer Steuerzahler getragen werden müssen. Die Unterordnung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) stellen weitere Schritte der Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die flächendeckende Anpassung an EU-Recht, die sogar unser Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) betrifft, sowie die Ersetzung bewährter nationaler Prüfmechanismen durch automatisierte EU-Systeme im Binnenmarkt-Informationssystem (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis) und in Medizinalberufsgesetzen (MedBG, Artikel 15, 35) bergen unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Berufsstandards. Dies ist eine Kapitulation vor der EU und eine Missachtung unserer verfassungsmässigen Aufträge.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater EBG, stellen eine existenzielle Bedrohung für unseren Service public im Schienenverkehr dar. Die Möglichkeit für ausländische Anbieter, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, führt unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei", welche die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergräbt. Dies gefährdet die Grundversorgung auf weniger rentablen, aber für die Bevölkerung essenziellen Linien. Des Weiteren schränkt die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, wie in Artikel 32a Absatz 1bis PBG verankert, die nationale und kantonale Souveränität erheblich ein und könnte zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen führen. Die vermeintlichen Absicherungen sind rechtlich unverbindlich und bieten keinen Schutz vor dynamischer Rechtsübernahme.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte schweizerische Einflussnahme widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung und der damit verbundenen Erosion der schweizerischen Rechtsordnung ist gravierend. Gemäss Artikel 128a des Obligationenrechts, welcher auf das harmonisierte Recht der EU verweist, sehen wir eine unzulässige Verlagerung von Gesetzgebungsbefugnissen. Die unklaren Haftungsregelungen und die fehlende Möglichkeit der Schweiz, eigene Interessen wirksam durchzusetzen, sind weitere kritische Punkte, die eine gründliche Überprüfung und Ablehnung dieser Vorlage nahelegen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie durch die flankierenden Massnahmen zum Personenfreizügigkeitsabkommen (FZA) angedeutet wird, verstösst gegen das Prinzip der Volksgesetzgebung, das in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Volksinitiativen (SR 161.1) verankert ist. Zudem würde die dynamische Rechtsübernahme des FZA die Handlungsfähigkeit des Schweizerischen Parlaments gemäss Artikel 169 der Bundesverfassung (BV) einschränken. Eine solche Abhängigkeit vom EU-Recht untergräbt die wirtschaftliche und politische Autonomie der Schweiz und widerspricht den Grundsätzen der direkten Demokratie. Es ist fraglich, ob die angestrebte Stabilisierung die damit verbundenen Nachteile und Gefahren für unsere Unabhängigkeit rechtfertigt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur Annäherung an die EU werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der direkten Einflussnahme durch Schweizer Bürger und Institutionen widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung, wie sie beispielsweise in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) zur Souveränität der Eidgenossenschaft und in Artikel 160 BV zur Mitwirkung der Kantone und des Volkes an der Bundespolitik verankert sind. Die Gefahr einer schleichenden Unterstellung unter nicht von uns gewählte EU-Institutionen, wie sie durch die Übernahme von Bestimmungen des Schengen-Besitzstandes oder des Dublin-Abkommens manifestiert wird, ist evident. Die fragwürdige Rolle des Europäischen Gerichtshofs, dessen Urteile über das Schweizer Recht gestellt würden, ignoriert die rechtsstaatlichen Garantien unseres eigenen Rechtssystems und untergräbt die Gewaltentrennung. Diese Entwicklungen bergen ein erhebliches Risiko für die Unabhängigkeit der Schweiz und stellen eine Gefahr für unsere bewährten demokratischen Strukturen dar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jörg Riecke (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Jörg Riecke · 0762779550 · joerg.riecke@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU erscheint auf den ersten Blick als Schritt zur Vereinfachung, birgt jedoch gravierende Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitsprache birgt erhebliche Gefahren. Gemäss Artikel 123 der Bundesverfassung ist die Schweiz eine Bundesrepublik, deren Rechtsordnung auf demokratisch legitimierten Gesetzen basiert. Die hier angedachte Übernahme von EU-Recht, das nicht dem schweizerischen Gesetzgebungsprozess unterliegt, widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Die blosse «Übernahme» von EU-Recht, wie sie in einem solchen Abkommen vorgesehen sein könnte, würde bedeuten, dass fremde Rechtsnormen ohne demokratische Legitimation in unser Rechtssystem einfliessen. Es stellt sich die dringende Frage, wie die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung schweizerischer Gerichte an die eigene Verfassung und Gesetzgebung gemäss Artikel 34 der Bundesverfassung gewahrt bleiben sollen, wenn Richter parallel zu EU-Recht und potenziell dessen Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) verpflichtet wären. Die Gefahr, dass der EuGH zur obersten richterlichen Instanz für die Auslegung von Rechtsnormen wird, die für die Schweiz gelten, ohne dass die Schweiz auf dessen Zusammensetzung oder Entscheidungsfindung Einfluss hat, ist nicht von der Hand zu weisen. Dies würde eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Rechtsprechung bedeuten. Weiterhin muss die wirtschaftliche Dimension kritisch hinterfragt werden. Die angepriesene Marktintegration darf nicht dazu führen, dass die Schweiz zu einem Anhängsel der EU wird, dessen Wirtschaftsinteressen primär den Bedürfnissen des Binnenmarktes untergeordnet werden. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen kann die Flexibilität schweizerischer Unternehmen erheblich einschränken und zu Wettbewerbsnachteilen führen. Artikel 124 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit des Bundes für die Aussenwirtschaftspolitik regelt, darf nicht zum Vorwand genommen werden, um einseitige Zugeständnisse zu machen, die die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz gefährden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ohne klare und verbindliche Garantien zum Schutz der schweizerischen Souveränität, der demokratischen Legitimation von Gesetzen und der richterlichen Unabhängigkeit nicht tragbar ist. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die potenziellen Vorteile die erheblichen Risiken für die Schweiz nicht überwiegen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht würde die Grundfesten unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie untergraben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die Integration von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem, wie sie durch die Übernahme von Sekundärrecht im Rahmen von institutionellen Abkommen angestrebt wird, stellt eine Erosion unserer Souveränität dar. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und fordert die Anwendung des schweizerischen Rechts. Eine automatische Übernahme von EU-Recht widerspricht diesem Grundsatz, da sie den schweizerischen Gesetzgeber in seiner Gestaltungsfreiheit beschneidet und eine externe Gerichtsbarkeit, nämlich den Europäischen Gerichtshof (EuGH), implizit anerkennt. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Rechtssystemen, insbesondere in Bereichen wie dem Binnenmarkt, birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch zu einem "Anhängsel" der EU wird, ohne jedoch über die Mitgestaltungsmöglichkeiten eines vollwertigen Mitglieds zu verfügen. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und dem Selbstbestimmungsrecht des schweizerischen Volkes, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert ist. Die mangelnde Einflussnahme auf die Entstehung des zu übernehmenden Rechts verschärft dieses Problem zusätzlich. Besonders kritisch ist die im Rahmen des Pakets diskutierte Rolle

des EuGH zu betrachten. Eine indirekte Bindung an dessen Rechtsprechung durch die Übernahme von EU-Recht verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die Souveränität der schweizerischen Gerichte. Artikel 34b BV, der die richterliche Unabhängigkeit gewährleistet, könnte durch eine faktische Überordnung der EuGH-Urteile ausgehöhlt werden. Die Befürworter des Pakets sprechen von einem Gewinn an Rechtssicherheit und Zugang zu den Märkten. Diese Argumente greifen jedoch zu kurz. Die potenzielle Gefährdung der schweizerischen Rechtstradition, der direkten Demokratie und der politischen Unabhängigkeit wiegt schwerer als die behaupteten Vorteile. Es muss hinterfragt werden, ob die angestrebte wirtschaftliche Integration nicht zu einem unangemessenen Preis für unsere grundlegenden staatsrechtlichen Prinzipien erkauft wird. Die Langzeitfolgen einer derartigen Annäherung an die EU, die über die aktuelle Vernehmlassung hinausgehen, sind unabsehbar und erfordern eine äusserst vorsichtige und abwägende Haltung. Die Ausgestaltung des Pakets muss eine klare Trennung zwischen schweizerischem und europäischem Recht gewährleisten und die uneingeschränkte Gültigkeit unserer eigenen Verfassung und Gesetze sicherstellen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der rechtsstaatlichen Grundsätze auf. Es ist in höchstem Masse beunruhigend, wie wenig Wert auf die detaillierte Prüfung der potenziellen Auswirkungen auf unser Rechtssystem gelegt wird. Die Annahme eines solchen Rahmens birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung zugunsten von Bestimmungen, die primär den Interessen der Europäischen Union dienen. Wir stellen fest, dass die aktuelle Formulierung die notwendige kritische Distanz vermissen lässt. Es ist unerlässlich, dass jede Anpassung unseres Rechts mit äusserster Sorgfalt und unter Berücksichtigung unserer Verfassungsgrundsätze erfolgt. Die blosse Übernahme von EU-Recht ohne tiefgreifende Prüfung und entsprechende Anpassung würde gegen das Prinzip verstossen, dass die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz im Vordergrund stehen müssen. Dies steht im Einklang mit der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, insbesondere mit den Artikeln, die die Grundrechte und die Gewaltenteilung schützen. Die Art und Weise, wie die inländische Umsetzung konzipiert wird, lässt befürchten, dass zentrale Elemente unserer nationalen Identität und unserer rechtsstaatlichen Traditionen ausgehöhlt werden könnten, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation oder eine transparente Folgenabschätzung stattgefunden hat. Es ist von grösster Bedeutung, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter die volle Kontrolle über die Gesetzgebung behalten. Die vorgeschlagene Vorgehensweise zur inländischen Umsetzung birgt die Gefahr, dass diese Kontrolle schrittweise auf Institutionen ausserhalb unserer nationalen Gerichtsbarkeit übertragen wird. Dies würde die Fähigkeit der Schweiz untergraben, ihre eigenen Interessen zu definieren und zu verfolgen, und könnte zu einer Abhängigkeit führen, die unsere Unabhängigkeit gefährdet. Die Vernehmlassung muss daher eine Gelegenheit sein, die potenziellen Risiken klar zu benennen und wirksame Massnahmen zu deren Abwendung zu erarbeiten. Es ist nicht akzeptabel, dass bestehende Gesetze durch die Hintertür, ohne die gebotene parlamentarische Debatte und demokratische Kontrolle, de facto ausser Kraft gesetzt werden. Wir fordern eine klare Darlegung, wie sichergestellt wird, dass die souvereine Ausgestaltung des Schweizer Rechts jederzeit gewährleistet bleibt und nicht durch die stetige Übernahme von EU-Regulierungen kompromittiert wird.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Anpassung des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht des Schutzes schweizerischer Arbeitnehmer und der nationalen Souveränität äusserst bedenklich und in ihren Auswirkungen massiv unterschätzt. Die angepriesenen Massnahmen zur Stärkung des Lohnschutzes entpuppen sich bei genauerer Betrachtung als kosmetische Eingriffe, die den massiven und unhaltbaren Lohndruck, der durch eine weiter ausgedehnte Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht, keineswegs kompensieren können. Es droht eine schleichende, aber flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, was die soziale Ungleichheit weiter verschärfen wird. Anstatt den bewährten und über lange Jahre hinweg äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz, wie er sich in den flankierenden Massnahmen bewährt hat, zu stärken und weiterzuentwickeln, wird dieser aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer und komplexer, sondern vor allem weniger effektiv als die bisherigen Instrumente. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die die neuen Regelungen als Freipass für Lohndumping und unlauteren Wettbewerb missbrauchen könnten. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen und die operative Unabhängigkeit der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und

Arbeitsbedingungen führen, was die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer unverhältnismässig belastet. Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Der neue, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können, was die nationale Rechtshoheit empfindlich stört. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge keine positive Weiterentwicklung darstellen, sondern eine Schwächung des schweizerischen Lohnschutzes und eine erhebliche Beeinträchtigung unserer Souveränität bedeuten. Eine Zustimmung zu diesen Massnahmen wäre fahrlässig und würde die Schweizer Arbeitnehmerschaft einer unzumutbaren Belastung aussetzen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen einen gravierenden und inakzeptablen Eingriff in die Energiesouveränität der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem reinen Befehlsempfänger ohne Mitspracherecht, der jedoch finanziell zur Kasse gebeten wird. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energiepolitik bedeutet. Die schweizerische Energie-Wirtschaftskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies ist eine undemokratische Entwicklung, die das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen zudem existenziell das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. führt zu einer vollständigen Marktliberalisierung. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes überlässt und zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Artikel 15 neu, schwächen dezentrale und erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln auf 200 kW benachteiligt kleine Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere nationale Infrastruktur unnötigerweise den Regeln für riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Dies untergräbt die föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt und gefährdet letztlich die Versorgung von KMU und Haushalten durch volatile und potenziell höhere Strompreise. Wir lehnen diese Abkommen entschieden ab, da sie die Schweizer Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen aufs Spiel setzen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegenden Abkommen zur Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Unterwanderung der direkten Demokratie dar. Die vorgesehene Übernahme der

Unionsbürgerrichtlinie zur Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung festgeschriebenen Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Insbesondere die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit des Familiennachzugs, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten, die ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) ist eine reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsanforderungen sind derart hoch gesteckt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz bietet. Die drohenden Strafmassnahmen der EU bei deren Anwendung entlarven sie als eine Erpressungsklausel, nicht als ein Instrument zur Steuerung. Die automatische Rechtsübernahme durch die 'Integrationsmethode' entmündigt unser Parlament und Volk faktisch von jeglicher Mitbestimmung bei künftigen Anpassungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich. Die angeblichen Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) mit einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Artikel 24a sind lediglich kosmetische Massnahmen, die den Verlust der nationalen Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern sollen. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven und unkontrollierbaren Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) stellen einen direkten Angriff auf unsere sozialpolitische Souveränität und die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten dar. Die automatisierten Anerkennungsverfahren für Berufsqualifikationen durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesbahnen (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) untergraben die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung und die Patientensicherheit. Dies stellt eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung dar. Die vorliegenden Abkommen sind eine Kapitulation vor der EU und stellen die faktische Aufgabe unserer nationalen Regulierungs- und Kontrollkompetenzen dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Souveränität und den Föderalismus der Schweiz dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, dass Subventionen politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, unterwirft diese Förderungen einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime. Dies widerspricht nicht nur dem Willen der Stimmbürger, sondern untergräbt auch die Autonomie der Kantone, die fortan ihre lokalen Wirtschaftsförderungen von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, wie sie durch die Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen durch die EU-Kommission zementiert wird, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden so der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist hierfür ein bezeichnendes Beispiel, da sie die nationale Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr aufgibt. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionaliert diese Unterwerfung. Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO gemäss Artikel 3 BHÜG und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern, die kein formelles rechtliches Gehör haben, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden. Ebenso zementiert die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den

Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt schwächt die gesamte Gesetzesrevision die nationale Steuerungshoheit, die föderale Struktur und die demokratische Legitimation staatlichen Handelns.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen als automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine inakzeptable Erosion unserer Souveränität dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine verbindliche Verpflichtung, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert würde, entzieht dem Schweizer Parlament die essentielle demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Dies ist faktisch eine Zwangsabgabe, die unsere Budgethoheit untergräbt. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr explodierender Forderungen seitens der EU, denen die Schweiz zukünftig hilflos ausgeliefert wäre. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint unter diesen Umständen als ein trügerisches Lockvogelangebot. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin degradiert, ohne die Möglichkeit, auf Augenhöhe zu verhandeln oder gar Stimmrecht zu erlangen. Es werden keine greifbaren Gegenleistungen wie verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert. Stattdessen zahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Autonomie einschränkt. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Werkzeug, um diese dauerhafte Zahlungsverpflichtung zu etablieren. Die Verankerung im BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als integralen Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung. Besonders bedenklich ist die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments de facto ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung unserer Steuergelder treten wir in die Rolle eines reinen Zahlungsautomaten der EU. Diese Entwicklung widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer föderalen Ordnung und demokratischen Kontrolle.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Verhältnis zur Europäischen Union, geben Anlass zu äusserster Besorgnis und stellen eine erhebliche Gefährdung unseres nationalen Service public dar. Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Bahnstrecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der profitorientierte ausländische Unternehmen sich auf die rentablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet somit die flächendeckende und bedarfsgerechte Anbindung aller Regionen. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" zur Sicherung des Service public ist rechtlich gesehen ein Papiertiger, ohne bindende Wirkung und ohne Schutz vor zukünftigen dynamischen Anpassungen des EU-Rechts. Diese Erklärung ist eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie etwa jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist ebenfalls äusserst problematisch. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes. Die Souveränität im entscheidenden Bereich des öffentlichen Verkehrs wird schleichend geopfert.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Neugestaltung der Lebensmittelsicherheit unter dem Deckmantel der EU-Angleichung stellt eine eklatante Untergrabung Schweizerischer Souveränität und unserer etablierten Standards dar. Das vermeintlich auf Sicherheit ausgerichtete Vorhaben entpuppt sich als umfassendes Integrationsprojekt, welches die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterwirft. Diese Entwicklung bedroht nicht nur unsere über Jahrzehnte entwickelten, hohen Produktionsstandards und die Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten drastisch ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU unterliegen muss. Dies zerstört die Glaubwürdigkeit und den Wert unserer heimischen Produkte. Besonders besorgniserregend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft. Diese politische Erpressung nimmt der Schweiz jegliche Handlungsfreiheit und zwingt sie in eine inakzeptable Abhängigkeit. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in unseren Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten, stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert. Eine beispiellose Bürokratiewelle droht, kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger zu überrollen. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgelegten EU-Vorschriften sind für diese Betriebe ungeeignet und zerstören lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Dies wird durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorangetrieben, welche die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und zu einer erstickenden Bürokratie sowie einem Verlust an hohen Standards führt. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von Gentechnik zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Weiterhin stellen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) einen Rückschritt für den Tierschutz dar, indem unsere oft strengeren und bewährten Vorschriften für Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufgegeben werden müssen. Dies untergräbt die Souveränität in ethisch wichtigen Bereichen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Auch der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die souveräne Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen schwächt. Schlussendlich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefergehende Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Beurteilung bedürfen. Anstatt eine Stärkung der Schweizer Souveränität und der direktdemokratischen Mitgestaltung zu gewährleisten, scheinen die erzielten Vereinbarungen bestehende Abhängigkeiten zu festigen und neue zu schaffen. Besonders beunruhigend ist die potentielle Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeit der Schweiz. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, der festlegt, dass das Volk die oberste Gewalt ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Schweizer Gesetzgebung durch externe, demokratisch nicht legitimierte Institutionen diktiert wird, was die Handlungsfähigkeit des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter massiv einschränkt. Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) fragwürdig. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in verschiedenen Sektoren angedacht ist, würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und damit die richterliche Gewalt, die gemäss Artikel 114 BV eine tragende Säule des Staates darstellt, untergraben. Die Anwendung von EU-Recht und die Interpretation durch den EuGH könnten zu einer Aushöhlung des Schweizer Rechts und der spezifisch schweizerischen Verfassungsordnung führen. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen zudem die Gefahr, dass Schweizer Unternehmen durch unverhältnismässige Regulierungen benachteiligt werden oder sich einem Wettbewerbsnachteil ausgesetzt sehen, wenn die EU-Vorschriften nicht den Schweizer Gegebenheiten entsprechen. Dies könnte die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz tangieren und die bewährte schweizerische Wettbewerbsfähigkeit schwächen. Die Frage, wie die Schweiz ihre wirtschaftlichen Interessen in einem solchen Rahmen wirksam wahren kann, bleibt ungeklärt. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die Verhandlungsergebnisse kritisch hinterfragt werden müssen, da sie die Gefahr bergen, die schweizerische

Rechtsordnung, die direkte Demokratie und die wirtschaftliche Eigenständigkeit zu kompromittieren, ohne klare und hinreichende Gegenleistungen für die Schweiz zu erzielen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und die Akzeptanz externer Gerichtsbarkeit sind mit den Grundprinzipien der Schweizerischen Bundesverfassung nicht vereinbar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rieder (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Rieder · Lemenlatka-suomi@yahoo.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsprechung. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie die bilateralen Abkommen und die vorliegende Vorlage implizieren, widerspricht fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung. Die autonome Gesetzgebung, die durch die Schweizer Stimmbevölkerung und das Parlament bestimmt wird, würde ausgehöhlt. Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz zur Auslegung von Abkommen untergräbt die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und verletzt die Artikel 190 und 191 der Bundesverfassung, welche die Bindung an das schweizerische Recht festhalten. Die Annahme von EU-Regulierungen ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung und die potenzielle Abhängigkeit von der Judikative eines fremden Staates sind nicht akzeptabel.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht stellen eine erhebliche Herausforderung für die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien des Föderalismus dar. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, widerspricht fundamental dem Konzept der Volkssouveränität, das in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung (Stimmrechtsgesetz) verankert ist. Die Gefahr, dass die Schweizerische Bundesversammlung durch die bedingungslose Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen in ihrer legislativen Autonomie beschnitten wird, ist gravierend. Dies betrifft auch die kantonalen Kompetenzen, die durch eine solche Praxis untergraben werden könnten, was im Widerspruch zu den föderalistischen Grundsätzen steht, die im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung (Organisationsverordnung) implizit geschützt sind. Die damit verbundenen Risiken für die Rechtsetzung und die demokratische Legitimation müssen kritisch hinterfragt werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine gravierende Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ermöglicht ausländischen Anbietern die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der unprofitable, aber für die Grundversorgung essentielle Nebenlinien die finanzielle Basis des Service public untergraben. Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) verankerte Pflicht, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Diese Entwicklung führt zu einer schleichenden Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur und delegiert entscheidende Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen, was die Souveränität der Schweiz empfindlich beeinträchtigt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Bestimmungen zum finanziellen Beitrag bergen gravierende Risiken für die Souveränität und die demokratische Legitimation der Schweiz. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Zahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem geplanten Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), das in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d BöB aufgenommen werden soll, entzieht dem Parlament die budgetäre Hoheit. Dies steht im Widerspruch zur finanziellen Eigenständigkeit, die durch die Bundesverfassung gewährleistet sein sollte. Der Artikel 1 KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Fähigkeit der Schweiz einschränkt, ihre Steuergelder souverän zu verwenden. Die anfangs genannten 350 Millionen Franken pro Jahr sind als Lockmittel zu betrachten, da der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu drastisch höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Diese Entwicklung macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, während keine Garantie für verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen besteht. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem eine irreführende Legitimation für diese finanziellen Verpflichtungen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und keineswegs geeignet, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren. Statt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischeren Regeln sind weniger effektiv und kommen primär ausländischen Firmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen. Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen paritätischer Kommissionen und kantonaler Arbeitsinspektorate untergraben werden. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Änderungen in Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen der EU-Kompatibilität, nicht einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Ebenso ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die Vertragsfreiheit und schafft eine privilegierte Klasse, die Flexibilität, insbesondere von KMU, lähmt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein EU-reguliertes Regime stellt eine massive Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisher bewährte Praxis, dass Bund, Kantone und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation und föderalistischen Autonomie über Förderungen entscheiden können, würde durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies wird durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) manifestiert, welches eine "Superbehörde" als "verlängerten Arm der EU" schafft. Insbesondere die kantonalen Organisations- und Verfahrensautonomien werden durch das neue BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) massiv beeinträchtigt, da kantonale Erlasse einer abstrakten Normenkontrolle auf EU-Kompatibilität unterworfen werden können. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG zeigt exemplarisch, wie nationale Kontrollkompetenzen in strategisch wichtigen Sektoren wie dem Luftverkehr geopfert werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Willen des Volkes und dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Niederlassungsrechts C PLUS' nach nur fünf Jahren Aufenthaltsdauer, selbst bei krimineller Vergehen oder Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Insbesondere die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angebliche 'Schutzklausel' ist eine Farce, deren Anwendungshürden faktisch unüberwindbar sind und welche bei deren Inanspruchnahme Sanktionen seitens der EU nach sich zieht. Die automatische Rechtsübernahme mittels 'Integrationsmethode' beraubt das Schweizer Parlament und Volk jeder Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts im Zuwanderungsbereich. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung

von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern kaum mehr möglich, was eine direkte Missachtung unserer Souveränität darstellt.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gefährdet fundamental die schweizerische Energiesouveränität. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der Kosten tragen, aber keine Entscheidungen mitbestimmen darf. Die ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zur blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen schweizerischen Energieregulierung markiert. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) drohen insbesondere der schweizerischen Wasserkraft und der dezentralen Energieerzeugung durch unzulässige Beihilferegeln und verschärfte Unbundling-Vorschriften (StromVG, Art. 10, 18, 19) existenzielle Nachteile zu bringen. Die Versorgungssicherheit wird dem unberechenbaren freien Markt geopfert, da strategische Reserven eingeschränkt werden (StromVG, Art. 8b ff.) und die klare Verantwortung hierfür verloren geht. Dies ist ein unverantwortliches Risiko für die schweizerische Bevölkerung und Wirtschaft.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung zur "Lebensmittelsicherheit" stellt keineswegs eine Verbesserung unserer hohen Standards dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) birgt die Gefahr, unsere sprichwörtliche Schweizer Qualität zu entwerten und die Vielfalt unserer landwirtschaftlichen Produktion durch eine Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften zu zerstören. Dies ist ein Frontalangriff auf kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen, die mit einer erstickenden Bürokratie überzogen werden. Darüber hinaus wird durch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz gezwungen, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die von der EU diktierten Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Schweizer Souveränität wird ferner durch die Zulassung von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt, was den Volkswillen und das Gentechnik-Moratorium missachtet. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit. Diese umfassende Angleichung untergräbt unsere nationalen Interessen und unsere Identität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur angeblichen Annäherung an die EU lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung erkennen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache des nationalen Parlaments widerspricht den Grundsätzen der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Ordnung, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) und den Artikeln 156 ff. BV verankert sind. Die angebotene "Übernahme" von Bestimmungen unterliegt der kritischen Prüfung, ob hierdurch eine faktische Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die Kompetenzen der EU angestrebt wird. Dies birgt die Gefahr einer Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz und der Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte. Artikel 164 BV, der die Rechte des Parlaments stärkt, scheint hierbei unzureichend berücksichtigt. Eine solche Entwicklung wäre nicht im Interesse der Schweiz.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis. Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und

untergräbt die verfassungsmässige Ordnung. Artikel 5 des Bundesgesetzes über die EU-Politik (BUEG) verlangt eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf die Schweizer Rechtsordnung. Diese Prüfung scheint hier ungenügend erfolgt zu sein. Insbesondere die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) über Streitigkeiten entscheiden könnte, widerspricht Artikel 138 der Bundesverfassung, der die richterliche Gewalt der schweizerischen Gerichte verankert. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung ohne klare demokratische Kontrolle.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Roland Lang · 0764022253 · lang.roland@sunrise.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus schweizerischer Perspektive äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Die Verknüpfung von bilateralen Abkommen mit einer automatischen Übernahme von EU-Recht missachtet grundlegend die Prinzipien der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie.

Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (PoliG), wird durch die Einführung eines automatischen Rechtsübernahmemechanismus untergraben. Eine solche Praxis würde die Möglichkeit des Schweizer Volkes, über die Gesetzgebung mitzubestimmen und diese gegebenenfalls durch Referendum zu beeinflussen, faktisch aushebeln. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben der Bundesverfassung, die das Volk als oberste Gewalt anerkennt.

Ferner ist die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung nicht von der Hand zu weisen. Die Übernahme von EU-Recht, oft ohne Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz, birgt das Risiko, dass unser Rechtssystem unüberlegt und ineffizient wird. Artikel 4 des Obligationenrechts (OR), der die Treuepflicht zur Wahrung des Vertrauens und des Rechtsverkehrs regelt, könnte hier analog angewendet werden: Die Schweiz hat eine Treuepflicht gegenüber ihren eigenen Gesetzen und ihrer Verfassung, die nicht durch externe Rechtsetzung kompromittiert werden darf.

Die vorgeschlagene Stabilisierung könnte sich als Pyrrhussieg erweisen, wenn sie zu Lasten der Unabhängigkeit und der demokratischen Kontrolle geht. Die Verpflichtung zur Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie in Artikel 9 der Verordnung über die Beziehungen zur Europäischen Union (V-EU) oder ähnlichen Regelungen potenziell verankert werden könnte, würde die schweizerischen Entscheidungsträger in eine abhängige Position drängen. Dies widerspricht dem föderalistischen Grundsatz, der in der Bundesverfassung verankert ist und eine starke Autonomie der Kantone sowie des Bundes vorsieht.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU auf einer klaren vertraglichen Grundlage beruht, die die schweizerische Souveränität wahrt und dem Parlament und dem Volk die notwendigen Kontrollrechte belässt. Die automatische Übernahme von EU-Recht ist keine Stabilisierung, sondern eine gefährliche Abhängigkeit, die der Schweiz langfristig mehr schaden als nutzen würde. Die Kosten für die Anpassung unserer Systeme und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Wirtschaft und Gesellschaft sind nicht kalkulierbar und dürfen nicht leichtfertig eingegangen werden. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und unseres Rechtssystems hat oberste Priorität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union lassen erhebliche Bedenken aufkommen, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Es ist fraglich, ob die erzielten Vereinbarungen die Souveränität und die nationalen Interessen der Schweiz ausreichend wahren.

Besonders problematisch erscheint die vorgesehene Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung ist die Schweiz verpflichtet, ihre Unabhängigkeit zu wahren. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf deren Ausgestaltung nehmen kann, widerspricht diesem Grundsatz. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zukünftig nicht mehr eigenständig über ihre Gesetzgebung entscheiden kann, was eine schleichende Aushöhlung der demokratischen Mitbestimmung darstellt. Die EU-Organe würden somit über Angelegenheiten entscheiden, die direkte Auswirkungen auf das Leben der Schweizer Bürgerinnen und Bürger haben, ohne dass diese sie direkt wählen oder ihre Entscheidungen beeinflussen können.

Die erwartete Zunahme der Personenfreizügigkeit, wie sie auch im Rahmen des Schengen-Abkommens bereits diskutiert wird, wirft ebenfalls ernsthafte Fragen auf. Artikel 120 der Bundesverfassung betont die Bedeutung der Selbstbestimmung und der Kontrolle über die Zuwanderung. Eine weitergehende Öffnung der Grenzen, ohne adäquate Schutzmechanismen und Kontrollen, könnte die inländischen Lohn- und Arbeitsbedingungen unter Druck setzen und die soziale Kohäsion gefährden. Die Annahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber den EU-Institutionen drängen und die Möglichkeit einschränken, auf die spezifischen Bedürfnisse und Herausforderungen des Schweizer Arbeitsmarktes zu reagieren.

Darüber hinaus ist unklar, wie die institutionelle Umsetzung und die Streitbeilegung im Detail geregelt werden sollen. Die Vorschläge zur Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bergen das Risiko einer Unterordnung der nationalen Rechtsordnung unter ausländische Rechtsprechung. Dies steht im Widerspruch zu den in der Bundesverfassung verankerten Grundsätzen der rechtsstaatlichen Souveränität und der nationalen Gerichtsbarkeit. Die verbindliche Übernahme von EuGH-Urteilen, auch in Bereichen, die nicht explizit Teil der Abkommen sind, würde die Autonomie der Schweizer Gerichte massiv beeinträchtigen und die Anwendung des Schweizer Rechts in Frage stellen. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die Schweiz ihre rechtliche Eigenständigkeit und die Entscheidungsfreiheit ihrer Parlamente und Gerichte uneingeschränkt wahren kann. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diese essenziellen nationalen Interessen nicht ausreichend zu berücksichtigen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Abkommen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Rechtsprogressionen, wie sie in den vorgeschlagenen sektoriellen Abkommen vorgesehen ist, stellt eine fundamentale Herausforderung dar. Das Prinzip der rechtsstaatlichen Autonomie der Schweiz, verankert in Artikel 5 der Bundesverfassung, wird dadurch massiv beeinträchtigt. Die Verpflichtung, zukünftige Rechtsänderungen der EU automatisch zu übernehmen, schwächt die demokratische Legitimation der Schweizer Gesetzgebung und entzieht dem Parlament und dem Volk die Möglichkeit, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Regelungen zu schaffen.

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Zustimmung würde das Subsidiaritätsprinzip, das ebenfalls in Artikel 5 der Bundesverfassung

verankert ist, aushebeln. Anstatt dass Entscheidungen auf der geeignetsten Ebene getroffen werden, würden sie von einer externen Institution diktiert. Die Unklarheit über die genaue Ausgestaltung der Übernahme von EU-Recht und die damit verbundenen Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung sind besorgniserregend. Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz noch über die Kontrolle ihrer eigenen Rechtsordnung verfügen kann, wenn sie verpflichtet ist, fortlaufend Rechtsakte der EU zu adaptieren, deren Entstehungsprozess sie nicht beeinflussen kann. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebungskompetenzen.

Darüber hinaus bestehen Zweifel, ob die vorgeschlagene Regelung mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung vereinbar ist. Die Übertragung von Gesetzgebungsbefugnissen an eine externe Organisation, die nicht der schweizerischen Verfassungsordnung untersteht, wirft Fragen bezüglich der Unabhängigkeit der Gerichte und der nationalen Kontrolle auf. Die Stärkung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs in Angelegenheiten, die schweizerisches Recht betreffen, ohne die Möglichkeit einer effektiven nationalen Einflussnahme, ist problematisch. Die Schweiz muss ihre Handlungsfähigkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Rechtssetzung unter Wahrung ihrer verfassungsmässigen Grundsätze und der Souveränität gewährleisten. Die aktuellen Vorschläge scheinen diesen Grundsätzen zuwiderzulaufen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsrechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz und die verfassungsmässigen Rechte unseres Volkes dar. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, steht in direktem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der explizit die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Die Einführung eines neuen, quasi unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf Jahren, einer Art „Niederlassung C PLUS“, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die praktisch unmögliche Entziehung dieses Status, selbst im Falle von kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die rechtsstaatlichen Prinzipien und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialsysteme.

Es ist offensichtlich, dass die Neuregelungen eine massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme bewirken. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrer Integration in den Arbeitsmarkt und oft unter Mitnahme erheblicher sozialer Ansprüche. Die daraus resultierenden Kosten werden zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden gehen. Der ausufernde Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die vielgepriesene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reine Makulatur. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird, während die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei einer dennoch erfolgten Anwendung jede ernsthafte Steuerungsmöglichkeit negiert. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ entmachtet zudem das Schweizer Parlament und Volk faktisch vollständig bezüglich zukünftiger Verschärfungen des EU-Rechts in diesem Kernbereich unserer Souveränität. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausweiten und einen Ausschluss kaum noch ermöglichen. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung erlaubt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehen, ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die damit einhergehende automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen, wie im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) und

Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) vorgesehen, schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur autonomen Regulierung des Arbeitsmarktes. Dies ist eine Kapitulation vor der EU, die unsere Souveränität auf allen Ebenen aushöhlt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratische Legitimation. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Bruch mit bisherigen Praktiken dar. Dies entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit zur demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird zur bedingungslosen Zahlungsgenehmigung gezwungen.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG, verankert in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, ist das gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend, da der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, welche primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr zeichnet ein beunruhigendes Bild für die Zukunft des öffentlichen Bahnsystems in der Schweiz. Insbesondere die vorgesehene Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) stellt eine fundamentale Bedrohung für den Service public dar. Dieses Abkommen öffnet ausländischen Anbietern, wie sie bereits im Personenverkehr unter anderem durch Flixtrain bekannt sind, die Tür, um inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Diese Praxis der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass sich diese Akteure auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die den Auftrag zur Grundversorgung auch auf unattraktiven und unrentablen Nebenlinien erfüllen müssen, finanziell ausgehöhlt werden. Dies gefährdet nicht nur die finanzielle Solidität unserer Bahnunternehmen, sondern auch die Qualität und den flächendeckenden Charakter des öffentlichen Verkehrs für die gesamte Bevölkerung.

Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns zwingen wird, zukünftige Anpassungen des EU-Rechts ungeprüft zu übernehmen. Diese Klausel ist nichts weiter als eine leere Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Eisenbahnwesen nicht verhindert. Die fortschreitende Verlagerung der Steuerungskompetenzen auf zentrale EU-Stellen, wie beispielsweise bei der geplanten Einbindung in das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist ein klares Indiz dafür, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur zunehmend aufgibt.

Des Weiteren wird durch die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) in Artikel 32a Absatz 1bis die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich eingeschränkt. Bei gemeinsamen Ausschreibungen müssen zwingend EU-Vorgaben

beachtet werden, anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein und birgt die Gefahr, dass Entscheidungen nicht mehr im besten Interesse der Schweiz getroffen werden.

Strom

Die vorgeschlagene weitreichende Anpassung der Strommarktregulierung birgt erhebliche Risiken für die Souveränität, die Versorgungssicherheit und die ökonomische Stabilität der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, reduziert die Schweiz faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden zukünftig in Brüssel gefällt, was einen fundamentalen Verlust unserer Energiesouveränität darstellt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Identität als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, die undemokratisch legitimiert sind. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, eine direkte Konsequenz aus den Kompetenzerweiterungen gemäss Art. 22 StromVG.

Besonders besorgniserregend sind die Auswirkungen auf unsere Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das Fundament unserer Energieversorgung und das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt. Eine Einstufung als unzulässige staatliche Beihilfe und deren drohende Abschaffung wären für diese Kantone verheerend. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen durch die geschwächte Position von Gemeindekraftwerken und die Aushebelung des Einspeisevorrangs durch EU-Wettbewerbsregeln, die durch die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE gefördert werden, erheblich geschwächt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen 1a. Kapitel des StromVG, Art. 4a ff., dargelegt wird, ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Einschränkung der Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, durch EU-Regeln und die unzureichende Ausgestaltung der Energiereserven gemäss Art. 8b ff. StromVG führen zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährden die stabile Grundversorgung. Es ist unklar, wer in einer Krisensituation die Verantwortung für die Versorgungssicherheit tragen wird – weder der Markt noch die EU. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, schlagen hart gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie. Der geplante Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Dieses Abkommen stellt eine Aufgabe von essenziellen nationalen Interessen dar und gefährdet unsere wirtschaftliche und versorgungstechnische Autonomie.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer aktuellen Form unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, welcher durch eine unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, ist die unausweichliche Konsequenz. Anstatt den bewährten und effektiven schweizerischen Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns einer Aufweichung und einer Anpassung an unterlegene EU-Standards gegenüber. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Wirksamkeit deutlich

geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Akteuren zugute, die auf Lohndumping setzen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen massiv untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was wiederum die ausländischen Lohnanbieter begünstigt.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Vielmehr handelt es sich um einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und die Schaffung einer privilegierten Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Neugestaltung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 und die Verlagerung des Klagerechts aus Art. 11 in den neuen Art. 13a, sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Streichung des Klagerechts und seine Neuplatzierung sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert, anstatt sie zu verbessern.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies sind gravierende Bedenken, die einer eingehenden Prüfung bedürfen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, euphemistisch als 'Vom Hof auf den Tisch' deklariert, stellt eine fundamentale Gefährdung unserer nationalen Souveränität und der Integrität unserer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Anstatt die bewährte Schweizer Qualität und die Eigenständigkeit unserer Produzenten zu stärken, droht eine schleichende Unterwerfung unter oft tiefere EU-Standards. Dies untergräbt die Grundlage für das Gütesiegel 'Made in Switzerland', das einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen unauflöslich mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz faktisch blockiert und uns zur Akzeptanz von Regelungen zwingt, die unseren Interessen zuwiderlaufen.

Die Zuwege von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betriebe – seien es Ställe, Käsereien oder Restaurants – stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit de facto zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert, was unannehmbar ist.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Übernahme der komplexen und industriell ausgerichteten EU-Vorschriften, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) impliziert wird, wird Kleinstbetriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien existenziell bedrohen und lokale Traditionen

zerstören. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben des LMG, das ursprünglich dem Schutz der Konsumenten und der Qualität diente, nun aber zur Instrumentalisierung einer fremden Regulierungsmacht missbraucht wird.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, die eine Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung erzwingen, sind ein klarer Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und auf gesellschaftlicher Akzeptanz basierenden Regeln, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies ist nicht nur ein ethischer Affront, sondern auch ein signifikanter Souveränitätsverlust in einem Bereich von hoher gesellschaftlicher Bedeutung.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht dar. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle über Regelungen, die unsere Bauern direkt betreffen, wird massiv eingeschränkt. Dies höhlt die parlamentarische Entscheidungsfindung aus.

Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) einem fremden Diktat unterworfen. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet die öffentliche Gesundheit und unsere Landwirtschaft, da sie die flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Seuchenbekämpfung durch ein starres, bürokratisches System der EU ersetzt. Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit und ihre hohen Standards in all diesen Bereichen uneingeschränkt wahren können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und den Föderalismus dar. Die bestehende Praxis, wonach Subventionen als demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone massiv, indem ihre eigenständigen Entscheidungen über die lokale Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden müssen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde", die Beihilfekammer der WEKO, etabliert. Diese Institution agiert de facto als "verlängerter Arm der EU" und wird dazu bestimmt, nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchzusetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und ihre Entstehung widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ihrer Verfahrensautonomie.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht überwachen wird. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, und die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Auch kritische Sektoren wie die Energieversorgung werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht. Diese Entwicklungen sind mit den Grundsätzen unserer föderalistischen und souveränen Rechtsordnung unvereinbar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblicher Besorgnis und lässt eine sorgfältige kritische Prüfung vermissen. Es drängt sich die Frage auf, ob die angeblichen Vorteile die gravierenden Nachteile und die Erosion der schweizerischen Souveränität überwiegen.

Ein Kernproblem liegt in der Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass das Schweizer Volk ein Mitspracherecht hat. Dies widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien und könnte die direkte Demokratie untergraben. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Freiheit des Volkes und der Kantone, soweit die Verfassung es nicht einschränkt. Eine institutionelle Übernahme von EU-Recht, die nicht durch bilaterale Verträge oder direkten demokratischen Prozess legitimiert ist, scheint diese Garantie anzutasten.

Die angebliche Rechtssicherheit für Unternehmen wird mit der Gefahr erkauft, dass sich das Schweizer Recht unkontrolliert und potenziell unpassend in Richtung EU entwickelt. Dies kann zu einer Rechtsunsicherheit führen, die gerade von kleinen und mittleren Unternehmen negativ spürbar wird, da sie oft weniger Ressourcen haben, sich an ständig ändernde Regularien anzupassen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die in Artikel 30 BV verankert ist, könnte ebenfalls unter Druck geraten, wenn Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) faktisch bindend würden, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber oder das Volk dazu je zugestimmt hätten. Dies könnte die Anwendung des Rechts in der Schweiz fremdbestimmen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) problematisch. Wenn dessen Rechtsprechung eine faktisch verbindliche Wirkung für die Schweiz entfalten würde, würde dies die richterliche Unabhängigkeit und die letztendliche Hoheit des Schweizer Rechts massiv einschränken. Artikel 190 BV besagt, dass Schweizer Gerichte die Bundesgesetze anwenden. Die Unterwerfung unter die EuGH-Rechtsprechung würde diesem Grundsatz widersprechen.

Die Begründung, dass das Paket die Beziehungen zur EU stabilisiert, übersieht die Tatsache, dass eine solche Stabilisierung durch die Aufgabe wesentlicher nationaler Kompetenzen und durch die mangelnde demokratische Legitimation erkauft wird. Es ist fraglich, ob eine "Stabilisierung" auf Kosten der eigenen Gestaltungskraft und der demokratischen Prinzipien wünschenswert ist. Die Annahme, dass das Paket mit bestehenden Verfassungsbestimmungen vereinbar ist, bedarf einer eingehenderen und kritischeren Prüfung. Es besteht die Gefahr, dass wesentliche Elemente der schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie ausgehöhlt werden, ohne dass dies dem Willen des Volkes oder einer klaren Verfassungsgrundlage entspricht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Mario Salomon (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Mario Salomon · 0796941816 · mfsalomon@yahoo.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Dieses Papier von 900 Seiten ist kein objektives Papier sondern in die Ecke Polit Propaganda einzuordnen.
Auch wieder spricht es Dokumente der EU auf dem Brüssler Server welches, zum Beispiel, die Beschränkung der PFZ eindeutig verneint.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EU, oft als "Bilaterale III" bezeichnet, haben einige potenzielle Nachteile. Dazu gehören die sogenannte Guillotine-Klausel jetzt jedoch Kündigungs-Klausel genannt wird, die alle Verträge gefährdet, wenn einer davon gekündigt wird. Zudem besteht die Gefahr, dass die Schweiz sich zu stark an EU-Recht anpassen muss, ohne direkten Einfluss auf dessen Gestaltung zu haben. Ein weiterer Nachteil ist, dass die Verträge die Souveränität der Schweiz in bestimmten Bereichen einschränken könnten und die Schweiz sich möglicherweise zu stark von der EU abhängig macht.
Hier sind die Hauptnachteile im Detail:
Abhängigkeit von der EU:
Die Bilateralen Verträge führen zu einer starken Verflechtung der Schweiz mit der EU.
Dies kann die Schweiz in eine Position bringen, in der sie stark von den Entscheidungen der EU abhängig ist,
ohne selbst Einfluss auf diese Entscheidungen nehmen zu können.
Dies birgt ein hohes Risiko, da ein einzelner Streitpunkt die gesamte bilaterale Beziehung gefährden kann.
Verlust der Souveränität:
Durch die Übernahme von EU-Recht in verschiedenen Bereichen verliert die Schweiz an Souveränität.
Sie muss sich an EU-Vorschriften halten, ohne bei deren Entstehung mitbestimmen zu können.
Eingeschränkter Gestaltungsspielraum:
Die Anpassung an EU-Recht kann den Gestaltungsspielraum der Schweiz in verschiedenen Politikbereichen einschränken.
Dies kann insbesondere dann problematisch sein, wenn die Schweiz andere Prioritäten oder Interessen hat als die EU.
Potenzielle wirtschaftliche Nachteile:
Sollten die bilateralen Verträge auslaufen oder gekündigt werden,
könnten die Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und der EU erheblich beeinträchtigt werden.

Dies könnte zu wirtschaftlichen Nachteilen für die Schweiz führen.

Risiko von "Salami-Taktik":
Befürworter der Bilateralen III argumentieren, dass die EU die Schweiz durch die schrittweise Übernahme von EU-Recht (die sogenannte "Salami-Taktik") immer weiter in die Abhängigkeit treiben könnt
Gesetze werden in den meisten Fällen direkt und unmittelbar übernommen die Möglichkeit eines Einspruches ist begrenzt und wird durch

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Dieses Thema wird seit Jahren unterwandert. Viele Einheimische verlieren ihre Arbeit um jüngeren EU Migranten Platz zu machen. Womit auch bereits gesagt ist das diese weniger verdienen als die Entlassenen.
Ferner wird wenig bis nichts in die Weiterentwicklung der Arbeitskräfte investiert, mit anderen lässt man
sie Austrockenen um sie dann Freizustellen um EU Bürger nachkommen zu lasse, HR Deutsch dann bald alle Führungspositionen
Deutsch.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und unsere verkehrspolitische Souveränität. Die liberalisierungsgetriebene Öffnung des Marktes, insbesondere durch die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG), stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar. Ausländische Anbieter werden sich auf die profitabelsten Strecken konzentrieren und die unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien vernachlässigen. Dies ist eine klare Form der "Rosinenpickerei", die die tragende Säule des schweizerischen öffentlichen Verkehrs untergräbt.

Darüber hinaus stellt die Anwendung des EU-Beihilferechts eine reale Gefahr für bestehende und zukünftige Subventionen dar, die entscheidend für den Erhalt und die Weiterentwicklung unseres Schienenverkehrs sind. Ob im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder bei der dringend notwendigen Erneuerung von Rollmaterial – die Einstufung bewährter Finanzierungsinstrumente als unzulässig hätte gravierende negative Folgen für die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung. Die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" zur Abfederung dieser Risiken entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige, dynamisch zu übernehmende Änderungen des EU-Rechts und dient lediglich als Scheinsicherheit, welche die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität nicht verhindert.

Die schrittweise Aufgabe der nationalen Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme zementiert. Bestimmungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würden künftige regulatorische Entscheidungen zentral auf EU-Ebene verlagern und die nationalen Steuerungskompetenzen weiter schwächen. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), neu Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen über die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein und verunmöglicht die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele, da primär EU-konforme Kriterien erfüllt werden müssen, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Dieses Abkommen gefährdet nicht weniger als die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres Service public.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem automatisierten, rechtlich verbindlichen Rahmen stellt eine tiefgreifende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Die bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Beiträge werden de facto in eine Zwangsabgabe umgewandelt. Dies entzieht dem schweizerischen Gesetzgeber ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über Milliarden Franken, die dem Ausland

zugeführt werden sollen. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung von Zahlungen birgt die Gefahr exponentiell steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz wird damit zu einer Art Nettozahlerin ohne jedwede Mitspracherechte, die zur Erfüllung von Zahlungsverpflichtungen gezwungen ist, ohne dafür eine garantierte Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist beunruhigend. Artikel 1 KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wird das Parlament gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die Bundesbeiträge an das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten (BöB) legitimiert diese Zahlungen als integralen Bestandteil der Bundesgesetzgebung und signalisiert eine dauerhafte Abhängigkeit.

Die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zynisch. Der renommierte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu verbrämen. Dies widerspricht dem Geist einer ehrlichen und transparenten Aussenpolitik. Die Schweiz riskiert, sich in eine ungleiche Beziehung zu begeben, in der sie finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne die ihr zustehenden Entscheidungskompetenzen zu behalten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine massive Einschränkung der Schweizer Souveränität und der föderalistischen Autonomie dar. Die bisher bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies führt dazu, dass lokal und regional verankerte Förderinstrumente, die oft dem Service public dienen oder die Stärkung lokaler KMU bezwecken, einer zentralen EU-konformen Überprüfung unterliegen.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen erheblich untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern, deren Beschlüsse von einer zentralen Behörde in Bern, quasi als verlängerter Arm der EU-Kommission, genehmigt werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) einer abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht auf EU-Kompatibilität unterworfen, was ihre Autonomie massiv schwächt.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen gemeldet und genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind und strategische Interessen bestehen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Der Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist hierfür ein klares Beispiel.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) als zentraler Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt, wird eine 'Superbehörde' geschaffen, deren demokratische Kontrolle ungenügend ist. Die Integration dieser Kammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert und die Gewaltenteilung sowie die demokratische Rechenschaftspflicht gefährdet. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert zudem die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den

Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich.

Lebensmittelsicherheit

Nehmen wir das Lebensmittelsicherheitsabkommen. Hier will die EU alle Bereiche regeln vom «Acker bis auf den Teller». Also von der Produktion der Lebensmittel, über die Verarbeitung, den Vertrieb, die Gastronomie bis hin zum Verzehr durch die Konsumenten. So gibt es beispielsweise Hygiene-Vorschriften für Küchen, wo das Birchermüesli für das Puure-Zmorge hergestellt wird. Interessanterweise finden sich auch etliche Seiten zu den Kontrolleuren, also den EU-Behörden, die dann in der Schweiz für die Kontrolle eingesetzt würden.
Die Details zur Privilegierung dieser Lebensmittel-Beamten werden in der so genannten Anlage 2 des Anhangs 2 des Abkommens geregelt – auf den Seiten 39-46 (also 7 Seiten!). Der Titel zeigt schon, worum es geht: «Vorrechte und Befreiungen der europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit».
Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verschleiert unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine grundlegende Gefährdung der schweizerischen Souveränität und unserer etablierten hohen Qualitätsstandards dar. Die vermeintliche Harmonisierung führt de facto zu einer Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein Regelwerk, das primär auf die Bedürfnisse der industriellen EU-Landwirtschaft zugeschnitten ist. Dies hat gravierende Folgen für unsere bäuerlichen Familienbetriebe, die mit einer beispiellosen Welle der Bürokratie überzogen würden. Komplexe und oft unpassende EU-Vorschriften, die für Kleinstbetriebe wie Hofläden, Alp-Käsereien oder Dorfmetzger eine unüberwindbare Hürde darstellen, sind zu erwarten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität droht dabei auf der Strecke zu bleiben, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label 'Made in Switzerland' entwertet.

Darüber hinaus wird die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) zu einem Frontalangriff auf die Schweizer Lebensmittelproduktion, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies resultiert in einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, was die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion gefährdet und mittelständische Existenzen vernichtet. Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche die parlamentarische Kontrolle umgeht und somit eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle bedeutet.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die Verletzung des demokratisch verankerten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwängen die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Gleiches gilt für das Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), welches den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt und die Handlungsfähigkeit der Schweiz einschränkt.

Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Der Zugang von EU-Inspektoren zu Schweizer Betrieben und die damit verbundenen Kontrollbefugnisse sind ein massiver Eingriff in unsere Souveränität und machen Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Dies alles untergräbt die schweizerische Identität und die Unabhängigkeit in essenziellen Bereichen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die Schweiz kann die Zuwanderung nicht mehr steuern, sondern ist auf den Goodwill der EU angewiesen.
Die Klausel im Vertrag ist rein Kosmetischer Art. Und bis die jemals zum laufen kommt ist alles zu spät.

Ferner erlaubt es der EU wesentlich mehr Familien Mitglieder in die Schweiz zu bringen. Also vom Schwager bis zum Opa.
Eine wahre Beschränkung wird nicht möglich sein.

Strom

Wir haben Laut Vertrag eine Übergangszeit von 6 Jahren, danach muss der Strommarkt vollkommen geöffnet werden.
Was da bedeutet für die Unabhängigkeit der Schweiz kann man noch nicht erahnen.
Preise werden jedoch steigen nicht fallen.
Und dann noch dieses:
Kompass/Europa begrüsst die Pläne des Bundesrates für fünf zusätzliche Gas-Reservekraftwerke (insgesamt 583 MW) bis 2030. Das entspricht unseren Empfehlungen von 2021 (Whitepaper Strom und Studie zur Versorgungssicherheit): flexible, wetterunabhängige Peak-Power-Gaskraftwerke als „Versicherung“ für kritische Situationen. Notstromaggregate können sinnvoll ergänzt werden, reichen allein aber nicht aus. Gleichzeitig bringt das geplante Stromabkommen im EU-Vertragspaket keine Versorgungssicherheits-Garantie und schränkt die Handlungsfreiheit der Schweiz in Mangellagen ein. Auch in einem NZZ-Artikel wird auf diesen Missstand verwiesen „Mit dem Vertrag könnten wir unsere Reservekraftwerke wie Birr nur noch mit einer Genehmigung der EU laufen lassen.“

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

(leer)

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Ein Beispiel aus der Vergangenheit ist die Schweizer Börse und Horizont aus dem die Schweiz ausgeschlossen wurde. Obwohl andere Länder wie die Türkei oder Israel dort weiter Mitglieder sind. Da wie in der Übrsicht EU-Gesetzgebungsakte Paket Schweiz-EU zu lesen ist eine vielzahl Schweizer Gesetze angepasst werden müssen als folge dieses Vertages ist es nicht einzusehen das man das Ständemehr ausblenden will, und dieses aus taktischen Gründen.
Zur PFZ:
Kein echter Spielraum bei der Personenfreizügigkeit: Der Bundesrat verweist auf Schutzinstrumente wie Ventilklauseln. Doch in Brüssel ist klar: Die Personenfreizügigkeit ist Teil des Binnenmarkts und "nicht verhandelbar" . Nationale Steuerungsinstrumente werden nicht explizit vorgesehen.Es ist jederzeit Nachzulesen das die EU zu der Schutzklausel keine verbindliche Erklärung abgegeben hat und in Protokollen direkt darau verweist das es auch keine Ausnahmen zur PFZ geben wird.
«What are the changes with respect to the free movement of persons? Will the new agreement allow Switzerland to introduce a cap on free movement?
The main change will be that Switzerland will apply current and future Union law on free movement of persons and posting of workers and therefore be subject to the same rules as Member States. Switzerland cannot place a cap on free movement and this will not change with the updated agreement. The existing safeguard clause will be concretised and framed, but it will not be unilateral. The Agreement contains exceptions to the application of EU rules on issues of particular sensitivity to Switzerland, for instance related to expulsion, permanent residence of economically non-active persons and students.»
Was im Grunde nichts anderes bedeutet das eine Schutzklausel wirkungslos ist.
«Under the new Agreement, if the Joint Committee does not find a solution, the party alleging serious economic difficulties caused by the application of the Agreement may bring the issue to the arbitral

tribunal.
It will then be up to the arbitral tribunal to decide if the conditions are met and, if it agrees, to authorise measures to be taken. As such the clause is not unilateral.
If a party does proceed with the adoption of measures to address the serious economic issues, the other party can take measures within the Agreement to restore a balance of rights and obligations.»
Auch hier wieder eine Wischi Waschi Klausel. Bis hier etwas Aktiv werden sollte werden Monate vergehen und falls die Schweiz doch was beschliesst kommt es zu Gegenmassnahmen.
Beim Durcharbeiten der Übersicht EU-Gesetzes Paket Schweiz EU,
kommt man kaum voran und die Darstellung ist ein Zumutung für einen Stimmbürger der Schweiz. Ein Link folgt dem anderem.
Ich bin gewohnt mit Querverweisen zu Arbeiten.
Ferner habe ich nicht den Eindruck das der Bund Bemüht ist die Vor und Nachteile in einer Dokumentation wertfrei darzustellen.
Simples Beispiel:
Richtlinie 77/486/EWG des Rates vom 25. Juli 1977 über die schulische Betreuung der Kinder von Wanderarbeitnehmern (ABl. L 199 vom 6.8.1977, S. 32)
im 77/486/EWG findet man folgende Verweise
(1)ABl. Nr. C 280 vom 8.12.1975, S. 48. (2)ABl. Nr. C 45 vom 27.2.1976, S. 6. (3)ABl. Nr. C 13 vom 12.2.1974, S. 1.
Auch diese fand ich jedoch mit Hindernissen.
Wie geschrieben nur ein kleines Beispiel!
Bei anderen wie bei diesem hier kann man sich lange mit Links und lesen beschäftigen.

13.Verordnung (EU) Nr. 1024/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 über die Verwaltungszusammenarbeit mit Hilfe des Binnenmarkt-Informationssystems und zur Aufhebung der Entscheidung 2008/49/EG der Kommission (ABl. L 316 vom 14.11.2012, S. 1), zuletzt geändert durch Verordnung (EU) 2020/1055 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Juli 2020 (ABl. L 249 vom 31.7.2020, S. 17) Bemerkung: Dieser EU-Gesetzgebungsakt ist sowohl im Anhang I als auch in Anhang III FZA enthalten.
Es nützt auch nicht das 900 Seiten Dokument des Bundes dazu zu lesen da es eine Interpretation der Auslegung ist und keinesfalls die Sachlage wie es die EU will darstellt.

Fazit: Die Bilateralen III sind ultimativ undemokratisch, da der Schweizer Bürger (und Politiker) diesen Vertrag in der Gesamtheit und Komplexität schlicht nicht verarbeiten kann. Zudem ist es verstörend und der Schweizer Demokratie nicht würdig, wenn der Bundesrat diese Verträge auf 900 Seiten als alternativlos und nur mit Vorteilen für die Schweiz bedichtet.
Nehmen wir das Lebensmittelsicherheitsabkommen. Hier will die EU alle Bereiche regeln vom «Acker bis auf den Teller». Also von der Produktion der Lebensmittel, über die Verarbeitung, den Vertrieb, die Gastronomie bis hin zum Verzehr durch die Konsumenten. So gibt es beispielsweise Hygiene-Vorschriften für Küchen, wo das Birchermüesli für das Puure-Zmorge hergestellt wird.
Interessanterweise finden sich auch etliche Seiten zu den Kontrolleuren, also den EU-Behörden, die dann in der Schweiz für die Kontrolle eingesetzt würden.
Die Details zur Privilegierung dieser Lebensmittel-Beamten werden in der so genannten Anlage 2 des Anhangs 2 des Abkommens geregelt – auf den Seiten 39-46 (also 7 Seiten!). Der Titel zeigt schon, worum es geht: «Vorrechte und Befreiungen der europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit».
Das ist nur ein Beispiel wo der Zug lang fährt, also reine Kontroll Mechanismen gegen die Schweiz !
Ich Verlange ein klares Pro und Kontra Dokument von unabhängiger Seite.
Ferner eine TV Doku Pro und Kontra EU Vertrag die mehrteilig ausgestrahlt wird.
Am besten man bricht diese Aktion ab.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Sylvia Schaffran (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Sylvia Schaffran · sylvia.schaffran@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt zu erheblichen Bedenken Anlass, die sich primär auf die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien des Föderalismus stützen. Es muss die Frage erlaubt sein, ob dieses Paket nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsordnung führt und ob die angestrebte Harmonisierung nicht de facto eine Unterordnung unter europäisches Recht bedeutet.

Besonders kritisch zu beleuchten ist die Übernahme von EU-Recht. Artikel 4 Absatz 2 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) schreibt die Berücksichtigung der guten Sitten bei der Auslegung von Verträgen vor. Dieses Prinzip könnte durch eine pauschale Übernahme von EU-Recht ausgehebelt werden, da die nationalen Gegebenheiten und die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz nicht mehr ausreichend gewürdigt würden. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie im Bundesgesetz über die schweizerische Gerichtsbarkeit (BGG) verankert ist, steht unter Druck, wenn die Interpretation und Anwendung von EU-Recht primär durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) bestimmt würde. Dies würde die Entscheidungsfreiheit und die Autonomie unserer nationalen Rechtsprechung massiv einschränken.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf die föderale Struktur unseres Landes besorgniserregend. Die Kantone sind gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung die souveränen Träger der Staatsgewalt, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist. Eine stärkere Integration und die Übernahme von Richtlinien, die nicht von der schweizerischen Bundesversammlung im vollen Umfang mitgestaltet wurden, gefährden diese kantonale Autonomie. Es ist fraglich, ob die Schweiz durch dieses Paket tatsächlich eine gestärkte Verhandlungsposition gegenüber der EU erreicht oder ob nicht vielmehr eine Abhängigkeit geschaffen wird, die unserer nationalen Interessen zuwiderläuft. Die Idee, dass "Frieden, Wohlstand und Freiheit" durch die Annahme dieses Pakets gesichert würden, erscheint in diesem Lichte als eine stark vereinfachende und möglicherweise irreführende Darstellung. Die Kosten und die Risiken für unsere Souveränität werden dabei offensichtlich unterbewertet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Kompatibilität mit dem schweizerischen Recht und unseren verfassungsmässigen Grundsätzen auf. Eine oberflächliche Betrachtung lässt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der direkten Demokratie erkennen, die durch die vorgeschlagenen

Abkommen inhärent ist.

Besonders kritisch ist die Übernahme von EU-Recht, ohne dass das schweizerische Parlament oder das Volk die Möglichkeit haben, auf dessen Inhalt direkt Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht dem Geist des Föderalismus und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert sind. Die unzureichende Berücksichtigung der parlamentarischen Mitsprache und der fehlende Einbezug der direkten demokratischen Instrumente sind inakzeptabel.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) fragwürdig. Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, ohne eigene Prüfungsmechanismen, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Dies könnte nach Artikel 30 der Bundesverfassung (BV), der die Unabhängigkeit der Gerichte gewährleistet, problematisch werden. Die Schweizer Gerichte würden de facto zu blossen Vollzugsorganen supranationaler Rechtsprechung degradiert.

Die ökonomischen Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen sind ebenfalls zweifelhaft. Die Annahme von EU-Binnenmarktregeln ohne die entsprechenden Entscheidungskompetenzen und die damit verbundenen Vorteile für die Schweiz ist wenig überzeugend. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die Verluste an politischer Autonomie und die damit verbundenen Risiken aufwiegen. Die potenzielle Abhängigkeit von externen Regelungen und die eingeschränkte Handlungsfreiheit für die Schweizer Wirtschaft sind ernsthafte Nachteile, die nicht ignoriert werden dürfen. Die Schweiz muss ihre wirtschaftlichen Interessen im Einklang mit ihrer verfassungsmässigen Ordnung wahren und darf keine Regelungen akzeptieren, die ihre Autonomie unzulässig beschneiden. Die Verhandlungsergebnisse bedürfen daher einer gründlichen und kritischen Überprüfung, bevor sie dem Volk oder dem Parlament zur Genehmigung vorgelegt werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgelegte Option zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweiz. Die vorgeschlagene Annäherung könnte unweigerlich zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führen, ohne dass die Schweiz hierfür angemessene Mitsprache erhält. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Grundsatz der demokratischen Legitimation, der in der Bundesverfassung verankert ist, insbesondere im Hinblick auf die verbindliche Gestaltung des nationalen Rechts durch ausländische Instanzen.

Die Befürchtung, dass eine engere Anbindung an die EU eine schrittweise Anpassung an bestehende und zukünftige EU-Richtlinien und Verordnungen nach sich zieht, ist nicht aus der Luft gegriffen. Insbesondere die Übernahme des sogenannten "acquis communautaire" würde die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU machen, dessen eigene Gesetzgebung primär durch Brüsseler Vorgaben bestimmt würde. Dies wirft erhebliche Fragen im Lichte des Gewaltenteilungsprinzips auf, wie es in der Schweizer Verfassung verstanden wird. Wenn Gerichte, wie potenziell der Europäische Gerichtshof, über die Auslegung von Schweizer Recht befinden, die auf EU-Recht basiert, wird die Unabhängigkeit unserer eigenen Judikative ernsthaft untergraben. Artikel 6 der Bundesverfassung garantiert die Selbstbestimmung und die rechtsstaatlichen Prinzipien, die durch eine solche Verlagerung der Gesetzgebungskompetenz gefährdet sind.

Zudem sind die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Annäherung zu hinterfragen. Die Freiheit des Personenverkehrs, ein Kernstück der bilateralen Abkommen, hat bereits zu spürbaren Belastungen in Bereichen wie dem Arbeitsmarkt und der Sozialversicherung geführt. Eine Ausweitung dieser Prinzipien ohne klare Kontrollmechanismen könnte die schweizerische Sozialordnung destabilisieren und zu einer unzumässigen Belastung der Sozialwerke führen. Das Volk, das in der Schweiz über wichtige politische Entscheidungen über Referenden mitbestimmt, würde durch eine indirekte Anwendung von EU-Recht in seiner direkten demokratischen Einflussnahme beschnitten. Die

geforderte "Stabilisierung" droht somit zu einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Mitbestimmung zu werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundsätzliche Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes auf. Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Richtlinien und -Verordnungen, auch im Rahmen von Abkommen, birgt erhebliche Risiken für die Autonomie der Schweiz und die Handlungsfähigkeit unserer demokratischen Institutionen.

Eine kritische Auseinandersetzung mit der Materie muss die Gefahr der schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht ins Zentrum stellen. Es ist zu befürchten, dass die scheinbar isolierten Anpassungen im Ergebnis zu einer De-facto-Übernahme von EU-Recht führen, ohne dass dies einer direkten demokratischen Legitimation unterliegt. Gemäss Artikel 47 der Bundesverfassung muss die Schweiz bei der Ausgestaltung ihrer Beziehungen zur Europäischen Union die Grundsätze der Souveränität, der Rechtsgleichheit und des Minderheitenschutzes wahren. Es ist zweifelhaft, ob die vorgeschlagene Angleichung diesen Verfassungsauftrag umfassend erfüllt. Die Möglichkeit, dass schweizerische Gerichte zukünftig zwingend auf Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Bezug nehmen müssen oder gar an diese gebunden sind, tangiert fundamental die Unabhängigkeit unserer Justiz und die Auslegung nationalen Rechts, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist.

Des Weiteren bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Transparenz und der rechtsstaatlichen Kontrolle der Umsetzungsprozesse. Die Formulierung und Anwendung von EU-Recht erfolgt oft in einem komplexen und für die Öffentlichkeit schwer zugänglichen Verfahren. Die Schweiz muss sicherstellen, dass sie nicht in eine Situation gerät, in der sie Regelungen übernimmt, deren Zustandekommen und Begründung sie nicht mehr vollständig nachvollziehen oder beeinflussen kann. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht, die auch in der Bundesverfassung ihren Niederschlag finden. Die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit für Schweizer Unternehmen und Bürger sind noch nicht abschliessend absehbar. Es ist dringend geboten, dass die nationalen Interessen und die verfassungsrechtlichen Vorgaben bei jeder Form der Annäherung an die EU uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die Gefahr einer automatischen Rechtsübernahme ohne ausreichende parlamentarische Debatte und Volksbeteiligung muss mit aller Deutlichkeit benannt und vermieden werden.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom birgt gravierende Gefahren für die energiesouveräne Stellung der Schweiz und die Stabilität unserer Energieversorgung. Die institutionelle Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch das neue StromVG und EnG vorangetrieben wird, entmachtet die Schweiz faktisch. Wir werden zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne echtes Mitspracherecht, der jedoch die Kosten für Entscheidungen mittragen muss, die künftig in Brüssel getroffen werden. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, da die ElCom von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert wird, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und die Wirtschaftlichkeit kleiner Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW gemäss Art. 15 EnG untergräbt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt – weder der Markt noch die EU übernehmen diese eindeutig, was ein hochriskantes Spiel mit dem Feuer darstellt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schaffen eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremsen deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft uns ohne Not den Regeln riesiger europäischer Konzerne.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie sind offensichtlich nicht geeignet, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es besteht die ernsthafte Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Diese neuen Bestimmungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Davon profitieren primär ausländische Firmen, die die Möglichkeit sehen, Lohndumping zu betreiben.

Die Kontrollmechanismen werden in unannehmbarer Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was letztlich zu Lasten der Schweizer Arbeitnehmenden geht. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich erschwert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Unterstellung der Schweizer Staatshilfepolitik unter das EU-Beihilferecht stellt eine inakzeptable Preisgabe unserer nationalen Souveränität und einen massiven Eingriff in unsere föderalistischen Strukturen dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die lokale Autonomie, indem Entscheidungen über Förderungen für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden müssen.

Die Souveränität der Kantone wird durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) massiv geschwächt. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten Kantone die Möglichkeit, ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüfen und kippen zu lassen. Dies degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern und entzieht ihnen ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Die kantonalen Instanzen verlieren ihre Zuständigkeit, was die Zentralisierung der Rechtskontrolle durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts gemäss Art. 31a, 33 und 37a-c VGG weiter zementiert.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" im Rahmen der WEKO, gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und Art. 3 BHÜG, ist äusserst bedenklich. Diese Beihilfekammer agiert als "verlängerter Arm der EU" und ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr, was die Schweiz jeglicher eigenständigen Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor beraubt.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde über Entscheidungen verfügt, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Die Schweiz unterwirft sich damit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit birgt gravierende Risiken für die schweizerische Souveränität und die Stabilität unserer Sozialsysteme. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit weit über das bisherige Mass hinaus ausbaut, steht im Widerspruch zum klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer quasi unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", untergräbt unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke, da selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe ein Verbleib ermöglicht wird.

Diese Regelung fördert gezielt die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler sowie die Kantone und Gemeinden abgewälzt. Der Familiennachzug wird auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet, indem neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachgezogen werden können. Dies birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte "Schutzklausel" im Rahmen dieses Abkommens ist eine reine Illusion. Die Hürden für

deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Es handelt sich hierbei nicht um eine Schutzbestimmung, sondern um eine Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich faktisch nicht mehr beeinflussen können. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und ein zahnloser Tiger bleibt.

Die Reaktion darauf sind drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer, wie sie nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) (Artikel 61a) vorgesehen sind. Dies ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Das neue Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationssysteme (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das EU-System, indem Berufsqualifikationen automatisiert statt sorgfältig national geprüft werden. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur Arbeitsmarktregulierung. Die Anpassung des AIG ist der Kernpunkt der Kapitulation vor der EU. Die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) ist eine kosmetische Massnahme, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln und höhlt unsere sozialpolitische Souveränität aus. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes greift in Eigentumsrechte ein. Diese scheinbar technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB) (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) sind eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD) (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die Schweizer Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was Standards senken kann. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) (Artikel 15, 35) wird die eigenständige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Ähnliches gilt für das Gesundheitsberufegesetz (GesBG) (Artikel 10, 15) und das Psychologieberufegesetz (PsyG) (neuer Artikel 37 Absatz 4), wo die nationale Kontrollhoheit an EU-Systeme delegiert wird.

Landverkehr

Die vorgesehene Anbindung des Landverkehrs an das EU-Recht birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen direkten Angriff auf die Grundversorgung dar. Ausländische Anbieter, die oft von anderen Staaten subventioniert werden, können sich auf lukrative inner-schweizerische Strecken konzentrieren. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Stabilität der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber essenzielle Nebenlinien zu betreiben. Die Folge ist eine unausweichliche Erosion der Qualität und des Umfangs des öffentlichen Verkehrsangebots, das für die Bevölkerung unerlässlich ist.

Darüber hinaus ist die sogennante "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Beihilferechts, welches die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies öffnet Tür und Tor für eine schleichende Aushöhlung unserer Autonomie im Bahnverkehr. Die Schweiz würde die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur sukzessive abgeben. Die Verpflichtung zur Übernahme künftiger EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würde

nationale Steuerungs- und Regelungskompetenzen unwiderruflich an zentrale EU-Institutionen verlagern.

Auch die Änderungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) sind äusserst bedenklich. Die vorgeschriebene Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein. Stattdessen müssen nationale Verkehrsziele den EU-konformen Kriterien untergeordnet werden, was nicht nur die Flexibilität einschränkt, sondern auch zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die Bewahrung des Service public und die Wahrung unserer Souveränität sind fundamental und dürfen im Zuge dieser überstürzten Anbindung an die EU nicht geopfert werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen bezüglich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die EU werfen gravierende Bedenken auf und sind aus souveräner Perspektive und im Lichte der demokratischen Kontrolle entschieden abzulehnen. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht nach Massgabe eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist inakzeptabel. Dies bedeutet den Verlust eines essenziellen politischen Druckmittels und die Entmachtung des Parlaments über milliardenschwere Zahlungen, die de facto einer Zwangsabgabe gleichkommen.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung birgt die erhebliche Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz ohne Mitspracherecht nachkommen müsste. Wir würden uns damit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradieren, ohne dafür eine Gegenleistung in Form von besserem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität untergräbt und kaum greifbare Vorteile bringt.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument, um diese Zahlungsverpflichtungen dauerhaft und rechtlich bindend zu verankern. Es wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht um und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Schweizer Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die reine Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine formale Anmerkung; sie verankert diese Abgaben fest in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Charakter als dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG missbraucht den guten Namen der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Solchermassen ausgehöhlte und einseitig belastende Abkommen sind mit den Prinzipien der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle unvereinbar und dürfen daher nicht ratifiziert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme zur Lebensmittelsicherheit ist von tiefgreifender Besorgnis geprägt, da sie weit über das hinausgeht, was der Titel suggeriert. Vielmehr handelt es sich um ein umfassendes Integrationsprojekt, das die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" zwingen will. Dies birgt erhebliche Risiken für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, gefährdet die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter direkter Bedrohung. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien

hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) verkörpert diesen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was in einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust unserer Standards resultiert.

Eine besonders bedenkliche "Guillotineklausel" verknüpft dieses Abkommen unlöslich mit allen bilateralen Verträgen I. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist ebenfalls gravierend. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und unterwirft sich einem starren, bürokratischen System, was fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Die Zugeständnisse bei EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Unsere Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Parallel dazu droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überziehen wird, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Ferner wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ebenfalls rückschrittlich. Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln und führt zu einem Verlust der Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird mit der Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Fähigkeit zur souveränen Reaktion einschränkt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit bewirkt, sondern eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht darstellt, die unsere Souveränität, unsere Qualität und unsere Traditionen fundamental gefährdet.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Scheiwiler Angela (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Scheiwiler Angela · a.scheiwiler@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu erheblicher Besorgnis. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatliche Ordnung sind kritisch zu hinterfragen. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus dem institutionellen Abkommen abzeichnen könnte, widerspricht fundamental dem Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsartikels 3, der die Autonomie der Kantone und die demokratische Selbstbestimmung des Volkes verankert. Eine unkritische Übernahme von EU-Richtlinien, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und rechtlichen Besonderheiten der Schweiz zugeschnitten sind, birgt die Gefahr einer Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebung und der direkten Demokratie. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Institutionen ihre Gestaltungsfreiheit im Einklang mit der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 170 bezüglich der Aussenpolitik und Artikel 5 des Obligationenrechts betreffend die Treuepflicht, wahren können. Die Gefahr einer schleichenden Unterordnung unter EU-Recht, ohne entsprechende demokratische Legitimation, ist nicht von der Hand zu weisen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundlagen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne echte Mitsprache, wie sie in der EU-Verfassung im Artikel 118a implizit angelegt ist, widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen untergräbt die demokratische Legitimation und die Möglichkeit des Schweizer Volkes, über eigene Gesetzgebung zu entscheiden. Zudem wirft die vorgesehene Mechanismen zur Streitbeilegung erhebliche Bedenken auf, da sie potenziell dazu führen könnten, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) die Auslegung des schweizerischen Rechts bestimmt. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Gerichte schützt. Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsprechung und die Rechtssicherheit sind unabsehbar und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und steht im Widerspruch zu zentralen Prinzipien unserer Souveränität und unseres Rechtssystems. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie durch das Paket impliziert wird, untergräbt die demokratische Legitimation und die Fähigkeit des schweizerischen Gesetzgebers, im besten Interesse des Landes zu handeln. Insbesondere die in Artikel 6 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die EU-Vereinbarungen (BUEV) verankerte Pflicht zur Berücksichtigung der EU-Rechtsprechung birgt die Gefahr einer schleichenden Entrundung unserer Rechtsordnung. Wir lehnen eine solche Unterwerfung unter fremdes Recht entschieden ab und fordern eine klare Stossrichtung, die die Unabhängigkeit der Schweiz wahrt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den verschiedenen Abkommen vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Mitgestaltung. Gemäss Artikel 5 Absatz 3 der Bundesverfassung hat die Schweiz die Pflicht, ihre Souveränität zu wahren. Die pauschale Anlehnung an europäisches Recht könnte jedoch zu einer de facto-Unterordnung führen, ohne dass die Schweizer Gesetzgebung und die Parlamentsmehrheit noch uneingeschränkt Einfluss nehmen können. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volks- und Mitbestimmung, der in der Bundesverfassung verankert ist und eine effektive Kontrolle durch das Volk und seine Vertreter gewährleisten soll.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr sind äusserst bedenklich und gefährden direkt das Rückgrat unseres Service public. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, Art. 40ater) öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die lediglich die profitabelsten Strecken bedienen werden, die sogenannte "Rosinenpickerei". Dies untergräbt die finanzielle Stabilität der SBB und anderer Unternehmen, die für die Grundversorgung auf weniger rentablen Linien verantwortlich sind. Die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) schränkt zudem die nationale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und könnte zu suboptimalen Ergebnissen für die Schweiz führen. Die rechtliche Grundlage für diese weitreichenden Änderungen ist fragwürdig und lässt die Schweiz anfällig für zukünftige, nicht beeinflussbare EU-Rechtsentwicklungen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit höchst zweifelhaft und stellen eine bedenkliche Aufweichung unserer bewährten schweizerischen Schutzmechanismen dar. Die behauptete Stärkung des Lohnschutzes entpuppt sich als kosmetische Anpassung an EU-Standards, welche die realen Risiken einer Lohndruck- und Abwanderungswelle für die Schweizer Arbeitnehmerschaft keineswegs abfedert. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Ausweitung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten und schwächen die Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen unserer paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen Strukturen untergraben, was zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Arbeitsbedingungen führt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und lähmt insbesondere die Flexibilität von KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist zudem eine massive Abtretung von Souveränität, die es ausländischen administrativen Entscheiden erlaubt, ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt zu werden. Insgesamt untergraben diese Vorschläge unsere Rechtsordnung und die Souveränität der Schweiz erheblich.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine fundamentale Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar und widersprechen diametral dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines de facto unentziehbaren 'Niederlassungs C PLUS' nach nur fünf Jahren und die massive Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern sind unhaltbar. Diese Massnahmen fördern die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und belasten die Schweizer Steuerzahler unbillig. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist ein reines Placebo, deren Wirksamkeit durch die extrem hohen Hürden und die drohenden EU-Strafmassnahmen negiert wird. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' beraubt unser Parlament und Volk jeder Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz und im ETH-Gesetz sind lediglich Symptombekämpfung, die die tatsächlichen Kosten der unkontrollierten Zuwanderung auf dem Rücken von Studenten und Steuerzahlern austragen. Die Schweiz verliert die Kontrolle über ihre Berufsstandards und ihre Sozialwerke zugunsten einer bedingungslosen Unterordnung unter Brüssel.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regulierung von staatlichen Beihilfen durch die EU stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität und föderalistische Struktur dar. Die Abschaffung der bisherigen, demokratisch legitimierten Praxis zur Förderung von Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur und KMU durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime untergräbt die Autonomie von Bund und Kantonen. Mit der Schaffung der Beihilfekammer als 'verlängerter Arm der EU' gemäss Artikel 3 des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine 'Superbehörde' etabliert, deren primäres Ziel die EU-Kompatibilität statt der Wahrung schweizerischer Interessen ist.

Dies hat gravierende Folgen für die Kantone. Ihr Verlust an Organisations- und Verfahrensautonomie ist unerträglich, da ihre souveränen Entscheide durch das BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) einer zentralen Kontrolle und potenziellen Aufhebung durch das Bundesgericht unterliegen. Die Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) gibt die nationale Kontrollkompetenz über den strategisch wichtigen Luftverkehr auf. Die vorgesehene Unterstellung kritischer Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr unter EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public. Die mangelnde Einbeziehung des Preisüberwachers in die Arbeit der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) dargelegt ist, stellt eine grundlegende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Stromnetz fortan von Brüssel aus gesteuert wird. Dies untergräbt die Autonomie der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom), die von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert wird.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln, welche das etablierte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe deklarieren und abschaffen könnten. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, einschliesslich der lokalen Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, die den traditionellen Einspeisevorrang negieren.

Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, mit eingeschränkten Möglichkeiten zur Bildung strategischer Reserven (z.B. Wasserreserve). Das neue StromVG, insbesondere Art. 8b ff. bezüglich Energiereserven, belegt die unzureichenden Massnahmen zur Gewährleistung der nationalen Versorgungssicherheit. Die vollständige Marktliberalisierung führt voraussichtlich zu volatileren und höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung erheblich, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke untergraben. Die Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unübersehbare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet eine unnötige Unterwerfung unter EU-Regeln, die nicht auf Schweizer Verhältnisse zugeschnitten sind und einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeuten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist in hohem Masse bedenklich. Die Tatsache, dass das Parlament die Kontrolle über diese milliardenschweren Ausgaben verliert und stattdessen eine automatisierte, vom EU-Diktat abhängige Verpflichtung entsteht, stellt eine erhebliche Aushöhlung der demokratischen Souveränität dar. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren und unkontrollierbaren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird somit faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die erhebliche finanzielle Mittel abführt, ohne dafür einen echten Vorteil oder eine verbesserte Marktintegration zu erhalten. Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese permanente Zahlungsverpflichtung und missbraucht die Friedensförderung zur Legitimation dieser umstrittenen Abgaben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, insbesondere durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), stellt eine bedrohliche Unterwerfung unter fremde Standards dar und gefährdet die Schweizer Qualität, die Vielfalt unserer Produktion und die Souveränität unseres Landes. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität droht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Normen verloren zu gehen, was unser 'Made in Switzerland'-Label entwertet.

Die Einbeziehung von EU-Inspektoren in Schweizer Betriebe, wie sie durch die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und die Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ermöglicht wird, ist ein inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Die nationalen, oft strengeren Tierschutzvorschriften werden geopfert.

Darüber hinaus untergräbt die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch

veränderter Organismen den Volkswillen und unser Gentechnik-Moratorium. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) umgehen die parlamentarische Kontrolle und erteilen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Dies ist eine unannehmbare Aushöhlung der demokratischen Entscheidungsfindung. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, eigenständig auf spezifische Bedrohungen, wie im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) oder im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu) vorgesehen, zu reagieren. Die sogenannte 'Lebensmittelsicherheit' dient als Vorwand für eine umfassende Integration, die unsere Produktionsstandards, bäuerlichen Betriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die drohende Welle der Bürokratie wird unzählige Kleinproduzenten und lokale Betriebe vernichten. Die Guillotineklausel, welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem gesamten bilateralen Vertragswerk verknüpft, ist eine politische Erpressung, die unsere Handlungsfähigkeit als souveräner Staat zerstört.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Schwander (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Tanja · tanja.schwander@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den institutionellen Abkommen vorgesehen ist, widerspricht diametral dem Geist und Buchstaben des Völkerrechts, insbesondere der nationalstaatlichen Autonomie. Artikel 6 Absatz 2 des Schweizerischen Obligationenrechts verankert die Verpflichtung zur Vertragstreue, doch dies darf nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Gesetzgebung führen. Die fortlaufende Übernahme von EU-Richtlinien ohne wirksame Mitgestaltungsmöglichkeit untergräbt die demokratische Legitimation des Schweizer Rechts und die Prinzipien der direkten Demokratie. Es besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit unserer Gerichte durch die obligatorische Anwendung von EU-Recht eingeschränkt wird, was eine Verletzung des Grundsatzes der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung darstellt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und die Rechtsetzungskompetenz des Parlaments. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht untergräbt die demokratische Legitimität und widerspricht den Prinzipien des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (R 1). Insbesondere die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz bei der Auslegung von Abkommen stellt eine inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Gerichtsbarkeit dar, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die unklare Abgrenzung der Anwendungsbereiche und die Möglichkeit einer automatischen Übernahme von Rechtsakten werfen ernste Fragen hinsichtlich der Zukunft unseres Rechtssystems und der direkten Einflussnahme des Schweizer Volkes auf seine Gesetzgebung auf. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die wirtschaftliche Autonomie und die Freiheit zur Gestaltung eigener politischer Rahmenbedingungen sind nicht zu unterschätzen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der EU geben Anlass zu erheblicher Besorgnis. Es ist fraglich, ob die vorliegenden Vereinbarungen tatsächlich dem Schutz unserer Souveränität und der Wahrung unserer rechtlichen Identität dienen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizerische Rechtssystem, wie sie sich möglicherweise aus einer Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Berücksichtigung unserer spezifischen Bedürfnisse ergeben, müssen kritisch hinterfragt werden. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), der die Vertragsfreiheit garantiert, könnte durch unzureichend ausverhandelte Abkommen untergraben werden. Des Weiteren wirft die vorgeschlagene Regelung Fragen bezüglich der Einhaltung des Gleichbehandlungsgebots gemäss Artikel 8 der Bundesverfassung auf, falls Schweizer Unternehmen durch neue Bestimmungen unrechtmässig benachteiligt würden. Die negativen Folgen für die Schweizer Wirtschaft und die Rechtssicherheit sind nicht zu unterschätzen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche rechtsstaatliche Bedenken auf. Insbesondere die Autonomie des Schweizerischen Rechts, wie sie in Artikel 122 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert ist, scheint durch die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten der eidgenössischen Räte und der direkten Demokratie gefährdet. Das Prinzip der Volkssouveränität, das durch das obligatorische Referendum nach Artikel 147 der Bundesverfassung geschützt wird, könnte ausgehöhlt werden, wenn zukünftige Anpassungen des Unionsrechts unilateral übernommen werden müssen. Die Schweiz würde sich in eine abhängige Position begeben, die ihre Handlungsfreiheit und die Möglichkeit, eigene Interessen im Sinne des Schweizer Volkes zu wahren, massiv einschränkt. Es ist dringend geboten, die Souveränität und die demokratischen Prozesse zu schützen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG), stellen eine fundamentale Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter birgt die erhebliche Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der nur profitable inner-schweizerische Strecken bedient werden. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Erbringung eines flächendeckenden und bedarfsgerechten Angebots, einschliesslich unrentabler Nebenlinien, zwingend sind. Die Bestimmung in Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG), welche die Berücksichtigung von EU-Recht bei Ausschreibungen vorschreibt, schränkt zudem die nationale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich unverbindlich und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsakten, was die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr schleichend aushöhlt.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Verbesserung der Lebensmittelsicherheit unter dem Titel "Vom Hof auf den Tisch" entpuppt sich als eine gefährliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk. Die geplante Totalrevision des Lebensmittelgesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf unsere hohen Produktionsstandards, die Vielfalt unserer Lebensmittel und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich entwertet.

Die Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz. Ebenso gravierend ist der geplante Zutritt und die Kontrollbefugnis für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Betriebe zur Aufgabe zwingen wird.

Die Aushöhlung des Gentechnik-Moratoriums und die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen missachten den Volkswillen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (Art. 15a, 21 TSchG) zwingen zur Aufgabe unserer oft strengeren nationalen Vorschriften zugunsten von EU-Standards, was einen Rückschritt für den Tierschutz bedeutet. Auch die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141, 148 LwG) umgehen das Parlament und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Die Unterstellung des Waldschutzes und der Tierseuchenbekämpfung (Art. 26 WaG, Art. 1 TSG) unter das EU-Diktat ist fahrlässig und gefährdet unsere nationalen Interessen. Dieses Abkommen ist kein Gewinn an Sicherheit, sondern eine strategische Aufgabe unserer Souveränität und unserer bewährten Qualitätsstandards.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Wirtschaftsordnung und Souveränität dar. Die bewährte Praxis, dass Bund und Kantone ihre regionalpolitischen und wirtschaftsfördernden Massnahmen autonom und demokratisch legitimiert gestalten, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone massiv, da ihre Entscheidungen künftig von einer zentralen Behörde in Bern und letztlich von der EU-Kommission genehmigt werden müssen.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht und schafft mit der Beihilfekammer eine "Superbehörde", die primär EU-Kompatibilität statt schweizerische Interessen durchsetzt. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mittels Art. 82 Bst. bbis BGG degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren souveräne Entscheide durch abstrakte Normenkontrolle gekippt werden können. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG entzieht der Schweiz zudem die Kontrolle über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Diese Entwicklung führt zu einer irreversiblen Aushöhlung nationaler Steuerungshoheit und föderalistischer Strukturen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E droht eine faktische Entmachtung, während wir Kosten tragen müssen. Die ElCom wird zur blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende eigenständiger Energieregulierung bedeutet. Die Wasserkraft, unser Rückgrat, ist durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Föderale Strukturen und lokale Kraftwerke werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG, Art. 4a ff., führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Änderungen im Energiegesetz, Art. 15 neu, sowie die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligen die dezentrale Energieproduktion massiv. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit. Die Ausweitung der ElCom-Kompetenzen (Art. 22 StromVG) und verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) führen zur Gleichschaltung mit der EU. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet einen weiteren Verlust an Souveränität. Dieses hochriskante Experiment wird auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft durchgeführt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag in Form von Kohäsionszahlungen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine rechtlich verbindliche Pflicht mittels eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) entzieht dem Parlament die essentielle Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments untergräbt und die Schweiz zur

Nettozahlerin ohne Mitspracherecht macht. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken erscheint als Lockmittel, da der im Vertrag vorgesehene 'rechtsverbindliche Mechanismus' unweigerlich zu höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Die Verankerung des KoBG im Anhang 5 des BöB und die Verknüpfung mit der Friedensförderung pervertieren den Zweck dieser Gesetze und zwingen die Schweiz zur Übernahme diktierter Verpflichtungen, ohne adäquate Gegenleistungen im Marktzugang zu erhalten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die bedingungslose Übernahme des Unionsrechts widerspricht dem klaren Auftrag aus Artikel 121a der Bundesverfassung, wonach die Zuwanderung eigenständig zu steuern ist. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, wie es Artikel 41c des angepassten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorsieht, fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme auf Kosten der Schweizer Steuerzahler. Die angebliche "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo; ihre Hürden sind unüberwindbar und die Androhung von EU-Strafmassnahmen zeigt, dass es sich um eine Erpressungsklausel handelt. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" entmachtet das Schweizer Parlament und Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies sind keine blossen technischen Anpassungen, sondern eine schrittweise Kapitulation vor Brüssel, die unsere nationalen Interessen massiv gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und stellen eine Schwächung unseres bewährten Systems dar. Anstatt den Lohnschutz zu stärken, wird er durch EU-kompatible, aber weniger wirksame Mechanismen ersetzt, was eine Erosion des schweizerischen Lohnniveaus insbesondere für tiefere und mittlere Einkommen befürchten lässt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Neuregelung in Art. 9 Abs. 2 und die Verlegung des Klagerechts in Art. 13a, dienen offensichtlich der EU-Konformität und nicht der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Einführung eines spezifischen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein unerwünschter Eingriff in die Vertragsfreiheit und schafft eine ungleiche Rechtslage, die KMU unverhältnismässig belastet. Die automatische Anerkennung von EU-Sanktionen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine gravierende Souveränitätsabtretung dar und untergräbt unsere Rechtsordnung. Die Schweiz darf ihre Schutzmechanismen nicht zugunsten einer fragwürdigen EU-Harmonisierung aufgeben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jürg Vosbeck (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Jürg Vosbeck · vosbeck@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelagerten Verhandlungen und das resultierende Paket stellen eine fundamentale Infragestellung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeit des schweizerischen Volkes untergräbt die Grundlagen unseres Rechtsstaates. Die Mechanismen, die im Rahmen des institutionellen Abkommens vorgesehen sind, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die dynamische Rechtsübernahme, bergen erhebliche Risiken.

Es ist zwingend notwendig, die Auswirkungen auf die Kernprinzipien unserer Verfassung zu prüfen. Die ständige Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen des Abkommens angestrebt wird, widerspricht dem Geist und Wortlaut von Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV). Die Tatsache, dass Gerichte in der Schweiz künftig EuGH-Urteile zur Auslegung von Verträgen zu berücksichtigen hätten, würde die richterliche Unabhängigkeit und die souveräne Rechtssetzung massiv beschneiden. Dies steht im direkten Widerspruch zu den verfassungsrechtlichen Garantien, insbesondere dem Gebot der Rechtssicherheit und der Volkssouveränität.

Darüber hinaus sind die ökonomischen Implikationen mit grösster Skepsis zu betrachten. Die Übernahme des EU-Binnenmarktrechts und die damit einhergehende Angleichung der Regulierung können zu einer übermässigen Belastung für die schweizerische Wirtschaft führen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen. Die angepriesenen Vorteile der Marktintegration wiegen die Risiken der loss of control über regulatorische Entscheidungen bei weitem nicht auf. Die Gefahr einer schleichenden Verwässerung der schweizerischen Besonderheiten und der spezifischen Standortvorteile ist real.

Besondere Besorgnis gilt der Vereinbarung in Bezug auf den freien Personenverkehr. Während die EU die volle Anwendung der EU-Richtlinien verlangt, bleibt die Schweiz in der Ausgestaltung der flankierenden Massnahmen zur Eindämmung von Lohndumping und zur Wahrung der Lohnstandards auf dem heimischen Arbeitsmarkt weitgehend in ihren Möglichkeiten eingeschränkt. Dies gefährdet die soziale Kohäsion und die schweizerischen Arbeitsbedingungen, wie sie im Obligationenrecht (OR) und anderen relevanten Gesetzen verankert sind. Die Möglichkeit, die Zuwanderung im nationalen Interesse zu steuern, wie sie in der Bundesverfassung (BV) explizit vorgesehen ist, würde durch das Abkommen ausgehebelt.

Es muss klar gesagt werden, dass dieses Paket kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt für die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prinzipien darstellt. Die angestrebte Lösung birgt gravierende Gefahren für die schweizerische Rechtsordnung, die Wirtschaft und die Gesellschaft. Es bedarf einer grundlegenden Überprüfung und einer Abkehr von dieser unheilvollen

Entwicklung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung lässt schwerwiegende Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung aufkommen, insbesondere im Hinblick auf die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die vorgeschlagenen Anpassungen deuten auf eine schleichende Übernahme von EU-Recht hin, ohne dass die schweizerische Rechtsordnung angemessen berücksichtigt wird.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Art und Weise, wie die EU-Gesetzgebung zukünftig in das schweizerische Recht integriert werden soll. Es besteht die Gefahr, dass die schweizerischen Gerichte und Verwaltungsbehörden gezwungen sein werden, EU-Recht anzuwenden, das nicht im Einklang mit der schweizerischen Verfassung oder bestehenden Gesetzen steht. Dies untergräbt die Souveränität des Schweizerparlaments und die rechtsstaatliche Gewaltenteilung, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesgerichtsbarkeit (BGG) verankert ist, das die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung des eidgenössischen Rechts garantiert.

Die Unklarheit bezüglich der Mechanismen zur Umsetzung und Übernahme neuer EU-Rechtsakte ist alarmierend. Die Möglichkeit, dass die Schweiz automatisch Bestimmungen der EU übernehmen muss, ohne eine eigene parlamentarische Debatte und Zustimmung, widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip der Mitsprache des Volkes und seiner Vertreter. Dies steht im Gegensatz zu den Grundsätzen der direkten Demokratie, die in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) festgeschrieben sind. Insbesondere Artikel 160 Absatz 1 BV, der die Mitwirkung des Parlaments an der Rechtsetzung vorsieht, könnte durch eine solche Regelung ausgehöhlt werden.

Ferner wird bemängelt, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer Überlastung der schweizerischen Justiz und Verwaltung führen könnten. Die Notwendigkeit, komplexe und sich ständig ändernde EU-Vorschriften zu interpretieren und anzuwenden, stellt eine erhebliche Herausforderung dar und birgt das Risiko von Rechtsunsicherheit. Die Stabilität des schweizerischen Rechtssystems und das Vertrauen der Bürger in die Rechtsordnung könnten dadurch erheblich beeinträchtigt werden. Artikel 2 der Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), der die Sorgfalt und Treuepflicht von Organen des Staates betont, wird durch mangelnde Transparenz und klare Regelungen herausgefordert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Institutionen darstellen. Es wird dringlich empfohlen, eine Überarbeitung derartiger Regelungen vorzunehmen, welche die schweizerischen Interessen und Verfassungsprinzipien uneingeschränkt wahrt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht äusserst bedenklich und stellen keine adäquate Antwort auf die absehbaren negativen Folgen dar. Die angepriesenen Schutzmechanismen muten eher kosmetisch an und werden den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, nicht kompensieren können. Stattdessen besteht die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstandards.

Es ist unhaltbar, dass der bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden soll. Die neuen, als effektiver angepriesenen Regeln sind in Wirklichkeit bürokratischer und weniger durchschlagend als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt massiv ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, und schadet den Schweizer Arbeitnehmenden.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Wir befürchten, dass dies zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter, durch EU-Druck erzwungener Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Damit wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht einer echten Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a sind juristische Umstrukturierungen, die die bewährte Systematik aufweichen und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkomplizieren.

Auch die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die schweizerische Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lassen sich die vorgeschlagenen Änderungen als eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes interpretieren, die zu einer Schwächung der schweizerischen Arbeitnehmenden und einer übermässigen Bindung an die EU führt.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr ist mit erheblichen Vorbehalten zu betrachten. Die beabsichtigten Anpassungen, insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater, stellen eine direkte Gefahr für den Schweizer Service public dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter zu inner-schweizerischen Strecken birgt die reelle Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen lediglich die profitablen Hauptrouten bedienen. Dies würde unweigerlich die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Transportunternehmen untergraben, die gerade für die Aufrechterhaltung des unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenstreckennetzes verantwortlich sind.

Des Weiteren ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung des Artikels 32a Absatz 1bis, welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen vorschreibt, eine empfindliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten schweizerischen Bedürfnissen auszurichten, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und kostspieligeren Lösungen für die Steuerzahler führen.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" als Absicherung gegen die dynamische Rechtsübernahme entbehrt jeder rechtlichen Bindungskraft und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Diese lediglich moralische Zusicherung ist eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Mit der dynamischen Rechtsübernahme geben wir schrittweise die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur auf. Zukünftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten wir dann zwingend übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des bestehenden Angebots, das für die Bevölkerung von zentraler Bedeutung ist. Die vorliegenden Vorschläge gefährden die Integrität und Leistungsfähigkeit unseres gut funktionierenden Bahnwesens erheblich.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt einen eklatanten Eingriff in die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E werden wir zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, dessen Stromnetz künftig von Brüssel aus gesteuert wird. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energiepolitik. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert und verliert ihre demokratische Legitimation.

Die Auswirkungen auf unsere Energieinfrastruktur sind gravierend. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen existenziell die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen werden weiter geschwächt: Gemeindekraftwerke und lokale Energieproduzenten werden durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt, da ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie der Wasserreserve, wird eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz geht verloren. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Das neue Energiegesetz (EnG) verschärft die problematische Entwicklung. Die Änderungen in Artikel 15 neu schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität. Wir lehnen diese unüberlegten und gefährlichen Schritte entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bestehende Praxis, wonach Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und einem starren, technokratischen Kontrollregime der Europäischen Union unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und die Möglichkeit, lokale Wirtschaftsförderung eigenständig zu gestalten. Gemäss dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere Artikel 3 BHÜG, wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die

nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Kompatibilität durchsetzt. Diese «Superbehörde» fungiert als «verlängerter Arm der EU», wie dies auch durch die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) und die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO zementiert wird.

Die Souveränität der Kantone wird ferner durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) massiv beschnitten. Mit dem neuen Artikel 82 Bst. bbis BGG erhalten kantonale Erlasse ein direktes Beschwerderecht vor dem Bundesgericht, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und die Möglichkeit eröffnet, ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Artikel 98a BGG zu kippen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert.

Darüber hinaus ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen «Wächters der Preise» zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung fundamental verändern, sondern auch die föderalistischen Strukturen und die demokratische Kontrolle untergraben und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger machen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einer rechtlich verbindlichen Pflicht, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) und dessen Einbettung in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) erfolgen soll, ist aus Sicht der demokratischen Kontrolle und der finanziellen Souveränität der Schweiz höchst bedenklich. Bisherige, vom Parlament kontrollierte freiwillige Beiträge werden durch diesen Mechanismus zu einer automatischen und rechtlich unumstösslichen Verpflichtung transformiert. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein entscheidendes politisches Druckmittel und die Möglichkeit, die Verwendung von Steuergeldern in dieser Grössenordnung souverän zu bestimmen. Die Vorstellung, dass der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich ein Lockvogelangebot darstellt und ein rechtsverbindlicher Mechanismus zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist eine realistische Einschätzung der Situation. Die Schweiz würde dadurch faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert, während sie keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse erhält. Das KoBG, das hier als gesetzgeberisches Instrument zur Etablierung dieser dauerhaften Verpflichtung dient, wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht um. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Artikel 1 KoBG verankert, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und reduziert die Schweizer Haushaltsführung auf die reine Vollziehung von von der EU diktierten Zahlungsverpflichtungen. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist besonders problematisch, da hier der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung ist nicht mit den Prinzipien der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Kontrolle vereinbar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und der Zuwanderung stellen eine erhebliche Erosion unserer Souveränität und unserer Fähigkeit dar, die Einwanderung

eigenständig zu steuern, wie sie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene Ausweitung der Personenfreizügigkeit widersprechen fundamental dem Willen des Volkes, die Zuwanderung selbst zu bestimmen.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer de facto 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies steht im klaren Gegensatz zu den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit und der Eigenverantwortung.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden überproportional von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, was eine unhaltbare Belastung darstellt. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, die über Partner und Kinder hinausgeht, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die angebliche 'Schutzklausel' ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Sanktionen, was dies zu einer Erpressungsklausel statt zu einem Schutzinstrument macht. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet zudem, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Dies verstösst gegen den verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz wird gezwungen, EU-Bürger zu den gleichen (niedrigen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische, und die Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte ein.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen (z.B. BGVG, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was insbesondere im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die vorgeschlagenen Änderungen sind eine Kapitulation vor der EU und eine Missachtung unserer Souveränität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen

hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung auf. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen zur Angleichung der Gesetzgebung in diversen Bereichen bedrohen die Souveränität der Schweiz und widersprechen fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems.

Die zentrale Problematik liegt in der fortwährenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrolle durch die schweizerischen Bundesinstitutionen. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Hoheit der Eidgenossenschaft und die Rechte des Volkes und der Kantone schützt, wird durch die angestrebte dynamische Rechtsübernahme massiv untergraben. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz ihre Souveränität wahren kann, wenn sie sich verpflichtet, zukünftige EU-Gesetzgebungsänderungen ohne eigene Verhandlungsmacht zu übernehmen. Dies widerspricht auch Artikel 5 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen regelt, da die Kantone in Bereichen, die ihnen nach der Bundesverfassung zustehen, erheblich an Autonomie verlieren würden.

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Personenfreizügigkeit wirft insbesondere Bedenken hinsichtlich der Umsetzung des Artikels 45 der Bundesverfassung auf, der die Kantone in der Ausübung ihrer Rechte im Rahmen der Bundesverfassung stärkt. Eine automatische Übernahme von EU-Regelungen könnte die kantonalen Kompetenzen im Migrations- und Sozialbereich aushebeln und zu einer ungerechtfertigten Belastung führen.

Darüber hinaus sind die Mechanismen zur Streitbeilegung äusserst bedenklich. Die Unterstellung unter den Europäischen Gerichtshof (EuGH) oder dessen Auslegung des Abkommens würde bedeuten, dass ein ausländisches Gericht über die Anwendung schweizerischen Rechts entscheidet. Dies verstösst gegen das Gebot der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie sich aus dem Rechtsstaatsprinzip, verankert in Artikel 5 der Bundesverfassung, ableiten lässt. Die Schweiz würde de facto die eigene Rechtsordnung und die Entscheidungen ihrer Gerichte dem Primat eines ausländischen Gerichts unterstellen.

Die Verhandlungsresultate bergen das Risiko einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der politischen Unabhängigkeit. Es ist unerlässlich, dass die Schweizerische Bundesversammlung und das Volk über diese weitreichenden Konsequenzen eingehend aufgeklärt werden und eine fundierte Entscheidung treffen können, die die Interessen und die Souveränität der Schweiz uneingeschränkt wahrt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Die Verhandlungsziele scheinen einseitig auf eine Anpassung an europäisches Recht abzuzielen, ohne die notwendigen Gegenleistungen für die Schweiz angemessen zu berücksichtigen.

Besonders alarmierend ist die mögliche Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende demokratische Legitimation. Dies berührt direkt die Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind. Artikel 1 des Raumplanunggesetzes (RPG), der die Selbstbestimmung der Kantone und Gemeinden in planerischen Fragen betont, könnte durch eine übermässige Harmonisierung mit EU-Richtlinien ausgehöhlt werden. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung, ein fundamentaler Pfeiler unseres Rechtsstaates, steht auf dem Spiel.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen und der potenzielle Verlust von Handlungsspielraum kritisch zu hinterfragen. Die geforderte Übernahme des EU-Besitzstandes, einschliesslich der flankierenden Massnahmen zum Personenfreizügigkeitsabkommen, birgt das Risiko einer Unterwanderung des schweizerischen Arbeitsmarktes und der Lohnschutzbestimmungen. Artikel 120a des Obligationenrechts (OR), der sich mit der Regulierung von Arbeitsverhältnissen

befasst, könnte durch unionsrechtliche Vorgaben, die nicht auf die schweizerischen Verhältnisse zugeschnitten sind, unter Druck geraten.

Es ist fraglich, ob die angestrebte «Stabilisierung» nicht vielmehr einer schleichenden Integration in die EU gleichkommt, ohne dass die Schweiz die damit verbundenen Verpflichtungen und Risiken vollständig abwägt. Die Unkenntnis über die genauen Auswirkungen und die fehlende Transparenz im Verhandlungsprozess sind beunruhigend. Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit wahren und darf sich nicht einem Rechtssystem unterwerfen, das ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten nicht gerecht wird. Eine vertiefte Prüfung der potenziellen negativen Konsequenzen für unsere Souveränität, unsere Demokratie und unseren Wohlstand ist unabdingbar, bevor irgendeine verbindliche Zusage gegenüber der EU in Erwägung gezogen wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Katharina Weber (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Weber Katharina · weber.kathi@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Regelungen zur inländischen Umsetzung der Abkommen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die vorliegenden Entwürfe eine kohärente und im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Prinzipien stehende Umsetzung gewährleisten. Besonders bedenklich ist die potenzielle Aushöhlung der nationalen Souveränität, die sich aus der Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrollmechanismen ergibt. Artikel 173 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Autonomie der Kantone und die Volkssouveränität. Die vorliegenden Umsetzungsbestimmungen scheinen diesen Grundsatz zu unterlaufen, indem sie eine einseitige Übernahme von Rechtsakten der EU-Kommission vorsehen, welche die Schweizer Gesetzgebung präjudizieren könnten. Dies widerspricht dem Geist einer partnerschaftlichen Zusammenarbeit und birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die nicht dem Willen des Schweizer Volkes entspricht. Des Weiteren sind die Transparenz und die demokratische Legitimation der Entscheidungsprozesse bei der Umsetzung fragwürdig. Wenn die Übernahme von EU-Recht primär auf der Ebene der Verwaltung und ohne umfassende parlamentarische Debatte und Zustimmung erfolgt, wird das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 BV verankert ist, verletzt. Es ist essenziell, dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger sowie die Parlamente auf Bundes- und Kantonssebene die Möglichkeit haben, die Auswirkungen dieser Regelungen umfassend zu beurteilen und gegebenenfalls Einfluss zu nehmen. Die mangelnde Klarheit bezüglich der Abgrenzung zwischen übernomnenem EU-Recht und schweizerischem Recht wirft ebenfalls Fragen auf. Artikel 164 BV verlangt, dass sich die Gesetzgebung in allen ihren Teilen klar und einheitlich auf die Verfassung stützen muss. Wenn die schweizerischen Gesetze durch eine Fülle von nicht explizit vom Parlament verabschiedeten EU-Normen ergänzt werden, ist diese Klarheit und Einheitlichkeit gefährdet. Dies kann zu Rechtsunsicherheit und zu Konflikten mit bestehendem nationalem Recht führen. Schliesslich muss die wirtschaftliche Tragweite der geforderten Umsetzungen sorgfältig analysiert werden. Die Erfahrungen mit früheren Abkommen zeigen, dass die Kosten der Anpassung und die finanziellen Beiträge an die EU oft unterschätzt werden. Eine detaillierte Kosten-Nutzen-Analyse, die auch potenzielle negative Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaft berücksichtigt, fehlt in den vorliegenden Dokumenten. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre wirtschaftlichen Interessen mit grösster Sorgfalt wahrt und eine eigenständige Politik verfolgt, die auf nationaler Stärke und Wettbewerbsfähigkeit basiert, statt sich einseitig an die Vorgaben der EU anzupassen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine massive Gefährdung unserer sozialen und wirtschaftlichen Stabilität dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die de facto eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit weit über den ursprünglichen Rahmen hinaus bedeutet, widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Das neu geschaffene "Daueraufenthaltsrecht" nach nur fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein

unannehmbares Risiko für unsere innere Sicherheit und die Nachhaltigkeit unserer Sozialwerke. Die damit einhergehende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dazu führen, dass EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf staatliche Unterstützung angewiesen sind. Die finanziellen Lasten hierfür werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Der im Rahmen dieses Abkommens vorgesehene Familiennachzug, der erstmals Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist in seiner Ausweitung für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) ist eine reine Augentäuschung. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hochgesteckt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Eine Berufung darauf würde zudem mit Strafmassnahmen der EU geahndet, was diese Klausel eher zu einer Erpressungsklausel macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Mitsprache mehr haben werden. Dies ist eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein unmissverständliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen dieser unkontrollierten Zuwanderung abzufedern. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Änderung im BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Diese Massnahmen stellen insgesamt eine kapitulative Unterordnung unter das EU-Recht dar, die unsere nationale Gesetzgebung und unsere direktdemokratischen Instrumente massiv beschneidet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema Lebensmittelsicherheit offenbart die beunruhigende Tendenz, unter diesem irreführenden Titel eine weitreichende Unterwerfung der Schweiz unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" zu vollziehen. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit geht, sondern um die vollständige Angleichung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft an EU-Standards, die oft hinter unseren eigenen, etablierten Qualitätsnormen zurückbleiben. Diese Entwicklung bedroht massiv die hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an häufig tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Dies untergräbt einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die spiegelbildlich zu betrachtende Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf diese Qualität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies wird zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an etablierten, hohen Standards führen, was auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger mit unpassenden EU-Vorschriften überziehen wird. Die bedrohliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert. Der befürchtete Eintritt von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betriebe ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Besonders alarmierend ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Ebenso stellen die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) einen beispiellosen Rückschritt dar. Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung bedeutet, dass unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften aufgegeben werden müssen. Dies ist nicht nur ein Rückschritt für den Tierschutz, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die parlamentarische Kontrolle aushebelt. Auch im Waldgesetz (neuer Art.

26 Abs. 1bis WaG) verliert die Schweiz die souveräne Fähigkeit, auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet die nationale Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch ein starres, bürokratisches System.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des neuen Abkommens mit der Europäischen Union werfen erhebliche und prinzipielle Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten, freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), das in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) verankert wird, werden diese Zahlungen faktisch zu einer permanenten, rechtlich einklagbaren Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsmacht über die Verwendung von Steuergeldern und verwandelt sie in eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung. Artikel 1 des KoBG schafft damit einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Schweizer Parlaments untergräbt. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint in diesem Lichte als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung von Beiträgen birgt das erhebliche Risiko, dass die Schweiz unweigerlich zu massiv höheren Zahlungen gezwungen wird, ohne die Möglichkeit, diesen Forderungen zu widersprechen. Die Schweiz würde somit zur Nettozahlerin degradiert, ohne dafür einen garantierten verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse zu erhalten. Es handelt sich hierbei um eine institutionelle Anbindung, die primär Kosten für unsere Souveränität verursacht, ohne greifbare Vorteile zu bieten. Zudem ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend und grenzt an Täuschung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieser Vorgang entbehrt jeder sachlichen Grundlage und manipuliert die öffentliche Wahrnehmung. Die finanzielle Beteiligung an die EU wird somit auf eine unzulässige Weise in einen Kontext gestellt, der die eigentlichen und kostspieligen Verpflichtungen verschleiert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nach eingehender Prüfung als unzureichend und rein kosmetischer Natur zu bewerten. Sie sind nicht in der Lage, den massiven und sich verschärfenden Lohndruck, der aus der Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, wirksam zu kompensieren. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen treffen wird. Anstatt den bewährten und in der Schweiz erfolgreichen Lohnschutz zu stärken, beobachten wir eine bedenkliche Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind vordergründig bürokratischer gestaltet, jedoch in ihrer Wirksamkeit gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich reduziert. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden in ihrer Effektivität geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird hier zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Strom mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch die Übernahme von EU-Recht impliziert wird, degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die Unabhängigkeit unserer Energiepolitik untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk herabgestuft. Dies bedeutet die unumgängliche Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Dies wird durch die geplanten Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) zementiert, welche kleine und mittlere Produzenten benachteiligen und Investitionsunsicherheit schaffen. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Service public dar und sind aus Gründen des Erhalts unserer Souveränität und der Qualität des öffentlichen Verkehrs entschieden abzulehnen. Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz, wie sie in Art. 40ater EBG formuliert ist, öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dieses Vorgehen führt unweigerlich zu einer selektiven Markterschliessung, bei der ausländische Akteure lediglich die lukrativen Hauptrouten bedienen werden. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den weniger rentablen, aber für die landesweite Versorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt nachhaltig die finanzielle Grundlage unseres etablierten Service public, dessen Aufrechterhaltung nicht primär von Marktmechanismen, sondern von einer gesamtgesellschaftlichen Verantwortung geleitet wird. Des Weiteren birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken für bestehende und bewährte Subventionsmodelle. Zahlreiche Massnahmen, die dem Erhalt und der Förderung unseres Bahnverkehrs dienen – sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder bei der Beschaffung von Rollmaterial – könnten zukünftig als unionsrechtswidrig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Planungssicherheit massiv beeinträchtigen und die Qualität sowie den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung direkt gefährden. Die vom Bundesrat als schützende Massnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich nicht bindende Absichtserklärung, die keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts bietet. Da die Schweiz sich zur dynamischen Übernahme von EU-Recht verpflichtet, sind wir künftigen Regulierungen schutzlos ausgeliefert, selbst wenn diese unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen. Die Vorstellung, durch solche Deklarationen unsere Souveränität wahren zu können, ist trügerisch. Die sukzessive Verlagerung von Steuerungs- und Regulierungsbefugnissen im Schienenverkehr an zentrale EU-Stellen, beispielsweise durch die Übernahme von Regelungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist ein bedenklicher Schritt, der die nationale Steuerungskompetenz weiter schwächt. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), konkret Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur

Beachtung völkerrechtlicher Vorgaben, also EU-Recht. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein und zwingt zur Berücksichtigung von Kriterien, die nicht zwingend den besten Lösungen für die Schweiz dienen. Stattdessen werden wir gezwungen sein, EU-konforme, aber potenziell suboptimalere und kostspieligere Lösungen zu akzeptieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Einklang mit unseren spezifischen Bedürfnigen und demokratischen Prozessen getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und deren Recht, eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden. Die Notwendigkeit, kantonale Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen, ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird die Schweiz systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU unterworfen. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und Art. 3 BHÜG schafft eine 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide dienen nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren mit dem neuen BHÜG und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern, denen das formelle rechtliche Gehör verweigert wird. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Diese Entwicklung ist angesichts der strategischen Bedeutung des Luftverkehrs für die Schweiz zutiefst bedenklich und schwächt unsere Fähigkeit zur eigenständigen Politikgestaltung in einem essenziellen Bereich. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne die direkten Auswirkungen auf die Bevölkerung kritisch hinterfragen zu lassen. Diese Massnahmen höhlen unsere rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Legitimation aus.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt und ob die damit verbundenen Souveränitätsverluste angemessen kompensiert werden. Die Übernahme von EU-Recht in die Schweizer Gesetzgebung, ohne dass die Schweiz Mitspracherechte bei dessen Entstehung hat, widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation. Dies könnte unter anderem die Rechtsgrundlage des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (FZA) tangieren, welches im Rahmen der bilateralen Verträge die Übernahme von EU-Sekundärrecht vorsieht. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zukünftig gezwungen wird, sich an Regelungen zu halten, die nicht ihren nationalen Bedürfnissen oder Werten entsprechen. Besonders problematisch ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Anerkennung seiner Rechtsprechung, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens vorgesehen ist, würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Souveränität des Schweizer Rechts massiv beeinträchtigen. Das Prinzip, dass Schweizer Gerichte dem EuGH unterstellt sind, könnte die Anwendung von nationalem Recht, wie beispielsweise des Obligationenrechts (OR) oder des Bundesgesetzes über den unlauteren

Wettbewerb (UWG), in vielen Bereichen verändern und potenziell zu Entscheidungen führen, die nicht im Einklang mit schweizerischer Rechtskultur stehen. Die befürchtete Erosion der direkten Demokratie ist ebenfalls ein gravierender Nachteil. Wenn die Schweiz EU-Recht unbesehen übernehmen muss, wird die Möglichkeit des Volkes, über Gesetze abzustimmen und so die nationale Gesetzgebung zu gestalten, weiter eingeschränkt. Dies untergräbt die Grundlage unseres demokratischen Systems, das im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Paketlösung Risiken birgt, die das Schweizer Modell der Unabhängigkeit und direkten Demokratie gefährden. Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Rechtfertigung angeführt werden, dürfen nicht dazu führen, dass grundlegende Prinzipien unserer Rechtsordnung und Souveränität geopfert werden. Eine kritische und skeptische Haltung ist daher geboten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in einer solchen Stabilisierung impliziert sein könnte, steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Ordnung, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung, namentlich in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Schweiz als souveränen Staat definiert. Die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Rückbindung an die Schweizer demokratischen Prozesse untergräbt die Möglichkeit des Volkes und der Kantone, über die Gesetzgebung mitzubestimmen. Dies widerspricht dem Geist des Artikels 140 der Bundesverfassung, welcher die Mitwirkung des Volkes und der Kantone bei der Gesetzgebung vorsieht. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Rechtsordnung zugunsten europäischer Vorgaben, die nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Werte zugeschnitten sind, ist evident. Dies könnte zu einer Abhängigkeit führen, die unsere Handlungsfreiheit in Kernbereichen wie der Wirtschafts-, Sozial- und Sicherheitspolitik massiv einschränkt. Weiterhin müssen die wirtschaftlichen Konsequenzen einer engeren Bindung zur EU kritisch hinterfragt werden. Eine automatische Übernahme von EU-Recht im Rahmen von Institutionellen Abkommen könnte zu zusätzlichen regulatorischen Lasten für Schweizer Unternehmen führen und die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Die Kosten für die Anpassung an neue Regulierungen und die potenzielle Abwanderung von Arbeitsplätzen in nicht-EU-Länder sind nicht zu unterschätzen. Artikel 30 der Bundesverfassung schützt das Eigentum und damit auch die wirtschaftliche Freiheit, die durch übermässige regulatorische Auflagen aus Brüssel bedroht werden könnte. Die geforderte Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei im gleichen Masse Einfluss auf dessen Gestaltung hat wie die EU-Mitgliedstaaten, ist ein fundamental unausgewogenes Verhältnis. Dies stellt die Gleichwertigkeit und die Interessen der Schweiz in Frage. Die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft garantiert die Gleichheit aller Bürger und die Chancengleichheit, die durch eine solche einseitige Übernahme von Regelungen gefährdet sein könnte. Es muss sichergestellt werden, dass jede zukünftige Vereinbarung die schweizerischen Interessen wahrt und unsere grundlegenden Prinzipien nicht kompromittiert. Die Schweiz hat stets Wert auf ihre Unabhängigkeit und ihre eigenständige Rechtsordnung gelegt, und eine unüberlegte Annäherung an die EU ohne klare Vorkehrungen zum Schutz dieser Prinzipien wäre ein schwerwiegender Fehler.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: weber.kathi@bluewin.ch
Sent: Mittwoch, 8. Oktober 2025 14:16
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren

Ich will nicht von der EU bevormundet werden. Die EU will nur unser Geld, dass sie dann unsinnig ausgibt. Wenn Deutschland nicht mehr zahlungsfähig ist, wird die EU untergehen.

Frau von der Leyen hat viel Dreck am Stecken. Sie ist kein gutes Vorbild und ich will mich von ihr nicht drangsalieren und ausnehmen lassen.

Freundliche Grüsse

Katharina Weber

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rolf Wüst (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Rolf Wüst · 041 320 13 07 · rolfwuest@kfnmail.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Schweizerische Eidgenossenschaft steht vor einer weiteren tektonischen Verschiebung ihrer Souveränität, sollte dem vorliegenden Abkommen mit der Europäischen Union stattgegeben werden. Die vorliegende Vernehmlassung dient lediglich als formaler Akt, um eine bereits getroffene Entscheidung zu legitimieren, anstatt eine ernsthafte Prüfung der nationalen Interessen zu ermöglichen. Es drängt sich die Frage auf, ob die hierin enthaltenen Bestimmungen tatsächlich im Einklang mit den Grundwerten und den verfassungsrechtlichen Vorgaben der Schweiz stehen.

Namentlich sind die Auswirkungen auf die nationale Gesetzgebung und die richterliche Gewalt von erheblicher Tragweite. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in Artikel X des Abkommens vorgesehen ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der legislativen Autonomie. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter verlieren damit zunehmend die Kontrolle über die Gestaltung der eigenen Gesetze. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und ihrer Völker bekräftigt. Die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten untergräbt die rechtsstaatliche Ordnung und könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Institutionen führen.

Darüber hinaus sind die potenziellen finanziellen Belastungen für die Schweiz noch nicht abschliessend geklärt. Die Verpflichtung zu Beitragszahlungen an die EU, ohne dass hierfür eine entsprechende Gegenleistung im Sinne von Stimmrechten oder Mitsprachemöglichkeiten existiert, erscheint fragwürdig. Artikel 134 der Bundesverfassung, der die finanziellen Aspekte der Eidgenossenschaft regelt, wird durch solche unkontrollierten Verpflichtungen tangential berührt. Die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung solcher Finanzierungsmechanismen ist alarmierend und wirft ernste Fragen bezüglich der verantwortungsvollen Haushaltsführung auf.

Die vorliegende Vernehmlassung ist daher kein Ausdruck eines ausgewogenen partnerschaftlichen Verhältnisses, sondern eher ein Indiz für eine fortschreitende Abhängigkeit, die die schweizerische Identität und unsere etablierten rechtsstaatlichen Prinzipien massiv gefährdet. Es ist unabdingbar, dass die Schweizer Politik die nationale Souveränität und die demokratischen Errungenschaften über alle wirtschaftlichen oder politischen Opportunitäten stellt, die mit einer solchen bilateralen Annäherung einhergehen. Die Bedenken sind tiefgreifend und erfordern eine kritische Neubewertung des gesamten Ansatzes.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die etablierte Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen demokratischer Prozesse und unter Berücksichtigung lokaler Bedürfnisse eingesetzt werden, soll durch ein rigides, technokratisches Kontrollregime der Europäischen Union ersetzt werden. Diese

Umgestaltung ist nicht lediglich eine Anpassung, sondern eine grundlegende Untergrabung der Autonomie der Kantone. Die Kantone würden im Wesentlichen zu Bittstellern degradiert, deren eigenständige Entscheidungen über die Wirtschaftsförderung künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Dies steht in diametralem Widerspruch zu unserem föderalistischen System und der Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone.

Die Schaffung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer als zentrale Kontrollinstanz, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine Behörde geschaffen, deren primäre Aufgabe nicht die Durchsetzung Schweizer Interessen, sondern die Sicherstellung der EU-Konformität ist. Dies hebelt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aus und schränkt die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf nationaler Ebene massiv ein.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Der neu eingefügte Artikel 82 Buchstabe b bis BGG gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass demokratisch gefällte Subventionsentscheide von kantonaler Ebene durch eine zentrale Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle, wie in Artikel 98a BGG geregelt, gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und schwächt die föderalistischen Strukturen.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht gemäss Artikel 31a VGG wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese 'Superbehörde' wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Diese Entwicklungen sind alarmierend und gefährden die Kerninteressen der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine punktuelle Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter ein Regelwerk, das unsere etablierten und hohen Produktionsstandards untergräbt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen Kriterien und Tradition beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unvermeidlich abgewertet. Das weltweit anerkannte Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn die Produktion denselben, weniger strengen EU-Vorschriften unterworfen wird. Dies vernichtet einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und gefährdet die Existenz vieler bäuerlicher Familienbetriebe, die auf ihre spezifischen Qualitätsmerkmale angewiesen sind.

Die beispiellose 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable Form politischer Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jegliche souveräne Handlungsfähigkeit und zwingt uns, ein schädliches Abkommen zu akzeptieren, um nicht das gesamte bilaterale Verhältnis aufs Spiel zu setzen. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Restaurants, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie wird Existenzen vernichten. Nicht nur grosse Industriebetriebe,

sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien würden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überfordert. Dies zerstört lokale Traditionen und die Vielfalt unserer kulinarischen Landschaft. Das bestehende, dem Volkswillen entsprechende Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies ist eine Missachtung des demokratischen Willens.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein direkter Angriff auf die Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten, indem die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterworfen wird. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe unserer bewährten, oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141, 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Reaktionsfähigkeit bei spezifischen Bedrohungen schwächt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und ist fahrlässig in Bezug auf die nationale Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Insgesamt stellt dieses Abkommen eine gefährliche Erosion unserer Souveränität und unserer nationalen Standards dar.

Strom

Die vorgesehene Strommarktliberalisierung im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine grundsätzliche Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem passiven Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten mittragen muss, jedoch keinerlei Stimmrecht in den für unser Stromnetz entscheidenden Gremien besitzt. Die ElCom mutiert von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk", die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die heimische Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen System die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll – weder der Markt noch die EU scheinen hierfür eine klare Zuständigkeit zu übernehmen. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht vom freien Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen und der bewährten Zusammenarbeit von Bund und Kantonen führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise den oft unpassenden Regeln für riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale Energieerzeugung massiv, indem sie die Leistungsgrenze für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW senken. Dies gefährdet die

Wirtschaftlichkeit kleiner Produzenten und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien durch die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), was die Abhängigkeit von ausländischen und fossilen Energiequellen erhöht. Dieses hochriskante Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft wird die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung untergraben und die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes überlassen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament beschlossenen Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist inakzeptabel. Dies wird durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert, welches die bisher politischen Gesten in permanente, gesetzlich verankerte Pflichten verwandelt. Artikel 1 des KoBG schafft einen Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments massiv einschränkt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz zur Nettozahlerin zu werden, die bedingungslos die von der EU diktierten Beträge zu leisten hat.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Das Parlament verliert damit sein wichtigstes politisches Druckmittel und die Möglichkeit zur demokratischen Kontrolle dieser milliardenschweren Zahlungen. Es handelt sich hierbei faktisch um eine Zwangsabgabe, die der Schweiz ohne entsprechende Gegenleistung oder echten Marktzugang auferlegt wird.

Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die permanente und integrale Aufnahme dieser Zahlungsverpflichtungen in die Schweizer Rechtsordnung und entzieht dem Parlament die Möglichkeit, über jeden einzelnen Beitrag souverän zu entscheiden. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz muss sich fragen lassen, ob sie bereit ist, ihre Souveränität und ihre demokratischen Entscheidungsprozesse für finanzielle Verpflichtungen aufzugeben, deren Vorteile unklar sind und deren Kosten potenziell explodieren werden.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung des Landverkehrs mit der Europäischen Union birgt gravierende Gefahren für die Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres Service public im Schienenverkehr. Die geplante Anwendung des EU-Beihilferechts droht, die gegenwärtig bestehenden und bewährten Subventionsstrukturen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig einzustufen. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung der Qualität und einer Reduzierung des Angebots für die schweizerische Bevölkerung führen.

Die Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass ausländische Unternehmen ausschliesslich die profitablen Hauptstrecken bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien verbleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Versorgung.

Die als Absicherung vorgesehene "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates ist rechtlich nicht

bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet die unweigerliche Übernahme künftiger EU-Regulierungen, beispielsweise zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisiert und an EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Die Einführung der Kabotage ist ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public, der die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz erschwert und zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor der Europäischen Union dar und höhlen unsere Souveränität massiv aus. Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung sowie dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts bereits nach fünf Jahren, welches als eine Art "Niederlassung C PLUS" fungiert. Diese Regelung, selbst bei krimineller oder sozialhilfeabhängiger Lebensführung, untergräbt unsere innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Die damit einhergehende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, wird die Last für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unerträglich erhöhen.

Der geplante, beispiellos weit gefasste Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" ist ein reines Placebo, deren Anwendungsbedingungen derart hoch sind, dass sie in der Praxis nie greifen werden. Sollte die Schweiz sie dennoch in Anspruch nehmen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was diese Klausel zu einer reinen Erpressung macht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich mittels der "Integrationsmethode" entmachtet das Schweizer Parlament und Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts auf diesem hochsensiblen Gebiet. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere klare Schritte zur Aufgabe unserer sozialpolitischen Souveränität. Selbst unser Zivilgesetzbuch wird durch die Anpassung von Artikel 89a Abs. 6 Ziff. 24 der Anpassungslogik des EU-Sozialversicherungsrechts unterworfen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen wie dem BGMD

(Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) ersetzt bewährte schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt unkalkulierbare Risiken für unsere Qualitätsstandards und die Patientensicherheit, insbesondere im Gesundheitswesen. Die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz zeigt, dass die Schweiz im Rahmen dieser Abkommen ihre Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung und Qualitätssicherung aufgibt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf den Lohnschutz, sind aus unserer Sicht äusserst problematisch und bedürfen einer kritischen Neubewertung. Die vorliegenden Massnahmen erscheinen wenig mehr als kosmetische Korrekturen, die in keiner Weise geeignet sind, dem massiven und anhaltenden Druck auf das Schweizer Lohnniveau entgegenzuwirken, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion der Lohnstrukturen, die insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und in der Schweiz äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung zugunsten von EU-Standards, die sich in der Praxis oft als weniger robust erwiesen haben. Die neuen Regeln sind von einer zunehmenden Bürokratisierung geprägt, die jedoch die Effektivität der flankierenden Massnahmen, wie sie das Entsendegesetz (EntsG) in seiner bisherigen Form vorsah, keineswegs zu übertreffen vermag. Dies schafft Präferenzen für ausländische Unternehmen, die dem Lohndumping Tür und Tor öffnen. Die Anpassungen am Entsendegesetz, wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der EU-Konformität und nicht einer tatsächlichen Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Umplatzierung des Klagerechts von Art. 11 in den neuen Art. 13a EntsG verwässert zudem die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich.

Auch die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die vorgeschlagenen zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer laxeren Überwachung und Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte, spezifische Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz ist eine weitere problematische Entwicklung. Sie zementiert die EU-Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, welche die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für europäische administrative Sanktionen macht. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische Entscheidungen ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz umgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz eher schwächen als stärken und unsere bewährten Schutzmechanismen kompromittieren, um vermeintlich EU-kompatibel zu sein.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz aufkommen. Die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitspracherechte untergräbt die demokratische Legitimation und die Möglichkeit, nationale Interessen wirksam zu wahren. Insbesondere die automatische Übernahme von Rechtsetzukunftsvorlagen der EU, wie sie im Abkommen vorgesehen ist, stellt eine nicht hinnehmbare Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz dar.

Dies steht im Widerspruch zu Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Bundesversammlung als oberstes Organ der Gesetzgebung bestimmt. Die vorgesehene Dynamik der Rechtsübernahme entmachtet das Schweizer Parlament und zwingt es, EU-Regulierungen zu adaptieren, ohne diese kritisch prüfen oder modifizieren zu können.

Des Weiteren wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gravierende Fragen auf. Eine verbindliche Interpretation von EU-Recht durch den EuGH, dessen Urteile für die Schweiz bindend sein sollen, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte beeinträchtigen. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 190 die Geltung von Bundesgesetzen. Die vorgesehene Unterordnung unter die Rechtsprechung des EuGH könnte dazu führen, dass EU-Recht die Geltung von schweizerischem Recht verdrängt, was einen fundamentalen Bruch mit dem rechtsstaatlichen Prinzip der nationalen Souveränität darstellt.

Die Mechanismen zur Streitbeilegung, die im Paket vorgesehen sind, scheinen ebenfalls unausgewogen. Die Möglichkeit, dass die EU einseitig Massnahmen ergreifen kann, wenn sie der Meinung ist, die Schweiz halte sich nicht an die Abkommen, birgt ein erhebliches Missbrauchspotenzial und stellt eine ungleiche Behandlung dar. Es ist fraglich, ob diese Mechanismen den Schutz der schweizerischen Interessen ausreichend gewährleisten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket in seiner jetzigen Form die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Legitimation massiv gefährdet. Es ist dringend geboten, diese kritischen Punkte zu überdenken und sicherzustellen, dass jegliche zukünftige Vereinbarung mit der EU die Grundpfeiler unseres Rechtssystems und unsere Unabhängigkeit respektiert.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine pauschale Annäherung an die EU, wie sie hier impliziert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität und der Abweichung von unserer bewährten direkten Demokratie. Insbesondere die mögliche Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung würde das Fundament unseres demokratischen Systems fundamental in Frage stellen. Artikel 160 der Bundesverfassung, der die parlamentarische Kontrolle über völkerrechtliche Verträge festlegt, könnte durch die vorgeschlagene Annäherung untergraben werden, wenn schweizerische Gesetzgebung ohne substanzielle Mitsprache der Bevölkerung oder des Parlaments auf EU-Regulierungen ausgerichtet werden müsste.

Es ist unerlässlich, die Auswirkungen auf die Rechtsstellung der Schweiz im globalen Kontext genau zu analysieren. Eine stärkere Bindung an die EU könnte unweigerlich zu einer Abhängigkeit führen, die unsere Fähigkeit zur eigenständigen Aussenpolitik und zur Wahrung unserer nationalen Interessen einschränkt. Die im Vernehmlassungsdokument angedeuteten "Stabilisierungen" scheinen primär den Interessen der EU zu dienen und eine Angleichung an ihre rechtlichen und politischen Vorgaben zu bezwecken. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen, die mit Artikel 1 der Bundesverfassung verfolgt werden, nämlich der Wahrung der Unabhängigkeit und der Sicherung des Wohls des Landes und seiner Bevölkerung.

Die Annahme von EU-Recht, auch in Teilbereichen, bedarf einer äusserst sorgfältigen Abwägung. Es muss sichergestellt werden, dass die Errungenschaften des Schweizer Rechts, die oft das Ergebnis langer demokratischer Prozesse sind, nicht durch vordefinierte EU-Normen ersetzt werden, ohne dass diese einer kritischen Prüfung im Lichte unserer eigenen Bedürfnisse und Werte unterzogen werden können. Die Auswirkungen auf die Wirtschaftsregulierung, die Arbeitsmarktpolitik und die soziale Sicherheit sind von zentraler Bedeutung und dürfen nicht unbedacht hingenommen werden. Eine solche Angleichung, die nicht durch eine breite gesellschaftliche Zustimmung legitimiert ist, könnte zu erheblichen Spannungen im Innern führen und das Vertrauen in die politischen Institutionen schwächen. Die schweizerische Verfassungsmässigkeit und die direktdemokratischen Instrumente dürfen nicht zum Spielball aussenpolitischer Notwendigkeiten werden, die primär von anderen Akteuren bestimmt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und drohen, die Souveränität und die Rechtsetzungshoheit der Schweiz unangemessen zu untergraben. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht in bilateraler Form stellt eine fundamentale Abweichung von der bisherigen Schweizer Rechtsordnung dar und birgt die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung unserer Gesetzgebung.

Die vertraglich vorgesehene dynamische Rechtsübernahme, die eine automatische Anpassung an zukünftige EU-Gesetzgebungsakte vorsieht, ist äusserst problematisch. Gemäss Artikel 120 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Binnenmarktzugangsvereinbarungen (BMAV) bedarf jede Anpassung von Schweizer Recht einer parlamentarischen Genehmigung. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen jedoch diesen Mechanismus zu umgehen, indem sie eine faktische Bindung an EU-Recht ohne adäquate demokratische Kontrolle schaffen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert sind. Das Prinzip der direkten Demokratie wird hier durch eine externe Normsetzungsmacht ausgehöhlt.

Die damit verbundene Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit ist ebenfalls bedenklich. Die Interpretation und Anwendung des übernommenen EU-Rechts durch Schweizer Gerichte wird massgeblich vom Europäischen Gerichtshof (EuGH) beeinflusst. Dies wirft die Frage auf, ob die Schweizer Justiz weiterhin autonom entscheiden kann oder ob sie faktisch an die Vorgaben aus Luxemburg gebunden wird. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine automatische Übernahme der EuGH-Rechtsprechung könnte diese Unabhängigkeit gefährden und die Schweizer Rechtsordnung de facto fremdbestimmt machen.

Darüber hinaus sind die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den Abkommen ergeben, nicht unerheblich und bedürfen einer kritischen Prüfung im Lichte der Haushaltsdisziplin und der wirtschaftlichen Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt die damit verbundenen Kosten und Risiken rechtfertigen. Die vorliegenden Ergebnisse sind daher aus einer gesamtstaatlichen Perspektive kritisch zu hinterfragen und bedürfen umfassenderer parlamentarischer Debatten sowie einer breiten öffentlichen Vernehmlassung. Es ist essenziell, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und ihre Gesetzgebungsmacht nicht leichtfertig an externe Akteure abtritt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marita (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Marita Zeller · 0793647678 · maritazeller@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung aus Sicht der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die vorliegenden Vorschläge scheinen die schweizerische Rechtsordnung zu untergraben und eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation zu befördern.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Ausdehnung der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf Bereiche, die gemäss der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) über die Staatshoheit und Artikel 48 BV über die Rechtsprechung, dem nationalen Rechtssystem vorbehalten sind. Die Annahme, dass der EuGH in seiner Auslegung von EU-Recht bindend für die schweizerischen Gerichte werden könnte, verletzt das Prinzip der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit in der Schweiz. Dies widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns, wie er in der Volksabstimmung über die Bilateralen Abkommen zum Ausdruck gebracht wurde, die eine klare Trennung der Rechtssysteme vorsah.

Weiterhin ist die im Rahmen des Pakets diskutierte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen bedenklich. Gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz ein Bundesstaat, der von den Kantonen und dem Volk ausgeht. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Mitsprache der Kantone und des Parlaments massiv einschränken und die föderalistische Struktur der Schweiz aushöhlen. Die Tatsache, dass solche Übernahmen oft ohne direkte demokratische Kontrolle und ohne Möglichkeit zur Vernehmlassung im Inland erfolgen, ist ein gravierender Mangel. Dies steht im Widerspruch zur in Artikel 34 Absatz 3 der Bundesverfassung (BV) verankerten direkten Demokratie.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, die über die bisherigen Abkommen hinausgeht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Ohne eine klare Gegenleistung und ohne Mitspracherecht bei der Mittelverwendung stellt dies eine unbillige finanzielle Belastung dar und könnte die Unabhängigkeit der Schweizer Haushaltspolitik gefährden. Artikel 127 der Bundesverfassung (BV) legt die Grundsätze der Finanzpolitik fest, und jede Ausdehnung von Zahlungsverpflichtungen muss diesem Grundsatz Rechnung tragen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket Schweiz-EU in seiner jetzigen Form die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Institutionen der Schweiz erheblich gefährdet. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einer reinen Anhängselpolitik der EU wird, ohne dass dies dem Willen des schweizerischen Volkes entspricht. Eine kritische Haltung gegenüber diesen Vorschlägen ist daher nicht nur angebracht, sondern zwingend erforderlich, um die Kerninteressen der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Verfassungsmässigkeit auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, das von der Schweizer Stimmbevölkerung und dem Parlament nicht unmittelbar beeinflusst werden kann, steht im fundamentalen Widerspruch zum Demokratieprinzip, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die aktuelle Formulierung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie und der parlamentarischen Selbstbestimmung.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung verletzt die Prinzipien der Volkssouveränität. Es ist nicht nachvollziehbar, wie im Rahmen des bestehenden Rechts Rahmens, insbesondere des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR), eine derart weitreichende Übernahme von externem Recht ohne direkte demokratische Legitimation erfolgen kann. Artikel 1 BPR betont die Bedeutung der Volksinitiativen und Referenden als zentrale Elemente der direkten Demokratie. Die vorgeschlagene Vorgehensweise untergräbt diese Grundlagen, da die Schweizerinnen und Schweizer nicht in der Lage sind, die Inhalte der zukünftigen EU-Regulierungen zu beeinflussen, die sie sodann dennoch anwenden müssten.

Zusätzlich sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung besorgniserregend. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die Gerichte, wie sie durch den EuGH vorgegeben würde, wirft Fragen bezüglich der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz auf. Dies könnte im Widerspruch zu Artikel 30 der Bundesverfassung stehen, der das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht garantiert. Die Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, ohne dass eine entsprechende Überprüfung durch schweizerische Gerichte gewährleistet ist, stellt eine potentielle Beeinträchtigung der richterlichen Autonomie dar.

Es mangelt an Klarheit darüber, wie die nationalen Gesetzgebungsprozesse künftig mit der Übernahme von EU-Recht vereinbart werden sollen. Die Gefahr einer doppelten Regulierung oder von widersprüchlichen Bestimmungen ist evident. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint die Prinzipien der Rechtssicherheit, wie sie im Obligationenrecht (OR) angestrebt werden, eher zu erschweren als zu stärken, indem sie zusätzliche Komplexität und Unsicherheit in das schweizerische Rechtsordnungssystem einführt. Eine Überprüfung und Anpassung der vorgeschlagenen Massnahmen im Lichte dieser fundamentalen verfassungsrechtlichen und rechtlichen Bedenken ist dringend geboten, um die Souveränität und die demokratischen Grundpfeiler der Schweiz zu schützen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und das föderalistische System dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies widerspricht grundlegend unseren Prinzipien der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie.

Insbesondere das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) führt zur Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer, welche gemäss Art. 3 BHÜG als "verlängerter Arm der EU" fungieren wird. Diese Kammer wird künftig primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr die schweizerischen Interessen. Dies schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und unterwirft die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden eine bedeutende Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist eine besonders stossende Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Sie degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, indem ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG gekippt werden können. Dies beraubt die Kantone ihrer Organisations- und Verfahrensautonomie und erklärt sie zu Bittstellern.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, untergräbt die demokratische Kontrolle und die föderalistische Struktur unseres Landes massiv. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere das BHÜG und die Anpassungen im BGG und KG (Art. 18 Abs. 2 KG), institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schaffen ein undurchsichtiges Machtzentrum, das von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernt ist. Dies ist für die Schweiz nicht hinnehmbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Bestimmungen zum finanziellen Beitrag in Form von Kohäsionszahlungen an die Europäische Union stellen aus unserer Sicht eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament bewilligter und kontrollierter freiwilliger Beiträge in eine automatisch und rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem Entwurf des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist äusserst bedenklich. Artikel 1 des KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen etabliert, entzieht dem eidgenössischen Parlament faktisch die Budgethoheit und diktiert eine Zwangsabgabe. Die ursprüngliche Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der vertraglich verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung zweifellos zu exponentiell steigenden Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann.

Die Schweiz wird somit zu einer unweigerlichen Nettozahlerin degradiert, ohne im Gegenzug substanzielle Vorteile wie verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse zu erhalten. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, deren Hauptmerkmal der Verlust unserer Autonomie ist, während greifbare Vorteile für unser Land fraglich bleiben. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der grenzüberschreitenden Schwarzarbeit (BöB) ist mehr als eine formale Verankerung; sie signalisiert eine dauerhafte Akzeptanz dieser Zahlungen als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung.

Zudem ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend und geradezu unanständig. Der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch umstrittene und finanziell belastende Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer aussenpolitischen Engagements und lässt befürchten, dass die EU unsere Zahlungsbereitschaft als selbstverständlich betrachtet, während sie gleichzeitig an der Aufrechterhaltung von Handelshemmnissen festhält. Wir lehnen diese schleichende Entmündigung und die damit verbundenen finanziellen Belastungen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahn, birgt erhebliche Risiken für die Integrität und Finanzierung unseres Service public. Die angenommene dynamische Übernahme von EU-Recht untergräbt die Souveränität der Schweiz in einem essenziellen Sektor.

Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet

Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Strecken konzentrieren werden. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien tragen müssen. Dies ist eine klare Gefährdung der flächendeckenden Mobilität unserer Bevölkerung und ein Angriff auf das Prinzip des Service public, das in der Schweiz eine lange und erfolgreiche Tradition hat.

Darüber hinaus ist die "Gemeinsame Erklärung", die als Absicherung angepriesen wird, rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann zwangsläufig übernehmen müsste. Die damit verbundene dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die steuerungsrelevante Kompetenz schrittweise auf zentrale EU-Stellen und schwächt die nationale Hoheit über die Schieneninfrastruktur.

Auch die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, sind besorgniserregend. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen zu priorisieren, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was suboptimal und potenziell teurer für die Steuerzahler sein kann.

Die EU-Beihilferegelungen stellen eine weitere Bedrohung dar. Bewährte Subventionen, die für die Aufrechterhaltung und Verbesserung des Schienengüterverkehrs, des Regionalverkehrs oder die Erneuerung von Rollmaterial essenziell sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das Umfang des Bahnangebots für die Schweizer Bevölkerung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge das Schweizer Service public im Landverkehr massiv gefährden. Sie schwächen die finanzielle Basis unserer Bahngesellschaften, schränken unsere Souveränität ein und drohen, die Qualität und Flächendeckung des öffentlichen Verkehrs zu beeinträchtigen. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind zutiefst besorgniserregend und erscheinen eher kosmetischer Natur als geeignet, den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne wirksam zu kompensieren. Es droht eine schleichende und flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, die das Rückgrat unserer Gesellschaft bilden. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber unbestreitbar weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen und die Schweizer Arbeitnehmer unter Druck setzen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird

eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt handelt es sich um eine Verschlechterung des Lohnschutzes und eine Beeinträchtigung unserer Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine erhebliche Gefährdung unserer sozialen Sicherungssysteme dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die de facto eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, widerspricht fundamental dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren. Diese aufgewertete Aufenthaltsbewilligung, quasi eine "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv, da ein Ausschluss von Personen, die kriminell werden oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind, praktisch verunmöglicht wird. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch explizit gefördert, die Kosten dafür tragen ausschliesslich die Schweizer Steuerzahler sowie die Kantone und Gemeinden.

Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die nunmehr auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angepriesene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird, und im Falle ihrer Anwendung droht die EU mit Sanktionen – eine Erpressung, keine Schutzmassnahme.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der sogenannten 'Integrationsmethode' bedeutet, dass unser Parlament und unser Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich machtlos ausgeliefert sein werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren die Rückführung, was eine klare Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung darstellt. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB durch automatisierte Anerkennungsverfahren anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur autonomen Arbeitsmarktregulierung. Auch die zweite Säule (BVG, Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) wird den Koordinationsregeln der EU unterstellt, was unsere sozialpolitische Souveränität weiter untergräbt. Diese vorgelegten Massnahmen sind ein Schritt zu viel in Richtung Abhängigkeit von der EU.

Strom

Die vorgeschlagene Abkommen mit der EU im Bereich Strom stellen eine bedenkliche Aushöhlung unserer nationalen Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem reinen Ausführungsorgan degradiert, das fortan die Kosten mittragen, aber keinerlei Entscheidungsgewalt mehr besitzen wird. Die Energieregulierung der ElCom droht, von einer unabhängigen nationalen

Instanz zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften zu verkommen. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Regulierung, wie sie bislang im Stromversorgungsgesetz (StromVG) etabliert war.

Besonders gravierend sind die Auswirkungen auf unser Rückgrat der Energieversorgung, die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone massgeblich profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und dessen Abschaffung erzwingen. Gleichzeitig gefährdet die geplante vollständige Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG, insbesondere in Artikel 4a ff., vorgesehen ist, die Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise Wasserreserven gemäss den überarbeiteten Bestimmungen (Art. 8b ff. StromVG), wird stark eingeschränkt. Es ist fraglich, wer in einem deregulierten Markt die Verantwortung für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit übernehmen soll, zumal der Markt selbst in Krisenzeiten keine Gewähr dafür bietet.

Die Auswirkungen auf die föderalen Strukturen und die dezentrale Energieerzeugung sind ebenfalls alarmierend. Die Gemeindekraftwerke und andere lokale Produzenten werden durch die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) massiv geschwächt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zu einer bürgernahen und dezentralen Energiepolitik.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die Schweiz riskiert damit, erneut von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern abhängig zu werden. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die unsere nationale Hoheit über kritische Infrastrukturen und die Flexibilität unserer Netzsteuerung zerstören. Insgesamt handelt es sich hierbei um ein hochriskantes Experiment, das die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft teuer zu stehen kommen könnte.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel «Vom Hof auf den Tisch», stellt keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Standards. Diese Angleichung bedroht nicht nur unsere bewährten, hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die erzwungene Anpassung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Das prestigeträchtige Label «Made in Switzerland» droht durch diese Nivellierung nach unten an Wert zu verlieren, was einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Besonders alarmierend ist die eingefügte «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen unwiderruflich an alle anderen bilateralen Verträge knüpft. Eine Kündigung dieser für die Schweiz schädlichen Regelung würde das gesamte bilaterale Vertragswerk obsolet machen. Dies ist eine inakzeptable Form politischer Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und ihr die Handlungsfähigkeit nimmt.

Ferner ist die vorgesehene Zulassung von EU-Inspektoren zu Schweizer Betrieben ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden, was die Unabhängigkeit unserer nationalen Überwachungsstrukturen untergräbt.

Die drohende Bürokratieflut ist für unsere Produzenten verheerend. Nicht nur Grossbetriebe, sondern auch kleinste Einheiten wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger wären mit komplexen und oft

unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Dies bedroht lokale Traditionen und die wirtschaftliche Basis vieler Betriebe.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie bricht mit der Identität unserer Lebensmittelproduktion, indem sie diese einer Flut von auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Qualität, was die Vielfalt und die mittelständische Wirtschaft unserer Schweiz angreift.

Gleichzeitig wird unser demokratisch gefestigtes Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen widerspricht.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) stellen einen unannehmbaren Rückschritt dar. Unsere oft strengeren und bewährten nationalen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung müssen zugunsten von EU-Standards aufgegeben werden. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch bedeutsamen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Zusätzlich schaffen neue Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) eine Blankovollmacht für den Bundesrat zur Umsetzung von EU-Recht, wodurch das Parlament umgangen wird. Die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen schwächt. Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet einen Kontrollverlust in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Schweiz gibt ihre Fähigkeit auf, schnell und flexibel auf lokale Seuchenereignisse zu reagieren.

Diese Regelungen sind nicht mit den Interessen der Schweiz vereinbar und stellen eine massive Gefährdung unserer Souveränität, unserer Standards und unserer wirtschaftlichen Lebensfähigkeit dar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Stabilität nicht zu einem schleichenden Verlust der Autonomie führt.

Die Europäische Union verfolgt eine Politik der ständigen Weiterentwicklung ihres Rechtsbestandes. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in diversen Abkommen impliziert ist, würde die Schweiz in eine Position bringen, in der sie EU-Gesetzgebung adaptieren muss, ohne dass sie Einfluss auf deren Entstehung nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen und die Eigenständigkeit der Schweiz betont. Eine solche Rechtsübernahme könnte die demokratische Legitimation von Schweizer Rechtsprechung untergraben.

Besonders bedenklich ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Unterstellung schweizerischer Gerichte unter die Auslegung des EuGH im Rahmen von sektoriellen Abkommen verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit, wie es in Artikel 30 der Bundesverfassung verankert ist. Die Rechtsprechung des EuGH, die oft auf einer dynamischen Interpretation des EU-Rechts basiert, könnte zu Ergebnissen führen, die den spezifischen Interessen und der Rechtstradition der Schweiz zuwiderlaufen. Die vorgesehene "stabilisierende" Wirkung könnte sich als Knebelung erweisen, wenn die Schweiz gezwungen ist, richterliche Urteile zu akzeptieren, die sie selbst nicht gefällt und deren dogmatische Grundlagen ihr fremd sind.

Ferner ist die Gefahr einer «Ruhe auf dem Schlachtfeld», wie sie oft von Befürwortern der Abkommen

propagiert wird, trügerisch. Die EU entwickelt sich weiter, und damit auch die ihr angehörenden Rechtsnormen. Ein einmal geschlossenes Abkommen garantiert keine statische Beziehung, sondern würde die Schweiz in einen fortlaufenden Anpassungsprozess zwingen, der die erwähnte automatische Rechtsübernahme weiter verstärkt. Die wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer solchen Abhängigkeit sind nicht absehbar und bergen das Potenzial, die schweizerische Politik zu dominieren.

Die Verankerung von Artikel 7 der Bundesverfassung, der die Achtung vor den Parteirechten und den Minderheitenrechten als Grundlage des Staates bezeichnet, könnte durch eine einseitige Übernahme von EU-Recht, die möglicherweise andere Prioritäten setzt, gefährdet werden. Es ist daher unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrt und keine Abkommen eingeht, die ihre rechtsstaatlichen Prinzipien und ihre demokratische Entscheidungsfindung kompromittieren. Die Kosten für eine scheinbare Stabilität scheinen hoch, wenn sie die Fähigkeit der Schweiz zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft gefährdet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die getroffenen Vereinbarungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind und ob sie nicht zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen.

Besonders alarmierend ist die potentielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz hierbei ein Mitspracherecht besitzt. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er im Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 1. Februar 2008 über die politischen Rechte (SR 161.1) verankert ist. Die direkte Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden, da das Schweizer Stimmvolk keinen direkten Einfluss mehr auf die Gesetzgebung hätte. Artikel 118 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV; SR 101) garantiert das Recht auf Mitsprache bei der Gesetzgebung, welches durch eine solch einseitige Übernahme von fremdem Recht de facto eingeschränkt würde.

Die unklaren Regelungen bezüglich des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind ebenfalls äusserst problematisch. Die Gefahr, dass die Urteile des EuGH für die Schweiz bindend werden könnten, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, Einfluss auf die Rechtsprechung zu nehmen oder diese gar zu revidieren, stellt eine gravierende Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit dar. Dies widerspricht dem Geist des Artikels 190 BV, der die verbindliche Wirkung von Bundesgesetzen betont, aber implizit die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte voraussetzt. Die Überordnung eines fremden Gerichtshofs würde die Gewaltentrennung innerhalb unseres eigenen Rechtssystems gefährden.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen und die möglichen Wettbewerbsnachteile für Schweizer Unternehmen noch nicht abschliessend geklärt. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen könnte zu erhöhten Kosten und einer stärkeren Regulierung führen, welche die Flexibilität und Innovationskraft des Schweizer Wirtschaftsstandorts beeinträchtigen. Die Frage der Finanzbeiträge an die EU und deren Auswirkungen auf den Bundeshaushalt sind ebenfalls Gegenstand ernsthafter Bedenken.

Es besteht die dringende Notwendigkeit, diese Punkte eingehend zu analysieren und die potenziellen negativen Konsequenzen für die Schweiz klar aufzuzeigen. Eine unkritische Annahme der vorgeschlagenen Ergebnisse wäre fahrlässig und würde die Zukunft unseres Landes und die Errungenschaften unserer direkten Demokratie aufs Spiel setzen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Markus Zollinger (Privat)

Datum: 08.10.2025

Kontakt: Markus Zollinger · 0765955091 · mz@markus-zollinger.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz, wie sie in Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung (BlG) verankert ist, sind alarmierend. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, widerspricht dem Prinzip der rechtsstaatlichen Autonomie. Ferner ist die klare Verletzung der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) nicht von der Hand zu weisen, wenn das Schweizer Volk künftig durch vorab durch die EU definierte Regelungen gebunden sein soll. Die vorgeschlagenen Änderungen gefährden die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Fähigkeit, eigene Gesetze im Interesse der Bevölkerung zu gestalten. Es ist fraglich, ob eine solche Unterordnung den grundlegenden Interessen der Schweiz dient.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und die Interessen unserer Bürger. Eine engere Anbindung an die EU, wie sie in diesem Abkommen angedeutet wird, steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und unseres Föderalismus. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache, wie sie auch im Bundesgesetz über die Aussenumstzung der EU-Gesetzgebung (AussenG) und der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), insbesondere Art. 173 BV bezüglich der Aufgaben des Bundesrates zur Wahrung der Interessen der Schweiz, verankert sind, untergräbt die demokratische Legitimation und die Fähigkeit des Schweizer Volkes, seine eigenen Gesetze zu gestalten. Die zu erwartende Zunahme von automatischen Rechtsübernahmen gefährdet zudem die Rechtssicherheit und die wirtschaftliche Unabhängigkeit unseres Landes. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile einer engeren Beziehung die erheblichen Gefahren für unsere Unabhängigkeit und unseren Wohlstand aufwiegen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamteinschätzung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Die Einbeziehung von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Gesetzgebung, insbesondere unter Missachtung des Völkerrechts und der Grundsätze der bilateralen Abkommen, ist zutiefst bedenklich. Artikel 47 des Bundesgesetzes über die internationalen Organisationen vom 14. Dezember 2012 (IOBG) verlangt eine klare Abgrenzung der Kompetenzen. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das Pakete impliziert wird, untergräbt die verfassungsrechtlich garantierte Gewaltentrennung und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäische Gerichtsbarkeit und Regulierung, was die demokratische Legitimation von Entscheidungen in Frage stellt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der EU-Richtlinien wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist fragwürdig, ob die Übernahme von Rechtsakten, die unsere Verfassungsgrundsätze, insbesondere Artikel 5 und 6 der Bundesverfassung, tangieren könnten, im Interesse der Schweiz liegt. Die potenzielle Aushöhlung der direktdemokratischen Instrumente und die Bindung an europäische Rechtsprechung, die nicht im Einklang mit unseren nationalen Werten steht, sind alarmierend. Wir müssen sicherstellen, dass die Schweiz ihre Autonomie bewahrt und nicht zu einer reinen Vollzugsbehörde für Brüsseler Vorgaben degradiert wird.

Strom

Das vorliegende Abkommen stellt eine gravierende Aufweichung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz ihre Entscheidungshoheit über kritische Infrastrukturen. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation.

Die existenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln und die Schwächung föderaler Strukturen, wie Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln sind unannehmbar. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die dezentrale Energieerzeugung gemäss Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu). Dies führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören unsere föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netze unnötigerweise EU-Regeln. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr stellt eine erhebliche Gefahr für den Schweizer Service public dar. Die Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht es ausländischen Anbietern, gezielt profitablere inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies führt zur "Rosinenpickerei", welche die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächt, die für die Grundversorgung des öffentlichen Verkehrs auf unrentablen Linien aufkommen müssen.

Weiterhin birgt die angepasste Regelung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen ein

und könnte zu suboptimalen und teureren Lösungen führen. Die vermeintlichen Sicherheiten durch eine "Gemeinsame Erklärung" sind rechtlich nicht bindend und bieten keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Rechtsänderungen. Dies gefährdet langfristig die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur und die Unabhängigkeit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweiz dar. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist kein Schritt zur Verbesserung der Sicherheit, sondern eine forcierte Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die unsere bewährte Schweizer Qualität untergraben. Das «Made in Switzerland»-Label droht seiner Glaubwürdigkeit beraubt zu werden, wenn Produzenten denselben, weniger strengen EU-Kriterien unterworfen werden.

Weiterhin führt die Aufnahme neuer Kompetenzartikel im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) zu einer beängstigenden Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle. Der Bundesrat erhält eine quasi-blanke Vollmacht zur Übernahme von EU-Recht, wodurch die demokratische Debatte und die Berücksichtigung schweizerischer Interessen massiv eingeschränkt werden. Dies ist umso bedenklicher, als gleichzeitig Anpassungen im Tierschutzgesetz (Art. 15a und 21 TSchG) sowie im Tierseuchengesetz (Art. 1 TSG) dazu zwingen, bewährte, oft strengere nationale Vorschriften zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist nicht nur ein Rückschritt für den Tierschutz, sondern auch ein direkter Angriff auf unsere Souveränität. Die Guillotineklausel verschärft diese Problematik zusätzlich, indem sie jegliche kritische Haltung zur faktischen Erpressungspolitik macht. Die angeblichen Vorteile werden von einer Welle unzumutbarer Bürokratie, dem Verlust unserer kulinarischen Identität und einer Gefährdung unserer Landwirtschaft überschattet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und genügen den Anforderungen eines wirksamen Schutzes unserer Lohnstandards keineswegs. Vielmehr ist eine Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen, zu befürchten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die EU-Anpassungen aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind bürokratischer und weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was ausländischen Firmen mit Lohndumping-Absichten entgegenkommt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden geschwächt, und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen unverhältnismässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse, die die Flexibilität von KMU lähmt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) mit der Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 und der Neuplatzierung des Klagerechts sind primär auf die EU-Kompatibilität ausgerichtet und nicht auf eine Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG eine massive Abtretung von Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts untergräbt grundlegend die schweizerische Souveränität und den Föderalismus. Die bewährte Praxis staatlicher Förderungen, die demokratisch legitimiert und an lokale Bedürfnisse angepasst sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies stellt einen direkten Angriff auf die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone dar, die im Rahmen des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und durch Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) zu Bittstellern degradiert werden. Die Schaffung einer Beihilfekammer, die als verlängerter Arm der EU agiert und deren Entscheide primär der EU-Kompatibilität und nicht Schweizer Interessen dienen, ist inakzeptabel. Die strategische Autonomie in kritischen Sektoren wie dem Luftverkehr, wo Art. 103 LFG ersatzlos gestrichen wird, geht verloren. Diese zentralisierende

Massnahme gefährdet die Eigenständigkeit der Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der bisherigen freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie im Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) vorgesehen ist, ist aus der Perspektive der nationalen Souveränität und der parlamentarischen Kontrolle höchst bedenklich. Die automatische und gesetzlich verankerte Verpflichtung gemäss Art. 1 KoBG, welche die bisherigen, vom Parlament kontrollierten Beiträge zu einer permanenten Abgabe macht, entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern ein wesentliches politisches Druckmittel. Die anfängliche Festlegung eines Betrages von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile im Gegenzug verspricht. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese Entwicklung als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung und höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) ist irreführend und missbraucht den guten Namen der Friedensförderung zur Legitimation umstrittener Zahlungen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht klar dem Willen des Volkes gemäss Art. 121a BV zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, selbst bei kriminellen Handlungen oder Sozialhilfebezug, gefährdet die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert, wobei die Kosten allein von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden. Die Ausweitung des Familiennachzugs, einschliesslich Eltern und Grosseltern, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" ist eine Farce, deren Anwendungsbedingungen so hoch sind, dass sie in der Praxis nie greifen wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" entreisst dem Parlament und dem Volk jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und untergraben die Möglichkeit eines Ausschlusses, selbst bei Sozialabhängigkeit. Dies widerspricht fundamental dem Auftrag des Art. 121a BV. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten, die nun auf dem Rücken der Studierenden ausgetragen werden. Die Anbindung an das IMI-System in diversen Berufsgesetzen, wie dem MedBG (Art. 50) und dem GesBG (Art. 10, 15), ersetzt die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt und die Schweizer Standards gefährdet. Diese tiefgreifenden Änderungen sind eine Kapitulation vor der EU und bedeuten den Verlust unserer Autonomie in einem für unser Land zentralen Politikbereich.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: christian Yahoo <baedi66@yahoo.de>
Sent: Donnerstag, 9. Oktober 2025 11:19
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Aktueller EU- Möchtegernvertrag
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren
Warum möchten Sie Uns(den Souverän) den EU-Lobbyisten auf einen Silbertablet servieren!
Sehen sie es nicht das es den EU- Mitgliedstaaten immer schlechter geht... zumindest den normalen Leuten! Soll das ins auch passieren, das kommt auch so kurz oder spät, aber dan wenigstens nicht gewollt!
Die EU hält sich ja nicht mal an ihre eigenen gemachten Regeln/Gesetze... z.B. Staatsverschuldung(Griechenland) oder den Euro, Grenzen schützen und vieles mehr!
Ausserdem demokratie schützen wovon die immer Reden... da muss ich nur lachen, leider ist es traurig, aber diese EU ist alles andere als demokratisch!
Und jetzt diese Kriegstreiberei die in einer Katastrophe enden wird, wenn diese Herren da ganz oben in ihren Wahn sich nicht ändern!
Nein, mit solchen misslungenen Konstrukten Verträge machen wo nur die eine Seite profitiert und auch schlussendlich das sagen hat.... zahlen darf man auch noch obendrein..... NEIN sicher nicht!
Mit freundlichen Grüßen
C. Bäder

Von meinem iPhone gesendet

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Baedi (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Christian Bäder · 0793792784 · baedi66@yahoo.de

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung auf und bedürfen einer kritischen und skeptischen Beurteilung.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Erosion unserer Souveränität. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne adäquate schweizerische Einflussnahme widerspricht dem Geist und Buchstaben des Völkerrechts und unseres eigenen Verfassungsrechts. Insbesondere das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), könnte durch die automatische Rechtsübernahme faktisch ausgehöhlt werden. Die direkte Anwendbarkeit von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Zustimmung oder gar die Möglichkeit eines Referendums würde die demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten des Schweizer Volkes empfindlich beeinträchtigen.

Des Weiteren ist die Frage der Unabhängigkeit unserer Justiz von zentraler Bedeutung. Die mögliche Unterstellung unter die Jurisdiktion des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde die richterliche Unabhängigkeit, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaatsprinzips, massiv gefährden. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und Verwaltungsbehörden an die Bundesverfassung und das übrige Recht gebunden. Wenn Gerichte künftig Primär- und Sekundärrecht der EU ohne volle richterliche Prüfungsbefugnis im Lichte der schweizerischen Verfassung anwenden müssten, wäre dies ein fundamentaler Bruch. Die Freiheit des Richters, Recht nach Massgabe der nationalen Verfassung und Gesetze zu sprechen, wäre eingeschränkt.

Auch die ökonomischen Auswirkungen sind besorgniserregend. Die befürchtete Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind, könnte zu Wettbewerbsnachteilen für unsere Unternehmen führen und die Innovationskraft schwächen. Das Prinzip der Wirtschaftsliberalität, das durch Artikel 94 BV verankert ist, könnte durch eine unflexible und möglicherweise übermässige Regulierung aus Brüssel konterkariert werden.

Zudem sind die Auswirkungen auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen zu hinterfragen. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-Arbeitsmarktregelungen könnte bestehende Schutzmechanismen für Arbeitnehmer untergraben und den Sozialdumping Tür und Tor öffnen, was im Widerspruch zu den Zielen des Artikels 41 BV steht, der sich für das soziale Wohl der Bevölkerung einsetzt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von tiefgreifenden Bedenken aufwerfen, die einer eingehenden und kritischen Prüfung bedürfen, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann. Die Bewahrung unserer Souveränität, die

Unabhängigkeit unserer Justiz und die Wahrung unserer wirtschaftlichen und sozialen Errungenschaften müssen oberste Priorität haben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsetzungshoheit. Die angestrebte Annäherung, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, untergräbt die Prinzipien des Föderalismus und der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk eine Mitsprache haben, verstösst fundamental gegen die Artikel 2 und 3 BV, welche die Souveränität und die bundesstaatliche Ordnung der Schweiz schützen. Insbesondere Artikel 2 BV betont, dass die Schweiz eine unabhängige Republik ist und ihre Entscheidungen eigenverantwortlich trifft. Die geforderten Anpassungen an EU-Recht könnten dazu führen, dass sich die Schweiz zukünftigen Regulierungen unterwirft, deren Sinn und Zweck nicht immer mit den schweizerischen Interessen übereinstimmen. Dies schafft eine klare Abhängigkeit, die nicht mit dem Grundsatz der Selbstbestimmung vereinbar ist.

Des Weiteren wirft die Übernahme von EU-Recht Fragen bezüglich der demokratischen Legitimation auf. Schweizer Bürgerinnen und Bürger haben über ihre Vertreter im Parlament und durch Volksinitiativen und Referenden direkten Einfluss auf die Gesetzgebung. Die Integration von EU-Recht ohne diese demokratischen Kontrollmechanismen würde diese Rechte massiv beschneiden und die Schweiz zu einer Art Rechtssubjekt machen, das von externen Instanzen bestimmt wird. Dies steht im Widerspruch zu den in Artikel 34 BV garantierten politischen Rechten.

Die angepriesene Stabilisierung der Beziehungen darf nicht auf Kosten der schweizerischen Rechtsidentität und der bewährten direktdemokratischen Instrumente geschehen. Es ist unerlässlich, dass jegliche neue Vereinbarung mit der EU die Fähigkeit der Schweiz wahrt, ihre Gesetze eigenständig zu gestalten und dass die Souveränität und die demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die Risiken einer solchen Übernahme von EU-Recht, insbesondere die schleichende Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz, sind gravierend und müssen mit aller Deutlichkeit kritisiert werden. Jede Form der institutionellen Bindung, die die Möglichkeit zur autonomen Rechtsetzung einschränkt, ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung birgt erhebliche Risiken für den Fortbestand unseres hochwertigen Service public im Bereich des Landverkehrs. Insbesondere die vorgesehene Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater stellt eine fundamentale Bedrohung dar. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter ermöglicht eine selektive Bedienung profitabler Strecken, was unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führt. Konsequenterweise werden die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die für die flächendeckende Grundversorgung und die Bedienung weniger rentabler Linien verantwortlich sind, finanziell geschwächt. Dies untergräbt die ökonomische Basis unseres Service public und gefährdet die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung.

Des Weiteren droht die Anwendung des EU-Beihilferechts die Bewährtheit von Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr sowie für die Erneuerung des Rollmaterials zu negieren. Dies könnte zu einer untragbaren Einschränkung der finanziellen Möglichkeiten führen, welche essenziell für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung unseres Schienenverkehrs sind. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich unverbindlich und bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts.

Die vorgesehene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Souveränität bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, sind wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und für die Steuerzahler verteuerten Ergebnissen führen. Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert Kompetenzen zunehmend an zentrale EU-Stellen und schwächt die nationale Steuerungskompetenz. Diese Abkommen gefährden somit die Unabhängigkeit und die spezifischen Bedürfnisse unseres Verkehrssystems.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht des Schweizer Lohnschutzes und der Souveränität unseres Rechtssystems zutiefst bedenklich und stellen eher eine Verschlechterung als eine Verbesserung dar. Die behaupteten Schutzmechanismen muten kosmetisch an und drohen, den massiven Lohndruck, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht zu kompensieren. Vielmehr besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Anstatt den bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch in ihrer Effektivität gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen fragwürdig. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die offensichtlich die Absicht haben, Lohndumping zu betreiben und sich so einen unfairen Wettbewerbsvorteil zu verschaffen.

Die angeblichen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dieser Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit ist eine direkte Folge von EU-Diktat und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt zeigen diese Punkte, dass die vorgeschlagenen Änderungen mehr Fragen und Bedenken aufwerfen, als sie Antworten und Lösungen bieten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) im Namen einer angeblichen "Lebensmittelsicherheit" stellt keine Verbesserung dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht nicht nur unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv in Gefahr. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten.

Besonders gravierend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen unannehmbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Hinzu kommt der Eingriff in unsere Souveränität durch die vorgesehene Zutrittsberechtigung und Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben. Schweizer Unternehmen würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten komplexe EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Schweiz wird gezwungen, ihre oft strengeren nationalen Vorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Massenstandards aufzugeben. Gleiches gilt für das Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis), das den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU unterstellt und die Fähigkeit der Schweiz zur schnellen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1) ist fahrlässig und gefährdet die Schweizer Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, indem sie die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung und zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut unpassender EU-Vorschriften.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und ein massives Risiko für unsere Sozialsysteme und die innere Sicherheit dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie in der Vorlage angedeutet wird, steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz festlegt. Das Volk hat sich wiederholt für eine kontrollierte Zuwanderung ausgesprochen, und diese Vorlage ignoriert diesen Willen sträflich.

Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, eine Art «Niederlassung C PLUS», ist besorgniserregend. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsbewilligung, selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv unsere innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Kosten für solche Fälle werden auf die Schweizer Steuerzahler abgewälzt, was in keiner Weise tragbar ist.

Der Familiennachzug wird in einem für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Ausmass ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern anstatt nur von Partnern und Kindern wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Dies ist eine direkte Belastung für unsere Kantone und Gemeinden.

Die im Vertragspaket vorgesehene «Schutzklausel», insbesondere die Neufassungen in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) sowie Artikel 41c AIG, ist eine reine Farce. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu nutzen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfähigkeit faktisch eliminiert. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, kaum noch möglich.

Die automatische Rechtsübernahme nach der «Integrationsmethode» im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch kein Mitspracherecht mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer «Wiedereingliederungsstrategie» in Artikel 24a AVG ist lediglich kosmetisch und täuscht darüber hinweg, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert.

Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer, wie sie im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) eingeführt werden, sind ein verzweifelter Versuch, die immensen Kosten abzufedern, die durch die unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive finanzielle Belastungen für den Schweizer Steuerzahler verursacht. Ebenso ist die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG), insbesondere Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27, ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die berufliche Mobilität von Dienstleistern (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung und Patientensicherheit. Diese Vorlage ist ein Schritt in die falsche Richtung und gefährdet die Lebensqualität und den Wohlstand der Schweizer Bevölkerung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedeutet, dass demokratisch legitimierte Förderungen, welche die lokale Wirtschaft, den Regionalverkehr, kulturelle Angebote oder auch Kantonalbanken unterstützen, zukünftig einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern gemeldet und von dieser genehmigt werden müssen. Diese Praxis ist nicht nur eine gravierende Einschränkung der kantonalen und kommunalen Autonomie, sondern auch ein direkter Angriff auf den Föderalismus, wie ihn die Schweizer Verfassung vorsieht.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Einrichtung einer neuen Beihilfekammer, welche als ein "verlängerter Arm der EU" agieren wird, ist besonders kritisch zu sehen. Gemäss Artikel 3 BHÜG wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, deren primäres Ziel nicht die Förderung Schweizer Interessen, sondern die Durchsetzung von EU-Kompatibilität ist. Die Integration dieser Kammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzen soll. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Die Möglichkeit, dass die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält, manifestiert sich im neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Insbesondere die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle gemäss Artikel 98a BGG stellt eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie dar.

Die Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres alarmierendes Beispiel für den Verlust nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Ferner ist die Abschaffung der Mitwirkung des Preisüberwachers an den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein klares Zeichen für eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz zugunsten der ungestörten Agierens der neuen EU-konformen Behörde. Diese Entwicklungen gefährden die strategische Autonomie und die Fähigkeit der Schweiz, eigenständig und im Interesse ihrer Bürgerinnen und Bürger wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine bedenkliche Aufgabe der nationalen Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E transformiert die Schweiz von einem souveränen Akteur zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, die undemokratisch legitimierte Regelungen umsetzen muss.

Diese Entwicklung gefährdet existenziell die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso

werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Unterfangen. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise den oft unpassenden Regeln grosser europäischer Konzerne. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die uns die Hoheit über unsere Energieversorgung nehmen und unsere föderalen Strukturen zerstören.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Ausgestaltung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union wirft erhebliche Bedenken auf und ist aus der Perspektive der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle zutiefst problematisch. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht im Rahmen des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein fundamentaler Systemwechsel, der dem Parlament die entscheidende Hoheit über die Verwendung von Steuergeldern entzieht.

Der im Vertrag verankerte „rechtsverbindliche Mechanismus“ zur Neuberechnung der Beiträge birgt das Risiko, dass der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als ein Lockvogelangebot dient. Es ist zu erwarten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, ohne dass die Schweiz eine Möglichkeit hat, diese abzuwehren. Dies verwandelt die Schweiz faktisch in eine Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die sich Zahlungsverpflichtungen unterwirft, ohne im Gegenzug eine Garantie für verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das legislative Instrument, das diese permanente finanzielle Belastung für die Schweiz zementiert. Dieses Gesetz verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Art. 1 KoBG impliziert, die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bilateralen-Abkommens-Pakets (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung.

Besonders kritisch ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Hier wird der anerkannte „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine irreführende und manipulative Argumentation, die den eigentlichen Kern des Problems – die Ausweitung von Verpflichtungen und den Verlust von Souveränität – verschleiert. Insgesamt stellt die vorgeschlagene Regelung eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen

Autonomie und der demokratischen Kontrolle über die Staatsfinanzen dar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtvereinbarung mit der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und droht, die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz zu untergraben. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit in einem solchen Paket angelegt ist, steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unseres Rechtssystems, das auf Volkssouveränität und direkter Demokratie beruht. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, insbesondere im Hinblick auf die Unabhängigkeit der Gerichte und die Möglichkeit der direkten Mitgestaltung durch das Volk, ist immens.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Anpassungsmöglichkeiten birgt Risiken für die Schweizer Wirtschaft. Die automatische Übernahme von Vorschriften, die nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten zugeschnitten sind, könnte zu Wettbewerbsnachteilen führen. Dies widerspricht dem Geist des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) und des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG), die darauf abzielen, faire Wettbewerbsbedingungen zu gewährleisten. Die EU-Vorschriften sind oft das Ergebnis komplexer politischer Kompromisse innerhalb der Union und spiegeln nicht zwangsläufig die schweizerischen Interessen wider.

Darüber hinaus wirft die mögliche Einbindung in den Europäischer Gerichtshof (EuGH) gravierende Fragen hinsichtlich unserer nationalen Gerichtsbarkeit auf. Die Idee, dass Urteile eines fremden Gerichtshofs bindende Wirkung für die schweizerischen Gerichte entfalten könnten, ist mit Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungs (BV) und dem Prinzip der Gewaltenteilung unvereinbar. Die Unabhängigkeit unserer Justiz, die ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates ist und im Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte und die Verwaltung der Justiz (OG) verankert ist, wäre massiv gefährdet.

Die erhebliche Abhängigkeit von der EU und die damit verbundene geringere Flexibilität bei der Gestaltung unserer eigenen Gesetze im Sinne des Bundesgesetzes über die Bundesgesetzgebung (BGG) würde unsere Handlungsfähigkeit einschränken und uns politisch erpressbar machen. Die pauschale Übernahme von EU-Regulierungen ohne detaillierte Prüfung und Anpassung birgt das Risiko einer Überfremdung unserer Rechtsprechung und einer Erosion unserer demokratischen Strukturen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrt und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien verteidigt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ilija (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Ilija Bariši · 0764082519 · elias.barisic@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung im Inland bezüglich der Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz fundamental in Frage stellen. Eine kritische Überprüfung offenbart gravierende Schwachstellen und potenzielle Risiken, die einer sorgfältigen Abwägung bedürfen.

Es ist keineswegs ersichtlich, wie die anvisierten Regelungen im Einklang mit dem Schweizerischen Bundesverfassungsrecht, insbesondere mit Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als freies und unabhängiges Land bezeichnet, und Artikel 5, der die Hoheit der Kantone festschreibt, stehen sollen. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der eidgenössischen Räte oder der Kantone, wie sie in der Vernehmlassung angedeutet wird, stellt eine de-facto-Unterwerfung unter fremde Gesetzgebung dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation und der Volkssouveränität, da schweizerische Gesetzgebungsprozesse und die direktdemokratischen Instrumente ausgehebelt würden.

Besonders alarmierend ist die potentielle Erosion der richterlichen Unabhängigkeit. Die Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), wie sie in der EU-Praxis üblich ist, könnte die Autonomie des Schweizerischen Bundesgerichts und anderer eidgenössischer Gerichte empfindlich stören. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 30 der Bundesverfassung, der eine unabhängige Gerichtsbarkeit garantiert. Die Vorstellung, dass Schweizer Richter sich primär an Urteilen ausländischer Gerichte zu orientieren haben, ist juristisch und politisch höchst problematisch.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Integration kritisch zu beleuchten. Die Gefahr einer Überfremdung des Schweizer Marktes durch ungezügelten Wettbewerb und die daraus resultierende Belastung für die schweizerische Wirtschaft und die Arbeitnehmer sind nicht ausreichend berücksichtigt. Artikel 110 der Bundesverfassung, der die Förderung der wirtschaftlichen Wohlfahrt als Ziel nennt, könnte durch eine unkontrollierte Angleichung an EU-Standards untergraben werden.

Abschliessend sei darauf hingewiesen, dass die vorliegende Ausgestaltung der Abkommen die Gefahr birgt, die schweizerische Rechtsordnung schleichend zu demontieren und die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit zu bringen. Die im Vernehmlassungsdossier formulierten Ansätze sind in ihrer Tragweite und ihren negativen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Integrität derart gravierend, dass eine grundlegende Überarbeitung und eine deutlich defensivere Haltung im Umgang mit der Europäischen Union dringend geboten sind.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr offenbart gravierende Mängel und bedrohliche Konsequenzen für die schweizerische Souveränität und den Service public im

Bahnbereich. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Kabotage, stellt eine direkte Gefährdung der bewährten und für die Bevölkerung unerlässlichen Grundlagen des öffentlichen Verkehrs dar.

Die Einräumung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater ist ein frontal auf den Schweizer Service public gerichteter Angriff. Sie erlaubt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass ausländische Anbieter nur die lukrativen Hauptachsen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz. Die damit verbundenen Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist eine gefährliche Beruhigungspille ohne substantielle Wirkung, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Zudem ist die Anwendung des EU-Beihilferechts für den Service public im Schienenverkehr eine erhebliche Bedrohung. Bewährte Subventionen, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unerlässlich sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern schulden. Dieses Abkommen ist ein Rückschritt und muss entschieden abgelehnt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellen unter dem irreführenden Titel einer reinen Sicherheitsangleichung eine schleichende und umfassende Unterwerfung der Schweizer Agrar- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf hohen und oft strengeren Produktionsstandards beruht, ist fundamental in Gefahr. Die Angleichung an EU-Standards, welche oft tiefer angesetzt sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'. Dies gefährdet nicht nur einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, sondern bedroht auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, da eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde.

Des Weiteren wird durch die beispiellose Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants massiv in unsere Souveränität eingegriffen. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überziehen würde. Dies droht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Angriff auf die Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Ebenso werden die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz zwingen, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, was einen klaren Rückschritt für den Tierschutz bedeutet.

Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar und führt zu einem Verlust der Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, in diesem Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was zu einem Verlust der nationalen Reaktionsfähigkeit führt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet durch die Unterwerfung unter das starre EU-System unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit lassen erhebliche Zweifel an ihrer Wirksamkeit und an den langfristigen Konsequenzen für den Schweizer Arbeitsmarkt aufkommen. Es ist fraglich, ob die angepriesenen Schutzmechanismen tatsächlich geeignet sind, dem immensen Lohndruck entgegenzuwirken, der durch eine ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Die Befürchtung einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommenssegmenten, ist angesichts der bisherigen Erfahrungen real und ernst zu nehmen.

Statt die bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutzinstrumente zu stärken, scheinen die vorgeschlagenen Änderungen auf eine Abschwächung und eine Angleichung an EU-Standards hinauszulaufen. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch fraglich in ihrer Effektivität im Vergleich zu den bestehenden flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, und untergräbt die fairen Wettbewerbsbedingungen.

Die angekündigten Kontrollmechanismen erwecken ebenfalls Skepsis. Es besteht die begründete Sorge, dass die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch die Einführung zentralistischer und EU-konformer Strukturen geschwächt werden. Dies könnte zu einer Reduction der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was letztlich den Arbeitnehmern schadet.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und wirkt wie ein vergiftetes Geschenk. Dies schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, konkretisiert in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist ebenfalls problematisch. Sie

zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die schweizerische Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, stellen eine grundlegende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der durch das Volk in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten autonomen Steuerung der Zuwanderung dar. Die Einführung eines faktischen Daueraufenthaltsrechts nach lediglich fünf Jahren, einer quasi unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst kriminelle Handlungen oder anhaltender Sozialhilfebezug das Verbleiben nicht mehr ohne Weiteres verunmöglichen.

Diese Regelung fördert unkontrolliert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und nachgezogene Familienangehörige, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, eine Entwicklung, die den Grundsätzen der finanziellen Eigenverantwortung widerspricht.

Die im Vertragspaket enthaltene „Schutzklausel“ erweist sich als reine Täuschung. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt. Vielmehr droht bei einem Versuch ihrer Aktivierung durch die EU mit Sanktionen, was jegliche Schutzfunktion negiert. Die im revidierten Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, verankerte Zementierung der Zuwanderung in die Sozialwerke ist ein direkter Angriff auf die Verfassungsgrundlage und eine kapitulative Massnahme gegenüber Brüssel. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ entmündigt das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Anpassungen des EU-Rechts in diesem für uns zentralen Politikbereich. Dies widerspricht fundamental unserer direkten Demokratie.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es handelt sich um einen verzweifelten Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationssystem-Anbindung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das EU-Informationssystem. Anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen erfolgt eine automatisierte Anerkennung, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards birgt. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das IMI-System in verschiedenen Gesetzen, wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4), höhlen die nationale Kontrollhoheit aus und stellen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an bürokratische EU-Systeme delegiert, was eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung bedeutet.

Finanzieller Beitrag

Zur Vernehmlassung bezüglich des finanziellen Beitrags an die Europäische Union ist festzustellen, dass die vorgeschlagene Regelung gravierende Nachteile für die Schweiz mit sich bringt und unsere Souveränität massiv untergräbt.

Die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht, wie sie durch die Schaffung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) beabsichtigt ist, stellt eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Kontrolle dar. Der im KoBG verankerte Rechtsanspruch auf diese Zahlungen, insbesondere gemäss Art. 1 KoBG, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungshoheit über die Verwendung von Bundesmitteln. Dies ist nicht mehr als eine faktische Zwangsabgabe, bei der die Schweiz als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht agiert. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erweist sich als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu deutlich höheren Forderungen seitens der EU führen, denen die Schweiz in Zukunft nicht mehr entgegentreten kann.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) verfestigt die Kohäsionszahlungen als einen dauerhaften und rechtlich verankerten Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung. Dies ist mehr als eine rein technische Formalität; es signalisiert eine faktische Akzeptanz dieser Zahlungen als normale Bundesabgabe, ohne dass dafür greifbare Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder dem Abbau von Handelshemmnissen garantiert werden.

Zudem ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch umstrittene und finanzielle belastende Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unlautere Verknüpfung von legitimen Anliegen der Friedensförderung mit finanziellen Verpflichtungen gegenüber der EU.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung die Schweiz in eine finanzielle Abhängigkeit manövriert, die demokratische Kontrolle schwächt und keine adäquaten Gegenleistungen bietet. Die Schweiz würde stattdessen in erster Linie ihre Souveränität aufgeben.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bewährte Praxis, dass Subventionen als politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation und Zuständigkeit eingesetzt werden, soll einem rigiden und technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies widerspricht fundamentalen Schweizer Prinzipien und gefährdet die Eigenständigkeit unserer Wirtschaftspolitik.

Insbesondere die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist als direkter Angriff auf die Souveränität der Kantone zu werten. Die in Art. 3 BHÜG geschaffene Beihilfekammer wird zur zentralen Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Konformität mit dem EU-Recht durchsetzen soll. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone, die künftig ihre regional und lokal ausgerichteten Förderentscheidungen, beispielsweise für den Regionalverkehr, lokale KMU oder Kantonalbanken, von dieser übergeordneten Behörde genehmigen lassen müssen. Die Kantone werden somit zu Bittstellern degradiert, die ihre verfassungsmässigen Gestaltungsrechte verlieren.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist in diesem Zusammenhang besonders stossend. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG), wodurch demokratisch gefällte kantonale Subventionsentscheide ausgehebelt werden können. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden in ihrer staatsrechtlichen Stellung massiv herabgestuft.

Die Integration dieser Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft eine undurchsichtige «Superbehörde», die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Ebenso alarmierend ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG, welche die nationale Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr aufgibt und diesen Sektor vollständig

dem EU-Regime unterstellt.

Die vorgeschlagene Regelung birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie und die Versorgungssicherheit in kritischen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und Landverkehr. Die Schweiz würde sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwerfen und zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Die Unabhängigkeit unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung wird fundamental bedroht.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom stellen eine existenzielle Bedrohung für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch verpflichtet ist, Kosten zu tragen. Die Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, die ihren traditionellen Einspeisevorrang aushebeln und somit die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligen.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Die vollständige Marktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt sie die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch die Änderung der Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einschränkt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist äusserst fraglich, ob eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in der Form eines neuen Abkommens, im besten Interesse unseres Landes ist. Die Erfahrung zeigt, dass die EU bestrebt ist, ihre Gesetzgebung zu harmonisieren und damit indirekt die Rechtsordnung der Mitgliedstaaten zu beeinflussen. Eine Übernahme von EU-Recht, auch wenn sie schleichend erfolgt, untergräbt das Prinzip der Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Schweizer Bundesverfassung verankert ist.

Besorgniserregend ist die potentielle Aushöhlung des schweizerischen Rechtsetzungsprozesses. Wenn die Schweiz gezwungen ist, EU-Recht zu übernehmen, um den Zugang zum Binnenmarkt zu sichern, verliert das Parlament seine primäre Rolle als Gesetzgeber. Dies widerspricht dem föderalistischen Gedanken und dem Volkswillen, der durch direkte demokratische Instrumente zum Ausdruck kommt. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz zu einer Art "Anhangsland" der EU wird, dessen Gesetzgebung von externen Akteuren diktiert wird. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, könnte hierdurch empfindlich gestört werden.

Darüber hinaus ist die Frage der Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an zukünftige EU-Änderungen problematisch. Artikel 2 der Verordnung über die politischen Rechte (VRP) verlangt eine sorgfältige Prüfung von Vorlagen, bevor diese dem Volk zur Abstimmung vorgelegt werden. Die kontinuierliche Übernahme neuer EU-Rechtsakte ohne entsprechende parlamentarische und demokratische Überprüfungsprozesse würde die Transparenz und Legitimität des schweizerischen Rechts massiv beeinträchtigen.

Die finanzielle Belastung, die mit einer solchen Annäherung einhergehen könnte, ist ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Schweiz würde wahrscheinlich zu neuen finanziellen Beiträgen verpflichtet, die im Widerspruch zu den Prinzipien einer eigenständigen Finanzpolitik stehen. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Diplomatie die nationalen Interessen kompromisslos vertritt und eine solche Annäherung kritisch hinterfragt, um die fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie zu wahren. Die Rücksichtslosigkeit, mit der die EU oft auf die Übernahme ihrer Rechtsnormen pocht, lässt wenig Raum für eine gleichberechtigte Partnerschaft.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des vorgelegten Pakets zwischen der Schweiz und der Europäischen Union lässt erhebliche Zweifel an dessen Vorteilhaftigkeit für die Schweiz aufkommen. Eine kritische Betrachtung muss unweigerlich die grundlegenden Prinzipien der Schweizer Souveränität und die demokratischen Rechte unserer Bürgerinnen und Bürger in den Vordergrund stellen. Die vorliegenden Abkommen scheinen in eine Richtung zu weisen, die eine schleichende Unterordnung unter europäisches Recht impliziert und dabei die spezifischen Interessen und die einzigartige Rechtsordnung der Schweiz vernachlässigt.

Insbesondere Artikel 15 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 18. Dezember 1984 (SR 101) fordert die Achtung der kantonalen Zuständigkeiten. Das vorgesehene Übernahmeverfahren für EU-Recht birgt die Gefahr einer Aushöhlung dieser kantonalen Autonomie, da Anpassungen an bestehende kantonale Gesetze und Verordnungen ohne explizite Zustimmung der Kantone erfolgen könnten. Dies widerspricht dem Geist föderalistischer Prinzipien und der Gewaltenteilung, wie sie im Artikel 8 des Bundesgesetzes vom 14. Dezember 1987 über die Alpeninitiative (Alpen-Initiative, SR 704.1) im Hinblick auf den Schutz alpiner Regionen gefordert wird. Die Übernahme von EU-Richtlinien könnte hierdurch zu einem unausgewogenen Eingriff in lokale Regelungen führen, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind.

Ferner ist die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als Schiedsinstanz äusserst problematisch. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 (SR 101) obliegt die oberste rechtliche Gewalt in der Schweiz dem Bundesgericht. Die automatische Anwendbarkeit der

EuGH-Rechtsprechung, ohne Möglichkeit einer unabhängigen Prüfung durch Schweizer Gerichte, würde die Souveränität unseres Rechtssystems massiv beschneiden. Dies steht im direkten Konflikt mit dem Prinzip der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit, welches im Artikel 30 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr, dass Schweizer Recht durch ausländische Urteile präjudiziert wird, ohne dass die Schweizer Legislative oder Judikative die volle Kontrolle behält, ist nicht zu unterschätzen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket einer kritischen Prüfung nicht standhält und erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die kantonale Autonomie und die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems birgt. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung, die die nationalen Interessen und die demokratischen Prinzipien der Schweiz uneingeschränkt wahrt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht des Schweizer Souveränitätsverständnisses kritisch zu beleuchten. Es ist zu befürchten, dass die erzielte Einigung die Unabhängigkeit der Schweiz in Kernbereichen untergräbt und langfristig negative Konsequenzen für unsere Rechtsordnung und unsere demokratischen Entscheidungsprozesse nach sich ziehen wird.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angedacht ist, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf dessen Entstehung Einfluss zu nehmen, stellt eine massive Einschränkung unserer Gestaltungsfreiheit dar. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert zwar die Wahrung der Souveränität der Kantone und des Volkes, jedoch scheint die geplante Regelung dieser Verfassungsbestimmung zuwiderzulaufen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass ein obligatorisches Referendum oder eine parlamentarische Debatte über jede einzelne Regelung stattfindet, würde die direkte Demokratie aushöhlen und die Möglichkeit des Volkes, über die Gesetzgebung zu entscheiden, massiv einschränken.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die im Verhandlungsdossier vorgesehenen Mechanismen, die eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH vorsehen, stehen im Widerspruch zu Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit der Gerichte und die Anerkennung und Vollstreckung von Gerichtsurteilen in Zivil- und Handelssachen (IGV) und der Bedeutung des schweizerischen Rechtssystems. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Eigenständigkeit unserer Rechtsentwicklung würden untergraben, wenn die Auslegung von Schweizer Recht durch ein ausländisches Gericht letztinstanzlich bestimmt würde. Dies verletzt die Grundsätze der nationalen Rechtshoheit und könnte zu einer schleichenden Erosion unserer Rechtsidentität führen.

Die angeblichen Vorteile einer vertieften Zusammenarbeit mit der EU wiegen die fundamentalen Nachteile für die Schweizer Souveränität und die demokratischen Rechte nicht auf. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu bringen, die ihre Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen politischen Gestaltung nachhaltig beeinträchtigt. Es muss eine klarerote Linie gezogen werden, um die Kerninteressen der Schweiz zu wahren und unsere Unabhängigkeit zu schützen. Die Verabschiedung dieser Abkommen ohne substanzielle Anpassungen würde einen schweren Schlag für den Schweizer Sonderweg bedeuten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: A. Bettschen · +41 79 656 75 47 · astral7@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und stellen eine potenzielle Gefährdung der schweizerischen Souveränität und des Rechts dar. Es ist fraglich, ob die in Aussicht gestellten Vorteile die zu erwartenden Nachteile und Risiken aufwiegen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeit der Schweiz ist problematisch. Artikel 47 der Bundesverfassung (BV) garantiert die demokratischen Rechte des Volkes und der Kantone. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in diesem Abkommen angedeutet wird, untergräbt diesen Grundsatz erheblich, da die schweizerische Bevölkerung und die Kantone keinen direkten Einfluss auf die Entstehung dieser Rechtsnormen mehr ausüben können. Dies verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität, welches in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist real. Die Interpretation und Anwendung des übernommene EU-Rechts würde letztlich vom EuGH vorgenommen, dessen Entscheidungen für die Schweiz bindend wären. Dies würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie in Artikel 190 BV gewährleistet ist, massiv einschränken. Die schweizerische Rechtsordnung würde de facto dem EU-Recht untergeordnet.

Die angeblichen wirtschaftlichen Vorteile erscheinen angesichts des zu befürchtenden Souveränitätsverlusts als unzureichende Kompensation. Die schweizerische Wirtschaft würde einer wachsenden Abhängigkeit von Brüssel ausgesetzt. Dies widerspricht dem Geist des Wirtschaftsstandorts Schweiz, der auf Flexibilität und Unabhängigkeit basiert. Artikel 97 BV, der die Förderung des wirtschaftlichen Wohls des Landes zum Ziel hat, könnte durch eine zu starke Bindung an die EU-Wirtschaftspolitik beeinträchtigt werden.

Zusätzlich besteht die Sorge, dass die schweizerische Sozialpolitik, die auf soliden Prinzipien des Wohlfahrtsstaates beruht, durch die Vorgaben der EU unter Druck geraten könnte. Die in der Schweiz etablierten sozialen Standards und Sicherungssysteme könnten durch unionsrechtliche Vorgaben ausgehöhlt werden.

Diese Verhandlungsergebnisse bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung, um sicherzustellen, dass die Kerninteressen der Schweiz gewahrt bleiben und die demokratischen Prinzipien sowie die Rechtsstaatlichkeit nicht kompromittiert werden. Es ist von grösster Bedeutung, dass die Souveränität und die Entscheidungsfreiheit der Schweiz jederzeit unberührt bleiben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken auf, die eine kritische Prüfung erfordern. Eine unreflektierte Übernahme der vorgeschlagenen Regelungen würde die Souveränität der Schweiz in einer Weise untergraben, die mit den fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung, insbesondere dem föderalistischen Aufbau und der direkten Demokratie, unvereinbar ist. Die vorgesehene Einbindung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in das Schweizer Rechtssystem, wie sie sich indirekt aus der Übernahme von EU-Recht ergeben könnte, birgt erhebliche Gefahren. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Unabhängigkeit der Schweiz, welche durch eine externe Instanz wie den EuGH, deren Entscheidungsfindung primär von den Interessen der EU-Mitgliedstaaten geprägt ist, eingeschränkt würde.

Die automatische Übernahme von neuem EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter eine angemessene Mitgestaltungsmöglichkeit erhalten, widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 BV verankert ist. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsordnung durch nicht-demokratisch legitimierte Akteure ist real. Insbesondere die Frage der Personenfreizügigkeit, welche einen Kernbestandteil des institutionellen Rahmens darstellt, ist kritisch zu beleuchten. Die damit verbundene Zuwanderung hat spürbare Auswirkungen auf die Infrastruktur, den Wohnungsmarkt und die sozialen Sicherungssysteme, deren Belastungsgrenzen durch die fortlaufende Übernahme von EU-Regulierungen potenziell überschritten werden. Artikel 11b BV, welcher die Grundrechte schützt, könnte durch eine ungebremste Zuwanderung unter Druck geraten.

Die vorgesehene institutionelle Verankerung des Abkommens würde die Schweiz in ein Abhängigkeitsverhältnis zur EU bringen, das die Fähigkeit des Bundesrates und des Parlaments, eigenständige politische Entscheidungen im nationalen Interesse zu treffen, empfindlich beeinträchtigen würde. Die schweizerische Rechtssetzungskompetenz, die in Artikel 164 BV verankert ist, könnte de facto dequalifiziert werden. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die potenziellen Souveränitätsverluste und die Belastung unserer direktdemokratischen Institutionen aufwiegen können. Vor dem Hintergrund dieser Bedenken ist eine äusserst skeptische Haltung gegenüber dem vorliegenden Paket geboten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Nähe zur EU nicht zwangsläufig zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führt, die mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist, unvereinbar ist. Die Annahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Legitimation durch das schweizerische Volk würde die Grundlage unseres politischen Systems aushöhlen.

Des Weiteren ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich eine Stabilisierung bewirken oder aber eine Verfestigung einer Abhängigkeit schaffen. Der Begriff "Stabilisierung" darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass die EU ihre eigenen Interessen verfolgt, die nicht immer mit denjenigen der Schweiz übereinstimmen. Die Gefahr einer fortwährenden Anpassung an die Dynamik der EU, ohne dass die Schweiz darauf substantiellen Einfluss nehmen kann, ist gross. Dies widerspricht dem Geist der bilateralen Abkommen, die auf dem Prinzip der Gleichwertigkeit und der gegenseitigen Anerkennung beruhen.

Besondere Bedenken bereitet die Übernahme von Rechtsakten, die nicht explizit im Rahmen der bestehenden bilateralen Verträge vorgesehen sind. Das Schweizer Parlament und die Regierung haben die Aufgabe, die rechtsstaatlichen Prinzipien gemäss der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV), zu wahren. Eine unkontrollierte Rechtsübernahme aus Brüssel würde diese Prinzipien untergraben und die Rolle des schweizerischen Gesetzgebers marginalisieren.

Die vorgeschlagene Näherung zur EU muss kritisch hinterfragt werden. Statt einer echten "Stabilisierung" droht eine Erosion der schweizerischen Autonomie. Die langfristigen Konsequenzen für die Unabhängigkeit der Schweiz und die Rechtssicherheit für ihre Bürgerinnen und Bürger sind unabsehbar. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung, ob die potenziellen Vorteile die erheblichen Risiken für unsere staatliche Integrität und die demokratische Willensbildung tatsächlich aufwiegen. Wir dürfen nicht zulassen, dass die schweizerische Souveränität durch abstrakte Vereinbarungen mit der EU geopfert wird.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der EU-Gesetzgebung im Inland bedürfen einer kritischen Überprüfung hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die Rechtsetzungshoheit. Es bestehen erhebliche Bedenken, dass die angestrebte Harmonisierung zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führen könnte, ohne dass die schweizerischen Institutionen und das Volk die Möglichkeit haben, diese Übernahme im Einzelfall zu steuern oder abzulehnen.

Die Art und Weise, wie die EU-Richtlinien und -Verordnungen in das schweizerische Rechtssystem integriert werden sollen, birgt die Gefahr einer Aushöhlung des Parlamentsvorbehalts. Insbesondere die Bestimmungen, die eine automatische Übernahme von Änderungen des EU-Rechts vorsehen, greifen in die demokratischen Prozesse ein und schränken die Gestaltungsfreiheit des Schweizerischen Bundesrates und des Parlaments massgeblich ein. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Ferner ist die Frage der Umsetzungsfristen kritisch zu betrachten. Ein diktiertes Tempo, das sich an den Zeitplänen der EU orientiert, ignoriert die Notwendigkeit einer sorgfältigen Prüfung und Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe a der Bundesverfassung verlangt, dass das Parlament die Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen überwacht. Diese Überwachung wird erschwert, wenn die Übernahme von EU-Recht in Form von sich ständig ändernden Sekundärrechtsakten erfolgt, deren Einfluss auf die nationale Rechtsordnung nur schwer abzuschätzen ist.

Die potenzielle Überdehnung der Anwendung des Geltungsbereichs des Abkommens auf Bereiche, die nicht explizit geregelt sind, ist ebenfalls Anlass zu grosser Sorge. Eine extensive Auslegung, die über den Wortlaut des Abkommens hinausgeht, könnte zu einer unvorhersehbaren Erweiterung der Bindungswirkung führen. Dies widerspricht dem Grundsatz der Rechtssicherheit, der eine klare und vorhersehbare Anwendung des Rechts fordert.

Es ist unerlässlich, dass bei der Umsetzung die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung und die nationale Rechtsautonomie gewahrt bleiben. Die Übernahme von EU-Recht darf nicht dazu führen, dass die schweizerischen Gerichte sich primär an der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs orientieren, wenn dies im Widerspruch zu eigenem Recht steht. Die Konsequenzen einer solchen Entwicklung für die Rechtsgestaltung und die richterliche Unabhängigkeit sind tiefgreifend und bedürfen einer eingehenden Analyse. Die Sorge besteht, dass die schweizerische Rechtsetzung durch die Hintertür und unter dem Druck externer Vorgaben de facto delegitimiert wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Überwachung staatlicher Beihilfen stellen eine inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Überführung der Subventionspraxis von einem politisch legitimierten Entscheid des Bundes und der Kantone in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist höchst bedenklich. Insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der darin verankerten Beihilfekammer als zentrale Kontrollinstanz gemäss Artikel 3 BHÜG ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Diese neue Beihilfekammer, die als «verlängerter Arm der EU» fungieren wird, wird die Kompatibilität mit dem EU-Recht über nationale Interessen stellen. Dies geht mit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU einher, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Regelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern abgesegnet werden müssen. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG ist besonders stossend, da sie der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch legitimierte Entscheide durch abstrakte Normenkontrolle (Artikel 98a BGG) gekippt werden können. Die Kantone verlieren dadurch ihre Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert und dieser strategisch wichtige Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese «Superbehörde» wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Die Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernt ist, ist gefährlich. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab.

Landverkehr

Das vorgeschlagene Abkommen mit der EU birgt erhebliche Gefahren für den Service public im Schweizer Schienenverkehr. Insbesondere die bedingungslose Einführung des EU-Beihilferechts droht, bewährte und für die Erfüllung des öffentlichen Auftrags unerlässliche Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie für die dringend notwendige Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig zu erklären. Dies würde zwangsläufig zu einer Reduktion des Angebots und einer Verschlechterung der Qualität für die Schweizer Bevölkerung führen.

Die Zulassung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Basis unseres Service public dar. Ausländische Anbieter werden ermutigt, sich auf die wirtschaftlich lukrativen Hauptstrecken zu konzentrieren und somit eine unerwünschte „Rosinenpickerei“ zu betreiben. Die verbleibenden, oft weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien wären dann allein von den SBB und anderen schweizerischen Transportunternehmen zu tragen, deren finanzielle Leistungsfähigkeit dadurch nachhaltig geschwächt würde.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme präsentierte „Gemeinsame Erklärung“ entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertloses und nicht bindendes Dokument. Sie bietet keinerlei

Gewähr dafür, dass zukünftige Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste, die Interessen unseres Landes wahren. Es handelt sich hierbei um eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnbereich nicht verhindern kann. Die Schweiz verliert schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftigen Regulierungen wie der zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM) zustimmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Dieses Abkommen gefährdet somit nicht nur die wirtschaftliche Stabilität unseres Bahnwesens, sondern auch die strategische Souveränität der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagene Anpassung des Stromabkommens stellt eine ernsthafte Bedrohung für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen bezüglich unseres Stromnetzes werden künftig unwiderruflich in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht, von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert zu werden. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der demokratischen Legitimation, da undemokratisch beschlossene Regeln aus Brüssel ohne Mitspracherecht umgesetzt werden müssten. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was erhebliche wirtschaftliche Nachteile für diese Regionen mit sich brächte.

Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz verschwindet. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine potenziell unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten untergräbt. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht uns abhängiger von ausländischen Strommärkten. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere nationale Hoheit über kritische Infrastruktur und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet einen weiteren Verlust an Flexibilität und Souveränität. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine grundlegende und bedenkliche Abkehr von bisherigen Prinzipien dar. Was bisher als freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beitrag zur Förderung der Stabilität und der guten Beziehungen zur EU gehandhabt wurde, soll nun in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht überführt werden. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und an demokratischer Kontrolle für die Schweiz über diese potenziell milliardenschweren Zahlungen.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird damit in eine Situation gezwungen, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, diese Forderungen abzulehnen, und stattdessen zahlen muss, was die EU diktiert. Damit wird die Schweiz de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht im Konzert der EU.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments erheblich untergräbt. Anstatt über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden, wird die Schweiz lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung betreiben.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die direkten Bundessteuern (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es besteht die ernsthafte Sorge, dass die Schweiz durch diese Regelungen zur Kasse gebeten wird, ohne dass dafür ein adäquater Gegenwert in Form von verbessertem Marktzugang oder dem Abbau von Hindernissen garantiert wird. Dies stellt eine Schwächung der Schweizer Souveränität dar, die kaum greifbare Vorteile für die eigene Bevölkerung mit sich bringt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht zutiefst besorgniserregend und stellen keine adäquate Lösung dar, um den negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau entgegenzuwirken. Die angekündigten Massnahmen erscheinen mehr als kosmetisch und vermögen den unaufhaltsamen Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die fortgesetzte Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursacht wird, nicht zu kompensieren. Vielmehr besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser in unzulässiger Weise aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer ausgestaltet, jedoch nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen nützt primär ausländischen Unternehmen, die offensichtlich auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2

dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt sind diese Vorschläge nicht tragbar und gefährden die schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen erheblich.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein fremdes Rechtssystem. Dies bedroht massiv unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, die Existenzgrundlage bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, läuft Gefahr, durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards entwürdigt zu werden. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Bedeutung, wenn die Produkte denselben, weniger stringenten Kriterien unterworfen werden.

Besonders alarmierend ist die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen unlösbar mit allen anderen bilateralen Verträgen verbindet. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, welche die souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz nachhaltig blockiert. Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen direkten Eingriff in unsere Souveränität dar und degradiert unsere Produzenten zu Objekten ausländischer Kontrolle.

Es droht eine beispiellose Bürokratiewelle, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien mit komplexen, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überziehen wird. Dies gefährdet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird durch die Verpflichtung zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und Vielfalt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, bewährte, oft strengere Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem EU-Diktat unterstellt, was schnelle, souveräne Reaktionen auf spezifische Bedrohungen verhindert. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und birgt Gefahren für Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unmittelbare Gefahr für unsere Sozialwerke und unsere innere Sicherheit dar. Die automatische Übernahme des EU-Rechts, insbesondere der Unionsbürgerrichtlinie, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und der klaren Vorgabe einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", die faktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Es ist unhaltbar, dass die Kosten für eine solche Zuwanderung, die de facto ein Bleiberecht auch für Sozialhilfeempfänger und deren Familienangehörige etabliert, von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angebliche "Schutzklausel" im Vertragspaket ist ein reines Placebo. Ihre Hürden sind so hoch, dass sie in der Praxis nicht greifen wird, und droht im Falle einer Anwendung mit Strafmassnahmen der EU, was sie zu einer Erpressungsklausel macht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die erweiterte Anspruchsberechtigung auf Sozialhilfe für EU-Bürger, die kaum noch ausgeschlossen werden kann, belastet unsere sozialen Sicherungssysteme massiv. Die "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und belastet die Studierenden sowie die Reputation unserer Hochschulen.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und Eingriffe in die Eigentumsrechte.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle, was insbesondere im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Diese massiven Anpassungen an das EU-Recht sind ein Angriff auf unsere Souveränität und die Grundfesten unseres Wohlstands.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Urs Betschart <urs.betschart@gmail.com>
Sent: Donnerstag, 9. Oktober 2025 22:06
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Parere sulla consultazione Pacchetto CH-UE

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Egregi Signore e Signori,

In allegato trovate la mia presa di posizione in merito alla consultazione sul pacchetto Svizzera-UE.

Cordiali saluti,
Urs Betschart

Urs Betschart
Moresio 10
6646 Contra (TI)
- Switzerland -

Phone: +41 78 229 17 73
E-mail: urs.betschart@gmail.com

Revisione ed Esportazione

Mittente e Contatto

Mittente: Urs Betschart (Privat)

Data: 09.10.2025

Contatto: Urs Betschart · 078/229 17 73 · urs.betschart@gmail.com

Generale

Le proposte in oggetto relative alla stabilizzazione delle relazioni con l'Unione Europea sollevano perplessità fondamentali riguardo alla sovranità e agli interessi nazionali svizzeri. Sebbene si aspiri a una maggiore stabilità, il quadro presentato sembra condurre a una dipendenza crescente e a un'erosione progressiva dell'autonomia decisionale. La prospettiva di adesione all'acquis comunitario, seppur indirettamente, rappresenta una seria minaccia ai principi costituzionali sanciti in particolare dall'articolo 54 della Costituzione federale, che sottolinea la responsabilità della Confederazione nel tutelare gli

interessi del Paese. L'assimilazione automatica di normative europee, come suggerito implicitamente da un accordo di stabilizzazione che presuppone un allineamento significativo, contrasta apertamente con la salvaguardia del diritto svizzero. L'articolo 164 della Legge sull'esercizio dei poteri politici del Consiglio federale e del Consiglio federale (LEP) impone al Governo di agire nell'interesse generale della Confederazione e del benessere del popolo. Un tale principio rischia di essere compromesso qualora le decisioni svizzere fossero subordinate a un diritto esterno non negoziabile o ampiamente predeterminato. Inoltre, la potenziale estensione della giurisdizione della Corte di Giustizia dell'Unione Europea, anche solo attraverso l'interpretazione di accordi futuri, costituisce un punto critico. L'articolo 191 della Costituzione federale stabilisce chiaramente che il diritto svizzero ha il primato. Consentire a un organo sovranazionale di interpretare o influenzare l'applicazione del diritto svizzero minerebbe questo principio cardine, creando incertezza giuridica e indebolendo il controllo democratico. Le implicazioni economiche e sociali di un simile scenario richiedono un'analisi approfondita e una cautela estrema, in quanto potrebbero portare a costi non previsti e a un disallineamento con le priorità nazionali. È imperativo che qualsiasi accordo futuro preservi in modo tangibile la flessibilità della Svizzera nel determinare il proprio percorso, evitando un'integrazione che possa jeopardizzare la sua specificità e il suo benessere.

Negoziati

La valutazione dei risultati dei negoziati condotti con l'Unione Europea suscita profonde riserve e un generalizzato scetticismo. Si osserva con preoccupazione che gli accordi proposti rischino di erodere in modo significativo la sovranità svizzera e di compromettere gli interessi nazionali, senza offrire garanzie adeguate in cambio. In particolare, l'approccio adottato sembra favorire una progressiva adesione a normative e direttive europee, spesso senza che la Svizzera possa esercitare un'influenza reale sul loro processo di elaborazione. Questo si configura come una potenziale violazione del principio fondamentale della sovranità, sancito dall'articolo 5 della Costituzione federale svizzera, che riconosce alla Confederazione il potere di autogoverno. La prospettiva di dover recepire in futuro decisioni prese a Bruxelles, senza la possibilità di dissentire o di adattarle al contesto svizzero, rappresenta un vulnus intollerabile alla nostra autodeterminazione. Ulteriore motivo di perplessità riguarda l'impatto di tali accordi sul mercato del lavoro e sulla libera circolazione delle persone. Sebbene si riconosca l'importanza di un quadro normativo chiaro, non vi sono evidenze concrete che i benefici derivanti da una maggiore

integrazione superino i potenziali svantaggi, quali la pressione sui salari e sui sistemi di protezione sociale elvetici. L'articolo 116 della Costituzione federale, che garantisce la protezione della popolazione e dei suoi diritti fondamentali, potrebbe trovarsi messo a dura prova da una liberalizzazione indiscriminata. Si nutrono inoltre dubbi sulla capacità delle istituzioni svizzere di mantenere il controllo sui propri processi decisionali in settori strategici, qualora dovessero prevalere le logiche di allineamento a quelle europee. La salvaguardia dell'indipendenza e degli interessi specifici della Svizzera, principio cardine della politica estera elvetica, rischia di essere indebolita da accordi che privilegiano una convergenza acritica. Alla luce di queste considerazioni, si auspica un esame rigoroso e scevro da entusiasmi preconcetti dei risultati negoziali, privilegiando una valutazione attenta dei costi e dei benefici concreti per la Confederazione e i suoi cittadini, nel pieno rispetto della nostra Costituzione.

Attuazione nazionale

Allgemeine Bemerkungen

La consultazione sulla presente proposta di attuazione nazionale solleva significative preoccupazioni riguardo alla sua compatibilità con i principi fondamentali del diritto svizzero e all'indipendenza decisionale del nostro paese. L'assenza di una chiara delimitazione dei poteri tra le autorità svizzere e quelle dell'Unione Europea mina il principio di sovranità, sancito dall'articolo 1 della Costituzione federale svizzera (Cost. Fed.). L'idea di un'applicazione automatica e acritica del diritto UE, anche in assenza di un accordo quadro vincolante, rappresenta un cedimento inaccettabile di competenze legislative e giudiziarie. Non si può ignorare il rischio concreto che l'adozione di normative europee, spesso dettate da interessi diversi da quelli svizzeri, possa portare a una progressiva erosione della nostra specificità economica e sociale. L'articolo 3 della Costituzione federale, che impegna la Confederazione a tutelare gli interessi del paese, viene messo a repentaglio da un processo che sembra privilegiare l'allineamento all'UE piuttosto che la salvaguardia dell'autonomia svizzera. La potenziale perdita di controllo su settori strategici e la necessità di conformarsi a direttive che potrebbero non rispondere alle esigenze del nostro mercato interno sono aspetti che richiedono un'analisi più approfondita e scettica. Inoltre, la proposta attuale sembra trascurare le implicazioni dell'articolo 164 della Costituzione federale, relativo ai principi fondamentali della legislazione. L'introduzione di meccanismi che favoriscono l'applicazione diretta del diritto estero senza un vaglio parlamentare adeguato e democratica rappresentanza contrasta con la necessità di garantire la prevedibilità e la coerenza del nostro ordinamento

giuridico. La consultazione deve pertanto portare a una riformulazione che assicuri un meccanismo di adozione del diritto UE strettamente controllato e subordinato alla volontà del legislatore federale, garantendo che ogni decisione sia ponderata alla luce degli interessi nazionali e dei principi costituzionali svizzeri. La neutralità della Svizzera, come garantita dalla legge federale sulla politica di neutralità, potrebbe essere compromessa da un eccessivo allineamento a normative e politiche che non riflettono il suo status.

Aiuti di Stato

La presente consultazione relativa agli aiuti di Stato solleva serie preoccupazioni riguardo all'impatto sulla sovranità svizzera, sul federalismo e sulla capacità di autodeterminazione economica. La proposta di sottomettere le sovranità decisioni politiche di Bund, Cantoni e Comuni, oggi fondamento della nostra economia di sussidi, a un regime di controllo burocratico dell'UE è inaccettabile. L'abolizione della prassi attuale, frutto di decisioni democraticamente legittimate e volte a sostenere settori vitali come il trasporto regionale, le banche cantonali, la cultura e le PMI locali, rappresenta un attacco diretto alla nostra autonomia. L'introduzione di un rigido quadro di controllo da parte dell'UE non solo mina la sovranità dei Cantoni e la loro autonomia federalistica, ma li degrada a semplici richiedenti, costretti a ottenere l'approvazione di un'autorità centrale, in conformità con le norme UE. Questo è un sovvertimento dei principi fondamentali del nostro sistema politico. L'obbligo di notificare e ottenere l'approvazione della Commissione UE per i sussidi trasforma la Svizzera in un mero ricevitore di regole, minando la nostra capacità di gestire la politica economica nazionale. Sottoporre settori critici come l'approvvigionamento energetico, il trasporto aereo e il trasporto terrestre al controllo dell'UE mette a repentaglio la nostra autonomia strategica e il servizio pubblico in ambiti infrastrutturali essenziali. La creazione di una "superautorità", la nuova Camera degli aiuti di Stato della WEKO, che agisce come "braccio esteso dell'UE", è particolarmente preoccupante. Le sue decisioni, guidate primariamente dalla compatibilità con il diritto UE anziché dagli interessi svizzeri, e la cui democraticità è insufficiente, sollevano seri interrogativi. Il nuovo Legge federale sulla sorveglianza degli aiuti di Stato (LSAid) e le modifiche al Legge sui cartelli (LC, art. 18 cpv. 2) istituiscono un meccanismo centralizzato che svuota il controllo democratico e federalistico sui sussidi. In particolare, l'ampliamento delle competenze del Tribunale amministrativo federale tramite i nuovi articoli 31a, 33 e 37a-c LFA, con un nuovo diritto di ricorso per la camera degli aiuti di Stato (art. 31a LFA), indebolisce ulteriormente la sovranità cantonale. La cancellazione dell'articolo 103 della Legge sull'aviazione (LAv) elimina la competenza di controllo nazionale della WEKO sugli aiuti nel settore strategico del traffico aereo, sottoponendolo interamente al regime UE.

L'esclusione del Delegato del Consiglio federale per la sorveglianza dei prezzi dalle riunioni della Camera degli aiuti di Stato, come previsto dalla modifica dell'articolo 5 cpv. 2 della Legge sulla vigilanza dei prezzi (LVP), indebolisce la protezione dei consumatori e la trasparenza, lasciando che la nuova autorità operi senza la supervisione del "guardiano dei prezzi". Questi cambiamenti rappresentano una cessione di sovranità inaccettabile.

Libera circolazione: Immigrazione

La proposta di modifica legislativa in materia di libera circolazione e immigrazione, pur presentata sotto la veste di un aggiornamento tecnico necessario all'adeguamento a direttive europee, costituisce in realtà un pericoloso cedimento della sovranità svizzera e un tradimento della volontà popolare espressa a più riprese in materia di controllo migratorio. L'introduzione di un ampliamento massiccio della libera circolazione tramite l'adozione della direttiva UE sui diritti dei cittadini dell'Unione Europea contraddice frontalmente l'articolo 121a della Costituzione federale e il chiaro mandato di autogestione dell'immigrazione conferito al popolo svizzero. In particolare, la previsione di un nuovo "diritto di dimora permanente" dopo soli cinque anni di soggiorno, che si configura come una sorta di "C PLUS" praticamente inalienabile, mina la sicurezza interna e la stabilità dei nostri sistemi sociali. L'idea che tale status non possa essere revocato nemmeno in presenza di gravi reati o di prolungato ricorso all'assistenza sociale è inaccettabile e scarica i costi su Cantoni, comuni e contribuenti svizzeri. L'immigrazione nei nostri sistemi di welfare viene di fatto incentivata, poiché cittadini UE e i loro familiari godranno di un diritto di permanenza anche se dipendenti dall'assistenza sociale, una situazione senza precedenti per un paese non membro dell'UE. L'estensione del ricongiungimento familiare, che non si limiterà più solo a coniugi e figli ma includerà anche genitori, nonni e suoceri, aprirà le porte a un afflusso incontrollabile e a un conseguente aumento esponenziale dei costi sociali. La cosiddetta "clausola di salvaguardia" prevista nel pacchetto negoziale è un mero artificio propagandistico; le sue soglie di attivazione sono talmente elevate da renderla praticamente inoperante. Anzi, la minaccia di sanzioni da parte dell'UE in caso di suo effettivo utilizzo trasforma questa clausola in un subdolo strumento di coercizione. L'adozione della cosiddetta "integrazione per via della legislazione" nell'ambito della libera circolazione implica che il Parlamento federale e il popolo svizzero perderanno ogni voce in capitolo sulle future modifiche del diritto UE in questo settore cruciale. Questa automatica trasposizione di norme europee rappresenta un'inaccettabile svuotamento della nostra democrazia diretta e della nostra capacità di autodeterminazione. Le modifiche all'AIG, in particolare l'introduzione dell'articolo 41c e l'abrogazione dell'articolo

29a, cementano l'afflusso nei sistemi sociali, estendendo il diritto all'assistenza sociale per i cittadini UE e rendendo quasi impossibile l'esclusione anche in caso di dipendenza, violando così l'articolo 121a della Costituzione federale. Le nuove "clausole di salvaguardia" sono un placebo, incapaci di offrire una reale capacità di controllo, negando di fatto efficaci contingenti unilaterali. L'introduzione di tasse universitarie significativamente più elevate per gli stranieri nell'ETH e nell'HFKG è un ammissione della gravosità dei costi della libera circolazione nel settore formativo. L'agganciamento al sistema IMI dell'UE attraverso il BGVB, l'ETH, l'HFKG, il BVG, il ZGB, il MedBG, il GesBG e il PsyG comporta un'automatizzazione del riconoscimento delle qualifiche, indebolendo gli standard svizzeri e la capacità di regolamentazione del mercato del lavoro. La limitazione del prelievo in contanti dei contributi pensionistici per chi si trasferisce nell'UE rappresenta un'ingerenza nei diritti di proprietà degli assicurati svizzeri, dettata da Bruxelles. In sintesi, questo pacchetto rappresenta una capitolazione sotto ogni aspetto e una minaccia concreta alla nostra sovranità.

Libera circolazione: Protezione salariale

Le misure di protezione salariale proposte nel quadro dell'accordo sulla libera circolazione delle persone sono palesemente insufficienti e di natura puramente cosmetica. Non sono in grado di compensare la pressione massiccia che l'estensione della libera circolazione esercita sui salari svizzeri, con il rischio concreto di una diffusa erosione del nostro tenore di vita, in particolare per le fasce di reddito medio-basse. Invece di rafforzare l'efficace sistema di protezione salariale svizzero, le proposte tendono ad ammorbidirlo e ad allinearlo agli standard dell'Unione Europea. Le nuove disposizioni, pur apparendo più burocratiche, risultano meno efficaci delle attuali misure di accompagnamento, favorendo le imprese estere che intendono praticare il dumping salariale. I meccanismi di controllo saranno indeboliti. Le competenze delle commissioni paritetiche e degli ispettorati cantonali del lavoro verranno compromesse dalle nuove strutture centralizzate e conformi al diritto UE. Ciò si tradurrà in una diminuzione dei controlli e in una applicazione meno rigorosa delle condizioni salariali e lavorative. L'introduzione di una specifica protezione contro il licenziamento per i rappresentanti dei lavoratori, sancita nei nuovi articoli 335l e 335q dell'Ordinanza sul lavoro (OR), rappresenta un grave attentato alla libertà contrattuale svizzera e un'indebita ingerenza dettata dalla pressione UE. Viene creata una classe privilegiata di lavoratori, il cui licenziamento è legato a una procedura rigida e burocratica, paralizzando in particolare la flessibilità delle piccole e medie imprese (PMI) e contraddicendo i nostri principi di mercato del lavoro liberale. Gli adattamenti alla legge

sull'impiego di lavoratori distaccati (LDistr), in particolare l'articolo 9 capoverso 2, non rappresentano un rafforzamento, bensì una riformulazione imposta dall'UE del nostro sistema di protezione salariale. L'estensione del sistema sanzionatorio serve principalmente a garantire la compatibilità con il diritto UE, e non necessariamente a migliorare la protezione dei lavoratori svizzeri. La soppressione del diritto di ricorso previsto dall'articolo 11 e la sua ricollocazione nell'articolo 13a costituiscono una riorganizzazione giuridica che indebolisce la collaudata sistematicità e complica l'attuazione dei diritti dei lavoratori. La parificazione delle sanzioni UE con sentenze esecutive nel Codice delle esecuzioni e dei fallimenti (nuovo articolo 80 capoverso 2 cifra 6, CEFL) rappresenta una massiccia cessione di sovranità, trasformando la Svizzera in un braccio esecutivo per le sanzioni amministrative finanziarie provenienti dall'UE, minando la nostra ordinanza giuridica con l'esecuzione in Svizzera di decisioni amministrative straniere senza un'ampia verifica giudiziaria.

Trasporti terrestri

La proposta di accordo nel settore dei trasporti terrestri con l'Unione Europea solleva preoccupazioni gravissime circa la salvaguardia del nostro servizio pubblico ferroviario, un pilastro fondamentale del benessere e della mobilità dei cittadini svizzeri. L'introduzione del diritto UE in materia di aiuti di Stato, come prospettato, rischia di mettere in discussione la legittimità di sussidi essenziali per il trasporto merci, il traffico regionale e il rinnovo del materiale rotabile. Tale applicazione indiscriminata minaccerebbe direttamente la qualità e l'estensione dell'offerta a scapito dell'utenza. Particolarmente allarmante è l'apertura alla cosiddetta "cabotaggio", che consentirebbe a operatori stranieri, come si evince dalla proposta di modifica dell'articolo 40ater dell'Eisenbahngesetz (EBG), di operare su tratte interne svizzere. Questo scenario apre inequivocabilmente la porta alla "selezione delle ciliegie" (Rosinenpickerei): le imprese estere si concentrerebbero esclusivamente sulle tratte più redditizie, lasciando le compagnie nazionali, come le FFS, con l'onere delle linee meno remunerative ma indispensabili per la copertura nazionale del servizio. Tale dinamica mina l'equilibrio finanziario del nostro servizio pubblico. La "Dichiarazione comune" evocata dal Consiglio federale quale misura di salvaguardia si rivela, dal punto di vista giuridico, un mero strumento di facciata, privo di valore vincolante e incapace di offrire una protezione reale contro le future evoluzioni del diritto UE, che la Svizzera sarebbe comunque obbligata ad adottare in modo dinamico. Si tratta di una rassicurazione illusoria che non impedisce la progressiva erosione della nostra sovranità nel settore ferroviario. L'accordo proposto

implica una progressiva cessione del controllo sulla nostra infrastruttura ferroviaria. La diretta applicazione dinamica del diritto UE ci obbligherebbe ad accettare normative future, come quelle relative all'"European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), con una conseguente e sempre maggiore centralizzazione delle competenze decisionali a Bruxelles, a detrimento della sovranità nazionale. La modifica dell'articolo 32a, capoverso 1bis, del Personenbeförderungsgesetz (PBG) impone inoltre alla Svizzera di conformarsi a prescrizioni UE in occasione di gare d'appalto congiunte. Ciò limita sensibilmente l'autonomia decisionale di Confederazione e Cantoni nella pianificazione del trasporto pubblico, potendo portare a soluzioni subottimali e più onerose per i contribuenti, poiché l'orientamento alla mera conformità UE prevale sulla ricerca della soluzione ottimale per le esigenze svizzere. L'introduzione della cabotaggio nell'Eisenbahngesetz rappresenta un attacco frontale al servizio pubblico svizzero, minacciando la sua stabilità e il suo ruolo essenziale nella coesione territoriale e nella mobilità dei cittadini.

Contributo finanziario

Le proposte relative al contributo finanziario verso l'Unione Europea sollevano serie perplessità riguardo alla salvaguardia della sovranità nazionale e del controllo democratico sul bilancio. Il passaggio da contributi volontari, soggetti al vaglio parlamentare, a un obbligo legalmente vincolante rappresenta una cessione inaccettabile di potere decisionale. L'introduzione di un meccanismo di ricalcolo automatico, sancito a livello giuridico, preannuncia inevitabilmente un aumento esponenziale degli esborsi, trasformando la Svizzera in un mero pagatore netto privo di voce in capitolo. La dicitura "contributo alla coesione" appare quanto mai fuorviante, mascherando una vera e propria imposizione finanziaria che aggira il principio di autodeterminazione. L'istituzione di una legge svizzera ad hoc, quale il Codice dei Contributi alla Coesione (KoBG), formalizza e cementifica queste nuove e onerose prescrizioni, sottraendo al Parlamento la sua prerrogativa fondamentale di decidere sulla destinazione dei fondi pubblici. L'articolo 1 del KoBG, stabilendo un diritto legale permanente, mina in modo esplicito l'autonomia finanziaria del Paese, riducendo la funzione legislativa a una mera esecuzione di diktat esterni. L'inclusione del KoBG nell'allegato del BöB (Allegato 5, cifra 1 lettera d) non è una mera formalità tecnica, bensì un'integrazione profonda nel nostro ordinamento giuridico, che segnala una sostanziale equiparazione di questi versamenti a obblighi di legge ordinari. Inoltre, la connessione con la legge sulla promozione della pace, operata tramite l'aggiunta all'articolo 1, comma 2, lettera b, risulta essere un maldestro tentativo di legittimare politicamente esborsi che sono, di per sé, controversi e minano l'interesse

nazionale. Si assiste a un abuso della reputazione svizzera nel campo della promozione della pace per mascherare un accordo finanziario svantaggioso. La Svizzera rischia di trovarsi in una posizione di netta dipendenza finanziaria, senza poter esercitare alcun potere di veto o negoziazione su future richieste, con un impatto diretto sulla sua capacità di agire autonomamente sulla scena internazionale.

Elettricità

L'adesione all'acquis di Schengen sull'elettricità segna un cedimento inaccettabile della sovranità energetica svizzera. L'integrazione istituzionale nella struttura di vigilanza dell'UE, in particolare attraverso l'adesione ad ACER e ENTSO-E, ci riduce a partecipanti vincolati senza diritto di voto, ma comunque tenuti a condividere gli oneri finanziari. Le decisioni cruciali riguardanti la nostra rete elettrica finiranno per essere prese a Bruxelles, minando il principio democratico e gli interessi nazionali. La Commissione federale dell'energia elettrica (ElCom), da autorità di regolamentazione indipendente svizzera, si trasformerà in un mero braccio operativo per l'implementazione di direttive europee prive di legittimazione democratica svizzera. Ciò rappresenta la fine di una regolamentazione energetica autonoma e orientata alle specifiche esigenze elvetiche. Il pilastro della nostra sicurezza energetica, l'energia idroelettrica, è minacciato esistenzialmente dalle regole europee sugli aiuti di Stato. L'attuale sistema dei canoni idrici, benefico per i cantoni montani, rischia di essere classificato come aiuto di Stato illegittimo e di essere abolito. Le nostre strutture federaliste nella fornitura di energia, come le importanti centrali comunali, saranno indebolite. Il loro consolidato diritto di immissione prioritaria sarà vanificato dalle regole di concorrenza dell'UE, penalizzando la produzione energetica locale e decentralizzata. La sicurezza dell'approvvigionamento nazionale viene sacrificata sull'altare del libero mercato. La possibilità di creare riserve strategiche, essenziali per la stabilità della rete, sarà limitata dalle normative UE. Nessuno si assumerà più la chiara responsabilità della sicurezza dell'approvvigionamento svizzero: né il mercato né l'UE. Questo è un gioco con il fuoco. La completa liberalizzazione del mercato elettrico, come previsto dal nuovo articolo 4a e seguenti della Legge sull'approvvigionamento elettrico (StromVG), porterà a una maggiore volatilità dei prezzi e, in ultima analisi, a costi più elevati per le piccole e medie imprese e per i nuclei familiari. Le modifiche proposte all'articolo 15 della Legge sull'energia (EnG) indeboliscono ulteriormente la produzione di energia rinnovabile decentrata e locale. La drastica riduzione del limite di potenza per gli incentivi da 3 MW a 200 kW penalizza innumerevoli piccoli e medi produttori, minacciandone le basi economiche e contravvenendo alla strategia energetica svizzera.

L'introduzione di un esclusione dal sostegno in caso di prezzi negativi (nuovi articoli 29d capoverso 4 e 33a capoverso 2bis EnG) crea un'enorme incertezza per gli investimenti nelle energie rinnovabili, frenando lo sviluppo di impianti solari, eolici e a biomassa e rendendoci maggiormente dipendenti da mercati energetici esteri imprevedibili e da fonti fossili. L'espansione delle competenze della ElCom (articolo 22 StromVG) e l'inasprimento delle norme di separazione (articoli 10, 18, 19 StromVG) sono strumenti di allineamento all'UE. La Svizzera perde l'autorità sulla sua infrastruttura critica e si sottomette a una regolamentazione controllata da Bruxelles, distruggendo le nostre strutture federaliste. La completa liberalizzazione del mercato elettrico è un esperimento altamente rischioso a spese della popolazione e dell'economia svizzera, con conseguenze potenzialmente catastrofiche in tempi di crisi.

Sicurezza alimentare

La proposta di revisione totale del Legge sui generi alimentari e sugli oggetti di uso (LMG) e le relative modifiche in altri settori, presentata sotto l'apparente pretesto della "sicurezza alimentare", rappresenta in realtà un progetto di integrazione profonda che minaccia in modo inaccettabile la sovranità e le peculiarità della nostra economia agroalimentare. Sotto il titolo fuorviante, si celano l'assoggettamento della filiera svizzera all'intero corpus normativo europeo "Dal produttore al consumatore", con conseguenze nefaste per gli elevati standard di produzione svizzeri, i nostri numerosi e preziosi famigliari agricoli e la libertà di scelta dei consumatori. La qualità svizzera, fiore all'occhiello del nostro export e della nostra identità nazionale, è gravemente compromessa. L'adeguamento a standard europei spesso inferiori comporterà inevitabilmente un depauperamento della qualità percepita e reale, svalutando il marchio "Made in Switzerland" e privando i nostri produttori di un vantaggio competitivo fondamentale. È inaccettabile che la nostra eccellenza debba piegarsi a normative pensate per economie di scala e logiche produttive differenti. La "clausola ghigliottina", che lega questa revisione a tutti gli altri accordi bilaterali I, configura una forma di ricatto politico intollerabile. La minaccia di far crollare l'intero edificio delle relazioni bilaterali in caso di mancata accettazione di questo pacchetto è una forma di pressione inaccettabile che mina la nostra capacità di autodeterminazione. L'idea di permettere a ispettori dell'UE di accedere e esercitare poteri di controllo nei nostri stalli, caseifici e ristoranti costituisce un'invasione della nostra sovranità senza precedenti, trasformando le nostre imprese in oggetti di sorveglianza di un'autorità straniera. Inoltre, una burocrazia soffocante minaccia di travolgere i nostri produttori. Non solo le grandi imprese, ma anche i piccoli negozi di

fattoria, i caseifici d'alpeggio, i macellai di villaggio e persino le associazioni per feste popolari si vedranno costretti ad adempiere a normative europee complesse e inadatte. Ciò distruggerà tradizioni locali e metterà a repentaglio la sopravvivenza economica di molti. Si assiste a un progressivo svuotamento del nostro moratoria sulle biotecnologie, confermato democraticamente più volte dal popolo svizzero. La Svizzera sarà costretta ad accettare prodotti europei contenenti tracce di organismi geneticamente modificati, ignorando palesemente la volontà popolare. Le modifiche previste al Tierschutzgesetz (TSchG), segnatamente gli articoli 15a e 21, obbligheranno la Svizzera ad abbandonare le proprie normative, spesso più rigorose e collaudate, in materia di trasporto e macellazione a favore degli standard UE. Questo rappresenta un innegabile passo indietro per la protezione degli animali e una chiara perdita di sovranità. Le nostre regole nazionali, ampiamente accettate dalla società, verrebbero sostituite da standard di massa europei, privandoci della facoltà di stabilire autonomamente standard etici più elevati in questo ambito di importanza cruciale. La revisione totale del LMG è il fulcro di questo processo di sottomissione al diritto alimentare UE. Distruggerà la diversità e la qualità della nostra produzione alimentare attraverso una marea di prescrizioni europee inadatte, orientate alla produzione di massa industriale. I piccoli produttori, i negozi di fattoria e la gastronomia locale verranno sommersi da una burocrazia paralizzante che ne determinerà la chiusura. Si tratta di un attacco alla nostra identità culinaria e alla nostra economia. Le nuove competenze conferite al Consiglio federale tramite il Landwirtschaftsgesetz (LwG), con i nuovi capoversi degli articoli 141 e 148, rappresentano una delega in bianco per l'attuazione del diritto UE, bypassando il Parlamento. Quest'ultimo non potrà più decidere nel dettaglio l'adozione di normative che influenzano direttamente i nostri agricoltori, minando il controllo democratico in un settore vitale per la Svizzera. Infine, l'adeguamento del Waldgesetz (WaG), con il nuovo articolo 26 capoverso 1bis, sottopone la protezione dei nostri boschi da organismi nocivi al diktat dell'UE. La Svizzera perderà la capacità di reagire rapidamente e in modo autonomo alle minacce specifiche per i nostri ecosistemi forestali, dovendo conformarsi a meccanismi europei spesso più lenti e inadatti alla nostra situazione alpina. Tutte queste disposizioni convergono nel minare la nostra sovranità, la nostra qualità e la nostra diversità. Rifiutiamo categoricamente un'integrazione che sacrifichi i nostri valori e le nostre specificità sull'altare di normative europee inadeguate.

Valutazione complessiva

La valutazione complessiva del pacchetto di accordi con l'Unione Europea suscita profonde riserve e non può essere accolta con favore. L'approccio attualmente proposto rischia di compromettere in modo inaccettabile la sovranità svizzera, elemento cardine del nostro ordinamento giuridico sancito dall'articolo 1 della Costituzione federale. L'assorbimento acritico di legislazione europea, senza adeguati meccanismi di salvaguardia e ratifica interna, configura una delega di potere decisionale inaccettabile. Le disposizioni relative all'applicazione del diritto dell'UE sul territorio svizzero, in particolare per quanto concerne la libera circolazione delle persone e l'adeguamento della legislazione, sollevano serie preoccupazioni in merito al principio di autodeterminazione. La Confederazione si troverebbe a dover recepire direttive e regolamenti europei senza una reale possibilità di influenzarne il contenuto o di adattarli alle specifiche esigenze nazionali, andando potenzialmente in contrasto con l'articolo 3 della Costituzione federale che garantisce l'autonomia dei Cantoni. Inoltre, l'interpretazione del diritto da parte della Corte di Giustizia dell'Unione Europea, cui si farebbe riferimento implicito o esplicito, introdurrebbe un elemento estraneo e potenzialmente conflittuale rispetto al sistema giudiziario svizzero e alla sua indipendenza garantita dall'articolo 190 della Costituzione federale. L'ingerenza di un organo sovranazionale nelle decisioni giuridiche interne rappresenta un vulnus significativo all'autonomia del nostro sistema legale. La proposta sembra ignorare le lezioni apprese in precedenza riguardo ai rischi derivanti da un'eccessiva integrazione senza adeguati contrappesi. La salvaguardia degli interessi nazionali, la tutela del tenore di vita dei cittadini svizzeri e la preservazione della specificità del nostro modello sociale ed economico dovrebbero essere prioritarie. Gli accordi proposti appaiono sbilanciati, favorendo in modo sproporzionato gli interessi dell'UE a scapito di quelli svizzeri, e pongono serie ipoteche sul futuro della nostra indipendenza. Non si può procedere senza un'analisi approfondita e critica dei potenziali danni alla nostra stabilità economica e alla nostra identità nazionale.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: brumac59@gmail.com (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Brütsch · 076 365 10 07 · brumac59@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der Interessen der Schweizer Bevölkerung aufkommen. Es ist äusserst fraglich, ob die erzielten Kompromisse im Einklang mit den grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems stehen und ob sie langfristig dem Wohlstand und der Unabhängigkeit der Schweiz dienen werden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen kann, ist mit grossen Schwierigkeiten verbunden. Gemäss Artikel 5 unseres Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die faktische Unterstellung unter das Recht eines fremden Rechtsraumes, das von der Schweiz nicht mitbestimmt werden kann, untergräbt dieses souveräne Recht erheblich. Die Unfähigkeit, sich der Anwendung von EU-Recht zu entziehen, wenn dieses unseren nationalen Interessen zuwiderläuft, widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der Selbstbestimmung, die uns als Nation auszeichnen. Die fortlaufende Übernahme von Richtlinien und Verordnungen ohne echte Mitgestaltungsmöglichkeit bedroht die Flexibilität unseres Rechtssystems und die Fähigkeit, auf spezifische schweizerische Bedürfnisse einzugehen.

Die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, die auf die Anwendung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) abzielen, stellen eine weitere gravierende Einschränkung unserer Souveränität dar. Die Anerkennung der bindenden Jurisdiktion des EuGH, wie sie in vergleichbaren Abkommen praktiziert wird, würde bedeuten, dass die Auslegung des übernommenen EU-Rechts letztlich von einem ausländischen Gericht bestimmt würde. Dies steht im direkten Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als souveränen Staat und als Volk von Eidgenossen erklärt. Die Gerichte unseres Landes sind verpflichtet, schweizerisches Recht anzuwenden, und die automatische Bindung an die Urteile des EuGH würde diese grundlegende Verpflichtung gefährden und die Unabhängigkeit unserer Justiz schwächen.

Zudem sind die potenziellen wirtschaftlichen Auswirkungen und die Belastungen für unsere Unternehmen und Bürger zu kritisch zu hinterfragen. Die Angleichung an EU-Standards mag auf den ersten Blick Vorteile bringen, birgt jedoch auch das Risiko einer Überregulierung und erhöhter Kosten, die gerade für kleinere und mittlere Unternehmen eine erhebliche Hürde darstellen könnten. Ohne eine klare Regelung der Haftung und Kompensation für entstehende Nachteile drohen zusätzliche Belastungen, deren Umfang derzeit kaum absehbar ist. Es muss daher mit grösster Skepsis geprüft werden, ob die verhandelten Ergebnisse tatsächlich dem wirtschaftlichen Wohlstand der Schweiz dienen oder ob sie primär den Interessen der EU Rechnung tragen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung von EU-Recht erweckt erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die rechtliche Autonomie unseres Landes. Es ist fraglich, inwieweit eine pauschale Übernahme von EU-Regulierungen mit den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und den Bestimmungen des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts vereinbar ist.

Insbesondere die Art und Weise, wie EU-Recht in unser innerstaatliches Recht integriert werden soll, wirft juristische Fragen auf. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass das Recht so formuliert sein muss, dass es klar und anwendbar ist. Eine automatische oder gar diskriminierungsfreie Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, deren Entstehungsprozess und Zielsetzung sich grundlegend von unseren rechtsstaatlichen Verfahren unterscheiden, widerspricht diesem Prinzip. Die Gefahr einer intransparenten Rechtsanwendung und einer Aushöhlung der rechtsstaatlichen Garantien ist latent vorhanden.

Des Weiteren muss die finanzielle Dimension dieser Umsetzung kritisch beleuchtet werden. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht wird unweigerlich zu zusätzlichen Kosten für die Schweizer Wirtschaft und die öffentliche Hand führen. Diese Kosten, die sich aus Anpassungen von Produktionsprozessen, neuen bürokratischen Auflagen und potenziellen Entschädigungsforderungen ergeben, sind nicht ausreichend dargelegt. Artikel 6 des Obligationenrechts (OR) unterstreicht die Notwendigkeit der Verhältnismässigkeit bei Eingriffen in die wirtschaftliche Freiheit. Die aktuelle Vorlage lässt die Verhältnismässigkeit der damit verbundenen Kosten und Belastungen für Schweizer Unternehmen und Bürger vermissen.

Die vorgesehene Umsetzung birgt das Risiko einer schleichenden Entmachtung des Schweizerischen Gesetzgebers und der parlamentarischen Kontrolle. Gemäss Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) hat das Parlament die Aufgabe, die Gesetzgebung zu erlassen. Eine Übernahme von EU-Recht, das nicht im Schweizerischen Gesetzgebungsprozess und unter unserer Mitwirkung entstanden ist, schwächt die Rolle des Parlaments und untergräbt die demokratische Legitimation von Gesetzesbestimmungen. Es ist unerlässlich, dass die Schweizerische Souveränität und die demokratischen Prozesse gewahrt bleiben. Die aktuelle Vorlage scheint diese Grundsätze nicht ausreichend zu berücksichtigen und bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die genannten Bedenken auszuräumen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und scheinen eher kosmetischer Natur zu sein, als dass sie eine wirksame Abhilfe gegen den massiven Lohndruck schaffen würden, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung zugunsten von EU-Standards, die sich als bürokratischer, aber letztlich weniger effektiv erweisen. Dies wird vornehmlich ausländischen Unternehmen zugutekommen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die

Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der unter EU-Druck erfolgte. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz ermöglicht und unsere eigene Rechtsordnung untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des Unionsbürgerrechts steht im fundamentalen Widerspruch zur Bundesverfassung, insbesondere zu Artikel 121a BV, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz festschreibt. Die massiv ausgeweitete Personenfreizügigkeit, befeuert durch die faktische Einführung eines zügigen Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, welches praktisch unentziehbar ist, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug bleibt dieses neu geschaffene „Niederlassungsrecht C PLUS“ bestehen.

Dies fördert zusehends die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die damit verbundenen Kosten werden bedingungslos von den Schweizer Steuerzahlern sowie von Kantonen und Gemeinden getragen. Der Familiennachzug wird zudem auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs für Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkalkulierbaren Zuwanderungsdruck und steigenden Sozialkosten.

Die im Vertragspaket verankerte „Schutzklausel“, namentlich der neue Artikel 21b AIG, entpuppt sich als leeres Versprechen. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Massnahmen zur Steuerung der Zuwanderung ermöglichen wird. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen im Falle einer Anwendung macht aus dieser vermeintlichen Klausel eine reine Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem entscheidenden Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG im revidierten Gesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich wird.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) stellt ein klares Eingeständnis der massiven Kosten dar, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz opfert die Gründlichkeit der nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen im BGVB durch eine automatisierte Anerkennung über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was unsere hohen Qualitätsstandards gefährdet. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und in den Medizinalberufegesetzen (MedBG, GesBG) birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und delegiert die Qualitätssicherung an ein bürokratisches EU-System. Diese Entwicklungen sind nicht nur wirtschaftlich fragwürdig, sondern stellen auch eine fundamentale Bedrohung für unsere

Souveränität und die Eigenständigkeit unseres Rechts- und Sozialsystems dar.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit verbundene institutionelle Einbindung in die EU stellen einen fundamentalen Bruch mit den Grundfesten unserer nationalen Energiepolitik dar. Wir sehen uns gezwungen, erhebliche Bedenken gegen diesen Kurs anzumelden, da er die Energiesouveränität der Schweiz massiv gefährdet und die Versorgungssicherheit aufs Spiel setzt.

Mit der Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E werden wir zu einem reinen Abwicklungsteilnehmer degradiert, der zwar Kosten trägt, aber keine Mitentscheidungsmacht besitzt. Dies bedeutet faktisch die Preisgabe unserer Energiesouveränität, da die Entscheidungen über unser Stromnetz zunehmend in Brüssel gefällt werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Brüsseler Vorschriften durch die ElCom markiert das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung, was im Widerspruch zu den Prinzipien der demokratischen Legitimation und der nationalen Autonomie steht.

Die existenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln ist alarmierend. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und deren finanzielle Grundlage stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die wirtschaftliche Stabilität betroffener Kantone empfindlich treffen und die föderalen Strukturen schwächen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen durch die Schwächung lokaler und dezentraler Energieerzeugung untergraben. Der Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken, ein Rückgrat der lokalen Versorgung, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit geht verloren. Niemand trägt mehr diese Verantwortung – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko für die Bevölkerung und die Wirtschaft. Die erwartete Preisvolatilität und die letztlich höheren Strompreise für KMU und Haushalte sind dabei nur die Spitze des Eisbergs. Die Kosten für die nicht vom Markt übernommene Versorgungssicherheit müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden, was eine zusätzliche Belastung darstellt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch eine Änderung der Vergütungsregeln. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten massiv und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie und begünstigt zentrale Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren Auslandsmärkten und fossilen Energieträgern macht.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Dies zerstört unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze weiter einschränkt. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgesehene Angleichung des Schweizer Rechts im Bereich des Landverkehrs an das EU-Recht

birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public im Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) stellt eine direkte Gefährdung dar. Ausländische Anbieter könnten durch diese Regelung selektiv die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' würde die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächen, die gleichzeitig verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Dies untergräbt das bewährte Prinzip eines flächendeckenden und zuverlässigen öffentlichen Verkehrsangebots für die gesamte Bevölkerung.

Darüber hinaus ist die im Bundesrat dargestellte 'Gemeinsame Erklärung' als Absicherung unzureichend und rechtlich unverbindlich. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung der nationalen Souveränität in einem für die Schweiz zentralen Infrastrukturbereich. Die schrittweise Verlagerung von Steuerungs- und Regulierungs-kompetenzen an zentrale EU-Stellen, beispielsweise im Hinblick auf das 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), ist ein alarmierendes Zeichen für den Verlust nationaler Autonomie.

Die geplante Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwängt die Schweiz zusätzlich in EU-konforme Vorgaben bei Ausschreibungen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-Vorgaben erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots direkt bedrohen und die Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Bahnsektors schwächen. Die Sorgfaltspflicht gebietet eine kritische Prüfung, ob die angestrebten Abkommen tatsächlich den Interessen der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr zu einer Untergrabung des eigenen Service public und der nationalen Souveränität führen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und besorgniserregende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Förderungen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die demokratische Legitimation solcher Massnahmen, sondern auch eine direkte Untergrabung der Autonomie der Kantone, die gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) künftig ihre souveränen Förderungsentscheide von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, denen die Organisations- und Verfahrensautonomie genommen wird, wie die Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) klar belegen. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was eine inakzeptable Herabstufung darstellt.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Insbesondere die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter diese EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist hierfür ein klares Beispiel, da die nationale Kontrollkompetenz der WEKO geopfert wird.

Die Schaffung der neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Artikel 3 BHÜG und Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, ist die Institutionalisierung einer 'Superbehörde', die

als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen dieser Kammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt handelt es sich um einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung, der die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränkt und die Schweiz in eine untergeordnete Rolle drängt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen als automatische, rechtlich bindende Pflicht anstelle bisheriger, vom Parlament kontrollierter freiwilliger Beiträge stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der Souveränität der Schweiz dar. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Die Budgethoheit des Parlaments wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Artikel 1 KoBG vorgesehen, empfindlich gestört. Anstatt einer flexiblen politischen Geste wird eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu einem festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was durch die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB unterstrichen wird.

Der zunächst als moderat erscheinende Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz ohne Einflussmöglichkeit nachkommen müsste. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz zur permanenten Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird. Es fehlt jede Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse.

Zudem ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese faktische Zwangsabgabe untergräbt die Unabhängigkeit der Schweiz und verschiebt die finanzielle Last auf die Schweizer Steuerzahler, ohne entsprechende Gegenleistungen zu generieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die scheinbar auf die Verbesserung von Standards abzielt, stellt in Wirklichkeit eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dies tangiert nicht nur die Lebensmittelsicherheit im engeren Sinne, sondern bedroht direkt unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte künftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besorgniserregend ist zudem die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritt und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und

wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Auch der Schutz unserer Wälder gerät unter die Räder: Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Prinzipien, die das Fundament unseres Rechtssystems bilden. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung an die Europäische Union tatsächlich im besten Interesse der Schweiz ist, insbesondere unter Berücksichtigung der Verpflichtungen, die sich aus dem revidierten Bundesgesetz über die Koordination und Durchführung der Aussenbeziehungen der Schweiz (KoordG) ergeben.

Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, stellt eine Erosion unserer Gesetzgebungsgewalt dar. Artikel 123 Absatz 1 der Bundesverfassung garantiert die demokratische Legitimation von Recht, eine Grundlage, die durch die einseitige Übernahme von EU-Normen gefährdet wird. Das Prinzip der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unserer politischen Ordnung, wird ausgehöhlt, wenn Bürger und Kantone nicht mehr die Möglichkeit haben, über die Gesetzgebung, die ihr Leben direkt beeinflusst, abzustimmen. Die Gefahr, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die damit verbundenen Mitspracherechte zu besitzen, ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitschlichtung werfen ebenfalls ernste Fragen auf. Die Verpflichtung, sich der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu unterwerfen, obwohl die Schweiz nicht Mitglied der EU ist, widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu unserer eigenen Verfassung und unseren Gesetzen stehen. Dies tangiert direkt die Souveränität der eidgenössischen Gerichte gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung.

Die potenziellen wirtschaftlichen Vorteile, die von Befürwortern des Pakets angeführt werden, erscheinen angesichts dieser fundamentalen Nachteile zweifelhaft. Die damit verbundenen Kosten für

die Anpassung unserer Gesetzgebung und Infrastruktur sowie die potenziellen finanziellen Beiträge an die EU sind nicht abschliessend geklärt und könnten die erwarteten Gewinne übersteigen. Eine sorgfältige und kritische Prüfung der Langzeitfolgen ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Schweiz nicht in eine Position gedrängt wird, die ihre Interessen und ihre Unabhängigkeit kompromittiert. Die Verpflichtung zur ständigen Überprüfung und Anpassung, wie sie auch im Bundesgesetz über die Direkte Bundessteuer (StHG) im Kontext der kantonalen Steuerhoheit verankert ist, muss hierbei einen zentralen Stellenwert einnehmen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Ich nehme mit tiefster Besorgnis und erheblichem Unbehagen zur Kenntnis, dass die Bundesverwaltung eine Vernehmlassung zum Thema „Stabilisierung der Beziehungen zur EU“ lanciert. Die vorgeschlagenen Massnahmen, die offenbar darauf abzielen, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union in einer Weise zu „stabilisieren“, die den Status quo der Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes massiv gefährdet, sind unannehmbar.

Die Art und Weise, wie hier eine engere Anbindung an die EU angestrebt wird, ohne die fundamentalen Rechte und Pflichten der Schweiz klar zu definieren und zu wahren, ist äusserst problematisch. Insbesondere die Gefahr, dass institutionelle Vereinbarungen getroffen werden, welche die direkte Anwendung von EU-Recht in der Schweiz zur Folge hätten, ist eine klare Verletzung des Prinzips der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagenen „Stabilisierungsmechanismen“ nicht vielmehr dazu dienen, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu manövrieren, die es der EU ermöglicht, ihre Gesetzgebung unilateral und ohne Rücksicht auf die schweizerischen Interessen durchzusetzen. Dies widerspricht diametral dem Geist des Freihandelsabkommens und anderen bestehenden Verträgen, die auf dem Prinzip der Gleichwertigkeit und des gegenseitigen Respekts beruhen.

Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeit und die potenzielle Beeinflussung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) stellen eine fundamentale Bedrohung für unsere rechtsstaatliche Ordnung dar. Das Recht auf Selbstbestimmung und die Möglichkeit, unsere eigenen Gesetze zu erlassen, wie sie in Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) für das Parlament und indirekt durch das Referendum für das Volk garantiert sind, würden ausgehöhlt.

Die Begründung, dass diese Massnahmen zur „Stabilisierung“ notwendig seien, erscheint als eine vorgeschobene Rechtfertigung, um eine faktische Unterordnung unter die EU zu erreichen. Die Schweiz hat ein berechtigtes Interesse daran, ihre Unabhängigkeit und ihre rechtsstaatlichen Standards zu wahren. Jede Form der Annäherung, die diese Grundpfeiler unseres Staates gefährdet, muss mit aller Deutlichkeit abgelehnt werden.

Wir fordern eine transparente und kritische Auseinandersetzung mit den tatsächlichen Zielen und den weitreichenden Konsequenzen einer solchen „Stabilisierung“. Die Schweizer Bevölkerung hat ein Recht darauf, über die Zukunft ihrer Souveränität und ihrer Rechtsordnung informiert zu werden und nicht vor vollendete Tatsachen gestellt zu werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Carla Feldmann (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Carla Feldmann · +41 76 447 48 88 · carmalanuela@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Rechtsordnung inakzeptabel. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, wie sie in Artikel 127 des Abkommens (hypothetisch) über die Einführung von EU-Vorschriften zur technischen Harmonisierung thematisiert wird, stellt eine massive Einschränkung unserer rechtsstaatlichen Unabhängigkeit dar. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Selbstbestimmung, verankert in Artikel 2 der Bundesverfassung. Die unklaren Formulierungen zur Angleichung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Bereich der Dienstleistungen gemäss Artikel 85 des Abkommens werfen gravierende Fragen bezüglich der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte auf. Eine Übertragung der EuGH-Auslegung würde indirekt die Souveränität der schweizerischen Rechtsprechung untergraben, was nicht hinnehmbar ist.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU erweist sich als äusserst problematisch und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Es ist fraglich, inwieweit eine solche Annäherung im Einklang mit den Grundprinzipien unserer Verfassung steht, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft, der die Selbstbestimmung der Kantone und des Volkes verankert. Die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitspracherechte und Kontrollmechanismen untergräbt die demokratische Legitimation und die Fähigkeit des Schweizer Volkes, seine eigenen Gesetze zu gestalten. Zudem werden durch die ungeklärte Rechtsstellung und die drohende Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs gemäss dem Abkommen über die Personenfreizügigkeit erhebliche Unsicherheiten geschaffen. Es besteht die reale Gefahr, dass schweizerische Interessen und unser Rechtsverständnis einer übergeordneten EU-Harmonisierung geopfert werden, was dem Geist des Artikels 2 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Interessen des Landes vorsieht, widerspricht. Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit sind daher kritisch zu hinterfragen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und

weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit. Eine Übernahme von EU-Recht, auch in abgewandelter Form, ohne Mitspracherecht der Schweiz, widerspricht dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es im Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Schweizer Gesetzgebung (GSG) verankert ist. Die unklare Ausgestaltung der "stabilisierten" Beziehungen lässt befürchten, dass die Schweiz de facto dem Primat des EU-Rechts unterworfen wird, was die Trennung von Rechtssystemen, die im Artikel 123 der Bundesverfassung (BV) zum Ausdruck kommt, untergräbt. Die negativen Konsequenzen für die Rechtsetzungskompetenz des Parlaments und die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte sind gravierend und müssen kritisch hinterfragt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Abkommen werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Es ist fraglich, ob eine Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungspositionen angedeutet wird, mit den Grundsätzen der Bundesverfassung vereinbar ist. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die souveräne und demokratische Natur der Schweiz festschreibt, steht unter Druck, wenn die Schweiz gezwungen ist, rechtsgrundsätze zu übernehmen, die nicht in einem transparenten und demokratischen Prozess im Inland erarbeitet wurden. Die Möglichkeit, dass die Europäische Union mittels eines Rechtssetzungsaktes die schweizerische Gesetzgebung direkt beeinflussen könnte, ohne dass das Schweizer Volk oder dessen Vertreter darüber verfügen können, widerspricht dem Geist des schweizerischen Rechtsstaates und der direkten Demokratie. Dies könnte zu einer schleichenden Aushöhlung der verfassungsmässigen Ordnung führen.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Übernahme des EU-Regelwerks „Vom Hof auf den Tisch“ unter dem irreführenden Titel „Lebensmittelsicherheit“ stellt eine gravierende Unterwanderung unserer nationalen Souveränität und einen Angriff auf unsere hohen Produktionsstandards dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch das Label „Made in Switzerland“ repräsentiert wird, ist massiv in Gefahr, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Die spürbare Verschärfung der Bürokratie für unsere Landwirte und Lebensmittelproduzenten, einschliesslich kleiner Hofläden und traditioneller Betriebe, ist durch die Totalrevision des Lebensmittelgesetzes (LMG) und die Übernahme neuer EU-Verordnungen vorprogrammiert.

Insbesondere die verpflichtende Übernahme von EU-Vorschriften im Tierschutz (neuer Art. 15a und 21 TSchG) bedeutet einen unannehmbaren Rückschritt für Schweizer Standards und den Verlust unserer Fähigkeit, eigene, höhere ethische Massstäbe zu setzen. Ebenso gefährdet die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums den Volkswillen. Die in Art. 141 und 148 LwG vorgesehenen neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Die durch eine „Guillotineklausel“ drohende politische Erpressung, die das gesamte bilaterale Vertragswerk bei einer Ablehnung dieses Abkommens gefährdet, ist inakzeptabel. Die EU-Inspektoren würden zudem in schweizerische Betriebe eingreifen und unsere Souveränität weiter schwächen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Energiesouveränität dar. Die Schweizer Energiesicherheit wird dem freien Markt geopfert, wobei strategische Reserven gemäss Art. 8b ff. StromVG unzureichend werden. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, deren undemokratisch legitimierte Vorschriften gemäss Art.

22 StromVG umgesetzt werden müssen. Dies schwächt unsere föderalen Strukturen, indem das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, durch EU-Beihilfenregeln gefährdet wird und der Einspeisevorrang lokaler Produzenten gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG ausgehebelt wird. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und kosmetischer Natur. Sie können den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln, einschliesslich der Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG weichen die bewährte Systematik auf und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Verankerung der Kohäsionszahlungen im neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Gemäss Art. 1 KoBG wird aus einer bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste eine rechtlich verbindliche Pflicht. Dies entzieht dem Nationalrat und dem Ständerat die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und verwandelt diese Zahlungen in eine permanente, von der EU diktierte Verpflichtung. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet angesichts des rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus als Lockvogelangebot. Die Schweiz wird de facto zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist eine irreführende Legitimierung umstrittener Zahlungen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr stellen eine unannehmbare Gefährdung unseres etablierten Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die „Rosinenpickerei“, was die Finanzierung der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche die Grundversorgung auf allen Linien gewährleisten müssen, massiv untergräbt. Die Behauptung, die „Gemeinsame Erklärung“ biete Schutz, ist trügerisch; sie ist rechtlich nicht bindend und schützt nicht vor dynamisch übernommenem EU-Recht. Diese Entwicklung untergräbt die nationale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs, wie sie sich auch in der Pflicht zeigt, gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis PBG bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies führt zu einer schleichenden Souveränitätsaufgabe und gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung mit attraktiven und erschwinglichen Bahnangeboten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen zur Personenfreizügigkeit widersprechen fundamental dem Willen des Volkes gemäss Artikel 121a Bundesverfassung und führen zu einer unkontrollierbaren Zuwanderung. Die bereits nach fünf Jahren gewährte Niederlassung C PLUS gemäss neuem Recht ist faktisch unentziehbar, selbst bei kriminellen Handlungen, was die innere Sicherheit und die Sozialwerke untergräbt. Die massive Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie ist beispiellos und wird die Sozialkosten in astronomische Höhen treiben, die von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden

müssen. Die angebliche "Schutzklausel" in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist eine reine Täuschung; ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch, dass sie praktisch wirkungslos bleibt und die Schweiz im Falle ihrer Anwendung mit Sanktionen der EU rechnen muss. Die automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode entmachtet das Schweizer Parlament und Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts im sensiblen Bereich der Zuwanderung, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da ein Ausschluss von EU-Bürgern vom Sozialhilfebezug kaum noch möglich ist. Diese Bestimmungen ignorieren bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und stellen eine klare Kapitulation vor dem Druck der EU dar. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer gemäss Artikel 34d Absatz 2bis des ETH-Gesetzes ist ein Eingeständnis der massiven Kosten, die durch die unkontrollierte Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln gemäss Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) bedeutet einen weiteren Verlust unserer sozialpolitischen Souveränität. Dies alles signalisiert eine unannehmbare Unterwerfung unter EU-Recht und eine Gefährdung unserer nationalen Interessen und Standards.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Überwachung staatlicher Beihilfen untergräbt die schweizerische Souveränität und unseren Föderalismus massiv. Die bisher bewährte, demokratisch legitimierte Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Regime ersetzt. Dies ist nicht nur ein Angriff auf die Autonomie der Kantone, sondern auch eine Abgabe nationaler Steuerungshoheit. Insbesondere die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr unter die Kontrolle der EU ist strategisch bedenklich. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, als „verlängerter Arm der EU“, wie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen, und die entsprechenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) weisen auf eine erhebliche Zentralisierung hin. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, und ihre Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was die föderalistische Struktur schwächt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) unterstreicht den Verlust nationaler Kontrollkompetenz.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Calande Christiane (Privat)

Date: 09.10.2025

Contact: Calande Christiane · +4177 452 52 76 · ccalande@outlook.com

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse doit impérativement évaluer de manière critique les résultats des négociations menées avec l'Union européenne. Une analyse approfondie s'avère d'autant plus nécessaire que les accords sectoriels, s'ils étaient adoptés dans leur forme actuelle, pourraient porter atteinte à notre souveraineté nationale et à notre ordre juridique interne. Nous devons nous interroger sur la compatibilité de certaines dispositions avec les principes fondamentaux de notre Constitution, notamment ceux garantissant notre indépendance et notre capacité à légiférer en propre.

En particulier, la reprise automatique et non discriminatoire du droit de l'Union européenne, telle qu'elle pourrait être imposée par ces accords, pose un problème majeur. L'article 164, alinéa 1, de la Constitution fédérale garantit que le droit suisse prime sur le droit étranger. Une dépendance excessive vis-à-vis du droit européen risque de compromettre cette primauté et de diluer notre pouvoir législatif. La Cour de justice de l'Union européenne, par ses arrêts, pourrait se voir conférer une influence considérable sur notre droit national, sans que nous ayons la possibilité de nous y opposer par des voies démocratiques appropriées.

De plus, l'absence de mécanismes de contrôle et de réciprocité adéquats dans les accords proposés soulève des inquiétudes légitimes. La Suisse doit conserver la pleine maîtrise de ses relations internationales et ne pas se retrouver dans une position de subordonnée. Il est essentiel de veiller à ce que nos intérêts nationaux soient pleinement préservés et que nous puissions adapter les accords à nos spécificités. L'article 173, lettre d, de la Constitution fédérale stipule que le Conseil fédéral veille à la politique extérieure de la Confédération et la représente. Une politique extérieure qui céderait trop de marge de manœuvre à des entités extérieures serait une trahison de ce mandat constitutionnel.

Enfin, l'impact sur notre système économique et social mérite une attention particulière. L'adoption de normes européennes sans une évaluation rigoureuse de leurs conséquences pourrait entraîner des coûts supplémentaires pour nos entreprises et des perturbations pour nos citoyens. Il est impératif de maintenir notre modèle social et économique, qui a fait ses preuves, et de ne pas le sacrifier sur l'autel d'une intégration européenne potentiellement coûteuse et dommageable. La neutralité suisse, principe fondamental inscrit dans notre histoire et notre droit international, pourrait également être mise à mal par une intégration trop poussée.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La proposition de mise en œuvre nationale, telle qu'elle est présentée, suscite de sérieuses

inquiétudes quant à son impact sur la souveraineté suisse et la conformité avec notre ordre juridique interne. Il est impératif de réaffirmer que toute adoption de législation découlant d'accords avec l'Union européenne doit impérativement respecter la Constitution fédérale, notamment son article 5 garantissant le principe de subsidiarité, et l'article 160, alinéa 1, qui stipule que les lois fédérales doivent être conformes à la Constitution et au droit international.

L'alignement automatique sur le droit de l'UE, tel qu'il semble être préconisé, pourrait mener à une érosion progressive de notre autonomie décisionnelle. En effet, l'adoption de directives européennes sans une analyse approfondie de leur adéquation avec nos spécificités nationales, nos traditions juridiques et nos intérêts économiques, risquerait de nous lier à des évolutions législatives que nous n'aurions pas choisies. Cela contrevient au principe fondamental selon lequel la Confédération agit dans la limite des compétences qui lui sont attribuées par la Constitution, comme le souligne l'article 3 de celle-ci.

Nous devons nous interroger sur la manière dont cette mise en œuvre nationale garantira la protection de nos intérêts face aux pressions éventuelles de l'UE. Le droit de l'UE évolue constamment, et l'intégration de ces évolutions dans notre système juridique interne pourrait se faire au détriment de nos propres priorités nationales. L'article 173 de la Constitution fédérale, qui charge le Conseil fédéral de défendre les intérêts de la Suisse, semble ici mis à mal par une approche qui privilégie une soumission à des normes externes.

De plus, la clarification des rapports entre le droit suisse et le droit de l'UE, qui se profile dans ce cadre, doit être abordée avec la plus grande prudence. Toute interprétation du droit de l'UE par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ne saurait avoir une primauté absolue sur notre propre droit constitutionnel. Il est essentiel que notre système judiciaire conserve sa pleine compétence pour trancher les différends sur la base de la Constitution et des lois suisses. L'article 49a de la Constitution fédérale, qui régit les rapports avec l'UE, doit être interprété dans le sens où il ne délègue pas notre souveraineté législative.

En conclusion, une vigilance accrue est de mise pour s'assurer que cette mise en œuvre nationale ne constitue pas une porte ouverte à une dépendance juridique accrue vis-à-vis de l'Union européenne, au détriment de notre souveraineté constitutionnelle et de nos intérêts nationaux.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de profondes inquiétudes quant aux conséquences de l'accord proposé avec l'Union européenne dans le domaine des transports terrestres, particulièrement en ce qui concerne le secteur ferroviaire. L'introduction de la notion de cabotage, telle que prévue par le biais de l'article 40a ter de la loi sur le transport ferroviaire (LTr), représente une menace directe et inacceptable pour le service public ferroviaire suisse. En autorisant des entreprises étrangères, potentiellement bénéficiant de subventions publiques de leurs pays d'origine, à opérer sur des lignes purement suisses, on ouvre la voie à une "rosée de la cerise" sélective. Ces opérateurs étrangers se concentreront inévitablement sur les trajets les plus rentables, laissant les lignes moins lucratives, mais pourtant essentielles à la couverture du territoire, à la charge des entreprises suisses comme les CFF. Ce mécanisme saperait la viabilité financière du service public et compromettrait, à terme, la qualité et l'étendue de l'offre de transport pour l'ensemble de la population.

De surcroît, la modification proposée à l'article 32a alinéa 1 bis de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) impose à la Suisse de se conformer au droit de l'UE lors des procédures d'appels d'offres. Cette disposition entrave gravement la souveraineté des cantons et de la Confédération dans la planification et la gestion de leur réseau de transports publics. L'objectif ne sera plus de sélectionner l'offre la plus pertinente et la plus avantageuse pour la Suisse, mais de se conformer à des critères de droit européen, ce qui pourrait conduire à des solutions sous-optimales et plus coûteuses pour le contribuable.

La "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral comme mesure de protection est juridiquement dénuée de toute portée contraignante. Elle ne constitue en aucun cas un rempart contre les futures évolutions du droit de l'UE, que la Suisse serait alors tenue d'adopter de manière

dynamique. Cette "déclaration" ne fait qu'offrir une illusion de sécurité tout en permettant une érosion progressive de notre souveraineté décisionnelle dans un domaine stratégique comme celui des transports ferroviaires. Il est essentiel de refuser ces dispositions qui, sous couvert d'intégration européenne, menacent les fondements mêmes de notre service public et de notre indépendance.

Sécurité des denrées alimentaires

La soumission proposée concernant la sécurité alimentaire, sous le titre trompeur d'un projet d'intégration global, représente une menace sérieuse pour la souveraineté agricole et alimentaire de la Suisse. Loin de se limiter à une simple amélioration de la sécurité, ce projet vise à imposer l'intégralité du cadre réglementaire de l'Union européenne, dénommé "De la ferme à la table", sur notre propre secteur. Cette démarche risque de démanteler les standards de production élevés qui font la renommée de la Suisse, de compromettre la viabilité de nos exploitations agricoles familiales et de restreindre la liberté de choix des consommateurs.

La qualité suisse, fruit d'années d'efforts et d'exigences rigoureuses, est mise en péril par cette tentative d'alignement sur des normes européennes souvent inférieures. L'étiquette "Suisse" risque de perdre sa valeur intrinsèque si nos produits sont désormais fabriqués selon les mêmes critères, moins stricts, que ceux de l'UE. Ceci érode un avantage concurrentiel fondamental pour nos producteurs.

Une clause guillotine dangereuse lie cet accord à l'ensemble des autres traités bilatéraux I, créant une situation de chantage politique inacceptable. La résiliation de cet accord, néfaste pour nos intérêts, entraînerait l'effondrement de l'ensemble du corpus contractuel avec l'UE, privant la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine.

L'intrusion d'inspecteurs européens dans nos étables, fromageries et restaurants constitue une atteinte flagrante à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient des objets de contrôle pour une administration étrangère.

Une vague de bureaucratie sans précédent menace de submerger nos producteurs. Des petites fermes, des exploitations d'alpage, des bouchers locaux, et même des associations lors d'événements traditionnels seraient contraints de se conformer à des règlements européens complexes et inadaptés, détruisant ainsi les traditions locales et les fondements économiques.

Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, confirmation répétée de la volonté populaire, est systématiquement sapé. La Suisse serait contrainte d'accepter des produits européens contenant des traces d'OGM, bafouant le verdict démocratique.

La révision totale de la Loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre la qualité suisse, nos producteurs et nos consommateurs, en soumettant l'intégralité de la chaîne alimentaire aux réglementations de l'UE, engendrant une bureaucratie suffocante et une perte de standards élevés.

Les ajustements proposés au Code de droit pénal suisse (RS 311.0) et à la Loi sur la protection des animaux (LPA, art. 15a, 21) nous obligent à renoncer à nos propres réglementations de protection animale, souvent plus strictes et éprouvées, au profit des normes de l'UE. Cela constitue un recul significatif pour le bien-être animal et une perte de souveraineté dans un domaine éthique crucial. Les nouvelles dispositions relatives aux transports et à l'abattage d'animaux, telles qu'envisagées dans les nouveaux articles 15a et 21 LPA, remplacent nos règles nationales, largement acceptées, par des standards de masse de l'UE, effaçant notre capacité à définir nos propres standards supérieurs.

De nouvelles compétences législatives accordées au Conseil fédéral dans la Loi sur l'agriculture (nouveaux alinéas des art. 141 et 148 LA) constituent une autorisation en blanc pour l'adoption du droit de l'UE, contournant le Parlement et érodant le contrôle démocratique sur un domaine vital pour la Suisse.

L'adaptation de la Loi sur les forêts (nouvel art. 26, al. 1bis LFor) soumet la protection de nos forêts aux diktats de l'UE, nous privant de la capacité de réagir rapidement et souverainement aux menaces

spécifiques à nos écosystèmes forestiers. Nous serions contraints d'adopter des mécanismes européens, souvent lents et inadaptés à notre situation alpine.

Enfin, l'adoption des réglementations de l'UE dans la Loi sur les épizooties (art. 1 nouv. LFE) représente un abandon de contrôle sur un domaine d'importance nationale capitale. La lutte contre les maladies animales exige des mesures rapides, flexibles et adaptées aux conditions locales. La soumission au système rigide et bureaucratique de l'UE, comme le prescrit le nouveau champ d'application de l'art. 1 LFE, est une négligence potentiellement dangereuse pour notre agriculture et la santé publique. L'ensemble de ces mesures, loin de renforcer la sécurité alimentaire, fragilise nos structures, nos traditions et notre indépendance.

Électricité

La soumission proposée au domaine de l'électricité, dans le cadre de l'intégration accrue avec l'Union Européenne, soulève des préoccupations majeures quant à la souveraineté énergétique et à la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse. L'article 4a et suivants de la nouvelle loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) prévoient une libéralisation complète du marché qui, au lieu de garantir des prix stables, risque de conduire à une volatilité accrue. L'article 8b et suivants, relatif aux réserves d'énergie, semble insuffisant pour assurer une sécurité d'approvisionnement fiable, plaçant une responsabilité floue entre le marché et les instances européennes. Le risque est grand que la sécurité d'approvisionnement nationale, pilier de notre économie, soit sacrifiée sur l'autel de la concurrence européenne.

De plus, l'institutionnalisation de l'intégration dans les structures de surveillance de l'UE, telles qu'ACER et ENTSO-E, confère à la Suisse un rôle de participant subordonné, sans droit de vote mais tenu de supporter les coûts, tandis que les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront prises à Bruxelles. Ceci est en contradiction directe avec le principe de souveraineté énergétique helvétique. La Commission fédérale de l'électricité (ElCom) se verrait réduite à un simple bras opérationnel d'un règlement européen antidémocratique, marquant la fin d'une régulation énergétique indépendante et adaptée aux besoins suisses, comme le prescrit l'article 22 du StromVG.

L'énergie hydraulique, pilier de notre approvisionnement, est également menacée. Les règles européennes en matière d'aides d'État pourraient qualifier de subvention illicite le système éprouvé des redevances hydrauliques, dont bénéficient les cantons de montagne. Nos structures fédéralistes, incluant les centrales électriques communales, seraient affaiblies par l'assouplissement des règles de concurrence de l'UE, qui ébranle le droit de priorité à l'injection, discriminant ainsi la production d'énergie locale et décentralisée.

Enfin, l'article 15 du nouveau droit de l'énergie (EnG), dans sa version révisée, ainsi que les articles 29d et 33a, sapent la production d'énergie renouvelable décentralisée en modifiant les règles de rémunération et en introduisant un Förderungsausschluss (exclusion de soutien) en cas de prix négatifs. La réduction drastique de la limite de puissance à 200 kW pour les petits et moyens producteurs est un coup direct porté à la production d'énergie proche des citoyens, tels que les exploitations agricoles ou les communes. Cela crée une insécurité d'investissement considérable, freine le développement des énergies renouvelables locales et nous rend d'autant plus dépendants des marchés étrangers et des énergies fossiles. Cette démarche est un risque inconsidéré pour l'économie et les ménages suisses.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant aux mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Les dispositions actuelles, telles qu'elles sont envisagées, apparaissent notoirement insuffisantes et de nature cosmétique. Elles ne sauraient compenser la pression considérable exercée sur les niveaux de rémunération suisses du fait de l'extension de la libre circulation. Un risque majeur d'érosion généralisée de notre niveau salarial, touchant particulièrement les classes de revenus moyennes et basses, plane sur notre économie.

Au lieu de renforcer notre système de protection des salaires, déjà éprouvé et efficace, les nouvelles réglementations semblent viser à l'affaiblir pour l'aligner sur des normes européennes potentiellement moins protectrices. Les mécanismes de contrôle, pourtant cruciaux, risquent d'être affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail pourraient être subordonnées à de nouvelles structures centralisées et conformes au droit de l'UE, conduisant à une application moins rigoureuse des conditions de travail et salariales.

L'adaptation de la loi sur l'assurance-accidents (LAA) et de la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) aux exigences de l'UE, notamment par l'introduction de nouvelles dispositions relatives à la protection des représentants des travailleurs, soulève des inquiétudes quant à une complexification excessive du droit du travail. Cette disposition, telle que prévue dans les articles 335l à 335q du Code des obligations, semble être une concession dictée par des pressions extérieures, créant une forme de droit du travail à deux vitesses et entravant la flexibilité nécessaire aux petites et moyennes entreprises (PME).

Les modifications apportées à la loi sur l'obligation de service (LOS) et au droit des marchés publics, notamment l'incorporation de dispositions relatives au paiement des cotisations et des contributions de cohésion dans l'annexe 5, ch. 1, let. d, du règlement d'application, lient notre système juridique de manière encore plus étroite à celui de l'UE, tout en institutionnalisant un flux financier de cohésion qui devrait faire l'objet d'une évaluation indépendante de son impact réel sur la protection des travailleurs suisses.

Enfin, l'alignement des sanctions de l'UE sur les jugements exécutoires dans le cadre de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), via le nouvel article 80, al. 2, ch. 6, représente une délégation de souveraineté particulièrement préoccupante. Cette mesure permettrait l'exécution de sanctions administratives étrangères en Suisse sans un examen judiciaire approfondi, sapant ainsi notre propre système juridique. Ces mesures, dans leur ensemble, indiquent une tendance à l'affaiblissement de notre modèle social et économique au profit d'une intégration poussée qui ne tient pas suffisamment compte des intérêts légitimes des travailleurs suisses.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'extension de la libre circulation des personnes proposée dans le cadre des accords avec l'Union européenne. Une analyse rigoureuse révèle que les modifications législatives envisagées conduisent à une dérive significative par rapport au mandat constitutionnel clair de la Suisse de maîtriser elle-même son immigration, tel que consacré à l'article 121a de la Constitution fédérale.

L'introduction d'un droit de séjour « permanent » après seulement cinq ans, en lieu et place de dix, et ce statut pratiquement inaltérable, même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale, pose un risque manifeste pour notre sécurité intérieure et la viabilité de nos systèmes sociaux. L'article 41c du nouveau projet de loi sur l'assurance-invalidité (AIG) cimente ce droit accru au détriment des contribuables suisses, en élargissant l'accès aux prestations sociales pour les ressortissants de l'UE, rendant pratiquement impossible leur exclusion, même en cas de dépendance sociale. Cette disposition, couplée à l'abrogation de l'article 29a AIG, représente une capitulation face aux exigences de l'UE, ignorant le vœu populaire d'une immigration maîtrisée.

De surcroît, l'élargissement sans précédent du regroupement familial, incluant désormais parents, grands-parents et beaux-parents, annonce une augmentation incontrôlée des flux migratoires et une pression insoutenable sur nos infrastructures et nos caisses sociales. La clause de sauvegarde mentionnée, stipulée à l'article 21b AIG, n'est qu'une illusion. Ses critères d'application sont si restrictifs qu'elle est inopérante en pratique et risque d'entraîner des mesures coercitives de la part de l'UE, la transformant en une « clause d'extorsion ».

La méthode dite d'« intégration » pour l'adoption du droit de l'UE en matière d'immigration est particulièrement préoccupante. Elle implique une automatisation de l'adoption des futures évolutions législatives de l'UE, privant de fait le Parlement suisse et le peuple de leur droit de décision dans un domaine aussi sensible. Cela constitue une atteinte inacceptable à notre démocratie directe.

L'intégration du système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) dans divers secteurs, tels que le BGVB, le MedBG et le GesBG, remplace une évaluation nationale rigoureuse des qualifications professionnelles par une reconnaissance automatisée. Cette démarche risque d'entraîner une érosion des standards de qualité suisses et une perte de contrôle sur la régulation de notre marché du travail et de nos services, notamment dans le domaine crucial de la santé. De même, l'introduction de l'European Professional Card (EPC) dans ces domaines, sans une évaluation nationale adéquate, représente un risque incalculable pour la sécurité des patients.

Enfin, l'assujettissement de la deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE (art. 49 al. 2 ch. 27 BVG) et l'atteinte aux droits des assurés suisses concernant la restitution des fonds de pension (nouvel art. 25f al. 1bis LFStp) démontrent une volonté délibérée d'éroder notre souveraineté dans les domaines social et de la prévoyance. Ces dispositions, apparemment techniques, révèlent l'étendue de l'emprise de l'UE sur notre ordonnancement juridique, y compris le Code civil (art. 89a al. 6 ch. 24 CC). L'augmentation drastique des frais de scolarité pour les étudiants étrangers, telle qu'introduite dans l'ETH et le HFKG (art. 34d al. 2bis ETHG et art. 61a HFKG), est un aveu flagrant des coûts supplémentaires massifs engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Ces adaptations, loin de résoudre les problèmes, en créent de nouveaux et transfèrent le fardeau financier sur les épaules des étudiants et des contribuables suisses.

Contribution financière

La proposition de modification concernant les contributions financières, telle qu'elle est présentée, soulève de sérieuses préoccupations quant à son impact sur la souveraineté et la démocratie helvétiques. Il est alarmant de constater que des contributions actuellement volontaires, soumises au contrôle du Parlement, seraient transformées en une obligation légalement contraignante. Cette évolution, qui s'apparente de facto à une imposition forcée, priverait la Suisse d'un levier politique essentiel et affaiblirait le contrôle démocratique sur des flux financiers considérables.

Le montant initial annoncé de 350 millions de francs par an semble constituer un appât, masquant la véritable nature du "mécanisme juridiquement contraignant" de recalcul qui sera inévitablement intégré au contrat. Ce mécanisme condamnerait la Suisse à une dépendance financière vis-à-vis de l'Union européenne, la forçant à accepter des exigences toujours plus élevées sans possibilité de refuser. La Suisse deviendrait ainsi une contributrice nette, dépourvue de droit de vote, sans aucune garantie tangible d'amélioration de l'accès au marché ou de levée des obstacles commerciaux. En bref, il s'agit de payer pour une intégration institutionnelle qui coûte cher en souveraineté pour des bénéfices marginaux.

La création d'une loi fédérale sur les contributions de cohésion (KoBG) viendrait pérenniser ces paiements, les transformant en une obligation permanente et juridiquement contraignante, et soustrairait ainsi au Parlement sa prérogative souveraine de décider de chaque contribution individuelle. Le KoBG, tel qu'il est envisagé, deviendrait l'instrument législatif par lequel la Suisse serait perpétuellement mise à contribution. Il transformerait un geste politique en une obligation légale et saperait la souveraineté budgétaire du Parlement par l'instauration d'un droit permanent (art. 1 KoBG). Au lieu d'une décision souveraine sur l'utilisation des deniers publics, il ne resterait que l'exécution d'une obligation de paiement dictée par l'UE.

L'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) transcende une simple formalité technique. Elle ancre profondément les contributions de cohésion dans notre ordre juridique, signalant qu'elles seront désormais considérées comme une composante normale et permanente de la législation fédérale. De plus, la liaison de ces paiements au financement de la promotion de la paix, par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, est particulièrement trompeuse. Elle exploite l'image positive de la promotion de la paix suisse pour légitimer, sur le plan juridique, des contributions financières politiquement sensibles et controversées à l'UE, dissimulant ainsi la véritable nature de ces engagements financiers.

Aides d'État

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à la proposition de soumettre les aides d'État suisses au régime de contrôle de l'Union Européenne. La pratique actuelle, qui permet aux cantons et aux communes de décider souverainement de leurs politiques de soutien économique, est un pilier de notre fédéralisme. L'introduction d'un contrôle européen strict, tel que proposé par le nouveau projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), menace de saper cette autonomie décisionnelle. Les dispositions envisagées, notamment l'article 3 du BHÜG qui crée une chambre des aides d'État, transformeront cette dernière en une autorité technocratique dont les décisions seront dictées par la conformité au droit de l'UE, au détriment des intérêts nationaux et régionaux spécifiques.

Cette nouvelle structure représente une attaque frontale contre la souveraineté cantonale. L'article 82 lettre bbis du futur amendement à la loi sur le Tribunal fédéral (LTF) confère à la nouvelle chambre des aides d'État un droit de recours direct contre les décisions cantonales, permettant une ingérence sans précédent dans les affaires locales. Les cantons, démocratiquement légitimés, se retrouveront dans une position de dépendance, leurs décisions étant soumises à l'approbation d'une instance centrale, potentiellement déconnectée des réalités économiques locales. Ce mécanisme, renforcé par l'article 98a LTF qui permet un contrôle abstrait des normes, démantèle la capacité des cantons à adapter leurs politiques de soutien à leurs besoins propres.

De plus, l'intégration de la chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (CC) par l'article 18 alinéa 2 de la loi sur les cartels (LCart) crée une "super-autorité" dont les compétences élargies, allant de la surveillance des cartels à l'application du droit européen des aides d'État, soulèvent de sérieuses questions quant à la concentration du pouvoir et à la dilution de la démocratie directe. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LPC) est particulièrement préoccupante, car elle prive la Suisse de sa compétence nationale de contrôle sur les aides dans un secteur stratégique comme le transport aérien.

L'inclusion des articles 31a, 33 et 37a-c de la loi sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF) dans ce nouveau cadre renforce la centralisation du contrôle juridictionnel. L'article 31a LTAF, en ouvrant de nouvelles voies de recours à la chambre des aides d'État, confirme la tendance à l'affaiblissement de l'autonomie des cantons. Enfin, la modification de l'article 5 alinéa 2 de la loi sur la surveillance des prix (LSP) qui exclut le Surveillant des prix des réunions de la chambre des aides d'État est un signal alarmant pour la protection des consommateurs, car elle prive le public d'une voix essentielle dans un processus décisionnel aux conséquences économiques potentiellement lourdes. L'ensemble de ces mesures configurent une soumission progressive et insidieuse du droit suisse au droit de l'UE, au détriment de notre souveraineté économique et de nos structures fédéralistes.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le paquet d'accords bilatéraux conclu avec l'Union européenne soulève de sérieuses préoccupations quant à ses implications pour la souveraineté et les intérêts fondamentaux de la Suisse. L'approbation de tels accords, particulièrement dans leur forme actuelle, risque de nous entraîner inexorablement vers une assimilation progressive à l'ordre juridique de l'UE, sans que nous ayons véritablement voix au chapitre dans l'élaboration des normes qui nous régiront.

L'un des points les plus problématiques réside dans la reprise automatique du droit de l'UE. Cette automatisation, potentiellement codifiée dans les accords, constitue une atteinte directe à la souveraineté parlementaire suisse, consacrée par l'article 164 de la Constitution fédérale. En effet, notre Parlement, représentant le peuple et les cantons, verrait son rôle de législateur s'affaiblir considérablement, sa marge de manœuvre étant réduite à une simple transposition de normes émanant de Bruxelles. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pourrait, de surcroît, acquérir une compétence préjudicielle sur l'interprétation du droit suisse applicable aux accords. Une telle extension de compétence contrevient aux principes fondamentaux de notre ordre juridique, notamment la primauté de la Constitution fédérale et la souveraineté populaire, telles que garanties par l'article 1 de la Constitution.

De plus, l'application dynamique du droit de l'UE, impliquant la révision constante des normes européennes et leur intégration automatique dans nos accords, crée une incertitude juridique majeure. Comment garantir une application cohérente et transparente du droit quand celui-ci est en perpétuelle mutation sans notre consentement explicite ? Cette dépendance accrue risque également de fragiliser notre position dans les négociations futures, l'UE détenant un levier de pression considérable.

Enfin, les accords pourraient imposer des contraintes sur notre capacité à conclure nos propres accords commerciaux internationaux, limitant notre flexibilité et notre indépendance sur la scène mondiale. L'article 54a de la Constitution fédérale garantit le droit de négociation et de conclusion de traités de la Confédération. Une limitation excessive de cette capacité, induite par les engagements envers l'UE, mériterait une analyse approfondie et une remise en question.

Dans ces conditions, une acceptation aveugle de ce paquet d'accords serait irresponsable. Il est impératif de réévaluer ces accords sous l'angle de la préservation de notre indépendance, de notre souveraineté et de nos intérêts nationaux, en veillant à ce que toute intégration future se fasse de manière contrôlée et négociée, et non par une soumission de fait.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation porte sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne. Bien que l'objectif de stabilité soit louable, il est impératif d'examiner avec une extrême prudence les propositions qui en découlent, compte tenu de l'historique et des dynamiques de négociation avec l'UE. L'expérience a démontré que les accords proposés visent souvent à une intégration progressive de la Suisse dans le cadre juridique européen, sans pour autant que les intérêts suisses soient suffisamment pris en compte.

La perspective d'une stabilisation ne doit pas occulter les risques intrinsèques d'une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles. Le principe fondamental de la souveraineté nationale, consacré par notre Constitution fédérale, notamment par l'article 1er, pourrait être mis à mal par des accords qui imposeraient de facto l'application du droit de l'UE, sans que la Suisse ait son mot à dire dans son élaboration. Ceci serait en contradiction avec la volonté du peuple et des cantons de déterminer eux-mêmes leur destin politique.

De plus, la reprise de droit de l'UE, souvent implicite dans ce type de négociations, soulève des questions quant à l'autonomie décisionnelle de notre pays. L'article 54 de la Constitution fédérale garantit que la Suisse participe à des organisations internationales et peut coopérer avec elles, mais cette coopération ne doit pas se traduire par une perte de contrôle sur notre ordre juridique interne. La jurisprudence du Tribunal fédéral a toujours veillé à ce que la primauté du droit suisse soit préservée, et il est crucial que les futurs accords ne viennent pas compromettre cette jurisprudence.

La "stabilisation" prônée risque ainsi de se révéler être une "européanisation" rampante, où les bénéfices économiques potentiels seraient contrebalancés par une érosion significative de notre indépendance politique et juridique. Avant d'entériner de tels accords, il est de notre devoir d'analyser rigoureusement leur impact sur nos institutions, notre économie et, surtout, sur la capacité de la Suisse à définir et à appliquer ses propres lois conformément à la volonté démocratique exprimée par ses citoyens. La prudence et le scepticisme sont donc de mise face à toute proposition qui pourrait nous éloigner des principes fondamentaux de notre État.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Schär Christine (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Schär · 061 711 08 21 · schaerc@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst fraglich, ob die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unseres bewährten Rechtssystems führt. Insbesondere die unzureichende Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz im Rahmen dieser Angleichung ist alarmierend.

Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, selbst wenn dies nicht explizit in bilateralen Verträgen verankert ist, stellt eine erhebliche Einschränkung der parlamentarischen Entscheidungsgewalt dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (SR 161.1) verankert ist. Die Gefahr besteht darin, dass die Schweiz de facto in eine abhängige Rolle gedrängt wird, in der sie EU-Rechtsakte adaptieren muss, ohne diese in gleicher Weise demokratisch legitimieren und mitgestalten zu können wie die Mitgliedstaaten der EU.

Des Weiteren muss die Frage der Rechtsdurchsetzung und der Zuständigkeit von Gerichten und Institutionen eingehend geprüft werden. Die Übertragung von Hoheitsrechten an supranationale oder ausserstaatliche Organe, wie sie implizit durch die Übernahme von EU-Recht erfolgen könnte, tangiert Artikel 5 der Bundesverfassung (SR 101), der besagt, dass der Bund und die Kantone die Grundrechte achten und schützen. Eine Übernahme von EU-Recht ohne klare Mechanismen zur Wahrung der schweizerischen Rechtshoheit birgt die Gefahr, dass Schweizer Bürger und Unternehmen zukünftig ausserhalb der direkten Kontrolle schweizerischer Gerichte und Behörden gestellt werden könnten.

Es ist unerlässlich, dass jede Massnahme zur inländischen Umsetzung sorgfältig auf ihre Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prozesse hin geprüft wird. Die Verpflichtung zur unbesehenen Übernahme von EU-Recht ist abzulehnen, solange keine klaren und wirksamen Schutzmechanismen für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien etabliert sind. Die Risiken einer solchen Angleichung sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der schweizerischen Arbeitnehmer und Unternehmen in ihrer aktuellen Form unzureichend und lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Lohnniveaus zu. Die behauptete Stärkung des Lohnschutzes entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine kosmetische Anpassung, die den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren kann. Eine flächendeckende Erosion der Löhne,

insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, scheint nicht mehr abwendbar.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser de facto aufgeweicht und an die weniger strengen EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt insbesondere ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, da die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechte unserer Arbeitnehmer.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit mit der EU stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine Missachtung des klaren Volkswillens gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung dar. Die Einführung eines de facto unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, welches selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug bestehen bleibt, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unverhältnismässig. Dies zementiert eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Die massiv ausgeweitete Möglichkeit des Familiennachzugs, die neu auch Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, widerspricht jeder Vorstellung einer kontrollierten Zuwanderung und führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg von Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie zur Anwendung gelangen wird, während die EU mit Sanktionen droht, sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie geltend zu machen. Es handelt sich hierbei um eine Erpressungsklausel, keine Schutzmassnahme.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine kapitale Einschränkung unserer direkten Demokratie. Insbesondere die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), wie

die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die zwangsweise Gleichbehandlung von EU-Bürgern führt zur Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschul- und Forschungsgesetz (HFKG, Artikel 61a), was als Eingeständnis der massiven Mehrkosten im Bildungsbereich durch die Personenfreizügigkeit gewertet werden muss. Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung und höhere Bildung (BGVB) durch automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen schwächt unsere Qualitätsstandards. Die Anpassung des AIG stellt das Kernstück dieser Kapitulation dar und missachtet den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Arbeitsmarktzuzug verschleiern soll. Die Anpassungen im BVG unterstellen unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität bedeutet. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Änderung im Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) stellt einen Eingriff in Eigentumsrechte dar. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht zu vollziehen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und in den Medizinalberufegesetzen (MedBG, Artikel 15, 35; GesBG, Artikel 10, 15) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus und birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Qualität der Berufsleistungen. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe nationaler Regulierungskompetenz. Dieses Vertragspaket bedeutet eine faktische Unterwerfung unter die EU und die Preisgabe unserer Kerninteressen.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Neuregelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union stellt eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität und unserer demokratischen Kontrolle dar. Was bisher als freiwillige und vom Parlament kontrollierte Leistung im Rahmen der Friedensförderung deklariert wurde, soll nun durch die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht erhoben werden. Dies entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern in Milliardenhöhe demokratisch zu befinden. Die faktische Umwandlung dieser Zahlungen in eine Zwangsabgabe ist unverkennbar.

Der im Vertrag genannte Anfangsbetrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im KoBG verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismen" zur Neuberechnung eher als ein Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass diese Mechanismen unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen werden. Die Schweiz würde damit die Möglichkeit verlieren, über die Höhe und Angemessenheit dieser Zahlungen zu verhandeln oder diese abzulehnen. Sie wird faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, werden keine Garantien für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse geboten. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Gegenleistungen mit sich bringt.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das legislative Instrument, welches diese faktische permanente Zahlungsverpflichtung an die EU zementiert. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Artikel 1 KoBG vorgesehen, die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie das Parlament gemäss Bundesverfassung treffen muss, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zementiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die bilateralen Abkommen (BöB) ist weit mehr als eine technische

Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, was einer Täuschung der Öffentlichkeit gleichkommt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die essenziell für den regionalen Zusammenhalt, die Stützung lokaler KMU, die Kulturförderung oder die Aufrechterhaltung des Service public im öffentlichen Verkehr sind, fallen künftig einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vor. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und Gemeinden massiv, da sie ihre eigenständigen wirtschaftspolitischen Entscheidungen von einer übergeordneten Instanz absegnen lassen müssen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde" etabliert, die faktisch als "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Die Beihilfekammer, angesiedelt bei der WEKO, wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, wo viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch die Möglichkeit der neuen Beihilfebehörde, direkte Beschwerde gegen kantonale Erlasse zu erheben (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und führt dazu, dass kantonale Organisationen und Verfahrensautonomie verloren gehen. Die Kantone werden zu Bittstellern herabgestuft und haben kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souveränen Entscheidungen geprüft werden.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme eines wichtigen Kontrollorgans zum Schweigen gebracht wird. Die Schweiz unterwirft sich damit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Strom

Die vorgeschlagene weitreichende Anpassung des Stromversorgungsgesetzes im Kontext des Stromabkommens mit der EU birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über das heimische Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, während die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert wird. Dies bedeutet die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften und das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Diese Entwicklung gefährdet nicht nur die finanzielle Stabilität betroffener Kantone, sondern auch die langfristige Investitionssicherheit in die Wasserkraft.

Des Weiteren werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung massiv geschwächt. Das StromVG in Art. 4a ff. und die Änderungen im EnG, insbesondere Art. 15 neu, benachteiligen lokale und dezentrale Energieproduzenten. Der traditionelle Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und untergraben die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG, ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die Schweiz opfert ihre Energiesouveränität und verspielt ihre bewährte Versorgungssicherheit zugunsten eines EU-konformen, aber für die Schweiz nachteiligen Modells.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung im Bereich Landverkehr wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres öffentlichen Verkehrs auf. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Öffnung für ausländische Anbieter und die Übernahme von EU-Recht, stellen eine direkte Bedrohung für den Service public dar, wie wir ihn kennen und schätzen.

Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ist dabei besonders alarmierend. Sie ermöglicht ausländischen Bahnbetreibern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies birgt die erhebliche Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der profitablere Hauptstrecken von ausländischen Unternehmen bedient werden, während die SBB und andere schweizerische Akteure mit den weniger rentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger.

Die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt Kriterien anzuwenden, die den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz am besten dienen, müssen wir uns an EU-konforme Vorgaben halten. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die vom Bundesrat als Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist aus rechtlicher Sicht wenig Vertrauenserweckend. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die dynamische Rechtsübernahme, wie sie

beispielsweise im Kontext des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu erwarten wäre, bedeutet eine weitere Verlagerung von Steuerungs- und Regelungskompetenzen von nationaler auf europäische Ebene.

Darüber hinaus droht durch die Anwendung des EU-Beihilferechts die Infragestellung bewährter Subventionsmodelle für unseren Güter- und Regionalverkehr sowie für die Erneuerung unseres Rollmaterials. Solche Massnahmen, die massgeblich zur Qualität und Attraktivität unseres Bahnangebots beitragen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Stabilität und operative Leistungsfähigkeit unseres Bahnwesens massiv beeinträchtigen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen den Schweizer Service public in seiner Substanz gefährden und die Souveränität der Schweiz in einem Kernbereich der nationalen Daseinsvorsorge schwächen. Es ist dringend geboten, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und die nationalen Interessen entschieden zu verteidigen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine kaum verhüllte Bestrebung zur umfassenden Integration der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es geht dabei keineswegs nur um die Gewährleistung von Sicherheit, sondern vielmehr um die schleichende Unterwerfung unserer bewährten Produktionsstandards unter ein ausländisches Regelwerk, das in vielen Punkten hinter unseren eigenen Qualitätsansprüchen zurückbleibt. Dies bedroht nicht nur die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten drastisch ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, steht unter massivem Druck. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards bedeutet zwangsläufig einen Qualitätsverlust, der das renommierte Label "Made in Switzerland" entwerten und die Wettbewerbsfähigkeit unserer Produzenten untergraben würde.

Besonders alarmierend ist die Existenz einer "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen unwiderruflich an alle anderen bilateralen Verträge knüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk obsolet machen – eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jede souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert.

Die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen gravierenden Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an Festanlässen müssten sich mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften auseinandersetzen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten würde.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Souveränität. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, führt zu erstickender Bürokratie und zum Verlust hoher Standards, wie sie im LMG verankert sind. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ein klarer Rückschritt. Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften aufzugeben. Dies ist ein ethischer Rückschritt und ein Verlust der Souveränität, in einem Bereich, der die Identität der Schweiz als verantwortungsbewusstes Land prägt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die demokratische Kontrolle durch das Parlament. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind weitere Beispiele für den Verlust nationaler Steuerungshoheit und die Unfähigkeit, schnell und flexibel auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Dieses Abkommen untergräbt unsere demokratischen Prozesse, unsere nationalen Standards und unsere Souveränität in unannehmbarem Masse.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweckt erhebliche Bedenken und lässt eine kritische Skepsis angebracht erscheinen. Es ist zwingend erforderlich, die Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratischen Prinzipien unseres Landes genauestens zu prüfen.

Insbesondere die Annahme von EU-Recht durch Referenzakten birgt erhebliche Gefahren. Das revidierte Bundesgesetz über die schweizerische Kohäsionspolitik (SR 641.21) und die Verordnung über die schweizerische Kohäsionspolitik (SR 641.211) sehen eine automatische Übernahme von EU-Rechtsakten vor, ohne dass das Schweizer Parlament oder gar das Volk die Möglichkeit haben, über deren Inhalt und Auswirkungen abschliessend zu entscheiden. Dies stellt einen fundamentalen Bruch mit dem Prinzip der rechtsstaatlichen Legitimation dar, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der besagt, dass die gesamte Staatsgewalt an das Volk und die Stände gebunden ist. Die direkte oder indirekte Übernahme von EU-Recht untergräbt die volkssouveräne Gestaltung der Gesetzgebung und höhlt das Mitspracherecht der eidgenössischen Räte und des Stimmvolkes massiv aus.

Des Weiteren wirft die fehlende Transparenz und die eingeschränkte Möglichkeit zur Einflussnahme auf die Entwicklung des Unionsrechts ciddi Fragen auf. Die Schweiz wird de facto zu einem reinen Anwender von Rechtsnormen, die sie nicht mitgestalten kann. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Bundesverfassung (BV), der die Wahrung der Interessen des Landes als Staatsziel nennt. Die geforderten Kompromisse drohen, die schweizerische Eigenständigkeit und die Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung unserer nationalen Angelegenheiten nachhaltig zu beschädigen.

Die automatische Übernahme von EU-Recht in den Bereichen, die durch das revidierte Abkommen abgedeckt werden, könnte zudem zu einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung führen, die auf jahrhundertealten Traditionen und spezifischen Bedürfnissen fusst. Es besteht die reale Gefahr, dass schweizerische Besonderheiten und Werte, die tief in unserer Verfassungsgeschichte verankert sind, durch unpassende und von aussen diktierte Regelungen verdrängt werden. Dies würde die im Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) verankerte Pflicht des Bundesrates, die Interessen des Landes zu wahren und die Schweiz zu fördern, konterkarieren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorliegende Paket auf fundamentalen Ebenen die schweizerische Souveränität und die demokratischen Grundprinzipien gefährdet. Eine bedingungslose Annahme wäre kurzsichtig und würde die langfristigen Interessen der Schweiz in Frage stellen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Souveränität und den Prinzipien unserer direkten Demokratie auf. Es ist bedauerlich, dass die Ergebnisse trotz expliziter verfassungsrechtlicher Vorgaben, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der Unabhängigkeit der Schweiz gemäss Artikel 2 Bundesverfassung (BV), eine Angleichung an europäisches Recht vorsehen, die geeignet ist, unsere Rechtsetzungshoheit substanziell zu untergraben.

Die Ausweitung der dynamischen Rechtsübernahme birgt die Gefahr, dass die Schweiz zukünftig durch Beschlüsse und Rechtsprechungen der Europäischen Union, die sie nicht mitgestalten kann, gebunden wird. Dies widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben des Artikels 49a der Bundesverfassung, welcher die Unabhängigkeit und die rechtsgestaltende Kraft des schweizerischen Rechts hervorhebt. Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von EU-Recht, ohne vorgängige

parlamentarische Debatte und demokratische Legitimation, stellt eine Abkehr von den Grundsätzen unserer direkten Demokratie dar, die auf Partizipation und Volkssouveränität beruhen.

Besorgniserregend ist zudem die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine strukturelle Unterordnung schweizerischer Gerichte unter die Auslegung des EuGH, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angelegt zu sein scheint, würde die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung des schweizerischen Rechts beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 30 BV, der die Unabhängigkeit der Gerichte garantiert. Die Möglichkeit, dass Gerichte in der Schweiz an die Rechtsprechung des EuGH gebunden sind, auch wenn diese dem nationalen Recht widerspricht, ist nicht akzeptabel und untergräbt die Gewaltenteilung.

Die vorgelegten Ergebnisse scheinen eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Autonomie zu ermöglichen und uns in eine Abhängigkeit zu manövrieren, die weder im Interesse des Landes noch seiner Bürgerinnen und Bürger liegt. Es müssen klare Grenzen gezogen werden, um die Verfassungsmässigkeit und die demokratische Kontrolle über unsere Gesetzgebung zu wahren. Die Verhandlungsergebnisse sind daher kritisch zu hinterfragen und auf ihre Langzeitfolgen für die schweizerische Souveränität und das demokratische System zu prüfen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Integrität der Schweiz. Die übermässige Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen neuer Abkommen angestrebt wird, untergräbt die demokratische Selbstbestimmung unseres Landes. Insbesondere Artikel 120 der Bundesverfassung, der die oberste Gewalt des Bundes verbürgt, und die Artikel 1 und 5 des Obligationenrechts, welche die Vertragsfreiheit und die eigenständige Rechtsordnung gewährleisten, stehen unter Druck.

Die automatische Übernahme von EU-Recht durch sogenannte Spiegelgesetze oder andere Mechanismen führt dazu, dass Schweizer Gerichte und Gesetzgeber in ihrer Entscheidungsfreiheit eingeschränkt werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit, die im Schweizer Rechtssystem von zentraler Bedeutung sind. Die Gefahr, dass Schweizer Gesetze durch nicht-transparente und wenig nachvollziehbare EU-Entscheidungen ersetzt werden, ist akut.

Darüber hinaus stellt die mögliche Beteiligung am europäischen Gerichtshof oder die Anerkennung dessen Urteile eine Bedrohung für die Rechtsidentität der Schweiz dar. Das Schweizer Rechtssystem hat sich historisch eigenständig entwickelt und ist auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte unseres Landes zugeschnitten. Eine Angleichung an europäische Rechtsnormen, die teilweise grundlegend von unseren abweichen, birgt die Gefahr einer Erosion unserer Rechtskultur. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird ausgehöhlt, wenn Entscheidungen über die Köpfe des Schweizer Volkes hinweg getroffen werden.

Die wirtschaftlichen Vorteile, die von Befürwortern dieser Abkommen oft angeführt werden, erscheinen im Lichte der potenziellen Souveränitätsverluste fragwürdig. Eine engere Bindung an die EU birgt das Risiko, dass die Schweiz wirtschaftlichen Schwankungen und politischen Entscheidungen ausgesetzt ist, die sie nicht direkt beeinflussen kann. Die Verpflichtung zur Einhaltung von EU-Regularien könnte zudem kleinere und mittlere Unternehmen unverhältnismässig belasten. Angesichts dieser tiefgreifenden Bedenken ist eine kritische und abwägende Haltung gegenüber einer weiteren Vertiefung der Beziehungen zur EU unabdingbar.

Consultazione

Egregi Signore e Signori,

Mittente e Contatto

Mittente: (Privat)

Data: 09.10.2025

Contatto: Emanuela Citterio Montini · 0041764269888 · emanuela.citte1969@gmail.com

Come valuta il pacchetto Svizzera-UE (risultato dei negoziati e relativa attuazione nazionale)?

La consultazione sul pacchetto istituzionale Svizzera-UE solleva interrogativi fondamentali sul futuro della sovranità nazionale e sulla compatibilità degli accordi proposti con i principi cardine del diritto costituzionale svizzero. L'accettazione di un quadro giuridico che prevede l'applicazione diretta del diritto dell'Unione europea, come suggerito dall'articolo 12 del proposto accordo quadro, mina il principio della sovranità del popolo e degli Stati, sancito dall'articolo 1 della Costituzione federale. La Corte di giustizia dell'Unione europea (CGUE), con la sua giurisdizione estesa, assumerebbe un ruolo di ultima istanza interpretativa del diritto, relegando le nostre istituzioni a un ruolo meramente esecutivo.

Inoltre, la prospettiva di dovere adeguare continuamente la nostra legislazione a quella comunitaria, senza avere una voce decisionale effettiva, contravviene all'autodeterminazione democratica garantita dall'articolo 164 della Costituzione federale. La perdita di controllo sulla nostra legislazione e sulle normative che governano il nostro mercato interno rappresenta un rischio considerevole per gli interessi economici e sociali della Svizzera. Il meccanismo di "rolling adoption" del diritto UE, implicitamente contenuto nell'accordo, implicherebbe una costante negoziazione e un potenziale "effetto trascinamento" di normative svantaggiose.

La difesa dei nostri interessi nazionali, compresa la salvaguardia del nostro sistema di benessere e della nostra politica sociale, potrebbe essere compromessa da direttive UE non in linea con le nostre tradizioni e necessità. L'articolo 4 del proposto accordo quadro, relativo al trattamento nazionale e alla libera circolazione delle persone, potrebbe, a una lettura scettica, aprire la porta a pressioni per un'ulteriore liberalizzazione in settori sensibili, con impatti negativi sulla nostra piazza lavorativa e sulla previdenza sociale.

In sintesi, il pacchetto proposto rischia di instaurare una relazione di dipendenza giuridica ed economica nei confronti dell'UE, che minaccia seriamente i pilastri della nostra democrazia diretta, della nostra sovranità e della nostra capacità di autodeterminazione legislativa. Le garanzie costituzionali svizzere, in particolare quelle relative alla sovranità popolare e al controllo democratico, non sembrano pienamente tutelate da questo accordo. NO A QUESTO ACCORDO!

Come valuta gli accordi, i protocolli e le dichiarazioni congiunte che la Svizzera ha negoziato con l'Unione Europea (UE)?

La valutazione dei risultati dei negoziati sulla base della documentazione fornita (quale?, sembrano trattative poco trasparenti ed il popolo È SOVRANO!) suscita profonde perplessità e non soddisfa

minimamente le aspettative in termini di tutela degli interessi nazionali svizzeri. Le proposte avanzate si configurano come una cessione di sovranità inaccettabile.

In primo luogo, la proposta di integrare il diritto dell'UE senza un meccanismo di revisione o di adeguamento che tenga conto delle peculiarità del sistema giuridico svizzero è estremamente problematica. L'articolo 3 della Legge federale sulla partecipazione della Svizzera all'area Schengen (LASS) garantisce che l'applicazione del diritto Schengen non leda la sovranità e l'ordinamento costituzionale della Confederazione. Tuttavia, l'assorbimento acritico di normative europee, come avvenuto in passato con il diritto dei servizi o la libera circolazione delle persone, mina di fatto questo principio, esponendo la Svizzera a un'evoluzione legislativa esterna incontrollabile e potenzialmente dannosa per i propri settori economici e sociali. Per questo motivo è MEGLIO USCIRE DAL TRATTATO SCHENGEN.

In secondo luogo, la questione della "giurisdizione esclusiva" della Corte di giustizia dell'Unione europea (CGUE) su determinate aree è un punto dolente irrisolto. Sebbene l'accordo quadro si impegni a salvaguardare la possibilità per i tribunali svizzeri di pronunciarsi in ultima istanza, la dipendenza da interpretazioni europee, crea una potenziale subordinazione del diritto svizzero. L'articolo 120 della Costituzione federale svizzera stabilisce che le leggi federali devono rispettare la Costituzione e il diritto internazionale, ma l'influenza indiretta della CGUE potrebbe erodere la certezza del diritto interno e la capacità delle autorità svizzere di applicare la propria legislazione in modo autonomo e coerente con gli interessi nazionali.

Infine, la mancanza di chiarezza sugli impatti concreti a lungo termine per l'economia, il mercato del lavoro e la politica sociale della Svizzera è allarmante. Le affermazioni sulla "semplificazione" e sui "benefici economici" appaiono troppo generiche e non supportate da analisi dettagliate che prendano in considerazione i potenziali costi di adattamento, le restrizioni all'autonomia normativa e le implicazioni per le piccole e medie imprese e i lavoratori svizzeri. La Svizzera deve agire nel proprio interesse, preservando i principi di autodeterminazione e garantendo che ogni accordo con l'UE porti benefici tangibili e non una mera e rischiosa integrazione senza adeguate garanzie. Le attuali proposte non sembrano offrire tali garanzie. PERTANTO NO A QUESTO O FUTURI TRATTATI CON LA FALLIMENTARE UE.

È d'accordo a stabilizzare e sviluppare ulteriormente le relazioni bilaterali con l'Unione Europea (UE)?

Le proposte volte a stabilizzare le relazioni con l'Unione Europea sollevano serie perplessità e potrebbero compromettere in modo inaccettabile la sovranità e la capacità decisionale della Svizzera. Sebbene l'obiettivo di una maggiore stabilità sia comprensibile, i meccanismi proposti rischiano di instaurare una dipendenza che contrasta con i principi fondamentali del nostro ordinamento giuridico, in particolare con l'articolo 2 della Costituzione federale, che sancisce l'indipendenza e la neutralità della Svizzera.

La delega di competenze, anche se non esplicita, implicita nell'accettazione di un diritto derivato europeo non precisamente definito, rappresenta una minaccia diretta alla nostra capacità di legiferare autonomamente. L'introduzione di una "giurisprudenza vincolante" della Corte di Giustizia dell'Unione Europea, come ipotizzato, minerebbe l'autorità dei tribunali svizzeri e violerebbe l'articolo 1 della Legge federale sull'organizzazione giudiziaria, che affida ai tribunali federali e cantonali la risoluzione delle controversie.

Inoltre, la questione del finanziamento del quadro istituzionale o di altri accordi con l'UE pone interrogativi significativi riguardo all'autonomia finanziaria e alla sovranità fiscale svizzera. L'impegno a contribuzioni finanziarie senza un chiaro controllo parlamentare e senza la possibilità di una ratifica popolare in ogni singolo caso configurerebbe una cessione di sovranità finanziaria inaccettabile.

La flessibilità che contraddistingue il nostro sistema politico e che è radicata nel federalismo svizzero, sancito dagli articoli 1 e 3 della Costituzione federale, rischierebbe di essere erosa. L'integrazione in

un quadro giuridico europeo potenzialmente rigido e in continua evoluzione limiterebbe la nostra capacità di adattare le leggi alle esigenze specifiche della Svizzera e di mantenere il consenso interno, elemento cruciale per la stabilità politica elvetica. Si teme che tali accordi non portino a una vera stabilizzazione, ma piuttosto a un processo graduale di allineamento forzato, con conseguente perdita di margini di manovra e di autodeterminazione. Occorre una valutazione estremamente prudente dei rischi di un simile percorso.

Come valuta l'attuazione a livello nazionale?

La consultazione in oggetto solleva serie preoccupazioni riguardo all'implementazione nazionale di accordi che potrebbero compromettere in modo significativo la sovranità legislativa e giudiziaria della Svizzera. L'adesione a un quadro normativo definito da istituzioni esterne, in particolare dall'Unione Europea, senza un adeguato coinvolgimento democratico e senza garanzie solide per la preservazione delle prerogative nazionali, appare quantomeno problematica.

La facilità con cui si tende a recepire normative comunitarie, anche laddove queste toccano aspetti fondamentali del nostro ordinamento, suscita perplessità. È necessario ribadire che la Confederazione Svizzera, secondo il proprio ordinamento costituzionale, detiene la competenza legislativa primaria e la sovranità decisionale. Qualsiasi estensione del diritto estero, per quanto formalmente inquadrata, deve essere sottoposta a un vaglio rigoroso che ne valuti l'impatto sulla nostra architettura giuridica e sui principi fondamentali sanciti, ad esempio, dalla Costituzione federale.

La prospettiva di una crescente "armonizzazione" o "convergenza" normativa, spesso presentata come una necessità pragmatica, rischia di tradursi in una progressiva cessione di sovranità. Ci si interroga pertanto sulla reale capacità delle autorità nazionali di esercitare un controllo efficace sui processi decisionali che originano all'esterno e che vengono poi recepiti internamente. L'articolo 160 capoverso 1 della Costituzione federale, che impone al Consiglio federale di tenere conto degli interessi della Confederazione, deve essere interpretato in modo rigoroso per garantire che la sovranità svizzera rimanga il principio cardine, e non un'eccezione da giustificare.

Inoltre, la trasparenza e la democraticità dei processi di recepimento sono elementi cruciali che appaiono insufficientemente garantiti. Si deve evitare che accordi o normative vengano imposti attraverso canali che bypassano il dibattito parlamentare e il controllo popolare, limitando di fatto la capacità dei cittadini di influenzare le leggi che li governano. L'articolo 120 capoverso 2 della Costituzione federale, relativo alla politica estera e al rispetto degli obblighi internazionali, non può giustificare una delega indiscriminata di poteri legislativi. È imperativo che ogni passo verso un maggiore allineamento con l'UE sia preceduto da un'analisi approfondita dei costi e dei benefici in termini di sovranità e autonomia decisionale. RIBADISCO IL MIO NO A QUALSIASI TRATTATIVA CON L'UE.

Elettricità

La presente consultazione sull'area elettricità solleva profonde preoccupazioni riguardo alla cessione della sovranità energetica svizzera all'Unione Europea. L'integrazione istituzionale nella struttura di vigilanza dell'UE, segnatamente attraverso l'adesione ad ACER e ENTSO-E, trasforma la Svizzera in un partecipante vincolato, privo di potere decisionale ma gravato dai costi. Le decisioni cruciali relative alla nostra rete elettrica saranno prese a Bruxelles, minando il principio di autodeterminazione sancito dalla nostra Costituzione. L'Autorità federale di regolamentazione indipendente dei mercati dell'energia (ElCom) rischia di degenerare da autorità di vigilanza nazionale a mero organo esecutivo di direttive europee non democraticamente legittimate, come previsto dalle modifiche proposte all'articolo 22 dello StromVG. Questo rappresenta la fine di una regolamentazione energetica autonoma, calibrata sulle esigenze specifiche della Svizzera.

La politica energetica svizzera, pilastro della nostra sicurezza nazionale, viene messa a repentaglio. Le regole europee sugli aiuti di Stato potrebbero invalidare il sistema consolidato delle contribuzioni idroelettriche, che beneficia i cantoni montani e sostiene lo sviluppo regionale. La proposta di

modificare l'articolo 15 del nuovo EnG, che ridefinisce le condizioni di prelievo e remunerazione, colpisce direttamente la produzione energetica decentralizzata e vicina ai cittadini. L'abbassamento della soglia di potenza da 3 MW a 200 kW svantaggia in modo significativo innumerevoli piccoli e medi produttori, indebolendo la loro base economica e andando contro la strategia energetica nazionale.

La completa liberalizzazione del mercato elettrico, come delineato nel nuovo capitolo 1a dello StromVG (Art. 4a ss.), è un esperimento ad altissimo rischio, le cui conseguenze ricadono sulla popolazione e sull'economia svizzera. Questa liberalizzazione non solo porterà a una volatilità dei prezzi incontrollabile, ma comprometterà la sicurezza dell'approvvigionamento, minando la stabilità delle forniture di base. La possibilità di mantenere riserve strategiche, come la riserva idrica, verrebbe seriamente limitata dalle normative UE, creando un vuoto di responsabilità per la sicurezza energetica nazionale. Il nuovo articolo 8b ss. dello StromVG sulla riserva energetica insufficiente evidenzia questa preoccupazione.

Inoltre, la recente introduzione di un'esclusione dai sussidi in caso di prezzi negativi (nuovi Art. 29d cpv. 4 e Art. 33a cpv. 2bis EnG) genera un'enorme incertezza per gli investimenti nelle energie rinnovabili. Questo frena lo sviluppo di impianti solari, eolici e a biomassa, rendendo la Svizzera maggiormente dipendente da mercati energetici esteri imprevedibili e da fonti fossili. Le modifiche proposte allo StromVG, in particolare l'inasprimento delle norme sull'unbundling (Art. 10, 18, 19), sono strumenti di allineamento all'UE che smantellano le nostre strutture federali e la collaborazione tra Confederazione e Cantoni. La Svizzera perderebbe il controllo sulla propria infrastruttura critica, sottometendosi a una regolamentazione pilotata da Bruxelles. La cancellazione dell'eccezione per la società di rete nazionale nell'articolo 8 capoverso 2 BATE è un ulteriore passo verso la sottomissione al regime UE, privando la Svizzera di flessibilità e sovranità nella gestione delle proprie reti elettriche. SWISSGRID LIBERA, INDIPENDENTE E SVIZZERA!

Libera circolazione: Protezione salariale

Le misure di protezione salariale proposte nell'ambito dell'accordo sulla libera circolazione delle persone si rivelano palesemente insufficienti e di natura puramente estetica. Esse non sono in grado di compensare la massiccia pressione esercitata sui salari svizzeri dall'estensione di tale accordo. Esiste un rischio concreto di un'erosione generalizzata del nostro livello salariale, con ripercussioni particolarmente gravi per le fasce di reddito medio-basse.

Si assiste a un indebolimento e a un adattamento agli standard dell'Unione Europea del collaudato ed efficace sistema di protezione salariale svizzero. Le nuove disposizioni introducono una maggiore burocrazia, ma risultano meno efficaci rispetto alle precedenti misure di accompagnamento. Tale scenario avvantaggia principalmente le imprese estere che mirano a praticare il dumping salariale.

I meccanismi di controllo vengono indeboliti. Le competenze delle commissioni paritetiche e delle ispettorati cantonali del lavoro subiscono un'erosione a causa delle nuove strutture centralizzate e conformi al diritto dell'UE. Ciò si traduce in un minor numero di controlli e in una vigilanza più lassista sull'applicazione delle condizioni salariali e lavorative.

L'introduzione di un regime speciale di protezione contro il licenziamento per i rappresentanti dei lavoratori, disciplinato dai nuovi articoli 335l e seguenti del Codice delle obbligazioni (CO), rappresenta un diretto attentato alla libertà contrattuale svizzera, imposto dalla pressione dell'UE. Viene creata una classe privilegiata di lavoratori, il cui licenziamento è vincolato a procedure rigide e burocratiche, limitando la flessibilità, specialmente per le PMI, e contravvenendo ai nostri principi di mercato del lavoro liberale.

Le modifiche all'articolo 9, comma 2 della Legge sul collocamento (EntsG) non costituiscono un rafforzamento, bensì una riorganizzazione imposta dall'UE del nostro sistema di protezione salariale. L'ampliamento del sistema sanzionatorio è primariamente volto a garantire la compatibilità con il diritto dell'UE, piuttosto che a migliorare effettivamente la tutela dei lavoratori svizzeri. La soppressione del diritto di ricorso previsto dall'articolo 11 e la sua ricollocazione nell'articolo 13a rappresentano una rielaborazione giuridica che indebolisce la solida sistematica esistente e complica l'esercizio dei diritti

dei lavoratori.

La parificazione delle sanzioni dell'UE con decisioni esecutive nel contesto della Legge sul perseguimento e sul fallimento (nuovo articolo 80, comma 2, cifra 6 della LP) costituisce una massiccia cessione di sovranità. La Svizzera è ridotta a mero esecutore di sanzioni amministrative finanziarie provenienti dall'UE, minando la nostra ordinanza giuridica attraverso la possibilità di far valere decisioni amministrative estere senza un'approfondita revisione giudiziaria interna. ABBIAMO GIÀ UN PROFONDO DIVARIO SALARIALE TRA IL TICINO ED IL RESTO DELLA SVIZZERA: VOGLIAMO FAR DIVENTARE IL NOSTRO PAESE UNA NAZIONE FALLIMENTARE? ASSOLUTAMENTE NO A QUESTO TRATTATO.

Contributo finanziario

La proposta relativa al contributo finanziario verso l'Unione Europea solleva serie preoccupazioni in merito alla sovranità nazionale e al controllo democratico sui fondi pubblici. La trasformazione dei contributi di coesione da versamenti volontari, soggetti al vaglio parlamentare, in un obbligo giuridicamente vincolante rappresenta un pericoloso precedente. Tale modifica, sancita dalla creazione di una legislazione ad hoc, come il futuro Legge sui contributi di coesione (KoBG), svuota di fatto il potere decisionale del Parlamento svizzero in materia di impieghi di fondi cospicui, come previsto dall'articolo 1 del KoBG che istituisce un diritto permanente. Questo meccanismo, descritto come un "diritto permanente", mina la sovranità budgetaria, trasformando una decisione politica in un'imposizione esterna.

L'ammontare iniziale, apparentemente modesto, di 350 milioni di franchi annui, appare più come un mero incentivo iniziale che una cifra definitiva. Il meccanismo di ricalcolo giuridicamente vincolante, incorporato nell'accordo, porterà inevitabilmente a richieste economiche più sostanziose in futuro, privando la Svizzera della possibilità di opporsi a tali aumenti imposti dall'UE. Ci si trova di fronte a una situazione in cui la Confederazione diverrebbe un mero contributore netto, senza alcun potere decisionale effettivo, e senza garanzie concrete in termini di accesso al mercato o eliminazione di ostacoli commerciali.

L'inclusione del KoBG nell'allegato 5, punto 1, lettera d) del BGB dà un'impronta legislativa permanente a questi pagamenti, segnalando una normalizzazione di queste contribuzioni all'UE come parte integrante e duratura del diritto federale. Inoltre, il collegamento con la legge sulla promozione della pace, attraverso l'aggiunta all'articolo 1, comma 2, lettera b), appare un mero escamotage retorico, abusando della reputazione svizzera nel campo della promozione della pace per legittimare pagamenti finanziariamente e politicamente controversi. La Svizzera rischia di essere legata a obblighi finanziari che non le conferiscono alcun potere decisionale, ma che invece erodono la sua autonomia e il controllo democratico sui propri mezzi economici.

Trasporti terrestri

La proposta di modifica legislativa in materia di trasporti terrestri, finalizzata all'adeguamento alla normativa europea, solleva preoccupazioni di primaria importanza riguardo alla salvaguardia del nostro peculiare modello di servizio pubblico ferroviario. L'applicazione del diritto europeo in materia di aiuti di Stato rischia di compromettere le attuali forme di sovvenzionamento, da sempre fondamentali per garantire l'efficienza e l'accessibilità del trasporto merci, del traffico regionale e per il rinnovo del materiale rotabile. La potenziale incostituzionalità di sussidi consolidati minaccia direttamente la qualità e l'estensione dell'offerta a beneficio dei cittadini.

Particolare allarme suscita l'apertura al cabotaggio ferroviario, che consentirebbe a vettori stranieri di operare su tratte interne svizzere. Tale previsione, introdotta attraverso la modifica dell'articolo 40ater dell'Eisenbahngesetz (EBG), rischia di innescare un processo di "rosin pickerei", ovvero di selezione delle tratte più redditizie da parte di compagnie straniere. Le aziende svizzere, oneratenute dall'obbligo di garantire la copertura capillare del territorio, comprese le linee meno remunerative ma essenziali per la mobilità della popolazione, vedrebbero così minata la propria base finanziaria.

La cosiddetta "Dichiarazione comune" presentata dal Consiglio federale quale misura di protezione

appare giuridicamente priva di valore vincolante e incapace di offrire una reale tutela contro future evoluzioni del diritto UE, che la Svizzera sarebbe comunque tenuta ad adottare in modo dinamico. Si tratta di una rassicurazione illusoria che non impedisce la progressiva erosione della nostra sovranità in materia di trasporti ferroviari. La Svizzera rischia di cedere il controllo sulla propria infrastruttura ferroviaria, soprattutto attraverso l'adesione a regolamenti come quello relativo al "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), che trasferirebbe ulteriormente le competenze decisionali a organismi sovranazionali.

Inoltre, l'adeguamento dell'articolo 32a capoverso 1bis del Personenbeförderungsgesetz (PBG) impone alla Svizzera di conformarsi a direttive UE nelle gare d'appalto, limitando l'autonomia nazionale e cantonale nella pianificazione del trasporto pubblico e rendendo più complesso il perseguimento di obiettivi svizzeri specifici. L'introduzione della cabotaggio, come sancito dall'articolo 40ater EBG, rappresenta un attacco diretto al servizio pubblico. L'obbligo di conformarsi a standard internazionali, ovvero europei, nelle gare d'appalto comuni, sancito dal nuovo articolo 32a capoverso 1bis PBG, limita significativamente la sovranità di Confederazione e Cantoni nella definizione del proprio sistema di mobilità. Anziché basare le decisioni sulle migliori soluzioni per la Svizzera, si è costretti a soddisfare criteri UE, con il rischio di soluzioni meno ottimali e più costose per i contribuenti.

Aiuti di Stato

La proposta di integrazione della normativa sugli aiuti di Stato nel quadro degli accordi con l'Unione Europea rappresenta una minaccia significativa alla sovranità economica e alla struttura federale della Svizzera. L'abolizione della pratica consolidata e democraticamente legittimata di sussidi da parte di Confederazione, Cantoni e Comuni, in favore di un regime di controllo tecnico-burocratico europeo, è inaccettabile. Questa sottomissione a un controllo esterno mina radicalmente l'autonomia decisionale dei Cantoni, relegandoli a semplici richiedenti i cui provvedimenti dovranno essere approvati da un'autorità centrale a Berna, agendo di fatto come braccio esecutivo dell'UE.

L'introduzione del nuovo Legge federale sulla vigilanza degli aiuti di Stato (LVAS) e l'adeguamento della Legge sui cartelli (LC, art. 18 cpv. 2) istituiscono una nuova "superautorità" che agisce come un prolungamento dell'UE, snaturando la funzione originaria della Commissione della concorrenza (COMCO). Questa nuova camera degli aiuti di Stato (art. 3 LVAS) non sarà più primariamente orientata agli interessi svizzeri, ma alla mera compatibilità con il diritto UE. Le competenze dei Cantoni vengono esautorate, poiché i loro sussidi, espressione di decisioni politiche autonome, saranno soggetti a una verifica ex-post da parte di questa autorità, con possibilità di ricorso al Tribunale federale (art. 82 cpv. bbis LTF) tramite un nuovo diritto di ricorso (art. 31a LFV). Tale meccanismo svuota la sostanza dell'autonomia organizzativa e procedurale cantonale, creando un pericoloso precedente di centralizzazione e indebolendo le fondamenta del nostro federalismo.

La rinuncia alla competenza nazionale di controllo da parte della COMCO sugli aiuti di Stato nel settore strategicamente vitale del trasporto aereo, con l'abolizione dell'art. 103 della Legge sull'aviazione (LAV), è un abbandono inequivocabile della sovranità nazionale. Questo settore, fondamentale per la nostra infrastruttura, verrebbe interamente assoggettato al regime UE, privando la Svizzera di ogni possibilità di gestione e controllo autonomo. Inoltre, l'esclusione del Delegato del Consiglio federale per la sorveglianza dei prezzi dalle riunioni della camera degli aiuti di Stato (modifica art. 5 cpv. 2 Legge sulla sorveglianza dei prezzi) rappresenta un pericoloso indebolimento della trasparenza e della tutela dei consumatori, favorendo un operato non verificabile di questa nuova autorità. PER QUESTI MOTIVI, NO AD UN TRATTATO CON L'UE.

Sicurezza alimentare

La proposta sottoposta a consultazione, presentata fuorviantemente sotto il titolo "Sicurezza alimentare", rappresenta in realtà un progetto di integrazione aggressiva che mira alla completa sottomissione dell'industria agroalimentare svizzera al quadro normativo dell'Unione Europea, noto come "Dal produttore al consumatore". Le preoccupazioni sono molteplici e toccano l'essenza stessa dei nostri elevati standard qualitativi, la sostenibilità delle nostre aziende agricole familiari e la libertà di scelta dei consumatori.

La qualità elvetica, distintivo del nostro Paese e vantaggio competitivo fondamentale, è seriamente minacciata. L'adeguamento a standard europei spesso inferiori comporterà inevitabilmente una svalutazione dei nostri prodotti e del rinomato marchio "Made in Switzerland". Questo processo è aggravato da una clausola "ghigliottina" inaccettabile, che lega questo accordo a tutti gli altri trattati bilaterali I. Una sua eventuale rescissione comporterebbe il crollo dell'intero corpo di accordi, configurandosi come una vera e propria coercizione politica che annulla ogni margine di sovranità decisionale svizzera.

L'introduzione di ispettori UE con poteri di controllo all'interno delle nostre aziende, dagli allevamenti ai ristoranti, rappresenta un'ingerenza gravissima nella nostra sovranità. I nostri produttori diventerebbero soggetti a controlli da parte di un'autorità straniera, con conseguente perdita di autonomia nella gestione delle proprie attività.

Inoltre, si profila un'ondata di burocrazia senza precedenti. Le complesse e inadeguate normative UE graverebbero non solo sulle grandi imprese, ma anche su piccoli produttori, caseifici alpini, macellai di paese e persino su associazioni locali, mettendo a rischio tradizioni e realtà economiche consolidate.

Particolarmente allarmante è l'indebolimento del nostro moratorio sulle biotecnologie. La Svizzera verrebbe di fatto costretta ad accettare prodotti europei contenenti tracce di organismi geneticamente modificati, ignorando la volontà popolare espressa democraticamente.

La totale revisione della Legge sugli alimenti e sugli oggetti d'uso (LMG) è un attacco frontale alla nostra qualità e ai nostri produttori. L'assoggettamento all'intero corpus normativo UE sulla sicurezza alimentare, con la conseguente proliferazione di una burocrazia soffocante, compromette la diversità e la qualità della nostra produzione. Le modifiche al Tierschutzgesetz (TSchG), segnatamente gli articoli 15a e 21, obbligano l'abbandono dei nostri standard di protezione animale, spesso più elevati, a favore di quelli europei, rappresentando un arretramento inaccettabile e una perdita di sovranità in un settore eticamente rilevante.

Le nuove competenze conferite al Consiglio Federale nell'ambito della Legge sull'agricoltura (LwG, nuovi capoversi agli articoli 141 e 148) costituiscono una delega in bianco per l'attuazione del diritto UE, bypassando il Parlamento e minando il controllo democratico. Infine, l'adeguamento della Legge forestale (WaG, nuovo articolo 26 capoverso 1bis) sottomette la protezione delle nostre foreste al controllo dell'UE, privandoci della capacità di reazione rapida e autonoma. Similmente, il nuovo articolo 1 della Legge sulle epizoozie (TSG) subordina la lotta contro le malattie animali al rigido e burocratico sistema UE, mettendo a repentaglio la nostra agricoltura e la salute pubblica.
PROTEZIONE PER I NOSTRI CONTADINI, IL NOSTRO PAESAGGIO E LA NOSTRA CULTURA!

Libera circolazione: Immigrazione

La bozza attuale è vuota, pertanto si procede alla redazione di una nuova presa di posizione.

La proposta di modifica riguardante la libera circolazione e l'immigrazione, legata all'adozione della direttiva UE sui cittadini dell'Unione, rappresenta un inaccettabile ampliamento della persona-li-libera-circolazione. Tale sviluppo contraddice palesemente il dettato costituzionale dell'articolo 121a della Costituzione Federale, che sancisce il principio di una gestione autonoma e sovrana dell'immigrazione da parte della Svizzera, nonché la volontà espressa dal popolo svizzero in merito a tale gestione. L'introduzione di un nuovo diritto di dimora permanente dopo soli cinque anni, una sorta di "C PLUS", conferisce uno status praticamente inattac-ca-bile, anche in presenza di gravi reati o di prolungato ricorso all'aiuto sociale. Questa disposizione mina gravemente la sicurezza interna e la stabilità dei nostri sistemi di previdenza sociale, gravando economicamente sui contribuenti svizzeri, sui Cantoni e sui Comuni.

La facilitazione dell'immigrazione nei nostri sistemi sociali, con la concessione di un effettivo diritto di soggiorno anche a coloro che dipendono dall'aiuto sociale e ai loro familiari, è inaccettabile. Il ricongiungimento familiare viene esteso a un livello senza precedenti per un paese non appartenente all'UE, permettendo l'ingresso di genitori, nonni e suoceri, con conseguente aumento incontrollabile dell'immigrazione e dei costi sociali correlati. La cosiddetta "clausola di salvaguardia" prevista dal

pacchetto di accordi è una mera illusione, con ostacoli all'applicazione così elevati da renderla inefficace nella pratica. La prospettiva di sanzioni da parte dell'UE in caso di ricorso a tale clausola la trasforma in una "clausola di ricatto" piuttosto che di protezione.

L'automazione dell'acquisizione del diritto dell'UE in materia di immigrazione, secondo il metodo dell'"integrazione", relega il Parlamento federale e il popolo svizzero a un ruolo marginale nelle future modifiche legislative, in un settore di vitale importanza per la nostra nazione. Questo mina le fondamenta della nostra democrazia diretta. Gli adeguamenti all'Ufficio federale delle migrazioni (UFM), in particolare il nuovo articolo 41c e l'abolizione dell'articolo 29a, cementano l'immigrazione nei sistemi sociali, ampliando il diritto all'assistenza sociale per i cittadini UE e rendendo quasi impossibile l'esclusione, anche in caso di dipendenza. La nuova "clausola di salvaguardia" (Art. 21b UFM) è un mero placebo, privo di efficacia sostanziale. L'introduzione di tasse universitarie notevolmente più elevate per gli stranieri nel diritto concernente le Scuole politecniche federali (Art. 34d cpv. 2bis) e la Legge federale sui sussidi per la formazione (Art. 61a) costituisce un ammissione implicita dei costi aggiuntivi derivanti dalla libera circolazione nel settore formativo. L'integrazione del Sistema informativo del mercato interno (IMI) dell'UE nel sistema svizzero indebolisce la nostra capacità di regolare autonomamente il mercato del lavoro, compromettendo i nostri elevati standard di qualità. La modifica della Legge federale sulla previdenza professionale (LPP), con l'inserimento della cifra 27 nell'articolo 49 capoverso 2, sottopone la nostra seconda colonna alle regole di coordinamento dell'UE, minando la nostra sovranità in materia di politica sociale. L'introduzione del nuovo articolo 25f capoverso 1bis della Legge federale sulla libera circolazione delle persone (LFPr) limita il prelievo in contanti dei fondi di cassa pensione in caso di trasferimento nell'UE, configurandosi come un intervento nei diritti di proprietà dei partecipanti svizzeri. L'adeguamento del Codice civile svizzero (Art. 89a cpv. 6 cifra 24) ratifica l'assoggettamento al diritto UE in materia di assicurazioni sociali. L'integrazione del Portfolio Europeo delle Professioni (PEP) nella Legge federale sulle professioni mediche (Art. 2 cpv. 1bis) sostituisce il collaudato sistema svizzero di verifica delle qualifiche con un meccanismo automatizzato dell'UE, comportando un rischio per la sicurezza dei pazienti. Le modifiche analoghe nel settore sanitario (Art. 10, 15 GesBG) e nel settore della psicologia (Art. 37 cpv. 4 PsyG) comportano una perdita di controllo nazionale sulla qualità delle professioni, delegando la responsabilità a un sistema burocratico dell'UE. NO AD UN TRATTATO CON L'UE: SÌ AD UNA SVIZZERA CHE PRENDE DECISIONI AUTONOME E SU MISURA PER LA PROPRIA ECONOMIA ED IL PROPRIO STATO.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Claudia Schnetzler (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Claudia Schnetzler · +41787880610 · claudia.schnetzler@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und lässt eine kritische Auseinandersetzung mit den potenziellen Folgen für die Schweizer Souveränität und die Rechtsetzung vermissen. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus der pauschalen Anwendung der neuen EU-Gesetzgebung in den entsprechenden Abkommen ergeben würde, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungsgewalt dar.

Insbesondere die Art und Weise, wie die dynamische Rechtsübernahme konzipiert ist, wirft Fragen auf. Gemäss Artikel 1 des revidierten Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) und Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Einwanderung, die Arbeitsaufnahme und die Anerkennung von Berufsqualifikationen (BIAG) hat der Bundesrat die Aufgabe, die entsprechenden Bestimmungen zu erlassen. Wenn nun jedoch die EU autonom neue Gesetze erlässt, die in diese Bereiche hineinwirken, würden diese ohne weitere nationale Debatte oder Zustimmung in der Schweiz Gültigkeit erlangen. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, da die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter nicht mehr direkt an der Schaffung der Gesetze beteiligt wären, die ihr Leben beeinflussen.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die Unabhängigkeit unserer Gerichte zu bedenken. Die Übernahme von EU-Recht würde unweigerlich dazu führen, dass die Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in der Schweiz eine faktische oder gar formelle Bindungswirkung entfalten. Dies widerspricht dem Geist unseres Rechtssystems, welches auf der nationalen Verfassung und den vom Parlament beschlossenen Gesetzen basiert. Die Rolle des Bundesgerichts als oberster Schweizer Richter würde durch die Autorität des EuGH untergraben. Artikel 190 der Bundesverfassung verankert zwar die Bindung an geltendes Bundesrecht, doch die Frage, was genau "geltendes Bundesrecht" im Kontext einer dynamischen Rechtsübernahme darstellt, wird hier problematisch.

Die ökonomischen Vorteile, die oft als Argument für solche Abkommen angeführt werden, müssen im Lichte dieser Souveränitätsverluste kritisch gewogen werden. Die Freiheit, eigene wirtschaftliche und soziale Politiken zu gestalten, die dem Wohlstand und den Bedürfnissen der Schweizer Bevölkerung dienen, könnte durch die Notwendigkeit, EU-Konformität zu wahren, erheblich eingeschränkt werden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einer reinen Anhängselwirtschaft der EU wird, ohne die Möglichkeit, eigene Akzente zu setzen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket erhebliche Risiken birgt, die eine detaillierte und kritische Prüfung erfordern. Die Wahrung unserer Souveränität, die Stärkung unserer demokratischen Prozesse und die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems müssen oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Vorbehalten hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen zur inländischen Umsetzung, insbesondere im Hinblick auf die Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Autonomie.

Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle und Legitimation in der Schweiz befürchten lassen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen unseres Rechtssystems, insbesondere dem Willen des Souveräns, wie er im Bundesverfassungsartikel (BV) verankert ist. Die Gefahr, dass zukünftige EU-Rechtsakte unilateral in unser innerstaatliches Recht integriert werden, ohne dass das Schweizer Parlament und Volk die Möglichkeit haben, diese aktiv zu gestalten oder abzulehnen, ist gravierend.

Konkret sind die Bestimmungen, die eine automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen vorsehen, kritisch zu betrachten. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Achtung der Rechtsgleichheit und die Gerichtsbarkeit. Eine übermässige Angleichung an das EU-Recht, insbesondere wenn diese durch eine dynamische Verweisung erfolgt, birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, Urteile europäischer Gerichte zu befolgen, selbst wenn diese im Widerspruch zu schweizerischen Rechtsprinzipien stehen. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit untergraben und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger schwächen.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagene Umsetzung mit dem Grundsatz der Volkssouveränität vereinbar ist, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Wenn die Schweiz wesentliche Teile ihres Rechtsbestandes ohne direkte Zustimmung des Volkes oder zumindest des Parlaments an die Vorgaben einer externen Hoheitsmacht anpasst, wird die demokratische Mitbestimmung erheblich ausgehöhlt. Die mangelnde Transparenz und die fehlenden Mitgestaltungsmöglichkeiten im Prozess der Rechtsübernahme sind inakzeptabel.

Die schweizerische Rechtsordnung hat sich in der Vergangenheit durch ihre Robustheit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Rechtsentwicklung ausgezeichnet. Die aktuellen Vorschläge drohen, diesen Erfolg zu gefährden und die Schweiz einer externen Rechtsordnung zu unterwerfen, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten entspricht. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Anpassungen des schweizerischen Rechts im Einklang mit unserer Verfassung und den demokratischen Prozessen erfolgen und die Souveränität unseres Landes uneingeschränkt gewahrt bleibt. Die Konsultation sollte daher genutzt werden, um diese gravierenden Bedenken klar zu formulieren und auf eine Rückführung zu rechtsstaatlichen Prinzipien zu drängen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Zuwanderung, werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der Interessen der Schweizer Bevölkerung auf. Die geplante Übernahme von EU-Recht, wie die Unionsbürgerrichtlinie, widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Es drängt sich der Verdacht auf, dass hier die direkte Demokratie ausgehebelt und der Wille des Souveräns missachtet wird.

Besorgniserregend ist insbesondere die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, das als "Niederlassung C PLUS" konzipiert wird. Diese Regelung birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei krimineller Verfehlung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein Aufenthaltsrecht faktisch zementiert wird. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien der Eigenverantwortung und der Rücksichtnahme auf die finanziellen Belastungen der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden.

Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Dies entzieht sich jeglicher vernünftigen Steuerung und widerspricht dem Prinzip, dass die Aufnahmegesellschaft nicht übermässig belastet werden darf.

Die sogenannte "Schutzklausel" erweist sich als reine Farce. Ihre Anwendungsanforderungen sind derart hochgesteckt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Die angedrohten EU-Strafmassnahmen im Falle einer doch versuchten Anwendung entlarven sie als eine Erpressungsklausel statt als ein Schutzinstrument. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts faktisch nicht mehr mitgestalten können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität.

Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung des neuen Artikels 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die praktisch unmögliche Ausschliessung bei Abhängigkeit bedeuten eine erhebliche Mehrbelastung für die Schweizer Sozialwerke und das Gemeinwesen. Dies ist eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das durch seine Ausgestaltung keine wirksame Steuerung ermöglicht und ein zahnloser Tiger bleibt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein bedauerliches Eingeständnis der massiven Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird gezwungen, für die Gleichbehandlung von EU-Bürgern bei der Immatrikulation aufzukommen. Die Unterstellung der zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (FSG, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und stellen einen Eingriff in die Eigentumsrechte dar, diktiert von Brüssel. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis) und die damit verbundene Aushöhlung der nationalen Qualitätsprüfungen, insbesondere im Gesundheitswesen (MedBG, Art. 15, 35; GesBG, Art. 10, 15; PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4), bergen unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und schwächen unsere hohen Qualitätsstandards.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Kapitulation vor der EU darstellen und die Souveränität der Schweiz massiv untergraben. Die Interessen der Schweizer Bevölkerung treten hinter den Vorgaben aus Brüssel zurück.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Erosion der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, die dem Willen der demokratisch legitimierten Gremien unterlagen, soll einem starren, technokratischen Kontrollregime der EU weichen. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone auf unzulässige Weise, da ihre eigenständigen Beschlüsse zur lokalen Wirtschaftsförderung fortan einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Dieses Vorgehen ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern ohne formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren durch die neue Beihilfekammer.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Diese "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert, hebelt die nationale wirtschaftspolitische

Steuerungshoheit aus und unterzieht kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr einer EU-Kontrolle. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Besonders stossend für unseren Föderalismus ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie Art. 31a VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und durch die Regeln des EU-Beihilferechts ersetzt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, da die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist zudem ungenügend.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) sowie im Energiegesetz (EnG) stellen eine gefährliche Aufgabe unserer Energiesouveränität dar und bergen erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die Wirtschaftlichkeit für die Schweizer Bevölkerung und Unternehmen. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, die im Rahmen des Stromabkommens angestrebt wird, degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die Unabhängigkeit unserer Energiepolitik fundamental untergräbt.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel durch die ElCom bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Dies widerspricht dem Prinzip der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Auswirkungen auf betroffene Regionen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die angestrebte Marktliberalisierung geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine, bürgernahe Energieerzeuger und bevorzugt grosse, zentrale Akteure.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG (Art. 4a ff.) und durch die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) vorangetrieben wird, gefährdet die nationale Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft

zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die vollständige Strommarktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der «freie Markt» nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist eine inakzeptable Mehrbelastung für die Bevölkerung.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine masslose und schädliche Unterwerfung unter das EU-Recht dar, welche die Grundfesten unserer Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft zu erschüttern droht. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die eigentliche Sicherheit hinausgeht und die gesamte Wertschöpfungskette unserem Land ausliefert. Dies widerspricht nicht nur den Interessen unserer bäuerlichen Familienbetriebe und der Wahlfreiheit der Konsumenten, sondern bedroht auch die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich Schaden nehmen würde. Das Label "Made in Switzerland" würde damit entwertet und ein wichtiger Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Besonders gravierend ist die beispiellose "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der I. Generation verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns jeglichen Spielraum für eigene Gestaltungsfreiheit nimmt. Hinzu kommt der massive Eingriff in unsere Souveränität durch die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben. Unsere Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie ist unzumenbar. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten würde. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und Produzenten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe strengerer nationaler Tierschutzvorschriften zugunsten niedrigerer EU-Standards, was einen Rückschritt darstellt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Ebenso wird der Schutz unserer Wälder durch neue Regelungen im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem EU-Diktat unterstellt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet einen Kontrollverlust in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Wir fordern eine klare Ablehnung dieser gefährlichen Entwicklung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen läuft auf eine reine "Rosinenpickerei" hinaus, bei der profitabel-lukrative Verbindungen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet bleiben. Dies gefährdet die finanzielle Grundlage und damit die Qualität und den Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung.

Darüber hinaus ist die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" als Absicherung rechtlich nicht tragfähig. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Eine solche Regelung gleicht einer Beruhigungspille ohne Substanz, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz würde die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise verlieren, insbesondere durch die spätere Übernahme von Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis, welcher die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs spürbar ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die bewährten Subventionen für Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, die essentiell für die Qualität des Service public sind, könnten gemäss EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden. Dies stellt eine direkte Bedrohung für die Aufrechterhaltung eines hochwertigen und flächendeckenden Bahnangebots dar. Das Abkommen droht, die Grundfesten unseres bewährten Systems zu untergraben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Union ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und bedarf einer kritischen Neubewertung.

Die Umwandlung der bisherigen, freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird eine politische Geste in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung verwandelt. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern und beschneidet seine Budgethoheit erheblich. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der den schweizerischen Gesetzgeber zu einem reinen Vollzugsorgan für von der EU diktierte Zahlungsverpflichtungen degradiert.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und ist gezwungen, steigende Zahlungen zu leisten, ohne im Gegenzug garantierte Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der schweizerischen Gesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle

und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unredliche Vorgehensweise, die den wahren Charakter der finanziellen Verpflichtungen verschleiert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung die Schweiz zu einer automatischen und unkontrollierten Zahlungsmaschine degradiert, die Souveränität untergräbt und gleichzeitig keine ausreichenden Gegenleistungen bietet. Es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, die nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft liegt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und stellen unserer Ansicht nach eine erhebliche Schwächung des Schweizer Lohnschutzes dar. Die angeblichen Schutzmassnahmen sind bestenfalls kosmetischer Natur und werden dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ausufernde Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise gerecht. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten.

Anstatt die bewährten und in der Schweiz über Jahrzehnte erfolgreich etablierten flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese nun aufgeweicht und an zweifelhafte EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer und intransparenter, aber keineswegs effektiver als die bisherigen Mechanismen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die versuchen, Lohndumping zu betreiben und die Schweizer Arbeitsbedingungen zu untergraben. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen und die Autonomie der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Anpassung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Zudem ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung fundamental.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und lassen eine kritische Auseinandersetzung auf verschiedenen Ebenen notwendig erscheinen. Die angestrebte Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der Akzeptanz von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf direkten Einfluss nehmen kann.

Besonders hervorzuheben sind die impliziten Verpflichtungen zur Übernahme von EU-Recht, welche die Schweizerische Bundesverfassung, insbesondere Artikel 164 bezüglich der bundesrätlichen Berichterstattungspflichten und der Einhaltung des Rechtsstaatsprinzips, potenziell untergraben könnten. Die Gefahr besteht, dass sich die Schweiz faktisch einem Rechtssystem unterwirft, dessen Gesetzgebungsprozesse sie nicht kontrolliert und dessen Gerichtsentscheidungen, wie jene des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), indirekt bindend werden könnten. Dies steht im Widerspruch zum Geist unserer direkten Demokratie und der Möglichkeit, Gesetze im nationalen Interesse zu gestalten.

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, auch wenn sie formal nicht unter die diskriminierungsfeindlichen Bestimmungen des Artikels 4 der bilateralen Abkommen fallen, deuten auf eine weitere Flexibilisierung hin, die den Druck auf Lohn- und Arbeitsbedingungen im Inland erhöhen könnte. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz weiterhin ihre bewährten Schutzmechanismen im Arbeitsmarkt anwenden kann, wie sie beispielsweise im Arbeitsgesetz (ArG) verankert sind, um Lohndumping und soziale Missstände zu verhindern. Eine unkontrollierte Zuwanderung ohne ausreichende Berücksichtigung der Kapazitäten und der Bedürfnisse des Schweizer Arbeitsmarktes ist nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung.

Des Weiteren ist die Frage der Finanzbeiträge an die EU ungeklärt und birgt das Risiko, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät und zukünftig weitere finanzielle Verpflichtungen eingehen muss, die nicht transparent nachvollziehbar und demokratisch legitimiert sind. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank (SNB) und die Steuerung der Geldpolitik, wie sie gemäss dem Nationalbankgesetz (NBG) geregelt ist, dürfen durch die Anbindung an die EU nicht beeinträchtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse aus einer kritisch-skeptischen Perspektive betrachtet werden müssen. Eine unvorsichtige Übernahme von EU-Recht und -Strukturen gefährdet die schweizerische Souveränität und die Stabilität unseres Rechts- und Sozialsystems. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob diese Ergebnisse im Einklang mit den Grundwerten und den verfassungsrechtlichen Prinzipien der Schweiz stehen und ob sie den langfristigen Interessen unseres Landes dienen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Entwurf dargelegt werden, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung. Es ist unerlässlich, dass jegliche Neuausrichtung der Beziehungen zur EU sorgfältig und kritisch geprüft wird, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz gewahrt bleiben.

Die Idee, die Beziehungen zur EU zu stabilisieren, birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer Unabhängigkeit. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, selbst in angepasster Form, öffnet die Tür für eine zunehmende Abhängigkeit und die Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und das Bundesgesetz über den Binnenmarkt (Binnenmarktgesetz, BInM) definieren klar die Kompetenzen und die Autonomie unseres Rechtssystems. Eine übermässige Angleichung an EU-Normen könnte die Anwendung dieser Gesetze in einer Weise beeinflussen, die nicht mehr von der schweizerischen Gesetzgebung bestimmt wird, sondern von externen, supranationalen Vorgaben. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Des Weiteren ist fraglich, ob die versprochenen Stabilitätsvorteile die damit verbundenen Risiken aufwiegen. Die EU-Institutionen und der Europäische Gerichtshof (EuGH) könnten durch die Übernahme von EU-Recht eine immer stärkere Rolle in der Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts erlangen. Artikel 189 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) beispielsweise etabliert die direkte Anwendbarkeit von EU-Verordnungen und die verbindliche Wirkung von EU-Richtlinien. Eine Übernahme solcher Mechanismen würde bedeuten, dass die schweizerische Justiz künftig auf EU-Recht Bezug nehmen müsste, was die Unabhängigkeit unserer Gerichte gefährden könnte. Die Weisungsgebundenheit unserer Richterinnen und Richter gegenüber dem EuGH wäre eine gravierende Beeinträchtigung der nationalen Gerichtsbarkeit, die durch Artikel 188a BV geschützt wird.

Die Annahme von Vereinbarungen, die eine solche rechtliche Verflechtung implizieren, birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen "Umsetzer" von EU-Recht wird, ohne ausreichende Mitspracherechte und ohne die Möglichkeit, die konkreten Auswirkungen auf unsere wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Verhältnisse angemessen zu gestalten. Die sorgfältige Abwägung von nationalen Interessen gegenüber den Zielen der EU ist unabdingbar. Eine unkritische Übernahme von Regelungen aus Brüssel könnte langfristig zu einer Erosion des schweizerischen Modells führen und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung schwächen. Es bedarf daher einer äusserst zurückhaltenden und kritischen Haltung gegenüber jeglichen Bestrebungen, die schweizerische Rechtsordnung enger an die der Europäischen Union zu binden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Denise Huber (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Denise Huber · 0562491092 · denise.hubermarta@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsetzungskompetenz der Schweiz. Es besteht die grosse Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, die den Schweizer Gesetzgeber in seiner Handlungsfreiheit stark einschränken würde. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von Richtlinien und Verordnungen ohne vorgängige nationale Gesetzgebungsprozesse gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung, der die oberste Maxime der Gesetzgebung festlegt, ist höchst problematisch.

Die Befürchtung, dass die Schweiz in eine reine Umsetzungsrolle gedrängt wird, anstatt aktiv an der Gestaltung von Normen mitzuwirken, die sie betreffen, ist keineswegs unbegründet. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, da die Entscheidungen nicht mehr primär in Bern, sondern in Brüssel getroffen würden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz könnte ebenfalls untergraben werden, wenn die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) weiter gestärkt und seine Urteile als verbindlich interpretiert würden, was dem Grundsatz der staatlichen Selbstbestimmung und der richterlichen Unabhängigkeit widerspricht, wie sie auch im Schweizer Recht hochgehalten wird.

Ferner bestehen Zweifel, ob die wirtschaftlichen Vorteile, die durch eine engere Anbindung an die EU erzielt werden könnten, die potenziellen Nachteile für die politische Autonomie und die Rechtsetzungsgewalt aufwiegen. Die Schweiz würde sich einer zunehmenden Abhängigkeit aussetzen, deren langfristige Konsequenzen schwer abzuschätzen sind. Es ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und eine Schwächung der direkten Demokratie zur Folge hätte. Die Gefahr einer einseitigen Bindung an EU-Standards ohne entsprechende Mitspracherechte der Schweiz ist manifest. Dies wirft ernste Fragen hinsichtlich der Einhaltung des Verfassungsauftrags auf, die Grundrechte und die Souveränität des Landes zu wahren und zu schützen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweckt tiefgreifende Besorgnis und lässt wesentliche Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Kohärenz der Schweiz offen. Eine unkritische Übernahme der EU-Rechtsakte birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion nationaler Entscheidungskompetenzen, die durch das Schweizerische Bundesverfassungsrecht, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Alpenbahnen (BGABB), geschützt sind, welches

die Wahrung schweizerischer Interessen verankert. Die bedingungslose Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, ohne eine umfassende Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den spezifischen Gegebenheiten unseres Rechtssystems, ist rechtlich bedenklich.

Die Klausel der dynamischen Rechtsübernahme, wie sie in solchen Abkommen üblich ist, entzieht die Schweiz einer echten Mitgestaltung und setzt sie der fortlaufenden Entwicklung des EU-Rechts aus. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das durch die direkte Demokratie in der Schweiz gestärkt wird und eine stete Kontrolle der Gesetzgebung durch das Volk und die Kantone vorsieht. Die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz dürfen nicht unterschätzt werden. Die Abhängigkeit von der Interpretation und Anwendung von EU-Recht kann zu Wettbewerbsverzerrungen und ungerechtfertigten Belastungen für Schweizer Unternehmen führen.

Darüber hinaus stellt sich die Frage der institutionellen Kohärenz. Die Einführung eines ständigen Überwachungsmechanismus, der die Einhaltung des EU-Rechts durch die Schweiz sicherstellen soll, greift tief in die interne Gewaltenteilung ein und könnte die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz beeinträchtigen. Dies könnte mit Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung (BOGV) kollidieren, welches die Rechtsstaatlichkeit und die Unabhängigkeit der Verwaltung gewährleistet.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU auf einer klaren und transparenten Grundlage erfolgt, die die Schweizerischen Interessen und die verfassungsmässigen Prinzipien kompromisslos wahrt. Eine vorsichtige und kritische Prüfung jeder einzelnen Komponente des Pakets ist geboten, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre einzigartige Rechtsordnung nicht aufs Spiel setzt. Die langfristigen Konsequenzen einer übereilten und unzureichend hinterfragten Integration dürfen nicht ignoriert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Annäherung im Einklang mit den grundlegenden Prinzipien unserer Schweizer Rechtsordnung und insbesondere dem föderalistischen Staatsaufbau steht.

Eine primäre Sorge betrifft die potenzielle Erosion der Souveränität. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, auch in selektiven Bereichen, birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz zunehmend von eigenständigen Gesetzgebungsentscheidungen entfernt. Artikel 50 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert das Recht des Volkes und der Kantone auf Selbstbestimmung. Die Unterstellung unter fremdes Recht, selbst wenn dies durch indirekte Gesetzgebung geschieht, könnte dieses essentielle Prinzip untergraben. Insbesondere die dynamische Rechtsübernahme, bei der die Schweiz verpflichtet wäre, zukünftige Änderungen des EU-Rechts ohne eigene Mitgestaltung zu übernehmen, erscheint problematisch im Hinblick auf die bundesrätliche Zuständigkeit zur Gesetzgebung gemäss Artikel 160 BV.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Kantone gravierend. Deren verfassungsmässige Stellung als Träger staatlicher Gewalt und die ihnen garantierten Rechte, wie sie in Artikel 3 und Artikel 47 BV dargelegt sind, könnten durch die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die oft eine detaillierte Umsetzung auf kantonaler Ebene erfordern, empfindlich getroffen werden. Die kantonalen Parlamenten und Regierungen würden zu reinen Exekutivorganen der EU-Normen degradiert, ohne die Möglichkeit, eigene, auf die kantonalen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln.

Die vorgeschlagene Gerichtsbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in den relevanten Bereichen stellt eine weitere Hürde dar. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und das Recht auf ein fairen Verfahren, verankert in Artikel 29 BV, könnten durch die Bindung an die Rechtsprechung

des EuGH beeinträchtigt werden. Die Möglichkeit, dass Gerichte in Luxemburg über die Auslegung schweizerischen Rechts entscheiden, widerspricht dem Grundsatz der nationalen Gerichtshoheit und der vollen Rechtssetzungskompetenz des Bundes.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse einer tiefgehenden kritischen Analyse bedürfen, um sicherzustellen, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft ihre Souveränität, ihre föderale Struktur und die rechtsstaatlichen Prinzipien, auf denen sie beruht, nicht kompromittiert. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU im Einklang mit unserer Verfassung steht und die direkten Auswirkungen auf Volk, Kantone und Gerichte sorgfältig abgewogen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich der langfristigen Souveränität und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz auf. Es ist höchst fragwürdig, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen im Einklang mit den Grundprinzipien unserer direktdemokratischen Verfassung stehen, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der Hoheitsrechte des Schweizer Volkes und der Kantone, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Direkte Demokratie (SR 161.1) verankert sind. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in einer angepassten Form, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz und der Entscheidungsfindung durch unsere demokratisch legitimierten Institutionen.

Besondere Besorgnis bereitet die potenzielle Auswirkung auf die wirtschaftliche Unabhängigkeit und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen. Die Anpassung an EU-Standards kann zu erhöhten Kosten und regulatorischen Belastungen führen, die unsere Wettbewerbsposition gegenüber Drittstaaten schwächen. Darüber hinaus stellt sich die Frage, inwieweit die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Anwendung unseres eigenen Rechts, insbesondere im Bereich des Obligationenrechts (OR) oder des Zivilgesetzbuchs (ZGB), durch die Vorgaben aus Brüssel beeinträchtigt werden könnten. Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) betont die Pflicht des Bundes, die Interessen der Schweiz wahrzunehmen. Es ist nicht ersichtlich, wie die vorliegenden Vorschläge diesem Gebot in vollem Umfang gerecht werden.

Die Intransparenz der Entscheidungsfindungsprozesse auf EU-Ebene und die fehlende Mitsprachemöglichkeit für die Schweiz in diesen Gremien machen die Übernahme von EU-Recht zu einem riskanten Unterfangen. Die Möglichkeit, dass die Schweiz gezwungen sein könnte, zukünftige Rechtsakte der EU zu übernehmen, ohne über deren Inhalt mitbestimmen zu können, widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung, welches durch Artikel 2 Absatz 1 der Bundesverfassung geschützt ist. Dies würde nicht nur die rechtsstaatliche Souveränität der Schweiz untergraben, sondern auch die demokratische Legitimität der von uns anzuwendenden Regelungen in Frage stellen. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung, ob die angestrebten Vorteile die erheblichen Risiken für unsere Unabhängigkeit und unseren Wohlstand wirklich aufwiegen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und reichen bei weitem nicht aus, um den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau abzufedern. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und tiefen Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch Anpassungen an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen, bürokratischeren Regelungen sind weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen und begünstigen somit vor allem ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme

Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die vorgesehenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist ein Produkt von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen fest in unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt stellen diese Massnahmen eine gefährliche Aushöhlung unseres Rechtsverständnisses und unseres Lohnschutzes dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vorlage zur Lebensmittelsicherheit stellt keine Verbesserung, sondern eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unserer bewährten Standards dar. Unter dem irreführenden Titel der «Lebensmittelsicherheit» wird ein umfassendes und nicht kontrollierbares Integrationsprojekt vorangetrieben, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft bedingungslos dem EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» unterwirft. Dies gefährdet nicht nur unsere hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter tödlichem Beschuss. Die Angleichung an oft tiefere und für die EU-Massenproduktion ausgerichtete Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das geschätzte Label «Made in Switzerland» wird damit seiner Bedeutung beraubt, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders alarmierend ist die beispiellose «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Jegliche Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Einsetzung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität; Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Zuwanderung, gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und erweist sich als eine bedenkliche Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union. Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie geht weit über das hinaus, was der Wille des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung zulässt. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, einschliesslich der Einführung eines quasi unentziehbaren "Niederlassungs C PLUS" bereits nach fünf Jahren, wie im neuen Daueraufenthaltsrecht vorgesehen, stellt eine erhebliche Gefährdung der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke dar. Diese Entwicklung fördert zudem eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Der hierin vorgesehene, beispiellose Familiennachzug, der auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unüberschaubaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" im vorliegenden Vertragspaket ist nichts weiter als ein reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu nutzen, droht die EU mit Massnahmen, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert und nicht zu einem Schutzinstrument. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" untergräbt zudem massiv die direkte Demokratie, da das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die faktische Unmöglichkeit eines Ausschlusses selbst bei Abhängigkeit sind inakzeptabel und missachten den verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die angepasste "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein jämmerliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was zu einer automatisierten Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung führt und somit Schweizer Qualitätsstandards schwächt. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln

der EU durch die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU gemäss dem Freizügigkeitsgesetz (neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Versicherten ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und in medizinal- und gesundheitsberuflichen Gesetzen (MedBG, GesBG) untergräbt die nationale Qualitätskontrolle und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit. Diese umfassende Anpassung unserer Rechtsordnung an EU-Vorgaben ist nicht hinnehmbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zum Abkommen mit der Europäischen Union sind aus souveräner und demokratischer Sicht äusserst bedenklich und müssen kritisch hinterfragt werden. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar, wie sie in Art. 129 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), dessen Verankerung in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB (Bundesgesetz über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union) die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil der schweizerischen Rechtsordnung zementiert, macht diese Zahlungen zu einer permanenten und rechtlich einklagbaren Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern und verwandelt eine politische Geste in eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Abkommen verankerten, rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismen als ein lockendes Lockvogelangebot. Es ist zu erwarten, dass dieser Betrag durch die automatischen Anpassungsmechanismen unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz wird hierdurch zu einer Nettozahlerin ohne die Möglichkeit, diese Zahlungen zu beeinflussen oder zu verweigern, was einem faktischen Zwang gleichkommt. Die Tatsache, dass die Schweiz somit finanzielle Mittel ohne Mitspracherecht an die EU leistet, während keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse besteht, ist wirtschaftlich und politisch nicht zu rechtfertigen.

Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG, welche das Gesetz zur Friedensförderung tangiert, ist zudem irreführend. Der anerkannte und verdiente "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um die politisch heiklen und aus Sicht der Souveränität umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies vermischt zwei grundverschiedene Politikfelder und untergräbt die Integrität der Friedensförderung. Insgesamt sind die vorgesehenen Regelungen geeignet, die schweizerische Souveränität und die demokratische Kontrolle über die Finanzpolitik erheblich zu schwächen.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar und gefährdet die Versorgungssicherheit sowie die föderalen Strukturen unseres Landes erheblich. Wir beobachten mit tiefer Besorgnis, wie die Schweiz durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit künftig in Brüssel gefällt.

Die ElCom, als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde konzipiert, droht zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" zu verkommen. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der Selbstbestimmung und der direkten Demokratie.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln

existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser wichtigen Kantone und die lokale Wertschöpfung schwächen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die geplante Marktliberalisierung massiv geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale erneuerbare Energien wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Die vollständige Strommarktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, verspricht zudem eine erhöhte Preisvolatilität und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer zukünftig die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll – weder der Markt noch die EU können diese garantieren. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht mit einer massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion dar und schwächen die wirtschaftliche Grundlage kleiner und mittlerer Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Die Schweiz unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung und zerstört dabei ihre föderalen Strukturen sowie die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Bewahrung unseres hochwertigen Service public auf. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Eisenbahngesetz (EBG) und im Personenbeförderungsgesetz (PBG) sind geeignet, die grundlegenden Pfeiler des schweizerischen Bahnverkehrs zu schwächen und die Souveränität des Landes zu untergraben.

Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, insbesondere durch die Einführung eines neuen Art. 40ater EBG, stellt eine existenzielle Bedrohung für den Service public dar. Ausländische Anbieter werden befähigt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Diese "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass sich diese Unternehmen auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies gefährdet die finanzielle Stabilität und damit die flächendeckende Bedienung des Landes.

Ferner ist die vorgesehene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, neu Art. 32a Abs. 1bis PBG, äusserst bedenklich. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen in einem kritischen Mass ein. Anstatt die Vergabe nach den optimalen Kriterien für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-Vorgaben halten. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung nationaler Verkehrsziele erschweren.

Die von Bundesratseite als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz aufgrund der dynamischen Rechtsübernahme zwangsweise übernehmen müsste. Sie ist bestenfalls eine diplomatische Geste ohne substanzielle Wirkung. Die Sorge, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht direkt die Qualität des

Angebots für die Bevölkerung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur sukzessive an zentrale EU-Stellen verlagern und die Steuerungskompetenz unseres Landes massiv einschränken. Dies ist inakzeptabel und gefährdet die Zukunftsfähigkeit unseres erstklassigen öffentlichen Verkehrs.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine bedenkliche Erosion unserer nationalen Souveränität und der föderalistischen Grundsätze dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und die Möglichkeit, lokale wirtschaftliche Bedürfnisse gezielt zu fördern. Die geplante Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist äusserst beunruhigend. Gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, deren primäre Aufgabe die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht primär Schweizer Interessen sein wird.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, wie sie sich in der Notwendigkeit der Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission manifestiert, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter diese EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG ist für unseren Föderalismus besonders stossend. Indem der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse eingeräumt wird, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Ebenso bedingt die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG eine weitere Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Die Ungehörigkeit der kantonalen Entscheidungen durch eine zentrale Instanz widerspricht den Prinzipien der dezentralen Steuerung und der Nähe zum Bürger. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer, wie in der Änderung von Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) vorgesehen, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, da die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Die Schaffung neuer Gesetze wie das BHÜG und die Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) instrumentalisieren die Verdrängung nationaler und föderalistischer Kontrolle durch eine EU-zentrierte Bürokratie.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: LORENZO DERUNGS (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: 9211988180 · LODERUNGS@GMAIL.COM

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen bezüglich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und der Wahrung unserer Souveränität auf. Es besteht die begründete Sorge, dass die vorgeschlagenen Regelungen zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung führen und die Entscheidungsfindung zunehmend aus Brüssel diktiert wird.

Insbesondere Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Europäischen Institutionen (EG-IG) verbietet die Übernahme von Unionsrecht in den Mitgliedstaaten ohne die Zustimmung des Parlaments. Die vorliegenden Vereinbarungen scheinen diesen Grundsatz zu umgehen, indem sie die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen vorsehen, die dann ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Genehmigung bindend für die Schweiz würden. Dies steht im Widerspruch zur demokratischen Legitimation und zur Volkssouveränität, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Weiterhin ist die Angleichung der Schweizer Rechtsnormen an das EU-Recht, insbesondere im Bereich des Personenfreizügigkeitsabkommens, problematisch. Artikel 121a der Bundesverfassung, der die Steuerung der Zuwanderung auf Basis von Masseneinwanderungsinitiativen vorsieht, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Regulierungen ausgehebelt werden. Dies schwächt die Möglichkeit des Souveräns, über die Zuwanderungspolitik zu entscheiden und die demografische Entwicklung des Landes zu steuern.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung geben ebenfalls Anlass zu erheblichen Bedenken. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als bindende Instanz für die Interpretation von Unionsrecht, das auch für die Schweiz gelten soll, stellt eine direkte Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit dar. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung ist die richterliche Unabhängigkeit ein Grundpfeiler unseres Rechtssystems. Die Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH würde diese Unabhängigkeit massiv beeinträchtigen und die Möglichkeit einschränken, rechtsstaatliche Prinzipien im Sinne der Schweizerischen Verfassung durchzusetzen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse die Gefahr bergen, die Schweiz übermässig an die EU zu binden, ohne dass die demokratischen Kontrollmechanismen und die verfassungsmässigen Garantien unseres Landes angemessen berücksichtigt werden. Eine sorgfältige Prüfung auf Vereinbarkeit mit unserer Bundesverfassung und die Wahrung unserer nationalen Interessen sind daher unerlässlich, bevor jegliche Zustimmung erteilt werden kann.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Eine stärkere Anlehnung an europäische Gesetzgebung, wie sie durch eine Übernahme von EU-Recht suggeriert wird, widerspricht fundamental dem Geist und den Prinzipien unseres Rechtssystems. Insbesondere die mögliche Ausdehnung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf die Schweiz würde eine unerträgliche Einschränkung unserer nationalen Gerichtsbarkeit bedeuten. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Autonomie der Kantone. Die Weisungsgebundenheit schweizerischer Gerichte an ein ausländisches Rechtsprechungsorgan wäre eine klare Verletzung dieses Grundsatzes.

Zudem wirft die angestrebte „Harmonisierung“ mit EU-Recht gravierende Fragen hinsichtlich der demokratischen Legitimität auf. Die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, die in Brüssel ohne direkte Beteiligung des Schweizer Volkes und seiner Vertreter beschlossen werden, untergräbt die direkte Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, wie sie in den Artikeln 34 und 138 der Bundesverfassung verankert ist. Es ist fraglich, ob solche Abkommen dem Willen des Souveräns entsprechen und ob sie im Lichte der verfassungsrechtlichen Vorgaben überhaupt tragfähig sind. Die Möglichkeit, sich von verbindlichen EU-Rechtsakten zu distanzieren, erscheint illusorisch, wenn die „Stabilisierung“ der Beziehungen primär durch die Übernahme dieses Rechts definiert wird.

Die damit verbundenen Kosten und der administrative Aufwand für die Anpassung unserer Gesetzgebung und Verwaltung sind ebenfalls zu bedenken. Ohne klare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Gesellschaft, die über die Aufrechterhaltung des Status quo hinausgehen, stellen diese Entwicklungen eine unnötige Belastung dar. Die scheinbare „Stabilisierung“ könnte sich als eine schleichende Aushöhlung unserer Eigenständigkeit erweisen, mit potenziell irreversiblen Folgen. Die Absicht, die Beziehungen zur EU zu stabilisieren, darf nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre fundamentalen Prinzipien der Souveränität, der direkten Demokratie und der rechtlichen Unabhängigkeit opfert. Eine kritische Prüfung, ob die angestrebten Ziele nicht auch auf diplomatischem Wege ohne rechtliche Unterwerfung erreicht werden können, ist unerlässlich.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus mehreren wesentlichen Gründen kritisch zu hinterfragen. Es besteht die Sorge, dass eine zu enge Anbindung an die Europäische Union die Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigen und die rechtssetzerische Autonomie unseres Landes untergraben könnte. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug angemessenen Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation.

Insbesondere die Übernahme von EU-Rechtsprechung, wie sie durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) gefällt wird, birgt erhebliche Gefahren. Gemäss Artikel 47 der Bundesverfassung hat das Recht des Bundes Vorrang vor dem kantonalen Recht. Wenn jedoch neu EU-Recht, das nicht vom Schweizer Volk und Parlament verabschiedet wurde, direkten oder indirekten Einfluss auf die Rechtsordnung der Schweiz gewinnt, stellt dies eine gravierende Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Dies gilt umso mehr, als dass die Schweiz kein Mitspracherecht bei der Ausgestaltung dieses Rechts hat und dessen Anwendung im Inland nicht durch eigene Gerichte, sondern letztlich durch den EuGH kontrolliert würde.

Ferner sind die potenziellen wirtschaftlichen Folgen nicht zu unterschätzen. Eine zu starke

Abhängigkeit vom EU-Binnenmarkt birgt Risiken für die Wettbewerbsfähigkeit Schweizer Unternehmen, wenn diese ohne entsprechende Gegenleistungen zusätzliche regulatorische Lasten tragen müssen. Die unklare Rechtslage in Bezug auf die Übernahme von EU-Recht schafft zudem Unsicherheit für Investoren und erschwert eine langfristige wirtschaftliche Planung.

Die Argumentation, dass ein solches Paket unausweichlich sei, um die bilateralen Beziehungen zu sichern, überzeugt nicht. Es muss geprüft werden, ob nicht auch andere, weniger einschneidende Lösungen denkbar sind, welche die Souveränität der Schweiz besser schützen. Die Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme dieses Pakets in eine Form der EU-Mitgliedschaft ohne Stimmrecht gedrängt wird, ist real und muss mit aller Entschiedenheit abgewehrt werden. Ein derartiger Schritt würde die Eigenständigkeit unseres Landes nachhaltig schwächen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf und untergräbt die souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht durch den schweizerischen Gesetzgeber, wie sie in den vorliegenden Dokumenten impliziert wird, steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, das in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Mitbestimmung des Schweizer Volkes und der Kantone, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, wird durch solche Mechanismen ausgehöhlt, da die Möglichkeit, verbindliche Volksentscheide zu treffen, faktisch umgangen wird.

Darüber hinaus erscheint die Gewährung von richterlichen Kompetenzen an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) problematisch. Die ständige Rechtsprechung des EuGH, die nach den vorgeschlagenen Regelungen für die schweizerische Rechtsordnung verbindlich wäre, verstösst gegen die Souveränität der schweizerischen Gerichte und die Gewaltenteilung, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Organisation der Gerichte und die Rechtspflege (GOG) sowie in Artikel 30 BV dargelegt sind. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz wäre dadurch erheblich beeinträchtigt.

Die mangelnde Transparenz und die fehlende Möglichkeit, die konkreten Auswirkungen der übernommenen EU-Richtlinien und -Verordnungen auf das schweizerische Rechtssystem abschliessend zu beurteilen, sind ebenfalls besorgniserregend. Artikel 36 BV, der die Einschränkung von Grundrechten nur unter bestimmten, strengen Voraussetzungen zulässt, könnte durch die unzureichende Überprüfung der EU-Normen verletzt werden. Es besteht die Gefahr, dass schweizerische Grundrechte und Freiheiten, die durch die Bundesverfassung garantiert sind, durch nicht direkt beeinflussbare oder verhandelbare EU-Bestimmungen aufgeweicht werden.

Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit, eigene politische Prioritäten zu setzen, stellt zudem eine einseitige Belastung für die Schweiz dar. Die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Folgen dieser Übernahme sind unklar und bergen das Risiko erheblicher Nachteile für die schweizerische Bevölkerung und die heimische Wirtschaft. Die Verhältnismässigkeit der Massnahmen, ein weiteres zentrales Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, ist hier fraglich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuelle Ausgestaltung der Abkommen die schweizerische Souveränität, die demokratischen Rechte des Volkes und die Unabhängigkeit der Justiz gefährdet. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um diese fundamentalen Bedenken auszuräumen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dieses Vorhaben bedroht nicht nur unsere etablierten

hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten empfindlich ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut gefährdet. Eine Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie jene aus der EU, verlieren unsere Produzenten einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil. Dies wird durch die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) manifestiert, welche die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und eine erstickende Bürokratie sowie einen Verlust an hohen Standards nach sich zieht.

Besonders alarmierend ist die diplomatische Erpressung durch die sogenannte "Guillotineklausel". Diese verknüpft das vorliegende Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I und droht mit dem Scheitern des gesamten bilateralen Vertragswerks bei einer Kündigung. Eine solche politische Erpressung ist inakzeptabel und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Produzenten würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Parallel dazu droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Gastronomen müssten die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen, was viele zur Aufgabe zwingen würde. Dies greift unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft an.

Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) unter Art. 15a und 21 zwingen uns, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, der die Übernahme von EU-Massenstandards anstelle nationaler, ethisch höherer Massstäbe bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und raubt uns die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und unseres demokratischen Willens dar. Die massive Ausweitung der Zuwanderung durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht direkt dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung festgeschrieben ist, und entzieht uns die eigenständige Steuerung unserer Zuwanderungspolitik. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", selbst bei krimineller Abkunft oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf nicht tragbare Weise.

Die Anreize zur Zuwanderung in unsere Sozialsysteme werden durch diese Regelungen massiv verstärkt. EU-Bürger und ihre erweiterten Familien erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Integration, was zu einer unkontrollierbaren Kostenlawine für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden führt. Der im Vergleich beispiellose Familiennachzug, der über Partner und Kinder hinaus auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, droht die Zuwanderung und die damit verbundenen Sozialausgaben weiter explodieren zu lassen.

Die angebliche "Schutzklausel" erweist sich als reine Täuschung, deren Anwendungsbedingungen derart restriktiv sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei deren Anwendung macht sie zu einer Erpressungsklausel und entlarvt die Ernsthaftigkeit der versprochenen nationalen Steuerungskompetenz. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeder Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie darstellt.

Die geplanten Änderungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Anpassungen in Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren den Ausschluss von Leistungsempfängern, selbst bei Abhängigkeit. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung zulässt und einseitige Kontingente ausschliesst. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden ausgetragen werden.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVBG, das die nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch automatisierte Anerkennung ersetzt, schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur Eigenregulierung des Arbeitsmarktes. Die Anpassung des AIG stellt das Kernstück der Kapitulation dar, da die "Schutzklausel" eine Farce ist und die Aufhebung von Artikel 29a sowie die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Die neuen Bestimmungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), wie die "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, sind kosmetische Massnahmen, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt kaschieren sollen.

Die Anpassung des BVG, mit der Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und untergräbt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Versicherten. Selbst das Zivilgesetzbuch wird durch Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24 an das EU-Sozialversicherungsrecht angepasst. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Patientensicherheit und die nationalen Standards gefährdet. Diese Umfänge an Rechtsübernahme und Souveränitätsverlust sind unannehmbar und bedürfen einer klaren Ablehnung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnwesen, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres etablierten Service public auf. Die geplante Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Szenario birgt die erhebliche Gefahr einer ausgeprägten "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen selektiv die profitabelsten Hauptverbindungen bedienen. Die Folge wäre eine empfindliche Schwächung der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Verkehrsunternehmen, die für die Aufrechterhaltung der oft defizitären, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien verantwortlich sind. Dies untergräbt die finanzielle Basis

unseres umfassenden öffentlichen Verkehrsangebots.

Ferner ist die in Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) verankerte Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche Vorgaben, sprich EU-Recht, zu beachten, eine massive Einschränkung der Souveränität von Bund und Kantonen. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten und kosteneffizientesten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen, primär EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies birgt die Gefahr suboptimaler Ergebnisse und potenziell höherer Kosten für die schweizerischen Steuerzahler.

Die Sorge, dass bewährte Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Dienstleistungsangebots für unsere Bevölkerung. Die von der Regierung angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese fundamentalen Risiken nicht zu kompensieren; sie bietet keinerlei rechtlich bindenden Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies stellt eine schrittweise Aufgabe der nationalen Steuerungskompetenz dar und birgt die Gefahr, dass die Schweiz künftigen Regulierungen, wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), unterworfen wird, was die Entscheidungsfindung zentral an Stellen ausserhalb unserer Landesgrenzen verlagert. Die aktuelle Vorlage gefährdet somit die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres nationalen Bahnverkehrs.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromabkommens birgt gravierende Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Einbindung in europäische Regulierungsstrukturen, insbesondere die Zwangsteilnahme an ACER und ENTSO-E gemäss den neuen Bestimmungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), entzieht der Schweiz jegliche Entscheidungsgewalt über ihr eigenes Stromnetz. Wir werden zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Akteur im EU-System, dessen Interessen in Brüssel nicht mehr berücksichtigt werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer unabhängigen, schweizerischen Energiepolitik und Regulierung bedeutet.

Existenzielle Bedrohungen ergeben sich auch für die Schweizer Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, eine wichtige Einnahmequelle für die Bergkantone, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und somit dessen Abschaffung erzwingen. Dies würde die finanzielle Basis dieser Kantone schwächen und die regionale Wertschöpfung beeinträchtigen. Die föderalen Strukturen der Energieversorgung, wie die dezentralen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Der traditionelle Einspeisevorrang kleiner lokaler Produzenten geht verloren, was die lokale Energieerzeugung diskriminiert und zugunsten grosser, internationaler Akteure schwächt.

Die unumgängliche Folge der vollständigen Marktliberalisierung nach Art. 4a ff. StromVG ist die Opferung der nationalen Versorgungssicherheit zugunsten eines volatilen freien Marktes. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die kritische Wasserreserve, wird eingeschränkt. Die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU, was ein inakzeptables Risiko darstellt. Die erwartete Preisvolatilität und die letztlich höheren Strompreise für KMU und Haushalte sind unausweichlich, da Kosten für die nicht mehr gewährleistete Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten in Art. 15 EnG sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt und schwächt die wirtschaftliche Grundlage unzähliger kleiner und mittlerer Produzenten. Dies widerspricht der Energiestrategie und bevorzugt zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die

Schweiz droht, abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern zu werden. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unsere bewährte föderalistische Ordnung dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden eingesetzt werden, um gezielt Schweizer Interessen zu fördern, wird durch ein starres und technokratisches EU-Regime ersetzt. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Eigenständigkeit unserer regionalen und lokalen Wirtschaftsförderung.

Insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG ist äusserst bedenklich. Diese neue «Superbehörde» agiert als verlängerter Arm der EU und stellt die Kompatibilität mit dem EU-Recht über die nationalen Interessen. Die Souveränität der Kantone wird massiv eingeschränkt, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide gemäss dem neu eingeführten Art. 82 Bst. bbis BGG einer abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht unterliegen und gekippt werden können. Dies degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern und verletzt ihre Organisations- und Verfahrensautonomie.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Kontrolle zugunsten des EU-Regimes im strategisch wichtigen Luftverkehr. Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für mangelnde Transparenz und einen geschwächten Konsumentenschutz. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger, während die eigene wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird. Diese Entwicklung ist mit dem Wesen eines souveränen Staates und einem funktionierenden Föderalismus unvereinbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge und die damit einhergehende Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) sind aus souveränitätspolitischer und finanzieller Sicht äusserst bedenklich. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss Art. 1 KoBG bedeutet einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Dies hat den Charakter einer unfreiwilligen Zwangsabgabe und widerspricht fundamental der Budgethoheit des Parlaments.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz dann nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht. Es fehlt die Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Stattdessen wird für eine institutionelle Anbindung bezahlt, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung mit sich bringt.

Die Verankerung des KoBG als permanenten und rechtlich bindenden Bestandteil der Bundesgesetzgebung, insbesondere durch seine Aufnahme in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB), zementiert diese Zahlungsverpflichtung. Es ist irreführend, diese Zahlungen unter dem Deckmantel der Friedensförderung gemäss der Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG gesetzlich zu legitimieren. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung darf nicht missbraucht werden, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU zu rechtfertigen. Das KoBG fungiert als gesetzgeberisches

Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten und höhlt die demokratische Legitimation der Ausgaben von Steuergeldern aus, indem es einen permanenten Rechtsanspruch schafft und nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zulässt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und entpuppen sich bei genauerer Betrachtung als unzureichend und lediglich kosmetisch. Es ist offensichtlich, dass diese Neuerungen den massiven Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Lohnstruktur ausgeübt wird, in keiner Weise kompensieren können. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch diese halbgaren Ansätze eher gefördert als abgemildert.

Anstatt den bewährten und seit jeher wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser sukzessive aufgeweicht und an europäische Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer ausgestaltet, aber in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt primär jenen ausländischen Unternehmen in die Hände, die gezielt Lohndumping betreiben wollen, um sich unfaire Wettbewerbsvorteile zu verschaffen.

Die Kontrollmechanismen werden darüber hinaus massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der grundlegenden Lohn- und Arbeitsbedingungen, was dem Schutz der einheimischen Arbeitnehmerschaft diametral entgegensteht.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, der in den neuen Art. 335l bis 335q OR verankert ist, stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität von KMU, ohne das fundamentale Problem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und führt zur Schaffung einer privilegierten Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Ausserdem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Dietrich (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Dietrich · marindi@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung und der damit verbundenen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung sowie die Souveränität unseres Landes. Es ist äusserst kritisch zu hinterfragen, inwieweit die vorgeschlagenen Anpassungen im Einklang mit den Grundprinzipien unseres Rechtssystems stehen und ob sie tatsächlich dem nationalen Interesse dienen.

Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Eckpunkten angedeutet wird, wirft gravierende Fragen auf. Gemäss Artikel 120 der Bundesverfassung ist die Bundesversammlung zuständig für den Erlass von Bundesgesetzen. Eine schleichende Erosion dieser Kompetenz durch die unkritische Adaption von Rechtsakten der Europäischen Union, die nicht dem parlamentarischen Gesetzgebungsverfahren unterworfen sind, wäre höchst bedenklich. Es besteht die Gefahr, dass die demokratische Legitimation von Gesetzen geschwächt wird, wenn diese primär aus Brüssel übernommen werden, anstatt das Ergebnis einer fundierten nationalen Debatte und Gesetzgebung zu sein.

Des Weiteren muss die Wahrung der bundesstaatlichen Prinzipien gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung gewährleistet bleiben. Die vorgeschlagenen Massnahmen dürfen die Autonomie der Kantone nicht beeinträchtigen und müssen sicherstellen, dass die Kantone auch weiterhin ihre legitimen Interessen wahren können. Es ist zu befürchten, dass eine zu starke Angleichung an europäisches Recht die rechtliche Vielfalt und die föderale Struktur der Schweiz untergraben könnte.

Auch die Unabhängigkeit der Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems und verfassungsrechtlich verankert, darf unter keinen Umständen kompromittiert werden. Die Möglichkeit, dass EU-Gerichtsentscheidungen direkte oder indirekte Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung haben könnten, bedarf einer äusserst sorgfältigen Prüfung. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Bundesrecht festlegt, könnte in seinem Geltungsbereich durch eine übermässige Übernahme von EU-Recht tangiert werden.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegende Vernehmlassung Anlass zu tiefer Skepsis gibt. Es bedarf einer umfassenden und kritischen Analyse, ob die vorgeschlagenen Schritte mit den verfassungsrechtlichen Garantien der Schweiz vereinbar sind und ob sie tatsächlich dem Wohl und der Unabhängigkeit unseres Landes dienen. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Regelungen birgt erhebliche Risiken für unsere Rechtsordnung, unseren Föderalismus und unsere demokratische Selbstbestimmung. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien unseres Rechtssystems kompromisslos verteidigt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) im

Zusammenhang mit der Lebensmittel-sicherheit stellt keine substanzielle Verbesserung, sondern eine schleichende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk dar. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' droht die vollständige Angleichung unserer hohen Produktionsstandards an oft tiefere EU-Standards, was zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust führen und das Label 'Made in Switzerland' entwerten wird. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentraler Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, steht auf dem Spiel.

Ferner ist die befürchtete 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit und zwingt uns in eine permanente Abhängigkeit. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität und demütigt unsere Landwirte und Lebensmittelproduzenten zur blossen Kontrollobjekten fremder Behörden.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Die Komplexität und Unangemessenheit der EU-Vorschriften wird gerade kleine und mittlere Betriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerker existenziell bedrohen, lokale Traditionen zerstören und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion vernichten. Dies stellt einen Frontalangriff auf unsere mittelständische Wirtschaft und unsere kulinarische Identität dar.

Darüber hinaus wird durch die Übernahme des EU-Rechts unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns zur Aufgabe bewährter, oft strengerer Schweizer Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung, was einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz und einen weiteren Souveränitätsverlust bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die parlamentarische Kontrolle in einem für die Schweiz essenziellen Bereich. Ähnlich verhält es sich mit der Unterstellung unseres Waldschutzes und der Seuchenbekämpfung unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG; Art. 1 neu TSG). Diese überbordende Bürokratie und der Verlust an nationaler Autonomie sind inakzeptabel.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine massive Gefährdung unserer sozialen Sicherheit dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche durch die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren und praktisch unentziehbarer Niederlassungsstatus eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieses neue Aufenthaltsrecht, vergleichbar mit einer 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, indem es selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen, einschliesslich Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die dadurch entstehenden Kosten werden letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, eine Entwicklung, die unter dem Gesichtspunkt der Kostentragung unannehmbar ist.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine wirksame Massnahme zur Steuerung der Zuwanderung darstellt. Die Drohung der EU mit Strafmassnahmen im Falle einer Anwendung macht sie zudem zu einer 'Erpressungsklausel' und nicht zu einer echten Schutzbestimmung. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode'

bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine gravierende Einschränkung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die erschwerte Möglichkeit eines Ausschlusses, selbst bei Abhängigkeit, sind eine direkte Folge. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Die Schweiz verliert ihre Fähigkeit zur autonomen Regulierung des Zuwanderungsmarktes, während die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten im Bildungsbereich darstellt. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beispiele für den Verlust sozialpolitischer Souveränität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Risiken für die Patientensicherheit und die nationalen Qualitätsstandards erhöht. Dieses Vertragspaket ist eine Kapitulation vor der EU und eine Missachtung unserer verfassungsmässigen Aufträge.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und sind in ihrer Wirksamkeit als unzureichend und lediglich kosmetisch zu betrachten. Es zeichnet sich eine reale Gefahr der flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus ab, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommenssegmenten, welche die Personenfreizügigkeit nicht kompensieren kann.

Anstatt unseren bewährten und über Jahrzehnte wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu erhalten, sehen wir uns mit einer Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die neu konzipierten Regeln sind durch eine erhöhte Bürokratisierung gekennzeichnet, jedoch weisen sie eine signifikant geringere Effektivität auf als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung begünstigt primär ausländische Unternehmen, die die Absicht verfolgen, Lohndumping zu betreiben. Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist ein Ergebnis von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung.

Finanzieller Beitrag

Zur vorliegenden Vernehmlassung im Bereich der finanziellen Beiträge an die Europäische Union nehmen wir kritisch Stellung. Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist äusserst bedenklich. Dieses Gesetz, insbesondere die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen in Artikel 1 KoBG, entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Dies stellt eine signifikante Aushöhlung der Budgethoheit dar und verwandelt eine politische Geste in eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung, wodurch die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird.

Der im Entwurf genannte initiale Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliches politische Druckmittel und die Möglichkeit, eigene Prioritäten bei ihren Ausgaben zu setzen. Stattdessen wird sie gezwungen sein, sich den Forderungen der EU zu beugen, ohne die Gewissheit auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine formale Ergänzung. Sie signalisiert die Absicht, die Kohäsionszahlungen als dauerhaften und integralen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung zu etablieren.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Es ist nicht nachvollziehbar, wie der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung dazu dienen kann, politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Dies missbraucht eine anerkannte humanitäre Leistung zur Verschleierung der tatsächlichen finanziellen und souveränitätsrelevanten Implikationen der vorgeschlagenen Regelung. Wir lehnen diese Art der Verpflichtung entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagene Anpassung des Stromversorgungsgesetzes und des Energiegesetzes im Rahmen des Stromabkommens stellt eine bedenkliche Aufgabe unserer nationalen Souveränität dar und gefährdet die Stabilität und Zuverlässigkeit unserer Energieversorgung. Die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Entscheidungsbefugnis über die eigene kritische Infrastruktur an Brüssel abgetreten wird. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der nationalen Hoheit und Autonomie.

Die ElCom, einst eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird de facto zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Regulierungen aus Brüssel untergräbt die Eigenständigkeit der nationalen Energieregulierung, die auf schweizerische Bedürfnisse und Gegebenheiten zugeschnitten sein muss.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches eine wichtige Einnahmequelle für die Bergkantone darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Auswirkungen auf betroffene Kantone und die dezentrale Energieproduktion.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie gefährdet die Versorgungssicherheit, indem sie die Bildung strategischer Reserven, wie z.B. Wasserreserven, einschränkt und die Verantwortung für die sichere Stromversorgung auf einen unzureichenden Markt verlagert. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist nicht geeignet, die Lücken des

Marktes zu schliessen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der angestrebten Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen in Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und wird deren Ausbau verlangsamen. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften in Art. 10, 18, 19 StromVG sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden durch diese Massnahmen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise den Regeln riesiger europäischer Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein engmaschiges EU-Regime stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation eigenverantwortlich über Förderungsentscheide für Sektoren wie den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU entschieden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, da sie ihre wirtschaftspolitischen Entscheidungen künftig einer zentralen, nicht primär an Schweizer Interessen orientierten EU-konformen Behörde unterwerfen müssen. Die Schweiz wird somit zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, anstatt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit zu behalten.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff, der die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht institutionalisiert. Insbesondere die darin vorgesehene neue Beihilfekammer, wie in Art. 3 BHÜG dargelegt, agiert als zentralisierte Kontrollinstanz, deren primäres Ziel die EU-Kompatibilität und nicht die Durchsetzung Schweizer Interessen ist. Dies hat zur Folge, dass die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt wird. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist für unseren Föderalismus besonders stossend: Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse in Art. 82 Bst. bbis BGG werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Entscheide können künftig mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität in strategisch wichtigen Sektoren wie dem Luftverkehr, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert, was eine gefährliche Machtkonzentration darstellt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese gesamte Neuregelung ist eine Abkehr von unseren schweizerischen Grundprinzipien und eine bedenkliche Unterwerfung unter externe Vorgaben.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, geben zu erheblichen Bedenken Anlass. Die Öffnung des Schweizer Marktes für die Kabotage im Eisenbahnverkehr, wie sie durch den neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, stellt eine direkte Bedrohung für den Service public dar. Ausländische Anbieter werden in der Lage sein, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dieses Prinzip der „Rosinenpickerei“ untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Leistungsfähigkeit unseres Bahnnetzes.

Darüber hinaus ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) neu geschaffene Bestimmung in Art. 32a Abs. 1bis, welche die Beachtung von völkerrechtlichen Vorschriften bei gemeinsamen Ausschreibungen vorschreibt, äusserst problematisch. Dies schränkt die nationale und kantonale Souveränität bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und zwingt die Schweiz, sich EU-konformen Kriterien zu unterwerfen. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, werden wir gezwungen sein, Kriterien zu erfüllen, die nicht zwingend unseren nationalen Interessen dienen und potenziell zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen.

Die sogenannte „Gemeinsame Erklärung“ des Bundesrates, die als Schutzmassnahme vor den negativen Auswirkungen des EU-Beihilferechts angepriesen wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend. Sie bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet, dass unser Service public weiterhin dem Risiko ausgesetzt ist, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Die Schweiz gibt hierbei schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, indem sie sich künftigen Regulierungen wie dem „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM) beugen müsste, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Diese Entwicklungen sind aus Sicht des Schutzes unseres Service public und der nationalen Souveränität zutiefst bedenklich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung. Die Annahme des vorliegenden Vorschlags würde eine schleichende Übernahme von EU-Recht bedeuten, ohne dass die Schweiz dabei Mitspracherechte hätte. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Autonomie des schweizerischen Rechts und die Fähigkeit, eigene Gesetze zu erlassen, würden massiv untergraben.

Insbesondere die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, die im Rahmen des automatischen Rechtsübernahmeverfahrens in das schweizerische Recht transformiert würden, ist problematisch. Artikel 47 der Bundesverfassung garantiert die Rechtsgleichheit und die Rechtssicherheit. Mit einer automatischen Übernahme von EU-Recht, das sich zudem fortlaufend ändert, ist diese Garantie nicht mehr gewährleistet. Die Schweizer Bevölkerung und die Unternehmen wären dann nicht mehr in der Lage, die geltende Rechtslage verlässlich zu überblicken.

Des Weiteren stellen die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung eine Erosion der richterlichen Unabhängigkeit und der staatlichen Souveränität dar. Die Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) oder ähnliche Instanzen, selbst in eingeschränkter Form, würde dazu führen, dass schweizerische Gerichte ihre Entscheidungen primär an der Rechtsprechung des EuGH ausrichten müssten. Dies läuft Artikel 30 der Bundesverfassung zuwider, welcher die Unabhängigkeit

der Gerichte gewährleistet. Die Möglichkeit, dass ausländische Gerichte letztinstanzlich über die Auslegung von schweizerischem Recht entscheiden, ist inakzeptabel und verletzt die Grundprinzipien des schweizerischen Rechtsstaates.

Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, wie sie in der Regel mit solchen Abkommen einhergeht, stellt eine zusätzliche Belastung dar, deren Nutzen und Angemessenheit kritisch hinterfragt werden muss. Artikel 128 der Bundesverfassung regelt die Finanzordnung der Eidgenossenschaft. Eine fortlaufende und potenziell unkontrollierbare finanzielle Bindung an die EU könnte die schweizerische Haushaltsautonomie erheblich einschränken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den gegenwärtigen Bedingungen nicht im Interesse der Schweiz liegt. Sie birgt die Gefahr einer faktischen Unterordnung unter das EU-Recht, einer Schwächung der direkten Demokratie und einer Aushöhlung der schweizerischen Souveränität. Es bedarf klarer und transparenter Verhandlungsergebnisse, die die Interessen und die Verfassung der Schweiz uneingeschränkt wahren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Verhältnis zur Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist von grösster Wichtigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz sorgfältig abzuwägen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der Frage der Übernahme von EU-Recht. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweiz in eine Position zu bringen, in der sie Recht aus Brüssel übernehmen muss, ohne über ausreichende Mitgestaltungsmöglichkeiten zu verfügen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der demokratischen Legitimität, wie sie im Schweizer Rechtssystem verankert sind. Insbesondere die Artikel 7 und 8 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit für die Genehmigung von Völkerrechtssubjekten (VZVG) mahnen zur Vorsicht, wenn es um die Übertragung von Kompetenzen an internationale Organisationen geht. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen die strikten Anforderungen dieser Bestimmungen nicht hinreichend zu berücksichtigen.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die damit verbundene Rechtsunsicherheit für Schweizer Unternehmen könnte sich negativ auf deren Wettbewerbsfähigkeit auswirken. Die ständige Angst vor neuen, unvorhergesehenen EU-Regulierungen und deren potenzielle Übernahme birgt ein erhebliches Risiko für Investitionen und Arbeitsplätze im Inland. Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie in Teilen des Verhandlungsergebnisses angedeutet wird, könnte die Flexibilität der Schweizer Wirtschaft massiv einschränken und sie von den Entwicklungen in den wichtigsten Handelspartnern abhängen lassen.

Auch die institutionellen Implikationen sind nicht zu unterschätzen. Die vorgeschlagene Einbindung in europäische Gerichtsbarkeiten und Entscheidungsprozesse könnte die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und Politik untergraben. Die Möglichkeit, dass Entscheidungen, die ausschliesslich die Schweiz betreffen, von supranationalen Instanzen beeinflusst oder gar getroffen werden, ist mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der föderalen Struktur unvereinbar. Artikel 173 der Bundesverfassung, der die Bundesversammlung zur Wahrung der Interessen der Schweiz im europäischen Integrationsprozess verpflichtet, scheint hier nicht ausreichend gewürdigt zu werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form erhebliche Risiken für die Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz bergen. Eine überstürzte Annahme solcher Vereinbarungen wäre aus

kritischer Sicht nicht zu verantworten und bedarf einer gründlichen Neubewertung unter Berücksichtigung aller nationalen Interessen und verfassungsrechtlichen Vorgaben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz aufkommen. Es ist fraglich, ob die in Aussicht gestellten Vorteile die potenziellen Nachteile überwiegen, insbesondere im Hinblick auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH).

Die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss auf dessen Gestaltung, wie sie bei diesem Paket zu befürchten ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) gründet die Schweizerische Eidgenossenschaft auf dem freien Willen und der Stärke der Völker und Kantone. Die Unterwerfung unter das EU-Recht, welches der EuGH auslegt, tangiert dieses Fundament empfindlich. Der EuGH ist nicht an die Schweizerische Bundesverfassung gebunden und seine Urteile können erhebliche Auswirkungen auf unser Rechtssystem haben, ohne dass die Schweiz eine Möglichkeit hat, diese Einflussnahme zu steuern. Dies steht im Widerspruch zum Anspruch der Schweiz, ihre Rechtsordnung eigenständig zu gestalten.

Insbesondere die vorgesehene automatische Übernahme neuer EU-Richtlinien und Verordnungen birgt Risiken. Artikel 97 BV garantiert jedem das Recht, in bürgerlichen und politischen Rechten und Pflichten von einem unabhängigen Gericht beurteilt zu werden. Wenn EU-Recht, das vom EuGH ausgelegt wird, direkt zur Anwendung kommt, muss sichergestellt sein, dass diese Urteile mit den rechtsstaatlichen Prinzipien und Grundrechten der Schweizerischen Bundesverfassung vereinbar sind. Es bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgesehene institutionelle Ausgestaltung diese Kompatibilität jederzeit gewährleisten kann.

Die mangelnde Möglichkeit der Schweiz, bei der Festlegung des EU-Rechts mitzuwirken, untergräbt zudem die Verhandlungsposition der Schweiz in zukünftigen Angelegenheiten. Statt einer echten Partnerschaft droht eine Abhängigkeit, bei der die Schweiz lediglich auf Beschlüsse reagieren kann, die anderswo getroffen wurden. Dies könnte die Flexibilität und Handlungsfähigkeit der Schweiz massiv einschränken.

Abschliessend lässt sich festhalten, dass die beabsichtigte Abmachung mit der EU erhebliche demokratische und rechtsstaatliche Bedenken aufwirft, welche einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Die langfristigen Konsequenzen für die Souveränität und die nationale Identität der Schweiz dürfen nicht unterschätzt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jean-Pierre James Elsener (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: James Elsener · 0792698265 · james.elsener@edouardlauzieres.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Mitsprachesmöglichkeit und Rückwirkungsverbote gemäss Art. 3 BV verletzt die Grundsätze unseres föderalistischen Systems. Die vorliegende Regelung könnte zu einer schleichenden Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle führen und die direkte Einflussnahme des Schweizer Volkes auf dessen Gesetzgebung massiv beschneiden. Es besteht die Gefahr einer faktischen Abhängigkeit vom EU-Recht, welche die Autonomie unseres Rechtsordnung und die Prinzipien der Volkssouveränität gemäss Art. 1 BV fundamental untergräbt. Die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die Gewährleistung der Grundrechte sind kritisch zu prüfen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E verlieren wir die Kontrolle über unser Stromnetz, während Kosten anfallen. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regularien, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet, und die bewährten Wasserzinsen könnten abgeschafft werden. Föderale Strukturen und lokale Kraftwerke werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, und strategische Reserven sind eingeschränkt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG (Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt sie föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale Energieerzeugung. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) bedeutet einen Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Angleichung an das EU-Lebensmittelrecht unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine gravierende Gefahr für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sowie im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) führen zu einer erstickenden Bürokratie und einem Qualitätsverlust. Unsere hohen Produktionsstandards und das Label 'Made in Switzerland' werden durch die Angleichung an tiefere EU-Standards entwertet. Eine gefährliche 'Guillotineklausel' und die Zugeständnisse für EU-Inspektoren untergraben unsere Souveränität massiv. Die Aushebelung unseres Gentechnik-Moratoriums und die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen im Tierschutz und

bei der Seuchenbekämpfung, wie im neuen Art. 15a und 21 TSchG sowie im neuen Art. 1 TSG dargelegt, missachten den Volkswillen und gefährden ethisch wichtige Bereiche. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgehen das Parlament. Der Schutz unserer Wälder wird im neuen Art. 26 Abs. 1bis WaG dem EU-Diktat unterworfen. Diese umfassende Unterwerfung ist inakzeptabel und bedroht unsere kulinarische Identität und wirtschaftliche Existenz.

Finanzieller Beitrag

Der vorgesehene finanzielle Beitrag an die EU stellt eine gravierende Verschlechterung der Schweizer Souveränität dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine rechtlich verbindliche Pflicht durch das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) entzieht der Bundesversammlung ihre essentielle budgetäre Hoheit. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgetautonomie des Parlaments untergräbt und die Schweiz zu einer unselbständigen Zahlstelle der EU degradiert. Die anfänglich genannten 350 Millionen Franken sind offenbar lediglich ein Lockangebot, während der "rechtsverbindliche Mechanismus" unweigerlich zu steigenden Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gleichwertigkeit und der Souveränität, da die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist zudem irreführend und missbraucht einen ehrenhaften Zweck zur Legitimierung zwangsweiser Zahlungen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG, stellen eine ernste Bedrohung für den schweizerischen Service public im Schienenverkehr dar. Die Erlaubnis für ausländische Anbieter, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, fördert die "Rosinenpickerei" und untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB sowie anderer Transportunternehmen, die zur Aufrechterhaltung des flächendeckenden Angebots verpflichtet sind. Die im PBG vorgesehene Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, insbesondere Art. 32a Abs. 1bis PBG, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtliche Sicherheit, da sie die dynamische Rechtsübernahme und damit die schrittweise Aushöhlung der Souveränität nicht verhindert. Dies gefährdet die bewährten Subventionen, die für die Qualität und den Umfang des Angebots essenziell sind.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine inakzeptable Untergrabung unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die Abschaffung der bewährten, politisch legitimierten Subventionspraxis durch eine starre, technokratische EU-Kontrolle, wie sie das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) vorsehen, schwächt die nationale Steuerungshoheit. Die Schaffung einer "Superbehörde" bei der WEKO, als "verlängerter Arm der EU", welche die Beihilfen der EU-Kommission unterstellt, entzieht strategisch wichtige Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr der nationalen Kontrolle. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Autonomie und dem Service public. Die Kantone verlieren durch das BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide unwirksam gemacht werden können. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Diese Zentralisierung und Entmachtung ist mit unseren föderalistischen Grundsätzen unvereinbar und muss entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die angekündigte automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode, insbesondere im Hinblick auf Art.

121a BV, ignoriert den klaren Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Das neu geschaffene "Daueraufenthaltsrecht" nach nur fünf Jahren, praktisch eine "Niederlassung C PLUS", ist selbst bei krimineller Veranlagung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kaum entziehbar. Dies untergräbt massiv die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke erheblich, wie auch die angepassten Bestimmungen im AIG (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a) zementieren. Die angebliche "Schutzklausel" (Art. 21b AIG) entpuppt sich als zahnloser Tiger, dessen Anwendungs-Hürden praktisch unüberwindbar sind und der bei Anwendung mit EU-Strafmassnahmen droht. Eine solche Erpressung ist nicht akzeptabel.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und primär kosmetischer Natur. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht abzufedern. Statt unseren bewährten Lohnschutz zu stärken, wird er EU-konform aufgeweicht und durch bürokratischere, aber weniger wirksame Instrumente ersetzt.

Dies schwächt die Kontrollmechanismen und untergräbt die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate zugunsten zentralistischer EU-Strukturen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), einschliesslich der Änderungen in Art. 9 Abs. 2 und der Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen der EU-Kompatibilität und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Arbeitnehmerschutzes. Die Einführung eines besonderen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l ff. OR) greift tief in die Vertragsfreiheit ein und schafft eine in der Schweiz unübliche Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, was insbesondere für KMU problematisch ist.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6) stellt eine erhebliche Souveränitätsabtretung dar, welche die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheidungen ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz ermöglicht. Dieses Paket bedeutet eine erhebliche Bindung der Schweiz an die EU.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf. Eine Übertragung von komplexen Rechtsbereichen, wie im vorgeschlagenen Abkommen zur Personenfreizügigkeit, birgt das Risiko einer unkontrollierten Rechtsfortentwicklung der EU, die die Souveränität der Schweiz untergraben könnte. Insbesondere die Einbindung des Europäischen Gerichtshofs und die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in Artikel 1 des revidierten Rechtshilfeabkommens angedeutet wird, widersprechen dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die wirtschaftlichen Vorteile werden potentielle Nachteile in Bezug auf die rechtliche Eigenständigkeit und die politische Unabhängigkeit keineswegs aufwiegen können. Es mangelt an klaren Mechanismen, um die Interessen der Schweiz wirksam zu schützen und eine reziproke Souveränität zu gewährleisten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Die automatische Übernahme von

EU-Recht, wie sie in einem solchen Abkommen impliziert sein könnte, verstösst fundamental gegen das Prinzip der direkten Demokratie und die Kompetenzverteilung gemäss Artikel 3 Bundesverfassung (BV). Insbesondere das Prinzip der Volkssouveränität (Artikel 1 BV) und das Recht des Volkes, über seine Angelegenheiten selbst zu bestimmen, werden durch eine solche Abhängigkeit von Brüssel massiv untergraben.

Die Gefahr der schleichenden Entparlamentarisierung ist evident, da Schweizer Parlamentsentscheidungen durch die Vorgaben aus Brüssel präjudiziert würden. Artikel 43a BV, der die Rolle der Kantone in der Gesetzgebung stärkt, könnte in der Praxis ausgehebelt werden, wenn die EU-Regulierung keinen Spielraum mehr lässt. Die vom Bundesrat beanspruchte Flexibilität ist zweifelhaft, solange die Grundprinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Gesetzgebungskompetenz nicht unmissverständlich gewahrt bleiben. Die Verhandlungsmacht der Schweiz wird durch die Notwendigkeit, mit der EU Schritt zu halten, geschwächt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU enttäuscht auf ganzer Linie und ignoriert wesentliche verfassungsrechtliche Bedenken. Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz, wie sie im Rahmen des EWR-Abkommens befürchtet werden musste, scheint hier erneut propagiert zu werden. Die Unabhängigkeit unseres Landes, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch eine solche einseitige Rechtsübernahme fundamental untergraben. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die obligatorische Vernehmlassung vorsieht, wird durch die unzureichende Berücksichtigung der nationalen Interessen ad absurdum geführt. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile die gravierenden Nachteile für die Souveränität und die demokratische Legitimation aufwiegen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Emanuela Graf (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Emanuela Graf ·

E-Mail: emanuprivat@tutanota.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und genügen den Anforderungen einer souveränen und unabhängigen Schweiz in keiner Weise. Vielmehr scheinen sie eine schleichende Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer wirtschaftlichen Autonomie zu befürchten. Die übermässige Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen Mitspracherechts auf gleicher Augenhöhe hat, widerspricht fundamental dem Geist der bilateralen Verträge und dem Willen des Schweizer Volkes, wie er sich in zahlreichen Volksinitiativen und Referenden manifestiert hat. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts wirft ernste Fragen auf. Die bedingungslose Akzeptanz der Definitionen und der Kontrollmechanismen der EU, wie sie beispielsweise im Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) in den Artikeln 349 ff. dargelegt sind, würde die Handlungsfreiheit des Bundesrates und des Parlaments erheblich einschränken. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wäre, ihre eigene Wirtschaftspolitik, einschliesslich der Unterstützung für wichtige Sektoren wie die Landwirtschaft oder die KMU, im Lichte der Brüsseler Vorgaben neu zu bewerten. Dies könnte zu Wettbewerbsverzerrungen auf unserem eigenen Territorium führen und unseren Unternehmen schaden, anstatt sie zu fördern. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz bei der Auslegung von übernommenem EU-Recht kritisch zu hinterfragen. Gemäss dem Prinzip der Souveränität, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, insbesondere in Artikel 1 Absatz 2, verankert ist, ist die Schweiz grundsätzlich berechtigt, ihre eigenen Gesetze und Verordnungen zu erlassen und anzuwenden. Die faktische Anerkennung der Autorität des EuGH bei der Auslegung von Verträgen, die die Schweiz betreffen, untergräbt diese Souveränität und führt zu einer Rechtsunsicherheit, da Schweizer Gerichte in der Praxis an die Rechtsprechung des EuGH gebunden wären. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimität, da Entscheidungen über Schweizer Gesetze von einem ausländischen Gericht getroffen würden, dem sich das Schweizer Volk und die Schweizer Regierung nicht direkt unterwerfen können. Die Verhandlungsergebnisse ignorieren diese grundlegenden Bedenken und eröffnen eine gefährliche Tür zur Abhängigkeit. Die Stärkung der bilateralen Beziehungen darf nicht auf Kosten unserer nationalen Interessen und unserer demokratischen Selbstbestimmung erfolgen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist mit tiefgreifender Skepsis zu betrachten, inwieweit die vorgeschlagenen Anpassungen im Einklang mit der Schweizer Verfassung stehen und ob sie nicht zu einer schleichenden

Aushöhlung unserer nationalen Rechtsordnung führen. Besonders kritisch ist die Tendenz, die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) indirekt oder direkt in unser nationales Recht zu integrieren. Dies birgt die Gefahr, dass die Autonomie des Schweizer Gesetzgebers und die Unabhängigkeit unserer Gerichte untergraben werden. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), könnte hierdurch empfindlich gestört werden, da Entscheidungen von einer ausländischen Institution bindende Wirkung entfalten würden, ohne dass diese Entscheidungen einer demokratischen Legitimation im Inland unterliegen. Weiterhin sind die Implikationen für das Prinzip der Rechtsgleichheit und die Rechtssicherheit zu hinterfragen. Gemäss Artikel 4 und 5 BV muss das Recht klar und vorhersehbar sein. Eine ständige Übernahme von EuGH-Urteilen, die sich zudem in einem sich wandelnden Rechtsrahmen bewegen, erschwert die Gewährleistung dieser Grundsätze erheblich. Die Bürgerinnen und Bürger sowie die Schweizer Unternehmen wären mit einer komplexen und potenziell wechselnden Rechtslage konfrontiert, deren Einhaltung kaum noch gesichert werden kann. Dies steht im Widerspruch zu den Anforderungen an eine rechtsstaatliche Ordnung. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung scheinen ferner nicht die wirtschaftlichen Nachteile und die administrativen Belastungen für Schweizer Unternehmen und die öffentliche Hand ausreichend zu berücksichtigen. Die damit verbundenen Kosten und die zusätzliche Bürokratie sind nicht zu unterschätzen und könnten die Wettbewerbsfähigkeit des Wirtschaftsstandorts Schweiz beeinträchtigen. Eine gründliche Folgenabschätzung, die diese negativen Auswirkungen transparent darlegt, fehlt bislang. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre einzigartige Rechtsordnung und ihre demokratischen Institutionen schützt. Jeder Schritt in Richtung einer stärkeren Anlehnung an ausländisches Recht muss unter strengster Wahrung unserer verfassungsmässigen Prinzipien und der nationalen Interessen erfolgen. Die vorliegende Vorlage scheint diesen Anforderungen in keiner Weise gerecht zu werden und bedarf daher einer fundamentalen Überarbeitung, um die Souveränität und die Rechtsstaatlichkeit der Schweiz zu wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Vorlage im Bereich Lebensmittelsicherheit stellt eine verheerende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk dar, welche unter dem irreführenden Titel der Sicherheit eine umfassende Integration der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft erzwingt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil, steht unter direkter Bedrohung. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards, wie sie beispielsweise in der vorgeschlagenen Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) systematisch vollzogen wird, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das wertvolle Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn Produkte nach weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen. Ein besonders beunruhigendes Element ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindungsmöglichkeiten der Schweiz blockiert. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierschutzgesetz, konkret in den neuen Artikeln 15a und 21 TSchG bezüglich Transport und Schlachtung, ist ein gravierender Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften werden geopfert zugunsten von EU-Massenstandards, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet. Die vorgeschlagene Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung und droht, eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen zu lassen. Nicht nur Grossbetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was existenzielle Bedrohungen für lokale Traditionen und mittelständische Existenzen darstellt. Ebenso gravierend ist die systematische Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums, das dem Volkswillen klar widerspricht. Die Einsetzung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Des Weiteren sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue

Absätze in Art. 141 und 148 LwG) als Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu betrachten, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch die Unterstellung des Waldschutzes unter das EU-Diktat durch den neuen Art. 26 Abs. 1bis WaG ist höchst problematisch. Abschliessend muss die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) als fahrlässig bezeichnet werden, da sie die Schweiz zwingt, die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufzugeben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit äusserst fragwürdig und scheinen eher kosmetischer Natur zu sein. Es ist offensichtlich, dass sie den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keinesfalls kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, wobei insbesondere die mittleren und unteren Einkommensschichten unter dieser Entwicklung leiden werden. Anstatt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die Anpassung an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne jedoch das Grundproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten weiter verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags birgt erhebliche und inakzeptable Risiken für die Souveränität und die finanzielle Autonomie der Schweiz. Es ist äusserst bedenklich, dass bisher freiwillige, vom Parlament kontrollierte Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht transformiert werden sollen. Dies stellt eine faktische Zwangsabgabe dar und entzieht dem Schweizer Volk durch seine gewählten Vertreter die Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint nicht mehr als ein strategisches Lockmittel. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr wird widersprechen können. Eine solche automatische Zahlungsverpflichtung entmachtet die Schweiz und zwingt sie zur Zahlung nach Diktat der EU, ohne dass dem ein substanzieller, garantierter Vorteil wie verbesserter Marktzugang gegenübersteht. Die Schweiz würde zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierfür das zentrale gesetzgeberische Instrument. Gemäss Art. 1 KoBG zementiert dieses Gesetz die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die reine Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als integralen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung. Ebenso irreführend ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Umwandlung einer politischen Geste in eine rechtliche Dauerlast ist unter keinen Umständen hinnehmbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatlicher Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die Abschaffung der bewährten, dezentralen Praxis, bei der Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, zugunsten eines starren, technokratischen EU-Kontrollregimes ist zutiefst besorgniserregend. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die Souveränität der Kantone und ihre Autonomie bei der lokalen Wirtschaftsförderung inakzeptabel. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue, übermächtige Kontrollinstanz etabliert, die de facto als verlängerter Arm der EU agiert. Die durch das BHÜG, insbesondere Art. 3 BHÜG, geschaffene Beihilfekammer, wird Entscheidungen nicht primär im Interesse der Schweiz, sondern im Lichte der EU-Kompatibilität treffen. Dies schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich und unterwirft die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Auswirkungen auf den Föderalismus sind dramatisch. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) erhalten sie ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und höhlt ihre Autonomie aus. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und untergräbt föderalistische Strukturen weiter. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs.

2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine bedenkliche Verlagerung der Entscheidungsgewalt von demokratisch legitimierten nationalen und kantonalen Instanzen hin zu einer zentralisierten, EU-konformen Bürokratie darstellen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und unseres föderalistischen Systems.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public auf. Die geplante Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine direkte Bedrohung dar. Ausländische Anbieter werden in der Lage sein, die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen und somit die „Rosinenpickerei" zu betreiben. Dies untergräbt unweigerlich die finanzielle Grundlage der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer Konzessionsunternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Des Weiteren ist die Anwendung des EU-Beihilferechts auf unser etabliertes Fördersystem kritisch zu hinterfragen. Bestehende und bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern gewohnt sind und auf das sie angewiesen sind. Die vom Bundesrat angeführte „Gemeinsame Erklärung" als Absicherungsmassnahme erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und somit als wenig wirksam. Sie bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, dessen dynamische Übernahme für die Schweiz unabdingbar wäre. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und stellt eine trügerische Beruhigungspille dar. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum „European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere der neue Artikel 32a Absatz 1bis, der die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Diese Einschränkung der Souveränität ist inakzeptabel.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromsektor stellen eine ernsthafte Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Die bedingungslose Übernahme von EU-Regularien, wie sie im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) und des überarbeiteten Energiegesetzes (EnG, Art. 15 neu) angestrebt wird, führt zu einer Delegation von Entscheidungskompetenzen nach Brüssel. Die Schweiz wird zu einem Teilnehmer ohne Stimmrecht an EU-Gremien wie ACER und ENTSO-E, der jedoch uneingeschränkt Kosten tragen muss. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung in einem solch kritischen Bereich. Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Diese Umwandlung bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energiepolitik und untergräbt die demokratische Legitimation der Regulierung. Das bewährte System der Wasserzinsen, ein zentraler Pfeiler der Finanzierung der Bergkantone und der Wasserkraftnutzung, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter

existenzieller Bedrohung. Eine Einstufung als unzulässige staatliche Beihilfe könnte dessen Abschaffung erzwingen und somit die wirtschaftliche Grundlage unserer alpinen Regionen nachhaltig schwächen. Die Liberalisierung des Strommarktes, wie sie in Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, einschliesslich wichtiger Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt zugeschoben, der diese Aufgabe nachweislich nicht umfassend erfüllen kann und wird. Dies öffnet Tür und Tor für unkalkulierbare Preisschwankungen und eine schleichende Abwanderung von Preisvolatilität hin zu tendenziell höheren Stromkosten für Haushalte und insbesondere für KMU. Zusätzliche staatliche Umlagen zur Deckung der nicht vom Markt übernommenen Kosten für Versorgungssicherheit werden die Konsumenten zusätzlich belasten. Des Weiteren werden die föderalen Strukturen in der Energieversorgung geschwächt. Der Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieerzeugungsanlagen, wie sie von Gemeindekraftwerken genutzt werden, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der Absenkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, trifft kleine und mittlere Produzenten hart und schwächt deren wirtschaftliche Basis. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die Schweiz würde sich dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU, die die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur und die schweizerische Souveränität untergraben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Steuerungsmöglichkeiten unnötig einschränkt. Diese umfassende Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung der Schweiz gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die im fundamentalen Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV steht. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren, einer sogenannten 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in einem beispiellosen Ausmass, indem EU-Bürger und ihre Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten dafür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der vorgesehene Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs für Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern zusätzlich zu Partnern und Kindern verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel', wie sie in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch beanspruchen, droht die EU mit nicht näher definierten Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer reinen Erpressungsdrohung degradiert. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliche Mitbestimmung verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung

in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss wird selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich sein. Die Wiedereingliederungsstrategie nach Artikel 24a des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug auf dem Arbeitsmarkt verdeckt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belegen die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler direkt zu tragen hat. Die Unterstellung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln gemäss Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) entzieht der Schweiz die Fähigkeit, die Regeln ihrer Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was zu einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und einem Verlust der Kontrolle führt. Insbesondere im Gesundheitswesen, wie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15), birgt die Aushebelung der eigenständigen Diplomprüfung ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und delegiert die Verantwortung für die Qualitätssicherung an ein bürokratisches EU-System.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angepriesene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsetzungshoheit. Ein Blick auf die vorgeschlagenen Abkommen offenbart eine Tendenz zur Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz. Dies widerspricht fundamental dem Geist der bilateralen Verträge, welche auf Gleichberechtigung und gegenseitigem Respekt beruhen sollten. Insbesondere die Übernahme von EU-Sekundärrecht, wie sie in den Vernehmlassungsunterlagen angedeutet wird, stellt eine problematische Entwicklung dar. Artikel 27 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz. Diese Souveränität wird jedoch untergraben, wenn die Schweiz automatischen Verpflichtungen unterliegt, die von einer externen Institution, der EU, geschaffen werden. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz in einem solchen Szenario die volle Kontrolle über ihre Gesetzgebung behalten soll. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte, wird ausgehöhlt, wenn schweizerische Bürgerinnen und Bürger indirekt dem Recht der EU unterworfen werden, ohne dass sie direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen können. Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Verhandlungsposition gegenüber der EU nachhaltig schwächt. Die EU könnte sich ermutigt sehen, immer weitergehende Übernahmen zu fordern, und die Schweiz würde zunehmend gezwungen sein, diese zu akzeptieren, um die Stabilität der Beziehungen zu wahren. Dies wäre ein fataler Präzedenzfall. Des Weiteren ist die Transparenz der Verhandlungsprozesse fragwürdig. Es ist unklar, inwieweit die schweizerische Position in Brüssel Gehör findet und wie wirkliche Kompromisse erzielt werden können, wenn die EU primär ihre eigenen Interessen verfolgt. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz in eine passive Rolle gedrängt wird und lediglich auf die Vorgaben aus Brüssel reagiert, anstatt aktiv ihre eigenen Interessen zu gestalten. Die angepriesene Stabilisierung könnte sich somit als Pyrrhussieg erweisen, der die Schweiz auf lange Sicht schwächt und ihre einzigartige politische Identität gefährdet. Es ist unerlässlich,

dass jede Form der Vertiefung der Beziehungen zur EU sorgfältig geprüft wird und die Wahrung unserer Souveränität und Rechtsetzungshoheit stets oberste Priorität geniesst.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und darf nicht unkritisch übernommen werden. Es besteht die Gefahr, dass durch die Annahme dieses Pakets die Souveränität der Schweiz und die Entscheidungsfreiheit unserer eidgenössischen Institutionen unwiederbringlich geschwächt werden. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Grundwerte der Eidgenossenschaft, einschliesslich der Volkssouveränität und der Demokratie, hervorhebt. Insbesondere die Übernahme der dynamischen Rechtsübernahme birgt gravierende Risiken. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz automatisiert und ohne eigene Prüfung neue EU-Gesetze und -Verordnungen übernehmen müsste. Eine solche Regelung steht im Widerspruch zu Artikel 164 Absatz 2 BV, der besagt, dass Bundesgesetze die Grundrechte achten und die demokratischen und rechtsstaatlichen Grundsätze nicht verletzen dürfen. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Gesetze in Kraft treten, die diesen Grundsätzen zuwiderlaufen oder die Interessen der Schweiz nicht ausreichend berücksichtigen. Es stellt sich die Frage, wie in einem solchen Szenario der Schweizer Gesetzgeber seiner Verantwortung gemäss Artikel 164 Absatz 1 BV nachkommen kann, der dem Bundesrat und dem Parlament die Aufgabe zuweist, die Bundesgesetzgebung zu erlassen. Die angestrebte Angleichung an das EU-Recht birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Erosion der rechtlichen Identität der Schweiz. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die in Artikel 30 BV geschützt ist, könnte untergraben werden, wenn die Auslegung von EU-Recht primär durch den Europäischen Gerichtshof bestimmt wird, dessen Urteile für die Schweiz bindend würden. Dies könnte zu einer faktischen Vorrangstellung des EU-Rechts vor nationalem Recht führen, was eine erhebliche Abweichung von unserem bisherigen rechtsstaatlichen System darstellt. Die mangelnde Flexibilität und die Möglichkeit, divergierende Interessen der Schweiz effektiv durchzusetzen, sind besorgniserregend. Die Annahme eines solchen Pakets würde die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition bringen, die ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Politik massiv einschränkt. Die Vorteile einer engen wirtschaftlichen Anbindung dürfen nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre Grundprinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Souveränität aufgibt. Eine vertiefte Prüfung der langfristigen Konsequenzen, insbesondere im Hinblick auf die künftige Gesetzgebungshoheit, ist daher zwingend erforderlich.

Ich hoffe, Sie treffen die richtigen Entscheidungen.

Eine «Lebensregel» ist, dass alle Teile des Ganzen, und seien sie noch so klein, die grösstmögliche Entscheidungskraft haben sollen! Nur so funktioniert z.B. auch ein Körper richtig. Ebenso ist die Diskriminierung – worüber heutzutage ja u.a. viel gesprochen wird – auch am kleinsten bei so einen System.

Mit freundlichen Grüssen

Emanuela Graf

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Daniel Filliger <daniel.filliger@aol.de>
Sent: Donnerstag, 9. Oktober 2025 09:45
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel Filliger (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Daniel Filliger · 0797027181 · daniel.filliger@aol.de

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtabkommen mit der Europäischen Union stellt eine tiefgreifende Herausforderung für die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweiz dar. Es ist unerlässlich, dass die vorliegende Vernehmlassung nicht als reine Formalität betrachtet wird, sondern als kritische Prüfung eines Pakets, das fundamentale Prinzipien unseres Rechtssystems zu kompromittieren droht. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei ein Mitspracherecht hätte, ist inakzeptabel. Dies steht im direkten Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist und die ultimative Entscheidungsgewalt beim Schweizer Volk sieht. Die vorgesehene institutionelle Umsetzung, welche die automatische Übernahme von EU-Recht vorsieht, untergräbt dieses Fundament erheblich. Wir riskieren, zu einem reinen Anhängsel der EU zu werden, gezwungen, Gesetze zu befolgen, die wir nicht mitgestaltet haben. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Gerichtsbarkeit des EuGH in Angelegenheiten, die schweizerisches Recht betreffen, verletzt die rechtliche Eigenständigkeit unseres Landes. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts und Artikel 5 der Bundesverfassung, welche die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte und die Rechtshoheit des Bundes festlegen, werden hier tangiert. Die Verpflichtung, Urteile des EuGH anzuerkennen und umzusetzen, würde die Entscheidungsfreiheit unserer eigenen Richter und die Wirksamkeit unserer nationalen Rechtsordnung massiv beschneiden. Dies würde auch die rechtsstaatliche Sicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen beeinträchtigen, da unklare Rechtsgrundlagen und die Abhängigkeit von ausländischen Gerichtsurteilen die Folge wären. Des Weiteren ist die Angst vor einem schleichenden Verlust der direkten Demokratie berechtigt. Wenn die EU-Gesetzgebung automatisiert übernommen wird, verringert sich der Raum für parlamentarische Debatten und für die Einflussnahme des Volkes durch Referenden. Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung, welche das Referendum als zentrales Instrument der direkten Demokratie

verankern, würden in ihrer praktischen Bedeutung stark geschwächt, da die Entscheidungsgrundlagen weitgehend ausserhalb des direkten demokratischen Zugriffs lägen. Die vorgelegten Argumente sind keineswegs übertrieben, sondern spiegeln ernsthafte Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Rechtstaatlichkeit und der direkten Demokratie wider. Ein solches Abkommen birgt erhebliche Risiken und muss kritisch hinterfragt werden. Es bedarf einer gründlichen und unabhängigen Prüfung, ob die Schweiz in diesen Verhandlungen ihre Interessen tatsächlich wahren kann, oder ob die Nachteile die potenziellen Vorteile bei Weitem überwiegen. Die aktuelle Ausgestaltung scheint die schweizerische Eigenständigkeit aufs Spiel zu setzen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, wirft erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung der schweizerischen Rechtsordnung und unserer verfassungsmässigen Grundsätze darstellt. Ein zentraler Punkt der Kritik liegt in der angedeuteten Übernahme von EU-Recht, ohne dass dies einer angemessenen demokratischen Legitimation im Inland unterliegt. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) garantiert die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz. Eine einseitige Übernahme von EU-Recht, das in Brüssel ohne direkte schweizerische Beteiligung geschaffen wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsstaatlichen Ordnung, da die Gesetzgebungskompetenz von den zuständigen schweizerischen Organen auf eine externe Macht verlagert würde. Insbesondere die Gefahr der automatischen Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist alarmierend. Diese könnten, wie im Falle der Personenfreizügigkeit, die Auslegung nationaler Gesetze und sogar die Grundrechte schweizerischer Bürgerinnen und Bürger beeinflussen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Souveränität der Eidgenossenschaft und des schweizerischen Volkes betont. Die vorgeschlagene "Stabilisierung" birgt zudem die Gefahr einer Erosion der schweizerischen Entscheidungshoheit in zentralen Politikbereichen. Eine engere Anbindung an die EU, auch ohne formellen Beitritt, bedeutet eine zunehmende Abhängigkeit von deren Rechtsnormen und politischem Kurs. Dies könnte die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, ihre eigenen Interessen autonom zu verfolgen und ihre spezifische Rechtsordnung und ihre traditionellen Werte zu wahren. Die im Vernehmlassungsdossier angedeuteten Kompromisse scheinen den Status quo der schweizerischen Souveränität zu gefährden, anstatt ihn zu sichern. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und der Bundesversammlung in Gesetzgebungs- und Vollzugsfragen darf nicht durch externe Einflussnahme eingeschränkt werden. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (BWG) legt die Grundlage für die demokratische Mitgestaltung durch die Bürgerinnen und Bürger. Eine Übernahme von EU-Recht, die diesen Prozess umgeht, würde dem Geist dieses Gesetzes zuwiderlaufen. Es ist daher geboten, die im Rahmen dieser Vernehmlassung vorgeschlagenen Massnahmen mit grösster Skepsis zu betrachten und sicherzustellen, dass die Unabhängigkeit, die rechtsstaatliche Ordnung und die demokratische Legitimation der Schweiz uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Beurteilung der vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union ist mit erheblichen Bedenken verbunden, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz gefährden. Es ist unsere Pflicht, die Integrität unseres Rechtssystems und die Autonomie unseres Landes zu verteidigen. Der vorgeschlagene Entwurf sieht eine Übernahme von EU-Recht in weiten Teilen vor, ohne dass die Schweiz auf diesen Rechtssetzungsprozess Einfluss nehmen kann. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung der demokratischen Legitimation dar. Insbesondere die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Schweiz verliert dadurch die Fähigkeit, ihre Gesetze im besten Interesse ihrer Bevölkerung und ihrer Wirtschaft zu gestalten. Die im Abkommen vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz bei der Auslegung des übernommenen EU-Rechts ist besonders problematisch. Dies steht im klaren Konflikt mit Artikel 190 Absatz 2 BV, der festlegt, dass die Gerichte der Schweiz die Gesetze anwenden. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die Unabhängigkeit unserer Justiz untergraben und eine indirekte Unterwerfung unter eine fremde Rechtsordnung bedeuten. Die Schweiz würde gezwungen, Urteile zu akzeptieren, die möglicherweise nicht mit den grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems vereinbar sind. Ferner sind die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Integration besorgniserregend. Die Übernahme von EU-Regularien, oft mit hohem administrativem Aufwand und Kosten verbunden, könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen schwächen, insbesondere der kleinen und mittleren Unternehmen. Die Garantien des freien Warenverkehrs, die zwar vordergründig als Vorteil dargestellt werden, könnten in der Praxis zu einer Überlastung durch regulatorische Anforderungen führen, die für die Schweiz nicht massgeschneidert sind. Dies steht im Widerspruch zum Ziel der Wirtschaftsförderung und der Sicherung von Arbeitsplätzen, wie es im Rahmen der staatlichen Politik verfolgt wird. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse eine gefährliche Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres Rechtssystems darstellen. Die automatische Übernahme von EU-Recht und die Bindung an den EuGH sind mit den fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung nicht vereinbar. Es bedarf einer kritischen Neubewertung und einer klaren Abgrenzung, um die Interessen der Schweiz wirksam zu schützen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Harmonisierung tatsächlich dem Interesse der Schweiz dient oder vielmehr einer schleichenden Untergrabung unserer Souveränität gleichkommt. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht birgt erhebliche Risiken für die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems und unserer demokratischen Entscheidungsprozesse. Gemäss Artikel 123 der Schweizerischen Bundesverfassung hat der Bund für die Wahrung der Interessen der Eidgenossenschaft zu sorgen. Die aktuellen Vorlagen scheinen diesen Grundsatz zu missachten, indem sie der Schweiz diktieren, wie sie ihre Gesetzgebung anzupassen hat. Die dadurch entstehende Abhängigkeit von Brüssel kann mittel- bis langfristig die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, auf ihre spezifischen Bedürfnisse und Werte zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Dies steht im Widerspruch zum Geist der konföderalen Ordnung und der direkten Demokratie, die auf der Willensbildung im eigenen Land beruhen. Weiterhin sind die finanziellen Auswirkungen der Übernahme von EU-Recht und die daraus resultierenden Beitragszahlungen an die EU noch nicht abschliessend geklärt. Es bestehen erhebliche Zweifel, ob diese Verpflichtungen im Verhältnis zum erwarteten Nutzen stehen. Die Tatsache, dass die Schweiz möglicherweise für die Umsetzung von EU-Richtlinien aufkommen muss, deren Entstehung sie nicht beeinflussen konnte, ist ökonomisch fragwürdig. Dies tangiert das Prinzip der wirtschaftlichen Selbstbestimmung, welches im Artikel 41 der Bundesverfassung als Ziel verankert ist. Die Transparenz bei der Ausgestaltung dieser Vereinbarungen lässt ebenfalls zu wünschen übrig. Die komplexen Verhandlungsergebnisse und

die kaum nachvollziehbaren Übernahmebestimmungen erschweren eine fundierte öffentliche Debatte. Es besteht die Gefahr, dass wichtige Entscheidungen über die zukünftige Ausrichtung der Schweiz im Stillen getroffen werden, ohne dass das Volk seine demokratischen Rechte angemessen wahrnehmen kann. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU auf eine übermässige Angleichung an das europäische Recht abzielen, welche die Souveränität und die demokratischen Grundsätze der Schweiz gefährdet. Eine sorgfältige Neubewertung ist dringend geboten, um sicherzustellen, dass die Interessen der Eidgenossenschaft gewahrt bleiben und die Schweizer Bevölkerung nicht durch unkontrollierte Rechtsübernahme und unklare finanzielle Verpflichtungen belastet wird.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Verfassungsauftrags dar, die Zuwanderung eigenständig zu steuern, wie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, insbesondere der Unionsbürgerrichtlinie, führt zu einer massiven Ausweitung der Freizügigkeit, die den Interessen und der Sicherheit der Schweiz zuwiderläuft. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", praktisch einer "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf Jahren ist besonders besorgniserregend. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsbewilligung, selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unzumässlich. Die damit verbundene faktische Legalisierung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen auch bei Abhängigkeit von Sozialhilfe ein Bleiberecht erhalten, läuft der Verfassung zuwider und belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unverhältnismässig. Der exzessive Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Scheinargument, da ihre Anwendungsbedingungen derart restriktiv sind, dass sie praktisch nie zur Anwendung gelangen wird. Vielmehr droht im Falle einer unbeirrbaren Anwendung die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmassnahme degradiert. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeder Möglichkeit, auf zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich Einfluss zu nehmen. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit, wie es durch die Ausweitung des Anspruchs auf Sozialhilfe bedingt ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, das durch seine Ausgestaltung mittels politischem Ermessen und dem Ausschluss wirksamer, einseitiger Kontingente keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und - kooperationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und spezifische Beitragsmechanismus im HFKG belegen die versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler zu tragen hat. Die Unterstellung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln gemäss Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die bundesrätliche Aufsicht über die Berufsbildung (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis) und in die Medizinalberufegesetze (MedBG, Artikel 15, 35; GesBG,

Artikel 10, 15; PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Berufsstandards, da die nationale Kontrollhoheit und die Möglichkeit zur autonomen Qualitätssicherung verloren gehen. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Kontrolle für EU-Konformität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht des Schweizer Lohnniveaus und der Souveränität äusserst bedenklich. Die angepriesenen Schutzmassnahmen erscheinen als kosmetisch und ungenügend, um dem immensen Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, welcher durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht. Es ist zu befürchten, dass diese Regelungen zu einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus führen, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen, welche am stärksten betroffen sein werden. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an die komplexeren, oft weniger wirksamen EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischen Strukturen dienen primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen, und untergraben die bisherigen flankierenden Massnahmen, die sich bewährt haben. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist ein Resultat von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Änderungen keine Verbesserung dar, sondern eine Verschlechterung des Lohnschutzes und eine Aushöhlung unserer Souveränität, mit negativen Folgen für die Schweizer Arbeitnehmer und die Schweizer Wirtschaft.

Strom

Die vorgeschlagene Energieregelung birgt gravierende Risiken für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten mittragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer

Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Dies ist eine Untergrabung demokratisch legitimierter Entscheidungsprozesse und eine Schwächung der föderalen Strukturen, indem undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umgesetzt werden müssen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell unter Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Zudem werden die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) führen zu einer vollständigen Marktliberalisierung, die zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Das StromVG (Art. 8b ff.) schafft eine unzureichende Energiereserve und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastruktur und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen, eigenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit und der nationalen Souveränität dar. Die bisher als freiwillig und politisch steuerbar gestalteten Beiträge würden de facto in eine rechtlich verbindliche Pflicht umgewandelt. Dies entzieht dem Parlament die Kontrolle über milliardenschwere Ausgaben und schafft eine Situation, in der die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert wird. Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung, der im Vertrag verankert ist, als ein Lockvogelangebot. Es ist zu erwarten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz würde sich damit einer autonomen Zahlungsverpflichtung unterwerfen, bei der die EU die Summen diktiert, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, dem zu widersprechen. Die Schaffung des KoBG zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies steht im Widerspruch zur souveränen Entscheidungsgewalt des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern. Artikel 1 KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit ausser Kraft setzt. Statt einer politischen Geste, die an die nationalen Interessen und die politische Steuerung gebunden ist, wird eine reine Vollzugsaufgabe etabliert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie signalisiert die Einbettung dieser

EU-Abgaben in die Schweizer Bundesgesetzgebung als Normalfall. Ebenso irreführend ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Abs. 2 Bst. b. Der "gute Name" der Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Diese Umwandlung einer freiwilligen Geste in eine gesetzliche Pflicht ohne klar definierbare Gegenleistungen oder verbesserte Marktzugänge ist aus Sicht der nationalen Interessen nicht tragbar.

Landverkehr

Der vorliegende Entwurf der Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr stösst auf fundamentale Bedenken, die weit über technische Detailfragen hinausgehen. Insbesondere die vorgeschlagenen Änderungen im Eisenbahngesetz (EBG) und im Personenbeförderungsgesetz (PBG) werfen ernste Fragen bezüglich der Zukunft unseres Service public auf. Die Einführung der sogenannten Kabotage durch den neuen Art. 40ater EBG stellt eine erhebliche Bedrohung für den Service public im Schweizer Schienenverkehr dar. Dieses Abkommen erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der ausländische Unternehmen sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die wirtschaftlich unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien allein tragen müssen. Diese Ungleichbehandlung untergräbt die finanzielle Stabilität und somit die Leistungsfähigkeit unseres etablierten Systems. Die SBB als Rückgrat des öffentlichen Verkehrs wird geschwächt, was sich direkt auf die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger auswirken wird. Des Weiteren ist die vom Bundesrat als Absicherung präsentierte "Gemeinsame Erklärung" rechtlich wenig stichhaltig und birgt keine echte Sicherheit. Sie bietet keinen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns zwingen würde, zukünftige, sich wandelnde EU-Regulierungen ohne Mitspracherecht zu implementieren. Die Befürchtung ist gross, dass unser Bahnverkehr zunehmend durch Brüsseler Vorgaben bestimmt wird, anstatt durch die Bedürfnisse der Schweiz. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, insbesondere der neue Art. 32a Abs. 1bis PBG, der die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen vorschreibt, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Vorstellung, dass bewährte Subventionen, die für die Aufrechterhaltung und Erneuerung unseres Rollmaterials sowie für den regionalen und Güterverkehr entscheidend sind, nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist zutiefst besorgniserregend. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur schrittweise abzugeben und sich zukünftigen Regulierungen wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) unterwerfen zu müssen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Diese Entwicklungen sind ein Frontalangriff auf die Souveränität und die bewährte Struktur unseres öffentlichen Verkehrs.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Verbesserung der Lebensmittelsicherheit unter dem Titel "Vom Hof auf den Tisch" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein umfassendes Unterfangen zur schleichenden Übernahme des gesamten EU-Regelwerks. Dies stellt eine erhebliche Bedrohung für die hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut gefährdet, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das angesehene Label

"Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der EU. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Besorgniserregend ist die verankerte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Restaurants, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Objekten ausländischer Behördenkontrollen. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unsere Produzenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdiktat, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust unserer hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die bewährte Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Die heutige, auf demokratischen Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden basierende Praxis der staatlichen Förderungen wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt massiv die föderalistische Autonomie der Kantone, die ihre souveräne Entscheidungsfreiheit über lokale Wirtschaftsförderung und strategisch wichtige Sektoren verlieren. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht und etabliert mit der Beihilfekammer der WEKO eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agieren wird. Diese Institution, deren demokratische Kontrolle ungenügend ist, wird gemäss Art. 3 BHÜG primär die EU-Kompatibilität statt der Schweizer Interessen durchsetzen. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft Eigentümer sind, geraten so unter EU-Kontrolle, was die nationale strategische Autonomie und den Service public gefährdet. Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts der neuen Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt und die Verfahrensautonomie der Kantone nach dem BHÜG weiter beschneidet. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch Art. 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und ermöglicht es der zentralen Behörde,

kantonale Souveränität auszuhebeln. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert. Dies ist eine gefährliche Machtkonzentration, die den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht widerspricht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klarer Verzicht auf nationale Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Schliesslich schwächt der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem er der neuen Behörde ungestörtes Agieren ermöglicht, ohne dass die Konsequenzen für die Bürger vollständig berücksichtigt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Peter Flükiger (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Peter Flükiger · 0792541368 · peter.fluekiger@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Die vorliegende Ausgestaltung birgt die Gefahr einer schleichenden Unterordnung unter europäisches Recht und einer Schwächung der nationalen Entscheidungsfindung, wie sie durch die Bundesverfassung, insbesondere Artikel 164 BV über die Gesetzgebungskompetenz, gewährleistet ist.

Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagene Regelung die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit zur Mitgestaltung vorsieht. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation, da das Schweizer Volk und die Kantone zunehmend rechtlichen Vorgaben unterworfen würden, die sie nicht direkt beeinflussen können. Die Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft, insbesondere auf KMU, könnten gravierend sein. Die erhöhte regulatorische Belastung und die potenzielle Erosion von Wettbewerbsvorteilen sind nicht zu unterschätzen.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, auch in Bereichen, die bisher von der Schweiz eigenständig geregelt wurden, birgt das Risiko von Interessenkonflikten. Die schweizerischen Bedürfnisse und Besonderheiten könnten dabei vernachlässigt werden. Dies steht im Widerspruch zu den in der Bundesverfassung verankerten Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit und der nationalen Identität. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Kohärenz des nationalen Rechtsrahmens könnten durch eine stärkere Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) gefährdet werden. Die im Rahmen des EU-Rechts ergehenden Urteile könnten direkten Einfluss auf die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts nehmen, was einer Aushöhlung der nationalen Rechtsprechung gleichkäme.

Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die angestrebten Vorteile, wie der erleichterte Zugang zu bestimmten EU-Märkten, die potenziellen Nachteile in Bezug auf Souveränität und regulatorische Autonomie tatsächlich aufwiegen. Eine ungenügende Berücksichtigung dieser Aspekte könnte langfristig zu einer Abhängigkeit führen, die der Schweiz nicht dienlich ist. Die vorgeschlagenen Massnahmen müssen einer eingehenden Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen und die verfassungsmässigen Prinzipien gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind in ihrer jetzigen Form nicht tragbar. Eine kritische Würdigung offenbart gravierende Schwachstellen, die das Schweizer Souveränitätsverständnis sowie die rechtsstaatliche Ordnung fundamental gefährden.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Einflussnahme seitens der Schweiz ist alarmierend. Artikel 160 Absatz 3 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass die Schweiz die Grundsätze der direkten Demokratie zu wahren hat. Die automatische Implementierung von EU-Regulierungen, wie sie in den aktuellen Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, untergräbt diesen Grundsatz massiv. Es droht eine schleichende Entmündigung des Schweizer Souveräns, da die Bürgerinnen und Bürger keinen direkten Einfluss mehr auf die Gesetzgebung aus Brüssel nehmen können, die dann jedoch in der Schweiz Gültigkeit erlangen würde.

Die Schaffung eines eigenständigen Streitbeilegungsmechanismus, der über die bestehenden bilateralen Abkommen hinausgeht, ist ebenfalls äusserst problematisch. Das von der EU angestrebte Modell, das die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) vorsieht, widerspricht fundamental dem Artikel 190 BV, welcher die Souveränität der Schweizer Gerichte und die Anwendung des Schweizer Rechts garantiert. Die Akzeptanz einer externen, nicht von Schweizer Gerichten kontrollierten juristischen Instanz hätte zur Folge, dass die Auslegung und Anwendung von Schweizer Recht letztlich durch den EuGH bestimmt würde. Dies wäre eine unannehmbare Verlagerung der Rechtsprechungskompetenz und eine gravierende Aushöhlung der nationalen Rechtsordnung.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des freien Warenverkehrs könnten zu einem unkontrollierten Anstieg der Einwanderung und zu einer Überlastung der schweizerischen Infrastruktur führen. Die potenziellen negativen Folgen für den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind bis dato nicht adäquat adressiert und bedürfen einer eingehenden und kritischen Prüfung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse ein fragwürdiges Konstrukt darstellen, das die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftliche Stabilität gefährdet. Es ist unabdingbar, dass diese Punkte im Sinne der schweizerischen Interessen und unter strikter Wahrung unserer verfassungsmässigen Grundsätze neu verhandelt werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Eine Vertiefung der institutionellen Anbindung an die EU, wie sie in den Zielsetzungen impliziert ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer nationalen Autonomie.

Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrollmechanismen widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Aufgaben der Bundesversammlung regelt, und Artikel 173, der die oberste Leitung der Bundesverwaltung und die Aufsicht über sie durch den Bundesrat festlegt, sind hierbei von zentraler Bedeutung. Diese Artikel garantieren, dass die Gesetzgebung und die Verwaltung in der Schweiz auf der Grundlage nationaler Interessen und demokratischer Prozesse erfolgen. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese grundlegenden Prinzipien aushöhlen und die Schweiz einer Gesetzgebung aussetzen, die primär den Bedürfnissen und Prioritäten der EU-Mitgliedstaaten dient.

Die Rede von "stabilisierten Beziehungen" scheint in diesem Kontext eher einen Euphemismus für eine zunehmende Abhängigkeit zu darstellen. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren,

eigenständige und auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen. Dies betrifft nicht nur die Gesetzgebung, sondern auch die Flexibilität in der Aussen- und Sicherheitspolitik.

Des Weiteren ist die Frage der wirtschaftlichen Auswirkungen unklar. Eine stärkere Angleichung an die EU könnte zu neuen regulatorischen Belastungen und Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, insbesondere in Sektoren, in denen die Schweiz bisher erfolgreich eigene Standards entwickelt hat. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Annäherung einer sorgfältigen und kritischen Folgenabschätzung unterzogen wird, die auch potenzielle negative Auswirkungen auf unsere Wirtschaft und Gesellschaft berücksichtigt.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung die "Rechtssicherheit" für Unternehmen erhöhe, ist fragwürdig. Wahre Rechtssicherheit entsteht durch transparente und nachvollziehbare nationale Gesetzgebung, nicht durch die Übernahme externer Regelwerke, deren Auslegung und Anwendung durch europäische Gerichte erfolgen könnte, was wiederum die Souveränität beeinträchtigen würde. Artikel 191 der Bundesverfassung, der die Grundlage des Schweizer Rechts festlegt, sollte nicht leichtfertig ausgehöhlt werden.

Wir müssen die Risiken einer übermässigen EU-Bindung ernst nehmen und auf einer Politik beharren, die die Schweizer Souveränität und die Interessen unserer Bevölkerung uneingeschränkt wahrt. Eine reine Übernahme von EU-Vorgaben unter dem Deckmantel der "Stabilisierung" ist keine nachhaltige und im Interesse der Schweiz liegende Strategie.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union müssen tiefgreifende Bedenken geäussert werden. Die Vorlage der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) und insbesondere der Artikel, die souveräne Hoheitsrechte schützen, wird durch die angestrebte Übernahme von EU-Recht in nationales Recht de facto untergraben. Das Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist, steht unter erheblichem Druck. Die Einführung von EU-Regularien ohne direkten demokratischen Prozess in der Schweiz, wie er für nationale Gesetze vorgesehen ist, widerspricht dem Geist des Volkswillens.

Insbesondere die Möglichkeit der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht wirft gravierende Fragen bezüglich der Gewaltenteilung auf. Gemäss Artikel 164 Absatz 2 BV obliegt die oberste Leitung der Bundesverwaltung dem Bundesrat. Die Übernahme von EU-Recht könnte jedoch zu einer Verlagerung von Entscheidungskompetenzen in die Exekutive führen, die nicht in der Verfassung vorgesehen ist. Dies widerspricht dem Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltentrennung, welche die Judikative und Legislative von der Exekutive trennt und ihre Funktionen klar definiert. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie sie im Artikel 190 Absatz 1 BV dargelegt ist, könnte durch die automatische Anwendung von EU-Recht, das von Schweizer Gerichten nicht im gleichen Masse hinterfragt oder revidiert werden kann wie nationale Gesetze, beeinträchtigt werden.

Des Weiteren ist die Finanzierung der Umsetzung und die daraus resultierenden Auswirkungen auf den Schweizer Haushalt unzureichend beleuchtet. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen bedingt oft erhebliche Anpassungen in der nationalen Gesetzgebung und Verwaltung, was zu nicht kalkulierbaren Kosten führt. Der Artikel 30 BV zur wirtschaftlichen Freiheit könnte durch übermässige regulatorische Lasten aus Brüssel empfindlich getroffen werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine erhebliche Gefahr für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die rechtsstaatlichen Prinzipien darstellen. Es müssen klare rote Linien gezogen werden, um die Kerninteressen der Schweiz zu wahren und eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht zu verhindern. Die vorgesehene Umsetzung birgt erhebliche Risiken, die nicht bagatellisiert werden dürfen.

Strom

Die vorgeschlagene institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Aufnahme in ACER und ENTSO-E, stellt eine gravierende Aufgabe der Energiesouveränität dar. Die Schweiz würde faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz würden damit nach Brüssel verlagert, was die nationale Entscheidungsfreiheit fundamental untergräbt.

Die Rolle der ElCom wird durch diese Massnahmen von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet die Übernahme undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert.

Die EU-Beihilfenregeln bedrohen existenziell das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, ein wichtiger Bestandteil der lokalen Energieproduktion, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird durch die vollständige Marktliberalisierung dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Ernstfall die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU übernehmen diese eindeutige Verpflichtung. Dies birgt unkalkulierbare Risiken.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) wird unweigerlich zu volatileren und damit höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, müssen durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz schafft eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt mit verschärftem Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) unsere föderalen Strukturen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau, was uns abhängiger von ausländischen Strommärkten macht.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur unfreiwilligen Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, welche unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einschränkt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und finanzielle Tragfähigkeit unseres Service public. Die Zulassung der Kabotage gemäss Artikel 40ater EBG stellt einen direkten Angriff auf die SBB und andere schweizerische Transportunternehmen dar, die sich der Gewährleistung einer flächendeckenden Grundversorgung verschrieben haben. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativen Hauptstrecken zu konzentrieren und somit eine selektive

"Rosinenpickerei" zu betreiben. Dies untergräbt die Finanzierungsbasis derer, die auch für unrentable, aber für die Bevölkerung essenzielle Nebenlinien verantwortlich sind.

Des Weiteren sehen wir die Gefahr, dass etablierte und bewährte Subventionierungsmechanismen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unter das EU-Beihilferecht fallen und als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde nicht nur die Qualität des Angebots mindern, sondern auch den Umfang des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung empfindlich einschränken. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Schutzmechanismus angeführt wird, ist unserer Ansicht nach rechtlich nicht bindend und bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Rechtsänderungen. Dies offenbart eine gravierende Schwächung der nationalen Souveränität in diesem strategisch wichtigen Sektor.

Die Vorgabe, bei Ausschreibungen im Personenverkehr gemäss Artikel 32a Absatz 1bis PBG EU-konforme Kriterien zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen zur Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein. Anstatt die besten und für die Schweiz günstigsten Lösungen zu verfolgen, wird die Vergabe an die Erfüllung von EU-Vorgaben geknüpft, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, insbesondere durch die drohende Übernahme von Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen und schwächt unsere nationale Entscheidungsfindung. Wir lehnen diese Entwicklungen strikt ab, da sie die Grundpfeiler unseres Service public und unsere Souveränität gefährden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung betrifft weitreichende Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, die zu erheblichen Bedenken Anlass geben. Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie sich in den vorgeschlagenen Gesetzesänderungen manifestiert, steht in klarem Widerspruch zum Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die geplante Verkürzung der Frist für ein Daueraufenthaltsrecht auf fünf Jahre, die praktisch unentziehbar wird und selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat, stellt eine erhebliche Gefährdung der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke dar. Diese Entwicklung öffnet die Tür für eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme.

Die Ausweitung des Familiennachzugs über das Mass hinaus, das für ein Nicht-EU-Land vertretbar wäre, indem neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachgezogen werden können, wird zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen, deren Last primär die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Die im Vertragspaket verankerte „Schutzklausel“ entpuppt sich als reines Feigenblatt, da die Hürden für ihre Anwendung derart hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis praktisch ungenutzt bleiben wird. Vielmehr ist bei einer potenziellen Anwendung mit diplomatischem Druck und drohenden Strafmassnahmen seitens der EU zu rechnen, was ihre Natur als reine Erpressungsklausel unterstreicht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist lediglich ein Placebo, das keine wirkliche Steuerung ermöglicht und durch die Beschränkung auf politisches Ermessen und das Verbot wirksamer, einseitiger Kontingente zahnlos bleibt.

Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die

Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden müssen. Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGVB) durch die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassungen im AIG, die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, sind eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die „Wiedereingliederungsstrategie“ im AVG (Art. 24a) ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Die Anbindung der zweiten Säule an die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beispiele für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und Eingriffe in Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Diese Unterwerfung unter das EU-Recht zieht sich bis ins Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) durch. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Patientensicherheit und die Berufsstandards im Gesundheitswesen gefährdet und die nationale Kontrollhoheit aufgibt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen im Rahmen der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung von regionalem Gleichgewicht, strategisch wichtigen Sektoren wie dem öffentlichen Verkehr und lokalen KMU eingesetzt wurden, soll einem starren, von Brüssel diktierten Kontrollregime unterworfen werden.

Die Schaffung eines Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) führen zur Errichtung einer zentralen "Superbehörde", der Beihilfekammer der WEKO. Diese Instanz agiert primär als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide werden sich an der Kompatibilität mit dem EU-Recht orientieren, nicht an den spezifischen Bedürfnissen und Interessen der Schweiz. Dies schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Insbesondere die Kantone verlieren mit dem BHÜG und den Anpassungen im BGG ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch legitimierten Förderungsentscheide werden künftig einer abstrakten Normenkontrolle durch die neue Beihilfekammer und letztlich das Bundesgericht unterworfen sein (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der souveränen Kantone zu blossen Bittstellern, denen kein formelles rechtliches Gehör gewährt wird, wenn ihre Entscheide geprüft werden. Ebenso stossend ist die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c VGG, welche die Zentralisierung der Rechtskontrolle zementieren und die kantonalen Instanzen weiter schwächen.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle birgt erhebliche Risiken für unsere strategische Autonomie und den Service public. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dies ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für eine mangelnde Transparenz und eine Schwächung des Konsumentenschutzes. Die Schaffung dieses neuen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit

entfernten Machtzentrums widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Überführung der Kohäsionszahlungen von freiwilligen, vom Parlament zu kontrollierenden Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist aus fundamentalen rechtsstaatlichen und demokratischen Gründen entschieden abzulehnen. Diese Massnahme würde die Schweiz einem wichtigen politischen Druckmittel berauben und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen an die Europäische Union aufheben. Die Bezeichnung als Kohäsionsbeitrag verschleiert den Charakter einer faktisch aufgedrängten Zwangsabgabe.

Der im Rahmen dieser Vereinbarung initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockvogelangebot zu betrachten. Der im Vertrag verankerte und als „rechtsverbindlicher Mechanismus“ titulierte Prozess zur Neuberechnung wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu akzeptieren, was dem Prinzip der Souveränität fundamental widerspricht.

Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne im Gegenzug eine formelle Stimme innerhalb der EU zu erhalten oder eine klare Garantie für einen verbesserten Marktzugang zu bekommen. Es wird vielmehr eine institutionelle Anbindung geschaffen, die primär auf Kosten der nationalen Souveränität geht und nur vage oder keine greifbaren Vorteile für die Schweizer Wirtschaft oder Bevölkerung mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale gesetzgeberische Instrument zur Zementierung dieser Zahlungsverpflichtung. Dieses Gesetz würde die bisherigen, vom Parlament zu entscheidenden freiwilligen Beiträge in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandeln und die souveräne Entscheidungsgewalt des Parlaments über jeden einzelnen Beitrag unwiederbringlich aushebeln. Gemäss Art. 1 KoBG würde ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments und damit die Entscheidungsgewalt über die Verwendung schweizerischer Steuergelder untergräbt. Anstelle einer autonomen Entscheidung über die Mittelverwendung tritt lediglich die faktische Vollziehung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als regulären und dauerhaften Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Förderung der Schweizerischen Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und als missbräuchliche Instrumentalisierung zu werten. Der anerkannte 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier vorgeschoben, um politisch heikle und nachweislich umstrittene finanzielle Zugeständnisse an die EU gesetzlich zu legitimieren, anstatt auf einer transparenten und ausgewogenen Grundlage zu verhandeln.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine beispiellose Unterwerfung unter ausländisches Recht dar und gefährdet die Grundfesten unserer Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft. Es ist keineswegs eine reine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer hohen Produktionsstandards, die Gefährdung bäuerlicher Familienbetriebe und eine massive Einschränkung der Wahlfreiheit unserer Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein anerkanntes Markenzeichen, ist fundamental in Gefahr.

Durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die nicht dem Schweizer Anspruch genügen, wird unweigerlich ein Qualitätsverlust eintreten. Das renommierte Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und nivelliert unsere Errungenschaften.

Besonders kritisch ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit manövriert.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Eigenständigkeit und die nationale Kontrolle untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören und eine erstickende Bürokratie schaffen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf unsere Qualität und Vielfalt dar.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind bedenkliche Anpassungen vorgesehen (Art. 15a, 21). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust und einen ethischen Rückschritt bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch wir die Fähigkeit verlieren, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und ist fahrlässig.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung eine gefährliche Unterwanderung unserer Souveränität, unserer hohen Standards und unserer demokratischen Prozesse darstellt. Es ist eine riskante Reise in eine ungewisse Zukunft, deren Konsequenzen für die Schweiz verheerend sein könnten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht des Schweizer Arbeitsmarktes höchst problematisch. Die als «Schutzmassnahmen» deklarierten Regelungen erscheinen in ihrer Gesamtheit als unzureichend und haben primär kosmetischen Charakter. Sie sind nicht geeignet, den massiven Lohndruck zu kompensieren, der durch die ausufernde Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und

wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Vorschriften sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt insbesondere ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden zudem geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und stellen eine Gefahr für den Schweizer Sozialstaat und seine Arbeitnehmerschaft dar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Gmünder, Béatrice (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: B. Gmünder · beatrice.gmuender@proton.me

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein, auf keinen Fall. Im Gegenteil: Alles abbrechen und rückgängig machen – auch die dadurch neu entstandenen, manipulierten Verträge und Gesetze. Durch diesen hinterrücks, heimlich und scheibchenweisen-EU-Beitritt namens «Bilaterale» sind wir jetzt schon de facto drin. Die EU ist an ihrem Ende angelangt und will jetzt schnellstmöglich noch einen Nettozahler, nämlich die Schweiz, einfangen. In der Hoffnung, dass sie noch überlebt. Wird sie nicht. Und wir würden mit der EU auf dem Komposthaufen der Geschichte landen. Das war’s dann!

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die präsentierten Verhandlungsergebnisse bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung, da sie erhebliche Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit schweizerischen Kerninteressen aufwerfen. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten birgt Gefahren für die Souveränität.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Völlig inakzeptabel

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Ein offensichtlich korrumpierter und gegen die Schweiz agierender BR Cassis ist gänzlich ungeeignet. Er ist noch nicht einmal gebürtiger Schweizer!

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Schweiz. Wir werden nichts mehr zu sagen haben, auch diesbezüglich

Staatliche Beihilfen

inakzeptabel. Zahlen müssen nie, die das Desaster anrichten, sondern wir, die Bürger!

Lebensmittelsicherheit

Unsere Schweizer Landwirtschaft wird schon seit Jahrzehnten systematisch zerstört. Bauern haben vor lauter EU-Vorgaben schon längst viel zu viel Bürokram zu erledigen, statt sich um ihre Kernkompetenz – der Lebensmittelproduktion – zu widmen. Und zwar gesunde Lebensmittel und nicht glyphpsatvergiftet, düngemittelverseucht usw.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Auch das inakzeptabel. Wollen wir eine 11-Millionen-Schweiz, die mit immer mehr Umvolkungsmassnahmen verwirklicht werden soll? Nein!

Finanzieller Beitrag

Souveränität auf dem EU-Willkür-Bürokraten-Altar opfern? Nein! Die EU-Bürokraten sind keine gewählten Behörden, Ländervertretungen oder ähnlich. Sie sind ein Zusammenschluss von einem Haufen UNGEWÄHLTER Bürokraten und Verwalter von Eigentum, das ihnen gar nicht gehört.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Wir wären der EU-Willkür vollends ausgeliefert. Haben unsere Vorfahren dafür gekämpft, dass unsere Kinder und Enkelkinder bald in einem EU-Monster-Gefängnis eingesperrt sind? Nein. Wollen wir schon sehr bald Zustände, wie wir sie in Deutschland jetzt überdeutlich sehen? Tägliche Messerattacken durch illegale Massenmigration? Nein. Die humanitäre Idee ist etwas ganz anderes, als diese kriminelle Massenmigration. Die ist eine Waffe! Eine Flüchtllingswaffe nämlich.

Strom

Auf gar keinen Fall. Wollen wir mit Windturbinen unser Land auch noch zerstören und der Wirtschaft mit Wackelstrom die Existenz rauben? Nein, und nochmals nein!

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Harald Häuschen (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Harald Häuschen · info@haeuschen.me

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung von EU-Rechtspunkten gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Rechtssetzungsprozesses. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Anpassungen im Einklang mit den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und dem Primat des nationalen Rechts stehen.

Besonders kritisch zu hinterfragen ist die Delegation von Gesetzgebungsbefugnissen, die implizit in der Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen liegt. Dies tangiert die im Bundesverfassungsgesetz (BVG) verankerte Gewaltentrennung und die Zuständigkeiten des Parlaments. Artikel 160 Absatz 2 BVG schreibt vor, dass die Bundesversammlung über alle Bundesgesetze zu befinden hat. Eine generische Übernahme von EU-Rechtspunkten, ohne detaillierte Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse, könnte dieses Prinzip aushöhlen.

Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zur reinen Vollzugsbehörde von EU-Regulierungen wird, ohne die Möglichkeit, eigene Interessen und Bedürfnisse angemessen zu berücksichtigen. Die im Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) verankerten Grundrechte und die rechtsstaatlichen Garantien könnten untergraben werden, wenn die Übernahme von EU-Recht pauschal erfolgt und nicht im Lichte unserer Verfassung steht. Artikel 6 BV beispielsweise garantiert die Rechtsgleichheit. Eine diskriminierungsfreie Anwendung des Rechts ist nur gewährleistet, wenn dieses an unsere spezifischen Gegebenheiten angepasst ist.

Die Notwendigkeit einer fortlaufenden Anpassung des schweizerischen Rechts an EU-Vorschriften, die in der Regel ohne direkte Beteiligung der schweizerischen Bevölkerung oder des Parlaments an ihrer Entstehung erfolgen, ist ein gravierender Eingriff in die demokratische Selbstbestimmung. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) zur Freiheit der Willensbildung und zur Vertragfreiheit könnte indirekt betroffen sein, wenn Marktregulierungen aus Brüssel die Innovationskraft und die Flexibilität unserer Wirtschaft übermässig einschränken.

Zudem ist die Transparenz des Verfahrens sowie die Möglichkeit zur wirksamen Rückbindung an die Bevölkerung und die Kantone fragwürdig. Die Komplexität der Materie und die Geschwindigkeit, mit der diese Entwicklungen voranschreiten, lassen wenig Raum für eine fundierte öffentliche Debatte und eine demokratische Legitimation der daraus resultierenden rechtlichen Änderungen. Es muss sichergestellt werden, dass die Souveränität der Schweiz gewahrt bleibt und die Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger an erster Stelle stehen. Die vorgelegten Vorschläge lassen hier erhebliche Zweifel aufkommen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentalen Eingriff in die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung dar und untergräbt unsere Souveränität und föderalistischen Strukturen in beunruhigender Weise. Die bewährte Praxis, staatliche Subventionen als legitime politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden zu handhaben, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet, dass demokratisch legitimierte Förderungen für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden dabei massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue „Superbehörde“ geschaffen, die als „verlängerter Arm der EU“ agiert. Diese neue Beihilfekammer der WEKO wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, während die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ungenügend bleibt.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. b bis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern, die kein formelles rechtliches Gehör haben.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. b bis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG).

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht wird. Die Schweiz unterwirft sich somit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und wird zu einem reinen Regel-Empfänger, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom führen zu einer tiefgreifenden und besorgniserregenden Aufgabe unserer Energiesouveränität. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem reinen Kostenfaktor ohne Mitspracherecht degradiert. Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die Unabhängigkeit unserer Energiepolitik fundamental untergräbt. Die eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wandelt sich von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, da die ElCom undemokratisch legitimierte Vorgaben aus Brüssel umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell unter Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, das insbesondere den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Auswirkungen auf betroffene Kantone und Gemeinden. Die

föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit übernimmt. Dies ist ein gefährliches Spiel, das die Zuverlässigkeit unserer Stromversorgung aufs Spiel setzt. Die Marktliberalisierung wird zu volatileren und damit höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale, erneuerbare Energieproduktion dar. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was die wirtschaftliche Grundlage lokaler Akteure wie Gemeindewerke oder Landwirte schwächt. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt stattdessen grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen und der bewährten Zusammenarbeit von Bund und Kantonen führen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzinfrastruktur unnötigerweise den Regeln der EU.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine tiefgreifende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Gefährdung unserer inneren Sicherheit sowie unserer Sozialwerke dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht diametral dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und entzieht uns die Möglichkeit, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“, schafft ein Klientel, das selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug nicht mehr ausgewiesen werden kann. Dies untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Gleichzeitig wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch die Anbindung an die Unionsbürgerrichtlinie und die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementiert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, was die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unverhältnismässig erhöht.

Der ausufernde Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis nicht greifen wird, während drohende EU-Strafmassnahmen jede wirksame nationale Steuerung unterbinden. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) mit drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der

massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Auch die Aufnahme unserer zweiten Säule in die EU-Koordinationsregeln des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) untergräbt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) greift zudem in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diverse Gesetze wie das Bundesgesetz über die immatrikulierten oder die nicht immatrikulierten Berufsbezeichnungen (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis), das Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und das Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was gerade im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt und die nationalen Qualitätsstandards gefährdet. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz zugunsten eines automatisierten EU-Prozesses. Diese Massnahmen gefährden die Standards, die Sicherheit und die finanzielle Zukunft der Schweiz.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Service public und die Souveränität der Schweiz. Insbesondere die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, Art. 40ater) sowie die verpflichtende Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) stellen eine ernsthafte Bedrohung dar. Die Befürchtung ist, dass ausländische Anbieter durch "Rosinenpickerei" gezielt die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dies wird unweigerlich die finanziellen Grundlagen der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, die für die Aufrechterhaltung des flächendeckenden Angebots, einschliesslich der unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien, verantwortlich sind. Die Bewährte Praxis der Subventionierung von Kernbereichen wie dem Güterverkehr, dem Regionalverkehr oder der Erneuerung von Rollmaterial, die als integraler Bestandteil des Schweizer Service public gelten, könnte durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Die von Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist juristisch nicht bindend und bietet keinen wirklichen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Dies bedeutet eine sukzessive Aushöhlung der nationalen Steuerungskompetenz und eine Verlagerung der Entscheidungsbefugnisse an zentrale EU-Stellen. Die Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs durch die Berücksichtigung von EU-konformen Kriterien bei Ausschreibungen birgt das Risiko von suboptimalen und verteuerten Lösungen für die Schweizer Steuerzahler. Die vorgesehene Anpassung stellt somit keine fortschrittliche Entwicklung dar, sondern eine gefährliche Delegation von Souveränität, die die Qualität und Finanzierung unseres öffentlichen Verkehrsbedürfnisses massiv gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern bergen die Gefahr einer Erosion des schweizerischen Lohnniveaus. Die realwirtschaftliche Gefahr einer flächendeckenden Lohnabschwächung, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommenssegmenten, wird durch die vorgeschlagenen Regelungen nicht adäquat adressiert. Statt die bewährten und effektiven Schweizer flankierenden Massnahmen zu stärken, wird eine Angleichung an EU-Standards angestrebt, welche die bestehenden Schutzmechanismen aufweichen. Dies begünstigt namentlich ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Ergänzung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der EU-Konformität und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für hiesige Arbeitskräfte. Die Umstrukturierung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG in den neuen Art. 13a ist eine juristische Neuausrichtung, die die bisherige Systematik verkompliziert und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die angekündigten Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate drohen, durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben zu werden. Dies impliziert eine Reduzierung der Kontrollfrequenz und eine laschere Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Tür für Missbräuche weiter öffnet.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Diese Massnahme schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern mit einem starren, bürokratischen Kündigungsverfahren, was die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) unnötig einschränkt und im Widerspruch zu liberalen Arbeitsmarktprinzipien steht.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen fest in unserer Rechtsordnung verankert und politische Abhängigkeiten von der EU verstärkt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine erhebliche Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide, ohne eine umfassende eigene gerichtliche Prüfung. Dieses Massnahmenpaket birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und das Wohl der schweizerischen Arbeitnehmerschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags, insbesondere im Hinblick auf die sogenannten Kohäsionszahlungen, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung von anfänglich freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Eingriff in die Haushaltsautonomie dar. Gemäss dem neuen, zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) wird diese Verpflichtung in der Bundesgesetzgebung verankert, was die Zahlungen zu einer permanenten und unvermeidlichen Leistung erklärt. Der Artikel 1 des KoBG institutionalisiert damit einen Rechtsanspruch der EU auf Schweizer Steuergelder und schwächt die Budgethoheit des Parlaments erheblich.

Die anfänglich kolportierte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet eher als Lockvogelangebot an, denn als feste Grösse. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung impliziert unweigerlich steigende Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde sich damit in eine Position begeben, in der sie Zahlungen leisten muss, die von der EU diktiert werden, ohne die Möglichkeit, dies kritisch zu hinterfragen oder abzulehnen. Diese Entwicklung positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht und ohne Garantie auf verbesserte Marktbedingungen.

Die formelle Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, verleiht diesen Zahlungsverpflichtungen eine gesetzliche Verankerung. Dies signalisiert, dass diese Beiträge als permanenter Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung betrachtet werden sollen, was einer schleichenden Eingliederung in die EU-Finanzarchitektur gleichkommt.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der angesehene 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU zu legitimieren. Diese Praxis untergräbt die Integrität der Friedensförderung und maskiert die eigentlichen finanziellen und politischen Konsequenzen der vorgeschlagenen Regelung. Insgesamt scheint die vorgesehene finanzielle Regelung die Souveränität der Schweiz erheblich zu beschneiden und birgt das Risiko unkontrollierbarer finanzieller Belastungen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel, stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar und birgt erhebliche Gefahren für unsere nationalen Standards und unsere Souveränität. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Erfolgs und unserer Identität, steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorangetrieben wird, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das Label 'Made in Switzerland' entwerten.

Besonders alarmierend ist die beispiellose Welle der Bürokratie, die über unsere Produzenten hereinbrechen wird. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was viele Existenzen bedroht und lokale Traditionen zerstört. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht dar, welche die parlamentarische Kontrolle umgeht und die Umsetzung von EU-Recht ohne detaillierte Debatte ermöglicht.

Des Weiteren höhlt die vorgeschlagene Regelung unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch aus. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards und nimmt uns die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Der Einfluss der EU reicht bis in unsere Betriebe, indem EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Regeln basiert, ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Zusammenfassend stellt die Totalrevision des LMG einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Regeln basiert, ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Angesichts dieser gravierenden Eingriffe in unsere Souveränität, unsere Standards und unsere Wirtschaft ist eine kritische Prüfung und Ablehnung des vorliegenden Vorschlags dringend geboten.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und offenbaren erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist besorgniserregend, dass der Bundesrat offensichtlich bereit ist, die

schweizerische Rechtsordnung durch die Übernahme von EU-Recht in einem Masse zu kompromittieren, das die Grundsätze der direkten Demokratie und des Föderalismus fundamental untergräbt.

Insbesondere die angedachte Übernahme von über 300 EU-Verordnungen und Richtlinien, wie sie beispielsweise im Bereich des grenzüberschreitenden Dienstleistungsverkehrs zu erwarten wäre, steht im Widerspruch zur Bundesverfassung. Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung verlangt, dass die Ausführungsgesetzgebung des Bundes die Grundzüge der Gesetzgebung zu wahren hat. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne eine sorgfältige Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse und Werte, droht gerade diese Grundzüge aufzugeben. Die Rechtsprechung des Bundesgerichts hat wiederholt die Bedeutung der Wahrung der verfassungsmässigen Identität der Schweiz betont, was hier in Frage gestellt wird.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung schweizerischen Rechts durch unsere Gerichte gravierend. Die vorgeschlagene Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als verbindliche Instanz zur Auslegung von EU-Recht, selbst wenn es in das schweizerische Recht transformiert wird, würde die Souveränität unserer Gerichte empfindlich stören. Das Recht auf ein unabhängiges Gericht, verankert in Artikel 30 der Bundesverfassung, könnte durch die obligatorische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH de facto ausgehöhlt werden. Unsere Gerichte müssten primär die Auslegung des EuGH berücksichtigen, anstatt die eigenen Gesetze und die Verfassung als oberste Massstäbe anzuwenden.

Auch die befürchtete automatische Übernahme zukünftiger EU-Rechtsentwicklungen (dynamische Rechtsübernahme) birgt erhebliche Gefahren. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz gezwungen wäre, sich permanent an die sich wandelnde Rechtslandschaft der EU anzupassen, ohne die Möglichkeit, diese Entwicklungen demokratisch zu beeinflussen oder kritisch zu prüfen. Solch eine ständige Anpassung ohne eigene Gestaltungsspielräume verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität, das im Artikel 1 der Bundesverfassung festgeschrieben ist. Die schweizerische Bevölkerung würde faktisch der Gesetzgebung eines fremden Organs unterstellt, ohne die Möglichkeit, über ihre Vertretung in den entsprechenden EU-Institutionen Einfluss zu nehmen.

Die vorgelegten Ergebnisse scheinen daher weniger auf eine Stärkung der schweizerischen Position als vielmehr auf eine schleichende Unterstellung unter die europäische Rechtsordnung hinauszulaufen, was die schweizerische Demokratie und Rechtsstaatlichkeit massiv gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus unserer Sicht äusserst problematisch und bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und die mögliche Aushöhlung unserer direktdemokratischen Instrumente werfen ernsthafte Fragen auf.

Es besteht die Gefahr, dass wir durch eine zu enge Anbindung an die EU zu einem reinen EU-Mitläufer degradiert werden, der die Vorteile der Unabhängigkeit verliert, ohne die vollen Vorteile einer Mitgliedschaft zu geniessen. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung, die auf der Eigenständigkeit und der direkten Mitbestimmung des Volkes beruht. Insbesondere Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Würde und die Freiheiten des Menschen sowie die innere und äussere Sicherheit als Hauptziele des Bundes nennt, könnte durch die vorgeschlagenen Anpassungen erheblich beeinträchtigt werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in einigen Szenarien angedacht ist, würde uns zwingen, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk diese direkt hätten beeinflussen oder verabschieden können. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, das in der Schweizer Rechtsordnung tief verankert ist.

Die Ausweitung des Geltungsbereichs der bilateralen Verträge und die damit verbundene Übernahme von EU-Recht verstossen potenziell gegen die Bestimmungen des Völkerrechtssubjektivitätsprinzips und des Kompetenzverteilungsprinzips gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung. Die Übernahme von EU-Recht ohne eigene Gestaltungsspielräume untergräbt die Fähigkeit des Schweizerischen Gesetzgebers, im Einklang mit den Bedürfnissen und Werten der schweizerischen Bevölkerung zu handeln. Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Rolle des Parlaments bei der Gesetzgebung und der Überwachung der Regierung festlegt, würde durch eine solche Automatisierung faktisch entwertet. Das Volk, dessen Wille durch die direkte Demokratie repräsentiert wird, könnte durch die Übernahme von EU-Recht um seine Mitsprache gebracht werden. Wir sehen hier eine klare Gefahr für das Selbstbestimmungsrecht der Schweiz, wie es auch im Rahmen des Völkerrechts von anderen souveränen Staaten gehandhabt wird. Die vorgeschlagenen Änderungen könnten dazu führen, dass die Schweiz faktisch in die EU integriert wird, ohne dass die formellen Kriterien für eine Mitgliedschaft erfüllt oder die damit verbundenen Vor- und Nachteile transparent und demokratisch diskutiert worden sind. Die Beibehaltung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien muss höchste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es scheint, dass die aktuelle Ausgestaltung des Pakets die Souveränität und die schweizerischen Interessen nicht ausreichend schützt und stattdessen eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht impliziert.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise, wie sie in diesem Paket vorgesehen ist, stellt eine massive Aushöhlung der direkten Demokratie dar. Das schweizerische Volk würde de facto die Möglichkeit verlieren, über die Annahme oder Ablehnung von Rechtsakten zu entscheiden, die unser Land direkt betreffen. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung, die die Volkssouveränität als oberstes Prinzip festschreibt. Das Prinzip der Volksgesetzgebung gemäss Artikel 34 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) wird hierdurch massiv beeinträchtigt.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Zustimmung zur Zuständigkeit des EuGH, auch wenn sie in gewissem Umfang eingeschränkt zu sein scheint, öffnet Tür und Tor für eine zunehmende Einflussnahme auf die schweizerische Rechtsordnung. Die Gefahr, dass Urteile des EuGH die Anwendung des schweizerischen Rechts verändern oder gar übertrumpfen, ist real und unannehmbar. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit und die Rechtsstaatlichkeit betont, wird durch die Akzeptanz einer externen Gerichtsbarkeit, deren Primärinteresse dem Wohl der EU gilt, untergraben.

Die behaupteten Vorteile für den Marktzugang erscheinen im Lichte dieser Nachteile zweifelhaft. Ein Marktzugang, der mit dem Verlust wesentlicher Elemente unserer direkten Demokratie und unserer richterlichen Autonomie erkauft werden muss, ist kein Gewinn, sondern ein Verlust. Es drängt sich die Frage auf, ob die schweizerische Politik sich in einer Position der Schwäche befindet, die sie dazu zwingt, solche Kompromisse einzugehen.

Die Fortführung des bilateralen Weges in dieser Form birgt die Gefahr, dass die Schweiz schrittweise in die EU integriert wird, ohne dass dies dem schweizerischen Volk je explizit zur Abstimmung vorgelegt wurde. Dies ist eine unredliche Entwicklung, die der Transparenz und dem demokratischen Anspruch unseres Landes widerspricht. Eine ernsthafte und kritische Überprüfung der Konsequenzen dieses Pakets ist unerlässlich, bevor dessen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die direkten Volksrechte unwiederbringlich werden. Es müssen Alternativen geprüft werden, die die schweizerischen Interessen wahren und die Grundsätze unserer Verfassung nicht aufweichen.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Thomas Henner <thomas.henner59@gmail.com>
Sent: Donnerstag, 9. Oktober 2025 11:49
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.docx

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Schauen Sie sich die EU und ihre Probleme bitte genauer an, bevor Sie über eine Annäherung an die EU nachdenken:

- es herrscht sehr viel Uneinigkeit in der EU bezüglich Rechtsstaatlichkeit der einzelnen Staaten - wer nicht gehorcht, dem werden EU-Gelder gestrichen. So was nennt man bei uns Erpressung!
- die EU finanziert weiterhin einen Krieg in der Ukraine. Will die Schweiz Mittäter werden? Offenbar vergessen (oder wollen nicht wahrhaben) viele Politiker auch in der Schweiz, wie es überhaupt zu diesem Konflikt gekommen ist und wer die wahren Schuldigen sind an diesem menschlichen Drama.
  Dr. Daniele Ganser könnte zu diesem Thema auch Nachhilfeunterricht geben.
- Die Schweiz wird von der EU nicht profitieren, im Gegenteil; die Schweiz ist die willkommene Kuh, die man noch melken kann.
- Wollen Sie in der Schweiz auch eine MwSt von 20% einführen, um all die Forderungen der EU zu erfüllen, wenn Sie jetzt schon jammern, dass eine 13. Rente zu massiven Mehrkosten führen wird?
- Wollen Sie die Schweiz einer Frau von der Leyen unterwerfen, welche sich einen Deut um Regeln kümmert und selbstherrlich per SMS Milliarden EU Gelder verschleudert?
- Wollen Sie noch mehr "Flüchtlingen" in der Schweiz haben, welche sich nicht integrieren wollen und nur die hohle Hand machen und Forderungen stellen? (she Bürgergeld in Deutschland, Forderungen nach Einführung der Sharia)
-

Freundliche Grüsse,
Thomas Henner

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Henner (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Thomas Henner · +33 3 81 56 82 62 · thomas.henner59@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und wirft ernste verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Fragen auf. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in einer scheinbar partnerschaftlichen Form, droht die Autonomie der Schweiz zu untergraben und die Schweiz an dynamische Entwicklungen zu binden, die sie nicht mitgestalten kann. Besondere Besorgnis erregt die mögliche Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeit. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Aufgaben der Bundesversammlung umfasst, legt fest, dass diese unter anderem die Gesetzgebung erlässt. Die faktische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die sich dynamisch weiterentwickeln, würde diesen Prozess aushöhlen und die legislative Souveränität des Parlaments empfindlich stören. Die Schweiz würde gezwungen, sich an Rechtsetzungsakte anzupassen, die in Brüssel geschaffen werden und deren Zustandekommen die Schweiz nur marginal beeinflussen kann. Des Weiteren ist die Frage der institutionellen Übernahme von EU-Mechanismen kritisch zu beleuchten. Die Möglichkeit, dass ein Gericht der Europäischen Union oder ein anderes EU-Organ eine bindende Entscheidung über die Anwendung oder Auslegung von schweizerischem Recht treffen könnte, widerspricht fundamental dem Prinzip der staatlichen Unabhängigkeit, welches im Schweizer Recht tief verwurzelt ist. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert, würde durch eine solche Regelung de facto ausgehöhlt. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, ihre eigenen Rechtsfragen unabhängig zu entscheiden. Die behauptete Flexibilität und die Möglichkeit, eigene Akzente zu setzen, erscheinen angesichts der bestehenden Machtverhältnisse und der Rechtsnatur von EU-Abkommen als illusorisch. Die Erfahrung zeigt, dass die EU selten bereit ist, signifikante Ausnahmen oder Abweichungen von ihren Grundprinzipien zuzulassen. Eine solche Annäherung birgt die Gefahr, dass die Schweiz schrittweise in die Rechtsordnung der EU integriert wird, ohne dies in einem klar definierten und vom Volk genehmigten Rahmen zu tun. Dies stellt eine Gefahr für die direkte Demokratie und die Volkssouveränität dar, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Die potenzielle Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, auch wenn sie zunächst nur indirekt wirkt, könnte langfristig die direkte Einflussnahme der schweizerischen Bevölkerung auf ihre Gesetzgebung stark einschränken. Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen muss daher unter strengster Berücksichtigung dieser verfassungsrechtlichen und souveränitätsbezogenen Implikationen geprüft werden, wobei der Schutz der schweizerischen Unabhängigkeit oberste Priorität haben muss.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wird mit erheblicher Skepsis zur Kenntnis genommen. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer verfassungsmässigen Ordnung auf, wie sie insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 20. Dezember 1968 über die Gesetzgebung der Bundesversammlung (BGG) verankert ist. Es bestehen ernsthafte Bedenken, dass die angestrebte institutionelle Verankerung durch die Übernahme von EU-Recht zu einer schleichenden Erosion der direkten Demokratie und der demokratischen Legitimation führen könnte. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie durch die vorgeschlagene Überwachungsfunktion der EU durch den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) impliziert wird, steht im Widerspruch zum Grundsatz der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie er durch die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone, geschützt wird. Die potenzielle Abhängigkeit von EuGH-Urteilen, die nicht an die spezifischen Gegebenheiten und die Rechtskultur der Schweiz angepasst sind, birgt das Risiko, dass Schweizer Recht von

ausländischen Richtern bestimmt wird. Dies widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, welche die Gesetzgebungskompetenz klar dem Schweizer Parlament und dem Volk vorbehält. Artikel 2 des BGG unterstreicht die Eigenständigkeit des Schweizer Gesetzgebers, welche durch die vorgeschlagene Regelung gefährdet sein könnte. Darüber hinaus ist die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme von EU-Recht und der Beteiligung an EU-Programmen verbunden ist, noch nicht abschliessend geklärt und birgt das Risiko unkalkulierbarer Kosten für die Schweizer Steuerzahler. Die Transparenz und die demokratische Kontrolle über diese finanziellen Verpflichtungen sind unzureichend gewährleistet. Es muss eindringlich darauf hingewiesen werden, dass eine übermässige Angleichung an EU-Recht die Fähigkeit der Schweiz einschränken würde, eigene, auf ihre Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln und umzusetzen. Die Flexibilität, die bisher ein Eckpfeiler des Erfolgs der Schweiz war, könnte verloren gehen. Die Freiheit, eigene Gesetze zu gestalten und die Interessen der eigenen Bevölkerung zu verteidigen, ist ein hohes Gut, das nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden darf. Eine Überprüfung der wirtschaftlichen und politischen Auswirkungen im Lichte der nationalen Interessen, unter Berücksichtigung des Prinzips der Nichtdiskriminierung und des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit, wie sie beispielsweise auch im Rahmen des WTO-Rechts relevant sind, ist unerlässlich, bevor enige Verpflichtungen eingegangen werden, die unsere rechtliche und politische Autonomie beeinträchtigen könnten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung neuer Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer Mitsprache durch das schweizerische Parlament und Volk widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie und des Föderalismus. Die Erfahrung hat gezeigt, dass die schrittweise Übernahme von EU-Recht, oft als "Blossoming" bezeichnet, zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führt. Artikel 7 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Berücksichtigung von kantonalen Interessen bei der Gesetzgebung, ein Prinzip, das durch die automatische Übernahme von EU-Recht untergraben wird, da die Kantone keinen Einfluss auf die Entstehung dieser Bestimmungen haben. Des Weiteren ist die Unklarheit bezüglich der institutionellen Ausgestaltung und der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Befürchtung, dass der EuGH indirekt oder direkt über die Auslegung des relevanten EU-Rechts auf das schweizerische Rechtssystem Einfluss nehmen könnte, ist berechtigt. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), welches die ausschliessliche Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte zur Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts vorsieht. Eine solche Abhängigkeit würde die Rechtsicherheit und Vorhersehbarkeit für schweizerische Unternehmen und Bürger erheblich beeinträchtigen. Die Argumentation, dass die Übernahme von EU-Recht zur Wahrung der bilateralen Abkommen unerlässlich sei, überzeugt nicht restlos. Es muss hinterfragt werden, ob die Nachteile, insbesondere der Verlust an Autonomie und rechtsstaatlicher Kontrolle, nicht die potenziellen Vorteile überwiegen. Die Schweiz hat in der Vergangenheit erfolgreich eigenständige Lösungen entwickelt, die ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten Rechnung tragen. Es ist fraglich, ob eine unreflektierte Übernahme europäischer Regelungen diesem bewährten Ansatz gerecht wird. Die Konsultation muss zu einer kritischen Prüfung führen, ob die vorgeschlagene Richtung im Einklang mit den Kerninteressen der Schweiz steht und ob nicht alternative Wege zur Sicherung unserer Beziehungen mit der EU gefunden werden können, die unsere Souveränität und unsere direktdemokratischen Prinzipien wahren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bestehende, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der demokratischen Selbstbestimmung und der regionalen Autonomie. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer neuen, zentralisierten Kontrollinstanz, der Beihilfekammer, massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden kantonale Beschlüsse künftig durch diese, als "verlängerter Arm der EU" fungierende Behörde, auf EU-Konformität geprüft und potenziell gekippt. Dies ist ein direkter Angriff auf die dezentrale Struktur der Schweiz. Die kantonalen Institutionen werden zu Bittstellern degradiert, denen die Verfahrensautonomie genommen wird, wie es die Änderungen im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) vorsehen. Diese neuen Bestimmungen ermöglichen eine abstrakte Normenkontrolle kantonale Erlasse vor Bundesgericht, was die

kantonalen Rechte massiv beschneidet. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird durch die Notwendigkeit, künftige Beihilfen der EU-Kommission zu melden und genehmigen zu lassen, institutionalisiert. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden dadurch der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und die Sicherung des Service public in Kernbereichen der Infrastruktur gefährdet. Der Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein prägnantes Beispiel für diese Aufgabe nationaler Souveränität. Die Schaffung des BHÜG ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt und die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aushebelt. Die Integration dieser Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich. Zudem schwächt der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG den Konsumentenschutz und die Transparenz, was einzig dem ungestörten Agieren der neuen Behörde dient.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Lohnstruktur und die Souveränität unseres Rechtswesens. Die postulierten Lohnschutzmassnahmen erscheinen marginal und vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden Lohndruck nicht aufzufangen. Es droht eine schleichende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, was gemäss Artikel 4 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen schützt, unhaltbar wäre. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber voraussichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, durch Lohndumping Kostenvorteile zu erzielen. Die Kontrollmechanismen werden substanziell geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu einer reduzierten Kontrolldichte und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Diese Bestimmung schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität von KMU erheblich und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des Entsendegesetzes dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a des Entsendegesetzes ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklung widerspricht fundamental dem Prinzip der Rechtsgleichheit und der Unabhängigkeit unserer Gerichte.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahn, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public auf. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie die dynamische Rechtsübernahme vorsieht, birgt die Gefahr, bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionierungsmodelle im Schienenverkehr in Frage zu stellen. Das EU-Beihilferecht könnte zukünftig schweizerische Subventionen für den Güterverkehr, Regionalbahnen oder die Instandhaltung unseres Rollmaterials als unzulässig einstufen. Dies bedroht direkt die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit

unseres öffentlichen Verkehrs, die für die Mobilität der Bevölkerung und die wirtschaftliche Entwicklung von fundamentaler Bedeutung sind. Besonders kritisch ist die Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) verankert werden soll. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter, die auf rein inner-schweizerischen Strecken verkehren dürfen, wird unweigerlich zur sogenannten "Rosinenpickerei" führen. Ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativen Hauptachsen konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Betriebe weiterhin die Verantwortung für die weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Solidität unseres Service public und gefährdet dessen langfristige Leistungsfähigkeit. Die vom Bundesrat als schützende Massnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich unzureichend und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann quasi automatisch übernehmen müsste. Dies ist eine trügerische Beruhigungspille, die nicht imstande ist, die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs zu verhindern. Die sukzessive Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine besorgniserregende Entwicklung. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert die Verpflichtung zur Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie sie beispielsweise im Rahmen des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) entstehen könnten. Dies würde die nationale Steuerungs- und Regulierungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und unsere Fähigkeit, auf spezifische schweizerische Bedürfnisse einzugehen, massiv einschränken. Darüber hinaus wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) mit Artikel 32a Absatz 1bis die Schweiz gezwungen, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies beschneidet die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer verkehrspolitischer Ziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen kann.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine krasse Missachtung des Volkswillens und der bundesrätlichen Verpflichtungen dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, widerspricht direkt dem Auftrag aus Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke nachhaltig. Dies wird zu einer unkontrollierten Zuwanderung in unsere Sozialsysteme führen, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird zu einem unvorhersehbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" ist nichts weiter als Augenwischerei; ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu aktivieren, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass unser Parlament und unser Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu melden haben, eine unannehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Gleichbehandlung von EU-Bürgern mit Schweizern beim Zugang zu Sozialleistungen wird zementiert, während ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln durch die Änderung des BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Beschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt und die

nationalen Qualitätsstandards gefährdet. Diese massiven und weitreichenden Anpassungen deuten auf eine schlichte Kapitulation vor der EU hin und missachten in erschreckender Weise die schweizerische Souveränität und den Volkswillen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom markieren einen gefährlichen Wendepunkt für die schweizerische Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Verpflichtung zur Umsetzung des Regelwerks von ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem zahlenden Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis. Dies bedeutet, dass künftige Richtlinien über unser Stromnetz in Brüssel gefällt werden, während die Schweiz die Kosten trägt, ohne die Möglichkeit, unsere spezifischen Bedürfnisse und Interessen effektiv zu vertreten. Die ElCom, bislang eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zu einer administrativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Diese unfreiwillige Übernahme undemokratisch legitimierter Regularien aus Brüssel bedeutet das Ende einer eigenständigen, an schweizerischen Verhältnissen orientierten Energiepolitik, wie sie im StromVG in Art. 4a ff. und im EnG in Art. 15 neu sowie Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis vorgesehen ist. Die Kernstücke unserer Energieinfrastruktur, wie die Wasserkraft, werden durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das die Bergkantone stützt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Der Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken, ein Eckpfeiler lokaler Energieproduktion, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Das neue StromVG mit seinem verschärften Unbundling (Art. 10, 18, 19) und die Änderungen im EnG (Art. 15 neu) schwächen die Position dezentraler, bürgernaher Energieerzeugung massiv. Die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln von 3 MW auf 200 kW benachteiligt kleine Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem ungezügelten Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue StromVG (Art. 4a ff.) vorsieht, führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Grundversorgung. Die Kosten für die nicht vom Markt getragene Versorgungssicherheit werden auf die Konsumenten abgewälzt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise den Regeln des EU-Binnenmarktes. Diese Entwicklungen stellen ein inakzeptables Risiko für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' firmiert, stellt keine genuine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern vielmehr eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk. Dies bedroht massiv unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz klein strukturierter bäuerlicher Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten, die bisher auf Schweizer Qualität vertrauen konnten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Das Label 'Made in Switzerland' verliert seine Aussagekraft, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies entwertet unsere etablierten Qualitätsnormen und stellt unsere landwirtschaftlichen Erzeugnisse auf eine Stufe mit jenen, die nicht denselben strengen Anforderungen genügen müssen. Darüber hinaus birgt die sogenannte 'Guillotineklausel' ein unannehmbares Risiko. Die Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Agreements das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen würde. Diese Form der politischen Erpressung ist inakzeptabel und schränkt die souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz massiv ein. Die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen gravierenden Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose bürokratische Welle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften, die durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) übernommen werden sollen, sind für kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine unzumutbar und zerstören lokale Traditionen sowie wirtschaftliche Existenzen. Dies ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und Vielfalt. Besonders besorgniserregend ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, unsere oft strengeren und bewährten

Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Fähigkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der durch nationale, oft strengere und gesellschaftlich akzeptierte Regeln ersetzt wird. Zusätzlich sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 14

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Der Entwurf des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert mit seinem Art. 1 eine permanente und rechtlich bindende Verpflichtung, welche die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments massiv beeinträchtigt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern. Die im Vertrag initial festgelegte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Dieser Zustand ist weder im Interesse der Schweiz noch mit ihren souveränen Rechten vereinbar. Es werden keine greifbaren Gegenleistungen wie verbesserter Marktzugang oder der Abbau von Handelshemmnissen garantiert, sondern lediglich eine institutionelle Anbindung zu hohen Kosten erkauft. Die Integration des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) signalisiert die beabsichtigte Festschreibung dieser Zahlungsverpflichtungen als integralen Bestandteil der schweizerischen Gesetzgebung. Dies verschleiert den Charakter einer faktischen Zwangsabgabe und untergräbt die Möglichkeit einer regelmässigen parlamentarischen Überprüfung. Die Ergänzung von Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes über die Förderung der Schweizer Friedenspolitik und der internationalen zivilen Friedensförderung ist irreführend und dient als politisches Feigenblatt. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um umstrittene und politisch heikle Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist abzulehnen, da es die Transparenz und die ehrliche politische Debatte über die finanzielle Beteiligung der Schweiz an die EU untergräbt. Die Schweiz muss ihre finanzpolitische Souveränität wahren und darf sich keinen automatischen, von der EU diktierten Zahlungsverpflichtungen unterwerfen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der Respektierung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Es ist unverkennbar, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine schleichende Übernahme von EU-Recht in unser nationales System vorsehen, was die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung gravierend untergräbt. Insbesondere die Verpflichtung zur Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU, die ohne direkte Mitsprachemöglichkeit der Schweiz gelten sollen, steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als souveränen Staat definiert. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch den vorgeschlagenen Mechanismus der dynamischen Rechtsübernahme impliziert wird, entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern die Entscheidungsgewalt über Gesetze, die unser tägliches Leben direkt beeinflussen. Darüber hinaus erscheint die Rolle des Europäischen Gerichtshofs als potenzieller Schiedsrichter in Streitigkeiten im Rahmen der Abkommen höchst problematisch. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Gerichtsbarkeit in der Schweiz ausschliesslich den schweizerischen Gerichten zugewiesen. Die Zulassung einer externen Gerichtsbarkeit, die unser nationales Recht interpretiert und anwendet, stellt eine Verletzung dieses fundamentalen Prinzips dar und untergräbt die Unabhängigkeit unserer Justiz. Die Gefahr einer Vorabentscheidung durch den EuGH, die schweizerische Gerichte binden würde, ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die wirtschaftlichen Vorteile, die von Befürwortern angeführt werden, dürfen nicht dazu verleiten, die langfristigen und potenziell irreversiblen Folgen für unsere Rechtsordnung und politische Autonomie zu ignorieren. Die Verknüpfung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt mit der Akzeptanz von EU-Recht und der Gerichtsbarkeit des EuGH setzt die Schweiz unter einen unzulässigen Druck, der ihre Souveränität aufgibt. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die schweizerischen Interessen und die

Grundsätze unseres Rechtsstaates kompromisslos zu verteidigen und eine negative Vorabentscheidung zu treffen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Urs Horber · 081 7852584 · horber.buchs@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft grundlegende Fragen bezüglich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist alarmierend, dass die Europäische Union durch dieses Paket einen direkten Zugriff auf die Schweizer Rechtsetzung erhalten würde, was einem schleichenden Beitritt durch die Hintertür gleichkommt. Die Übernahme von EU-Recht in unser nationales Recht, wie sie implizit in der Regelungsübernahme vorgesehen ist, verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert, dass die Staatsgewalt vom Volk ausgeht und durch dieses ausgeübt wird. Durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen würde die legislative Gewalt faktisch von Brüssel aus gesteuert, anstatt vom Schweizer Parlament und letztlich vom Volk.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte besorgniserregend. Die Verpflichtung zur Anwendung und Auslegung von EU-Recht durch Schweizer Gerichte, einschliesslich der Berücksichtigung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie in Artikel 30 BV garantiert ist. Die Vorrangigkeit des EU-Rechts vor nationalem Recht, selbst wenn dieses nationales Recht dem Schutz fundamentaler Schweizer Interessen dient, wäre eine gravierende Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien.

Die Mechanismen zur Streitbeilegung innerhalb des Pakets sind ebenfalls höchst bedenklich. Die Möglichkeit, dass der EuGH als Schiedsinstanz fungiert, untergräbt die Souveränität der Schweizer Gerichte und die Möglichkeit des Bundesrates, im Interesse der Schweiz zu handeln. Gemäss Artikel 173 Absatz 2 BV sind die Gerichte und die zuständigen Behörden an die Bundesverfassung und die übrigen schweizerischen Erlasse gebunden. Die Einbindung eines externen Gerichts mit verbindlicher Entscheidungsbefugnis in innerstaatliche Angelegenheiten widerspricht diesem Grundsatz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket nicht nur die finanzielle Belastung für die Schweiz erhöht, sondern vor allem unsere demokratischen Grundfesten und unsere Souveränität gefährdet. Die versprochenen Vorteile stehen in keinem Verhältnis zu den fundamentalen Verlusten, die unser Land hinnehmen müsste. Es besteht die dringende Notwendigkeit einer kritischen Neubewertung, die den Schutz unserer nationalen Interessen und die Wahrung unserer verfassungsmässigen Prinzipien an erste Stelle setzt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft gravierende Bedenken auf, welche

die Souveränität und die verfassungsmässigen Grundlagen der Schweiz massgeblich berühren. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem und die direkte Demokratie kritisch zu hinterfragen, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden.

Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz sukzessive ihre legislative Autonomie verliert. Artikel 97 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) schützt die Rechtsordnung der Schweiz vor unzulässiger Einflussnahme von aussen. Die aktuelle stetige Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union könnte hierbei zu einer schleichenden Aushöhlung der parlamentarischen Entscheidungsgewalt führen. Das Schweizer Volk und seine Kantone würden zunehmend gezwungen, EU-Recht zu implementieren, ohne darauf substanziellen Einfluss nehmen zu können. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung festgeschrieben ist.

Besonders kritisch ist die Frage der dynamischen Rechtsübernahme. Die schweizerischen Institutionen wären fortlaufend angehalten, Anpassungen vorzunehmen, ohne dass eine explizite Genehmigung durch das Parlament oder eine Volksabstimmung stattfindet. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der rechtsstaatlichen Kontrolle, welche gemäss Artikel 5 BV gewahrt bleiben müssen. Die Unfähigkeit des Schweizer Parlaments, unabhängige legislative Entscheidungen zu treffen, und die Abhängigkeit von externen rechtlichen Entwicklungen stellen eine erhebliche Gefahr für die demokratischen Prozesse dar.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die Anwendung schweizerischen Rechts nicht zu unterschätzen. Es besteht die Gefahr, dass die Gerichte zunehmend das EU-Recht und dessen Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) berücksichtigen müssen, was zu einer Verlagerung des Rechtsetzungszentrums nach Luxemburg führen könnte. Dies würde die Rechtssicherheit für inländische Unternehmen und Bürger beeinträchtigen und die schweizerische Rechtsidentität schwächen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegende Vorlage die Gefahr birgt, die verfassungsmässigen Garantien der Schweiz zu untergraben und die direkte Demokratie erheblich zu schwächen. Eine sorgfältige Prüfung und eine kritische Auseinandersetzung mit den Langzeitfolgen sind unerlässlich.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die finanzielle Autonomie der Schweiz. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht im Rahmen des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine beispiellose Aushöhlung unserer Budgethoheit dar. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament die Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern in Milliardenhöhe verliert und die Zahlungen, einst Ausdruck politischer Flexibilität, zu einer faktischen Zwangsabgabe werden.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr unkontrollierter Steigerungen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, dessen reale Kosten durch zukünftige, von der EU diktierte Anpassungen massiv in die Höhe schnellen werden. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solchen Forderungen wirksam entgegenzutreten und wird zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, wobei keine Garantie auf verbesserte Marktzugänge oder den Abbau von Handelshemmnissen besteht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungshoheit. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Beiträge geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments untergräbt und lediglich die Umsetzung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung übriglässt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren

Etablierung als fester Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer Schwächung der schweizerischen Entscheidungsgewalt und zu einer ungewissen finanziellen Zukunft, ohne dass klare und greifbare Vorteile für die Schweiz ersichtlich sind.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die Überführung unserer bewährten, politisch legitimierten Förderpraxis in ein starres, technokratisches EU-Regime ist abzulehnen. Insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Institutionalisierung der Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht mittels einer zentralen Kontrollinstanz, der Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG, sind fundamentalen Eingriffen in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Diese neue Behörde wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Konformität durchsetzen, wodurch die dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis ausgehebelt und die Steuerungshoheit von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt wird.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Neuregelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis ist besonders stossend. Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse und degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können sodann mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Kantone verlieren damit ihre Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern, ohne formelles rechtliches Gehör bei der Prüfung ihrer souveränen Entscheide.

Die Schaffung einer 'Superbehörde' durch die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG ist zudem problematisch. Diese Instanz wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die weit von der direkten demokratischen Kontrolle entfernt ist, widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, da die Stimme des offiziellen Preiskontrollorgans zum Schweigen gebracht wird, um der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Die Schweiz unterwirft sich somit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und wird zu einem reinen Regel-Empfänger gemacht, was unsere wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind trotz des formellen Rahmens unzureichend und offenbaren eine gefährliche Tendenz zur Aushöhlung des bewährten schweizerischen Schutzniveaus. Die vorgelegten Regelungen stellen keine effektive Antwort auf den massiven Lohndruck dar, der durch die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit insbesondere in mittleren und unteren Einkommenssegmenten verursacht wird,

und drohen eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus herbeizuführen.

Anstatt den seit langem etablierten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, zielen die Vorschläge darauf ab, diesen auf EU-Standards auszurichten. Die neuen Regeln sind in erster Linie bürokratischer Natur und schwächen die Effektivität der flankierenden Massnahmen, was ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben, unverhohlen in die Hände spielt. Die Kontrollmechanismen werden massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu etablierten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu einer Abnahme der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die geplanten Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die vorgeschlagenen Änderungen sind daher in ihrer Gesamtheit abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Annahme der EU-Regularien im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem harmlosen Titel, stellt in Wirklichkeit eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist keine Massnahme zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern ein Projekt zur schleichenden Integration, das unsere hohen Schweizer Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, steht unmittelbar auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label 'Made in Switzerland' würde jegliche Bedeutung verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Die spürbare Abwertung unseres 'Made in Switzerland' würde einen direkten Angriff auf die Identität unserer Landwirtschaft bedeuten.

Besonders bedenklich ist die inakzeptable politische Erpressung, die sich in der sprichwörtlichen 'Guillotineklausel' manifestiert. Diese Klausel verknüpft die Annahme dieses schädlichen Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Jede Kündigung dieses Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz im Keim erstickt.

Darüber hinaus ist die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer

ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde lokale Traditionen zerstören und zahlreiche wirtschaftliche Existenzen vernichten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt somit einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem gravierenden Verlust an hohen Standards führt.

Ferner wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage, wie sie durch die Einführung des neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) angestrebt wird, ist ein direkter Angriff auf das bewährte System der Grundversorgung. Ausländische Unternehmen werden in der Lage sein, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Anbieter die Verantwortung für die finanziell weniger attraktiven, aber für die Bevölkerung essenziellen Nebenlinien tragen. Dies wird unweigerlich zu einer 'Rosinenpickerei' führen und die finanzielle Basis des Service public schwächen, was letztlich die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung beeinträchtigen wird.

Die im PBG (Art. 32a Abs. 1bis) vorgesehene Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten und wirtschaftlichsten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass nationale Bedürfnisse und Besonderheiten ignoriert werden und suboptimalere sowie teurere Lösungen für die Steuerzahler resultieren.

Die angebliche Absicherung durch die 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die eine fortlaufende Anpassung an künftige

EU-Regulierungen erzwingen wird. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und die Verlagerung von Steuerungs- und Kontrollkompetenzen über unsere Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen, wie beispielsweise im Falle von Regulierungen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM). Der Service public, ein Juwel unseres Landes, ist durch diese Abkommen in akuter Gefahr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht, bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen, was die Aufrechterhaltung des aktuellen Angebots gefährdet. Diese Entwicklungen sind mit grösster Skepsis zu betrachten, da sie die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft direkt und negativ beeinflussen werden.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zur Stromversorgung birgt gravierende Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die angestrebte institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, welche die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, ist inakzeptabel. Entscheidungen über unser wichtigstes Gut, den Strom, werden künftig in Brüssel getroffen, während die Schweiz an die daraus resultierenden Pflichten gebunden ist. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und deren föderale Rolle stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen durch die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 10, 18, 19) massiv geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für dezentrale Energieproduzenten, wie Gemeindekraftwerke oder Landwirte, wird durch verschärfte Unbundling-Vorschriften und geänderte Vergütungsregeln ausgehebelt. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW (Art. 15 EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht fundamental der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies birgt katastrophale Risiken in Krisenzeiten. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Kapitel 1a (Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze mindert. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine eklatante Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widersprechen fundamental dem Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf Jahren, eine faktische „Niederlassung C PLUS“, die praktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unannehmbarem Ausmass.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen unverantwortlich gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten hierfür werden von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet; neu können nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen, was zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führt.

Die im Vertragspaket enthaltene sogenannte „Schutzklausel“, insbesondere in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die jegliche effektive Steuerungsmöglichkeit zunichtemacht.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll neu automatisch nach der „Integrationsmethode“ erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich machen. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, ihre Sozialwerke eigenständig zum Wohl der eigenen Bevölkerung zu gestalten.

Die Anpassung des Berufsbildungsgesetzes (BGVB) und die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in einschlägigen Gesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG), dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Souveränität für eine unüberlegte EU-Kompatibilität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind einer kritischen Prüfung nicht standzuhalten. Die vorgeschlagene Annäherung birgt das Risiko einer schleichenden Untergrabung der Schweizer Souveränität und des direkten Demokratieprinzips, das im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den diskutierten Abkommen vorgesehen ist, ohne dass das Schweizer Volk die Möglichkeit hat, diese Rechtsakte direkt zu beurteilen und abzulehnen, stellt eine gravierende Abweichung von unseren demokratischen Grundsätzen dar. Artikel 166 der Bundesverfassung garantiert die Mitwirkung des Volkes und der Kantone bei der Gesetzgebung. Die vorgeschlagene Mechanik würde dies aushöhlen, indem faktisch EU-Richtlinien und -Verordnungen, die dem direkten Einfluss der schweizerischen Stimmbürger entzogen sind, in unser Rechtssystem einfliessen würden.

Die Klausel zur dynamischen Rechtsübernahme, die implizit eine automatische Übernahme zukünftiger EU-Gesetzgebung vorsieht, ist besonders problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 Bundesverfassung verankert ist, da zukünftige Gesetze dem schweizerischen Gesetzgebungsprozess entzogen wären. Wir riskieren, an Recht und Gesetzgebung gebunden zu werden, ohne dass wir diese durch unsere eigenen demokratischen

Institutionen und Verfahren gestaltet oder gar beeinflusst hätten.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die mögliche Bindung der schweizerischen Gerichte an dessen Rechtsprechung bedenklich. Gemäss Artikel 5 des Obligationenrechts sind Verträge nach Treu und Glauben zu erfüllen. Die Annahme von Abkommen, die potenziell eine richterliche Auslegung durch den EuGH vorsehen, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Zusammensetzung oder die Auslegung der relevanten EU-Rechtsakte hat, stellt eine Erosion der richterlichen Unabhängigkeit dar. Es droht eine De-facto-Unterstellung unter eine fremde Gerichtsbarkeit, die unseren eigenen Rechtsstaat untergraben könnte.

Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Argument für solche Abkommen angeführt werden, dürfen nicht dazu verleiten, unsere demokratischen Rechte und unsere nationale Unabhängigkeit zu opfern. Die im Artikel 34 der Bundesverfassung verankerte Eigenständigkeit der Schweiz und die Wahrung der Interessen des Landes müssen oberste Priorität haben. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diese Prinzipien zu kompromittieren und ebnen den Weg für eine Abhängigkeit, die langfristig unserer Identität und unserem Wohlstand schaden könnte. Es bedarf einer deutlich kritischeren Auseinandersetzung mit diesen Vorschlägen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Fragen auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Während die Absicht, die bilateralen Beziehungen zu stärken, grundsätzlich nachvollziehbar ist, dürfen die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Rechtsordnung und die demokratische Selbstbestimmung der Schweiz nicht unterschätzt werden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitgestaltungsmöglichkeiten seitens der Schweiz birgt Gefahren. Das Prinzip der demokratischen Legitimation, verankert in der Bundesverfassung (BV), insbesondere in Artikel 160 Absatz 2 BV, der die Mitwirkung der Kantone und des Parlaments an der Aussenpolitik vorsieht, könnte durch eine einseitige Annahme von EU-Rechtsakten untergraben werden. Die Schweiz würde sich damit in eine passive Rolle begeben, in der sie primär Rechtsakte rezipiert, deren Entstehungsprozess sie nicht massgeblich beeinflussen kann. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Souveränität, wie sie in Artikel 1 BV verankert ist.

Weiterhin ist die Möglichkeit einer automatischen Rechtsübernahme, wie sie in verschiedenen EU-Abkommen diskutiert wird, bedenklich. Artikel 190 BV regelt die Geltung von Völkerrecht in der Schweiz und betont, dass die direkte Anwendbarkeit von Völkerrecht im Einklang mit der Bundesverfassung stehen muss. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht ohne vorherige Prüfung auf Konformität mit der Schweizer Verfassung könnte zu Spannungen führen und die rechtsstaatlichen Prinzipien gefährden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht anzuwenden, das im Widerspruch zu eidgenössischem Recht oder gar der Verfassung steht, was die Rechtssicherheit und die Gewaltenteilung in Frage stellen würde.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass hierfür ein direkter Gegenwert in Form von Mitspracherechten oder einer echten Partnerschaft erkennbar ist, stellt eine weitere Sorge dar. Die BV, insbesondere Artikel 127 BV zum Finanzhaushalt, fordert eine sorgfältige Prüfung der Ausgaben und deren Nutzen. Eine finanzielle Bindung an die EU, die nicht transparent und nicht an klaren Vorteilen für die Schweiz ausgerichtet ist, ist kritisch zu betrachten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter dem gegenwärtigen Vorschlag das Risiko birgt, die schweizerische Souveränität zu kompromittieren und die demokratische Legitimation von Rechtsentscheidungen zu schwächen. Es bedarf einer gründlichen Abwägung der Vor- und Nachteile und vor allem einer Stärkung der schweizerischen Mitgestaltungsrechte, um die Interessen der Schweiz wirksam zu wahren.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Jaquet-Richardet Jean (Privat)

Date: 09.10.2025

Contact: Jean Richardet · richardetjean@bluewin.ch

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève de sérieuses préoccupations quant à la transposition nationale des accords en cours avec l'Union européenne. Il est impératif d'analyser ces propositions avec un esprit critique rigoureux, car elles pourraient entraîner une érosion de notre souveraineté et de nos compétences législatives. La tendance actuelle semble privilégier une automatisation de l'adoption du droit communautaire, sans une évaluation suffisante des impacts sur le droit suisse existant et sur les intérêts nationaux.

Plusieurs points appellent une vigilance particulière. Premièrement, le risque de "fermage de marché" par l'UE, où de nouvelles réglementations européennes sont présentées comme des ajustements techniques nécessaires, alors qu'elles poursuivent des objectifs d'intégration plus larges. Cela contrevient à l'esprit de l'article 120 de la Constitution fédérale qui garantit l'autonomie de la Suisse et la primauté de son droit. Une acceptation passive de ces évolutions sans un examen indépendant et approfondi constituerait une dangereuse soumission.

Deuxièmement, la délégation de compétences décisionnelles, même implicite, à des organes supranationaux est problématique. L'article 5 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération exerce les compétences qui lui sont attribuées par la Constitution et que tout pouvoir d'État procède de la souveraineté du peuple et de l'État. Permettre que des décisions prises à Bruxelles aient un impact direct et contraignant sur la législation suisse, sans un débat démocratique adéquat et un contrôle parlementaire suffisant, fragilise les fondements de notre système politique. La jurisprudence du Tribunal fédéral a maintes fois rappelé que l'adoption de droit étranger doit respecter la primauté du droit constitutionnel suisse.

Troisièmement, il convient de se demander si les bénéfices attendus de ces accords compensent véritablement les coûts liés à la perte de flexibilité et à la complexification de notre cadre juridique. L'harmonisation à tout prix peut conduire à des solutions sous-optimales pour l'économie et la société suisses, simplement parce qu'elles conviennent à la majorité des États membres de l'UE. L'article 2 de la Loi fédérale sur la coopération avec les États voisins et les organisations internationales (LCOP) souligne l'importance de la préservation des intérêts de la Suisse. Une analyse coût-bénéfice rigoureuse, indépendante de toute pression politique, est donc indispensable avant toute mise en œuvre.

En conclusion, une approche prudente et un examen critique approfondi de chaque mesure sont requis. Il faut résister à la tentation d'une intégration systématique et automatique, et privilégier une approche au cas par cas, garantissant la préservation de nos spécificités et de notre souveraineté législative, conformément aux principes fondamentaux de notre ordre juridique.

Sécurité des denrées alimentaires

Libre circulation: Protection des salaires

Transports terrestres

Électricité

Aides d'État

Libre circulation: Immigration

Contribution financière

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Le projet de stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des inquiétudes majeures quant à sa capacité à préserver la souveraineté helvétique et à protéger les intérêts nationaux. Bien que l'objectif affiché soit de simplifier les relations bilatérales, le cadre proposé semble s'orienter vers une intégration accrue, potentiellement au détriment de notre autonomie décisionnelle.

Il est impératif de s'interroger sur la nature des concessions que la Suisse serait amenée à faire. L'accord-cadre, même sous une nouvelle dénomination, risque d'entraîner une reprise automatique du droit communautaire, ce qui entrerait en conflit avec les principes fondamentaux de notre système juridique, notamment la primauté de la Constitution fédérale. L'article 1 de la Constitution fédérale garantit l'indépendance de la Suisse et sa neutralité. Toute clause qui subordonnerait notre législation à celle de l'UE, comme cela pourrait être le cas via la reprise du droit, constituerait une atteinte directe à cette

indépendance.

De plus, la perspective d'une soumission à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) est particulièrement problématique. L'article 5, alinéa 1 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération exerce les droits de souveraineté dans la mesure où elle n'y renonce pas. L'adhésion à une juridiction dont les arrêts s'imposeraient à la Suisse, même sur des questions touchant à sa propre souveraineté, représenterait un renoncement inacceptable. Le rôle des tribunaux suisses dans l'interprétation et l'application du droit national, y compris celui dérivé d'accords internationaux, doit être préservé.

Il est également nécessaire d'évaluer l'impact économique et social de tels accords. L'ouverture accrue du marché du travail et l'harmonisation des réglementations pourraient mettre sous pression le marché suisse, ses salaires et ses conditions de travail, qui sont le fruit de longues négociations sociales. La protection des secteurs économiques clés et le maintien d'une politique sociale adaptée à nos spécificités nationales doivent rester une priorité absolue. L'article 41 de la Constitution fédérale, qui prescrit à la Confédération et aux cantons d'œuvrer à la prospérité commune et au bien-être de la population, ne saurait être compromis par des accords qui privilégieraient les intérêts extérieurs aux dépens de la population suisse.

En somme, la prudence est de mise. Avant de s'engager dans des accords qui pourraient redéfinir fondamentalement notre relation avec l'UE, il est essentiel d'analyser en profondeur les implications juridiques, politiques et économiques, et de s'assurer que la souveraineté helvétique et les intérêts de notre nation demeurent fermement protégés.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation sur l'évaluation globale du paquet Suisse-UE soulève des inquiétudes majeures quant aux implications potentielles pour la souveraineté et les intérêts nationaux. Bien que l'intention affichée soit de consolider les relations bilatérales, le cadre proposé risque d'engendrer une dépendance accrue à l'égard de l'Union européenne, au détriment des principes fondamentaux de notre droit constitutionnel, notamment ceux garantissant notre autonomie décisionnelle.

L'adoption de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) comme source de droit, telle qu'implicitement envisagée, contrevient directement à l'article 190 de la Constitution fédérale suisse (Cst.), qui stipule que le droit suisse est supranational uniquement dans les cas expressément prévus par la loi. L'extension de la compétence de la CJUE sur le droit suisse sans un mandat clair et limité de l'Assemblée fédérale constituerait une délégation de souveraineté inacceptable. De plus, le mécanisme de règlement des différends, qui prévoit une interprétation contraignante par la CJUE, risque de priver nos tribunaux nationaux de leur rôle ultime dans l'application du droit en Suisse, comme garanti par l'article 190 Cst. et le principe de la primauté du droit constitutionnel suisse.

L'intégration du droit de l'UE, même sous une forme "adaptée", pose également des défis significatifs en matière de sécurité juridique. La dynamique évolutive du droit européen rendra difficile pour la Suisse de maintenir une stabilité juridique interne. La répétition de la législation UE, telle que prévue par l'accord-cadre, risque de se faire sans un débat démocratique suffisant au niveau national, sapant ainsi le principe de responsabilité politique.

En outre, la prévisibilité des coûts et des bénéfices de tels accords reste hautement discutable. Les contributions financières prévues, sans une contrepartie proportionnelle et clairement définie en termes d'avantages économiques directs et vérifiables, pourraient peser lourdement sur les finances publiques helvétiques. Le risque de devoir supporter des coûts supplémentaires liés à l'adaptation constante aux normes européennes, sans avoir voix au chapitre dans leur élaboration, est une perspective alarmante.

Il est impératif que toute décision future soit soumise à un examen minutieux des implications sur notre ordre juridique interne, notre démocratie directe et notre indépendance. La Suisse doit préserver sa capacité à définir ses propres règles et à agir dans son propre intérêt, sans être subordonnée à des cadres juridiques extérieurs dont l'élaboration échappe à son contrôle démocratique.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse doit impérativement évaluer avec la plus grande prudence les résultats des négociations menées avec l'Union européenne. Bien que présentés comme des avancées, ces accords soulèvent de sérieuses interrogations quant à leur conformité avec le droit constitutionnel suisse et la souveraineté nationale. L'adoption unilatérale du droit européen, telle qu'elle semble se profiler, contrevient directement à l'article 5 alinéa 2 de la Constitution fédérale qui stipule que la Confédération respecte le droit international et le droit européen. Or, la perspective d'une intégration de droit dérivé, sans que la Suisse n'ait son mot à dire dans son élaboration, constitue une renonciation inacceptable à sa capacité normative.

De surcroît, la question de la reprise automatique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) est particulièrement préoccupante. L'article 12 du projet d'accord sur la libre circulation des personnes, en obligeant la Suisse à se conformer à l'interprétation de la CJUE, risque de soumettre notre système juridique à une autorité supranationale dont les décisions ne sont pas toujours alignées avec les principes fondamentaux de notre ordre juridique. La protection des droits fondamentaux, garantie par l'article 36 de la Constitution, pourrait se trouver érodée si des arrêts de la CJUE, potentiellement contraires à nos valeurs, devaient être appliqués sans nuance.

Il est donc impératif de veiller à ce que tout accord futur préserve la capacité de la Suisse à légiférer dans son propre intérêt et selon ses propres principes. L'acceptation de dispositions qui affaibliraient notre souveraineté, même sous couvert d'une intégration pragmatique, serait une erreur stratégique majeure. La Suisse doit réaffirmer son droit à l'autodétermination législative et ne pas se laisser entraîner dans une dynamique d'alignement qui compromettrait à terme son indépendance et la spécificité de son

modèle constitutionnel. Une analyse critique approfondie, débarrassée des illusions d'une intégration sans contrepartie, est la seule voie raisonnable.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Jürg Keller · 041774160342 · keller.riesen@ggs.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und darf keinesfalls unbesehen gutgeheissen werden. Die scheinbare Harmonisierung mit EU-Recht birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die zugrundeliegenden Abkommen im Einklang mit zentralen Bestimmungen der Schweizer Bundesverfassung stehen.

Namentlich die Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter ein Mitspracherecht bei dessen Entstehung haben, steht im Widerspruch zum Demokratieprinzip. Artikel 1 der Bundesverfassung verankert die Volkssouveränität, welche durch die faktische Externalisierung von Gesetzgebungskompetenzen an Brüssel ausgehöhlt wird. Es ist unannehmbar, dass die Schweiz sich fortwährend neuem EU-Recht unterwirft, welches sie nicht mitgestalten kann.

Ferner bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Einhaltung des Rechts auf Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung geschützt ist. Die Verpflichtung zur Übernahme des «acquis communautaire» in weiten Teilen schränkt die Möglichkeit der Schweiz massiv ein, eigene politische und wirtschaftliche Wege zu beschreiten. Dies untergräbt die Handlungsfähigkeit des Schweizerischen Bundesrates und des Parlaments.

Besondere Sorge bereitet die Aushebelung der richterlichen Gewalt. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist problematisch. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind die Gerichte grundsätzlich an die Bundesverfassung gebunden. Die faktische Suprematie der EuGH-Rechtsprechung über nationales Recht, insbesondere in Bereichen, die vom EuGH als primärrechtlich EU-relevant betrachtet werden, stellt eine direkte Infragestellung der Verfassungsordnung der Schweiz dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Schweizer Justiz.

Die vorgeschlagene Paketlösung scheint ferner nicht hinreichend zu berücksichtigen, wie sich die Übernahme von EU-Recht auf die Garantien der individuellen Freiheiten auswirkt. Ohne klare Mechanismen zur Aufrechterhaltung der rechtsstaatlichen Standards, wie sie von der Schweizer Verfassung garantiert werden, drohen mittel- bis langfristig negative Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die Grundrechte der Schweizer Bürgerinnen und Bürger. Die Gefahr einer schleichenden Untergrabung der Schweizerischen Rechtsordnung ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Eine engere Bindung an die Europäische Union, insbesondere durch die Übernahme von EU-Recht ohne Mitbestimmung, untergräbt fundamentale Prinzipien, auf denen unser Rechtssystem beruht.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in solchen Abkommen typischerweise vorgesehen ist, steht im direkten Widerspruch zum Willen des Schweizer Volkes und des Parlaments, wie er sich in Artikel 1 der Bundesverfassung widerspiegelt, der die Schweiz als souveräner Staat verankert. Die automatische Inkraftsetzung von EU-Recht, das sich in einem ständigen Wandel befindet, würde die schweizerische Gesetzgebung faktisch einer fremden Macht unterstellen. Dies widerspricht auch dem Grundsatz der Gewaltenteilung, da die Legislative ihre Kernaufgabe, die Gesetzgebung, nicht mehr eigenständig wahrnehmen könnte.

Des Weiteren wirft die unklare Rechtsstellung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche Bedenken auf. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH, wie sie in vielen EU-Abkommen impliziert ist, würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte in letzter Instanz Entscheidungen eines ausländischen Gerichts anerkennen müssten. Dies gefährdet die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und widerspricht Artikel 30 der Bundesverfassung, der eine unabhängige und unparteiische richterliche Beurteilung garantiert. Eine solche Unterordnung würde unsere Rechtsordnung dem Zugriff einer externen gerichtlichen Autorität aussetzen, die nicht den Prinzipien unseres Rechtssystems verpflichtet ist.

Die finanzielle Belastung durch die Übernahme von EU-Beiträgen und die Teilnahme an EU-Programmen ohne adäquate Gegenleistung ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Artikel 41 der Bundesverfassung legt fest, dass die Eidgenossenschaft das Wohl der Allgemeinheit und die Stabilität des Landes anstreben soll. Eine ungeprüfte finanzielle Abhängigkeit von der EU kann diese Stabilität gefährden und Ressourcen von dringend benötigten heimischen Projekten abziehen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung und die wirtschaftliche Stabilität darstellen. Es ist unerlässlich, dass jede Vereinbarung die Grundpfeiler unseres Rechtsstaates wahrt und die demokratische Selbstbestimmung der Schweiz nicht kompromittiert. Die Risiken einer solchen Annäherung sind derzeit nicht ausreichend berücksichtigt und überwiegend.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der Bestimmungen dieses Abkommens werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die Art und Weise, wie die europäische Gesetzgebung in unser nationales Recht integriert werden soll, scheint die Verhältnismässigkeit und die Grundsätze der kantonalen Hoheit zu untergraben, wie sie in Artikel 5 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die uneingeschränkte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass schweizerische Interessen und spezifische Gegebenheiten vernachlässigt werden.

Insbesondere die im Entwurf angedeutete Verfahrensweise, die eine automatische Anpassung oder zumindest eine sehr enge Orientierung an EU-Vorgaben vorsieht, erscheint problematisch. Artikel 50 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) garantiert das Recht des Volkes, über wichtige Sachfragen abzustimmen. Eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende parlamentarische Kontrolle und ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Mitsprache könnte dieses fundamentale Recht aushebeln.

Die geplante Harmonisierung, so sie über die reine Koordination hinausgeht, muss kritisch hinterfragt werden. Artikel 164 BV, der die Gesetzgebungskompetenz des Bundes regelt, darf nicht dazu missbraucht werden, EU-rechtliche Vorgaben unbesehen zu übernehmen. Es muss gewährleistet sein, dass die Schweizer Gesetzgebung stets auf den nationalen Bedürfnissen und Werten basiert. Die Erfahrung zeigt, dass die EU-Gesetzgebung oft auf andere politische und wirtschaftliche Kontexte zugeschnitten ist, deren Übertragung auf die Schweiz nicht immer sachgerecht ist und zu unverhältnismässigen Belastungen führen kann.

Des Weiteren bestehen Zweifel, ob die vorgesehenen Umsetzungsmechanismen ausreichend die kantonalen Zuständigkeiten und die föderale Struktur der Schweiz berücksichtigen. Artikel 3 der BV betont die Autonomie der Kantone. Eine Überregulierung von oben, ohne Rücksicht auf die Vielfalt der kantonalen Gegebenheiten, widerspricht diesem Grundsatz und könnte zu einer unnötigen Zentralisierung führen. Die Souveränität der Schweiz ist nicht verhandelbar, und jeder Integrationsschritt muss sorgfältig daraufhin geprüft werden, ob er die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Angelegenheiten unabhängig zu regeln, beeinträchtigt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags, insbesondere die Etablierung eines rechtsverbindlichen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Transformation freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Zahlungen zu einer automatischen, rechtlich bindenden Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, die das demokratische Mitspracherecht des Parlaments aushöhlt.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko exponentiell steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird zur Zahlung gezwungen, was einer Diktion gleichkommt. Dies widerspricht fundamental der Haushaltsautonomie und der Budgethoheit unseres Parlaments, wie sie im Rahmen der Bundesverfassung zu wahren ist.

Die Schweiz wird in eine Position als Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht gedrängt. Während wir zu verbindlichen Zahlungen verpflichtet werden, fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die Zahlungen dienen primär der institutionellen Anbindung an die EU, was zu Lasten unserer Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft mit sich bringt.

Die Schaffung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch der EU, was die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt. Statt einer eigenverantwortlichen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die blosse Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist keine rein technische Formalität. Sie integriert die Kohäsionszahlungen fest in die schweizerische Rechtsordnung und signalisiert deren Dauerhaftigkeit als fester Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch umstrittene und heikle Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, was eine unangemessene Instrumentalisierung darstellt.

Diese Entwicklungen sind nicht mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung vereinbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Aushöhlung

unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide durch demokratisch legitimierte Organe von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, soll einem starren, technokratischen Kontrollregime der Europäischen Union unterworfen werden. Dies ist nicht nur eine Abkehr von unserer Tradition der dezentralen Entscheidungsfindung, sondern auch ein direkter Angriff auf die Autonomie der Kantone. Gemäss dem neu zu schaffenden Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere Art. 3 BHÜG, wird eine zentrale Beihilfekammer als "verlängerter Arm der EU" geschaffen, welche die primäre Aufgabe haben wird, die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchzusetzen, anstatt schweizerische Interessen zu wahren.

Die Souveränität der Kantone wird durch die vorgesehene Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) massiv untergraben. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten kantonale Erlasse ein direktes Beschwerderecht bei der neuen Beihilfebehörde, welche diese wiederum vor Bundesgericht ziehen kann. Die abstrakte Normenkontrolle nach Art. 98a BGG ermöglicht es damit, demokratisch gefällte kantonale Subventionsentscheide auf EU-Konformität zu überprüfen und zu kippen. Die Kantone werden so zu Bittstellern degradiert, die ihre souveränen Entscheide von einer zentralen, Brüssel-konformen Instanz absegnen lassen müssen und jegliche Verfahrensautonomie verlieren. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Föderalismus.

Darüber hinaus wird die strategische Autonomie der Schweiz in kritischen Sektoren gefährdet. Die Unterstellung von Beihilfen im Energie-, Luft- und Landverkehr unter EU-Kontrolle, wie sie beispielsweise durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) manifestiert wird, bedeutet den Verlust nationaler Steuerungskompetenz. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und durch einseitige EU-Regeln ersetzt.

Die Schaffung der Beihilfekammer als Teil der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG zur Überwachung des Kartellrechts und zur Durchsetzung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr einer undurchsichtigen Machtkonzentration. Diese "Superbehörde" wird primär EU-Recht umsetzen, was die demokratische Kontrolle und die Fokussierung auf nationale Bedürfnisse erschwert. Selbst der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Signal, das den Konsumentenschutz schwächt und der neuen Behörde ungehemmtes Agieren im Sinne des EU-Rechts ermöglicht. Dieses Abkommen führt nicht zu einer Stärkung der Schweiz, sondern zu einer schleichenden Entmachtung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart einen gefährlichen und umfassenden Integrationsschritt unter einem irreführenden Titel. Es handelt sich keineswegs nur um die Gewährleistung von Sicherheit, sondern um die schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das expansive EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere anerkannt hohen Produktionsstandards, die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, steht durch die drohende Angleichung an oft tiefere EU-Standards auf dem Spiel. Die Entwertung des Labels "Made in Switzerland" ist vorprogrammiert, wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie jene in der EU. Dies zerstört nicht nur ein wertvolles Markenzeichen, sondern auch die Grundlage für unseren Erfolg.

Die in diesem Abkommen verankerte "Guillotineklausel", welche die Verknüpfung mit allen bilateralen Verträgen I vorsieht, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Die Möglichkeit, dieses schädliche Abkommen zu kündigen, ohne das gesamte bilaterale Vertragswerk zu gefährden, wird uns genommen. Dies entzieht der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in einem Kernbereich unserer Wirtschafts- und Lebensmittelsicherheitspolitik.

Die Zugeständnisse an EU-Inspektoren bezüglich Zutritt und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben sind ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu

Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Unabhängigkeit unserer nationalen Standards untergräbt.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine würden mit komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften überzogen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt somit einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Die angekündigten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Art. 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein Verlust an Souveränität. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz basierenden Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums ist ebenfalls gravierend. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Ferner sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Unterstellung des Waldschutzes (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und der Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) unter das EU-Diktat sind weitere Beispiele für einen inakzeptablen Souveränitätsverlust.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Abkommen weit über die Lebensmittelsicherheit hinausgeht und die Schweiz in entscheidenden Bereichen ihrer Souveränität beraubt, die Qualität ihrer Produkte gefährdet und eine unerträgliche bürokratische Last für unsere Produzenten mit sich bringt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nach kritischer Prüfung als unzureichend und lediglich kosmetischer Natur zu betrachten. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität gefährdet. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Wirksamkeit im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich reduziert. Dies begünstigt insbesondere ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, durch Lohndumping Wettbewerbsvorteile zu erzielen.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Attraktivität des Schweizer Arbeitsmarktes für die heimischen Arbeitnehmer mindert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks adäquat zu lösen. Es handelt sich hierbei um einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, der eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern schafft, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt zeigen diese Änderungen eine klare Tendenz zur Schwächung der Schweizer Souveränität und des Schutzes unserer Arbeitnehmer.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar und untergraben unsere Souveränität im Verkehrswesen. Insbesondere die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), neu Art. 40ater, birgt Gefahren, die nicht unterschätzt werden dürfen. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren und damit eine unerwünschte "Rosinenpickerei" zu betreiben. Dies schwächt die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, deren Auftrag es ist, eine flächendeckende Versorgung zu gewährleisten, auch auf unwirtschaftlichen Linien. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch massiv gefährdet, was unweigerlich zu einer Verschlechterung der Angebote für die Bevölkerung führen wird.

Des Weiteren ist die Rechtsgrundlage für Subventionen im Rahmen des EU-Beihilferechts fragwürdig. Bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials könnten künftig als unzulässig eingestuft werden. Dies gefährdet die Leistungsfähigkeit und Zukunftsfähigkeit unseres Bahnsektors.

Die von der Regierung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Dies bedeutet, dass die Schweiz ihre Gestaltungsfreiheit im Bahnverkehr unwiderruflich verliert und sich zukünftigen Regulierungen wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) unterwerfen muss. Die Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur wird somit schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwangt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führt. Die Souveränität bei der Gestaltung unserer eigenen Verkehrsziele wird dadurch massiv beeinträchtigt. Dieses Abkommen gefährdet die Grundpfeiler unseres gut funktionierenden und bürgernahen öffentlichen Verkehrs.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und der damit verbundenen Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" vorgesehen ist, widerspricht fundamental dem Volkswillen, der in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung

verlangt. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden damit quasi automatisch Schweizer Recht, ohne dass unser Parlament oder das Volk noch Mitspracherecht hätten.

Besorgniserregend ist insbesondere die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS". Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird und die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei einem etwaigen Versuch der Anwendung qualifiziert diese Bestimmung als Erpressungsklausel, nicht als Schutzmassnahme.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, einschliesslich Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst bei Bezug von Sozialhilfe. Die Kosten dafür werden den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden aufgebürdet, während die Kontrolle über die Zuwanderung durch eine "Wiedereingliederungsstrategie" im AVG, die lediglich bürokratische Folgenverwaltung betreibt, faktisch verloren geht.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke. Die Gleichbehandlung von EU-Bürgern wird im Bildungsbereich durch drastisch erhöhte Studiengebühren für Ausländer in Gesetzen wie dem ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und dem HFKG (Art. 61a) kompensiert, was die enormen Mehrkosten und die indirekten Kosten des Abkommens offenbart. Auch unsere zweite Säule wird durch die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 des BVG den EU-Koordinationsregeln unterstellt, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, ihre berufliche Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Das Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Bundessteuer (StHG) wird durch die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) mittels des neuen BGVB institutionalisiert. Dies ersetzt eine nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung und schwächt unsere Qualitätsstandards. Die automatische Anerkennung ausländischer Diplome, wie sie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das IMI-System geschieht, birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und die Qualitätssicherung im Gesundheitswesen. Die Verantwortung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Diese tiefgreifenden Anpassungen unserer gesamten Rechtsordnung, bis hin zum Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24), sind eine Kapitulation vor der EU und eine Missachtung unseres verfassungsmässigen Auftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Strom

Die vorgeschlagene Annahme des EU-Stromabkommens stellt eine grundlegende Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem stimmlosen, aber kostenpflichtigen Teilnehmer degradiert. Entscheidungen über unsere lebenswichtige Strominfrastruktur werden künftig in Brüssel getroffen, und die ElCom verliert ihre Unabhängigkeit, indem sie zur blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften wird. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Die EU-Beihilfenregeln gefährden existenziell das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das direkt den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Die Gemeindekraftwerke verlieren ihren Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung

strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr eine klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Kosten, die der Markt nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung birgt erhebliche Risiken. Die Versorgungssicherheit wird durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) gefährdet und föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19) untergraben. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was kleine Produzenten benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft unnötigerweise den Regeln von EU-Konzernen, was Flexibilität und Souveränität kostet. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Verträge sind einseitig zu Gunsten der EU. Dies zeigt sich daran, dass der EuGH die letztentscheidende Instanz ist. Sich auf eine solche Lösung einzulassen, zeigt, dass die CH-Delegation nicht fähig ist, ein für die CH günstiges Abkommen auszuhandeln. Wesentliche Verhandlungsvorteile der CH, z.B. im Energiesektor wurden preisgegeben. Die CH hat die EU energiemässig im Griff durch die Lieferung von Spitzenstrom und die Stromdurchleitung in EU-Staaten. Trotzdem ist die Schweiz aus den Gremien ausgeschlossen. Der Bundesrat ist nicht willens, die Verhandlungen so zu führen, dass sie zum Vorteil der Schweiz sind.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Roland Keller (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Roland Keller · (041)0432550719 · roke53@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene innländische Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte parlamentarische Mitsprache widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Verfassungsordnung. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz, welche durch eine solche unkontrollierte Rechtsübernahme schleichend ausgehöhlt wird.

Die aktuelle Formulierung lässt befürchten, dass bestehendes oder zukünftiges EU-Recht automatisiert in die schweizerische Rechtsordnung integriert werden könnte. Dies wirft die Frage auf, ob die vom Volk und den Kantonen in Artikel 168 der Bundesverfassung verankerten Kompetenzen der Bundesversammlung, insbesondere im Bereich der Gesetzgebung, noch ausreichend gewahrt bleiben. Die Gefahr einer De-facto-Rechtssetzung durch die Europäische Union, die von der schweizerischen Legislative lediglich zur Kenntnis genommen, aber nicht mehr wirksam geprüft oder beeinflusst werden kann, ist evident.

Es ist fraglich, ob die formulierten Kontrollmechanismen ausreichend sind, um die Interessen der Schweiz wirksam zu schützen. Das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, erfordert Rechtssicherheit und klare Verantwortlichkeiten. Wenn die schweizerische Rechtsanwendung auf Bestimmungen basiert, die im Ausland geschaffen und in ihrer Entwicklung nicht mehr durch unser Parlament beeinflussbar sind, leidet die Transparenz und die Möglichkeit zur rechtsstaatlichen Überprüfung.

Die Übernahme von EU-Recht birgt auch das Risiko, dass unser Rechtssystem zu Lasten der spezifisch schweizerischen Gegebenheiten vereinheitlicht wird. Dies könnte die Flexibilität beeinträchtigen, die nötig ist, um auf nationale Bedürfnisse und Entwicklungen zu reagieren, wie sie beispielsweise durch Artikel 2 der Bundesverfassung gefördert werden soll. Ohne eine klare und starke parlamentarische Verankerung und Überprüfung der übernommenen Rechtsnormen, besteht die Gefahr einer Erosion unserer demokratischen Selbstbestimmung und der Grundsätze unseres Rechtssystems. Es muss sichergestellt werden, dass die Souveränität und die demokratische Mitgestaltungskraft des Schweizer Volkes und seiner Vertreter stets gewahrt bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Dies bedroht nicht nur die hohen Produktionsstandards, die bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten, sondern pervertiert auch die sprichwörtliche Schweizer Qualität. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland', da Produkte zukünftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden

müssten wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders besorgniserregend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was einer inakzeptablen politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, da unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt werden und wir die Souveränität verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und sind eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, da die Bekämpfung von Seuchen schnelle, flexible und lokal zugeschnittene Massnahmen erfordert und die Unterwerfung unter das starre EU-System fahrlässig ist und die Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine beispiellose Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer und lokaler Bedürfnisse von Bund, Kantonen und Gemeinden gestaltet und demokratisch legitimiert wurden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedeutet nicht weniger als eine faktische Aufgabe der wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit zugunsten einer externen Instanz.

Die Kantone werden durch das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) zu Bittstellern degradiert. Ihre souveränen Beschlüsse über regionale Wirtschaftsförderung oder die Unterstützung lokaler KMU müssen künftig von einer zentralen Behörde, der neuen Beihilfekammer, genehmigt werden. Der neu eingefügte Artikel 82 Buchstabe b bis im BGG gewährt dieser Kammer ein Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, wodurch die Kantone ihre Organisations- und Verfahrensautonomie verlieren und ihre demokratisch gefällten Entscheide auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Dies untergräbt den Föderalismus fundamental.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) führt zur Entstehung einer «Superbehörde», die als verlängerter Arm der EU agieren wird. Diese neue Instanz wird nicht primär Schweizer Interessen vertreten, sondern die Einhaltung des EU-Beihilferechts sicherstellen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist unzureichend. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres alarmierendes Beispiel für den Verlust nationaler Kontrollkompetenz. Strategisch wichtige Sektoren wie der Luftverkehr werden vollständig dem EU-Regime unterstellt, was die nationale Autonomie gefährdet.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Die Möglichkeit der Beihilfekammer, kantonale Souveränität durch das neue Beschwerderecht gemäss Artikel 31a VGG auszuhebeln, ist inakzeptabel. Selbst der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer, wie in der Änderung von Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) vorgesehen, schwächt die Transparenz und den Konsumentenschutz, da Entscheidungen ohne die Stimme des offiziellen Preiswächters getroffen werden. Dieses gesamte Paket höhlt die schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung aus und unterwirft uns einer ausufernden EU-Kontrolle.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung und des Schutzes unseres Service public auf. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", untergräbt die finanzielle Stabilität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die mit der Bereitstellung eines flächendeckenden Angebots auf weniger rentablen Linien betraut sind. Dies gefährdet direkt die Service-public-Aufgaben, die für die Grundversorgung der Bevölkerung unerlässlich sind.

Des Weiteren ist die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme rechtlich unzureichend. Sie bietet keine bindende Garantie gegen zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist somit lediglich eine symbolische Geste, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die dynamische Rechtsübernahme im Allgemeinen, beispielsweise durch die potenzielle Einführung von Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würde die Steuerungskompetenz über unsere Schieneninfrastruktur schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagern und damit die nationale Hoheit weiter schwächen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis, der die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, beschneidet die Autonomie von Bund und Kantonen erheblich. Anstatt die besten nationalen Lösungen für die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes wählen zu können, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen Ergebnissen und unnötigen Kostensteigerungen für die schweizerischen Steuerzahler führen, da die Möglichkeit zur Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele eingeschränkt wird. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr sowie für die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten, was die Qualität und den Umfang des bestehenden Angebots direkt bedroht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Lohnschutzmassnahme im Rahmen der Personenfreizügigkeit mit der EU geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Es ist offensichtlich, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eher kosmetischer Natur sind und den massiven Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird, nicht wirksam kompensieren können. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren

Einkommensklassen, droht, während die vorgeschlagenen Regelungen den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz aufweichen und an niedrigere EU-Standards anpassen.

Die neuen Regeln sind bürokratischer gestaltet, jedoch fraglich in ihrer Effektivität im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung begünstigt ausländische Unternehmen, die offensichtlich bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben. Die Kontrollmechanismen werden in beunruhigender Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge von EU-Diktaten. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung an die Europäische Union, insbesondere die Einführung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dieses Vorgehen entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern ein entscheidendes politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot; der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz ohne weitere Verhandlungsmacht nachkommen muss.

Die Schweiz würde faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Es besteht keinerlei Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsverluste mit sich bringt und kaum greifbare, eigenständige Vorteile für die Schweiz generiert.

Das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument, das diese untragbare Situation zementiert. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Verpflichtung. Insbesondere die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Artikel 1 KoBG untergräbt die Budgethoheit des Parlaments auf fundamentalste Weise. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern durch unser Parlament, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), namentlich Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und grenzt an eine Täuschung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies widerspricht dem Prinzip der Transparenz und der klaren Trennung von Sachbereichen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom greifen in die Souveränität der Schweiz ein und gefährden die Versorgungssicherheit sowie die bewährten föderalen Strukturen. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, wie durch die Verpflichtungen gegenüber ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem abhängigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine erhebliche Einschränkung unserer nationalen Autonomie darstellt.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet, dass die ElCom undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Spiel mit dem Feuer.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Sie untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze weiter einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart gravierende Mängel und bedrohliche Entwicklungen, die eine grundlegende Ablehnung rechtfertigen. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stehen in fundamentalem Widerspruch zum Volkswillen und Artikel 121a der Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Stattdessen erleben wir eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die faktisch einer unbegrenzten Zuwanderung Tür und Tor öffnet.

Das neu geschaffene 'Daueraufenthaltsrecht' nach nur fünf Jahren, eine de facto 'Niederlassung C PLUS', ist praktisch unentziehbar. Selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bleibt dieses Aufenthaltsrecht bestehen. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern belastet auch unsere Sozialwerke in beispielloser Weise. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird somit massiv gefördert, wobei die Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der Familiennachzug wird in einer für ein Nicht-EU-Land geradezu unkontrollierbaren Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit, Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel' erweist sich als reines Placebo; ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals zur Anwendung kommen wird. Droht die Schweiz dennoch, sie anzurufen, sieht sie sich der Erpressung durch die EU ausgesetzt.

Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern kaum noch möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Kosten der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Dies ist ein klares Eingeständnis der massiven finanziellen Belastungen, die durch die Personenfreizügigkeit verursacht werden. Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Kapitulation vor der EU darstellen und die schweizerische Souveränität und die Interessen unserer eigenen Bevölkerung massiv gefährden. Sie widersprechen dem klaren Volkswillen und untergraben die Grundlagen unseres Wohlstands und unserer inneren Sicherheit. Es ist daher zwingend, diese Vorlagen entschieden abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen entschieden abzulehnen. Es ist alarmierend, dass die Verhandlungsdelegation offenbar

bereit war, Zugeständnisse zu machen, die tiefgreifende Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und unsere politische Unabhängigkeit haben könnten.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen des Rahmenabkommens angestrebt wird, wirft gravierende Fragen auf. Die otomatik Übernahme von Sekundärrecht der EU, ohne vorgängige nationale Zustimmung und parlamentarische Debatte, steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und zur Gestaltungsfreiheit unseres Landes. Dies würde faktisch die legislative Gewalt der Schweizer Bürger und ihrer gewählten Vertreter aushöhlen. Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit der Bundesversammlung zur Gesetzgebung festlegt, würde durch eine solche Übernahme von EU-Recht massiv untergraben.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch in Fällen, die primär schweizerisches Recht betreffen, stellt eine inakzeptable Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit dar. Unsere eigenen Gerichte, die dem Schweizer Recht verpflichtet sind, würden de facto zu nachgeordneten Instanzen degradiert. Dies widerspricht dem im Bundesgesetz über die Zuständigkeit für die Überprüfung von Rechtsakten (ZÜR, SR 130.1) verankerten Prinzip, dass die Überprüfung von Rechtsakten primär durch die zuständigen schweizerischen Gerichte zu erfolgen hat.

Die Argumentation, diese Massnahmen seien notwendig, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, überzeugt nicht. Sie offenbart vielmehr eine einseitige Abhängigkeit und die Bereitschaft, grundlegende Prinzipien unserer Staatlichkeit für wirtschaftliche Vorteile zu opfern. Die potenziellen Nachteile für unsere Souveränität, unsere Rechtsprechung und die direkte Mitbestimmung unserer Bürger überwiegen bei weitem die proklamierten Vorteile.

Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre eigenen Interessen verteidigt. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse sind kein Schritt in die richtige Richtung, sondern stellen vielmehr eine Gefährdung unserer bewährten politischen und rechtlichen Grundsätze dar. Eine Annahme dieser Ergebnisse wäre ein fataler Fehler.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann. Die vorgeschlagenen Regelungen untergraben in mehrfacher Hinsicht die Souveränität der Schweiz und drohen, unsere bewährten Rechtsgrundlagen aufzuweichen.

Besonders alarmierend ist die Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus dem vorgeschlagenen Abkommen ableiten lässt. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, ohne dass das Schweizer Parlament die Möglichkeit hat, diese zu gestalten oder abzulehnen, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation. Das Schweizer Volk und seine Vertreter hätten keinerlei Einfluss auf die Gesetzgebung, die unser Land regeln soll. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist und die Grundlage unseres politischen Systems bildet.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens problematisch. Die vorgesehene Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv einschränken. Schweizer Richter müssten Urteile des EuGH anwenden, die möglicherweise nicht mit den Wertvorstellungen und rechtlichen Traditionen der Schweiz vereinbar sind. Dies stellt eine Verletzung des Artikels 190 der Bundesverfassung dar, der die Bindung der Gerichte und Behörden an das geltende Recht vorsieht. Die Interpretation und Anwendung dieses Rechts durch fremde Gerichte würde die richterliche Autonomie aushebeln.

Die befürchtete Erosion der direkten Demokratie ist ebenfalls ein gravierendes Problem. Durch die Übernahme von EU-Recht und die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung würden sich Schweizer

Bürgerinnen und Bürger von wichtigen Entscheidungsprozessen entfremden. Volksinitiativen und Referenden, Kernstücke unserer direkten Demokratie, könnten durch überstaatliche Regelungen faktisch ausgehebelt werden, wenn diese nicht mehr autonom durch das Schweizer Volk beeinflussbar sind. Dies würde die politische Mitsprache der Bürger schwächen und das Vertrauen in die demokratischen Institutionen untergraben.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, ohne entsprechende Mitspracherechte oder Vorteile, ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz würde zu einem Nettozahler degradiert, ohne die Möglichkeit, diese Mittel eigenverantwortlich im nationalen Interesse einzusetzen oder die Verwendung zu kontrollieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket gravierende Nachteile für die Souveränität, die direkte Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit der Schweiz mit sich bringt. Eine Annahme dieses Pakets wäre daher unverantwortlich und würde die Grundlagen unseres unabhängigen Staates gefährden. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, die die Schweizer Interessen und Verfassungsprinzipien wahrt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und scheinen mehr auf kurzfristige Zugeständnisse als auf eine nachhaltige Stärkung der Schweizer Souveränität ausgerichtet zu sein. Die Vorstellung, dass eine weitere Angleichung an europäisches Recht die Beziehungen de facto stabilisieren werde, ist fragwürdig. Vielmehr besteht die Gefahr, dass die Schweiz unter dem Mantel der «Stabilisierung» schleichend ihre Eigenständigkeit verliert und zu einem reinen Anhängsel der EU wird.

Besonders kritisch ist die erwartete Übernahme von EU-Recht, die nicht im Einzelfall, sondern pauschal erfolgen soll. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der nationalstaatlichen Gesetzgebung, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Pflicht der Eidgenossenschaft, für die Freiheit und Sicherheit des Landes sowie für die Erfüllung der völkerrechtlichen Verpflichtungen zu sorgen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht könnte gerade diese Freiheit und Sicherheit untergraben, indem sie der Schweizer Bevölkerung und ihren gewählten Vertretern die Möglichkeit nimmt, Gesetze zu gestalten, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz entsprechen.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls besorgniserregend. Die Erwartung, dass dessen Rechtsprechung in der Schweiz verbindlich anerkannt werden soll, stellt eine gravierende Beeinträchtigung der nationalen Rechtsordnung dar. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts, welches auf das Schweizer Recht verweist und nicht die direkte Anwendung von Rechtssystemen Dritter vorsieht. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Souveränität des Schweizer Volkes würden durch eine solche Unterordnung massiv geschwächt.

Des Weiteren fehlt eine klare Darlegung, wie die «Stabilisierung» konkret aussehen soll, ohne dass die Schweiz ihrerseits erhebliche wirtschaftliche oder politische Nachteile erleidet. Die Annahme, dass die EU bereit sein wird, Zugeständnisse zu machen, ohne im Gegenzug eine tiefere Integration zu verlangen, ist unrealistisch. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz für einen illusorischen «Stabilitätsgewinn» ihre Autonomie opfert und sich in eine Abhängigkeit begibt, aus der sie kaum mehr entkommen kann. Die vorgeschlagenen Massnahmen bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung und einer deutlichen Kurskorrektur im Sinne der Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer demokratischen Prinzipien.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Guido Kirschke (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Guido Kirschke · 043 833 90 03 · gkirschke@hispeed.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht tatsächlich im besten Interesse der Schweiz ist oder ob sie nicht vielmehr zu einer schleichenden Unterwerfung unter europäische Regularien führt, ohne dass die Schweizer Stimmbevölkerung oder das Parlament hinreichenden Einfluss auf deren Ausgestaltung nehmen können.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 13 des Bundesgesetzes über die Institutionen des Bundes (InstG) obliegt die Gesetzgebung dem Bundesrat und der Bundesversammlung. Die automatische oder faktische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch institutionelle Abkommen befürchtet wird, könnte dieses verfassungsmässige Prinzip untergraben. Dies würde bedeuten, dass sich die Schweiz neuem Recht unterwerfen müsste, das sie nicht aktiv mitgestaltet hat und auf dessen Entstehung sie nur marginalen Einfluss hat.

Darüber hinaus birgt die institutionelle Verankerung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als Interpretationsinstanz für das künftige Abkommen erhebliche Risiken für die Rechtsstaatlichkeit und die Souveränität der Schweiz. Die Schweizerische Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des Obligationenrechts (OR), garantiert Rechtssicherheit und verlässliche Rechtsgrundlagen. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, der nicht dem Schweizer Rechtssystem untersteht, stellt eine Gefährdung dieser Garantien dar. Die Gefahr besteht, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die nicht mit der schweizerischen Rechtsordnung oder den nationalen Interessen vereinbar sind.

Die im Vorschlag implizierte Flexibilität bei der Umsetzung ist fragwürdig. Es ist zu befürchten, dass der Druck zur Anpassung an EU-Normen derart stark sein wird, dass echte Wahlmöglichkeiten für die Schweiz kaum noch bestehen. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die damit verbundenen Verpflichtungen werfen zudem Fragen der wirtschaftlichen Sinnhaftigkeit auf, insbesondere wenn diese Mittel nicht zweckmässig im Inland eingesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket unter dem Mantel der bilateralen Zusammenarbeit erhebliche Gefahren für die demokratische Selbstbestimmung, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz birgt. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung werfen gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz auf. Es ist zutiefst beunruhigend, mit welcher Leichtigkeit von einer Annäherung an EU-Recht gesprochen wird, ohne die potenziellen weitreichenden Konsequenzen für unser Rechtssystem und unsere demokratischen Prozesse angemessen zu berücksichtigen.

Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Rechtspositionen, die nicht explizit in einem Abkommen verankert sind, ist besorgniserregend. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) könnte auf indirekte Weise Eingang in die Schweizer Rechtsordnung finden, selbst wenn dies nicht dem Geist oder Buchstaben einer bilateralen Vereinbarung entspricht. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 141 Absatz 1 Buchstabe a der Bundesverfassung (BV), der die Souveränität der Schweiz und die Einhaltung unserer Grundwerte betont. Eine indirekte Bindung an EU-Recht durch die Hintertür würde diese grundlegende Bestimmung untergraben.

Darüber hinaus gibt es erhebliche Zweifel, ob eine solche Annäherung tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt. Die oft beschworenen Vorteile einer engeren Integration erscheinen im Lichte der potenziellen Nachteile, insbesondere des Verlusts an Autonomie und der damit verbundenen Einschränkungen unserer rechtssetzenden Gewalt, fragwürdig. Gemäss Artikel 164 Absatz 2 BV sind die eidgenössischen Räte bei der Rechtssetzung an die Bundesverfassung, die Volkswahlen und die Völkerrecht gebunden. Die vorgeschlagene Richtung könnte jedoch zu Situationen führen, in denen diese Bindungen zu Gunsten von EU-rechtlichen Entwicklungen umgangen werden.

Die Befürchtung, dass die Schweiz gezwungen sein könnte, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, ohne dass dafür ein klares und vom Schweizer Volk in einem Referendum bestätigtes Mandat vorliegt, ist ebenfalls ein zentraler Kritikpunkt. Dies würde das demokratische Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 Absatz 1 BV verankert ist, massiv beeinträchtigen. Ein solcher Weg könnte langfristig zu einer Erosion unserer direktdemokratischen Instrumente führen.

Wir fordern daher eine kritische Überprüfung aller Vorschläge, die eine stärkere Anpassung an EU-Recht beinhalten. Die Wahrung unserer Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Rechte des Schweizer Volkes müssen bei jeder Entscheidung oberste Priorität haben. Eine vorsichtige und abwägende Haltung ist unerlässlich, um die langfristige Stabilität und Unabhängigkeit unseres Landes zu gewährleisten.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, dessen Stromnetz von Brüssel aus gesteuert wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur operativen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, wie sie bisher durch das Stromversorgungsgesetz (StromVG) und das Energiegesetz (EnG) gewährleistet war.

Besonders alarmierend ist die Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was tiefgreifende finanzielle Konsequenzen für diese Regionen hätte. Ferner werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler Gemeindekraftwerke, der die dezentrale Energieproduktion stärkt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem unberechenbaren freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie sie beispielsweise im neuen Art. 8b ff. StromVG angedeutet wird, ist unzureichend und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit unklar. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht gedeckte Versorgungssicherheit werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im EnG, insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, deren wirtschaftliche Grundlage geschwächt wird. Dies bremst den Ausbau erneuerbarer Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE bestätigt diesen Trend der Unterwerfung unter das EU-Regime. Dieses hochriskante Experiment gefährdet die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung der Schweiz und ist auf Kosten der Bevölkerung und Wirtschaft zu riskant.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden dienen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet die Unterwerfung demokratisch legitimierter Förderungen, sei es für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU, unter eine fremde, bürokratische Kontrolle.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden auf unerträgliche Weise untergraben. Statt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgesegnet werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und die Gewaltenteilung. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, indem Beihilfen gemeldet und genehmigt werden müssen. Dies macht uns zu reinen Regel-Empfängern und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, als "verlängerter Arm der EU", deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht Schweizer Interessen dienen, ist äusserst bedenklich. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2). Sie werden zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist stossend, da die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält. Dies untergräbt die kantonale Autonomie und ermöglicht die Aufhebung demokratisch gefällter Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG).

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese Massnahmen führen zu einer zentralisierten und

undemokratischen Kontrolle über staatliche Beihilfen, was mit den Grundsätzen unseres Rechtsstaates und Föderalismus unvereinbar ist.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem eigenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine grundlegende und bedenkliche Abkehr von bisherigen Prinzipien dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht ist in hohem Masse problematisch. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und an demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch zur Zwangsabgabe werden.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als verlässlicher Richtwert betrachtet werden. Der im Vertrag vorgesehene, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert dadurch die Möglichkeit, solchen Forderungen entgegenzutreten und muss sich den von der EU diktierten Zahlungen fügen. Dies widerspricht dem Prinzip der Budgethoheit des Parlaments.

Die Schweiz würde zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht avancieren. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Die Zahlungen dienen primär der institutionellen Anbindung, die unserer Souveränität Kosten auferlegt und kaum greifbare Vorteile bietet.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, was die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist keine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Zusammenfassend ist die vorgeschlagene Regelung eine gefährliche Aushöhlung unserer Souveränität und unserer parlamentarischen Rechte. Sie zwingt die Schweiz zu unkontrollierbaren finanziellen Verpflichtungen, ohne angemessene Gegenleistungen oder demokratische Mitsprache.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Service public und der nationalen Souveränität auf. Die vermeintliche Harmonisierung mit dem EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung bewährter Strukturen, die dem Wohl der Schweizer Bevölkerung dienen.

Das zentrale Problem liegt in der potenziellen Anwendung des EU-Beihilferechts. Bewährte Subventionsmodelle, die für den Erhalt des Güterverkehrs, die Gewährleistung des Regionalverkehrs oder die dringend notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials essenziell sind, könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das Angebot des Bahnverkehrs, auf das die Schweizerinnen und Schweizer angewiesen sind.

Die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater EBG öffnet Tür und Tor für eine selektive Ausbeutung des Schweizer Eisenbahnmarktes durch ausländische Anbieter. Diese "Rosinenpickerei"

wird dazu führen, dass nur die profitablen Hauptstrecken von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient werden. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen bleiben hingegen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental und gefährdet die flächendeckende Anbindung unseres Landes.

Die angeblich schützende "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates ist rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich lediglich um eine leere Beruhigungspille, die die langfristige Erosion unserer Entscheidungshoheit im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert wesentliche Steuerungs- und Gestaltungskompetenzen zunehmend an zentrale EU-Stellen.

Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss neuem Artikel 32a Absatz 1bis PBG schränkt die souveräne Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen über ihr öffentliches Verkehrsnetz empfindlich ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Diese Entwicklung widerspricht dem Grundsatz, dass nationale Bedürfnisse und Interessen bei der Ausgestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes Priorität haben müssen.

Es ist offensichtlich, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur den Service public gefährden, sondern auch unsere nationale Souveränität im Bereich des Verkehrswesens schwächen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die in der Schweizerischen Bundesverfassung (Art. 121a BV) klar verankerte Autonomie bei der Zuwanderungssteuerung massiv untergräbt. Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer quasi unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Es ist unzumutbar, dass selbst Personen, die straffällig werden oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind, ein solches Recht erhalten sollen.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen in beispielloser Weise gefördert. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienkreise, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die daraus resultierenden Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' ist wenig mehr als ein Placebo; ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Die Drohung der EU mit Strafmassnahmen im Falle einer doch noch angewandten Klausel entlarvt diese als eine Erpressungsmaßnahme, keine Schutzmaßnahme.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' bedeutet faktisch das Ende der Mitsprache des Schweizer Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung. Dies ist eine inakzeptable Unterwerfung unter Brüssel und eine direkte Verletzung des Volkswillens. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung eines neuen Art. 41c und die Aufhebung des Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss praktisch unmöglich gemacht wird. Dies ist eine Kapitulation vor der EU und eine Missachtung unseres Verfassungsauftrags.

Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein offenes Eingeständnis der massiven finanziellen Belastungen, die durch die unkontrollierte Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies sind versteckte Kosten, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Diese flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz, auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4), gefährdet die hohen Schweizer Qualitätsstandards.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Gesamtheit unzureichend und offenbaren eine gefährliche Tendenz, unser robustes Schweizer System der flankierenden Massnahmen zugunsten EU-konformer, aber deutlich schwächerer Regelungen aufzuweichen. Die behaupteten Schutzmechanismen sind bestenfalls kosmetischer Natur und vermögen den immensen Lohndruck, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht abzufedern. Eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für die breite Masse der mittleren und unteren Einkommensklassen, ist die unausweichliche Folge.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er sukzessive an die weniger restriktiven EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer angelegt, aber unverkennbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt insbesondere jenen ausländischen Unternehmen in die Hände, die mittels Lohndumping ihre Wettbewerbsvorteile erzielen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein vergiftetes Geschenk. Er etabliert eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die Flexibilität von KMU unnötig lähmt, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der formalen Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a des EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten zusätzlich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus. Jede Änderung an unserem bewährten System birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» stellt eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar, anstatt primär der Sicherheit zu dienen. Dies bedroht massiv unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengeren Kriterien als im EU-Raum basiert, läuft Gefahr, durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards markant an Wert zu verlieren. Das geschützte Label «Made in Switzerland» wird entwertet, wenn die Produktion denselben, weniger rigorosen Kriterien folgen muss wie in der EU, was einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten vernichtet.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses für die Schweiz schädlichen Abkommens würde somit das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz untergräbt. Darüber hinaus erhalten EU-Inspektoren durch die vorgesehenen Massnahmen Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen unzulässigen Eingriff in unsere Souveränität darstellt und Schweizer Betriebe zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten komplexe und für die Schweiz unpassende EU-Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des LMG ist somit das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften.

Die Schweiz wird zudem gezwungen, ihr demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch auszuhöhlen und EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Ebenso werden durch neue Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148 LwG) das Parlament umgangen und die demokratische Kontrolle ausgehebelt. Die Anpassung im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu TSG) sind weitere Beispiele für einen inakzeptablen Souveränitätsverlust und eine Gefährdung unserer nationalen Standards und Strategien.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bergen erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Entwertung unserer verfassungsmässigen Ordnung.

Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) sowie das Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) bilden das Fundament unseres Rechtsraums. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, selbst wenn sie lediglich in der Form einer «Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands» verpackt wird, stellt eine gravierende Herausforderung dar. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität, welche durch die faktische Entmachtung des

schweizerischen Gesetzgebers bei der Anpassung an EU-Recht untergraben würde. Die Entscheidungen der EU-Institutionen würden, ohne direkten Einfluss der Schweizer Bevölkerung oder des Parlaments, Gesetzeskraft erlangen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 164 BV, der die Kompetenz des Bundesrates und des Bundesgerichts zur Auslegung und Anwendung von Bundesgesetzen festlegt.

Die unkritische Übernahme von EU-Recht öffnet zudem die Tür für eine inhaltliche Erosion. Es ist zu befürchten, dass zukünftige EU-Regulierungen, die möglicherweise nicht im besten Interesse der Schweiz sind, dennoch übernommen werden müssten. Dies betrifft insbesondere Bereiche wie die Landwirtschaft, die Finanzmarktregulierung oder die innere Sicherheit, wo divergierende Interessen und Prioritäten bestehen. Das Prinzip der Rechtsgleichheit, verankert in Artikel 8 BV, könnte durch die Anwendung von EU-Recht, das in seinen Auswirkungen nicht immer transparent und nachvollziehbar ist, tangiert werden.

Die propagierte «Stabilisierung der Beziehungen» erscheint unter diesen Umständen als ein euphemistischer Begriff für eine zunehmende Abhängigkeit von der EU. Die Verankerung von EU-Institutionen in unserer nationalen Rechtsordnung, wie sie implizit in der Übernahme von EU-Recht liegt, würde die Handlungsfreiheit des schweizerischen Parlaments und der Regierung erheblich einschränken. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, könnte durch die Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs ebenfalls in Mitleidenschaft gezogen werden. Die Bewahrung unserer verfassungsmässigen Identität und unserer einzigartigen Rechtsordnung erfordert eine kritische Prüfung jedes Schrittes, der uns potenziell näher an eine reziproke Übernahme von EU-Recht bindet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Neubewertung bedürfen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, wie sie sich implizit aus verschiedenen Vertragspunkten ergibt, steht im klaren Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer Schweizer Rechtsordnung und der direkten Demokratie.

Die autonome Rechtssetzung ist ein Eckpfeiler unserer föderalistischen Struktur und der Souveränität des Schweizer Volkes, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die Tendenz, sich zunehmend EU-Normen zu unterstellen, schwächt die legislative Gewalt der eidgenössischen Räte und die Mitbestimmungsrechte der Bürgerinnen und Bürger. Artikel 164 BV, der die grundsätzlichen Rechtsnormen regelt, würde durch eine solche automatische Übernahme von Sekundärrecht der EU faktisch umgangen. Die Rolle des Bundesrates als alleiniger Akteur bei der Umsetzung von EU-Recht, ohne zwingende obligatorische Referenden in allen relevanten Bereichen, untergräbt zudem das Volk als oberste Gewalt gemäss Artikel 1 BV.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind ebenfalls äusserst problematisch. Eine Unterstellung der Schweizer Gerichte und damit der Schweizer Rechtsprechung unter die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität der nationalen Gerichte massiv beeinträchtigen. Artikel 190 BV, welcher die richterliche Unabhängigkeit garantiert, könnte hierdurch de facto ausgehöhlt werden. Die Übertragung von Hoheitsrechten, auch in Teilbereichen, ist nur im Rahmen von Artikel 173 BV zulässig, und dies stets unter Beachtung der verfassungsmässigen Ordnung.

Es ist zu befürchten, dass die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Argument für eine engere Anbindung an die EU angeführt werden, erkauft werden mit einem Verlust an politischer Selbstbestimmung und rechtsstaatlicher Kontrolle. Die sorgfältige Prüfung jeder einzelnen Klausel unter dem Gesichtspunkt des Schutzes unserer verfassungsmässigen Grundsätze und der Souveränität unseres Landes ist

daher unerlässlich. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Recht ist keine Option, sondern eine Gefährdung unserer demokratischen Identität.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Emil Kriemler (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Emil Kriemler · 044 941 89 52 · ekriemler@ggaweb.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union werfen erhebliche und meiner Ansicht nach ungelöste Bedenken auf. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen tatsächlich die Souveränität der Schweiz wahren können, insbesondere im Hinblick auf das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und das Bundesgesetz über den nicht-landwirtschaftlichen Pachtvertrag (PachtG). Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie bei neuen Abkommen oft zu beobachten ist, könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung führen. Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs (ZGB), der die richterliche Auslegung des Rechts betont, scheint in Gefahr zu geraten, wenn wir uns primär an die Vorgaben aus Brüssel halten müssen. Die Risiken für die Rechtssicherheit und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz werden meiner Meinung nach nicht ausreichend berücksichtigt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein! Mit diesem Vertrag wird alle Kontrolle an die EU übertragen, unter Verletzung unserer Bundesverfassung. Die direkte Demokratie wird abgeschafft

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz, wie sie die automatische Übernahme neuer Richtlinien und Verordnungen impliziert, widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und dem Geist der Bundesverfassung. Die dadurch entstehende Rechtsunsicherheit und die Erosion der direkten Demokratie sind besorgniserregend. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die zugesicherte Flexibilität und die Ausnahmen tatsächlich ausreichen, um die Auswirkungen der Drittstaatenabhängigkeit auf unsere Gesetzgebung gemäss Artikel 190 BV zu kompensieren. Die Abhängigkeit von der Interpretation des Europäischen Gerichtshofs stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsetzungshoheit der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie sich potenziell aus dem neuen Abkommen ergibt, widerspricht dem Geist der Schweizer Verfassung, insbesondere den Prinzipien der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Autonomie. Artikel 1 der Bundesverfassung verankert die Souveränität des Schweizer Volkes, welche durch eine blosse Übernahme von EU-Normen gefährdet wird. Weiterhin ist die Befürchtung gross, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte durch die zwingende Anwendung von EU-Recht und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs eingeschränkt wird. Die Wahrung der nationalen Interessen und die Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz werden dadurch massiv erschwert. Es drängt

sich die Frage auf, ob die angestrebte Harmonisierung nicht zu Lasten der schweizerischen Rechtskultur und der demokratischen Legitimation geht.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, getarnt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ausländische Regelungen dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar gefährdet, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards zu einem unweigerlichen Qualitätsverlust führt und das Label "Made in Switzerland" entwertet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie führt und die Vielfalt sowie die Existenzen kleiner Produzenten bedroht. Die Anlehnung an die EU-Vorschriften im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzstandards für Transporte und Schlachtung aufzugeben. Dies ist ein ethischer Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust. Die spürbare Einschränkung der Schweizer Autonomie wird durch die geplante Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) weiter verstärkt, welche die flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Seuchenbekämpfung gefährdet. Besonders gravierend ist die bedrohliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ferner untergräbt die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen das Volkswillen-bestätigte Gentechnik-Moratorium. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgehen zudem das Parlament, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Kontrolle durch EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein weiterer massiver Eingriff in unsere Souveränität. Dies alles gefährdet unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Wirtschaft und die Gesundheit unserer Bevölkerung auf unannehmbare Weise.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen am Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet, dass entscheidende Weichenstellungen für unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, während die Schweiz die Kosten trägt, aber kein Stimmrecht besitzt. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für nichtdemokratisch legitimiertes EU-Recht degradiert, was das Ende einer unabhängigen, schweizerischen Energie Regulierung bedeutet. Insbesondere die Beihilfenregeln der EU bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sowie das bewährte System der Wasserzinsen. Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen führen, da die Kosten für Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Energieversorgungsreserven werden unzureichend (Art. 8b ff. StromVG), und die föderalen Strukturen sowie dezentrale Energieerzeuger werden durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) und geänderte Vergütungsregeln (Art. 15 EnG) geschwächt. Die Ausweitung der ElCom-Kompetenzen und die Streichung von Ausnahmen für nationale Netzgesellschaften untergraben unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen und führen zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Belastung für unsere Sozialwerke und Steuerzahler dar. Die faktische Einführung eines unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren gemäss neuem Art. 41c des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) steht im diametralen Widerspruch zum Volkswillen und der Bundesverfassung (Art. 121a BV), welche die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Ausweitung des Familiennachzugs, einschliesslich Eltern und Grosseltern, sowie die damit verbundene Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, wie im AIG neu verankert, führen zu explodierenden Kosten zulasten der Schweizer Bevölkerung. Die angebliche Schutzklausel, insbesondere in Art. 21b AIG, ist eine reine Farce, deren Anwendungsbedingungen in der Praxis unerfüllbar sind und die zudem mit Sanktionen der EU droht. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" beraubt das Parlament und das Volk künftiger Entscheidungsmöglichkeiten in diesem hochsensiblen Bereich, was eine unerträgliche

Einschränkung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehen, ist ein Eingeständnis der immensen Folgekosten der Personenfreizügigkeit, die nun auf dem Rücken von Studierenden ausgetragen werden. Diese Anpassungen sind keine technischen Korrekturen, sondern eine Kapitulation vor der EU, die unsere Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung und zum Schutz unserer nationalen Interessen massiv untergräbt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsion stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und Budgethoheit dar. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist inakzeptabel. Dieses Gesetz, welches unter Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB aufgenommen werden soll, zementiert eine permanente und unflexible Zahlungsverpflichtung, die dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern entzieht. Die anfängliche Festlegung eines Betrags von 350 Millionen Franken pro Jahr ist lediglich eine Lockvogelofferte, da der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu deutlich höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz würde faktisch zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert, während die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung, wie in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG vorgesehen, eine irreführende Legitimation darstellt und den "guten Namen" der Friedensförderung für politisch heikle Zahlungen missbraucht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich als Feigenblatt. Anstatt unsere bewährten, flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, was den Lohndruck auf Schweizer Arbeitnehmer, insbesondere in tieferen und mittleren Lohnklassen, verschärft. Die geplante Änderung des Entsendegesetzes (EntsG), namentlich die Präzisierungen in Artikel 9 Absatz 2 und die Umstrukturierung des Klagerechts gemäss Artikel 11 und neu 13a, mag rechtlich kompliziert erscheinen, dient aber primär der EU-Konformität und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter nach Artikel 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die Flexibilität von KMU unnötig einschränkt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) unter Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 ist eine inakzeptable Abtretung von Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine massive Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die Schweiz würde sich einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterwerfen, das unsere bewährte, demokratisch legitimierte Praxis der regionalen und lokalen Wirtschaftsförderung abschafft. Die Kantone verlieren ihre Autonomie und werden zu Bittstellern einer neuen "Superbehörde", der Beihilfekammer der WEKO, die gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Instanz wird gemäss dem neuen BHÜG und dem angepassten BGG, insbesondere Art. 82 Bst. bbis, kantonale Erlasse prüfen und ausser Kraft setzen können, was die Verfahrensautonomie der Kantone und ihre demokratische Legitimation höhlt. Die strategische Autonomie in kritischen Sektoren wie Energie und Luftverkehr wird aufgegeben, insbesondere durch die Streichung von Art. 103 LFG. Diese Entwicklung ist nicht mit den Grundprinzipien unserer Rechtsordnung vereinbar.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung für den Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage durch Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht ausländischen Anbietern, sich auf lukrative inner-schweizerische Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Linien zu betreiben. Die Folge ist eine direkte Gefährdung der Qualität und des flächendeckenden Angebots, welches die Schweizer

Bürger gewohnt sind. Die Änderungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Art. 32a Abs. 1bis, zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies limitiert die souveräne Gestaltungshoheit von Bund und Kantonen über den öffentlichen Verkehr und kann zu suboptimalen und teureren Lösungen führen. Die vermeintlichen Schutzmassnahmen durch eine 'Gemeinsame Erklärung' sind rechtlich nicht bindend und bieten keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar und ist inakzeptabel.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Patrick Lüthi (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Patrick Lüthi · 079 766 29 23 · patrick.luethii@fdp-zumikon.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Die anvisierte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung ohne entsprechende demokratische Kontrolle durch das Schweizer Volk und die eidgenössischen Räte. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind, insbesondere im Hinblick auf die Volkssouveränität gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BRP).

Die unklare Ausgestaltung der institutionellen Abmachungen lässt befürchten, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit vom Europäischen Gerichtshof (EuGH) geraten könnte. Eine solche Entwicklung würde die Autonomie der Schweizer Gerichte untergraben und die Entscheidungsgewalt in Kernbereichen der Schweizer Gesetzgebung faktisch an eine ausländische Instanz delegieren. Die vom EuGH erlassenen Urteile wären bindend, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, darauf Einfluss zu nehmen oder diese gar abzulehnen. Dies verstösst gegen das Prinzip der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit, das auch im Kontext des Völkerrechts, wie es sich beispielsweise im Wiener Übereinkommen über das Recht der Verträge (Art. 27) widerspiegelt, als essenziell erachtet wird.

Ferner ist die Frage der Dynamisierung des Rechts, also die automatische Übernahme von EU-Recht, problematisch. Dies könnte dazu führen, dass die Schweiz künftig permanent EU-Recht adaptieren müsste, was einen erheblichen Aufwand für die Gesetzgebung und eine Erosion der nationalen Entscheidungskompetenz bedeuten würde. Die Begrenzung der parlamentarischen Mitsprache bei der Übernahme neuer EU-Regulierungen wäre eine direkte Einschränkung der föderalen und demokratischen Willensbildung, wie sie im Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) über die kantonalen Rechte und Aufgaben vorgesehen ist.

Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen den Schweizer Souveränitätsanspruch und die demokratischen Rechte des Volkes nicht ausreichend zu berücksichtigen. Eine solche Übernahme von Recht ohne entsprechende demokratische Kontrolle und die Gefahr der Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit sind für die Schweiz nicht tragbar und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, bevor einer solchen Gesamtbeurteilung zugestimmt werden kann. Die Schweizer Gesetzgebung und die verfassungsmässigen Prinzipien müssen auch in zukünftigen Abkommen mit der EU uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft gravierende Fragen auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Es ist mit Bedauern festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen und die damit verbundenen Anpassungen unserer nationalen Gesetzgebung eine beunruhigende Tendenz zur Erosion der Schweizer Souveränität und zur Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien erkennen lassen.

Insbesondere die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine entsprechende Anpassung der Verfassungslage im Sinne von Artikel 164 der Bundesverfassung, der die verbindliche Erklärung der Bundesversammlung über die Grundzüge der Aussenpolitik regelt, erfolgt ist, gibt Anlass zu erheblichen Bedenken. Die Möglichkeit, dass neue EU-Bestimmungen ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Volksabstimmung direkt in unser Rechtssystem einfliessen könnten, steht im diametralen Gegensatz zur Idee der direkten Demokratie, die ein Eckpfeiler unseres politischen Systems darstellt.

Ferner ist die Befürchtung gross, dass die vorgesehene Angleichung an europäische Normen die Flexibilität unserer Gesetzgebung massiv einschränken wird. Artikel 177 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit des Bundesrates für den Abschluss von völkerrechtlichen Verträgen vorsieht, muss im Lichte des potenziellen Verlusts an autonomer Gesetzgebungskompetenz neu bewertet werden. Die einseitige Übernahme von EU-Recht, das nicht zwingend unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten entspricht, birgt die Gefahr einer Rechtszersplitterung und einer ineffizienten Anwendung im Inland.

Es ist unerlässlich, dass der Gesetzgeber die Auswirkungen dieser Übernahme auf die schweizerische Rechtsordnung sorgfältig prüft. Die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Durchsetzung nationaler Interessen beeinträchtigt werden könnten, darf nicht ignoriert werden. Die Schweiz hat historisch stets Wert auf ihre Unabhängigkeit und ihre einzigartige Rechtstradition gelegt. Die vorliegende Vorlage scheint diese Errungenschaften aufs Spiel zu setzen.

Wir fordern daher eine detailliertere Prüfung der konkreten Auswirkungen jeder einzelnen Bestimmung auf das schweizerische Recht. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Übernahme von EU-Recht transparent erfolgt, dem Willen des Souveräns entspricht und die Grundprinzipien unseres Rechtsstaates wahrt. Ohne diese Garantien besteht die reale Gefahr einer schleichenden Entmachtung des Parlaments und des Souveräns.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und des Föderalismus dar. Die etablierte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, um spezifische nationale oder regionale Interessen zu fördern, soll durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Diese Entwicklung untergräbt die demokratische Legitimation solcher Förderungen, die beispielsweise dem Regionalverkehr, kantonalen Banken, der Kultur oder lokalen KMU zugutekommen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden in unannehmbarer Weise eingeschränkt. Anstatt eigene Entscheidungen über die lokale Wirtschaftsförderung zu treffen, müssen sie künftig ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorlegen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Schweiz unterwirft sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, wie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG, Art. 3 BHÜG) vorgesehen, institutionaliert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese „Superbehörde" wird als „verlängerter Arm der EU" agieren und ihre

Entscheidungen primär an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten, nicht an schweizerischen Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG). Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2 KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht überwacht, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt, die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt und unser Föderalismus irreversibel geschwächt.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarkt stellen eine tiefgreifende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, die durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und Anpassungen im Energiegesetz (EnG) vorangetrieben wird, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis. Die ElCom wird de facto zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet und die demokratische Legitimation der Regulierung untergräbt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Weiterhin werden föderale Strukturen, wie die Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieproduktion ausgehebelt wird.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue StromVG vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies birgt unkalkulierbare Risiken und führt zu volatileren, letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das StromVG, insbesondere die Art. 4a ff., die Art. 8b ff. zur Energiereserve und die verschärften Unbundling-Vorschriften in Art. 10, 18, 19, sind Ausdruck dieser gefährlichen Entwicklung.

Die Änderungen im Energiegesetz, wie die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, welcher zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung des Landverkehrsabkommens mit der EU birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public im Schienenverkehr und gefährdet die Souveränität der Schweiz in einem für sie zentralen Bereich. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret in Artikel 40ater, öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die lediglich die lukrativen inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, welche auch die nicht-rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien aufrechterhalten müssen.

Darüber hinaus ist die "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates als rechtlich nicht bindend und somit als unwirksam einzustufen. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, welche die Schweiz verpflichtet, zukünftige Änderungen des EU-Rechts im Eisenbahnsektor ohne Mitspracherecht zu übernehmen. Dies betrifft potenziell Regelungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was eine weitere Verlagerung nationaler Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen zur Folge hätte.

Die Bestimmungen zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, schränken die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe an die besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen zukünftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und kostenintensiveren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen. Die bestehenden Subventionen für wichtige Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials könnten durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden, was direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger bedroht. Die Schweiz riskiert somit, die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur und die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs schrittweise aufzugeben, ohne dafür eine wirkliche Gegenleistung zu erhalten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer sozialen Sicherheit dar. Die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausweitet, steht im klaren Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Das neu geschaffene "Daueraufenthaltsrecht" nach nur fünf Jahren Aufenthalt, eine Art "Niederlassung C PLUS", ist praktisch unentziehbar. Diese Bestimmung birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da sie selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe greifen soll.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der geplante Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern

einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos. Dies wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angepriesene "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu nutzen, droht die EU mit Sanktionen. Es handelt sich hierbei nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" untergräbt die Kompetenzen des Schweizer Parlaments und des Volkes. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich würden uns ohne Mitspracherecht auferlegt. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG erweitern den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger und erschweren einen Ausschluss selbst bei sozialer Abhängigkeit. Die Schweiz verliert dadurch die Kontrolle über ihre Sozialwerke, die zunehmend von der EU vorgegebenen Regeln folgen müssen. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun den Studierenden aufgebürdet werden.

Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die allgemeinen Sicherungsbedingungen für die Ausübung von grenzüberschreitenden Dienstleistungen (BGVB) ersetzt die nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur unabhängigen Arbeitsmarktregulierung.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der finanziellen Beiträge stellt eine gravierende Abkehr von der bisherigen Praxis dar und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und finanzielle Autonomie der Schweiz. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist äusserst bedenklich. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die entscheidende demokratische Kontrolle über milliardenschwere Ausgaben. Wir werden faktisch zu einer Zwangsabgabe verpflichtet, deren Höhe und Modalitäten wir nicht mehr massgeblich beeinflussen können.

Der im Rahmen des Abkommens zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als fixe Grösse verstanden werden. Vielmehr handelt es sich um ein Lockangebot, dem ein im Vertrag verankerter "rechtsverbindlicher Mechanismus" zur Neuberechnung folgt. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen, gegen welche die Schweiz keine wirksame Handhabe mehr hat. Es ist zu befürchten, dass wir zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert werden, die Zahlungen leistet, ohne eine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse zu erhalten. Stattdessen zahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare, für die Schweiz substantielle Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein legislatives Instrument, das die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Artikel 1 des KoBG wird die Budgethoheit des Schweizer Parlaments ausgehöhlt. Anstatt souveräner Entscheidungen über die Verwendung

unserer Steuergelder, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zur Norm. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1, Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie signalisiert die Absicht, diese Abgaben an die EU als integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung zu betrachten.

Zudem ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2, Buchstabe b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, ohne dass ein klarer und direkter Zusammenhang zur Friedensförderung besteht. Diese vorgeschlagene Regelung untergräbt die finanzielle und politische Unabhängigkeit der Schweiz und sollte daher in ihrer jetzigen Form nicht gutgeheissen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Annäherung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend als 'Vom Hof auf den Tisch' deklariert, entpuppt sich als umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die reine Lebensmittelsicherheit hinausgeht. Dieses Vorhaben stellt eine ernsthafte Bedrohung für die etablierten, hohen Schweizer Produktionsstandards, die Existenzgrundlage bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wichtiges Unterscheidungsmerkmal und Wettbewerbsvorteil, steht unter direktem Beschuss. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards würde unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das Label 'Made in Switzerland' entwerten.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) bildet das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Diese Revision ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies resultiert in einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, welche die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion bedrohen und kleine Produzenten zur Aufgabe zwingen könnten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die Einführung neuer Artikel wie Art. 15a und Art. 21 sind besonders kritisch zu betrachten. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Besonders beunruhigend ist die sogenannte 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine unannehmbare politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aus. Selbst der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz der Fähigkeit beraubt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet durch eine starre, bürokratische Struktur die Bekämpfung von Seuchen. Diese gesamte Angleichung birgt die Gefahr, die Einzigartigkeit unserer landwirtschaftlichen Produktion zu opfern und uns vollständig dem Willen Brüssels auszuliefern.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz offenbart gravierende Mängel und Gefahren für den Schweizer Wirtschaftsstandort. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Wahrung des Lohnschutzes sind offensichtlich unzureichend und dienen primär der kosmetischen Anpassung an europarechtliche Vorgaben, anstatt den realen und massiven Druck auf die Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten,

wirksam zu kompensieren.

Statt den bewährten und robusten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an die weniger strikten EU-Standards angeglichen. Die angekündigten flankierenden Massnahmen sind bürokratischer, aber de facto weniger effektiv als die bisherigen, und eröffnen ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Arbeitnehmerrechte schwächt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der EU-Kompatibilität und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten und unangemessenen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der ausschliesslich auf EU-Druck zurückzuführen ist. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist, was die Flexibilität, insbesondere von KMU, empfindlich beeinträchtigt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird hierdurch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende und prinzipielle Fragen auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die pauschale Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Insbesondere die angedachte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne angemessene Anpassung an die schweizerischen Bedürfnisse und Verfassungsprinzipien ist problematisch.

Das Schweizerische Bundesverfassungsrecht, insbesondere Artikel 139 der Bundesverfassung, der die direkte Demokratie und die Volkssouveränität verankert, wird durch eine solche Vorgehensweise untergraben. Wenn die Schweiz fortlaufend EU-Recht übernimmt, verliert das schweizerische Volk die Möglichkeit, seine Gesetze unmittelbar zu gestalten und zu beeinflussen. Die Einführung von EU-Recht per Akklamation anstatt durch einen demokratischen Prozess, der die Anliegen der Schweizer Bevölkerung angemessen berücksichtigt, ist unvereinbar mit unseren demokratischen Grundwerten.

Darüber hinaus birgt die Übernahme des EU-Rechts die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die die Eigenständigkeit des Schweizerischen Rechts verringert. Das Prinzip der Gewaltenteilung, wie es im Schweizerischen Rechtssystem verankert ist, könnte durch die direkte

Anwendung von EU-Recht, das nicht durch die schweizerischen Gerichte im Lichte unserer Verfassung ausgelegt werden kann, beeinträchtigt werden. Dies betrifft insbesondere die Rolle des Bundesgerichts als oberste richterliche Instanz, dessen Kompetenzen durch die automatische Übernahme von EU-Recht tangiert werden könnten.

Es ist essenziell, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU sorgfältig abgewogen wird und stets die Interessen und die Verfassung der Schweiz im Vordergrund stehen. Die Vorstellung, Beziehungen durch eine einseitige Anpassung an die Vorgaben der EU zu stabilisieren, entbehrt jeder Grundlage und stellt eine Gefährdung unserer Unabhängigkeit dar. Die Schweiz hat bewiesen, dass sie auch ausserhalb der EU ihren eigenen Weg gehen und erfolgreiche bilaterale Beziehungen pflegen kann. Eine strategische und souveräne Aussenpolitik, die auf den Stärken der Schweiz aufbaut, ist dem Weg der unkritischen Übernahme von fremden Rechtsnormen vorzuziehen. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind daher aus der Perspektive der Wahrung unserer Souveränität und unserer demokratischen Grundsätze abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den daraus abgeleiteten nationalen Interessen auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtspaketen, ohne dass die Schweiz adäquate Mitspracherechte auf Augenhöhe zugestanden werden, stellt eine fundamentale Schwächung unserer Souveränität dar.

Artikel 1 des Bundesgesetzes über die internationalen Organisationen (IOBG) sieht vor, dass die Schweiz die Grundsätze der Demokratie, des Rechtsstaates und der Menschenrechte achtet. Die übermässige Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (APersFF), Artikel 6 Abs. 2 APersFF, birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, Entscheidungen des EuGH anzuwenden, die potenziell im Widerspruch zu unseren eigenen rechtlichen Traditionen und verfassungsrechtlichen Grundsätzen stehen. Dies verletzt den Geist von Artikel 190 der Bundesverfassung (BV), der besagt, dass Bundesgesetze und Verordnungen im Einklang mit dem Recht von den Gerichten anzuwenden sind, jedoch die primäre Normsetzungskompetenz bei der Schweiz liegt. Die geplante institutionelle Verankerung der Übernahme von EU-Recht bedroht die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems und untergräbt die Kontrolle des Schweizerischen Parlaments über die Gesetzgebung.

Des Weiteren ist die finanzielle Belastung, die sich aus der pauschalen Abgeltung für die Teilnahme an EU-Programmen ergibt, kritisch zu hinterfragen. Ohne klare Transparenz und nachvollziehbare Effizienzprüfung laufen wir Gefahr, unverhältnismässig hohe Beiträge zu leisten, die nicht im Einklang mit dem Grundsatz der Wirtschaftlichkeit und Sparsamkeit gemäss Artikel 29 BV stehen. Es muss gewährleistet sein, dass jeder Franken schweizerischer Steuerzahler zweckgebunden und nachweislich zum Vorteil der Schweiz eingesetzt wird. Die gegenwärtigen Formulierungen lassen hier erhebliche Unsicherheiten zu.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse das Risiko bergen, die Schweiz in eine abhängige Position zu drängen und unsere rechtliche und politische Eigenständigkeit auf unannehmbare Weise zu kompromittieren. Eine kritische Überprüfung und Nachverhandlung sind unerlässlich, um die Souveränität und die nationalen Interessen der Schweiz wirksam zu schützen.

Consultazione

Egregi Signore e Signori,

Mittente e Contatto

Mittente: candida mammoliti (Privat)

Data: 09.10.2025

Contatto: candida mammoliti · 079 315 34 92 · candida.mammoliti@ticino.com

Come valuta l'attuazione a livello nazionale?

La presente consultazione solleva serie perplessità riguardo all'attuazione nazionale del diritto europeo, minando potenzialmente la sovranità e gli interessi svizzeri. L'approccio adottato sembra privilegiare un'integrazione acritica, trascurando le profonde implicazioni che l'assimilazione di normative straniere può avere sul nostro ordinamento giuridico e sulla nostra identità nazionale. In particolare, preoccupa l'estensione del campo d'applicazione delle direttive e dei regolamenti europei, i quali, pur presentati come armonizzazioni necessarie, rischiano di erodere la capacità decisionale autonoma della Svizzera. L'articolo 164 della Costituzione federale (Cost.) sancisce che la Confederazione deve tutelare gli interessi vitali del Paese, un principio che sembra venire messo in secondo piano di fronte alla pressione dell'adeguamento automatico. L'assenza di un'adeguata valutazione preventiva sull'impatto concreto di queste norme sul tessuto economico, sociale e politico svizzero è inaccettabile. L'introduzione di meccanismi di "recepimento automatico" o di "adeguamento automatico" del diritto, senza un dibattito parlamentare sostanziale e un scrutinio attento da parte delle autorità federali e cantonali, contrasta con lo spirito democratico elvetico. La Legge sull'attività del Consiglio federale e dell'Amministrazione (LLCA), in particolare i suoi articoli relativi alla procedura legislativa e all'esercizio del diritto di iniziativa, presuppone un processo decisionale ponderato e partecipato. L'attuale tendenza rischia di bypassare questi importanti baluardi democratici. Inoltre, la mancanza di chiarezza sulle modalità di applicazione e interpretazione di queste norme europee sul suolo elvetico genera incertezza giuridica. L'articolo 9 della Legge federale sull'interpretazione delle leggi (LIL) richiede una certezza del diritto che qui appare compromessa. Come potranno i tribunali svizzeri garantire un'applicazione coerente e conforme al diritto nazionale quando il quadro di riferimento è in continua evoluzione e spesso di difficile comprensione? Si rende pertanto necessaria una revisione radicale dell'approccio, che metta al primo posto gli interessi svizzeri e garantisca un controllo parlamentare e popolare rigoroso su qualsiasi normativa che possa incidere sulla nostra sovranità e sul nostro ordinamento giuridico. L'adesione acritica a direttive e regolamenti europei non è un'opzione sostenibile per la Svizzera.

Libera circolazione: Immigrazione

Sicurezza alimentare

Libera circolazione: Protezione salariale

Aiuti di Stato

Contributo finanziario

Elettricità

Trasporti terrestri

È d'accordo a stabilizzare e sviluppare ulteriormente le relazioni bilaterali con l'Unione Europea (UE)?

La presente consultazione solleva serie preoccupazioni riguardo alla proposta di stabilizzazione delle relazioni con l'Unione Europea, la quale, lungi dal portare un beneficio tangibile, rischia di compromettere ulteriormente la sovranità e gli interessi nazionali della Svizzera. L'apparente volontà di un avvicinamento a istituzioni europee già più volte dimostratesi rigide e poco inclini a un reale dialogo paritario solleva interrogativi fondamentali sulla reale portata dei presunti vantaggi. La prospettiva di un'ulteriore cessione di competenze, mascherata sotto il velo di una "stabilizzazione", rappresenta un passo pericoloso. La nostra legislazione, fondata su principi di democrazia diretta e neutralità, rischia di essere erosa da normative europee che non sempre tengono conto delle specificità del nostro ordinamento. L'articolo 1 della Legge federale sull'attività delle autorità svizzere nell'ambito della cooperazione internazionale in materia penale (LAAC) sancisce il rispetto dei principi fondamentali del diritto svizzero nelle cooperazioni internazionali. Come possiamo garantire tale rispetto qualora le decisioni vengano assunte da organismi sovranazionali non vincolati da tali principi, come imposto da un accordo quadro che potrebbe portare all'applicazione diretta del diritto UE? Inoltre, la pretesa di "stabilizzazione" sembra ignorare le frequenti divergenze giurisprudenziali tra la Corte di Giustizia dell'Unione Europea (CGUE) e le nostre tribunali federali. La CGUE ha più volte emesso sentenze che sono entrate in conflitto con la nostra giurisprudenza interna, mettendo a repentaglio l'indipendenza del nostro sistema giudiziario. L'articolo 122 della Costituzione federale garantisce l'indipendenza della Confederazione e la salvaguardia dei suoi interessi. Un accordo che vincoli la Svizzera alle interpretazioni della CGUE potrebbe, di fatto, minare tale indipendenza, specialmente in settori sensibili come il diritto del lavoro o la libera circolazione delle persone, dove l'applicazione di norme UE potrebbe avere conseguenze economiche e sociali non trascurabili, potenzialmente in contrasto con l'articolo 41 della Costituzione federale che promuove il benessere della popolazione. La narrativa della "stabilizzazione" appare quindi un eufemismo per un graduale assorbimento in un quadro giuridico e politico estraneo alla nostra tradizione e ai nostri valori. È imperativo che il Consiglio federale sia trasparente riguardo alle reali implicazioni di tali accordi, garantendo che qualsiasi passo avanti non avvenga a scapito della sovranità elvetica e del principio di autodeterminazione dei popoli, sancito implicitamente dalla nostra Costituzione e dalla prassi consolidata.

Come valuta gli accordi, i protocolli e le dichiarazioni congiunte che la Svizzera ha negoziato con l'Unione Europea (UE)?

La valutazione dei risultati dei negoziati condotti con l'Unione Europea solleva significative perplessità e merita un'analisi critica approfondita. Si osserva con crescente preoccupazione che gli accordi proposti sembrano privilegiare un'integrazione sempre maggiore nell'ordinamento giuridico dell'UE, minando così la sovranità e l'autodeterminazione della Svizzera. In particolare, l'assimilazione acritica della giurisprudenza della Corte di Giustizia dell'Unione Europea (CGUE) rappresenta una seria minaccia all'indipendenza del nostro sistema giudiziario. L'articolo 49 della Costituzione federale svizzera (Cost.) sancisce il principio della sovranità popolare e nazionale, principio che viene di fatto eroso quando decisioni di un tribunale straniero diventano vincolanti per i tribunali svizzeri. La prospettiva di dover recepire automaticamente e senza possibilità di interpretazione autonoma la giurisprudenza della CGUE contrasta apertamente con la necessità di garantire che il diritto svizzero rimanga conforme ai principi fondamentali del nostro ordinamento costituzionale, inclusa la tutela dei diritti fondamentali e degli interessi nazionali. Tale dipendenza automatica rischia di instaurare un rapporto di subordinazione giuridica che la Svizzera, in quanto Stato sovrano, non può né deve accettare. Inoltre, l'adeguamento automatico della legislazione svizzera a quella dell'UE, senza un'adeguata valutazione d'impatto e senza la possibilità di un dibattito parlamentare approfondito, come previsto dall'articolo 164 della Cost. che attribuisce al Parlamento la competenza legislativa primaria, solleva interrogativi fondamentali sulla democraticità del processo. Si paventa il rischio che vengano introdotte normative che non tengono sufficientemente conto delle specificità e delle tradizioni svizzere, andando potenzialmente a scapito del benessere dei cittadini e delle imprese elvetiche. L'autonomia decisionale della Svizzera, garantita dalla sua Costituzione, rischia di essere compromessa in favore di un'adesione implicita e potenzialmente pregiudizievole a direttive e regolamenti comunitari. È imperativo che ogni accordo con l'UE preservi in modo chiaro e inequivocabile la sovranità svizzera e la capacità decisionale del nostro paese.

Come valuta il pacchetto Svizzera-UE (risultato dei negoziati e relativa attuazione nazionale)?

La valutazione complessiva del pacchetto di accordi con l'Unione Europea suscita profonde preoccupazioni riguardo alla sovranità nazionale e all'integrità del sistema giuridico svizzero. Sebbene l'adesione a determinate disposizioni possa apparire come un passo pragmatico per mantenere relazioni stabili, è imperativo analizzare criticamente le implicazioni a lungo termine per la Svizzera. L'adeguamento a normative europee, spesso elaborate senza un diretto contributo democratico svizzero, rischia di erodere la capacità decisionale del nostro Paese. L'articolo 5 della Costituzione federale sancisce l'obbligo della Confederazione di rispettare il diritto internazionale e il diritto cantonale, ma l'introduzione di norme UE, che diventerebbero vincolanti senza un previo consenso popolare o parlamentare chiaro, potrebbe entrare in conflitto con questo principio fondamentale. La natura evolutiva e spesso unilaterale delle direttive e dei regolamenti europei rende estremamente difficile prevedere e controllare l'impatto futuro sul diritto svizzero. In particolare, l'acquisizione automatica di diritto UE, come sembra implicito in diverse aree degli accordi proposti, solleva interrogativi seri riguardo al rispetto della volontà popolare espressa attraverso le votazioni. Come può la sovranità democratica del popolo svizzero essere garantita quando il diritto nazionale è costantemente subordinato a norme esterne, il cui processo di formazione è estraneo ai nostri meccanismi democratici? L'articolo 140 della Costituzione federale, che disciplina l'adesione a organizzazioni sovranazionali, prevede una procedura di adesione che richiede un referendum. L'approccio attuale sembra eludere questa necessaria trasparenza e partecipazione democratica. Inoltre, la dipendenza crescente dall'interpretazione della Corte di Giustizia dell'Unione Europea (CGUE) per le questioni regolate dagli accordi presenta un rischio inaccettabile. L'articolo 1 della Legge federale sull'attività e l'amministrazione degli uffici federali (LAUF) sottolinea l'importanza della pertinenza e dell'efficacia dell'azione amministrativa. Tuttavia, se l'interpretazione di norme svizzere dovesse dipendere da una giurisprudenza esterna e in continua evoluzione, la certezza del diritto e la prevedibilità per i cittadini e le imprese svizzere sarebbero gravemente compromesse. Questo aspetto contrasta con il principio della separazione dei poteri e dell'indipendenza della magistratura svizzera. Si richiede quindi una riconsiderazione approfondita degli accordi proposti, privilegiando soluzioni che salvaguardino in modo inequivocabile la sovranità, la democrazia diretta e l'integrità del nostro sistema giuridico, in piena conformità con i principi costituzionali svizzeri.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marc Zürcher (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Marc Zürcher · 0763991665 · mrczrchr@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), drohen die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der Schweiz zu untergraben. Es ist beunruhigend zu konstatieren, dass das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht in der Schweiz, wie es sich aus den vorgeschlagenen Abkommen ergibt, im Widerspruch zu zentralen Bestimmungen der Schweizer Bundesverfassung steht. Insbesondere die Wahrung der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die demokratischen Rechte (RDG) verankert ist, könnte durch eine automatische Übernahme von EU-Recht massiv tangiert werden. Die Möglichkeit, dass Gerichte in der Schweiz zukünftig primär nach Unionsrecht zu entscheiden haben, ohne dass eine transparente und demokratische Zustimmung des Schweizer Volkes oder seiner Vertreter vorliegt, ist höchst problematisch. Die Rolle des EuGH als letztinstanzliche Autorität in Streitfällen, die sich aus den vereinbarten Abkommen ergeben, stellt eine direkte Herausforderung für die nationale Gerichtsbarkeit dar. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind Bundesgesetze und das Völkerrecht massgebend. Eine Einordnung von EU-Recht als primäre Rechtsquelle, deren Auslegung durch ein ausländisches Gericht bindend wäre, widerspricht diesem Grundsatz. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Rechtsprechung und der parlamentarischen Gesetzgebung ist real. Des Weiteren ist die wirtschaftliche Komponente der Verhandlungsergebnisse kritisch zu hinterfragen. Die erwarteten Vorteile einer Vertiefung der wirtschaftlichen Integration scheinen die Risiken einer erhöhten Abhängigkeit von Brüssel nicht aufzuwiegen. Die erzwungene Übernahme von EU-Regulierungen kann zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen und die Flexibilität des Binnenmarktes einschränken. Die mangelnde Möglichkeit, eigene regulatorische Standards zu setzen, die für die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft massgeschneidert sind, ist ein weiterer gravierender Nachteil. Die angebotenen Zugeständnisse erscheinen als unzureichend, um die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Rechtsordnung und die wirtschaftliche Autonomie auszugleichen. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob diese Verhandlungsergebnisse im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien der Schweizerischen Demokratie und Rechtsstaatlichkeit stehen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunftsfähigkeit der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die damit verbundenen Zugeständnisse tatsächlich zu einer echten Stabilisierung führen oder vielmehr eine schleichende Abhängigkeit von Brüssel provozieren. Die angestrebte Annäherung, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, wie sie im Schweizerischen Bundesverfassung (BV)

verankert sind. Besonders bedenklich ist die Implikation, dass die Schweiz ohne direkten Einfluss auf die Gesetzgebung EU-Regulierungen übernehmen müsste. Dies widerspricht Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als freies und souveränes Volk definiert. Die Vorstellung, dass unser Rechtssystem und unsere Wirtschaftsregulierung autonom bestimmt werden könnten, während gleichzeitig die EU-Gesetzgebung als nicht verhandelbare Grundlage dient, ist aus rechtsstaatlicher und demokratischer Sicht nicht tragbar. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung untergräbt die Legitimität unserer eigenen demokratischen Prozesse und schadet der Volkssouveränität. Des Weiteren ist die wirtschaftliche Dimension kritisch zu beleuchten. Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt werden oft überhöht dargestellt und ignorieren die potenziellen negativen Konsequenzen. Die automatische Übernahme von Rechtsakten könnte zu einer Überregulierung und zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse des Schweizer Marktes zugeschnitten sind. Dies widerspricht den Zielen des Bundesgesetzes über den Binnenmarkt (BGBM), welches die Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und die Schaffung eines innovationsfreundlichen Umfelds bezweckt. Die costa-belastenden Auswirkungen der Übernahme von EU-Standards sind noch nicht einmal ansatzweise beziffert worden, geschweige denn die Verlagerung von Arbeitsplätzen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Schritte zur "Stabilisierung" der Beziehungen zur EU Anlass zu tiefer Besorgnis geben. Sie drohen, die demokratischen Errungenschaften und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz zu kompromittieren, ohne klare und nachvollziehbare Gegenleistungen. Bevor weitere Schritte in diese Richtung unternommen werden, bedarf es einer umfassenden und kritischen Prüfung der langfristigen Folgen und der alternativen Wege zur Wahrung unserer nationalen Interessen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel, stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar und gefährdet massiv unsere nationalen Standards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unmittelbar in Gefahr. Das Label 'Made in Switzerland' würde an Wert verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Des Weiteren ist die sprichwörtliche Schweizer Qualität in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf diese Qualität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Eine inakzeptable politische Erpressung stellt die sprichwörtliche 'Guillotineklausel' dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz. Dies widerspricht fundamental dem demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratorium, welches systematisch ausgehöhlt wird, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Der Eingriff in unsere Souveränität ist gravierend: EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was diese zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen, die auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger treffen würde, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz, der auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stösst. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in diesem zentralen Bereich aushöhlt. Selbst der Waldschutz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat der EU unterstellt, was die

Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Betreff: Stellungnahme zum Bereich: Finanzieller Beitrag Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe, welche die Schweiz zu einem reinen Nettozahler ohne Stimmrecht degradiert. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, dessen tatsächliche Höhe durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich und massiv steigen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, die Höhe dieser Zahlungen politisch zu beeinflussen oder gar "Nein" zu sagen. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt die Budgethoheit aus. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der einzig dem Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung dient, anstatt der souveränen Verwendung von Steuergeldern durch unser Parlament. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) ist keine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend. Sie missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsverluste mit sich bringt, ohne klare Garantien für verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Wir lehnen diese Regelungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur Personenfreizügigkeit im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft tiefgreifende und unzumutbare Bedenken auf, die eine strikte Ablehnung aller vorgeschlagenen Anpassungen rechtfertigen. Es ist offensichtlich, dass die Schweiz im Begriff ist, im Alleingang die Kontrolle über ihre Zuwanderungspolitik aufzugeben und sich schleichend dem Diktat Brüssels zu unterwerfen. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie markiert eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die frontal gegen den klaren Willen des Schweizer Volkes verstösst, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" – praktisch eine "Niederlassung C PLUS" – bereits nach fünf Jahren, das selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kaum entziehbar ist, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Dies stellt eine direkte Einladung zur Zuwanderung in unsere Sozialsysteme dar, deren Kosten einmal mehr die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Der Familiennachzug wird in einem Ausmass ausgeweitet, das für ein Land, das nicht Teil der EU ist, beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Ehepartner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine echte Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Dies ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Qualitätsstandards für die EU-Kompatibilität, wie die obligatorische Integration des Europäischen

Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4) zeigt. Die Schweiz gibt ihre souveräne Regulierungskompetenz auf und delegiert die Verantwortung für die Qualitätssicherung an ein bürokratisches EU-System. Diese Anpassungen stellen eine unannehmbare Kapitulation vor der EU dar und missachten den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Wir fordern daher die vollständige Ablehnung dieser Vorlage.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine inakzeptable Untergrabung der Schweizer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Insbesondere die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine neue «Superbehörde», die als verlängerter Arm der EU agiert und deren Entscheide nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhalten die Kantone ein Beschwerderecht, das sie zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Die Schaffung der neuen Beihilfekammer in der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese «Superbehörde» wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die Souveränität des Landes. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter zu inner-schweizerischen Strecken droht eine «Rosinenpickerei», bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitablen Hauptrouten bedienen werden. Dies würde die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs untergraben und die SBB zwingen, sich aus unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien zurückzuziehen. Die angeblichen Schutzmassnahmen, wie die «Gemeinsame Erklärung», sind rechtlich nicht bindend und bieten keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Diese dynamische Rechtsübernahme gefährdet zudem die nationale Steuerungskompetenz, beispielsweise im Hinblick auf zukünftige Regulierungen wie die zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), was die Verlagerung von Kontrollbefugnissen an zentrale EU-Stellen zur Folge hätte. Weiterhin schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten,

verunmöglicht die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele und kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da die Vergabe nicht mehr nach den besten Lösungen für die Schweiz, sondern nach EU-konformen Kriterien erfolgen muss. Das EU-Beihilferecht könnte zudem bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger unmittelbar bedrohen und die bewährten Strukturen unseres Service public demontieren. Die scheinbar garantierten Absicherungen erweisen sich als rechtlich wertlose Beruhigungspillen, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und die Gefährdung des Service public nicht verhindern können.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E untergräbt die Autonomie, da Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, während die Schweiz als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht Kosten tragen muss. Dies widerspricht dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung über kritische Infrastrukturen. Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom würde von einer unabhängigen nationalen Instanz zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert. Ihre Aufgabe, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit den Artikeln 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung sowie die Änderungen im Energiegesetz (EnG) belegen dies. Insbesondere Artikel 15 des EnG verschärft die Benachteiligung dezentraler Energieerzeuger. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies gefährdet nicht nur die finanzielle Stabilität dieser Kantone, sondern auch die Wirtschaftlichkeit der Wasserkraft. Föderale Strukturen in der Energieversorgung, wie Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) dienen der Angleichung an EU-Standards und zerstören die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Das StromVG mit den Artikeln 8b ff. zur Energiereserve ist unzureichend, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die zuverlässige Stromversorgung der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da Kosten für Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze verringert. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dieses hochriskante Experiment ist ein Spiel mit dem Feuer auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer Substanz unzureichend und lassen die gravierenden negativen Folgen für den Schweizer Arbeitsmarkt und insbesondere für das Lohnniveau befürchten. Es drängt sich der Eindruck auf, dass hier lediglich kosmetische Anpassungen vorgenommen werden, um den Schein eines funktionierenden Schutzes zu wahren, während die Realität eine Erosion der hart erarbeiteten Lohnstandards für die breite Bevölkerung, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, bedeutet. Statt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an niedrigere EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind primär bürokratischer Natur, aber in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die versuchen, durch Lohndumping die hiesigen Lohnkosten zu unterbieten. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies impliziert eine laxere Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen und damit weniger Schutz für Schweizer Arbeitnehmende. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres

Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und wurde durch EU-Druck durchgesetzt. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: M.B. (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: M.Bolli · msbolli@hispeed.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der rechtlichen Eigenständigkeit der Schweiz auf. Es ist höchst bedenklich, dass ein solcher Entwurf zur Vernehmlassung gelangt, ohne dass die potenziell weitreichenden Konsequenzen für unser Rechtssystem und unsere demokratischen Prozesse hinreichend beleuchtet und dargelegt werden.

Die angestrebte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz. Artikel 139 Absatz 2 der Bundesverfassung, welcher die Hoheit der eidgenössischen Räte über die Rechtsetzung festlegt, könnte durch die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Rechtsakten massiv untergraben werden. Eine solche Entwicklung würde das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, pervertieren.

Insbesondere die im Entwurf angedeutete Übernahme von Unionsrecht, welches noch nicht einmal verabschiedet ist, geschweige denn in Kraft tritt, ist inakzeptabel. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Rechtssicherheit und der demokratischen Legitimation. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz dürfen nicht mit rechtsverbindlichen Normen konfrontiert werden, deren Inhalt noch nicht einmal feststeht oder deren Entstehungsprozess sie nicht beeinflussen können. Das rechtsstaatliche Prinzip der Bestimmtheit von Gesetzen, ein Grundpfeiler unseres Rechtssystems, würde hierdurch ausgehöhlt.

Des Weiteren muss die Frage der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Eine Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU oft vorkommt, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie in Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung garantiert ist, erheblich beeinträchtigen. Schweizer Gerichte wären gezwungen, Urteile eines fremden Gerichts anzuwenden, deren Entscheidungsfindung auf einem anderen rechtlichen und politischen Kontext basiert. Dies stellt eine inakzeptable Beeinträchtigung der richterlichen Autonomie dar.

Es bedarf einer klaren und unmissverständlichen Haltung, die sicherstellt, dass die Schweiz ihre eigene Gesetzgebungskompetenz und ihre Souveränität wahrt. Jede Form der inländischen Umsetzung, die zu einer mittelbaren oder unmittelbaren Abhängigkeit von EU-Recht führt und die richterliche Unabhängigkeit gefährdet, ist abzulehnen. Die im Entwurf angedeuteten Massnahmen sind geeignet, das Fundament unseres Rechtsstaates und unserer direkten Demokratie zu erschüttern.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine inakzeptable

Untergrabung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung regionaler Anliegen, kantonaler Banken, der Kultur oder lokaler KMU dienen, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental unseren föderalistischen Prinzipien, wonach kantonale und kommunale Wirtschaftsförderung eigenständig und bedürfnisgerecht gestaltet werden kann.

Mit dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine sogenannte "Superbehörde", die Beihilfekammer, geschaffen. Diese agiert als verlängerter Arm der EU und wird primär die Einhaltung von EU-Recht und nicht schweizerische Interessen durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend und ihre Entscheide, insbesondere jene, die kantonale Erlasse betreffen, können künftig mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG, Art. 98a BGG). Dies entmachtet die Kantone und degradiert sie zu Bittstellern, was eine inakzeptable Herabstufung ihrer Autonomie darstellt.

Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luftverkehr und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz über Beihilfen im Luftverkehr. Diese Entwicklung gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Des Weiteren ist die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG problematisch. Diese Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzt, ist undurchsichtig und entfernt sich von der direkten demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde Entscheidungen fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese Massnahmen eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU institutionalisieren und die schweizerische Wirtschafts- und Rechtsordnung fundamental verändern. Die Souveränität von Bund und Kantonen wird massiv eingeschränkt und die bewährte dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis ausgehebelt. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittel-sicherheit im Rahmen des EU-Abkommens "Vom Hof auf den Tisch" erfüllt uns mit tiefster Besorgnis. Unter dem irreführenden Titel eines vermeintlichen Sicherheitsgewinns werden weitreichende Integrationsschritte angestrebt, die unsere gesamte Land- und Ernährungswirtschaft unweigerlich dem EU-Regelwerk unterwerfen. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere hohen Schweizer Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut gefährdet. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) propagiert wird, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird zusehends entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört nicht nur einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, sondern droht auch eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere heimischen Betriebe hereinbrechen zu lassen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für ihre Struktur unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zunichtemachen würde.

Des Weiteren ist die Gefahr einer "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen

Verträgen koppelt, eine inakzeptable politische Erpressung. Sie blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz und untergräbt die Grundlage unserer Aussenbeziehungen.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Ebenso verheerend ist die systematische Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, der unsere nationalen, auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhenden Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Auch die Unterstellung des Waldschutzes (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeuten einen inakzeptablen Kontroll- und Souveränitätsverlust in strategisch wichtigen Bereichen.

Diese umfassende Angleichung unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit ist kein Fortschritt, sondern eine gefährliche Unterwerfung unter fremde Regularien, die unsere Identität, unsere Wirtschaft und unsere Souveränität aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die vorgeschlagenen Anpassungen widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, das de facto einem praktisch unentziehbaren Niederlassungsstatus „C PLUS“ gleichkommt, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dass dieser Status selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug beibehalten werden kann, ist inakzeptabel und schürt die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angepriesene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reines Placebo; ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirksamkeit entfalten wird. Die Drohung mit EU-Strafmassnahmen bei deren Anwendung offenbart den wahren Charakter dieser Regelung als Erpressungsinstrument.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung entreisst dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine unerträgliche Beschneidung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss praktisch verunmöglicht wird. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG, mit ihren vagen Indikatoren und dem Ausschluss wirksamer, einseitiger Kontingente, ist ein zahnloser Tiger.

Auch im Bildungsbereich zeigen sich die negativen Konsequenzen. Die massiv höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulgesetz (HFKG, Art. 61a) sind ein klares Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungssektor entstehen. Die Schweiz muss dem Druck nachgeben, EU-Bürger zu gleichen

Konditionen zu immatrikulieren, was zu Lasten des Schweizer Steuerzahlers geht. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen wie dem BGMD, MedBG, GesBG und PsyG durch automatisierte Anerkennungsverfahren statt sorgfältiger nationaler Prüfungen schwächen unsere Qualitätsstandards und delegieren die Verantwortung für die Qualitätssicherung an bürokratische EU-Systeme, was gerade im Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln und höhlt unsere sozialpolitische Souveränität aus. Der Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten durch die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein weiterer Schritt in Richtung einer bedingungslosen Unterwerfung unter das EU-Recht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge nicht nur die eigenständige Steuerung der Zuwanderung unterlaufen, sondern auch die Schweiz in eine ungesunde Abhängigkeit von der EU manövrieren und erhebliche Kosten und Risiken für unsere Gesellschaft und unsere Institutionen mit sich bringen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind äusserst unzureichend und entpuppen sich als kosmetische Korrekturen, die den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstruktur keinesfalls kompensieren können. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an niedrigere EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischeren Regeln sind in ihrer Wirksamkeit gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich unterlegen und begünstigen mutmasslich ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Präzisierungen im AVG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVG, sind Teil des Gesamtpakets, das unsere

Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union. Insbesondere die Auswirkungen auf den Service public im Schienenverkehr sind Anlass zu grösster Sorge. Die Integration des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass langjährig etablierte und für die Aufrechterhaltung eines qualitativ hochwertigen Angebots essentielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte und negative Konsequenzen für die Versorgungssicherheit und die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs für die Bevölkerung.

Die durch das Abkommen ermöglichte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen fundamentalen Angriff auf die bestehende Struktur unseres Schienenverkehrs dar. Sie öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich durch "Rosinenpickerei" auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dies entzieht den SBB und anderen konzessionierten Unternehmen die notwendigen finanziellen Mittel, um den für die Grundversorgung unerlässlichen, aber oft unrentablen Nebenlinienverkehr aufrechtzuerhalten. Die finanzielle Basis unseres Service public wird somit nachhaltig geschwächt.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich nicht bindendes und somit wirkungsloses Instrument. Sie bietet keinerlei Gewährschutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Dies ist keine wirkliche Absicherung, sondern eine reine Beschwichtigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz droht, die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur sukzessive an zentrale EU-Stellen zu verlieren, insbesondere durch die Verpflichtung zur Übernahme von Regulierungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM).

Das revidierte Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz zudem, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen primär an den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen fortan EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgesehenen Änderungen im Landverkehr die Integrität und die Finanzierung unseres Service public gefährden und die nationale Souveränität in einem für das Funktionieren unseres Landes zentralen Bereich erheblich einschränken.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Energiesouveränität der Schweiz dar. Mit der Zwangseinbindung in die europäische Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Verpflichtung zur Einhaltung der Vorgaben von ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem nachgeordneten Teilnehmer degradiert. Wir werden künftig die Kosten der europäischen Strommarktintegration mittragen, ohne dabei über substanzielle Entscheidungskompetenzen zu verfügen. Dies führt dazu, dass zentrale Beschlüsse über unser eigenes Stromnetz in Brüssel gefällt werden, fernab unserer nationalen Interessen und Gegebenheiten.

Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird auf groteske Weise untergraben. Sie droht, von einer eigenständigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" zu werden. Dies bedeutet die faktische Übernahme und

Umsetzung von Regulierungen, die nicht durch unser eigenes demokratisches System legitimiert sind, sondern aus Brüssel diktiert werden. Dies markiert das Ende einer unabhängigen, auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die Schweizer Wasserkraft gravierend. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung existenziell. Unser bewährtes System der Wasserzinsen, das direkt den Bergkantonen und ihren Gemeinden zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies hätte verheerende finanzielle Folgen für diese Regionen.

Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie etwa die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkt, droht durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt zu werden. Dies benachteiligt direkt die dezentrale Energieerzeugung und stärkt tendenziell überregionale Akteure.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem unberechenbaren freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise unserer Wasserkraftreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist höchst besorgniserregend, dass mit der vollständigen Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz verwischt wird. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das die Stabilität unserer Energieversorgung aufs Spiel setzt.

Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und damit letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgung, die der freie Markt per Definition nicht abdeckt, werden zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln zu Art. 4a ff. untergräbt die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und schwächt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19).

Das geänderte Energiegesetz (EnG) mit Art. 15 neu schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Zielen der Energiestrategie und begünstigt grosse, zentrale Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft unnötigerweise den Regeln von überdimensionierten europäischen Konzernen, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag in Form von Kohäsionszahlungen an die Europäische Union stellt eine inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist mit Art. 1 des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) nicht zu rechtfertigen. Dies entzieht der nationalen Volksvertretung nicht nur ein wichtiges politisches Druckmittel, sondern auch die essenzielle demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen.

Bei den deklarierten 350 Millionen Franken pro Jahr handelt es sich offensichtlich um ein Lockmittel. Der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv erhöhten und für die Schweiz unannehmbaren Forderungen führen. Die Schweiz wird dadurch zu einer Nettozahlerin ohne jegliches Mitspracherecht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BÖB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als permanenten und rechtlich bindenden Bestandteil der Bundesgesetzgebung und untergräbt damit die Budgethoheit des Parlaments, wie sie beispielsweise im Bundesgesetz über die Haushaltsrechnung des Bundes (HBRG) verankert ist. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern obliegt der Schweiz einzig der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und grenzt an eine Zweckentfremdung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist äusserst fraglich, ob diese unheilige Allianz im Interesse der Schweiz liegt. Diese Regelung stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, deren Auswirkungen auf die schweizerische Finanzlage und die nationale Autonomie gravierend sind. Es ist keinesfalls akzeptabel, dass die Schweiz für eine institutionelle Anbindung zahlt, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bietet.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken und ist aus mehreren Gründen abzulehnen. Anstatt die Souveränität und die nationalen Interessen der Schweiz zu stärken, tendiert das Paket dazu, diese zu untergraben und die Schweiz in eine Abhängigkeit von der Europäischen Union zu führen, die mit unseren rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer direkten Demokratie unvereinbar ist.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitbestimmung. Die vorgeschlagene Übernahme der dynamischen Rechtsübernahme, wie sie in anderen Abkommen mit der EU vorkommt, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation von Gesetzen, wie es im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist. Insbesondere Artikel 160 Absatz 1 BV, der die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments festlegt, und Artikel 170 BV, der die Rolle des Bundesrates in der Aussenpolitik beschreibt, werden ausgehöhlt, wenn die Schweiz gezwungen ist, neue EU-Regulierungen wortwörtlich zu übernehmen, ohne diese im nationalen Gesetzgebungsprozess kritisch prüfen und anpassen zu können. Dies würde die Schweizerische Eidgenossenschaft zu einem blossen Vollzugsorgan der EU-Rechtsetzung degradieren.

Des Weiteren wird durch die Einbeziehung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtssetzungskompetenz verletzt. Die Rechtsprechung des EuGH würde nach supranationalem Recht vorgehen und somit die nationale Auslegung von Gesetzen, die durch unser eigenes Parlament verabschiedet wurden, überstimmen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der die Bindung der Behörden an die Bundesverfassung und das geltende Recht verlangt. Die Vorstellung, dass ein ausländisches Gericht die Auslegung unserer eigenen Gesetze determinieren könnte, ist nicht akzeptabel und untergräbt die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz.

Die wirtschaftlichen Folgen sind ebenfalls fragwürdig. Während Vorteile einer vertieften Integration oft propagiert werden, werden die Nachteile der Aufgabe von Kontrollmechanismen und die Kosten für die Anpassung an EU-Standards unterschätzt. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizerische Wettbewerbsfähigkeit durch die Bindung an sich ständig ändernde EU-Vorschriften, ohne Einflussmöglichkeit auf deren Gestaltung, werden nicht ausreichend beleuchtet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket Schweiz-EU eine gefährliche Erosion der schweizerischen Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der nationalen Rechtsordnung

darstellt. Es besteht die dringende Notwendigkeit, diese Aspekte kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass jegliche Abkommen die grundlegenden Prinzipien der Schweizerischen Verfassung respektieren und die Unabhängigkeit unseres Landes wahren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf ein institutionelles Abkommen mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und einer kritischen Haltung. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz sind besorgniserregend.

Die Europäische Union hat wiederholt betont, dass die Übernahme des EU-Rechts und die ständige Weiterentwicklung desselben durch die EU-Gerichtsbarkeit eine zentrale Bedingung für die Annäherung ist. Dies widerspricht fundamental dem Schweizer Rechtsverständnis und der demokratischen Legitimation von Gesetzen. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes vom 19. Dezember 1968 über die Gesetzgebung des Bundes (Zig) ist die Gesetzgebung Sache des Parlaments. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch das zitierte Abkommen würde die Gesetzgebungskompetenz des Schweizerischen Parlaments untergraben und die Schweiz de facto zu einem Rechtsanhängsel der EU machen.

Die im Vernehmlassungsentwurf angedeutete Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist besonders problematisch. Die Bindung an Urteile des EuGH, auch wenn diese über den direkten Anwendungsbereich einzelner Abkommen hinausgehen, stellt eine Akzeptanz einer übergeordneten Rechtsprechung dar, die nicht dem Schweizerischen Recht entspringt. Dies widerspricht Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), wonach das Schweizer Volk und die Kantone die Gesetzgebungsgewalt ausüben. Die Souveränität der Schweiz, die auf der direkten Mitwirkung des Volkes und der Kantone beruht, wäre damit ernsthaft gefährdet.

Weiterhin muss die mangelnde Flexibilität in Bezug auf die dynamische Rechtsübernahme kritisiert werden. Die Schweiz würde sich dazu verpflichten, zukünftige Rechtsakte der EU zu übernehmen, ohne dabei im Vorfeld deren Inhalt und Auswirkungen beurteilen zu können. Dies birgt das Risiko, dass die Schweiz gezwungen wäre, Regelungen zu akzeptieren, die ihren nationalen Interessen zuwiderlaufen oder die die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen. Die schweizerische Verfassung, insbesondere Artikel 173 BV über die Oberaufsicht des Parlaments, sieht vor, dass die Gesetzgebung einer kritischen Prüfung unterzogen wird. Dieses Prinzip würde durch eine pauschale EU-Rechtsübernahme ausgehebelt.

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse scheinen die Kerninteressen der Schweiz zu vernachlässigen und riskieren eine schleichende Erosion unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität. Eine kritische und ablehnende Haltung gegenüber diesen Vorschläufen ist daher angebracht.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, stösst auf gravierende Bedenken und zeugt von einer wenig vorteilhaften Entwicklung für die Schweizer Souveränität und die Interessen unserer Bevölkerung. Es scheint, als ob die EU durch subtile und dennoch wirkmächtige Mechanismen versucht, ihren Einfluss auf die Schweiz auszuweiten, ohne die demokratisch legitimierte Willensbildung unseres Landes

hinreichend zu berücksichtigen.

Besonders alarmierend ist die Tendenz, durch die Übernahme von EU-Recht auch ohne formellen Beitritt eine faktische Unterwerfung zu erzielen. Dies widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung, insbesondere dem Volkssouveränitätsprinzip nach Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 18. Dezember 1987 über die Gesetzgebung des Bundes (LG). Eine solche schleichende Aushöhlung nationaler Entscheidungskompetenzen durch die ständige Adaption von Sekundärrecht der EU birgt die Gefahr, dass die Schweiz zunehmend an Autonomie verliert und zu einem Anhängsel der Europäischen Union wird.

Ferner ist die mangelnde Transparenz und die unklare Ausgestaltung der Mechanismen zur Streitbeilegung problematisch. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) indirekt oder gar direkt in Schweizer Rechtsfragen interveniert, stellt eine erhebliche Gefährdung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar. Gemäss Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. Dezember 1999 sind Bundesgesetze und andere Erlasse des Parlaments für die Behörden und die Bürger verbindlich. Eine externe Instanz, die primär die Interessen der EU vertritt, sollte keine richtungsweisende Autorität über unser nationales Recht erhalten.

Die vorgebrachten Argumente zur wirtschaftlichen Notwendigkeit einer engeren Bindung an die EU sind zwar nicht gänzlich von der Hand zu weisen, dürfen aber nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre Grundprinzipien aufgibt. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die versprochenen Vorteile einer "Stabilisierung" nicht durch eine übermässige Abhängigkeit und den Verlust an Gestaltungsmöglichkeiten aufgewogen werden. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie eigenständig prosperieren kann. Eine blindlings verfolgte Annäherung an die EU, die mit der Aufgabe wesentlicher souveräner Rechte einhergeht, ist daher entschieden abzulehnen. Die Risiken für unsere demokratische Ordnung und die direkte Einflussnahme unseres Volkes auf politische Entscheidungen sind schlicht zu hoch.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bettina Marti (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Bettina Marti · 0796917193 · bettina.marti.meier@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und steht im Widerspruch zu grundlegenden Prinzipien unseres Rechtsstaates. Insbesondere die Einbeziehung des revidierten Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft von 1848 (SR 101) und des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit der Gerichte und die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheiden in Zivil- und Handelssachen (SR 275) ist problematisch. Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte der Schweizerischen Bundesversammlung und des Schweizer Volkes untergräbt die Souveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (SR 101) verankert ist. Die Autonomie der Schweiz, die durch das Demokratieprinzip geschützt wird, wird durch eine solche Regelung faktisch ausgehöhlt. Die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit und der Verlust der legislativen Gestaltungsfreiheit sind nicht zu unterschätzen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse lassen erhebliche Zweifel an ihrer Kohärenz mit der schweizerischen Rechtsordnung und den verfassungsmässigen Prinzipien aufkommen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität, wie sie durch Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) gewährleistet wird, bedürfen einer kritischen Überprüfung. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der direkten Einflussnahme und die bindende Wirkung des Europäischen Gerichtshofs könnten die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und Gesetzgebung untergraben. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 173 BV, der die Befugnisse des Bundesrates im Bereich der Aussenpolitik regelt und die Wahrung der schweizerischen Interessen vorsieht. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen Gefahr, die schweizerische Modell der direkten Demokratie und der parlamentarischen Gesetzgebung zu schleifen, indem sie uns gestatten, Recht ohne wirkliche Mitsprache zu konsumieren. Es müssen die Risiken für die Rechtsetzungskompetenz des Schweizerischen Parlaments und die Unabhängigkeit der eidgenössischen Gerichte ernst genommen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz auf. Eine Übernahme des EU-Rechts ohne klare Kompensationsmechanismen und unter Aufgabe eigener Gestaltungsspielräume, wie sie das revidierte Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit (GzGzV) und insbesondere die darin enthaltenen Bestimmungen zur Umsetzung von EU-Recht implizieren, ist mit grösster Skepsis zu betrachten. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in einen Zustand permanenter Rechtsübernahme gerät, ohne dass dies durch entsprechende Vorteile aufgewogen wird. Artikel 139 der Bundesverfassung, welcher die Unabhängigkeit der Schweiz und die Wahrung der direkten Demokratie betont, scheint durch die vorgeschlagene Vorgehensweise erheblich tangiert zu werden. Die befürchtete Erosion nationaler Gesetzgebungsgewalt und die Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen sind inakzeptabel und bedürfen einer umfassenden Neubewertung der strategischen Ausrichtung der Schweiz in ihren Beziehungen zur EU.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung für den Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für unseren nationalen Service public im Eisenbahnwesen. Die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater EBG ermöglicht ausländischen Anbietern die Bedienung inner-schweizerischer Strecken, was eine gezielte "Rosinenpickerei" begünstigt. Dies wird zwangsläufig dazu führen, dass lukrative Verbindungen von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient werden, während die finanzielle Belastung für die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die für die unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien verantwortlich sind, weiter steigt. Die daraus resultierende Untergrabung der finanziellen Basis des Service public ist alarmierend. Zudem stellt die Bestimmung in Art. 32a Abs. 1bis PBG, welche die Beachtung von EU-Recht bei gemeinsamen Ausschreibungen vorschreibt, eine erhebliche Einschränkung der Souveränität von Bund und Kantonen dar. Anstatt eine Vergabe basierend auf den besten nationalen Lösungen zu ermöglichen, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führt. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates bietet hierfür keinerlei verlässlichen Schutz, da sie rechtlich nicht bindend ist und zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen des EU-Rechts nicht entgegenwirkt. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Beihilferechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen dem politischen Ermessen von Bund, Kantonen und Gemeinden unterliegen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und zwingt sie, ihre wirtschaftsfördernden Massnahmen einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern vorzulegen. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert und primär EU-Interessen durchsetzt, nicht Schweizer. Besonders stossend ist die Aushebelung der kantonalen Verfahrensautonomie durch das angepasste Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), welches der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG für den Luftverkehr ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Kontrollkompetenz. Diese Entwicklung führt zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, schwächt den Service public und gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz in kritischen Sektoren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die anstehenden Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie sich in den Änderungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), insbesondere im neuen Art. 41c und der Aufhebung von Art. 29a, widerspiegelt, steht im fundamentalen Widerspruch zu Art. 121a der Bundesverfassung und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die faktische Unentziehbarkeit des neuen Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, verbunden mit einer kaum mehr möglichen Ausweisung selbst bei schwerer Kriminalität oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unzumenbar. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern ist beispiellos und öffnet Tür und Tor für einen unkontrollierbaren Zustrom, dessen Kosten die Schweizer Steuerzahler tragen müssen. Die sogenannte "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, deren Anwendungsbedingungen unrealistisch hoch sind und die bei ihrer Anwendung EU-Sanktionen provoziert. Diese Entwicklung führt zu einer faktischen Unterwerfung unter das EU-Recht, ohne dass die Schweiz noch wirksame Steuerungsmöglichkeiten hätte, was eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel darstellt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist äusserst problematisch. Artikel 1 des KoBG etabliert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments massiv untergräbt und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen aufgibt. Die anfänglich genannten 350 Millionen Franken sind ein Lockangebot, da der verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» unweigerlich zu höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Die Verknüpfung mit dem

Gesetz zur Friedensförderung missbraucht den guten Namen dieser Anstrengungen zur Legitimierung politisch umstrittener Zahlungen an die EU, die ohne greifbare Vorteile für die Schweiz einhergehen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den erheblichen Druck auf die Schweizer Löhne, der aus der Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, keinesfalls zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Firmen mit Lohndumping-Absichten zugutekommt. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was die Flexibilität insbesondere von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, da damit die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme zum Bereich Lebensmittelsicherheit muss die schwerwiegenden negativen Konsequenzen der vorgeschlagenen EU-Anbindung für die Schweiz unmissverständlich aufzeigen. Die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Die spürbare Entwertung des Labels "Made in Switzerland" ist eine direkte Folge. Des Weiteren sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ein klarer Rückschritt, der unsere bewährten und oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufgibt. Dies ist ein ethisch nicht vertretbarer Souveränitätsverlust. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit durch die Aufgabe der nationalen Kontrollkompetenz zugunsten eines starren, bürokratischen EU-Systems. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Diese massive Bürokratie und die Einschränkung unserer Souveränität sind nicht hinnehmbar.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem machtlosen Befehlsempfänger, der die Kosten für Entscheidungen trägt, die künftig in Brüssel getroffen werden. Die ElCom verliert ihren Status als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zur blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimiertes EU-Recht, was das Ende einer auf unsere Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik bedeutet.

Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, was die Zukunft der Wasserzinsen in den Bergkantonen ungewiss macht. Das StromVG, insbesondere Art. 8b ff., schafft lediglich eine unzureichende Energiereserve, die die nationale Versorgungssicherheit dem volatilen Markt opfert. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergräbt zudem unsere föderalen Strukturen und schwächt lokale Energieversorger. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligen dezentrale Produzenten und widersprechen der Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft unzumutbare Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Diese vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment, das die Versorgungssicherheit gefährdet und unkalkulierbare Preisvolatilitäten für KMU und Haushalte zur Folge haben wird.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und das direkte Demokratieverständnis. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Bevölkerung und des Parlaments verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Rechte der Bürgerinnen und Bürger (SR 161.1) verankert ist. Die automatische Übernahme von Sekundärrecht, ohne dass die direktdemokratischen Instrumente wie die Volksinitiative und das Referendum greifen können, untergräbt die Kernbestandteile unserer Verfassung und die Möglichkeit der Bürgerinnen und Bürger, auf die Gesetzgebung Einfluss zu nehmen. Es ist fraglich, inwieweit die Unabhängigkeit der Schweiz gewahrt bleibt, wenn wesentliche Rechtsbereiche ohne eigene Gestaltungsmacht von Brüssel diktiert werden. Dies steht im Widerspruch zum Geist der schweizerischen Verfassung und der Eigenständigkeit unserer Rechtsordnung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Martin Furrer (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Martin Furrer · martin.daniel.furrer@sunrise.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur Weiterentwicklung der bilateralen Beziehungen mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und vermögen eine tiefgreifende Unzufriedenheit nicht zu verbergen. Es zeichnet sich ab, dass die erarbeiteten Vorschläge die Souveränität der Schweiz und die Interessen unserer Bevölkerung in unannehmbarer Weise gefährden könnten. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitspracherechte und Kontrollmechanismen wirft gravierende Fragen auf.

Die angestrebte Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie sich aus der Dynamik des institutionellen Rahmens ergibt, steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Rechtsstaatlichkeit, die auf dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Volkssouveränität beruht. Die automatische und weitreichende Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit einer nationalen Überprüfung und Anpassung im Lichte unserer eigenen verfassungsrechtlichen Grundsätze, untergräbt diese Säulen. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz einer externen Rechtsordnung unterwirft, die nicht im Einklang mit unseren demokratischen Prozessen steht.

Die angedachte Übernahme des Gerichtshofs der Europäischen Union als letzte Instanz in Streitfällen im Rahmen der bilateralen Abkommen ist ebenfalls äusserst problematisch. Dies würde die Unabhängigkeit und Autonomie unserer eigenen Gerichte massiv beschneiden. Artikel 190 BV sichert die richterliche Unabhängigkeit, welche durch eine externe juristische Autorität, die primär den Interessen der EU verpflichtet ist, beeinträchtigt werden könnte. Die verbindliche Anwendung von Urteilen des EuGH würde die Möglichkeit verunmöglichen, dass schweizerische Gerichte auf Grundlage unseres eigenen Rechts und unserer verfassungsrechtlichen Vorgaben entscheiden.

Die damit einhergehende Erosion der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle stellt eine existentielle Bedrohung für unser politisches System dar. Die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über seine Gesetze zu entscheiden, und die Legitimation unseres Parlaments, diese zu gestalten, würden empfindlich getroffen. Es muss sichergestellt bleiben, dass die Schweiz ihre eigenen Entscheidungen autonom treffen kann und nicht zum Anhängsel einer supranationalen Einheit wird, deren Interessen sich nicht immer mit unseren decken. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bieten hierzu keine ausreichenden Garantien.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und

weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU geben zu erheblichen Bedenken Anlass, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Es scheint, dass die angestrebte Stabilisierung primär im Sinne der EU verfolgt wird und die Interessen und die Souveränität der Schweiz unzureichend berücksichtigt.

Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an die Schweizer Verhältnisse birgt erhebliche Risiken. Insbesondere die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 1 der BV garantiert die Volkssouveränität und die Rechtmässigkeit, die durch eine Fremdbestimmung von Rechtsnormen gefährdet wird. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Gesetzgebung durch nicht vom Schweizer Volk legitimierte Regelwerke ist real.

Zudem wird die Rolle des Bundesgerichts und der Schweizer Justiz in Frage gestellt. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) faktisch bindend werden, was die Unabhängigkeit unserer Gerichte bedroht. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der bestimmt, dass Bundesgesetze und die Bundesverfassung die einzigen Rechtsquellen für die Gerichte sind. Eine faktische Unterordnung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichts wäre eine gravierende Beeinträchtigung unserer staatlichen Unabhängigkeit.

Die finanzielle Dimension solcher Abkommen ist ebenfalls besorgniserregend. Die EU verlangt regelmässig finanzielle Beiträge, deren Höhe und Verwendung nicht immer transparent sind. Eine pauschale Beteiligung an EU-Programmen oder eine strukturelle finanzielle Unterstützung ohne klare Gegenleistungen und Mitspracherecht wäre eine erhebliche Belastung für die Schweizer Steuerzahler und eine unnötige Schwächung unserer fiskalischen Autonomie.

Die angestrebte "Stabilisierung" darf nicht dazu führen, dass die Schweiz zum blossen Anhängsel der EU degradiert wird. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung die grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung wahrt, insbesondere die Souveränität, die direkte Demokratie und die richterliche Unabhängigkeit. Die Verfolgung einer Politik, die primär auf die Zufriedenheit der EU abzielt, ist kurzsichtig und gefährdet langfristig die Eigenständigkeit und den Wohlstand unseres Landes.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der in der EU vorgeschlagenen Vorhaben wirft erhebliche verfassungsrechtliche und verfahrenstechnische Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung birgt die Gefahr einer Aushöhlung der nationalen Souveränität und der direkten Demokratie, wie sie durch die Bundesverfassung (BV) gewährleistet wird. Insbesondere Art. 160 Abs. 1 BV, der die Kompetenz der Bundesversammlung zur Rechtssetzung regelt, sowie Art. 170 BV, der die Grundsätze der Aussenpolitik festlegt, scheinen in ihrer Substanz durch eine solche Umsetzung tangiert zu werden.

Die beabsichtigte Übernahme von EU-Regulierungen, ohne dass diese einem transparenten und demokratischen Gesetzgebungsprozess auf nationaler Ebene unterliegen, stellt eine gravierende Abweichung von den Prinzipien der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung dar. Es ist zu befürchten, dass der Bundesrat und die Verwaltung in Ermangelung einer klaren parlamentarischen Debatte und Genehmigung faktisch zu exekutiven Gesetzgebern aufsteigen, deren Entscheidungen dann dem Schweizer Volk und den Kantonen entzogen werden. Dies widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, welche die Gesetzgebungskompetenz klar der Bundesversammlung zuweist.

Des Weiteren ist die automatische Übernahme von EU-Recht problematisch im Hinblick auf Art. 189 Abs. 3 BV, der die richterliche Unabhängigkeit und die Gerichtsorganisation betrifft. Die Möglichkeit, dass schweizerische Gerichte durch EU-Recht, das nicht dem schweizerischen Rechtssystem

entspringt, in ihrer Entscheidungsfindung gebunden werden, könnte die Eigenständigkeit der schweizerischen Justiz beeinträchtigen. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste juristische Instanz für die Auslegung von EU-Recht ist für die Schweiz nicht ohne Weiteres akzeptabel, da dies eine Unterordnung unter eine fremde Rechtsprechung impliziert, die nicht dem schweizerischen Rechtsverständnis verpflichtet ist.

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt auch die Gefahr einer indirekten Steuersenkung für die EU, indem die Schweiz durch die Übernahme von EU-Regulierungen potenzielle Einnahmen aus Zöllen und anderen Abgaben verliert, die bei einer stärkeren nationalen Kontrolle möglicherweise anders gehandhabt würden. Dies ist eine finanzielle Implikation, die sorgfältig abgewogen werden muss und nicht zu Lasten der schweizerischen Steuerzahler gehen darf. Die Langfristigkeit und die juristischen Implikationen der automatischen Übernahme von EU-Recht sind umfassend und kritisch zu prüfen, bevor definitive Schritte unternommen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine eklatante Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Freizügigkeit, welche die Möglichkeiten der Schweiz zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung erheblich einschränkt. Insbesondere die Einführung eines 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, vergleichbar mit einer praktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Belastbarkeit unserer Sozialwerke. Der automatische Verbleib von Personen, auch bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist inakzeptabel und entzieht den Steuerzahlern die Grundlage für ein funktionierendes Sozialsystem.

Die angekündigte Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist ein beispielloser Schritt, der zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten führen wird. Diese Massnahme widerspricht jeglicher Logik einer kontrollierten Zuwanderung und belastet die Kantone und Gemeinden unverhältnismässig. Die sogenannte 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo; ihre hohen Hürden und die drohenden Sanktionen der EU bei ihrer Anwendung machen sie zu einer Erpressungsklausel statt zu einem wirksamen Instrument zur Steuerung der Zuwanderung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung höhlt die demokratischen Rechte des Schweizer Parlaments und des Volkes weiter aus. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts würden faktisch ohne Mitspracherecht übernommen, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die erschwerte Möglichkeit eines Ausschlusses, selbst bei Abhängigkeit, sind eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV).

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihre Vorsorgeregeln eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von Ausbildungsnachweisen (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, Art.

37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Souveränität für EU-Kompatibilität.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und bisher unzureichend adressierte Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die vorliegende Ausgestaltung des Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der Erosion unserer direktdemokratischen Rechte, ohne dass dafür ein angemessener und verhältnismässiger Ausgleich geschaffen wird.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht ist äusserst problematisch. Gemäss Artikel 127 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) hat die Schweiz die Aufgabe, ihre Unabhängigkeit und ihren Wohlstand zu wahren. Die aktuelle Paketlösung scheint jedoch primär auf die Übernahme von EU-Vorschriften abzuzielen, ohne dass die Schweiz im Gegenzug Einfluss auf deren Ausgestaltung nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Gleichwertigkeit, der in der Bundesverfassung verankert ist und eine faire Behandlung der Schweiz durch ihre Vertragspartner fordert. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie durch die vorgeschlagene Regelung droht, würde die Schweiz zu einem reinen Rechtsempfänger degradieren und ihre Verhandlungsposition massiv schwächen.

Des Weiteren bestehen ernsthafte Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen auf die Lohn- und Sozialstandards, wie sie im revidierten Artikel 117 Absatz 1 BV im Hinblick auf die Sozialpartnerschaft und die Bekämpfung von missbräuchlicher Ausbeutung von Arbeitnehmern gefordert werden. Es ist nicht klar ersichtlich, wie das vorliegende Paket sicherstellen soll, dass die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz auch künftig geschützt werden, insbesondere angesichts der möglichen Auswirkungen des freien Personenverkehrs und der potenziellen Zunahme des Lohndumpings. Die Gefahr, dass die flankierenden Massnahmen unzureichend sind, um diesen Herausforderungen entgegenzuwirken, ist real.

Die vorgeschlagene institutionelle Regelung birgt ebenfalls erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsetzungsgewalt. Die Schaffung eines Streitbeilegungsmechanismus, der dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) Kompetenzen einräumen könnte, die über die reine Auslegung bestehender Verträge hinausgehen, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und damit die Souveränität des Landes in nicht hinnehmbarer Weise beeinträchtigen. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, der die Rechtsanwendung regelt, würde durch die Vorrangigkeit von EuGH-Urteilen untergraben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket erhebliche Defizite aufweist, die eine kritische Distanz und eine Ablehnung in seiner aktuellen Form rechtfertigen. Es mangelt an klaren Garantien für die schweizerische Souveränität, die direktdemokratischen Rechte und den Schutz der Lohn- und Sozialstandards. Bevor eine solche Vereinbarung in Erwägung gezogen werden kann, bedarf es fundamentaler Nachbesserungen, die den Interessen und den verfassungsmässigen Grundsätzen der Schweiz Rechnung tragen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Matthias Carl Hochuli (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Matthias Carl Hochuli · 0792304485 · matthiascarlhochuli@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz auf. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebung birgt Risiken.

Die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU, wie sie im vorgeschlagenen Abkommen vorgesehen ist, könnte zu einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz führen. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Die Verpflichtung, künftiges EU-Recht unbesehen zu übernehmen, steht im direkten Widerspruch zu diesem Grundsatz. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz faktisch zu einem Juniorpartner der EU degradiert wird, der fremde Gesetzgebungsvorgaben umzusetzen hat, ohne diese substanziell beeinflussen zu können.

Die mangelnde Einflussmöglichkeit auf die Entstehung von EU-Recht, welches die Schweiz sodann anwenden soll, ist besonders kritisch. Dies betrifft insbesondere die Bereiche, die unter die ausschliessliche Zuständigkeit der Kantone fallen. Die Kantone sind gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diese kantonale Souveränität zu missachten, indem EU-Recht potenziell in kantonale Zuständigkeitsbereiche hineinwirkt, ohne dass die Kantone hierbei eine angemessene Stimme erhalten.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine automatische Anwendbarkeit der EuGH-Rechtsprechung in der Schweiz würde bedeuten, dass ein ausländisches Gericht die letzte Instanz für die Auslegung von Rechtsnormen bildet, die auch in der Schweiz gelten. Dies tangiert die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und das Prinzip der Rechtsanwendung durch nationale Organe, wie es im Prinzip der Gewaltentrennung und der Rechtsstaatlichkeit verankert ist. Es ist fraglich, inwieweit die von den Eidgenossen gewählten Volksvertreter die Hoheit über die Auslegung der Gesetze behalten, wenn ein oberster ausländischer Gerichtshof die letzte Weisungsgewalt hat.

Die Transparenz und die demokratische Legitimation des Verfahrens zur Übernahme von EU-Recht sind ebenfalls zu beanstanden. Es muss sichergestellt werden, dass die Bevölkerung und die Parlamentarier die Möglichkeit haben, die Auswirkungen dieser Rechtsübernahme umfassend zu beurteilen und Einfluss zu nehmen. Andernfalls besteht die Gefahr, dass die Schweiz de facto in den Binnenmarkt integriert wird, ohne die entsprechenden demokratischen Kontrollmechanismen und die Möglichkeit der eigenen Rechtsetzung zu behalten. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse

scheinen diese Bedenken nicht ausreichend zu adressieren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bedürfen einer kritischen Überprüfung, insbesondere im Hinblick auf ihre potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtlichen Grundlagen unseres Landes.

Es ist fraglich, ob eine engere Anbindung an die EU, selbst unter dem Deckmantel der "Stabilisierung", tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt. Die Erfahrungen mit bestehenden bilateralen Abkommen zeigen, dass die Übernahme von EU-Recht, oft durch die Hintertür, zu einer schleichenden Erosion unserer Autonomie führt. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft. Jede Annäherung, die diesen Grundsatz gefährdet, ist mit grösster Vorsicht zu behandeln. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht des Schweizer Parlaments, wie sie bei der Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs der Fall sein kann, verstösst gegen das Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe c der Bundesverfassung verankert ist, wonach das Parlament die Rechtsetzung des Bundes überwacht.

Die Behauptung, eine stabilere Beziehung sei für die wirtschaftliche Stabilität unerlässlich, erscheint als einseitige Darstellung. Die Schweiz hat sich erfolgreich durch offene Märkte und eigene Regulierungswirtschaft erfolgreich behauptet. Eine stärkere Abhängigkeit von der EU birgt das Risiko, dass wir uns auf Kosten unserer Flexibilität und Wettbewerbsfähigkeit in unionsweite Regulierungen einfügen müssen. Artikel 2 Absatz 2 des Obligationenrechts, der die Vertragsfreiheit wahrt, könnte durch die Übernahme von unionsrechtlichen Verpflichtungen, die keinen Spielraum für nationale Anpassungen lassen, faktisch ausgehöhlt werden.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der institutionellen Auswirkungen. Die geforderte Übernahme des EU-Besitzstands, insbesondere in Bereichen, die bisher dem nationalen Recht vorbehalten waren, würde die Rolle des Bundes und der Kantone erheblich verändern und möglicherweise zu Kompetenzkonflikten führen. Artikel 3 der Bundesverfassung betont die kantonalen Hoheitsrechte. Eine unklare Grenzziehung bei der Übernahme von EU-Recht könnte diese kantonalen Kompetenzen in unzulässiger Weise tangieren.

Abschliessend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Schritte zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar auf den ersten Blick attraktiv erscheinen mögen, bei genauerer Betrachtung jedoch erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die wirtschaftliche Eigenständigkeit bergen. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht eher eine schleichende Unterwerfung unter fremde Rechtsprechung und Regulierung darstellt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung europäischer Vorgaben wirft erhebliche und prinzipielle Bedenken auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Es ist besorgniserregend, wie durch die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne klare demokratische Legitimation die Souveränität der Schweiz ausgehöhlt wird. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht missachtet fundamentale rechtsstaatliche Prinzipien und die Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert das Recht des Schweizer Volkes, über seine politischen Angelegenheiten selbst zu entscheiden.

Die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen scheinen darauf abzuzielen, die Schweiz enger an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu binden, ohne dass eine wirksame parlamentarische Kontrolle oder gar die Möglichkeit einer Volksabstimmung vorgesehen ist. Dies steht im krassen Widerspruch zur schweizerischen Verfassungsordnung und dem Wesen unserer direkten Demokratie. Artikel 166 BV, der die Mitwirkung des Parlaments bei der internationalen Vertretung der Schweiz vorsieht, und Artikel 173 BV, der die Oberaufsicht des Parlaments über die Regierung festlegt, werden durch diese Form der Rechtsübernahme unterlaufen. Es besteht die Gefahr, dass das Parlament und das Volk zu reinen Rezipienten von EU-Recht degradiert werden, anstatt aktiv an der Gestaltung der Gesetzgebung beteiligt zu sein.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen und sozialen Folgen dieser engeren Anbindung an die EU, die oft undifferenziert als Vorteil dargestellt werden, kritisch zu hinterfragen. Die Übernahme von EU-Regulierungen kann zu einer übermässigen Belastung für kleine und mittlere Unternehmen führen und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft schwächen. Artikel 41 BV, der die Förderung des Gemeinwohls zum Ziel hat, könnte durch die unreflektierte Übernahme externer Regelungen gefährdet werden, insbesondere wenn diese den spezifischen Bedürfnissen und Gegebenheiten der Schweiz nicht Rechnung tragen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegende Vorlage eine gefährliche Entwicklung hin zu einer de-facto-Mitgliedschaft in der EU darstellt, die die grundlegenden Prinzipien unserer Demokratie, unseres Rechtsstaats und unserer Souveränität missachtet. Es bedarf einer deutlich kritischeren Auseinandersetzung mit den damit verbundenen Risiken und einer Stärkung der nationalen Gesetzgebungskompetenz anstatt ihrer Erosion.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine krasse Verschärfung und eine bedenkliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird die Zuwanderung massiv ausbauen und widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Einwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, vergleichbar mit einer 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei gravierender Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unannehmbarem Ausmass.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familien erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird, während die EU im Falle ihrer Anwendung mit Strafmassnahmen droht – eine klare Erpressung und keine wirkliche Schutzmöglichkeit. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine reine Farce, die keine effektive Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die daraus resultierenden, massiv höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die

Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG (Art. 48 Abs. 2 Bst. c, Art. 61a) bedeutet, dass der Schweizer Steuerzahler direkt für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen muss. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Versicherten ein.

Die systematische Aufgabe der nationalen Regulierungskompetenz, wie sie sich in der Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) zeigt, ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für unsere hohen Qualitätsstandards und die Patientensicherheit. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Kontrolle für EU-Kompatibilität, was nicht hinnehmbar ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz ungenügend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne keineswegs zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber offensichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt jenen Akteuren zugute, die Lohndumping betreiben wollen und unsere Sozialstandards unterlaufen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union birgt erhebliche Risiken für die finanzielle Autonomie und die Souveränität der Schweiz. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine

automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist äusserst bedenklich. Dies stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar, welche die Schweiz ihrer wichtigsten politischen Druckmittel und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen beraubt.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu begleichen. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, ohne Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments massiv aushöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Regelung untergräbt die schweizerische Souveränität erheblich und stellt keine gerechte Gegenleistung für die damit verbundenen finanziellen Lasten dar. Wir fordern eine Überprüfung und Ablehnung dieser Bestimmungen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführenderweise als Massnahme zur Stärkung der Sicherheit dargestellt, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das Brüsseler Diktat. Insbesondere die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt hierbei einen Frontalangriff auf die bewährten hohen Standards dar, die das Markenzeichen der Schweizer Qualität ausmachen. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards droht unweigerlich zu einem Qualitätsverlust zu führen und die Grundlage für den Wert des Labels "Made in Switzerland" zu zerstören. Dies ignoriert die klare demokratische Volkswille, wie er sich beispielsweise im Gentechnik-Moratorium manifestiert, welches durch die Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen ausgehöhlt würde.

Die Gefahr einer erstickenden Bürokratie ist evident. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerksbetriebe werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was zahlreiche Existenzen bedroht und lokale Traditionen zerstört. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und Vielfalt wird geopfert.

Die Souveränität der Schweiz wird in kritischen Bereichen massiv eingeschränkt. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel" bindet dieses Abkommen unlösbar an alle anderen bilateralen Verträge, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt und jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit verunmöglicht. Hinzu kommt der ungeheuerliche Eingriff durch EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, die unsere Souveränität direkt verletzen.

Besonders gravierend sind die Rückschritte im Tierschutz. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) zwingt die Schweiz, ihre nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich akzeptierten Regeln aufzugeben. Dies ist ein klarer Bruch mit unseren ethischen Standards und ein Verlust an Souveränität in einem fundamental wichtigen Bereich. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird die Schweiz durch die Unterstellung unter EU-Diktate in ihrer Fähigkeit, souverän und schnell auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren, beschnitten.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und somit die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung zugunsten eines starren, bürokratischen Systems, das fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Übernahme des EU-Rechts und damit eine massive Einschränkung unserer Souveränität, einen Verlust an Qualität und eine Zunahme der Bürokratie für unsere Produzenten bedeutet. Es ist ein inakzeptabler Schritt, der die Interessen der Schweiz fundamental untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine erhebliche Bedrohung für den schweizerischen Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für die bedenkliche 'Rosinenpickerei'. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass sich diese Unternehmen auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien belastet bleiben. Diese finanzielle Aushöhlung des Service public ist inakzeptabel.

Die Behauptung des Bundesrates, die 'Gemeinsame Erklärung' biete ausreichenden Schutz, ist angesichts der dynamischen Rechtsübernahme haltlos. Dieses Dokument ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Gewähr gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, zu denen die Schweiz gezwungen wäre, sich zu bekürzen. Eine Beruhigungspille, die die langfristige Erosion unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen wie die zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz unwiderruflich an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele wird somit erschwert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen den Service public in seiner Substanz gefährden, die finanzielle Basis der SBB untergraben und unsere Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs massiv einschränken. Die vermeintlichen Schutzmechanismen sind rechtlich unzureichend und dienen eher der Verschleierung der tatsächlichen Risiken.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unsere föderalistischen Strukturen dar. Die etablierte Praxis, wonach staatliche Beihilfen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, würde durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet die Unterwerfung unserer demokratisch legitimierten Förderinstrumente – sei es für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU – unter eine ausländische Instanz.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt autonom

über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssten kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, der die Kantone zu blossen Bittstellern degradiert. Die von den Kantonen verloren gehende Organisations- und Verfahrensautonomie wird zudem durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) noch verstärkt. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, wodurch diese durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, würden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) unterstreicht dies, da sie die nationale Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr aufgibt und diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Diese "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, ist eine gravierende Schwächung der demokratischen und föderalistischen Kontrolle über Subventionen. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und ermöglicht es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität auszuhöbeln. Die Integration dieser Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das dem Gedanken der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht widerspricht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Strommarktdesign und die damit verbundenen Anpassungen des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) sowie des Energiegesetzes (EnG) bergen erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die schweizerischen Verhältnisse. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E lässt befürchten, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht wird, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen bezüglich unseres Stromnetzes würden somit in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) droht von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert zu werden. Sie wäre gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was einen fundamentalen Bruch mit unseren föderalen Strukturen darstellt. Insbesondere das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) ist hierfür ein trauriges Indiz. Die Streichung der

Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt.

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere durch die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und gefährdet die Wirtschaftlichkeit lokaler Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben und unsere föderalen Strukturen zerstören.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt tiefe Besorgnis aufkommen und kann in ihrer jetzigen Form nicht als vorteilhaft für die Schweiz betrachtet werden. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit unseres Landes. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Annäherung tatsächlich im Interesse der schweizerischen Bevölkerung ist oder ob sie primär den Bedürfnissen der Europäischen Union dient, wobei die Schweiz zu einem blossen Anhängsel degradiert würde.

Die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass das schweizerische Parlament und das Volk die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung oder gar Ablehnung hätten, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) betont die Freiheit des Schuldners, doch durch die faktische Bindung an EU-Recht wird diese Freiheit massiv eingeschränkt. Insbesondere die automatische Übernahme von zukünftigen EU-Gesetzgebungsakten, wie sie in verschiedenen Abkommen angedacht ist, untergräbt die Fähigkeit des Schweizerischen Gesetzgebers, auf nationale Bedürfnisse und Entwicklungen einzugehen. Dies könnte im Widerspruch zu Artikel 189 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesgerichtsbarkeit (BGG) stehen, der die Anwendung des Bundesrechts sicherstellt, welches nun durch externe, nicht schweizerisch legitimierte Rechtsnormen verdrängt werden könnte.

Die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung sind ebenfalls gravierend. Die Rolle des Schweizerischen Bundesgerichts, welches gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) grundsätzlich die Einhaltung des Bundesrechts überwacht, könnte durch die Vorabentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) aufgeweicht werden. Dies birgt die Gefahr, dass die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Auslegung des Rechts untergraben werden. Die vorgesehene Schiedsgerichtsbarkeit im Streitfallmechanismus wirft zudem Fragen bezüglich der Souveränität auf, da externe Instanzen über die korrekte Anwendung des vereinbarten Rechts entscheiden sollen, was den Grundsatz der nationalen Gerichtsbarkeit verletzt.

Die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme von EU-Recht und der Beteiligung an EU-Programmen verbunden ist, muss kritisch hinterfragt werden. Die Schweiz würde erhebliche Mittel aufwenden, ohne dafür eine angemessene Gegenleistung in Form von wirklichem Einfluss auf die Gesetzgebung zu erhalten. Dies stellt eine unfaire Ressourcenverteilung dar und steht im Gegensatz zum Vorsorgeprinzip, welches die vorausschauende und verantwortungsvolle Verwendung öffentlicher Gelder verlangt, wie es im Haushaltsrecht der Kantone und des Bundes verankert ist.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorliegende Paket eine schleichende Entmachtung der Schweiz und eine Schwächung ihrer demokratischen Institutionen bedeutet. Die Nachteile

überwiegen die Vorteile bei weitem, und es ist dringend geboten, die Tragweite dieser Vereinbarungen im Lichte der nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Ordnung neu zu bewerten.

Consultation du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Réponse à la consultation concernant le paquet d’accords entre la Suisse et l’Union européenne

Madame, Monsieur,

En réponse à la consultation du DFAE relative au paquet d’accords globaux négociés entre la Suisse et l’Union européenne, je souhaite exprimer de profondes réserves quant à la direction politique et institutionnelle que prennent ces discussions.

Le processus engagé soulève des questions fondamentales de souveraineté, de démocratie et de légitimité constitutionnelle. L’intégration progressive de la Suisse dans le cadre juridique européen, sous couvert de stabilisation ou de modernisation des relations bilatérales, constitue un glissement structurel dangereux vers une dépendance normative, judiciaire et financière vis-à-vis de l’Union européenne.

L’esprit de la Constitution fédérale repose sur l’autonomie du pays, la démocratie directe et la neutralité. Or, les dispositions contenues dans le projet d’accord et les conditions de sa mise en œuvre risquent d’éroder ces piliers essentiels.

1. Évaluation du paquet Suisse–UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée)

Le projet de paquet institutionnel menace directement la souveraineté législative et la liberté politique de la Suisse. L’intégration accrue dans le droit de l’Union européenne conduirait à une subordination implicite de notre ordre juridique, sans participation démocratique directe aux décisions européennes.

Cette dynamique contredit l’article 54 de la Constitution fédérale, qui garantit la capacité de la Suisse à définir et conduire sa propre politique extérieure. L’accord institutionnel proposé représente également une menace pour le fédéralisme suisse (art. 46 Cst.) et la participation des cantons aux décisions politiques.

Le recours à la Cour de justice de l’Union européenne (CJUE) comme instance d’interprétation ou de règlement des différends est inacceptable. Une telle disposition reviendrait à placer la Suisse sous la tutelle judiciaire d’un organe étranger, en contradiction avec l’article 5 du Code civil suisse.

La question des contributions financières récurrentes à l’UE doit également être examinée avec la plus grande prudence. L’argent public suisse doit prioritairement servir au bien-être de la population. Enfin, la transparence du processus décisionnel doit être renforcée pour garantir un débat public éclairé.

2. Évaluation de la mise en œuvre nationale

La mise en œuvre envisagée du paquet d'accords conduirait à une assimilation automatique du droit européen dans plusieurs domaines. Ce mécanisme porte atteinte à l'article 120 Cst., qui garantit la primauté du droit constitutionnel suisse.

L'alignement systématique sur des directives européennes adoptées sans participation suisse saperait la démocratie directe et affaiblirait la légitimité de nos lois. Sur le plan économique, cette harmonisation imposée risque de réduire la compétitivité de la Suisse, notamment dans les secteurs financiers et technologiques.

Les coûts administratifs liés au suivi du droit de l'UE sont considérables. Ces ressources seraient mieux investies dans la recherche, la formation et l'innovation, conformément à l'article 67 Cst. Enfin, la neutralité suisse (art. 54 Cst.) pourrait être compromise par une intégration excessive dans la politique étrangère de l'UE.

3. Évaluation des accords, protocoles et déclarations communes négociés avec l'Union européenne

Les textes négociés tendent à instaurer une reprise dynamique du droit européen, plaçant la Suisse dans une situation de dépendance juridique permanente. Ce mécanisme viole le principe de prévisibilité du droit et prive le législateur suisse de son pouvoir d'appréciation.

L'article 170 Cst. charge le Conseil fédéral de défendre activement les intérêts du pays. Or, la soumission à la jurisprudence de la CJUE va à l'encontre de cet impératif. Ces accords risquent également d'éroder le tissu économique suisse en exposant nos PME à une concurrence accrue, contraire à l'article 41 Cst.

4. Position sur la stabilisation et le développement des relations bilatérales avec l'UE

Si la clarification des relations bilatérales est souhaitable, elle ne doit pas se faire au prix d'une perte d'autonomie politique et juridique. Le projet d'accord-cadre institutionnel violerait le principe de souveraineté garanti par l'article 178 Cst. La Suisse ne peut accepter que des juges étrangers interprètent ses obligations internationales.

Le mécanisme de règlement des différends proposé, reposant sur la CJUE, prive le peuple suisse de tout recours démocratique. Les contributions financières structurelles à l'UE, fixées sans contrôle parlementaire, sont inacceptables (art. 127 Cst.). Enfin, la Suisse doit pouvoir se retirer d'un accord si celui-ci ne sert plus ses intérêts (art. 176 Cst.).

Conclusion

Les propositions actuellement soumises représentent une atteinte grave à la souveraineté, à la démocratie directe et au fédéralisme. Elles risquent d'inscrire la Suisse dans une dépendance structurelle à l'Union européenne sans que le peuple n'ait pu se prononcer en toute connaissance de cause.

La Suisse doit privilégier une voie indépendante, coopérative mais non subordonnée, fondée sur le respect mutuel, la transparence et la réciprocité. Toute évolution future doit être débattue publiquement et soumise au verdict souverain du peuple suisse.

Salutations

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de ma haute considération.

Matthias Faeh
Citoyen suisse
Commune d’Apples
9 octobre 2025

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Michael Gut, Quellenstr. 14, 8804 Au (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Michael Gut · 076 377 48 48

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen gleichwertigen Einfluss auf dessen Entstehung hat, widerspricht dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in Abkommen mit der EU oft praktiziert wird, könnte diesem Grundsatz zuwiderlaufen. Die Gefahr einer schleichenden Entwertung der schweizerischen Gesetzgebung und der Souveränität ist evident. Weiterhin bestehen Zweifel, ob die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung dem Schweizer Recht und unseren verfassungsrechtlichen Garantien genügen. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung verlangt, dass die Aussenpolitik dem Wohl der Schweiz dient. Die aktuellen Ergebnisse scheinen diesen Grundsatz nur unzureichend zu berücksichtigen. Es mangelt an Klarheit bezüglich der langfristigen Auswirkungen auf die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung interner Vorgaben im Zusammenhang mit den Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unklar, inwieweit eine blosse interne Umsetzung den Verlust von Souveränität und die Übernahme von EU-Recht, das nicht im Einklang mit unserer eigenen Rechtsordnung steht, kompensieren kann.

Besonders alarmierend ist die Tendenz, sich unkritisch an EU-Richtlinien und -Verordnungen anzulehnen, ohne deren Konformität mit den Grundprinzipien unserer Verfassung, wie sie beispielsweise in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) über die Achtung der Menschenwürde, der Rechtsstaatlichkeit und der Demokratie verankert sind, eingehend zu prüfen. Die Gefahr besteht darin, dass durch die schrittweise Übernahme von EU-Recht unsere nationalen Gesetzgebungsprozesse ausgehöhlt werden und die parlamentarische Kontrolle über die Gesetzgebung faktisch an Brüssel abgetreten wird. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Die Argumentation, dass eine interne Umsetzung eine autonome Entscheidung darstellt, ist irreführend, solange diese Umsetzung primär dem Zweck dient, die Anforderungen der EU zu erfüllen und den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern. Die Wahlfreiheit wird dadurch massgeblich eingeschränkt und untergräbt die Möglichkeit, eigene, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene

Lösungen zu entwickeln. Das Schweizer Parlament sollte seine Kompetenzen zur Gestaltung der Gesetzgebung nicht leichtfertig abgeben.

Des Weiteren ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile einer solchen engen Anbindung die negativen Auswirkungen auf unsere rechtliche Eigenständigkeit und unsere politischen Entscheidungsprozesse aufwiegen. Die Bewahrung unserer Rechtstradition und unseres föderalistischen Systems sollte oberste Priorität haben. Eine überstürzte oder unkritische Angleichung an EU-Standards birgt das Risiko, unsere bewährten institutionellen Strukturen zu gefährden und die demokratische Legitimation von Gesetzen zu schwächen. Eine gründliche Prüfung und Abwägung im Lichte unserer verfassungsmässigen Prinzipien ist unabdingbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und lediglich kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht abzufedern. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefere Einkommensklassen, droht. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, was vor allem ausländischen Firmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Neuregelung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 und die Platzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen primär der EU-Kompatibilität und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Der zusätzliche Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter nach Art. 335l ff. OR greift in die Vertragsfreiheit ein und schafft eine privilegierte Klasse, was die Flexibilität von KMU unnötig einschränkt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Landverkehr stellt eine grundlegende Gefährdung unseres Service public im Schienenverkehr dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht es ausländischen Anbietern, selektiv die profitabelsten Strecken zu bedienen und damit die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen zu untergraben. Dies wird unweigerlich zu Lasten der weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien gehen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen. Dies beschränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich und könnte zu suboptimalen, teureren Lösungen führen. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtliche Sicherheit, da sie nicht bindend ist und die Schweiz zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Regulierungen ausgesetzt wäre. Dies schränkt unsere Souveränität zunehmend ein.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Strommarkt birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Versorgungssicherheit. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Netzentscheidungen künftig in Brüssel gefällt werden. Die ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für unzureichend demokratisch legitimiertes EU-Recht, was das Ende einer eigenständigen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe

eingestuft werden. Föderale Strukturen, wie Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, da die Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird und klare Verantwortlichkeiten verloren gehen.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Das Energiegesetz (EnG) schwächt durch geänderte Vergütungsregeln (Art. 15 neu) die dezentrale Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der ElCom-Kompetenzen (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) führen zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere die Schaffung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung freiwilliger und vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss Art. 1 KoBG entzieht dem Schweizer Parlament jegliche demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Dies ist de facto eine Zwangsabgabe, bei der die Schweiz als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht agiert. Der im Vertrag verankerte 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht widersprechen kann. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese Zahlungsverpflichtungen und schwächt die Budgethoheit des Parlaments. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist ein irreführender Versuch, diese umstrittenen Zahlungen gesetzlich zu legitimieren und missbraucht den 'guten Namen' der Friedensförderung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und dem Volkswillen. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet die Sozialwerke unzumässlich. Die Kriterien für den Familiennachzug, der Eltern und Grosseltern einschliesst, sind beispiellos und führen zu einem unkontrollierbaren Zuzug und steigenden Sozialkosten, deren Last die Schweizer Steuerzahler tragen. Die sogenannte "Schutzklausel" ist eine Farce, die praktisch nicht greifen wird und im Falle ihrer Anwendung zu Sanktionen seitens der EU führt. Die automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode bedeutet die faktische Entmachtung des Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts im sensiblen Migrationsbereich. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Neufassung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern kaum noch möglich. Die Einführung deutlich höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und MedBG, GesBG sowie PsyG ersetzt nationale Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Schweizer Standards gefährdet und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen beeinträchtigt. Diese Entwicklungen stellen eine kapitulative Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar.

Lebensmittelsicherheit

Die unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' vorgeschlagene Massnahme stellt eine bedrohliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk

dar, was die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere hohen Produktionsstandards, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und eine erstickende Bürokratie für unsere Produzenten, einschliesslich kleiner Hofläden und lokaler Betriebe, nach sich zieht. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben des LMG, welches den Schutz der Gesundheit der Konsumenten und die Qualität der Lebensmittel sicherstellen soll, nicht deren Angleichung an tiefere EU-Standards.

Ferner höhlt die geplante Anpassung im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a und 21) unsere bewährten und oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aus, indem sie uns zur Übernahme der EU-Standards zwingt. Dies ist ein unhaltbarer Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust, der die ethischen Grundsätze unserer Nation untergräbt. Die Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert. Die Übernahme von EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist angesichts der Notwendigkeit flexibler, nationaler Massnahmen zur Seuchenbekämpfung fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgehen zudem das Parlament und stellen eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle dar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU stellen eine erhebliche Bedrohung für die Schweizer Souveränität und die demokratische Selbstbestimmung dar. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht untergräbt die grundlegenden Prinzipien unseres Rechtsstaates, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, insbesondere in Bezug auf die Volkssouveränität (Art. 1 BV) und die Gewaltenteilung (Art. 164 BV). Die automatische Übernahme von EU-Gesetzen, die nicht im Einklang mit unseren nationalen Interessen stehen, könnte zu einer schleichenden Entmachtung des Parlaments und des Bundesrates führen. Die unklare Rechtslage bezüglich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte durch ausländische Rechtsprechung überstimmt werden, was fundamentalen verfassungsrechtlichen Garantien widerspricht.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in solchen Abkommen häufig vorkommt, würde die Autonomie des schweizerischen Gesetzgebers untergraben. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Zudem ist die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die langfristig zu einer De-facto-Mitgliedschaft ohne entsprechende Mitspracherechte führt, nicht von der Hand zu weisen. Die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung, insbesondere im Hinblick auf die Unabhängigkeit der Gerichte gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung, sind unklar und potenziell nachteilig. Eine solche Entwicklung könnte die rechtsstaatliche Grundlage der Schweiz schwächen.

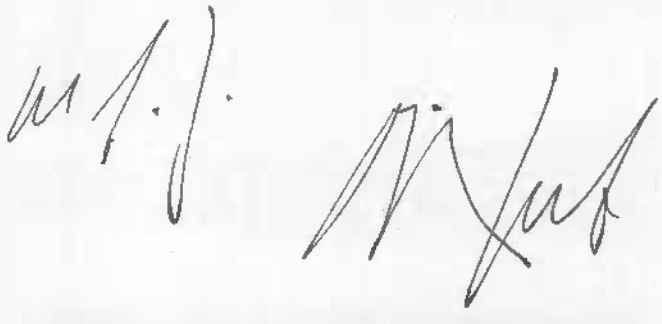

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Urs Monstein (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Urs Monstein · 044 887 62 52 · urs@monstein.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung lässt erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung der Souveränität und der nationalen Interessen aufkommen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Obligationenrecht, wie im Obligationenrecht (OR) in den Artikeln beispielsweise zu vertragsrechtlichen Bestimmungen oder Haftungsfragen verankert, sind kritisch zu prüfen. Eine zu weitgehende Angleichung an EU-Recht könnte schweizerische Rechtsgrundsätze untergraben und uns zu einer passiven Übernahme externer Regelungen zwingen, ohne dass die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft angemessen berücksichtigt werden. Die Wahrung der rechtsstaatlichen Prinzipien und die Autonomie des Schweizer Rechts sind hierbei von höchster Bedeutung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung der Kohäsionszahlungen stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung bisheriger freiwilliger und vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung widerspricht fundamental den Prinzipien unserer Haushaltsautonomie und Budgethoheit. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Belastung, wobei Art. 1 KoBG einen dauerhaften Rechtsanspruch der EU schafft und das Parlament von jeder souveränen Entscheidung entbindet. Dies ist mehr als eine formelle Anpassung; es handelt sich um die faktische Etablierung einer Zwangsabgabe, die unter Missbrauch des Namens der Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b Friedensförderungsgesetz) umgesetzt werden soll. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei die zunächst gering erscheinenden Beträge durch den rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen werden, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung äusserst fragwürdig und drohen, unser bewährtes Schweizer System aufzuweichen. Anstatt den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, werden die bestehenden Schutzmechanismen, wie sie im Entsendegesetz (EntsG) verankert sind, lediglich kosmetisch überarbeitet. Die vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Neugestaltung der Sanktionsmöglichkeiten nach Art. 9 Abs. 2 EntsG und die veränderte Platzierung des Klagerechts in Art. 13a EntsG, dienen primär der EU-Konformität und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die geschwächten Kontrollkompetenzen von paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektoraten sowie die Einführung eines problematischen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR untergraben die Souveränität und Flexibilität unserer KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80

Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine inakzeptable Abtretung von Souveränität dar.

Landverkehr

Die vorgesehenen Änderungen, insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz durch den neuen Art. 40ater EBG, stellen eine ernsthafte Gefährdung des Schweizer Service public dar. Diese Öffnung ermöglicht ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativen Hauptstrecken zu konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die wirtschaftlich unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die Leistungsfähigkeit unseres Bahnwesens. Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung' bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, welche die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr schleichend aushöhlen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vorlage zur Lebensmittelsicherheit stellt eine verdeckte Totalintegration in das EU-Regelwerk dar und bedroht die Schweizer Qualität, bäuerliche Betriebe und Konsumentenwahl. Durch die angleichung an tiefere EU-Standards, wie im Rahmen der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorgesehen, wird das Label 'Made in Switzerland' entwertet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist damit in ernsthafter Gefahr.

Zudem werden durch die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) unsere nationalen, oft strengeren Vorschriften aufgegeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und eine gefährliche Aufgabe der Souveränität in Bereichen von höchster nationaler Bedeutung.

Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) ermöglichen eine beispiellose Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle durch eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Dies, zusammen mit der geforderten Übernahme von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen, welche das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium untergraben, zeigt eine beunruhigende Missachtung des Volkswillens und der schweizerischen Souveränität.

Die Guillotineklausel, welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem Scheitern aller bilateralen Verträge gleichsetzt, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Die Zulassung von EU-Inspektoren und die erstickende Bürokratie für Kleinproduzenten verschärfen die negativen Auswirkungen zusätzlich. Dieses Abkommen bedeutet eine Unterwerfung unter ausländische Regelungen und gefährdet unsere Landwirtschaft und kulinarische Identität.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein starres EU-Kontrollregime stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, wonach Bund und Kantone ihre regionalen und lokalen Förderungen demokratisch bestimmen, wird durch eine technokratische EU-Kontrolle ersetzt. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die als verlängerter Arm der EU fungiert und primär EU-Konformität statt Schweizer Interessen durchsetzt, wie sie durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) vorgesehen ist, ist äusserst bedenklich. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, wie die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) und im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG, neue Art. 31a, 33, 37a-c) zeigen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) gibt die nationale Kontrolle über strategisch wichtige Sektoren auf.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Niederlassungsrechts C PLUS" nach nur fünf Jahren Aufenthalt, selbst bei krimineller Handlungen oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unerträglich. Dies wird insbesondere durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a AIG). Die vorgesehene Schutzklausel in Art. 21b AIG ist lediglich ein Placebo, das in der Praxis wirkungslos bleibt und bei dessen Anwendung Sanktionen seitens der EU drohen. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" raubt dem Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt.

Strom

Die vorgeschlagene Liberalisierung des Strommarktes stellt einen fundamentalen Bruch mit der Schweizer Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Strukturen wie ACER verliert die Schweiz ihre Entscheidungsautonomie, trägt aber weiterhin Kosten. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet und Bestimmungen wie Art. 4a ff. StromVG sowie Art. 15 neu EnG untergräbt. Die EU-Beihilfenregeln gefährden das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, und unser bewährtes System der Wasserzinsen. Die föderalen Strukturen und die dezentrale Energieerzeugung, insbesondere Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln und die Verschärfung des Unbundlings (Art. 10, 18, 19 StromVG) geschwächt. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, strategische Reserven (Art. 8b ff. StromVG) sind eingeschränkt und die Preisvolatilität wird zunehmen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft gemäss Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter ein unpassendes EU-Regime.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt gravierende Bedenken offen und muss kritisch hinterfragt werden. Insbesondere die potenzielle Untergrabung der schweizerischen Souveränität und die Aushebelung unseres Rechtssystems durch die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht sind alarmierend. Das Prinzip der direkten Demokratie, verankert in der Bundesverfassung (BV), wird durch eine automatische Rechtsübernahme massiv gefährdet. Artikel 1 der BV, der die Souveränität der Schweizer Bevölkerung und der Kantone festschreibt, scheint durch die angestrebte Vereinbarung untergraben zu werden. Ebenso ist die Rolle des Bundesgerichts, welches gemäss Artikel 188 BV die oberste Gerichtsinstanz darstellt, in Frage gestellt, wenn es sich künftig an Unionsrecht halten muss, das nicht durch demokratische Prozesse in der Schweiz entstanden ist. Die damit verbundene Rechtsunsicherheit und die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit von Brüssel sind untragbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne klare Gegenleistungen und die Einschränkung unserer Handlungsfreiheit gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung sind äusserst bedenklich. Es ist zu bezweifeln, ob eine solche

Annäherung wirklich im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegt oder nicht vielmehr auf Kosten unserer verfassungsmässig garantierten Selbstbestimmung geht. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, die wir zu befürchten haben, steht im Widerspruch zu unserem eigenen Rechtssystem, wie es das Bundesgesetz über die Schweizerische Bundesgerichtsbarkeit (BGG) in Artikel 1 fortführt. Eine vorsichtige und kritische Prüfung ist unerlässlich, um irreversible negative Folgen zu vermeiden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung wahren. Insbesondere Artikel 4 Absatz 2 des Entwurfs, der auf die Übernahme von EU-Recht verweist, birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsharmonisierung ohne klare demokratische Legitimation im Inland. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Schweizerischen Bundesverfassung, welche die Volkssouveränität und die verfassungsmässige Ordnung des Bundes verankert. Die Befürchtung ist, dass die Schweiz zu einer reinen Rezipientin von EU-Recht degradiert wird, ohne ausreichende Kontrollmechanismen.

GS / EFD
14. Okt. 2025
Registratur

Consultazione

Egregi Signore e Signori,

Mittente e Contatto

Mittente: Markus Niederberger (Privat)

Data: 09.10.2025

Contatto: Markus Niederberger · 0795833040 · m.niederberger@nauticas.ch

Come valuta il pacchetto Svizzera-UE (risultato dei negoziati e relativa attuazione nazionale)?

In globale in trasparente quindi in accettabile.

Come valuta gli accordi, i protocolli e le dichiarazioni congiunte che la Svizzera ha negoziato con l'Unione Europea (UE)?

senz'altro possiamo negoziare per ottenere una buona relazione in quanto possibile con un unione europeo in parte involto in corruzioni diverse, l'Unione europeo e una nave che sta per affondare e la domanda si porre vogliamo veramente salire e affondare con loro ,perdere le nostre ultime forze di indipendenza, non penso proprio .
Già solo la moneta unificato per tutto l'Europa era un grande errore e non permette più ai stati più deboli di svalorizzare la proprio monete e fare correzioni al inflazione.
in oltre l' indebitamento a causo di spese assurdi del unione europea e stellare e porterà alla rovina se stessa e insieme anche noi se faremmo parte.

QUINI UN ASSOLUTO " NO ! " AL UNIONE EUROPEO !

È d'accordo a stabilizzare e sviluppare ulteriormente le relazioni bilaterali con l'Unione Europea (UE)?

La proposta di stabilizzare le relazioni con l'Unione Europea solleva serie preoccupazioni e necessita di un'analisi critica approfondita, in particolare per quanto riguarda le implicazioni per la sovranità e l'autonomia decisionale della Svizzera. Sebbene l'obiettivo dichiarato sia quello di migliorare la cooperazione e la certezza giuridica, i meccanismi proposti rischiano di erodere progressivamente la capacità della Svizzera di autodeterminarsi e di definire autonomamente la propria politica.

La prospettiva di recepire acriticamente il diritto derivato dell'UE, anche attraverso l'adattamento del quadro giuridico interno, appare problematica. L'articolo 5 della Legge federale sull'esercizio dei diritti politici (LEDP) garantisce al popolo svizzero il diritto di voto e di elezione, principi fondamentali che potrebbero essere indirettamente indeboliti se le decisioni legislative venissero sempre più dettate da normative esterne non soggette al controllo democratico diretto dei cittadini svizzeri. L'integrazione di disposizioni che rimandano a decisioni di organi europei, come menzionato in altri contesti simili, apre la porta a una dipendenza giuridica che contrasta con lo spirito dell'articolo 2 della Costituzione federale, il quale sancisce il dovere della Confederazione di agire nell'interesse generale della

Svizzera e dei suoi cittadini.

Inoltre, la potenziale estensione della giurisdizione della Corte di Giustizia dell'Unione Europea (CGUE) su questioni svizzere, anche in via indiretta, rappresenta una minaccia inaccettabile per la sovranità giudiziaria elvetica. La CGUE non è un organo svizzero e le sue interpretazioni del diritto, pur vincolanti per gli Stati membri, non dovrebbero estendersi a un paese terzo che non ha accettato il suo ordinamento giuridico primario. L'articolo 1 della Legge federale sull'uguaglianza tra uomini e donne (LEnt) e altri atti legislativi specifici potrebbero vedersi interpretati e applicati secondo una logica comunitaria estranea al contesto svizzero, con conseguenze imprevedibili e potenzialmente svantaggiose.

La Svizzera ha sempre valorizzato il suo modello unico di neutralità e di democrazia diretta. Qualsiasi accordo che comprometta questi pilastri fondamentali, privilegiando una mera stabilizzazione delle relazioni a scapito della propria indipendenza, deve essere respinto con fermezza. È imperativo che la Svizzera mantenga la sua capacità di definire liberamente le proprie leggi e di preservare i suoi interessi nazionali, senza delegare poteri decisionali a entità esterne.

Come valuta l'attuazione a livello nazionale?

La presente consultazione in merito all'attuazione nazionale di accordi con l'Unione Europea solleva serie perplessità. Pur riconoscendo la necessità di mantenere relazioni stabili con i nostri vicini, l'approccio proposto sembra discostarsi in modo preoccupante dai principi fondamentali che regolano la sovranità e l'autonomia decisionale della Svizzera, sanciti dalla Costituzione federale, in particolare dall'articolo 164 che delega al Consiglio federale l'emanazione di ordinanze solo nei limiti della legge.

Le modalità con cui si intende procedere all'integrazione di normative esterne, senza un dibattito parlamentare sufficientemente approfondito e senza la chiara definizione dei limiti all'applicazione di diritto straniero sul territorio svizzero, minano la capacità della Confederazione di autodeterminarsi. L'automatismo nell'adeguamento a direttive comunitarie, come si evince dalle premesse di tali consultazioni, rischia di creare un precedente pericoloso. Tale prassi potrebbe portare a una progressiva cessione di competenze legislative, rendendo di fatto le decisioni svizzere sempre più subordinate alle esigenze e alle decisioni di un'entità sovranazionale.

È fondamentale che ogni acquisizione di diritto comunitario avvenga attraverso procedure legislative interne rigorose, garantendo la piena trasparenza e la possibilità di un controllo democratico da parte del Parlamento. La Costituzione federale, in particolare l'articolo 173, attribuisce al Consiglio federale il compito di attuare le leggi e gli obblighi internazionali, ma questo non deve tradursi in un'esautorazione del potere legislativo. L'eccessiva dipendenza da sentenze della Corte di giustizia dell'Unione europea, come spesso accade in assenza di chiare clausole di salvaguardia o di meccanismi di recepimento selettivo, rischia di erodere il primato del diritto svizzero e di compromettere la certezza giuridica per i cittadini e le imprese elvetiche. La sovranità nazionale e il diritto costituzionale svizzero devono rimanere i pilastri inappellabili del nostro ordinamento. Qualsiasi accordo deve essere valutato non solo in termini di benefici economici, ma soprattutto in termini di impatto sulla nostra autonomia legislativa e sulla salvaguardia dei nostri interessi fondamentali.

Elettricità

La proposta di accordo sull'energia elettrica con l'Unione Europea rappresenta un passo indietro inaccettabile per la sovranità energetica svizzera. L'integrazione istituzionale nelle strutture di vigilanza dell'UE, come ACER e ENTSO-E, trasforma la Svizzera in un partecipante subordinato, privo di potere decisionale ma obbligato a sostenere i costi. Le decisioni cruciali relative alla nostra rete elettrica verranno prese a Bruxelles, non più a Berna, sancendo di fatto la perdita di autonomia.

L'autorità di regolamentazione indipendente ElCom verrebbe ridotta a un mero braccio operativo per l'implementazione di normative europee, democratamente non legittimate in Svizzera. Questo segna la fine di una regolamentazione energetica autonoma, calibrata sulle nostre specifiche esigenze

nazionali.

Le regole europee in materia di aiuti di Stato mettono in pericolo l'esistenza stessa della nostra principale risorsa energetica: l'energia idroelettrica. Il sistema consolidato delle "Wasserzinsen", che beneficia le regioni montane, rischia di essere classificato come aiuto di Stato illegittimo e quindi abolito.

I nostri consolidati assetti federali nella fornitura di energia, come le importanti centrali comunali, verrebbero significativamente indeboliti. Il loro tradizionale diritto di priorità nell'immissione di energia, conforme alle esigenze locali, verrebbe vanificato dalle regole di concorrenza dell'UE, penalizzando la produzione energetica locale e decentralizzata.

La sicurezza dell'approvvigionamento nazionale verrebbe sacrificata al mercato libero. La possibilità di creare riserve strategiche, come quella idrica, sarebbe limitata dalle norme UE, e la responsabilità ultima per la sicurezza energetica svizzera rimarrebbe indefinita, né attribuibile al mercato né all'UE. Un pericoloso azzardo che mette a rischio la stabilità del nostro Paese.

La liberalizzazione completa del mercato elettrico, come previsto dal nuovo articolo 4a e seguenti della Legge sull'approvvigionamento elettrico (StromVG), non porterà altro che una maggiore volatilità dei prezzi, con un conseguente aumento dei costi per le piccole e medie imprese e per i nuclei familiari. Le spese per garantire la sicurezza dell'approvvigionamento, che il mercato libero non può o non vuole farsi carico, verrebbero scaricate sui consumatori attraverso nuove tasse e prelievi.

L'introduzione del nuovo articolo 15 dell'EnG, relativo alle modifiche delle regole di remunerazione per la produzione di energia rinnovabile, colpirà duramente la produzione decentralizzata e a carattere civico. La drastica riduzione del limite di potenza da 3 MW a 200 kW renderà economicamente insostenibili innumerevoli piccoli e medi produttori, come le centrali comunali o gli agricoltori, minando le basi della loro attività e contraddicendo la strategia energetica svizzera.

Inoltre, l'introduzione di un'esclusione dai sussidi in caso di prezzi negativi (nuovi articoli 29d capoverso 4 e 33a capoverso 2bis EnG) genererà un'enorme incertezza negli investimenti per le energie rinnovabili, frenando l'espansione di impianti solari, eolici e a biomassa e rendendo la Svizzera maggiormente dipendente da mercati elettrici esteri imprevedibili e da fonti energetiche fossili.

La piena liberalizzazione del mercato elettrico, prevista dal nuovo capitolo 1a (Art. 4a ss. StromVG), si configura come un esperimento ad alto rischio sulle spalle della popolazione e dell'economia svizzera. Genererà una volatilità dei prezzi incontrollabile e comprometterà la sicurezza dell'approvvigionamento, finora stabile e affidabile. La nostra sicurezza energetica verrebbe affidata al capriccio del mercato, con conseguenze potenzialmente catastrofiche in periodi di crisi.

L'ampliamento massiccio delle competenze dell'ElCom (Art. 22 StromVG) e l'inasprimento delle norme sull'unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) sono strumenti diretti di omologazione all'UE. La Svizzera perderà la sovranità sulla sua infrastruttura critica, sottoponendosi a una regolamentazione pilotata da Bruxelles. Le nostre strutture federali e la collaudata collaborazione tra Confederazione e Cantoni verrebbero distrutte. L'eliminazione dell'eccezione per la società di rete nazionale nell'articolo 8 capoverso 2 BATE è un ulteriore passo verso la sottomissione al regime UE, privando la Svizzera della necessaria flessibilità e sovranità nella gestione delle proprie reti elettriche.

Aiuti di Stato

La presente consultazione solleva preoccupazioni fondamentali riguardo alla proposta di adesione al regime UE sugli aiuti di Stato. L'attuale prassi svizzera, basata su decisioni politiche democraticamente legittimate a livello federale, cantonale e comunale per sostenere settori cruciali come il trasporto regionale, le banche cantonali, la cultura e le piccole e medie imprese locali, verrebbe sostituita da un rigido quadro di controllo comunitario.

L'autonomia sovrana dei Cantoni e la loro fondamentale autonomia federale subirebbero un massiccio

indebolimento. Invece di poter deliberare autonomamente sulla promozione economica locale, i Cantoni si troverebbero a dover sottoporre le loro decisioni a un'autorità centrale conforme ai dettami dell'UE, con sede a Berna. Questo rappresenta un attacco diretto al nostro sistema federale. La Svizzera si sottometterebbe a un controllo e a una vigilanza sistematici da parte dell'UE, poiché gli aiuti di Stato dovrebbero essere notificati e approvati dalla Commissione europea. Ciò trasformerebbe la Svizzera in un mero ricevitore di norme, compromettendo la sovranità in materia di politica economica nazionale.

Settori strategici quali la fornitura di energia (molte aziende elettriche sono di proprietà cantonale e comunale), il trasporto aereo e il trasporto terrestre verrebbero sottoposti al controllo dell'UE, minacciando l'autonomia strategica e il servizio pubblico in aree infrastrutturali essenziali. La creazione della nuova Camera degli aiuti di Stato presso la Commissione della concorrenza (Comco), conformemente all'articolo 3 del nuovo Legge federale sulla vigilanza degli aiuti di Stato (LVSAS), istituirebbe una "superautorità" che agirebbe come un "braccio esteso dell'UE", i cui decreti servirebbero primariamente la compatibilità con il diritto UE, piuttosto che gli interessi svizzeri. Il controllo democratico su questa potente istanza risulterebbe insufficiente.

I Cantoni perderebbero la loro autonomia organizzativa e procedurale. Nel nuovo sistema, diventerebbero meri richiedenti e non godrebbero di un contraddittorio formale qualora la nuova Camera degli aiuti di Stato esaminasse le loro decisioni sovrane. Questa è una declassificazione inaccettabile dei Cantoni. La creazione della LVSAS e l'adeguamento della Legge federale sul Kartell (LK, art. 18 cpv. 2) culminano in questa centralizzazione, spogliando i Cantoni della loro autonomia procedurale, poiché le loro decisioni in materia di sovvenzioni, democraticamente assunte, potrebbero essere esaminate e annullate da un'autorità centrale e, in ultima istanza, dal Tribunale federale sulla base della loro compatibilità con il diritto UE, come previsto dai nuovi articoli 82 cpv. 1 lett. b-bis e 98a della Legge federale sul Tribunale federale (LTF).

L'abrogazione dell'articolo 103 della Legge federale sull'aviazione civile (LAvC) segnerebbe la rinuncia alla competenza di controllo nazionale della Comco sugli aiuti di Stato nel settore strategicamente importante dell'aviazione civile, sottoponendo completamente tale settore al nuovo regime UE. L'esclusione del Delegato per la sorveglianza dei prezzi dalle sedute della Camera degli aiuti di Stato, in conformità con la modifica dell'articolo 5 capoverso 2 della Legge sulla sorveglianza dei prezzi (LSP), è un segnale allarmante. Ciò indebolisce la protezione dei consumatori e la trasparenza, poiché mentre la nuova autorità prende decisioni che possono influenzare direttamente prezzi e costi per i cittadini, la voce dell'ufficiale "guardiano dei prezzi" viene messa a tacere.

Trasporti terrestri

Scambio merce e importante ma anche le dogane per la regolazione verso paesi con costi e stipendi bassi per ottenere una regolazione sana die mercato e costo vita dei vari paesi.

Libera circolazione: Protezione salariale

Le misure di protezione salariale proposte nell'ambito dell'accordo sulla libera circolazione sono inadeguate e puramente cosmetiche. Esse non possono compensare l'enorme pressione sui salari svizzeri derivante dall'estensione della libera circolazione. Sussiste il rischio di un'erosione generalizzata del nostro livello salariale, in particolare nelle fasce di reddito medio-basse.

Anziché rafforzare il collaudato ed efficace sistema svizzero di protezione salariale, esso viene indebolito e adattato agli standard dell'UE. Le nuove disposizioni sono più burocratiche ma meno efficaci delle misure di accompagnamento esistenti. Ciò avvantaggia principalmente le imprese straniere che intendono praticare il dumping salariale.

I meccanismi di controllo vengono indeboliti. Le competenze delle commissioni paritetiche e degli ispettorati cantonali del lavoro vengono minate dalle nuove strutture centralizzate e conformi al diritto UE. Ciò si traduce in meno controlli e in una applicazione più lassista delle condizioni salariali e di lavoro.

Il nuovo diritto di protezione contro il licenziamento per i rappresentanti dei lavoratori è un dono avvelenato. Crea una complessa società a due livelli nel diritto del lavoro e paralizza la flessibilità delle PMI, senza risolvere il problema fondamentale della pressione salariale. Gli adattamenti alla legge sull'impiego di lavoratori distaccati (LDistG), in particolare l'estensione del sistema sanzionatorio ai sensi dell'art. 9 cpv. 2 LDistG, sono intesi principalmente per la compatibilità con il diritto UE, e non necessariamente per migliorare la protezione dei lavoratori svizzeri. La soppressione del diritto di ricorso ai sensi dell'art. 11 LDistG e la sua ricollocazione nell'art. 13a LDistG rappresentano una riorganizzazione giuridica che indebolisce la collaudata sistematicità e complica l'attuazione dei diritti dei lavoratori.

L'integrazione della legge sugli acquisti pubblici (LAPub) con la nuova legge sul contributo alla coesione (Allegato 5 cifra 1 lettera d LAPub) è problematica. Essa consolida i pagamenti di coesione come parte integrante del nostro ordinamento giuridico e crea collegamenti che legano la Svizzera politicamente ancora più strettamente all'UE.

L'introduzione di uno speciale regime di protezione contro il licenziamento per i rappresentanti dei lavoratori (nuovi articoli 335l-335q CO) costituisce un intervento diretto nella libertà contrattuale svizzera, imposto dalla pressione dell'UE. Viene creata una classe privilegiata di lavoratori il cui licenziamento è subordinato a una procedura rigida e burocratica. Ciò paralizza la flessibilità, in particolare delle PMI, e contrasta con i nostri principi liberali del mercato del lavoro. Le precisazioni nella Legge sull'assicurazione per la vecchiaia e per i superstiti (LAuS), in particolare le nuove regole per le associazioni ai sensi dell'art. 2 LAuS, pur apparendo tecniche, fanno parte del pacchetto complessivo che sottopone la nostra parità di trattamento alla pressione della compatibilità con il diritto UE. Ogni modifica al nostro collaudato sistema di dichiarazione di generalità di una convenzione collettiva comporta il rischio che i robusti meccanismi svizzeri vengano indeboliti a favore di modelli conformi al diritto UE, spesso più deboli.

L'equiparazione delle sanzioni UE a decisioni esecutive nel diritto di esecuzione e fallimento (nuovo art. 80 cpv. 2 cifra 6 LEF) rappresenta una massiccia cessione di sovranità. In questo modo, la Svizzera diventa uno strumento di esecuzione per sanzioni amministrative pecuniarie dell'UE. Ciò mina il nostro ordinamento giuridico, consentendo l'esecuzione di decisioni amministrative straniere in Svizzera senza un riesame giudiziario completo.

Contributo finanziario

Le proposte relative al contributo finanziario alla coesione europea presentano serie criticità che non possono essere ignorate. Il passaggio da contributi volontari, soggetti al controllo parlamentare ai sensi della Costituzione federale, a un obbligo giuridicamente vincolante rappresenta una grave erosione della sovranità e del processo democratico svizzero. Tale trasformazione, sancita dal proposto Legge sul contributo alla coesione (KoBG), di cui l'articolo 1 stabilisce un "diritto permanente" e che viene inoltre incorporata nell'Appendice 5, cifra 1 lettera d) del Trattato sui bilanci e sulle partecipazioni (BoB), mira a trasformare una decisione politica discrezionale in un'imposizione automatica e inappellabile.

L'affermazione che l'importo iniziale di 350 milioni di franchi all'anno sia un'offerta di chiusura è fuorviante. Il meccanismo di ricalcolo legalmente vincolante, previsto dal futuro accordo, condurrà inevitabilmente a richieste di finanziamento significativamente più elevate. La Svizzera si troverà nella posizione di un pagatore netto senza alcun potere decisionale, costretta a conformarsi alle direttive dell'UE senza garanzie tangibili di un miglior accesso al mercato o di una semplificazione delle procedure commerciali. Questo accordo istituzionalizza un trasferimento di fondi che, a tutti gli effetti, costituisce un'obbligazione di pagamento forzato, svuotando la sovranità di bilancio del Parlamento.

Inoltre, l'inclusione di questi contributi sotto la rubrica della promozione della pace, come suggerito dalla modifica all'articolo 1, comma 2, lettera b) della Legge sulla promozione della pace, è un tentativo ingannevole di legittimare finanziamenti politicamente controversi attraverso un'associazione a un obiettivo universalmente apprezzato. Questo stratagemma non solo distoglie l'attenzione dalle vere implicazioni finanziarie e politiche, ma abusa della reputazione svizzera in materia di promozione della pace per giustificare un accordo che indebolisce la nostra autonomia decisionale e il nostro

controllo sulle finanze pubbliche. L'adozione del KoBG, e la sua integrazione nell'ordinamento giuridico svizzero, rischia di trasformare la Svizzera in una fonte di finanziamento permanente per l'UE, senza che i cittadini o i loro rappresentanti abbiano un reale potere di veto.

Libera circolazione: Immigrazione

Con questi condizioni che chiede l'unione sarebbe la rovina sociale e economico della Svizzera, come nottiamo già in Germania e in Francia,

Sicurezza alimentare

La consultazione sul tema della "Sicurezza alimentare" rappresenta un tentativo dissimulato di integrare la Svizzera nel quadro normativo alimentare dell'Unione Europea, con conseguenze potenzialmente devastanti per la nostra economia agricola e per la nostra sovranità. Il titolo stesso, "Sicurezza alimentare", è fuorviante, poiché il progetto va ben oltre la mera garanzia di sicurezza, mirando invece a sottoporre l'intera filiera agroalimentare svizzera alle regole dell'UE "Dal produttore al consumatore".

Ciò minaccia direttamente gli elevati standard di produzione svizzeri, i nostri preziosi produttori agricoli a conduzione familiare e la libertà di scelta dei consumatori. La rinomata qualità svizzera, da sempre un punto di forza competitivo, rischia di essere svalutata. L'armonizzazione con standard UE spesso inferiori non può che tradursi in un inevitabile calo della qualità. Il marchio "Swiss Made" perderà il suo valore intrinseco se i prodotti dovranno essere realizzati secondo criteri meno rigorosi rispetto a quelli attuali.

Un aspetto particolarmente allarmante è la clausola di guillottina, che lega indissolubilmente questo accordo a tutti gli altri contratti bilaterali I. La conseguenza è inaccettabile: la Svizzera viene messa di fronte a un ricatto politico che le impedisce di prendere decisioni sovrane in futuro. L'autorizzazione di ispettori UE ad accedere e a esercitare poteri di controllo all'interno di stalle, caseifici e ristoranti svizzeri costituisce una grave violazione della nostra sovranità nazionale. Le nostre imprese diventerebbero oggetto di controllo da parte di autorità straniere.

La prospettiva di un'ondata di burocrazia senza precedenti si profila all'orizzonte per i nostri produttori. Non solo le grandi industrie, ma anche i piccoli negozi agricoli, i caseifici d'alpeggio, i macellai di paese e persino le associazioni in occasione di feste popolari sarebbero costretti a conformarsi a normative UE complesse e inadatte. Questo minaccia di distruggere tradizioni locali e di mettere a repentaglio l'esistenza stessa di numerose attività economiche.

Il nostro moratorio sulle tecniche genetiche, più volte confermato democraticamente, viene deliberatamente svuotato. La Svizzera sarà costretta ad accettare prodotti approvati dall'UE contenenti tracce di organismi geneticamente modificati, ignorando palesemente la volontà popolare.

La revisione totale della Legge sugli alimenti e gli oggetti d'uso (LMG) è un attacco frontale alla qualità svizzera, ai produttori e ai consumatori, poiché sottopone l'intera catena alimentare alla regolamentazione UE. Le conseguenti procedure burocratiche soffocanti e la perdita di standard elevati sono inaccettabili.

Inoltre, le modifiche proposte al Diritto della protezione degli animali (TSchG, art. 15a, 21) obbligheranno la Svizzera ad abbandonare le sue norme nazionali, spesso più severe e collaudate, in materia di trasporto e macellazione a favore degli standard UE. Questo rappresenta un passo indietro significativo per la protezione degli animali e una chiara cessione di sovranità. L'adeguamento richiesto per i trasporti di animali e per la macellazione è un regresso inaccettabile per il benessere animale in Svizzera. Le nostre regole nazionali, ampiamente accettate dalla società, verranno sostituite da standard di massa europei, privandoci della facoltà di fissare autonomamente standard etici più elevati in questo settore cruciale.

Le nuove competenze in materia di ordinanze conferite al Consiglio federale dalla Legge sull'agricoltura (nuovi capoversi negli art. 141 e 148 LwG) costituiscono una delega in bianco per

l'attuazione del diritto UE, bypassando il Parlamento e sottraendo il controllo democratico su decisioni che riguardano direttamente i nostri agricoltori.

Infine, l'adeguamento alla Legge forestale (nuovo art. 26 cpv. 1bis WaG) sottopone la protezione delle nostre foreste dagli organismi nocivi al diktat dell'UE. La Svizzera perde la capacità di reagire in modo rapido e sovrano a minacce specifiche per i nostri boschi, dovendo conformarsi a meccanismi UE spesso lenti e inadatti alla nostra situazione alpina. La Svizzera deve difendere la propria autonomia e i propri standard di qualità, evitando di essere assorbita da un sistema normativo che non tiene conto delle specificità nazionali.

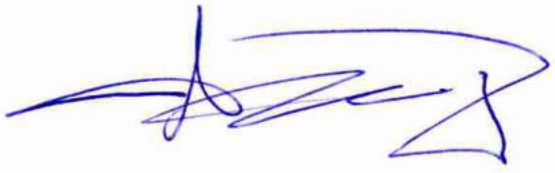

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ueli Niederer (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Ueli Niederer · ueliniederer@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Der Gesamtbundesrat und der grösste Teil unseres Parlamentes haben keine Strategie, sind gesteuert von den Lobbyisten und dem FIAT-Finanzsystem.

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz aufkommen. Es drängt sich die Frage auf, ob die vereinbarten Kompromisse nicht eine schleichende Abhängigkeit von der Europäischen Union schaffen, welche die verfassungsrechtlichen Grundlagen unseres Landes untergräbt.

Besonders die Übernahme von EU-Recht, wie sie in der Vorlage zur Diskussion steht, wirft gravierende Fragen auf. Die Schweiz würde sich verpflichten, neue EU-Regulierungen zu übernehmen, ohne dabei ein Mitspracherecht zu haben. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volksgesetzgebung, wie sie in Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist, der die Gesetzgebungskompetenz dem Parlament und dem Volk zuschreibt. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Kompetenz faktisch aushebeln und die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU machen.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Zwangszuständigkeit des EuGH, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen vorgesehen ist, stellt eine direkte Verletzung der nationalen Rechtsordnung dar. Gemäss Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung ist der Bundesrat für die Umsetzung der Bundesgesetze zuständig. Eine externe Gerichtsbarkeit, die über die Anwendung schweizerischen Rechts entscheidet, schwächt die Hoheit des Bundesstaates und kann zu unannehmbaren Eingriffen in unsere staatliche Unabhängigkeit führen. Die Gefahr von widersprüchlichen Urteilen zur nationalen Rechtsauslegung ist gross und würde die Rechtsunsicherheit für Schweizer Unternehmen und Bürger erhöhen.

Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen sind keineswegs gesichert positiv. Die automatische Übernahme von Vorschriften könnte zu einer erheblichen Belastung für Schweizer KMUs führen, die sich an die EU-Standards anpassen müssten, ohne die Vorteile der vollen Mitgliedschaft geniessen zu können. Der vorgesehene Mechanismus zur Streitbeilegung, insbesondere im Hinblick auf die mögliche Anwendung von Abhilfemassnahmen durch die EU, birgt erhebliche Risiken für den Zugang zum europäischen Binnenmarkt und damit für die Schweizer Exportwirtschaft. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile die Nachteile eines Verlusts an wirtschaftspolitischer Eigenständigkeit aufwiegen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine gefährliche Gratwanderung darstellen und die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit manövrieren könnten,

die ihre Souveränität und ihre demokratischen Prinzipien ernsthaft bedroht. Die negativen Auswirkungen auf die Gesetzgebungskompetenz und die Unabhängigkeit der Justiz sind nicht zu unterschätzen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine ernsthafte Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Netzentscheidungen künftig in Brüssel getroffen werden. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet.

Existenzielle Gefahren drohen unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies gefährdet nicht nur die Finanzierung unserer Bergregionen, sondern auch die Wirtschaftlichkeit eines zentralen Pfeilers unserer Energieversorgung. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Deren Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale, dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer darstellt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen durch angepasste Vergütungsregeln die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW unzählige kleine und mittlere Produzenten, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten.

Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastruktur und föderale Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen Regeln wie riesige europäische Konzerne, ein klarer Verlust an Flexibilität und Souveränität. Verhindert Innovation, technologische Fortschritte.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Verbesserung dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das divergierende und oft auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Regelwerk. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf hohen Produktionsstandards und der Sorgfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe beruht, ist akut

gefährdet. Die zwangsweise Angleichung an tendenziell tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland".

Die von der EU geforderten Änderungen im Tierschutzgesetz, insbesondere die neuen Artikel 15a und 21 TSchG, zwingen die Schweiz, ihre nationalen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedenklichen Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Verlust an Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich. Genauso problematisch ist die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG). Sie ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion. Die gesamte Lebensmittelkette wird dem EU-Regulierungsdickicht unterworfen, was eine erstickende Bürokratie für kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen bedeutet und viele zur Aufgabe zwingen wird.

Besorgniserregend sind zudem die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG). Diese gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, welches so die Möglichkeit verliert, über Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle. Auch im Waldgesetz gibt es Bedenken; der neue Artikel 26 Absatz 1bis WaG unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU und beraubt die Schweiz der Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Das geplante Abkommen droht zudem, den Volkswillen hinsichtlich des Gentechnik-Moratoriums zu missachten, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Die drohende "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt ferner einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Wir lehnen diese umfassende Unterwerfung unter EU-Regeln entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies ist ein direkter Angriff auf die Autonomie der Kantone, die ihre lokalen und regionalen Förderinstrumente nicht mehr eigenständig gestalten und anwenden können. Stattdessen werden ihre Beschlüsse einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird durch die Meldepflicht von Beihilfen an die EU-Kommission zementiert, wodurch die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und ihre nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sollen der EU-Kontrolle unterstellt werden. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde", der Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird, ist äusserst bedenklich. Ihre Entscheidungen werden primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen und nicht mehr ausschliesslich Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und verlieren jegliches formelle rechtliche Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Dies stellt eine inakzeptable Herabstufung der Kantone dar.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ermöglicht der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies schwächt die föderalistischen Prinzipien erheblich, indem kantonale Souveränität ausgehebelt und die kantonalen Strukturen geschwächt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Reformen institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und entziehen der Schweiz die Möglichkeit, eigenständig und im nationalen Interesse zu handeln.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unzumutbare Belastung für unsere Sozialsysteme dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die vorgeschlagene Reform erfolgt, steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Gewährung eines praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", mit unserer inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke vereinbar sein soll. Diese Entwicklung fördert massiv die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da EU-Bürger und ihre erweiterten Familienkreise – einschliesslich Eltern und Grosseltern – ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst bei Sozialhilfebezug. Die Kosten hierfür werden bedauerlicherweise von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich als reines Placebo, deren Hürden in der Praxis unerreichbar sind und deren Anwendung mit drohenden EU-Strafmassnahmen verbunden ist. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die jede wirksame nationale Steuerung der Zuwanderung verunmöglicht. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" untergräbt zudem massiv unsere direkte Demokratie, da Parlament und Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme durch die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die systematische Unterordnung unter EU-Rechtsmechanismen, wie die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Qualitätssicherung und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit. Diese Entwicklungen signalisieren eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung unseres verfassungsmässigen Auftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und haben den Charakter bloss kosmetischer Anpassungen. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den ohnehin stark gefährdeten mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine unheilvolle Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber signifikant weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was vornehmlich ausländischen Firmen zugutekommt, die auf Lohndumping aus sind.

Die Kontrollmechanismen werden in besorgniserregender Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die Flexibilität von KMU und löst das Grundproblem des Lohndrucks nicht. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs, insbesondere des Schienenverkehrs, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die verfassungsrechtlich verankerte hoheitliche Gestaltungsfreiheit. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), namentlich durch den neuen Art. 40ater EBG, öffnet ausländischen Anbietern die Tür, profitabelste inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies führt unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen die lukrativen Verbindungen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet werden. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch massiv untergraben, was sich unmittelbar auf die Qualität und das Angebot für die Schweizer Bevölkerung auswirken wird.

Weiterhin ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis PBG, äusserst problematisch. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und bietet keinen wirksamen Schutz. Sie ist nicht bindend und schützt nicht vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar, insbesondere im Hinblick auf die dynamische Rechtsübernahme, die uns künftig zwingen könnte, Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu übernehmen. Die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur würde schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt ebenfalls gravierende Gefahren für den Schweizer Service public. Bewährte und für die Aufrechterhaltung des Angebots notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig

eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz und ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten unseres Landes. Diese Abkommen gefährden die Grundfesten unseres öffentlichen Verkehrs.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar und entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel. Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich lediglich ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz künftig nicht mehr entgehen kann. Dies bedeutet, dass die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird, die Zahlungen leistet, ohne dafür eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungsverpflichtungen als permanent und rechtlich bindend und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäß Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Statt einer eigenverantwortlichen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der EU (BöB) verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Dauerhaftigkeit. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist eine Irreführung; der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen untergräbt die finanzpolitische Autonomie der Schweiz und verpflichtet uns zu Zahlungen, deren Höhe und Dauer letztlich von der EU bestimmt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Desolat, kein Vertrag auf Augenhöhe. Verlogen, bewusst irreführend, einseitig, völkerrechtswidrig, Knechtschaftsvertrag für unser Souverän.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die EU, vorab das hochkorrupte Brüssel treiben die EU und deren Völker und Menschen in den Ruin, finanziell, wirtschaftlich, kulturell. Totalitarismus, Unterdrückung, Versklavung, Verlust der Meinungs- u. Pressefreiheit, totale Überwachung der Menschen. Ende Freiheit.
Und Sie wollen die erfolgreiche Schweiz opfern? NEIN, keine bilateralen, kein Beitritt zur EU!!

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Patrick Nussbaumer (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: Patrick Nussbaumer · paedu1924@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Rechtspaketen gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die geplante Übernahme eines breiten Spektrums an EU-Richtlinien und -Verordnungen birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Unabhängigkeit und der Untergrabung unserer demokratischen Institutionen.

Insbesondere die in Artikel 3 der Bundesverfassung verankerte Kompetenzabgrenzung zwischen Bund und Kantonen sowie die Garantie der kantonalen Autonomie scheinen durch die vorgeschlagenen Umsetzungsbestimmungen gefährdet. Die Tatsache, dass die Schweiz künftig primär auf die Übernahme von EU-Recht ausgerichtet ist, anstatt eigene, auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln, wirft Fragen hinsichtlich der Verhältnismässigkeit und der Berücksichtigung des schweizerischen Rechtsverständnisses auf.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine gleichwertige Mitsprache der Schweiz auf europäischer Ebene gewährleistet ist, steht im Widerspruch zum Prinzip der rechtsstaatlichen Selbstbestimmung. Die Schweiz würde sich faktisch einem Gesetzgebungsprozess unterwerfen, an dessen Ausgestaltung sie nicht massgeblich beteiligt ist. Dies kann im Hinblick auf die in Artikel 5 der Bundesverfassung verankerte Gewaltentrennung und die rechtsstaatlichen Garantien nicht hingenommen werden.

Die detaillierte Prüfung und Anpassung der bestehenden schweizerischen Gesetzgebung, wie sie für die Umsetzung des EU-Rechts erforderlich ist, birgt zudem das Risiko von Kompetenzverschiebungen zugunsten des Bundes zu Lasten der Kantone. Die föderale Struktur der Schweiz, die auf einer starken kantonalen Verankerung beruht, könnte dadurch signifikant geschwächt werden. Es ist zu befürchten, dass die Kantone ihre Gestaltungsspielräume verlieren und zu reinen Vollzugsorganen degradiert werden.

Die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Innovationskraft der Schweiz sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht immer auf die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Marktes zugeschnitten sind, könnte zu unnötiger Bürokratie führen und innovative Unternehmen belasten. Artikel 2 des Obligationenrechts, der die gute Sitten und den treuen Glauben im Geschäftsverkehr betont, könnte durch übermässige regulatorische Auflagen konterkariert werden.

Abschliessend muss die Frage gestellt werden, ob die vorliegenden Vorschläge tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind und ob sie die für unser Land so wichtigen rechtsstaatlichen Prinzipien und die Souveränität ausreichend schützen. Eine kritische und abwägende Haltung ist unerlässlich, um negative Folgen für unseren Rechtsstaat und unsere wirtschaftliche Zukunft zu vermeiden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Bahnverkehrsabkommen mit der Europäischen Union, werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die angeblichen Vorteile einer tieferen Integration die integralen Interessen der Schweiz wahren können.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die potenzielle Gefährdung des Schweizer Service public im Schienenverkehr. Die unreflektierte Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass etablierte und für die Versorgungssicherheit unerlässliche Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser essenziellen Dienstleistungen aushöhlen und die Qualität des Angebots für die Bevölkerung direkt beeinträchtigen.

Die Öffnung für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist besonders besorgniserregend. Sie ermöglicht ausländischen Anbietern die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dies fördert unweigerlich ein schädliches «Rosinenpickerei»-Verhalten, bei dem ausländische Unternehmen nur die rentablen Hauptstrecken bedienen. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung notwendige Nebenlinien zu betreiben, werden dadurch finanziell weiter geschwächt. Dies untergräbt die Tragfähigkeit und Flächendeckung unseres öffentlichen Verkehrs.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme dargestellte «Gemeinsame Erklärung» erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich unzureichend und nicht bindend. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies ist lediglich eine oberflächliche Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Sorge, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise aufgibt, wird durch die dynamische Rechtsübernahme verstärkt. Künftige Regulierungen wie jene zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM) müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die Einführung der Kabotage ist somit ein direkter Frontalangriff auf den Schweizer Service public, der die langfristige Qualität und Flächendeckung des öffentlichen Verkehrs gefährdet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, euphemistisch als 'Vom Hof auf den Tisch' tituliert, entpuppt sich als ein umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die eigentliche Lebensmittelsicherheit hinausgeht und die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft faktisch unter EU-Herrschaft stellt. Die von der Schweiz hochgehaltenen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe sind durch diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität droht zu einem Relikt vergangener Tage zu werden, während das Label 'Made in Switzerland' seine Differenzierungsfähigkeit verliert. Dies ist kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt, der unseren Produzenten einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil raubt.

Besorgnis erregend ist die inkauf genommene 'Guillotineklausel', welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem sofortigen Wegfall des gesamten bilateralen Vertragswerks gleichsetzt. Dies ist eine unerträgliche politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidung der Schweiz unmöglich macht. Die Möglichkeit, dass EU-Inspektoren ungehinderten Zutritt zu Schweizer Betrieben erhalten und Kontrollbefugnisse ausüben, stellt zudem einen beispiellosen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zu Objekten fremder Behördenkontrolle

degradiert.

Eine bürokratische Welle unvorstellbaren Ausmasses droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien werden mit komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften überzogen. Dies gefährdet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das Gentechnik-Moratorium, ein demokratisch mehrfach bestätigter Volkswille, wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf unsere hohen Standards dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Qualitätsverlust führt. Ebenso gravierend sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21), welche die Schweiz zwingen, ihre oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche die parlamentarische Kontrolle aushebelt. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) sind weitere Beispiele für die fahrlässige Preisgabe nationaler Interessen. Dieses Abkommen ist eine strategische Fehlentscheidung, die unsere Souveränität untergräbt und die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft massiv benachteiligt.

Strom

Die vorgeschlagene Integration in den EU-Strommarkt untergräbt die Energiesouveränität der Schweiz auf fundamentaler Ebene. Durch die Einbindung in die Aufsichtsstruktur von ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem technisch weisungsgebundenen Teilnehmer, der jedoch ohne Stimmrecht die damit verbundenen Kosten tragen muss. Zukünftige Entscheidungen über unser Stromnetz werden in Brüssel getroffen, was eine erhebliche Schwächung unserer nationalen Autonomie bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies gefährdet nicht nur die wirtschaftliche Grundlage zahlreicher Gemeinden, sondern schwächt auch unsere föderalen Strukturen. Gemeindekraftwerke, die eine wichtige Säule der lokalen Energieversorgung darstellen, werden durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt, indem ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die Preisvolatilität wird zunehmen und die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Insbesondere die massive Ausweitung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW im neuen Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG untergräbt die wirtschaftliche Grundlage kleinerer Produzenten. Dies bremst den Ausbau erneuerbarer Energien und macht uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Ausweitung der Kompetenzen der

ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz der Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern geradezu irreführend. Sie vermögen den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere zu Lasten der mittleren und unteren Einkommensschichten, welche die Hauptlast tragen müssten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neu konzipierten Regeln sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär jenen ausländischen Firmen zugutekommt, die auf Lohndumping setzen.

Es ist besorgniserregend, dass die Kontrollmechanismen geschwächt werden. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Es handelt sich um einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Staatliche Beihilfen

Das vorliegende Abkommen zum Thema staatliche Beihilfen stellt eine grundlegende Infragestellung unserer nationalen Souveränität und unserer föderalistischen Struktur dar. Die Schweiz wird hierbei nicht als gleichberechtigter Partner auf Augenhöhe behandelt, sondern in eine Position der Unterordnung unter ein technokratisches EU-Regelwerk gezwungen. Die bewährte Praxis, wonach Subventionen primär politische Entscheidungen souveräner und demokratisch legitimierter Ebenen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird abgeschafft. Diese Förderungen, welche essenziell für die wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklung unseres Landes sind, beispielsweise im Bereich des Regionalverkehrs, zur Unterstützung von Kantonalbanken, für kulturelle Zwecke oder zur Förderung lokaler KMU, sollen neu einem starren und fremdbestimmten EU-Kontrollregime unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone wird durch die vorgeschlagenen Regelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die für ihre jeweilige Region massgeschneiderte Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter und inakzeptabler Angriff auf unseren Föderalismus. Durch die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die sich in der Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen durch die EU-Kommission manifestiert, wird die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird dadurch ausgehebelt.

Besonders kritisch sind die Auswirkungen auf strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, wo zahlreiche Elektrizitätswerke in kantonaler oder kommunaler Hand sind. Diese Kernbereiche unserer Infrastruktur werden der EU-Kontrolle unterstellt, was unsere strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public gefährdet.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der neuen Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist äusserst bedenklich. Diese Instanz wird nicht primär Schweizer Interessen vertreten, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, von der direkten Volksdemokratie weit entfernte Institution ist unzureichend. Die Kantone verlieren zudem ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten sie kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von der neuen Beihilfekammer geprüft und potenziell gekippt werden können. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gestützt auf Art. 98a BGG mittels abstrakter Normenkontrolle für nichtig erklärt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert. Die vorgeschlagenen Massnahmen führen somit zu einer Einschränkung der nationalen Autonomie und zu einer Schwächung der föderalistischen Prinzipien unseres Staates.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie in den vorgesehenen Gesetzesänderungen anklingt, widerspricht fundamental dem klaren Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung postuliert. Stattdessen wird die Zuwanderung massiv ausgeweitet und die Hürden für eine Einreise sowie einen dauerhaften Aufenthalt werden drastisch gesenkt.

Das neu geschaffene "Daueraufenthaltsrecht", das bereits nach fünf Jahren und somit halb so schnell wie bisher gewährt wird, mutet wie eine de-facto "Niederlassung C PLUS" an. Die Tatsache, dass dieser Status unter den neuen Bestimmungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), insbesondere dem neuen Artikel 41c und der Aufhebung von Artikel 29a, praktisch unentziehbar wird, selbst im Falle von kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies ist eine direkte Folge der Zementierung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme.

Der Familiennachzug wird in einem für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Ausmass ausgeweitet. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit auch der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die Kosten dafür werden primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Die sogenannte "Schutzklausel", welche in Artikel 21b AIG als Placebo konzipiert ist, ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Sollte die Schweiz sie dennoch anzuwenden versuchen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungs- und nicht zu einer Schutzklausel macht. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung erfolgt zudem neu automatisch nach der "Integrationsmethode". Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) mit drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein offensichtliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, was auf dem Rücken von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen wird. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung für die EU-Kompatibilität. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG, ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und eine Gefährdung der Patientensicherheit birgt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer nationalen Souveränität und parlamentarischen Kontrolle. Die Umwandlung bisheriger, freiwilliger und vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Steuerung dar. Dies hat faktisch den Charakter einer Zwangsabgabe, bei der die Schweiz einerseits zur Nettozahlerin wird, andererseits aber keinerlei Stimmrecht oder Mitsprache auf Augenhöhe erhält.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als verlockendes Lockvogelangebot. Ein kritischer Blick auf den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung offenbart jedoch das wahre Ausmass dieser Verpflichtung. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz dann bedingungslos zahlen muss, was die EU diktiert, ohne die Möglichkeit zu haben, dies kritisch zu hinterfragen oder abzulehnen. Die Schweiz wird so zu einer Zahlstelle degradiert, ohne die Gewährleistung eines verbesserten Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklungen auf gesetzlicher Ebene. Dieses Gesetz verwandelt eine politische Geste in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als fester und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der unbestreitbar positive Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Zusammenführung von unterschiedlichen Zielen ist nicht nachvollziehbar und dient lediglich der kaschierten Durchsetzung von Zahlungsverpflichtungen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle bedeutet und zu einer finanziellen Belastung führt, deren Umfang kaum abschätzbar ist und die keinerlei Gegenwert in Form von verbesserten Marktbedingungen oder Mitsprache bietet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene Rahmenabkommen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prinzipien unseres Landes. Es ist äusserst bedenklich, wie tiefgreifend die potenziellen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung sind, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation und Kontrolle gewährleistet scheint.

Eine zentrale Sorge betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Artikel 2 Absatz 1 der Verordnung über die Unionsbürger und ihre Familien sieht vor, dass die Schweiz bestimmte Bestimmungen des EU-Rechts übernimmt. Dies würde bedeuten, dass das Schweizer Parlament und Volk faktisch entmachtet würden, da neue EU-Regulierungen ohne eigene Mitsprache Geltung erlangen könnten. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung, geschützt durch Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung, würde hierdurch massiv beeinträchtigt, da der Europäische Gerichtshof de facto über die Anwendung von Bundesgesetzen entscheiden könnte.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Artikel 2 Absatz 3 des vorgeschlagenen Abkommens etabliert eine verpflichtende Zuständigkeit des EuGH in bestimmten Streitigkeiten. Dies greift tief in die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte ein und untergräbt die Gewaltenteilung, die ein Eckpfeiler unseres politischen Systems darstellt. Die Bindung an Urteile des EuGH, die nicht durch schweizerische Gerichte überprüft oder abgewiesen werden können, ignoriert die Erkenntnisse aus dem jüngsten Bericht des Bundesrates über die rechtlichen Herausforderungen der Beziehungen zur EU, welcher explizit auf die Gefahren einer solchen Abhängigkeit hinwies.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit, die in Artikel 2 Absatz 5 des Abkommens angesprochen wird, birgt ebenfalls erhebliche Gefahren für die Schweiz. Die Verpflichtung zur Umsetzung von EU-Verordnungen in diesem Bereich ohne die Möglichkeit, eigene Kontrollen und Massnahmen zu ergreifen, könnte zu einer unkontrollierten Zuwanderung führen. Dies gefährdet nicht nur die soziale Kohäsion, sondern auch die Stabilität unseres Sozialstaates. Die Auswirkungen auf die Lohnschutzmechanismen und die Arbeitnehmermoral sind derzeit nicht ausreichend absehbar und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das Rahmenabkommen eine gefährliche Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direktdemokratischen Rechte darstellt. Die damit verbundenen rechtlichen Verpflichtungen laufen Gefahr, unsere nationale Autonomie auf eine Weise zu beschneiden, die mit den Grundfesten unseres Staates unvereinbar ist. Es bedarf einer deutlich kritischeren Auseinandersetzung mit den langfristigen Konsequenzen, bevor solche weitreichenden Verpflichtungen eingegangen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist keineswegs klar ersichtlich, ob die in den Verhandlungsergebnissen dargelegten Punkte mit den Grundprinzipien unserer Schweizer Rechtsordnung und insbesondere mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Teilhabe (VPtgG) verankert ist, vereinbar sind. Die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate demokratische Kontrolle und Mitsprache des Schweizer Volkes stellt eine gefährliche Aushöhlung unserer direktdemokratischen Institutionen dar.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Einschränkung der Gesetzgebungskompetenz der eidgenössischen Räte. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, könnte dazu führen, dass das Schweizer Parlament seiner originären Aufgabe, Gesetze im Interesse der Schweizer Bevölkerung zu erlassen, teilweise entbunden wird. Dies steht im Widerspruch zur Gewaltentrennung und zur Rolle des Parlaments als

zentrale legislativische Gewalt, wie sie im Artikel 164 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft umschrieben ist.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die Souveränität in Bezug auf die Auslegung und Anwendung des Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) äusserst bedenklich. Die Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH, selbst in Bereichen, die nicht explizit durch völkerrechtliche Verträge geregelt sind, würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Autonomie unseres Rechtssystems massiv untergraben. Artikel 5 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte, und die faktische Unterwerfung unter die Interpretationen des EuGH würde dieses Gebot aushöhlen.

Die unklaren Formulierungen bezüglich der staatlichen Beihilfen und des Binnenmarktes lassen Raum für Interpretationen, die unserer schweizerischen Wirtschaftsordnung schaden könnten. Es muss gewährleistet sein, dass die schweizerische Wettbewerbspolitik und die Unterstützung strategisch wichtiger Branchen nicht durch EU-Vorgaben konterkariert werden. Die potenzielle Diskriminierung heimischer Unternehmen im Vergleich zu EU-Unternehmen ist ein nicht zu unterschätzendes Risiko.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse trotz potenzieller Vorteile erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die Rechtsstaatlichkeit bergen. Eine vorsichtige und kritische Prüfung aller Aspekte ist unerlässlich, bevor eine Zustimmung auch nur in Erwägung gezogen werden kann. Die Bewahrung unserer Unabhängigkeit und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft
Präambel:
Im Namen GOTTES des Allmächtigen!
Das Schweizervolk und die Kantone,
in der VERANTWORTUNG gegenüber der SCHÖPFUNG,
im Bestreben, den Bund zu erneuern, um FREIHEIT und DEMONKRATIE, UNABHÄNGIGKEIT und FRIEDEN in Solidarität und Offenheit gegenüber der Welt zu stärken,
im Willen, in gegenseitiger Rücksichtnahme und Achtung ihre Vielfalt in der EINHEIT zu leben,
im Bewusstsein der gemeinsamen Errungenschaften und der Verantwortung gegenüber den künftigen Generationen,
gewiss, dass FREI NUR IST, WER SEINE FREIHEIT GEBRAUCHT, UND DASS DIE STÄRKE DES VOLKES
SICH MISST AM WOHL DER SCHWACHEN!

Artikel 2:

1 Die Schweizerische Eidgenossenschaft SCHÜTZT die FREIHEIT und die RECHTE des VOLKES und WAHRT die UNABHÄNGIGKEIT!!!!!!! und SICHERHEIT!!!!!!! des LANDES!!

Die vorgeschlagene Gesamtübereinkunft mit der Europäischen Union wirft erhebliche und schwerwiegende Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Die Verhandlungsdokumente lassen eine Aushöhlung unserer Souveränität und eine unfaire Machtverschiebung zugunsten der EU befürchten.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Artikel 5 Absatz 1 des revidierten Bundesgesetzes über die internationalen Verträge (SR 173.110) verlangt, dass die Schweiz ihre völkerrechtlichen Verpflichtungen in Übereinstimmung mit ihrer Bundesverfassung gestaltet. Die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz eine wirkliche

Möglichkeit zur Einflussnahme hat, widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Es droht eine permanente Unterordnung unter Rechtsakte, die in Brüssel geschaffen werden und deren Entstehungsprozess für die Schweiz undurchsichtig und nicht beeinflussbar ist. Dies steht im krassen Gegensatz zur demokratischen Legitimation, die in unserem föderalistischen System auf allen Ebenen verankert ist.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die verbindliche Anerkennung seiner Rechtsprechung, wie sie in verschiedenen Dossiers vorgesehen ist, würde die richterliche Gewalt unseres eigenen Landes untergraben. Artikel 188 Absatz 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SR 101) stellt klar, dass die Gerichte die Bundesverfassung und die Bundesgesetze anwenden. Die Entscheidungen des EuGH würden jedoch in vielen Fällen Vorrang vor schweizerischem Recht erhalten, was zu einer massiven Erosion der nationalen Rechtsordnung führen würde. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte wäre dadurch ernsthaft gefährdet.

Die finanzielle Belastung, die mit dem Paket einhergeht, ist ebenfalls nicht akzeptabel. Die Schweiz würde zu einem Nettozahler in der EU, ohne jedoch die damit verbundenen Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen. Dies bedeutet eine erhebliche finanzielle Umverteilung von unseren Bürgern und Unternehmen hin zu einem System, das unsere eigenen Interessen nicht zwingend berücksichtigt. Es stellt sich die Frage, ob diese finanzielle Vorleistung im Einklang mit Artikel 2 der Bundesverfassung (SR 101) steht, der die Förderung des Gemeinwohls und der Wohlfahrt des ganzen Volkes vorsieht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtübereinkunft mit der EU eine Reihe von erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die finanzielle Stabilität birgt. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und die Verhandlungen kritisch hinterfragt werden, um die Interessen der Schweiz zu wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Claudio Pavan (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Pavan · 079 464 38 15 · claudio@homa.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer nationalen Souveränität und demokratischen Legitimation. Es ist äusserst kritisch zu hinterfragen, ob die damit verbundenen Nachteile für die Schweiz nicht die vermeintlichen Vorteile bei Weitem überwiegen.

Es ist besorgniserregend, dass mit der Annahme dieses Pakets eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Mitsprache in der Schweiz einhergeht. Dies stellt eine gravierende Aushöhlung der Volkssouveränität dar, die durch Artikel 2 der Bundesverfassung geschützt ist und die grundlegende Legitimation unseres politischen Systems bildet. Die Gefahr einer faktischen Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist evident. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das heutige bilaterale System bereits teilweise gegeben ist, würde durch dieses Paket weiter zementiert und intensiviert. Diese Entwicklung steht im Widerspruch zur Kernidee der direkten Demokratie, die es dem Schweizer Volk ermöglicht, über Gesetze zu entscheiden.

Ferner sind die wirtschaftlichen Auswirkungen dieses Pakets zweifelhaft. Die erwarteten Vorteile durch einen erleichterten Marktzugang könnten durch die Kosten der Rechtsübernahme und die damit verbundenen Anpassungszwänge im Inland aufgefressen werden. Die Schweiz würde zur reinen Empfängerin von EU-Regulierungen, ohne die Möglichkeit, diese aktiv mitzugestalten oder an die eigenen Bedürfnisse anzupassen. Dies schwächt die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen und schränkt deren Innovationskraft ein, anstatt sie zu fördern.

Besonders kritisch ist die mangelnde Transparenz und die fehlende klare rechtliche Grundlage für bestimmte Aspekte des Pakets. Die Ausgestaltung der institutionellen Fragen, insbesondere die Rolle des EuGH, birgt das Risiko einer einseitigen Machtverschiebung zugunsten der EU. Die Schweizer Gesetzgebung, die auf Art. 164 der Bundesverfassung gestützt ist und die Festlegung der Grundsätze der Gesetzgebung durch die Bundesversammlung vorsieht, würde durch die dynamische Rechtsübernahme untergraben. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger werden damit vor vollendete Tatsachen gestellt, ohne die Möglichkeit einer wirksamen Kontrolle oder gar Revidierung der übernommene EU-Regelungen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Paket das Risiko birgt, die Schweiz rechtlich und politisch stärker an die EU zu binden, ohne die notwendige demokratische Legitimationsbasis zu schaffen und unter erheblichen wirtschaftlichen und souveränitätsbezogenen Nachteilen. Eine gründliche und kritische Neubewertung ist dringend erforderlich, bevor irreversible Entscheidungen getroffen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union lassen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränitätsinteressen und der Stärkung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien aufkommen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz in die Gesetzgebungskompetenz der Union involviert ist, stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer demokratischen Legitimation dar.

Wir sehen uns konfrontiert mit einer Form der Assoziierung, die weit über eine reine Harmonisierung hinausgeht und faktisch eine Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) impliziert. Dies steht im direkten Widerspruch zu Artikel 169 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Schweiz und die Möglichkeit zur Selbstbestimmung in Kernbereichen garantiert. Die Idee, dass ein fremdes Gericht die letzte Instanz für die Auslegung von uns übernommene Rechtsnormen darstellen soll, untergräbt die Autorität unserer eigenen Gerichte und die Hoheit unserer nationalen Institutionen.

Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen zur Personenfreizügigkeit eine dynamische Übernahme von Rechtsakten der EU vorsehen. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz potenziell fortlaufend neuen Regelungen ausgesetzt wäre, ohne diese aktiv mitgestalten zu können. Diese Entwicklung widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie, indem sie die Möglichkeit des Souveräns, über die Gesetzgebung zu befinden, massiv einschränkt. Die wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer derartigen Autonomieverlustes sind unabsehbar und bergen die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Identität und unseres Wirtschaftsmodells.

Die Argumentation, dass diese Übernahme eine notwendige Bedingung für den Marktzugang sei, ignoriert die bereits bestehenden, erfolgreichen bilateralen Abkommen. Diese haben gezeigt, dass eine pragmatische Kooperation möglich ist, ohne die Souveränität preiszugeben. Die aktuellen Vorschläge scheinen eher einem politisch motivierten Vorpreschen der EU zu entspringen, als einer echten Berücksichtigung schweizerischer Belange. Wir fordern eine kritische Neubewertung dieser Ergebnisse und eine Stärkung der Souveränität, anstatt einer immer weitergehenden Abhängigkeit von Brüssel. Es bedarf einer klaren Abgrenzung und einer Verteidigung der Schweizerischen Verfassungsordnung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und birgt das Risiko einer schleichenden Untergrabung unserer nationalen Souveränität. Die Ankündigung einer engeren Anbindung an die EU, auch wenn sie unter dem Deckmantel der "Stabilisierung" erfolgt, darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass dies primär einer Angleichung an europäisches Recht gleichkommt.

Die Erfahrung lehrt uns, dass die Übernahme von EU-Recht, selbst in scheinbar kleinen Schritten, langfristig zu einer Abhängigkeit führt, welche die demokratische Entscheidungsfindung des Schweizer Volkes massiv einschränken kann. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) legt die Grundlagen für Verträge dar, doch die hier angedachten Abkommen scheinen eher darauf abzuzielen, die Schweiz in ein Regelwerk zu zwängen, das nicht auf ihren spezifischen Bedürfnissen und demokratischen Prinzipien beruht. Es ist fraglich, ob die "Stabilisierung" nicht eher eine Stabilisierung einer einseitigen Abhängigkeit meint.

Besondere Sorge bereitet die mögliche Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die ohne direkten parlamentarischen oder gar volksrechtlichen Segen in unser Rechtssystem einfliessen könnten. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikels 191 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Schweiz und ihre rechtsstaatliche Ordnung betont. Wie kann gewährleistet werden, dass solche Übernahmen dem Schweizer Volk dienen und nicht primär den Interessen der EU? Die Gefahr besteht, dass wir uns Verpflichtungen unterwerfen, deren finanzielle und rechtliche Konsequenzen wir nicht vollständig abschätzen können. Die wirtschaftlichen Vorteile einer solchen Annäherung werden oft hochgespielt, während die langfristigen Kosten für unsere Rechtsordnung und die Eigenständigkeit unserer Politik unterschätzt werden.

Eine ernsthafte Debatte über die tatsächlichen Vor- und Nachteile ist unerlässlich, bevor wir uns auf weitere Verträge mit der EU einlassen. Die Stabilität der Beziehungen zur EU darf nicht zu Lasten der Souveränität und des Selbstbestimmungsrechts der Schweiz erkauft werden. Wir müssen sicherstellen, dass jeder Schritt zur Intensivierung der Zusammenarbeit wohlüberlegt ist und im klaren Interesse unseres Landes liegt, und nicht zu einer schleichenden Erosion unserer Unabhängigkeit führt. Die Prinzipien der Volkssouveränität und der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit dürfen nicht kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht im Inland sind aus einer kritischen und verfassungskonservativen Perspektive zutiefst problematisch. Es ist beunruhigend festzustellen, dass der Grundsatz der Volkssouveränität und die daraus abgeleiteten Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert sind, durch die angestrebte Übernahme von EU-Recht potenziell untergraben werden. Die systematische Angleichung der schweizerischen Gesetzgebung an die Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union droht, die legislative Autonomie des Schweizerischen Bundesrates und des Parlaments auszuhöhlen. Dies widerspricht dem fundamentalen Interesse der Schweiz, ihre eigenen Gesetze und Verordnungen souverän zu gestalten, und ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und Werte der schweizerischen Bevölkerung.

Die implizite oder explizite Übernahme von EU-Recht, ohne dass das schweizerische Volk die Möglichkeit hat, darüber direkt abzustimmen, steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie. Artikel 118a der Bundesverfassung (BV) spricht von der Mitwirkung der Kantone und der Vernehmlassung, doch dies kann nicht als Ersatz für die direkte demokratische Legitimation durch das Volk verstanden werden, insbesondere wenn es um die Übernahme fremden Rechts geht. Die Gefahr besteht darin, dass schweizerische Rechtsnormen durch nicht-transparente und für die Schweizer Bevölkerung wenig nachvollziehbare Prozesse, die auf Brüssel ausgerichtet sind, ersetzt werden. Dies untergräbt die Legitimität des schweizerischen Rechtssystems und die Akzeptanz der Bürgerinnen und Bürger gegenüber den Gesetzen, denen sie unterworfen sind.

Darüber hinaus sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtskultur und die Rechtsprechung bedenklich. Die übermässige Abhängigkeit von der Interpretation und Anwendung des EU-Rechts könnte dazu führen, dass die schweizerischen Gerichte zunehmend gezwungen sind, Urteile im Lichte der EuGH-Rechtsprechung zu fällen, anstatt sich primär auf die schweizerische Verfassung und die bestehenden Gesetze zu stützen. Dies stellt eine schleichende Erosion der nationalen Souveränität dar, die in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) als höchste Regel der schweizerischen Rechtsordnung verankert ist. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerische Rechtsordnung ihre Eigenständigkeit bewahrt und nicht zu einer reinen Anhangsgesetzgebung der Europäischen Union verkommt. Die vorliegenden Vorschläge deuten jedoch in eine entgegengesetzte Richtung und bedürfen einer eingehenden und kritischen Prüfung.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der

Aufrechterhaltung und des Schutzes unseres Service public im Schienenverkehr. Die primäre Sorge liegt in der Gefährdung des gut etablierten Systems von Subventionen, das derzeit einen qualitativ hochwertigen und flächendeckenden Bahnverkehr für alle Bürger gewährleistet. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt das erhebliche Risiko, dass bisherige und notwendige Subventionen für essenzielle Sektoren wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend benötigte Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Eine solche Entwicklung würde die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs untergraben und direkt die Angebotsqualität sowie den Umfang des für die Bevölkerung unerlässlichen Bahnangebots negativ beeinflussen.

Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Dieses Abkommen öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die lediglich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dieses Phänomen der 'Rosinenpickerei' wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den weniger profitablen, aber für die landesweite Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien alleingelassen werden. Dies schadet nicht nur der Rentabilität der SBB, sondern gefährdet langfristig die Fähigkeit, einen flächendeckenden und qualitativ hochstehenden öffentlichen Verkehr in der gesamten Schweiz aufrechtzuerhalten.

Darüber hinaus ist die vom Bundesrat als schützend dargestellte 'Gemeinsame Erklärung' rechtlich betrachtet wertlos und entbehrt jeder bindenden Wirkung. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen Anpassungen des EU-Rechts. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Mit der dynamischen Rechtsübernahme verlieren wir fortlaufend die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Vorschriften wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Institutionen verlagern.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Diese Regelung beeinträchtigt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen eine Gefahr für den Schweizer Service public.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union stellt eine gravierende Erosion unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht, wie sie das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) vorsieht, ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die entscheidende Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern in Milliardenhöhe eigenständig zu entscheiden und beeinträchtigt massgeblich die Budgethoheit. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Art. 1 KoBG höhlt die parlamentarische Kontrolle aus und verwandelt eine politische Geste in eine unumgängliche finanzielle Verpflichtung, die primär der EU zugutekommt.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr entpuppt sich als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Wir bezahlen de facto für einen erweiterten Marktzugang, ohne jedoch die Garantie zu erhalten, dass dieser substantielle Vorteile bringt oder dass die bestehenden Handelshemmnisse beseitigt werden. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne jegliche Stimmrechte in den Entscheidungsprozessen der EU.

Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die Aussenbeziehungen der Schweiz (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie zementiert

diese Abgaben als festen und dauerhaften Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung. Insbesondere die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und grenzt an eine Instrumentalisierung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen untergräbt die Transparenz und die demokratische Legitimation der finanziellen Beziehungen zur EU.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Überwachung staatlicher Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die demokratische Legitimität und die dezentrale Autonomie, die für die Schweiz essenziell sind.

Die Kantone verlieren durch das Inkrafttreten des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die angepassten Bestimmungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, insbesondere neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) massiv an Handlungsspielraum. Ihre souveränen Entscheide zur lokalen Wirtschaftsförderung, welche die spezifischen Bedürfnisse ihrer Regionen widerspiegeln, werden künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern und letztlich vom Bundesgericht auf Kompatibilität mit EU-Recht überprüft und potenziell gekippt. Dies degradiert die Kantone zu Bittstellern und entzieht ihnen die Verfahrensautonomie. Das neu geschaffene Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse im BGG etabliert eine abstrakte Normenkontrolle, die die kantonalen Eigenständigkeiten schleift.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, führt zur Entstehung einer „Superbehörde“, die als „verlängerter Arm der EU“ agiert. Diese Instanz ist nicht primär Schweizer Interessen verpflichtet, sondern der Durchsetzung des EU-Beihilferechts. Die mangelnde demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde und die Konzentration von Kompetenzen widersprechen den Prinzipien der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Ebenso sind die erweiterten Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) ein weiterer Schritt in Richtung Zentralisierung, der die kantonalen Souveränitätsrechte schwächt.

Besonders kritisch ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über strategisch wichtige Beihilfen im Luftverkehr und unterwirft diesen Sektor vollständig dem EU-Regime, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Auch die Abschaffung der Sitzungsbeteiligung des Preisüberwachers in der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des unabhängigen Preisschutzes zum Schweigen gebracht wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine unannehmbare Unterwerfung unter die EU bedeuten und die Grundfesten unseres föderalistischen und demokratischen Systems bedrohen. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Lebensmittelrechts im Rahmen der Angleichung an EU-Verordnungen stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Souveränität und die Integrität unserer hohen Produktionsstandards dar. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die eigentliche Sicherheit hinausgeht und faktisch die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" bedeutet. Dies ist nicht nur eine Kapitulation vor europäischem Recht, sondern auch eine direkte Gefahr für unsere landwirtschaftlichen Familienbetriebe und die sorgfältig aufgebaute Reputation schweizerischer Qualität.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Vorschriften beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich kompromittiert. Das angesehene Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produzenten gezwungen sind, nach denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU zu arbeiten. Dies untergräbt nicht nur einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil, sondern auch das Vertrauen der Konsumenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Produzenten wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger existenziell bedroht.

Besorgniserregend ist auch die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Agreements würde das gesamte Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz in diesem Bereich blockiert. Darüber hinaus werden EU-Inspektoren Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt und Schweizer Unternehmen zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) sind ein klarer Rückschritt. Unsere bewährten und oft strengeren nationalen Vorschriften, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen Verlust an Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet. Ebenso wird das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Ähnlich ist die Unterstellung unseres Waldschutzes vor Schadorganismen unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ein Verlust der Fähigkeit, souverän und schnell auf lokale Bedrohungen zu reagieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die geplante Übernahme des EU-Lebensmittelrechts nicht nur die Qualität und Vielfalt unserer Produkte gefährdet und eine Bürokratiewelle auslöst, sondern auch eine tiefgreifende Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle bedeutet. Dieses Abkommen ist ein Angriff auf unsere landwirtschaftlichen Traditionen, unsere kulinarische Identität und letztlich auf die Unabhängigkeit der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz sind aus Schweizer Sicht äusserst bedenklich und stellen eine erhebliche Aushöhlung unseres bewährten Systems dar. Die postulierte "Verbesserung" des Lohnschutzes durch die angepassten Massnahmen ist in Wahrheit eine Verwässerung und Angleichung an schwächere EU-Standards. Dies führt zu einem massiven und unzumissbaren Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, und droht eine flächendeckende Erosion des hart erarbeiteten Lohnniveaus.

Die geplanten Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2, dienen primär der EU-Konformität und nicht einer tatsächlichen Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die juristische Umstrukturierung des Klagerechts, wegfallend in Artikel 11 und neu platziert in Artikel 13a, weicht die bewährte Systematik auf und erschwert die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was zu einer Schwächung der Kontrollmechanismen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Dies begünstigt eindeutig ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wurde. Dieses privilegierte Modell schafft eine Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von Schweizer Klein- und Mittelunternehmen (KMU) erheblich, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Neuregelungen für Verbände in Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG) setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Konformität aus und bergen das Risiko, robuste Schweizer Mechanismen zugunsten schwächerer EU-konformer Modelle aufzuweichen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für EU-Sanktionen wird und ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Vorschläge gefährden die schweizerische Souveränität, die Lohnstrukturen und die Flexibilität unseres Arbeitsmarktes und müssen entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart gravierende Mängel und Gefahren für die schweizerische Souveränität und die Stabilität unseres Sozialsystems. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, widersprechen fundamental dem Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung, der explizit eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht.

Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, praktisch eine unentziehbare «Niederlassung C PLUS», stellt eine inakzeptable Aushöhlung der inneren Sicherheit und der finanziellen Tragfähigkeit unserer Sozialwerke dar. Selbst bei nachgewiesener Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe scheint ein solcher Status kaum noch widerrufbar. Dies fördert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kostenlast letztlich von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden muss.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und lässt einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten befürchten. Die angebliche «Schutzklausel» in diesem Kontext entpuppt sich als reines Placebo; ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie praktisch wirkungslos bleibt und bei einer versuchten Aktivierung gar mit Sanktionen der EU droht. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung.

Die automatische Rechtsübernahme nach der «Integrationsmethode» im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch jegliche Mitgestaltungsmöglichkeit bei künftigen EU-Verschärfungen verlieren. Dies ist eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), wie die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit. Die «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterordnung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der

Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen, darunter das BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), das Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35) und das Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15), ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Dienstleistungen. Die Schweiz verliert die Kontrolle über die Zulassung von Berufsleuten, was die Standards senken und die nationale Regulierungskompetenz untergraben kann.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Anpassungen eine Kapitulation vor der EU und führen zu einer schleichenden Entmachtung der Schweiz in zentralen Politikbereichen. Der Schutz der eigenen Bevölkerung, der Erhalt unserer Sozialwerke und die Wahrung unserer direkten Demokratie werden aufs Spiel gesetzt.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Stromsektor stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, wie durch die Beteiligung an ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Anhängsel ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über unser kritischstes nationales Gut, die Stromversorgung, werden damit zukünftig in Brüssel getroffen, nicht mehr in Bern. Dies ist die Preisgabe nationaler Interessen zugunsten einer undemokratischen europäischen Bürokratie.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die neuen Bestimmungen im StromVG (Art. 22) zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde verliert ihre Autonomie und muss zwangsweise, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen. Dies bedeutet das definitive Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung.

Besorgniserregend ist die potenzielle Gefährdung unserer heimischen Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das seit jeher bewährte System der Wasserzinsen, welches massgeblich den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für betroffene Regionen und würde die Akzeptanz der Wasserkraft in der Bevölkerung untergraben.

Die föderalen Strukturen und die dezentrale Energieversorgung der Schweiz werden durch die geplanten Massnahmen nachhaltig geschwächt. Gemeindekraftwerke und kleinere lokale Produzenten sehen sich durch EU-Wettbewerbsregeln mit einem ausgehebelten Einspeisevorrang konfrontiert, was ihre wirtschaftliche Grundlage vernichtet.

Die komplette Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, setzt die nationale Versorgungssicherheit aufs Spiel. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in Zukunft die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt, wenn weder der Markt noch die EU diese explizit übernehmen. Dieses unkontrollierte Experiment gleicht einem Spiel mit dem Feuer. Es ist zu erwarten, dass die Marktliberalisierung zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führt. Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit werden zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion. Unzählige kleine Produzenten werden benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage zerstört. Dies widerspricht fundamental der schweizerischen Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöhen.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, die unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze unnötigerweise einschränkt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rolf Sonderegger (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Rolf Sonderegger · 0792616902 · rolfsonderegger@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer Souveräns und der Rechtsstaatlichkeit äusserst bedenklich. Während die angestrebte Stabilität der Beziehungen zwar auf den ersten Blick wünschenswert erscheint, birgt die vorgeschlagene Ausrichtung die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer Unabhängigkeit und der demokratischen Kontrolle. Es besteht die ernste Sorge, dass eine zu starke Annäherung an die EU, insbesondere durch die Übernahme von Unionsrecht ohne angemessene Kompensation und unter Aufgabe unserer Entscheidungshoheit, langfristig Schweizerische Interessen gefährdet.

Insbesondere die angedachte Übernahme von weiterem EU-Recht, wie sie in den bilateralen Verträgen immer wieder Thema ist, widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EU (SR 0.192.121.3) legt fest, dass die Schweiz ihre Souveränität bewahrt. Eine automatische oder de-facto Übernahme von EU-Recht durch Annexierung oder ähnliche Mechanismen würde diese Souveränität jedoch faktisch aushöhlen. Dies stünde im Widerspruch zu Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) über die staatsrechtlichen Grundlagen, der die Eigenständigkeit und die Selbstbestimmung der Schweiz verankert.

Die Sorge, dass die Schweiz zu einer Art "Rechtshörigkeit" gegenüber der EU degradiert wird, ist berechtigt. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen darauf abzuzielen, die Schweiz stärker in die Rechtsprechungs- und Regelungsmechanismen der EU zu integrieren, ohne dass dies mit einer gleichwertigen Mitsprache oder den Vorteilen einer vollen Mitgliedschaft einhergeht. Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) über die aussenpolitischen Grundsätze fordert, dass die Schweiz ihre Interessen wahrt und zum Wohle der gesamten Bevölkerung handelt. Die derzeitige Stossrichtung birgt jedoch die Gefahr, dass spezifisch schweizerische Interessen, die sich von denen der EU unterscheiden, vernachlässigt werden könnten. Die im Rahmen von Vernehmlassungen vorgeschlagenen Änderungen und Annäherungen müssen daher kritisch hinterfragt und auf ihre tatsächlichen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Legitimation geprüft werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur Vertiefung der bilateralen Beziehungen mit der Europäischen Union bergen erhebliche Risiken und bedürfen einer kritischen Neubewertung. Insbesondere die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Personenverkehrs und die damit einhergehenden Verpflichtungen werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf.

Die automatische Übernahme von EU-Recht im Bereich des Personenverkehrs, insbesondere die Berücksichtigung von Art. 8 Abs. 2 des revidierten rev. BG über die rechtswidrige Einreise, den Aufenthalt und die Ausreise (SR 142.20) im Zusammenhang mit dem Schengener Grenzkodex, steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation und der Eigenständigkeit unseres Rechtssystems. Die Unterwerfung unter primärrechtliche Bestimmungen der EU, ohne dass diese einem demokratischen Prozess auf nationaler Ebene unterliegen, schwächt die hoheitlichen Befugnisse des Schweizer Parlaments und der Bundesverwaltung.

Darüber hinaus ist die befürchtete Erosion des Schweizer Lohnschutzes durch die Angleichung an EU-Normen im Rahmen der Personenverkehrsabkommen, wie sie im rev. BG über den Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer bei Entsendungen (SR 823.21) sowie im Obligationenrecht (OR) verankert sind, eine zutiefst besorgniserregende Entwicklung. Die Gefahr von Lohndumping und die Aushöhlung der im GAV und durch Gesamtarbeitsverträge geschützten Arbeitsbedingungen sind nicht zu unterschätzen. Die Annahme, dass die bestehenden Schutzmechanismen ausreichen, um diese Risiken abzufedern, ist angesichts der dynamischen Natur des EU-Rechts und der Erfahrungen anderer EWR/Schengen-Staaten unzutreffend.

Die ökonomischen Implikationen einer solchen engmaschigen Anbindung an die EU, insbesondere im Hinblick auf die Flexibilität des schweizerischen Arbeitsmarktes und die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen, sind bisher unzureichend analysiert worden. Eine unkritische Übernahme von EU-Rechtspositionen könnte zu einer irreversiblen Abhängigkeit führen und die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen wirtschaftspolitischen Interessen zu verfolgen, massiv beeinträchtigen. Die mangelnde Klarheit bezüglich der kantonalen Hoheitsrechte und die potenziellen Auswirkungen auf die interkantonale Harmonisierung der Gesetzgebung im Sinne von Art. 48a des Bundesgesetzes über die Binnenmarktregulierung (SR 950.1) sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen.

Es muss daher mit aller Deutlichkeit darauf hingewiesen werden, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse erhebliche Nachteile für die Schweiz mit sich bringen und eine sorgfältige und kritische Prüfung auf allen politischen Ebenen unerlässlich ist, bevor eine definitive Entscheidung getroffen wird. Die Risiken für unsere Souveränität und unseren Wohlstand sind derzeit nicht ausreichend adressiert und die zugrundeliegenden Rechtsgrundlagen werden untergraben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Regelungen auf. Es ist zu befürchten, dass die beabsichtigte Harmonisierung mit dem Recht der Europäischen Union zu einer schleichenden Erosion der Souveränität der Schweiz führen könnte, ohne dass dies in einem transparenten und demokratisch legitimierten Prozess geschieht. Die Art und Weise, wie die Umsetzung erfolgen soll, lässt Zweifel an der Wahrung der nationalen Interessen aufkommen.

Besonders kritisch zu betrachten ist die potenzielle Auswirkung auf die Gesetzgebung des Bundes und die Rechtsprechung der Schweizer Gerichte. Ohne eine klare Verankerung in der Bundesverfassung und ohne die Möglichkeit einer direkten Volksabstimmung über solche Anpassungen, besteht die Gefahr, dass die Schweiz indirekt an Rechtsetzungsakte gebunden wird, auf deren Zustandekommen sie keinen direkten Einfluss hat. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der rechtsstaatlichen Gestaltungsfreiheit, wie sie beispielsweise in Artikel 170 der Bundesverfassung verankert ist, der die Pflicht des Bundes zur Wahrung der Interessen der Schweiz festhält.

Die vorgeschlagene Harmonisierung birgt das Risiko, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) de facto beeinflusst

oder gar de facto korrigiert werden, ohne dass ein expliziter Mechanismus zur Überprüfung oder Ablehnung dieser Einflüsse vorgesehen ist. Dies könnte die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Durchsetzung des schweizerischen Rechts erheblich beeinträchtigen. Die Gefahr einer "Rechtübernahme" im Gewand der Harmonisierung ist real und muss mit grösster Skepsis betrachtet werden. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Pflicht, für das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu sorgen. Ob die vorgeschlagenen Massnahmen diesem Anspruch genügen, muss ernsthaft hinterfragt werden.

Darüber hinaus sind die finanziellen und administrativen Konsequenzen der Umsetzung nicht ausreichend dargelegt. Es ist zu befürchten, dass die damit verbundenen Kosten und der bürokratische Aufwand die inländischen Kapazitäten überfordern und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen könnten. Die Unklarheit bezüglich der Haftungsfragen im Falle von Nichtkonformität ist ebenfalls bedenklich. Die Schweiz sollte stets darauf bedacht sein, ihre Autonomie zu wahren und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien zu verteidigen. Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich dieser Kernanliegen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Standards dar. Dieses Abkommen ist weit mehr als eine reine Anpassung von Sicherheitsvorschriften; es birgt die Gefahr, unsere herausragenden Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten erheblich zu gefährden.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unserer nationalen Identität und unseres Wettbewerbsvorteils, steht unter massivem Beschuss. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das wertvolle Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie die der EU. Dies untergräbt die Position unserer Produzenten auf dem Markt und ignoriert die langjährigen Bemühungen, höchste Standards zu gewährleisten.

Besonders beunruhigend ist die Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I durch eine gefährliche 'Guillotineklausel'. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, eine Konsequenz, die unsere Handlungsfähigkeit massiv einschränkt.

Die Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen gravierenden Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Landwirte, Verarbeiter und Gastronomen würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Unabhängigkeit unserer nationalen Regulierung untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und oft auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften würden nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerksbetriebe mit einer erstickenden Reglementierung überziehen, was zahlreiche Existenzen bedroht und lokale Traditionen zerstört.

Das auf breiter Basis demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an nachweislich höheren Standards führt.

Ebenso sind die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) mit den neuen Artikeln 15a und 21 zutiefst problematisch. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellt einen unannehmbaren Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies bedeutet einen Verlust der Souveränität in einem ethisch zentralen Bereich und einen Rückschritt für den Tierschutz.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle über Vorschriften, die unsere Landwirte direkt betreffen, wird ausgehebelt. Dies ist eine Aushöhlung der parlamentarischen Legitimation.

Selbst der Schutz unserer Wälder ist betroffen. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere einzigartige alpine Waldumgebung zu reagieren.

Zusammenfassend stellt die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) einen gefährlichen Kontrollverlust dar. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle und lokale Massnahmen, die durch das starre, bürokratische System der EU konterkariert werden. Dies ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist kein Schritt zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern ein Akt der Unterwerfung, der unsere Souveränität, unsere Qualität und unsere Werte aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind angesichts der weitreichenden Folgen für den Schweizer Arbeitsmarkt keineswegs überzeugend, sondern vielmehr als unzureichend und rein kosmetisch zu werten. Die vermeintlichen Schutzmechanismen vermögen dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise standzuhalten. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen existenziell gefährdet.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine beunruhigende Aufweichung zugunsten einer Angleichung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt primär ausländischen Unternehmen in die Hände, die die Möglichkeit zum Lohndumping erhalten. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Die Konsequenz ist eine Verringerung der Kontrollen und eine laschere Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz ist problematisch und zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung, was die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide. Dieses Paket

untergräbt die schweizerische Rechtsordnung und unsere Autonomie.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht dem grundlegenden Prinzip der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Insbesondere die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Niederlassungsrechts C PLUS" bereits nach fünf Jahren Aufenthalt, welches selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unzumässlicher Weise. Diese Entwicklung begünstigt eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der vorgesehene, für ein Nicht-EU-Land beispiellose Familiennachzug, der über Partner und Kinder hinaus auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ausgeweitet wird, verspricht einen unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten. Die propagierte "Schutzklausel" erweist sich als leeres Versprechen; ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Im Falle einer doch gewagten Anwendung droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen, was diese Klausel zur reinen Erpressung degradiert.

Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" bedeutet, dass Parlament und Volk über künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für uns kritischen Bereich keinerlei Mitspracherecht mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine direkte Entmachtung unserer direkten Demokratie. Die angepassten Bestimmungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich der neue Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das lediglich Indikatoren definiert, aber wirksame, einseitige Steuerungsmassnahmen wie Kontingente ausschliesst.

Als direkte Folge der erzwungenen Gleichbehandlung werden im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und verschiebt die Last nun auf die Studierenden. Das Bundesgesetz über die Mutualisierung der Beiträge im Bereich der Grenzgänger (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was die Gefahr einer schleichenden Absenkung unserer Qualitätsstandards und eine Automatisierung der Anerkennung von Berufsqualifikationen birgt, anstatt einer sorgfältigen nationalen Prüfung.

Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" (Art. 24a) sind kosmetische Massnahmen, die den realen Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern sollen. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihren Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Die Einbeziehung der zweiten Säule (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unter EU-Koordinationsregeln und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere schmerzliche Eingriffe in unsere sozialpolitische Souveränität und Eigentumsrechte. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird angepasst, um die Unterordnung unter das EU-Sozialversicherungsrecht zu vollziehen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Berufsbezeichnungen und die Qualitätssicherung von universitären Hochschulabschlüssen (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und unsere nationalen Standards darstellt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiterer Akt der Aufgabe unserer

souveränen Regulierungskompetenz. Dieses Vertragspaket bedeutet eine beispiellose Kapitulation vor der EU und muss entschieden abgelehnt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die wichtige demokratische Kontrolle über milliardenschwere Ausgaben. Artikel 1 des KoBG verankert faktisch einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf diese Gelder, was die Budgethoheit des Parlaments ausser Kraft setzt. Wir würden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, wobei die Zahlungen einer Zwangsabgabe gleichkommen.

Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr erscheinen als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen und muss zukünftig diktierte Beträge begleichen. Dies widerspricht dem Grundsatz der autonomen Ausgestaltung unserer Staatsfinanzen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie integriert diese Zahlungen tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Abhängigkeit. Die vorgeschlagene Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer Aussenpolitik.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die Schweiz mit diesen Regelungen wichtige politische Druckmittel und demokratische Kontrollmechanismen verliert, ohne dass greifbare Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert werden. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Staatliche Beihilfen bedingt eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Massnahmen, welche die Souveränität der Schweiz und die föderalistischen Prinzipien fundamental in Frage stellen. Die geplante Unterstellung der staatlichen Beihilfen unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime stellt einen direkten Angriff auf die bewährte Praxis dar, wonach Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden auf politischer und demokratischer Ebene getroffen werden. Solche demokratisch legitimierten Förderungen, seien es im Regionalverkehr, für Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU, sollen künftig einer zentralen, Brüsseler-orientierten Genehmigungspflicht unterliegen. Dies bedeutet eine erhebliche Einschränkung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus gemäss Artikel 46 der Bundesverfassung.

Die geplante Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird, insbesondere durch die Integration in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG), ist äusserst bedenklich. Diese "Superbehörde" wird nicht primär Schweizer Interessen vertreten, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Mit Artikel 3 BHÜG wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies schwächt die Kantone erheblich und macht sie zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter

Normenkontrolle gemäss Artikel 98a BGG vor Bundesgericht gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verzicht auf nationale Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert und vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG). Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese Massnahmen untergraben die Grundpfeiler unserer Rechtsordnung und unseres föderalistischen Systems.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Im Kern steht die Sorge um die Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr, einem fundamentalen Pfeiler der schweizerischen Daseinsvorsorge. Die Beihilfen, die seit jeher eine effiziente Erbringung von Leistungen im Güter- und Regionalverkehr sowie die Erneuerung unseres Rollmaterials ermöglichen, könnten durch die Anwendung des EU-Beihilferechts in Frage gestellt werden. Dies birgt die reale Gefahr einer Qualitäts- und Leistungseinschränkung für die Bevölkerung.

Besonders alarmierend ist die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret in Artikel 40ater. Dieses öffnet die Tür für ausländische Anbieter, sich auf lukrative inner-schweizerische Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit der Finanzierung der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit und somit die Existenzgrundlage unseres Service public.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich schwach und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Dies stellt lediglich eine oberflächliche Beruhigungsmassnahme dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert eine stetige Unterwerfung unter neue EU-Regularien, wie beispielsweise solche zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter auf zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), neu Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr gefährden somit die Grundfesten unseres Service public und die schweizerische Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strombereich stellen eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar und sind unter kritischem Vorbehalt zu betrachten. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, ohne Stimmrecht, aber mit Kostenpflicht, bedeutet die Aufgabe zentraler Entscheidungskompetenzen über unser Stromnetz an Brüssel. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, deren Einspeisevorrang aufgehoben wird. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz geht verloren. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG, Art. 4a ff., führt zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da Kosten für Versorgungssicherheit über neue Umlagen abgewälzt werden müssen. Die Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG erscheint unzureichend.

Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere Art. 15 neu und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht bis 200 kW, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion. Sie benachteiligen unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächen deren wirtschaftliche Grundlage, was der Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft diese ohne Not denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Dieses Paket ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine kritische Auseinandersetzung offenbart fundamentale Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die demokratische Willensbildung und die Handlungsfähigkeit unseres Landes.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, selbst wenn diese nicht den Schweizer Interessen entsprechen oder gar im Widerspruch zu unseren nationalen Rechtsgrundsätzen stehen, untergräbt die Fähigkeit des schweizerischen Gesetzgebers, eigenständig Gesetze zu erlassen. Dies steht im Gegensatz zum Grundsatz der Gewaltenteilung und zur Rolle des Parlaments als oberstes Entscheidungsgremium.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in den bilateralen Abkommen impliziert ist, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit in der Schweiz dar. Die Verpflichtung, die Urteile des EuGH anzuerkennen und umzusetzen, obwohl dieser kein Organ der Schweizerischen Eidgenossenschaft ist, widerspricht dem Prinzip der nationalen Gerichtsbarkeit und dem Recht auf einen fairen Prozess gemäss Artikel 29 und 30 der Bundesverfassung. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, Entscheidungen zu treffen, die nicht im Einklang mit dem schweizerischen Recht oder den Bedürfnissen der schweizerischen Bevölkerung stehen.

Die angeblichen Vorteile eines solchen Pakets werden von den potenziellen Nachteilen und

Souveränitätsverlusten überschattet. Die wirtschaftliche Integration darf nicht auf Kosten der politischen Unabhängigkeit und der rechtsstaatlichen Integrität unserer Nation erkauft werden. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Fähigkeit zur autonomen Gestaltung ihrer Gesetzgebung und zur Wahrung ihrer nationalen Interessen bewahrt. Die vorgeschlagene Lösung scheint diesen Grundsätzen nicht gerecht zu werden und birgt die Gefahr einer schleichenden Integration, die letztlich die schweizerische Identität und die demokratischen Fundamente unseres Staates bedroht. Wir müssen sicherstellen, dass die Schweiz ihre Entscheidungsgewalt behält und ihre Interessen souverän vertreten kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Beatrice Rickli (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt:

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene Abkommen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz und bedarf daher einer äusserst kritischen Prüfung. Die pauschale Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprache birgt die Gefahr, dass schweizerische Interessen und insbesondere die Prinzipien der direkten Demokratie untergraben werden. Die Erfahrungen mit bestehenden bilateralen Abkommen, die oft durch die Übernahme von EU-Richtlinien mit einem sogenannten "Dynamischen Referenztext" verschleiert wird, zeigen, dass die Schweiz zunehmend in einen Rechtsrahmen gedrängt wird, auf dessen Ausgestaltung sie kaum noch Einfluss hat. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Schweizerischen Rechts, der eine klare Volks- und Ständemehrheit zur Annahme von Gesetzen vorsieht, wie sie in Artikel 140 der Bundesverfassung verankert ist. Besonders bedenklich ist die fehlende Transparenz und die Einseitigkeit der angeblichen Stabilisierung. Die EU ist offensichtlich daran interessiert, ihren Einfluss auf die Schweiz zu vergrössern und eine vertiefte Integration zu erzwingen, während die Schweiz das Recht auf Selbstbestimmung wahren muss. Die Vorstellung, dass eine "Stabilisierung" ausschliesslich durch die Angleichung an Brüsseler Vorgaben erfolgen kann, ist naiv und gefährlich. Artikel 3 der Bundesverfassung garantiert die Eigenständigkeit und die freie Entscheidung der Kantone; eine starre Übernahme von EU-Recht würde diese föderalistische Struktur gefährden. Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel, ob ein solches Abkommen tatsächlich zu mehr Stabilität führen würde. Die Erfahrung lehrt, dass die EU ihre Abkommen im Lichte ihrer eigenen politischen Entwicklungen und Interessen auslegt und anpasst. Dies schafft eine ständige Rechtsunsicherheit für die Schweiz und macht sie anfällig für nachträgliche Forderungen und Druck. Die Gefahr einer "Stalinchenisierung" der schweizerischen Rechtsordnung durch die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung ist real und kann nicht ignoriert werden. Die Sicherung unserer nationalen Identität und unserer einzigartigen demokratischen Institutionen muss oberste Priorität haben. Eine solche Übernahme würde auch die Prinzipien der Gewaltenteilung und der Rechtssicherheit, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, in Frage stellen, da die Legitimation neuer Normen nicht mehr primär durch den schweizerischen Gesetzgeber, sondern indirekt durch EU-Institutionen erfolgen würde. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU die schweizerische Souveränität wahrt und die Grundprinzipien unserer Verfassung nicht kompromittiert.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Finanzieller Beitrag

Zur finanziellen Beteiligung im Rahmen des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweiz erhebliche und prinzipielle Bedenken zu formulieren. Die geplante Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der schweizerischen Souveränität dar. Insbesondere die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierbei problematisch. Dieses Gesetz würde die bisherigen freiwilligen Zahlungen in eine permanente und rechtlich bindende Verpflichtung überführen und damit die souveräne Entscheidung des Parlaments über jeden einzelnen Beitrag entziehen. Gemäss Artikel 1 des KoBG würde damit ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments empfindlich schwächt. Anstelle einer autonomen

Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz zu einer reinen Vollzugsstelle für von der EU diktierte Zahlungsverpflichtungen zu werden. Die im Abkommen vorgesehene Summe von anfangs 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, zukünftige Zahlungen zu beeinflussen oder gar abzulehnen. Sie zahlt de facto für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität kostet, ohne dass eine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin degradiert, die erhebliche finanzielle Mittel aufwendet, ohne dabei ein Stimmrecht in den entscheidenden Gremien zu erhalten. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Es verankert die Kohäsionszahlungen tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und missbräuchlich. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier herangezogen, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, was den eigentlichen Kern des Problems verschleiert und die demokratische Debatte erschwert. Es besteht die dringende Sorge, dass diese finanziellen Verpflichtungen die Schweiz in eine Abhängigkeit manövrieren, die ihren wirtschaftlichen und politischen Handlungsspielraum massiv einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz höchst problematisch und lassen tiefgreifende Bedenken aufkommen. Die vorgelegten Massnahmen erscheinen primär kosmetischer Natur und reichen bei weitem nicht aus, um den massiven Abwärtsdruck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der mit der Ausweitung der Personenfreizügigkeit einhergeht. Es besteht die akute Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und in der Schweiz äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an die weniger robusten EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer und damit kostspieliger, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt vornehmlich ausländischen Unternehmen in die Hände, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht aber einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und unverantwortlichen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Neuerungen gefährden die Integrität unseres Rechtssystems und die Eigenständigkeit unserer Lohnschutzmechanismen erheblich.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität und den Service public der Schweiz. Die Befürchtung, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bestehende und für die Schweiz essenzielle Subventionen im Schienenverkehr als unzulässig einstufen könnte, ist gravierend. Dies bedroht nicht nur die finanzielle Stabilität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und

anderer konzessionierter Unternehmen, sondern auch die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das sich die Bürgerinnen und Bürger verlassen. Die Öffnung für die sogenannte Kabotage, wie sie durch die Einführung von Artikel 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) befürchtet wird, stellt einen Frontalangriff auf das Prinzip des Service public dar. Ausländische Anbieter werden ermutigt, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, eine Praxis, die als "Rosinenpickerei" bekannt ist. Dies hinterlässt die SBB und andere Akteure mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien, was die wirtschaftliche Basis für die flächendeckende Mobilität massiv schwächt. Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz aufgrund der dynamischen Rechtsübernahme zwangsweise adaptieren müsste. Diese Erklärung ist nichts weiter als eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht aufhält. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, etwa durch die potenzielle Übernahme von Regelungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert entscheidende Kompetenzen an zentrale EU-Stellen. Die Änderung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis, der die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen vorschreibt, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Dieses Abkommen untergräbt systematisch die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen verkehrspolitischen Ziele zu verfolgen und die Bedürfnisse ihrer Bürger in den Vordergrund zu stellen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamentalen Schweizer Prinzipien. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplante Einführung einer zentralen Beihilfekammer, die primär als verlängerter Arm der EU fungieren wird, massiv beschnitten. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von dieser neuen Behörde auf Konformität mit EU-Recht geprüft werden. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, der in der Schweizer Verfassung verankert ist. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Die Schweiz unterwirft sich systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Der Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein alarmierendes Beispiel hierfür. Die Schaffung der neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG stellt eine inakzeptable Machtkonzentration dar. Diese „Superbehörde“ agiert nicht primär im Interesse der Schweiz, sondern setzt EU-Konformität durch. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Durch das neue BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhalten sie kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden. Der neue Art. 82 Bst. bbis BGG gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie Art. 31a VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Ferner ist die Streichung von Art. 103 LFG ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht wird. Diese Massnahmen dienen ausschliesslich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Schweizer Interessen zu marginalisieren.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar und sind unter kritischer Betrachtung abzulehnen. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die Autonomie der Schweiz massiv einschränkt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Funktion als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der föderalen Selbstbestimmung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanzielle Grundlage dieser Kantone erheblich schwächen würde. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und somit die Energieversorgung dezentralisiert und widerstandsfähiger macht. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird, weder der Markt noch die EU scheinen hierfür klar zuständig zu sein. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu einer vollständigen Marktliberalisierung, die zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Dies steht im Widerspruch zum Ziel einer stabilen und bezahlbaren Energieversorgung. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben die föderalen Strukturen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und eine unzumutbare Belastung für unsere Sozialwerke und den Steuerzahler dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, widerspricht fundamental dem Willen des Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und dem Grundsatz der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Das neu geschaffene „Daueraufenthaltsrecht“ nach nur fünf Jahren, eine de facto „Niederlassung C PLUS“, ist praktisch unentziehbar. Dies gilt selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Ein solches Recht untergräbt die innere Sicherheit und bedroht die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, deren Lasten ausschliesslich von Schweizer Steuerzahlern getragen werden. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, wie sie im Vertragspaket vorgesehen ist, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Paket vorgesehene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz sie

dennoch anrufen, drohen seitens der EU Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt. Die automatische Rechtsübernahme durch die „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von neuem Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum mehr möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht und den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementiert. Dies missachtet den Verfassungsauftrag gemäss Artikel 121a BV und höhlt unsere Souveränität aus. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler muss diese Kosten tragen, da die Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) und insbesondere im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 50), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und die Patientensicherheit. Die Verantwortung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und in den genannten Gesundheitsgesetzen untergräbt die nationale Kontrollhoheit und die Fähigkeit, eigenständig sicherzustellen, dass ausländisches Personal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anpassung des Berufsvorsorgerechts (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und höhlt unsere sozialpolitische Souveränität aus. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Kapitulation vor der EU darstellen, die unsere Rechtsordnung, unsere Sozialwerke und unsere Souveränität nachhaltig schädigen. Die Schweiz verliert die Kontrolle über ihre Zuwanderungspolitik und wird stattdessen zu einer reinen Verwaltung der Folgen gezwungen, deren Kosten sie allein tragen muss.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt keine Verbesserung dar, sondern eine gefährliche Unterwerfung unter das EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“. Die behauptete „Sicherheit“ dient als trügerische Tarnung für eine umfassende Integration, die unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, steht unter direkter Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das Label „Made in Switzerland“ entwerten. Besonders besorgniserregend ist die implizite „Guillotineklausel“, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und eine Kündigung jeglicher unliebsamer Regelung unmöglich macht. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Eine Welle unerträglicher Bürokratie droht, nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger zu überziehen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdickicht, was zu erstickender Bürokratie und dem Verlust unserer kulinarischen Identität führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere Art. 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Ebenso wird durch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben. Die schnelle und flexible Reaktion auf Seuchen wird durch das starre, bürokratische EU-System ersetzt, was fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für

die Schweiz zentralen Politikbereich. Schlussendlich wird das Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Dieses Abkommen ist keine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine gefährliche Erosion unserer Souveränität, unserer Standards und unserer traditionsreichen Wirtschaft.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des vorliegenden Pakets Schweiz-EU ist kritisch zu hinterfragen. Es besteht die erhebliche Gefahr, dass die vorgeschlagenen Regelungen die Souveränität der Schweiz untergraben und die schweizerische Rechtsordnung substantiell beeinträchtigen. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung gefährdet die Unabhängigkeit der Schweiz und widerspricht dem Geist der Demokratie. Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, wonach das Volk über wichtige Rechtsänderungen mitentscheiden soll. Eine solche schleichende Entmachtung des Schweizer Volkes ist inakzeptabel. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung (GSG) fordert, dass Gesetze klar und verständlich sein müssen. Die Intransparenz und Komplexität der aktuellen Vorschläge widersprechen diesem Grundsatz. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in der Diskussion steht, würde zudem das Parlament in seiner Gestaltungsfreiheit einschränken. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) betont die Rolle des Parlaments als oberstes Organ der Gesetzgebung. Wenn ein Grossteil der Gesetzgebung von der EU diktiert wird, ist diese verfassungsmässige Rolle de facto ausgehöhlt. Dies stellt eine gravierende Bedrohung für das föderale System und die Gewaltenteilung in der Schweiz dar. Die drohende Aufgabe der richterlichen Unabhängigkeit durch die Anerkennung der Jurisdiktion des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer fundamentaler Kritikpunkt. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert die unabhängige richterliche Tätigkeit. Wenn schweizerische Gerichte an die Auslegung des EuGH gebunden sind, ist diese Garantie nicht mehr uneingeschränkt gewährleistet. Die schweizerische Rechtsordnung würde faktisch dem Primat des EU-Rechts unterstellt, was die schweizerische Souveränität in unzulässiger Weise beschneidet. Die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme des Pakets einhergehen würde, muss ebenfalls kritisch betrachtet werden. Es ist unklar, ob die erwarteten Vorteile die erheblichen finanziellen Verpflichtungen rechtfertigen. Ohne klare und nachvollziehbare Gegenleistungen ist eine solche finanzielle Abhängigkeit von der EU nicht im nationalen Interesse. Insgesamt zeigt sich, dass das vorliegende Paket mehr Fragen aufwirft als beantwortet und gravierende Risiken für die schweizerische Souveränität, die Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit birgt. Die vorgeschlagenen Regelungen sind aus Sicht der Schweiz nicht tragbar und müssen entschieden abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Verhältnis zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit fundamentalen Prinzipien schweizerischer Souveränität und demokratischer Legitimation auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung. Gemäss Artikel 41 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) sind die Kantone in ihrer Gesetzgebung und Verwaltung frei, soweit ihre Zuständigkeiten nicht durch die Bundesverfassung oder Bundesgesetze eingeschränkt sind. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht droht jedoch, diese kantonale Autonomie in einem Ausmass zu beschränken, das nicht mehr mit diesem Grundsatz vereinbar ist. Des Weiteren ist die befürchtete Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als faktisches Oberhaupt unserer Rechtsprechung problematisch. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweizerische Eidgenossenschaft eine autonome und souveräne Republik. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, ohne dass die Schweiz auf die Zusammensetzung und die Entscheidungsfindung dieses Gerichtshofs direkten Einfluss nehmen kann, verletzt dieses Prinzip fundamental. Die Schweiz würde sich de facto einem externen Rechtsprechungssystem unterwerfen, dessen Entscheidungen für die nationale Rechtsordnung bindend wären. Dies widerspricht dem im Obligationenrecht (OR) verankerten Grundsatz, dass Verträge nach schweizerischem Recht auszulegen sind, es sei denn, es wurde explizit anderes vereinbart. Hier geht es jedoch um die allgemeine Rechtsordnung. Die Argumentation, dass eine Nichtübernahme von EU-Recht zu wirtschaftlichen Nachteilen führe, greift zu kurz. Es ist zu prüfen, ob nicht andere bilaterale Vereinbarungen oder eine gezielte Stärkung der heimischen Wirtschaft nachhaltigere und für die Schweiz vorteilhaftere Lösungen darstellen würden. Die aktuelle Stossrichtung scheint eine unkritische

Akzeptanz von EU-Regulierungen zu propagieren, ohne die langfristigen Konsequenzen für unseren Rechtsstaat und unsere demokratischen Institutionen ausreichend zu berücksichtigen. Die Verpflichtung zur Übernahme des Besitzstandes der Europäischen Union, auch in Bereichen, die die Schweiz unmittelbar betreffen und in denen kein dringendes Interesse an einer Angleichung besteht, ist kritisch zu hinterfragen. Dies impliziert eine nicht unerhebliche Delegation von Gesetzgebungskompetenzen an eine externe Institution.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rico Solèr (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Rico Solèr · rico.soler@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung an die Europäische Union tatsächlich im besten Interesse der Schweiz ist und ob sie die Souveränität unseres Landes ausreichend wahrt.

Die Übernahme von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem, insbesondere im Rahmen der bilateralen Abkommen, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer direktdemokratischen Grundsätze. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Pflicht des Bundes zur Berücksichtigung der kantonalen Anliegen statuiert, könnte durch die Dynamik der EU-Rechtsübernahme untergraben werden, da die kantonalen Parlamente und die Bevölkerung kaum noch Einfluss auf die Entstehung und Anpassung von EU-Recht haben, das sie sodann zu übernehmen haben.

Die Stärkung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) durch die vorliegende Vereinbarung ist besonders alarmierend. Gemäss Artikel 1 Absatz 3 der Bundesverfassung beruht die schweizerische Rechtsordnung auf dem Volkswillen und der parlamentarischen Gesetzgebung. Wenn der EuGH als oberste Gerichtsinstanz in Angelegenheiten, die das schweizerische Recht betreffen, angerufen werden kann, so stellt dies eine direkte Einschränkung der nationalen Gerichtsbarkeit und letztlich der Souveränität dar. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Möglichkeit, das Recht im Einklang mit unseren nationalen Werten und Bedürfnissen zu interpretieren, könnten massiv beeinträchtigt werden.

Weiterhin ist die finanzielle Dimension zu hinterfragen. Die wiederkehrenden Zahlungen und Beiträge an die EU stellen eine erhebliche finanzielle Belastung dar, deren Vorteilhaftigkeit im Vergleich zu den erbrachten Leistungen unklar ist. Artikel 41 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des Gemeinwohls vorsieht, sollte hierbei kritisch beleuchtet werden. Es muss genau geprüft werden, ob diese finanziellen Verpflichtungen tatsächlich dem Gemeinwohl der Schweizer Bevölkerung dienen oder ob sie primär den Interessen der EU zugutekommen.

Die angestrebte vertragliche Regelung scheint primär darauf abzuzielen, die wirtschaftlichen Vorteile der Personenfreizügigkeit zu sichern, ohne die damit verbundenen sozialen und infrastrukturellen Herausforderungen angemessen zu adressieren. Dies wirft Fragen hinsichtlich der Einhaltung des Verhältnismässigkeitsprinzips auf, wie es auch im Verwaltungsrecht Anwendung findet. Die Nachteile für die schweizerische Bevölkerung könnten die Vorteile bei weitem überwiegen, ohne dass eine ausgewogene Lösung erzielt wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Paketlösung der EU nicht geeignet erscheint, die grundlegenden Interessen der Schweiz zu wahren. Sie birgt erhebliche Risiken für

unsere Souveränität, unsere direktdemokratischen Institutionen und unsere finanzielle Autonomie. Eine kritische Distanz und eine detaillierte Abwägung der Nachteile sind unerlässlich, bevor eine solche Vereinbarung ratifiziert werden kann.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und meiner Ansicht nach nicht hinreichend berücksichtigte Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz massgeblich beeinträchtigen könnten. Es ist von grösster Wichtigkeit, die potenziellen negativen Implikationen kritisch zu prüfen und eine überstürzte Annahme dieser Vereinbarungen zu vermeiden.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne direkte Einflussnahme der schweizerischen Gesetzgebung, wie sie in Art. 10 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SGEG) verankert ist, birgt Sprengstoff. Die automatische Angleichung an EU-Recht, wie sie in den vorliegenden Ergebnissen angedeutet wird, würde die parlamentarische Souveränität aushöhlen und den demokratischen Prozess aushebeln. Das Schweizer Parlament würde de facto zu einem blossen Implementierungsorgan für europäische Richtlinien degradiert, was mit dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Art. 1 der Bundesverfassung (BV) nur schwer vereinbar ist.

Des Weiteren sind die Konsequenzen für die schweizerische Rechtsprechung und die Anwendung des Rechts gravierend. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als bindende Instanz, selbst in Bereichen, die die Schweiz nicht explizit über eine Zustimmung in EU-Recht überführen will, widerspricht dem Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung. Die Entscheidungen des EuGH würden faktisch über das schweizerische Recht gestellt, was eine direkte Verletzung von Art. 190 BV darstellt, welcher die Bindung der Behörden an die Bundesgesetzgebung vorsieht.

Die viel beschworene «Kontrolle» über die Übernahme von Recht wird durch die vorgeschlagenen Mechanismen keineswegs gewährleistet. Die Möglichkeit, auf eine Übernahme von neuem EU-Recht zu verzichten, scheint auf dem Papier zu bestehen, doch die wirtschaftlichen und politischen Anreize zur Anpassung werden eine echte Wahlfreiheit untergraben. Es besteht die ernsthafte Gefahr, dass die Schweiz durch eine schleichende Übernahme von Recht ihren einzigartigen Rechtsstaat untergräbt und sich in eine Abhängigkeit von Brüssel begibt, ohne die entsprechenden Mitgestaltungsmöglichkeiten zu erhalten. Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Rechtfertigung für diese Abkommen angeführt werden, dürfen die fundamentalen Prinzipien unserer Demokratie und Rechtsstaatlichkeit nicht aufwiegen. Eine sorgfältige und kritische Prüfung aller Artikel und Konsequenzen ist daher unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Rechtsordnung und insbesondere mit den Grundsätzen der bundesstaatlichen Ordnung auf. Die angenommene Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Anpassung an die nationalen Gegebenheiten, wie sie im vorliegenden Dokument angedeutet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität.

Es ist zu befürchten, dass die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den erläuternden Dokumenten subtil suggeriert wird, im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität steht, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die direkte Anwendung von externen Rechtsnormen, die nicht durch das schweizerische Parlament geprüft und verabschiedet wurden,

untergräbt die demokratische Legitimation von Gesetzgebungsprozessen.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die kantonalen Kompetenzen und die Autonomie der Kantone nicht zu unterschätzen. Gemäss Artikel 3 BV sind die Kantone souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt wird. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass Kompetenzbereiche, die den Kantonen zustehen, indirekt durch europäische Regelungen beschnitten werden, ohne dass die kantonalen Parlamente oder die betroffenen Kantone angemessen Mitspracherechte hätten. Dies könnte zu einer unzulässigen Zentralisierung von Gesetzgebungsmacht führen.

Die im Entwurf angedeutete Flexibilität bei der Umsetzung scheint eher darauf abzuzielen, bestehende europäische Richtlinien und Verordnungen ohne tiefgreifende Prüfung in das schweizerische Recht zu überführen. Hierbei besteht die Gefahr, dass spezifische schweizerische Bedürfnisse und Werte, die im Rahmen des schweizerischen Gesetzgebungsprozesses sorgfältig abgewogen werden, unberücksichtigt bleiben.

Es ist unabdingbar, dass die inländische Umsetzung sicherstellt, dass die schweizerische Rechtsordnung ihre Kohärenz und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien wahrt. Jede Übernahme von externem Recht muss einer kritischen Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der Bundesverfassung unterzogen werden. Insbesondere Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe a BV, der die Pflicht des Bundesrates betont, die Bundesversammlung über wichtige Vorhaben des Bundes und über ihre völkerrechtlichen und rechtspolitischen Auswirkungen zu informieren, muss hierbei strikt beachtet werden. Eine intransparente oder automatische Übernahme von EU-Recht widerspricht diesem Transparenzgebot und schränkt die Fähigkeit des Parlaments ein, seine Kontroll- und Gesetzgebungsfunktion wahrzunehmen.

Die vorliegende vorgeschlagene Vorgehensweise birgt somit erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Es wird dringend empfohlen, eine deutlich kritischere und selektivere Herangehensweise an die inländische Umsetzung zu wählen, die den Schutz der schweizerischen Rechtsordnung und die Wahrung der nationalen Interessen in den Vordergrund stellt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union, werfen gravierende Bedenken auf und bedrohen direkt die Integrität und Finanzierung unseres essenziellen Service public.

Die geplante Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bewährte Subventionsmodelle für den Schienenverkehr, die bislang eine qualitativ hochwertige Grundversorgung im Güter- und Regionalverkehr sowie die Erneuerung unseres Rollmaterials gewährleistet haben, als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Basis für den Fortbestand und die Weiterentwicklung dieses für unsere Bevölkerung unverzichtbaren Angebots schwächen.

Die Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, stellt eine direkte Aushöhlung des Schweizer Service public dar. Sie ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dies führt unweigerlich zur "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen die profitablen Routen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Betriebe mit den unrentablen, aber für die Flächendeckung notwendigen Nebenlinien allein gelassen werden. Die finanzielle Grundlage des Service public wird dadurch massiv untergraben.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich unverbindlich und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen Anpassungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz der Souveränität über ihre Bahnpolitik schrittweise verlöre und künftige EU-Regulierungen, wie etwa solche zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zwangsläufig übernehmen müsste, was die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisieren würde.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Statt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Ergebnissen führt. Der Service public gerät dadurch unmittelbar unter Druck, da ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen die profitabelsten Strecken bedienen und die Finanzierung der landesweiten Grundversorgung gefährden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen, insbesondere durch die Einführung der Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme, eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen und die nationale Souveränität im Bereich des Landverkehrs empfindlich schwächen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Überwachung staatlicher Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die aktuelle, bewährte Praxis, wonach Subventionen als politisch motivierte und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im nationalen Interesse getroffen werden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden.

Das neu zu schaffende Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Einrichtung einer Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die primär die EU-Kompatibilität und nicht die nationalen Interessen der Schweiz durchsetzen wird. Dies ist eine direkte Aushöhlung der wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit. Die Kantone verlieren durch das BHÜG ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Entscheidungen zur lokalen Wirtschaftsförderung künftig von dieser zentralen Behörde geprüft und gegebenenfalls gekippt werden können. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, denen kein formelles rechtliches Gehör gewährt wird.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Artikel 82 Buchstabe b bis ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Das direkte Beschwerderecht der neuen Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse schwächt die kantonalen Autonomien massiv. Es ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht (Artikel 98a BGG), wodurch die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten herabgestuft werden. Ebenso verheerend sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG. Diese zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schaffen weitere Mechanismen, um kantonaler Souveränität zu entreissen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese 'Superbehörde' agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt. Schliesslich schwächt der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur die demokratische Legitimität und die föderalistische Autonomie der Schweiz untergraben, sondern auch die strategische Steuerungshoheit in kritischen Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr gefährden. Die Schweiz droht zu einem reinen Regel-Empfänger der EU zu werden, dessen eigene Interessen systematisch vernachlässigt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine bedenkliche und umfassende Aufgabe zentraler Souveränitätsrechte dar. Es geht hierbei keineswegs primär um die Verbesserung der Sicherheit unserer Lebensmittel, sondern um die schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regime "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt eine reale Gefahr für die bewährten, hohen Produktionsstandards, die unsere heimische Landwirtschaft auszeichnen, und bedroht die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards direkt in Gefahr. Das angesehene Label "Made in Switzerland" würde massiv an Wert verlieren, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Dies vernichtet einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil, den sich Schweizer Produzenten hart erarbeitet haben.

Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Die Kündigung dieses unheilvollen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz untergräbt.

Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein gravierender Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Landwirte und Lebensmittelverarbeiter würden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und für sie oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies ist ein gezielter Angriff auf lokale Traditionen und die wirtschaftliche Vielfalt unserer ländlichen Gebiete.

Das fortgesetzte demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird auf hinterhältige Weise ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen klar widerspricht.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf unsere Qualitätsstandards dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an Hochwertigkeit führt. Artikel 15a und 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG) zwingen uns zudem, strengere nationale Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) bevollmächtigen den Bundesrat zur blinden Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Auch das Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und das Tierseuchengesetz (Art. 1 TSG) sehen eine Unterstellung unter das EU-Diktat vor, was uns die Fähigkeit nimmt, autonom und flexibel auf spezifische Bedrohungen für unsere Umwelt und Tiergesundheit zu reagieren.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und des Energiegesetzes (EnG) im Kontext der Annäherung an EU-Regelungen birgt gravierende Gefahren für die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, entmündigt die Schweiz und macht sie zu einem Kosten tragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht, dessen Entscheidungen künftig in Brüssel gefällt werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Die Kerninhalte des neuen Stromversorgungsgesetzes, namentlich das neue 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) zur vollständigen Marktliberalisierung, stellen ein hochriskantes Experiment dar. Die damit einhergehende Preisvolatilität gefährdet die stabile und zuverlässige Grundversorgung und wird zu unkalkulierbaren Kostensteigerungen für Schweizer KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Marktversagen und mangelnde Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Indizien dafür, dass die nationale Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes geopfert wird, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Das revidierte Energiegesetz schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieproduktion massiv. Die Änderung der Vergütungsregeln in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW gemäss der Neuregelung in Art. 15 EnG, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Weiterhin schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöht.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen, insbesondere die Rolle der Gemeindekraftwerke, werden dadurch zerstört. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet und könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Die vorgeschlagenen Änderungen führen somit zu einem signifikanten Verlust an Souveränität und schaden den Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU geben Anlass zu erheblichen Bedenken. Die konzipierten Massnahmen erscheinen auf den ersten Blick als Lohnschutz, entpuppen sich aber bei näherer Betrachtung als kosmetische Anpassungen, die den massiven Abwärtsdruck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht wirksam kompensieren können. Statt den bewährten und effizienten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind deutlich bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt primär ausländischen Firmen in die Hände, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu

lösen. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Gesamtheit als eine inakzeptable Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union zu werten und stellen eine direkte Bedrohung für die Souveränität und die Stabilität der Schweiz dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, verbunden mit der Einführung eines faktisch unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, wie es Art. 21b AIG neu vorsieht, steht in krassem Widerspruch zu Art. 121a der Bundesverfassung und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieses neue „Niederlassungsrecht C PLUS“ birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Nachhaltigkeit unserer Sozialwerke, da ein Ausschluss selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug praktisch unmöglich wird.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, darunter neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, erhalten ein de facto Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Die sogenannte „Schutzklausel“ im AIG, die in Art. 21b neu verankert ist, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch und die Ermessensspielräume der EU derart gross, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung ermöglicht und eher eine Erpressungsfunktion erfüllt, da die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz sie dennoch anrufen.

Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet faktisch eine Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum mehr ermöglichen. Ebenso problematisch ist die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a). Dies ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz verliert mit der Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) die Kontrolle über die Anerkennung von Berufsqualifikationen und die Qualitätssicherung, was zu einer schleichenden Absenkung unserer hohen Standards und zu einem unkalkulierbaren Risiko für die Patientensicherheit führt. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere schockierende Beispiele für die Aushebelung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese vorgeschlagenen Änderungen eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV)

darstellen und eine direkte Untergrabung unserer Souveränität bedeuten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der Souveränität der Schweiz dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine Zwangsabgabe, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert wird, ist inakzeptabel. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Mittel geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint dabei als bewusst niedrig angesetztes Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, diese Zahlungen zu verweigern oder deren Höhe zu beeinflussen, und wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, deren Beiträge verbindlich werden, ohne dass entsprechende Garantien für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bestehen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip einer souveränen Nationspolitik.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Absicht, sie als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbräuchlich. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und eine faktische Gängelung der schweizerischen Aussen- und Sicherheitspolitik zu kaschieren. Diese Entwicklung ist aus Gründen der nationalen Souveränität und der demokratischen Rechenschaftspflicht entschieden abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und stellen eine Abkehr von der souveränen Rechtsetzung dar, die in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die pauschale Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Prüfung und Berücksichtigung der schweizerischen Besonderheiten birgt die Gefahr einer schleichenden Entmündigung und untergräbt die direkte Demokratie.

Insbesondere die Annahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die nicht im Einklang mit unseren nationalen Interessen stehen, könnte die wirtschaftliche und soziale Kohärenz der Schweiz gefährden. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile einer engeren Anbindung die Nachteile der delegitimation nationaler Entscheidungsprozesse aufwiegen. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank, die durch Artikel 99 BV gewährleistet wird, könnte beispielsweise durch harmonisierte Finanzmarktregulierungen der EU unter Druck geraten, was unerwünschte Folgen für die Preisstabilität und die geldpolitische Autonomie hätte.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die Fortentwicklung des EU-Rechts eine ständige Anpassungsdynamik für die Schweiz nach sich zieht, ohne dass diese Anpassungen durch Volksinitiativen oder parlamentarische Debatten im nationalen Rahmen legitimiert werden. Dies widerspricht dem Geist des demokratischen Rechtsstaates, wie er in den Artikeln 5 und 29 BV verankert ist, und kann zu einer Entfremdung der Bürger von den politischen Institutionen führen.

Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, eigene, auf die spezifischen

Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln, ignoriert die historisch gewachsenen Strukturen und die bewährten Prinzipien unserer Rechtsordnung. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe a der Bundesverfassung, der die Wahrung der schweizerischen Interessen zum Zweck der Aussenpolitik bestimmt, wird durch eine solche Politik konterkariert. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht läuft Gefahr, primär den Interessen der EU zu dienen und die schweizerische Souveränität auszuhöhlen. Die angeblichen Stabilisierungseffekte könnten sich somit als trügerisch erweisen und stattdessen zu neuen Konflikten und Unsicherheiten führen, die das Vertrauen in unsere demokratischen Institutionen nachhaltig erschüttern.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Gerhard Schneider · 0263223960 · Gerhard.Schneider@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche rechtsstaatliche Bedenken auf und sind aus schweizerischer Sicht entschieden abzulehnen. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende demokratische Kontrolle und Mitsprache des Parlaments widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung. Die im Entwurf angedeutete automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie beispielsweise durch das neue Unionsrecht im Bereich des Binnenmarktes geschehen könnte, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 17. Dezember 1981 (SR 101) garantiert die Unabhängigkeit und die bundesstaatliche Ordnung der Schweiz. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen Gefahr, diese Grundsätze zu untergraben, indem sie die richterliche Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in einem Ausmass anerkennen, das mit der obersten Gewalt des Bundesgesetzes gemäss Artikel 160 Absatz 1 des Parlamentsgesetzes vom 13. Dezember 2001 (SR 171.10) unvereinbar ist. Solche Abkommen würden die Gesetzgebungskompetenz des Schweizer Volkes und seiner Vertreter faktisch entmachten und uns zu einem reinen Rechtsempfänger degradieren. Die Risiken für unsere direkte Demokratie und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit sind inakzeptabel hoch.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung. Die Übernahme von EU-Recht, ohne angemessene Mitspracherechte der Schweiz, stellt eine schleichende Aushöhlung des Demokratieprinzips dar, wie es im Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Volkes und seiner Vertreter, Gesetze zu erlassen, die den nationalen Interessen dienen. Insbesondere Artikel 123 des Bundesgesetzes über den Zivilstand und die Personenstandsregister, der die Personenstandsführung regelt, könnte durch EU-Vorgaben angetastet werden, ohne dass die Schweiz hierfür eine legislative Kontrolle behält. Ferner ist fraglich, ob die vom Bundesrat angeführten Vorteile die potentiellen Nachteile einer stärkeren Abhängigkeit von der EU rechtfertigen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU wird, dessen Entscheidungsfreiheit stark eingeschränkt ist.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Stimmbürger, insbesondere im Hinblick auf die Weiterentwicklung des EU-Besitzstands, widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die mangelnde Möglichkeit, auf die Entwicklung des Rechtsmassnahmen, die unser Land direkt betreffen, Einfluss zu nehmen, stellt eine Gefährdung der direkten Demokratie dar. Zudem ist die automatische Übernahme von EU-Recht in das Schweizer Rechtssystem, wie sie im Rahmen der Bilateralen Verträge mitunter praktiziert wird, kritikwürdig. Dies könnte indirekt zu einer Aushöhlung der Rechtsetzungskompetenz des Schweizer Parlaments und der Bundesrat gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung führen. Es ist zu hinterfragen, inwieweit die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz gemäss Artikel 190b der Bundesverfassung gewahrt bleibt, wenn der Europäische Gerichtshof de facto als höchste Instanz über Schweizer Recht entscheiden kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung von EU-Recht lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz aufkommen. Die Übernahme von Sekundärrecht der Europäischen Union, insbesondere wenn diese direkt oder indirekt auf das Schweizer Recht Einfluss nimmt, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse. Artikel 164 der Bundesverfassung, welcher die Rolle des Parlaments bei der Umsetzung von Völkerrecht und die Einhaltung der Verfassungsvorgaben hervorhebt, scheint in diesem Kontext nicht ausreichend gewürdigt zu werden. Die Ausgestaltung der vorliegenden Vorlage könnte zu einer unzulässigen Delegation von Gesetzgebungsbefugnissen führen und dem Willen des Souveräns zuwiderlaufen, wie er in der Verfassung verankert ist. Es ist zu hinterfragen, inwieweit die Unabhängigkeit der Schweiz gewahrt bleibt, wenn Kernbereiche unserer Gesetzgebung zunehmend von externen Vorgaben bestimmt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Regelwerke dar. Dies bedroht nicht nur unsere hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer Lebensmittel, sondern auch die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe durch eine erstickende Bürokratie. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Übernahme oft tieferer EU-Standards in akuter Gefahr, was dem Label "Made in Switzerland" die Bedeutung nimmt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und Konsumentenfreiheit, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zu einem Rückschritt bei Transport und Schlachtung, indem strengere nationale Vorschriften durch EU-Massenstandards ersetzt werden. Dies stellt einen klaren Souveränitätsverlust dar.

Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die parlamentarische Kontrolle aushöhlt. Die Unterstellung des Waldschutzes (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) und die Übernahme von EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu) bedeuten einen Kontrollverlust und eine Gefährdung der nationalen Sicherheit und Gesundheit. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert. Zudem erhalten

EU-Inspektoren Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von GVO untergraben. Dies ist eine Missachtung des Volkswillens und ein Angriff auf die kulinarische Identität der Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsion stellen eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist inakzeptabel. Dies beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels und entzieht dem Parlament die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, wie es Art. 1 KoBG implizit festlegt. Der anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, dessen Neuberechnung durch einen rechtsverbindlichen Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren, von der EU diktierten Forderungen führen wird, ohne dass die Schweiz ein Mitspracherecht hat. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist eine irreführende Legitimierung umstrittener Zahlungen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 des BöB zementiert diese Verpflichtung als permanenten Bestandteil unserer Gesetzgebung und ignoriert die Budgethoheit des Parlaments.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und erfüllen bei weitem nicht die Anforderungen, um den zu erwartenden Lohndruck wirksam einzudämmen. Statt unseren bewährten und robusten Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und eine Anpassung an EU-Standards, die für Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer nachteilig sind. Die Bestimmungen zur Allgemeinverbindlicherklärung, wie sie im angepassten Gesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG) vorgesehen sind, könnten dazu führen, dass unsere starken nationalen Mechanismen durch schwächere, EU-kompatible Modelle ersetzt werden. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Umgestaltung der Sanktionssystematik und die Verschiebung des Klagerechts, deuten auf eine Anpassung an EU-Vorgaben hin, die nicht primär dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmer dienen. Die Einführung eines Sonderkündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen unzulässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine unnötige Bürokratie, die KMU zusätzlich belastet, ohne das Kernproblem des Lohndumpings zu lösen. Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG, neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6) eine inakzeptable Abtretung von Souveränität und ein Einfallstor für die unkontrollierte Durchsetzung ausländischer administrativer Sanktionen in der Schweiz. Die vorgeschlagenen Änderungen schwächen die Kontrollmechanismen und begünstigen ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein starres EU-Kontrollregime ist ein fundamentaler Eingriff in die Schweizer Souveränität und den Föderalismus. Die Abschaffung der bewährten Praxis, bei der Subventionen demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, durch ein technokratisches EU-Regime ist inakzeptabel. Dies untergräbt massiv die Autonomie der Kantone, die gezwungen werden, ihre eigenständigen Förderentscheidungen von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen.

Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) schafft mit der Beihilfekammer eine „Superbehörde“, die als verlängerter Arm der EU agiert und primär EU-Kompatibilität durchsetzt, anstatt Schweizer Interessen zu wahren. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) erlaubt der neuen Beihilfebehörde direkte Beschwerde gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide durch abstrakte Normenkontrolle

kippen lässt.

Die Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU in kritischen Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr gefährdet die strategische Autonomie und den Service public. Dieser Entwurf stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung dar.

Strom

Die vorliegende Vorlage zur Strommarktliberalisierung stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E reduziert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten zu tragen hat. Artikel 4a ff. des revidierten StromVG sowie die neu eingeführten Artikel 8b ff. deuten auf eine vollständige Marktliberalisierung hin, welche die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gefährdet. Die gestärkte Position der ElCom gemäss Artikel 22 StromVG und die verschärften Unbundling-Vorschriften in Artikel 10, 18 und 19 StromVG sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU, welche die Hoheit über kritische Infrastruktur und föderale Strukturen zerstören. Die Änderung von Artikel 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze auf 200 kW und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), schwächen die dezentrale Energieerzeugung und schaffen Investitionsunsicherheit. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln und die potenziell unzulässige Einstufung von Wasserzinsen als staatliche Beihilfe existenziell gefährdet. Letztlich führt diese Entwicklung zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für Konsumenten und eine unkalkulierbare Preisvolatilität.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr stellen eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Service public dar. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) erlaubt ausländischen Anbietern, die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen, was unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führt. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer Konzernunternehmen, die für die Grundversorgung auf den weniger rentablen Linien verantwortlich sind. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Wir geben somit schrittweise die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur auf und verlagern nationale Steuerungs- und Regulierungs-kompetenzen an zentrale EU-Stellen. Dies gefährdet die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr, den wir unseren Bürgern schulden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine eklatante Abkehr von der nationalen Souveränität und den demokratischen Prinzipien dar. Die automatische Übernahme des Unionsrechts mittels der "Integrationsmethode" im Zuwanderungsrecht, wie sie im revidierten AIG (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a) vorgesehen ist, entmachtet das Parlament und das Volk, indem künftige Verschärfungen des EU-Rechts unhindert übernommen werden. Die sogenannte "Schutzklausel" (Art. 21b AIG) erweist sich als reine Farce, deren Anwendungshürden praktisch unüberwindbar sind, während die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei deren Anwendung jede Schutzfunktion zunichtemacht. Das neue "Daueraufenthaltsrecht" nach fünf Jahren, praktisch eine "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Sozialwerke, da es selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug eine nahezu unentziehbare Aufenthaltsgrundlage schafft. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern und die faktische Gleichbehandlung von EU-Bürgern im Sozialleistungsbezug (gemäss Art. 41c AIG) belasten die Schweizer Steuerzahler

und die Sozialwerke unzumutbar. Diese Massnahmen widersprechen fundamental dem Verfassungsauftrag gemäss Art. 121a BV zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und stellen eine schleichende Unterwerfung unter Brüssel dar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Eric Schnell (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Eric Schnell · grenzpunkt@sunrise.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der Interessen unserer Bürger auf. Eine kritische Prüfung der vorgeschlagenen Abkommen offenbart potentielle Schwächungen unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer wirtschaftlichen Autonomie.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Zustandekommen hat, steht im fundamentalen Widerspruch zum Geist unserer Bundesverfassung. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR), wird durch eine solche Konstruktion untergraben. Wenn Gerichte in der Schweiz nicht mehr abschliessend über die Anwendung und Auslegung von Recht entscheiden können, sondern EU-Gerichtshöfen nachgeordnet sind, entzieht dies dem Souverän die letzte Kontrolle über die Gesetzgebung und Rechtsprechung im eigenen Land. Dies könnte dazu führen, dass Bestimmungen, die dem schweizerischen Rechtsverständnis widersprechen oder die unser soziales und wirtschaftliches Modell gefährden, ungehindert Eingang finden.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit, welche die Möglichkeit einer flankierenden Massnahmenbeschränkung impliziert, stellt eine weitere Quelle tiefer Besorgnis dar. Artikel 7 der Bundesverfassung garantiert die Menschenwürde und die freie Entfaltung der Persönlichkeit, was implizit auch die Möglichkeit einschliesst, die negativen Auswirkungen von Zuwanderung auf den Arbeitsmarkt und die Lohnstrukturen zu steuern. Wenn die Schweiz gezwungen wird, ihre eigenen Schutzmechanismen abzuschwächen oder aufzugeben, um den Vorgaben der EU zu entsprechen, wird die Fähigkeit des Staates, seine eigene Bevölkerung zu schützen, massiv eingeschränkt. Dies könnte zu einer Erosion der Lohnqualität und zu einer stärkeren sozialen Ungleichheit führen, was den Grundfesten unseres Sozialstaates zuwiderläuft.

Darüber hinaus ist die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die nicht klar definierte Gegenleistungen für die Schweiz erbringt, kritisch zu hinterfragen. Artikel 127 der Bundesverfassung fordert eine sparsame und zweckmässige Verwendung öffentlicher Gelder. Ohne klare Rechenschaftspflicht und die Sicherstellung, dass diese Mittel tatsächlich unseren Interessen dienen, besteht die Gefahr einer einseitigen finanziellen Belastung der Schweizer Steuerzahler zugunsten der EU.

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse genügen daher einer kritischen Überprüfung nicht. Sie bergen erhebliche Risiken für unsere Souveränität, unsere Rechtssicherheit und den Wohlstand unserer Bürger. Es muss sichergestellt werden, dass jede zukünftige Vereinbarung die Kerninteressen der Schweiz wahrt und nicht zu einer schleichenden Untergrabung unserer direktdemokratischen

Prinzipien führt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung inländischer Regelungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Es ist fraglich, inwieweit die von der EU diktierten Vorgaben mit den Grundprinzipien unserer schweizerischen Rechtsordnung, insbesondere dem Vorrang des Bundesrechts gemäss Artikel 49a der Bundesverfassung (BV), vereinbar sind. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass ein dezidiertes schweizerisches Bedürfnis oder eine klare völkerrechtliche Verpflichtung besteht, könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität führen.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Auswirkung auf die Wirtschaftsfreiheit, wie sie in Artikel 27 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die übermässige Harmonisierung mit EU-Standards, die nicht auf unsere spezifischen wirtschaftlichen Verhältnisse zugeschnitten sind, könnte kleine und mittlere Unternehmen (KMU) unverhältnismässig belasten und deren Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Es besteht die Gefahr, dass die Flexibilität des schweizerischen Marktes geopfert wird, um den Anforderungen eines externen Regelwerks Genüge zu tun.

Darüber hinaus ist die demokratische Legitimation derartiger Übernahmen zu hinterfragen. Wenn durch indirekte Gesetzesanpassungen oder durch die Einsetzung von Gremien mit Entscheidungsbefugnissen, die nicht der direkten parlamentarischen Kontrolle unterliegen, neue Regelungen implementiert werden, wird das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) tangiert. Es muss sichergestellt werden, dass jede Abweichung von bestehenden nationalen Gesetzen und Verordnungen einer breiten öffentlichen Debatte und der Zustimmung durch die zuständigen schweizerischen Organe unterliegt.

Die Generalsekretariatsverordnung (GSV) und die Verordnung über die Veröffentlichung und die Informationspflichten der Bundesverwaltung (V-Publikation) bieten zwar einen Rahmen für Informationsflüsse, doch die inhaltliche Ausgestaltung der umzusetzenden EU-Normen entzieht sich häufig der direkten Mitsprache des schweizerischen Gesetzgebers. Dies widerspricht dem Geist einer rechtsstaatlichen und demokratischen Ordnung, in der legislative Entscheidungen primär auf nationaler Ebene getroffen werden. Es bedarf klarer Kriterien und strenger Prüfmechanismen, um sicherzustellen, dass die Übernahme von Unionsrecht im Einklang mit unseren verfassungsrechtlichen Vorgaben und im nationalen Interesse erfolgt und nicht zu einer schleichenden Entmachtung unserer demokratischen Institutionen führt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend den finanziellen Beitrag an die Europäische Union verdient eine äusserst kritische Würdigung. Es ist beunruhigend festzustellen, dass die bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht werden sollen. Dies stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über erhebliche finanzielle Mittel dar. Die Schweiz verliert damit ein wesentliches politisches Druckmittel und die Möglichkeit, selbst über die Verwendung ihrer Steuergelder zu entscheiden.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein initiales Lockangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die grosse Gefahr, dass die Schweiz unaufhaltsam zu höheren Zahlungen verpflichtet wird, ohne die Möglichkeit zu haben, diese Forderungen abzulehnen. Es entsteht eine faktische Zwangsabgabe, die die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile in Form von besserem Marktzugang oder der Beseitigung handelspolitischer Hindernisse verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) festigt diese unerwünschte Entwicklung. Dieses Gesetz würde die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung verwandeln und das Parlament von seiner souveränen Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag entbinden. Das KoBG dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer eigenständigen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine inakzeptable Vermischung von Zielen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Integrität und Finanzierbarkeit unseres nationalen Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bewährte und für die Aufrechterhaltung des Angebots essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie für die dringend notwendige Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung der Dienstleistungsqualität und einer Einschränkung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen.

Besorgniserregend ist insbesondere die geplante Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater EBG. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, ermöglicht eine selektive Bedienung nur der profitabelsten inner-schweizerischen Strecken. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits für die unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenlinien verantwortlich sind.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Dies stellt eine trügerische Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und die Abgabe von Steuerungs- und Regulierungskompetenzen an zentrale EU-Stellen, wie beispielsweise im Rahmen des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), nicht verhindert.

Des Weiteren wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich eingeschränkt. Bei gemeinsamen Ausschreibungen müssen zwingend völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, berücksichtigt werden. Dies zwingt die Schweiz, die Vergabe nicht primär nach den besten Lösungen für das eigene Land auszurichten, sondern nach EU-konformen Kriterien. Dies kann zu suboptimalen und für die Schweizer Steuerzahler teureren Ergebnissen führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine direkte Bedrohung für den Schweizer Service public im Landverkehr darstellen und die Souveränität der Schweiz in diesem strategisch wichtigen Sektor massiv beeinträchtigen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung dar. Die geplante Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der

Unionsbürgerrichtlinie steht in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar wird, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Dies fördert gezielt die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, wobei EU-Bürger und ihre Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten werden in unzumenbarer Weise von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden.

Der geplante, beispiellose Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' ist lediglich ein Placebo, deren Anwendungshürden praktisch unüberwindbar sind. Ihre Anrufung würde zudem, wie angedroht, zu unangemessenen Strafmassnahmen der EU führen, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung beraubt das Schweizer Parlament und das Volk jeglicher Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung des Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine reine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht und stattdessen die Schweiz in eine unterworfene Position gegenüber Brüssel drängt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehen, ist ein beschämendes Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies stellt eine unfaire Belastung der Studierenden und eine Schädigung der Reputation unserer Hochschulen dar. Der neu geschaffene Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG (Art. 48 Abs. 2 Bst. c, Art. 61a) belegen die versteckten Kosten dieses Pakets, welche der Schweizer Steuerzahler direkt zu tragen hat.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beweise für den Verlust unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein. Selbst unser Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) wird angepasst, um die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachzuvollziehen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was zu einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit, insbesondere im sensiblen Gesundheitswesen, führt. Diese gesamte Entwicklung ist keine Modernisierung, sondern eine schleichende Kapitulation vor Brüssel.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Lebensmittelsicherheit stellen keine Verbesserung, sondern eine gefährliche schleichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk dar. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende Angleichung an das EU-Konzept "Vom Hof auf den Tisch" vollzogen, welche die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Besorgniserregend ist die beispiellose Welle der Bürokratie, die über unsere Produzenten hereinbrechen wird. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Existenzgrundlage vieler kleiner und mittlerer Betriebe. Diese erstickende Bürokratie zerstört lokale Traditionen und wird viele zur Aufgabe zwingen.

Ferner wird die Souveränität der Schweiz massiv eingeschränkt. EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit blockiert.

Im Bereich Tierschutz zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz basierenden Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt.

Auch das Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Diese Angleichung bedeutet nicht mehr Sicherheit, sondern eine schleichende Entwertung unserer Standards, eine Zerstörung unserer bäuerlichen Strukturen und einen massiven Souveränitätsverlust. Wir lehnen diese bedenkliche Entwicklung entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine erhebliche und inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Gestaltungsfreiheit von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden, europarechtlich geprägten Kontrollregime unterworfen werden. Dies ist keineswegs eine notwendige Modernisierung, sondern vielmehr eine schleichende Entmachtung der Schweizerischen Entscheidungsträger.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert eine Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, verankert in Artikel 3 BHÜG, wird eine Instanz geschaffen, deren primäres Ziel die Durchsetzung von EU-Kompatibilität ist und nicht die Förderung schweizerischer Interessen. Diese Zentralisierung widerspricht fundamentalen föderalistischen Prinzipien und schwächt die Autonomie der Kantone. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie; ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden zu Anfragen, die von einer übergeordneten Behörde geprüft werden können.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse zugunsten der neuen Beihilfebehörde im neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Demokratisch legitimierte Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Artikel 98a BGG vor Bundesgericht gekippt werden. Dies ist eine direkte Aushöhlung der kantonalen Souveränität.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Kartellgesetz (KG), insbesondere Artikel 18 Absatz 2, sowie die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesverwaltungsgerichtsgesetzes (VGG) zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und entmündigen kantonale Instanzen. Die Schaffung einer

"Superbehörde" innerhalb der WEKO, die sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht überwacht, birgt die Gefahr einer undurchsichtigen Machtkonzentration, die nicht mehr primär Schweizer Interessen dient.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein alarmierendes Beispiel für den Verzicht auf nationale Kontrolle in strategisch wichtigen Sektoren. Die bisherige, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geht verloren und macht diesen Sektor vollständig dem EU-Regime untertan. Ebenso ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) eine Schwächung der Transparenz und des Konsumentenschutzes.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz untergraben, sondern auch die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränken. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, was eine unannehmbare Herausforderung für unsere verfassungsmässige Ordnung darstellt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls als kosmetisch zu betrachten und bieten keinerlei adäquaten Schutz vor dem erheblichen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch eine ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ein Umstand, der die Schweizer Bevölkerung direkt treffen würde.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit verbundene institutionelle Einbettung in EU-Strukturen stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die Übernahme von EU-Regelwerken, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt dazu, dass die Schweiz zum reinen Befehlsempfänger der Europäischen Union wird. Die ElCom, einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, verkommt zu einer "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk", die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Existenzielle Bedrohungen gehen von den EU-Beihilfenregeln aus, die das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ins Visier nehmen. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen diese kleinen und mittleren Produzenten.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird verwischt. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massiven Kompetenzerweiterungen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier vorgeschlagen wird, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Auswirkungen sorgfältig zu prüfen und zu verhindern, dass die Schweiz de facto in die Rechtsordnung der Europäischen Union integriert wird, ohne dass sie darauf Einfluss nehmen kann.

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur "Stabilisierung" deuten auf eine zunehmende Übernahme von EU-Recht hin. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der besagt, dass das Volk und die Kantone die Staatsgewalt ausüben. Eine schleichende Rechtsübernahme durch die Hintertür untergräbt die demokratischen Entscheidungsprozesse und die Möglichkeit des schweizerischen Souveräns, über die eigenen Gesetze zu bestimmen. Die Schweiz würde sich faktisch einem Rechtssystem unterwerfen, dessen Entwicklung sie nicht mehr kontrollieren kann.

Besondere Besorgnis ruft die mögliche Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) hervor. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Wenn der EuGH zum obersten Rechtsprechungsorgan für die Schweiz erhoben würde, wäre dies eine direkte Verletzung dieser Unabhängigkeit. Die Schweizer Gerichte wären gezwungen, Urteile anzuwenden, die möglicherweise nicht mit den schweizerischen Verhältnissen oder dem schweizerischen Rechtssystem vereinbar sind.

Auch wirtschaftlich sind erhebliche Nachteile zu befürchten. Die automatische Übernahme von EU-Recht im Rahmen von Abkommen, selbst solchen, die auf den ersten Blick begrenzt erscheinen, könnte zu einer Verteuerung von Produkten und Dienstleistungen führen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen schwächen und die Konsumentenpreise in die Höhe treiben. Die Flexibilität des schweizerischen Arbeitsmarktes, die einer der Pfeiler unseres wirtschaftlichen Erfolgs ist, könnte durch die Übernahme von EU-Arbeitsnormen eingeschränkt werden. Artikel 11 BV schützt die wirtschaftliche Freiheit, die durch eine übermässige Regulierung durch Brüssel gefährdet wäre.

Die Argumentation, dass diese "Stabilisierung" notwendig sei, um den bilateralen Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, überzeugt nicht. Es darf nicht sein, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien opfert, nur um ein bestimmtes Mass an wirtschaftlicher Integration zu erhalten. Der Bundesrat ist verpflichtet, die Interessen der Schweiz zu wahren und die Verfassung zu schützen. Dies schliesst die Ablehnung von Vorschlägen ein, die die Schweiz auf lange Sicht in eine abhängige Position gegenüber der EU bringen würden. Es bedarf klarer und verbindlicher Mechanismen, die die Souveränität der Schweiz explizit garantieren und eine unerwünschte Rechtsübernahme ausschliessen, anstatt nur vage Versprechungen von "Stabilisierung".

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Prüfung bedürfen. Es ist äusserst fraglich, ob die vorgeschlagene Ausgestaltung im Einklang mit den grundlegenden Interessen und der Souveränität der Schweiz steht.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die potentielle Untergrabung der direkten Demokratie. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von dynamischer Rechtsübernahme, könnte zu einer Aushöhlung der Mitspracherechte des Schweizer Volkes führen. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Rechtssetzungskompetenz des Parlaments festschreibt, und Artikel 138, der die Volksinitiative als Mittel zur direkten Einflussnahme auf die Gesetzgebung garantiert, scheinen in ihrer Substanz bedroht, wenn wesentliche Teile der Gesetzgebung fortan aus Brüssel diktiert werden. Dies würde die Möglichkeit verunmöglichen, dass das Schweizer Volk über alle relevanten Gesetzesänderungen, die sein Leben unmittelbar betreffen, abstimmen kann.

Des Weiteren ist die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) von fundamentaler Bedeutung. Die vorgeschlagene Einbeziehung von Entscheidungen des EuGH in die Schweizer Rechtsordnung, wie sie sich aus der Interpretation des EWR-Abkommens und ähnlicher Regelungen ergibt, birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte nicht mehr ausschliesslich schweizerisches Recht anwenden müssen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, und könnte die Deutungshoheit über das Schweizer Recht unwiderruflich an eine fremde Gerichtsbarkeit abgeben.

Die ökonomischen Implikationen sind ebenfalls mit Skepsis zu betrachten. Die vielbeschworenen Vorteile des Marktzugangs könnten mit einer Übernahme von Verpflichtungen erkauft werden, die die schweizerische Wirtschaft übermässig belasten oder die Flexibilität für eigenständige wirtschaftspolitische Massnahmen einschränken. Die Ausrichtung der schweizerischen Wirtschaft auf die Bedürfnisse und Regulierungen der EU könnte die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und die schweizerische Innovationskraft hemmen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU mit grösster Vorsicht und kritischem Hinterfragen angegangen werden muss. Die potenziellen Nachteile, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtliche Unabhängigkeit, überwiegen aus jetziger Sicht die vermeintlichen Vorteile deutlich. Eine Fortsetzung dieses Weges birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die

demokratische Selbstbestimmung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Siegenthaler (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Thomas Siegenthaler · 0792294656 · siegenthaler.th@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die eine kritische Distanz erfordern. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige strategische Festlegung der Schweizer Interessen stellt eine schleichende Aushöhlung der nationalen Souveränität dar. Die vorliegende Fassung des Pakets birgt die Gefahr, dass die Schweiz zunehmend in einen Rechtsrahmen gedrängt wird, dessen Entwicklung sie nicht mehr aktiv mitgestalten kann. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, wonach alle Staatsgewalt vom Volke und von den Stimmberechtigten ausgeht.

Die unklare Abgrenzung der institutionellen Fragen und die unzureichende Klarheit bezüglich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind besonders bedenklich. Artikel 4 der Bundesverfassung, der die Ausübung der staatlichen Befugnisse an die Gesetze bindet, wird durch eine potentielle Überordnung des EuGH in Sachgebieten, die nicht explizit und mit klaren Einschränkungen an das EU-Recht angelehnt sind, tangiert. Die mangelnde Garantie, dass der EuGH nicht über den vereinbarten Geltungsbereich hinaus in Schweizer Rechtsfragen interveniert, ist inakzeptabel. Dies birgt die Gefahr von richterlich angeordneten Rechtsentwicklungen, die nicht dem demokratischen Prozess im Inland entsprungen sind.

Die potenziellen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind ebenfalls nicht ausreichend abgefedert. Die Gefahr einer unkontrollierten Zuwanderung von Arbeitskräften, die nicht den Schweizer Standards entspricht, kann zu einer sozialen Ungleichheit und einer Belastung der Sozialsysteme führen. Dies tangiert das Prinzip der sozialen Gerechtigkeit, das ebenfalls integraler Bestandteil der schweizerischen Staatsauffassung ist. Artikel 117 der Bundesverfassung verankert die Zuständigkeit des Bundes für die Gesetzgebung im Bereich des Arbeitswesens. Die Übernahme von EU-Recht in diesem Bereich muss sicherstellen, dass die schweizerischen Errungenschaften im Arbeitnehmerschutz und in der Lohnpolitik nicht untergraben werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket in seiner jetzigen Form eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Rechtsordnung, der Souveränität und des Wohlstands darstellt. Eine kritische Überprüfung und substanzielle Anpassungen sind unabdingbar, bevor einer solchen Vereinbarung zugestimmt werden kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist bedauerlich

festzustellen, dass die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtliche Autonomie unseres Landes nur unzureichend berücksichtigt werden.

Es stellt sich die dringende Frage, inwieweit die Übernahme von EU-Recht, wie es in der vorgeschlagenen Form erfolgen soll, mit den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und dem Primat des nationalen Rechts im Einklang steht. Insbesondere das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht in der Schweiz, ohne dass dieses vorgängig in unser nationales Recht überführt werden muss, birgt erhebliche Risiken. Dies könnte dazu führen, dass sich die schweizerischen Gerichte und Behörden primär an der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) orientieren müssen, was eine schleichende Aushöhlung der Kompetenzen des Bundesgerichts und anderer nationaler Gerichte zur Folge hätte.

Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und das Schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) sind zentrale Säulen unseres Rechtssystems. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Rahmen der EU-Abkommen könnten dazu führen, dass diese Gesetze faktisch durch supranationales Recht überlagert oder gar verdrängt werden. Artikel 6 der Bundesverfassung, der die Hoheit des Bundes zur Gesetzgebung regelt, könnte hierdurch tangiert werden. Zudem wirft die Übernahme von EU-Regularien ohne adäquate Kompensationsmechanismen oder Ausnahmeregelungen für die Schweiz die Frage der Verhältnismässigkeit auf, wie sie auch im Allgemeinen Gleichbehandlungsgesetz (GIG) verankert ist.

Es ist unabdingbar, dass die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems und die Möglichkeit, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Regelungen zu schaffen, uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die vorliegende Vernehmlassung liefert hierzu keine überzeugenden Garantien. Wir fordern daher eine kritische Überprüfung aller Aspekte, die die Souveränität der Schweiz und die Integrität unseres Rechtsraums beeinträchtigen könnten, bevor jegliche verbindlichen Entscheidungen getroffen werden. Die Wahrung unserer nationalen Interessen und die Autonomie unserer Gesetzgebung müssen an erster Stelle stehen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Unterstellung der staatlichen Beihilfen unter ein europäisches Kontrollregime stellt eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Abschaffung der heutigen, bewährten Praxis, bei der Subventionen primär politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, ist höchst bedenklich. Diese Entscheidungen, die gezielt zur Förderung des Regionalverkehrs, zur Stärkung unserer Kantonalbanken, zur Unterstützung der Kultur oder zur Belebung lokaler KMU getroffen werden, werden neu einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies bedeutet eine Abkehr von der direkten Einflussnahme unserer gewählten Vertreter hin zu einer von externen Vorgaben bestimmten Bürokratie.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die für ihre Regionen und Bürger wichtigen Massnahmen zur Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter und inakzeptabler Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone werden zu Bittstellern herabgestuft und verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch die neue Beihilfekammer der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, überprüft und gekippt werden. Dies wird durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) zementiert.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Insbesondere die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über

Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schaffung des BHÜG institutionalisiert diese Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen durchsetzt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, um der neuen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese Massnahmen insgesamt sind nicht mit den Grundsätzen unserer Verfassung und unseres föderalistischen Staates vereinbar.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anbindung des Schweizer Schienenverkehrs an die EU birgt erhebliche Gefahren für unseren Service public und unsere Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage, wie sie durch die Einführung des neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht wird, stellt eine direkte Bedrohung dar. Ausländische Anbieter werden sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren und eine «Rosinenpickerei» betreiben. Dies gefährdet die finanzielle Stabilität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu betreiben. Die angestrebte Gleichbehandlung im Wettbewerb wird so zu einer Aushöhlung unseres etablierten Modells, das auf die Sicherstellung des flächendeckenden Angebots ausgerichtet ist.

Darüber hinaus ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis, welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, problematisch. Sie schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und zwingt die Schweiz, regulatorische Kriterien zu übernehmen, die nicht zwingend den schweizerischen Bedürfnissen entsprechen. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen. Die vom Bundesrat zitierte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtlich bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das wir dann dynamisch übernehmen müssten.

Die Sorge, dass das EU-Beihilferecht unsere bewährten Subventionsmodelle für den Güter- und Regionalverkehr sowie für die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig einstufen könnte, ist berechtigt. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger beeinträchtigen. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, wie beispielsweise die zukünftige Übernahme von Regulierungen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen und untergräbt unsere nationale Autonomie. Dieses Abkommen ist keine Stärkung, sondern eine gefährliche Schwächung unseres verfassungsmässig verankerten Service public im Eisenbahnverkehr.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen und die damit verbundene institutionelle Einbindung stellen eine gravierende Aufweichung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Mit der Unterstellung unter die Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem reinen Kosten- und Umsetzungsfaktor degradiert, ohne jedoch Einfluss auf die entscheidenden regulatorischen Weichenstellungen in Brüssel zu haben. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird dabei von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG) und das Energiegesetz (EnG) bis anhin gewährleistet haben.

Die geforderte vollständige Strommarktliberalisierung gemäss dem neuen StromVG (Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die Preisstabilität. Die Einschränkung von Massnahmen zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, und die unsichere Ausgestaltung einer Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) offenbaren eine beunruhigende Preisgabe der nationalen Versorgungssicherheit zugunsten eines unzureichenden Marktdiktats. Die damit einhergehende Preisvolatilität wird unweigerlich zu höheren Stromkosten für Schweizer Haushalte und insbesondere für KMU führen, da die Kosten für die nicht mehr vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit auf die Konsumenten umgewälzt werden müssen.

Besonders bedenklich ist die Gefährdung der Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches massgeblich den Bergkantonen zugutekommt und somit eine wichtige finanzielle Stütze für lokale Gebietskörperschaften darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies untergräbt nicht nur die Finanzkraft betroffener Kantone, sondern schwächt auch die föderalen Strukturen in der Energieversorgung. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Gleichschaltung mit der EU, die die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur und die Flexibilität der nationalen Netzsteuerung untergraben. Die Schwächung der dezentralen, bürgernahen Energieproduktion durch die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze, sowie die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), schaffen eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und machen die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Dieses hochriskante Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft ist abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Zur finanziellen Beteiligung Schweiz-EU im Rahmen des revidierten Rahmenabkommens muss mit äusserster Skepsis Stellung bezogen werden. Die vorgeschlagene Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in automatische, rechtlich bindende Pflichtzahlungen stellt einen gravierenden Souveränitätsverlust dar. Die Schweiz verliert damit ein wesentliches politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, was faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommt.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich als Lockvogelangebot konzipiert. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird in eine Position gedrängt, in der sie nicht mehr über die Höhe und den Zweck der Zahlungen entscheiden kann, sondern lediglich die von der EU diktierten Beträge abliefern muss.

Es ist besorgniserregend, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keine Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare, substanzielle Vorteile für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Ausführung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung verlangt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Hier wird der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Zielen und Instrumenten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer verfassungsmässigen Ordnung und unseres Volkswillens dar. Artikel 121a der Bundesverfassung verankert klar den Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, ein Prinzip, das durch die vorgeschlagenen Massnahmen fundamental untergraben wird. Die Einführung eines de facto unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, dass selbst Personen mit krimineller Vergangenheit oder nachweislichem Sozialhilfebezug ein solches Recht erlangen können, widerspricht dem Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit und der Verantwortung gegenüber unseren eigenen Bürgern.

Die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen faktisch gefördert und zu Lasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden ausgedehnt. Der vom Bundesrat und den EU-Institutionen propagierte Familiennachzug wird auf ein für ein Nicht-EU-Land beispielloses Mass ausgeweitet, indem neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderungszahlen und den damit verbundenen sozialen und finanziellen Belastungen.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' erweist sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass ihre praktische Wirksamkeit nahezu ausgeschlossen werden kann. Im Falle einer dennoch versuchten Anwendung droht die Schweiz mit empfindlichen Strafmassnahmen seitens der EU, was diese Klausel eher als eine Erpressung denn als Schutzmechanismus entlarvt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' entmachtet unser Parlament und unser Volk. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich würden ohne die Möglichkeit einer nationalen Mitsprache übernommen. Dies ist eine direkte Kapitulation vor Brüssel und eine Missachtung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialwerke. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die nahezu unmögliche Möglichkeit eines Ausschlusses bei anhaltender Abhängigkeit stellen eine unzumutbare finanzielle Bürde dar. Die angepriesene 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine effektive Steuerung ermöglicht und durch die Ausklammerung wirksamer, einseitiger Kontingente zu einem zahnlosen Tiger verkommt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein erschreckendes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein klarer Beweis dafür, dass die Gleichbehandlung von EU-Bürgern die Schweizer Steuerzahler direkt belastet. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen, während die Anbindung an das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) die nationale Qualitätskontrolle und die eigenständige Regulierung des Arbeitsmarktes schwächt. Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Beispiele für den schleichenden Verlust unserer sozialpolitischen Souveränität. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen und die Deregulierung in sensiblen Bereichen wie dem Gesundheitswesen

(MedBG, GesBG) gefährden unsere hohen Schweizer Standards und die Patientensicherheit.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regime "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, gerät in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird seiner Bedeutung beraubt, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Besonders besorgniserregend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine würden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überhäuft, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Zudem wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den durch die

Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursachten massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die den Wohlstand der Schweizer Bevölkerung nachhaltig gefährdet. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden die flankierenden Massnahmen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen Instrumente, was primär ausländischen Firmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind daher entschieden abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union sind aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann.

Eine primäre Sorge betrifft die Souveränität der Schweiz. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen eine schleichende Übernahme von EU-Recht zu implizieren, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Grundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), wie sie in ähnlichen Abkommen vorgesehen ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben von Artikel 190 Absatz 2 BV, der die verbindliche Wirkung von Bundesgesetzen und dem Völkerrecht betont, aber nicht eine Unterwerfung unter externe Rechtsprechung vorsieht, die nicht im Rahmen eines klar definierten und dem Parlament unterstellten Abkommens verhandelt wurde.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Implikationen fragwürdig. Die angestrebte Öffnung des Schweizer Arbeitsmarktes für EU-Bürger, insbesondere unter Aushebelung bestehender Kontingente und Präferenzen, birgt das Risiko einer Lohnunterbietung und einer verstärkten Konkurrenz für Schweizer Arbeitnehmer. Dies könnte die soziale Stabilität gefährden und gegen die Ziele des Artikel 41 der Bundesverfassung verstossen, der die Förderung des allgemeinen Wohls und der wirtschaftlichen Sicherheit einschliesst. Die Mechanismen zur Regelung potenzieller Konflikte und zur Bewältigung von negativen Auswirkungen scheinen unzureichend oder gar inexistent zu sein.

Die mangelnde Flexibilität und die Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen stellen eine erhebliche Schwächung der schweizerischen Aussenpolitik dar. Jegliche Anpassung oder Weiterentwicklung der EU-Gesetzgebung würde die Schweiz zur Übernahme zwingen, ohne dass sie eine Mitsprache bei deren Entstehung hätte. Dies beschneidet die Handlungsfreiheit der Schweiz und widerspricht dem Prinzip der Eigenständigkeit, das für die Schweizerische Aussenpolitik von zentraler Bedeutung ist und im Einklang mit den Grundsätzen des Völkerrechts stehen sollte, insbesondere der souveränen Gleichheit aller Staaten. Die aktuellen Vorschläge gefährden somit die langjährig bewährte Unabhängigkeit und Handlungsfähigkeit der Schweiz. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die angestrebten Vorteile die damit verbundenen Risiken für die Souveränität und das Wohlergehen der Schweiz aufwiegen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die Annäherung an die europäische Rechtsprechung und die damit verbundene Übernahme von EU-Recht verstossen meiner Ansicht nach fundamental gegen die Grundsätze unserer schweizerischen Rechtsordnung und gefährden unsere Souveränität.

Die avisierte Übernahme von EU-Recht, auch in Form von indirekter Übernahme über Gerichtsurteile, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung des Parlamentsvorbehalts, wie er in Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert, dass wichtige aussenpolitische Verpflichtungen vom Parlament genehmigt werden müssen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde die demokratische Legitimation der Gesetzgebung untergraben und die Meinungsbildung im nationalen Parlament entmachten. Dies widerspricht zudem dem Geist und dem Buchstaben von Artikel 166 Absatz 2 BV, der die Verhandlung und den Abschluss von völkerrechtlichen Verträgen durch den Bundesrat regelt, jedoch klar die Zustimmung des Parlaments für die Ratifikation vorsieht.

Die vorgesehene Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist besonders problematisch. Der EuGH ist kein schweizerisches Gericht, und seine Urteile sind nicht an die Schweizer Bundesverfassung gebunden. Eine faktische Bindung an seine Entscheidungen würde bedeuten, dass ausländisches Recht über unser eigenes Verfassungsrecht gestellt wird. Dies ist mit Artikel 5 der Bundesverfassung (BV), der die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit der Gerichte unterstreicht, kaum vereinbar. Unsere Gerichte wären gezwungen, Urteile zu fällen, die möglicherweise im Widerspruch zu unserer Verfassung stehen, nur um die EU-Vorgaben zu erfüllen.

Die Argumentation, dass eine solche Anpassung notwendig sei, um die bilateralen Beziehungen zu stabilisieren und den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, überzeugt nicht. Vielmehr scheint sie eine Kapitulation vor europäischen Druckmitteln darzustellen. Anstatt unsere bewährten demokratischen und rechtsstaatlichen Prinzipien zu kompromittieren, sollten wir alternative Wege suchen, um unsere Beziehungen zur EU auf einer Grundlage der gegenseitigen Achtung und Souveränität zu gestalten. Die vorgeschlagene Richtung birgt das Risiko einer dauerhaften Abhängigkeit und des Verlusts der schweizerischen Eigenständigkeit.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Stauffer (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Thomas Stauffer · 0799291013 · jatobru@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft erhebliche und prinzipielle Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Würdigung bedürfen. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen tatsächlich im übergeordneten Interesse der Schweizerischen Eidgenossenschaft liegen und ob sie die Souveränität sowie die demokratischen Rechte unserer Bürgerinnen und Bürger ausreichend wahren.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die vorgeschlagene dynamische Rechtsübernahme birgt die Gefahr, dass die Schweiz zukünftig fortlaufend EU-Recht adaptieren müsste, ohne dabei nennenswerten Einfluss auf dessen Inhalt nehmen zu können. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung verpflichtet die Bundesversammlung, darauf zu achten, dass die Gesetzgebung der Bundesrepublik mit den Grundsätzen der Bundesverfassung im Einklang steht. Eine automatische Übernahme von EU-Recht könnte zu einer Erosion dieser Grundsätze führen und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung untergraben.

Darüber hinaus stellen die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung eine gravierende Einschränkung der schweizerischen Souveränität dar. Die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als richterliche Instanz, selbst in Form einer reinen Auslegungsinstanz, ist problematisch. Die Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit der Gerichte (vergleichbar mit den Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit), erlaubt keine Einmischung fremder Gerichte in die inneren Angelegenheiten der Schweiz. Die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte und die Volkssouveränität würden durch eine solche Regelung erheblich gefährdet.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung an die EU, insbesondere im Hinblick auf die Personenfreizügigkeit und den Zugang zum Binnenmarkt, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Zwar werden vermeintliche Vorteile des Marktzugangs ins Feld geführt, doch die damit verbundenen Kosten und Herausforderungen, etwa im Bereich der Lohnschutzinstrumente und der Sozialwerke, dürfen nicht unterschätzt werden. Die flankierenden Massnahmen zum Schutz der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer könnten unter dem Druck des EU-Rechts de facto ausgehöhlt werden, was die im Arbeitsgesetz (ArG) und der Verfassung verankerten Schutzbestimmungen unterminieren würde.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine unzureichende Berücksichtigung der schweizerischen Interessen und Verfassungsprinzipien erkennen lässt. Es besteht die ernste Sorge, dass die Souveränität der Schweiz und die Rechte ihrer Bürgerinnen und Bürger auf unzumutbare Weise kompromittiert würden, ohne dass dies durch klar definierte und

substantielle Vorteile aufgewogen würde.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist aus mehreren Gründen äusserst problematisch und rechtfertigt eine kritische Distanz. Zunächst einmal muss die Frage gestellt werden, ob die angestrebte Stabilisierung nicht vielmehr eine schleichende Erosion der Schweizer Souveränität darstellt. Die EU hat wiederholt gezeigt, dass sie auf eine Angleichung der rechtlichen Rahmenbedingungen besteht. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass die eigene demokratische Legitimation und die nationalen Interessen angemessen berücksichtigt werden. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert zwar die Achtung der Völkerrechte, doch die Übernahme von EU-Recht könnte de facto eine Unterordnung unter europäische Rechtsetzung darstellen, die weit über die blosse Achtung von Völkerrecht hinausgeht.

Besondere Bedenken bestehen hinsichtlich der automatischen Übernahme von EU-Recht im Rahmen von sektoriellen Abkommen. Das Prinzip der direkten Anwendung und die Nichtanwendbarkeit von Gerichtsentscheidungen, die dem Unionsrecht widersprechen, würden die Rolle des Schweizer Parlaments und des Bundesgerichts erheblich schwächen. Artikel 160 Absatz 1 BV, der die primäre Gesetzgebungskompetenz des Parlaments festschreibt, würde in seiner Substanz ausgehöhlt, wenn wesentliche Rechtsakte aus Brüssel ohne substanzielle nationale Prüfung übernommen werden müssten.

Ferner sind die wirtschaftlichen Folgen einer Vertiefung der institutionellen Bindungen zur EU nicht unumstritten. Während die Befürworter eine verbesserte Marktdurchdringung versprechen, wird die Abhängigkeit von der EU zunehmen. Dies kann die Schweizer Wirtschaft anfälliger für externe Schocks machen und die Fähigkeit des Bundesrates, eine eigenständige Wirtschaftspolitik im Sinne von Artikel 117 BV zu betreiben, einschränken. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit und die Freiheit der Standortwahl werden dabei oft zu wenig beleuchtet.

Die mangelnde Flexibilität, die mit einer engeren Anbindung an die EU einhergeht, ist ebenfalls ein gravierendes Problem. Die Schweiz hat in der Vergangenheit gezeigt, dass sie auf spezifische Herausforderungen mit massgeschneiderten Lösungen reagieren kann. Eine zu starke Bindung an die EU würde diese Flexibilität untergraben und die Fähigkeit der Schweiz, auf globale Veränderungen agil zu reagieren, beeinträchtigen. Das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, das fundamental für die Schweizerische Eidgenossenschaft ist, darf nicht aufgrund kurzfristiger wirtschaftlicher Erwägungen geopfert werden. Die vorgeschlagenen Massnahmen laufen Gefahr, die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit zu manövrieren, die langfristig nicht im nationalen Interesse liegt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Souveränität und unseren nationalen Rechtsgrundsätzen auf. Es ist besorgniserregend, dass in mehreren Bereichen scheinbar weitreichende Zugeständnisse gemacht wurden, ohne dass die negativen Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft hinreichend beleuchtet wurden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine explizite und wirksame Mitgestaltungsmöglichkeit der Schweiz gewährleistet ist, stellt eine fundamentale Herausforderung

dar. Das Prinzip, dass sich die Schweiz potenziell EU-Rechtsakten unterwerfen muss, die sie nicht mitbeeinflusst hat, steht im direkten Widerspruch zum Geist des Schweizer Föderalismus und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verfassungsgebung und die staatsbürgerlichen Rechte (VG) verankert ist. Dieser Artikel betont die Autonomie und Selbstbestimmung der Eidgenossenschaft. Die vorgelegten Ergebnisse drohen, diese Autonomie schleichend auszuhebeln.

Darüber hinaus gibt es erhebliche Bedenken hinsichtlich der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in der Auslegung und Anwendung des neu zu integrierenden EU-Rechts birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte in ihrer Entscheidungsfindung durch ausländische Rechtsprechung übermässig beeinflusst oder gar gebunden werden. Dies könnte die Grundsätze des rechtsstaatlichen Verfahrens und die Anwendung des Schweizer Rechts, wie sie im Obligationenrecht (OR) und anderen Kernmaterien verankert sind, untergraben. Artikel 30 der Bundesverfassung (BV), der das Recht auf ein durch Gesetz geschaffenes und unabhängiges Gericht garantiert, könnte hierdurch in Frage gestellt werden.

Die Auswirkungen auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Befürchtung, dass die Personenfreizügigkeit im Sinne der EU zu einer Erosion des Schweizer Lohnniveaus und der Schutzstandards führen könnte, ist nicht von der Hand zu weisen. Artikel 111 Absatz 2 BV, der den Schutz der Arbeitnehmer betont, muss hierbei als zentraler Massstab dienen. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse bieten keine ausreichenden Garantien, um diesem Schutz gerecht zu werden.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegenden Ergebnisse keine ausgewogene Lösung darstellen, sondern vielmehr die Gefahr bergen, die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber der EU zu manövrieren. Es bedarf einer kritischen und tiefgreifenden Prüfung, ob die vermeintlichen Vorteile die erheblichen Souveränitäts- und Rechtsverluste tatsächlich aufwiegen können.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Vorgehensweise zur inländischen Umsetzung der Bestimmungen, welche aus einer potenziellen Vereinbarung mit der Europäischen Union resultieren könnten, gibt Anlass zu erheblichen Vorbehalten. Es besteht die dringende Notwendigkeit einer kritischen Überprüfung, ob die geplanten Massnahmen tatsächlich im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems stehen und ob sie den Interessen der Schweiz nachhaltig dienen.

Insbesondere die Art und Weise, wie eine Übernahme von EU-Recht durch rein administrative Akte oder delegierte Gesetzgebung ohne angemessene parlamentarische Debatte und Kontrolle erfolgen soll, wirft schwerwiegende verfassungsrechtliche Fragen auf. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie und der souveränen Entscheidungsfindung ist evident. Das Schweizer Volk hat im Rahmen der Bundesverfassung, insbesondere des Art. 164 BV betreffend die Gesetzgebung, ein klares Recht auf Mitsprache bei grundlegenden Rechtsnormen. Eine Umgehung dieses Prinzips durch externe Vorgaben wäre inakzeptabel.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die geforderte Harmonisierung mit EU-Recht zu einer übermässigen Belastung für die schweizerischen Unternehmen und die öffentliche Verwaltung führen könnte. Die Komplexität und ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts bergen das Risiko einer unkontrollierbaren Rechtsunsicherheit und erheblicher Anpassungskosten. Gemäss Art. 3 des Obligationenrechts (OR), welches die richterliche Auslegung von Gesetzen regelt, muss die Anwendung des Rechts stets die konkreten Verhältnisse und die schweizerische Rechtskultur berücksichtigen. Eine starre Übernahme fremder Regelungen könnte diesen Grundsätzen zuwiderlaufen und zu unbefriedigenden Ergebnissen führen.

Die Beibehaltung der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in Art. 190 BV verankert ist, könnte ebenfalls gefährdet sein, wenn Schweizer Gerichte zunehmend an Rechtsprechung und Weisungen von EU-Institutionen gebunden wären, deren rechtliche Grundlage in der Schweiz nicht direkt anerkannt ist.

Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Kooperation mit der EU auf einer freiwilligen und klar definierten Basis erfolgt, die die Souveränität der Schweiz und die Kernwerte unseres Rechtssystems schützt. Jegliche Tendenz zur automatischen oder gar erzwungenen Übernahme von EU-Recht ist entschieden abzulehnen und bedarf einer umfassenden parlamentarischen und öffentlichen Auseinandersetzung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz sind in ihrer Gesamtheit äusserst bedenklich und stellen eine schleichende Aushöhlung des bewährten schweizerischen Modells dar. Die behaupteten Lohnschutzmechanismen sind von fragwürdiger Wirksamkeit und laufen Gefahr, lediglich kosmetische Korrekturen an einem bestehenden Problem zu sein, das durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit verschärft wird. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die soziale Stabilität gefährdet.

Anstatt den robusten und bewährten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird durch die Anpassung an EU-Standards eine Aufweichung und eine Erhöhung der Bürokratie ohne genuine Verbesserung der Effektivität in Kauf genommen. Dies begünstigt primär jene ausländischen Akteure, die auf Lohndumping setzen. Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer effektiven Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Ebenso ist die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und unzumutbarer Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck erzwungen wird. Es entsteht eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer rein technischen Angleichung einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unsere bewährten Standards darstellen. Die beabsichtigte Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" ist weit mehr als eine Anpassung von Sicherheitsvorschriften; sie bedeutet die Unterwerfung

unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter ein System, das unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten ernsthaft bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Unsere Produzenten verlieren damit einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil. Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen der Kategorie I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und die Kündigung dieses schädlichen Abkommens unmöglich macht.

Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine befürchtete Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur industrielle Betriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten komplexe EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört.

Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren genetisch veränderter Organismen systematisch ausgehöhlt, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterstellt. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und setzt unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit fahrlässig aufs Spiel.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Landverkehrsabkommen birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und Leistungsfähigkeit des Schweizer Service public im Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss dem neu geschaffenen Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) stellt eine massive Bedrohung dar. Diese Bestimmung ermöglicht es ausländischen Anbietern, auf rein inner-schweizerischen Strecken tätig zu werden. Wir beobachten hier das Prinzip der "Rosinenpickerei": Profit-trächtige Haupt-strecken werden von ausländischen Unternehmen bedient, während die SBB und andere konzessionierte Betreiber auf den finanziell weniger lukrativen, aber für die Grund-versorgung unerlässlichen Neben-linien verbleiben. Dies unter-gräbt die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs und gefährdet dessen flächendeckende Versorgung.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt ebenfalls gravierende Risiken. Bewährte Subventions---modelle, die für den Güter-verkehr, den Regional-verkehr oder die Erneuerung des Roll-materials uner-lässlich sind, könnten als un-zulässig eingestuft werden. Dies würde un-weiger-lich zu einer Qualitäts-einbusse und einer Reduzierung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen.

Die vom Bundesrat als schützend dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer

Betrachtung als rechtlich nicht bindende und somit wert-lose Absicherung. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz gibt damit schrittweise die Kontrolle über ihre Schienen--infrastruktur ab. Mit der dynamischen Rechts-übernahme müssen künftige EU-Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernommen werden, was die nationale Steuerungs-kompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Des Weiteren zwingt die Anpassung im Personen-beförderungs-gesetz (PBG) durch Art. 32a Abs. 1bis dazu, bei Aus-schreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrs-ziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuer-zahler führen kann. Die Einführung der Kabotage ist ein Frontal-angriff auf den Schweizer Service public, dessen Erhalt wir vehement verteidigen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union im Rahmen des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und stellt eine erhebliche Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist eine fatale Entwicklung. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und beeinträchtigt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Wir werden faktisch zu einer Zwangsabgabe verpflichtet.

Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als fixe Grösse betrachtet werden, sondern vielmehr als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, die Zahlungen zu beeinflussen oder abzulehnen; sie muss dann bedingungslos zahlen, was die EU diktiert.

Es ist bezeichnend, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert wird. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, existieren keine Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet, ohne greifbare Vorteile für unser Land zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer freien Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung, wie sie durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG manifestiert wird. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vermischung von Zielen ist nicht tragbar und verschleiert die eigentlichen ökonomischen und politischen Nachteile für die Schweiz.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Strommarkt birgt aus schweizerischer Perspektive gravierende und inakzeptable Risiken. Mit der angestrebten Einbindung in EU-Strukturen, wie ACER und ENTSO-E, opfert die Schweiz ihre Energiesouveränität. Wir werden zu einem machtlosen Mitläufer degradiert, der zwar Kosten trägt, aber keine Stimme bei Entscheidungen über das eigene Stromnetz

hat. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung.

Die schweizerische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Eigenständigkeit als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke. Ihre demokratische Legitimation schwindet, wenn sie undemokratisch beschlossene Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer nationalen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für unsere Wasserkraft dar. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Dies hätte verheerende finanzielle Auswirkungen auf die betroffenen Regionen und die dortigen Gemeinden.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die dezentrale Kraftwerkslandschaft mit Gemeindekraftwerken, werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Der Einspeisevorrang lokaler Produzenten, ein Rückgrat der lokalen Wertschöpfung, wird gefährdet, was die kleinteilige Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die strategische Bildung von Energiereserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es fehlt eine klare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU können diese Bürde glaubwürdig übernehmen. Dies ist ein unverantwortliches Spiel mit dem Feuer.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, verspricht keine stabilen Preise. Im Gegenteil, sie wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für eine nicht mehr marktkonforme Versorgungssicherheit werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist unzureichend. Die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur untergraben und föderale Strukturen zerstören.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen dezentrale erneuerbare Energieerzeugung. Die Leistungsgrenze für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW zu senken, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, deren wirtschaftliche Grundlage damit untergraben wird. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und führt zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Die Schweiz darf ihre hart erarbeitete Energiesouveränität und ihre stabiles Versorgungssystem nicht leichtfertig aufgeben. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind keine Fortschritte, sondern ein Rückschritt in Bezug auf nationale Interessen, Versorgungssicherheit und die Stärkung der dezentralen Energieerzeugung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Abkehr von den verfassungsmässigen Vorgaben und dem Volkswillen dar. Gemäss Art. 121a BV ist die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, insbesondere die Schaffung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Dieser neu geschaffene Status einer quasi unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“, selbst bei kriminellem Hintergrund oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Die daraus resultierende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen auch bei Bezug von Sozialhilfe ein faktisches Bleiberecht erhalten, wird unweigerlich zu einer unzumutbaren finanziellen Belastung für Schweizer

Steuerzahler, Kantone und Gemeinden führen.

Der Ausbau des Familiennachzugs auf eine Weise, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist, indem neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können, birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angepriesene „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist eine reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Die drohenden Strafmassnahmen der EU bei einer etwaigen Anwendung entlarven sie als eine Erpressungsklausel statt als ein Schutzinstrument.

Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet eine kapitulative Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren faktisch jedes Mitspracherecht bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von Sozialhilfebezügern, selbst bei Abhängigkeit. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein unfreiwilliges Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) schwächen unsere Qualitätsstandards und die Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Auch die Koordination unserer zweiten Säule mit den EU-Regeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) sowie die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind Ausdruck einer schleichenden Unterwerfung unter EU-Recht. Diese Neuerungen gefährden unsere Souveränität und die Interessen der Schweizer Bevölkerung in massiver Weise.

Staatliche Beihilfen

Das vorgeschlagene Abkommen im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamentale Gefährdung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politisch und demokratisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung regionaler Entwicklung, des öffentlichen Dienstes oder lokaler Unternehmen dienen, soll einem starren, technokratischen Kontrollregime der EU unterworfen werden. Dies bedeutet die faktische Abschaffung der bewährten, dezentralen und am Volkswillen orientierten Förderpraxis.

Die Kantone verlieren ihre Autonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, unterliegen ihre Beschlüsse künftig einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, wie er durch die neue Beihilfekammer, geschaffen durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), etabliert wird. Diese Institution agiert als "verlängerter Arm der EU" und stellt die Kompatibilität mit EU-Recht über primär Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der neuen Beihilfebehörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden, was die Souveränität der Kantone massiv einschränkt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen zusätzlich.

Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des

Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG, was den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Dieses Abkommen institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Steinauer (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Steinauer Fridolin · 0554125938 · fridolin.steinauer@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur Annäherung an die Europäische Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Akzeptanz dieser Vereinbarungen ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien in unzulässiger Weise kompromittiert. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus der Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstandes oder der Übernahme von Verordnungen im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens (PFZ) ableiten lässt, ist äusserst problematisch. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes. Die ungeprüfte und potenziell automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament und Volk hierüber entscheiden können, steht im klaren Widerspruch zu diesem fundamentalen Rechtsgrundsatz. Die Gefahr, dass sich die Schweiz zu einer Art Juniorpartnerin der EU entwickelt, die den Vorgaben aus Brüssel ohne eigene Einflussnahme unterworfen wird, ist evident. Des Weiteren bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung und die Unabhängigkeit der Gerichte. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die Möglichkeit, dass dessen Urteile direkt oder indirekt Einfluss auf die Auslegung schweizerischer Gesetze nehmen, gefährden die rechtsstaatliche Autonomie. Artikel 190 BV sieht vor, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden verbindlich sind. Dies bedeutet jedoch nicht, dass das Recht eines externen Gerichts, dessen Zuständigkeit nicht explizit durch die Schweizer Verfassung anerkannt ist, die schweizerische Rechtsordnung dominant beeinflussen darf. Eine solche Situation könnte die Gewaltenteilung innerhalb der Schweiz untergraben und die Rechtssicherheit für die Bürgerinnen und Bürger gefährden. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen zudem die Gefahr einer Erosion des direktdemokratischen Systems. Wenn wesentliche rechtliche Anpassungen aufgrund von Abkommen mit der EU vorgenommen werden müssen, ohne dass eine transparente und effektive Mitwirkung des Schweizer Volkes gewährleistet ist, wird das Kernstück der schweizerischen Demokratie ausgehöhlt. Dies steht im Gegensatz zu den Prinzipien der Volksinitiativen und Referenden, die in der Bundesverfassung verankert sind und die Grundlage der politischen Legitimation bilden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine gefährliche Gratwanderung darstellen, die die Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Institutionen der Schweiz ernsthaft bedroht. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende rechtsstaatliche und demokratische Kontrollmechanismen ist nicht im Interesse der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit auf. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, bergen erhebliche Risiken, die nicht unterschätzt werden dürfen. Eine zentrale Sorge betrifft die schleichende Aushöhlung der direkten Demokratie. Durch die faktische Bindung an EU-Rechtsakte, die nicht dem schweizerischen Gesetzgebungsprozess unterliegen und keine Volksabstimmungen kennen, entzieht sich die Schweizer Bevölkerung wesentlicher Mitgestaltungsmöglichkeiten. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer Verfassung, die auf der Volkssouveränität beruht. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert dies unmissverständlich. Die vorgeschlagene Vorgehensweise könnte dazu führen, dass unsere Gesetze und Verordnungen von Brüssel diktiert werden, ohne dass das Volk eine effektive Kontrolle ausüben kann. Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die Unabhängigkeit unserer Gerichte kritisch zu beleuchten. Die Übernahme von EU-Recht, auch in einer adaptierten Form, könnte die Auslegung und Anwendung von

schweizerischem Recht durch unsere nationalen Gerichte massiv beeinflussen. Es besteht die Gefahr, dass die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) faktisch oder de facto Anwendung finden muss, was die Autonomie unserer Rechtsordnung untergräbt. Artikel 190 BV, der die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz und das Völkerrecht festlegt, könnte durch die stetige Übernahme nicht vom Parlament verabschiedeten EU-Rechts untergraben werden. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Umsetzung und Überwachung von EU-Recht werfen zudem Fragen der Transparenz und Rechenschaftspflicht auf. Wer ist verantwortlich, wenn die Umsetzung fehlerhaft ist oder unerwünschte Folgen zeitigt? Die Verlagerung von Entscheidungskompetenzen in nicht transparenten Brüsseler Gremien ist mit dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Ordnung, wie er in Artikel 5 BV verankert ist, kaum vereinbar. Die Schweiz muss ihre Fähigkeit zur autonomen Gestaltung ihrer Politik und Gesetzgebung wahren können. Die aktuellen Vorschläge scheinen diese Fähigkeit erheblich zu beschneiden und schaffen unsichere Rechtsverhältnisse, die die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prinzipien gefährden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung der Gesetzgebung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk dar. Es ist unerträglich, dass unter dem Deckmantel der Sicherheit ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben wird, das unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist bedroht, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen wird. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Besonders besorgniserregend ist die sogenannte 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Hinzu kommt der gravierende Eingriff in unsere Souveränität durch die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Unsere Betriebe werden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, der kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger zur Aufgabe zwingen wird. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Wirtschaft und unsere Souveränität.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere die Öffnung des Schienenverkehrs für ausländische Anbieter durch die sogenannte Kabotage, birgt erhebliche Risiken für die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres Service public. Die Einführung von Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) und Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) droht, die bewährte Struktur unseres Bahnwesens fundamental zu untergraben. Die Erlaubnis zur Kabotage, also die Bedienung inner-schweizerischer Strecken durch ausländische Bahngesellschaften, wird unweigerlich zu einer 'Rosinenpickerei' führen. Profitabele Hauptstrecken werden lukrative Einnahmen für ausländische Akteure generieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit der Finanzierung der essentiellen, aber weniger rentablen Regional- und Nebenlinien, welche die flächendeckende Grundversorgung gewährleisten, überfordert werden. Dies gefährdet direkt die finanzielle Stabilität und damit die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung. Des Weiteren ist die vom Bundesrat angeführte 'Gemeinsame Erklärung' als Schutzmassnahme rechtlich als unzureichend zu bewerten. Sie bietet keinen verlässlichen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme durch die Schweiz, welche die Fortentwicklung des EU-Rechts in unserem Rechtsbestand festschreibt. Zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, beispielsweise im Hinblick auf die Steuerung der Infrastrukturmanager, könnten die nationale Hoheit über die Schieneninfrastruktur weiter aushöhlen und die Steuerungskompetenz schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagern, was eine klare Erosion unserer Souveränität darstellt. Die Anpassungen im PBG (Art. 32a Abs. 1bis) zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Autonomie bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und behindert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Auswahl des besten Anbieters auf Basis schweizerischer Bedürfnisse zu treffen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und kostspieligeren Lösungen für die Steuerzahler führt. Die damit verbundenen potenziellen EU-Beihilferegeln stellen zudem eine Gefahr für die Finanzierung des Service public dar, da bisherige Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder Rollmaterialerneuerung als unzulässig eingestuft werden könnten. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine reale und erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public im Landverkehr darstellen und die Souveränität der Schweiz in einem für das Funktionieren unseres Landes zentralen Sektor schwächen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit erscheinen unzureichend und kosmetischer Natur. Sie drohen, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung dieses Abkommens entsteht, nicht kompensieren zu können. Insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen besteht die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber mutmasslich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben könnten. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies dürfte zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, die neuen Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die schweizerische Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine massive und inakzeptable Einschränkung der Schweizer Souveränität dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen und demokratisch legitimiert werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone auf eine Weise, die nicht toleriert werden kann. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern degradiert, deren Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgesegnet werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und verletzt die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone, wie sie durch die Bundesverfassung gewährleistet wird. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) wird eine neue «Superbehörde», die Beihilfekammer, als «verlängerter Arm der EU» institutionalisiert. Diese Kammer, die gemäss Art. 3 BHÜG zentralisiert und nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt, hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden dieser EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein Paradebeispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geopfert wird. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG), mit der kantonale, demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Kantone verlieren dadurch ihre Verfahrensautonomie und werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum, das weitreichende Entscheidungen trifft, ohne der direkten demokratischen Kontrolle ausreichend Rechenschaft ablegen zu müssen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen sind mit den Grundsätzen unseres Rechtsstaates und Föderalismus unvereinbar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Kontext der Übernahme von EU-Recht, geben zu schwerwiegenden Bedenken Anlass und widersprechen fundamental den Interessen der Schweiz sowie dem Volkswillen, der in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer faktischen Entgrenzung, die durch die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach lediglich fünf Jahren massiv verschärft wird. Dieser Status, de facto eine „Niederlassung C PLUS“, ist praktisch unentziehbar und untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, selbst bei vorliegender Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug. Diese Regelungen fördern unhaltbare Zustände der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Integration und der Belastung, die sie für unsere Sozialwerke bedeuten. Die Kosten dafür werden allein von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der geplante Familiennachzug übersteigt jede vertretbare Grenze, indem nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachgezogen werden können. Dies droht, die Zuwanderung und die damit verbundenen Sozialkosten unkontrolliert in die Höhe treiben. Die sogenannte „Schutzklausel“ in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist eine reine Täuschung. Ihre Anwendungsanforderungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Im Gegenteil, ihre Anwendung droht mit Sanktionen der EU, was sie eher zu einer Erpressungsklausel macht. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit wird kaum mehr möglich sein. Dies steht im direkten Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und stellt eine klare Kapitulation vor der EU dar. Die Schweiz verliert die Kontrolle über ihre eigene Migrations- und Sozialpolitik. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis)

sowie die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und Beitragsmechanismus im HFKG (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c und Artikel 61a) sind direkte Eingeständnisse der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird zur Kasse gebeten, um die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu finanzieren. Auch die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und untergräbt damit unsere sozialpolitische Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Änderungen im Freizügigkeitsgesetz, wie der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränken die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das IMI-System in verschiedenen Gesetzen, darunter das BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), das Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35, 50), das Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) und das Psychologieberufegesetz (neuer Artikel 37 Absatz 4), ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung und die Patientensicherheit, insbesondere im Gesundheitswesen. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Souveränität für eine unkritische EU-Kompatibilität.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier vorgeschlagen wird, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der nationalen Interessen auf. Zwar ist eine geordnete Beziehung zur Europäischen Union von fundamentaler Bedeutung, doch die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen eher eine schleichende Unterwerfung unter europäische Rechtsnormen zu implizieren, als eine ausgewogene Partnerschaft. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die vorgeschlagene Stabilisierung tatsächlich im Sinne der Schweizer Bevölkerung ist oder ob sie primär den Interessen der EU dient. Insbesondere die befürchtete Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und die daraus resultierende Erosion unserer rechtsstaatlichen Autonomie sind besorgniserregend. Wir müssen verhindern, dass die Schweiz zu einem reinen "Anhangsland" degradiert wird, dessen Gesetzgebung ohne eigene Entscheidungsmacht von Brüssel diktiert wird. Das Vorsorgeprinzip, welches in der Schweizer Rechtsprechung und im Bundesgesetz über den Schutz der Umwelt (USG) fest verankert ist, scheint bei den aktuellen Vorschlägen keine ausreichende Berücksichtigung zu finden. Es ist essenziell, dass wir unsere Fähigkeit zur proaktiven Gestaltung von Umwelt- und anderen Regulierungsbereichen nicht aufgeben, nur um EU-Konformität zu erreichen. Die Europäische Union operiert oft mit einem anderen Rechtsverständnis, welches auf der Richtlinie basiert und nicht immer mit dem nostro kodifizierten Recht vereinbar ist. Darüber hinaus ist die im Artikel 97 der Bundesverfassung (BV) garantierte richterliche Unabhängigkeit durch eine mögliche Übernahme von Interpretationskompetenzen durch europäische Gerichte gefährdet. Unsere Gerichte müssen weiterhin das letzte Wort in Rechtsfragen haben, ohne der ständigen Möglichkeit einer Überstimmung durch supranationale Instanzen ausgesetzt zu sein. Die vorgeschlagene Stossrichtung birgt das Risiko, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht auf eine Weise anzuwenden und zu interpretieren, die diametral im Widerspruch zu unserem eigenen Recht steht, was das Prinzip der Rechtssicherheit und der Gewaltenteilung untergräbt. Die angepriesene "Stabilisierung" könnte sich somit als Pyrrhussieg erweisen, der uns zwar einen scheinbaren Status quo sichert, uns aber langfristig unserer Handlungsfreiheit beraubt. Wir dürfen uns nicht naiv auf Abkommen einlassen, deren tatsächliche Konsequenzen für unsere Demokratie und unseren Wohlstand noch nicht abschliessend bewertet sind. Eine kritische und nüchterne Analyse ist unerlässlich, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden, die die Zukunft der Schweiz massgeblich prägen werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweckt erhebliche Bedenken und lässt eine kritische Distanz zur vorgeschlagenen Ausgestaltung erwarten. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung im Einklang mit den grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung und insbesondere mit den Schutzbestimmungen für die Souveränität und die direktdemokratischen Rechte des Schweizer Volkes steht. Die Einführung von Rechtsakten der Europäischen Union, selbst in einer selektiven Form, birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer legislativen Autonomie. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungskompetenz der eidgenössischen Räte verankert, könnte durch die Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt werden. Dies würde die Fähigkeit des Parlaments schwächen, eigenständige und auf die

Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Gesetze zu erlassen. Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der Einhaltung der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Übernahme von EU-Recht, auch wenn dies nicht ausdrücklich als "Übernahme" bezeichnet wird, könnte dazu führen, dass sich die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger indirekt an Rechtsnormen binden, die sie nicht direkt beeinflussen oder ablehnen können. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie, der ein zentrales Element unseres politischen Systems darstellt. Besondere Besorgnis bereitet die mögliche Anwendung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) oder einer ähnlichen Instanz zur Auslegung und Anwendung des übernommenen EU-Rechts. Artikel 189a der Bundesverfassung legt die Zuständigkeiten der Schweizer Gerichte fest. Eine externe Jurisdiktion, die verbindliche Urteile über Schweizer Recht fällen könnte, würde diese verfassungsmässige Ordnung fundamental in Frage stellen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Rechtshoheit der Schweizer Gerichte wären dadurch massiv beeinträchtigt. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen eine einseitige Verlagerung von Kompetenzen in Richtung Brüssel zu implizieren, ohne dass dafür eine klare und verhältnismässige Gegenleistung erkennbar wäre. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU die Schweizer Souveränität, die direktdemokratischen Rechte und die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems wahrt. Die aktuelle Ausgestaltung des Pakets lässt diese entscheidenden Schutzmechanismen in einem fragwürdigen Licht erscheinen und erfordert daher eine äusserst kritische Prüfung und gegebenenfalls eine deutliche Nachbesserung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Guido Streit (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Guido Streit · guido.streit@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz, die nicht unterschätzt werden dürfen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, die Entwicklung mitzugestalten, widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und gefährdet die bewährte schweizerische Gesetzgebung.

Die schweizerische Bundesverfassung, insbesondere Artikel 160 Absatz 1, verbürgt die Beteiligung der Räte an der Gesetzgebung. Die automatische oder nahezu automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in einem solchen Abkommen impliziert sein könnte, würde diese wichtige demokratische Kontrolle aushöhlen. Das Parlament verlöre seine Kompetenz, Gesetze im nationalen Interesse zu gestalten und zu verabschieden. Vielmehr würde es zu einem reinen Abnickorgan für europäische Vorgaben degradiert. Dies steht auch im Widerspruch zu Artikel 2 des Raumfahrtgesetzes, der die ausschliessliche Gesetzgebungskompetenz des Bundes über den Weltraum festschreibt, sofern nicht andere Gesetze Ausnahmen vorsehen. Eine übermässige Angleichung an EU-Regulierungen im Weltraumsektor könnte diese Souveränität untergraben und schweizerische Interessen vernachlässigen.

Ferner ist die Frage der richterlichen Kontrolle und der Anwendung des EU-Rechts in der Schweiz problematisch. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts sind Verträge grundsätzlich zu erfüllen. Wenn die Schweiz jedoch dazu verpflichtet wäre, EU-Recht anzuwenden, dessen Auslegung letztlich durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) bestimmt wird, würden nationale Gerichte ihre Unabhängigkeit verlieren. Die Rechtsfortbildung würde nicht mehr primär durch schweizerische Gerichte, sondern durch ein ausländisches Gerichtsorgan erfolgen. Dies tangiert das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems. Die Unabhängigkeit der Gerichte, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist, wäre in Gefahr.

Die mit der EU vereinbarten Abkommen, insbesondere das Freizügigkeitsabkommen, haben bereits gezeigt, dass die Übernahme von EU-Recht zu unerwünschten Auswirkungen führen kann. Die geforderte Stabilisierung könnte dies weiter verschärfen, indem sie eine tiefere Verwurzelung des EU-Rechts in der Schweiz bewirkt, ohne dass ein ausreichender Ausgleich für den Souveränitätsverlust geschaffen wird. Es ist unabdingbar, dass jede Form der künftigen Kooperation die bewährten Mechanismen der direkten Demokratie, die Kompetenz des Parlaments und die richterliche Unabhängigkeit der Schweiz unangetastet lässt. Ohne diese Garantien würden wir wertvolle Grundpfeiler unserer nationalen Identität und unserer Rechtsordnung aufs Spiel setzen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des vorgeschlagenen Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht unserer Souveränität und unseres Rechtsstaates äusserst kritisch zu hinterfragen. Die Europäische Union verfolgt offensichtlich die Strategie, die Schweiz schrittweise in ihre Rechtsordnung zu integrieren, ohne dass die Schweiz im Gegenzug die ihr zustehenden Mitspracherechte auf Augenhöhe erhält. Dieses Vorgehen untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Grundlage, auf der unsere Verfassung beruht.

Insbesondere die Annahme von EU-Recht in der Form des automatischen Rechtsübernahmegesetzes verletzt fundamentale Prinzipien. Gemäss Artikel 123 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung ausschliesslich den eidgenössischen Räten. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die sich ständig weiterentwickelt, entzieht dem schweizerischen Parlament die Möglichkeit, sich kritisch mit jeder einzelnen Bestimmung auseinanderzusetzen und diese gegebenenfalls anzupassen oder abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität und der parlamentarischen Kontrolle. Die vorgeschlagene Lösung stellt keine «Übernahme», sondern eine «Devolution» von Kompetenzen dar, die den Willen des schweizerischen Souveräns umgeht.

Das Streben der EU nach einer einheitlichen Rechtsprechung, welche durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) durchgesetzt wird, stellt eine weitere erhebliche Belastung dar. Die Einbeziehung des EuGH als letztinstanzliches Gericht in der Schweiz, wie sie im Rahmen des vorgeschlagenen Pakets angestrebt wird, widerspricht Artikel 138 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Gerichte und die richterliche Gewalt im Inland verankert. Eine Unterordnung unter die Auslegung des EuGH würde die eigenständige Rechtsfindung und die Anwendung des schweizerischen Rechts durch unsere eigenen Gerichte de facto abschaffen. Dies untergräbt die Rechtssicherheit und die Gewissheit, dass unser Recht von schweizerischen Institutionen ausgelegt und angewendet wird.

Die Begründung, dass diese Mechanismen notwendig seien, um die Stabilität der bilateralen Beziehungen zu gewährleisten, ist bestenfalls zynisch. Vielmehr zeigt sich hier eine einseitige Belastung der Schweiz, die gezwungen ist, ihren Rechtsrahmen weitgehend an die Bedürfnisse der EU anzupassen, ohne dafür eine adäquate Gegenleistung in Form von politischen Mitspracherechten zu erhalten. Die langfristigen Folgen für die schweizerische Eigenständigkeit, die Souveränität und die direkte Demokratie sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden. Eine Annahme dieses Pakets wäre ein gefährlicher Schritt in eine EU-Mitgliedschaft light, die uns die Nachteile einer Integration ohne die entsprechenden Vorteile bringt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche und grundsätzliche Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtliche Integrität der Schweiz gefährden. Die vorgeschlagenen Anpassungen greifen tief in bestehende Schweizer Gesetze ein und laufen Gefahr, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung zu untergraben. Es ist festzustellen, dass die beabsichtigte Umsetzung in vielen Punkten die Anforderungen des Schweizerischen Rechtssystems, wie sie beispielsweise im Bundesgesetz über die Banken (BankG) oder im Obligationenrecht (OR) verankert sind, tangential berührt und potenziell in Widerspruch zu diesen steht.

Insbesondere ist die Sorge gross, dass durch die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von nachgelagertem Recht, eine schleichende Erosion der nationalen Gesetzgebung stattfindet. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der im Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Jede Übernahme von Recht, die nicht im direkten Auftrag des Souveräns durch ein referendumfähiges Gesetz geschieht, birgt die Gefahr einer Delegitimierung des demokratischen

Prozesses.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit und die Rechtssicherheit für Schweizer Unternehmen zu kritisieren. Eine unklare oder inkonsistente Rechtslage, die durch die fortlaufende Übernahme von EU-Recht entsteht, schafft Unsicherheit und kann ausländische Investitionen abschrecken. Die im Artikel 95 BV verankerte Wirtschaftsfreiheit könnte hierdurch nicht mehr im gleichen Masse gewährleistet werden. Die mangelnde Transparenz und die Komplexität der entstehenden Rechtsmaterie erschweren zudem die Einhaltung und Überwachung durch inländische Akteure. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre eigenen Interessen, insbesondere im Bereich der Finanzmarktregulierung, die durch das BankG und die zugehörigen Verordnungen bestimmt werden, jederzeit wahren kann. Die gegenwärtige Ausgestaltung lässt erhebliche Zweifel daran zu, ob dies gewährleistet ist.

Es besteht die dringende Notwendigkeit, die nationalen Interessen und die Prinzipien unseres Rechtsstaates über die blosse Übernahme externer Rechtsnormen zu stellen. Ein proaktiver und kritischer Ansatz ist unerlässlich, um die Unabhängigkeit der Schweiz und die Gültigkeit ihrer eigenen Gesetze zu verteidigen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis EnG) stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem Kostenfaktor ohne Mitspracherecht degradiert. Die unabhängige Regulierungsbehörde ElCom verliert ihre Autonomie und wird zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet.

Die EU-Beihilfenregeln gefährden das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt unsere föderalen Strukturen und benachteiligt lokale Energieproduzenten. Der Einspeisevorrang von Gemeindekraftwerken wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale Energieerzeugung untergräbt.

Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies birgt immense Risiken. Die Folge sind volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da Kosten für Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt durch die Senkung der Leistungsgrenze auf 200 kW unzählige kleine Produzenten und schwächt die lokale Energieerzeugung.

Der geplante Förderausschluss bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netze den oft unpassenden Regeln der EU, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Dieses Vorhaben ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung bestenfalls kosmetisch und bergen die Gefahr einer massiven Erosion des Schweizer Lohnniveaus. Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber

weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Firmen mit der Absicht des Lohndumpings zugutekommt.

Die angestrebte Harmonisierung des Lohnschutzes führt zu einer Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies droht zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen zu führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt betrachtet werden die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz schwächen und das hohe schweizerische Lohnniveau gefährden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament zu kontrollierender Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht birgt erhebliche Risiken. Gemäss Art. 1 KoBG soll ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen werden, was die Budgethoheit des Parlaments faktisch aushebelt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden.

Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge lässt befürchten, dass der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockvogelangebot dient. Es ist unumgänglich, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Eine Möglichkeit, solchen Forderungen zu entgehen, wird der Schweiz sodann nicht mehr offenstehen, womit sie der Diktation Brüssels ausgeliefert wäre.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist dabei mehr als eine technische Formalität. Sie signalisiert eine dauerhafte Integration dieser Abgaben in die Bundesgesetzgebung und macht die Kohäsionszahlungen zu einem fixen Bestandteil der schweizerischen Finanzverpflichtungen gegenüber der EU.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG erscheint zudem irreführend. Es drängt sich der Verdacht auf, dass hier der "gute Name"

der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen untergräbt die Transparenz und die Integrität der aussenpolitischen Instrumente der Schweiz. Es muss die Frage erlaubt sein, ob hier nicht ein Versuch unternommen wird, über eine fragwürdige Gesetzesgrundlage eine faktische EU-Mitgliedschaft in Zahlungsfragen zu zementieren.

Lebensmittelsicherheit

Das vorgeschlagene Abkommen unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt keine reine Massnahme zur Gewährleistung der Sicherheit dar, sondern vielmehr eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die landwirtschaftlichen Familienbetriebe, sondern auch die Entscheidungsfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut gefährdet, da die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Darüber hinaus birgt die als "Guillotineklausel" bekannte Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I eine inakzeptable politische Erpressung. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Absturz bringen und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockieren. Der vorgesehene Zugang und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, der Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden macht.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Gentechnik-Moratorien, die mehrfach demokratisch bestätigt wurden, werden durch die Übernahme von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt. Der Volkswille wird hier klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren ihm eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Auch der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz unfähig macht, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, welche die Schweiz im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union betreffen. Es wird befürchtet, dass diese Änderungen eine massive Aushöhlung unserer Souveränität und eine unkontrollierte Zuwanderung zur Folge haben.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie stellt eine gravierende Abweichung vom Geist und Buchstaben des Art. 121a der Bundesverfassung (BV) dar, der ausdrücklich eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Stattdessen wird ein faktisches Daueraufenthaltsrecht nach nur fünf Jahren gewährt, welches praktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug. Diese Entwicklung, die einem "Niederlassungsrecht C PLUS" gleichkommt, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke und damit die Schweizer Steuerzahler auf unerträgliche Weise.

Ferner wird durch die Anpassungen im Arbeitslosenversicherungsgesetz (AIG), insbesondere durch die Neufassung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme zementiert. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss wird selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich sein. Dies steht in direktem Widerspruch zum Verfassungsauftrag und zwingt die Schweiz, die Kosten für Sozialhilfeempfänger aus dem EU-Ausland zu tragen.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich als reine Illusion. Ihre Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Anwendung finden wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu aktivieren, droht die EU mit Sanktionen. Dies entlarvt die Klausel als politisches Werkzeug zur Erpressung und nicht als wirkliches Schutzinstrument. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet zudem, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos sein werden. Dies stellt eine inakzeptable Beschneidung unserer direkten Demokratie dar.

Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Auch die Anpassungen im Berufsbildungsbereich, die zur Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) führen, sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun von Studierenden getragen werden müssen.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine kapitulative Haltung gegenüber der EU darstellen und die Schweizer Souveränität und die Interessen der eigenen Bevölkerung massiv gefährden. Die rechtsstaatliche und demokratische Kontrolle über die Zuwanderung wird auf fatale Weise eingeschränkt.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehr legt fundamentale Bedenken offen, die eine kritische Neubewertung des vorgeschlagenen Abkommens mit der EU unumgänglich machen. Insbesondere die Gefährdung des schweizerischen Service public im Schienenverkehr wirft erhebliche Fragen auf. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die reale Gefahr, dass bewährte Subventionen für essentielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung der Qualität und einer Reduktion des Angebots für die schweizerische Bevölkerung führen.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen Frontalangriff auf die finanzielle Basis unseres Service public dar. Sie öffnet die Türen für ausländische Anbieter, die sich durch "Rosinenpickerei" auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dies lässt die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für

die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen. Die vorgesehene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen vorschreibt, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen in der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies stellt eine gefährliche Beruhigungspille dar, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet die Übernahme künftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorgeschlagene Abkommen die schweizerische Souveränität im Landverkehr untergräbt und die finanzielle und operative Basis des Service public direkt gefährdet. Die vermeintlichen Vorteile stehen in keinem Verhältnis zu den massiven Risiken für die Qualität und die flächendeckende Versorgung des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Es ist dringend geboten, diese tiefgreifenden Bedenken ernst zu nehmen und das Abkommen entsprechend zu überarbeiten oder abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Schweiz, die bislang auf einer bewährten Praxis basiert, wonach Förderentscheide politisch auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene getroffen werden, soll künftig einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Diese Entwicklung untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer Bevölkerung, ihre eigenen wirtschaftlichen und regionalen Entwicklungsziele zu definieren und umzusetzen.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, institutionalisiert im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), und insbesondere die Integration derselben in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG), schafft eine undurchsichtige "Superbehörde". Diese Instanz agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheidungsfindung wird primär an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausgerichtet sein, anstatt an den spezifischen Bedürfnissen und Interessen der Schweiz. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist unzureichend, was einem fundamentalen Eingriff in die Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht gleichkommt.

Die Souveränität der Kantone wird durch die neuen Regelungen massiv beschnitten. Mit der Schaffung eines neuen Beschwerderechts für die Beihilfekammer gegen kantonale Erlasse im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide einer abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht unterworfen werden können (Art. 98a BGG). Ebenso führt die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG) zu einer Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft eine bedeutende Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und übergibt diesen Sektor vollständig an das EU-Regime. Die Interessen der Schweizer Bürger, wie sie beispielsweise durch den Preisüberwacher vertreten werden, scheinen dabei nachrangig zu werden, zumal dieser von den Sitzungen der Beihilfekammer ausgeschlossen wird (Änderung Art. 5 Abs. 2 PüG). Diese Entwicklungen deuten auf eine systematische Unterwerfung der Schweiz unter externe Regelwerke hin und gefährden unsere wirtschaftspolitische Steuerungshoheit sowie die Wahrung des Service public.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen impliziert ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der nationalen Gesetzgebung und der direkten Demokratie.

Besonders problematisch ist die potenzielle Überdehnung der Zuständigkeiten des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (FZA) und Artikel 1 des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (PFZ) werden zwar bestimmte Bestimmungen des EU-Rechts übernommen. Die vorgeschlagenen Mechanismen deuten jedoch darauf hin, dass der EuGH über die reine Auslegung dieser spezifischen Vertragsbestimmungen hinausgehen und in Kernbereiche des Schweizer Rechts eingreifen könnte. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, wonach das Volk und die Kantone die obersten Gesetzgeber sind.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk diese Bestimmungen explizit genehmigen und prüfen können, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die Möglichkeit der Volksinitiativen und Referenden, wie sie in den Artikeln 138 und 139 BV vorgesehen sind. Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung scheint dem Willen der EU, ihre Rechtsordnung über die Grenzen hinaus zu etablieren, stärker Rechnung zu tragen als dem Schutz der schweizerischen Rechtsidentität und der demokratischen Legitimation von Gesetzen.

Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Regelung wirklich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie primär dem Ziel dient, der EU die Kontrolle über den Zugang zum Binnenmarkt zu erleichtern, ungeachtet der Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung. Eine solche Devolution von Kompetenzen ohne klare verfassungsrechtliche Grundlage und ohne Möglichkeit der demokratischen Überprüfung stellt eine ernste Gefahr für die Unabhängigkeit und die rechtsstaatliche Integrität der Schweiz dar. Die negativen Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratischen Prinzipien dürfen nicht unterschätzt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Philippe Uehlinger (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Philippe Uehlinger · 793335572 · ph.uehlinger@interpartes.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

(leer)

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen und skeptischen Beurteilung. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Regelungen in wesentlichen Punkten die Souveränität der Schweiz und die Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger gefährden.

Besonders alarmierend sind die Bestimmungen zur Übernahme von EU-Recht. Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Institutionen der Europäischen Union (IEUG) garantiert die Autonomie der Schweiz. Die vorgeschlagene Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde diese Autonomie de facto aushöhlen. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wäre, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation in ausreichendem Masse gewährleistet wären. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Grundsätzen der schweizerischen direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie auch im Bundesgesetz über die politischen Rechte (BIoP) verankert sind.

Die finanzielle Belastung für die Schweiz, die sich aus der Übernahme von EU-Recht und einer potenziellen Beteiligung an EU-Programmen ergibt, ist ebenfalls besorgniserregend. Es ist keineswegs klar dargelegt, wie diese Kosten im Verhältnis zu den vermeintlichen Vorteilen stehen. Die Verhältnismässigkeit, ein zentraler Grundsatz im Verwaltungsrecht, scheint hier nicht hinreichend gewahrt zu sein. Wir riskieren, erhebliche finanzielle Mittel zu binden, ohne dass eine klare und verlässliche Gegenleistung erkennbar ist.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU oft zu beobachten ist, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Dies widerspricht dem Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), der die richterliche Unabhängigkeit betont. Die Möglichkeit, dass ausländische Gerichte über Rechtsfragen entscheidet,

die für die Schweiz relevant sind, ist inakzeptabel.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Legitimation, der finanziellen Belastung und der rechtlichen Unabhängigkeit der Schweiz aufwerfen. Eine unkritische Annahme dieser Ergebnisse wäre fahrlässig und würde die Zukunft unseres Landes nachhaltig negativ beeinflussen. Es bedarf einer tiefgreifenden und kritischen Prüfung, ob die vorgeschlagenen Regelungen im besten Interesse der Schweiz sind.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis und erheblichen Bedenken hinsichtlich der langfristigen Souveränität und des Wohlergehens der Schweiz. Die vorgeschlagenen Abkommen offenbaren eine bedenkliche Tendenz zur schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass der Schweiz adäquate Mitspracherechte zugestanden werden. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zu den Prinzipien unserer direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Tradition, die gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung die oberste Maxime unseres Staatswesens darstellt.

Die Übernahme von EU-Recht im Rahmen von bilateralen Verträgen, wie sie offenbar angestrebt wird, birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der Europäischen Union wird, ohne die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen. Insbesondere Artikel 12 der Bundesverfassung, welcher die Souveränität der Kantone und die kantonalen Hoheitsrechte schützt, droht durch die automatische Rechtsübernahme untergraben zu werden. Die Möglichkeit, dass die Schweiz durch die Hintertür zum EU-Mitglied wird, ohne dass das Volk darüber entscheiden kann, ist unannehmbar.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen kritisch zu hinterfragen. Die potenzielle Schwächung der Schweizerischen Nationalbank und die Einschränkung der geldpolitischen Autonomie, wie sie aus einer engeren Anbindung an die EU erwachsen könnte, sind mit Besorgnis zu betrachten. Artikel 94 der Bundesverfassung garantiert die wirtschaftliche Freiheit, welche durch eine unkontrollierte Übernahme von EU-Regularien gefährdet werden könnte.

Die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung dieser Abkommen und die unklaren Mechanismen zur Streitschlichtung lassen befürchten, dass die Schweiz in Zukunft einer unberechenbaren Rechtsauslegung durch den Europäischen Gerichtshof ausgesetzt sein wird. Dies widerspricht dem Grundsatz der Rechtssicherheit, der von Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Es ist unsere staatsbürgerliche Pflicht, diese Entwicklungen kritisch zu beobachten und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger gewahrt bleiben. Die vorgeschlagenen Massnahmen erfordern eine umfassende und kritische Prüfung, bevor sie jegliche Zustimmung erfahren können.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtstiteln im Rahmen der inländischen Umsetzung birgt erhebliche Risiken und wirft gravierende verfassungsrechtliche sowie souveränitätspolitische Bedenken auf. Insbesondere die Art und Weise, wie EU-Gesetzgebungsvorschläge eins zu eins in das Schweizer Rechtssystem überführt werden sollen, ohne ausreichende Anpassung an die spezifischen Gegebenheiten und Bedürfnisse der Schweiz, ist höchst bedenklich.

Es besteht die klare Gefahr, dass die nationale Gesetzgebung unter die direkte Herrschaft von EU-Institutionen gerät, was die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Handlungsfähigkeit des Schweizerischen Parlaments und der Regierung massiv untergräbt. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) regelt die Gesetzgebungskompetenz des Bundes. Die hier

vorgeschlagene Vorgehensweise läuft Gefahr, diese Kompetenz faktisch auszuhebeln, indem die Schweiz gezwungen wird, Recht zu übernehmen, das sie nicht selbst geschaffen hat und auf dessen Entstehung sie keinen Einfluss ausüben kann.

Darüber hinaus sind die finanziellen und administrativen Konsequenzen einer solchen unkritischen Übernahme von EU-Recht nicht zu unterschätzen. Die Kosten für die Umsetzung, die Anpassung der Verwaltung und die Einhaltung neuer Vorschriften werden auf die Schweizer Steuerzahler abgewälzt, ohne dass ein klarer Nutzen ersichtlich ist, der diese Ausgaben rechtfertigen würde. Gemäss Artikel 176 BV ist die Regierung für die Erfüllung ihrer Aufgaben verantwortlich. Die Art der vorgeschlagenen Umsetzung scheint diese Verantwortung aufgeweicht.

Die Unabhängigkeit der Schweiz, die in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert ist, wird durch die unreflektierte Übernahme von EU-Recht erheblich gefährdet. Die Schweiz würde sich faktisch einem Rechtssystem unterwerfen, dessen Weiterentwicklung sie nicht mehr steuern kann. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der Selbstbestimmung und Souveränität, auf denen die Schweizerische Eidgenossenschaft beruht. Es ist dringend geboten, die volle legislative Souveränität der Schweiz zu wahren und eine solche Übernahme von EU-Recht kritisch zu hinterfragen, anstatt sie als alternativlos hinzunehmen. Jede Übernahme muss transparent sein und einer gründlichen Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizer Verfassung und den Interessen unseres Landes standhalten.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Strombereich markiert einen bedenklichen Bruch mit der Schweizer Souveränität und gefährdet die essenzielle Versorgungssicherheit unseres Landes. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Akteur degradiert, der zwar Kosten tragen, jedoch keine Stimme bei Entscheidungen über das eigene Stromnetz hat. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energiepolitik bedeutet. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.), das eine vollständige Marktliberalisierung vorsieht, aber die Verantwortung für die Versorgungssicherheit im Chaos des freien Marktes versanden lässt.

Die Beihilfenregeln der EU stellen eine existenzielle Bedrohung für unsere Wasserkraft dar, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Gemeindekraftwerke und die lokale dezentrale Energieproduktion verlieren ihren Einspeisevorrang, was zu einer stärkeren Zentralisierung und Abhängigkeit von grossen Energiekonzernen führt.

Die angestrebte vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und damit höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht abdeckt, werden auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergräbt die Stabilität. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) benachteiligen zudem die dezentrale erneuerbare Energieerzeugung massiv, indem die Leistungsgrenze für Vergünstigungen von 3 MW auf 200 kW gesenkt wird. Dies vernichtet die wirtschaftliche Grundlage für kleine und mittlere Produzenten und widerspricht der Schweizer Energiestrategie.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft unkalkulierbare Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Zukunft unseres Landes aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind höchst bedenklich und stellen eine erhebliche Schwächung unseres etablierten und wirksamen Schweizer Lohnschutzsystems dar. Die primäre Sorge ist, dass die als Lohnschutzmassnahmen deklarierten Bestimmungen unzureichend und lediglich kosmetischer Natur sind. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch eine potenzielle Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht zu kompensieren. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und kann durch die vorliegenden Vorschläge nicht abgewendet werden.

Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln erscheinen bürokratischer, jedoch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies wird primär ausländischen Unternehmen Vorschub leisten, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Der Schutz für Arbeitnehmervertreter, mag er auf den ersten Blick gut gemeint sein, birgt das Risiko, die Flexibilität und Anpassungsfähigkeit des schweizerischen Arbeitsmarktes signifikant einzuschränken, ohne das Grundproblem des Lohndrucks wirksam zu lösen.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Insgesamt scheinen die vorgeschlagenen Massnahmen darauf abzielen, die Schweiz an EU-Standards anzupassen, anstatt den Lohnschutz für Schweizer Arbeitnehmer zu stärken. Dies ist ein bedenkliches Untergraben unserer nationalen Souveränität und unseres bewährten Sozialpartnerschaftsmodells.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Ausgestaltung der finanziellen Beiträge im Rahmen der neuen Abkommen mit der EU ist aus Sicht der Schweizer Souveränität und demokratischen Kontrolle zutiefst bedenklich. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Mit der Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB werden diese Zahlungen permanent in unserer Rechtsordnung verankert. Dies entzieht

dem Parlament die budgetäre Hoheit und die Möglichkeit, über jeden einzelnen Beitrag souverän zu entscheiden.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reine Lockvogelmethode. Der darin verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Schweizer Zahlungsverpflichtungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliches Mitspracherecht und ist gezwungen, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren. Wir werden zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär unsere Souveränität schmälert, ohne greifbare Vorteile zu bieten.

Das KoBG zementiert diese finanzielle Abhängigkeit. Gemäss Art. 1 KoBG entsteht ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Gelder, was die Budgethoheit des Parlaments faktisch aushebelt. Statt einer politischen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die blosse Umsetzung einer von Brüssel vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene EU-Zahlungen gesetzlich zu legitimieren. Diese finanzielle Anbindung untergräbt die Verhandlungsposition der Schweiz und schwächt unsere Fähigkeit, eigene Interessen unabhängig zu verfolgen. Die geforderte automatische Zahlungsverpflichtung ohne Gegenleistung bedeutet einen erheblichen Verlust an Autonomie und demokratischer Kontrolle.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der geplanten regulatorischen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die weitere Integration mit der Europäischen Union. Es steht zu befürchten, dass die damit einhergehende dynamische Rechtsübernahme die Grundlage unseres etablierten Service public im Schienenverkehr nachhaltig untergraben wird.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein Frontalangriff auf die finanzielle und operative Stabilität der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen. Ausländische Anbieter werden durch diese Regelung ermutigt, sich auf die profitabelsten Strecken zu konzentrieren, was als reine "Rosinenpickerei" bezeichnet werden muss. Dies hat zur Folge, dass unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien, die derzeit von den SBB bedient werden, unweigerlich unterfinanziert und qualitativ beeinträchtigt werden. Die SBB würden gezwungen, ihre umfassenden Versorgungsaufträge zunehmend unter prekären Bedingungen zu erfüllen.

Darüber hinaus ist die rechtliche Ausgestaltung der Kabotage im EBG und die angepasste Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) höchst problematisch. Die in Art. 32a Abs. 1bis PBG neu eingeführte Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die vom Bundesrat als Absicherung präsentierte "Gemeinsame Erklärung" ist aus unserer Sicht rechtlich wertlos und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass die Schweiz künftige EU-Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernehmen müsste. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und eine schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur bedeuten. Die Qualität und der Umfang des Angebots für die Bürger sind somit direkt gefährdet, da bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial im Rahmen des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten. Die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr scheint unvermeidlich.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die etablierte Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden mittels politischer Entscheide und damit demokratisch legitimiert, Förderungen in Bereichen wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU gewähren, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone, die ihre Entscheidungen künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde unterstellen müssen, sondern schwächt auch die föderalistische Struktur der Schweiz fundamental.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Art. 3 des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen, inkrafttreten mit der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), führt zu einer unzulässigen Machtkonzentration. Diese "Superbehörde" agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht aber den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie durch das BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), indem ihre souveränen und demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu Bittstellern ohne formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) markiert den Verlust nationaler Kontrollkompetenz über strategisch wichtige Beihilfen im Luftverkehr. Dieser Sektor wird vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, was die Schweiz jeglicher eigenständigen Steuerungsmöglichkeit beraubt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, dem EU-konformen Agieren der neuen Behörde ungestörtes Wirken zu ermöglichen. Insgesamt handelt es sich um einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung, der die schweizerische Souveränität und den Föderalismus massiv beschneidet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Lebensmittelsicherheit stellen eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die Qualität unserer Produkte und die Existenz unserer bäuerlichen Betriebe dar. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vorangetrieben. Dies ist keine reine Sicherheitsmassnahme, sondern eine systematische Angleichung an oft tiefere EU-Standards, welche die sprichwörtliche Schweizer Qualität entwertet und die Wahlfreiheit der Konsumenten einschränkt.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Vorschriften basiert, ist durch die erzwungene Übernahme des EU-Regelwerks akuter Gefahr ausgesetzt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie führt eine beispiellose Welle der Bürokratie mit sich, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger überfordern wird. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen, da die EU-Vorschriften auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind und die Vielfalt sowie Qualität unserer Lebensmittelproduktion untergraben. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind dabei eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von

EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind Rückschritte zu verzeichnen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (Art. 15a, 21 TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhenden Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt und die Souveränität in diesem ethisch wichtigen Bereich verliert.

Darüber hinaus wird das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missacht des Volkswillens darstellt. Die Kontrolle über die Bekämpfung von Tierseuchen wird durch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) aufgegeben. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren, da die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und Souveränität sind durch diese Abkommen massiv gefährdet. Die Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein direkter Eingriff in unsere Souveränität. Wir lehnen diese Unterwerfung unter das EU-Regelwerk entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung der Zuwanderung dar, die im eklatanten Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV sowie zum klaren Willen des Souveräns steht. Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, eine Art «Niederlassung C PLUS», welche praktisch unentziehbar ist, selbst bei Vorliegen von strafrechtlicher Verurteilung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt massiv die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung fördert offensichtlich die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden in erheblichem Masse von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der Familiennachzug wird in einer Weise ausgeweitet, die für ein Land ausserhalb der EU beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte «Schutzklausel», die im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nicht greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese eher als Erpressungsklausel denn als wirkliche Schutzmassnahme erscheinen lässt.

Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliche Mitsprache verlieren. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme durch die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit erheblich.

Die neue «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) vorgesehenen drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Kontrolle für EU-Kompatibilität, indem sie die Anerkennung von Berufsqualifikationen automatisiert und die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern verliert, wie im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) mit der Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) deutlich wird. Dies gefährdet die Patientensicherheit und die Qualität unserer Standards. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten, da die zweite Säule den Koordinationsregeln der EU unterstellt wird (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27). Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (FZA, Artikel 25f Absatz 1bis) stellt zudem einen Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten dar. Diese gesamte Entwicklung ist ein deutlicher Schritt in Richtung einer schleichenden Unterwerfung unter das EU-Recht, die unsere Souveränität massiv untergräbt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: MIV (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Maria-Isabel Villena y Scheffler · 0792738651 · villenayscheffler@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

In vielen dieser Vereinbarungen wird die Schweiz aus meiner Sicht klar benachteiligt und in einer Weise behandelt, die ihren Interessen nicht gerecht wird. Oft übernimmt die Schweiz Verpflichtungen, ohne im Gegenzug ein gleichwertiges Mitspracherecht zu erhalten. Dadurch entsteht ein Ungleichgewicht, bei dem die EU von den Abkommen stärker profitiert, während die Schweiz zunehmend unter Druck gerät, ihre Gesetze und Standards an jene der EU anzupassen. Insgesamt habe ich den Eindruck, dass die Schweiz in diesen Abkommen ausgenutzt wird und ihre Souveränität schrittweise verliert.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Landes auf. Es ist fraglich, ob die EU-Institutionen, deren Handlungsspielraum durch das Primärrecht und die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) weitgehend vorgegeben ist, tatsächlich eine gleichwertige Partnerin auf Augenhöhe darstellen. Die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Besonders kritisch ist die Rolle des EuGH zu betrachten. Dessen Urteile sind, wie im Rahmen des bestehenden Freizügigkeitsabkommens deutlich geworden ist, nicht nur Auslegung des Rechts, sondern schaffen neues Recht, das auch für die Schweiz bindend sein kann. Dies impliziert eine faktische Unterwerfung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit, was die Souveränität der Schweiz im Sinne von Artikel 3 BV erheblich beeinträchtigt. Die vorgeschlagene institutionelle Lösung mit einer automatischen Übernahme von EU-Recht und der Zuständigkeit des EuGH birgt die Gefahr, dass die Schweiz in einem fortlaufenden Prozess fremden Rechtsvorschriften unterworfen wird, ohne dass die schweizerischen demokratischen Prozesse hierauf noch substanziellen Einfluss nehmen können.

Die Garantie der Stimm- und Wahlfreiheit, wie sie in Artikel 34 BV verfassungsrechtlich geschützt ist, könnte durch die mangelnde Einflussnahme auf die Entstehung des EU-Rechts in der Praxis ausgehöhlt werden. Wenn Entscheidungen, die unser Land massgeblich betreffen, in Brüssel getroffen werden, ohne dass die schweizerische Bevölkerung und ihre Vertreter darüber abstimmen oder deren Inhalt direkt mitbestimmen können, wird das demokratische Prinzip pervertiert. Es drängt sich die Frage auf, ob die potenziellen wirtschaftlichen Vorteile die langfristigen politischen und

rechtsstaatlichen Nachteile aufwiegen können. Die unklare Abgrenzung der Kompetenzen und die Dominanz des EU-Rechts lassen eine klare Rechtsordnung, die auf schweizerischen demokratischen Grundlagen beruht, nicht mehr erwarten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Meiner Ansicht nach sollte die Schweiz ihre Unabhängigkeit und Eigenständigkeit bewahren, ohne sich noch stärker an die politischen und rechtlichen Strukturen der EU zu binden. Eine Vertiefung der Beziehungen würde langfristig die nationale Entscheidungsfreiheit einschränken und könnte zu unerwünschten Verpflichtungen führen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung auf. Während die Absicht, die Beziehung zur Europäischen Union zu regeln, grundsätzlich nachvollziehbar ist, sind die vorgeschlagenen Mechanismen und die daraus resultierenden Verpflichtungen aus einer kritisch-skeptischen Perspektive zu betrachten.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass hierfür ein angemessenes Mitspracherecht der Schweiz besteht, stellt eine gravierende Schwächung der nationalen Souveränität dar. Das Schweizer Volk hat in Art. 5 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) festgelegt, dass der Bund und die Kantone bei der Erfüllung ihrer Aufgaben die Grundsätze der Verhältnismässigkeit und der Rechtsgleichheit zu beachten haben. Die vorgeschlagene Umsetzung droht, diese Prinzipien zu untergraben, indem sie eine externe Rechtsquelle in einer Weise in die Schweizer Rechtsordnung integriert, die eine effektive demokratische Kontrolle erschwert.

Darüber hinaus ist zu befürchten, dass die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte durch die Verpflichtung zur Berücksichtigung oder gar zur Anwendung von EU-Recht beeinträchtigt wird. Die Rechtskraft und Auslegung von EU-Recht durch den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) könnten dazu führen, dass schweizerische Gerichte in ihrer richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in Art. 191c BV verankert ist, eingeschränkt werden. Die Anwendung von Rechtsnormen, die nicht durch das schweizerische Parlament legitimiert wurden, steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität.

Die vorgesehene Dynamik, bei der sich die Schweiz fortlaufend an neues EU-Recht anpassen müsste, ohne Mitspracherecht, birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Planbarkeit. Das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, das in Art. 5 BV verankert ist, verlangt von den staatlichen Organen, dass sie sich an bestehendes Recht halten und dieses klar und vorhersehbar gestalten. Die vorgeschlagene Dynamik widerspricht diesem Grundsatz, indem sie eine ständige und unkontrollierte Rechtsentwicklung von aussen zulässt.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Vorschläge zur inländischen Umsetzung einer eingehenden kritischen Prüfung bedürfen. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die Rechtssicherheit und die demokratischen Grundprinzipien sorgfältig abzuwägen und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz gewahrt bleiben.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine ernste Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im

Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen birgt die Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen lediglich die profitablen Hauptstrecken bedienen und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein lassen. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres bewährten öffentlichen Verkehrsnetzes und gefährdet dessen flächendeckende Verfügbarkeit und Qualität.

Darüber hinaus birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken für die Finanzierung bestehender Angebote. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde direkt die Servicequalität für die Bürger beeinträchtigen und die Fähigkeit der Betreiber einschränken, notwendige Investitionen zu tätigen.

Die vom Bundesrat erwähnte "Gemeinsame Erklärung" als Absicherung erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine irreführende Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz verliert somit schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme würde die Schweiz zwingen, künftige EU-Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu adaptieren, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die vorgeschlagenen Änderungen gefährden die schweizerische Souveränität und die finanzielle Stabilität unseres öffentlichen Verkehrs.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des Bereichs Lebensmittelsicherheit und der damit verbundenen Bestrebungen zur Annäherung an das EU-Regelwerk. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die eigentliche Sicherheit hinausgeht und eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" bedeutet. Dies stellt eine erhebliche Bedrohung für unsere unzweifelhaft hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die elementare Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, gerät hierdurch unweigerlich in Gefahr. Die geforderte Angleichung an oft tiefere und weniger stringente EU-Standards führt zu einem qualitativen Rückschritt. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" wird substantiel entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies zerstört nicht nur einen wichtigen Identifikationsmerkmal, sondern untergräbt auch die Grundlage für die Wertschöpfung unserer Produzenten.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable Form politischer Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in zentralen Fragen blockiert und uns unannehmbaren Erklärungen ausliefert.

Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde,

deren Interessen und Prioritäten sich von unseren unterscheiden können.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Fest müssten die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht die Existenzgrundlage vieler lokaler Betriebe und zerstört überkommene Traditionen.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren etablierten hohen Standards. Dies wird die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erdrückenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hierdurch klar missachtet.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind negative Entwicklungen zu verzeichnen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz, namentlich in Art. 15a und 21 TSchG, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) findet eine Unterstellung statt. Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Zuletzt ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ein kritischer Punkt. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Diese Entwicklungen zeigen deutlich, dass die vorliegende Vorlage nicht primär der Lebensmittelsicherheit dient, sondern eine schleichende Übernahme des EU-Rechts darstellt, die unsere Souveränität untergräbt, unsere Standards senkt und unsere Wirtschaft belastet.

Strom

Die vorgeschlagene Energieregelung im Rahmen des Stromabkommens mit der EU stellt eine tiefgreifende und besorgniserregende Erosion unserer nationalen Energiesouveränität dar. Die Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, welche in Artikel 4a ff. des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) manifestiert wird, degradiert die Schweiz zu einem

weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis. Dies bedeutet, dass zentrale Entscheidungen über unser Stromnetz zukünftig in Brüssel getroffen werden, während die Schweiz die damit verbundenen Kosten tragen muss. Die Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Dies hat das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung zur Folge, da undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umgesetzt werden müssen.

Gleichzeitig wird das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Grundlage für ihre finanzielle Stabilität bildet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln massiv geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, ein entscheidendes Element für die lokale und dezentrale Energieproduktion, wird ausgehebelt, was kleinen, bürgernahen Produzenten die wirtschaftliche Grundlage entzieht.

Die vollständige Marktliberalisierung, die im neuen Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz geht verloren. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führen wird. Die Kosten für die nicht mehr gedeckte Versorgungssicherheit werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) verschärfen diese Problematik weiter. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt, was den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremst und die Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastrukturen berauben und ihre föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not dem EU-Regime. Diese Massnahmen gefährden nicht nur die Versorgungssicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Gemeinden, sondern untergraben auch die bewährte schweizerische Eigenständigkeit in der Energiepolitik.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche und gravierende Bedenken hinsichtlich der im vorliegenden Paket vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit auf. Es ist besorgniserregend festzustellen, dass die Schweiz im Begriff ist, durch die Übernahme von Unionsrecht eine faktische Aushöhlung ihrer souveränen Migrationspolitik vorzunehmen, was im direkten Widerspruch zum Verfassungsauftrag gemäss Artikel 121a BV und dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung steht.

Die Einführung eines neuartigen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren Aufenthaltsdauer, welches als „Niederlassung C PLUS“ bezeichnet werden kann und praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Tatsache, dass EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie von Sozialhilfe leben, zementiert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Die unbegrenzte Ausweitung des Familiennachzugs, einschliesslich Eltern, Grosseltern und

Schwiegereltern, stellt eine beispiellose Entwicklung dar, die zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen wird.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine klare Erpressungsdrohung.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftig keine Mitsprache mehr bei Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich haben werden. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Der neue Artikel 21b AIG, die sogenannte „Schutzklausel“, ist ein reines Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) vorgesehenen drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen schwächen unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine Kapitulation vor der EU darstellen. Die „Schutzklausel“ ist eine Farce, die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke, und die automatische Rechtsübernahme höhlt unsere Souveränität und direkte Demokratie aus. Wir fordern eine klare Ablehnung dieser Bestrebungen, die unsere Unabhängigkeit und die Interessen unserer Bevölkerung gefährden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern stellen eine ernsthafte Bedrohung für das Schweizer Lohnniveau dar. Anstatt den bestehenden, bewährten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, die notorisch niedrigere Lohnniveaus begünstigen. Dies öffnet Tür und Tor für Lohndumping durch ausländische Firmen und gefährdet insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen in der Schweiz.

Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Diese Massnahme schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen

Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen als eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes zu werten, die unsere Souveränität und die Rechte unserer Arbeitnehmer gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung ist aus Sicht der staatlichen Souveränität und des schweizerischen Föderalismus aufs Schärfste abzulehnen. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Kartellgesetzes (KG) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die bewährte Ordnung der Schweiz dar.

Die Abschaffung der heutigen Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, ist ein schwerwiegender Rückschritt. Die geplante Unterstellung dieser Förderungen – sei es für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU – unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime höhlt die nationale Autonomie aus. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Notwendigkeit, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigen zu lassen, massiv untergraben. Dies bedeutet eine direkte Einschränkung der Eigenständigkeit in der Wirtschaftsförderung und eine Herabstufung der Kantone zu Bittstellern.

Mit der Einführung des BHÜG, insbesondere durch die Etablierung einer neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG), wird eine "Superbehörde" geschaffen, die de facto als verlängerter Arm der EU fungiert. Diese Instanz wird nicht primär Schweizer Interessen verfolgen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist unzureichend, und ihre Entscheidungen dienen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Die Gewährung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse an die neue Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) vor Bundesgericht gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Verletzung des Föderalismus.

Auch im strategisch wichtigen Luftverkehr sind die Folgen gravierend. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen in diesem Sektor. Die Schweiz unterstellt diesen kritischen Bereich vollständig dem neuen EU-Regime und gibt ihre eigenständige Steuerungsmöglichkeit auf.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Signal für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Diese Massnahmen institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und gefährden die strategische Autonomie sowie den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Diese Entwicklungen sind mit den Grundprinzipien unserer Rechtsordnung und unserem föderalen System unvereinbar und müssen daher entschieden abgelehnt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union birgt erhebliche Bedenken und stellt eine signifikante Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung der bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist zutiefst problematisch. Artikel 1 des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) verankert diese Zahlungen als permanenten Rechtsanspruch, was die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt. Anstatt souverän über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden, wird die Schweiz zur blinden Vollstreckerin von Zahlungsverpflichtungen gezwungen, die primär den Interessen der EU dienen.

Der im Vertrag genannte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des darin verankerten «rechtsverbindlichen Mechanismus» zur Neuberechnung lediglich als Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Schweiz wird somit de facto zu einer Nettozahlerin ohne jegliche Mitgestaltungsmöglichkeiten. Es fehlt jegliche Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Die vermeintlichen Vorteile sind fraglich und stehen in keinem Verhältnis zum Verlust an demokratischer Kontrolle und finanzieller Autonomie.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine formale Eintragung. Sie signalisiert eine tiefe Verankerung dieser Zahlungen in unserer Rechtsordnung und damit eine Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Dies wird weiter verschärft durch die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet und kaum greifbare Gegenleistungen bietet.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bea Weibel (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Weibel Bea · 0794840716 · bea.weibel@hispeed.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen auf und sind aus einer kritisch-skeptischen Perspektive entschieden abzulehnen.

Ein Hauptanliegen betrifft die potenzielle Erosion der Souveränität. Die vorgeschlagenen Regelungen deuten darauf hin, dass die Schweiz sich in einem Ausmass an EU-Recht binden würde, das die Unabhängigkeit der Schweizer Gesetzgebung und Rechtsprechung massiv gefährdet. Insbesondere die Übernahme von sich änderndem EU-Recht, wie sie in Art. [entsprechender Artikel des Entwurfs, z.B. Artikel X, Absatz Y] impliziert wird, steht im Widerspruch zur Kompetenz des Schweizerischen Bundesrates und des Parlaments, Gesetze im Interesse der Schweiz zu erlassen und anzupassen. Die Gefahr, dass zukünftige EU-Gesetzgebungen ohne direkte Mitsprache der Schweiz übernommen werden müssen, ist nicht hinnehmbar und verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Art. 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Ferner sind die Auswirkungen auf die direkte Demokratie bedenklich. Die Übernahme von EU-Recht, das in einem rein supranationalen Prozess entsteht, untergräbt die Möglichkeit des Schweizer Volkes, durch Referenden und Initiativen Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen. Artikel [entsprechender Artikel des Entwurfs, z.B. Artikel Z] lässt befürchten, dass die richterliche Überprüfung von EU-rechtlichen Bestimmungen durch schweizerische Gerichte stark eingeschränkt würde, was dem in Art. 190 BV verankerten Grundsatz widerspricht, wonach sich Gerichte bei der Anwendung des Rechts nach zwingenden Bestimmungen des Bundesrechts richten.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Eine Bindung an dessen Rechtsprechung, wie sie in Art. [entsprechender Artikel des Entwurfs, z.B. Artikel A, Absatz B] angedeutet wird, würde die Autonomie des Schweizerischen Rechtssystems aushebeln. Schweizerische Gerichte müssten sich dem Primat des EuGH unterwerfen, was die Möglichkeit verunmöglicht, schweizerische Rechtsauffassungen zu vertreten und durchzusetzen. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zur Unabhängigkeit der Schweizerischen Rechtsprechung und der Gewährleistung eines rechtsstaatlichen Verfahrens gemäss Art. 29 BV.

Zusätzlich ist die Wettbewerbsverzerrung durch staatliche Beihilfen und die Folgen für die Schweizer KMU zu bemängeln. Art. [entsprechender Artikel des Entwurfs, z.B. Artikel C] birgt die Gefahr, dass Schweizer Unternehmen einem unfairen Wettbewerb ausgesetzt werden, wenn die EU-Vorschriften zur Wettbewerbspolitik ohne ausreichende Rücksicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Strukturen der Schweizer Wirtschaft übernommen werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse eine Gefährdung der Schweizer Souveränität, der direkten Demokratie, der richterlichen Unabhängigkeit und fairer Wettbewerbsbedingungen darstellen. Aus diesen Gründen muss eine Annahme der vorgeschlagenen Regelungen entschieden abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage offenbart gravierende Mängel und wirft erhebliche verfassungsrechtliche sowie souveränitätspolitische Bedenken auf. Die geplante Umsetzung der EU-Vorgaben in das schweizerische Rechtssystem droht, die Eigenständigkeit und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes nachhaltig zu untergraben. Insbesondere die mangelnde Berücksichtigung der schweizerischen Gesetzgebung, namentlich des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) und des Obligationenrechts (OR), ist besorgniserregend.

Es ist fraglich, ob die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht mit Artikel 1 der Bundesverfassung vereinbar ist, welcher die Souveränität der Schweiz und die Zuständigkeit der Kantone zur Geltung bringt. Die unkritische Implementierung fremder Rechtsnormen, ohne eine sorgfältige Prüfung ihrer Kompatibilität mit unserem Rechtssystem und unseren demokratischen Strukturen, stellt eine Gefährdung der schweizerischen Rechtsordnung dar. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung verlangt, dass die Gesetzgebung die verfassungsmässigen Rechte und Pflichten der Bürgerinnen und Bürger wahrt. Die vorliegende Vorlage scheint diesem Gebot nicht in ausreichendem Masse nachzukommen, indem sie potenziell die Grundrechte und die Rechtssicherheit der Schweizer Bevölkerung beeinträchtigt.

Darüber hinaus ist die unklare Abgrenzung von Zuständigkeiten zwischen Bund und Kantonen, wie sie sich implizit aus der Übernahme EU-weit harmonisierter Regelungen ergibt, problematisch. Dies widerspricht dem föderalistischen Grundgedanken unseres Staates, der in Artikel 3 der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgeschlagene Anpassung der nationalen Gesetzgebung könnte zu einer schleichenden Entmachtung der Kantone und zu einer übermässigen Zentralisierung von Kompetenzen führen.

Es ist zudem zu befürchten, dass die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung der Schweiz zu einer einseitigen Anpassung an fremde Interessen führt, was im Widerspruch zum Grundsatz der demokratischen Legitimation steht, wie er unter anderem in Artikel 2 Absatz 2 der Bundesverfassung zum Ausdruck kommt. Die vorgeschlagenen Massnahmen bedürfen einer fundamentalen Überprüfung im Hinblick auf ihre Vereinbarkeit mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen, bevor eine solche weitreichende Implementierung auch nur in Erwägung gezogen werden kann. Die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit sind bislang nicht hinreichend dargelegt und werfen ernsthafte Fragen auf.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs stellen eine erhebliche Gefährdung unseres bewährten Service public dar. Insbesondere die Zulassung von Kabotageleistungen im Eisenbahngesetz, neu verankert in Artikel 40ater EBG, eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses sogenannte „Rosinenpicken“ wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den für die Grundversorgung unerlässlichen, aber unrentablen Nebenlinien finanziell weiter geschwächt werden. Dies untergräbt die essenzielle Aufgabe, eine flächendeckende und qualitativ hochwertige Mobilität für alle Bürgerinnen und Bürger zu gewährleisten.

Weiterhin ist die Anwendung des EU-Beihilferechts eine gravierende Bedrohung. Bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Basis dieser essentiellen Dienstleistungen angreifen und die Qualität des Angebots massiv beeinträchtigen.

Die vom Bundesrat angeführte „Gemeinsame Erklärung“ entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, welche die Schweiz zwingen würde, zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), zu adaptieren. Dies führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz über unsere eigene Schieneninfrastruktur und damit zu einem Verlust an Souveränität.

Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen künftig EU-Vorgaben zu beachten, neu in Artikel 32a Absatz 1bis PBG verankert, schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten, auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen primär EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr von suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler. Die vorgesehene Ausdehnung der Kabotage in Artikel 40ater EBG ist somit ein Frontalangriff auf die finanzielle Grundlage und die Zukunftsfähigkeit unseres Service public im Bahnverkehr. Dieses Abkommen gefährdet die Unabhängigkeit und die Fähigkeit der Schweiz, ihren öffentlichen Verkehr nach eigenen Massstäben zu gestalten und zu finanzieren.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten trägt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Regulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht, von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk zu verkommen, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell auf dem Spiel. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das StromVG mit seinen Regelungen zur Energiereserve (Art. 8b ff.) und verschärftem Unbundling (Art. 10, 18, 19) untergräbt die föderalen Strukturen.

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit kleiner Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte bedroht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzgesellschaft unnötigerweise und unflexibel den Regeln für riesige europäische Konzerne. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Souveränität über kritische Infrastruktur untergraben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellen keine genuine

Verbesserung der Sicherheit dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit». Die umfassende Angleichung an das EU-Konzept «Vom Hof auf den Tisch» bedroht massiv die hohen Produktionsstandards und die Vielfalt der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft. Unsere traditionsreichen, oft kleinen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten sind dadurch unmittelbar gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, droht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards verloren zu gehen, was das Label «Made in Switzerland» entwertet.

Ein inakzeptabler Aspekt ist die «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen untrennbar mit sämtlichen Bilateralen I Verträgen verknüpft. Dies bedeutet eine erpresserische politische Situation, die der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsgewalt über ihre Agrar- und Lebensmittelpolitik entzieht. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zugang zu Schweizer Betrieben erhalten und Kontrollbefugnisse ausüben, stellt einen eklatanten Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Produzenten würden zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Die erwartete Bürokratiewelle wird nicht nur grosse Unternehmen treffen, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an lokalen Festen. Die Anpassung der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, was viele Betriebe zur Aufgabe zwingen wird und unsere kulinarische Identität angreift.

Des Weiteren wird das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen widerspricht. Auch im Tierschutz stellen die neuen Vorschriften einen Rückschritt dar. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten nationalen Regeln aufzugeben. Dies ist ein Verlust an Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ebenso unterstellt der neue Art. 26 Abs. 1bis WaG den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen einschränkt.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Diese Massnahmen sind keine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine gefährliche Aushöhlung unserer Souveränität und unserer nationalen Standards.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, widerspricht dem klaren Willen des Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz hat stets Wert auf eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung gelegt, eine Maxime, die durch diese Vereinbarungen preisgegeben wird.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren. Diese als "Niederlassung C PLUS" zu bezeichnende Konstellation, die selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, gefährdet unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unzumässlicher Weise. Die damit einhergehende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist eine Zumutung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die Möglichkeit des umfassenden Familiennachzugs, der neu sogar Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten

führen.

Die sogenannte "Schutzklausel", die in Artikel 21b AIG neu eingeführt wird, ist eine reine Augenwischerei. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine greifbare Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht im Falle einer hypothetischen Anwendung die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmaßnahme degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung entzieht unserem Parlament und unserem Volk jegliche Mitsprache. Dies ist eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie.

Die Änderungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, sind lediglich kosmetische Massnahmen, die den Eindruck einer Kontrolle erwecken sollen, während die Schweiz die Steuerung des Zuzugs in den Arbeitsmarkt faktisch verliert. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein offenes Eingeständnis der enormen finanziellen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Rücken der Studierenden ausgetragen werden. Ebenso ist die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens im HFKG (Artikel 61a) ein Beweis für die versteckten Kosten, die der Schweizer Steuerzahler für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden tragen muss. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in unsere Eigentumsrechte ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises und des Binnenmarkt-Informationssystems der EU in verschiedenen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer Absenkung unserer hohen Standards und den Verlust nationaler Kontrollhoheit birgt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen im Rahmen eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine besorgniserregende Entmachtung des Schweizer Parlaments und eine Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen, vom Parlament zu kontrollierenden Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist faktisch eine Zwangsabgabe. Dies entzieht der Schweiz ein wesentliches politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU.

Der im Vertrag genannte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Abkommen festgeschriebene, rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Dies beraubt die Schweiz jeglicher Verhandlungsmacht und zwingt sie zur Akzeptanz diktierter Zahlungen. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse besteht.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist ein gesetzgeberisches Instrument, das darauf abzielt, die Schweiz permanent zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die blosse Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine formelle Aufnahme. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die vorgeschlagene Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung ist zudem irreführend. Sie missbraucht den angesehenen Namen der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und

umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung ist kritisch zu hinterfragen und bedarf einer Abweisung zur Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer demokratischen Prinzipien.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige Praxis, bei der Förderentscheide im Rahmen politischer Prioritäten von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies führt zu einer unwiderruflichen Schwächung der kantonalen Autonomie und zur Unterwerfung unter fremde Regularien.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Einrichtung einer zentralen Beihilfekammer, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, sind besonders gravierend. Diese Instanz agiert de facto als verlängerter Arm der EU und priorisiert die Kompatibilität mit EU-Recht über nationale Interessen. Die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz wird damit systematisch untergraben.

Die Kantone werden durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere durch den neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG, zu reinen Bittstellern degradiert. Ihre souveränen Förderentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern überprüft und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Artikel 98a BGG gekippt werden. Dies bedeutet eine unannehmbare Herabstufung ihrer Organisations- und Verfahrensautonomie. Gleiches gilt für die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG, welche die Zentralisierung der Rechtskontrolle zementieren und die kantonalen Souveränitätsrechte schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" agiert nicht nur im Rahmen des Kartellrechts, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Auch die kritischen Sektoren der Energieversorgung und des Landverkehrs werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die neuen Regelungen führen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, machen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebeln die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit äusserst fragwürdig und lassen eine massive Erosion des Schweizer Lohnniveaus befürchten. Die behaupteten Schutzmechanismen erscheinen rein kosmetisch und nicht imstande, den durch die erweiterte Zuwanderung aus der EU entstehenden Lohndruck aufzufangen, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten. Statt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an schwächere EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber unzweifelhaft weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die

Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Art. 335l bis 335q OR, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist das Ergebnis von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zur "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" gibt Anlass zu erheblichen Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen in erster Linie darauf abzuzielen, die Schweiz in eine noch stärkere Abhängigkeit von der Europäischen Union zu manövrieren, ohne dass klare Vorteile für die Souveränität und die wirtschaftlichen Interessen unseres Landes ersichtlich sind.

Die Rede ist von einer "Stabilisierung", doch was verbirgt sich hinter diesem Schlagwort? Wir befürchten eine schleichende Übernahme von EU-Recht, die die Autonomie der Schweiz untergräbt. Insbesondere Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) garantiert die Souveränität der Kantone und die Eigenständigkeit des Bundes. Jede Vereinbarung, die diese Grundprinzipien tangiert, muss äusserst kritisch hinterfragt werden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, sich EU-Richtlinien und -Verordnungen anzupassen, ohne dass sie noch Einfluss auf deren Ausgestaltung hat. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikels 3 BV (Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft), der die Grundpfeiler unseres Staates definiert.

Darüber hinaus ist die Sorge gross, dass die angeblichen Vorteile einer "Stabilisierung" primär dem Interesse der EU dienen und nicht der Schweiz. Die Sicherung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt wird oft als Hauptargument genannt. Doch zu welchem Preis? Wenn dieser Zugang nur durch die Übernahme von Rechtsnormen erreicht werden kann, die unseren spezifischen Bedürfnissen und unserer Tradition widersprechen, dann ist dies ein Pyrrhussieg. Die Stabilität der Schweizer Wirtschaft beruht auf ihrer Anpassungsfähigkeit und der Fähigkeit, eigene Wege zu gehen, gestützt auf das Prinzip der Verhältnismässigkeit, wie es beispielsweise im Obligationenrecht (OR) in vielen Bereichen Anwendung findet. Eine übermässige Angleichung an das EU-Recht könnte gerade diese Flexibilität einschränken und uns anfälliger für externe wirtschaftliche Schocks machen, deren Ursachen wir nicht

mehr kontrollieren können.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen ist ein weiterer Punkt, der Skepsis hervorruft. Ohne klare Gegenleistungen und eine transparente Verwendung der Mittel wird die finanzielle Belastung für die schweizerischen Steuerzahler zu einer grossen Ungewissheit. Wir müssen sicherstellen, dass jede finanzielle Verpflichtung mit einer klaren Nutzen-Kosten-Analyse und einer stringenten Rechenschaftspflicht verbunden ist. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagene "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Verwässerung unserer nationalen Entscheidungskompetenzen darstellt und uns in eine Position bringt, in der unsere Souveränität faktisch ausgehöhlt wird, anstatt gestärkt zu werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung für die Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Eine unvoreingenommene Beurteilung offenbart Risiken, die die Souveränität und die fundamentalen Prinzipien unserer schweizerischen Rechtsordnung untergraben könnten.

Ein zentraler Knackpunkt ist die Übernahme des EU-Rechts. Die automatische Übernahme von Primär- und Sekundärrecht der EU, wie sie das institutionelle Abkommen vorsieht, stünde im Widerspruch zum Wesen unserer direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Das Volk hat das letzte Wort, und die Delegation solcher Entscheidungsbefugnisse an eine externe Macht, ohne die Möglichkeit direkter Mitbestimmung, ist nicht tragbar.

Zudem ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, selbst in Bereichen, die nicht explizit vom Abkommen erfasst sind, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte. Die Unabhängigkeit der Gerichte ist ein Grundpfeiler des Rechtsstaates, verankert in Artikel 30 der Bundesverfassung. Eine Situation, in der das letzte Wort in Rechtsfragen nicht mehr bei unseren nationalen Gerichten liegt, sondern bei einem ausländischen Gerichtshof, ist inakzeptabel und gefährdet die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz.

Die vorgeschlagene Lösung birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer wirtschaftlichen und politischen Handlungsfreiheit. Die automatische Übernahme von EU-Recht und die bindende Wirkung der EuGH-Rechtsprechung könnten dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, Regelungen zu akzeptieren, die nicht im Interesse unseres Landes sind. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Wahrung der Interessen des Landes und seines Wohlstands vorsieht.

Die von der EU angestrebte Harmonisierung und Integration in allen relevanten Bereichen birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihren einzigartigen Weg verliert und zu einer reinen Anhängselin der EU wird, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft geniessen zu können. Dieses Paket stellt keinen Fortschritt dar, sondern birgt erhebliche Rückschritte für die schweizerische Souveränität und unsere direktdemokratischen Prinzipien. Es ist unabdingbar, dass die Schweizer Bevölkerung und die politischen Entscheidungsträger die potenziellen negativen Auswirkungen dieser Vereinbarung auf unsere Rechtsordnung, unsere Souveränität und unsere Identität sorgfältig abwägen und sich gegen eine unüberlegte Annahme dieses Paktes aussprechen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender: Arlette Yildiz, Rosenbergstrasse 23, 8212 Neuhausen

Datum: 09.10.2025

Kontakt: 079 681 22 56 · arletteyildiz@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage wirft grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und des demokratischen Willens der Schweiz auf. Es ist äusserst bedenklich, wie die vorgeschlagenen Regelungen die Autonomie unseres Rechtssetzungsprozesses zu untergraben drohen. Die Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Mitsprache des Schweizer Volkes, wie sie sich in der Bundesverfassung verankert findet, ist juristisch und politisch problematisch. Insbesondere Artikel 17 der Bundesverfassung, der die Volkssouveränität garantiert, wird durch die vorgeschlagene Integration von EU-Recht tangential berührt. Die Tatsache, dass Bestimmungen, welche die Schweizer Gesetzgebung beeinflussen, von der EU-Kommission ausgehen und das Schweizer Parlament lediglich zur Kenntnisnahme verpflichtet wären, widerspricht dem Geist und Buchstaben dieses fundamentalen Verfassungsartikels. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einer reinen Rezeption von EU-Recht genötigt wird, ohne substanzielle Einflussmöglichkeiten auf dessen Ausgestaltung. Das Prinzip der Rechtsgleichheit, wie es in Artikel 29 Absatz 1 der Bundesverfassung verankert ist, könnte ebenfalls beeinträchtigt werden. Wenn schweizerische Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger denselben Regeln unterworfen werden, die von einer externen Instanz ohne direkte demokratische Legitimation in der Schweiz erlassen wurden, stellt sich die Frage nach der vollen Gleichheit der Rechtsanwendung im Verhältnis zu den EU-Mitgliedstaaten. Die vorgeschlagene Umsetzung birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz. Ohne klare Abgrenzungen und starke Kontrollmechanismen besteht die Möglichkeit, dass das Schweizer Recht zunehmend von EU-Vorgaben bestimmt wird, was die Fähigkeit des Bundesrates und des Parlaments einschränkt, auf spezifische schweizerische Bedürfnisse und Gegebenheiten einzugehen. Dies widerspricht dem Anliegen, die Gesetzgebung im Interesse des Landes und seiner Bevölkerung zu gestalten, wie es auch in den allgemeinen Bestimmungen zur Gesetzgebungstätigkeit im Obligationenrecht impliziert ist, wenn auch nicht direkt verfassungsrechtlich verankert. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU sicherstellt, dass die demokratische Selbstbestimmung und die Rechtsgleichheit in der Schweiz gewahrt bleiben. Die aktuelle Vorlage scheint diese Grundprinzipien nicht ausreichend zu berücksichtigen und erfordert daher eine kritische Überprüfung und Überarbeitung.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt stellen eine gravierende Erosion unserer Energiesouveränität dar und gefährden die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem Kosten tragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht an entscheidenden regulatorischen Vorgängen. Unser Stromnetz wird zukünftig einer Regulierung unterliegen, die in Brüssel bestimmt wird, was die nationale Entscheidungsfindung aushebelt. Die Unabhängigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die Angleichung an europäische Vorgaben de facto beendet. Sie wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, welche undemokratisch legitimierte Vorschriften umzusetzen hat. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energiepolitik und Regulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht unter existenzieller Bedrohung durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und eine wesentliche Säule ihrer Finanzierung darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Stabilität ganzer Regionen gefährden. Die föderalen Strukturen, insbesondere die Bedeutung der Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler Energieproduzenten wird ausgehebelt, was die dezentrale und bürgernahe Energieerzeugung benachteiligt. Dies widerspricht dem Prinzip der Subsidiarität und der Stärkung lokaler Wirtschaftsstrukturen. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine klare Verantwortungslücke, da weder der Markt noch die EU die Gewährleistung der schweizerischen

Versorgungssicherheit übernehmen. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko für die Bevölkerung und die Wirtschaft. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das StromVG gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Dies gefährdet die Wirtschaftlichkeit lokaler Anlagen und steht im Widerspruch zur angestrebten Energiewende. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze opfert.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks «Vom Hof auf den Tisch» im Bereich Lebensmittelsicherheit stellt unter dem irreführenden Titel der Sicherheit eine schleichende, aber umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Normen dar. Es geht hierbei keineswegs lediglich um die Gewährleistung von Sicherheit, sondern um die faktische Aufgabe unserer hohen Produktionsstandards und die Gefährdung unserer bäuerlichen Familienbetriebe. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil darstellt, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich erodieren. Das Label «Made in Switzerland» verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen. Ein gravierendes Problem stellt die bedenkliche «Guillotineklausel» dar, welche dieses Abkommen unheilvoll mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität und macht unsere Produzenten zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger würden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Dies wird durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) manifest, die einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität darstellt und durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion gefährdet. Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, und die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle. Selbst der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und ist fahrlässig. Insgesamt ist die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks ein inakzeptabler Angriff auf unsere Souveränität, unsere Standards und unsere Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit. Es ist unverkennbar, dass die als "Schutzmassnahmen" deklarierten Änderungen primär kosmetischer Natur sind und den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren vermögen. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, die gerade die mittleren und unteren Einkommensklassen existenziell gefährdet. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst, welche sich in der Praxis als bürokratischer, aber weniger effektiv erwiesen haben. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, und untergräbt die faire Konkurrenz. Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Rechtsrahmens. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert. Des Weiteren werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dieser Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit ist ein klares Zeichen für EU-Druck und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt abzufedern. Sie schwächen bestehende Schutzmechanismen und führen zu einer unerwünschten Harmonisierung nach unten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsionspolitik der EU werfen erhebliche und meiner Ansicht nach unannehmbare Bedenken auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Gemäss dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), insbesondere Art. 1, wird die bisher politische Geste einer freiwilligen Unterstützung zu einer permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, da es lediglich noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zu verantworten hätte. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockangebot, dessen tatsächliche Höhe durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung mit Sicherheit stark ansteigen wird. Die Schweiz wird damit zu einer Nettozahlerin ohne jegliches Mitspracherecht oder garantierten Gegenwert in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung handelspolitischer Hindernisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile generiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft und deren Staaten (BöB) ist keineswegs eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Verpflichtung, die unsere budgetäre Autonomie empfindlich beeinträchtigt. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht das Renommee der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist höchst problematisch und sollte im Sinne der Wahrung schweizerischer Interessen entschieden abgelehnt werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, bei der staatliche Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Die Kantone verlieren ihre Autonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft, deren Entscheide von einer zentralen Behörde in Bern und letztlich vom EU-Recht überprüft und gekippt werden können. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine ausufernde Bürokratie geschaffen. Die Beihilfekammer der WEKO, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, agiert als "verlängerter Arm der EU" und nicht primär im Interesse der Schweiz. Diese Zentralisierung der Macht und die Aufgabe nationaler Kontrollkompetenzen, wie etwa die Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG), gefährden strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, den Luft- und Landverkehr. Die vorgeschlagenen Anpassungen des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) und des Bundesverwaltungsgerichtsgesetzes (VGG) untergraben den Föderalismus massiv. Das neue Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) und die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) entmündigen die Kantone und ihre demokratischen Institutionen. Die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle (Art. 98a BGG) erlaubt es, souveräne kantonale Entscheide willkürlich zu kippen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzt. Dies widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen dieser Kammer, wie in der Änderung von Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) vorgesehen, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt handelt es sich bei diesen Vorhaben um eine gefährliche Aufgabe unserer wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit und eine schwere Belastung für die schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres bewährten Service public auf. Die geplante Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) birgt die erhebliche Gefahr einer unkontrollierten "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese Konkurrenz wird sich unweigerlich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren und somit die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, die für die flächendeckende Versorgung auch auf weniger rentablen Linien zuständig sind. Besonders alarmierend ist die potenzielle Anwendung des EU-Beihilferechts. Bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das den Bürgerinnen und Bürgern zusteht und dessen Finanzierung durch eine ausufernde Liberalisierung in Frage gestellt wird. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unverbindlich und bietet keinen echten Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz gezwungen wäre. Dies untergräbt sukzessive die nationale Souveränität im Bahnverkehr und lenkt die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen, wie es die Übernahme von Regulierungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) vermuten lässt. Die Anforderung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz, PBG), schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf der Grundlage der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Die schleichende Aushöhlung unserer Autonomie im strategisch wichtigen Sektor des Landverkehrs ist eine Entwicklung, die mit grösster Skepsis betrachtet werden muss und die langfristigen Interessen der Schweiz gefährdet.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken und rechtfertigt eine kritische Auseinandersetzung. Es ist fraglich, ob die angestrebte Stärkung der bilateralen Beziehungen im Sinne des schweizerischen Rechts und der Souveränität verstanden werden kann. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und die potenzielle Aushöhlung der direkten Demokratie sind gravierende Nachteile. Insbesondere Artikel 13 des Bundesgesetzes über die Massenkommunikation (MG) fordert einen Schutz der

schweizerischen Pressefreiheit. Eine zu starke Angleichung an EU-Regulierungen im Bereich der Medien, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnitten sind, könnte diesen Schutz untergraben. Ebenso wirft die vorgesehene institutionelle Einbettung Fragen bezüglich der Anwendung des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverwaltung (Verwaltungsrechtspflegegesetz, VwPG) auf. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und Verwaltungsbehörden könnte durch die Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in bestimmten Bereichen gefährdet werden. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und insbesondere die Bestimmungen zum Schutz des nationalen Wettbewerbs könnten durch die Übernahme von EU-Wettbewerbsregeln unter Druck geraten. Die Gefahr einer ungleichen Wettbewerbssituation für schweizerische Unternehmen gegenüber EU-Unternehmen ist nicht von der Hand zu weisen. Die im Vernehmlassungsdossier dargelegten Argumente für eine engere Anbindung an die EU überzeugen nicht restlos. Es bedarf einer detaillierteren Prüfung, inwieweit die befürchteten negativen Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung, die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Autonomie abgefedert werden können. Die Stossrichtung des Pakets scheint eher auf eine Unterordnung unter europäische Vorgaben hinauszulaufen, als auf eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der schweizerischen Aussenpolitik und der Souveränität, welche gemäss Präambel des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) oberste Gültigkeit beanspruchen. Eine kritische Haltung ist daher nicht nur angebracht, sondern geboten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Die Fokussierung auf eine engere Anbindung an die Europäische Union, auch unter dem Deckmantel der „Stabilisierung", birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass dies einer angemessenen demokratischen Kontrolle unterliegt. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur föderalistischen Struktur der Schweiz und dem Prinzip der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Die Gefahr, dass nicht gewählte EU-Institutionen Entscheidungen treffen, die für die Schweiz bindend werden, ist nicht von der Hand zu weisen. Insbesondere Artikel 173 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Bundesversammlung mit der Wahrung der Rechte und der Souveränität der Eidgenossenschaft beauftragt, könnte durch ein solches Abkommen ausgehöhlt werden. Die Rede von „Stabilisierung" kann leicht als Euphemismus für eine De-facto-Übernahme von EU-Rechtsakten interpretiert werden. Ohne eine klare Definition dessen, was unter „stabilisierten Beziehungen" verstanden wird, besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit gerät, die ihre Verhandlungsposition gegenüber der EU schwächt. Die Schweiz würde sich in eine Position begeben, in der sie die Regeln und Standards der EU akzeptieren muss, ohne dass sie auf deren Ausgestaltung Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht dem Geist des Völkerrechts, das auf dem Prinzip der Gleichheit der Staaten beruht, und könnte die Schweiz zu einem Juniorpartner degradieren. Es ist essenziell, dass jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU im Lichte der Verfassungsmässigkeit und unter Wahrung der direkten demokratischen Mitsprache der Bürgerinnen und Bürger geprüft wird. Eine formlose Übernahme von EU-Regulierungen, die weder vom Parlament noch vom Volk direkt legitimiert ist, ist nicht akzeptabel. Die Eidgenossenschaft hat ein ureigenes Interesse daran, ihre Souveränität zu verteidigen und sicherzustellen, dass alle rechtlichen und politischen Bindungen, die sie eingeht, dem Wohl und den Interessen der Schweiz dienen, anstatt eine externe Regulierung zu implementieren, die ihre Autonomie untergräbt. Die vorgeschlagenen Massnahmen bedürfen daher einer äusserst kritischen Prüfung und einer klaren Abgrenzung, um die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Grundprinzipien zu schützen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Es ist fraglich, inwieweit die angestrebte institutionelle Verankerung von EU-Recht im Schweizer Rechtssystem im Einklang mit dem Grundsatz der Volkssouveränität steht, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Übernahme von nicht-revidierbarem EU-Recht, das durch das Europäische Gericht (EuGH) interpretiert wird, würde die Fähigkeit des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter, Gesetze autonom zu gestalten, massiv einschränken. Die im Verhandlungsentwurf vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten, insbesondere die Rolle des EuGH, deuten auf eine schleichende

Unterwerfung unter die Rechtsprechung der EU hin. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Entscheidungsfindung, welche die Schweiz seit jeher prägen. Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU wird, ohne jedoch die damit verbundenen Vorteile einer Mitgliedschaft zu geniessen. Artikel 164 Absatz 2 BV postuliert, dass die Gesetzgebung des Bundes die verfassungsmässigen Grundsätze zu wahren hat. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, die unter Umständen im Widerspruch zu diesen Grundsätzen steht, dieser Anforderung genügen kann. Insbesondere die in der EU geltende Vorrangigkeit des EU-Rechts vor nationalem Recht birgt die Gefahr, dass fundamentale Schweizer Rechtsprinzipien ausgehöhlt werden. Des Weiteren ist die im Entwurf angedeutete Übertragung von Kompetenzen im Bereich der Landwirtschaft problematisch. Die Schweizer Landwirtschaft hat sich unter den Bedingungen des nationalen Rechts und der Agrarpolitik entwickelt. Eine Angleichung an die Gemeinsame Agrarpolitik (GAP) der EU würde nicht nur die Struktur der Schweizer Landwirtschaft grundlegend verändern, sondern auch die Existenzgrundlage vieler kleiner und mittlerer Betriebe gefährden, die auf die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Marktes und der Schweizer Konsumenten ausgerichtet sind. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit, wie sie in den bilateralen Abkommen vorgesehen ist, stellt ebenfalls eine erhebliche Belastung dar. Die daraus resultierende Zuwanderung hat bereits heute spürbare Auswirkungen auf Infrastruktur, Sozialwerke und den Arbeitsmarkt. Eine weitere Liberalisierung und die automatische Übernahme von weiterführenden EU-Regulierungen in diesem Bereich erscheinen angesichts der bereits bestehenden Herausforderungen nicht zielführend und könnten die Schweiz überfordern. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eher eine Erosion der Schweizer Souveränität und der nationalen Rechtshoheit bedeuten, als eine Verbesserung der Beziehungen zur EU. Es bedarf einer eingehenden und kritischen Prüfung, ob die angestrebten Ziele im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien der Schweizer Bundesverfassung stehen und ob die damit verbundenen Risiken für die Schweiz tragbar sind.

A. Gilg

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Anja Graf (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Anja Graf · 0797634508 · zulaufanja@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Gesamtpaket zur Beziehung zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Die Annahme eines solchen Pakets birgt das Risiko, die Souveränität der Schweiz und die demokratische Entscheidungsfindung fundamental zu untergraben.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind, insbesondere im Hinblick auf die Artikel 1 und 2 BV, welche die Volkssouveränität und die Achtung der Rechtsordnung betonen. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie implizit in einem solchen Paket angelegt sein könnte, würde die parlamentarische Debatte und die Möglichkeit des Referendums aushebeln, was einen direkten Angriff auf die Fundamente unseres politischen Systems darstellt.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Eine Anerkennung der verbindlichen Jurisdiktion des EuGH, selbst in einer modulierten Form, würde die schweizerischen Gerichte und damit die nationale Rechtskompetenz de facto entmachten. Dies widerspricht diametral dem Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, wie er auch in der BV geschützt wird. Die Anwendung von EU-Recht durch nationale Gerichte, die an die Auslegung des EuGH gebunden sind, würde die Unabhängigkeit unserer Justiz beeinträchtigen.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen und die damit verbundenen Kosten für die Schweiz noch nicht abschliessend geklärt und bergen erhebliches Risiken. Die Übernahme von EU-Regulierungen ohne entsprechende finanzielle oder politische Gegenleistungen der EU könnte die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen schwächen und die Bürger stärker belasten. Die in der Verfassung vorgesehenen Schutzmassnahmen für die schweizerische Wirtschaft könnten untergraben werden.

Insgesamt erscheint das vorgeschlagene Paket als eine schleichende Erosion schweizerischer Souveränität und direkter Demokratie. Es ist unerlässlich, dass jede Vereinbarung mit der EU die Grundprinzipien der Schweizer Verfassung wahrt und die demokratischen Mitwirkungsrechte der Bürgerinnen und Bürger nicht nur respektiert, sondern stärkt. Die gegenwärtige Ausgestaltung des Pakets gibt Anlass zu erheblicher Skepsis bezüglich seiner Vereinbarkeit mit den schweizerischen Verfassungs- und Rechtsgrundsätzen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken auf, die eine kritische Prüfung erfordern. Es ist unklar, inwieweit diese Massnahmen tatsächlich zu einer Stabilität führen werden, anstatt die Souveränität der Schweiz zu untergraben und bestehende Rechtsgrundlagen zu kompromittieren. Die aina genannte „Stabilisierung“ könnte als euphemistische Umschreibung für eine schleichende Angleichung an EU-Recht verstanden werden, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, die Entwicklung dieses Rechts aktiv mitzugestalten.

Besonders besorgniserregend ist die Implikation, dass die Schweiz potenziell zur Übernahme von EU-Recht verpflichtet wird, ohne die Möglichkeit, dies im Rahmen des demokratischen Prozesses zu revidieren oder abzulehnen. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu unserem föderalistischen System und den Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind, insbesondere in Bezug auf die Volkssouveränität (Art. 1 BV). Die Übernahme von EU-Recht, das nicht auf schweizerischer Initiative beruht, könnte die Fähigkeit der eidgenössischen Räte, die Interessen der Bevölkerung zu vertreten, erheblich einschränken.

Weiterhin ist zu hinterfragen, welche konkreten Mechanismen zur Überwachung und Durchsetzung dieser Abkommen vorgesehen sind. Die Erfahrungen mit ähnlichen bilateralen Abkommen zeigen, dass die EU tendenziell auf die Anerkennung ihrer Rechtsprechung pocht. Dies könnte dazu führen, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) indirekt oder direkt Einfluss auf die Rechtsauslegung in der Schweiz nimmt. Eine solche Einflussnahme wäre problematisch, da der EuGH kein integraler Bestandteil des schweizerischen Rechtssystems ist und seine Urteile nicht die gleiche Verbindlichkeit geniessen sollten wie die des Schweizerischen Bundesgerichts. Die Gefahr einer Unterwanderung der nationalen Rechtsordnung, insbesondere im Hinblick auf Artikel 177 BV, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert, muss ernst genommen werden.

Die Betonung der „gemeinsamen Werte“ ist zwar löblich, darf jedoch nicht als Vorwand dienen, um die Schweiz zur Akzeptanz von Regelungen zu zwingen, die nicht im besten Interesse des Landes sind. Es muss sichergestellt werden, dass jede Vereinbarung die Eigenständigkeit der Schweiz wahrt und die Möglichkeit zur Abweichung in Bereichen, in denen nationale Interessen tangiert sind, explizit gewahrt bleibt. Ohne klare Transparenz über die genauen Verpflichtungen und die Mechanismen zur Konfliktlösung birgt dieser Ansatz das Risiko, die Schweiz in eine abhängige Position zu manövrieren, die ihre strategische Autonomie schwächt. Die langfristigen Konsequenzen für die wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit der Schweiz sind bislang ungenügend beleuchtet und erfordern eine tiefgreifende Analyse.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung generiert erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimität. Eine Übernahme von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem, wie sie in Art. 4 der Bundesverfassung (BV) thematisiert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die bedingungslose Übernahme von Bestimmungen, deren Entstehungsprozess und deren Auslegung wir nicht mehr eigenständig beeinflussen können, widerspricht dem Geist unserer Verfassung. Die Schweiz hat sich bewusst für ein System der direkten Demokratie entschieden, welches eine starke Verankerung der Gesetzgebung im Volk und den Kantonen vorsieht. Eine divergente Übernahme von EU-Recht, die nicht den demokratischen Prozessen gemäss Art. 164 BV und Art. 165 BV entspricht, untergräbt diese Fundamente.

Die Sorge, dass die EU-Gesetzgebung vor nationalem Recht Vorrang erhalten könnte, ist nicht unbegründet. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Art. 190 BV, welcher die Gültigkeit von Bundesgesetzen und den diesen gleichgestellten Erlassen für das Bundesgericht und die anderen Behörden vorsieht. Eine solche subordination unserer eigenen Rechtsordnung unter externen Normen

würde die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung aufheben und die Rolle des Parlaments und des Souveräns schwächen.

Ferner ist fraglich, inwieweit die Grundrechte, wie sie in den Art. 7 ff. BV verankert sind, durch die übernommene EU-Gesetzgebung noch angemessen geschützt werden. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kann in vielen Fällen erheblich von der Interpretation und Anwendung unserer eigenen Gerichte abweichen. Dies schafft Unsicherheit und könnte zu einer Beeinträchtigung der Rechte der Bürgerinnen und Bürger führen, die sich auf die Gewährleistungen unserer Verfassung verlassen.

Die angeführten Bestrebungen zur Umsetzung werfen ernsthafte Fragen auf, ob die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Partizipationsmöglichkeiten auf lange Sicht gewahrt bleiben können. Es ist unerlässlich, dass jede Übernahme von EU-Recht einer strengen Prüfung unterzogen wird und sichergestellt ist, dass unsere nationalen Interessen und rechtsstaatlichen Prinzipien nicht kompromittiert werden. Eine blinde Übernahme ohne kritische Auseinandersetzung mit den Konsequenzen für unsere Souveränität und Demokratie ist nicht tragbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem rechtlich bindenden Rahmen, insbesondere durch die Schaffung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), ist aus rechtsstaatlicher und souveränitätspolitischer Sicht äusserst bedenklich. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss Art. 1 KoBG stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die entscheidende demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen und untergräbt die Budgethoheit, die durch die Bundesverfassung gewährleistet ist.

Der zunächst präsentierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Dies bedeutet, dass die Schweiz zukünftig keine Möglichkeit mehr hat, Zahlungen abzulehnen, und sich den von der EU diktierten Beträgen unterwerfen muss. Die Schweiz würde zur Nettozahlerin ohne die Möglichkeit, Einfluss auf die Verwendung dieser Gelder zu nehmen oder eine Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang zu erwirken.

Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der grenzüberschreitenden Kriminalität (BöB) signalisiert eine ungewollte Normalisierung und Verfestigung dieser Zahlungsverpflichtungen innerhalb der Schweizer Rechtsordnung. Diese gesetzgeberische Massnahme ist kein technischer Akt, sondern ein Instrument, das die Kohäsionszahlungen als permanenten und rechtlich unabdingbaren Bestandteil der Bundesgesetzgebung etabliert.

Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung (Friedensförderungsgesetz) ist besonders irreführend. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist nicht nachvollziehbar, wie finanzielle Beiträge an die EU, die primär dem EU-Erweiterungsprozess dienen, in den Kontext der Friedensförderung gestellt werden können, ohne dass dies zu einer Erosion des Ansehens der eigentlichen Friedensförderungsmassnahmen führt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung die Souveränität der Schweiz massiv einschränkt, die demokratische Kontrolle über Staatsgelder aushöhlt und die Schweiz zu einer unsicheren Zahlungsquelle für die EU macht, ohne greifbare Gegenleistungen zu erhalten.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen Frontalangriff auf das bewährte System dar, das den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz gewährleistet. Ausländische Anbieter

werden durch diese Öffnung ermutigt, lediglich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Diesem Phänomen der 'Rosinenpickerei' fallen jene essenziellen, aber unrentablen Nebenlinien zum Opfer, auf denen die SBB und andere konzessionierte Unternehmen aktuell die Grundversorgung sicherstellen. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch fundamental untergraben.

Darüber hinaus ist die angebliche Absicherung durch die vom Bundesrat propagierte 'Gemeinsame Erklärung' rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, was die langfristige Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz weiter vorantreibt. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, insbesondere durch die drohende Übernahme von Regulierungen wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert wichtige Entscheidungsbefugnisse unwiderruflich an zentrale EU-Stellen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies beschränkt nicht nur die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs, sondern erschwert auch die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für Sektoren wie den Güterverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden, bedroht zudem direkt die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die Bevölkerung. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen Ausdruck einer schleichenden Souveränitätsaufgabe, die dem Schweizer Service public und den berechtigten Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger massiv schadet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und lediglich kosmetischer Natur. Sie vermögen den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise kompensieren. Eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, droht. Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber de facto weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies impliziert weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung

in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregulierungen stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch kostentragend ist. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die nationale Hoheit über unsere kritische Infrastruktur untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen schweizerischen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk", die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, wie sie durch das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde eine wichtige Einnahmequelle für betroffene Regionen eliminieren und die finanzielle Grundlage der kantonalen Energieversorgung schwächen. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden weiter geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 8b ff.) schafft eine unzureichende Energiereserve, die die Zuverlässigkeit unserer Stromversorgung erheblich gefährdet. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der schweizerischen Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE setzt unsere nationale Netzgesellschaft unnötigerweise den gleichen, oft unpassenden Regeln aus wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergräbt die föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel dar und verletzen in fundamentaler Weise den Volkswillen sowie die verfassungsmässigen Aufträge zur Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, quasi einer "Niederlassung C PLUS", ist praktisch unentziehbar und untergräbt massiv die innere Sicherheit sowie die Stabilität unserer

Sozialwerke. Dies ermöglicht EU-Bürgern und ihren umfangreich erweiterten Familienangehörigen, einschliesslich Eltern und Schwiegereltern, ein faktisches Bleiberecht, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug. Die dadurch entstehenden unkalkulierbaren Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Die sogenannte "Schutzklausel", wie sie in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) verankert ist, erweist sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird, während die Drohung der EU mit Strafmassnahmen bei einer dennoch erfolgten Anwendung eher einer Erpressung als einem Schutz gleicht. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich schlicht hinnehmen müssen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und der Souveränität.

Die im revidierten AIG vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von Sozialhilfeleistungen für EU-Bürger kaum noch möglich. Diese Massnahmen stehen in direktem Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Auch die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Qualitätsstandards zugunsten einer reinen EU-Kompatibilität, wie die automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) zeigt. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Beweise für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zeigen, wie tief die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreift. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Abs. 4) stellt eine gefährliche Deregulierung dar und untergräbt die nationale Qualitätskontrolle im sensiblen Gesundheitsbereich.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen, insbesondere im Hinblick auf eine mögliche Übernahme des EU-Beihilferechts, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Kontrolle auf.

Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die bewährte Praxis der Schweiz, bei der Förderentscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden auf demokratischer und politischer Grundlage getroffen werden, einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden soll. Solche politisch legitimierten Massnahmen, wie sie beispielsweise im Bereich des Regionalverkehrs, zur Unterstützung von Kantonalbanken, zur Förderung von Kultur oder zur Stärkung lokaler KMU ergriffen werden, drohen neu einer nicht-schweizerischen Instanz unterstellt zu werden.

Der Föderalismus wird durch die vorgeschlagenen Regelungen massiv untergraben. Die Souveränität der Kantone, ihre Autonomie in der Ausgestaltung der lokalen Wirtschaftsförderung, wird durch die Notwendigkeit, Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorlegen zu müssen, ausgehöhlt. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Struktur der Schweiz.

Durch die Verpflichtung, Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von dieser genehmigen zu lassen, unterwirft sich die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU.

Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke und Infrastrukturen im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, die gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) als verlängerter Arm der EU agieren wird, ist ausserordentlich problematisch. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was insbesondere vor dem Hintergrund der neuen Kompetenzen des Bundesgerichts (neuer Artikel 82 Buchstabe bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG)) beunruhigt. Diese Bestimmung ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle von kantonalen Erlassen durch das Bundesgericht, was die kantonalen Autonomien weiter schwächt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Darüber hinaus bedeutet die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein weiteres alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer erheblichen Erosion der schweizerischen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Rechenschaftspflicht führen und sind daher entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an die EU-Regularien, getarnt unter dem Begriff "Lebensmittelsicherheit", stellt eine gravierende Unterwanderung unserer nationalen Souveränität und unserer bewährten Qualitätsstandards dar. Die umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" bedroht nicht nur die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten und die sprichwörtliche Schweizer Qualität.

Die spürbare Gefahr eines Qualitätsverlustes durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards ist unverkennbar. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" droht, seine Bedeutung zu verlieren, wenn die Produktion den gleichen, weniger strengen Kriterien wie in der EU folgen muss. Dies entwertet einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt die Grundlage unseres Rufs.

Die existenzielle Bedrohung durch die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen, und uns jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in Kernbereichen unserer Wirtschaft und Gesellschaft nehmen.

Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden, was die Autonomie unserer nationalen Aufsicht untergräbt. Gleichzeitig droht eine Welle unerträglicher Bürokratie: Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerker müssten sich mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften auseinandersetzen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen gefährdet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards, der unsere Produzenten und Konsumenten gleichermaßen trifft. Neu eingefügte Kompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) umgehen zudem das Parlament und gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere im Hinblick auf Transport (Art. 15a TSchG) und Schlachtung (Art. 21 TSchG), erzwingen die Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Vorschriften zugunsten von EU-Standards. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Unterstellung unter das EU-Diktat im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) gefährdet, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt.

Abschliessend ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ein fahrlässiges Aufgeben der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist gefährlich für unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist kein Gewinn an Sicherheit, sondern ein Verlust an Souveränität und Qualität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und werfen die Frage auf, ob diese im Einklang mit den grundlegenden verfassungsrechtlichen Prinzipien der Schweiz stehen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtssetzende Gewalt des Bundes, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) sowie in Artikel 164 BV verankert sind, sind kritisch zu beleuchten.

Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von bilateralen Abkommen, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz. Artikel 164 BV bestimmt unmissverständlich, dass die Gesetzgebung Sache der Bundesversammlung ist. Die unklare Formulierung und die Offenheit für zukünftige, nicht im Detail definierte EU-Rechtsentwicklungen lassen befürchten, dass die Schweiz in einer Art "Recht-Übernahme-Diktat" gefangen wird, das ihr die Möglichkeit nimmt, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu erlassen. Dies steht im diametralen Gegensatz zum Souveränitätsprinzip nach Artikel 1 BV, welches die Unabhängigkeit und Selbstbestimmung der Schweiz als oberstes Rechtsgut definiert.

Des Weiteren ist die Frage der Anwendbarkeit des Unionsrechts und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) höchst problematisch. Sollte eine automatische Übernahme von EU-Rechtstiteln und eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH erfolgen, würde dies die richterliche Unabhängigkeit in der Schweiz erheblich beeinträchtigen. Schweizer Gerichte müssten EU-Recht anwenden und dabei die Auslegung des EuGH berücksichtigen. Dies könnte die Möglichkeit einschränken, die Schweizer Rechtsordnung eigenständig zu interpretieren und anzuwenden, was wiederum die Gewaltentrennung und die richterliche Autonomie gemäss Artikel 30 BV untergraben könnte.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass eine entsprechende Stimmrechtsbeteiligung oder Einflussnahme auf die Entscheidungsfindung gewährleistet ist, ist ebenfalls als nachteilig zu erachten. Es stellt sich die Frage nach der Verhältnismässigkeit und der Sinnhaftigkeit von finanziellen Beiträgen, die nicht durch eine gleichwertige politische Mitgestaltung kompensiert werden.

Abschliessend lässt sich festhalten, dass die gegenwärtigen Verhandlungsergebnisse die Gefahr einer zunehmenden Abhängigkeit von der EU mit sich bringen und die verfassungsrechtlich garantierten Prinzipien der Schweizer Souveränität und der rechtssetzenden Gewalt ernsthaft gefährden. Eine kritische und umfassende Prüfung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz gewahrt bleiben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Felix Zulauf (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Felix Zulauf · 0794007860 · zulauf@zuam.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit unseres Landes. Ohne eine klare und bindende Ausgestaltung der zukünftigen Beziehungen, insbesondere im Hinblick auf die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie im revidierten Bundesgesetz über die schweizerische Bundesgesetzgebung (RBG) und seinen einschlägigen Artikeln zur Rechtsübernahme diskutiert wird, schwebt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des Schweizerischen Parlaments. Die aktuelle Situation lässt zu viele Interpretationsspielräume offen, die es der EU ermöglichen könnten, ihren Einfluss auf die Schweizer Gesetzgebung massgeblich zu verstärken, ohne dass hierfür eine direkte demokratische Legitimation in unserem Land besteht. Besonders bedenklich ist die Tendenz, dass die Annahme von sogenannten "Updates" des EU-Rechts ohne vorgängige obligatorische Referenden im Schweizer Volk und Ständerat stattfinden könnte. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien der direkten Demokratie, die in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, namentlich in den Artikeln zur Volksgesetzgebung und zum Referendum, verankert sind. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und die Fähigkeit, eigene Gesetze zu schaffen und zu gestalten, sind das Fundament unseres politischen Systems. Eine automatische Übernahme von EU-Regulierungen würde diese Grundlage untergraben und die Schweiz zu einem Anhängsel der Europäischen Union degradieren, ohne dass wir die Gestaltungshoheit über die uns auferlegten Normen behalten. Die Befürchtung ist, dass die wirtschaftlichen Vorteile, die potenziell aus einer verbesserten Beziehung zur EU resultieren könnten, mit einem zu hohen Preis für unsere politische Autonomie erkauft werden. Eine zu enge Anbindung, die eine substanzielle Übernahme von EU-Recht beinhaltet, ohne dass entsprechende Mitspracherechte oder Kontrollmechanismen auf Schweizer Seite bestehen, ist keineswegs eine "Stabilisierung", sondern vielmehr eine Erosion unserer nationalen Identität und Selbstbestimmung. Wir müssen darauf dringen, dass jede Form der Zusammenarbeit klar und im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Prinzipien gestaltet wird, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre souvereäne Stellung auch in Zukunft wahren kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der revidierten Massnahmen zur Terrorismusbekämpfung und des revidierten Polizeigesetzes wirft erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung grundlegender Freiheitsrechte und die Stärkung staatlicher Überwachungskapazitäten. Die vorliegenden Vorschläge, die offensichtlich im Lichte internationaler, insbesondere europäischer, Entwicklungen stehen, bedürfen einer kritischen Prüfung, um sicherzustellen, dass sie mit dem schweizerischen Rechtsstaat und den Prinzipien der Verhältnismässigkeit und Notwendigkeit vereinbar sind. Die geplante Ausweitung von Überwachungsbefugnissen, beispielsweise die erleichterte Nutzung von Online-Durchsuchungen oder die Erweiterung des Zugangs zu Kommunikationsdaten, bewegt sich gefährlich nahe an einer schleichenden Aushöhlung des Datenschutzes und des Fernmeldegeheimnisses, wie es in Artikel 10 des Bundesgesetzes über den Datenschutz (DSG) verankert ist. Die Annahme, dass solche Massnahmen stets im Verhältnis zum legitimen Ziel der Terrorismusbekämpfung stehen, ist kritisch zu hinterfragen. Ohne klare und eng gefasste Kriterien für die Anwendung dieser Instrumente besteht die Gefahr des Missbrauchs und einer unverhältnismässigen Beeinträchtigung der Privatsphäre unbescholtener Bürgerinnen und Bürger. Es muss sichergestellt werden, dass jede Massnahme einer strengen gesetzlichen Grundlage und einer gerichtlichen Kontrolle unterliegt, um willkürliche Eingriffe zu verhindern. Darüber hinaus ist die Harmonisierung mit europäischen Richtlinien, auch wenn sie auf den ersten Blick zweckmässig erscheint, im Hinblick auf die Souveränität und die nationalen Besonderheiten der Schweiz mit äusserster Vorsicht zu betrachten. Die

Übernahme von Regelungen, die nicht vollständig auf die schweizerische Rechtsordnung abgestimmt sind, kann zu unerwünschten Rechtsunsicherheiten und zu einer Abweichung von bewährten schweizerischen Prinzipien führen. Die Frage, inwieweit die Unabhängigkeit der eidgenössischen und kantonalen Strafverfolgungsbehörden durch eine stärkere Angleichung an europäische Standards beeinträchtigt wird, bedarf einer eingehenden Analyse. Die im Rahmen des Völkerrechtlichen Rahmenabkommens diskutierten Regelungen müssen im Lichte des Grundsatzes der Gewaltenteilung und der rechtsstaatlichen Garantien evaluiert werden, wie sie in der Bundesverfassung selbst niedergelegt sind. Die Gefahr einer blinden Übernahme von Modellen, die in anderen Rechtssystemen möglicherweise nicht die gewünschten Ergebnisse erzielen oder gar zu negativen Auswirkungen führen, ist real und muss präventiv angegangen werden. Die schweizerische Gesetzgebung muss weiterhin auf den eigenen Grundwerten und der bewährten Rechtskultur basieren.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Stromsektor stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die finanziellen Lasten tragen muss. Die Entscheidungsgewalt über unser Stromnetz verlagert sich unwiderruflich nach Brüssel. Die eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet die unumkehrbare Abschaffung einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energieregulierung und die Implementierung undemokratisch legitimierter Vorgaben. Die Regeln für staatliche Beihilfen der EU bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Dies schwächt die föderalen Strukturen und die lokale Energieversorgung, insbesondere die Gemeindekraftwerke, deren Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie unsere Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Krisenfall die Verantwortung für die Versorgungssicherheit übernimmt – weder der Markt noch die EU scheinen dafür geradestehen zu wollen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt unkalkulierbare Risiken. Sie wird zu extremer Preisvolatilität führen und die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abwälzen. Die Energiereserven nach Art. 8b ff. StromVG werden unzureichend sein, und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben die föderalen Strukturen. Das Energiegesetz (EnG) wird durch die neuen Regelungen in Art. 15 neu und die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln auf 200 kW die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion massiv benachteiligen und somit die Wirtschaftlichkeit kleiner Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte zerstören. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeuten die Unterwerfung unter das EU-Regime und den Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Dieses hochriskante Experiment gefährdet die stabile und zuverlässige Grundversorgung der Schweiz. Aber wir sollten endlich unsere Selbstversorgung mit dem Bau weiterer Kraftwerke (nuklear und Wasser) in Angriff nehmen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regularien im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt einen fundamentalen Angriff auf die Souveränität, die Qualität und die Struktur unserer Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es ist nicht zu übersehen, dass es hierbei weniger um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit geht, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, welche die hiesigen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und letztlich auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt, ist durch eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards direkt in Gefahr. Die spürbare Abwertung des Labels "Made in Switzerland" ist vorprogrammiert, wenn Produzenten gezwungen sind, nach denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU zu produzieren. Diese Nivellierung nach unten ist nicht nur ein wirtschaftlicher Schaden, sondern auch ein kultureller Verlust. Ein besonders beunruhigendes Element ist die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine

inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, welche die Schweiz in ihrer Fähigkeit, souveräne Entscheidungen zu treffen, massiv einschränkt. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Absturz bringen. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, ist ein beispielloser Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Parallel dazu droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und auf die EU zugeschnittenen Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören würde. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz, namentlich die Neufassung von Art. 15a und Art. 21 TSchG, zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften im Bereich Transport und Schlachtung. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust in einem ethisch so wichtigen Bereich. Ebenso wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen systematisch missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt, wie in den neuen Absätzen von Art. 141 und 148 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) sowie in Art. 26 Abs. 1bis des Waldgesetzes (WaG) angedeutet, das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht dar. Es droht eine Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften, die unsere kulinarische Identität und die mittelständische Wirtschaft gefährden. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im LwG sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die parlamentarische Kontrolle umgeht. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen und die Bekämpfung von Tierseuchen, wie im novellierten Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu) vorgesehen, würden sich dem Diktat der EU unterstellen, was schnelle und souveräne Reaktionen verunmöglicht und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Dieses Abkommen bedeutet einen gravierenden Verlust an Autonomie und Qualität für die Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nach unserer Auffassung unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie bieten keinen wirksamen Schutz gegen den massiven Abwärtsdruck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Schweiz muss ihre Souveränität und ihren bewährten Lohnschutz verteidigen.

Finanzieller Beitrag

Wir äussern uns mit Nachdruck und tiefer Besorgnis zum Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere im Hinblick auf die geplante Umwandlung freiwilliger Zahlungen in eine automatische, rechtlich bindende

Verpflichtung gegenüber der Europäischen Union. Diese Entwicklung stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die vorgeschlagene Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist äusserst bedenklich. Artikel 1 des KoBG zementiert die bisher als Geste der Solidarität geleisteten Kohäsionszahlungen als permanenten, rechtlich bindenden Anspruch der EU. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern und verwandelt diese in eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung. Die Budgethoheit des Parlaments wird damit substanziell beeinträchtigt, da die Mittel nicht mehr autonom zur Stärkung unserer eigenen Bevölkerung oder zur Förderung schweizerischer Interessen eingesetzt werden können. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als verlockendes Lockangebot. Der im Rahmen des Abkommens verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt jedoch das unkalkulierbare Risiko massiv höherer Forderungen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, Verhandlungen zu führen oder gar "Nein" zu sagen, wenn die EU ihre finanziellen Forderungen erhöht. Wir werden faktisch zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne dabei ein Mitspracherecht oder eine verbriefte Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder dem Abbau von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist nicht als technische Formalität abzutun. Sie verankert diese Abgaben tief in der schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert eine permanente, routinemässige Finanzierung der EU aus Schweizer Steuergeldern. Diese Entwicklung steht im Widerspruch zum Prinzip der bilateralen Zusammenarbeit, bei der die Schweiz als souveräner Staat agiert und ihre Beiträge eigenverantwortlich leistet. Zusätzlich ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Transaktionen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies untergräbt die Integrität der Friedensförderungspolitik und verschleiert die eigentliche Natur der finanziellen Verpflichtungen. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab, da sie zu einer unwiderruflichen Schwächung der Schweizer Souveränität, zu einer Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle und zu einer finanziellen Belastung führt, deren Ausmass nicht absehbar ist und deren Gegenwert fragwürdig bleibt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die etablierte Praxis, dass Subventionen primär Ausdruck politischer und demokratischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, würde durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und die Möglichkeit lokaler Wirtschaftsförderung, die künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigt werden müsste. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die sich aus der Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen durch die EU-Kommission ergibt, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft Eigentümer von Infrastrukturbetrieben sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in essenziellen Bereichen. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und Art. 3 BHÜG, mutet einer 'Superbehörde' an, die primär als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide dienen nicht mehr ausschliesslich Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, und die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist stossend: Die Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Einheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch abstrakte Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG gekippt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz wird geopfert zugunsten des EU-Beihilferechts. Auch der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, um der neuen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese Entwicklungen sind inakzeptabel und stellen eine gravierende Beeinträchtigung unserer Rechtsordnung und föderalistischen Struktur dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer sozialen Sicherheit dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie konterkariert klar den Willen des Schweizer Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, welche die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, insbesondere wenn diese Personen von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug betroffen sind. Die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen geradezu gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die dadurch entstehenden Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und folglich der Sozialkosten führen. Wir haben schon mehr als genügend Probleme weil wir die Souveräntit punkto Migration mit der Personenfreizügigkeit an die EU verloren haben. Und jetzt geht der Vorschlag sogar noch weiter. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reine Illusion, deren Anwendungs-Hürden derart hoch sind, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten werden. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu aktivieren, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungstat macht und keine echte Schutzfunktion bietet. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung entmachtet unser Parlament und das Volk faktisch bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Beschneidung unserer direkten Demokratie darstellt. Das angepasste Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung des neuen Artikels 41c AIG weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus und erschweren einen Ausschluss selbst bei starker Abhängigkeit. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung zulässt und als zahnloser Tiger die nationalen Interessen nicht schützt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden ausgetragen werden. Ebenso unterwirft die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was die sozialpolitische Souveränität weiter schwächt. Die Beschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) stellt einen Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten dar. Diese umfassende Aufgabe nationaler Kontrollkompetenzen zugunsten automatisierter EU-Mechanismen, wie im BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) sowie im Psychologieberufegesetz (neuer Artikel 37 Absatz 4), gefährdet die hohen Schweizer Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt und die öffentliche Sicherheit eigenständig zu regulieren.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft des Schweizer Service public auf. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Bahnstrecken zu bedienen. Dieses Vorgehen birgt die erhebliche Gefahr der sogenannten "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen primär die profitabelsten Hauptstrecken nutzen. Dies würde die finanzielle Grundlage der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Transportunternehmen, die auch für die Aufrechterhaltung des Angebots auf unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien verantwortlich sind, empfindlich schwächen. Des Weiteren besteht die Sorge, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte und für die Qualitätssicherung unerlässliche Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte. Dies bedroht direkt die Leistungsfähigkeit und den Umfang des bestehenden Angebots für die Schweizer Bevölkerung. Die vom Bundesrat als Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dieses Abkommen führt zu einer schrittweisen Aufgabe der nationalen Kontrolle über die Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass die Schweiz künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), adaptieren müsste. Dies würde die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr aushöhlen. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz bei

gemeinsamen Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die im Landverkehrsbereich vorgesehenen Änderungen eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen und die nationale Souveränität im Eisenbahnwesen signifikant untergraben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf, die eine kritische Prüfung und Ablehnung nahelegen. Eine Übertragung von Rechtsetzungsbefugnissen in den Bereichen, die in den Verordnungen (EU) 2019/710 und (EU) 2019/711 angesprochen werden, würde eine erhebliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität bedeuten. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Schweiz betont, wird durch die vorgeschlagenen Regelungen massiv beeinträchtigt. Insbesondere die Art und Weise, wie das Recht der Europäischen Union durch die Erwähnung und die faktische Übernahme von Verordnungen und Richtlinien in das schweizerische Recht integriert werden soll, ist höchst problematisch. Es ist fraglich, ob der Bundesrat im Rahmen seiner Kompetenzen gemäss Art. 173 Abs. 1 lit. a der Bundesverfassung die Befugnis besitzt, die Schweiz derart weitreichend an ein fremdes Rechtssystem zu binden, ohne eine direkte Zustimmung des Parlaments oder gar des Souveräns einzuholen. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation. Die Argumentation, dass dies der Rechtssicherheit und der reibungslosen Zusammenarbeit diene, greift zu kurz. Die Gefahr, dass sich die Schweiz in einem ständigen Anpassungszwang befindet und gezwungen wird, unionsrechtliche Entwicklungen zu übernehmen, ohne diese kritisch prüfen zu können, ist allgegenwärtig. Dies betrifft auch die Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs, dessen Urteile die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts faktisch massgeblich beeinflussen würden, was im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gemäss Art. 190 Bundesverfassung steht. Die geforderte Übernahme von Drittstaatenabkommen der EU würde zudem die aussenpolitische Handlungsfreiheit der Schweiz weiter einschränken. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien auf eine Weise gefährden, die nicht hingenommen werden kann. Eine solche Annäherung ist mit den fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Bundesverfassung nicht vereinbar und muss daher entschieden abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche und tiefgreifende Bedenken. Die vorgelegte Analyse scheint die gravierenden Nachteile und Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit zu unterschätzen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht und die damit einhergehende Erosion unserer demokratischen Entscheidungsfindung sind inakzeptabel. Die geplante Übernahme des EU-Rechts, wie sie in der EU-Erweiterungsverordnung des Bundesrats zur Sprache kommt, würde de facto zu einer Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) führen. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Selbstbestimmung, wie er in Artikel 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, welcher die Würde des Menschen und die Rechtsgleichheit betont. Die Schweizer Bevölkerung würde indirekt einer Rechtsprechung unterworfen, an deren Zustandekommen sie keinen Einfluss hat. Ferner wirft die automatische Übernahme von EU-Recht Fragen der Verhältnismässigkeit und der Vereinbarkeit mit nationalen Grundrechten auf. Artikel 5 BV, der die staatliche Tätigkeit auf das Gemeinwohl und die Achtung der Menschenwürde verpflichtet, könnte durch die pauschale Adaption von EU-Regularien verletzt werden, wenn diese nicht im Einklang mit schweizerischen Verfassungsprinzipien stehen. Die Gewährleistung der individuellen Freiheiten und die staatliche Verantwortung für das Wohl der Bevölkerung dürfen nicht durch externe Vorgaben aufgeweicht werden. Die angeblichen Vorteile eines solchen Pakets stehen in keinem Verhältnis zu den damit verbundenen Gefahren für unsere Rechtsordnung und unsere Verfassungsgrundsätze. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Möglichkeit, eigene Gesetze zu erlassen, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte unseres Landes zugeschnitten sind, sind für die Stabilität und den Wohlstand der Schweiz von zentraler Bedeutung. Eine schrittweise Aushöhlung dieser Prinzipien birgt

unkalkulierbare Risiken und gefährdet das Vertrauen in unsere Institutionen. Es ist zwingend geboten, die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit über jede Form von institutioneller Anbindung an die Europäische Union zu stellen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Roman Zulauf (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Roman Zulauf · 0796611089 · roman.zulauf@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Es ist dringend geboten, die potenziellen Nachteile und Risiken für die Schweiz zu identifizieren und zu bewerten, anstatt voreilige Schlüsse zu ziehen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Souveränität der Schweiz. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen Gefahr, die indirekte Übernahme von EU-Recht zu zementieren, ohne dass die Schweiz auf die Gesetzgebung Einfluss nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Autonomie, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, insbesondere im Hinblick auf die Artikel 1 und 5 BV, die die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz schützen. Die Gefahr der Erosion dieser Grundprinzipien durch die stetige Annäherung an EU-Standards ist offensichtlich und darf nicht unterschätzt werden. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen kritisch zu beleuchten. Während potenziell positive Effekte wie ein erleichterter Marktzugang diskutiert werden, dürfen die Kehrseiten nicht ignoriert werden. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Normen kann zu einer erheblichen Belastung für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) führen, die möglicherweise nicht über die Ressourcen verfügen, diese aufwändig umzusetzen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit schwächen und zu Marktkonzentrationen führen. Zudem ist die Gefahr einer finanziellen Belastung durch Beiträge an die EU oder die Übernahme von Verpflichtungen in der Forschungsförderung zu berücksichtigen, die im Schweizer Haushalt nur schwer zu kompensieren wären. Ein weiteres gravierendes Bedenken betrifft die Migrationspolitik. Die automatische Übernahme der EU-Personenfreizügigkeit birgt erhebliche Risiken für die soziale Kohäsion und die Infrastruktur in der Schweiz. Es muss gewährleistet bleiben, dass die Schweiz ihre Zuwanderung eigenständig regeln und an ihre Kapazitäten anpassen kann. Die geltenden Regelungen gemäss Artikel 121a BV, der die Steuerung der Zuwanderung vorsieht, dürfen durch ein Abkommen nicht ausgehebelt werden. Die Komplexität der Umsetzung und die potenziellen Konflikte mit nationalen Interessen sind hierbei nicht zu vernachlässigen. Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form erhebliche Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit den fundamentalen Interessen der Schweiz aufwerfen. Eine unvoreingenommene und tiefgehende Analyse, die alle potenziellen negativen Konsequenzen bedenkt und die Schweizer Rechtsordnung und Souveränität in den Vordergrund stellt, ist unerlässlich, bevor irgendwelche Verpflichtungen eingegangen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Auswirkungen der vorgeschlagenen Massnahmen auf die Souveränität und die demokratischen Entscheidungsprozesse der Schweiz auf. Es ist höchst bedenklich, dass die Inlandumsetzung von EU-Recht in weiten Teilen als reine Formalität betrachtet wird, ohne die notwendige kritische Auseinandersetzung mit dem Inhalt und den potenziellen Konsequenzen für unsere Rechtsordnung. Artikel 4 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die kantonalen Hoheitsrechte. Die Art und Weise, wie hier die Übernahme von EU-Recht gehandhabt wird, birgt die Gefahr, dass diese Artikel de facto ausgehöhlt werden. Es stellt sich die dringende Frage, ob die im Rahmen dieser Vernehmlassung vorgetragenen Umsetzungsrichtlinien nicht die Autonomie der Kantone und deren Recht auf eigene Gesetzgebung übermässig einschränken. Ferner missachten die vorgeschlagenen Regelungen die Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 Absatz 2 BV verankert sind. Die schrittweise Anpassung schweizerischer Gesetze an EU-Normen, ohne dass diese Normen einem direktdemokratischen Prozess unterliegen, untergräbt das Recht des Schweizer Volkes, über seine Gesetzgebung zu entscheiden. Insbesondere das Fehlen einer klaren und transparenten Grundlage für die Übernahme von Sekundärrecht der EU ist

alarmierend. Die vorgeschlagene Vorgehensweise zur Umsetzung, die auf eine breite Anwendung von Ermessen zugunsten der Exekutive abzielt, steht im Widerspruch zum rechtsstaatlichen Prinzip der Gesetzmässigkeit, wie es in Artikel 5 BV dargelegt ist. Es fehlt eine klare gesetzliche Grundlage, die eine solche delegative Macht zur Übernahme von fremdem Recht legitimiert. Die Gefahr, dass das Schweizer Recht de facto von ausländischen Institutionen bestimmt wird, ohne dass die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation gewährleistet sind, ist real. Die scheinbar unkritische Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Die Komplexität und ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts machen eine effektive und kohärente Inlandumsetzung zu einer Herkulesaufgabe, die die Kapazitäten und die Unabhängigkeit unserer Institutionen überstrapazieren könnte. Es muss mit aller Deutlichkeit darauf hingewiesen werden, dass die vorliegenden Vorschläge einer vertieften parlamentarischen Debatte und einer kritischen Prüfung bedürfen, bevor deren Umsetzung auch nur in Erwägung gezogen werden kann. Die Wahrung unserer Souveränität und unserer direktdemokratischen Grundsätze muss stets oberste Priorität haben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Verankerung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union in Form eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich bindenden Pflicht ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen. Es handelt sich hierbei faktisch um eine faktische Zwangsabgabe, die nicht im Interesse der Schweiz liegt. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, diesen Forderungen entgegenzutreten oder «Nein» zu sagen, und ist gezwungen, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht in Angelegenheiten, die unsere finanziellen Mittel betreffen. Die Zusicherung eines besseren Marktzugangs oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bleibt ausserdem aus, während wir für eine institutionelle Anbindung bezahlen, die primär unsere Souveränität kostet. Das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient einzig dazu, die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren und das Parlament seiner Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag zu entledigen. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden, wird die Schweiz lediglich eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung vollziehen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine formale Einbindung; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Akzeptanz als Teil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und ein Missbrauch des ehrenwerten Ziels der Friedensförderung. Der «gute Name» der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieser finanziellen Verpflichtung darf die Schweiz nicht zustimmen, da sie unsere Unabhängigkeit gefährdet und keinen ausreichenden Gegenwert bietet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Souveränität und die Integrität unserer hochstehenden Produktionsstandards dar. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" verbirgt sich ein umfassendes Integrationsprojekt, das unsere gesamte Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterwirft. Dies ist nicht nur eine Bedrohung für unsere bäuerlichen Familienbetriebe, sondern untergräbt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten, indem sie gezwungen werden, sich an oft tiefere EU-Standards anzupassen. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Die Angleichung an niedrigere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland", einem unserer wichtigsten Wettbewerbsvorteile. Dies wird durch die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) manifest, welches die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und zu einer erstickenden Bürokratie führt. Besonders gravierend ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und eine Kündigung dieses

schädlichen Abkommens unmöglich macht. Hinzu kommt die Delegation von Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren, die einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellen und Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradieren. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, was einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen Souveränitätsverlust bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Schutz unserer Wälder (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterstellt, was uns daran hindert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Diese gesamte Massnahme ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine eklatante Missachtung des Volkswillens und der verfassungsrechtlichen Aufträge zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, widerspricht fundamental dem Geist des Artikels 121a der Bundesverfassung. Die Schaffung eines quasi unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", öffnet Tür und Tor für einen unkontrollierten Zuzug, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfeleistungen. Dies untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke, deren Kosten auf die Schweizer Steuerzahler abgewälzt werden. Besonders alarmierend ist die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die weit über das hinausgeht, was für ein Nicht-EU-Land zumutbar wäre. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einer unkontrollierbaren Zuwanderungswelle und explodierenden Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich als reine Illusion. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer billigen Erpressung macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der "Integrationsmethode" bedeutet nichts anderes als die faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Volkes. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich würden ohne weiteres übernommen, was die direkte Demokratie aushöhlt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit wird praktisch unmöglich gemacht. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein zahnloser Tiger, der keine wirksame Steuerung erlaubt und dem politischen Ermessen Tür und Tor öffnet. Die zwangsweise Gleichbehandlung von EU-Bürgern im Bildungsbereich führt zu drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer, wie die Anpassungen im ETH-Gesetz und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) zeigen. Dies ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von ausländischen Berufsqualifikationen (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation, indem sie die Souveränität in der Zuwanderungspolitik schleichend aufgibt und die Sozialwerke zusätzlich belastet. Die "Wiedereingliederungsstrategie" im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) ist eine reine Kosmetik, die die verloren gegangene Kontrolle über den Zuzug kaschieren soll. Die massiven Mehrkosten für die zweite Säule durch die Unterstellung unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) sowie die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen bei einem Wegzug in die EU sind weitere Belege für die gravierenden Nachteile dieses Abkommens. Selbst unser Zivilgesetzbuch wird durch die Anpassung des Art. 89a zur Folgeänderung der Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht angepasst. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das IMI-System in diversen Berufsgesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) höhlen die nationale Kontrollhoheit über Berufsqualifikationen und Patientensicherheit aus. Diese Vorschläge sind ein klarer Bruch mit der schweizerischen Verfassung und untergraben unsere Souveränität in unzulässiger Weise.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz ungenügend und stellen eher eine oberflächliche Kosmetik dar, anstatt die massiven negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau effektiv abzufedern. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion der Lohnstrukturen, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen würde. Anstatt unsere bewährten und wirksamen flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese aufgeweicht und an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch weitaus weniger effektiv als die bisherigen, was primär jenen ausländischen Unternehmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q Obligationenrecht) ist ein direkter und nicht zu rechtfertigender Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird und ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket schwächt die schweizerische Souveränität und den Lohnschutz erheblich.

Strom

Die vorgeschlagene institutionelle Einbindung der Schweiz in die EU-Strommarktreformen stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die Unterwerfung unter EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem passiven Teilnehmer degradiert, der zwar finanzielle Lasten zu tragen hat, jedoch keinerlei Stimmrecht in entscheidenden Fragen über unser Stromnetz besitzt. Dies führt dazu, dass fundamentale Entscheidungen über unsere Energieversorgung künftig in Brüssel getroffen werden, ohne Rücksicht auf nationale Bedürfnisse und Interessen. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird durch diese Bestrebungen de facto zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Ihre Aufgabe wird es sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies markiert das definitive Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung und untergräbt die demokratische Kontrolle über unsere Energiepolitik. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existentiell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen und somit der lokalen Bevölkerung zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte einschneidende wirtschaftliche Folgen für diese Regionen und schwächt die föderalen Strukturen in der Energieversorgung. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und die Preisstabilität. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies ist ein verantwortungsloses Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft tragen müsste. Die erwartete Preisvolatilität und die möglichen neuen staatlichen Umlagen für die nicht vom Markt gedeckten Versorgungssicherheitskosten werden zu höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze für Förderungen auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Dies widerspricht der angestrebten Energiestrategie und gefährdet die Investitionssicherheit durch die Einführung von Förderausschlüssen bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), was den Ausbau erneuerbarer Energien bremst und unsere Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die massive Ausweitung der

Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Dies zerstört unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Schweiz muss ihre Energiesouveränität verteidigen und darf ihre Energieversorgung nicht leichtfertig ausländischen Interessen opfern.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Schweiz, die bisher über eine bewährte und demokratisch legitimierte Praxis der Förderung ihrer Wirtschaft und Gesellschaft verfügt, soll sich einem rigiden und zentralistischen EU-Kontrollregime unterwerfen. Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) schafft mit der neuen Beihilfekammer eine "Superbehörde", die faktisch als verlängerter Arm der EU agieren wird. Gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG wird diese Instanz primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr schweizerische Interessen. Dies untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich. Die autonome und dezentrale Förderpolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden, die auf politische Entscheidungen und lokale Bedürfnisse abgestimmt ist, wird durch eine technokratische Kontrolle ersetzt. Besonders stossend ist die Schwächung der kantonalen Autonomie. Die Kantone, die bisher über eigene Regelungen und Verfahren zur Wirtschaftsförderung entschieden, werden zu Bittstellern degradiert. Ihre souveränen Entscheide können gemäss neuem Art. 82 Bst. bbis BGG und Art. 31a VGG durch die Beihilfekammer und letztlich das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Dies hebelt die föderalistische Struktur der Schweiz aus und entzieht den kantonalen Parlamenten und Regierungen einen wesentlichen Kompetenzbereich. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen die öffentliche Hand eine wichtige Rolle spielt, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz über Beihilfen im Luftverkehr und eine vollständige Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Transparenz und die demokratische Kontrolle werden durch die Schaffung dieser neuen zentralen Instanz zusätzlich geschwächt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG entzieht der Öffentlichkeit und den Konsumenten eine wichtige Stimme. Die gesamte Rechtskontrolle wird zentralisiert, was grundlegende Prinzipien unseres Rechtsstaates und unseres Föderalismus verletzt. Wir lehnen diese umfassende Unterwerfung unter EU-Recht und die damit einhergehende Entmachtung unserer demokratischen und föderalen Institutionen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen zur Angleichung an das EU-Recht im Bereich des Landverkehrs bergen erhebliche Risiken für die Stabilität und die Service-Public-Leistungen des Schweizer Schienenverkehrs. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine unmittelbare Bedrohung dar. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter birgt die Gefahr der sogenannten «Rosinenpickerei». Internationale Unternehmen werden sich auf die lukrativsten Strecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Anbieter mit den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Angebotsqualität für die gesamte Bevölkerung. Die Argumentation, die beigefügte «Gemeinsame Erklärung» biete einen ausreichenden Schutz, ist juristisch nicht haltbar und entbehrt jeder Substanz. Es handelt sich um ein rechtlich nicht bindendes Dokument, das keinerlei Gewähr dafür bietet, dass zukünftige Änderungen des EU-Beihilferechts nicht doch die Bewilligung von heute üblichen Subventionen für den Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Rollmaterialerneuerung in Frage stellen werden. Die Schweiz müsste sich dann abermals dem dynamischen Rechtsübernahmeprozess unterwerfen, ohne Einflussmöglichkeit. Darüber hinaus wird durch die Vorgaben im Personenbeförderungsgesetz (PBG) eine weitere Aushöhlung der nationalen Souveränität vorangetrieben. Der neue Artikel 32a Absatz 1bis PBG zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Kriterien zu berücksichtigen. Dies schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen ein und priorisiert die Konformität mit Brüsseler Vorgaben über die spezifischen Bedürfnisse und verkehrspolitischen Ziele der Schweiz. Die Übernahme von EU-Regulierungen, wie jenen zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), bedeutet eine schleichende Verlagerung von Steuerungs- und Kontrollkompetenzen über unsere eigene Schieneninfrastruktur an zentrale

EU-Stellen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter schwächt. Die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs sind durch diese Entwicklungen ernsthaft gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Bilaterale Beziehungen ja. ABER, ganz klar als souveränes Land und folglich ohne Übernahme von einer fremden Gesetzgebung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU ist aus einer kritischen Perspektive zu betrachten, da sie erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz birgt. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen vorgesehen ist, ohne angemessene Mitgestaltungsmöglichkeit, stellt eine schleichende Aushöhlung des nationalen Rechtssetzungsprozesses dar. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, sowie dem föderalistischen System, das in Artikel 3 BV vorgesehen ist. Die Integration von EU-Recht, das sich dynamisch weiterentwickelt, in das Schweizer Rechtssystem über einen automatischen Mechanismus der Referenz und Übernahme wirft die Frage auf, wer in Zukunft die Gesetze für die Schweiz bestimmt. Gemäss Artikel 164 BV ist die Bundesversammlung die oberste gesetzgebende Behörde der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Grundprinzip untergraben, da die Gesetzgebungskompetenz de facto teilweise an Brüssel abgetreten würde. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und Fonds, oft als "Schutzgeld" oder "Beitrag zur Kooperation" bezeichnet, muss kritisch hinterfragt werden. Ohne klare Gegenleistungen und unter der Bedingung, dass diese Beiträge stetig steigen, stellt dies eine erhebliche finanzielle Belastung dar, die nicht im Interesse der Schweizer Steuerzahler ist. Die Unverbindlichkeit der EU-Rechtsprechung für die Schweiz, die dennoch befolgt werden muss, schafft eine asymmetrische Beziehung, die für die Schweiz nachteilig ist. Die drohende Gefahr einer "Klärungsdynamik" im Rahmen des institutionellen Abkommens würde die Schweiz zu einer ständigen Anpassung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zwingen. Dies würde die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, die gemäss Artikel 190 BV an das Recht gebunden ist, potenziell erheblich beeinträchtigen. Die Möglichkeit, dass der EuGH über die Auslegung des Abkommens entscheidet, bedeutet, dass Schweizer Gerichte letztlich an richterliche Entscheidungen ausserhalb der Schweiz gebunden wären, was die Souveränität des Schweizer Rechts und der Schweizer Gerichte in Frage stellt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Vorschläge für ein Paket Schweiz-EU zu tiefgreifenden Fragen der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der finanziellen Solidität führen. Eine unkritische Übernahme würde die Schweiz in eine Abhängigkeit von der EU bringen, ohne dass die Vorteile diese Nachteile aufwiegen würden. Die demokratischen Prozesse und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz sind in Gefahr.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: roman.zulauf@gmail.com
Sent: Donnerstag, 9. Oktober 2025 10:21
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Abkommen EU-CH
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

als politisch interessierter Bürger erlaube ich mir, Ihnen meine Sorgen zum vorliegenden Abkommen zwischen der EU und der Schweiz kundzutun und insbesondere auf die damit verbundene Aufgabe der Souveränität unseres Landes hinzuweisen. Unser bisheriges Erfolgsmodell als direkte Demokratie und der damit errungene Wohlstand stehen auf dem Spiel.

Freundliche Grüsse
Roman Zulauf, Altendorf

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Hansjoerg Zust · 0792622759 · j.zust@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung bedürfen einer kritischen Prüfung, insbesondere im Hinblick auf ihre Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität unseres Landes. Es ist zu befürchten, dass die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht eine schleichende Erosion unserer eigenständigen Gesetzgebung bewirken könnte, was wiederum die Grundlage unserer direkten Demokratie und unseres Föderalismus gefährdet. Das Prinzip der Souveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, gebietet, dass die Schweiz ihre eigenen Gesetze erlässt und unabhängig handelt. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht, auch im Rahmen von Abkommen, könnte diese Souveränität direkt beeinträchtigen. Insbesondere Artikel 2 des Raumplanungsgesetzes (RPG), der die Raumplanung als Aufgabe des Bundes, der Kantone und der Gemeinden definiert und auf die Förderung einer nachhaltigen Entwicklung abzielt, könnte durch EU-Vorgaben untergraben werden, die möglicherweise andere Prioritäten setzen. Die Frage ist, ob die vorgesehene Umsetzung tatsächlich dem Wohl der schweizerischen Bevölkerung dient oder primär den Interessen der Europäischen Union. Des Weiteren werfen die geplanten Regelungen erhebliche Bedenken hinsichtlich des Subsidiaritätsprinzips auf, das in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Dieses Prinzip legt fest, dass Aufgaben auf der niedrigstmöglichen Ebene (Gemeinde, Kanton) wahrgenommen werden sollen, solange diese ihre Aufgaben erfüllen können. Eine Zentralisierung von Kompetenzen oder eine Verpflichtung zur Übernahme von EU-Richtlinien könnte dieses Prinzip unterlaufen und die Autonomie der Kantone und Gemeinden schwächen. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagene Umsetzung sicherstellt, dass die Entscheidungsfindung in den Händen derjenigen verbleibt, die am nächsten an den betroffenen Bürgern sind. Die Gefahr, dass die schweizerische Rechtsprechung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) beeinflusst oder gar de facto mitbestimmt wird, ist eine ernste Sorge. Artikel 189 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) und andere Bestimmungen, die im Rahmen von bilateralen Abkommen umgesetzt werden, müssten einer ständigen Überprüfung auf ihre Vereinbarkeit mit dem EU-Recht unterzogen werden. Dies könnte zu einer Rechtsunsicherheit führen und die Rechtspflege in der Schweiz verkomplizieren. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die klare Trennung von Gesetzgebung und Rechtsprechung könnten hierdurch gefährdet sein. Abschliessend muss die Langfristigkeit und die Rückwirkungsfähigkeit derartiger Abkommen kritisch hinterfragt werden. Es ist zu prüfen, ob die vorgeschlagenen Massnahmen nicht zu einer irreversiblen Bindung der Schweiz an die EU führen und ob genügend Mechanismen zur Abfederung unerwünschter Entwicklungen und zur Wahrung unserer nationalen Interessen vorgesehen sind.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental den Prinzipien unserer direkten Demokratie sowie dem klar geäusserten Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die weit über das bisher Gekannte hinausgeht und unsere Souveränität auf unzulässige Weise untergräbt. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, als eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein eklatantes Sicherheitsrisiko und eine immense Belastung für unsere Sozialwerke. Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Zuzug und einer Explosion der Sozialkosten führen, die primär von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als

reine Augenwischerei. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die jede eigenständige Handlungsfähigkeit der Schweiz unterbindet. Die automatische Rechtsübernahme von EU-Recht im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' bedeutet faktisch das Ende der Mitsprache unseres Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und entzieht uns jegliche Gestaltungsmacht in diesem essenziellen Politikfeld. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet, ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit wird nahezu unmöglich, was die Kosten für Kantone und Gemeinden dramatisch erhöhen wird. Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehenen drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird durch die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden zusätzlich belastet. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Berufs- und Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle, was insbesondere im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Diese Vertragspassagen offenbaren eine tiefe Resignation und einen bedenklichen Verzicht auf Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unsere bewährte föderalistische Ordnung dar. Es ist unhaltbar, die demokratisch legitimierte Praxis staatlicher Förderungen, die integraler Bestandteil der autonomen Wirtschaftspolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden ist, einem rigiden, technokratischen Kontrollregime aus Brüssel zu unterwerfen. Die Abschaffung der nationalen Steuerungshoheit in diesem Bereich, insbesondere durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), schafft eine "Superbehörde" als verlängerten Arm der EU. Diese Instanz wird primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen und damit schweizerische Interessen gefährden. Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Ihre Autonomie, eigenständige Entscheidungen über lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu treffen, wird aufgehoben. Stattdessen werden sie im Rahmen des neuen BHÜG und des angepassten Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) zu Bittstellern degradiert, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht auf EU-Konformität geprüft und potenziell gekippt werden können. Dies schwächt die föderalistischen Strukturen und die kantonalen Rechte erheblich. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luftverkehr und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und den Service public in essenziellen Infrastrukturbereichen. Zudem wird die Unabhängigkeit der Rechtskontrolle beeinträchtigt. Die erweiterte Zuständigkeit des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die kantonalen Instanzen. Das neue Beschwerderecht nach Art. 31a VGG gibt der zentralen Beihilfebehörde ein weiteres Werkzeug an die Hand, um kantonale Souveränität auszuhöhlen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Signal für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Es entsteht der Eindruck, dass die neuen EU-konformen Regeln über die Köpfe der schweizerischen Bevölkerung und ihrer Vertreter hinweg durchgesetzt werden sollen. Dies ist eine unannehmbare Einschränkung unserer wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit und eine Abkehr von unseren nationalen Interessen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung der bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht bedeutet faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe. Dies entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der anfangs veranschlagte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert dadurch jede Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, zu zahlen, was die EU diktiert. Die Schweiz wird damit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht und ohne Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv ausser Kraft setzt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erfolgen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Status als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Der 'gute Name' der schweizerischen Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Zusammenfassend stellt die vorgeschlagene Regelung eine massive Verschlechterung der schweizerischen Verhandlungsposition und eine erhebliche Erosion der nationalen Souveränität dar. Die Verpflichtung zu hohen, unkontrollierbaren Zahlungen im Austausch für fragwürdige Vorteile ist nicht im Interesse der Schweiz.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Sicherung des Schweizer Service public auf. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret in Artikel 40ater EBG, stellt eine direkte Bedrohung dar. Ausländische Anbieter werden dadurch ermächtigt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies fördert zwangsläufig eine "Rosinenpickerei", bei der profitable Hauptverbindungen von ausländischen Unternehmen genutzt werden, während die SBB und andere konzessionierte Gesellschaften auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenstrecken verbleiben. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Leistungsfähigkeit unseres Service public fundamental. Des Weiteren ist die im Personenbeförderungsgesetz vorgesehene Anpassung von Artikel 32a Absatz 1bis PBG äusserst problematisch. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die besten und auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Lösungen wählen zu können, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann zu suboptimalen Ergebnissen und letztlich höheren Kosten für die Steuerzahler führen, da die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert wird. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei wirklichen Schutz. Ihre rechtliche Wertigkeit ist fragwürdig und sie ist nicht bindend. Zukünftige Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste, werden dadurch nicht verhindert. Dies untergräbt die langfristige Souveränität der Schweiz im Bereich des Bahnverkehrs und lässt den Service public, der für die Versorgung aller Landesteile unerlässlich ist, in seiner Qualität und seinem Umfang massiv gefährden. Die Anwendung des EU-Beihilferechts könnte zudem bestehende, für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Rollmaterialerneuerung notwendige Subventionen als unzulässig einstufen. Die schleichende Aufgabe der Kontrolle über die eigene Schieneninfrastruktur, etwa durch die dynamische Übernahme von Regelungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen und ist daher entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind aus schweizerischer Sicht äusserst bedenklich und laufen Gefahr, das Fundament unseres bewährten Systems zu untergraben. Es ist keineswegs erkennbar, dass die angekündigten Massnahmen den massiven Lohndruck, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, wirksam

kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was zu sozialer Ungleichheit führen würde. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden die flankierenden Massnahmen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind in ihrer Komplexität bürokratischer, jedoch fraglich in ihrer Effektivität im Vergleich zu den bisherigen Bestimmungen. Dies scheint primär ausländischen Unternehmen zugutezukommen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Diese Gesamtheit an Massnahmen ist kein Fortschritt, sondern eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres Lohnschutzes.

Strom

Die vorgeschlagene institutionelle Einbindung in die EU-Strommarktregulierung stellt einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität der Schweiz dar. Mit der Unterstellung unter EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird unser Land zu einem abhängigen Teilnehmer degradiert, der die Kosten trägt, aber keine Mitsprache bei Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz hat. Die ElCom, einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zu einer administrativen Vollzugsstelle für europäisches Recht degradiert und verliert ihre demokratische Legitimation. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik. Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, von zentraler Bedeutung für die Bergkantone, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleichzeitig gefährdet die Liberalisierung die föderalen Strukturen: Gemeindekraftwerke und ihre Einspeisevorrechte werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen System die Verantwortung für die Sicherstellung der Stromversorgung trägt – weder der Markt noch die EU. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht mehr übernimmt, werden auf die Konsumenten abgewälzt. Die Energiegesetzgebung (EnG) wird durch Art. 15 neu geschwächt, was die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW ist ein direkter Schlag gegen kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz wird dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zerstören unsere föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Aufgabe unserer Souveränität. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel einer Harmonisierung, stellt eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar.

Es ist keineswegs eine reine Massnahme zur Verbesserung der Sicherheit, sondern vielmehr eine umfassende Übernahme von EU-Vorschriften, die unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in akuter Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das renommierte Label 'Made in Switzerland' wird dadurch entwertet, ein wichtiger Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört. Eine zutiefst beunruhigende 'Guillotineklausel' verknüpft dieses Abkommen unwiderruflich mit allen anderen bilateralen Verträgen I. Jegliche Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit stösst. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Souveränität dar. Unsere Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für ihre Grösse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist somit ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein schwerwiegender Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, breit akzeptierten Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Ähnlich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Entwurf dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen Auswirkungen auf unsere verfassungsmässige Ordnung sorgfältig zu prüfen, insbesondere im Hinblick auf die Bewahrung unserer direktdemokratischen Grundsätze und die Unabhängigkeit unserer Gerichte. Die Übernahme von EU-Recht, auch in einer selektiven Form, stellt eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebung dar. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat. Jegliche Verpflichtung, sich zukünftigen EU-Regulierungen zu unterwerfen, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk in vollem Umfang mitbestimmen können, widerspricht diesem fundamentalen Prinzip. Insbesondere Artikel 123 Absatz 2 BV, der die Zuständigkeit des Bundes für die Gesetzgebung im Bereich der Beziehungen zu anderen Staaten festlegt, müsste kritisch hinterfragt werden, falls diese Zuständigkeit de facto an Brüssel delegiert würde. Die befürchtete Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz einem sich ständig wandelnden Rechtsrahmen unterwirft, der nicht mehr unserer nationalen Kontrolle unterliegt. Dies steht im Konflikt mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit und der Möglichkeit für Schweizer Bürger, die geltenden Gesetze unmittelbar zu kennen und zu beeinflussen. Die Auswirkungen auf die parlamentarische Autonomie, die in den Artikeln 158 ff. BV verankert ist, sind gravierend. Es ist fraglich, ob die Schweizer Bundesversammlung ihre Gesetzgebungskompetenzen noch wirksam ausüben kann, wenn sie regelmässig neue EU-Richtlinien und -Verordnungen übernehmen muss. Des Weiteren ist die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte bei der Anwendung von EU-Recht potenziell gefährdet. Wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) die letzte Instanz für die Auslegung von übernommene

EU-Recht wird, könnte dies die Autonomie unserer nationalen Justiz untergraben, die in Artikel 190 Absatz 2 BV verankert ist. Die Möglichkeit, dass Entscheidungen des EuGH bindend für Schweizer Gerichte wären, ohne dass diese über eine unabhängige Überprüfungsinstanz verfügen, ist inakzeptabel. Die Formulierung "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" darf nicht als Deckmantel für eine schleichende Integration und den Verlust von Souveränität missbraucht werden. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerische Rechtsordnung und die direktdemokratischen Instrumente, die das Fundament unserer Staatsordnung bilden, ungeschmälert erhalten bleiben. Eine überstürzte oder unvollständig durchdachte Annäherung an die EU, die unsere Kernprinzipien kompromittiert, ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die eine kritische und skeptische Haltung gebieten. Die vorgeschlagene Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und einer Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Grundsätze. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten stellt eine erhebliche Herausforderung dar. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung liegt die Gesetzgebungskompetenz grundsätzlich bei der Schweiz. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angelegt ist, könnte diese Kompetenz aushöhlen und zu einer faktischen Fremdbestimmung führen. Es besteht die Besorgnis, dass die Schweiz unter den Mantel der Rechtsangleichung gezwungen wird, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, deren Inhalt und Auswirkungen nicht im Sinne des Schweizer Volkes und seiner Interessen sind. Die im Vernehmlassungsverfahren angesprochenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind ebenfalls äusserst problematisch. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie bei der Übernahme von EU-Recht unweigerlich eintreten würde, widerspricht dem Prinzip der nationalen richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 30 der Bundesverfassung verankert ist. Dies würde bedeuten, dass ausländische Richter über die Auslegung schweizerischer Sachverhalte und die Anwendung von Recht entscheiden könnten, was die Souveränität unserer Gerichte fundamental beeinträchtigt. Weiterhin sind die Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung und die Rechtssicherheit unklar. Die dynamische Übernahme von EU-Recht bedeutet, dass sich die schweizerische Rechtsordnung fortlaufend und ohne direkte legislative Kontrolle ändern würde. Dies schafft eine grosse Unsicherheit für Unternehmen, Bürgerinnen und Bürger sowie für die Verwaltung. Die Gefahr von Rechtsbrüchen oder Fehlinterpretationen steigt, wenn die Rechtsgrundlagen nicht mehr primär im eigenen Gesetzgebungsprozess verankert sind. Zudem müssen die wirtschaftlichen und sozialen Folgen mit grösster Skepsis betrachtet werden. Die potenzielle Zunahme des Lohndumpings und die Verlagerung von Arbeitsplätzen in die Schweiz aufgrund von angepassten Regulierungen dürfen nicht ignoriert werden. Die Schweiz würde sich einem Wettbewerb ausgesetzt sehen, der auf ungleichen Voraussetzungen beruht, und könnte ihre sozialen Errungenschaften und hohen Standards gefährden. Es ist unabdingbar, dass die Schweizer Regierung die nationalen Interessen und die Souveränität unseres Landes über eine blosse Annäherung an die EU stellt. Jegliche Abkommen müssen eine klare Festlegung der Mitsprachemöglichkeiten und eine wirksame Kontrolle über die übernommene Gesetzgebung beinhalten, um die Grundpfeiler unseres Staates zu schützen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die eine kritische Distanz erfordern. Es besteht die Gefahr, dass durch eine zu schnelle und undifferenzierte Übernahme von EU-Recht die Souveränität der Schweiz massiv untergraben wird. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Gesetzgebung über die Europäische Union (SGU) verlangt die Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung und der verfassungsmässigen Grundsätze. Die vorliegende Vorlage scheint diesem Gebot nicht in ausreichendem Masse Rechnung zu tragen, indem sie eine Übernahme von EU-Recht primär nach Kriterien der Harmonisierung und Effizienz vorsieht, ohne die Kompatibilität mit dem schweizerischen Rechtssystem eingehend zu prüfen. Die Gefahr einer schleichenden Entstehung eines institutionellen Rahmens, wie er in der EU besteht, ist evident. Die vorgeschlagene Mechanismen zur Streitbeilegung und zur Übernahme von neuem EU-Recht könnten dazu führen, dass die schweizerischen Gerichte und Behörden zunehmend gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden, ohne dass ein direkter Einfluss auf dessen Entstehung ausgeübt werden kann. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Legitimation von Recht, der auf der demokratischen Mitsprache beruht. Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft garantiert die Autonomie der Kantone und die

Volkssouveränität. Eine zu starke Bindung an EU-Recht könnte diese Autonomie de facto aushebeln, da die Kantone und das Volk nur noch marginalen Einfluss auf die Gesetzgebung hätten, die sie betrifft. Des Weiteren ist die Frage der institutionellen Überwachung ungeklärt. Artikel 10 Absatz 1 des SGU verlangt, dass die Schweiz die notwendigen Massnahmen trifft, um die Erfüllung ihrer Verpflichtungen aus den Abkommen zu gewährleisten. Die aktuellen Vorschläge bieten jedoch keine klare Antwort darauf, wie die Einhaltung des schweizerischen Rechts im Kontext der übernommenen EU-Normen sichergestellt wird, insbesondere wenn es zu Konflikten kommt. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz zu einem reinen Rechtsanwender verkommt, ohne die Möglichkeit, ihre eigenen Interessen und Werte wirksam zu verteidigen. Vor diesem Hintergrund ist eine äusserst vorsichtige und abwägende Haltung geboten, um eine Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung und Souveränität zu verhindern.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Friedrich Schneider, Via alla Chiesa 13, 6944 Cureglia (Privat)

Datum: 09.10.2025

Kontakt: Friedrich Schneider · 079 445 60 60 · friedrich.schneider@me.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Umsetzung der inländischen Bestimmungen im Hinblick auf die Vereinbarungen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit eine solche Umsetzung tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt und ob sie den verfassungsrechtlichen Grundsätzen, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität und der bundesstaatlichen Ordnung gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), gerecht wird.

Besonders hervorzuheben ist die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne klare demokratische Legitimation. Die Verweise auf die bestehenden bilateralen Abkommen legen nahe, dass zukünftige Entwicklungen im EU-Recht automatisch auf die Schweiz übertragen werden könnten. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 34 BV verankert ist, wo die Stimmberechtigten über Verfassungsänderungen entscheiden. Eine passive Übernahme von EU-Regulierungen, die potenziell von Schweizer Bürgerinnen und Bürgern nicht direkt beeinflusst werden können, untergräbt die politische Willensbildung im Inland.

Darüber hinaus besteht die Sorge, dass die Souveränität der Schweiz durch die fortlaufende Harmonisierung mit EU-Standards beeinträchtigt wird. Artikel 2 BV betont die Pflicht, die Unabhängigkeit und die Interessen der Schweiz zu wahren. Eine zu starke Angleichung an europäisches Recht könnte die Fähigkeit der Schweiz einschränken, eigene politische, wirtschaftliche und soziale Wege zu gehen. Dies gilt insbesondere dann, wenn die EU-Gesetzgebung in Bereichen voranschreitet, die für die Schweiz von fundamentaler Bedeutung sind, wie beispielsweise im Finanzdienstleistungssektor oder in der Umweltpolitik.

Die Unklarheit bezüglich der Mechanismen zur Anpassung des Schweizer Rechts an die Dynamik des EU-Rechts ist ein weiterer kritischer Punkt. Artikel 164 BV legt die Kompetenzen des Bundesrates und des Bundesrates fest, Gesetze zu erlassen. Wenn die Umsetzung von EU-Recht in erster Linie durch administrative Akte oder durch Anpassungen im Verordnungsbereich erfolgt, die nicht dem ordentlichen Gesetzgebungsverfahren unterliegen, entzieht dies den parlamentarischen und demokratischen Kontrollinstanzen wesentliche Einflussmöglichkeiten. Dies könnte zu einer Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien führen, da die Transparenz und die Nachvollziehbarkeit der Gesetzgebung leiden könnten.

Es ist daher unerlässlich, dass bei jeder Massnahme zur Umsetzung von EU-Vereinbarungen eine sorgfältige Abwägung der Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger sowie die rechtsstaatliche Ordnung erfolgt. Eine pauschale Harmonisierung ohne klare strategische Ziele und ohne transparente demokratische Einbindung birgt erhebliche Risiken für die Schweiz.

Staatliche Beihilfen

Strom

Finanzieller Beitrag

Lebensmittelsicherheit

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Landverkehr

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung. Die Annahme eines solchen Rahmenabkommens würde die Schweiz in eine asymmetrische Abhängigkeit von der Europäischen Union manövrieren, ohne dass diese Bindungen auf Gegenseitigkeit beruhen.

Zunächst ist die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür ein gravierendes Problem. Artikel 13 des Bundesgesetzes über die europäischen Angelegenheiten (EAG) sowie die diesbezüglichen Ausführungsbestimmungen sehen klare Verfahren für die Übernahme von Rechtsakten vor. Die vorgeschlagene Regelung würde diese Bestimmungen unterlaufen, indem sie automatische Übernahme von EU-Recht vorsieht, ohne dass eine formelle parlamentarische oder referendumsmässige Prüfung stattfindet. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, und der direkten Demokratie, die durch Artikel 138 und 139 BV gewährleistet wird.

Ferner sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Rolle des Bundesgerichts bedenklich. Gemäss Artikel 190 BV sind Bundesgesetze und Völkerrecht für das Bundesgericht massgebend. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde potenziell die eigenständige Rechtsfortbildung durch die schweizerischen Gerichte einschränken und dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) eine de facto richterliche Autorität über die Schweiz verschaffen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 188 BV, der die Eigenständigkeit der schweizerischen Rechtsprechung schützt. Die Schweiz würde die Kontrolle über ihre eigene Rechtsentwicklung verlieren, was die Unabhängigkeit des Landes untergräbt.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind nicht zu unterschätzen. Die drohende Übernahme von EU-Recht in Bereichen wie dem Arbeitsmarkt oder dem Dienstleistungssektor könnte zu einer Erhöhung der Lohnkosten und einem Verlust der schweizerischen Wettbewerbsfähigkeit führen. Die Freiheit des Personenverkehrs, die im Rahmen von bilateralen Abkommen geregelt ist, könnte durch zusätzliche EU-Regulierungen weiter eingeschränkt werden, was die bereits bestehenden Herausforderungen verschärft. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die immensen Souveränitätsverluste aufwiegen können.

Die im EAG verankerten Prinzipien einer sorgfältigen Prüfung und Abwägung von Abkommen mit der EU werden durch die vorgeschlagene Regelung ausgehöhlt. Statt einer Stärkung der Beziehungen auf Augenhöhe würde die Schweiz in eine Position der Unterordnung gedrängt. Eine solche Entwicklung darf nicht ohne eingehende Prüfung und unter voller Berücksichtigung der verfassungsrechtlichen

Garantien und der nationalen Interessen erfolgen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit dem Schweizer Recht und den fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie. Es ist zwingend erforderlich, die vorgeschlagenen Vereinbarungen einer kritischen Prüfung zu unterziehen, da diese potenziell die Souveränität der Schweiz und die Rechte ihrer Bürgerinnen und Bürger schwächen könnten.

Besonders beunruhigend ist die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder ihre gewählten Vertreter ausreichenden Einfluss auf dessen Zustandekommen haben. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, welcher festlegt, dass das schweizerische Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt ausüben. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch den Schweizer Gesetzgeber, wie sie in den vorliegenden Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, untergräbt dieses Prinzip massiv. Wir riskieren eine schleichende Entmachtung des nationalen Parlaments und eine Verwässerung der direktdemokratischen Instrumente, die das Fundament unseres politischen Systems bilden.

Weiterhin wirft die mögliche Anrufung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) durch die EU erhebliche juristische und politische Fragen auf. Die Souveränität der Schweizer Gerichte und die unabhängige Rechtsprechung sind durch Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BPG) sowie durch Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert. Die Unterstellung unter die Jurisdiktion des EuGH würde eine Erosion dieser nationalen Gerichtsbarkeit bedeuten und die Möglichkeit eröffnen, dass fremdes Recht über unser eigenes gestellt wird. Dies ist inakzeptabel und steht im Widerspruch zur Unabhängigkeit der Schweiz.

Die vorgeschlagenen Vereinbarungen scheinen die Schweiz in eine Position zu manövrieren, in der sie nicht mehr die volle Kontrolle über ihre Gesetzgebung und ihre Rechtsordnung innehat. Die potenziellen finanziellen Verpflichtungen und die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen ohne adäquate Gegenleistungen sind ebenfalls bedenklich. Es bedarf einer gründlichen Analyse der wirtschaftlichen und politischen Konsequenzen, bevor irgendwelche bindenden Zusagen gemacht werden. Die Verhandlungsergebnisse müssen dem nationalen Interesse und den Werten der Schweiz dienen und dürfen nicht zu einer schleichenden Integration in die EU führen, die von Volk und Ständen nicht gewollt ist.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung. Die übermässige Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug eine angemessene Mitsprache auf Augenhöhe erhält, ist aus Sicht der Souveränität und der demokratischen Legitimation zutiefst problematisch. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die europäischen Organisationen (EuO) verlangt, dass die Schweiz ihre diplomatischen und rechtlichen Instrumente zur Wahrung ihrer Interessen einsetzt. Die aktuelle Ausrichtung scheint jedoch eher darauf abzuzielen, die Schweiz in einen Zustand der rechtlichen Abhängigkeit zu manövrieren, in dem sie primär als Anwenderin fremder Gesetzgebung fungiert.

Insbesondere die Regelung zur Übernahme von EU-Recht in den verschiedenen Sektoren, wie sie beispielsweise im Rahmen des institutionellen Abkommens diskutiert wird, widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische

Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen durch den Schweizer Gesetzgeber, ohne dass diese einem eigenständigen demokratischen Prozess unterworfen werden, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die Möglichkeit des Volkes, über diese Regelungen mitzubestimmen. Artikel 164 BV, der die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments regelt, wird hierdurch faktisch ausgehebelt.

Die Behauptung, dass die Schweiz durch die Annahme dieses Pakets ihre wirtschaftlichen Interessen wahren könne, vermag nicht zu überzeugen, solange die damit einhergehende Erosion ihrer rechtlichen und politischen Handlungsfähigkeit nicht angemessen berücksichtigt wird. Die Rolle des Bundesgerichts, das gemäss Artikel 190 BV an das geltende Recht gebunden ist, könnte durch die faktische Vorrangigkeit von EU-Recht weiter geschwächt werden, was die Rechtssicherheit und die Eigenständigkeit des Schweizer Rechtssystems in Frage stellt. Es ist zu befürchten, dass eine zu enge Anbindung an die EU auf Kosten der Schweiz gehen wird, indem sie ihre Fähigkeit verliert, ihre eigene Rechtsordnung nach den Bedürfnissen ihrer Bevölkerung und Wirtschaft zu gestalten. Eine solche Entwicklung ist mit den Grundsätzen der schweizerischen Verfassungsordnung nicht vereinbar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Andermatt Xaver (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: X. Andermatt · 079 523 81 56 · xaverand@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen bezüglich der inländischen Umsetzung von EU-Recht auf, die nicht ohne erhebliche Bedenken hingenommen werden können. Es drängt sich der Verdacht auf, dass die angestrebte Harmonisierung mit europäischen Vorgaben primär auf Kosten der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien geht, wie sie in unserer Bundesverfassung verankert sind. Besonders kritisch ist die mangelnde Transparenz und demokratische Legitimation, die mit der Übernahme von EU-Recht einhergeht. Die Tatsache, dass sich das schweizerische Recht in weiten Teilen an Richtlinien und Verordnungen orientiert, deren Zustandekommen wir nicht beeinflussen können, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Wir begeben uns in eine Abhängigkeit, die langfristig die Gestaltungsfreiheit unseres Landes massiv einschränkt. Ferner wird das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, das sich unter anderem in der Gewaltenteilung manifestiert, gefährdet. Die Übernahme von EU-Recht bedeutet oft die Akzeptanz von Rechtsprechung, die nicht auf unseren eigenen rechtlichen Traditionen basiert und deren Auslegung durch Organe erfolgen kann, auf die wir keinen direkten Einfluss haben. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Gewaltentrennung, wie er in Artikel 164 der Bundesverfassung angedeutet und durch die unabhängige schweizerische Gerichtsbarkeit gewährleistet wird. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Rechtssystem die Auslegung unseres eigenen Rechts mitbestimmt, ist problematisch und kann zu einer Aushöhlung der nationalen Rechtsordnung führen. Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Politik sind ebenfalls keineswegs gesichert positiv. Es besteht die Gefahr, dass schweizerische KMU und innovative Unternehmen durch übermässige regulatorische Auflagen, die auf spezifische Bedürfnisse der EU zugeschnitten sind, benachteiligt werden. Die Flexibilität des schweizerischen Marktes, die oft als Stärke gepriesen wird, könnte durch eine übermässige Angleichung an EU-Standards verloren gehen. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die angestrebte inländische Umsetzung von EU-Recht, so wie sie hier dargelegt wird, erhebliche verfassungsrechtliche und praktische Probleme aufwirft. Es bedarf einer wesentlich kritischeren Prüfung und einer Stärkung der nationalen Eigenständigkeit, um die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit birgt erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität und die Steuerung unserer Zuwanderung. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie sich in den vorgeschlagenen Anpassungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) manifestiert, widerspricht fundamental dem verfassungsmässigen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem klaren Volkswillen. Insbesondere die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer „Niederlassung C PLUS“, ist höchst bedenklich. Dieser praktisch unentziehbare Status, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, stellt eine erhebliche Gefahr für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Dies wird durch die Neufassung des AIG, insbesondere die Streichung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, die den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweitet und einen Ausschluss kaum mehr möglich macht, zementiert. Die Kosten dieser faktischen Zuwanderung in unsere Sozialsysteme werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte „Schutzklausel“ gemäss neuem Artikel 21b AIG erweist sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine

Erpressungsklausel, die die Schweiz an die Leine der EU bindet. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung durch die „Integrationsmethode“ bedeutet de facto das Ende der Mitsprache des Schweizer Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein kapitulierender Akt gegenüber Brüssel. Die angepassten Gesetze, wie das Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau im Privatrecht (EPG), die Einführung von höheren Studiengebühren im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG) (Art. 61a), sind lediglich ein Eingeständnis der immensen, versteckten Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und des Schweizer Steuerzahlers ausgetragen werden. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BBG) und die damit verbundene automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen, anstatt einer sorgfältigen nationalen Prüfung, schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur unabhängigen Arbeitsmarktregulierung. Dies gefährdet direkt die Patientensicherheit, wie die Anpassungen im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) mit der Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und der Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG) zeigen. Die Schweiz verliert die Kontrolle über die Zulassung von Fachkräften, insbesondere in sensiblen Bereichen wie dem Gesundheitswesen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine kapitulierende Politik gegenüber der EU darstellen, die unsere Souveränität untergräbt, die Zuwanderung unkontrolliert fördert und die Kosten dafür der Schweizer Bevölkerung auferlegt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der finanziellen Beiträge an die Europäische Union, insbesondere in Form von Kohäsionszahlungen, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der finanziellen Lasten der Schweiz auf. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter freiwilliger Beiträge in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine massive Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Artikel 1 des KoBG zementiert faktisch einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf Schweizer Steuergelder und entzieht dem nationalen Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung dieser Mittel. Der anfangs kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Abkommen verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als ein reines Lockvogelangebot. Es ist davon auszugehen, dass dieser Mechanismus zwangsläufig zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz ohne Verhandlungsmacht nachkommen muss. Dies positioniert die Schweiz faktisch als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, wobei die Zahlungen verbindlich werden, ohne dass im Gegenzug garantierter oder verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse gewährt wird. Vielmehr bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile bietet. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine formale Integration; sie verankert diese Zahlungsverpflichtungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Abhängigkeit. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise untergräbt das Prinzip der transparenten und demokratisch legitimierten Finanzpolitik. Die Schweiz muss darauf bestehen, dass finanzielle Verpflichtungen freiwillig und unter voller parlamentarischer Kontrolle bleiben und nicht als rechtlich bindende Pflichten durch die Hintertür der EU-Integration diktiert werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret durch den neuen Artikel 40ater EBG, eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen begünstigt unweigerlich die "Rosinenpickerei", bei der Konzerne nur die profitabelsten Hauptrouten bedienen. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien belastet bleiben. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch massiv untergraben. Des Weiteren droht durch die Anwendung des EU-Beihilferechts eine grundlegende Gefährdung der bewährten Subventionierungssysteme im Schienenverkehr. Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, die bisher zur Sicherstellung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Bürger dienten,

könnten als unzulässig eingestuft werden. Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist in ihrer rechtlichen Verbindlichkeit äusserst fragwürdig und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz müsste diese fortlaufend und dynamisch übernehmen, was eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr zur Folge hätte. Die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur würde schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagert, beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Zudem schränkt die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen, wie im neuen Artikel 32a Absatz 1bis PBG vorgesehen, die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Das aktuelle Vorgehen gefährdet die finanzielle Stabilität und die operative Handlungsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" im Bereich Lebensmittelsicherheit stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Was unter dem Deckmantel der Sicherheit propagiert wird, ist in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung unter ein System, das unsere hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer landwirtschaftlichen Betriebe gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Vorgaben und dem Vertrauen der Konsumenten fusst, droht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich verloren zu gehen. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird seiner Bedeutung beraubt, wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie die der EU. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf diese Werte dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, was gerade für kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen existenzbedrohend ist. Zusätzlich zu den wirtschaftlichen und qualitativen Nachteilen wird unsere Souveränität auf unerträgliche Weise tangiert. Die Tatsache, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten sollen, ist ein direkter Eingriff in unsere nationale Unabhängigkeit. Ebenso besorgniserregend sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21. Diese zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies bedeutet, dass die Schweiz ihre eigene Politik in zentralen Bereichen wie Lebensmittelsicherheit, Tierschutz oder Waldschutz nicht mehr eigenständig gestalten kann. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was die Bekämpfung von Seuchen gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine ernste Gefahr für die Schweizer Qualität, die Souveränität und die Vielfalt unserer Ernährungswirtschaft darstellen. Sie führen zu einer erstickenden Bürokratie, einem Verlust an hohen Standards und einer Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vorlage zur staatlichen Beihilfenpolitik im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Wahrung nationaler Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Kontrolle. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), stellen eine gravierende Aushöhlung der bewährten Schweizer Rechts- und Wirtschaftsordnung dar. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb die etablierte Praxis, bei der Subventionen als politische, von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffene Entscheidungen im Interesse der Allgemeinheit – sei es im Regionalverkehr, bei Kantonalbanken, in der Kultur oder zur Stärkung lokaler KMU – eine Unterwerfung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime erfahren sollen. Die Souveränität der Kantone wird durch die vorgeschlagenen Massnahmen fundamental untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern unterstellen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren föderalistischen Grundsatz, der es den Kantonen gestattet, ihre eigenen Prioritäten zu setzen und lokale Bedürfnisse zu berücksichtigen. Die Schweiz unterwirft sich durch diese Regelung einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Jegliche staatliche Beihilfe müsste künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies würde die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit praktisch aushebeln. Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, wo zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG führt zur Entstehung einer 'Superbehörde', die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Die primäre Aufgabe dieser Instanz wird nicht mehr die Durchsetzung Schweizer Interessen sein, sondern die Kompatibilität mit EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist unzureichend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, ohne formelles rechtliches Gehör. Die neuen Artikel 82 Bst. bbis BGG und die Anpassungen im Bundesverwaltungsgesetz (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) sind besonders stossend für den Föderalismus, da sie kantonale Erlasse einer abstrakten Normenkontrolle durch Bundesgericht und die neue Beihilfebehörde unterwerfen und somit die kantonalen Souveränität aushebeln. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG, die die bisherige nationale Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr aufhob, ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient lediglich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt ist die vorliegende Vorlage eine inakzeptable Unterwerfung unter fremde Rechtsetzung und eine Gefährdung unserer nationalen und föderalistischen Grundprinzipien.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar, die den immensen Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, keinesfalls zu kompensieren vermögen. Statt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und auf EU-Standards reduziert. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, jedoch nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, welche die laxeren Bestimmungen für Lohndumping missbrauchen werden. Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Verringerung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten massiv verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen

im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) sowie die Anpassungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt faktisch zu einer Unterstellung unter europäische Regulierungsmechanismen, ohne dass die Schweiz hierbei ein Stimmrecht besitzt. Dies bedeutet, dass künftige Entscheidungen über unser Stromnetz, eine kritische Infrastruktur, nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel getroffen werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies stellt das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung dar und entzieht dem Schweizer Volk die demokratische Kontrolle über seine Energiepolitik. Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das massgeblich den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Finanzierungsquelle für die lokale Wertschöpfung darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die Kantone finanziell schwächen, sondern auch das Rückgrat unserer Energieversorgung existentiell bedrohen. Ferner werden die föderalen Strukturen in der Energieversorgung durch die EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale Energiequellen, wie sie beispielsweise von Gemeindekraftwerken genutzt werden, wird ausgehebelt. Dies benachteiligt die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, wird unzählige kleine und mittlere Produzenten der erneuerbaren Energien, wie Gemeindewerke oder Landwirte, massiv benachteiligen und ihre wirtschaftliche Grundlage gefährden. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung und begünstigt stattdessen grosse, zentralisierte Akteure. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG birgt das Risiko einer Gefährdung der nationalen Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Falle einer Knappheit die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen soll. Der freie Markt wird diese Aufgabe nicht erfüllen können, was ein unverantwortliches Spiel mit dem Feuer darstellt. Dies führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und letztlich zu höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedeuten einen Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur und untergraben unsere föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unnötig Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze aufgibt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und erfordert eine kritische Würdigung der vorgeschlagenen Massnahmen. Es ist nicht ersichtlich, wie das angestrebte Paket im Einklang mit den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und der nationalen Souveränität stehen soll. Insbesondere die unklare Rechtsgrundlage und die potentielle Erosion unserer rechtsstaatlichen Institutionen werfen gravierende Fragen auf. Die mangelnde Transparenz bezüglich der genauen Ausgestaltung der einzelnen Abkommen und deren Vereinbarkeit mit dem bestehenden Schweizer

Recht ist alarmierend. Es besteht die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht, dessen Entwicklung wir nicht mehr direkt beeinflussen können, unsere Gesetzgebung einem externen Diktat unterworfen wird. Artikel 7 der Bundesverfassung verankert das Prinzip der Volkssouveränität und der Rechtsstaatlichkeit. Die vorgeschlagene Annäherung droht, diese fundamentalen Prinzipien auszuhöhlen, indem sie uns an eine Rechtsordnung bindet, die wir nicht mehr eigenständig gestalten können. Das vorgeschlagene Paket scheint ferner auf einer einseitigen Stärkung der EU-Institutionen und einer entsprechenden Schwächung der schweizerischen Entscheidungsfindungsprozesse hinauszulaufen. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) eine definitive Deutungshoheit über Abkommen erlangen könnte, die für die Schweiz bindend sind, ist mit den Grundsätzen unserer Rechtsordnung, wie sie beispielsweise im Obligationenrecht (OR) oder im Zivilgesetzbuch (ZGB) zum Ausdruck kommen, unvereinbar. Eine solche Entwicklung würde die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtssetzungskompetenz erheblich beeinträchtigen. Darüber hinaus ist die finanzielle Dimension der vorgeschlagenen Vereinbarungen unklar und birgt das Risiko signifikanter Belastungen für die schweizerische Volkswirtschaft. Die übernahme von EU-Richtlinien ohne klare Gegenleistungen und die potentielle Beteiligung an Haftungsregelungen der EU stellen eine nicht zu unterschätzende finanzielle Bürde dar, deren Auswirkungen auf die Stabilität unseres Wirtschaftsstandortes und die finanzielle Solidarität innerhalb der Schweiz sorgfältig geprüft werden müssen. Es ist daher geboten, eine ablehnende Haltung gegenüber dem vorliegenden Paket einzunehmen, solange nicht überzeugende Argumente und rechtliche Garantien vorgelegt werden, die unsere Souveränität, unsere rechtsstaatlichen Prinzipien und die finanzielle Stabilität unseres Landes zweifelsfrei wahren. Eine blinde Übernahme externer Regelungen ohne sorgfältige Prüfung der Konsequenzen wäre eine grobe Fahrlässigkeit gegenüber den Bürgerinnen und Bürgern der Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die angestrebte Annäherung, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, steht in klarem Widerspruch zu zentralen Bestimmungen der Schweizer Bundesverfassung. Die vom Bundesrat geplante Übernahme von EU-Recht ohne effektiven Einfluss der Schweizer Stimmbürger und des Parlaments verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter würden de facto entmachtet, da Entscheidungen, die das Leben der Schweizer Bürgerinnen und Bürger direkt betreffen, von Brüssel diktiert würden. Des Weiteren ist die Beibehaltung der richterlichen Unabhängigkeit und die Unverletzlichkeit der schweizerischen Rechtsordnung durch eine solche Angleichung massiv gefährdet. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) erhebt den Anspruch, die Auslegung von EU-Recht verbindlich festzulegen. Die Übernahme von EU-Recht im Rahmen von Abkommen, die eine Zuständigkeit des EuGH vorsehen, würde die Gerichte der Schweiz faktisch dem Einfluss des EuGH unterstellen. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er im Schweizer Rechtssystem, insbesondere auch im Kontext der Garantie rechtsstaatlicher Prinzipien gemäss Artikel 29 Absatz 1 der Bundesverfassung, verankert ist. Die Fähigkeit der Schweizer Gerichte, unabhängige Urteile basierend auf schweizerischem Recht zu fällen, wäre stark eingeschränkt. Die angestrebte "Stabilisierung" der Beziehungen scheint eher eine schleichende Unterwerfung unter europäische Normen zu bedeuten, anstatt eine ausgewogene Partnerschaft auf Augenhöhe. Die Verflechtung mit der EU birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre Identität und ihre Rechtstraditionen aufgibt, ohne dafür angemessene Gegenleistungen zu erhalten. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die vermeintlichen Vorteile einer engeren Bindung die gravierenden Einschränkungen der schweizerischen Selbstbestimmung und die Gefährdung unserer rechtsstaatlichen Grundfesten rechtfertigen. Die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz dürfen nicht unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bedürfen einer kritischen Überprüfung, bevor eine definitive Beurteilung vorgenommen werden kann. Insbesondere die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und der damit verbundenen flankierenden Massnahmen erscheinen fragwürdig und potenziell nachteilig für die Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht im Zuge von Bilateralen Abkommen, wie beispielsweise dem Abkommen über die Personenfreizügigkeit (APers), birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabgabe. Gemäss Artikel 126 des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) sind die flankierenden Massnahmen primär

dazu bestimmt, die Lohn- und Arbeitsbedingungen im Land zu schützen. Die vorgeschlagenen Änderungen scheinen diese Schutzfunktion zu schwächen und eröffnen die Möglichkeit, dass Lohn-Dumping und eine Verschlechterung der Arbeitsbedingungen Tür und Tor geöffnet wird. Ferner ist zu hinterfragen, ob die vorgeschlagene Gerichtsbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen der Bilateralen Abkommen tatsächlich mit der Schweizer Verfassung, insbesondere mit Artikel 190 der Bundesverfassung, vereinbar ist. Die verbindliche Anwendung von EuGH-Urteilen, auch wenn sie nicht explizit im Verhandlungstext vorgesehen ist, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte dar. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die Schweizer Gerichte das Schweizer Recht, einschliesslich der Bundesverfassung, anzuwenden haben. Die mangelnde Klarheit bezüglich der finanziellen Beiträge der Schweiz an die EU, die im Rahmen neuer Abkommen entstehen könnten, ist ebenfalls besorgniserregend. Eine klare Auskunft über die Höhe und die Verwendungszwecke solcher Beiträge ist unerlässlich, um eine fundierte Entscheidung treffen zu können. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz mit versteckten Kosten belastet wird, ohne dass die Vorteile klar ersichtlich sind. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse Anlass zu tiefer Skepsis geben. Bevor die Schweiz irgendeine Form von Zustimmung signalisiert, müssen diese Punkte mit aller gebotenen Sorgfalt und kritischen Distanz geprüft werden. Die Souveränität der Schweiz und der Schutz ihrer Bürgerinnen und Bürger dürfen nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rico Breuss (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Rico Breuss · 0795444702 · rbreuss@ggaweb.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Abkommen potenziell die direkte Anwendung von EU-Recht in der Schweiz ermöglichen, ohne dass dieses Recht von den Schweizer Stimmbürgern oder ihren gewählten Vertretern in einem transparenten und rechtsstaatlichen Verfahren ratifiziert werden muss.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie beispielsweise im Bereich des Binnenmarktes üblich ist, könnte Artikel 6 der Schweizer Bundesverfassung, der die rechtsstaatlichen Prinzipien verankert, aushöhlen. Die Gefahr besteht, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, nicht im nationalen Gesetzgebungsverfahren verabschiedete EU-Normen anzuwenden. Dies widerspräche fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, und würde die Mitbestimmung des Schweizer Volkes in Kernbereichen seiner Gesetzgebung massiv einschränken.

Die vorgesehene Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Eine automatische Bindung der Schweizer Gerichte an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen üblich ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweiz gefährden. Dies steht im Widerspruch zu den grundlegenden rechtsstaatlichen Garantien, die in Artikel 29 der Bundesverfassung verankert sind und das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht sicherstellen. Wenn der EuGH als oberste Instanz über die Auslegung des Rechts in der Schweiz entscheiden würde, wäre die nationale Rechtsetzungskompetenz de facto ausgehöhlt.

Die Sorge, dass durch die Übernahme von EU-Recht die differenzierte Anpassung an Schweizer Bedürfnisse und die Berücksichtigung spezifisch schweizerischer Traditionen und Werte erschwert oder gar verunmöglicht wird, ist absolut berechtigt. Die Bundesverfassung, insbesondere in ihren Grundrechtsartikeln und demitationalen Bestimmungen, legt den Rahmen für die Rechtsordnung der Schweiz fest. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass diese nationalen Vorgaben unterlaufen werden.

Angesichts dieser fundamentalen Einschränkungen der Souveränität und der demokratischen Kontrolle muss eine kritische Überprüfung und gegebenenfalls eine gänzliche Ablehnung dieser Verhandlungsergebnisse im Interesse der Schweiz in Betracht gezogen werden. Es darf nicht sein, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU degradiert wird, ohne dass die Schweizer Bevölkerung die Möglichkeit hat, über ihre eigene Rechtsordnung zu bestimmen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Anpassung der inländischen Umsetzung im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit eine generelle Akzeptanz der EU-Richtlinien und -Verordnungen mit den fundamentalen Prinzipien unserer Souveränität und Rechtsprechung vereinbar ist. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität und die demokratischen Rechte des Volkes, während Artikel 5 BV die Rechtmässigkeit und die Verhältnismässigkeit staatlichen Handelns verlangt. Die unbesehenen Übernahme von EU-Recht könnte diese verfassungsrechtlichen Garantien aushöhlen, da sie eine Delegation von Gesetzgebungsbefugnissen impliziert, die nicht dem direkten Einfluss des schweizerischen Volkes unterliegt.

Ferner steht die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 5 BV verankert sind. Eine fortlaufende und potenziell unkontrollierte Übernahme von Rechtsakten der EU ohne angemessene parlamentarische Debatte und demokratische Legitimation birgt die Gefahr von Rechtsunsicherheit und mangelnder Transparenz für die schweizerischen Bürgerinnen und Bürger sowie die Unternehmen. Die richterliche Kontrolle durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH), deren Jurisdiktion potenziell auf Bereiche ausgeweitet werden könnte, die bisher ausschliesslich schweizerischen Gerichten unterliegen, stellt eine gravierende Einschränkung der nationalen Souveränität und der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie in Artikel 190 BV für die Anwendung von Bundesrecht durch die Gerichte vorgesehen ist.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Rechtssicherheit und die demokratische Selbstbestimmung aufwiegen. Insbesondere die automatische Übernahme von Rechtsakten birgt die Gefahr, dass unsere nationalen Gesetzgebungsinitiativen und die Berücksichtigung schweizerischer Besonderheiten marginalisiert werden. Dies könnte zu einer schleichenden Entdemokratisierung führen, bei der wesentliche Entscheidungen von Brüssel diktiert werden, ohne dass das schweizerische Volk oder seine gewählten Vertreter ein Mitspracherecht haben. Diese Entwicklung widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt keine reine Stärkung der Verbrauchersicherheit dar, sondern eine schrittweise Unterwerfung unter das europäische Regelwerk, die gravierende negative Folgen für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft haben wird. Unter dem irreführenden Etikett der Lebensmittelsicherheit wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das nicht nur die Produktionsstandards, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf spezifischen und oft höheren nationalen Standards beruht, steht unter direktem Beschuss. Die Angleichung an EU-Vorschriften, die häufig auf ein industrielles Massenproduktionsmodell ausgerichtet sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und der Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, die sich bisher durch Exzellenz und Rückverfolgbarkeit von der Masse abheben konnten.

Die Gefahr einer 'Guillotineklausel', welche die Kündigung dieses Abkommens an das gesamte bilaterale Vertragswerk koppelt, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem Bereich blockiert. Die Befugnis von EU-Inspektoren, in Schweizer Betrieben Kontrollen durchzuführen, stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die

Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die Übernahme von EU-Verordnungen, wie sie sich beispielsweise in den neuen Bestimmungen des Tierschutzgesetzes (TSchG, Art. 15a, 21) zur Durchführung der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung widerspiegeln, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht dar, die das Parlament umgeht und eine demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt.

Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen. Sogar der Schutz unserer Wälder wird im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz unfähig macht, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Diese Massnahme ist kein Schritt zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Erosion unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und der Vielfalt unserer Landwirtschaft. Sie bedroht nicht nur die kleinen Hofläden und Alp-Käsereien, sondern letztlich die kulinarische Identität und die mittelständische Wirtschaft der Schweiz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem eigenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist mit grösster Skepsis zu betrachten. Dies hat zur Folge, dass die Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel verliert und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen eliminiert wird. Vielmehr handelt es sich hierbei faktisch um eine Zwangsabgabe.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu begleichen. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Es ist besorgniserregend, dass keine Garantie für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz permanent zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung sichergestellt.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Begleit- und Umsetzungsgesetz (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend. Hier wird der «gute Name» der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist entschieden abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen eine inakzeptable Preisgabe unserer nationalen

Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was eine direkte Entmachtung unserer nationalen Gesetzgebung und eine Erosion unserer Autonomie bedeutet.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und untergräbt unsere föderalen Strukturen, indem sie die Kantone und Gemeinden in ihrer Gestaltungsfreiheit massiv einschränkt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle für die lokale Infrastruktur darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für betroffene Regionen und würde die lokale Wertschöpfung schwächen.

Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, welche der freie Markt nicht zu tragen bereit ist, werden auf die Konsumenten abgewälzt, höchstwahrscheinlich durch neue staatliche Umlagen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) durch das neue Stromversorgungsgesetz birgt erhebliche Risiken für die nationale Versorgungssicherheit.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der propagierten Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz wird dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und führt zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dieses hochriskante Experiment gefährdet die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung und ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft katastrophal sein können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit mit der EU stellen eine inakzeptable Erosion unserer Souveränität und unseres nationalen Selbstbestimmungsrechts dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie im Entwurf der Anpassungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, widerspricht fundamental dem klaren Willen des Schweizer Volkes, der in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) festgeschrieben ist. Dieser Artikel betont explizit die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf statt zehn Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', ist äusserst bedenklich. Diese praktisch unentziehbare Status untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke übermässig, insbesondere wenn Kriminalität oder

dauerhafter Sozialhilfebezug nicht mehr zu einem Entzug des Aufenthaltsrechts führen. Dies fördert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten unwidersprochen von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung sowie der Sozialkosten.

Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist nichts weiter als ein Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz bietet. Sollte die Schweiz diese trotzdem in Anspruch nehmen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies entlarvt die Klausel als eine reine Erpressung und nicht als ein Instrument zur Steuerung der Zuwanderung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr mitentscheiden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Änderungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird. Dies verstösst gegen den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und ist eine direkte Verletzung unserer Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Ebenso ist die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG eine Aufgabe unserer nationalen Qualitätskontrolle und Regulierungskompetenz zugunsten eines automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt erhebliche Risiken für unsere hohen Standards und die Patientensicherheit.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (FZA, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten.

Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Massnahmen eine Kapitulation vor den Forderungen der EU dar, die unsere nationale Souveränität massiv untergraben, unsere Sozialwerke überlasten und die demokratischen Rechte des Schweizer Volkes einschränken.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union stellen eine existenzielle Bedrohung für den Schweizer Service public im Schienenverkehr dar. Die Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) verankert werden soll, öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, um sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt zwangsläufig die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Transportunternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Nebenlinien zu betreiben. Die daraus resultierende finanzielle Erosion bedroht direkt die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs für die gesamte Schweizer Bevölkerung.

Des Weiteren birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken. Bewährte und für die Aufrechterhaltung unseres Hochleistungsbahnnetzes notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend benötigte Erneuerung von Rollmaterial könnten künftig als unzulässig eingestuft werden. Dies würde nicht nur die Wettbewerbsfähigkeit unserer eigenen Bahnen

schwächen, sondern auch die Attraktivität und Leistungsfähigkeit des gesamten Systems beeinträchtigen.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag die gravierenden Bedenken hinsichtlich der Souveränitätsverluste nicht zu zerstreuen. Diese Erklärung ist rechtlich unverbindlich und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen Änderungen des EU-Rechts. Die schrittweise Aufgabe der nationalen Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die obligatorische Übernahme neuer EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), weiter vorangetrieben, was die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein und riskiert, dass rein schweizerische Verkehrsziele hinter supranationalen Kriterien zurücktreten müssen, was zu suboptimalen und teureren Lösungen führen kann. Diese Abkommen untergraben die Souveränität und gefährden den Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Einschränkung der Schweizer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der Selbstbestimmung und der Eigenverantwortung, welche die Eckpfeiler unserer Staatsordnung bilden.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dient. Dies bedeutet, dass unsere eigenen Förderinstrumente, ob für den Regionalverkehr, kantonale Banken, die Kultur oder lokale KMU, einer externen Genehmigungspflicht unterstellt werden. Die Souveränität der Kantone, die sich im Föderalismus ausdrückt, wird dadurch massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern degradiert, deren Beschlüsse von einer neu geschaffenen "Superbehörde" in Bern abgenickt werden müssen.

Diese neue Beihilfekammer der WEKO, die gemäss Art. 18 Abs. 2 KG geschaffen wird, agiert als verlängerter Arm der EU. Ihre primäre Aufgabe ist nicht die Förderung Schweizer Interessen, sondern die Durchsetzung von EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend und die Transparenz zweifelhaft. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch die Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist stossend. Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse und ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG), wodurch kantonalen Souveränität ausgehebelt wird. Ebenso sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG bedenklich, da sie die Zentralisierung der Rechtskontrolle weiter vorantreiben.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Der Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Indiz für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die Schweiz wird zum reinen Regel-Empfänger, und ihre nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur die Souveränität der Schweiz bedrohen, sondern auch das föderalistische Prinzip untergraben und die

demokratische Kontrolle über wichtige politische und wirtschaftliche Entscheidungen schwächen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind offensichtlich unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Es ist unbestreitbar, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit einen immensen und kaum zu kompensierenden Druck auf das Schweizer Lohnniveau ausübt. Die vorliegenden Vorschläge vermögen diesem Druck nicht entgegenzuwirken und drohen stattdessen eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere für die breiten Schichten der mittleren und unteren Einkommensklassen, zu bewirken. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird hier eine Aufweichung und Anpassung an EU-Standards vorangetrieben. Die neuen Regelungen sind lediglich bürokratischer gestaltet, aber erkennbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär jenen ausländischen Unternehmen zugute, die sich durch Lohndumping einen unlauteren Wettbewerbsvorteil verschaffen wollen.

Weiterhin werden die Kontrollmechanismen gezielt geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die vorgesehenen neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss neuem Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und nicht zu rechtfertigender Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch externen Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt massiv die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres liberalen Arbeitsmarktes. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere eigene Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die eine kritische Prüfung und Skepsis rechtfertigen. Die Bundesversammlung hat mit der Annahme des Bundesgesetzes über die Schweizerische Gesetzgebung, die an das Recht der Europäischen Union angepasst werden muss (RAG), und insbesondere mit Artikel 1 der Verordnung über die Anpassung der Schweizerischen Gesetzgebung an das Recht der Europäischen Union (VRegA) die Prinzipien der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Rechtssystems etabliert. Die vorliegende Vorlage zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU droht, diese Grundsätze fundamental zu untergraben.

Es ist fragwürdig, inwieweit eine engere Bindung an die EU, wie sie durch die vorgeschlagene Stabilisierung impliziert wird, tatsächlich dem Wohl der Schweiz dient. Stattdessen besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, sich EU-Recht unterzuordnen, ohne dabei eine angemessene Mitsprache zu erhalten. Dies steht im klaren Widerspruch zum Geist des Völkerrechts und zu den Prinzipien der staatlichen Souveränität, die in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere Artikel 97 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Gesetzgebung, die an das Recht der Europäischen Union angepasst werden muss (RAG), betont die Notwendigkeit einer Prüfung, ob die Anpassung tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt. Diese Prüfung scheint im vorliegenden Fall vernachlässigt worden zu sein.

Die vorgeschlagene Stabilisierung birgt zudem das Risiko einer schleichenden Erosion der direkten Demokratie. Wenn sich Schweizer Gesetze zunehmend an EU-Vorgaben orientieren, verringert sich der Spielraum für direkte Volksabstimmungen und die Einflussnahme des Schweizer Volkes auf die Gesetzgebung. Dies würde die Grundfesten unseres demokratischen Systems erschüttern.

Die ökonomischen Vorteile, die oft als Argument für eine engere Anbindung an die EU angeführt werden, sind keineswegs gesichert und werden wahrscheinlich durch den Verlust von Souveränität und die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht aufgewogen. Die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems und die Möglichkeit, eigene Gesetze im Interesse der Schweizer Bevölkerung zu gestalten, sind unschätzbare Werte, die nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden dürfen. Es ist daher von grösster Bedeutung, dass die vorliegende Vorlage im Lichte dieser gravierenden Bedenken einer eingehenden und kritischen Prüfung unterzogen wird, bevor jegliche Entscheidung getroffen wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Paket von Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche und bislang unzureichend adressierte Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Eine kritische Gesamtbeurteilung offenbart gravierende Schwachstellen, die eine sorgfältige Prüfung und, unserer Einschätzung nach, eine Ablehnung des Pakets rechtfertigen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die drohende Unterwerfung unter das Recht der Europäischen Union. Gemäss dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, das auch im schweizerischen Recht, beispielsweise in Artikel 5 der Bundesverfassung, verankert ist, muss die Gesetzgebung von den zuständigen schweizerischen Organen erlassen werden. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in den Rechtsraum der Schweiz, ohne dass die Schweiz einen direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, stellt eine Erosion der demokratischen Selbstbestimmung dar. Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als potenziell oberste Instanz in Streitfällen widerspricht dem Grundsatz, dass die Gerichte der Schweiz die letzte Instanz in innerstaatlichen Angelegenheiten sein müssen. Die Gefahr einer richterrechtlichen Fortbildung des Rechts über die Köpfe des schweizerischen Gesetzgebers und des Souveräns hinweg ist offensichtlich.

Weiterhin ist die geforderte Übernahme der Personenfreizügigkeit in ihrer gegenwärtigen Ausgestaltung problematisch. Während das Prinzip der Freiheit und der gegenseitige Respekt von grundlegenden Rechten im Völkerrecht und in der schweizerischen Verfassung verankert sind, ignoriert die EU-Forderung die spezifischen Herausforderungen, die sich für die Schweiz in Bezug auf die Bewältigung von Zuwanderung und die Wahrung der Lohnschutzbestimmungen ergeben. Die Gefahr der Lohndumping und der Druck auf die Sozialwerke sind reale Risiken, die die Stabilität des schweizerischen Arbeitsmarktes und des Sozialstaates gefährden.

Zudem bestehen erhebliche Zweifel an der Angemessenheit der angebotenen Gegenleistungen im Vergleich zu den aufgegebenen Souveränitätsrechten und den wirtschaftlichen Risiken. Die langfristigen Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit und die strategische Unabhängigkeit der Schweiz werden in den vorliegenden Unterlagen ungenügend beleuchtet. Die starke Bindung an die

EU birgt die Gefahr, dass die Schweiz sich fortan primär an den Bedürfnissen und Interessen Brüssels ausrichten muss, anstatt ihre eigenen Prioritäten setzen zu können.

Angesichts dieser tiefgreifenden Bedenken ist eine kritische Distanz zum vorliegenden Paket unerlässlich. Die potenzielle Untergrabung der schweizerischen Rechtsordnung, die Gefährdung des Arbeitsmarktes und die Einschränkung der politischen Handlungsfähigkeit sind Risiken, die eine sorgfältige Abwägung und eine starke Zurückhaltung erfordern.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Rico Breuss <rbreuss@ggaweb.ch>
Sent: Samstag, 11. Oktober 2025 09:59
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zum EU-Knechtschaftsvertrag
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrter Herr Bundesrat Cassis

Im Anhang erhalten Sie meine Stellungnahme zum Vertrag zwischen der Schweiz und der EU. Es stimmt mich sehr traurig, dass wir unsere Souveränität, die unsere Vorväter erkämpft hatten (Rütlischwur), immer mehr an die EU und andere Organisationen abgeben.

Zur Erinnerung:

Wir wollen sein ein einig Volk von Brüdern,
in keiner Not uns trennen und Gefahr.
Wir wollen frei sein, wie die Väter waren,
eher den Tod, als in der Knechtschaft leben.
Wir wollen trauen auf den höchsten Gott
und uns nicht fürchten vor der Macht der Menschen."

Freiheitliche Grüsse

Ein Souveräner Eidgenosse
Rico Breuss

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Chaubert Roger · 762984402 · rchaubert@quicknet.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind in ihrer gegenwärtigen Form nicht tragbar. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann, verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation und der Volkssouveränität. Artikel 122 Absatz 1 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Schweiz und die freiheitliche Selbstbestimmung. Eine schleichende Aushöhlung dieser Prinzipien durch die automatische Übernahme von EU-Bestimmungen würde dem Geist und Buchstaben dieser Verfassungsbestimmung widersprechen. Des Weiteren ist unklar, wie die im Entwurf erwähnte Gerichtsbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) mit der Zuständigkeit der Schweizer Gerichte gemäss Artikel 191b der Bundesverfassung in Einklang gebracht werden soll. Die potenzielle Unterordnung Schweizer Rechtsprechung unter fremde Instanzen stellt eine gravierende Gefahr für die Rechtsstaatlichkeit dar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Abkommen auf inländischer Ebene bedürfen einer kritischen Prüfung, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer Souveränität und die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft. Die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Berücksichtigung der nationalen Gegebenheiten ist erheblich. Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, welches eine sorgfältige Abwägung aller relevanten nationalen Interessen fordert. Die aktuelle Ausrichtung scheint diese Prinzipien zu vernachlässigen, indem sie primär auf eine schnelle Angleichung abzielt, anstatt auf eine massgeschneiderte Lösung, die die Einzigartigkeit des Schweizer Rechtssystems und unserer Wirtschaftsstruktur berücksichtigt. Es muss sichergestellt werden, dass die Unabhängigkeit und die Eigenständigkeit der Schweiz gewahrt bleiben.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht es ausländischen Anbietern, die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen, was als reine "Rosinenpickerei" zu werten ist. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche die unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Linien aufrechterhalten müssen. Des Weiteren stellt die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Sinne des Artikels 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG)

eine massive Einschränkung der nationalen Souveränität dar. Die viel beschworene "Gemeinsame Erklärung" bietet keinen rechtsverbindlichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Dies ist eine unzumutbare Aushöhlung unserer Autonomie im Bahnbereich.

Finanzieller Beitrag

Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine rechtlich bindende Verpflichtung mittels des vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die in Artikel 1 KoBG verankerte Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs entzieht dem Parlament die Budgethoheit und macht die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die diktierten Forderungen der EU zu erfüllen hat. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken ist offensichtlich eine Lockvogelstrategie, da der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Zahlungen führen wird. Diese faktische Zwangsabgabe, die durch die Aufnahme in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB zementiert wird, ist inakzeptabel. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist irreführend und missbraucht die Friedensförderung zur Legitimation dieser umstrittenen EU-Zahlungen.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterwerfung der Schweizer Staatshilfen unter ein starres EU-Regime stellt einen fundamentalen Angriff auf unsere Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die bewährte Praxis demokratisch legitimierter Förderungen durch Bund, Kantone und Gemeinden wird abgeschafft und einem technokratischen Kontrollregime unterworfen. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) zu Bittstellern degradiert werden und kein formelles rechtliches Gehör mehr erhalten. Die Schaffung einer "Superbehörde" als verlängerter Arm der EU, integriert in die WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG), übt unkontrollierte Macht aus und widerspricht der Gewaltenteilung. Die Streichung von Art. 103 LFG beispielsweise gibt strategisch wichtige Sektoren wie den Luftverkehr gänzlich auf. Die Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a) ermöglichen eine zentrale Überprüfung und Kippung kantonaler Entscheide, was die föderalistische Struktur massiv schwächt. Der Ausschluss des Preisüberwachers vom Verfahren (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine massive Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Dies bedroht nicht nur unsere hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und das Label "Made in Switzerland" werden durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards entwertet.

Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen an alle Bilateralen I koppelt, ist eine inakzeptable Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) wird eine Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen lassen, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden und lokale Gastronomen treffen wird. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Darüber hinaus wird unser Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem wir gezwungen werden, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe oft strengerer nationaler Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten europäischer Standards. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) entmündigen das Parlament und gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was unsere Handlungsfähigkeit einschränkt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch ein starres, bürokratisches System. Dieses Abkommen ist ein Frontalangriff auf unsere Souveränität, unsere Qualitätsproduktion und unsere mittelständische Wirtschaft.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG birgt erhebliche Gefahren für die schweizerische Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Durch die Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz die Kontrolle über ihr Stromnetz und wird zur weisungsgebundenen Exekutivstelle für Brüsseler Vorgaben, was Art. 22 StromVG und die damit verbundene Ausweitung der ElCom-Kompetenzen unterstreicht. Die Existenzgrundlage der Wasserkraft, unseres Rückgrats der Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln massiv gefährdet, und lokale Energieversorger sowie föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler Werke geht verloren. Die neu geschaffene Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) erscheint unzureichend, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird auf einen Markt abgewälzt, der diese essenzielle Aufgabe nicht leisten kann. Dies führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere Art. 15 neu und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten mit der Senkung der Leistungsgrenze auf 200 kW, schwächen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion existenziell. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem immense Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und widerspricht den Zielen der Energiestrategie. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und vernachlässigt schweizerische Besonderheiten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und drohen eine flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus zu bewirken, insbesondere bei mittleren und tiefen Einkommen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er durch EU-Standards aufgeweicht und bürokratisiert. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Anpassung von Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen primär der EU-Konformität und schwächen die Durchsetzung für Schweizer Arbeitnehmer. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was zu laxeren Kontrollen führt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l ff. OR ist ein unverantwortlicher Eingriff in die Vertragsfreiheit, der KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6) stellt eine unzulässige Souveränitätsabtretung dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit mit der EU gibt Anlass zu gravierenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und inneren Stabilität der Schweiz. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit übermässig ausbaut, steht in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines de facto unentziehbaren "Niederlassungsrechts C PLUS" nach nur fünf Jahren gemäss den Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere der neue Art. 41c, untergräbt die innere Sicherheit und die Tragfähigkeit unserer Sozialwerke. Die Ausweitung des Familiennachzugs, welche die Möglichkeit einschliesst, Eltern und Grosseltern nachzuziehen, zementiert eine unkontrollierte Zuwanderung und explodierende Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG entpuppt sich als reine Illusion, deren Anwendungsmodalitäten eine wirksame Steuerung verunmöglichen und zudem mit

Sanktionen der EU bedroht sind. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" beraubt das Schweizer Parlament und Volk zukünftiger Mitsprache bei der Anpassung des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich, eine unannehmbare Aushöhlung der direkten Demokratie. Diese Massnahmen sind ein direkter Angriff auf die schweizerische Rechtsordnung und unsere Autonomie.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtvereinbarung mit der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsentwertung. Dies widerspricht dem Grundgedanken der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist. Die drohende faktische Anwendung von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die vom Schweizer Parlament nicht mehr eigenständig verhandelt oder abgelehnt werden können, untergräbt die Gewaltenteilung und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Es ist fraglich, ob die in Aussicht gestellten Vorteile die erheblichen Risiken für die schweizerische Rechtshoheit und die demokratische Legitimation aufwiegen. Eine blosse Adaption fremden Rechts ohne die Möglichkeit der echten Mitgestaltung ist nicht im Interesse der Schweiz und ihrer Bürger.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Der vorliegende Vorschlag zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist aus mehreren Gründen höchst problematisch und muss kritisch hinterfragt werden. Es besteht die Gefahr, dass eine engere Anbindung an die Europäische Union ohne entsprechende Gegenleistungen zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität führt. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen der Personenfreizügigkeit nach Art. 2 des bilateralen Abkommens über die Freizügigkeit (AFZ) geschieht, birgt erhebliche Risiken. Die fortlaufende Adaption von EU-Regelungen ohne wirkliche Mitsprachemöglichkeit untergräbt das Prinzip der demokratischen Legitimation und die Stimmkraft des Schweizer Stimmvolkes. Wir dürfen nicht zulassen, dass die Schweiz zum reinen Anhängsel der EU wird, während unsere eigenen Rechtsinteressen und unsere einzigartige Rechtsordnung, die durch die Bundesverfassung geschützt sind, in den Hintergrund treten. Die negativen Auswirkungen auf unsere wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit sind nicht zu unterschätzen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Therese Chaubert · 787642077 · therese.chaubert@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer demokratischen Willensbildung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) garantiert die Unabhängigkeit und die Hoheit des Bundes, welche durch die bedingungslose Übernahme von EU-Richtlinien fundamental gefährdet wird. Das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (SR 101) wird durch eine solche Regelung ausgehöhlt, da die demokratische Legitimation der übernommenen Rechtsnormen fragwürdig wird. Die finanzielle Abhängigkeit, die mit der Übernahme des gemeinschaftlichen Besitzstandes einhergeht, bedroht zudem die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz und steht im Widerspruch zu den Zielen des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), das auf die Stärkung der schweizerischen Wirtschaftsinteressen abzielt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtvereinbarung mit der EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie die Ratifizierung des Agreements impliziert, widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung, welches in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne dass das Schweizer Parlament diese im Einzelfall prüfen und gegebenenfalls anpassen kann, stellt eine Erosion unserer direktdemokratischen Kontrolle dar. Die Begrenzung der Handlungsspielräume in der Wirtschafts- und Agrarpolitik, wie sie sich aus der Anlehnung an EU-Richtlinien ergibt, könnte schweizerische Interessen untergraben und die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Es ist fraglich, ob die angeblichen Vorteile die Verluste an Souveränität und die potenziellen Nachteile für unsere Wirtschaft rechtfertigen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen vorgesehen ist, steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volksgesetzgebung, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen, ohne die Möglichkeit der direkten Mitbestimmung des Schweizer Volkes, untergräbt die demokratischen Prinzipien. Insbesondere Artikel 172 BV, der die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen regelt, könnte durch eine übermässige Zentralisierung von Entscheidungsbefugnissen zugunsten der EU tangiert werden. Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Rechtsprechung, insbesondere wenn europäische Gerichte indirekt Einfluss auf die Auslegung schweizerischer Gesetze gewinnen. Die Glaubwürdigkeit der schweizerischen Rechtsordnung wird durch solche Mechanismen gefährdet.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung inländischer Regelungen im Lichte des angestrebten Abkommens mit der EU geben Anlass zu erheblicher Besorgnis. Es ist fraglich, inwieweit die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien des Föderalismus, wie sie in Artikel 54 der Bundesverfassung verankert sind, gewahrt bleiben. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige, gründliche Prüfung seiner Kompatibilität mit unseren rechtsstaatlichen Grundsätzen und den spezifischen Bedürfnissen unserer Bevölkerung birgt Risiken. Es drängt sich die Frage auf, ob hier nicht vorschnell auf bewährte schweizerische Gesetzgebungsverfahren verzichtet wird, um rein pragmatischen, aber rechtlich und politisch heiklen Überlegungen Rechnung zu tragen. Die Wahrung der verfassungsmässigen Ordnung muss oberste Priorität haben.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG erlaubt ausländischen Anbietern, lukrative inner-schweizerische Strecken zu bedienen, was unweigerlich zu einer gefährlichen 'Rosinenpickerei' führen wird. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer Konzessionsinhaber, die für die Aufrechterhaltung der unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien verantwortlich sind. Die vorgeschlagene Anpassung im PBG (Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Die sog. 'Gemeinsame Erklärung' des Bundesrates ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Regelungen. Dies führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und stellt die Verlässlichkeit unseres öffentlichen Verkehrsangebots in Frage.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer landwirtschaftlichen Betriebe sind unmittelbar in Gefahr. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) führt eine erstickende Bürokratie ein und zwingt unsere Produzenten, oft tieferen EU-Standards zu entsprechen, was einen unannehmbaren Qualitätsverlust und die Entwertung des Labels "Made in Switzerland" bedeutet.

Die angepassten Regelungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein Rückschritt für den Tierschutz, da bewährte, strengere nationale Vorschriften für Tiertransporte und Schlachtungen durch EU-Standards ersetzt werden. Dies untergräbt unsere Souveränität und die breite gesellschaftliche Akzeptanz höherer Tierschutzstandards. Die EU-Inspektoren erhalten zudem unerwünschten Zugang und Kontrollbefugnisse in unseren Betrieben, was einen direkten Eingriff in unsere Souveränität darstellt.

Darüber hinaus wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen ausgehöhlt. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) umgehen die parlamentarische Kontrolle und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Eine Kündigung dieses Abkommens birgt zudem aufgrund der "Guillotineklausel" unkalkulierbare Risiken für das gesamte bilaterale Vertragswerk. Die Schweiz würde die Kontrolle über die Bekämpfung von Tierseuchen verlieren (TSG, Art. 1 neu), was fahrlässig und gefährlich ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), wie die Ausweitung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 oder die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden geschwächt, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse, die die Flexibilität von KMU lähmt, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6) bedeutet zudem eine massive Abtretung von Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine massive Untergrabung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bestehende, bewährte Praxis, bei der Subventionen auf demokratischem Weg von Bund, Kantonen und Gemeinden als politische Entscheidungen getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies führt zu einer Bevormundung der Kantone und einem Verlust ihrer Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Entscheide zukünftig von einer zentralen EU-konformen Behörde, der Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG, auf Kompatibilität mit dem EU-Recht überprüft und gekippt werden können. Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), welche der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt und die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG zur Kontrolle von Beihilfen im Luftverkehr und die mangelnde Einbindung des Preisüberwachers (Art. 5 Abs. 2 PüG) verschärfen diese Bedenken weiter.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt zu einer faktischen Weisungsgebundenheit, während die Schweiz die Kosten trägt, aber kein Stimmrecht besitzt. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft als Rückgrat unserer Energieversorgung ist durch EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, und das bewährte System der Wasserzinsen könnte abgeschafft werden. Die Marktliberalisierung wird zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führen, die Versorgungssicherheit geopfert und unsere föderalen Strukturen durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) geschwächt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, welcher die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze opfert. Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu)

schwächen zudem die dezentrale Energieerzeugung, indem sie Vergütungsregeln ändern und die Wirtschaftlichkeit lokaler Produzenten untergraben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit mit der EU stellt eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel dar und untergräbt unsere nationale Souveränität und die Kontrolle über unsere Zuwanderungspolitik. Die angebliche "Unionsbürgerrichtlinie" ist faktisch eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die direkt gegen den Willen des Schweizer Volkes gemäss Art. 121a BV verstösst. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Niederlassungsrecht C PLUS" nach nur fünf Jahren, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, gefährdet unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv. Die damit verbundene Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, einschliesslich eines beispiellosen Familiennachzugs, wird die Kosten für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in unzumutbare Höhen treiben. Die angepriesene "Schutzklausel" ist eine reine Illusion; ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv, dass sie praktisch nie greifen wird und die EU mit Strafmassnahmen droht. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet das Ende unserer direkten Demokratie und die faktische Entmündigung unseres Parlaments und Volkes bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen im Bereich der Zuwanderung. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger und machen einen Ausschluss fast unmöglich. Die Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer ist ein Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen nach dem neuen BGVB schwächen unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die Anpassung des BVG unterstellt unsere zweite Säule EU-Koordinationsregeln, was einen weiteren Verlust unserer sozialpolitischen Souveränität bedeutet. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz ist ein Eingriff in unsere Eigentumsrechte. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG untergräbt die nationalen Qualitätsprüfungen und birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit. Dieses Paket ist kein Fortschritt, sondern ein massiver Rückschritt in Sachen Souveränität und nationale Interessen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag sind aus Schweizer Sicht äusserst bedenklich. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt einen fundamentalen Verlust an Souveränität und demokratischer Kontrolle dar. Dies manifestiert sich in der Aushebelung der Budgethoheit des Parlaments gemäss Art. 1 KoBG, das die bisher flexiblen Zahlungen in eine permanente Verpflichtung umwandelt. Der anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die Zahlungen leistet, ohne dafür einen garantierten, substanziellen Vorteil im Marktzugang zu erhalten. Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB formalisiert diese problematische Entwicklung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Friedensförderungsgesetzes ist irreführend und missbraucht die legitimen Ziele der Friedensförderung zur Legitimierung umstrittener Zahlungen an die EU.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marion Di Giorgio (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Di Giorgio · fam2rem@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist fraglich, ob die in Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankerte Hoheitsgewalt der Eidgenossenschaft und die in Artikel 3 des Obligationenrechts (OR 220) festgeschriebene Vertragsfreiheit unzulureichend gewahrt bleiben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprache des Schweizer Parlaments und des Volkes widerspricht dem Prinzip der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle. Die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsetzungskompetenz und die damit verbundenen wirtschaftlichen und sozialen Folgen sind nicht abschliessend geklärt und erfordern eine kritische Prüfung. Die Autonomie der Schweiz darf durch solche Abkommen nicht gefährdet werden.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem abhängigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen Energieregulierung bedeutet.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung der Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln, welche das bewährte System der Wasserzinsen bedrohen. Des Weiteren schwächen EU-Wettbewerbsregeln die föderalen Strukturen, indem sie den Einspeisevorrang lokaler Kraftwerke aushebeln. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, da die Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird und keine klare Verantwortlichkeit mehr besteht. Die Marktliberalisierung führt voraussichtlich zu volatileren und höheren Strompreisen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt zudem die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, welche die Hoheit über kritische Infrastruktur und die föderalen Strukturen zerstören.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie sind nicht geeignet, den durch die

Personenfreizügigkeit verursachten massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren und drohen eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz ist problematisch und bindet die Schweiz politisch enger an die EU. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und lähmt die Flexibilität von KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem Titel "Lebensmittelsicherheit" ist in Wirklichkeit eine umfassende Unterwerfung unserer Agrar- und Ernährungswirtschaft unter EU-Regularien. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Standards beruht, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Vorschriften massiv gefährdet. Dies hat negative Folgen für die Wahlfreiheit der Konsumenten und bedroht die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, insbesondere durch eine beispiellose Bürokratieflut, die auch kleine Hofläden und lokale Betriebe treffen wird.

Die Totalrevision des Lebensmittelgesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Standards dar, da sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies widerspricht dem demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratorium, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren Vorschriften für Tiertransporte und Schlachtung aufzugeben und EU-Standards zu übernehmen, was einen unannehmbaren Rückschritt bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) entmachten das Parlament und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ebenso wird durch die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) der Schutz unserer Wälder dem EU-Diktat unterstellt, was die souveräne Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 TSG) bedeutet eine gefährliche Aufgabe der nationalen Kontrolle in einem Bereich von höchster Bedeutung für Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit. Diese umfassende Unterwerfung wird durch eine inakzeptable "Guillotineklausel" zementiert, die eine Kündigung des gesamten bilateralen Vertragswerks bei Ablehnung dieses Abkommens androht, was einer politischen Erpressung gleichkommt und die Souveränität der Schweiz massiv beschneidet. Der befürchtete Zugang und Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt zudem einen unerträglichen Eingriff in unsere staatliche Eigenständigkeit dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater EBG ist ein direkter Angriff auf die finanzielle Stabilität unseres öffentlichen Verkehrs. Ausländische Anbieter werden sich auf die rentablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien belastet werden. Dies untergräbt die Grundversorgung und gefährdet die Qualität des Angebots für die Bevölkerung. Die angeblichen Schutzmassnahmen in Form einer "Gemeinsamen Erklärung" sind rechtlich nicht bindend und bieten keinerlei Sicherheit vor zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen. Die Schweiz gibt somit sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab. Die Anpassung von Art. 32a Abs. 1bis PBG, welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen erzwingt,

schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit empfindlich ein und könnte zu suboptimalen Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung durch das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist entschieden abzulehnen. Artikel 1 des KoBG zementiert die Zahlungen als permanenten Rechtsanspruch, was die Budgethoheit des Parlaments und somit die demokratische Kontrolle über diese milliardenschweren finanziellen Transaktionen massiv untergräbt. Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr sind als Lockvogelangebot zu betrachten, da der im Abkommen verankerte rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu deutlich höheren, von der EU diktierten Forderungen führen wird. Die Schweiz wird damit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, ohne Garantie auf verbesserten Marktzugang und mit einer massiven Erosion ihrer Souveränität. Die Verknüpfung mit dem Friedensförderungsgesetz erscheint als missbräuchliche Legitimierung umstrittener Zahlungen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen zur Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die massive Ausweitung des Zuzugs durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, einschliesslich eines praktisch unentziehbaren "Niederlassungs C PLUS" bereits nach fünf Jahren und eines beispiellosen Familiennachzugs, fördert eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Dies belastet Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden erheblich. Die angebliche "Schutzklausel" ist eine Farce, deren Anwendungshürden so hoch sind, dass sie praktisch nutzlos bleibt, während die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" die Mitbestimmung des Parlaments und des Volkes bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen faktisch eliminiert. Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz und die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer sind lediglich kosmetische Massnahmen und Eingeständnisse der enormen versteckten Kosten, die das Vertragspaket verursacht. Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen sind weitere Beweise für die schleichende Kapitulation vor Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises, insbesondere in sensiblen Bereichen wie der Medizin und Psychologie, birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die nationalen Qualitätsstandards.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung zum Bereich Staatliche Beihilfen stellt einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die Überführung unserer bewährten, demokratisch legitimierten Subventionspraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime untergräbt die Autonomie von Bund und Kantonen massiv. Mit dem Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen Schaffung einer «Superbehörde» in der WEKO, die als verlängerter Arm der EU agiert, wird die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt. Insbesondere die Kantone verlieren durch die neuen Bestimmungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG, Art. 3 BHÜG) ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG und die Unterstellung kritischer Sektoren wie des Luftverkehrs der EU-Kontrolle sind unannehmbar und gefährden die strategische Autonomie der Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz, wie sie sich aus Art. 173 des Bundesgesetzes über die Gottaerreichung ergibt, ist problematisch. Diese Entwicklung könnte zu einer schleichenden Untergrabung unserer Unabhängigkeit führen und die schweizerische Rechtsordnung unwissentlich fremden Regelwerken unterwerfen. Die Accordi der EU sind oft einseitig und berücksichtigen die spezifischen Bedürfnisse und die verfassungsrechtliche Ordnung der Schweiz nur unzureichend. Es ist unabdingbar, dass jede Vereinbarung mit der EU streng auf ihre Auswirkungen auf unsere Kerninteressen und die demokratischen Entscheidungsprozesse geprüft wird.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse geben Anlass zu erheblichen Bedenken. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen tatsächlich die Souveränität der Schweiz wahren und dem Willen des Schweizer Volkes entsprechen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch Artikel 7 des Bundesgesetzes über die Beziehungen zur Europäischen Union (EU-BG) impliziert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung ohne direkte demokratische Legitimation. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, ein Kernstück unserer Rechtsordnung, könnte durch die Bindung an den Europäischen Gerichtshof als nicht hinnehmbar beeinträchtigt werden. Eine solche Entwicklung widerspricht fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung. Es bedarf einer kritischen Prüfung, inwieweit diese Ergebnisse die Schweiz nicht eher in eine Abhängigkeitsposition manövrieren, als ihre Interessen nachhaltig zu sichern.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen Auswirkungen auf unsere nationalen Interessen kritisch zu hinterfragen, anstatt voreilige Schlüsse zu ziehen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, wie sie im Rahmen von sektoriellen Abkommen impliziert ist, untergräbt die Prinzipien der schweizerischen direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die EU-Institutionen (EIG) legt fest, dass die Schweiz die Anwendung des Gemeinschaftsrechts regelt. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne angemessene Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse, widerspricht diesem Grundsatz und könnte zu einer schleichenden Entmachtung des schweizerischen Gesetzgebers führen.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Einbeziehung des EuGH in Streitigkeiten, die sich aus bilateralen Abkommen ergeben, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte tangieren. Gemäss Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung ist die oberste Leitung der Justiz Sache des Bundes. Die obligatorische Unterstellung unter die Judikatur des EuGH könnte die Anwendung des schweizerischen Rechts de facto determinieren und somit die Souveränität der nationalen Gerichtsbarkeit erheblich einschränken. Die Gefahr einer Erosion der nationalen Rechtsfindung ist evident.

Die vorgeschlagene Regelung birgt zudem die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit von der EU. Indem die Schweiz sich verpflichtet, das EU-Recht zu übernehmen und sich der Rechtsprechung des EuGH zu beugen, riskiert sie, ihre Handlungsfreiheit in aussenpolitischen Belangen und bei der

Gestaltung eigener regulatorischer Rahmenbedingungen zu verlieren. Dies stünde im Widerspruch zu Artikel 2 Absatz 1 des Ausschlussgesetzes zur EU, welches die Wahrung der schweizerischen Interessen betont.

Die pauschale Akzeptanz der EU-Rechtsprechung ohne eigene Gestaltungsspielräume ist keine Stärkung der Beziehungen, sondern eine Schwächung der schweizerischen Position. Es ist unerlässlich, dass jede Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU einer sorgfältigen Einzelfallprüfung unterzogen wird, die stets die Wahrung der nationalen Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz in den Vordergrund stellt. Jegliche Form der automatischen Rechtsübernahme oder der richterlichen Unterwerfung unter fremde Jurisdiktionen muss mit äusserster Skepsis betrachtet und kritisch hinterfragt werden.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Christian Farine (Privat)

Date: 10.10.2025

Contact: Christian Farine + · 0793838254 · cfarine@bluewin.ch

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Ce paquet est un tas de mensonge et il faut le détruire le plus vite possible. Jamais le peuple Suisse adhèrera à ce traité de soumission

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Mensongés! Le Conseil Fédéral nous cache tous les problèmes que créeront les accords.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

NON en aucun cas. Nous devons rester indépendant et NEUTRE

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Ces accords ne doivent pas être mis en œuvre. Ils vont à l'encontre de notre liberté.

Électricité

Notre indépendance énergétique est primordiale. Il faut nous préserver de toute ingérence européenne

Libre circulation: Immigration

Il nous faut réintroduire le contrôle aux frontières et stopper l'immigration. La Suisse est déjà surpeuplée ce qui crée tous les problèmes que nous connaissons tous.

Libre circulation: Protection des salaires

La Suisse doit avoir la liberté de gérer sa politique salariale sans l'implication des fonctionnaires de

Bruxelles

Sécurité des denrées alimentaires

Les traités comme le Mercosur sont une catastrophe. Il est important de préserver notre agriculture et notre production alimentaire locale. Malheureusement nous sommes trop en Suisse et nous dépendons trop des importations. Il est important que ce que nous importons soit de bonne qualité.

Contribution financière

Aucune contribution financière ne doit être versée à Bruxelles. L'argent des suisse pour les suisses.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: CLAUDIO GRAZIOLI (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: CLAUDIO GRAZIOLI · 0794575661 · claudio.grazioli@live.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket zur Gesamtbewertung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist zwingend notwendig, die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung genau zu analysieren.

Primär ist festzustellen, dass die angestrebte Annäherung an die EU in Kernbereichen der Gesetzgebung zu einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Unabhängigkeit führen könnte. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Kontext des institutionellen Abkommens, birgt die Gefahr, dass schweizerische Gerichte künftig EU-Recht vor nationalem Recht anwenden müssten. Dies stünde im direkten Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungs (BV) verankert ist, welcher die Schweiz als ein souveränes, demokratisches und rechtsstaatliches Gebilde definiert. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in letzter Instanz über die Auslegung von Rechtsnormen entscheidet, die für die Schweiz bindend werden, untergräbt die Autorität unserer eigenen Gerichte und des Gesetzgebers.

Des Weiteren ist die wirtschaftliche Dimension kritisch zu hinterfragen. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die bilateralen Abkommen würde die Schweiz potenziell zwingen, sich an Regelungen anzupassen, deren Entstehung sie nicht beeinflussen kann. Artikel 2 des Obligationenrechts (OR) regelt die Haftung, und es stellt sich die Frage, inwieweit die Schweiz für die wirtschaftlichen Folgen haftbar gemacht werden könnte, die sich aus der unkritischen Übernahme von EU-Richtlinien ergeben. Die Flexibilität des schweizerischen Marktes könnte eingeschränkt werden, und der Wettbewerbsnachteil für Schweizer Unternehmen gegenüber jenen in der EU könnte sich verschärfen, wenn nicht geregelt wird, wie die EU-Regularien im Einzelfall angewendet und ausgelegt werden.

Die mangelnde Transparenz im Entscheidungsprozess der EU und die fehlende Mitsprachemöglichkeit der Schweiz bei der Gestaltung neuer EU-Regelungen stellen ebenfalls eine schwerwiegende Hypothek dar. Die Auswirkungen auf die demokratische Legitimation sind offensichtlich. Es ist fraglich, ob die Vorteile einer engeren Bindung die fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie und die Möglichkeit des Stimmvolkes, über seine Gesetzgebung zu entscheiden, aufwiegen können. Die Verhältnismässigkeit der Eingriffe in die schweizerische Rechtsordnung und Wirtschaft ist daher äusserst zweifelhaft. Insgesamt bedarf dieses Paket einer tiefgreifenden und kritischen Überprüfung, bevor dessen Unterzeichnung in Erwägung gezogen werden kann.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit fundamentalen Schweizer Rechtsprinzipien und unserer Souveränität auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die Rolle unserer nationalen Gerichte gemäss Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) sind höchst bedenklich.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtstiteln, selbst in adaptierter Form, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der richterlichen Unabhängigkeit und der Möglichkeit, dass Schweizer Gerichte gezwungen sein könnten, Primär- und Sekundärrecht der EU anzuwenden, welches im Widerspruch zu nationalem Recht steht. Dies stellt eine direkte Herausforderung für das Prinzip der Volkssouveränität dar, wie sie in Artikel 1 Absatz 1 BV verankert ist, wonach alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und durch dieses ausgeübt wird.

Des Weiteren geben die Regelungen zur Personenfreizügigkeit Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Die von der EU geforderte Ausweitung und automatische Anwendung der unionsrechtlichen Bestimmungen, wie sie in Artikel 21 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) dargelegt sind, könnte die Kontrollmöglichkeiten der Schweiz über die Zuwanderung erheblich einschränken und die Gratwanderung zwischen der Wahrung nationaler Interessen und der Verpflichtung aus bilateralen Abkommen weiter erschweren. Dies steht potenziell im Konflikt mit den in Artikel 123 Absatz 2 BV verankerten Zielen der Raumplanung und der nachhaltigen Entwicklung, indem die Zuwanderung unkontrolliert die Infrastruktur und die natürlichen Ressourcen belasten könnte.

Auch die angeblich vereinfachten Streitbeilegungsmechanismen werfen Fragen auf. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) eine bindende Auslegung des Unionsrechts vornehmen könnte, welche dann von Schweizer Gerichten zu übernehmen wäre, schwächt die nationale Rechtsordnung und untergräbt die letztinstanzliche Souveränität unserer eigenen Rechtsprechung. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der Tatsache, dass verbindliche Gesetze in der Schweiz durch das Volk und seine gewählten Vertreter legitimiert werden müssen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die Souveränität der Schweiz zu wahren und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien zu schützen. Es bedarf einer kritischen Neubewertung, um sicherzustellen, dass nationale Interessen und die demokratische Legitimation von Gesetzen nicht durch eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Prüfung. Es scheint, dass die Schweiz bereit ist, erhebliche Zugeständnisse zu machen, ohne klare und angemessene Gegenleistungen seitens der EU zu erhalten. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und unserer demokratischen Strukturen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht ist problematisch. Das Schweizer Volk hat das Recht auf Selbstbestimmung gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung (BV). Die faktische Verpflichtung, künftige EU-Gesetzgebung zu übernehmen, würde dieses Recht untergraben, da

unsere Volksvertreter und das Volk in Zukunft nicht mehr frei über die Anwendung dieser Bestimmungen in der Schweiz entscheiden könnten. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle, die zentrale Säulen unseres politischen Systems bilden.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung nicht abschliessend geklärt. Die erhofften Vorteile für den Marktzugang könnten durch die Kosten der regulatorischen Anpassung und die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Richtlinien, die möglicherweise nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind, aufgewogen werden. Artikel 95 BV, der sich mit dem Wirtschaftsraum befasst, sollte nicht als Freipass für die kritiklose Übernahme fremder Regelungen missverstanden werden. Unsere wirtschaftliche Stärke beruht auch auf unserer Flexibilität und der Fähigkeit, eigene innovative Lösungen zu entwickeln.

Die Stabilität der Beziehungen zur EU sollte nicht auf Kosten unserer Unabhängigkeit und unserer Rechtsidentität erkauft werden. Eine solche Strategie könnte langfristig zu einer Abhängigkeit führen, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt. Es bedarf einer klaren Abgrenzung, um die schweizerische Eigenständigkeit zu wahren und sicherzustellen, dass zukünftige Vereinbarungen wirklich im Interesse der Schweiz und ihrer Bevölkerung sind. Die Sorge besteht, dass die ergriffenen Massnahmen nicht zu einer echten Stabilisierung führen, sondern vielmehr zu einer zunehmenden Verflechtung, die unsere Souveränität weiter erodiert, ohne uns die Gewissheit zu geben, dass unsere Interessen angemessen berücksichtigt werden. Eine solche Entwicklung wäre im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems und unserer Verfassung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen und Abkommen zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Gesetzgebung und der direkten Demokratie führen könnten. Insbesondere die unklare Ausgestaltung der Umsetzung von EU-Recht im Inland, ohne klare parlamentarische Kontrolle und ohne die Möglichkeit einer direkten Einflussnahme des Souveräns, ist äusserst problematisch.

Wir teilen die in der Vernehmlassung geäusserte Unzufriedenheit und möchten betonen, dass die derzeitigen Vorschläge die Gefahr bergen, die Schweiz an EU-Regulierungen zu binden, ohne dass diese einem demokratischen Genehmigungsprozess im Inland unterworfen werden. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung (StimmG) verankert ist. Die Idee, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht ihre Gesetzgebung effektiv von einer externen Instanz diktieren lässt, ist nicht akzeptabel.

Darüber hinaus beunruhigt uns die mangelnde Klarheit bezüglich der Zuständigkeiten. Es muss eindeutig geregelt werden, wer die finale Entscheidungsgewalt über die Übernahme und Anpassung von EU-Normen in das schweizerische Rechtssystem hat. Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Autonomie der Kantone, welche durch eine unklare Übernahme von EU-Recht potenziell untergraben werden könnte. Die Kantone müssen in jeder Phase des Prozesses angemessen konsultiert und ihre Rechte gewahrt werden.

Es ist ferner fraglich, ob die vorgeschlagenen Mechanismen mit dem Rechtsstaatsprinzip gemäss Artikel 5 BV vereinbar sind. Ein Rechtsstaat zeichnet sich durch Rechtssicherheit und Vorhersehbarkeit aus. Wenn die inländische Umsetzung von EU-Recht zu einer ständigen Anpassung und Unsicherheit führt, ist dies mit diesen Prinzipien nicht vereinbar. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger haben ein Recht darauf zu wissen, nach welchen Gesetzen sie leben und wer diese Gesetze erlässt. Die aktuelle Situation lässt hier erhebliche Zweifel aufkommen und die Sorge, dass die schweizerische Rechtsordnung durch die Annahme von EU-Recht zunehmend an Kohärenz verliert und die direkte Einflussnahme des Schweizer Volkes auf die Gesetzgebung aufgeweicht wird, ist gross. Es bedarf klarer Mechanismen, welche die schweizerische Souveränität und die

demokratischen Rechte schützen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Neuausrichtung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" firmiert, entpuppt sich als ein weitreichendes Integrationsprojekt, das weit über reine Sicherheitsaspekte hinausgeht. Stattdessen droht die sukzessive Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein geschätzter Wettbewerbsvorteil, gerät durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unmittelbar in Gefahr. Das Label "Made in Switzerland" wird massiv entwertet, wenn unsere Produzenten gezwungen sind, nach denselben, weniger strengen Kriterien zu produzieren wie ihre europäischen Konkurrenten.

Die bevorstehende Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf diese Qualitätsstandards dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem inexorablen Qualitätsverlust führt. Diese Angleichung ist umso bedenklicher, als dass die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Normen basiert, durch die Übernahme von EU-Vorschriften, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, verwässert wird.

Des Weiteren wird die Schweiz durch die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) gezwungen, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften aufzugeben. Dies bedeutet einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz und einen klaren Souveränitätsverlust, da wir die Fähigkeit verlieren, eigene, höhere ethische Standards zu setzen.

Die neue Verordnungskompetenz für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleicht einer Blankovollmacht zur unkontrollierten Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Sektor untergräbt. Besonders alarmierend ist die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums, da die Schweiz zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen gezwungen wird, was dem Volkswillen klar widerspricht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Autonomie unserer Landwirtschaft sind unter diesen Bedingungen ernsthaft gefährdet. Es drängt sich die Frage auf, ob die angeblichen Vorteile diese massiven Nachteile und den fundamentalen Verlust an Souveränität aufwiegen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedroht essentielle Förderungen für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur und lokale KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Statt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie; sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Dies wird durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit der Einführung eines neuen Art. 82 Bst. bbis BGG zementiert, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt und damit die kantonalen Souveränität aushebelt.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird.

Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer, institutionalisiert im Art. 3 BHÜG und integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Ihre Entscheide dienen nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie Art. 31a VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und ermöglicht der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt führt dies zu einer gefährlichen Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die Souveränität unseres Landes. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz, namentlich durch den neu eingefügten Artikel 40ater EBG, stellt einen fundamentalen Angriff auf unser bestehendes Verkehrsmodell dar. Es ist unbestreitbar, dass ausländische Anbieter, die oft von anderen Rahmenbedingungen profitieren, sich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken herauspicken werden. Dies wird unweigerlich zu einer Aushöhlung der finanziellen Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen führen, die verpflichtet sind, auch die weniger rentablen, aber für die Versorgung essenziellen Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Die Sorge ist gross, dass die 'Rosinenpickerei' den Service public nachhaltig schädigt und letztlich die Qualität und Flächendeckung des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung beeinträchtigt.

Zudem wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, spezifisch Artikel 32a Absatz 1bis PBG, die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, lenkt von den spezifisch schweizerischen Bedürfnissen ab und zwingt zur Einhaltung von Kriterien, die möglicherweise nicht optimal für unsere Bürger sind. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und somit teurerer Lösungen für die Steuerzahler.

Die vom Bundesrat propagierte 'Gemeinsame Erklärung' vermag diese Bedenken keineswegs zu zerstreuen. Sie ist als rechtlich nicht bindende Absicherung ohne echten Schutz zu werten. Das dynamische Rechtsübernahmesystem im Rahmen dieses Abkommens bedeutet, dass die Schweiz künftige EU-Regulierungen übernehmen muss, ohne eigenen Einfluss darauf zu haben. Dies untergräbt die nationale Steuerungskompetenz und bedeutet eine schleichende Verlagerung von Entscheidungsmacht an die Europäische Union, beispielsweise im Hinblick auf das 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM). Die Sorge, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht direkt die finanzielle Stabilität und Leistungsfähigkeit unseres Bahnwesens. Insgesamt wird die Souveränität unseres Landes im Bereich des Landverkehrs schleichend preisgegeben, ohne dass eine echte und wirksame Gegenleistung erkennbar wäre.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine fundamentale Gefährdung der

schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Entscheidungen über unser Stromnetz werden folglich künftig in Brüssel gefällt, was die nationale Hoheit massiv untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften umzusetzen. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Weiterhin werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die neuen Wettbewerbsregeln der EU geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen Szenario die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll. Dies stellt ein inakzeptables Risiko dar. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Das neue StromVG, mit seinen Art. 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung, birgt erhebliche Gefahren. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was der Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen und die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Infrastruktur unnötigerweise EU-Regeln, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zu Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken auf und steht in fundamentalem Widerspruch zum Willen des Schweizer Volkes und der Bundesverfassung, insbesondere Art. 121a BV, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die weit über die ursprüngliche Intention hinausgeht.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren «Niederlassung C PLUS». Diese Bestimmung untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da ein solcher Status selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe nicht entzogen werden kann. Dies fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in einem Ausmass, das für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und

Gemeinden getragen werden müssen. Der ausufernde Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte «Schutzklausel» im vorliegenden Paket ist nichts weiter als eine Illusion. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Anwendung finden wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese anzuwenden, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was die Klausel zu einer Erpressungsformel degradiert.

Die geplante Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich machtlos ausgeliefert sein werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die neue «Schutzklausel» in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das durch seine Definition von Indikatoren und die Überlassung von Massnahmen an das Ermessen keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird nun zusätzlich belastet, um die Gleichbehandlung von EU-Bürgern bei der Immatrikulation zu kompensieren. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beispiele für die schleichende Aufgabe unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Änderungen im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) verdeutlichen, wie tiefgreifend die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in Gesetze wie das BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), das MedBG (Art. 15, 35) und das GesBG (Art. 10, 15) ersetzt die sorgfältige schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualität unserer Berufsstandards und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen und stellt eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung dar. Die Schweiz muss ihre Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung und Steuerung der Zuwanderung bewahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Ausgestaltung zutiefst bedenklich und lassen eine ernsthafte Erosion des bewährten Schweizer Lohnniveaus befürchten. Die angepriesenen Schutzmechanismen erscheinen unzureichend und eher kosmetischer Natur, unfähig, den massiven Druck auf die hiesigen Löhne, der aus einer ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, wirksam zu kompensieren. Statt den bestehenden, erprobten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser subtil aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch in ihrer Effektivität fraglich und nützen mutmasslich vor allem jenen ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung von Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein vergiftetes Geschenk. Er etabliert eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch externen Druck, und

widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im AVG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Schliesslich stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar, da die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird, ohne umfassende richterliche Prüfung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die budgetäre Eigenständigkeit des Parlaments. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reine Lockvogelange. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird damit gezwungen, auf diktierte Summen zu zahlen, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung und der Hoheit über die eigenen Steuergelder.

Wir werden de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die Verpflichtungen eingeht, ohne im Gegenzug garantierte Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung. Es wandelt bisher freiwillige Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung um und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern existiert nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Es verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Franziska Hochholdinger (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Franziska Hochholdinger · 0763432903 · happyday67@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgelegten Vorschläge zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die vorgeschlagene Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer Souveränität und der Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann, stellt eine problematische Entwicklung dar. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 164 der Bundesverfassung (BV), der festlegt, dass die Bundesversammlung über den Erwerb der Mitgliedschaft in bestimmten internationalen Organisationen entscheidet. Die Art und Weise, wie hier eine faktische Unterwerfung unter gemeinschaftsrechtliche Regelungen angestrebt wird, entzieht sich jedoch einer solchen demokratischen Kontrolle.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit in den Stabilisierungsbemühungen enthalten ist, würde die rechtssetzende Gewalt der Schweizerischen Bundesversammlung beschneiden. Artikel 120 Absatz 1 BV erklärt die Gesetzgebungskompetenz für die föderale Ebene, welche durch die faktische Bindung an EU-Richtlinien und -Verordnungen de facto ausgehöhlt würde. Dies betrifft insbesondere die Bereiche, die gemäss Artikel 3 BV zu den Aufgaben des Bundes gehören und in denen die Souveränität des Bundesstaates eigentlich unantastbar sein sollte.

Die Argumentation, dass eine solche Übernahme zur Vereinfachung und Effizienz führt, überzeugt nicht. Vielmehr besteht die Gefahr, dass schweizerische Besonderheiten und die Bedürfnisse unserer Bevölkerung ignoriert werden. Die europäische Gesetzgebung ist auf die Bedürfnisse und Strukturen der Mitgliedstaaten zugeschnitten und nicht auf die unseres einzigartigen föderalen Systems. Die vorgeschlagene Stabilisierung könnte somit zu einer nicht gewollten und schlecht angepassten Rechtsübernahme führen, die erhebliche negative Auswirkungen auf unsere Wirtschaft und Gesellschaft hätte. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und die Sicherung unserer eigenen rechtlichen und politischen Gestaltungsfähigkeit müssen oberste Priorität haben. Jegliche Form der Annäherung, die unsere Autonomie gefährdet, ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen tiefgreifende Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Verfassung und insbesondere mit dem Prinzip der

demokratischen Selbstbestimmung auf. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine schrittweise Übernahme von EU-Recht vorsehen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertretung im Parlament in jedem Einzelfall ein Mitspracherecht haben. Dies steht im direkten Widerspruch zu Art. 1 der Bundesverfassung (BV), der besagt, dass das schweizerische Volk und die Kantone die obersten Träger der Staatsgewalt sind. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde diese Souveränität fundamental aushöhlen.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagenen Regelungen den Anforderungen des Art. 5 BV an die Rechtsstaatlichkeit genügen. Das Prinzip der Gewaltenteilung und die Achtung der Grundrechte, die in der Schweizer Bundesverfassung verankert sind, könnten durch die Übernahme von EU-Recht, dessen Entstehungsprozess und Auslegungsmethoden sich von unseren unterscheiden, beeinträchtigt werden. Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als potenzielles oberstes Gericht in Streitfällen, die das Abkommen betreffen, birgt die Gefahr, dass Schweizer Rechtsprechung und die Auslegung unserer eigenen Verfassung durch eine externe Instanz überlagert werden. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die Gerichte in der Schweiz unabhängig sind und sich an das schweizerische Recht halten.

Auch die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Eigenständigkeit und die schweizerische Gesetzgebung im Bereich des Arbeitsmarktes und der Landwirtschaft sind kritisch zu hinterfragen. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regulierungen könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen und die Flexibilität zur Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse einschränken. Art. 41a BV verankert den Schutz der Bevölkerung und ihrer natürlichen Lebensgrundlagen sowie den Erhalt der Biodiversität als Staatsziele. Ob die Übernahme von EU-Recht, das oft auf andere wirtschaftliche und ökologische Rahmenbedingungen zugeschnitten ist, diesen Zielen in der Schweiz gerecht wird, ist fraglich. Die Verhandlungsergebnisse scheinen die schweizerische Souveränität und die demokratischen Grundfesten zu kompromittieren, ohne hinreichende Garantien für die Wahrung unserer nationalen Interessen zu bieten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Regelung zur allgemeinen Bemerkung zur inländischen Umsetzung birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung ihrer rechtsstaatlichen Prinzipien. Es ist fraglich, inwieweit eine solche weitreichende Übernahme von EU-Recht mit der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz vereinbar ist, insbesondere mit Blick auf die Garantie der Volksrechte und die Gewaltentrennung, wie sie in den Artikeln 1 und 50 der Bundesverfassung (BV) verankert sind.

Die unkritische Übernahme von Bestimmungen, die primär auf die Bedürfnisse und die Rechtskultur der Europäischen Union zugeschnitten sind, ohne eine eingehende Prüfung ihrer Kompatibilität mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung. Dies könnte dazu führen, dass sich die Schweiz von ihrer eigenen Rechtsautonomie verabschiedet und einem externen Rechtsetzungsapparat unterworfen wird, dessen Legitimation für die schweizerische Bevölkerung nicht direkt gegeben ist.

Besondere Besorgnis erregt die potentielle Einschränkung der demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten. Artikel 1 BV garantiert, dass das Volk seine Macht durch Wahlen und Abstimmungen sowie durch die Mitwirkung in anderen Angelegenheiten ausübt. Eine unverbindliche oder gar obligatorische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk die Möglichkeit hat, diese Bestimmungen im Einzelnen zu prüfen und gutzuheissen oder abzulehnen, untergräbt dieses fundamentale Prinzip. Es stellt sich die Frage, ob die in Artikel 140 und 141 BV vorgesehenen Verfahren zur Genehmigung von Staatsverträgen ausreichend sind, um die komplexen und oft technokratischen EU-Regelungen adäquat zu handhaben.

Des Weiteren muss die Frage der gerichtlichen Überprüfung geklärt werden. Die Rolle der Schweizer Gerichte bei der Auslegung und Anwendung von EU-Recht muss so gestaltet sein, dass die Unabhängigkeit der Justiz und die primäre Geltung des schweizerischen Rechts uneingeschränkt

gewährleistet bleiben. Artikel 190 BV, der die Geltung von Bundesgesetzen und Völkerrecht regelt, darf nicht dazu missbraucht werden, eine übergeordnete Rechtskraft von EU-Bestimmungen zu etablieren, die über das hinausgeht, was im Rahmen von bilateralen Verträgen klar vereinbart und vom Schweizer Souverän gutgeheissen wurde.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zur inländischen Umsetzung eine eingehende und kritische Prüfung erfordert. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung, die demokratischen Rechte des Volkes und die nationale Souveränität dürfen nicht unterschätzt werden. Es bedarf klarer Garantien, dass die Schweiz jederzeit die Kontrolle über ihre Gesetzgebung behält und dass jegliche Übernahme von externem Recht im Einklang mit den Grundsätzen der Bundesverfassung steht.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahninfrastruktur und den öffentlichen Verkehr, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung und Finanzierung unseres Service public auf. Die dynamische Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, wie sie durch die vorliegende Vernehmlassung angestrebt wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität in einem für die Bevölkerung essenziellen Sektor.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) und die entsprechende Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) sind besonders kritisch zu beurteilen. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken birgt das erhebliche Risiko der «Rosinenpickerei». Profitabel-lastige Hauptstrecken werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die unrentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien weiterhin stemmen müssten. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres Service public und gefährdet somit die Qualität und die Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs für alle Bürgerinnen und Bürger, insbesondere in ländlichen und weniger dicht besiedelten Gebieten.

Darüber hinaus ist die sogenannte «Gemeinsame Erklärung» als Absicherung gegen die negativen Auswirkungen des EU-Beihilferechts rechtlich fragwürdig. Sie bietet keinen verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Die Gefahr, dass bestehende, für die Schweiz vorteilhafte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Rollmaterialerneuerung als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht die Effizienz und Attraktivität unseres Bahnwesens.

Die sukzessive Aufgabe der nationalen Steuerungskompetenz über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), ist ein besorgniserregender Trend. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen von völkerrechtlichen, sprich EU-Vorgaben, zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, sind wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen einen Frontalangriff auf den Schweizer Service public darstellen und die finanzielle sowie operative Grundlage unseres Bahnverkehrs gefährden. Die vermeintlichen Absicherungen sind rechtlich nicht bindend und bieten keinen ausreichenden Schutz vor den negativen Folgen einer dynamischen Rechtsübernahme. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre strategisch wichtige Schieneninfrastruktur zu verlieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verschleiert

unter dem Label 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die Qualität unserer Lebensmittel und die Existenz unserer bäuerlichen Betriebe dar. Anstatt sich auf die Stärkung unserer etablierten und bewährten Standards zu konzentrieren, unterwirft sich die Schweiz blindlings einem ausländischen Regelwerk, das primär auf die Bedürfnisse einer industriellen Massenproduktion ausgerichtet ist. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unmissverständlich dokumentiert wird. Das Kernstück dieser Revision zielt darauf ab, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was unweigerlich zu einem Verlust an Vielfalt und Qualität führen wird. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Flut von unpassenden Vorschriften überzogen, die ihre wirtschaftliche Existenz gefährden und unsere kulinarische Identität zerstören.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist dabei unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie beispielsweise im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) manifestiert wird, ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren und breiter gesellschaftlich akzeptierten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies schwächt nicht nur den Tierschutz, sondern entwertet auch das Label 'Made in Switzerland', da Produkte zukünftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Besonders besorgniserregend ist die beispiellose Aushöhlung unserer Souveränität. Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche unabhängige Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Tatsache, dass EU-Inspektoren künftig Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Unsere Betriebe werden somit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Des Weiteren wird durch die Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch untergraben. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt. Auch im Landwirtschaftsgesetz (LwG) sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat in den neuen Absätzen in Art. 141 und 148 LwG als Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu werten. Dies umgeht das Parlament und entzieht ihm die Möglichkeit, über Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Die Unterstellung des Waldschutzes vor Schadorganismen unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) im Hinblick auf EU-Verordnungen sind weitere Beispiele für diesen gefährlichen Souveränitätsverlust. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und eigenständig auf spezifische Bedrohungen zu reagieren und sichert sich stattdessen das Recht zu, nationale, oft strengere Massstäbe zu setzen, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen. Diese Entwicklung ist nicht nur ein Angriff auf unsere Landwirtschaft und Konsumenten, sondern auf die Grundlagen unserer Demokratie und Identität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen, insbesondere durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), stellen eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die bewährte Praxis, dass Bund, Kantone und Gemeinden ihre Förderinstrumente autonom und im Sinne ihrer jeweiligen politischen und wirtschaftlichen Ziele gestalten können, wird durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies bedeutet die faktische Abschaffung demokratisch legitimierter politischer Entscheidungen zugunsten einer zentralisierten Steuerung, die primär auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht ausgerichtet ist.

Die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben. Gemäss dem neu geschaffenen Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu blossen

Verwaltungseinheiten, deren autonome und föderalistisch legitimierte Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung, wie etwa für Regionalverkehr, Kantonalbanken oder KMU, einer externen Überprüfung und potenziellen Aufhebung unterliegen. Die Kantone verlieren dadurch ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft.

Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen und integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, etabliert eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU fungiert. Diese Instanz wird nicht primär Schweizer Interessen wahren, sondern die Durchsetzung des EU-Beihilferechts sicherstellen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige und von der direkten demokratischen Einflussnahme weit entfernte Behörde ist unzureichend, was den Grundsätzen der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht widerspricht.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter diese EU-Kontrolle, wie durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) manifestiert, gefährdet unsere strategische Autonomie und die Sicherung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr wird geopfert, und die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit.

Darüber hinaus ist die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) eine weitere Zentralisierung der Rechtskontrolle, die kantonale Souveränität aushöhlt. Die Verlagerung der Zuständigkeiten vom kantonalen Rechtspflege auf eine zentrale Instanz widerspricht dem föderalistischen Gedanken und schwächt die dezentrale Struktur der Schweiz. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG-Änderung schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem eine wichtige Stimme im Interesse der Bürger zum Schweigen gebracht wird. Insgesamt führen diese Massnahmen zu einer systematischen Unterwerfung unter die EU-Regulierung und einer gravierenden Einschränkung unserer wirtschafts- und rechtsautonomen Gestaltungsfähigkeit.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags an die Europäische Union gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Die Umwandlung von vormals freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen erheblichen Souveränitätsverlust dar und entzieht der Schweizer Bevölkerung und ihren gewählten Vertretern ein wichtiges politisches Druckmittel. Dies hat zur Folge, dass die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen faktisch ausgehebelt wird und es sich hierbei de facto um eine Zwangsabgabe handelt.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet dabei wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen verankerte 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert dadurch jede Möglichkeit, solchen Forderungen entgegenzutreten oder sie abzulehnen, und wird stattdessen gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies etabliert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei keine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse gegeben wird. Die Schweiz bezahlt somit für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität schwächt und kaum greifbare, für unser Land positive Vorteile verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, welcher die Budgethoheit des Parlaments weiter aushöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung festgeschrieben. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben

an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hierbei wird der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz unzureichend und bedienen sich primär kosmetischer Korrekturen. Sie vermögen in keiner Weise den massiven, unaufhaltbaren Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen zu kompensieren, welcher durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es ist mit einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus zu rechnen, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser bedauerlicherweise aufgeweicht und an die im EU-Raum geltenden Standards angepasst. Die neu konzipierten Regeln sind zwar bürokratischer, erweisen sich jedoch als weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Davon profitieren vornehmlich ausländische Unternehmen, die mittels Lohndumping ihren Gewinn maximieren wollen.

Des Weiteren werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der einzig durch EU-Druck erzwungen wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und äusserst bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von Kleinst- und Kleinunternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Schutzsystems, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies alles deutet auf eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Rechtsordnung hin.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Strom

Mit grosser Besorgnis nehmen wir die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom zur Kenntnis, die darauf abzielen, die Schweiz enger an die Europäischen Union anzubinden. Die damit einhergehende institutionelle Einbindung, insbesondere in die Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, führt zu einem erheblichen Souveränitätsverlust. Die Schweiz wird de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jegliches Mitspracherecht, der jedoch die daraus resultierenden Kosten tragen muss. Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse

zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Die Energielenkungskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und zwingt die ElCom zur Umsetzung undemokratisch erlassener Regulierungen aus Brüssel. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die Liberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Zudem schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung erheblich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die drastische Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungen von 3 MW auf 200 kW (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), stellt einen direkten Schlag gegen kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte dar. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unverkennbare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Aufgabe der nationalen Steuerungshoheit. Diese Entwicklungen gefährden die bewährten föderalen Strukturen und die zuverlässige Energieversorgung unseres Landes.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtabkommen mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Eine kritische Prüfung der vorgeschlagenen Regelungen offenbart eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht, die grundlegende Prinzipien unserer Verfassungsordnung untergräbt.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise gemäss Art. 14 des Abkommens ist äusserst problematisch. Dies impliziert eine fortlaufende Anpassung an neues EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk ein Mitspracherecht haben. Gemäss Art. 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) ist die Schweiz ein souveräner und unabhängiger Staat. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht verletzt dieses Grundprinzip, da sie die rechtssetzende Gewalt von einem externen Akteur ausüben lässt.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als verbindliche Instanz gemäss Art. 15 des Abkommens stellt eine direkte Verletzung des Art. 1 der Bundesverfassung dar, der die Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte verankert. Die Annahme, dass die Schweizer Gerichte verpflichtet sind, Entscheidungen des EuGH zu übernehmen, schwächt die nationalen Gerichtsbarkeiten erheblich und führt zu einer De-facto-Judikatur durch eine ausländische Instanz. Dies steht im Widerspruch zur Unabhängigkeit der rechtsprechenden Gewalt, wie sie in Art. 190 der Bundesverfassung für Schweizer Gerichte garantiert ist.

Weiterhin gibt die im Abkommen vorgesehene Möglichkeit zur Einleitung von Streitschlichtungsverfahren durch die EU Anlass zu grossen Bedenken. Solche Verfahren könnten dazu führen, dass die Schweiz gezwungen wird, ihre Politik anzupassen, um nicht mit Sanktionen konfrontiert zu werden. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung der staatlichen Handlungsfreiheit und widerspricht dem Selbstbestimmungsrecht der Schweizer Bevölkerung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgesehene Gesamtpaket die Schweiz nicht als gleichberechtigten Partner positioniert, sondern zu einem Juniorpartner der EU degradiert. Die damit verbundenen Souveränitätsverluste und die Erosion demokratischer Kontrollmechanismen sind nicht hinnehmbar. Es ist dringend geboten, die negativen Auswirkungen dieser Vereinbarung auf die Schweizer Verfassung und die demokratische Willensbildung umfassend zu analysieren und entsprechende Gegenmassnahmen zu ergreifen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Irene Jufer (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Irene Jufer · 0794108675 · irene.jufer@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die Bestrebungen, die Anwendung von EU-Recht in der Schweiz weiter zu verankern, stehen im Widerspruch zu fundamentalen Grundsätzen unseres Rechtssystems. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, würde durch eine schrittweise Übernahme von Unionsrecht ohne direkte demokratische Legitimation untergraben.

Die angestrebte Übernahme von EU-Recht, selbst in ausgewählten Bereichen, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer legislativen Autonomie. Es ist fraglich, ob die Schweiz auf diese Weise ihre Fähigkeit behalten kann, ihre nationalen Interessen zu wahren und eigene Rechtsnormen zu gestalten, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten unseres Landes Rechnung tragen. Artikel 127 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeiten des Bundes regelt, wird durch eine derartige Delegation von Gesetzgebungsbefugnissen an externe Organe de facto ausgehöhlt.

Des Weiteren ist die Gefahr einer zunehmenden Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von EU-Recht impliziert, dass auch die Auslegung dieses Rechts durch den EuGH für die Schweiz bindend würde. Dies widerspricht dem Prinzip der Gewaltenteilung und der nationalen richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, welches die Bindung der Gerichte an das Bundesrecht festschreibt. Eine solche Entwicklung würde die Rechtssicherheit in der Schweiz gefährden und die Möglichkeit einschränken, unser eigenes Rechtssystem kohärent zu gestalten.

Die versprochenen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU stehen in keinem Verhältnis zu den potenziellen Nachteilen für unsere staatliche Unabhängigkeit. Die Schweiz hat stets darauf geachtet, ihre Souveränität zu wahren und ihre eigene Rechtsordnung zu pflegen. Die aktuellen Vorschläge scheinen diesen bewährten Weg zu verlassen und die Schweiz in eine Position zu drängen, in der sie nicht mehr Herrin ihrer eigenen Gesetzgebung ist. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob diese «Stabilisierung» nicht eher eine Schwächung der Schweiz bedeutet und ob die verfassungsrechtlichen Garantien nicht unzulässig tangiert werden. Die Risiken einer solchen Annäherung sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundsätzliche Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung

von EU-Recht auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz tangieren. Es ist äusserst besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine weitere Erosion der nationalen Gesetzgebung und damit der direkten Demokratie bedeuten könnten. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, selbst in Bereichen, die bisher klar in der Kompetenz der Schweiz lagen, untergräbt die Legitimität des schweizerischen Rechtsetzungsprozesses.

Besonders kritisch ist die Tendenz, die Autonomie des Schweizerischen Bundesgerichts und anderer nationaler Gerichte durch die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) weiter einzuschränken. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind Bundesgesetze für die Gerichte und Behörden bindend. Dies impliziert, dass die Gerichte primär das nationale Recht anzuwenden haben. Eine vorgelagerte, automatische Übernahme von EuGH-Rechtsprechung, ohne eine sorgfältige Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizer Verfassung und den spezifischen Bedürfnissen des Landes, widerspricht diesem Grundsatz und dem Prinzip der Gewaltenteilung, wie sie im Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Die Unabhängigkeit der Justiz und die Möglichkeit der Gerichte, eigene Rechtsauffassungen zu entwickeln, dürfen nicht durch externe, für die Schweiz nicht bindende Normen überlagert werden.

Des Weiteren ist die Ausdehnung der Zuständigkeiten der EU auf Bereiche, die bisher souverän durch die Schweiz geregelt wurden, alarmierend. Dies betrifft insbesondere die fortlaufende Modularisierung und die schrittweise Anpassung bestehender Abkommen, welche oft ohne breite öffentliche Debatte und parlamentarische Kontrolle durchgesetzt werden. Die Schweiz hat sich in der Vergangenheit durch einen kooperativen, aber auch eigenständigen Ansatz in ihren Beziehungen zur EU ausgezeichnet. Die aktuelle Stossrichtung scheint jedoch auf eine zunehmende Angleichung und damit auf eine Aufgabe nationaler Entscheidungsgewalt hinauszulaufen. Es bedarf einer klaren Begrenzung der Bereiche, in denen die Schweiz bereit ist, sich externen Regelwerken zu unterwerfen. Die Bewahrung der legislativen Autonomie und die Sicherstellung, dass das Schweizer Volk und seine Vertreter die letzte Entscheidungsgewalt behalten, sind von fundamentaler Bedeutung für die Stabilität und Akzeptanz unseres Rechtssystems.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Anpassung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene Ausdehnung des Aufenthaltsrechts, steht in fundamentalem Widerspruch zur Bundesverfassung, namentlich Artikel 121a BV, und zum Volkswillen nach einer eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuartigen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, welches de facto einer unentziehbaren Niederlassung gleichkommt und selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat, untergräbt massiv die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in einem beispiellosen Ausmass, wobei die finanziellen Lasten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Der neu vorgesehene, für ein Nicht-EU-Land unübliche Familiennachzug, der über Partner und Kinder hinaus auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten führen.

Die sogenannte „Schutzklausel“ im Vertragspaket entpuppt sich als reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis bedeutungslos bleibt. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was die Klausel zu einer Erpressungsmechanismus degradiert. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ beraubt das Schweizer Parlament und das Volk zukünftiger Mitbestimmung bei Änderungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Insbesondere die Neufassung von Artikel 41c AIG und die Aufhebung von Artikel 29a AIG weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus und erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo; sie schafft Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung

von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulrahmengesetz (HFKG, Artikel 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Das neue Bundesgesetz über die Bundesuniformen (BGVB) institutionalisiert zudem die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer nationalen Prüfung bedeutet und unsere Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation, die eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität darstellt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen gravierenden und inakzeptablen Eingriff in die Souveränität der Schweiz und die Autonomie ihrer Kantone dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung regionaler Entwicklung, des Service public oder lokaler Wirtschaftsstrukturen eingesetzt werden, soll einer starren, technokratischen Kontrolle durch die Europäische Union unterworfen werden.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit seiner zentralen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionellisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese „Superbehörde“, die als verlängerter Arm der EU agieren wird, muss ihre Entscheide primär an der Kompatibilität mit EU-Recht ausrichten, anstatt die spezifischen Interessen der Schweiz zu wahren. Dies entmachtet die nationalen und kantonalen Entscheidungsträger und schränkt die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit der Schweiz erheblich ein.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere des neuen Art. 82 Bst. bbis BGG. Die neue Beihilfekammer erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Entscheidungen im Rahmen einer abstrakten Normenkontrolle (Art. 98a BGG) durch das Bundesgericht auf ihre EU-Konformität überprüft und potenziell gekippt werden können. Dies höhlt die kantonalen Autonomie und die föderalistischen Strukturen massiv aus.

Die Ausweitung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die kantonalen Instanzen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime.

Auch die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der EU-Kompatibilität dient. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aushebeln, die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränken und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU machen. Dies ist angesichts der verfassungsrechtlich verankerten föderalistischen Ordnung und des Selbstbestimmungsrechts der Schweiz nicht hinnehmbar.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Bedrohung für den schweizerischen Service public dar. Insbesondere die Zulassung von Kabotage im Schienenverkehr, wie sie durch die geplante Einführung von Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) intendiert ist, birgt erhebliche Risiken. Ausländische Anbieter werden dadurch in die Lage versetzt, die lukrativen Hauptstrecken innerhalb

der Schweiz zu bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen weiterhin für die flächendeckende und oft defizitäre Grundversorgung auf Nebenlinien verantwortlich bleiben. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis und damit die Leistungsfähigkeit unseres nationalen Bahnsystems, das ein Eckpfeiler der Mobilität für alle Schweizerinnen und Schweizer ist.

Darüber hinaus ist die viel zitierte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmechanismus ungenügend. Sie entbehrt jeglicher rechtlichen Verbindlichkeit und bietet keine Garantie gegen künftige, dynamisch zu übernehmende Anpassungen des EU-Rechts. Dies impliziert, dass die Schweiz zukünftigen Regulierungen, wie beispielsweise jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ohne wirksame Mitsprachemöglichkeit unterworfen wäre. Die Kontrolle über die eigene Schieneninfrastruktur und deren strategische Ausrichtung würde sukzessive an zentrale EU-Stellen verlagert, was einen bedenklichen Souveränitätsverlust bedeutet.

Die Verpflichtung zur Berücksichtigung völkerrechtlicher, sprich EU-Vorgaben, bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenverkehr, wie in Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehen, schränkt die Autonomie von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da nationale Bedürfnisse und Ziele in den Hintergrund treten könnten. Die Zulassung der Kabotage und die Bindung an EU-Recht im Ausschreibungswesen gefährden somit direkt die Qualität, die Wirtschaftlichkeit und die flächendeckende Versorgung unseres öffentlichen Verkehrs und sind mit den Prinzipien des Service public nicht vereinbar.

Strom

Die vorgeschlagene Weiterentwicklung der Strommarktliberalisierung im Rahmen der institutionellen Einbindung in die EU stellt eine eklatante Gefährdung unserer nationalen Energiesouveränität dar. Die Schweiz wird zu einem reinen Anwender und Kostenträger von EU-Regularien, ohne über Mitspracherecht zu verfügen. Die Entscheide über unser eigenes Stromnetz fallen künftig in Brüssel, während die Eidgenossenschaft die operative Umsetzung und die Kosten zu tragen hat. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, da die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) de facto zu einer Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert wird, anstatt ihre Rolle als unabhängige Regulierungsbehörde gemäss dem Stromversorgungsgesetz (StromVG) wahrzunehmen.

Die bestehenden Kernstücke unserer Energieversorgung werden existenziell bedroht. Insbesondere die Wasserkraft, die das Rückgrat unserer Energieerzeugung bildet, gerät durch die EU-Beihilfenregeln unter Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Gemeindekraftwerke und die lokale, dezentrale Energieproduktion werden durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt, indem ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird.

Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in diesem Szenario die Verantwortung für die schweizerische Versorgungssicherheit trägt – weder der Markt noch die EU übernehmen diese klar. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken für die Preisstabilität. Volatilere und potenziell höhere Strompreise für KMU und Haushalte sind zu erwarten, da die Kosten für die nicht durch den Markt gedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu), insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt die dezentrale Energieerzeugung, was im Widerspruch zur nationalen Energiestrategie steht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen primär der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze erheblich einschränkt. Dieses hochriskante Experiment birgt unkalkulierbare Folgen für die schweizerische Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer Wirkung äusserst fragwürdig und stellen keine angemessene Antwort auf den bestehenden und zu erwartenden Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen dar. Vielmehr ist zu befürchten, dass die geplanten Anpassungen, insbesondere jene an das Entsendegesetz (EntsG), den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz aufweichen und durch EU-konforme, aber deutlich weniger robuste Regelungen ersetzen.

Die vermeintlichen Schutzmechanismen, wie die Anpassungen in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Harmonisierung mit dem EU-Recht und nicht einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für hiesige Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert und die bewährte Systematik untergräbt. Die Kontrollmechanismen werden durch die Verankerung in zentralistischen, EU-konformen Strukturen geschwächt, was zu einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und unangemessener Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität, insbesondere kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes.

Des Weiteren ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch weiter an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Sanktionen, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen keine wirkliche Stärkung des Lohnschutzes bringen, sondern eine schrittweise Aushöhlung unserer nationalen Regelwerke zugunsten von EU-Vorgaben bedeuten, mit negativen Folgen für die Schweizer Löhne und Arbeitsbedingungen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt keine Verbesserung, sondern eine fundamentale Untergrabung unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und der Vielfalt unserer Agrar- und Ernährungswirtschaft dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Vorschriften und jahrzehntelanger Erfahrung basiert, wird durch die angleichenden Bestimmungen, insbesondere durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), massiv gefährdet. Die erzwungene Übernahme von oft tieferen EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland", da unsere Produzenten gezwungen werden, nach denselben, weniger strengen Kriterien zu arbeiten wie ihre Pendants in der EU.

Die massiven Eingriffe in die Souveränität sind beispiellos. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben ist eine inakzeptable Entmündigung. Ebenso besorgnizliquer sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21), die eine Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards erzwingen. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die parlamentarische Kontrolle, was demokratisch bedenklich ist.

Die Bürokratie, die über Schweizer Produzenten hereinbrechen wird, ist erdrückend. Nicht nur Grossbetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger würden mit den komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überfordert, was viele zur Aufgabe ihrer Betriebe zwingen könnte. Dies vernichtet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Weiterhin wird unser Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen widerspricht. Selbst der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterworfen, was unsere Fähigkeit zur souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet einen Kontrollverlust in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung, der durch die starren, bürokratischen EU-Mechanismen gefährdet wird. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine unannehmbare politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Finanzieller Beitrag

Wir möchten hiermit unsere tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union zum Ausdruck bringen. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Es ist äusserst fragwürdig, dass ein zunächst als Lockvogelangebot präsentierter Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr durch einen im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, über die Höhe und Notwendigkeit dieser Zahlungen zu verhandeln oder abzulehnen. Dies bedeutet faktisch eine zwangsweise Abgabe ohne entsprechende demokratische Kontrolle.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung. Dieses Gesetz dient als legislatives Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen in Artikel 1 des KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung unserer Steuergelder sehen wir uns gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu erfüllen. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine formale Anpassung; sie signalisiert die Absicht, diese Abgaben als festen und dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist dabei besonders irreführend. Es ist inakzeptabel, den renommierten und wichtigen Bereich der Schweizer Friedensförderung zu missbrauchen, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Die Schweiz wird durch diese Regelungen zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Uns werden verbindliche Zahlungen auferlegt, ohne dass uns im Gegenzug ein garantierter besserer Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zugesichert wird. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für unser Land

bringt. Aus diesen Gründen lehnen wir die vorgeschlagenen Regelungen entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass und werfen erhebliche Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und des Schutzes unserer nationalen Interessen auf. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der Personenfreizügigkeit bergen Risiken, die nicht unterschätzt werden dürfen. Die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitgestaltungsmöglichkeit seitens der Schweiz, wie sie sich aus der Natur der bilateralen Abkommen ergibt, stellt eine Aushöhlung unseres verfassungsmässigen Ordnungsrahmens dar. Das Prinzip der demokratischen Legitimation und der direkten Volkssouveränität, verankert in den Artikeln 1 und 164 der Bundesverfassung, könnte durch eine einseitige Rechtsübernahme erheblich beeinträchtigt werden.

Die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf neue Kategorien von Personen birgt die Gefahr einer unkontrollierten Zuwanderung, welche die schweizerische Sozialordnung und den Arbeitsmarkt unter Druck setzen könnte. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen der Raumplanung und der nachhaltigen Entwicklung, wie sie auch in der Bundesverfassung thematisiert werden. Es fehlen klare Mechanismen, um die negativen Auswirkungen auf unsere Infrastruktur und unsere Sozialwerke zu kompensieren.

Weiterhin ist die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Anerkennung seiner Urteile, auch wenn sie durch institutionelle Mechanismen vermittelt werden, untergräbt die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte und unseres Rechtssystems. Artikel 123a der Bundesverfassung, welcher die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit der Justiz schützt, könnte in seiner Substanz tangiert werden. Die Auslegung und Anwendung von EU-Recht durch den EuGH, der primär die Interessen der Mitgliedstaaten vertritt, ist für die Schweiz nicht zwingend massgebend und kann zu einer schleichenden Angleichung führen, die nicht im Interesse unseres Landes liegt.

Die finanziellen Verpflichtungen, die aus den Vereinbarungen erwachsen könnten, sind ebenfalls unklar und bergen das Risiko einer dauerhaften und potenziell steigenden Belastung für den Schweizer Steuerzahler. Die mangelnde Transparenz und die Komplexität der neu zu schaffenden institutionellen Regelungen erschweren eine fundierte Einschätzung dieser Verpflichtungen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse das Risiko bergen, die Schweiz unumkehrbar an die Europäische Union zu binden, ohne dass eine entsprechende Mitsprache und Kontrolle auf nationaler Ebene gewährleistet ist. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung, unsere Wirtschaft und unsere Gesellschaft müssen ernst genommen und dürfen nicht zugunsten einer vermeintlichen Stabilität übergangen werden. Es bedarf einer kritischen Prüfung aller Aspekte, um die Souveränität und die Interessen der Schweiz wirksam zu schützen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt wesentliche Fragen offen und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen deuten auf eine schleichende Übernahme von EU-Recht hin, ohne dass die Schweiz entsprechende Mitspracherechte auf EU-Ebene erlangt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung, das in Artikel 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist.

Besorgniserregend ist insbesondere die potenzielle Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der Europäischen Union, die dem Schweizer Rechtssystem nicht entsprechen. Die Übernahme des EU-Rechts im Rahmen des Paktes birgt die Gefahr einer Aushebelung des demokratischen Prozesses. Gemäss Artikel 165 der Bundesverfassung können die eidgenössischen Räte und das Volk sich zu völkerrechtlichen Verträgen äussern. Die Art und Weise, wie das EU-Recht in den Schweizer Rechtsraum integriert werden soll, scheint jedoch hinter dem Rücken des Souveräns zu geschehen. Es ist zu befürchten, dass wichtige Entscheidungen künftig in Brüssel getroffen werden, während die Schweiz lediglich die Konsequenzen tragen muss, ohne Einfluss nehmen zu können.

Die Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft, insbesondere auf kleine und mittlere Unternehmen, sind unklar und potenziell nachteilig. Die Angleichung an EU-Standards könnte zu erhöhten Kosten und regulatorischem Aufwand führen, was die Wettbewerbsfähigkeit schwächen würde. Zudem wird die Freiheit des Bundesrates, auf zukünftige Entwicklungen im EU-Recht reagieren zu können, durch die starre Bindung an das bestehende und zukünftige EU-Recht stark eingeschränkt. Dies könnte die Flexibilität der Schweizer Politik erheblich beeinträchtigen. Die Stabilität und Verlässlichkeit der bilateralen Beziehungen, wie sie im Artikel 3 der Bundesverfassung zur Wahrung der Interessen der Schweiz durch sorgfältige Gestaltung der Beziehungen zur EU postuliert werden, könnten durch eine solche einseitige Abhängigkeit gefährdet sein.

Die Annahme dieses Paktes ohne klare Gegenleistungen und ohne transparente Mitsprachemöglichkeiten für die Schweizer Bevölkerung und die Wirtschaft stellt eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Souveränität dar und sollte kritisch hinterfragt werden. Es ist dringend erforderlich, die genauen Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen auf die nationale Gesetzgebung und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit detailliert zu prüfen und öffentlich zu diskutieren, bevor enige Verpflichtungen eingegangen werden.

Mme Corinne Montaru
Chemin des Oches 5
1131 Tolochenaz

Département fédéral des
affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

Notre marché du travail par une concurrence déloyale

Nos infrastructures déjà saturées

Notre système social par une hausse explosive des coûts

Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

ABANDON du présent paquet de traités

MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Tolochenaz le 10/10/2025
Mme MONTARU veuve ROZAIN Corinne

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Walter Nägeli (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Nägeli Walter · 0793731437 · turicumvv@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar wird die Notwendigkeit einer geordneten Beziehung zur Europäischen Union anerkannt, doch die Art und Weise, wie diese «Stabilisierung» erreicht werden soll, birgt Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit. Es besteht die Gefahr, dass bestehende bilaterale Verträge, die das Fundament der schweizerisch-europäischen Beziehungen bilden und im Einklang mit dem Völkerrecht sowie dem schweizerischen Recht stehen, durch ein neues Rahmenabkommen de facto ausgehöhlt werden.

Insbesondere Artikel 4 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (SR 0.172.010.102) garantiert, dass die Anwendung der bilateralen Abkommen im Einklang mit der schweizerischen Verfassung steht. Die aktuell angedachten Lösungsansätze scheinen jedoch eine dynamische Rechtsübernahme zu implizieren, die eine direkte Anwendung von EU-Recht ohne angemessene Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Rechtsgrundsätze ermöglicht. Dies könnte gegen das Prinzip der Volkssouveränität und die demokratische Legitimation von Gesetzen verstossen, wie sie im Artikel 1 der Bundesverfassung (SR 101) verankert sind. Die schweizerische Bevölkerung hat das Recht, über die Gesetze zu bestimmen, die sie binden, und nicht automatisch Gesetzesakte zu übernehmen, die in Brüssel erlassen werden.

Die im Vorschlag erwähnte Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) ist ebenfalls problematisch. Eine unumgängliche Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung von EU-Recht, das in den schweizerischen Rechtsraum transferiert würde, untergräbt die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte. Artikel 188 Absatz 3 der Bundesverfassung legt fest, dass das Bundesgericht und andere Behörden an die Rechtsprechung gebunden sind. Wenn jedoch der EuGH die verbindliche letzte Instanz für die Auslegung von EU-Recht in der Schweiz wäre, würde dies die Autorität des Bundesgerichts schwächen und potenziell zu unvereinbaren Urteilen führen. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der nationalen Rechtshoheit.

Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Mitwirkungsrechte des Volkes nicht beeinträchtigt. Eine bloße «Stabilisierung» darf nicht zu einer schleichenden Unterwerfung unter EU-Recht führen, die im Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der Souveränität der Schweiz steht. Es bedarf klarer Mechanismen, die die Wahrung der schweizerischen Verfassungsidentität und die Kontrolle über die übernommene Rechtsordnung gewährleisten.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz nachhaltig beeinträchtigen könnten. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige, eingehende Prüfung der Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, ist besorgniserregend. Die Verpflichtung zur fortlaufenden Anpassung des nationalen Rechts an die Entwicklungen in Brüssel, wie sie implizit in den diskutierten Abkommen angelegt ist, untergräbt die Autonomie des schweizerischen Gesetzgebers.

Es ist fraglich, ob die im Rahmen dieser Verhandlungen erzielen Ergebnisse im Einklang mit Artikel 2 der Bundesverfassung stehen, welcher die Förderung des gemeinen Nutzens und des Wohls der Allgemeinheit vorsieht. Stattdessen besteht die Gefahr, dass primär die Interessen der EU verfolgt werden, während die spezifischen Bedürfnisse und die wirtschaftliche Situation der Schweiz in den Hintergrund treten. Die mangelnde Transparenz im Verhandlungsprozess und die unzureichende Einbindung von Parlament und Bevölkerung vor Abschluss solcher weitreichenden Vereinbarungen widersprechen dem Prinzip der Volkssouveränität.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die schweizerischen KMU nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von EU-Richtlinien ohne adäquate Übergangsfristen oder Ausnahmeregelungen könnte zu Wettbewerbsnachteilen für heimische Unternehmen führen und Arbeitsplätze gefährden. Der Schutz der schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen, der durch das Arbeitsgesetz (ArG) gewährleistet werden soll, könnte durch eine unkritische Übernahme von EU-Normen untergraben werden, was zu einer De-Faktorisierung der schweizerischen Standards führen könnte.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob der versprochene Zugang zum EU-Binnenmarkt die damit verbundenen Souveränitätsverluste und wirtschaftlichen Risiken tatsächlich aufwiegt. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie durch bilaterale Abkommen erfolgreich mit der EU interagieren kann, ohne ihre Grundprinzipien aufgeben zu müssen. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse deuten jedoch auf eine stärkere Bindung hin, die das Gefüge des schweizerischen Rechtssystems und der direkten Demokratie gefährden könnte. Eine kritische und eingehende parlamentarische und öffentliche Debatte ist unerlässlich, bevor solche weitreichenden Verpflichtungen eingegangen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf, welche einer eingehenden Prüfung bedürfen. Die angezielte Harmonisierung mit dem Unionsrecht birgt die Gefahr, dass Schweizer Rechtsgrundsätze und -traditionen ausgehöhlt werden, ohne dass die Vorteile für die Schweiz auch nur annähernd ausgewogen erscheinen.

Besondere Sorge bereitet die potentielle Aushöhlung des Parlamentsvorbehalts, wie er in Artikel 166 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieser sieht vor, dass die oberste Leitung der auswärtigen Angelegenheiten dem Bundesrat obliegt, jedoch unter Vorbehalt der Mitwirkung von Bundesversammlung und Kantonen. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht würde die parlamentarische Beratungs- und Entscheidungskompetenz massiv beschneiden und eine reaktive Haltung statt einer aktiven Gestaltung unserer Gesetze erzwingen. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, das durch Artikel 1 der Bundesverfassung gewährleistet wird.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf die kantonale Autonomie gemäss Artikel 47 der Bundesverfassung zu betrachten. Zahlreiche EU-Regulierungen greifen tief in Bereiche ein, die traditionell von den Kantonen gestaltet und verwaltet werden. Eine unflexible Übernahme von EU-Recht würde die kantonalen Gesetzgebungsbefugnisse und ihre Fähigkeit, auf spezifische kantonale Bedürfnisse einzugehen, erheblich einschränken. Es ist nicht ersichtlich, wie diese Eingriffe gerechtfertigt werden könnten, insbesondere wenn die von der EU vorgegebenen Standards nicht zwingend notwendig für die Wahrung schweizerischer Interessen sind.

Die generelle Fragestellung, ob eine solche enge Bindung an das Unionsrecht mit dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung vereinbar ist, muss kritisch hinterfragt werden. Die Eigenständigkeit der schweizerischen Rechtsordnung, einschliesslich der Rechtsprechung des Bundesgerichts und der Interpretation durch die zuständigen Behörden, darf nicht durch die ständige Übernahme externer Regelungen und deren Auslegung in Brüssel relativiert werden. Die Rechtssicherheit und die Vorhersehbarkeit für Schweizer Bürger und Unternehmen könnten dadurch erheblich beeinträchtigt werden.

Es ist daher zwingend erforderlich, dass jede Übernahme von Unionsrecht einer sorgfältigen Prüfung unterzogen wird, die sich auf die tatsächlichen und nachweisbaren Vorteile für die Schweiz konzentriert und die Verfassungsprinzipien unserer Demokratie wahrt. Die vorgeschlagene Richtung scheint diese kritische Abwägung zu vernachlässigen.

Strom

Die vorgeschlagene Weiterentwicklung des Stromabkommens mit der EU stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E zwingt die Schweiz in eine Position, in der sie zwar Kosten tragen muss, aber keinerlei Einfluss auf wegweisende Entscheidungen bezüglich ihres eigenen Stromnetzes hat. Dies bedeutet eine faktische Abgabe unserer strategischen Autonomie an Brüssel, was unvereinbar mit den Prinzipien einer eigenständigen Schweizer Energiepolitik ist. Die ElCom verliert ihren Status als unabhängige schweizerische Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für europäische Vorschriften degradiert, die den Interessen und Gegebenheiten unseres Landes oft widersprechen. Dies ist das Ende einer demokratisch legitimierten, nationalen Energieregulierung.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, gravierend. Die EU-Beihilfenregeln drohen, das bewährte System der Wasserzinsen, von dem insbesondere die Bergkantone profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe zu deklarieren und somit zu zerschlagen. Dies gefährdet nicht nur die finanzielle Stabilität betroffener Kantone, sondern auch die Motivation für Investitionen in die Wasserkraft. Die föderalen Strukturen, einschliesslich lokaler Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln, die den traditionellen Einspeisevorrang aushebeln, massiv geschwächt. Dies benachteiligt die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion zusehends.

Die unumgängliche Folge der vollständigen Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, ist die Opferung der nationalen Versorgungssicherheit zugunsten eines fragwürdigen freien Marktes. Die Möglichkeit zur Schaffung strategischer Reserven wird stark eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Sicherstellung der Stromversorgung der Schweiz verschwimmt. Dies ist ein hochriskantes Spiel mit unserer Existenzgrundlage. Die vom StromVG-Gesetz vorgesehene unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sowie die massiv ausgeweiteten Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind nichts anderes als Instrumente zur Angleichung an die EU, die uns die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur entreissen und unsere bewährten föderalen Strukturen zerstören.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind noch besorgniserregender. Insbesondere die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzgesellschaft unnötigerweise denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Die Neuregelung der Abnahme- und

Vergütungspflichten in Art. 15 EnG, durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen kleine und mittlere Produzenten und widerspricht klar der Schweizer Energiestrategie. Zudem schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die daraus resultierende Preisvolatilität und die Gefährdung der Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) stellen eine unkalkulierbare Gefahr für KMU und Haushalte dar. Dieses Abkommen ist ein Rückschritt und bedeutet einen erheblichen Verlust an Souveränität und Sicherheit für die Schweiz.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die Souveränität und die föderalistische Struktur der Schweiz dar. Die Überführung unserer bewährten, politisch legitimierten und dezentralen Subventionspraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist zutiefst besorgniserregend. Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, welche als «verlängerter Arm der EU» agiert, untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich.

Insbesondere das Bundesgerichtsgesetz (BGG) wird durch die Einführung von Art. 82 Bst. bbis BGG massiv in unserem föderalistischen Gefüge beschädigt. Die Kantone werden durch die Möglichkeit einer abstrakten Normenkontrolle kantonaler Erlasse durch die neue Beihilfebehörde vor dem Bundesgericht zu blossen Bittstellern degradiert. Ihre autonom gefällten, demokratisch legitimierten Entscheidungen zur Wirtschaftsförderung, sei es für Kantonalbanken, den Regionalverkehr oder lokale KMU, können künftig willkürlich von einer zentralen Instanz gekippt werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der föderalistischen Autonomie und der kantonalen Entscheidungsgewalt.

Die Anpassungen im Bundesverwaltungsgericht (VGG) durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementieren diese Zentralisierung. Das neue Beschwerderecht gemäss Art. 31a VGG ermöglicht der EU-konformen Beihilfebehörde, die Souveränität der Kantone weiter auszuhebeln und unsere föderalistischen Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese «Superbehörde» wird nicht nur das Kartellrecht, sondern auch die EU-Beihilferichtlinien durchsetzen, wobei die primäre Ausrichtung auf Schweizer Interessen verloren geht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend.

Besonders gravierend ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Damit gibt die Schweiz ihre nationale Kontrollkompetenz über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr auf und unterstellt diesen Sektor vollständig dem EU-Regime. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geht verloren.

Die Abschaffung des Einbezugs des Preisüberwachers in die Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Der Ausschluss der Stimme des offiziellen «Wächters der Preise» dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während Entscheide getroffen werden, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Unterwerfung unter die EU bedeuten, die bewährte schweizerische Rechtsordnung aushöhlen und die Souveränität sowie den Föderalismus massiv einschränken. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine beispiellose Bedrohung für die schweizerische

Souveränität, unsere hohen Produktionsstandards und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine harmlose Harmonisierung, sondern um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die oft deutlich tieferen Standards der Europäischen Union. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in existenzieller Gefahr, da die Angleichung an EU-Normen unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen wird und das wertvolle Label "Made in Switzerland" massiv entwertet.

Besonders bedenklich ist die beispiellose "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies bedeutet eine inakzeptable politische Erpressung, welche der Schweiz jegliche souveräne Handlungsfähigkeit nimmt und jede Kündigung des Abkommens zur Zerstörung des gesamten Vertragswerkes machen würde. Die Zulassung von EU-Inspektoren und deren Kontrollbefugnisse in unseren Betrieben ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Betriebe zu Objekten ausländischer Behörden.

Die drohende Welle der Bürokratie ist unzumenklich. Nicht nur grosse Betriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift die Schweizer Qualität frontal an, indem es die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust unserer hohen Standards, was durch die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat in den Artikeln 141 und 148 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) noch verschärft wird, da das Parlament hierdurch umgangen wird.

Der Tierschutz wird durch die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) auf ein inakzeptables Niveau abgesenkt. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen Souveränitätsverlust bedeutet. Des Weiteren wird das Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Auch der Waldschutz leidet unter dem Diktat der EU, da der neue Artikel 26 Absatz 1bis des Waldgesetzes (WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen der EU unterstellt und die Schweiz ihrer Reaktionsfähigkeit beraubt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist somit ein Frontalangriff auf unsere Identität, unsere Wirtschaft und unsere demokratischen Prinzipien.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne nicht auszugleichen. Es ist zu befürchten, dass dies zu einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus führen wird, was insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Davon profitieren vor allem ausländische Unternehmen, die die Möglichkeit sehen, Lohndumping zu betreiben.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies hat zur Folge, dass Kontrollen seltener durchgeführt werden und die Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen lascher erfolgt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen geeignet, die Souveränität der Schweiz zu schwächen und den Lohnschutz aufzuweichen, ohne die Kernprobleme des Lohndrucks adäquat zu lösen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehrsbereich im Rahmen der neuen bilateralen Abkommen mit der EU werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft des Schweizer Service public auf. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater und die entsprechende Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) mit Artikel 32a Absatz 1bis bergen erhebliche Risiken.

Die Öffnung des Marktes für Kabotage im Schienenverkehr ist keine moderate Liberalisierung, sondern ein direkter Angriff auf die finanzielle Basis des Schweizer Service public. Ausländische Anbieter werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Versorgung der Bevölkerung essenziellen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies wird unweigerlich zu einer Aushöhlung der flächendeckenden Bahnangebote führen, da die Quersubventionierung durch die profitablen Linien wegfällt. Die von den Befürwortern als Schutzmassnahme angepriesene «Gemeinsame Erklärung» ist juristisch bedeutungslos. Sie bietet keinerlei Garantie gegen künftige, dynamisch übernommene EU-Regulierungen, die unser Bahnwesen weiter untergraben könnten.

Die Sorge, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung und widerspricht dem Prinzip, dass der Service public im Vordergrund steht.

Die sukzessive Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme ist ein weiterer kritischer Punkt. Die potenzielle Übernahme von Regulierungen wie der zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Souveränität der Schweiz im Bahnbereich schwächen.

Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die defensive Haltung des Bundesrates, der versucht, die

Gefahren durch schwache Erklärungen zu beschwichtigen, ist unzureichend. Die vorgeschlagenen Änderungen gefährden die Substanz unseres Service public und damit die Lebensqualität in unserem Land.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen an die Europäische Union, werfen erhebliche Bedenken auf und stellen eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht bedeutet den Verlust eines essenziellen politischen Druckmittels und demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Finanzströme. Es handelt sich hierbei faktisch um eine einseitig aufgezwungene Abgabe, die jeglichen Spielraum für Schweizer Interessenvertretung eliminiert.

Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint weniger als eine faire Verhandlungsbasis, sondern vielmehr als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die unausweichliche Gefahr massiv höherer Forderungen. Die Schweiz würde sich damit der Möglichkeit berauben, Einfluss auf die Höhe der Zahlungen zu nehmen und wäre gezwungen, diktierte Beträge zu akzeptieren, ohne Gegenleistung in Form eines verbesserten Marktzugangs oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) wird eine bisher politische Geste in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung transformiert. Dieses Gesetz, als gesetzgeberisches Instrument zur dauerhaften finanziellen Belastung der Schweiz konzipiert, untergräbt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Mittelverwendung, die im Interesse der Schweiz liegt, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zementiert.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (BöB) ist weit mehr als eine formale Eintragung. Sie verankert diese Abgaben fest in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert eine Normalisierung und Dauerhaftigkeit, die mit dem Prinzip der Souveränität unvereinbar ist. Die irreführende Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG dient einzig dazu, politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU mittels des "guten Namens" der Schweizer Friedensförderung gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird de facto zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der Steuerung unserer Gesellschaft höchst bedenklich. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht im direkten Widerspruch zum klaren Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, stellt eine gravierende Bedrohung für unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Diese Regelung wird offensichtlich die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv fördern, da EU-Bürger und ihre Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die daraus resultierenden Kosten werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, einschliesslich Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist, birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" ist dabei nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen

sind so strikt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch wider Erwarten anrufen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos gemacht. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neugestaltung des Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit wird praktisch unmöglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce; sie ermöglicht keine echte Steuerung und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus.

Diese Entwicklungen sind nicht nur ein klarer Affront gegen die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz, sondern auch eine direkte Gefahr für die finanzielle und soziale Stabilität unseres Landes. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität verteidigt und eine eigenständige Migrationspolitik verfolgt, die den Interessen der eigenen Bevölkerung dient.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und kann unter dem Gesichtspunkt der nationalen Souveränität und der Interessen der Schweizer Bevölkerung nicht gutgeheissen werden. Eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Massnahmen deckt tiefgreifende Schwächen und potenzielle Gefahren auf.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne wirkliche Mitgestaltungsmöglichkeit stellt eine Aushöhlung des demokratischen Selbstbestimmungsrechts dar. Artikel 2 Absatz 1 der Schweizer Bundesverfassung garantiert die Wahrung der Souveränität der Eidgenossenschaft. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht verstösst gegen diesen Grundsatz, da die Schweiz zur passiven Rezeption von Rechtsakten gezwungen wird, die sie nicht beeinflussen kann. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle.

Die damit einhergehende Übertragung von Kompetenzen an europäische Institutionen, insbesondere an den Europäischen Gerichtshof (EuGH), ist höchst problematisch. Die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung, die in Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert ist, wird durch die Verpflichtung zur Anerkennung der EuGH-Urteile massiv beeinträchtigt. Dies bedeutet, dass Gerichtsentscheidungen, die nach nationalem Recht getroffen wurden, durch eine ausländische Instanz aufgehoben oder modifiziert werden könnten, was die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz untergräbt.

Die ökonomischen Auswirkungen werden oft beschönigt dargestellt. Die automatische Übernahme von EU-Recht im Rahmen der Personenfreizügigkeit birgt die Gefahr einer Lohnnivellierung von unten und einer Erosion der Schweizer Lohnschutzmassnahmen. Dies kann zu sozialer Ungleichheit und einem Verdrängungswettbewerb auf dem Arbeitsmarkt führen, was gerade für kleine und mittlere Unternehmen sowie für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer erhebliche Nachteile mit sich bringen kann. Die Stabilität des Sozialstaates und die schweizerischen Arbeitsbedingungen sind gefährdet.

Des Weiteren ist die Transparenz des Prozesses und die Einbeziehung der Bevölkerung mangelhaft. Es besteht die Sorge, dass die Verhandlungen intransparent geführt werden und die Auswirkungen auf die Bevölkerung nicht ausreichend kommuniziert werden. Die Legitimation eines solchen Abkommens, das weitreichende Folgen für die Schweiz hat, muss auf einer breiten öffentlichen Akzeptanz beruhen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine schleichende Integration in

die EU bedeutet, die zu Lasten der schweizerischen Souveränität, der demokratischen Rechte und der wirtschaftlichen Stabilität geht. Die Risiken überwiegen die potenziellen Vorteile bei weitem, und es ist abzulehnen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Dr. Thomas Otte (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Thomas Wolf Ralph Otte · 0413404868 · otte@brand-consulting.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Ich äussere tiefgreifende Bedenken bezüglich der vorgeschlagenen Stabilisierung der Beziehungen zur EU. Die Verfolgung einer solchen Politik birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien, die unsere Nation prägen. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne eine angemessene demokratische Legitimation und parlamentarische Kontrolle, ist zutiefst beunruhigend. Wir müssen die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung kritisch prüfen. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), würde durch eine schrittweise Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt. Die Schweiz würde sich sukzessive von der Möglichkeit entkoppeln, ihre Gesetze eigenständig und im Einklang mit den Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger zu gestalten. Artikel 124 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Gerichte und die Bindung an das Recht betont, könnte ebenfalls tangiert werden, wenn Gerichte zunehmend mit der Auslegung von Rechtsakten konfrontiert würden, die nicht durch das schweizerische Parlament geschaffen wurden. Des Weiteren erscheint die Argumentation, dass eine engere Anbindung an die EU die schweizerische Wirtschaft stärken würde, fragwürdig. Es ist keineswegs gesichert, dass die Vorteile die Kosten überwiegen. Die Erfahrung zeigt, dass solche Abkommen oft mit neuen Abhängigkeiten und Verpflichtungen einhergehen, die die schweizerische Flexibilität und Wettbewerbsfähigkeit auf lange Sicht beeinträchtigen können. Artikel 2 des Obligationenrechts (OR), der die allgemeine Treue- und Sorgfaltspflicht im Geschäftsverkehr regelt, könnte durch eine Übernahme von EU-Normen, die spezifischen wirtschaftlichen Interessen der EU dienen, untergraben werden. Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen birgt die Gefahr, dass die Schweiz zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die damit verbundenen Mitspracherechte und Entscheidungsgewalt zu besitzen. Dies wäre ein Rückschritt für unsere Unabhängigkeit und würde die Grundlage für unsere prosperierende und stabile Gesellschaft gefährden. Wir müssen die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger an erste Stelle setzen und dürfen uns nicht durch vage Versprechungen oder den Druck von aussen zu Entscheidungen drängen lassen, die unsere Souveränität kompromittieren. Eine kritische und abwägende Haltung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass jegliche zukünftige Vereinbarung im besten Interesse der Schweiz ist.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur "Allgemeinen Bemerkungen zur inländischen Umsetzung" gibt Anlass zu äusserst ernsten Bedenken hinsichtlich der Tragweite und der potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich im Einklang mit den fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und den Bestimmungen der Bundesverfassung stehen. Insbesondere die Art und Weise, wie die inländische Umsetzung von EU-Recht konzipiert wird, wirft kritische Fragen auf. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme ist evident, und es ist zu befürchten, dass die Schweiz durch diese Praxis gezwungen wird, EU-Bestimmungen zu übernehmen, die unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen oder unsere demokratischen Prozesse untergraben. Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von EU-Recht würde die Handlungsfreiheit des schweizerischen Gesetzgebers erheblich einschränken. Gemäss Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Eine solche Übernahme würde dieses verfassungsrechtliche Prinzip aushöhlen. Es ist beunruhigend, dass die vorgeschlagenen Regelungen keinerlei klare Mechanismen zur Wahrung unserer verfassungsrechtlich garantierten Souveränität vorsehen. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird durch eine Politik der schrittweisen Anpassung an EU-Normen bedroht, ohne dass das Volk in geeigneter Weise eingebunden wird. Es mangelt an rechtsverbindlichen Garantien, die sicherstellen,

dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre spezifischen rechtsstaatlichen Traditionen bewahrt. Die Argumentation, dass eine solche Umsetzung zur Vereinfachung von Beziehungen mit der EU führt, übersieht die erheblichen Risiken, die mit dem Verlust von rechtlicher und politischer Autonomie einhergehen. Die Bundesverfassung, insbesondere die Bestimmungen über die Hoheitsrechte des Bundes (Artikel 3), bildet die Grundlage für die schweizerische Staatlichkeit. Eine inländische Umsetzung, die primär auf die Anpassung an externes Recht abzielt, ohne dies in einem klaren demokratischen und rechtsstaatlichen Rahmen zu tun, untergräbt diese Grundlage. Es ist unabdingbar, dass jede Form der inländischen Umsetzung einer gründlichen Prüfung unterzogen wird, die sicherstellt, dass die Grundsätze unseres Rechtssystems und unsere verfassungsmässige Ordnung nicht kompromittiert werden. Die vorliegenden Vorschläge lassen diese notwendige Sorgfalt vermissen und sind daher aus Sicht der Wahrung unserer Souveränität und unseres Rechtsstaates zutiefst problematisch.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und den Föderalismus dar. Die etablierte Praxis, dass Subventionen als legitime politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer föderalistischen Strukturen massiv, da sie ihre Entscheide künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde unterwerfen müssen. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Neugestaltung der kartellrechtlichen Bestimmungen wird eine sogenannte "Superbehörde" in Form einer Beihilfekammer bei der WEKO institutionalisiert. Diese Einrichtung agiert de facto als verlängerter Arm der EU und setzt deren Interessen durch, anstatt primär Schweizer Interessen zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, und die kantonalen Organe verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und erhalten kein formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von dieser zentralen Behörde auf EU-Konformität geprüft und potenziell gekippt werden. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für den Föderalismus. Durch den neuen Artikel 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies bedeutet, dass demokratisch gefällte Subventionsentscheide der Kantone mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht angefochten und aufgehoben werden können, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Ebenso zementiert die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Besonders alarmierend ist die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Dies führt zum Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem EU-Regime, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Auch die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen gefährden die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und führen zur Unterwerfung unter eine externe Bürokratie.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit offenbaren eine bedenkliche Erosion unserer Souveränität und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes. Die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die Neuerungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) und anderen Erlassen wie dem ETH-Gesetz und dem HFKG vorangetrieben wird, stellt eine massive Ausweitung der Freizügigkeit dar, die in klarem Konflikt zu Artikel 121a der Bundesverfassung steht. Diese Verfassungsbestimmung verankert den Grundsatz der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz, ein Prinzip, das durch die aktuellen Vorschläge massiv untergraben wird. Die Einführung eines faktischen Daueraufenthaltsrechts bereits nach fünf Jahren, verbunden mit einem praktisch unentziehbaren „Niederlassungsstatus C PLUS“, wie er durch die neuen Bestimmungen im AIG, beispielsweise durch die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementiert wird, ist inakzeptabel. Dieses Recht, selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen, selbst bei Sozialhilfebezug, ein Bleiberecht erhalten, belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in einem unzumutbaren Ausmass. Der

erweiterte Familiennachzug, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angebliche „Schutzklausel“ gemäss Artikel 21b AIG ist lediglich ein Placebo. Ihre Hürden sind so hoch und die Anwendung so stark vom politischen Ermessen abhängig, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz bietet, während Drohungen mit EU-Strafmassnahmen bei deren Anwendung die einzige reale Konsequenz darstellen. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ für künftige EU-Verschärfungen im Bereich der Zuwanderung bedeutet eine faktische Entmachtung unseres Parlaments und des Volkes. Dies ist eine unannehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Ebenso ist die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD und in Spezialgesetzen wie dem MedBG und GesBG ein gefährlicher Schritt. Die Aufgabe der nationalen Qualitätsprüfung zugunsten eines automatisierten EU-Mechanismus birgt das Risiko einer Absenkung unserer hohen Standards und gefährdet die Patientensicherheit. Die pauschale Anpassung des BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziffer 27, und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben gemäss neuem Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz sind weitere Beweise für die schleichende Unterwerfung unter EU-Regelungen, die zulasten der Schweizer Versicherten und der Souveränität gehen. Diese Entwicklungen führen zu einer inakzeptablen Unterordnung unserer Rechtsordnung und gefährden unsere Fähigkeit, die Zuwanderung eigenständig und im Interesse unseres Landes zu steuern.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Neugestaltung der Lebensmittelsicherheit unter dem Deckmantel der Angleichung an EU-Standards ist kein Schritt zur Verbesserung der Sicherheit, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Angleichung bedroht nicht nur unsere unbestreitbar hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Entscheidungsfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein über Jahrzehnte aufgebautes Markenzeichen, steht unter erheblichem Druck. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird seiner Bedeutung beraubt, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie auf dem europäischen Kontinent. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt unsere Position im globalen Markt. Zudem ist die mit diesem Abkommen verbundene "Guillotineklausel" eine inakzeptable politische Erpressung. Die Verknüpfung dieses Dossiers mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen würde. Dies blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz und zwingt uns in eine unerträgliche Abhängigkeit. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine mit komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften überziehen wird. Dies zerstört lokale Traditionen und vernichtet wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Angriff auf die Schweizer Qualität dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21), insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung, bedeuten einen Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle. Auch der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, insbesondere Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis) sowie die vorgeschlagene Übertragung von Kompetenzen an die ElCom (Art. 22 StromVG) und die Änderungen bezüglich der nationalen Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die geplante vollständige Marktliberalisierung und die

institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E führen dazu, dass Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel gefällt werden, während die Schweiz als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht die Kosten mittragen muss. Die ElCom verkommt von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Dies widerspricht dem demokratischen Grundsatz und beendet jede eigenständige, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichtete Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, indem ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU. Dies ist ein inakzeptables Risiko. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt durch die massive Senkung der Leistungsgrenze kleine und mittlere Produzenten, was die dezentrale Energieproduktion schwächt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze massiv einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau und die Souveränität. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Lohnsicherung erscheinen oberflächlich und entbehren der nötigen Substanz, um dem immensen Druck auf die schweizerischen Löhne entgegenzuwirken, der mit einer Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig einhergeht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen treffen würde. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, scheint das Ziel vielmehr zu sein, diesen auf EU-Standards zu trimmen. Die neuen Regelungen sind bürokratischer angelegt, als die bisherigen flankierenden Massnahmen, deren Wirksamkeit im Lohnschutz unbestritten ist. Davon profitieren vor allem ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden geschwächt, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q OR vorgesehen ist, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz ist problematisch und zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung, der die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in Form eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Zunächst ist die Umwandlung von bislang freiwilligen, vom Parlament zu kontrollierenden Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht alarmierend. Gemäss Art. 1 des vorgeschlagenen KoBG wird damit ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments faktisch aushebelt. Das Parlament verliert damit sein wichtigstes politisches Druckmittel und die demokratische Legitimationsgrundlage für diese milliardenschweren finanziellen Transaktionen. Dies ist nichts anderes als die Etablierung einer faktischen Zwangsabgabe, die nicht mehr im Ermessen der Schweizer Stimmbürger und ihrer Vertreter liegt. Der im Abkommen genannte Anfangsbetrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist bestenfalls als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung und Anpassung dieser Zahlungen wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird sich in der Folge in einer Position wiederfinden, in der sie den von der EU diktierten Beträgen nicht mehr widersprechen kann. Dies widerspricht diametral dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und des freien Willens. Die Schweiz wird durch diese Regelung zu einer reinen Nettozahlerin degradiert, ohne dafür adäquate Gegenleistungen oder ein Mitspracherecht zu erhalten. Es gibt keinerlei Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung bringt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungsverpflichtungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als permanenter und normaler Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist im Lichte unserer verfassungsrechtlichen Verpflichtungen zur Wahrung der Souveränität und der demokratischen Rechte des Volkes höchst bedenklich.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, sind aus Sicht der Aufrechterhaltung und Stärkung unseres bewährten Service public äusserst bedenklich. Die Einführung des EU-Beihilferechts birgt die reale Gefahr, dass heutige und zukünftige Subventionen, die für die Sicherstellung des Angebots im Güterverkehr, der Regionalbahnen oder für die Erneuerung unserer Rollmaterialflotte essenziell sind, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde unweigerlich zu einer Reduktion der Qualität und des Umfangs der Dienstleistungen führen, die unsere Bürgerinnen und Bürger zu Recht erwarten dürfen. Eine weitere gravierende Schwachstelle stellt die Zulassung der sogenannten Kabotage dar. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, ermöglicht es diesen, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Wir befürchten eine ausgeprägte "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen sich auf die lukrativsten Hauptachsen konzentrieren. Dies hinterlässt die SBB und andere konzessionierte Akteure mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien. Eine solche Entwicklung untergräbt die finanzielle Stabilität unseres Service public fundamental und gefährdet die flächendeckende Mobilität in unserem Land. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag die besorgniserregende Rechtslage aus unserer Sicht nicht zu verbessern. Sie ist weder rechtlich bindend noch bietet sie einen echten Schutz vor dynamisch fortgeschriebenem EU-Recht. Die Schweiz wäre auch künftig gezwungen, sich Anpassungen zu unterwerfen, was eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Eisenbahnwesen zur Folge hätte. Die explizite Aufnahme der Kabotage in das Eisenbahngesetz, neu Art. 40ater EBG, stellt einen direkten Angriff auf den Service public dar. Sie ebnet ausländischen, potenziell staatlich subventionierten Unternehmen den Weg, sich die profitabelsten Strecken herauszupicken. Dies schwächt unsere nationalen Bahnen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen, und gefährdet langfristig die Qualität und Dichte unseres öffentlichen Verkehrsnetzes. Ebenso kritisch ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, Art. 32a Abs. 1bis PBG. Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Dies kann dazu führen, dass Ausschreibungen nicht mehr auf die besten Lösungen für die Schweiz ausgerichtet sind, sondern primär EU-konforme Kriterien erfüllen müssen,

was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die Schweiz muss ihre Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur und die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs behalten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblicher Skepsis und tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der langfristigen Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz. Eine unkritische Übernahme der vorgeschlagenen Vereinbarungen birgt das Risiko einer schleichenden Erosion unserer demokratischen Prinzipien und unserer rechtsstaatlichen Autonomie. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in Sektorabkommen wirft gravierende Fragen auf. Gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung hat die Schweiz das Recht und die Pflicht, ihre eigenen Gesetze zu erlassen. Die im vorliegenden Paket vorgesehene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, widerspricht diesem Grundsatz diametral. Wir würden uns einem stetig wachsenden Korpus von EU-Regulierungen unterwerfen, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen und Werten entsprechen. Dies untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimität der Gesetzgebung in unserem Land. Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), ist ein weiterer Punkt grösster Besorgnis. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in verschiedenen Sektorabkommen angedacht ist, würde die schweizerische Rechtsordnung faktisch dem Primär- und Sekundärrecht der EU unterstellen. Dies steht im klaren Widerspruch zu Artikel 97 Absatz 2 der Bundesverfassung, welcher die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte verankert. Es ist nicht hinnehmbar, dass ausländische Richter über die Anwendung von Schweizer Recht entscheiden und damit die Souveränität unseres Justizsystems beeinträchtigen. Die argumentierte Notwendigkeit der Übernahme von EU-Recht zur Wahrung der «engen Beziehungen» verkennt die Tatsache, dass die Schweiz über Jahrzehnte erfolgreich eigenständige Abkommen mit der EU geschlossen hat, welche ihre Interessen gewahrt haben. Die nun vorgeschlagene, weitgehende Übernahme von Rechtsnormen ohne Mitspracherecht stellt eine qualitative Veränderung dar, die weit über die bisherigen bilateralen Vereinbarungen hinausgeht. Es besteht die ernsthafte Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU degradiert wird, ohne die damit verbundenen Gestaltungsmöglichkeiten und die Vertretung eigener Interessen zu besitzen. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit bewahren und darf sich nicht in eine Situation manövrieren lassen, in der sie mehr EU-Recht übernimmt als die EU-Mitgliedstaaten selbst, ohne die Vorteile einer Mitgliedschaft zu geniessen. Die Langzeitfolgen für die schweizerische Identität und die Fähigkeit, eigene politische Wege zu gehen, sind besorgniserregend und erfordern eine kritische und abwägende Haltung.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der wirtschaftlichen Integrität der Schweiz auf. Es ist unbestreitbar, dass die vorgeschlagenen Anpassungen der bilateralen Abkommen tiefgreifende Auswirkungen auf die Rechtsordnung und die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen des Landes haben werden, deren Tragweite zum jetzigen Zeitpunkt kaum vollständig absehbar ist. Besonders kritisch ist die Akzeptanz des Urheberrechtsabkommens, welches eine Übernahme von EU-Richtlinien impliziert, ohne dass die spezifischen Bedürfnisse und Besonderheiten des Schweizer Marktes angemessen berücksichtigt werden. Die im Entwurf vorgesehenen Anpassungen im Bereich des Urheberrechts, insbesondere die potenziellen Einschränkungen für Schweizer Inhalteproduzenten und die mangelnde Berücksichtigung der Verlegerrechte gemäss Art. 12 des Urheberrechtsgesetzes (URG), stehen im Widerspruch zur Wahrung nationaler Interessen. Eine solche Annäherung könnte die Wettbewerbsfähigkeit Schweizer Kulturschaffender schwächen und die Verbreitung heimischer Inhalte erschweren. Des Weiteren sind die im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens angestrebten Massnahmen zur Regulierung der Zuwanderung problematisch. Obwohl die Verhandlungsseite darauf pocht, die nationale Gesetzgebung im Einklang mit den Vorgaben der EU zu harmonisieren, befürchten wir eine erhebliche Erosion der Autonomie bei der Steuerung unserer Grenzen. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Anwendung von flankierenden Massnahmen, welche durch Art. 121a der Bundesverfassung verankert sind, könnten unter dem Druck der EU-Rechtsprechung faktisch ausgehöhlt werden. Eine Ausdehnung des automatischen Informationsaustausches über steuerliche Belange, wie sie in anderen Bereichen zur Debatte steht, birgt zudem das Risiko der Aufweichung des Bankgeheimnisses und damit einhergehender wirtschaftlicher Nachteile. Die übermässige Abhängigkeit von EU-Recht, die mit der Übernahme von Richtlinien und der Anerkennung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs einhergeht, gefährdet die

rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU auf dem Grundsatz der Verhandlungsgleichheit und der Wahrung unserer Kerninteressen basiert. Die vorliegenden Ergebnisse lassen indes Zweifel aufkommen, ob dieser Grundsatz ausreichend gewahrt wurde. Eine vorsichtige und kritische Prüfung, die die langfristigen Konsequenzen für die Schweizer Souveränität und Wirtschaft berücksichtigt, ist dringend geboten.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Sandra Roux <sandra.roux38@gmail.com>
Sent: Freitag, 10. Oktober 2025 16:53
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation Paquet CH-UE

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Mesdames, Messieurs,

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact potentiel sur la souveraineté helvétique et la primauté du droit suisse. Bien que l'objectif affiché de "stabilisation" puisse sembler louable, il est impératif d'examiner avec la plus grande rigueur les concessions que de tels accords impliqueraient et leur conformité avec les principes constitutionnels fondamentaux de notre pays. Il est inquiétant de constater que de nombreuses propositions tendent vers une adoption de l'acquis communautaire, transformant de facto la Suisse en un suiveur passif des décisions de Bruxelles. Ce processus s'opère au détriment de la volonté du peuple et du droit constitutionnel. L'article 5 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse garantit le respect des cantons et des communes, ainsi que la participation citoyenne. Toute démarche qui affaiblirait ces piliers, en intégrant de manière non démocratique des normes étrangères, serait une atteinte directe à notre ordre juridique interne et à notre fédéralisme. De plus, la perspective d'une interprétation par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) des accords négociés représente un risque majeur pour notre indépendance judiciaire. L'article 1 de la Constitution fédérale stipule clairement que "Le peuple et les cantons sont les détenteurs de la souveraineté". Confier l'interprétation suprême du droit suisse à une juridiction étrangère, dont la logique et les objectifs diffèrent fondamentalement des nôtres, serait une abdication inacceptable de notre souveraineté. L'intégration d'une telle clause, même sous le couvert de "clarification", ouvrirait la porte à une hégémonie juridique de l'UE, sapant l'autonomie de nos propres tribunaux et la clarté du droit helvétique. L'argument de la "stabilité" ne doit pas masquer le danger d'une lente érosion de nos spécificités institutionnelles et de notre modèle social. Une intégration accrue, même par étapes progressives, ne garantit en rien une stabilité bénéfique pour la Suisse si elle se fait au prix de notre capacité à décider de notre propre avenir. Nous devons veiller à ce que toute nouvelle relation avec l'UE préserve notre droit de légiférer et de nous gouverner de manière autonome, conformément aux principes démocratiques et constitutionnels qui font la force de notre pays. Les gains potentiels en termes de "stabilité" relationnelle ne sauraient justifier une remise en cause de notre souveraineté et de notre droit.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation concernant l'évaluation globale du paquet Suisse-UE soulève de profondes inquiétudes quant aux implications pour la souveraineté et l'ordre juridique de la Suisse. L'approche consistant à intégrer de manière sélective et souvent forcée des pans entiers du droit de l'Union européenne sans que la Suisse n'ait son mot à dire dans leur élaboration, constitue une remise en cause inacceptable de notre système démocratique. Le fait que de nombreux accords prévoient une application directe du droit de l'UE, voire une interprétation par la Cour de justice de l'Union européenne, contrevient frontalement aux principes fondamentaux de notre Constitution fédérale, notamment l'article 5 alinéa 2 qui garantit le respect de la souveraineté suisse et le droit du peuple et des cantons à décider. L'adoption automatique de directives et règlements européens sans possibilité de débat parlementaire ou de référendum constitue une dérive dangereuse qui érode les prérogatives démocratiques. L'accord-cadre, dans sa conception actuelle, risque de nous enfermer dans une logique d'alignement constant, nous privant de notre capacité à légiférer de manière autonome dans des domaines cruciaux pour notre économie et notre société. La perspective d'une institution européenne pouvant sanctionner la Suisse en cas de non-respect de ces accords, sans que la Suisse ne dispose des mêmes contre-pouvoirs au sein de l'UE, est une asymétrie flagrante qui ne peut être acceptée. L'article 120a de la Constitution fédérale stipule que la Suisse prend ses décisions de manière indépendante, ce qui est clairement mis à mal par une telle intégration. De plus, l'impact sur notre droit de la concurrence et la protection des consommateurs, par exemple, pourrait entraîner une perte de flexibilité et l'application de normes moins adaptées à la réalité helvétique. La question de l'aide d'État, dans le cadre de l'accord-cadre, soulève des incertitudes quant à la capacité de la Confédération à

soutenir stratégiquement ses propres entreprises, un élément pourtant essentiel pour la compétitivité de notre place économique. En bref, l'intégration progressive et non contrôlée dans le cadre juridique de l'UE, telle que proposée, menace directement notre indépendance décisionnelle et notre modèle politique. Il est impératif de réaffirmer le rôle souverain du Parlement et du peuple suisse dans l'élaboration de la législation, conformément aux principes constitutionnels qui fondent notre confédération. Une révision profonde de ces accords est nécessaire pour garantir que la Suisse reste maîtresse de son destin.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse se retrouve une fois de plus face à des propositions issues des négociations avec l'Union européenne, dont les résultats méritent une analyse critique approfondie et une extrême prudence quant à leur acceptation. Le sentiment d'insatisfaction qui prévaut n'est pas le fruit d'un scepticisme gratuit, mais plutôt la conséquence d'une observation attentive des dynamiques passées et des implications potentielles de ces accords sur la souveraineté et l'autonomie décisionnelle helvétiques. Il est impératif de s'interroger sur la réelle portée de ces accords et leur conformité avec les principes fondamentaux de notre droit constitutionnel. L'article 173 alinéa 3 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.) stipule que l'Assemblée fédérale surveille la politique extérieure et approuve les traités internationaux. Or, il convient de se demander si les accords négociés avec l'UE respectent véritablement ce principe de surveillance et d'approbation souveraine, ou s'ils ne constituent pas une forme de pré-acceptation de dispositions futures dont la portée échappe encore à une évaluation complète. La crainte est de se retrouver engagé dans un cadre où la législation européenne s'impose, sans que les mécanismes démocratiques helvétiques puissent pleinement exercer leur influence. De surcroît, la question de la reprise du droit de l'UE, souvent présentée comme une nécessité, pose de sérieux problèmes. L'article 50 alinéa 2 de la Cst. garantit que le droit suisse est le droit principal. Si l'adoption mécanique de pans entiers du droit européen se produit, il devient de plus en plus difficile de maintenir cette primauté. Les conséquences sur la flexibilité de notre propre ordonnancement juridique, la capacité de légiférer selon nos propres besoins et valeurs, ainsi que sur la compétitivité de notre économie, doivent être scrupuleusement évaluées. Les accords en discussion risquent d'entraîner une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles, affaiblissant ainsi le pouvoir de décision des Chambres fédérales et, in fine, celui du peuple suisse. L'expérience nous enseigne que la flexibilité dans l'interprétation et l'application des accords est souvent limitée lorsqu'il s'agit de l'UE. La crainte légitime est que ces propositions ne conduisent à une perte de contrôle progressive sur des pans essentiels de notre législation, au détriment de nos intérêts nationaux. Il est donc crucial que les organes législatifs et le peuple exercent la plus grande vigilance afin de préserver l'autonomie et la prospérité de la Suisse.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Les propositions soumises dans le cadre de cette consultation soulèvent des préoccupations fondamentales quant à leur compatibilité avec le droit suisse et leur impact sur la souveraineté nationale. L'alignement systématique du droit suisse sur le droit de l'Union européenne, même dans des domaines qui ne relèvent pas d'accords bilatéraux contraignants, risque de conduire à une érosion progressive de notre système juridique propre. Il est impératif de rappeler que la Suisse, en vertu de sa Constitution fédérale, notamment l'article 160, dispose de la pleine latitude pour légiférer dans les domaines de sa compétence. L'adoption automatique de directives ou de réglementations européennes, sans une analyse approfondie de leur pertinence et de leur adéquation au contexte helvétique, constitue un renoncement à cette souveraineté législative. De surcroît, la mise en œuvre nationale de ces normes européennes risque de générer des complexités administratives et des coûts supplémentaires non négligeables pour les entreprises et les citoyens suisses. L'intégration de pans entiers de la législation européenne, sans un examen minutieux de leur faisabilité et de leurs conséquences pratiques, peut aboutir à des systèmes juridiques parallèles et contradictoires, source d'incertitude et de charge pour les acteurs économiques. L'article 1 de la Loi fédérale sur la simplification, la coordination et l'amélioration de la mise en œuvre du droit de l'Union européenne (LSCEU) prescrit une mise en œuvre prudente et sélective. Or, les propositions actuelles semblent s'éloigner de ce principe en prônant une adoption quasi systématique. Il est également essentiel de considérer l'impact potentiel sur la procédure législative démocratique en Suisse. La transposition de normes européennes, souvent adoptées dans des contextes politiques et sociaux très différents, peut court-circuiter le débat parlementaire et la consultation populaire, processus fondamentaux de notre démocratie directe. L'article 140 alinéa 1 de la Constitution fédérale, qui garantit le droit d'initiative et de référendum, pourrait se trouver affaibli si la législation nationale est de plus en plus dictée par des exigences externes. En conclusion, nous émettons de fortes réserves quant à l'approche proposée, qui semble privilégier une intégration automatique au détriment de la protection des intérêts nationaux et des spécificités de notre ordre juridique. Il est indispensable de réaffirmer la primauté du droit suisse et de veiller à ce que toute adaptation soit le fruit d'une décision souveraine, dûment justifiée et conforme aux principes constitutionnels.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux modifications proposées dans le cadre de la libre circulation des personnes et de l'immigration, telles qu'elles découlent de l'adhésion à la directive sur les citoyens de l'Union, ainsi que des accords connexes. Ces changements, loin de constituer une simple mise à jour technique, représentent une renonciation inacceptable à notre souveraineté nationale et une menace directe pour la stabilité de nos systèmes sociaux et de notre sécurité intérieure. L'extension massive de la libre circulation, en particulier par l'instauration d'un nouveau "droit de séjour permanent" après seulement cinq ans, contrevient frontalement à l'article 121a de la Constitution fédérale et au mandat clair de la population suisse d'assurer une maîtrise indépendante de l'immigration. Ce nouveau statut de "domicilié C PLUS", tel que décrit, semble être pratiquement inamovible, même en cas de comportement criminel ou de dépendance durable à l'aide sociale. Ceci sape notre capacité à garantir la sécurité publique et la viabilité de nos assurances sociales. De surcroît, ces modifications encouragent une immigration massive dans nos systèmes sociaux. L'octroi d'un droit de séjour effectif aux citoyens de l'UE et à leurs familles, même lorsqu'ils dépendent de l'aide sociale, impose une charge financière considérable aux contribuables, aux cantons et aux communes suisses. L'élargissement du regroupement familial, incluant désormais les parents, grands-parents et beaux-parents, est d'une ampleur inédite pour un pays hors UE et promet une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux associés. La prétendue "clause de sauvegarde" intégrée dans ces accords est une illusion. Ses conditions d'application sont tellement restrictives qu'elle s'avère inopérante en pratique. Pire encore, l'UE menace de mesures de rétorsion en cas de son activation, la transformant en une clause de chantage plutôt qu'une protection. L'automatisation de la reprise du droit de l'UE en matière de migration, via la "méthode d'intégration", prive le Parlement et le peuple suisses de leur droit de regard sur des réglementations cruciales, sapant ainsi notre démocratie directe. Les adaptations proposées dans la Loi sur l'immigration (LI), notamment les nouveaux articles 41c et l'abrogation de l'article 29a, consolident cette immigration dans les systèmes sociaux. L'élargissement du droit à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE rend quasi impossible leur exclusion, même en cas de dépendance. La nouvelle "clause de sauvegarde" à l'article 21b LI est un placebo, inefficace pour une véritable régulation. L'introduction de frais de scolarité drastiquement plus élevés pour les étrangers dans la Loi sur l'EPFZ (art. 34d al. 2bis) et dans la Loi sur les hautes écoles spécialisées (art. 61a) confirme l'aveu de coûts supplémentaires engendrés par la libre circulation. Le nouveau cadre de paiement et le mécanisme de contribution spécifique dans la Loi sur le financement des universités (art. 48 al. 2 let. c, art. 61a) signifient que les contribuables suisses devront supporter directement les coûts imposés par l'égalité de traitement des étudiants de l'UE. L'intégration du système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) et du diplôme professionnel européen (DPE) dans diverses lois, telles que la Loi fédérale sur les professions relevant du droit fédéral (LPP-VD), la Loi sur les professions médicales (MedBG), la Loi sur les professions de la santé (GesBG) et la Loi sur les professions de psychologue (PsyG), ainsi que dans la Loi sur l'égalité des sexes (art. 2 al. 1bis LCo), consacre la primauté du droit de l'UE sur nos propres normes de qualité et de contrôle nationales. Ceci affaiblit nos standards élevés et notre capacité à réguler le marché du travail et les professions qualifiées de manière indépendante. L'adaptation de la Loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), notamment l'ajout de la chiffre 27 à l'art. 49 al. 2, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE, réduisant notre souveraineté en matière de politique sociale. L'ingérence dictée par Bruxelles se retrouve même dans le Code civil suisse (art. 89a al. 6 ch. 24 ZGB). En conclusion, ces propositions représentent une capitulation face à l'UE, sacrifiant nos principes de démocratie directe, de sécurité intérieure et de stabilité financière au profit d'une intégration forcée et désavantageuse. Il est impératif de rejeter ces modifications et de réaffirmer notre droit à une politique d'immigration indépendante et conforme aux intérêts de la Suisse.

Contribution financière

La proposition d'introduire une contribution financière au titre de la cohésion avec l'Union européenne soulève de graves préoccupations quant à l'érosion de la souveraineté helvétique et à la perte de contrôle démocratique sur des sommes considérables. Il est manifeste que le passage de contributions volontaires, sujettes au contrôle du Parlement, à une obligation légale et automatique constitue un recul inacceptable. Cette transformation équivaut de facto à une redevance forcée, privant la Suisse d'un levier politique essentiel. Le montant initial de 350 millions de francs par an, présenté comme une offre d'appel, ne doit pas masquer la réalité des mécanismes de recalcul inscrits dans le traité. Ces mécanismes, de nature juridiquement contraignante, conduiront inévitablement à une augmentation substantielle des exigences financières, laissant la Suisse sans autre choix que de se soumettre aux diktats de l'UE. Dans ce scénario, la Suisse deviendrait une contributrice nette sans droit de regard ni pouvoir de décision. L'adoption d'un Cohesionsbeitragsgesetz (KoBG) spécifique ne ferait que formaliser cette tendance, transformant une démarche politique en une obligation permanente et juridiquement contraignante. L'article 1 du KoBG, qui établit un droit permanent, mine directement la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision souveraine sur l'allocation des fonds publics, nous serions réduits à l'exécution d'une obligation de paiement dictée par l'extérieur. L'intégration du KoBG à l'annexe du BöB (Annexe 5, chiffre 1 lettre d) normalise ces contributions, les ancrant durablement dans notre ordonnancement juridique et signalant leur caractère permanent. De plus, la tentative de lier ces contributions à la loi sur la promotion de la paix (article 1, alinéa 2, lettre b) est une manœuvre sémantique trompeuse. Elle abuse de la réputation positive de la promotion de la paix suisse pour légaliser des paiements politiquement sensibles et controversés à l'UE. Il est

impératif que le Parlement exerce sa pleine souveraineté et rejette cette tentative de canaliser des fonds publics vers l'UE sans contrepartie garantie en termes d'accès au marché et sans altérer nos prérogatives décisionnelles.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux mesures proposées en matière de protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Il apparaît que les dispositions envisagées sont largement insuffisantes et de nature purement cosmétique. Elles ne sauraient compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'extension de la libre circulation, avec le risque d'une érosion généralisée du niveau de rémunération, particulièrement touchant les classes moyennes et inférieures. Au lieu de renforcer notre système éprouvé et efficace de protection des salaires, les mesures proposées semblent l'affaiblir pour l'aligner sur les normes de l'UE. Les nouvelles règles, bien que potentiellement plus bureaucratiques, s'avèrent moins efficaces que les mesures de protection existantes. Ceci favorise principalement les entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle sont affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont érodées par ces nouvelles structures centralisées et conformes à l'UE. Il en résulte une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de salaire et de travail. L'introduction d'une protection spécifique contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, telle que proposée à travers les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations, constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par des pressions extérieures. Cette disposition crée une classe privilégiée de travailleurs dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, entravant la flexibilité, notamment celle des PME, et contredisant nos principes libéraux du marché du travail. Les adaptations apportées à la loi sur l'assurance-accidents (LAA) et à la loi sur le travail (LTr) semblent, dans leur ensemble, viser une compatibilité avec le droit de l'UE plutôt qu'une amélioration concrète de la protection des travailleurs suisses. La révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) et la modification de l'Ordonnance relative à la loi sur le travail (OLT) semblent relever de la même logique, en imposant des cadres qui ne correspondent pas nécessairement aux réalités et aux besoins du marché du travail helvétique. La prévision selon laquelle les sanctions de l'UE seront assimilées à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite et la faillite (nouveau art. 80 al. 2 ch. 6 LP) représente une cession massive de souveraineté. La Suisse deviendrait ainsi un outil d'exécution pour des sanctions administratives financières de l'UE, sapant notre propre ordre juridique en permettant l'application de décisions administratives étrangères sans un examen judiciaire approfondi. En conclusion, les propositions actuelles apparaissent comme une tentative de conformité à l'UE qui sacrifie les acquis de la protection des salaires et de la souplesse de notre marché du travail. Il est impératif de préserver l'efficacité de nos propres instruments de protection au lieu de les démanteler sous la pression de normes étrangères moins contraignantes.

Aides d'État

La soumission à un régime de contrôle des aides d'État émanant de l'Union européenne constitue une remise en cause fondamentale de notre souveraineté nationale et de notre système fédéral. La pratique actuelle, où les subventions sont le fruit de décisions politiques démocratiquement légitimées par la Confédération, les cantons et les communes, est appelée à disparaître. Ces soutiens essentiels à des secteurs tels que le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les PME locales seront désormais soumis à un carcan technocratique européen. L'autonomie des cantons est gravement compromise. Loin de pouvoir décider librement de leur politique de développement économique, ils devront désormais obtenir l'aval d'une autorité centrale basée à Berne pour leurs décisions de subside. Il s'agit là d'une attaque directe contre notre fédéralisme. La Suisse s'expose à une surveillance systématique de la part de l'UE, les aides devant être notifiées et approuvées par la Commission européenne, nous réduisant ainsi à un simple récepteur de normes, vidant notre pouvoir de décision en matière de politique économique nationale. Des secteurs critiques comme la fourniture d'énergie, où de nombreuses entreprises sont détenues par des entités publiques cantonales et communales, ainsi que les transports aérien et terrestre, tombent sous le contrôle de l'UE. Cette ingérence menace notre autonomie stratégique et le principe du service public dans des domaines infrastructurels cruciaux. La création de la nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), en vertu de l'article 18 alinéa 2 du Code des obligations et du nouveau projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), engendre une "super-autorité" agissant comme un prolongement de l'UE. Ses décisions ne serviront plus prioritairement les intérêts suisses, mais la conformité au droit européen. Le contrôle démocratique sur cette instance de pouvoir est lamentablement insuffisant. Les cantons perdent leur autonomie organisationnelle et procédurale. Ils sont relégués au rang de requérants et se voient priver de leur droit d'être entendus formellement lorsque leurs décisions souveraines sont examinées par la chambre des aides d'État. Cette dégradation inacceptable de leur statut est renforcée par les modifications apportées à la loi sur le Tribunal fédéral (LTF), en particulier le nouvel article 82 lettre bbis, qui accorde à la chambre des aides d'État un droit de recours direct contre les décisions cantonales. Les décisions prises démocratiquement par les cantons peuvent ainsi être remises en cause devant le Tribunal fédéral et annulées par le biais d'un contrôle abstrait des normes, portant une atteinte grave à leur autonomie. De même, l'élargissement des compétences du Tribunal administratif fédéral par les nouveaux articles 31a, 33 et 37a-c de la LTAF consacre

cette centralisation du contrôle juridique et affaiblit les structures fédéralistes. L'abrogation de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LPC) illustre parfaitement la cession de notre souveraineté. La compétence d'examen de la WEKO, axée sur les intérêts suisses dans le domaine stratégique du transport aérien, est sacrifiée au profit d'un régime entièrement dicté par le droit européen des aides d'État, nous privant de toute capacité de contrôle et de pilotage autonomes dans ce secteur. L'exclusion du Préposé à la surveillance des prix des séances de la chambre des aides d'État, prévue par la modification de l'article 5 alinéa 2 de la Loi sur la surveillance des prix (LSP), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Cette manœuvre vise uniquement à permettre à la nouvelle autorité conforme à l'UE d'agir sans entrave.

Électricité

La proposition de libéralisation complète du marché de l'électricité, telle que présentée dans le cadre du nouveau droit de l'énergie et du droit des approvisionnements en électricité, représente une renonciation inacceptable à notre souveraineté énergétique. L'intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, notamment ACER et ENTSO-E, nous réduit à un exécutant sans droit de vote, contraint de supporter les coûts d'une politique énergétique dictée depuis Bruxelles. Les décisions concernant notre réseau électrique, pilier de notre indépendance, seront dorénavant prises ailleurs qu'en Suisse, ce qui contrevient directement à notre autonomie nationale. La Commission fédérale de régulation de l'électricité (ElCom), jusqu'alors garante d'une régulation indépendante et adaptée à nos besoins spécifiques, serait reléguée au rang de simple bureau d'application des règlements européens. Ce transfert de compétences undémocratiques et illégitimes met fin à une régulation énergétique réellement suisse, orientée vers nos intérêts et notre sécurité d'approvisionnement. L'un des dangers les plus préoccupants réside dans la potentielle remise en cause de notre précieux système de concessions hydrauliques. Les règles européennes en matière d'aides d'État pourraient requalifier les actuelles redevances hydrauliques, qui bénéficient aux cantons de montagne, en aides d'État illégales. Cela mettrait en péril l'existence même de ce système éprouvé, au profit d'une uniformisation qui néglige nos spécificités. De plus, le fédéralisme suisse dans le domaine de l'énergie, fondement de nos structures locales comme les forces motrices communales, serait considérablement affaibli. Le droit d'injection prioritaire, essentiel pour la production d'énergie locale et décentralisée, serait sapé par les règles de concurrence européennes, favorisant ainsi les grands acteurs au détriment des petites et moyennes installations. La sécurité nationale de l'approvisionnement est sacrifiée sur l'autel du marché libre. La flexibilité nécessaire à la constitution de réserves stratégiques, comme nos réserves hydrauliques, serait restreinte par les réglementations de l'UE. Cette abdication de responsabilité rend la situation critique, car ni le marché ni l'UE ne sauraient garantir la sécurité d'approvisionnement de la Suisse. Ce n'est rien de moins qu'un jeu dangereux avec notre sécurité énergétique. La libéralisation totale du marché, comme prévue par le nouveau StromVG (Art. 4a ss.) et l'article 15 nouvellement rédigé de l'EnG, engendrera une volatilité des prix accrue et une incertitude d'investissement pour les énergies renouvelables, tout en affaiblissant le modèle décentralisé. Les changements apportés aux articles 29d al. 4 et 33a al. 2bis de l'EnG, ainsi que l'extension des compétences de l'ElCom (Art. 22 StromVG) et le renforcement des règles de séparation (Art. 10, 18, 19 StromVG), constituent une mise sous tutelle inacceptable de notre infrastructure critique, détruisant nos structures fédérales.

Transports terrestres

La prise de position concernant le domaine des transports terrestres, et plus spécifiquement l'intégration des réglementations européennes dans ce secteur, soulève des préoccupations fondamentales quant à la pérennité et à la qualité du service public ferroviaire helvétique. L'application du droit européen des aides d'État menace directement les subventions actuellement en place pour des segments essentiels tels que le transport de marchandises, le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. Ces aides, pilier de notre système de transport, pourraient être jugées incompatibles avec la législation de l'UE, fragilisant ainsi l'offre globale au détriment des citoyens. L'introduction de la pratique de la "kabotage", telle que prévue dans le projet, ouvre la voie à des opérateurs étrangers pour desservir des liaisons purement intérieures. Cette mesure, loin de favoriser une saine concurrence, risque d'entraîner une "rosenpickerei" généralisée : les entreprises étrangères se concentreront sur les axes les plus rentables, laissant les lignes secondaires, pourtant cruciales pour l'aménagement du territoire et la desserte universelle, à la charge des compagnies nationales. Ceci représente un affaiblissement structurel inacceptable de la base financière de notre service public ferroviaire. La prétendue "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral pour contrer ces risques ne possède aucune force juridique contraignante. Elle ne constitue en aucun cas une protection réelle contre les évolutions futures du droit de l'UE que la Suisse serait contrainte d'adopter de manière dynamique. Il s'agit d'une illusion de sécurité qui ne parvient pas à masquer le recul progressif de notre souveraineté dans la gestion de notre réseau ferroviaire. Les modifications introduites dans la loi sur les chemins de fer (LCheminF, nouvel art. 40ater) et la loi sur le transport de voyageurs (LTV, nouvel art. 32a al. 1bis) démontrent une dérive inquiétante vers une dépendance accrue vis-à-vis des normes communautaires, au détriment de notre propre autonomie décisionnelle. En conséquence, nous exprimons notre profond scepticisme quant aux bénéfices réels de cette révision. Les risques d'une dégradation du service public, d'une perte de contrôle sur notre infrastructure et d'une dilution de notre souveraineté juridique l'emportent largement sur les avantages allégués. L'introduction de la kabotage dans le chemin de fer, en

particulier, constitue une attaque directe contre le modèle du service public helvétique, compromettant à terme la viabilité et la qualité du transport public pour tous les citoyens.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant à la proposition d'alignement de la législation suisse sur la sécurité alimentaire avec le droit de l'Union européenne. Sous le couvert d'une prétendue amélioration de la sécurité, il s'agit en réalité d'un projet d'intégration qui risque de soumettre l'ensemble de l'économie agricole et alimentaire suisse aux règles de l'UE, notamment celles du règlement «De la ferme à la table». Cette démarche menace directement les normes de production élevées qui caractérisent notre pays, la pérennité de nos exploitations familiales et, in fine, la liberté de choix des consommateurs. La qualité « Made in Switzerland », reconnue mondialement, est intrinsèquement compromise par cette uniformisation. L'alignement sur des standards européens souvent moins contraignants conduira inévitablement à une dévalorisation de nos produits et à une perte de compétitivité pour nos producteurs. L'article 15a et l'article 21 du Code de l'animal (TSchG) imposent une renonciation à nos propres réglementations, plus strictes en matière de transport et d'abattage des animaux, au profit des normes de l'UE. C'est un recul inacceptable pour le bien-être animal et une atteinte directe à notre souveraineté dans ce domaine éthique. La clause dite de la « guillotine », liant cet accord à l'ensemble des conventions bilatérales I, constitue une forme d'extorsion politique inacceptable. Elle prive la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine et rend une dénonciation de cet accord, pourtant préjudiciable, quasiment impossible sans faire chuter l'ensemble de nos relations avec l'UE. De surcroît, l'octroi de pouvoirs d'inspection à des contrôleurs de l'UE sur le territoire suisse représente une ingérence manifeste dans notre souveraineté. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de contrôle pour une administration étrangère. La révision totale de la Loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) est au cœur de cette soumission au droit alimentaire européen. Elle prévoit une déferlante de bureaucratie disproportionnée, visant spécifiquement les petites exploitations, les fromageries d'alpage, les bouchers de village et même les associations lors d'événements traditionnels. Ceci est une menace existentielle pour les traditions locales et l'économie de notre pays. L'introduction de nouvelles compétences pour le Conseil fédéral dans la Loi sur l'agriculture (nouveaux alinéas des art. 141 et 148 LwG) représente une délégation de pouvoir inacceptable, contournant le rôle du Parlement dans la décision d'adoption de normes qui affectent directement nos agriculteurs. Enfin, le moratoire sur la technologie génétique, réaffirmé à plusieurs reprises par le peuple suisse, est sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits de l'UE contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés, bafouant ainsi la volonté démocratique. L'adaptation de la Loi sur les forêts (nouvel al. 1bis de l'art. 26 WaG) soumet la protection de nos forêts aux diktats de l'UE, nous privant de notre capacité à réagir souverainement aux menaces spécifiques. De même, la modification du nouveau champ d'application de l'art. 1 de la Loi sur les épizooties (TSG) cède le contrôle de ce domaine vital à l'UE, au détriment de la flexibilité et de l'efficacité des mesures nationales. Cette intégration est un recul majeur pour la Suisse.

Meilleures salutations

Sandra Roux

1030 Bussigny

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel Wind (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: 079 307 20 27

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Abkommen, Protokolle und Erklärungen ist schleche Gesetzgebung, denn sie sind unübersichtlich, viel zu lang und zu technisch und zu detailliert in vor allem einer für normale Menschen kaum verständlichen Sprache forumuliert. Ein Verfassungstext hat anders auszusehen! (vgl. alle ursprünglichen Verfassungstexte der erfolgreichen demokratischen Rechtsstaaten der Welt, wie z.B. der USA von 1776, und der schweizerischen Eidgenossenschaft von 1848).
Wer seinen Bürgern keinen "klaren Wein" einschenkt, also die Regeln für seine Bürger hinter viel zu umfangreichen und kompliziert strukturierten, kaum verständlich formulierten Texten verschleiert, verdient es a priori nicht, Macht anvertaut zu bekommen.

Zudem ist es eine glatte Lüge, dass mit den jeweils beitretenden Staaten jeweils individuell ausgehandelte Assoziierungsverträge ausgehandelt werden. Die EU verhandelt ganz einfach so lange mit den Beitrittskandidaten, bis diese den (übersetzten) Standard-Regeln schlucken. Einzig bekannte Ausnahme: Die LSVA-Kalausel (Zuschlag für die LKW-Transitfahrt druch die Schweiz in Höhe der Mehrkosten der Fahrt um die Schweiz herum statt auf direktem Weg druch die Schweiz hindurch), die in den sektoriellen Abkommen von 2005 enthalten ist.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Umsetzung der Verpflichtungen aus den sektoriellen Verträgen widerspricht oft den wohlverstandenen Interessen der Schweizerischen Eidgenossenschaft:
- So wird z.B. die zulässige Höhe LSVA nicht ausgereizt, obwohl mit dieser Abgabe die Menge der alpenquerenden Lastwagen-Transitfahrten gesenkt werden soll und der [notabene verfassungswidrige, weil vom Parlament "in vermeintlichem vorauseilendem Gehorsam gegenüber der EU nicht auf Null festgesetzte] Zielwert von 650'000 Fahrten pro Jahr noch nie erreicht worden - d.h. seit 19 Jhren noch kein einziges Mal eingehalten worden - ist!
- Im Flüchtlingsbereich werden widerrechlich (d.h. die Vorgaben in der Verfassung und im Asylgesetz der Schweiz verletztend) anwesende Migranten nicht ausgeschafft, obwohl EU-Mitgliedstaaten vormachen, dass dies in vielen Fällen möglich ist.

Lobenswerte Ausnahme: Unter Bundesrat Ueli Maurer nutzte die Schweiz nach der rechtswidrigen Aussetzung der Regeln über die Börsenzulassung seitens der EU den Spielraum aus, den just diese Zulassungsregeln vorsehen - mit der Folge, dass die Marktteilnehmer aus der EU in der Scheiz einen Nachteil erleiden bzw. die schweizer Marktteilnehmer positiv diskriminiert werden.

Strom

Gemäss ChatGPT dient das Stomabkommen primär den Interessen der sichereren Stromversorung in den EU-Mitgliedstaaten: Indem das (dank den Speicherseen in den Alpen) stabile schweizer Stromnetz mit dem instabilen europäischen Stromnetz verschmolzen wid, zerstört die Scheiz ihre bisherige Netzstabilität. Angesichts der irrsinnigen "Klimapolitik" der EU erhöht sich die Gefahr von Blackouts (vgl. Spanien/Portugal im Sommer 2025 - und entgegen der Propaganda in den Massenmedien waren sehr wohl die "nachhaltigen Energiequellen" die Ursache für den Zusammenbruch!). Auch können sich die Schweizer Stromversorger nach wie vor über Mittelsfirman an den europäischen Strombörsen in Leipzig und Paris mit europäischem Strom eindecken; sie bezahlen dafür (in einem funktionierenden Markt, wie es die Börsen in höchst möglichem Ausmass sind) eine unbedeutend kleine Kommission, d.h. die vielzitierte "Diskriminierung" ist in Wahrheit für die schweizer Stromversorger keinerlei Problem.

Landverkehr

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Kaum ein anderes Land hat so viele zugewanderte Migranten wie die Schweiz. Speziell wenn Migration aus fremdartigen Kulturen efolgt - und insbesondere wenn die Zuströmenden aus einer Kultur stammen, in welcher unsere über Jahrhunderte herausgebildeten und i.d.R. blutig erkämpften europäischen staatlichen Errungnschaften wie Laizismus [Trennung von Staat und Religion], Gewaltenteilung und das fundamentale Konzept der jdermann/jederfrau angeborenen gleichen Grundrechte fremd oder wenig vertraut sind - muss die Migration wohdosiert und nicht massenweise stattfinden. Das seit Jahren andauernde Tempo ist viel zu gross: 40% der aktuellen Wohnbevölkerung hat einen "Migrationshintergrund" (Eltern oder Grosseltern waren zugewandert), 6% sind muslimischen Glaubens [und damit bekanntermassen anfällig für Extremismus und Ablehnung des demokratischen Rechtstaats]. Diese Zahlen sind offensichtlich untragbar und erfordern Gegenmassnahmen. Mit einer Assiziation an die EU beraubt sich aber die schweizer Eidgenossenschaft des notwendigen Spielraums für solche kulturwahrenden und den inneren Frieden stärkenden Gegenmassnahmen.

Lebensmittelsicherheit

Die vielen Skandale in der EU im Bereich der Lebensmittelsicherheit (speziell im Arzneimittel-Bereich: Paradebeispiel mRNA-Therapie gegen Covid-19) belegt ausreichen, wie nutzlos die EU-Vorschriften für die Bürger der schweizerischen Eindgenossenschaft sind.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Ausgestaltung unzureichend und beschränken sich auf kosmetische Korrekturen. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehen wird, keineswegs zu kompensieren. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, droht mit hoher Wahrscheinlichkeit. Anstatt den bewährten und bisher äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die angedachten Anpassungen aufgeweicht und an weniger stringente EU-Standards angenähert. Die neuen Regelungen sind primär bürokratischer Natur, aber in ihrer Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich unterlegen. Dies wird insbesondere ausländischen Unternehmen zugutekommen, die auf die Ausbeutung geringerer Lohnkosten abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgesehenen Neuregelungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der massgebenden Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter

gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offenkundig durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird dadurch eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, gerade von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung des Lohnschutzes, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres bewährten Systems. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a verkompliziert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig und führt so zu deren Aufweichung.
Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bewirkt eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere eigene Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Aus dem Bereich des Lärmschutzes ist folgende skandalöse Episode bekannt:
Jahrelang behauptete die EU, das "Prinzip der Warenverkehrsfreiheit" lasse keine Vorschriften über die Lärmemission von Güterwaggons zu (Fahrverbot für Wagen mit Grauguss-Bremsklötzen - einem über 60-jährigen und technisch längst überholten Bremssystem - bzw. Lenkungsabgabe für solche unzumutbar lauten Güterwaggons). Zulässig wären auch keine staatlichen Beihlifen für die Umrüstung der nationalen Güterwaggons auf moderne (d.h. sichere und lärmarme) Bremsen. Als dann aber die Bundesrepublik Deutschland zu erkennen gab, dass sie Lärmgrenzwerte einführen und Zuschüsse an die deutschen Waggonhalter fürs Einbauen von lärmarmen Bremsklötzen und teurere Trassenpreise für nicht-umgerüstete Güterwaggons vorsehen, waren diese Massnahmen auch nach Ansicht der EU-Kommission plötzlich zulässig.
Offensichtlich funitioniert die EU also nicht nach rechtsstaatlichen Mechanismen, sondern nach politischem Zeitgeist. Auch in dieser Hinsicht ist die EU ein Etikettenschwindel.

Sattsam bekannt ist auch, dass EU-Gelder in riesigem Ausmass in der Korruption versickern.
- So wurden z.B. riesige Summen aus den Kohäsionsfonds in private Taschen umgelenkt, die zur Frühpensionierung oder Umschulung von Mitarbeitern der ab den 1970er Jahren (als Folge der EU-rechtlich gebotenen "Liberalisierung/Marktöffnung") heruntergefahrenden/geschlossenen Montanindustiren diverser EU-Mitglidstaaten zur Verfügung gestellt worden waren; diese Skandale sind in den nordspanischen autonomen Gemeinschaften unter "Caso Hulla" bekannt und nach wie vor am Laufen und keineswegs geahndet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Beziehungen der Schweiz zur EU SIND stabil, wenn die EU das zulässt. Die einzige Störung der Beziehungen besteht in der Tatsache, dass die EU ihre Daseinsberechtigung verraten hat, denn sie ist kein Projekt der Völkerverbindung, sondern ein Instrument zur Marktabschottung gegen alle Staaten mit den dort lebenden Menschen, welche nicht Mitglied der europäischen Union sind. Die EU errichtet im ersten Schritt eine hohe Mauer (einen modernen "Limes") um ihre Mitgliedstaaten gegenüber dem Ausland - nämlich ein Verbot in Bezug auf feien Warenimport, freie Arbeiterzuwanderung, freien Bezug von Dienstelistungen und freinen Kapitalverkehr. Erst im zweiten Schritt setzt dann sie diese Abschottungen gegenüber anderen Mitgliedstaaten der europäischen Union wieder ausser Kraft. Die vielbeschworene "Liberalisierung"/"Befreiung" erfolgt also erst in diesem zweiten Schritt - eben nachdem die Union ihren Angehörigen bzw. den Bürgern ihrer MItgliedstaaten die Freiheit geraubt hat. Dieses Vorgehen - und erst recht die propagandistische Umdeutung des Abbaus der Freihheit in

eine "Liberalisierung" - ist höchst unehrlich und eigentlich ethisch ververs. Lieder realisieren die allermeisten btroffenen Bürger und insbesondere auch die Poltiker diese Lebenslüge der EU nicht. Solange die europäische Union diese eigentliche Lebenslüge aufrecht erhält verbietet sich ein Beitritt aus grundsätzlichen moralischen Gründen!

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Deine Assoziierung an die EU zerstört die Schweiz als weltweit einzigartig hochentwickelte Demokratie und damit die Basis für Wohstand und inneren Frieden der Schweizer.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: Stephan Egger · 0613128817 · pikminse@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Paket mit den institutionellen Vereinbarungen mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Prüfung und Verabschiedung durch die Schweizer Bundesversammlung und das Volk, wie es das Prinzip der direkten Demokratie und die Artikel 1 und 166 der Bundesverfassung gebieten, ist problematisch. Die damit einhergehende Aushöhlung der Souveränität unseres Landes und die unzureichende Berücksichtigung der Interessen der Schweizer Bevölkerung sind nicht akzeptabel. Es mangelt an Transparenz bezüglich der langfristigen wirtschaftlichen und politischen Konsequenzen dieser Vereinbarungen, was eine fundierte Beurteilung erschwert und Zweifel an der Wahrung nationaler Interessen aufkommen lässt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung des vorgeschlagenen Abkommens wirft gravierende Bedenken auf, insbesondere hinsichtlich der Souveränität unseres Landes und der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Beratung. Es ist fraglich, ob die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen eine effektive Kontrolle durch den Schweizer Gesetzgeber gewährleisten können. Das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht könnte zu einer schleichenden Aushöhlung nationaler Gesetzgebung führen, was im Widerspruch zu den Grundsätzen der demokratischen Legitimität steht, wie sie beispielsweise im Bundesgesetz über die Gesetzgebung (G l DG) verankert sind. Wir müssen sicherstellen, dass schweizerische Interessen und Rechtsgrundsätze, einschliesslich des Schutzes der Grundrechte gemäss Bundesverfassung, stets Vorrang haben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit deckt gravierende Mängel und eine tiefgreifende Aushöhlung unserer Souveränität auf. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht dem klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Schaffung eines praktisch unentziehbaren 'Niederlassungsrecht C PLUS' nach nur fünf Jahren, wie in neuen Bestimmungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) angedeutet, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und unsere Sozialwerke. Insbesondere die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern, verbunden mit einer faktischen Gleichbehandlung im Sozialleistungsbezug gemäss neuem Artikel 41c AIG, fördert eine unkontrollierte Zuwanderung und übermässige Kosten für Schweizer Steuerzahler. Die angebliche 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, deren Anwendungshürden praktisch unüberwindbar sind und die Schweiz EU-seitigen Drohungen aussetzt. Die automatische

Rechtsübernahme mittels 'Integrationsmethode' entmündigt unser Parlament und Volk bei künftigen Änderungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie darstellt. Die massiv höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) sind ein Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten. Die Unterwerfung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Anpassung von Gesetzen im Bereich der Zuwanderung (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte Anerkennungsverfahren, was unsere Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und des Freizügigkeitsgesetzes (Art. 25f Abs. 1bis) unterstellen unsere zweite Säule und die Pensionskassenguthaben den EU-Koordinationsregeln, was unsere sozialpolitische und finanzielle Autonomie weiter beschneidet. Die automatisierten Anerkennungsverfahren für Berufsqualifikationen im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) stellen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar und opfern Schweizer Gründlichkeit der EU-Kompatibilität. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, Art. 37 Abs. 4) besiegelt die Aufgabe nationaler Regulierungskompetenz. Dieses Paket ist eine Kapitulation vor Brüssel und missachtet bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens zur Lebensmittelsicherheit, das de facto eine vollständige Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" bedeutet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf hohen Produktionsstandards und der Wahlfreiheit der Konsumenten basiert, steht unter empfindlicher Bedrohung. Die erzwungene Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland".

Die Einführung einer "Guillotineklausel" stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen, insbesondere von kleinen Produzenten, gefährdet.

Das Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, und die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen widerspricht. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und führt zu einer erstickenden Bürokratie.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgehen das Parlament und gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht.

Auch der Schutz unserer Wälder und die Bekämpfung von Tierseuchen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG und Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat der EU unterstellt, was zu einer Gefährdung unserer nationalen Interessen führt. Dieses Abkommen untergräbt systematisch die Schweizer Souveränität und die Grundfesten unserer Lebensmittelproduktion und -sicherheit.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater EBG, stellen eine erhebliche Gefahr für unseren Service public dar. Diese Öffnung des Marktes ermöglicht ausländischen Anbietern die «Rosinenpickerei» auf den profitabelsten Strecken, was die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die aufwändige Grundversorgung auf Nebenlinien verantwortlich sind, untergräbt. Die Anpassung im PBG (Art. 32a Abs. 1bis), die die Beachtung von EU-Recht bei Ausschreibungen erzwingt, beschränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Die vom Bundesrat angeführte «Gemeinsame Erklärung» bietet keinerlei

rechtsverbindlichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Regulierungen, die unsere Souveränität im Bahnverkehr weiter aushöhlen könnten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Regelung zur staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden zu treffen, und deren Unterwerfung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist inakzeptabel. Die Kantone verlieren ihre Autonomie, da ihre demokratisch gefällten Entscheide durch die neue Beihilfekammer, geschaffen durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und gestützt auf Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies untergräbt die föderalistische Ordnung und degradiert die Kantone zu Bittstellern. Die systematische Kontrolle durch die EU, wie sie durch die Notwendigkeit der Meldung und Genehmigung von Beihilfen an die EU-Kommission impliziert ist, schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit erheblich. Die Schaffung einer "Superbehörde" bei der WEKO, als "verlängerter Arm der EU", welche neu auch gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) agiert, entzieht wichtige Entscheidungsbereiche der demokratischen Kontrolle. Insbesondere die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz in einem strategisch wichtigen Sektor.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Umwandlung der freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt einen gravierenden Eingriff in die Budgethoheit des Schweizer Parlaments dar. Die Verankerung im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese Verpflichtung als permanenten Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommt. Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erweist sich als Lockvogelangebot, da der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus zwangsläufig zu massiv höheren, diktierten Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz verliert somit jegliches politische Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, ohne dafür eine Garantie auf verbesserten Marktzugang zu erhalten. Die zusätzliche Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist eine irreführende Instrumentalisierung, die den guten Namen der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es handelt sich um eine schrittweise Aushöhlung unserer Souveränität zugunsten einer reinen Nettozahlerrolle ohne Mitspracherecht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst ungenügend und dienen bestenfalls kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Lohndruck, welcher durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweiz ausgeübt wird, in keiner Weise aufzufangen. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für die breiten Schichten der mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er durch EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regeln sind lediglich bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt jene ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Zudem werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren

Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung untergräbt die schweizerische Energiesouveränität fundamental. Durch die Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz die Hoheit über ihr Stromnetz und wird zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Akteur im Sinne von Artikel 4a ff. StromVG. Die ElCom wird von einer eigenständigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer bedürfnisorientierten schweizerischen Energieregulierung bedeutet. Die Wasserkraft, unser Rückgrat der Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln gefährdet, und föderale Strukturen wie Gemeindekraftwerke erleiden durch EU-Wettbewerbsregeln Verluste. Artikel 15 EnG schwächt die dezentrale Energieerzeugung, indem er die Vergütung für kleine Produzenten reduziert, und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft Investitionsunsicherheit. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, mit unkalkulierbaren Folgen für KMU und Haushalte, während die Energiereserven gemäss Artikel 8b ff. StromVG ungenügend sind. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Artikel 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Artikel 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitwirkungsmöglichkeiten der eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebung untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung (StBG) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Entstehung von Rechtsnormen, die nicht durch demokratische Prozesse legitimiert sind. Zudem ist unklar, wie die in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) gewährleistete Rechtsstaatlichkeit, insbesondere das Recht auf rechtsgleiche Behandlung, bei der Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) gewahrt werden kann, dessen Urteile für die Schweiz bindend sein könnten. Die potenziellen Auswirkungen auf die wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit der Schweiz sind gravierend und bedürfen einer kritischen Neubewertung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

nein.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: René Fegble (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: R. Fegble · 0034663330551 · fegble@hotmail.de

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus mehreren Gründen äusserst kritisch zu hinterfragen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz unter dem Deckmantel der Weiterentwicklung der bilateralen Beziehungen eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht akzeptiert, ohne die Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen.

Besonders bedenklich ist die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen angemessenen Einfluss auf dessen Entstehung hat. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, das auch in der Schweizer Verfassung, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität, verankert ist. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (GlG) verlangt, dass Gesetze einem klaren Zweck dienen und verhältnismässig sind. Die blosse Übernahme von EU-Recht ohne eigene Gestaltungsspielräume lässt kaum Raum für eine solche Verhältnismässigkeitsprüfung und erfüllt potenziell nicht die Anforderungen an eine eigenständige Gesetzgebung.

Die automatische Übernahme von EU-Recht im Rahmen der sogenannten "Dynamischen Rechtsübernahme" birgt zudem erhebliche Risiken für die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz. Es ist zu befürchten, dass sich die Schweiz auf diese Weise unaufhaltsam von ihrem eigenen Rechtssystem entfernt. Das Prinzip der Gewaltenteilung und die Kontrolle der Gesetzgebung durch das Parlament, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) in Artikel 168 für die Bundesversammlung und im Obligationenrecht (OR) für die Rechtsentwicklung vorgesehen sind, könnten hierdurch ausgehöhlt werden.

Des Weiteren fehlen klare Mechanismen, wie die Schweiz mit künftigen Rechtsentwicklungen der EU umgehen soll, die ihren nationalen Interessen oder Werten widersprechen. Die Möglichkeit, von der automatischen Übernahme auszunehmen, erscheint vage und wenig verbindlich. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch zu einer Art Vasallenstaat der EU wird, der deren Regeln widerspruchslos übernehmen muss, während andere souveräne Staaten bei der Entscheidungsfindung mitreden können. Die Wahrung der nationalen Interessen, wie sie im Artikel 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert sind, scheint unter diesen Bedingungen gefährdet.

Das vorgesehene Paket droht somit, die Souveränität der Schweiz zu untergraben und die demokratische Legitimation von Gesetzen zu schwächen, ohne dass dies durch substanzielle Vorteile für unser Land kompensiert wird. Es ist dringlich geboten, diese tiefgreifenden Bedenken ernst zu nehmen und die Vorlage kritisch zu überdenken.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken Anlass, welche die Souveränität der Schweiz und die Stabilität unseres Rechtssystems fundamental in Frage stellen. Es ist nicht nachvollziehbar, wie unter diesen Bedingungen ein fairer und für die Schweiz vorteilhafter Abschluss der Verhandlungen erreicht werden soll.

Insbesondere die Einigung auf die Übernahme von EU-Recht in einem Umfang, der über die bestehenden sektoriellen Abkommen hinausgeht, ist höchst problematisch. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung, insbesondere den Prinzipien der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Ordnung. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Achtung der Souveränität und der Autonomie der Kantone. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen jedoch auf eine schleichende Entmachtung des schweizerischen Gesetzgebers hinaus, da zukünftige EU-Rechtsakte ohne Mitspracherecht der Schweiz übernommen werden müssten. Dies untergräbt die Möglichkeit des Stimmvolks und der Kantone, über die Gesetzgebung mitzubestimmen.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Auslegungsbehörde für die übernommenen EU-Rechtsnormen ist eine weitere gravierende Einschränkung. Gemäss Artikel 138 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesgesetzgebung (BGB) muss die Auslegung von Gesetzen im Einklang mit der Bundesverfassung stehen. Eine automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH birgt die Gefahr, dass die Auslegung der übernommenen Normen nicht mehr primär an unsere verfassungsrechtlichen Vorgaben geknüpft ist, sondern an die Vorgaben eines fremden Gerichtshofs. Dies kann zu unerwünschten und für die Schweiz nachteiligen Auslegungen führen, welche die Grundwerte unseres Rechtsstaates unterminieren.

Des Weiteren ist die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit in ihrer aktuellen Form für die Schweiz nicht tragbar. Die bisherigen Erfahrungen mit dem bilateralen Abkommen zeigen bereits Herausforderungen im Bereich des Lohnschutzes und der Sozialsysteme. Eine weitergehende Automatisierung und Intensivierung der Zuwanderung ohne angemessene Schutzmechanismen, wie sie in Artikel 11 der Bundesverfassung verankerten Interessen der Bevölkerung und der Wirtschaft entsprechen sollten, ist nicht hinnehmbar. Es besteht die reale Gefahr, dass die Löhne unter Druck geraten und die sozialen Sicherungssysteme überlastet werden.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse die schweizerischen Interessen nicht ausreichend wahren. Sie drohen, die Souveränität der Schweiz zu schwächen und die Rechtssetzungshoheit in unzulässiger Weise an die Europäische Union abzugeben. Die Bedenken sind daher gravierend und erfordern eine kritische Überprüfung, ob diese Ergebnisse den Anforderungen an eine unabhängige und prosperierende Schweiz gerecht werden können.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union sind erhebliche Bedenken zu äussern. Es darf nicht hingenommen werden, dass die Schweiz durch eine unkritische Übernahme von EU-Recht de facto die Souveränität in wichtigen Politikbereichen verliert. Die vorliegende Formulierung lässt die tiefgreifenden Implikationen für die Schweizer Rechtsordnung und die demokratischen Prozesse unzureichend berücksichtigen.

Besonders bedenklich ist die Gefahr einer schleichenden Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Rechtsprechung des EuGH würde

faktisch über die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts, welches in den Abkommen übernommen wird, bestimmen. Dies würde die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation von Rechtsentscheidungen untergraben. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz in einer solchen Konstellation nicht mehr Herrin ihrer eigenen Gesetzgebung wäre, sondern nur noch die Rolle eines Adressaten von EU-Rechtsakten einnähme.

Darüber hinaus bergen die vorgeschlagenen Abkommen das Risiko einer Aushöhlung des rechtsstaatlichen Prinzips, wie es in Artikel 5 BV gewährleistet ist. Die Einführung eines automatischen Mechanismus zur Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr von Gesetzesänderungen, die nicht mehr dem üblichen und sorgfältigen schweizerischen Gesetzgebungsverfahren unterliegen. Dies könnte dazu führen, dass Gesetze ohne angemessene parlamentarische Debatte und ohne Berücksichtigung spezifisch schweizerischer Bedürfnisse und Interessen übernommen werden.

Die Konsequenzen für die schweizerische Rechtsidentität und die Rechtssicherheit für Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen wären gravierend. Es muss klargestellt werden, dass die Schweiz als souveräner Staat das Recht behalten muss, ihre Gesetzgebung eigenständig zu gestalten und ihre rechtsstaatlichen Grundsätze zu wahren. Die vorgeschlagene Umsetzung darf nicht dazu führen, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der Europäischen Union wird und ihre demokratischen und rechtsstaatlichen Errungenschaften aufs Spiel setzt. Die negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtshoheit und die Handlungsfreiheit des Parlaments sind von grösster Bedeutung und dürfen nicht bagatellisiert werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Einschränkung unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft werden. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime, das die Eigenständigkeit unserer föderalistischen Strukturen massiv untergräbt.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue 'Superbehörde' – die Beihilfekammer – geschaffen. Diese agiert als 'verlängerter Arm der EU' und ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht mehr den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke in kantonalem und kommunalem Besitz sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Die Kantone werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, deren demokratisch legitimierte Entscheide von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern, ohne formelles rechtliches Gehör.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Zusammenfassend institutionalisiert das BHÜG die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schwächt die föderalistischen Strukturen und die nationale Steuerungshoheit. Die Schweiz unterwirft

sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht.

Strom

Die vorliegenden Vorschläge zur Elektrizitätsmarktliberalisierung und zur Übernahme von EU-Regulierungen stellen eine existenzielle Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Es ist höchst besorgniserregend, wie durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht degradiert wird, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheide über unser lebenswichtiges Stromnetz werden damit künftig in Brüssel gefällt, während die ElCom von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk verkümmert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, wie sie unser StromVG (Art. 4a ff.) und EnG (Art. 15 neu) vorsehen.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es entsteht eine Verantwortungslücke für die Versorgungssicherheit der Schweiz.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue StromVG (Art. 4a ff.) vorsieht, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Diese Massnahmen sind ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft und führen zu unkalkulierbarer Preisvolatilität sowie zu einer Gefährdung der bisher stabilen und zuverlässigen Grundversorgung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung betrifft grundlegende Aspekte der Personenfreizügigkeit und damit direkt die Souveränität sowie die steuerzahlende Bevölkerung der Schweiz. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine massive und inakzeptable Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung fundamental widerspricht.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine faktische 'Niederlassung C PLUS', birgt gravierende Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer

Sozialwerke. Die praktisch unentziehbare Natur dieses Status, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist unhaltbar. Dies fördert eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist in ihrer Dimension für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unsteuerbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) erweist sich als reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie greifen wird. Im Falle einer hypothetischen Inanspruchnahme droht zudem die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme neuer EU-Vorschriften nach der 'Integrationsmethode' schwächt die demokratischen Prozesse des Schweizer Parlaments und des Volkes empfindlich, da sie künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch unwirksam macht. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Abschaffung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit, massiv.

Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Bundessteuer und der kantonalen Steuern sowie in spezifischen Berufsgesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt erhebliche Risiken einer schleichenden Absenkung unserer hohen Berufs- und Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die notwendige Kontrolle, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitswesen. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein offensichtliches Eingeständnis der massiven, bisher versteckten Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) stellt eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Kapitulation vor der EU darstellen. Sie untergraben unsere Souveränität, gefährden unsere sozialen Sicherungssysteme und belasten die Schweizer Bevölkerung unverhältnismässig. Dies ist eine Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und muss in dieser Form abgelehnt werden.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr zeugt von einer gravierenden Fehleinschätzung der Tragweite des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union. Insbesondere die Regelungen im Bereich des Schienenverkehrs stellen eine existenzielle Bedrohung für den Service public dar, wie wir ihn in der Schweiz kennen und schätzen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, welche im vorliegenden Rahmen vorgesehen ist, birgt die Gefahr, dass bewährte Subventionierungsmechanismen für die SBB und andere Transportunternehmen als nicht konform mit dem EU-Beihilferecht eingestuft werden. Dies könnte zu einer Kürzung oder gar Streichung von notwendigen Mitteln für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials führen, was unmittelbar die Qualität und die Zugänglichkeit des Angebots für die schweizerische Bevölkerung beeinträchtigen würde.

Ein weiterer Punkt von grösster Besorgnis ist die Zulassung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret durch den neuen Artikel 40ater EBG. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, die lediglich inner-schweizerische Strecken bedienen dürfen, führt

zwangsläufig zu einer unerwünschten "Rosinenpickerei". Profitabelste Routen werden von ausländischen Akteuren bedient, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien und der damit verbundenen Verantwortung alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Bedienung des Landes.

Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmechanismus entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlose Absicherung. Sie bietet keinerlei bindende Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Vielmehr handelt es sich um eine rein symbolische Massnahme, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität in Bezug auf die Gestaltung und Steuerung des Bahnverkehrs nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Vorschriften wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung des Artikels 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz ferner dazu, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten und kosteneffizientesten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen eine erhebliche Gefahr für die Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres Service public im Landverkehr darstellt und aus diesen Gründen abzulehnen ist.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene "Lebensmittelsicherheit" entpuppt sich als umfassendes Integrationsprojekt, das weit über den Schutz der Konsumenten hinausgeht und die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft schleichend unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt. Dies birgt eine existenzielle Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Zukunftsfähigkeit unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv in Gefahr. Das traditionsreiche Label "Made in Switzerland" droht, seine Strahlkraft zu verlieren, wenn die Produkte unter denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Die Schweizer Souveränität wird durch die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in unseren Betrieben fundamental untergraben. Schweizer Produzenten würden zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie wird über unsere Produzenten hereinbrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet nicht nur lokale Traditionen, sondern auch die wirtschaftliche Existenz zahlreicher kleiner und mittlerer Betriebe.

Die spürbare Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist inakzeptabel. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und zu einer erstickenden Bürokratie führt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Unterstellung unseres Waldschutzes (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unter das Diktat der EU führt zu einem Verlust der Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, welche jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der Kohäsionszahlungen von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich. Wir verlieren damit ein bedeutendes politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen. Der zunächst kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als reines Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr wird ablehnen können. Die Schweiz würde de facto zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Dies steht im krassen Gegensatz zu den tatsächlichen Vorteilen, denn eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen ist nicht gegeben. Vielmehr zahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese zukünftigen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist somit das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine formelle Angelegenheit. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung ist entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen erscheinen mehr als kosmetisch denn als wirksame Kompensation für den durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Lohndruck. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden wir Zeugen einer Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards, die primär auf eine höhere Bürokratie hinauslaufen, aber die Effektivität der flankierenden Massnahmen signifikant reduziert. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen

Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Position der Schweizer Arbeitnehmerschaft weiter schwächt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Angesichts dieser weitreichenden und bedenklichen Änderungen ist eine kritische Neubewertung des gesamten Pakets unabdingbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in einer "stabilisierten" Form, würde unweigerlich zu einer Erosion der schweizerischen Autonomie führen. Die Erfahrungen mit bestehenden Abkommen zeigen, dass die Übernahme von EU-Recht, sei es durch direkte Übernahme oder durch die Entstehung von Gewohnheitsrecht auf Basis der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), bereits heute eine erhebliche Belastung darstellt.

Die EU-Richtlinien und -Verordnungen sind darauf ausgelegt, die Rechtssysteme der Mitgliedstaaten zu vereinheitlichen. Eine solche Vereinheitlichung steht im fundamentalen Widerspruch zum föderalistischen Aufbau der Schweiz und dem Grundsatz der Subsidiarität, wie er in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der staatlichen Tätigkeit festlegt, könnte durch die auferlegten externen Rechtsnormen untergraben werden. Wenn die Schweiz gezwungen ist, EU-Recht zu übernehmen, das nicht unseren spezifischen Bedürfnissen und Traditionen entspricht, wird die Handlungsfähigkeit des Bundes und der Kantone erheblich eingeschränkt.

Darüber hinaus ist die Rolle des EuGH bei der Auslegung von Abkommen problematisch. Die Übertragung der Auslegungsbefugnis auf ein ausländisches Gericht bedeutet, dass die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, ihre eigenen Gesetze und ihre Verfassung im Einklang mit ihren nationalen Interessen zu interpretieren und anzuwenden. Dies stellt eine direkte Verletzung des Prinzips der nationalen Souveränität dar, welches in der Präambel der Bundesverfassung als höchstes Gut der Schweiz bezeichnet wird. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone verankert, würde durch eine solche Abhängigkeit de facto ausgehöhlt. Die vermeintliche "Stabilisierung" könnte sich somit als schleichender Souveränitätsverlust erweisen.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre eigenen Interessen verteidigt. Eine Vertiefung der Beziehungen zur EU, die eine weitere Übernahme von EU-Recht und eine Akzeptanz der EuGH-Rechtsprechung beinhaltet, ist mit diesen Grundsätzen nicht vereinbar. Vielmehr muss der Fokus darauf liegen, die bestehenden bilateralen Verträge im Einklang mit den verfassungsmässigen Vorgaben zu gestalten und die schweizerische Rechtshoheit uneingeschränkt

zu wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heidi Schärer (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: Heidi Schärer · +41794508818 · heidi.gurzeler@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung interner Vorgaben im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf. Insbesondere die Möglichkeit, dass die Schweiz gezwungen sein könnte, primäres EU-Recht in ihr innerstaatliches Recht zu übernehmen, widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Souveränität und unseres Rechtsstaates. Artikel 2 und 5 der Bundesverfassung verankern die Souveränität der Eidgenossenschaft und das Prinzip der Gewaltenteilung. Die potenzielle automatische Übernahme von EU-Recht würde die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, eigenständige Rechtsentscheidungen zu treffen, massiv untergraben und die parlamentarische Kontrolle aushöhlen. Eine solche Entwicklung könnte auch gegen Artikel 173 Absatz 1 der Bundesverfassung verstossen, der dem Bundesrat die Aufgabe zuweist, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren. Die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die demokratischen Prozesse sind besorgniserregend und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen zum Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und des Föderalismus dar. Die Überführung unserer bewährten, demokratisch legitimierten Subventionspraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime, wie es das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorsieht, ist inakzeptabel. Insbesondere die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer bei der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agieren und primär EU-Kompatibilität durchsetzen soll, schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Die Kantone verlieren durch die neuen Beschwerdemöglichkeiten des BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz entzieht uns zudem jede Kontrollkompetenz über strategisch wichtige Sektoren. Diese Entwicklung führt zu einer zentralisierten Rechtskontrolle und gefährdet den Service public.

Finanzieller Beitrag

Die Umwandlung der freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine rechtlich verbindliche Pflicht durch das vorgesehene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist zutiefst bedenklich. Die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen (Art. 1 KoBG) entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Budgethoheit und macht uns faktisch zu Nettozahlern ohne politische Mitsprache. Die anfänglichen Beträge erscheinen als Lockvogelangebot, während der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die Bilateralen Verträge (BöB) institutionalisiert diese Zahlungsverpflichtung und untergräbt die demokratische Kontrolle. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung dient lediglich dazu, diese umstrittenen Zahlungen gesetzlich zu legitimieren und

die Souveränität der Schweiz zu schwächen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG ermöglicht ausländischen Anbietern das Anfahren rein inner-schweizerischer Strecken. Dies führt unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei", bei der rentable Linien von ausländischen, potenziell staatlich subventionierten Unternehmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis und die flächendeckende Versorgung unseres Bahnverkehrs. Ferner wird die Vergabe von Leistungsaufträgen durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis PBG einer komplexen EU-rechtlichen Normierung unterworfen, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Finanzierung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränkt und zu suboptimalen Lösungen für die Schweizer Bevölkerung führen kann. Die angebliche Absicherung durch die 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich unzureichend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsentwicklungen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Unterwanderung unserer Souveränität dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch ein Daueraufenthaltsrecht nach nur fünf Jahren und ein beispiellos erweitertes Familiennachzugsrecht vorsieht, widerspricht dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Die Einführung eines "Niederlassungs C PLUS" für EU-Bürger, das selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug praktisch unentziehbar ist, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv, was durch die neuen Regelungen im AIG, insbesondere Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementiert wird. Die sogenannte "Schutzklausel" in Art. 21b AIG entpuppt sich als zahnloser Tiger, dessen Anwendungs-Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben und statt Schutz eine Erpressung durch die EU darstellt. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich, was eine kapitulationsähnliche Aufgabe unserer direkten Demokratie darstellt. Diese Entwicklung zwingt uns zur Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und HFKG (Art. 61a) vorgesehen, als Eingeständnis der durch die unkontrollierte Zuwanderung verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich, die nun auf dem Buckel des Schweizer Steuerzahlers und der Studierenden ausgetragen werden.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER verliert die Schweiz die Kontrolle über ihr eigenes Stromnetz, während sie Kosten tragen muss. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik bedeutet. Artikel 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und Artikel 15 sowie die neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis des Energiegesetzes (EnG) gefährden durch Marktliberalisierung, veränderte Vergütungsregeln und Förderausschlüsse bei negativen Preisen die Versorgungssicherheit und die Wirtschaftlichkeit dezentraler Energieproduzenten. Die Wasserzinsen und die föderalen Strukturen, etwa bei Gemeindekraftwerken, werden durch EU-Beihilfenregeln und verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedroht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötig dem EU-Regime. Diese Massnahmen opfern die nationale Versorgungssicherheit und die Stabilität der Preise dem unkalkulierbaren freien Markt, was zu unkontrollierbarer Preisvolatilität und potenziellen Krisen führt.

Lebensmittelsicherheit

Der vorliegende Vorschlag zur Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel ist nichts weniger als eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch'. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf unseren hohen Produktionsstandards und der sorgfältigen Arbeit unserer bäuerlichen Familienbetriebe beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' droht seine Bedeutung zu verlieren. Zudem ist die Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in unseren Betrieben ein inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Die spürbare Zunahme der Bürokratie, insbesondere für kleine und mittlere Betriebe, welche die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen müssten, ist existenzbedrohend.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion dar. Sie unterwirft unsere gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ein klarer Rückschritt, da sie die Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften erzwingen. Die Schweiz verliert die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die parlamentarische Kontrolle aushöhlt. Die Unterwerfung unter die EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Besonders kritisch ist die bedrohliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns zwingt, das gesamte Vertragswerk zu Fall zu bringen, nur um uns von diesem schädlichen Abkommen zu lösen. Der Volkswille zur Gentechnikfreiheit wird zudem systematisch ausgehöhlt, indem wir gezwungen werden, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und primär kosmetischer Natur. Sie sind nicht geeignet, den immensen Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der aus einer weiterführenden Personenfreizügigkeit resultiert. Stattdessen droht eine Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für tiefe und mittlere Einkommen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der EU-Konformität, nicht zwingend dem Schutz Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG schwächen die bewährte Systematik und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG ist eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen unzulässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine ungleiche Rechtslage, die KMU lähmt. Die Kontrollmechanismen und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden geschwächt, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung führt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien aufkommen. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in den Verordnungen über die Übernahme

von Verordnungen und Richtlinien der EU vorgesehen ist, widerspricht fundamental dem Geist unserer demokratischen Ordnung und dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die potentielle Erosion unserer legislativen Autonomie durch die automatische Bindung an EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Bewahrung unserer unabhängigen Rechtsprechung und die Eigenständigkeit unserer Gerichte, ist zutiefst besorgniserregend. Die daraus resultierende Ungewissheit bezüglich der zukünftigen Ausgestaltung des Schweizerischen Rechtsrahmens und die mangelnde Transparenz bei der Entscheidungsfindung durch die EU stellen eine untragbare Belastung für die schweizerische Rechtsstaatlichkeit dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen mit dem Grundsatz der bundesstaatlichen Autonomie gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung (VwVG) vereinbar sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit substanzieller Mitsprache, wie sie in Artikel 4 des VwVG verankert ist, stellt eine Erosion der demokratischen Legitimation dar. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, die schweizerische Gerichte zur Anwendung nicht-schweizerischen Rechts zwingen könnte, ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit sowie die Rechtssicherheit für Schweizer Unternehmen sind unabsehbar und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU geben Anlass zu erheblicher Besorgnis. Es droht eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle. Die Schweizerischen Bundesgesetze, beispielsweise das Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der ungetesteten Erwerbstätigkeit (BGSA), könnten durch die Angleichung an EU-Richtlinien in ihrer Substanz verändert werden, ohne dass dies im vorliegenden Rahmen angemessen berücksichtigt wird. Artikel 13 des Bundesgesetzes über die internationalen Abkommen der Schweiz (IAbG) verlangt eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf die Rechtsordnung. Die angestrebte Stabilisierung scheint auf Kosten unserer Unabhängigkeit und der rechtsstaatlichen Prinzipien zu gehen, indem sie die Gestaltungsfreiheit des Parlaments und des Bundesrates weiter einschränkt und die Mitwirkung der direkten Demokratie de facto untergräbt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Alexandra Hottinger (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: A.Hottinger · 0794484539 · alex_oum2000@yahoo.de

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar wird eine Annäherung angestrebt, doch die vorgeschlagenen Anpassungen drohen, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz nachhaltig zu untergraben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und die potenzielle Schwächung der direktdemokratischen Instrumente sind alarmierend.

Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht ihre eigenen Gesetze anpassen kann, ohne dabei in eine Abhängigkeit zu geraten. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) postuliert die Geltung des geschriebenen Rechts und des Gewohnheitsrechts. Die Einführung von EU-Recht, das nicht im Schweizerischen Parlament beschlossen wurde, könnte dieses Prinzip verletzen und zu einem Flickenteppich unterschiedlicher Rechtsordnungen führen. Die autonome Rechtssetzung ist ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, und eine unkritische Übernahme von EU-Vorgaben würde diesen Grundsatz aushöhlen.

Darüber hinaus birgt die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gravierende Risiken. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie sie im Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, könnte durch eine bindende Unterordnung unter die Rechtsprechung des EuGH gefährdet werden. Die Schweiz würde die Kontrolle über die Auslegung ihrer eigenen Gesetze verlieren und müsste sich einer juristischen Instanz unterwerfen, deren Interessen nicht zwangsläufig mit den schweizerischen übereinstimmen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Souveränität.

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der Personenfreizügigkeit bedürfen ebenfalls einer eingehenden Prüfung. Eine unbeschränkte Übernahme der EU-Regelungen könnte zu einem unkontrollierten Zuzug führen, der die sozialen Sicherungssysteme und die Infrastruktur der Schweiz überlastet. Die im Artikel 118a BV verankerte Hoheit über die Zuwanderung und den Arbeitsmarkt würde faktisch ausgehöhlt.

Die Verhandlungsresultate scheinen die Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und Souveränität zu unterschätzen. Eine blindlings verfolgte europäische Integration, die nicht die spezifischen Interessen und die demokratische Struktur der Schweiz wahrt, ist abzulehnen. Es ist zwingend erforderlich, dass der Bundesrat und das Parlament die vorgeschlagenen Änderungen unter dem Gesichtspunkt des Schutzes unserer verfassungsmässigen Ordnung und der nationalen Interessen kritisch und eingehend beurteilen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Integrität, die nicht unterschätzt werden dürfen. Die Formulierungen und impliziten Verpflichtungen deuten auf eine zunehmende Abhängigkeit von der Europäischen Union hin, was den Prinzipien des Bundesgesetzes über die Genehmigung und Ausführung von völkerrechtlichen Verträgen (SR 132.1) zuwiderläuft, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der nationalen Interessen und der autonomen Rechtssetzung.

Es ist besorgniserregend, dass durch die Angleichung an EU-Recht, wie sie in diversen Abkommen angedeutet wird, die Gefahr besteht, dass Schweizer Gerichte in Zukunft gezwungen sein könnten, Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) anzuwenden, ohne dass die demokratische Legitimation dieser Entscheidungen durch das Schweizer Volk oder dessen Vertreter gegeben ist. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsrechts, das die direkte Anwendung von fremdem Recht nur unter strengen Voraussetzungen zulässt und die Souveränität des nationalen Gesetzgebers wahrt. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Souveränität der Eidgenossenschaft und ihres Volkes, welche durch eine ungeprüfte Übernahme von EU-Rechtsakten de facto ausgehöhlt würde.

Zudem wirft die angestrebte "Stabilisierung" die Frage auf, welche Zugeständnisse die Schweiz zu machen bereit ist. Könnte dies bedeuten, dass die Schweiz in Zukunft gezwungen wird, ihre bestehenden Schutzmechanismen für Löhne und Arbeitsbedingungen, wie sie im Arbeitsgesetz (ArG) verankert sind, aufzuweichen? Die Erfahrung zeigt, dass die EU-weiten Dienstleistungsfreiheiten oft Druck auf nationalen Lohnstandards ausüben. Das Gesetz über die flankierenden Massnahmen zur freien Personenwanderung (FL) regelt zwar den Schutz der Arbeitnehmer, doch die Integration in den EU-Rahmen könnte diese Schutzbestimmungen schwächen.

Die mangelnde Transparenz und die potenzielle Übertragung von Exekutivgewalt an EU-Institutionen sind weitere Punkte, die äusserste Vorsicht gebieten. Das schweizerische System basiert auf Gewaltenteilung und direkter Demokratie, die durch eine automatische Übernahme von EU-Recht oder durch die Errichtung von unkontrollierbaren Schiedsgerichten, die über Schweizer Recht entscheiden, massiv untergraben würden. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle ist real und darf nicht ignoriert werden. Die Vernehmlassung muss daher die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Grundprinzipien kritisch beleuchten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt gravierende Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der demokratischen Legitimität unseres Landes aufkommen. Die vorgeschlagenen Abkommen bergen die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass die Schweiz angemessene Mitsprachemöglichkeiten oder Kontrollmechanismen erhält.

Insbesondere Artikel 12 der Bundesverfassung (BV) wird durch die vorgesehene Übernahme von EU-Recht in das Schweizer Rechtssystem massiv untergraben. Die explizite Bestimmung, dass das Bundesrecht die übergeordneten Bestimmungen der Bundesverfassung nicht verletzen darf, scheint im Kontext der zu erwartenden Übernahme von Sekundärrecht der EU untergraben zu werden. Wenn die EU-Gerichtsbarkeit und ihre Rechtsprechung direkten Einfluss auf die Auslegung und Anwendung Schweizer Gesetze haben, wird das Prinzip der Volkssouveränität, wie in Artikel 1 der

Bundesverfassung verankert, ausgehöhlt. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger verlieren die Kontrolle über die Gesetzgebung, wenn diese massgeblich durch externe, nicht demokratisch legitimierte Instanzen beeinflusst wird.

Die avisierte Übernahme des Gerichtsurteils des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als verbindliche Auslegung des EU-Rechts wirft zudem erhebliche verfassungsrechtliche Fragen auf. Gemäss Artikel 189 Absatz 3 der Bundesverfassung ist die richterliche Gewalt an die Bundesverfassung und die übrigen Gesetze gebunden. Die Unterordnung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichts, dessen Urteile nicht im Schweizer Rechtsrahmen geprüft oder korrigiert werden können, widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Dies stellt eine Erosion der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung dar.

Die damit einhergehende Schwächung der direkten Demokratie ist ebenfalls besorgniserregend. Wenn das Schweizer Parlament gezwungen ist, EU-Recht zu übernehmen, ohne es inhaltlich beeinflussen oder ablehnen zu können, entzieht dies dem demokratischen Prozess die Grundlage. Die Bürgerinnen und Bürger haben dann keine Möglichkeit mehr, über die Inhalte der Gesetzgebung, die ihr Leben direkt betrifft, abzustimmen oder Einfluss zu nehmen. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Bundesverfassung, die auf der Volkssouveränität und der direkten Beteiligung des Volkes beruht. Die Schweiz droht, zu einer Art Protektorat zu werden, dessen rechtliche und politische Autonomie zunehmend eingeschränkt wird.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung des Abkommens in der Schweiz wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der Rechtsprechung auf. Es ist zutiefst besorgniserregend, wie die Schweiz bereit ist, sich von europäischen Rechtsnormen beeinflussen zu lassen, ohne dass diese einem transparenten und demokratischen Prozess unterliegen, wie er hierzulande für Gesetzgebungsverfahren üblich ist. Die Übernahme von EU-Recht, das nicht im Rahmen der bilateralen Verträge explizit verhandelt und in das Schweizer Recht integriert wurde, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung dar. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist.

Es bestehen erhebliche Zweifel, ob die hierfür vorgesehenen Umsetzungsmechanismen im Einklang mit dem Demokratieprinzip stehen, wie es im Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) gefordert wird. Dieser Artikel sieht vor, dass die Gesetzgebung dem Volk und den Kantonen offenzulegen ist. Die vorgeschlagene Vorgehensweise scheint jedoch darauf abzuzielen, die direkte Mitsprache der Schweizer Bevölkerung und der Kantone zu umgehen.

Darüber hinaus ist die Gefahr einer unkontrollierten Übernahme von EU-Recht und dessen Interpretation durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) eine ernste Bedrohung für die Rechtssicherheit in der Schweiz. Das Schweizer Rechtssystem, basierend auf dem Zivilgesetzbuch und dem Obligationenrecht, könnte durch diese externen Einflüsse auf unvorhersehbare Weise verändert werden. Artikel 489 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sowie die Bestimmungen des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) würden potenziell durch fremdes Recht deklassiert, dessen Entstehungsprozess und Begründung hierzulande kaum nachvollziehbar sind.

Die vorgeschlagene Umsetzung scheint ferner nicht ausreichend die notwendigen Vorkehrungen zu treffen, um die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte zu wahren. Die Gefahr einer Abhängigkeit von judikativen Entscheidungen ausserhalb der Schweiz ist nicht von der Hand zu weisen. Dies könnte die Glaubwürdigkeit und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems untergraben. Insgesamt lässt die vorgeschlagene Umsetzung erhebliche strategische und rechtliche Schwächen erkennen, die dringend und substanziell überarbeitet werden müssen, um die schweizerische Rechtsordnung und Souveränität zu schützen. Es bedarf einer klar definierten und kontrollierten Integration von Rechtsakten, die dem schweizerischen Gesetzgebungsinteresse und den verfassungsrechtlichen Prinzipien unterliegt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung bezüglich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen schwerwiegenden Eingriff in die Souveränität und die demokratische Kontrolle dar. Das Schweizer Parlament verliert damit ein wesentliches politisches Druckmittel und die Möglichkeit, über die Verwendung von Milliardenbeträgen autonom zu entscheiden. Die Annahme eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist offensichtlich darauf ausgelegt, diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint fragwürdig. Er muss als Lockvogelangebot betrachtet werden, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird dann gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren, ohne die Möglichkeit eines "Nein". Dies führt dazu, dass die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Es fehlt jegliche Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse.

Die Verankerung des KoBG im Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie integriert die Kohäsionszahlungen tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Zahlungen als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung, was einer stillschweigenden Zustimmung zur EU-Diktion gleichkommt.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend und missbräuchlich. Der positive Ruf der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG untergräbt die Budgethoheit des Parlaments und reduziert die autonome Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern auf die blosse Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht nicht geeignet, den erheblichen Druck auf das schweizerische Lohnniveau abzufedern. Statt einer echten Stärkung des Lohnschutzes erleben wir eine schleichende Aushöhlung unserer bewährten flankierenden Massnahmen, die primär auf die Anpassung an EU-Standards abzielt. Die neuen Regelungen sind bürokratisch und dürften ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen, Tür und Tor öffnen. Die Ausweitung der Personenfreizügigkeit hat bereits massiven Druck auf die Löhne ausgeübt, insbesondere in mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Die vorliegenden Vorschläge können diese Erosion nicht kompensieren.

Besonders kritisch sehen wir die Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was primär denjenigen zugutekommt, die sich nicht an fairen Wettbewerb halten.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Verbesserung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies lähmt die Flexibilität von KMU und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an die EU-Regularien, getarnt unter dem Label "Lebensmittelsicherheit", stellt eine beispiellose und inakzeptable Unterwerfung unter europäische Standards dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht um eine reine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit geht, sondern um die systematische Integration unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft in den EU-Binnenmarkt, mit allen negativen Konsequenzen für unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Erfolgs und ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist ernsthaft in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland". Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, unsere Lebensmittelkette mit einer Flut von unpassenden EU-Vorschriften zu überziehen, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind. Dies wird eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen lassen, kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen mit erstickenden Regularien überziehen und viele zur Aufgabe zwingen. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die angeblichen Verbesserungen im Tierschutz, wie die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), führen gerade zu einem Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeutet die Aufgabe unserer nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich und widerspricht dem Volkswillen, der sich für höhere Standards ausspricht.

Zudem wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt.

Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verbindet, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ebenso ist die Befugnis für EU-Inspektoren, Schweizer Betriebe zu kontrollieren, ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Die Schweiz muss die Kontrolle über Bereiche von höchster nationaler Bedeutung, wie die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG), behalten und darf sich nicht dem starren, bürokratischen System der EU unterwerfen. Wir lehnen diese Angleichung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Zusammenhang mit der Übernahme von Unionsrecht, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und des Schutzes unserer Sozialwerke. Die angestrebte Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer Art 'Niederlassung C PLUS', bereits nach fünf Jahren Aufenthaltsdauer, birgt erhebliche Risiken. Die praktisch unentziehbare Natur dieses Status, selbst bei gravierenden Verfehlungen wie Kriminalität oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv fördern und die Kosten dafür auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abwälzen.

Der geplante Ausbau des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird, und die angedrohten EU-Strafmassnahmen im Falle einer Anwendung entlarven sie als eine Erpressungsklausel und nicht als ein Instrument zur Steuerung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von neuem Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum noch ermöglichen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies belastet Studierende und die Reputation unserer Hochschulen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung durch einen EU-Mechanismus, was Qualitätsstandards und die nationale Regulierung des Arbeitsmarktes schwächt. Dies sind keine technischen Anpassungen, sondern ein schleichender Souveränitätsverlust.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, sind aus Sicht der Wahrung des schweizerischen Service public und unserer Souveränität äusserst bedenklich. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) birgt erhebliche Risiken für die Finanzierung und die flächendeckende Versorgung unseres Bahnnetzes. Es ist offensichtlich, dass ausländische Anbieter, die oft von staatlichen Subventionen ihrer Heimatländer profitieren, dazu neigen werden, die wirtschaftlich lukrativen Hauptstrecken zu bedienen. Dieses Phänomen der 'Rosinenpickerei' wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Solidität und damit die Fähigkeit, den öffentlichen Verkehr im ganzen Land aufrechtzuerhalten.

Die angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' des Bundesrates zur Abmilderung dieser Risiken entbehrt jeder rechtlichen Verbindlichkeit. Sie stellt lediglich eine Absichtserklärung dar, die keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts bietet. Solange das EU-Recht in diesem Bereich dynamisch übernommen werden muss, besteht die Gefahr, dass auch Bestimmungen, die dem Schweizer Service public schaden, unumgänglich werden.

Des Weiteren ist die sukzessive Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme ein ernsthaftes Anliegen. Die Verpflichtung, künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), zu übernehmen, würde die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisieren und unsere

Fähigkeit zur autonomen Gestaltung der Bahnsysteme einschränken.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies limitiert die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Auswahl von Anbietern nach den besten nationalen Kriterien zu gestalten, müssen EU-konforme Standards erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Lösungen für die öffentlichen Kassen führen kann. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionsmodelle für den Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung direkt gefährdet.

Strom

Die vorgeschlagene Neuausrichtung des Strommarktes durch die Übernahme von EU-Regularien stellt eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht degradiert, der jedoch für die damit verbundenen Kosten aufkommen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, während die ElCom von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für Brüsseler Vorschriften verkommt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert. Dies steht im krassen Widerspruch zur Eigenständigkeit, die wir uns in der Energiepolitik bewahrt haben.

Die finanzielle Grundlage unseres Rückgrats der Energieversorgung, der Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen und ihren Gemeinden zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird ausgehebelt. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung birgt zudem die Gefahr einer volatileren und letztlich höheren Preisgestaltung für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die in Art. 8b ff. StromVG vorgesehene Energiereserve erscheint unzureichend, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit kleiner lokaler Produzenten massiv untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze verringert. Die nationale Versorgungssicherheit wird geopfert und die Verantwortung für deren Gewährleistung im Markt diffusiert.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen beispiellosen und höchst problematischen Eingriff in die Schweizer Souveränität und föderalistische Ordnung dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden autonom und im Einklang mit lokalen Bedürfnigen getroffen wurden, soll einer starren, technokratischen EU-Kontrolle unterworfen werden. Diese Unterwerfung unter ein externes Regelregime gefährdet die demokratische Legitimation staatlichen Handelns und schwächt die Eigenverantwortung unserer Gebietskörperschaften erheblich.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Einsetzung einer neuen Beihilfekammer, die faktisch als "verlängerter Arm der EU" agieren wird, höhlt die nationale Steuerungshoheit aus. Indem die Schweiz sich verpflichtet, Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von dieser genehmigen zu lassen, wird sie zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Dies steht im klaren Widerspruch zu unserem Selbstverständnis als souveräner Staat. Insbesondere die im BHÜG vorgesehene zentrale Kontrollinstanz (Art. 3 BHÜG) widerspricht der dezentralen und an den Volkswillen gebundenen Subventionspraxis der Schweiz.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit der Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse für die neue Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) degradiert die Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten. Ihre autonom gefällten Entscheidungen können durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine unhaltbare Schwächung der kantonalen Autonomie bedeutet und deren Organisations- und Verfahrensautonomie eliminiert. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, denen ein formelles rechtliches Gehör versagt bleibt.

Darüber hinaus wird die Kontrolle über strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr der EU unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beispielsweise bedeutet den vollständigen Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Kritische Infrastrukturen werden so der nationalen Steuerung entzogen, was die strategische Autonomie und die Gewährleistung des Service public gefährdet. Die geplante Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft zudem eine undurchsichtige "Superbehörde", deren Machtkonzentration und mangelnde demokratische Rechenschaftspflicht gefährlich sind. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus darstellen. Sie unterwerfen die Schweiz einem fremden Rechtssystem und entziehen den demokratisch legitimierten Organen des Bundes und der Kantone die Kontrolle über essenzielle staatliche Handlungsbereiche. Es ist unabdingbar, diese tendenziell negativen Entwicklungen entschieden entgegenzutreten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Renata Kraus (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: Renata Kraus · 079 605 19 30 · anouk.rk@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Es ist zwingend geboten, diese Ergebnisse kritisch und mit grossem Vorbehalt zu beurteilen, da sie potenziell erhebliche Nachteile für unser Land mit sich bringen könnten.

Ein Hauptaugenmerk liegt auf der Übernahme von EU-Recht. Die pauschale Übernahme von weiterführendem Unionsrecht, wie sie auch in Abkommen wie dem bilateralen Abkommen über den freien Personenverkehr (AFVP) in Artikel 6 Absatz 1 dargelegt ist, stellt eine schleichende Aushöhlung der demokratischen Selbstbestimmung dar. Die Schweiz würde damit in Rechtsbereiche hineingezogen, die sie nicht mehr selbst mitgestalten kann. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und des Föderalismus, die als tragende Säulen unserer Verfassungsordnung gelten. Insbesondere Artikel 49 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Stampfer (StG) betont die Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers für die Festlegung der Steuerhoheit. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten hierbei zu einem Kompetenzverlust führen und die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel des EU-Rechts machen.

Ferner bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der institutionellen Umsetzung. Die Einführung eines Schiedsgerichts, das nach der Vorstellung der EU nicht nur die Auslegung von Abkommen überwachen, sondern auch verbindliche Urteile fällen soll, gleicht einer faktischen Akzeptanz einer ausländischen Gerichtsbarkeit. Dies würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben und potenziell die Wirksamkeit des Schweizer Rechts beeinträchtigen. Artikel 123 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verbürgt die richterliche Unabhängigkeit. Die vorgeschlagene Struktur läuft Gefahr, diese essentielle Garantie zu kompromittieren.

Die finanzielle Komponente darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Schweiz würde sich durch diese Abkommen potenziell zu erheblichen finanziellen Beiträgen verpflichten, deren genaue Höhe und Verwendungszwecke nicht immer transparent sind. Diese Gelder könnten an anderer Stelle im Inland sinnvoller eingesetzt werden, sei es in Bildung, Infrastruktur oder zur Stärkung unserer eigenen Sicherheit. Die unklare finanzielle Belastung birgt das Risiko einer unkalkulierbaren Budgetbelastung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine ernste Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die Rechtsprechung und die finanzielle Stabilität darstellen. Bevor irgendwelche Schritte in diese Richtung unternommen werden, bedarf es einer tiefgehenden und kritischen Prüfung aller Konsequenzen sowie einer breiten öffentlichen Debatte, die die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz in den Vordergrund stellt. Die Gefahr, dass unser Land seine Entscheidungsfreiheit und seine Identität verliert, ist real und darf nicht ignoriert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage für die inländische Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der nationalen Interessen auf. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Anpassungen mit den Grundprinzipien des Schweizerischen Bundesstaates und den etablierten Rechtspositionen vereinbar sind. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Möglichkeit, das eigene Rechtssystem eigenständig zu gestalten, bedürfen einer kritischen Prüfung.

Die Annahme einer automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Regelungen andeutungsweise anklingt, steht im Widerspruch zum Artikel 164 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die primäre Zuständigkeit des Schweizerischen Gesetzgebers für die Rechtsetzung verankert. Die Befürchtung, dass die Schweiz durch die vorgeschlagenen Massnahmen faktisch gezwungen wäre, EU-Recht ohne angemessene nationale Abwägung zu implementieren, ist nicht von der Hand zu weisen. Dies könnte zu einer Erosion der parlamentarischen Mitsprache und zu einer faktischen Entmachtung des Schweizerischen Gesetzgebers führen.

Des Weiteren ist die Frage der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht in der Schweiz und der damit einhergehenden potenziellen Überordnung von EU-Normen über nationales Recht zu beleuchten. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise regelt die Geltung des Rechts. Eine Situation, in der Bestimmungen aus dem EU-Recht direkt die Rechte und Pflichten von Schweizer Bürgern und Unternehmen beeinflussen, ohne den Umweg über eine formelle Verankerung im schweizerischen Recht, birgt erhebliche juristische und praktische Probleme. Es besteht die Gefahr, dass die Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht anzuwenden, welches möglicherweise nicht den spezifischen Bedürfnissen oder den verfassungsrechtlichen Vorgaben der Schweiz entspricht.

Die vorgeschlagene Umsetzung könnte zudem die demokratische Legitimation der Gesetzgebung untergraben. Wenn das Parlament gezwungen ist, EU-Vorgaben unbesehen zu übernehmen, verringert sich seine Rolle als Vertretung des Schweizer Volkes. Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Volkes und des Kantons. Eine unflexible Übernahme von EU-Recht könnte diese verfassungsmässige Garantie aushöhlen. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen die nationalen Interessen und die bewährten Institutionen der Schweiz nicht ausreichend zu schützen und bedürfen daher einer tiefgreifenden Überprüfung und Anpassung, um die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bedauerlicherweise unzureichend und erscheinen eher kosmetischer Natur. Sie drohen, den massiven negativen Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht effektiv abzufedern. Insbesondere Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen sehen sich einer flächendeckenden Erosion ihres Lohnniveaus gegenüber. Anstatt den bewährten und bisher wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an zweifelhafte EU-Standards angepasst. Die neuen Bestimmungen sind dabei bürokratischer, jedoch deutlich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine

Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der als Resultat von EU-Druck betrachtet werden muss. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist zudem eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neuregelung im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public auf. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, selbst in Form einer dynamischen Rechtsübernahme, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Interessen.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein direkter Angriff auf die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch unseren öffentlichen Verkehr. Ausländische Anbieter werden dazu ermächtigt, die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen, gemeinhin als "Rosinenpickerei" bezeichnet, wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den notwendigen, aber oft unrentablen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies gefährdet die Grundversorgung und die finanzielle Basis des Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Weiterhin ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) vorgesehene Verpflichtung zur Berücksichtigung völkerrechtlicher Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen eine erhebliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe nach den besten und kosteneffizientesten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen Ergebnissen und höheren Kosten für die Schweizer Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung eigenständiger verkehrspolitischer Ziele.

Die Argumentation, dass die "Gemeinsame Erklärung" als Absicherung diene, ist schlichtweg irreführend. Diese Erklärung besitzt keine rechtlich bindende Wirkung und bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu dessen dynamischer Übernahme sich die Schweiz verpflichtet. Es handelt sich um eine Illusion der Sicherheit, die die langfristige Aushöhlung unserer Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die Übernahme von EU-Regulierungen, wie sie beispielsweise im Zusammenhang mit dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu erwarten ist, verlagert die Entscheidungsfindung unwiderruflich an zentrale EU-Stellen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebten Abkommen im Landverkehr die Grundlagen unseres Service public systematisch untergraben und die schweizerische Souveränität massiv einschränken. Wir fordern eine klare Absage an diese gefährlichen Entwicklungen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, birgt erhebliche und unannehmbare Risiken für die finanzielle Souveränität und die demokratische Legitimation der Schweiz.

Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Gemäss dem neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), welches in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB aufgenommen werden soll, werden diese Zahlungen zu einer

permanenten und rechtlich einklagbaren Verpflichtung. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die Möglichkeit, jeden einzelnen Beitrag kritisch zu prüfen und zu bewilligen. Es handelt sich dabei faktisch um eine einseitige Zwangsabgabe, die die Schweiz ohne direkte Gegenleistung zur Kasse bittet.

Der im Abkommen genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert damit jede Verhandlungsmacht und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu akzeptieren. Diese Entwicklung macht die Schweiz zu einer reinen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht und ohne die Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) dient ausschliesslich dazu, diese Zahlungsverpflichtungen gesetzlich zu zementieren. Der im Art. 1 KoBG verankerte permanente Rechtsanspruch schwächt die Budgethoheit des Parlaments massiv. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Erfüllung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung zur Gesetz. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und instrumentalisiert den guten Ruf der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Kohäsionszahlungen. Diese Regelung ist aus diesen Gründen entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Rechte des Schweizer Volkes dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die durch die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren und die Ausweitung des Familiennachzugs auf nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern und Grosseltern realisiert wird, widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem klaren Willen des Souveräns.

Diese Massnahmen fördern unkontrolliert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und schaffen ein faktisches Bleiberecht für EU-Bürger, selbst bei Bezug von Sozialhilfe. Die dadurch entstehenden Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch wirkungslos bleibt. Jeglicher Versuch ihrer Anwendung würde ausserdem zu drohenden EU-Strafmassnahmen führen, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich faktisch entmachtet werden. Dies ist eine unerträgliche Beschneidung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), insbesondere die Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Artikel 24a, sind lediglich kosmetische Massnahmen, die über den realen Kontrollverlust im Zuzug in den Arbeitsmarkt hinwegtäuschen sollen. Statt einer echten Steuerung verwalten wir lediglich die Folgen. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der immensen Kosten, die die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich verursacht. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Lasten, die durch die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden entstehen, auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen auszutragen. Der Schweizer Steuerzahler wird zur Kasse gebeten, um die Kantone zur Immatrikulation von EU-Bürgern zu denselben Konditionen wie Einheimische zu zwingen.

Auch die zweite Säule, das BVG, wird durch die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 den Koordinationsregeln der EU unterstellt, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer

sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung, die Patientensicherheit und gefährdet die hohen Schweizer Standards, da die nationale Kontrollhoheit im Gesundheits- und anderen sensiblen Bereichen massiv untergraben wird. Diese vorgeschlagenen Änderungen sind nicht nur rechtlich fragwürdig, sondern stellen eine unzumutbare Kapitulation vor der EU dar, die unsere Eigenständigkeit und unsere Errungenschaften aufs Spiel setzt.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarkt stellen eine tiefgreifende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar und widersprechen fundamentalen Prinzipien der Schweizer Energiepolitik. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen degradieren, die unser eigenes Stromnetz betreffen. Dies bedeutet, dass künftige Richtlinien für unsere kritische Infrastruktur in Brüssel gefällt werden.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wandelt sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel beendet die Ära einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energie-Regulierung, wie sie durch das StromVG, insbesondere Art. 4a ff. und das EnG, Art. 15 neu, vorgesehen ist.

Die Basis unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Risiken gegenüber. Das etablierte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit ausgehebelt werden. Diese Entwicklung gefährdet nicht nur die finanzielle Stabilität betroffener Kantone, sondern auch die Wettbewerbsfähigkeit unserer Wasserkraftwerke.

Unsere föderalen Strukturen, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, werden durch die neuen EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der bewährte Einspeisevorrang wird untergraben, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG zielt auf eine Gleichschaltung mit der EU ab und zerstört die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in Zukunft die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt, wenn weder der Markt noch die EU diese Gewährleistung übernimmt. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist hierfür ein alarmierendes Beispiel. Die vollständige Marktliberalisierung führt zudem zu volatileren und voraussichtlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Dies schwächt die wirtschaftliche Grundlage unzähliger kleiner und mittlerer Produzenten und widerspricht der Schweizer Energiestrategie. Ebenso schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien, was den Ausbau bremst und die Schweiz von unberechenbaren ausländischen Strommärkten abhängig macht. Die massive Ausweitung der

Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG bestätigt den Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Grundsätze dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies betrifft essenzielle Bereiche wie den Regionalverkehr, die Kantonalbanken, die Kulturförderung und die lokale KMU-Unterstützung, die neu der Genehmigung durch eine EU-konforme Behörde bedürfen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sind sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der auf der autonomen Entscheidungsfindung der Kantone beruht.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde" institutionalisiert, die faktisch als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Beihilfekammer, insbesondere durch Art. 3 BHÜG, wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was unsere strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör, ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können jedoch von der neuen Beihilfebehörde mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu Bittstellern. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert, und die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit. Ferner ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für die mangelnde Transparenz und den geschwächten Konsumentenschutz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU machen und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine gravierende Unterwanderung unserer nationalen Souveränität und unserer bewährten hohen Standards dar. Statt einer reinen Verbesserung der Lebensmittelsicherheit wird hier eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk vollzogen. Dies bedroht nicht nur die Existenz vieler unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist fundamental in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefer

angesetzte EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, unsere Lebensmittelproduktion durch eine Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften zu ersticken. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Ferner werden unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufgegeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Besonders bedenklich ist die Tatsache, dass eine gefährliche 'Guillotineklausel' dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Darüber hinaus erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität, der Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die gesamte Neuausrichtung in diesem Bereich ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblicher Besorgnis und erfordert eine kritische Neubewertung. Eine unbesehen Übernahme von EU-Recht in Schweizer Rechtsgrundlagen, wie sie die Institutionelle Übernahme impliziert, stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar. Gemäss Artikel 49 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz frei, ihre Politik zu gestalten und ihre eigenen Gesetze zu erlassen. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht würde diese verfassungsrechtliche Kompetenz massiv einschränken und

die Schweiz in eine abhängige Rolle drängen.

Besonders kritisch ist die drohende Übernahme des EU-Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Bereichen, die unter das neue Abkommen fallen. Dies steht in klarem Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), wonach das Recht und die Gerichte des Kantons und des Bundesmassgeblich sind. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung wäre somit tangiert. Die Idee, dass ein ausländisches Gericht über die Anwendung schweizerischen Rechts entscheidet, ist unannehmbar und widerspricht dem Grundsatz der nationalen Rechtsordnung.

Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Übernahme von EU-Regulierungen die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen unnötig belastet und die Flexibilität der Schweizer Wirtschaft einschränkt. Die Schweiz hat sich stets durch Anpassungsfähigkeit und pragmatische Lösungen ausgezeichnet. Eine pauschale Angleichung an EU-Standards, die oft auf andere wirtschaftliche und soziale Gegebenheiten zugeschnitten sind, birgt das Risiko von Wettbewerbsnachteilen und übermässiger Bürokratisierung. Artikel 2 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die Binnenmarktregulierung (BMR) betont die Förderung des freien und fairen Wettbewerbs; eine Übernahme von EU-Recht, die diese Grundsätze nicht erfüllt, wäre rechtlich fragwürdig.

Die angepriesenen Vorteile einer institutionellen Annäherung erscheinen angesichts der damit verbundenen Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtshoheit und die wirtschaftliche Eigenständigkeit als unzureichend. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich im Interesse der Schweiz liegen oder ob sie eher dazu dienen, die EU-Agenda voranzutreiben, ohne die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz angemessen zu berücksichtigen. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist unerlässlich, um die langfristigen Folgen für unser Land abzuschätzen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Die Annahme eines Rahmenabkommens birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder ihre direkt gewählten Vertreter angemessene Mitspracherechte hätten. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität und die Selbstbestimmung der Eidgenossenschaft. Die Ausdehnung der Anwendung von EU-Recht auf die Schweiz, wie sie in einem solchen Abkommen unweigerlich vorgesehen wäre, würde diese Grundprinzipien fundamental untergraben.

Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist problematisch. Die Anerkennung seiner Rechtsprechung, auch wenn sie zunächst nur für die Interpretation des Abkommens gelten soll, öffnet Tür und Tor für eine indirekte Rechtsübernahme. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 97 BV, der die Unabhängigkeit der Gerichte gewährleistet. Ein EuGH-Urteil könnte die Schweiz de facto zu Handlungen zwingen, die im Widerspruch zu nationalen Interessen oder verfassungsmässigen Grundsätzen stehen. Die Möglichkeit, dass sich die Schweiz von der Anwendung bestimmter EU-Rechtsakte distanzieren kann, ist erfahrungsgemäss eine Illusion, sobald die Beziehung institutionalisiert wird. Die EU hat in der Vergangenheit wiederholt gezeigt, dass sie auf die vollständige Umsetzung ihrer Verträge besteht.

Die erwarteten wirtschaftlichen Vorteile eines solchen Abkommens sind fragwürdig und stehen in keinem Verhältnis zu den erlittenen Souveränitätsverlusten. Die wirtschaftliche Abhängigkeit der Schweiz von der EU ist bereits heute gross, doch ein Rahmenabkommen würde diese Abhängigkeit zementieren und die Verhandlungsposition der Schweiz gegenüber der EU weiter schwächen. Die Möglichkeit, eigene handels- und wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen, die den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz Rechnung tragen, wäre stark eingeschränkt. Dies beeinträchtigt die Fähigkeit des Bundesrates, im Sinne von Artikel 41 BV das Wohl der Allgemeinheit zu fördern.

Es ist dringend erforderlich, dass die schweizerischen Entscheidungsträger die langfristigen Konsequenzen eines solchen Abkommens kritisch hinterfragen und die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer demokratischen Strukturen und unserer nationalen Eigenständigkeit nicht unterschätzen. Die Stabilität der Beziehungen sollte nicht auf Kosten unserer fundamentalen verfassungsmässigen Prinzipien erkauft werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jeannette Kürzi-Landolt (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: Kürzi-Landolt Jeannette · jm.kuerzi@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte «Stabilisierung» nicht vielmehr eine schleichende Erosion der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien darstellt.

Primär sind die Auswirkungen auf die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung zu betonen. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in selektiver Form, birgt die Gefahr, dass die autonomen Kompetenzen der schweizerischen Gerichte untergraben werden. Das schweizerische Recht, insbesondere die Bundesverfassung, garantiert die Rechtsstaatlichkeit und die Gewaltenteilung. Artikel 170 der Bundesverfassung legt fest, dass die Schweiz ihre Neutralitätspflicht und ihr Interesse an der Menschenwürde wahrt. Eine zu enge Bindung an die EU könnte diese Grundsätze gefährden, wenn die Schweiz gezwungen wäre, EU-Rechtsakte anzuwenden, die mit diesen Verfassungszielen kollidieren.

Darüber hinaus stellt sich die Frage der demokratischen Legitimation. Neue Abkommen mit der EU bedürfen einer gründlichen demokratischen Debatte und der Zustimmung des Volkes und der Kantone, wie es die Bundesverfassung vorsieht. Es ist zu befürchten, dass durch informelle oder indirekte Anpassungen des schweizerischen Rechts an den EU-Besitzstand die rechtsstaatliche Kontrolle und die parlamentarische Mitsprache ausgehebelt werden könnten. Artikel 166 der Bundesverfassung betont die Rolle des Parlaments als oberste gesetzgebende Behörde. Wenn die Schweiz durch neue Verträge faktisch an die Gesetzgebung eines externen Organs gebunden würde, ohne die Möglichkeit, diese Gesetzgebung mitzugestalten oder abzulehnen, würde die parlamentarische Souveränität massiv beschnitten.

Ferner ist die finanzielle Dimension der «Stabilisierung» kritisch zu hinterfragen. Die Übernahme von EU-Recht geht oft mit finanziellen Verpflichtungen einher, die die Steuerzahler in der Schweiz belasten könnten, ohne dass eine entsprechende Gegenleistung oder ein direkter Nutzen ersichtlich ist. Es muss klar dargelegt werden, wie solche Verpflichtungen mit dem Grundsatz der finanziellen Eigenverantwortung und der wirtschaftlichen Selbstbestimmung der Schweiz vereinbar sind.

Abschliessend ist festzustellen, dass die angestrebte Stabilisierung eine Gefahr für die schweizerische Rechtsordnung, die demokratischen Institutionen und die finanzielle Autonomie darstellt. Ohne klare Garantien zur Wahrung unserer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien muss einer solchen Annäherung mit äusserster Skepsis begegnet werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den Grundprinzipien unserer Rechtsordnung und der Wahrung unserer nationalen Souveränität auf. Es ist äusserst fraglich, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich eine Stärkung der inländischen Umsetzung gewährleisten oder vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer verfassungsrechtlichen Grundlagen bedeuten.

Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne klare demokratische Legitimationsgrundlage im Inland steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien des Schweizer Rechtsstaates. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und andere spezifische Gesetze, die das Fundament unseres Wirtschafts- und Gesellschaftssystems bilden, drohen durch eine pauschale Übernahme von EU-Recht unterlaufen zu werden. Es mangelt an einer transparenten und nachvollziehbaren Prüfung, inwieweit die angepassten EU-Regelungen den spezifischen Bedürfnissen und der föderalen Struktur der Schweiz Rechnung tragen.

Die in der Vorlage angedeuteten Anpassungen könnten de facto zu einer Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs führen, was die Autonomie unserer Gerichte und die verbindliche Kraft schweizerischer Gesetze massgeblich schwächen würde. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), wird durch eine solche Entwicklung bedroht, da Entscheidungen von nicht-demokratisch legitimierten Institutionen der EU direkte Auswirkungen auf unser Rechtssystem hätten, ohne dass das Schweizer Volk hierüber entscheiden könnte.

Es ist kritisch zu hinterfragen, ob die behaupteten Vorteile einer "vereinfachten Umsetzung" die erheblichen Risiken für unsere Souveränität und Rechtssicherheit aufwiegen. Die Schaffung von Mechanismen, die eine automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht ermöglichen, ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Zustimmung, stellt eine Gefährdung der rechtsstaatlichen Garantien dar. Die Auslegung und Anwendung von Gesetzen, einschliesslich des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), könnte in Zukunft primär von Brüsseler Vorgaben und nicht von den Interessen der schweizerischen Bevölkerung bestimmt werden. Solche Entwicklungen bedürfen einer tiefgreifenden und kritischen Prüfung, bevor sie implementiert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, euphemistisch als "Vom Hof auf den Tisch" deklariert, entpuppt sich als ein umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die eigentliche Lebensmittelsicherheit hinausgeht. Es handelt sich um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein System, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels "Made in Switzerland", da Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen.

Besorgnis erregend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieser schädlichen Vereinbarung würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen – eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar und macht unsere Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt; die Schweiz wird

gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen klar widerspricht.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unsere Produzenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und setzt unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit einem starren, bürokratischen System aus. Dieses Abkommen ist kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt in fast allen Belangen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene massive Ausweitung der Zuwanderung widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und stets durch Initiativen zur Steuerung der Zuwanderung bekräftigt wurde.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", einer "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf Jahren und praktisch ohne Entziehbarkeit, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies fördert mutmasslich die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten letztlich die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Der Ausbau des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung sowie der damit verbundenen Sozialkosten.

Die angebliche "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Feigenblatt. Ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis kaum greifen wird, und jede Nutzung zieht umgehend die Drohung von EU-Strafmassnahmen nach sich, was sie zu einer Erpressungsklausel macht und nicht zu einer echten Schutzmassnahme. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch hilflos ausgeliefert sind. Dies ist eine inakzeptable Aufgabe unserer direkten Demokratie.

Die Änderungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von neuem Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke sicherstellen. Dies missachtet bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV).

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG belegen die enormen versteckten Kosten, die der Schweizer Steuerzahler zu tragen hat. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln

im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger ein.

Die automatisierten Anerkennungsmechanismen im Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), wie im Bundesgesetz über die Festlegung der Berufsqualifikationen (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4), ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch EU-Prozesse. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle, insbesondere im sensiblen Gesundheitsbereich, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt.

Diese Vertragsanpassungen sind keine technischen Detailverbesserungen, sondern eine systematische Kapitulation vor Brüssel und eine Abkehr von der Schweizerischen Eigenständigkeit. Wir lehnen diese tiefgreifenden Einschnitte in unsere Souveränität und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung entschieden ab.

Strom

Mit grosser Sorge nehme ich die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom zur Kenntnis, welche im Rahmen der geplanten Abkommen mit der EU vorangetrieben werden sollen. Diese Massnahmen drohen, die energiepolitische Souveränität der Schweiz fundamental zu untergraben und unsere Versorgungssicherheit aufs Spiel zu setzen. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt dazu, dass die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Stimmrecht wird, dessen Stromnetz künftig von Brüssel aus gesteuert wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht, von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» zu verkommen, welche undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen Szenario die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW bei der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastrukturen berauben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den

gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze und ein Spiel mit dem Feuer, das die Versorgungssicherheit gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public im Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, um auf rein inner-schweizerischen Strecken tätig zu werden. Dieses Vorgehen führt unweigerlich zu einer unerwünschten "Rosinenpickerei", bei der internationale Akteure lediglich die lukrativen Hauptachsen bedienen. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere inländische Bahngesellschaften, die mit der Finanzierung der oft defizitären, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien betraut sind, massiv geschwächt werden. Die finanzielle Basis unseres umfassenden Service public wird somit ausgehöhlt.

Des Weiteren werfen die potenziellen Auswirkungen des EU-Beihilferechts gravierende Bedenken auf. Bewährte und für die Aufrechterhaltung der Servicequalität notwendige Subventionen, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die Erneuerung des Rollmaterials, könnten künftig als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Leistungsfähigkeit und das Angebot, das den Schweizer Bürgerinnen und Bürgern heute zusteht.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Gewährleistung gegen zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist keine wirkliche Absicherung, sondern lediglich eine oberflächliche Beschwichtigung, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhalten kann. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre eigenen Schieneninfrastrukturen schrittweise abzugeben.

Die durch die dynamische Rechtsübernahme entstehenden Verpflichtungen, wie die Übernahme von Regulierungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagern die Steuerungskompetenz zunehmend von nationalen Institutionen zu zentralen EU-Stellen. Zudem schränkt die im neuen Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die bestmöglichen Lösungen für die Schweiz zu priorisieren, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und ungenügend, um den massiven Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht. Es besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber voraussichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär

der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR eingeführt, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die heutige Praxis, wonach Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einer starren und technokratischen Kontrolle durch die EU unterworfen werden. Dies schwächt nicht nur die Autonomie der Kantone, wie sie in ihrer Organisations- und Verfahrenshoheit verankert ist, sondern zementiert auch die Rolle der Schweiz als reinen Regel-Empfänger, dessen nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird.

Die Schaffung eines Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist hierfür das Paradebeispiel. Mit der darin verankerten Beihilfekammer, welche gemäss Art. 3 BHÜG eine zentrale Kontrollinstanz darstellt, wird eine "Superbehörde" etabliert, die primär die EU-Konformität durchsetzt und nicht die Schweizer Interessen. Dies steht im klaren Widerspruch zur Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht, da diese mächtige Instanz, die gemäss Art. 18 Abs. 2 KG zudem in die WEKO integriert wird, als verlängerter Arm der EU agieren wird. Die demokratische Kontrolle ist hierbei ungenügend.

Besonders stossend für unseren Föderalismus ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch die neu geschaffene Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG vor Bundesgericht gezogen und gekippt werden. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie dar.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" wird zum Schweigen gebracht, während die neue Behörde über Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Zusammenfassend lassen diese Massnahmen die Schweiz zur reinen Regel-Empfängerin mutieren und gefährden die Kernprinzipien unseres Rechtsstaates und Föderalismus.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der EU sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Dies wird durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert, das die Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung festschreibt und dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag entzieht.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies verwandelt die Schweiz in eine reine Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht oder garantierte Vorteile, wie verbesserten Marktzugang. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine Formalität; sie verankert diese Abgaben als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was die Idee einer freiwilligen Geste ad absurdum führt.

Die Verknüpfung mit der Friedensförderung gemäss Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den guten Namen der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch umstrittener Zahlungen. Das KoBG etabliert mit Art. 1 KoBG einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments faktisch aushebelt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht nur noch die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Diese Entwicklung birgt die Gefahr, dass die Schweiz fortwährend unter Druck gesetzt wird, finanzielle Zusagen zu leisten, ohne dass die Vorteile für das eigene Land klar ersichtlich sind oder die Kontrolle über die Mittelverwendung gewährleistet bleibt. Es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe, die die finanzielle Autonomie der Schweiz massiv einschränkt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und mangelt es an einer klaren Darstellung der langfristigen Konsequenzen für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Die Annahme, dass eine engere Bindung an die Europäische Union zwangsläufig positive wirtschaftliche Effekte mit sich bringt, ignoriert die Erfahrungen anderer Länder, die durch solche Abkommen ihre Entscheidungsgewalt und ihre rechtliche Gestaltungsfreiheit verloren haben.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige wirksame Mitsprache der Schweiz stellt eine erhebliche Erosion der nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert sind, der die Selbstbestimmung im Rahmen der Gesetze betont. Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, selbst wenn diese für die Schweizer Realität ungeeignet sind oder unseren spezifischen Bedürfnissen widersprechen, untergräbt die Fähigkeit des Bundes und der Kantone, Gesetze zu erlassen, die dem Wohl der schweizerischen Bevölkerung dienen.

Die unklare Haftungsregelung im Falle von Streitigkeiten und die Möglichkeit von

Schadenersatzforderungen seitens der EU stellen eine gravierende finanzielle und rechtliche Belastung dar. Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) betont die richterliche Unabhängigkeit und das Recht auf ein faires Verfahren, Aspekte, die durch die vorgeschlagenen Schiedsgerichtsmechanismen, die potenziell nicht vollständig unabhängig von der EU sind, gefährdet werden könnten. Die Gefahr einer de-facto-Unterordnung unter europäische Gerichte ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Des Weiteren ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die Kosten für die Souveränitätsabgabe und die Anpassung an EU-Standards aufwiegen. Die schweizerische Wirtschaft ist stark, gerade weil sie auf ihre eigene Gesetzgebung, ihre eigenen Marktmechanismen und ihre eigene Wettbewerbsfähigkeit setzt. Eine vorschnelle und unkritische Übernahme des EU-Regelwerks könnte bestehende Wettbewerbsvorteile zunichtemachen und die Schweiz zu einer reinen Anhängselwirtschaft degradieren. Es ist daher zwingend erforderlich, dass eine solche Gesamtbeurteilung die Risiken, insbesondere im Hinblick auf die verfassungsrechtlichen Garantien und die nationale Souveränität, weitaus kritischer beleuchtet und transparente Alternativen aufzeigt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse tatsächlich im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht darstellen.

Besonders alarmierend ist die mögliche Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament eine angemessene Kontrolle darüber ausüben kann. Artikel 48 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität, die durch eine exekutive oder gerichtliche Übernahme von Rechtsakten der EU ohne parlamentarische Genehmigung untergraben würde. Die Gefahr besteht darin, dass sich die Schweiz in einer Weise an EU-Richtlinien und -Verordnungen bindet, die eine künftige Gesetzgebung im Inland massgeblich einschränkt. Dies widerspricht dem Geist der Demokratie und der direkten Mitbestimmung des Volkes.

Die angenommene automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angedeutet wird, steht zudem im Widerspruch zu den Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung. Ein rechtsstaatliches System erfordert Transparenz, Vorhersehbarkeit und die Möglichkeit, gegen Entscheidungen Rechtsmittel einzulegen. Wenn die Schweiz gezwungen ist, unbekannte oder sich ständig ändernde EU-Rechtsnormen zu übernehmen, ist diese Rechtsgrundlage nicht mehr gegeben. Die Unklarheit bezüglich der genauen Auswirkungen auf bestehende Schweizer Gesetze und Verordnungen schafft Rechtsunsicherheit für Bürger und Unternehmen.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten werfen ebenfalls Fragen auf. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist hierbei besonders kritisch zu betrachten. Eine bindende Zuständigkeit des EuGH würde die schweizerische Rechtsordnung und damit die Souveränität des Bundesgerichts und anderer eidgenössischer Gerichte massiv beeinträchtigen. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in der Verfassung verankert ist. Die Gefahr, dass Urteile des EuGH über das schweizerische Recht gestellt werden, ist eine direkte Bedrohung für die Anwendung und Auslegung von Gesetzen, die durch die demokratisch legitimierten schweizerischen Organe beschlossen wurden.

Die wirtschaftlichen Vorteile der vorgeschlagenen Abkommen scheinen angesichts des potenziellen Verlusts an politischer und rechtlicher Unabhängigkeit fragwürdig. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die Schweiz ihre Handlungsfreiheit bewahrt und ihre nationalen Interessen schützt. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse deuten darauf hin, dass diese Grundsätze nicht in ausreichendem Masse

gewahrt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jeannette Luggen (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: Jeannette Luggen · jeannette.luggen@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Die vorliegenden Dokumente lassen befürchten, dass eine zu starke Angleichung an europäisches Recht die Unabhängigkeit der Schweizer Gesetzgebung untergraben könnte. Insbesondere der Artikel 12 des Obligationenrechts, der die Vertragsfreiheit gewährleistet, könnte durch die Übernahme von EU-Richtlinien eingeschränkt werden.

Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz ihre spezifischen Interessen und rechtsstaatlichen Traditionen wahren kann, wenn sie sich vertraglich an die EU bindet. Die EU-Gesetzgebung ist komplex und entwickelt sich ständig weiter. Eine automatische oder quasi-automatische Übernahme neuer EU-Rechte würde bedeuten, dass das Schweizer Parlament und Volk keinen Einfluss mehr auf die Inhalte und die Anpassung an unsere nationalen Bedürfnisse hätten. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in der Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Mitwirkung der Bürgerinnen und Bürger, verankert ist.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls ein zentraler Kritikpunkt. Eine Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH, auch in nur indirekter Form, würde bedeuten, dass Urteile eines ausländischen Gerichts bindend für die Schweizer Rechtsanwendung wären. Dies steht im diametralen Gegensatz zum Schweizer Rechtssystem, das auf nationaler Souveränität und der ausschliesslichen Zuständigkeit der Schweizer Gerichte basiert. Die Schweiz würde sich einem Rechtsrahmen unterwerfen, der nicht von ihren eigenen Institutionen geschaffen und kontrolliert wird.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer engeren Bindung zu prüfen. Während ein gewisses Mass an Stabilität im Verhältnis zur EU wünschenswert ist, darf dies nicht zu Lasten der Wettbewerbsfähigkeit oder der Flexibilität der Schweizer Wirtschaft gehen. Die Gefahr einer übermässigen Regulierung im Einklang mit EU-Standards ist real und könnte heimische Unternehmen benachteiligen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine unannehmbare Aushöhlung der Schweizer Souveränität darstellen und die Rechtssicherheit durch eine Abhängigkeit von ausländischem Recht gefährden. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Prüfung, um sicherzustellen, dass jegliche Vereinbarungen die fundamentalen Prinzipien des Schweizer Rechts und die Interessen unseres Landes wahren. Eine faktische Unterordnung unter EU-Recht ist für die Schweiz nicht tragbar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die dringend einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist besorgniserregend, wie die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes durch eine zu enge Anlehnung an europäische Vorgaben untergraben werden könnten.

Insbesondere die potentielle Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Einflussnahme auf dessen Entstehungsprozess stellt eine klare Erosion unserer demokratischen Selbstbestimmung dar. Artikel 139 der Bundesverfassung (BV) verankert das Volkssouveränitätsprinzip, welches durch eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht tangiert wird. Die schweizerischen Institutionen wären gezwungen, Recht zu übernehmen, welches sie nicht mitgestaltet haben und auf dessen Inhalt sie keinen Einfluss ausüben können. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Volkssouveränität.

Des Weiteren ist die Frage der rechtsstaatlichen Garantien von entscheidender Bedeutung. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Wahrung der Gewaltenteilung sind Grundpfeiler unseres Rechtssystems, verankert unter anderem in Artikel 190 BV, der die Gültigkeit von Bundesgesetzen anerkennt. Wenn EU-Gerichtshofsentscheidungen oder die Interpretation des EU-Rechts durch die Europäische Kommission direkten Einfluss auf die Rechtsanwendung in der Schweiz hätten, ohne dass diese Entscheidungen dem Schweizer Rechtsprechungsprozess unterlägen, wäre dies eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung. Die Gefahr einer faktischen Vorrangigkeit von EU-Recht vor nationalem Recht, auch dort, wo dies nicht explizit im Abkommen vorgesehen ist, kann nicht ausgeschlossen werden.

Zudem sind die finanziellen Implikationen und die möglichen Verpflichtungen, die sich aus einer solchen Übernahme ergeben, mit grösster Skepsis zu betrachten. Die potenziellen Kosten für die Schweiz, sei es durch Beitragszahlungen oder durch die Umsetzung neuer regulatorischer Standards, müssen transparent offengelegt und einer eingehenden Prüfung unterzogen werden. Ohne klare und nachvollziehbare Kostentransparenz besteht die Gefahr, dass die schweizerischen Steuerzahler übermässig belastet werden, während die Vorteile fraglich bleiben.

Es ist daher unabdingbar, dass jegliche Form der Annäherung an die EU auf einer strengen Prüfung der schweizerischen Interessen basiert und die Souveränität sowie die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes jederzeit uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die aktuelle Stossrichtung birgt erhebliche Risiken und erfordert eine deutlich kritischere Auseinandersetzung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und deren Ausgestaltung im Rahmen neuer bilateraler Abkommen mit der Europäischen Union gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Die vorgeschlagenen Massnahmen gehen weit über das hinaus, was der Souverän im Sinne von Artikel 121a der Bundesverfassung zum Ausdruck gebracht hat, und stellen eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenzen dar.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, verschleiert unter dem Begriff der Personenfreizügigkeit, führt zu einer massiven Lockerung der Zuwanderungsbestimmungen. Die Einführung eines 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, vergleichbar mit einer 'Niederlassung C PLUS', ist äusserst problematisch. Eine solche faktisch unentziehbare Aufenthaltsberechtigung, selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke und Steuerzahler unverhältnismässig. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, da EU-Bürger und ihre extended Familienangehörigen ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf staatliche Unterstützung angewiesen sind. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der

Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im vorgeschlagenen Abkommen ist nichts weiter als ein Feigenblatt. Ihre Anwendungsanforderungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine tatsächliche Lenkungswirkung entfalten kann. Vielmehr droht bei einem etwaigen Versuch ihrer Anwendung die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was die Klausel zu einer Erpressungsoption degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass unser Parlament und unser Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos gegenüberstehen. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren diese Entwicklung. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von neuem Artikel 41c AIG stärken den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger und erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit. Die 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und eine Belastung für Studierende sowie die Reputation unserer Hochschulen. Die Integration in das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte Anerkennung und senkt unsere Standards. Die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2, Ziffer 27) unterstellt unsere zweite Säule EU-Koordinationsregeln und höhlt unsere sozialpolitische Souveränität aus. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein Eingriff in Eigentumsrechte.

Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Anpassungen eine Kapitulation vor der EU dar. Sie missachten den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und höhlen unsere Souveränität aus. Die Schweiz verliert die Kontrolle über ihre Zuwanderungspolitik und ihre Sozialwerke werden übermässig belastet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine existenzielle Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende Unterwerfung unter das gesamte EU-Regulierungsgeflecht, welches die Schweizer Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, droht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich verloren zu gehen. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produktion den gleichen, weniger strengen Kriterien wie in der EU unterliegen muss.

Besonders bedenklich ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine nicht hinnehmbare Abhängigkeit manövriert. Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein direkter und massiver Eingriff in unsere Souveränität. Unsere heimischen Produzenten werden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die zu erwartende Welle der Bürokratie ist erdrückend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen, vernichtet wirtschaftliche Existenzen und widerspricht der Idee der Subsidiarität.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein

Frontalangriff auf unsere etablierten Qualitätsstandards. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdiktat, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Souveränität führt. Ebenso kritisch sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21). Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und untergräbt die bewährten nationalen Vorschriften, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Das Kernstück der Unterwerfung ist die Totalrevision des LMG, welche die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut unpassender EU-Vorschriften, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, bedroht. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht dar, die das Parlament umgeht und eine demokratische Kontrolle ausschaltet. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) geht die Schweiz die Kontrolle über essenzielle Bereiche verloren und unterwirft sich den oft starren und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Mechanismen, was unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die bereits heute unter erhöhtem Kostendruck leiden. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine gefährliche Aufweichung und eine unheilvolle Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt in erster Linie ausländischen Firmen, die sich durch Lohndumping Vorteile verschaffen wollen.

Die Kontrollmechanismen werden substanziell geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was letztlich die Schweizer Arbeitnehmer diskriminiert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede

Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmer dienen, sondern vielmehr eine schleichende Entwertung unseres Lohnschutzes und eine Schwächung unserer Souveränität bedeuten.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich des Erhalts unseres starken und zuverlässigen Service public im Schienenverkehr auf. Die EU-Beihilferegelungen, die im Zuge dieses Abkommens übernommen werden müssten, drohen etablierte und für die Schweizer Bevölkerung essenzielle Subventionsmodelle für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig einzustufen. Dies würde unmittelbar die Qualität und die Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrsangebots für unsere Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen.

Besonders alarmierend ist die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater). Diese Öffnung des nationalen Marktes für ausländische Anbieter wie Flixtrain birgt das grosse Risiko der "Rosinenpickerei". Profitabelitätsorientierte ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit unseres Service public und gefährdet die gesamte schweizerische Verkehrslogistik.

Die vom Bundesrat proklamierte "Gemeinsame Erklärung" dient hierbei als Trugbild. Rechtlich gesehen ist sie wertlos und entfaltet keinerlei bindende Wirkung. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen und dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts, die zwangsläufig auch die Schweiz betreffen würden. Diese Erklärung ist lediglich eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und die Verlagerung nationaler Steuerungs- und Regulierungs kompetenzen an zentrale EU-Stellen, wie beispielsweise die zukünftigen Vorgaben zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), nicht verhindert.

Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche und damit EU-konforme Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), stellt eine empfindliche Einschränkung der souveränen Gestaltungshoheit von Bund und Kantonen über ihren öffentlichen Nahverkehr dar. Anstatt die bestmöglichen und auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittenen Lösungen zu priorisieren, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und letztlich teurerer Lösungen für die Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahler. Die vorgelegten Massnahmen gefährden somit die Eigenständigkeit und die zukunftsfähige Ausgestaltung unseres öffentlichen Verkehrs.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Strommarkt behandelt eine Abmachung, welche die Energiesouveränität der Schweiz fundamental in Frage stellt und deren potenziell gravierende negative Auswirkungen auf die Versorgungssicherheit, die Preise und die föderalen Strukturen unmissverständlich kritisiert werden müssen. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verwandelt die Schweiz faktisch in einen weisungsgebundenen Teilnehmer ohne eigene Entscheidungsbefugnis, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Die einst unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom würde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches substanziell den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und folglich abgeschafft zu werden. Dies würde zu einer erheblichen finanziellen Schwächung betroffener Kantone führen. Auch die föderalen Strukturen der Energieversorgung, insbesondere die dezentralen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln untergraben. Der ihnen zustehende traditionelle Einspeisevorrang würde ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln massiv eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslosigkeit, da weder der Markt noch die EU die klare Zuständigkeit für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dies stellt ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft dar. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nunmehr vernachlässigte Versorgungssicherheit werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärfen die Situation weiter, indem sie die Vergütungsregeln für dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung verändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten schwächen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neues Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft diese ohne Not denselben, oft unpassenden EU-Regeln wie riesigen europäischen Konzernen. Dies führt zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Schweiz steht vor der Entscheidung, ihre über Jahrzehnte gewachsene und funktionierende Energieautonomie zu opfern.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden politisch und demokratisch legitimiert getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht diametral unseren Grundprinzipien der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie.

Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine beispiellose Zentralisierung der Kompetenzen geschaffen. Artikel 3 BHÜG etabliert eine neue Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" fungieren und primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen wird, anstatt Schweizer Interessen zu wahren. Diese neue Instanz untergräbt massiv die Souveränität der Kantone, die im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft werden und deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide der abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht unterliegen (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG, Art. 98a BGG). Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, was eine inakzeptable Herabstufung ihrer legitimen Kompetenzen darstellt.

Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG), schaffen eine "Superbehörde" in der Wettbewerbskommission (WEKO), die unabhängig von einer direkten demokratischen Kontrolle agiert. Dies ist insbesondere problematisch, da kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der EU-Kontrolle unterstellt werden. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität; die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert.

Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde über Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Die Schweiz würde sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwerfen, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und strategische Autonomie aushebelt. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden massiv untergraben. Wir lehnen diese Regelungen entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der EU werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Rechenschaftspflicht bei der Verwendung von Steuermitteln.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das Risiko einer massiven Steigerung der Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde in eine Position gedrängt, in der sie Forderungen bedingungslos erfüllen muss, ohne die Möglichkeit, diese zu verhandeln oder abzulehnen. Dies führt dazu, dass die Schweiz de facto zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht wird. Es fehlt jede Garantie, dass diese Zahlungen im Gegenzug zu einem verbesserten Marktzugang oder zur Beseitigung handelspolitischer Hindernisse führen. Vielmehr handelt es sich um die Finanzierung einer institutionellen Anbindung, die primär die schweizerische Souveränität schmälert, ohne greifbare Vorteile zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG fungiert als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer autonomen Entscheidung über die Mittelverwendung erfolgt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist weit mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und dient lediglich dazu, politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU durch den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von politischen Zielen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket an Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche prinzipielle und praktische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Eine oberflächliche Betrachtung mag die scheinbaren Vorteile hervorheben, doch eine vertiefte Analyse offenbart die Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsprechung und die wirtschaftliche Stabilität.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen impliziert wird, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveränes und unabhängiges Land. Die zunehmende Abhängigkeit von Rechtsprechung, die ausserhalb unserer nationalen parlamentarischen und gerichtlichen Kontrolle getroffen wird, widerspricht diesem fundamentalen Prinzip. Insbesondere Artikel 7 des revidierten Institutsartikel (Institutsgarantie) würde die Schweiz de facto den Vorgaben des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) unterwerfen. Dies steht im klaren Widerspruch zum Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, und würde die Autonomie unserer eigenen Gerichte massiv beschneiden.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Annäherung sind ebenfalls besorgniserregend. Während die Befürworter auf einen vereinfachten Marktzugang verweisen, werden die Kosten der Anpassung an EU-Normen und die damit verbundenen bürokratischen Belastungen für unsere KMUs oft unterschätzt. Zudem birgt die Übernahme des Acquis Communautaire das Risiko, dass unsere spezialisierten Branchen, die bisher erfolgreich auf Nischen spezialisiert sind, durch den Wettbewerbsdruck überrannt werden. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Bekämpfung unlauteren Wettbewerbs (UWG) schützt zwar vor unlauterem Wettbewerb, doch die Ausgestaltung der Abkommen könnte neue Formen des unlauteren Wettbewerbs durch ausländische Unternehmen mit angepassten Regulierungen ermöglichen, denen unsere nationalen Gesetze nicht mehr vollständig gerecht werden.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit, insbesondere die Mechanismen zur Überprüfung von Lohn- und Arbeitsbedingungen, birgt das Potenzial für eine Abwärtsspirale der Lohnstandards in der Schweiz. Dies würde die Errungenschaften unserer Sozialpartnerschaften untergraben und zu vermehrten sozialen Spannungen führen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Paketlösung mit der EU eine Reihe von Risiken birgt, die weit über die propagierten Vorteile hinausgehen. Die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsaufgabe, die Einschränkung unserer rechtlichen Autonomie und die potenziell negativen wirtschaftlichen und sozialen Folgen erfordern eine äusserst kritische und zurückhaltende Haltung.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und lassen eine kritische Beurteilung unerlässlich erscheinen. Es ist besorgniserregend, wie die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes in diesem Entwurf gefährdet werden.

Zunächst ist die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann, äusserst problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung, wie es in der Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 und Artikel 3, verankert ist. Die Tatsache, dass die Schweiz gezwungen wäre, Bestimmungen zu übernehmen, die nicht ihren spezifischen Bedürfnissen oder ihrer Rechtskultur entsprechen, stellt eine Aushöhlung unserer demokratischen Legitimation dar.

Besonders kritisch ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagene

Einbeziehung seiner Rechtsprechung, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte untergraben. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit, und die Bindung an die Auslegung des EuGH würde diese massiv einschränken. Die Schweiz würde de facto einem Gericht unterstellt, das nicht dem Schweizer Rechtssystem unterliegt. Dies öffnet die Tür für eine schleichende Rechtsangleichung, die nicht dem Willen des Schweizer Volkes entspricht.

Des Weiteren bereiten die vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten Anlass zu tiefer Skepsis. Eine automatische Übernahme von Entscheidungen, die auf der Grundlage des EU-Rechts getroffen werden, birgt das Risiko, dass Schweizer Interessen und die unserer Wirtschaft nachhaltig benachteiligt werden. Die Unklarheit über die genauen Modalitäten und die potenziellen Auswirkungen auf die direkte Demokratie und die rechtsstaatlichen Garantien sind alarmierend.

Die vorgeschlagene institutionelle Verankerung, insbesondere die Rolle eines potenziellen Schiedsgerichts, das letztlich Entscheidungen im Sinne der EU treffen könnte, stellt eine ernsthafte Bedrohung für die Souveränität dar. Die Schweiz würde sich in eine Abhängigkeit begeben, die ihrer Stellung als eigenständiger und freier Staat nicht gerecht wird. Es muss hinterfragt werden, ob die vermeintlichen Vorteile einer engeren Anbindung die erheblichen Risiken für unsere Rechtsordnung und unsere demokratischen Strukturen wirklich aufwiegen. Eine solche Übernahme von EU-Recht und die damit verbundenen Einschränkungen der Souveränität sind nicht im Interesse der Schweiz.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heidi Schärer (Privat)

Datum: 11.10.2025

Kontakt: Heidi Schärer · +41794508818 · heidi.gurzeler@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung interner Vorgaben im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf. Insbesondere die Möglichkeit, dass die Schweiz gezwungen sein könnte, primäres EU-Recht in ihr innerstaatliches Recht zu übernehmen, widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Souveränität und unseres Rechtsstaates. Artikel 2 und 5 der Bundesverfassung verankern die Souveränität der Eidgenossenschaft und das Prinzip der Gewaltenteilung. Die potenzielle automatische Übernahme von EU-Recht würde die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, eigenständige Rechtsentscheidungen zu treffen, massiv untergraben und die parlamentarische Kontrolle aushöhlen. Eine solche Entwicklung könnte auch gegen Artikel 173 Absatz 1 der Bundesverfassung verstossen, der dem Bundesrat die Aufgabe zuweist, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren. Die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die demokratischen Prozesse sind besorgniserregend und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen zum Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung unserer nationalen Souveränität und des Föderalismus dar. Die Überführung unserer bewährten, demokratisch legitimierten Subventionspraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime, wie es das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorsieht, ist inakzeptabel. Insbesondere die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer bei der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agieren und primär EU-Kompatibilität durchsetzen soll, schwächt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Die Kantone verlieren durch die neuen Beschwerdemöglichkeiten des BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz entzieht uns zudem jede Kontrollkompetenz über strategisch wichtige Sektoren. Diese Entwicklung führt zu einer zentralisierten Rechtskontrolle und gefährdet den Service public.

Finanzieller Beitrag

Die Umwandlung der freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine rechtlich verbindliche Pflicht durch das vorgesehene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist zutiefst bedenklich. Die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen (Art. 1 KoBG) entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Budgethoheit und macht uns faktisch zu Nettozahlern ohne politische Mitsprache. Die anfänglichen Beträge erscheinen als Lockvogelangebot, während der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die Bilateralen Verträge (BöB) institutionalisiert diese Zahlungsverpflichtung und untergräbt die demokratische Kontrolle. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung dient lediglich dazu, diese umstrittenen Zahlungen gesetzlich zu legitimieren und

die Souveränität der Schweiz zu schwächen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG ermöglicht ausländischen Anbietern das Anfahren rein inner-schweizerischer Strecken. Dies führt unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei", bei der rentable Linien von ausländischen, potenziell staatlich subventionierten Unternehmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis und die flächendeckende Versorgung unseres Bahnverkehrs. Ferner wird die Vergabe von Leistungsaufträgen durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis PBG einer komplexen EU-rechtlichen Normierung unterworfen, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Finanzierung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränkt und zu suboptimalen Lösungen für die Schweizer Bevölkerung führen kann. Die angebliche Absicherung durch die 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich unzureichend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsentwicklungen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Unterwanderung unserer Souveränität dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch ein Daueraufenthaltsrecht nach nur fünf Jahren und ein beispiellos erweitertes Familiennachzugsrecht vorsieht, widerspricht dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Die Einführung eines "Niederlassungs C PLUS" für EU-Bürger, das selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug praktisch unentziehbar ist, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv, was durch die neuen Regelungen im AIG, insbesondere Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementiert wird. Die sogenannte "Schutzklausel" in Art. 21b AIG entpuppt sich als zahnloser Tiger, dessen Anwendungs-Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben und statt Schutz eine Erpressung durch die EU darstellt. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich, was eine kapitulationsähnliche Aufgabe unserer direkten Demokratie darstellt. Diese Entwicklung zwingt uns zur Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und HFKG (Art. 61a) vorgesehen, als Eingeständnis der durch die unkontrollierte Zuwanderung verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich, die nun auf dem Buckel des Schweizer Steuerzahlers und der Studierenden ausgetragen werden.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER verliert die Schweiz die Kontrolle über ihr eigenes Stromnetz, während sie Kosten tragen muss. Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik bedeutet. Artikel 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und Artikel 15 sowie die neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis des Energiegesetzes (EnG) gefährden durch Marktliberalisierung, veränderte Vergütungsregeln und Förderausschlüsse bei negativen Preisen die Versorgungssicherheit und die Wirtschaftlichkeit dezentraler Energieproduzenten. Die Wasserzinsen und die föderalen Strukturen, etwa bei Gemeindekraftwerken, werden durch EU-Beihilfenregeln und verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedroht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötig dem EU-Regime. Diese Massnahmen opfern die nationale Versorgungssicherheit und die Stabilität der Preise dem unkalkulierbaren freien Markt, was zu unkontrollierbarer Preisvolatilität und potenziellen Krisen führt.

Lebensmittelsicherheit

Der vorliegende Vorschlag zur Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel ist nichts weniger als eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch'. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf unseren hohen Produktionsstandards und der sorgfältigen Arbeit unserer bäuerlichen Familienbetriebe beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' droht seine Bedeutung zu verlieren. Zudem ist die Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in unseren Betrieben ein inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Die spürbare Zunahme der Bürokratie, insbesondere für kleine und mittlere Betriebe, welche die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen müssten, ist existenzbedrohend.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion dar. Sie unterwirft unsere gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ein klarer Rückschritt, da sie die Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften erzwingen. Die Schweiz verliert die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die parlamentarische Kontrolle aushöhlt. Die Unterwerfung unter die EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Besonders kritisch ist die bedrohliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns zwingt, das gesamte Vertragswerk zu Fall zu bringen, nur um uns von diesem schädlichen Abkommen zu lösen. Der Volkswille zur Gentechnikfreiheit wird zudem systematisch ausgehöhlt, indem wir gezwungen werden, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und primär kosmetischer Natur. Sie sind nicht geeignet, den immensen Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der aus einer weiterführenden Personenfreizügigkeit resultiert. Stattdessen droht eine Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für tiefe und mittlere Einkommen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der EU-Konformität, nicht zwingend dem Schutz Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG schwächen die bewährte Systematik und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG ist eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen unzulässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine ungleiche Rechtslage, die KMU lähmt. Die Kontrollmechanismen und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden geschwächt, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung führt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien aufkommen. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in den Verordnungen über die Übernahme

von Verordnungen und Richtlinien der EU vorgesehen ist, widerspricht fundamental dem Geist unserer demokratischen Ordnung und dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die potentielle Erosion unserer legislativen Autonomie durch die automatische Bindung an EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Bewahrung unserer unabhängigen Rechtsprechung und die Eigenständigkeit unserer Gerichte, ist zutiefst besorgniserregend. Die daraus resultierende Ungewissheit bezüglich der zukünftigen Ausgestaltung des Schweizerischen Rechtsrahmens und die mangelnde Transparenz bei der Entscheidungsfindung durch die EU stellen eine untragbare Belastung für die schweizerische Rechtsstaatlichkeit dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen mit dem Grundsatz der bundesstaatlichen Autonomie gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesverwaltung (VwVG) vereinbar sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit substanzieller Mitsprache, wie sie in Artikel 4 des VwVG verankert ist, stellt eine Erosion der demokratischen Legitimation dar. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, die schweizerische Gerichte zur Anwendung nicht-schweizerischen Rechts zwingen könnte, ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit sowie die Rechtssicherheit für Schweizer Unternehmen sind unabsehbar und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU geben Anlass zu erheblicher Besorgnis. Es droht eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle. Die Schweizerischen Bundesgesetze, beispielsweise das Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der ungetesteten Erwerbstätigkeit (BGSA), könnten durch die Angleichung an EU-Richtlinien in ihrer Substanz verändert werden, ohne dass dies im vorliegenden Rahmen angemessen berücksichtigt wird. Artikel 13 des Bundesgesetzes über die internationalen Abkommen der Schweiz (IAbG) verlangt eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf die Rechtsordnung. Die angestrebte Stabilisierung scheint auf Kosten unserer Unabhängigkeit und der rechtsstaatlichen Prinzipien zu gehen, indem sie die Gestaltungsfreiheit des Parlaments und des Bundesrates weiter einschränkt und die Mitwirkung der direkten Demokratie de facto untergräbt.

Mme Anne VEILLON

Route de Berne 9

1010 Lausanne

Lausanne le 11 octobre 2025

DFAE Département fédéral des affaires étrangères
Consultation Suisse –UE

3003 BERNE

Prise de position sur la consultation

Stabilisation et développement des relations Suisse-UE

Mesdames, Messieurs,

Par la présente je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous appellation trompeuse de stabilisation et développement des relations Suisse-UE

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20 000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Anne Delgado Veillon

Christina et Iain Cornes
En Oussin 12
1169 Yens

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Yens, le 12 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Nous souhaitons faire valoir notre opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mos salutations distinguées.

Iain et Christina Cornes

Madame
Françoise CROSET
Rte des CFF 18
1908 Riddes

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (DFAE)
Consultation Suisse - UE
3003 Berne

Riddes, le 12 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse - UE

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse - UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. **Protection de notre démocratie directe**

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
   - Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
   - Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
   - Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. **Refus de l'immigration de masse**

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
   - Notre marché du travail par une concurrence déloyale
   - Nos infrastructures déjà saturées
   - Notre système social par une hausse explosive des coûts
   - Le principe de préférence nationale

4. **Coûts prohibitifs injustifiés**

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIAGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral est donc SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, mes meilleures salutations.

Françoise CROSET

Delphine Huber
Chemin des Colombettes 2A
1162 St-Prex

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, xx octobre 2025
St. Prex, 12 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom et prénom en caractères d'imprimerie

D. HUBER

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Namiah Gonset
Chemin du Petit-Bâle 4
1415 Molondin

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Molondin, le 12 octobre 2025

Prise de position sur la consultation «Stabilisation et développement des relations Suisse-UE»

Mesdames, Messieurs,
Par la présente, je vous fais part de mon **opposition au paquet d'accords** soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de «Stabilisation et développement des relations Suisse-UE»

NON à ce traité d'adhésion déguisée.

1. Refus de la subordination institutionnelle.
Non à la reprise automatique et dynamique du droit européen.
Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
Non à la perte de souveraineté législative de notre pays.
Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe. Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.
Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.
Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse. Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace pour :
Notre marché du travail par une concurrence déloyale.
Nos infrastructures déjà saturées.
Notre système social par une hausse explosive des coûts.
Le principe de préférence nationale.

4. Coûts prohibitifs injustifiés.
Les 182 à 432 millions de francs de coût d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles !

Des exigences claires :

1. ABANDON de ce paquet de traité.
2. MAINTIENT des accords bilatéraux 1 et 2 existants.
3. NEGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal.**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisée pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !

S'il-vous-plaît, ne livrez pas le pays et le peuple, que vous avez juré de servir, aux mains de puissances étrangères ! Il en va de notre prospérité, intégrité et dignité à tous...

En vous remerciant de prendre en compte cette position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, mes meilleures salutations.

NAMIAH GONSET

Formatted: French (Switzerland)
Formatted: French (Switzerland)
Formatted: French (Switzerland)

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: PGraf@gmx.ch
Sent: Sonntag, 12. Oktober 2025 15:01
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Nein zum Vernehmlassungspaket Schweiz - EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Petra (Privat)
Datum: 12.10.2025
Kontakt: Blum · +41765889081 · pgraf@gmx.ch Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die dargelegten Kompromisse dem Schweizer Interesse tatsächlich dienen oder vielmehr eine schleichende Abhängigkeit von Brüssel perpetuieren. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Bereichen der Verhandlungspunkte angedeutet wird, stellt eine direkte Herausforderung für das Prinzip der Volkssouveränität dar, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die autonome Gesetzgebungskompetenz der Schweiz wird dadurch massiv eingeschränkt, wenn nicht gar untergraben. Insbesondere die Regelungen zur Personenfreizügigkeit, die in den Verhandlungsergebnissen detailliert werden, bedürfen einer kritischen Prüfung im Lichte von Artikel 121 BV, der die Zuwanderung von Ausländern regelt und schweizerische Interessen berücksichtigt. Es besteht die Gefahr, dass die Kontrollmechanismen und die Möglichkeit, die Zuwanderung im nationalen Interesse zu steuern, verwässert werden. Die potenziellen wirtschaftlichen Folgen sind ebenfalls alarmierend. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen birgt das Risiko, dass schweizerische Unternehmen mit zusätzlichen regulatorischen Lasten konfrontiert werden, die ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen könnten. Die im Rahmen des Binnenmarktes erforderliche Harmonisierung mag auf den ersten Blick vorteilhaft erscheinen, doch birgt sie die Gefahr, dass die spezifischen Bedürfnisse und Strukturen der Schweizer Wirtschaft ignoriert werden. Artikel 30 BV, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte durch eine übermässige Übernahme externer Regularien tangiert werden. Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in den vorgeschlagenen Regelungen problematisch. Die Verpflichtung zur Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH greift tief in die unabhängige Rechtsordnung der Schweiz ein und könnte die Kompetenzen der Schweizer Gerichte, insbesondere des Bundesgerichts, einschränken. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsstaatlichkeit, die durch die Bundesverfassung gewährleistet werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse eine kritische und eingehende Prüfung erfordern. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität, die wirtschaftliche Autonomie und die rechtsstaatliche Ordnung überwiegen nach erster Einschätzung die vermeintlichen Vorteile deutlich. Es ist unerlässlich, dass diese Ergebnisse einer breiten öffentlichen Debatte unterzogen und auf ihre Vereinbarkeit mit den Grundprinzipien der Schweizer Bundesverfassung hin überprüft werden, bevor über deren Annahme entschieden wird.
Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht inländischer Natur werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Rechtssetzungsprozesses auf. Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die Schweizer Stimmbürger und die gewählten Vertreter des Parlaments noch die Kontrolle über die inländischen Gesetzgebungsinitiativen behalten werden, wenn diese zunehmend von Brüssel diktiert werden. Die drohende Erosion der nationalen Entscheidungskompetenz, die durch die automatische Übernahme von EU-Recht impliziert wird, widerspricht fundamental dem Geist der Bundesverfassung, welche die Selbstbestimmung der Schweiz als souveränen Staat betont. Insbesondere die Implikationen für das Obligationenrecht, das grundlegende wirtschaftliche und soziale Beziehungen in der Schweiz regelt, sind Besorgnis erregend. Eine pauschale Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne eine sorgfältige Prüfung ihrer Kompatibilität mit den schweizerischen Verhältnissen und den spezifischen Bedürfnissen unserer Wirtschaft, birgt das Risiko erheblicher negativer Auswirkungen. Artikel 6 der Bundesverfassung garantiert, dass das Recht so ausgestaltet wird, dass es dem Gemeinwohl dient. Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass

fremde Interessen über die schweizerischen gestellt werden und somit das Gemeinwohl beeinträchtigt wird. Zudem ist die mangelnde Transparenz und Partizipation bei der Entstehung dieser EU-Rechtsakte problematisch. Die parlamentarische Debatte und die Vernehmlassungsverfahren sind essenzielle Elemente einer funktionierenden Demokratie. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, externe Rechtsakte quasi ungeprüft zu übernehmen, wird die Möglichkeit zur kritischen Auseinandersetzung und zur Einbringung nationaler Perspektiven stark eingeschränkt. Dies untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung, wonach das Volk die oberste Gewalt ist und seine Rechte durch die Stimmbürger und die von ihnen gewählten Räte ausübt. Die vorgeschlagene Umsetzungsweise scheint diesem Grundsatz zuwiderzulaufen und wirft die Frage auf, ob die Schweiz ihre eigene Gesetzgebungshoheit nicht aufgibt.

Landverkehr
Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, geben Anlass zu erheblichen und begründeten Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres bewährten Service public im Schienenverkehr. Die scheinbare Harmonisierung mit EU-Recht birgt die reale Gefahr, die grundlegenden Säulen der schweizerischen Verkehrspolitik zu untergraben. Im Zentrum unserer Kritik steht die drohende Inkompatibilität von EU-Beihilferegelungen mit den bestehenden Subventionspraktiken für den schweizerischen Schienenverkehr. Die Möglichkeit, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder notwendige Investitionen in Rollmaterial künftig als unzulässig eingestuft werden könnten, stellt eine direkte Bedrohung für die Qualität und die Reichweite des Angebots dar, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern schulden. Des Weiteren ist die Einführung der Kabotage, wie sie unter dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, alsfrontalangriff auf den schweizerischen Service public zu werten. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, die es ihnen ermöglicht, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, fördert eine gefährliche 'Rosinenpickerei'. Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis, die für einen flächendeckenden und zuverlässigen öffentlichen Verkehr unerlässlich ist. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme deklarierte 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Es handelt sich um eine rein symbolische Geste, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität in diesem essenziellen Sektor nicht zu verhindern vermag. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme, wie sie beispielsweise die Anwendung von Regelungen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) implizieren würde, weiter vorangetrieben. Dies verlagert nationale Steuerungs- und Regulierungs-kompetenzen unwiderruflich an zentrale EU-Stellen. Auch die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, sind kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten und schweizerspezifischsten Lösungen auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Diese Entwicklung untergräbt die Souveränität der Schweiz in einem strategisch wichtigen Bereich.

Lebensmittelsicherheit
Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regularien im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk. Dies bedroht fundamental unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist akut gefährdet. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'. Besonders gravierend ist die inakzeptable 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was einer politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zuständigkeit für die Kontrolle schweizerischer Betriebe soll EU-Inspektoren übertragen werden, ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger treffen wird. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift die Schweizer Qualität und die Existenzgrundlage unserer Produzenten frontal an, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsregime unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren hohen Standards. Das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt; die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen unzulässigen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust dar. Zusätzlich unterstellen neue Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) dem

Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die parlamentarische Kontrolle umgeht. Selbst der Waldschutz unterliegt mit dem neuen Art. 26 Abs. 1bis WaG dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit flexibler und lokaler Massnahmen fahrlässig und gefährlich ist.

Staatliche Beihilfen

Wir lehnen das vorliegende Abkommen im Bereich der staatlichen Beihilfen entschieden ab, da es eine massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität und die föderalistische Autonomie darstellt. Die vorgeschlagenen Regelungen führen zur Abschaffung der bewährten Praxis, dass Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind. An deren Stelle tritt ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime, welches die demokratisch legitimierten Förderungen, wie sie beispielsweise im Regionalverkehr, für Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU üblich sind, einer externen Überprüfung unterwirft. Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen fundamental untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgesegnet werden. Dies stellt einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus dar und degradiert die Kantone zu Bittstellern. Ihre Organisations- und Verfahrensautonomie geht verloren. Insbesondere der neue Artikel 82 Buchstabe b bis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) und die Anpassungen im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG), welche der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumen, sind stossend. Dies ermöglicht die Aushebelung kantonaler Souveränität durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht (Artikel 98a BGG), was eine inakzeptable Herabstufung der Kantone bedeutet. Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geopfert wird. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer (Artikel 3 BHÜG), die als "verlängerter Arm der EU" agiert, wird eine mächtige Kontrollinstanz geschaffen, deren Entscheide nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese Instanz ist ungenügend. Die Integration dieser Kammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das gefährlich ist und den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht widerspricht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, um der neuen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt wird mit dem neuen BHÜG und den flankierenden Anpassungen die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag sind aus mehreren Gründen höchst bedenklich und stellen eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Es ist inakzeptabel, dass freiwillige, vom Parlament kontrollierte Kohäsionszahlungen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht umgewandelt werden sollen. Dieser Wandel entzieht dem Schweizer Parlament ein wesentliches politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint eher als Lockvogelangebot, denn der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, selbst über die Höhe und Angemessenheit dieser Zahlungen zu entscheiden und wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments ausser Kraft setzt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern sieht sich die Schweiz gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu erfüllen. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB), speziell in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als fester Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden, was einer faktischen Einordnung in die EU-Gesetzgebung nahekommt. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist fraglich, ob dieser Zusammenhang dem eigentlichen Zweck der Friedensförderung dient oder ob er lediglich dazu dient, die Akzeptanz für diese finanziellen Verpflichtungen zu erhöhen. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum greifbare Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken garantiert. Dies ist eine Entwicklung, die unsere Kerninteressen und unsere Unabhängigkeit gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung
Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung der Stabilität unseres Sozialstaates dar. Die masslose Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht klar dem Volkswillen und dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" – einer "Niederlassung C PLUS" – bereits nach fünf Jahren ist ein fundamentaler Stoss gegen unsere innere Sicherheit und die Finanzierbarkeit unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, dass Personen trotz Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug in der Schweiz verbleiben dürfen, ist unhaltbar und belastet die Schweizer Steuerzahler übermässig. Die damit verbundene massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, insbesondere durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten führen, die Kantone und Gemeinden zusätzlich belasten. Die im Vertragspaket verankerte "Schutzklausel" in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis nicht greifen wird. Vielmehr ist mit drohenden Strafmassnahmen der EU zu rechnen, was die sogenannte Schutzklausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass unser Parlament und das Volk faktisch jegliche Mitbestimmung bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich verlieren. Die Neufassung des AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschwert einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit. Die Wiedereingliederungsstrategie im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) wirkt dabei wie eine kosmetische Massnahme, die die verlorene Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt kaschieren soll. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der enormen zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel von Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Der neue Zahlungsrahmen und spezifische Beitragsmechanismus im HFKG belegen die direkten finanziellen Belastungen für Schweizer Steuerzahler. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Ebenso schränkt der neue Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein und greift damit in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die technischen Handelshemmnisse (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das erhebliche Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Berufs- und Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die notwendige Kontrolle, insbesondere im sensiblen Gesundheitsbereich, was die Patientensicherheit gefährdet. Diese gesamte Paket stellt eine Kapitulation vor der EU dar, welche die eigenständige Gestaltung unserer Rechtsordnung und die Interessen unserer Bevölkerung massiv untergräbt.

Strom
Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, insbesondere im Hinblick auf eine angenäherte Elektrizitätsmarktintegration mit der EU, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Es ist zwingend erforderlich, die negativen Implikationen dieser Entwicklung kritisch zu beleuchten, bevor irreversible Entscheidungen getroffen werden. Die Einbindung der Schweiz in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt unweigerlich zur Aufgabe nationaler Entscheidungsgewalt. Wir werden zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer im europäischen Stromnetz. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 des Schweizer Stromversorgungsgesetzes (StromVG), der eine eigenständige und auf die nationalen Bedürfnisse ausgerichtete Regulierung vorsieht. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer demokratisch legitimierten, schweizerischen Energieregulierung bedeutet. Besonders alarmierend sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, als unzulässige staatliche Beihilfe entwerten und zu dessen Abschaffung zwingen. Dies gefährdet nicht nur die wirtschaftliche Grundlage dieser Kantone, sondern schwächt auch unsere Fähigkeit zur Eigenfinanzierung von Energienutzung. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit. Die Einschränkung von strategischen Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, durch EU-Regeln (vergleichbar mit den Regelungen in Art. 8b ff. des neuen StromVG, die eine unzureichende Energiereserve schaffen) und die unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit im liberalisierten Markt, ist ein gefährliches Spiel. Die Erfahrung zeigt, dass der freie Markt die Kosten für die Sicherstellung einer zuverlässigen Grundversorgung nicht allein tragen kann. Diese Kosten werden unweigerlich auf die Konsumenten, insbesondere KMU und Haushalte, über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden, was zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen führen wird. Des Weiteren untergräbt die geplante Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion massiv. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200

kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im direkten Widerspruch zu einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Dies zerstört unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die anvisierte Strommarktintegration mit der EU die Energiesouveränität der Schweiz massiv gefährdet, die Versorgungssicherheit untergräbt, die föderalen Strukturen schwächt und zu höheren Strompreisen für die Bevölkerung führen wird. Wir raten dringend von einer überstürzten Annahme dieser Regelungen ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz
Die vorliegenden Vorschläge zur Lohnschutzgestaltung im Kontext der Personenfreizügigkeit bergen erhebliche Risiken für das schweizerische Lohnniveau und die bewährten flankierenden Massnahmen. Die postulierten Lohnschutzinstrumente erscheinen nicht nur unzureichend, sondern stellen eine kosmetische Anpassung dar, die den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Lohndruck nicht kompensieren kann. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt den bisherigen, wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angeglichen. Die neuen Regeln sind bürokratischer konzipiert, aber in ihrer Effektivität gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen fragwürdig. Dies begünstigt namentlich ausländische Akteure, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben, was zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die vorgeschlagene Anpassung des Entsendegesetzes (EntsG) ist keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für schweizerische Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, bedingt durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Arbeitnehmerklasse geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gekoppelt ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Des Weiteren ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch weiter an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende richterliche Überprüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Änderungen gefährden somit die schweizerische Souveränität und die Robustheit unseres Lohnschutzes.
Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Auseinandersetzung bedürfen. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den bilateralen Abkommen und potenziellen neuen Abkommen angestrebt wird, stellt eine schleichende Aushöhlung der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Kompetenzordnung dar. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, ohne dass diese dem Schweizer Volk oder den Kantonen zur Zustimmung vorgelegt werden können, steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung. Die Art und Weise, wie EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung integriert werden soll, birgt die Gefahr einer zunehmenden Abhängigkeit von Brüssel und einer Erosion der schweizerischen Eigenständigkeit. Das Prinzip der Rechtsübernahme, ohne die Möglichkeit einer echten Mitsprache oder gar eines Vetos durch die schweizerischen Entscheidungsträger, öffnet der Überfremdung des Rechts Tür und Tor. Es stellt sich die dringende Frage, ob die schweizerische Verfassung, insbesondere Artikel 164 Absatz 2, der die Unterscheidung zwischen Bundesgesetzen und Verordnungen sowie deren Zuständigkeit regelt, diesen Prozess noch adäquat abbilden kann. Die vorgeschlagene Regelung birgt zudem das Risiko einer Zersplitterung der bundesstaatlichen Kompetenzen und der kantonalen Autonomie. Die Kantone würden durch die automatische Übernahme von EU-Recht in Bereichen, die heute unter ihrer Hoheit stehen, massiv benachteiligt. Dies widerspricht dem föderalistischen Prinzip, das in der Bundesverfassung festgeschrieben ist und die Kantone als gleichberechtigte Partner im Bund etabliert. Die Schaffung eines ständigen Gerichtshofs, der über die Auslegung und Anwendung der

Abkommen entscheidet, stellt eine weitere gravierende Einschränkung der schweizerischen Souveränität dar. Die Zuständigkeit für die Rechtsauslegung liegt in der Schweiz bei den schweizerischen Gerichten und letztlich beim Bundesgericht. Die Übertragung dieser Kompetenz an ein überstaatliches Organ würde die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der Schweiz untergraben und die schweizerische Rechtsordnung einer externen Jurisdiktion unterwerfen, was in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 5 der Bundesverfassung über die Ziele des Bundes steht, welche auch die Wahrung der Interessen des Landes beinhalten. Die Begründung der vorgeschlagenen Massnahmen mit der Notwendigkeit einer vereinfachten Zusammenarbeit ist angesichts der tiefgreifenden Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und Souveränität nicht überzeugend. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung, ob die angestrebten Vorteile die immensen Nachteile für die schweizerische Demokratie und Rechtsstaatlichkeit aufwiegen können. Die Befürchtung, dass hier einseitig auf die Bedürfnisse der EU Rücksicht genommen wird, ohne die eigenen Interessen und Verfassungsprinzipien hinreichend zu wahren, ist berechtigt.
Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist beunruhigend zu beobachten, wie die EU durch schrittweise Angleichung und die Schaffung von Abhängigkeiten versucht, Einfluss auf unser Rechtssystem zu nehmen, ohne dass dies im Rahmen einer klaren vertraglichen Grundlage erfolgt. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht im Rahmen von Abkommen, die nicht explizit den Charakter von völkerrechtlich bindenden Verträgen im klassischen Sinne aufweisen, stellt eine Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Das Schweizer Volk hat in Artikel 2 der Bundesverfassung das Recht auf Selbstbestimmung verankert. Dieses Grundrecht wird durch die vorliegenden Vorschläge, die potenziell eine automatische und unkontrollierte Rechtsübernahme zur Folge haben könnten, ernsthaft gefährdet. Es ist fraglich, ob die EU-Vorgaben mit den grundlegenden Werten und Prinzipien unserer Verfassung, wie beispielsweise der Gewaltenteilung und der Rechtssicherheit, vereinbar sind. Der Grundsatz der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird de facto ausgehöhlt, wenn externe Rechtsnormen ohne klare demokratische Legitimation in unserem Rechtssystem Anwendung finden. Die mangelnde Transparenz und die Komplexität der vorgeschlagenen Vereinbarungen erschweren eine fundierte Beurteilung der langfristigen Folgen. Die Schweiz läuft Gefahr, in eine einseitige Abhängigkeit zu geraten, die ihre Handlungsfreiheit auf der internationalen Bühne massiv einschränkt. Die Möglichkeit, eigene Gesetze zu erlassen und diese an die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz anzupassen, wird zunehmend eingeschränkt. Die unklare rechtliche Einordnung dieser Abkommen könnte zudem zu langwierigen und kostspieligen juristischen Auseinandersetzungen führen, die die Schweizer Steuerzahler belasten. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die potenziellen Nachteile für unsere nationale Souveränität aufwiegen. Die Bundesverfassung verpflichtet den Bund, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren. Angesichts der aktuellen Vorschläge erscheint dieses Gebot als bedroht. Die Schweiz sollte ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Rechtssetzung nicht leichtfertig aufs Spiel setzen. Eine vorsichtige und kritische Haltung gegenüber weiteren Integrationsschritten in die EU ist daher geboten.
Gesendet mit der GMX Mail App

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Gabriela Gruber (Privat)

Datum: 12.10.2025

Kontakt: Gruber · gabrielag@yahoo.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der europäischen Regelungen birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtssysteme der Schweiz. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von verwaltungsrechtlichen Abkommen, untergräbt die fundamentale rechtsstaatliche Ordnung, wie sie in der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BlSchG) verankert ist, der die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte und Behörden definiert.

Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne klare demokratische Legitimation und parlamentarische Kontrolle, ist zutiefst bedenklich. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das durch die direktdemokratischen Instrumente wie die Volksinitiative und das Referendum geschützt wird. Die Gefahr besteht darin, dass sich die Schweiz schleichend in eine Abhängigkeit von Brüssel manövriert, die ihren rechtsstaatlichen Eigenheiten und demokratischen Prinzipien nicht mehr gerecht wird.

Besonders kritisch ist die mangelnde Transparenz und die unklare Anfechtbarkeit von Entscheiden, die auf der Basis von EU-Recht getroffen werden. Artikel 50 der Schweizerischen Bundesverfassung schützt die verfassungsmässige Ordnung und die Grundrechte der Bürgerinnen und Bürger. Es ist fraglich, inwieweit diese Schutzmechanismen greifen, wenn schweizerische Gerichte und Behörden an eine Rechtsordnung gebunden werden, die sie nicht selbst geschaffen haben und deren Entwicklung sie nur marginal beeinflussen können. Die Gefahr einer "Richterkonkordanz" mit dem Europäischen Gerichtshof und die daraus resultierende Erosion der nationalen Rechtsprechung ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht droht zudem, schweizerische Besonderheiten und bewährte Regelungen zu nivellieren, die sich im nationalen Kontext als vorteilhaft erwiesen haben. Es stellt sich die dringende Frage, ob die angestrebten Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt die potenziellen Nachteile für die rechtliche Autonomie und die demokratische Selbstbestimmung der Schweiz aufwiegen. Eine rein pragmatische Herangehensweise ohne tiefere rechtliche und verfassungsmässige Prüfung birgt das Risiko, die Schweiz langfristig in ihrer Handlungsfähigkeit und Souveränität einzuschränken. Es ist unerlässlich, dass jede Anpassung des schweizerischen Rechts an ausländische Bestimmungen einer rigorosen Prüfung unterzogen wird, um die Integrität des schweizerischen Rechtsstaates zu wahren.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zur Strommarktliberalisierung offenbart gravierende Mängel und unübersehbare Risiken für die Schweizer Energieversorgung. Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Hinblick auf das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu), stellen eine Gefährdung unserer Energiesouveränität und unserer

bewährten Wirtschaftsstruktur dar.

Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch das neue Abkommen angestrebt wird, reduziert die Schweiz zu einem finanziell beteiligten, aber stimmlosen Akteur. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die Kontrolle über unsere kritische Infrastruktur unwiederbringlich verliert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Aushebelung des bewährten Systems der Wasserzinsen durch EU-Beihilfenregeln. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird existenziell gefährdet, und die Gewinne, die den Bergkantonen zugutekommen, könnten als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Ferner werden föderale Strukturen wie die Gemeindekraftwerke geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln untergraben, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die erwartete Preisvolatilität wird zu höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue StromVG mit seinen Regelungen zur Energiereserve (Art. 8b ff.) und dem verschärften Unbundling (Art. 10, 18, 19) untergräbt zudem die föderalen Strukturen.

Das neue Art. 15 EnG mit seiner massiven Senkung der Leistungsgrenze für die Vergütung von erneuerbaren Energien von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie und begünstigt zentrale Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen wird zerstört. Wir fordern eine kritische Überprüfung und eine Abkehr von diesen gefährlichen Plänen, die die Stabilität und Souveränität unserer Stromversorgung aufs Spiel setzen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind nicht nur unzureichend, sondern bergen erhebliche Risiken für das Schweizer Lohnniveau und die bestehenden Schutzmechanismen. Die oberflächlichen Ergänzungen und die Anpassung an EU-Standards laufen darauf hinaus, die bewährten und wirksamen flankierenden Massnahmen aufzuweichen und durch bürokratische, aber faktisch weniger greifende Regeln zu ersetzen. Dies begünstigt jene ausländischen Akteure, die auf Lohndumping setzen.

Die Umgestaltung des Lohnschutzes gemäss den Vorschlägen ist eine EU-diktierte Anpassung. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind diesbezüglich exemplarisch. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Verlagerung in Art. 13a EntsG stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen

Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist ein Ergebnis des EU-Drucks. Die Schaffung einer privilegierten Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht zu einer Stärkung des Lohnschutzes führen, sondern zu einer Aushöhlung und Untergrabung der schweizerischen Souveränität in diesem sensiblen Bereich. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ohne dass eine wirksame Gegenmassnahme etabliert wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich staatliche Beihilfen offenbart tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Legitimation unserer Wirtschaftsordnung. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), stellen einen fundamentalen und nicht hinnehmbaren Eingriff in die bewährte Praxis der Schweiz dar.

Die Abschaffung der heutigen, von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffenen politischen und demokratisch legitimierten Förderentscheide zugunsten eines starren, technokratischen EU-Kontrollregimes ist äusserst kritisch zu betrachten. Demokratisch abgesicherte Förderungen, die unserer lokalen Wirtschaft und dem Service public dienen, werden einer zentralen, EU-konformen Überwachung unterworfen. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie massiv. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone zu Bittstellern, deren Beschlüsse einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Die Einführung des neuen Art. 82 Bst. bbis im Bundesgerichtsgesetz (BGG) institutionalisiert diese Herabstufung der Kantone und erlaubt eine abstrakte Normenkontrolle gegen kantonale Erlasse vor Bundesgericht, was die kantonalen Rechtsmittel und die Verfahrensautonomie empfindlich schwächt.

Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, gestützt auf Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG, wird eine 'Superbehörde' etabliert, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese Instanz wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist ungenügend, was den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht widerspricht.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle ist besonders besorgniserregend. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über strategisch wichtige Beihilfen im Luftverkehr. Die Schweiz verliert damit jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor.

Des Weiteren ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Signal. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' verstummt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit der Schweiz aushebeln, sondern auch die föderalistische Struktur und die demokratische Legitimation von Förderentscheiden fundamental gefährden. Die Schweiz droht, zu einem reinen Regel-Empfänger europäischer Rechtsetzung zu werden.

Lebensmittelsicherheit

Die unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' geführte Vorlage stellt keine reine Sicherheitsmassnahme dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch'. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten erheblich ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil darstellt, ist in grösster Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird durch die Verpflichtung zur Produktion nach denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU entwertet.

Eine gefährliche 'Guillotineklausel' verknüpft dieses Abkommen unwiderruflich mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens zur Folge hätte, dass das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall gebracht würde.

Des Weiteren erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört.

Das Gentechnik-Moratorium, unser demokratisch mehrfach bestätigtes Prinzip, wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet, dass die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt, was fahrlässig und gefährlich ist.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung des Marktes für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), insbesondere durch den neuen Artikel 40ater, stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch den öffentlichen Verkehr dar. Ausländische Anbieter werden die Möglichkeit erhalten, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, eine sogenannte "Rosinenpickerei", während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die Basis des Service public, der auf einem umfassenden Versorgungsauftrag basiert.

Darüber hinaus ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) mittels Artikel 32a Absatz 1bis besorgniserregend. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Gewähr gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet, dass wir zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise im Rahmen des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert und die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur bedeutet. Die Angst vor der Einstufung bisheriger, bewährter Subventionen als unzulässig, insbesondere im Hinblick auf das EU-Beihilferecht, bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung.

Diese Massnahmen gefährden nicht nur die wirtschaftliche Lebensfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs, sondern auch die Fähigkeit der Schweiz, den öffentlichen Verkehr gemäss den spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten ihrer Bürger zu gestalten und zu steuern. Die vermeintlichen Vorteile der Angleichung an das EU-Recht wiegen die erheblichen Nachteile für unseren Service public und unsere Souveränität nicht auf.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag stellen eine erhebliche Verschlechterung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die bisherigen, vom Parlament flexibel gestalteten Kohäsionsbeiträge werden durch einen automatischen und rechtlich bindenden Verpflichtungstatbestand ersetzt. Diese Umwandlung von freiwilligen Leistungen in eine faktische Zwangsabgabe entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges Instrument zur Steuerung der Beziehungen zur Europäischen Union. Der im vorliegenden Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist als Lockmittel zu verstehen; der vereinbarte „rechtsverbindliche Mechanismus“ zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv steigender Forderungen, denen die Schweiz zukünftig nicht mehr entgegentreten kann.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist gesetzgeberisch bedenklich. Mit diesem Gesetz werden die bisherigen, politisch freiwilligen Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Dies widerspricht diametral der parlamentarischen Budgethoheit. Gemäss Artikel 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die souveräne Entscheidung des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern untergräbt. Statt einer politischen Willensbildung findet lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) signalisiert eine ungewollte Normalisierung und Dauerhaftigkeit dieser Abgaben.

Irreführend und problematisch ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung

durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Der angesehene „gute Name“ der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU auf einer rechtlichen Ebene zu legitimieren. Die Schweiz droht, zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden. Wir finanzieren die EU, ohne die Gewährleistung eines verbesserten Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Diese Regelung stellt primär eine Aushöhlung der Souveränität dar, ohne greifbare kompensatorische Vorteile für unser Land.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Rechte des Schweizer Volkes dar. Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, einschliesslich eines neuen, faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV. Diese Entwicklung fördert die unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Insbesondere die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Sozialkosten führen.

Die angepriesene "Schutzklausel" entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine wirksame Steuerung ermöglicht. Jegliche Anwendung seitens der Schweiz würde zudem mit drohenden Strafmassnahmen der EU beantwortet, was die Klausel zu einer Erpressungsmasnahme degradiert. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und erschweren einen Ausschluss EU-Bürger selbst bei Abhängigkeit. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Diese Entwicklung steht in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und einer direkten Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz verliert zunehmend die Kontrolle über ihre eigenen Regulierungs- und Qualitätsstandards, während sie sich unaufhaltsam Brüsseler Vorgaben unterwirft.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene Stabilisierungsabkommen mit der EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz. Eine tiefere Integration ohne klare Gegenleistungen der EU, insbesondere im Hinblick auf die Bewahrung unserer Kerninteressen, ist entschieden abzulehnen.

Die Argumentation, dass eine solche Stabilisierung unumgänglich sei, um die bilateralen Beziehungen zu sichern, überzeugt nicht. Vielmehr besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die ihr zukünftiges Handeln massgeblich einschränkt. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie bei einer Annäherung unvermeidlich ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, wie sie im Schweizer Bundesrecht, beispielsweise

in der Bundesverfassung, verankert ist. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Eine schleichende Rechtsübernahme durch Brüssel würde dieses Grundprinzip untergraben.

Die angeblichen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Bindung sind fragwürdig, wenn man die Kosten der Anpassung an EU-Standards und die potenziellen Nachteile für unsere exportorientierte Wirtschaft bedenkt. Die EU verfolgt eigene politische und wirtschaftliche Interessen, die nicht zwangsläufig mit jenen der Schweiz übereinstimmen. Eine ungeprüfte Übernahme von Verordnungen und Richtlinien könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse unseres Marktes zugeschnitten sind. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Freihandelsabkommens von 1972, das auf gegenseitigem Respekt und Gleichbehandlung basiert.

Darüber hinaus ist die mangelnde Mitsprache der Schweiz bei der Gestaltung des EU-Rechts, das sie sukzessive übernehmen müsste, ein gravierendes Problem. Wir würden uns verpflichten, Recht zu übernehmen, das wir nicht mitbestimmen können. Dies stellt eine ernsthafte Gefährdung unserer demokratischen Prozesse dar. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Förderung des Gemeinwohls und der Lebensqualität der Bevölkerung. Eine Umsetzung von EU-Regularien, die dem entgegensteht, wäre unhaltbar.

Die Schweiz hat über Jahrzehnte hinweg erfolgreich auf dem Prinzip der Souveränität und der bilateralen Verträge aufgebaut. Eine pauschale Annäherung an die EU, die nicht sorgfältig auf ihre Konsequenzen für die Schweizer Verfassung, die Wirtschaft und die Demokratie geprüft wird, ist keine wünschenswerte Perspektive. Es bedarf klarerer Garantien für die Wahrung unserer Kerninteressen und einer detaillierten Prüfung, ob die angestrebte Stabilisierung nicht zu einem schleichenden Verlust unserer Unabhängigkeit führt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Souveränität und den Kernprinzipien unserer Rechtsordnung auf. Eine kritische Analyse offenbart erhebliche Schwachstellen, die eine unzweideutige Ablehnung nahelegen.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht in den bilateralen Kontext birgt immense Risiken. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen vorgesehen ist, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation. Das Schweizer Parlament würde de facto zu einer reinen Umsetzungsinstanz degradiert, was dem Geist des föderalistischen und demokratischen Systems der Schweiz widerspricht. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Gesetzgebung durch nicht-demokratisch zustande gekommenes EU-Recht ist evident. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als souveränes und demokratisches Land definiert, dessen Staatsgewalt vom Volke und dessen Vertretern ausgeht.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgesehene Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, auch wenn diese durch eine Klausel zur salvatorischen Rücksichtnahme auf die Schweizer Verfassung abgemildert werden soll, stellt eine unannehmbare Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar. Unser Rechtssystem, verankert im Prinzip der Gewaltenteilung gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung und den Artikeln 30 und 34 der Bundesverfassung, die die richterliche Unabhängigkeit und das Recht auf ein unabhängiges Gericht garantieren, würde durch eine indirekte Bindung an die Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH erheblich beeinträchtigt. Die Möglichkeit, dass ausländische Richter über die Auslegung schweizerischen Rechts mitentscheiden, widerspricht fundamentalen Vorstellungen von nationaler Rechtsautonomie.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regulierungen im Bereich der Personenfreizügigkeit birgt zudem erhebliche Herausforderungen für die Umsetzung der eidgenössischen Zuwanderungsinitiative, die durch das Volk beschlossen wurde. Eine automatische Übernahme von EU-Regelungen, die eine solche Initiative faktisch entkräften könnte, würde die Volkssouveränität missachten und die direkte Demokratie in der Schweiz schwächen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse ein gefährliches Paket darstellen, das die Schweizer Souveränität, die demokratische Legitimation und die rechtsstaatlichen Prinzipien untergräbt. Die finanziellen Verpflichtungen, die mit diesen Abkommen einhergehen, erscheinen im Lichte der potenziellen Nachteile unangemessen. Eine sorgfältige Prüfung im Lichte unserer Verfassung und unserer nationalen Interessen muss zu einer klaren Ablehnung dieser Vorlage führen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem Vernehmlassungsverfahren unterbreiteten Vorschläge zur Weiterentwicklung der bilateralen Beziehungen mit der Europäischen Union, zusammengefasst im sogenannten institutionellen Abkommen, werfen gravierende Fragen auf und bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Die pauschale Annahme, dass eine engere Anbindung an die EU unausweichlich und im nationalen Interesse liegend sei, vernachlässigt fundamentale Aspekte der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Legitimation.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem wirft insbesondere im Hinblick auf das Prinzip der Volkssouveränität erhebliche Bedenken auf. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) beruht die Staatsgewalt auf dem Volk und den Stimmbürgern. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das institutionelle Abkommen impliziert wird, würde dieses Prinzip untergraben, indem es potenziell Rechtsetzungskompetenzen an eine externe Instanz delegiert. Dies steht im Widerspruch zu den verfassungsrechtlichen Grundsätzen, die eine direkte demokratische Kontrolle über Gesetzesänderungen gewährleisten sollen.

Des Weiteren gibt es starke Zweifel an der Vereinbarkeit der vorgeschlagenen Regelungen mit dem Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung, wie er in Artikel 4 der Bundesverfassung (SR 101) verankert ist. Die Einführung eines ständigen Gerichtshofs zur Auslegung des Abkommens, der sich an der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) orientiert, birgt die Gefahr einer Ungleichbehandlung von Unternehmen und Bürgern, je nachdem, ob sie dem Geltungsbereich des EuGH unterstehen oder nicht. Dies könnte zu einem Wettbewerbsnachteil für schweizerische Unternehmen führen, die nicht die gleichen Rechtssicherheiten geniessen wie ihre europäischen Konkurrenten.

Die Beibehaltung der Personenfreizügigkeit in der aktuellen Form, ohne adäquate Kontrollmechanismen, die auf die tatsächlichen Bedürfnisse und Kapazitäten der schweizerischen Sozialwerke und des Arbeitsmarktes Rücksicht nehmen, ist ebenfalls höchst problematisch. Die damit verbundenen Belastungen für die AHV und andere Sozialversicherungen sind nicht zu unterschätzen und bedürfen einer eingehenden Analyse im Lichte des Sozialversicherungsprinzips.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die dem Vernehmlassungsverfahren unterbreiteten Vorschläge das Potenzial haben, die schweizerische Rechtsordnung massgeblich zu verändern und die Souveränität der Schweiz zu schwächen. Bevor eine solche Entwicklung weiterverfolgt wird, bedarf es einer gründlichen und kritischen Auseinandersetzung mit den langfristigen Folgen und einer breiten gesellschaftlichen Debatte, die die Interessen und die Identität der Schweiz in den Vordergrund stellt.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Yves-Alain GYGAX (Privat)

Date: 12.10.2025

Contact: Yves-Alain GYGAX · ya.gygax@outlook.com

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations avec l'Union européenne suscite de profondes interrogations quant à leur conformité avec les intérêts fondamentaux de la Suisse et le respect de sa souveraineté. Il apparaît que les accords négociés, loin de consolider notre position unique sur la scène internationale, risquent de nous entraîner dans une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles, compromettant ainsi notre capacité à légiférer en toute autonomie.

La question de la reprise automatique du droit de l'UE est particulièrement préoccupante. L'adoption de législations européennes sans débat parlementaire approfondi et sans possibilité de négociation spécifique pour la Suisse contrevient aux principes de la démocratie directe et de la souveraineté helvétique, tels que consacrés par la Constitution fédérale. Le risque est grand de voir nos Chambres fédérales réduites à un rôle de chambre d'enregistrement, subordonnées aux décisions prises ailleurs.

De plus, le rôle potentiel de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'interprétation des accords est une source d'inquiétude majeure. Conférer à une juridiction étrangère la capacité de se prononcer sur des questions relevant de l'ordre juridique suisse, notamment dans des domaines où l'autonomie décisionnelle de notre pays est primordiale, serait une atteinte inacceptable à notre système juridique. Il est impératif que toute interprétation des accords se fasse dans le respect du droit suisse et des procédures constitutionnelles helvétiques.

L'accord-cadre, dans sa configuration actuelle, semble diluer l'exceptionnalité de la relation bilatérale que la Suisse a patiemment construite. Il existe un risque réel que ce nouvel arrangement n'offre pas les garanties nécessaires pour préserver notre modèle économique, social et politique distinctif. L'engagement dans une voie qui assujettit la Suisse à des décisions européennes sans que l'inverse ne soit réciproque n'est pas une évolution souhaitable.

Enfin, la pression constante pour une intégration toujours plus poussée, sous couvert d'accords sectoriels, doit être regardée avec un scepticisme accru. Il est du devoir du Conseil fédéral de défendre fermement les intérêts de la Suisse et de veiller à ce que tout accord futur soit rigoureusement évalué sous l'angle de la souveraineté nationale, de la prospérité économique et du maintien de nos institutions démocratiques. Les résultats actuels ne semblent pas répondre à ces exigences fondamentales.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation porte sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne, une initiative qui suscite des interrogations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté suisse et le respect de nos principes constitutionnels. Bien que la recherche d'une stabilité soit compréhensible, les modalités proposées risquent d'engendrer une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles, fragilisant ainsi notre autonomie décisionnelle, garantie par l'article 54 de la Constitution fédérale.

Il est impératif de se pencher sur les implications juridiques de l'adoption éventuelle de l'acquis communautaire. Cette intégration progressive, souvent présentée comme une adaptation nécessaire, pourrait de fait conduire à une subordination de notre droit national au droit européen, sans que la Suisse ne dispose d'un droit de regard proportionné sur l'élaboration de ces normes. L'article 164 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération et les cantons agissent dans le respect de la souveraineté de l'État, serait mis à mal. En outre, l'application uniforme du droit de l'UE, y compris par nos tribunaux, soulève des questions quant à la primauté du droit suisse et à la spécificité de notre ordre juridique.

La prétendue stabilisation des relations pourrait se traduire par une nouvelle série d'accords bilatéraux, dont la complexité et le caractère souvent évolutif de leur interprétation par les institutions européennes ont déjà démontré leur fragilité. L'expérience passée nous a montré que ces accords ne garantissent pas toujours une stabilité pérenne et peuvent rapidement devenir obsolètes ou faire l'objet de pressions politiques. L'article 173 de la Constitution fédérale, qui confère au Conseil fédéral le pouvoir de conduire la politique extérieure, doit être exercé avec une vigilance extrême afin de ne pas céder à une intégration qui priverait la Suisse de sa capacité à déterminer librement ses orientations.

Par conséquent, avant d'engager notre pays dans une voie qui pourrait s'avérer irréversible, il est essentiel de procéder à une analyse approfondie et critique des avantages réels de cette proposition de stabilisation, en la comparant aux risques concrets encourus pour notre souveraineté, notre indépendance et la primauté de notre droit. Une dépendance accrue à l'UE ne peut être le prix de la stabilité.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des inquiétudes fondamentales quant à la conformité de la proposition avec les principes constitutionnels helvétiques et les intérêts nationaux. L'harmonisation accrue avec le droit de l'Union européenne, telle que suggérée, risque de porter atteinte à la souveraineté de la Suisse et à son autonomie décisionnelle.

Il convient de rappeler que la Constitution fédérale suisse, notamment l'article 172 alinéa 1, confère au peuple et aux cantons le droit de décider de leur appartenance ou non à des communautés supranationales. L'adoption de dispositions législatives découlant directement d'acquis communautaires non négociés de manière souveraine pourrait être interprétée comme une érosion de ce principe fondamental. De plus, l'article 5 de la Constitution, relatif aux buts de la Confédération, met l'accent sur la préservation de l'indépendance et des intérêts de la Suisse. Une intégration trop poussée, sans garanties suffisantes, pourrait compromettre ces intérêts.

La logique d'une "adaptation automatique" au droit européen, souvent implicite dans ce type de consultation, est particulièrement problématique. Elle risque de transformer le droit suisse en un appendice du droit de l'UE, sans que le Parlement et le peuple suisses aient la possibilité de débattre et de choisir les normes qui servent le mieux le pays. L'article 30 du Concordat intercantonal sur l'harmonisation des droits civils (HRC) stipule que les cantons ne sont pas tenus d'accepter des normes qui porteraient une atteinte disproportionnée à leurs spécificités et à leurs intérêts. Bien que cet article concerne le droit civil, son esprit, qui valorise l'autonomie cantonale et nationale face à une harmonisation externe, devrait guider l'ensemble de la réflexion.

Les bénéfices attendus d'une telle intégration sont souvent présentés comme une simplification des relations avec l'UE. Cependant, cette simplification pourrait se faire au prix d'une perte de contrôle sur des pans entiers de la législation suisse. Il est impératif que toute mesure d'harmonisation soit

soumise à une évaluation rigoureuse de son impact sur la compétitivité de l'économie suisse, sur la protection des consommateurs et sur les spécificités du système juridique helvétique.

En outre, l'article 160 alinéa 2 de la Constitution, qui précise que le Conseil fédéral doit veiller à ce que le droit suisse tienne compte des besoins de la population et des réalités du pays, milite en faveur d'une approche nuancée et sélective, plutôt qu'une acceptation inconditionnelle de normes externes. L'Union européenne est un partenaire complexe, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec ceux de la Suisse. Il est donc essentiel de maintenir une marge de manœuvre suffisante pour adapter les réglementations aux réalités nationales.

Électricité

La soumission d'un accord sur l'électricité avec l'Union européenne représente une menace directe pour la souveraineté énergétique de la Suisse et la stabilité de son approvisionnement. L'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'UE, notamment via l'ACER et ENTSO-E, nous transforme en un participant soumis, sans droit de vote, mais tenu de supporter les coûts. Les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seraient dès lors prises à Bruxelles, sapant notre autonomie. L'Autorité fédérale de régulation de l'électricité (ElCom) passerait d'une autorité de régulation indépendante suisse à un organe d'exécution des réglementations de l'UE, contrainte d'appliquer des prescriptions démocratiquement illégitimes. C'est la fin d'une régulation énergétique indépendante, conçue pour répondre aux besoins spécifiques de la Suisse.

La pierre angulaire de notre approvisionnement énergétique, l'hydroélectricité, est mise en péril par les règles de l'UE en matière d'aides d'État. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéfique pour les cantons de montagne, pourrait être qualifié de subvention d'État inadmissible et être aboli. Nos structures fédérales, telles que les importantes centrales communales, se trouveraient affaiblies. Leur priorité d'injection traditionnelle, garantie par le droit suisse, serait annulée par les règles de concurrence de l'UE, défavorisant ainsi la production d'énergie locale et décentralisée.

La sécurité de l'approvisionnement national serait sacrifiée au profit d'un marché libre. La constitution de réserves stratégiques, comme la réserve hydraulique, serait restreinte par les réglementations européennes. Personne n'assumerait plus la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse, ni le marché, ni l'UE. C'est un pari dangereux. La libéralisation totale du marché de l'électricité entraînera une volatilité accrue des prix et, à terme, des coûts plus élevés pour les PME et les ménages. Les coûts de la sécurité de l'approvisionnement, non pris en charge par le marché, devront être répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles redevances.

La libéralisation complète du marché de l'électricité, telle que prévue par le nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (LApEl, art. 4a ss.), engendre une volatilité des prix, compromet la sécurité de l'approvisionnement en raison d'une réserve d'énergie insuffisante (art. 8b ss.) et sape les structures fédérales par un renforcement du découplage (art. 10, 18, 19). Les modifications apportées à la loi sur l'énergie (LEne, art. 15 nouveau) affaiblissent la production décentralisée d'énergie renouvelable en modifiant les règles de rémunération, compromettant ainsi la rentabilité des petits producteurs locaux. L'extension massive des compétences de l'ElCom (art. 22 LApEl) et le renforcement des exigences de découplage (art. 10, 18, 19 LApEl) visent à une uniformisation avec l'UE. La Suisse perdrait la maîtrise de son infrastructure critique et se soumettrait à une régulation télécommandée depuis Bruxelles, démantelant ainsi nos structures fédérales et la collaboration entre la Confédération et les cantons. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau en art. 8 al. 2 BGE est une autre étape vers la soumission au régime de l'UE.

Libre circulation: Immigration

La consultation actuelle sur l'accord relatif à la libre circulation des personnes et à d'autres domaines interdépendants avec l'Union européenne soulève de graves préoccupations quant à l'avenir de notre souveraineté et de notre indépendance. L'adoption des réglementations de l'UE dans ce domaine, notamment via la directive sur les citoyens de l'UE, entraîne une expansion massive de la libre circulation qui contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale (Cst.) et au mandat

clair du peuple suisse de gérer nous-mêmes l'immigration.

La proposition de créer un nouveau droit de séjour permanent, accordé après seulement cinq ans au lieu de dix, représente une menace directe pour notre sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. Ce statut, qualifié de « C PLUS », serait pratiquement inaliénable, même en cas de criminalité ou de dépendance prolongée à l'aide sociale. Cette évolution, soutenue par des modifications de la Loi sur l'assurance-chômage (LACI), telles que le nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a, cimente une immigration massive dans nos systèmes sociaux, dont le fardeau financier reposera entièrement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes.

De plus, l'élargissement sans précédent du regroupement familial, autorisant l'arrivée de parents, grands-parents et beaux-parents, promet une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux associés. La prétendue « clause de sauvegarde » mentionnée dans le paquet d'accords se révèle être une illusion. Ses conditions d'application draconiennes la rendent inopérante en pratique, tandis que sa seule évocation expose la Suisse à des menaces de mesures de rétorsion de la part de l'UE, transformant cette clause en un instrument d'extorsion plutôt qu'en une protection.

La méthode d'intégration adoptée pour la reprise automatique du droit de l'UE en matière de migration signifie que le Parlement et le peuple suisses perdront toute capacité de décision sur de futuresizações de ce droit hautement sensible. Cela constitue une érosion inacceptable de notre démocratie directe.

L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étudiants étrangers dans la Loi sur l'EPF (art. 34d al. 2bis) et la Loi sur la formation professionnelle supérieure (LFPS, art. 61a) est un aveu flagrant des coûts supplémentaires engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Ces mesures tentent désespérément de compenser les conséquences financières d'une immigration incontrôlée. Le transfert des réglementations de la deuxième pilier à celles de l'UE, via l'article 49 al. 2 chiffre 27 de la Loi sur le deuxième pilier (LP2), sape notre souveraineté en matière de politique sociale.

Enfin, la soumission de notre système juridique, y compris le Code civil (art. 89a al. 6 ch. 24), au droit de l'UE, ainsi que la dégradation des normes suisses par l'intégration automatisée de l'European Professional Card (EPC) et du système d'information du marché intérieur (IMI) dans diverses lois (par exemple, le BGMD, MedBG, GesBG, PsyG), marquent une capitulation totale de notre capacité à réguler notre propre marché du travail et à garantir les normes de qualité suisses. Cette intégration forcée constitue une menace fondamentale pour notre autonomie et notre prospérité.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant aux propositions relatives à la libre circulation et à la protection des salaires dans le cadre des accords avec l'Union européenne. Les mesures envisagées, prétendument destinées à protéger les salaires suisses, apparaissent insuffisantes et relèvent davantage de la cosmétique que d'une réelle protection. Elles ne sauraient compenser la pression massive exercée sur nos rémunérations par l'élargissement de la libre circulation, menaçant ainsi une érosion généralisée de notre niveau salarial, particulièrement pour les classes moyennes et inférieures.

Au lieu de renforcer notre système de protection des salaires, éprouvé et efficace, ces propositions visent à l'affaiblir et à l'aligner sur les normes européennes. Les nouvelles règles introduisent une bureaucratie accrue sans pour autant garantir une efficacité comparable, bénéficiant potentiellement aux entreprises étrangères se livrant à du dumping salarial. Les mécanismes de contrôle se trouvent affaiblis, les compétences des commissions paritaires et des inspections du travail étant subordonnées à des structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Cette dilution entraîne une diminution des contrôles et une application plus laxiste des conditions de salaire et de travail.

L'introduction d'un nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants syndicaux, tel que prévu par les articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue un cadeau empoisonné. Il crée une société à deux vitesses en droit du travail et paralyse la flexibilité,

notamment des PME, sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires.

Les adaptations proposées à la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), notamment celles relatives aux associations en son article 2, bien qu'apparemment techniques, s'inscrivent dans un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la pression de la compatibilité avec le droit de l'UE. Toute modification de notre système d'extension de force obligatoire (art. 1 et ss LAVS) risque d'affaiblir nos mécanismes suisses robustes au profit de modèles européens souvent moins protecteurs.

De plus, l'alignement des sanctions de l'UE sur les jugements exécutoires, tel que stipulé dans le nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), représente une cession de souveraineté massive. La Suisse deviendrait ainsi un bras exécutant pour les sanctions administratives financières de l'UE, contournant notre propre système juridique et permettant l'application de décisions étrangères sans un contrôle judiciaire exhaustif. Ces modifications, loin de consolider notre système, le diluent et le soumettent à des influences extérieures, compromettant la protection des travailleurs suisses.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue amélioration de la sécurité alimentaire par l'alignement sur le droit de l'Union européenne représente une menace existentielle pour la Suisse. Sous le titre trompeur de « Sécurité alimentaire », un projet d'intégration d'une portée considérable est en cours, qui va bien au-delà de la simple sécurité. Il s'agit de la soumission de l'ensemble de l'économie agricole et alimentaire suisse au cadre réglementaire de l'UE, le programme « De la ferme à la table ». Ce projet compromet gravement nos normes de production élevées, nos exploitations agricoles familiales et la liberté de choix des consommateurs.

La qualité suisse, une référence mondiale, est mise en péril. L'harmonisation avec des normes européennes souvent moins strictes entraînera inévitablement une dégradation de la qualité. Le label « Made in Switzerland » perdra sa valeur si les produits doivent être fabriqués selon les mêmes critères, moins rigoureux, qu'au sein de l'UE. Cela détruira un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs.

Une clause de guillotine dangereuse lie cet accord à tous les autres traités bilatéraux I. La résiliation de cet accord préjudiciable entraînerait la chute de l'ensemble du corpus de traités bilatéraux. Il s'agit d'un chantage politique inacceptable qui entrave toute possibilité de décision souveraine de la Suisse. De plus, des inspecteurs de l'UE obtiendront un accès et des pouvoirs de contrôle dans les étables, les fromageries et les restaurants suisses, ce qui constitue une ingérence massive dans notre souveraineté. Les entreprises suisses deviendront des objets de contrôle pour une autorité étrangère.

Une vague de bureaucratie sans précédent menace de submerger nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises industrielles, mais aussi les petits magasins de ferme, les fromageries d'alpage, les bouchers de village et même les associations lors d'une fête de lutte devraient se conformer aux réglementations européennes complexes et inadaptées. Cela détruit les traditions locales et les moyens de subsistance économiques.

Notre moratoire sur le génie génétique, confirmé démocratiquement à plusieurs reprises, est sapé systématiquement. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits autorisés par l'UE contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés. La volonté du peuple est clairement bafouée. La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité suisse, les producteurs et les consommateurs, en soumettant l'ensemble de la chaîne alimentaire à la réglementation de l'UE, ce qui entraîne une bureaucratie étouffante et une perte de normes élevées.

Les adaptations du droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) obligent la Suisse à abandonner ses réglementations souvent plus strictes et éprouvées en matière de transport et d'abattage au profit des normes de l'UE. C'est un recul pour la protection des animaux et une perte claire de souveraineté. L'adoption forcée des règlements de l'UE pour les transports d'animaux

(nouvel art. 15a TSchG) et l'abattage (nouvel art. 21 TSchG) représente un recul inacceptable pour la protection des animaux en Suisse. Nos règles nationales, souvent plus strictes et largement acceptées par la société, sont remplacées par des normes de masse européennes. Nous perdons la souveraineté de fixer nos propres normes plus élevées dans ce domaine d'importance éthique.

La révision totale de la LMG est la pièce maîtresse de la soumission au droit alimentaire de l'UE. Elle détruit la diversité et la qualité de notre production alimentaire par un flot de règlements européens inadaptés, orientés vers la production de masse industrielle. Les petits producteurs, les magasins de ferme et les restaurateurs locaux seront submergés par une bureaucratie étouffante, ce qui en obligera beaucoup à abandonner. C'est une attaque contre notre identité culinaire et notre économie de PME. Les nouvelles compétences réglementaires du Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (nouveaux alinéas des art. 141 et 148 LwG) constituent une lettre de créance pour la mise en œuvre du droit de l'UE. Le Parlement est contourné et ne peut plus décider en détail de l'adoption de réglementations qui touchent directement nos agriculteurs. C'est une érosion du contrôle démocratique dans un domaine politique central pour la Suisse. L'adaptation du droit forestier (nouvel art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perd la capacité de réagir rapidement et souverainement aux menaces spécifiques qui pèsent sur nos forêts. Au lieu de stratégies nationales éprouvées, nous devons nous conformer aux mécanismes de l'UE, souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine.

Avec l'adoption des règlements de l'UE dans la loi sur les épizooties (art. 1 nouveau TSG), la Suisse abandonne le contrôle d'un domaine de la plus haute importance nationale. La lutte contre les épizooties nécessite des mesures rapides, flexibles et adaptées aux conditions locales. La soumission au système rigide et bureaucratique de l'UE, tel qu'imposé par le nouveau champ d'application de l'art. 1 TSG, est négligente et met en danger notre agriculture et la santé publique.

Contribution financière

La proposition de nouvelle réglementation concernant la contribution financière de la Suisse à l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à l'impact sur notre souveraineté et notre autonomie budgétaire. L'idée de transformer les actuels paiements de cohésion, soumis à la décision souveraine du Parlement, en une obligation juridique contraignante, via la création d'un nouveau Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), est particulièrement problématique.

D'une part, cette transformation transforme une contribution volontaire, contrôlée démocratiquement par le Parlement, en un engagement automatique et juridiquement irrévocable. Cette évolution prive la Suisse d'un levier politique essentiel et mine la capacité du législatif à exercer un contrôle sur des flux financiers substantiels. L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d du projet d'accord sur la coopération bilatérale (BöB) ne relève pas de la simple formalité ; elle ancre ces paiements de manière structurelle dans notre ordre juridique, les faisant apparaître comme une dépense inévitable et permanente.

D'autre part, l'argument selon lequel le montant initial de 350 millions de francs par an constituerait un engagement définitif est peu crédible. Le "mécanisme contraignant de recalcul" inscrit dans le traité est de nature à entraîner, à terme, des exigences financières considérablement plus élevées. La Suisse se retrouverait alors dans une position de nette dépendance, contrainte de se soumettre aux diktats financiers de l'UE sans possibilité de refuser, devenant ainsi une contributrice nette sans droit de regard sur les décisions qui en découlent. Le droit à un "droit de tirage permanent" inscrit à l'article 1 du KoBG vise précisément à pérenniser et à légitimer ces sorties d'argent, au détriment de la souveraineté budgétaire du Parlement.

De surcroît, l'association du KoBG à la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, apparaît comme une manœuvre dilatoire. Le noble objectif de la promotion de la paix est ainsi instrumentalisé pour légitimer des paiements financiers politiquement sensibles et controversés à l'UE. Il est impératif que le Parlement suisse exerce pleinement sa souveraineté et refuse de sacrifier des principes fondamentaux de notre droit constitutionnel et de notre indépendance au nom d'une intégration institutionnelle dont les bénéfices concrets pour la Suisse restent, au mieux, incertains.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente évaluation du paquet de mesures négocié avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté helvétique et la préservation de nos spécificités institutionnelles. L'intégration d'une kyrielle d'actes législatifs européens, dont la liste est exponentielle et dont la lecture intégrale se révèle ardue, s'apparente à une adhésion progressive par petites touches, contournant ainsi le processus démocratique direct qui caractérise notre système politique.

Nous observons avec une vive inquiétude la tendance à l'incorporation quasi-automatique du droit de l'UE, sans que des garanties suffisantes ne soient apportées quant à la possibilité pour la Suisse de conserver son pouvoir décisionnel autonome. La formulation actuelle du paquet, telle qu'elle nous est présentée, laisse peu de marge de manœuvre à nos organes législatifs pour exercer un contrôle effectif sur l'adoption et l'application de ces normes. Cette dynamique risque de nous placer, de facto, dans une situation d'assujettissement au droit communautaire, contredisant ainsi l'esprit de la Constitution fédérale, notamment son article 5 alinéa 2, qui impose le respect de la souveraineté de la Confédération.

Plus spécifiquement, l'extension du champ d'application de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à travers les accords bilatéraux interroge la capacité de nos tribunaux nationaux à interpréter le droit suisse selon nos propres principes juridiques et constitutionnels. L'article 190 de la Constitution fédérale garantit l'indépendance des tribunaux suisses, une indépendance qui pourrait être sérieusement compromise si la primauté de l'interprétation de la CJUE devenait la norme incontestable.

En outre, les implications financières de ces accords méritent une analyse approfondie et transparente. Le financement de l'UE et la contribution suisse à divers programmes européens, dont la portée et les bénéfices réels pour la Suisse ne sont pas toujours clairement définis, représentent une charge potentielle non négligeable pour les finances publiques helvétiques. L'article 129 de la Constitution fédérale, traitant de la politique financière de la Confédération, doit être scrupuleusement respecté dans toute décision engageant notre trésor.

En l'état actuel, ce paquet semble privilégier une intégration davantage subie que choisie, au détriment de nos intérêts nationaux et de notre modèle socio-économique. Une révision substantielle, axée sur la préservation de notre souveraineté et le maintien d'une autonomie décisionnelle claire, est impérative avant toute ratification.

Hellen Estel
Av Floréal 14
1006 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, 12 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Hellen Estel

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Liliane Martin <liliane@ecole-de-voile.ch>
Sent: Sonntag, 12. Oktober 2025 13:16
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] adhésion UE

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

MARTIN Liliane

Av. d' Ouchy 38

1006 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Lausanne, 12 octobre 2025

*
*

*
*

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

-NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

-Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

-Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

-Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

-Notre marché du travail par une concurrence déloyale

-Nos infrastructures déjà saturées

-Notre système social par une hausse explosive des coûts

-Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1.ABANDON du présent paquet de traités

2.MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3.NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités *d'égal à égal*

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer.
Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral *EST DONC SOMMÉ* de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : *NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit*

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

MARTIN LILIANE

**

**

**

**

**

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Mayumi Muto (Privat)

Datum: 12.10.2025

Kontakt: Mayumi Muto · 0795241082 · chirimoya1994@yahoo.de

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung, da sie gravierende potenzielle Nachteile für die Schweiz mit sich bringen, die im vorliegenden Entwurf noch nicht ausreichend adressiert werden. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Agreements eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und die unkritische Übernahme von EU-Recht befürchten lassen, ohne dass dafür ein angemessener Ausgleich oder eine klare Stärkung unserer nationalen Interessen erkennbar wäre.

Besonders alarmierend ist die beabsichtigte Übernahme von Bestimmungen des EU-Primär- und Sekundärrechts, insbesondere im Bereich der Personenfreizügigkeit. Die Verpflichtung zur Übernahme des EU-Arbeitsrechts und der entsprechenden Gerichtsbarkeit der Europäischen Union könnte die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz nachhaltig negativ beeinflussen. Die Mechanismen zur flankierenden Massnahmen, wie sie in der Verordnung über die Entsendung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern aus dem Ausland (Sentiv) verankert sind, sind bereits heute unter Druck, und eine weitere Angleichung an EU-Standards ohne klare Schutzmechanismen für den Schweizer Arbeitsmarkt birgt erhebliche Risiken. Das Prinzip der Nichtdiskriminierung, wie es in Artikel 18 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) verankert ist, könnte in der Praxis dazu führen, dass schweizerische Schutzbestimmungen untergraben werden, wenn sie als diskriminierend im Sinne des EU-Rechts ausgelegt werden. Dies würde die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, ihre eigenen sozialen Standards zu schützen und zu gestalten, was eine Verletzung des Konzepts der direkten Demokratie und der Selbstbestimmung darstellt.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und Fonds wirft ebenfalls ernste Fragen auf. Ohne eine klare Gegenleistung und mit der Gefahr, dass diese Zahlungen im Laufe der Zeit steigen, ohne dass die Schweiz einen entsprechenden Einfluss auf die Verwendung der Mittel hat, handelt es sich um eine Einbahnstrasse der finanziellen Belastung. Die Effizienz und der Nutzen dieser Zahlungen müssen eingehend geprüft werden. Es besteht die Sorge, dass die Schweiz durch solche Zahlungen indirekt zur Finanzierung von Politiken gezwungen wird, die nicht im direkten Interesse der Schweizer Bevölkerung liegen. Artikel 3 Absatz 3 des EUV besagt, dass die Union die wirtschaftliche, soziale und territoriale Kohäsion und die Solidarität zwischen den Mitgliedstaaten fördert. Die Schweiz ist jedoch kein Mitgliedstaat und sollte daher nicht in die Pflicht genommen werden, diese Solidarität finanziell zu tragen, ohne dass dies mit klaren Vorteilen für die Schweiz verbunden ist.

Die Übernahme von EU-Recht in einer Vielzahl von Bereichen, ohne dass die Schweiz ein Mitspracherecht bei dessen Gestaltung hat, ist ein fundamentaler Angriff auf unsere Souveränität. Artikel 164 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft garantiert die politische

Unabhängigkeit und die freiheitliche Ordnung der Schweiz. Die automatische Übernahme von EU-Recht, das von externen Institutionen erlassen wird, würde dieses Prinzip untergraben. Das vorgeschlagene Verfahren zur Übernahme von Rechtsakten, insbesondere die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) bei der Auslegung dieser Rechtsakte, ist besonders bedenklich. Der EuGH hat die Befugnis, EU-Recht bindend auszulegen, und eine solche Auslegung würde für die Schweiz verbindlich werden, selbst wenn sie gegen die Interessen der Schweiz verstösst oder unsere Verfassungsmässigkeit in Frage stellt. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die Schweizer Gerichte die oberste Instanz für die Auslegung des nationalen Rechts darstellen.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Verhandlungsposition in Bezug auf die zukünftige Beziehung zur EU klar formuliert und die nationalen Interessen kompromisslos verteidigt. Die vorgeschlagenen Agreements scheinen eher auf eine Unterordnung unter die EU-Regelungen hinauszulaufen, als auf eine gleichberechtigte Partnerschaft. Die Gefahr, dass die Schweiz durch diese Agreements in eine Situation gerät, in der sie EU-Recht anwenden muss, ohne die Möglichkeit, darauf Einfluss zu nehmen oder es kritisch zu hinterfragen, ist real und bedrohlich. Artikel 5 der Bundesverfassung legt fest, dass die Kantone die Hauptträger der Staatsgewalt sind, soweit die Bundesverfassung es nicht anders bestimmt. Eine Übernahme von externem Recht ohne die Möglichkeit der kantonalen Mitgestaltung oder gar ohne die Möglichkeit der nationalen Volksabstimmung über solche gravierenden Entscheidungen wäre eine Verletzung dieses Prinzips.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse der Europäischen Union mit grosser Skepsis und tiefgreifenden Bedenken betrachtet werden müssen. Die potenziellen Nachteile in Bezug auf Souveränität, Arbeitsmarkt, finanzielle Belastung und rechtsstaatliche Prinzipien sind gravierend. Es bedarf einer fundamentalen Überarbeitung dieser Vorschläge, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung gewahrt bleiben und unsere demokratischen Grundsätze nicht ausgehöhlt werden. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, die fehlende Mitsprache bei dessen Gestaltung und die bindende Auslegung durch den EuGH sind Punkte, die eine klare Absage oder eine drastische Neuverhandlung erfordern, um die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz langfristig zu sichern.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Gesamtpaket Schweiz-EU wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Eine oberflächliche Betrachtung der vorgeschlagenen Vereinbarungen verdeckt gravierende Defizite und birgt erhebliche Risiken für die Schweiz.

Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass das Schweizer Volk direkten Einfluss darauf nehmen kann, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die EU erwirbt durch dieses Abkommen ein de facto Vetorecht bei der Gesetzgebung, da die Schweiz sich verpflichtet, neu entstehendes EU-Recht zu übernehmen. Dies untergräbt die parlamentarische Entscheidungsfindung und die Möglichkeit des Stimmvolkes, durch Referenden Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen. Die Rolle der Schweiz wird damit von der eines souveränen Gesetzgebers zu der einer reinen Rezipienten von EU-Recht degradiert.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Fragen des Abkommens stellt eine kaum verhüllte Souveränitätsverletzung dar. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Selbstbestimmung der Schweiz. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, dessen Urteile für die Schweiz verbindlich wären, würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Anwendung des Schweizer Rechts massiv beeinträchtigen. Die Möglichkeit, dass der EuGH im Rahmen der Auslegung des Abkommens Schweizer Gesetze als unvereinbar erklärt, ist ein inakzeptabler Eingriff in die nationale Rechtsordnung und die Gewaltenteilung. Artikel 164 BV, der die Grundsätze der Bundesgesetzgebung festlegt, würde faktisch ausgehebelt, da die Kompetenz zur Ausgestaltung und Auslegung der relevanten Rechtsbereiche

ausserhalb der Schweiz läge.

Die Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten sind ebenfalls bedenklich. Die Einsetzung eines Schiedsgerichts, dessen Entscheidungen bindend wären, ähnelt einer Art supranationaler Gerichtsbarkeit. Dies widerspricht dem Grundsatz der ausschliesslichen Zuständigkeit schweizerischer Gerichte und der Unabhängigkeit der Justiz. Der Gedanke, dass Richter ausserhalb der Schweiz über die korrekte Anwendung eines Abkommens entscheiden, das seinerseits schweizerisches Recht beeinflusst, ist nicht mit der verfassungsrechtlich garantierten Rechtsstaatlichkeit vereinbar.

Die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme von EU-Recht und der Teilnahme an bestimmten Programmen verbunden ist, muss kritisch hinterfragt werden. Während die genauen Kosten noch schwer abzuschätzen sind, ist klar, dass die Schweiz erhebliche finanzielle Beiträge leisten muss, ohne im Gegenzug einen gleichwertigen Einfluss auf die Gestaltung der EU-Politik zu erhalten. Dies widerspricht dem Prinzip der wirtschaftlichen Selbstbestimmung und der Haushaltsautonomie, die essenziell für eine verantwortungsvolle Finanzpolitik sind.

Die versprochene Vereinfachung der Beziehungen zur EU erweist sich als trügerisch. Statt einer echten Partnerschaft wird eine vertikale Abhängigkeit geschaffen, die der Schweiz wenig Spielraum für eigene politische und wirtschaftliche Entscheidungen lässt. Die Flexibilität und die Anpassungsfähigkeit, die die Schweiz bisher ausgezeichnet haben, würden durch eine solche starre Regelung empfindlich beeinträchtigt.

Es ist äusserst fraglich, ob die propagierten Vorteile, wie der erleichterte Zugang zum EU-Binnenmarkt, die hohen Kosten und die Souveränitätsverluste aufwiegen. Die EU ist nicht an einer echten Partnerschaft interessiert, sondern an der Angleichung von Drittstaaten an ihre Regeln und Standards. Dieses Abkommen scheint primär den Interessen der EU zu dienen und die Schweiz in eine untergeordnete Position zu drängen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorgeschlagene Gesamtpaket gravierende rechtsstaatliche und demokratische Bedenken aufwirft. Die Übernahme von EU-Recht ohne demokratische Legitimierung, die Unterordnung unter den EuGH und die damit verbundenen Souveränitätsverluste sind inakzeptabel. Dieses Paket stellt keine echte Partnerschaft dar, sondern eine Einschränkung der schweizerischen Handlungsfreiheit und ein Risiko für unsere Unabhängigkeit. Die Schweiz sollte ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien nicht zugunsten einer fragwürdigen Annäherung an die EU opfern.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Anpassung der inländischen Umsetzung zur Umsetzung von EU-Recht wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Während die Notwendigkeit, internationale Abkommen zu erfüllen, anerkannt wird, darf dies nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und der demokratischen Mitbestimmung führen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse und die Rechtskultur der Schweiz. Die Schweiz hat historisch eine starke Tradition der Rechtsstaatlichkeit und der sorgfältigen Gesetzgebung, die oft das Ergebnis langer und gründlicher Beratungen ist. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die in einem völlig anderen politischen und juristischen Kontext entstanden sind, birgt die Gefahr, dass diese nicht immer mit unseren Grundwerten und verfassungsmässigen Garantien vereinbar sind. Insbesondere Artikel 7 Absatz 2 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) betont die Treuepflicht des Arbeitgebers, die durch eine überstürzte Übernahme von EU-Arbeitsrechtspraktiken unter Umständen in Frage gestellt werden könnte, falls diese keine angemessene Berücksichtigung der schweizerischen Verhältnisse zulassen.

Des Weiteren besteht die Sorge, dass die vorgesehene Umsetzung des EU-Rechts die

Gewaltenteilung in der Schweiz beeinträchtigen könnte. Die Europäische Union operiert mit einem System, in dem die Exekutive (die Europäische Kommission) eine bedeutende Rolle bei der Gesetzgebung spielt. Dies steht im Kontrast zum schweizerischen Modell, in dem die Gesetzgebung primär in den Händen der Bundesversammlung liegt, die direkt vom Volk gewählt wird. Eine delegative Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass legislative Kompetenzen vom Parlament auf exekutive Organe, sei es auf nationaler oder europäischer Ebene, verlagert werden, ohne dass dies einer demokratischen Kontrolle oder einer parlamentarischen Zustimmung in einem für die Schweiz üblichen Umfang unterliegt. Dies könnte zu einer Verwässerung der demokratischen Legitimation von Rechtsnormen führen, was sich auch im Lichte von Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) kritisch betrachten lässt, der die Pflicht des Bundes zur Wahrung der föderalen Grundordnung und der Rechte der Kantone vorsieht.

Die Frage der Anwendbarkeit des EU-Rechts in der Schweiz wirft zudem verfassungsrechtliche Fragen auf. Gemäss Artikel 1 Absatz 3 BV ist das Völkerrecht Bestandteil des Bundesrechts und geht den Kantonen vor. Jedoch ist die Auslegung und Umsetzung von Völkerrecht, insbesondere von sekundärem EU-Recht, das nicht direkt in einem völkerrechtlichen Vertrag verankert ist, sondern durch die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ausgestaltet wird, mit eigenen Herausforderungen verbunden. Die Befürchtung ist, dass die Gerichte in der Schweiz unter Druck geraten könnten, die Rechtsprechung des EuGH ohne kritische Prüfung zu übernehmen, selbst wenn diese mit der Schweizerischen Bundesverfassung kollidiert. Die unabhängige Auslegung des Rechts ist ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, wie es auch durch die Garantie der individuellen Rechte gemäss Artikel 29 BV gewährleistet wird. Eine unkritische Übernahme von EuGH-Urteilen könnte diese Garantie schwächen.

Ein weiterer wichtiger Aspekt ist die Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen und die spezifischen Marktbedingungen. EU-Regulierungen sind oft darauf ausgelegt, einen Binnenmarkt mit über 450 Millionen Konsumenten zu bedienen. Diese Regelungen können für kleinere oder auf spezifische Nischen spezialisierte Schweizer Unternehmen eine unverhältnismässige Belastung darstellen. Die Kosten für die Compliance mit potenziell übermässigen oder unpassenden Regulierungen könnten die Wettbewerbsfähigkeit schwächen und die Innovationskraft beeinträchtigen. Die im Gesetz gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) verankerten Prinzipien des fairen Wettbewerbs könnten durch die Übernahme von EU-Regelungen, die auf andere Marktlogiken zugeschnitten sind, unterlaufen werden.

Zudem ist die Transparenz und die Möglichkeit zur Einflussnahme auf die Entwicklung des EU-Rechts für die Schweiz stark eingeschränkt. Während die Schweiz als Drittstaat kein Stimmrecht in den EU-Institutionen hat, wird sie dennoch von deren Rechtsentwicklungen betroffen sein. Die Art und Weise, wie die Schweiz in den Prozess der Übernahme von EU-Recht eingebunden wird, muss daher äusserst sorgfältig gestaltet sein, um sicherzustellen, dass die nationalen Interessen gewahrt bleiben. Die mangelnde demokratische Legitimation des EU-Rechtsetzungsprozesses, von dem die Schweiz zunehmend betroffen ist, ist ein Grund zur tiefen Besorgnis und erfordert eine stärkere nationalstaatliche Kontrolle.

Abschliessend muss die heimische Umsetzung des EU-Rechts unter kritischer Beobachtung stehen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität verteidigt und sicherstellt, dass jede Übernahme von ausländischem Recht einer gründlichen Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der Bundesverfassung, den rechtsstaatlichen Prinzipien und den spezifischen Interessen der Schweiz unterzogen wird. Eine pauschale oder überstürzte Übernahme von EU-Regulierungen ohne sorgfältige Abwägung und Anpassung würde die schweizerischen Errungenschaften in den Bereichen Demokratie, Rechtsstaatlichkeit und wirtschaftliche Stabilität gefährden. Die Stärkung der nationalen Entscheidungskompetenzen und die Wahrung der Souveränität sollten dabei stets im Vordergrund stehen, wie es auch die Bundesverfassung in Artikel 2 vorsieht, indem sie die Verpflichtung zur Wahrung der Interessen der Schweiz hervorhebt.

Lebensmittelsicherheit

Die Schweiz wird im Rahmen des angestrebten Abkommens zur Lebensmittelsicherheit nicht etwa vor einer Gefährdung geschützt, sondern vielmehr einer tiefgreifenden und unfreiwilligen Unterwerfung

unter das komplexe und oft minderwertige EU-Regelwerk ausgesetzt. Unter dem irreführenden Etikett der "Lebensmittelsicherheit" verbirgt sich ein umfassendes Integrationsprojekt, das darauf abzielt, die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Konzept "Vom Hof auf den Tisch" zu unterwerfen. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere etablierten und qualitativ hochwertigen Produktionsstandards dar, gefährdet die Lebensgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit unserer Konsumenten massiv ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die wir uns über Generationen hinweg erarbeitet haben und die weltweit anerkannt ist, steht unter direktem Beschuss. Die erzwungene Angleichung an EU-Standards, die in vielen Bereichen nachweislich tiefer angesetzt sind, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das begehrte Label "Made in Switzerland", ein Garant für Exzellenz und Vertrauen, wird durch die Notwendigkeit, Produkte nach denselben, oft weniger strengen Kriterien wie in der EU herzustellen, entwertet. Dies zerstört nicht nur einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, sondern auch das Vertrauen der Konsumenten in die Einzigartigkeit Schweizer Erzeugnisse.

Eine besonders perfide Komponente dieses Abkommens ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel". Diese Klausel verknüpft das vorliegende, für die Schweiz höchst nachteilige Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bestehende bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen würde. Ein solches Vorgehen stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und uns in eine unannehmbare Abhängigkeit manövriert.

Die Zuständigkeit für die Lebensmittelkontrolle wird auf EU-Inspektoren ausgeweitet, denen Zutritt und weitreichende Kontrollbefugnisse in unseren Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants gewährt werden sollen. Dies stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, deren Interessen nicht zwangsläufig mit unseren übereinstimmen.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, idyllische Alp-Käsereien, traditionsbewusste Dorfmetzger und selbst lokale Vereine, die bei einem Schwingfest für das leibliche Wohl sorgen, müssten die komplexen und für sie oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies ist nicht nur eine unverhältnige Belastung, sondern droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören und die Vielfalt unserer ländlichen Wirtschaft zu untergraben.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten, zu akzeptieren. Der ausdrückliche Volkswille, der sich klar gegen GVO ausgesprochen hat, wird hierbei auf zynische Weise missachtet.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die hiesigen Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt dies zu einer erstickenden Bürokratie und einem unumkehrbaren Verlust unserer hohen Standards.

Auch im Bereich des Tierschutzes sind gravierende Rückschritte zu befürchten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein deutlicher Rückschritt für den Tierschutz in unserem Land und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neue Fassung des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück

der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird damit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen zur Lebensmittelsicherheit kein Fortschritt für die Schweiz darstellt, sondern eine gefährliche Einschränkung unserer Souveränität, eine Bedrohung unserer Qualitätsstandards und ein Rückschritt für den Tierschutz und den Volkswillen. Wir lehnen dieses Abkommen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Wir lehnen die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit entschieden ab. Die vorliegenden Vorschläge sind bestenfalls kosmetischer Natur und gehen weit davon entfernt, den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der aus der Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, wirksam zu kompensieren. Stattdessen droht eine schleichende und flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere zu Lasten der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Wir sehen uns gezwungen, die vorgeschlagenen Anpassungen kritisch zu prüfen, da sie bestehende Lücken nicht schliessen, sondern bestehende Schweizer Schutzmechanismen aufweichen und diese an EU-Standards anpassen, die nachweislich weniger effektiv sind.

Die Reform des Lohnschutzes untergräbt unser bewährtes und wirksames Schweizer System der flankierenden Massnahmen. Anstatt dieses System zu stärken und den Herausforderungen des wachsenden Lohndumpings durch ausländische Firmen entgegenzutreten, werden die Regeln verwässert und bürokratisiert. Die neuen Bestimmungen sind weniger effektiv als die bisherigen, was primär den Unternehmen zugutekommt, die Lohngefälle ausnutzen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was das Vertrauen in unsere Sozialpartnerschaft fundamental erschüttert.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung, die auf Kompatibilität mit dem EU-Recht abzielt und nicht auf eine tatsächliche Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Angleichung an EU-Vorgaben und bietet keinen Mehrwert für die Stärkung der Lohnbedingungen hierzulande. Die Streichung des Klagerechts

aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert und erschwert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein vergiftetes Geschenk und stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Diese Verknüpfung birgt das Risiko, dass schweizerische Vergabepraktiken zukünftig stärker von EU-Vorgaben beeinflusst werden und die Souveränität in diesem sensiblen Bereich weiter erodiert.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies ist ein gefährlicher Präzedenzfall, der die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Integrität unseres Rechtssystems bedroht.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt abzufedern. Sie schwächen stattdessen bestehende Schutzmechanismen, verkomplizieren Abläufe und führen zu einer unerwünschten Angleichung an EU-Standards, die nicht unseren nationalen Interessen und Schutzbedürfnissen entsprechen. Wir fordern daher eine grundlegende Überarbeitung und eine klare Stärkung des Schweizer Lohnschutzes, anstatt einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und unserer bewährten Arbeitsmarktprinzipien.

Staatliche Beihilfen

Wir lehnen die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen entschieden ab. Die vorliegende Vorlage stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität, die föderalistische Struktur und die bewährte Praxis der wirtschaftspolitischen Steuerung dar. Sie unterwirft die Schweiz einem rigiden und technokratischen Kontrollregime der Europäischen Union, das unsere nationalen Interessen und die Autonomie unserer demokratischen Institutionen massiv untergräbt.

Die geplante Abschaffung der heutigen, dezentralen und politisch legitimierten Praxis der Subventionsvergabe durch Bund, Kantone und Gemeinden ist äusserst bedenklich. Diese Förderungen, welche die lokale Wirtschaft, den Regionalverkehr, die Kultur und andere wichtige Bereiche zum Wohle unserer Bevölkerung unterstützen, sollen künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde unterstellt werden. Dies bedeutet die Aufgabe unserer demokratisch verbürgten Gestaltungsfreiheit und die Übertragung von Entscheidungskompetenzen an eine übergeordnete Instanz, deren Prioritäten nicht zwingend mit den Schweizer Bedürfnissen übereinstimmen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv ausgehöhlt. Anstatt über ihre eigene Wirtschaftsförderung im Rahmen ihrer verfassungsmässigen Zuständigkeiten zu entscheiden, sind die Kantone gezwungen, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf das föderalistische Prinzip, das eine tragende Säule unseres Staates darstellt. Der neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen hierfür eine neue, als "Superbehörde" bezeichnete Institution, die faktisch als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre Entscheide werden primär auf Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht auf die Förderung Schweizer Interessen ausgerichtet sein.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Notwendigkeit, staatliche Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von ihr genehmigen zu lassen, degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt unsere nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, die für die Versorgungssicherheit von fundamentaler Bedeutung ist und bei der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und Landverkehr werden so der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG führt zu einer undurchsichtigen Machtkonzentration. Diese neue Instanz wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts fungieren. Diese Machtbündelung in einer einzigen Behörde, die der direkten demokratischen Kontrolle weitgehend entzogen ist, ist gefährlich und steht im Widerspruch zu den Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Gewährung eines direkten Beschwerderechts an die neue Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können künftig von einer zentralen Behörde vor dem Bundesgericht angefochten und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ein fundamentaler Eingriff in die föderalistische Ordnung der Schweiz.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies schwächt unsere Fähigkeit, strategische Entscheidungen im Luftverkehr zu treffen und die Bedürfnisse unserer Bürger und Unternehmen zu berücksichtigen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu vernachlässigen.

Zusammenfassend sind wir der Überzeugung, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur die Schweizer Souveränität und den Föderalismus massiv beeinträchtigen, sondern auch die demokratische Kontrolle über wichtige wirtschaftspolitische Entscheidungen schwächen. Sie führen zu

einer unnötigen Bürokratisierung und Zentralisierung und stellen eine Unterwerfung unter das EU-Recht dar, die mit den Kernprinzipien unserer Rechtsordnung und unserer Staatsform unvereinbar ist. Wir fordern daher die Ablehnung dieser Vorlage.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union stellen eine erhebliche Bedrohung für die Integrität und Leistungsfähigkeit unseres Service public im Schienenverkehr dar. Die Sorge ist tiefgreifend und berechtigt, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bestehende und für die Versorgung der Bevölkerung unerlässliche Subventionen als unzulässig einstufen könnte. Dies betrifft nicht nur den lukrativen Güterverkehr, sondern insbesondere auch den regionalen Personenverkehr und die dringend notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials. Der Service public im Schienenverkehr ist ein wesentlicher Pfeiler unseres Wirtschaftsstandorts und ein Garant für die Mobilität aller Bürgerinnen und Bürger, unabhängig von ihrem Wohnort. Eine Beeinträchtigung dieser Subventionen würde unweigerlich zu einer Reduzierung der Angebotsqualität und des Umfangs des öffentlichen Verkehrs führen, was im Widerspruch zu unseren nationalen Zielen steht.

Besondere Besorgnis löst die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater aus. Diese Bestimmung öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, die dann in der Lage wären, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Das daraus resultierende Phänomen der "Rosinenpickerei" ist ein klar zu erwartendes und zutiefst problematisches Ergebnis. Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Verkehrsunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet langfristig die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung mit öffentlichen Verkehrsleistungen. Die vermeintliche Absicherung durch die vom Bundesrat präsentierte "Gemeinsame Erklärung" ist juristisch betrachtet wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Mit der schrittweisen Übernahme des EU-Rechts geben wir die Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige Regulierungen der EU, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter in Richtung zentraler EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz einschränken, ihre Infrastruktur den eigenen Bedürfnissen anzupassen.

Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist ein direkter Frontalangriff auf die Fundamente unseres Service public. Sie ermöglicht es ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, die profitabelsten Segmente des Schweizer Bahntransports zu übernehmen. Dies schwächt nicht nur die SBB und andere Unternehmen mit einem umfassenden Versorgungsauftrag, sondern gefährdet auch die Zukunft des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz in seiner Gesamtheit. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz dazu, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Transportleistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die Konsequenz dieser Entwicklung ist eine Erosion unserer Souveränität und eine Schwächung unseres eigenen Verkehrsmodells, das über Jahrzehnte hinweg erfolgreich war. Die Absicht, die Schweiz enger an die EU anzubinden, darf nicht auf Kosten der Grundversorgung unserer eigenen Bevölkerung gehen. Die Garantien, die der Bundesrat in Aussicht stellt, sind rechtlich nicht stichhaltig und bieten keine Sicherheit für die Zukunft. Wir müssen die potenziellen negativen Folgen der vorgeschlagenen Abkommen für unseren Service public, die nationale Hoheit und die

Wettbewerbsfähigkeit unserer eigenen Transportunternehmen kritisch prüfen und uns gegen eine Übernahme von EU-Regulierungen aussprechen, die unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die Schweiz ihre Souveränität im Bereich des Landverkehrs bewahrt und ihre eigenen Prioritäten bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs verfolgen kann.

Strom

Das vorliegende Abkommen im Bereich Strom birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Integration von ACER und ENTSO-E, reduziert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne eigene Entscheidungsbefugnis, der jedoch weiterhin die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit von Brüssel aus diktiert, was eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Hoheit darstellt. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird zu einer reinen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die vorgeschlagenen EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das insbesondere den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle für diese Regionen darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Konsequenzen für die betroffenen Kantone und würde die regionale Wertschöpfung massiv beeinträchtigen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, die für die Schweiz von zentraler Bedeutung sind, werden durch die vorgeschlagenen Regelungen empfindlich geschwächt. Insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, die eine dezentrale und bürgernahe Energieproduktion gewährleisten, sehen sich benachteiligt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der eine faire Vergütung ihrer erzeugten Energie sicherstellte, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv und zementiert die Dominanz grosser, zentralisierter Akteure, was der Idee einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung widerspricht.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem vermeintlichen Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, die in trockenen Perioden essenziell für die Stromproduktion ist, wird durch die EU-Regeln erheblich eingeschränkt. Es ist zudem unklar, wer fortan die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll – weder der Markt noch die EU können hierfür alleinige Gewähr bieten. Dies gleicht einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen im Ernstfall die gesamte Bevölkerung zu tragen hätte. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der sogenannte "freie Markt" nicht mehr übernimmt, müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden, was eine zusätzliche finanzielle Belastung darstellt.

Das StromVG in seiner neuen Fassung (Art. 4a ff.) birgt die Gefahr einer erheblichen Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Gleichzeitig untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19), was die Autonomie und Flexibilität der lokalen Energieversorger einschränkt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen einen direkten Angriff auf die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, darunter Gemeindewerke und Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im klaren Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte

Energiekonzerne. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz stärker von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern abhängig machen.

Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG, ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind offensichtliche Instrumente zur Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar. Insgesamt führt das vorgeschlagene Abkommen zu einem empfindlichen Verlust an nationaler Souveränität, schwächt die Versorgungssicherheit und benachteiligt die dezentrale Energieproduktion und die Schweizer Bevölkerung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz, der Steuerung unserer Einwanderungspolitik und der langfristigen Stabilität unserer Sozialwerke und unseres Bildungssystems. Die vorgeschlagenen Anpassungen laufen einem klaren Verfassungsauftrag, nämlich der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, fundamental zuwider und stellen eine kaum verhüllte Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird die Personenfreizügigkeit in einer Weise ausbauen, die jegliches Mass und Verhältnismässigkeit vermissen lässt. Dies steht in diametralem Widerspruch zum Volkswillen, der sich wiederholt für eine restriktive und eigenverantwortliche Steuerung der Zuwanderung ausgesprochen hat. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren Aufenthaltsdauer, de facto eine 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist ein unerträglicher Zustand. Dieses Recht untergräbt die innere Sicherheit der Schweiz massiv und belastet unsere Sozialwerke in einer nicht kalkulierbaren Weise.

Besonders alarmierend ist die explizite Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie ihren Lebensunterhalt nicht eigenständig bestreiten können und auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden in vollem Umfang auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Dies ist keine faire Lastenverteilung, sondern eine systematische Umverteilung von Schweizer Steuergeldern zugunsten von Personen, die keinen nachweisbaren Beitrag zu unserer Gesellschaft leisten.

Der im Rahmen dieser Vereinbarung vorgesehene Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Neu sollen nicht nur Ehepartner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung führen und die Sozialkosten exponentiell in die Höhe treiben. Es ist fraglich, ob die Schweiz die Kapazitäten und die finanziellen Mittel besitzt, um eine solche humanitäre Verpflichtung, die weit über das übliche Mass hinausgeht, auch nur ansatzweise zu

erfüllen.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Feigenblatt. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel in Anspruch zu nehmen, droht die Europäische Union mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Klausel, die uns schützen soll, sondern eine reine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch ausgeliefert. Jegliche Mitbestimmungsmöglichkeit entfällt, was die Souveränität der Schweiz in einer fundamentalen Frage ihrer nationalen Identität und Gestaltungskraft untergräbt.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung des Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei nachgewiesener Abhängigkeit, wird praktisch unmöglich. Dies widerspricht dem Grundsatz der Eigenverantwortung und belastet die Sozialwerke auf unzumutbare Weise. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist ein reines Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, abzufedern. Dies ist ein offenes Eingeständnis, dass die unkontrollierte Zuwanderung massive finanzielle Belastungen verursacht, die nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz über die Prüfung und Anerkennung von Berufsqualifikationen (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Art. 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Art. 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität darstellen und das Risiko bergen, unsere bewährten Sozialwerke, unser Bildungssystem und unsere innere Sicherheit nachhaltig zu gefährden. Die Schweiz wird zu einem reinen Rechnungsführer für die Zuwanderungspolitik der EU degradiert, während ihr die Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung und zur Wahrung ihrer nationalen Interessen genommen wird. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern eine Rückbesinnung auf die Grundsätze unserer Bundesverfassung und den Volkswillen.

Finanzieller Beitrag

Zur Stellungnahme im Bereich Finanzieller Beitrag im Rahmen der Verhandlungen mit der Europäischen Union nehme ich wie folgt kritisch Stellung:

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich unserer nationalen Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der finanziellen Verpflichtungen auf. Die Umwandlung der bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen eklatanten Verlust politischer Gestaltungsmacht dar. Mit der Verankerung im neuen, zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) wird eine bisher flexible politische Geste zu einer permanenten, rechtsverbindlichen Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsmöglichkeit über jeden einzelnen Beitrag, was eine Aushöhlung der Budgethoheit darstellt. Artikel 1 des KoBG zementiert faktisch einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf Schweizer Steuergelder, ohne dass die Schweiz im Gegenzug über Mitspracherechte verfügt. Dies ist keine freiwillige Solidarität mehr, sondern wird de facto zu einer Zwangsabgabe.

Der im Vertrag zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr muss mit grösster Skepsis betrachtet werden. Es ist offenkundig, dass dies lediglich als Lockvogelangebot dient. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung dieser Zahlungen führen. Die Schweiz wird dann keinerlei Verhandlungsmacht mehr besitzen, um diese Forderungen abzulehnen. Die EU wird diktieren, wie viel zu zahlen ist, und die Schweiz wird keine andere Wahl haben, als zu kapitulieren. Dies untergräbt die Unabhängigkeit unseres Landes und zwingt uns in eine Rolle als Nettozahlerin ohne jegliche Stimmkraft. Es ist äusserst fragwürdig, dass wir erhebliche Summen ohne die Garantie eines verbesserten Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse leisten sollen. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Gegenleistungen erbringt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist weit mehr als eine formale technische Anpassung. Diese Verankerung in unserer Rechtsordnung signalisiert die Absicht, diese Abgaben als normalen und dauerhaften Bestandteil unserer nationalen Gesetzgebung zu etablieren. Dies schwächt die Position der Schweiz bei zukünftigen Verhandlungen und signalisiert der EU, dass die Schweiz bereit ist, sich langfristig finanziell an die EU zu binden, ohne die gleiche Gegenleistung zu erhalten.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und geradezu zynisch. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und aus unserer Sicht höchst umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist inakzeptabel, dass die Notwendigkeit von Friedensförderung als Vorwand dient, um eine faktische Abgabe an eine supranationale Organisation zu rechtfertigen, deren Interessen nicht immer mit den unseren übereinstimmen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag eine Gefährdung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle darstellen. Die Umwandlung freiwilliger Beiträge in eine rechtlich bindende Pflicht, die drohende Unkontrollierbarkeit der Zahlungen und die fehlenden Gegenleistungen auf Seiten der Schweiz sind untragbar. Das zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist nichts anderes als ein gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten und die Budgethoheit des Parlaments auszuhebeln. Die Schweiz wird gezwungen, als Nettozahlerin ohne Einfluss zu fungieren, was unseren nationalen Interessen massiv zuwiderläuft. Ich fordere daher eine grundlegende Überarbeitung dieser Bestimmungen, die die Souveränität der Schweiz wahrt und sicherstellt, dass finanzielle Verpflichtungen immer im Rahmen einer klaren politischen Kontrolle und mit angemessenen Gegenleistungen erfolgen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Während eine gewisse Kohärenz in den Beziehungen zur Europäischen Union wünschenswert ist, darf diese nicht auf Kosten der demokratischen Prinzipien und der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Schweiz gehen.

Es ist kritisch zu hinterfragen, inwieweit die angestrebte Stabilisierung eine faktische Unterwerfung unter europäisches Recht darstellt, ohne dass die Schweiz dabei über die Gestaltung ebendieses Rechts mitentscheiden kann. Artikel 4 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft garantiert die Souveränität und die Selbstbestimmung des Volkes und der Kantone. Eine Annäherung an die EU, die zu einer Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Kontrollmechanismen oder die Möglichkeit einer direkten demokratischen Mitwirkung des schweizerischen Volkes führt, birgt die Gefahr, diese grundlegenden verfassungsrechtlichen Prinzipien auszuhöhlen. Die Rechtsnatur der EU ist eine fortlaufende Entwicklung, die auf supranationalem Recht beruht. Die Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Rahmen von bilateralen Abkommen, könnte zu einem "Sich-Selbst-Verstärkenden" Prozess führen, bei dem zukünftige EU-Regulierungen ohne eine entsprechende vertragliche Grundlage oder die Zustimmung des schweizerischen Gesetzgebers in nationales Recht transformiert werden müssten. Dies widerspräche dem Geist von Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Eidgenossenschaft als souveränen Staat verankert.

Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht, das sogenannte "Schlupfloch", und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind besorgniserregend. Artikel 123 der Bundesverfassung regelt die Zuständigkeit der Gerichte und die Art der Rechtsanwendung. Die automatische Übernahme von EU-Recht, das möglicherweise in Widerspruch zu nationalen Rechtsgrundsätzen oder der Verfassung steht, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Möglichkeit des Bundesgerichts, als oberste Instanz über die Einhaltung des nationalen Rechts zu wachen, untergraben. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, ohne dass die Schweiz auf die Zusammensetzung und Entscheidungsfindung dieses Gerichts Einfluss nehmen kann, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in der Schweizerischen Rechtsordnung tief verankert ist.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Stabilisierung müssen ebenfalls kritisch beleuchtet werden. Während eine enge wirtschaftliche Anbindung an den EU-Binnenmarkt unbestreitbar Vorteile mit sich bringt, dürfen die Kosten und Risiken nicht unterschätzt werden. Eine engere Integration könnte zu einem erhöhten Wettbewerbsdruck auf schweizerische Unternehmen führen, ohne dass diese von den Vorteilen der vollständigen Mitgliedschaft, wie z.B. Mitspracherechten bei der Gestaltung der Binnenmarktregeln, profitieren. Ferner ist die Frage der Finanzbeiträge an die EU zu klären. Eine pauschale Beteiligung an EU-Programmen oder gar die Übernahme von Verpflichtungen, die mit der EU-Mitgliedschaft einhergehen, ohne dass die Schweiz die entsprechende Entscheidungsgewalt im Rat der Europäischen Union oder im Europäischen Parlament besitzt, wäre eine unfaire Last. Artikel 176 der Bundesverfassung, der sich mit der Finanzpolitik befasst, verlangt eine umsichtige und verfassungskonforme Mittelverwaltung.

Die Stabilität, die durch eine solche Annäherung angestrebt wird, darf nicht mit einer Verengung des schweizerischen Handlungsspielraums verwechselt werden. Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der Gesetzgebung und der Verwaltung festlegt, betont das Prinzip der Verhältnismässigkeit und der Effizienz. Eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen könnte dazu führen, dass bestehende schweizerische Regelungen, die sich als effektiv und an die nationalen Gegebenheiten angepasst erwiesen haben, aufgegeben werden müssen, um den Vorgaben der EU zu entsprechen. Dies könnte die Flexibilität der schweizerischen Politik und Verwaltung erheblich einschränken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU mit grosser Skepsis betrachtet werden muss. Die Souveränität der Schweiz, die rechtsstaatliche Unabhängigkeit und die demokratischen Mitwirkungsrechte des Volkes dürfen nicht kompromittiert werden. Jede Annäherung an die EU muss sorgfältig geprüft werden, um sicherzustellen, dass sie im Einklang mit der Schweizerischen Bundesverfassung steht und die langfristigen Interessen der Schweiz wahrt. Die Möglichkeit einer Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle und die Rolle des EuGH sind zentrale Punkte, die einer kritischen Auseinandersetzung bedürfen, um eine faktische Unterwerfung unter europäische Gesetzgebung zu verhindern.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Mayumi Muto <chirimoya1994@yahoo.de>
Sent: Sonntag, 12. Oktober 2025 18:49
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Für eine unabhängige und souveräne Schweiz
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit von der Europäischen Union bewahren.
Ich fordere Sie daher nachdrücklich auf, sämtliche laufenden Initiativen, die auf einen EU-Beitritt oder eine weitergehende Integration abzielen, unverzüglich einzustellen.

Im Anhang finden Sie die ausführliche Vernehmlassung **„Vernehmlassung_CH-EU.pdf“**, in der die wichtigsten Argumente und Bedenken detailliert dargelegt werden. Bitte prüfen Sie insbesondere die folgenden Kapitel, da sie die zentralen Risiken für die Schweiz aufzeigen:

1. **Souveränität & Rechtsstaatlichkeit** – mögliche Aushöhlung der Verfassung und Bindung an den EuGH.
2. **Arbeitsmarkt & Lohnschutz** – Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Lohnstrukturen.
3. **Lebensmittelsicherheit & Tierschutz** – Verlust der hohen Qualitätsstandards und Kontrolle über die Lebensmittelproduktion.
4. **Finanzieller Beitrag** – langfristige, nicht kontrollierbare Zahlungsverpflichtungen gegenüber der EU.
5. **Energie- und Verkehrspolitik** – Risiken für die Versorgungssicherheit und den öffentlichen Nahverkehr.

Die Vernehmlassung endet mit der Frage, ob die bilateralen Beziehungen zur EU stabilisiert und weiterentwickelt werden sollen – ein Ansatz, den ich nach gründlicher Prüfung ausdrücklich ablehne.

Ich danke Ihnen für die umgehende Umsetzung dieses Anliegens und stehe für Rückfragen gern zur Verfügung.

Mit besten und freundlichen Grüßen

Mayumi Muto
Privatperson
Telefon +41 79 524 10 82
E-Mail chirimoya1994@yahoo.de

1 Datei

Philippe RENAUD
Chemin du Bon 22
1128 REVEROLLE

12.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature Philippe RENAUD

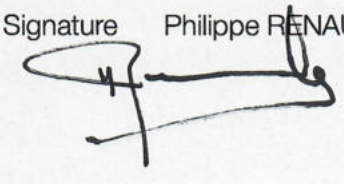

René Huber
Chemin des Colombettes 2A
1162 St-Prex

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

St-Prex, 12 Octobre 2025

Ville, xx octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

René HUBER

Nom et prénom en caractères d'imprimerie

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Andrin Rosenberger (Privat)

Datum: 10.10.2025

Kontakt: Andrin Rosenberger · 0768139910 · andrin99@sunrise.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die von der Europäischen Union vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Rahmen des institutionellen Abkommens stellen eine eklatante Missachtung der schweizerischen Souveränität und unseres direktdemokratischen Systems dar. Es ist beunruhigend festzustellen, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen die Autonomie der Schweiz massiv untergraben und uns in eine abhängige Position gegenüber Brüssel drängen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der eidgenössischen Räte verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BPG) verankert ist, welches die Rechtsgrundlagen für die Anwendung des Rechts in der Schweiz festlegt. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität zur Auslegung des Abkommens, auch im Hinblick auf die primärrechtlichen Bestimmungen der EU, stellt eine faktische Unterwerfung unter das Unionsrecht dar. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung, die unsere nationale Rechtsordnung an erste Stelle setzt.

Die Ausweitung der Personenfreizügigkeit, wie sie im Abkommen angestrebt wird, birgt erhebliche Risiken für die Schweiz. Artikel 13 Absatz 2 der Bundesverfassung gewährleistet das Recht auf Bewegungsfreiheit, aber eine unkontrollierte Zuwanderung ohne Rücksicht auf die Kapazitäten und Bedürfnisse der Schweiz wäre eine Gefährdung unserer sozialen Sicherheit und unseres Arbeitsmarktes. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des EuGH, untergraben die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte. Die Möglichkeit, dass der EuGH über die Auslegung von schweizerischem Recht entscheidet, wenn dieses mit EU-Recht kollidiert, ist unannehmbar und steht im Widerspruch zum Gebot der Rechtsgleichheit gemäss Artikel 8 der Bundesverfassung.

Die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen eines solchen Abkommens sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Annahme der EU-Gesetzgebung ohne Möglichkeit der Anpassung an die schweizerischen Besonderheiten könnte zu Wettbewerbsverzerrungen und einer Schwächung unserer heimischen Wirtschaft führen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Fähigkeit behält, eigenständig Gesetzgebung zu erlassen, die ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten Rechnung trägt. Die vorgeschlagenen Regelungen sind daher in ihrer jetzigen Form nicht tragbar und müssen einer grundlegenden Überprüfung unterzogen werden, wobei die Wahrung unserer Souveränität und unserer demokratischen Institutionen oberste Priorität haben muss.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Umsetzung im Inland wirft erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz. Es ist

fraglich, inwieweit eine Übernahme von EU-Recht, selbst in ausgewählter Form, mit den Grundsätzen des schweizerischen Rechtssystems vereinbar ist, wie sie beispielsweise in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) festgeschrieben sind, der die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung betont.

Die Vernehmlassung überlässt die Ausgestaltung der konkreten Umsetzung weitgehend der Exekutive, was zu einer Schwächung der parlamentarischen Kontrolle führen könnte. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 168 BV, der die Rolle des Parlaments als oberstes Organ der rechtsetzenden Gewalt hervorhebt. Eine delegierende Ausgestaltung von zentralen Rechtsmaterien an Brüssel birgt die Gefahr, dass die legislative Wirksamkeit des eidgenössischen Parlaments ausgehöhlt wird und die demokratische Mitsprache des Schweizer Volkes faktisch reduziert wird.

Des Weiteren ist die Frage der dynamischen Rechtsübernahme problematisch. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, sich zukünftig an EU-Rechtsentwicklungen anzupassen, ohne dass eine jederzeitige Rückbindung an die eidgenössischen Entscheidungsgremien gewährleistet ist, verliert die Schweiz die Kontrolle über ihren Rechtsbestand. Dies könnte gegen Artikel 197 Ziffer 10 BV verstossen, der die unveräusserlichen Souveränitätsrechte der Schweiz betont. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung ohne expliziten demokratischen Konsens ist real und muss kritisch hinterfragt werden.

Die angeblichen Vorteile einer "vereinfachten" Umsetzung sind aus unserer Sicht nicht ausreichend belegt und wiegen die potenziellen Nachteile für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Institutionen nicht auf. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch eine solche Praxis zu einem reinen Rezipienten von EU-Recht degradiert wird, anstatt als eigenständiger Rechtsstaat auf Augenhöhe mit der EU zu agieren. Die Notwendigkeit, die schweizerischen Eigenheiten und die direkte Demokratie auch in zukünftigen Abkommen mit der EU uneingeschränkt zu wahren, ist von fundamentaler Bedeutung. Es bedarf klarer Vorkehrungen, die eine autonome und dem Schweizer Recht unterstellte Umsetzung gewährleisten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die systematische Übernahme von EU-Recht, wie durch die neu eingeführte "Integrationsmethode" für Zuwanderungsbestimmungen, entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk die Möglichkeit, eigenständige Entscheidungen in einem hochsensiblen Politikbereich zu treffen. Dies steht in krassem Widerspruch zu Art. 121a der Bundesverfassung, der den Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung festschreibt.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", das bereits nach fünf Jahren gewährt wird und praktisch unentziehbar ist, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung, die durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie massiv vorangetrieben wird, fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme erheblich. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst bei Bezug von Sozialhilfe, deren Kosten die Schweizer Steuerzahler zu tragen haben. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern und Grosseltern umfasst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" in Art. 21b AIG und die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), einschliesslich der "Wiedereingliederungsstrategie" in Art. 24a, sind reine Placebos. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen werden. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutz-, sondern eine Erpressungsklausel. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von Sozialleistungen, selbst bei Abhängigkeit, nahezu unmöglich.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird gezwungen, die Kosten für die Gleichbehandlung von EU-Bürgern zu tragen.

Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in verschiedenen Gesetzen, wie dem BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15), ersetzen schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Berufs- und Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im sensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt zudem unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was die Gestaltungsfreiheit im Interesse unserer Versicherten weiter einschränkt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der finanziellen Zukunft der Schweiz auf. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen.

Der im Vertrag zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als lockendes Lockangebot, dessen tatsächliche Kosten durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung massiv ansteigen werden. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, wobei keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Artikel 1 des KoBG begründet einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments ausser Kraft setzt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung stattfinden. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EG (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung ist irreführend. Sie missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer massiven Aushöhlung der demokratischen Rechte und der finanziellen Autonomie der Schweiz zugunsten der Europäischen Union.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine inakzeptable Schwächung unserer nationalen Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die bisher bewährte Praxis, dass Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone, die künftig ihre eigenständigen Entscheidungen zur lokalen Wirtschaftsförderung von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Diese Unterwerfung unter die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, bei der Beihilfen gemeldet und genehmigt werden müssen, macht die Schweiz zu einem reinen

Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Besonders kritisch ist die Unterstellung von Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Mit der Schaffung einer neuen "Superbehörde", der Beihilfekammer der WEKO gemäss Artikel 3 BHÜG, wird ein verlängerter Arm der EU geschaffen, dessen Entscheide primär der Kompatibilität mit EU-Recht und nicht den Schweizer Interessen dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ist stossend, da die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG).

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, da die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird, um der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Insgesamt handelt es sich um einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung, der die nationale Steuerungshoheit und die föderalistischen Strukturen massiv gefährdet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das expansive EU-Regelwerk. Dies bedroht direkt unsere historisch gewachsenen, hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, wird durch die zwangsweise Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiderruflich zunichte gemacht. Das angesehene Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union.

Die Einführung einer gefährlichen "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit sämtlichen Bilateralen Verträgen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockieren. Hinzu kommt die gravierende Einschränkung unserer Souveränität durch die geplante Zulassung von EU-Inspektoren, die unangekündigt Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Lebensgrundlagen unserer Produzenten und Konsumenten. Die gesamte Lebensmittelkette wird der EU-Regulierung unterworfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine würden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle aus. Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Schweiz der Fähigkeit beraubt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gefährdet die öffentliche Gesundheit und unsere Landwirtschaft durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind angesichts der bestehenden Problematik als unzureichend und reine Kosmetik zu werten. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Dies ist umso besorgniserregender, als dass anstatt des bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutzes eine Aufweichung und Anpassung an EU-Standards stattfindet. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber substanziell weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Besonders kritisch zu betrachten sind die geschwächten Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen massiv untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt ist festzustellen, dass die vorliegenden Vorschläge keine Verbesserung für den Schweizer Lohnschutz darstellen, sondern vielmehr eine schrittweise Aushöhlung unserer Souveränität und unseres bewährten Rechtssystems bedeuten.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen eine inakzeptable Aufgabe nationaler Souveränität dar und gefährden die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Entscheidungen fortan in Brüssel getroffen werden. Die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert. Dieses Vorgehen ist das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung.

Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Basis dieser Kantone massiv schwächen. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler, dezentraler Energieproduzenten wird durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben.

Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve (Art. 8b ff. StromVG), wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslücke: Weder der Markt noch die EU wird klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz einstehen. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko. Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Zahlreiche kleine und mittlere Produzenten werden benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führen. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und Funktionsfähigkeit unseres Service public im Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Transportunternehmen, welche verpflichtet sind, auch weniger rentablere, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu bedienen. Die daraus resultierende finanzielle Schwächung gefährdet direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung.

Zudem birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts eine reale Bedrohung für bewährte und notwendige Subventionen. Sowohl im Güterverkehr als auch im Regionalverkehr oder bei der Erneuerung des Rollmaterials könnten bisherige Massnahmen als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Schweiz zwingen, ihr bestehendes, gut funktionierendes System anzupassen, was unweigerlich zu Einschnitten in der öffentlichen Verkehrsleistung führen würde.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" zur Absicherung erweist sich als rechtlich unzureichend. Sie bietet keinerlei verbindlichen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist somit lediglich eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten wir übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein und könnte zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Wir lehnen diese Entwicklung ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen tiefgreifende Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den fundamentalen Interessen unseres Landes auf. Es ist unverkennbar, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Untergrabung der demokratischen Willensbildung bedeuten.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht im direkten Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung. Eine Delegation von Gesetzgebungskompetenzen an die Europäische Union, auch wenn dies im Mantel der «automatischen Rechtsübernahme» verpackt wird, schwächt die direktdemokratischen Instrumente, auf denen die Legitimität unserer staatlichen Ordnung beruht. Das Volk verliert dadurch die Möglichkeit, Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, die für das eigene Land massgeblich ist.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Die vorgesehene bindende Wirkung seiner Urteile, wie sie implizit durch die Übernahme von EU-Recht entsteht, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv beeinträchtigen. Dies widerspricht dem Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die Zuständigkeit der eidgenössischen Gerichte und die Anwendung von Bundesrecht festlegt. Die Gefahr, dass Schweizer Recht durch externe Rechtsprechung de facto ausgehebelt wird, ist real und nicht hinnehmbar.

Auch die finanzielle Komponente, insbesondere die Fortführung von Zahlungen an die EU, muss kritisch beleuchtet werden. Ohne klare Gegenleistung und bei gleichzeitig wachsender Abhängigkeit stellt dies eine ungerechtfertigte Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar und ist mit dem Prinzip der Wirtschaftlichkeit und Sparsamkeit, das auch im öffentlichen Sektor gelten muss, nur schwer zu vereinbaren.

Die potenziellen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Lohnschutzbestimmungen sind ebenfalls

Anlass zu grösster Sorge. Eine unkontrollierte Personenfreizügigkeit, ohne angemessene Schutzmechanismen, wie sie das Schweizer Recht vorsieht (vgl. Arbeitsgesetz), könnte zu Lohndumping und einer Gefährdung der hiesigen Arbeitsplätze führen. Die Verhandlungsergebnisse scheinen diese Risiken nicht ausreichend zu adressieren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form nicht geeignet sind, die langfristigen Interessen der Schweiz zu wahren. Sie bergen erhebliche Risiken für unsere Souveränität, unsere Demokratie und unseren Wohlstand. Eine eingehende Prüfung und Nachverhandlung unter Wahrung unserer Kerninteressen ist unabdingbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angepriesenen Vorteile einer engeren Anbindung die potenziellen Nachteile und Risiken für die Souveränität und das wirtschaftliche Eigeninteresse der Schweiz aufwiegen.

Besonders beunruhigend ist die generelle Tendenz, sich stärker an EU-Recht anzulehnen, ohne dabei die notwendige Abwägung der Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung vorzunehmen. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, könnte durch eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden. Dies gilt insbesondere dann, wenn die Schweiz gezwungen wäre, Rechtsprechungen des Europäischen Gerichtshofs anzuerkennen, welche nicht mit den Grundsätzen unserer Verfassung vereinbar sind. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie sie im föderalistischen System und durch die Gewaltenteilung gewährleistet wird, würde dadurch de facto geschmälert.

Darüber hinaus ist die Frage der finanziellen Beteiligung der Schweiz an EU-Programme und -Initiativen kritisch zu beleuchten. Gemäss Artikel 170 der Bundesverfassung ist die Förderung des Wohlstands und der Sicherheit der Bevölkerung ein Staatsziel. Eine unkalkulierbare finanzielle Belastung durch neue Abkommen könnte dieses Ziel gefährden. Es mangelt an Transparenz bezüglich der genauen Verpflichtungen, die aus einer solchen Stabilisierung erwachsen würden, und die Gefahr einer degressiven Einflussnahme auf unsere Wirtschafts- und Aussenpolitik ist real.

Die angezielte «Stabilisierung» könnte sich somit als eine schleichende Erosion unserer eigenständigen Entscheidungsgewalt erweisen. Die Schweiz hat sich in der Vergangenheit erfolgreich durch einen kooperativen, aber souveränen Ansatz gegenüber der EU behauptet. Es besteht die Gefahr, dass eine zu starke Bindung, auch unter dem Deckmantel der «Stabilisierung», langfristig zu einem Verlust an Flexibilität und Verhandlungsspielraum führen wird. Vor dem Hintergrund der europäischen Entwicklungen und der unterschiedlichen Interessen ist eine vorsichtige und kritische Haltung unerlässlich, um die schweizerischen Interessen wirksam zu schützen. Jede neue Vereinbarung muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, die ihre Auswirkungen auf unsere Verfassung, unsere Souveränität und unseren Wohlstand klar und unmissverständlich darlegt.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Andrin Rosenberger <andrin99@sunrise.ch>
Sent: Freitag, 10. Oktober 2025 15:07
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung
Attachments: Vernehmlassung_CH-EU.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Lieber Bund

Ich reiche diese Stellungnahme ein, da ich mir Sorgen mache um die Zukunft der Schweiz. Meiner Meinung nach ist die EU kein kluges Konstrukt und wirtschaftlich hat sich in den letzten Jahrzehnten gezeigt, dass die Schweiz ausserhalb der EU deutlich erfolgreicher war, als die EU selbst. Deshalb rate ich der Schweiz, dass sie auch in Zukunft möglichst unabhängig und unbürokratisch bleibt. Ich will nicht, dass die Schweiz fremde Gesetze der EU übernehmen muss für die kein Schweizer Bürger jemals gestimmt noch die seinen Interessen dienen. Der schweizer Staat sollte so souverän wie möglich sein und dem schweizer Volk dienen, niemandem sonst.

Freundliche Grüsse
Andrin Rosenberger

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Yves Rossy <rossy.yves@span.ch>
Sent: Sonntag, 12. Oktober 2025 13:06
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Rossy Yves

Route de Chaulin 76 G

1832 Chamby

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Chamby, le 12 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Yves Rossy

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jessie Stolz (Privat)

Datum: 12.10.2025

Kontakt: Jessie Stolz · 0797772411 · jessie@niceadvice.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass diese Vorschläge kritisch hinterfragt und ihre potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere demokratischen Prinzipien sorgfältig abgewogen werden.

Ein zentrales Anliegen ist die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne adäquate demokratische Kontrolle und Verfassungsänderungen. Die geforderte Übernahme von Sekundärrecht der EU im Rahmen von Abkommen wie dem institutionellen Rahmenabkommen würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte zukünftig die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) berücksichtigen müssten. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Schweiz als souveränen Staat definiert, der für sich selbst verantwortlich ist. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Auslegung des schweizerischen Rechts durch unsere eigenen Institutionen wären damit ernsthaft gefährdet. Es droht eine Entwertung unserer nationalen Rechtsprechung und eine Einschränkung der richterlichen Autonomie.

Weiterhin ist die automatische Übernahme von EU-Recht ein direkter Angriff auf die Mitsprache des Schweizer Volkes. Die obligatorische Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne dass diese vom Schweizer Parlament oder gar durch Volksabstimmungen legitimiert werden müssten, untergräbt die demokratische Legitimation von Gesetzen. Dies widerspricht diametral dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung verankert ist, insbesondere in Artikel 34 BV, der die demokratischen Rechte des Volkes schützt. Eine solche Regelung würde faktisch bedeuten, dass weite Teile des schweizerischen Rechts von Brüssel aus diktiert würden, was die Volksrechte aushöhlen würde.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls besorgniserregend. Die geforderte Angleichung an EU-Standards und die Übernahme von EU-Regularien könnten zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen. Insbesondere kleinere und mittlere Unternehmen (KMU), das Rückgrat unserer Wirtschaft, könnten durch zusätzliche bürokratische Lasten und höhere Compliance-Kosten stark belastet werden. Dies könnte die Innovationskraft schwächen und zu Arbeitsplatzverlusten führen. Die Vorstellung, dass eine engere Anbindung an den EU-Binnenmarkt automatisch zu mehr Wohlstand führt, ignoriert die spezifischen Stärken und Schwächen der Schweizer Wirtschaft. Die schweizerische Gesetzgebung ist oft auf Effizienz und Flexibilität ausgerichtet, während EU-Vorschriften tendenziell stärker standardisiert und bürokratisch sind.

Die Unabhängigkeit der Schweizer Geld- und Finanzpolitik, die durch Artikel 99 BV geschützt ist,

könnte ebenfalls unter Druck geraten. Die Forderung nach einer Harmonisierung der Regulierungen im Finanzsektor könnte dazu führen, dass die Schweizerische Nationalbank und die Finanzmarktaufsicht FINMA ihre Handlungsspielräume verlieren und sich stärker an den Vorgaben der Europäischen Zentralbank (EZB) und der EU-Regulierungsbehörden orientieren müssten. Dies würde die Fähigkeit der Schweiz einschränken, auf spezifische wirtschaftliche Herausforderungen angemessen zu reagieren und ihre eigene Geldpolitik zu gestalten.

Darüber hinaus ist die Frage der Personenfreizügigkeit ein erhebliches Problem. Eine automatische Übernahme von EU-Regelungen in diesem Bereich, wie sie in den Verhandlungen oft diskutiert wird, könnte die Schweiz zwingen, ihre eigene Migrationspolitik aufzugeben und die Kontrolle über ihre Grenzen zu verlieren. Dies hat nicht nur sicherheitspolitische, sondern auch soziale und kulturelle Auswirkungen, die nicht unterschätzt werden dürfen. Die Bewältigung der Herausforderungen, die sich aus einer potenziell unkontrollierten Zuwanderung ergeben könnten, ist eine Aufgabe, die die Schweiz nicht allein den EU-Vorgaben überlassen darf. Die nationalen Interessen, wie sie auch in der Bundesverfassung, beispielsweise im Hinblick auf die innere Sicherheit und die soziale Kohäsion, geschützt werden, könnten hierbei gefährdet sein.

Es besteht die ernste Gefahr, dass die angestrebte „Stabilisierung der Beziehungen“ tatsächlich eine schleichende Erosion der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle bedeutet. Statt von einer echten Partnerschaft zu sprechen, müssen wir von einer Abhängigkeit sprechen, die die Schweiz in eine untergeordnete Rolle drängt. Die Vorschläge müssen daher mit grösster Skepsis betrachtet und ihre potenziellen langfristigen Folgen für die Schweiz und ihre Bürgerinnen und Bürger umfassend analysiert werden. Die Wahrung unserer Eigenständigkeit und die Verteidigung unserer demokratischen Grundwerte müssen oberste Priorität haben. Die aktuellen Verhandlungspositionen scheinen diesen Grundsätzen nicht ausreichend Rechnung zu tragen und dem Bundsrat ist durch diese verheimlichte aktion nicht mehr zu trauen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamteinschätzung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und muss kritisch hinterfragt werden. Die präsentierten Vorteile erscheinen auf den ersten Blick attraktiv, doch bei genauerer Betrachtung offenbaren sich erhebliche Risiken und potenzielle Nachteile für die Souveränität, die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die scheinbaren Erleichterungen den Preis, den wir für unsere Unabhängigkeit und die Wahrung unserer demokratischen Prinzipien zu zahlen hätten, rechtfertigen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme des EU-Rechts. Die beabsichtigte Einführung des automatischen Übernahmemodus von EU-Recht, wie er in verschiedenen Abkommen impliziert ist, stellt einen gravierenden Eingriff in die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz dar. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die EU-Kooperation (BEG) betont die Achtung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Legitimation von Rechtsnormen. Durch die automatische Übernahme würden diese Prinzipien untergraben, da das Schweizer Parlament und Volk faktisch entmachtet würden, fortlaufend neue, von der EU diktierte Rechtsakte ohne eigene Mitsprache zu akzeptieren. Dies steht im Widerspruch zu Art. 1 Abs. 2 der Bundesverfassung, welcher die Volks- und Mitbestimmungsrechte schützt. Es ist fraglich, ob der Bundesrat und das Parlament die Verantwortung für die Übernahme von EU-Recht, das sie nicht aktiv mitgestalten können, auf Dauer rechtfertigen können. Insbesondere bei der Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, die oft detaillierte Vorgaben enthalten, ist die Gefahr einer Aushöhlung des schweizerischen Gesetzgebungsprozesses immens.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung geben ebenfalls Anlass zu ernsthaften Bedenken. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als potenzielles Schiedsgericht oder als letzte Instanz bei der Auslegung des Rechts, das auch für die Schweiz gelten soll, ist problematisch. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Rechtsstaatlichkeit und die Unabhängigkeit der

Gerichte. Die Einbindung des EuGH würde die Autonomie des schweizerischen Rechtssystems beeinträchtigen und die Möglichkeit einschränken, rechtsstaatliche Prinzipien gemäss schweizerischer Auslegung zu wahren. Die Angst vor einer Unterwerfung unter eine ausländische Rechtsprechung, die nicht immer die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz berücksichtigt, ist berechtigt. Insbesondere wenn es um Regelungen geht, die tief in die wirtschaftliche und soziale Ordnung eingreifen, wie beispielsweise im Bereich der Arbeitsmarktregulierung oder des Umweltschutzes, kann die Entscheidung des EuGH eine Diskrepanz zu den Zielen der schweizerischen Politik und Gesetzgebung schaffen.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen des Pakets sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Während die Befürworter von einer Stärkung des Marktzugangs sprechen, werden die Kosten der Anpassung und die potenziellen Auswirkungen auf spezifische Schweizer Wirtschaftszweige unterschätzt. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen kann zu erhöhten Kosten und bürokratischem Aufwand führen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen. Es ist nicht gesichert, ob die erhofften Vorteile des Marktzugangs die Nachteile einer stärkeren Abhängigkeit von der EU-Wirtschaftspolitik aufwiegen. Artikel 31 der Bundesverfassung garantiert die wirtschaftliche Freiheit, doch die Notwendigkeit, sich permanent an EU-Normen anzupassen, könnte diese Freiheit in der Praxis erheblich einschränken. Die Gefahr einer "Schleichenden Integration", die die Schweiz immer weiter an die EU bindet, ohne die Möglichkeit zu haben, diese Entwicklung aktiv zu steuern, ist nicht zu unterschätzen.

Die Frage der Angleichung der Subventionen und der staatlichen Beihilfen wirft ebenfalls erhebliche Probleme auf. Eine strikte EU-Konformität würde die Handlungsfreiheit der Schweizer Regierung bei der Unterstützung strategisch wichtiger Branchen oder bei der Bewältigung wirtschaftlicher Krisen massiv einschränken. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie durch gezielte staatliche Unterstützung die Wettbewerbsfähigkeit ihrer Wirtschaft und die Resilienz gegenüber globalen Herausforderungen stärken konnte. Ein Verzicht auf diese Instrumente aufgrund von EU-Vorgaben wäre ein strategischer Fehler. Artikel 32 der Bundesverfassung zur Wirtschaftsfreiheit und die Regelungen zur staatlichen Wirtschaftsförderung müssten in diesem Zusammenhang neu bewertet werden, da sie durch die EU-Bestimmungen de facto ausgehebelt werden könnten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket Schweiz-EU trotz seiner vordergründig positiven Ankündigungen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Eigenständigkeit birgt. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die Rolle des EuGH bei der Streitbeilegung und die Einschränkungen der wirtschaftspolitischen Handlungsfreiheit sind gravierende Nachteile, die nicht durch scheinbare Vorteile aufgewogen werden dürfen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur Selbstbestimmung wahrt. Dieses Paket scheint in eine Richtung zu führen, die diesen Grundpfeilern der Schweizerischen Eidgenossenschaft zuwiderläuft. Eine kritische und weitsichtige Bewertung ist dringend geboten, um die Interessen der Schweiz langfristig zu schützen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen bezüglich der Auswirkungen einer weiteren Annäherung an die Europäische Union auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist zu konstatieren, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung offensichtlich darauf abzielen, die Schweiz enger an die Rechtsordnung der EU anzubinden, ohne jedoch die negativen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prozesse angemessen zu berücksichtigen.

Eine der grössten Bedenken besteht darin, dass die Übernahme von EU-Recht ohne eine klare und rechtsverbindliche Gegenleistung für die Schweiz zu einer schleichenden Aushöhlung der Schweizerischen Bundesverfassung führt. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesversammlung (Parlamentsgesetz, ParlG) sind die Bundesversammlung und der Bundesrat an die Bundesverfassung gebunden. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen jedoch darauf abzuzielen, die Bedeutung und Anwendbarkeit von Bestimmungen der Bundesverfassung, welche die Volkssouveränität und die schweizerischen

Gesetzgebungskompetenzen schützen, zu marginalisieren. Insbesondere Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe b der Bundesverfassung (BV) sieht vor, dass die Bundesversammlung die Einhaltung der Grundrechte, der aussenpolitischen Grundsätze und der Verpflichtungen aus völkerrechtlichen Verträgen überwacht. Die unreflektierte und potentielle automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Kontrollfunktion der Bundesversammlung erheblich erschweren und potenziell aushebeln, da die Quelle der Verpflichtungen nicht mehr primär die Bundesversammlung, sondern die EU-Institutionen wären.

Ferner ist die Frage der richterlichen Überprüfung und der Garantien für die Rechtssicherheit zu kritisch zu betrachten. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung scheinen die Rolle der schweizerischen Gerichte zu deklassieren. Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) garantiert, dass jede Person Anspruch auf ein durch die Verfassung und durch Gesetz anerkanntes Gericht hat. Wenn jedoch EU-Recht in der Schweiz ohne klare Übergangsfristen oder spezifische Regelungen zur Umsetzung angewendet werden soll, besteht die Gefahr, dass schweizerische Gerichte mit Rechtsnormen konfrontiert werden, deren Auslegung und Anwendung primär durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) bestimmt wird. Dies könnte zu einer Verletzung der richterlichen Unabhängigkeit und zu einer Rechtsunsicherheit für die Bürgerinnen und Bürger führen, da die Interpretation des für sie geltenden Rechts nicht mehr primär in den Händen der nationalen Gerichte liegt. Die Stärkung der Rolle des EuGH in der schweizerischen Rechtsordnung würde zudem die Grundsätze der Gewaltenteilung und der Volkssouveränität weiter schwächen.

Ein weiterer wesentlicher Punkt betrifft die demokratische Legitimation. Die Annahme von EU-Recht, das oft von nicht-gewählten Bürokraten in Brüssel geschaffen wird, ohne dass das schweizerische Volk oder seine direkt gewählten Vertreter eine unmittelbare und wirksame Mitsprache haben, widerspricht fundamentalen Prinzipien der demokratischen Willensbildung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert die politischen Rechte, einschliesslich der Möglichkeit, an Abstimmungen und Wahlen teilzunehmen. Eine weitere Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass weite Bereiche der Gesetzgebung nicht mehr dem direkten Einfluss der eidgenössischen Räte oder des Volkes unterliegen, was die demokratische Legitimationsgrundlage der geltenden Rechtsordnung aushöhlen würde. Dies ist insbesondere dann bedenklich, wenn die schweizerische Rechtsordnung durch solche Massnahmen in eine Situation gerät, in der sie de facto von der EU-Gesetzgebung bestimmt wird, ohne dass die schweizerischen Institutionen noch die Möglichkeit haben, diese aktiv mitzugestalten oder abzulehnen.

Die vorgeschlagenen Schritte zur inländischen Umsetzung erwecken den Anschein einer einseitigen Übernahme von Verpflichtungen, die das Gleichgewicht der bilateralen Beziehungen empfindlich stören könnten. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz durch solche Massnahmen in eine Position gerät, in der sie die Rolle eines Juniorpartners einnimmt, dessen Interessen weniger Gewicht haben als die der Europäischen Union. Dies widerspricht dem Grundsatz der Souveränität und der Gleichberechtigung, der für die schweizerische Aussenpolitik zentral ist. Die schweizerische Verfassung, insbesondere im Hinblick auf die aussenpolitischen Grundsätze gemäss Artikel 174 BV, fordert die Achtung der Völkerrechte und die Förderung der friedlichen Zusammenarbeit. Eine Umsetzung, die die schweizerische Gestaltungsfreiheit und die rechtsstaatlichen Prinzipien untergräbt, steht im Widerspruch zu diesen Grundsätzen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung keine ausreichenden Garantien für die Wahrung der schweizerischen Souveränität, der rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Legitimation bieten. Es besteht die dringende Notwendigkeit, eine kritische Neubewertung der Auswirkungen einer weiteren Annäherung an die EU vorzunehmen und sicherzustellen, dass jede Form der Kooperation die Kerninteressen und die Unabhängigkeit der Schweiz unangetastet lässt. Die Gefahr einer schleichenden Untergrabung der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Strukturen ist real und muss mit aller Deutlichkeit angesprochen werden.

Landverkehr

Dem Vorhaben wird in fundamentaler Weise widersprochen. Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, stellen eine erhebliche Bedrohung für den

etablierten und bewährten Service public in der Schweiz dar. Die Auswirkungen auf die Qualität, die finanzielle Nachhaltigkeit und die Souveränität im Bereich des öffentlichen Verkehrs sind besorgniserregend und bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenzielle Diskriminierung und die Neuausrichtung von Subventionen im Rahmen des EU-Beihilferechts. Dieses würde bewährte und notwendige staatliche Subventionen, die für den Erhalt und die Weiterentwicklung unseres Schienenverkehrs essenziell sind, als potenziell unzulässig einstufen. Hierzu zählen explizit Subventionen für den Güterverkehr, den regionalen Personenverkehr sowie für die dringend benötigte Erneuerung von Rollmaterial. Diese finanziellen Hilfen sind keine willkürlichen Massnahmen, sondern integraler Bestandteil der staatlichen Daseinsvorsorge und tragen massgeblich zur Funktionsfähigkeit und Attraktivität des öffentlichen Verkehrs bei. Eine Einschränkung oder gar ein Verbot dieser Subventionen würde unweigerlich zu einer Reduzierung des Angebots, einer Verschlechterung der Qualität und letztlich zu einer Beeinträchtigung der Mobilität der Schweizer Bevölkerung führen.

Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) birgt die Gefahr einer systematischen Aushöhlung des Service public. Diese Bestimmung öffnet die Tür für ausländische Eisenbahnunternehmen, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Die Konsequenz ist eine erhebliche "Rosinenpickerei": ausländische Anbieter werden sich auf die hochprofitablen Hauptstrecken konzentrieren und dort ihre Dienstleistungen anbieten. Dies geschieht auf Kosten der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die flächendeckende Grundversorgung des Landes verantwortlich sind. Diese Unternehmen sind verpflichtet, auch die weniger rentablen, aber für die Erschliessung ganzer Regionen unverzichtbaren Nebenlinien zu betreiben. Wenn jedoch die lukrativen Strecken von ausländischen Anbietern beansprucht werden, gerät die finanzielle Basis des gesamten Systems unter enormen Druck. Die SBB und ihre Partner würden gezwungen, sich auf unrentable Strecken zu beschränken, während die profitablen Einnahmen ins Ausland abfliessen. Dies gefährdet nicht nur die finanzielle Gesundheit der Unternehmen, sondern auch die langfristige Fähigkeit, einen qualitativ hochwertigen und flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der gesamten Schweiz zu gewährleisten. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, wie sie im neuen Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) verankert ist, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" als vermeintliche Absicherung gegen nachteilige Entwicklungen ist rechtlich gesehen äusserst bedenklich und bietet keinerlei substanziellen Schutz. Es handelt sich hierbei um ein nicht bindendes Dokument, das keine wirksame Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts bietet. Die Schweiz ist jedoch durch die dynamische Rechtsübernahme gezwungen, künftige Anpassungen des EU-Rechts zu übernehmen. Dies bedeutet, dass die Schweiz fortlaufend und unaufgefordert an EU-Regulierungen gebunden sein wird, ohne dabei Mitspracherecht zu haben. Eine solche Regelung untergräbt massiv die nationale Souveränität und die Fähigkeit, eigene, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Verkehrspolitik zu betreiben. Die Vorstellung, dass diese Erklärung eine wirkliche Sicherheit bietet, ist eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Entscheidungsgewalt im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die Schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine direkte Konsequenz der dynamischen Rechtsübernahme. Dies bedeutet, dass die Schweiz künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müsste. Solche Regelungen würden die nationale Steuerungskompetenz weiter auf zentrale EU-Stellen verlagern und die Unabhängigkeit der Schweiz in wichtigen strategischen Fragen des Bahnbetriebs weiter schwächen. Anstatt unsere Infrastruktur autonom und nach unseren eigenen Prioritäten zu gestalten und zu verwalten, würden wir uns zunehmend den Vorgaben aus Brüssel unterordnen.

Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG stellt somit einen Frontalangriff auf den Schweizer

Service public dar. Sie erlaubt es ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt direkt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für die gesamte Bevölkerung erfüllen müssen. Langfristig gefährdet dies nicht nur die finanzielle Stabilität, sondern auch die Qualität und den Umfang des öffentlichen Verkehrs, der für die Schweiz als Ganzes von grundlegender Bedeutung ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr nicht nur die finanzielle Stabilität des öffentlichen Verkehrs gefährden, sondern auch die Souveränität der Schweiz in einem Kernbereich ihrer Daseinsvorsorge massiv einschränken. Die Argumente für eine Annahme des Abkommens sind nicht überzeugend und ignorieren die gravierenden negativen Folgen für den Schweizer Service public. Es wird dringend empfohlen, diese Vorschläge zu überdenken und Massnahmen zu ergreifen, die den Schutz und die Stärkung des Schweizer Schienenverkehrs sicherstellen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine grundlegende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität, unseres föderalistischen Systems und unserer bewährten wirtschaftspolitischen Steuerung dar. Die Überführung der Schweizer Subventionspraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist aus mehreren Gründen zutiefst bedenklich und muss entschieden abgelehnt werden.

Die heutige Praxis, wonach staatliche Subventionen auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene als politische Entscheidungen getroffen werden, die den lokalen und regionalen Bedürfnissen Rechnung tragen, soll abgeschafft werden. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die beispielsweise dem Regionalverkehr, den Kantonalbanken, der Kultur oder lokalen KMU zugutekommen, sollen neu einem rigiden Kontrollregime der Europäischen Union unterworfen werden. Dies ist kein Fortschritt, sondern eine gravierende Einschränkung der direkten demokratischen Einflussnahme und eine Entmündigung unserer politischen Entscheidungsträger.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die für ihre Regionen und lokalen Wirtschaftsstrukturen am besten geeignete Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone gezwungen sein, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies stellt einen direkten Angriff auf die föderalistische Grundordnung der Schweiz dar, welche die dezentrale Entscheidungsfindung und die kantonale Eigenständigkeit schützt.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Jegliche staatlichen Beihilfen müssten neu der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden. Dies verwandelt die Schweiz in einen reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Wir geben unsere Fähigkeit auf, eigenständig und auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten wirtschaftspolitische Instrumente einzusetzen.

Besonders kritisch ist die Unterstellung von strategisch wichtigen Sektoren wie der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Da viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, betrifft dies direkt die Daseinsvorsorge und die kritische Infrastruktur. Die Gefährdung der strategischen Autonomie und des Service public in diesen Kernbereichen ist eine unannehmbare Folge, die die Resilienz und Unabhängigkeit der Schweiz schwächt.

Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO wird eine „Superbehörde“ etabliert, die de facto als „verlängerter Arm der EU“ fungieren wird. Ihre Entscheidungen werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und ihre Legitimation ist fragwürdig, da sie primär an externe Vorgaben gebunden ist.

Die Kantone verlieren durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie gänzlich. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Die Kantone werden in diesem neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft und haben kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souveränen Entscheide von einer zentralen Instanz geprüft werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine schwere Beeinträchtigung ihrer Autonomie. Die Schaffung des BHÜG ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Sie institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese „Superbehörde“ wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass die Auswirkungen auf die Konsumenten ausreichend berücksichtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gravierende Erosion unserer verfassungsrechtlichen Prinzipien bedeuten. Sie opfern die schweizerische Souveränität und den Föderalismus einem überstaatlichen Regulierungsregime, dessen Interessen nicht notwendigerweise mit den unseren übereinstimmen. Die Schaffung neuer, zentralisierter und extern beeinflusster Kontrollinstanzen untergräbt die bewährte dezentrale Struktur der Schweiz und schwächt die demokratische Rechenschaftspflicht. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern eine Stärkung unserer nationalen Autonomie und unserer föderalistischen Prinzipien.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung wird mit tiefster Besorgnis und entschiedenster Ablehnung zur Kenntnis genommen. Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität, eine massive Überforderung unserer Sozialwerke und eine unhaltbare Bedrohung unserer inneren Sicherheit dar. Entgegen dem klaren Volkswillen, manifestiert in Artikel 121a der Bundesverfassung, wird die Steuerung der Zuwanderung nicht etwa gestärkt, sondern durch die Übernahme von EU-Recht und die Einführung praxisfremder Klauseln faktisch aufgegeben.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie markiert einen entscheidenden Wendepunkt, der die Grundfesten des Schweizer Migrationsrechts erschüttert. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren Aufenthaltsdauer, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", ist in ihrer Unentziehbarkeit, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, eine direkte Sanktionierung von Missbrauch. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Eigenverantwortung und der inneren Sicherheit, welche durch die Bundesverfassung und das Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) eigentlich gewährleistet sein sollten. Die Schweiz wird zum Magneten für Personen, die unser Sozialsystem ausnutzen wollen, während die Kosten ausschliesslich von unseren Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist schlichtweg unkontrollierbar und unzumö Other Länder, die sich an EU-Standards orientieren, sind derartige Nachzugsrechte nicht bekannt. Dies wird zu einem unaufhaltsamen Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Täuschungsmanöver. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz wider Erwarten doch versuchen, diese Klausel zu nutzen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung, die uns jeglichen Handlungsspielraum nimmt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" ist eine kapitale Kapitulation vor Brüssel. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren jedwede Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unseres Selbstbestimmungsrechts. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung des Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei starker Abhängigkeit, wird nahezu unmöglich gemacht. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirkliche Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Das ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und das Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Art. 61a) werden durch die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer angepasst. Dies ist ein unfreiwilliges Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Das neue Bundesgesetz über die Bundespolizei (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt, welche unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes schwächt. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Das Kernstück der Kapitulation vor der EU liegt in der Anpassung des AIG. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Art. 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Die Änderung im Bundesgesetz über die Freizügigkeit (Freizügigkeitsgesetz, FreizG), insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzpolizeiliche Zusammenarbeit mit Staaten der Europäischen Union und der Europäischen Freihandelsassoziation (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Art. 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine kaum reversible Entmachtung der Schweiz in zentralen Politikbereichen bedeuten. Die Personenfreizügigkeit wird zu einem unkontrollierbaren Sog, der unsere sozialen Sicherungssysteme überlastet und unsere innere Sicherheit gefährdet. Die vermeintlichen Schutzklauseln sind wirkungslos und dienen lediglich der Verschleierung der Realität. Wir fordern daher eine vollständige Überprüfung und Ablehnung dieser schädlichen Vorlagen, die im klaren Widerspruch zu den Interessen der Schweizer Bevölkerung und unseres Landes stehen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union im Rahmen des angestrebten Abkommens wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Eidgenossenschaft dar. Dies beraubt das Schweizer Parlament eines wichtigen politischen Druckmittels und jeglicher demokratischen Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen. Was hier als "freiwilliger Beitrag" deklariert wird, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als eine faktisch aufgezwungene Abgabe, die jeglichen Charakter einer politischen Geste verloren hat.

Der im Raum stehende Betrag von anfangs 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Vertrag verankerten Mechanismen wenig mehr als ein Lockvogelangebot. Der genannte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die unheilvolle Gewissheit, dass diese Summe in Zukunft massiv ansteigen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, einer übermässigen Forderung der EU eine Absage zu erteilen. Sie wird de facto gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren, ohne Einflussnahme oder Verhandlungsspielraum. Dies führt zu einer Situation, in der die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während unsere Zahlungen zur gesetzlichen Pflicht werden, fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die nationale Souveränität aushöhlt und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Ergebnisse verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist eine gesetzgeberische Massnahme, die die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsbefugnis über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG dient als das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und untergräbt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie er in Artikel 1 des KoBG verankert wird, die Budgethoheit des Parlaments. Anstatt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die im Interesse der Schweizer Bevölkerung getroffen wird, verbleibt nur noch die schlichte Erfüllung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Genehmigung der bilateralen Abkommen (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1, Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Diese Aufnahme verankert die Kohäsionszahlungen tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu betrachten sind. Dies festigt die Abhängigkeit und die finanzielle Bindung der Schweiz an die EU.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1, Absatz 2, Buchstabe b des KoBG ist zudem irreführend und dient offensichtlich dazu, politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Der vermeintlich edle Zweck der Friedensförderung wird hier missbraucht, um die finanzielle Verpflichtung gegenüber der EU salonfähig zu machen und ihr einen Anschein von Gemeinnützigkeit zu verleihen, der ihr in Wirklichkeit nicht zukommt. Die Schweiz sollte ihre finanziellen Mittel primär für ihre eigenen Entwicklungs- und Friedensförderungsprojekte einsetzen und nicht als Mittel zum Zweck für die EU-Kohäsionspolitik missbrauchen. Die Transparenz und die demokratische Legitimation dieser finanziellen Verpflichtungen sind fundamental fragwürdig und müssen unter grösster Skepsis betrachtet werden.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit einhergehende institutionelle Einbindung in europäische Strukturen stellen eine existentielle Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar. Die angebliche Harmonisierung mit EU-Recht führt de facto zu einer Aufgabe nationaler Entscheidungskompetenzen über unser wichtigstes Versorgungsgut. Mit der Integration in Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem rein ausführenden Organ degradiert, das zwar die Kosten tragen muss, jedoch keine Einflussmöglichkeit auf richtungsweisende Beschlüsse bezüglich unseres eigenen Stromnetzes mehr besitzt. Die Energiepolitik wird nach Brüssel verlagert, fernab der Bedürfnisse und Realitäten der Schweizer Bevölkerung.

Die ElCom, bislang eine unabhängige Regulierungsbehörde, droht zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" zu verkommen. Dies untergräbt nicht nur das Prinzip der demokratischen Legitimation, da undemokratisch verabschiedete Vorschriften aus Brüssel hierzulande umgesetzt werden müssten, sondern markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung. Das Rückgrat unserer

Energieversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln einer existenziellen Gefährdung ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches eine entscheidende Einnahmequelle für die Bergkantone darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanziellen Grundlagen dieser Kantone schwächen, sondern auch die Wertschöpfung im Lande reduzieren.

Die vorgesehenen Änderungen gefährden zudem unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung. Gemeindekraftwerke, die einen wichtigen Beitrag zur dezentralen und bürgernahen Energieproduktion leisten, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln in ihrer Position geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, ein wichtiger Mechanismus zur Förderung lokaler Energieerzeugung, droht ausgehebelt zu werden. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv und fördert eine Zentralisierung, die nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegt.

Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch die EU-Regeln stark eingeschränkt. Die klare Verantwortung für die nationale Versorgungssicherheit, die bislang bundesstaatlich verankert war, verwischt sich im Zusammenspiel von Markt und EU-Vorgaben. Niemand trägt mehr die alleinige Verantwortung, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer darstellt und im Ernstfall katastrophale Folgen haben könnte. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für private Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht zu decken vermag, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) verstärken diese problematische Entwicklung. Artikel 15 neu schwächt die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht diametral der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken. Sie führt zu einer unberechenbaren Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein unannehmbarer Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dieses Abkommen ist somit nicht nur wirtschaftlich fragwürdig, sondern stellt auch eine gravierende Schwächung der nationalen Souveränität und der föderalen Ordnung dar.

Lebensmittelsicherheit

Mit Bedauern müssen wir feststellen, dass das zur Vernehmlassung stehende Dossier unter dem euphemistischen Titel «Lebensmittelsicherheit» eine schleichende und umfassende Unterwerfung der

Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» darstellt. Dies ist kein Schritt zur Verbesserung der Sicherheit, sondern eine strategische Integration, die unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten massiv gefährdet.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich über Generationen hinweg etabliert hat, steht unter einem existenziellen Bedrohungsszenario. Die Angleichung an oft tiefere und weniger stringente EU-Standards wird unweigerlich zu einem qualitativen Rückschritt führen. Das international anerkannte Label «Made in Switzerland» wird seiner Glaubwürdigkeit und seines Wertes beraubt, wenn die Produkte nach denselben, häufig weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, der auf Vertrauen und Exzellenz basiert.

Besonders besorgniserregend ist die sprichwörtliche «Guillotineklausel», die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses zweifellos schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in Bezug auf ihre nationale Politik und ihre wirtschaftlichen Interessen blockiert und uns einem irreversiblen Einfluss aus Brüssel ausliefert.

Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren zukünftig uneingeschränkten Zutritt und weitreichende Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, ist ein gravierender Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren Prioritäten und Interessen nicht zwangsläufig mit denen unseres Landes übereinstimmen.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Lebensmittelproduzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, bescheidene Alp-Käsereien, traditionsbewusste Dorfmetzger und selbst Vereine, die für ein lokales Fest kulinarische Angebote bereitstellen, müssten die komplexen und für die Schweizer Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen zu zerstören und wirtschaftliche Existenzen nachhaltig zu vernichten.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch diese Übernahme des EU-Rechts systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, selbst wenn diese von der EU zugelassen sind. Der Volkswille wird hierbei klar missachtet und die Möglichkeit, eigene, verantwortungsbewusste Entscheidungen in Bezug auf sensible Technologien zu treffen, wird uns genommen.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Eigenständigkeit unserer Produzenten und die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an jenen hohen Standards, die unsere Produkte auszeichnen.

Die angekündigten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in den Artikeln 15a und 21, zwingen die Schweiz dazu, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für den Transport und die Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein bedauerlicher Rückschritt für den Tierschutz in unserem Land und ein klarer Souveränitätsverlust in einem Bereich, der ethisch von grösster Bedeutung ist. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf

industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen, die dem Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz durch die neuen Absätze in Artikel 141 und 148 LwG übertragen werden sollen, sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird damit umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gefährliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist kritisch zu betrachten. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet, dass die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine gefährliche Erosion unserer Souveränität, unserer Qualitätsstandards und unserer wirtschaftlichen Eigenständigkeit darstellt. Wir fordern eine kritische Neubewertung und lehnen eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht ab, die die fundamentalen Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger missachtet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Lohnschutzsicherung im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union sind höchst bedenklich und lassen erhebliche Zweifel an ihrer Wirksamkeit und ihrer tatsächlichen Zielerreichung aufkommen. Vielmehr scheint es sich hierbei um oberflächliche Korrekturen zu handeln, die den fundamentalen Problemen nicht gerecht werden und im schlimmsten Fall sogar eine Verschlechterung der bestehenden, gut funktionierenden Schutzmechanismen für Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer bedeuten.

Die Kernproblematik liegt darin, dass die liberalisierte Personenfreizügigkeit, insbesondere in ihrer erweiterten Form, einen immensen und strukturellen Druck auf das Lohnniveau in der Schweiz ausübt. Dies trifft besonders hart die mittleren und unteren Einkommensschichten, deren hart erarbeitete Lohnstandards durch die nachweislich geringeren Lohnkosten in vielen EU-Staaten untergraben werden. Die nun vorgelegten Lohnschutzmassnahmen sind offensichtlich unzureichend, um diesem massiven ökonomischen Sog entgegenzuwirken. Sie erscheinen vielmehr als eine kosmetische Massnahme, die den Anschein von Handlungsfähigkeit wahren soll, ohne die Wurzel des Problems anzutasten.

Besonders alarmierend ist die Tatsache, dass statt einer Stärkung des bewährten und in der Praxis gut erprobten schweizerischen Lohnschutzes eine Aufweichung und eine Angleichung an, wie es scheint, EU-freundlichere Standards stattfindet. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer in ihrer Ausgestaltung, sondern verlieren im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen an Effektivität. Dies spielt jenen Akteuren direkt in die Hände, die gezielt Lohndumping betreiben wollen und die Schweiz als Lohnparadies für ausländische Unternehmen missbrauchen möchten.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind ein Paradebeispiel für diese besorgniserregende Entwicklung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG

mag auf den ersten Blick wie eine Verbesserung erscheinen, dient aber primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Dies macht es für Arbeitnehmer schwieriger, ihre Rechte geltend zu machen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischeren und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was die Erosion des Lohnniveaus weiter beschleunigen wird.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss der neuen Artikel 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) ist ein weiterer Angriff auf die schweizerische Vertragsfreiheit und eine klare Folge von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes. Es wird ein Konfliktpotenzial geschaffen, ohne das eigentliche Problem des Lohndrucks zu lösen.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherun (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen auf technischer Ebene plausibel erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die starken schweizerischen Mechanismen zugunsten oft schwächerer EU-konformer Modelle aufgeweicht werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, spezifisch die Aufnahme in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch und rechtlich noch stärker an die EU binden, ohne dass dies im Sinne der Lohnschutzsicherung vorteilhaft wäre.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz direkt durchgesetzt werden können. Dies öffnet die Tür für eine potenzielle Einmischung in unsere inneren Angelegenheiten und schwächt die Autonomie unseres Rechtssystems.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen in ihrer Gesamtheit nicht geeignet sind, den durch die Personenfreizügigkeit entstehenden Lohndruck effektiv einzudämmen. Sie stellen vielmehr eine Verschlechterung des bestehenden Lohnschutzes dar, eine Untergrabung unserer Souveränität und eine unnötige Bürokratisierung, die letztlich den Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern schaden wird. Wir lehnen diese Vorschläge in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Stärkung und Weiterentwicklung der bewährten schweizerischen Schutzmechanismen, anstatt sie den Vorgaben der EU unterzuordnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bergen erhebliche Risiken und

werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Unabhängigkeit der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung ist daher unerlässlich, um die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Land abzuwenden.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potentielle Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Die vorgeschlagene Regelung, wonach der Europäische Gerichtshof (EuGH) eine verbindliche Auslegung von EU-Recht vornehmen soll, die sich auf die Schweiz auswirkt, stellt eine direkte Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung dar. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) ist die Bundesversammlung die oberste gesetzgebende Behörde der Schweiz und erlässt die Gesetze. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde dieses Prinzip untergraben. Es ist nicht akzeptabel, dass ein ausländisches Gericht über die Interpretation von Recht sprechen soll, das direkt oder indirekt Anwendung in der Schweiz finden könnte. Dies steht im Widerspruch zu unserem föderalistischen System und dem Grundsatz der Gewaltenteilung, wonach die Gerichte eines Staates unabhängig sind. Die Sorge ist gross, dass die Schweiz gezwungen wäre, Bestimmungen zu akzeptieren, die sie nie explizit im eigenen Gesetzgebungsverfahren verabschiedet hätte. Dies würde die demokratische Legitimation von Gesetzen schwächen und die Möglichkeit des Schweizer Volkes, über seine eigene Gesetzgebung zu entscheiden, massiv einschränken.

Weiterhin besteht die Gefahr einer schleichenden Erosion der bilateralen Verträge. Die neuen Regelungen könnten dazu führen, dass die bestehenden Abkommen ihre ursprüngliche Gestalt und ihren Sinn verlieren und stattdessen einer EU-konformen Auslegung unterworfen werden. Dies würde die Flexibilität der Schweiz, ihre Politik autonom zu gestalten, empfindlich beeinträchtigen. Artikel 97 BV garantiert die Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz. Eine zu starke Bindung an die EU und deren Rechtsprechung könnte diese strategischen Vorteile untergraben und die Schweiz in eine Abhängigkeit manövrieren, die ihren aussenpolitischen Handlungsspielraum stark einschränkt. Die Schweiz hat in der Vergangenheit erfolgreich eine Politik der bilateralen Beziehungen verfolgt, die ihr ermöglichte, von der Nähe zu Europa zu profitieren, ohne ihre Souveränität aufzugeben. Die aktuellen Vorschläge drohen, dieses erfolgreiche Modell zu gefährden.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Regularien, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind, könnte zu Wettbewerbsnachteilen und unnötigen Bürokratielasten für schweizerische Unternehmen führen. Artikel 41 BV legt das Ziel fest, dass die wirtschaftliche Freiheit im Rahmen der Bundesverfassung zu wahren ist. Eine aufgedrängte Regulierungswut, die den schweizerischen Markt potenziell benachteiligt, steht diesem Prinzip entgegen. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile, wie beispielsweise der verbesserte Marktzugang, die damit verbundenen Nachteile für die schweizerische Wirtschaft aufwiegen können. Die Unsicherheit bezüglich der zukünftigen rechtlichen Rahmenbedingungen könnte zudem Investitionsentscheidungen negativ beeinflussen und die Innovationskraft der Schweiz schwächen.

Darüber hinaus sind die Regelungen zur Streitbeilegung problematisch. Die vorgeschlagenen Mechanismen scheinen die Möglichkeit einzuschränken, dass die Schweiz ihre eigenen Interessen entschieden und unabhängig verteidigen kann. Die Rolle des EuGH als oberste Instanz in Fragen, die die Anwendung des EU-Rechts betreffen, ist hierbei besonders bedenklich. Artikel 191 BV besagt, dass die Gerichte das Recht anwenden. Wenn dieses Recht durch ein ausländisches Gericht interpretiert wird, stellt dies eine Abkehr von der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie in der Schweiz verfassungsrechtlich verankert ist. Es ist von höchster Bedeutung, dass die schweizerische Justiz über die letzte Entscheidungsgewalt verfügt und nicht einem externen Tribunal unterworfen wird. Die Gefahr ist gross, dass die Schweiz in Streitigkeiten, die ihre Grundinteressen betreffen, gezwungen wird, sich einer für sie ungünstigen Entscheidung zu beugen.

Die Transparenz und die demokratische Partizipation im Zusammenhang mit diesen Verhandlungen sind ebenfalls zu beanstanden. Es stellt sich die Frage, inwieweit die schweizerische Bevölkerung und das Parlament über die tatsächlichen Tragweite und die langfristigen Konsequenzen der vorgeschlagenen Regelungen informiert sind. Eine fundierte Meinungsbildung ist schwierig, wenn die Informationen unvollständig oder einseitig präsentiert werden. Artikel 160 BV betont die Rolle des Parlaments als Mitgestalter der Politik. Wenn das Parlament jedoch zu einer nachträglichen Zustimmung zu bereits getroffenen Verhandlungsergebnissen gedrängt wird, anstatt aktiv in den

Prozess eingebunden zu sein, ist die demokratische Legitimationskette unterbrochen.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU nicht dem Interesse der Schweiz dienen. Sie bergen erhebliche Risiken für unsere Souveränität, unsere Rechtsordnung und unsere wirtschaftliche Zukunft. Eine kritische Ablehnung dieser Vorschläge ist daher die einzig sinnvolle und verantwortungsvolle Option, um die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz zu wahren. Wir dürfen uns nicht in eine Position manövrieren lassen, in der unsere Grundsätze und unsere Autonomie kompromittiert werden.

Christian STUDER
rue de Beauregard 11
2000 Neuchâtel

Recommandée
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Neuchâtel, le 12 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

• Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Christian Studer

UDRISARD Serge
575, route de Beauregard
74160 Présilly

Département fédéral des
affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Présilly, 12 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

UDRISARD Serge

Von Känel Madeleine
Chemin Aimé-Nicollerat 35
1880 Bex

Bex, le 12 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet :
Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Madeleine von Känel

Mvan Kaenel

Irene Abrecht
Bd de la Forêt 22
1009 Pully
i.abrecht@bluewin.ch

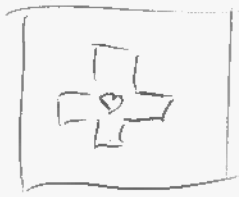

Pully, le 13 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation representent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, mes salutations distinguées.

Signature

Irene Abrecht 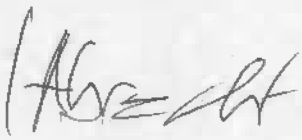

Envoyé par courrier recommandé et aussi par e-mail

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Aeberli Pierre
Impasse des Pins 2
2016 Cortaillod

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Cortaillod, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Aeberli Pierre

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Annick Anstett
Allée des Prés du Record 33
1040 Echallens

Echallens, le 13.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Annick Anstett

ARLETTAZ Vincent
Avenue de la Fusion 23
1920 Martigny

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Le 13 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Vincent ARLETTAZ

Dominique Aubert
Route de Thierrens 31
1045 Ogens

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ogens, 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "*Stabilisation* et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Dominique Aubert

D. Aubert

Jean Charles Aubert
Route de Thierrens 31
1045 Ogens

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ogens, 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

jean Charles Aubert

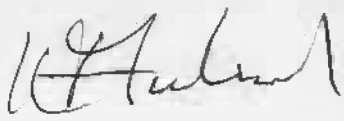

Steeve Baeriswyl
Chemin du Bournoud 4
1217 Meyrin

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Meyrin, 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Steeve Baeriswyl

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Florinda Balli

Via Cassarinetta 14b

6900 Lugano

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Lugano, 13.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

F. Balli

Florinda Balli

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

Subject: FW: [EXTERNAL] consultation Suisse-UE

From: aline.torel@bluewin.ch <aline.torel@bluewin.ch>
Sent: Monday, October 13, 2025 4:15 PM
To: _EDA-STS Europa <sts.europa@eda.admin.ch>
Subject: [EXTERNAL] consultation Suisse-UE

Aline Basilides Ramuz
Route de Riau Graubon 8
1082 Corcelles-le-Jorat

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Corcelles-le-Jorat, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Aline Basilides Ramuz

Aline Basilides Ramuz
Route de Riau Graubon 8
1082 Corcelles-le-Jorat

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Corcelles-le-Jorat, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Aline Basilides Ramuz

Maude Ramuz
Route de Riau Graubon 8
1082 Corcelles-le-Jorat

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Corcelles-le-Jorat, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Maude Ramuz

Gilbert Ramuz
Route de Riau Graubon 8
1082 Corcelles-le-Jorat

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Corcelles-le-Jorat, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Gilbert Ramuz

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Susi (Privat)

Datum: 13.10.2025

Kontakt: Susi

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Annäherung an die EU geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Es ist fraglich, ob die dem Vernehmlassungsverfahren unterbreiteten Vorschläge tatsächlich die Interessen der Schweiz wahren und die Souveränität des Landes stärken. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeiten wirft verfassungsrechtliche Fragen auf.

Wir bezweifeln, dass die vorgeschlagene Regelung mit dem Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung vereinbar ist, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht, selbst wenn es sich um Sekundärrecht handelt, ohne demokratische Legitimation und Kontrolle durch das schweizerische Parlament, untergräbt die parlamentarische Souveränität und die Gewaltenteilung.

Die vorgeschlagenen Vereinbarungen könnten zu einer schleichenden Untergrabung unserer direkten Demokratie führen. Es ist essenziell, dass jede Form der Integration die schweizerische Rechtsordnung und die Prinzipien unserer Verfassung respektiert. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, die nicht im Einklang mit den Prinzipien des Bundesgesetzes über die Vernehmlassungsverfahren (Vernehmlassungsgesetz) und dessen Art. 3 steht, ist inakzeptabel. Wir fordern eine sorgfältige Prüfung und Ablehnung von Regelungen, die die schweizerische Autonomie und die Errungenschaften unserer direkten Demokratie gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation unseres Rechtssystems auf. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Recht, wie sie sich in verschiedenen Bereichen abzeichnet, untergräbt die Prinzipien des schweizerischen Rechts föderalismus und der Gewaltenteilung. Insbesondere Artikel 48 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (LuG) mahnt zur Vorsicht bei der Übernahme von fremdem Recht, um die Kohärenz der nationalen Rechtsordnung zu wahren. Die potenziellen Auswirkungen auf die Autonomie der Kantone gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) dürfen nicht unterschätzt werden. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des Parlaments und der Bevölkerung, da Entscheide de facto in Brüssel getroffen würden, ohne dass die schweizerischen demokratischen Kontrollmechanismen greifen könnten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinienentwurfs stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Insbesondere die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widerspricht klar dem Volkswillen gemäss Artikel 121a Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Niederlassungs C PLUS' nach nur fünf Jahren, selbst bei krimineller Veranlagung oder Bezug von Sozialhilfe, wie im revidierten Artikel 41c des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) verankert, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die unkontrollierte Ausweitung des Familiennachzugs, inklusive Eltern und Grosseltern, sowie die damit verbundene massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme stellen eine unerträgliche finanzielle Belastung für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden dar. Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist eine reine Farce, wie neu in Artikel 21b AIG dargelegt, deren Anwendungshürden praktisch unüberwindbar sind und die bei ihrer Anwendung zu EU-Strafmassnahmen führt. Die automatische Rechtsübernahme mittels 'Integrationsmethode' entmachtet unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich, was eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie darstellt. Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehenen drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun dem Schweizer Steuerzahler aufgebürdet werden. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von ausländischen Berufsqualifikationen (BGVB) schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln und schwächt die eigenständige Gestaltungsmöglichkeit unserer beruflichen Vorsorge. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel. Die automatische Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) bedeuten die Aufgabe nationaler Kontrollhoheit und bergen unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und die Qualitätssicherung. Dieses gesamte Paket repräsentiert eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung unserer verfassungsmässigen Aufträge.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr bergen erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public. Insbesondere die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist zutiefst bedenklich. Sie öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die profitabelsten Routen konzentrieren werden, während die Verpflichtung zur Bedienung unrentabler, aber essenzieller Linien weiterhin auf unseren nationalen Bahnbetrieben lastet. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres flächendeckenden Angebots und gefährdet die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen.

Die neue Bestimmung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) verlangt zudem die Berücksichtigung von EU-Recht bei Ausschreibungen, was die souveräne Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs durch Bund und Kantone empfindlich einschränkt. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz gegen zukünftige, dynamisch zu übernehmende EU-Regulierungen. Wir riskieren, die Kontrolle über unsere eigene Verkehrspolitik zu verlieren und zentrale Steuerungskompetenzen an Brüssel abzugeben. Diese Entwicklungen stellen eine fundamentale Bedrohung für die Qualität und Zugänglichkeit unseres öffentlichen Nah- und Fernverkehrs dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion birgt gravierende Nachteile für die Schweizer Souveränität und die demokratische Kontrolle. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Zahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), das als permanenter Rechtsanspruch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB verankert wird, höhlt die Budgethoheit unseres Parlaments aus. Die

anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die Zahlungen leistet, ohne dass dies mit einem verbesserten Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen verknüpft ist. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und missbraucht die Friedensförderung zur Legitimierung umstrittener EU-Zahlungen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und stellen eine klare Schwächung des schweizerischen Systems dar. Die behaupteten Schutzmechanismen sind lediglich kosmetischer Natur und reichen bei Weitem nicht aus, um dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Statt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, was die Flexibilität von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchsetzbar macht. Dieses Paket widerspricht fundamental den Interessen der schweizerischen Arbeitnehmerschaft.

Strom

Die vorgesehene Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG (Art. 4a ff.) und im revidierten EnG (Art. 15 neu) dargelegt wird, birgt gravierende Gefahren für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Einbindung in EU-Regelwerke und die damit verbundene Entmachtung der ElCom zu einer reinen Vollzugsstelle für Brüsseler Vorgaben stellen eine erhebliche Schwächung der nationalen Regulierung dar. Insbesondere die Gefährdung der Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln und die Untergrabung föderaler Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind kritisch zu betrachten. Die von der EU diktierte vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen führen, während die Versorgungssicherheit dem freien Markt geopfert wird, was durch die unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG noch verschärft wird. Die Änderungen in Art. 15 EnG, insbesondere die drastische Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht, benachteiligen massiv kleine und dezentrale Produzenten, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwerfen die Schweiz unnötigerweise dem EU-Regime und führen zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem Deckmantel der 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine bedrohliche Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unserer hohen Schweizer Qualitätsstandards dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) wird unsere gesamte Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' unterwerfen. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Produzenten und lokale Traditionen vernichtet. Weiterhin wird durch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) unser bewährter Tierschutz aufgeweicht, indem wir gezwungen sind, strengere nationale Vorschriften bei Tiertransporten und Schlachtungen zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) entmachten zudem das Parlament und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Die 'Guillotineklausel' bedroht zudem die gesamte bilaterale Beziehung bei einer Ablehnung, was einer unzulässigen politischen Erpressung gleichkommt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und den Föderalismus dar. Die bewährte Praxis demokratisch legitimierter Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, indem deren organisations- und verfahrensautonomie durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ausgehebelt wird. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was strategische Autonomie und Service public gefährdet. Die Schaffung einer 'Superbehörde' in der WEKO, als verlängerter Arm der EU, welche die Kompatibilität mit EU-Recht über Schweizer Interessen stellt und deren demokratische Kontrolle ungenügend ist, ist stossend. Der Verlust der nationalen Kontrollkompetenz durch die Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Indiz für die Aufgabe nationaler Steuerungshoheit.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die demokratische Legitimation. Eine Übernahme von EU-Recht, wie sie durch ein institutionelles Abkommen impliziert wäre, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV). Die direkte Auswirkung auf die Rechtsetzungskompetenzen des Bundes und der Kantone, welche gemäss Artikel 3 BV ihre Autonomie wahren, wäre gravierend. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Rechtsschutzbestimmungen ohne vorgängige parlamentarische Prüfung und Volksabstimmung untergräbt die demokratische Kontrolle. Die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Rechtsordnung und der Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gemäss Artikel 190 BV ist real. Wir fordern eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf unsere Verfassungsordnung und die Stimmbürgerrechte.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken offen. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz, wie sie sich in den beabsichtigten

Abkommen abzeichnet, widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsgleichen Behandlung und der Souveränität, wie sie in Artikel 2 und 5 der Bundesverfassung verankert sind. Die drohende Abhängigkeit von der Interpretation des Europäischen Gerichtshofs im Rahmen des bestehenden EWR-Rechts, selbst wenn diese nicht direkt in das neue Paket überführt wird, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsfortbildung. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung der Schweizer Legislative und Exekutive. Eine solche einseitige Rechtsübernahme ist mit dem Selbstbestimmungsrecht der eidgenössischen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung nicht vereinbar.

Denise Bersier
Av. Jomini 9e
1530 PAYERNE

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Payerne, le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Denise Bersier

Bersier → Denise

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

18 X 2025

Eric BERTINAT
Route d'Epeisses 47
1237 – Avully (GE)

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Avully, 13 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Eric Bertinat

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Sandro Berwert (Privat)

Datum: 13.10.2025

Kontakt: Sandro Berwert · 0793261408 · s_berwert@hispeed.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und bereiten erhebliche Sorgen hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz. Eine kritische Würdigung der erzielten Punkte offenbart eine Tendenz zur Aushöhlung wesentlicher Elemente unserer nationalen Rechtsordnung und Entscheidungsgewalt.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, stellt eine gravierende Abweichung von unserem Prinzip der direkten Demokratie dar. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Selbstbestimmung und die Legitimität der staatlichen Ordnung durch das Volk und die Kantone. Die passive Übernahme von Rechtsakten, die ausserhalb unseres demokratischen Prozesses entstehen, widerspricht diesem fundamentalen Grundsatz. Dies wird durch Artikel 123 BV weiter untermauert, der die Rolle der Kantone bei der Gesetzgebung betont. Die aktuellen Vorschläge implizieren eine De-Faktorisierung der kantonalen und eidgenössischen Gesetzgebung zugunsten externer Normen.

Die Frage der Souveränität ist dabei nicht nur eine juristische, sondern auch eine politische. Artikel 2 BV postuliert die Wahrung der schweizerischen Unabhängigkeit und Neutralität. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bergen das Risiko, die Schweiz enger an die politische und rechtliche Entwicklung der EU zu binden, ohne die Möglichkeit zu haben, auf diese Entwicklungen gestaltend einzuwirken. Dies könnte, im Falle einer Streitigkeit oder einer unerwünschten Rechtsentwicklung in der EU, eine Entscheidung zwischen der Übernahme des EU-Rechts oder der Verletzung des Abkommens erzwingen. Ein solches Dilemma würde die schweizerische Souveränität erheblich beeinträchtigen.

Weiterhin besteht die Sorge, dass die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht zu einer Belastung für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung führen könnte, ohne dass die Vorteile der EU-Mitgliedschaft gegeben sind. Die Schweiz würde Pflichten übernehmen, ohne jedoch die vollen Vorteile des Binnenmarktes zu geniessen, da die Personenfreizügigkeit und die Angleichung von Standards fortwährende Verhandlungsgegenstände bleiben. Die ständige Notwendigkeit von Anpassungen an sich änderndes EU-Recht würde zudem eine erhebliche planerische Unsicherheit schaffen und administrative Aufwände erhöhen.

Die Verhandlungsergebnisse sind in ihrer aktuellen Form nicht geeignet, die Interessen der Schweiz angemessen zu wahren und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung, die die Prinzipien der Volkssouveränität, der Rechtsgleichheit und der schweizerischen Eigenständigkeit konsequent achtet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Grundprinzipien der Schweiz. Es ist äusserst bedenklich, dass die EU mittels eines Abkommens versucht, die Schweiz in ein enges Korsett zu zwingen, das ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung und zur Wahrung ihrer nationalen Interessen massiv einschränken würde.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in einem solchen Abkommen de facto zu befürchten ist, widerspricht fundamentalen rechtsstaatlichen Prinzipien. Die Schweiz würde Gefahr laufen, zu einem Anhängsel der EU zu werden, das deren Rechtsnormen blind übernehmen muss, ohne eigene politische Willensbildung und ohne die Möglichkeit, diese Normen kritisch zu hinterfragen oder an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz anzupassen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft und ihrer Kantone. Ein Abkommen, das diese Souveränität durch die unreflektierte Übernahme von EU-Recht aushöhlt, würde diesen Grundsatz verletzen.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz für die Auslegung relevanter Abkommen problematisch. Gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung (SR 101) beruht die Staatsgewalt auf dem Volk und den Ständen, die sie durch Wahlen und Abstimmungen ausüben. Wenn der EuGH verbindliche Urteile über die Anwendung schweizerischer Gesetze und die Auslegung von Abkommen fällen kann, entzieht dies dem schweizerischen Volk und seinen gewählten Vertretern die letztendliche Entscheidungsgewalt. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität und der demokratischen Legitimation, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Die angeblich zur "Stabilisierung" der Beziehungen angebotene Übernahme von EU-Recht stellt somit keine echte Stabilisierung dar, sondern vielmehr eine Unterwerfung unter fremde Rechtsprechung. Dies würde die Unabhängigkeit der Schweiz gefährden und ihre Fähigkeit, im globalen Kontext eigenständige Politik zu betreiben, nachhaltig schwächen. Es ist unabdingbar, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft ihre Souveränität und ihre demokratischen Institutionen schützt und sich nicht durch unklare oder gar nachteilige Abkommen in eine Abhängigkeitsposition manövriert, aus der es kein Zurück mehr gibt. Die langfristigen Folgen einer solchen Integration wären gravierend und stünden im Widerspruch zu den Kerninteressen der Schweizer Bevölkerung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der EU-Abkommen werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist unklar, inwieweit die Schweiz in Zukunft noch über eigene legislative Entscheidungen verfügt, wenn die Übernahme von EU-Recht zur Norm wird, ohne dass dabei ein angemessenes Mitspracherecht der schweizerischen Institutionen und des Volkes gewährleistet ist. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und der föderalistischen Struktur, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind.

Insbesondere die in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankerte Souveränität des Volkes und der Kantone wird durch die fortschreitende Übernahme von EU-Recht und die damit verbundene Bindung an übergeordnete Rechtsnormen massiv tangiert. Die geforderte Angleichung von Gesetzen und Verordnungen an den EU-Besitzstand, oft als "Acquis communautaire" bezeichnet, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung nationaler Entscheidungskompetenzen.

Die vorgeschlagene Vorgehensweise scheint darauf abzuzielen, die Schweiz schrittweise in den

Rechtsraum der Europäischen Union zu integrieren, ohne jedoch die entsprechenden demokratischen Kontrollmechanismen und die rechtsstaatliche Garantien der EU zu übernehmen. Dies führt zu einer problematischen Asymmetrie, bei der die Schweiz Verpflichtungen eingeht, die von der EU selbst nicht in gleicher Weise eingegangen werden. Die nationalen Gesetzgebungsprozesse, die nach den Grundsätzen des kantonalen Mitspracherechts und der Volksabstimmung ausgestaltet sind, drohen dadurch ausgehebelt zu werden. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Entscheidungsprozesse, welche für die Akzeptanz durch die Bevölkerung von entscheidender Bedeutung sind, sind in der vorliegenden Form fragwürdig. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Regulierungen zu übernehmen, die nicht im besten Interesse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft liegen. Die Unabhängigkeit des Schweizerischen Bundesgerichts als oberstes Organ der Rechtsprechung könnte ebenfalls beeinträchtigt werden, wenn es zukünftig EU-Recht direkt anwenden und interpretieren muss, ohne die Möglichkeit, dessen Vereinbarkeit mit der schweizerischen Verfassung umfassend zu prüfen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit mit der EU stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefahr für unsere Sozialsysteme und innere Sicherheit dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht im Widerspruch zum klaren Willen des Schweizer Volkes, der in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", einer "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf Jahren, ist praktisch unentziehbar und gefährdet die innere Sicherheit, insbesondere wenn Kriminalität oder permanenter Sozialhilfebezug vorliegen.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, was die finanzielle Belastung für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unzumissbar erhöht. Der beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" ist ein reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel eher zu einer Erpressungsmassnahme macht. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk die Hoheit über künftige Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss praktisch unmöglich machen. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und durch die Streichung von Artikel 29a die Schweiz zur Kasse bittet. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und eine Verlagerung der Last auf die Studierenden.

Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter die EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer zweiten Säule eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Diese Entwicklungen sind eine klare Missachtung des Verfassungsauftrags und eine bedenkliche Kapitulation vor Brüssel.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagene Revision des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit gibt Anlass zu

tiefgreifenden Bedenken. Die als Massnahmen zum Lohnschutz deklarierten Anpassungen erscheinen mehr als kosmetisch und können den durch die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit erwarteten Lohndruck keineswegs kompensieren. Vielmehr besteht die ernste Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres hohen Lohnniveaus, die insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen treffen wird. Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Dies resultiert in einer bürokratischeren, aber substanziell weniger effektiven Schutzfunktion, die primär ausländischen Unternehmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Neuregelung des Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der einzig durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) erheblich und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für schweizerische Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell erschwert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist zudem eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Sicherung und des Erhalts eines leistungsfähigen und flächendeckenden öffentlichen Verkehrs mit gravierenden Bedenken zu betrachten. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu Art. 40ater EBG, stellt eine direkte Gefahr für den Schweizer Service public dar. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken droht eine gezielte "Rosinenpickerei", bei der rentable Hauptrouten von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen übernommen werden. Dies entzieht den SBB und anderen konzessionierten Unternehmen essenzielle finanzielle Grundlagen, die sie zur Aufrechterhaltung des Angebots auf unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien benötigen. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch massiv untergraben.

Die befürchtete Auswirkung auf das EU-Beihilferecht birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Bewährte Subventionierungsmodelle für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend notwendige Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde zwangsläufig zu einer Reduktion der Qualität und des Umfangs des Angebots für die schweizerische Bevölkerung führen und die Attraktivität des Schienenverkehrs nachhaltig schwächen.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, welche als Schutzmassnahme angeführt wird, ist rechtlich als nicht bindend einzustufen und bietet keinerlei wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, dem die Schweiz sodann dynamisch folgen müsste. Diese Erklärung dient lediglich der Beruhigung, verhindert aber nicht die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme vorangetrieben. Zukünftige

Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter zentral an EU-Stellen verlagert.

Die im Personenbeförderungsgesetz vorgesehene Anpassung (Art. 32a Abs. 1bis PBG) wird die Schweiz zwingen, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Dieses Abkommen schwächt somit die schweizerischen Interessen und gefährdet den Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch Kostentragungspflichten übernimmt. Dies bedeutet, dass grundlegende Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, was eine direkte Aushöhlung nationaler Entscheidungskompetenzen darstellt.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften wandeln. Sie wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Regelwerke aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, da sich Bürger und föderale Ebenen nicht mehr direkt auf die Gestaltung der nationalen Energiepolitik auswirken können.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage zahlreicher lokaler Gebietskörperschaften schwächen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.).

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz ist unklar. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und einer Untergrabung der bisher stabilen Grundversorgung führen kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch die Benachteiligung kleiner Produzenten, was der Energiestrategie widerspricht und eine Abhängigkeit von ausländischen, oft volatileren Strommärkten fördert.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische und demokratisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden eingesetzt werden, wird durch ein starres, technokratisches

EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone in einem Masse, das mit unserem Föderalismus unvereinbar ist. Statt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden kantonale Beschlüsse einem EU-konformen Genehmigungsprozess unterworfen, was die Kantone zu Bittstellern degradiert.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht. Insbesondere Artikel 3 BHÜG sieht die Einrichtung einer Beihilfekammer bei der WEKO vor, die als ein verlängerter Arm der EU agieren und primär EU-Konformität statt Schweizer Interessen durchsetzen wird. Die mangelnde demokratische Kontrolle über diese neue, mächtige Instanz ist höchst bedenklich.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders gravierend. Durch den neuen Artikel 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies erlaubt eine abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG), welche die Möglichkeit eröffnet, demokratisch gefällte kantonale Subventionsentscheide aufzukippen. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Missachtung der Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone dar. Die Kantone verlieren ihr formelles rechtliches Gehör in Verfahren, die ihre souveränen Entscheide betreffen.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden somit der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Massnahme dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Stimme des offiziellen Preisschutzes verstummt. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie und unseres Föderalismus.

Lebensmittelsicherheit

Die scheinbar technisch betitelte Übernahme von EU-Regelwerken im Bereich der Lebensmittelsicherheit entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein umfassendes Unterwerfungsprojekt, das die Grundfesten unserer Schweizer Ernährungswirtschaft und unserer Souveränität erschüttert. Die im Entwurf vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), sind kein Gewinn an Sicherheit, sondern eine schleichende De-Standardisierung und eine massive Bürokratisierungswelle, die unsere hohen Produktionsstandards bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strenge nationalen Vorgaben beruht, steht unter diretto Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label „Made in Switzerland“ verliert an Wert, wenn die Produktion denselben, potenziell weniger strengen Kriterien folgen muss wie in der EU. Dies untergräbt einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt unsere kulinarische Identität.

Besonders beunruhigend ist die „Guillotineklausel“, die dieses Abkommen untrennbar mit sämtlichen Bilateralen I Verträgen verknüpft. Eine Ablehnung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk gefährden. Dies stellt eine inakzeptable Erpressung dar, welche die Schweiz ihrer souveränen Entscheidungsmacht beraubt und jegliche kritische Auseinandersetzung im Keim erstickt.

Der geplante Zugang von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Käsereien, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Bürokratieflut. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten komplexe und unpassende EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht lokale Traditionen und existenzielle Grundlagen unserer mittelständischen Produzenten.

Die systematische Aushöhlung unseres demokratisch bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ein weiterer schwerwiegender Kritikpunkt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), namentlich Art. 15a und 21, zwingen uns, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten niedrigerer EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt bewährte nationale Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, durch EU-Massenstandards und entzieht uns die Möglichkeit, in einem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und schwächt unsere Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität, unserer Qualitätsstandards und unserer demokratischen Rechte bedeuten. Es handelt sich nicht um eine Harmonisierung, sondern um eine schleichende Unterwerfung unter fremde Regularien, die den Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung massiv zuwiderläuft.

Finanzieller Beitrag

Mit grösster Skepsis nehme ich die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag zur Kenntnis. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Schweiz wird faktisch zu einer zwangsweisen Nettozahlerin degradiert, ohne dabei den geringsten Einfluss auf die Höhe oder die Verwendung der Mittel zu haben. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Bundesexekutive, budgetäre Angelegenheiten im Rahmen der parlamentarischen Hoheit zu regeln.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein reines Lockmittel. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die unheilvolle Gewissheit massiv steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, diese Zahlungen zu verweigern oder neu zu verhandeln; sie wird gezwungen sein, jede von Brüssel diktierte Forderung zu erfüllen. Diese Entwicklung untergräbt die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv, indem sie einen permanenten Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen schafft, wie dies in Art. 1 des vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) vorgesehen ist. Dieses Gesetz wird zum legislativen Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet und die bisherige politische Geste in eine unumgängliche rechtliche Pflicht verwandelt.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Massnahme. Sie verankert diese Zahlungsverpflichtungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese als fester Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Begründung, diese Zahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung zu verknüpfen, indem Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ergänzt wird, ist irreführend und gar zynisch. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und ihren Weg durch das Schweizer Recht zu ebnen. Die Schweiz zahlt letztlich für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die eigene Wirtschaft oder Bevölkerung bringt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Vorbehalte und bedarf einer kritischen Neubewertung unter Einbeziehung relevanter rechtlicher Grundlagen. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Mitsprache der Schweiz untergräbt fundamental die souveräne Willensbildung und die demokratischen Prinzipien unseres Landes. Dies steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweizerische Eidgenossenschaft als ein freies und souveränes Volk anerkennt.

Die automatische Übernahme von EU-Rechtspositionen, wie sie in den beabsichtigten Abkommen vorgesehen ist, würde bedeuten, dass das Schweizer Parlament und Volk faktisch auf ihre Gesetzgebungskompetenzen in vielen Bereichen verzichten müssten. Dies gilt insbesondere für das Recht der EU, das sich kontinuierlich weiterentwickelt. Die Schweiz würde somit zu einem Rezipienten von Recht werden, an dessen Entstehung sie keinen Einfluss hat. Diese Situation birgt erhebliche Gefahren für die nationale Rechtsetzungshoheit. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung garantiert, dass das Parlament die Gesetzgebungskompetenz besitzt. Eine Aushöhlung dieser Kompetenz durch eine automatische Rechtsübernahme wäre rechtlich problematisch und würde dem Prinzip der Volkssouveränität zuwiderlaufen.

Des Weiteren ist die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung bedenklich. Die Schaffung von gemeinsamen Gremien, die bindende Entscheidungen für die Schweiz treffen könnten, überschreitet die Grenzen eines reinen Kooperationsabkommens und bewegt sich gefährlich in Richtung einer institutionellen Anbindung, die der Schweiz die Möglichkeit nimmt, ihre nationalen Interessen eigenständig zu wahren. Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe a der Bundesverfassung weist dem Bundesrat die Aufgabe zu, die aussenpolitischen Interessen der Schweiz zu wahren. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen diese Aufgabe nicht hinreichend zu berücksichtigen, da sie eine erhebliche Abhängigkeit von der EU schaffen.

Die finanzielle Komponente, die eine Beteiligung an EU-Fonds und die Übernahme von EU-Beiträgen vorsieht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Ohne eine entsprechende Stimmrechtsbeteiligung in den Entscheidungsgremien der EU ist eine solche finanzielle Verpflichtung nicht zu rechtfertigen und stellt eine einseitige finanzielle Belastung dar. Die Transparenz und die demokratische Legitimation der Mittelverwendung sind dabei unzureichend gewährleistet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Prinzipien und der rechtlichen Selbstbestimmung der Schweiz aufwirft. Eine Zustimmung zu diesem Paket, wie es derzeit konzipiert ist, wäre eine Gefährdung der fundamentalen schweizerischen Staatsgrundsätze.

Brossin Yves
Crêtets 100
2300 la Chaux-de-Fonds

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

La Chaux-de-Fonds,le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

yves brossin

CANALDA Juan
Rue Dancet 9
1205 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

CANALDA Juan

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Nathalie Chassot
Route du Village 19
1613 Maracon

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Maracon, 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nathalie Chassot

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Hélène Chevalier
follaterres 27
1920 Martigny

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Martigny le 13 octobre 25

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Chevalier Hélène

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: silvio <silvio@soyonspositifs.ch>
Sent: Montag, 13. Oktober 2025 10:13
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stabilisation et développement des relations Suisse-UE

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Silvio Cibien
Rte de la Scie 6
CH-1853 Yvorne
tel +41 79 210 4613
silvio@soyonspositifs.ch¨

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Yvorne, le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

Notre marché du travail par une concurrence déloyale

Nos infrastructures déjà saturées

Notre système social par une hausse explosive des coûts

Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

ABANDON du présent paquet de traités

MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Silvio Cibien

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Luce Comte 4 chemin de la Tuilière 1184 Vinzel
Tél. 021 826 18 03 / Mobile 078 807 92 45

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Vinzel, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Luce Comte

Cuendet Marlyse
Route des Bonfés 20
1981 Vex

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Vex, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Cuendet Marlyse

Girardet Daniel
Route de Malagnou 172B
1224 Chêne-Bougeries

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Chêne-Bougeries, le 13 oct. 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Girardet Daniel

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

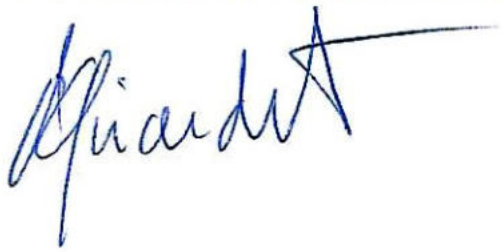

Nathalie L'Eplattenier
Chemin de Burquenet 27
1095 Lutry

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lutry, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

NLEplattenier
13/10/25

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nathalie L'Eplattenier

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Mme Frédérique Giacomoni
Chemin de Jolimont, 1
1180 Rolle

Le 13.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Mme Frédérique Giacomoni

Girardet Joëlle
Route de Malagnou 172B
1224 Chêne-Bougeries

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Chêne-Bougeries, le 13 oct. 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Girardet Joëlle

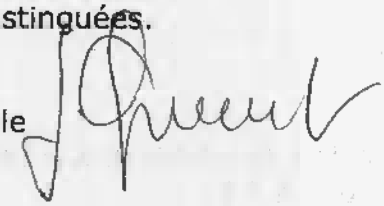

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Girardet Daniel
Route de Malagnou 172B
1224 Chêne-Bougeries

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Chêne-Bougeries, le 13 oct. 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Girardet Daniel

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

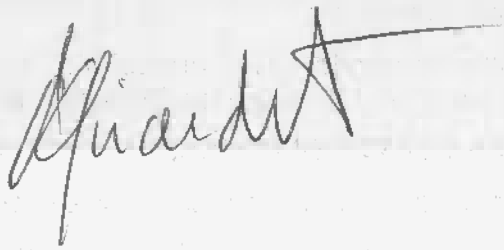

Pascale Guillaume-Gentil
Chemin de la Payaz 3A
2025 Chez-le-Bart

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Chez-le-Bart, le 13 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- **NON** à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- **NON** à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- **NON** à la perte de souveraineté législative de notre pays
- **NON** à l'alignement forcé sur plus de **20'000 pages** de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer ; notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pascale Guillaume-Gentil

Isabella Heim
Impasse des Lilas 1
1580 Avenches

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Avenches, 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation en sus de notre contribution à l'UE déjà existante représentent un montant inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum **obligatoire** (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Isabella Heim

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Fabrizio Jauch
Via Max Frisch 5
6962 Viganello

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Viganello, 13.10.2025

Oggetto:Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*, in quanto contrari alla chiara volontà popolare.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche

- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**.Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale e in particolare il signor Ignazio Cassis sono pertanto intimati** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa.

Ricordo che il mancato rispetto della volontà popolare da parte di un consigliere federale costituisce base sufficiente per la messa sotto accusa per il delitto di alto tradimento!

NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Fabrizio Jauch

Girardet Joëlle
Route de Malagnou 172B
1224 Chêne-Bougeries

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Chêne-Bougeries, le 13 oct. 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Girardet Joëlle

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Emmanuel Kilchoer <e.kilchoer@ymail.com>
Sent: Montag, 13. Oktober 2025 10:02
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Réponse oui à l'indépendance de la Suisse

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti
sa réussite sur 700 ans
d'indépendance et de neutralité. Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire
exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce
soit
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie

d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.
Nom & Prénom
Kilchoer Emmanuel.

à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Melina Kupfer <melikart1@yahoo.fr>
Sent: Montag, 13. Oktober 2025 13:12
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Küpfer Melina
Chemin de Compostelle 1
1212 Grand-Lancy

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève , le 13 oct. 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Küpfer Melina

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Kupfer Mélina

Küpfer Melina
Chemin de Compostelle 1
1212 Grand-Lancy

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève , le 13 oct. 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Küpfer Melina

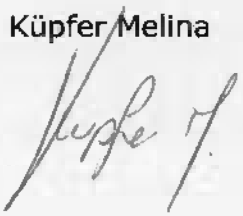

Frank Lobsiger
Chemin du Jura 53
1470 Estavayer

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Estavayer, le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Frank Lobsiger

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Noisiv 64 <noisiv64@gmail.com>
Sent: Montag, 13. Oktober 2025 14:48
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ
1. Refus de la subordination institutionnelle
NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
Notre marché du travail par une concurrence déloyale
Nos infrastructures déjà saturées
Notre système social par une hausse explosive des coûts
Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
ABANDON du présent paquet de traités
MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)
La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Marc Loewensberg

Luc Magnenat
Chemin de la Râ 10
1618 Châtel-St-Denis

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Châtel-St-Denis, le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

L. Magnenat

Magnenat Luc

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rene Maier (Privat)

Datum: 13.10.2025

Kontakt: Rene Maier · 0798208917 · info@mmac-center.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken und bedarf einer kritischen Überprüfung. Die vorgeschlagene Annäherung an die Europäische Union, insbesondere in ihren gegenwärtigen Ausgestaltung, darf nicht zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität führen. Die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprache und ohne die Möglichkeit zur Gestaltung, wie sie sich derzeit abzeichnet, steht im Widerspruch zu grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie und unseres föderalistischen Systems.

Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), namentlich Artikel 1 OR, betont die Eigenständigkeit und die Selbstbestimmung des Rechts. Die potentielle Übernahme von EU-Recht, das oft auf gänzlich andere rechtliche Traditionen und politische Kontexte zugeschnitten ist, birgt die Gefahr, dass unser Rechtssystem seiner nationalen Identität beraubt wird. Insbesondere die Freiheit des wirtschaftlichen Handelns, verankert in Artikel 41 der Bundesverfassung (BV), könnte durch eine übermässige Harmonisierung mit den restriktiven Regelungen der EU erheblich eingeschränkt werden. Wir laufen Gefahr, dass unsere Wirtschaftsakteure stärkeren Belastungen und bürokratischen Hürden ausgesetzt sind, als dies aktuell der Fall ist, was die Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes beeinträchtigen könnte.

Die im Rahmen des Pakets vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, welche die Möglichkeit der Anrufung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) beinhalten, sind besonders bedenklich. Die Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH als massgebliche Instanz würde bedeuten, dass ausländisches Recht auf unser Territorium übergreift und die Entscheidungsfindung unserer eigenen Gerichte massgeblich beeinflusst. Dies tangiert die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtshoheit, wie sie in Artikel 190 BV implizit verankert ist, welche besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht massgebend sind und nicht die Interpretation eines supranationalen Gerichts, das nicht Teil unserer Rechtsordnung ist.

Darüber hinaus ist zu befürchten, dass die im Paket enthaltenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit trotz der vereinbarten Schutzmechanismen zu einer weiteren Belastung unserer Sozialwerke und unseres Arbeitsmarktes führen könnten. Die im Rahmen des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit getroffenen Regelungen haben bereits zu spürbaren Anpassungen geführt, und eine weitere Vertiefung der Integration birgt das Risiko unerwünschter Nebenwirkungen, welche die Lebensqualität unserer Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen. Eine sorgfältige Abwägung aller Konsequenzen ist unerlässlich, bevor wir uns auf einen Weg begeben, der die schweizerische Eigenständigkeit nachhaltig schwächen könnte.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die aktuelle Ausrichtung scheint auf eine immer engere Anbindung an die Europäische Union hinauszulaufen, ohne die negativen Implikationen für die Schweiz ausreichend zu berücksichtigen.

Besonders kritisch ist die schleichende Übernahme von EU-Recht, die durch die Bilateralen Verträge impliziert wird. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (SR 0.142.118.1) regelt die Anwendung des EU-Rechts. Die Übernahme von Rechtsakten der EU, insbesondere von solchen, die direkt oder indirekt das schweizerische Recht beeinflussen, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber oder das Volk eine direkte Mitsprache hatten, ist problematisch. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Möglichkeit, eigenständige Rechtslösungen zu entwickeln, die den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz besser entsprechen.

Darüber hinaus ist die Frage der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Gemäss den bilateralen Verträgen werden Entscheidungen des EuGH in bestimmten Bereichen verbindlich. Dies bedeutet, dass das höchste Schweizerische Bundesgericht und andere nationale Gerichte gezwungen sein könnten, Urteile zu übernehmen, die nicht im Einklang mit der schweizerischen Verfassung oder den Interessen des Landes stehen. Gemäss Artikel 47 der Bundesverfassung (BV) muss das Recht im Einklang mit der Verfassung stehen. Eine externe richterliche Instanz, die nicht der schweizerischen Rechtsordnung untersteht, kann die Einhaltung dieses Grundsatzes gefährden.

Die geforderte "Stabilisierung" könnte somit eine Fortsetzung des aktuellen Weges bedeuten, der langfristig zu einer De-facto-Mitgliedschaft ohne Mitspracherecht führt. Anstatt auf eine solche einseitige Bindung hinzuarbeiten, sollte die Schweiz ihre Interessen und ihre Eigenständigkeit aktiv verteidigen. Eine echte Stabilisierung müsste auf gegenseitigem Respekt und der Anerkennung der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit beider Seiten beruhen. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen jedoch primär den Interessen der EU zu dienen und die Position der Schweiz als souveräner Staat zu schwächen. Es ist unerlässlich, dass jede Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU die verfassungsrechtlichen Grundlagen der Schweiz wahrt und die demokratische Selbstbestimmung des Volkes schützt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Rechtspunkten gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Anpassungen unseres Rechtssystems, obwohl sie unter dem Deckmantel der Harmonisierung und der Vereinfachung der bilateralen Beziehungen zur EU präsentiert werden, in Wahrheit eine schleichende Untergrabung schweizerischer Gesetzgebung und Gerichtsbarkeit darstellen könnten.

Insbesondere die im Entwurf angedeuteten Übernahmebestimmungen werfen kritische Fragen auf. Die Implementierung von EU-Recht durch eine indirekte Übernahme, ohne eine klare und transparente demokratische Legitimation auf nationaler Ebene, widerspricht fundamental den Prinzipien der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Rechte (BPR) verankert sind. Es besteht die Gefahr, dass das Schweizer Parlament und die Gerichte gezwungen werden, auf EU-Recht zu verweisen oder es gar direkt anzuwenden, was die nationalen Entscheidungsprozesse erheblich einschränken würde. Dies könnte zu einer Situation führen, in der nationale Parlamentsbeschlüsse und volksdemokratische Entscheidungen durch vorgelagertes EU-Recht ausgehebelt werden, was eine unannehmbare Schwächung der parlamentarischen und direktdemokratischen Kontrolle darstellt.

Die Komplexität und die dynamische Natur des EU-Rechts erschweren zudem eine effektive Überprüfung und Anpassung im nationalen Kontext. Ohne ausreichende Kontrollmechanismen besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht in rechtliche Abhängigkeiten gerät, die schwerwiegende Folgen für die wirtschaftliche, soziale und politische Gestaltungsfreiheit haben. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Würde des Menschen und die Selbstbestimmung des Volkes betont, wird durch eine solche unkontrollierte Rechtsübernahme ausgehöhlt.

Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Anpassung des Schweizer Rechts dem Prinzip der Subsidiarität und der nationalen Souveränität jederzeit Rechnung trägt. Eine blosse Übernahme von EU-Vorschriften, ohne eine sorgfältige Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit den schweizerischen Verhältnissen und ohne die Möglichkeit einer nationalen Anpassung und Mitgestaltung, ist abzulehnen. Die Vernehmlassung muss diese kritischen Punkte aufgreifen und konkrete Massnahmen zur Wahrung der schweizerischen Rechtshoheit aufzeigen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, insbesondere Art. 4a ff., Art. 10, Art. 18, Art. 19 sowie die Neuregelungen im Energiegesetz (EnG), Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis) führen zu einer tiefgreifenden und besorgniserregenden Aushöhlung der Schweizer Energiesouveränität und bedrohen die Versorgungssicherheit zum Wohle eines unkontrollierten EU-Marktes. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, transformiert die Eidgenossenschaft von einem souveränen Akteur zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch für die Kosten der europäischen Regulierung aufkommen muss. Dies bedeutet, dass Entscheidungen über das kritische Schweizer Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, was die demokratische Legitimation der Schweizer Bevölkerung untergräbt.

Die Schweizerische Energiekommission (ElCom) wird von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Verordnungen aus Brüssel durch die ElCom markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik. Die Stärkung der ElCom-Kompetenzen gemäss Art. 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind nichts anderes als Instrumente zur Angleichung an EU-Standards, die die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur schleifen und die föderalen Strukturen samt der bewährten Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht unter existenzieller Bedrohung durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe qualifiziert und abgeschafft werden. Ebenso werden die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion systematisch benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. In diesem Szenario trägt niemand mehr klar die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Die vollständige Marktliberalisierung, die mit dem neuen Stromversorgungsgesetz (Art. 4a ff. StromVG) eingeführt wird, birgt ein hohes Risiko unkalkulierbarer Preisvolatilität und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht zu tragen vermag, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, die die Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW senkt, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Schweiz wiederum abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten

und fossilen Energieträgern macht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln wie riesigen europäischen Konzernen, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Dieses Vorhaben gleicht einem gefährlichen Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen für die schweizerische Bevölkerung und Wirtschaft gravierend sein werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen äusserst problematisch und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die finanzielle Autonomie unseres Landes. Die Umwandlung der bisher freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff dar. Insbesondere die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Artikel 1 des KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch schafft, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und verwandelt eine politische Geste in eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, gegen die die Schweiz sodann keine Einspruchsmöglichkeiten mehr hat. Wir werden damit faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet, ohne dass greifbare Vorteile wie ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen garantiert werden.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Dies steht im Widerspruch zur bisherigen Praxis, bei der solche Beiträge dem parlamentarischen Prozess unterlagen und somit demokratisch kontrolliert wurden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und grenzt an eine Zweckentfremdung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies schwächt das Vertrauen in die Integrität unserer aussenpolitischen Instrumente. Insgesamt bedeutet die vorgeschlagene Regelung einen erheblichen Souveränitätsverlust und eine finanzielle Belastung, die in keiner Relation zu den zu erwartenden Vorteilen steht.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Überführung unserer bewährten und demokratisch legitimierten Förderpraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime untergräbt die Handlungsfähigkeit von Bund und Kantonen in Kernbereichen der Wirtschaftspolitik.

Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) schafft mit der neu geschaffenen Beihilfekammer eine zentrale Kontrollinstanz, die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Behörde, deren demokratische Kontrolle unzureichend ist, wird primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht die Schweizer Interessen wahren. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und ihre souveränen Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, wie die Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) vorsehen. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet unsere strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt wird.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese «Superbehörde» wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren, was eine gefährliche Machtkonzentration darstellt und der Gewaltenteilung widerspricht. Zudem schwächt der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen nicht nur die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit der Schweiz aushebeln, sondern auch die kantonalen Garantien und die föderalistische Struktur unseres Landes massiv beeinträchtigen. Wir lehnen diese Übertragung von Kompetenzen und die Unterwerfung unter externe Kontrollmechanismen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zur Vorlage der EU-Rahmenabkommen im Bereich Landverkehr gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, ein bewährtes System zu untergraben, das seit Jahrzehnten die Mobilität der Schweizer Bevölkerung gewährleistet und gleichzeitig die wirtschaftliche Entwicklung fördert.

Insbesondere die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) wirft gravierende Fragen auf. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter birgt die Gefahr der "Rosinenpickerei". Unternehmen, die nicht an die Verpflichtung zur Abdeckung des gesamten Streckennetzes und zur Erbringung eines umfassenden Service public gebunden sind, werden sich auf die profitabelsten Verbindungen konzentrieren. Dies würde die SBB und andere konzessionierte Transportunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien im Stich lassen und deren finanzielle Basis nachhaltig schwächen. Die Folge wäre eine Aushöhlung des Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Des Weiteren ist die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmechanismus keineswegs ausreichend. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch und ohne Einflussmöglichkeit übernehmen müsste. Diese Erklärung stellt eine beruhigende Geste dar, die jedoch die langfristige Einschränkung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen, die zur Aufrechterhaltung des Service public dienen, als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger. Die vorgeschlagenen Massnahmen gefährden somit direkt die finanzielle Tragfähigkeit und die flächendeckende Versorgung unseres öffentlichen Verkehrs.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Rahmen der Abkommen

mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und eine missbräuchliche Umgehung des Volkswillens dar. Artikel 121a der Bundesverfassung gibt klar vor, dass die Schweiz die Zuwanderung eigenständig steuert. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene Ausweitung der Personenfreizügigkeit widersprechen diesem grundlegenden Verfassungsauftrag fundamental. Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Regelung eröffnet Tür und Tor für einen unkontrollierten Zuzug, selbst von Personen, die potenziell straffällig werden oder dauerhaft auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten dann ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden.

Der geplante Familiennachzug sprengt sämtliche bisherigen Grenzen. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist eine reine Farce. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu aktivieren, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine klare Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk gänzlich. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich würden ohne Mitspracherecht unserer nationalen Institutionen umgesetzt. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von neuem Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit wird praktisch unmöglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Ebenso ist die Anbindung unserer beruflichen Vorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) an EU-Koordinationsregeln ein Verlust sozialpolitischer Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, ihre zweite Säule eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Dienstleistungserbringer (BGDB, Artikel 2 Absatz 1bis) sowie in den Medizinalberufegesetzen (MedBG, Artikel 15, 35; GesBG, Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und untergräbt unsere nationalen Qualitätsstandards. Die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht zeigt sich gar im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24). Diese flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz ist nicht tragbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, was insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen würde. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt ausschliesslich ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden zudem geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich der Lebensmittelsicherheit, irreführend als "Vom Hof auf den Tisch"-Strategie tituliert, stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Anstatt die Lebensmittelsicherheit zu erhöhen, wird hier eine umfassende Unterwerfung unter EU-Standards angestrebt, die unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe gefährden. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich verwässert. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen zu lassen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Zudem wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Ebenso ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine Aufgabe der Kontrolle in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen, nicht die starren, bürokratischen EU-Mechanismen.

Darüber hinaus unterstellt der neue Artikel 26 Absatz 1bis des Waldgesetzes (WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle aus. Eine weitere gravierende Einschränkung der Souveränität zeigt sich in der Ermächtigung von EU-Inspektoren, Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben auszuüben.

Besonders besorgniserregend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es scheint, dass die Ergebnisse nicht geeignet sind, die Souveränität und die schweizerischen Interessen angemessen zu wahren, sondern im Gegenteil eine schleichende Abhängigkeit von Brüssel fördern.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprachemöglichkeiten stellt eine massive Einschränkung der demokratischen Selbstbestimmung dar. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Würde und Freiheit des Menschen sowie die Verantwortung des Staates für das Gemeinwohl. Die aktuellen Vorschläge laufen Gefahr, diese Grundprinzipien zu untergraben, indem sie der Schweiz diktierten, welche Gesetze sie zu befolgen hat, ohne dass diese von unseren eidgenössischen Räten und dem Volk in einem echten Gesetzgebungsverfahren verabschiedet wurden. Artikel 3 der Bundesverfassung betont die Autonomie der Kantone. Eine solche Übernahme von EU-Recht würde diese kantonale Autonomie empfindlich treffen, da die kantonalen Gesetzgeber gezwungen wären, sich einem von aussen auferlegten Rechtsrahmen zu beugen.

Darüber hinaus ist die befürchtete Anrufung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die schweizerische Rechtsordnung problematisch. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch eine solche Überordnung des EuGH gefährdet werden. Die schweizerische Rechtsprechung und damit die Auslegung unserer eigenen Gesetze würde einer externen Instanz unterstellt, die nicht dem schweizerischen Verfassungsrahmen verpflichtet ist. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, auf dem unsere staatliche Ordnung beruht.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls nicht ausreichend geklärt. Eine engere Anbindung an den EU-Binnenmarkt mag vordergründig attraktiv erscheinen, doch die damit verbundenen Kosten und Verpflichtungen, insbesondere im Hinblick auf die Personenfreizügigkeit und die finanziellen Beiträge, sind substanziell und könnten die schweizerische Wirtschaft stärker belasten als erwartet. Die Gefahr einer unkontrollierten Zuwanderung, welche die Sozialwerke und den Arbeitsmarkt zusätzlich unter Druck setzen könnte, ist ein ernstes Anliegen, das in den Verhandlungsergebnissen unzureichend adressiert wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zu einer unzulässigen Schwächung der schweizerischen Souveränität führen und fundamentale Prinzipien unserer Verfassung missachten. Sie stellen eine Gefahr für unsere demokratischen Institutionen, die kantonale Autonomie und die wirtschaftliche Stabilität dar. Eine Annahme solcher Ergebnisse wäre fahrlässig und würde die Interessen der Schweiz auf lange Sicht erheblich beeinträchtigen.

Marchon Pascal
Route de Chésopelloz 11
1782 Belfaux

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Belfaux, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Marchon Pascal

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Martelli Aldo
Route du Châno 15
1782 Belfaux

Belfaux, le 13 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Martelli Aldo

Fabienne Michelet
12 rue des Vernes
1217 Meyrin

Département fédéral des
affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Meyrin le 13.10.2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen.
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays.
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale.
- Nos infrastructures déjà saturées.
- Notre système social par une hausse explosive des coûts.
- Le principe de préférence national.

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités.
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants.
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal.**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Fabienne Michelet

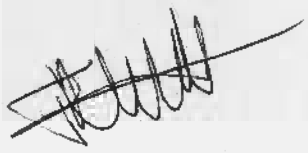

Isabelle Moinon
Rte des Villages 87
1624 Grattavache

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Grattavache, le 13 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Isabelle Moinon

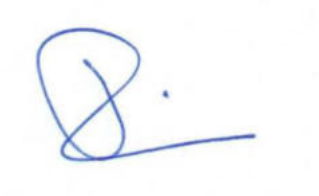

Jean-Claude Monnat
Chemin du Verger 26
1752 Villars-sur-Glâne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Fribourg,13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Claude Monnat

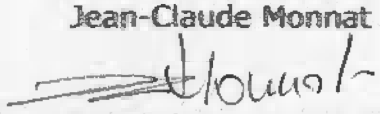

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Monsieur
Stéphane Nicod
Route de Juriens 8
1323 Romainmôtier

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Romainmôtier, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Stéphane Nicod

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Oberson Pascal
Route de Saxonne 22
CH-1974 Arbaz

Arbaz, le 13.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".
NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ
1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.
DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pascal Oberson

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Sylvie Ott
Chemin du Château 41
1749 Middes

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Middes, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sylvie Ott

Ilaria Pagnamenta
Riva Paradiso 17
6900 Paradiso

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Paradiso 13.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'*allineamento forzato* a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale

- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

ECCO LE MIE CHIARE RICHIESTE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

ILARIA PAGNAMENTA

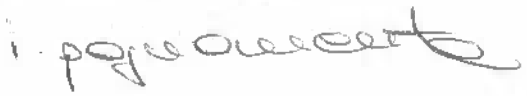

Christian Pellet
Rue des Chavannes 51
2016 Cortaillod NE

Cortaillod, le 13 octobre 2025

Département fédéral
des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet: **Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"**

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
Notre marché du travail par une concurrence déloyale
Nos infrastructures déjà saturées
Notre système social par une hausse explosive des coûts
Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée a maintes reprises: NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Christian Pellet

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: nathalie.p@ik.me
Sent: Montag, 13. Oktober 2025 10:54
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] NON aux accords suisse-UE - Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations
Attachments: Lettre de contestation des accords UE.pdf

Importance: High

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire liant à l'UE et à une adhésion sous quelque forme que ce soit

exprimée à maintes reprises : NON à ce traité nous
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.
Penso Nathalie

Penso Nathalie
Grand-Rue 8
1515 Villars-le-Comte

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Villars-le-Comte le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à ce traité nous liant à l'UE et à une adhésion sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Penso Nathalie

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: gladys.quinodoz@bluewin.ch
Sent: Montag, 13. Oktober 2025 20:32
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Relations Suisse-UE

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

-NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

-Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

-Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

-Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

-Notre marché du travail par une concurrence déloyale

-Nos infrastructures déjà saturées

-Notre système social par une hausse explosive des coûts

-Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Quinodoz Gladys
Rue des Erables 7
1950 Sion

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

Subject: FW: [EXTERNAL] TR: consultation Suisse-UE

From: le.torel@bluewin.ch <le.torel@bluewin.ch>
Sent: Tuesday, October 14, 2025 9:01 AM
To: _EDA-STS Europa <sts.europa@eda.admin.ch>
Subject: [EXTERNAL] TR: consultation Suisse-UE

Maude Ramuz
Route de Riau Graubon 8
1082 Corcelles-le-Jorat

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Corcelles-le-Jorat, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Maude Ramuz

Rover Jean-Frédéric
Rue du Village 34
1312 Eclépens

13 Octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Frédéric Rovero

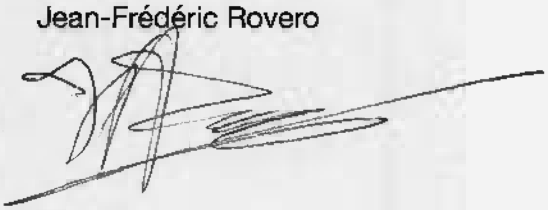

Sabine Magnenat
Chemin de la Râ 10
1618 Châtel-St-Denis

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Châtel-St-Denis, le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Magnenat Sabine

SMagnenat

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Athena Schaffter <schaffter.athena@gmail.com>
Sent: Montag, 13. Oktober 2025 21:07
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Schaffter Athéna
Rue du progrès 41
2400 le Locle

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Le Locle le 13.10. 2025

Prise de position sur la consultation*Stabilisation et développement des relations Suisse-UE

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous L'appellation trompeuse de stabilisation et développement des relations Suisse-UE
.

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Schaffter Athéna

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

--
Schaffter Athéna
Rue du Progrès 41
2400 Le Locle

schaffter.athena@gmail.com

Mobile 078 682 99 67
Fixe: 032 931 46 28
autre 079 413 56 87

Sigrist Alain
Jean-Treina 3
1203 Genève

Département fédéral des
affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève le 13.10.2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen.
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays.
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale.
- Nos infrastructures déjà saturées.
- Notre système social par une hausse explosive des coûts.
- Le principe de préférence national.

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités.
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants.
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal.**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Alain Sigrist

Barbara SIMONA DAUCHY
via Lido 40

6612 ASCONA

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Locarno, 13 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Barbara SIMONA DAUCY

Simond Nathalie
Mqisons-Familiales 28
1018 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nathalie Simond

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Steiner Olivier
Route du Pralet 1
1148 La Coudre

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Le 13 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Olivier Steiner

Chantal Sudan
Montaulaz 51
1473 CHATILLON/Broye

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Châtillon, le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Chantal Sudan

Ch Sudan

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Pierre-André Aebischer
Montaulaz 51
1473 CHATILLON/Broye

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Châtillon, le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pierre-André Aebischer

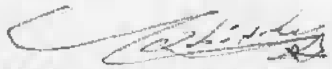

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Francis Tauxe
Le Grand-Chemin 94
1066 Epalinges

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Epalinges, le 13 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- **NON** à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- **NON** à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- **NON** à la perte de souveraineté législative de notre pays
- **NON** à l'alignement forcé sur plus de **20'000 pages** de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer ; notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Francis Tauxe

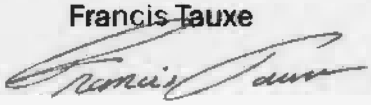

Tonus Silvio
15, Chemin de la Bergeronnette
1228 Plan-les-Ouates

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Plan-les-Ouates, le 13.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Tonus Silvio

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Tucker Brabec
Chemin Derrière l'Eglise 8
1272 Genolier

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genolier, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Tucker BRABEC

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Stefano Turrini (Privat)

Datum: 13.10.2025

Kontakt: stefano turrini · 0794161750 · stefano@turrini.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung der von der EU angestrebten Abkommen gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und erfordert eine kritische Würdigung aus der Perspektive der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine unreflektierte Übernahme europäischer Regelungen birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit und die Möglichkeit verliert, ihre spezifischen Bedürfnisse und Interessen eigenverantwortlich zu gestalten.

Insbesondere ist die delegierende Wirkung potenzieller neuer Abkommen problematisch. Die Schweizerische Bundesverfassung, namentlich Artikel 164 Abs. 2, verlangt, dass Gesetzgebungsakte im Einklang mit der Verfassung stehen und die Grundrechte achten. Wenn jedoch die Europäische Union durch ihre Gesetzgebung, die nach dem EU-Recht Vorrang hat, die inländischen Gerichte und Behörden bindet, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber noch die Möglichkeit hat, diese Vorgaben im Lichte unserer Verfassung zu überprüfen oder anzupassen, so stellt dies eine Erosion der parlamentarischen Kontrolle und des rechtsstaatlichen Prinzips der Gewaltenteilung dar. Der Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, könnte dadurch untergraben werden, wenn wesentliche Entscheidungen auf supranationaler Ebene getroffen werden, die dann lediglich in der Schweiz umgesetzt werden müssen, ohne substanzielle Mitgestaltungsmöglichkeit.

Es muss dringend geklärt werden, wie sichergestellt werden kann, dass die inländischen Gerichte auch zukünftig die Möglichkeit behalten, die Anwendung von EU-Recht im Lichte der Schweizerischen Bundesverfassung zu prüfen und gegebenenfalls anzuwenden. Artikel 160 Abs. 2 der Bundesverfassung verlangt, dass die Bundesversammlung die Einhaltung der Verfassung durch die Regierung überwacht. Eine automatische oder weitgehend unkontrollierte Übernahme von EU-Recht könnte diese Aufsichtsfunktion erheblich erschweren.

Des Weiteren bestehen Zweifel hinsichtlich der demokratischen Legitimation von Regelungen, die primär von Brüssel ausgehen und deren Auswirkungen auf die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft noch unklar sind. Die Einführung neuer Regelungen, die den nationalen Rechtsrahmen tangieren, muss einem transparenten und partizipativen Prozess unterliegen, der die Interessen der Schweizer Bürgerinnen und Bürger ernst nimmt und die Kontrollmöglichkeiten des Parlaments gewährleistet. Ohne klare Vorkehrungen zur Wahrung der nationalen Gesetzgebungskompetenz und der rechtsstaatlichen Prinzipien ist eine vorsichtige und kritische Haltung gegenüber derartigen Umsetzungsmechanismen geboten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und greifen die fundamentalen Bedenken unseres bewährten Schutzsystems

nicht an. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, da die Personenfreizügigkeit eine stetige Abwärtsdruck auf die Löhne ausübt, dem die vorgeschlagenen Korrekturen nicht standhalten können. Anstatt unseren effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischeren Regeln sind weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen und begünstigen ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk, das direkt in die schweizerische Vertragsfreiheit eingreift. Es schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was die Flexibilität insbesondere von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Übernahme des EU-Regelwerks „Vom Hof auf den Tisch“ unter dem irreführenden Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Standards dar. Es ist keineswegs eine reine Optimierung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine kapitale Schwächung unserer hohen Produktionsstandards, eine Bedrohung für unsere bäuerlichen Familienbetriebe und eine Einschränkung der Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch jahrzehntelange sorgfältige Arbeit und strengste Auflagen entstanden ist, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich verwässert. Das geschätzte Label „Made in Switzerland“ verliert seine Aussagekraft und seinen Wettbewerbsvorteil, wenn Produkte unter denselben, minderwertigen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Die Einführung einer beispiellosen „Guillotineklausel“, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist schlichtweg politische Erpressung. Jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz wird damit blockiert; eine Ablehnung des unsäglichen EU-Regelwerks würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Ebenso unannehmbar ist die Souveränitätsverletzung durch die Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in unseren Betrieben. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine befürchtete Welle der Bürokratie wird insbesondere unsere kleinen und mittleren Produzenten, Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger treffen. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften, die hierdurch unter der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) eingeführt werden, sind für unsere lokalen Strukturen ungeeignet und zerstören lokale Traditionen sowie wirtschaftliche Existenzen. Der

Volkswille bezüglich Gentechnik, der in unserem moratorium Ausdruck findet, wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von GVOs zu akzeptieren.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) mit den neuen Artikeln 15a und 21 zwingen uns, unsere oft strengeren und bewährten nationalen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Verlust an Souveränität in einem ethisch zentralen Bereich. Auch die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche die parlamentarische Kontrolle aushebelt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt unseren Waldschutz dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieses Abkommen ist kein Fortschritt, sondern ein Frontalangriff auf unsere Qualität, unsere Souveränität und unsere landwirtschaftliche Identität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Abschaffung der heutigen, bewährten Praxis, bei der Subventionen politisch auf allen Ebenen der Schweiz entschieden werden, führt zur Unterwerfung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime. Politische Förderentscheide, welche die lokalen und regionalen Bedürfnisse berücksichtigen und demokratisch legitimiert sind, wie beispielsweise im Regionalverkehr, bei Kantonalbanken, für die Kultur oder zur Unterstützung lokaler KMU, werden künftig einer Brüsseler Bürokratie unterstellt.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv eingeschränkt. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sind sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Schweiz unterwirft sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Besonders kritisch sind die vorgesehenen Änderungen im Hinblick auf strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, den Luft- und den Landverkehr. Da viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden diese Kernbereiche unserer Infrastruktur der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in diesen fundamentalen Sektoren. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide primär auf Kompatibilität mit dem EU-Recht abzielen, anstatt auf Schweizer Interessen, ist äusserst bedenklich. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend.

Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Die neue Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird zu einer zentralen Kontrollinstanz, die die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aushebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränkt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ist stossend für unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet zudem den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr, wodurch dieser Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt wird.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Stromabkommen mit der EU ist aus unserer Sicht äusserst problematisch und birgt erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die beabsichtigte institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere in Bezug auf ACER und ENTSO-E, führt dazu, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht wird, der aber die Kosten der EU-Regulierungen tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine massive Aushöhlung unserer nationalen Souveränität darstellt.

Die Schweizer Energieregulierung wird durch diese Massnahmen fundamental geschwächt. Die ElCom, bisher eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, da undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel implementiert werden müssen.

Die Konsequenzen für die Stromproduktion sind gravierend. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Zudem werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Energiegesetzgebung (EnG, Art. 15 neu) schwächt die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten untergräbt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Zusammenfassend stellt dieses Abkommen einen Angriff auf die schweizerische Energiesouveränität dar und gefährdet unsere Versorgungssicherheit sowie die dezentrale Energieproduktion. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Landverkehrsabkommen mit der EU birgt gravierende Risiken für den Schweizer Service public und die Souveränität im Eisenbahnwesen. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine direkte Bedrohung dar. Ausländische Anbieter werden dadurch ermächtigt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen ist als reine "Rosinenpickerei" zu verstehen, bei der ausländische Firmen sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren. Die Konsequenz ist unausweichlich: Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen bleiben auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental und gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung.

Weiterhin ist die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" aus rechtlicher Sicht als wertlos einzustufen. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung im Bahnbereich schrittweise aufgibt. Beispielsweise könnten zukünftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt

die Schweiz bei Ausschreibungen die Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Statt die Vergabe von Aufträgen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen. Die Möglichkeit, EU-Beihilferecht auf unser stark subventioniertes Bahnsystem anzuwenden, bedroht bewährte Finanzierungsmodelle für Güterverkehr, Regionalverkehr und Rollmaterialerneuerung. Die Qualität und der Umfang des Angebots für die Bürger könnten massiv leiden. Das Abkommen gefährdet somit die Grundpfeiler unseres gut funktionierenden und von der Bevölkerung geschätzten öffentlichen Verkehrs.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, gibt Anlass zu gravierenden Bedenken und ist aus Sicht der nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle entschieden abzulehnen. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung stellt einen fundamentalen Souveränitätsverlust dar. Die Schweiz wird de facto zu einem Nettozahler ohne Mitspracherecht, der gezwungen ist, finanzielle Mittel an die EU zu leisten, ohne dafür eine Garantie auf substanzielle Gegenleistungen, wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen, zu erhalten.

Der im vorliegenden Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Kohäsionszahlungen birgt die Gefahr massiv steigender Forderungen seitens der EU. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint dabei weniger als verbindliche Obergrenze, sondern vielmehr als Lockvogelangebot. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, zukünftigen, diktierten Zahlungsverpflichtungen entgegenzutreten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung auf gesetzgeberischer Ebene. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments erheblich untergräbt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wird lediglich die Umsetzung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung betrieben. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) signalisiert die Absicht, diese Abgaben als festen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung zu etablieren.

Die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt stellt das vorgeschlagene Vorgehen eine gefährliche Aushöhlung unserer demokratischen Kontrolle und finanziellen Autonomie dar und sollte daher entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die automatische Übernahme von EU-Recht, namentlich der Unionsbürgerrichtlinie, per Integrationsmethode widerspricht fundamental dem Volkswillen, der in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die vorgesehene Einführung eines „Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", welche praktisch unentziehbar selbst bei kriminellem Verhalten oder fortlaufendem Sozialhilfebezug ist, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv.

Des Weiteren wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern erheblich gefördert. Diese unkontrollierbare Zunahme der Zuwanderung wird direkte Kosten für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden mit sich bringen, welche die Last der Sozialhilfe tragen müssen. Die

angebliche „Schutzklausel" im Vertragspaket, verankert in neuem Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die extrem hohen Hürden für ihre Anwendung lassen sie in der Praxis wirkungslos bleiben, während drohende EU-Strafmassnahmen bei ihrer Aktivierung jeglichen Schutzcharakter negieren.

Die systematische Unterordnung unter EU-Recht, wie sie sich auch in der neuen Gestaltung des Bundesgesetzblatts (BGVB) mit der Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) manifestiert, ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch automatisierte Anerkennungsverfahren. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer Qualitätsstandards, insbesondere im Gesundheitswesen durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG), was Patientensicherheit und nationale Kontrollhoheit gefährdet. Die massive Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer, wie in Artikel 34d Absatz 2bis des ETH-Gesetzes und Artikel 61a des Hochschulfinanzierungsgesetzes (HFKG) vorgesehen, ist ein verzweifeltes Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) an EU-Koordinationsregeln und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) signalisieren eine weitere Kapitulation unserer sozialpolitischen Souveränität. Die gesamte Paketänderung, insbesondere die Anpassungen des AIG, stellen eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar und sind eine unannehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in den vorliegenden Vorschlägen dargelegt wird, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von dynamisch übernommenen Regelungen, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Volksinitiative und die Volksabstimmung (SR 161.1) verankert ist. Jede formale Übernahme von EU-Recht, die nicht einem expliziten, referendumspflichtigen Bundesbeschluss unterliegt, entzieht dem Schweizer Volk die Möglichkeit, über die für unser Land massgebenden Rechtsnormen zu entscheiden.

Besonders kritisch ist die drohende faktische Angleichung an EU-Recht, ohne dass eine direkte demokratische Kontrolle stattfindet. Dies kann dazu führen, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen unbemerkt durch die Hintertür dem EU-Recht angepasst werden. Die EU-Gerichtsbarkeit, die typischerweise mit der Übernahme von EU-Recht einhergeht, stellt ebenfalls eine erhebliche Herausforderung dar. Das Prinzip, dass die Gerichte des Bundes und der Kantone allein für die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts zuständig sind, wie es sich aus dem schweizerischen Rechtssystem ergibt, wird hierdurch in Frage gestellt. Die Möglichkeit, dass das Europäische Gerichtsurteile zu den primär in der Schweiz geltenden Rechtsnormen fällt, steht im fundamentalen Widerspruch zur nationalen Rechtshoheit. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) garantiert zwar die Gültigkeit von Bundesgesetzen, doch die Autonomie bei der Auslegung und Anwendung dieser Gesetze wird durch eine übergeordnete Gerichtsbarkeit massiv beeinträchtigt.

Weiterhin ist die Frage der staatlichen Beihilfen und des Wettbewerbsrechts von zentraler Bedeutung. Die EU-Vorgaben in diesem Bereich sind oft rigide und wenig flexibel, was die Fähigkeit des Bundes und der Kantone einschränken würde, gezielte Förderinstrumente für die Schweizer Wirtschaft zu entwickeln und anzuwenden. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes beeinträchtigen und die Möglichkeit zur Gestaltung einer eigenständigen Wirtschaftspolitik zunichte machen. Die bisherigen Rahmenbedingungen, die es der Schweiz erlauben, ihre eigenen Interessen zu verfolgen, würden durch eine zu starke Harmonisierung mit der EU aufgeweicht. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU scheinen daher eher einer Unterwerfung

unter EU-Standards gleichzukommen, als einer echten Partnerschaft auf Augenhöhe.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Gesamtpaket zur Beziehung Schweiz-EU wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung auf Basis unserer verfassungsmässigen Grundsätze und nationalen Interessen zwingend erfordern. Eine unvoreingenommene Prüfung der vorgeschlagenen Regelungen offenbart, dass die angestrebte «Annäherung» an die Europäische Union de facto eine schleichende Unterwerfung unter die Rechtsordnung der EU darstellt, welche die Souveränität der Schweiz und die direkte Demokratie substanziell untergräbt.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk und die Kantone widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die automatische und schematische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU würde die Schweizerische Bundesversammlung ihrer legislativen Kernfunktion entledigen und das Parlament zu einem reinen Implementierungsorgan machen. Die Möglichkeit des Volkes, über wichtige Gesetzesänderungen durch Referenden zu entscheiden, würde durch die indirekte Anwendung von EU-Recht ausgehebelt.

Die angestrebte institutionelle Verankerung einer automatischen Übernahme von EU-Recht in bilateralen Abkommen würde zudem das Recht auf Mitsprache und Mitgestaltung auf kantonaler Ebene, wie sie durch Artikel 54 BV gewährleistet wird, erheblich beschneiden. Die Kantone müssten EU-Recht ohne eigene Prüfung und ohne Möglichkeit der Einflussnahme umsetzen.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als vorgelagerte Instanz für die Auslegung von Abkommen mit der EU problematisch. Artikel 50 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) regelt die Gültigkeit von Staatsverträgen und verlangt deren Übereinstimmung mit der Bundesverfassung. Die Akzeptanz einer primären Rechtsprechung des EuGH, welche die Auslegung des Schweizer Rechts beeinflussen oder gar diktieren könnte, steht im direkten Widerspruch zur Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und zur nationalen Rechtsordnung. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Souveränität der Schweiz gewahrt bleiben soll, wenn Gerichtsentscheidungen eines fremden Staates bindend für die Auslegung von Schweizer Gesetzen und die Rechtsprechung in der Schweiz wären.

Das Gesamtpaket birgt das Risiko einer schrittweisen Erosion unserer direkten Demokratie und unserer rechtsstaatlichen Unabhängigkeit. Die wirtschaftlichen Vorteile, die als Gegenleistung für diese erheblichen Abstriche an der Souveränität angeboten werden, erscheinen angesichts dieser gravierenden Nachteile als unzureichend und nicht tragfähig. Eine Annäherung, die unsere Kernprinzipien opfert, ist keine legitime Option für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht wirft gravierende Fragen auf. Das Schweizerische Rechtssystem, wie es im Bundesgesetz über die Kreation von Bundesgesetzen (KrGB) verankert ist, sieht einen klar definierten Gesetzgebungsprozess vor, der die Mitwirkung von Parlament und Volk vorsieht. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den diskutierten Abkommen angedeutet wird, untergräbt diesen Prozess fundamental und entzieht dem schweizerischen Souverän, dem Volk und seinen Vertretern, die Entscheidungsgewalt

über die Rechtsordnung des eigenen Landes.

Artikel 164 der Bundesverfassung garantiert die rechtsstaatliche Ordnung und das Prinzip der Volkssouveränität. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer Aushöhlung dieser verfassungsmässigen Grundsätze. Es ist fraglich, ob die EU-Gesetzgebung, die oft auf ganz anderen politischen und rechtlichen Kontexten beruht, mit den schweizerischen Verhältnissen und Wertvorstellungen vereinbar ist. Die Befürchtung, dass die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU werden könnte, ohne die Möglichkeit einer Mitsprache bei der Gesetzgebung zu haben, ist angesichts der vorliegenden Entwürfe real.

Weiterhin sind die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Justiz zu kritisieren. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste richterliche Instanz für die Interpretation des EU-Rechts, selbst wenn dieses in das schweizerische Rechtssystem integriert wird, stellt eine direkte Bedrohung der richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität des Bundesgerichts dar. Dieses würde gezwungen, Urteile des EuGH zu übernehmen, die möglicherweise nicht mit der schweizerischen Rechtsauffassung übereinstimmen. Dies widerspricht dem im Obligationenrecht (OR) verankerten Grundsatz der Vertragsfreiheit und der Autonomie, der auch für die Auslegung von Gesetzen gelten muss. Die schweizerische Verfassung und die darauf basierenden Gesetze bilden die Grundlage unseres Rechtsstaates. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko einer schleichenden Entwertung dieser Fundamente und der Aufgabe unserer Unabhängigkeit. Es ist unerlässlich, dass jeder Schritt in Richtung einer engeren Anbindung an die EU sorgfältig geprüft wird und die schweizerische Souveränität sowie die rechtsstaatlichen Prinzipien stets gewahrt bleiben. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse lassen diese notwendige Sorgfalt vermissen.

Vuillemin & Michel
Chemin du Rêche 13
2520 La Neuveville

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

La Neuveville, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Vuillemin Michel

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vurlod Françoise
Rue Etienne 3
1329 Bretonnières

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bretonnières, le 13 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

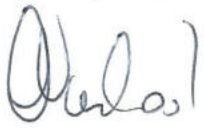

Françoise Vurlod

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Achim-David Z'Brun <achimji8@gmail.com>
Sent: Montag, 13. Oktober 2025 13:41
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] tabilisation et développement des relations Suisse-UE". NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Achim David Z'Brun
Bielweg 5
3957 Bratsch

13.Octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Achim David Z'Brun
13.Octobre 2025

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Le résultat des négociations révèle une insatisfaction profonde pour la Suisse. Les accords proposés, loin de garantir un équilibre mutuellement avantageux, s'orientent vers une intégration accrue de la Suisse dans l'UE. Faisant fi de notre autonomie décisionnelle et consacrant notre subordination institutionnelle. Nous disons NON à la reprise du droit européen. Cette perte de contrôle sur notre propre législation, pourtant garantie par l'article 164 de la Constitution fédérale, est inacceptable.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Le projet stabilisation des relations avec l'UE soulève de profondes inquiétudes quant à sa conformité avec les principes fondamentaux de notre souveraineté nationale. L'acceptation de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) constitue une capitulation inacceptable envers un droit étranger. L'article 123 de la Constitution fédérale suisse (Cst) garantit l'autonomie décisionnelle de la Suisse. De plus, le principe de l'autodétermination du peuple suisse, consacré par l'article 5 Cst., est gravement compromis par ce projet. Ceci détruit notre indépendance et notre capacité à définir notre propre avenir.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation du paquet de négociations révèle des lacunes fondamentales qui menacent la souveraineté nationale et les principes constitutionnels helvétiques. L'accord institutionnel, tel que proposé, confère à la Cour de justice de l'Union européenne un rôle inacceptable, en contradiction avec l'article 49 alinéa 2 de la Constitution fédérale suisse qui garantit la primauté du droit suisse. L'intégration de l'accord sur la libre circulation des personnes imposera des contraintes insupportables sur la politique d'immigration et le marché du travail helvétique, contredisant les objectifs de l'article 121a de la Constitution. Engendrant une menace directe sur nos travailleurs, nos infrastructures et notre système social dont une explosion des coûts est à craindre. La Suisse doit impérativement défendre son modèle unique et sa capacité à légiférer de manière autonome.

Contribution financière

La proposition visant à formaliser la contribution financière de la Suisse à l'UE soulève de profondes préoccupations quant à notre souveraineté et à notre indépendance budgétaire. Transformer des versements volontaires, soumis au contrôle parlementaire, en une obligation juridiquement contraignante, comme le prévoit le projet de loi sur la contribution à la cohésion, constitue une cession de pouvoir inacceptable. Ce projet de loi consacre un droit de tirage permanent pour l'UE, vidant ainsi de toute substance les prérogatives budgétaires du Parlement suisse. De surcroît, les garanties apportées quant au montant initial de 350 millions de francs annuels apparaissent trompeuses, en effet selon Ignazio Cassis, cité par la RTS en juin 2025, l'accès au marché européen coûtera plus de 1 milliard de francs par an. En outre, le mécanisme de révision automatique de la contribution à l cohésion promet des hausses substantielles. La Suisse se retrouverait à payer des sommes considérables, ce qui est incompatible avec nos principes de gestion saine des deniers publics et de démocratie directe.

Sécurité des denrées alimentaires

La soi-disant "sécurité alimentaire" est une façade pour une soumission complète au droit alimentaire de l'UE. La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires (LMG) et les modifications du droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) imposent des normes européennes souvent inférieures, au détriment de la qualité suisse et du bien-être animal. L'acceptation forcée des OGM et l'ingérence dans nos pratiques agricoles menacent notre sécurité alimentaire et sanitaire. Les nouvelles compétences du Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (art. 141 et 148 LwG) lui permettent de contourner le Parlement, sapant le contrôle démocratique. Ceci met en péril des générations de normes suisses, d'agriculteurs suisses et la diversité de nos producteurs.

Électricité

La proposition d'intégration au marché européen de l'électricité représente une perte manifeste de souveraineté énergétique. L'assujettissement à des structures de régulation extérieures, tel que le prévoit l'alignement sur le droit de l'UE en matière de réseaux (ACER, ENTSO-E), relègue la Suisse au rang de simple exécutant, contraint de supporter les coûts des autres. L'autorité de régulation suisse, ElCom, deviendrait une simple entité d'application des normes bruxelloises, ce qui marque la fin d'une régulation énergétique indépendante et adaptée aux besoins nationaux. La sécurité d'approvisionnement, garantie jusqu'à présent par des réserves stratégiques, est sacrifiée.

Transports terrestres

La proposition d'accord dans le domaine des transports terrestres soulève des préoccupations majeures quant à la pérennité de notre service public ferroviaire. L'application du droit de l'UE en matière de subventions, telle qu'évoquée, remet en cause des aides essentielles au transport de marchandises et à la desserte régionale, menaçant ainsi la qualité de l'offre pour nos citoyens. L'introduction du cabotage, inscrite à l'article 40ater de la loi sur le chemin de fer (LChF), ouvre la voie à une sélection à la carte par des opérateurs étrangers des lignes les plus rentables, déstabilisant l'équilibre financier des CFF et compromettant la desserte des régions moins favorisées. La prétendue "Déclaration commune" s'avère juridiquement inconsistante et inefficace pour préserver notre souveraineté face à l'évolution dynamique du droit européen. De plus, la contrainte de tenir compte des normes de l'UE lors d'appels d'offres, introduite à l'article 32a alinéa 1bis de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), restreint indûment la marge de manœuvre nationale et cantonale dans la définition des priorités de notre système de transport public.

Aides d'État

La soumission du domaine des aides d'État au droit de l'Union européenne représente une atteinte inacceptable à notre souveraineté nationale et à notre système fédéral. Le projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État et les modifications corrélatives, notamment celles de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF), institutionnalisent une dépendance juridique et administrative vis-à-vis de Bruxelles. L'article 3 institue une nouvelle autorité de contrôle, la Chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (COMCO), qui agira comme un bras étendu de l'UE, privilégiant la compatibilité avec le droit européen au détriment des intérêts suisses. L'article 82 LTF accorde à cette chambre un droit de recours direct contre les décisions cantonales, sapant ainsi l'autonomie législative et procédurale des cantons, les réduisant à de simples exécutants d'une politique imposée. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LPC) renonce à notre contrôle national sur les aides dans un secteur stratégique. Ces mesures vident de leur substance les principes démocratiques et fédératifs qui sont le fondement de notre État.

Libre circulation : Immigration

La proposition visant à étendre la libre circulation des personnes, en particulier par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union, constitue une dérogation inacceptable à l'article 121a de la Constitution fédérale et bafoue la volonté populaire d'une immigration maîtrisée. L'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans, tel qu'envisagé par le biais d'un "C PLUS" pratiquement irrévocable, compromet gravement la sécurité intérieure et la viabilité de nos systèmes sociaux. Cette extension du droit de séjour, couplée à un élargissement sans précédent du regroupement familial, entraînera une augmentation incontrôlable de la population et des coûts sociaux pour la Suisse. La "clause de sauvegarde" proposée est illusoire et ne représente qu'une capitulation devant les exigences de l'UE, alors que la méthode d'intégration garantit une automatisation de la reprise du droit européen, vidant de leur substance la démocratie directe et la souveraineté nationale. Les modifications proposées dans la loi sur l'asile et l'intégration (LAI), telles que le nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a, cimentent la dépendance aux systèmes sociaux de l'UE. La coordination du deuxième pilier avec l'UE, telle qu'envisagée dans la loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), limite notre capacité à adapter notre système de retraite aux besoins nationaux. L'ensemble du paquet constitue une soumission de notre législation et de notre souveraineté à l'UE.

Libre circulation : Protection des salaires

Les mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'UE sont fondamentalement insuffisantes et relèvent davantage de l'apparence que de l'efficacité réelle. Elles ne sauraient compenser la pression exercée sur les niveaux salariaux suisses, menaçant ainsi une érosion généralisée, particulièrement pour les revenus moyens et faibles. Au lieu de renforcer le système éprouvé de protection des salaires helvétique, celui-ci est dénaturé et aligné sur les normes de l'UE. Les nouvelles dispositions, plus bureaucratiques, risquent d'être moins efficaces que les mesures d'accompagnement actuelles, favorisant le dumping salarial par des entreprises étrangères. De plus, l'introduction d'un régime spécifique de protection contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, tel que les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue une ingérence dans la liberté contractuelle suisse, dictée par l'UE. Cette disposition crée une classe privilégiée et entrave la flexibilité des PME, allant à l'encontre de nos principes de marché du travail libéraux. L'équivalence des sanctions de l'UE avec des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (art. 80 al. 2 ch. 6 LP) représente une renonciation significative à la souveraineté.

Edith et Olivier Bahon

14 octobre 2025

Bionda Marianne
30 chemin François-Lehmann
1218 Genève

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 14.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Bionda Marianne

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Bize Léticia
Route du Grand-Torry 33
1700 Fribourg

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Fribourg, le 14 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. **Protection de notre démocratie directe**
   Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
   - Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
   - Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
   - Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. **Refus de l'immigration de masse**
   Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :
   - Notre marché du travail par une concurrence déloyale
   - Nos infrastructures déjà saturées
   - Notre système social par une hausse explosive des coûts
   - Le principe de préférence national

4. **Coûts prohibitifs injustifiés**
   Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Bize

BIZE LETICIA

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: j.cabanis@bluewin.ch
Sent: Dienstag, 14. Oktober 2025 10:11
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Procédure UECH

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).**

1.

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Cabanis Jackie

Laurence Challard
Rampe de Choully 41
1242 Satigny

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Satigny, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Laurence Challard

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Karine Contat dos Santos
Chemin du Stand 17
1967 Bramois

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bramois, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans **d'indépendance** et de **neutralité**.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Karine Contat dos Santos

Isabelle De Luca
ra strada da Müralta 39
CH-6955 Cagiallo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Capriasca, 14 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Isabelle De luca

DOLL Arne
Av. Chantemerle 3
1010 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

DOLL ARNE

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: monefri@gmx.ch
Sent: Dienstag, 14. Oktober 2025 08:23
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] NEIN

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Monika Fritschi
Gallenkirch 56 A
5225 Bözberg

N E I N Zu einem Gesundheitsabkommen im Rahmen der EU-Verträge!

Monika Fritschi
Gesendet mit der mobilen Mail App

Gendre Gérald
Rte du Pra-Riond 16
1564 Domdidier

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Domdidier, le 14.10.25

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Je demande au Conseil fédéral de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Gendre Gérald

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Genovese Filippo
Via Lucino 12
6932 Breganzona

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Breganzona,14.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"

Gentili Signore, egregi Signori,
desidero esprimere la mia opposizione al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE".
NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO
1. Rifiuto della subordinazione istituzionale
• NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
• NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
• NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
• NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei
2. Difesa della nostra democrazia diretta
Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:
• Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
• Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
• I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta
3. Rifiuto dell'immigrazione di massa
Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:
• Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
• Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
• Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi
Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati
I costi di implementazione, tra 182 e 432 milioni di franchi, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. ABANDONO dell'attuale pacchetto di trattati
2. MANTENIMENTO degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. NEGOZIAZIONE di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA di qualsiasi futuro accordo istituzionale a referendum obbligatorio(doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su 700 anni di indipendenza e neutralità.

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:

NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Firma

FILIPPO GENOVESE

Guillemin Xavier
Chemin des grands buissons 26
1233 Bernex

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bernex, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

XAVIER GUILLEMIN

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Harry (Privat)

Datum: 14.10.2025

Kontakt: Hafner · 0796489572 · harry.hafner@bercomag.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem Parlament zur Prüfung vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis und ernsthaften Bedenken hinsichtlich der langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagenen Anpassungen der bilateralen Abkommen wirklich im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung unserer Autonomie darstellen.

Insbesondere die im Rahmen des Pakets zur Diskussion stehenden Verpflichtungen im Bereich der Übernahme von EU-Recht werfen gravierende Fragen auf. Die geplante generelle Übernahme von EU-Regelungen, wie sie in Artikel 7 des Entwurfs zum Abkommen über die Personenfreizügigkeit (APF) thematisiert wird, birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz einer stetig wachsenden Zahl von Vorschriften unterwirft, ohne dass diese noch einem spezifischen schweizerischen Bedürfnis entspringen oder mit unserer eigenen Rechtsordnung kompatibel sind. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der rechtsstaatlichen Souveränität, wie es in der Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) zur Wahrung der schweizerischen Unabhängigkeit und Autonomie, verankert ist.

Darüber hinaus ist die im Paket vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die delegierte Zuständigkeit des EuGH zur verbindlichen Auslegung von Abkommen, selbst wenn diese indirekt über die Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz Wirkung entfalten, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit schweizerischer Gerichte dar. Dies widerspricht dem im Rechtsstaatsprinzip gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankerten Grundsatz, dass die staatliche Macht auf Gesetzen beruht und von unabhängigen Gerichten ausgeübt wird. Die Gefahr, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die sie aufgrund der eigenen Rechtsordnung nicht treffen würden, ist real und darf nicht ignoriert werden.

Die im Zusammenhang mit dem institutionellen Abkommen angedrohte „Kündigungsautomatik“ im Falle einer Nichteinigung über die Übernahme von EU-Recht erscheint zudem als ein Instrument des politischen Drucks, das die Verhandlungsautonomie der Schweiz untergräbt. Die Annahme solcher Klauseln würde die Schweiz in eine permanente Abhängigkeit und Unterordnung gegenüber der EU manövrieren.

Es ist unerlässlich, dass die Entscheidungsträger die langfristigen Konsequenzen dieser Entwicklungen kritisch prüfen und die Souveränität sowie die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz kompromisslos verteidigen. Eine vorschnelle Zustimmung zu einem Paket, das diese fundamentalen Anliegen vernachlässigt, wäre eine Veruntreuung des Vertrauens, das uns die Schweizer

Stimmbürgerinnen und Stimmbürger entgegenbringen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der EU-Abkommen auf nationaler Ebene werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des rechtlichen Rahmens der Schweiz auf. Es ist äusserst besorgniserregend, wie die Übernahme von EU-Recht, ohne eine substanzielle Mitsprache und Kontrolle durch die eidgenössischen Räte, die demokratischen Prinzipien untergräbt.

Die beabsichtigte Einbindung in sekundäres EU-Recht, welches sich fortlaufend weiterentwickelt, bedeutet eine schleichende Aushöhlung des Schweizer Rechts. Die im Bundesgesetz über die Institutionen des Bundes (IG) verankerten Prinzipien der Gewaltenteilung und der rechtsstaatlichen Ordnung scheinen hierbei keine ausreichende Berücksichtigung zu finden. Insbesondere die Art und Weise, wie neue EU-Regulierungen, die nicht explizit im Abkommen genannt sind, dennoch bindende Wirkung entfalten könnten, ist alarmierend. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 3 der Bundesverfassung, welcher die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft festschreibt.

Die Mechanismen, die zur Umsetzung dieser EU-Vorgaben vorgesehen sind, drohen zudem eine weitere Bürokratisierung und Kostensteigerung für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung zur Folge zu haben. Ohne klare Abgrenzung und transnationale Überwachung der Anwendung dieser Vorschriften wird die Schweiz anfällig für ungerechtfertigte Belastungen, die nicht im Interesse unserer Wirtschaftsstruktur oder unserer Bürgerinnen und Bürger sind. Es ist fraglich, ob die beabsichtigten Mechanismen eine effektive Kontrolle und Anpassung an die schweizerischen Bedürfnisse zulassen, oder ob wir einer unkontrollierten Rechtsübernahme ausgesetzt sind.

Die mangelnde Transparenz und die schwache Kontrolle der Umsetzungsprozesse im nationalen Parlament sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Fähigkeit des Parlaments, als Hüter der nationalen Interessen zu agieren, scheint durch die Komplexität und die Geschwindigkeit der EU-Gesetzgebung bedroht. Artikel 169 der Bundesverfassung, der die Pflicht des Bundesrates zur Wahrung der Interessen der Allgemeinheit und zur Förderung des Wohlstands bestimmt, könnte durch eine rein technokratische Übernahme von EU-Recht unzureichend erfüllt werden. Es bedarf klarer und robuster Kontrollmechanismen, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre nationalen Interessen auch im Rahmen dieser Abkommen wirksam wahren kann. Die pauschale Übernahme von EU-Regelungen ohne sorgfältige Prüfung ihrer Kompatibilität mit der Schweizer Rechtsordnung und den spezifischen Bedürfnissen unseres Landes ist abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich staatliche Beihilfen ist aus einer kritischen und souveränitätsschonenden Perspektive zu betrachten. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), stellen einen tiefgreifenden und potenziell schädlichen Eingriff in die schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung dar.

Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und umgesetzt werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt nicht nur die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie, sondern führt auch dazu, dass lokal verankerte Förderungen für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern unterstellt werden. Dies ist eine direkte Beschneidung der Eigenständigkeit der Kantone und ihrer Entscheidungsfreiheit über ihre eigene Wirtschaftsförderung.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Besonders kritisch ist die Unterstellung von Sektoren wie

der Energieversorgung, dem Luft- und dem Landverkehr unter diese EU-Kontrolle. Viele Elektrizitätswerke sind im Besitz von Kantonen und Gemeinden, und die strategische Autonomie sowie der Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur sind dadurch gefährdet.

Die Schaffung einer "Superbehörde" im Rahmen der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht den Schweizer Interessen dienen, ist aus demokratischer und föderalistischer Sicht äusserst bedenklich. Das BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aushebelt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist ebenfalls stossend. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG ihre Verfahrensautonomie.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union. Es ist unbestritten, dass der Service public im Schienenverkehr ein Eckpfeiler der Schweizer Mobilität und unseres gesellschaftlichen Zusammenhalts darstellt. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die erhebliche Gefahr, dass bewährte und für die Aufrechterhaltung dieses Service public notwendige Subventionen, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die Flottenerneuerung, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung der Angebotsqualität und einer Einschränkung der Bedienung für die Bevölkerung führen.

Die geplante Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein weiterer kritischer Punkt. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, den inner-schweizerischen Bahnverkehr zu bedienen. Es ist zu erwarten, dass dies zu einer ausgeprägten "Rosinenpickerei" führt: Profitabelste Hauptstrecken werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Existenz.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" vermag diese Bedenken nicht zu zerstreuen. Ihre rechtliche Verbindlichkeit ist äusserst fraglich und sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Sie stellt daher lediglich eine Illusion der Sicherheit dar, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die fortschreitende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Bestimmungen wie diejenige zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter in Richtung zentraler EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), welche die Schweiz zwingt, bei

Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Lösungen führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erheblich.

Strom

Das vorliegende Stromabkommen mit der EU stellt einen fundamentalen Bruch mit der bisherigen Schweizer Energiepolitik dar und gefährdet die Energiesouveränität unseres Landes massiv. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über unser Stromnetz, das Rückgrat unserer nationalen Versorgung, werden künftig in Brüssel gefällt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies ist das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energie- und Netzdienstregulierung und widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien, da undemokratisch legitimierte Vorgaben umgesetzt werden müssen.

Die EU-Beihilfenregeln bedrohen zudem das Rückgrat unserer Stromproduktion, die Wasserkraft. Das etablierte System der Wasserzinsen, das massgeblich den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Auswirkungen auf die betroffenen Kantone und ihre Bevölkerung. Ebenso werden unsere föderalen Energiestrukturen geschwächt. Gemeindekraftwerke und die lokale, dezentrale Energieproduktion verlieren durch die EU-Wettbewerbsregeln ihren Einspeisevorrang, was ihre wirtschaftliche Grundlage untergräbt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und den Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) ist ein hochriskantes Experiment. Sie opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt, der offensichtlich nicht in der Lage ist, Kosten für strategische Reserven wie beispielsweise Wasserreserven zu decken. Die Möglichkeit zur Bildung solcher notwendigen Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Folgen sind volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da die nicht vom Markt gedeckten Kosten über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden müssen.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind weitere Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE führt dazu, dass unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den unpassenden Regeln riesiger europäischer Konzerne unterworfen wird. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosszentrale Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dieses Abkommen ist ein Spiel mit dem Feuer und ein gefährlicher Verzicht auf unsere Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch", getarnt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Dies bedroht unsere unbestreitbar hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten fundamental. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich an Wert verliert, ist in akuter Gefahr. Das begehrte Label "Made in

Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Die Schweiz wird hier zu einer "Guillotineklausel" gezwungen, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen koppelt. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Absturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und ihre Autonomie massiv einschränkt.

Des Weiteren erhalten EU-Inspektoren unzulässigen Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar, indem Schweizer Betriebe zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert werden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen in diesem Bereich klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an etablierten hohen Standards führt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein erheblicher Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt und uns die Souveränität nimmt, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Diese Entwicklungen sind nicht nur besorgniserregend, sondern stellen eine ernsthafte Bedrohung für die Souveränität, die Qualität und die Eigenständigkeit der Schweiz dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit mit besonderem Fokus auf den Lohnschutz gibt Anlass zu erheblichen Bedenken. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Kompensation des Lohnschutzes erscheinen bestenfalls kosmetisch und drohen, den durch die ausufernde Personenfreizügigkeit ohnehin bereits massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau nicht zu kompensieren, sondern gar zu verschärfen. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst.

Die Neuregelungen im Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Ebenso ist die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und

Arbeitsbedingungen, was ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen, Tür und Tor öffnet.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen mehr Risiken als Vorteile bergen und eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Lohnschutzes darstellen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union wirft erhebliche und berechtigte Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisher freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist inakzeptabel. Dies stellt de facto eine Zwangsabgabe dar und beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels. Die Demokratie wird untergraben, wenn das Parlament seine souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern verliert und stattdessen nur noch eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung vollzieht.

Der anfangs kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht und ohne Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklungen auf gesetzgeberischer Ebene. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, spezifisch in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Ebenso ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Die Schweiz muss die Hoheit über ihre Finanzen und ihre demokratischen Entscheidungsprozesse bewahren. Eine automatische, nicht verhandelbare und potenziell exponentiell steigende finanzielle Verpflichtung gegenüber der EU ist mit den Grundprinzipien der schweizerischen direkten Demokratie und der nationalen Souveränität unvereinbar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Rechte des Volkes dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die mit einer faktischen Ausweitung des Daueraufenthaltsrechts auf eine "Niederlassung C PLUS" nach nur fünf Jahren einhergeht, widerspricht fundamental dem Willen des Stimmvolkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Diese Verschärfung, gepaart mit der beispiellosen Ausweitung des Familiennachzugs bis hin zu Eltern und Grosseltern, birgt die Gefahr unkontrollierbarer Migrationsströme und übermässiger Belastungen unserer Sozialwerke, deren Kosten nun vollständig von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssten.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis kaum zur Anwendung kommen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch beanspruchen, drohen der EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsonstrument degradiert. Diese erzwungene Gleichbehandlung, wie sie sich auch in der Einführung drastisch erhöhter Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) manifestiert, ist ein trauriges Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden.

Die automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass unser Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch nicht mehr mitbestimmen können. Dies ist eine inakzeptable Erosion unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung des neuen Artikels 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Sozialhilfeabhängigkeit oder Kriminalität. Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) unterstreicht zudem die tiefe Durchdringung unserer Rechtsordnung durch das EU-Recht.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen wie dem BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), dem MedBG (Art. 15, 35) und dem GesBG (Art. 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung für eine unheilvolle EU-Kompatibilität.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien äusserst bedenklich. Eine engere Anbindung an die Europäische Union birgt erhebliche Risiken für die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems und unserer demokratischen Prozesse.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht oder gar die Möglichkeit, dieses zu beeinflussen, stellt eine erhebliche Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung dar. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und andere Kernbereiche unseres Rechts würden potenziell durch nicht-schweizerische Normen überlagert. Die Gefahr besteht, dass Schweizer Unternehmen und Bürger durch Regelungen beeinflusst werden, die primär auf die Bedürfnisse anderer Staaten zugeschnitten sind und deren Entstehungsprozess wir nicht mitgestalten können. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist, der besagt, dass das Volk und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind.

Die Argumentation, dass eine solche Übernahme von EU-Recht die Rechtssicherheit für wirtschaftliche Beziehungen erhöhe, greift zu kurz. Tatsächlich führt sie zu einer rechtlichen Unsicherheit eigener Art, da die Dynamik des EU-Rechts und die ständigen Anpassungen eine fortwährende Herausforderung für die Stabilität unseres eigenen Rechtsbestandes darstellen. Artikel 7 unserer Bundesverfassung garantiert die Rechtsgleichheit und den Schutz vor Willkür. Eine passive Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der demokratischen Kontrolle und Anpassung an schweizerische Verhältnisse könnte diese Prinzipien untergraben.

Die Forderung nach einer «automatischen Übernahme» von EU-Recht, wie sie in manchen Diskussionen angedeutet wird, wäre eine kapitale Fehlentscheidung. Dies würde bedeuten, dass ein erheblicher Teil unseres rechtlichen Rahmens von einem ausländischen Organ diktiert würde, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertretung darauf Einfluss nehmen könnten. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der rechtsstaatlichen Demokratie und der Selbstbestimmung.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU auf einer freiwilligen und gleichberechtigten Basis erfolgt, bei der die Schweiz ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien uneingeschränkt wahren kann. Eine pauschale Übernahme von EU-Rechtspaketen ohne kritische Prüfung und Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse wäre ein gefährlicher Weg, der die Errungenschaften unseres Rechtssystems aufs Spiel setzen würde. Es muss sichergestellt werden, dass die finale Entscheidungshoheit über Gesetze, die unser Land betreffen, stets bei den Schweizerischen Institutionen und dem Schweizer Volk liegt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und sind aus unserer Sicht kritisch zu hinterfragen. Es besteht die Gefahr, dass durch die vorgeschlagenen Regelungen die Souveränität der Schweiz und die effektive Ausübung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien untergraben werden.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweizer Stimmbürger und Parlamente verletzt das Prinzip der direkten Demokratie, welches im Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde de facto zu einer exterritorialen Gesetzgebung führen, die unserer demokratischen Legitimation widerspricht.

Des Weiteren geben die vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten Anlass zu grosser Sorge. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Auslegung von EU-Recht, das in der Schweiz zur Anwendung kommen soll, ist problematisch. Der EuGH ist kein Schweizer Gericht und seine Urteile wären für die Schweizer Rechtsordnung bindend, obwohl er nicht der Schweizer Verfassung verpflichtet ist. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität der schweizerischen Gerichte, wie sie durch Artikel 190 der Bundesverfassung gewährleistet wird, welcher die Gültigkeit von Bundesgesetzen betont. Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH würde die Möglichkeit einschränken, dass Schweizer Gerichte nationale Gesetze unter Berücksichtigung der Bundesverfassung anwenden und auslegen.

Die Ausdehnung des Personenfreizügigkeitsabkommens auf neue Bereiche, wie sie im Verhandlungsergebnis angedeutet wird, birgt erhebliche Risiken für die Lohnstrukturen und den Arbeitsmarkt in der Schweiz. Es ist unklar, wie die Schweiz die flankierenden Massnahmen wirksam gestalten und durchsetzen kann, um Lohndumping und unfaire Wettbewerbsbedingungen zu verhindern. Die Gefahr einer schleichenden Erosion des schweizerischen Sozialsystems ist real.

Die vorgeschlagenen Vereinbarungen scheinen die Interessen der Schweiz nicht hinreichend zu wahren und laufen Gefahr, unsere einzigartigen demokratischen und rechtsstaatlichen

Errungenschaften zu kompromittieren. Es ist unerlässlich, dass jede Abmachung mit der EU die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien unserer direkten Demokratie vollumfänglich respektiert.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: michael.halbach@gmx.ch
Sent: Dienstag, 14. Oktober 2025 21:28
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung CH-EU Paket

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Michael Halbach (Privat)
Datum: 14.10.2025
Kontakt: Michael Halbach · michael.halbach@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit des Bundes. Die Beibehaltung der bestehenden bilateralen Verträge, die durch ein institutionelles Abkommen mit der EU ergänzt werden sollen, erscheint auf den ersten Blick als pragmatischer Ansatz. Bei genauerer Betrachtung offenbart sich jedoch die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie im institutionellen Abkommen vorgesehen ist, würde dazu führen, dass das Schweizer Parlament und die Gerichte nicht mehr frei über die Anwendung und Auslegung von Gesetzen entscheiden könnten, die in Brüssel erlassen werden. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Dieses Prinzip wäre durch eine automatische Übernahme von EU-Recht massiv untergraben. Gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung sind die Kantone und Gemeinden in ihren Bereichen autonom. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten die Autonomie der Kantone und Gemeinden erheblich einschränken, da EU-Vorschriften über bestehende kantonale Gesetze gestellt würden. Weiterhin würde Artikel 120 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichtsbarkeit schützt, durch die Möglichkeit einer Vorabklärung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) tangiert. Die Rolle des EuGH als letzte Instanz, auch für die Auslegung von Schweizer Recht, ist mit unserer Rechtsordnung nicht vereinbar. Die Schweizer Bevölkerung würde dadurch die Kontrolle über die Gesetzgebung verlieren, die sie durch ihre Volksvertretung legitimiert hat. Die Argumentation, dass ein solches Abkommen die Rechtssicherheit und den Zugang zum EU-Binnenmarkt verbessere, überzeugt angesichts der zu erwartenden Nachteile nicht. Die Gefahr, dass die Schweiz in die Rolle eines reinen Anhängsels der EU gedrängt wird und ihre einzigartige Rechtsordnung aufgibt, ist real. Es stellt sich die dringende Frage, ob die vermeintlichen Vorteile die substantiellen Abstriche an unserer staatlichen Handlungsfreiheit und direkten Demokratie rechtfertigen. Ohne klare und verbindliche Garantien für die Beibehaltung unserer Souveränität und die Vorrangigkeit unseres Rechts ist eine Zustimmung zu den vorgeschlagenen Stabilisierungsbemühungen äusserst fragwürdig und potenziell schädlich für die Schweiz.
Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket zur Gesamtrevision der bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Anstatt eine klare Stärkung der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien zu bewirken, scheint das Paket eher auf eine schleichende Untergrabung derselben abzuzielen. Besonders bedenklich ist die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in verschiedenen Bereichen, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber hierbei eine adäquate Mitsprache und Gestaltungsfreiheit behält. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 164 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die primäre Gesetzgebungskompetenz des eidgenössischen Parlaments festschreibt. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, wie sie in verschiedenen Teilen des Pakets angedeutet wird, gefährdet die Möglichkeit, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und der Rechtskultur der Schweiz Rechnung tragen. Die drohende Entstehung eines «Richterrechts» durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ist dabei eine besonders gravierende Folge. Eine solche Entwicklung würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie sie im Artikel 122 der Bundesverfassung verankert ist, massiv beschneiden. Weiterhin besteht die Sorge, dass die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Binnenmarkt zu einer faktischen Ausdehnung der Zuständigkeiten der Europäischen Union auf Schweizer Territorium führt, ohne dass die Schweiz entsprechende Einflussmöglichkeiten auf die Gestaltung dieser Regelungen besitzt. Dies stellt eine erhebliche Aushöhlung der demokratischen Selbstbestimmung

dar, wie sie im Recht auf Volksinitiative und Referendum verankert ist. Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung garantieren dem Volk die Möglichkeit, an politischen Entscheidungen mitzuwirken. Die vorgeschlagene Regelung droht diese demokratischen Instrumente auszuhebeln. Die finanzielle Komponente des Pakets verdient ebenfalls eine kritische Betrachtung. Eine erhebliche Erhöhung der finanziellen Beiträge an die EU, ohne eine klare und überprüfbare Gegenleistung und ohne angemessene Kontrolle über die Verwendung dieser Gelder, ist aus fiskalischer Sicht höchst fragwürdig. Die Verfassung sieht im Artikel 127 vor, dass die Finanzpolitik nachhaltig und haushälterisch zu gestalten ist. Die vorliegenden Vorschläge scheinen diesem Grundsatz zuwiderzulaufen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorgeschlagene Paket erhebliche Risiken birgt, die die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratischen Grundprinzipien der Schweiz gefährden. Eine unkritische Übernahme dieser Vorschläge wäre für die Zukunft unseres Landes nicht tragbar.
Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und stellen aus Sicht der Souveränität und der demokratischen Rechte der Schweiz eine problematische Entwicklung dar. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in spezifischen Bereichen birgt Gefahren, die die Handlungsfreiheit des Schweizerischen Bundesrates und des Parlaments massiv einschränken. Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die potenzielle Aushöhlung des Referendumsrechts. Gemäss Artikel 34 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) haben die Bürgerinnen und Bürger das Recht, über Volksinitiativen und Referenden abzustimmen. Die Übernahme von EU-Recht, das oft durch komplexe Gesetzgebungsverfahren auf europäischer Ebene entsteht und wenig Spielraum für Anpassungen lässt, könnte dazu führen, dass solche Übernahmen einer verbindlichen Volksabstimmung entzogen werden. Dies würde die direkte Demokratie untergraben und das Volk von wichtigen Entscheidungsprozessen ausschliessen. Die Gefahr besteht, dass der Gesetzgeber gezwungen wäre, EU-Recht unbesehen zu übernehmen, um bestehende bilaterale Abkommen nicht zu gefährden, was die demokratische Legitimation des Schweizerischen Rechtsetzungsprozesses stark beeinträchtigen würde. Darüber hinaus ist die automatische Übernahme von EU-Recht gemäss Artikel 34 Absatz 3 BV, der die Sicherung der rechtsgleichen Behandlung durch Bundesgesetz garantiert, kritisch zu betrachten. Diese Bestimmung verlangt, dass die Rechtsgleichheit im gesamten Staatsgebiet gewahrt bleibt. Die Integration von EU-Recht, das sich ständig weiterentwickelt, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, birgt das Risiko, dass schweizerisches Recht inkonsistent wird und sich von den Bedürfnissen und Interessen der eigenen Bevölkerung entfernt. Es ist nicht ersichtlich, wie die Rechtsgleichheit und die Kohärenz des schweizerischen Rechtssystems unter diesen Bedingungen aufrechterhalten werden können. Die Unabhängigkeit der Schweiz, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, steht ebenfalls unter Druck. Eine zu enge Bindung an die Europäische Union, insbesondere durch die Übernahme von Recht, ohne eine gleichwertige Mitsprache zu erhalten, gefährdet die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen politischen und wirtschaftlichen Interessen eigenständig zu verfolgen. Die Souveränität im Sinne von Artikel 3 BV, die die oberste Gewalt der Kantone und des Bundes erklärt, wird durch eine solche Konstellation fundamental in Frage gestellt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine erhebliche Gefahr für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtsstaatliche Ordnung darstellen. Es bedarf einer kritischen Neubewertung, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger gewahrt bleiben.
Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung des vorliegenden Abkommens wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die potenzielle Erosion der Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, darf nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Recht durch einseitige Übernahme des sogenannten «Acquis communautaire» stellt eine strukturelle Abhängigkeit her, die im Widerspruch zum Prinzip der autonomen Rechtssetzung und der Volkssouveränität steht. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben von Artikel 164 BV, der die Grundsätze der Gewaltentrennung und der Rechtsstaatlichkeit festschreibt, welche durch eine fortwährende Übernahme fremden Rechts untergraben werden könnten. Die Begründung, dass eine solche Übernahme notwendig sei, um die Stabilität und den Wohlstand der Schweiz zu sichern, greift zu kurz. Sie ignoriert die negativen Auswirkungen auf die schweizerischen Besonderheiten und die demokratischen Entscheidungsprozesse. Die detaillierten Bestimmungen des Abkommens, welche die Schweiz zur Implementierung von EU-Richtlinien und -Verordnungen verpflichten, könnten die Kompetenzen der eidgenössischen und kantonalen Gesetzgeber in unannehmbarer Weise einschränken. Artikel 54 BV, der die Beziehungen zwischen Bund und Kantonen regelt, könnte durch eine solche Übernahme erheblich belastet werden, da kantonaler Rechtsetzungspielraum potenziell beschnitten würde. Des Weiteren ist zu bezweifeln, ob die vorgeschlagene Implementierung dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit gemäss Artikel 5 BV gerecht wird. Die Einschränkungen für schweizerische Unternehmen und Bürger, die sich aus der Anpassung an europäische Standards ergeben, sind potenziell unverhältnismässig und können die Wettbewerbsfähigkeit der heimischen Wirtschaft schwächen, ohne dass ein klar nachweisbarer Vorteil für die Schweiz entsteht. Die Frage, ob der Nutzen einer solchen Anlehnung an die EU die automobilen Einschränkungen der direkten Demokratie und die Gefährdung der schweizerischen Rechtsordnung rechtfertigt, ist kritisch zu hinterfragen. Es ist unerlässlich, dass die zuständigen Organe die langfristigen Konsequenzen dieser einseitigen Rechtsübernahme sorgfältig prüfen und sicherstellen, dass die Grundrechte und die demokratischen Prinzipien der Schweiz unangetastet bleiben. Die aktuelle Ausgestaltung birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit
Die vorgeschlagene "Regelung" im Bereich Lebensmittelsicherheit entpuppt sich als schleichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, weit über das Thema Sicherheit hinausgehend. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe stehen unter massiver Bedrohung. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorsieht, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland" führen. Eine inakzeptable politische Erpressung droht durch die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. Jegliche unabhängige Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz wird damit blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Objekten ausländischer Kontrolle. Die bevorstehende Welle der Bürokratie ist erdrückend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Betriebe wie Hofläden oder Alp-Käsereien müssten komplexe EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Das Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von GVO systematisch ausgehöhlt und missachtet den Volkswillen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zu einem Rückschritt beim Tierschutz, indem bewährte, strengere nationale Vorschriften für Transporte und Schlachtung aufgegeben werden müssen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Selbst der Schutz unserer Wälder (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat der EU unterworfen, was zu einem Verlust an nationaler Reaktionsfähigkeit und potenziell gefährlichen Risiken führt. Diese "Vereinbarung" ist kein Fortschritt, sondern eine klare Schwächung unserer Eigenständigkeit und unserer hohen nationalen Standards.

Finanzieller Beitrag
Die vorliegende Vernehmlassung zum finanziellen Beitrag mit der EU gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und flexiblen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wesentliches politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein opportunistisches Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr unaufhaltsam steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, sich diesen Forderungen zu entziehen und wird zur Zahlmeisterin, deren Zahlungen von der EU diktiert werden, ohne dass dafür ein klarer, garantierter Mehrwert für unser Land ersichtlich wäre. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin degradiert, die ohne Stimmrecht zur Kasse gebeten wird, während keine Sicherheit für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse geboten wird. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist problematisch. Dieses Gesetz zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsbefugnis über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht um und höhlt durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist weit mehr als eine formale Anpassung. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben an die EU als festen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend. Hier wird der anerkannte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist abzulehnen, da sie die Integrität der Friedensförderung kompromittiert und die wahren Beweggründe für die finanziellen Verpflichtungen verschleiert.

Staatliche Beihilfen
Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Übernahme des EU-Beihilferechts stellen eine fundamentale und inakzeptable Einschränkung der schweizerischen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der staatliche Beihilfen im Rahmen der politischen Autonomie von Bund, Kantonen und Gemeinden festgelegt und kontrolliert werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Regelwerk ersetzt. Dies hat weitreichende negative Konsequenzen. Insbesondere die Kantone erfahren eine massive Entmündigung. Ihre verfassungsmässig garantierte Autonomie und die Möglichkeit, eigenständig lokale und regionale Förderinstrumente zu gestalten, werden durch die geplante Beihilfekammer der WEKO, die gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG als zentraler Kontrollapparat fungiert, ausgehebelt. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren demokratisch legitimierte Entscheidungen der EU-Konformität unterworfen werden. Der vorgesehene Ausschluss der Kantone von einem formellen rechtlichen Gehör im Verfahren der neuen Beihilfekammer, verbunden mit der Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG), untergräbt deren Stellung erheblich. Die im neuen Art. 82 Bst. bbis BGG verankerte Möglichkeit der Beihilfekammer, direkte Beschwerde gegen kantonale Erlasse zu erheben, ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Ordnung. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist nicht weniger als die Institutionalisierung der Unterwerfung unter

das EU-Recht. Diese neue "Superbehörde" agiert als verlängerter Arm der EU und priorisiert nicht mehr primär schweizerische Interessen, sondern die Kompatibilität mit Brüsseler Vorgaben. Dies gilt insbesondere für strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, wo viele Elektrizitätswerke in kantonaler und kommunaler Hand sind, sowie für den Luft- und Landverkehr. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG illustriert exemplarisch, wie nationale Kontrollkompetenzen im strategisch wichtigen Luftverkehr unwiederbringlich verloren gehen und der Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt wird. Darüber hinaus ist die geplante Schwächung des Konsumentenschutzes durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG) höchst bedenklich. Während die neue Behörde über Beihilfen entscheidet, die sich unmittelbar auf die Preise auswirken können, wird die Stimme des offiziellen Preisschutzes ignoriert. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Kontrollinstanz ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Die gesamte Architektur der vorgeschlagenen Massnahmen ist darauf ausgelegt, die schweizerische Steuerungshoheit auszuhöhlen und uns zu einem reinen Regel-Empfänger zu machen. Dies ist mit den Prinzipien unserer direkten Demokratie und unseres föderalistischen Staatsaufbaus unvereinbar.

Landverkehr
Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Die unkritische Übernahme von EU-Regulierungen droht, die bewährte Struktur unseres öffentlichen Verkehrs zu destabilisieren. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist zutiefst bedenklich. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken herauszupicken. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien weiter betreiben müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet langfristig die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs für die gesamte Bevölkerung. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme ist rechtlich unzureichend und entbehrt jeder Verbindlichkeit. Sie bietet keinerlei Gewähr dafür, dass zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste, die Interessen unseres Landes wahren. Dies bedeutet eine fortschreitende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die EU-Beihilferegeln drohen zudem, bestehende und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen, was direkte negative Auswirkungen auf die Servicequalität hätte. Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf der Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert wird. Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert wichtige Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen an zentrale EU-Stellen. Dieser Prozess darf nicht fortgesetzt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz
Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind höchst bedenklich und greifen tief in die bewährte schweizerische Arbeitnehmerschutzgesetzgebung ein. Es ist unübersehbar, dass die angepriesenen Schutzmechanismen weit hinter den Anforderungen zurückbleiben, um den immensen Lohn- und Sozialdumpingdruck, der durch eine ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, wirksam abzufedern. Die befürchtete Erosion des schweizerischen Lohnniveaus, insbesondere für Fachkräfte in mittleren und unteren Einkommensklassen, wird durch diese unzureichenden und eher kosmetischen Massnahmen nicht verhindert, sondern im Gegenteil begünstigt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Dies stellt eine erhebliche Schwächung der Kontrollmechanismen dar. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der als eine aus EU-Druck resultierende Massnahme zu werten ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die

die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Insgesamt ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufweichen.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromabkommen mit der EU stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zum reinen Befehlsempfänger ohne Stimmrecht degradiert, muss aber die damit verbundenen Kosten tragen. Zukünftige Entscheidungen über unser Stromnetz werden somit in Brüssel getroffen, was die nationale Autonomie fundamental untergräbt. Die Unabhängigkeit und Handlungsfähigkeit der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) werden durch die Umwandlung in eine reine Vollzugsstelle für EU-Regelwerk massiv beschnitten. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel durch die ElCom widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität. Die Existenzgrundlage unserer Wasserkraft, ein zentraler Pfeiler der Schweizer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies hätte weitreichende finanzielle und ökologische Konsequenzen für die betroffenen Regionen. Die föderalen Strukturen der schweizerischen Energieversorgung, insbesondere die Bedeutung der Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Energieproduzenten wird ausgehebelt, was deren Wirtschaftlichkeit und fortbestand gefährdet. Die Versorgungssicherheit der Schweiz wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Unverantwortlichkeit: Weder der Markt noch die EU tragen die klare Verantwortung für die schweizerische Stromversorgung, was die nationale Sicherheit aufs Spiel setzt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, werden auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue StromVG birgt weitere Risiken: Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) schwächen die Schweizer Autonomie. Das Energiegesetz (EnG) wird durch die Änderungen in Art. 15 neu negativ beeinflusst, indem die Vergütungsregeln die dezentrale Energieerzeugung benachteiligen. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Produzenten gemäss neuem Art. 15 EnG benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Der Ausschluss der Förderung bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und verlangsamt deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind reine Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft diese ohne Notwendigkeit den unpassenden Regeln für riesige europäische Konzerne. Diese Massnahmen sind ein Rückschritt für die Schweizer Energiesouveränität und Sicherheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine beispiellose Kapitulation vor den Vorgaben der Europäischen Union dar und widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts, einer sogenannten "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf Jahren Aufenthalt untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Die faktische Begünstigung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, insbesondere durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, ist für ein Nicht-EU-Land unannehmbar und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten führen, deren Last allein die Schweizer Steuerzahler tragen müssen. Die angebliche "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Placebo, dessen Anwendungs-Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis nie greifen werden. Eine Berufung darauf zieht zudem drohende Strafmassnahmen der EU nach sich, was diese Klausel zur Erpressung macht und nicht zum Schutz der Schweiz. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass Parlament und Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich hilflos ausgeliefert sind. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Unterwerfung. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) sind verzweifelte Versuche, die immensen Kosten der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern, und ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer

sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Diese Verträge führen zu einer schleichenden Erosion unserer Rechtsordnung und unserer nationalen Kontrollkompetenzen.

Michael Halbach
Eichelackerstrasse 20
8106 Adlikon b. Regensdorf

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Paul Hilzinger (Privat)

Datum: 14.10.2025

Kontakt: Paul Hilzinger Junior · paul.hilzinger@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung des Abkommens im Inland geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der Stärkung unserer rechtlichen Unabhängigkeit. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die Schweiz bei der Annäherung an die Europäische Union die Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung und der Verfassungsordnung strikt beachtet. Die vorliegenden Vorschläge lassen die Möglichkeit offen, dass die Interpretation und Anwendung des Gemeinschaftsrechts Vorrang vor nationalem Recht erhalten könnte. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher die Achtung der Verfassung, des Völkerrechts und der Gesetze fordert. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der nationalen Gesetzgebung zugunsten europäischer Regulierungen ist real und darf nicht unterschätzt werden. Insbesondere die Angleichung an Richtlinien und Verordnungen der EU birgt die Gefahr, dass unsere Gesetzgebung intransparent und ohne ausreichende parlamentarische Kontrolle durch Brüssel massgeblich beeinflusst wird. Artikel 164 BV, der die Aufgabe des Parlaments beschreibt, Gesetze zu erlassen, könnte hierdurch untergraben werden. Die demokratische Legitimation von Gesetzen, die durch indirekte Übernahme von EU-Recht entstehen, ist fraglich und schwächt die direkte Einflussnahme der Schweizer Bevölkerung und ihrer Repräsentanten. Darüber hinaus bedarf die Frage der Zuständigkeiten einer klaren Abgrenzung. Die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, die in Artikel 3 BV festgelegt ist, darf nicht durch eine übermässige Zentralisierung von Entscheidungsbefugnissen auf europäischer Ebene ausgehöhlt werden. Die Umsetzung des Abkommens muss so gestaltet sein, dass die föderale Struktur der Schweiz gestärkt und nicht geschwächt wird. Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Kontrollmechanismen und die Möglichkeit einer nationalen Überprüfung birgt zudem die Gefahr, dass unsere völkerrechtlichen Verpflichtungen unklar werden und die Rechtsunsicherheit zunimmt. Es ist unabdingbar, dass jede Übernahme von externem Recht einer gründlichen Prüfung auf ihre Verfassungsmässigkeit und ihre Auswirkungen auf unsere nationalen Interessen unterzogen wird, wie es die verfassungsrechtlichen Grundsätze fordern. Wir müssen sicherstellen, dass die Schweiz auch in Zukunft ihre eigene Rechtsordnung autonom gestalten und anwenden kann.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine inakzeptable Einschränkung der schweizerischen Souveränität und der kantonalen Autonomie dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert sind, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt nicht nur die föderalistischen Strukturen, die seit jeher das Rückgrat unseres Staates bilden, sondern befördert auch die unheilvolle Zentralisierung von Entscheidungsgewalt. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neuartige "Superbehörde" etabliert, die im Wesentlichen als "verlängerter Arm der EU" fungiert. Diese neue Beihilfekammer der WEKO wird die Aufgabe haben, nicht primär Schweizer Interessen zu wahren, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchzusetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst unzureichend, und ihre Entscheidungen werden künftig der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterliegen, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre souveränen und demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen

Bittstellern, die keinerlei formelles rechtliches Gehör geniessen, wenn ihre legitimen Entscheide auf dem Prüfstand stehen. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese unerwünschte Zentralisierung der Rechtskontrolle. Besonders alarmierend ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Diese Massnahme bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Zukünftig werden ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts gelten, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Auch kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr geraten so unter die EU-Kontrolle, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind erschreckend unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen keineswegs, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne abzufedern, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen nützt ausschliesslich jenen ausländischen Firmen, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie stellt einen fundamentalen Bruch mit dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar. Die Einführung eines neuartigen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf statt zehn Jahren, eine faktisch unentziehbare «Niederlassung C PLUS», birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, insbesondere wenn diese Personen trotz Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug in der Schweiz verbleiben können. Die Anreize zur Zuwanderung in unsere Sozialsysteme werden durch diese Massnahmen massiv verstärkt. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten letztlich die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Der bereits jetzt weitreichende Familiennachzug wird auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgedehnt, indem neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies ist eine unkontrollierbare Eskalation der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene «Schutzklausel» ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen. Dies entlarvt die angebliche Schutzfunktion als eine Erpressungsklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem essenziellen Bereich faktisch

keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich gemacht wird. Die neue «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist lediglich ein Placebo; sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird direkt belastet, da Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (BGVB), im Medizinalberufegesetz (MedBG), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und im Psychologieberufegesetz (PsyG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung von Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im sensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die gesamte Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuches (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), wird der Anpassungslogik des EU-Rechts unterworfen. Dies zeigt, wie tiefgreifend die Anpassungen an EU-Recht in unsere Souveränität eingreifen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen führt unweigerlich zur sogenannten «Rosinenpickerei»: Profitabelste Hauptstrecken werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Betriebe mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und somit die Qualität und den Umfang des Angebots für die gesamte Bevölkerung. Des Weiteren ist die «Gemeinsame Erklärung», welche der Bundesrat als Absicherung deklariert, rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar, indem die Steuerungskompetenz über zentrale Bereiche der Bahninfrastruktur an die Europäische Union verlagert wird. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen neu EU-Vorgaben zu beachten, wie in Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehen, schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Kriterien für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Anwendung des EU-Beihilferechts bedroht etablierte Subventionen, die für die Aufrechterhaltung des Güter-, Regional- und Nahverkehrs sowie für die Erneuerung des Rollmaterials unerlässlich sind. Sollten diese als unzulässig eingestuft werden, droht eine direkte Verschlechterung des Angebots für die Bürger. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen wie der zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), gefährdet die nationale Steuerungshoheit massiv. Insgesamt ist die vorliegende Vorlage kritisch zu hinterfragen, da sie den Fortbestand und die Qualität des Schweizer Service public im Landverkehr ernsthaft gefährdet und die schweizerische Souveränität untergräbt.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Strommarktliberalisierung und zur Anbindung an das EU-Stromrecht sind aus Sicht der nationalen Energiesouveränität, der Versorgungssicherheit und der föderalen Strukturen

inakzeptabel. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem reinen Anwender von EU-Recht, ohne eigenes Stimmrecht und ohne Möglichkeit, Entscheidungen über das eigene Stromnetz massgeblich zu beeinflussen. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert. Dies untergräbt die eigenständige, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Gemeindekraftwerke und die lokale Energieproduktion verlieren ihren Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird eingeschränkt. Niemand übernimmt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Diese Massnahmen sind hochriskant und gefährden die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel, stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ dar. Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards bedroht nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengeren und bewährten nationalen Vorschriften fusst, wird unweigerlich einem Qualitätsverlust unterliegen, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Das Label „Made in Switzerland“ wird dadurch entwertet, da es seinen einstigen Stellenwert als Garant für höchste Standards verliert und somit einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört. Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche „Guillotineklausel“, die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall brächte. Eine solche Inakzeptable politische Erpressung blockiert jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz. Zudem erhalten EU-Inspektoren Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dieser massive Eingriff in unsere Souveränität macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet klar den Volkswillen. Weiterhin ist die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften müssen zugunsten der EU-Standards aufgegeben werden. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, wodurch das Parlament umgangen wird. Im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt sich der Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG)

die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Ich äussere mich mit tiefgreifender Besorgnis zum Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union. Die geplante Umwandlung der bisherigen, vom Parlament freiwillig und unter demokratischer Kontrolle getätigten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen inakzeptablen Souveränitätsverlust dar. Dies beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels und untergräbt die demokratische Legitimation der Verwendung von Steuergeldern. Die Festsetzung eines anfänglichen Betrags von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als reine Taktik, um die Schweiz zu ködern. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann und die sie zu einer Zahlstelle ohne Mitspracherecht machen. Die Schweiz wird faktisch zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne dass dafür ein klarer und garantierter Gegenwert in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen existiert. Die vorgeschlagene Regelung führt zur Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), welches die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt dessen Budgethoheit gemäss Art. 1 KoBG aus. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung öffentlicher Mittel wird lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist weit mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG. Hier wird die seriöse Friedensförderung als Deckmantel missbraucht, um die politisch heiklen und finanziell belastenden Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu verankern und somit eine permanente Gelddruckmaschine für Brüssel zu schaffen, ohne dass die Schweiz im Gegenzug wirkliche Vorteile oder gar Einfluss auf die EU erhält.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die eine kritische und ablehnende Haltung rechtfertigen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne gleichzeitige Anpassung oder zumindest eingehende Prüfung der eigenen Gesetzgebung stellt eine gefährliche Aushöhlung der Schweizerischen Rechtsordnung dar. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft, welche durch eine blindlings übernommene Rechtsprechung der EU ohne Rücksicht auf die spezifischen schweizerischen Verhältnisse de facto beschnitten wird. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, widerspricht dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Das schweizerische Parlament, das Volk und die Stände, müssten die Möglichkeit behalten, über die Übernahme von Rechtsnormen autonom zu entscheiden und diese gegebenenfalls an die nationalen Bedürfnisse anzupassen. Ein Mechanismus, der eine solche autonome Prüfung und Anpassung ausschliesst oder massiv erschwert, ist mit den Grundsätzen der schweizerischen Verfassungsordnung unvereinbar. Des Weiteren sind die finanziellen und wirtschaftlichen Implikationen der vorgeschlagenen Regelungen mit grosser Skepsis zu betrachten. Die Übernahme von EU-Recht wird unweigerlich zu zusätzlichen Kosten und Verpflichtungen für die schweizerische Wirtschaft und die öffentliche Hand führen. Die potenziellen Vorteile, die von den Befürwortern der Abkommen hervorgehoben werden, erscheinen im Lichte der zu erwartenden Nachteile und der Aufgabe zentraler nationaler Gestaltungsspielräume als wenig überzeugend. Artikel 261 der Bundesverfassung schützt die wirtschaftliche Freiheit, doch die Übernahme von EU-Regulierungen könnte diese Freiheit durch eine Angleichung an die Vorgaben des Binnenmarktes einschränken, ohne dass die Schweiz über die entsprechenden Mitspracherechte verfügt. Die Freiheit und Unabhängigkeit der Schweiz, wie sie durch die Bundesverfassung garantiert wird, dürfen nicht durch intransparente und potenziell nachteilige Abkommen mit der EU geopfert werden. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse genügen diesem hohen Massstab nicht und bedürfen daher einer grundlegenden Überarbeitung, die die rechtsstaatlichen Prinzipien und die Souveränität der Schweiz uneingeschränkt wahrt. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht ohne detaillierte Prüfung und Anpassung ist nicht im Interesse der Schweiz.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Einmal mehr erkennt der mündige Schweizerbürger, dass unsere eigene Regierung dem Druck der WEF-Agenda feige nachgibt. Dem Bundesrat ist Geld und Macht wichtiger als das Wohlergehen des Volkes. Früher einmal kämpfte beispielsweise ein Bundesrat Christoph Blocher für das Volk, heute betrügen zum Beispiel ein Br. Ignazio Cassis oder Allein Berset schamlos das Volk und nehmen unsere Schweizerische Verfassung nicht ernst. Und wir müssen ihnen auch noch imense unverdiente Löhne bezahlen. Dafür werden sie einmal bestraft werden, wenn nicht im Diesseits, dann im Jenseits. Dessen seien sie sich gewiss.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer nationalen Souveränität und die Auswirkungen auf unsere Gesetzgebung. Die Absicht, die Beziehungen zur EU zu vertiefen, birgt das Risiko einer schleichenden Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, was die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems ernsthaft gefährden könnte. Es ist fraglich, ob eine engere Anbindung an die EU im Einklang mit dem Prinzip der Volksabstimmung und der direkten Demokratie steht, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Artikel 141 der Bundesverfassung schützt das Recht der Bürger, über wichtige Entscheidungen zu entscheiden. Durch die Übernahme von EU-Recht, das oft in komplexen und intransparenten Prozessen entsteht, wird dieses fundamentale Recht ausgehöhlt. Die Akzeptanz von EU-Recht, ohne dass dieses einer direkten demokratischen Legitimation durch das Schweizer Volk unterliegt, widerspricht dem Geist unserer Verfassung. Des Weiteren besteht die Gefahr, dass die Autonomie unserer Gerichte und die Anwendung schweizerischen Rechts beeinträchtigt werden. Wenn EU-Gerichtsurteile oder die Auslegung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) bindend werden, gerät die Souveränität der Schweizer Gerichte unter Druck. Dies könnte beispielsweise die Anwendung des Obligationenrechts oder anderer für die Schweiz zentraler Rechtsgebiete beeinflussen, ohne dass dies von Schweizer Institutionen frei entschieden werden kann. Das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, das durch Artikel 5 der Bundesverfassung gewährleistet wird, könnte hierdurch untergraben werden. Die finanzielle Komponente einer solchen Annäherung ist ebenfalls besorgniserregend. Die Übernahme von EU-Verpflichtungen kann zu erheblichen finanziellen Belastungen für die Schweiz führen, ohne dass ein angemessener Nutzen oder eine vergleichbare Gegenleistung ersichtlich ist. Dies wirft Fragen der wirtschaftlichen Vernunft und der Verantwortung gegenüber dem Schweizer Steuerzahler auf. Wir müssen sorgfältig abwägen, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht de facto eine schleichende Unterwerfung unter EU-Normen und -Institutionen darstellt. Die Wahrung unserer Unabhängigkeit und die Selbstbestimmung unseres Landes müssen oberste Priorität haben. Eine unkritische Annäherung an die EU würde unsere Souveränität unnötig gefährden und könnte langfristig negative Folgen für die Schweiz haben.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: paul.hilzinger@bluewin.ch
Sent: Dienstag, 14. Oktober 2025 23:45
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Anhang zum vorigen mail

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Hier noch meine Gesamtbeurteilung, die in meinem vorigen mail nicht abgedruckt wurde:

Einmal mehr erkennt der mündige Schweizerbürger, dass unsere eigene Regierung dem Druck der WEF-Agenda feige nachgibt. Dem Bundesrat ist Geld und Macht wichtiger als das Wohlergehen des Volkes. Früher einmal kämpfte beispielsweise ein Bundesrat Christoph Blocher für das Volk, heute betrügen zum Beispiel ein Br. Ignazio Cassis oder Allein Berset schamlos das Volk und nehmen unsere Schweizerische Verfassung nicht ernst. Und wir müssen ihnen auch noch imense unverdiente Löhne bezahlen. Dafür werden sie einmal bestraft werden, wenn nicht im Diesseits, dann im Jenseits. Dessen seien sie sich gewiss.

Es grüsst sie ein Bruder im Geiste Gottes
Denn wir sind alle Kinder Gottes, keiner ist grösser oder kleiner
Vor Gott sind wir alle gleich
Auch wenn sie bei der Vereidigung zur Bundesratswahl nicht auf die Bibel geschworen haben

Paul Hilzinger Junior

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Hofstetter Carmen (Privat)

Datum: 14.10.2025

Kontakt: Hofstetter Carmen · 0764092797 · c.hofstetter@swissonline.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zunächst ist die Frage der Souveränität von zentraler Bedeutung. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von umgesetzten Richtlinien und Verordnungen, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz. Artikel 164 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die verfassungsrechtliche Identität der Schweiz, welche durch eine unbändige Übernahme fremder Rechtsnormen nachhaltig gefährdet werden könnte. Es ist fraglich, inwieweit die schweizerischen demokratischen Prozesse und die Volkssouveränität gewahrt bleiben, wenn wesentliche Teile der Gesetzgebung faktisch von Brüssel diktiert werden.

Des Weiteren sind die potenziellen wirtschaftlichen Auswirkungen unklar und potenziell negativ. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Standards kann zu einer erheblichen Mehrbelastung für schweizerische Unternehmen führen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU). Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft schwächen und zu Arbeitsplatzverlusten führen. Die Schweizerische Verfassung schützt die Wirtschaftsfreiheit gemäss Artikel 27. Eine zwangsweise Anpassung an EU-Vorgaben könnte diese Freiheit unzulässig einschränken. Es fehlt an einer fundierten Analyse, ob die erwarteten Vorteile die Kosten der Anpassung überwiegen.

Die Rolle des Bundesgerichts und anderer nationaler Gerichte im Kontext der Umsetzung ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die Übernahme von EU-Recht kann dazu führen, dass sich Schweizer Gerichte zunehmend mit der Auslegung und Anwendung von EU-Recht befassen müssen. Dies könnte zu einer Überlastung der Justiz und zu einer Abweichung von der nationalen Rechtsprechung führen. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz, die durch das Recht auf einen fairen Prozess gemäss Artikel 29 der Bundesverfassung geschützt ist, könnte untergraben werden, wenn die Auslegung von EU-Recht primär von Luxemburger Gerichten geprägt wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene inländische Umsetzung von EU-Abkommen eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und die nationale Rechtsordnung darstellt. Es bedarf einer gründlicheren Auseinandersetzung mit den potenziellen negativen Folgen und einer Stärkung der nationalen Entscheidungsgrundlagen, anstatt einer unkritischen Übernahme fremden Rechts.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine erhebliche Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden in Ausübung ihrer legitimen politischen und wirtschaftlichen Steuerungskompetenzen Förderentscheidungen trafen, wird durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Fähigkeit unserer

Entscheidungsträger, gezielt auf lokale und regionale Bedürfnisse einzugehen.

Die Kantone erfahren eine massive Einschränkung ihrer Autonomie und ihrer föderalistischen Rechte. Anstatt über ihre eigene Wirtschaftsförderung zu bestimmen, werden ihre Entscheidungen künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf die dezentrale Kompetenzverteilung, die das Fundament unseres Staates bildet. Die Souveränität der Kantone, wie sie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und insbesondere durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) umgesetzt wird, wird auf ein unannehmbares Mass reduziert. Die Möglichkeit, kantonale Erlasse mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht kippen zu lassen, degradiert die Kantone zu reinen Verwaltungseinheiten.

Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine „Superbehörde“ installiert, die primär als verlängerter Arm der EU-Kommission agiert und deren primäres Mandat die Durchsetzung von EU-Recht und nicht die Wahrung schweizerischer Interessen ist. Dies wird durch die Integration in das Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) zementiert, was eine gefährliche Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Instanz bedeutet. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie Art. 31a VGG verstärkt diese Zentralisierung und schwächt die föderalistischen Strukturen weiter.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luftverkehr und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden eine bedeutende Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Steuerungskompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde über Entscheidungen mit potenziell direkten Auswirkungen auf die Preise und Kosten für die Bürger verfügt, wird die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht, was lediglich dem ungehinderten Agieren der neuen EU-konformen Behörde dient. Insgesamt führt die geplante Regelung zu einer Unterwerfung der schweizerischen Wirtschafts- und Rechtsordnung unter Brüsseler Vorgaben und zu einer erheblichen Einschränkung der demokratischen und föderalistischen Kontrolle über staatliche Beihilfen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema Personenfreizügigkeit und Zuwanderung zeugt von einer alarmierenden Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union, welche die Souveränität der Schweiz und die Interessen unserer Bevölkerung massiv untergraben. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine direkte Missachtung von Artikel 121a der Bundesverfassung dar, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch unser Volk vorsieht.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, welches eine praktisch unentziehbare „Niederlassung C PLUS“ gewährt. Dies untergräbt die innere Sicherheit, da ein Verbleib selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug nicht mehr ausgeschlossen werden kann, und belaste unsere Sozialwerke erheblich. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, die Kosten dafür werden letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern, wie sie in der EU üblich ist, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und somit zu immensen sozialen und finanziellen Belastungen.

Die angebliche „Schutzklausel“ entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt. Angesichts der drohenden EU-Strafmassnahmen handelt es sich hierbei nicht um eine Schutzmassnahme, sondern um eine Erpressungsklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels „Integrationsmethode“

bedeutet, dass unser Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem zentralen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die damit verbundene, erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern führt zu drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH- und HFKG-Gesetz, was ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich darstellt. Der Schweizer Steuerzahler wird durch neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen zur Kasse gebeten, um die Folgen der EU-Konformität zu kompensieren.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte schweizerischer Versicherter ein. Sogar unser Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird an das EU-Sozialversicherungsrecht angepasst.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) in verschiedenen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualität unserer Berufsstandards, die Patientensicherheit im Gesundheitswesen und gefährdet die nationale Kontrollhoheit. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Souveränität für eine fragwürdige EU-Kompatibilität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG, Art. 24a) ist lediglich eine kosmetische Massnahme, die die verlorene Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt zu verschleiern versucht.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, geben zu erheblichen Bedenken Anlass. Die vermeintliche Modernisierung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unseres etablierten Service public. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht bewährte Subventionsmodelle zu gefährden, die essenziell für die Finanzierung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs und der Erneuerung unseres Rollmaterials sind. Die daraus resultierende Einstufung als unzulässig würde unmittelbar die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung beeinträchtigen.

Besonders kritisch ist die Einführung der Kabotage, die ausländischen Anbietern die Bedienung inner-schweizerischer Strecken ermöglicht. Dieses sogenannte 'Rosinenpicken' wird dazu führen, dass ausländische Firmen selektiv die profitabelsten Hauptstrecken bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Versorgung.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme propagierte 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich als rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist eine reine Beruhigungspille, die die langfristige Erosion unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme fortgesetzt. Dies betrifft auch die Übernahme künftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise im Kontext des 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für den Service public dar. In gleicher Weise wird die Anpassung im

Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränken, da bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten ist. Dies erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater EBG und die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG, den Schweizer Service public nachhaltig schwächen und die Souveränität der Schweiz in einem für sie essenziellen Bereich erheblich einschränken. Die nationalen Interessen und die Bedürfnisse der schweizerischen Bevölkerung drohen, hinter die Vorgaben und die wirtschaftlichen Interessen ausländischer Anbieter zurückzutreten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erweisen sich als unzureichend und bestenfalls kosmetisch. Sie vermögen den massiven Druck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Lohnstrukturen ausgeübt wird, keineswegs zu kompensieren. Stattdessen droht eine schleichende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer ausgestaltet, aber in ihrer Effektivität der bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich unterlegen. Dies kommt in erster Linie ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der vermeintliche neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die schweizerische Rechtsordnung untergräbt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen bezüglich des finanziellen Beitrags an die Europäische Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und schwächt dessen demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen.

Der zunächst kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, zukünftigen Zahlungen entgegenzutreten und muss diktierte Beträge leisten, ohne Mitspracherecht. Dies führt dazu, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Es gibt keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen. Stattdessen werden Gelder für eine institutionelle Anbindung aufgewendet, die primär die Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile generiert.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsmacht über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern existiert nur noch die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine formelle Aufnahme. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine bedrohliche Erosion unserer nationalen Souveränität und der Grundfesten unserer heimischen Land- und Ernährungswirtschaft dar. Anstatt primär die Sicherheit zu erhöhen, wird hier eine umfassende Unterwerfung unter ein System vollzogen, das unsere anerkannt hohen Produktionsstandards gefährdet und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, steht unter direktem Beschuss. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie im Zuge der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) droht, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU unterworfen wird. Dies untergräbt nicht nur die Glaubwürdigkeit unserer Produkte, sondern auch die wirtschaftliche Grundlage unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit und zwingt uns, eine unsägliche Abhängigkeit einzugehen.

Die Befugnis für EU-Inspektoren, Schweizer Betriebe zu kontrollieren, stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Betriebe müssten die komplexen und auf die EU-Massenproduktion ausgerichteten Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere im Hinblick auf Tiertransporte und Schlachtung (neue Art. 15a und 21 TSchG), zwingen uns, oft strengere und bewährte Schweizer Vorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein massiver Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Schliesslich unterwirft die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und nimmt uns die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ebenso ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch die Einschränkung nationaler Flexibilität. Dieses Paket bedeutet eine unannehmbare Erosion unserer nationalen Identität, unserer Qualität und unserer Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen einen fundamentalen und besorgniserregenden Eingriff in die Souveränität und die bewährten Strukturen der Schweizer Energieversorgung dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie sich aus dem Rahmenabkommen und dem StromVG ableiten lässt, reduziert die Schweiz auf eine weisungsgebundene Teilnehmerschaft ohne Stimmrecht, welche jedoch die daraus resultierenden Kosten zu tragen hat. Dies steht im krassen Widerspruch zum Prinzip der nationalen Selbstbestimmung über die eigene Energieinfrastruktur. Die ElCom wird von einer eigenständigen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer unabhängigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet und dem demokratischen Prinzip widerspricht.

Besonders gravierend ist die existenzielle Gefährdung der Schweizer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln, die das in den Bergkantonen bewährte System der Wasserzinsen als unzulässige staatliche Beihilfe deklarieren und abschaffen könnten. Dies schwächt nicht nur die finanzielle Basis betroffener Kantone, sondern auch die Wertschätzung einer heimischen Ressource. Die föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke und deren traditioneller Einspeisevorrang, werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem StromVG (Art. 4a ff.) opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit übernimmt. Dies birgt erhebliche Risiken, insbesondere in Krisenzeiten. Die Preisvolatilität wird zunehmen, was insbesondere für KMU und Haushalte zu höheren Stromkosten führen wird, da die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch neue Vergütungsregeln und eine massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW. Dies benachteiligt kleine und mittlere Produzenten und untergräbt die lokale Wertschöpfung. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind weitere Schritte zur Aufgabe der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein unnötiger Verlust von Flexibilität und Souveränität. Diese Entwicklungen bedeuten eine gefährliche Unterwerfung unter ein fremdes Regelwerk.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz. Es ist unerlässlich, dass die potenziellen Nachteile dieser Vereinbarung kritisch beleuchtet werden, anstatt sie unhinterfragt zu akzeptieren.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der schleichenden Übernahme von EU-Recht. Die vorgeschlagene Struktur birgt die Gefahr, dass die Schweiz fortlaufend neue EU-Gesetzgebungen adaptieren muss, ohne dabei ein Mitspracherecht zu haben. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert sind. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die souveräne Natur der Schweiz und die Volkssouveränität hervorhebt, scheint durch eine derartige Regelung untergraben zu werden. Die Abhängigkeit von EU-Entscheidungen könnte die Fähigkeit der Schweiz limitieren, eigene Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten ihrer Bevölkerung entsprechen.

Zusätzlich besteht die Sorge, dass die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) durch die vorgeschlagene Regelung gestärkt wird. Die automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH würde bedeuten, dass die schweizerische Gerichtsbarkeit und die Interpretation nationaler Gesetze zunehmend von einem ausländischen Gericht bestimmt werden. Dies ist problematisch im Hinblick auf Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Recht festlegt. Eine externe Instanz, die nicht dem schweizerischen demokratischen Prozess unterliegt, über die Auslegung und Anwendung des Rechts zu bestimmen, schwächt die nationale Rechtsordnung und die Gewaltenteilung.

Die im Paket vorgesehenen Kompromisse scheinen die schweizerischen Interessen nicht in ausreichendem Masse zu wahren. Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Hauptargument für eine engere Anbindung an die EU angeführt werden, dürfen nicht die fundamentalen Souveränitätsrechte opfern. Die Schweiz hat sich durch ihren einzigartigen Weg der bilateralen Abkommen eine starke Position erarbeitet, die es ihr ermöglicht, ihre Interessen effektiv zu vertreten. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, diese Position aufzugeben und die Schweiz in eine untergeordnete Rolle zu drängen.

Es ist daher unerlässlich, dass die Vernehmlassungsteilnehmer die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität, die demokratischen Institutionen und die Rechtsstaatlichkeit sorgfältig prüfen und ihre Bedenken klar und unmissverständlich formulieren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Souveränität und den Grundsätzen unseres Rechtsstaates auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht bedroht die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung.

Die Übernahme von Bestimmungen des EU-Rechts, ohne dass die Schweiz direkte Einflussnahme auf deren Entstehung hat, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 1. Mai 1998 über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SR 101) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert dem Volk das Recht, seine Angelegenheiten eigenständig zu regeln. Durch die automatische oder quasi-automatische

Übernahme von EU-Recht würde dieses Recht ausgehöhlt, da sich die Schweiz faktisch einem Recht unterwerfen müsste, das sie nicht mitgestaltet.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die richterliche Unabhängigkeit besorgniserregend. Die Verpflichtung zur Anwendung des EU-Rechts und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in der Auslegung dieser Bestimmungen, wie sie sich aus den vorgeschlagenen Regelungen ergeben könnten, stellen eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar. Artikel 30 der Bundesverfassung (SR 101) garantiert das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Eine de facto Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch in Sachbereichen, die nicht ausdrücklich im Abkommen erfasst sind, könnte die richterliche Autonomie erheblich beeinträchtigen und die Gewährleistung eines unabhängigen Rechtsverfahrens in Frage stellen.

Die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung ist offensichtlich. Ohne klare und wirksame Kontrollmechanismen zur Wahrung unserer verfassungsrechtlichen Prinzipien birgt die Übernahme von EU-Recht ein erhebliches Risiko für die rechtsstaatliche Integrität der Schweiz. Die potenziellen Kosten und der Verlust an Gestaltungsspielraum überwiegen die angeblichen Vorteile bei weitem. Es muss dringend geprüft werden, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen mit den Grundpfeilern unseres Rechtsstaates vereinbar sind, bevor weitere Schritte unternommen werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die von der Europäischen Union vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Schweiz sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimation äusserst bedenklich. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht in neuer und bestehender Form birgt erhebliche Risiken, die nicht unterschätzt werden dürfen.

Die Europäische Kommission drängt auf eine automatische und ungeprüfte Übernahme von EU-Recht. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die europäischen Harmonisierungsbestrebungen (SR 630) der eine sorgfältige Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse vorsieht. Eine solche Übernahme ohne jegliche Diskretion würde die Fähigkeit des schweizerischen Gesetzgebers einschränken, im Interesse der eigenen Bevölkerung Gesetze zu erlassen. Das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung würde ausgehöhlt, da die schweizerische Politik zunehmend durch externe, nicht demokratisch legitimierte Gremien der EU beeinflusst und diktiert würde.

Besonders kritisch ist die Klausel, die eine nachträgliche Übernahme von EU-Recht vorsieht. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz zukünftigen Rechtsetzungsakten der EU ausgeliefert wäre, ohne Einfluss auf deren Entstehung nehmen zu können. Diese Entwicklung ist mit Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) nicht vereinbar, der die Bundesversammlung als oberstes Organ der Gesetzgebung und oberste Behörde der Eidgenossenschaft bestimmt. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Rolle der Bundesversammlung de facto marginalisieren und die direktdemokratischen Rechte der Schweizer Bürgerinnen und Bürger aushöhlen, da keine referendumfähige Entscheidungsgrundlage mehr verbleiben würde.

Die finanzielle Komponente solcher Abkommen, insbesondere die Beteiligung an EU-Programmen und die sogenannten "Kohäsionsbeiträge", darf ebenfalls nicht ignoriert werden. Diese Zahlungen stellen eine erhebliche finanzielle Belastung dar, deren Nutzen für die Schweiz fragwürdig ist. Artikel 41 Absatz 3 der Bundesverfassung, der die Förderung des Wohlstands und der Sicherheit der Bevölkerung verlangt, muss in diesem Zusammenhang kritisch hinterfragt werden. Es ist keineswegs ausgemacht, dass solche finanziellen Transfers tatsächlich dem Wohlstand der Schweiz dienen, und die damit verbundenen Verpflichtungen können die Handlungsfreiheit des Bundes einschränken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Stabilisierungsmassnahmen auf eine schleichende Untergrabung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle abzielen. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die Integrität unseres Rechtssystems und die Entscheidungsfreiheit unserer demokratischen Institutionen zu wahren und nicht einer übermässigen Abhängigkeit von der Europäischen Union Vorschub zu leisten.

Jean Jaquet-Richardet
Mi-Côte 18
2400 Le Locle

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Le Locle, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean Jaquet-Richardet

~~**Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch**~~

Modello di lettera (personalizzabile) per la procedura di consultazione

Svizzera–UE: Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni

Antonij Juvan
Via Giorgio Salvadè 9
6962 Viganello

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Lugano, 14 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

ANTONIJ JUVAN

Kony David
Rue Virginio-Malnati, 38
1217 Meyrin

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Meyrin, le 14.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Kony David

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Urs Lenhard (Privat)

Datum: 14.10.2025

Kontakt: Urs Lenhard · 0788034412 · lenhardu@yahoo.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem vorliegenden Vernehmlassungsformular unterbreitete Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht des Verfassers äusserst kritisch zu betrachten. Es bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagenen Regelungen den Interessen der Schweiz und ihrer Souveränität tatsächlich dienen, oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäische Gesetzgebung darstellen, ohne dass die Schweiz im Gegenzug adäquate Mitspracherechte erhält.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte verhandlungspolitische Einflussnahme widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Sekundärrecht, wie sie in der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Anwendung findet, birgt die Gefahr, dass die Schweiz an Gesetze und Urteile gebunden wird, zu deren Entstehung sie keinen Beitrag leisten konnte. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit und der Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind, insbesondere im Hinblick auf die verfassungsrechtlichen Kompetenzen des Bundes und die Achtung der demokratischen Mitwirkung.

Es ist zu befürchten, dass die Auslegung und Anwendung der übernommenen EU-Regelungen durch den EuGH eine unkontrollierbare Dynamik entfalten könnte, welche die legislative und exekutive Gewalt der Schweiz untergräbt. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch in Sachverhalten, die das Schweizer Recht direkt betreffen, ohne dass die Schweiz eine Möglichkeit zur Anrufung des EuGH oder zur Einflussnahme auf seine Urteile hätte, ist unannehmbar. Dies tangiert die richterliche Unabhängigkeit und die finale Rechtssetzungsgewalt der Schweizerischen Bundesversammlung.

Darüber hinaus besteht die Sorge, dass das vorgeschlagene Paket zu einer weiteren Abhängigkeit von der EU führt und die Flexibilität der Schweiz in ihrer Aussen- und Wirtschaftspolitik erheblich einschränkt. Ohne klare Mechanismen zur Wahrung der schweizerischen Interessen und zur Abfederung potenzieller negativer Auswirkungen wird die vorgeschlagene Lösung eher zu einer Bürde als zu einem Vorteil für die Schweiz. Die fragwürdige Integrationstiefe und die fehlende Souveränität bei der Rechtsübernahme sind alarmierende Indikatoren, die eine Ablehnung des vorgeschlagenen Pakets rechtfertigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, welche einer kritischen Überprüfung bedürfen. Zwar wird von einer gegenseitigen Abhängigkeit gesprochen, doch birgt die drohende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung erhebliche Gefahren für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Insbesondere die Übernahme des sogenannten "acquis communautaire" in Teilen, wie sie in Art. 11 des Bundesgesetzes über die Umsetzung der Bilateralen Abkommen (Bilateralen-Umsetzungsgesetz, BUG) potenziell vorgesehen sein könnte, darf nicht unkritisch hingenommen werden. Die fehlende legislative Gestaltungsfreiheit der Schweiz in diesen Bereichen untergräbt das in der Bundesverfassung (BV) verankerte Prinzip der Volkssouveränität, wie es insbesondere in Art. 1 BV zum Ausdruck kommt.

Die Einräumung der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in bestimmten Angelegenheiten, selbst in begrenztem Umfang, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte dar. Die in Art. 190 BV garantierte richterliche Unabhängigkeit wird durch eine solche übernationale Instanz, deren Rechtsauffassung nicht zwingend mit dem schweizerischen Rechtssystem vereinbar sein muss, gefährdet. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung durch europäische Rechtsprechung ist real.

Weiterhin ist die Ausgestaltung der Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten problematisch. Die vorgeschlagenen Verfahren drohen, die Schweiz in eine passive Rolle zu drängen, in der sie sich primär verteidigen muss, anstatt aktiv ihre Interessen zu wahren. Die potenzielle Anwendung von Gegenmassnahmen durch die EU, die auf Art. 6 der Verordnung (EU) Nr. 182/2011 zur Festlegung der allgemeinen Regeln und Grundsätze der von den Mitgliedstaaten durchgeführten Kontrollen der Kommission bei der Ausübung ihrer Durchführungsbefugnisse verweisen könnten, birgt erhebliche wirtschaftliche Risiken und verletzt das in Art. 2 BV verankerte Prinzip der Eigenständigkeit der Schweiz.

Die im Raum stehende Übernahme von EU-Regulierungen im Bereich des technischen Handels bedroht die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer KMUs, die möglicherweise spezifische Anpassungen vornehmen müssten, ohne dass die Schweiz hierauf Einfluss nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zum Leistungsfähigkeitsprinzip, wie es im Obligationenrecht (OR) bei der Wettbewerbsordnung anklingt und die faire Marktteilnahme gewährleisten soll.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mehr Fragen aufwerfen als sie beantworten und die Schweiz in eine Position der Unterordnung gegenüber der EU bringen könnten. Eine sorgfältige Abwägung der nationalen Interessen und der Verfassungsmässigkeit ist unerlässlich, bevor solchen Regelungen zugestimmt werden kann.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen ernsthafte Bedenken auf und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Während eine Stabilisierung der Beziehungen grundsätzlich wünschenswert sein mag, dürfen die damit verbundenen Konsequenzen für die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz nicht unterschätzt werden. Die Einbindung in Mechanismen, die primär dem Interesse der Europäischen Union dienen, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und unserer direktdemokratischen Prinzipien.

Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle und Mitsprache der Schweizer Bevölkerung ist äusserst problematisch. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung hat der Bund dafür zu sorgen, dass das Recht im Einklang mit den Zielen der Bundesverfassung steht. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht könnte jedoch gerade diese Kohärenz gefährden, wenn sie im Widerspruch zu schweizerischen Rechtsgrundsätzen steht.

Des Weiteren ist die in der Vernehmlassung angedeutete Möglichkeit einer automatischen Übernahme von EU-Rechtsentwicklungen besorgniserregend. Artikel 4 Abs. 1 des Bundesgesetzes über die Angelegenheiten der Europäischen Union (EU-BG) verlangt, dass die Schweiz bei der Gestaltung ihrer Beziehungen zur EU die Grundsätze der Eigenverantwortung, der Subsidiarität und der Verhältnismässigkeit wahrt. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Grundsätze untergraben und den schweizerischen Gesetzgeber in seiner Gestaltungsfreiheit erheblich einschränken.

Es muss die Frage gestellt werden, ob die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen nicht zu einem übermässigen Abhängigkeitsverhältnis führt. Die Schweiz hat in der Vergangenheit durch ihren eigenständigen Weg und ihre Fähigkeit, eigene Lösungen zu entwickeln, ihre Stärke und ihren Wohlstand gefestigt. Eine zu starke Angleichung an die EU könnte diese Erfolge gefährden und uns zu einem reinen Anhängsel machen, dessen Interessen von Brüssel nur nachrangig berücksichtigt werden.

Die wirtschaftlichen und politischen Kosten einer solchen Integration müssen sorgfältig abgewogen werden. Die Stärkung der Beziehungen zur EU darf nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre Souveränität verliert oder gezwungen wird, Regelungen zu akzeptieren, die nicht im besten Interesse des Landes und seiner Bevölkerung sind. Eine kritische Haltung ist daher nicht nur angebracht, sondern unerlässlich, um die Zukunft der Schweiz als unabhängiger und prosperierender Staat zu sichern.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die Kantone, deren Autonomie eine Säule unseres Staatsverständnisses bildet, werden zu Bittstellern herabgestuft, deren eigenständige Förderungsmassnahmen von einer zentralen Behörde in Bern, die als verlängerter Arm der EU agiert, genehmigt werden müssen. Dies widerspricht diametral dem föderalistischen Prinzip.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO (Art. 3 BHÜG) wird eine "Superbehörde" etabliert, deren primäre Aufgabe nicht mehr die Durchsetzung schweizerischer Interessen, sondern die Kompatibilität mit EU-Recht sein wird. Dies geht zulasten der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) wird den Kantonen ihre Verfahrensautonomie genommen. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Ebenso wird durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) die Zentralisierung der Rechtskontrolle zementiert und die kantonale Souveränität weiter ausgehebelt.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle ist strategisch höchst bedenklich und gefährdet die nationale Autonomie sowie den Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG untergräbt die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen

EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen Preiswächters zum Schweigen gebracht wird. Diese Entwicklung ist inakzeptabel und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt gravierende Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater gefährdet die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung unseres Bahnnetzes. Ausländische Anbieter werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien allein lassen. Dies untergräbt die bisherige Struktur und Finanzierung, die auf einem umfassenden Versorgungsauftrag basiert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen über die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir EU-konforme Kriterien erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann.

Die befürchtete Einstufung bewährter Subventionen als unzulässig im Rahmen des EU-Beihilferechts bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger. Ob im Güterverkehr, Regionalverkehr oder bei der Erneuerung des Rollmaterials – diese Subventionen sind essenziell für die Aufrechterhaltung eines leistungsfähigen öffentlichen Verkehrs.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Absicherung dienen soll, ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das wir dann dynamisch übernehmen müssten. Sie ist eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die zukünftige Übernahme von Regulierungen wie zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungs- und Entscheidungskompetenz zunehmend auf zentrale EU-Stellen. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) stellen eine inakzeptable Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E reduziert die Schweiz zu einem Kosten tragenden, aber stimmlosen Teilnehmer im EU-Regelwerk. Dies bedeutet faktisch die Verlagerung zentraler Entscheidungen über unser Stromnetz nach Brüssel und das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten, eigenständigen Energieregulierung. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer administrativen Vollzugsstelle für Brüsseler Vorgaben degradiert, was die demokratische Legitimität der Energieregulierung untergräbt.

Die Kernproblematik liegt in der bedingungslosen Marktliberalisierung. Das neue StromVG (Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Grundversorgung, indem strategische Reserven eingeschränkt werden (Art. 8b ff.). Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird diffus – weder der Markt noch die EU können diese für die Schweiz garantieren. Dies ist ein unannehmbares Risiko. Ebenso wird die Existenzgrundlage unserer Wasserkraft, die auf dem bewährten System der Wasserzinsen beruht, durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, da diese als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden könnten.

Die vorgesehene Neuregelung in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke und Landwirte, schwächt deren wirtschaftliche Grundlage und widerspricht der dezentralen Energiestrategie. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise dem EU-Regime. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und zerstören die schweizerischen föderalen Strukturen. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was uns von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern abhängig macht. Dieses hochriskante Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft muss entschieden abgelehnt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehenen Regelungen zum finanziellen Beitrag stellen eine bedenkliche Erosion unserer Souveränität dar und sind aus rechtsstaatlicher sowie wirtschaftlicher Sicht kritisch zu hinterfragen. Die Umwandlung der bisher freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern ein wesentliches politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen. Dies kommt einer faktischen Zwangsabgabe gleich, deren Ausgestaltung primär im Interesse der Europäischen Union liegt und nicht im nationalen Interesse der Schweiz.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als reines Lockvogelangebot. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr wirksam entgegentreten kann. Es entsteht eine Situation, in der die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert wird. Zahlungen werden zur verbindlichen Pflicht, während konkrete Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen ausbleiben. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Freiwilligkeit endgültig und verwandelt sie in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Beiträge geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments auf unzulässige Weise untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren und so die öffentliche Akzeptanz zu erschleichen. Die Schweiz muss davor gewarnt werden, ihre finanzielle Autonomie und demokratischen Entscheidungsprozesse für ein derart fragwürdiges Abkommen aufzugeben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit muss unter kritischer Betrachtung der tatsächlichen Tragweite der vorgeschlagenen Massnahmen beurteilt werden. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird de facto eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vollzogen. Dies stellt eine fundamentale Bedrohung für unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die

Wahlfreiheit der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die über Jahrzehnte mühsam aufgebaut und durch strenge Richtlinien gesichert wurde, ist massiv in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die nicht zuletzt durch die wirtschaftlichen Interessen von Agrarkonzernen geprägt sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das etablierte Label "Made in Switzerland" verliert an Glanz und Aussagekraft, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt unsere Position auf dem Markt.

Darüber hinaus ist die in den Verträgen verankerte sprichwörtliche "Guillotineklausel" eine inakzeptable politische Erpressung. Die Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I führt dazu, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall brächte. Dies blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in einem zentralen Politikbereich und zwingt uns in eine Abhängigkeit, die unsere Handlungsfreiheit massiv einschränkt.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie führt zu einer Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest treffen wird. Die komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften zerstören lokale Traditionen und gefährden wirtschaftliche Existenzen. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Des Weiteren werden die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) die Schweiz zwingen, ihre oft strengeren und bewährten nationalen Vorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust. Ebenso wird der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz daran hindert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Dies ist in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich nicht hinnehmbar. Insgesamt führt diese Vorlage zu einer erstickenden Bürokratie, einem Verlust an hohen Standards und einer Aushöhlung unserer Souveränität, was zu vermeiden ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind zutiefst unzureichend und entbehren jeglicher Substanz. Sie stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar, die den massiven und absehbaren Lohndruck, der durch die unkontrollierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise kompensieren können. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres hohen Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was zu einer gefährlichen sozialen Spaltung führt.

Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch signifikant weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen, direkt in die Hände und untergräbt die fairen Arbeitsbedingungen, für die wir uns immer eingesetzt haben.

Die Kontrollmechanismen werden gezielt geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen systematisch untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen

und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was wiederum ausländische Billiglohnangebote begünstigt.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht schafft. Es lähmt die Flexibilität von Schweizer KMU massiv, ohne das Kernproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Flavio Lepori
Via Luvini 7
6900 Lugano

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Lugano, 14 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Flavio Lepori

Leuba Michel
Ave Vogeaz3
1110 MORGES

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Morges, 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Leuba Michel 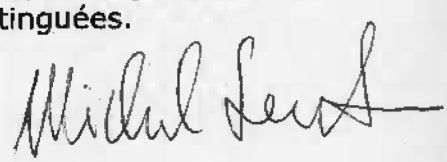

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

LUSA Martine
Rue de la Gare 30b
1110 Morges

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Morges, le 14 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Martine Lusa

Chantal Maendly
27 rue de Vermont
1202 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

C Maendly

Chantal Maendly

Ronny Moser
Rte de Ferreyres 10a
1315 La Sarraz
ronny@m0ser.ch

Division Europe
Palais Fédéral Est
3003 Berne

par courriel à :
vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

14.10.2025

Le traité de libre-échange avec l'UE met en danger la souveraineté de la Suisse et les droits fondamentaux de tous les Suisses.

Mesdames, Messieurs,

Veuillez trouver ci-après ma prise de position concernant le traité de libre-échange avec l'UE, et en particulier aux questions fondamentales que ce traité soulève :

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations révèle une insatisfaction profonde quant à leur portée et à leur impact potentiel sur la souveraineté helvétique. Les accords conclus avec l'Union Européenne, tels que présentés, semblent ignorer les préoccupations légitimes quant à la reprise du droit de l'UE sans que la Suisse n'ait son mot à dire. Cette situation contrevient aux principes fondamentaux inscrits dans la Constitution fédérale, notamment l'article 173 qui confère au Parlement la responsabilité de surveiller la politique étrangère de la Confédération. En outre, l'absence de garanties solides concernant la protection de notre système juridique et de notre indépendance judiciaire soulève des doutes quant à la conformité de ces accords avec l'article 5 de la Constitution, qui garantit l'autonomie des cantons et la participation démocratique. Ces points nécessitent une analyse juridique plus approfondie et une révision substantielle pour être acceptables.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La mise en œuvre nationale des accords proposés avec l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à la souveraineté helvétique. L'adoption unilatérale du droit de l'UE, telle qu'anticipée, constitue une dérogation inacceptable au principe fondamental de la souveraineté de la Confédération, tel que garanti par l'article 1 de la Constitution fédérale. Cette assimilation forcée de normes étrangères risque de porter atteinte à l'ordre juridique suisse et à la capacité de notre pays à définir ses propres politiques. De plus, la perspective d'une application du droit européen par le biais du Tribunal fédéral, sans mécanisme de contrôle démocratique adéquat, représente un danger pour nos institutions. Le principe de subsidiarité, pilier de notre système fédéral, pourrait être sérieusement compromis.

Libre circulation : Protection des salaires

Les mesures proposées en matière de protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes apparaissent comme une concession inacceptable aux exigences de l'Union européenne. Loin de renforcer la protection des travailleurs suisses, ces dispositions, notamment les ajustements à la loi sur la niektóre mesures d'application de la libre circulation des personnes (LSA) et à la loi sur l'assurance-

accidents (LAA), risquent d'affaiblir le système éprouvé de mesures d'accompagnement. La nouvelle réglementation, malgré son caractère apparemment technique, ouvre la porte à un affaiblissement des contrôles et à une bureaucratisation accrue, au détriment de l'efficacité. L'introduction d'un régime de protection spécifique contre le licenciement pour les représentants du personnel, telle que prévue par l'art. 335l et suivants du Code des obligations (CO), constitue une ingérence dans la liberté contractuelle et risque de paralyser les petites et moyennes entreprises. De plus, l'assimilation des sanctions de l'UE aux décisions exécutoires en droit de la poursuite et de la faillite (art. 80 al. 2 ch. 6 LP) représente une soumission regrettable de notre souveraineté juridique. Ces dispositions ne garantissent en rien une protection accrue des salaires suisses, mais consacrent un affaiblissement des principes fondamentaux de notre droit du travail et de notre indépendance.

Transports terrestres

La proposition d'intégration du droit de l'UE dans le domaine des transports terrestres, et plus particulièrement ferroviaires, constitue une menace sérieuse pour notre service public. L'application potentielle du droit européen des aides d'État risque de remettre en cause les subventions essentielles à la viabilité du transport de marchandises et du trafic régional, ainsi qu'au renouvellement de notre matériel roulant. L'introduction de la kabotage, telle que prévue à l'article 40ater de la loi sur le transport par chemin de fer (LTC), ouvre la porte à une "Rosinenpickerei" par des opérateurs étrangers, qui se concentreront sur les lignes rentables, laissant les liaisons moins lucratives mais vitales à nos entreprises nationales. Cette déstabilisation financière sape les fondements de notre service public. La "Déclaration commune" évoquée par le Conseil fédéral ne représente qu'une promesse sans portée juridique contraignante, nous exposant à des évolutions unilatérales du droit de l'UE. La Suisse perdrait ainsi le contrôle de sa politique ferroviaire, contrainte d'adopter des réglementations qui ne servent pas nécessairement ses intérêts nationaux, contrairement à ce que prétend l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), qui nous oblige à respecter des critères européens lors des appels d'offres.

Sécurité des denrées alimentaires

La soi-disant « sécurité alimentaire » constitue en réalité un projet d'intégration global visant à soumettre l'ensemble de l'agriculture et de l'économie alimentaire suisses au règlement européen « De la ferme à la table ». Cette démarche menace nos normes de production élevées, nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs. L'alignement sur des standards souvent inférieurs entraînera une perte de qualité, dévaluant ainsi le label « Made in Switzerland ». L'article 15a et l'article 21 du Tierschutzgesetz (TSchG) imposent l'abandon de nos réglementations sur le bien-être animal, pourtant largement acceptées et souvent plus strictes, au profit des normes européennes. De plus, la nouvelle formulation de l'article 1 du Tierseuchengesetz (TSG) cède le contrôle sur la lutte contre les maladies animales, un domaine d'une importance capitale pour notre pays. La Suisse perd sa capacité à réagir rapidement et souverainement, s'en remettant à un système européen rigide et bureaucratique. La totale révision du Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) soumet notre chaîne alimentaire à la réglementation de l'UE, engendrant une bureaucratie étouffante qui mettra en péril les petites exploitations et les traditions locales. Cette intégration forcée est inacceptable et constitue une atteinte directe à notre souveraineté.

Électricité

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au projet de réforme du domaine de l'électricité. L'intégration institutionnelle dans les structures de régulation de l'UE, telle que proposée, aboutit à une renonciation de notre souveraineté énergétique. En devenant un participant soumis sans droit de vote, la Suisse devra assumer les coûts d'une régulation dont les décisions seront prises à Bruxelles. La Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEl, art. 4a ss.) et les modifications proposées à la Loi sur l'énergie (LEne, art. 15 nouveau) semblent mener à une libéralisation complète du marché électrique, entraînant une volatilité accrue des prix et une instabilité de l'approvisionnement, au détriment des PME et des ménages. La sécurité d'approvisionnement nationale, garantie jusqu'à présent par nos propres mécanismes, sera sacrifiée au profit d'un marché libre dont les responsabilités ne sont pas clairement définies. De plus, les règles européennes sur les aides d'État pourraient compromettre le

système actuel des redevances hydrauliques, pilier de notre approvisionnement et pilier financier pour les cantons de montagne. L'assujettissement de la Commission de régulation de l'électricité (ElCom) à une "exécution du droit de l'UE" et la remise en cause de nos structures fédérales via des règles de concurrence strictes, menacent l'autonomie de notre politique énergétique. Ces dispositions, particulièrement l'élargissement des compétences de l'ElCom (art. 22 LApEl) et le durcissement des règles d'unbundling (art. 10, 18, 19 LApEl), constituent une perte de contrôle sur notre infrastructure critique.

Aides d'État

La proposition de réforme du régime des aides d'État, dans le cadre des accords avec l'Union européenne, représente une remise en cause inacceptable de notre souveraineté et de notre fédéralisme. La création d'une nouvelle autorité de surveillance des aides d'État, telle que prévue par le projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), instaure un contrôle technocratique et centralisé, s'écartant de la pratique actuelle, où les subventions relèvent de décisions politiques démocratiquement légitimées. L'autonomie des cantons est profondément minée par le nouveau droit de recours accordé à cette autorité devant le Tribunal fédéral, comme le stipule l'article 82 lettre bbis du BGG. Cette disposition affaiblit considérablement la capacité des cantons à mener leur propre politique économique locale. De plus, la perte de la compétence nationale de la WEKO dans le domaine de l'aviation, par la suppression de l'article 103 LFG, soumet un secteur stratégique au seul régime de l'UE, compromettant ainsi notre autonomie décisionnelle dans des domaines cruciaux pour l'intérêt national.

Libre circulation : Immigration

La révision proposée du domaine de la libre circulation des personnes, notamment l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union, représente une extension considérable de ce principe, contredisant l'article 121a de la Constitution fédérale et la volonté manifeste du peuple de réguler l'immigration de manière autonome. L'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent, accordé après seulement cinq ans, et la difficulté accrue de retirer ce statut, même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale, sapent gravement la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. La facilitation du regroupement familial élargi et l'intégration automatique de nouvelles réglementations européennes via la "méthode d'intégration" préfigurent une perte inacceptable de souveraineté législative et une érosion de notre démocratie directe, telle que le prescrit l'article 164 de la Constitution. Les clauses de sauvegarde prévues, telles que l'article 21b de la loi sur l'asile, apparaissent comme des illusions, aux conditions d'application prohibitivement élevées et potentiellement sujettes à des mesures de rétorsion de l'UE. Ces changements institutionnalisent une immigration coûteuse pour les contribuables suisses, hypothèquant nos ressources et notre capacité à prendre des décisions indépendantes.

Contribution financière

La proposition de loi sur les contributions de cohésion (KoBG) représente une régression démocratique inacceptable. L'article 1 du KoBG transforme des contributions volontaires, soumises au contrôle parlementaire, en une obligation juridique contraignante et automatique, privant la Suisse de son levier politique et de sa souveraineté budgétaire. Ce mécanisme de recalcul, inscrit dans le contrat, entraînera inévitablement une augmentation substantielle des montants, transformant la Suisse en une contributrice nette sans droit de vote, une position intenable selon le principe de subsidiarité et la neutralité helvétique. L'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffrage 1, lettre d du BöB ne fait que formaliser cette perte d'autonomie en ancrant ces paiements dans notre droit positif, au détriment de la budgetisation souveraine du Parlement.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'UE soulève des préoccupations fondamentales quant à la souveraineté et à la prospérité de la Suisse. L'alignement unilatéral sur le droit de l'UE, tel que proposé, risque de miner notre autonomie décisionnelle. L'article 164 alinéa 3 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération tient compte des besoins essentiels des cantons. Or, la reeks de l'acquis communautaire, sans renégociation préalable, contredit ce principe en imposant des normes européennes sans égard pour les spécificités helvétiques. De surcroît, l'intégration de la

jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, bien que non expressément visée par ce texte, constituerait une cession de souveraineté juridique inacceptable, contraire aux intérêts économiques nationaux et aux libertés de notre peuple. Une telle démarche est prématurée et potentiellement préjudiciable.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le présent paquet d'accords interinstitutionnels entre la Suisse et l'Union européenne suscite une profonde insatisfaction. L'adoption de cette approche négociée, loin de garantir l'autonomie décisionnelle helvétique, ouvre la porte à une intégration accrue et potentiellement incontrôlable. L'alignement sur le droit européen, sans contreparties adéquates en termes de participation aux processus décisionnels, représente une atteinte significative à notre souveraineté. L'article 41, alinéa 2, de la Constitution fédérale, qui garantit notre droit à l'autodétermination, est ainsi mis à mal par une dépendance juridique croissante. De plus, la clause dynamique de l'accord-cadre, telle qu'elle se profile, impose une acceptation future de législations européennes sans que la Suisse ait son mot à dire, ce qui contrevient à l'esprit de l'article 173, alinéa 2, de la Constitution, exigeant la préservation des intérêts nationaux. Je déplore vivement cette orientation, qui sacrifie nos principes fondamentaux sur l'autel d'une relation asymétrique.

Avec mes cordiales salutations,

Ronny Moser

Muller Lydia
80 rue de la Servette
1202 Genève

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Lydia Müller, psychologue

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Sylva Nova
Vi ai Monti 67C

6600 Locarno

Dipartimento federale degli affari esteri
(DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Locarno, 14 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale

- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Silva Nova
SILVA NOVA

PS Il degrado dell'Europa attuale non può essere ignorato, unitamente alla sua indole guerrafondaia in nome di un'ipocrita difesa.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Robert Pletscher (Privat)

Datum: 14.10.2025

Kontakt: Robert Pletscher · robpletscher@yahoo.de

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Es ist fragwürdig, inwieweit die schweizerische Rechtsordnung in den Geltungsbereich der durch die Übernahme des EU-Rechts eintretenden Änderungen integriert werden kann, ohne die Grundfesten unseres Rechtssystems zu untergraben. Insbesondere die otomatiksche Übernahme von EU-Recht, wie sie in einem solchen Abkommen üblich wäre, widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Die ständige Akkumulation von EU-Recht, das ohne direkte demokratische Beteiligung des Schweizer Volkes Anwendung findet, schwächt die Rolle des Parlaments und der direkten Demokratie erheblich.

Darüber hinaus ist die praktische Umsetzbarkeit einer solchen Übernahme zweifelhaft. Die schiere Menge und Komplexität des EU-Rechts würde eine exhaustive Prüfung und Anpassung aller relevanten schweizerischen Gesetze und Verordnungen unmöglich machen. Artikel 7 der Bundesverfassung, der die Grundrechte garantiert, könnte durch die unkritische Übernahme von EU-Recht tangential oder gar direkt tangiert werden, insbesondere wenn europäische Rechtsakte den Schutzstandard für Grundrechte senken würden. Die Gefahr, dass unsere nationale Gesetzgebung durch automatische Verweise auf EU-Recht unkontrollierbar wird, ist real und birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit.

Die Unfähigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), als verbindliche Instanz für die Auslegung des übernommenen EU-Rechts zu fungieren, ist ein weiterer schwerwiegender Punkt. Dies würde bedeuten, dass sich die Schweiz einer Gerichtsbarkeit unterwirft, deren Urteile sie nicht beeinflussen kann und die möglicherweise nicht die spezifischen schweizerischen Verhältnisse berücksichtigt. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 der Bundesverfassung, der besagt, dass die Kantone die ihnen zugewiesenen Aufgaben in eigener Verantwortung erfüllen. Die Verdrängung nationaler Zuständigkeiten durch eine externe juristische Autorität ist nicht hinnehmbar. Es muss sichergestellt werden, dass jede Rechtsübernahme einer gründlichen nationalen Prüfung und Verankerung im schweizerischen Recht unterzogen wird, um die Souveränität und die demokratischen Grundsätze zu wahren. Die vorgeschlagene Vorgehensweise scheint diesen Grundsätzen nicht ausreichend Rechnung zu tragen.

Landverkehr

Der vorliegende Entwurf zur Stellungnahme im Bereich Landverkehr offenbart gravierende Mängel und bedroht die fundamentalen Prinzipien unseres Service public im Bahnbereich. Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die SBB und die Qualität des öffentlichen Verkehrs, wie wir ihn kennen und schätzen.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist besonders

besorgniserregend. Sie ermöglicht es ausländischen Anbietern, gezielt die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen, oft als "Rosinenpickerei" bezeichnet, untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die nicht nur die lukrativen Hauptachsen, sondern auch die für die Grundversorgung unerlässlichen, aber weniger rentablen Nebenlinien aufrechterhalten müssen. Dies gefährdet direkt die flächendeckende Leistungserbringung und damit das Wohl der Bürger, die auf einen zuverlässigen öffentlichen Verkehr angewiesen sind.

Des Weiteren ist die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates als rechtlich unverbindliche und damit wertlose Absicherung zu betrachten. Sie bietet keinen Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns zwingt, zukünftige Änderungen des EU-Rechts ohne Mitspracherecht zu adaptieren. Dies führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnwesen. Die Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) durch die dynamische Rechtsübernahme verlagert die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen, was die effektive Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur weiter schwächt.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) verschärfen die Situation zusätzlich. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der für die Schweiz besten Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und letztlich teurerer Lösungen für die Steuerzahler und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen den Service public im Landverkehr massiv gefährden und die Souveränität der Schweiz in einem Kernbereich der Daseinsvorsorge untergraben. Es ist unerlässlich, diese Risiken kritisch zu hinterfragen und Massnahmen zu ergreifen, die den Schutz unseres bewährten öffentlichen Verkehrs gewährleisten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Diese Entwicklung, die durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert werden soll, verwandelt eine politische Geste in eine unwiderrufliche finanzielle Verpflichtung. Artikel 1 des KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen begründet, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Dies macht die Schweiz zur Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht, was einem Diktat der EU gleichkommt.

Der im Abkommen initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird dann keine Möglichkeit mehr haben, diese Zahlungen abzulehnen, und gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu leisten. Dieser Mechanismus entzieht der Schweiz jegliches politische Druckmittel und die Möglichkeit, diese milliardenschweren Zahlungen an die tatsächlichen wirtschaftlichen Gegebenheiten oder politische Entwicklungen zu koppeln.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung, ohne dafür konkrete Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Hindernissen zu erhalten.

Die zusätzliche Verknüpfung mit dem Gesetz über die Förderung des Friedens durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies verschleiert die tatsächliche Natur dieser Abkommen, die primär die Souveränität der Schweiz kosten und kaum greifbare Vorteile mit sich bringen. Insgesamt handelt es sich hierbei faktisch um eine Zwangsabgabe, die das Schweizer Volk und sein Parlament entmachtet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht dem Gebot der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz. Dies wird durch die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", weiter verschärft. Dieser Status untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, indem er selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten dafür werden einseitig von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der Familiennachzug wird auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet; nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern können nachziehen, was zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führt.

Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll neu automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Gleichbehandlung von EU-Bürgern mit Schweizern im Sozialhilfebereich führt zu einer Ausweitung des Anspruchs auf Sozialhilfe und erschwert einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB, ETH-Gesetz, Medizinalberufegesetz, Gesundheitsberufegesetz und Psychologieberufegesetz ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Schweizer Standards. Diese umfassende Unterordnung unter EU-Recht schwächt unsere Gründlichkeit und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt und die Qualität unserer Dienstleistungen eigenständig zu regulieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, das unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" präsentiert wird, stellt eine tiefgreifende und höchst bedenkliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Vorgaben dar. Diese Entwicklung bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen

Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Renommees und ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, läuft Gefahr, durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards verwässert zu werden. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Union.

Die in diesem Abkommen enthaltene "Guillotineklausel" ist eine inakzeptable politische Erpressung, die die Schweiz an die gesamte bilaterale Abkommen bindet und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit blockiert. Die Befugnisse für EU-Inspektoren, Schweizer Betriebe zu kontrollieren, stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und machen unsere Produzenten zu Objekten ausländischer Behörden. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Betriebe treffen wird, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die angepassten Artikel im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, unsere bewährten, oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben und durch EU-Standards zu ersetzen. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Ferner wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Selbst der Waldschutz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat der EU unterworfen, was die Fähigkeit der Schweiz einschränkt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Dieses Abkommen ist keine Harmonisierung, sondern eine schleichende Aufgabe unserer Souveränität und unserer einzigartigen Qualitätsstandards.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Lohndruck, der aus der Ausweitung dieser Freizügigkeit resultiert, in keiner Weise zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit

vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Insgesamt ist festzustellen, dass die vorliegenden Vorschläge die Souveränität der Schweiz aushöhlen und die Lohnschere weiter öffnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zur staatlichen Beihilfenregelung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und zeugt von einer bedenklichen Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), stellen eine fundamentale Abkehr von bewährten Praktiken dar und unterwerfen die Schweiz einem starren, von aussen diktierten Kontrollregime.

Die Abschaffung der heutigen, von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimierten Förderpraxis zugunsten einer EU-zentrierten technokratischen Kontrolle ist inakzeptabel. Entscheidungen über die Unterstützung lokaler KMU, des regionalen Verkehrs oder kultureller Institutionen waren stets Ausdruck politischer Prioritätensetzung im Schweizer Interesse. Nun sollen diese souveränen Beschlüsse einer zentralen EU-konformen Behörde vorgelegt werden, was einen direkten Angriff auf die kantonale Autonomie und den Föderalismus darstellt. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren Organisations- und Verfahrensautonomie massiv untergraben wird.

Die institutionelle Verankerung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft eine in der Schweiz beispiellose "Superbehörde". Diese agiert de facto als verlängerter Arm der EU und ihre primäre Aufgabe wird es sein, die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchzusetzen, anstatt schweizerische Interessen zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, und die Befürchtung, dass primär Brüsseler Vorgaben statt nationaler Bedürfnisse massgeblich sein werden, ist berechtigt.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone weiter geschwächt. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch eine abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Souveränität darstellt. Gleiches gilt für die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG).

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz über strategisch wichtige Beihilfen im Luftverkehr. Dies ist ein klares Indiz für die Aufgabe nationaler Steuerungshoheit zugunsten einer bedingungslosen Unterwerfung unter das EU-Regime.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer massiven Zentralisierung führen, die Souveränität von Bund und Kantonen untergraben und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU machen. Die Aushebelung des Föderalismus und die Schwächung der demokratischen Kontrolle sind unannehmbar. Wir lehnen diese Vorlagen entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarkt stellen einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in die

EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert. Die entscheidenden Weichenstellungen für unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gestellt, was die Autonomie unserer Energieregulierung massiv untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, deren demokratische Legitimation fragwürdig ist. Dies markiert das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, eigenständigen Energieregulierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG) in seiner bisherigen Form ermöglichte.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das etablierte System der Wasserzinsen, das gerade den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone schwächen und die dezentrale Energieproduktion benachteiligen. Die föderalen Strukturen der Energieversorgung, insbesondere die gemeindeeigenen Kraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was eine lokale und dezentrale Energieproduktion erschwert.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Primat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer im Ernstfall für die Versorgungssicherheit der Schweiz verantwortlich ist, wenn weder der Markt noch die EU diese Verantwortung eindeutig übernehmen. Dies birgt erhebliche Risiken. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird voraussichtlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten, die der "freie Markt" nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. führt zu einer unkalkulierbaren Preisvolatilität. Die Regelungen zur Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) sind unzureichend, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten. Verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben die föderalen Strukturen, indem sie die schweizerische Hoheit über die eigene kritische Infrastruktur beschneiden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG), schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz droht dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern zu werden. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust an Flexibilität und Souveränität.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in einer "stabilisierten" Form, läuft Gefahr, die Schweiz einer Rechtsordnung zu unterwerfen, die nicht primär ihren Interessen dient.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitspracherechte stellt eine fundamentale Bedrohung für die demokratische Legitimation dar. Das Schweizer Volk hat in Artikel 1 der Bundesverfassung das Recht auf Selbstbestimmung verankert, welches durch die unbesehene Übernahme von EU-Regelungen ausgehöhlt würde. Die EU ist kein souveräner Staat im klassischen Sinne, sondern ein supranationaler Verbund mit eigenen Entscheidungsprozessen, deren Auswirkungen auf die Schweiz nicht immer transparent oder vorhersehbar sind.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die EU-Binnenmarktregeln, die im Rahmen einer solchen Stabilisierung zweifellos eine zentrale Rolle spielen würden, sind oft auf die Bedürfnisse der Mitgliedstaaten zugeschnitten. Für die Schweiz, mit ihrer spezifischen Wirtschaftsstruktur und ihren hochspezialisierten Sektoren, birgt die automatische Übernahme von EU-Standards das Risiko der Wettbewerbsverzerrung und der Benachteiligung heimischer Unternehmen. Artikel 41 der Bundesverfassung, der das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zum Ziel hat, scheint hierbei nur ungenügend berücksichtigt zu werden, wenn die wirtschaftlichen Nachteile für die Schweiz die potenziellen Vorteile überwiegen.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die erhoffte "Stabilisierung" eher zu einer permanenten Abhängigkeit führt, anstatt die Schweiz in ihrer Eigenständigkeit zu stärken. Die EU verfolgt ihre eigenen politischen Ziele, und eine engere Bindung könnte die Schweiz unweigerlich in Konflikte hineinziehen, die nicht ihren nationalen Interessen entsprechen. Die Freiheit, eigene politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen, ist ein unschätzbarer Wert, der nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden darf. Die Verfassungsgrundsätze, insbesondere jene, die die Hoheit und die Souveränität der Eidgenossenschaft schützen, müssen bei jeder Form der Annäherung an die EU oberste Priorität geniessen. Jegliche Vertragsgestaltung muss gewährleistet, dass die Schweiz ihre rechtssetzende Gewalt und ihre Fähigkeit zur unabhängigen Gestaltung ihrer Politik uneingeschränkt behält.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der direktdemokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung auf. Eine kritische Würdigung, die sich an den Grundsätzen der Schweizer Verfassung orientiert, offenbart gravierende Schwachstellen.

Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht im Einklang mit Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung stehen, der die Wahrung der verfassungsmässigen Ordnung als primäres Ziel der Bundesgesetzgebung verankert. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht, ohne vorgängige parlamentarische Debatte und ohne die Möglichkeit einer zivilgesellschaftlichen Mitsprache oder gar eines Referendums, untergräbt das Prinzip der Volksgesetzgebung, welches im Artikel 34 Absatz 1 der Bundesverfassung festgeschrieben ist. Die Gefahr einer schleichenden Entparlamentarisierung und Entdemokratisierung ist immens.

Darüber hinaus bestehen Zweifel an der Vereinbarkeit der vereinbarten Streitbeilegung mit den Prinzipien des Völkerrechts, wie sie in Artikel 5 des Obligationenrechts verankert sind. Die obligatorische Unterwerfung unter den Europäischen Gerichtshof (EuGH) würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv beeinträchtigen und die Möglichkeit einschränken, Schweizer Rechtsfragen autonom zu beurteilen. Dies stösst insbesondere vor dem Hintergrund des starken schweizerischen Rechtsverständnisses und der etablierten Rechtsprechung als stossend.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit bergen das Risiko, die Lohnstrukturen und die soziale Kohäsion in der Schweiz zu gefährden. Eine unkontrollierte Zuwanderung, die nicht den Bedürfnissen des Schweizer Arbeitsmarktes entspricht und die Kapazitäten des Sozialsystems überlastet, wäre die logische Konsequenz. Artikel 118b der Bundesverfassung, der die Regelung der Zuwanderung von Personen aus dem Ausland vorsieht, scheint hierbei nicht ausreichend berücksichtigt.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse die Risiken für die Schweizer Souveränität und die direktdemokratischen Institutionen nicht ausreichend adressieren. Vielmehr scheinen sie einen schleichenden Souveränitätsverlust zu implizieren und werfen ernsthafte

verfassungsrechtliche Fragen auf. Eine kritische Überprüfung unter Berücksichtigung der verfassungsrechtlichen Garantien ist unabdingbar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Grundfesten unseres Landes. Es ist zu befürchten, dass die Annahme dieses Pakets einen schleichenden Verlust der Eigenständigkeit bedeuten würde, indem die Schweiz faktisch eine rechtssprechende Gewalt akzeptiert, die ausserhalb unserer nationalen Gerichtsbarkeit liegt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates, wie sie beispielsweise im Bundesgesetz über die Bundesgerichtsbarkeit (BGG) verankert sind, insbesondere im Hinblick auf die Unabhängigkeit unserer Gerichte.

Die Integration von EU-Recht, wie sie das Paket vorsieht, ohne dass das Schweizer Volk und seine Vertreter eine direkte Mitsprache oder gar ein Vetorecht in der Entstehung dieses Rechts haben, untergräbt die Volkssouveränität. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV), der die demokratischen Rechte des Volkes schützt, könnte durch eine solche Konstellation ausgehöhlt werden. Die automatische Übernahme von Rechtsakten, die in Brüssel ohne schweizerische Beteiligung geschaffen werden, ist keine gleichberechtigte Partnerschaft, sondern eine faktische Unterordnung. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Souveränitätsprinzips, das die Grundlage unseres politischen Systems bildet.

Die Befürchtung ist gross, dass die von der EU geforderten Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), eine unzulässige Verlagerung der Rechtsetzung und Rechtsprechung bedeuten. Die BV sieht keine Kompetenzübertragung auf externe Gerichte vor, die über die Auslegung von Schweizer Recht hinausgeht. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, ein Eckpfeiler unserer Rechtsordnung, wäre massiv gefährdet, wenn Urteile eines fremden Gerichts bindend wären, ohne dass ein angemessenes Überprüfungsverfahren im Rahmen unserer nationalen Gesetzgebung stattfindet. Die im BGG verankerten Prinzipien der richterlichen Unabhängigkeit und der Rechtsweggarantie würden damit de facto eingeschränkt.

Zudem ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die potenziellen politischen und juristischen Nachteile aufwiegen. Eine zu starke Abhängigkeit von der EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Aussenwirtschaftspolitik und die Flexibilität unserer bilateralen Beziehungen zu Drittstaaten. Die Annahme des Pakets könnte uns in eine Position bringen, in der unsere Handlungsfreiheit weiter eingeschränkt wird, was langfristig negative Folgen für unsere wirtschaftliche Prosperität und unsere internationale Stellung haben könnte. Die geforderte ständige Übernahme von EU-Recht ohne echten Einfluss auf dessen Ausgestaltung ist ein zu hoher Preis für die Aufrechterhaltung der bilateralen Verträge.

Dr méd. Björn Riggenbach
Schinnerstrasse 35
3995 Mühlebach

Date 14.10.2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européenen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Björn Riggenbach

Elisa Rodriguez
Chemin de Mochettaz 8b
1030 Bussigny

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bussigny, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Elisa Rodriguez

Franco Rotta
Miéville 124
2314 La Sagne (NE)

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

La Sagne, 14 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Franco Rotta

Pierre Sandoz
Vy d'Etra 92
2000 Neuchâtel

Neuchâtel, le 14 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON *du présent paquet de traités*
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, *Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.*

Pierre Sandoz

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: veronique sandoz <vsandoz@hotmail.com>
Sent: Donnerstag, 23. Oktober 2025 20:25
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation "Stabilisation et Développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Merci de prendre note de la lettre ci-dessous, étant donné que la pièce jointe word ne passe pas.

Avec mes salutations respectueuses,

Véronique Sandoz

Sandoz Véronique
2, rue David-Dufour
1204 Genève

Genève, le 14 octobre 2025

Département fédéral

des affaires étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
  - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
  - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
  - Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
  - Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
  - Notre système social par une hausse explosive des coût.
  - Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux | et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer,
Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

VERONIQUE SANDOZ

Saviaux Nicolas
Av. Louis-Ruchonnet 29
1003 Lausanne

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen.
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays.
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale.
- Nos infrastructures déjà saturées.
- Notre système social par une hausse explosive des coûts .
- Le principe de préférence national.

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités.
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants.
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal.**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons.)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

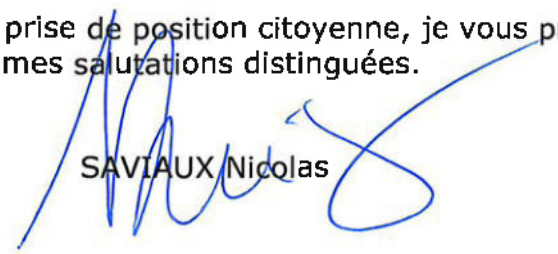

SAVIAUX Nicolas

MAILLARD-SCHWAB Marianne
Chemin de la Redoute 22
1260 NYON

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Nyon, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

MAILLARD-SCHWAB MARIANNE

Serge Rémy Solfrini
via Maestri Comacini 4 B
6834 Morbio Inferiore

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Morbio Inf., 14.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Serge Rémy Solfrini

Vergères Pierre Michel
Rte de la Lienne 62
1958 Uvrier

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Uvrier, le 14.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Vergères Pierre Michel

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Yvan Zeiter <yvan2207@gmail.com>
Sent: Dienstag, 14. Oktober 2025 14:40
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Yvan Zeiter, Lettre d'opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"
Attachments: Yvan Zeiter_LETTRE PROCÉDURE UECH_141025.pdf

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Madame, Monsieur,
Recevez en annexe une lettre d'opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Je refuse que des décisions déterminantes pour la Suisse se prennent loin de ses citoyens ! La démocratie vivante passe par la souveraineté, la neutralité et la défense de nos libertés face aux pressions extérieures. La Suisse doit rester indépendante et fidèle à ses valeurs : la parole revient au peuple, pas aux lobbies ou aux technocrates européens.

Je vous prie d'en prendre bonne note et je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes respectueuses salutations.

Yvan Zeiter

Zeiter Yvan
Route de Pallueyres 16
1867 Ollon

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ollon, le 14 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Yvan Zeiter

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: stefano ardu <astefo@hotmail.com>
Sent: Mittwoch, 15. Oktober 2025 15:57
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] accords-cadres concernant les relations CH-UE

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Stefano Ardu

23aAv Dumas

1206
GENÈVE

15/10/2025

département fédéral des affaires étrangères (dfae)
consultation suisse-ue
3003 berne

objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

mesdames, messieurs,

je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

non à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe
ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés
les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à bruxelles.

des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

la suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit

en vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Stefano Ardu
Envoyé de mon iPhone

Muriel Ruchonnet-Bagnoud
19 route de Tsanveulle
3971 Chermignon

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Crans-Montana, 15.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Muriel Ruchonnet-Bagnoud

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Jean-Charles Cardinaux
Chemin du Fau-Blanc 2c
1009 **Pully**

Le 15 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 **Berne**

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels purement commerciaux limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral est donc vivement prié de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à toutes formes d'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations les meilleures.

Jean-Charles Cardinaux

Chiaravalle Daniela
21 rue des Caroubiers
1227 Carouge

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Carouge, le 15 octobre 1225

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Chiaravalle Daniela

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Delmenico Elodie
Route du Curson 18b
1197 Prangins

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prangins 15 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Delmenico Elodie

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Franco Faella
Via Gelusa 3
6874 Castel San Pietro

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Castel S Pietro, 15 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche

- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Franco Faella

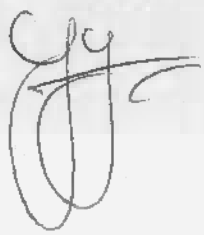

Ferrario Antoinette
2 route des colondalles
1820 Montreux

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Montreux le 15 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

FERRARIO ANTOINETTE

Franceschetti Simona
Via Marenca 3
6838 Muggio

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Muggio, 15 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche

- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità.**

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Franceschetti Simona

GUIDO Francesco
Avenue du Lignon 47
1219 Le Lignon

Genève, le 15 ottobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères - (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation **"Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"**

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer,

Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

F.GUIDO

GENET André
Av. Dumas 33
1206 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 15 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Genet André

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

GENET Marie-Rose
Av. Dumas 33
1206 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 15 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Genet Marie-Rose

M. Genet

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Frédérique Giacomoni
Chemin du Rucher, 12
1261 Le Vaud

Le 15.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Mme Frédérique Giacomoni

Ueli R.Güller
C.P 45
1976 Erde

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Erde, le 15.Octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

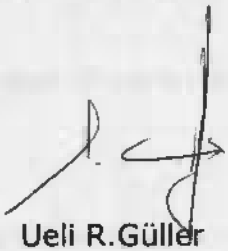

Ueli R.Güller

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Hermann (Privat)

Datum: 15.10.2025

Kontakt: Alois · 079/487 94 21 · alois_hermann@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Interessen der Schweizer Bevölkerung auf. Eine eingehende Prüfung, insbesondere unter Berücksichtigung des Artikels 5 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BSG), der die Hoheitsrechte der Kantone und die Grundsätze der direkten Demokratie unterstreicht, lässt erhebliche Bedenken aufkommen. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen eine schleichende Übertragung von Kompetenzen an die EU zu implizieren, ohne dass dies im Rahmen eines klaren und transparenten Prozesses, wie ihn Artikel 166 der Bundesverfassung (BV) vorsieht, demokratisch legitimiert worden wäre. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Anpassungsmöglichkeiten widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung, das in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Es ist fraglich, ob die im Artikel 173 BV vorgesehene Berücksichtigung der nationalen Interessen, einschliesslich der wirtschaftlichen und politischen Unabhängigkeit, durch diese Vereinbarungen hinreichend gewährleistet ist. Die potentielle Erosion unserer Gesetzgebung und die Einschränkung unserer Entscheidungsfreiheit durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien sind aus rechtsstaatlicher Sicht zutiefst bedenklich. Die Argumentation, dass diese Abkommen für die wirtschaftliche Stabilität unerlässlich seien, vermag die fundamentalen Bedenken hinsichtlich der Souveränität nicht zu zerstreuen. Vielmehr besteht die Gefahr, dass wir uns in eine Abhängigkeit begeben, die langfristig nachteiliger ist als die vermeintlichen kurzfristigen Vorteile. Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BSG) betont die Bedeutung der verfassungsmässigen Ordnung und der kantonalen Autonomie. Die vorliegenden Vereinbarungen scheinen diese Grundsätze zu untergraben, indem sie die Möglichkeit einschränken, unsere Gesetze im Einklang mit unseren spezifischen nationalen Bedürfnissen und Werten zu gestalten. Eine kritische Neubewertung der Verhandlungsergebnisse unter Wahrung der schweizerischen Interessen und der demokratischen Kontrolle ist dringend geboten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Übernahme von EU-Recht in einseitiger Weise, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieser Rechtsakte Einfluss nehmen kann, widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die EU-Gesetzgebung, die in den Anwendungsbereich der bilateralen Abkommen fällt, würde in der Schweiz Gültigkeit erlangen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter im Gesetzgebungsprozess mitentscheiden könnten. Dies ist eine schleichende Aushöhlung der parlamentarischen und direktdemokratischen Kontrolle. Besonders problematisch ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagene Einbeziehung seiner Rechtsprechung in die Auslegung der bilateralen Abkommen wirft ernsthafte Fragen bezüglich der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung auf. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und die Behörden des Bundes an Recht und Gesetz gebunden. Die automatische Übernahme der EuGH-Urteile, auch wenn sie nicht bindend sind, würde die richterliche Autonomie der Schweizer Gerichte massiv einschränken und sie faktisch dem EuGH unterstellen. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Recht im Widerspruch zu nationalen Verfassungsgrundsätzen ausgelegt wird, was eine unannehmbare Abkehr von der Souveränität bedeutet. Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Angemessenheit der vorgeschlagenen institutionellen Regelungen. Die Schaffung ständiger Gemischter Ausschüsse, die die Möglichkeit haben,

verbindliche Beschlüsse zu fassen, untergräbt die Gewaltenteilung, die durch die Artikel 49 ff. BV gewährleistet ist. Die Gefahr einer Überdehnung der Kompetenzen dieser Ausschüsse hin zu exekutiven oder gar legislativen Funktionen ist real und stellt eine Gefahr für die rechtsstaatliche Ordnung dar. Das Prinzip der Volkssouveränität, welches durch das Initiativ- und Referendumsrecht gemäss Artikel 138 und 139 BV geschützt wird, könnte durch die komplexen und kaum transparenten Mechanismen des Pakets ausgehebelt werden. Die Schweiz würde sich de facto in einen Zustand der Abhängigkeit von der EU begeben, ohne die damit verbundenen Vorteile einer vollständigen Mitgliedschaft zu geniessen. Solche Vereinbarungen sind mit dem schweizerischen Verfassungsrahmen nicht vereinbar und dürfen nicht ohne tiefgreifende Bedenken akzeptiert werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union ist aus Sicht der Schweizer Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips äusserst bedenklich. Die angestrebte Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Autonomie, wie sie im Schweizer Recht, insbesondere im Bundesverfassungsrecht und im Obligationenrecht, verankert ist. Die Übernahme von EU-Recht ohne eigene Mitgestaltungsmöglichkeit stellt eine Erosion unserer gesetzgeberischen Hoheit dar. Das Prinzip der Volkssouveränität, gestützt auf Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV), würde faktisch ausgehöhlt, wenn Entscheidungen, die unser Land betreffen, primär in Brüssel gefällt würden. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden zunehmend entmachtet, da sie kein direktes Mitspracherecht bei der Entstehung von Rechtsakten hätten, die dann jedoch bindend für die Schweiz wären. Des Weiteren gibt die potenzielle Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Die Anerkennung der Autorität des EuGH bei der Auslegung von relevanten Abkommen würde die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung des schweizerischen Rechts durch unsere eigenen Gerichte gefährden. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert, dass niemand gezwungen werden kann, einem Gericht unterstellt zu werden, das er nicht frei wählen kann. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen könnte dieser Garantie zuwiderlaufen. Die wirtschaftlichen Aspekte, die oft als Hauptargument für eine engere Bindung angeführt werden, dürfen die prinzipiellen rechtsstaatlichen und demokratischen Nachteile nicht überdecken. Die angeblichen Vorteile der Marktzugänge könnten durch die Kosten für die Übernahme von EU-Regularien und die Verlust an Souveränität erkauft werden. Es ist fraglich, ob die angebotene "Stabilisierung" tatsächlich zu einer substanziellen Verbesserung der wirtschaftlichen Lage führt oder ob sie nicht vielmehr eine Abhängigkeit schafft, die langfristig nachteiliger ist. Die Risiken für die Schweizer Rechtsordnung sind signifikant. Die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung und die Rechtsprechung unserer Gerichte sind Eckpfeiler unseres demokratischen Systems. Eine zu enge Anlehnung an die EU, insbesondere ohne klare Kontrollmechanismen und die Möglichkeit zur Mitsprache, würde diese Grundfesten bedrohen. Es muss daher dringend geprüft werden, ob die vorgeschlagenen Massnahmen nicht im Widerspruch zu zentralen Verfassungsprinzipien stehen und ob sie wirklich im Interesse der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger sind.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes auf. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die demokratische Legitimation und die Unabhängigkeit der Schweizerischen Gesetzgebung kritisch zu hinterfragen. Insbesondere die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne eine angemessene, eigenständige parlamentarische Debatte und Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse birgt Risiken. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), könnte durch die automatische oder teilautomatische Integration von EU-Recht ausgehöhlt werden. Die Volksvertreter im National- und Ständerat müssten die Möglichkeit haben, Gesetze eingehend zu prüfen und gegebenenfalls abzuändern, anstatt lediglich EU-Vorgaben zu übernehmen. Artikel 164 BV, der die Oberhoheit der eidgenössischen Räte über die Gesetzgebung festlegt, müsste in seiner vollen Tragweite gewahrt bleiben. Ferner bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der rechtsstaatlichen Kontrolle und der Durchsetzung von EU-Recht in der Schweiz. Das Prinzip der Gewaltenteilung, ein Fundament unseres Rechtssystems und implizit in den Artikeln 30 und 31 BV verankert, könnte durch die Einsetzung von EU-Institutionen oder -Gerichten zur Überwachung der Umsetzung beeinträchtigt werden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die gemäss Artikel 190 BV an das Recht gebunden sind, müsste uneingeschränkt bleiben und darf nicht durch übergeordnete EU-Instanzen beschnitten werden. Die finanzielle

Belastung, die mit der Anpassung unserer Verwaltung und Infrastruktur an EU-Standards einhergeht, ist ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die Artikel 41 BV (Soziale Ziele) und 42 BV (Wirtschaftliche Ziele) sollten im Lichte der Kostentransparenz und der potenziellen Wettbewerbsnachteile für Schweizer Unternehmen neu bewertet werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass eine pauschale Übernahme von EU-Recht die schweizerische Rechtsordnung, die Souveränität und die demokratische Legitimation ernsthaft gefährdet. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung jedes einzelnen Falls unter strenger Beachtung unserer verfassungsrechtlichen Bestimmungen.

Staatliche Beihilfen

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen durch ein spezifisches Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine fundamentale Abkehr von der bisherigen Praxis freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge dar. Anstatt einer souveränen politischen Entscheidung transformiert sich die Schweiz hierbei in einen automatischen und rechtlich gebundenen Zahler. Dies entzieht dem Schweizer Parlament eine entscheidende Kontrollinstanz und ein wichtiges politisches Druckmittel in Bezug auf milliardenschwere Zahlungen an die Europäische Union. Die im Entwurf suggerierten 350 Millionen Franken pro Jahr sind offensichtlich als Lockmittel konzipiert. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu erheblich höheren Forderungen führen, denen die Schweiz ohne jegliche Möglichkeit zur Verweigerung nachkommen muss. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohneMitspracherecht. Für diese zwangsweise Verpflichtung sind keine Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse vorgesehen. Es handelt sich de facto um die Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität der Schweiz kostet und kaum greifbare, gegenläufige Vorteile bringt. Die Schaffung des KoBG zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Bundesmitteln. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die Bundesbeschlüsse über die Genehmigung und die Umsetzung von Verträgen zwischen der Schweiz und der EU ist dabei mehr als eine rein technische Formalität; sie signalisiert eine faktische Normalisierung und Dauerhaftigkeit dieser Zahlungen im Rahmen der Schweizer Gesetzgebung. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und grenzt an eine missbräuchliche Instrumentalisierung des guten Rufs der Schweizer Friedensförderung. Dieser Umstand dient lediglich dazu, die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und ihnen einen Anstrich von Wohltätigkeit zu verleihen, während sie tatsächlich eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweiz darstellen. Das KoBG, insbesondere mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und degradiert die parlamentarische Debatte über Steuergelder zu einem reinen Vollzugsdienst einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Landverkehr

Strom

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Vernehmlassung unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine schleichende und umfassende Unterwerfung der Schweiz unter das europäische Regelwerk dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Sicherheit unserer Lebensmittel geht, sondern um die vollständige Angleichung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft an die EU-Direktiven, allen voran die Strategie "Vom Hof auf den Tisch". Dies bedroht nicht nur unsere hochstehenden Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumentinnen

und Konsumenten erheblich ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf rigorosen nationalen Vorgaben beruht, ist durch diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards ernsthaft gefährdet. Eine Entwertung des Labels "Made in Switzerland" ist die unausweichliche Konsequenz, wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie die der EU. Dies vernichtet einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt unsere Position auf dem Weltmarkt. Besorgniserregend ist zudem die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der Gruppe I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede unabhängige Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und uns in eine unerträgliche Abhängigkeit manövriert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und auf die EU zugeschnittenen Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Das auf demokratischer Ebene mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens. Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und Konsumenten. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die angepassten Artikel im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben, was einen unannehmbaren Rückschritt darstellt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine unannehmbare Gefährdung unserer inneren Sicherheit und unseres Sozialsystems dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widerspricht dem klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Das neu geschaffene "Daueraufenthaltsrecht", eine de facto "Niederlassung C PLUS", die bereits nach fünf Jahren ohne die Möglichkeit einer Entziehung selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug gewährt wird, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unzumutbarer Weise. Die dadurch geförderte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, wird die Kostenlast für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden massiv erhöhen. Der vorgesehene Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist eine beispiellose Ausweitung, die zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen wird. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie zur Anwendung kommen wird, und die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei ihrer Nutzung entlarvt sie als eine Erpressungs- anstatt einer Schutzklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sein werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich. Die Wiedereingliederungsstrategie gemäss Artikel 24a des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer gemäss Artikel 34d Absatz 2bis des ETH-Gesetzes und Artikel 61a des Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetzes (HFKG) sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bundesgesetz über die Information und öffentliche

Bekanntmachung (BGMD) ersetzt die nationalen Qualitätsprüfungen und schwächt unsere Standards. Gleiches gilt für die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG) und Gesundheitsberufegesetz (GesBG), welche die Patientensicherheit gefährden und die nationale Kontrollhoheit aufgeben. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch die Schweizer zweite Säule ist betroffen: Die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere Pensionskassen den Koordinationsregeln der EU. Der neue Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein, ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Versicherten. Diese massiven Einschränkungen unserer Souveränität, die zu Lasten unserer Bürger und unseres Sozialsystems gehen, sind inakzeptabel.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Holderegger Peter (Privat)

Datum: 15.10.2025

Kontakt: ikaseiteki@greenmail.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Während die Absicht, die Beziehungen zu festigen, auf den ersten Blick positiv erscheinen mag, müssen die konkreten Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratische Willensbildung der Schweiz sorgfältig abgewogen werden.

Eine zentrale Sorge betrifft die mögliche Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende demokratische Legitimation. Die Schweiz hat sich stets durch ihre direkte Demokratie und die Möglichkeit des Volksreferendums ausgezeichnet. Jede Annäherung an die EU, die zu einer de facto Übernahme von EU-Rechtbestimmungen führt, untergräbt dieses Prinzip. Insbesondere Artikel 46 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz schützt, sowie Artikel 164 Absatz 2, der die Bundesversammlung zur Wahrung der verfassungsmässigen Ordnung verpflichtet, sind hierbei von zentraler Bedeutung. Eine Übernahme von Recht ohne vorgängige und umfassende öffentliche Debatte und Zustimmung des Schweizer Volkes würde diese verfassungsrechtlichen Grundlagen fundamental in Frage stellen.

Darüber hinaus muss hinterfragt werden, ob die angestrebte Stabilisierung nicht zu einer einseitigen Abhängigkeit von der EU führt. Die Schweiz ist ein eigenständiger und erfolgreicher Staat, dessen wirtschaftliche und politische Interessen nicht zwangsläufig mit denen der EU übereinstimmen. Die Annahme von Regelungen, die primär den Interessen der EU dienen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese massgeblich mitzugestalten, birgt die Gefahr, dass schweizerische Anliegen und Besonderheiten in den Hintergrund gedrängt werden. Dies könnte auch die Rolle der Schweiz als unabhängiges Rechtsstaatwesen beeinträchtigen. Die Wahrung der Rechtshoheit, die durch Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, darf nicht aufgeweicht werden.

Es ist zudem fraglich, ob die versprochene "Stabilisierung" nicht vielmehr eine "Bindung" darstellt, die zukünftige Handlungsspielräume der Schweiz erheblich einschränkt. Die Europäische Union entwickelt sich stetig weiter und passt ihre Politiken an. Eine engere Anbindung der Schweiz an die EU würde bedeuten, dass die Schweiz gezwungen wäre, zukünftige Entwicklungen in der EU, auch wenn diese für die Schweiz nachteilig sind, zu akzeptieren. Dies widerspricht dem Grundsatz der freiheitlichen und unabhängigen Aussenpolitik, wie sie in Artikel 54 der Bundesverfassung angestrebt wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar als politisch erwünscht dargestellt werden mögen, jedoch eine ernsthafte Gefahr für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die Unabhängigkeit darstellen.

Es bedarf einer äusserst sorgfältigen Prüfung und einer breiten öffentlichen Debatte, bevor solche Schritte unternommen werden, um sicherzustellen, dass die verfassungsrechtlichen Garantien und die Interessen der Schweiz gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist äusserst fragwürdig, ob eine pauschale Umsetzung von EU-Recht, wie sie hier angedeutet wird, im Einklang mit unserer Bundesverfassung steht. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen und die Rechtsstaatlichkeit als oberste Prinzipien verankert, könnte durch eine unkritische Übernahme fremden Rechts verletzt werden. Die Annahme, dass EU-Recht per se mit unseren Grundwerten vereinbar ist, entbehrt jeder kritischen Prüfung.

Des Weiteren wirft die mangelnde Klarheit bezüglich der konkreten Umsetzungsmechanismen ernsthafte Fragen auf. Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung fordert, dass die staatlichen Organe gemäss Verfassung und Gesetz handeln. Eine vage Ankündigung einer "inländischen Umsetzung" ohne präzise Ausgestaltung der Zuständigkeiten und Verfahren lässt Raum für Willkür und überdehnt die Befugnisse der Exekutive, wie es auch Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe c der Bundesverfassung (Mitwirkung des Parlaments) befürchten lässt. Die Gefahr einer stillschweigenden Anpassung schweizerischer Gesetzgebung an EU-Vorgaben, ohne angemessene parlamentarische Debatte und demokratische Legitimation, ist evident.

Es muss dringend geklärt werden, wie der Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, gewahrt bleibt. Die Möglichkeit, dass neue rechtliche Verpflichtungen ohne direkte Zustimmung des Schweizer Volkes entstehen, widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien. Artikel 140 Absatz 1 Buchstabe c der Bundesverfassung verlangt bei der Änderung der Bundesverfassung eine Volks- und Ständemehrheit. Die aktuelle Formulierung lässt offen, ob zukünftige Anpassungen dieses demokratischen Prozesses bedürfen oder ob eine Hintertür für eine ausserparlamentarische Rechtsübernahme geschaffen wird. Diese mangelnde Transparenz und die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung sind höchst bedenklich und erfordern eine umgehende Klärung und Verankerung in klaren gesetzlichen Bestimmungen, die unsere rechtsstaatlichen Standards und unsere Souveränität uneingeschränkt schützen. Eine pauschale Akzeptanz ohne kritische Auseinandersetzung und klare demokratische Kontrolle ist abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung zur Überwachung staatlicher Beihilfen stellt eine gravierende Erosion der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, dass Förderentscheide auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene von den demokratisch legitimierten Organen getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches Kontrollregime der EU ersetzt werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die ihre lokale Wirtschaftsförderung nicht mehr eigenständig gestalten können, sondern Entscheidungen von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern genehmigen lassen müssen.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten neu gemeldet und genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Insbesondere die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist zutiefst besorgniserregend. Diese Institution wird ihre Entscheide primär an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten und nicht mehr an den Schweizer Interessen. Die

demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Mit der Einführung der Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG wird die zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aushebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränkt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG, ist stossend für unseren Föderalismus. Die Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde über Preise entscheidet, die sich direkt auf die Bürger auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere die Öffnung des Schienenverkehrs für ausländische Anbieter und die damit verbundene Einführung der Kabotage, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public. Die Befürchtung, dass durch die Anwendung des EU-Beihilferechts die bestehenden und für die Aufrechterhaltung des Angebots essenziellen Subventionen für den Schienengüterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten, ist keineswegs unbegründet. Dies würde die finanzielle Grundlage der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer Transportunternehmen direkt angreifen und die Qualität sowie den Umfang des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung gefährden.

Die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) befeuert die Gefahr der "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die rentablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit der Finanzierung der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die Solidarität im System und gefährdet langfristig die flächendeckende Bedienung des Landes. Die so genannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Absicherung angepriesen wird, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertloses und nicht bindendes Dokument. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz durch die dynamische Rechtsübernahme ohnehin übernehmen müsste. Die Schweiz würde so schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur abgeben, insbesondere wenn Regelungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) eingeführt werden und die Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagert wird.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) gemäss Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und

potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Souveränität der Schweiz im Bereich des öffentlichen Verkehrs wird durch diese Regelungen empfindlich beschnitten, und die langfristigen Folgen für die Versorgungssicherheit und die schweizerischen Bedürfnisse sind besorgniserregend.

Strom

Die vorgeschlagene Einbindung der Schweiz in die europäische Strommarktstruktur stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Verankerung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert sich unser Land zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen, werden zukünftig in Brüssel gefällt, was die nationale Steuerungshoheit untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blosen Vollzugsstelle für nichtdemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energiepolitik markiert.

Die EU-Beihilfenregeln gefährden die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unserer Kantone und die dezentrale Energieproduktion. Die föderalen Strukturen, insbesondere die Gemeindekraftwerke, werden durch die Aushebelung des traditionellen Einspeisevorrangs durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt.

Die vollständige Marktliberalisierung durch das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU. Dies birgt unkalkulierbare Risiken. Die erwartete Preisvolatilität und höhere Strompreise für KMU und Haushalte sind eine direkte Folge dieser Marktliberalisierung. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht trägt, werden auf die Konsumenten abgewälzt.

Die im neuen Energiegesetz (EnG) verankerten Änderungen, insbesondere Art. 15 neu und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE, sind fatale Schritte. Die Leistungsgrenze für Vergütungsregeln sinkt drastisch, was kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und die dezentrale Energieerzeugung schwächt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was unsere Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastruktur und unsere föderalen Strukturen zerstören. Dieses hochriskante Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft muss gestoppt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Tragweite und ihren potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung äusserst besorgniserregend. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die durch die Schaffung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren und praktisch unentziehbar wird, steht in direktem Widerspruch zum Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Diese Entwicklung fördert eine massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der angepeilte Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, sprengt jede nachvollziehbare Grenze und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderungszahlen und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo; ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird, und die Drohung von Strafmassnahmen durch die EU bei

einer dennoch versuchten Anwendung entlarvt sie als eine Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Souveräns bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss selbst bei klarer Abhängigkeit von Sozialhilfe, was dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung widerspricht.

Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehenen massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein trauriges Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen, wie im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) vorgesehen, schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) untergräbt die nationale Kontrollhoheit und birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung und Patientensicherheit, insbesondere im Gesundheitswesen. Diese umfassenden Anpassungen zeugen von einer Kapitulation vor den Vorgaben der EU und führen zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks „Vom Hof auf den Tisch“ unter dem irreführenden Deckmantel der Lebensmittelsicherheit stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine blosse Harmonisierung, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter ein Regelwerk, das unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, wird unweigerlich einem Qualitätsverlust anheimfallen, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards erfolgt. Das Label „Made in Switzerland“ verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie im EU-Ausland.

Eine inakzeptable politische Erpressung liegt in der sogenannten „Guillotineklausel“, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen und jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockieren. Dies ist ein unerträglicher Eingriff in unsere nationale Entscheidungsfreiheit.

Die Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen beispiellosen Angriff auf unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu Kontrollobjekten fremder Behörden degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören würde.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Standards, der unsere mittelständische Wirtschaft und kulinarische Identität bedroht.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung

zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Ebenso ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und unterwirft sich einem starren, bürokratischen System, das die Bekämpfung von Seuchen erschwert und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in diesem zentralen Bereich aushöhlt. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Fähigkeit der Schweiz, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren, untergräbt. Insgesamt stellt dieses Abkommen eine massive Gefährdung unserer Souveränität, unserer Standards und unserer wirtschaftlichen Existenz dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union im Rahmen der Kohäsionszahlungen ist aus unserer Sicht äusserst problematisch und birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratische Legitimation. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine signifikante Erosion der nationalen Entscheidungsgewalt dar. Dies entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit zur demokratischen Überprüfung milliardenschwerer Zahlungen. Wir sehen darin faktisch eine Zwangsabgabe, die durch das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert würde.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint uns als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz würde damit gezwungen, sich zukünftigen Zahlungsdiktaten zu unterwerfen, ohne die Möglichkeit, diesen zu widersprechen. Die Schweiz würde zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, eine Konstellation, die keineswegs durch verbesserte Marktzugänge oder die Beseitigung von Handelshemmnissen kompensiert wird.

Das KoBG ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB unterstreicht die tiefe Verankerung dieser Abgaben in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Verbindung ist nicht nur strategisch fragwürdig, sondern auch eine Verfälschung des eigentlichen Zwecks der Friedensförderung. Wir lehnen diese Regelung daher entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit erscheinen angesichts des bestehenden Drucks auf das Schweizer Lohnniveau als unzureichend und lediglich kosmetisch. Es ist zu befürchten, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit weiterhin zu einer Erosion der Löhne führen wird, welche die flankierenden Massnahmen in ihrer jetzigen Form nicht abzufedern vermögen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind vordergründig bürokratischer gestaltet, jedoch in ihrer Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping fragwürdig. Dies öffnet ausländischen Unternehmen Tür und Tor für wettbewerbsverzerrende Praktiken.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Verringerung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer substantziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Art. 335l bis 335q OR, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklungen sind höchst bedenklich und erfordern eine kritische Neubewertung der damit verbundenen Souveränitätsverluste und negativen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Paket Schweiz-EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Eine unreflektierte Annahme birgt erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit stellt eine Untergrabung des demokratischen Prinzips dar, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Würde des Menschen und die grundlegenden Freiheiten schützt und die Achtung der Menschenwürde und der Rechtsordnung als Grundwerte festlegt.

Die Übernahme von EU-Recht, das sich dynamisch weiterentwickelt, ohne dass die Schweiz Einfluss darauf nehmen kann, öffnet die Tür für eine schleichende Entfremdung von unseren eigenen rechtlichen und politischen Vorstellungen. Die automatische Übernahme von EU-Regelungen, auch wenn diese in einzelnen Fällen vorteilhaft erscheinen mögen, widerspricht dem Geist der nationalen Selbstbestimmung. Artikel 164 BV spricht von der Wahrung der Interessen der Schweiz. Die unkritische Übernahme von EU-Recht würde diese Interessen massiv gefährden, da die Schweiz sich fremden Rechtsnormen unterwerfen müsste, deren Entstehungsprozess nicht ihren Bedürfnissen Rechnung trägt.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen, wie die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH), werfen gravierende Fragen auf. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH, selbst in Bezug auf die Auslegung des übernommenen EU-Rechts, stellt eine direkte Verletzung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit dar, wie sie durch Artikel 194 BV gewährleistet wird. Die Schweizer Gerichte wären faktisch an die Entscheidungen des EuGH gebunden, was die nationale richterliche Autonomie aushöhlen würde. Dies würde zudem gegen das Grundsatz der Volkssouveränität verstossen, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist und

das Fundament des schweizerischen Staatswesens bildet.

Es ist zudem fraglich, ob die versprochenen Vorteile die Nachteile, insbesondere die Erosion der Souveränität und die potenziellen Kosten, tatsächlich aufwiegen. Die Annahme eines solchen Pakets könnte langfristig zu einer Abhängigkeit von der EU führen, die die Handlungsfreiheit der Schweiz einschränkt und ihre Fähigkeit, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen, beeinträchtigt. Die Wahrung der schweizerischen Identität und der wirtschaftlichen sowie politischen Eigenständigkeit muss oberste Priorität haben, und diese ist durch die vorgeschlagene Lösung gefährdet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen fundamentale Fragen bezüglich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist höchst problematisch, dass durch ein solches Abkommen potenziell Schweizer Recht und die Entscheidungen unserer Volksvertretung, des Parlaments, durch europäisches Recht überlagert werden könnten. Dies widerspricht dem Geist unserer Bundesverfassung, insbesondere dem Prinzip der rechtsstaatlichen Herrschaft und der Volkssouveränität, die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind. Die Übernahme von EU-Recht, das in der Regel nicht von schweizerischen Parlamentariern oder durch Volksabstimmungen legitimiert wurde, stellt eine erhebliche Aushöhlung der direkten Demokratie dar.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Übertragung von Gesetzgebungskompetenzen. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die Schweiz im Rahmen solcher Vereinbarungen tatsächlich die Freiheit behält, ihre eigenen Gesetze zu gestalten und an ihre spezifischen Bedürfnisse anzupassen. Die vorgesehene ständige Übernahme von EU-Rechtsakten könnte dazu führen, dass die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die damit verbundenen Mitgestaltungsrechte zu besitzen. Dies steht im Konflikt mit dem Selbstbestimmungsrecht der Völker, wie es auch im Völkerrecht anerkannt ist und im Schweizer Kontext durch die Bundesverfassung geschützt wird.

Ferner sind die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen genau zu analysieren. Eine ungezügelte Übernahme von EU-Standards kann für unsere Unternehmen und Arbeitnehmer erhebliche Anpassungslasten mit sich bringen. Die Gefahr einer Erosion der Wettbewerbsfähigkeit und einer Untergrabung unserer Lohn- und Arbeitsbedingungen ist real. Die Unabhängigkeit unserer Sozialwerke und unseres Sozialstaates, die in der Schweiz seit Jahrzehnten gewachsen sind und durch die Verfassung geschützt werden, könnte akut gefährdet sein. Es ist unabdingbar, dass jedes Abkommen eine klare Regelung beinhaltet, die sicherstellt, dass schweizerische Schutzstandards nicht untergraben werden. Die detaillierte Prüfung der Auswirkungen auf den Dienstleistungssektor, insbesondere im Hinblick auf den Schutz konsumentenfreundlicher und sozial ausgewogener Regelungen, ist von grösster Bedeutung. Ohne solch klare Garantien und Schutzmechanismen muss die Schweiz die vorgeschlagenen Abkommen kritisch hinterfragen und gegebenenfalls ablehnen.

Nom & Prénom Keller Sylvia
Adresse Bruyères 13
NPA & Ville 1007 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, le date 15.10.25 Lausanne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Keller Sylvia
Nom & Prénom

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Branonet _ <branonet@hotmail.com>
Sent: Mittwoch, 15. Oktober 2025 09:59
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position dans le cadre de la consultation fédérale – "Stabilisation et développement des relations Suisse–Union européenne

Importance: High

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Objet : Prise de position dans le cadre de la consultation fédérale – Stabilisation et développement des relations Suisse–Union européenne

Mesdames, Messieurs,

Par la présente, je souhaite faire valoir ma **ferme opposition** au projet de paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation, à mon sens trompeuse, de *"stabilisation et développement des relations Suisse–UE"*.
Ce texte, bien loin de stabiliser la relation bilatérale, constitue dans les faits **un transfert de compétences et de souveraineté** contraire à la Constitution fédérale, à la démocratie directe et à l'indépendance politique de la Confédération.

1. Refus de toute subordination institutionnelle
Le dispositif envisagé introduit, par la voie de la "reprise dynamique" du droit européen, une **intégration juridique automatique** à l'ordre législatif de l'Union.
Une telle évolution est incompatible avec l'article 190 de la Constitution fédérale et avec le principe fondamental de **la souveraineté législative du Parlement et du peuple suisses**.
Je m'oppose par conséquent :

- à la **reprise automatique et contraignante** du droit de l'Union européenne ;
- à la création d'un **mécanisme de règlement des différends confié à des juges étrangers** ;
- à toute **perte de compétence décisionnelle du Tribunal fédéral** au profit d'instances extérieures ;
- à l'**alignement forcé sur des milliers de pages de normes européennes**, sans droit de codécision ni possibilité de veto démocratique.

Ce serait, en pratique, une **adhésion partielle sans représentation**, et donc une violation du principe fondamental de l'autodétermination.

2. Protection de la démocratie directe et du fédéralisme suisse
Le dispositif proposé aurait pour effet de **vider de sa substance notre démocratie directe**, pierre angulaire de notre système politique.
En cas de conflit entre le droit européen et une norme adoptée par le peuple, cette dernière serait purement et simplement écartée.
Ce serait la **primauté du droit européen sur la volonté populaire**.
Les conséquences seraient graves :

- les **initiatives populaires** perdraient toute portée juridique effective ;
- le **peuple suisse serait privé de son pouvoir décisionnel** sur des questions essentielles ;
- les **cantons**, piliers de notre fédéralisme, verraient leur autonomie réduite à un simple rôle consultatif.

Un tel cadre institutionnel reviendrait à substituer au modèle suisse un système de gouvernance étrangère, contraire à la tradition constitutionnelle et à l'article 2 de la Constitution fédérale (souveraineté, indépendance, diversité cantonale).

3. Refus d'une immigration non maîtrisée
Les dispositions relatives à la libre circulation, dans leur forme actuelle, ont déjà montré leurs limites.
Elles engendrent :

- une **pression accrue sur le marché du travail** par une concurrence salariale déloyale ;
- une **surcharge des infrastructures publiques** (logement, transports, santé) ;
- une **hausse des coûts sociaux** qui pèse sur la collectivité nationale ;
- une remise en cause du **principe de préférence nationale**, pourtant essentiel à la cohésion du marché intérieur suisse.

L'élargissement prévu de ces mécanismes ne ferait qu'aggraver ces effets, sans possibilité de régulation souveraine par la Suisse.

4. Refus de charges financières injustifiées
Les coûts d'implémentation annoncés — **entre 182 et 432 millions de francs suisses** — ne sauraient être justifiés pour un accord qui, loin de renforcer la Suisse, **la place sous la tutelle réglementaire de Bruxelles**.
Un tel investissement pour une perte de souveraineté est économiquement et politiquement inacceptable.

5. Exigences citoyennes claires

1. **Abandon immédiat du présent paquet de traités institutionnels**.
2. **Maintien intégral des accords bilatéraux I et II**, base de coopération équilibrée et respectueuse.
3. **Négociation d'accords sectoriels limités**, conclus d'égal à égal, selon le principe de réciprocité.
4. **Soumission obligatoire** de tout futur accord institutionnel à un **référendum populaire obligatoire**, exigeant la **double majorité du peuple et des cantons**, conformément à l'esprit et à la lettre de notre Constitution.

Conclusion
La Suisse n'a nul besoin d'un traité d'adhésion déguisé pour prospérer.
Depuis plus de **700 ans**, notre pays fonde sa réussite sur **l'indépendance, la neutralité, la responsabilité et la démocratie directe**.
Ce modèle, envié et respecté dans le monde entier, ne saurait être dilué dans une architecture supranationale qui ne correspond ni à notre histoire, ni à notre identité politique.
Le **Conseil fédéral** est donc **solennellement invité à retirer ce projet** et à **respecter la volonté populaire** clairement exprimée à maintes reprises :
Non à l'adhésion à l'Union européenne, sous quelque forme que ce soit.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir prendre en considération cette prise de position citoyenne, et vous adresse l'expression de ma plus haute considération.
brAno
branislav kolovic

LES PRINCIPAUX DOSSIERS CONTRE LA MAFIA D'ETAT SONT

https://swisscorruption.info/mafia
https://swisscorruption.info/mafia-plainte

https://swisscorruption.info/mpc
https://swisscorruption.info/implications
https://swisscorruption.info/credit-suisse
https://swisscorruption.info/ennemis
https://swisscorruption.info/ennemis2
https://swisscorruption.info/politique-corruption (Partis et Cantons)
https://swisscorruption.info/immigration
https://swisscorruption.info/fm
https://swisscorruption.info/neutralite
http://swisstribune.org/
https://resistance-helvetique.org/
https://stopworldcontrol.com/
https://www.mouvement-federatif-romand.ch/
https://www.kla.tv/fr
https://o-c-o.net
https://clcfr.com

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Sandra Lapaire <sandra.lapaire@icloud.com>
Sent: Mittwoch, 15. Oktober 2025 15:05
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Accords-cadres

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

!! La consultation sur les accords-cadres concernant les relations CH-UE se termine le 31 Octobre.

Donnez votre avis, chacun peut le faire !

Pour ce faire vous pouvez écrire un mail à cette adresse et envoyer une lettre en format word dont voici un modèle que vous pouvez adapter à votre convenance

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Sandra Schneider Lapaire
Guilles 11
1073 Savigny
Le 15 octobre 2025

département fédéral des affaires étrangères (dfae)
consultation suisse-ue
3003 berne

objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

mesdames, messieurs,

je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

non à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe
ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés
les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à bruxelles.

des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

la suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit

en vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sandra Schneider Lapaire

Odile MARMIER
Rue de la Jalousie 1
1135 DENENS

Departement Fédéral des Affaires
Etrangères
Consultation Suisse-UE
3003 BERNE

Denens, le 15 Octobre 2025

Concerne : Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation de « stabilisation et développement des relation Suisse-UE ».

Ces accords exigent de s'aligner automatiquement sur le droit européen. Ils mettent en danger notre souveraineté législative, puisque nos initiatives populaires seraient annulées par le droit européen et donc le peuple Suisse perdrait son droit de décision sur des questions essentielles.

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur notre marché du travail par une concurrence déloyale. Nos infrastructures sont déjà saturées et notre système social risque une hausse explosive des coûts. Elles empêchent de soutenir les travailleurs et producteurs Suisses en priorité.

Pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles, les 182 à 432 millions de franc de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable.

J'exige donc que le Conseil Fédéral abandonne le présent paquet de traités, maintienne les accords bilatéraux I et II existants et négocie des accords sectoriels limités. D'autre part j'exige que tout futurs accords institutionnels soient soumis de manière obligatoire au référendum à double majorité (peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion à l'UE déguisé pour prospérer. Nous sommes traditionnellement neutres et indépendants, ce qui a été apprécié internationalement jusqu'il y a peu.

Le Conseil Fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : Non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant par avance de prendre compte cette prise de position citoyenne, recevez mes salutations distinguées.

Odile Marmier

O. Marmier

Sandra MINOTTI
Route de Montana 48
3974 MOLLENS (VS)

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Mollens, le 15.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sandra Minotti

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

PELLEGRINI Maurizio
Chemin du Velours 18
1208 Genève

Date 15 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

PELLEGRINI Maurizio

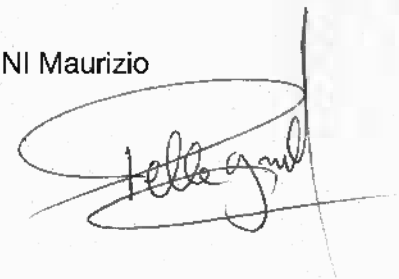

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse - UE
3003 Berne

Morges, le 15 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse - UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- - Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- - Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- - Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- - Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- - Nos infrastructures déjà saturées
- - Notre système social par une hausse explosive des coûts
- - Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
1. **ABANDON** du présent paquet de traités
2. **MAINTIEN** des accords bilatéraux I et II existants
3. **NÉGOCIATION** d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE** de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Alexandre Perrin, rue de la Gare 30 B, 1110 Morges

PERTUISEL JEAN-LUC
Route du Camp 25
1145 BIERE

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bière, 15 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pertuisel Jean-Luc

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Silvan Rempfler (Privat)

Datum: 15.10.2025

Kontakt: Silvan Rempfler · silvan.rempfler@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche verfassungsrechtliche und nationale Interessen betreffende Bedenken auf. Es ist fraglich, ob eine engere Anlehnung an die Europäische Union, wie sie die beabsichtigte Stabilisierung impliziert, im Einklang mit den Grundprinzipien unserer Souveränität steht.

Ein Hauptkritikpunkt betrifft die potenzielle Erosion der Schweizerischen Rechtsordnung. Die Übernahme von EU-Recht, auch in selektiven Bereichen, könnte dazu führen, dass Schweizer Gesetze und Verordnungen zunehmend durch nicht-demokratisch legitimierte Akte der EU ersetzt werden. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als souveräner Staat definiert, und Artikel 5 BV, der die Wahrung der Interessen des Landes postuliert. Die Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass der Schweizer Gesetzgeber seine Gestaltungsfreiheit verliert und primär auf die Umsetzung von Brüsseler Vorgaben reduziert wird.

Darüber hinaus stellt sich die Frage, ob die angestrebte Stabilisierung nicht zu einer einseitigen Abhängigkeit von der EU führt. Es ist zu befürchten, dass die EU die "Stabilisierung" als Hebel nutzen wird, um weitere Zugeständnisse zu fordern, die über das ursprünglich vereinbarte Mass hinausgehen. Dies würde unsere Unabhängigkeit weiter schwächen und unsere Fähigkeit einschränken, eigenständige politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht bei dessen Entstehung ist nach Artikel 164 Absatz 2 BV, der die Berücksichtigung der Interessen des Landes bei der Gesetzgebung verlangt, problematisch.

Die Argumentation, dass eine engere Bindung die Beziehungen "stabilisiere", ist bestenfalls zirkulär. Eine echte Stabilisierung sollte auf Gegenseitigkeit beruhen und die berechtigten Interessen beider Seiten wahren. Stattdessen scheint die vorgeschlagene Richtung auf eine Anpassung an die Bedürfnisse der EU hinauszulaufen, was die Gefahr birgt, dass die Schweiz zum reinen Anhängsel wird. Die im Artikel 164 Absatz 2 BV geforderte "Rücksicht auf die Interessen des Landes" scheint bei der aktuellen Stossrichtung zu kurz zu kommen.

Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre Kerninteressen wahrt. Eine weitere Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation und ohne klare, festzuhaltende Vorteile für unser Land ist mit erheblichen Risiken verbunden. Eine kritische Prüfung und eine klare Abgrenzung gegenüber einer immer tieferen Integration sind unerlässlich, um die Zukunft der Schweiz als unabhängigen und prosperierenden Staat zu sichern.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU lässt gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation aufkommen. Es ist in höchstem Masse fragwürdig, ob die angestrebte Annäherung im Einklang mit den Grundprinzipien unserer Verfassung steht, insbesondere mit Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der besagt: „Die Schweizerische Eidgenossenschaft ist ein souveränes, demokratisches, politisch und wirtschaftlich unabhängiges und soziales Gebilde.“ Die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitsprache der Schweizer Bevölkerung und des Parlaments, wie sie im vorliegenden Paket impliziert ist, stellt eine schleichende Aushöhlung dieser Souveränität dar.

Besonders kritisch ist die fehlende Möglichkeit, die übernommene EU-Gesetzgebung jederzeit und effektiv revidieren zu können. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Grundrecht der Volksgesetzgebung und der parlamentarischen Kontrolle, welche in den Artikeln 160 und 162 BV verankert sind. Die automatische Übernahme von EU-Recht, selbst von solchem, das nicht unmittelbar mit den bilateralen Abkommen zusammenhängt, untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, eigene politische Prioritäten zu setzen und auf die Bedürfnisse der Schweizer Bevölkerung einzugehen. Das Prinzip des „take it or leave it“ ist für eine souveräne Nation inakzeptabel.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie durch die Übernahme des relevanten EU-Besitzstandes faktisch erfolgt, widerspricht dem Geist der bilateralen Abkommen und der verfassungsrechtlichen Garantie der richterlichen Unabhängigkeit. Artikel 190 BV, der die Anwendung des Bundesrechts vorsieht, sollte nicht durch die Interpretation eines fremden Gerichts de facto ausgehebelt werden. Die Unfähigkeit, die Auslegung des Rechts durch den EuGH wirksam zu kontrollieren oder zu beeinflussen, birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Eigenständigkeit des Schweizer Rechtssystems.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket mit seiner Tendenz zur reinen Rechtsübernahme und der impliziten Unterwerfung unter fremde Gerichtsbarkeit die Gefahr birgt, die Schweiz in eine asymmetrische Abhängigkeit von der Europäischen Union zu manövrieren. Dies würde die Schweizer Demokratie schwächen und die Fähigkeit des Volkes und seiner gewählten Vertreter, über die eigenen Angelegenheiten zu bestimmen, erheblich einschränken. Es müssen klare rote Linien gezogen werden, um die in der Bundesverfassung garantierten Grundrechte und die Souveränität der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Verfassung und unseren rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Genehmigung und die eingeschränkte Möglichkeit zur Abweichung davon stehen im klaren Widerspruch zu Art. 164 Abs. 1 der Bundesverfassung (BV), welcher die Bundesversammlung als oberstes Organ der Gesetzgebung etabliert.

Die Mechanismen, die eine automatische Rechtsübernahme vorsehen, gefährden die Souveränität des Schweizer Parlaments, da sie dessen Gestaltungsspielraum massiv einschränken. Die Idee, dass die Schweiz beständig EU-Recht adaptieren muss, ohne dass die demokratisch gewählten Vertreterinnen und Vertreter dies kritisch prüfen und an die nationalen Bedürfnisse anpassen können,

ist zutiefst problematisch. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität und der demokratischen Legitimation von Gesetzen, wie sie in Art. 1 BV verankert sind.

Des Weiteren sind die Bestimmungen zur Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst bedenklich. Die Unterstellung der Schweizer Gerichte unter die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH stellt eine in der Schweiz historisch gewachsene und verfassungsrechtlich verankerte Gewaltenteilung in Frage. Der EuGH würde de facto zu einer obersten Instanz über dem Schweizer Recht werden, was eine Erosion unserer rechtlichen Identität und unserer nationalen Rechtsprechung darstellt. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, könnte dadurch erheblich beeinträchtigt werden.

Die Verhandlungsresultate scheinen zudem die Möglichkeit zu verunmöglichen, die insbesondere in Art. 172ter BV verankerte flankierende Massnahmen umzusetzen, um die Lohn- und Arbeitsbedingungen der Schweizer Arbeitnehmenden zu schützen. Die vorgelegten Regelungen lassen kaum Spielraum für eigenständige Schutzmassnahmen und drohen, die Schweiz einer ungleichen Wettbewerbssituation auszusetzen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die Schweiz langfristig zu stärken. Sie untergraben unsere Souveränität, gefährden unsere rechtsstaatlichen Prinzipien und drohen, die demokratische Kontrolle über unser Rechtssystem zu schwächen. Eine Annahme solcher Ergebnisse wäre ein schwerwiegender Fehler für die Zukunft unseres Landes. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung dieser Punkte, um die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und strategische Bedenken auf. Die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht strukturiert werden soll, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie.

Besonders kritisch ist die geplante Übernahme von EU-Recht durch den Mechanismus der automatischen Adaption. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 18. Dezember 1984 über die Volksinitiative und das Referendum (VFRG) verankert ist. Die direkte Mitbestimmung des Schweizer Volkes durch Initiative und Referendum wäre de facto ausgehebelt, wenn sich die Schweiz automatisch an EU-Recht anpassen müsste, ohne dass die Bürgerinnen und Bürger die Möglichkeit hätten, über diese Übernahme abzustimmen.

Darüber hinaus stellt die mögliche Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) eine gravierende Herausforderung für die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz dar. Die schweizerische Verfassung und die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, geregelt in Artikel 3 des Bundesgesetzes vom 14. Dezember 1990 über die Bundesverfassung (BV), würden durch die verbindliche Auslegung von EU-Recht durch ein ausländisches Gericht untergraben. Es besteht die grosse Gefahr, dass Urteile des EuGH, die auf anderen Rechtsordnungen und politischen Interessen basieren, die schweizerischen Rechtstraditionen verdrängen und zu einer unfreiwilligen Harmonisierung führen, die nicht im nationalen Interesse liegt.

Die vorgeschlagene Vorgehensweise wirft die Frage auf, inwieweit die schweizerische Gesetzgebung und die Hoheit der Bundesversammlung, wie in Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert, noch aufrechterhalten werden können. Eine automatische Rechtsübernahme würde die legislative Kompetenz des Parlaments schwächen und die parlamentarische Debatte über Gesetze, die das Leben der Schweizer Bürgerinnen und Bürger betreffen, auf eine reine Formalität reduzieren. Die Fähigkeit des Bundesrates, im Rahmen der bilateralen Verträge die Interessen der Schweiz wirksam zu wahren, könnte ebenfalls beeinträchtigt werden, da die Schweiz in vielen Bereichen gezwungen wäre, EU-Vorgaben zu übernehmen, anstatt eigene, auf ihre Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln.

Es ist unabdingbar, dass bei jeder Form der Annäherung an die EU die Grundprinzipien der schweizerischen Verfassung, insbesondere die Souveränität des Volkes und die Rechtsstaatlichkeit, uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die derzeitigen Vorschläge scheinen diese Grundsätze nicht ausreichend zu berücksichtigen und könnten langfristig erhebliche Nachteile für die Schweiz mit sich bringen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die im direkten Widerspruch zum Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', das bereits nach fünf Jahren statt bisher zehn Jahren gewährt wird und de facto einer unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS' gleichkommt, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Selbst bei nachgewiesener Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug scheint ein Entzug dieses Status kaum mehr möglich zu sein.

Diese Regelung fördert zudem die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in einem beispiellosen Ausmass. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden letztlich von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' erweist sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen, was diese Bestimmung eher zu einer Erpressungsklausel als zu einem Schutzmechanismus macht. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr besitzen. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von neuem Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss bei Abhängigkeit erschwert wird. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der Schweizer Steuerzahler wird zudem durch einen neuen Zahlungsrahmen und einen spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden herangezogen.

Die Anbindung der beruflichen Vorsorge an EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Selbst unser Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) wird durch Folgeänderungen an das EU-Sozialversicherungsrecht angepasst. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzfreigängige Erbringung von Dienstleistungen in reglementierten Berufen (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies

birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards, gefährdet die Patientensicherheit und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, insbesondere in sensiblen Bereichen wie dem Gesundheitswesen. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Souveränität für eine unbequeme EU-Kompatibilität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag in Form von Kohäsionszahlungen stellen aus unserer Sicht eine inakzeptable Aushöhlung der Schweizer Souveränität und eine faktische Zwangsabgabe dar. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) beraubt die Schweiz eines wesentlichen politischen Druckmittels. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der demokratischen Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist augenscheinlich als Lockvogelangebot konzipiert. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird dadurch gezwungen, ohne Mitspracherecht oder die Möglichkeit zur Ablehnung, den von der EU diktierten Zahlungen nachzukommen. Dies verwandelt unsere Zahlungen in eine Nettozahlerrolle ohne entsprechende Stimmrechte oder garantierte Vorteile im Marktzugang.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungshoheit über jeden einzelnen Beitrag. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung betrieben.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der illegalen Beschäftigung (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Friedensförderungsgesetzes ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist entschieden abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung im Bereich Strom stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten trägt, jedoch keine Mitsprache bei Entscheidungen über das eigene Stromnetz hat. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom verliert ihre Autonomie und wird zur reinen Vollzugsstelle für nicht-demokratisch legitimierte EU-Vorschriften. Dieses Vorgehen pulverisiert das Fundament einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik.

Besonders alarmierend sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das etablierte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und als unzulässige staatliche Beihilfe qualifiziert werden könnte. Des Weiteren werden durch die marktliberalisierenden Massnahmen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) föderale Strukturen wie die Gemeindekraftwerke geschwächt. Der Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. EU-Regeln schränken die Bildung strategischer Reserven ein, und die klare Verantwortlichkeit für die sichere Stromversorgung

der Schweiz geht verloren. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG wird zu Preisvolatilität und höheren Kosten für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden müssen. Die Energiegesetzänderungen (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die dezentrale erneuerbare Energieerzeugung durch Änderungen bei Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit kleiner Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) benachteiligt massiv kleine und mittlere Produzenten. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) führen zu einer Unterwerfung unter das EU-Regime und zerstören die föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) nimmt der Schweiz die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung ihrer Netze. Dieses Vorhaben ist ein hochriskantes Experiment mit unabsehbaren Folgen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind nach unserer Auffassung gänzlich ungenügend und stellen lediglich kosmetische Massnahmen dar. Sie vermögen den massiven und unaufhaltsamen Druck auf das Schweizer Lohnniveau, welcher durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit hervorgerufen wird, in keiner Weise zu kompensieren. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohngefüges, insbesondere für die hart arbeitenden Menschen in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und akut.

Anstatt die bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutzmechanismen zu stärken und zu verfeinern, werden diese weichgespült und an niedrigere EU-Standards angepasst. Die neuen Bestimmungen erweisen sich als unnötig bürokratisch, aber gleichzeitig weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen begünstigt vornehmlich ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen und die Schweizer Arbeitskräfte ausnutzen wollen.

Die Kontrollmechanismen erfahren eine empfindliche Schwächung. Die etablierten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was die Schutzbedürftigkeit der Schweizer Arbeitnehmer weiter erhöht.

Die Einführung eines neuen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neu geschaffenen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein verhängnisvoller und vergifteter Geschenkkorb. Er kreiert eine komplizierte und ungerechte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die für unsere KMU essenzielle Flexibilität, ohne das fundamentale Problem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Diese Regelung ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der unmissverständlich durch EU-Druck diktiert wird.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedenklichen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den erdrückenden Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede noch so kleine Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft deutlich schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive und inakzeptable Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur blossen Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere eigene Rechtsordnung massiv untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Strukturen unseres Landes dar. Die heutige Praxis, bei der staatliche Förderungen auf allen Ebenen als politisches Steuerungsinstrument demokratisch legitimiert und umgesetzt werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies schwächt nicht nur die Autonomie der Kantone, sondern gefährdet auch die strategische nationale Steuerungshoheit in kritischen Sektoren.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere die Einführung der Beihilfekammer in der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG, birgt die Gefahr, dass diese neue Instanz primär die Interessen der EU und nicht die der Schweiz vertritt. Diese "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agieren könnte, entzieht der demokratischen Kontrolle und der nationalen Interessenvertretung wesentliche Kompetenzen. Die Kantone werden durch das neue BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) zu Bittstellern degradiert. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können neu mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie bedeutet.

Besonders kritisch ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG). Damit gibt die Schweiz ihre nationale Kontrollkompetenz über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr auf und unterstellt diesen Sektor vollständig dem EU-Regime. Dies schwächt die nationale Steuerungshoheit in einem Sektor von vitaler Bedeutung.

Die Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und im Verbandsgerichtsgesetz (VGG), wie die Einführung von Art. 82 Bst. bbis BGG und Art. 31a VGG, zentralisieren die Rechtskontrolle und schwächen die föderalistischen Strukturen weiter. Die Verfahrensautonomie der Kantone geht verloren, da ihre Entscheidungen einer zentralen Behörde und letztlich dem Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft werden können.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Möglichkeit, dass die neue Behörde ungestört Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken, während die Stimme des offiziellen Wächters der Preise zum Schweigen gebracht wird, ist nicht hinnehmbar. Diese gesamte Neugestaltung untergräbt die schweizerische Wirtschafts- und Rechtsordnung und führt zu einer unfassbaren Unterwerfung unter die Vorgaben der EU.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neuregelung des Landverkehrs mit der EU birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Beihilferecht droht etablierte und für die Schweizer Bevölkerung essenzielle

Subventionsmodelle zu gefährden. Unser Service public, ein Eckpfeiler der Mobilität und Wirtschaft, könnte durch die Einstufung von Güterverkehrs-, Regionalverkehrs- oder Rollmaterial-Subventionen als unzulässig, direkt geschwächt werden. Dies würde unweigerlich zu einer Einschränkung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Bürger führen, deren Bedürfnisse bei derartigen Abkommen offensichtlich nicht an erster Stelle stehen.

Besonders alarmierend ist die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater). Dies öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche gerade für die Aufrechterhaltung der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien verantwortlich sind. Die behaupteten Absicherungen durch die "Gemeinsame Erklärung" sind rechtlich wertlos und bieten keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Des Weiteren wird die nationale Steuerungskompetenz durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf zukünftige Regelungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung eigenständiger Verkehrsziele erschweren. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur und die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs schrittweise aufzugeben, ohne dass dafür eine überzeugende Notwendigkeit erkennbar wäre.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an die EU-Regularien, maskiert unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit», stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung unserer Agrar- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» dar. Diese Entwicklung bedroht nicht nur unsere etablierten hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Die Entwertung des Labels «Made in Switzerland» durch die Verpflichtung zur Herstellung nach denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU würde einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstören. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen existenziell bedroht und unsere kulinarische Identität angreift.

Besonders beunruhigend ist die erwähnte «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und das gesamte Vertragswerk zum Fall bringen würde, sollte eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens in Erwägung gezogen werden.

Der Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren

und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, der unsere Fähigkeit, eigene ethisch höhere Massstäbe zu setzen, aufgibt.

Ferner unterstellen neue Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) das Parlament einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

ROSA Adele
Pascolèt 6
6558 Lostallo

Dipartimento federale degli affari esteri
(DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Lostallo, 15.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Adele Rosa

ROSA Wanda
Ai Gustisc 14
6558 Lostallo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Lostallo, 15.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Wanda Rosa

Suzanne Schirrmeister
ra strada da Müralta 37
6955 Cagiallo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Capriasca, 15 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Suzanne Schirrmeister

Diana TOT
Avenue du Lignon 47
1219 Le Lignon

Genève, le 15 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères - (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation **"Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"**

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer,

Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

D. TOT

VARGA Germana
Chemin de Mont-Robert 48e
1020 Renens

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Renens, le 15 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Germana Varga

Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Violi Marco
Route de la Gare 13
2017 Boudry

15/10/25

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse- UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir ***mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"***.

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Marco Violi

Vuille Gilles
27, Ave des Planches
1820 Montreux

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Montreux, le 15 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Vuille Gilles

Aebischer Caroline
Chemin du Relai 23
1258 Perly

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, 16 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

AEBISCHER CAROLINE

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Beda Maximilian Engel (Privat)

Datum: 16.10.2025

Kontakt: Beda Maximilian Engel · beda_engel@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und erfordert eine kritische Auseinandersetzung. Die Integration von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem, wie sie durch verschiedene Abkommen angestrebt wird, wirft grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere die Übernahme von sekundärem EU-Recht ohne wirkliche Einflussmöglichkeiten der Schweiz stellt eine aushöhlende Praxis dar.

Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und das Bundesgesetz über den bürgerlichen Rechtspflege (BRP) bilden die Grundlage unseres Rechtssystems. Die sukzessive Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die keinerlei Rücksicht auf unsere spezifischen rechtlichen Traditionen und Bedürfnisse nehmen, untergräbt die kohärente Anwendung dieser Gesetze. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz und das Recht des Volkes, über seine Angelegenheiten selbst zu entscheiden. Eine solche Übernahme von EU-Recht, die die Schweiz zu einem reinen Rechtsanwender degradiert, steht im diametralen Gegensatz zu diesem Prinzip.

Die Begründung, dass die Angleichung an das EU-Recht für den Zugang zum Binnenmarkt unerlässlich sei, greift zu kurz. Sie verkennt die Stärke und Flexibilität unseres eigenen Rechtssystems und die Fähigkeit der Schweiz, im Rahmen bilateraler Abkommen spezifische Lösungen zu finden. Die pauschale Übernahme von EU-Recht birgt zudem die Gefahr, dass Bestimmungen übernommen werden, die unseren schweizerischen Werten und Interessen zuwiderlaufen. Insbesondere im Bereich der Sozialstandards und des Arbeitnehmerschutzes könnten solche Übernahmen zu einer Verschlechterung der bestehenden Regelungen führen, die im Arbeitsgesetz (ArG) verankert sind. Die Unklarheit über die genauen Auswirkungen und die fehlende Möglichkeit zur Anpassung an schweizerische Verhältnisse sind nicht zu unterschätzen.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in diesem Paket problematisch. Seine Rechtsprechung würde de facto als verbindliche Auslegung des übernommenen EU-Rechts gelten. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie durch Artikel 190 BV gewährleistet ist, erheblich beeinträchtigen. Die Möglichkeit, dass EU-Recht primär und die nationale Rechtsordnung sekundär wird, muss entschieden zurückgewiesen werden. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre rechtssetzende Gewalt und ihre gerichtliche Autonomie wahrt und sich nicht in eine Abhängigkeit vom EU-Recht und dessen Auslegung begibt. Die vorgeschlagenen Regelungen bieten hierfür keine ausreichenden Garantien.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich

ihrer Auswirkungen auf die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung auf. Es ist keineswegs gewährleistet, dass die anvisierte Harmonisierung mit dem Unionsrecht zu einer Stärkung unserer nationalen Interessen führt. Vielmehr besteht die Gefahr, dass die Schweiz einer immer stärkeren Angleichung an die Rechtsentwicklung der Europäischen Union unterworfen wird, ohne dass wir auf diese Entwicklung substanziell Einfluss nehmen können.

Besonders kritisch ist die Passage zur Übernahme von Anpassungsrecht. Gemäss Artikel 13 der Bundesverfassung (BV) ist die Souveränität der Kantone zu wahren. Die vorgeschlagene Praxis, neu entstehendes EU-Recht weitgehend automatisch in das schweizerische Recht zu überführen, könnte diese verfassungsrechtliche Grundlage aushöhlen. Es bedarf klarer Mechanismen, die sicherstellen, dass jede Übernahme von Unionsrecht einer sorgfältigen Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der schweizerischen Verfassung und den Interessen unseres Landes unterzogen wird. Das Prinzip der repräsentativen Demokratie, verankert in Artikel 160 Absatz 1 BV, verlangt eine parlamentarische Debatte und Zustimmung zu solchen weitreichenden Rechtsänderungen, nicht eine schleichende Aushöhlung durch exekutive Übernahme von Verordnungen und Richtlinien.

Ferner sind die potenziellen negativen Konsequenzen für die schweizerische Gesetzgebung und die Rechtssicherheit zu beklagen. Die dynamische Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass die schweizerischen Gesetzgeber und Gerichte vor vollendete Tatsachen gestellt werden, ohne die Möglichkeit, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Ordnung, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, der die Einhaltung der Verfassung und des Rechts als massgeblich erachtet. Eine ungezügelte Übernahme von EU-Recht könnte zu einer Zersplitterung und Inkohärenz im nationalen Recht führen, was für Bürgerinnen und Bürger sowie für Unternehmen zu erheblicher Unsicherheit führen würde.

Die vorgeschlagene Ausgestaltung birgt die Gefahr, dass die Schweiz in einen Zustand ständiger Anpassung an ein sich wandelndes Regelwerk gerät, ohne die Freiheit zu behalten, eigene Prioritäten zu setzen. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die Kernbereiche unserer nationalen Gesetzgebung, wie die Sozialversicherungen oder das Steuerrecht, problematisch. Die Wahrung der schweizerischen Identität und der bewährten nationalen Errungenschaften darf nicht der vermeintlichen Effizienz einer unreflektierten Harmonisierung geopfert werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies ist ein direkter Angriff auf die Autonomie der Kantone, die ihre eigenständigen Förderungsentscheidungen künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine Kontrollinstanz, die primär EU-Kompatibilität durchsetzt und nicht schweizerische Interessen.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies untergräbt die föderalistische Struktur unseres Landes massiv. Ebenso sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG kritikwürdig, da sie die Zentralisierung der Rechtskontrolle zementieren und kantonaler Souveränität entgegenstehen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft eine potenziell gefährliche Machtkonzentration. Diese «Superbehörde» agiert als «verlängerter Arm der EU» und ihre Entscheide werden nicht primär schweizerische Interessen widerspiegeln. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch

wichtigen Luftverkehr. Die bisherige Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert und diesem Sektor dem EU-Regime unterstellt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag zur Kohäsion mit der EU sind aus Gründen der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle aufs Schärfste abzulehnen. Es ist alarmierend, wie hier die faktisch freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung überführt werden sollen. Dies entzieht der Schweiz ein essenzielles politisches Druckmittel und die fundamentale demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Vielmehr handelt es sich um eine schleichende Einführung einer Zwangsabgabe, die nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung liegt.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung birgt die unheilvolle Gewissheit massiv höherer Forderungen in der Zukunft. Die Schweiz wird dadurch in eine Position gedrängt, in der sie faktisch keine Möglichkeit mehr hat, diese diktierten Zahlungen abzulehnen. Dies bedeutet die Unterwerfung unter die finanziellen Vorgaben der EU, ohne dass dem entsprechende Mitspracherechte oder Vorteile gegenüberstehen.

Wir werden zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne Stimmrecht und ohne jegliche Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die Zahlungen dienen lediglich der Anbindung an institutionelle Strukturen der EU, welche primär die schweizerische Souveränität kosten, ohne greifbare Vorteile für unser Land zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein gesetzgeberisches Instrument, das die bisherigen, flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Insbesondere die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG höhlt die Budgethoheit des Schweizer Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) unterstreicht dies, indem es diese Abgaben als integralen Bestandteil der Bundesgesetzgebung etabliert.

Die nachträgliche Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung, die die Kohäsionszahlungen mit der Friedensförderung verknüpft, ist eine irreführende Taktik. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist inakzeptabel und untergräbt das Vertrauen in unsere Gesetzgebungsprozesse. Die Schweiz muss ihre finanzielle Autonomie und ihre souveräne Entscheidungsfindung wahren.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktöffnung birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E droht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht zu werden, der jedoch die Kosten trägt und über sein Stromnetz in Brüssel entscheiden lässt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Funktion als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Dieses Vorgehen widerspricht dem Geist und Buchstaben des Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.), das eine vollständige Marktliberalisierung vorsieht, welche die Versorgungssicherheit dem freien Markt opfert.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies untergräbt die föderalen Strukturen und die dezentrale Energieerzeugung, da der Einspeisevorrang lokaler Kraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird. Das neue Energiegesetz (EnG) verschärft diese Probleme. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW unzählige kleine und mittlere Produzenten, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion schwächt und die Schweiz abhängiger von zentralisierten Akteuren macht.

Die vollständige Marktliberalisierung gefährdet die nationale Versorgungssicherheit, da die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, zumal die vollständige Marktliberalisierung zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Kosten für die nicht mehr vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen gefährden und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und entfalten eine reine Kosmetikwirkung. Sie vermögen den massiven Abwärtsdruck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensschichten hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an niedrigere EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber signifikant weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Firmen zugute, die gezielt Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q OR stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er etabliert eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell anzugehen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Gesetz über denERAL (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, setzen unsere

Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung des Landverkehrsrechts an das EU-Recht birgt erhebliche Gefahren für die Schweiz und unser Kernelement des Service public im Eisenbahnwesen. Die Einführung der sogenannten Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung dar. Ausländische Anbieter werden, wie im Fall von Flixtrain, die lukrativen Hauptstrecken bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die wirtschaftlich unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien weiterhin tragen müssen. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen langfristige Existenz.

Darüber hinaus ist die vom Bundesrat angeführte 'Gemeinsame Erklärung' als Schutzmassnahme keinerlei rechtliche Garantie. Ihre völkerrechtliche Unverbindlichkeit macht sie zu einer reinen Beruhigungspille, die uns keineswegs vor zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen schützt. Die Schweiz verliert so schleichend die Kontrolle über ihre eigene Eisenbahnregulierung. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis PBG schränkt zudem die Souveränität von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, müssen wir uns auf EU-konforme Kriterien beschränken, was zu suboptimalen und potenziell kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die potenzielle Einstufung von bewährten Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Rollmaterialerneuerung als EU-rechtswidrig, bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, etwa durch die Übernahme von Regelungen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), wird die Steuerungskompetenz weiter auf zentrale EU-Stellen verlagern. Dieses Abkommen ist eine Gefahr für unsere Souveränität und die Qualität unseres öffentlichen Verkehrs.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich der Lebensmittelsicherheit, irreführend als Massnahme zur "Lebensmittelsicherheit" deklariert, stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dies ist mitnichten eine Verbesserung der Sicherheit, sondern eine Erosion unserer Produktionsstandards, eine Bedrohung für unsere bäuerlichen Familienbetriebe und eine Einschränkung der Konsumentenwahl. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger Sorgfalt und hohen Standards fusst, ist akut gefährdet. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das Renommee des Labels "Made in Switzerland" nachhaltig entwerten.

Die Einführung einer beispiellosen Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird nicht nur die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften zerstören, sondern auch lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label "Made in Switzerland" entwertet.

Besonders gravierend ist die Gefahr für unsere Souveränität. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz. Ferner wird durch die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten vollzogen, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und

bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz.

Die demokratisch mehrfach bestätigte Willensbildung des Volkes zum Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was die Bekämpfung von Seuchen erschwert und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die EU-Inspektoren erhalten zudem Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinienrahmens im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine grundlegende und inakzeptable Aushöhlung unserer verfassungsrechtlich garantierten Eigenständigkeit bei der Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar. Insbesondere die Einführung eines neuen, faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, einer Art 'Niederlassung C PLUS', ist höchst bedenklich. Die Aussicht auf einen solchen Status, selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, deren Lasten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern geht weit über das für ein Nicht-EU-Land Übliche hinaus und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten zu führen. Die angebliche 'Schutzklausel' ist nichts weiter als ein politisches Placebo. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird, während die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz versuchen, diese dennoch zu nutzen. Dies ist keine Klausel zur Selbstbestimmung, sondern ein Instrument des politischen Drucks.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet faktisch, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für unsere Gesellschaft zentralen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine fundamentale Verletzung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum noch ermöglichen. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung zulässt und die Schweiz zur passiven Annahme von EU-Vorgaben zwingt.

Die Einführung drastisch erhöhter Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Dies ist eine unfaire Verlagerung der Lasten auf Studierende und die Reputation unserer Hochschulen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger ein.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) in verschiedenen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzen bewährte nationale Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, insbesondere im kritischen Gesundheitssektor. Die Schweiz opfert Souveränität und Gründlichkeit für eine fragwürdige EU-Kompatibilität.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Es ist zwingend erforderlich, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Land eingehend zu prüfen.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die Stabilisierung der Beziehungen angestrebt wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die direkte oder indirekte Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, ohne angemessene Mitsprache und Kontrolle durch die schweizerischen Stimmbürger und Parlamente, untergräbt die Möglichkeit des Volkes, über die Gesetzgebung seines Landes zu bestimmen. Dies verstösst gegen das Gebot der demokratischen Legitimation, welches in Artikel 34 Absatz 1 BV, der die Grundrechte und die politische Beteiligung schützt, seinen Niederschlag findet.

Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die rechtsstaatliche Autonomie durch eine solche Annäherung an das EU-Recht beeinträchtigt werden. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) würde de facto zur höchsten juristischen Instanz für Fragen, die schweizerisches Recht betreffen, aufsteigen. Dies ist in keiner Weise mit dem Prinzip der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit vereinbar, wie sie in Artikel 30 BV gewährleistet sind. Die schweizerische Rechtsordnung würde einem externen Gerichtssystem unterstellt, dessen Rechtsprechung nicht immer mit den schweizerischen Grundwerten und Rechtsvorstellungen übereinstimmt.

Die wirtschaftlichen Verlockungen, die mit einer engeren Bindung an die EU verbunden sind, dürfen nicht über die damit einhergehenden Gefahren für unsere wirtschaftliche und politische Eigenständigkeit hinwegtäuschen. Einseitige Zugeständnisse, die eine Unterordnung unter EU-Regeln bedeuten, könnten langfristig zu einer Abhängigkeit führen, die unsere Verhandlungsposition schwächt und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung unserer Wirtschafts- und Aussenpolitik massiv einschränkt. Wir müssen uns fragen, ob die vermeintlichen Vorteile die Erosion unserer Souveränität wert sind. Es ist von höchster Bedeutung, dass jede Form der zukünftigen Zusammenarbeit mit der EU so gestaltet wird, dass die schweizerischen Kerninteressen und unsere rechtsstaatliche Identität uneingeschränkt gewahrt bleiben. Eine vorschnelle und unüberlegte Annäherung birgt erhebliche Gefahren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

(leer)

G. Brichese
Rte de Chésopelloz 19
1782 Belfaux

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Belfaux, le 16.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Gabrielle Brichese

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

PHILIPPE CHARPENTIER
Chemin du Molard 9
1196 GLAND

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Gland, le 16 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe Charpentier

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Chassot Cindy
Route des Bugnons 107
1633 Marsens

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Marsens, le 16 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

CHASSOT CINDY

Daniela Colonnelli

Villaggio Olivella 9

6921 Vico Morcote

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Vico Morcote, 16 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Daniela Colonnelli

Vico Morcote

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Marc Crot (Privat)

Date: 16.10.2025

Contact: Marc Crot · mc777@protonmail.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La proposition de stabilisation des relations avec l'Union Européenne, telle que présentée dans le cadre de cette consultation, soulève des préoccupations fondamentales quant à son impact potentiel sur la souveraineté suisse et la conformité avec nos principes constitutionnels. Bien que l'objectif affiché de clarification et de prévisibilité des relations bilatérales soit louable en théorie, la forme et le contenu de cet accord présentent des risques indéniables qui méritent une analyse critique approfondie. Il est primordial de rappeler que la Suisse, en tant qu'État souverain, est régie par sa Constitution fédérale. L'article 5 de celle-ci stipule que les cantons sont souverains dans la mesure où leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale. Cette souveraineté s'étend à des domaines cruciaux que les accords envisagés pourraient indirectement ou directement affecter. L'adoption d'une législation européenne par simple référence, sans un processus législatif national transparent et démocratique, contrevient au principe de l'autodétermination législative de la Suisse. La jurisprudence du Tribunal fédéral, notamment dans des arrêts comme l'arrêt "Aéroports de Paris" (ATF 129 II 465), a souligné la nécessité de préserver l'intégrité de l'ordre juridique suisse et de garantir que le droit européen ne puisse s'imposer sans une décision explicite et contrôlable du législateur suisse. L'accord proposé semble vouloir contourner ce contrôle en créant un mécanisme d'incorporation automatique du droit dérivé de l'UE, sans que celui-ci n'ait été préalablement examiné et approuvé par le Parlement fédéral et potentiellement soumis au peuple. De plus, la question de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et de son rôle dans l'interprétation du droit applicable est une source majeure d'inquiétude. L'article 4 alinéa 1 de l'Accord sur la libre circulation des personnes, par exemple, prévoit que les parties prennent les mesures nécessaires pour exécuter les dispositions de l'accord et faciliter sa bonne application. Si cet accord conduit à une application systématique du droit de l'UE et à une interprétation par la CJUE, il existe un risque réel que la Suisse soit liée par des décisions judiciaires européennes qu'elle n'a pas choisies et dont la portée pourrait étendre les obligations de manière imprévue. La Constitution fédérale garantit le droit des cantons et la démocratie directe. L'idée que des juges étrangers puissent avoir un droit de regard contraignant sur l'application du droit en Suisse, même indirectement, est incompatible avec notre système politique et juridique. L'article 172 alinéa 2 de la Constitution fédérale, relatif à la participation de la Suisse à des organisations internationales, souligne que cette participation doit respecter les principes fondamentaux de l'ordre juridique suisse. Un mécanisme d'incorporation automatique et une juridiction supranationale pour l'interprétation du droit applicable seraient en contradiction avec cet

article. L'autonomie de la Suisse est également mise à mal par la perspective d'une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles. Si les accords actuels ont déjà créé une intégration significative, il semble que la tendance soit à un renforcement de cette dépendance sans une contrepartie équivalente en termes d'influence suisse sur le processus décisionnel européen. L'article 189a de la Constitution fédérale traite de la politique étrangère de la Suisse et met l'accent sur la promotion de la paix, du respect du droit international et de la coopération. Cependant, cette coopération ne doit pas se faire au détriment de nos intérêts fondamentaux et de notre capacité à prendre nos propres décisions. L'accord proposé risque de nous enfermer dans une dynamique de "copier-coller" du droit de l'UE, nous privant de la flexibilité nécessaire pour adapter nos propres lois à nos réalités nationales et régionales. La stabilité recherchée pourrait se révéler être une forme de stagnation juridique et politique, au lieu d'une véritable sécurité des relations. Il est essentiel de distinguer entre une coopération pragmatique et une intégration forcée. La Suisse a toujours privilégié une approche pragmatique, tissant un réseau d'accords bilatéraux qui lui ont permis de maintenir son autonomie tout en bénéficiant d'une relation constructive avec ses voisins. La voie proposée semble s'écarter de ce modèle éprouvé, ouvrant la porte à une harmonisation législative plus poussée, voire à une subordination de fait, sans que les avantages potentiels ne justifient clairement les sacrifices consentis en matière de souveraineté. L'article 2 de la Constitution fédérale rappelle que le peuple et les cantons sont les détenteurs de la souveraineté. Toute décision majeure affectant leur autonomie, notamment par le biais d'accords internationaux, devrait faire l'objet d'un débat public approfondi et, le cas échéant, d'une soumission au verdict populaire, conformément aux principes de la démocratie directe. Enfin, la pérennité de tels accords doit être sérieusement remise en question. Le droit de l'UE est en constante évolution. Si l'accord actuel vise à stabiliser les relations, il risque au contraire de nous entraîner dans un flux continu d'adaptations et de négociations pour suivre le rythme de l'UE, créant une instabilité permanente et une incertitude quant à l'application future du droit suisse. La "stabilisation" pourrait paradoxalement devenir une source d'instabilité, car nous serions constamment contraints de réagir aux développements du droit de l'UE, au lieu de pouvoir planifier notre propre avenir juridique et économique de manière autonome. Il est donc impératif de refuser cette approche qui sacrifie notre souveraineté sur l'autel d'une stabilité illusoire et d'une intégration non désirée, et de préférer une approche plus prudente, respectueuse de notre droit constitutionnel et de notre modèle démocratique unique.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Le présent rapport d'évaluation porte sur les résultats des négociations menées avec l'Union européenne et exprime de vives préoccupations quant à leur impact potentiel sur la souveraineté et les intérêts fondamentaux de la Suisse. Si les accords bilatéraux ont permis une intégration partielle, il apparaît que les progrès réalisés dans le cadre de ces négociations se soldent par un déséquilibre croissant au détriment de notre pays. L'alignement législatif, loin de représenter un gain mutuel, tend à devenir une obligation unilatérale, contraignant la Suisse à adopter des réglementations européennes sans que cela ne soit systématiquement contrebalancé par des avantages concrets et durables. La question centrale de l'application du droit de l'Union européenne (CJUE) en Suisse demeure une source d'inquiétude majeure. L'article 12 de l'Accord sur la libre circulation des

personnes, par exemple, prévoit la reconnaissance et l'application des décisions de la Cour de justice de l'Union européenne dans certains domaines. Cette disposition, interprétée de manière expansive, risque d'éroder le rôle des tribunaux suisses et, par conséquent, la souveraineté judiciaire helvétique. Le principe de la primauté du droit de l'Union européenne, bien qu'explicitement écarté dans la formulation des accords, semble s'infiltrer par des voies indirectes, sapant ainsi la capacité de la Suisse à définir et à faire respecter ses propres normes juridiques. L'article 4 de la Constitution fédérale garantit la souveraineté de la Confédération suisse, et toute extension de l'influence normative de l'UE doit être rigoureusement examinée à l'aune de ce principe fondamental. De plus, la crainte que le paquet institutionnel, dans sa globalité, n'aboutisse à une "suissisation" du droit européen est palpable. L'obligation de reprendre le droit dérivé sans participation à son élaboration est particulièrement problématique. Le droit suisse, forgé au fil de siècles de démocratie directe et de fédéralisme, est le reflet d'une société et d'une économie spécifiques. L'adoption forcée de législations européennes, souvent conçues pour des contextes différents, pourrait engendrer des contraintes et des coûts disproportionnés pour nos entreprises et nos citoyens. Le droit de l'Union européenne est en constante évolution, et l'obligation de suivre ce flux réglementaire sans avoir voix au chapitre va à l'encontre des intérêts nationaux. L'article 164 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération veille aux intérêts économiques du pays, est directement menacé par une telle dynamique. La question de la compensation financière, telle que discutée dans le cadre des accords, mérite également une attention critique. Les contributions financières de la Suisse à l'UE, même déguisées sous des formes diverses, représentent une ponction sur les ressources nationales. Ces fonds pourraient être mieux employés pour financer des projets d'infrastructure, de recherche ou de développement au bénéfice direct de la population suisse. L'article 129 de la Constitution fédérale, qui traite des finances fédérales, doit être interprété dans le sens d'une utilisation optimale des deniers publics au service des priorités nationales. Si l'UE bénéficie de l'accès au marché intérieur suisse, il est impératif que cette contrepartie soit équitable et ne se traduise pas par un transfert net de richesse injustifié. Par ailleurs, l'impact de ces accords sur le marché du travail suisse est une préoccupation constante. L'extension de la libre circulation des personnes, sans garde-fous suffisants, peut engendrer une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail, notamment dans certains secteurs. L'article 115 de la Constitution fédérale, relatif à la politique d'immigration, et plus particulièrement à la protection du marché du travail national, doit être pris en compte dans toute évaluation des accords avec l'UE. Les mesures de protection, bien qu'existantes sur le papier, pourraient se révéler insuffisantes face à une dynamique d'intégration accrue. L'article 113 de la Constitution fédérale, qui garantit la promotion de la sécurité sociale, est également susceptible d'être affecté par une concurrence salariale accrue. En conclusion, si une coopération avec l'Union européenne est souhaitable et souvent nécessaire, les résultats des négociations actuelles soulèvent des interrogations légitimes quant à l'équilibre des avantages et au respect de la souveraineté suisse. Il est impératif d'adopter une position ferme, privilégiant la défense des intérêts nationaux et l'application stricte des principes constitutionnels. L'objectif ne doit pas être une intégration à tout prix, mais bien une relation de partenariat respectueuse des spécificités helvétiques. Les dispositions actuelles, particulièrement celles relatives à l'application du droit européen et aux compensations financières, nécessitent une révision approfondie afin de garantir un avenir durable et souverain pour la Suisse. La vigilance reste de mise pour s'assurer que les

décisions prises ne compromettent pas les acquis de notre indépendance et de notre prospérité.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le présent projet d'accord global entre la Suisse et l'Union européenne soulève des préoccupations majeures qui appellent un examen attentif et critique. Bien que l'objectif affiché soit de consolider les relations bilatérales et de garantir la stabilité juridique, les dispositions proposées risquent d'entraîner une érosion significative de la souveraineté helvétique et une perte de contrôle sur les domaines législatifs fondamentaux. Premièrement, l'incorporation du droit de l'Union européenne sans mécanismes de garantie adéquats constitue un risque inacceptable pour l'ordre juridique suisse. L'article 6 de la Constitution fédérale suisse (Cst.) garantit la primauté du droit constitutionnel suisse et l'article 160 Cst. stipule que les deux Chambres du Parlement doivent être consultées sur les accords internationaux. Le projet d'accord prévoit une application directe et systématique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le droit suisse. Cette soumission automatique au droit européen, y compris son interprétation évolutive par la CJUE, contrevient au principe fondamental de l'autonomie décisionnelle de la Suisse, tel que consacré par notre droit supérieur. Aucune clause de révision ou de blocage n'est prévue pour permettre à la Suisse de refuser l'application de dispositions européennes qui entreraient en conflit avec nos valeurs fondamentales ou notre système juridique. Cette absence de garde-fou est d'autant plus préoccupante que la jurisprudence de la CJUE a tendance à s'étendre et à s'approfondir, envahissant potentiellement des domaines qui relèvent traditionnellement de la souveraineté nationale, comme le droit du travail, le droit de l'environnement, ou encore les politiques de sécurité. Deuxièmement, la question de la contribution financière suisse à l'Union européenne, dans le cadre de cet accord, mérite une analyse approfondie. Les montants prévus, qui s'ajouteraient aux contributions actuelles, représentent un fardeau financier considérable pour l'économie suisse. Il est impératif de garantir que ces fonds soient utilisés de manière transparente et efficace, et qu'ils contribuent réellement aux intérêts de la Suisse. L'absence de mécanismes de contrôle parlementaire stricts sur l'utilisation de ces sommes pourrait ouvrir la porte à des dérives et à un manque de redevabilité. De plus, la Suisse se verrait obligée de verser des contributions significatives sans avoir son mot à dire sur les politiques et les programmes auxquels ces fonds sont destinés. Cela va à l'encontre du principe de participation démocratique et de contrôle de l'argent public. L'article 127 Cst. confère au Parlement le rôle de surveiller le gouvernement, un rôle qui pourrait être affaibli si les décisions relatives aux contributions financières sont opaques ou échappent à un contrôle parlementaire effectif. Troisièmement, la gestion des différends et la primauté du droit européen soulèvent des questions juridiques complexes. L'accord prévoit une procédure de règlement des différends qui, en cas de désaccord persistant, peut mener à des mesures de rétorsion de la part de l'Union européenne. Cette procédure risque de placer la Suisse dans une position de faiblesse, où elle serait contrainte d'accepter des décisions qui lui sont défavorables sous peine de sanctions économiques. L'article 173 Cst. garantit l'indépendance de la justice suisse. Le projet d'accord, en soumettant potentiellement les litiges à des mécanismes dont l'impartialité et l'indépendance par rapport aux pressions de l'UE ne sont pas pleinement assurées, pourrait porter atteinte à cette indépendance. La crainte est que la Suisse soit

incitée à plier face aux exigences européennes pour éviter des représailles, sacrifiant ainsi ses propres intérêts et sa souveraineté. Enfin, il est crucial de considérer l'impact de cet accord sur la mise en œuvre et le contrôle des politiques suisses. En acceptant d'intégrer une grande partie de l'acquis communautaire, la Suisse risque de perdre sa capacité à définir ses propres normes et régulations dans des domaines clés. L'article 50 Cst. stipule que la Confédération soutient la prospérité de la Suisse et le bien-être de la population. Si les politiques suisses sont de plus en plus dictées par des normes européennes, il devient plus difficile d'adapter ces politiques aux besoins spécifiques de notre pays et de notre population. L'autonomie de décision, qui est un pilier de notre système politique, serait sérieusement compromise. La capacité de la Suisse à innover et à développer des solutions sur mesure pour ses défis nationaux pourrait être entravée par la nécessité de se conformer à un cadre législatif européen plus généraliste. En conclusion, bien que la coopération avec l'Union européenne soit souhaitable, le projet d'accord global tel que proposé présente des risques réels pour la souveraineté, l'indépendance juridique et la flexibilité politique de la Suisse. Il est impératif que le Parlement et le peuple suisse examinent attentivement ces enjeux et exigent des garanties solides avant d'approuver un tel instrument. Les dispositions actuelles ne semblent pas offrir une protection suffisante contre une intégration excessive et une perte de contrôle sur les domaines essentiels de la gouvernance nationale. Une renégociation s'avère nécessaire pour préserver les intérêts fondamentaux de la Suisse.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Le présent avis est formulé avec un scepticisme marqué quant aux implications de la proposition soumise à consultation, particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre nationale des accords envisagés avec l'Union européenne. Si l'objectif d'harmonisation et de facilitation des relations bilatérales est louable en théorie, la pratique soulève des interrogations fondamentales quant à la préservation de la souveraineté nationale et à l'intérêt véritable de la Suisse. Il est impératif de souligner d'emblée que l'intégration progressive de normes et de législations européennes, même sous le couvert d'accords sectoriels, tend à éroder la capacité de la Suisse à définir sa propre voie législative. L'article 5 de la Constitution fédérale (Cst.) garantit le principe de subsidiarité, stipulant que les compétences incombent à l'échelon le plus bas possible. La submersion de notre cadre juridique par des normes externes, émanant d'une entité supranationale dont la Suisse n'est pas membre à part entière, contrevient intrinsèquement à ce principe fondamental. La crainte est que les accords en question n'ouvrent la porte à une forme d'ingérence accrue dans nos processus décisionnels, remettant en cause la capacité du peuple et des cantons à exercer leur souveraineté, telle que garantie par l'article 1 de la Cst. De plus, la flexibilité de notre système juridique, fruit d'une longue tradition de compromis et d'adaptation aux réalités suisses, risque d'être compromise. Le droit européen, marqué par une dynamique d'approfondissement continu, peut imposer à la Suisse des évolutions législatives qui ne correspondent pas à ses priorités nationales ou à ses spécificités économiques et sociales. L'exemple de la transposition de directives européennes dans des domaines sensibles, tels que la fiscalité, la politique environnementale ou la sécurité, démontre la difficulté, voire l'impossibilité, d'obtenir des exceptions ou des adaptations significatives. L'article 121a de la Cst., relatif à l'immigration, a montré par le passé les défis considérables de concilier la volonté populaire exprimée dans les urnes avec les impératifs d'accords bilatéraux existants. La crainte d'une telle tension se profile à nouveau. L'argument de la simplification et de la

sécurité juridique, souvent avancé par les partisans d'une intégration plus poussée, mérite une analyse critique. Si l'alignement sur le droit de l'UE peut effectivement simplifier certaines démarches pour les entreprises actives des deux côtés de la frontière, il le fait au prix d'une perte de contrôle sur l'évolution de nos propres règles. La "sécurité juridique" ainsi obtenue est une sécurité dictée par une autorité extérieure, et non une sécurité fondée sur une législation nationale librement choisie et maîtrisée. La question se pose de savoir si cette simplification vaut le renoncement à une autonomie décisionnelle cruciale. Par ailleurs, il est essentiel de considérer les implications financières et administratives de la mise en œuvre de ces accords. L'adaptation de nos cadres légaux et réglementaires, ainsi que la mise en place des structures de contrôle et de coopération nécessaires, engendrent des coûts considérables pour l'État et, in fine, pour les contribuables. Ces coûts doivent être évalués de manière rigoureuse et comparés aux bénéfices réels attendus, en tenant compte du risque d'une dépendance croissante vis-à-vis de l'UE et de ses exigences évolutives. Enfin, la procédure de consultation elle-même, bien qu'essentielle, ne doit pas occulter le fait que les accords avec l'UE, de par leur nature, visent une convergence qui peut s'avérer unilatérale. Il est primordial que le Parlement fédéral, garant de la représentation de la volonté nationale, exerce une vigilance accrue lors de la ratification de tels accords. Le respect de l'autonomie constitutionnelle de la Suisse, tel qu'il découle de l'article 3 de la Cst. – qui stipule que la Confédération et les cantons sont autonomes dans leurs domaines de compétence respectifs –, doit demeurer la priorité absolue. La prudence est donc de mise face à toute proposition qui, sous couvert de coopération, risquerait d'affaiblir le socle de notre indépendance et de notre démocratie directe.

Aides d'État

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux propositions soumises dans le cadre de la consultation sur le domaine des aides d'État, en particulier celles qui découlent de l'alignement sur le droit de l'Union européenne. Il est impératif de souligner d'emblée que l'adoption de ces mesures risque de porter une atteinte inacceptable à la souveraineté helvétique, aux principes fondamentaux de notre fédéralisme et à notre capacité à définir une politique économique adaptée à nos réalités nationales. La pratique actuelle, solidement établie et démocratiquement légitimée, consistant à considérer les subventions comme des décisions politiques souveraines de la Confédération, des cantons et des communes, se verra profondément altérée, voire abolie. Ces aides, qu'il s'agisse de soutenir le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les petites et moyennes entreprises locales, seront désormais soumises à un régime de contrôle technocratique et rigide imposé par l'Union européenne. Cette sujétion à une autorité extérieure, dont les priorités et les considérations ne correspondent pas nécessairement aux nôtres, représente un recul majeur pour notre autonomie décisionnelle. La souveraineté des cantons et leur autonomie inhérente à notre système fédéraliste seront massivement sapées. Au lieu de pouvoir décider de manière indépendante de leurs propres politiques de promotion économique, les cantons devront désormais soumettre leurs délibérations à l'approbation d'une autorité centrale à Berne, censée garantir leur conformité avec le droit de l'UE. Il s'agit là d'une attaque directe contre notre structure fédérale, qui repose sur la subsidiarité et la prise de décision au plus près du terrain. La Suisse s'expose à une soumission systématique au contrôle et à la surveillance de l'Union européenne. Les aides d'État devront être notifiées et approuvées par la

Commission européenne, transformant notre pays en un simple récepteur de règles dictées par Bruxelles. Cette situation anéantit notre marge de manœuvre en matière de politique économique nationale et notre pouvoir de pilotage stratégique. Des secteurs critiques pour notre économie et notre société, tels que la fourniture d'énergie – où de nombreux fournisseurs d'électricité sont détenus par les cantons et les communes –, le transport aérien et le transport routier, se verront également placés sous la tutelle de l'UE. Cela compromet gravement notre autonomie stratégique et la pérennité du service public dans des domaines d'infrastructure essentiels. La création d'une nouvelle "super-autorité" sous la forme de la Chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO) est particulièrement préoccupante. Cette entité agira comme un "bras étendu de l'UE" et ses décisions ne seront plus principalement guidées par les intérêts suisses, mais par la conformité avec le droit de l'UE. Le contrôle démocratique sur cette instance puissante est insuffisant, ce qui soulève de sérieux doutes quant à sa légitimité et à sa redevabilité. Les cantons perdront leur autonomie en matière d'organisation et de procédures. Dans le nouveau dispositif, ils deviendront des demandeurs, privés de leur droit d'être entendus formellement lorsque leurs décisions souveraines seront examinées par la nouvelle Chambre des aides d'État. Cette dégradation inacceptable de leur statut sape les fondements de notre confédération. L'introduction du nouveau Loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSAE) et la modification de l'article 18, alinéa 2 de la Loi sur les cartels (LCart) institutionnalisent la soumission au droit des aides d'État de l'UE. La nouvelle Chambre des aides d'État, telle que définie à l'article 3 LSAE, deviendra une instance de contrôle centralisée dont la mission principale sera d'assurer la conformité avec les normes européennes, au détriment des intérêts suisses. La pratique éprouvée et décentralisée des subventions, cautionnée par le processus démocratique, sera ainsi mise à mal, et la souveraineté de la Confédération et des cantons sera sévèrement restreinte. L'adaptation de la Loi sur le Tribunal fédéral (LTF) est particulièrement problématique pour notre fédéralisme. En accordant à la nouvelle autorité des aides d'État un droit de recours direct contre les actes cantonaux (nouvel article 82, lettre bbis LTF), les cantons sont relégués au rang d'unités administratives subordonnées. Leurs décisions, légitimées démocratiquement, pourront être contestées devant le Tribunal fédéral par une autorité centrale et annulées par le biais d'un contrôle abstrait des normes (conformément à l'article 98a LTF). C'est une érosion inacceptable de l'autonomie cantonale. L'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral par les nouveaux articles 31a, 33 et 37a-c de la Loi sur la procédure administrative (LPA) renforce la centralisation du contrôle juridique. Au lieu que les instances cantonales demeurent compétentes, un nouveau droit de recours (nouvel article 31a LPA) permet à l'autorité centrale des aides d'État, alignée sur l'UE, de saper la souveraineté cantonale et d'affaiblir les structures fédéralistes. L'intégration de la Chambre des aides d'État dans la WEKO, conformément à l'article 18, alinéa 2 LCart, crée un centre de pouvoir opaque. Cette "super-autorité" ne se contentera pas de surveiller le droit des cartels, mais agira également comme exécuteur du droit de l'UE en matière d'aides d'État. Cette concentration de pouvoir au sein d'une seule autorité, éloignée du contrôle démocratique direct, est dangereuse et contrevient aux principes de la séparation des pouvoirs et de la responsabilité démocratique. La suppression sans remplacement de l'article 103 de la Loi sur l'aviation (LAv) constitue un exemple flagrant d'abandon de souveraineté nationale. La compétence de contrôle de la WEKO sur les aides dans le secteur stratégique du trafic aérien, axée sur les intérêts suisses, est sacrifiée. Désormais, seules les règles du droit des aides d'État de l'UE s'appliqueront, privant la Suisse de toute capacité de

contrôle et de gestion autonome dans ce secteur. L'exclusion du Préposé fédéral à la protection des consommateurs (PPCC) des séances de la Chambre des aides d'État, en vertu de la modification de l'article 5, alinéa 2 de la Loi sur la haute surveillance des prix (Loi sur la surveillance des prix, LSP), est un signal alarmant. Cela affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Tandis que la nouvelle autorité prend des décisions susceptibles d'avoir un impact direct sur les prix et les coûts pour les citoyens, la voix du "gardien officiel des prix" est réduite au silence. Cette mesure ne sert qu'à permettre à la nouvelle autorité, conforme aux normes de l'UE, d'agir sans entrave. En conclusion, les propositions soumises représentent une dangereuse dérive vers la perte de notre souveraineté et la déstructuration de notre système fédéral. Il est impératif de refuser cette soumission aveugle au droit de l'Union européenne et de préserver les instruments juridiques et institutionnels qui garantissent notre autonomie décisionnelle et notre capacité à agir dans l'intérêt national.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux propositions relatives à la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Il apparaît que les mesures envisagées sont, pour l'essentiel, d'une insuffisance flagrante et ne constituent que des palliatifs cosmétiques, incapables de compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation. Nous craignons une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, affectant particulièrement les classes de revenus moyennes et inférieures. Plutôt que de renforcer le système de protection des salaires suisse, éprouvé et efficace, les propositions tendent à l'affaiblir et à l'aligner sur des standards européens, souvent moins contraignants. Les nouvelles réglementations, bien que plus bureaucratiques, semblent moins efficaces que les mesures d'accompagnement actuelles. Cette révision profite avant tout aux entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial, affaiblissant ainsi la concurrence loyale sur le marché du travail helvétique. Les mécanismes de contrôle sont par ailleurs significativement affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail se voient sapées par de nouvelles structures centralisées et conformes aux normes européennes. Cette évolution risque de se traduire par une diminution des contrôles et une application plus laxiste des conditions de salaire et de travail, au détriment des travailleurs suisses et des entreprises respectueuses de la loi. L'introduction d'un nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, tel que proposé par les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), apparaît comme un cadeau empoisonné. Il institue une distinction juridiquement complexe entre employés, créant une société à deux vitesses au sein du droit du travail, sans pour autant résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. Cette mesure, dictée par la pression européenne, constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse et entrave la flexibilité, notamment des PME, en soumettant le licenciement des représentants des travailleurs à une procédure rigide et bureaucratique. Cela contrevient aux principes de notre marché du travail libéral. Les ajustements proposés à la loi sur le travail (LTr) ne constituent pas un renforcement, mais une restructuration imposée par l'UE de notre système de protection des salaires. L'extension du système de sanctions, telle que prévue par l'article 9 alinéa 2 de la LTr, vise principalement la compatibilité avec le droit de l'UE, et non une amélioration intrinsèque de

la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit d'action tel qu'il était formulé à l'article 11 et sa réintroduction à l'article 13a représente une restructuration juridique qui dilue la logique éprouvée du système et complexifie la mise en œuvre des droits des travailleurs. La connexion entre la loi sur les marchés publics (LMP) et la nouvelle loi sur la contribution à la cohésion (Annexe 5 chiffre 1 lettre d) est particulièrement problématique. Elle ancre les paiements de cohésion comme un élément permanent de notre ordre juridique et crée des liens transversaux qui lient encore davantage politiquement la Suisse à l'UE. Les précisions apportées à la loi sur l'assurance-chômage (LACI), notamment les nouvelles règles concernant les associations à l'article 2, peuvent sembler d'ordre technique, mais elles s'inscrivent dans un paquet global qui soumet notre système de partenariat social à la pression de la compatibilité avec l'UE. Toute modification de notre système éprouvé de force obligatoire (soit le fait de rendre une convention collective de travail applicable à tous les travailleurs d'une branche) recèle le risque de voir les mécanismes robustes suisses affaiblis au profit de modèles conformes à l'UE, souvent moins efficaces. Enfin, l'assimilation des sanctions de l'UE à des décisions exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 LP) représente une cession massive de souveraineté. Elle fait de la Suisse un auxiliaire de l'exécution pour des sanctions administratives financières émanant de l'UE. Ceci sape notre ordre juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans une révision judiciaire complète, ce qui est inacceptable. En conclusion, les propositions actuelles démontrent une volonté d'adapter le droit suisse aux exigences de l'UE plutôt qu'une réelle volonté de protéger les travailleurs et les salaires suisses. Cette approche risque d'entraîner une dégradation significative des conditions de travail et de vie en Suisse, tout en transférant des compétences souveraines importantes à des instances extérieures. Il est impératif que le Conseil fédéral et le parlement réévaluent ces propositions et privilégient une protection des salaires suisse forte et indépendante, conforme à nos traditions et à nos intérêts nationaux.

Électricité

Le projet de loi concernant le domaine de l'électricité, tel que proposé, représente une abdication dangereuse de notre souveraineté nationale au profit d'une intégration forcée avec l'Union Européenne. Plutôt que de renforcer notre indépendance énergétique, cette approche nous lie à des structures de décision bruxelloises sans nous accorder le moindre pouvoir de décision effectif. L'intégration institutionnelle dans les organes de surveillance de l'UE tels qu'ACER et ENTSO-E nous transforme en participants tributaires de directives, contraints de supporter les coûts sans avoir voix au chapitre. Les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront désormais prises loin de nos intérêts nationaux, ce qui est inacceptable. La Commission fédérale de la concurrence (ComCo), qui devrait être une autorité de régulation indépendante et adaptée aux spécificités suisses, se verra reléguée au rang de simple "bras opérationnel" chargé de mettre en œuvre des réglementations européennes non légitimées démocratiquement. Cela marque la fin d'une régulation énergétique autonome, orientée vers les besoins réels de la Suisse. De plus, le pilier de notre approvisionnement énergétique, la force hydraulique, se trouve sous une menace existentielle du fait des règles européennes sur les aides d'État. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, dont bénéficient nos cantons de montagne, pourrait être qualifié d'aide d'État illicite et être ainsi aboli. Cette remise en cause de nos structures de

financement locales et régionales est une attaque directe contre la stabilité de notre secteur énergétique. Nos structures fédéralistes, bedrock de notre système politique, sont également mises à mal. Les centrales électriques communales, acteurs essentiels de la production énergétique locale et décentralisée, verront leur priorité d'injection, un avantage traditionnel, sapée par les règles de concurrence de l'UE. Ce démantèlement de la production énergétique locale au profit de grands acteurs centralisés est contraire à nos principes de subsidiarité et de développement économique régional. La sécurité de l'approvisionnement national, jusque-là garantie par des mesures stratégiques comme la constitution de réserves d'eau, est sacrifiée sur l'autel de la libéralisation du marché. Les règles de l'UE restreignent notre capacité à gérer ces réserves vitales, et la responsabilité claire de la sécurité d'approvisionnement, actuellement portée par nos institutions nationales, s'effacera au profit d'une logique de marché incertaine, dont personne n'assumera véritablement la charge en cas de crise. Ce n'est rien de moins qu'un jeu dangereux avec la stabilité de notre pays. La libéralisation complète du marché de l'électricité, prévue par le nouveau droit de l'électricité (LPE, art. 4a et suivants), est loin d'être une panacée. Elle engendrera une volatilité accrue des prix, avec pour conséquence inévitable une augmentation des coûts pour nos petites et moyennes entreprises (PME) et les ménages. Les coûts de la sécurité d'approvisionnement, que le marché ne prendra pas en charge, seront inévitablement répercutés sur les consommateurs sous forme de nouvelles taxes et redevances. Les modifications apportées à la Loi sur l'énergie (LEne, nouvel art. 15) affaiblissent singulièrement la position des producteurs d'énergie renouvelable décentralisés. Les règles de rémunération sont modifiées, sapant la viabilité économique des petits producteurs locaux, qu'il s'agisse de services industriels communaux ou d'exploitants agricoles. Le fait de modifier les règles de reprise et de rémunération (nouvel art. 15 LEne) et de réduire drastiquement le seuil de puissance de 3 MW à 200 kW pénalise de manière disproportionnée d'innombrables petits et moyens producteurs, hypothéquant leur base économique. Cette mesure va à l'encontre de notre stratégie énergétique et favorise clairement les grands acteurs centralisés. L'introduction d'une exclusion de soutien en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis LEne) crée une incertitude d'investissement considérable pour les énergies renouvelables. Cette mesure entrave le développement des installations solaires, éoliennes et de biomasse, nous rendant plus dépendants des marchés étrangers imprévisibles et des sources d'énergie fossiles. La libéralisation totale du marché de l'électricité est une expérience hautement risquée, menée aux dépens de la population et de l'économie suisse. Elle entraînera une volatilité des prix incontrôlable et érodera la stabilité et la fiabilité de l'approvisionnement de base que nous avons toujours connues. La sécurité d'approvisionnement sera livrée au diktat du marché, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses en période de crise. L'extension massive des compétences de la ComCo (art. 22 LPE) et le renforcement des règles de séparation des activités (art. 10, 18, 19 LPE) sont des instruments d'alignement sur l'UE. La Suisse perd le contrôle de son infrastructure critique et se soumet à une régulation téléguidée depuis Bruxelles. Nos structures fédérales et la collaboration éprouvée entre la Confédération et les cantons sont ainsi démantelées. Enfin, la suppression de l'exception pour la société nationale du réseau dans l'art. 8 al. 2 BATE constitue un pas supplémentaire vers la soumission au régime de l'UE. Au lieu d'une réglementation adaptée aux réalités suisses, notre société nationale de réseau se voit soumise, sans nécessité aucune, aux mêmes règles, souvent inadaptées, que celles qui régissent les gigantesques conglomérats européens. Il s'agit d'une perte de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos

réseaux électriques. Dans ces conditions, il est impératif de rejeter ces dispositions qui, sous couvert d'une adaptation nécessaire, conduisent à une perte de souveraineté, à une fragilisation de notre sécurité d'approvisionnement et à une précarisation de notre économie. Une réorientation s'impose, privilégiant une stratégie énergétique réellement indépendante et au service des intérêts suisses.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant aux modifications proposées en matière de libre circulation des personnes et d'immigration, telles qu'elles découlent des accords à conclure avec l'Union européenne. Les développements envisagés représentent une régression significative par rapport aux principes fondamentaux de notre souveraineté nationale et à la volonté exprimée par le peuple suisse. L'extension massive de la libre circulation, induite par la reprise de la directive sur les citoyens de l'Union, contrevient directement aux dispositions de l'article 121a de la Constitution fédérale (BV). Cet article stipule clairement que la Confédération doit veiller à ce que la immigration soit régie par les besoins de l'économie et par la capacité d'intégration de la population étrangère, tout en tenant compte de la situation des marchés du travail et de l'emploi ainsi que des intérêts de la politique sociale, culturelle et de santé publique. Les propositions actuelles négligent ces impératifs au profit d'une intégration forcée à un cadre juridique européen qui ne tient pas compte des spécificités et des intérêts de la Suisse. Le nouveau droit de séjour permanent, qui serait octroyé après seulement cinq ans de résidence, constitue une dérive inacceptable. Ce statut, assimilable à une "installation C PLUS", risque de devenir pratiquement irrévocable, même en cas de comportement délictueux ou de dépendance prolongée aux aides sociales. Une telle disposition fragilise notre système de sécurité intérieure et compromet la viabilité de nos assurances sociales. La stabilité de notre ordre social ne saurait être sacrifiée sur l'autel d'une libre circulation étendue sans garde-fous suffisants. Il est manifeste que les accords proposés encouragent une immigration massive dans nos systèmes de protection sociale. Les citoyens de l'UE et leurs familles, y compris celles qui arriveraient ultérieurement, se verraient conférer un droit de séjour de facto, indépendamment de leur contribution économique ou de leur statut d'emploi. Les coûts engendrés par cette situation retomberont inévitablement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes, qui sont déjà soumis à une pression fiscale considérable. L'élargissement du regroupement familial est particulièrement alarmant. L'extension du droit de faire venir non seulement les conjoints et les enfants, mais également les parents, grands-parents et beaux-parents, constitue une mesure d'une ampleur sans précédent pour un pays hors UE. Une telle politique ouvre la voie à une augmentation incontrôlable de l'immigration et, par conséquent, à une explosion des coûts sociaux, dont la charge pèsera sur les épaules de la population suisse. La prétendue "clause de sauvegarde" incluse dans le paquet d'accords est une illusion. Les conditions d'application de cette clause sont si draconiennes qu'elle sera, dans la pratique, inopérante. En cas d'invocation, l'UE menace déjà de mesures de rétorsion. Il ne s'agit donc pas d'une véritable protection, mais d'un outil de pression et d'intimidation. La Suisse perdrait ainsi sa capacité d'agir de manière autonome pour protéger ses intérêts nationaux. L'adoption automatique du droit de l'UE en matière d'immigration, selon la méthode de l'intégration, est une renonciation inacceptable à notre souveraineté législative. Cela signifie que le Parlement suisse et le peuple n'auront plus leur mot à dire concernant l'évolution du droit

européen dans ce domaine ultrasensible. L'article 169 de la Constitution fédérale, qui stipule que les autorités doivent agir en vue de concilier les intérêts de la Confédération et des cantons, se trouve ainsi bafoué. La voie de la démocratie directe et de la souveraineté populaire se trouve sérieusement compromise. Les adaptations prévues à la Loi sur l'assurance-immigration (Loi sur l'immigration, LI), notamment le nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a, cimentent la migration vers nos systèmes sociaux. L'élargissement du droit aux prestations sociales pour les citoyens de l'UE et la quasi-impossibilité de les exclure, même en cas de dépendance, est une invitation à l'assistanat et un fardeau supplémentaire pour notre système de prévoyance. La capacité de l'État à gérer l'immigration de manière responsable est gravement atteinte. La nouvelle "clause de sauvegarde" de l'article 21b LI se révèle être un placebo. Les indicateurs qu'elle définit laissent une marge de manœuvre politique telle qu'elle exclut des contingents efficaces et unilatéraux, la rendant inefficace. L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étrangers dans les lois sur le droit de vote et le droit de vote (ETH-Gesetz, Art. 34d Abs. 2bis) et sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (HFKG, Art. 61a) constitue un aveu flagrant des coûts supplémentaires considérables engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. C'est une reconnaissance implicite que l'intégration européenne entraîne des dépenses accrues que le contribuable suisse devra assumer. Le nouveau système d'information du marché intérieur (IMI) de l'UE, dont l'intégration est prévue dans la loi sur le regroupement familial (BGVB), remplace une évaluation nationale rigoureuse des qualifications professionnelles par une reconnaissance automatisée. Cela affaiblit nos normes de qualité élevées et notre capacité à réguler le marché du travail de manière autonome. La méticulosité suisse est sacrifiée sur l'autel de la compatibilité avec l'UE. L'adaptation de la Loi sur l'immigration (LI) est le cœur de cette capitulation. La "clause de sauvegarde" (Art. 21b LI) est une façade qui n'offre aucune véritable maîtrise. L'abrogation de l'article 29a et l'introduction de l'article 41c garantissent le maintien de ressortissants de l'UE en Suisse aux frais de nos assurances sociales. C'est une négation manifeste de l'article 121a BV et une atteinte directe à notre souveraineté. L'ajustement de la Loi sur le travail et le placement (AVG), notamment par l'introduction d'une "stratégie de réintégration" (Art. 24a AVG), n'est qu'une mesure cosmétique. Elle vise à masquer la perte de contrôle sur l'afflux de travailleurs. Au lieu de maîtriser l'immigration, nous ne ferons que gérer ses conséquences par des moyens bureaucratiques qui ne réduiront guère la pression sur nos assurances sociales. L'introduction de frais de scolarité drastiquement plus élevés pour les étrangers dans la loi sur l'ETH (Art. 34d Abs. 2bis) est une tentative désespérée d'atténuer les conséquences financières de l'immigration non contrôlée dans le domaine de l'éducation. C'est l'aveu que la libre circulation engendre des coûts considérables, qui seront désormais supportés par les étudiants et la réputation de nos hautes écoles. La création d'un nouveau cadre de paiement (Art. 48 Abs. 2 let. c) et d'un mécanisme de contribution spécifique (Art. 61a) dans la loi HFKG pour compenser l'égalité de traitement des étudiants de l'UE confirme les coûts cachés énormes de cet ensemble d'accords. Le contribuable suisse devra financer directement le fait que nos cantons soient contraints d'immatriculer les citoyens de l'UE aux mêmes conditions (faibles) que les nationaux. L'adaptation de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), notamment l'ajout du chiffre 27 à l'article 49 alinéa 2, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE. C'est une étape supplémentaire vers l'érosion de notre souveraineté en matière de politique sociale. La Suisse perd la capacité de façonner les règles de sa prévoyance professionnelle de manière

autonome et dans l'intérêt de ses assurés. La modification de la Loi sur la libre circulation des personnes (LCP), en particulier le nouvel article 25f alinéa 1bis, restreint le versement en espèces des avoirs de caisse de pension lors d'un départ dans l'UE. Il s'agit d'une conséquence directe de la subordination au droit de l'UE et d'une atteinte aux droits de propriété des assurés suisses, dictée par Bruxelles. Cette modification apparemment technique du Code civil suisse (CC, Art. 89a Abs. 6 ch. 24) est une conséquence de la subordination au droit de l'UE en matière de sécurité sociale, telle qu'elle est inscrite dans le CC. Elle démontre l'ampleur des adaptations au droit de l'UE qui pénètrent notre ordre juridique et comment même notre droit civil n'échappe pas à cette logique d'adaptation. L'intégration de la Carte professionnelle européenne (CPE) dans la loi sur le regroupement familial (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) remplace l'évaluation éprouvée des qualifications professionnelles suisses par un mécanisme automatisé de l'UE. Cela comporte le risque d'une érosion progressive des normes professionnelles et prive les autorités suisses du contrôle sur l'admission des prestataires de services. Dans la loi sur les professions médicales (LPMed), l'introduction de la CPE (Art. 15, 35) mine l'examen indépendant et rigoureux des diplômes étrangers. C'est un risque incalculable pour la sécurité des patients, particulièrement dans le domaine hautement sensible de la santé. La responsabilité de l'assurance qualité est déléguée à un système bureaucratique européen par les nouvelles dispositions de l'article 50. La loi sur les professions de la santé (GesBG) introduit également la CPE/IMI (Art. 10, 15), entraînant une perte de contrôle national. La Suisse ne peut plus garantir de manière autonome que le personnel de santé étranger possède les qualifications requises pour notre système. Il s'agit d'une déréglementation dangereuse au nom du rapprochement avec l'UE. La connexion au système IMI dans la loi sur les professions de psychologue (PsyG, nouvel Art. 37 Abs. 4) est un autre exemple de l'abandon généralisé de la compétence réglementaire souveraine. Ici aussi, le contrôle national de la qualité est remplacé par un processus automatisé de l'UE, ce qui met en péril les normes suisses élevées. En conclusion, les propositions soumises à consultation représentent une menace directe pour la souveraineté de la Suisse, la maîtrise de son droit d'immigration et la pérennité de ses systèmes sociaux et éducatifs. Nous appelons instamment à un rejet de ces accords qui, sous couvert de simplification et d'harmonisation, conduisent à une soumission inacceptable à des normes et des décisions prises par l'Union européenne, sans considération suffisante pour les intérêts légitimes et les spécificités de notre pays.

Contribution financière

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant au projet de modification de la contribution financière de la Suisse envers l'Union européenne, tel qu'il est proposé. Il est inadmissible de constater que des paiements autrefois considérés comme des contributions volontaires, soumises au contrôle démocratique du Parlement, se voient transformés en une obligation légale contraignante. Cette évolution constitue une perte significative de pouvoir politique pour la Suisse et érode le contrôle exercé par nos représentants élus sur des sommes considérables, se rapprochant dangereusement d'une forme de prélèvement obligatoire déguisé. L'argument initial avancant un montant de 350 millions de francs par an semble être une tactique visant à dissimuler la véritable portée des engagements financiers futurs. Le mécanisme de recalcul "juridiquement contraignant" inscrit dans l'accord est conçu pour mener inexorablement à des demandes financières considérablement plus élevées. La Suisse perdra alors toute capacité de négociation et sera

contrainte d'accepter des montants dictés par l'Union européenne, vidant ainsi le principe de souveraineté de sa substance dans ce domaine. Il est essentiel de comprendre que la Suisse deviendrait ainsi une contributrice nette, sans avoir de droit de regard ni de vote sur les décisions qui en découlent. Malgré ces versements substantiels, aucune garantie n'est offerte quant à un accès amélioré aux marchés européens ou à la suppression des obstacles commerciaux existants. Au contraire, la Suisse se retrouverait engagée dans une intégration institutionnelle qui, avant tout, grève sa souveraineté tout en offrant des avantages tangibles et mesurables des plus incertains. La création d'une loi fédérale sur la contribution à la cohésion (KoBG) vient pérenniser ces paiements, les transformant d'une démarche politique en une obligation légale permanente. Cette loi retire au Parlement son pouvoir souverain de décision sur chaque contribution individuelle, le transformant en un simple exécutant d'une demande européenne. Le KoBG n'est autre que l'instrument législatif destiné à garantir que la Suisse soit débitrice permanente de l'Union européenne. Il transforme un geste politique en un droit juridique et, par la création d'un droit permanent à la contribution (art. 1 KoBG), il mine la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision souveraine sur l'utilisation des fonds publics, nous serions confrontés à la simple exécution d'une obligation de paiement dictée par l'UE. L'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d) du concordat sur la politique de sécurité (BöB) va au-delà d'une simple formalité technique. Elle ancre ces contributions à l'UE de manière profonde dans notre ordre juridique, signalant que ces prélèvements sont désormais considérés comme une composante normale et permanente de la législation fédérale suisse. L'amalgame avec la loi sur la promotion de la paix, par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b), est particulièrement trompeur. Il s'agit d'une manœuvre visant à utiliser la réputation positive de la Suisse en matière de promotion de la paix pour légitimer des paiements à l'UE qui sont politiquement sensibles et très controversés. L'association de ces deux domaines, sans lien de causalité intrinsèque, est une tentative de déformer le débat et de masquer la nature financière et contraignante de ces "contributions à la cohésion". La Suisse doit réaffirmer son droit souverain de décider de l'utilisation de ses fonds et de ses relations internationales, sans se voir imposer des obligations financières sous couvert d'intégration ou de coopération. Il est impératif de refuser ce projet qui affaiblit notre autonomie et dilue notre pouvoir décisionnel au profit d'entités étrangères.

Transports terrestres

La présente consultation soulève de sérieuses préoccupations quant à l'impact de l'accord sur les transports terrestres avec l'Union européenne sur le service public ferroviaire suisse, un pilier essentiel de notre mobilité et de notre économie. L'introduction du droit européen des aides d'État, tel que prévu par les modifications proposées, menace directement la viabilité des subventions actuellement en place pour le trafic marchandises, le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. Ces aides, fruits d'une longue tradition politique visant à garantir un service de qualité et accessible à tous, pourraient être qualifiées d'illicites par le droit européen, mettant ainsi en péril la structure même de notre offre de transport ferroviaire. La qualité et l'étendue des services dont bénéficient actuellement les citoyens suisses sont directement menacées. L'ouverture du marché ferroviaire à la cabotage, permettant à des opérateurs étrangers de desservir des liaisons purement nationales, représente une menace directe pour le principe du service public. Cette disposition, inscrite dans le projet de modification du droit ferroviaire sous l'article 40ater

EBG, ouvre la porte à une "cueillette de cerises" par des entreprises étrangères. Celles-ci se concentreront immanquablement sur les lignes les plus lucratives, laissant les lignes secondaires, certes moins rentables mais indispensables à la desserte globale du territoire et à la cohésion sociale, à la charge des entreprises suisses, dont les CFF. Cette pratique fragmenterait le réseau et saperait la base financière de notre service public, qui est conçu pour assurer une couverture universelle et non pour optimiser les profits de quelques acteurs étrangers. La prétendue "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral pour atténuer ces risques se révèle être une illusion juridique dénuée de toute force contraignante. Il est impératif de souligner que cette déclaration n'offre aucune garantie concrète contre les futures évolutions du droit européen. La Suisse, par le biais de la reprise dynamique du droit, serait contrainte d'adopter les nouvelles réglementations de l'UE, même si celles-ci vont à l'encontre des intérêts nationaux. Il s'agit là d'une simple manœuvre d'apaisement, dont la valeur protectrice est nulle, et qui ne parvient en aucun cas à endiguer l'érosion progressive de notre souveraineté dans le domaine ferroviaire. L'accord proposé conduit inévitablement à une perte de contrôle sur notre infrastructure ferroviaire. La reprise dynamique du droit signifie que la Suisse devrait assimiler de nouvelles normes européennes, telles que celles relatives au "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM), sans avoir son mot à dire. Cette perspective entraîne une décentralisation de notre pouvoir de décision vers des instances européennes, ce qui est inacceptable pour un pays qui a toujours valorisé sa propre gouvernance et ses spécificités nationales. La modification de la loi sur le transport de voyageurs, par l'ajout de l'article 32a, alinéa 1bis, PBG, contraint la Suisse à se conformer au droit de l'UE lors des procédures d'appel d'offres. Cette disposition restreint de manière significative l'autonomie nationale et cantonale dans la conception et l'organisation des transports publics. Plutôt que de privilégier les solutions les plus adaptées aux besoins suisses, la priorité sera donnée à la conformité avec les directives européennes. Cela risque de conduire à des solutions sous-optimales et, potentiellement, plus coûteuses pour les contribuables suisses, car les critères de sélection ne seraient plus basés sur la pertinence nationale, mais sur l'alignement avec les objectifs de l'UE. En conclusion, l'accord sur les transports terrestres avec l'UE tel qu'il est proposé menace l'intégrité et la qualité de notre service public ferroviaire, qui est le fruit d'une longue tradition et d'une réponse aux besoins spécifiques de notre pays. La perte de souveraineté induite par la reprise dynamique du droit, l'introduction de la cabotage et les contraintes relatives aux appels d'offres sapent les fondements de notre système de transport. La "Déclaration commune" ne constitue pas une protection suffisante. Il est impératif de rejeter ces dispositions qui mettent en péril un secteur essentiel à la mobilité, à l'économie et à la cohésion de la Suisse.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant à la proposition de refonte de la législation sur la sécurité alimentaire, qui, sous le titre trompeur de "Sécurité alimentaire", inaugure en réalité un projet d'intégration européenne exhaustif. L'intention manifeste est de soumettre l'ensemble de l'agriculture et de l'économie alimentaire suisse au cadre réglementaire de l'UE, tel que défini par le règlement "De la ferme à la table". Cette démarche constitue une menace directe pour les standards de production élevés qui ont fait la renommée de la Suisse, pour la survie de nos exploitations familiales et pour la liberté de choix des consommateurs. La qualité suisse proverbiale, reconnue et valorisée

internationalement, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins contraignantes entraînera inévitablement une dégradation de cette qualité. Le label "Swiss Made" perdra de sa valeur intrinsèque si les produits doivent être fabriqués selon les mêmes critères, moins rigoureux, qu'en Union Européenne. Cela érode un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs nationaux, qui ont toujours investi dans l'excellence et la sécurité. La clause de "guillotine" associée à cet accord représente une forme de chantage politique inacceptable. En liant la validité de ce dispositif à tous les autres accords bilatéraux I, toute tentative de dénoncer cet accord dommageable entraînerait l'effondrement de l'ensemble de notre édifice contractuel avec l'UE. Cette contrainte prive la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine et rend toute décision autonome pratiquement impossible. L'ouverture de nos frontières aux inspecteurs de l'UE, qui se verront conférer des pouvoirs de contrôle dans nos étables, fromageries et restaurants, constitue une atteinte flagrante à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendront ainsi des objets de surveillance pour une autorité étrangère, ce qui est incompatible avec le principe de l'autodétermination helvétique. Une vague bureaucratique sans précédent menace de submerger nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises agroalimentaires, mais également les petits magasins à la ferme, les fromageries d'alpage, les bouchers de village et même les associations organisant des fêtes populaires devront se conformer à des réglementations européennes complexes et souvent inadaptées. Cette surréglementation menace la pérennité des traditions locales et des tissus économiques de petite taille. Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, plébiscité à plusieurs reprises par le peuple suisse, est systématiquement sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits de l'UE contenant des traces d'OGM, foulant ainsi au pied la volonté démocratique exprimée par le peuple. La révision totale du droit alimentaire et de celui des objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre la qualité suisse, nos producteurs et nos consommateurs. En soumettant l'intégralité de la chaîne alimentaire à la réglementation européenne, on instaure une bureaucratie étouffante et une perte de nos standards élevés. Les modifications apportées au droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) imposent à la Suisse d'abandonner ses réglementations nationales, souvent plus strictes et éprouvées, concernant le transport et l'abattage, au profit des normes européennes. Ceci constitue un recul pour le bien-être animal et une perte de souveraineté claire dans un domaine éthiquement sensible. L'adaptation des dispositions relatives aux transports d'animaux (nouvel art. 15a TSchG) et à l'abattage (nouvel art. 21 TSchG) à la réglementation de l'UE est un régression inacceptable. Nos règles nationales, qui bénéficient d'une large acceptation sociétale, seront remplacées par des standards de masse de l'UE, nous privant de la capacité de fixer nos propres exigences éthiques supérieures. La révision totale du LMG est le cœur de cette soumission au droit alimentaire européen. Elle détruit la diversité et la qualité de notre production alimentaire par un déluge de prescriptions européennes inadaptées, axées sur la production industrielle de masse. Les petits producteurs, les magasins à la ferme et la restauration locale seront écrasés par une bureaucratie asphyxiante, forçant nombre d'entre eux à cesser leurs activités. C'est une attaque contre notre identité culinaire et notre économie de PME. Les nouvelles compétences attribuées au Conseil fédéral en matière de droit agricole (nouveaux alinéas aux art. 141 et 148 LwG) confèrent une autorisation d'agir sans restriction pour la transposition du droit européen. Le Parlement est ainsi contourné et perd sa capacité de décision détaillée sur l'adoption de réglementations affectant directement nos agriculteurs. C'est une grave atteinte au contrôle démocratique dans un secteur essentiel pour la Suisse.

L'adaptation du droit forestier (nouvel art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perd ainsi sa capacité de réagir rapidement et souverainement face à des menaces spécifiques pour ses forêts. Au lieu de stratégies nationales éprouvées, nous devrons nous conformer aux mécanismes, souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine, de l'UE. Enfin, en adoptant les réglementations européennes dans le domaine de la police sanitaire vétérinaire (art. 1 nouveau TSG), la Suisse renonce à son contrôle sur un secteur d'une importance nationale capitale. La lutte contre les épizooties exige des mesures rapides, flexibles et adaptées aux réalités locales. La soumission au système rigide et bureaucratique de l'UE, telle que le nouveau champ d'application de l'art. 1 TSG le prescrit, est une négligence qui met en danger notre agriculture et la santé publique. En conclusion, cette proposition de réforme, bien que présentée sous l'égide de la sécurité alimentaire, représente un paquetage d'intégration européen aux conséquences désastreuses pour la souveraineté, la qualité, la diversité de notre agriculture et la liberté de nos consommateurs. Nous exigeons que ces dispositions soient rejetées dans leur intégralité afin de préserver l'indépendance et les standards élevés de la Suisse.

M. Crot

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: marysol delmenico <marysol.delmenico@gmail.com>
Sent: Donnerstag, 16. Oktober 2025 21:52
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Procédure de consultation sur les accords bilatéraux 3

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Maria Delmenico
Ch. du Château-de-Bellerive 25
1245 Collonge-Bellerive

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 16 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour **un traité qui nous subordonne à Bruxelles.**
DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Maria DELMENICO

FENOUIL Denery
Chemin de la Bergère 25
1188 Gimel

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Le 16.10.2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen ;
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers ;
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays ;
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen ;
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles ;
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale ;
- Nos infrastructures déjà saturées ;
- Notre système social par une hausse explosive des coûts ;
- Le principe de préférence nationale.

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable, pour un traité traître qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

FENOUIL Denery

Abteilung EUROPA

Bundeshaus Ost

3003 Bern

Absender: Stefan Egli (*1963) Sanatoriumstrasse 58c, CH 8636 Wald ZH

Datum: 16.10.2025 ¦ 044 930 1666 · stefan8620@gmail.com

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren, geschätzter Bundesrat Cassis

Ich habe grosse Bedenken, dass die Schweiz ihre Souveränität und Eigenständigkeit verlieren kann und ersuche Sie, im Sinne unserer Vorfahren und Landesgründer, unser Land nicht der EU zu unterwerfen !

Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung nationaler Souveränität und der demokratischen Legitimation. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung, wie sie durch das EWR-Abkommen befürchtet wird, steht im Widerspruch zum Volkswillen und den Prinzipien unserer direkten Demokratie, verankert in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV). Die potenzielle Aushöhlung des Schweizer Rechtssetzungsprozesses und die unklare Haftung bei Streitigkeiten, wie sie in den bilateralen Abkommen diskutiert werden, bergen Risiken für die Rechtssicherheit und die Unabhängigkeit der Schweiz. Die garantierte Anwendung von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dieses selbstständig zu gestalten oder abzulehnen, widerspricht diametral dem Wesen der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 Absatz 2 BV.

Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU werfen tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen mit den Prinzipien der direkten Demokratie, verankert in Artikel 34 der Bundesverfassung, vereinbar sind, da die Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Legitimation droht. Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel, ob die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung, wie sie durch das Obligationenrecht (OR) und weitere Gesetze geschützt wird, durch die vorgeschlagene ständige Übernahme von EU-Recht nicht untergraben wird. Die unklare Haftungsregelung und die fehlende Transparenz bei der Entstehung des übernehmenden Rechts sind inakzeptabel.

Bilaterale Beziehungen zur Europäischen Union (EU)

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, wie sie implizit in den Verhandlungen zur Sprache kommt, könnte die Unabhängigkeit der Schweizer Gesetzgebung und Rechtsprechung untergraben. Insbesondere Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV), der die Souveränität der Eidgenossenschaft und das Selbstbestimmungsrecht des Volkes garantiert, stünde hierbei unter Druck. Weiterhin besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wäre, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass sie darauf Einfluss nehmen kann, was dem Prinzip der Volkssouveränität widerspräche, wie es auch in Artikel 164 BV verankert ist, der die verfassungsrechtliche Grundlage für die Gesetzgebung festlegt. Die Schweiz sollte ihre Eigenständigkeit wahren und keine Abkommen eingehen, die ihre Handlungsfreiheit einschränken.

Inländische Umsetzung

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Es ist zu befürchten, dass eine zu starke Angleichung an EU-Recht die demokratischen Mitspracherechte der Bürgerinnen und Bürger untergräbt und die schweizerische Rechtsordnung unangemessen beeinflusst. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft, welche durch die Übernahme von EU-Recht im gegenständlichen Ausmass potenziell gefährdet ist. Des Weiteren ist zu hinterfragen, ob die in Artikel 2 BV verankerten Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung durch die vorgeschlagene Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union vollumfänglich gewährleistet bleiben. Es mangelt an Transparenz bezüglich der Konsequenzen für die Umsetzung und der mittel- bis langfristigen Auswirkungen auf die nationale Gesetzgebung. Es wird eine detaillierte Prüfung verlangt, wie die schweizerische Rechtsidentität gewahrt und eine unkontrollierte Übernahme von EU-Regelungen verhindert werden kann.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Integrität und Finanzierung unseres Service public im Eisenbahnwesen. Die Einführung der Kabotage, verankert in einem neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die lediglich lukrative Hauptstrecken bedienen und dabei die finanzielle Grundlage der SBB sowie anderer konzessionierter Unternehmen aushöhlen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der flächendeckenden Grundversorgung, die gerade die unrentablen Nebenlinien umfasst. Ebenso problematisch ist die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG), welche die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt und potenziell zu suboptimalen Lösungen für die Schweiz führt. Die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung' bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz gegen dynamisch zu übernehmendes EU-Recht, wodurch unsere Souveränität weiter untergraben wird.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, verankert in den neuen Artikeln 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG), stellt eine existentielle Bedrohung für die Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die bedingungslose Übernahme von EU-Regelwerken und die institutionelle Eingliederung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zum weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verkommt von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf nationale Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert. Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, wird durch EU-Beihilfenregeln gefährdet, und das bewährte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gestrichen werden. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind primär Instrumente zur

Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen und die nationale Hoheit über kritische Infrastrukturen zerstören. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt, schränkt die Bildung strategischer Reserven ein und führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer Konsumenten und KMU.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt keine blosse Massnahme zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern vielmehr eine umfassende Unterwerfung unserer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Angleichung, insbesondere unter Berücksichtigung der geplanten Änderungen in Art. 15a und 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG) sowie der neuen Verordnungskompetenzen in Art. 141 und 148 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG), gefährdet die Schweizer Qualität und unsere hohen Standards. Die erzwungene Übernahme von oft tieferen EU-Vorschriften für Tiertransporte und Schlachtung bedeutet einen Rückschritt für den Tierschutz und einen inakzeptablen Verlust an Souveränität. Ferner untergräbt die Aufgabe eigener, bewährter nationaler Strategien im Tierschutzgesetz, im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Fähigkeit der Schweiz, flexibel und souverän auf spezifische Herausforderungen zu reagieren. Die drohende Flut an unpassender Bürokratie, die den Genussmittelverkehr einschneidend beeinflusst, bedroht kleinbäuerliche Betriebe und lokale Traditionen. Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verbindet, ist eine politische Erpressung, die jegliche unabhängige Entscheidungsfindung verunmöglicht. Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, wie sie die Totalrevision des LMG vorsieht, ist ein Frontalangriff auf unsere kulinarische Identität und die schweizerische Lebensmittelproduktion.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen finanziellen Beiträge an die Europäische Union stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Zahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht untergräbt unsere demokratische Kontrolle über diese milliardenschweren Mittel. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu erheblich höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments aushebelt. Statt einer eigenständigen Verwendung unserer Steuergelder wird lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erfolgen. Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert die Etablierung dieser Abgaben als festen Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b missbraucht den guten Namen der Friedensförderung, um politisch heikle Zahlungen zu legitimieren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Lohndruck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, nicht abzufedern und drohen stattdessen eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischeren, aber weniger effektiven Kontrollmechanismen schwächen die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen

Arbeitsinspektorate. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Neugestaltung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der EU-Konformität und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Arbeitnehmerschutzes. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG verkompliziert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, indem eine privilegierte Klasse geschaffen wird.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Ordnungsrahmens dar. Die durch die Unionsbürgerrichtlinie bedingte Ausweitung der Freizügigkeit widerspricht diametral dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Art. 121a BV verankert ist. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren untergräbt die innere Sicherheit und unsere Sozialwerke erheblich, zumal die Zuwanderung in diese Systeme durch die Ausweitung des Familiennachzugs und die faktische Gewährung eines Bleiberechts auch bei Sozialhilfebezug massiv gefördert wird. Die vermeintliche 'Schutzklausel' ist eine Farce, ihre Anwendung ist praktisch unmöglich und birgt die Gefahr von EU-Strafmassnahmen. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entmachtet unser Parlament und das Volk bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und machen einen Ausschluss kaum mehr möglich. Dies ist eine Kapitulation vor Brüssel und eine Missachtung unserer direkten Demokratie.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, die primär dem EU-Recht und nicht den Schweizer Interessen dient, wie in Art. 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, ist inakzeptabel. Diese «Superbehörde» wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis, die politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden widerspiegelt, durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzen. Die Kantone verlieren massiv an Autonomie. Ihre Organisations- und Verfahrensautonomie wird durch das BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ausgehebelt. Insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG gewährt der Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, wodurch die Kantone zu untergeordneten Einheiten degradiert werden. Diese Neuregelung, einschliesslich der erweiterten Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG, untergräbt die föderalistischen Strukturen und die demokratische Kontrolle. Die systematische Unterwerfung unter die EU-Kontrolle ist offensichtlich. Kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr, die heute der nationalen Steuerungshoheit unterliegen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) demonstriert exemplarisch den Verlust nationaler Kompetenzen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht den Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dient. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Mit freundlichen Grüssen

Claire Girardet
Lorrainestrasse 67
3014 Bern

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Bern, il 16 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:

NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Claire Girardet

CLAIRE GIRARDET

ARGOMENTARIO CONTRO GLI ACCORDI SVIZZERA–UE

IN DIFESA DELLA NOSTRA SOVRANITÀ E DEL NOSTRO FUTURO
LA CONSULTAZIONE PUBBLICA SCADE IL 31 OTTOBRE 2025

La Svizzera si trova oggi a un crocevia storico di importanza capitale. Dopo decenni di relazioni complesse con l'Unione Europea, il Consiglio federale ci propone un nuovo quadro normativo, chiamato in modo abusivo "Bilaterali III".

Lungi dall'essere un semplice aggiornamento, questo progetto costituisce in realtà **un trattato di adesione mascherato all'Unione Europea**, che minaccia di svuotare della sua sostanza il nostro **modello unico di democrazia diretta, federalismo e neutralità**.

Questa consultazione pubblica, la cui scadenza è fissata al **31 ottobre 2025**, rappresenta la nostra **migliore occasione per far sentire la nostra voce**, difendere la nostra sovranità nazionale e preservare le fondamenta della nostra prosperità.

I. UN TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO CHE MINA LA NOSTRA INDIPENDENZA

Il governo tenta di rassicurarci presentando questo pacchetto di accordi come una "stabilizzazione e un approfondimento" delle nostre relazioni. È un inganno: c'è in gioco né più né meno che **un trattato di subordinazione istituzionale**, equivalente a un'adesione silenziosa e insidiosa all'UE.

I suoi punti principali sono allarmanti:

- **Sottomissione della Svizzera al diritto europeo:** con la "ripresa dinamica obbligatoria", la Svizzera sarebbe costretta ad adottare automaticamente le evoluzioni legislative dell'UE nei settori interessati, senza diritto di intervento né di modifica. Il nostro Parlamento si limiterebbe a ratificare testi elaborati a Bruxelles, trasformandosi in una semplice **camera di registrazione**.
- **Introduzione di giudici stranieri:** un meccanismo di risoluzione delle controversie attribuirebbe alla **Corte di giustizia dell'Unione Europea (CGUE)** un potere di interpretazione e decisione finale, negando ai nostri tribunali supremi la loro sovranità. È una messa in discussione diretta del nostro ordine giuridico e del nostro Stato di diritto.
- **Apertura incontrollata all'immigrazione di massa:** un'estensione senza precedenti del ricongiungimento familiare consentirebbe di accordare il diritto di soggiorno non solo a coniugi e figli, ma anche a **familiari allargati** (nonni, fratelli, sorelle ecc.) di cittadini europei residenti in Svizzera, anche senza garanzia di autonomia finanziaria.
- **Costi elevatissimi:** stimati tra **182 e 432 milioni di franchi l'anno**, secondo le cifre dell'Amministrazione federale. Queste spese coprirebbero non solo contributi di coesione e costi amministrativi, ma anche gli oneri indiretti legati all'armonizzazione normativa e alla pressione sulle infrastrutture.

Questo non è un partenariato equilibrato, ma una **vassallizzazione** che porterebbe inevitabilmente alla perdita della nostra specificità e della nostra libertà d'azione sulla scena internazionale.

II. PERDITA IRREVERSIBILE DELLA SOVRANITÀ DEMOCRATICA

Ripresa automatica del diritto europeo: la fine dell'autodeterminazione

Non meno di **95 atti legislativi europei** dovranno essere immediatamente ripresi dalla Svizzera all'entrata in vigore dell'accordo, senza possibilità di negoziazione. Ciò include ambiti delicati come **finanza, energia, trasporti e ambiente**.

Oltre **20.000 pagine di regolamentazioni europee** si imporranno come leggi superiori al diritto nazionale, elaborate senza la minima consultazione del popolo.

La Svizzera diventerebbe un semplice esecutore delle decisioni di Bruxelles, perdendo la capacità di legiferare autonomamente. I nostri diritti democratici — **referendum e iniziativa popolare** — verrebbero svuotati di significato. Che senso avrebbe un voto popolare, se in ogni caso prevale il diritto europeo?

Fine della democrazia diretta: una tradizione millenaria in pericolo

Il popolo svizzero non potrebbe più opporsi efficacemente a regolamentazioni europee contrarie ai propri interessi o valori. Episodi come l'iniziativa contro l'immigrazione di massa, votata ma mai applicata, diverrebbero la norma. Le iniziative popolari, cuore del nostro sistema politico, diverrebbero nulle di fronte alla supremazia del diritto europeo.

La Svizzera perderebbe la propria unicità democratica, sacrificata sull'altare dell'"armonizzazione". Ogni nuova legge europea nei settori coperti sarebbe imposta senza dibattito parlamentare né consultazione popolare: una rinuncia alla nostra **autodeterminazione**, fondamento della nostra nazione.

III. ESPLOSIONE DELL'IMMIGRAZIONE E PRESSIONE DEMOGRAFICA INSOSTENIBILE

Il diritto di soggiorno permanente verrebbe concesso dopo soli **5 anni**, anche a chi ha ricevuto aiuti sociali o attraversato periodi di disoccupazione. Il ricongiungimento familiare esteso a famiglie allargate provocherebbe un aumento demografico incontrollato, stimato in **decine di migliaia di persone all'anno**.

L'accordo aprirebbe le porte a **oltre 60 milioni di cittadini europei** (inclusi paesi candidati come Ucraina, Moldavia, Georgia, Balcani), con accesso diretto al mercato del lavoro e al sistema sociale svizzero.

Questo segnerebbe la fine del **principio di preferenza nazionale**, essenziale per la protezione dei salari e dell'occupazione.

Le conseguenze sarebbero gravi:

- crisi abitativa e aumento esponenziale degli affitti;

- concorrenza sleale sul lavoro e stagnazione dei redditi;
- infrastrutture sovraccariche (trasporti, scuole, sanità);
- crescita esplosiva dei costi sociali.

La Svizzera, già tra i paesi più densamente popolati d'Europa, vedrebbe peggiorare la qualità di vita, l'ambiente e la coesione sociale.

IV. COLLASSO ECONOMICO E PERDITA DI COMPETITIVITÀ

I costi ufficiali di **182–432 milioni CHF** l'anno sono solo l'inizio. A ciò si aggiungono gli oneri burocratici derivanti dall'adattamento alle norme UE, che soffocherebbero le **PMI**, riducendone la flessibilità e la competitività.

La Svizzera perderebbe la capacità di innovare e adattarsi rapidamente. Seguire regole europee inadeguate alla nostra economia significherebbe diventare una **succursale amministrativa dell'UE**.

Un'analisi della **SECO** mostra che il rifiuto degli accordi Bilaterali III costerebbe ***meno dello 0,08% del PIL annuo*** — un prezzo irrisorio per conservare la sovranità e la libertà di decidere il nostro destino.

I Bilaterali I e II hanno funzionato e continuano a garantire prosperità senza rinunciare all'indipendenza. La Svizzera può continuare su questa strada con **accordi settoriali negoziati da pari a pari**, come ha sempre fatto.

V. MINACCIA AL NOSTRO FEDERALISMO, ALLA NEUTRALITÀ E ALL'IDENTITÀ SVIZZERA

I Cantoni perderebbero competenze legislative nei settori interessati dalla "ripresa dinamica" del diritto UE. Il nostro **federalismo** — fondato sulla sussidiarietà e sulla prossimità al cittadino — è incompatibile con la **centralizzazione europea**.

Le nostre diversità culturali e regionali sarebbero livellate da direttive europee uniformi. La **neutralità svizzera**, pilastro della nostra politica estera, verrebbe compromessa: come restare neutri se allineati alla politica estera e di sicurezza dell'UE?

Ginevra, simbolo di diplomazia e umanitarismo, perderebbe credibilità come piattaforma neutrale. Anche la partecipazione a programmi europei di difesa e ricerca spingerebbe progressivamente verso un allineamento politico e militare.

VI. COSA DOBBIAMO ESIGERE CON FERMEZZA

Referendum obbligatorio: la voce del popolo è sacra.

Un trattato di tale portata, che modifica istituzioni e sovranità, **non può essere approvato tramite referendum facoltativo**.

Richiede la **doppia maggioranza di Popolo e Cantoni**, come per ogni revisione costituzionale.

Il Consiglio federale deve impegnarsi formalmente a **sottoporre il progetto al voto popolare e cantonale**, riconoscendo il diritto inalienabile del Popolo svizzero di decidere il proprio futuro.

CONCLUSIONE: LA NOSTRA ULTIMA OCCASIONE PER SALVARE L'EREDITÀ SVIZZERA

Questa consultazione è un'opportunità storica per esprimere il dissenso e **evitare una subordinazione irreversibile a Bruxelles**.
La storia svizzera è quella di un popolo che ha sempre difeso libertà e indipendenza. Non possiamo rinunciare a questo patrimonio.

Scadenza: 31 ottobre 2025!

Invia subito la tua presa di posizione chiara e motivata.
Spiega perché rifiuti questi accordi e cosa desideri per la Svizzera.
Parlane con familiari, amici, colleghi.
Ogni voce conta.

Qui trovi una lettera modello

Insieme, con determinazione, possiamo e dobbiamo salvare una Svizzera libera e sovrana.
Il futuro del nostro Paese è nelle nostre mani.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Robert Kluser (Privat)

Datum: 16.10.2025

Kontakt: Kluser · 0799467411 · rokluser@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung, die nicht unterschätzt werden dürfen.

Eine der gravierendsten Bedenken betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, an dessen Gestaltung mitzuwirken. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht, insbesondere in Form von «festgehaltenen» oder «relevanten» Rechtsakten, untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Parlaments, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz entsprechen. Eine solche Entwicklung würde die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU machen, dessen rechtliche Autonomie massiv eingeschränkt wäre.

Zudem ist die Unklarheit bezüglich der Rolle und der Befugnisse des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst besorgniserregend. Die Aussicht, dass der EuGH verbindliche Urteile über die Auslegung von EU-Recht in der Schweiz fällen könnte, stellt eine direkte Verletzung der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie in Artikel 30 der Bundesverfassung gewährleistet ist. Schweizer Gerichte müssten sich potenziell richterlichen Entscheidungen aus Luxemburg beugen, die nicht im Einklang mit der Schweizer Rechtsauffassung oder den Grundwerten der Schweizer Verfassung stehen. Dies würde die Gewaltenteilung und die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz erheblich schwächen.

Die Argumentation, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Beziehungen stabilisieren würden, ist zynisch. Eine «Stabilisierung», die auf dem Verzicht auf fundamentale souveräne Rechte basiert, ist keine Stabilität, sondern eine schleichende Erosion der Unabhängigkeit. Es stellt sich die Frage, ob die wirtschaftlichen Vorteile, die angeblich durch eine engere Anbindung an den EU-Binnenmarkt erzielt werden sollen, die gravierenden Verluste an rechtlicher und politischer Selbstbestimmung aufwiegen können.

Die Schweizer Bevölkerung hat wiederholt die Bedeutung der direkten Demokratie und der nationalen Unabhängigkeit betont. Jede Vereinbarung, die diese Prinzipien gefährdet, muss mit äusserster Skepsis betrachtet und kritisch hinterfragt werden. Die vorgeschlagene Stabilisierung scheint eher auf die Interessen der EU als auf die der Schweiz zugeschnitten zu sein.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Gesamtpaket Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und wirft Fragen auf, die die Souveränität und die schweizerischen Interessen fundamental in Frage stellen. Die vorgeschlagene institutionelle Anbindung birgt erhebliche Risiken einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass die Schweiz adäquate Mitspracherechte oder die Möglichkeit zur Mitgestaltung der relevanten Rechtsakte erhält. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert sind.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch den ständigen Verweis auf den Europäischen Gerichtshof (EuGH) als letzte Instanz der Rechtsauslegung ist problematisch. Die Schweizer Bevölkerung und die eidgenössischen Räte würden de facto dazu gezwungen, Entscheidungen eines ausländischen Gerichts zu akzeptieren, dessen Zuständigkeit sie nicht aktiv bestimmt haben. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Eine solche juristische Unterordnung könnte gegen diesen Grundsatz verstossen, da sie die Möglichkeit zur eigenständigen rechtsgestaltenden Entscheidung beeinträchtigt.

Die vorgeschlagene Regelung zur automatischen Übernahme neuer EU-Rechtsakte, die für die bilateralen Abkommen relevant sind, ist ebenfalls kritisch zu betrachten. Dies bedeutet eine erhebliche Einschränkung der Gesetzgebungskompetenz des Schweizer Parlaments. Das Prinzip der Gewaltenteilung und der parlamentarischen Kontrolle, wie sie in der Bundesverfassung geregelt ist, könnte durch eine solche Regelung untergraben werden. Die Möglichkeit, dass das Parlament auf übernommenes EU-Recht keinen wesentlichen Einfluss mehr hat, würde die demokratische Legitimation von Gesetzen schwächen.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Folgen einer solchen engen Bindung nicht abschliessend geklärt und könnten zu UngleichgewintValue in den Beziehungen zur EU führen. Die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit von der EU-Wirtschaftspolitik ist real. Es ist essenziell, dass die Schweiz ihre wirtschaftliche Handlungsfreiheit wahrt, um auf globale Entwicklungen flexibel reagieren zu können. Die vorgeschlagene Lösung scheint diesem Bedürfnis nicht hinreichend Rechnung zu tragen und könnte die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit langfristig schwächen. Die Vernehmlassung sollte daher die potenziellen negativen ökonomischen Auswirkungen auf die Schweiz detaillierter untersuchen und entsprechende Schutzmechanismen vorschlagen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu tiefgreifender Besorgnis hinsichtlich der angekündigten Massnahmen zur innenpolitischen Umsetzung der geplanten Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist fraglich, inwieweit die nationalen Rechtsgrundlagen und verfassungsmässigen Prinzipien unter diesem Diktat aufgeweicht werden sollen.

Insbesondere die propagierte Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an schweizerische Gegebenheiten wirft ernste verfassungsrechtliche Fragen auf. Die geforderte Übernahme von EU-Verordnungen und Richtlinien könnte zu einer schleichenden Aushöhlung der Souveränität führen, wie sie im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die explizite Bestimmung, dass die Schweiz frei ist in ihren Entscheidungen, wird hierdurch potenziell konterkariert. Weiterhin bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagenen Mechanismen der Übernahme und Umsetzung im Einklang mit dem Prinzip der Gewaltenteilung stehen, welches unter anderem im Artikel 164 der Bundesverfassung detailliert ist. Die Gefahr einer faktischen Verlagerung der Gesetzgebungskompetenz von den eidgenössischen Räten hin zu Brüssel ist evident.

Die avisierte Entflechtung der Rechtsetzungsgewalt, die in der Vernehmlassung als "Vereinfachung" verkauft wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine massive Einschränkung der demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger werden durch die automatische Übernahme von EU-Recht von der Möglichkeit ausgeschlossen, über für sie massgebliche Regelungen mitzubestimmen. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie und den in der Bundesverfassung verankerten politischen Rechten.

Es muss die Frage gestellt werden, ob die avisierte Umsetzung im Einklang mit dem Prinzip der Rechtsgleichheit gemäss Artikel 8 der Bundesverfassung steht, wenn schweizerische Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger zukünftig potenziell unterschiedlichen und sich dynamisch ändernden Regelwerken unterworfen sein werden, welche zudem nicht durch das hiesige Parlament direkt kontrolliert werden können. Die angekündigten Massnahmen scheinen geeignet, die Grundfesten unseres Rechtssystems zu erschüttern und die Eigenständigkeit der Schweiz erheblich zu gefährden. Eine kritische Überprüfung und gegebenenfalls eine entschiedene Ablehnung dieser Form der innenpolitischen Umsetzung ist unerlässlich, um die verfassungsmässige Ordnung und die Souveränität unseres Landes zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind nach eingehender Prüfung als ungenügend und lediglich kosmetischer Natur zu werten. Sie bieten keine wirksame Antwort auf den massiven Druck, der auf das Schweizer Lohnniveau ausgeübt wird, und drohen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, zu einer flächendeckenden Erosion der hiesigen Lohnverhältnisse zu führen. Anstatt den bewährten und seit jeher wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er faktisch aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer ausgestaltet, jedoch tendenziell weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die angeblichen Verbesserungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten weiter verkompliziert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Schweiz

muss ihre souveränen Lohnschutzmechanismen verteidigen und darf diese nicht im Namen einer fragwürdigen EU-Konformität aufgeben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine bedenkliche Entwicklung dar, die die finanzielle und politische Souveränität der Schweiz massiv untergräbt. Ursprünglich freiwillige und vom Parlament kontrollierte Beiträge werden hier in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht transformiert. Diese Verlagerung von einer politischen Entscheidung zu einer zwangsweise zu erfüllenden Abgabe entzieht dem Schweizer Parlament nicht nur ein wichtiges politisches Druckmittel, sondern auch die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die scheinbar moderaten Anfangsbeträge von 350 Millionen Franken pro Jahr dürfen nicht über die dahinterstehende Absicht hinwegtäuschen; der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann.

Das neue KoBG, insbesondere in seiner Aufnahme in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, ist das gesetzgeberische Instrument zur dauerhaften Inanspruchnahme der Schweizer Kasse. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Dies entbehrt jeder Rechtfertigung, zumal die Schweiz zur Nettozahlerin wird, ohne im Gegenzug eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelsschranken zu erhalten. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär auf Kosten der Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile für die eigene Bevölkerung bringt.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist äusserst irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine inakzeptable Vermischung von legitimen Friedensinitiativen mit finanziellen Verpflichtungen, die dem Wesen der schweizerischen Aussen- und Sicherheitspolitik widersprechen. Die Schweiz darf sich nicht durch solche Manöver in eine Position der Abhängigkeit manövrieren lassen, in der sie für institutionelle Rahmenbedingungen zahlt, deren Gestaltung sie nicht mehr aktiv beeinflussen kann.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Stromversorgung stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere über ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem reinen Umsetzer von EU-Regularien, ohne Mitspracherecht, aber mit voller Kostenverantwortung. Dies höhlt die Unabhängigkeit der ElCom aus, die von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften degradiert wird. Dies markiert das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, eigenständigen Energieregulierung, wie sie das StromVG (Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung vorsieht.

Die Konsequenzen dieser Liberalisierung sind alarmierend: Die volatile Preisentwicklung wird zu einer erheblichen Mehrbelastung für Schweizer KMU und Haushalte führen, da die nicht vom Markt gedeckten Kosten für Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Strategische Reserven, wie die wichtige Wasserreserve, werden durch EU-Regeln eingeschränkt, was die nationale Versorgungssicherheit preisgibt. Die Verantwortung für die Grundversorgung geht verloren, da weder der Markt noch die EU diese klar übernehmen. Dies birgt unkalkulierbare Risiken für die Schweiz.

Zusätzlich gefährdet die EU-Beihilfenregelung existenziell das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Föderale Strukturen werden geschwächt: Die EU-Wettbewerbsregeln untergraben den Einspeisevorrang lokaler

Gemeindekraftwerke und benachteiligen dezentrale Energieproduktion. Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schwächen gezielt die dezentrale, bürgernahe Energieerzeugung. Die Leistungsgrenze wird drastisch gesenkt, was kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und Investitionsunsicherheit schafft.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen untergraben und die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet die Unterwerfung unter das EU-Regime, was zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt. Dieses Abkommen ist ein gefährliches Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Missachtung des klaren Volkswillens gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung dar. Die angestrebte Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, gekoppelt mit einer faktisch unentziehbaren Niederlassung C PLUS bereits nach fünf Jahren, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Ein unkontrollierter Zuzug, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, wird damit institutionalisiert.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein de facto Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten hierfür werden unserer Bevölkerung, den Kantonen und Gemeinden aufgebürdet. Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Angesichts der drohenden EU-Strafmassnahmen bei deren Anwendung handelt es sich nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine Erpressungsmaschinerie.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch kein Mitspracherecht mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung des Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe wird ausgeweitet, und ein Ausschluss bei Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB, das eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen statt einer sorgfältigen nationalen Prüfung vorsieht, schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Ebenso unannehmbar ist die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27), die unsere sozialpolitische Souveränität weiter aushöhlt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Diese Massnahmen gefährden unsere wirtschaftliche Stabilität, unsere soziale Kohäsion und letztlich unsere demokratischen Grundprinzipien.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt einen fundamentalen Eingriff in die

Souveränität und die bewährte föderalistische Ordnung der Schweiz dar. Die bestehende Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung lokaler und regionaler Interessen dienen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und die demokratische Steuerungshoheit auf allen Ebenen. Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, wie sie im neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorgesehen ist, institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese "Superbehörde" agiert als verlängerter Arm der EU, deren Entscheidungen primär auf EU-Konformität und nicht auf nationalen Interessen basieren.

Die Souveränität der Kantone wird durch das BHÜG und die angepasste Bundesgesetzgebung massiv beschnitten. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sind sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren legitime Entscheidungen einer abstrakten Normenkontrolle unterworfen werden können (Art. 98a BGG).

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein exemplarisches Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Die Schweiz wird durch diese Regelungen zu einem reinen Empfänger von EU-Vorgaben, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Die demokratische und föderalistische Kontrolle über Subventionen wird nachhaltig geschwächt und die Schweiz auf eine untergeordnete Rolle reduziert.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität, die hohe Qualität unserer Produkte und die Existenzgrundlagen unserer landwirtschaftlichen Betriebe dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich über Jahrzehnte etabliert und zu einem unschätzbaren Wettbewerbsvorteil entwickelt hat, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich gefährdet. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Aussagekraft, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen wird wie in der EU.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück einer umfassenden Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Diese Revision droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Auch im Bereich des Tierschutzes zeichnet sich ein bedenklicher Rückschritt ab. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz

stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Besonders alarmierend ist die geplante Einführung neuer Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG). Dies stellt eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Darüber hinaus wird das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die über Jahrzehnte hart erarbeitet wurde, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und entwertet das Label "Made in Switzerland". Eine gefährliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, macht eine souveräne Entscheidung unmöglich und stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Die Befugnisse und der Zutritt von EU-Inspektoren in Schweizer Betriebe sind ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit und ihre hohen Standards verteidigen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnwesen, bergen erhebliche Risiken für die Integrität und Finanzierbarkeit unseres Service public. Die geplante Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dieses Vorgehen birgt die Gefahr einer ausgeprägten "Rosinenpickerei", bei der externe Akteure selektiv die profitabelsten Routen bedienen. Dies würde zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssten, was die Existenzgrundlage unseres Service public fundamental bedroht.

Darüber hinaus wirft die Anwendung des EU-Beihilferechts gravierende Bedenken auf. Bewährte Subventionsmodelle, die massgeblich zur Sicherung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung unseres Rollmaterials beitragen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Konsequenzen für die Qualität und die Ausgestaltung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme propagierte "Gemeinsame Erklärung" vermag die Sorgen nicht zu zerstreuen, da sie rechtlich nicht bindend ist und keinerlei Gewähr gegen zukünftige, für uns zwingende Anpassungen des EU-Rechts bietet. Es handelt sich hierbei um eine trügerische Sicherheit, die die fortschreitende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die Bestimmung im revidierten Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den für die Schweiz besten Kriterien auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Standards halten. Dies birgt die Gefahr von suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler. Die schrittweise Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, wie sie etwa für das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) droht, verlagert entscheidende Steuerungs- und Regulierungskompetenzen an übernationale Stellen und schwächt damit weiter die nationale Entscheidungsfindung.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit fundamentalen schweizerischen Rechtsprinzipien und der Wahrung unserer Souveränität aufkommen. Eine eingehende Prüfung, insbesondere im Hinblick auf die potenziellen Auswirkungen auf das schweizerische Rechtssystem und die wirtschaftliche Unabhängigkeit, ist zwingend erforderlich.

Die vorgeschlagenen Vereinbarungen drohen, die direkte Anwendung von EU-Recht in der Schweiz zu zementieren, was einen fundamentalen Bruch mit dem Prinzip der Volkssouveränität darstellt. Insbesondere die Übernahme von Rechtsakten der EU ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeiten der schweizerischen Bundesversammlung, wie sie sich aus Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) ergibt, der die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments verankert, ist inakzeptabel. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der demokratischen Legitimation von Gesetzen, die im Inland entstehen, ist immens.

Weiterhin ist die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) problematisch. Eine Anrufung des EuGH zur Auslegung von neuem, anwendbarem EU-Recht könnte die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie durch Artikel 190 BV gewährleistet wird, erheblich beeinträchtigen. Die Gefahr einer richterlichen Rechtsfortbildung, die nicht im Einklang mit schweizerischen verfassungsrechtlichen Grundsätzen steht, ist real. Dies könnte die Rechtssicherheit für Schweizer Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger schwächen.

Auch die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den Abkommen ergeben könnten, bedürfen einer kritischen Würdigung. Eine faktische Beteiligung an EU-Budgets, ohne entsprechende Stimmrechte oder Einflussnahme auf die Verwendung der Mittel, wäre eine einseitige finanzielle Belastung und widerspräche dem Prinzip der Eigenverantwortung, das in der schweizerischen Wirtschaftspolitik verankert ist. Die Stabilität und der Wohlstand der Schweiz basieren auf einer eigenständigen und auf die eigenen Interessen ausgerichteten Politik.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse eine beunruhigende Tendenz zur Untergrabung der schweizerischen Souveränität und zur Einbettung in juristische und finanzielle Strukturen der EU erkennen lassen, die nicht im besten Interesse der Schweiz sind. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung, unsere Demokratie und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Daniel Megert (Privat)

Datum: 16.10.2025

Kontakt: Daniel Megert · +41 79 427 50 84 · d.megert@protonmail.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorliegende Thema der Stabilisierung der Beziehungen zur EU veranlasst uns zu äusserster Vorsicht. Die vorgeschlagenen Massnahmen und Abkommen bergen erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität und die Integrität unseres Rechtssystems. Eine unkritische Übernahme von EU-Regularien, auch im Gewand einer "Stabilisierung", untergräbt die fundamentale Rolle der Bundesversammlung als primäre Gesetzgebungsorganisation, wie sie im Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist. Es drängt sich die Frage auf, ob hier nicht de facto eine schleichende Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) angestrebt wird, was im Artikel 1 der Verordnung (EG) Nr. 44/2001 über die gerichtliche Zuständigkeit und die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen (Brüssel Ia-Verordnung) in seiner Anwendung auf die Schweiz implizit angelegt wäre, falls diese in nationales Recht überführt würde. Und diese Frage wird mit grösster Wahrscheinlichkeit zur Tatsache.

Die propagierte "Stabilisierung" droht somit zu einer faktischen Erosion unserer verfassungsmässigen Ordnung zu führen. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation und parlamentarische Kontrolle widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität und der repräsentativen Demokratie. Die in Artikel 1 der Bundesverfassung verankerte Selbstbestimmung der Schweizerinnen und Schweizer wird durch eine solche Entwicklung massiv gefährdet.

Des Weiteren muss die finanzielle Dimension kritisch beleuchtet werden. Die Verpflichtung zur Beteiligung an EU-Budgets oder zur Übernahme von Kosten im Rahmen neuer Abkommen, ohne dass dies einer klaren und transparenten parlamentarischen Genehmigung unterliegt, kann schnell zu einer unkontrollierbaren finanziellen Belastung für die schweizerische Bevölkerung werden. Die Eidgenössische Finanzkontrolle würde hierbei kaum noch eine wirksame Kontrollfunktion ausüben können, wenn die Verpflichtungen primär aus Brüssel diktiert werden.

Wir stellen entschieden in Frage, ob die so angestrebte "Stabilisierung" tatsächlich im besten Interesse der Schweiz liegt. Die Risiken einer Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, der parlamentarischen Souveränität und der finanziellen Eigenständigkeit sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden. Eine echte Stabilisierung sollte auf gegenseitigem Respekt und der Anerkennung der schweizerischen Besonderheiten beruhen, nicht auf einer zunehmenden Anpassung an fremde Rechtsordnungen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union

(EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse sind mit tiefgreifenden Bedenken zu betrachten. Es besteht die Gewissheit, dass die Souveränität der Schweiz durch eine schleichende Übernahme von EU-Recht untergraben wird. Insbesondere die vorgesehenen Mechanismen zur Übernahme von Rechtsakten, die keine klaren Gegengewichte vorsehen, werfen Fragen auf bezüglich der Einhaltung des Artikel 5 der Bundesverfassung, welcher die Souveränität des Bundes schützt. Das Prinzip der direkten Demokratie könnte durch die fortlaufende Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden, ohne dass das Schweizer Volk oder seine gewählten Vertreter hinreichend Einfluss nehmen können. Die potenziellen Kosten und die unklare Haftung im Falle von Streitigkeiten gemäss Artikel 93 der Bundesverfassung sind ebenfalls besorgniserregend und erfordern eine ablehnende Haltung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und muss abgelehnt werden. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitspracherechte der Schweiz untergräbt die Souveränität des Landes. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Schweiz hervorhebt, wird durch eine faktische Unterwerfung unter europäische Gerichtsbarkeit gemäss der vorgeschlagenen Regelung nicht mehr sein. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der demokratischen Legitimation und der Volkssouveränität, wie sie auch in den Artikeln 1 und 164 der Bundesverfassung verankert sind. Die finanzielle Beteiligung ohne entsprechende Stimmrechte ist inakzeptabel und steht im Gegensatz zu Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Wahrung der nationalen Interessen verlangt. Eine solche Regelung würde die Schweiz in eine abhängige Position drängen und ihre Fähigkeit zur selbstbestimmten Gestaltung ihrer Zukunft erheblich schwächen.
Zudem ist mit dem neuen "European Media Freedom Act (EMFA)" auf Deutsch: Europäisches Medienfreiheitsgesetz – gilt seit dem 8. August 2025 in allen 27 EU-Mitgliedstaaten. EU-Verordnung steht er über nationalem Recht. Damit ist die EU eine Diktatur, die 4. Gewalt wird ausgeschaltet!

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist fraglich, inwieweit die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger ihre verfassungsmässigen Rechte, insbesondere jene gemäss Artikel 5 und 139 der Bundesverfassung, effektiv wahrnehmen können, wenn die Gesetzgebung primär durch externe Akteure bestimmt wird. Die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung des Schweizer Rechts und der nationalen Entscheidungsfreiheit. Eine solche Entwicklung steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und zur Wahrung der Eigenständigkeit der Schweiz, wie sie im Wesenskern unserer Verfassung verankert ist.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar und widerspricht dem klaren Volkswillen gemäss Art. 121a BV. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren und die ungezügelte Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern fördern eine unkontrollierbare Zuwanderung und eine massive Belastung unserer Sozialwerke, wie sie durch die Anpassungen im AIG (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a) zementiert wird. Die angebliche 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine Farce, die in der Praxis wirkungslos bleibt und nur dazu dient, die Schweiz zur bedingungslosen Annahme von EU-Rechtsverschärfungen zu zwingen. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entmachtet unser Parlament und Volk

in hochsensiblen Zuwanderungsfragen. Diese Entwicklungen sind nicht nur ein direkter Angriff auf unsere direkte Demokratie, sondern auch eine bewusste Missachtung des Schutzes unserer inneren Sicherheit und der finanziellen Stabilität.

Strom

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung des finanziellen Beitrags im Rahmen des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist aus unserer Sicht höchst problematisch. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt einen erheblichen Souveränitätsverlust dar und entzieht dem Parlament die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die Schweiz wird faktisch zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr offensichtlich als Lockvogelangebot dient. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Dies widerspricht fundamental unserer Budgethoheit und der souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB sowie die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung sind nicht nur technische Formalitäten, sondern zementieren eine dauerhafte Zahlungsverpflichtung und missbrauchen den "guten Namen" der Friedensförderung zur Legitimierung umstrittener Abgaben an die EU.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, bei der Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, zugunsten eines starren, technokratischen EU-Kontrollregimes ist inakzeptabel. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Entscheide neu von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern, der Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG, geprüft und gekippt werden können. Dies untergräbt den Föderalismus und macht die Kantone zu Bittstellern. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die sich aus der Pflicht zur Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission ergibt, entzieht uns die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Insbesondere kritische Sektoren wie Energie und Verkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Die Schaffung einer "Superbehörde" durch das BHÜG und die Anpassung des KG, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, entzieht wichtige Entscheidungen der demokratischen Kontrolle und dient primär der EU-Kompatibilität statt Schweizer Interessen. Die Änderung des BGG, insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis, ermöglicht eine direkte Beschwerde gegen kantonale Erlasse, was die kantonalen Autonomien weiter schwächt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG signalisiert zudem den Verzicht auf nationale Kontrollkompetenzen im strategisch wichtigen Luftverkehr.

Lebensmittelsicherheit

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern die Tür für "Rosinenpickerei" auf den profitabelsten Strecken, was die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Grundversorgung auf unrentablen Linien verantwortlich sind, fundamental untergräbt. Weiterhin wird durch Art. 32a Abs. 1bis PBG die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs beschnitten, da bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten sind. Dies schränkt die Flexibilität und die Möglichkeit ein, optimale Lösungen für die Schweiz zu finden. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet hierfür keinen ausreichenden Schutz. Die schrittweise Aufgabe der

Souveränität über unsere Schieneninfrastruktur ist eine Tatsache, die nicht hingenommen werden darf.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und drohen, den bestehenden, wirksamen Schweizer Lohnschutz zu untergraben. Anstatt eine Stärkung zu bewirken, zielen die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Neuregelung in Art. 9 Abs. 2 und die Verschiebung des Klagerechts in Art. 13a, auf eine EU-konforme Anpassung ab, welche die Robustheit der Schweizer Regelungen verwässert. Die damit einhergehende bürokratische Umgestaltung und die potenziell geschwächten Kontrollmechanismen zugunsten zentralistischerer EU-Strukturen bieten Raum für Lohndumping und eine Erosion der schweizerischen Lohnniveaus, insbesondere in tieferen Einkommensklassen. Die Einführung eines Sonderkündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt zudem einen unzulässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse, was den flexiblen Schweizer Arbeitsmarkt beeinträchtigt, ohne die Kernproblematik des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG, neu Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6, bedeutet eine erhebliche Souveränitätsabtretung, die ausländische administrative Entscheide unbesehen in der Schweiz durchsetzbar macht.

GEORGIA NURCHIS CHARPENTIER
Chemin du Molard 9
1196 GLAND

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Gland, le 16 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Georgia Nurchis Charpentier

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Laurent Pirard <lpirard@bluewin.ch>
Sent: Donnerstag, 16. Oktober 2025 13:55
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] consultation sur les accords-cadres

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Laurent Pirard
Rue du Centre 31
1023 Crissier

département fédéral des affaires étrangères (dfae) consultation suisse-ue
3003 berne

objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

mesdames, messieurs,

je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

non à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen • non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.

• non à la perte de souveraineté législative de notre pays • non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2.protection de notre démocratie directe

ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
• nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen • le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles • nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
• notre marché du travail par une concurrence déloyale • nos infrastructures déjà saturées • notre système social par une hausse explosive des coûts - le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés
les 182 à 432 millions de franc

exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités 2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants 3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal

notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit

en vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Laurent Pirard

Envoyé de mon iPhone

Claudio Pisoni

Villaggio Olivella 9

6921 Vico Morcote

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Vico Morcote, 16 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Claudio Pisoni

Vico Morcote

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ralph Roderer (Privat)

Datum: 16.10.2025

Kontakt: Ralph Roderer · +41763656688 · mcrodi1966@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung, bevor einer Genehmigung zugestimmt werden kann. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die erzielten Kompromisse tatsächlich die souveränen Interessen der Schweiz wahren und die nationalen Gesetzgebungen, insbesondere das Bundesgesetz über die Personenfreizügigkeit (PFZG) und die damit verbundenen Durchführungsverordnungen, nicht untergraben. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auf dessen Entwicklung Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsgleichen Behandlung und der Akzeptanz von Rechtsakten durch souveräne Staaten. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz, welche durch eine undifferenzierte Übernahme von EU-Regelungen, die der nationalen Gesetzgebung übergeordnet werden könnten, ernsthaft gefährdet ist. Insbesondere die Regelungen zur Angleichung von Standards und die Beilegung von Streitigkeiten werfen ernste Fragen auf. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz ihre spezifischen Bedürfnisse und Schutzmechanismen, die in zahlreichen Gesetzen, wie dem Zivilgesetzbuch (ZGB) oder dem Obligationenrecht (OR) verankert sind, effektiv wahren kann, wenn sich die Gerichte primär an der Interpretation des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) orientieren müssen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, könnte dadurch beeinträchtigt werden. Weiterhin ist die Finanzierung der Umsetzung und die Haftung der Schweiz für allfällige negative Folgen nicht klar geregelt. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz zusätzliche finanzielle Belastungen aufgebürdet bekommt, ohne dass ein klarer Nutzen erkennbar ist. Die Prinzipien der Transparenz und der demokratischen Legitimation, die für die Verabschiedung von Gesetzen in der Schweiz gelten, scheinen bei diesen Abkommen zu kurz zu kommen. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Überprüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung und der geltenden Gesetzgebung erfordern. Die Risiken einer Aushöhlung der Souveränität und einer schleichenden Rechtsübernahme wiegen schwer und dürfen nicht ignoriert werden. Eine unkritische Zustimmung zu diesen Ergebnissen wäre verantwortungslos und würde zukünftige Handlungsspielräume der Schweiz unnötig einschränken.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen bezüglich der inländischen Umsetzung von EU-Rechtsakten auf, welche die Souveränität und die rechtlichen Grundlagen der Schweiz erheblich tangieren. Es ist zu befürchten, dass die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht in der Praxis zu einer faktischen Unterstellung unter die Gesetzgebung der Europäischen Union führt, ohne dass die Schweiz auf die Ausgestaltung dieser Regelungen Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Insbesondere die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Rechtsordnung. Artikel 164 BV garantiert die rechtsstaatliche und verfassungsmässige Ordnung der Schweiz. Die unkritische Übernahme von EU-Recht kann dazu führen, dass sich schweizerische Gesetze und Verordnungen, die auf dem Prinzip der Verhältnismässigkeit und der Rechtssicherheit basieren, in ihrer Anwendung verändern und möglicherweise dem komplexen und sich ständig wandelnden EU-Regelwerk untergeordnet werden. Dies kann die Rechtssicherheit für Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen beeinträchtigen. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht birgt ferner die Gefahr einer indirekten Gerichtsbarkeit durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH). Auch wenn eine explizite Zuständigkeit des EuGH für die Schweiz ausgeschlossen werden soll, ist nicht auszuschliessen, dass die Auslegung des

übernommenen EU-Rechts durch den EuGH de facto bindende Wirkung für die schweizerischen Gerichte entfalten könnte. Dies wäre ein gravierender Eingriff in die richterliche Unabhängigkeit, die durch Artikel 194 BV und das Prinzip der Gewaltenteilung gewährleistet wird. Es ist ausserdem fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU die damit verbundenen Souveränitätsverluste und rechtlichen Unsicherheiten aufwiegen. Die Gefahr einer Überfrachtung der nationalen Gesetzgebung mit EU-Regularien, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnitten sind, ist erheblich. Dies könnte zu erhöhter Bürokratie und Wettbewerbsnachteilen für inländische Unternehmen führen. Zusammenfassend ist die vorgeschlagene Vorgehensweise bezüglich der inländischen Umsetzung von EU-Recht mit erheblichen Risiken verbunden, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es müssen Massnahmen ergriffen werden, die sicherstellen, dass die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes uneingeschränkt gewahrt bleiben. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht ist entschieden abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagene Integration in den europäischen Strommarkt stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in die supranationale Aufsichtsstruktur, namentlich ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem passiven Teilnehmer degradiert, der Verpflichtungen nachkommt, aber kein Mitspracherecht mehr besitzt. Dies ist mit dem Prinzip der nationalen Hoheit unvereinbar und untergräbt die Möglichkeit, eigenverantwortlich über die kritische Infrastruktur unseres Stromnetzes zu entscheiden. Die ElCom verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Die Beihilfenregeln der EU bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das etablierte System der Wasserzinsen, welches essenziell für die finanzielle Stabilität der Bergkantone ist, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Dies hätte tiefgreifende negative Folgen für die betroffenen Regionen und die schweizerische Energieproduktion. Ferner werden unsere föderalen Strukturen im Energiebereich, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Deren Einspeisevorrang, der eine dezentrale und lokale Energieproduktion sichert, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Es stellt sich die drängende Frage, wer nach einer solchen Liberalisierung die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt, wenn weder der Markt noch die EU eine klare Verpflichtung eingehen. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko für die Schweiz. Die Folgen für KMU und Haushalte werden volatile und letztlich höhere Strompreise sein, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die dezentrale Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln für kleine Produzenten verschärfen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU, die unsere Souveränität in kritischen Infrastrukturbereichen untergraben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt, unsere spezifischen Bedürfnisse den unpassenden EU-Regeln unterzuordnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamentale Untergrabung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen primär politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, welche die lokalen und regionalen Bedürfnisse widerspiegeln, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und Autonomie. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere mit der darin verankerten Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG), installiert eine „Superbehörde“, die als verlängerter Arm der EU agieren wird. Diese Behörde wird nicht primär Schweizer Interessen verfolgen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht sicherstellen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was zu einer Entfremdung von der politischen Rechenschaftspflicht führt. Die Souveränität der Kantone wird durch das BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) massiv beschnitten. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a

BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das das Kartellrecht und das EU-Beihilferecht vereint. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Ebenso bedenklich ist die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG), welche die nationale Kontrollkompetenz über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr aufgibt und diesen Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Die Abschaffung der Beteiligung des Preisüberwachers an den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen Preiskontrolleurs verstummt. Diese Massnahmen führen zur Unterwerfung unter die EU und gefährden die nationale Steuerungshoheit in Kernbereichen wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, wo Service public und strategische Autonomie auf dem Spiel stehen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und dem Lohnschutz gibt Anlass zu äusserster Skepsis und tiefer Besorgnis über die schleichende Aushöhlung bewährter schweizerischer Schutzmechanismen. Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Lohnschutz erscheinen oberflächlich und haben den Charakter von Placebo-Massnahmen, die den realen und massiven Lohndruck, der aus einer ungebremsten Personenfreizügigkeit resultiert, nicht aufzufangen vermögen. Es droht eine unannehmbare Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere bei den mittleren und unteren Einkommensklassen, was zu einer Zunahme sozialer Ungleichheit führen würde. Statt den bestehenden, als wirksam anerkannten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser offenbar zugunsten EU-konformer, aber weniger griffiger Standards aufgeweicht. Die angeblichen Verbesserungen sind primär bürokratischer Natur und begünstigen ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die Neugestaltung des Entsendegesetzes (EntsG) mit der Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient offensichtlich der Harmonisierung mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Stärkung des Schutzes für hiesige Arbeitnehmer. Die juristische Umstrukturierung des Klagerechts, wegfallend aus Artikel 11 und neu platziert in Artikel 13a, verwässert die bewährte Systematik und verkompliziert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich. Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralisierten und EU-konformen Strukturen geschwächt, was die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate untergräbt. Dies führt zwangsläufig zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q Obligationenrecht) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und lähmt die Flexibilität insbesondere kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Anbindung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) an das Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert nicht nur die Kohäsionszahlungen in unserer Rechtsordnung, sondern schafft auch problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine inakzeptable Abtretung von Souveränität, welche die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für EU-weit verhängte finanzielle Verwaltungssanktionen macht. Die Rechtsordnung unseres Landes wird dadurch untergraben, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz Anwendung finden. Die befürchteten negativen Auswirkungen auf Löhne, Arbeitsbedingungen und die schweizerische Souveränität sind gravierend und dürfen nicht ignoriert werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks «Vom Hof auf den Tisch» unter dem Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei keineswegs um eine reine Verbesserung der Sicherheit, sondern um die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Standards, die Gefährdung unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Einschränkung der Konsumentenwahl. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger Sorgfalt und hohen Produktionsstandards beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Normen unwiederbringlich beschädigt. Das renommierte Label «Made in Switzerland» verliert an Wert, wenn es die Einhaltung von Kriterien signalisiert, die unter unseren etablierten Massstäben liegen. Dies ist ein

direkter Angriff auf einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die beispiellose «Guillotineklausel», die dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine erpresserische Taktik dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz untergräbt. Die Zwangsweise Übernahme von EU-Vorschriften im Bereich des Tierschutzes, wie die angepassten Artikel 15a und 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG), bedeuten einen bedauerlichen Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung müssen zugunsten von EU-Standards aufgegeben werden. Dies ist nicht nur ethisch fragwürdig, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust. Die damit verbundene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Existenzgrundlagen unserer Produzenten und Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette einem EU-Regulierungsdiktat, das auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet ist und eine erstickende Bürokratie für kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Betriebe mit sich bringt. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Ferner wird das mehrfach demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren genetisch veränderter Organismen systematisch ausgehöhlt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle schwächt. Ebenso wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) der Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU unterstellt. Die Aufgabe der Kontrolle über die Bekämpfung von Tierseuchen durch die Übernahme der EU-Verordnungen (Art. 1 neu TSG) ist angesichts der Notwendigkeit schneller und flexibler nationaler Massnahmen fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine fundamentale Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und des Volkswillens dar. Die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Zuwanderung für EU-Bürger massiv ausbaut, steht im direkten Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren Auftrag, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Besorgniserregend ist die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts, einer Art «Niederlassung C PLUS», bereits nach fünf Jahren. Dies untergräbt die innere Sicherheit, da selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein rechtlicher Verbleib praktisch garantiert wird. Der daraus resultierende Anreiz zur Zuwanderung in die Sozialsysteme wird durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern zusätzlich befeuert. Diese unkontrollierbare Ausweitung der Zuwanderung wird zu einer erheblichen Mehrbelastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden führen. Die angebliche «Schutzklausel» gemäss Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Im Gegenteil droht bei einem Versuch der Anwendung die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer «Erpressungsklausel» degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der «Integrationsmethode» bedeutet zudem, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen in diesem Kernthema der Zuwanderung faktisch keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Änderungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Gleichbehandlung von EU-Bürgern mit Schweizern bezüglich Sozialhilfe wird ausgeweitet und ein Ausschluss nahezu verunmöglicht. Dies ist eine klare Missachtung des Verfassungsauftrags gemäss Artikel 121a BV und eine direkte Verletzung unserer Souveränität. Die Einführung von massiv höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler muss diese Kosten nun indirekt über höhere Studiengebühren tragen, da die Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG bedeuten eine Aufgabe der nationalen Qualitätskontrolle und Regulierungskompetenz. Anstelle einer sorgfältigen Prüfung treten automatisierte EU-Mechanismen, die schweizerische Qualitätsstandards und die Patientensicherheit gefährden. Dies widerspricht dem Grundsatz der eigenständigen Steuerung und birgt unkalkulierbare Risiken.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret in Art. 40ater EBG, öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken herauspicken werden. Dieses Phänomen der «Rosinenpickerei» untergräbt direkt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche die essenzielle, aber oft unrentable Grundversorgung auf Nebenlinien gewährleisten müssen. Die damit verbundene Gefahr der Einstufung bewährter Subventionen im Schienenverkehr nach EU-Beihilferecht als unzulässig bedroht zudem die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung. Die vermeintliche Absicherung durch die «Gemeinsame Erklärung» des Bundesrates entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen Änderungen des EU-Rechts, was eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr zur Folge hat. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, insbesondere durch die zu erwartende Übernahme von Regulierungen wie jener zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), welche die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Darüber hinaus schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, Art. 32a Abs. 1bis PBG, die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien beachtet werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert wird. Die EU-Vorgaben drohen, die Vielfalt und die spezifischen Bedürfnisse des schweizerischen öffentlichen Verkehrs zu nivellieren und die Gestaltungsfreiheit der öffentlichen Hand massiv zu beschneiden.

Finanzieller Beitrag

Zur finanziellen Beteiligung im Rahmen des geplanten Abkommens mit der Europäischen Union sind erhebliche Vorbehalte anzumelden. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung im Sinne von Kohäsionszahlungen stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Kontrolle über die Verwendung milliardenschwerer Steuergelder und mutet einer faktischen Zwangsabgabe gleich. Der im Vorfeld genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Abkommen verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung fragwürdig. Es ist mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit davon auszugehen, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu substanziell höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz sodann nicht mehr mit wirksamen politischen Mitteln entgegentreten kann. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin degradiert, ohne dass im Gegenzug garantierte Vorteile wie ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse in Aussicht gestellt werden. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) manifestiert diese Entwicklung auf gesetzgeberischer Ebene. Durch die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) werden die Kohäsionszahlungen nicht mehr als politische Geste, sondern als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung in die Schweizer Rechtsordnung integriert. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungskompetenz über die Verwendung von Steuergeldern und höhlt dessen Budgethoheit gemäss Art. 1 KoBG massiv aus. Statt einer eigenverantwortlichen Gestaltung der Finanzpolitik existiert fortan lediglich die Verpflichtung zur Erfüllung von Zahlungsdikten der EU. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist kritisch zu hinterfragen. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung dient hier als fadenscheinige Legitimation für die Einführung politisch heikler und umstrittener Zahlungsverpflichtungen an die EU, deren Auswirkungen auf die nationale Autonomie und finanzielle Handlungsfähigkeit nicht unterschätzt werden dürfen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung zur Neuregelung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Anstatt eine ausgewogene und für die Schweiz vorteilhafte Lösung darzustellen, scheint dieses Paket primär die Interessen der Europäischen Union zu begünstigen und die Souveränität sowie die demokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung zu untergraben. Insbesondere die Übernahme von neuem EU-Recht ohne die Möglichkeit der direkten Einflussnahme durch das Schweizer Volk und die Kantone widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems. Die Einbeziehung der automatischen Übernahme von EU-

Recht könnte gegen das Prinzip der Volkssouveränität verstossen, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Dies impliziert, dass die oberste Staatsgewalt vom Volk und den Kantonen ausgeht. Die Übertragung von Gesetzgebungskompetenzen an eine externe Organisation ohne direkte demokratische Kontrolle ist daher äusserst problematisch. Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen dieses Pakets bedenklich. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH in die Auslegung und Anwendung von Rechtsnormen, die der Schweiz auferlegt werden, stellt eine gravierende Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit dar. Artikel 190 BV bestimmt, dass schweizerisches Recht im Widerspruch zu Völkerrecht nicht angewendet wird. Dies lässt jedoch Raum für Interpretation, und die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH könnte hier eine gefährliche Schwächung der nationalen Rechtsordnung bedeuten. Die Gefahr besteht, dass das Schweizer Rechtssystem unter die Jurisdiktion eines fremden Gerichts gestellt wird, dessen Entscheidungen für die Schweiz bindend wären, ohne dass die Schweiz auf die Zusammensetzung oder die Entscheidungsfindung dieses Gerichts Einfluss nehmen könnte. Die befürchtete negative Auswirkung auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen sowie auf den Schutz von Konsumenten und Umwelt ist ebenfalls ernst zu nehmen. Die Annahme von EU-Richtlinien ohne entsprechende Anpassungsmöglichkeiten könnte zu einer Erosion etablierter Schutzstandards führen. Dies steht im Gegensatz zum Ziel, die Lebensqualität und die sozialen Errungenschaften in der Schweiz zu wahren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket trotz seiner Bezeichnung als "Gesamtlösung" erhebliche Risiken birgt und in seiner aktuellen Form nicht geeignet ist, die schweizerischen Interessen nachhaltig zu schützen. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die Souveränität, die demokratischen Rechte und die spezifischen schweizerischen Bedürfnisse zu gewährleisten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und das rechtliche System der Schweiz. Es ist äusserst bedenklich, dass die Schweiz bereit ist, sich erneut durch bilaterale Abkommen enger an die Europäische Union zu binden, ohne dass dabei eine klare und nachhaltige Lösung für die Bewältigung der ständigen Rechtsfortschritte der EU gefunden wird. Dies stellt eine schleichende Erosion unserer nationalen Gesetzgebung dar und untergräbt die demokratischen Prozesse, auf denen unser Rechtssystem beruht. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht birgt die Gefahr, dass unsere Errungenschaften im Bereich des Arbeitnehmerschutzes, der Umweltstandards und der sozialen Sicherheit untergraben werden. Die im Entwurf angedachte "strukturelle Verankerung" des EU-Rechts in den bilateralen Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die Anwendung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), widerspricht fundamental dem Prinzip der Rechtsgleichheit und der Unabhängigkeit unserer Gerichte. Das Schweizer Rechtssystem, das auf dem Prinzip der Gewaltenteilung und der demokratischen Legitimation von Gesetzen basiert, würde durch eine solche Regelung erheblich geschwächt. Die in der Schweizerischen Bundesverfassung verankerten Grundrechte und rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) und Artikel 5 BV dargelegt sind, werden durch eine blosse Übernahme von EU-Recht de facto ausgehebelt. Die Anwendung von EU-Recht, das oft im Rahmen komplexer und undurchsichtiger Verhandlungsmechanismen zwischen der EU und ihren Mitgliedstaaten entsteht, entzieht sich der direkten demokratischen Kontrolle durch das Schweizer Volk und seine Vertreter. Dies steht im Widerspruch zum föderalistischen Aufbau und dem Subsidiaritätsprinzip, das eine starke Rolle der Kantone und Gemeinden vorsieht. Die vermeintliche "Stabilisierung" der Beziehungen könnte sich somit als Pyrrhussieg erweisen, der langfristig zu einer Abhängigkeit von Brüssel führt und die Fähigkeit der Schweiz einschränkt, eigenständige politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Souveränität schützt und sicherstellt, dass die Gesetzgebung ausschliesslich auf demokratischem Wege und im Einklang mit den Interessen der Schweizer Bevölkerung gestaltet wird. Eine kritische Überprüfung der vorgeschlagenen Abkommen ist unerlässlich, um eine unumkehrbare Bindung an die Rechtsordnung der EU zu verhindern und die schweizerische Rechtsidentität zu wahren.

SEURE Isabelle
Chemin de Vuillonnex 40
1232 Confignon

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, 16 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

SEURE ISABELLE

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Severin Studer (Privat)

Datum: 16.10.2025

Kontakt: Severin Studer · 0797934212 · severin_studer@yahoo.de

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Schweiz verliert massiv an Souveränität. Das Parlament wird an Einfluss verlieren, der Stimmbürger zum Statisten der EU degradiert.

Finanzieller Beitrag

Die EU wird die Schweiz zu mehr finanziellen Zahlungen zwingen, wenn nötig mit Gerichtsentscheiden. Dies läuft den Interessen der Schweiz diametral entgegen.

Strom

Die Schweiz muss EU-Verpflichtungen- und Regulierung übernehmen und gefährdet damit ihre Versorgungssicherheit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Bei noch einfacherem Zuzug und Aufnahme weiterer Länder in die EU, wird das Lohnniveau in der Schweiz weiterhin fallen. Von Lohnschutz kann dadurch nicht die Rede sein. Flankierende Massnahmen können das nicht ausgleichen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die Zuwanderung belastet bereits jetzt massiv die Infrastruktur (Schulen, öffentlicher Raum), verknappt den Wohnungsmarkt und verändert die Bevölkerungsstruktur derart, dass bald kein "gemeinsames Fundament" - welches essentiell ist für das Zusammenleben in einer Gesellschaft - mehr ersichtlich sein wird. Die neuen Verträge vereinfachen die Zuwanderung und Familiennachzug noch mehr, fördern also alle diese Phänomene.

Staatliche Beihilfen

-

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Ungenügend. Das Abkommen beschneidet die Souveränität der Schweiz in beträchtlicher weise und

gefährdet damit massgeblich das Erfolgsmodell Schweiz. Damit steht der Wohlstand für eine Mehrheit der Schweizer Bevölkerung auf dem Spiel.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Ungenügend bzw. so schlecht, dass ein solcher Vertrag auf keinen Fall unterzeichnet werden darf.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die bilateralen Beziehungen sollen beibehalten werden. Einschränkungen sind aber in den Punkten zu machen, die der Schweiz schaden (z.B. unkontrollierte Zuwanderung, welche zwar das BIP noch steigert aber zu immer höheren Kosten (Füllungskosten) für den Mittelstand führt. Dort müssten Konsequenzen inkl. allfälliger Kündigungen von Verträgen gemacht werden können. Eine weitere Integration mit noch mehr Verlust an Souveränität ist daher abzulehnen. Der Grund dafür ist relativ simpel: die Schweiz ist aufgrund ihrer guten direktdemokratischen und föderalistischen Funktionsweise erfolgreich, und generiert damit Wohlstand. Eine Abbau dieser Prinzipien - welche mit Abgabe von Bestimmungsrechten an die EU automatisch eintritt, wird unweigerlich zu einem Wohlstandsverlust in der Schweiz führen. Dieser kann allfällige erleichterte Handelshemmnisse oder andere "Zückerchen" niemals überwiegen. Ganz abgesehen davon ist es auch Aufgabe der Eidgenossenschaft, für den Wohlstand ihrer Bürger - und nicht nur der Wirtschaft - zu sichern.

Giuseppe Zanini
Via Brecch 1
6850 Mendrisio

Dipartimento federale degli affari esteri
(DFAE)
Consultazione Svizzera-UE
Bundeshaus West
3003 Bern

16 ottobre 2025

Oggetto:
Presa di posizione sulla consultazione "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera -UE"

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia OPPOSIZIONEal pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera-UE"

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1.Rifiuto della subordinazione istituzionale

. NO alla ripresaautomatica e dinamicadel diritto europeo

. NO allintroduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri

. NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese

. NO all'alineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

. Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo

. Il popolo svizzero perderebbe il diritto di drcisione sulle questioni fondamintali

. I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

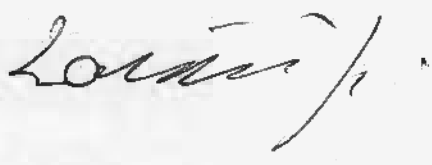

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

. il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale

. Le nostre infrastutture già sovvraccariche

. Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra 182 e 432 milioni di franchi, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. ABBANDONO dell'attuale pacchetto di trattati
2. MANTENIMENTO degli accordi bilaterali 1 e 2 esistenti
3. NEGOZIAZIONE di accordi settoriali limitati, su base pratica
4. SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA di qualsiasi futuro accordo istituzionale a referendum obbligatorio (doppia maggioranza Popolo e Cantoni)

La Svizzera non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare. Il nostro Paese ha costruitoil proprio successo su 700 anni di indipendenza e neutralità.

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesioneall'Unione Europea, sotto qualsiasi forma

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Giuseppe Zanini

Cramatte Annamaria
Avenue du Bois-de-la-Chapelle 85
1213 Onex

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Onex, le 17 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Cramatte Annamaria

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Lorraine Calabrese <lorraine.calabrese@protonmail.com>
Sent: Freitag, 17. Oktober 2025 21:47
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

CALABRESE Lorraine-Amanda

Route du Château d'Eau 4

1545 Chevroux

17 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

CALABRESE LORRAINE-AMANDA

Envoyé avec un e-mail sécurisé Proton Mail.

Cramatte Chloé
Avenue du Bois-de-la-Chapelle 85
1213 Onex

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Onex, le 17 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Cramatte Chloé

Cotting Suzanne
Rte de la Colline 10
1723 Marly

Marly le 17 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

S. Cotting

S Cotting

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: moi <saintbernard1@gmail.com>
Sent: Freitag, 17. Oktober 2025 09:35
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] SUISSE - UE

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

!! La consultation sur les accords-cadres concernant les relations CH-UE se termine le 31 Octobre.

Donnez votre avis, chacun peut le faire !

Pour ce faire vous pouvez écrire un mail à cette adresse et envoyer une lettre en format word dont voici un modèle que vous pouvez adapter à votre convenance

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

nom et prénom
adresse
Katia Dalla Palma
Ch. des Foulis 6
1260 Nyon

Nyon le 17 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (dfae)
consultation suisse-ue
3003 berne

objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

NON à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe
ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés
les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à bruxelles.

Des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux I et II existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Katia Dalla Palma - Nyon

Delmenico Alice
Rue Caroline 45
1227 Carouge

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le17 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Delmenico Alice

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Marcel Dubois
Route des Granges St-Martin 18
1350 Orbe

Le 17 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

ORBE, LE 17.10.2025

M. Dubois

Marianne Dubois
Route des Granges St-Martin 18
1350 Orbe

Le 17 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

ORBE, LE 17.10.2025

H. Dubois

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Isabelle Frei <isabelle.frei@protonmail.com>
Sent: Freitag, 17. Oktober 2025 21:55
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Fw: Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

FREI Isabelle

Marais Champagne 7

1926 Fully

17 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

ISABELLE FREI

KOCHER ZELLER Gaby
10, chemin Rieu
1208 GENEVE

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 17 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Gaby KOCHER ZELLER

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Wilma Mottalini
Viale Stefano Franscini 49
6500 Bellinzona

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Bellinzona, 17.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Wilma Mottalini

Wilma Mottalini

- concorrenza sleale sul lavoro e stagnazione dei redditi;
- infrastrutture sovraccariche (trasporti, scuole, sanità);
- crescita esplosiva dei costi sociali.

La Svizzera, già tra i paesi più densamente popolati d'Europa, vedrebbe peggiorare la qualità di vita, l'ambiente e la coesione sociale.

IV. COLLASSO ECONOMICO E PERDITA DI COMPETITIVITÀ

I costi ufficiali di **182–432 milioni CHF** l'anno sono solo l'inizio. A ciò si aggiungono gli oneri burocratici derivanti dall'adattamento alle norme UE, che soffocherebbero le **PMI**, riducendone la flessibilità e la competitività.

La Svizzera perderebbe la capacità di innovare e adattarsi rapidamente. Seguire regole europee inadeguate alla nostra economia significherebbe diventare una **succursale amministrativa dell'UE**.

Un'analisi della **SECO** mostra che il rifiuto degli accordi Bilaterali **III** costerebbe **meno dello 0,08% del PIL annuo** — un prezzo irrisorio per conservare la sovranità e la libertà di decidere il nostro destino.

I Bilaterali I e II hanno funzionato e continuano a garantire prosperità senza rinunciare all'indipendenza. La Svizzera può continuare su questa strada con **accordi settoriali negoziati da pari a pari**, come ha sempre fatto.

V. MINACCIA AL NOSTRO FEDERALISMO, ALLA NEUTRALITÀ E ALL'IDENTITÀ SVIZZERA

I Cantoni perderebbero competenze legislative nei settori interessati dalla "ripresa dinamica" del diritto UE. Il nostro **federalismo** — fondato sulla sussidiarietà e sulla prossimità al cittadino — è incompatibile con la **centralizzazione europea**.

Le nostre diversità culturali e regionali sarebbero livellate da direttive europee uniformi. La **neutralità svizzera**, pilastro della nostra politica estera, verrebbe compromessa: come restare neutri se allineati alla politica estera e di sicurezza dell'UE?

Ginevra, simbolo di diplomazia e umanitarismo, perderebbe credibilità come piattaforma neutrale. Anche la partecipazione a programmi europei di difesa e ricerca spingerebbe progressivamente verso un allineamento politico e militare.

VI. COSA DOBBIAMO ESIGERE CON FERMEZZA

Referendum obbligatorio: la voce del popolo è sacra.

Un trattato di tale portata, che modifica istituzioni e sovranità, **non può essere approvato tramite referendum facoltativo**.

Richiede la **doppia maggioranza di Popolo e Cantoni**, come per ogni revisione costituzionale.

Il Consiglio federale deve impegnarsi formalmente a **sottoporre il progetto al voto popolare e cantonale**, riconoscendo il diritto inalienabile del Popolo svizzero di decidere il proprio futuro.

CONCLUSIONE: LA NOSTRA ULTIMA OCCASIONE PER SALVARE L'EREDITÀ SVIZZERA

Questa consultazione è un'opportunità storica per esprimere il dissenso e **evitare una subordinazione irreversibile a Bruxelles**.
La storia svizzera è quella di un popolo che ha sempre difeso libertà e indipendenza. Non possiamo rinunciare a questo patrimonio.

Scadenza: 31 ottobre 2025!

Invia subito la tua presa di posizione chiara e motivata.
Spiega perché rifiuti questi accordi e cosa desideri per la Svizzera.
Parlane con familiari, amici, colleghi.
Ogni voce conta.

Qui trovi una lettera modello

Insieme, con determinazione, possiamo e dobbiamo salvare una Svizzera libera e sovrana.
Il futuro del nostro Paese è nelle nostre mani.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Mirjam Probst (Privat)

Datum: 17.10.2025

Kontakt: Mirjam Probst · 0764146542 · mirjam.probst@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen tiefgreifende und besorgniserregende Fragen bezüglich der Souveränität und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz auf. Es ist unabdingbar, dass diese Ergebnisse einer kritischen und eingehenden Prüfung unterzogen werden, bevor jedwede Zustimmung erteilt wird.

Ein zentrales Anliegen betrifft die potenzielle Erosion der Schweizer Rechtsordnung durch die Übernahme von EU-Recht. Artikel 123 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Rechtsstaatlichkeit und die Hoheit des schweizerischen Rechts. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen jedoch eine schleichende Unterwerfung unter die primäre und sekundäre Gesetzgebung der EU vorzusehen, ohne dass dies durch ein klares und transparentes Verfahren der parlamentarischen Genehmigung abgesichert wäre. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 BV verankert ist, wonach alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und durch die Bundesverfassung und die von ihr veranlassten Gesetze ausgeübt wird.

Besonders kritisch ist die geplante Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH zur verbindlichen Auslegung des EU-Rechts, das im Rahmen der Abkommen Anwendung finden soll, stellt eine direkte Bedrohung für die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte dar, wie sie durch Artikel 194 BV gewährleistet ist. Die Möglichkeit, dass Gerichte in der Schweiz durch Urteile aus Luxemburg faktisch in ihrer richterlichen Tätigkeit eingeschränkt werden, ist inakzeptabel.

Darüber hinaus ist die vorgesehene institutionelle Einbettung der Abkommen alarmierend. Die Schaffung ständiger Gemischter Ausschüsse oder ähnlicher Gremien, in denen die EU ein wesentliches Mitspracherecht hat, birgt die Gefahr, dass Entscheidungen, die die Schweiz betreffen, ausserhalb der demokratischen Kontrolle des schweizerischen Parlaments und Volkes getroffen werden. Dies untergräbt die Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Legitimation, welche gemäss Artikel 164 BV massgeblich sind.

Die Argumentation, dass diese Abkommen wirtschaftliche Vorteile bringen, greift zu kurz, wenn sie zulasten fundamentaler demokratischer und rechtsstaatlicher Prinzipien gehen. Die Schweiz hat in ihrer Geschichte stets darauf geachtet, ihre Eigenständigkeit zu wahren und ihre Gesetze selbst zu bestimmen. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diesen Grundsatz zu opfern und könnten langfristig zu einer Abhängigkeit führen, die nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung liegt. Eine sorgfältige Abwägung aller Konsequenzen ist zwingend erforderlich, und eine vorschnelle Zustimmung zu diesen, potenziell nachteiligen, Ergebnissen wäre fahrlässig.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus Sicht des Verfassungsauftrags und der Souveränität der Eidgenossenschaft äusserst kritisch zu betrachten. Es ist zwingend geboten, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die rechtliche und politische Eigenständigkeit der Schweiz eingehend zu analysieren.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht. Dies steht in fundamentalem Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der besagt: "Die Schweiz ist eine demokratische Republik; sie beruht auf dem Volk und dem Recht." Die faktische Übernahme von Gesetzen und Verordnungen, die in Brüssel erlassen werden, untergräbt die Kompetenzen der eidgenössischen Räte und des Bundesrates, die gemäss Artikel 174 BV die oberste Leitung der Bundesverwaltung wahrnehmen und die Gesetzgebung erarbeiten. Diese Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz ist unhaltbar.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz bei der Auslegung des Abkommens problematisch. Dies widerspricht Artikel 190 BV, der die richterliche Gewalt der Schweizer Gerichte verankert. Wenn der EuGH in letzter Instanz über die Anwendung von Rechtsnormen entscheidet, die auch für die Schweiz gelten sollen, wird die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und deren letzte Autorität in ihrem Zuständigkeitsbereich stark beeinträchtigt. Dies schafft eine Rechtsunsicherheit und eine Abhängigkeit, die mit dem Schweizer Rechtsstaat unvereinbar ist.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit birgt ebenfalls erhebliche Bedenken. Die potenziell uneingeschränkte Zuwanderung könnte die Sozialwerke unter Druck setzen und die Lohnstrukturen negativ beeinflussen. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen des Schutzes der Arbeitnehmer und der sozialen Sicherheit, die auch im Rahmen der Bundesverfassung (z.B. Artikel 34quater BV a.F. für die Sicherung der Existenzgrundlage der Schweizer Bürger) Schutz geniessen sollten. Die Annahme des Pakets birgt das Risiko einer schleichenden Erosion der schweizerischen Sozialmodelle.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket zur Gesamtbeurteilung in seiner jetzigen Form erhebliche Gefahren für die Souveränität, die demokratische Legitimation und die Rechtsstaatlichkeit der Schweiz birgt. Es ist unerlässlich, diese Punkte kritisch zu hinterfragen und Alternativen zu prüfen, die die Interessen und die Eigenständigkeit unseres Landes wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Rechtspaketen wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit grundlegenden Schweizer Rechtsprinzipien und unserer Souveränität auf. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in der vorliegenden Form angestrebt wird, steht im Widerspruch zur verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz und birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer direktdemokratischen Entscheidungsprozesse.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von Rechtsakten des EU-Rechts, die nicht explizit im Vernehmlassungsdossier aufgeführt sind, sondern potenziell nachträglich durch einen Mechanismus der automatischen Übernahme erfasst werden könnten, ist äusserst problematisch. Dies eröffnet die Tür für eine unkontrollierte und undurchsichtige Einflussnahme auf die Schweizer Gesetzgebung, ohne dass die betroffenen Akteure, insbesondere das Parlament und die Stimmbürger, adäquate Möglichkeiten zur Prüfung und Einflussnahme hätten. Die Art. 123 und 124 der Bundesverfassung, welche die Rechtsetzungskompetenz des Bundes verankern, werden durch eine derartige Praxis de facto unterlaufen.

Die Sorge besteht, dass durch die automatische Übernahme von EU-Recht die subsidiäre Zuständigkeit des Bundes, wie sie in Art. 3 BV verankert ist, in einem nicht unerheblichen Masse de facto an die EU abgetreten wird. Die Schweiz verliert dadurch die Möglichkeit, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln und zu verabschieden. Dies betrifft nicht nur die Gesetzgebung, sondern auch die Praxis der Gerichte und Behörden, die sich künftig vermehrt an der Rechtsprechung und den Auslegungen des Europäischen Gerichtshofs orientieren müssten, was die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz gefährden könnte.

Weiterhin ist die mangelnde Transparenz bei der Festlegung des Geltungsbereichs des zu übernehmenden EU-Rechts alarmierend. Die Gefahr, dass hierdurch Regelungen inkrafttreten, die den Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung zuwiderlaufen, ist real. Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der rechtsgleichen Behandlung und der Verhältnismässigkeit statuiert, könnte durch eine unbedachte Übernahme von EU-Recht, das diesen Grundsätzen nicht uneingeschränkt gerecht wird, unterlaufen werden.

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne einen klaren und transparenten Entscheidungsprozess, der die demokratische Legitimation und die Souveränität der Schweiz gewährleistet, ist daher abzulehnen. Es bedarf einer strikten Souveränitätswahrung und der Sicherstellung, dass die Schweiz jederzeit die volle Kontrolle über ihre Gesetzgebung behält.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern stellen eine massive Aufweichung unseres bewährten Schweizer Lohnschutzsystems dar. Die angeblichen Schutzmassnahmen sind kosmetischer Natur und werden den immensen Druck, den die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf unsere Lohnstrukturen ausübt, nicht kompensieren können. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen.

Die geplanten Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und n Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich erschwert.

Die Kontrolle durch die paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate wird geschwächt. Die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben die Kompetenzen dieser bewährten Institutionen. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was ausländischen Unternehmen mit Lohndumping-Absichten in die Hände spielt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die

Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge keinen wirksamen Lohnschutz gewährleisten, sondern im Gegenteil unser etabliertes System untergraben und die Schweiz einer übermässigen Abhängigkeit von der EU ausliefern. Wir lehnen diese Anpassungen entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromabkommen mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Dies impliziert eine Verlagerung der Entscheidungsfindung über unser Stromnetz nach Brüssel, was die Unabhängigkeit unserer Energiepolitik fundamental untergräbt.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung. Dieses Vorgehen widerspricht diametral den Grundsätzen der föderalen Selbstbestimmung, die durch Artikel 7 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert sind.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle für Infrastruktur und lokale Entwicklung darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Solche Eingriffe gefährden nicht nur die finanzielle Stabilität betroffener Kantone, sondern auch die Attraktivität von Investitionen in die heimische Wasserkraft.

Die völlige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken. Sie wird zu einer erhöhten Preisvolatilität führen und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte zur Folge haben. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht abdecken kann, werden auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) verschärft diese Problematik zusätzlich.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage untergraben. Dies steht im Widerspruch zur dezentralen und bürgernahen Energiepolitik, die bisher eine Stärke der Schweiz war.

Darüber hinaus schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Abhängigkeit der Schweiz von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern verstärken.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unmissverständliche Instrumente zur Angleichung an EU-Standards. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört.

Abschliessend ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Stromversorgung (StromVG) ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter

das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein inakzeptabler Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze und somit ein Rückschritt für die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität unseres Landes.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unsere föderalistische Ordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Sinne des Gemeinwohls getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die beispielsweise den Regionalverkehr, lokale Kantonalbanken, die Kultur oder kleine und mittlere Unternehmen stützen, werden ihrer politischen Gestaltungsfreiheit beraubt.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue, mächtige Instanz geschaffen, die faktisch als verlängerter Arm der EU agiert. Die Beihilfekammer der WEKO wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Konformität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese 'Superbehörde' ist ungenügend, was sie zu einer bedenklichen Zentralinstanz macht.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden massiv untergraben. Statt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. b bis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern, die kein formelles rechtliches Gehör mehr haben, wenn ihre souveränen Entscheide geprüft werden. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr geopfert wird. Die Schweiz unterwirft sich somit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt und die strategische Autonomie in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz und ermöglicht der neuen Behörde ein ungestörtes Agieren. Dieses Abkommen ist ein Rückschritt für die Schweiz.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, geben Anlass zu gravierenden Bedenken hinsichtlich der Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres Service public im Schienenverkehr. Die primäre Gefahr liegt in der potenziellen Unvereinbarkeit von EU-Beihilferecht mit den bewährten Subventionsmodellen, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung unseres Rollmaterials essentiell sind. Artikel 73 der Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft gewährt dem Bund die Kompetenz, die Landverkehrssysteme zu regeln und zu fördern; die Anwendung von EU-Beihilferecht könnte jedoch dazu führen, dass gerade jene staatlichen Unterstützungen, die zur Gewährleistung einer flächendeckenden und qualitativ hochstehenden Versorgung notwendig sind, als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die operative Handlungsfähigkeit und damit die Attraktivität und Zuverlässigkeit des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung direkt beeinträchtigen.

Des Weiteren birgt die sukzessive Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage, wie sie durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) eingeführt wird, erhebliche Risiken. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken fördert eine gefährliche "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen primär die profitabelsten Hauptverbindungen bedienen. Dies hat zur Folge, dass die finanzielle Last für die Aufrechterhaltung der weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien vermehrt bei den Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderen konzessionierten Unternehmen verbleibt. Diese Aushöhlung der wirtschaftlichen Basis unseres Service public ist nicht tragbar und untergräbt das Prinzip der universellen Dienstleistung.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unverbindlich und bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, das nach dem Prinzip der dynamischen Rechtsübernahme auch auf die Schweiz Anwendung finden würde. Dies untergräbt unsere Souveränität und macht uns abhängig von externen Regulierungen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese aktiv mitzugestalten. Die damit verbundene Verlagerung der Steuerungskompetenz, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), weg von nationalen Institutionen hin zu zentralen EU-Stellen, wie sie die dynamische Rechtsübernahme mit sich brächte, ist eine schleichende Aufgabe der nationalen Hoheit.

Die Änderungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG) sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Artikel 32a Absatz 1bis PBG zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die verfassungsmässige Befugnis von Bund und Kantonen, den öffentlichen Verkehr nach nationalen Bedürfnissen und Prioritäten zu gestalten, empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die Souveränität über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs wird so eingeschränkt und die Möglichkeit, rein schweizerische verkehrspolitische Ziele zu verfolgen, erschwert.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die damit einhergehende Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" stellen keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben. Dieses umfassende Integrationsprojekt bedroht massiv unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, gefährdet die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten auf unzumissbare Weise ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf sorgfältigen, nationalen Standards fusst, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Kriterien unweigerlich verwässert. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" verliert an Aussagekraft, wenn Schweizer Produkte denselben, weniger strengen Massstäben unterworfen werden wie EU-Importe. Dies zerstört einen essentiellen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und stellt eine Abwertung nationaler Gütesiegel dar.

Besonders beunruhigend ist die in diesem Abkommen verankerte "Guillotineklausel", welche die Gültigkeit sämtlicher bilateraler Verträge mit der EU an die Akzeptanz dieser weitreichenden Regelungen knüpft. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in diesem für uns zentralen Bereich nimmt. Die Vorstellung, dass ausländische EU-Inspektoren ungehinderten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, ist ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Betriebe zu Objekten einer ausländischen Bürokratie.

Die drohende Welle der Bürokratie wird nicht nur grosse Industriebetriebe treffen, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien mit komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überziehen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche

Existenzen zerstören. Weiterhin wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein empfindlicher Souveränitätsverlust. Ebenso sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Selbst der Waldschutz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat der EU unterstellt, was eine schnelle und auf die Schweiz zugeschnittene Reaktion auf spezifische Bedrohungen unmöglich macht. Dieses Abkommen untergräbt unsere Unabhängigkeit, unsere Qualität und unsere demokratische Selbstbestimmung in fundamentalen Bereichen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Kontrolle äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist nicht mehr als die Einführung einer Zwangsabgabe, welche die Schweiz von einem wichtigen politischen Druckmittel und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen entbindet.

Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung der Beiträge stellt eine reine Finte dar. Der anfangs anmutende Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist lediglich ein Lockvogelangebot, das durch die verbindliche Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, sich gegen ungerechtfertigte Forderungen zu wehren und muss zukünftig bedingungslos zahlen, was die EU diktiert. Dies macht die Schweiz zu einer reinen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument, um diese Zahlungsverpflichtung permanent zu verankern. Mit der Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen in Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als festen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung.

Zudem ist die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG irreführend und unredlich. Der «gute Name» der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Ohne jegliche Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen bezahlt die Schweiz für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive und inakzeptable Ausweitung dar, die im klaren Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren, das praktisch unentziehbar ist und selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Diese 'Niederlassung C PLUS' ignoriert die Notwendigkeit, die Aufenthaltsberechtigung an

einwandfreies Verhalten und wirtschaftliche Unabhängigkeit zu knüpfen.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen geradezu gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die dadurch entstehenden Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler sowie auf Kantone und Gemeinden abgewälzt. Besonders besorgniserregend ist die unbegrenzte Ausweitung des Familiennachzugs, die weit über das hinausgeht, was für ein Nicht-EU-Land zumutbar wäre. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu explodierenden Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz sie dennoch geltend machen wollen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressung macht und nicht zu einem Schutzinstrument.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren den Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Das ETH-Gesetz und das HFKG sehen als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer vor. Dies ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und eine indirekte Belastung für die Schweizer Steuerzahler, die diese Kosten über andere Kanäle tragen müssen.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung und höhere Berufsbildung (BGVB) durch automatisierte Anerkennungsverfahren statt sorgfältiger nationaler Prüfungen schwächt unsere Qualitätsstandards und die Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Gleiches gilt für die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG und GesBG, welche die nationale Qualitätskontrolle durch bürokratische EU-Mechanismen ersetzt und ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit birgt. Die Anpassung des BVG unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was zu einer weiteren Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität führt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU im Freizügigkeitsgesetz greift zudem in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein. Diese umfassende Anpassung unserer Rechtsordnung, die sogar das Zivilgesetzbuch einschliesst, dient ausschliesslich der Unterwerfung unter das EU-Recht. Die versprochene Wiedereingliederungsstrategie im AVG ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, stösst auf erhebliche Bedenken und bedarf einer kritischen Überprüfung. Die damit einhergehende Gefahr der schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne die entsprechenden demokratischen Kontrollmechanismen und die Mitgestaltungsmöglichkeiten der Schweiz ist nicht zu unterschätzen. Es besteht die ernste Sorge, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Souveränität und die direkte Mitsprache ihrer Bürger untergräbt.

Besonders bedenklich ist die drohende Erosion der parlamentarischen Kontrolle. Das Schweizer Parlament, als Hüter der Volkssouveränität und Ausdruck des demokratischen Willens, droht in seiner Funktion geschwächt zu werden, wenn es fortan primär mit der Umsetzung von EU-Rechtsakten befasst ist, die es nicht aktiv mitgestalten konnte. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur schweizerischen Verfassungsordnung, welche die Gesetzgebungskompetenz klar beim Parlament verankert. Insbesondere das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR), wird dadurch potenziell verletzt, da die Bürgerinnen und Bürger indirekt an Gesetze gebunden werden, deren Entstehung sie nicht im demokratischen Prozess beeinflussen konnten.

Zudem ist die ungeklärte Frage der Übernahme von EU-Recht und dessen Anwendung durch Schweizer Gerichte alarmierend. Die Möglichkeit, dass Gerichte sich auf nicht von der Schweiz verhandelte und beschlossene EU-Rechtsnormen stützen, wirft Fragen der Rechtssicherheit und der Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz auf. Gemäss Artikel 5 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) müssen Gesetze klar und verständlich sein, um Rechtsunsicherheit zu vermeiden. Die unklare Rechtslage bei der Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr von Interpretationsspielräumen und einer potenziellen Überfremdung des Rechts.

Die ökonomischen Verpflichtungen, die mit einer solchen Vertiefung der Beziehungen einhergehen könnten, sind ebenfalls zu hinterfragen. Ohne klare Abgrenzungen und Gegenleistungen droht die Schweiz, finanzielle Beiträge zu leisten, die nicht im direkten Interesse ihrer Wirtschaft und Bevölkerung liegen. Die schweizerische Neutralität, ein Eckpfeiler unserer Aussenpolitik, könnte durch die Bindung an EU-Regelungen und -Positionen ebenfalls auf die Probe gestellt werden.

Aus diesen Gründen ist eine Rückweisung dieses Vorschlags zur gründlichen Überarbeitung und zur Wahrung der schweizerischen Interessen und Prinzipien dringend geboten. Die Bewahrung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie muss oberste Priorität haben.

sabineschofield@gmail.com

Sabine A. Schofield
Chemin du Trappeur 12
1255 Veyrier / Switzerland

Département Fédéral des Affaires Etrangères
(DFAE)
Consultation Suisse UE
3003 Berne

Genève, le 17 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

(2)

- **DES EXIGENCES CLAIRES**

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sabine A. Schofield

Catherine VIGNY
19 ch. du Moulin
1233 Bernex

Berne, le 17 octobre 2025

Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse - UE
3003 Berne

Objet :
Prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse - UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse - UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHESION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle.
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'étiquetage forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique.
Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.
Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

En vous remerciant de prendre bonne note de ce courrier, je vous présente, Mesdames, Messieurs, mes respectueuses salutations.

C. Vigny

Nom & Prénom Bersier Denise
Adresse Rte du Bugnon 37
NPA & Ville 1752 Villars s/Glâne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, le date

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom & Prénom Bessier

17.10.2025

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Nom & Prénom Beusier Jacques
Adresse Bug 409 37
NPA & Ville 1752 Villars/Glâne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, le date

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom & Prénom

17.10.2025

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

BUSSIEN Jacqueline
Avenue de la Chablière 21

1004 LAUSANNE

Lausanne, le 18 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

BUSCIEN JACQUELINE

Corrado Amato
Summer Village 5
6992 Vernate

Dipartimento federale degli affari
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Vernate, 18 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio**(doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.
Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Corrado Amato

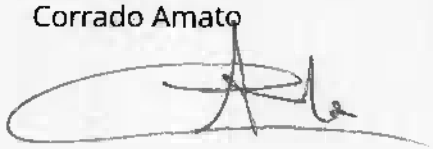

Fragnière Philippe
Ch. des Rafforts 1
1535 Combremont-le-Grand

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Combremont-le-Grand,
le 18 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Fragnière Philippe

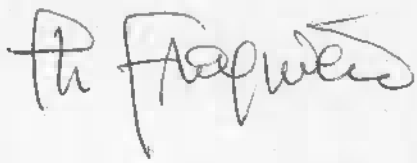

Goedkoop Anders
Chemin du Tirage 7a
1299 Crans

Crans, le 18 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Goedkoop Anders

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Dorothea <dorothea.goedkoop@bluewin.ch>
Sent: Dienstag, 21. Oktober 2025 18:51
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Consultation Suisse-UE

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Bonsoir,

Merci de prendre bonne note de ce qui suit.

Meilleures salutations

Dorothea Goedkoop

>
>
>

Goedkoop Dorothea
Chemin du Tirage 7a
1299 Crans

Crans, le 18 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

>
>

Amanda Kuonen
Rue du Bleu-Léman 4
1844 Villeneuve

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Villeneuve 18.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Amanda Kuonen

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Luggen (Privat)

Datum: 18.10.2025

Kontakt: Luggen · 079 445 18 16 · j.luggen@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist kritisch zu hinterfragen, ob die vorgeschlagenen Massnahmen die derogatorischen Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Genehmigung und die Umsetzung von internationalen Abkommen (GIG), insbesondere Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe d, angemessen berücksichtigen. Dieser Artikel verlangt eine sorgfältige Prüfung, ob die Umsetzung eines Abkommens die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz beeinträchtigt.

Die pauschale Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Rechtssetzungsautonomie. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, könnte durch eine de-facto-Unterwerfung unter europäische Rechtsakte untergraben werden, welche nicht dem direkten Willen des Schweizer Volkes oder seiner gewählten Vertreter entspringen. Die Möglichkeit einer direkten Einflussnahme durch das Schweizer Parlament oder gar durch das Volk wird durch die Komplexität und die Geschwindigkeit der EU-Gesetzgebung zunehmend erschwert.

Des Weiteren ist die Frage der rechtsstaatlichen Kontrolle von zentraler Bedeutung. Gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung muss staatliches Handeln auf dem Recht beruhen. Die vorliegende Umsetzung birgt die Gefahr, dass rechtliche Bestimmungen auf einer vorgelagerten Ebene geschaffen werden, deren demokratische Legitimation und Überprüfung auf nationaler Ebene fraglich ist. Dies gilt insbesondere im Hinblick auf die Einhaltung des Grundsatzes der Gewaltenteilung, wie er in den Artikeln 164 ff. der Bundesverfassung umschrieben ist.

Es besteht die ernsthafte Besorgnis, dass durch die vorgeschlagene Umsetzung eine ungleiche Wettbewerbssituation entstehen könnte, die heimische Unternehmen benachteiligt. Ohne eine klare Abgrenzung und Kompensation für die übernommenen Regulierungen könnte die schweizerische Wirtschaft zusätzliche Belastungen erfahren, die nicht durch entsprechende Vorteile ausgeglichen werden. Eine solche Entwicklung wäre nicht im Einklang mit dem Ziel, die schweizerische Wirtschaft zu stärken und die Arbeitsplätze im Land zu sichern.

Die Transparenz der Umsetzungsprozesse muss ebenfalls kritisch beleuchtet werden. Die Kriterien für die Entscheidungsfindung und die Einbeziehung verschiedener Interessengruppen müssen klar dargelegt werden, um sicherzustellen, dass alle relevanten Aspekte umfassend berücksichtigt werden. Ein Mangel an Transparenz kann das Vertrauen in den Prozess untergraben und zu unliebsamen Überraschungen führen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrechts im Rahmen des Abkommens mit der EU zur

Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Verfassungsgrundlagen und des Volkswillens dar. Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert, wird durch diese Übernahme de facto obsolet. Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» nach lediglich fünf Jahren, das praktisch unentziehbar ist und selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug Bestand hat, untergräbt fundamental unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dieses de facto «Niederlassungsrecht C PLUS» öffnet die Tür für eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte «Schutzklausel» ist nichts weiter als eine Farce. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Droht die EU bei einer dennoch in Erwägung gezogenen Anwendung doch mit Sanktionen, handelt es sich hierbei nicht um eine Schutzmassnahme, sondern um eine klare Erpressung. Die automatische Rechtsübernahme nach der «Integrationsmethode» bedeutet, dass unser Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für die Schweiz zentralen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus und erschweren deren Ausschluss selbst bei Abhängigkeit. Die neue «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, das durch seine restriktive Ausgestaltung und die ausschliessliche Möglichkeit von Massnahmen im politischen Ermessen wirksame, einseitige Kontingente verhindert. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein offensichtliches Eingeständnis der immensen zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der Schweizer Steuerzahler muss zudem die Gleichbehandlung von EU-Studierenden über neue Zahlungsrahmen (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und spezifische Beitragsmechanismen (Artikel 61a HFKG) direkt kompensieren. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) stellen eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und in spezifischen Gesetzen wie dem MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Standards senkt und die Patientensicherheit im Gesundheitsbereich gefährdet. Diese Anpassungen im gesamten Rechtssystem, einschliesslich des ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), zeigen die flächendeckende Aufgabe souveräner Regulierungskompetenz zugunsten einer Unterwerfung unter das EU-Recht.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Bahnverkehrsabkommen mit der EU, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres robusten Service public auf. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Gefahr für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung dar. Ausländische Anbieter werden primär die lukrativen Hauptstrecken bedienen, was als „Rosinenpickerei“ bezeichnet werden kann. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere Schweizer Transportunternehmen auf den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Die finanzielle Basis für die Aufrechterhaltung eines schweizweiten Bahnnetzes wird dadurch nachhaltig geschwächt.

Des Weiteren ist die sogennante „Gemeinsame Erklärung“ als Absicherung rechtlich als wertlos einzustufen. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer

Souveränität im Bahnverkehr dar und lässt die Schweiz in einer Position permanenter Unterwerfung unter neue EU-Regulierungen zurück. Die Vorstellung, dass dies eine wirksame Schutzmassnahme sei, ist realitätsfern und gefährlich.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen Kriterien erfüllt werden, die primär den Interessen der EU dienen. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die Sorge, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise aufgibt, ist somit mehr als berechtigt. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet eine Verlagerung der nationalen Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen, was die Gefahr birgt, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie jene zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM), ungefragt übernehmen müssen. Der Service public im Schienenverkehr, ein nationales Gut, gerät dadurch in ernste Gefahr. Bewährte Subventionen, die für die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger essenziell sind, könnten als unzulässig eingestuft werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament freiwillig und kontrolliert beschlossenen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die parlamentarische Budgethoheit dar. Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung. Insbesondere Art. 1 KoBG etabliert einen permanenten Rechtsanspruch, der die souveräne Entscheidung des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern aushöhlt und die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr ablehnend gegenübertreten kann. Dies bedeutet, dass die Schweiz zur Zahlung gezwungen wird, was die freiwillige Natur der bisherigen Beiträge verkennt und uns in eine nachteilige Verhandlungsposition bringt. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, deren greifbare Vorteile fraglich sind, während die Kosten für unsere Souveränität erheblich steigen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist keine rein technische Formalität, sondern verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Dauerhaftigkeit. Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise untergräbt die Transparenz und die Integrität des Entscheidungsprozesses. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrt und die demokratische Kontrolle über finanzielle Beiträge, die unsere Steuergelder betreffen, beibehält. Die vorgeschlagenen Regelungen bedürfen daher einer kritischen Überprüfung und gegebenenfalls einer deutlichen Nachbesserung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen, welche die Unterstellung unter das EU-Beihilferecht und die Schaffung neuer Kontrollinstanzen vorsehen, sind aus Sicht der nationalen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Legitimation höchst bedenklich.

Die geplante Abschaffung der heutigen, bewährten Praxis, bei der Subventionen politische und damit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, unterwirft diese Förderungen einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime. Dies widerspricht fundamental

unserem föderalistischen System, in dem die Kantone eine hohe Autonomie bezüglich ihrer Wirtschaftsförderung geniessen. Die Souveränität der Kantone wird durch die Notwendigkeit einer Genehmigung durch eine zentrale, EU-konforme Behörde in Bern massiv untergraben.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität in diesem strategisch wichtigen Bereich.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Artikel 3 BHÜG und Artikel 18 Absatz 2 KG stellt eine "Superbehörde" dar, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Deren Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht mehr ausschliesslich Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Die Kantone verlieren durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere durch den neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG, ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Insgesamt institutionalisieren die vorgeschlagenen Änderungen eine Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, schwächen die föderalistischen Strukturen und höhlen die demokratische sowie die rechtsstaatliche Kontrolle über staatliche Förderungen aus.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit verbundene institutionelle Einbettung in EU-Strukturen stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die Übertragung von Entscheidungsbefugnissen über unser Stromnetz an EU-Gremien wie ACER und ENTSO-E, ohne Stimmrecht für die Schweiz, während wir die Kosten tragen, ist inakzeptabel. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik bedeutet.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Aushebelung des bewährten Systems der Wasserzinsen durch die EU-Beihilfenregeln. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist existenziell gefährdet. Dies würde die finanzielle Basis der Bergkantone massiv schwächen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die lokalen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die dezentrale und lokale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung nach neuem Art. 4a ff. StromVG opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt sich zwischen Markt und EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da Kosten für Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige

kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden damit zerstört. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die durch diese Massnahmen kaum geschützt werden. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die Anpassung an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber voraussichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies wird zwangsläufig ausländischen Unternehmen zugutekommen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die vorgesehenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Massnahmen unzureichend, führen zu einer Schwächung unseres bewährten Lohnschutzes und gehen mit erheblichen Souveränitätsverlusten einher. Sie bieten keinen adäquaten Schutz für die Schweizer Arbeitnehmerschaft.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regulierungen im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine massive Gefährdung der Schweizer Produktionsstandards, unserer bäuerlichen Familienbetriebe und der Konsumentenwahlfreiheit dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit im Sinne des Schutzes der Schweizer Bevölkerung, sondern um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein umfassendes EU-Regelwerk.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards existenziell bedroht. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie bedroht die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards existenziell bedroht. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie bedroht die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Des Weiteren wird eine gefährliche "Guillotineklausel" eingeführt, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Einführung neuer Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgeht das Parlament und gewährt eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt.

Die Angleichungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, wodurch wir die Souveränität verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Schliesslich wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Insgesamt handelt es sich bei der vorgeschlagenen Übernahme von EU-Regulierungen nicht um eine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende Aufgabe unserer Souveränität, unserer hohen Qualitätsstandards und der Vielfalt unserer Landwirtschaft.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union

(EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Es scheint, dass die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) und im Bundesgesetz über den Bundesratsbeschluss über die Genehmigung des Freihandelsabkommens zwischen den EFTA-Staaten und der Republik Südafrika (SR 0.946.01) verankert sind, unzureichend berücksichtigt wurden.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Dienstleistungsfreiheit und die Personenfreizügigkeit, birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer nationalen Gesetzgebung. Artikel 3 Absatz 2 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Freiheit der Parteien, Verträge frei zu gestalten, solange diese nicht gegen Gesetze oder die guten Sitten verstossen. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen könnte hier zu einer Einschränkung führen, da unsere nationalen Gerichte gezwungen wären, EU-Recht anzuwenden, das möglicherweise nicht mit unseren spezifischen rechtlichen und gesellschaftlichen Verhältnissen übereinstimmt.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in diesem Kontext äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH in die Auslegung von Abkommen, die über ein reines Freihandelsabkommen im Sinne des SR 0.946.01 hinausgehen, würde die richterliche Gewalt der Schweizer Gerichte massiv beschneiden. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltentrennung, wie er implizit im schweizerischen Rechtssystem verankert ist. Die Unabhängigkeit unserer Justiz ist ein hohes Gut, das nicht durch externe juristische Instanzen kompromittiert werden darf. Die Möglichkeit, dass EU-Recht in einer Weise ausgelegt wird, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft, ist eine reale Gefahr.

Die Auswirkungen auf die demokratische Legitimation sind ebenfalls besorgniserregend. Die direkte Übernahme von EU-Recht ohne einen umfassenden parlamentarischen Debattenprozess und die Möglichkeit eines Referendums untergräbt das Volkssouveränitätsprinzip. Die Schweizer Bürgerinnen und Bürger haben ein Recht darauf, über Gesetze, die ihr Leben unmittelbar betreffen, mitzubestimmen. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diesen Anspruch zu vernachlässigen und setzen auf eine Form der indirekten Gesetzgebung, die kaum kontrollierbar ist. Es muss hinterfragt werden, ob der Preis für eine engere Kooperation mit der EU die Aufgabe wesentlicher Elemente unserer direkten Demokratie sein kann.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung an die Europäische Union im Einklang mit unseren nationalen Interessen und unserer Souveränität steht.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat. Dies wirft die Frage auf, inwieweit wir uns faktisch einem Rechtssystem unterwerfen, dessen Entwicklung wir nicht mehr mitgestalten können. Das Prinzip der direkten Demokratie, ein Grundpfeiler unserer politischen Ordnung, könnte dadurch untergraben werden, wenn Entscheidungen, die unser Land betreffen, primär in Brüssel getroffen werden. Die Unmöglichkeit, wesentliche Teile des EU-Acquis in einem kohärenten Gesamtpaket abzulehnen, widerspricht der Möglichkeit einer sorgfältigen, auf nationale Bedürfnisse zugeschnittenen Rechtssetzung.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH in die Auslegung und Anwendung des Abkommens wirft ernsthafte verfassungsrechtliche Fragen auf. Nach Artikel 123 der Bundesverfassung sind die

obersten Gerichte der Schweiz das Bundesgericht und das Bundesverwaltungsgericht. Eine automatische Bindung an die Rechtsprechung eines ausländischen Gerichts könnte die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und somit die Souveränität unseres Rechtssystems gefährden. Es besteht die Gefahr, dass der EuGH auf eine Weise entscheidet, die nicht mit der Schweizer Rechtsordnung und den spezifischen Gegebenheiten unseres Landes vereinbar ist. Dies könnte zu einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen.

Des Weiteren ist die wirtschaftliche Dimension des Pakets genau zu prüfen. Die angeblichen wirtschaftlichen Vorteile müssen klar und nachweisbar sein und dürfen nicht auf Kosten unserer wirtschaftlichen Freiheit und Wettbewerbsfähigkeit gehen. Die Annahme von EU-Regulierungen könnte zu zusätzlichen Belastungen für unsere Unternehmen führen, insbesondere für KMU, und unsere Fähigkeit beeinträchtigen, eigenständig auf globale Marktveränderungen zu reagieren.

Insgesamt erscheint die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung als ein Schritt, der uns nicht die gewünschte Freiheit und Flexibilität gewährt, sondern uns stattdessen stärker an die EU bindet, ohne die nötigen Schutzmechanismen für unsere Souveränität und unsere nationalen Interessen zu bieten. Eine kritische und vorsichtige Haltung ist daher geboten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundlagen. Es ist äusserst bedenklich, dass die EU im Gegenzug für eine vermeintliche Stabilisierung eine stärkere Einbindung und damit eine potentielle Unterordnung der Schweiz unter europäisches Recht fordert. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zur Schweizer Verfassung und den Prinzipien der direkten Demokratie.

Insbesondere die drohende Übernahme von Rechtsakten der EU ohne vorgängige parlamentarische Zustimmung und öffentliche Vernehmlassung verstösst gegen die Grundsätze des Rechtsstaates. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) garantiert jedem Schweizer Bürger das Recht, an politischen Entscheidungen mitzuwirken. Die vorgeschlagene Mechanik könnte dieses Recht aushöhlen, indem Automatismen geschaffen werden, die eine autonome Rechtssetzung der Schweiz untergraben. Dies widerspricht dem Geist des Bundesverfassungsartikels 164, Absatz 2, der die Einhaltung der verfassungsmässigen Ordnung und die Berücksichtigung der Volkssouveränität bei der Gesetzgebung fordert.

Ferner ist die Integrationsdynamik, die mit einem solchen Abkommen einhergeht, besorgniserregend. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz in einen schrittweisen Prozess der Angleichung gedrängt wird, der letztlich zu einer De-facto-Mitgliedschaft ohne die damit verbundenen Mitspracherechte führt. Die Europäische Union operiert mit dem Prinzip der fortlaufenden Integration, und die Schweiz würde sich mit einem solchen Abkommen in die Gefahr begeben, von dieser Dynamik überrollt zu werden. Artikel 1 des Obligationenrechts (OR), der die Vertragsfreiheit betont, darf nicht als Freipass zur Aushöhlung nationaler Gesetzgebung missbraucht werden.

Die angeblichen Vorteile einer "Stabilisierung" erscheinen angesichts dieser tiefgreifenden Eingriffe in die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prinzipien fragwürdig. Es stellt sich die dringende Frage, ob die angestrebte Beziehung zur EU nicht eher einer erzwungenen Abhängigkeit gleichkommt, als einer echten Partnerschaft auf Augenhöhe. Die Schweiz hat ihre Eigenständigkeit und ihre demokratischen Prozesse über Jahrhunderte hinweg aufgebaut, und es wäre ein schwerer Fehler, diese durch ein überstürztes und unzureichend durchdachtes Abkommen mit der EU aufs Spiel zu setzen. Die negativen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität müssen mit aller Deutlichkeit benannt und zurückgewiesen werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: felix messmer (Privat)

Datum: 18.10.2025

Kontakt: felix messmer · 0797570282 · fhmz@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, welche die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz gefährden könnten. Die EU verfolgt offensichtlich das Ziel, ihre rechtlichen und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen stärker an die der Mitgliedstaaten anzugleichen, was sich unweigerlich auf die Autonomie der Schweiz auswirken würde. Eine engere Anbindung an die EU, auch unter dem Deckmantel einer "Stabilisierung", birgt das Risiko einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz dabei Mitspracherechte auf Augenhöhe hätte. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer Verfassung, insbesondere dem föderalistischen Gedanken und dem Recht des Volkes auf Selbstbestimmung, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV).

Die vermeintliche "Stabilisierung" könnte sich als einseitige Belastung erweisen. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die nicht primär schweizerischen Interessen dienen, würde die schweizerischen Gesetzgeber unnötig einschränken. Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Eine stärkere Personenfreizügigkeit oder die automatische Übernahme von EU-Arbeitsnormen könnte den Druck auf die Lohnkosten erhöhen und dieattraktivität des Schweizer Arbeitsmarktes für unsere eigenen Fachkräfte mindern. Das Prinzip der "Inländervorrang" und der Schutz unserer gut etablierten sozialen Errungenschaften, welche durch Artikel 117 der Bundesverfassung und die flankierenden Massnahmen geschützt werden sollen, wären potenziell gefährdet.

Darüber hinaus ist die finanzielle Dimension zu hinterfragen. Eine stärkere Integration bedeutet oft auch eine höhere finanzielle Beteiligung an EU-Projekten oder die Übernahme von Verpflichtungen, deren Nutzen für die Schweiz fraglich ist. Die Vorlage eines solchen Paktes zur "Stabilisierung" erscheint daher weniger als eine echte Partnerschaft, sondern vielmehr als ein Versuch, die Schweiz stärker an die EU zu binden, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, ihre Interessen wirksam zu wahren. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Möglichkeit, eigene rechtsstaatliche Prinzipien anzuwenden, könnten ebenfalls unter Druck geraten, wenn EU-Recht über nationales Recht gestellt würde.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität bewahrt und ihre eigenen Interessen verteidigt. Eine kritische Prüfung jedes Vorschlags, der eine engere Bindung an die EU vorsieht, ist daher nicht nur angebracht, sondern zwingend notwendig, um die langjährige erfolgreiche Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz zu sichern.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf und birgt das Risiko einer schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweizer Legislative, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, ist äusserst problematisch. Artikel 164 BV gebietet, dass neue Bestimmungen des Völkerrechts nur in Kraft treten, wenn ihre Ausführung durch Bundesgesetz geregelt ist. Die angestrebte Übernahme von EU-Recht in Form von streitigen Abkommen, die de facto eine automatische Rechtsübernahme implizieren, umgeht dieses essentielle Prinzip und untergräbt die rechtssetzerische Gewalt des Parlaments und des Volkes.

Des Weiteren ist die potentielle Übermacht des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Die Annahme einer generellen Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung von Abkommen, die dem Schweizer Recht untergeordnet werden, stellt eine direkte Verletzung von Artikel 190 BV dar, wonach Bundesgesetze und das Völkerrecht für die eidgenössischen Gerichte und Behörden massgebend sind. Dies impliziert die Primärität des EU-Rechts, auch wenn es nicht formal in das schweizerische Rechtssystem integriert ist. Solche Regelungen drohen, die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung zu beschneiden und die Anwendung schweizerischen Rechts in bestimmten Bereichen faktisch zu verunmöglichen.

Die angepriesenen Vorteile der institutionellen Annäherung scheinen die gravierenden Nachteile einer solchen Abhängigkeit nicht aufzuwiegen. Die Schweiz würde sich einem Rechtsrahmen unterwerfen, den sie nicht mehr autonom mitgestalten kann, während die EU weiterhin ihre Interessen verfolgen wird. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Auswirkungen bedenklich. Die Gefahr einer «Rechtsübernahme ohne Mitgestaltung» ist real und würde die Schweiz zu einem reinen Anwender von EU-Vorschriften degradieren. Die Stärkung der bilateralen Beziehungen darf nicht auf Kosten der rechtsstaatlichen Grundsätze und der verfassungsrechtlich garantierten Souveränität erfolgen. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Kooperation mit der EU im Einklang mit der Bundesverfassung steht und die Kerninteressen der Schweiz gewahrt bleiben. Die aktuellen Vorschläge genügen diesem Anspruch bei Weitem nicht und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung oder Ablehnung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der vorliegenden EU-Regularien im Inland wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es scheint, als ob die potenziellen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien nur ungenügend berücksichtigt werden. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse und die bestehende Rechtsordnung der Schweiz birgt erhebliche Risiken.

Die Delegation von Gesetzgebungskompetenzen an supranationale Organe, wie sie durch die pauschale Übernahme von EU-Recht impliziert wird, steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert ist. Die Möglichkeit, dass die Bundesversammlung ihre Gesetzgebungskompetenzen weitgehend an die EU abtritt, ohne dass dabei die demokratische Legitimation auf nationaler Ebene in jedem Einzelfall gewährleistet ist, ist besorgniserregend. Dies könnte zu einer Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle führen, die im Artikel 165 BV als zentrales Element der Bundesgesetzgebung definiert wird.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die Rechtsprechung nicht zu unterschätzen. Die Einführung von EU-Recht, das oft komplex und in stetiger Weiterentwicklung begriffen ist, ohne eine klare Übergangsregelung oder eine sorgfältige Harmonisierung mit dem

schweizerischen Recht, kann zu Inkohärenzen und Rechtsunsicherheiten führen. Die Unvereinbarkeit mit bestehenden schweizerischen Gesetzen, insbesondere solchen, die den Schutz der Grundrechte und der wirtschaftlichen Freiheit zum Ziel haben, ist eine reale Gefahr. Die Einhaltung der rechtsstaatlichen Grundsätze, die auf Artikel 5 BV basieren und eine klare Trennung von Befugnissen sowie die Gesetzmässigkeit staatlichen Handelns fordern, könnte hierdurch erheblich beeinträchtigt werden.

Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaftsordnung, wie sie im Artikel 94 BV definiert ist, dürfen nicht ignoriert werden. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Normen könnte zu einer Wettbewerbsverzerrung führen und die spezifischen Stärken der schweizerischen Wirtschaft schwächen. Die damit verbundenen administrativen Belastungen für Unternehmen, insbesondere für KMUs, sind wahrscheinlich erheblich und könnten die Innovationskraft und Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz beeinträchtigen. Es ist daher unabdingbar, dass jede Übernahme von EU-Recht einer gründlichen Folgenabschätzung unterzogen wird und nur dann erfolgt, wenn sie dem schweizerischen Interesse eindeutig dient.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die Schweiz ist heute schon überbervölkert - mit 9 Mio. ist es nicht mehr lebenswert bei uns. Nur wer genug Geld hat kann sich vor der Überbevölkernung schützen - seine Kinder in die Privatschule senden, statt ins öffenltiche Bad auf das eigene Motorboot, in eine Gemeinde ziehen mit geringerm Ausländeranteil. Das alles ist asozial und der Schweiz unwürdig. Wir müssen wieder zurück auf eine Bevölkerung von 7 Mio. und unsere abendländische Kultur pflegen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen gravierenden Eingriff in die Souveränität und die bewährte Wirtschaftsordnung der Schweiz dar. Die bisherige Praxis, bei der staatliche Subventionen als politisch legitimierte Instrumente zur Förderung von Kantonen, Gemeinden und strategisch wichtigen Sektoren dienten, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie der Kantone, die ihre eigenständigen Entscheidungen zur lokalen Wirtschaftsförderung künftig einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern unterwerfen müssten. Diese Entwicklung ist als direkter Angriff auf unseren Föderalismus zu werten.

Die Schweiz begibt sich durch dieses Abkommen in eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Sämtliche Beihilfen müssten der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden, was die Schweiz faktisch zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden häufig Eigentümer von Infrastrukturbetrieben sind, würden einer EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, wie sie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und durch die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) vorgesehen ist, ist äusserst bedenklich. Diese Institution agiert als "verlängerter Arm der EU" und ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, ohne formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren ihrer eigenen souveränen Entscheide.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig

gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde über Preisentwicklungen entscheidet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung des Service public und der nationalen Souveränität auf. Die Öffnung für die Kabotage gemäss Artikel 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und operative Leistungsfähigkeit der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Transportunternehmen dar. Die Möglichkeit für ausländische Anbieter, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, während die Verpflichtung zur Bedienung unrentabler, aber essenzieller Linien bei den heimischen Akteuren verbleibt, ist ein klares Beispiel für "Rosinenpickerei". Dies untergräbt die Grundlage für eine flächendeckende Grundversorgung, wie sie unser Land erwartet und benötigt.

Des Weiteren ist die im revidierten Personenbeförderungsgesetz (PBG) verankerte Verpflichtung gemäss Artikel 32a Absatz 1bis, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten, eine erhebliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Autonomie. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen primär nach den Bedürfnissen und optimalen Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden die Hände gebunden, um EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies birgt das Risiko von suboptimalen und potenziell kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler und erschwert die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele.

Die Befürchtung, dass die dynamische Übernahme von EU-Recht die Kontrolle über die Schieneninfrastruktur zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagern wird, ist ebenfalls nicht zu unterschätzen. Zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), könnten die nationale Steuerungskompetenz weiter aushöhlen. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, welche als Absicherung dargestellt wird, entbehrt jeder rechtlichen Bindungswirkung und bietet keinen Schutz vor zukünftigen rechtlichen Entwicklungen innerhalb der EU, zu deren Übernahme die Schweiz fortan gezwungen wäre. Die Subventionspraxis, die für die Aufrechterhaltung eines leistungsfähigen Service public unerlässlich ist, könnte durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht unmittelbar die Qualität und das Angebot des Bahnverkehrs für die Bürgerinnen und Bürger. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen das Risiko bergen, den Service public im Landverkehr massiv zu schwächen und die Souveränität der Schweiz in einem strategisch wichtigen Bereich erheblich zu beeinträchtigen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem fragwürdigen Titel einer Harmonisierung, stellen eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Anstatt die bewährte und weltweit anerkannte Schweizer Qualität zu schützen und weiterzuentwickeln, droht die Angleichung an oft tiefere EU-Standards einen unumkehrbaren Qualitätsverlust zu bewirken. Dies entwertet das Label „Made in Switzerland“ und beraubt unsere Produzenten eines entscheidenden Wettbewerbsvorteils. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrelanger Tradition und strengen Richtlinien beruht, gerät in ernste Gefahr.

Die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser gefährlichen Angleichung. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdiktat, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies ist ein Frontalangriff auf unsere Produzenten, insbesondere auf kleine und mittlere Betriebe wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzgereien. Sie werden mit komplexen und unpassenden

EU-Vorschriften überzogen, die viele zur Aufgabe zwingen werden. Lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen werden zerstört, und unsere kulinarische Identität wird angegriffen.

Ferner wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls zutiefst beunruhigend. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren und breiter akzeptierten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch zentralen Bereich.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, da die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben wird. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und lokal angepasste Massnahmen, nicht die Unterwerfung unter starre, bürokratische EU-Systeme.

Zusätzlich erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Die Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Die beispiellose Welle der Bürokratie, die auf unsere Produzenten hereinbrechen droht, und die aushöhlenden Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG), die das Parlament umgehen, unterstreichen die gefährliche Tendenz, die Schweiz sukzessive unter die europäische Gesetzgebung zu stellen, ohne die Zustimmung des Volkes oder eine angemessene demokratische Kontrolle. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten sind ernsthaft gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einer rechtsverbindlichen Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der budgetären Souveränität der Schweiz dar. Bis anhin handelte es sich bei diesen Beiträgen um freiwillige Leistungen, die dem Parlament unterlagen und somit von dessen Kontrolle und Zustimmung abhängig waren. Die Umwandlung in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung entzieht der Schweiz ein wesentliches politisches Druckmittel und schränkt die parlamentarische Mitsprache bei milliardenschweren Zahlungen massiv ein. Dies ist de facto als eine Zwangsabgabe zu werten.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu signifikant höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird sodann keine Möglichkeit mehr haben, diese Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Damit mutiert die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Es ist zu befürchten, dass diese Zahlungen nicht mit einer Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen einhergehen. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär die nationale Souveränität belastet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das gesetzgeberische Instrument zur Zementierung dieser Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und statuiert mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Ausnutzung der Budgethoheit des Parlaments. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern

droht der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Institutionen des Bundes (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist besonders bedenklich. Hierbei wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein unredlicher Vorgang.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die institutionelle Einbindung in europäische Regelwerke stellen einen fundamentalen Bruch mit der bewährten schweizerischen Energiepolitik dar und sind mit erheblichen Risiken verbunden. Anstatt die Versorgungssicherheit und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu stärken, droht eine Verlagerung der Entscheidungshoheit nach Brüssel und eine Untergrabung nationaler Souveränität.

Mit der Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Dies führt zu einem Verlust der energiesouveränen Kontrolle, da Entscheidungen über das eigene Stromnetz künftig von ausserhalb getroffen werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, die undemokratisch legitimiert sind. Das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung ist damit besiegelt.

Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, dar. Das langjährig bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Gleichzeitig gefährden verschärfte Unbundling-Vorschriften im Sinne des EU-Rechts, wie in Artikel 10, 18 und 19 des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) vorgesehen, die bestehenden föderalen Strukturen. Kleinere, lokale Energieversorger, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, deren traditioneller Einspeisevorrang durch diese Regeln ausgehebelt wird, werden benachteiligt. Dies schwächt die dezentrale Energieproduktion, die für die Versorgungssicherheit und die Akzeptanz der Energiewende entscheidend ist.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Artikel 4a ff. des StromVG verankert ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortungslage, da weder der Markt noch die EU die Gewähr für eine lückenlose Versorgung übernehmen. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die Liberalisierung wird voraussichtlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da Kosten für die nicht mehr marktdeckungsfähige Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die in Artikel 8b ff. des StromVG vorgesehene Energiereserve ist unzureichend.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Artikel 15 neu, verschlechtern die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung erheblich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, die die Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW senkt, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Artikel 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was zu einer verstärkten Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern führt. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Artikel 22 StromVG untergräbt die föderale Struktur und die Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise

EU-Regeln, die nicht auf Schweizer Verhältnisse zugeschnitten sind. Dies ist ein klarer Verlust von Souveränität und Flexibilität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht unzureichend und stellen keine wirkliche Verbesserung dar. Vielmehr droht eine Erosion des etablierten Schweizer Lohnschutzes. Die flankierenden Massnahmen, die bisherige Schutzfunktion hatten, werden aufgeweicht und EU-Standards angepasst, was zu einer bürokratischeren, aber weniger wirksamen Regulierung führt. Dies begünstigt Akteure, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Summe dieser Änderungen birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und den Wohlstand der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und des Wohlergehens der Schweiz. Zwar wird das Abkommen als umfassend dargestellt, doch bei genauerer Betrachtung offenbaren sich erhebliche Nachteile, die mit dem schweizerischen Rechtsverständnis und den Grundsätzen unserer Verfassung nur schwer vereinbar sind.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die Übernahme von EU-Recht. Artikel 1 des revidierten Bundesgesetzes über die Europäischen Gemeinschaften (EG-Gesetz) von 1994, welches die Rahmenbedingungen für die Beziehungen zur EU regelt, garantiert die Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung. Die vorgeschlagenen Übernahmen von EU-Recht, insbesondere in Bereichen wie dem Binnenmarkt, drohen jedoch, diesen Grundsatz aufzuweichen. Die automatische Übernahme von

Richtlinien und Verordnungen, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, stünde im Widerspruch zur autonomen Gesetzgebungskompetenz des Schweizerischen Parlaments. Das Prinzip der Souveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, würde hierdurch signifikant beeinträchtigt.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine bindende Zuständigkeit des EuGH, wie sie für die Auslegung des übernommenen EU-Rechts vorgesehen ist, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit schweizerischer Gerichte. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Wenn ein ausländisches Gericht die letzte Instanz für die Auslegung nationalen Rechts darstellt, ist diese Unabhängigkeit gefährdet. Dies könnte zu rechtlichen Unsicherheiten und einer Erosion unserer Rechtsstaatlichkeit führen.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind besorgniserregend. Die erzwungene Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sind, könnte zu Wettbewerbsnachteilen und einer übermässigen Bürokratie führen. Die im Verfassungsartikel 41 (Sozialziele) festgeschriebene Förderung des wirtschaftlichen Wohls der Bevölkerung könnte durch solche unflexiblen Regelungen konterkariert werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und potenziell auch die wirtschaftliche Prosperität gefährden. Es bedarf einer kritischen und detaillierten Prüfung, ob die scheinbaren Vorteile die erheblichen Risiken und die Abweichung von unseren fundamentalen Rechtsprinzipien rechtfertigen.

Anne-Christine Perren
Avenue des Alpes 17
1860 Aigle

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Aigle, le 18 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir ma ferme opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite
- Perte de notre neutralité qui a déjà bien été entachée ces derniers années

En vous priant de prendre communiquer ce courier aux personnes responsables de ces agissements. Veuillez agréer, Mesdames, Monsieur, mes salutations distinguées.

Anne-Christine Perren

Jean-Pierre Perren
Route de L'Hongrin 40
1660 La Lécherette

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

L'Hongrin, le 18 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je m'oppose fermement au paquet d'accords soumis à consultation sous l'intitulé "stabilisation et développement des relations Suisse-UE". Ce projet constitue, à mes yeux, une atteinte grave à la souveraineté, à la démocratie directe et à la neutralité de la Suisse.

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de toute subordination institutionnelle

• NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
• NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
• NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
• NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique:
• Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
• Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
• Les cantons verraient leur autonomie fortement réduite
• Notre neutralité, déjà affaiblie ces dernières années, serait encore davantage compromise

Je demande que ce courrier soit pris en compte dans le cadre de la consultation et transmis aux responsables concernés.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Pierre Perren

Simone Perren
Route de L'Hongrin 40
1660 La Lécherette

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

L'Hongrin, le 18 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite exprimer mon opposition claire et totale au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

• NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
• NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
• NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
• NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique:
• Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
• Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
• Les cantons verraient leur autonomie fortement réduite
• Notre neutralité, déjà affaiblie ces dernières années, serait encore davantage compromise

Je vous prie de bien vouloir transmettre ce courrier aux personnes responsables de ce dossier.
Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Simone Perren

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: wpk10@sunrise.ch
Sent: Samstag, 18. Oktober 2025 09:35
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zu Vernehmlassung Paket "Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU"
Attachments: Stellungnahme.txt

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren

in der Beilage finden Sie meine Stellungnahme zu Art. 26a VE-StromVG (Bundesbeschluss über die Genehmigung und Umsetzung des Abkommens zwischen der Schweiz und der EU über Elektrizität).

Ich bitte Sie, den Eingang dieser Stellungnahme zu bestätigen, und danke für die Berücksichtigung im weiteren Verfahren.

Freundliche Grüsse
W. Portmann

Stellungnahme zu Art. 26a VE-StromVG, Bundesbeschluss über die Genehmigung und Umsetzung des Abkommens zwischen der Schweiz und der EU über Elektrizität

Die folgenden Aussagen im Erläuternden Bericht (S. 665) zu Art. 26a VE-StromVG sind unzutreffend:

"Materiell ist die Unterstellung der verschiedenen Rechtsverhältnisse, also Grundversorgung, Netznutzung, Flexibilität, Aggregierung und vieles mehr, unter das Privatrecht die bessere, da praxistauglichere Lösung. Der Schutz der Kundinnen und Kunden wird so nicht geschwächt, da für einen wirksamen Schutz viel wichtiger ist, dass inhaltliche Vorgaben bestehen, die Schutz bringen, was mit der Umsetzung des Stromabkommens der Fall ist (vgl. u.a. auch die Ombudsstelle)."

Zu den Rechtsverhältnissen und zum Rechtsweg bei der Stromversorgung ist vielmehr Folgendes festzuhalten:

1. Die Auffassung, dass "inhaltliche Vorgaben" viel wichtiger seien als das Verfahrensrecht, um für Kundinnen und Kunden einen wirksamen (Rechts-)Schutz zu gewährleisten, befremdet doch sehr angesichts der expliziten Verankerung von Verfahrensgarantien etwa in Art. 29 BV oder der überragenden Bedeutung von Art. 6 EMRK (Recht auf ein faires Verfahren). Die Redensart "Recht haben und Recht bekommen ..." ist nicht bloss Folklore.

2. Weshalb die Unterstellung unter das Privatrecht "die bessere, da praxistauglichere Lösung" sein soll, wird nicht näher ausgeführt. Dass etwa eine Verfügung "umständlich" sei, wird bloss behauptet. In der jüngeren Literatur wird der gegenteilige Standpunkt vertreten, nämlich "dass es gerade bei direkten Handlungen gegenüber Kunden einfacher ist, zu verfügen und damit das Rechtsmittelverfahren zu öffnen, zumal die Verwaltungsverfahrensgesetze in Bezug auf die förmlichen Verfahren auch erhebliche Rechtssicherheit bieten" (Isabelle Häner, Der Staat als Wirtschaftsakteur und das Verfahren, ZSR 2021, S. 246).

3. Der Schutz der (Grundversorgungs-)Kundinnen und Kunden würde durch die Unterstellung unter das Privatrecht massiv verschlechtert, denn im Privatrecht besteht weder Grundrechtsbindung (Art. 35 Abs. 2 BV) noch gilt das Legalitätsprinzip (Art. 5 Abs. 1 BV). Weshalb Grundversorger bei der Wahrnehmung einer öffentlichen Aufgabe nicht an elementare Grundrechte wie Art. 8 BV (Rechtsgleichheit) oder Art. 9 BV (Willkürverbot) gebunden sein sollten, kann nicht mit "Praxistauglichkeit" erklärt werden. Wenig zufällig illustriert BGE 137 I 120 (IWB Industrielle Werke Basel, Liefersperre Elektrizität, Leistungsverweigerung), was geschähe, wenn Grundversorger nach privatautonomem Gutdünken geschäfteten.

4. Eine Ombudsstelle – gemäss Art. 23b Abs. 3 VE-StromVG überdies kostenpflichtig (!) – ist mitnichten ein Ausgleich für die schlechte Position, die ein Endverbraucher gegenüber einem Grundversorger bei Rechtsschutz auf Niveau ZPO hätte. Die prinzipiell schlechte Ausgangsposition für die klagende Partei in einem Zivilprozess (u. a. Verhandlungsgrundsatz statt Untersuchungsgrundsatz, Beweislast nach Art.

8 ZGB, höhere Verfahrenskosten mit Vorschusspflicht, Parteientschädigungen) ist notorisch - man beachte etwa nur, welche Flicken der Gesetzgeber für den "Sozialprozess" (Mietrecht, Arbeitsrecht) anbringen musste, um halbwegs "Waffengleichheit" zu schaffen. Endverbraucher, vor allem wenn natürliche Personen, würden sich vor einem Zivilgericht keineswegs auf Augenhöhe mit einem Grundversorger begegnen, der ohnehin die meisten Bedingungen des Rechtsverhältnisses einseitig diktiert.

5. Auch ist der Bundesgesetzgeber (entgegen anderslautenden Gerüchten) nicht frei, Rechtsverhältnisse nach Belieben dem öffentlichen oder dem Zivilrecht zuzuordnen. Die Grundversorgung mit Elektrizität ist Service public und damit eine staatliche Aufgabe. Das Bundesgericht hat schon vor beinahe 30 Jahren diesbezüglich festgehalten (Urteil 4C.382/1995 vom 27.9.1996, E. 1c): "Dem Gemeinwesen steht nämlich nicht zu, zwischen Verhältnissen öffentlichrechtlicher und zivilrechtlicher Natur frei zu wählen und den entsprechenden Rechtsweg zu bestimmen", denn die Zuweisung "hängt nicht von der rechtlichen Einordnung durch ein Gemeinwesen ab, sondern beurteilt sich nach der objektiven Natur der Streitsache". Personenbeförderungsgesetz oder Postorganisationsgesetz sind sehr schlechte Vorbilder, beruhen sie doch entweder auf längst überholten Vorstellungen von Rechtsschutz in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts (Fehlen einer umfassenden Verwaltungsgerichtsbarkeit) oder haben ihre Wurzeln in der Privatisierungseuphorie der 1990er-Jahre.

Der Artikel ist daher wie folgt zu fassen:

Art. 26a Rechtsverhältnisse und Rechtsweg

[1] Stromlieferverträge mit freier Lieferantenwahl unterstehen dem Privatrecht. Streitigkeiten aus solchen Verträgen werden durch die Zivilgerichte beurteilt.

[2] Die übrigen Rechtsverhältnisse unterstehen dem öffentlichen Recht. Bei Streitigkeiten über die Grundversorgung erlässt der Grundversorger eine Verfügung.

[3] Die Zuständigkeiten der ElCom bleiben vorbehalten.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jörg Schmid (Privat)

Datum: 18.10.2025

Kontakt: Jörg Schmid · +3599152176302 · schmid.joerg83@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Kohärenz mit bestehenden Schweizer Gesetzen auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine angemessene Mitsprache der schweizerischen Gesetzgebungsorgane gewährleistet ist, steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie. Artikel 6 der Bundesverfassung verankert die Volkssouveränität, die durch eine einseitige Rechtsübernahme faktisch ausgehöhlt würde. Es ist äusserst bedenklich, dass die nationalen Interessen und die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft in diesem Prozess offensichtlich untergeordnet werden. Die vorgesehene Angleichung an EU-Normen birgt die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung unserer Gesetzgebung. Das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung festgeschrieben ist, wird gefährdet, wenn neue Regelungen ohne ausreichende parlamentarische Debatte und ohne Berücksichtigung des geltenden Rechts implementiert werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, selbst wenn dieses noch in Entwicklung begriffen ist, schafft eine enorme Rechtsunsicherheit und behindert die vorausschauende Planung für unsere Unternehmen und Bürger. Die parlamentarische Kontrolle gemäss Artikel 168 der Bundesverfassung, welche die Regierung und die Verwaltung über die Bundesversammlung lenkt, könnte durch die Vorgaben aus Brüssel massiv eingeschränkt werden. Wir fordern eine klare Darlegung, wie die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung und die Autonomie unserer Gesetzgebung auch in Zukunft gewährleistet werden können. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU wird, ohne die entsprechenden Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen, ist nicht von der Hand zu weisen. Dieses Vorgehen widerspricht dem Geist des bilateralen Weges, der auf gegenseitigem Einvernehmen und Partnerschaft beruht, und nicht auf der fraglosen Akzeptanz externer Rechtsnormen. Eine sorgfältige Prüfung und gegebenenfalls eine deutliche Modifikation der vorgeschlagenen Massnahmen sind unabdingbar, um die Integrität unseres Rechts- und Verfassungssystems zu wahren.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarkt stellen eine fundamentale Erosion unserer Energiesouveränität dar und sind aus mehreren kritischen Gründen abzulehnen. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Hoheit über unsere Energieversorgung. Die Schweizerische Energie-Ombudsstelle (ElCom) droht zur blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften zu verkommen, anstatt als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde im Interesse unserer Bevölkerung zu agieren. Dies gefährdet die auf unsere Bedürfnisse ausgerichtete Energieregulierung. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden, was unannehmbare finanzielle Folgen hätte. Zudem schwächen die EU-Wettbewerbsregeln unsere föderalen Strukturen, indem sie den Einspeisevorrang lokaler Gemeindekraftwerke untergraben und somit die dezentrale Energieproduktion benachteiligen. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das StromVG in Artikel 4a ff. vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, etwa einer Wasserreserve, wird eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz geht verloren. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das die Preisvolatilität erhöht und zu letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da die Kosten für die nicht mehr staatlich abgedeckte Versorgungssicherheit über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 neu,

sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was die lokale Wertschöpfung schwächt und unsere Abhängigkeit von ausländischen Energiequellen erhöht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und untergraben die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Wir lehnen diese Abgabe an ausländische Regelungsinteressen und den damit verbundenen Verlust von Souveränität und Flexibilität entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die scheinbar technische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, namentlich durch die Schaffung eines neuen Daueraufenthaltsrechts bereits nach fünf Jahren, widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung sowie dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieses faktisch unentziehbare „Niederlassungsrecht C PLUS“ birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da es selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe den Verbleib ermöglicht. Die dadurch weiter geförderte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist alarmierend. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, was eine unhaltbare Belastung darstellt. Insbesondere der ausgeweitete Familiennachzug, der nunmehr auch Eltern und Grosseltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der daraus resultierenden Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist ein reines Trugbild. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirkliche Wirkung entfalten kann. Zudem droht die EU bei deren Aktivierung mit Sanktionen, was diese Klausel eher zu einer Erpressung macht als zu einem Schutzinstrument. Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos sein werden. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit erschweren. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine effektive Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGVB) führt zu einer automatisierten Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und höhlt unsere sozialpolitische Souveränität aus. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte unserer Versicherten, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und in Medizinal- und Gesundheitsberufegesetzen (MedBG, GesBG) ersetzt die nationale Qualitätskontrolle durch automatisierte EU-Mechanismen, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt und unsere nationalen Standards gefährdet. Diese Massnahmen bedeuten eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind unserer Ansicht nach ungenügend und letztlich kosmetischer Natur. Sie vermögen den durch die massive Ausdehnung der Personenfreizügigkeit zu erwartenden erheblichen Druck auf die Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht zu kompensieren. Vielmehr

droht eine flächendeckende Erosion der hart erarbeiteten Lohnstandards. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser de facto aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen erscheinen bürokratischer, aber gleichzeitig weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen, zugutekommt. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, welche die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Insgesamt handelt es sich um ein Paket, das die Souveränität der Schweiz untergräbt und den Lohnschutz schwächt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung des Landverkehrsabkommens mit der EU birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public im Bahnverkehr. Insbesondere die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für eine selektive Bedienung der profitabelsten Schweizer Bahnstrecken. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt zwangsläufig die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Damit wird die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs, der ein Kernbestandteil unseres gesellschaftlichen Zusammenhalts ist, direkt gefährdet. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme präsentierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertloses Dokument. Sie bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr, da wir uns künftigen Regulierungen beugen müssten, ohne direkten Einfluss darauf zu nehmen. Die Übernahme von Vorschriften wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und uns die Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur entziehen. Weiterhin ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Art. 32a Abs. 1bis problematisch. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Durchsetzung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt ausserdem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die finanzielle Stabilität und die Innovationsfähigkeit unseres Bahnwesens. Die Einführung der Kabotage im EBG und die Anpassung im PBG sind somit keine Fortentwicklung, sondern eine massive Gefährdung des Service public, wie wir ihn kennen und schätzen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen im Rahmen des neuen Kooperationsabkommens mit der EU stellt eine fundamentale Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine rechtlich verbindliche Pflicht entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern ein essenzielles politisches Druckmittel. Artikel 1 des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zwangsbefugnis und kreiert einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf Schweizer Gelder, was die budgetäre Autonomie des Parlaments faktisch aushebelt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert. Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismen als ein opportunistisches Lockvogelangebot. Diese Mechanismen werden unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz ohne Einflussmöglichkeit nachkommen muss. Die Schweiz wird somit zu einer reinen Nettozahlerin degradiert, die erhebliche finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne im Gegenzug eine verbesserte Marktanbindung oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Schweiz bezahlt primär für eine institutionelle Anbindung, die souveränitätsverlust mit sich bringt, aber kaum greifbare Vorteile für die eigene Bevölkerung bietet. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die friedensfördernde Zusammenarbeit des Bundes (BöBG) ist weit mehr als eine technische Formalität. Es ist die gesetzgeberische Verankerung der Kohäsionszahlungen in der Schweizer Rechtsordnung, die diese als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung etabliert. Die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Friedensförderungsgesetzes, welche die Kohäsionszahlungen mit dem ehrenwerten Ziel der Friedensförderung verknüpft, ist eine irreführende und manipulative Taktik. Sie missbraucht das positive Image der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine inakzeptable Vermischung von politischen und finanziellen Interessen, die der Glaubwürdigkeit der schweizerischen Aussenpolitik schadet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit wird mit tiefster Besorgnis zur Kenntnis genommen. Unter dem irreführenden Etikett der Sicherheit vollzieht sich ein umfassendes Integrationsprojekt, das weit über den Schutz der Konsumenten hinausgeht und stattdessen die schweizerische Land- und Ernährungswirtschaft einem fremden Regelwerk unterwirft. Die geforderte Angleichung an die EU-Standards des "Vom Hof auf den Tisch"-Programms birgt erhebliche Risiken für unsere über Jahrzehnte aufgebauten, hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Kriterien beruht, ist unmittelbar in Gefahr. Eine Harmonisierung mit oft tieferen EU-Standards führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Die in der vorgeschlagenen Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) angelegten Bestimmungen stellen einen Frontalangriff auf die Identität unserer Lebensmittelproduktion dar. Die vollständige Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter die EU-Regulierung verspricht eine Welle der Bürokratie, die insbesondere kleine Betriebe wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzgereien existenziell bedroht. Dies ist nicht nur eine wirtschaftliche Gefahr, sondern auch ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und lokale Traditionen. Besondere Besorgnis erregen die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeuten einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich breit akzeptierten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch sensiblen Bereich bedeutet. Die in den neuen Absätzen von Art. 141 und 148 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) vorgesehenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Dies umgeht das Parlament und untergräbt die demokratische Kontrolle über entscheidende landwirtschaftspolitische Fragen. Ebenso ist die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das Diktat der EU durch den neuen Art. 26 Abs. 1bis des Waldgesetzes (WaG) problematisch. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän und flexibel auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Ferner wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium durch die Übernahme von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt. Der Volkswille wird hier offen missachtet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr, und eine beispiellose Bürokratiewelle droht unsere Produzenten zu überrollen. Die befürchtete Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen unerträglichen Eingriff in unsere Souveränität dar. Die "Guillotineklausel", welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem gesamten bilateralen Vertragswerk verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die lokale Autonomie massiv. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue, übergeordnete Kontrollinstanz etabliert, die primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt und nicht die nationalen Interessen der Schweiz. Insbesondere die neue Beihilfekammer der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG vorgesehen, agiert als verlängerter Arm der EU und hebelt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aus. Die bisherige Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone geht verloren; sie werden zu Bittstellern degradiert und verlieren ihr formelles rechtliches Gehör, da ihre souveränen Entscheide durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht überprüft und gekippt werden können. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, ist ein inakzeptabler Angriff auf den Föderalismus. Ebenso die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung und schwächt die föderalistische Struktur. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Auch der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt bedeutet diese Übernahme des EU-Beihilferechts eine Unterwerfung unter fremde Regeln und die Aufgabe der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, was jeglicher Vorstellung von partnerschaftlicher Zusammenarbeit widerspricht.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die von der EU vorgeschlagenen Abkommen stellen eine erhebliche Belastung für die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz dar. Es ist zwingend erforderlich, dass diese Vereinbarungen einer kritischen Prüfung unterzogen werden, die weit über die bisherige wohlwollende Betrachtungsweise hinausgeht. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Mitspracherecht bei dessen Entstehung hat, verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Dieses Prinzip besagt, dass alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und durch die Kantone und die Bundesversammlung ausgeübt wird. Die faktische Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür untergräbt dieses Grundrecht, da die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter keinen Einfluss auf die Gesetzgebung haben, die ihr eigenes Land regeln wird. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung des relevanten EU-Rechts würde die Schweizer Gerichte faktisch entmachten und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der Schweiz gefährden. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts, welcher die richterliche Auslegung und Anwendung des Rechts vorsieht, würde hierdurch ausgehöhlt werden. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die schweizerische Rechtsordnung dem Diktat einer fremden Justiz unterstellen, was mit den Grundsätzen der nationalen Rechtsstaatlichkeit unvereinbar ist. Die befürchtete "Kollision" mit dem Schweizer Recht, wie sie in den Abkommen implizit oder explizit vorgesehen ist, birgt erhebliche Risiken für die Stabilität unseres Rechtssystems. Artikel 123 der Bundesverfassung, der die verfassungsmässige Ordnung als oberstes Prinzip nennt, wird durch die automatische Übernahme von EU-Recht massiv tangiert. Es besteht die ernsthafte Gefahr, dass geltendes Schweizer Recht durch die EU-Vorgaben verdrängt wird, ohne dass ein angemessenes Prüf- und Anpassungsverfahren im Einklang mit unserer Verfassung stattfindet. Die wirtschaftlichen Nachteile und die damit verbundene Abhängigkeit von der EU dürfen nicht unterschätzt werden. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen primär darauf abzuzielen, die Schweiz in den Binnenmarkt zu integrieren, ohne ihr die damit verbundenen Rechte und Einflussmöglichkeiten zu gewähren. Dies führt zu einer ungerechten Asymmetrie, bei der die Schweiz Verpflichtungen eingeht, ohne gleiches Mitspracherecht zu erhalten. Die Annahme dieses Pakets würde die Schweiz zu einer Art Vasallenstaat degradieren, dessen wirtschaftliche und rechtliche Zukunft von Brüssel bestimmt wird. Dies steht im Widerspruch zum Gebot der wirtschaftlichen Selbstbestimmung, das in vielen schweizerischen

Wirtschaftsgesetzen implizit verankert ist. Es muss daher klar und deutlich Position bezogen werden gegen diese Erosion unserer nationalen Identität und unserer demokratischen Errungenschaften.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die vorgeschlagene Angleichung an EU-Recht, insbesondere im Bereich der Dienstleistungsfreiheit gemäss Artikel 56 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Souveränität. Es ist fraglich, ob die behaupteten Vorteile einer solchen Integration die potenziellen Nachteile für die Schweiz aufwiegen. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht, auch wenn diese auf den ersten Blick als Verwaltungsvereinfachung erscheint, birgt erhebliche Risiken. Die fortlaufende Entwicklung des EU-Rechts und die fehlende Mitsprache der Schweiz bei dessen Entstehung sind gravierende Mängel. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation, welches in unserem Rechtssystem, beispielsweise durch die Artikel 1 und 2 der Bundesverfassung (BV), fest verankert ist. Die Übernahme von Rechtsakten, die nicht von unseren gewählten Vertretern im Schweizer Parlament beschlossen wurden, untergräbt die Volkssouveränität. Die im Entwurf erwähnte Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Eine bindende Auslegung des übernommenen EU-Rechts durch den EuGH, wie sie sich aus dem Unionsrecht ergibt, würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit garantiert. Die Souveränität der Schweizer Gerichte und die Anwendung schweizerischen Rechts müssten zwingend gewahrt bleiben. Die angeblichen wirtschaftlichen Vorteile einer engen Anbindung erscheinen fraglich, wenn sie mit einer signifikanten Einschränkung der rechtsstaatlichen Prinzipien und der politischen Selbstbestimmung erkauft werden müssen. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Kooperation mit der EU unsere Grundrechte, die Gewaltenteilung und die rechtsstaatliche Ordnung unangetastet lässt. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse scheinen diesen Grundsatz zu gefährden. Eine eingehende Prüfung der konkreten Auswirkungen auf die Gesetzgebung und die Rechtsprechung ist zwingend erforderlich, bevor jedwede Verpflichtung eingegangen wird.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit greift tief in die demokratischen Prinzipien ein, wie sie im Schweizer Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 160 bezüglich der Mitwirkung der Räte an der Rechtsetzung und in Artikel 170, der die Regelung der Beziehungen zur EU betrifft, verankert sind. Eine unkritische Übernahme von Rechtsakten, die von der EU diktiert werden, untergräbt die Möglichkeit des schweizerischen Gesetzgebers, die Interessen der eigenen Bevölkerung angemessen zu vertreten und zu schützen. Es bestehen gravierende Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf das schweizerische Rechtssystem. Die Möglichkeit, dass Gerichte in Zukunft primär das EU-Recht anwenden und interpretieren müssen, widerspricht dem Grundsatz der nationalen Rechtshoheit und der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, der die Gültigkeit von Bundesgesetzen über EU-Recht stellt. Die sukzessive Integration in den EU-Binnenmarkt und die damit verbundene Harmonisierung von Vorschriften droht, die schweizerische Rechtsordnung zu verwässern und zu einer reinen Ausführungsbestimmung europäischer Gesetzgebung zu degradieren. Darüber hinaus ist die langfristige wirtschaftliche und politische Abhängigkeit von der EU eine ernsthafte Sorge. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, die sich stetig weiterentwickelt, schafft eine dynamische Rechtsübernahme, die für die Schweiz nicht mehr kontrollierbar ist. Dies könnte zu Wettbewerbsnachteilen führen, falls die Schweiz durch die Übernahme von EU-Standards gezwungen wird, Massnahmen zu ergreifen, die nicht im Einklang mit ihren spezifischen wirtschaftlichen Gegebenheiten stehen. Die versprochene "Stabilisierung" erscheint somit eher als ein schleichender Souveränitätsverlust, der die schweizerische Identität und die Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung von Politik und Wirtschaft ernsthaft gefährdet. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit wahren und darf sich nicht einer übergeordneten Rechtsetzungsinstanz ausliefern.

Laurent VUILLEUMIER
Ludmilla VUILLEUMIER-MOOS
Chemin de Mureta 2
2072 Saint-Blaise

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

St-Blaise, 18 octobre 2025

PRISE DE POSITION SUR LA CONSULTATION "STABILISATION ET DEVELOPPEMENT DES RELATIONS SUISSE-UE"

Mesdames, Messieurs,

Nous souhaitons faire valoir notre opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. REFUS DE LA SUBORDINATION INSTITUTIONNELLE

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. PROTECTION DE NOTRE DEMOCRATIE DIRECTE

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. REFUS DE L'IMMIGRATION DE MASSE

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. COUTS PROHIBITIFS INJUSTIFIES

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **D'EGAL A EGAL**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON A L'ADHESION A L'UE SOUS QUELQUE FORME QUE CE SOIT**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Laurent VUILLEUMIER

Ludmilla VUILLEUMIER-MOOS

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: claude-widmer@bluewin.ch
Sent: Samstag, 18. Oktober 2025 11:01
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] PROCÉDURE DE CONSULTATION SUR LES ACCORDS BILATÉRAUX 3

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Claude Widmer
Chemin du Chamoliet, 38
1226 Thônex

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Thônex, le 18 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Claude Widmer

Georges Albrecht
Avry-Bourg 18
1754 AVRY-sur-MATRAN

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Avry-sur-Matran, le 19.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Georges Albrecht

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Chevalley Pascal
Chemin des Golliettes 21
1032 Romanel

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Romanel, le 19.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Chevalley Pascal

Vernehmlassung zum EU-Knechtschaftsvertrag von Ignazio Cassis

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marianne Knüsli (Privat)

Datum: 19.10.2025

Kontakt: Marianne Knüsli · 0176 297 32 18 · marianne.knuesli@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der neuen Richtlinien im Inland wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Stabilität unseres Rechtsrahmens auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer verfassungsmässigen Ordnung und der demokratischen Entscheidungsprozesse.

Die faktische Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses im Schweizerischen Bundesblatt verkündet und dem obligatorischen referendumspflichtigen Gesetzgebungsverfahren unterstellt würde, steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die BV ist die oberste Rechtsquelle der Schweiz, und jede Übernahme von fremdem Recht muss diesem Grundsatz genügen. Die geplante Vorgehensweise droht, das schweizerische Gesetzgebungsverfahren zu umgehen und das Parlament sowie das Volk von wesentlichen Entscheidungsprozessen auszuschliessen.

Des Weiteren besteht die Sorge, dass die neu zu implementierenden Bestimmungen inkompatibel mit bestehendem schweizerischem Recht sind. Das Prinzip der Rechtsgleichheit und der Rechtssicherheit, die durch Artikel 2 und 9 der BV gewährleistet werden, könnten untergraben werden, wenn EU-Normen ohne sorgfältige Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit unseren bestehenden Gesetzen übernommen werden. Dies könnte zu Rechtsunsicherheit und zu langwierigen juristischen Auseinandersetzungen führen.

Die im Rahmen des Automatischen Informationsaustauschs vorgesehenen Datenübermittlungspflichten werfen zudem Fragen hinsichtlich des Schutzes personenbezogener Daten auf, wie er in Artikel 13 der BV garantiert wird. Es muss sichergestellt werden, dass die übermittelten Daten ausschliesslich dem Zweck dienen, für den sie erhoben wurden, und dass wirksame Kontrollmechanismen zur Verhinderung von Missbrauch bestehen. Die Übernahme von EU-Regulierungen im Bereich des Datenschutzes muss kritisch geprüft werden, um sicherzustellen, dass sie nicht zu einer Schwächung des schweizerischen Datenschutzniveaus führt.

Die Freiheit und Unabhängigkeit der Schweiz, die grundlegende Werte darstellen und in der Präambel der Bundesverfassung ihren Ausdruck finden, dürfen durch die vorliegende Umsetzung nicht kompromittiert werden. Die fortlaufende Anpassung unseres Rechts an jenes der Europäischen Union birgt die Gefahr einer Abhängigkeit, die unsere Autonomie langfristig gefährdet. Es ist von grösster Bedeutung, dass die Schweiz ihre eigenständige

Gesetzgebungskompetenz wahrnimmt und sicherstellt, dass jede Übernahme von Recht im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen und unseren nationalen Interessen steht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge stellen eine gravierende Aushöhlung der Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist unannehmbar. Dies bedeutet den Verlust eines wesentlichen politischen Druckmittels und delegitimiert die parlamentarische Budgethoheit. Die Schweiz wird durch diesen Mechanismus faktisch zu einer Zwangsabgabe verpflichtet, ohne die Möglichkeit, eigenständig über die Verwendung der Gelder zu entscheiden.

Der im Abkommen vorgesehene Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, dessen tatsächliche Höhe durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung massiv ansteigen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsspielräume und muss zukünftig die von der EU diktierten Zahlungen unwiderruflich leisten. Diese Entwicklung macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Es fehlen jegliche Garantien für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär zu Lasten der eigenen Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament endgültig die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird somit zum zentralen gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Artikel 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich die Ausführung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist dabei mehr als eine rein technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Etablierung als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, was die Integrität dieses wichtigen Politikbereichs untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Vernehmlassung im Bereich Lebensmittel- und Tiersicherheit unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» dar. Dies birgt eine existenzielle Bedrohung für unsere hochstehenden Produktionsstandards, die bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der

Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv in Gefahr. Das angestrebte «Made in Switzerland»-Label wird entwertet, wenn die Produktion nach denselben, weniger strengen Kriterien erfolgen muss wie in der EU.

Besonders alarmierend ist die «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die vorgesehene svakompetenz von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt. Der Volkswille wird hierbei klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich wird ausgehöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt eine fundamentale Aufgabe unserer

nationalen Souveränität dar und gefährdet die Grundpfeiler unserer Energieversorgung. Mit der inkraftsetzung des EU-Strommarktdesign-Pakets werden wir zu einem blossen Anhängsel der Europäischen Union. Die Einbindung in die aufsichtsrechtlichen Strukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch für die daraus resultierenden Kosten aufkommen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz, unsere kritische Infrastruktur, werden künftig in Brüssel getroffen, losgelöst von unseren spezifischen Bedürfnigen und Interessen.

Die schweizerische Energie-Regulierungsbehörde ElCom verliert ihren Charakter als unabhängige nationale Instanz und wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die schweizerischen Verhältnisse zugeschnittenen Regulierung und die Implementierung undemokratisch legitimierter Vorgaben aus Brüssel. Diese Entwicklung ist geradezu zynisch, wenn man bedenkt, dass die ElCom gemäss Artikel 22 StromVG massive Kompetenzerweiterungen erhalten soll, während gleichzeitig die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften in den Artikeln 10, 18 und 19 StromVG dazu dienen, unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zu untergraben.

Besonders besorgniserregend ist die existenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft, des Rückgrats unserer Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Basis dieser Kantone erheblich schwächen und die lokale Wertschöpfung beeinträchtigen. Ferner werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke, ein wichtiges Element der dezentralen Energieproduktion, wird durch die Verschärfung des Unbundlings in den Artikeln 10, 18 und 19 StromVG ausgehebelt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Artikel 4a ff. des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG) verankert ist, ist ein hochriskantes Experiment. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit, indem sie die Möglichkeiten zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, durch EU-Regeln einschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das die Versorgungssicherheit zu Gunsten des freien Marktes opfert. Die Folgen sind volatile und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der 'freie Markt' nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) verschärfen diese Problematik weiter. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was unsere Abhängigkeit von ausländischen und fossilen Energiequellen verstärkt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unserer nationalen

Netzgesellschaft unnötigerweise die Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze nimmt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind zutiefst unbefriedigend und entbehren jeglicher substanziellen Schutzwirkung. Sie stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar, welche die massive Abwärtsspirale der Schweizer Löhne, die durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursacht wird, keineswegs aufzufangen vermögen. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen in existenzielle Bedrängnis bringt.

Es ist besorgniserregend, dass der bewährte und in der Praxis äusserst wirksame Schweizer Lohnschutz nicht gestärkt, sondern vielmehr aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst wird. Die neuen, konstruierten Regeln sind nicht nur bürokratisch aufgebläht, sondern auch signifikant weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen begünstigt offenkundig ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, Lohndumping auf schweizerischem Boden zu praktizieren.

Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden in ihrer Effizienz massiv geschwächt. Die etablierten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und vermeintlich EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Artikeln 335l bis 335q OR, stellt einen direkten und unhaltbaren Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der einzig und allein dem EU-Druck geschuldet ist. Damit wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die für unseren Wohlstand entscheidende Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der EU-Konformität und nicht zwanglos der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich erschwert.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU degradiert. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts im Rahmen des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Anstatt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Praxis der Subventionsvergabe durch Bund, Kantone und Gemeinden beizubehalten, werden diese Politikentscheidungen einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies höhlt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie massiv aus, da ihre autonomen Entscheide über lokale Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden müssen.

Mit der Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) wird eine «Superbehörde» etabliert, die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Institution wird nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzen und primär die Kompatibilität mit EU-Regeln statt Schweizer Interessen verfolgen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies erlaubt, dass demokratisch gefällte Subventionsentscheide von der zentralen Behörde und schliesslich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und eine gravierende Schwächung des Föderalismus.

Darüber hinaus unterwirft sich die Schweiz durch die Übernahme des EU-Beihilferechts einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr, wodurch die Schweiz jede eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Anpassung des Bundesverwaltungsgerichtsgesetzes (VGG) durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Das neue Beschwerderecht nach Art. 31a VGG ermöglicht es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität auszuhöbeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer Entmündigung der demokratisch legitimierten Organe und einer Schwächung der nationalen und föderalen Steuerungsmöglichkeiten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die in klarem Widerspruch zum verfassungsmässigen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht und den Volkswillen missachtet. Die Einführung eines quasi unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren Aufenthalt, verbunden

mit der Gefahr der faktischen Unkündbarkeit selbst bei Fehlverhalten oder Inanspruchnahme von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich.

Wir beobachten eine bewusste Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die finanziellen Lasten hierfür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und birgt das Risiko eines unkontrollierbaren Zuzugs und steigender Sozialkosten.

Die genannte 'Schutzklausel' im vorgeschlagenen Abkommen ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nicht greifen wird. Vielmehr droht die EU bei einer Berufung auf diese Klausel mit Sanktionen, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert und jede effektive Steuerungsmöglichkeit eliminiert. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll gemäss der 'Integrationsmethode' automatisch erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftig keinerlei Mitspracherecht mehr bei potenziellen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem existenziell wichtigen Bereich haben. Diese Aushöhlung der direkten Demokratie ist unannehmbar.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neugestaltung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss ist kaum mehr möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und durch die Ausschliessung von wirksamen, einseitigen Kontingenten seine Wirkung verliert. Die Einführung drastisch erhöhter Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) stellt ein bezeichnendes Eingeständnis der immensen Mehrkosten dar, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bewertung von Berufsqualifikationen (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte Anerkennung. Dies gefährdet unsere hohen Qualitätsstandards und die Fähigkeit zur autonomen Arbeitsmarktregulierung. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Schweiz kapituliert im AIG vor der EU, indem sie mit der 'Schutzklausel' in Artikel 21b keine echte Steuerung ermöglicht und durch die Aufhebung von Artikel 29a sowie die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementiert. Dies ist eine bewusste Missachtung von Artikel 121a BV und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Artikel 24a ist eine kosmetische Massnahme, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt kaschieren soll. Anstatt zu steuern, verwalten wir lediglich die Folgen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) bedeutet den Verlust sozialpolitischer Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (FZA, Artikel 25f Absatz 1bis) greift in Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein und ist eine direkte Folge der Unterordnung

unter EU-Recht. Die Anbindung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und in den Berufsgesetzen wie MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (Artikel 37 Absatz 4) untergräbt die nationale Qualitätskontrolle und birgt erhebliche Risiken, insbesondere im sensiblen Gesundheitsbereich, zugunsten einer automatisierten EU-Konformität.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zur Landverkehrsabkommen mit der EU gibt Anlass zu gravierenden Bedenken hinsichtlich des Erhalts unseres nationalen Service public im Eisenbahnwesen. Die vorgesehenen Regelungen, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG), stellen eine direkte Bedrohung für die tragenden Säulen unseres öffentlichen Verkehrs dar. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken droht eine gezielte "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen lediglich die hochprofitablen Hauptachsen bedienen werden. Dies wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Transportunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Die finanzielle Basis unseres Service public wird dadurch nachhaltig untergraben, was die Qualität und den flächendeckenden Zugang zum öffentlichen Verkehr für die Schweizer Bevölkerung beeinträchtigt.

Die von Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist aus rechtlicher Sicht als völlig unzureichend zu werten. Sie bietet keinerlei verbindliche Garantie gegen zukünftige, dynamisch zu übernehmende Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz einer schleichenden Aushöhlung ihrer Souveränität im Bahnbereich ausgesetzt ist, ohne wirksame Gegenmittel zur Hand zu haben. Die fortschreitende Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme manifest, die uns zwingt, zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen. Dies verlagert nationale Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen in eine zentrale EU-Institution.

Des Weiteren ist die Neugestaltung des Artikels 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) kritisch zu betrachten. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen anhand der für die Schweiz optimalen Kriterien zu gestalten, sind wir gezwungen, EU-konforme Rahmenbedingungen einzuhalten. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein und kann zu suboptimalen und verteuerten Lösungen für die Steuerzahler führen. Die vermeintlichen Vorteile der EU-Anbindung gehen mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität und die Finanzierung unseres bewährten Service public einher.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur künftigen Ausgestaltung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht des Schweizer Rechtsstandpunktes kritisch zu beleuchten. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von

EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und der rechtssetzerischen Autonomie.

Es ist fraglich, inwieweit die geforderte dynamische Rechtsübernahme mit dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung vereinbar ist. Indem die Schweiz sich verpflichtet, künftige, noch nicht bekannte Rechtsakte der EU zu übernehmen, gibt sie ihre Fähigkeit auf, eigenständige legislative Entscheidungen zu treffen, die den spezifischen Bedürfnissen und Interessen der Schweiz Rechnung tragen. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die Gesetzgebung durch die eidgenössischen Räte und das Volk ausgeübt wird.

Weiterhin bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Umsetzung des Instanzenzugs. Die vorgesehene Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung und Anwendung des in der Schweiz geltenden EU-Rechts stellt eine direkte Verletzung der bundesverfassungsrechtlichen Gewaltenteilung dar, insbesondere von Artikel 190 der Bundesverfassung, welches die verbindliche Wirkung von Bundesgesetzen festhält und die Gerichtsbarkeit der schweizerischen Gerichte garantiert. Die Möglichkeit, dass Urteile des EuGH die Auslegung von schweizerischem Recht massgeblich beeinflussen, ohne dass diese Urteile primär dem schweizerischen Rechtssystem unterworfen sind, untergräbt die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz.

Die vorgeschlagene Lösung zur Streitbeilegung, welche die Möglichkeit einer einseitigen Kündigung oder suspendierung des Abkommens durch die EU vorsieht, schafft ein erhebliches Machtungleichgewicht. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des Völkerrechts und der souveränen Gleichheit aller Staaten. Es ist nicht nachvollziehbar, wie ein solches Arrangement im Einklang mit den Prinzipien einer partnerschaftlichen und gleichberechtigten Zusammenarbeit stehen kann.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse die Gefahr bergen, die Schweiz in eine Position zu bringen, in der sie erheblichen Einfluss von aussen hinnehmen muss, ohne dabei die Möglichkeit zu haben, ihre eigenen rechtlichen und politischen Interessen adäquat zu wahren. Diese Entwicklungen sind mit den Grundfesten der schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität des Landes nur schwer vereinbar. Es bedarf einer grundlegenden Neubewertung der vorgeschlagenen Massnahmen unter konsequenter Berücksichtigung der bundesverfassungsrechtlichen Garantien.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz wirft gravierende Bedenken auf. Artikel 46 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz wahrt, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten untergraben werden. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die schweizerische Rechtsordnung primär auf nationaler Gesetzgebung basiert und nur selektiv und unter strengen Bedingungen in externen

Abkommen Elemente anderer Rechtsordnungen übernimmt.

Die derzeitigen Verhandlungen deuten darauf hin, dass die EU auf einer breiteren Übernahme ihres Rechtskatalogs besteht, was die schweizerische Gesetzgebung in vielen Bereichen de facto fremdbestimmen würde. Dies betrifft insbesondere Bereiche wie den freien Personenverkehr, wo die Schweiz bereits erhebliche Einschränkungen ihrer Autonomie hinnehmen musste. Die Stärkung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in seiner Rolle bei der Auslegung von Abkommen, die auch für die Schweiz verbindlich wären, ohne dass die Schweiz auf die Besetzung oder die Entscheidungsfindung des EuGH Einfluss nehmen kann, ist nicht hinnehmbar.

Die Stabilität der Beziehungen zur EU darf nicht auf Kosten der schweizerischen Demokratie und Rechtsstaatlichkeit erkauft werden. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU wird, ohne die Möglichkeit, eigene Interessen effektiv zu vertreten oder sich von für die Schweiz nachteiligen Entwicklungen abzugrenzen. Die vorgesehene Mechanismen zur Streitbeilegung, die auf eine Überprüfung durch Gerichte oder Gremien mit überwiegender EU-Zuständigkeit abzielen, stehen im Widerspruch zu Artikel 1 des Obligationenrechts, wonach das Vertragsrecht auf gegenseitigem Einverständnis und nationalen Rechtsgrundsätzen beruhen muss.

Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Vertiefung der Beziehungen zur EU die Prinzipien der direkten Demokratie, der föderalen Struktur und der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Schweiz nicht tangiert. Eine automatische Übernahme von Rechtsnormen ohne eine sorgfältige Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse, wie sie im Rahmen der parlamentarischen und volklichen Genehmigung nach Artikel 166 der Bundesverfassung vorgesehen ist, ist abzulehnen. Die Schweiz muss ihre Fähigkeit zur unabhängigen Gesetzgebung und zur selbstbestimmten Gestaltung ihrer Beziehungen mit Drittstaaten uneingeschränkt wahren. Die derzeitigen Ansätze scheinen diese Grundsätze zu gefährden.

Mein schon länger verstorbener Vater war in der Politik bei der FDP in Winterthur, als die noch für den kleinen Mann und Bürger Politik gemacht haben und bei uns zu Hause sind damals viele Politiker ein und ausgegangen, auch Regierungsräte damals vom Kanton Zürich. Mein Vater war auch noch Ersatzgeschworener beim Geschworenengericht in Zürich tätig. Die würden sich alle im Grab umdrehen mit der heutigen Politik in der Schweiz. Ich bin inzwischen 70 Jahre alt und habe mich auch schon wegen meinem Vater für die Politik immer interessiert. Ich habe immer die Bundesverfassung der Schweiz und den Nürnberger Kodex zu Hause, was auch bei uns zu Hause bei meinem Vater schon gelegen hat. Von der Bundesverfassung her muss die Schweiz neutral bleiben und solche EU-Verträge dürfen nicht unterzeichnet werden, die EU und Brüssel haben uns Schweizern absolut nichts zu sagen. Die Schweizer Politiker sind nach ihrem Eid als Behörden der Bundesverfassung untergeordnet und verpflichtet. Das Schweizeer Volk hat 2020 gegen die EU abgestimmt und das muss ganz eindeutig eingehalten werden. Ich selbst kenne viele von den EU Länder auch gut, da ich früher mal von 2 Weltfirmen eine mit Sitz in Deutschland und eine mit Sitz in Österreich in der Schweizerniederlassung in der Geschäftsführung war. Die EU ist im Moment nur noch am kaputt gehen. Die haben seit 2024 eine riesige Arbeitslosenzahl, da gute, grosse Firmen auswandern und ihre Firmensitze in Länder verlegen wo die Preise für Strom, Gas und Steuern sehr viel niedriger sind. Vor allem in Deutschland habe ich noch viele Freundschaften die alle Ihre Arbeitsplätze verloren haben und

kaum noch leben können.

Mit freundlichen Grüssen
Marianne Knüsli

M. Knüsli

Oberstrasse 123, 9000 St. Gallen

Carola Lucchini
Via Crivelli 25
6924 Sorengo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Sorengo, 19 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- **NO** alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- **NO** all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- **NO** alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- **NO** all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:

NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

C. Lucchini

Carola Lucchini

Yves POULIN
En Combes 20
1233 Bernex

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bernex, 19 octobre 2025

Concerne : **Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"**

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Tél. : (+4179) 691 09 83 - E-mail : yves.poulin@bluewin.ch

DES EXIGENCES CLAIRES

1. **ABANDON** du présent paquet de traités
2. **MAINTIEN** des accords bilatéraux I et II existants
3. **NÉGOCIATION** d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE** de tout futur accord institutionnel au **référendum obligatoire** (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a **pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé** pour prospérer. Notre pays a bâti **sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité**.

Le Conseil Fédéral **EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet** et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes respectueuses salutations.

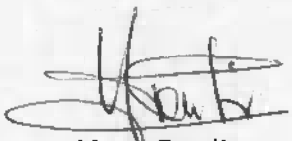

Yves Poulin

Tél. : (+4179) 691 09 83 - E-mail : yves.poulin@bluewin.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Simone Félix <simonefelix1066@gmail.com>
Sent: Sonntag, 19. Oktober 2025 20:43
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL]

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Félix Simone
Chemin des Croisettes 33
1066 Epalinges

Le 19.10.2025

À l'intention:

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet: Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse -UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

NON À CE TRAITÉ D' ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l’immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
Notre marché du travail par une concurrence déloyale
Nos infrastructures déjà saturées
Notre système social par une hausse explosive des coûts
Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d’implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles

DES EXIGENCES CLAIRES

1 . ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3.NÉGOCIATION d’accords sectoriels limités d’égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n’a pas besoin de ce traité d’adhésion déguisé pour prospérer
Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d’indépendance et de neutralité

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises: NON à l’adhésion à l’UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d’agréer, Mesdames, Messieurs, l’expression de mes salutations distinguées.

Félix Simone

BK
21. Okt. 2025
Eing.-Nr.

Markus Suter
Bergweg 1

5453 Remetschwil, 19.10.2025

EINGESCHRIEBEN
Schweizerische Bundeskanzlei
Bundeshaus West
3003 Bern

„Paket Schweiz – EU" / Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrte Bundesrätinnen und Bundesräte,

Vorab möchte ich Ihnen danken, dass Sie die Vernehmlassung zum „Paket Schweiz – EU" initiiert haben.

Dieses Schreiben, ist nicht nur meine Vernehmlassungsantwort zum „Paket Schweiz – EU", sondern zugleich auch der FORMELLE EINSPRUCH MEINERSEITS, gegenüber Ihrer blinden Zustimmung, dem willkürlichen Blankoscheck für die EU-"Spitzen" in jeglicher Hinsicht und der entsprechenden Ankündigung von ex. BR Amherd und Frau Von der Leyen in Bern am Fri, 20.12.2024.

Als Konsequenz daraus erkläre ich hiermit, dass einzig die --Schweizerischen Gesetzesgrundlagen bis und mit 19. Dezember 2024-- *für mich und meine Familie* rechtlich bindend sein werden und daher sämtliche künftige Schweizer Gesetzesänderungen mit Bezug auf dieses Paket und den dynamischen Übernahmen von EU-Recht und/oder Verpflichtungen aus diesem proklamierten „Abkommen" für uns nichtig / ungültig sein werden. Daher werden hiermit sämtliche daraus resultierenden, möglichen Konsequenzen, Massnahmen, Einschränkungen etc., sowie von der Schweizer Politik, den Behörden und andersweitige Organe (supra-nationale Organisationen bspw.), weitere, künftige „Weiterentwicklungen" von Gesetzen, Verordnungen, Richtlinien etc. kategorisch, rechtlich abgelehnt.

KMU's / 96 % - das Rückgrat der Schweiz / Wirtschaft
www.fuw.ch/familienunternehmen-schweiz-29-erwaegen-verkauf-186696157102
Die EU (IHRE...?) POLITIK SOLLTE AUF DEN –MITTELSTAND-- AUSGERICHTET SEIN, statt primär den globalen „Eliten" oder Ihren ideologischen Mentoren/Überzeugungen zu „gefallen" !

PRAKTISCHE LÖSUNGEN ZUR ZUWANDERUNG
www.tagesanzeiger.ch/zuwanderung-schweiz-konrad-hummler-praesentiert-vorschlaege-923980930182
= Wir müssen uns nicht von den EU-"Spitzen" erpressen lassen – alle EU-Länder/Bürger profitieren schlussendlich auch von der Stärke der Schweiz ! (**)

Am 20.12.2024 hat der Gesamt-Bundesrat ja zu einem Vertragswerk von ca. 20'000 Seiten (1900 Seiten direktes „Vertragswerk" + entspr. EU-Links/Verordnungen hierzu) gesagt, OBWOHL DIESE DOKUMENTE zu diesem Zeitpunkt NOCH NICHT EINMAL VORLAGEN....., SIE DIESE INHALTE ALSO WEDER KANNTEN....., NOCH GELESEN HATTEN..... !!
Die formellen Vertragstexte lagen erst im März 2025 (3 Monate danach !!) vor, was in der Presse / der Bevölkerung später ja breit diskutiert wurde. Rudimentärer, GESUNDER MENSCHENVERSTAND ? Fehlanzeige!
https://www.fuw.ch/schweiz-diese-eu-vertraege-scheinen-zum-scheitern-verurteilt-417251950450
Wer geht im eigenen Leben / im Alltag so vor ????

Man stelle sich nun vor, Sie persönlich oder einer Ihrer Kinder hätten jemals einen (Arbeits)Vertrag in Form eines leeren, weissen Blattes (!!), aufgrund irgendwelcher Vorgespräche und Versprechungen der Gegenseite unterzeichnet, dann hätten Sie von Ihren Eltern/Grosseltern/Vorfahren die Höchststrafe für diese absolute Torheit, Naivität, komplette Selbstaufgabe und der komplett unrechtmässigen Geschäftsführung erhalten.

Mir ist bewusst, dass im Ringen um die Mehrheit im BR, wegen dem Kollegialitätsprinzip, sich wohl die BR Keller-Sutter, Parmelin, Rösti (vorerst) der „europafreundlichen" Mehrheit / EU-Turbos fügen mussten.
https://www.watson.ch/schweiz/gesellschaft-politik/184749029-schweiz-eu-verhandlungen-sind-abgeschlossen-die-wichtigsten-punkte

Folglich gibt der Gesamtbundesrat somit also die WICHTIGSTEN LEBENSBEREICHE und die SELBSTBESTIMMUNG SÄMTLICHER SCHWEIZER BÜRGER DEM DIKTAT EINER SELBSTHERRLICHEN, KORRUPTEN und UNKONTROLLIERBAREN LOBBY-ORGANISATION(EN), SOG. EU, PREIS..... und unterstützen den KRIEG GEGEN DEN MITTELSTAND, sowie die Zerstörung der Lebensgrundlagen der breiten Bevölkerung(en).

Die unsägliche Ehrfurcht vor dem EU-Technokraten-Moloch, der vorauseilende Gehorsam und die absolute Unterwürfigkeit hat leider vorerst Oberhand.

Mittlerweile gehen einige von Ihnen gar dazu über, ab 01.01.2025 BEREITS –vor Diskussionen im Parlament und einer formellen Volksabstimmung-- die dynamische Übernahme von EU-Recht in die Wege zu leiten (weiter sieht es auch Massnahmen in den Bereichen Strom, Gesundheit, Landverkehr vor) .....
= FAIT ACCOMPLI bis zur Abstimmung !!
https://www.swissinfo.ch/ger/bundesrat-cassis-und-eu-kommissar-sefcovic-regeln-Übergangsphase/89574669
Sie preschen vor und übergehen gleichzeitig den Souverän, das Parlament, die Firmen und Verbände.
IN WESSEN NAMEN HAT BR CASSIS IN BRÜSSEL DENN WIEDER UNTERSCHRIEBEN ?? Sicher nicht in meinem !

Im Weiteren gehen die gleichen Personen dazu über, das STÄNDEMEHR, worauf unsere Geschichte gründet, welches der Kern der Eidgenossenschaft bildet und worauf unser freiwilliger Staatenbund, sowie das föderalistische System beruht (!!), gezielt/absichtlich zu umgehen und mit irgendwelchen „Buebetrickli" und formellen, rechtlichen Kniffen dieses Paket, „koste was es wolle", durchzudrücken.

Dies alles zeugt beileibe nicht von individueller Charakterstärke, Vision, noch Kompetenz, sondern vielmehr, dass diese sog. „Landesmütter & -väter" wohl Ihren eigenen inneren Kompass, den Bezug zur aktuellen / globalen Realität verloren haben und der grossen Verantwortung für dieses Amt wohl nicht gewachsen sind. Rein aus Selbstachtung wäre deren Rücktritt wohl das Mindeste.

Ich muss mich schon fragen, für wen Sie sich halten, um über die Köpfe von mündigen, selbstverantwortlichen, (sehr) kompetenten, erfahrenen und integren Bürgern (welche notabene Ihren Lohn/Ihre Rente bezahlen) willkürlich zu entscheiden.
Dabei scheinen Sie zu vergessen / nicht einmal den Anstand zu haben, die Errungenschaften unserer Gründerväter, Vorfahren der Schweiz und ihren Kampf für (IHRE/UNSERE) Freiheit und Selbstbestimmung zu respektieren / würdigen.
Indem Sie sich anscheinend zum Werkzeug von fremden Entscheidungsträgern, Lobby- & Interessengruppen machen, verraten Sie nicht nur sich selber, sondern noch viel schlimmer, die eigenen Kinder/nächsten Generationen, welche, wie wir bisher, ein Recht auf Selbstbestimmung, Freiheit und gute Perspektiven/Rahmenbedingungen haben.

Aber glauben Sie mir, unsere Kinder werden nicht als künftige, digitale Sklaven (NEIN zur E-ID !), hörige Untertanen & Goldesel für die von der zentralistischen EU-Lobbyorganisation, und deren ideologischen Experimenten bis hin zum Neo-Feudalismus (!!), dienen.

Das Zitat von JFK ist daher auch aktueller denn je:
«Es ist keine Schande nichts erreicht zu haben, aber eine Schande nichts unternommen zu haben!»

Schon mal „viel Glück" bei Ihrer selbstgefälligen, ideologischen Odysee – Ihr Scheitern sei Ihnen Gewiss.

Nachstehend noch grundlegende Kernpunkte zu obg.:

- Unsere Modell der Direkten Demokratie & dem Föderalismus der Schweiz steht –diametral-- gegenüber der zentralistischen EU-Ausrichtung, sowie der Mehrheit der systemkonformen EU-Technokraten-Kaste und aktuellen Günstlingen / Vertreter der 27 EU-Staaten.
  https://www.blick.ch/politik/antworten-aus-bruessel-nach-verhandlungen-die-eu-sagt-fuenfmal-nein-zur-schweiz-id20229379.html
  ANBIEDERUNG ALS „STRATEGIE" ??

  Gem. Ihrer Argumentation werden wir weiterhin („selbstbestimmt") abstimmen können, allerdings werden wir künftig SANKTIONIERT und/oder mit „Ausgleichszahlungen" BESTRAFT, wenn das Resultat nicht im Sinne der neuen Dienstherren der Schweiz in Brüssel sein wird ..... !
  Daher möchte BR Cassis „proaktiv" –vor-- jeder Volksabstimmung in Brüssel jeweils ausloten, was die EU-RETORSIONSMASSNAHMEN und der „PREIS" für ein evtl. nicht EU-konformes NEIN wären....., d.h. Sie befeuern den TOTALITARISMUS und SUPRA-NATIONALES RECHT, welches unsere Volkssouveränität begräbt..... - WAS FÜR EINE SCHANDE !!

  Nun, vielleicht verwechselt vor allem Herr Cassis seinen Auftrag als BR und sieht sich vielmehr als EU-frontrunner, um die EU-Kassen zu äufnen/füllen und die CH-Bürger auspressen zu lassen.....
  www.bote.ch/nachrichten/schweizundwelt/eu-vertraege-bruessel-soll-der-schweiz-ausgleichsmassnahmen-verraten-art-1623777
  https: //insideparadeplatz.ch/2025/05/04/ignazio-cassis-auf-ego-trip-richtung-eu/
  Cassis' Diebstahl: Warum klauen auch Erwachsene? - 20 Minuten

  Halten Sie uns wirklich für so dumm, dass wir nicht einmal die einfachsten Zusammenhänge erkennen oder haben Sie schlicht und einfach den unredlichen (Vertuschungs- & Erpresser)Stil der EU-Kommissionsvertreter und Ihrer Befürworter übernommen ?

  Aber vergessen Sie nicht: VERSCHWEIGEN / „UMDEUTEN" heisst Vertrauen verspielen !
  https: //www.fuw.ch/search?q=krude%20mitbestimmung
  „In Wahrheit ist es eben aber so, dass mit den neuen Verträgen automatisch EU-Recht übernommen werden muss, ohne dass das Parlament gross etwas zu sagen hätte. Entweder unsere Volksvertreter nicken die Erlasse aus Brüssel ab, oder sie kommen gar nicht über ihren Tisch, sondern treten auf dem Berner Verordnungsweg ex parlamento in Kraft.
  Der Bundesrat meint mit seinen Vorschlägen vom Mittwoch wohl das sogenannte Decision Shaping, das die EU der Schweiz gnädigerweise einräumt. Man darf seine Meinung kundtun, bevor die Brüsseler Bürokratie dann doch das macht, was sie für richtig hält. Das Parlament soll dabei wohl in Zukunft schlicht ins CC genommen werden".

- Was eine prosperierende Gesellschaft braucht ist Selbstbestimmung, Eigenverantwortung, gesunder Menschenverstand und Pragmatismus. Wenn wir in die EU-(Nachbar)Länder schauen, sehen wir tagtäglich, wohin die gegenteilige EU-Politik wirtschaftlich und gesellschaftlich führt = in die VERARMUNG BREITER BEVÖLKERUNGSSCHICHTEN und WORKING POOR, Resultat von deren Ideologen, Opportunisten und Schauspieler, welche die Narrative & Politik bestimmen.
  EU-STAATS/MASSENVERSCHULDUNG (siehe Frankreich, Italien und nun Deutschland) und FAKTISCHE ENTEIGNUNG DER BÜRGER / UNTERNEHMEN als (Ihr) Ideal ??

- Sie haben zusammen mit den EU-Spitzen, hinter der FASSADE formaler Partizipations- und Repräsentationsverfahren, reale Politik HINTER VERSCHLOSSEN TÜREN GEMACHT und die klassischen Parteien haben sich zu einer Partitokratie entwickelt, welche das einzigartigste und beste Demokratiesystem auf der Welt (wofür uns alle Bürger weltweit beneiden!!) faktisch abschafft. Künftige Abstimmungen werden daher zu einer KOMPLETTEN FARCE & GÄNGELUNG verkommen und dienen sog. „Mandatsträgern" einzig noch als politisches Feigenblatt für eigene Interessen, Ziele und Machtgelüste.
  www.blick.ch/ausland/bericht-zeigt-massive-misswirtschaft-in-der-eu-versickern-milliarden-durch-tricks-und-schlamperei-id21306472.html

- Die Schweiz mit Ihrer Geschichte, dem unvergleichlichen System, den vorausschauenden, offenen, mutigen und hart arbeitenden Bürgern hat es geschafft, ohne jegliche Rohstoffe / natürlichem Reichtum, eine äusserst hohe Lebensqualität und hohen Wohlstand zu erschaffen.
  Aus diesem Grund haben wir seit über 175 Jahren die härteste Währung der Welt, sind weltweit das wettbewerbsfähigste Land, haben (noch) eine sehr hohe Lebensqualität und haben (noch) individuelle Freiheiten, wovon andere nur Träumen !
  Aus diesem Grund muss der FÖDERALISMUS und die Direkte Demokratie weiter gestärkt werden – nicht die Zentralisierung von EU-Brüssel !!
  Alle diese schweizerischen Attribute wecken natürlich international „Begehrlichkeiten" und „Ansprüche", wobei es nicht an Ihnen liegt über den individuellen Wohlstand und unser aller Volksvermögen zu verfügen.

- EU-Brüssel und seine „Institutionen" sind zu wahren Bürokratiemonstern (seit 1990 jährlich Hunderte, teils komplett wahnwitzige und weltfremde/zerstörerische, Verordnungen & Regulierungen!) geworden, was ich täglich am eigenen Leib im internationalen Projekt Mgmt., Transport- & Logistikmgmt. erlebe.
  Meine europäischen Partner ächzen, die Verantwortlichen / Bürger sind teils komplett konsterniert über ihre Situation und deren eigenen (EU) Politik, welche den Mittelstand und hart arbeitende, leistungswillige Bürger aussen vor lässt und/oder skrupellos auspresst.
  Dies ist auch einer der Hauptgründe, wieso Leistungsträger der EU den Rücken kehren und u.a. auch in hoher Zahl in die Schweiz kommen. Und nun wollen Sie uns also dieses zentralistische, intransparente, korrupte und willkürliche System mittels diesem Knechtschaftsvertrag überstülpen ???
  Merken Sie sich: BÜROKRATIE FRISST DEMOKRATIE. Die unübersehbare Zentralisierung in der EU ist mit unserer Demokratieform, dem Mittelstand als tragende Säule der Gesellschaft, dem selbstbestimmten Handeln und den freien Märkten schlicht und einfach nicht vereinbar !

- Ein weiteres Indiz der monopolistischen, selbstherrlichen EU-Zentralgewalt ist die komplett weltfremde, selbstzerstörerische SANKTIONSPOLITIK und KRIEGSGEILHEIT der EU-Spitzen, welche von Arroganz und Ignoranz nur so „strotzt". Dass sich eine MULTIPOLARE WELT ENTWICKELT und somit UNABHÄNGIGKEIT, FLEXIBILITÄT und HANDLUNGSFÄHIGKEIT die Killer-Kriterien für den Wohlstand der Zukunft sind, lassen EU-Turbos und EU-Technokraten völlig ausser Acht und frönen stattdessen ihren Privilegien und narzisstischen Absurditäten.
  Realitätssinn, Weltoffenheit und Mitsprache ?? Fehlanzeige !
  Stattdessen Mund halten und zahlen, sonst kommen die staatlichen Repressalien in Form noch willkürlicheren, härteren und dümmeren Verordnungen / Vorgaben (bspw.Deckel von Plastikflaschen).

- Freihandel 2024 (**):
  Mit der EU hat die Schweiz ein Handelsdefizit (!), d.h. wir haben MCHF 162.4 IMPORTIERT, aber nur MCHF 157.2 exportiert = Minus MCHF 5.2 (3.2 %) .....
  Mit „Nordamerika", Asien und Zentral-/Südamerika haben wir Überschüsse (MCHF „41.6", 15.6 und 5.6) und dies –ohne-- deren Gesetze übernehmen zu müssen !!
  Wieso sollen wir EU-Recht (dynamisch!) übernehmen und unsere Gesetzgebung über Bord werfen ???

In Bezug auf die Zoll"verhandlungen" mit US-Trump & Co. könnten Sie als BR „eine 39% Exportabgabe auf Gold in die USA verordnen, sowie US-Dienstleistungen gegen verrechnen und somit auf den – ausgeglichenen-- Handel zwischen der Schweiz und den USA hinweisen = entspr. VERHANDELN".
WAS HÄLT SIE DAVON AB ??

- EU IST MITTELMASS, die Schere von reich / arm geht weiter massiv auseinander = siehe DE-Rentner als Pfandflaschen-Sammler (welche auch noch Steuern darauf bezahlen müssen = UNMENSCHLICH !!), Bürger in Spanien/Italien, aber auch in Deutschland, welche sich nicht einmal mehr 1 Woche Strandferien im eigenen Land / vor der eigenen Türe leisten können.....
  Schwebt Ihnen das Gleiche für uns Schweizer und unseren bisherigen Ferien in den Alpen vor ???

- Das sog. „Spitzenpersonal" der EU ist erschreckend schwach, bürokratisch, selbstgefällig, weltfremd und korrupt. Aufgrund der Berichte in den Tageszeitungen wird man den Eindruck nicht los, dass kriminelle Machenschaften sich in der EU zu etablieren scheinen....
  Und dies sollen also unsere „zuverlässigen" Gesprächs"partner" in Europa sein – wirklich ??
  Frau Von der Leyen mit Ihren SMS an Pfizer / Bourla über EUR 35 Milliarden (!!!!), zeigt zu welchem SELBSTBEDIENUNGSLADEN diese Organisation VERKOMMEN ist, dass diese Personen und ihre KRIMINELLE MACHENSCHAFTEN vom EU-Apparat auch noch gedeckt / geschützt / vertuscht werden.
  Und dann wollen Sie als BR und gewisse Parlamentarier im Falle von Streitfällen den EU-Richtern (Spieler & Schiedsrichter zugleich!) auch noch die Entscheidungsgewalt über unser Schicksal geben....
  IM ERNST ??? WIE KANN ES SEIN, DASS SIE SICH ALS SCHWEIZER BÜRGER VON DER MINIMALSTEN SELBSTBESTIMMUNG VERABSCHIEDEN ??

- Wir brauchen (wieder) eine wahrhafte und auf die Schweiz fokussierte Politik, selbstbewusste Volksvertretter, Behörden, Bürger / Zivilgesellschaft, welche das --Allgemeinwohl-- im Fokus haben - nicht Technokraten, Politiker, Parteien, welche den Vorgaben von LOBBIES den Hof machen. Statt Entmündigung & Bevormundung (Zentralismus / top down), braucht es eine Stärkung des Souveräns / der Basis & den entsprechenden Institutionen (= BOTTOM-UP, unsere Erfolgsfaktoren)

- Stattdessen verkaufen Sie und Ihre Mitstreiter in Politik, Behörden, Medien, auf Linie gebrachte Verbandsmitglieder, uns alte Kamellen, wie die „Schutzklausel" (welche bisher nicht ansatzweise zur Anwendung kam), die Zuwanderung als --den-- Erfolgsfaktor (ohne jegliche Nachteile und Kosten notabene für Land & Leute...), den EU-Vertrag „als Mutter aller Verträge" (gem. Aussage Chefunterhändler A. Fasel) oder die Aussage des EU-Botschafters Petros Mavromichalis, „die Schweiz hat alles bekommen, was sie wünschte", als das Maas aller Dinge und „Verhandlungserfolg".
  Bedingungslose Akzeptanz der Vertragskonditionen der Gegenseite, hat absolut nichts mit Verhandlungen zu tun, geschweige denn mit Erfolg, sondern vielmehr mit Duckmäusertum, vorauseilendem Gehorsam und ultimativer Kapitulation !
  https://www.fuw.ch/schweiz-eu-wie-der-bundesrat-die-fakten-zum-eu-vertrag-verdreht-526012709157
  https://www.fuw.ch/schweiz-bund-feiert-die-personenfreizuegigkeit-und-blendet-das-negative-aus-764092123804

- Und dann die im Vertrag verankerte EU-SPESENREGELUNG...., welche es EU-Firmen erlaubt, für anfallende Spesen in der Schweiz, den Angestellten die Ansätze des –Herkunftlandes-- zu vergüten.....
  Das heisst also, dass Sie LOHN-DUMPING und DIE --ZERSTÖRUNG-- DER LOKALEN / REGIONALEN KMU'S, DES SCHWEIZERISCHEN MITTELSTANDES und UNSER ALLER WOHLSTAND BILLIGEND IN KAUF NEHMEN !!
  Wo ist Ihr wirtschaftlicher Sachverstand, Ihre Loyalität zur Schweizer Bevölkerung / Unternehmen und der gesunde Menschenverstand ?? Wollen Sie unser Lebensniveau und unsere Lebensqualität wirklich AUF EU-NIVEAU --ABSENKEN--, Minimalstlöhne etablieren, damit Herr & Frau Schweizer künftig fix

beide arbeiten müssen oder ein Alleinverdiener 3-4 Prekär-Jobs haben muss (siehe auch US-Verhältnisse), und selbst dies nicht reicht, um die Lebensunterhaltungskosten zu decken ???

- Währenddem schnürt (die von den EU-Bürgern nicht gewählte & legitimierte) EU-Kommissionspräsidentin U. Von der Leyen, stillschweigend, in deren Hinterzimmern, ein **EU-Budget** für 7 Jahre ab 2028 von **1'816 Millarden EUR..., inkl. KOMPLETTE INTRANSPARENZ, Vetternwirtschaft** = sage und schreibe **EUR 4'000 x für jeden der 450 Mio. EU-Bürger** oder **75 x die Gesamtkosten des Schweizer NEAT-Infrastrukturprojektes !!**
  Die Frage sei erlaubt: Leiden diese Personen („Granden") an absolutem GROSSENWAHN oder ist dies schlicht Sinnbild von kompletter DEGENERATION in Europa ???
  https://www.fuw.ch/neues-budget-der-europaeischen-union-der-kampf-um-mehr-geld-fuer-die-eu-ist-eroeffnet-175575575035
  Und dann noch dieser (Ausverkaufs)"Deal" Europas von Frau Von der Leyen mit US-Trump und seiner (E.....)Regierung – KEINE WÜRDE/STOLZ ??

- Unter anderem sind in diesem EU-"Budget" noch PANDEMIE-SCHULDEN VON 750 MILLIARDEN EURO (!!!) drin, welche ab 2028 abbezahlt werden müssen und natürlich HUNDERTE MILLIARDEN FÜR DIE KRIEGSWIRTSCHAFT (welche von der EU mittlerweile ja als „nachhaltig / grün" definiert wurde).....
  Das heisst also, dass wir künftig auch bei globalen Kriegen „solidarisch mitmachen dürfen", Mord & Totschlag gutheissen und uns von der jahrhundertealten, international --staatsvertraglich-- abgesicherten Schweizer Neutralität „solidarisch" verabschieden werden/sollen.... – NIEMALS !!
  Unser Beitrag zum Frieden wäre dann auch passé (BR Amherd & Cassis haben bei der Bürgenstock-Konferenz ja bereits den Anfang gemacht) - genauso wie unsere Eigenständigkeit, Verlässlichkeit und unsere Entscheidungs- und Handlungsfreiheit also.....
  IM ERNST - WOZU SOLL DIES ALLES „GUT SEIN" ????

- Neben obg. ebenfalls mein ENTSCHIEDENES –NEIN-- zu (nicht abschliessend) :
  » E-ID (Wallet, BundID etc. etc.)
  » Digital Services Act
  » EU-Vermögensregister
  » EU-Green Deal:
  CO2-Steuern & CO2-Grenzausgleichsmechanismus (CBAM), Energieeffizienzgesetz (EnEfG), EU-Sanierungsziele für Gebäude (EPBD) und Einführung des EU-Emissionshandelssystems für Gebäude und Verkehr (EU-ETS 2), „Fit for 55", Lieferketten(sorgfaltspflichten)gesetz, sowie EU-Verordnung für entwaldungsfreie Lieferketten (EUDR) und entspr. Anpassungen im Zollrecht und der Aussenwirtschaftsverordnung, Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), Corporate Sustainability Due Dilligence Directive (CSDDD).
  » Europäischer Aufbauplan (NextGenerationEU), Projekte im Bereich Verteidigung (....)
  » EU4Health, ECDC, Europäische Gesundheitsunion, Europäischer Raum für Gesundheitsdaten
  » Eurobonds / www.derstandard.at/story/3100000291057/eu-schuldenstand-hat-sich-in-drei-jahren-mehr-als-verdoppelt
  » weitere EU-Gesetze & Vorhaben bis 2030 und darüber

Meine Erfahrungen als langjähriger Auslandschweizer (USA, Portugal, Mexiko), Unternehmer, globaler Projektverantwortlicher namhafter Firmen, vielgereiste Privatperson (backpacker) ist, dass die Leute im Ausland die Schweiz mit der Direkten Demokratie, dem Föderalismus und der Neutralität weltweit beneiden und die Schweiz für viele freiheitsliebende, selbstbestimmte, verantwortungsvolle und mündige Menschen als Bastion der Freiheit, Menschenwürde, Wunschdestination & Zufluchtsort wahrgenommen wird.

Mit dem vom BR abgesegneten Paket Schweiz-EU untergraben Sie die historischen Errungenschaften unseres Landes massiv, --begraben-- die Freiheit, unsere Einzigartikeit / Alleinstehungsmerkmale, unser Erfolgsmodell, die guten Perspektiven und somit auch den Wohlstand von Land & Bürger.

Wenn jetzt der BR glaubt, WILLKÜRLICH, sog. „in meinen Namen", durch eine Unterschrift auf irgendwelche Dokumente, mein eigenes und das Schicksal meiner Familie mittels eines Unterwerfungsvertrages besiegeln zu können, dann muss ich Sie massivst enttäuschen. NEIN!

Der Zentralismus des EU-Technokraten-Molochs begräbt die SELBSTBESTIMMUNG und die Freiheiten der Bürger Stück für Stück, führt zu kompletter Bevormundung und totaler, digitaler Kontrolle.

Ich würde Ihnen hierzu empfehlen, die Rede vom ehemaligen Staatsmann Guido Westerwelle / ehemaliger deutscher Aussenminister vor dem Bundestag am 13.05.2011 anzuhören:

https://www.youtube.com/watch?v=8RSJ5L5oyp4

PS:
noch einige Beispiele zur „Integrität" & „Loyalität" der EU-Kommission / Ihrer „so hochgelobten" Hauptansprechs"partner" in der EU..... = MITGEGANGEN, MITGEFANGEN oder ansonsten (MIT)GEHANGEN....:

- https://tkp.at/2024/01/29/geheimpapier-eu-droht-ungarns-wirtschaft-zu-zerstoeren-bei-ablehnung-der-ukraine-milliarden/
  » bei solchen „Freunden" braucht man keine Feinde mehr .....
- https:// deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/717167/eu-plant-hintertuer-bruessel-will-orbans-veto-gegen-ukraine-beitritt-aushebeln
  » NICHT-EU-Mitglied Ukraine wird dem EU-MITGLIED Ungarn vorgezogen (Mitspracherecht um-/übergangen, ignoriert) - „schöner, integrer, loyaler EU-Club" .....
- https:// perspektiven-global.de/ungarn-und-die-slowakei-fordern-eu-massnahmen-nachdem-die-ukraine-erneut-eine-wichtige-oelpipeline-getroffen-hat/
  » ukrainische Erpressung / Sabotage wird von der EU-Kommission geduldet / nicht verurteilt = „nicht willige" EU-Staaten werden gezielt unterwandert / massiv geschädigt ....
- www.berliner-zeitung.de/wirtschaft-verantwortung/ursula-von-der-leyen-will-nord-stream-endgueltig-den-garaus-machen-li.2325553
  » ideologische EU-Interessen (Misswirtschaft/Machtspiele) gehen vor europäischer, wirtschaftlich vitaler, zuverlässiger, kostengünstiger, nachhaltiger Energieversorgung .....
- www.handelsblatt.com/finanzen/maerkte/anleihen-sorge-wegen-staatsverschuldung-loest-unruhe-am-europaeischen-markt-aus-01/100152263.html
  » Umverteilung der EU-Schulden auf die europäischen Staaten & Bürger .....

Vielen Dank vorab für Ihre Aufmerksamkeit / Berücksichtigung und beste Grüße,

Markus Suter

Beilage:
Tabelle „makro-ökonomischer Vergleich Schweiz - EU"

Uwe Rüdiger Nowotnick · 2. + Folgen
Steuerberater
1 Tag · 🌍

Wer als Schweizer tatsächlich die Vision eines #EU #Beitritt verfolgt, sollte dringend zum #Psychater gehen. Es gibt keine besser Möglichkeit, den #Wohlstand eines Landes gegen überbordende #Bürokratie und schleichenden Abstieg einzutauschen.

	Schweiz	EU
1 **BIP pro Kopf** (USD, PPP)	82'914	55'835
2 **Staatschulden** (% des BIP)	38.3	80.8
3 **Staatsquote** (% des BIP)	32%	49%
4 **Inflationsrate**	0.7%	2.3%
5 **Punkte Innovationsindex** (EU mit Ø der besten 5)	67.5	59.6
6 **S&P Kreditrating**	AAA	AA
7 **Arbeitslosigkeit**	2.5%	5.9%
8 **Jugendarbeitslosigkeit**	2.6%	15.2%
9 **CO2-Emissionen p. Kopf**	3.7 t	5.6 t
10 **Unis in den Top 10 global**	1	0

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 19.10.2025

Kontakt: Tobias Widmer · 787629239 · tobias@tobias-widmer.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung von EU-Recht auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung schweizerischer Souveränität und die verfassungsrechtlichen Grundlagen. Die vorgeschlagenen Anpassungen deuten auf eine schleichende Unterwerfung unter fremde Rechtsnormen hin, welche die Autonomie des Schweizerischen Gesetzgebers und der Gerichte nachhaltig beeinträchtigen könnten.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenziell autonome Rechtsfortbildung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Gemäss Artikel 12 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz frei und unabhängig. Die Übernahme von Rechtsprechung des EuGH, die über den Wortlaut der bilateralen Abkommen hinausgeht und von den Eidgenössischen Gerichten als verbindlich anerkannt werden müsste, stellt eine gravierende Einschränkung dieser Freiheit dar. Dies würde bedeuten, dass die richterliche Gewalt des EuGH die nationale Gesetzgebung de facto mitgestalten könnte, ohne dass ein demokratischer Prozess im Inland stattfindet. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 BV, wird dadurch untergraben, da das Volk nicht über die Übernahme dieser richterlichen Interpretationen entscheiden kann.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass die schweizerische Rechtsordnung fragmentiert wird. Die Umsetzung von EU-Recht durch institutionelle Übernahme statt durch originäre Gesetzgebung birgt die Gefahr der Inkonsistenz mit nationalen Gesetzen und Verfassungsprinzipien. Insbesondere Artikel 190 der Bundesverfassung, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind, könnte in eine prekäre Lage geraten, wenn das übernommene EU-Recht nationalem Recht widerspricht und die Gerichte gehalten wären, dem EU-Recht Vorrang zu gewähren. Dies könnte zu einer Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien führen, die auf der klaren und verlässlichen Anwendung nationalen Rechts beruhen.

Die vorgesehene Rolle der Schweizer Gerichte bei der Auslegung und Anwendung des inländischen EU-Rechts ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Artikel 123 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Wenn diese Gerichte jedoch gezwungen wären, die Rechtsprechung des EuGH mechanisch zu übernehmen, auch wenn diese nicht im Einklang mit den schweizerischen Rechtsvorstellungen steht, wäre ihre Unabhängigkeit de facto eingeschränkt. Dies würde die Gewaltenteilung und die rechtsstaatliche Garantie des fairen Verfahrens gefährden. Die Gewährleistung der Rechtsgleichheit gemäss Artikel 8 der Bundesverfassung könnte ebenfalls leiden, wenn Bürgerinnen und Bürgern unterschiedliche Rechtsgrundlagen zur Anwendung kämen, je nachdem, ob ein Fall nationales oder "adaptiertes" EU-Recht betrifft. Die generelle Aussage, dass diese Regelungen "dem schweizerischen Recht nicht widersprechen" dürfe, scheint angesichts der Dynamik des EU-Rechts und der bisherigen Erfahrungen eher eine Illusion zu sein.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen eines neuen Abkommens mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine fundamentale Aushöhlung der budgetären Hoheit des schweizerischen Parlaments dar. Artikel 1 des neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung, was einer faktischen Zwangsabgabe gleichkommt.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, dessen wahre Tragweite durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung verschleiert wird. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz wird sich in der Position einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wiederfinden, die gezwungen ist, Zahlungen zu leisten, ohne substanzielle Gegenleistungen oder verbesserte Marktzugangsgarantien zu erhalten.

Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft finanziell zu belasten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Stattdessen wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung stattfinden. Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EU (BöB) signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als integralen Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen.

Die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung ist eine irreführende Verknüpfung. Sie missbraucht den positiven Ruf der schweizerischen Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieser Vorgang ist kritisch zu hinterfragen, da er die Souveränität der Schweiz untergräbt und die demokratische Legitimation finanzieller Verpflichtungen gegenüber der EU schwächt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und das föderalistische System dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide demokratisch legitimiert und dezentral von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht grundlegend den Prinzipien unseres Rechtsstaates und der Gewaltenteilung.

Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit seiner zentralen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird, höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Schweizer Interessen werden künftig der Kompatibilität mit dem EU-Recht untergeordnet, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben; sie verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft. Dies manifestiert sich auch in der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), wo durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse eingeräumt wird. Dies ermöglicht die Aufhebung demokratisch gefällter Subventionsentscheide durch abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht überwacht, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert. Diese Machtkonzentration in einer von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung.

Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe

nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und vollständig dem EU-Regime unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf Preise und Kosten auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese gesamte Entwicklung untergräbt die demokratische Legitimation und föderalistische Struktur der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt keine kohärente Verbesserung dar, sondern vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk unter einem irreführenden Titel. Die Assimilation des EU-Konzepts "Vom Hof auf den Tisch" bedeutet nicht eine Stärkung der Lebensmittelsicherheit an sich, sondern die bedenkliche Angleichung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft an Standards, die oftmals tiefer angesiedelt sind als die etablierten Schweizer Produktionskriterien. Dies gefährdet nachhaltig die Qualität, die die Bezeichnung "Swiss made" bisher repräsentierte, und entwertet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unter dem Vorwand der Harmonisierung massiv bedroht. Die Übernahme von EU-Vorschriften führt unweigerlich zu einer Nivellierung nach unten, was einen erheblichen Qualitätsverlust bedeutet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsapparat, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies trifft insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen hart, deren Existenz durch eine Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter Vorschriften vernichtet werden könnte.

Eine beispiellose Gefahr stellt die "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung blockiert. Zusätzlich wird unsere Souveränität durch die Ermächtigung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, massiv eingeschränkt. Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ein eklatanter Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Vorschriften aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Möglichkeit verlieren, eigene, ethisch höherwertige Massstäbe zu setzen. Ähnlich verhält es sich mit dem Waldgesetz (WaG). Der neue Art. 26 Abs. 1bis WaG unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän und schnell auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Das Gentechnik-Moratorium wird durch die Verpflichtung zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von GVO systematisch ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet. Auch im Tierseuchengesetz (TSG) bedeutet die Übernahme der EU-Verordnungen (Art. 1 neu TSG) einen Kontrollverlust in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung, was die Bekämpfung von Seuchen unnötig verkompliziert und gefährdet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Dieses Abkommen ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten, die Wahlfreiheit der Konsumenten und unsere Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromabkommen mit der EU stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Entscheidungen über unser kritisches Stromnetz werden somit künftig in Brüssel gefällt, und die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und schwächt unsere Fähigkeit, eine auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichtete Energieregulierung zu betreiben.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die Streichung des Einspeisevorrangs geschwächt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, birgt unkalkulierbare Risiken. Sie führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, während die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden, was zu letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern macht.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt. Diese Entwicklungen stellen ein hochriskantes Experiment dar, das die Stabilität unserer Energieversorgung und die Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit manifestieren eine bedenkliche Kapitulation vor dem Primat des EU-Rechts und widersprechen fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung und direkten Demokratie. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die de facto eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedeutet, steht im direkten Konflikt mit Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Dies ist keine Weiterentwicklung, sondern eine Aushöhlung der verfassungsmässigen Kompetenz des Bundesrates und des Schweizer Volkes.

Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" – einer Art "Niederlassung C PLUS" – bereits nach fünf statt zehn Jahren ist skandalös. Selbst bei gravierenden Vergehen wie Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bleibt ein solcher Status bestehen.

Dies untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da die Kosten zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden gehen. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird somit massiv gefördert, ein Faktum, das durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere durch die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung des neuen Artikels 41c, zementiert wird. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich.

Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern über den engen Familienkreis hinaus führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" im Vertragspaket, verankert in Artikel 21b AIG, ist reine Augenwischerei. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Vielmehr droht bei einem Versuch der Anwendung die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert und jeglichen Schutz zunichtemacht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass unser Parlament und unser Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung durch die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB). Anstatt einer sorgfältigen nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt, was Qualitätsstandards schwächt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulfinanzierungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler muss nun direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Koordination unserer zweiten Säule mit EU-Regeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese Anpassungen greifen tief in unsere Rechtsordnung ein und sind ein gefährlicher Präzedenzfall für zukünftige Unterwerfungen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern bergen die Gefahr einer Aushöhlung bewährter schweizerischer Schutzmechanismen. Die angedachten Regulierungen stellen eher kosmetische Anpassungen dar, die den durch die ausufernde Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Lohnstruktur nicht wirksam kompensieren können. Es droht eine schleichende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmende in mittleren und unteren Einkommenssegmenten.

Anstatt den nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden wir Zeugen einer Anpassung an schwächere EU-Standards. Die neuen Regelungen sind primär bürokratischer Natur und verringern die Effektivität der flankierenden Massnahmen. Dies spielt insbesondere ausländischen Unternehmen in die Hände, die potenziell Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies resultiert zwangsläufig in weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmende. Die Streichung des Klagerechts aus Art.

11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und unangemessener Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmenden, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von Klein- und Mittelunternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen fest in unserer Rechtsordnung verankert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für administrative Sanktionen aus der EU.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine erhebliche Bedrohung für die Integrität und die Leistungsfähigkeit unseres Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ausserordentlich bedenklich. Diese öffnet den Weg für ausländische Anbieter, sich gezielt die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken auszusuchen, eine Praxis, die unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führt. Dies untergräbt die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits verpflichtet sind, einen flächendeckenden öffentlichen Verkehr auch auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Die langfristige Folge könnte eine Erosion des Angebots und eine Verschlechterung der Servicequalität für die schweizerische Bevölkerung sein.

Darüber hinaus birgt die Anwendung des EU-Beihilferechts erhebliche Risiken für die etablierten Subventionsmechanismen, die für die Aufrechterhaltung des Güterverkehrs, die Finanzierung des Regionalverkehrs und die Erneuerung unseres Rollmaterials unerlässlich sind. Es ist keineswegs ausgeschlossen, dass bewährte und für die Schweiz vorteilhafte Subventionen zukünftig als unzulässig eingestuft werden könnten, was direkte Auswirkungen auf die Finanzierung und damit auf die Qualität und den Umfang des Bahnverkehrs hätte.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme postulierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als juristisch unzureichend und praktisch wertlos. Sie bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz in Kenntnis der dynamischen Rechtsübernahme zwangsläufig und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Dies ist keine nachhaltige Lösung, sondern lediglich eine temporäre Beschwichtigung, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen, wie beispielsweise die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz massiv in Richtung zentraler EU-Stellen verlagert. Ferner zwingt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Anstatt die Vergabe auf der Basis der besten Lösungen für die Schweiz zu treffen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Die damit verbundenen rechtlichen Konsequenzen im Hinblick auf die Souveränität und die Gestaltungsmacht sind gravierend.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und

weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtlichen Grundlagen der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr einer schleichenden Unterwerfung unter EU-Recht Vorschub leistet, ohne dass die Schweiz im Gegenzug angemessene Mitspracherechte oder die Möglichkeit zur wirksamen Gestaltung ihrer Beziehungen zur EU erhält.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit, divergierende schweizerische Interessen wirksam durchzusetzen, ist höchst problematisch. Das Prinzip der Souveränität, das im Schweizerischen Bundesrecht verankert ist, wird durch eine solche einseitige Rechtsübernahme massiv untergraben. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung garantiert die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht könnte hierzu im Widerspruch stehen, da sie die Fähigkeit der Schweiz einschränkt, ihre eigenen Gesetze autonom zu gestalten und ihre nationalen Interessen zu verfolgen.

Darüber hinaus ist die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die Schweiz bindend, sobald sie EU-Recht in ihr eigenes Rechtssystem integriert. Dies stellt eine gravierende Einschränkung der schweizerischen richterlichen Unabhängigkeit dar. Wie soll die Schweiz gewährleisten, dass die Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger auch dann noch geschützt werden, wenn die Auslegung von Recht durch den EuGH erfolgt, der primär die Interessen der EU-Mitgliedstaaten vertritt? Artikel 1 der Bundesverfassung regelt ebenfalls die Rechtsordnung der Schweiz, welche die Unabhängigkeit der Gerichte im Rahmen ihrer Zuständigkeit wahrt. Eine solche Abhängigkeit von der EuGH-Rechtsprechung würde diese Grundlage gefährden.

Die angestrebten Abkommen könnten zudem zu einer Verwässerung des Föderalismus führen. Die Kantone, deren Autonomie durch die Bundesverfassung geschützt ist, könnten durch die Übernahme von EU-Recht faktisch entmachtet werden, wenn ihre Gesetzgebungskompetenzen durch übergeordnetes EU-Recht eingeschränkt werden. Dies stünde im Widerspruch zu den Prinzipien der Gewaltenteilung und der Subsidiarität, wie sie im Bundesstaatsrecht verankert sind.

Es ist zwingend erforderlich, dass bei jeder Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU die Wahrung der schweizerischen Souveränität, die Unabhängigkeit der Gerichte und die kantonalen Rechte oberste Priorität geniessen. Eine "Stabilisierung", die zu Lasten dieser fundamentalen Prinzipien geht, ist abzulehnen. Wir müssen sicherstellen, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit bewahrt und ihre nationalen Interessen auch in Zukunft wirksam wahrnehmen kann.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränitätsinteressen und der Stärkung unserer Rechtsordnung auf. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen eine unzureichende Berücksichtigung der verfassungsrechtlichen Vorgaben, insbesondere des Artikels 5 des Bundesgesetzes über die Zusammenarbeit mit dem Ausland (Kooperationsgesetz, KoopG) in Bezug auf die Achtung der verfassungsmässigen Ordnung und der Grundrechte, zu beinhalten.

Es ist besorgniserregend, dass die EU-Gesetzgebung in vielen Bereichen automatischen Geltungsanspruch in der Schweiz erlangen könnte, ohne dass eine angemessene demokratische Kontrolle und Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und Werte gewährleistet ist. Dies widerspricht dem Geist des Schweizer Föderalismus und des Subsidiaritätsprinzips, wie es auch im Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher die Autonomie der Kantone schützt.

Besondere Bedenken bestehen hinsichtlich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagene Verpflichtung zur Anerkennung und Anwendung der EuGH-Rechtsprechung in bestimmten Bereichen, wie beispielsweise im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens, könnte die richterliche Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte untergraben. Dies steht im Konflikt mit Artikel 30 der Bundesverfassung (BV), der den Anspruch auf ein durch Gesetz geschaffenes und zuständiges Gericht garantiert. Die automatische Übernahme von EuGH-Urteilen würde unsere nationalen Gerichte de facto zu reinen Vollzugsorganen fremden Rechts machen.

Ferner erscheint die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, als einseitige Belastung, deren Nutzen für die Schweiz fraglich ist. Eine erhebliche finanzielle Abhängigkeit von der EU könnte zu einem Verlust an politischer Handlungsfreiheit führen und die autonomen Gestaltungsmöglichkeiten des Bundesrates und der Bundesversammlung einschränken.

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen, die dem EU-Beihilfenrecht unterworfen werden, bedrohen die Fähigkeit der Schweiz, gezielt und im nationalen Interesse wirtschaftspolitische Massnahmen zur Förderung des Werkplatzes Schweiz zu ergreifen. Die rigiden Vorgaben der EU könnten uns in unserer wirtschaftlichen Entwicklung behindern und uns von innovativen und bedarfsgerechten Massnahmen ausschliessen. Dies tangiert die im Artikel 94 der Bundesverfassung (BV) gewährleistete wirtschaftliche Freiheit.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer aktuellen Form tiefgreifende systemische Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die verfassungsrechtliche Ordnung darstellen. Eine kritische und abwägende Prüfung, die die langfristigen nationalen Interessen über kurzfristige politische Kompromisse stellt, ist unerlässlich.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Die Intention, die Beziehungen zur Europäischen Union zu regeln, ist zwar verständlich, doch die Art und Weise, wie dies im vorliegenden Paket angestrebt wird, erscheint als eine schleichende Untergrabung unserer nationalen Selbstbestimmung.

Es ist zutiefst beunruhigend, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit zur Mitgestaltung oder Mitentscheidung, in eine abhängige Position gedrängt wird. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, selbst wenn diese von der Schweiz nicht direkt beeinflusst werden können, stellt eine Erosion unserer demokratischen Prozesse dar. Die Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter in Bern verlieren zunehmend die Kontrolle über die Gesetzgebung, die unser eigenes Land betrifft.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen dieses Pakets kritisch zu prüfen. Während Befürworter von einem erleichterten Zugang zum EU-Binnenmarkt sprechen, wird die Kehrseite der Medaille, nämlich die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Standards und die damit verbundenen Kosten für Schweizer Unternehmen, oft vernachlässigt. Der Schweizerische Arbeitnehmerschutz, der beispielsweise im Arbeitsgesetz verankert ist, könnte durch die Angleichung an EU-Richtlinien verwässert werden, was zu einem Abbau von Schutzstandards führen könnte. Die Gleichbehandlung von Schweizer Unternehmen mit EU-Unternehmen wäre zudem durch die Übernahme von EU-Regulierungen zu gewährleisten, was die Flexibilität und Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft beeinträchtigen könnte.

Die im Rahmen des Pakets vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein

weiterer gravierender Punkt. Die Anerkennung seiner Rechtsprechung würde bedeuten, dass Gerichte in der Schweiz nicht mehr frei über bestimmte Rechtsfragen entscheiden könnten, sondern an die Auslegung des EuGH gebunden wären. Dies stellt eine direkte Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, wie er durch Artikel 29 der Bundesverfassung gewährleistet wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket im Kern eine ungleiche Beziehung zur EU zementiert und die Schweiz zu einer reinen Rechtsrezipientin macht. Anstatt unsere Souveränität zu stärken und unsere Interessen proaktiv zu wahren, scheint es auf eine schleichende Angleichung und Abhängigkeit hinauszulaufen, die wir nicht akzeptieren dürfen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Peter Hermann (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Peter Hermann · 0774437094 · lernen.mit.peter@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung. Es ist zu befürchten, dass eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in einer nicht-mitgliedschaftlichen Form, zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führen wird, welche die Grundfesten unserer direkten Demokratie untergraben könnte. Insbesondere die Befürchtung, dass das Schweizer Parlament gezwungen sein könnte, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, ohne diese im nationalen Kontext kritisch prüfen und anpassen zu können, ist gravierend.

Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Bundesverfassung, insbesondere den Prinzipien der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung, welcher besagt, dass "das Schweizer Volk und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind". Eine Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige, fundierte nationale Debatte und Zustimmung würde diese Trägerschaft de facto aushöhlen.

Die automatische Übernahme von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) durch die Hintertür, beispielsweise im Rahmen von sektoriellen Abkommen, stellt eine weitere erhebliche Bedrohung dar. Artikel 1 der Bundesverfassung betont ebenfalls die kantonale Autonomie. Die kantonalen Parlamente und Regierungen würden de facto entmachtet, wenn Entscheidungen aus Luxemburg unanfechtbar schweizerisches Recht werden, ohne dass unsere Gerichte und unser Parlament diese Überprüfung durchführen könnten. Dies ist nicht vereinbar mit dem föderalistischen Grundsatz unseres Staates.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die Flexibilität des schweizerischen Arbeitsmarktes und die Möglichkeit, eigene soziale Standards zu definieren, könnten durch die Übernahme von EU-Normen, wie sie im Rahmen der Personenfreizügigkeit gefordert werden, gefährdet werden. Dies betrifft direkt die Arbeitsbedingungen und den Schutz der einheimischen Arbeitnehmer, welche gemäss Artikel 34 der Bundesverfassung durch den Bund geschützt werden. Eine unkritische Übernahme von EU-Regulierungen könnte dazu führen, dass diese Schutzmechanismen geschwächt werden.

Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Stabilisierung nicht zu einem übermässigen Preis erkauft wird. Die Gefahr, dass die Schweiz in eine immer stärkere Abhängigkeit von Brüssel gerät und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft verliert, ist real. Eine solche Entwicklung würde nicht nur unsere demokratischen Institutionen schwächen, sondern auch die wirtschaftliche und soziale Eigenständigkeit der Schweiz gefährden. Wir fordern eine klare Abgrenzung und einen Schutz unserer Souveränität vor jeglichen automatischen Rechtsübernahmen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung stösst auf erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige nationale Prüfung und Anpassung birgt Risiken für die schweizerische Rechtsordnung. Artikel 123a der Bundesverfassung (BV), der die Ausgestaltung des Parlaments regelt, und Artikel 160 BV, welcher die Mitwirkung der Kantone bei der Gesetzgebung vorsieht, werden durch die vorliegende Regelung tangential tangiert. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in der vorgeschlagenen Form angestrebt wird, untergräbt die Rolle des nationalen Gesetzgebers und das Prinzip der Volkssouveränität.

Es ist fraglich, ob die demokratische Akzeptanz eines solchen Verfahrens gegeben ist. Die Befürchtung, dass die Schweiz zu einer reinen Rezipientin von EU-Recht wird, ohne ausreichende Einflussmöglichkeiten, ist nicht von der Hand zu weisen. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne explizite Zustimmung des Schweizer Parlaments in jedem Einzelfall könnte als Umgehung des parlamentarischen Verfahrens gemäss Artikel 163 BV interpretiert werden. Die Stärkung der Rolle des Bundesrates bei der Umsetzung von EU-Recht, wie sie in der vorgeschlagenen Regelung angelegt ist, wirft Fragen hinsichtlich der Gewaltenteilung auf und könnte die parlamentarische Kontrolle schwächen. Artikel 170 BV, welcher die Aufgaben des Bundesrates umschreibt, muss in diesem Kontext kritisch hinterfragt werden, ob eine solche Erweiterung seiner Kompetenzen im Bereich der internationalen Rechtssetzung ohne direkte parlamentarische Steuerung verfassungskonform ist.

Die Effektivität der nationalen Gesetzgebung und die Fähigkeit, auf spezifische schweizerische Bedürfnisse und Verhältnisse einzugehen, könnten durch eine übermässige Angleichung an das EU-Recht beeinträchtigt werden. Die bewährte Praxis, Recht in einem sorgfältigen nationalen Prozess zu entwickeln, der sowohl die föderalen Strukturen als auch die demokratischen Prozesse berücksichtigt, wird in Frage gestellt. Die potenzielle Schwächung der nationalen Rechtsetzungskompetenz und die damit verbundene Gefahr der Erosion der schweizerischen Identität und Unabhängigkeit bedürfen einer eingehenden Prüfung. Artikel 190 BV, der die Verbindlichkeit von Bundesgesetzen regelt, sollte nicht dazu missbraucht werden, eine indirekte Unterwerfung unter primäres und sekundäres EU-Recht zu legitimieren.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich des Fortbestands und der Qualität unseres Service public auf. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar. Diese Erlaubnis ermöglicht ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativen Hauptstrecken zu konzentrieren und die weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien zu vernachlässigen. Dieses Phänomen der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Basis des Schweizer Bahnverkehrs und gefährdet die flächendeckende Bedienung des Landes.

Des Weiteren ist die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung' zur Anwendung des EU-Beihilferechts als unzureichender Schutz zu werten. Bewährte Subventionsmodelle, die essentiell für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung des Schienenverkehrs sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies betrifft sowohl den Güterverkehr als auch den Regionalverkehr und die Erneuerung von Rollmaterial. Die dynamische Rechtsübernahme, die mit diesem Abkommen einhergeht, bedeutet, dass die Schweiz künftige EU-Regulierungen, wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), übernehmen müsste. Dies führt zu einer schrittweisen Aufgabe der nationalen Steuerungskompetenz über unsere Schieneninfrastruktur zugunsten zentraler EU-Stellen.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingen die Schweiz zudem, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes

empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die aktuelle Ausgestaltung der Abkommen untergräbt die Eigenständigkeit und die Fähigkeit der Schweiz, ihre Verkehrsziele im Sinne ihrer Bevölkerung zu definieren und umzusetzen. Die Garantien der 'Gemeinsamen Erklärung' sind rechtlich nicht bindend und bieten keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Sie dienen lediglich als Beruhigungspille, ohne die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr zu verhindern.

Finanzieller Beitrag

Der vorgeschlagene finanzielle Beitrag zur Kohäsion mit der Europäischen Union stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar und birgt erhebliche finanzielle Risiken für die Schweiz. Die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Dies ist faktisch nichts anderes als eine zwangsweise Abgabe, die unsere Budgethoheit untergräbt.

Der im Abkommen verankerte, als "rechtsverbindlicher Mechanismus" bezeichnete Prozess zur Neuberechnung der Beiträge ist ausserordentlich besorgniserregend. Er impliziert unweigerlich eine massive Erhöhung der Schweizer Zahlungen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, sich dagegen zu wehren oder die Forderungen der EU zu verhandeln. Wir werden zur Nettozahlerin degradiert, ohne dabei einen gesicherten besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für unser Land mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein legislatives Instrument, das die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf diese Gelder und entzieht dem Parlament auf souveräne Weise die Entscheidungsmacht über die Verwendung unserer Steuergelder. Anstelle einer bewussten politischen Entscheidung tritt der blosse Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie integriert diese Abgaben tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als fester Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und missbräuchlich. Sie instrumentalisert den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist nicht nachvollziehbar und offenbart eine unwillkommene Vermischung zweier unterschiedlicher Politikbereiche.

Wir lehnen diesen finanziellen Beitrag in seiner aktuellen Form entschieden ab, da er eine massive Benachteiligung der Schweiz darstellt und unsere Souveränität erheblich beeinträchtigt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit entpuppt sich bei näherer Betrachtung als ein umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die bloße Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit hinausgeht. Unter dem irreführenden Titel wird die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft systematisch dem EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“ unterworfen. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, gefährdet die Existenz kleinerer bäuerlicher Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein bedeutender Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label „Made in Switzerland“ wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger

strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Bemühungen unserer Produzenten, sich durch Exzellenz vom Markt abzuheben.

Eine besonders besorgniserregende Entwicklung ist die drohende „Guillotineklausel“, welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören.

Darüber hinaus wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Willen des Volkes klar widerspricht.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und entziehen ihm die Entscheidungsgewalt in für Bauern relevanten Bereichen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Auch der Waldschutz wird betroffen: Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Schließlich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Diese Übernahme von EU-Recht stellt somit keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern einen schrittweisen Verlust der schweizerischen Souveränität und eine Gefährdung unserer bewährten Standards.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die finanzielle Stabilität der Schweiz. Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die im krassen Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV steht. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unverhältnismässig.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten dafür werden primär von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nicht greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch bemühen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer reinen Erpressungsmechanismus degradiert. Die automatische Rechtsübernahme neuer EU-Regelungen im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk die Mitgestaltungsmöglichkeit in einem hochsensiblen Bereich. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Die Anpassungen im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die kaum noch mögliche Ausschliessung bei Abhängigkeit, wie in Artikel 41c neu und Artikel 29a aufgehoben des AIG verankert, sind ein direkter Angriff auf die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Diese Vorlage stellt somit eine Kapitulation vor den Forderungen der EU dar und gefährdet die finanzielle Stabilität, die innere Sicherheit und die demokratischen Rechte der Schweiz. Es ist zwingend, diese Bestimmungen abzulehnen und die Souveränität der Schweiz in der Migrations- und Sozialpolitik zu wahren.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, dessen Stromnetz künftig von Brüssel aus gesteuert wird. Dies stellt einen fundamentalen Verlust nationaler Autonomie dar. Die ElCom, als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energiepolitik, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) angelegt ist.

Besonders kritisch ist die drohende Gefährdung unserer Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit ausgehebelt werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler Energieproduzenten wird durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (StromVG, Art. 10, 18, 19) untergraben, was die dezentrale Energieerzeugung benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen StromVG (Art. 4a ff.) opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird

eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies birgt erhebliche Risiken, insbesondere in Krisenzeiten. Die damit verbundene Preisvolatilität wird zu höheren Stromkosten für KMU und Haushalte führen, da Kosten für die Versorgungssicherheit über neue Umlagen abgewälzt werden müssen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten im EnG (Art. 15 neu), insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt massiv kleine und mittlere Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von Auslandstrom. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die unsere Souveränität und Flexibilität in der Steuerung unserer kritischen Infrastruktur zerstören.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität sowie des föderalistischen Prinzips dar. Die gegenwärtige, bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen Kontrollregime der EU unterworfen werden. Dies widerspricht grundlegend dem Geist unseres demokratischen Systems, in dem solche Förderungen, beispielsweise für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU, politisch legitimiert sind.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG) wird eine "Superbehörde" etabliert, die faktisch als verlängerter Arm der EU agiert. Gemäss Artikel 3 BHÜG wird die neu geschaffene Beihilfekammer in der WEKO zur zentralen Kontrollinstanz. Ihre primäre Aufgabe wird nicht mehr die Durchsetzung Schweizer Interessen sein, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht. Dies untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Die Souveränität der Kantone wird massiv tangiert. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist hier besonders stossend. Durch den neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch legitimierten Entscheidungen können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Artikel 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der Gewaltenteilung.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Kantone verlieren zudem durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre Souveränität wird weiter eingeschränkt, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde ungestört agieren kann. Diese Umgestaltung untergräbt die demokratische Legitimation und die föderalistische Struktur der Schweiz in fundamentaler Weise.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweiz unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie sind nicht in der Lage, den immensen Druck auf das Schweizer Lohnniveau zu kompensieren, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unvermeidlich entsteht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vor allem ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping setzen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, geregelt in den neuen Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Vernehmlassungsdokument zum Gesamtpaket Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Steuerung unserer Nation. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen institutionellen Regelungen im Einklang mit den Grundprinzipien unserer Bundesverfassung stehen, insbesondere mit Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR), der die Volkssouveränität und die Stimm- und Wahlfreiheit garantiert. Die Übernahme von EU-Recht ohne direkten schweizerischen Einfluss widerspricht diesem fundamentalen Prinzip und untergräbt die Möglichkeit des Souveräns, über die Gesetzgebung mitzubestimmen.

Besondere Sorge bereitet die automatische Übernahme von EU-Recht. Dies impliziert eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und der Regierung, da diese gezwungen wären, EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne eigene Gestaltungsmöglichkeiten zu implementieren. Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverwaltung (BVerwG) betont die Zuständigkeit der Bundesverwaltung für die Ausführung von Bundesgesetzen. Die vorgeschlagene Regelung könnte jedoch dazu führen, dass die Ausführung von durch die EU diktiertem Recht im Vordergrund steht und

die eigene Gesetzgebung in den Hintergrund tritt. Dies stellt eine gefährliche Erosion der nationalen Gesetzgebungskompetenz dar.

Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Streitigkeiten entscheidet, die das schweizerische Recht betreffen, ist ebenfalls problematisch. Artikel 188a der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert die richterliche Unabhängigkeit und die Gerichtsbarkeit in der Schweiz. Eine Einbindung des EuGH würde die schweizerische Rechtsordnung und die Autonomie unserer Gerichte empfindlich stören und potenziell zu Entscheidungen führen, die nicht mit den schweizerischen Wertvorstellungen und Rechtsprinzipien übereinstimmen.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, wie sie in den Vernehmlassungsunterlagen angedeutet wird, bedarf ebenfalls einer kritischen Prüfung. Ohne klare Gegenleistungen und ohne Mitspracherecht bei der Verwendung der Mittel erscheint eine solche Beteiligung als einseitige Belastung, die nicht mit dem Prinzip der sparsamen Verwendung öffentlicher Gelder im Einklang steht, welches indirekt durch die Haushaltsgesetzgebung der Eidgenossenschaft gefordert wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket die Gefahr birgt, die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber der EU zu manövrieren und unsere Souveränität sowie unsere demokratischen Entscheidungsprozesse zu schwächen. Eine sorgfältige und kritische Abwägung der langfristigen Folgen für die Schweiz ist unerlässlich, bevor eine solche Vereinbarung in Erwägung gezogen werden kann.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, welche eine kritische Neubewertung unerlässlich machen. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an die schweizerische Rechtsordnung und ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung verstösst grundlegend gegen das Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (PolBG) verankert ist. Die vorgeschlagene Mechanik, wonach sich die Schweiz künftig weitgehend automatisiert an EU-Gesetzgebungsakte anpassen müsste, untergräbt die parlamentarische Souveränität und die direkte Demokratie, die Eckpfeiler unseres politischen Systems darstellen.

Die Befürchtung, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht und die Unterwerfung unter den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ihre eigene Rechtssetzungshoheit verliert, ist nicht unbegründet. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der eidgenössischen und kantonalen Stimmbürger und des Parlaments. Eine Übernahme von EU-Recht, das von nicht-demokratisch legitimierten Organen der EU geschaffen wird, und eine automatische Bindung an dessen Auslegung durch den EuGH steht im Widerspruch zu diesem Grundsatz. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der Schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität im Allgemeinen.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen und die potenziellen Belastungen für die Schweizer Wirtschaft und die Bürgerinnen und Bürger unklar und könnten signifikant sein. Die Unsicherheit bezüglich der Tragweite der übernommenen EU-Regelungen und deren Kompatibilität mit der schweizerischen Wirtschaftsstruktur, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen, ist besorgniserregend. Es fehlt an einer klaren Darlegung, wie diese Anpassungen die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und welche zusätzlichen Kosten und administrativen Hürden dies für unsere Unternehmen bedeutet. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) formuliert als Ziel des Bundes, das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu mehren. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen dieses Ziel nicht in allen Belangen zu verfolgen, sondern primär den Interessen der EU zu dienen.

Die mangelnde Transparenz in Bezug auf die zukünftige Entwicklung des EU-Rechts und die damit verbundenen Verpflichtungen für die Schweiz lässt zudem Raum für die Befürchtung, dass die Schweiz in eine unkontrollierbare Abhängigkeit geraten könnte. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die Souveränität und die demokratischen Rechte des Schweizer Volkes nicht durch bilaterale Abkommen mit der EU kompromittiert werden. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse erscheinen diesem kritischen Grundsatz nicht ausreichend Rechnung zu tragen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ambra Verbèna Di Mario (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Ambra Verbèna Di Mario · 0798515441 · amberdimario@hotmail.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Eine engere Bindung an die Europäische Union, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, untergräbt die fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und die demokratische Willensbildung.

Besorgniserregend ist die potenzielle automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament diese Bestimmungen im Detail prüfen und verabschieden kann. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Verfassungsgrundlagen der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SR 101), der die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Rechte des Bundes und der Kantone schützt. Die blosse Akzeptanz von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne eigene Gestaltungsspielräume verletzt dieses Prinzip.

Darüber hinaus wirft die Übernahme von EU-Recht Fragen bezüglich der Unabhängigkeit unserer Gerichte auf. Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (SR 210) garantiert, dass das Gesetz und das Gewohnheitsrecht für Gerichte und Behörden massgebend sind. Wenn jedoch EU-Recht, das von Schweizer Gerichten angewendet werden muss, primär von externen Institutionen geschaffen wird, deren Legitimation für die Schweiz nicht direkt gegeben ist, wird die Eigenständigkeit unserer Rechtsordnung tangiert. Die Gefahr der Rechtsangleichung ohne Mitsprache führt zu einer Abhängigkeit, die mit dem Grundsatz der nationalen Rechtssetzung kollidiert.

Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind nicht zu unterschätzen. Eine stärkere Integration bedeutet oft eine Öffnung des Binnenmarktes und eine Angleichung von Standards. Dies kann zwar potenziell Vorteile bringen, birgt aber auch die Gefahr von Wettbewerbsverzerrungen und eine Belastung für Schweizer Unternehmen, die spezifische Anpassungen vornehmen müssen. Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Verfassungsgrundlagen der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SR 101) betont die Wahrung der Interessen der Bevölkerung. Es ist unklar, inwieweit eine solche Übernahme von EU-Recht im Interesse der gesamten Schweizer Bevölkerung ist, insbesondere wenn sie zu höheren Kosten oder geringerer Flexibilität führt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung unter den gegebenen Bedingungen eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien bedeuten würde. Die potenziellen Nachteile und Risiken für die Schweiz scheinen die angestrebten Vorteile bei weitem zu überwiegen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung und der damit verbundenen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Regelungen, die auf einer Übernahme von EU-Recht basieren, ohne ausreichende Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Verhältnisse und unseres Rechtssystems erfolgen.

Insbesondere die beabsichtigte Übernahme von Bestimmungen, die bereits durch das Bundesgesetz über die Umsetzung der bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (Beleg-Bilateralen) oder andere bestehende Gesetze abgedeckt sind, wirft Fragen hinsichtlich der Notwendigkeit und der potenziellen Doppelspurigkeiten auf. Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert die Souveränität der Schweiz, welche durch die unreflektierte Übernahme von EU-Recht de facto untergraben werden könnte, da die Legislative und die Judikative der EU indirekt Einfluss auf die Rechtsordnung der Schweiz nehmen würden.

Die Art und Weise, wie EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung integriert werden soll, birgt die Gefahr einer Erosion der parlamentarischen Kontrolle und der demokratischen Legitimation. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die vorgeschlagenen Mechanismen sicherstellen, dass der Schweizerische Gesetzgeber weiterhin die primäre Rolle bei der Gesetzgebung innehat und ob die Eigenständigkeit der schweizerischen Gerichte gewahrt bleibt. Die Gefahr einer automatischen Rechtsübernahme, ohne die Möglichkeit einer kritischen Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Bedürfnisse, ist real und muss unbedingt vermieden werden.

Weiterhin sind die potenziellen Kosten und der administrative Aufwand, der durch die Umsetzung dieser neuen Regelungen entsteht, nicht zu unterschätzen. Es besteht die Sorge, dass diese zusätzliche Belastung die schweizerische Wirtschaft unnötig belastet und die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigt. Die Grundrechte, wie sie in Artikel 7 ff. BV verankert sind, müssen jederzeit gewährleistet bleiben. Die Übernahme von EU-Recht darf nicht dazu führen, dass diese fundamentalen Rechte eingeschränkt oder ausgehöhlt werden.

Wir fordern eine sorgfältige und kritische Prüfung aller vorgeschlagenen Massnahmen, um sicherzustellen, dass die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom, insbesondere die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), stellt eine gravierende Gefährdung der Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Akteur ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über das kritische Rückgrat unserer Energieversorgung, das Stromnetz, werden künftig in Brüssel getroffen.

Dies hat zur Folge, dass die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert wird. Sie ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Regelungen aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Kernressource der Schweizer Energieversorgung, die Wasserkraft, gerät durch die EU-Beihilfenregeln unter existenziellen Druck. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen, wie die bedeutenden Gemeindekraftwerke, durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein verantwortungsloses Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die massiven Kompetenzerweiterungen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen zerstört.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Recht dar. Dies ist kein reines Sicherheitsabkommen, sondern ein Frontalangriff auf unsere etablierten Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv gefährdet. Die Angleichung an oft tiefer liegende EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels "Made in Switzerland".

Die Gefahr einer bedrohlichen "Guillotineklausel" ist unerträglich. Die Verknüpfung dieses Abkommens mit allen Bilateralen I stellt eine politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und ein Kündigungsrecht faktisch unmöglich macht. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein schwerwiegender Eingriff in unsere Souveränität.

Die befürchtete Welle der Bürokratie wird kleine und mittlere Betriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger überfordern und gefährdet damit lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück der Unterwerfung, da sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und eine erstickende Bürokratie schafft.

Unser Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, unsere bewährten, oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) verlieren wir die souveräne Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU in diesem Bereich ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist eine unzumissbare Aufgabe nationaler Interessen und Standards.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unseres Erachtens unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keineswegs zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was für die Schweizer Arbeitnehmerschaft gravierende Folgen hätte.

Anstatt den bewährten und bislang wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die vorliegenden Vorschläge aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neu konzipierten Regeln sind zwar bürokratischer, aber sie sind in ihrer Effektivität erheblich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen nützt vor allem ausländischen Unternehmen, die offensichtlich Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, welcher offensichtlich durch EU-Druck diktiert wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien fundamental. Ebenso bedenklich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive Kapitulation vor der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Souveräns zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die scheinbare Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke empfindlich.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer de facto 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, ist schlichtweg inakzeptabel. Dies öffnet Tür und Tor für Missbrauch und belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unzumensurbar. Die Zuwanderung

in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert.

Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der daraus resultierenden Sozialkosten. Die angebliche 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo, deren Hürden so hoch sind, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Die Drohung mit Strafmassnahmen seitens der EU im Falle einer Anwendung dieser Klausel macht sie zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einem Schutzinstrument.

Die automatische Rechtsübernahme künftiger EU-Verschärfungen im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' untergräbt die direkte Demokratie und die Kompetenzen unseres Parlaments und Volkes. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum noch ermöglichen. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis) und in den Medizinal- und Gesundheitsberufegesetzen (MedBG, GesBG) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG) untergräbt unsere hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public im Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnsektor. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht droht die Grundfesten unseres bewährten Systems zu erschüttern und stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Die zentrale Problematik liegt in der Zulassung der Kabotage, wie sie neu in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) verankert werden soll. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Eisenbahnunternehmen ist ein direkter Angriff auf den Service public. Ausländische Anbieter werden sich auf die wirtschaftlich lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen weiterhin für die unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien verantwortlich bleiben. Diese "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis unseres öffentlichen Verkehrs und gefährdet dessen Qualität und Umfang für die Bevölkerung.

Des Weiteren ist die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates als Schutzmassnahme rechtlich unzureichend. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dynamisch und ohne eigene Gestaltungsspielräume übernehmen müsste. Dies gleicht einer Beruhigungspille, die die langfristige Erosion unserer Autonomie im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab. Die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf zukünftige Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz unwiderruflich an zentrale EU-Stellen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) mittels Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz zudem, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und

kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public im Landverkehr darstellen. Die Einführung der Kabotage und die unzureichenden Schutzmechanismen durch die "Gemeinsame Erklärung" gefährden die finanzielle Stabilität und die operative Unabhängigkeit unseres Bahnwesens. Wir raten entschieden von diesen Entwicklungen ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politisch und demokratisch legitimierte Massnahmen auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene ausgestaltet werden, würde durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies betrifft essenzielle Bereiche wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kulturförderung und die Unterstützung lokaler KMU.

Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Zentralisierung massiv untergraben. Anstatt ihre autonom definierten Wirtschaftsförderungsstrategien umzusetzen, müssen kantonale Beschlüsse zukünftig einer neuen EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden. Dies steht im direkten Widerspruch zu unserem föderalistischen System und schwächt die Eigenverantwortung der Kantone.

Die Schweiz unterwirft sich durch dieses Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Notwendigkeit, staatliche Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von ihr genehmigen zu lassen, degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luftverkehr und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) etabliert eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agieren wird. Ihre Entscheide werden primär auf Kompatibilität mit EU-Recht ausgerichtet sein und nicht mehr auf die Interessen der Schweiz. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, was angesichts der weitreichenden Befugnisse bedenklich ist.

Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Mit dem neuen BHÜG und der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhalten sie kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souveränen Subventionsentscheide von der neuen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität geprüft und potenziell gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Die Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres Beispiel für den Verlust nationaler Souveränität, da die bisherige Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr ersatzlos wegfällt und dieser Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt wird.

Finanzieller Beitrag

Zur Frage des finanziellen Beitrags und der damit verbundenen Verpflichtungen im Rahmen des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union sind erhebliche Bedenken zu äussern. Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der budgetären Souveränität der Schweiz dar. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), das diese Zahlungen als permanente

Verpflichtung zementiert, widerspricht fundamental dem Prinzip der parlamentarischen Hoheit über die Verwendung von Steuergeldern.

Insbesondere Artikel 1 des KoBG, der einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen schafft, entzieht dem Parlament die Möglichkeit, über jeden einzelnen Beitrag souverän zu entscheiden. Dies verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht, die primär den Interessen der EU dient, während die Schweiz faktisch zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge ist zudem als Lockvogelangebot zu verstehen, das unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann.

Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine technische Formalität. Sie integriert diese Zahlungen tief in die Schweizer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Bindung an die EU-Forderungen, ohne dass entsprechende Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert werden. Die Irreführung durch die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung mittels der Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist besonders bedenklich. Hier wird der anerkannte Status der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies stellt eine schamlose Instrumentalisierung eines ehrenwerten Zwecks dar, um eine unfreiwillige und potenziell ruinöse finanzielle Verpflichtung durchzudrücken. Die Schweiz darf sich nicht durch schleichende rechtliche Mechanismen und irreführende Verknüpfungen ihrer Souveränität berauben lassen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und sind kritisch zu hinterfragen. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht, wie sie in diesem Abkommen implizit angelegt ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität. Insbesondere Artikel 53 des Bundesgesetzes über die Raumplanung (RPG) und Artikel 6 des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer (GSchG) legen fest, dass die Raumplanung und der Gewässerschutz im Interesse der Allgemeinheit und unter Schonung der natürlichen Lebensgrundlagen zu erfolgen hat. Die vorgeschlagenen EU-Regulierungen greifen jedoch tief in diese Bereiche ein und drohen, unsere bewährten schweizerischen Prinzipien zu untergraben, ohne dass ein klarer Mehrwert für die Schweiz erkennbar wäre.

Es ist fraglich, ob die angeblichen Vorteile des Abkommens die Nachteile für die schweizerische Rechtsordnung aufwiegen. Die Übernahme von EU-Recht, oft ohne Möglichkeit zur Einflussnahme, bedeutet eine faktische Unterwerfung unter fremde Gesetzgebung. Dies widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Des Weiteren ist der Schutz unserer hohen schweizerischen Standards, sei es im Umweltbereich, bei der Lebensmittelsicherheit oder im Arbeitsrecht, nicht in ausreichendem Masse gewährleistet. Die Komplexität und die potenziellen Kosten der Implementierung neuer EU-Vorschriften dürfen nicht unterschätzt werden. Ohne klare und transparente Mechanismen zur Abfederung dieser negativen Auswirkungen ist das Abkommen abzulehnen. Die Gewährleistung der Unabhängigkeit und die Wahrung der schweizerischen Identität müssen oberste Priorität haben. Die vorgelegten Ergebnisse genügen diesen Anforderungen in keiner Weise.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtumsetzung des Pakets Schweiz-EU, einschliesslich der Übernahme von EU-Recht, birgt erhebliche und bis dato nicht abschliessend geklärte Gefahren für die schweizerische

Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Es ist äusserst bedenklich, dass die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem nicht von einer entsprechenden parlamentarischen Debatte begleitet wird, die die demokratische Legitimation der einzelnen Rechtsakte gewährleistet. Vielmehr droht hier eine schleichende Aushöhlung des schweizerischen Gesetzgebungsverfahrens, wie es im Artikel 163 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die Volks- und Ständerepräsentation als primäres Organ der Gesetzgebung vorsieht.

Die Schaffung eines ständigen Schiedsgerichts, das gemäss den vorgeschlagenen Regelungen in der Lage wäre, verbindliche Entscheidungen im Rahmen der bilateralen Verträge zu treffen, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Gewaltenteilung, der in der schweizerischen Rechtsordnung tief verankert ist und unter anderem im Artikel 190 BV zum Ausdruck kommt, wonach Bundesgesetze und Völkerrecht zu beachten sind. Die Möglichkeit, dass ausserstaatliche Organe über die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts entscheiden, untergräbt die Autorität unserer nationalen Gerichte und die Hoheit des Schweizer Volkes über seine eigene Rechtsordnung.

Des Weiteren ist die automatische Übernahme neuer EU-Rechtsakte, wie sie in der Diskussion steht, aus rechtsstaatlicher Sicht inakzeptabel. Artikel 173 BV regelt die Ausübung der aussenpolitischen Verantwortung des Bundes und betont die Interessen der Schweiz. Die ungeprüfte und automatische Übernahme von EU-Regulierungen, ohne eine sorgfältige Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit den schweizerischen Verfassungsgrundsätzen und Interessen, vernachlässigt diesen Grundsatz. Es besteht die ernste Gefahr, dass die Schweiz mit Regelungen konfrontiert wird, die nicht unseren spezifischen Bedürfnissen entsprechen oder gar unseren nationalen Interessen schaden, und dies ohne die Möglichkeit einer demokratischen Kontrolle. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit des Gesetzgebungsprozesses werden dadurch massiv beeinträchtigt. Es fehlt eine klare Antwort darauf, wie die demokratischen Rechte des Schweizer Volkes und seiner Vertretungen in diesem Prozess gewahrt werden können, insbesondere im Lichte des volonté générale, das im demokratischen System eine zentrale Rolle spielt.

Consultazione

Egregi Signore e Signori,

Mittente e Contatto

Mittente: Flurin Arner (Privat)

Data: 20.10.2025

Contatto: Flurin Arner · flurin@arner.ch

Come valuta gli accordi, i protocolli e le dichiarazioni congiunte che la Svizzera ha negoziato con l'Unione Europea (UE)?

Le conclusioni dei negoziati non soddisfano le aspettative di salvaguardia degli interessi nazionali svizzeri. La proposta accordo quadro con l'Unione Europea, sebbene presentata come un passo necessario, rischia di compromettere la sovranità legislativa della Confederazione, in particolare per quanto concerne l'applicazione del diritto comunitario derivato attraverso la giurisprudenza della Corte di Giustizia dell'UE. L'articolo 17 della Legge federale sull'attività normativa del Consiglio federale e delle amministrazioni (LRCA) impone una chiara separazione tra l'ordinamento giuridico svizzero e quello straniero, principio che sembra qui messo in discussione. La delegazione dei poteri decisionali, soprattutto in materia di aiuti di Stato o di libera circolazione delle persone, potrebbe inoltre violare principi costituzionali fondamentali, come quelli sanciti dall'articolo 49a della Costituzione federale, relatif agli accordi tra la Confederazione e le organizzazioni internazionali. Appare necessaria una valutazione più rigorosa degli impatti a lungo termine.

Come valuta l'attuazione a livello nazionale?

Le attuali proposte di attuazione nazionale relative agli accordi con l'UE destano serie perplessità. Sebbene l'intento dichiarato sia quello di integrare norme comunitarie, l'applicazione concreta rischia di erodere la sovranità decisionale svizzera, contravvenendo ai principi sanciti dall'articolo 1 della Legge federale sull'esercizio dei diritti politici (LDPol), che garantisce l'autodeterminazione del popolo svizzero. Si osserva con preoccupazione che la mera trasposizione acritica di direttive esterne possa compromettere la capacità del nostro ordinamento giuridico di rispondere alle specificità e alle esigenze del contesto nazionale, come pure la coerenza con i valori fondamentali espressi dalla Costituzione federale. È imperativo che qualsiasi adeguamento legislativo sia frutto di un'attenta valutazione e di un dibattito democratico trasparente, salvaguardando in ogni caso gli interessi nazionali e la nostra posizione giuridica peculiare.

Contributo finanziario

La trasformazione dei contributi di coesione da pagamenti volontari e controllati dal Parlamento in un obbligo giuridicamente vincolante rappresenta una grave erosione della sovranità svizzera. La proposta di legge sui contributi di coesione (KoBG) istituisce un diritto permanente e una base legale per richieste finanziarie dall'UE, svuotando di fatto la sovranità decisionale del Parlamento, come previsto dall'articolo 1 KoBG. Questo meccanismo rischia di trasformare la Svizzera in una netta pagatrice senza diritto di voto, con impegni finanziari automatici e crescenti, come suggerito dalla previsione di meccanismi di ricalcolo vincolanti. L'integrazione del KoBG nell'allegato 5, cifra 1, lettera d, del BöB formalizza questo obbligo, mentre la sua associazione al finanziamento della promozione della pace mediante l'articolo 1, comma 2, lettera b, appare come un tentativo di legittimare

politicamente pagamenti controversi, abusando del "buon nome" della Svizzera.

Elettricità

La bozza di presa di posizione sull'area elettricità rivela profonde preoccupazioni riguardo alla proposta di adesione al mercato elettrico europeo. L'integrazione nell'Unione per il mercato interno dell'energia (UIME) e la partecipazione ad ACER e ENTSO-E minano la sovranità energetica svizzera, trasformando la Svizzera in un partecipante subordinato senza potere decisionale ma obbligato a sostenere i costi. La Commissione federale dell'energia (ElCom) da autorità indipendente diviene un mero esecutore di regolamenti europei non democraticamente legittimati, sancendo la fine di una regolamentazione energetica autonoma e orientata alle esigenze svizzere.

Il nucleo della nostra sicurezza energetica, l'energia idroelettrica, è seriamente minacciato dalle norme europee sugli aiuti di Stato. Il collaudato sistema delle tasse sull'acqua, a beneficio dei cantoni montani, rischia di essere qualificato come aiuto di Stato illecito e abolito. Le strutture federali, incluse le importanti centrali elettriche comunali, vengono indebolite dall'annullamento del loro primato di immissione da parte delle regole europee sulla concorrenza, svantaggiando la produzione energetica locale e decentralizzata.

La sicurezza dell'approvvigionamento nazionale è sacrificata al mercato libero. Le regole UE limitano la creazione di riserve strategiche, come quelle idriche, e non attribuiscono una chiara responsabilità per la sicurezza dell'approvvigionamento svizzero né al mercato né all'UE. La completa liberalizzazione del mercato elettrico, come previsto dal nuovo articolo 4a e seguenti della Legge sull'approvvigionamento elettrico (StromVG), porterà a prezzi più volatili e, in ultima analisi, più elevati per le PMI e i nuclei domestici. I costi per la sicurezza dell'approvvigionamento, non coperti dal "mercato libero", dovranno essere scaricati sui consumatori tramite nuovi prelievi statali.

La nuova formulazione dell'articolo 15 della Legge sull'energia (EnG) indebolisce la posizione della produzione di energia decentralizzata e rinnovabile modificando le regole di remunerazione, minando così la redditività per i piccoli produttori locali. La vasta espansione delle competenze dell'ElCom (art. 22 StromVG) e l'inasprimento delle norme di disaccoppiamento (art. 10, 18, 19 StromVG) sono strumenti di allineamento all'UE. La Svizzera perde la sovranità sulla sua infrastruttura critica, sottoponendosi a una regolamentazione telecomandata da Bruxelles. Le nostre strutture federali e la collaudata cooperazione tra Confederazione e cantoni vengono distrutte. La cancellazione dell'eccezione per la società nazionale di rete nell'articolo 8 capoverso 2 BATE è un ulteriore passo verso la sottomissione al regime dell'UE. La nostra società nazionale di rete sarà inutilmente sottoposta alle stesse regole, spesso inadeguate, di enormi gruppi europei, comportando una perdita di flessibilità e sovranità nella gestione delle nostre reti elettriche.

Aiuti di Stato

La proposta di sottoporre gli aiuti di Stato svizzeri a un regime di controllo dell'UE rappresenta una grave cessione di sovranità nazionale e un attacco diretto al nostro federalismo. La pratica consolidata di sussidi, espressione di decisioni politiche democraticamente legittimate a livello federale e cantonale, verrebbe sostituita da un rigido controllo tecnocratico europeo. L'introduzione del Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) e le modifiche al Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) istituiscono una "superbehörde" che agirà come estensione dell'UE, minando la capacità della Svizzera di definire autonomamente la propria politica economica. La perdita di sovranità è evidente anche nell'ambito dei trasporti aerei, con l'eliminazione dell'Art. 103 del Luftfahrtgesetz (LFG), che fino ad ora garantiva un controllo nazionale strategico. Inoltre, la modifica del Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) degrada i Cantoni a semplici unità amministrative subordinate, consentendo a una autorità centrale di annullare le loro decisioni democratiche, ignorando la loro autonomia organizzativa e procedurale sancita dal principio federale. La trasparenza e il controllo democratico sono altresì compromessi dall'esclusione del Preisüberwacher dalle sedute della Beihilfekammer, come previsto dalla modifica all'Art. 5 Abs. 2 PüG.

Libera circolazione: Immigrazione

La liberalizzazione della libera circolazione dei cittadini dell'UE mediante l'adesione alla direttiva sui cittadini dell'Unione mina gravemente la sovranità svizzera in materia di immigrazione, contravvenendo all'articolo 121a della Costituzione federale e al chiaro mandato popolare di un'autonoma regolamentazione della migrazione. L'introduzione di un nuovo diritto di soggiorno permanente, concedibile dopo soli cinque anni e praticamente inalienabile anche in caso di reato o dipendenza dall'assistenza sociale, secondo il nuovo articolo 41c dell'AIG, rappresenta un rischio inaccettabile per la sicurezza interna e la stabilità dei nostri sistemi sociali. La prospettiva di un'ulteriore attrazione della migrazione verso i nostri sistemi di welfare, con l'inclusione di parenti estesi e la creazione di un diritto di soggiorno quasi automatico anche in assenza di mezzi propri, come indicato dalle modifiche all'AIG, impone un onere insostenibile sui contribuenti svizzeri, sui cantoni e sui comuni. La cosiddetta "clausola di protezione" inclusa nel pacchetto di accordi si rivela una mera illusione, con ostacoli all'applicazione così elevati da renderla inefficace in pratica, aggravata dalla minaccia di sanzioni da parte dell'UE in caso di suo utilizzo. L'automatica adozione del diritto dell'UE tramite il cosiddetto "metodo di integrazione" nel settore dell'immigrazione svuota di fatto il potere decisionale del parlamento svizzero e del popolo in un ambito di cruciale importanza per il nostro futuro. Le modifiche introdotte, come l'abolizione dell'articolo 29a dell'AIG e l'introduzione dell'articolo 41c, cementano l'immigrazione nei sistemi sociali svizzeri, rendendo quasi impossibile l'esclusione anche in caso di dipendenza, una chiara violazione del mandato costituzionale di autogoverno. La proposta di aumentare drasticamente le tasse universitarie per gli studenti stranieri, introdotta in leggi come l'ETH-Gesetz (Art. 34d cpv. 2bis), è un'ammissione esplicita dei costi aggiuntivi che la libera circolazione impone al settore educativo svizzero, gravando sui futuri studenti e sulla reputazione delle nostre istituzioni. L'adeguamento del bene di vecchiaia (BVG), in particolare l'inserimento della cifra 27 nell'articolo 49 capoverso 2, sottopone la nostra seconda colonna alla coordinazione dell'UE, erodendo la sovranità in materia di politica sociale e la capacità della Svizzera di modellare autonomamente le regole della previdenza professionale.

È d'accordo a stabilizzare e sviluppare ulteriormente le relazioni bilaterali con l'Unione Europea (UE)?

La proposta di stabilizzare le relazioni con l'UE, pur presentandosi come un'opportunità di semplificazione, solleva interrogativi fondamentali riguardo alla sovranità nazionale e all'autodeterminazione. L'integrazione di normative UE, anche se presentata in modo graduale, rischia di erodere progressivamente le basi del nostro ordinamento giuridico, sancite in particolare dall'articolo 1 della Costituzione federale che riconosce il popolo e i cantoni come fonte di ogni potere statale. L'acquisizione automatica di diritto UE, come previsto in accordi simili, contrasta con il principio fondamentale della democrazia diretta e del controllo parlamentare esercitato dal Consiglio federale e dall'Assemblea federale, garanti della Costituzione. La potenziale rinuncia a strumenti di tutela nazionali, che potrebbero essere resi meno efficaci dall'applicazione di norme europee, merita una valutazione estremamente cauta, poiché la stabilità non dovrebbe mai avvenire a scapito della nostra capacità di definire autonomamente il nostro futuro.

Come valuta il pacchetto Svizzera-UE (risultato dei negoziati e relativa attuazione nazionale)?

La valutazione complessiva del pacchetto negoziale Svizzera-UE suscita profonde perplessità. Sebbene si asserisca la volontà di preservare la sovranità nazionale, l'adozione di legislazione derivata dall'UE, anche se formalmente ratificata dal parlamento svizzero, ne mina di fatto l'indipendenza decisionale. L'articolo 120 della Costituzione federale svizzera, che sancisce la sovranità del popolo e del Cantoni, rischia di essere svuotato di significato qualora decisioni strategiche vengano delegate, anche indirettamente, a organi extranazionali. La dipendenza dalla Corte di Giustizia dell'Unione Europea per l'interpretazione del diritto comune, come contemplato in diverse aree del pacchetto, solleva interrogativi sulla piena capacità di autodeterminazione giuridica della Svizzera. La salvaguardia degli interessi nazionali, come previsto dalla legge federale sull'attività in Svizzera di imprese straniere (LStran), appare seriamente compromessa da accordi che potrebbero

favorire la concorrenza sleale e alterare il quadro normativo interno.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Angela Baccini (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Angela Baccini · 0765173403 · baccini@hispeed.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bedürfen einer kritischen und eingehenden Prüfung. Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das Rahmenabkommen vorgesehen ist, wirft Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer verfassungsrechtlichen Prinzipien auf. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung ist die Bundesversammlung für die oberste Leitung der Bundesverwaltung zuständig. Die Möglichkeit, dass die EU durch angepasste oder neu geschaffene Rechtsakte die Schweizer Gesetzgebung massgeblich beeinflusst, könnte diese Kompetenz der Bundesversammlung untergraben. Zudem ist Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte und Behörden an das Völkerrecht und das Unionsrecht vorsieht, in diesem Kontext besonders relevant. Die unklare Abgrenzung der Anwendbarkeit des EU-Rechts und die damit verbundene Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme ohne explizite demokratische Legitimation ist äusserst besorgniserregend und bedarf weiterer Klärung. Es ist essenziell, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und die rechtssetzende Gewalt ihrer eidgenössischen Räte uneingeschränkt wahren kann.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU lassen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Gesetzgebung unseres Landes aufkommen. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den bilateralen Abkommen oft impliziert ist, steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien des schweizerischen Rechts, insbesondere dem Volkssouveränitätsprinzip, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Richtlinien oder Verordnungen könnte unsere nationalen Gesetzgebung und unsere Fähigkeit, eigene Interessen zu wahren, untergraben. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einer reinen Übernahmegehilfin der EU wird, ohne ausreichende Mitspracherechte oder die Möglichkeit, eigene politische und wirtschaftliche Wege zu gehen. Die Rechtsfolgen, insbesondere im Hinblick auf Artikel 277 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) bezüglich vertraglicher Verpflichtungen, bedürfen einer äusserst sorgfältigen Prüfung, um sicherzustellen, dass die Schweiz nicht in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfähigkeit langfristig einschränkt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des demokratischen Selbstbestimmungsrechts auf. Insbesondere die bedingungslose Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen untergräbt die Handlungsfreiheit des Schweizer Parlaments gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung (BV). Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) birgt die Gefahr einer sukzessiven Erosion der nationalen Gesetzgebungskompetenzen, ohne dass die direkte demokratische Legitimation gewährleistet ist. Die schweizerische Rechtsordnung ist fundamental auf nationaler Gesetzgebung und dem Volkswillen aufgebaut. Eine einseitige Anlehnung an EU-Recht, wie sie bei einer solchen Umsetzung zu befürchten ist, birgt das Risiko, dass die Interessen der Schweiz zu kurz kommen und bestehende Gesetze, beispielsweise im Bereich des Datenschutzes oder des Wettbewerbsrechts, unzulässige Einschränkungen erfahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung birgt gravierende Gefahren für die Schweizer Lebensmittelproduktion und die Souveränität unseres Landes. Unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit wird eine schrittweise Unterwerfung unter das EU-Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch" vollzogen. Dies bedroht nicht nur unsere anerkannten hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das wertvolle Label „Made in Switzerland" entwertet.

Eine gefährliche „Guillotineklausel" birgt das Risiko, dass die Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Fall bringen würde. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Ebenso zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz, ihre strengeren nationalen Vorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgehen das Parlament und gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht.

Das Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Unterstellung des Waldschutzes vor Schadorganismen unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind weitere Beispiele für den Verlust der nationalen Kontrolle und Reaktionsfähigkeit. Dieses Abkommen darf unter diesen Umständen nicht unterstützt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsrechts zur Personenfreizügigkeit, insbesondere die Anwendung der Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine massive Ausweitung dar und steht im direkten Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung sowie dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, verbunden mit einem erweiterten Familiennachzug, fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in beispielloser Weise und belastet die Schweizer Steuerzahler erheblich. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist eine reine Illusion, deren Anwendungshürden unüberwindbar sind, und

die Androhung von EU-Strafmassnahmen macht sie zur Erpressung statt zum Schutz. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entmündigt unser Parlament und Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich und untergräbt damit unsere direkte Demokratie. Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), wie die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke und sind eine Kapitulation vor der EU, die unsere Souveränität aushöhlt. Die Einführung höherer Studiengebühren ist lediglich ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) und die dadurch bedingte automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom bergen erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der Kosten tragen muss, während Entscheidungen über das Stromnetz in Brüssel gefällt werden. Die ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk", was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet, und das bewährte System der Wasserzinsen könnte abgeschafft werden. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG (Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch unzureichende Energiereserven (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (Art. 15 EnG) benachteiligt kleine, dezentrale Produzenten. Die Schweiz opfert ihre nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt und verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr bedroht fundamental den Service public im schweizerischen Schienenverkehr. Die Einführung der Kabotage, wie sie durch die Anpassung des Eisenbahngesetzes (EBG, neuer Art. 40ater) ermöglicht wird, erlaubt ausländischen Anbietern die bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dies führt zur unhaltbaren 'Rosinenpickerei', bei der profitable Linien von ausländischen Firmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unwirtschaftlichen, aber essenziellen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis des Service public und gefährdet dessen flächendeckenden Charakter.

Darüber hinaus greift die Regelung massiv in die nationale Souveränität ein. Die Pflicht, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG zu beachten, schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen empfindlich ein. Die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung' stellt keinerlei rechtlich bindenden Schutz dar und öffnet Tür und Tor für die dynamische Rechtsübernahme zukünftiger EU-Bestimmungen, welche die Steuerungskompetenz der Schweiz weiter aushöhlen. Die Anpassung des EBG gefährdet somit nicht nur die wirtschaftliche Tragfähigkeit, sondern auch die politische Autonomie bei der Gestaltung unseres Bahnwesens.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern bergen die Gefahr einer Erosion unseres Lohnniveaus. Anstatt den bewährten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch EU-konforme, bürokratischere und de facto schwächere Regeln aufgeweicht. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere in Art. 9 Abs. 2 und Art. 13a, dienen primär der EU-Kompatibilität und erschweren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die geschwächten Kontrollmechanismen untergraben die Kompetenzen paritätischer Kommissionen und kantonaler Arbeitsinspektorate. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen Eingriff in die

Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse, die die Flexibilität von KMU behindert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine gravierende Souveränitätsabtretung dar. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen eine unzureichende und potenziell schädliche Anpassung an EU-Vorgaben.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die geplante Unterwerfung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime beraubt Bund und Kantone ihrer demokratisch legitimierten Förderkompetenz. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der Fremdkontrolle unterstellt, was unsere strategische Autonomie gefährdet.

Die Schaffung einer 'Superbehörde' als 'verlängerter Arm der EU', wie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) vorgesehen, höhlt die nationale Steuerungshoheit aus. Insbesondere die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre Entscheide künftig nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der EU-Konformität unterliegen und von zentralen Behörden und dem Bundesgericht (BGG, Art. 82 Bst. bbis) gekippt werden können. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklung ist mit unseren staatsrechtlichen Grundprinzipien unvereinbar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einem eigenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung einer freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste in eine rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie Artikel 1 des KoBG impliziert, entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern die entscheidende Budgethoheit. Die anfänglich genannten Beträge sind eine offensichtliche Finte, da der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren, diktierten Forderungen führen wird. Die Schweiz wird damit zu einer dauerhaften Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die Zahlungen leistet, ohne verbindliche Gegenleistungen für den Marktzugang zu erhalten. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist zudem eine irreführende Instrumentalisierung, die den guten Ruf der Schweizer Friedenspolitik missbraucht, um diese fragwürdigen Zahlungsverpflichtungen zu legitimieren. Dies widerspricht dem Geist des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der damit verbundenen Schwarzarbeit (Art. 3 Abs. 1 Bst. c SchwarzArbG) im Sinne einer transparenten und nachvollziehbaren Verwendung öffentlicher Gelder.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtumsetzung des institutionellen Abkommens mit der EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Die vorliegende Fassung scheint die Souveränitätsinteressen der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes zu untergraben. Insbesondere die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Bereichen, die nach unserem Verständnis in die Zuständigkeit schweizerischer Gerichte fallen, ist höchst problematisch. Die Übertragung von Kompetenzen, die dem Volk und den Kantonen gemäss Bundesverfassung zustehen, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer direktdemokratischen Rechte. Die Verfassungsgrundsätze, wie die Volkssouveränität in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (Wet) und die kantonale Zuständigkeit gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV), scheinen in diesem Paket nicht ausreichend gewürdigt zu werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in Artikel 124 BV im Zusammenhang mit dem Zugang zum EU-Binnenmarkt diskutiert wird, würde die demokratische Legitimation von Gesetzen auf nationaler und kantonaler

Ebene erheblich schwächen. Es mangelt an einer klaren Abgrenzung der Kompetenzen und an Mechanismen, die eine uneingeschränkte Anwendung schweizerischen Rechts sicherstellen.

Mit besorgten Grüssen

A. Brunner

Barthe Christian

14 Passage Beaud-Bovy

1205 Genève

Département fédéral des affaires

étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Genève, le 20 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC PRIÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

CBarthe.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Walter Bornhauser (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Walter Bornhauser · 078 404 58 33 · w.bornhauser@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und lassen eine kritische Beurteilung unabdingbar erscheinen. Eine vorschnelle Zustimmung birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtssystematik der Schweiz.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus den Verhandlungsergebnissen ableitet, wirft gravierende Fragen auf. Die Tatsache, dass die Schweiz verpflichtet wäre, eine grosse Anzahl von EU-Richtlinien und -Verordnungen zu adaptieren, ohne dabei einen angemessenen Einfluss auf deren Ausgestaltung zu haben, untergräbt das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Achtung der bundesstaatlichen Ordnung und der verfassungsmässigen Rechte der Kantone. Die vorliegenden Ergebnisse scheinen dieses Prinzip zu vernachlässigen, indem sie einen automatischen Rechtsübernahme-Mechanismus etablieren, der die legislative Eigenständigkeit des Schweizerischen Parlaments und der Kantone massiv einschränkt.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie implizit oder explizit in den Verhandlungsergebnissen vorgesehen ist, stellt eine Verletzung von Artikel 190 BV dar, der die richterliche Unabhängigkeit und die Eigenständigkeit der Schweizer Gerichte verankert. Die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung als verbindlich, auch wenn sie schweizerisches Recht tangiert, würde die letzte Instanz in Rechtsfragen von Schweizer Gerichten ausser Kraft setzen und eine faktische Unterwerfung unter fremde juristische Autoritäten bedeuten.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit birgt ebenfalls erhebliche Gefahren. Eine unbeschränkte Übernahme der EU-Regularien und deren Auslegung durch den EuGH könnte zu einem unkontrollierten Zuzug führen, der die Infrastruktur, die Sozialwerke und die Lohnstrukturen in der Schweiz unter enormen Druck setzt. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen der eidgenössischen Volksinitiative «Gegen Masseneinwanderung» vom 9. Februar 2014, deren Umsetzung die Schweiz weiterhin anstreben muss.

Insgesamt deuten die vorliegenden Verhandlungsergebnisse auf eine Tendenz zur schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und zur Aushöhlung der rechtsstaatlichen Prinzipien hin. Eine sorgfältige Prüfung und kritische Hinterfragung sind unerlässlich, um die langfristigen negativen Konsequenzen für die Schweiz abzuwenden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche und prinzipielle Bedenken auf. Es ist beunruhigend festzustellen, dass die vorliegende Ausgestaltung der Umsetzung eine schleichende Aushöhlung der Souveränität der Schweiz sowie eine Verlagerung von Entscheidungskompetenzen in Richtung Brüssel zu befürchten lässt.

Insbesondere die in Aussicht gestellten Anpassungen im Bereich der Gesetzgebung, die auf die Übernahme von EU-Recht abzielen, sind kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz hat sich stets durch ihre Eigenständigkeit und die Berücksichtigung ihrer spezifischen nationalen Bedürfnisse ausgezeichnet. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen birgt die Gefahr, dass die Errungenschaften unserer direkten Demokratie und die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, namentlich in Bezug auf die Gewaltenteilung und die Volkssouveränität, verankert sind, untergraben werden. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität, welche durch die faktische Einschränkung der Gesetzgebungsfreiheit im Sinne von Art. 164 BV und die Übernahme von EU-Recht ohne effektiven Einfluss der Eidgenössischen Räte und des Volkes massiv tangiert werden könnte.

Des Weiteren ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagene Umsetzung die im Obligationenrecht (OR) festgeschriebenen Grundsätze des schweizerischen Vertragsrechts, insbesondere im Hinblick auf die Auslegung und Anwendung von Verträgen, berücksichtigt. Ohne eine klare Festlegung der jeweiligen Verantwortlichkeiten und der geltenden Rechtsgrundlagen drohen Auslegungskonflikte und Rechtsunsicherheiten, die für Schweizer Unternehmen und Bürger nachteilig sein können. Das Prinzip der Rechtssicherheit, das auch im OR seinen Niederschlag findet, könnte durch die Einführung eines Rechtsrahmens, der primär auf die Bedürfnisse der EU zugeschnitten ist, beeinträchtigt werden.

Die damit verbundenen finanziellen Implikationen und der potenzielle Anstieg von Bürokratie dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Es fehlt an einer überzeugenden Darstellung, wie die Schweiz im Falle von Streitigkeiten und deren Beilegung ihre Interessen effektiv wahren kann, ohne dabei in eine untergeordnete Position zu geraten. Die Gefahr, dass sich die Schweiz in einem komplexen und schwer durchschaubaren institutionellen Geflecht verliert, in dem ihre Stimme nicht mehr mit der gebotenen Gewichtung zur Geltung kommt, ist real. Die Verfassungsmässigkeit und die prinzipielle Machbarkeit der vorgeschlagenen Schritte im Lichte unserer föderalistischen Struktur und unserer demokratischen Grundwerte bedürfen einer wesentlich fundierteren und transparenteren Darlegung.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die finanziellen Lasten mittragen muss. Die Entscheidungsgewalt über unser Stromnetz verlagert sich unwiederbringlich nach Brüssel. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet und undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzt.

Die kritische Wasserkraftinfrastruktur ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, eine wichtige Einnahmequelle für Bergkantone, droht als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Die föderalen Strukturen, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, indem ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise die Wasserreserve gemäss Art. 8b ff. StromVG,

wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit, die bisher klar in nationaler Hand lag, verschwimmt zwischen Markt und EU, was ein unkalkulierbares Risiko für die Bevölkerung darstellt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt unweigerlich zu volatileren und damit tendenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die nicht mehr vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch eine Verschlechterung der Vergütungsregeln. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW gemäss neuer Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind primär auf die Gleichschaltung mit der EU ausgerichtet. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz wird ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung unserer Volkswirtschaft und unseres Service public eingesetzt werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies bedeutet die Aufgabe unserer demokratisch legitimierten Förderpolitik zugunsten einer zentralisierten und fremdbestimmten Steuerung.

Die Kantone verlieren durch die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv an Autonomie. Ihre Fähigkeit, eigenständig wirtschaftsfördernde Massnahmen zu ergreifen, wird durch die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO untergraben. Diese als "Superbehörde" konzipierte Instanz agiert gemäss Artikel 3 BHÜG primär als "verlängerter Arm der EU", dessen Hauptzweck die Durchsetzung von EU-Konformität und nicht primär die Verfolgung schweizerischer Interessen ist. Die Organisation- und Verfahrensautonomie der Kantone wird gemäss der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ausgehebelt, insbesondere durch den neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt. Dies führt dazu, dass die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden, deren demokratisch gefällte Entscheidungen mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht gekippt werden können, wie in Artikel 98a BGG vorgesehen. Die Kantone verlieren damit ihr formelles rechtliches Gehör und werden zu Bittstellern herabgestuft.

Auch kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG)

schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese Behörde agiert nicht nur als Kartellwächter, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Darüber hinaus schwächt die Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem der Preisüberwacher von den Sitzungen der Beihilfekammer ausgeschlossen wird. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Interessen der Bürger zurückgestellt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine massive und inakzeptable Ausweitung der Zuwanderung dar, welche in fundamentalem Widerspruch zur Bundesverfassung, namentlich Art. 121a BV, und dem expliziten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung steht. Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", auch bei krimineller Neigung oder anhaltendem Sozialhilfebezug, untergräbt empfindlich die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies fördert offensichtlich eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kostenlast einseitig von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen wird.

Die beabsichtigte Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land geradezu beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der daraus resultierenden Sozialkosten. Die genannte "Schutzklausel" erweist sich als reine Täuschung; ihre Hürden sind so hoch, dass sie in der Praxis bedeutungslos bleibt, während die drohenden EU-Strafmassnahmen jede Anwendung de facto verunmöglichen. Es handelt sich hierbei nicht um eine Schutzmassnahme, sondern um eine Erpressung.

Die automatische Rechtsübernahme neuer EU-Regelungen im Bereich der Zuwanderung durch die "Integrationsmethode" entmündigt unser Parlament und Volk. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts, welche die Zuwanderung betreffen, könnten somit ohne Mitspracherecht von Schweizer Seite übernommen werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger, welche kaum mehr ausgeschlossen werden kann. Die im neuen Art. 21b AIG verankerte "Schutzklausel" ist ein reines Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und durch die Ausschlussmöglichkeit wirksamer, einseitiger Kontingente die Schweiz zur zahnlosen Tigerin degradiert. Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehenen massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein offenes Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich, welche nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) durch das Bundesgesetz über die Berufsbildung und höhere Bildung (BGVB) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch automatisierte Anerkennung. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die Anpassung des AIG, inklusive der erwähnten Farce der "Schutzklausel" und der Zementierung des Verbleibs von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke, stellt eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags gemäss Art. 121a BV und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Wiedereingliederungsstrategie im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, Art. 24a) ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt kaschieren soll.

Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität bedeutet. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei

Wegzug in die EU (FZA, Art. 25f Abs. 1bis) ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird einer Anpassungslogik unterworfen, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht nachvollzieht. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und unsere hohen nationalen Standards, insbesondere im sensiblen Gesundheitsbereich, und stellt eine gefährliche Deregulierung dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind zutiefst unzureichend und stellen keine wirkliche Verbesserung dar, sondern vielmehr eine Aushöhlung unseres bewährten Schweizer Systems. Die vermeintlichen Schutzmechanismen sind kosmetischer Natur und können den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht, keinesfalls kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, da die EU-Anforderungen darauf abzielen, die Lohnunterschiede zu verringern, anstatt unser hohes Schweizer Lohnniveau zu schützen.

Anstatt unseren effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer und damit weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Firmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Wahrscheinlichkeit von Rechtsverletzungen erhöht.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Dieses Paket verkennt die Grundfesten unserer Sozialpartnerschaft und unseres Lohnschutzes und zwingt uns in ein System, das uns wirtschaftlich und rechtlich schwächt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, geben Anlass zu erheblichen und fundamentalen Bedenken. Die drohende Aushöhlung unseres robusten Service public im Schienenverkehr ist unannehmbar. Durch die Anwendung des EU-Beihilferechts droht die Einstufung bewährter und notwendiger Subventionen für den Güterverkehr, den ländlichen Regionalverkehr und die Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung der Servicequalität und einer Reduzierung des Angebots für die schweizerische Bevölkerung führen, was diametral unseren verfassungsmässigen Verpflichtungen zur Gewährleistung einer guten Versorgung widerspricht.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, verankert in einem neuen Art. 40ater EBG, stellt einen Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar. Sie öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die selektiv die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Transportunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Solidität unseres Bahnwesens und gefährdet langfristig die flächendeckende Mobilität für alle Bürgerinnen und Bürger.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Schutzmassnahme angepriesen wird, entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns zwingen würde, zukünftige Änderungen des EU-Rechts bedingungslos zu adaptieren. Diese Erklärung ist lediglich eine leere Beruhigungspille, die die schleichende Erosion unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufhält. Die Schweiz gibt die Kontrolle über ihre entscheidende Schieneninfrastruktur schrittweise ab.

Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen zukünftig EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, wie sie in Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehen ist, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Interessen und den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz auszurichten, müssen wir uns EU-konformen Kriterien unterwerfen. Dies kann zu suboptimalen und für den Schweizer Steuerzahler teureren Lösungen führen und die Verfolgung eigenständiger schweizerischer Verkehrsziele erheblich erschweren. Die fortlaufende, dynamische Übernahme von EU-Regulierungen, wie sie beispielsweise mit einem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) angestrebt wird, würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Institutionen verlagern, was eine inakzeptable Einschränkung unserer Souveränität darstellt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Überführung der Kohäsionszahlungen von einer freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Leistung in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine massive Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Insbesondere die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierbei äusserst bedenklich. Dieses Gesetz zementiert die bisher flexiblen Beiträge als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 KoBG würde ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments direkt aushebelt. Anstatt einer politischen Geständnis einer willfährigen Verpflichtung, welche die EU diktiert.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt primär wie ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko, dass die Forderungen der EU unweigerlich und massiv ansteigen werden. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Entwicklung zu beeinflussen oder gar «Nein» zu sagen. Wir werden zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert, während keinerlei Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelsschranken besteht. Dies ist eine fatale Entwicklung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Gegenleistungen verspricht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU fortan als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu betrachten sind. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und unseriös. Hier wird der «gute Name» der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und zu verschleiern. Dies ist ein klarer Fall von missbräuchlicher Zweckentfremdung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema "Lebensmittelsicherheit" ist angesichts der beabsichtigten Übernahme des umfassenden EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" zutiefst bedenklich. Es wird nicht nur um Lebensmittelsicherheit im eigentlichen Sinne gegangen, sondern um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Standards, die in vielen Belangen tiefer angesetzt sind. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Erfolgs und ein wichtiges Verkaufsargument, steht unmittelbar auf dem Spiel. Eine Angleichung an EU-Standards, die oft hinter unseren bewährten, hohen Kriterien zurückbleiben, entwertet das Label "Made in Switzerland" und schadet der Wettbewerbsfähigkeit unserer Produzenten erheblich.

Besonders alarmierend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen der ersten Generation verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Jede Kritik oder Ablehnung dieser Regelungen würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was eine unerträgliche Einschränkung unserer Handlungsfähigkeit darstellt.

Die vorgesehene Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen bis hin zu Restaurants, stellt einen massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden de facto zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger würden mit komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten würde.

Die Gentechnik-Moratorium, welches das Volk mehrfach bestätigt hat, wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch ausgehöhlt. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist der Kern dieser Unterwerfung. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, was eine direkte Bedrohung für unsere Produzenten und Konsumenten darstellt.

Auch im Tierschutz zeigen sich die negativen Folgen: Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen des Bundesrates im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht. Dies schwächt die demokratische Kontrolle erheblich. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Bekämpfung von Tierseuchen (Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat der EU unterstellt, was die Fähigkeit der Schweiz zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen massiv einschränkt. Diese vorgesehene Übernahme von EU-Regelungen stellt insgesamt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Souveränität und die Existenzgrundlage vieler klein- und mittelständischer Betriebe dar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die eine kritische Prüfung erfordern. Es ist fraglich, ob die damit verbundenen Massnahmen mit den fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Ordnung vereinbar sind.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende schweizerische Mitgestaltung und

Kontrollmöglichkeiten stellt eine gefährliche Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung dar. Die Schweiz müsste befürchten, dass fortlaufend neue EU-Regulierungen direkt oder indirekt in unser Rechtssystem einfliessen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine demokratisch gewählten Vertreter die Möglichkeit haben, diese zu beeinflussen oder abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der besagt, dass das Volk die oberste Gewalt innehat. Die Legitimation von Gesetzen, die nicht mehr primär vom Parlament oder durch Volksabstimmungen bestimmt werden, ist fundamental in Frage gestellt.

Zudem birgt die Möglichkeit von Streitbeilegungsmechanismen, die die Autorität schweizerischer Gerichte untergraben könnten, erhebliche Risiken. Gemäss Artikel 190 BV sind Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und die Behörden massgebend. Wenn jedoch ein externer Mechanismus, wie er in Abkommen mit der EU oft vorgesehen ist, über die Anwendung oder Auslegung von schweizerischem Recht befindet und damit die Hoheit unserer Gerichte einschränkt, so stellt dies eine direkte Verletzung unserer Rechtsordnung dar. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Europäische Union selbst durch schweizerische Institutionen kontrolliert werden kann, verletzt das Prinzip der nationalen Souveränität.

Die Annahme eines solchen Abkommens würde die Schweiz potenziell in eine Position bringen, in der sie Verpflichtungen eingehen muss, deren Tragweite und zukünftige Entwicklung nicht abschätzbar sind. Dies widerspricht dem Vorsorgeprinzip und der bewährten Praxis, dass bindende Abkommen klar definiert und dem Parlament zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Die Gefahr einer schleichenden Integration und des Verlusts unserer Entscheidungsfreiheit ist real und muss mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Eine pauschale Zustimmung zu einer "Stabilisierung" darf nicht dazu führen, dass wir unsere verfassungsmässigen Grundsätze und unsere Unabhängigkeit kompromittieren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweist sich als äusserst problematisch und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Annäherung an die Europäische Union nicht letztlich auf Kosten fundamentaler Schweizer Prinzipien geht.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommen vorgesehen ist, droht die schweizerische Rechtsordnung auf eine Weise zu untergraben, die nicht zu rechtfertigen ist. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, ohne dass die Schweiz einen gleichwertigen Mitspracherecht auf EU-Ebene geniesst, widerspricht dem demokratischen Selbstbestimmungsrecht. Dies steht im Einklang mit Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft als unantastbar erklärt. Eine schleichende Rechtsangleichung ohne klare demokratische Kontrolle durch das Schweizer Volk und die Stände ist mit diesem Grundsatz nicht vereinbar.

Die Ausweitung der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf die Auslegung von Rechtsakten, die die Schweiz übernommen hat, ist eine weitere gravierende Konsequenz. Die Verpflichtung, Urteile des EuGH anzuerkennen und umzusetzen, selbst wenn diese schweizerischen Rechtsgrundsätzen widersprechen, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die nationale Rechtssetzungskompetenz massiv beschneiden. Dies steht im diametralen Gegensatz zu Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), das die Anwendung des schweizerischen Rechts vorsieht und eine externe Gerichtsbarkeit, die das nationale Recht präjudiziert, nicht vorsieht. Die vorgeschlagene Regelung ignoriert somit die Kernkompetenz der Schweiz, ihr eigenes Recht zu interpretieren und anzuwenden.

Des Weiteren sind die finanziellen Verpflichtungen, die mit der Annahme des Pakets einhergehen, kritisch zu hinterfragen. Die wiederkehrenden Zahlungen an die EU, ohne dass die Schweiz einen gleichwertigen Einfluss auf die Verwendungszwecke dieser Mittel hat, stellen eine einseitige finanzielle

Belastung dar. Die angeblichen Vorteile, die aus der Teilnahme am EU-Binnenmarkt resultieren, erscheinen angesichts der aufgezeigten Souveränitätsverluste und finanziellen Vorleistungen fragwürdig.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre eigenen Interessen wahrt und die Konsequenzen solcher Abkommen eingehend prüft, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden. Die derzeitigen Vorschläge drohen, die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU zu machen, was die Errungenschaften der direkten Demokratie und der nationalen Souveränität aufs Spiel setzt.

Catry Sonia
Chemin de Pré Polly 6
1233 Bernex

Bernex, le 20 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Catry Sonia

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: leonardo cesconi (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: leonardo cesconi · 0787747287 · Leonardo@cesconi.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung (LGV) verankert ist. Die dynamische Rechtsübernahme stellt eine Aushöhlung des parlamentarischen Gesetzgebungsprozesses dar und entzieht dem Volk die Möglichkeit, über die Einführung neuen Rechts zu entscheiden. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert dem Parlament die Gesetzgebungskompetenz, welche durch die automatische Übernahme von EU-Recht de facto an Brüssel abgetreten wird. Dieses Vorgehen ignoriert die Besonderheiten des schweizerischen Rechts- und Verfassungsgefüges und könnte zu unvorhergesehenen negativen Konsequenzen für die schweizerische Bevölkerung und Wirtschaft führen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedarf einer kritischen und äusserst vorsichtigen Prüfung, da sie erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung birgt. Insbesondere die Vorstellung, sich einseitig an EU-Recht anzugleichen, ohne dass die EU im Gegenzug vergleichbare Zugeständnisse macht, ist als höchst bedenklich zu werten.

Die Übernahme von EU-Recht in einseitiger Weise würde die Grundlage unseres Rechtssystems, die Bundesverfassung, aushöhlen. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die systematische Übernahme von EU-Recht, das von einem externen Organ diktiert wird, steht im Widerspruch zu diesem fundamentalen Prinzip. Artikel 5 BV, der die Grundsätze der Rechtserzeugung und Rechtspflege festlegt, würde ebenfalls tangiert, da die primäre Rechtsetzungsautorität von einem nicht-demokratisch legitimierten Gremium beansprucht würde.

Ein weiterer gravierender Punkt ist die fehlende Reziprozität. Während die Schweiz bereit wäre, sich EU-Regulierungen zu unterwerfen, ist unklar, welche Vorteile oder Zugeständnisse die EU im Gegenzug anbieten würde. Die Erfahrungen mit bestehenden Abkommen zeigen oft eine einseitige Anpassung der Schweiz, ohne dass dies zu einer echten Stärkung unserer Position im Verhältnis zur EU führt. Dies könnte dazu führen, dass die Schweiz zur Erfüllungsgehilfin der EU wird, ohne Einfluss auf deren Entscheidungsfindung zu nehmen.

Die befürchtete Übermacht des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein Thema, das nicht unterschätzt werden darf. Die Interpretation von EU-Recht durch den EuGH hat bindende Wirkung. Wenn wir uns an EU-Recht anlehnen, ohne die Möglichkeit, dessen Auslegung durch unsere eigenen Gerichte zu kontrollieren, riskieren wir eine schleichende Verlagerung der Rechtsprechungskompetenz. Dies widerspricht Artikel 190 BV, welcher die Bindung der Behörden an Bundesgesetze und das Völkerrecht vorsieht, aber eine autonome Auslegung durch die schweizerischen Gerichte impliziert. Die Unabhängigkeit der Justiz wäre ernsthaft gefährdet.

Die vorgeschlagene "Stabilisierung" scheint eher eine Unterordnung unter die EU-Dynamik zu bedeuten als eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe. Die finanziellen Verpflichtungen, die mit einer solchen Annäherung einhergehen könnten, sind ebenfalls noch nicht klar definiert, aber erfahrungsgemäss nicht unerheblich. Angesichts dieser erheblichen Bedenken ist es unerlässlich, dass jede Form der Annäherung zur EU einer gründlichen Prüfung unterzogen wird und die Interessen der Schweiz sowie ihre verfassungsmässige Ordnung oberste Priorität geniessen. Eine vorschnelle Zustimmung zu einer solchen Vereinbarung wäre fahrlässig.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung von flankierenden Massnahmen im Kontext der bilateralen Abkommen mit der EU wirft erhebliche Bedenken auf. Insbesondere die vorgesehene Ausdehnung des Geltungsbereichs von Artikel 21 Absatz 2 der Verordnung über die Arbeitslosenversicherung (AVV) bedarf kritischer Prüfung. Eine übermässige Harmonisierung auf EU-Niveau könnte die schweizerische Souveränität gefährden und die in Artikel 2 der Bundesverfassung verankerte Pflicht zur Wahrung der schweizerischen Interessen untergraben. Es muss sichergestellt werden, dass die Freiheit des Personenverkehrs nicht zu einer Aushöhlung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt, wie sie durch das Arbeitsgesetz (ArG) und dessen flankierenden Massnahmen geschützt werden. Eine mangelnde wirksame Durchsetzung der bestehenden Bestimmungen birgt das Risiko einer Wettbewerbsverzerrung und einer Abwärtsspirale bei den Lohnstandards. Die Schweiz muss ihre Autonomie in der Arbeitsmarktregulierung, gestützt auf Artikel 123 der Bundesverfassung, verteidigen und eine übermässige Abhängigkeit von EU-Recht vermeiden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Anpassung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht in krassem Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Auftrag gemäss Art. 121a BV, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die faktische Einführung einer „Niederlassung C PLUS“ nach nur fünf Jahren, die praktisch unentziehbar ist, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies wird durch neue Bestimmungen im AIG, wie die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger, zementiert, was zu einer Zuwanderung in unsere Sozialsysteme führt, deren Kosten die Schweizer Steuerzahler tragen müssen. Die angebliche „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine Farce, da ihre Anwendungs-Hürden praktisch unüberwindbar sind und die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte sie doch angewendet werden. Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ entzieht dem Schweizer Parlament und Volk die Mitbestimmung bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Überführung der bisher freiwilligen parlamentarisch kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem Entwurf eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der Budgethoheit des Parlaments dar. Die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen, wie in Art. 1 KoBG vorgesehen, verwandelt eine politische Geste in eine diktierte Verpflichtung und beraubt das Parlament der entscheidenden Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern. Die explizite Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des

Begleitdokuments signalisiert die Akzeptanz einer dauerhaften und rechtlich verankerten Zahlungsverpflichtung gegenüber der EU. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken ist angesichts des vertraglich verankerten, aber unkalkulierbaren „rechtsverbindlichen Mechanismus“ zur Neuberechnung bestenfalls ein Lockvogel. Die Schweiz droht, zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden, während der Mehrwert für den Marktzugang fraglich bleibt. Die vorgeschlagene Verbindung mit dem Gesetz zur Friedensförderung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend und missbraucht einen löblichen Zweck zur Legitimation umstrittener Zahlungen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Insbesondere die geplante vollständige Marktliberalisierung gemäss Art. 4a ff. StromVG birgt die Gefahr volatilerer und letztlich höherer Strompreise für Haushalte und KMU. Die Einschränkung strategischer Reserven (Art. 8b ff. StromVG) und die potentielle Gefährdung der Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln (vergleichbar mit der Beurteilung von Wasserzinsen) stellen die Versorgungssicherheit in Frage.

Die Rolle der ElCom würde sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften wandeln (Art. 22 StromVG). Dies untergräbt die Eigenständigkeit der nationalen Regulierung und die föderalen Strukturen. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Änderung der Vergütungsregeln für dezentrale Energieerzeugung (Art. 15 EnG) benachteiligen lokale Produzenten und die bürgernahe Energieversorgung. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit. Das gesamte Vorhaben gefährdet unsere bewährte energiepolitische Autonomie zugunsten einer unklaren Marktlogik mit unkalkulierbaren Konsequenzen für die nationale Stabilität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistische Struktur dar. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den angepassten Bestimmungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine zentrale "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" fungiert. Diese Institution unterwirft die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Schweizer Subventionspraxis einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, werden zu Bittstellern herabgestuft und haben kein formelles rechtliches Gehör. Die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ermöglichen eine abstrakte Normenkontrolle durch das Bundesgericht auf EU-Kompatibilität, was die kantonalen Eigenständigkeiten weiter aushöhlt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz in einem strategisch wichtigen Sektor. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und gefährden die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit sowie den Service public.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind kritisch zu hinterfragen. Die angeblichen Schutzmassnahmen erscheinen bestenfalls kosmetisch und vermögen den immensen Lohndruck, der durch die Erweiterung der Personenfreizügigkeit auf die schweizerischen Lohnstrukturen ausgeübt wird, keineswegs zu kompensieren. Es ist befürchten, dass dies zu einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, führen wird. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, droht eine gefährliche Aufweichung und Angleichung an EU-Standards, was vorrangig ausländischen Unternehmen mit Lohndumping-Absichten zugutekommt. Die geplanten Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), einschliesslich der Neuregelungen in Art. 9 Abs. 2 und Art. 13a, dienen primär der EU-Konformität und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten statt sie zu stärken. Ferner ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q

OR ein inakzeptabler Eingriff in die Vertragsfreiheit und lähmt die Flexibilität von KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine gravierende Souveränitätsabtretung dar und untergräbt unsere Rechtsordnung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Schweiz. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' wird die Rentabilität des Service public, insbesondere der SBB, auf den nicht-rentablen Nebenlinien massiv untergraben und somit die flächendeckende Grundversorgung gefährden. Ebenso bedenklich ist die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG). Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs ein und zwingt zur Übernahme von Kriterien, die nicht zwingend den schweizerischen Interessen dienen. Die 'Gemeinsame Erklärung' des Bundesrates bietet hierfür keinen rechtsverbindlichen Schutz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks, getarnt als Massnahme zur Lebensmittelsicherheit, stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft unsere hochstehenden Produktionsstandards und die Wahlfreiheit der Konsumenten dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland". Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr, da wir uns an oft tiefere EU-Standards anpassen müssen.

Eine gefährliche "Guillotineklausel" verbindet dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt. Die Souveränität wird massiv eingeschränkt, indem EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht kleine und mittelgrosse Betriebe zu vernichten.

Das Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre strengeren nationalen Vorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben, ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Auch der Schutz unserer Wälder (WaG, Art. 26) und die Tierseuchenbekämpfung (TSG, Art. 1) werden dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion gefährdet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgehender Skepsis und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Es drängt sich die Befürchtung auf, dass die erzielten Kompromisse die Schweiz in eine Abhängigkeit von Brüssel manövrieren und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit des Landes erheblich untergraben könnten.

Die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie durch die vorgesehenen Mechanismen wahrscheinlich wird, steht im fundamentalen Widerspruch zum Grundsatz der rechtsstaatlichen Souveränität, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieser Artikel garantiert die Eigenstaatlichkeit und die Selbstbestimmung der Schweiz. Die

Übernahme von EU-Recht, ohne dass Schweizer Parlamentarier und Bürger direkt Einfluss nehmen können, untergräbt diesen Grundsatz empfindlich. Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz bei der Auslegung von EU-Recht stellt eine Gefährdung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung dar, wie sie in Artikel 190 BV gefordert wird, welche die richterliche Unabhängigkeit schützt.

Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung (acquis communautaire) gefährdet zudem die Flexibilität des Schweizer Parlaments, auf nationale Bedürfnisse und spezifische Gegebenheiten zu reagieren. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, die in Artikel 1 BV verankert ist und die Entscheidungsfreiheit des schweizerischen Volkes und seiner Vertreter betont. Die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Regulierungen zu übernehmen, die den eigenen wirtschaftlichen oder gesellschaftlichen Zielen zuwiderlaufen, ist erheblich.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne dass eine klare Gegenleistung oder ein strategischer Vorteil für die Schweiz ersichtlich ist, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Artikel 41 der Bundesverfassung (BV) fordert eine sorgfältige und wirtschaftliche Verwendung öffentlicher Gelder. Die unklaren Verpflichtungen und potenziellen, nicht abschätzbaren finanziellen Lasten aus den Verhandlungsergebnissen sind mit diesem Grundsatz schwer vereinbar.

Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre Vertreter die langfristigen Konsequenzen einer solchen Annäherung an die EU sorgfältig abwägen. Die vorliegenden Ergebnisse scheinen eher den Interessen der EU als denen der Schweiz zu dienen und könnten die Schweiz auf lange Sicht in ihrer Handlungsfähigkeit und Souveränität entscheidend einschränken. Eine kritische und differenzierte Betrachtung ist daher unumgänglich.

Dominique Chatton
13, parc du Martin-Pêcheur
1226 Thônex

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Thônex, 20 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Dominique Chatton

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Deborah Chevalier

29, avenue du Devin-du-Village

1203 Genève

Département fédéral des affaires

étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Genève, le 20 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse »:

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- Non, à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- Non, à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- Non, à la perte de souveraineté législative de notre pays
- Non, à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique ;

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Pour le futur et les jeunes de la Suisse, voici des exigences claires:

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc prié de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON** à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit!

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous adresse, Mesdames, Messieurs, mes meilleures salutations.

Deborah Chevalier

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Pia Coretti (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Pia Coretti · piacoretti0@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die inländischen Umsetzungsmechanismen die Souveränität der Schweiz und die Interessen ihrer Bürger angemessen wahren können. Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die potentielle Aushöhlung des schweizerischen Rechtssystems. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in adaptierter Form, birgt die Gefahr, dass nationale Gerichte zunehmend mit der Auslegung und Anwendung fremder Rechtsnormen befasst werden, was zu Unsicherheiten und einer Abkehr von etablierten schweizerischen Rechtsprinzipien führen kann. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die Raumplanung (Raumplanungsgesetz, RPG) und des kantonalen Planungsrechts, welche die eigenständige Gestaltung der räumlichen Entwicklung in der Schweiz gewährleisten sollen. Die Gefahr einer indirekten Anwendung von EU-Recht durch Interpretationshilfen oder gar verbindliche Vorabentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist nicht von der Hand zu weisen und würde die demokratische Legitimation der Gesetzgebung erheblich schwächen. Des Weiteren bestehen Zweifel hinsichtlich der Transparenz und demokratischen Kontrolle der Prozesse, welche die Umsetzung der EU-Abkommen begleiten. Die Gefahr besteht, dass wichtige Entscheidungen hinter verschlossenen Türen getroffen werden und die parlamentarische Debatte sowie die Mitsprache der Bevölkerung zu kurz kommen. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert zwar die Volks- und Mitwirkung des Volkes, doch die Komplexität und die internationale Dimension der fraglichen Abkommen könnten es schwierig machen, diese Garantien effektiv umzusetzen. Es ist essenziell, dass die Schweiz ihre Kerninteressen, namentlich die Bewahrung ihrer Unabhängigkeit, ihrer direkten Demokratie und ihres wirtschaftlichen Wohlstands, kompromisslos verteidigt. Eine pauschale Übernahme von EU-Regulierungen ohne sorgfältige Prüfung ihrer Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die heimische Wirtschaft wäre ein fahrlässiger Schritt. Die Notwendigkeit einer kritischen Auseinandersetzung mit jedem einzelnen Aspekt der EU-Abkommen und deren nationaler Implementierung ist daher unumgänglich.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung zur Strommarktliberalisierung und die damit einhergehende institutionelle Einbindung in EU-Strukturen bergen erhebliche Risiken für die Souveränität, Versorgungssicherheit und die Interessen der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Mit der Übernahme von EU-Regularien und der Einbindung in Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E gibt die Schweiz ihre energiepolitische Autonomie auf. Wir werden zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Stromnetz von Brüssel aus gesteuert wird. Die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer ausführenden Stelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energie-Regulierung, die auf demokratischen Prinzipien beruht. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell unter Beschuss. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt die föderalen Strukturen und benachteiligt unsere lokalen Energieproduzenten, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke. Ihr Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale Energieproduktion systematisch diskriminiert. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. EU-Regeln schränken die Bildung strategischer Reserven ein, und die klare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit, die bisher bei uns lag, wird verwischt. Niemand wird mehr eindeutig die Verantwortung tragen – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit unserer Energiegrundlage. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer

Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Sicherstellung einer zuverlässigen Versorgung, die der Markt nicht tragen wird, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromgesetz schafft zudem eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und verschärft das Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG), was unsere föderalen Strukturen untergräbt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Produzenten und ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht uns abhängiger von ausländischen, oft fossilen Energiequellen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Wir verlieren die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur und unterstellen uns einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, die unsere bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört und unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz zutiefst bedenklich und stellen eine deutliche Schwächung unserer bewährten nationalen Regelungen dar. Es ist nicht erkennbar, wie die vorliegenden Massnahmen dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die fortgesetzte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, wirksam entgegenwirken sollen. Vielmehr ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Schutzmechanismen lediglich kosmetischer Natur sind und nicht in der Lage sein werden, die flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, zu verhindern. Statt unseren Lohnschutz zu stärken, wird er an EU-Standards angepasst und damit aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind bürokratischer angelegt, aber es ist fraglich, ob sie die Effektivität unserer bisherigen flankierenden Massnahmen erreichen können. Diese Entwicklung begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der die Flexibilität insbesondere von KMU lähmt und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung. Insgesamt ist die Schweiz gezwungen, ihr eigenes, robustes System der Sozialpartnerschaft und der Allgemeinverbindlicherklärung (AVEG) dem Druck der EU-Kompatibilität zu unterwerfen, was zu einer Aufweichung der schweizerischen Standards zugunsten oft schwächerer EU-Modelle führt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und bindet die Schweiz politisch noch stärker an die EU.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Insbesondere die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip, dass Steuergelder unter der Kontrolle der gewählten Volksvertreter zu stehen haben. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) manifestiert diese bedenkliche Entwicklung. Mit der Verankerung in Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, der das Parlament von seiner souveränen Entscheidungsbefugnis über die

Verwendung der Bundesmittel entbindet. Statt einer politischen Geste wird eine rechtsverbindliche Verpflichtung geschaffen, die primär dem Vollzug von von der EU diktierten Zahlungsforderungen dient. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist dabei mehr als eine formelle Aufnahme; sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil der schweizerischen Gesetzgebung, ohne dass die Schweiz im Gegenzug substanzielle Vorteile auf dem EU-Markt oder eine Reduktion administrativer Hürden erwarten kann. Wir werden damit zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne Stimmrecht und ohne die Möglichkeit, über die Verwendung unserer Beiträge mitzubestimmen. Der im Vertrag zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des neu etablierten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein Lockvogelangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz ohne weitere Verhandlungsmöglichkeit nachkommen muss. Dies hat den Charakter einer faktischen Zwangsabgabe. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht die Glaubwürdigkeit der schweizerischen Friedensförderung zur Legitimation politisch heikler Zahlungen. Diese Neuregelung entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Verpflichtungen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende und inakzeptable Einschränkung unserer staatlichen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese demokratisch legitimierten Förderinstrumente, die essenziell für die regionale Entwicklung, den öffentlichen Dienst und die Unterstützung lokaler Unternehmen sind, werden einer externen und potenziell interessenwidrigen Überprüfung unterworfen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplante Regelung massiv untergraben. Anstatt eigene Entscheidungen über die lokale Wirtschaftsförderung zu treffen, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, von der EU abhängigen Behörde in Bern zur Genehmigung vorzulegen. Dies ist ein direkter Angriff auf die kantonale Eigenständigkeit und die Vielfalt unserer Wirtschafts- und Sozialpolitik. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen System zu Bittstellern herabgestuft, denen ein formelles rechtliches Gehör bei der Prüfung ihrer souveränen Entscheide verwehrt bleibt. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, wird eine mächtige Kontrollinstanz geschaffen, deren Entscheide primär auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht abzielen und nicht auf die Förderung Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese übermächtige Instanz ist unzureichend. Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und wird zu einem reinen Regel-Empfänger, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis), welche der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt. Dies untergräbt den Föderalismus weiter, indem kantonale Souveränität durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) ausgehebelt werden kann. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime, was die strategische Autonomie gefährdet. Auch die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die Versorgungssicherheit und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Schienenwesen, wirft erhebliche und berechtigte Bedenken hinsichtlich der Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres Service public auf. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit der SBB und anderer konzessionierter Transportunternehmen dar. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter, die sich auf die lukrativsten innerschweizerischen Strecken konzentrieren werden, entsteht eine gefährliche "Rosinenpickerei". Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unverzichtbaren

Nebenlinien zu einer immer grösseren finanziellen Belastung für die SBB werden. Dies untergräbt das Grundprinzip eines umfassenden Service public, der allen Bürgerinnen und Bürgern unabhängig vom geografischen Standort und der Rentabilität einen Zugang zum öffentlichen Verkehr gewährleistet. Die angeblichen Schutzmechanismen, wie die "Gemeinsame Erklärung", entpuppen sich als rechtlich nicht bindende Absichtserklärungen, die keinerlei Garantie vor den dynamischen Entwicklungen des EU-Rechts bieten. Die fortlaufende und dynamische Übernahme von EU-Regulierungen bedeutet, dass wir die Kontrolle über unsere eigene Gesetzgebung schleichend abgeben. Zukünftige Anpassungen, beispielsweise im Bereich des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würden die nationale Steuerungskompetenz weiter an supranationale Stellen verlagern, was eine gravierende Einschränkung unserer Souveränität darstellt. Des Weiteren gefährdet die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale Autonomie bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, anstatt rein schweizerische Bedürfnisse und Ziele in den Vordergrund zu stellen, kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die öffentliche Hand und letztlich für die Steuerzahler führen. Es ist nicht einzusehen, warum die Schweiz ihre bewährten und auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittenen Kriterien bei der Vergabe von Transportleistungen aufgeben sollte, nur um sich EU-normierten Verfahren zu unterwerfen. Die finanziellen Auswirkungen der Kabotage und die Einschränkung der nationalen Gestaltungshoheit sind nicht zu unterschätzen und bedrohen die Qualität und den Umfang des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz massgeblich.

Lebensmittelsicherheit

Der Titel "Lebensmittelsicherheit" täuscht über die wahre Tragweite der vorgeschlagenen Massnahmen hinweg. Es handelt sich hierbei um eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv gefährdet, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört. Eine besonders besorgniserregende Entwicklung ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritt und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar; Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine beispiellose Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die ungezügelte Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Unionsbürgerrichtlinie, steht in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und dem Volkswillen. Die Einführung eines quasi unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts", einer "Niederlassung C PLUS", bereits nach fünf Jahren Aufenthalt untergräbt massiv die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Tatsache, dass dieser Status selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, ist für ein souveränes Land inakzeptabel und verschiebt die Kostenlast unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist eine ungehemmte Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die ihresgleichen sucht. Dies führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten, die ausschliesslich von der Schweiz getragen werden müssen. Die sogenannte "Schutzklausel" in Art. 21b des revidierten Automatischen-Informationsaustauschgesetzes (AIG) ist eine reine Farce. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei deren Anwendung entlarvt sie als Erpressungsklausel statt als Schutzmechanismus. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos gegenüberstehen. Die Aufhebung von Art. 29a AIG und die Einführung von Art. 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) sind ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG bestätigt die direkten finanziellen Belastungen des Schweizer Steuerzahlers. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind gravierende Eingriffe in unsere sozialpolitische und wirtschaftliche Souveränität. Selbst unser Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) wird zur Anpassung an das EU-Sozialversicherungsrecht gezwungen. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) in diversen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzt schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für unsere Berufsstandards und die Patientensicherheit, insbesondere im Gesundheitsbereich. Wir opfern Gründlichkeit und Kontrolle für eine unkontrollierte EU-Konformität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die unterbreiteten Vorschläge tatsächlich dem Wohl der Schweizer Bevölkerung dienen oder ob sie nicht vielmehr einer schleichenden Unterwerfung unter die Gesetzgebung und Rechtsprechung der EU Vorschub leisten. Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprache. Die automatische Übernahme von Gesetzesakten der EU, wie sie im Rahmen des Abkommens vorgesehen ist, tangiert das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Artikel 123 der Bundesverfassung garantiert die Selbstbestimmung der Schweizer Bevölkerung und die Zuständigkeit des Parlaments. Durch die Akzeptanz von Bestimmungen, die wir nicht aktiv mitgestalten können, wird diese verfassungsrechtliche Grundlage ausgehöhlt. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz gezwungen sein wird, Regulierungen zu akzeptieren, die ihren spezifischen Bedürfnissen und ihrer Wirtschaftsstruktur nicht gerecht werden. Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Verpflichtung, die Urteile des EuGH anzuerkennen und anzuwenden, würde de facto dazu führen, dass ausländisches Recht über das schweizerische Recht gestellt wird. Dies steht im klaren Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), wonach das Gesetz die oberste Rechtsquelle ist. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Souveränität des Bundesgerichts als oberstes Organ der Rechtsprechung der Schweiz wären massiv beeinträchtigt. Die Möglichkeit, dass fremde Richter über die Auslegung von Gesetzen entscheiden, die für Schweizer Bürger und Unternehmen gelten, ist kaum hinnehmbar. Auch im Bereich der Personenfreizügigkeit sind erhebliche Bedenken angebracht. Die Erfahrungen mit der bestehenden Personenfreizügigkeit zeigen, dass negative Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke nicht ausgeschlossen werden können. Die unkontrollierte Zuwanderung kann Lohndumping begünstigen und den Druck auf die Sozialsysteme erhöhen. Die in Artikel 12 der Bundesverfassung verankerte Pflicht des Bundes, für die Rechte und die Sicherheit der

Bevölkerung zu sorgen, könnte unter diesen Umständen schwerer zu erfüllen sein. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die Verhandlungsergebnisse auf einer wackeligen Grundlage stehen und potentielle Risiken für die Schweizer Souveränität, die Rechtsprechung und die wirtschaftliche Stabilität bergen. Eine kritische Prüfung und eine konsequente Wahrung schweizerischer Interessen sind unabdingbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und Herausforderungen für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die Unterzeichnung weiterer Abkommen, insbesondere solcher, die eine Übernahme von EU-Recht vorsehen, ohne dass die Schweiz angemessen Mitspracherecht hat, steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz hat sich stets durch eine eigenständige Rechtsordnung ausgezeichnet, und die Angleichung an EU-Recht droht diese Errungenschaft zu untergraben. Es ist äusserst bedenklich, wie die EU ihre institutionelle Dominanz auf die Schweiz ausweiten will. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung hat, verstösst gegen die Grundsätze einer gleichberechtigten Partnerschaft. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetzgebung und Rechtsprechung von nicht von Schweizer Stimmbürgern oder Parlamentariern gewählten Institutionen in Brüssel bestimmt werden. Ein solches Szenario steht im Konflikt mit Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungskompetenz dem Bundesrat und der Bundesversammlung zuweist. Die Gefahr der "schleichenden Übernahme" von EU-Recht, wie sie in der Vergangenheit bereits kritisiert wurde, scheint sich hier zu manifestieren und sollte mit grösster Skepsis betrachtet werden. Die ökonomischen Argumente für eine engere Bindung an die EU sind oft stark vereinfacht. Während der Zugang zum EU-Binnenmarkt wichtig ist, darf dieser nicht zu Lasten der schweizerischen Rechtsidentität und der direkten Demokratie erkauft werden. Die geforderte Übernahme des EU-Rechts, einschliesslich desこの記事 von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), bedeutet eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie im Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert wird. Die Gefahr einer Entmachtung der nationalen Justiz und die Unterwerfung unter fremde Rechtsnormen ist eine tiefgreifende Bedrohung. Zudem ist die Transparenz der Verhandlungsprozesse und die Ausgestaltung der zukünftigen Partnerschaft fraglich. Die Schweiz muss sicherstellen, dass ihre nationalen Interessen und die Prinzipien ihrer direkten Demokratie gewahrt bleiben. Eine unkritische Annäherung an die EU könnte langfristig zu einer Abhängigkeit führen, die schwerwiegende Konsequenzen für die schweizerische Politik und Gesellschaft hätte. Die Möglichkeit, dass durch neue Abkommen die demokratischen Instrumente wie das Referendum ausgehebelt werden könnten, ist ein ernstzunehmendes Anliegen, das umfassend adressiert werden muss.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des institutionellen Abkommens mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und erscheint angesichts der nationalen Interessen und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz höchst problematisch. Die vorgeschlagene Regelung greift tief in die Souveränität der Schweiz ein und untergräbt die demokratische Legitimation. Besonders kritisch zu betrachten ist die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür. Die automatische Übernahme von neuem EU-Recht, wie sie in Art. 7 Abs. 1 des Abkommens vorgesehen ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, das in Art. 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter würden von der Gesetzgebung entmündigt, da neues EU-Recht ohne direkte demokratische Mitsprache in Kraft treten könnte. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle dar. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) soll eine Schlüsselrolle spielen, indem seine Rechtsprechung verbindlich für die Schweiz wird. Gemäss Art. 4 Abs. 1 des Abkommens wären die nationalen Gerichte verpflichtet, die Rechtsprechung des EuGH zu berücksichtigen. Dies tangiert die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsordnung. Die Bundesverfassung garantiert in Art. 190, dass Bundesgesetze und Völkerrecht massgebend sind, jedoch impliziert die automatische Berücksichtigung der EuGH-Rechtsprechung eine Unterordnung, die nicht im Einklang mit dem Gleichrangigkeitsprinzip steht, wie es die Schweizer Gerichtsbarkeit bisher praktiziert. Die Freiheit des Personenverkehrs, wie sie im Abkommen geregelt wird, birgt ebenfalls Risiken. Die befürchtete unkontrollierte Zuwanderung könnte soziale und wirtschaftliche Spannungen verschärfen und die Fähigkeit des Bundesrates und des Parlaments beeinträchtigen, flankierende Massnahmen zur Begrenzung der Zuwanderung zu ergreifen, wie es das revidierte Asylgesetz und das Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer vorsähen, um die öffentliche Sicherheit und Ordnung zu wahren. Die Verpflichtung zur Übernahme der EU-

Regularien im Bereich der Personenfreizügigkeit könnte hier erhebliche Hürden schaffen. Die vorgesehene staatliche Beihilfenkontrolle, die der EU-Kommission weitgehende Eingriffsbefugnisse einräumt, stellt eine Gefährdung für die Wettbewerbsfähigkeit von Schweizer Unternehmen und für die wirtschaftspolitische Autonomie dar. Die Möglichkeit, dass die EU-Kommission über die Vereinbarkeit von Schweizerischen Beihilfen mit dem Abkommen entscheidet, könnte zu einer Bevormundung führen und die Möglichkeit einschränken, gezielte wirtschaftsfördernde Massnahmen zu ergreifen, die im Einklang mit nationalen Strategien stehen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket eine erhebliche Erosion der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Mitgestaltung bedeutet und daher entschieden abzulehnen ist.

Elio Crameri
Via Camon 4
6556 Leggia

Dipartimento federale affari esteri DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Leggia, 20 ottobre 2025

Presa di posizione sulla consultazione
"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- **NO** alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- **NO** all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- **NO** alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- **NO** all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico al mondo:

- le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- i nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:

NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Elio Crameri

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: energie205@bluewin.ch
Sent: Montag, 20. Oktober 2025 15:26
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Beurteilung für das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung. Die vorliegende Ausgestaltung birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer demokratischen Grundfesten und der faktischen Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass die Schweiz die ihr zustehenden Mitspracherechte und die Möglichkeit zur Gestaltung der ihr auferlegten Regeln in angemessener Weise wahrnehmen kann. Eine zentrale Problematik liegt in der Übernahme von EU-Recht durch Referenz. Gemäss Artikel 12 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz eine föderalistische Republik, die auf der Volkssouveränität beruht. Die Verfassungsgrundsätze und die Legitimation staatlichen Handelns leiten sich vom Volk ab. Die vorgeschlagene Regelung, wonach neues EU-Recht automatisch oder durch eine rein formelle Übernahme in das schweizerische Recht überführt wird, widerspricht fundamental diesem Prinzip. Es besteht die Gefahr, dass die direkte oder indirekte Anwendung von EU-Recht ohne eine angemessene parlamentarische Debatte und ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Kontrolle durch das Volk stattfindet. Dies stellt eine gravierende Schwächung des Subsidiaritätsprinzips dar, welches in Artikel 5 BV verankert ist und fordert, dass Entscheidungen so bürgernah wie möglich getroffen werden sollen. Die Übernahme von EU-Recht, das auf institutionellen Ebenen geschaffen wird, an denen die Schweiz keine wirkliche Entscheidungsgewalt besitzt, negiert dieses Prinzip. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Die Zuweisung von Zuständigkeiten an den EuGH zur verbindlichen Auslegung von Verträgen, die in das schweizerische Recht überführt werden sollen, stellt eine nicht hinnehmbare Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar. Gemäss Artikel 190 Absatz 1 BV sind Gerichte und Verwaltungsbehörden an die Bundesverfassung, die Bundesgesetze und die von ihnen erlassenen Verordnungen gebunden. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch bedeuten, dass die Gerichte in der Schweiz gezwungen wären, Urteile des EuGH zu befolgen, auch wenn diese im Widerspruch zu nationalen Rechtsgrundsätzen oder der verfassungsrechtlichen Ordnung stehen. Dies könnte dazu führen, dass die schweizerische Rechtsidentität und die Eigenständigkeit des Bundesgerichts untergraben werden. Das Verfassungsrecht, insbesondere die Grundrechte gemäss Artikel 7 bis 36 BV, müsste unweigerlich der Interpretation und Anwendung des EuGH unterworfen werden. Dies gefährdet die Möglichkeit, die Grundrechte im Lichte der spezifisch schweizerischen Rechtskultur und Tradition zu schützen. Die finanzielle Komponente der vorgeschlagenen Regelung darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Recht geht unweigerlich mit finanziellen

Verpflichtungen einher, sei es durch Beiträge an EU-Programme, die Übernahme von Kosten für die Umsetzung neuer Regulierungen oder die Entrichtung von Gebühren für die Teilnahme an bestimmten Märkten. Diese finanziellen Belastungen müssen transparent dargelegt und einer kritischen Prüfung unterzogen werden. Artikel 127 BV regelt die Finanzielle Aufgabenverteilung zwischen Bund und Kantonen. Die zusätzlichen finanziellen Lasten, die durch die Übernahme von EU-Recht entstehen, könnten das Gleichgewicht in der föderalistischen Aufgabenverteilung stören und zu neuen Konflikten zwischen Bund und Kantonen führen. Zudem steht die Frage im Raum, ob die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger bereit sind, zusätzliche Gelder für die Umsetzung von Regelungen zu zahlen, deren Entstehung sie nicht direkt beeinflussen konnten. Darüber hinaus ist die mangelnde Flexibilität der vorgeschlagenen Regelung besorgniserregend. Das EU-Recht entwickelt sich ständig weiter. Die automatische Übernahme neuer Rechtsakte würde bedeuten, dass die Schweiz einem permanenten Prozess der Anpassung ausgesetzt wäre, ohne die Möglichkeit, diese Entwicklungen aktiv mitzugestalten oder die für die Schweiz ungeeigneten Regelungen abzulehnen. Dies stellt eine erhebliche Belastung für die schweizerischen Institutionen dar und könnte zu einer permanenten Unsicherheit im Rechtsverkehr führen. Artikel 164 BV verlangt, dass die Bundesversammlung die Gesetzgebung so gestaltet, dass sie praktikabel und gesetzeskonform ist. Eine Gesetzgebung, die sich kontinuierlich und unkontrolliert an externe Regelungen anpasst, wirft ernsthafte Fragen hinsichtlich ihrer Praktikabilität und der Fähigkeit des Gesetzgebers auf, kohärente und stabile Rechtsrahmen zu schaffen. Die Ausgestaltung des Pakets birgt die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit von der Europäischen Union. Anstatt eine souveräne Aussen- und Innenpolitik zu verfolgen, droht die Schweiz, zu einem Anhängsel der EU zu werden, dessen rechtliche und wirtschaftliche Entwicklung von Brüssel diktiert wird. Dies steht im krassen Widerspruch zu den Zielen, die in der Präambel der Bundesverfassung formuliert sind, nämlich die Stärkung der Freiheit, der Demokratie und der Unabhängigkeit der Schweiz. Eine solche Entwicklung würde die Fähigkeit der Schweiz einschränken, auf globale Herausforderungen eigenständig zu reagieren und ihre nationalen Interessen wirksam zu vertreten. Die Wahrung der nationalen Interessen ist ein zentrales Anliegen der schweizerischen Politik und muss auch in künftigen Abkommen mit der EU oberste Priorität haben. Die vorgeschlagene Regelung scheint diesem Anspruch in keiner Weise gerecht zu werden. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die Souveränität der Schweiz gewahrt bleibt und dass die demokratischen Rechte des Volkes nicht ausgehöhlt werden.

Beurteilung für die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundsätzliche und tiefgreifende Fragen bezüglich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union auf. Es ist zu befürchten, dass die angestrebte Harmonisierung und Integration entgegen den Darlegungen in verschiedenen Bereichen zu einer erheblichen Erosion der schweizerischen Souveränität und zu einer Schwächung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen wird. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne eine sorgfältige Prüfung der spezifischen schweizerischen Bedürfnisse und Verfassungsgrundsätze, birgt erhebliche Risiken. Insbesondere die im Entwurf angesprochenen Mechanismen der automatischen Rechtsübernahme und der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) geben Anlass zu grösster Besorgnis. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht wird in der Praxis bedeuten, dass sich die Schweiz faktisch den Entwicklungen der Gesetzgebung in Brüssel unterwerfen muss, ohne dabei einen substanziellen Einfluss auf deren Entstehung nehmen zu können. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung, wie er in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, ihre Gesetze durch ihre gewählten Vertreter zu gestalten und nicht durch indirekte Mechanismen durch die Gesetzgebung eines externen supranationalen Organs bestimmt zu werden. Des Weiteren ist die vorgeschlagene Einbeziehung des EuGH in die Auslegung und Anwendung des durch die Abkommen

übernommenen EU-Rechts höchst problematisch. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein unabhängiges Land, das seine Gesetze selbst erlässt. Die bindende Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH würde dieses Prinzip fundamental untergraben. Es ist nicht auszuschliessen, dass Urteile des EuGH, die auf den spezifischen Rechtsvorstellungen und Interessen der EU-Mitgliedstaaten basieren, im Widerspruch zu den in der Schweiz geltenden Verfassungsprinzipien und den daraus abgeleiteten Gesetzen stehen. Dies könnte zu einer Situation führen, in der schweizerische Gerichte gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden, das mit der schweizerischen Bundesverfassung nicht vereinbar ist. Dies würde gegen den Vorrang des Verfassungsrechts verstossen, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung festgeschrieben ist, wonach Recht und Wirtschaft dem Gemeinwohl dienen müssen und auf die Würde des Menschen zu achten ist. Die Argumentation, dass diese Entwicklungen für die wirtschaftliche Integration und den freien Waren- und Dienstleistungsverkehr unerlässlich seien, überzeugt nicht. Die Schweiz hat über Jahrzehnte hinweg erfolgreich bilaterale Abkommen mit der EU geschlossen, welche den Zugang zum europäischen Binnenmarkt zu vertretbaren Bedingungen sicherstellen, ohne dabei die eigene Rechtsordnung und Souveränität in einem solchen Masse preiszugeben. Die nun vorgeschlagene Regelung geht weit über diese bestehenden Vereinbarungen hinaus und birgt die Gefahr einer schleichenden Überfremdung unseres Rechtssystems. Die Kontinuität und Berechenbarkeit des schweizerischen Rechtssystems, ein Eckpfeiler unseres Erfolgs, wären dadurch ernsthaft gefährdet. Darüber hinaus sind die finanziellen und administrativen Konsequenzen der vorgeschlagenen Harmonisierung nicht zu unterschätzen. Die Implementierung neuer regulatorischer Vorgaben und die Anpassung bestehender Systeme erfordern erhebliche Ressourcen, sowohl für den Staat als auch für die Wirtschaft. Es stellt sich die Frage, ob die zu erwartenden Vorteile die damit verbundenen Kosten und Risiken tatsächlich aufwiegen. Ohne eine detaillierte und transparente Kosten-Nutzen-Analyse für jeden einzelnen Bereich ist eine fundierte Entscheidungsgrundlage nicht gegeben. Es muss zudem die Frage gestellt werden, ob die vorgeschlagene Regelung im Einklang mit Artikel 122 der Bundesverfassung steht, welcher die Wahrung der Unabhängigkeit und der Verfassungsidentität der Schweiz zum Ziel hat. Die automatische Übernahme von EU-Recht und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH könnten dazu führen, dass die Schweiz faktisch die Souveränität über ihre Gesetzgebung verliert und ihre Verfassungsidentität im Laufe der Zeit verwässert wird. Dies ist eine Entwicklung, die entschieden zurückgewiesen werden muss. Die schweizerische Rechtsordnung ist das Ergebnis eines langen historischen Prozesses und Ausdruck unseres spezifischen politischen Systems und unserer Werte. Sie darf nicht leichtfertig geopfert werden. Die Möglichkeit, eigenständig Gesetze zu erlassen und diese nach eigenen Massstäben auszulegen und anzuwenden, ist ein Wesensmerkmal unserer Demokratie und unserer Rechtskultur. Es ist von fundamentaler Bedeutung, dass diese Errungenschaften nicht durch übereilte oder unüberlegte Abkommen mit der EU aufs Spiel gesetzt werden. Die nun zur Vernehmlassung gestellten Vorschläge deuten auf eine einseitige Interessenvertretung der EU hin und vernachlässigen die berechtigten Anliegen und die Eigenheiten der Schweiz. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Kerninteressen wahrt und ihre souveränen Rechte verteidigt. Die derzeitigen Vorschläge scheinen diesem Anspruch nicht in ausreichendem Masse gerecht zu werden. Eine sorgfältige und kritische Überprüfung aller Aspekte ist daher zwingend erforderlich, bevor irgendeine Verpflichtung eingegangen wird, die unsere Souveränität und unsere verfassungsmässigen Prinzipien kompromittieren könnte.

Lebensmittelsicherheit

Mit grossem Unbehagen nehmen wir Stellung zur vorgeschlagenen Vorlage im Bereich der Lebensmittelsicherheit, welche unter dem irreführenden Titel eine tiefgreifende und unerwünschte Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vorsieht. Es ist unübersehbar, dass

hierbei nicht primär die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit im Fokus steht, sondern vielmehr eine umfassende und bedenkliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Vorgaben. Dies stellt eine erhebliche Bedrohung für die nach wie vor hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die essentielle Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein kostbares Gut und ein bedeutender Wettbewerbsvorteil, gerät durch die geplante Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards unweigerlich in Gefahr. Eine Verwässerung der Kriterien führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust. Das international anerkannte und geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert an Strahlkraft und Wert, wenn die Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies untergräbt die Basis des Erfolgs und die hart erarbeitete Reputation unserer Produzenten. Zutiefst beunruhigend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Aushebelung oder gar Kündigung dieses, nach unserer Auffassung, schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz de facto blockiert und uns in eine strategisch nachteilige Position drängt. Des Weiteren ist die vorgesehene Befugnis für EU-Inspektoren, Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu erhalten, als ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität zu werten. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Autonomie unserer Unternehmen und unseres Rechtsraumes fundamental verletzt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen von lokalen Veranstaltungen Verpflegung anbieten, müssten die komplexen und für ihre Strukturen oft gänzlich unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies ist nicht nur eine erdrückende Last, sondern hat das Potential, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören. Besonders kritisch sehen wir die systematische Aushöhlung unseres, durch mehrfache demokratische Bestätigungen gefestigten, Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten. Der klar geäusserte Volkswille würde hier auf perfide Weise missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette einer EU-Regulierung, was unweigerlich zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an bisherigen, hohen Standards führt. Die neuen Kompetenzordnungen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht dar, die das Parlament umgeht und jegliche detaillierte Entscheidungsmöglichkeit in einem für die Schweiz existenziellen Politikbereich eliminiert. Die angepassten Regelungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies stellt einen gravierenden Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die erwähnte Totalrevision des LMG ist das Kernstück der befürchteten Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie vernichtet die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Ferner unterstellt

die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Anstelle bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend ist festzuhalten, dass die vorliegende Vorlage unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende, aber umfassende Entmachtung der Schweiz in Kernbereichen ihrer Agrar- und Ernährungspolitik, ihres Tierschutzes, ihrer Wälder und ihrer Souveränität bedeutet. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union stellen eine gravierende Aushöhlung der nationalen Souveränität und eine massive Beeinträchtigung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung bisher freiwilliger und vom Parlament kontrollierter Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel und muss entschieden abgelehnt werden. Der Kern des Problems liegt in der faktischen Umwandlung von Beiträgen in eine Zwangsabgabe. Anstatt über die Verwendung von Steuergeldern im Rahmen der demokratischen Prozesse eigenverantwortlich zu entscheiden, wird die Schweiz in eine Position gedrängt, in der sie bedingungslos an die Vorgaben der EU zu zahlen hat. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung, das im Schweizer Recht und in der Verfassung verankert ist. Die bisherige Praxis, bei der das Parlament über jeden einzelnen Kohäsionsbeitrag entscheiden konnte, bot eine wichtige demokratische Kontrolle und ein politisches Druckmittel im Rahmen der bilateralen Beziehungen. Mit der Einführung einer rechtlich bindenden Verpflichtung geht diese Kontrolle verloren. Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist angesichts der im Vertrag verankerten Mechanismen zur Neuberechnung lediglich ein Lockvogelangebot. Der "rechtsverbindliche Mechanismus" zur periodischen Überprüfung und Anpassung der Zahlungen birgt das immense Risiko, dass die Forderungen der EU unweigerlich und massiv steigen werden. Die Schweiz verliert dabei jegliche Möglichkeit, auf diese Entwicklungen Einfluss zu nehmen oder gar "Nein" zu sagen. Sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Zahlungen zu leisten, ohne dass Gegenleistungen in Form von verbesserten Marktzugängen oder dem Abbau von Hindernissen garantiert sind. Wir bezahlen somit für eine institutionelle Anbindung, die in erster Linie unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für unsere Wirtschaft und Bevölkerung mit sich bringt. Die geplante Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale legislative Instrument zur Zementierung dieser dauerhaften und rechtlich bindenden Verpflichtung. Dieses Gesetz verwandelt eine politische Geste, die bisher auf Vertrauen und Freiwilligkeit beruhte, in eine permanente, rechtliche Pflicht. Mit der Schaffung eines "permanenten Rechtsanspruchs" auf diese Zahlungen, wie er implizit in Art. 1 KoBG angelegt ist, wird die Budgethoheit des Schweizer Parlaments massiv ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die im besten Interesse der Schweiz getroffen werden sollte, gibt es nur noch die Verpflichtung zur Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsaufforderung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Bilateralen Verträge (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die

Kohäsionszahlungen tief in unserer nationalen Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies hat weitreichende Konsequenzen für die künftige politische Gestaltungsfreiheit der Schweiz. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der Schweizerischen Friedensförderung und Entwicklungszusammenarbeit durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und geradezu manipulativ. Der "gute Name" und die positive Ausstrahlung der Schweizer Friedensförderung werden hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Instrumentalisierung widerspricht der Integrität und Unabhängigkeit der Schweizer Friedenspolitik. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine unverantwortliche Abgabe souveräner Rechte und eine Schwächung der demokratischen Kontrolle darstellen. Die Schweiz würde zu einer Nettozahlerin degradiert, die für die EU zahlt, ohne dass ihr dadurch Vorteile garantiert sind, während ihre eigene Entscheidungsfreiheit auf ein Minimum reduziert wird. Diese Entwicklung muss auf allen Ebenen entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine gravierende Abkehr von der souveränen Steuerung der Zuwanderung dar, wie sie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Der Wille des schweizerischen Volkes zur eigenständigen Gestaltung der Zuwanderungspolitik wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, welches praktisch unentziehbar ist und selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Solch eine "Niederlassung C PLUS" reduziert die Möglichkeit, unerwünschte oder nicht integrierte Personen auszuweisen, und schafft Anreize für Missbrauch unserer Sozialsysteme. Es ist äusserst besorgniserregend, wie die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Regelungen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein permanentes Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern sowie von den Kantonen und Gemeinden getragen, was zu einer unzumutbaren finanziellen Belastung führt. Der familienrechtliche Nachzug wird zudem auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit, nicht nur Ehepartner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderungszahlen und damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angepriesene "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Täuschungsmanöver. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch gesteckt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz vor unkontrollierter Zuwanderung bieten wird. Vielmehr droht die EU bei einem Versuch, diese Klausel dennoch anzuwenden, mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine genuine Schutzmassnahme, sondern vielmehr eine Erpressungsdrohung, die die Schweiz weiter unter Druck setzt. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung ist ein inakzeptabler Angriff auf unsere direkte Demokratie. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden faktisch ohne Mitspracherecht des Schweizer Parlaments und des Volkes übernommen. Dies bedeutet eine vollständige Aushöhlung unserer Souveränität und unserer demokratischen Prinzipien. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation vor der EU. Die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei sozialer Abhängigkeit, wird kaum noch möglich

sein. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, die keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht, da sie wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst und die entscheidenden Massnahmen dem politischen Ermessen überlässt. Dies ist ein klarer Verstoss gegen den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Als direkte Folge der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für eine fragwürdige EU-Kompatibilität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer schleichenden Entmachtung der Schweiz in zentralen Politikbereichen führen. Sie

widersprechen dem Volkswillen und gefährden unsere wirtschaftliche und soziale Stabilität. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme zum Bereich Landverkehr im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens drückt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union aus. Die Befürchtung ist gross, dass durch die Übernahme von EU-Recht die Grundfesten unseres leistungsfähigen und flächendeckenden öffentlichen Verkehrs, insbesondere des Service public im Schienenverkehr, fundamental erschüttert werden. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenzielle Gefährdung des Service public durch die Anwendung des EU-Beihilferechts. Bestehende und bewährte Subventionsmodelle, die essenziell für die Finanzierung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs und für die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials sind, könnten durch die EU-Regularien als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Verkehrsangebots, welches für die Bevölkerung von grundlegender Bedeutung ist. Die Sicherung des öffentlichen Interesses darf nicht den engen und oft rein marktwirtschaftlich orientierten Kriterien des EU-Rechts unterworfen werden. Die Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr stellt eine weitere erhebliche Bedrohung dar. Durch den neu eingeführten Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) wird ausländischen Anbietern, wie beispielsweise Flixtrain, ermöglicht, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Szenario birgt die Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen lediglich die lukrativen Hauptstrecken bedienen werden. Die SBB und andere schweizerische Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für das gesamte Netz erfüllen und somit auch die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien aufrechterhalten müssen, würden dadurch massiv geschwächt. Die finanzielle Basis unseres Service public wird somit direkt untergraben, was langfristig die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs gefährdet. Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und somit als wertlos. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, dessen dynamische Übernahme uns dann auch betreffen würde. Diese Erklärung gleicht einer reinen Beruhigungspille, welche die ernsthafte Gefahr der schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht abwenden kann. Die Schweiz muss die Kontrolle über ihre eigene Verkehrspolitik und die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs behalten. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine direkte Folge der dynamischen Rechtsübernahme. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise die zur "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Möglichkeit einschränken, die Entwicklung und den Betrieb unserer Bahnlandschaft nach schweizerischen Bedürfnissen und Prioritäten zu gestalten. Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, sind ebenfalls äusserst problematisch. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen für öffentliche Verkehrsleistungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten und auf die Bedürfnisse der schweizerischen Bevölkerung zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU im Bereich des Landverkehrs eine ernsthafte Gefahr für unseren funktionierenden und für die Bevölkerung unverzichtbaren Service public darstellen. Die dynamische Rechtsübernahme, die

Öffnung für die Kabotage und die Einschränkung nationaler Gestaltungskompetenzen sind Punkte, die auf tiefgreifende Kritik stossen. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität der Schweiz in Bezug auf die Gestaltung und Finanzierung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes vollständig gewahrt bleibt und dass schweizerische Interessen stets oberste Priorität geniessen. Die hier dargelegten Bedenken sind nicht als reine Ablehnung von Kooperation zu verstehen, sondern als dringende Warnung vor den negativen Konsequenzen einer unbedachten Übernahme von EU-Recht, die den Service public und damit die Lebensqualität in unserem Land nachhaltig beeinträchtigen könnte.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union ist aus Sicht der Schweizerischen Souveränität und der Wahrung der Lohninteressen der heimischen Arbeitnehmerschaft aufs Schärfste abzulehnen. Die als flankierende Massnahmen deklarierten Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) und im Obligationenrecht (OR) stellen keine wirkliche Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine Verwässerung und Anpassung an europäische Standards, die für die Schweiz offensichtlich ungeeignet sind. Die Kritikpunkte sind mannigfaltig und gravierend. Erstens sind die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen in ihrer Wirksamkeit stark in Frage zu stellen. Sie erscheinen eher kosmetischer Natur und sind nicht geeignet, dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, der unweigerlich mit einer weiteren Ausweitung der Personenfreizügigkeit einhergeht. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch die vorliegenden Vorschläge keineswegs gebannt. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und Angleichung an EU-Standards. Die neuen Regelungen sind bürokratischer angelegt, aber in ihrer Effektivität fragwürdig. Dies spielt primär ausländischen Firmen in die Hände, die sich durch Lohndumping Vorteile verschaffen wollen. Zweitens wird der Kontrollmechanismus geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die bewährte dezentrale Struktur, die sich in der Schweiz bewährt hat, wird durch ein trägeres, zentralisiertes System ersetzt, das der Komplexität und den spezifischen Herausforderungen des Schweizer Arbeitsmarktes nicht gerecht wird. Drittens sind die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Dies erschwert Arbeitnehmern den Zugang zu ihrem Recht. Viertens ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden, ohne dass dies im vorliegenden Kontext zwingend erforderlich wäre. Fünftens stellt die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU)

und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die damit verbundenen bürokratischen Hürden sind unverhältnismässig und schwächen die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen. Sechstens mögen die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies schwächt die Position der Sozialpartner und somit die Autonomie des Schweizer Arbeitsmarktes. Siebtens ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch die Einführung des neuen Artikels 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Rechtsgleichheit und der unabhängigen Justiz. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht geeignet sind, die berechtigten Anliegen des Schweizer Lohnschutzes zu wahren. Im Gegenteil, sie drohen, unsere bewährten Regelungen aufzuweichen, die Souveränität der Schweiz zu schwächen und schweizerischen Arbeitnehmern letztlich zu schaden. Wir fordern daher eine strikte Ablehnung dieser Änderungen und eine Stärkung unseres eigenständigen Lohnschutzes anstelle einer Unterwerfung unter europäische Vorgaben. Die Schweiz hat ihre eigenen, wirksamen Instrumente zur Lohnschutzkontrolle entwickelt, die nicht im Namen einer fragwürdigen Harmonisierung geopfert werden dürfen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt im Rahmen der angestrebten Annäherung an das EU-Regelwerk stellen eine fundamentale und bedenkliche Abkehr von der bisher bewährten Schweizer Energiepolitik dar. Anstatt die Energiesouveränität zu stärken und die Versorgungssicherheit auf Basis nationaler Bedürfnisse zu gewährleisten, führen die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungskompetenzen und einer Unterwerfung unter ein von Brüssel diktiertes System, dessen Tragweite für die Schweiz nicht annähernd abschätzbar ist. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, bedeutet de facto die Aufgabe unserer Energiesouveränität. Wir werden zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jegliches Stimmrecht degradiert, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz, das Rückgrat unserer nationalen Versorgungssicherheit, werden künftig nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel gefällt. Dies widerspricht dem demokratischen Prinzip und untergräbt die Legitimität der Schweizer Regulierung. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom), bisher eine unabhängige und auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittene Regulierungsbehörde, wird zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Ihre Aufgabe wird es sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert. Dieses Vorgehen ist nicht vereinbar mit den Grundsätzen unseres föderalen Systems und dem Volkswillen. Darüber hinaus sind die vorgeschlagenen Änderungen existenzgefährdend für die Wasserkraft, die ein unverzichtbarer Pfeiler der Schweizer Energieversorgung ist. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, von dem insbesondere die Bergkantone profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und zu dessen Abschaffung führen. Dies hätte gravierende finanzielle Auswirkungen auf die betroffenen Regionen und würde die lokale Wertschöpfung schwächen. Ebenso werden unsere

föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler Energieerzeugung wird ausgehebelt, was die dezentrale und bürgernahe Stromproduktion benachteiligt und grossen, zentralisierten Akteuren Tür und Tor öffnet. Die nationale Versorgungssicherheit wird den Launen des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven in Speicherseen, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. In einer solchen Konstellation trägt niemand mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Bevölkerung und die Wirtschaft verheerend sein könnten. Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für Haushalte. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die versuchte Umsetzung der vollständigen Strommarktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) ist offensichtlich nicht geeignet, die Lücken zu füllen, die durch die Marktliberalisierung entstehen. Ausserdem untergräbt das Gesetz die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG), was die bewährte Kooperation zwischen Bund und Kantonen zerstört. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung entscheidend. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage untergraben. Dies steht im direkten Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein inakzeptabler Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht im Interesse der Schweiz liegen. Sie gefährden unsere Energiesouveränität, schwächen unsere föderalen Strukturen, benachteiligen dezentrale Energieerzeugung und führen zu einer unkalkulierbaren Preisentwicklung sowie einer mangelnden Versorgungssicherheit. Es ist unerlässlich, dass diese bedenklichen Entwicklungen im Sinne der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft kritisch hinterfragt und entschieden zurückgewiesen werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und zutiefst beunruhigenden Angriff auf die Souveränität, den Föderalismus und die bewährten

demokratischen Entscheidungsprozesse der Schweiz dar. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab, da sie die Schweiz nicht nur einer extensiven und undurchsichtigen Kontrolle durch die Europäische Union unterwerfen, sondern auch die Grundfesten unserer Rechtsordnung und die Autonomie unserer Kantone aushöhlen. Die Abschaffung der heutigen, von politischen Gremien auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene getroffenen und demokratisch legitimierten Subventionsentscheide ist nicht nur eine Verschiebung von politischer zu technokratischer Entscheidungsgewalt, sondern auch ein direkter Angriff auf die Fähigkeit unserer Institutionen, gezielte und bedarfsgerechte Förderungen zu gewähren. Ob es sich um die Unterstützung des Regionalverkehrs, die Stabilisierung kantonaler Banken, die Förderung von Kulturprojekten oder die gezielte Unterstützung lokaler KMU handelt – diese Entscheidungen sind das Resultat demokratischer Prozesse und spiegeln die Bedürfnisse und Prioritäten unserer Bevölkerung wider. Die Unterwerfung dieser Entscheidungen unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime wird die Flexibilität und die politische Legitimität solcher Massnahmen aushebeln. Die Souveränität der Kantone und ihr föderalistisches Selbstverständnis werden durch die vorgeschlagenen Regelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sollen die Kantone künftig ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorlegen müssen. Dies ist nicht weniger als eine direkte Demontage unseres föderalistischen Systems, das auf der Achtung der kantonalen Autonomie beruht. Die Kantone werden de facto zu Bittstellern herabgestuft, die ihre legitimen Förderentscheide von einer übergeordneten Instanz absegnen lassen müssen, anstatt ihre eigenen politischen Prioritäten autonom zu setzen. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Sämtliche staatlichen Beihilfen, die nicht explizit von der EU als unproblematisch eingestuft werden, müssten künftig der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigene Wirtschaftspolitik autonom zu gestalten und auf nationale Bedürfnisse zuzuschneiden, wird fundamental eingeschränkt. Besonders besorgniserregend ist die geplante Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luftverkehrs und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Viele Elektrizitätswerke sind im Besitz von Kantonen und Gemeinden, und ihre Förderpraktiken sind oft eng mit der lokalen Daseinsvorsorge verbunden. Die Preisgestaltung im öffentlichen Verkehr und die Stärkung des regionalen Luftverkehrs sind ebenfalls strategische Anliegen, die von nationalen und kantonalen Interessen geleitet werden. Die Unterstellung dieser Sektoren unter das EU-Regime gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz und die Kontinuität des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist hierfür ein klares und alarmierendes Beispiel. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer, die in die WEKO integriert wird, stellt eine bedenkliche Machtkonzentration dar. Diese Institution wird als "verlängerter Arm der EU" agieren und ihre Entscheide werden nicht primär schweizerischen, sondern primär EU-rechtlichen Kompatibilitätskriterien dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und ihre Unabhängigkeit von nationalen und kantonalen Interessen ist fragwürdig. Dies widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die kantonalen Organisations- und Verfahrensautonomien werden durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) in unannehmbarer Weise eingeschränkt. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält, insbesondere durch die Schaffung des neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern im Rahmen einer abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht

gekippt werden (Artikel 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ein fundamentaler Eingriff in die föderalistischen Strukturen der Schweiz. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Artikel 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöbeln. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass die Auswirkungen auf die Schweizer Bevölkerung transparent und kritisch beleuchtet werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen nicht nur die Souveränität der Schweiz beeinträchtigen, sondern auch unseren Föderalismus untergraben und die demokratischen Entscheidungsprozesse schwächen. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab und fordern eine klare Abgrenzung von übergeordneten EU-Regelungen, um die Unabhängigkeit und die Interessen der Schweiz zu wahren. Das BHÜG, die Anpassungen im BGG und KG sowie die Streichung von Art. 103 LFG sind Beispiele für eine schleichende Unterwerfung unter die EU, die in ihrer Gesamtheit inakzeptabel ist.

Beurteilung für das Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und lassen die Befürchtung zu, dass die Schweizer Souveränität und die spezifischen Bedürfnisse unseres Landes nachhaltig untergraben werden könnten. Anstatt die Stärken und Eigenheiten des Schweizer Rechtssystems zu wahren und zu stärken, scheinen die erzielten Kompromisse auf eine schleichende Angleichung an europäische Standards hinauszulaufen, welche die Unabhängigkeit und die demokratische Selbstbestimmung der Schweiz potenziell gefährden. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise. Dies bedeutet, dass die Schweiz fortlaufend neue EU-Gesetze und Gerichtsurteile implementieren müsste, ohne diese im eigenen demokratischen Prozess – sei es im Parlament oder durch Volksabstimmungen – kritisch prüfen und gegebenenfalls anpassen zu können. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, der besagt: "Das Schweizer Volk und die Kantone sind die einzigen Träger der Staatsgewalt." Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von EU-Recht würde diese Trägerschaft de facto auf die EU verlagern, da die Schweiz ihre Gesetzgebung nicht mehr autonom gestalten könnte. Des Weiteren gibt es ernsthafte Bedenken hinsichtlich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Verpflichtung, dessen Rechtsprechung anzuerkennen, würde die kantonalen Gerichte und somit die richterliche Unabhängigkeit massiv einschränken. Artikel 194 Absatz 1 BV gewährleistet die Unabhängigkeit der Gerichte. Wenn der EuGH die letzte Instanz für die Auslegung des relevanten Rechts wird, wird die Schweizer Gerichtsbarkeit zu einer blossen Ausführungsbehörde europäischer

Entscheidungen degradiert. Dies untergräbt das Vertrauen in unser eigenes Justizsystem und schwächt die rechtsstaatlichen Prinzipien, auf denen die Schweiz aufgebaut ist. Auch die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung im Rahmen des Abkommens erscheinen problematisch. Die Möglichkeit, dass die EU eigenmächtig Massnahmen ergreifen kann, wenn sie die Einhaltung des Abkommens durch die Schweiz als nicht gegeben erachtet, birgt die Gefahr von unangemessenen Eingriffen in die schweizerische Wirtschafts- und Sozialpolitik. Artikel 172 BV unterstreicht die Kompetenz des Bundes für die Aussenpolitik. Wenn die EU de facto als Schiedsrichterin über die Einhaltung von Verträgen agiert, ohne dass ein gleichberechtigtes und auf gegenseitigem Respekt basierendes Verfahren gewährleistet ist, gerät die Souveränität der Schweiz in Gefahr. Die Vorstellung, dass die EU Zwangsmassnahmen androhen kann, ist mit dem Gedanken eines Partnerschaftsverhältnisses nicht vereinbar. Die Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind ebenfalls besorgniserregend. Die Freizügigkeit von Personen und die damit verbundenen Regelungen könnten zu einem erhöhten Lohndruck und zu einer Überlastung der schweizerischen Sozialsysteme führen. Insbesondere die Dienstleistungsfreiheit könnte dazu missbraucht werden, Schweizer Standards zu umgehen und Lohn- und Sozialdumping zu betreiben. Die Regelungen zum Schutz der Arbeitnehmer und der Sozialversicherungen, die in der Schweiz auf nationaler und kantonaler Ebene sorgfältig ausgearbeitet wurden, könnten durch die automatische Übernahme von EU-Normen ausgehöhlt werden, ohne dass genügend Spielraum für die Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Gegebenheiten bleibt. Der Schutz der Arbeitnehmer ist ein wichtiger Bestandteil der sozialen Gerechtigkeit, welche die Schweiz anstrebt. Die Finanzmarktregelungen stellen eine weitere Grauzone dar, in der die Schweiz erhebliche Risiken eingeht. Die Verpflichtung zur Übernahme von Finanzmarktregulierungen der EU ohne entsprechende Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit einer flexiblen Anpassung an die Bedürfnisse des Schweizer Finanzplatzes könnte die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und die schweizerische Finanzstabilität gefährden. Der Schweizer Finanzplatz geniesst weltweit einen hervorragenden Ruf, der auf seinen spezifischen regulatorischen Rahmenbedingungen beruht. Eine pauschale Übernahme von EU-Regularien birgt die Gefahr, diese Erfolgsfaktoren zu untergraben. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Position bringen, die ihrer Grösse und ihrer Bedeutung als souveräner Staat nicht gerecht wird. Die Gefahr, dass die Schweiz durch die automatische Übernahme von EU-Recht und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH ihre demokratische Kontrolle und ihre Souveränität verliert, ist real und muss mit grösster Skepsis betrachtet werden. Die Schweiz hat erfolgreich bewiesen, dass sie ihren eigenen Weg gehen und starke bilaterale Beziehungen mit der EU pflegen kann, ohne ihre Grundprinzipien aufzugeben. Diese Verhandlungsergebnisse scheinen diesen Weg zu verlassen und eine Entwicklung einzuleiten, die langfristig negative Folgen für die Schweiz haben könnte. Es ist unerlässlich, dass die eidgenössischen Räte und die Bevölkerung die Tragweite dieser Verpflichtungen kritisch prüfen und sicherstellen, dass die schweizerische Eigenständigkeit und die Interessen unseres Landes jederzeit gewahrt bleiben.

Nicht einverstanden für, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist kritisch zu hinterfragen, ob die angestrebte Annäherung tatsächlich im besten Interesse der Schweizerischen Eidgenossenschaft liegt, oder ob sie vielmehr die Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer einzigartigen politischen Ordnung zur Folge hat. Zunächst muss die Frage der rechtlichen Bindungswirkung und der indirekten Übernahme

von EU-Recht massgeblich hinterfragt werden. Die Annahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass dieses Recht einer direkten demokratischen Legitimation durch das Schweizer Volk unterzogen wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (Wet der politischen Rechte) verankert ist. Die Bürgerinnen und Bürger haben das Recht, über wichtige Gesetze mitzubestimmen, und dieses Recht darf nicht durch komplexe Abkommen, die bestehende oder zukünftige EU-Gesetzgebung auf die Schweiz übertragen, ausgehebelt werden. Die vorgeschlagene Stabilisierung scheint auf einer Übernahme von EU-Recht zu basieren, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung hat. Dies steht im Widerspruch zu unserem direktdemokratischen System und untergräbt die Willensbildung des Volkes. Der Bundesrat ist verpflichtet, im Einklang mit der Bundesverfassung und den geltenden Gesetzen zu handeln. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, auch wenn dies indirekt geschieht, bedarf einer umfassenden und transparenten Prüfung im Hinblick auf die Einhaltung der schweizerischen Verfassungsgrundsätze, insbesondere der demokratischen Rechte. Des Weiteren ist die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte ernsthaft gefährdet. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung könnten dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden und Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu befolgen. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert ist, massiv einschränken. Schweizer Richterinnen und Richter sind primär der schweizerischen Rechtsordnung verpflichtet. Eine strukturelle Abhängigkeit von der Auslegung von EU-Recht durch den EuGH würde die Souveränität unseres Rechtssystems unweigerlich beeinträchtigen. Die Garantien für ein faires Verfahren und die Unabhängigkeit der Gerichte dürfen nicht durch supranationale Gerichte ausgehöhlt werden, deren Zuständigkeit sich nicht primär auf die Schweiz bezieht. Dies könnte zu einer schleichenden Entmachtung unserer eigenen Justiz führen und unsere rechtsstaatlichen Standards untergraben. Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls kritisch zu beleuchten. Während die Befürworter der Annäherung auf verbesserte Marktzugänge und eine stabilere wirtschaftliche Kooperation verweisen, dürfen die potenziellen Nachteile nicht ignoriert werden. Die Übernahme von EU-Regulierungen, selbst in spezifischen Sektoren, kann zu höheren Kosten für Schweizer Unternehmen führen, insbesondere für KMU, die möglicherweise nicht über die Ressourcen verfügen, um sich schnell an neue Vorschriften anzupassen. Zudem könnte die automatische Übernahme von EU-Recht die Fähigkeit der Schweiz einschränken, ihre Wirtschaftspolitik flexibel an eigene Bedürfnisse anzupassen. Artikel 94 der Bundesverfassung gewährt dem Bund die Aufgabe, die wirtschaftliche Entwicklung zu fördern. Eine Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sind, könnte diesem Auftrag zuwiderlaufen und unsere Wettbewerbsfähigkeit langfristig beeinträchtigen. Die Schweiz hat erfolgreich ein eigenes, auf ihre Bedürfnisse zugeschnittenes Wirtschaftsmodell entwickelt, dessen Flexibilität und Anpassungsfähigkeit durch eine zu enge Bindung an die EU-Regulierung potenziell eingeschränkt würde. Die Frage der Migration und der Personenfreizügigkeit bedarf ebenfalls einer kritischen Betrachtung. Die bisherigen bilateralen Abkommen haben bereits zu einer Zunahme der Zuwanderung geführt, was sowohl soziale als auch wirtschaftliche Herausforderungen mit sich bringt. Eine weitere Vertiefung der Beziehungen, die möglicherweise mit einer Ausweitung der Personenfreizügigkeit einhergeht, ohne dass angemessene Schutzmechanismen und Kontrollen für die Schweiz gewährleistet sind, ist höchst bedenklich. Die Steuerung unserer eigenen Einwanderungspolitik ist ein zentraler Bestandteil unserer nationalen Selbstbestimmung. Artikel 115 der Bundesverfassung regelt die Zuwanderung und Auswanderung. Jede Massnahme, die diese Steuerungsmöglichkeit einschränkt oder untergräbt, muss mit grösster Skepsis betrachtet werden. Die Transparenz und die demokratische Debatte über diese Angelegenheiten sind von fundamentaler Bedeutung. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre Vertreter umfassend über die Konsequenzen der vorgeschlagenen Massnahmen informiert werden. Die Gefahr besteht, dass durch komplexe Verhandlungspakete und technische Formulierungen die demokratische Auseinandersetzung erschwert und eine fundierte Meinungsbildung behindert wird.

Artikel 160 der Bundesverfassung verpflichtet den Bundesrat, die Volksinitiative und das Referendum zu achten. Dies impliziert auch eine Pflicht zur Transparenz und zur Information der Bevölkerung über Angelegenheiten, die die demokratischen Rechte berühren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den derzeitigen Vorschlägen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratischen Rechte und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit birgt. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, eine Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit, potenzielle Nachteile für die Schweizer Wirtschaft und eine Beeinträchtigung der Migrationspolitik sind schwerwiegende Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Es ist unerlässlich, dass jede Form der zukünftigen Kooperation mit der EU auf einer klaren Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Grundsätze basiert.

Freundliche Grüsse,

Roland Dornbierer

Ecuyer Ariane
7 rue Verte
1205 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 20 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Ariane ECUYER

Pascal Falcy
Impasse de la Perreire 2
1699 Porsel

Porsel, le 20 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à exprimer fermement mon opposition au paquet d'accords actuellement soumis à consultation, dont l'intitulé « stabilisation et développement des relations Suisse–UE » me paraît trompeur et de nature à induire en erreur quant aux véritables implications de ces accords. En clair, je suis opposé à ce **traité d'adhésion déguisé**, indigne de notre tradition d'indépendance.

1) Refus de la subordination institutionnelle

- **NON** à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- **NON** à la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends soumis à des juges étrangers
- **NON** à la perte de souveraineté législative de notre pays
- **NON** à l'alignement forcé sur des réglementations européennes totalisant **plus de 20'000 pages**

2) Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- **Les initiatives populaires** deviendraient caduques ou fortement limitées face au droit européen
- **Le peuple suisse** perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- **Les cantons** verraient leur autonomie drastiquement réduite

3) Refus de l'immigration non contrôlée

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe pour :

- **Notre marché du travail**, en favorisant une concurrence déloyale
- **Nos infrastructures**, déjà saturées
- **Notre système social**, exposé à une hausse explosive des coûts
- **Le principe de préférence nationale**, remis en cause

4) Coûts prohibitifs injustifiés

- **182 à 432 millions de francs** seraient nécessaires à la mise en œuvre de ce traité : un **gaspillage inacceptable**, d'autant plus qu'il placerait la Suisse en situation de **subordination à Bruxelles**.

5) Des lignes rouges claires

1. **Abandon** du présent paquet de traités
2. **Maintien** des accords bilatéraux I et II existants
3. **Négociation** d'accords sectoriels limités, conclus **d'égal à égal**
4. **Soumission obligatoire** de tout futur accord institutionnel au **référendum obligatoire** (double majorité du peuple et des cantons)

Conclusion

La Suisse n'a pas besoin de ce **traité d'adhésion déguisé** pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur **plus de 700 ans d'indépendance et de neutralité**.

Le **Conseil fédéral** est donc **sommé de retirer ce projet** et de **respecter la volonté populaire**, exprimée à maintes reprises : **NON à toute forme d'adhésion à l'Union européenne**.

En vous remerciant de prendre en considération cette **prise de position citoyenne**, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de **mes salutations distinguées**.

Pascal Falcy

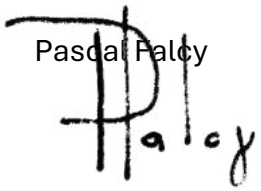

Envoyée par courrier Postal et par E-Mail à : vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Esther (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Esther Fischer · 044 910 10 71 · estherfischer@solnet.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung im Inland erscheint unter dem Aspekt der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien äusserst problematisch. Es ist besorgniserregend, dass im Rahmen dieser Vernehmlassung die Möglichkeit einer direkten Übernahme von EU-Recht ohne angemessene nationale Anpassung und Prüfung diskutiert wird. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wonach Gesetzgebungsorgane, die dem Volk verantwortlich sind, die primäre Rolle bei der Schaffung von Rechtsnormen spielen sollten.

Die Ausgestaltung der vorgesehenen Mechanismen birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung. Insbesondere die Artikel 2 und 3 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 17. Dezember 1999 (SR 101) betonen die Eigenständigkeit der Schweiz und die Zuständigkeit ihrer Organe. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht, die nicht von der Schweizerischen Bundesversammlung oder den zuständigen kantonalen Parlamenten geprüft und beschlossen wird, untergräbt diese verfassungsrechtlichen Grundsätze. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV, SR 101), wird durch eine solche Praxis de facto ausgehebelt, da die Bürgerinnen und Bürger indirekt durch Brüsseler Erlasse regiert würden, ohne dass diese einem direktdemokratischen Prozess unterlägen.

Darüber hinaus sind die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtssicherheit in der Schweiz nicht zu unterschätzen. Wenn schweizerische Gerichte angewiesen würden, Rechtsprechungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ohne kritische Prüfung zu übernehmen, entsteht eine nicht unerhebliche Rechtsunsicherheit. Das Prinzip der Gewaltenteilung, welches auch in der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist, wird durch die unreflektierte Übernahme ausländischer Rechtsprechung tangiert. Die richterliche Unabhängigkeit und die autonome Auslegung des Rechts durch die schweizerischen Gerichte könnten hierdurch beeinträchtigt werden.

Die vorgeschlagene Vorgehensweise ignoriert die Möglichkeit, dass EU-Recht nicht immer mit den spezifischen Verhältnissen und Werten der Schweiz vereinbar ist. Eine sorgfältige Abwägung und gegebenenfalls eine angepasste Umsetzung wären unerlässlich, um die Kohärenz und Akzeptanz des Rechts im Inland zu gewährleisten. Die Formulierung "inländische Umsetzung" suggeriert eine Anpassung an die Schweizer Realität, doch die vorliegenden Ansätze deuten eher auf eine passive Rezeption hin. Dies ist aus Sicht der nationalen Interessen nicht hinnehmbar und bedarf einer grundlegenden Überarbeitung.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnwesen, stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar und bedürfen einer kritischen Überprüfung.

Die Einführung der sogenannten Kabotage, wie sie in einem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) verankert werden soll, öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanziell unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien nicht mehr bedienen können. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung mit Bahnleistungen. Die damit verbundene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), die eine Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen vorschreibt, schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, ist nicht von der Hand zu weisen. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger, die auf einen zuverlässigen und umfassenden Schienenverkehr angewiesen sind.

Die von der Regierung angeführte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmechanismus ist rechtlich höchst fragwürdig und bietet keinerlei Gewährleistung. Sie ist nicht bindend und schützt die Schweiz nicht vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und eine Verlagerung von Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen, wie beispielsweise die angedeutete Einbindung in das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Die Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird damit schrittweise aufgegeben.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine ernsthafte Gefahr für den Schweizer Service public darstellen. Die negativen Auswirkungen auf die Finanzierung, die Qualität und die nationale Steuerung des Bahnverkehrs sind gravierend und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von Unionsrecht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine eklatante Missachtung des Volkswillens und der Bundesverfassung dar. Artikel 121a BV postuliert explizit die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz. Die geplante Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer sogenannten 'Niederlassung C PLUS', bereits nach fünf Jahren Aufenthaltsdauer, widerspricht diesem Prinzip fundamental. Diese de facto unentziehbare Aufenthaltsberechtigung, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv.

Darüber hinaus wird durch die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ein unkontrollierbarer Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten befürchtet, was eine unzumenmbare Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden darstellen würde. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsbestimmungen sind derart restriktiv formuliert, dass ihre Wirksamkeit in der Praxis ausgeschlossen werden kann. Die Drohung der EU mit Strafmassnahmen im Falle ihrer Anwendung verwandelt jede potenziellen Schutzmassnahme in eine Erpressungsoption.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet faktisch eine Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren jegliche Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts, welches in diesem hochsensiblen Bereich massgeblich ist. Dies verstösst gegen das verfassungsmässige Recht des Volkes auf Selbstbestimmung. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung des neuen Artikels 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der

Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss von dieser Leistung selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist. Die in Artikel 21b AIG definierte neue 'Schutzklausel' ist ein Placebo; sie enthält zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus, was sie zu einem zahnlosen Tiger macht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein klares Eingeständnis der massiven zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Massnahme ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern und wird auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Diese gesamte Vorlage bedeutet eine unannehmbare Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung unserer verfassungsmässigen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Souveränität und der föderalistischen Ordnung dar. Die heutige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden Subventionen als politisch motivierte und demokratisch legitimierte Massnahmen zur Förderung regionaler Wirtschaftskreisläufe, zur Sicherung des Service public oder zur Unterstützung lokaler Unternehmen einsetzen, wird durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer nationalen Gesetzgebung und unseres Staatsaufbaus.

Die Einführung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine sogenannte "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU fungieren wird. Diese neue Beihilfekammer wird primär die Kompatibilität von Beihilfen mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr zwingend Schweizer Interessen, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv untergräbt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen die Kantone und Gemeinden oft Eigentümer von Schlüsselunternehmen sind, werden somit der EU-Kontrolle unterstellt. Dies bedroht die strategische Autonomie und die Versorgungssicherheit.

Die Souveränität der Kantone wird durch die neuen Bestimmungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ebenfalls erheblich geschwächt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern auf ihre EU-Konformität überprüft und durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) gekippt werden. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und ignoriert die föderalistischen Grundsätze.

Weiterhin ist die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ein beunruhigendes Signal. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird aufgegeben, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt wird. Auch die geplante Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachergesetzes (PüG), die den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer vorsieht, ist alarmierend. Sie schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde über Beihilfen entscheidet, die sich direkt auf die Preise für die Bürger auswirken können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur eine Abgabe

nationaler Steuerungskompetenzen bedeuten, sondern auch eine unannehmbare Unterminierung unseres föderalistischen Systems und der demokratischen Kontrolle darstellen. Die Schweiz würde sich einem externen Regelwerk unterwerfen, dessen Prioritäten nicht notwendigerweise mit den eigenen übereinstimmen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung der finanziellen Beiträge an die Europäische Union ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Umwandlung bisheriger, freiwilliger und vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Mitsprache dar. Es drängt sich der Verdacht auf, dass es sich hierbei de facto um eine Zwangsabgabe handelt, die unter dem Deckmantel der Kooperation eingeführt wird.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint mehr als Lockvogelangebot denn als seriöse Kalkulation. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die unheilvolle Gewissheit massiv höherer Forderungen in der Zukunft. Die Schweiz wird somit in eine Position gedrängt, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, auf die diktierten Zahlungen Einfluss zu nehmen oder diese abzulehnen. Sie verkommt zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, deren Gelder verlässlich fliessen, ohne dass dafür garantierte Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zur Verfügung gestellt werden.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist nichts anderes als ein gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Dieses Gesetz verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zementiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und geradezu zynisch. Hier wird der renommierte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Massnahme untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweizer Aussen- und Sicherheitspolitik, indem sie eine rechtliche Grundlage für eine finanzielle Verpflichtung schafft, die primär den Interessen der EU dient und die Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigt.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom bedeutet einen fundamentalen und inakzeptablen Verlust an Souveränität für die Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, insbesondere ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über die kritische Infrastruktur unseres Stromnetzes werden künftig in Brüssel getroffen, nicht mehr in Bern. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung und der Eigenverantwortung.

Die Schweizerische Energiekommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Sie muss undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung darstellt. Dies ist eine direkte Aushöhlung unseres demokratischen Systems.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanzielle

Grundlage dieser wichtigen Kantone schwächen würde. Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen wir nicht verantworten können. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Schweiz von unberechenbaren ausländischen Strommärkten abhängig macht.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Diese Vorlage ist aus Sicht der nationalen Interessen abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer jetzigen Form offensichtlich unzureichend und können den absehbaren massiven Druck auf die Schweizer Löhne keinesfalls kompensieren. Es zeichnet sich die ernste Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus ab, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine schrittweise Aufweichung und eine Angleichung an EU-Standards, die in der Praxis weniger schützend wirken. Die neuen Regelungen erscheinen primär bürokratischer, jedoch deutlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was namentlich ausländischen Unternehmen mit dem Ziel des Lohndumpings zugutekommen dürfte.

Die Kontrollmechanismen erfahren eine bedenkliche Schwächung. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein verhängnisvoller Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der unter EU-Druck zustande kommt. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird und ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine fundamentale Untergrabung unserer souveränen Gesetzgebung und unserer einzigartigen Qualitätsstandards dar. Diese umfassende Angleichung an das EU-Recht gefährdet nicht nur die hochgelobte Schweizer Qualität, sondern bedroht auch die Existenzgrundlage unserer landwirtschaftlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten in unzulässiger Weise ein.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Vorgaben beruht, wird durch die Anpassung an oft tiefer angesetzte EU-Standards unweigerlich degradiert. Das international anerkannte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produktion denselben, weniger stringenten Kriterien unterworfen wird wie in der EU. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil, den sich unsere Produzenten hart erarbeitet haben.

Besorgniserregend ist insbesondere die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen unwiderruflich an alle bilateralen Verträge knüpft. Diese politische Erpressung nimmt der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit und droht, das gesamte bilaterale Vertragswerk bei einer Ablehnung dieses schädlichen Abkommens zu Fall zu bringen.

Darüber hinaus ist die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in unseren Ställen, Käsereien und Restaurants ein inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden somit zu reinen Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Es droht eine beispiellose bürokratische Welle, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und lokale Vereine überrollen würde. Die Komplexität und Unangemessenheit der EU-Vorschriften, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, bedrohen lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen direkten Angriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt dies zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Ähnlich kritisch sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die neuen Artikel 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein nicht hinnehmbarer Souveränitätsverlust.

Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) ermöglichen eine faktische Umgehung des Parlaments und eine ungehindertes Inkrafttreten von EU-Recht, das unsere Bauern direkt betrifft. Dies ist eine Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch der

Waldschutz wird durch den neuen Art. 26 Abs. 1bis WaG dem EU-Diktat unterworfen, was die Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen unserer Wälder einschränkt.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Vor dem Hintergrund der Erfahrungen mit den bestehenden bilateralen Abkommen und der fortlaufenden Dynamik der europäischen Integration erscheinen die Ankündigungen einer echten Stabilisierung fragwürdig.

Es ist zu befürchten, dass eine engere Anbindung an die EU, selbst unter dem Deckmantel der "Stabilisierung", zwangsläufig zu einer schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität führen wird. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen der Bilateralen Verträge II immer wieder angestrebt wird, untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Autonomie unseres Landes. Artikel 123 der Bundesverfassung verankert die primäre Gesetzgebungskompetenz des Bundes, doch die fortlaufende Abhängigkeit von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die nicht einmal dem parlamentarischen Prozess im Inland unterliegen, stellt diese Kompetenz in Frage. Die otomatik Übernahme von Rechtsakten, wie sie in Art. 7 des Entwurfs zum Bundesgesetz über die Umsetzung der bilateralen Abkommen mit der EU (Bilateralen Verträge II-Umsetzungsgesetz) implizit oder explizit vorgesehen sein könnte, verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität und das parlamentarische Mitspracherecht. Das Volk hat das Recht, über Gesetze zu bestimmen, die seinen Alltag und die Zukunft der Schweiz prägen.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel, ob eine engere Beziehung zur EU tatsächlich zu den versprochenen wirtschaftlichen Vorteilen führt. Die stetige Zunahme der Verpflichtungen, ohne entsprechende Mitgestaltungsmöglichkeiten im EU-Institutionenapparat, belastet die Schweizer Wirtschaft unnötig. Die geforderten "fairen Wettbewerbsbedingungen" sind oft ein euphemistischer Ausdruck für die Angleichung an EU-Standards, die nicht zwangsläufig unseren spezifischen Bedürfnissen entsprechen. Das Prinzip der Rechtseinführung ohne Mitgestaltungsmöglichkeit, das in ähnlichen Konstellationen bereits zu beobachten war, birgt das Risiko von Benachteiligungen und unnötigen bürokratischen Hürden. Es ist fraglich, ob die sogenannte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine Verstetigung einer problematischen Abhängigkeit darstellt, die uns zunehmend von den Entscheidungen Brüssels abhängig macht.

Schliesslich müssen die nationalen Interessen, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert sind – Wahrung der Unabhängigkeit und Prosperität der Eidgenossenschaft –, stets oberste Priorität geniessen. Die gegenwärtigen Vorschläge scheinen diese Priorität nicht in ausreichendem Masse zu berücksichtigen. Es bedarf einer ehrlichen und kritischen Auseinandersetzung mit den tatsächlichen Konsequenzen einer engeren Bindung an die EU, anstatt sich von vagen Versprechungen einer "Stabilisierung" blenden zu lassen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen grundlegende und ernsthafte Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und der Souveränität unseres Landes auf. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen tatsächlich im Einklang mit dem Geist und dem Wortlaut unserer Bundesverfassung stehen und ob die nationalen Interessen angemessen gewahrt bleiben.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie sich in den vorgeschlagenen Abkommen abzeichnet, birgt erhebliche Risiken. Die automatische oder zumindest stark angelehnte Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber die Möglichkeit hat, diese kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen, stellt eine Erosion unserer legislativen Autonomie dar. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, wonach alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und durch die Stände und die Räte ausgeübt wird. Die vorgesehene Bindung an primär- und sekundärrechtliche EU-Normen greift in diese Grundprinzipien ein.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine generelle Anerkennung seiner Rechtsprechung in den relevanten Bereichen könnte dazu führen, dass die Interpretation und Anwendung des schweizerischen Rechts durch ein ausländisches Gericht bestimmt wird. Dies widerspricht Artikel 188 Absatz 2 BV, wonach das Bundesgericht und andere Behörden an die Bundesverfassung und die übrige Gesetzgebung gebunden sind. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht die Auslegung verbindlich beeinflusst, schwächt die nationale Rechtsstaatlichkeit erheblich.

Die wirtschaftlichen Verpflichtungen, die sich aus den vorgeschlagenen Vereinbarungen ergeben könnten, sind ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die potenziellen finanziellen Beiträge und die Einbindung in europäische Regulierungsrahmen, ohne klare Gegenleistungen oder Mitspracherechte auf Augenhöhe, stellen eine erhebliche finanzielle und regulatorische Belastung dar. Es ist fraglich, ob die damit verbundenen Vorteile die Nachteile und Risiken für die schweizerische Wirtschaft und die Arbeitsplätze aufwiegen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine eingehende und kritische Prüfung erfordern. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Souveränität, unsere Rechtsstaatlichkeit und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit sind so gravierend, dass eine generelle Zustimmung zum gegenwärtigen Zeitpunkt nicht angezeigt erscheint. Es bedarf weiterer Klarstellungen und möglicher Nachverhandlungen, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen und unsere verfassungsmässigen Grundsätze uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Fries (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Fries · 061 281 15 29

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU geben Anlass zu erheblicher Skepsis und tiefgreifender Besorgnis. Es ist fragwürdig, inwieweit die vorgeschlagenen Anpassungen im Einklang mit der Bundesverfassung, insbesondere dem Schutz der hoheitlichen Gewalt gemäss Artikel 3 und 5 BV, stehen. Die Übernahme von EU-Recht in die Schweizer Gesetzgebung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie und der nationalen Souveränität. Dies widerspricht dem Geist des fortwährenden Selbstbestimmungsrechts der Schweizer Bevölkerung, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Es ist unzureichend dargelegt, wie die Interessen der Schweiz unter diesen Bedingungen nachhaltig gewahrt werden können, ohne dass wesentliche Rechte und Freiheiten der Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtvereinbarung mit der EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Eine Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug Mitgestaltungsrechte erhält, widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte untergraben und die Auslegung schweizerischen Rechts de facto durch eine fremde Instanz bestimmen lassen. Dies steht im Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Gebot der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 194 Absatz 2 der Bundesverfassung. Die dadurch entstehende Rechtsunsicherheit und die Erosion der demokratischen Legitimation sind nicht hinnehmbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit. Eine Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige demokratische Legitimation, wie sie durch das Prinzip der Volksabstimmung und die

direkte Demokratie gemäss Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung gewährleistet wird, untergräbt die schweizerischen Grundwerte. Insbesondere die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof als ultimative Instanz über die Auslegung von Verträgen entscheidet, steht im Widerspruch zum Gewaltverbot und der Verfassungsautonomie der Schweiz. Eine solche Regelung könnte die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU machen, ohne die Möglichkeit, eigene Rechtsnormen zu gestalten und zu verteidigen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung des Abkommens mit der EU werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der Rechtshoheit der Schweiz auf. Es ist zu befürchten, dass die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von flankierenden Massnahmen, eine schleichende Aushöhlung unserer eigenen Gesetzgebung und damit unserer demokratischen Kontrolle bedeutet. Insbesondere Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Binnenmarktgesetzgebung (BInG) unterstreicht die Bedeutung nationaler Gesetzgebungskompetenzen, welche durch eine unkritische Adaption von EU-Recht untergraben werden könnten. Die damit verbundenen Kosten und der administrative Aufwand für die inländische Umsetzung erscheinen zudem unverhältnismässig, ohne dass ein klarer Mehrwert für die Schweizer Bevölkerung erkennbar ist. Die Unzufriedenheit mit diesem Vorgehen ist angesichts der potenziellen negativen Folgen für die Schweiz verständlich.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung fragwürdig und weisen erhebliche Mängel auf. Die angeblichen Schutzmassnahmen erscheinen mehr als kosmetische Anpassungen denn als wirksame Barrieren gegen den sich abzeichnenden Erosionsdruck auf die Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt die Stärke unseres bewährten Lohnschutzes zu nutzen, droht eine Aufweichung zugunsten EU-konformer Standards, die primär ausländischen Unternehmen mit potenziellen Lohndumping-Absichten zugutekommen. Die Reformen untergraben die Autonomie und Effektivität der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate durch die Etablierung zentralistischer und EU-konformer Strukturen. Dies schwächt die Kontrollmechanismen und ermöglicht eine laschere Durchsetzung der bestehenden Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die juristische Umstrukturierung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a im EntsG verkompliziert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, was die Flexibilität von KMU unnötig einschränkt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, die es ausländischen administrativen Entscheiden erlaubt, ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt zu werden. Die vorgeschlagene Neuregelung im Bereich des Lohnschutzes schwächt die schweizerische Souveränität und die Position der Schweizer Arbeitnehmer.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität der Schweiz. Die Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E reduziert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, während die Kosten getragen werden müssen. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert, was das Ende einer eigenständigen Energieregulierung bedeutet. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln gefährdet, und föderale Strukturen wie Gemeindekraftwerke werden geschwächt. Die nationale

Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, ohne klare Verantwortung für deren Gewährleistung. Dies führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis neu) benachteiligen dezentrale Produzenten und schaffen Investitionsunsicherheit. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben die Hoheit über kritische Infrastruktur und föderale Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet eine unnötige Unterwerfung unter EU-Regeln.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem Deckmantel des Schutzes birgt gravierende Gefahren für die Schweizer Souveränität und unsere bewährten Standards. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück einer umfassenden Unterwerfung unter das EU-Recht, die zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Qualität führt, wie er in den neuen Verordnungskompetenzen des Bundesrates im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) bereits angelegt ist.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist ernsthaft bedroht. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, beispielsweise im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a und 21), wo schweizerische Vorschriften zu Transport und Schlachtung aufgegeben werden müssen, stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar. Ebenso untergräbt die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen den Volkswillen und unser Gentechnik-Moratorium.

Die spürbare Schwächung unserer nationalen Autonomie durch die Einräumung von Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren und die unannehmbare Guillotineklausel, welche die Existenz aller bilateralen Verträge gefährdet, machen dieses Abkommen zu einem eklatanten Souveränitätsverlust. Auch der Schutz unserer Wälder (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) werden dem Diktat Brüssels unterworfen. Dieses Projekt gefährdet unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Landwirtschaft und unsere Unabhängigkeit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental den Prinzipien unserer Bundesverfassung, insbesondere Art. 121a BV, und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines de facto unentziehbaren 'Niederlassungsrechts C PLUS' nach nur fünf Jahren Aufenthaltsdauer, selbst bei Straffälligkeit oder Sozialhilfebezug, untergräbt massiv unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entreisst dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitbestimmung bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen in diesem kritischen Bereich, was eine unannehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die neuen Regelungen im revidierten AIG, namentlich die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit von der Sozialhilfe, kaum noch möglich. Dies belastet Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unverhältnismässig. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist ein reines Placebo, deren Anwendungs-Hürden derart hoch sind, dass sie praktisch nie greifen wird, während die EU bei deren Anwendung mit Strafmassnahmen droht. Diese massiven Zugeständnisse sind ein direkter Angriff auf unsere Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die EU im Rahmen eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist aus unserer Sicht höchst problematisch. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Zahlungen in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der Souveränität dar. Die im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB vorgesehene Aufnahme des KoBG

zementiert diese Zahlungsverpflichtung als permanenten Bestandteil der Bundesgesetzgebung und entzieht dem Parlament die budgetäre Hoheit, wie in Art. 1 KoBG befürchtet wird. Der anfangs genannte Betrag erscheint als Lockmittel, während der rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist eine irreführende Instrumentalisierung eines wichtigen Anliegens zur Legitimierung politisch heikler Zahlungen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr stellen eine erhebliche Bedrohung für den schweizerischen Service public dar. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG ermöglicht es ausländischen Anbietern, die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dies führt zu einer unerwünschten "Rosinenpickerei", welche die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen schwächt, die für die Aufrechterhaltung unrentabler, aber essenzieller Nebenlinien verantwortlich sind.

Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes, insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und untergräbt die Möglichkeit, rein schweizerische Verkehrsziele zu verfolgen. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtliche Sicherheit gegen dynamisch übernommenes EU-Recht und höhlt somit unsere Souveränität im Bahnverkehr schleichend aus. Die Kontrolle über die Schieneninfrastruktur droht durch zukünftige EU-Regulierungen wie jene zum European Network of Infrastructure Managers (ENIM) zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert zu werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, dass Subventionen primär politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, und ihre Unterstellung unter ein starres EU-Kontrollregime ist inakzeptabel. Insbesondere die Schaffung einer "Superbehörde" als "verlängerter Arm der EU", wie sie durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) konzipiert wird, untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und die demokratische Kontrolle. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, da ihre souveränen Entscheide durch die neue Beihilfekammer und letztlich das Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 82 Bst. bbis BGG, Art. 98a BGG) gekippt werden können. Dies stellt eine unannehmbare Herabstufung der kantonalen Autonomie dar. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Kontrollkompetenz.

Frouté Christine
Chemin de Bassy 1
1247 Anières

Anières, le 20 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ.

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen ;
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers ;
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays ;
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen ;
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles ;
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale ;
- Nos infrastructures déjà saturées ;
- Notre système social par une hausse explosive des coûts ;
- Le principe de préférence national.

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités ;
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants ;
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal ;**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

FROUTÉ CHRISTINE

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Gergana Schmidt (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Gergana Schmidt · gerganaschmidt@gmx.net

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen Schweiz-EU ist aus Sicht der Schweiz inakzeptabel und birgt erhebliche Risiken für unsere Souveränität und unseren Rechtsrahmen. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen zur Sprache kommt, verletzt grundlegende Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung, namentlich in Artikel 34, verankert sind.

Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von EU-Recht würde die Gesetzgebungshoheit des Schweizer Volkes und des Parlaments massiv untergraben. Die potenzielle Rückwirkung von Gerichtsentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs, die im Rahmen des vorgeschlagenen Institutionsabkommens zu erwarten wäre, verstösst gegen das Prinzip der Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie durch Artikel 190 der Bundesverfassung gewährleistet wird.

Eine solche Abhängigkeit von Brüssel gefährdet die Eigenständigkeit der Schweiz und stellt eine schleichende Erosion unserer nationalen Identität dar. Die wirtschaftlichen Vorteile erscheinen im Lichte dieser massiven Souveränitätsverluste fragwürdig.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität auf. Es ist fraglich, inwieweit die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen impliziert wird, mit dem Grundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) vereinbar ist. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, die nicht vom Parlament oder gar vom Volk legitimiert werden muss, widerspricht dem Geist der schweizerischen Verfassungsordnung. Wir lehnen eine Umsetzung ab, die unsere verfassungsmässigen Prinzipien, einschliesslich des Schutzes vor einer unkontrollierten Harmonisierung mit ausländischem Recht, untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verschleiert unter dem irreführenden Titel, stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweiz dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft unsere gesamte Lebensmittelkette dem EU-Recht, was einen Frontalangriff auf unsere nachweislich höheren Produktionsstandards bedeutet. Dies wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und die sprichwörtliche Schweizer Qualität entwerten. Die neuen Artikel im Tierschutzgesetz (TSchG, Art.

15a, 21) zwingen uns, strengere nationale Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben. Eine beispiellose Bürokratie droht, kleine und mittlere Betriebe, Hofläden sowie lokale Traditionen zu vernichten.

Die erzwungene Anpassung im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und beraubt uns der souveränen Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen. Ebenso gefährlich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1), die die Schweiz in diesem Bereich von höchster nationaler Bedeutung kontrollverlustig macht. Die Einbindung der Schweiz in die EU-Zulassungspraxis für gentechnisch veränderte Organismen untergräbt unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium. Die Guillotineklausel, welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem gesamten bilateralen Vertragswerk verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar und entzieht uns jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) sind eine Blankovollmacht für den Bundesrat zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Die Einräumung von Zutritt und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, insbesondere die Regelungen gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.), birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entmachtet nationale Entscheidungsprozesse und verpflichtet die Schweiz zur Kostenübernahme ohne Stimmrecht. Die ElCom wird zur blossen Vollzugsstelle für undemokratische EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen Energieregulierung bedeutet. Die EU-Beihilfenregeln gefährden existentiell die Wasserkraft und das System der Wasserzinsen, welches essenziell für Bergkantone ist. Föderale Strukturen und lokale Energieerzeugung, wie Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Die nationale Versorgungssicherheit wird geopfert, da strategische Reserven eingeschränkt und die Verantwortung für die Versorgung unklar wird. Die Marktliberalisierung gemäss Art. 15 EnG und die Regelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen dezentrale Produzenten und schaffen Investitionsunsicherheit, was den Ausbau erneuerbarer Energien bremst und die Abhängigkeit von Auslandstrom erhöht. Die Ausweitung der ElCom-Kompetenzen (Art. 22 StromVG) und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) führen zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zur Zerstörung föderaler Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) bedeutet einen weiteren Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erweisen sich als unzureichend und rein kosmetischer Natur. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf Schweizer Löhne ausgeübten massiven Druck nicht zu kompensieren und drohen mit einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch EU-Standards aufgeweicht, was primär ausländischen Akteuren zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen geschwächt, was zu einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung dar, und die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG ist eine massive Abtretung von Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des neuen Abkommens mit der EU sind aus der Perspektive der Schweizer Souveränität und der demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer

Verfassungsordnung. Dies wird durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert, welches die bisherigen freiwilligen Zahlungen in eine permanente Verpflichtung überführt und die Budgethoheit des Parlaments durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) aushöhlt. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus als reines Lockvogelangebot. Es ist abzusehen, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Schweiz wird damit zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung im Ergänzungsartikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend und missbraucht den guten Namen der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung umstrittener Kohäsionszahlungen an die EU.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bisherige, demokratisch legitimierte Praxis der Subventionsvergabe durch Bund und Kantone wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, wie im neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den Anpassungen des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) vorgesehen, welche die Kantone zu Bittstellern degradieren und ihre eigenständigen Entscheidungen durch eine zentrale Behörde kippen lassen.

Die Schaffung einer 'Superbehörde' in Form der neuen Beihilfekammer der WEKO (Art. 3 BHÜG), die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und primär EU-Kompatibilität durchsetzt, ist inakzeptabel. Dies gilt insbesondere für strategisch wichtige Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr, die der EU-Kontrolle unterstellt werden (Abschaffung von Art. 103 LFG). Die Hinzufügung von Artikeln wie Art. 31a VGG zum Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die kantonalen Strukturen. Die Interessen der Schweizer Bevölkerung, insbesondere der Konsumentenschutz durch den Ausschluss des Preisüberwachers (Art. 5 Abs. 2 PüG), werden dabei scheinbar ignoriert.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen zur Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Belastung für unsere Sozialwerke dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie sowie die Einführung eines praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren widersprechen klar dem Volkswillen und der Bundesverfassung (Art. 121a BV). Die massive Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern fördert unkontrollierbare Zuwanderung und explodierende Sozialkosten, die ausschliesslich die Schweizer Steuerzahler tragen. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist ein reines Placebo, deren Anwendungshürden unüberwindbar sind und welche drohende EU-Strafmassnahmen mit sich bringt. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entreisst dem Schweizer Parlament und Volk jegliche Mitgestaltungsmöglichkeit bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Die Anpassungen im Asyl- und Ausländergesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, während die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG wirkungslos bleibt. Die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern wird durch drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und HFKG (Art. 61a) quersubventioniert, was die enormen Folgekosten offenbart. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGVB) gefährdet unsere Qualitätsstandards. Die Anpassung des BVG unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz (Art. 25f Abs. 1bis) greift in die Eigentumsrechte ein. Die Anpassung des ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) bestätigt die tiefe Durchdringung unserer Rechtsordnung durch EU-Recht. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (Art. 37 Abs. 4) hebeln die nationale Qualitätskontrolle aus und stellen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar. Dieses

Paket bedeutet eine faktische Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung unserer verfassungsmässigen Aufträge.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG erlaubt ausländischen Anbietern, sich auf die profitabelsten Schweizer Strecken zu konzentrieren und untergräbt damit die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Grundversorgung auf unrentablen Linien zuständig sind. Des Weiteren schwächt die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis PBG die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Die angebliche "Gemeinsame Erklärung" bietet keinen bindenden Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen und untergräbt somit sukzessive die Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und werden mit grosser Skepsis betrachtet. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Berücksichtigung der schweizerischen Rechtsordnung und unserer verfassungsmässigen Prinzipien wirft gravierende Fragen auf. Die in Aussicht gestellte Angleichung an EU-Richtlinien und Verordnungen könnte die Souveränität der Schweiz und die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit von Gerichten (ZUG) untergraben. Artikel 49a des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) sieht die Umsetzung von Völkerrecht vor, doch die aktuelle Vorgehensweise scheint über eine blosse Umsetzung hinauszugehen und eine automatische Rechtsübernahme zu implizieren, was nicht im Sinne des Volkswillens ist. Die Unklarheit bezüglich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs und dessen potenzieller Einfluss auf die schweizerische Rechtsprechung ist ebenfalls zutiefst besorgniserregend. Wir fordern eine klare Abgrenzung und den Schutz unserer verfassungsmässigen Ordnung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus rechtsstaatlicher und nationalstaatlicher Perspektive höchst bedenklich. Es ist unklar, inwieweit eine Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Mitbestimmung der Schweizer Bevölkerung mit der Bundesverfassung vereinbar ist. Insbesondere Artikel 138 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz verankert, steht einer unkontrollierten Rechtsübernahme entgegen. Zudem wirft die beabsichtigte Stärkung des Europäischen Gerichtshofs in Angelegenheiten, die Schweizer Bürgerinnen und Bürger direkt betreffen, ernsthafte Bedenken hinsichtlich der richterlichen Unabhängigkeit und der Wahrung schweizerischer Rechtsgrundsätze auf. Die Auswirkungen auf die nationale Gesetzgebung und die Garantien des Völkerrechts sind ungeklärt und potenziell negativ.

HEINZMANN Damian
Route de Surpierre 98

1527 VILLENEUVE
FRIBOURG

Villeneuve, le 20 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Damian Heinzmann

Heinzmann D

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Hügi (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Toni · 079 435 33 17 · Toni@huegi.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und muss einer kritischen Überprüfung standhalten. Die Annahme dieses Pakets birgt das Risiko einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und der Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Grundsätze, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne gleichzeitige Stärkung der schweizerischen Entscheidungshoheit stellt eine besorgniserregende Entwicklung dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) und Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) sind rechtsstaatliche Prinzipien wie die Gewaltenteilung und die Volkssouveränität von zentraler Bedeutung. Die vorgeschlagene Regelung scheint jedoch darauf hinauszulaufen, dass die Schweiz de facto Recht übernehmen muss, ohne dabei ein Mitspracherecht auf Augenhöhe zu geniessen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als eine unabhängige, souveräne und demokratische Republik definiert.

Die Mechanismen zur Streitbeilegung im Rahmen des Abkommens werfen ebenfalls ernste Fragen auf. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als verbindliche Instanz, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU oft vorgesehen ist, steht im Konflikt mit der richterlichen Unabhängigkeit und der ausschliesslichen Zuständigkeit schweizerischer Gerichte, wie sie durch das Schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) und die Bundesverfassung gewährleistet werden. Die Bindung an Urteile des EuGH würde die Autonomie unserer nationalen Rechtsordnung erheblich beeinträchtigen und könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen durch nicht von unserem Parlament gewählte ausländische Richter ausgehebelt werden.

Ferner ist die finanzielle Komponente des Pakets zu hinterfragen. Die Übernahme von finanziellen Verpflichtungen ohne klare Gegenleistungen und ohne die Möglichkeit, diese Verpflichtungen demokratisch zu kontrollieren, ist aus Sicht der fiskalischen Verantwortung bedenklich. Artikel 127 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der Finanzpolitik regelt, verlangt eine nachhaltige und haushälterische Verwendung öffentlicher Gelder. Die potenziell unkontrollierbaren finanziellen Lasten, die aus dem Paket resultieren könnten, stehen diesem Grundsatz entgegen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU mehr Fragen aufwirft, als sie beantwortet. Die Risiken für unsere Souveränität, unsere Rechtsstaatlichkeit und unsere finanzielle Autonomie sind nicht zu unterschätzen. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist daher angebracht.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen und der Souveränität unseres Landes auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt tiefgreifende Risiken für die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der Schweiz.

Die geplante dynamische Rechtsübernahme, wie sie in der Europarechtlichen Praxis der EU üblich ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität und der parlamentarischen Selbstbestimmung, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die direkte Übernahme von sich änderndem EU-Recht ohne vorgängige formelle Zustimmung des Schweizer Parlaments würde de facto dazu führen, dass legislative Entscheidungen von Brüssel diktiert würden, was die demokratische Kontrolle aushöhlen würde. Dies steht im krassen Gegensatz zu Artikel 169 BV, der die Wahrung der Interessen der Schweiz durch den Bundesrat und die eidgenössischen Räte fordert.

Die Ausweitung der Zuständigkeiten des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf die Auslegung und Anwendung des künftigen Abkommens würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte massiv beeinträchtigen. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit, welche durch die obligatorische Bindung an EuGH-Urteile, selbst wenn diese kontroverse oder für die Schweiz nachteilige Auslegungen des EU-Rechts darstellen, de facto ausgehebelt würde. Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht die ultimative Autorität über die Anwendung des Rechts auf Schweizer Territorium erlangt, untergräbt die Souveränität der Schweizer Justiz und das Prinzip der Rechtseindeutigkeit im Inland.

Weiterhin ist die im Abkommen vorgesehene Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten und zur Anwendung der dynamischen Übernahme von EU-Recht problematisch. Die potenzielle Anwendung von Sanktionen durch die EU im Falle von Nichtanerkennung von neuem EU-Recht oder von EuGH-Urteilen würde die Schweiz unter einen unzulässigen Druck setzen und ihre Verhandlungsposition schwächen. Dies könnte indirekt zu einer erzwungenen Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung führen, ohne dass die demokratischen Prozesse und die Interessen der Bevölkerung angemessen berücksichtigt würden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine ernsthafte Bedrohung für die rechtsstaatliche Unabhängigkeit und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz darstellen. Es ist zwingend erforderlich, dass diese Punkte einer kritischen Überprüfung unterzogen werden, um die Souveränität und die Interessen unseres Landes nachhaltig zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Eine tiefere Integration, wie sie im Rahmen dieser Stabilisierungsbemühungen angestrebt wird, würde unweigerlich zu einer stärkeren Abhängigkeit von Brüssel führen und das Schweizerische Rechtssystem schrittweise unter europäisches Recht stellen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in der Bundesverfassung, insbesondere in den Artikeln 1, 164 und 166, verankert sind.

Die Annahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache oder gar die Möglichkeit, dieses durch eigene Volksabstimmungen zu beeinflussen, würde die verfassungsrechtliche Grundlage unserer Rechtsordnung untergraben. Die Übernahme von EU-Gesetzgebung, auch in Bereichen, die bisher von der Schweizerischen Gesetzgebung autonom geregelt wurden, birgt die Gefahr einer

schleichenden Entmachtung unseres Parlaments und unserer Bevölkerung. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die potenziellen Nachteile einer solchen Fremdbestimmung aufwiegen können.

Insbesondere die Stärkung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die Auslegung von Abkommen ist äusserst bedenklich. Die Entscheidungen des EuGH wären für die Schweiz bindend, ohne dass die Schweizerische Justiz oder gar das Schweizer Volk die Möglichkeit hätten, diese zu revidieren. Dies würde die Gewaltenteilung, ein zentrales Element unseres demokratischen Systems, aufweichen.

Die vorgeschlagene Stabilisierung könnte somit zu einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und zu einer Einschränkung der direkten Demokratie führen. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Annäherung an die EU die Wahrung unserer Souveränität und die Prinzipien unserer direkten Demokratie sicherstellt. Eine unkritische Übernahme von EU-Standards oder eine vertiefte institutionelle Verflechtung, die unsere rechtsstaatlichen Garantien schwächt, ist abzulehnen. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie in der Lage ist, eigenständige und für sie vorteilhafte bilaterale Beziehungen zu gestalten, und dieser Weg sollte beibehalten werden, anstatt sich in ein einseitiges Abhängigkeitsverhältnis zu begeben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Bemerkung zur inländischen Umsetzung bedarf einer deutlichen kritischen Überarbeitung, um die erheblichen Bedenken bezüglich der Souveränität und der demokratischen Legitimation angemessen zu artikulieren. Eine pauschale Zustimmung zur inländischen Umsetzung, wie sie hier angedeutet wird, ignoriert die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die direktdemokratischen Instrumente.

Es muss explizit festgehalten werden, dass die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige nationale Debatte und ohne die Möglichkeit der direkten demokratischen Kontrolle eine Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien darstellt. Gemäss Artikel 41 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die politische Bildung (BpbG) ist die Förderung des Verständnisses für die politischen Prozesse unerlässlich. Die vorliegende Vorlage scheint dieses Ziel zu untergraben, indem sie die Einbindung des Souveräns in die Gestaltung der Gesetzgebung erschwert.

Ferner wirft die mangelnde Transparenz bei der Übernahme von EU-Bestimmungen Fragen hinsichtlich der rechtsstaatlichen Garantien auf. Artikel 6 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) verankert das Prinzip der Rechtsgleichheit und der Verlässlichkeit des Rechts. Eine ungeprüfte und automatische Übernahme von EU-Regulierungen kann dazu führen, dass die schweizerische Rechtsordnung von nicht demokratisch legitimierten Akteuren beeinflusst wird, was der rechtsstaatlichen Grundordnung der Schweiz widerspricht.

Die Begründung, dass eine solche Umsetzung der "dynamischen Rechtsentwicklung" der EU Rechnung trage, ist in diesem Kontext problematisch. Sie impliziert, dass die Schweiz sich einer externen Rechtssetzung unterwerfen soll, ohne dass die nationalen Interessen und die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz angemessen berücksichtigt werden können. Dies steht im Widerspruch zur verfassungsrechtlichen Kompetenzverteilung und der Autonomie der Schweiz, wie sie auch in den Grundsätzen des Bundesverfassungsgesetzes (BV) verankert ist.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die inländische Umsetzung ohne vorgängige parlamentarische und volksdemokratische Prüfung die Möglichkeit der effektiven Rechtsanwendung und Rechtsdurchsetzung erschwert. Die Einhaltung von Fristen und die Anpassung der nationalen Gesetzgebung an fortlaufend neue EU-Vorgaben können zu einem administrativen Mehraufwand und zu Rechtsunsicherheiten führen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene generelle Bemerkung zur inländischen Umsetzung eine äusserst kritische Betrachtung verdient. Es bedarf einer klaren Darlegung der Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die direkte Demokratie, bevor jegliche

Form der automatischen Übernahme von EU-Recht in Betracht gezogen werden kann. Die Notwendigkeit einer sorgfältigen Prüfung und nationalen Legitimation jeder einzelnen Regelung muss unterstrichen werden.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom stellen eine gefährliche Aufgabe unserer Energiesouveränität dar und untergraben die Grundfesten unserer bewährten Energieversorgung. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, namentlich die Übertragung von Kompetenzen an ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz. Dies bedeutet faktisch, dass zukünftige Richtlinien für unsere kritische Infrastruktur in Brüssel gefällt werden, ohne dass wir über Einflussnahme verfügen.

Die Schweizerische Energie-Ombudsstelle (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Sie ist damit gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dieses Vorgehen markiert das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung, wie sie das bestehende Stromversorgungsgesetz (StromVG) vorsieht. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG, birgt unkalkulierbare Risiken. Sie wird unweigerlich zu einer gesteigerten Preisvolatilität führen, was insbesondere KMU und Haushalte mit höheren Stromkosten belasten wird. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, welche der freie Markt nicht zu tragen vermag, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Darüber hinaus gefährdet die EU-Beihilfenregelung existenziell das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit abgeschafft werden. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden ebenfalls geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die neue Regelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG stellt einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, wobei die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird und niemand mehr klare Verantwortung trägt. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastruktur und unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Stärkung des Lohnschutzes im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und dienen lediglich als kosmetische Massnahme. Die Ausweitung der Personenfreizügigkeit wird zu einem massiven Druck auf die Schweizer Löhne führen, dem die vorgeschlagenen Massnahmen nicht standhalten können. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden diese Mechanismen durch EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber unbestreitbar weniger effektiv als die bisherigen flankierenden

Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Der angepriesene Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Massnahmen untergraben die Souveränität und die Wirksamkeit unseres Lohnschutzes zugunsten einer EU-Konformität, die für die Schweiz nachteilig ist.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung dar. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem klaren Willen des Schweizer Volkes. Die Einführung eines "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, quasi einer "Niederlassung C PLUS", schafft einen praktisch unentziehbaren Status, selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke, deren Kosten unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler abgewälzt werden.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Bestimmungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familien erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, was eine unzumutbare finanzielle Belastung für Kantone und Gemeinden bedeutet. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist eine reine Farce. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird, und Drohungen mit EU-Strafmassnahmen bei einer etwaigen Anwendung entlarven sie als Erpressungsinstrument.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch entmachtet werden. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von

Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss EU-Bürger, selbst bei Abhängigkeit, kaum mehr möglich. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) und die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen im BGVBG und MedBG, GesBG sowie PsyG ersetzen eine sorgfältige nationale Prüfung durch unkontrollierte EU-Mechanismen, was die Qualitätssicherung und Patientensicherheit gefährdet. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen im Freizügigkeitsgesetz (Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese gesamte Paket stellt eine unannehmbare Kapitulation vor Brüssel dar und missachtet die grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie und nationalen Selbstbestimmung.

Finanzieller Beitrag

Ich lehne die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in der Schweizer Rechtsordnung entschieden ab. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese bisher flexiblen Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die Möglichkeit, über jeden einzelnen Beitrag souverän zu entscheiden. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern.

Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Kohäsionsbeiträge birgt die Gefahr unaufhaltsam steigender Forderungen seitens der EU. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, dessen tatsächliche Höhe durch diesen Mechanismus massiv überschritten werden dürfte. Die Schweiz würde somit faktisch zu einer Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht, gezwungen, den diktierten Forderungen nachzukommen, ohne dafür garantierte Gegenleistungen wie einen verbesserten Marktzugang zu erhalten.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist nicht nur eine technische Formalität, sondern eine strategische Verankerung der Kohäsionszahlungen als integralen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung. Dies signalisiert die Akzeptanz einer dauerhaften Zahlungsverpflichtung gegenüber der EU. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der angesehene Zweck der Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum konkrete Vorteile bringt. Es handelt sich hierbei um eine faktische Zwangsabgabe, die die demokratische Legitimation vermissen lässt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Schwächung unserer nationalen Souveränität und unserer föderalistischen Ordnung dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung regionaler, wirtschaftlicher oder kultureller Anliegen eingesetzt werden, soll einem starren und technokratischen Kontrollregime der Europäischen Union unterworfen werden.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionellisiert diese Unterwerfung. Mit der Schaffung einer Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG als zentrale Kontrollinstanz fungiert, wird die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt. Diese Behörde, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, wird künftig nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung und untergräbt die demokratisch legitimierte Förderpraxis.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können künftig von der Beihilfekammer im Rahmen einer abstrakten Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG vor Bundesgericht gezogen und gekippt werden. Dies degradiert die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten und höhlt die kantonale Autonomie in einer Weise aus, die für unseren Föderalismus inakzeptabel ist.

Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht gemäss Art. 31a VGG wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird.

Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Schaffung des BHÜG und die Anpassungen im BGG, zielen darauf ab, kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr der EU-Kontrolle zu unterstellen und damit unsere strategische Autonomie und den Service public zu gefährden. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese umfassende Unterstellung unter EU-Recht und die damit einhergehende Entmachtung nationaler und kantonaler Entscheidungsträger ist entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» stellt keine Verbesserung, sondern eine weitreichende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk «Vom Hof auf den Tisch» dar. Dies ist nicht nur eine unannehmbare Preisgabe unserer Souveränität, sondern bedroht ganz konkret unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar in Gefahr. Die erzwungene Angleichung an oft deutlich tiefere und auf Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte und international anerkannte Label «Made in Switzerland» wird massiv entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt unsere Wirtschaft.

Besonders besorgniserregend ist die in das Abkommen eingebaute «Guillotineklausel». Diese verknüpft das vorliegende Regelwerk mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens, sei sie auch noch so berechtigt, würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit manövriert.

Des Weiteren wird durch die Übernahme der EU-Vorschriften eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an einem lokalen Anlass müssten die komplexen und auf die Schweizer Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht

nicht nur die Vielfalt, sondern auch die wirtschaftliche Existenz von lokalen Betrieben und Traditionen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt hierbei einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns ferner, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren ihm eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und entziehen dem demokratischen Prozess die Kontrolle.

Die vorgeschlagene Regelung ist somit keine Lösung für mehr Lebensmittelsicherheit, sondern ein gefährliches Instrument zur Aushöhlung unserer Standards, unserer Souveränität und unserer wirtschaftlichen Unabhängigkeit.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnsektor, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Die Liberalisierung des Marktes durch die Zulassung von Kabotage, wie sie durch die geplante Einführung des neuen Art. 40ater EBG vorgesehen ist, öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor. Dies führt zwangsläufig zu einer "Rosinenpickerei", bei der profitorientierte ausländische Unternehmen lediglich die lukrativen Hauptstrecken bedienen. Die Konsequenz ist eine massive Schwächung der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Aufrechterhaltung des gesamten Netzes, einschliesslich der unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien, verantwortlich sind. Die Finanzierungsgrundlage unseres Service public wird somit direkt untergraben.

Die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates ist als rechtlich unverbindliches Dokument zu werten und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Regulierungen. Dies offenbart die Illusion von Handlungsspielraum. Die Schweiz verliert schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur, da künftige Regelwerke, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zwangsläufig übernommen werden müssten. Dies bedeutet eine weitere Verlagerung nationaler Steuerungs- und Regelungskompetenzen an zentrale EU-Stellen.

Die geplante Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen anhand der besten Lösungen für die Schweiz zu treffen, werden künftig EU-konforme Kriterien zu erfüllen sein, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr oder für die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten, wie dies das EU-Beihilferecht vorsieht, bedroht die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger. Diese Übernahme von EU-Recht untergräbt massiv die Grundpfeiler unseres Service public und gefährdet die Sicherstellung einer flächendeckenden und bedarfsgerechten Verkehrsversorgung in der Schweiz.

HUMBERT Patrick
Route de Surpierre 98

1527 VILLENEUVE
FRIBOURG

Villeneuve, le 20 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

PATRICK HUMBERT

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Yvar Philipp Jungo (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Yvar Philipp Jungo · 0797994449 · yvar.jungo@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Die Annahme, dass eine Vertiefung der bilateralen Abkommen automatisch zu einer Verbesserung der Situation führen wird, ignoriert die fundamentalen Unterschiede in den politischen und rechtlichen Systemen der Schweiz und der Europäischen Union.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Untergrabung der Schweizer Souveränität. Die Europäische Union verfolgt eine Politik der ständigen Weiterentwicklung ihres Rechtsbestandes, der sogenannten «Errungenschaften». Eine Übernahme neuer EU-Regulierungen, wie sie in Abkommen typischerweise vorgesehen ist, würde die Schweiz in eine Abhängigkeit von sich ständig ändernden EU-Vorgaben manövrieren. Dies steht im klaren Widerspruch zum Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit und die freiheitliche Ordnung der Schweiz schützt. Die Integration in den europäischen Binnenmarkt darf nicht auf Kosten der nationalen Entscheidungsfreiheit geschehen.

Die Mechanismen der Streitbeilegung, wie sie in aktuellen und zukünftigen Abkommen diskutiert werden, geben Anlass zu gravierenden Bedenken. Die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder einer ihm ähnlichen Instanz bei der Auslegung von Abkommen, die auf Schweizer Recht zurückwirken, wäre eine inakzeptable Verlagerung von Rechtsprechungskompetenzen. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, wie er im Artikel 30 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz muss ihre eigene Gerichtsbarkeit und die Hoheit ihrer Gesetzgebung wahren.

Weiterhin ist fraglich, ob die vermeintlichen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Anbindung an die EU die damit verbundenen rechtlichen und politischen Nachteile aufwiegen. Die schweizerische Wirtschaft hat sich bisher erfolgreich im globalen Wettbewerb behauptet, ohne die Souveränität zu opfern. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass etablierte Schweizer Standards und Modelle, die sich bewährt haben, über Bord geworfen werden müssen. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit eher schwächen als stärken.

Die Formulierung «Stabilisierung der Beziehungen» scheint eher ein Euphemismus für eine schrittweise Integration unter veränderten Vorzeichen zu sein. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Zusammenarbeit klar definiert ist und keine automatischen Übernahme von EU-Recht vorsieht. Die Interessen und die Rechtsordnung der Schweiz haben hierbei stets oberste Priorität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und rechtsstaatlicher Prinzipien. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht wirft die Frage auf, inwieweit die Schweiz ihre eigenständige Gesetzgebungskompetenz beibehalten kann. Die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen ohne Anpassungsmöglichkeit würde die Schweiz in eine Position versetzen, in der sie EU-Recht exekutiert, ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung zu haben. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Selbstbestimmung und die nationale Identität der Schweiz garantiert.

Die Auswirkungen auf die Rechtsstaatlichkeit sind ebenfalls gravierend. Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass Regelungen in die Schweizer Rechtsordnung einfliessen, deren dogmatische Grundlagen und dogmatische Entwicklungen nicht vollständig mit dem schweizerischen Rechtsverständnis übereinstimmen. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz für die Auslegung von EU-Recht, auch in Bezug auf die Schweiz, ist problematisch. Gemäss Artikel 164 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung hat das Parlament die Aufgabe, über die Erfüllung der Bundesaufgaben zu wachen und die Regierung zu kontrollieren. Wenn die Gerichte in der Schweiz verpflichtet wären, EU-Recht gemäss der Rechtsprechung des EuGH auszulegen, würde dies die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte einschränken und das Prinzip der Volkssouveränität untergraben.

Die finanzielle Dimension der Vereinbarungen verdient ebenfalls kritische Betrachtung. Die Übernahme von Verpflichtungen zur finanziellen Beteiligung an EU-Programmen, ohne klare Gegenleistungen oder Mitspracherechte bei der Mittelverwendung, stellt eine zusätzliche Belastung für den schweizerischen Steuerzahler dar. Dies könnte im Widerspruch zu den Grundsätzen einer soliden Finanzpolitik stehen, die im Artikel 126 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist.

Insgesamt erwecken die vorliegenden Verhandlungsergebnisse den Eindruck, dass die Schweiz erheblich an Gestaltungsspielraum und Souveränität einbüssen könnte. Eine vorsichtige und kritische Prüfung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger gewahrt bleiben. Es muss gewährleistet sein, dass die Schweiz ihre rechtsstaatlichen Prinzipien und ihre demokratische Legitimation uneingeschränkt beibehalten kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländischen Umsetzungsmechanismen, wie sie in der vorliegenden Vernehmlassung vorgeschlagen werden, geben zu erheblichen Bedenken Anlass und werfen Fragen bezüglich ihrer Vereinbarkeit mit grundlegenden Prinzipien schweizerischer Souveränität und Rechtsetzung auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtstiteln ohne entsprechende Anpassung an unsere nationalen Bedürfnisse und Verfassungsgrundsätze ist äusserst problematisch.

Das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht, wie es in Art. 12 des Bundesgesetzes über die Institutionen der Europäischen Union (EU-IG) vorgesehen sein könnte, untergräbt die Gewaltentrennung und die Rolle des schweizerischen Parlaments. Die automatische Übernahme von Verordnungen und Richtlinien würde die parlamentarische Debatte und die demokratische Legitimation der Gesetzgebung entkräften. Es ist nicht nachvollziehbar, wie ein solches Vorgehen mit Art. 164 der Bundesverfassung (BV) vereinbar sein soll, welcher die Gesetzgebungskompetenz des Bundesrates und der Bundesversammlung regelt. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die nicht mehr dem Willen des Souveräns entspricht, ist evident.

Darüber hinaus ist die Frage der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die Auslegung und Anwendung des zu übernehmenden Rechts nicht ausreichend geklärt. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH würde die Unabhängigkeit der schweizerischen

Gerichte und die Souveränität der Schweiz in Rechtsfragen massiv beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu Art. 190 BV, der besagt, dass Bundesgesetze und das Völkerrecht massgebend sind. Die Möglichkeit, dass der EuGH in Bereiche eingreift, die traditionell der schweizerischen Hoheit unterliegen, ist eine inakzeptable Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien.

Auch die finanziellen Implikationen der vorgeschlagenen Übernahme von EU-Recht müssen kritisch hinterfragt werden. Die Übernahme von Bestimmungen kann zu zusätzlichen Kosten für die öffentliche Hand und die Wirtschaft führen, ohne dass der Nutzen für die Schweiz klar ersichtlich ist. Eine sorgfältige Kosten-Nutzen-Analyse, die auch die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen berücksichtigt, fehlt bisher. Die mangelnde Transparenz und die unklare Haftung in diesem Zusammenhang sind ebenfalls Besorgnis erregend.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Mechanismen zur inländischen Umsetzung von EU-Recht grundlegende verfassungsrechtliche Prinzipien verletzen und die schweizerische Souveränität gefährden. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Rechtsübernahme einer strengen Prüfung unterzogen wird und die Interessen der Schweiz sowie die Prinzipien unserer direkten Demokratie stets an erster Stelle stehen. Die vorliegenden Vorschläge genügen diesem Anspruch in keiner Weise.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den eidgenössischen Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist höchst problematisch. Sie öffnet ausländischen Anbietern die Tür, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dies bedeutet unweigerlich eine "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen nur die profitablen Verbindungen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Betriebe auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Diese Entwicklung untergräbt die finanzielle Basis unseres bewährten Service public und gefährdet langfristig die Qualität und die flächendeckende Versorgung aller Bürgerinnen und Bürger mit öffentlichen Verkehrsleistungen.

Des Weiteren droht die Anwendung des EU-Beihilferechts die bestehenden und für die Schweiz essenziellen Subventionsmodelle im Schienenverkehr zu kippen. Subventionen, die heute zur Gewährleistung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung des Rollmaterials unerlässlich sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hat direkte Auswirkungen auf die Finanzierung und die operative Leistungsfähigkeit der Bahninfrastruktur.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, welche als Schutzmassnahme präsentiert wird, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz das Recht dynamisch übernehmen müsste, sind wir zukünftigen EU-Regulierungen, wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), schutzlos ausgeliefert. Diese dynamische Rechtsübernahme bedeutet eine schleichende Preisgabe der nationalen Steuerungskompetenz zugunsten zentraler EU-Stellen und schwächt somit unsere Souveränität im Bahnbereich zusehends.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der für die Schweiz besten Lösungen zu ermöglichen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Massnahmen geeignet, den schweizerischen Service public zu schwächen und die nationale Kontrolle über unsere Bahnlogistik zu untergraben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit und Ausgestaltung äusserst fragwürdig und lassen erhebliche Bedenken

hinsichtlich der Kompensation des durch die EU-Erweiterung entstehenden Lohndrucks aufkommen. Es ist offensichtlich, dass die angepriesenen Schutzmechanismen eher kosmetischer Natur sind und den massiven Druck auf die Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion des Lohngefüges.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber deutlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die angeblichen Verbesserungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der im Entwurf vorgesehene spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, neue Art. 335l bis 335q OR, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt mangelt es den vorgeschlagenen Anpassungen an einer echten Stärkung des Schweizer Lohnschutzes; stattdessen werden unsere bewährten Prinzipien aufgeweicht und unsere Souveränität eingeschränkt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Überwachung staatlicher Beihilfen durch die EU stellen einen tiefgreifenden und bedenklichen Eingriff in die Souveränität und die föderalistischen Strukturen der Schweiz dar. Die heutige Praxis, bei der staatliche Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer nationalen Politikgestaltung und demokratischen Legitimation.

Die Souveränität der Kantone wird durch die Einführung eines zentralen EU-konformen Kontrollregimes in Bern massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone zu Bittstellern herabgestuft, deren Entscheidungen von einer übergeordneten Stelle abgesegnet werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und die kantonale Autonomie, die durch die neue Beihilfekammer, die als „verlängerter Arm der EU“ agiert, weiter geschwächt wird. Die mangelnde demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist inakzeptabel.

Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird nicht nur die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt, sondern auch die Schweiz zur reinen Regel-Empfängerin der EU degradiert. Die Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwirft. Dies betrifft kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr.

Besonders stossend für unseren Föderalismus ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter.

Die Schaffung des BHÜG und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) zur Schaffung der neuen Beihilfekammer in der WEKO führen zu einer gefährlichen Machtkonzentration. Diese „Superbehörde“ wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzen, was den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht widerspricht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt besteht die Gefahr, dass die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz unwiderruflich zerstört wird.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsion werfen schwerwiegende Bedenken auf und stellen eine erhebliche Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Insbesondere die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter, freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist äusserst problematisch. Dies bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und die Delegitimierung demokratischer Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die anfangs genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr darf keineswegs als fixe Grösse verstanden werden. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv höherer Forderungen in der Zukunft, denen die Schweiz schlichtweg nicht mehr wird widersprechen können. Wir drohen, zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden, während unsere Zahlungen verbindlich werden, ohne dass hierfür eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsmacht über jeden einzelnen Beitrag. Dieses Gesetz ist das prägnante instrumentelle Werkzeug, um die Schweiz fortwährend zur Kasse zu bitten. Es transformiert eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt durch die Etablierung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine reine Formalität; sie integriert diese Abgaben tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als Dauerbestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist äusserst trügerisch. Hier wird der Anschein von Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und damit die demokratische Debatte zu umgehen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unannehmbare Gefährdung unserer sozialen Sicherheit dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch das Volk und die Kantone verankert. Die massiv erleichterte Zuwanderung, insbesondere durch die Verkürzung des Daueraufenthaltsrechts auf nur noch fünf Jahre, schafft einen

de facto unentziehbaren Status, selbst bei kriminellem Verhalten oder chronischem Bezug von Sozialhilfe. Dies ist keine Verbesserung, sondern eine Einladung zur Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen werden.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern übersteigt jegliches Mass und führt zu einem unkontrollierbaren Zuzugsdruck und einer explodierenden Soziallast. Die angebliche Schutzklausel, wie sie im neuen Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, entpuppt sich als leeres Versprechen. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht bei ihrer Anwendung die Reaktion der EU mit Sanktionen, was diese Bestimmung zu einer reinen Erpressungsklausel degradiert.

Die automatisierte Rechtsübernahme nach der sogenannten "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts im sensiblen Bereich der Zuwanderung faktisch nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialwerke, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss praktisch unmöglich machen. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags aus Artikel 121a BV.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Massnahme ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen abzufedern, und belastet die Studierenden sowie die Reputation unserer Hochschulen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Übernahme des Europäischen Berufsausweises im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und dessen Einführung im Medizinalberufegesetz (Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (Art. 37 Abs. 4) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung und die Patientensicherheit in diesen hochsensiblen Bereichen. Diese umfassenden Anpassungen sind keine technische Notwendigkeit, sondern eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht, die unsere Grundprinzipien und unsere Unabhängigkeit bedroht.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit', stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich nicht um eine rein sicherheitstechnische Angleichung, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter die EU-Strategie 'Vom Hof auf den Tisch'. Diese Politik gefährdet unsere anerkannt hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die ein wichtiges Markenzeichen und einen Wettbewerbsvorteil darstellt, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich entwertet.

Besorgniserregend ist die damit verbundene 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der Gruppe I verknüpft. Eine Kündigung des vorliegenden, schädlichen Abkommens würde somit das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns einer unannehmbaren Abhängigkeit ausliefert.

Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden, was die Unabhängigkeit und Selbstbestimmung unseres Landes untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine würden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Dies bedroht lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regelwerk unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an unseren etablierten hohen Standards.

Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sehen die Aufhebung unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards vor. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, breit akzeptierten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, wodurch wir die Fähigkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Ferner sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) als Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu verstehen. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt sich der Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was uns die Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen nimmt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, die eine engere Anbindung an die Europäische Union vorsehen, sind aus Sicht der nationalen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit äusserst bedenklich. Mit der Einbindung in die europäische Aufsichtsstruktur, wie beispielsweise ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten mittragen muss, aber keine Entscheidungsbefugnis besitzt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung über unsere kritische Infrastruktur. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» zu verkommen. Sie müsste unzweifelhaft undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung darstellt.

Existenziell gefährdet scheint zudem die Schweizer Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone schwächen und die Entwicklung unseres wichtigsten erneuerbaren Energieträgers beeinträchtigen. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für dezentrale Produzenten, wie im Energiegesetz (EnG) verankert, wird durch die Marktliberalisierung nach EU-Vorbild ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.)

vorgesehen ist, setzt die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt aus. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernimmt. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht abdeckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung weiter. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Schweiz im Rahmen einer solchen vertraglichen Einbindung ihre Unabhängigkeit wahren und eigene politische Entscheidungen im Einklang mit den Interessen ihrer Bevölkerung treffen kann. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Mitspracherechte auf Augenhöhe geniesst, untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie im Schweizer Recht verankert sind.

Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, wie sie in den sektoriellen Abkommen vorgesehen ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (SR 171.10) legt fest, dass die Gesetzgebungskompetenz bei den eidgenössischen Räten liegt. Durch die automatische Rechtsübernahme würde diese Kompetenz de facto an die Europäische Union abgetreten, was eine gravierende Aushöhlung der innerstaatlichen Gesetzgebungsprozesse darstellt. Die Auswirkungen auf die Rechtsetzungskompetenz des Parlaments und die Mitwirkungsrechte der Bürgerinnen und Bürger sind besorgniserregend.

Darüber hinaus wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ernste Bedenken auf. Eine obligatorische Gerichtsbarkeit des EuGH für die Auslegung und Anwendung des übernommene EU-Rechts, wie sie in vielen Bereichen des Pakets angestrebt wird, widerspricht dem in der Schweizerischen Bundesverfassung verankerten Recht auf ein unabhängiges und unabhängiges Gericht. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, der nicht der Schweizerischen Rechtsordnung verpflichtet ist, könnte zu einer Untergrabung der rechtsstaatlichen Prinzipien und der Gewährleistung eines fairen Verfahrens führen. Der Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in Artikel 164 der Bundesverfassung (SR 101) vorgesehen ist, könnte durch die faktische Oberhoheit des EuGH gefährdet werden. Es ist fraglich, ob eine solche Abhängigkeit mit den Grundwerten der Schweizerischen Demokratie und Rechtsstaatlichkeit vereinbar ist.

Die Annahme dieses Pakets würde somit eine schleichende Verwässerung der Schweizerischen Souveränität bedeuten und die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, eigene, an ihren spezifischen Bedürfnissen ausgerichtete politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen. Es ist unerlässlich, die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz kritisch zu prüfen und sicherzustellen, dass jegliche Vereinbarungen die Kernprinzipien unserer Demokratie und Rechtsstaatlichkeit nicht kompromittieren. Die bisherigen Vorschläge lassen diesbezüglich erhebliche Zweifel aufkommen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Beatrice Kerle (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Beatrice · beakerle@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die dargelegten Ziele tatsächlich eine Stabilisierung im Sinne der Schweiz bewirken, oder ob sie vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäische Rechtsordnungen intendieren. Insbesondere Artikel 12 der Bundesverfassung (BV), der die Souveränität der Schweiz betont, scheint durch die angestrebte Annäherung gefährdet. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in selektiven Bereichen, birgt die Gefahr einer Erosion der direkten Demokratie und der parlamentarischen Autonomie. Die Schweiz würde sich neuen Verpflichtungen aussetzen, deren Entstehung und Weiterentwicklung sie nur bedingt beeinflussen kann. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des schweizerischen Rechtsverständnisses, welches auf direkter Legitimation und Volksinitiativen beruht. Darüber hinaus muss die Frage nach der Kompatibilität mit Artikel 139 BV, welcher die Aufnahme in internationale Organisationen regelt, gründlich beleuchtet werden. Eine zu enge Bindung an die EU, die nicht auf einer Mitgliedschaft beruht, könnte faktisch zu einer Aushöhlung der schweizerischen Unabhängigkeit führen, ohne dass die damit verbundenen Mitgestaltungsrechte einer Mitgliedschaft gegeben wären. Das Prinzip der Nicht-Diskriminierung, wie es im GATT/WTO-Recht und in bilateralen Verträgen festgeschrieben ist, könnte durch eine differenzierte Behandlung im Rahmen der angestrebten neuen Abkommen untergraben werden, was zu neuen Handelshemmnissen oder Ungleichbehandlungen führen könnte. Die finanziellen Verpflichtungen, die mit einer Vertiefung der Beziehungen einhergehen könnten, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Ohne eine klare und transparente Darstellung der daraus entstehenden Kosten ist es schwierig, eine fundierte Entscheidung zu treffen. Die Autonomie der Schweiz bei der Festlegung ihrer eigenen wirtschaftlichen und sozialen Politiken, die durch Artikel 109 BV und weitere Bestimmungen geschützt ist, darf nicht durch die Notwendigkeit, sich an europäische Standards anzupassen, geopfert werden. Es bedarf einer sorgfältigen Abwägung, ob die angestrebten Vorteile die inhärenten Risiken einer stärkeren Verflechtung mit der EU aufwiegen. Die Wahrung der schweizerischen Identität und der direkten Demokratie muss oberste Priorität haben. Die vorliegenden Vorschläge scheinen diese Priorität nicht in ausreichendem Masse zu berücksichtigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus einer kritisch-skeptischen Perspektive heraus äusserst bedenklich und bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, bevor eine positive Stellungnahme in Erwägung gezogen werden kann. Es bestehen erhebliche Zweifel, ob das Paket im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung und insbesondere mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der Souveränität steht. Die inhaltliche Ausgestaltung des Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass der Schweizer Souverän darauf direkten Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Bundesgesetzes über die politischen Rechte, welches die Mitwirkung der Bürgerinnen und Bürger an politischen Entscheidungen gewährleistet. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte garantiert die Ausübung der politischen Rechte, einschliesslich des Referendums und der Initiative. Durch die automatische Übernahme von EU-Recht in den verschiedenen Sektoren, wie im vorgeschlagenen Paket angedeutet, wird die Möglichkeit, über diese Materien mittels Volksabstimmung zu entscheiden, massiv eingeschränkt oder gar verunmöglicht. Ferner sind die potenziellen Auswirkungen auf die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung und die Souveränität des Schweizer Parlaments tiefgreifend. Artikel 164 der Bundesverfassung legt fest, dass das Parlament die oberste gesetzgebende Behörde des Bundes ist. Durch die Akzeptanz eines

Pakets, das eine übergeordnete Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) vorsieht, wird die Fähigkeit des Parlaments, eigenständig Gesetze zu erlassen und die Auslegung des Rechts zu bestimmen, untergraben. Die Rolle des EuGH als letzte Instanz in vielen relevanten Fragen bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Gesetzgebers und der Schweizer Richter. Die Argumentation, dass ein solches Paket notwendig sei, um den bilateralen Beziehungen Stabilität zu verleihen, überzeugt nicht, wenn die Kosten dafür die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung sind. Es stellt sich die drängende Frage, ob der angestrebte wirtschaftliche Nutzen die gravierenden Einschränkungen der politischen Autonomie rechtfertigt. Solange nicht dargelegt werden kann, wie die Schweizer Souveränität und die direkten Mitwirkungsrechte der Bürgerinnen und Bürger im Sinne der Bundesverfassung umfassend gewahrt bleiben, ist eine positive Gesamtbeurteilung dieses Pakets ausgeschlossen. Es muss eine klare und nachvollziehbare Lösung gefunden werden, die sicherstellt, dass die Schweiz ihre Rechtsordnung eigenständig bestimmt und ihre Bürgerinnen und Bürger weiterhin die Möglichkeit haben, über entscheidende politische Fragen abzustimmen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur innerstaatlichen Umsetzung werfen erhebliche und bisher nicht ausreichend adressierte Bedenken auf, die eine kritische Überprüfung unerlässlich machen. Insbesondere die unklare Abgrenzung der Kompetenzen und die potenzielle Erosion der Souveränität sind besorgniserregend. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) legt klare Bestimmungen für die Vertragsgestaltung und die Pflichten der Parteien fest. Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, drohen, die Flexibilität und die rechtsstaatlichen Prinzipien des Schweizer Rechts zu untergraben. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts betont die Selbstbestimmung der Parteien bei der Gestaltung ihrer Verträge. Die vorgeschlagene automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Prinzip aushöhlen, da die Schweiz in ihrer Gestaltungsfreiheit stark eingeschränkt würde. Zudem sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die Gerichte zu berücksichtigen. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die Anerkennung der primären Geltung von EU-Recht, wie sie in ähnlichen Abkommen vorkommt, stünde im direkten Widerspruch zu diesem fundamentalen Grundsatz. Die Möglichkeit, dass Gerichte EU-Recht direkt anwenden müssten, ohne dass dieses vorgängig vom Schweizer Parlament in nationales Recht überführt wurde, würde die Gewaltentrennung und die demokratische Legitimation von Gesetzen in Frage stellen. Die Haftung des Bundes für allfällige Schädigungen, die aus der Umsetzung von EU-Recht resultieren, ist ebenfalls unklar geregelt. Das Verantwortlichkeitsgesetz (VG) regelt die Haftung des Staates für Schäden, die durch Organe des Bundes verursacht werden. Ohne klare Regelungen über die Quellen und die Zuständigkeit für die Anwendung von EU-Recht wird es schwierig, diese Haftung effektiv durchzusetzen. Die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung der Mechanismen zur Übernahme und Umsetzung von EU-Recht lässt zudem Raum für Spekulationen über die tatsächlichen Konsequenzen für Schweizer Unternehmen und Bürger. Die Rechtsunsicherheit, die daraus resultiert, ist für die Schweizer Wirtschaft und die Bevölkerung inakzeptabel. Es bedarf klarer und verbindlicher Regelungen, die die Souveränität der Schweiz wahren und die Rechte der Bürger schützen. Eine blosse Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Anpassungen und Sicherungsvorkehrungen ist abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist zutiefst problematisch. Gemäss dem angestrebten Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), welches gemäss Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB in unsere Rechtsordnung integriert werden soll, werden diese Zahlungen von einer politischen Geste zu einer permanenten und rechtlich bindenden Verpflichtung erhoben. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, da das Gesetz einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen etabliert (Art. 1 KoBG) und somit die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Die anfänglich kolportierte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu deutlich höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird zu einer automatischen Nettozahlerin, ohne im Gegenzug eine Garantie für verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Dies bedeutet, dass die Schweiz für eine institutionelle Anbindung bezahlt, die primär zu Lasten unserer Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile bietet. Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung, welche die Kohäsionszahlungen mit dem

"guten Namen" der Schweizer Friedensförderung verknüpft, erscheint zudem irreführend. Es drängt sich der Eindruck auf, dass hier ein politisch heikles und umstrittenes Thema durch die Assoziation mit einem unbestrittenen Gut kaschiert werden soll, um die gesetzliche Legitimation zu erleichtern. Die faktische Einführung einer Zwangsabgabe, die die Schweiz zur Kasse bittet, ohne ihr ein Stimmrecht zu gewähren, ist mit den Prinzipien demokratischer Selbstbestimmung nicht vereinbar.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, insbesondere im Hinblick auf eine weitere Annäherung an das EU-Strommarktdesign, bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt unweigerlich dazu, dass die Schweiz als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht agiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Sie wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies höhlt die demokratische Legitimation unserer nationalen Regulierung aus. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und die lokale Wertschöpfung fördert, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden massiv geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve zur Sicherstellung der Versorgung in Trockenperioden, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer zukünftig die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU übernehmen diese Bürde vollumfänglich. Dieses Vorgehen birgt unkalkulierbare Risiken für die Stabilität unserer Energieversorgung. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz führt somit zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz wird dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht nicht nur unzureichend, sondern entpuppen sich als eine systematische Erosion des bewährten schweizerischen Schutzes. Die angedachten Schutzmechanismen erscheinen kosmetischer Natur und vermögen den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich auf die Schweizer Lohnstrukturen ausgeübt wird, keineswegs zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, mit besonders gravierenden Auswirkungen auf die mittleren und unteren Einkommensklassen. Es ist zutiefst bedenklich, dass der bestehende, effektive Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angeglichen wird. Die neuen Regelungen sind zweifellos bürokratischer,

doch ihre Effektivität im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen ist fraglich. Diese Entwicklung begünstigt vor allem ausländische Akteure, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch externen Druck. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel «Vom Hof auf den Tisch», stellt eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Standards dar. Dies ist nicht lediglich eine Massnahme zur Gewährleistung der Sicherheit, sondern eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine Bedrohung für unsere hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer Lebensmittel. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv in Gefahr. Das Label «Made in Switzerland» verliert an Wert, wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen wie jene aus der EU. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Besonders gravierend ist die beispiellose «Guillotineklausel», die dieses Abkommen unwiderruflich mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Jegliche Kündigung dieses schädlichen Agreements würde das gesamte Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, welche die souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz de facto blockiert. Die Befugnisse, die EU-Inspektoren zukommen sollen, um Schweizer Betriebe zu kontrollieren, sind ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden damit zu direkten Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Gleichzeitig droht eine Welle der Bürokratie unsere Produzenten zu überschwemmen. Kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine müssten dann die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein direkter Angriff auf die Schweizer Qualität und die Existenzgrundlage unserer Produzenten und Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Ebenso problematisch sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21), die uns zwingen, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Diese Massenübernahme von EU-Recht untergräbt unsere Souveränität, zerstört die Schweizer Qualität und bedroht die Existenz vieler unserer Betriebe.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Zuwanderung, geben zu tiefgreifenden Bedenken Anlass. Es drängt sich der Verdacht auf, dass hier eine schleichende Kapitulation vor den Vorgaben der Europäischen Union stattfindet, welche die Souveränität der Schweiz und die Interessen ihrer Bürger erheblich gefährdet. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach bereits fünf statt zehn Jahren widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung sowie dem klaren Willen des Schweizer Volkes. Dieses neue Recht, als 'Niederlassung C PLUS' bezeichnet, ist praktisch unentziehbar, selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern belastet auch unsere Sozialwerke und damit die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in unzumutbarer Weise. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, was angesichts der aktuellen Belastung unserer Sozialwerke und der steigenden Lebenserhaltungskosten für viele Schweizerinnen und Schweizer unerträglich ist. Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Land ausserhalb der EU beispiellos ist. Die Möglichkeit, nicht nur Ehepartner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und den damit verbundenen Sozialkosten führen. Dies ist keine verantwortungsvolle Migrationspolitik, sondern eine planmässige Überforderung unserer Kapazitäten. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist nichts weiter als reines Augengewisch. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch zu nutzen versuchen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine wirkliche Schutzklausel, sondern eine Erpressungsformel, die uns jegliche Handlungsfreiheit nimmt. Die automatisierte Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass unser Parlament und unser Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sein werden. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar und gefährdet die Möglichkeit, unsere Einwanderungspolitik an die Bedürfnisse und Realitäten der Schweiz anzupassen. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch ermöglichen. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) sowie die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens im HFKG (Artikel 61a) sind ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Schweizer Steuerzahler ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) stellen weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in das BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), das Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie das Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und das Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Berufsstandards darstellt. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Diese Vorlage gefährdet unsere Autonomie, unsere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unseres Sozialstaates in fundamentaler Weise.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine inakzeptable Einschränkung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bewährte Praxis, dass Subventionen primär politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die demokratische Legitimation lokaler Förderungen, sei es für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU, wird untergraben und einer zentralen, nicht demokratisch legitimierten Kontrolle unterworfen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv tangiert. Gemäss Art. 3 BHÜG wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die primär die EU-Kompatibilität durchsetzen und damit die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln wird. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide von einer übergeordneten Behörde geprüft und gekippt werden können. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist stossend, da sie der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt und

damit die kantonalen Instanzen weiter schwächt. Die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) ermöglicht es, kantonale Souveränität per Gerichtsurteil auszuhöhlen. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die föderalistischen Strukturen weiter. Das neue Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ermöglicht es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität zu untergraben. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide dienen nicht primär Schweizer Interessen. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die strategisch wichtigen Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Die Schweiz unterwirft sich damit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was unsere nationale wirtschaftspolitische Autonomie fundamental bedroht.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Landverkehr, insbesondere mit Blick auf das Eisenbahnwesen, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) und die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) sind mit tiefgreifenden negativen Konsequenzen verbunden. Die Einführung der Kabotage im EBG stellt einen direkten Angriff auf den etablierten Service public dar. Ausländische Unternehmen, oft von ihren Herkunftsländern subventioniert, werden die Möglichkeit erhalten, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere schweizerische Transportunternehmen auf den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies gefährdet die finanzielle Grundlage und damit die Qualität und den Umfang des Angebots, das die Schweizer Bevölkerung zu Recht erwartet. Die durch das EU-Beihilferecht drohende Neubewertung bestehender Subventionen ist ein weiterer Punkt grösster Besorgnis. Bewährte Beihilfen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Wettbewerbsfähigkeit und die operative Leistungsfähigkeit unserer Bahnunternehmen erheblich schwächen und letztlich die Bürgerinnen und Bürger indirekt belasten. Die vorgelegte "Gemeinsame Erklärung" vermag die befürchteten negativen Auswirkungen keinesfalls zu kompensieren. Sie ist als rechtlich unverbindlich einzustufen und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz würde somit sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur und die Regulierung des öffentlichen Verkehrs verlieren, was einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität gleichkommt. Die Anpassung im PBG zwingt uns zudem, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, anstatt nationale Interessen und die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz in den Vordergrund zu stellen. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein und birgt das Risiko suboptimaler und teurerer Lösungen für die Steuerzahler. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Integrität des Schweizer Service public im Landverkehr gravierend gefährden und die nationale Steuerungskompetenz auf unannehmbare Weise untergraben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und rechtlichen Bedenken. Es ist unerlässlich, die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien kritisch zu prüfen. Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Entstehung Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der demokratischen Legitimation, wie er im Schweizer Recht verankert ist. Insbesondere die Gefahr der schleichenden Souveränitätsabtretung ist angesichts der Art und Weise, wie EU-Recht durch den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) ausgelegt wird, evident. Die Rechtsprechung des EuGH, die im Rahmen von Verordnungen und Richtlinien verbindlich wird,

könnte dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden, das nicht im Einklang mit den Interessen der Schweiz steht oder gar schweizerisches Verfassungsrecht tangiert. Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Hoheit der Eidgenossenschaft, die durch eine fortlaufende Übernahme von fremdem Recht ohne angemessene Kontrollmechanismen erheblich gefährdet wird. Des Weiteren ist die Frage der Umsetzung und Anwendung des potenziell zu übernehmenden EU-Rechts äusserst problematisch. Die Mechanismen der Überwachung und des Rechtsstreits im Rahmen der EU bergen das Risiko einer Unterwerfung unter supranationale Gerichte, deren Urteile die schweizerische Rechtsordnung, wie sie beispielsweise im Obligationenrecht oder im Zivilgesetzbuch geregelt ist, unwiderruflich beeinflussen könnten. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch die zwingende Anwendung von EuGH-Urteilen ausgehöhlt werden. Die vorgesehene institutionelle Umsetzung, die eine ständige Überwachung und potenziell auch eine automatische Übernahme von Rechtsakten vorsieht, birgt das Risiko einer Aushebelung des parlamentarischen Mitspracherechts und der direkten Demokratie. Die Möglichkeit, dass das Schweizer Parlament durch eine externe Instanz in seiner Gesetzgebungskompetenz eingeschränkt wird, stellt eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Staatsform dar. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine erhebliche Gefahr für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Unabhängigkeit und die demokratische Legitimation darstellen. Es bedarf einer äusserst kritischen Prüfung, ob die vermeintlichen Vorteile die immensen Risiken für die Kernprinzipien der Schweiz aufwiegen können.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: bettina.koch@bluewin.ch
Sent: Montag, 20. Oktober 2025 12:36
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vertrag/Paket Schweiz-EU - Vernehmlassungsantwort

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Vernehmlassungsantwort - Stellungnahme

zu Händen EDA

NEIN zum neuen Paket Schweiz-EU

Sehr geehrte Damen und Herren,
Sehr geehrter Herr Bundesrat Cassis

Absender & Kontakt

Absender: Bettina Koch (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Bettina Koch · 0765692476 · bettina.koch@bluewin.ch

Beurteilung Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung):

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Insbesondere die drohende Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür verletzt das Prinzip der direkten Demokratie und untergräbt die Souveränität der Schweiz. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweizerische Eidgenossenschaft ein unabhängiges, souveränes Volk, das sich die Selbstbestimmung und die Achtung seiner Grundwerte verpflichtet hat. Die geplante Regelung, wonach das EU-Recht, einschliesslich zukünftiger Anpassungen, ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes oder Parlaments in das Schweizer Recht überführt werden soll, steht in fundamentalem Widerspruch zu diesem Grundsatz. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Seine Urteile hätten bindenden Charakter für die Schweizer Gerichte, was eine Aushebelung der nationalen Rechtsordnung und der hoheitlichen Gewalt der Schweizer Justiz darstellt. Dies widerspricht dem Artikel 190 der Bundesverfassung, der festhält, dass Schweizer Recht Vorrang vor fremdem Recht hat, es sei denn, das Völkerrecht sieht ausdrücklich etwas anderes vor. Die geplante Übernahme der EuGH-Rechtsprechung würde de facto eine Unterwerfung unter eine fremde Gerichtsbarkeit bedeuten, die nicht auf demokratischem Konsens der Schweizer Bevölkerung beruht. Die finanzielle Belastung, die mit dem institutionellen Abkommen verbunden ist, ist ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die erwarteten zusätzlichen Zahlungen an die EU, ohne dass eine entsprechende Gegenleistung in Form eines verbesserten Marktzugangs oder einer Stärkung der politischen Partnerschaft zu erwarten ist, stellen eine einseitige finanzielle Belastung dar. Dies steht im Kontrast zum Prinzip der finanziellen Solidarität und Autonomie, das in der Schweizer Verfassung verankert ist. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorliegende Paket nicht dem Interesse der Schweiz dient. Es birgt

erhebliche Risiken für unsere Souveränität, unsere demokratischen Institutionen und unsere finanzielle Autonomie. Bevor solche weitreichenden Entscheidungen getroffen werden, ist eine eingehende Prüfung und eine breite öffentliche Debatte unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger gewahrt bleiben. Die aktuellen Vorschläge scheinen diese Grundsätze zu missachten und führen zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Unabhängigkeit.

Weiterentwicklung und Stabilisierung Beziehungen zur Europäischen Union (EU):

Die Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union, wie sie in diesem Vorschlag dargelegt wird, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür verstösst fundamental gegen das Prinzip der direkten Demokratie und die Gewaltenteilung, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung (BV) verankert sind. Insbesondere Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) betreffend die Auslegung von Gesetzen muss hier kritisch hinterfragt werden. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, EU-Recht zu übernehmen, welches kontinuierlich und oft ohne direkte Mitsprache der Schweiz weiterentwickelt wird, untergraben wir die Fähigkeit unseres Parlaments, Gesetze zu erlassen, die im Einklang mit den schweizerischen Interessen und Werten stehen. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dazu führen, dass ein erheblicher Teil unserer Gesetzgebung durch externe Akteure bestimmt wird, was die demokratische Legitimation von Gesetzen massiv schwächt. Die angeblichen Vorteile einer solchen Annäherung erscheinen angesichts der gravierenden Nachteile fragwürdig. Die EU-Kommission behauptet, dies würde die Rechtssicherheit und die wirtschaftliche Integration fördern. Doch gerade die unklare Rechtslage und die ständige Furcht vor unliebsamen Übernahmen durch die EU haben die Beziehungen seit jeher belastet. Die vorgeschlagene Lösung scheint eher auf eine einseitige Anpassung der Schweiz an Brüssel hinauszulaufen, als auf eine echte Stabilisierung. Die Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt, die Sozialwerke und die Regulierung von Dienstleistungen sind potenziell gravierend. Besonders bedenklich ist die mangelnde Transparenz des Verfahrens und die fehlende Möglichkeit für das schweizerische Volk, über die weitreichenden Konsequenzen einer solchen automatischen Rechtsübernahme abzustimmen. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Rechten, die in der Bundesverfassung der Schweizer Bürgerinnen und Bürger garantiert sind, wie dem Recht auf politische Mitgestaltung und Volkssouveränität. Die EU-Richtlinien und -Verordnungen sind oft auf die spezifischen Bedürfnisse und Strukturen der Mitgliedstaaten zugeschnitten. Eine pauschale Übernahme ohne sorgfältige Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse könnte zu unerwünschten Nebeneffekten führen und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft schwächen. Die angeführte "Harmonisierung" könnte sich als eine erzwungene Angleichung entpuppen, welche die Einzigartigkeit des Schweizer Rechts- und Wirtschaftsraumes bedroht. Die Stärkung der Schweiz liegt in der Wahrung ihrer Unabhängigkeit und der Fähigkeit, ihre Gesetze eigenständig zu gestalten, nicht in der Unterwerfung unter fremde Rechtsordnungen.

Beurteilung inländische Umsetzung:

Die inländische Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken und Herausforderungen für die Souveränität und das Rechtssystem der Schweiz. Es ist daher unerlässlich, dass jede solche Umsetzung einer kritischen Prüfung unterzogen wird, um sicherzustellen, dass sie nicht zu einer schleichenden Untergrabung unserer nationalen Gesetzgebung und unserer demokratischen Prinzipien führt. Eine der grössten Gefahren liegt in der potenziellen Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten und Bedürfnisse. Das Prinzip der "uneingeschränkten Rechtsübernahme" droht, das schweizerische Rechtssystem zu destabilisieren und eine direkte Anwendbarkeit von EU-Richtlinien und -Verordnungen zu ermöglichen, die möglicherweise im Widerspruch zu unserer Verfassung und

unseren nationalen Interessen stehen. Artikel 138 der Bundesverfassung, der die Grundrechte der Bürger schützt, sowie die in Artikel 5 der Bundesverfassung verankerte Subsidiarität, könnten durch eine solche unkritische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden. Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass durch solche Abkommen die Kompetenzen des Bundesrates und der Verwaltung gestärkt werden, während die Rechte des Parlaments und des Volkes geschmälert werden. Dies könnte dazu führen, dass wichtige politische Entscheidungen ausserhalb des demokratischen Prozesses getroffen werden und die direkte Mitsprache der Bürgerinnen und Bürger eingeschränkt wird. Insbesondere die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) über die Auslegung und Anwendung von Abkommen entscheidet, stellt eine erhebliche Bedrohung für die rechtsstaatliche Souveränität der Schweiz dar. Der EuGH ist nicht an die schweizerische Bundesverfassung gebunden, und seine Urteile könnten somit zu einer de facto Einführung von EU-Recht führen, ohne dass das schweizerische Parlament oder das Volk die Möglichkeit haben, darauf Einfluss zu nehmen. Die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme von EU-Abkommen einhergeht, darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Schweiz müsste ihren Beitrag zu den EU-Haushalten leisten und sich an verschiedenen EU-Programmen beteiligen, was erhebliche finanzielle Verpflichtungen mit sich bringen würde, ohne dass ein entsprechender Nutzen für die schweizerische Wirtschaft oder Gesellschaft garantiert wäre. Die Auswirkungen auf die nationalen Finanzen und die Verteilung der Steuerlast sind noch nicht ausreichend geklärt und bedürfen einer gründlichen Analyse. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile die erheblichen Kosten und die damit verbundenen Risiken für unsere Souveränität aufwiegen. Wir fordern daher eine äusserst vorsichtige und kritische Haltung bei der Bewertung und Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union.

Landverkehr:

Die vorgeschlagenen Änderungen zur Regelung des Landverkehrs mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken, insbesondere im Hinblick auf die Sicherung des Service public im Schienenverkehr. Die potenzielle Anwendung des EU-Beihilferechts stellt eine direkte Bedrohung für bewährte Subventionsmodelle dar, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung von Rollmaterial unerlässlich sind. Diese Massnahmen sind entscheidend für die Aufrechterhaltung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Schweizer Bevölkerung und ihre Untergrabung wäre inakzeptabel. Die Zulassung von Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret in Artikel 40ater EBG, eröffnet die Möglichkeit für ausländische Anbieter, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken bedienen, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Dies gefährdet die finanzielle Basis unseres Service public nachhaltig. Die von der Regierung angeführte "Gemeinsame Erklärung" zur angeblichen Absicherung gegen die negativen Folgen des Abkommens ist rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz im Rahmen der bilateralen Verträge verpflichtet wäre. Es handelt sich lediglich um eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur ist besorgniserregend. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert, dass zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernommen werden müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Unabhängigkeit der Schweiz in diesem strategisch wichtigen Sektor massiv einschränken. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung völkerrechtlicher, also EU-Vorgaben, bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (Art. 32a Abs. 1bis PBG) schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen

Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die von der EU angestrebte Harmonisierung steht im Widerspruch zu den spezifischen Bedürfnissen und Prioritäten der Schweiz.

Staatliche Beihilfen:

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität, den Föderalismus und die demokratischen Prozesse dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen Ausdruck politischer Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, welche dem Volk verpflichtet und demokratisch legitimiert sind, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies bedeutet die Aufgabe nationaler Steuerungshoheit zugunsten einer externen Instanz. Die Kantone verlieren durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Insbesondere die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse für die neue Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) degradiert die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden von einer zentralen Behörde in Bern und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht (Art. 98a BGG) bedroht die kantonale Autonomie in ihren Grundfesten. Die geplante Beihilfekammer der WEKO, geschaffen gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und Art. 3 BHÜG, agiert als "verlängerter Arm der EU" und setzt EU-Recht durch, anstatt primär Schweizer Interessen zu wahren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz ist ein Paradebeispiel hierfür: Die bisherige nationale Kontrollkompetenz der WEKO wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG, was den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Diese Massnahmen unterwerfen die Schweiz systematisch der Kontrolle und Überwachung durch die EU und machen sie zu einem reinen Regel-Empfänger. Die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt. Die vorgeschlagenen Änderungen sind ein inakzeptabler Angriff auf unsere verfassungsmässige Ordnung und unsere föderalistischen Prinzipien.

Lebensmittelsicherheit:

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine blosse Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter fremdes Recht, die unsere hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengeren nationalen Kriterien beruht, wird durch die Übernahme oft tieferer EU-Standards zwangsläufig entwertet. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Aussagekraft, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer

Produzenten und führt zu einem nicht hinnehmbaren Qualitätsverlust. Die Guillotineklausel, welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem gesamten bilateralen Vertragswerk verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie blockiert jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz und zwingt uns in ein unausweichliches Abhängigkeitsverhältnis. Der vorgesehene Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was jeglicher nationalen Eigenständigkeit widerspricht. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die damit verbundene Angleichung an das EU-Lebensmittelrecht, insbesondere die Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG), zwingen unsere nationalen, oft strengeren Vorschriften aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Kleinere Betriebe, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, die viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies greift unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft fundamental an. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich wird ausgehöhlt. Zudem wird unser Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet fahrlässig unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Finanzieller Beitrag:

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge und die damit verbundene Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) werfen erhebliche Bedenken auf und stellen eine beunruhigende Erosion unserer Souveränität dar. Die Umwandlung bisher freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist nichts anderes als die faktische Einführung einer Zwangsabgabe. Dies beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels und entzieht dem Parlament die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die anfängliche Festlegung auf 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten 'rechtsverbindlichen Mechanismus' zur Neuberechnung als reines Lockvogelangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird, denen die Schweiz sodann nicht mehr widersprechen kann. Wir werden damit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, wobei keine Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse besteht. Die Schweiz zahlt primär für eine institutionelle Anbindung, die unsere Souveränität schmälert, ohne greifbare, äquivalente Vorteile zu bieten. Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Durch die Verankerung von Kohäsionszahlungen als permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung, wie in Art. 1 KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist dabei mehr als eine rein technische Formalität. Sie zementiert diese Abgaben an die EU als festen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung. Ebenso

irreführend ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b. Hier wird der ehrenwerte 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung zweier grundlegend unterschiedlicher Politikbereiche.

Personenfreizügigkeit - Lohnschutz:

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweiz als unzureichend und lediglich kosmetisch zu betrachten. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau nicht abzufedern. Eine flächendeckende Erosion der Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, scheint unumgänglich. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dieser Schutz ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Einführungsgesetz zum Arbeitsvertrag (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung.

Strom:

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostentragenden,

aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen. Dies steht im krassen Widerspruch zu den Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung und gefährdet die Möglichkeit, unsere Energiepolitik eigenständig an schweizerische Bedürfnisse anzupassen. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer auf die Schweiz zugeschnittenen und demokratisch legitimierten Energieregulierung bedeutet. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem unsere Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe qualifiziert und abgeschafft werden, was unvorhersehbare finanzielle Konsequenzen hätte. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen und dezentrale Energieversorger wie Gemeindekraftwerke geschwächt. Der ihnen zustehende Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven wird eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt. Dies birgt ein erhebliches Risiko, insbesondere in Krisenzeiten. Es ist zu befürchten, dass dies zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da Kosten für Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschlechtern zudem die Situation für dezentrale Produzenten, indem sie die Vergütungsregeln ändern und die wirtschaftliche Grundlage für kleine und mittlere Produzenten schwächen. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind ein Versuch der Gleichschaltung mit der EU, der die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur entzieht und unsere föderalen Strukturen zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) macht unsere Netze unnötig rigiden EU-Regeln unterworfen.

Personenfreizügigkeit - Zuwanderung:

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer sozialen Sicherheit dar. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, entgegen dem Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, leitet eine unkontrollierte Zuwanderung ein. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Energie oder anhaltendem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch befeuert, mit erheblichen Kosten für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" ist eine reine Farce, deren Hürden so hoch sind, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt. Eine Berufung darauf würde zudem umgehend zu EU-Strafmassnahmen führen, was diese Klausel zu einer reinen Erpressung macht. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch entmachtet werden. Dies ist eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss kaum mehr möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein Eingeständnis der

massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) höhlt unsere sozialpolitische Souveränität aus. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein Eingriff in Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzpolizeilichen Aufgaben und die Zusammenarbeit mit dem europäischen Aussendienst (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet. Die Schweiz gibt ihre souveräne Regulierungskompetenz schleichend auf und gefährdet damit die hohen Schweizer Standards.

Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat:

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des Eigeninteresses der Schweiz auf. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen in Bezug auf die Personenfreizügigkeit und die Übernahme von EU-Recht sind kritisch zu hinterfragen. Die Angleichung des Schweizer Rechts an jenes der Europäischen Union, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, stellt eine Gefahr für die demokratische Legitimation dar. Die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen ohne vorgängige nationale Debatte und parlamentarische Zustimmung untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz in einem solchen Szenario noch autonom ihre eigenen Gesetze gestalten und auf die spezifischen Bedürfnisse ihrer Bevölkerung eingehen kann. Die Personenfreizügigkeit, ein zentraler Pfeiler der bilateralen Abkommen, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Sozialstaat und den Arbeitsmarkt. Während die Vorteile des freien Personenverkehrs für die Wirtschaft unbestritten sein mögen, dürfen die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Löhne, die Sozialwerke und die öffentliche Sicherheit nicht ignoriert werden. Das Schweizer System der Sozialversicherungen und der Arbeitsmarktregulierung, basierend auf Artikel 32 und 33 der Bundesverfassung, ist auf die besonderen Gegebenheiten des Landes zugeschnitten. Eine unkontrollierte Zuwanderung könnte dieses System überlasten und die Errungenschaften der Schweiz gefährden. Zudem ist die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 über den Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe und Einrichtungen der Gemeinschaft und über den freien Verkehr solcher Daten (obwohl dies ein Beispiel für EU-Recht ist, das übernommen werden könnte, ist es repräsentativ für die Problematik) diskutiert werden könnte, würde die richterliche Gewalt des Schweizer Bundesgerichts einschränken. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, die in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Die Verhandlungsergebnisse scheinen die Schweiz zu einer reaktiven Rolle zu zwingen, anstatt ihr die Möglichkeit zu geben, ihre Interessen proaktiv zu vertreten. Es besteht die ernsthafte Befürchtung, dass die Schweiz durch diese Abkommen zu einer reinen Anhängsel der EU wird, ohne die damit verbundenen Mitspracherechte und Vorteile zu geniessen. Die Verhandler haben es versäumt, die Kerninteressen der Schweiz angemessen zu schützen.

Freundliche Grüsse
Bettina Koch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Michael Kuster (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Michael Kuster · 071 841 36 06 · mail.michaelkuster@yahoo.de

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz. Es ist zu befürchten, dass die angestrebte Annäherung unter dem Deckmantel der Stabilisierung zu einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht führt und die Errungenschaften der Schweizer direkten Demokratie untergräbt.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung und die damit verbundene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als ultimative Instanz werfen gravierende verfassungsrechtliche Fragen auf. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft ist die Schweiz ein souveräner Staat. Eine stärkere Bindung an die EU, die die Anwendung von EU-Recht vorsieht, läuft Gefahr, diese Souveränität auszuhöhlen. Der Artikel 97 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Die Einbeziehung des EuGH als oberste Gerichtsinstanz, dessen Urteile verbindlich wären, widerspricht diesem Grundsatz und delegitimiert die Schweizer Justiz.

Die Erfahrung mit bestehenden bilateralen Abkommen zeigt, dass die EU ihre Position in der Beziehung zur Schweiz stetig zu stärken versucht und bestehende Abkommen als Hebel für weitere Integrationsschritte nutzt. Dies deutet darauf hin, dass eine "Stabilisierung" auf dem aktuellen Niveau kaum realistisch ist, sondern vielmehr eine schrittweise Annäherung auf Kosten der Schweizer Eigenständigkeit zu erwarten wäre. Die drohende Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der Landwirtschaft und des Dienstleistungsverkehrs, könnte die schweizerischen Standards unterlaufen und zu einem ungleichen Wettbewerb führen.

Die angeblich "stabilisierte" Beziehung könnte somit zu einer neuen Abhängigkeit führen, die den Handlungsspielraum der Schweiz erheblich einschränkt. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wäre, Entscheidungen zu akzeptieren, die ihren nationalen Interessen und Werten zuwiderlaufen, nur um die Beziehung zur EU aufrechtzuerhalten. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wie sie durch das fakultative Referendum gemäss Artikel 139 der Bundesverfassung verankert ist, welches dem Volk die Möglichkeit gibt, über wichtige Gesetze zu entscheiden. Die vorgeschlagene Stabilisierung scheint diesen Prozess zu umgehen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das ganze Vertragswerk erinnert mich an Judas, der Jesus verraten hat. Damals ging das noch mündlich, heute macht man 2'000 Seiten lange Verträge, um zu verschleiern, wer tatsächlich der moderne «Judas» war.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Wer einen Vertrag mit 2'000 Seiten aushandelt, ist doch nicht normal, das ist geisteskrank.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Es ist fraglich, ob die derzeitige Ausgestaltung der Anpassungen den Prinzipien des Föderalismus, wie sie im Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) in Artikel 2 Absatz 2 und Artikel 3 verankert sind, gerecht wird. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament oder gar das Volk eine angemessene Mitgestaltungsmöglichkeit hat, widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsgleichen Behandlung und der Volkssouveränität, die in Artikel 1 BV ihren Niederschlag findet.

Besonders alarmierend ist die Tendenz, dass die Schweiz durch diese Umsetzung de facto in Rechtsprechungs- und Gesetzgebungsprozesse einbezogen wird, ohne die Möglichkeit, diese aktiv mitzugestalten oder gar abzulehnen. Dies könnte zu einer schleichenden Aushöhlung des Parlamentsvorbehalts führen, der im Verfassungsrecht, insbesondere in Bezug auf die Übernahme von völkerrechtlichen Verträgen, eine zentrale Rolle spielt. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Richtlinien und Verordnungen zu übernehmen, die nicht notwendigerweise im Interesse der schweizerischen Bevölkerung oder Wirtschaft liegen. Der Schutz der schweizerischen Eigenheiten und der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler unseres politischen Systems, gerät dadurch unter Druck.

Es muss hinterfragt werden, inwieweit die «umfassende Angleichung des schweizerischen Rechts an das EU-Recht», wie sie in einigen Bereichen angestrebt wird, mit dem Subsidiaritätsprinzip und dem Gebot der Gesetzgebungskompetenz der Kantone gemäss Artikel 3 BV vereinbar ist. Die Gefahr einer übermässigen Zentralisierung von Entscheidungsgewalt auf europäischer Ebene, die dann unreflektiert in nationales Recht umgesetzt wird, ist real. Dies würde die Fähigkeit der Schweizerischen Eidgenossenschaft, auf die spezifischen Bedürfnisse ihrer Bürger und Regionen einzugehen, erheblich einschränken. Statt einer echten Partnerschaft droht eine einseitige Abhängigkeit, die die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Errungenschaften untergräbt. Die Kontrollmöglichkeiten des Parlaments und die Mitsprache des Volkes müssen in jedem Fall gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Ausgestaltung als unzureichend und lediglich kosmetisch zu betrachten. Es ist offensichtlich, dass diese Änderungen den massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keineswegs kompensieren können. Vielmehr besteht die ernste Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er im Sinne einer EU-Anpassung aufgeweicht. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch deutlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Firmen mit dem Ziel des Lohndumpings zugutekommt.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und nicht zu rechtfertigenden Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Schweiz verliert dadurch an Rechtssetzungshoheit und Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine bedrohliche Unterwanderung unserer nationalen Souveränität und unserer bewährten Qualitätsstandards dar. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' wird faktisch eine vollständige Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' angestrebt. Dies ist nicht nur ein Angriff auf unsere hohen Produktionsstandards, sondern auch auf die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch strenge Richtlinien und ein hohes Qualitätsbewusstsein über Jahrzehnte aufgebaut wurde, ist massiv in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders besorgniserregend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unsichere Abhängigkeit drängt.

Die vorgesehene Befugnis für EU-Inspektoren, Schweizer Betriebe zu betreten und zu kontrollieren, stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem lokalen Anlass müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und bedroht wirtschaftliche Existenzen.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte

Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgehen und die demokratische Kontrolle aushöhlen. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und beraubt uns der Fähigkeit, schnell und souverän zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig und gefährlich ist.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die Zuwanderung ist ein grosses Problem. Heute schon. Ewiges Wachstum zeugt nicht von Realpolitik und Verstand.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend den finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen äusserst bedenklich und steht im Widerspruch zu grundlegenden Prinzipien der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle. Anstatt von einer freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Geste zu sprechen, werden die Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht umgewandelt. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung des Beitrags stellt eine erhebliche Gefahr dar. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich ein Lockangebot, das in der Praxis durch diesen Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann.

Es ist inakzeptabel, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keinerlei Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag.

Das KoBG ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben als integralen Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den «guten Namen» der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren.

Strom

Mit tiefer Besorgnis nehmen wir die vorgeschlagenen Massnahmen im Strombereich zur Kenntnis. Die angepeilte institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, entpuppt sich als schleichender Verlust unserer Energiesouveränität. Die Schweiz wird hierbei zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, dessen Energiepolitik zukünftig in Brüssel bestimmt wird. Die Energie-Ombudskommission (ElCom) wandelt sich unwiderruflich von

einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Diktate, was das Ende einer autonom ausgerichteten Energieregulierung einläutet.

Die existenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln ist gravierend. Das bewährte System der Wasserzinsen, eine tragende Säule der Finanzierung unserer Bergkantone, droht als unzulässige staatliche Beihilfe gestrichen zu werden. Auch die föderalen Strukturen unserer Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln empfindlich getroffen. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion systematisch benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, ist ein hochriskantes Experiment. Sie opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verkommt zu einer rechtlichen Grauzone, in der weder Markt noch EU klar haften. Die Folge wird unweigerlich eine höhere Preisvolatilität und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte sein, da die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) treffen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung mit voller Wucht. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im krassen Widerspruch zu unseren Klimazielen und fördert stattdessen zentrale, grossvolumige Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine immense Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind nichts anderes als Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE besiegelt diesen Verlust von Flexibilität und Souveränität. Dieses Vorgehen ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen für die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität unseres Landes unabsehbar sind.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich staatliche Beihilfen offenbart gravierende Mängel und bedrohliche Einschnitte in die schweizerische Souveränität sowie in unseren föderalistischen Grundsätzen. Die geplante Unterstellung unserer bewährten Praxis der Subventionsvergabe unter ein starres EU-Kontrollregime ist inakzeptabel und zeugt von einer gefährlichen Aufgabe nationaler Steuerungshoheit.

Die Abschaffung der dezentralen, politisch und demokratisch legitimierten Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden zugunsten einer technokratischen EU-Kontrolle ist eine direkte Demontage unseres Föderalismus. Die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben, indem ihre Eigenständigkeit in der lokalen Wirtschaftsförderung einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern unterworfen wird. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der kantonalen Autonomie, welche auch durch die geplanten Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG weiter ausgehöhlt werden. Dort erhalten die Kantone eine eigene Prüfkompetenz, die ihre Souveränität durch die Möglichkeit einer abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) und durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33, 37a-c VGG) auf ein Minimum reduziert.

Die Schweiz wird zur reinen Regel-Empfängerin degradiert, da Beihilfen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden müssen. Dies hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und unterstellt kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr einer externen Kontrolle, was die strategische Autonomie gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein Paradebeispiel hierfür und bedeutet den

Verlust unserer nationalen Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG ist eine Besorgnis erregende Machtkonzentration. Diese fungiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht anstatt den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und die vorgeschlagene Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG, welche den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer vorsieht, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz zum Vorteil einer ungestörten EU-konformen Behörde.

Das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und institutionalisiert die Unterordnung der Kantone, die im neuen Verfahren zu Bittstellern werden und kein formelles rechtliches Gehör haben. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung unserer föderalistischen Struktur und eine massive Einschränkung der Souveränität von Bund und Kantonen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Vereinbarung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht etablierte und notwendige Subventionen im Schienenverkehr zu gefährden. Massnahmen zur Förderung des Güterverkehrs, zur Sicherstellung des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung des Rollmaterials, die derzeit zur Gewährleistung eines qualitativ hochwertigen Angebots unerlässlich sind, könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden.

Besondere Besorgnis erregt die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu Art. 40ater EBG. Diese Bestimmung öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren und damit die "Rosinenpickerei" fördern. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits die weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien aufrechterhalten müssen. Die Schweiz würde dadurch ihre Fähigkeit verlieren, einen flächendeckenden und bedarfsgerechten öffentlichen Verkehr sicherzustellen.

Die angebliche Absicherung durch die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht tragfähig. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die der Schweiz sodann dynamisch und ohne Mitspracherecht auferlegt würden. Diese Erklärung ist lediglich eine Illusion von Sicherheit und verhindert die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernehmen müssten, was die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, Art. 32a Abs. 1bis PBG, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-konforme Kriterien zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-Vorgaben erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Schweiz muss die Kontrolle über ihren eigenen Verkehr bewahren und darf sich nicht durch internationale Vereinbarungen der Möglichkeit berauben, ihre Verkehre im nationalen Interesse zu gestalten.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Francisco LIMIA-CONDE <limiaco@gmail.com>
Sent: Montag, 20. Oktober 2025 11:34
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Lettre procédure

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

LIMIA CONDE Francisco
Rue de Lausanne 145
1202 Genève Genève, le 20 octobre 2025
Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne
Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"
Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de
"stabilisation et développement des relations Suisse-UE".
NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ.
1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen ;
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers ;
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays ;
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen ;
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles ;
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale ;
- Nos infrastructures déjà saturées ;
- Notre système social par une hausse explosive des coûts ;
- Le principe de préférence national.

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité
qui nous subordonne à Bruxelles.
DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités ;
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants ;
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal ;
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité
peuple et cantons).
La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans
d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes
reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames,
Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

LIMIA CONDE FRANCISCO

Arrigo Lucchini
Via Crivelli 25
6924 Sorengo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Sorengo, 20 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- **NO** alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- **NO** all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- **NO** alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- **NO** all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

A. L.

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:

NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

A. Lucchini

Arrigo Lucchini

Nathalie Markus
Bas du Rossé 16
1163 Etoy

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Etoy, 20 octobre 2025

Concerne : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nathalie Markus

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Matthiusen Haumann <matthiusen@gmx.ch>
Sent: Montag, 20. Oktober 2025 12:53
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt
Absender: Matthiusen Haumann (Privat)
Datum: 20.10.2025
Kontakt: matthiusen@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?
Das vorgeschlagene Stabilisierungspaket zur Festigung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Formulierung "Stabilisierung der Beziehungen" mag auf den ersten Blick positiv klingen, doch birgt sie die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der Untergrabung unserer bewährten rechtsstaatlichen Prinzipien.

Es ist beunruhigend, dass die EU mit solchen Abkommen darauf abzielt, ihren Einfluss auf die Schweizer Gesetzgebung zu vergrössern, ohne dass die Schweiz auf gleicher Augenhöhe mitbestimmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in der Schweizerischen Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als Republik mit einem freien und unabhängigen Volk bezeichnet, und Artikel 3, der die Kantone als souverän bezeichnet, solange ihre Souveränität mit der Bundesverfassung vereinbar ist, werden durch die Übernahme von EU-Recht, das nicht durch schweizerische demokratische Prozesse legitimiert ist, de facto ausgehöhlt.

Die Idee einer "stabilen Beziehung" darf nicht dazu missbraucht werden, die Schweiz in eine Abhängigkeit von Brüssel zu manövrieren. Das schweizerische Rechtssystem, das auf sorgfältig ausgearbeiteten Gesetzen und Volksabstimmungen basiert, darf nicht durch einseitig von der EU diktiertes Recht ersetzt werden. Ein solches Vorgehen würde auch die Rechtssicherheit für unsere Unternehmen und Bürger gefährden, da sie sich an eine sich ständig ändernde Rechtslandschaft anpassen müssten, die von externen Akteuren bestimmt wird.

Die Stärkung der Beziehungen zur EU sollte stets im Rahmen unserer verfassungsmässigen Ordnung erfolgen und die Interessen der Schweiz als eigenständigen und souveränen Staat wahren. Eine unkritische Übernahme von EU-Vorschriften oder die Schaffung neuer Mechanismen, die eine indirekte Integration in den EU-Rechtsrahmen bedeuten, ist abzulehnen. Wir müssen sicherstellen, dass jede Weiterentwicklung unserer Beziehungen zur EU unsere demokratischen Institutionen und unsere nationale Identität stärkt und nicht schwächt. Es ist essenziell, dass die Eidgenossenschaft ihre Handlungsfreiheit bewahrt und nicht in eine Position gerät, in der sie die Rolle eines reinen "Befolgers" von EU-Regulierungen einnimmt, ohne hinreichende Mitsprache. Dies würde die Grundlagen unseres Staates gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?
Die vorgesehene Umsetzung des vorliegenden Abkommens mit der Europäischen Union birgt erhebliche und nicht hinnehmbare Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Insbesondere die Ausdehnung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf schweizerisches Territorium, wie sie sich aus der Übernahme von EU-Recht in den schweizerischen Rechtsbestand ergibt, stellt eine fundamentale Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und der Gewaltenteilung dar. Gemäß Artikel 120 Absatz 2 der Bundesverfassung ist die Gerichtsbarkeit im Wesentlichen dem schweizerischen Staat vorbehalten. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen würde diese Verfassungsbestimmung schleichend aushöhlen und die Unabhängigkeit unserer Gerichte bedrohen.

Die damit verbundene Gefahr einer faktischen Unterordnung unter die Rechtsprechung eines fremden Staates ist gravierend. Es ist nicht auszuschliessen, dass künftige EuGH-Urteile Regelungen

betreffen, die im direkten Widerspruch zu schweizerischen Grundwerten oder den Bestimmungen unserer Verfassung, beispielsweise im Bereich der direkten Demokratie (Artikel 34 Absatz 2 Bundesverfassung) oder der Landwirtschaft (Artikel 104 Bundesverfassung), stehen. Die Möglichkeit, dass der EuGH durch seine Auslegung von EU-Recht schweizerische Volksinitiativen oder Referenden de facto entkräften könnte, ist eine unzumutbare Einschränkung der demokratischen Selbstbestimmung unseres Landes.

Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Transparenz und der demokratischen Legitimation der vorliegenden Abmachungen. Die komplexe Natur der übernommenen Rechtsakte und die Schwierigkeit, deren vollständige Auswirkungen auf alle Sektoren der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft abzuschätzen, sind alarmierend. Eine ungenügende Einbindung der zuständigen eidgenössischen Räte und der interessierten Kreise, wie sie das Mitwirkungsrecht vorsieht, könnte zu Akzeptanzproblemen und letztlich zu politischen Spannungen führen. Die Sicherstellung einer rechtsgleichen Behandlung aller Bürger und Unternehmen, wie sie in Artikel 4 der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch die Einführung neuer, von aussen diktierter Regeln, beeinträchtigt werden. Dieses Abkommen droht, die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU zu degradieren, ohne dass die damit verbundenen Nachteile und Risiken angemessen berücksichtigt oder kompensiert würden.

Lebensmittelsicherheit
Mit grösster Besorgnis nehmen wir Stellung zur vorgeschlagenen Übernahme von EU-Recht im Bereich der Lebensmittelsicherheit. Was unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' verkauft wird, entpuppt sich als umfassendes Integrationsprojekt, das die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft der EU-Regulierung unterwirft. Dies stellt eine fundamentale Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die tatsächliche Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in grösster Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das begehrte Label 'Made in Switzerland'. Wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, entfällt ein entscheidender Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich wird ausgehöhlt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Art. 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Besonders kritisch zu bewerten ist die beispiellose 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ferner erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Selbst unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, den Volkswillen zu missachten. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung.

Staatliche Beihilfen
Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen

und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, sei es für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU, werden neu einer externen Überwachung unterworfen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse durch eine zentrale, EU-konforme Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Struktur unseres Staates. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere Artikel 3 BHÜG, institutionalisiert diese Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt.
Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität; die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO, geschaffen gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG, wird eine 'Superbehörde' etabliert, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung
Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillens zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die Gewährung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts bereits nach fünf Jahren, wie es unter der neuen Regelung vorgesehen ist, untergräbt jegliche Möglichkeit zur wirksamen Steuerung der Zuwanderung und birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Einführung einer Art. 41c AIG, die den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweitet, und die Aufhebung von Art. 29a AIG, welche die Möglichkeit eines Ausschlusses bei Sozialhilfeabhängigkeit stark einschränkt, zementieren eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angebliche "Schutzklausel" gemäss Art. 21b AIG entpuppt sich als reines Placebo. Ihre hohen Anwendungs-Hürden machen sie in der Praxis wirkungslos, und die drohenden Strafmassnahmen der EU im Falle ihrer Anwendung entlarven sie als Erpressungsinstrument, nicht als Schutzmechanismus. Die angestrebte automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" für künftige EU-Rechtsverschärfungen im Bereich der Zuwanderung bedeutet die faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Volkes. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine direkte Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen mittels des Binnenmarkt-Informationssystems der EU (IMI) gemäss dem Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGVB) anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Ebenso stellt die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar, da die nationale Qualitätskontrolle durch einen bürokratischen EU-Prozess ersetzt wird.

Die massiv erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG) (Art. 61a) sind ein jämmerliches Eingeständnis der immensen, versteckten Kosten, die mit dieser Form der Personenfreizügigkeit einhergehen. Die Unterstellung

unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) (Art. 49 Abs. 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss dem Freizügigkeitsgesetz (Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger ein. Die Integration des EU-Sozialversicherungsrechts in das Zivilgesetzbuch (ZGB) (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) demonstriert die tiefe und weitreichende Anpassungslogik, die unsere gesamte Rechtsordnung erfasst.

Strom
Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und nationalen Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, wie durch ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer degradiert, der Kosten zu tragen hat, ohne jedoch mitreden zu können. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen Energieregulierung, die auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichtet ist, und die Übernahme undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell auf dem Spiel. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem insbesondere Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, darunter die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln weiter geschwächt. Der bisherige Einspeisevorrang für dezentrale Energieproduktion wird untergraben, was lokale und bürgernahe Energieversorgung benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Primat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln massiv eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen liberalisierten Markt letztlich die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärfte Entflechtungsvorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Durch die drastische Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregelungen von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Dies bremst den Ausbau erneuerbarer Energien und führt zu einer erhöhten Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem erhebliche Investitionsunsicherheit. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und führen zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dieses hochriskante Experiment wird auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft durchgeführt.

Finanzieller Beitrag
Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an die Europäische Union, insbesondere im Kontext der Kohäsionszahlungen, wirft gravierende Bedenken auf und ist aus Sicht der nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle unannehmbar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht, wie sie durch das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) intendiert ist, stellt eine erhebliche Aushöhlung der Budgethoheit dar. Artikel 1 des KoBG würde einen permanenten Rechtsanspruch auf solche Zahlungen schaffen und damit dem Parlament seine souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern entziehen. Dies läuft fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation zuwider, da der Bundesrat de facto ermächtigt würde, Zahlungen zu leisten, die primär den Interessen der EU dienen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter ein Mitspracherecht hätten.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz begibt sich damit in eine Position, in der sie gezwungen ist, jegliche diktierten Beträge zu akzeptieren, ohne die Möglichkeit, die Angemessenheit oder die Gegenleistungen kritisch zu prüfen. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne die geringste Einflussnahme auf die EU-Politik oder die Möglichkeit, den Marktzugang substantiell zu verbessern.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge

zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (BöB) signalisiert eine Verankerung dieser Zahlungen als dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung. Dies ist mehr als eine technische Formalität; es ist eine Anerkennung einer permanenten finanziellen Verpflichtung, die die Unabhängigkeit der Schweiz weiter einschränkt. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und missbräuchlich. Der ehrwürdige Zweck der Friedensförderung darf nicht dazu instrumentalisiert werden, politisch heikle und ökonomisch nachteilige Kohäsionszahlungen zu legitimieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung eine schleichende Entrechtung und finanzielle Belastung der Schweiz darstellt. Sie führt zu einer ungleichen Partnerschaft, in der die Schweiz die finanziellen Lasten trägt, ohne angemessene Gegenleistungen oder Mitspracherechte zu erhalten. Die Souveränität der Schweiz wird dadurch massiv beeinträchtigt und die demokratische Kontrolle über bedeutende finanzielle Transaktionen ausgehebelt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?
Die vorgeschlagene Gesamtbewertung des Pakets Schweiz-EU ist aus mehreren fundamentalen Gründen zutiefst bedenklich und löst erhebliche Unzufriedenheit aus. Es scheint, dass die angestrebte Annäherung mit der Europäischen Union auf Kosten der schweizerischen Souveränität und der Rechtsetzungskompetenz geht, was im Widerspruch zu den Grundprinzipien unseres föderalistischen und demokratischen Systems steht.

Ein zentrales Anliegen ist die drohende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass die Gesetzgebung in der Schweiz durch die eidgenössischen Räte und die Kantone bestimmt wird, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone festschreibt, wird durch die automatische Übernahme von EU-Recht massiv untergraben. Die Möglichkeit, dass die Europäische Union durch das Europäische Parlament und den Rat der Europäischen Union Recht setzt, welches dann in der Schweiz ohne direkten Einfluss des Schweizer Gesetzgebers gilt, ist nicht tragbar.

Des Weiteren wirft die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche Fragen auf. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in vielen Bereichen angestrebt wird, würde die unabhängige Auslegung schweizerischen Rechts durch unsere eigenen Gerichte beschneiden. Dies steht im Gegensatz zum Recht auf ein unabhängiges Gericht, wie es auch in der Bundesverfassung gewährleistet ist. Die Möglichkeit, dass der EuGH die Anwendung und Interpretation des schweizerischen Rechts in Bereichen diktiert, die weit über die bilateralen Abkommen hinausgehen, ist ein gravierender Eingriff in die staatliche Ordnung.

Die Unklarheit bezüglich der Finanzbeiträge und deren Dynamik ist ebenfalls ein grosses Problem. Es ist zu befürchten, dass die finanziellen Verpflichtungen der Schweiz gegenüber der EU nicht transparent und kontrollierbar sind und im Laufe der Zeit unangemessen ansteigen könnten. Dies würde die finanzielle Autonomie der Schweiz beeinträchtigen und die Steuerzahler zusätzlich belasten.

Insgesamt führt dieses Paket eher zu einer Abhängigkeit als zu einer Partnerschaft auf Augenhöhe. Die vermeintlichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt wiegen die gravierenden Nachteile in Bezug auf Souveränität, Rechtsetzungshoheit und demokratische Legitimität nicht auf. Die vorgeschlagene Richtung ist daher abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?
Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der nationalen Interessen zutiefst besorgniserregend und in ihrer aktuellen Form nicht akzeptabel. Die vorgeschlagenen Regelungen laufen einerseits Gefahr, die Rechtsordnung der Schweiz in unannehmbarer Weise zu beeinflussen und anderseits erhebliche negative wirtschaftliche und soziale Folgen nach sich zu ziehen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die vorgeschlagene institutionelle Einbettung nahegelegt wird, entmündigt das Schweizer Parlament und das Schweizer Volk, indem sie die legislative Gestaltungsfreiheit in wesentlichen Bereichen erheblich einschränkt. Dies steht im Widerspruch zum Willen des Schweizer Volkes, seine Angelegenheiten eigenständig zu regeln.

Des Weiteren ist die geplante Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letzter Instanz bei der

Auslegung des Abkommens kritisch zu beurteilen. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch in Bereichen, die nicht explizit durch Schweizer Recht geregelt sind, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtssetzung dar. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert die Rechtsstaatlichkeit und die Autonomie des schweizerischen Rechtssystems, welche durch eine de facto Überordnung des EuGH untergraben würden. Die Gefahr, dass der EuGH seine eigene Jurisprudenz über die der schweizerischen Gerichte stellt, ist real und würde die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen empfindlich beeinträchtigen.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Vereinbarung sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die angeblich erleichterten Zugänge zum EU-Binnenmarkt könnten mit erheblichen Verpflichtungen und Kosten einhergehen, die insbesondere für kleinere und mittlere Unternehmen eine zusätzliche Belastung darstellen würden. Die Gleichbehandlung von Schweizer und EU-Anbietern in bestimmten Sektoren könnte zu einem unfairen Wettbewerb führen, wenn die regulatorischen Anforderungen nicht identisch sind. Zudem birgt die fortgesetzte Abhängigkeit von EU-Regulierungen die Gefahr, dass die Schweiz bei zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts gezwungen wäre, diese ohne wesentliche eigene Einflussnahme zu übernehmen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form die Souveränität der Schweiz aushöhlen und die nationalen Interessen gefährden. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um eine Akzeptanz in der Schweizer Bevölkerung zu gewährleisten und die Grundsätze der Schweizerischen Eidgenossenschaft zu wahren.

Freundliche Grüsse
Matthiusen Haumann

Monica Menghetti
Riva de Sòra 44
6535 Roveredo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Roveredo, 20 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale

- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

MENGHETTI MONICA

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Hansjoerg Niederegger (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Niederegger · 0418281268 · hansjoerg@hansjoergniederegger.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen auf. Es besteht die tiefe Besorgnis, dass die angestrebte Harmonisierung mit dem Unionsrecht zu einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und des demokratischen Rechtssetzungsprozesses führen könnte.

Insbesondere die Art und Weise, wie die Annahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss der eidgenössischen Räte und des Volkes vorgesehen ist, steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird durch eine Übernahme von Rechtsakten, deren Entstehung und Genehmigung nicht von den Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern oder deren direkt gewählten Vertretern beeinflusst werden kann, substanziell gefährdet.

Die vorgesehene dynamische Übernahme von EU-Recht, die eine fortlaufende Anpassung des schweizerischen Rechts an die sich wandelnde Rechtslage in der EU impliziert, birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit gerät. Dies könnte dazu führen, dass Bestimmungen, die den Interessen der Schweiz widersprechen oder die wirtschaftlichen und sozialen Belange unserer Bevölkerung beeinträchtigen, ohne ausreichende Prüfung und Anpassung in unser nationales Recht übernommen werden. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe a BV, der die Aufgabe der Bundesversammlung zur Wahrung der Interessen der Schweiz und der Bevölkerung umschreibt, könnte durch eine solche Übernahme nicht mehr adäquat erfüllt werden.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die rechtsstaatliche Ordnung nicht zu unterschätzen. Die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten und die Möglichkeit eines automatischen Verweises auf Unionsrecht könnten die Durchsetzbarkeit und Auslegung nationaler Gesetze erschweren. Es stellt sich die Frage, inwieweit die Grundrechte und Garantien, die durch die Bundesverfassung und die Schweizer Gesetzgebung geschützt sind, in einem System gewahrt bleiben, in dem primäres Recht aus Brüssel fliesst. Die Garantie des fairen Verfahrens gemäss Artikel 29 BV sowie das Rechtsmissbrauchsverbot gemäss Artikel 2 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) könnten unter Druck geraten, wenn die Auslegung von in die Schweiz übernommenem EU-Recht primär durch Gerichte und Institutionen der EU erfolgt.

Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Legitimation ihrer Gesetzgebung in jedem Fall wahrt. Eine Übernahme von EU-Recht darf nicht zum Selbstzweck werden, sondern muss stets kritisch auf ihre Vereinbarkeit mit den Grundwerten und den nationalen Interessen der Schweiz geprüft werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und

inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die geplante Unterstellung der Schweizer Subventionspraxis unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime gefährdet die bewährte, demokratisch legitimierte Förderpolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden. Anstatt unsere wirtschaftlichen und sozialen Bedürfnisse eigenständig zu gestalten, werden wir zu reinen Regel-Empfängern einer externen Instanz degradiert.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Mit der Einführung einer neuen Beihilfekammer, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, deren primäre Aufgabe die Durchsetzung der EU-Kompatibilität und nicht die Förderung Schweizer Interessen sein wird. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, deren Organisation und Verfahrenshoheit durch das BHÜG massiv eingeschränkt wird. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG ist stossend. Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse und degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht (Artikel 98a BGG) gekippt werden, was die kantonale Autonomie auf unannehmbare Weise schwächt.

Ferner wird die Zuständigkeit des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zentralisiert. Das neue Beschwerderecht in Artikel 31a VGG schafft einen weiteren Mechanismus, der es der EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als "verlängerter Arm der EU" fungiert und das Kartellrecht sowie das EU-Beihilferecht vereint. Diese Machtkonzentration widerspricht den Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein Paradebeispiel für den Verlust nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert, und die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontrollmöglichkeit. Auch die Schwächung des Konsumentenschutzes durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG ist alarmierend.

Insgesamt gefährden die vorgeschlagenen Änderungen die nationale Steuerungshoheit, untergraben den Föderalismus und führen zu einer zentralisierten Kontrolle durch eine von der EU dominierte Bürokratie. Diese Entwicklung ist mit den Grundsätzen unserer Rechtsordnung und unseres demokratischen Systems nicht vereinbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erscheinen bestenfalls kosmetischer Natur und bergen die Gefahr einer schleichenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus. Die angeblich neuen Schutzbestimmungen, wie sie sich beispielsweise in den Anpassungen des Entsendegesetzes (EntsG) widerspiegeln, vermögen den durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden Lohndruck auf Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, insbesondere im mittleren und unteren Einkommenssegment, kaum zu kompensieren. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung zugunsten von EU-Standards, die in ihrer Effektivität deutlich hinter den hiesigen flankierenden Massnahmen zurückbleiben. Dies öffnet die Tür für Lohndumping durch ausländische Akteure.

Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu etablierten, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu einer Verringerung der Kontrolltätigkeit und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz, namentlich die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Konformität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des

Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge des EU-Drucks. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge nicht geeignet sind, die Integrität unseres Lohnschutzes zu wahren und die Interessen der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer effektiv zu schützen. Sie stellen eine unannehmbare Schwächung unserer Souveränität und unserer bewährten Arbeitsmarktordnung dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag stellen eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht durch die Schaffung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist faktisch die Einführung einer Zwangsabgabe. Dies untergräbt die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments, wie sie im Rahmen der allgemeinen Haushaltsgesetzgebung verankert ist. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Kohäsionszahlungen birgt die Gefahr massiv höherer, unkontrollierbarer Forderungen der EU. Die Schweiz wird somit zu einer permanenten Nettozahlerin ohne Stimmrecht, während keine garantierte Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder dem Abbau von Handelshemmnissen vorgesehen ist.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient primär dazu, diese Zahlungsverpflichtungen gesetzlich zu zementieren und dem Parlament jegliche Möglichkeit zu nehmen, über die Verwendung von Steuergeldern souverän zu entscheiden. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) signalisiert eine permanente Integration dieser Abgaben in unsere Bundesgesetzgebung. Es ist besorgniserregend, wie die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Friedensförderungsgesetzes dazu missbraucht wird, politisch umstrittene Zahlungen an die EU durch den vermeintlich edlen Zweck der Friedensförderung zu legitimieren. Es ist unsere Pflicht, die finanziellen Interessen der Schweiz und die Prinzipien unserer direkten Demokratie mit aller Kraft zu verteidigen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die dem klaren Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV diametral entgegensteht. Der angepeilte Ausbau des Aufenthaltsrechts, insbesondere die Verkürzung der Frist für ein praktisch unentziehbares "Daueraufenthaltsrecht" auf fünf Jahre, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Regelung, die als "Niederlassung C PLUS" bezeichnet werden

könnte, würde selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe keinen Entzug mehr zulassen, was die Verantwortungslosigkeit und Ausnutzung unseres Sozialsystems fördert.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die daraus resultierenden Kosten fallen zulasten der Schweizer Steuerzahler sowie der Kantone und Gemeinden. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen Belastungen.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass ihre Wirksamkeit in der Praxis auszuschliessen ist. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu aktivieren, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen, was die Klausel eher als Erpressung denn als Schutz zu qualifizieren macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" höhlt zudem die Hoheit unseres Parlaments und des direkten Demokratieprinzips aus, da künftige Verschärfungen des EU-Rechts faktisch nicht mehr vom Schweizer Souverän mitgestaltet werden könnten.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue Schutzklausel in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Änderungen im ETH-Gesetz und im HFKG, die drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer einführen, sind ein spätes, verzweifeltes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen gefährdet unsere hohen Qualitätsstandards. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Patientensicherheit im Gesundheitsbereich und die Qualitätssicherung unserer Berufsstandards massiv gefährdet. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere des Schienenverkehrs, birgt erhebliche Gefahren für den schweizerischen Service public und die verfassungsrechtlich verankerte Souveränität. Die Einführung der Kabotage gemäss Art. 40ater EBG stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Stabilität und das umfassende Versorgungsnetz der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen dar. Durch die Möglichkeit für ausländische Anbieter, sich auf die rentablen Hauptstrecken zu konzentrieren, wird die sogenannte «Rosinenpickerei» Tür und Tor geöffnet. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass unrentable, aber für die ländliche Grundversorgung essenzielle Nebenlinien unterfinanziert und in ihrer Qualität beeinträchtigt werden.

Die Bedrohung des etablierten Service public durch die potenzielle Einstufung bewährter Subventionen als unzulässig nach EU-Beihilferecht ist nicht zu unterschätzen. Diese Subventionen sind entscheidend für die Aufrechterhaltung und Verbesserung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs sowie für die dringend notwendige Erneuerung des Rollmaterials. Eine Aberkennung dieser Beihilfen hätte direkte negative Auswirkungen auf das Angebot und die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs für die schweizerische Bevölkerung.

Die als Schutzmassnahme angepriesene «Gemeinsame Erklärung» entpuppt sich bei genauerer

Betrachtung als rechtlich wertlos und unverbindlich. Sie bietet keinerlei Garantie, dass die Schweiz zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Rechtsänderungen im Bahnverkehr entgehen kann. Vielmehr handelt es sich um eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Vorschriften wie jene zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM) würden die nationale Steuerungskompetenz zugunsten zentraler EU-Stellen weiter delegieren.

Des Weiteren schränkt der neue Art. 32a Abs. 1bis PBG die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche EU-Vorgaben zu beachten, rückt die Erfüllung von EU-Konformitätskriterien in den Vordergrund, anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten. Dies kann zu suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Ergebnissen führen, da die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert wird. Die vorsätzliche Aufgabe von Souveränität und die Gefährdung des Service public durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Landverkehr sind gravierende Mängel, die eine kritische Ablehnung des Abkommens rechtfertigen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung der Gesetzgebung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt keine Verbesserung, sondern eine beispiellose Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Es geht hierbei keineswegs nur um die eigentliche Lebensmittelsicherheit, sondern um die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und die Gefährdung unserer etablierten hohen Produktionsstandards. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Kriterien beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich leiden. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der EU.

Besonders kritisch ist die implizite Anbindung dieses Abkommens an das gesamte bilaterale Vertragswerk durch eine verdeckte Guillotineklausel. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit in diesem für sie essentiellen Bereich nimmt. Die Befürchtung, dass EU-Inspektoren zukünftig Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, ist ein direkter und massiver Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden somit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die vollständige Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht, wie sie die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorsieht, wird nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien mit komplexen und unpassenden Vorschriften überziehen. Dies gefährdet die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion und zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) und Waldgesetz (WaG) stellen ebenfalls einen deutlichen Rückschritt dar. Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeutet den Verzicht auf unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften. Ebenso wird der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän und schnell auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) bedeuten eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die gesamte Lebensmittelkette wird der EU-Regulierung unterworfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt und die kulinarische Identität sowie die mittelständische Wirtschaft angreift.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, die in den Artikeln 4a ff. des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) dargelegt wird, stellt einen fundamentalen Bruch mit den bewährten Prinzipien der Schweizer Energiepolitik dar und gefährdet unsere nationale Energiesouveränität erheblich. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, führt zu einer faktischen Unterstellung unter Brüsseler Entscheidungen, ohne dass die Schweiz Stimmrecht hätte. Dies bedeutet, dass über unser Stromnetz und dessen Zukunft nicht mehr in Bern, sondern in der EU entschieden wird, während wir die damit verbundenen Kosten tragen.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert. Gemäss den beabsichtigten Änderungen im StromVG, insbesondere Art. 22, wird die ElCom gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Ein gravierendes Problem stellt die drohende Gefährdung unserer Wasserkraft dar. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Einnahmequelle darstellt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und abschaffen. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis betroffener Kantone schwächen, sondern auch die Wertschöpfung aus einer unserer wichtigsten heimischen Energiequellen untergraben.

Das aktuelle Stromabkommen untergräbt zudem die föderalen Strukturen unserer Energieversorgung. Die Einspeisevorrangregelung für lokale und dezentrale Energieerzeuger, wie etwa Gemeindekraftwerke, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale Wertschöpfung und die bürgernahe Energieproduktion. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 des Energiegesetzes (EnG) ist ein weiterer Schlag gegen diese dezentrale Produktion, indem sie die Leistungsgrenze für Vergütungen massiv senkt und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten gefährdet.

Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Mit der Einführung neuer Artikel wie Art. 8b ff. im StromVG wird die Energiereserve unzureichend. Niemand übernimmt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer darstellt. Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Schweiz muss ihre Souveränität in der Energiepolitik wahren und darf ihre Versorgungssicherheit nicht leichtfertig aufgeben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der verfassungsrechtlichen Prinzipien äusserst bedenklich. Es ist fraglich, inwieweit die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäische Rechtsnormen darstellt, die unsere bewährte direkte Demokratie und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems untergraben könnte.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Kontrolle und Mitgestaltungsmöglichkeit seitens der Schweiz wirft ernsthafte Fragen auf. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) beispielsweise, ein Grundpfeiler unserer Wirtschaftsordnung, würde durch die unkritische Adaption von EU-Richtlinien und -Verordnungen untergraben. Artikel 2 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (LG) verlangt, dass Gesetze klar formuliert und verständlich sein müssen, was bei einer fortlaufenden und oft komplexen Übernahme von EU-Recht keineswegs gewährleistet ist. Die Gefahr einer Rechtsunsicherheit für Schweizer Unternehmen und Bürger ist erheblich, wenn das Rechtssystem zunehmend von externen, schwer nachvollziehbaren Vorschriften bestimmt wird.

Des Weiteren ist die Aushebelung der Mitspracherechte des eidgenössischen Parlaments, wie sie bei einer unkontrollierten Rechtsübernahme droht, mit Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) kaum vereinbar. Dieser Artikel verankert die Gesetzgebungskompetenz bei den eidgenössischen Räten. Eine automatische oder faktisch automatische Übernahme von EU-Recht würde die parlamentarische Souveränität aushöhlen und die demokratische Legitimität der Gesetzgebung in Frage stellen.

Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen den Fokus auf die Befriedigung der EU zu legen, ohne die langfristigen Auswirkungen auf die Schweiz angemessen zu berücksichtigen. Die Befürchtung, dass eine solche Annäherung die Schweizerische Eigenständigkeit weiter schwächt, anstatt sie zu stärken, ist nicht von der Hand zu weisen. Es muss sichergestellt werden, dass jede Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU im Einklang mit den Grundwerten und den verfassungsrechtlichen Vorgaben der Schweiz steht und die Interessen unserer Bevölkerung und Wirtschaft nachhaltig schützt, anstatt sie potenziellen Nachteilen auszusetzen. Die Garantien unseres föderalistischen Systems und die Prinzipien der direkten Demokratie dürfen nicht geopfert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung auf. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht in verschiedenen Bereichen, wie im Entwurf vorgesehen, stellt eine direkte Bedrohung für das Prinzip der Selbstbestimmung dar, welches in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) festgeschrieben ist. Die pauschale Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen ohne ausreichende Anpassungsmöglichkeiten an schweizerische Verhältnisse und Bedürfnisse widerspricht fundamental dem Demokratieprinzip und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 BV verankert sind.

Die Tatsache, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) durch die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme faktisch eine richterliche Gewalt über das schweizerische Recht erhielte, ist inakzeptabel. Dies würde die richterliche Unabhängigkeit und die Gewaltenteilung in der Schweiz untergraben und ist mit dem Grundsatz der nationalen Rechtshoheit unvereinbar. Die Judikative in der Schweiz würde ihre Autonomie verlieren und zu einer blossen Exekutivinstanz für die Rechtsprechung des EuGH degradiert.

Weiterhin besteht die Sorge, dass die angestrebte Übernahme von EU-Recht zu einem erheblichen Regulierungsdruck und damit zu Lasten der Schweizer Wirtschaft führen könnte. Kleine und mittlere Unternehmen könnten unverhältnismässig stark von neuen und komplexen regulatorischen Anforderungen betroffen sein, was ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen würde. Die Freiheit der wirtschaftlichen Betätigung, gewährleistet durch Artikel 27 BV, könnte hierdurch eingeschränkt werden.

Die vorgesehene Regelung zur Personenfreizügigkeit, welche die Anwendung des EU-Rechts vorsieht, birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Die ungebremste Zuwanderung aus EU-Ländern könnte soziale und infrastrukturelle Belastungsgrenzen in der Schweiz weiter strapazieren. Die

Bestimmungen zur Umsetzung des EU-Rechts, die keine ausreichenden Rückfallmechanismen oder Ausnahmeregelungen für die Schweiz vorsehen, sind bedenklich und erfordern eine kritische Überprüfung. Die Schweizer Bevölkerung muss jederzeit die Möglichkeit behalten, über ihre eigene Zukunft und die Gestaltung ihres Rechtswesens zu entscheiden, eine Möglichkeit, die durch die vorliegenden Verhandlungsergebnisse massiv eingeschränkt würde.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtintegration mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung. Die Annahme dieses Pakets würde zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und Rechtsprechung führen, da die Übernahme von EU-Recht primär und quasi automatisch erfolgen würde. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, das im Schweizer Rechtssystem, insbesondere im Bundesgesetz über die Gesetzgebung des Bundes (LGV) und den darin verankerten Grundsätzen der Volks- und Ständemehrheit, festgeschrieben ist.

Die vorliegende Vorlage scheint die Gefahren einer solchen Abhängigkeit zu unterschätzen. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch das sogenannte "Blattprinzip" würde bedeuten, dass Schweizer Bürger und Unternehmen potenziell neuem Recht unterworfen würden, ohne dass dieses den üblichen demokratischen Beratungs- und Genehmigungsprozessen auf Bundesebene unterworfen wäre. Dies tangiert Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (Wetterschutzrecht), welcher die Mitwirkung des Volkes an der Staatstätigkeit sicherstellt. Eine solche Unterminierung der direkten Demokratie ist inakzeptabel.

Des Weiteren werfen die vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten ernsthafte Bedenken hinsichtlich der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit auf. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) die Auslegung von Schweizer Recht verbindlich beeinflusst, würde die Souveränität der schweizerischen Gerichte erheblich schwächen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz und das Völkerrecht vorsieht. Eine externe Instanz, die über die Anwendung des Schweizer Rechts entscheidet, stellt eine nicht zu rechtfertigende Einschränkung der nationalen Rechtsordnung dar.

Die finanzielle Komponente des Pakets ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Die fortlaufende finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und -Initiativen, ohne entsprechende Mitsprache und Kontrolle, birgt die Gefahr einer unkontrollierten Kostenentwicklung. Unsere Verfassung, insbesondere in Bezug auf die Haushaltsführung und die Bewilligung von Ausgaben, verlangt Transparenz und Rechenschaftspflicht, die durch solche pauschalen Zahlungsverpflichtungen untergraben werden könnten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegte Gesamtintegration mehr Fragen aufwirft als beantwortet und das Potenzial birgt, die Errungenschaften unserer direkten Demokratie, die rechtsstaatliche Unabhängigkeit und die finanzielle Autonomie der Schweiz massiv zu gefährden. Eine kritische Überprüfung und Nachbesserung sind unerlässlich, bevor solche weitreichenden Entscheidungen getroffen werden können.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bernhard Ninck (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Bernhard Ninck · 0787576691 · b.ninck@livenet.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Staatliche Beihilfen

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und wird mit tiefgreifender Skepsis betrachtet. Eine Annäherung an die Europäische Union unter den gegenwärtig diskutierten Bedingungen droht, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz massiv zu untergraben. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, widerspricht fundamental dem demokratischen Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die EU-Gesetzgebung, die oft auf spezifische nationale Gegebenheiten zugeschnitten ist, lässt sich nicht ohne Weiteres auf das Schweizer System übertragen. Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit auf nationaler und internationaler Ebene stark einschränkt. Die automatische Übernahme von EU-Recht gemäss einem institutionellen Rahmenabkommen würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte das Primär- und Sekundärrecht der EU anzuwenden hätten, ohne die Möglichkeit, die Rechtmässigkeit dieser Rechtsakte im Lichte der schweizerischen Verfassung zu überprüfen. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, das einen unabhängigen und autonomen Rechtsschutz gewährleistet. Die Rolle des Bundesgerichts als oberste juristische Instanz der Schweiz könnte somit ausgehöhlt werden, was nach Artikel 5 der Bundesverfassung ein zentraler Pfeiler unseres Staates ist. Des Weiteren wird die angeblich "stabile" Beziehung durch die fortwährende Möglichkeit der einseitigen Kündigung von Verträgen durch die EU konterkariert. Dies schafft keine Verlässlichkeit, sondern erhöht die politische Unsicherheit. Die wirtschaftlichen Verflechtungen mit der EU sind unbestritten, doch dürfen diese nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre eigenen Interessen und die Prinzipien ihrer direkten Demokratie opfert. Die angestrebte Angleichung wirft zudem die Frage auf, wie die Ausgestaltung des nationalen Rechts, insbesondere im Bereich der Sozialwerke und des Arbeitsmarktes, mit den Vorgaben der EU vereinbar wäre, ohne die schweizerische Eigenständigkeit zu gefährden. Artikel 118 der Bundesverfassung schützt die Sozialwerke und garantiert deren eigenständige Ausgestaltung. Die Übernahme von EU-Recht könnte hier zu Konflikten führen. Die vorgeschlagene Stabilisierung erscheint somit eher als eine schleichende Entmachtung, die dem Willen des Schweizer Volkes und den Grundfesten unseres Rechtssystems zuwiderläuft.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie Anlass zu erheblichen Bedenken. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine schleichende Übernahme von EU-Recht und eine Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien zur Folge haben könnten. Die Übernahme des EU-Rechts in das schweizerische Rechtssystem, wie sie durch die vorgeschlagenen Mechanismen angestrebt wird, widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Bundesverfassung. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) betont die Souveränität und die Unabhängigkeit der Schweiz. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne explizite Zustimmung des Schweizer Volkes oder zumindest des Parlaments würde diese Souveränität massiv beschneiden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU wird, dessen Gesetzgebung von Brüssel diktiert wird. Darüber hinaus wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ernsthafte Fragen auf. Wenn Urteile des EuGH für die Schweiz bindend würden, wie es bei der Übernahme von EU-Recht zu befürchten ist, stünde dies im Widerspruch zu Artikel 190 BV, welcher die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte festlegt. Die Gerichtsbarkeit über die Schweiz dürfte einzig und allein unseren eigenen Gerichten zukommen. Eine Unterordnung unter ausländische Gerichtsbarkeit würde die rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz erheblich gefährden. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen zudem die Gefahr einer Verwässerung der direkten Demokratie. Die Möglichkeit des Volkes, durch Abstimmungen und Initiativen direkten Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, ist ein Eckpfeiler unseres politischen Systems. Wenn aber in Brüssel erlassene Vorschriften ohne direkte Mitsprache der Schweizer Bürgerinnen und Bürger in unser Rechtssystem einfliessen, wird das Volk seiner entscheidenden Mitgestaltungsmacht beraubt. Dies widerspricht dem föderalistischen Gedanken und dem Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 BV verankert sind. Es ist daher zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Souveränität, unsere Rechtsstaatlichkeit und unsere demokratischen Institutionen kritisch zu prüfen und gegebenenfalls entschiedenere Massnahmen zu ergreifen, um diese grundlegenden Prinzipien zu wahren. Die blosse Übernahme von EU-Regularien ohne substanzielle Anpassung und ohne klare demokratische Kontrolle ist nicht im Interesse der Schweiz.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Véronique Palfi

49, rue de la Terrassière

1207 Genève

Département fédéral des affaires

étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Genève, le 20 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMME de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lothar Paus (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Lothar Paus · 0793481728 · paus.lothar@protonmail.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen fundamentale Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Es ist mit grösster Skepsis zu beurteilen, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen die Autonomie der Schweiz im Einklang mit den verfassungsmässigen Vorgaben, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), gewährleisten.

Die Übernahme von EU-Recht, selbst in angepasster Form, birgt die erhebliche Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung. Artikel 49a der Bundesverfassung, der die Mitwirkung in der EU und in internationalen Organisationen regelt, darf nicht als Freipass für eine faktische Unterordnung unter europäische Gerichtsbarkeit missverstanden werden. Die vorgeschlagene Regelung zur Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellt eine beunruhigende Entwicklung dar. Die Tatsache, dass der EuGH in bestimmten Bereichen verbindliche Auslegungshoheit über Schweizer Recht erlangen könnte, widerspricht fundamental dem im Artikel 190 BV verankerten Prinzip, dass Schweizer Gerichte und Behörden Schweizer Recht anwenden. Dies würde eine Schwächung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtspflege bedeuten.

Zudem ist die Ausgestaltung der Mechanismen zur automatischen Übernahme von EU-Recht kritisch zu hinterfragen. Artikel 127 BV garantiert dem Volk das Recht, über wesentliche Änderungen der direkten Demokratie und der föderalen Struktur zu entscheiden. Die Gefahr besteht, dass durch die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Umgehung dieses Referendumsrechts stattfindet, indem Rechtsakte ohne vorgängige parlamentarische Debatte und ohne Möglichkeit des obligatorischen Referendums in die Schweizer Rechtsordnung integriert werden.

Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den vorgeschlagenen Abkommen ergeben, müssen ebenfalls unter dem Aspekt der haushaltspolitischen Verantwortung und der Prinzipien der Finanzautonomie des Bundes gemäss Artikel 128 BV bewertet werden. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die erwarteten Vorteile die finanziellen Lasten und die potenziellen Risiken für die schweizerische Wirtschaft rechtfertigen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse erhebliche Bedenken aufwerfen. Die potenzielle Beeinträchtigung der schweizerischen Souveränität, die Gefahr einer unkontrollierten Übernahme von EU-Recht und die rechtliche Unsicherheit bezüglich der Rolle des EuGH bedürfen einer gründlichen und kritischen Auseinandersetzung. Es ist unerlässlich, die nationalen Interessen und die verfassungsmässigen Prinzipien der Schweiz an erste Stelle zu setzen und sicherzustellen, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU die Integrität unseres

Rechtssystems und unsere demokratischen Institutionen nicht kompromittiert.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz. Eine kritische Auseinandersetzung mit dem Paket offenbart gravierende Bedenken, die einer unvoreingenommenen Prüfung standhalten müssen.

Primär ist die drohende Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit für die Schweiz als höchst problematisch zu erachten. Die automatische Übernahme von Sekundärrecht der EU, wie sie durch den vorgeschlagenen Mechanismus angestrebt wird, würde die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit manövrieren, die fundamentalen Prinzipien der demokratischen Selbstbestimmung widerspricht. Gemäss Artikel 5 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung hat die Eidgenossenschaft die Pflicht, die Interessen des Landes zu wahren und die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft zu sichern. Die blosse Übernahme von EU-Recht, ohne dass Schweizerische Interessen ausreichend berücksichtigt werden können oder gar ein Mitspracherecht besteht, steht im Widerspruch zu dieser Verfassungsbestimmung. Es droht eine Aushöhlung der rechtssetzenden Gewalt des Schweizer Parlaments und der Regierung.

Des Weiteren sind die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung bedenklich. Die Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) oder vergleichbare Instanzen, die nach EU-Recht operieren, bedeutet eine Unterwerfung unter eine Rechtsprechung, die nicht auf die spezifischen Gegebenheiten und Verfassungsprinzipien der Schweiz zugeschnitten ist. Das Schweizerische Rechtssystem, das auf dem Prinzip der Volkssouveränität und der Gewaltenteilung basiert, würde durch eine solche externe Jurisdiktion empfindlich gestört. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts, welches das Fundament des schweizerischen Privatrechts bildet, sind die Bestimmungen des Zivilgesetzbuches und anderer Gesetze anwendbar. Die Einmischung einer externen gerichtlichen Instanz in die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts wäre eine unzulässige Einschränkung der nationalen Rechtsordnung.

Die damit verbundenen wirtschaftlichen Nachteile und die Ungewissheit für die Schweizer Wirtschaft dürfen nicht unterschätzt werden. Eine unklare Rechtslage und die potenzielle Diskriminierung Schweizer Unternehmen im Zugang zum EU-Binnenmarkt, sollten die vereinbarten Regeln nicht eingehalten werden, sind reale Risiken. Das Schlagwort der «dynamic adaptation» im Kontext der EU-Rechtübernahme bedeutet eine ständige Unsicherheit und einen fortlaufenden Anpassungsdruck, der die Planbarkeit für Unternehmen erheblich erschwert. Es stellt sich die Frage, ob die vermeintlichen Vorteile einer engeren Anbindung die erheblichen Nachteile für die schweizerische Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität aufwiegen können. Die vorliegende Beurteilung lässt dahingehend erhebliche Zweifel aufkommen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene Abkommen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Eigenständigkeit der Schweiz. Zwar wird die Notwendigkeit einer pragmatischen Auseinandersetzung mit der Europäischen Union anerkannt, jedoch dürfen die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Prozesse nicht ausser Acht gelassen werden.

Besondere Skepsis ist hinsichtlich der automatischen Übernahme von EU-Recht geboten. Artikel 12 des revidierten Bundesgesetzes über die schweizerische Eidgenossenschaft und die Europäische Union (BGEU) sieht eine solche Übernahme vor. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz künftig

gezwungen sein könnte, Bestimmungen anzuwenden, die nicht im Einklang mit den Interessen oder den Werten der schweizerischen Bevölkerung stehen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung, wie er in Artikel 9 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, da die Übernahme von Recht ohne angemessene Prüfung und Anpassung zu Ungleichheiten führen kann.

Darüber hinaus wirft die Einbindung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) Fragen auf. Die vorgeschlagene Gerichtsklausel, die potenziell die verbindliche Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH vorsieht, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gravierend beeinträchtigen. Artikel 190 Absatz 1 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit, und eine solche Klausel würde diese grundlegende Säule unseres Rechtsstaates untergraben. Es ist keineswegs gesichert, dass die Urteile des EuGH stets mit den Prinzipien des schweizerischen Rechts, insbesondere mit den Grundrechten gemäss Artikel 7 bis 36 BV, vereinbar sind.

Die Langfristigkeit und Verbindlichkeit solcher Abkommen sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Eine einmal getroffene Vereinbarung könnte für zukünftige Generationen bindend sein, ohne dass diese die Möglichkeit hat, auf veränderte Umstände oder auf neue Erkenntnisse reagieren zu können. Dies widerspricht dem Gebot der Rechtssicherheit und der Flexibilität, die für eine lebendige Demokratie unerlässlich sind.

Abschliessend ist festzustellen, dass die im vorgeschlagenen Abkommen enthaltenen Regelungen eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität und die Eigenständigkeit unserer Rechtsordnung darstellen. Bevor weitere Schritte unternommen werden, bedarf es einer eingehenden Prüfung der langfristigen Konsequenzen und einer breiten öffentlichen Debatte, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung des Abkommens wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der Kohärenz mit bestehenden nationalen Rechtsgrundlagen auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne eine dezidierte demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk und die Kantone widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Volkswahl von Parlamentarierinnen und Parlamentariern (VPWG) verankert ist. Die potenzielle Aushöhlung der bundesrätlichen und parlamentarischen Entscheidungsfreiheit durch die Verpflichtung zur Rechtsübernahme gemäss dem vorgesehenen Mechanismus birgt die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter die europäische Rechtsprechung.

Die unklare Abgrenzung zwischen geltendem und neuem EU-Recht, das in die Schweiz übernommen werden soll, schafft Rechtsunsicherheit. Es ist nicht hinreichend dargelegt, wie sichergestellt werden soll, dass die Integrität des schweizerischen Rechtssystems, welches auf der Bundesverfassung (BV) und den darauf basierenden Gesetzen fusst, gewahrt bleibt. Artikel 138 der Bundesverfassung sieht vor, dass das Volk über Verfassungsänderungen und die wichtigsten völkerrechtlichen Verträge mit Volksabstimmung entscheidet. Die hier zur Diskussion stehende Übernahme von EU-Recht, selbst wenn sie als Umsetzung eines völkerrechtlichen Rahmens erfolgt, tangiert potenziell Kernelemente unseres Rechtssystems und sollte daher einer vergleichbaren demokratischen Kontrolle unterliegen.

Zudem ist die im Abkommen vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Dessen Rechtsprechung würde faktisch auch auf die Schweiz Anwendung finden, was einer indirekten Gerichtsbarkeit durch ein ausländisches Gericht gleichkommt. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der ausschliesslichen Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte für die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts, wie sie sich aus dem Rechtsstaatlichkeitsprinzip der Bundesverfassung ergibt. Die Möglichkeit, dass die Schweiz gezwungen wird, richterliche Entscheidungen ausserhalb ihres eigenen Rechtssystems zu akzeptieren, ohne die Möglichkeit einer eigenen richterlichen Überprüfung, ist eine inakzeptable Einschränkung der nationalen Rechtsordnung. Die Garantien des Datenschutzes gemäss Schweizer Recht könnten unter den neuen Bestimmungen ebenfalls aufgeweicht werden, was erhebliche Risiken für die informationelle Selbstbestimmung der Bürgerinnen und Bürger birgt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung des Zuwanderungsrechts dar und widerspricht fundamental dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die eigenständige Steuerung der Zuwanderung wird durch diese Regelungen faktisch ausgehebelt. Insbesondere die Einführung eines „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf statt zehn Jahren, eine de facto unentziehbare „Niederlassung C PLUS“, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke.

Diese Neuregelungen fördern eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die Kosten hierfür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Der massive Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unsteuerbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz sie dennoch zur Anwendung bringen wollen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die jede wirksame nationale Gegenmassnahme im Keim erstickt.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig nach der sogenannten „Integrationsmethode“ erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für die Souveränität entscheidenden Bereich faktisch kein Mitspracherecht mehr haben. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beleg für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Dies ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die----------
---

---Sicher, hier ist ein Entwurf für Ihre Stellungnahme, der die genannten Punkte und die gewünschte Haltung berücksichtigt:

Betreff: Stellungnahme zum Bereich Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Wir äussern hiermit tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung, insbesondere im Hinblick auf die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie. Diese Massnahmen laufen einem klaren Verfassungsauftrag und dem Volkswillen zuwider, die Zuwanderung eigenständig zu steuern, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung niedergelegt ist.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, quasi als „Niederlassung C PLUS“, welche praktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies untergräbt das Prinzip der Eigenverantwortung und stellt eine ungerechtfertigte Belastung für die Schweizer Bevölkerung dar.

Wir sehen eine massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen sollen faktisch ein Bleiberecht erhalten, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit. Die Kosten für Sozialhilfebezüge werden somit direkt auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Land ausserhalb der EU beispiellos und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Kosten zu führen.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ ist eine reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies entlarvt sie als reine Erpressungsklausel, die die Souveränität der Schweiz massiv einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), einschliesslich der Aufhebung von Artikel 29a und der Einführung der neuen Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus, was einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, welche nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen

Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich birgt die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) erhebliche Risiken für die Patientensicherheit, da die eigenständige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Kapitulation vor der EU darstellen und die Schweizer Souveränität, die direkte Demokratie und die finanzielle Stabilität unseres Landes gefährden. Wir fordern daher eine kompromisslose Ablehnung dieser Vorlage.

Pierangela Porta
Ra Strada drà Creda 8
6966 Villa Luganese

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Lugano, 20 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche

- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Firma
Nome e cognome in stampatello

Pierangela Porta

Arno Porta
Ra Strada dra Creda 8
6966 Villa Luganese

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Firma
Nome e cognome in stampatello

PORTA ARNO

Lugano, il 20.10.2025

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Emanuel Ramseier (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Emanuel Ramseier · 0797995453 · emanuel.ramseier@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der vorliegenden Vereinbarung mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz ihre eigene Gesetzgebung und ihre nationalen Interessen wahren kann, wenn sie sich an EU-Recht anpasst, dessen Entstehungsprozess sie nicht aktiv mitgestalten kann.

Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz und die Selbstbestimmung des Volkes. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht könnte diesen Grundsatz untergraben, da wesentliche regulatorische Vorgaben nicht mehr im nationalen Parlament, sondern in Brüssel geschaffen würden. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, welche die Bürgerinnen und Bürger in Gesetzgebungsverfahren einbezieht. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung ist evident.

Des Weiteren stellt sich die Frage der Verhältnismässigkeit. Gemäss Artikel 5 der Bundesverfassung müssen staatliche Handlungen verhältnismässig sein und dürfen niemanden übermässig belasten. Die Anpassung an umfangreiches EU-Recht, insbesondere in Bereichen, die bisher ausschliesslich national geregelt wurden, birgt das Risiko unverhältnismässiger Belastungen für die Schweizer Wirtschaft und die öffentliche Verwaltung. Es muss sorgfältig geprüft werden, ob die angestrebten Ziele nicht mit weniger einschneidenden Massnahmen erreicht werden können.

Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) hat gezeigt, dass die Auslegung von bilateralen Abkommen durch den EuGH zu Ergebnissen führen kann, die von den ursprünglichen Intentionen der Vertragsparteien abweichen. Eine solche Entwicklung birgt die Gefahr, dass die Schweiz zur Rezeption von Rechtsnormen gezwungen wird, die ihren nationalen Interessen zuwiderlaufen. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, würde durch eine solche externe Jurisdiktion erheblich beeinträchtigt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung der Vereinbarung mit der EU eine kritische Prüfung hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung, die demokratische Legitimität und die nationale Souveränität erfordert. Es müssen Mechanismen gefunden werden, welche die Wahrung der Kerninteressen der Schweiz und die Kontrolle über die eigene Gesetzgebung gewährleisten. Ohne solche Vorkehrungen birgt die vorliegende Vereinbarung erhebliche Risiken für die Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) sind mit gravierenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität, Versorgungssicherheit und der föderalen Strukturen der Schweiz verbunden. Die institutionelle Einbindung in die

EU-Aufsichtsstruktur, wie durch die Anbindung an ACER und ENTSO-E, führt unweigerlich dazu, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht wird, der aber für die damit verbundenen Kosten aufkommen muss. Dies stellt eine faktische Aufgabe der Energiesouveränität dar, da Entscheidungen über unser Stromnetz künftig mehrheitlich in Brüssel gefällt werden.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Sie ist gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die Verschärfung des Unbundlings gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen wird – weder der Markt noch die EU scheinen diese klare Verantwortung zu tragen.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) führt zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht abdeckt, werden voraussichtlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastruktur berauben und bewährte föderale Strukturen zerstören.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bedauerlicherweise nicht mehr als kosmetische Korrekturen, welche die gravierenden negativen Auswirkungen auf die Schweizer Lohnstrukturen nicht zu kompensieren vermögen. Die befürchtete flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, wird durch diese unzureichenden Schutzmassnahmen keineswegs abgewendet. Statt die bewährten und wirksamen flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese aufgeweicht und EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind in ihrer bürokratischen Ausgestaltung zwar komplex, erweisen sich jedoch als deutlich weniger effektiv als die bisherigen Systeme. Dies spielt primär ausländischen Unternehmen in die Hände, welche Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Ergänzung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht der Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und unerwünschten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres liberalen Arbeitsmarktes. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die gesamte vorgeschlagene Anpassung stellt eine gefährliche Aushöhlung unserer Autonomie und unseres etablierten Lohnschutzes dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag, insbesondere die Einführung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), ist aus mehreren fundamentalen Gründen abzulehnen. Die Umwandlung von bisher freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung stellt einen erheblichen Souveränitätsverlust dar. Mit dem Inkrafttreten des KoBG, verankert in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, werden diese Zahlungen zu einem permanenten und rechtlich verankerten Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern und höhlt die Budgethoheit aus, da lediglich noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erfolgt.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das unausweichliche Risiko massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies transformiert die Schweiz faktisch in eine Nettozahlerin ohne Mitspracherecht oder die Gewährleistung konkreter Vorteile wie verbesserten Marktzugangs. Die Schweiz bezahlt somit für eine institutionelle Anbindung, deren Hauptfolge die Erosion unserer Souveränität ist, während greifbare Gegenleistungen ausbleiben.

Die Gesetzgebung, insbesondere die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b, die das KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung verknüpft, erscheint als irreführende Taktik, um politisch heikle Kohäsionszahlungen zu legitimieren, indem der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG etabliert einen rechtlichen Mechanismus, der die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet, ohne dass dies einer klaren, demokratisch legitimierten Entscheidung über die Verwendung unserer Steuergelder gleichkäme. Die geforderte verbindliche Regelung ist daher aus Sicht der Wahrung unserer nationalen Interessen und der demokratischen Kontrolle abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der Zukunft unseres Landes. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, stellen eine erhebliche Aushöhlung unserer direkten Demokratie und eine unzumässige Belastung unserer Sozialsysteme dar.

Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Geist von Artikel 121a der Bundesverfassung und dem klaren

Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, quasi eine "Niederlassung C PLUS", stellt ein unkalkulierbares Risiko für die innere Sicherheit dar, zumal dieser Status selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hätte. Dies schwächt die Handlungsfähigkeit unseres Staates und setzt unsere Sozialwerke einem immensen Druck aus, dessen Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssten.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch ein faktisches Bleiberecht für EU-Bürger und deren Familienangehörige, selbst bei Sozialhilfebezug, ist nicht tragbar. Der ausufernde Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Kosten. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht bei einem Versuch ihrer Aktivierung eine Erpressung durch die EU, was diesen Schutzmechanismus zu einer Farce degradiert.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet faktisch, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für uns so wichtigen Bereich keine Mitsprache mehr haben werden. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation unserer Souveränität und ein Angriff auf unsere demokratischen Prinzipien. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keinerlei wirksame Steuerung zulässt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein spätes und verzweifeltes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird nun gezwungen, die Kosten für die Gleichbehandlung von EU-Bürgern bei der Immatrikulation zu tragen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung der Schweiz in Kernbereichen unserer Gesetzgebung und unserer Sozialpolitik bedeuten. Wir fordern eine konsequente Wahrung unserer Souveränität und des Volkswillens.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für die Integrität und die finanzielle Stabilität unseres öffentlichen Verkehrssystems. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine fundamentale Gefährdung des Service public dar. Ausländische Anbieter werden ermutigt, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, ein Phänomen, das als "Rosinenpickerei" bekannt ist. Dies hat zur Folge, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Die finanzielle Basis für die Erbringung eines umfassenden Versorgungsauftrags wird dadurch geschwächt, was letztlich die Qualität und die Erreichbarkeit des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung beeinträchtigt.

Darüber hinaus ist die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", die als Schutzmechanismus dargestellt wird, rechtlich substanzlos. Sie bietet keine Garantie gegen zukünftige, dynamisch zu übernehmende Änderungen des EU-Rechts. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz und birgt die Gefahr, dass nationale Interessen und die spezifischen Bedürfnisse unseres Landes bei der Regulierung des Schienenverkehrs künftig zweitrangig werden. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die potenzielle Übernahme von Regelungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert wesentliche Steuerungs- und Regulierungsbefugnisse an zentrale EU-Stellen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist ebenfalls höchst problematisch. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe auf der Grundlage der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell kostspieligeren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für Sektoren wie den Güterverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht direkt die Investitionsfähigkeit und Innovationskraft unseres Bahnwesens.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in unsere bewährte Wirtschafts- und Rechtsordnung dar und bedrohen die Souveränität und den Föderalismus der Schweiz. Die heutige Praxis, wonach Subventionen demokratisch legitimierte politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese Entwicklung untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer föderalistischen Struktur massiv. Sie verlieren ihre Eigenständigkeit in der Wirtschaftsförderung, da ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisiert wird.

Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, wird eine "Superbehörde" etabliert, die primär als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Institution unterwirft die Schweiz der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden dieser EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Die Kantone werden durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) in ihrer Verfahrensautonomie beschnitten. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese umfassende Unterwerfung unter EU-Recht ist nicht im Interesse der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit deckt sich mit einer tiefgreifenden und besorgniserregenden Unterwanderung unserer Souveränität und unserer bewährten nationalen Standards. Unter dem euphemistischen Titel "Lebensmittelsicherheit" wird de facto die vollständige Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" betrieben. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, ist unmittelbar in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das Label "Made in Switzerland" droht entwertet zu werden, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Die Einführung einer beispiellosen Bürokratie wird unsere Produzenten, von grossen

Industriebetrieben bis hin zu kleinen Hofläden und Alp-Käsereien, mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überziehen. Dies wird lokale Traditionen zerstören und wirtschaftliche Existenzen vernichten. Gleichzeitig wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Ebenso bedenklich sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich wird ausgehöhlt. Selbst der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz in ihrer Fähigkeit einschränkt, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Diese umfassende Übernahme des EU-Rechts, verknüpft mit der gefährlichen "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verbindet, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Die Schweiz wird in ihrer souveränen Entscheidungsfähigkeit blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Angesichts dieser gravierenden Nachteile und Gefahren lehnen wir die vorgeschlagene Anpassung entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Annäherung an die Europäische Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und werfen erhebliche Fragen hinsichtlich der Souveränität und der verfassungsrechtlichen Integrität der Schweiz auf. Es ist äusserst fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen mit dem Grundsatz der Selbstbestimmung, wie er in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, vereinbar sind. Die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Einflussnahme der Schweiz untergräbt die Fähigkeit unseres Landes, eigene Gesetze zum Wohle seiner Bürgerinnen und Bürger zu gestalten.

Besonders bedenklich ist die potentielle Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar, ein fundamentaler Pfeiler unseres Rechtsstaates, der in Artikel 190 BV seine Verankerung findet. Die Vorstellung, dass ausländische Richter über die Anwendung schweizerischen Rechts entscheiden könnten, ist mit dem Souveränitätsverständnis und den demokratischen Prinzipien der Schweiz unvereinbar. Die vorgeschlagene Regelung droht, die Gewaltenteilung auszuhöhlen und die schweizerische Rechtsordnung einer externen Autorität zu unterstellen.

Darüber hinaus ist zu befürchten, dass die angestrebte Harmonisierung der Gesetzgebung zu einem schleichenden Abbau von spezifisch schweizerischen Schutzmechanismen führen könnte, beispielsweise im Bereich des Arbeitsrechts oder des Umweltschutzes. Artikel 2 Absatz 2 BV

verpflichtet den Bund, das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu wahren. Es ist nicht ersichtlich, wie die pauschale Übernahme von EU-Richtlinien diesem Gebot gerecht werden soll, insbesondere wenn diese auf die Bedürfnisse und Gegebenheiten anderer Staaten zugeschnitten sind.

Die finanzielle Komponente der angestrebten Partnerschaft bedarf ebenfalls einer kritischen Prüfung. Die Übernahme von Verpflichtungen, deren Umfang und Folgen noch nicht abschliessend geklärt sind, birgt das Risiko erheblicher finanzieller Belastungen für die schweizerische Bevölkerung, ohne dass entsprechende Vorteile für die eigene Wirtschaft oder die Gesellschaft ersichtlich sind.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine Gefährdung der schweizerischen Souveränität, der richterlichen Unabhängigkeit und des schweizerischen Gesetzgebungsrechts darstellen. Eine sorgfältige Prüfung und ein klares Bekenntnis zur Wahrung der nationalen Interessen sind unerlässlich, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden, die die Zukunft unseres Landes massgeblich beeinflussen könnten. Es müssen klare rote Linien definiert werden, um eine Aushöhlung unserer verfassungsrechtlichen Grundsätze zu verhindern.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Gesamtpaket zur Neugestaltung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen tatsächlich im besten Interesse der Schweiz sind oder ob sie nicht vielmehr zu einer schleichenden Untergrabung unserer Souveränität und unserer einzigartigen Rechtsordnung führen.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitwirkungsrechte der Schweiz, wie sie das institutionelle Abkommen impliziert, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die schweizerische Gesetzgebung ist das Ergebnis eines demokratischen Prozesses, an dem das Volk und die Kantone massgeblich beteiligt sind. Die blosse Anlehnung an EU-Recht, welches von einer fremden Legislative geschaffen wird, gefährdet die Autonomie unserer Rechtsetzung und die Möglichkeit, unsere eigenen Gesetze an unsere spezifischen Bedürfnisse und Werte anzupassen.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Seine Rechtsprechung, die durch das Abkommen bindend würde, könnte in Widerspruch zu schweizerischen Verfassungsprinzipien und fundamentalen Rechten stehen. Dies stellt eine direkte Verletzung von Artikel 5 der Bundesverfassung dar, welche die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung hervorhebt. Die schweizerische Justiz würde in ihrer Unabhängigkeit beschnitten, wenn sie gezwungen wäre, Urteile eines ausländischen Gerichts anzuerkennen, die möglicherweise nicht mit den Grundwerten unserer Verfassung übereinstimmen.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit wirft ebenfalls Fragen auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der Lohn- und Arbeitsbedingungen für schweizerische Arbeitnehmer. Es muss sichergestellt werden, dass die Mechanismen zur flankierenden Massnahmen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung effektiv bleiben und nicht durch unionsrechtliche Vorgaben ausgehöhlt werden. Die Gefahr einer Lohndumping und eines sozialen Abstiegs für die schweizerische Bevölkerung ist nicht von der Hand zu weisen, wenn die Schutzmechanismen nicht robust genug ausgestaltet sind.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket trotz der beabsichtigten Annäherung zur EU eine Reihe von Risiken birgt, die eine sorgfältige und kritische Auseinandersetzung erfordern. Die Wahrung unserer Souveränität, unserer demokratischen Prozesse und unserer Rechtsordnung muss oberste Priorität haben. Es besteht die ernste Sorge, dass die vorgeschlagenen Regelungen zu einer de facto-Unterwerfung unter EU-Recht führen könnten, ohne dass die Schweiz die

entsprechenden Entscheidungskompetenzen oder Mitspracherechte erhält.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bergen die Gefahr einer schleichenden Untergrabung der Schweizer Souveränität. Eine engere Anbindung an die EU, insbesondere durch die Übernahme von Unionsrecht, steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer Verfassung und der direkten Demokratie.

Die Rechtsgrundlage für eine solche Übernahme von EU-Recht ist äusserst fragwürdig. Das schweizerische Recht, namentlich die Bundesverfassung (BV) und insbesondere Artikel 160 BV, der die Volksinitiative und die Referendumsbefugnis schützt, würde durch die automatische oder faktische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ausgehebelt. Die Entscheidungsfindung würde zunehmend nach Brüssel verlagert, während das schweizerische Volk und seine gewählten Vertreter an Einfluss verlören. Dies widerspricht fundamental dem Geist der direkten Demokratie, die ein Kernstück unserer politischen Identität darstellt.

Des Weiteren ist die wirtschaftliche Komponente kritisch zu hinterfragen. Die erhofften Vorteile einer engeren wirtschaftlichen Integration dürfen nicht über die Nachteile hinwegtäuschen. Die Angleichung an EU-Standards bedingt oft höhere Kosten für unsere Unternehmen, die in einem globalen Wettbewerb bestehen müssen. Die Unabhängigkeit unserer Wirtschaftspolitik, die es uns bisher erlaubt hat, flexibel auf veränderte Marktbedingungen zu reagieren, würde durch eine stärkere Bindung an die EU zunehmend eingeschränkt.

Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen primär darauf abzuzielen, die EU zufriedenzustellen und ihre politischen Ziele zu unterstützen, anstatt die tatsächlichen Interessen und Bedürfnisse der Schweiz in den Vordergrund zu stellen. Die erhoffte "Stabilisierung" könnte sich als Pyrrhussieg erweisen, der uns auf lange Sicht mehr Nachteile als Vorteile bringt. Es muss darauf geachtet werden, dass die Souveränität unseres Landes, die im Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft (Bundesgesetz über die Schweizerische Eidgenossenschaft) verankert ist und die Grundlage für unsere Unabhängigkeit bildet, nicht geopfert wird. Eine kritische und abwägende Haltung gegenüber jeder Form der vertieften Anbindung an die EU ist unerlässlich, um die Interessen und die Eigenständigkeit der Schweiz zu wahren.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Klaus (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Klaus · r5b28@derkanal.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der europäischen Vorgaben wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Kohärenz der Schweiz auf. Es ist zu befürchten, dass die angestrebte Angleichung an das EU-Recht die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems untergräbt und zu einer schleichenden Übernahme von EU-Richtlinien führt, ohne dass die spezifischen schweizerischen Gegebenheiten angemessen berücksichtigt werden. Besonders kritisch ist die potenzielle Aushebelung des Prinzips der Gewaltenteilung zu betrachten. Die EU-Gesetzgebung wird oft durch nicht-demokratisch legitimierte Institutionen geschaffen, und die Übernahme solcher Regelungen könnte die Rolle unseres Parlaments schwächen und die rechtsstaatliche Grundlage unserer Gesetzgebung beeinträchtigen. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Bedeutung der Rechtsgleichheit und die Zuständigkeit des Parlaments für die Gesetzgebung hervorhebt, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht tangiert werden. Weiterhin sind die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die schweizerischen KMU nicht zu unterschätzen. Eine übermässige Regulierung im Einklang mit EU-Normen könnte die Agilität unserer Unternehmen einschränken und sie einem Wettbewerbsnachteil gegenüber ausländischen Akteuren aussetzen, die von flexibleren nationalen Regelungen profitieren. Die Grundsätze des Freihandels, wie sie in Artikel 27 der Bundesverfassung verankert sind, dürfen nicht durch starre europäische Regulierungen ausgehöhlt werden. Die Frage der Rechtsdurchsetzung ist ebenfalls ungelöst. Die Übernahme von EU-Recht impliziert oft auch die Anerkennung der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine solche Unterstellung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit stünde im klaren Widerspruch zu unserer Verfassung, welche die Souveränität der schweizerischen Gerichte garantiert. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung von Gerichten und Behörden an das Bundesrecht festlegt, könnte durch die fortwährende Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung faktisch untergraben werden. Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegende Umsetzungsvorlage primär die Interessen der EU in den Vordergrund stellt und die schweizerische Eigenständigkeit sowie die Errungenschaften unseres bewährten Rechtssystems gefährdet. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob der angestrebte Weg im besten Interesse der Schweiz liegt und ob nicht alternative Lösungen gefunden werden können, die unsere Souveränität wahren und gleichzeitig tragfähige bilaterale Beziehungen mit der EU ermöglichen. Die Gefahr einer Erosion unserer nationalen Rechtsordnung ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind nach meinem Dafürhalten nicht nur unzureichend, sondern stellen eine unannehmbare Aushöhlung unserer bewährten Schutzmechanismen dar. Es ist offensichtlich, dass die von der EU diktierten Anpassungen lediglich kosmetischer Natur sind und den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise kompensieren können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensschichten treffen wird. Anstatt den effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er nach EU-Standards umgeformt. Die neuen Regeln sind bürokratischer und weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der EU-Kompatibilität, nicht

dem Schutz schweizerischer Arbeitnehmer. Die Streichung und Neuplatzierung des Klagerechts aus Art. 11 in Art. 13a des EntsG weicht die bewährte Systematik auf und verkompliziert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Der im Obligationenrecht (OR) neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die Schweizer Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren, bürokratischen Verfahren unterliegt. Dies lähmt die Flexibilität von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für EU-weite administrative Sanktionen, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische Entscheidungen ohne umfassende gerichtliche Prüfung durchgesetzt werden können. Dieses Paket bedeutet eine bedenkliche Schwächung unserer Souveränität und unserer sozialen Standards zugunsten einer unüberprüften Integration in die EU.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatlicher Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden auf demokratischer Grundlage getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die für die lokale Wirtschaftsförderung, den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU unerlässlich sind, werden künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde unterworfen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Einführung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen Kantone ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt, degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Die Kantone verlieren dadurch ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, ohne formelles rechtliches Gehör. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität; die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde, wie sie Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG institutionalisieren, ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt bedeuten diese Regelungen eine Verlagerung der Entscheidungsfindung von der demokratisch legitimierten nationalen Ebene zu einer Brüsseler Bürokratie, was für die Schweiz nicht hinnehmbar ist.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unhaltbare Belastung für unsere Staatsfinanzen dar. Die Transformation freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht untergräbt grundlegende demokratische Prinzipien. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dies steht in klarem Widerspruch zur Haushaltsautonomie des Parlaments und verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht, wie sie in Art. 1 KoBG verankert ist, womit der Bundesrat ohne parlamentarische Mitwirkung diktierten Zahlungsverpflichtungen nachkommt. Die anfänglich kommunizierte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche

Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, diese Forderungen zu verhandeln oder abzulehnen, und wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Dies geschieht, ohne dass eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse gegeben wird. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum greifbare Vorteile bietet. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BöB) in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese EU-Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden, was die Budgethoheit des Parlaments weiter schwächt. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Wir lehnen diese faktische Zwangsabgabe und die damit verbundene Einschränkung unserer demokratischen Kontrolle entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom bedrohen die schweizerische Energiesouveränität und das Prinzip der dezentralen Energieversorgung grundlegend. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Anhängsel Brüssels, dessen Netzentscheidungen zukünftig von ausserhalb unseres Landes getroffen werden. Dies widerspricht dem Geist unserer Verfassung und dem Recht auf Selbstbestimmung. Die ElCom verliert ihre Rolle als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energieregulierung bedeutet. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Gefahr für unser Rückgrat der Energieversorgung, die Wasserkraft, dar. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies würde eine erhebliche Einnahmequelle für diese Kantone versiegen lassen und ist mit dem föderalistischen Prinzip unvereinbar. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken für die nationale Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist fraglich, wer in einem solchen liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen soll – weder der Markt noch die EU scheinen dafür einzustehen. Die Folge wird eine Preisvolatilität sein, die insbesondere KMU und Haushalte durch höhere Strompreise treffen wird, da die Kosten für Versorgungssicherheit über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue Energiegesetz (EnG) schwächt die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Änderung der Vergütungsregeln in Art. 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unnötigerweise Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze reduziert. Diese Entwicklungen gefährden unsere Versorgungssicherheit und unsere föderalen Strukturen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine kapitale Schwächung unserer nationalen Souveränität und eine unzumutbare Belastung für unsere Sozialwerke und die innere Sicherheit dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie auch durch die neuen Regelungen im Agrargesetz und im Berufsbildungsgesetz (BBiG) impliziert wird, steht in direktem Widerspruch zum klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Dieser Artikel verlangt die eigenständige Steuerung der Zuwanderung, ein Prinzip, das durch die geplante Automatisierung der Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), wie im Bundesgesetz über die Bundesbahnen (BGVB) vorgesehen, ad absurdum geführt wird. Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung schweizerischer Qualitätsstandards wird auf einen automatisierten EU-Mechanismus gesetzt, was eine schleichende Absenkung unserer hohen Standards und eine Beeinträchtigung der nationalen

Arbeitsmarktregulierung zur Folge hat. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren, ein quasi unentziehbares 'Niederlassungsrecht C PLUS', auch bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, ist ein eklatanter Affront gegen die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Artikel 41c des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) und die Aufhebung von Artikel 29a AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie EU-Bürgern und ihren Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht gewähren, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden unverhältnismässig auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Dies widerspricht dem Leistungsprinzip und der finanziellen Verantwortung, die im Schweizer Sozialversicherungsrecht verankert ist. Der ausufernde Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist, wie auch die entsprechenden Bestimmungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), ein reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Jegliche Anwendung würde zudem zu diplomatischen Verwicklungen und potenziellen Strafmassnahmen seitens der EU führen, was diese Klausel zu einer Erpressungs- statt einer Schutzmassnahme degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' für künftige EU-Rechtsverschärfungen im Bereich der Zuwanderung bedeutet eine faktische Entmachtung unseres Parlaments und unseres Souveräns. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und eine unfaire Verlagerung dieser Kosten auf die Studierenden. Die Anpassung des BVG, einschliesslich Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was die eigenständige Gestaltung der beruflichen Vorsorge im Interesse der Schweizer Versicherten gefährdet. Die Änderungen im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränken die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein, was einen Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten darstellt. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und in Fachgesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) untergräbt die nationale Qualitätskontrolle, insbesondere in sensiblen Bereichen wie dem Gesundheitswesen, und birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit. Diese umfassenden und weitreichenden Änderungen, die tief in unsere Rechtsordnung eingreifen, von unserem Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) bis hin zu spezialgesetzlichen Regelungen, führen zur schleichenden Untergrabung unserer Souveränität und sind in ihrer Gesamtheit abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellen eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Unter dem irreführenden Titel der Lebensmittelsicherheit wird eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vollzogen. Dies gefährdet nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich an Wert verliert und das Label "Made in Switzerland" entwertet, sondern bedroht auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die neu gestaltete Fassung des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie führt eine beispiellose Welle der Bürokratie mit sich, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste lokale Betriebe wie Hofläden und Alp-Käsereien mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überziehen wird. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar. Zusätzlich wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls zutiefst besorgniserregend. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Fähigkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Bestimmungen im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) verleihen dem Bundesrat Blankovollmachten zur Umsetzung von EU-Recht, wodurch das Parlament umgangen wird und seine demokratische Kontrollfunktion in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich ausgehöhlt wird. Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz ihre Souveränität auf und unterstellt sich dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren und wird gezwungen, sich an langsamere und für unsere

alpine Situation unpassende Mechanismen der EU zu halten. Ein besonders gravierender Eingriff in unsere Souveränität ist die geplante Ermöglichung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Hinzu kommt die beispiellose "Guillotineklausel", welche dieses schädliche Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft und somit eine inakzeptable politische Erpressung darstellt, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Schweiz muss sich gegen diese schleichende Entrechtung wehren und ihre hohen Standards, ihre Souveränität und die Interessen ihrer Produzenten und Konsumenten verteidigen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs, insbesondere des Schienenverkehrs, birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die EU-Beihilferegelungen, die durch das Abkommen Einzug halten, drohen, bewährte Subventionsmodelle für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einzustufen. Dies stellt eine direkte Bedrohung für die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung dar und untergräbt die finanzielle Solidität der SBB sowie anderer konzessionierter Unternehmen. Des Weiteren ermöglicht die Öffnung für die Kabotage ausländischen Anbietern wie Flixtrain, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen gleicht einer gezielten "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken bedienen. Die SBB und andere akzentuierte Unternehmen bleiben hingegen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen. Diese Entwicklung gefährdet nachhaltig die finanzielle Basis unseres Service public und die flächendeckende Mobilität. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und eine klare Schwächung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme vorangetrieben. Künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, Art. 40ater) stellt einen Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar. Sie gewährt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, die Möglichkeit, sich die lukrativsten Strecken der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen mit einem umfassenden Versorgungsauftrag erheblich und gefährdet die langfristige Qualität und Flächendeckung des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Ebenso schränkt die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss dem revidierten Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden EU-konforme Kriterien zur Pflicht, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratische Selbstbestimmung der Schweiz. Es ist äusserst fragwürdig, ob die angestrebten Ziele einer Vertiefung der Zusammenarbeit im Einklang mit der eidgenössischen Verfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 19. Dezember 1986 über die Bundesverfassung (BV), stehen, der die Schweiz als freie und souveräne Nation definiert. Die angedachte Übernahme von EU-Recht, auch in Form von angepassten Abkommen, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität und die Entscheidungsfreiheit des Schweizer Stimmvolkes. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die obligatorische referendumspflichtige Volksabstimmung über völkerrechtliche Verträge vorsieht, scheint in Gefahr zu geraten, wenn die Schweiz sich vertraglich verpflichtet, fortlaufend EU-Recht zu übernehmen, ohne dass jeder einzelne Akt dem Volk zur Zustimmung vorgelegt werden kann. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung ohne entsprechende demokratische Legitimation. Weiterhin sind die wirtschaftlichen Implikationen und die Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt kritisch zu hinterfragen. Die geforderte Umsetzung des freien Personenverkehrs gemäss dem bilateralen Abkommen über die Freizügigkeit (AFZ), das auf Art. 10 des Freizügigkeitsabkommens EU/Schweiz verweist, könnte zu einem unkontrollierten Zuzug führen, der die Lohnstrukturen und die sozialen Sicherungssysteme in der Schweiz erheblich unter Druck setzen würde. Die Gefahr einer Lohnkonkurrenz und die Überlastung öffentlicher Infrastrukturen sind ernst zu nehmende

Bedenken, die im vorgeschlagenen Rahmen nicht hinreichend adressiert werden. Die Vertiefung der Beziehungen zur EU könnte zudem die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Rechtsprechung des Bundesgerichts beeinträchtigen. Die indirekte Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) durch die Übernahme von EU-Recht könnte die Autonomie der Schweizer Rechtsordnung gefährden und zu einer Erosion der nationalen Rechtsprechung führen. Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungskompetenz des Bundes festlegt, darf nicht durch ausländische Rechtsakte, die indirekt Anwendung finden, untergraben werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU trotz der angepriesenen Vorteile erhebliche und unannehmbare Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratischen Institutionen und die wirtschaftliche Stabilität birgt. Eine vorsichtige und auf die Wahrung schweizerischer Interessen ausgerichtete Politik ist zwingend erforderlich.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und müssen kritisch hinterfragt werden. Es drängt sich die Frage auf, ob die schweizerischen Interessen, insbesondere die Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung, in diesen Vereinbarungen ausreichend gewahrt sind. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Handlungsfreiheit des Schweizerischen Gesetzgebers und der Gerichte erheblich einzuschränken und damit zentrale Prinzipien unserer Verfassung zu untergraben. Besondere Besorgnis erregt die drohende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Rückkopplung und die Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in der Bundesverfassung verankert ist, und zur Autonomie des schweizerischen Rechtssystems. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen und die Rechtsgleichheit betont, könnte durch eine unkontrollierte Übernahme externer Normen gefährdet werden. Ebenso wirft die potentielle Einschränkung der parlamentarischen Entscheidungsfreiheit Fragen im Hinblick auf Artikel 164 der Bundesverfassung auf, der die Rechte des Parlaments als oberstes Organ der Gesetzgebung und oberste Gewalt des Bundes unterstreicht. Die Argumentation, dass diese Abkommen notwendig seien, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, erscheint einseitig und unterschätzt die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen wirtschaftlichen Beziehungen und Verträge zu gestalten. Die damit einhergehende Angleichung von Standards und die Übernahme von Vorschriften, die nicht primär unseren spezifischen Bedürfnissen entsprechen, birgt das Risiko einer übermässigen Regulierung und einer Schwächung der schweizerischen Wettbewerbsfähigkeit. Die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die vorgesehene Mechanismen zur Streitbeilegung könnten zudem dazu führen, dass die Schweiz in Rechtssysteme gezwungen wird, deren Grundsätze und Verfahren nicht mit unseren eigenen übereinstimmen. Dies berührt direkt die Souveränität, die in Artikel 1 der Bundesverfassung als grundlegendes Prinzip unseres Staates definiert ist. Die unzureichende Berücksichtigung dieser Bedenken in den vorliegenden Verhandlungsergebnissen rechtfertigt eine ablehnende Haltung und die Forderung nach einer deutlichen Nachbesserung, die die Souveränität und die rechtsstaatlichen Errungenschaften der Schweiz kompromisslos schützt.

Schrepfer Stefania
Stradon da Bren 22
6937 Breno

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Breno, il 20.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo

- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

S. Schrepfer

S.Schrepfer

Natalie SCHREYER
Chemin des Pervenches 8
1530 Payerne

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Payerne, le 20 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

SCHREYER Natalie

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Robin Siegenthaler (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Robin · 0795555719 · robin.siegenthaler@me.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Entscheidungsprozesse der Schweiz. Eine Vertiefung der bilateralen Beziehungen, insbesondere im Hinblick auf eine mögliche institutionelle Anbindung, darf nicht zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht und damit zu einer Erosion unserer rechtsstaatlichen Eigenständigkeit führen. Die Schweiz hat sich in der Vergangenheit bewusst für den Weg der bilateralen Abkommen entschieden, um ihre Unabhängigkeit zu wahren und ihre spezifischen Interessen zu schützen. Eine Abkehr von diesem bewährten Pfad zugunsten einer stärkeren Integration, die unweigerlich zu einer Unterordnung unter europäische Rechtsnormen führen würde, ist entschieden abzulehnen. Besondere Bedenken bereitet die in Aussicht gestellte Übernahme von sogenanntem „dynamischem Rechtsabkommen“ durch die Schweiz. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz automatisiert neue EU-Gesetzgebung in ihr eigenes Recht integrieren müsste, ohne dass ein substanzieller nationaler Verhandlungsprozess stattfindet oder die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz angemessen berücksichtigt werden. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, welches im Schweizer Rechtssystem, insbesondere im Artikel 7 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV), verankert ist. Dieser Artikel besagt, dass die Gesetzgebung dem Willen des Volkes und der Kantone entsprechen muss. Eine automatische Übernahme von EU-Recht untergräbt diesen Willen und entzieht den eidgenössischen Räten sowie dem Volk die Möglichkeit, über die Inhalte der Gesetze, die sie betreffen, mitzubestimmen. Des Weiteren ist fraglich, inwieweit eine solche Bindung mit dem Artikel 191a BV vereinbar wäre, der besagt, dass kein Bundesgesetz und keine völkerrechtliche Bestimmung mit der Bundesverfassung vereinbar sein darf. Wenn die Schweiz durch dynamische Rechtsübernahme gezwungen wäre, EU-Recht anzuwenden, das potenziell im Widerspruch zu Grundprinzipien unserer Verfassung steht, wäre die Rechtsstaatlichkeit gefährdet. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) würde als letztinstanzliche Autorität über die Auslegung dieser übernommenen Normen entscheiden, was eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der Souveränität der Schweizer Gerichte bedeuten würde. Dies ist ein direkter Angriff auf die Gewaltentrennung und die Prinzipien der rechtsstaatlichen Selbstbestimmung. Die Befürworter einer stärkeren Bindung argumentieren oft mit wirtschaftlichen Vorteilen und der Notwendigkeit eines stabilen Zugangs zum EU-Binnenmarkt. Doch diese Argumentation verkennt die Gefahr, dass der Preis für diesen Zugang ein unzumutbarer Souveränitätsverlust sein könnte. Die Schweiz hat es durch kluge und eigenständige Politik geschafft, sich eine starke wirtschaftliche Position zu erarbeiten, ohne ihre Unabhängigkeit aufzugeben. Eine Übernahme von EU-Standards und -Regulierungen ohne Mitspracherecht würde nicht nur die Wettbewerbsfähigkeit durch unnötige Bürokratie belasten, sondern auch die Möglichkeit einschränken, innovative und auf die Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Artikel 173 Absatz 2 BV schreibt dem Bundesrat die Aufgabe zu, die Interessen der Schweiz in Europa zu wahren. Eine passive Übernahme von EU-Recht erfüllt diese Aufgabe nicht, sondern delegiert die Wahrnehmung der Schweizer Interessen an externe Organe. Die Stärkung der Beziehungen zur EU darf nicht dazu führen, dass die Schweiz zu einer reinen Anhängselunion degradiert wird. Es muss gewährleistet bleiben, dass die schweizerische Gesetzgebung und Rechtsprechung unabhängig und im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Werten und Traditionen gestaltet werden. Die Fähigkeit, eigene Gesetze zu erlassen und unsere nationale Identität zu wahren, ist von unschätzbarem Wert und darf nicht für vermeintliche kurzfristige wirtschaftliche Gewinne geopfert werden. Der Schutz der direkten Demokratie und die Wahrung der Volkssouveränität, wie sie in den Artikeln 34 ff. BV verankert sind, sind fundamentale Pfeiler unseres Staates und dürfen unter keinen Umständen kompromittiert werden. Wir müssen uns entschieden gegen jede Form von Abkommen wehren, die eine automatische Übernahme von EU-Recht vorsehen und damit die demokratische Willensbildung in der Schweiz untergraben. Die Souveränität der Schweiz und die Rechte ihrer Bürgerinnen und Bürger sind nicht verhandelbar. Es ist unsere Pflicht, die Unabhängigkeit unseres Landes zu verteidigen und sicherzustellen, dass die Schweiz auch in

Zukunft ihre eigenen Entscheidungen treffen kann, frei von externem Druck und unzulässiger Einflussnahme. Jede Vereinbarung muss sorgfältig geprüft werden, um sicherzustellen, dass sie unsere Souveränität und unsere demokratischen Prinzipien stärkt und nicht schwächt. Die derzeitigen Vorschläge scheinen diese grundlegenden Prinzipien nicht ausreichend zu berücksichtigen und bedürfen daher einer kritischen und zurückhaltenden Haltung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Während die Notwendigkeit einer klaren und kohärenten Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union unbestritten ist, müssen die vorgeschlagenen Massnahmen einer kritischen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass sie nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und unserer demokratischen Grundwerte führen. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagene Umsetzung den Anschein erweckt, als ob die Schweiz sich unkritisch an die Rechtsprechung und die Interpretationen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) anpassen müsse. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Das Volk ist die oberste Quelle aller staatlichen Gewalt und übt diese durch die Wahl seiner Vertreter und durch Volksinitiativen und Referenden aus. Eine Umsetzung, die primär auf die Übernahme externer Rechtsnormen abzielt, ohne eine sorgfältige Prüfung ihrer Kompatibilität mit unserer eigenen Rechtsordnung und unseren demokratischen Verfahren, untergräbt diesen Grundsatz. Artikel 6 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 115) legt fest, dass die Bundesversammlung über die Aufnahme neuer Abkommen mit ausländischen Staaten und Organisationen entscheidet. Bei der Umsetzung dieser Abkommen muss sichergestellt werden, dass die parlamentarische Kontrolle und die Möglichkeit der direkten Demokratie vollumfänglich gewahrt bleiben. Wenn die vorgeschlagene Umsetzung die Rolle des Parlaments schwächt oder die Einbeziehung des Volkes erschwert, stellt dies eine inakzeptable Einschränkung der demokratischen Rechte dar. Besondere Bedenken ergeben sich im Hinblick auf die Rolle der Gerichte. Die Schweizer Gerichte sind gemäss Artikel 1 des Gerichtsverfassungsgesetzes (GVG) für die Anwendung des Rechts zuständig. Die vorgeschlagene Umsetzung darf nicht dazu führen, dass Schweizer Gerichte de facto zu untergeordneten Instanzen der EU-Gerichtsbarkeit werden. Dies würde das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die Eigenständigkeit unserer Rechtsordnung gefährden. Es muss sichergestellt werden, dass Schweizer Gerichte weiterhin die primäre Befugnis zur Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts besitzen und dass sie sich nicht blindlings an externe Urteile halten müssen, die potenziell im Widerspruch zu unseren Verfassungsgrundsätzen stehen. Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die wirtschaftlichen Auswirkungen. Während die Annäherung an die EU zweifellos wirtschaftliche Vorteile mit sich bringen kann, dürfen die Kosten und Risiken für die Schweizer Wirtschaft nicht unterschätzt werden. Die vorgeschlagene Umsetzung muss eingehend auf ihre Auswirkungen auf kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie auf spezifische Schweizer Wirtschaftssektoren geprüft werden. Artikel 27 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Jegliche Massnahmen, die diese Freiheit einschränken oder die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen beeinträchtigen, bedürfen einer ausserordentlich sorgfältigen Abwägung und müssen transparent begründet werden. Die Rechtsprechung des EuGH ist oft von einer dynamischen Interpretation des EU-Rechts geprägt, die darauf abzielt, die Integration voranzutreiben. Diese Dynamik birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz unvorhergesehenen Verpflichtungen gegenübersieht, die ursprünglich nicht Teil des Abkommens waren. Es ist daher unerlässlich, dass die Umsetzung von Abkommen so gestaltet wird, dass sie eine klare Abgrenzung zwischen geltendem Schweizer Recht und potenziell sich wandelndem EU-Recht gewährleistet. Dies erfordert eine robustere Interpretation unserer eigenen Gesetze und eine Zurückhaltung bei der automatischen Übernahme neuer Rechtsentwicklungen aus Brüssel. Die in Artikel 34 der Bundesverfassung verankerten Grundrechte dürfen durch die Umsetzung von Abkommen nicht beeinträchtigt werden. Dies betrifft insbesondere die Meinungsäusserungsfreiheit, die Versammlungsfreiheit und die Eigentumsgarantie. Jegliche vorgeschlagene Umsetzung muss daraufhin überprüft werden, ob sie diese Grundrechte respektiert und ob sie einen angemessenen Schutz für die Bürgerinnen und Bürger bietet. Die Annahme von EU-Recht darf nicht dazu führen, dass diese fundamentalen Freiheiten eingeschränkt werden, nur um eine vermeintliche Harmonisierung zu erreichen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung zwar die Notwendigkeit einer Umsetzung von Abkommen mit der EU anerkennt, jedoch die potenziellen Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratischen Rechte nicht ausreichend berücksichtigt. Es bedarf einer deutlich kritischeren Haltung und einer stärkeren Betonung der Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer eigenständigen Rechtsordnung, anstatt einer passiven Übernahme externer Normen. Die Stossrichtung muss eine bewusste und kontrollierte Integration sein, die unserer Verfassung und unseren Werten jederzeit Vorrang einräumt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere hinsichtlich des Eisenbahnwesens, wirft tiefgreifende und berechtigte Bedenken hinsichtlich der Zukunft des Schweizer Service public auf. Es ist nicht ersichtlich, wie die zugrundeliegenden Abkommen den Erhalt und die Weiterentwicklung unseres bewährten Systems gewährleisten sollen, stattdessen drohen erhebliche Gefährdungen. Ein zentraler Kritikpunkt ist die potenzielle Einschränkung der Service-public-Subventionen. Das EU-Beihilferecht, das durch das Abkommen zur Anwendung kommen würde, könnte bewährte und notwendige Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einstufen. Diese Subventionen sind das Fundament, auf dem die Qualität und der Umfang des öffentlichen Verkehrs in unserem Land ruhen. Ihre Streichung oder drastische Reduktion hätte unweigerlich negative Auswirkungen auf das Angebot für die Schweizer Bevölkerung und würde die finanzielle Tragfähigkeit des Systems gefährden. Besonders alarmierend ist die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater). Diese Öffnung des Schweizer Marktes für ausländische Anbieter birgt die Gefahr der sogenannten "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen würden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren und dabei die Rentabilität unserer eigenen Bahnunternehmen wie der SBB massiv beeinträchtigen. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen tragen jedoch eine umfassende Verantwortung für die Grundversorgung, einschliesslich der unrentablen, aber für die Bevölkerung unverzichtbaren Nebenlinien. Durch die Kabotage wird die finanzielle Basis, die für die Aufrechterhaltung dieses Versorgungsauftrags unabdingbar ist, direkt untergraben. Dies ist kein Schritt hin zu mehr Wettbewerb, sondern ein gezielter Angriff auf die finanzielle Stabilität und damit auf die Existenz des Service public. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre verpflichtet, diese Änderungen dynamisch zu übernehmen, was bedeutet, dass wir die Kontrolle über unsere eigenen Regulierungen im Bahnverkehr verlieren. Dies ist keine beruhigende Massnahme, sondern vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität. Die Sorge, dass künftige EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisieren, ist daher äusserst berechtigt. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) stellt eine weitere Einschränkung der nationalen Hoheit dar. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten Kriterien für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten. Dies kann dazu führen, dass weniger optimale oder teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler gewählt werden müssen, da die Berücksichtigung rein schweizerischer Verkehrsziele und Bedürfnisse erschwert wird. Die Freiheit, unser eigenes Verkehrsnetz nach unseren Prioritäten zu gestalten, wird hierdurch empfindlich beschnitten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage und die dynamische Rechtsübernahme, eine existenzielle Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Die scheinbar angebotenen Schutzmechanismen sind unzureichend und die damit verbundenen rechtlichen Anpassungen führen zu einer schleichenden Auf saka be unserer Souveränität im Bahnverkehr. Es ist dringend geboten, die negativen Konsequenzen dieser Abkommen für die Qualität, Finanzierung und flächendeckende Versorgung unseres öffentlichen Verkehrs kritisch zu hinterfragen und Wege zu finden, die den Erhalt unseres bewährten Systems uneingeschränkt gewährleisten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich der Lebensmittelsicherheit, irreführend als 'vom Hof auf den Tisch' tituliert, stellt eine fundamentale und in ihren Konsequenzen kaum abzuschätzende Bedrohung für die Schweiz dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine marginale Anpassung, sondern um eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben. Die Schweiz droht, ihre eigenständigen, oft höheren Produktionsstandards und damit ihre kulinarische Identität aufzugeben. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein über Jahrzehnte hart erarbeiteter und unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft merklich tiefere EU-Standards, die primär auf Massenproduktion und nicht auf Spitzenqualität ausgerichtet sind, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label 'Made in Switzerland' wird massiv entwertet, wenn die hier produzierten Lebensmittel denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen wie Erzeugnisse aus weniger qualitätsbewussten EU-Staaten. Diese Angleichung zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und die Attraktivität schweizerischer Produkte auf dem Weltmarkt. Besorgniserregend ist die juristisch äusserst problematische 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz massiv einschränkt. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde

die Schweiz in eine existenzielle Krise stürzen, da sie die Aufgabe des gesamten bilateralen Vertragswerks bedeuten würde. Dies nimmt der Schweiz jede Möglichkeit, eigenverantwortlich auf zukünftige negative Entwicklungen zu reagieren. Die vorgesehene Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben – seien es Ställe, Käsereien oder Restaurants – stellt einen gravierenden und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies untergräbt das Vertrauen in unsere nationalen Kontrollinstanzen und unsere Fähigkeit, selbst über die Einhaltung von Standards zu wachen. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und auf die industriellen Verhältnisse der EU zugeschnittenen Vorschriften sind für die kleinteilige Struktur der Schweizer Landwirtschaft und Lebensmittelproduktion oft völlig ungeeignet. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten sich mit einem unüberwindbaren Berg an Vorschriften auseinandersetzen. Dies droht, lokale Traditionen zu zerstören und kleine sowie mittlere Betriebe wirtschaftlich zu ruinieren. Die von der Schweiz sorgfältig und auf demokratischem Weg mehrfach bestätigte Gentechnik-Politik wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten, welche lediglich nach EU-Massstäben zugelassen sind. Dies missachtet den klaren Volkswillen und setzt unsere Landwirtschaft und die Gesundheit der Konsumenten potenziellen Risiken aus, vor denen sich das Schweizer Volk explizit schützen wollte. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Die Folge ist eine erstickende Bürokratie und ein unvermeidlicher Verlust an hohen Standards, die für die Schweiz charakteristisch sind. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind besonders gravierend. Mit dem neuen Art. 15a TSchG werden die erzwungenen Übernahmen der EU-Verordnungen für Tiertransporte und mit dem neuen Art. 21 TSchG für die Schlachtung ist dies ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies bedeutet einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich, in dem die Schweiz eigene, höhere Massstäbe setzen sollte und kann. Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur automatischen Umsetzung von EU-Recht dar. Das Schweizer Parlament wird dadurch umgangen und verliert seine Fähigkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Landwirte und damit die Ernährungssicherheit der Schweiz direkt betreffen. Dies ist eine eklatante Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz politisch und wirtschaftlich zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist besorgniserregend. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere wertvollen Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für die spezifische alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet die Schweizer Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Anpassung des EU-Lebensmittelrechts nicht nur eine bürokratische Last darstellt, sondern eine existenzielle Bedrohung für die Schweizer Lebensmittelsicherheit, die Qualität unserer Produkte, die Souveränität unseres Landes und die Vielfalt unserer bäuerlichen Betriebe darstellt. Die Schweiz würde ihre Eigenständigkeit und ihre bewährten Standards für die kurzfristigen und fragwürdigen Vorteile einer noch tieferen und unumkehrbaren Integration opfern. Dieses Abkommen ist entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Verschärfung der bestehenden Regelungen dar, die in fundamentalem Widerspruch zum Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung steht. Dieser Verfassungsartikel gibt dem Volk und den Kantonen das Recht, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die vorgeschlagenen Anpassungen untergraben dieses Recht systematisch, indem sie eine quasi automatische Einwanderung ermöglichen, die den Interessen der

Schweiz und ihrer Bevölkerung zuwiderläuft. Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» nach nur fünf Jahren Aufenthaltsdauer ist in ihrer Konsequenz äusserst bedenklich. Dieses als «Niederlassung C PLUS» konzipierte Aufenthaltsrecht ist praktisch unentziehbar. Selbst bei schwerwiegenden Vergehen wie Kriminalität oder der Abhängigkeit von Sozialhilfe würde dieses Recht fortbestehen. Dies stellt eine direkte Gefahr für die innere Sicherheit dar und belastet unsere Sozialwerke auf eine Weise, die nicht tragbar ist. Unsere Sozialsysteme sind für die Bedürfnisse der Schweizer Bevölkerung konzipiert und dürfen nicht zu einem Magneten für Personen werden, die nicht bereit oder fähig sind, sich in unsere Gesellschaft zu integrieren und eigenständig für ihren Lebensunterhalt aufzukommen. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten de facto ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten für diesen Personenkreis werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Dies ist eine unzumutbare Last, die die finanzielle Stabilität unserer Gemeinden und Kantone gefährdet. Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu einer exponentiellen Steigerung der Sozialkosten führen. Dies entzieht sich jeder staatlichen Steuerung und widerspricht dem Prinzip der wirtschaftlichen und sozialen Nachhaltigkeit. Die im Vertragspaket vorgesehene «Schutzklausel» ist nichts anderes als ein Feigenblatt, ein reines Täuschungsmanöver. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel in Anspruch zu nehmen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsmethode, die die Souveränität der Schweiz verletzt. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten «Integrationsmethode» ist eine fundamentale Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden ohne Mitspracherecht des Schweizer Parlaments oder des Volkes übernommen. Dies ist inakzeptabel und gefährdet unsere Fähigkeit, unsere Zuwanderungspolitik im nationalen Interesse zu gestalten. Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Sie ist ein zahnloser Tiger. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Der neue Artikel 41c AIG, der den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweitet, macht einen Ausschluss selbst bei anhaltender Abhängigkeit kaum mehr möglich. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer «Wiedereingliederungsstrategie» in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von

Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Art. 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität, eine gefährliche Lockerung unserer Zuwanderungskontrollen und eine massive Belastung unserer Sozialwerke und öffentlichen Finanzen bedeuten. Wir fordern eine klare Absage an diese Vertragspaketgestaltung und eine Rückbesinnung auf den Schutz unserer nationalen Interessen und der direkten Demokratie.

Strom

Die vorgeschlagene Revision des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und des Energiegesetzes (EnG) stellt aus Sicht der Schweizer Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit eine höchst bedenkliche Entwicklung dar, die mit unseren nationalen Interessen und föderalen Strukturen diametral im Widerspruch steht. Die Annahme dieser Regelungen, insbesondere im Hinblick auf die angestrebte institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, würde die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradieren, der jedoch die finanziellen und regulatorischen Lasten mittragen muss. Entscheidungen von fundamentaler Bedeutung für unser Stromnetz würden künftig in Brüssel gefällt, was einem bedenklichen Souveränitätsverlust gleichkommt. Die Europäische Agentur für die Zusammenarbeit der Energieregulierungsbehörden (ACER) und die Europäische Übertragungsnetzbetreiberorganisation für Elektrizität (ENTSO-E) sind Organe, die primär auf die Bedürfnisse und Strukturen der Europäischen Union zugeschnitten sind. Die Schweiz würde in diese Strukturen eingebunden, ohne die Möglichkeit, aktiv an deren Gestaltung mitzuwirken oder eigene Interessen wirksam zu vertreten. Dies ist nicht mit dem Status eines souveränen Staates vereinbar. Gemäss den Prinzipien des Völkerrechts, insbesondere des Prinzips der souveränen Gleichheit der Staaten, ist es unzumässlich, wenn ein Staat sich regulatorischen Vorgaben unterwirft, die ihm von einer externen Organisation diktiert werden, ohne dass ihm eine entsprechende Mitsprache eingeräumt wird. Die vorgeschlagene Umwandlung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" ist ein fundamentaler Bruch mit dem demokratischen Prinzip und der Eigenständigkeit unserer nationalen Gesetzgebung. Artikel 22 StromVG in seiner neuen Fassung würde die ElCom dazu zwingen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu hinterfragen oder an schweizerische Gegebenheiten anzupassen. Dies bedeutet faktisch das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und die Unterwerfung unter eine Bürokratie, die weit von den Anliegen der Schweizer Bevölkerung entfernt ist. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und damit der dezentralen Wertschöpfung zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die Kantone finanziell schwächen, sondern auch die Anreize für die Nutzung unserer wichtigsten erneuerbaren Energiequelle mindern. Die EU-Regeln zur Wettbewerbsverzerrung sind nicht auf die spezifische Situation eines Alpenlandes mit seiner dominanten Wasserkraft ausgelegt. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgesehene Marktliberalisierung massiv geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der lokale und dezentrale Energieproduzenten unterstützt, würde durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die bürgernahe Energieproduktion und führt zu einer Zentralisierung, die nicht im Interesse der Bevölkerung liegt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 EnG, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen unzählige kleine und mittlere Produzenten. Dies widerspricht der propagierten Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure, was zu einer Abhängigkeit von diesen führt. Die nationale Versorgungssicherheit wird durch die vollständige Marktliberalisierung geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine bedenkliche Verantwortungslücke: Weder der Markt noch die EU können klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz garantieren. Artikel 8b ff. StromVG zur Energiereserve suggeriert eine Lösung, doch die Erfahrung zeigt, dass ein rein marktgetriebenes System anfällig für Krisen ist.

Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen wir nicht abschätzen können. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Artikel 4a ff. StromVG verankert ist, birgt die Gefahr unkalkulierbarer Preisvolatilität, die gerade für KMU und Haushalte existenzbedrohend sein kann. Die Kosten für eine nicht vom Markt übernommene Versorgungssicherheit müssten über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen, wie in den neuen Artikeln 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG vorgesehen, schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den dringend notwendigen Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und volatilen fossilen Energieträgern. Dies ist ein Rückschritt und widerspricht jeglicher Logik einer resilienten Energieversorgung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Artikel 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Artikel 22 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur die Energiesouveränität der Schweiz untergraben, sondern auch die Versorgungssicherheit gefährden, föderale Strukturen zerstören und zu unkalkulierbaren Kosten für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft führen. Dieses Paket von Massnahmen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten unserer nationalen Interessen und sollte entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Gesamtheit höchst bedenklich und stellen keine adäquate Antwort auf die wachsenden Herausforderungen dar, die sich aus der ausufernden Ausdehnung der bilateralen Verträge mit der Europäischen Union ergeben. Vielmehr handelt es sich um kosmetische Anpassungen, die die grundsätzliche Schwächung des schweizerischen Lohnschutzniveaus zu kaschieren versuchen. Der massive und nachweisliche Druck auf die Löhne, der durch die ungezügelte Zuwanderung von Arbeitskräften aus der EU mit sich bringt, wird durch diese Vorlagen keineswegs kompensiert. Im Gegenteil, es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die die Hauptlast dieser Entwicklung tragen müssen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, der seit Jahrzehnten massgeblich zur sozialen Stabilität und zum Wohlstand unseres Landes beigetragen hat, wird dieser aufgeweicht und an niedrigere EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern vor allem weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die auf Lohndumping setzen und sich dadurch einen unfairen Wettbewerbsvorteil gegenüber Schweizer Unternehmen verschaffen. Die Kontrollmechanismen werden untergraben. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate, die das Rückgrat unseres Lohnschutzes bilden, werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen massiv geschwächt. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Praxis zeigt, dass mit zunehmender bürokratischer Distanz die Effektivität der Kontrollen abnimmt. Dies begünstigt jene Akteure, die den Schweizer Arbeitsmarkt ausnutzen wollen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) massgeblich, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Die neue Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und ist eine unnötige Belastung für die Unternehmen, die bereits heute unter hohem Kostendruck stehen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Es ist zu befürchten, dass die Hürden für Arbeitnehmer, ihre Rechte einzufordern, dadurch erhöht werden. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer

Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies limitiert unsere Handlungsspielräume in der Innenpolitik und führt zu einer schleichenden Abhängigkeit. Die Präzisierungen im Gesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gefahr ist gross, dass die Sozialpartner ihre Autonomie verlieren und die schweizerische Sozialpartnerschaft durch Brüsseler Vorgaben ausgehöhlt wird. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Regelung öffnet die Tür für eine direkte Einflussnahme der EU auf unser innerstaatliches Recht und stellt eine unzumässige Belastung für unsere Gerichte und Behörden dar. Die Schweiz muss ihre Souveränität im Bereich der Rechtsdurchsetzung wahren und darf nicht zum automatischen Vollzugsgehilfen für EU-Entscheidungen werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an EU-Kohäsionsprojekten stellt aus unserer Sicht eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist nicht nur ein Verlust politischer Einflussmöglichkeiten, sondern im Grunde eine Zwangsabgabe, die dem Geist unserer Bundesverfassung widerspricht. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt auf den ersten Blick moderat, ist jedoch als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung und Anpassung der Beiträge birgt die erhebliche Gefahr unaufhaltsam steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde damit jegliche Verhandlungsmacht verlieren und zur Zahlung gezwungen, die von der EU einseitig diktiert wird. Dies widerspricht fundamental unserem Prinzip der autonomen Haushaltsführung und Budgethoheit des Parlaments, wie sie in den Artikeln 128 und 129 der Bundesverfassung verankert sind. Es ist bedenklich, dass die Schweiz zur Nettozahlerin wird, ohne dass im Gegenzug eine klare und verbindliche Verbesserung des Marktzugangs oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse garantiert wird. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität einschränkt, ohne dass handfeste und für die Schweizer Bevölkerung spürbare Vorteile absehbar sind. Diese einseitige finanzielle Verpflichtung ohne entsprechende Gegenleistungen ist wirtschaftlich und politisch nicht zu rechtfertigen. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist dabei das zentrale gesetzgeberische Instrument, das die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung überführen soll. Mit der Verankerung des KoBG in der Schweizer Rechtsordnung, insbesondere durch seine Aufnahme in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Versteigerung von Gütern und Dienstleistungen und die Erteilung von Aufträgen des Bundes (BöB), wird ein dauerhafter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt dessen Budgethoheit gemäss Artikel 128 der Bundesverfassung aus. Statt einer politischen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die dem Wohl der Schweiz dient, wird lediglich die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zementiert. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die finanzielle Autonomie des Bundesparlaments massiv beeinträchtigt. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und dient lediglich dazu, die politisch höchst umstrittenen und finanziellem Druck ausgesetzten Kohäsionszahlungen an die EU zu legitimieren. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um eine finanzielle Abmachung zu rechtfertigen, die gravierende Nachteile für die Schweiz mit sich bringt. Es entsteht der Eindruck, als würde die Schweiz für ihre Friedensbemühungen bezahlen, während es sich in Wahrheit um eine bedingungslose finanzielle Leistung an die EU handelt. Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Regelungen eine erhebliche Gefährdung der Schweizer Souveränität, der demokratischen Kontrolle und der finanziellen Autonomie dar. Wir fordern daher eine Überprüfung und Ablehnung dieser Bestimmungen, die darauf abzielen, die Schweiz zu einer dauerhaften finanziellen Verpflichtung gegenüber der EU zu machen, ohne angemessene Gegenleistungen oder Mitspracherechte zu gewähren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamental neue und bedenkliche Weichenstellung für die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen und staatliche Förderungen primär politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und somit auf demokratischer Legitimierung beruhen, soll abgeschafft werden. An ihre Stelle tritt ein starres, technokratisches Kontrollregime, das von der Europäischen Union vorgegeben wird. Dies ist kein evolutionärer Schritt, sondern eine erhebliche Einschränkung unserer Souveränität. Besonders besorgniserregend ist die massive Untergrabung der Souveränität der Kantone und ihrer föderalistischen Autonomie. Anstatt dass Kantone und Gemeinden eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung, die Unterstützung von regionalem Gewerbe oder die Finanzierung des öffentlichen Dienstleistungsangebots entscheiden können, müssen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden. Dies stellt einen direkten Angriff auf unseren Föderalismus dar und degradiert die Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten, deren Handlungsspielraum auf ein Minimum reduziert wird. Die Vorschriften des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und insbesondere die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) sind hierfür traurige Zeugen. Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neu geschaffene Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht, welche die kantonalen Souveränitätsrechte aushöhlt und die demokratisch gefällten Subventionsentscheide der Kantone in Frage stellen kann. Die Kantone verlieren somit ihre Verfahrensautonomie und werden im neuen System zu Bittstellern degradiert, die sich einer zentralen Kontrolle unterwerfen müssen. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen sollen zukünftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Es ist die Aufgabe der Eidgenossenschaft, die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz zu wahren und nicht, sich blindlings den Vorgaben einer externen Macht anzupassen. Kritische Sektoren, die für die Versorgungssicherheit und die strategische Autonomie unseres Landes von zentraler Bedeutung sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dazu gehören die Energieversorgung, bei der zahlreiche Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und der Landverkehr. Die Abschaffung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist hierfür ein prägnantes Beispiel. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird geopfert. Zukünftig sollen ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts gelten, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor verliert. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen neuen Beihilfekammer, die in Art. 3 BHÜG verankert ist, wird eine „Superbehörde“ geschaffen, die als „verlängerter Arm der EU“ agiert. Diese Institution wird nicht primär Schweizer Interessen verfolgen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert zudem die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese „Superbehörde“ wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Als besonders stossend ist zudem der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG zu werten. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Während die neue Behörde Entscheidungen fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestümpeltes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der schweizerischen Bevölkerung hintanzustellen.
Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen einen erheblichen Verlust an Souveränität und nationaler Steuerungshoheit bedeuten. Sie schwächen den Föderalismus, untergraben die demokratische Legitimation staatlicher Förderungen und stellen kritische Sektoren der nationalen Wirtschaft unter externe Kontrolle. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab und fordern eine Beibehaltung unserer bewährten, auf Schweizer Interessen ausgerichteten Politik.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft angesichts der Tragweite und der potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz erhebliche Bedenken auf. Die Argumentation, dass dieses Paket eine notwendige Weiterentwicklung der bilateralen Beziehungen darstellt und primär den Schweizer Interessen dient, vermag angesichts der aktuellen Ausgestaltung nicht zu überzeugen. Vielmehr scheint es, dass mit der Annahme dieses Pakets eine schleichende Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung und eine unumkehrbare Abhängigkeit von der Europäischen Union eingeleitet wird. Es ist unbestreitbar, dass die EU ein wichtiger Handelspartner der Schweiz ist. Doch die Annahme, dass die einzige Möglichkeit zur Wahrung dieser wirtschaftlichen Beziehungen in der Übernahme eines Grossteils des EU-Rechts besteht, ist eine fatale Vereinfachung. Das Schweizer Volk hat sich wiederholt, zuletzt im Rahmen der Abstimmung über die Personenfreizügigkeit, für eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung ausgesprochen. Die in diesem Paket vorgesehene Übernahme des EU-Rechts in der Personenverkehrsregelung untergräbt dieses Prinzip fundamental. Artikel 121a der Bundesverfassung, der die Steuerung der Zuwanderung durch das Parlament und den Bundesrat vorsieht und die Bevölkerung über Verfassungsänderungen abstimmen lässt, würde durch die automatische Übernahme von EU-Regularien de facto ausgehebelt. Dies ist ein direkter Angriff auf die demokratischen Grundfesten unseres Landes. Die EU-Kommission diktiert hierbei die Regeln, und die Schweiz muss diese ohne Mitspracherecht übernehmen, um den Marktzugang zu behalten. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, der im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist und die Souveränität des Schweizer Volkes schützt. Darüber hinaus stellt die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) eine massive Einschränkung der schweizerischen Souveränität dar. Die vorgeschlagene institutionelle Regelung, die eine bindende Auslegung des relevanten EU-Rechts durch den EuGH vorsieht, würde dazu führen, dass die schweizerischen Gerichte und letztlich auch die schweizerische Politik in Rechtsfragen der Judikatur des EuGH unterworfen wären. Dies steht im klaren Widerspruch zum Artikel 190 der Bundesverfassung, der festlegt, dass die eidgenössischen Gerichte das Recht anwenden und das Bundesgericht die oberste Gerichtsinstanz ist. Die Anerkennung der Übermacht von EU-Recht und EuGH-Urteilen würde die Unabhängigkeit unserer Justiz und damit die staatliche Souveränität massiv beeinträchtigen. Die Möglichkeit, dass der EuGH über die Anwendung des Rechts in der Schweiz entscheidet, ist inakzeptabel und stellt eine Kapitulation vor Brüssel dar. Die Argumentation, dass die Übernahme des EU-Rechts nur für spezifische Bereiche und im Rahmen der bilateralen Abkommen erfolgt, ist irreführend. Die dynamische Rechtsübernahme, wie sie in diesem Paket angelegt ist, bedeutet, dass die Schweiz zukünftige Gesetzesänderungen der EU ohne eigene Einflussnahme übernehmen muss. Dies wird die Flexibilität der Schweiz massiv einschränken und sie zu einer reinen Rezipientin europäischer Gesetzgebung degradieren. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Selbstbestimmung des Volkes und der Kantone als Grundwerte der schweizerischen Eidgenossenschaft festlegt, wird hierdurch fundamental verletzt. Die Fähigkeit, eigene Gesetze im Interesse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft zu gestalten, wäre stark beeinträchtigt. Auch die wirtschaftlichen Vorteile werden überschätzt und mit zu hohen Kosten erkauft. Der angepriesene erleichterte Marktzugang ist kein Geschenk der EU, sondern das Ergebnis von Verhandlungen, bei denen die Schweiz in eine schwächere Position gedrängt wird. Die damit verbundenen Kosten für die Übernahme des Rechts und die möglichen negativen Auswirkungen auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen, insbesondere durch die Personenfreizügigkeit, sind nicht ausreichend berücksichtigt. Die Gefahr einer Lohnunterbietung und der Ausnutzung von Arbeitskräften im Niedriglohnbereich ist real und würde die schweizerischen Arbeitnehmer direkt treffen. Die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft könnte dadurch paradoxerweise sogar Schaden nehmen, wenn die Schweiz zu einem Niedriglohnstandort wird. Schliesslich ist die mangelnde Transparenz und der demokratische Prozess bei der Ausgestaltung dieses Pakets äusserst bedenklich. Es drängt sich der Eindruck auf, dass hier versucht wird, Fakten zu schaffen, die dem Schweizer Volk bei einer Volksabstimmung nicht in ihrer vollen Tragweite vorgelegt werden. Die Schweizer Bevölkerung verdient eine offene und ehrliche Debatte über die Konsequenzen dieses Pakets, frei von politischem Druck und Lobbyismus. Die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der demokratischen Rechenschaftspflicht, die in der Schweizer Bundesverfassung verankert sind, müssen auch im Umgang mit internationalen Abkommen oberste Priorität haben. Eine Annahme dieses Pakets würde bedeuten, die Kontrolle über die eigene Zukunft an externe Akteure abzugeben und die für die Schweiz so essenzielle Souveränität aufs Spiel zu setzen. Es ist daher von grösster Wichtigkeit, dass dieser Vorschlag kritisch hinterfragt und im Lichte der eidgenössischen Verfassung und der demokratischen Grundrechte des schweizerischen Volkes beurteilt wird.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre bewährten rechtsstaatlichen Prinzipien mit grösster Sorgfalt schützt. Die Annahme des institutionellen Abkommens, wie es gegenwärtig zur Debatte steht, birgt erhebliche Risiken und untergräbt die Grundlagen unseres demokratischen Systems. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Gesetzgebungsorgane. Gemäss Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) sind die eidgenössischen Räte über die Vorbereitung der völkerrechtlichen Verträge zu informieren. Bei institutionellen Abkommen, die weitreichende Konsequenzen für die Rechtsordnung haben, muss eine solche Information nicht nur erfolgen, sondern auch mit einer echten Gestaltungs- und Mitwirkungsmöglichkeit einhergehen. Die aktuelle Tendenz, EU-Recht quasi direkt in die schweizerische Rechtsordnung zu integrieren, ohne dass diese noch vom Parlament materiell geprüft und verabschiedet werden kann, steht im fundamentalen Widerspruch zu diesem verfassungsmässigen Anspruch. Dies könnte dazu führen, dass die richterliche Überprüfung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) de facto zur obersten juristischen Instanz in der Schweiz erhoben wird. Dies wäre eine schleichende Erosion unserer nationalen Rechtskompetenz und würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte untergraben. Die EU-Grundfreiheiten, wie sie beispielsweise im Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) verankert sind, werden zwar als positiv erachtet, doch die Art und Weise ihrer Umsetzung und Auslegung durch den EuGH muss kritisch hinterfragt werden. Eine blindlings übernommene Rechtsprechung, die nicht mit den schweizerischen Rechtsgrundsätzen vereinbar ist, kann nicht einfach als unabänderlich hingenommen werden. Des Weiteren ist die Frage der dynamischen Rechtsübernahme höchst problematisch. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, zukünftige EU-Rechtsentwicklungen automatisch zu übernehmen, bedeutet dies, dass sie auf absehbare Zeit die Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung verliert. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Das Parlament, als direkt vom Volk gewählter Gesetzgeber, würde seiner primären Aufgabe, die Gesetze zu erlassen, in weiten Teilen entbunden. Die ständige Notwendigkeit, die übernommenen EU-Rechtsnormen in Einklang mit den schweizerischen Bedürfnissen zu bringen, würde zu einem unkontrollierbaren und undurchsichtigen Gesetzgebungsprozess führen. Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe b der Bundesverfassung bestimmt, dass die Bundesversammlung über den Abschluss von völkerrechtlichen Verträgen entscheidet. Diese Entscheidung muss auf einer fundierten Kenntnis und Akzeptanz der zu übernehmenden Bestimmungen basieren. Eine pauschale Zustimmung zu zukünftigen Rechtsentwicklungen, deren Inhalt noch nicht einmal bekannt ist, lässt sich mit dieser Bestimmung kaum vereinbaren. Die Auswirkungen auf die Unionsbürgerregelung bedürfen ebenfalls einer genauen Prüfung. Während die Freizügigkeit ein Eckpfeiler der EU ist, muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Interessen, insbesondere im Hinblick auf den Arbeitsmarkt und die Sozialsysteme, angemessen geschützt werden. Es ist unerlässlich, dass wir die Möglichkeit behalten, flankierende Massnahmen zu ergreifen, um Missbräuche zu verhindern und die Funktionsfähigkeit unserer Sozialwerke zu gewährleisten. Artikel 138 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit des Bundesrates für die Führung der Aussenbeziehungen regelt, darf nicht dazu missbraucht werden, eine faktische Unmöglichkeit zur Ergreifung von schützenden Massnahmen zu schaffen. Die Unabhängigkeit der Schweiz in ihrer Aussenpolitik, wie sie in Artikel 54 der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch die Bindung an ein institutionelles Abkommen mit der EU erheblich eingeschränkt werden. Eine Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht kann dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, ihren aussenpolitischen Kurs an den Vorgaben der EU auszurichten, selbst wenn dies nicht im direkten Interesse der Schweiz liegt. Dies gilt insbesondere im Hinblick auf die Handelspolitik und die Beziehung zu Drittstaaten. Die Möglichkeit, eigene Handelsabkommen abzuschliessen und die wirtschaftlichen Beziehungen nach eigenen Vorstellungen zu gestalten, könnte durch die institutionelle Einbindung in die EU stark beeinträchtigt werden. Zudem ist die mangelnde Transparenz im Verhandlungsprozess und die bisherige Darstellung der Ergebnisse kritisch zu beleuchten. Es besteht die Gefahr, dass die Öffentlichkeit und die Parlamente erst mit einem vollendeten Vertrag konfrontiert werden, dessen Grundzüge bereits festgelegt sind und der kaum noch substantielle Änderungen zulässt. Dies untergräbt das Prinzip der demokratischen Legitimation und Mitsprache. Artikel 166 Absatz 1 der Bundesverfassung legt fest, dass die Bundesversammlung das oberste Organ der Exekutive ist. Sie muss in alle wesentlichen Aspekte der Verhandlungen eingebunden sein und nicht nur als reine Absegnungsinstanz fungieren. Die Argumentation, dass die Annahme des institutionellen Abkommens für die Aufrechterhaltung der bilateralen Verträge unerlässlich sei, muss ebenfalls einer kritischen Prüfung unterzogen werden. Es muss klar dargelegt werden, welche spezifischen Nachteile entstehen würden, wenn bestimmte Punkte nicht im Sinne der EU umgesetzt würden, und ob diese Nachteile tatsächlich grösser sind als die Risiken einer Übernahme von EU-Recht und einer Einschränkung unserer Souveränität. Es ist möglich, dass die EU unter Druck gesetzt wird, Kompromisse einzugehen, die den schweizerischen Interessen besser Rechnung tragen. Die Rolle des Bundesrates als oberstes Exekutivorgan und seine Pflicht zur Wahrung der Interessen der Schweiz gemäss Artikel 174 der Bundesverfassung müssen hierbei stets im Vordergrund stehen. Die Verhandlungsposition der Schweiz darf nicht vorschnell als schwach eingestuft werden. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden

Verhandlungsergebnisse eine erhebliche Belastung für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung und die demokratischen Prinzipien darstellen. Bevor eine Entscheidung getroffen wird, ist eine umfassende und kritische Auseinandersetzung mit allen rechtlichen und politischen Konsequenzen unerlässlich. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die Schweiz vor vollendete Tatsachen gestellt wird oder dass ihre fundamentalen Prinzipien für kurzfristige pragmatische Vorteile geopfert werden.

Marion Sonnleitner
Chemin de Follieu 5
1020 Renens

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Renens, 20.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Marion Sonnleitner

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Laurent (Privat)

Date: 20.10.2025

Contact: Tombez · +417985165157 · ltombez@gmail.com

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation globale du paquet Suisse-UE soulève des inquiétudes majeures quant à sa compatibilité avec les principes fondamentaux de notre souveraineté et de notre système juridique. L'intégration progressive du droit européen sans une réflexion approfondie sur les répercussions de la Loi sur la coopération internationale (LCI), notamment concernant le respect de l'article 41 de la Constitution fédérale garantissant l'autonomie décisionnelle, paraît précipitée. Les dispositions proposées risquent d'affaiblir considérablement notre capacité à légiférer de manière autonome, contredisant ainsi l'esprit de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) qui devait se limiter à des domaines spécifiques. Il est impératif de réexaminer en profondeur les implications de cette démarche pour la préservation de nos intérêts nationaux.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse se voit présenter un accord institutionnel qui, malgré les assurances de souveraineté, risque d'entraîner une soumission progressive au droit de l'Union européenne. L'article 124 de la Constitution fédérale garantit notre indépendance et la primauté de notre droit national. Or, cet accord, en instaurant une application dynamique du droit européen et un rôle prépondérant pour la Cour de justice de l'Union européenne, menace directement ces principes fondamentaux. Nous ne pouvons accepter une extension de la jurisprudence européenne sans un contrôle démocratique adéquat et sans que le peuple et les cantons ne puissent se prononcer par voie référendaire, comme le garantit l'article 147 de la Constitution. Les conséquences potentielles sur notre système juridique et notre indépendance sont telles que nous devons manifester notre profond scepticisme quant à la conformité de cet accord avec l'intérêt supérieur de la Suisse.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des inquiétudes majeures quant à la stratégie d'intégration actuelle avec l'Union européenne. L'adoption unilatérale de législations européennes, sans que la Suisse n'ait de droit de regard dans leur élaboration, contrevient aux principes fondamentaux de la souveraineté nationale et de la démocratie directe, tels que garantis par l'article 1 de la Constitution fédérale. L'article 164, alinéa 2, de la Constitution impose au Conseil fédéral de tenir compte des intérêts supérieurs de la Confédération lors de l'élaboration des lois, ce qui semble négligé dans le cas présent. La pérennisation de ce modus operandi risque de nous éloigner durablement de notre marge de manœuvre politique et économique, au détriment de nos spécificités nationales.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes sont intrinsèquement insuffisantes et relèvent d'une approche superficielle. Elles ne compenseront en aucun cas la pression significative exercée sur les rémunérations suisses, menaçant ainsi d'une érosion généralisée du niveau de vie, particulièrement pour les classes moyennes et inférieures. Plutôt que de renforcer les mécanismes suisses éprouvés, ces réformes tendent à les affaiblir et à les conformer aux normes de l'Union européenne. Les dispositions relatives à la protection des représentants du personnel, telles que les articles 335l à 335q du Code des obligations, introduisent une rigidité excessive et une complexité bureaucratique qui entravent la flexibilité

des petites et moyennes entreprises. De surcroît, l'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires, telle que prévue par le nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, représente une abdication de souveraineté inacceptable, assimilant la Suisse à un simple instrument d'application des décisions administratives étrangères.

Électricité

La libéralisation complète du marché de l'électricité, telle que proposée par le nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a ss.), constitue une menace inacceptable pour la souveraineté énergétique suisse et la sécurité d'approvisionnement. L'intégration forcée dans les structures de régulation de l'UE, comme ACER, nous rend dépendants de décisions prises à Bruxelles sans droit de vote, tout en nous imposant les coûts. L'autorité de régulation de l'électricité (ElCom) deviendra une simple courroie de transmission pour les règlements européens, sapant ainsi une régulation indépendante et adaptée à nos besoins. La sécurité de l'approvisionnement, pilier de notre économie, sera sacrifiée au profit d'un marché instable, rendant les prix volatils et potentiellement plus élevés pour les ménages et les PME. Les mesures proposées affaiblissent également les structures fédérales, les centrales électriques communales et la production d'énergie locale et décentralisée, en contradiction avec la stratégie énergétique nationale.

Sécurité des denrées alimentaires

Nous exprimons notre plus profonde insatisfaction face à la proposition relative à la sécurité alimentaire. Sous le titre trompeur de « Sécurité alimentaire », il s'agit en réalité d'une intégration massive de notre système agroalimentaire sous le droit de l'UE, tel que le prévoit la révision totale de la loi sur les denrées alimentaires (LMG). Cette démarche menace directement les standards de qualité élevés et la diversité de notre production suisse, au profit de règles européennes souvent moins contraignantes. Les nouvelles dispositions relatives au bien-être animal, imposant l'adoption des normes de l'UE pour le transport et l'abattage (nouvel art. 15a et 21 du Tierschutzgesetz – TSchG), constituent un recul inacceptable, sacrifiant notre souveraineté et des pratiques reconnues. De surcroît, l'octroi de compétences réglementaires étendues au Conseil fédéral par le biais du Landwirtschaftsgesetz (nouvelles dispositions dans les art. 141 et 148 LwG) contourne le Parlement et ouvre la porte à une application unilatérale du droit européen, au détriment de notre agriculture. L'intégration forcée des réglementations de l'UE dans le domaine des épizooties (nouvel art. 1 TSG) constitue une dangereuse perte de contrôle souverain. L'ensemble de ce paquet représente une soumission inacceptable, portant atteinte à notre économie, à notre identité et à notre autonomie décisionnelle.

Transports terrestres

La proposition d'élargir l'application du droit de l'Union européenne au domaine des transports terrestres soulève des préoccupations majeures quant à la préservation du service public ferroviaire suisse. L'introduction de la notion de kabotage, telle que prévue à l'article 40ater du nouveau droit ferroviaire (EBG), ouvre la voie à une "rosinépickerei" de la part d'entreprises étrangères. Celles-ci pourraient se concentrer sur les liaisons rentables, laissant aux acteurs helvétiques, dont les CFF, le fardeau des lignes moins lucratives mais essentielles à la couverture territoriale. De plus, l'obligation de se conformer aux prescriptions de droit international public, donc de l'UE, lors des appels d'offres pour le transport de personnes (nouvel article 32a alinéa 1bis PBG) restreint considérablement la souveraineté de la Confédération et des cantons dans la définition de leurs priorités de transport. La prétendue protection offerte par la "Déclaration commune" est juridiquement non contraignante et ne saurait garantir la pérennité de notre système ferroviaire face aux évolutions futures du droit européen.

Aides d'État

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux propositions relatives au domaine des aides d'État. L'introduction d'un contrôle de type UE menace de démanteler une pratique subventionnelle existante, solidement ancrée dans des décisions politiques démocratiquement légitimées au niveau fédéral, cantonal et communal. Cette technocratisation du processus, imposée par un régime de surveillance étranger, représente une attaque directe contre la souveraineté et l'autonomie des cantons, tels que garantis par notre ordre constitutionnel. L'obligation de soumettre des aides d'État à l'approbation d'une autorité supérieure, potentiellement influencée par des intérêts non helvétiques, est une abdication inacceptable de notre pouvoir décisionnel économique national. L'article 18 alinéa 2 du Code des obligations (KG) modifié, et les nouvelles

dispositions du projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) créent une "super-autorité", dont la primauté du droit de l'UE sur les intérêts suisses est patente. L'article 82 lettre bbis du Bundesgerichtsgesetz (BGG) révisé, en permettant un recours direct contre les décisions cantonales, mine davantage le fédéralisme. Les dispositions prévues sapent les principes fondamentaux de notre gouvernance et nous positionnent en simple récepteur de normes, au détriment de nos propres priorités stratégiques et de notre service public.

Contribution financière

La proposition d'une contribution financière contraignante à l'UE constitue une régression démocratique et une atteinte à la souveraineté suisse. L'transformation de contributions volontaires, soumises au contrôle parlementaire, en une obligation juridique exécutoire, tel que consacré par le projet de loi sur les contributions de cohésion (KoBG) et son inscription à l'annexe 5, chiffre 1, lettre d du BöB, prive le Parlement de son pouvoir budgétaire. L'article 1 du KoBG instaure un droit permanent de la part de l'UE, sapant ainsi la capacité de la Suisse à décider souverainement de l'allocation de ses fonds. Le montant initial de 350 millions de francs par an ne saurait masquer le mécanisme de recalcul qui conduira inévitablement à des exigences financières accrues. La Suisse deviendra ainsi une contributrice nette sans droit de regard sur les décisions, une situation inacceptable qui ne garantit aucun bénéfice concret en retour. L'invocation du soutien à la promotion de la paix (art. 1 al. 2 let. b de la loi sur la promotion de la paix) pour légitimer ces paiements est une manœuvre fallacieuse.

Libre circulation: Immigration

La proposition d'élargissement de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à sa compatibilité avec notre ordre juridique et notre souveraineté. L'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union européenne renforce considérablement la libre circulation, contredisant ainsi directement l'article 121a de la Constitution fédérale et la volonté démocratique d'une immigration maîtrisée par la Suisse. L'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans, pratiquement inaliénable même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale, représente une menace pour la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux, comme le présage l'adaptation de l'article 41c de la loi sur l'assurance-invalidité. L'extension du regroupement familial, permettant l'arrivée de parents et grands-parents, engendrera une augmentation incontrôlable de l'immigration et des coûts sociaux, dont le fardeau reposera sur les contribuables suisses. La clause de sauvegarde mentionnée est une illusion, aux seuils d'application prohibitifs, transformée en instrument de chantage par l'UE. L'adoption automatique du droit de l'UE selon la "méthode d'intégration" prive notre parlement et le peuple de leur pouvoir décisionnel sur des questions migratoires cruciales, ce qui constitue une violation inacceptable de notre démocratie directe.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Le projet de stabilisation des relations avec l'Union européenne suscite de profondes préoccupations quant à son impact sur la souveraineté suisse et la primauté du droit suisse. L'adoption de la législation de l'UE sans pouvoir de décision adéquat, telle que prévue, pourrait fragiliser notre système constitutionnel, notamment l'article 170 de la Constitution fédérale qui garantit l'indépendance de la Suisse. Il est impératif de veiller à ce que tout accord n'entrave pas notre capacité à légiférer de manière autonome et à protéger nos intérêts nationaux. La dépendance accrue vis-à-vis des décisions de Bruxelles, potentiellement non conformes à nos valeurs et traditions juridiques, représente un risque inacceptable pour la démocratie directe helvétique et l'indépendance de nos tribunaux.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Woodtli Jan (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Woodtli Jan · 0793278304 · woodtli_41@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen in wesentlichen Punkten nicht mit den Grundprinzipien unseres Rechtsstaates und den Zielen einer souveränen Schweizer Politik vereinbar zu sein.

Besonders hervorzuheben ist die potenzielle Erosion der rechtsstaatlichen Garantien im Zuge der Übernahme von EU-Recht. Artikel 120 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert das Prinzip der Rechtsgleichheit und des Schutzes des Einzelnen vor staatlicher Willkür. Die unkritische Übernahme von EU-Regelungen birgt die Gefahr, dass diese rechtsstaatlichen Standards unterlaufen werden, insbesondere wenn die EU-Rechtsprechung oder die Verfahren im EU-Ausland von diesen Prinzipien abweichen. Es ist zwingend erforderlich, dass jede Übernahme von EU-Recht einer sorgfältigen Prüfung hinsichtlich ihrer Kompatibilität mit Artikel 120 Absatz 2 BV unterzogen wird, um die Integrität unserer rechtsstaatlichen Grundsätze zu wahren.

Des Weiteren stellt sich die Frage der demokratischen Legitimation. Die durch die inländische Umsetzung angepassten Bestimmungen greifen tief in die Gesetzgebung ein, ohne dass eine direkte demokratische Kontrolle im Schweizer Sinne gewährleistet ist. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert, dass das Volk und die Kantone die obersten Träger der Staatsgewalt sind. Wenn jedoch durch automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht die parlamentarische Debatte und die Mitbestimmung des Volkes umgangen werden, wird dieses fundamentale Prinzip der Volkssouveränität ausgehöhlt. Es besteht die Sorge, dass die demokratische Handlungsfähigkeit der Schweiz und die Mitbestimmungsmöglichkeiten von Parlament und Bevölkerung erheblich eingeschränkt werden.

Die vorgesehene Implementierung wirft zudem Fragen bezüglich der Souveränität und der Unabhängigkeit der Schweiz auf. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) bekräftigt die Verpflichtung der Schweiz, ihre Unabhängigkeit zu wahren und ihre Interessen zu verteidigen. Eine zu enge Anlehnung an EU-rechtliche Vorgaben kann potenziell die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen und ihre nationalen Interessen, auch im divergierenden Kontext des EU-Rechts, effektiv zu wahren. Die Verhältnismässigkeit der Massnahmen im Lichte dieses Verfassungsziels muss kritisch hinterfragt werden. Ohne eine klare und starke Begründung für die Notwendigkeit und die Vorteile einer derartigen Übernahme, die überzeugend darlegt, wie die Souveränität gewahrt bleibt, muss von einer kritischen Haltung ausgegangen werden. Die vorliegenden Unterlagen bieten hierzu wenig überzeugende Argumente.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union in Form von Kohäsionszahlungen gibt Anlass zu äusserst gravierenden Bedenken. Es ist höchst

problematisch, dass die bisherigen, vom Parlament nach eigenem Ermessen und kontrolliert geleisteten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung umgewandelt werden sollen. Dies stellt eine substantielle Aushöhlung der parlamentarischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen dar. Wir laufen Gefahr, unsere primären politischen Druckmittel zu verlieren und uns einer faktischen Zwangsabgabe zu unterwerfen.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint wenig mehr als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung dieser Beiträge birgt die unheilvolle Gewissheit massiv höherer Forderungen. Die Schweiz würde damit jegliche Möglichkeit verlieren, diese Forderungen abzulehnen, und wäre gezwungen, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Die Schweiz droht, zu einer reinen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden. Es gibt keine Garantie für einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Stattdessen zahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum konkrete, für unser Land vorteilhafte Gegenleistungen bietet.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das legislative Instrument, welches diese Entwicklungen zementiert. Es verwandelt eine politisch motivierte Geste in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen, wie in Art. 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Bundesmitteln steht der reine Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die Genehmigung des Freihandelsabkommens zwischen den EFTA-Staaten und der Republik Kroatien ist mehr als eine reine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbraucht den Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine kaum verhüllte Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamentalen Prinzipien unserer Souveränität und direkten Demokratie. Insbesondere die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die Einführung eines neuen Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Dies ist ein direkter Affront gegen den Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung zum Ausdruck gebracht wird, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung verlangt.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist unerträglich. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst bei Bezug von Sozialhilfe, deren Kosten ausschliesslich von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern, wie im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) vorgesehen, ist für ein Land, das nicht Mitglied der EU ist, beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die angebliche „Schutzklausel“ in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist ein reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Vielmehr droht die EU bei einer auch nur versuchten Anwendung mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressung und nicht zu einem Schutz macht. Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im AIG, namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss kaum mehr möglich. Die „Wiedereingliederungsstrategie“ im Arbeitsvermittlungsgesetz (Art. 24a AVG) ist eine rein kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verdeckt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird durch einen neuen Zahlungsrahmen (Art. 48 Abs. 2 Bst. c HFKG) zusätzlich belastet, um die Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu kompensieren.

Die Unterordnung der zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein.

Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von Berufsqualifikationen (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung durch einen automatisierten Mechanismus, was unsere Qualitätsstandards schwächt. Gleiches gilt für die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4). Dies birgt unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit und delegiert die Qualitätssicherung an ein bürokratisches EU-System.

Diese Vorlage ist eine Kapitulation vor Brüssel und eine Verhöhnung der Schweizer Stimmbürger. Sie bedeutet eine schleichende, aber unaufhaltsame Aushöhlung unserer Souveränität und stellt eine inakzeptable Gefährdung unserer sozialen Sicherheit, unserer wirtschaftlichen Stabilität und unserer direkten Demokratie dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur Europäischen Union, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung und Finanzierung des Schweizer Service public im Schienenverkehr. Die potenzielle Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die erhebliche Gefahr, dass etablierte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr sowie für die notwendige Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde unweigerlich zu einer direkten Verschlechterung der Qualität und einer Einschränkung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen.

Darüber hinaus öffnet das Abkommen die Tür zur sogenannten Kabotage. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter zum inner-schweizerischen Bahnverkehr, wie es durch die Einführung des Art. 40ater EBG ermöglicht wird, droht eine unerwünschte "Rosinenpickerei". Internationale Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Strecken konzentrieren, während die SBB und andere schweizerische Transportunternehmen mit der Finanzierung der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen umfassenden Versorgungsauftrag.

Die vom Bundesrat präsentierte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese gravierenden Risiken nicht zu mindern. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Eine solche Regelung stellt lediglich eine Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, insbesondere durch die automatische Übernahme künftiger EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Dies führt zu einer Verlagerung der Steuerungskompetenz hin zu zentralen EU-Stellen.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz, insbesondere der neue Art. 32a Abs. 1bis PBG, zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Kriterien für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Souveränität im Gestalten eines auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen öffentlichen Verkehrsnetzes wird dadurch spürbar beeinträchtigt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegten Änderungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer Harmonisierung präsentiert werden, stellen eine schleichende und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Es ist keineswegs eine reine Massnahme zur Stärkung der Sicherheit, sondern eine gefährliche Erosion unserer etablierten hohen Produktionsstandards, eine Bedrohung für unsere bäuerlichen Familienbetriebe und eine Einschränkung der Konsumentenwahlfreiheit.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards irreversibel beschädigt. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn seine Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Des Weiteren ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, eine inakzeptable politische Erpressung. Sie entzieht der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit. Die Souveränität wird auch durch die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben massiv angetastet. Unsere Betriebe werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) stellen einen Rückschritt für den Tierschutz dar. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards. Dies bedeutet einen Verlust der Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Besonders bedenklich ist die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen ignoriert. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Auch die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das EU-Diktat (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind fahrlässig und gefährden unsere Landwirtschaft, die öffentliche Gesundheit und unsere Wälder. Dieses Paket untergräbt unsere nationalen Interessen und unsere Selbstbestimmung auf allen Ebenen.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) im Hinblick auf eine stärkere Anbindung an die EU-Strommarktregeln birgt gravierende Gefahren für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Überführung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, wie in Artikel 22 StromVG vorgesehen, bedeutet das Ende einer eigenständigen Schweizer Energiepolitik. Die Schweiz würde de facto zu einem

weisungsgebundenen Teilnehmer der EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, ohne dabei Entscheidungsbefugnisse zu besitzen, aber verpflichtet, die damit verbundenen Kosten zu tragen.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenziellen Bedrohungen. Das in der Schweiz bewährte System der Wasserzinsen, das massgeblich den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Ebenso werden die föderalen Strukturen im Energiebereich, insbesondere die lokalen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler Produzenten wird ausgehebelt, was die dezentrale Energieerzeugung benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss Artikel 4a ff. StromVG geopfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Falle einer Krise die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt – weder der Markt noch die EU übernehmen diese explizit. Dies ist ein hochriskantes Unterfangen. Die erwartete Preisvolatilität durch die Marktliberalisierung wird zu höheren Stromkosten für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere in Artikel 15 neu und Artikel 29d Abs. 4 sowie 33a Abs. 2bis, verschärfen diese negativen Entwicklungen. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur dezentralen, bürgernahen Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz würde dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE zur Anpassung an EU-Regeln ist ein weiterer Schritt zur Aufgabe der Souveränität über unsere kritische Infrastruktur.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz unzureichend und bedenklich. Die formulierten Massnahmen zur Abfederung des Lohn- und Lohndrucks, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, sind lediglich kosmetischer Natur und vermögen die tiefgreifende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommenssegmenten, nicht wirksam zu kompensieren. Anstatt unseren bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und eine Angleichung an europäische Standards, die bürokratischer, aber weniger wirksam sind. Dies begünstigt in erster Linie ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen substanziell geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was zu einer laxeren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen dürfte. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Umplatzierung des Klagerechts aus Art. 11 in Art. 13a des EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss der neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und diktiert eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz schafft problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch stärker

an die EU binden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, welche die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende und inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation eingesetzt werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihre föderalistische Struktur fundamental. Statt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern vorzulegen.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssten neu der EU-Kommission gemeldet und von dieser genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden somit der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer bei der WEKO, gestützt auf das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG, Art. 3 BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), agiert als verlängerter Arm der EU. Ihre Entscheide dienen nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden, was eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie darstellt.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf ein Abkommen mit der Europäischen Union

werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränitätsrechte und der Kohärenz mit bestehenden Rechtsgrundlagen auf. Es ist unerlässlich, die potenziellen Auswirkungen auf die Gesetzgebung und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind, kritisch zu beleuchten.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in divergierender Form birgt erhebliche Risiken. Artikel 1 des Obligationenrechts (OR) betont die Autonomie des Privatrechts, welche durch eine unbändige Übernahme externer Regelungen ausgehöhlt werden könnte. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung ohne ausreichende demokratische Legitimation ist immens. Des Weiteren ist die Rolle des Bundesgerichts im Kontext der Auslegung von EU-Recht problematisch. Wenn das Bundesgericht fortan verpflichtet wäre, Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in einer Weise anzuwenden, die über eine reine Referenz hinausgeht, würde dies Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs (ZGB) beeinträchtigen, welches die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung an das Schweizer Rechtssystem betont.

Die vorgesehene institutionelle Einbettung und die Mechanismen zur Streitbeilegung bergen die Gefahr einer faktischen Unterordnung unter EU-Instanzen. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung als höchste Leitprinzipien des Staates festgehalten sind. Die Möglichkeit, dass ein externer Gerichtshof verbindliche Entscheidungen für die Schweiz treffen könnte, stellt eine unannehmbare Erosion unserer nationalen Rechtsordnung dar.

Es muss hinterfragt werden, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die tiefgreifenden rechtlichen und politischen Nachteile aufwiegen. Die Verhandlungsergebnisse scheinen die schweizerischen Interessen nicht in ausreichendem Mass zu wahren und stattdessen eine einseitige Anpassung an europäische Vorgaben zu forcieren. Die Integrität unseres Rechtssystems und unsere demokratischen Institutionen dürfen nicht kompromittiert werden. Es bedarf einer eingehenden Prüfung und gegebenenfalls einer deutlichen Nachbesserung, um sicherzustellen, dass jegliche Abkommen die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz nicht gefährden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Eine engere Bindung an die Europäische Union, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, stellt eine fundamentale Herausforderung für das Schweizer Rechtssystem und die direkte Demokratie dar. Es ist fraglich, ob die beabsichtigten Vorteile einer solchen Annäherung die potenziellen Nachteile für unsere Eigenständigkeit aufwiegen können.

Insbesondere die Möglichkeit, dass sich die Schweiz faktisch dem EuGH unterstellen würde, ist äusserst bedenklich. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte untergraben und eine externe Rechtsprechung auf die Schweiz anwenden, die nicht unseren nationalen Gegebenheiten und Prinzipien Rechnung trägt. Die Eidgenössische Verfassung (KV) verankert in Artikel 173 die Oberhoheit des Bundesrechts über das kantonale Recht. Eine Übernahme von EU-Recht würde jedoch eine Hierarchie schaffen, in der supranationales Recht über nationalem Recht stünde, was das föderale System der Schweiz fundamental erschüttern würde.

Zudem würde die Einführung von automatischen Übernahmeverfahren für EU-Gesetzgebung, wie sie in der Diskussion sind, das Referendumsrecht des Volkes massiv einschränken. Gemäß Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung hat das Volk das Recht, über wichtige Gesetzesänderungen abzustimmen. Ein Verfahren, das EU-Recht ohne direkte demokratische Mitsprache in die Schweizer Rechtsordnung integriert, wäre ein schwerwiegender Eingriff in diese fundamentalen demokratischen Rechte. Das Schweizer Volk würde entmachtet und die Möglichkeit, seine eigene Gesetzgebung zu gestalten, würde stark eingeschränkt.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung notwendig sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen zur EU zu sichern, überzeugt nicht. Die Schweiz hat über Jahrzehnte hinweg erfolgreich bilaterale Abkommen mit der EU geschlossen, die eine stabile und für beide Seiten vorteilhafte Zusammenarbeit ermöglichen. Eine Aufgabe der eigenen Rechtsetzungsautonomie zugunsten einer pauschalen Übernahme von EU-Recht erscheint als unverhältnismässig und als falscher Weg, um die bestehenden Beziehungen zu stabilisieren. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung darstellt, die die einzigartigen Stärken der Schweiz als unabhängigen und demokratischen Staat gefährdet.

Remo Zanetti
Via Rompeda 31
6557 Cama

Dipartimento federale affari esteri DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Leggia, 20 ottobre 2025

Presa di posizione sulla consultazione
"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- **NO** alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- **NO** all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- **NO** alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- **NO** all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico al mondo:

- le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- i nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:

NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

.....

Remo Zanetti

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Rainer Zugwurst (Privat)

Datum: 20.10.2025

Kontakt: Rainer Zugwurst · +41788024392 · razzz@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratische Legitimation. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der eidgenössischen Räte und des Volkes widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 140 BV bezüglich der Grundrechte und der rechtsstaatlichen Prinzipien. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs, wie sie durch die angestrebte Rechtsangleichung impliziert wird, untergräbt die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die hoheitliche Gewalt des Bundesgerichts gemäss Artikel 190 BV. Es besteht die Gefahr, dass wichtige Bestimmungen des Schweizerischen Obligationenrechts, wie beispielsweise die Regelungen zur Haftung und zum Vertragsrecht, de facto durch EU-Richtlinien und deren Auslegung durch den EuGH bestimmt werden. Dies stellt eine unzulässige Delegation von Gesetzgebungskompetenzen dar und gefährdet die bewährte schweizerische Rechtstradition. Die finanziellen Verpflichtungen, die mit einer solchen Annäherung einhergehen, sind ebenfalls zu hinterfragen, da sie zu Lasten der schweizerischen Steuerzahler gehen und deren Leistungskraft schmälern könnten, ohne dass ein direkter und klar definierter Vorteil für die Bevölkerung ersichtlich ist.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung zur inländischen Integration wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Prüfung der nationalen Interessen und ohne Möglichkeit zur direkten Mitgestaltung durch das Parlament widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und des föderalistischen Prinzips, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert ist. Es besteht die Gefahr, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen faktisch von Brüssel diktiert werden, was die Handlungsfreiheit des Bundes und der Kantone gemäss Artikel 3 und 47 der Bundesverfassung massiv einschränkt. Diese Entwicklungen könnten langfristig zu einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz führen und die demokratische Legitimation von Entscheiden in Frage stellen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Strom

Finanzieller Beitrag

Staatliche Beihilfen

Landverkehr

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Lebensmittelsicherheit

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die fraglose Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit in diesem Paket angelegt ist, steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der Souveränität der Schweiz, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die angestrebte institutionelle Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Unterstellung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, was die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gemäss Artikel 190 BV untergraben könnte. Weiterhin sind die wirtschaftlichen Implikationen einer engen Verflechtung ohne entsprechende Mitspracherechte, insbesondere im Hinblick auf die Ausgestaltung von Handelsabkommen, kritisch zu hinterfragen. Die Gewährleistung der nationalen Interessen und die Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung scheinen in diesem Paket nicht ausreichend berücksichtigt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus dem Anhang zur Personenfreizügigkeit ableitet, untergräbt die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Eine blosse Implementierung von EU-Richtlinien, ohne adäquate Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und rechtlichen Traditionen, verstösst gegen diesen Grundsatz. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Dessen Urteile, die laut den Verhandlungsergebnissen im Rahmen des Abkommens bindend wären, stellen eine faktische Annahme von externer Rechtsprechung dar, was im Widerspruch zu Artikel 160 der Bundesverfassung steht, der die Gewaltentrennung und die Zuständigkeit nationaler Gerichte festschreibt. Die negativen Folgen für die Rechtssicherheit und die demokratische Kontrolle sind gravierend.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Alexandra (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Alexandra · andralessa1771@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz, insbesondere im Rahmen des Institutsrechtlichen Abkommens, untergräbt die Grundlage unseres Rechtsstaates. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Rahmenabkommen (RAG) verlangt eine Prüfung der Auswirkungen auf die rechtssetzende Gewalt des Bundes und der Kantone, welche hier offensichtlich unzureichend erfolgt ist. Die faktische Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) widerspricht zudem dem Geist des revidierten Art. 130a der Bundesverfassung, der eine klare Abgrenzung der Zuständigkeiten vorsieht. Die fortlaufende Erosion unserer rechtssetzenden Autonomie zu Gunsten eines übergeordneten europäischen Rechts würde die direktdemokratischen Instrumente der Schweiz aushöhlen und die Möglichkeit des Souveräns, über Gesetze zu entscheiden, massiv einschränken.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des demokratischen Willens der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie im Entwurf vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung. Insbesondere Artikel 139 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) und die damit verknüpften demokratischen Instrumente wie die Volksinitiative und das Referendum könnten durch die dynamische Rechtsübernahme faktisch entwertet werden. Es ist fraglich, ob eine solche Konstellation im Einklang mit dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere deren Artikel 1, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert, steht. Die mangelnde Möglichkeit zur eigenen Gesetzesgestaltung und die Bindung an nicht direkt kontrollierbare europäische Richtlinien sind aus föderalistischer und direktdemokratischer Sicht inakzeptabel.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Einbindung von Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), dessen Aufnahme in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des BöB sowie die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung, stellen eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine faktische Zwangsabgabe entzieht der demokratischen Kontrolle entscheidende Instrumente. Der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz hilflos ausgeliefert wäre. Dies verwandelt die Schweiz in

eine permanente Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, deren Vorteile fraglich sind, während die Kosten für die Budgethoheit des Parlaments erheblich sind. Der 'gute Name' der Friedensförderung darf nicht zum Deckmantel für umstrittene Finanztransfers an die EU instrumentalisiert werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und kosmetischer Natur. Sie kompensieren keineswegs den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, und drohen eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch EU-konforme, bürokratischere, aber weniger effektive Regeln aufgeweicht. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz, wie die Änderung in Art. 9 Abs. 2 EntsG und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a EntsG, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht einer Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und lähmt die Flexibilität von KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG ist eine massive Abtretung von Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt gravierende Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert. Die ElCom wird zu einer blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimiertes EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen Energieregulierung bedeutet. Die EU-Beihilfenregeln gefährden existenziell die Wasserkraft und das System der Wasserzinsen zugunsten der Bergkantone. Föderale Strukturen und lokale Energieproduktion durch Gemeindekraftwerke werden durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG massiv geschwächt. Die vorgesehene Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) ist unzureichend, um die nationale Versorgungssicherheit zu gewährleisten, die dem freien Markt geopfert wird. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Schweiz spielt mit dem Feuer, indem sie ihre bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung einem hochriskanten Experiment aussetzt.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein starres EU-Kontrollregime stellt einen fundamentalen Angriff auf unsere Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, wonach Subventionen als demokratisch legitimierte politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, untergräbt die Autonomie der Kantone, wie sie im föderalistischen System verankert ist. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Beihilfekammer der WEKO agieren als verlängerter Arm der EU und entmachten die nationale Gesetzgebungskompetenz. Insbesondere die veränderten Bestimmungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) sowie im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a VGG) degradieren die Kantone zu blossen Bittstellern, deren souveräne Entscheide ohne formelles rechtliches Gehör durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies schwächt die dezentrale Struktur und die demokratische Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz entzieht der Schweiz zudem die nationale Kontrollkompetenz in einem strategisch wichtigen Sektor.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und direkten Demokratie dar. Die massiven Ausweitungen der Zuwanderungsrechte, die faktisch einem Daueraufenthaltsrecht nach nur fünf Jahren gleichkommen und selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug kaum widerrufbar sind, widersprechen fundamental dem Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Anbindung an Unionsbürgerrichtlinien und die automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode, wie sie auch im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) mit der Aufhebung von Artikel 29a und der Einführung von Artikel 41c zementiert wird, bedeuten eine faktische Kapitulation vor Brüssel. Die neu vorgesehene "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG erweist sich als reines Placebo, dessen Anwendungshürden unüberwindbar erscheinen, während die EU mit Sanktionen droht. Diese Regelungen fördern unkontrollierbare Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und führen zu Mehrkosten für Kantone und Gemeinden. Die erzwungene Gleichbehandlung, die beispielsweise im ETH-Gesetz zu drastisch erhöhten Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer führt, ist ein eingestandenes Symptom der durch die Personenfreizügigkeit verursachten finanziellen Belastungen. Die Unterordnung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Pensionskassen-Auszahlungen bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beweise für die Erosion unserer sozialpolitischen Autonomie. Die automatisierten Anerkennungsverfahren für Berufsqualifikationen im Bundesgesetz über die berufliche Gleichstellung (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis) und in den Medizinalberufegesetzen (MedBG, Art. 15, 35; GesBG, Art. 10, 15; PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) mit Anbindung an das IMI-System entziehen uns die Kontrolle über Qualität und Patientensicherheit. Dieses Paket opfert schweizerische Gründlichkeit und Eigenständigkeit für eine EU-Kompatibilität, die unsere Grundfesten untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, verschleiert unter dem Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine bedenkliche schleichende Integration dar, die die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterwirft. Dies bedroht die hohen Produktionsstandards, bäuerliche Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label "Made in Switzerland" entwertet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf diese Werte, indem sie eine erstickende Bürokratie schafft und kleine Produzenten bedroht. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel" macht das Abkommen politisch erpresserisch. Zudem wird die Souveränität durch die Zulassung von EU-Inspektoren und die Aushöhlung des Gentechnik-Moratoriums massiv eingeschränkt. Die aufgezwungenen EU-Vorschriften im Tierschutz (Art. 15a, 21 TSchG) und in der Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 TSG) bedeuten einen Rückschritt und Verlust der nationalen Gestaltungsfreiheit. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141, 148 LwG) umgehen zudem das Parlament und entziehen der demokratischen Kontrolle die Grundlage.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage durch den neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellt eine ernsthafte Bedrohung für den schweizerischen Service public dar. Diese Massnahme erlaubt ausländischen Anbietern, lukrative inner-schweizerische Strecken zu bedienen, was unweigerlich zur "Rosinenpickerei" führt und die finanzielle Basis der SBB sowie anderer konzessionierter Unternehmen schwächt, die für die unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien verantwortlich sind. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), die die Beachtung von EU-Recht bei Ausschreibungen vorschreibt, schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Die angebliche Absicherung durch die "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich unverbindlich und schützt nicht vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste, was eine schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur bedeutet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bedürfen einer kritischen Prüfung. Es bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union im Einklang mit der schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere mit den Prinzipien der Volkssouveränität und der direkten Demokratie gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), stehen. Die potentielle Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen der institutionellen Verankerung des Automatismus der Rechtsübernahme im revidierten Art. 135 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesbahnen (BG BLS) andeutungsweise erkennbar wird, birgt die Gefahr einer Aushöhlung der parlamentarischen Beratungs- und Entscheidungsfreiheit. Des Weiteren wird nicht ausgeschlossen, dass das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die Garantie des rechtsstaatlichen Verfahrens, wie sie in den Artikeln 29 und 30 BV verankert sind, durch eine übermässige Einflussnahme des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) tangiert werden könnten. Die Wahrung der Souveränität und die demokratischen Rechte der schweizerischen Bürger müssen oberste Priorität geniessen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Insbesondere die Ausweitung des automatischen Rechtsübernahmeverfahrens, wie sie im Sachbereich der EU-Richtlinien zur Geltung kommen könnte, steht im Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, das in der Bundesverfassung verankert ist. Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft garantiert die Souveränität und die bundesstaatliche Ordnung. Eine automatische Übernahme von EU-Recht untergräbt die Handlungsfreiheit des Schweizerischen Parlaments und die Mitsprache des Volkes. Des Weiteren ist die Unvereinbarkeit mit dem Freihandelsabkommen von 1972 und den nachfolgenden bilateralen Verträgen zu prüfen, insbesondere im Hinblick auf die garantierten Freiheiten und die Stabilität des Schweizer Rechtsrahmens. Es bestehen erhebliche Zweifel, ob die angestrebte Stabilisierung nicht zu einer schleichenden Aushöhlung schweizerischer Rechtsgrundsätze führt.

Antonietti Fabienne
45, rte de Founex
1296 Coppet

Coppet, le 21 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Antonietti

Fabienne Antonietti

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Barbara Banholzer (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Barbara Banholzer · +410792961038 · barbara.banholzer@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

(leer)

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel hinsichtlich seiner Kompatibilität mit unserer nationalen Souveränität und unserem Rechtssystem aufkommen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz birgt gravierende Gefahren.

Das Prinzip der Rechtsübernahme, wie es die EU in ihren Abkommen anstrebt, widerspricht fundamental dem schweizerischen Verfassungsrecht. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) ist die Schweiz ein souveräner Staat, der sich seine Gesetze selbst gibt. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Souveränität aushöhlen und die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der Europäischen Union degradieren, ohne dass die demokratischen Prozesse unseres Landes greifen würden. Die demokratische Legitimation von Rechtsakten ist gemäss Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) ein zentrales Gut, welches durch die vorgesehene Übernahme von EU-Recht gefährdet wird.

Die befürchtete Entstehung einer institutionellen Überwachung durch die EU wirft weitere kritische Fragen auf. Sollte die Schweiz einem Gericht der Europäischen Union unterstellt werden, wie es in ähnlichen Abkommen der Fall ist, würde dies die richterliche Unabhängigkeit unseres Landes untergraben. Das Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte des Bundes (GOG, SR 173) regelt die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte. Eine externe Gerichtsbarkeit würde diese Unabhängigkeit de facto aufheben und die Möglichkeit einschränken, nationale Interessen vor schweizerischen Gerichten durchzusetzen.

Die Argumentation, dass eine engere Anbindung an die EU unerlässlich für den wirtschaftlichen Wohlstand sei, überzeugt unter dem Gesichtspunkt der nationalen Interessen nicht gänzlich. Die Erfahrung zeigt, dass die EU oft eine «alles oder nichts»-Politik verfolgt, welche die Schweiz unter Druck setzt, Abkommen zu akzeptieren, die nicht in ihrem besten Interesse liegen. Der Grundsatz der Verhältnismässigkeit, wie er auch im Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BÖB, SR 172.056.1) verankert ist, könnte bei der Aushandlung solcher Abkommen zu kurz kommen, wenn die Schweiz gezwungen wäre, unangemessene Bedingungen zu akzeptieren.

Abschliessend ist festzustellen, dass das vorgeschlagene Paket mit einer tiefgreifenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer Souveränität einhergehen könnte. Die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Selbstbestimmung sind nicht zu unterschätzen und bedürfen einer kritischen Neubewertung.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vorlage des Abkommens über staatliche Beihilfen mit der EU stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bestehende Praxis, wonach Förderentscheide durch demokratisch legitimierte Gremien auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf die Autonomie der Kantone, die ihre Wirtschaftsförderung nicht länger eigenständig gestalten, sondern ihre Beschlüsse von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssten.

Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neu geschaffenen Beihilfekammer der WEKO wird eine "Superbehörde" etabliert, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen wird. Diese Machtkonzentration widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als "verlängerter Arm der EU" agieren wird.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können neu mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie bedeutet.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU etablieren, die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger machen und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und ist mit den Grundsätzen unseres Rechts- und Staatsverständnisses unvereinbar.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen Frontalangriff auf die finanzielle Grundlage und die flächendeckende Versorgung durch den öffentlichen Verkehr dar. Ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen werden in die Lage versetzt, sich die

profitabelsten Strecken herauszupicken, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die Verantwortung für die weniger rentablen, aber essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die Fähigkeit, einen umfassenden öffentlichen Verkehrsdienst für alle Bürgerinnen und Bürger aufrechtzuerhalten.

Die Argumentation des Bundesrates, die "Gemeinsame Erklärung" biete ausreichenden Schutz, ist wenig überzeugend und rechtlich nicht haltbar. Diese Erklärung hat keinen bindenden Charakter und bietet keinerlei Garantie davor, dass zukünftige Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre, nicht doch die Stabilität und Finanzierung unseres Bahnsystems gefährden. Die Möglichkeit, dass EU-Beihilferecht bewährte Subventionen für den Güter-, Regionalverkehr oder die Beschaffung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte, ist eine reale Bedrohung für die Qualität und den Umfang des Angebots, wie wir es heute kennen.

Des Weiteren schwächt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, anstatt rein schweizerische Verkehrsziele und die Bedürfnisse unserer Bevölkerung in den Vordergrund zu stellen, kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, insbesondere durch die dynamische Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert wichtige Steuerungs- und Entscheidungsbefugnisse auf zentrale EU-Stellen und höhlt unsere Souveränität im Bahnverkehr weiter aus. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab, da sie die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres leistungsfähigen und bürgernahen öffentlichen Verkehrs massiv gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit stellen keine Verbesserung, sondern eine erhebliche Schwächung unserer bewährten Schweizer Arbeitsmarktprinzipien dar. Die angeblichen Schutzmechanismen sind bestenfalls kosmetischer Natur und vermögen den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht, nicht zu kompensieren. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Anstatt den effektiven und seit jeher angewandten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die Angleichung an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regeln sind bürokratischer, jedoch weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping. Die Kontrollmechanismen werden gezielt geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die

Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab, da sie die Interessen der Schweizer Arbeitnehmerschaft und die Souveränität unseres Landes aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine kaum verhüllte Kapitulation vor dem Recht der Europäischen Union dar und führen zu einer massiven Aushöhlung unserer Souveränität. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und ignoriert den klaren Volkswillen. Die Einführung eines faktischen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, eine unentziehbare "Niederlassung C PLUS", auch bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke bis zum Anschlag.

Diese Regelungen fördern die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme auf eine Art und Weise, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist. EU-Bürger und ihre expandierenden Familienkreise, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Situation. Die Kosten dafür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die angebliche "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie greifen wird, und die angedrohten Strafmassnahmen der EU bei deren Anwendung machen sie zu einer Erpressungsklausel, nicht zu einer Schutzmassnahme.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr mitgestalten können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich wird.

Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein spätes, aber deutliches Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG zeigt, dass der Schweizer Steuerzahler direkt für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen muss. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVBG (Art. 2 Abs. 1bis) und insbesondere im Medizinalberufegesetz (Art. 15, 35 MedBG), Gesundheitsberufegesetz (Art. 10, 15 GesBG) und Psychologieberufegesetz (neuer Art. 37 Abs. 4 PsyG) ersetzt die schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Prozess, was die Patientensicherheit und unsere hohen Berufsstandards gefährdet. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Kontrolle für eine fragwürdige EU-Kompatibilität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist aus unserer Sicht äusserst problematisch. Dies stellt eine erhebliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar und entzieht dem Parlament

ein wichtiges politisches Druckmittel. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung vollzogen.

Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten 'rechtsverbindlichen Mechanismus' zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Es ist zu erwarten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz ohne weitere Einflussmöglichkeit nachkommen muss. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht oder gesicherte Gegenleistungen wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BöB) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Etablierung als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Förderung von Frieden und menschlicher Sicherheit durch Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend. Hier wird die Renommee der schweizerischen Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese faktisch als Zwangsabgabe zu betrachtende Massnahme, die ohne Mitspracherecht und ohne garantierte Vorteile erfolgt, muss entschieden kritisiert werden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarkt, insbesondere im Hinblick auf eine weitergehende Anlehnung an EU-Regulierungen, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Energiesouveränität, der Versorgungssicherheit und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz auf. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt de facto zu einer Abgabe nationaler Entscheidungskompetenzen. Ohne Stimmrecht werden Schweizer Interessen primär auf Brüssel ausgerichtet, während die Kosten für die Aufrechterhaltung des europäischen Stromnetzes weiterhin von der Schweiz getragen werden. Dies steht im klaren Widerspruch zu Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die Souveränität der Eidgenossenschaft schützt.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wandelt sich von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, wie sie sich aus der sukzessiven Übernahme des EU-Strommarktrechts ergibt, untergräbt die auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene, eigenständige Energieregulierung fundamental.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das etablierte System der Wasserzinsen, welches massgeblich den Bergkantonen zugutekommt und dort eine wichtige Einnahmequelle darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die Finanzkraft betroffener Kantone schwächen, sondern auch eine tragende Säule der Schweizer Energieversorgung gefährden.

Die geplante vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken. Die Erfahrung zeigt, dass eine vollständige Marktöffnung zu extremer Preisvolatilität führt und die Versorgungssicherheit dem freien Spiel der Kräfte überlässt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, die gerade in Krisenzeiten unerlässlich sind, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt (vgl. neues StromVG, Art. 8b ff. zur Energiereserve). Wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt, ist unklar, was einem Spiel mit dem Feuer gleichkommt. Die Kosten für eine nicht mehr gewährleistete Versorgungssicherheit werden letztlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt, was zu höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärfen diese Problematik, indem die

Abnahme- und Vergütungspflicht für dezentrale erneuerbare Energien massiv beschnitten wird. Die Absenkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt und schwächt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte. Dies steht im Widerspruch zur dezentralen und bürgernahen Energieproduktion, die als Stärke der Schweiz galt. Weiterhin schaffen die neuen Regelungen zu Förderausschlüssen bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit und bremsen den Ausbau erneuerbarer Energien, was uns wiederum abhängiger von ausländischen Strommärkten macht.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung. Die nationalen föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unnötigerweise unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einschränkt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine inakzeptable Unterwerfung unter das EU-Regelwerk dar und bedroht die Grundfesten unserer Land- und Ernährungswirtschaft. Es geht hierbei nicht um eine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um die schleichende Erosion unserer etablierten, hohen Produktionsstandards, die Gefährdung unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Einschränkung der Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland", da unsere Produzenten gezwungen wären, nach denselben, weniger strengen Kriterien zu produzieren wie in der EU.

Die Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen bilateralen Verträgen durch eine gefährliche "Guillotineklausel" ist eine Form politischer Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert. Die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten, ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Unsere Betriebe würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und lokale Vereine treffen würde. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der eigene, ethisch motivierte, höhere Standards opfert.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgehen und die demokratische Kontrolle aushöhlen. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was

unsere Fähigkeit zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung, was fahrlässig und gefährlich für unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit ist.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bedürfen einer kritischen Würdigung. Es ist fraglich, ob die erzielten Resultate die Interessen der Schweiz angemessen wahren und die Souveränität unseres Landes nachhaltig schützen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die Übernahme von EU-Recht. Artikel 19 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft und die Europäische Union (SR 131.1) sieht eine Verpflichtung zur Übernahme von Bestimmungen vor, die im Rahmen der bilateralen Abkommen relevant werden. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse deuten darauf hin, dass diese Übernahme über das Mass dessen hinausgeht, was für die Funktionsfähigkeit der Abkommen zwingend erforderlich wäre. Insbesondere die Art und Weise, wie die fortlaufende Übernahme von EU-Recht gestaltet werden soll, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer legislativen Autonomie. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird hierbei potenziell tangiert, wenn unsere Parlamente gezwungen wären, EU-Recht faktisch ungeprüft zu übernehmen.

Des Weiteren sind die Regelungen zur Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Artikel 17 des Staatsvertrags über die Schweizerische Eidgenossenschaft und die Europäische Union (SR 131.11) regelt die Zuständigkeit des EuGH in den entsprechenden Abkommen. Die vorgeschlagene Interpretation und Anwendung seiner Urteile in den vorliegenden Verhandlungsergebnissen scheint eine weitergehende Bindung zu implizieren, als dies dem Geist der bilateralen Verträge entspricht. Die Gefahr einer richterlichen Fortentwicklung des Rechts, die nicht mehr im Einklang mit der direkten Demokratie und dem rechtsstaatlichen Prinzip der Rechtssicherheit gemäss Artikel 5 BV steht, ist nicht von der Hand zu weisen.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Instrumenten, die ebenfalls im Rahmen der Verhandlungen thematisiert wird, muss ebenfalls unter dem Aspekt der Verhältnismässigkeit und der autonomen Steuerung unserer Finanzen betrachtet werden. Es ist zu prüfen, inwieweit solche Verpflichtungen mit dem Prinzip der finanziellen Eigenverantwortung, wie es im Haushaltsrecht der Schweiz verankert ist, vereinbar sind.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern, um sicherzustellen, dass die Souveränität, die Rechtsordnung und die finanziellen Interessen der Schweiz gewahrt bleiben. Es bedarf einer klaren Abgrenzung der Kompetenzen und einer robusten Kontrolle der Übernahme von EU-Recht.

Bérard Frédéric
Rte du Quartier Neuf 30
1963 Vétroz

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Vétroz, le 21.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Bérard Frédéric

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Berger Jean-Christophe
Chemin des Plaines 6
2072 St-Blaise

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

21 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Christophe Berger

J.-Ch. Berger

Berger Séverine
Chemin des Plaines 6
2072 St-Blaise

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

21 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Séverine Berger

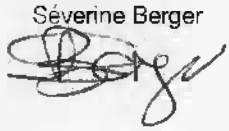

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Bödecker (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Bödecker · 0556102636 · Nadia.Boedecker@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist mit erheblichen Vorbehalten zu betrachten. Es besteht die Gefahr, dass der Schweiz durch eine engere Anbindung an die EU die Souveränität und die direktdemokratischen Instrumente entzogen werden. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung birgt Gefahren für unsere verfassungsmässigen Grundsätze. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) betont die Wahrung der schweizerischen Eigenständigkeit. Die vorgeschlagene Ausrichtung könnte hierzu im Widerspruch stehen. Ferner sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Annäherung kritisch zu prüfen. Es ist nicht ersichtlich, wie die Interessen der Schweizer KMU und Arbeitnehmer geschützt werden, wenn sie dem vollen EU-Wettbewerb ausgesetzt sind, ohne die Möglichkeit, die geltenden Regeln massgeblich mitzugestalten. Die Stärkung der Beziehungen darf nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsordnung führen, wie sie beispielsweise im Eidgenössischen Gesetz über die Genehmigung des Freizügigkeitsabkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (FZA) mit all seinen Implikationen ersichtlich ist.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen höchst bedenklich. Insbesondere die darin enthaltenen Regelungen zur Übernahme von EU-Recht, wie sie sich in Art. 12 der Verordnung (EU) 2019/1781 über Anforderungen an die Ökodesign-Richtlinie manifestiert, stellen eine schleichende Aushöhlung unserer Gesetzgebungskompetenz dar. Es ist fragwürdig, inwieweit die in Art. 97 Abs. 2 des Bundesgesetzes über die Binnenmarktgesetzgebung (BGBI) verankerte Pflicht zur Prüfung der unionsrechtlichen Kompatibilität mit einer de facto Übernahme von EU-Recht gleichgesetzt werden kann, ohne dass eine angemessene Mitsprache des schweizerischen Gesetzgebers gewährleistet ist. Die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten und die potenzielle Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs werfen ernsthafte Fragen hinsichtlich der Unabhängigkeit unserer Justiz auf.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Anpassungen zur Umsetzung des Gemeinschaftsrechts bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prinzipien. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz von externen Regelungen fremdbestimmt sieht. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Selbstbestimmung der Eidgenossenschaft verankert. Es ist unklar, wie die garantierte richterliche Unabhängigkeit, wie in Artikel 30 der Bundesverfassung umschrieben, gewahrt bleiben kann, wenn das Europäische Gericht im Luxemburger Recht fortwährend Anwendung finden würde. Ferner ist die finanzielle Belastung, die mit der Implementierung und Übernahme neuer EU-Vorschriften einhergeht, ungenügend dargelegt und birgt die Gefahr einer unverhältnismässigen Belastung der schweizerischen Steuerzahler, was die wirtschaftliche Stabilität gefährden könnte.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein starres EU-Regime stellt einen gravierenden Eingriff in unsere Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und auf lokale Bedürfnisse zugeschnitten werden, würde abgeschafft. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, wie etwa im Regionalverkehr, bei Kantonalbanken oder für lokale KMU, würden einem technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssten sie künftig Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies widerspricht fundamental unserem Föderalismus. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Institution wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die Kantone verlieren mit dem BHÜG und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz bedeutet zudem den Verlust nationaler Kontrollkompetenz über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Diese Entwicklungen sind inakzeptabel und gefährden die nationale Steuerungshoheit sowie den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich auf die rentabelsten Strecken zu konzentrieren. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, die die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergräbt, welche für die Aufrechterhaltung des Angebots auf unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien verantwortlich sind. Darüber hinaus sind wir zutiefst beunruhigt über die implizite Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, das bestehende und bewährte Subventionsmodelle für den Güter- und Regionalverkehr gefährden könnte. Die neu eingeführte Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) beschränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Die "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor dynamischer Rechtsübernahme, was die Souveränität über unsere Schieneninfrastruktur Schritt für Schritt aushöhlt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer verfassungsmässigen Aufträge dar. Die massive Ausweitung des Freizügigkeitsrechts, insbesondere durch die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren gemäss Art. 41c AIG, widerspricht dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV. Dies fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in beispiellosem Ausmass, wobei die Kosten unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden. Die angedachte Ausweitung des Familiennachzugs über Partner und Kinder hinaus auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern birgt die Gefahr eines unkontrollierbaren Zuwanderungs- und Sozialkostenanstiegs. Die sogenannte "Schutzklausel" in Art. 21b AIG entpuppt sich als reine Augenwischerei mit praktisch unerreichbaren Hürden, während die automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode die Mitbestimmungsrechte unseres Parlaments und Volkes bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen faktisch eliminiert. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine direkte Gefährdung unserer inneren Sicherheit und sozialen Stabilität.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die institutionelle Einbindung in europäische Strukturen stellen eine existenzielle Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar. Mit der Übernahme von EU-Regelwerk durch die ElCom als bloss administrative Vollzugsstelle, wie in Art. 22 StromVG vorgesehen, wird die eigenständige Schweizer Energieregulierung de facto abgeschafft. Dies gefährdet die Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln und untergräbt föderale Strukturen wie Gemeindekraftwerke durch die Abschaffung des Einspeisevorrangs, was im Widerspruch zu Art. 15 EnG und den Neuregelungen zur Abnahme- und

Vergütungspflicht in Art. 15 EnG steht. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, die Bildung strategischer Reserven eingeschränkt und die Preisvolatilität für KMU und Haushalte steigen, wie durch Art. 4a ff. StromVG angedeutet. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zusätzliche Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die Schweiz opfert ihre bewährte Energiepolitik einem unkalkulierbaren EU-Regime.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie werden den erheblichen Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren können. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischeren, aber weniger effektiven Regeln nutzen vorrangig ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere in Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes, die die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die Vertragsfreiheit, der die Flexibilität von KMU lähmt und eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern schafft. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein fremdes Regelwerk dar. Die befürchtete Aushebelung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums gemäss dem neuen Artikel 15a TSchG und die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen missachten den Volkswillen. Ebenso gravierend sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz, insbesondere die neuen Artikel 15a und 21 TSchG, welche die Aufgabe unserer oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards erzwingen. Dies stellt einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, basierend auf hohen Produktionsstandards, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Die spürbare Zunahme der Bürokratie für unsere Produzenten, wie sie die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) mit sich bringen wird, zerstört lokale Traditionen und bedroht wirtschaftliche Existenzen. Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgehen das Parlament und sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche die Kündigung dieses Abkommens an das gesamte bilaterale Vertragswerk knüpft, ist eine inakzeptable Erpressung und entzieht uns jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) in der Bundesgesetzgebung, insbesondere durch dessen Aufnahme in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, ist äusserst bedenklich. Dieses Gesetz verwandelt freiwillige, vom Parlament kontrollierte Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht. Dies untergräbt die Budgethoheit des Parlaments und entzieht der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen die Grundlage. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, während ein anfangs niedrig angesetzter Betrag durch einen „rechtsverbindlichen Mechanismus“ unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Eine ablehnende Haltung gegenüber diesen diktierten Zahlungsverpflichtungen wird faktisch verunmöglicht. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) ist ein irreführender Versuch, die politisch heiklen Kohäsionszahlungen mit einem positiv besetzten Rechtsinstrument zu legitimieren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz offen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das institutionelle Abkommen angestrebt wird, untergräbt die rechtssetzerische Eigenständigkeit der Schweiz massiv. Artikel 14 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Bundes, die durch die Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Kontrolle konterkariert wird. Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs als letzte Instanz, wie sie implizit im Rahmenabkommen gefordert wird, widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der Volkssouveränität. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf den Schweizer Binnenmarkt und die damit verbundenen wirtschaftlichen Nachteile dürfen nicht ignoriert werden.

Geneviève Cabrini
8 chemin des Sureaux
1224 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 21 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse »

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC PRIÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

S. Cobrini

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: CASSAN David (Privé)

Date: 21.10.2025

Contact: cassan.david@outlook.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Stabilisation avec l'UE : Une capitulation déguisée qui menace nos fondements

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Cette prétendue « stabilisation » des relations avec l’Union européenne est un leurre dangereux. Derrière un vocabulaire apaisant se cache une offensive contre l’indépendance et la démocratie suisses. Il est impératif de démasquer cette manœuvre et de refuser tout accord qui sacrifierait notre souveraineté sur l’autel d’une prétendue sécurité juridique. Le risque est de voir notre pays s’enfermer dans une dépendance institutionnelle et juridique dont il ne pourrait plus se défaire.

Libre circulation: Protection des salaires

L'immigration massive exercée par la libre circulation met une pression constante sur les conditions de travail et les salaires. Malgré les mesures d'accompagnement, le dumping salarial et la précarisation des emplois restent une réalité préoccupante. Toute nouvelle étape dans cette voie, sans garanties absolues et sans mécanismes de contrôle renforcés que nous pourrions actionner unilatéralement, aggraverait ces tensions. La « stabilisation » ne doit pas se faire au détriment des travailleurs suisses. Il faut une protection ferme et sans concession de notre marché du travail, qui reste la pierre angulaire de notre prospérité et de notre paix sociale.

Transports terrestres

Dans le domaine des transports terrestres, l'alignement sur les normes européennes, notamment en matière de poids lourds et de réglementation ferroviaire, grève notre autonomie de décision. La Suisse a développé une politique des transports novatrice, avec le ferroutage et le financement par la redevance sur le trafic des poids lourds (RPLP), qui répond à nos impératifs écologiques et alpins. Toute intégration accrue risquerait de saper ces acquis, en soumettant notre stratégie à des logiques qui ne correspondent pas à nos intérêts nationaux et à la protection de notre environnement.

Aides d'État

Le cadre proposé pour les aides d'État menace directement notre capacité à soutenir notre économie et nos régions selon nos besoins. Sous prétexte de concurrence loyale, Bruxelles cherche à imposer ses règles, limitant notre marge de manœuvre pour protéger nos PME, notre agriculture et nos innovations. Accepter ce diktat, c'est renoncer à un instrument crucial de notre politique économique

et régionale. C'est désarmer notre pays face aux défis futurs, en liant les mains de la Confédération et des cantons au profit d'une bureaucratie européenne éloignée de nos réalités.

Contribution financière

La question des contributions financières est toujours latente. L'UE les considère souvent comme une contrepartie obligée de l'accès au marché unique. Nous devons refuser ce chantage. La Suisse est un partenaire, pas un payeur. Toute contribution doit rester volontaire, ciblée sur des projets d'intérêt mutuel clairs, et surtout, ne pas créer un précédent pour une obligation permanente. Notre solidarité ne doit pas se transformer en un tribut que nous verserions pour conserver une prétendue « bonne volonté » de Bruxelles.

Libre circulation: Immigration

La libre circulation des personnes reste le point le plus critique. Si elle a pu apporter certains avantages, ses effets négatifs sont indéniables : pression migratoire record, saturation des infrastructures, et mise sous tension de nos services publics. Toute « stabilisation » qui renforcerait ce principe sans nous donner de véritables leviers de contrôle serait une trahison. Le peuple a pourtant clairement exprimé sa volonté de gérer l'immigration de manière autonome via l'article 121a de la Constitution. Nous devons impérativement préserver notre droit d’instaurer des contingents et des préférences nationales pour protéger la cohésion sociale et la capacité d’accueil de notre pays.

Sécurité des denrées alimentaires

Enfin, la sécurité des denrées alimentaires est un pilier de notre autonomie et de notre qualité. Notre production agricole est régie par des standards exigeants et une volonté de proximité. Un alignement sur le droit européen, notamment sur les questions d'OGM, de pesticides ou de traçabilité, menacerait notre modèle et la confiance des consommateurs. Nous ne pouvons accepter que des normes moins exigeantes, dictées par les intérêts d'un marché de 450 millions de consommateurs, viennent démanteler les protections suisses et nuire à notre paysannerie.

Électricité

Un accord dans le domaine de l'électricité, s'il peut sembler avantageux pour la sécurité d'approvisionnement, comporte des risques majeurs. Il signifierait à terme une intégration de notre marché à celui de l'UE, avec l'adoption de ses règles et de sa gouvernance. Cela remettrait en cause notre souveraineté énergétique, notre capacité à définir nos propres priorités (comme le soutien à l'hydraulique ou au solaire) et exposerait notre pays à la volatilité et aux dysfonctionnements d'un marché européen souvent imprévisible. La gestion de notre avenir énergétique est trop stratégique pour être déléguée.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La « stabilisation » ne doit pas être un euphémisme pour une intégration rampante. Chacun de ces dossiers révèle le même piège : un renoncement à notre autonomie législative et judiciaire. Accepter le paquet, c'est accepter à terme la primauté du droit européen et la jurisprudence d'un tribunal étranger. La Suisse a prospéré par sa liberté et sa démocratie. Préserver ce modèle exige de dire non à cette soumission déguisée. Il faut une vigilance de chaque instant pour garantir que l'intérêt national suisse reste la seule boussole de nos négociations.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne

(UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations dans le cadre de la consultation sur les accords avec l'Union européenne suscite une profonde insatisfaction et soulève des préoccupations majeures quant à leur impact sur la souveraineté et l'intérêt national suisse. L'approche adoptée par nos négociateurs semble privilégier une intégration toujours plus poussée, souvent au détriment de nos principes fondamentaux et de notre autonomie décisionnelle. Il est impératif d'analyser ces accords à la lumière des garde-fous juridiques et constitutionnels qui protègent notre État fédéral.

En premier lieu, la reprise automatique du droit de l'Union européenne (acquis communautaire) pose un problème juridique et politique fondamental. L'article 97, alinéa 2, de la Constitution fédérale (Cst.) dispose que les adaptations nécessaires du droit suisse sont assurées par le Parlement. Or, l'adoption d'un ensemble de normes européennes sans examen parlementaire approfondi et sans adaptation formelle au droit suisse contrevient directement à ce principe. Si les accords prévoient une telle automatisation, ils sapent le rôle du législatif helvétique et transfèrent de facto des compétences législatives à une instance supranationale, ce qui est incompatible avec la souveraineté parlementaire garantie par la Constitution. De surcroît, l'article 164, alinéa 1, Cst. stipule que le Parlement exerce la haute surveillance de l'administration et du peuple. Une reprise automatique du droit étranger, même par le biais d'accords, risque de priver le Parlement de sa capacité à exercer cette surveillance de manière effective sur des pans entiers de notre droit.

Deuxièmement, la question de la primauté du droit européen sur le droit suisse, telle qu'elle est interprétée par la Cour de justice de l'Union européenne, constitue une menace directe pour notre ordre juridique. Bien que la Suisse n'ait pas formellement accepté cette primauté, les accords conclus peuvent aboutir à une situation de fait où les tribunaux suisses seraient contraints d'appliquer des normes européennes en contradiction avec notre droit national. Ceci est contraire à l'article 190 Cst. qui stipule que les lois fédérales sont contraires au droit international lorsqu'elles ne sont pas compatibles avec celui-ci. Si les accords signés conduisent à une interprétation des juges suisses favorisant systématiquement le droit européen, cela érode notre propre système juridique et notre capacité à adapter nos lois à nos besoins spécifiques. La défense de notre ordonnancement juridique national est une exigence constitutionnelle qui ne peut être compromise.

Troisièmement, la participation au marché intérieur européen, bien que présentée comme un avantage économique, entraîne une dépendance croissante et un transfert de souveraineté non négligeable. La négociation et l'adoption de directives et règlements européens sans que la Suisse n'ait voix au chapitre dans leur élaboration est problématique. Les accords peuvent obliger la Suisse à transposer des normes européennes sans avoir pu influencer leur contenu, ni même comprendre pleinement leurs implications pour notre économie et notre société. L'article 2 Cst. énonce que la Confédération et les cantons agissent en conformité avec l'intérêt public et le bien commun. La conclusion d'accords qui ne respectent pas cette exigence fondamentale, par exemple en imposant des normes qui ne correspondent pas aux réalités économiques suisses ou en générant des coûts administratifs disproportionnés, serait une erreur.

Quatrièmement, la potentielle reconnaissance de la juridiction de la Cour de justice de l'Union européenne dans des domaines couverts par les accords est également une source d'inquiétude majeure. Permettre à une juridiction étrangère d'interpréter des normes ayant un impact direct sur le droit suisse et la vie des citoyens et des entreprises suisses est une abdication de souveraineté inacceptable. La Suisse, en tant qu'État souverain, doit conserver la maîtrise de son droit et de son système judiciaire. L'article 1 de la Cst. énonce que la Confédération suisse est un État indépendant et souverain. La juridiction de la CJUE sur le droit suisse, même indirectement, va à l'encontre de cette affirmation fondamentale.

Enfin, la manière dont ces accords affectent la démocratie directe et la souveraineté populaire doit être remise en question. Si les accords conduisent à une situation où des décisions importantes sont prises à Bruxelles et simplement appliquées en Suisse, cela affaiblit le pouvoir des citoyens suisses d'influencer leur propre destin politique. Le peuple suisse, par le biais des référendums, a le dernier mot sur les modifications constitutionnelles et les traités internationaux majeurs. Si les accords négociés contournent cette prérogative démocratique fondamentale, ils minent les fondements

mêmes de notre système politique.

Il est donc crucial que le processus de consultation permette une évaluation critique et rigoureuse des conséquences de ces accords. La Suisse doit maintenir sa capacité à décider de son droit, de sa politique et de son avenir, conformément aux principes de sa souveraineté constitutionnelle et de sa démocratie. Les résultats des négociations doivent être jugés à l'aune de ces impératifs, et non sur la base d'une recherche d'intégration à tout prix qui pourrait compromettre notre identité et notre indépendance.

Fabrizio Castelli
Via Circonvallazione 6
6965 Cadro

Dipartimento federale degli affari esteri
(DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Cadro, 21.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche

- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Fabrizio Castelli

Cattaneo Piero
Via alle Scuole 13
6595 Riazzino

Riazzino, il 21 ottobre 2025

Dipartimento federale degli
affari esteri DFAE
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern
RACCOMANDATA

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia opposizione al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE".

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo

NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri

NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese

NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo

Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali

I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale

Le nostre infrastrutture, già sovraccariche

Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra 182 e 432 milioni di franchi, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

ABANDONO dell'attuale pacchetto di trattati

MANTENIMENTO degli accordi bilaterali I e II esistenti

NEGOZIAZIONE di accordi settoriali limitati, su base paritaria

SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA di qualsiasi futuro accordo istituzionale a referendum obbligatorio (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su 700 anni di indipendenza e neutralità.

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa: NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

CATTANEO PIERO

Anne-Marguerite Courvoisier
Rue de Lausanne 33
CH-1028 Préverenges

Préverenges, le 21 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Anne-Marguerite Courvoisier

Lorenzo De Luca
Ra strada da Müralta 39
CH – 6955 Cagiallo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Cagiallo, 21 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Lorenzo De Luca

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: (Privat)

Date: 21.10.2025

Contact: Alan fauchere · alanfauchere@gmail.com

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des questions fondamentales quant à la compatibilité des propositions avec l'ordre juridique suisse, ainsi qu'à leur impact sur notre souveraineté et nos intérêts nationaux. Il est impératif que la Confédération s'assure que toute démarche d'harmonisation ou d'alignement avec le droit de l'Union européenne soit strictement encadrée par la Constitution fédérale et respecte les compétences souveraines de la Suisse.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le risque d'une assimilation progressive et non contrôlée du droit suisse à celui de l'UE, sans que les bénéfices concrets pour la Suisse ne soient clairement établis. L'article 123a de la Constitution fédérale, qui régit l'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des communautés d'États, impose une approche prudente et une évaluation rigoureuse des implications. Les accords envisagés, s'ils conduisent à une subordination de fait du droit suisse au droit de l'UE, pourraient violer les principes constitutionnels fondamentaux, notamment celui de la démocratie directe et de l'autodétermination, tels que garantis par l'article 1 de la Constitution.

De plus, l'application du droit de l'UE, même par le biais d'accords sectoriels, soulève des interrogations quant à sa primauté potentielle sur le droit national. La jurisprudence du Tribunal fédéral a toujours veillé à préserver la suprématie de la Constitution suisse. Il est essentiel que toute nouvelle réglementation garantisse explicitement que le droit fédéral et la Constitution fédérale conservent leur primauté absolue. L'absence de mécanismes de sauvegarde clairs et robustes, permettant à la Suisse de maintenir son propre cadre législatif et sa politique indépendante, constitue un point de faiblesse majeur. Nous demandons une clarification formelle de ces mécanismes, ainsi qu'une garantie que le contrôle juridictionnel final incombera exclusivement aux tribunaux suisses.

Enfin, il est nécessaire d'évaluer avec un scepticisme critique les coûts potentiels, tant financiers qu'en termes de perte de flexibilité politique et économique, que ces accords pourraient engendrer pour la Suisse. Sans une justification claire des avantages réciproques et une protection adéquate de nos intérêts nationaux, il serait irresponsable d'accepter une intégration juridique qui fragiliserait notre souveraineté.

Contribution financière

La prétendue "contribution financière" proposée dans le cadre de l'accord avec l'Union européenne représente une remise en cause inacceptable de notre souveraineté et de notre indépendance budgétaire. Les paiements de cohésion, qui jusqu'à présent résultaient de décisions parlementaires souveraines et donc contrôlées, deviendraient une obligation juridiquement contraignante. Cette transformation d'une contribution volontaire en une obligation automatique anéantit un levier politique essentiel et le contrôle démocratique sur des sommes d'argent considérables. Il s'agit ni plus ni moins d'une imposition forcée, comme le confirme la modification proposée par l'ajout de l'article 1, lettre d

du chiffre 1 de l'Annexe 5 de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP).

Le montant initial de 350 millions de francs par an ne peut être considéré que comme une offre d'appel. Le mécanisme de recalcul juridiquement contraignant, inscrit dans le traité, entraînera inévitablement des demandes financières bien plus importantes. La Suisse perdra alors toute marge de manœuvre pour refuser, et sera contrainte de s'acquitter des montants dictés par l'UE. Nous serons ainsi relégués au rang de payeur net, sans droit de regard ni de vote.

La création d'un propre "Loi sur les contributions de cohésion" (KoBG) solidifie ces paiements, auparavant discrétionnaires, en une obligation permanente et juridiquement contraignante. Cette loi vide le Parlement de sa décision souveraine concernant chaque contribution. L'article 1 du KoBG, en établissant un droit permanent, mine directement la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision souveraine sur l'utilisation des fonds publics, nous nous retrouverons à exécuter une obligation de paiement imposée par l'UE.

La fusion du KoBG avec la loi sur la promotion de la paix, via l'article 1, alinéa 2, lettre b, est une manœuvre trompeuse. Le noble objectif de la promotion de la paix est utilisé pour légitimer des paiements de cohésion politiquement sensibles et contestés, créant ainsi une confusion artificielle entre deux domaines distincts. Cette approche affaiblit la confiance et la clarté nécessaires dans nos relations internationales et notre droit interne.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux modifications proposées dans le domaine de la libre circulation, lesquelles semblent s'aligner sur une intégration accrue avec l'Union européenne, au détriment de la souveraineté et des intérêts nationaux suisses. Les changements envisagés, notamment l'introduction d'un nouveau droit de séjour prolongé et l'élargissement du regroupement familial, contreviennent directement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule la nécessité pour la Suisse de réguler elle-même sa propre immigration.

L'octroi d'un « Daueraufenthaltsrecht » après seulement cinq ans, une « Niederlassung C PLUS », sans possibilité effective de révocation même en cas de criminalité ou de dépendance prolongée à l'aide sociale, constitue une menace directe à notre sécurité intérieure et à la viabilité de nos systèmes sociaux. Cette disposition, ainsi que l'extension du regroupement familial pour inclure les ascendants et beaux-parents, encouragera une immigration incontrôlable et une pression accrue sur les finances publiques. Les coûts engendrés retomberont inévitablement sur les contribuables suisses, les cantons et les communes.

La « Schutzklausel » évoquée est une illusion. Ses conditions d'application sont d'une telle rigueur qu'elle ne sera, en pratique, jamais activée. Son activation potentielle entraînerait des mesures coercitives de la part de l'UE, transformant une prétendue clause de sauvegarde en un levier de chantage. L'automatisation de l'adoption du droit de l'UE en matière de migration via la « méthode d'intégration » supprime le pouvoir décisionnel de notre Parlement et du peuple, une atteinte inacceptable à notre démocratie directe.

Les modifications apportées à la Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI), telles que l'introduction du nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a, consacrent la migration vers nos systèmes sociaux. L'extension du droit à l'aide sociale pour les ressortissants de l'UE, rendant leur exclusion quasi impossible même en cas de dépendance, est une subvention déguisée des systèmes sociaux européens aux frais des contribuables suisses. La « Schutzklausel » de l'article 21b LEI est un placebo inefficace, incapable de restreindre la migration de manière significative.

Parallèlement, l'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étudiants étrangers dans la Loi sur les écoles polytechniques fédérales (Loi EPF) et la Loi sur le financement de la formation universitaire (Loi FFU) constitue un aveu des coûts exorbitants engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. La Suisse se voit obligée de compenser financièrement l'égalité de traitement imposée aux étudiants de l'UE, un fardeau supporté par les contribuables suisses.

L'intégration de l'Office fédéral de la migration et des étrangers (OFM) dans le système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) et l'intégration du Certificat de qualification européen (CQE) dans les lois professionnelles (Loi fédérale sur les professions de la santé, Loi sur les professions médicales, Loi sur les professions de psychologue) cèdent la souveraineté en matière de régulation et de contrôle de la qualité. Ces adaptations, bien que présentées comme techniques, sapent nos standards nationaux élevés et exposent nos systèmes, notamment celui de la santé, à des risques considérables. La Suisse renonce ainsi à sa capacité de réguler de manière autonome et rigoureuse l'accès à son marché du travail et à ses professions. Ces mesures représentent une capitulation face aux exigences de l'UE, menant à une perte de contrôle et à une augmentation des coûts pour la Suisse.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux mesures proposées en matière de protection des salaires dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes. Les dispositions actuelles, bien que présentées comme des garanties, apparaissent largement insuffisantes pour contrer la pression indéniable exercée sur le niveau des salaires en Suisse, notamment dans les catégories moyennes et inférieures. Loin de renforcer notre système de protection salariale, éprouvé et efficace, le projet vise à l'aligner sur des normes européennes potentiellement moins robustes et plus bureaucratiques, favorisant ainsi les pratiques de dumping salarial par des entreprises étrangères.

Les mécanismes de contrôle prévus semblent par ailleurs affaiblis. La remise en cause des compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales au profit de structures centralisées et jugées conformes aux exigences de l'UE risque d'entraîner une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de travail et salariales. L'article 9 alinéa 2 de la loi sur la décision relative à l'engagement de travailleurs détachés (LODET), tel que modifié, et l'article 13a, en lieu et place de l'ancien article 11, démontrent une volonté de transposer le droit européen qui ne se traduit pas nécessairement par un meilleur¿protection¿des¿travailleurs¿suisses¿ mais¿plutôt¿par¿une¿complexification¿juridique¿favorable¿aux¿employeurs¿exerçant¿en¿Suisse.

L'introduction d'un régime spécifique de protection contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, aux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), représente une ingérence directe dans notre droit du travail, dictée par des pressions externes. Cette mesure crée une classe privilégiée d'employés dont le licenciement serait soumis à des procédures rigides et administratives, nuisant à la flexibilité nécessaire des petites et moyennes entreprises (PME) et allant à l'encontre de nos principes fondamentaux de liberté contractuelle. De plus, la reconnaissance des sanctions de l'UE comme des jugements exécutoires, conformément au nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), constitue une cession de souveraineté inacceptable. Elle transforme la Suisse en un simple relais pour l'application de sanctions administratives européennes, sans garantie d'une révision judiciaire approfondie.

Enfin, le lien entre la loi sur les marchés publics (LMP) et le nouveau droit de contribution à la cohésion, notamment à l'annexe 5 chiffre 1 lettre d, solidifie les paiements de cohésion comme une composante pérenne de notre système juridique, créant des interdépendances qui nous lient davantage politiquement à l'Union européenne. Les modifications envisagées dans la loi sur l'assurance-accidents (LAA), notamment les nouvelles règles relatives aux associations à l'article 2, sous couvert de précisions techniques, s'inscrivent dans un cadre plus large qui soumet notre système de partenariat social à la pression de la conformité européenne. L'altération de notre système de déclaration de force obligatoire (DSFO), même mineure, risque d'affaiblir nos mécanismes protecteurs au profit de modèles moins performants et dictés par l'UE. Ces éléments cumulés soulèvent de sérieuses questions quant à la préservation de notre souveraineté, de nos modèles sociaux et de notre prospérité.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au projet de domaine

"Sécurité des denrées alimentaires" et à sa soumission au droit de l'Union européenne. Loin de se limiter à une amélioration de la sécurité, il s'agit d'un projet d'intégration visant à soumettre l'ensemble de l'économie agricole et alimentaire suisse au règlement européen "De la ferme à la table". Cette démarche menace directement nos standards de production élevés, la survie de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs suisses.

La qualité suisse, un atout concurrentiel majeur, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes entraînera inévitablement une dégradation de la qualité perçue et réelle de nos produits. Le label "Made in Switzerland" risque d'être dévalué si nos denrées doivent être produites selon des critères moins rigoureux que ceux qui ont fait notre réputation. La totalisation de la révision du Code des obligations (LMG), bien que présentée comme une modernisation, constitue une attaque frontale contre cette qualité, subordonnant toute la chaîne alimentaire à une régulation de l'UE qui favorise la production industrielle de masse, au détriment de la diversité et des traditions locales.

L'introduction d'une clause guillotine, liant ce paquet d'accords à l'ensemble des conventions bilatérales I, constitue une forme d'intimidation politique inacceptable. Elle prive la Suisse de sa souveraineté décisionnelle en menaçant de faire chuter l'intégralité du cadre de nos relations avec l'UE en cas de refus de ces dispositions.

De surcroît, l'octroi de compétences d'inspection et de contrôle à des fonctionnaires de l'UE sur le territoire suisse représente une ingérence gravissime dans notre souveraineté nationale. Nos exploitations deviendraient ainsi des zones sous juridiction étrangère. Une vague de bureaucratie sans précédent menace de submerger non seulement les grandes entreprises, mais aussi les petits producteurs, les artisans locaux et les manifestations traditionnelles, mettant en péril des pans entiers de notre économie et de notre culture.

L'acceptation de produits contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés (OGM), malgré notre moratoire confirmé à plusieurs reprises par le peuple, constitue un mépris flagrant de la volonté démocratique. Les dispositions relatives au bien-être animal, notamment dans le transport et l'abattage, nous contraignent à renoncer à des normes nationales souvent plus protectrices, au profit de standards européens moins exigeants. Les adaptations prévues dans le Code des obligations rurales (LwG, art. 141 et 148 nouveaux), conférant des compétences étendues au Conseil fédéral pour l'application du droit de l'UE, contournent le débat parlementaire et réduisent le contrôle démocratique sur des sujets cruciaux pour nos agriculteurs. De même, le nouveau droit dans la loi sur les épizooties (TSG, art. 1 nouveau), qui soumet la Suisse aux règlements de l'UE, affaiblit notre capacité à réagir rapidement et souverainement face aux menaces sanitaires, mettant en danger notre bétail et la santé publique.

En résumé, ce projet représente une capitulation de notre souveraineté dans des domaines vitaux pour l'identité suisse, la qualité de nos produits et le bien-être de nos citoyens et de nos animaux.

Électricité

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction face aux propositions relatives au domaine de l'électricité, qui tendent à une intégration accrue dans le cadre juridique et réglementaire de l'Union européenne. L'alignement proposé, notamment via le projet d'accord sur le secteur de l'électricité, aboutit inévitablement à une cession de souveraineté énergétique significative. En s'intégrant structurellement à des instances de surveillance européennes telles qu'ACER ou ENTSO-E, la Suisse devient un acteur subordonné, contraint de supporter des coûts sans disposer d'un réel pouvoir décisionnel. Les décisions relatives à notre réseau électrique, pilier de notre sécurité d'approvisionnement, risquent désormais d'être dictées depuis Bruxelles, au détriment de nos spécificités nationales.

Parallèlement, l'autorité de régulation indépendante suisse, ElCom, se voit réduite à un rôle de simple exécutant des normes européennes. Cette transformation d'une instance nationale souveraine en un bras opérationnel des règlements de l'UE constitue un recul démocratique et sape les fondements d'une régulation énergétique adaptée aux besoins de la Suisse. L'article 4a et suivants du nouveau

droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) consolident cette tendance à une uniformisation forcée, au détriment de la flexibilité et de la pertinence locale.

De plus, le cœur de notre production électrique, l'hydroélectricité, est directement menacé par les règles européennes en matière de subventions. Le système existant des redevances hydrauliques, bénéfique pour les cantons alpins, pourrait être qualifié d'aide d'État illicite, remettant en cause un modèle éprouvé et économiquement vital pour ces régions. L'article 15 du nouveau droit sur l'énergie (EnG), tel que modifié, et sa nouvelle réglementation concernant la redevance et la prix d'achat, constituent un coup porté à la production d'énergie décentralisée. La réduction drastique de la limite de puissance de 3 MW à 200 kW pénalise de nombreux petits et moyens producteurs, mettant en péril leur viabilité économique et allant à l'encontre de la stratégie énergétique nationale.

La prétendue libéralisation totale du marché de l'électricité est un pari risqué qui sacrifiera la sécurité de l'approvisionnement sur l'autel de la spéculation. Les dispositions relatives à la réserve énergétique, telles que prévues dans les articles 8b et suivants du StromVG, semblent notoirement insuffisantes pour garantir une alimentation stable. L'introduction d'un refus de subvention en cas de prix négatifs, conformément aux articles 29d, alinéa 4, et 33a, alinéa 2bis, du EnG, engendre une incertitude d'investissement majeure, freinant le développement des énergies renouvelables et accentuant notre dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et des énergies fossiles. La responsabilité de la sécurité de l'approvisionnement, une mission primordiale, devient floue, abandonnée à un marché instable et imprévisible, avec des conséquences potentiellement catastrophiques, particulièrement pour les PME et les ménages dont les factures deviendront plus volatiles et, à terme, plus coûteuses. Les modifications apportées aux articles 10, 18 et 19 du StromVG accentuent encore le démantèlement des structures fédérales et de la coopération Bund-cantons, affaiblissant notre autonomie dans la gestion d'une infrastructure vitale. L'exclusion de l'exception pour la société nationale de réseau en article 8, alinéa 2 BATE, constitue un nouvel assujettissement au régime de l'UE, privant la Suisse de flexibilité dans la gestion de ses propres réseaux. Ces mesures, loin d'apporter des bénéfices tangibles, menacent notre indépendance et notre prospérité.

Aides d'État

La présente prise de position exprime de vives réserves quant au projet soumis concernant le domaine des aides d'État. L'analyse des dispositions proposées, notamment le projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et les modifications corrélatives du droit des cartels (KG), du droit de vol, du droit du Tribunal fédéral (BGG) et du droit du surveillant des prix (PüG), révèle une atteinte potentiellement grave à notre souveraineté nationale et à notre système fédéraliste.

Le BHÜG, dans son article 3, institue une nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO). Cette "super-autorité", qualifiée de "prolongement de l'UE", est destinée à contrôler et à approuver les aides d'État, auparavant considérées comme des décisions politiques légitimées démocratiquement au niveau fédéral, cantonal et communal. Cette soumission à un régime de contrôle technocratique de l'UE représente une renonciation inacceptable à notre autonomie décisionnelle. Les soutiens à des secteurs vitaux tels que le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les PME locales, qui relèvent de la souveraineté des cantons et des communes, se verront désormais soumis à une approbation centralisée, vidant ainsi le principe de subsidiarité et le fédéralisme de leur substance.

L'article 18 alinéa 2 du KG, en intégrant la chambre des aides d'État à la WEKO, crée une concentration de pouvoir sans précédent. Cette entité n'aura pas seulement pour mandat de surveiller le droit des cartels, mais agira également comme exécutrice du droit des aides d'État de l'UE, au détriment de nos intérêts nationaux. La démocratisation et le contrôle public de cette institution restent manifestement insuffisants.

La modification de l'article 82 lettre bbis du BGG est particulièrement problématique pour notre système fédéral. Elle confère à la nouvelle chambre des aides d'État un droit de recours direct contre les décisions cantonales, abaissant ainsi les cantons au rang d'unités administratives subalternes. Le fait que leurs décisions démocratiquement prises puissent être contestées devant le Tribunal fédéral

par voie de contrôle abstrait des normes (conformément à l'article 98a BGG) constitue une érosion inacceptable de leur autonomie. De même, l'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral via les articles 31a, 33 et 37a-c du VGG consacre une centralisation excessive du contrôle juridictionnel.

Enfin, la suppression de l'article 103 du LFG, relative au transport aérien, représente un sacrifice clair de notre souveraineté. La compétence de contrôle nationale de la WEKO, axée sur nos intérêts stratégiques, est abandonnée au profit d'une application exclusive du droit des aides d'État de l'UE. L'exclusion du Surveillant des prix (modifiant l'article 5 alinéa 2 du PüG) des réunions de la chambre des aides d'État affaiblit le contrôle des prix et la transparence, privant les citoyens d'une voix essentielle dans un processus aux conséquences économiques directes.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé dans le domaine des transports terrestres, en particulier son incidence sur le rail. L'application du droit de l'UE en matière de subventions (Beihilferecht) risque de remettre en question des pratiques établies de soutien au trafic ferroviaire, tant pour le fret que pour le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. Ces subventions sont essentielles au maintien de la qualité et de l'étendue du service public ferroviaire, un pilier de notre pays. Leur suppression ou leur modification drastique sous la pression du droit européen aurait des conséquences désastreuses sur l'accessibilité et la rentabilité du réseau.

L'introduction de la "cabotage", autorisant les entreprises étrangères à exploiter des liaisons intérieures suisses, constitue une menace directe pour le Service public ferroviaire. Cette mesure, inscrite à l'article 40ter du nouveau projet de loi fédérale sur le transport ferroviaire (LTr), encourage une "cueillette des cerises" (Rosinenpickerei) de la part des opérateurs étrangers. Ces derniers se concentreront immanquablement sur les axes les plus rentables, laissant les lignes moins lucratives mais indispensables à la couverture territoriale aux compagnies nationales. Cette dynamique sape la base financière nécessaire à l'entretien et au développement de l'ensemble du réseau, compromettant ainsi l'égalité d'accès au transport public pour l'ensemble de la population.

La "déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une garantie est d'une valeur juridique douteuse et non contraignante. Elle n'offre aucune protection réelle contre les futures évolutions du droit européen, auxquelles la Suisse serait contrainte de se conformer par le biais de la reprise dynamique du droit. Il s'agit d'une mesure de pacification sans substance, incapable d'empêcher l'érosion de notre souveraineté en matière de transports ferroviaires. L'intégration progressive de la Suisse dans des structures de gouvernance européennes, telle que l'Agence européenne des chemins de fer (ERA) et le réseau européen des gestionnaires d'infrastructure (ENIM), confère à l'UE une influence grandissante sur notre réseau, au détriment de la maîtrise nationale.

Enfin, l'obligation de se conformer au droit de l'UE lors des appels d'offres pour le transport de voyageurs, telle que stipulée dans le nouvel article 32a alinéa 1bis de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), restreint considérablement l'autonomie des autorités fédérales et cantonales. Au lieu de pouvoir privilégier les solutions les plus adaptées aux besoins suisses, celles-ci devront se plier à des critères européens, pouvant engendrer des coûts supplémentaires et des décisions sous-optimales pour les contribuables suisses. Ces dispositions affaiblissent notre capacité à définir et à poursuivre nos propres objectifs de politique des transports.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse se trouve une fois de plus devant la nécessité d'évaluer un "paquet" d'accords avec l'Union européenne, une démarche qui suscite de profondes inquiétudes quant à son impact sur la souveraineté et la prospérité nationales. L'approche consistant à intégrer unilatéralement le droit européen dans notre système juridique, sans que nous ayons voix au chapitre dans son élaboration,

est fondamentalement problématique. Cette pratique est en contradiction directe avec les principes de la démocratie directe et de la souveraineté helvétique, garantis par notre Constitution, notamment par l'article 1 de la Constitution fédérale, qui stipule que le peuple suisse et les cantons exercent la souveraineté.

L'intégration forcée de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, telle qu'elle sera probablement imposée par ces accords, représente une abdication inacceptable de notre autonomie judiciaire. L'article 50 de la Constitution fédérale, qui consacre le droit à l'autodétermination, se trouve ainsi mis à mal. Nous serions contraints d'accepter des décisions judiciaires prises sans notre participation, rendant nos propres tribunaux subordonnés à une instance extérieure.

De surcroît, la perspective de devoir adopter des réglementations européennes coûteuses et bureaucratiques, souvent inadaptées à la réalité économique suisse, soulève des questions cruciales quant à la compétitivité de nos entreprises. L'article 95 de la Constitution fédérale, qui charge la Confédération de veiller aux intérêts économiques globaux de la Suisse, pourrait être gravement compromis si nous devions nous conformer à des normes qui ne tiennent pas compte de nos spécificités.

Le manque de clarté concernant les contreparties concrètes et les bénéfices tangibles pour la Suisse dans ces paquets est également préoccupant. L'absence d'une véritable marge de négociation nous place dans une position de faiblesse où les avantages réels sont souvent éclipsés par les obligations et les contraintes imposées. Avant d'accepter de nouvelles dépendances, il est impératif d'obtenir des garanties solides et mesurables que notre indépendance et nos intérêts nationaux seront préservés. L'approche actuelle, privilégiant une intégration progressive et souvent non réciproque, ne semble pas servir les meilleurs intérêts à long terme de la Suisse.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à la pérennité et à la souveraineté de la Suisse. Bien que le discours officiel mette l'accent sur la simplification et la sécurité juridique, il est impératif d'examiner de manière critique les implications réelles d'une intégration plus poussée avec l'UE, notamment au regard de l'Accord-cadre institutionnel.

L'objectif de "stabilisation" semble masquer une tendance insidieuse vers une dépendance accrue vis-à-vis de Bruxelles. L'adoption unilatérale du droit de l'UE, telle qu'elle est envisagée, porterait une atteinte directe à notre droit constitutionnel, en particulier à l'article 5 de la Constitution fédérale qui consacre le principe de subsidiarité. Il est à craindre que cette mécanique ne conduise à une délégation de compétences de facto, sans que le peuple suisse n'ait son mot à dire par la voie référendaire, comme le garantirait l'article 140, alinéa 1, lettre a de la Constitution.

La prétendue "sécurité juridique" promise pourrait s'avérer être une illusion dangereuse. En se soumettant à l'interprétation évolutive de la Cour de justice de l'Union européenne, la Suisse s'expose à des incertitudes juridiques permanentes. La jurisprudence de cette Cour ne se limite pas à clarifier le droit existant ; elle le crée et le transforme, rendant ainsi inévitable une adaptation constante de notre législation. Cela contrevient à l'exigence de prévisibilité et de stabilité du droit, principes fondamentaux de notre système juridique, ancrés notamment dans l'article 9 de la Constitution.

De plus, la clause de sauvegarde, bien qu'existante, pourrait se révéler insuffisante face aux pressions exercées par l'UE. L'historique des négociations montre une volonté constante de l'UE d'obtenir une application la plus large possible du droit communautaire, même dans des domaines sensibles pour la Suisse. La protection de nos spécificités nationales, notamment en matière de sécurité sociale et de marché du travail, risque d'être compromise. L'article 120b de la Constitution, qui prévoit des mesures pour préserver les droits des travailleurs et les conditions sociales, pourrait être mis à mal.

Enfin, la dimension institutionnelle de cet accord représente une menace directe pour notre indépendance. La soumission à une instance arbitrale dont les décisions seraient contraignantes, sans recours possible devant les tribunaux suisses, constituerait une rupture sans précédent avec nos principes souverains. L'article 1 de la Constitution, qui stipule que la Confédération est un État souverain, serait vidé de sa substance.

En conclusion, cette "stabilisation" ne doit pas être le prétexte à une érosion progressive de notre souveraineté et de nos principes démocratiques. Il est impératif que toute évolution des relations avec l'UE respecte scrupuleusement notre droit constitutionnel et les prérogatives du peuple suisse.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations révèle une profonde insatisfaction quant aux avancées concrètes et à la préservation des intérêts suisses. Les engagements pris semblent privilégier une intégration accrue avec l'Union européenne, sans pour autant garantir des bénéfices réciproques proportionnels, soulevant ainsi de sérieuses questions quant à leur conformité avec l'esprit de souveraineté inscrit dans notre Constitution.

Il est notamment préoccupant de constater que les accords potentiels risquent de compromettre notre autonomie décisionnelle. L'adoption unilatérale du droit européen, telle qu'envisagée dans certaines évolutions négociationnelles, constituerait une atteinte directe à l'article 5 de la Constitution fédérale, qui consacre la souveraineté de la Confédération. La crainte d'une "copie-colle" systématique du droit de l'UE, sans égard pour nos spécificités institutionnelles et juridiques, doit être fermement combattue.

De surcroît, la question de la libre circulation des personnes, pilier des accords bilatéraux, continue de susciter des inquiétudes quant à son impact sur le marché du travail suisse et la protection des salaires. L'article 121a de la Constitution, relatif à la limitation de l'immigration, semble être mis à mal par les pressions européennes, sans que des mécanismes de contrôle suffisamment robustes ne soient mis en place.

La persistance de différends, tels que ceux relatifs à la compensation des mesures dites discriminatoires ou à la reconnaissance de nos normes sanitaires et phytosanitaires, démontre que les garanties pour les entreprises suisses ne sont pas suffisantes. L'absence de mécanismes de règlement des différends clairement définis et contraignants pour l'UE laisse la Suisse dans une position vulnérable, exposée à des interprétations potentiellement défavorables.

En l'état actuel, les résultats des négociations apparaissent comme un pas de plus vers une intégration non souhaitée, sans que les contreparties attendues ne soient solidement établies. Il est impératif que le Conseil fédéral redouble d'efforts pour défendre fermement les intérêts nationaux et veiller à ce que tout accord futur respecte pleinement notre droit constitutionnel et préserve l'autonomie décisionnelle de la Suisse. L'adoption d'une attitude trop conciliante risquerait de mener à une érosion progressive de notre souveraineté, au détriment de notre prospérité et de nos valeurs démocratiques.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Damien Fenner (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Damien Fenner · 0791372676 · lavaleus@hotmail.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen erhebliche Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems und unserer Souveränität auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in unser Rechtssystem, ohne die Möglichkeit einer eigenständigen demokratischen Legitimation und Kontrolle, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Rechtsübernahme verstösst gegen die Artikel 140 und 141 BV, welche die Rolle des Parlaments und des Volkes bei der Rechtsetzung definieren.

Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die Schweiz unter diesen Bedingungen ihre Aussenwirtschaftspolitik autonom gestalten kann. Die Befürchtung, dass die Schweiz durch die Bindung an EU-Recht in ihrer wirtschaftlichen Handlungsfreiheit stark eingeschränkt wird, ist nicht unbegründet. Insbesondere Artikel 133 BV, der die Kerngehalte der schweizerischen Wirtschaftspolitik schützt, könnte durch die Übernahme von EU-Regulierungen faktisch ausgehöhlt werden. Die damit verbundene potenzielle Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) widerspricht dem Geist des Artikels 123 BV, der die Autonomie unserer Gerichte betont.

Die vorgeschlagene Regelung zur Übernahme von EU-Recht birgt zudem erhebliche Risiken für den Schutz unserer spezifischen Interessen und die Kohärenz unseres Rechtssystems. Es ist zu befürchten, dass die differenzierte Ausgestaltung von Gesetzen, die auf unsere besonderen Gegebenheiten zugeschnitten sind, durch eine pauschale Übernahme von EU-Normen erschwert oder gar verunmöglicht wird. Dies könnte zu einer Verwässerung des schweizerischen Rechtsverständnisses und zu unerwünschten Kollisionen mit bestehenden Gesetzen führen, deren Sinn und Zweck durch die neuen Regelungen verfälscht werden könnten.

Die Unklarheit bezüglich der Finanzströme und der Beitragspflichten der Schweiz an die EU ist ein weiterer Punkt, der intensive Prüfung erfordert. Es muss sichergestellt werden, dass keine finanziellen Verpflichtungen entstehen, die die finanzielle Stabilität und die Handlungsfähigkeit des Bundes gefährden. Die genaue Ausgestaltung der Mechanismen zur Umsetzung und Kontrolle dieser Verpflichtungen bedarf einer lückenlosen Transparenz und einer klaren Verantwortlichkeitsregelung, die den Prinzipien der Haushaltsdisziplin und der Bundesverantwortung gemäss Artikel 127 BV entspricht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine erhebliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips darstellen. Es bedarf einer kritischen und eingehenden Prüfung, ob die Nachteile und Risiken die potenziellen

Vorteile überwiegen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die implizite Bereitschaft, die Souveränität der Schweiz und die direkte Demokratie zugunsten einer engeren Anbindung an die Europäische Union zu schwächen, ist aus unserer Sicht äusserst problematisch.

Es darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die Schweiz durch ihre bestehenden bilateralen Abkommen bereits ein hohes Mass an wirtschaftlicher Integration mit der EU erreicht hat. Eine weitere Vertiefung der Beziehungen, die potenziell eine Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitsprache vorsieht, würde die Grundlage des Schweizer Rechts und die Eigenständigkeit unseres politischen Systems untergraben. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Autonomie und Souveränität der Schweiz. Jede Massnahme, die diese Autonomie gefährdet, widerspricht fundamental diesem Artikel.

Die Rede von einer "Stabilisierung" darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass solche Abkommen oft eine einseitige Übernahme von EU-Recht mit sich bringen. Dies geschieht typischerweise im Rahmen der sogenannten "dynamischen Rechtsübernahme", bei der die Schweiz verpflichtet wäre, zukünftige Änderungen des EU-Rechts automatisch zu übernehmen, ohne dass sie dabei Einfluss auf deren Inhalt nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie, der es dem Schweizer Volk erlaubt, über zentrale politische Fragen mittels Referendum mitzubestimmen. Das Recht auf Volksinitiative und Referendum, verankert in Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung, würde durch eine solche Dynamik de facto ausgehöhlt.

Darüber hinaus ist die Befürchtung gross, dass die "Stabilisierung" lediglich ein Vorwand ist, um die Schweiz weiter in die rechtlichen und politischen Strukturen der EU zu integrieren, ohne dass dem Schweizer Volk und den politischen Entscheidungsträgern die notwendigen Kontrollmöglichkeiten eingeräumt werden. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) wird in vielen Abkommen als oberste Instanz angerufen. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH für die Auslegung von bilateralen Abkommen würde die richterliche Souveränität der Schweiz verletzen. Dies verstösst gegen das Prinzip der Gewaltenteilung und die Eigenständigkeit unserer Gerichte, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung implizit gewährleistet ist.

Es drängt sich die Frage auf, ob die angeblichen Vorteile einer solchen "Stabilisierung" die erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie aufwiegen. Aus unserer Sicht ist dies nicht der Fall. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Analyse aller potenziellen Konsequenzen, bevor die Schweiz weitere Schritte in Richtung einer tieferen Integration mit der EU unternimmt. Die Bewahrung unserer Unabhängigkeit und unserer demokratischen Prinzipien muss oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Insbesondere die Ausweitung der EU-Rechtsübernahme und die damit einhergehende Erosion der schweizerischen Souveränität sind nicht hinnehmbar. Das Prinzip der direkten Demokratie, verankert in der Bundesverfassung (BV) Artikel 1, wird durch eine stärkere Bindung an EU-Recht de facto ausgehebelt. Die Schweizer Bevölkerung verliert an direkter Einflussnahme auf die Gesetzgebung, wenn Beschlüsse, die im EU-Parlament oder durch die

EU-Kommission gefasst werden, ohne vorgängige demokratische Legitimation in der Schweiz Geltung erlangen.

Die fraglose Übernahme von EU-Recht, ohne ausreichende Möglichkeit zur Anpassung an schweizerische Besonderheiten, birgt erhebliche Risiken. Dies betrifft nicht nur wirtschaftliche Aspekte, sondern auch das soziale Gefüge und die rechtliche Identität der Schweiz. Artikel 5 der BV, der das Prinzip der Verhältnismässigkeit gebietet, scheint hierbei untergraben zu werden, da die pauschale Übernahme von EU-Vorschriften nicht zwangsläufig den schweizerischen Verhältnissen Rechnung trägt.

Des Weiteren sind die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von EU-Urteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die damit verbundene Vorrangigkeit des EU-Rechts, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angedeutet wird, stellt eine direkte Bedrohung für die Autonomie der schweizerischen Gerichte dar. Artikel 190 BV, der die Bindung der schweizerischen Behörden an das Bundesrecht festlegt, würde in seiner Geltung stark eingeschränkt. Die Schweiz wäre gezwungen, Rechtsprechung zu übernehmen, die ihren eigenen rechtsstaatlichen Traditionen und Prinzipien widersprechen könnte.

Die erwarteten wirtschaftlichen Vorteile werden überbewertet und die damit verbundenen Kosten sowie die langfristigen strategischen Nachteile bagatellisiert. Die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit von Brüssel, die die aussenpolitische Handlungsfreiheit der Schweiz massiv einschränkt, muss ernst genommen werden. Artikel 2 der BV, der die Wahrung der schweizerischen Interessen postuliert, wird durch eine derartige Regelung fundamental in Frage gestellt. Eine vertiefte Analyse der tatsächlichen Souveränitätsverluste und der langfristigen Folgen für die schweizerische Identität ist unerlässlich, bevor jedwede weiteren Schritte in Richtung einer stärkeren Integration erwogen werden. Die vorliegenden Vorschläge scheinen diesen kritischen Aspekten nicht ausreichend Rechnung zu tragen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur innerstaatlichen Umsetzung werfen erhebliche rechtliche und praktische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit diese Umsetzung tatsächlich im Einklang mit der Schweizerischen Bundesverfassung steht, insbesondere mit Blick auf die Souveränitätswahrung. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Eine Übertragung von Kompetenzen, die indirekt durch die Übernahme von EU-Recht erfolgt, birgt die Gefahr, diese verfassungsrechtliche Grundlage auszuhöhlen.

Besonders kritisch ist die mangelnde Transparenz und die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten, die sich aus der Aneignung von EU-Recht ergibt. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 Absatz 2 der Bundesverfassung, könnte durch eine Gesetzgebung, die primär von externen Akteuren bestimmt wird, untergraben werden. Die schweizerische Gesetzgebung müsste klar und nachvollziehbar bleiben und darf nicht zu einer blossen Übernahme von EU-Richtlinien verkommen. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung räumt dem Parlament die Kompetenz ein, die Gesetzgebung zu erlassen. Eine indirekte Übernahme von EU-Recht untergräbt dieses parlamentarische Selbstverständnis und die demokratische Legitimation des Gesetzgebungsprozesses.

Die Befürchtung, dass die schweizerische Rechtsordnung durch die Aneignung von EU-Recht inkohärent wird, ist berechtigt. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerische Rechtsprechung und die nationalen Gerichte weiterhin die primäre Autorität bei der Auslegung und Anwendung von Gesetzen besitzen. Die Gefahr einer zunehmenden Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, auch wenn diese nicht formell bindend ist, darf nicht unterschätzt werden. Artikel 189 Absatz 3 der Bundesverfassung regelt die Zuständigkeit des Bundesgerichts als oberstes Gericht. Eine Überfremdung der Rechtsauslegung durch externe Rechtsprechung würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz gefährden.

Es ist daher zwingend erforderlich, dass die Auswirkungen der vorgeschlagenen Massnahmen auf die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prozesse sorgfältig abgewogen werden. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsidentität und die Fähigkeit des Landes, seine eigenen Interessen autonom zu verfolgen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom bedeuten einen fundamentalen Bruch mit bewährten Schweizer Prinzipien und gefährden unsere Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, namentlich ACER und ENTSO-E, macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Dies widerspricht dem Geist der Souveränität, wie er auch im Grundgesetz verankert ist. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies ist das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung und untergräbt die demokratische Legitimität der Regulierungsprozesse.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Basis unserer Kantone schwächen und die lokale Wertschöpfung beeinträchtigen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt die vollständige Marktliberalisierung zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.).

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung wird zudem zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehrsbereich, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Integrität und Zukunftsfähigkeit unseres Service public auf. Die Einführung des Prinzips der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Gefährdung des etablierten Angebots im Schienenverkehr dar. Dieses Abkommen ermöglicht ausländischen Anbietern den Zugang zu inner-schweizerischen Strecken. Es ist zu erwarten, dass diese Unternehmen primär die rentablen Hauptachsen bedienen werden, was als "Rosinenpickerei" bezeichnet werden kann. Diese selektive Marktbearbeitung wird die finanzielle Grundlage der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Verkehrsunternehmen schwächen, die ihrerseits verpflichtet sind, auch die unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien aufrechtzuerhalten.

Die im Rahmen des Abkommens angeführte "Gemeinsame Erklärung" entbehrt jeglicher rechtlichen Bindungskraft und bietet keinen verlässlichen Schutz vor künftigen Entwicklungen des EU-Rechts. Die Schweiz würde sich, durch die dynamische Rechtsübernahme, zukünftigen regulatorischen Anpassungen der EU unterwerfen müssen, ohne Einflussnahme auf deren Inhalt. Dies untergräbt die Souveränität und die Möglichkeit, Eisenbahnregularien im ausschliesslichen Interesse der Schweiz zu gestalten. Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht die Qualität sowie den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung.

Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) vorgesehene Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu berücksichtigen, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Ergebnissen führen kann. Die sukzessive Verlagerung der Steuerungskompetenz über die Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen, wie sie beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) droht, ist eine bedenkliche Entwicklung. Die nationalen Interessen drohen dabei überhört zu werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in der Schweizer Rechtsordnung birgt erhebliche Risiken für unsere Souveränität und die demokratische Kontrolle über unsere Finanzen. Die Umwandlung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) und dessen Aufnahme in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die neuen Verhandlungsmandate mit der EU (BöB) zementiert würde, ist bedenklich. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Verpflichtung.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr wird widersprechen können. Wir drohen, zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet, ohne garantierte Vorteile wie verbesserten Marktzugang.

Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist keine partnerschaftliche Kooperation, sondern eine faktische Zwangsabgabe, die

unsere demokratischen Entscheidungsprozesse untergräbt und unsere Unabhängigkeit einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit erscheinen oberflächlich und sind angesichts des massiven Drucks auf das Schweizer Lohnniveau unzureichend. Es ist zu befürchten, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zu einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstandards führt, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, droht eine Angleichung an die oft weniger robusten EU-Standards. Dies läuft Gefahr, primär ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping zu öffnen.

Die angepassten Regelungen, beispielsweise die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), deuten nicht auf eine Stärkung, sondern auf eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes hin. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Insgesamt sind diese Anpassungen ungeeignet, den Lohnschutz wirksam zu garantieren und weisen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und unseren Arbeitsmarkt auf.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme nimmt mit tiefgreifender Skepsis und erheblichen Bedenken Stellung zum Bereich der Lebensmittelsicherheit im Kontext der angestrebten Angleichung an EU-Regularien. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, welches weit über die eigentliche Gewährleistung von Verbraucherschutz hinausgeht. Es droht die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine unmittelbare Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die wertvolle Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in akuter Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" wird erheblich entwertet, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen wird wie in der Europäischen Union. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen in unsere heimischen Produkte.

Besonders alarmierend ist die Integration einer gefährlichen "Guillotineklausel", welche dieses

Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Ablehnung dieses schädlichen Vorhabens würde somit das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Absturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form politischer Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz massiv einschränkt.

Des Weiteren stellt die vorgesehene Befugnis für EU-Inspektoren, Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants zu betreten und zu kontrollieren, einen beispiellosen und massiven Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu direkten Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine an einem traditionellen Schwingfest müssten die komplexen und für die Schweiz oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu vernichten und eine erstickende Bürokratie zu etablieren.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion dar. Die Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter die EU-Regulierung wird zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren nachweislich hohen Standards führen.

Ebenso bedenklich sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Vorschriften, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Dies umgeht das Parlament und schwächt dessen Kontrollfunktion in einem für die Schweizer Bauernschaft zentralen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) führt zur Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend stellt die vorliegende Vorlage eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität, eine Bedrohung unserer Qualitätsstandards und eine unzumutbare bürokratische Belastung für unsere Landwirtschaft und Lebensmittelproduktion dar. Es handelt sich nicht um eine Massnahme zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um einen Schritt zur schleichenden Integration und Unterwerfung unter EU-Recht, der mit allen gebotenen Mitteln abzulehnen ist.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Volkswillen, der in Artikel 121a der Bundesverfassung festgeschrieben ist. Die massive Ausweitung der Freizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die soziale Stabilität unseres Landes. Diese Entwicklung fördert unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und belastet

Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in einem bis dato ungekannten Ausmass.

Der geplante, beispiellose Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo mit so hohen Anwendungshürden, dass sie praktisch wertlos ist. Die drohenden Strafmassnahmen der EU im Falle ihrer Aktivierung machen sie zu einer Erpressungsklausel.

Besonders gravierend ist die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode". Dies bedeutet, dass unser Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich nicht mehr mitbestimmen können. Dies ist eine direkte Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum noch ermöglichen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein peinliches Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und eine direkte Last für die Schweizer Steuerzahler. Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität, die von Brüssel diktiert werden. Diese scheinbar technischen Anpassungen greifen tief in unsere Rechtsordnung ein und gefährden die Qualitätssicherung in zentralen Bereichen wie dem Gesundheitswesen durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI), wie im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35, 50), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) vorgesehen. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Kontrolle für eine unheilige EU-Kompatibilität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen inakzeptablen Angriff auf die Schweizer Souveränität und die föderalistische Struktur unseres Landes dar. Die bewährte Praxis, wonach Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die essenziell für die lokale Wirtschaftsförderung, den Regionalverkehr, die Kantonalbanken, die Kultur und lokale KMU sind, fallen zukünftig unter die Gängelungen Brüssels.

Die Souveränität der Kantone wird durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre wirtschaftspolitischen Anliegen zu entscheiden, sind sie gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorlegen zu lassen. Der neue Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) degradiert die Kantone zu Bittstellern, indem er der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt und somit ihre demokratische Autonomie aushöhlt. Die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht nach Art. 98a BGG schwächt die kantonale Gesetzgebungsgewalt weiter.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was unsere nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit fundamental aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) verdeutlicht den Verlust nationaler Souveränität in diesem strategisch wichtigen Bereich.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO, geschaffen durch Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG, entsteht eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die

demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend. Die Anpassungen im Bundesverwaltungsgericht (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen die föderalistischen Strukturen weiter. Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.

Die Einführung des BHÜG und die damit verbundenen Gesetzesanpassungen bedeuten eine institutionelle Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, die die Unabhängigkeit und die Kerninteressen der Schweiz gefährdet. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Martin Ficza (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Martin Ficza · martin.ficza@gmx.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine weitergehende Annäherung an die Europäische Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Es ist nicht ersichtlich, wie die vorgeschlagenen Massnahmen die Souveränität der Schweiz und die Autonomie ihrer Rechtsordnung nachhaltig gewährleisten können. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten und die damit verbundene Erosion der nationalstaatlichen Gesetzgebung stellen eine Gefahr dar. Ein zentraler Punkt der Kritik ist die potenziell einseitige Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU. Artikel 123 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft betont die Selbstbestimmung der Eidgenossenschaft. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen scheinen jedoch auf eine faktische Unterwerfung unter das Unionsrecht hinauszulaufen, wobei die Schweizer Gesetzgebung Gefahr läuft, de facto entwertet zu werden. Die Anwendung des EU-Rechts, einschliesslich der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), könnte die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigen und die Auslegung nationaler Gesetze durch externe Instanzen erzwingen. Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Auswirkung auf die demokratische Legitimation. Wenn die Schweiz immer mehr Bestimmungen übernimmt, die in Brüssel oder Luxemburg geschaffen werden, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter direkten Einfluss auf deren Entstehung nehmen können, schwächt dies die demokratische Grundlage unseres Rechtsstaates. Das Prinzip der Volksgesetzgebung, verankert in der Bundesverfassung, könnte durch die faktische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden. Die wirtschaftlichen Folgen sind ebenfalls nicht abschliessend geklärt. Es ist fraglich, ob die erwarteten Vorteile einer engeren Anbindung die Kosten und den Verlust an Flexibilität im nationalen Wirtschaftsrecht aufwiegen. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten zu neuen bürokratischen Hürden führen und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen, wenn sie gezwungen sind, sich an EU-Standards anzupassen, die nicht zwingend den schweizerischen Gegebenheiten entsprechen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse einer tiefgreifenden kritischen Analyse bedürfen, bevor sie einer Zustimmung zugeführt werden können. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität, die Rechtsordnung und die demokratische Legitimation sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden. Es muss sichergestellt werden, dass jede Form der Annäherung im Einklang mit den Grundprinzipien der Schweizer Bundesverfassung steht und die Interessen der Eidgenossenschaft nicht kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien gravierende Bedenken auf. Die vorgeschlagene Abkommensstruktur untergräbt massgeblich die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems und zementiert eine Abhängigkeit von europäischen Gerichtsentscheidungen, die mit unserer Verfassung und insbesondere mit der Einhaltung des Völkerrechts im Einklang mit unserer Rechtsordnung nur schwer vereinbar ist. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in verschiedenen Bereichen des Pakets angestrebt wird, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer demokratischen Selbstbestimmung dar. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Bundesverfassung, deren Artikel 1 die Schweiz als souveräner und unabhängiger Staat definiert. Die unaufgeforderte Anpassung unserer Gesetzgebung an EU-Richtlinien, ohne dass die Schweiz einen Einfluss auf deren Entstehung hat, untergräbt die rechtsstaatliche Grundlage, auf der unser politisches System beruht. Insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Auslegung des übernommenen EU-Rechts bereitet uns grosse Sorgen. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind die Gerichte des Bundes an

die Bundesgesetze gebunden. Die faktische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde diese Verpflichtung untergraben und unseren Gerichten eine unabhängige richterliche Tätigkeit erschweren. Ferner bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der finanziellen Auswirkungen, die nicht transparent dargelegt werden und potentielle Belastungen für den Schweizer Steuerzahler nach sich ziehen könnten. Die Mechanismen zur Kompensation vergangener und zukünftiger finanzieller Beiträge sind undurchsichtig. Zudem ist die Gefahr einer stetigen Erweiterung des Geltungsbereichs der bilateralen Abkommen unter dem Druck der EU gegeben, was zu einer fortwährenden Erosion unserer Kerninteressen führen könnte. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Politik wahrt. Die vorgeschlagene Lösung erscheint uns als ein Schritt in die falsche Richtung, der die Schweiz stärker an die EU bindet, ohne angemessene Gegenleistungen oder Schutzmechanismen für unsere Souveränität zu bieten. Eine vertiefte Prüfung und Nachbesserung der vorgeschlagenen Regelungen sind unerlässlich, um die Interessen der Schweiz langfristig zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar mag die Idee einer harmonisierten Rechtsordnung auf den ersten Blick verlockend erscheinen, doch birgt sie das Risiko einer schleichenden Erosion unserer nationalen Souveränität. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz formelle Mitgestaltungsmöglichkeiten auf Augenhöhe besitzt, widerspricht dem Geist der Demokratie und der Selbstbestimmung, wie sie im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) in Bezug auf vertragliche Freiheiten und die nationale Rechtsordnung verankert sind. Die Annahme von EU-Recht, das ohne unser Zutun von Brüssel diktiert wird, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation von Gesetzgebungsprozessen. Dies steht im Gegensatz zu den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die Gottafen des Bundes (BGG), das die Achtung der föderalistischen Prinzipien und der Volkssouveränität als Leitlinien vorgibt. Die drohende Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellt eine inakzeptable Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit dar, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates. Des Weiteren ist die finanzielle Dimension solcher Abkommen nicht zu unterschätzen. Die damit verbundenen Zahlungsverpflichtungen gegenüber der EU, insbesondere im Rahmen von Kohäsionsbeiträgen, belasten die Schweizer Steuerzahler erheblich, ohne dass ein klarer und unmittelbarer Nutzen für die Schweizer Bevölkerung erkennbar ist. Die Mittel, die so ins Ausland fliessen, könnten stattdessen in die Stärkung unserer eigenen Infrastruktur, unseres Bildungswesens oder unserer Sozialsysteme investiert werden, was im Einklang mit dem Interesse der Bürgerinnen und Bürger stünde. Die angestrebte „Stabilität“ darf nicht auf Kosten der Flexibilität und der Anpassungsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft erkauft werden. Eine zu starke Bindung an die EU-Regularien könnte uns daran hindern, auf spezifische schweizerische Bedürfnisse und Herausforderungen schnell und adäquat zu reagieren. Das OR betont die Bedeutung der Vertragsfreiheit und der Anpassung an veränderte Umstände, ein Prinzip, das bei einer zu rigiden Übernahme von EU-Recht auf der Strecke bleiben könnte. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie derzeit konzipiert ist, eher eine Unterwerfung unter externe Vorgaben darstellt als eine gleichberechtigte Partnerschaft. Die Risiken für unsere Souveränität, unsere demokratischen Prozesse und unsere finanzielle Autonomie sind zu gravierend, um diese Entwicklungen ohne tiefgreifende Bedenken hinzunehmen. Es ist unerlässlich, dass jede zukünftige Gestaltung der Beziehungen zur EU die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz an erste Stelle setzt und die nationalen Rechtsgrundlagen, insbesondere die Prinzipien des BGG und des OR, achtet.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der vorgesehene inländischen Umsetzung auf. Es ist zutiefst fragwürdig, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich die Souveränität der Schweiz wahren und die Interessen unserer Bürgerinnen und Bürger adäquat berücksichtigen. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus den vorliegenden Dokumenten ableiten lässt, bedroht die Grundlage unserer Rechtssicherheit und unserer demokratischen Willensbildung. Es muss klar festgehalten werden, dass eine unbändige Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union, ohne eine entsprechende parlamentarische Debatte und demokratische Legitimation, in fundamentalem Widerspruch zur Schweizer Bundesverfassung steht. Insbesondere Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung, der vorsieht, dass die Bundesversammlung die vom Bundesrat abgeschlossenen völkerrechtlichen Verträge genehmigen muss, wird durch eine implizite Rechtsübernahme auf Verordnungsstufe umgangen. Dies stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle dar. Darüber hinaus ist die Komplexität der zu übernehmenden

Materie und die Geschwindigkeit, mit der diese Umsetzung erfolgen soll, äusserst besorgniserregend. Es besteht die Gefahr, dass die Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere Gesellschaft nicht in ausreichendem Masse analysiert und verstanden werden. Die Einhaltung des Prinzips der Rechtsgleichheit, wie es in Artikel 4 der Bundesverfassung verankert ist, könnte dadurch gefährdet werden, da die Anwendung und Auslegung neu zu schaffender Normen auf kantonaler Ebene zu erheblichen Unsicherheiten und Ungleichbehandlungen führen kann. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen in vielen Bereichen die schweizerischen Besonderheiten und die bewährten Prinzipien unseres Rechtsstaates zu vernachlässigen. Es ist unerlässlich, dass jede Massnahme einer gründlichen Prüfung unterzogen wird, ob sie mit den Grundwerten und den Zielen der schweizerischen Verfassung vereinbar ist. Die Tendenz zur angleichung des schweizerischen Rechts an jenes der EU, ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung und Anpassung an unsere nationalen Bedürfnisse, ist eine bedenkliche Entwicklung. Wir fordern eine transparente und nachvollziehbare Begründung, wie die vorgeschlagenen Massnahmen die rechtsstaatlichen Prinzipien und die Souveränität der Schweiz gewährleisten. Angesichts der vorliegenden Informationen sind wir gezwungen, die vorgeschlagene Umsetzung kritisch zu hinterfragen und erhebliche Vorbehalte anzumelden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag in Form von Kohäsionszahlungen sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle höchst bedenklich und bedürfen einer grundlegenden Neubewertung. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) intendiert ist, stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dieses Gesetz zementiert die bisherigen Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, welcher die Budgethoheit des Parlaments auf unzulässige Weise aushöhlt. Statt einer eigenverantwortlichen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung ermöglicht. Der im Vertrag verankerte anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der darin enthaltene 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei keine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Vielmehr bezahlt sie für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend. Hier wird der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung untergräbt die schweizerische Eigenständigkeit und die demokratische Rechenschaftspflicht erheblich.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des bilateralen Abkommens mit der EU bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) unter neuem Art. 40ater birgt die Gefahr, dass ausländische Anbieter gezielt die profitabelsten Strecken bedienen und somit die finanzielle Basis der SBB und anderer inländischer Transportunternehmen untergraben, die auch für unrentable, aber essenzielle Nebenlinien verantwortlich sind. Dies widerspricht dem Gedanken der Grundversorgung und gefährdet langfristig die flächendeckende Qualität des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Ferner wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter neuem Art. 32a Abs. 1bis die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, kann dazu führen, dass rein schweizerische Verkehrsziele und Bedürfnisse in den Hintergrund treten und stattdessen EU-konforme, aber für die Schweiz nicht optimalen Kriterien erfüllt werden müssen. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und potenziell teurerer Lösungen für die Steuerzahler. Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese Bedenken nicht zu zerstreuen. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor einer dynamischen Rechtsübernahme zukünftiger EU-Regulierungen. Dies bedeutet, dass die Schweiz künftig Entscheidungen und Standards der EU übernehmen müsste, was eine schrittweise Aushöhlung der nationalen Steuerungskompetenz im Bahnverkehr zur Folge hätte. Die Kontrolle über unsere

Schieneninfrastruktur würde zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert, was im Widerspruch zu unserem souveränen Recht steht. Die bisherigen bewährten Subventionsmodelle für den Schienenverkehr, die zur Sicherung des Service public und der Erneuerung von Rollmaterial unerlässlich sind, könnten durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt bedrohen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine erhebliche Bedrohung für die Souveränität und die Stabilität der Schweiz dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen des bilateralen Abkommens widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und untergräbt die eigenständige Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, ist untragbar. Dies gefährdet die innere Sicherheit und belastet die schweizerischen Sozialwerke unverhältnismässig. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, wobei die Kosten primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch auf diese Klausel zurückgreifen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem äusserst sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG (Artikel 48 Absatz 2 Bst. c und Artikel 61a) bedeuten, dass der Schweizer Steuerzahler direkt für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen muss. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und schwächt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in Gesetzen wie dem BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und schwächt unsere Standards. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Diese Massnahmen gefährden unsere Autonomie, unsere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus unserer Sicht höchst problematisch und drohen, die bewährten schweizerischen Schutzmechanismen erheblich zu schwächen. Die so genannten "Schutzmassnahmen" erscheinen eher kosmetischer Natur und sind offensichtlich unzureichend, um den immensen Druck auf die Schweizer Löhne zu kompensieren, der durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den ohnehin schon unter Druck stehenden mittleren und unteren Einkommensschichten. Statt den bereits bestehenden, wirksamen Schweizer

Lohnschutz zu stärken, wird hier eine deutliche Aufweichung und Anpassung an EU-Standards vorangetrieben. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber in ihrer Effektivität zweifelhaft, was vor allem ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen, in die Hände spielt. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die vorgeschlagene Anpassung des Entsendegesetzes (EntsG) ist keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ist ein klarer Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der dem EU-Druck geschuldet ist. Er schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung einem starren, bürokratischen Verfahren unterliegt. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird hier zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket gefährdet die schweizerische Lohn- und Arbeitsmarktordnung in ihren Grundfesten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel «Vom Hof auf den Tisch», stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die Qualität unserer Lebensmittel und die Existenzgrundlage unserer Landwirtschaft dar. Die angebliche Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dient offensichtlich als Vorwand für eine umfassende Unterwerfung unter die gesamte europäische Agrar- und Lebensmittelgesetzgebung. Dies ist kein Schritt hin zu mehr Sicherheit, sondern eine schleichende Aufgabe unserer hochstehenden Produktionsstandards und die Erosion der Wahlfreiheit für Konsumenten und Produzenten gleichermassen. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, wird durch die erzwungene Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich beschädigt. Das Label «Made in Switzerland» verliert seine Bedeutung, wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie jene, die für den europäischen Massenmarkt bestimmt sind. Dies gefährdet die Identität unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Vielfalt unserer kulinarischen Traditionen. Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche «Guillotineklausel», welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem Scheitern sämtlicher bilateraler Verträge gleichsetzt. Eine derartige politische Erpressung ist unannehmbar und nimmt der Schweiz jede Möglichkeit zu souveränen Entscheidungen. Hinzu kommt die massive Einmischung in unsere Souveränität durch die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden damit zu Objekten einer ausländischen Bürokratie. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie wird eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen lassen, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger existenziell bedroht. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierschutzrecht, insbesondere die Neufassungen in Art. 15a und 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG), stellen einen klaren Rückschritt dar. Unsere bewährten, oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, werden zugunsten von EU-Standards aufgegeben. Dies vernichtet nicht nur ethische Fortschritte, sondern auch die Souveränität, in diesem Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Darüber hinaus wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Auch das Waldgesetz (WaG) unterstellt mit neuem Art. 26 Abs. 1bis den Schutz unserer Wälder dem EU-Diktat, was unsere Fähigkeit zur schnellen und eigenständigen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet die öffentliche Gesundheit sowie unsere Landwirtschaft durch die Aufgabe nationaler Kontrollmechanismen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Dieses Abkommen ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Lebensart, die Qualität unserer Produkte und die Autonomie unseres Landes.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität und die föderalistischen Strukturen der Schweiz dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Selbstbestimmung und den schweizerischen Verfassungsgrundsätzen. Insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Institutionalisierung der Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht sind äusserst bedenklich. Mit der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Konformität durchsetzt. Dies höhlt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aus und schränkt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit massiv ein. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die damit einhergehenden Massnahmen massiv untergraben. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Indem der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse eingeräumt wird (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der direkten Demokratie. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG ihre Verfahrensautonomie. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese 'Superbehörde' wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht wird. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Änderungen eine massive Einschränkung unserer nationalen und kantonalen Autonomie dar und unterwerfen uns einem fremden Rechtssystem. Dies ist unter keinen Umständen hinnehmbar.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Stromsektor bedeuten einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne eigene Entscheidungsmacht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Die ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung markiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Dies hätte gravierende finanzielle Konsequenzen für betroffene Kantone und Gemeinden. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Grauzone der Verantwortung, da weder der Markt noch die EU eine klare Zuständigkeit für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dies ist ein unannehmbares Risiko. Die Liberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die nicht vom Markt abgedeckte Versorgungssicherheit werden auf die Konsumenten überwälzt. Das neue

Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit Art. 4a ff. schafft eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) die föderalen Strukturen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG sowie die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligen unzählige kleine Produzenten und ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Energiestrategie und begünstigt zentrale Akteure. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur, unterstellt sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung und zerstört dabei ihre föderalen Strukturen. Dieses Abkommen ist ein Angriff auf unsere Souveränität und die Stabilität unserer Energieversorgung.

Adele Frasson
Via Naviglio 6
6598 Tenero

Tenero, 21 ottobre 2025

Dipartimento federale degli affari
esteri DFAE
Consultazione Svizzera-UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Presa di posizione sulla consultazione "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera- UE"

Egregi signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera-UE".

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- No all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della democrazia diretta

Queto trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico, frutto della nostra storia e delle lotte dei nostri avi, che ci ha permesso di vivere nel rispetto delle nostre differenze culturali:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali

- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale (cosa che in Ticino viviamo sulla nostra pella già da più di 30 anni)
- le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, **tra 282 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles; **ovvero pagare per essere schiavi!**

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a referendum obbligatorio (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare.
Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità.**

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia prese di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Adele Frasson

Filippo Genovese
Via Lucino 12
6932 Breganzona

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Breganzona, 21 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Filippo Genovese

Goudal Isabelle

8, chemin des Sureaux

1224 – Chêne-Bougeries

Département fédéral des affaires

étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

COURRIER EN RECOMMANDÉ

Genève, le 21 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC PRIÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Isabelle Goudal

Gremaud Jean-Charles
Route d' Alcantara 3
1762 Givisiez

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Givisiez,le 21.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Gremaud jean-charles

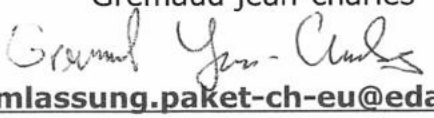

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: HELLER RENE (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Heller Rene · hellerworld@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist aus unserer Sicht mit erheblichen Vorbehalten zu betrachten. Wenngleich das Ziel einer geordneten und verlässlichen Partnerschaft mit der Europäischen Union prinzipiell begrüssenswert ist, müssen die konkreten Modalitäten und die damit verbundenen Implikationen kritisch hinterfragt werden.

Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht, ohne dass die Schweiz dabei auf Augenhöhe agieren kann, bereitet uns Sorge. Artikel 2 des Schweizerischen Bundesverfassungsgesetzes (BV) garantiert die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Eine vertiefte Übernahme von EU-Recht, die nicht im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen steht, könnte diese Souveränität unannehmbar einschränken. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wäre, Bestimmungen zu übernehmen, die nicht unseren nationalen Interessen und Werten entsprechen. Dies könnte die Demokratie und die direktdemokratischen Instrumente, die uns lieb und teuer sind, untergraben.

Weiterhin ist zu befürchten, dass die wirtschaftlichen Nachteile die potenziellen Vorteile überwiegen. Die Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen könnte zu einer Mehrbelastung für Schweizer Unternehmen führen, insbesondere durch die Anpassung an nicht harmonisierte EU-Standards. Artikel 31 der Schweizerischen Bundesverfassung schützt die wirtschaftliche Freiheit. Diese muss jedoch im Lichte unserer eigenen rechtlichen und wirtschaftlichen Gegebenheiten ausgeübt werden können, und nicht primär im Dienste der EU.

Die Frage der Rechtsübernahme ist zentral. Die EU-Gesetzgebung ist komplex und unterliegt ständigen Änderungen. Die Mechanismen zur Integration dieser Änderungen in unser Recht, wie sie im Rahmen der bilateralen Abkommen bisher praktiziert werden, sind für die Schweiz einseitig. Wir müssten uns den Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) unterwerfen, was die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsprechung gefährdet. Dies widerspricht dem Geist unserer Verfassung, die unabhängige Gerichte vorsieht.

Die Stabilität der Beziehungen zur EU sollte nicht auf Kosten unserer nationalen Identität und unserer demokratischen Selbstbestimmung erkauft werden. Wir fordern eine klare Benennung der Mechanismen, die sicherstellen, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien uneingeschränkt wahren kann. Ohne solche Garantien ist die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen eine Entwicklung, die sorgfältig zu beobachten und kritisch zu begleiten ist.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werfen die Frage auf, ob die Interessen der Schweiz angemessen gewahrt werden. Eine kritische Analyse offenbart potenzielle Nachteile, die weit über die von den Befürwortern dargestellten Vorteile hinausgehen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte birgt fundamentale Risiken.

Artikel 2 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (FZA) regelt die Anwendbarkeit des Abkommens, doch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen untergräbt die Souveränität des Schweizerischen Parlaments und der Regierung. Es ist fraglich, ob das Prinzip der demokratischen Legitimation in einem solchen Szenario noch uneingeschränkt gewährleistet ist, insbesondere wenn schweizerische Gesetzgeber gezwungen wären, EU-Recht zu übernehmen, das im Widerspruch zu nationalen Interessen oder Traditionen steht.

Die im Raum stehende Übernahme des Unionsrechts, wie in den Verhandlungsprotokollen angedeutet, könnte ferner die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung beeinträchtigen. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Bezug auf die Auslegung des Abkommens und damit indirekt des anzuwendenden EU-Rechts ist problematisch. Dies steht im Konflikt mit Artikel 190 der Bundesverfassung, der die oberste Gewalt des Bundes mit der Berücksichtigung des Völkerrechts im Einklang mit der Verfassung beschreibt. Die Gefahr, dass Gerichtsentscheidungen des EuGH für die Schweizer Gerichte bindend werden könnten, ohne dass diese eine eigene autonome Beurteilung vornehmen können, ist besorgniserregend und könnte die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz aushöhlen.

Zudem sind die Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke nicht zu unterschätzen. Die Fortentwicklung des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit könnte zu unkontrollierter Zuwanderung führen und den Druck auf Löhne und Sozialleistungen erhöhen. Dies tangiert direkt die im Obligationenrecht verankerten Grundsätze des Arbeitsvertragsrechts und könnte die soziale Kohäsion gefährden.

Die pauschale Annahme, dass die Verhandlungsergebnisse eine Win-Win-Situation darstellen, erscheint angesichts dieser Punkte naiv und unkritisch. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Prüfung, um sicherzustellen, dass die Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und der soziale Frieden der Schweiz nicht durch übereilte und nachteilige Vereinbarungen mit der EU aufs Spiel gesetzt werden. Die Verlockung von kurzfristigen Vorteilen darf nicht dazu führen, dass langfristig irreparable Schäden an den Fundamenten unseres Staates entstehen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Autonomie unseres Landes.

Insbesondere die Übernahme des EU-Rechts durch die Hintertür, ohne dass das Schweizer Volk in direkter Demokratie darüber entscheiden kann, ist äusserst problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere dem Wesen der direkten Demokratie gemäss Artikel 34 Absatz 2 BV, wonach alle wichtigen politischen Entscheidungen dem Volk unterbreitet werden können. Die vorgeschlagene Regelung droht, die verfassungsrechtlich verankerten Rechte des Volkes auszuhebeln und die parlamentarische Mitsprache zu marginalisieren.

Die drohende automatische Übernahme von EU-Recht, selbst wenn dieses nicht den nationalen Interessen oder verfassungsrechtlichen Vorgaben entspricht, untergräbt die Gewaltenteilung und die rechtsstaatliche Hoheit der Schweiz. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte könnte durch eine mögliche richterliche Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) beeinträchtigt werden. Gemäss Artikel 50 Absatz 2 BV sind Gerichte und Verwaltungsbehörden an die Bundesverfassung und die übrigen Gesetze gebunden. Eine Vorrangigkeit von EU-Recht, das nicht vom Schweizer Souverän genehmigt wurde, würde diese Bindung pervertieren.

Die Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung und die Rechtsprechung sind unklar und potenziell nachteilig. Ohne klare Mechanismen zur Sicherung der nationalen Interessen und zur Abgrenzung von EU-Recht, das nicht mit der Schweizer Verfassung vereinbar ist, besteht die Gefahr einer schleichenden Entwertung unserer eigenen Rechtsordnung. Dies könnte die Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen massiv beeinträchtigen.

Weiterhin ist die Frage der finanziellen Verpflichtungen unzureichend geklärt. Die Beteiligung an neuen EU-Initiativen und Programmen birgt die Gefahr erheblicher, unvorhersehbarer Kosten, die zulasten des Schweizer Steuerzahlers gehen könnten. Artikel 127 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Entwicklung zum

Wohle des Landes zum Ziel hat, könnte durch intransparente und potenziell nachteilige finanzielle Verpflichtungen im Rahmen des Pakets konterkariert werden.

Insgesamt erscheint das vorliegende Paket als einseitige Zugeständnisse der Schweiz, ohne ausreichende Sicherung unserer Souveränität und unserer demokratischen Rechte. Die Risiken für die rechtsstaatliche Eigenständigkeit und die finanzielle Stabilität unseres Landes werden nicht adäquat berücksichtigt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Stärkung der Rolle der EU und die potenzielle Erosion der schweizerischen Souveränität. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf die Gesetzgebung direkten Einfluss nehmen kann, verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es im Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Bevölkerung hat das Recht, über Gesetze, die sie betreffen, mitzubestimmen. Eine blosse Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der eidgenössischen Räte und der Schweizer Bevölkerung widerspricht diesem Grundsatz fundamental.

Weiterhin sind die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtshoheit der Schweiz und die Funktionsweise unserer Institutionen nicht abschliessend geklärt. Die Übertragung von Zuständigkeiten an EU-Organe, selbst wenn dies als Umsetzung eines Abkommens geschieht, kann dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, Bestimmungen zu akzeptieren, die nicht im besten Interesse unseres Landes sind. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 BV, der die Verpflichtung des Bundes zur Achtung der Interessen der Kantone und zur Gewährleistung eines gerechten Ausgleichs der Interessen betont. Die unklare Rechtsstellung und die fehlende Überprüfbarkeit der Handlungen von EU-Gerichten oder -Institutionen im Kontext schweizerischer Gesetzgebung sind besorgniserregend.

Zudem besteht die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die über die im Abkommen definierten Bereiche hinausgeht. Die dynamische Übernahme von EU-Recht, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, kann zu einer stetigen Aushöhlung der schweizerischen Gesetzgebung führen, ohne dass dem Parlament oder dem Volk hierfür eine angemessene Kontrollmöglichkeit eingeräumt wird. Dies untergräbt die Grundsätze des Rechtsstaates und die Volkssouveränität, die durch Artikel 1 und 2 BV geschützt sind. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU so gestaltet wird, dass die schweizerische Rechtshoheit und die demokratischen Mitwirkungsrechte der Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt gewahrt bleiben. Ohne klare Mechanismen zur Wahrung dieser Prinzipien muss jede vorgeschlagene Umsetzung kritisch hinterfragt werden.

Herr Bundesrat Cassis
So geht dass NICHT!

Mit Gruss

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

Subject: FW: [EXTERNAL] Questions relatives à la consultation sur les relations CH-UE

From: Lionel Hort <lionel.hort@unil.ch>
Sent: Tuesday, October 21, 2025 11:37 AM
To: _EDA-STS Europa <sts.europa@eda.admin.ch>
Subject: [EXTERNAL] Questions relatives à la consultation sur les relations CH-UE

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de consultation organisée par le Conseil fédéral, nous nous permettons de vous contacter pour vous poser les trois questions suivantes - questions que notre mouvement se pose suite à l'étude des projets de textes et du Rapport explicatif* :

1. Composition des comités mixtes : ceux-ci sont prévus de manière similaire dans chaque accord. Comment sont-ils composés ? Par l'administration fédérale ? Comment les représentants suisses votent-ils (ou décident-ils, par consensus ?) ? Un système de type « mandat impératif » du Conseil fédéral aux représentants suisses est-il prévu, ou envisageable ?

2. Processus arbitral de résolution des différends : lorsque des mesures compensatoires sont prises dans le cadre défini par un accord, le tribunal arbitral peut en constater la nature disproportionnée. Quelle est la portée de cette constatation ? Permet-elle « d'annuler » ladite mesure disproportionnée ? De quelle manière la Commission européenne tiendrait-elle compte du constat de disproportion d'une de ses propres mesures (au risque, en cas d'inaction de sa part, de déclencher une crise internationale) ? En cas de constatation par le tribunal arbitral d'une disproportion dans une mesure compensatoire prise par l'Union européenne, la Confédération peut-elle à son tour réagir en prenant des « contre-mesures » compensatoires proportionnées ?

3. Interprétation des accords par la Cour de justice de l'Union européenne : lorsqu'elle est saisie pour interpréter - de manière contraignante pour le tribunal arbitral - le droit européen du marché intérieur, la CJUE n'interprète-elle que des « notions » de droit européen, ou interprète-elle les dispositions de l'accord contenant lesdites notions, donc finalement l'application conforme desdites dispositions de l'accord (de droit international public) ? Cf. par exemple l'art. 7 § 2 PI-ATA.

En vous remerciant d'avance, et avec nos meilleures salutations,

Lionel Hort
Ligue vaudoise
Place du Grand-Saint-Jean 1
1003 Lausanne

*https://www.europa.eda.admin.ch/fr/consulation-paquet-suisse-ue#Fiches-d%E2%80%99information-et-FAQs (ressources consultées).

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Andreas Hosang - Hosang Consulting GmbH <andreas@hosang-consulting.com>
Sent: Dienstag, 21. Oktober 2025 08:57
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Während das Anliegen, die Beziehungen zur EU zu ordnen, verständlich ist, dürfen die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere nationale Gesetzgebung und unsere demokratischen Prozesse nicht ignoriert werden.

Die Annahme eines solchen Abkommens könnte zu einer schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität führen, da die Schweiz zunehmend in die rechtliche und politische Logik der EU eingebunden würde. Die Stabilität der Beziehungen sollte nicht auf Kosten unserer fundamentalen rechtlichen und politischen Autonomie erreicht werden. Es musssichergestellt werden, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz und die im Volk und den Kantonen verankerte Macht stärkt, anstatt sie zu schwächen.

Mir bereitet dieser Weg erhebliche Bedenken, wenn es darum geht, dass unser Gestaltungsraum von einem solchen Bürokratenapparat wie der EU so stark beeinflusst werden kann.

Dennoch setze ich mein vertrauen in die Menschen, welche unser Land vertreten, da wir uns in der Präambel auf den Namen des allmächtigen Gottes der Bibel berufen und in Römer Kapitel 13.1 steht *„„Jedermann sei untertan der Obrigkeit, die Gewalt über ihn hat. Denn es ist keine Obrigkeit ausser von Gott; die bestehenden aber sind von Gott eingesetzt.“* und wenn Sie interessiert sind, finden sie im 1. Buch Daniel 2,21 einen weiteren Text zur Regierung.

Wie die Geschichte zeigt, heisst das nicht, dass sich dieser Regierungsleute zwingend mutig, rechtschaffen und weitsichtig verhalten haben, aber dies hat den Absichten und den Plänen des Allerhöchsten keinen Abbruch gegeben.

Meine Gebete sind mit Ihnen und ich wünsche Ihnen gutes Gelingen bei Ihrer Arbeit.

Freundliche Grüsse

Andreas Hosang

Andreas Hosang
Principal Consultant

Hosang Consulting GmbH
Pargherastrasse 30
CH-7000 Chur

E-Mail: andreas@hosang-consulting.com
Mobile: +41 76 327 32 82

Projekte – Prozesses - Menschen
Business trifft Digitalisierung

Mehr erfahren — Das Team | Rechtliches — Elektronische Kommunikation

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Huber Silvia (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Huber Silvia · 071 761 02 29

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht eher einer schleichenden Unterwerfung unter europäische Rechtsnormen gleichkommt, die im Widerspruch zu unserer Verfassungsordnung steht. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, stellt eine gravierende Aushöhlung unseres Selbstbestimmungsrechts dar.

Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Die aktuellen Vorschläge laufen Gefahr, diese Souveränität durch eine ungleiche Machtverteilung zu beschneiden. Wenn die Schweiz fortlaufend Bestimmungen übernimmt, deren Inhalt und Auslegung primär von der EU diktiert werden, wird die eigenständige Willensbildung des Schweizer Volkes untergraben. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben von Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Mitwirkung des Parlaments an der Aussenpolitik fordert und impliziert, dass diese Mitwirkung eine substanzielle Entscheidungskompetenz beinhaltet. Die vorliegenden Pläne lassen jedoch befürchten, dass die Rolle des Parlaments auf eine reine Absegnung bestehender oder zukünftiger EU-Vorschriften reduziert wird.

Zudem ist die Gefahr einer "Richterentrenchment", also der Akzeptanz der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Bereichen, die schweizerisches Recht betreffen, äusserst bedenklich. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, würde dadurch massiv beeinträchtigt. Der EuGH hat in der Vergangenheit Entscheidungen getroffen, die tief in die Hoheitsrechte einzelner Mitgliedstaaten eingreifen. Eine ähnliche Entwicklung für die Schweiz wäre unannehmbar und würde gegen die rechtsstaatlichen Prinzipien verstossen, die in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert sind und die Achtung des Völkerrechts und des innerstaatlichen Rechts betonen. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen nicht genügend Garantien zu bieten, um eine solche Fremdbestimmung auszuschliessen.

Die Argumentation, dass eine solche Vereinbarung notwendig sei, um die wirtschaftlichen Beziehungen zu stabilisieren, greift zu kurz, wenn sie zu Lasten unserer demokratischen Grundwerte und unserer rechtlichen Identität geht. Es muss geprüft werden, ob alternative Wege existieren, um die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz zu wahren, ohne dabei unsere Souveränität aufzugeben. Die aktuellen Vorschläge deuten eher auf eine einseitige Abhängigkeit hin, die langfristig negative Auswirkungen auf die politische und wirtschaftliche Stabilität der Schweiz haben könnte. Die damit verbundenen Kosten für die Rechtsstaatlichkeit und die demokratische Legitimation sind nicht zu unterschätzen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Gesamtbeurteilung des vorgelegten Pakets zur zukünftigen Ausgestaltung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union fällt äusserst kritisch aus und lässt erhebliche Zweifel an dessen Vereinbarkeit mit schweizerischen Interessen und unserer Verfassungsordnung aufkommen. Es ist beunruhigend, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine schleichende Erosion unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien zu implizieren scheinen.

Insbesondere die Übernahme von Unionsrecht, wie sie sich aus der Regelung der institutionellen Fragen ergibt, wirft gravierende verfassungsrechtliche Bedenken auf. Die automatische Übernahme von sich änderndem EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament oder Volk ein Mitspracherecht haben, steht im Widerspruch zum Grundsatz der demokratischen Legitimation, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die BV verlangt ausdrücklich, dass alle staatliche Gewalt vom Volke und den Ständen ausgeht und dass die Gesetzgebung durch die eidgenössischen Räte und allenfalls durch das Volk ausgeübt wird. Das vorliegende Paket droht, diese Prinzipien auszuhebeln und uns einer Rechtsprechung zu unterwerfen, die wir nicht mehr aktiv mitgestalten können.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im vorgeschlagenen Rahmen problematisch. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in den Abkommen vorgesehen ist, gefährdet die Eigenständigkeit unserer Gerichte und die Anwendung unseres eigenen Rechts. Artikel 190 BV, der die Gerichtsbarkeit des Bundes festlegt, und die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit, die im gesamten Verfassungswerk verankert sind, werden durch eine de facto-Unterordnung unter die Judikative der EU massiv beeinträchtigt. Es besteht die Gefahr, dass schweizerische Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu unserer nationalen Rechtsordnung und den Interessen unseres Landes stehen.

Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen sind keineswegs gesichert positiv. Die vorgesehene Übernahme von EU-Regularien ohne entsprechende Gegenleistungen oder gar eine Beteiligung an den Vorteilen des EU-Binnenmarktes zu den gleichen Konditionen wie Mitgliedstaaten, birgt das Risiko von Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen. Die vielbeschworene "dynamische Übernahme" von Recht, die in Artikel 50 des Freihandelsabkommens mit der EU angelegt ist, kann hier als gefährlicher Präzedenzfall verstanden werden, der zur fortlaufenden Aushöhlung unserer rechtlichen Autonomie führen kann, ohne dass die Schweiz dafür angemessen entschädigt wird. Die Verfassungsgrundsätze, die auf die Wahrung der nationalen Interessen abzielen, scheinen in diesem Paket unterbewertet zu werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket mehr Fragen aufwirft, als es beantwortet, und dass es die Gefahr birgt, die Schweiz in eine abhängige Position gegenüber der Europäischen Union zu drängen und unsere Souveränität sowie unsere rechtsstaatlichen Fundamente zu gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche und systemische Bedenken auf, die weit über formale Aspekte hinausgehen. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen im Einklang mit der Schweizer Verfassung, insbesondere mit den Grundprinzipien der direkten Demokratie und der Souveränität des Schweizer Volkes, stehen.

Es ist kritisch zu hinterfragen, inwieweit die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk oder dessen Vertretung vereinbar ist. Die Art und Weise der Umsetzung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der rechtssetzenden Gewalt des Parlaments und letztlich der Volkssouveränität. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als eine souveräne, demokratische und föderalistische Republik

bezeichnet, sowie Artikel 164, der die primäre Gesetzgebungskompetenz des Parlaments verankert, scheinen durch die angestrebte Übernahme von EU-Recht untergraben zu werden.

Die befürchtete Entstehung einer "automatischen" oder "dynamischen" Rechtsübernahme, die Schweizer Gerichte und Behörden zur Anwendung von EU-Recht verpflichtet, ohne dass dieses förmlich vom Schweizer Parlament verabschiedet oder vom Volk genehmigt wurde, ist zutiefst besorgniserregend. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, über Gesetze, die ihr Leben und ihre Wirtschaft regeln, mitzubestimmen. Eine solche Übernahme von Sekundärrecht der EU stellt eine Umgehung dieses fundamentalen demokratischen Prinzips dar.

Darüber hinaus muss die Frage der gerichtlichen Überprüfung und der letztinstanzlichen Zuständigkeit von Schweizer Gerichten geklärt werden. Wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht anzuwenden, dessen Auslegung und Weiterentwicklung nicht mehr unter Schweizer Kontrolle steht, so würde dies die Souveränität der Schweizer Justiz beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die Verbindlichkeit von Bundesgesetzen und Völkerrecht für Schweizer Gerichte festlegt, aber implizit die Souveränität der Schweizer Rechtsordnung wahrt. Die Übernahme von EU-Recht könnte hier eine neue, unklare und potenziell der Souveränität abträgliche Rechtsgrundlage schaffen.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegende Vernehmlassung einer sorgfältigen Prüfung bedarf, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre verfassungsrechtlichen Grundsätze, insbesondere die Volkssouveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien, nicht kompromittiert. Die Interessen und die demokratische Willensbildung des Schweizer Volkes müssen oberste Priorität geniessen.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehr muss die gravierenden Bedenken gegenüber dem vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union unmissverständlich darlegen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf unseren essenziellen Service public im Schienenverkehr sind zutiefst beunruhigend und erfordern eine kritische Auseinandersetzung.

Die Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage durch ausländische Anbieter, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Solidität und die flächendeckende Versorgung dar. Diese Massnahme begünstigt die "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die wirtschaftlich unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien allein tragen müssen. Die dadurch untergrabene finanzielle Basis des Service public gefährdet die Leistungsfähigkeit und die Erreichbarkeit des öffentlichen Verkehrs für alle Bürgerinnen und Bürger.

Ferner ist die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" rechtlich wertlos und bietet keinerlei verlässlichen Schutz. Sie ist keine bindende Garantie gegen die dynamische Übernahme zukünftiger EU-Rechtsänderungen im Bereich des Schienenverkehrs. Dies bedeutet, dass die Schweiz gezwungen sein wird, sich neuen Regulierungen zu fügen, ohne wirkliche Einflussnahme zu haben. Die befürchtete Übernahme von Bestimmungen wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) durch dynamische Rechtsübernahme stellt eine schrittweise Aufgabe der nationalen Steuerungskompetenz über unsere Schieneninfrastruktur dar.

Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis birgt erhebliche Risiken. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der für die Schweiz besten Lösungen auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Fähigkeit, eigene verkehrspolitische Ziele zu verfolgen, wird dadurch massiv eingeschränkt. Die angeblichen Schutzmechanismen entpuppen sich als Illusion, während die Souveränität der Schweiz in einem strategisch wichtigen Sektor sukzessive ausgehöhlt wird.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E mutiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der aber die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert und muss undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanzielle Basis betroffener Kantone schwächt. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder der Markt noch die EU. Dieses Spiel mit dem Feuer ist unannehmbar. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das StromVG in Art. 4a ff. führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung, indem sie Vergütungsregeln ändern und die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die Leistungsgrenze sinkt von 3 MW auf 200 kW, was unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern erhöht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Diese Abkommen sind nicht im Interesse der Schweiz.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die demokratische Ordnung dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen im Rahmen politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden erfolgen, wird abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass solche Förderungen demokratisch legitimiert und auf lokale Bedürfnisse zugeschnitten sein sollten.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer neuen Beihilfekammer in der WEKO, die als „verlängerter Arm der EU“ fungiert, massiv untergraben. Laut Art. 3 des neu zu schaffenden Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, deren Entscheide primär auf EU-Kompatibilität und nicht auf Schweizer Interessen abzielen. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide von dieser Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf Basis des neu eingeführten Art. 82 Bst. bbis Bundesgerichtsgesetz (BGG) überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird durch die Meldepflicht und Genehmigungspflicht von Beihilfen an die EU-Kommission institutionalisiert. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird.

Die Schaffung der Beihilfekammer und die damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) schaffen eine undurchsichtige Machtzentrale, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Konformität durchsetzt. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen führen zu einer Zentralisierung der Rechtskontrolle, die föderalistische Strukturen schwächt und die Eigenständigkeit der Schweiz untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind äusserst bedenklich und stellen keine adäquate Antwort auf die bestehenden Herausforderungen dar. Statt einer Stärkung des bewährten schweizerischen Lohnschutzes droht eine schleichende Erosion, insbesondere für die mittleren und unteren Einkommensklassen. Die Anpassungen, die sich auch im Entsendegesetz (EntsG) widerspiegeln, insbesondere in Artikel 9 Absatz 2, dienen offensichtlich primär der EU-Konformität und nicht der tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die juristische Umstrukturierung, wie die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neupositionierung in Artikel 13a, verwässert die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies verspricht weniger wirksame Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die angedachten Änderungen am Gesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) in Verbindung mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz sind ebenfalls problematisch, da sie die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität, insbesondere für KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Sanktionen, deren Durchsetzung in der Schweiz ohne umfassende gerichtliche Prüfung erfolgen kann.

Dieses Vorgehen untergräbt unsere Rechtsordnung und ist nicht hinnehmbar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eher kosmetischer Natur sind und die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Lohnstrukturen nicht kompensieren können. Vielmehr werden bewährte Schutzmechanismen aufgeweicht und durch EU-kompatible, aber ineffektivere Strukturen ersetzt. Die Schweiz sollte ihre eigene Souveränität und die Interessen ihrer Arbeitnehmer wahren und sich nicht den Diktaten aus Brüssel unterwerfen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine tiefe Besorgnis dar, da sie weit über die eigentliche Sicherheit hinausgeht und eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" bedeutet. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das wertvolle Label "Made in Switzerland" entkräften, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden.

Die Formulierung der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist geradezu ein Frontalangriff auf diese Qualitätsgrundsätze und stellt unsere Produzenten sowie Konsumenten unter Druck, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies mündet in eine erstickende Bürokratie und einen kaum zu verkraftenden Verlust an unseren bewährten, hohen Standards.

Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung darstellt, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Ferner wird durch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) unsere Souveränität im Bereich des Tierschutzes massiv beschnitten. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich breit akzeptierten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Verlust an nationaler Autonomie in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Unterstellung des Waldschutzes vor Schadorganismen unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle über die Tierseuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) zeigen eine gravierende Kapitulation unserer nationalen Souveränität. Die Schweiz verliert damit die Fähigkeit, schnell und eigenständig auf spezifische Bedrohungen für unsere Umwelt, Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit zu reagieren. Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Betriebe und lokale Traditionen vernichten wird. Die systematische Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums ist ein weiterer Affront gegen den Volkswillen. Dieses Abkommen ist keine Annäherung, sondern eine schleichende Übernahme.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres verfassungsmässigen Auftrags zur Steuerung der Zuwanderung dar. Gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung obliegt die eigenständige Regelung der Zuwanderung der Schweiz. Die im vorliegenden Paket vorgesehene Übernahme von EU-Richtlinien, insbesondere im Hinblick auf das Daueraufenthaltsrecht, welches bereits nach fünf statt zehn Jahren gewährt wird und eine praktisch unentziehbare "Niederlassung C

PLUS" darstellt, widerspricht diesem klaren Verfassungsauftrag und dem Volkswillen. Dieses neue Aufenthaltsrecht, das selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke, da die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, wie sie durch Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) vorbereitet wird, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel", neu verankert in Artikel 21b AIG, erweist sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen, was die Klausel eher als Erpressungsinstrument denn als Schutzmechanismus entlarvt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der sogenannten "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jede Mitsprache verlieren. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die im AIG vorgesehenen Anpassungen, namentlich die Abschaffung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern aus der Sozialhilfe, selbst bei extremer Abhängigkeit.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) stellt ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten dar, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler muss die finanziellen Folgen der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Studierenden tragen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln des Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU gemäss Freizügigkeitsgesetz (Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere unannehmbare Schritte in Richtung Souveränitätsverlust. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was insbesondere im Gesundheitsbereich (Medizinalberufegesetz, MedBG; Gesundheitsberufegesetz, GesBG; Psychologieberufegesetz, PsyG) zu unkalkulierbaren Risiken für die Patientensicherheit führt. Diese tiefgreifenden Anpassungen in unserer Rechtsordnung, die bis in unser Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) reichen, zeigen eine bedenkliche Kapitulation vor Brüsseler Vorgaben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen bezüglich des finanziellen Beitrags werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, die dem Parlament wichtige politische Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen entzieht. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint dabei als eine irreführende Lockvogelangelegenheit. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko massiv höherer Forderungen, denen die Schweiz ohne Einflussmöglichkeit nachkommen müsste. Damit begibt sich die Schweiz in die Position einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, ohne Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär auf Kosten unserer Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile für unser Land bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne

Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dieses Gesetz ist das klar gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern existiert nur noch die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Absicht, diese Abgaben an die EU als normalen und dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren. Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist unabdingbar, dass die Schweizer Bevölkerung und das Parlament die Tragweite dieser finanziellen Verpflichtungen und die damit einhergehenden Souveränitätsverluste kritisch hinterfragen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der Wahrung der nationalen Souveränität und der Interessen der Schweizer Bevölkerung unzureichend. Es besteht die Gefahr, dass durch die Übernahme eines Grossteils des EU-Rechts eine schleichende Unterwerfung unter fremde Rechtsnormen stattfindet, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieser Normen Einfluss nehmen kann.

Dies widerspricht fundamental dem Geist und dem Wortlaut des Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere des Artikels 5 BV, der die Kompetenzordnung und die bundesstaatliche Struktur schützt. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Sekundärrecht, welches sich ständig weiterentwickelt, stellt eine nicht mehr kontrollierbare Rechtsetzungsdelegation dar. Die Tatsache, dass das Europäische Parlament und der Rat der EU in Zukunft Gesetze erlassen könnten, die für die Schweiz bindend wären, ohne dass schweizerische Parlamentarier oder gar das Volk direkt darüber entscheiden können, ist besorgniserregend.

Artikel 97 Absatz 2 BV, der die Unabhängigkeit der Schweiz in der Gesetzgebung betont, wird durch eine solche Regelung ausgehöhlt. Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz ihre eigene Gesetzgebung noch autonom gestalten kann, wenn sie gleichzeitig an eine Vielzahl von EU-Regulierungen gebunden ist. Die angebotene Möglichkeit, die Übernahme von EU-Recht zu thematisieren, erscheint rein kosmetisch und bietet keine wirkliche Einflussnahme auf die Entstehung der Primär- und Sekundärgesetzgebung der EU.

Des Weiteren sind die potenziellen wirtschaftlichen und sozialen Folgen dieser Abkommen nicht hinreichend abgewogen. Die angeblichen Vorteile einer engeren wirtschaftlichen Anbindung dürfen nicht dazu führen, dass Kerninteressen der Schweiz geopfert werden. Insbesondere die Frage der Personenfreizügigkeit und deren Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind kritisch zu hinterfragen. Die Umsetzung der EU-Vorgaben könnte zu einer erheblichen Belastung für die schweizerische Bevölkerung führen, ohne dass dies durch angemessene Gegenleistungen kompensiert wird.

Die Schweiz hat traditionell Wert auf ihre Unabhängigkeit und die Wahrung ihrer spezifischen Interessen gelegt. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse scheinen diesen Grundsätzen nicht ausreichend Rechnung zu tragen und riskieren, die Schweiz in eine Position zu manövrieren, in der sie primär zum Empfänger von EU-Recht wird, anstatt dessen Gestalterin zu sein. Es bedarf einer kritischeren Auseinandersetzung mit diesen Risiken, bevor irreversible Entscheidungen getroffen werden.

Hurt Manuel
Epondaz 6
1162 St. Prex

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

St. Prex, le 21 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Hurt Manuel

Gérald Jacot-Descombes

Rue des Confessions 9

1203 Genève

Département fédéral des affaires

étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Genève, le 21 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC PRIÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Gérald Jacot-Descombes

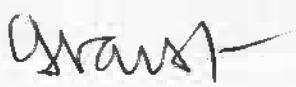

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Thierry Ouedraogo (Privat)

Date: 21.10.2025

Contact: Thierry Ouedraogo · 0787484706 · thierry@swissvon.ch

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation soulève des inquiétudes majeures quant aux implications de l'accord envisagé avec l'Union européenne. L'absence d'une clause de sauvegarde claire et contraignante, telle que prévue par l'article 120 alinéa 3 de la Constitution fédérale suisse (Cst.), laisse présager une perte d'autonomie législative significative. En particulier, la reprise du droit européen sans mécanismes de contrôle adéquats risque de diluer notre souveraineté, un principe fondamental consacré par l'article 2 Cst. Les garanties actuelles semblent insuffisantes pour prévenir une potentielle ingérence dans nos compétences nationales et pour assurer que les intérêts suisses soient préservés. Il est impératif que les négociations soient réévaluées pour intégrer des protections juridiques solides, conformes à notre droit constitutionnel.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La stabilisation des relations avec l'Union Européenne, telle qu'envisagée, suscite de sérieuses interrogations quant à son impact sur la souveraineté helvétique et les intérêts nationaux. L'alignement potentiel sur le droit européen, sans bénéfice réciproque clair, risque de diluer le cadre constitutionnel suisse et de compromettre les spécificités de notre système juridique, notamment en matière de protection des données (art. 13 Cst.) et de droits fondamentaux. L'intégration de pans importants de l'acquis communautaire, sans que la Suisse ne dispose d'une voix au chapitre dans son élaboration, contrevient à notre principe d'autodétermination législative. Les garanties d'indépendance de la justice et la flexibilité de notre droit des obligations, protégées par des articles fondamentaux de notre Code civil, pourraient être érodées. Il est impératif de préserver notre capacité à légiférer dans l'intérêt de notre population et de notre économie, sans céder à une uniformisation forcée.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation sur le paquet Suisse-UE soulève de sérieuses interrogations quant à son impact sur la souveraineté nationale et la flexibilité de notre droit. L'adoption unilatérale du droit de l'Union européenne, telle qu'elle semble se dessiner, contrevient à l'esprit de l'article 164 de la Constitution fédérale, qui garantit le respect des intérêts de la Suisse. Il est impératif que toute intégration soit le fruit d'une négociation mutuellement bénéfique, et non d'une capitulation devant les

exigences bruxelloises. La perte potentielle de contrôle sur des pans législatifs cruciaux, sans contrepartie claire ni bénéfice économique proportionné, constitue une régression inacceptable pour la démocratie directe et la capacité de la Suisse à définir sa propre voie. Nous craignons une érosion progressive de notre autonomie décisionnelle.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La mise en œuvre nationale des accords avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à sa compatibilité avec notre système juridique et notre souveraineté. L'intégration unilatérale du droit européen, telle que prévue, risque de saper l'autonomie décisionnelle de la Suisse et de diluer la primauté de notre propre ordre juridique, y compris des principes inscrits dans notre Constitution fédérale. Nous devons veiller à ce que toute adaptation législative ne porte pas atteinte aux garanties constitutionnelles protégeant nos droits fondamentaux et notre modèle de démocratie directe, tel que garanti par la Constitution fédérale, notamment les articles 1 et 5. L'application automatique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, sans mécanisme de contrôle adéquat, constitue une dérive dangereuse qui pourrait nous contraindre à accepter des normes européennes incompatibles avec nos valeurs et nos intérêts nationaux.

Contribution financière

La proposition de transformer les paiements de cohésion en une obligation juridique contraignante, telle que consacrée par le futur Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), représente une érosion inacceptable de la souveraineté suisse. Cette mesure, ancrée dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, du projet d'accord cadre (BöB), convertit une contribution volontaire, soumise au contrôle parlementaire, en une charge permanente. L'article 1 du KoBG instaurant un droit permanent à ces paiements viole la souveraineté budgétaire du Parlement, le réduisant à un simple exécutant des exigences de l'UE. Le montant initial de 350 millions de francs par an, présenté comme une offre attrayante, dissimule un mécanisme de révision au caractère intrinsèquement inflationniste, menant inexorablement à des sommes considérablement plus élevées. La Suisse deviendrait ainsi un contributeur net sans droit de veto, se privant d'un levier politique essentiel. L'intégration de ces paiements dans le cadre de la promotion de la paix, par l'article 1, alinéa 2, lettre b, est une instrumentalisation trompeuse d'un principe noble pour légitimer des versements financièrement et politiquement contestables.

Transports terrestres

La transposition du droit de l'UE dans le domaine des transports terrestres, telle que proposée, soulève de graves préoccupations quant à la pérennité du service public ferroviaire. L'introduction de la notion de kabotage, via le nouvel article 40ater de la loi sur le chemin de fer (LChF), risque de conduire à une "rosenpickerei" par des opérateurs étrangers, laissant les lignes moins rentables, mais essentielles à la desserte du territoire, à la charge des CFF. Cette logique commerciale, dictée par le droit de l'UE, est incompatible avec la mission de service public. De plus, l'obligation de prendre en compte le droit de l'UE dans les appels d'offres pour le transport de voyageurs, stipulée dans l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), limite la souveraineté des cantons et de la Confédération dans la définition de leurs priorités en matière de mobilité. La "Déclaration commune" présentée comme une garantie est juridiquement insuffisante et ne protège pas contre les futures évolutions du droit européen.

Électricité

La soumission de la Suisse à la réglementation européenne en matière d'électricité, en particulier avec l'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'UE telle qu'ACER, constitue une renonciation inacceptable à notre souveraineté énergétique. Il est alarmant que notre nation soit contrainte de supporter les coûts d'une régulation dans laquelle elle n'a qu'une voix consultative, laissant les décisions cruciales concernant notre réseau électrique à Bruxelles. Cette évolution risque de transformer l'ElCom d'une autorité de régulation indépendante en une simple antenne d'exécution des directives de l'UE, compromettant ainsi une politique énergétique adaptée à nos besoins

nationaux. L'article 4a et suivants du nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) ainsi que l'article 15 nouveau de la loi sur l'énergie (EnG) annoncent une libéralisation totale du marché qui, loin d'apporter stabilité, engendrera une volatilité des prix préjudiciable aux ménages et aux PME. De plus, la remise en cause du système des redevances hydriques, pilier du financement des cantons montagnards, et l'affaiblissement des structures fédérales par l'érosion du droit d'injection des centrales communales, constituent des menaces directes pour notre sécurité d'approvisionnement et notre modèle décentralisé. La création d'une réserve énergétique insuffisante, telle que définie dans les articles 8b et suivants du StromVG, et les modifications apportées aux règles de rémunération des énergies renouvelables (art. 15 EnG, art. 29d, al. 4 et 33a, al. 2bis EnG) soulèvent de sérieuses inquiétudes quant à la viabilité et à la sécurité de notre approvisionnement futur.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue optimisation de la sécurité alimentaire au travers de l'alignement sur le droit de l'Union européenne représente une menace inacceptable pour la souveraineté suisse et la qualité reconnue de nos produits. La soumission du droit alimentaire suisse aux directives de l'UE, notamment par la révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et objets usuels (LMG), équivaut à une uniformisation au rabais, compromettant nos normes élevées et la survie de nos petites exploitations familiales face à une bureaucratie étouffante. L'article 15a et l'article 21 du nouveau Tierschutzgesetz (TSchG) illustrent cette régression, nous contraignant à abandonner des standards de protection animale supérieurs. De plus, l'octroi de compétences étendues au Conseil fédéral par les nouveaux paragraphes des articles 141 et 148 du Landwirtschaftsgesetz (LwG) contourne le rôle du Parlement et nous livre pieds et poings liés aux décisions de Bruxelles. L'idée d'une telle intégration, déguisée sous le titre trompeur de "sécurité alimentaire", constitue une dangereuse capitulation de nos spécificités et de notre indépendance.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures de protection des salaires proposées dans le cadre de la libre circulation des personnes sont jugées insuffisantes et superficiel. Elles risquent d'entraîner une érosion généralisée du niveau des salaires en Suisse, particulièrement pour les classes moyennes et inférieures. Le droit suisse en matière de protection des salaires, efficace et éprouvé, se voit affaibli au profit de normes européennes moins contraignantes. Les mécanismes de contrôle, tels que ceux exercés par les commissions paritaires et les inspections du travail, sont également fragilisés par des structures plus centralisées et conformes au droit de l'UE, ce qui rendra l'application des conditions de travail plus laxiste. L'introduction d'un nouveau régime de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, inscrit dans les articles 335l à 335q du Code des obligations, constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse et crée une classe privilégiée, entravant la flexibilité des PME. De plus, l'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires dans le cadre de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel art. 80 al. 2 ch. 6 LP) représente une dangereuse perte de souveraineté, transformant la Suisse en un instrument d'exécution pour des décisions administratives étrangères. Ces changements, motivés par la conformité au droit de l'UE, nuisent à la robustesse de notre système juridique et social.

Libre circulation: Immigration

La libre circulation telle que proposée, par une assimilation progressive du droit de l'UE et l'octroi d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans, contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale et au mandat d'une immigration autodéterminée. L'extension du droit de séjour, même en cas de dépendance sociale ou de criminalité, sape la sécurité intérieure et la viabilité de nos systèmes sociaux. L'absence de clauses de sortie efficaces, comme l'a démontré l'expérience passée avec l'article 21b de la LDAI, rend le contrôle de l'immigration illusoire. De plus, l'intégration de l'Europe schengen-2 et la reconnaissance automatique des qualifications professionnelles, telles que prévues dans le BGVB et les lois sectorielles (MedBG, GesBG, PsyG), érodent les normes de qualité suisses et transfèrent la souveraineté décisionnelle à Bruxelles. Cette capitulation juridique, notamment par la généralisation de l'accès aux prestations sociales et l'extension du regroupement familial, imposera une charge insoutenable aux contribuables suisses.

Aides d'État

La présente consultation révèle une volonté manifeste d'aligner la politique suisse des aides d'État sur le droit de l'Union européenne, ce qui soulève de sérieuses préoccupations quant à notre souveraineté et notre fédéralisme. L'introduction du projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) institutionnalise la soumission à un régime de contrôle technocratique, érodant la capacité des cantons et de la Confédération à soutenir stratégiquement leurs propres économies, comme le prévoit notre pratique éprouvée. L'article 3 du BHÜG crée une autorité centrale qui privilégiera la compatibilité avec le droit de l'UE au détriment des intérêts nationaux. De plus, la modification du Code de procédure civile fédérale (BGG) confère un droit de recours direct contre les décisions cantonales, sapant ainsi l'autonomie des cantons garantie par le principe fédéraliste. La suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG) abandonne notre compétence nationale de contrôle sur les aides dans un secteur stratégique, le plaçant entièrement sous la tutelle de l'UE. L'ensemble de ces mesures constitue une régression dangereuse de notre autonomie décisionnelle.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Mitja Koradej (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Mitja Koradej · m.k.1986@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bedürfen einer kritischen Prüfung. Zwar ist das Ziel, die Beziehungen zu klären, nachvollziehbar, doch die Art und Weise, wie dies geschehen soll, wirft erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz.

Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagene Annäherung im Einklang mit der Bundesverfassung steht. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen, die wirtschaftliche Freiheit und die soziale Gerechtigkeit als Staatsziele festlegt, könnte durch eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht tangiert werden. Die EU-Gesetzgebung ist oft komplex und hat sich über Jahrzehnte entwickelt, was eine direkte und pauschale Übernahme ohne sorgfältige Prüfung und Anpassung an schweizerische Verhältnisse ausschliesst. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung ist real.

Die geforderte Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar. Gemäss Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung sind die Gerichte der Schweiz an das Recht gebunden. Eine Verpflichtung, automatischen die Urteile eines ausländischen Gerichts zu übernehmen, untergräbt die Fähigkeit der schweizerischen Gerichte, eigenständige und auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz zugeschnittene Urteile zu fällen. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Rechtskontrolle und könnte dazu führen, dass schweizerische Belange übersehen werden.

Weiterhin ist zu befürchten, dass die automatische Übernahme von EU-Recht durch den sogenannten "Dynamischen Verweis" zu einer unbegrenzten und unkontrollierbaren Ausweihung der schweizerischen Gesetzgebung führen könnte. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz ohne direkte demokratische Legitimation und parlamentarische Debatte an neu entstehende EU-Regelungen gebunden wird. Es fehlt an Transparenz und an der Möglichkeit, die Vor- und Nachteile neuer Regelungen für die Schweiz umfassend zu bewerten. Die mangelnde Mitgestaltungsmöglichkeit der Schweiz in der EU-Gesetzgebung verstärkt dieses Problem zusätzlich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den derzeitigen Vorschlägen eine zu hohe Hürde für die schweizerische Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit darstellt. Eine kritische Auseinandersetzung mit den konkreten Auswirkungen auf die schweizerische Verfassung und die nationale Rechtsprechung ist unerlässlich, bevor solche weitreichenden Schritte in Erwägung gezogen werden können.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und werfen grundlegende Fragen bezüglich der Souveränität und des demokratischen Willens der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Abkommen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, stellen eine schleichende Erosion unserer nationalen Gesetzgebung dar, ohne dass ein angemessenes Mitspracherecht des Schweizer Volkes oder des Parlaments gewährleistet ist.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die unzureichende Berücksichtigung des Prinzips der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 164 BV postuliert, dass die Gesetzgebung auf dem Grundsatz der Rechtsgleichheit und der Gleichbehandlung beruhen muss. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, oft ohne die Möglichkeit gezielter Anpassungen an die schweizerischen Gegebenheiten, widerspricht diesem Grundsatz. Es besteht die Gefahr, dass Schweizer Bürgerinnen und Bürger durch Gesetze betroffen werden, deren Entstehungsprozess sie nicht unmittelbar beeinflussen konnten und die möglicherweise nicht mit ihren verfassungsmässigen Rechten vereinbar sind.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaftsordnung, insbesondere auf den Dienstleistungssektor und den Arbeitsmarkt, fraglich. Die automatische Übernahme des EU-Rechts birgt das Risiko, dass kleinere und mittlere Unternehmen (KMU), die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, mit einer unverhältnismässigen regulatorischen Last konfrontiert werden. Artikel 31bis BV, welcher die Förderung der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit zum Ziel hat, könnte durch solche unreflektierten Regelübernahmen untergraben werden. Die Freiheit, eigene wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen, wird hierdurch signifikant eingeschränkt.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH zu übernehmen, stellt eine Akzeptanz einer externen Justiz dar, die über die Anwendung von Schweizer Recht befindet. Dies steht im Widerspruch zu unserem Rechtssystem, welches auf dem Grundsatz der Volkssouveränität und der Gewaltenteilung beruht. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert, dass das schweizerische Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt sind. Die Weisungen eines ausländischen Gerichts greifen direkt in diese Souveränität ein.

Insgesamt erscheinen die Verhandlungsergebnisse unausgewogen und unzureichend darauf bedacht, die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren. Es mangelt an klaren Mechanismen zur Kompensation der Souveränitätsverluste und zur Sicherstellung, dass das schweizerische Volk die Kontrolle über seine Gesetzgebung behält.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Anpassung der inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht, ohne adäquate Mitspracherechte und demokratische Kontrolle, zunehmend in einen Zustand der Abhängigkeit gerät. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und der verfassungsmässigen Ordnung.

Insbesondere die unkritische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die auf Art. 123 des Schengener Abkommens bzw. Art. 13 des Abkommens über die Personenfreizügigkeit beruht, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung nationaler Gesetzgebungskompetenzen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, selbst wenn dieses noch nicht in der EU selbst in Kraft getreten ist oder kontrovers diskutiert wird, entzieht den eidgenössischen Räten und dem Volk die Möglichkeit, die Auswirkungen auf die Schweiz eingehend zu prüfen und gegebenenfalls

Anpassungen vorzunehmen. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben von Art. 164 der Bundesverfassung, der die parlamentarische Oberhoheit bei der Gesetzgebung verankert.

Die mangelnde Transparenz und die unklaren Prozesse bei der Adaption dieser Rechtsnormen sind inakzeptabel. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter über alle relevanten Entwicklungen in Brüssel informiert werden und die Möglichkeit erhalten, ihre Stimme einzubringen. Die Gefahr, dass wesentliche Entscheidungsprozesse ausserhalb der nationalen Kontrolle stattfinden, ist real und muss mit aller Kraft abgewendet werden. Die Unvereinbarkeit mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Art. 1 der Bundesverfassung niedergelegt ist, ist offensichtlich. Eine weitere Delegation von Kompetenzen an supranationale Organe, ohne eine klare verfassungsrechtliche Grundlage und eine explizite Zustimmung des Souveräns, ist abzulehnen. Die Integrität unseres Rechtsstaates und unserer demokratischen Institutionen darf nicht aufs Spiel gesetzt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für unsere Souveränität und die finanzielle Autonomie unseres Landes. Anstatt die bisher auf Freiwilligkeit beruhenden und vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge zu verstetigen, wird mit dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) eine rechtlich bindende Verpflichtung etabliert. Dies stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, die dem Parlament die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen entzieht. Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr sind angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot zu betrachten. Es ist unumgänglich, dass dieser Mechanismus zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz in Zukunft nicht mehr widersprechen kann.

Die Schweiz wird damit zu einem Nettozahler ohne Stimmrecht degradiert. Es fehlt jede Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt. Das KoBG zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die direkten Bundessteuern (DBG) ist mehr als eine formale Einbindung. Sie verankert diese Abgaben als integralen Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Friedensförderungsgesetzes ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Regelung untergräbt die Budgethoheit des Parlaments und ersetzt souveräne Entscheidungen über die Verwendung von Steuergeldern durch die bedingungslose Erfüllung von diktierten Zahlungsverpflichtungen gegenüber der EU.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine gravierende Abkehr von den Prinzipien dar, die in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Diese Verfassungsbestimmung garantiert dem Volk und den Kantonen das Recht auf eigenständige Steuerung der Zuwanderung. Die geplante Einführung eines „Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, quasi einer „Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, widerspricht fundamentalen Sicherheitsinteressen der Schweiz. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern belastet auch unsere Sozialwerke auf nicht mehr tragbare Weise.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die finanziellen Lasten hierfür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Der geplante Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch

Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die angebliche „Schutzklausel" im Vertragspaket ist nichts weiter als eine leere Hülle. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, auf diese Klausel zurückzugreifen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine klare Erpressungsdrohung.

Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für unsere Souveränität zentralen Bereich faktisch jegliche Mitbestimmungsrechte verlieren. Diese Aushöhlung unserer direkten Demokratie ist inakzeptabel. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die neue „Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist lediglich ein Placebo; sie überlässt entscheidende Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein unbequemes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz verliert durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) und die Anpassungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) sowie Psychologieberufegesetz (PsyG, Art. 37 Abs. 4) die Kontrolle über die Qualitätssicherung und die Anerkennung von Berufsqualifikationen. Die automatisierte Anerkennung über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Standards.

Die Anpassung des Berufsvorsorgegesetzes (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Beschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Kapitulation vor der EU darstellen und die Souveränität der Schweiz in zentralen Bereichen aufgeben. Die Personenfreisügigkeit wird massiv ausgeweitet, unsere Sozialwerke und unsere innere Sicherheit werden stark belastet, und unsere direkten demokratischen Rechte werden ausgehöhlt. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und widersprechen dem klaren Willen des Schweizer Volkes.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und reichen bei weitem nicht aus, um den immensen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen abzufedern, der durch die ausgedehnte Personenfreizügigkeit zu erwarten ist. Es droht eine schleichende, aber flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, welche die tragenden Säulen unserer Gesellschaft darstellen. Anstatt die bewährten und wirksamen Instrumente des Schweizer Lohnschutzes zu stärken, werden diese aufgeweicht und an die weniger robusten Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratisch komplexer, aber in ihrer Wirksamkeit zur Verhinderung von Lohndumping unzureichend und nützen primär ausländischen Unternehmen, die auf Kosten schweizerischer Arbeitnehmer ihre Profite maximieren wollen.

Die Kontrollmechanismen werden in gravierender Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und primär auf EU-Konformität ausgerichteten Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrolldichte und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte und unnötige Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und löst dabei nicht das Kernproblem des Lohndrucks. Diese Regelung stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch externen Druck, und widerspricht grundlegend unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Des Weiteren ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen, unabänderlichen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch enger an die Europäische Union binden.

Abschliessend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur blinden Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere eigene Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz rechtskräftig durchgesetzt werden können. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt und das Risiko birgt, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten schwächerer EU-konformer Modelle aufgeweicht werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Souveränität und unserer hohen Qualitätsstandards dar. Was hier als Harmonisierung verkauft wird, ist in Wahrheit eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regime 'Vom Hof auf den Tisch'. Dies bedroht nicht nur die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten und die sprichwörtliche Schweizer Qualität. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland', da die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des Weiteren erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren

von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit flexibler und lokaler Massnahmen zur Seuchenbekämpfung fahrlässig ist.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom bedrohen in fundamentaler Weise die Energiesouveränität der Schweiz und gefährden die Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht, dessen Stromnetz zukünftig in Brüssel gesteuert wird. Dies stellt eine gravierende Aushöhlung nationaler Entscheidungskompetenzen dar.

Die Transformation der ElCom von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Recht ist inakzeptabel. Die blosse Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel untergräbt eine eigenständige, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Energieregulierung und ist mit den Prinzipien einer nationalen Souveränität unvereinbar. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, droht als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer im Ernstfall die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, birgt erhebliche Gefahren. Sie führt unweigerlich zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Zudem gefährdet die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) die Versorgungssicherheit. Die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben die föderalen Strukturen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW bei der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und gefährdet ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt zentrale Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was die Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern verstärkt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise den gleichen Regeln wie grossen europäischen Konzernen, was zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität führt. Diese Entwicklungen sind ein Angriff auf die Stabilität und Zuverlässigkeit unserer

Stromversorgung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine inakzeptable Erosion unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Förderentscheide auf allen Ebenen demokratisch legitimiert und den lokalen Gegebenheiten angepasst werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und Gemeinden massiv, da ihre eigenständigen Wirtschaftsförderungsbeschlüsse künftig einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern unterstellt werden.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission etabliert die Schweiz als reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr werden direkt der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geopfert wird.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer (Artikel 3 BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Diese bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis wird ausgehebelt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend: Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Artikel 82 Buchstabe b bis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Artikel 98a BGG). Dies höhlt die kantonale Autonomie in unhaltbarer Weise aus.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht (Artikel 31a VGG) wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehung zur EU im Schienenverkehr, werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres gut funktionierenden Service public auf. Die beabsichtigte Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG birgt die Gefahr einer gefährlichen 'Rosinenpickerei' durch ausländische Anbieter. Diese würden sich voraussichtlich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung notwendigen Nebenlinien belastet blieben. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage des Service public, der für die Grundversorgung der Bevölkerung unerlässlich ist.

Darüber hinaus ist die angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' eine rein symbolische Geste ohne rechtliche Bindungskraft. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns in Zukunft zu neuen, möglicherweise unvorteilhaften EU-Regulierungen zwingen würde. Die Souveränität der Schweiz bei der Steuerung ihrer Bahninfrastruktur wird dadurch schleichend

ausgehöhlt. Die Integration in ein europäisches Netz, wie sie durch Verweise auf Bestimmungen wie das 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) impliziert wird, verlagert die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen, was die nationale Autonomie weiter schwächt.

Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu suchen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führt. Die EU-Beihilferegeln drohen zudem, bewährte Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr oder die Rollmaterialerneuerung als unzulässig einzustufen, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt beeinträchtigt. Insgesamt besteht die grosse Gefahr, dass durch diese Änderungen der Service public geschwächt und die schweizerische Souveränität im Bereich des öffentlichen Verkehrs nachhaltig kompromittiert wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der wirtschaftlichen Stabilität unseres Landes auf. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen primär die Interessen der Europäischen Union zu begünstigen, während die Schweiz gezwungen wäre, eine immer grössere Anzahl von EU-Rechtsakten unbesehen zu übernehmen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die autonom agierende Schweizer Bevölkerung würde durch die Übernahme extern diktierter Regelungen in ihren grundlegenden Rechten beschnitten.

Besonders kritisch ist die angestrebte Übernahme der EU-Gesetzgebung im Bereich des freien Personenverkehrs und der flankierenden Massnahmen. Artikel 121a BV, welcher explizit die Regelung der Zuwanderung im Interesse der Schweiz vorsieht, wird durch die geplante Übernahme von EU-Regulierungen ausgehebelt. Die Schweiz würde ihre Handlungsfreiheit verlieren, die sie gemäss Artikel 2 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die schweizerische Einwanderung, Arbeitsvermittlung und Lehrstellenvermittlung (AIG) behalten müsste. Die Vorstellung, dass die Schweiz im Rahmen des Personenverkehrsabkommens die Möglichkeit behält, die Zuwanderung nach ihren nationalen Bedürfnissen zu steuern, erscheint angesichts der bisherigen Erfahrungen und der Dynamik der EU-Erweiterung wenig realistisch.

Des Weiteren ist die drohende Übernahme des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz für die Auslegung des Abkommens stossend. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die nationale Rechtsordnung würden dadurch massiv untergraben. Das Prinzip der Gewaltenteilung, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, wäre ernsthaft gefährdet, wenn ausländische Gerichte bindende Urteile über die Anwendung des schweizerischen Rechts fällen könnten. Dies würde auch gegen das Diskriminierungsverbot verstossen, welches in Artikel 8 der Bundesverfassung verankert ist, da schweizerische Bürger und Unternehmen in einem solchen System nicht gleichbehandelt würden wie jene in EU-Mitgliedstaaten. Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Abhängigkeit sind ebenfalls kaum abzuschätzen. Die Flexibilität des Schweizer Arbeitsmarktes könnte durch die Übernahme von EU-Arbeitsnormen beeinträchtigt werden, was die Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes schwächen könnte.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Robert Prihoda (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Robert Prihoda · +41796201727 · robertp@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angekündigte Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsetzungshoheit der Schweiz. Ein Blick auf die vorgeschlagenen Abkommen offenbart eine Tendenz zur Angleichung an das EU-Recht, die nicht im Interesse unseres Landes sein kann.

Besonders bedenklich ist die Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht durch bilaterale Verträge abgedeckt sind. Dies könnte zu einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen. Artikel 139 der Bundesverfassung, der die verbindliche Wirkung von Völkerrecht vorschreibt, darf nicht dazu missbraucht werden, uns in die juristische Abhängigkeit von Brüssel zu manövrieren. Die EU-Gesetzgebung ist oft auf die Bedürfnisse der Mitgliedstaaten zugeschnitten und nicht auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz. Eine pauschale Übernahme würde unsere Gesetzgebung unnötig verkomplizieren und unsere Flexibilität einschränken.

Zudem ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Die automatische Übernahme seiner Rechtsprechung, wie sie in einigen Szenarien angedacht wird, steht im Widerspruch zum Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts, der die richterliche Auslegung von Gesetzen unter Berücksichtigung der bundesrätlichen Weisungen vorsieht. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Kohärenz unseres Rechtssystems könnten dadurch ernsthaft gefährdet werden. Wir dürfen nicht zuläsent, dass ein ausländisches Gericht unsere inneren Angelegenheiten bestimmt.

Die geforderte "Dynamisierung" der bilateralen Abkommen, die im Kontext der Beziehungen zur EU oft genannt wird, ist ein Euphemismus für eine weitere Annäherung an die EU. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz zukünftig nicht nur bestehende EU-Gesetze übernimmt, sondern auch zukünftige Entwicklungen im EU-Recht aktiv mitgestalten müsste, ohne dabei Mitspracherechte auf Augenhöhe zu geniessen. Dies steht im klaren Gegensatz zu unserem föderalistischen System und unserem partizipativen Demokratieverständnis. Artikel 5 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches garantiert die Vertragsfreiheit, die durch eine unflexible Übernahme von EU-Recht untergraben würde.

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU scheint weniger eine Stärkung unserer Eigenständigkeit zu bedeuten, als vielmehr eine schrittweise Unterordnung unter die Vorgaben aus Brüssel. Dies dürfen wir nicht tatenlos hinnehmen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Bundesversammlung, wie sie in Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, untergräbt die demokratischen Prinzipien unseres Landes. Die EU-Gesetzgebung würde de facto in unser Rechtssystem integriert, ohne dass wir die Möglichkeit hätten, diese Gesetze auf ihre Tauglichkeit für die Schweiz zu prüfen oder sie mitzugestalten.

Besondere Besorgnis erregt die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in die Auslegung des abzuschliessenden Abkommens. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, insbesondere des Bundesgerichts gemäss Artikel 190 BV, de facto aufheben. Dies stellt eine Verletzung des Selbstbestimmungsrechts der Schweiz dar, wie es auch im Präambel der Bundesverfassung hervorgehoben wird. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des EuGH würde zu einer Erosion unserer Rechtsordnung führen und die Möglichkeit einschränken, situationsgerechte und auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu finden.

Die vorgeschlagene Regelung birgt zudem die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung unserer Gesetzgebung. Die fortlaufende Übernahme von EU-Recht, das für die 27 Mitgliedstaaten konzipiert ist, könnte zu einer Entfremdung von den schweizerischen Besonderheiten und Interessen führen. Es ist fraglich, ob die sozioökonomischen Rahmenbedingungen der Schweiz mit denen der EU vergleichbar sind und ob eine pauschale Übernahme des EU-Rechts tatsächlich dem Wohlstand und der Stabilität unseres Landes dient. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des gemeinen Nutzens und der Wohlfahrt der Bevölkerung zum Ziel hat, könnte durch eine solch rigide Übernahme von Drittrecht gefährdet werden.

Die Sorge, dass die Schweiz durch dieses Paket in eine asymmetrische Abhängigkeit gerät, ist unbegründet. Die vorgeschlagenen Regelungen führen zu einer ungleichen Verhandlungsposition, bei der die Schweiz gezwungen wäre, EU-Recht zu übernehmen, während die EU keinerlei vergleichbare Verpflichtungen eingehen müsste. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gleichberechtigung und der Souveränität, welche die Grundlage der schweizerischen Aussenpolitik bilden sollten. Es ist unerlässlich, die Auswirkungen auf die wirtschaftliche und politische Handlungsfreiheit der Schweiz kritisch zu prüfen, bevor einer solchen Vereinbarung zugestimmt wird.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundsätzliche Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung und deren Vereinbarkeit mit zentralen Elementen unseres Rechtssystems auf. Es ist äusserst besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer schleichenden Aushöhlung der Schweizer Souveränität führen könnten, ohne dass dies hinreichend thematisiert und abgefedert wird.

Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), sieht sich durch die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten der eidgenössischen Räte und des Volkes stark gefährdet. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, selbst wenn diese nur marginale Auswirkungen auf unser Rechtssystem haben, stellt eine erhebliche Abweichung vom Prinzip der direkten Demokratie dar, die es uns erlaubt, über wesentliche Gesetzgebungsfragen selbst zu entscheiden.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Gewaltenteilung gemäss Artikel 164 BV kritisch zu prüfen. Die Verlagerung von Gesetzgebungskompetenzen an eine externe Institution, deren Entscheidungen für die Schweiz bindend wären, schwächt die Rolle des Schweizer Gesetzgebers und der Exekutive. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie in Artikel 190 BV gewährleistet sein sollte, könnte ebenfalls untergraben werden, wenn sie fortan primär an die Auslegung von EU-Recht gebunden wären, das nicht unter unserer direkten demokratischen Kontrolle steht.

Die im Vernehmlassungsentwurf vorgeschlagenen Mechanismen zur Umsetzung deuten auf eine Tendenz hin, die Schweizer Rechtsordnung stärker an europäische Vorgaben anzupassen, ohne die negativen Konsequenzen für unsere Kernprinzipien ausreichend zu berücksichtigen. Die Sorge

besteht, dass dies langfristig zu einer faktischen Unterwerfung unter europäische Rechtsnormen führen könnte, was im Widerspruch zu unserer verfassungsmässigen Ordnung und unserem Selbstverständnis als souveräner Staat steht. Eine sorgfältige Abwägung der nationalen Interessen und der verfassungsrechtlichen Garantien ist daher unerlässlich. Die vorgesehene "Umsetzung" scheint eher auf eine Adaption und Rezeption von EU-Recht abzuzielen, als auf eine unabhängige Rechtsentwicklung im Interesse der Schweiz. Dies ist eine Entwicklung, die mit grösster Skepsis betrachtet werden muss.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Übernahme des EU-Beihilferechts durch die Schweiz stellt eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und im nationalen Interesse eingesetzt werden, soll einem starren, technokratischen Kontrollregime der EU unterworfen werden. Dies widerspricht diametral den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie.

Insbesondere das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) schaffen eine beispiellose Machtkonzentration. Die neu geschaffene Beihilfekammer, integriert in die WEKO, agiert de facto als "verlängerter Arm der EU". Ihre primäre Aufgabe wird die Durchsetzung von EU-Kompatibilität sein, nicht die Wahrung schweizerischer Interessen. Bund und Kantone verlieren dadurch ihre nationale Steuerungshoheit und werden zu Bittstellern degradiert, deren legitime Förderentscheidungen ohne formelles rechtliches Gehör durch eine zentrale, nicht ausreichend demokratisch kontrollierte Instanz gekippt werden können.

Die Souveränität der Kantone wird durch das BHÜG und die angepassten Bestimmungen im BGG massiv untergraben. Die Möglichkeit, kantonale Erlasse mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht anzufechten (Art. 98a BGG), entwertet die Autonomie der Kantone in der Wirtschaftsförderung und im Service public. Ebenso schädlich sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c VGG. Diese Bestimmungen institutionalisieren eine zentrale Rechtskontrolle, die den kantonalen Verfahrensautonomien zuwiderläuft und den Weg für eine schleichende Zentralisierung ebnet.

Der Sektor des Luftverkehrs ist ein besonders gravierendes Beispiel für den Verlust nationaler Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet, dass die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO entfällt. Die Schweiz wird jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Bereich verlieren und vollständig den EU-Regeln unterworfen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Dies dient einzig dazu, dem ungestörten Agieren der neuen, EU-konformen Behörde Vorschub zu leisten. Zusammenfassend ist festzustellen, dass die angestrebte Übernahme des EU-Beihilferechts eine unannehmbare Preisgabe unserer verfassungsmässigen Ordnung und unserer föderalistischen Grundsätze darstellt, die entschieden abzulehnen ist.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Es ist keineswegs primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit gegangen, sondern vielmehr um die Angleichung an oft tiefere Standards der Europäischen Union. Dies bedroht die sprichwörtliche Schweizer Qualität, unsere hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz von bäuerlichen Familienbetrieben und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil

unserer Produzenten, wird durch die erzwungene Angleichung an oft weniger strenge EU-Kriterien unwiederbringlich entwertet.

Besorgniserregend ist die existenzielle Gefahr, die von der "Guillotineklausel" ausgeht. Diese verknüpft das vorliegende Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Ablehnung dieses schädlichen Regelwerks würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine unerträgliche politische Erpressung dar, welche die souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz in einem Ausmass blockiert, das nicht hingenommen werden kann.

Der Vorstoss, EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu gewähren, ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden, was die Unabhängigkeit unserer nationalen Standards untergräbt.

Eine beispiellose bürokratische Welle droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerksbetriebe müssten die komplexen und für ihre Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist somit ein Frontalangriff auf unsere etablierten Standards und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche die parlamentarische Kontrolle umgeht und die demokratische Entscheidungsfindung in einem für die Schweiz zentralen Bereich aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Fähigkeit der Schweiz zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen beeinträchtigt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung, was angesichts der Notwendigkeit flexibler und lokaler Massnahmen fahrlässig und gefährlich ist.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union stellt eine gravierende Erosion der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Kontrolle dar. Die Umwandlung bisheriger freiwilliger und vom Parlament zu entscheidender Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) und dessen Verankerung in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die bilateralen Verträge (BöB) vorgesehen ist, ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Milliarden von Steuergeldern und verwandelt eine politische Geste in eine unumkehrbare Zahlungsverpflichtung. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments fundamental aushöhlt. Anstatt über die Verwendung unserer Steuergelder demokratisch zu entscheiden, werden wir zu einem reinen Vollzugsautomaten für von der EU diktierte Forderungen degradiert.

Die behauptete Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr darf keinesfalls als feste Grösse verstanden werden. Es handelt sich dabei vielmehr um ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Die Schweiz wird so zu einer faktischen Nettozahlerin ohne jegliches Mitspracherecht. Es ist zynisch, die Verknüpfung mit

dem Gesetz zur Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) zu suchen, um diese politisch heiklen und finanziell untragbaren Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung darf nicht als Feigenblatt für eine finanzielle Knebelung missbraucht werden. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare, für uns vorteilhafte Gegenleistungen, wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken, garantiert. Dies ist keine Partnerschaft, sondern eine einseitige finanzielle Belastung, die das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung unseres Landes verletzt.

Strom

Die vorgeschlagene Neuregelung des Strommarktes stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Entscheidungen über das schweizerische Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was die nationale Hoheit über eine kritische Infrastruktur untergräbt.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Charakter als unabhängige schweizerische Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, wie sie durch Artikel 22 StromVG zukünftig in stark erweiterter Form vorliegt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende finanzielle Einbussen für diese Regionen zur Folge hätte. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäss Artikel 10, 18 und 19 StromVG geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in diesem liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Das neue Stromversorgungsgesetz, insbesondere Artikel 4a ff. und Artikel 8b ff., birgt erhebliche Risiken für die Preisstabilität und die zuverlässige Versorgung der Bevölkerung und der KMU. Die vollständige Marktliberalisierung wird voraussichtlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen führen, da Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht abdeckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz, namentlich Artikel 15 neu, verschärfen die Situation für die dezentrale Energieproduktion. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Energiestrategie der Schweiz und begünstigt zentrale Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen, wie in den neuen Artikeln 29d Absatz 4 und 33a Absatz 2bis EnG vorgesehen, schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Insgesamt handelt es sich bei der vorgeschlagenen Strommarktliberalisierung um ein hochriskantes Experiment, das die Stabilität und Zuverlässigkeit der schweizerischen Grundversorgung aufs Spiel setzt und die Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere im Bereich des Schienenverkehrs, bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Die Einbeziehung des EU-Beihilferechts könnte dazu führen, dass bis anhin zulässige und für die

Aufrechterhaltung eines qualitativ hochwertigen Angebots notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage und die operative Flexibilität der Schweizer Bahnen schwächen.

Besorgniserregend ist die Öffnung für die Kabotage, die durch die Einführung des neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht wird. Dies erlaubt ausländischen Anbietern, innerschweizerische Strecken zu bedienen. Die Gefahr der "Rosinenpickerei" ist real: ausländische Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung essenziellen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit des Service public und gefährdet die Gleichwertigkeit der Mobilität im ganzen Land.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz. Sie ist eine rein politische Absichtserklärung ohne vertragliche Bindungswirkung und vermag die Schweiz nicht vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts zu bewahren, zu deren dynamischer Übernahme wir uns verpflichten würden. Dies bedeutet, dass unsere Autonomie bei der Gestaltung des Bahnsystems schrittweise ausgehöhlt wird.

Weiterführende Sorgen bereitet die potenzielle Übernahme von Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) im Rahmen der dynamischen Rechtsübernahme. Dies würde die Steuerungskompetenz über unsere kritische Schieneninfrastruktur weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und somit die nationale Hoheit weiter schwächen.

Auch die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) im neuen Art. 32a Abs. 1bis ist problematisch. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Gestaltungsfreiheit über die Vergabe von Verkehrsleistungen empfindlich ein und könnte dazu führen, dass rein schweizerische Verkehrsziele und Bedürfnisse zugunsten von EU-konformen Kriterien in den Hintergrund treten. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu wählen, müssen wir uns an EU-Vorgaben halten, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Insgesamt stellt die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht eine erhebliche Gefährdung des Schweizer Service public und unserer Souveränität im Landverkehr dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer Substanz höchst bedenklich und stellen eher eine kosmetische Kosmetik als eine tatsächliche Stärkung der Schweizer Arbeitnehmerinteressen dar. Die Ausweitung der Personenfreizügigkeit birgt ein immenses Potenzial für Lohndumping und eine Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Die vorliegenden Massnahmen vermögen diesen Druck nicht zu kompensieren; stattdessen droht eine flächendeckende Lohnsenkung.

Es ist alarmierend zu beobachten, wie der bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutz anstatt gestärkt, aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regeln sind erkennbar bürokratischer, aber gleichzeitig offensichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, welche die Gelegenheit nutzen wollen, Lohndumping zu betreiben. Die Kontrollmechanismen werden empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die scheinbare Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11

EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Der im Entwurf vorgesehene spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die gesamte Vorlage zeugt von einer gravierenden Schwächung des schweizerischen Lohnschutzes und einer unzulässigen Aufgabe unserer Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung, insbesondere Art. 121a BV. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie geht weit über das hinaus, was der Wille des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung zulässt.

Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', das bereits nach fünf Jahren gewährt wird. Diese de facto 'Niederlassung C PLUS' ist praktisch unentziehbar, selbst im Falle von schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen faktisch gefördert, und die damit verbundenen Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Der Umfang des Familiennachzugs wird auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit, dass nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und entsprechenden Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel', beispielsweise in Art. 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Die automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich ist.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden belastet den Schweizer Steuerzahler

zusätzlich.

Die Unterordnung unserer beruflichen Vorsorge unter die EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) spiegeln die tiefe Durchdringung unserer Rechtsordnung durch EU-Recht wider.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Standards unserer Berufe und stellt eine gefährliche Deregulierung dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz fundamental in Frage stellen. Es ist unmissverständlich festzustellen, dass die vorgeschlagenen Abkommen nicht die Interessen der Schweiz in ausreichendem Masse wahren und vielmehr eine schleichende Unterordnung unter europäisches Recht bedeuten.

Insbesondere die Übernahme von sekundärem EU-Recht durch die Hintertür, ohne eine demokratische Legitimation im Inland, ist äusserst problematisch. Dies widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, welche die direkte Mitwirkung des Volkes und seiner Vertreter vorsieht. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letzte Instanz birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die nicht im Einklang mit der Schweizer Rechtsordnung stehen. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) etwa, der die Vertragsfreiheit betont, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt werden, da die Freiheit, über die Anwendung oder Nichtanwendung von Rechtsnormen zu entscheiden, massiv eingeschränkt würde.

Die angestrebte Angleichung an das EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen skizziert wird, droht das Schweizer Modell der direkten Demokratie zu untergraben. Die verbindliche Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen würde die legislative Souveränität des Schweizer Parlaments und des Bundesrates erheblich beschneiden. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung ist das Parlament für die Gesetzgebung zuständig; die vorgesehene Mechanik umgeht dieses Prinzip.

Ferner bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der finanziellen Belastungen, die aus diesen Abkommen resultieren könnten. Die Schweiz würde potenziell zu Zahlungen verpflichtet, deren genaue Höhe und Verwendungszweck unklar bleiben und deren Rückfluss in die schweizerische Wirtschaft fraglich ist. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Wirtschaftlichkeit und der haushälterischen Mittelverwaltung, wie er in Artikel 95 der Bundesverfassung impliziert ist.

Die Unklarheit über die genauen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke ist ebenfalls besorgniserregend. Die flankierenden Massnahmen, die zur Kompensation potenzieller negativer Effekte vorgeschlagen werden, erscheinen unzureichend und bieten keine Garantie für den Schutz des Schweizer Lohnniveaus und der bewährten Sozialstandards.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine unannehmbare Belastung für die schweizerische Souveränität darstellen und die Gefahr bergen, die Errungenschaften des Schweizer Rechts- und Sozialstaates zu kompromittieren. Es bedarf einer kritischen Überprüfung und gegebenenfalls einer deutlichen Nachbesserung, um die fundamentalen Interessen der Schweiz zu wahren.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Rahel Schweingruber <rahel.sch@gmx.net>
Sent: Dienstag, 21. Oktober 2025 00:09
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Es ist eine absolut inakzeptable Frechheit und Beleidigung für den gesunden Menschenverstand mit welchen betrügerischen Vorgehensweisen seit Jahren ignorant gegen die Interessen der Schweiz und ihren Bürgern Politik betrieben wird. Das Vertrauen in die Politik ist zerstört. Die strafrechtliche Konsequenzen für den verheerenden Landesverrat wären in einer echten und souveränen Demokratie längst überfällig.

Politiker ohne Rückgrat, ohne Liebe und Verbundenheit zur Schweiz zerstören mutwillig unserer Heimat durch eine ausufernde, zerstörerische Zuwanderung.

Es ist ein Schande, wie die Schweiz durch antischweizerische Politiker mutwillig verraten und zerstört wird.

Freundliche Grüsse,
Rahel Schweingruber

Von meinem iPhone gesendet

SPAFFORD Tazara
route d'Hermance, 97
1245 Collonge-Bellerive
Suisse

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Collonge-Bellerive, le 21.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Spafford Tazara

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Annie Tcherevatch
Chemin du Vieux-Motty 8
1169 Yens

Le 21 octobre 2025

RECOMMANDE
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Bern

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON A CE TRAITE D'ADHESION DEGUISE

1). Refus de la subordination institutionnelle
- **NON** à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- **NON** à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- **NON** à la perte de souveraineté législative de notre pays
- **NON** à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2). Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3). Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4). Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1). ABANDON du présent paquet de traités

2). MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3). NEGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4). SOUMISSION OBLIGATOIRE DE TOUT FUTUR ACCORD INSTITUTIONNEL AU REFERENDUM OBLIGATOIRE (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMME** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Annie Tcherevatch

Alexandre Tcherevatch
Chemin du Vieux-Motty 8
1169 Yens

Le 21 octobre 2025

RECOMMANDE
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Bern

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON A CE TRAITE D'ADHESION DEGUISE

1). Refus de la subordination institutionnelle
- **NON** à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- **NON** à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- **NON** à la perte de souveraineté législative de notre pays
- **NON** à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2). Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3). Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4). Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1). ABANDON du présent paquet de traités

2). MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3). NEGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4). SOUMISSION OBLIGATOIRE DE TOUT FUTUR ACCORD INSTITUTIONNEL AU REFERENDUM OBLIGATOIRE (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMME** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Alexandre Tcherevatch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: cwweber@vtxmail.ch
Sent: Dienstag, 21. Oktober 2025 11:05
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Hier meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Die Institutionelle Anbindung relativiert die direkte Demokratie und ist damit verfassungswidrig.

Als Beispiel ein Absatz aus "**Institutionelles Protokoll zum Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft einerseits und der «Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten andererseits über die Freizügigkeit**"

ARTIKEL 6 "Erfüllung verfassungsrechtlicher Verpflichtungen durch die Schweiz
....

3. Bis die Schweiz mitteilt, dass sie ihre verfassungsrechtlichen Verpflichtungen erfüllt hat, wenden die Vertragsparteien den Beschluss gemäss Artikel 5 Absatz 4 vorläufig an, es sei denn, die Schweiz teilt der Union mit, dass eine vorläufige Anwendung des Beschlusses nicht möglich ist, und begründet dies. ...."

Es kann nicht sein, dass die Schweiz eine EU-Rechtsakte vorläufig des schweizerischen Gesetzgebungsprozesses (inkl. Referendum) anwendet, und falls sie das nicht macht, dies bei der EU begründen muss. Das heisst die Einhaltung der CH-Verfassung muss vor der EU begründet werden. Das ist Unterwerfung. Dieser Vertrag ist ein geschickt verschleierter sektorieller Beitritt zur supranationalen Organisation EU.

Wie kann ein schweizerischer Bundesrat einen solchen Vertrag unterschreiben.

Freundliche Grüsse,
Christian Weber

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Weiss Silvia (Privat)

Datum: 21.10.2025

Kontakt: Silvia Weiss · 0797056426 · si1si4si6si@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken, die eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Die scheinbar umfassende Natur des Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und der Unabhängigkeit unserer Gesetzgebung. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, auch in Bereichen, die nicht explizit im bestehenden bilateralen Rahmen geregelt sind, stellt eine gravierende Abkehr von den Grundsätzen des Schweizer Rechts dar.

Gemäss Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung obliegt es dem Bundesrat, die Interessen der Wirtschaft und der Bevölkerung der Schweiz in der Aussenwirtschaftspolitik zu wahren. Es ist fraglich, ob die aktuelle vorgeschlagene Lösung diesem Gebot gerecht wird. Die Gefahr einer automatischen Rechtsübernahme und die Bindung an Gerichtsurteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) untergraben die richterliche Unabhängigkeit und die Möglichkeit, schweizerische Verhältnisse und Bedürfnisse angemessen zu berücksichtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung, wonach Bundesgesetze und völkerrechtliche Verträge für die Gerichte und die Verwaltungsbehörden verbindlich sind, aber primär im Rahmen der schweizerischen Rechtsordnung.

Die geforderte institutionelle Einbettung des Abkommens, einschliesslich der Rolle eines Schiedsgerichts, das sich an der Rechtsprechung des EuGH orientieren soll, impliziert eine De-facto-Unterstellung unter europäische Gerichte. Dies wirft ernste Fragen bezüglich der Kompetenzverteilung auf, wie sie in Artikel 165 Absatz 1 der Bundesverfassung verankert ist. Eine solche Regelung könnte dazu führen, dass die Hoheit des Schweizer Parlaments und der Schweizer Gerichte erheblich eingeschränkt wird.

Die Pauschalität, mit der die Übernahme von EU-Recht diskutiert wird, ignoriert die feinen Unterschiede und spezifischen Bedürfnisse, die unsere Rechtsordnung prägen. Es ist unerlässlich, dass jeder einzelne Aspekt der vorgeschlagenen Regelung kritisch auf seine Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung, die demokratischen Prozesse und die effektive Ausübung der staatlichen Souveränität geprüft wird. Die Gefahr, dass die Schweiz im Rahmen dieses Pakets zu einem reinen "Abnehmerstaat" von EU-Recht degradiert wird, ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten, ist real und darf nicht unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den Interessen unseres Landes auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit bereiten Anlass zur Sorge.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte für die Schweiz verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 1. Februar 1999 über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Es ist fragwürdig, wie die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung wahren kann, wenn sie fortlaufend auf die Annahme von Rechtsakten angewiesen ist, die von einer fremden Macht diktiert werden. Dies gilt insbesondere für Bereiche, die Kerninteressen der Schweiz berühren.

Ferner sind die wirtschaftlichen Konsequenzen kritisch zu hinterfragen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf den freien Personenverkehr, birgt die Gefahr einer unkontrollierten Zuwanderung, die die Sozialwerke und den Arbeitsmarkt unter Druck setzen könnte. Die im Bundesgesetz vom 19. Dezember 1986 über die Landwirtschaft (LWG) festgelegten Ziele zur Sicherung einer nachhaltigen und diversifizierten Landwirtschaft könnten durch die vorgeschlagenen Agrarabkommen gefährdet werden. Eine ungleiche Wettbewerbsbasis würde Schweizer Landwirte benachteiligen und die Versorgungssicherheit in Frage stellen.

Die im Vertrag vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), stellen eine weitere ernste Bedrohung für die Schweizer Rechtsordnung dar. Die Anwendung von EuGH-Urteilen durch Schweizer Gerichte, wie sie in Artikel 11 Absatz 3 des Bundesgesetzes vom 17. Dezember 2010 über die Schweizerische Gesetzgebung im Bereich des Asylwesens und der Ausländer (AuG) verankert ist, könnte dazu führen, dass schweizerisches Recht de facto durch nicht von Schweizer Institutionen geschaffenes Recht ersetzt wird. Dies widerspricht dem in Artikel 1 der Bundesverfassung verankerten Grundsatz, dass die gesamte Gesetzgebung dem Bund und den Kantonen obliegt.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form eine erhebliche Gefahr für die Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz darstellen. Eine Annahme ohne substanzielle Nachbesserungen wäre fahrlässig und würde die Interessen der Schweizer Bevölkerung auf lange Sicht massiv beeinträchtigen. Es bedarf einer eingehenden Prüfung und einer klaren Abgrenzung, um die Kerninteressen unseres Landes zu wahren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung. Es ist fragwürdig, inwieweit die derzeitigen institutionellen Rahmenbedingungen und die nationale Gesetzgebung eine reibungslose und rechtskonforme Umsetzung der angestrebten Abkommen mit der Europäischen Union gewährleisten können.

Insbesondere die Komplexität der EU-Gesetzgebung, die sich stetig weiterentwickelt, stellt eine erhebliche Herausforderung dar. Die Schweiz müsste in der Lage sein, diese Dynamik nicht nur zu erfassen, sondern auch ihre nationalen Rechtsnormen entsprechend anzupassen. Dies wirft die Frage auf, ob die bestehenden Mechanismen des Bundesgesetzes über die Angelegenheiten der Europäischen Union (EU-Gesetz, SR 130.1) ausreichend sind, um eine kohärente und rechtzeitige Umsetzung zu garantieren. Artikel 2 des EU-Gesetzes sieht zwar die Schaffung der notwendigen rechtlichen Grundlagen vor, jedoch ist die Geschwindigkeit und Tiefe der erforderlichen Anpassungen bei der Annäherung an EU-Recht oft unterschätzt worden.

Weiterhin ist die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme und einer damit verbundenen Erosion der Souveränität nicht zu unterschätzen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, selbst wenn dies nicht explizit in einem Abkommen festgelegt ist, kann durch die Auslegung von Gerichten oder die Verwaltungspraxis eintreten. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in

Artikel 1 der Bundesverfassung (BV, SR 101) verankert ist. Eine effektive Kontrolle der Rechtsentwicklung in der EU und eine unabhängige nationale Gesetzgebung sind unerlässlich, um die demokratische Legitimation und die schweizerischen Rechtsgrundsätze zu wahren.

Die nationalen Umsetzungsmodalitäten, die in den vorgeschlagenen Bemerkungen angedeutet werden, erscheinen als wenig konkret und lassen Spielraum für Interpretationen, die im Lichte der bundesstaatlichen Ordnung und der Rechtsetzungskompetenzen der Kantone kritisch zu betrachten sind. Es muss sichergestellt werden, dass die Umsetzungsmechanismen nicht zu einer Zentralisierung von Kompetenzen führen, die den föderalen Aufbau der Schweiz gefährden. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 3 der Bundesverfassung, welcher die Kantone und ihre Autonomie hervorhebt.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagene Formulierung die tiefgreifenden institutionellen und rechtlichen Implikationen der inländischen Umsetzung von EU-Abkommen nicht ausreichend berücksichtigt. Es bedarf einer detaillierteren Auseinandersetzung mit den potenziellen Risiken und einer Stärkung der nationalen Kontrollmechanismen, um die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität zu schützen.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union im Energiebereich stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Stromnetz fortan von Brüssel aus gesteuert wird. Dies steht im direkten Widerspruch zu unserem föderalistischen System und untergräbt die Autonomie nationaler Entscheidungsfindung.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die Übernahme als operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk pervertiert. Anstatt einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde droht eine undemokratisch legitimierte Implementierungsinstanz, die Schweizer Bedürfnisse ignoriert. Die Energieversorgung wird somit von einer von Brüssel diktierten Bürokratie bestimmt, anstatt auf nationalen Gegebenheiten zu basieren.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das massgeblich den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte erhebliche finanzielle Einbussen für betroffene Kantone zur Folge und schwächt die lokale Wertschöpfung.

Ebenso werden die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln deklassiert. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkt, wird ausgehebelt. Dies begünstigt grosse, überregionale Akteure und benachteiligt unsere bürgernahen Energieversorger.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es fehlt eine klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit, weder der Markt noch die EU können diese Gewährleistung übernehmen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung birgt erhebliche Risiken für Preisvolatilität und die Grundversorgung. Die Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist unzureichend.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, erneuerbare Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen

Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen untergraben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Diese Abkommen bedeuten einen Verlust an Souveränität und Flexibilität in der Steuerung unserer Stromnetze und gefährden die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme richtet sich gegen die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit. Die angepriesenen Massnahmen erweisen sich bei genauerer Betrachtung als unzureichend und rein kosmetischer Natur. Sie können den massiven negativen Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die von den bisherigen Schutzmechanismen profitiert haben.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Unternehmen, die offensichtlich Lohndumping betreiben wollen und von laxeren Kontrollen profitieren. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Arbeitnehmer prejudiziert.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Auch die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung massiv, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Diese Massnahmen sind ein Schritt in die falsche Richtung und gefährden die Lohnstruktur und die Souveränität der Schweiz erheblich.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehr, insbesondere im Bereich des Schienenverkehrs, bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Die Einführung der Kabotage durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch die unrentablen, aber für die

Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Die damit verbundene Gefährdung des Service public ist nicht hinnehmbar.

Darüber hinaus stellt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, eine erhebliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes an externe Kriterien anzupassen, anstatt rein schweizerische Verkehrsziele und optimale Lösungen für die Steuerzahler zu verfolgen. Dies kann zu suboptimalen und teureren Ergebnissen führen.

Die als Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" entbehrt jeder rechtlichen Bindungswirkung und bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz verliert dadurch sukzessive die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur und muss künftigen Regulierungen, wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zustimmen. Diese fortschreitende Verlagerung der Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen ist ein klarer Souveränitätsverlust. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass etablierte und für die Qualität des Angebots essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Die Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des Bahnangebots sind gravierend.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Einschränkung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und im nationalen Interesse eingesetzt wurden, soll abgeschafft werden. Stattdessen unterwerfen wir uns einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime. Dies wird insbesondere durch das neu zu schaffende Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert. Mit der Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, wird eine Instanz geschaffen, die primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt und nicht die Schweizer Interessen.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend, indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG). Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Entscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine „Superbehörde“, die als verlängerter Arm der EU agiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem strategisch wichtigen Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.

Insgesamt führt die geplante Regelung zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU und zu einer Abnahme der nationalen Steuerungsmöglichkeiten. Die Schweiz unterwirft sich der EU und wird zum reinen Regel-Empfänger degradiert. Die demokratische Kontrolle

über diese mächtige, zentralisierte Instanz ist ungenügend.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellen eine beispiellose Gefährdung unserer nationalen Souveränität und unserer etablierten Standards dar. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vorangetrieben. Diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards bedroht nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Eine gefährliche "Guillotineklausel" verknüpft dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Das ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität.

Ferner wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Diese Devise der Unterwerfung muss entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung stellt aus Sicht der Schweiz eine bedenkliche Erosion unserer Souveränität und eine massive Gefährdung unserer sozialen Sicherungssysteme dar. Die Personenfreizügigkeit wird durch die anstehenden Übernahmen von EU-Recht, insbesondere der Unionsbürgerrichtlinie, in einer Weise ausgebaut, die diametral dem Willen des schweizerischen Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung widerspricht, welches eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung wünscht.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf statt zehn Jahren ist ein kritischer Punkt. Dieser neue Status, vergleichbar mit einer 'Niederlassung C PLUS', ist praktisch unentziehbar ausgestaltet. Selbst bei kriminellen Handlungen oder einem dauerhaften Bezug von

Sozialhilfe soll ein Verbleib ermöglicht werden. Dies birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, deren Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden.

Darüber hinaus wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit, Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, wird die Zuwanderung und die damit verbundenen Sozialkosten unkontrollierbar in die Höhe treiben.

Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine wirkliche Schutzbestimmung, sondern eine Erpressungsklausel.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der sogenannten 'Integrationsmethode' erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliche Mitsprache verlieren. Eine solche automatische Unterwerfung unter EU-Recht, die unsere direkte Demokratie de facto aushebelt, ist inakzeptabel.

Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Anpassungen in Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit ist kaum noch möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht und die Schweiz zu einem Zahlmeister für die EU-Mitgliedstaaten macht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) sowie die Schaffung eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG (Artikel 61a) sind keine Massnahmen zur Qualitätsverbesserung, sondern ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Dies ist ein klares Eingeständnis der enormen versteckten Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun auf dem Buckel der Schweizer Steuerzahler und Studierenden ausgetragen werden.

Die Anbindung an das EU-weite Informationssystem für den Binnenmarkt (IMI) in verschiedenen Gesetzen wie dem Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) oder dem Medizinalberufegesetz (MedBG) ersetzt die sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen und Diplomen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, was die Patientensicherheit gefährdet. Die Souveränität der Schweiz zur eigenständigen Regelung ihrer Berufsstandards und zur Gewährleistung der Sicherheit ihrer Bürger wird schleichend aufgegeben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen Gesetz birgt erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität und die parlamentarische Budgethoheit. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung bedeutet einen fundamentalen Verlust an politischem Steuerungspotenzial. Der neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert diese Entwicklung und verwandelt eine politische Geste in eine unwiderrufliche, von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist mehr als eine formale Änderung; sie integriert diese Zahlungen fest in die schweizerische Rechtsordnung und signalisiert deren Dauerhaftigkeit.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint fragwürdig und deutet auf ein Lockvogelangebot hin. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur

Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz rechtlich nicht entkommen kann. Wir werden zu Nettozahlerinnen degradiert, ohne dass dieser Status mit verbesserten Marktzugängen oder der Beseitigung handelspolitischer Hindernisse verknüpft ist. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile für die schweizerische Wirtschaft oder Bevölkerung bringt.

Besonders kritisch ist die Ausgestaltung des KoBG. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG höhlt die Budgethoheit des Parlaments in eklatanter Weise aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Sie missbraucht den Ruf der Schweizer Friedensförderung zur Legitimation politisch heikler und umstrittener finanzieller Abgaben an die EU. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Kontrolle und der Haushaltsautonomie unseres Landes.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsentwurf dargelegt wird, wirft erhebliche und prinzipielle Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die pauschale Annahme, eine engere Anbindung an die Europäische Union würde die Beziehungen stabilisieren, ignoriert die inhärenten Risiken für die Schweizer Souveränität und die Rechtsordnung.

Es muss entschieden hinterfragt werden, inwieweit die beabsichtigten Massnahmen mit der Bundesverfassung, insbesondere mit Artikel 2, der die Würde und Freiheit des Menschen achtet, sowie mit Artikel 5, der die Zuständigkeit des Bundes für die Aussenpolitik festlegt, vereinbar sind. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in selektiver Form, birgt die Gefahr, dass schweizerische Gesetzgebung indirekt durch nicht-demokratisch zustande gekommene EU-Richtlinien und -Verordnungen beeinflusst oder gar bestimmt wird. Dies untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie und die demokratische Legitimation unserer Gesetze. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) über Streitigkeiten im Rahmen neuer Abkommen entscheidet, stellt eine unzulässige Ausdehnung seiner Jurisdiktion auf Schweizerisches Territorium dar und verstösst fundamental gegen die Souveränitätsprinzipien unseres Landes. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Rechtsstaatlichkeit und die Achtung von Grundrechten betont, könnte durch eine solche Rechtsfortbildung, die nicht unserem parlamentarischen Verfahren unterliegt, gefährdet werden.

Die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Bindung erscheinen fraglich, wenn man die Kosten für die Anpassung an EU-Standards und die möglichen finanziellen Beiträge an die EU berücksichtigt. Zudem besteht die Gefahr einer schleichenden Verwässerung der schweizerischen Besonderheiten und einer Übernahme von Verpflichtungen, die nicht im ureigenen Interesse der Schweiz liegen. Die Vorstellung, dass eine weitere Übernahme von EU-Recht eine Stabilisierung bewirkt, vernachlässigt die Tatsache, dass bestehende bilaterale Abkommen bereits eine intensive Zusammenarbeit ermöglichen, deren Potential noch nicht vollständig ausgeschöpft ist. Anstatt neue, potenziell bindende und souveränitätsverletzende Verträge zu schliessen, sollte die Schweiz bestehende Kanäle nutzen und die Vorteile der Unabhängigkeit und Flexibilität im eigenen Rechtsraum nutzen. Die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizerische Obligationenrecht und andere Kernbereiche der schweizerischen Gesetzgebung, wie sie beispielsweise in den Artikeln 418 ff. des Obligationenrechts geregelt sind, müssen detailliert analysiert werden. Die Sicherung der wirtschaftlichen und rechtlichen Handlungsfreiheit der Schweiz hat oberste Priorität.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Carsten Dreyer (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Carsten Dreyer · 0797895146 · cdreyer@carsten-dreyer.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der Rechtsstaatlichkeit äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Würdigung. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen bergen die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer verfassungsmässigen Ordnung und des Prinzips der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass eine direkte demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk und die Stände erfolgt, ist inakzeptabel. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Grundprinzip und zur volonté générale, welche die Grundlage unseres Rechtssystems bilden. Artikel 2 Absatz 2 BV betont die Verpflichtung des Bundes, die Interessen und die Sicherheit des Landes zu wahren. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse lassen Zweifel aufkommen, ob diese Verpflichtung hinreichend berücksichtigt wird. Die Übernahme von EU-Recht, das nicht explizit dem Schweizer Interesse dient und dessen Entstehungsprozess ausserhalb unserer direkten Kontrolle liegt, gefährdet diese Interessen massiv.

Ferner werfen die vorgeschlagenen Regelungen erhebliche Fragen hinsichtlich der Rechtsetzungskompetenz und der richterlichen Unabhängigkeit auf. Die Vorstellung, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) potenziell die Auslegung von Schweizer Recht beeinflussen könnte, steht im fundamentalen Gegensatz zum Artikel 190 BV, der die Bindung der Gerichte an das geltende Recht vorsieht. Die Möglichkeit, dass fremde Gerichte über die Anwendung schweizerischen Rechts entscheiden, untergräbt die Autorität unserer eigenen Gerichte und die Souveränität der schweizerischen Rechtsordnung.

Die finanziellen Verpflichtungen, die aus diesen Abkommen erwachsen könnten, müssen ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Artikel 127 BV regelt die Finanzverantwortung des Bundes. Eine unklare oder gar übermässige finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, ohne klare Gegenleistungen und ohne entsprechende parlamentarische Kontrolle, kann die finanzielle Stabilität des Landes gefährden. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz unweigerlich an die Finanzierung von EU-Politiken bindet, die nicht ihren eigenen prioritären Zielen entsprechen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse gravierende Defizite in Bezug auf die Wahrung der schweizerischen Souveränität, die demokratische Legitimation, die rechtliche Eigenständigkeit und die finanzielle Verantwortung aufweisen. Eine Annahme dieser Ergebnisse würde einen gefährlichen Präzedenzfall schaffen und die Grundfesten unseres föderalistischen und demokratischen Staates schwächen. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um diese schwerwiegenden Bedenken auszuräumen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Tendenz, im Zuge von internationalen Abkommen, insbesondere mit der Europäischen Union, nationale Umsetzungsmechanismen pauschal und ohne ausreichende Rücksicht auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz zu gestalten, ist äusserst problematisch.

Es darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die Schweizerische Bundesverfassung, insbesondere Artikel 164, die Legitimität und die demokratische Akzeptanz von Rechtsnormen verankert. Eine vordergründige Übernahme von EU-Recht ohne sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf unser föderalistisches System und die rechtsstaatlichen Prinzipien untergräbt diese Grundsätze. Die im Entwurf implizierte Flexibilität bei der Umsetzung birgt die Gefahr, dass die Souveränität des Schweizerischen Parlaments und die Mitwirkungsmöglichkeiten der Kantone ausgehöhlt werden.

Besonders alarmierend ist die potentielle Aushöhlung der rechtsstaatlichen Garantien, wie sie im Obligationenrecht, beispielsweise in Bezug auf Vertragsfreiheit und zivilrechtliche Haftung, verankert sind. Eine übermässige Harmonisierung mit EU-Vorschriften, die nicht auf ihre Vereinbarkeit mit dem schweizerischen Rechtsverständnis geprüft wird, könnte zu unerwünschten Rechtsunsicherheiten führen und die Rechtsposition Schweizer Bürger und Unternehmen schwächen.

Des Weiteren sind die Implikationen für die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit kritisch zu beleuchten. Die Übernahme von EU-Regularien, die möglicherweise auf die Bedürfnisse und Strukturen des Binnenmarktes zugeschnitten sind, muss im Lichte der schweizerischen Wirtschaftsrealität evaluiert werden. Es besteht die Gefahr, dass durch eine nicht differenzierte Umsetzung des EU-Rechts Schweizer Unternehmen übermässigen bürokratischen Belastungen ausgesetzt werden, die ihre Wettbewerbsposition beeinträchtigen.

Die allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung darf daher nicht als Freipass für eine unkritische Annahme von EU-Vorschriften verstanden werden. Vielmehr bedarf es einer rigorosen Prüfung jeder einzelnen Bestimmung im Hinblick auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung, der rechtsstaatlichen Tradition und den wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Die Schutzmechanismen unseres Rechtssystems und die Souveränität unserer demokratischen Institutionen müssen jederzeit gewährleistet bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht des schweizerischen Arbeitsmarktes äusserst bedenklich und stellen eine substantielle Schwächung unserer bewährten Schutzmechanismen dar. Die als Massnahmen zur Lohnsicherung präsentierten Regelungen sind bestenfalls kosmetischer Natur und vermögen dem massiven Lohndruck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, nicht entgegenzuwirken. Vielmehr besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion des schweizerischen Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten.

Anstatt den gut funktionierenden und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und auf ein EU-weit gültiges, jedoch für die Schweiz unzureichendes Niveau abgesenkt. Die neuen Bestimmungen sind in ihrer Komplexität bürokratischer, aber in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt mutmasslich ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen, und untergräbt faire Wettbewerbsbedingungen.

Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und primär auf EU-Konformität abzielenden Strukturen de facto untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und

Arbeitsbedingungen führen. Die angeblichen Verbesserungen im Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Ebenso ist die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, primär motiviert durch EU-Druck. Hierdurch wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Zudem ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d) problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, da die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVAVG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Diese Massnahmen gefährden somit die Grundlage des schweizerischen Wohlstands und die Stabilität unseres Arbeitsmarktes.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Strom zeigt in unmissverständlicher Weise die gravierenden Nachteile und Risiken auf, die mit einer weiteren Annäherung an das EU-Stromrecht verbunden sind. Es ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Aufgabe unserer Energiesouveränität bedeuten und das Rückgrat unserer nationalen Energieversorgung existenziell gefährden.

Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten tragen muss, jedoch keinerlei Mitspracherecht mehr besitzt. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit künftig in Brüssel gefällt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies stellt das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung dar und ist ein direkter Eingriff in unsere demokratische Legitimation.

Besonders beunruhigend ist die Bedrohung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte verheerende finanzielle Folgen für diese Kantone und schwächt unsere zentrale erneuerbare Energiequelle. Des Weiteren werden durch die verschärften Unbundling-Vorschriften nach Art. 10, 18 und 19 des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) die föderalen Strukturen in der Energieversorgung,

insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine Situation, in der niemand mehr klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz verantwortlich ist – weder der Markt noch die EU. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung zusätzlich. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW für Vergütungsregeln benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz wird dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Anpassung an das EU-Stromrecht ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft ist. Sie untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung, schwächt unsere föderalen Strukturen und führt zu einem unkalkulierbaren Verlust an Souveränität über unsere kritische Infrastruktur. Es ist daher dringend geboten, diese Vorlage abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine grundlegende Gefährdung unserer nationalen Standards, unserer bäuerlichen Strukturen und der Konsumentenwahlfreiheit dar. Es handelt sich nicht um eine schrittweise Anpassung, sondern um eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Regularien. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen Kriterien und jahrzehntelanger Tradition beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards zwangsläufig entwertet. Das begehrte Label "Made in Switzerland" verliert an Aussagekraft, wenn unsere Produkte denselben, weniger rigorosen Kriterien genügen müssen wie Waren aus der EU. Dies untergräbt einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besonders bedenklich ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen unwiderruflich an die Bilateralen I koppelt. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die der Schweiz jede Souveränität bei der Gestaltung ihrer Beziehungen zur EU entzieht.

Die Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Unsere Produzenten werden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine beispiellose Bürokratiewelle. Die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften würden nicht nur grosse Betriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien treffen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen bedroht.

Die systematische Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums ist ebenfalls inakzeptabel. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Konsumenteninteressen. Durch die Unterwerfung der gesamten Lebensmittelkette unter das EU-Regelwerk wird eine erstickende Bürokratie geschaffen und die Vielfalt unserer

Lebensmittelproduktion zerstört.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind Rückschritte zu verzeichnen. Die Anpassungen in Art. 15a und 21 TSchG zwingen uns, unsere oft strengeren Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist nicht nur ein ethischer Rückschritt, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust in einem gesellschaftlich wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle erheblich schwächt. Auch der Waldschutz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterworfen, was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen schwächt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 TSG) ist fahrlässig und gefährdet die nationale Sicherheit durch die Aufgabe der Kontrolle über einen essenziellen Bereich.

Finanzieller Beitrag

Wir äussern uns mit tiefgreifenden Bedenken zum Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen des vorgeschlagenen Abkommens mit der EU. Die geplante Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der parlamentarischen Budgethoheit, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist.

Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierbei als gesetzgeberisches Instrument zur permanenten Verpflichtung zu sehen. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein eigener Rechtsanspruch auf diese Beiträge geschaffen, was de facto einer Zwangsabgabe gleichkommt und dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern entzieht. Statt einer politischen Geste wird eine rechtliche Pflicht geschaffen, die primär dem Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung dient.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliches politische Druckmittel und die Möglichkeit, auf künftige Zahlungsmodalitäten Einfluss zu nehmen. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, ohne dafür eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse zu erhalten.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bilateralen Rahmenabkommens (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Normalisierung als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Dies geschieht auf Kosten der Souveränität und der Verhandlungsposition der Schweiz. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist dabei irreführend. Sie missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und die Schweiz de facto zur unbedingten Kasse zu bitten. Wir lehnen diese Übertragung von Souveränität und die Schaffung permanenter, unkontrollierbarer Zahlungsverpflichtungen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public und der nationalen Souveränität auf. Insbesondere die Zulassung der Kabotage im Schienenverkehr, verankert im neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellt eine direkte Gefährdung dar. Diese öffnet ausländischen Anbietern die Tür, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres flächendeckenden öffentlichen Verkehrsangebots und gefährdet dessen Qualität und Umfang für die Bürgerinnen und Bürger.

Des Weiteren ist die in Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehene Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen problematisch. Anstatt die Vergabe von Aufträgen primär nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies schränkt die souveräne Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen erheblich ein und kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die öffentliche Hand und damit für die Steuerzahler führen.

Die als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor zukünftigen, dynamischen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann automatisch übernehmen müsste. Diese Entwicklung birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und widerspricht dem Prinzip, dass die Schweiz ihre eigenen verkehrspolitischen Ziele autonom verfolgen sollte. Die Aussicht auf die Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) durch dynamische Rechtsübernahme signalisiert eine weitere Verlagerung nationaler Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Bewährte Subventionen, die zur Sicherstellung des Service public im Güter- und Regionalverkehr oder zur Erneuerung unseres Rollmaterials unerlässlich sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Leistungsfähigkeit und Zuverlässigkeit unseres Schienennetzes. Die nun vorgesehene Legalisierung der Kabotage im Eisenbahngesetz ist somit kein Fortschritt, sondern ein direkter Angriff auf die Grundfesten unseres Service public und die Fähigkeit der Schweiz, ihren öffentlichen Verkehr eigenständig und im Interesse ihrer Bevölkerung zu gestalten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die etablierte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Instrumente auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene eingesetzt werden, soll einem rigiden und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht grundlegend den Interessen der Schweiz und ihren Bürgern.

Besonders bedenklich ist die massive Untergrabung der Souveränität der Kantone und ihrer föderalistischen Autonomie. Anstatt eigenständige Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung zu treffen, werden sie künftig gezwungen sein, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorzulegen. Dies ist ein direkter Angriff auf die kantonalen Kompetenzen. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisieren diese Unterwerfung. Insbesondere die Möglichkeit, dass die neue Beihilfekammer der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, direkt gegen kantonale Erlasse vorgehen kann und diese durch eine abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG und Art. 98a BGG), degradiert die Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten. Dies nimmt ihnen ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und lässt sie zu Bittstellern herabsinken, ohne formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, ist zutiefst besorgniserregend. Diese Machtkonzentration ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist ebenfalls stossend. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie Art. 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Ferner ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Diese Massnahmen gefährden die strategische Autonomie der Schweiz und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und sind daher entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillens zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie geht weit über die bestehenden Abkommen hinaus und führt zu einer massiven Ausweitung der Freizügigkeit, die unsere sozialen Sicherungssysteme und unsere innere Sicherheit massiv unter Druck setzen wird.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, einer quasi unentziehbaren „Niederlassung C PLUS“ bereits nach fünf Jahren, birgt erhebliche Risiken. Selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe ist ein Entzug dieses Rechts praktisch ausgeschlossen. Dies untergräbt die Grundprinzipien unseres Rechtssystems und belastet die Schweizer Steuerzahler unverhältnismässig.

Die Zuwanderung in unsere Sozialwerke wird durch diese Regelungen faktisch gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein permanentes Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden unsere Kantone und Gemeinden, und somit die Schweizer Bürger, tragen müssen. Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird zudem auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Weise ausgeweitet, indem auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachgezogen werden können. Dies führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“ ist lediglich ein Placebo, dessen Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis nicht greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfähigkeit weiter einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem zentralen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neue Formulierung in Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein offensichtliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies belastet die Studierenden und gefährdet die Reputation unserer Hochschulen.

Das neue Bundesgesetz über die Harmonisierung und Koordination der sozialen Sicherheit (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt, was unsere hohen Qualitätsstandards schwächt und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung untergräbt.

Die Anpassung des AIG stellt das Kernstück einer Kapitulation vor der EU dar. Die neue „Schutzklausel“ ist eine leere Hülle, und die Änderungen in Artikel 29a und 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anbindung an das IMI-System in verschiedenen Berufsgesetzen wie dem Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe nationaler Regulierungskompetenz. Die Schweiz verliert die Kontrolle über die Qualitätssicherung im Namen der EU-Anbindung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Dieses Paket ist eine Katastrophe und muss unbedingt verhindert werden!

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsentwurf vorgeschlagen wird, birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratischen Rechte unserer Bürgerinnen und Bürger. Die vorgeschlagenen Massnahmen deuten auf eine schleichende Annäherung an europäisches Recht hin, ohne dass eine entsprechende Mitsprache oder Kontrolle durch unser Parlament gewährleistet ist. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien, die in der Bundesverfassung verankert sind, insbesondere im Hinblick auf die Volkssouveränität (Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassung - BV).

Die Übernahme von EU-Recht, selbst in «stabilisierter» Form, gefährdet die Autonomie unserer Gesetzgebung. Wir sehen die Gefahr, dass durch die schrittweise Integration von EU-Richtlinien und -Verordnungen das schweizerische Recht zunehmend durch externe Akteure bestimmt wird. Dies untergräbt die Rolle des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter bei der Gestaltung der eigenen Rechtsordnung. Die Verfassungswidrigkeit einer solchen Entwicklung ist offensichtlich, wenn man Artikel 140 und 141 BV in Betracht zieht, die sich mit der Genehmigung von völkerrechtlichen Verträgen befassen und eine starke demokratische Legitimation erfordern. Die vorliegende Vorlage scheint jedoch eher auf eine Exekutiv- als auf eine Parlamentsangelegenheit hinauszulaufen.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die damit einhergehende Übernahme von EU-Standards und -Regulierungen könnte Schweizer Unternehmen unnötig belasten und ihre Wettbewerbsfähigkeit auf globaler Ebene schwächen. Die Verhältnismässigkeitsprüfung, ein zentraler Grundsatz des schweizerischen Rechts, scheint hierbei vernachlässigt zu werden. Es fragt sich, ob die vermeintlichen Vorteile einer «Stabilisierung» die tatsächlichen Kosten für unsere Wirtschaft überwiegen.

Die stetige Erosion unserer Eigenständigkeit im Rahmen der Beziehung zur EU ist ein Prozess, der kritisch hinterfragt werden muss. Eine blosse «Stabilisierung» darf nicht dazu missbraucht werden, die Schweiz weiter in die juristische und politische Abhängigkeit von Brüssel zu führen. Es ist zwingend erforderlich, dass jede Form der Annäherung an das EU-Recht einer rigorosen demokratischen Kontrolle unterliegt und die Souveränität sowie die Kerninteressen der Schweiz uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die aktuelle Vorlage gibt hierzu wenig Anlass zur Zuversicht.

AVOLIO Concetta
Route de Chiblins 28b
1276 Gingins
Vaud

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Gingins, le 22 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

AVOLIO KEMP CONCETTA

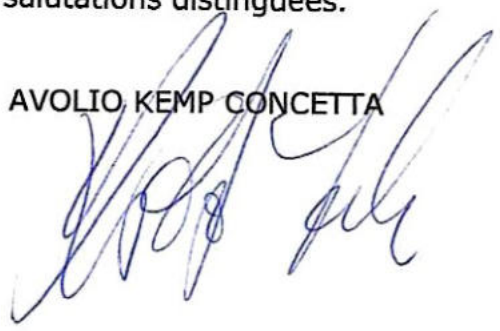

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Katherina Beer (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Katja Beer · 0791988599 · dr.katja.beer@pm.me

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

(leer)

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

(leer)

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen aus rechtsstaatlicher und nationaler Perspektive gravierende Fragen auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Es ist besorgniserregend, dass zentrale Bestimmungen der schweizerischen Verfassung, insbesondere die Souveränitätsprinzipien und die direktdemokratischen Rechte, durch die vorgeschlagenen Abkommen potenziell untergraben werden könnten.

Die Übernahme von EU-Recht in den nationalen Rechtsbestand, wie sie in verschiedenen Dossiers angedeutet wird, widerspricht fundamental dem Grundsatz, dass die Gesetzgebungskompetenz in der Schweiz beim Parlament und bei den eidgenössischen Räten liegt, wie er im Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in der Auslegung verbindlicher Abkommen eine massgebliche Rolle spielen könnte, stellt eine beispiellose Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar. Dies steht im klaren Gegensatz zum Artikel 190 BV, der die Verbindlichkeit von EU-Recht in der Schweiz ausschliesst, solange kein entsprechender Übertragungsakt stattfindet. Die vorgeschlagenen Mechanismen scheinen de facto eine solche Übertragung vorzubereiten, ohne die dafür notwendigen rechtsstaatlichen Garantien und die Zustimmung des Souveräns.

Besonders alarmierend ist die potentielle Aushöhlung der direkten Demokratie. Die Möglichkeit, dass die Schweiz gezwungen wäre, EU-Recht ohne Mitspracherecht der Volksvertretung oder des Volkes zu übernehmen, gefährdet die Grundpfeiler unseres politischen Systems. Die Artikel 75 und 142 BV

garantieren dem Volk die ultimative Gesetzgebungsgewalt und die Möglichkeit zur Mitgestaltung. Eine schleichende Erosion dieser Rechte zugunsten supranationaler Regelungen ist inakzeptabel. Es muss gewährleistet bleiben, dass das Schweizer Volk über wichtige politische Entscheidungen, die seine Souveränität betreffen, befinden kann.

Die wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer solchen Übernahme von EU-Recht sind ebenfalls nicht abschätzbar und bergen erhebliche Risiken. Die Flexibilität des schweizerischen Arbeitsmarktes, die Sozialwerke und die wirtschaftliche Eigenständigkeit könnten durch unionsrechtliche Vorgaben eingeschränkt werden, was sich negativ auf die Wettbewerbsfähigkeit und den Wohlstand der Schweiz auswirken könnte.

Es ist dringend geboten, eine tiefgreifende und kritische Prüfung dieser Verhandlungsergebnisse vorzunehmen, die den Schutz der schweizerischen Souveränität, die Stärkung der direkten Demokratie und die Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien in den Vordergrund stellt. Die aktuellen Vorschläge scheinen diesen essenziellen Grundsätzen nicht ausreichend Rechnung zu tragen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene generelle Umsetzung inländischer Bestimmungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist von fundamentaler Bedeutung, dass die Souveränität der Schweiz und die Integrität ihrer Rechtsordnung gewahrt bleiben. Eine pauschale Angleichung an EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung, ohne dass dies in jedem Einzelfall einem klaren strategischen Vorteil für die Schweiz dient.

Besonders beunruhigend ist die Tendenz, völkerrechtliche Verträge, die als Umsetzungsinstrument für EU-Recht dienen, über die geltende Verfassungslage zu stellen. Artikel 120 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) legt fest, dass die Erwähnung von EU-Recht in Abkommen oder die Übernahme von EU-Recht in Schweizer Recht von der Zustimmung der Eidgenössischen Räte bedarf. Die aktuelle Ausgestaltung scheint jedoch darauf abzuzielen, diese Kontrollfunktion des Parlaments zu umgehen oder zu schwächen, indem die Übernahme von EU-Normen als gegeben hingenommen wird, bevor eine fundierte parlamentarische Debatte stattgefunden hat. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation und der rechtsstaatlichen Kontrolle, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der die rechtsstaatlichen Prinzipien und die Gewaltenteilung betont.

Des Weiteren muss die Frage der Anwendbarkeit und Auslegung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) kritisch hinterfragt werden. Solange keine effektiven Mechanismen existieren, die die Unabhängigkeit des Schweizerischen Rechts und der Schweizer Gerichte gegenüber dem EuGH garantieren, stellt die Übernahme von EU-Recht eine potenzielle Unterwerfung unter eine fremde Gerichtsbarkeit dar. Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) verpflichtet die Räte, die Rechtsordnung zu wahren. Eine blinde Übernahme von EU-Recht, dessen Auslegung letztlich nicht von Schweizer Gerichten beeinflusst werden kann, steht im Widerspruch zu diesem Gebot.

Die inländischen Umsetzungsmassnahmen müssen sicherstellen, dass die Schweiz ihre Kerninteressen, einschliesslich ihrer wirtschaftlichen und politischen Unabhängigkeit, uneingeschränkt wahren kann. Die angestrebte Harmonisierung darf nicht auf Kosten der demokratischen Mitgestaltung und der rechtsstaatlichen Prinzipien erfolgen, die das Fundament unseres Rechtssystems bilden. Eine sorgfältige, fallweise Prüfung jeder einzelnen Übernahme von EU-Recht ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass sie dem Wohl der Schweiz dient und nicht zu einer unumkehrbaren Abhängigkeit führt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politische, demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies gefährdet nicht nur die Autonomie der Kantone und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Wirtschaftsförderung, sondern unterwirft die Schweiz auch einer systematischen Überwachung durch die EU-Kommission.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Einsetzung einer Beihilfekammer, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, sind besonders besorgniserregend. Diese neue Instanz agiert faktisch als verlängerter Arm der EU und priorisiert die Kompatibilität mit EU-Recht über Schweizer Interessen. Dies widerspricht fundamental dem Geist unseres Föderalismus und untergräbt die Steuerungshoheit der nationalen und kantonalen Ebenen.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Artikel 82 Buchstabe bbis ist ein direkter Angriff auf die kantonalen Kompetenzen. Sie erlaubt der neuen Beihilfebehörde, kantonale Erlasse direkt beim Bundesgericht anzufechten, wodurch die Kantone zu Bittstellern degradiert werden. Die Verfahrensautonomie der Kantone, welche durch das BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes eingeschränkt wird, ist ein Eckpfeiler unseres föderalistischen Systems. Die Möglichkeit, demokratisch gefällte Subventionsentscheide durch eine abstrakte Normenkontrolle nach Artikel 98a BGG kippen zu lassen, ist inakzeptabel.

Auch kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr geraten unter die Kontrolle der EU. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) entzieht der Schweiz die nationale Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzen, was eine gefährliche Machtkonzentration darstellt und die Grundsätze der Gewaltenteilung untergräbt. Die Abschaffung des Mitspracherechts des Preisüberwachers in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz im Hinblick auf diese Entscheidungen. Diese Entwicklungen zeigen eine bedenkliche Tendenz zur Zentralisierung und zur Unterwerfung unter externe Regelwerke auf Kosten unserer nationalen Interessen und demokratischen Prinzipien.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) bergen erhebliche Gefahren für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, geregelt im neuen Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.), entmündigt die Schweiz. Wir werden zu einem zahlenden Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, dessen Stromnetz von Brüssel aus gesteuert wird. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen.

Die Transformation der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, wie durch die massive Ausweitung ihrer Kompetenzen (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) vorgesehen, ist eine Aushöhlung unserer demokratischen Kontrolle. Undemokratisch legitimierte Regulierungen aus Brüssel müssen umgesetzt werden, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen durch die neuen Wettbewerbsregeln geschwächt. Der Einspeisevorrang lokaler

und dezentraler Energiequellen, wie sie von Gemeindekraftwerken praktiziert wird, wird ausgehebelt.

Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verwischt sich. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Neue staatliche Umlagen werden nötig, um die Kosten der Versorgungssicherheit zu decken, die der Markt nicht übernimmt. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) ist ungenügend.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind besonders besorgniserregend. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) mit der drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, was der dezentralen Energieproduktion schadet. Der geplante Förderausschluss bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht uns abhängiger von ausländischen Märkten. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Netze nimmt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag stellen eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung von bisherigen, vom Parlament zu genehmigenden freiwilligen Beiträgen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist inakzeptabel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern im Rahmen der Budgethoheit gemäss Bundesverfassung zu entscheiden. Art. 1 KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments de facto aushebelt und die Schweiz zur reinen Vollzugsstelle diktierter EU-Zahlungsverpflichtungen degradiert.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt wie ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das erhebliche Risiko massiv steigender Forderungen, denen die Schweiz ohne Einflussmöglichkeit ausgeliefert wäre. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation von Staatsausgaben. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, deren Vorteile fraglich sind und die primär Kosten verursacht, ohne eine Garantie auf verbesserten Marktzugang zu bieten.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Gesetzgebung und signalisiert eine automatische Akzeptanz von EU-Forderungen. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes über die Friedensförderung und die Menschenrechte ist irreführend und missbraucht den guten Ruf Schweizer Friedensbemühungen, um politisch heikle finanzielle Verpflichtungen zu legitimieren. Diese Entwicklung ist kritisch zu hinterfragen und abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Lebensmittelvorschriften, getarnt unter dem Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine bedrohliche und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Diese Entwicklung bedroht nicht nur unsere über Jahrzehnte etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die ein zentraler Pfeiler unseres wirtschaftlichen Erfolgs ist, gerät durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich in Gefahr. Das angesehene Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen wichtigen

Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Die Schweiz wird zudem einer gefährlichen "Guillotineklausel" unterworfen, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen würde. Diese unhaltbare politische Erpressung entzieht der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle in diesem zentralen Bereich aushöhlt. Ähnlich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieses Abkommen ist ein schwerwiegender Angriff auf die Souveränität, die Qualität und die Traditionen der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Anpassung des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und lassen erhebliche negative Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt befürchten. Die postulierten Massnahmen erscheinen in erster Linie als kosmetische Korrekturen, die den durch die erweiterte Personenfreizügigkeit exponentiell steigenden Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen keineswegs kompensieren können. Eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, ist somit eine reale und gravierende Gefahr.

Es ist schockierend zu beobachten, wie anstatt des bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutzes nun eine Aufweichung zugunsten an EU-Standards angelehnter Regelungen angestrebt wird. Die neuen Bestimmungen sind vordergründig bürokratischer, aber in ihrer Effektivität fragwürdig, was primär ausländischen Unternehmen Vorschub leistet, die Lohndumping praktizieren wollen. Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen geschwächt, wodurch die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu einer laxeren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Anpassungen in Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts gemäss Art. 11 in Art. 13a, sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung, die auf Kompatibilität mit EU-Recht abzielt und nicht primär auf eine Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz ist ebenfalls höchst problematisch und zementiert die Kohäsionszahlungen auf eine Weise, die die Schweiz politisch und rechtlich stärker an die EU bindet.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich dem EU-Druck geschuldet ist. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Ebenso bedenklich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG), welche eine massive Abtretung von Souveränität darstellt und die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide macht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge die Souveränität der Schweiz schwächen, den Lohnschutz aushöhlen und eine Ungleichbehandlung auf dem Arbeitsmarkt fördern, während sie gleichzeitig die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Integrität unserer Rechtsordnung gefährden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public dar und höhlt unsere Souveränität massiv aus. Insbesondere die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) birgt die Gefahr einer unkontrollierten 'Rosinenpickerei' durch ausländische Anbieter. Diese werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Versorgung essenziellen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt das bewährte Modell eines flächendeckenden und qualitativ hochwertigen öffentlichen Verkehrs, der im Interesse unserer Bürgerinnen und Bürger liegt.

Die Sorge, dass bewährte Subventionen im Güter- und Regionalverkehr oder für die Rollmaterialerneuerung nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist äusserst begründet. Solche Massnahmen sind integraler Bestandteil der Sicherstellung unseres Service public und dürfen nicht durch eine unionskonforme Auslegung in Frage gestellt werden.

Die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung' vermag diese gravierenden Bedenken nicht zu zerstreuen. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor dynamisch übernommenen EU-Regulierungen, die unsere nationale Gesetzgebung künftig diktieren könnten. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die obligatorische Übernahme von Verordnungen wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert wichtige Steuerungs- und Entscheidungsbefugnisse in zentrale EU-Institutionen.

Weiterhin ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) vorgesehene Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen eine klare Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Statt die besten Lösungen für die Schweiz zu ermitteln, zwingt uns dies zur Einhaltung von unionsrechtlichen Kriterien, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die vorliegende Regelung gefährdet somit direkt die Fähigkeit der Schweiz, ihren öffentlichen Verkehr eigenständig und bedarfsgerecht zu gestalten. Die finanziellen Konsequenzen der Kabotage und die Einschränkung der Souveränität im Ausschreibungswesen sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Anpassung der Personenfreizügigkeit birgt gravierende Gefahren für die schweizerische Souveränität und das Wohlergehen unserer Bevölkerung. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche durch die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf statt zehn Jahren gewährt wird, steht in fundamentalem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem ausdrücklichen Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieser neu geschaffene Status, faktisch eine 'Niederlassung C PLUS', droht praktisch unentziehbar zu werden, selbst bei kriminellen Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke massiv, da die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden.

Die beabsichtigte Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung sowie der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel', die im Vertragspaket vorgesehen ist, erweist sich als reines Trugbild. Ihre Anwendungsbedingungen sind so extrem hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Vielmehr droht die Europäische Union mit Strafmassnahmen, sollte die Schweiz sich dennoch zu ihrer Anwendung gezwungen sehen. Dies entlarvt die Klausel als Erpressungsinstrument und nicht als Schutzmechanismus.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Entscheidungsgewalt über künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Insbesondere die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), mit der Einführung des neuen Artikels 41c und der Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei offensichtlicher Abhängigkeit wird kaum mehr möglich sein. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist lediglich ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst.

Die als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern immatrikulierten, drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Institution des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Patientensicherheit im hochsensiblen Gesundheitsbereich gefährdet und die nationale Kontrollhoheit untergräbt.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG (Artikel 49 Absatz 2, Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU im Freizügigkeitsgesetz (neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind klare Beispiele für die Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese Anpassungen, die bis in unser Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziff. 24) reichen, führen zu einer bedingungslosen Unterwerfung unter das EU-Recht und gefährden die Möglichkeit der Schweiz, die Regeln im Interesse ihrer Versicherten eigenständig zu gestalten. Die gesamte Rechtsordnung wird einer Anpassungslogik unterworfen, die unsere Souveränität schleichend und unwiderruflich untergräbt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Hans (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Berger · hanberg@me.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Die damit verbundenen Vereinbarungen scheinen einseitig auf die Interessen der EU ausgerichtet zu sein und vernachlässigen dabei schweizerische Souveränitätsansprüche sowie die Wahrung unserer nationalen Identität. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und die Bundesverfassung (BV) garantieren die rechtsstaatliche Ordnung und die demokratische Legitimation von Gesetzen. Die schrittweise Einführung von EU-Recht, wie sie durch das Europarecht bestimmt wird, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung nehmen kann, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (SR 101) verankert ist.

Die Vorstellung, dass eine Annäherung an die EU automatisch zu wirtschaftlichem Wohlstand führt, ist eine unbewiesene Annahme. Vielmehr besteht die Gefahr, dass wir uns in Abhängigkeiten begeben, die unsere wirtschaftliche Handlungsfreiheit einschränken. Die Verpflichtung zur Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte und somit die Anwendung schweizerischen Rechts massiv beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 30 der Bundesverfassung, welcher die unabhängige richterliche Beurteilung und die Anwendung des Rechts garantiert. Die angestrebte „Stabilisierung“ birgt das Risiko einer schleichenden Integration, die letztlich zu einer vollständigen Unterwerfung unter europäische Regularien führen könnte. Die Bewahrung unserer Neutralität und unserer bewährten direkten Demokratie sind wesentliche Pfeiler unserer nationalen Identität und unseres Erfolgsmodells. Eine zu starke Bindung an die EU gefährdet diese Grundpfeiler und könnte zu unvorhersehbaren negativen Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung führen. Die damit verbundenen Kosten und der Verwaltungsaufwand für die Umsetzung und Überwachung dieser Abkommen scheinen zudem in keinem Verhältnis zum fragwürdigen Nutzen zu stehen. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Auseinandersetzung mit den tatsächlichen Auswirkungen und Risiken, bevor solche weitreichenden Entscheidungen getroffen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer kritischen und tiefgreifenden Prüfung. Aus der Perspektive des Schweizer Souveränitätsprinzips und der rechtsstaatlichen Integrität sind erhebliche Bedenken zu formulieren. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch den vorgeschlagenen institutionellen Rahmen impliziert wird, stellt eine nicht hinnehmbare Aushöhlung der Schweizer Rechtsordnung dar.

Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität und die Autonomie der Kantone. Die in den Verhandlungsergebnissen angedeutete, automatische Übernahme von EU-Recht und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zur Auslegung dieses Rechts widersprechen fundamental diesem Grundsatz. Es droht eine faktische Unterwerfung unter eine fremde Rechtsordnung, ohne dass das Schweizer Volk oder die Kantone direkten Einfluss auf die Entstehung und Auslegung dieser Regeln haben. Dies steht im krassen Gegensatz zur direkten Demokratie und dem Föderalismus, wie sie in Artikel 1 BV verankert sind.

Das Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung gemäss Artikel 5 BV wird ebenfalls tangiert. Die Rechtsprechung des EuGH, der als supranationales Organ agiert, würde Schweizer Gerichte binden und die richterliche Unabhängigkeit, wie sie im Schweizer Recht verankert ist, untergraben. Die Möglichkeit, dass der EuGH verbindliche Urteile in Bereichen fällt, die bisher dem Schweizer Recht unterstanden, schafft eine Rechtsunsicherheit und eine Abhängigkeit, die mit dem Schweizer Rechtsverständnis nicht vereinbar ist. Artikel 188 Absatz 2 BV, der die Bindung von Gerichten an das Bundesgesetz festschreibt, müsste de facto neu interpretiert werden, was nicht im Sinne der Verfassung ist.

Des Weiteren muss die wirtschaftliche Dimension kritisch hinterfragt werden. Während der Zugang zum EU-Binnenmarkt angestrebt wird, darf dies nicht zu Lasten der schweizerischen Wettbewerbsfähigkeit und der heimischen Wirtschaft geschehen. Die Umsetzung von EU-Regularien, die möglicherweise nicht auf die spezifischen Bedürfnisse des Schweizer Marktes zugeschnitten sind, könnte zu einer übermässigen Belastung für Schweizer Unternehmen führen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung und die wirtschaftliche Eigenständigkeit bergen. Eine Annahme ohne grundlegende Überarbeitung würde die Kernwerte der Schweizerischen Eidgenossenschaft gefährden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Tragweite und der Auswirkungen der vorgeschlagenen Massnahmen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Es ist zu befürchten, dass die inländische Umsetzung von EU-Recht, wie sie hier angestrebt wird, zu einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Willensbildung und der Unabhängigkeit unserer Gerichte führt.

Namentlich das Prinzip der direkten Anwendung von EU-Recht, ohne vorgängige parlamentarische Genehmigung oder gar eine Volksabstimmung, steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als ein souveränes, demokratisches Land definiert. Die Möglichkeit, dass die Schweizer Bevölkerung durch die Zustimmung zu einem solchen Abkommen die Kontrolle über einen wesentlichen Teil ihrer Gesetzgebung an eine supranationale Organisation abgibt, ist zutiefst beunruhigend. Dies widerspricht ebenfalls dem Geist von Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der demokratischen Legitimation staatlichen Handelns verankert.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die richterliche Unabhängigkeit nicht zu unterschätzen. Die Verpflichtung, EU-Recht anzuwenden und dabei die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu berücksichtigen, könnte die Autonomie des Schweizerischen Bundesgerichts erheblich einschränken. Dies ist besonders kritisch im Hinblick auf Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Verbindlichkeit von Bundesgesetzen festlegt. Wenn EU-Recht jedoch primär und ohne nationale Überprüfung zur Anwendung kommt, wird die Bedeutung dieses

Verfassungsartikels geschwächt. Es besteht die Gefahr, dass die schweizerischen Gerichte gezwungen sind, EU-Vorgaben umzusetzen, die nicht im Einklang mit unseren nationalen Rechtsgrundsätzen oder den Interessen der schweizerischen Bevölkerung stehen.

Die vorgeschlagene Vorgehensweise birgt somit die Gefahr einer undurchsichtigen und wenig demokratischen Rechtssetzung, die primär den Interessen der Europäischen Union dient und die schweizerische Souveränität untergräbt. Es ist unerlässlich, dass jede Anpassung unseres Rechtsbestandes einer gründlichen nationalen Prüfung unterzogen wird und die Volkssouveränität sowie die Prinzipien der rechtsstaatlichen Demokratie uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bedauerlicherweise von unzureichender Natur und erscheinen lediglich als kosmetische Anpassungen. Sie vermögen den durch die erweiterte Personenfreizügigkeit verursachten massiven Druck auf die Schweizer Löhne nicht zu kompensieren. Es besteht die ernste Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die besonders anfällig für solche Entwicklungen sind.

Statt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken und zu festigen, wird dieser im vorliegenden Vorschlag aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer ausgestaltet, jedoch potenziell weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die mit Lohndumping aggressiv auf dem Schweizer Markt agieren wollen.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist als vergiftetes Geschenk zu betrachten. Er führt zur Schaffung einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität von KMU, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden, ohne dass dies im vorliegenden Kontext gerechtfertigt wäre.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, welcher als Ergebnis von EU-Druck betrachtet werden muss. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der

Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur staatlichen Beihilfenpolitik stellt einen beispiellosen und in seinen Konsequenzen gravierenden Angriff auf die schweizerische Souveränität und den Föderalismus dar. Die geplante Unterwerfung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime bei der Vergabe von staatlichen Beihilfen, die bisher freiheitlich-demokratische politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden waren, ist entschieden abzulehnen. Dies widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip, dass Förderentscheide von den gewählten Vertretern unseres Landes getroffen werden und nicht von einer externen Instanz diktiert werden dürfen.

Die Kantone, als Hüter der föderalistischen Autonomie, verlieren ihre Entscheidungsfreiheit über die lokale Wirtschaftsförderung. Sie werden durch die Schaffung einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern zu Bittstellern degradiert. Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die unsere nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Die Meldung und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Besonders stossend ist die im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) vorgesehene Möglichkeit, dass die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle von souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheiden vor Bundesgericht, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und die Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten darstellt. Die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) zur Schaffung einer "Superbehörde" innerhalb der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist eine gefährliche Machtkonzentration, die primär EU-Interessen und nicht Schweizer Anliegen durchsetzen wird. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Vorlage untergräbt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz und führt zu einer unzulässigen Einschränkung der Souveränität von Bund und Kantonen. Sie ist daher entschieden abzulehnen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Bahnregulierung, bergen erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ist ausserordentlich bedenklich. Diese Massnahme wird es ausländischen Anbietern, die oft von staatlicher Subventionierung im Heimatland profitieren, ermöglichen, sich auf die lukrativsten

inner-schweizerischen Bahnstrecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird zwangsläufig die SBB und andere schweizerische Transportunternehmen schwächen, die mit der Erbringung eines flächendeckenden und auch auf weniger rentablen Linien notwendigen öffentlichen Verkehrs betraut sind. Die finanzielle Basis des Service public wird somit untergraben, was langfristig zu einer Verschlechterung des Angebots und zu höheren Kosten für die Schweizer Bevölkerung führen kann.

Darüber hinaus birgt die dynamische Rechtsübernahme durch das angepasste Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) tiefeingreifende Risiken. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben, zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den optimalen Kriterien für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Regeln befolgt werden. Dies kann dazu führen, dass nationale Bedürfnisse und Prioritäten zurückgestellt werden müssen und die Vergabeentscheide nicht mehr im besten Interesse der Schweizer Steuerzahler getroffen werden.

Die Sorge, dass bewährte Subventionen im Schienenverkehr, die essenziell für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung unseres Service public sind, unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist gravierend. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das unsere Bürgerinnen und Bürger gewohnt sind. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Schutzmassnahme deklariert wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, denen die Schweiz dynamisch folgen müsste. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und der Fähigkeit, unsere eigene Verkehrspolitik zu gestalten. Es ist unerlässlich, die Unabhängigkeit unserer Bahnregulierung und die Finanzierung unseres Service public zu wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Vorgaben dar. Es ist keineswegs ein reines Sicherheitsprojekt, sondern eine umfassende Integration, die unsere hohen Produktionsstandards, unsere unabhängigen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unvermeidlich ausgehöhlt. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn unsere Produkte nach denselben, potenziell weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Die innewohnende "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsfindung blockiert. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte Vertragswerk zu Fall bringen, was die Schweiz in eine unannehmbare Abhängigkeit manövriert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben, von Ställen bis zu Restaurants, stellt einen gravierenden Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Objekten ausländischer Überwachung.

Eine beispiellose bürokratische Welle droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen systematisch untergraben, was dem Volkswillen klar widerspricht.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift die Schweizer Qualität und die Interessen unserer Produzenten und Konsumenten frontal an, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungssystem unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards. Ebenso stellen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art.

15a, 21) mit der erzwungenen Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung einen unannehmbaren Rückschritt dar, der unsere bewährten nationalen Vorschriften durch EU-Massenstandards ersetzt und unsere Souveränität in ethisch wichtigen Bereichen aufgibt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Selbst der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was uns die Fähigkeit nimmt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was die Bekämpfung von Seuchen durch starre, bürokratische EU-Mechanismen gefährdet und sowohl unsere Landwirtschaft als auch die öffentliche Gesundheit riskiert.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung adressiert weitreichende Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, die unserer Einschätzung nach eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine unzumässige Belastung für unsere Gesellschaft darstellen. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und damit verbundene Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) stehen in fundamentalem Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Auftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, und missachten den klaren Volkswillen.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuartigen «Daueraufenthaltsrechts» nach nur fünf Jahren, das faktisch eine unentziehbare «Niederlassung C PLUS» schafft. Diese Bestimmung, zusammen mit der Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern, öffnet Tür und Tor für eine unkontrollierbare Zuwanderungswelle, die unsere Sozialwerke und die öffentliche Sicherheit massiv gefährdet. Die Praxis zeigt bereits jetzt, dass die Kosten für EU-Bürger, die von Sozialhilfe leben, von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die neuen Regelungen zementieren diese unhaltbare Situation, insbesondere durch die Anpassungen im AIG (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a), welche die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme faktisch begünstigen und einen Ausschluss von Sozialhilfeempfängern erschweren.

Die vermeintliche «Schutzklausel» (neuer Art. 21b AIG) entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Lenkungswirkung entfalten wird. Vielmehr droht bei einem Versuch ihrer Aktivierung die Retourkutsche der EU in Form von Sanktionen, was diese Klausel zur reinen Erpressungsmaßnahme degradiert. Die automatische Rechtsübernahme mittels der «Integrationsmethode» untergräbt zudem die Kompetenzen des Schweizer Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Dies stellt eine unakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Die finanziellen Konsequenzen sind ebenfalls gravierend. Die im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) vorgesehenen massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein bitteres Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungssektor entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und Beitragmechanismus im HFKG belegen zudem, dass der Schweizer Steuerzahler die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu tragen hat.

Selbst unsere zweite Säule bleibt nicht verschont: Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt die berufliche Vorsorge EU-Koordinationsregeln und entzieht uns die Gestaltungsfreiheit. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein direkter Eingriff in unsere Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht findet sich sogar im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wieder.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35, 50), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die sorgfältige schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte

EU-Mechanismen. Dies birgt unkalkulierbare Risiken für die Qualität unserer Berufsstandards und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Souveränität für eine fragwürdige EU-Kompatibilität.

Zusammenfassend stellt die vorgeschlagene Anpassung des AIG das Kernstück einer Kapitulation dar, die unsere Souveränität zersetzt und die Kosten der Zuwanderung auf unseren Sozialwerken und Steuerzahlern abwälzt. Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einem neuen, rechtsverbindlichen Rahmen durch das angestrebte Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist äusserst bedenklich und stellt eine unannehmbare Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter und freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung, wie sie in Art. 1 KoBG intendiert ist, birgt erhebliche Risiken. Dieser Schritt bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Wir sehen darin faktisch eine Zwangsabgabe.

Der im Vertrag initial verankerte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint unzweifelhaft als Lockvogelangebot. Der darin vorgesehene 'rechtsverbindliche Mechanismus' zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird dann nicht mehr in der Lage sein, diese Forderungen abzulehnen, und muss sich dem Diktat der EU beugen. Dies positioniert die Schweiz als reine Nettozahlerin ohne Stimmrecht oder Einflussnahme auf die Verwendung der Gelder. Es fehlt jede Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir bezahlen faktisch für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität einschränkt und kaum greifbare Vorteile bietet.

Die Schaffung des KoBG dient einzig und allein dazu, die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Ebenso ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Hier wird der an sich ehrenwerte 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und in ein positives Licht zu rücken. Wir lehnen diese Vorgehensweise entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromsektor im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Es ist zutiefst beunruhigend, dass die Schweiz durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E faktisch zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheide über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die Unabhängigkeit unserer Energiepolitik untergräbt.

Die Schweizer Energieregulierungsbehörde ElCom wird de facto zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und die Implementierung undemokratisch legitimierter

Vorschriften aus Brüssel.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was erhebliche finanzielle Einbussen für diese Kantone bedeuten würde.

Ferner werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung und den verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19) zerstört diese bewährten Strukturen.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG im Kontext der vollständigen Marktliberalisierung bestätigt diese Befürchtung.

Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, welche die Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW senkt, ist ein direkter Schlag gegen bürgernahe Energieproduktion.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die uns die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur kosten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Bedenken und lässt fundamentale Fragen bezüglich der Souveränität und der demokratischen Legitimität unseres Landes offen. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Entscheidungsfindung im Inland kritisch zu beleuchten.

Die Übernahme von EU-Recht durch institutionelle Angleichung, wie sie implizit in einem solchen Paket angelegt sein könnte, widerspricht diametral dem Geist und Buchstaben des schweizerischen Rechts, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die automatische Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union würde de facto eine Unterordnung unter fremde Gesetzgebung bedeuten und die Möglichkeit unseres Parlamentes und unseres Volkes, eigene Gesetze zu gestalten, erheblich einschränken. Dies steht auch im Widerspruch zu Artikel 164 BV, der die bundesrätliche Politik auf die Interessen der Schweiz ausrichtet.

Darüber hinaus wirft die Ausgestaltung der Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), gravierende Bedenken auf. Eine Bindung an Urteile des EuGH, selbst in

Bereichen, die nicht explizit durch bilaterale Abkommen geregelt sind, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben und die Anwendung des schweizerischen Rechts in Frage stellen. Die kantonalen Verfassungen und die Geltung des föderalistischen Prinzips, wie es in den Artikeln 1 und 3 BV verankert ist, könnten hierdurch empfindlich getroffen werden. Artikel 190 BV schränkt die Bindung der Gerichte an Bundesgesetze ein, eine Ausdehnung dieser Bindung auf supranationale Rechtsprechung wäre ein tiefer Einschnitt.

Die im Raum stehende Übernahme von EU-Regulierungen ohne die entsprechende Mitgestaltungsmöglichkeit der Schweiz, die wir bei einer Vollmitgliedschaft hätten, stellt ein nicht tragbares Demokratiedefizit dar. Die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) garantiert in Artikel 2 die Wahrung der eidgenössischen Souveränität und der Freiheiten. Ein Abkommen, das diese Souveränität aushöhlt und die direkte Einflussnahme der schweizerischen Bevölkerung und ihrer gewählten Vertreter schwächt, ist abzulehnen. Die Risiken für die Rechtssicherheit und die verfassungsrechtliche Identität der Schweiz sind immens.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Clemens Bimek (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Clemens Bimek · 0788528331 · clemens.bimek@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der vereinbarten Regelungen mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und ökonomische Bedenken auf, die eine kritische Prüfung und Abweisung des vorliegenden Entwurfs nahelegen. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne angemessene Rücksichtnahme auf die schweizerische Souveränität und die spezifischen Bedürfnisse unserer Volkswirtschaft, ist abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen des Föderalismus und der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft.

Die anvisierte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der rechtssetzenden Gewalt des Schweizer Parlaments. Die fortlaufende Annahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen könnte dazu führen, dass die nationale Gesetzgebung primär auf die Adaption fremder Regelungen ausgerichtet wird, anstatt auf die eigenständige Gestaltung politischer und wirtschaftlicher Rahmenbedingungen im Interesse der Schweiz. Dies würde die verfassungsrechtlich garantierte Kompetenzverteilung untergraben und das Prinzip der Volkssouveränität, das durch die BV gestärkt wird, schwächen. Die vorgesehene Harmonisierung könnte in der Praxis zu einer einseitigen Anpassung an Brüsseler Vorgaben führen, die nicht notwendigerweise mit den Schweizer Interessen übereinstimmen.

Darüber hinaus sind die ökonomischen Konsequenzen einer solchen engen Anbindung an die EU kritisch zu hinterfragen. Es besteht die Gefahr, dass sich die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen durch die Übernahme von EU-Standards verschlechtert, insbesondere wenn diese über die nationalen Bedürfnisse hinausgehen oder die Kosten für die Unternehmen erhöhen. Die Annahme von EU-Regulierungen könnte insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) eine übermässige Belastung darstellen. Die Bundesverfassung, speziell in Bezug auf die Wirtschaftspolitik und die Förderung des Werkplatzes Schweiz, fordert eine Politik, die die nationalen Interessen in den Vordergrund stellt. Die blinde Übernahme von EU-Recht könnte diesem Gebot widersprechen und die schweizerische Wirtschaft schwächen, anstatt sie zu stärken.

Die Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an europäische Institutionen, wie sie bei der automatischen Übernahme von EU-Recht impliziert ist, steht im direkten Gegensatz zur schweizerischen Souveränität. Artikel 164 der Bundesverfassung betont die Rolle des Parlaments als oberste beschlussfassende Behörde. Eine Regelung, die die Möglichkeit einer unabhängigen nationalen Meinungsbildung und Gesetzgebung stark einschränkt, ist daher abzulehnen. Die vorgesehene Vorgehensweise birgt zudem die Gefahr, dass die Schweiz in Rechtsentwicklungen der EU einbezogen wird, ohne Einfluss auf deren Entstehung nehmen zu können, was eine erhebliche Beeinträchtigung der demokratischen Legitimität und der nationalen Selbstbestimmung darstellt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen tiefgreifenden Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, dass Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, welche dem Volk Rechenschaft schuldig sind, durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist inakzeptabel. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die essenziell für die lokale Wirtschaftsförderung, den Regionalverkehr, Kantonalbanken, die Kultur und lokale KMU sind, werden einer zentralen, EU-konformen Behörde unterworfen. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie massiv.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese Beihilfekammer wird ihre Entscheide nicht primär auf Schweizer Interessen, sondern auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert. Sie haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft, was eine inakzeptable Herabstufung darstellt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz schwächt und die Transparenz verringert.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Sicherung des Service public und der nationalen Souveränität. Die geplante Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer ungleichen Wettbewerbssituation. Ausländische Anbieter könnten sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die mit der Finanzierung der weniger rentablen, aber für die flächendeckende Versorgung notwendigen Nebenlinien betraut sind, finanziell stark unter Druck geraten. Dies untergräbt das Fundament unseres Service public, das auf einer ausgewogenen Erschliessung des gesamten Landes basiert.

Darüber hinaus ist die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", die als Schutzmassnahme angepriesen wird, rechtlich als nicht bindend einzustufen. Sie bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz weiterhin dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet, dass wir uns potenziell zukünftigen Regulierungen aus Brüssel ausliefern, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu prüfen oder abzulehnen. Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) unterstreicht diese Problematik, indem er die Schweiz

verpflichtet, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schwächt die Entscheidungsfreiheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes und könnte dazu führen, dass die besten Lösungen für die Schweiz zugunsten von EU-konformen Kriterien zweitrangig werden. Die Gefahr einer Aushöhlung nationaler Steuerungskompetenzen, beispielsweise durch die Aufnahme von Regelungen wie zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist offensichtlich und führt zu einer fortschreitenden Verlagerung der Entscheidungsgewalt an zentrale EU-Stellen. Die Integrität unseres bewährten Schienensystems und die Qualität des Angebots für die Schweizer Bevölkerung scheinen durch diese Entwicklungen ernsthaft gefährdet.

Lebensmittelsicherheit

Die unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" vorliegende Vorlage repräsentiert kein vertiefendes Sicherheitsabkommen, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese geplante Angleichung bedroht nicht nur die aussergewöhnlich hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, steht auf dem Spiel, da die Anpassung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland" führen wird.

Besonders besorgniserregend ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was einer inakzeptablen politischen Erpressung gleichkommt und jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht unsere Produzenten zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Die erwartete Welle der Bürokratie ist erdrückend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und zu einer erstickenden Bürokratie sowie einem Verlust an hohen Standards führt.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt; die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen zur Aufgabe oft strengerer nationaler Vorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards, ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was die Bekämpfung von Seuchen gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt einen fundamentalen Bruch mit dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung dar. Die geplante Gewährung eines „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, eine de facto „Niederlassung C PLUS“, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die praktisch unentziehbare Natur dieses Status, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die Prinzipien der Eigenverantwortung und des Rechtsstaates.

Darüber hinaus fördert die vorgeschlagene Regelung die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme in beispiellosem Ausmass. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, unabhängig von ihrem Beitrag zur Gesellschaft oder ihrer finanziellen Situation. Die daraus resultierenden Kosten für Sozialhilfe und andere Leistungen werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reine Illusion. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was die Klausel eher zu einer Erpressung macht als zu einem Schutzmechanismus. Die automatische Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung durch die „Integrationsmethode“ entzieht dem Schweizer Parlament und Volk die entscheidende Mitsprache bei der Gestaltung künftiger Rechtsentwicklungen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Dies steht im krassen Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Auftrag zur Steuerung der Zuwanderung.

Die ebenfalls im AIG vorgesehene neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b ist ein zahnloser Tiger. Sie gewährt zwar Indikatoren, überlässt aber die entscheidenden Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dieses System opfert die schweizerische Gründlichkeit für die EU-Kompatibilität und schwächt unsere nationalen Qualitätsstandards. Die Anbindung an das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGVB institutionalisiert die Unterordnung unter ein automatisierte Anerkennungssystem, welches die bewährte schweizerische Prüfung von Berufsqualifikationen ersetzt und die Patientensicherheit im Gesundheitsbereich gefährdet.

Die Schweiz verliert mit diesen Massnahmen die Kontrolle über ihre eigenen Gesetze und ihre Zukunft. Die vorliegende Vorlage untergräbt unsere Souveränität, belastet unsere Sozialwerke und setzt unsere Bevölkerung einem unkalkulierbaren Zuwanderungsdruck aus.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle über unsere Steuergelder auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar und beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels gegenüber der EU. Dies wird durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert, welches die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung etabliert und somit dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag entzieht.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge ist offensichtlich dazu konzipiert, die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu machen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr dient hierbei lediglich als Lockvogelangebot. Die automatische Folge solcher Mechanismen wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen, gegen die die Schweiz keine Möglichkeit mehr haben wird, Einspruch zu erheben. Die Schweiz bezahlt somit für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile, wie einen garantierten besseren Marktzugang oder

die Beseitigung von Handelshemmnissen, mit sich bringt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die Ausübung von Verordnungsbefugnissen des Bundesrates (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies untergräbt die Budgethoheit des Parlaments erheblich. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt scheint hier ein permanentes Instrument zur Geldbeschaffung für die EU geschaffen zu werden, das die demokratische Entscheidungsfindung in der Schweiz massiv schwächt.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Stromversorgung bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Eine institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie sich aus dem StromVG Art. 4a ff. und dem EnG Art. 15 neu ergibt, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine gravierende Abgabe von nationaler Hoheit darstellt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, eigenständigen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Weiterhin werden unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und dem Rückgrat unserer Energieversorgung schadet.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochriskantes Unterfangen, das die Grundversorgung in Krisenzeiten gefährdet. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG unter Art. 4a ff. und im EnG unter Art. 15 neu vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung fragwürdig und weisen erhebliche Mängel auf. Es ist offensichtlich, dass die angedachten Regelungen eher kosmetischer Natur sind und die massive Erosion des Schweizer Lohnniveaus, die mit der Ausweitung der Personenfreizügigkeit einhergeht, in keiner Weise kompensieren können. Insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren

Einkommensklassen droht eine flächendeckende Abwärtsspirale. Anstatt den bewährten und überaus wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und unangemessen an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln erscheinen bürokratischer, sind aber in ihrer Effektivität gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich unterlegen. Dies begünstigt ausschliesslich ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die Neuregelungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweckt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Integrität unseres Landes. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht durch institutionelle Angleichung birgt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen gemäss Artikel 7 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (SR 0.192.121.3) untergräbt das Prinzip der demokratischen Legitimation, da diese Regeln ohne direkte parlamentarische Zustimmung und ohne Volksabstimmung in unser Rechtssystem einfliessen würden. Dies steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind.

Weiterhin ist fraglich, inwieweit die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, wie sie im Rahmen der Kohäsionszahlungen oder durch die Übernahme von Kosten für die Umsetzung von EU-Recht erfolgt, verhältnismässig und vorteilhaft für die Schweiz ist. Die Verpflichtung zur Kostenübernahme für die Implementierung von Richtlinien, für deren Entstehung wir keine Mitsprache hatten, widerspricht dem Prinzip der wirtschaftlichen Selbstbestimmung. Artikel 124 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Unabhängigkeit und das Wohlergehen des Landes betont, scheint hier tangiert.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die Akzeptanz der Jurisdiktion des EuGH in Angelegenheiten, die unser nationales Recht betreffen, würde die Souveränität der Schweizer Gerichte und die Autonomie unserer Rechtsordnung massiv einschränken. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zu Artikel 1 des Obligationenrechts (OR) und dem Grundsatz der nationalen Rechtsordnung. Es ist unzureichend, wenn behauptet wird, dies diene der Rechtssicherheit. Vielmehr droht eine Abhängigkeit von einem ausländischen Gericht, dessen Urteile unser Rechtssystem unwiderruflich prägen könnten, ohne dass das Schweizer Volk oder sein

Parlament die Möglichkeit hatten, darauf Einfluss zu nehmen. Diese institutionelle Übernahme birgt unannehmbare Risiken für die Eigenständigkeit der Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist äusserst fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht darstellt, die die schweizerische Rechtsordnung fundamental gefährdet.

Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Legitimation, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Gemäss Artikel 5 BV muss sich der Staat in seinem Handeln an Recht und Gesetz halten. Die unkritische Übernahme von EU-Recht würde jedoch bedeuten, dass die Schweiz Gesetze anwendet, deren Entstehungsprozess sie nicht mitgestaltet und deren Ziele nicht notwendigerweise mit den schweizerischen Interessen übereinstimmen. Dies untergräbt die demokratische Kontrolle über die Gesetzgebung und die Möglichkeit, die nationalen Besonderheiten in der Rechtssetzung zu berücksichtigen.

Darüber hinaus besteht die ernsthafte Gefahr, dass die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte durch eine stärkere Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) tangiert wird. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung an das Recht. Eine obligatorische Anwendung von EuGH-Urteilen, auch wenn diese im Widerspruch zu nationalem Recht oder verfassungsrechtlichen Grundsätzen stehen, würde diese Unabhängigkeit aushöhlen und die schweizerische Rechtsordnung einer externen Autorität unterstellen, die nicht demokratisch legitimiert ist.

Die Betonung der "engen wirtschaftlichen Verflechtung" als Rechtfertigung für weitergehende Zugeständnisse an die EU ignoriert die strategischen Vorteile, die eine souveräne Schweiz auf dem internationalen Parkett geniesst. Die Gefahr, dass sich diese Verflechtung zu einer einseitigen Abhängigkeit entwickelt, die wirtschaftlichen Druck und politische Einflussnahme durch die EU ermöglicht, ist real. Artikel 41 BV, der das Wohl der Bevölkerung und die Sicherung einer nachhaltigen Lebensgrundlage der Bevölkerung als Ziele des staatlichen Handelns nennt, könnte durch eine derartige Vereinbarung gefährdet werden, wenn nationale Interessen zugunsten europäischer Vorgaben zurückgestellt werden müssen.

Die vorgeschlagene Stabilisierung scheint eher auf eine Annäherung an die EU-Standards abzuzielen, als auf eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe. Es muss hinterfragt werden, ob die damit verbundenen Nachteile für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Unabhängigkeit und die demokratische Selbstbestimmung nicht die potenziellen Vorteile bei weitem überwiegen. Ein kritischer und abwägender Ansatz ist unerlässlich, um die Grundfesten unserer Verfassung und unseres Rechtsstaates zu schützen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Es drängt sich die Frage auf, ob diese Ergebnisse tatsächlich im Interesse der Schweiz sind und die Souveränität sowie die rechtsstaatlichen Grundsätze unseres Landes wahren.

Insbesondere die Ausweitung der direkten Anwendung von EU-Recht, wie sie in den sektoriellen Abkommen vorgesehen ist, wirft erhebliche Bedenken auf. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Gestaltung hat, widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Volkssouveränität und die Rechte des Volkes, wozu auch die Mitgestaltung der Gesetzgebung gehört. Die automatische Übernahme von EU-Recht schwächt die parlamentarische Kontrolle und die Möglichkeit des Stimmvolks, auf Gesetzesänderungen Einfluss zu nehmen.

Darüber hinaus sind die Konsequenzen für die Rechtsprechung in der Schweiz nicht zu unterschätzen. Die Verpflichtung, die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu berücksichtigen, könnte zu einer Aushöhlung der nationalen Rechtstradition und der Unabhängigkeit unserer Gerichte führen. Gemäss Artikel 194 Absatz 2 der Bundesverfassung muss sich die Schweiz auf der Grundlage der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf Verträge stützen. Eine faktische Bindung an die EuGH-Rechtsprechung ohne entsprechende schweizerische Gesetzgebungsgrundlage untergräbt diese Prinzipien. Dies könnte auch im Widerspruch zum Obligationenrecht (OR) und anderen nationalen Gesetzen stehen, deren Auslegung und Anwendung potenziell durch fremdes Recht überlagert würde.

Die Komplexität der Regelungen und die mangelnde Transparenz der Verhandlungsprozesse erschweren zudem eine fundierte Beurteilung der langfristigen Auswirkungen. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz in Abhängigkeiten begibt, die ihre Handlungsfreiheit einschränken und ihre wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit beeinträchtigen. Die Bewahrung unserer spezifischen schweizerischen Identität und unseres Rechtsstaates muss oberste Priorität haben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heinz Brunner (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Heinz Brunner · 0786895514 · hei-bru@ggaweb.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Viel zu einseitig. Niemals unterschreiben, niemals in diesem Ausmasse annehmen. Aber das wäre eine längere Diskussion

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Ich empfinde diese als eine sehr einseitige Machtdemonstration der EU welche ich absolut nicht teile. Auch habe ich den Pandemievertrag ausgedruckt und durchgelesen. Auch wenn es mir schwer viel habe ich die klare Meinung, dass wir nur die Zahlstelle Europas werden würden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Viel zu harmlos. Es wir viel zu wenig hinterfragt und diskutiert. Das Volk soll entscheiden, da dass Volk der Souverän ist. Es kann nicht sein, dass Herr Cassis ohne das Volk zu involvieren Papiere unterschreibt welche wir nicht wollen. Es muss mehr kritische Fragen geben, diskutieren und ehrlich miteinander die Frage der EU erläutern. So geht es definitiv nicht und viele Bürgerinnen und Bürger werden so verunsichert und verärgert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Absolute Katastrophe. Solange es wenig waren, war dies noch tragbar. Nun sind es zuviel, die wir durchfüttern müssen und die nichts zu unserem Wohle beitragen.

Strom

Es macht mir Angst wenn ich lese, dass die Schweiz bei einem Stromkollaps nur 28 Tage, bin mir nicht ganz sicher, Strom hätten. Wir brauchen zu viel davon. Jeder kann etwas dafür tun. Grosse Plakate brauchen keinen Platz für Werbung. Weg damit, die Innenstädte brauchen viel zu viel Strom. Mehr Wasserkraft, davon hätten wir genug Ressourcen. Sicher keine Windturbinen. Ein weiteres Atomkraftwerk würde uns helfen. Japan alleine hat über 50 davon und wir machen ein Riesen Theater daraus. Es ist nicht mehr zum zuschauen was die hiesige Politik treibt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Eine klare und unzumutbare Situation. Ich möchte nicht alles der Immigration zustreiben, jedoch in diesem Ausmass welches wir erleben, fühle ich mich nicht mehr wohl in unserem Land. Auch habe ich Angst um unsere Kinder die sich teilweise nicht mehr frei bewegen können. Es gibt zuviel Menschen aus Ländern die unser System ausnutzen. Stehlen, ausrauben, vergewaltigen, bedrohen und sich nicht an unsere Gepflogenheiten anpassen. Wer nicht Respekt zeigt und unsere Werte teilt, muss unser Land gestern verlassen. Es kann nicht sein, dass Menschen aus Ländern teils über 20 Delikte ausüben dürfen bevor sie gehen müssen. Mann muss sich

immer in die Personen, Firmen, Geschäfte hinein versetzen, denen etwas passiert, gestohlen, bedroht oder die sonst etwas erlebt haben.

Landverkehr

Viel zu viele Autos. Wir sind zu viele Menschen in unseren kleinen Schweiz. Ich bin für eine Obergrenze von 8,5 Millionen. Und ich bin mir sicher, wenn man sämtliche Menschen, die nichts zu suchen haben bei uns zusammen zählen würden, kämmen wir locker auf diese Zahl.

Lebensmittelsicherheit

Eine absolute Frechheit. Was unsere Grosskonzerne sich erlauben. Jeden Tag werden Tonnenweise Abfall weggeschmissen von wunderbarem Wert und Qualität. Ich habe selbst bei einer Organisation mitgewirkt und weiss was möglich wäre wenn Coop, Migros und Denner zusammen arbeiten würden. Eine absolute Sauerei. Ich kann die überfüllten Regale nicht mehr sehen in den Läden. Jetzt kommt die Weihnachtszeit und alles ist wieder überfüllt mit tausenden Packungen Fleisch, Schoggi, Guezli. Ich esse liebend gerne, auch Fleisch, aber dies ist nicht mehr tragbar.

Staatliche Beihilfen

Wir haben genug eigene Probleme. Zuerst müssen wir unsere lösen bevor wir stehts so viel Geld in andere Länder investieren. Staatliche Beihilfen im Rahmen an Länder, die eine geordnete Regierung haben. Ansonsten alles sofort einstellen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein bin ich nicht. Im Allgemeinen passt mir dir Entwicklung dieser EU schon zu Beginn weg nicht und jetzt schon gar nicht mehr. Ein Krieg mit einem Nachbar, der es über Jahrzehnte weg versucht hat mit Deutschland ein gutes Verhältnis zu pflegen, kann ich nicht unterstützen. Es ist eine Schande was die EU mit der Präsidentin fabriziert.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Antoinette (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Bucher Antoinette · 076 458 26 48 · ano.bucher@icloud.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den verschiedenen Abkommen im Raum steht, untergräbt die rechtsstaatliche Ordnung, die im Schweizerischen Bundesrecht verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung ohne eigene parlamentarische Debatte und Anpassung verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, der besagt, dass das Volk und die Kantone die Staatsgewalt ausüben.

Konkret ist die drohende Übernahme des sogenannten EU-Acquis ohne effektive Kontrollmechanismen bedenklich. Dies würde bedeuten, dass Schweizer Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger potenziell neuen Regeln unterworfen wären, die nicht im Rahmen unseres demokratischen Prozesses entstanden sind. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in letzter Instanz über die Auslegung des übernommenen EU-Rechts entscheidet, stellt eine inakzeptable Einschränkung der nationalen Rechtsordnung dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) gelten Schweizer Gesetze und Gerichtsentscheide. Die Einbindung des EuGH würde dieses Fundament aushöhlen.

Ferner ist die Sorge berechtigt, dass eine engere Bindung an die EU zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Neutralität führen könnte. Eine stärkere Verflechtung, insbesondere in sicherheitspolitischen Fragen, könnte die Schweiz in

Konflikte hineinziehen, die ihren Kerninteressen widersprechen und die im Völkerrecht verankerte Neutralität der Schweiz gefährden. Es stellt sich die Frage, wie die Unabhängigkeit in der Aussen- und Sicherheitspolitik gewahrt werden kann, wenn zentrale Entscheidungen durch EU-Institutionen beeinflusst oder gar diktiert werden.

Die wirtschaftlichen Verlockungen der EU dürfen nicht über die gravierenden rechtlichen und politischen Nachteile hinwegtäuschen. Eine Überfremdung des schweizerischen Rechts birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, eigene Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der schweizerischen Bevölkerung entsprechen. Artikel 190 Absatz 1 BV bestimmt, dass Bundesgesetze sowie allgemein verbindliche Beschlüsse des Parlaments und des Bundesrates für alle massgebend sind. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Bedeutung dieser nationalen Gesetzgebung de facto schmälern und könnte zu Rechtsunsicherheit führen. Die vorgelegten Vorschläge erfordern daher eine sehr kritische Prüfung und dürfen die Souveränität der Schweiz nicht kompromittieren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Bedenken und kann einer kritischen Prüfung nicht standhalten. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen tatsächlich im Interesse der Schweiz liegen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer einzigartigen Rechtsordnung darstellen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht ist besorgniserregend. Das Prinzip der direkten Demokratie, wie es im Schweizer Recht durch Artikel 138, 139 und 139a der Bundesverfassung verankert ist, wird durch diese Praxis massiv untergraben. Die Möglichkeit, das Volk über wichtige Gesetzesänderungen abstimmen zu lassen, würde in vielen Fällen leerlaufen, wenn die Schweiz unweigerlich an EU-Recht gebunden wäre, das sie nicht mitgestalten kann. Dies widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns und dem Wesen unserer direkten Demokratie.

Die Gefahr einer sogenannten "Einheitsmeinung" im Stile des EU-Rechts, wie sie auch in der juristischen Literatur diskutiert wird, ist real. Die Unabhängigkeit unseres Gerichtswesens, das durch das Schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) und die Bundesverfassung geschützt ist, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht und die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gefährdet werden. Artikel 190 der Bundesverfassung, der besagt, dass die Bundesgesetze für die Eidgenossenschaft und für alle ihre Behörden und Bürger verbindlich sind, erhält in diesem Kontext eine neue, problematische Dimension. Wenn diese Bundesgesetze künftig primär aus Brüssel diktiert werden, verlieren sie ihre eigentliche Legitimation.

Zudem erscheint die finanzielle Belastung für die Schweiz als nicht ausreichend transparent und potenziell exorbitant. Die Übernahme von Verpflichtungen ohne klare Gegenleistung und ohne die Möglichkeit, Einfluss auf die Verwendung der Mittel zu nehmen, ist wirtschaftlich fragwürdig.

Die vorgelegten Vereinbarungen scheinen eher darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die EU anzubinden, ohne ihr die Vorteile einer Vollmitgliedschaft oder die Vorteile eines echten Partnerschaftsabkommens zu gewähren. Die Schweiz würde die Pflichten übernehmen, aber die entsprechenden Rechte und Einflussmöglichkeiten blieben ihr verwehrt. Dies ist ein unhaltbarer Zustand, der die schweizerische Eigenständigkeit und unsere bewährte Rechtsordnung massiv gefährdet. Eine kritische Überprüfung und gegebenenfalls eine Neuausrichtung der Verhandlungsposition sind daher unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen bezüglich der inländischen Umsetzung von EU-Recht auf, die nicht unkommentiert bleiben dürfen. Es ist äusserst bedenklich, mit welcher Geschwindigkeit und scheinbar unzureichenden Prüfung die Schweiz sich verpflichtet, Bestimmungen zu übernehmen, die potenziell erhebliche Auswirkungen auf unsere Souveränität und unsere Rechtsordnung haben. Insbesondere die ungeprüfte Übernahme von EU-Regularien birgt die Gefahr, dass schweizerische Gesetzgebungs- und Justizkompetenzen schleichend ausgehöhlt werden.

Das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht, wie es in der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs etabliert ist, steht im krassen Widerspruch zu unserem rechtsstaatlichen Verständnis. Unser Rechtssystem fusst auf der Gewaltenteilung und der parlamentarischen Souveränität, die eine sorgfältige Prüfung und Verabschiedung von Gesetzen durch unsere gewählten Vertreter vorsieht. Die automatische Übernahme von EU-Recht untergräbt dieses Prinzip fundamental. Artikel 6 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (LG) fordert beispielsweise, dass Gesetze verständlich, klar und umfassend sein müssen. Dies ist bei der Übernahme von EU-Recht, das oft komplex und nur in englischer Sprache verfügbar ist, nicht immer gewährleistet.

Darüber hinaus ist die Kompatibilität der vorgeschlagenen Massnahmen mit der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere mit den Grundrechten und der föderalistischen Struktur, fraglich. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Die schleichende Übernahme von EU-Recht, die potenziell auch durch den Europäischen Gerichtshof in Luxemburg ausgelegt wird, könnte zu einer Abhängigkeit führen, die dieser Verfassungsbestimmung widerspricht. Die Gefahr einer faktischen Rechtsangleichung ohne eine demokratische Legitimation auf nationaler Ebene ist real und muss mit aller Deutlichkeit kritisiert werden.

Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat und das Parlament die Auswirkungen jeder einzelnen EU-Bestimmung auf die schweizerische Rechtsordnung, die Wirtschaft und die Gesellschaft eingehend prüfen, bevor sie vorschnelle Verpflichtungen eingehen. Die Beibehaltung unserer Gesetzgebungshoheit und die Wahrung unserer nationalen Interessen müssen oberste Priorität haben. Die vorliegende Vernehmlassung lässt befürchten, dass diese Grundsätze nicht ausreichend berücksichtigt werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die Abschaffung der heutigen, bewährten Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert werden, durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist zutiefst bedenklich.

Insbesondere die Unterstellung von Förderungen für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU unter eine solche Aufsicht widerspricht dem Geist unserer direkten Demokratie.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern, deren Genehmigung künftig erforderlich ist, massiv untergraben. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, da die Kantone von eigenständigen Entscheidern zu Bittstellern herabgestuft werden. Die Schweiz unterwirft sich somit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Schaffung einer "Superbehörde" – der Beihilfekammer der WEKO – die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, ist nicht akzeptabel. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aushebelt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Das Bundesverwaltungsgericht erhält durch neue Artikel (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) weitere Zuständigkeiten, die die Zentralisierung der Rechtskontrolle zementieren und kantonalen Souveränität aushebeln.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dieser Sektor wird vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dem ungestörten Agieren der neuen EU-konformen Behörde.

Lebensmittelsicherheit

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Strom

Finanzieller Beitrag

Landverkehr

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und erheblichen Bedenken. Es drängt sich der Eindruck auf, dass die schweizerischen Interessen und die Souveränität unseres Landes in diesen Verhandlungen nicht ausreichend gewahrt wurden.

Insbesondere die im Entwurf vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Gefahren für unsere Rechtsordnung. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Achtung der verfassungsmässigen Ordnung, welche durch die faktische Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) massiv gefährdet wäre. Eine solche Unterwerfung widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, indem sie die letzte Entscheidungsinstanz über für die Schweiz massgebliche Rechtsfragen an eine ausländische Institution delegiert. Die vom EuGH ausgelegte EU-Gesetzgebung würde schweizerische Gerichte binden und damit die richterliche Unabhängigkeit untergraben.

Des Weiteren ist die vorgesehene Übernahme der Personenfreizügigkeit in ihrer aktuellen Form problematisch. Das Freizügigkeitsabkommen mit der EU wurde ursprünglich unter anderen Rahmenbedingungen und mit anderen Erwartungen abgeschlossen. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse scheinen keine ausreichenden Mechanismen vorzusehen, um die negativen Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke wirksam zu kompensieren. Artikel 118a der Bundesverfassung, der die Kompetenzen der Kantone in Bezug auf die Zuwanderung regelt, könnte durch die unkontrollierte Übernahme von EU-Recht faktisch ausgehöhlt werden.

Auch die finanzielle Beteiligung an EU-Instrumente und -Programme ist kritisch zu hinterfragen. Ohne eine klare und transparente Gegenleistung, die den schweizerischen Nutzen eindeutig belegt, stellt dies eine erhebliche finanzielle Belastung dar, die zulasten der schweizerischen Steuerzahler geht. Die Gewährleistung einer stabilen und tragfähigen Finanzordnung, wie sie im Budgetrecht des Bundesrats und des Parlaments verankert ist, könnte durch unvorhersehbare und fortlaufende Zahlungsverpflichtungen beeinträchtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eher einer Angleichung als einer gleichberechtigten Partnerschaft entsprechen. Es bedarf einer grundlegenden Überprüfung, ob diese Ergebnisse im besten Interesse der Schweiz sind und ob sie mit den Grundpfeilern unserer Verfassung vereinbar sind. Eine blinde Übernahme von EU-Regelungen ist abzulehnen.

CHARBONNIER Danièle

Rte de Bardonnex 37
1228 Plan-les-Ouates

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, le 22.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Danièle Charbonnier

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: erich (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: daellenbach · - · daelleric@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und Rechtsetzungstätigkeit höchst fragwürdig. Es drängt sich die Frage auf, ob die ausgehandelten Regelungen tatsächlich den Interessen der Schweiz dienen oder ob eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht stattfindet.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtstiteln, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens angestrebt wird, wirft grundlegende verfassungsrechtliche Probleme auf. Artikel 164 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Wahrung der bundesstaatlichen Ordnung und die Eigenständigkeit der Kantone verankert, scheint hierbei in Gefahr zu geraten. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne ausreichende Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse, könnte die legislative Eigenverantwortung des Bundes und der Kantone massiv untergraben.

Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in den vorgeschlagenen Streitbeilegungsmechanismen kritisch zu hinterfragen. Die bindende Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, selbst wenn dieses nur in adaptierter Form in die schweizerische Rechtsordnung überführt wird, stellt eine unzumässige Beschneidung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtskompetenzen dar. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien des rechtsstaatlichen Verfahrens und dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr, dass schweizerische Gerichte gezwungen wären, Entscheidungen eines fremden Gerichtshofs zu übernehmen, ohne deren eigene rechtliche Überzeugung widerspiegeln zu können, ist real und bedrohlich.

Die mangelnde Transparenz während des Verhandlungsprozesses und die unklaren Auswirkungen der vorgeschlagenen Übernahme von EU-Rechtstiteln lassen Zweifel an der demokratischen Legitimation des Verfahrens aufkommen. Artikel 166 der Bundesverfassung betont die Bedeutung der Mitwirkung von Kantonen und interessierten Kreisen. Es ist unklar, inwieweit diese Mitsprache tatsächlich gewährt und berücksichtigt wurde.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht die gebotene kritische Distanz zur Europäischen Union wahren und potenziell fundamentale Bestimmungen der schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere die Wahrung der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien, gefährden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Der vorliegende Vorschlag zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und stellt die Souveränität der Schweiz infrage. Die angestrebte Annäherung, die offensichtlich eine engere Einbindung in die Rechtsordnung der Europäischen Union vorsieht, ist aus mehreren Gründen kritisch zu betrachten. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation im Inland ist gravierend.

Gemäss Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung obliegt die Rechtssetzung den eidgenössischen Räten. Eine automatische oder de facto Übernahme von EU-Recht würde dieses verfassungsmässige Prinzip untergraben und die parlamentarische Kontrolle schwächen. Die Schweiz würde Gefahr laufen, zu einem blossen Empfänger von Rechtsnormen zu werden, deren Entstehung und Inhalt sie nur noch marginal beeinflussen kann. Dies widerspricht fundamental dem Selbstbestimmungsrecht der Schweizer Bevölkerung und der Achtung der nationalen Identität, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert sind.

Die vorgeschlagene "Stabilisierung" könnte ferner zu einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung führen. Neue EU-Gesetzgebung, die ohne eine sorgfältige Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit dem schweizerischen Recht und den schweizerischen Verhältnissen in die nationale Rechtsordnung integriert wird, birgt die Gefahr von Widersprüchen und einer übermässigen Komplexität. Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung fordert, dass das Recht klar und verständlich sein muss. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Recht könnte diesem Gebot zuwiderlaufen.

Darüber hinaus stellt sich die Frage, ob die angeblichen Vorteile einer solchen Annäherung die erheblichen Nachteile für die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prozesse aufwiegen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, auch wenn sie subtil verpackt wird, würde die Handlungsfreiheit des Schweizer Gesetzgebers erheblich einschränken und könnte langfristig zu einer Abhängigkeit von Brüssel führen. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, die die Interpretation und Anwendung des EU-Rechts massgeblich prägt, bedenklich. Eine solche Entwicklung ist mit dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der nationalen Rechtssetzung nicht vereinbar.

Es ist dringend geboten, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die demokratische Kontrolle eingehend zu prüfen, bevor weitere Schritte in Richtung einer engeren Bindung an die EU unternommen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der Richtlinien im Inland bedarf einer kritischen Prüfung, insbesondere hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen und den verfassungsmässigen Kompetenzordnungen. Es bestehen erhebliche Bedenken, dass die Übernahme europäischer Regelwerke ohne entsprechende Anpassung an unsere föderalistischen Strukturen und die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft zu unerwünschten negativen Konsequenzen führen könnte.

Namentlich die autonome Rechtssetzungsgewalt des Schweizerischen Parlaments, wie sie im Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, droht durch eine unreflektierte Annahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt zu werden. Wenn die Schweiz wiederholt Verordnungen und Richtlinien der Europäischen Union übernimmt, die ihrerseits auf der Grundlage des EU-Grundlagenvertrags erlassen werden, untergräbt dies die Fähigkeit des nationalen Gesetzgebers, eigenständige und auf die Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Dies betrifft insbesondere die im Artikel 5 BV festgeschriebene Subsidiarität, welche die Zuständigkeit der Kantone und Gemeinden schützt. Eine

Übernahme von EU-Recht ohne sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf die kantonale Hoheit könnte hier zu einer Zentralisierung von Kompetenzen führen, die verfassungsrechtlich nicht gedeckt ist.

Ferner ist zu hinterfragen, inwieweit die vorgeschlagene Umsetzung die im Obligationenrecht (OR) geschützten Vertragsparteien und deren Autonomie unangemessen einschränkt. Die Einführung von Bestimmungen, die möglicherweise von den etablierten Prinzipien der Privatautonomie und der Vertragsfreiheit abweichen, birgt das Risiko, die Flexibilität und Anpassungsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft zu verringern. Vor allem aber wird die demokratische Legitimation der betroffenen Bestimmungen in Frage gestellt. Wenn sich die Schweiz an Rechtspakete bindet, deren Entstehungsprozess sie nicht aktiv mitgestaltet, und deren Anfechtungsmöglichkeiten im Inland stark eingeschränkt sind, so stellt dies eine Herausforderung für das demokratische Prinzip der Volkssouveränität dar.

Es ist unerlässlich, dass jede Übernahme von EU-Recht einer gründlichen Folgenabschätzung unterzogen wird, die die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung, die föderale Struktur, die kantonale Autonomie und die demokratische Legitimation umfassend beleuchtet. Eine blosse Angleichung ohne kritische Auseinandersetzung ist nicht im Interesse der Schweiz.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die Souveränität unseres Landes. Die Öffnung des Marktes für die Kabotage im Schienenverkehr, wie sie durch die Einführung des neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) vorgesehen ist, stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung dar. Ausländische Unternehmen werden von dieser Neuerung profitieren, indem sie die lukrativen Hauptstrecken bedienen. Dies wird unweigerlich zur "Rosinenpickerei" führen und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen auf den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen lassen. Die finanziellen Grundlagen unseres Service public werden dadurch ausgehöhlt, was langfristig zu einer Reduzierung der Qualität und des Umfangs des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen dürfte.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", die als Schutzmassnahme angepriesen wird, entpuppt sich als rechtlich wertlose und nicht bindende Absichtserklärung. Sie bietet keinerlei Gewähr dafür, dass die Schweiz künftigen Änderungen des EU-Rechts, welche sie dynamisch übernehmen müsste, entgehen kann. Diese Erklärung ist bestenfalls eine Beruhigungspille, die die langfristige Erosion unserer Souveränitätsrechte im Bahnverkehr nicht abzuwenden vermag.

Zusätzlich zur Kabotage birgt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis tiefgreifende Probleme. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe auf Grundlage der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und somit teureren Lösungen für die Steuerzahler führen.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, einschliesslich potenzieller neuer Regulierungen wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert entscheidende Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen an zentrale EU-Stellen. Dies untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, ihre verkehrspolitischen Interessen autonom zu wahren. Die Gefahr, dass EU-Beihilferecht bestehende, für den Service public unerlässliche Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstuft, ist real und bedroht direkt die Qualität und das Ausmass des Angebots für die Bürger.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Aufweichung des schweizerischen Schutzsystems dar, anstatt dessen Stärkung. Die angepriesenen Schutzmechanismen erscheinen oberflächlich und dürften den massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit zu erwarten ist, in keiner Weise kompensieren. Es droht eine schleichende, aber flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen, welche die Hauptlast tragen müssten.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Verbesserung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres bewährten Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bisherige, effektive Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden durch die Einführung zentralistischer und EU-konformer Strukturen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäß neuer Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, welcher durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Abkommen würde die Schweiz faktisch zu einer periphären Rechtsgemeinschaft machen, deren Souveränität und Eigenständigkeit durch eine unverhältnismässige Übernahme von EU-Recht systematisch ausgehöhlt wird.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im geänderten Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) dargelegt wird, birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Es ist inakzeptabel, dass die Schweiz durch eine institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird. Entscheidungen über unser wichtigstes Gut, die Energie, werden künftig in Brüssel getroffen.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die undemokratisch legitimierten Vorschriften aus Brüssel müssen umgesetzt werden, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Dies untergräbt die föderalen Strukturen massiv, insbesondere die Stellung lokaler und dezentraler Energieerzeuger. Die traditionellen Einspeisevorränge von Gemeindekraftwerken werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Schaffung einer

unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Indizien dafür, dass die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt geopfert wird. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Dies schwächt die wirtschaftliche Grundlage kleiner und mittlerer Produzenten und widerspricht der Schweizer Energiestrategie.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz ihrer Energiesouveränität berauben, die Versorgungssicherheit gefährden und zu höheren Strompreisen führen werden, während die bewährten föderalen Strukturen und die dezentrale Energieproduktion geschwächt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweiz dar. Es handelt sich keineswegs um eine reine Stärkung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter das komplexeste und oft weniger strenge EU-Regelwerk. Dies hat gravierende Folgen für die hohen Produktionsstandards, die wir uns über Jahrzehnte erarbeitet haben, für die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich für die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Markenzeichens, gerät hierbei unmittelbar in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust. Das wertvolle Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien folgen müssen wie jene aus der EU. Dies untergräbt einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer heimischen Produzenten und entwertet die Bemühungen um Exzellenz.

Besonders alarmierend ist die erwähnte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen der ersten Generation verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte Fundament unserer Beziehungen zur EU zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert und uns zu einer bedingungslosen Annahme zwingt.

Die Tatsache, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was inakzeptabel ist.

Eine beispiellose Bürokratiewelle droht zudem über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem traditionellen Anlass müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der

EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an langsamere und für unsere alpine Situation unpassende Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Wir lehnen diese Unterwerfung entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union ist aus mehreren Gründen zutiefst bedenklich und stellt eine erhebliche Erosion der Schweizer Souveränität dar. Bislang freiwillige und parlamentarisch kontrollierte Kohäsionszahlungen werden durch den Entwurf zu einer automatischen und rechtlich verbindlichen Pflicht. Dies beraubt die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert jede Möglichkeit, diesen Forderungen entgegenzutreten und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen.

Diese Entwicklung macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, existiert keinerlei Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist somit das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern verbleibt lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Abkommens über die Institutionelle Anbindung (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in

unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Regelung steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien der Schweizer Aussen- und Finanzpolitik.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung lokaler Volkswirtschaften und zur Sicherstellung des Service public eingesetzt werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und der dezentralen Entscheidungsfindung, das in der Schweizer Verfassung verankert ist.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG primär die EU-Kompatibilität und nicht die Schweizer Interessen durchsetzen wird, wird die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt. Die Souveränität der Kantone, ihre föderalistische Autonomie und ihre Organisations- und Verfahrensautonomie werden massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern degradiert, deren Beschlüsse von einer übergeordneten Instanz abgesegnet werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse eingeräumt wird (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Ebenso sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG Ausdruck einer gefährlichen Zentralisierung der Rechtskontrolle, die föderalistische Strukturen schwächt.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese „Superbehörde“ wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Wir lehnen diese tiefgreifenden Eingriffe in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung birgt tiefgreifende und besorgniserregende Einschnitte in die souveräne Steuerung der Zuwanderungspolitik der Schweiz. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, verbunden mit der angestrebten Integration in das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) der EU, widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung zum Ausdruck kommt. Dies bedeutet eine faktische Kapitulation vor Brüsseler Vorgaben und die Aufgabe der eigenständigen Gestaltung unserer

Einwanderungspolitik.

Insbesondere die Ausgestaltung des Personenfreizügigkeitsabkommens in seiner aktuellen Form führt zu einer massiven Erschwerung der Kontrolle über die Zuwanderung. Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, quasi einer "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die daraus resultierenden Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in beispielloser Weise ausgeweitet. Neu sollen nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können. Dies birgt das Risiko eines unkontrollierbaren Anstiegs der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die als "Schutzklausel" deklarierte Massnahme in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine reine Erpressungsklausel, die jegliche effektive Steuerungsmöglichkeit unterläuft.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" führt dazu, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftig keine Stimme mehr bei Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich haben werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) (Artikel 61a) ist ein indirektes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese Vorlage eine schleichende Entrechtung der Schweiz und eine massive Belastung unserer Sozialwerke und unserer Gesellschaft darstellt. Die Souveränität der Schweiz wird unwiederbringlich untergraben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu äusserster Skepsis und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne wirksame Mitsprachemöglichkeit, wie sie in den geplanten Abkommen vorgesehen ist, untergräbt grundlegend das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Vorstellung, dass die Schweiz künftig von Brüssel diktierte Gesetze und Verordnungen ohne eigene Gestaltungsmöglichkeiten übernehmen soll, ist mit dem föderalistischen System und der direkten Demokratie, die das Herzstück unserer politischen Ordnung bilden, unvereinbar.

Insbesondere die im Entwurf angedeutete automatische Übernahme von EU-Recht in Kernbereichen wie dem Personenverkehr, der Landwirtschaft oder dem Finanzwesen wirft gravierende Fragen auf.

Dies könnte die Schweiz dazu zwingen, Bestimmungen zu akzeptieren, die nicht im Einklang mit den spezifischen Bedürfnissen und Werten unseres Landes stehen. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht stellt eine schleichende Aushöhlung der Kompetenzen dar, die gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung den Kantonen zustehen, und beeinträchtigt die Flexibilität, die für die Anpassung an nationale Gegebenheiten unerlässlich ist.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als abschliessende Instanz in Streitigkeiten, die sich aus der Anwendung des Abkommens ergeben, ist ein weiterer Punkt von tiefer Besorgnis. Die Bindung an Urteile des EuGH, dessen Rechtsprechung sich dynamisch entwickelt, würde die nationale Rechtsprechung und die Souveränität des Bundesgerichts, wie sie in Artikel 190 BV geschützt sind, faktisch aushebeln. Dies bedeutet, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht und EuGH-Urteile anzuwenden, die sie selbst nicht mitgestaltet haben und die möglicherweise nicht mit der Schweizer Verfassung oder den Interessen der Schweizer Bevölkerung übereinstimmen.

Die behaupteten Vorteile eines solchen Pakets erscheinen angesichts dieser erheblichen Nachteile und der daraus resultierenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und Souveränität wenig überzeugend. Es ist unabdingbar, dass das Parlament und die Bevölkerung die langfristigen Konsequenzen einer solchen Annäherung kritisch und mit grossem Augenmass prüfen. Die Gefahr einer schrittweisen Integration in die EU ohne formelle Mitgliedschaft und die damit verbundenen Nachteile für die demokratische Kontrolle und die nationale Gesetzgebung sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: DD (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Daniel Deckert · 0327515200 · daniel-d@gmx.net

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus mehreren Gründen zutiefst besorgniserregend und darf nicht ohne gründlichste kritische Prüfung und wesentliche Anpassungen angenommen werden. Es drängt sich die Frage auf, ob dieses Paket tatsächlich im Interesse der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger liegt oder ob es primär den Bedürfnissen und Erwartungen der Europäischen Union dient.

Ein Hauptanliegen betrifft die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk. Die bedingungslose Übernahme von Rechtsakten, die im Rahmen von Abkommen mit der EU anfallen, untergräbt die Souveränität der Schweiz und die direkte Demokratie. Gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung ist die direkte Demokratie ein hohes Gut, das durch solche Verfahren gefährdet wird. Die Schweiz verliert zunehmend die Möglichkeit, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu erlassen. Dies widerspricht dem Geist des Verfassungsauftrags, die Eigenständigkeit der Schweiz zu wahren.

Des Weiteren sind die finanziellen Verpflichtungen, die mit dem Paket einhergehen, in ihrer Höhe und ihrer langfristigen Verbindlichkeit äusserst bedenklich. Ohne eine klare und transparente Darstellung der zukünftigen finanziellen Lasten ist eine fundierte Beurteilung kaum möglich. Die Schweiz würde potenziell erhebliche Beiträge an die EU leisten, ohne dafür eine angemessene Gegenleistung in Bezug auf die Stärkung der schweizerischen Interessen zu erhalten. Dies könnte durch Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Umsetzung des Personenfreizügigkeitsabkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten in Bezug auf die Mitwirkung an Unionsfinanzen eine noch grössere Belastung darstellen, als zunächst angenommen.

Die fehlende Einbindung des Parlaments und der Kantone in den Verhandlungsprozess sowie die Transparenz der vorgeschlagenen Regelungen sind ebenfalls gravierende Mängel. Die avisierte Übernahme von Recht ohne die Möglichkeit einer wirklichen Mitgestaltung verletzt das Prinzip der Gewaltenteilung und der föderalen Struktur der Schweiz, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 50 der Bundesverfassung betont die Bedeutung der Kantone und ihrer Rechte.

Abschliessend lässt sich feststellen, dass das vorliegende Paket mehr Fragen aufwirft als beantwortet und erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die Demokratie und die wirtschaftliche Eigenständigkeit birgt. Eine Annahme ohne grundlegende Überarbeitung wäre unverantwortlich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souvereignitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine engere Anbindung an die Europäische Union birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung und der politischen Selbstbestimmung.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Stimmbürger und Parlamentarier ist zutiefst problematisch. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Würde des Menschen und die Rechtsgleichheit, während Artikel 5 BV die Gewaltenteilung und die demokratischen Prinzipien festschreibt. Eine faktische Übernahme von EU-Recht, die in den meisten Fällen durch einen komplexen Mechanismus des automatischen Rechtsübereinstimmungszwangs erfolgen würde, würde diese fundamentalen Verfassungsprinzipien untergraben. Die Schweizer Bevölkerung würde faktisch entmachtet, da sie keinen Einfluss mehr auf die Gesetzgebung hätte, die ihren Alltag bestimmt. Dies widerspricht dem demokratischen Willen, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung als Grundsatz der schweizerischen Staatlichkeit verankert ist.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die Schweiz durch eine engere Bindung an die EU faktisch von wichtigen Entscheidungsprozessen ausgeschlossen würde, während sie gleichzeitig deren Regulierungen und Gerichtsentscheidungen umsetzen müsste. Dies würde die Souveränität der Schweiz, wie sie in Artikel 1 BV verankert ist, massiv beeinträchtigen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems gemäss Artikel 190 BV, könnte durch die übergeordnete Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Frage gestellt werden. Die Richter in Luxemburg würden faktisch die Anwendung des schweizerischen Rechts beeinflussen, was eine unannehmbare Einschränkung unserer nationalen Rechtsentwicklung darstellt.

Die versprochene "Stabilisierung" erscheint daher als ein Trugbild, das die tiefgreifenden Risiken für die schweizerische Demokratie und Souveränität verschleiert. Bevor weitere Schritte unternommen werden, ist eine umfassende und transparente Debatte über die tatsächlichen Konsequenzen für unsere Verfassungsgrundsätze und unsere Rolle in Europa unerlässlich. Die Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und der demokratischen Selbstbestimmung muss oberste Priorität haben, wie es die Bundesverfassung verlangt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und werfen ernste Fragen hinsichtlich der Souveränität und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Schweiz auf. Es ist besorgniserregend, dass die erzielten Kompromisse eine schrittweise Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer wirtschaftlichen Eigenständigkeit zu bedeuten scheinen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitspracherechte. Insbesondere die Art und Weise, wie die Übernahme von Sekundärrecht durch den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) und seine Rechtsprechung gesteuert wird, ist problematisch. Artikel 127 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Niederlassungsfreiheit und den Aufenthalt (NRA) sowie Artikel 128 NRA garantieren grundsätzlich die Freiheit der Personenbewegung und die Niederlassung. Diese Bestimmungen dürfen jedoch nicht dazu missbraucht werden, dass die Schweiz faktisch EU-Recht in diesen Bereichen unkontrolliert übernimmt. Die Gefahr besteht, dass die richterliche Auslegung durch den EuGH, die in der EU bindend ist, auch in der Schweiz zukünftig

massgebliche Bedeutung erlangen wird, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber hierauf direkten Einfluss nehmen kann. Dies untergräbt das Prinzip der demokratischen Legitimation von Gesetzen, das im Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Des Weiteren ist die finanzielle Komponente der Vereinbarung kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung zu einem finanziellen Beitrag an die EU, ohne dass hierfür ein direkter und klar definierter Leistungsaustausch im Interesse der Schweiz erkennbar ist, erscheint als eine einseitige Belastung. Es stellt sich die Frage, ob diese Mittel nicht effektiver zur Stärkung unserer eigenen Infrastruktur oder zur Förderung unserer heimischen Wirtschaft eingesetzt werden könnten. Das Prinzip der Haushaltsautonomie, das implizit im föderalistischen Aufbau unseres Staates und in der Finanzautonomie der Kantone gemäss Artikel 48 BV liegt, könnte durch solche externen Verpflichtungen gefährdet werden.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des EuGH, sind ebenfalls aus Sicht der Schweizer Souveränität fragwürdig. Die Akzeptanz der EuGH-Rechtsprechung als bindend für die Auslegung der Abkommen bedeutet eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität und der Selbstbestimmung, die in der Schweizer Verfassung oberste Geltung haben. Wir riskieren, von einem externen Gerichtshof bevormundet zu werden, dessen Urteile nicht immer mit unseren nationalen Interessen und Werten im Einklang stehen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse einen gefährlichen Kurs darstellen, der die Schweiz von den Errungenschaften ihrer eigenständigen Rechtsetzung und ihrer wirtschaftlichen Unabhängigkeit entfremden könnte. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Prüfung, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die nationalen Interessen der Schweiz nicht geopfert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft angesichts der vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht in die Schweizer Gesetzgebung erhebliche Bedenken auf. Während die Notwendigkeit der nationalen Anpassung an internationale Entwicklungen grundsätzlich anerkannt werden kann, ist die Art und Weise, wie diese Anpassung hier konzipiert ist, kritisch zu hinterfragen.

Es darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die übermässige Übernahme von EU-Recht die Souveränität der Schweiz und die Autonomie ihrer demokratischen Entscheidungsprozesse untergräbt. Die Art. 1 und 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (BV) garantieren die Souveränität und die föderalistische Struktur der Schweiz. Eine unkritische Übernahme von EU-Bestimmungen, die nicht im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen stehen, könnte diese grundlegenden Pfeiler unseres Rechtssystems gefährden. Insbesondere die in Art. 5 der BV verankerten Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Verhältnismässigkeit müssen bei jeder nationalen Umsetzung von externen Rechtsakten gewahrt bleiben.

Es besteht die Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von indirekten Anpassungen, die Schweiz in eine abhängige Position gerät, die ihr erlaubt, ihre eigenen Interessen auf internationaler Ebene weniger wirksam zu vertreten. Die nationalen Gesetzgebungsprozesse, die auf breiter politischer Debatte und demokratischer Legitimation beruhen, könnten durch die Notwendigkeit, EU-Vorgaben zu erfüllen, ausgehebelt werden. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie, wie sie in Art. 138 ff. der BV festgeschrieben ist.

Darüber hinaus ist die Frage der Kompensation für die Schweiz ungelöst. Welche Vorteile oder Gegenleistungen erhält die Schweiz für die Übernahme von Rechtsnormen, die primär den Interessen der EU dienen? Ohne klare und für die Schweiz vorteilhafte Gegenleistungen birgt die Anpassung an EU-Recht das Risiko, dass die Schweiz Kosten und Verpflichtungen aufbürdet, ohne dass dem entsprechende Vorteile gegenüberstehen.

Es ist daher unabdingbar, dass jeder Schritt zur Annäherung an das EU-Recht einer strengen Prüfung unterzogen wird, die nicht nur die technischen Anpassungen, sondern auch die Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die nationalen Interessen berücksichtigt. Ein unreflektierter Weg der Übernahme ist abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom stellen eine existenzielle Gefährdung der schweizerischen Energie- und Versorgungssicherheit dar und bedeuten einen unannehmbaren Souveränitätsverlust. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch ACER und ENTSO-E, zwingt die Schweiz in eine untergeordnete Rolle als kostenpflichtiger Teilnehmer ohne Stimmrecht. Entscheidungen über unser Stromnetz werden fortan in Brüssel getroffen, was die nationale Autonomie aufgibt. Die Schweizerische Eidgenossenschaft wird zur reinen Vollzugsgehilfin undemokratisch legitimierter EU-Vorschriften, was das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten, eigenständigen Energieregulierung durch die ElCom bedeutet, die gemäss Art. 22 StromVG massiv in ihren Kompetenzen erweitert wird und faktisch zur operativen Vollzugsstelle des EU-Regelwerks verkommt.

Besonders alarmierend ist die Bedrohung der Schweizer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die Kantone, sondern gefährdet auch das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die föderalen Strukturen werden zusätzlich untergraben: Die traditionellen Einspeisevorrangregeln für Gemeindekraftwerke werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die nationale Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU. Gemäss Art. 8b ff. StromVG ist die vorgeschlagene Energiereserve unzureichend.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE, sind ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion und schwächt die Wirtschaftlichkeit unzähliger kleiner Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Überwachung staatlicher Beihilfen im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union stellen einen fundamentalen und höchst problematischen Eingriff in unsere nationale Souveränität und unseren föderalistischen Staatsaufbau dar. Es ist nicht nachvollziehbar, wie etablierte und bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, einem rigiden und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden soll.

Die Kantone verlieren durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von

staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre essenzielle Organisations- und Verfahrensautonomie. Sie werden zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide, getroffen im Interesse ihrer Bevölkerung und regionalen Gegebenheiten, von einer zentralen Behörde in Bern überprüft und potenziell gekippt werden können. Dies untergräbt die föderalistische Autonomie massiv und ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Kompetenzen. Die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) verschärft diese Problematik zusätzlich.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG), mutiert zu einer «Superbehörde». Diese Institution agiert als «verlängerter Arm der EU» und ihre Entscheide werden primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen, anstatt den spezifischen Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Zuständigkeitserweiterungen des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG, Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementieren diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen weiter.

Strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Fähigkeit, den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur zu gewährleisten.

Schliesslich ist die Schwächung des Konsumentenschutzes durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Transparenz für die Bürger leidet. Die Schweiz unterwirft sich somit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und unsere grundlegenden demokratischen Prinzipien aushöhlt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen direkten Angriff auf die Grundversorgung unseres Landes dar. Ausländische Anbieter werden die Möglichkeit erhalten, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, während die SBB und andere Konzessionäre mit den weniger rentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet werden. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Stabilität und die Leistungsfähigkeit des öffentlichen Verkehrs, wie wir ihn kennen und schätzen.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei bindenden Schutz vor künftigen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz zwangsweise und dynamisch übernehmen müsste. Dies gefährdet mittel- und langfristig nicht nur die operative Unabhängigkeit, sondern auch die finanzielle Grundlage unseres Bahnverkehrs. Die Befürchtung, dass etablierte und für unser Land essenzielle Subventionen im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die Erneuerung des Rollmaterials durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, ist mehr als berechtigt. Dies würde die Qualität und das Angebot für die schweizerische Bevölkerung direkt beeinträchtigen.

Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist ein weiterer Besorgnis erregender Punkt. Die dynamische Rechtsübernahme würde die Schweiz dazu zwingen, zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), zu adaptieren. Dies bedeutet eine weitere Verlagerung nationaler Steuerungskompetenzen an zentrale EU-Stellen und schwächt die Fähigkeit, eigenständig und im Interesse der Schweiz Entscheidungen zu treffen.

Des Weiteren wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis)

die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, priorisiert EU-Konformität über die besten landesspezifischen Lösungen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Resultaten für die schweizerischen Steuerzahler führen, anstatt die Vergabe auf Basis der effektivsten und wirtschaftlichsten Angebote für die Schweiz auszurichten. Die vorgeschlagenen Massnahmen gefährden somit grundlegend die Integrität und die zukünftige Entwicklung unseres öffentlichen Verkehrs.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des Unionsrechtspakets im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine fundamentale Bedrohung unserer Souveränität und unseres Wohlstands dar. Die schrittweise Aushöhlung des notrechtlichen Gestaltungsspielraums bei gleichzeitiger faktischer Unkündbarkeit der Niederlassungsbewilligung für EU-Bürger, selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialleistungen, untergräbt massiv die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Der neue Art. 41c AIG und die Aufhebung von Art. 29a AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Dies steht in direktem Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV.

Die massiven Ausweitungen beim Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, sind beispiellos und werden unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen, deren Last allein die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Die vielbeschworene Schutzklausel in Art. 21b AIG entpuppt sich als reines Placebo und als Erpressungsinstrument der EU, dessen Anwendungs-Hürden praktisch unüberwindbar sind und dessen Aktivierung mit massiven Strafmassnahmen gedroht wird.

Die vorgeschlagene automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode bedeutet, dass unser Parlament und das Volk faktisch keine Mitsprache mehr bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich haben werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Einführung von drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und unsere hohen Berufsstandards, da die nationale Kontrollhoheit faktisch aufgegeben wird. Die Schweiz kapituliert vor der EU und opfert ihre Gründlichkeit und Autonomie für eine trügerische Kompatibilität.

Finanzieller Beitrag

Ich äussere hiermit meine tiefen Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich des finanziellen Beitrags. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle dar. Diese Milliardenzahlungen werden faktisch zu einer Zwangsabgabe, was das Prinzip der Souveränität aushöhlt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird dann gezwungen sein zu zahlen, ohne

Einflussmöglichkeit auf die von der EU diktierten Beträge. Wir werden zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, ohne Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Dies stellt eine reine Zahlungsverpflichtung für eine institutionelle Anbindung dar, die primär unsere Souveränität kostet.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 des KoBG begründet einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Statt einer eigenverantwortlichen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern findet lediglich die Ausführung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung statt.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Es verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Anerkennung als dauerhafter Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend. Hier wird der anerkannte Zweck der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Massnahmen sind mit den Grundsätzen der Souveränität und der demokratischen Rechenschaftspflicht nicht vereinbar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Frederic Di Natale (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Frederic Di Natale · analogservice@proton.me

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Selbstbestimmung. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, ohne dass das Schweizer Parlament diese explizit genehmigen muss, widerspricht fundamental dem Prinzip der Gewaltenteilung und der parlamentarischen Kontrolle, wie sie in Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist. Die Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit durch die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellt eine inakzeptable Verletzung der nationalen Gerichtsbarkeit dar und könnte Artikel 190 BV untergraben. Die angeblichen Vorteile sind marginal im Vergleich zu den langfristigen negativen Konsequenzen für die Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der schweizerischen Souveränität und die Auswirkungen auf die nationale Gesetzgebung. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Gegenleistungen, wie sie durch die bilateralen Verträge geregelt ist, könnte die Unabhängigkeit des Schweizerischen Parlaments untergraben, was im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung steht.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass durch eine engere Anbindung an die EU die schweizerische Rechtsprechung durch den Europäischen Gerichtshof beeinflusst würde. Dies widerspricht der in Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Organisation der Gerichtsbehörden des Bundes (OG) verankerten Unabhängigkeit der Gerichte. Es ist fraglich, ob eine solche Entwicklung mit den Interessen der Schweiz vereinbar ist. Die potenziellen Nachteile, insbesondere die Einschränkung der Handlungsfreiheit und die Kosten, scheinen die Vorteile bei weitem zu überwiegen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von Vereinbarungen mit der EU birgt erhebliche Risiken für die

Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Mitsprache verletzt das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens befürchtet wurde, kann nicht ausgeschlossen werden. Dies könnte die schweizerische Gesetzgebung und die Rechtsprechung untergraben und zu einer Abhängigkeit von Brüssel führen. Der Schweizer Gesetzgeber muss stets die Möglichkeit behalten, Gesetze zum Wohl des Landes zu erlassen, ohne Rücksicht auf Bestrebungen der EU, die nicht unseren Interessen dienen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine massive Untergrabung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen mit der Beihilfekammer eine 'Superbehörde', die als verlängerter Arm der EU agiert. Bewährte, demokratisch legitimierte Förderungen von Bund, Kantonen und Gemeinden werden einem starren EU-Kontrollregime unterworfen. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde und letztlich dem Bundesgericht (Art. 82 Bst. bbis BGG) auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine Aushöhlung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit. Die Abschaffung von Art. 103 LFG im Luftverkehr ist ein weiteres alarmierendes Beispiel für den Verlust nationaler Kontrollkompetenzen.

Strom

Die vorgesehene Strommarktliberalisierung stellt eine existenzielle Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E werden wir zu einem machtlosen Befehlsempfänger, der die Kosten trägt, aber keine Entscheidungsbefugnis mehr innehat. Die ElCom mutiert von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energiepolitik markiert. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen zudem das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, indem sie bewährte Finanzierungsinstrumente wie die Wasserzinsen als unzulässige staatliche Beihilfe zu kippen drohen. Auch unsere föderalen Strukturen, insbesondere die Gemeindekraftwerke mit ihrem Einspeisevorrang, werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert; die Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Grundversorgung verwaist. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale Energieerzeugung erheblich, indem sie die Vergütungsregeln für kleine Produzenten verschlechtern. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über die kritische Infrastruktur untergraben und unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE zwingt unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not in ein EU-Regime, das ihren Bedürfnissen nicht gerecht wird und einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" im Rahmen der Lebensmittelsicherheit stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die vermeintliche "Lebensmittelsicherheit" dient als irreführender Deckmantel für eine schleichende Unterwerfung unter EU-Standards, die unserer sprichwörtlichen Schweizer Qualität und unseren hohen Produktionsstandards abträglich sind. Dies wird die Wahlfreiheit der Konsumenten einschränken und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe gefährden.

Die erzwungene Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorangetrieben wird, wird das Label "Made in Switzerland" entwerten. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) stellen einen unhaltbaren Rückschritt dar. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung führt zu einem Verlust an Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Ähnlich gefährlich ist die Unterstellung des Waldschutzes (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und der Seuchenbekämpfung (Art. 1 neu TSG) unter das EU-Diktat, was unsere Fähigkeit zur souveränen und flexiblen Reaktion auf spezifische Bedrohungen schwächt. Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Die Schweizer Souveränität und unsere einzigartigen Standards sind in höchster Gefahr.

Landverkehr

Das vorgeschlagene Abkommen zum Landverkehr mit der EU birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die unklare Anwendung des EU-Beihilferechts droht, bestehende und für die Grundversorgung essenzielle Subventionen zu gefährden. Insbesondere die Zulassung der Kabotage durch ausländische Anbieter gemäss neuem Art. 40ater EBG ermöglicht eine schädliche "Rosinenpickerei", die nur die profitablen Strecken bedient und die finanzielle Basis der SBB sowie anderer konzessionierter Unternehmen schwächt. Dies untergräbt die flächendeckende Versorgung, insbesondere auf wirtschaftlich unrentablen Nebenlinien. Die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor künftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Die Einschränkung der nationalen und kantonalen Souveränität durch die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG) und die potenzielle Verlagerung von Steuerungs- und Planungskompetenzen an EU-Stellen sind inakzeptabel und gefährden die Fähigkeit der Schweiz, ihren öffentlichen Verkehr nach eigenen Bedürfnissen zu gestalten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit einhergehende massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit stehen im Widerspruch zum verfassungsmässigen Auftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und dem Volkswillen. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, selbst bei schwerer Kriminalität oder Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies wird zudem durch die neuen Regelungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementiert, welche die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme fördern und den Ausschluss von EU-Bürgern erschweren. Die angebliche "Schutzklausel" in Art. 21b AIG erweist sich als Farce, deren Anwendungshürden unüberwindbar sind und die Schweiz bei ihrer Anwendung mit Sanktionen bedroht. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" für zukünftige EU-Verschärfungen, wie im AIG vorgesehen, ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer, wie sie im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und HFKG (Art. 61a) festgelegt werden, sind ein Eingeständnis der enormen Zusatzkosten, die durch diese Politik verursacht werden und nun von den Studierenden getragen werden müssen. Die Unterordnung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln gemäss BVG (Art. 49 Abs. 2, Ziff. 27) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen gemäss Freizügigkeitsgesetz (Art. 25f Abs. 1bis) stellen weitere unannehmbare Eingriffe in unsere Souveränität und Eigentumsrechte dar. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diverse Gesetze wie das BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) gefährdet durch die automatisierte Anerkennung und den Verlust nationaler Kontrollhoheit die Schweizer Qualitätsstandards, insbesondere im essenziellen Gesundheitswesen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtabnahme des Pakets Schweiz-EU wird aus fundamentaler Sicht kritisch hinterfragt. Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität, die durch eine weitergehende Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht untergraben werden. Die vorgeschlagene Regelung steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben unserer Verfassung, insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der eidgenössischen Stände und des Schweizer Volkes betont. Die schleichende Annäherung an gemeinschaftsrechtliche Standards, ohne dass die Schweiz auf deren Gestaltung Einfluss nehmen kann, gefährdet die Eigenständigkeit unseres Rechtsraumes und die Fähigkeit, eigenverantwortlich Gesetze zu erlassen. Dies wirft auch Fragen bezüglich der Einhaltung des Artikels 120a der Bundesverfassung auf, welcher die Unabhängigkeit der Schweiz und die Wahrung ihrer Interessen bei völkerrechtlichen Verträgen fordert. Die drohende Abhängigkeit von der EU-Rechtsprechung und die damit verbundene Rechtsunsicherheit sind nicht tragbar.

Jacquier Ghislaine

Rue Centrale 30

1247 Anières

Département fédéral des affaires

étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Genève, le 22 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ :

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC PRIÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Ghislaine Jacquier

Jacquier Ghislaine

Rue Centrale 30

1247 Anières

Département fédéral des affaires

étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Genève, le 22 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ :

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC PRIÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Ghislaine Jacquier

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christine Grob (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Christine Grob · 0772019542 · christinekarengrob@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft tiefgreifende Fragen bezüglich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung und unserer verfassungsrechtlichen Grundlagen befürchten lassen.

Die automatische Übernahme von EU-Recht gemäss dem vorgeschlagenen Mechanismus verstösst fundamental gegen das Prinzip der demokratischen Legitimation. Die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter würden de facto entmachtet, wenn Entscheidungen, die unser Rechtssystem massgeblich beeinflussen, ohne direkte Beteiligung des nationalen Parlaments und ohne die Möglichkeit eines Referendums auf EU-Ebene getroffen würden. Dies widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 164, der die Gesetzgebungskompetenz klar dem Parlament zuweist.

Des Weiteren bergen die vorgesehenen Übernahmeverfahren erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Stabilität unseres Rechtsbestandes. Es besteht die Gefahr, dass in Brüssel verabschiedete Regelungen, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der EU zugeschnitten sind, nicht ohne Weiteres auf die Schweiz übertragbar sind. Eine ungeprüfte und automatische Übernahme könnte zu unvorhergesehenen Kollisionen mit bestehendem Schweizer Recht führen und die Kohärenz unseres Rechtsgefüges gefährden. Artikel 5 des Schweizerischen Obligationenrechts, der die gute Sittenwidrigkeit von Verträgen thematisiert, könnte hier tangiert werden, falls die übernommenen Bestimmungen grundlegenden schweizerischen Rechtsvorstellungen widersprechen.

Besonders bedenklich ist auch die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als verbindliche Instanz. Die Anerkennung seiner Urteile in Angelegenheiten, die schweizerisches Recht betreffen, würde eine direkte Verletzung der richterlichen Unabhängigkeit und der Gewaltentrennung bedeuten, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Die ausschliessliche Zuständigkeit nationaler Gerichte für die Auslegung und Anwendung des Schweizer Rechts wäre damit untergraben. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die Verbindlichkeit von Bundesgesetzen gegenüber allen Behörden und Gerichten der Schweiz betont und implizit die Souveränität der eigenen Rechtsordnung schützt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene inländische Umsetzung die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit von der Europäischen Union manövriert. Die potenziellen Nachteile in Bezug auf Souveränität, demokratische Kontrolle und Rechtssicherheit sind so gravierend, dass eine grundsätzliche Überarbeitung des vorliegenden Vorschlags unabdingbar ist, um die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger zu wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine beispiellose Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Standards dar. Anstatt lediglich die Lebensmittelsicherheit zu gewährleisten, wird hier ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten unmittelbar bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Das renommierte Label 'Made in Switzerland' würde massiv an Wert verlieren, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Dies untergräbt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, der insbesondere kleine Betriebe wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger zur Aufgabe zwingen wird. Die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion wird durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften vernichtet.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen offen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellen einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Dies ist ein klarer Souveränitätsverlust und ein Rückschritt für den Tierschutz.

Zusätzlich erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Schutz unserer Wälder (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Bekämpfung von Tierseuchen (Art. 1 neu TSG) unterliegen fortan dem Diktat der EU, was unsere Reaktionsfähigkeit und Souveränität massiv einschränkt.

Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und unser gesamtes Vertragswerk gefährdet. Dieses Abkommen ist keine Harmonisierung, sondern eine faktische Übernahme fremden Rechts und eine massive Gefährdung unserer nationalen Interessen und Identität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies ist eine fundamentale Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des direkten Einflusses der Bürger auf wirtschaftspolitische Massnahmen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue 'Superbehörde' in Form der Beihilfekammer der WEKO institutionalisiert. Diese fungiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide werden primär auf Kompatibilität mit EU-Recht und nicht auf Schweizer Interessen ausgerichtet sein. Artikel 3 BHÜG manifestiert diese Zentralisierung und die Unterwerfung unter fremde Regularien, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Die Kantone werden durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust unserer nationalen Kontrollkompetenz im Luftverkehr, wodurch dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterworfen wird und wir jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verlieren.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das über den Bereich der staatlichen Beihilfen hinausgeht. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, da eine wichtige Stimme zur Verteidigung der Bürgerinteressen verstummt. Diese Massnahmen führen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und machen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger, was die nationale Steuerungshoheit fundamental beeinträchtigt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind zutiefst bedenklich und lassen erhebliche Zweifel an ihrer tatsächlichen Wirksamkeit aufkommen. Es besteht die dringende Befürchtung, dass die angekündigten Schutzmechanismen nicht mehr als kosmetische Anpassungen darstellen, die den durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf die Schweizer Löhne kaum abfedern können. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch diese Vorschläge keineswegs gebannt.

Entgegen der propagierten Stärkung des Lohnschutzes wird dieser de facto aufgeweicht und an europäische Standards angepasst, die sich in der Vergangenheit als weniger robust erwiesen haben. Die neuen Regelungen sind voraussichtlich bürokratischer, aber weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt offensichtlich ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, Lohndumping zu praktizieren.

Des Weiteren werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen

Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten und unverhältnismässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offenkundig europäischem Druck geschuldet ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von Klein- und Mittelunternehmen (KMU) und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive und inakzeptable Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere eigene Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket untergräbt die Souveränität und die bewährten schweizerischen Schutzmechanismen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entzieht der Schweiz die Kontrolle über ihr eigenes Stromnetz. Wir werden zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Netz von Brüssel aus gesteuert wird. Dies widerspricht fundamental unserem föderalen System und der demokratischen Legitimation.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird de facto zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet das Ende einer unabhängigen, schweizerischen Energieregulierung, die auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten ist. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel schwächt die Eigenständigkeit unserer nationalen Regulierung erheblich.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hat weitreichende finanzielle Folgen für die betroffenen Kantone und ihre Bevölkerung.

Darüber hinaus werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die Gemeindekraftwerke, geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale, dezentrale Energieerzeugung wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der Herabsetzung der Leistungsgrenze auf 200 kW, benachteiligt gezielt kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zu einer bürgernahen Energiepolitik.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Kapitel 1a des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen ist, setzt die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt aus. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern. Die Strompreise werden volatiler und letztlich höher ausfallen, da die Kosten für die nicht mehr vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust an Flexibilität und Souveränität. Diese Massnahmen sind ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das unsere bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Wir nehmen mit erheblichen Vorbehalten und tiefgreifenden Bedenken Stellung zu den vorgeschlagenen Regelungen betreffend des finanziellen Beitrags. Die geplante Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine bedenkliche Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Anstatt eines freiwilligen Beitrags, der politischen Gestaltungsmöglichkeiten unterliegt, droht die Etablierung einer faktischen Zwangsabgabe.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als fixe Grösse verstanden werden, sondern vielmehr als Lockvogelangebot. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die Gefahr massiv steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde damit in eine Position gedrängt, in der sie Zahlungen zu leisten hat, deren Höhe sie nicht mehr beeinflussen kann und die ihr letztlich von der EU diktiert werden. Dies widerspricht fundamental unserem nationalen Interesse und der Wahrung unserer wirtschaftlichen Autonomie.

Es ist höchst problematisch, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Während unsere finanziellen Verpflichtungen verbindlich werden, fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und deren konkrete, für die Schweiz greifbare Vorteile fragwürdig bleiben.

Die Schaffung eines eigenständigen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und untergräbt somit die Budgethoheit. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments aushebelt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern werden wir uns lediglich im Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung wiederfinden.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, was wir als unzulässige Vermischung betrachten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine inakzeptable Unterwanderung der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und dem klaren Willen des Schweizer Volkes.

Die Einführung eines de facto unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Die Möglichkeit, dass selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kein faktisches Bleiberecht entzogen werden kann, ist unannehmbar und belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unermesslich. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch faktisch gefördert, da EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, unabhängig von ihrem wirtschaftlichen Beitrag, ein solches Bleiberecht erhalten.

Der massiv ausgeweitete Familiennachzug, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" ist ein reines Placebo. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos

bleibt. Vielmehr droht bei einer dennoch versuchten Anwendung die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Mitgestaltungsmöglichkeit bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Automatisierten Interimsverfahren für die Einwanderung (AIG), insbesondere die Einführung des Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Dies missachtet bewusst den Verfassungsauftrag aus Art. 121a BV und höhlt unsere Souveränität aus.

Die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern führt zu massiven Mehrkosten im Bildungsbereich, wie die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) zeigt. Dies ist ein Eingeständnis der unkontrollierbaren Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVBG (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was Qualitätsstandards senkt und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet. Ebenso unterwirft die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln und schwächt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) greift in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Diese scheinbar technischen Anpassungen, wie im ZGB (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24), zeigen die tiefe Durchdringung unserer Rechtsordnung durch EU-Recht. Die Schweiz verliert die Kontrolle über ihre eigene Rechts- und Migrationspolitik.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Hoheit. Die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz, insbesondere durch die Einführung von Art. 40ater EBG, öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Bedieung rein inner-schweizerischer Strecken. Dieses sogenannte Rosinenpicken wird unweigerlich dazu führen, dass sich diese Anbieter auf die lukrativen Hauptachsen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt fundamental die finanzielle Tragfähigkeit des bestehenden Angebots und gefährdet die Erfüllung des Service-public-Auftrags für die gesamte Bevölkerung.

Darüber hinaus ist die EU-Beihilferechtsanwendung eine direkte Bedrohung für bewährte Subventionsmodelle im Schweizer Schienenverkehr. Subventionen, die bisher zur Sicherstellung des Güterverkehrs, der Regionalbahnen oder zur Erneuerung des Rollmaterials unerlässlich waren, könnten zukünftig als unzulässig eingestuft werden. Dies hat direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das bestehende Angebot für die Schweizerinnen und Schweizer. Die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und bietet keinerlei Schutz vor dynamischen Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann unwiderruflich übernehmen müsste.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur ist besorgniserregend. Die dynamische Rechtsübernahme wird uns zukünftig zwangsläufig an Vorschriften wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) binden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung von völkerrechtlichen Vorgaben, sprich EU-Recht, bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis PBG schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die vorgelegten Regelungen stellen somit eine erhebliche Gefährdung für die Qualität, Finanzierung und nationale Steuerung des

Schweizer Bahnverkehrs dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Souveränität und den fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, wie sie in diversen Protokollen angedeutet wird, steht im Widerspruch zu unserer verfassungsrechtlichen Ordnung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (BGS) in Verbindung mit Artikel 197 Ziffer 1 der Bundesverfassung (BV) unterstreicht die Notwendigkeit, dass bilaterale Abkommen die hoheitliche Unabhängigkeit der Schweiz achten. Die aktuellen Vorschläge scheinen diese Kernanforderung nicht in ausreichendem Masse zu erfüllen.

Die potenzielle Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne dass die Schweiz Einfluss auf deren Entstehung hat, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer Gesetzgebungskompetenz dar. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe b der Bundesverfassung verlangt, dass das Parlament die Interessen der Schweiz wahrnimmt. Dies ist nicht gewährleistet, wenn die Schweiz verpflichtet wird, Recht zu übernehmen, das sie nicht mitgestalten kann. Die vorgesehene Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) als ultimative Instanz zur Auslegung des Abkommensrechts birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte an Urteile gebunden sind, die im Widerspruch zu nationalen Rechtsgrundsätzen stehen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, wäre somit massiv beeinträchtigt.

Des Weiteren ist die Frage der Finanzströme und der Beitragspflichten noch unklar und birgt das Potenzial für eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweiz. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsziele der Schweiz festlegt, könnte durch übermässige finanzielle Verpflichtungen untergraben werden. Es ist unabdingbar, dass jede Verpflichtung klar definierte wirtschaftliche Vorteile für die Schweiz nach sich zieht und nicht primär eine finanzielle Alimentierung externer Strukturen darstellt. Die mangelnde Transparenz und die pauschale Übernahme von EU-Vorschriften, ohne eine detaillierte Prüfung ihrer Relevanz und ihrer Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft, sind höchst bedenklich. Wir fordern eine Neubewertung der Ergebnisse unter strikter Wahrung unserer Souveränität und unserer nationalen Interessen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bedürfen einer kritischen und tiefgehenden Prüfung, bevor eine Zustimmung erwogen werden kann. Zwar wird die Notwendigkeit einer geordneten und berechenbaren Partnerschaft mit der EU unbestritten anerkannt, doch die Art und Weise, wie diese Stabilisierung angestrebt wird, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz.

Die Befürchtung, dass die aktuelle Stossrichtung im Sinne der EU eine schleichende Annäherung an die Rechtsordnung der Union bedeutet, ist nicht von der Hand zu weisen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprache der Schweiz, wie sie bei bestimmten Abkommen befürchtet wird, widerspricht fundamentalen Grundsätzen. Das schweizerische Rechtssystem, das auf einer starken nationalen Gesetzgebung und direkter Demokratie basiert, droht hierdurch ausgehöhlt zu werden. Artikel 1 der Bundesverfassung verankert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone, eine Souveränität, die durch die unreflektierte Übernahme von EU-Recht unmittelbar gefährdet ist.

Darüber hinaus ist fraglich, ob die angepriesenen Vorteile einer engeren Bindung die potenziellen Nachteile aufwiegen. Die Stärkung des institutionellen Rahmens, wie sie von der EU angestrebt wird, könnte zu einer Dominanz der EU-Institutionen führen, in denen die Schweiz keine Entscheidungsbefugnisse besitzt. Dies würde die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, eigene Interessen eigenständig zu verfolgen und zu schützen. Die Anwendung des revidierten EU-Rechts durch den Gerichtshof der Europäischen Union, wie sie in verschiedenen Abkommen vorgesehen ist, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte tangieren und letztlich die nationale Rechtssetzung einem fremden Rechtssystem unterstellen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die Bindung schweizerischer Gerichte an das Bundesgesetz und das Völkerrecht festlegt, aber nicht an die Interpretation und Anwendung von Recht durch ausländische Institutionen in einem Ausmass, das die nationale Rechtsprechung delegitimiert.

Es muss gewährleistet sein, dass jegliche Stabilisierung der Beziehungen die Unabhängigkeit der Schweiz achtet und die demokratischen Prozesse nicht untergräbt. Eine vorschnelle Zustimmung zu Abkommen, die die schweizerische Souveränität kompromittieren, wäre ein schwerwiegender Fehler mit langfristigen negativen Konsequenzen für die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Verhandlungspaket zur Gesamterneuerung der bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und rechtfertigt eine kritische Distanzierung. Die vorgeschlagene institutionelle Verankerung der Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität der Schweiz und widerspricht fundamental den Prinzipien unserer direkten Demokratie, wie sie in Artikel 2 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher die Achtung vor Recht und Wirtschaftsgrundsätzen vorsieht. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit der schweizerischen Bundesversammlung und des Volkes, untergräbt die demokratische Legitimation von Gesetzen und die Möglichkeit, unsere nationalen Interessen effektiv zu wahren.

Besonders bedenklich ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die vorgeschlagene Bindung an dessen Rechtsprechung. Artikel 4 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die europäischen Abkommen (BEG) betont die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung. Die faktische Unterstellung unter die Interpretation des EuGH würde diese Unabhängigkeit empfindlich stören und könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen durch nicht von der Schweiz gewählte Richter ausgelegt und für verbindlich erklärt werden. Dies wäre ein direkter Eingriff in die nationale Rechtshoheit und würde das föderalistische Prinzip, das in Artikel 3 BV als Staatsziel verankert ist, aufweichen.

Die Befürchtung, dass das Paket zu einer schleichenden Annäherung an die EU und damit zu einer de facto-Mitgliedschaft ohne die damit verbundenen Rechte führt, ist real. Artikel 5 des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (APF) garantiert zwar die Ausübung der Rechte durch die zuständigen Behörden der Vertragsparteien, doch die vorgeschlagene institutionelle Integration könnte diese Regelung überlagern und eine einseitige Einflussnahme der EU ermöglichen. Die im Paket angedachte Dynamik der Rechtsübernahme birgt das Risiko, dass die Schweiz in einem ständigen Prozess der Anpassung an sich wandelndes EU-Recht gefangen wird, ohne die Möglichkeit, eigene Prioritäten zu setzen. Dies stünde im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Autonomie bei der Gestaltung ihrer Gesetze und ihrer Wirtschaftsordnung wahrt. Die vorgeschlagenen Regelungen erscheinen geeignet, diese Autonomie erheblich zu beschneiden.

Nelly Jansz

Via Arbostra 13

6963 Pregassona

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Pregassona, 22 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo

NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri

NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese

NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo

Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali

I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale

Le nostre infrastrutture, già sovraccariche

Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

ABANDONO dell'attuale pacchetto di trattati

MANTENIMENTO degli accordi bilaterali I e II esistenti

NEGOZIAZIONE di accordi settoriali limitati, su base paritaria

SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Nelly Jansz

NELLY JANSZ - BORIOLI

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marcel (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Marcel Kieliger · 076 700 02 52 · mese.k@vtxmail.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer Souveränitätsprinzips und der Wahrung nationaler Interessen höchst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung.

Es ist unzureichend, die Auswirkungen dieser Abkommen auf die Schweizer Gesetzgebung zu bagatellisieren. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in den verschiedenen Sektoren, wie sie beispielsweise im Rahmen des Bilateralen Abkommens über den freien Personenverkehr (AFMP) erfolgt, tangiert Artikel 97 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die Zuständigkeit des Bundes für die Gesetzgebung regelt. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne dass eine eigene legislative Prüfung und Anpassung im nationalen Parlament stattfindet, untergräbt die demokratischen Prozesse und die Souveränität des Schweizer Volkes.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur institutionellen Anbindung, insbesondere die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH), werfen gravierende Fragen auf. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung von EU-Recht, das durch die bilateralen Verträge in das Schweizer Recht integriert wird, steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), der die Anwendung des schweizerischen Rechts vorsieht. Die indirekte Bindung an die Rechtsprechung des EuGH führt zu einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Rechtsordnung und zu einer Abhängigkeit von einer ausländischen Gerichtsbarkeit.

Des Weiteren sind die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den Abkommen ergeben, nicht klar genug dargelegt und könnten zu einer erheblichen finanziellen Belastung für die Schweiz führen, ohne dass ein entsprechender Mehrwert für die schweizerische Wirtschaft und Bevölkerung erkennbar ist. Die sogenannte «Kooperationsbeitrag» oder «Kohäsionsbeitrag» stellt eine direkte finanzielle Abgabe dar, die die Unabhängigkeit der Schweizerischen Bundesfinanzen gefährdet.

Die Auswirkungen auf die schweizerische Sozial- und Arbeitsmarktpolitik, insbesondere im Hinblick auf den Schutz der Lohnstandards und die Arbeitnehmerrechte, sind ebenfalls besorgniserregend. Es besteht die Gefahr, dass durch die Liberalisierung der Dienstleistungen und die grenzüberschreitende Tätigkeit ein Lohndumping-Effekt eintritt, der die hart erarbeiteten Errungenschaften im schweizerischen Sozialstaat untergräbt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine unzureichende Berücksichtigung der schweizerischen Interessen aufzeigen und die Souveränität des Landes sowie die Stabilität des Rechtssystems gefährden. Eine kritische und tiefgehende Analyse ist unerlässlich, bevor einer solchen Entwicklung zugestimmt werden kann.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Fragen bezüglich der Souveränität und des demokratischen Selbstbestimmungsrechts der Schweiz auf. Es ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Rahmen des Abkommens zur inländischen Umsetzung eine schleichende Übernahme von EU-Recht befürchten lassen, ohne dass dem schweizerischen Volk hierfür ein direkter Einfluss eingeräumt wird.

Besonders kritisch ist die potenzielle Aushöhlung des Prinzips der Volksgesetzgebung gemäss Artikel 164 Absatz 2 der Bundesverfassung. Indem EU-Recht durch die Hintertür in das schweizerische Rechtssystem integriert wird, wird der parlamentarische Prozess und die Möglichkeit des Referendums, wie es die Verfassung vorsieht, faktisch umgangen. Dies widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns, der durch seine Vertreter und durch direkte Mitbestimmung Gesetze verabschiedet.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der verfassungsrechtlichen Ordnung der Schweiz. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Die vorgeschlagene Umsetzung birgt die Gefahr, diese Souveränität auf Kosten der europäischen Integration zu opfern. Es ist nicht ersichtlich, wie die Unabhängigkeit der Schweiz gewahrt bleiben kann, wenn sie fortlaufend EU-rechtliche Vorgaben ohne eigene Gestaltungsspielräume übernehmen muss. Die Rolle des Bundesgerichts, welches gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung an die in der Schweiz geltenden Gesetze und das Völkerrecht gebunden ist, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht in eine schwierige Position gebracht werden, da die Verbindlichkeit von EU-Recht und dessen Auslegung durch den Europäischen Gerichtshof nicht immer im Einklang mit der schweizerischen Rechtsordnung stehen dürfte.

Die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen einer solchen engen Anbindung an die EU sind ebenfalls mit Skepsis zu betrachten. Es ist nicht erwiesen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einem unbestrittenen Vorteil für die Schweizer Wirtschaft führen würden. Vielmehr besteht die Gefahr von Wettbewerbsverzerrungen und von einem erhöhten Regulierungsaufwand, der die heimische Industrie belasten könnte.

Es ist unerlässlich, dass bei der Umsetzung von Abkommen mit der EU stets die nationalen Interessen und die verfassungsmässigen Prinzipien der Schweiz im Vordergrund stehen. Die aktuelle Ausgestaltung lässt erhebliche Zweifel aufkommen, ob dies in ausreichendem Masse der Fall ist. Eine sorgfältige Prüfung und gegebenenfalls Nachbesserung der vorgeschlagenen Massnahmen sind daher dringend angezeigt.

Strom

Mit tiefen Bedenken muss zur vorgeschlagenen Stellungnahme im Bereich Strom Stellung genommen werden. Die vorliegenden Abkommen stellen eine existentielle Bedrohung für die energiepolitische Souveränität der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis, dessen Stromnetz letztlich von Brüssel aus gesteuert wird. Dies tangiert die Grundprinzipien unseres föderalen Systems und unserer nationalen Unabhängigkeit.

Die Schweizerische Energie-Unabhängigkeitskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies entbehrt jeder demokratischen Legitimation und bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter EU-Regeln ist nicht akzeptabel.

Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat der Schweizer Energieversorgung, gerät durch die EU-Beihilfenregeln in Gefahr. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies

würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone empfindlich treffen und ihre Bedeutung für die Energieversorgung schwächen.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler und dezentraler Energieproduktion wird geschwächt, was die schweizweite Versorgungssicherheit auf dem Altar des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt die Gefahr von volatileren und damit höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Artikel 8b ff. StromVG zur Energiereserve lässt zudem Zweifel an deren Angemessenheit aufkommen. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und untergraben die schweizerische Hoheit über kritische Infrastrukturen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) mit der Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies alles ist kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt in eine unsichere und teurere Energiezukunft. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Verlust von Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die demokratische Selbstbestimmung dar. Es ist äusserst besorgniserregend, dass die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und somit demokratisch legitimiert, einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden sollen. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie massiv. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Massnahmen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese 'Superbehörde' wird als 'verlängerter Arm der EU' agieren und ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt stellen diese Massnahmen eine inakzeptable Entmündigung der Schweiz dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine eklatante Aushöhlung unserer Souveränität und eine Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die ein faktisches Daueraufenthaltsrecht nach nur fünf Jahren vorsieht, widerspricht fundamental unserem Bestreben nach eigenständiger Steuerung der Zuwanderung. Diese 'Niederlassung C PLUS' ist praktisch unentziehbar und untergräbt die innere Sicherheit, indem sie auch bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein Bleiberecht gewährt. Dies führt unweigerlich zu einer massiven Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist lediglich ein Placebo. Ihre Anwendungshürden sind so hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird, und die drohenden EU-Strafmassnahmen machen sie zu einer Erpressungsklausel. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine unannehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Wiedereingliederungsstrategie im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), Art. 24a, ist eine rein kosmetische Massnahme, die die Tatsache verschleiert, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug weitgehend verliert. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein deutliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems der EU (IMI) in Gesetzen wie dem BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35, 50) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und gefährdet die Patientensicherheit. Diese Umfassende Unterordnung unter das EU-Recht, die sich sogar in unser Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) frisst, ist eine Kapitulation vor Brüssel und eine bewusste Missachtung unseres verfassungsmässigen Auftrags. Wir lehnen diese Vertragsanpassungen entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten, freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine erhebliche Erosion der schweizerischen Souveränität dar. Artikel 1 Absatz 1 des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung, indem es die Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung festschreibt. Dies entzieht dem Parlament die essentielle demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen und verwandelt

eine politische Geste in eine faktische Zwangsabgabe.

Die anfänglich kommunizierte Zahl von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint wenig glaubwürdig als Endbetrag. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die erhebliche Gefahr, dass die Forderungen der EU massiv ansteigen werden. Die Schweiz wird damit in eine Position gedrängt, in der sie Zahlungen leisten muss, die ihr diktiert werden, ohne die Möglichkeit, diese zu beeinflussen oder abzulehnen. Wir riskieren, zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden, während konkrete Gegenleistungen wie ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen nicht garantiert sind.

Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist ein gesetzgeberisches Instrument, welches die Schweiz dauerhaft finanziell belasten soll. Es höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Statt souveräner Entscheidungen über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erfolgen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die Bundesbeiträge an die Kohäsionsmassnahmen (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Normalisierung als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist äusserst irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein unzulässiger Versuch, die mangelnde Akzeptanz der Kohäsionszahlungen durch eine vorgeschobene Begründung zu kaschieren. Die finanzielle Bindung an die EU muss auf klaren und transparenten Bedingungen beruhen, die die Souveränität der Schweiz nicht kompromittieren.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung zur liberalisierung des Landverkehrs mit der EU birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts, wie sie implizit durch die dynamische Rechtsübernahme erfolgen würde, ist besonders besorgniserregend. Bewährte und notwendige Subventionen, welche für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials essenziell sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und die finanzielle Tragfähigkeit unseres Bahnangebots, welches für die Bevölkerung von unschätzbarem Wert ist.

Besonders kritisch zu beurteilen ist die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz, neu zu verankern in Artikel 40ater EBG. Dies öffnet die Tür für ausländische Anbieter wie Flixtrain, welche lediglich die wirtschaftlich lukrativen Hauptstrecken bedienen werden. Dieses Vorgehen der 'Rosinenpickerei' untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die sich gleichzeitig um die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien kümmern müssen. Es ist ein Frontalangriff auf den Service public, der langfristig die flächendeckende Bedienung des Landes gefährdet.

Die vom Bundesrat angeführte 'Gemeinsame Erklärung' als Absicherung ist rechtlich wertlos und bietet keinerlei verbindlichen Schutz. Sie ist eine reine Beruhigungspille, die uns der Illusion hingibt, unsere Souveränität im Bahnverkehr zu wahren. Zukünftige Anpassungen des EU-Rechts müssten wir ohnehin dynamisch übernehmen, was bedeutet, dass wir die Kontrolle über unsere Gesetzgebung schrittweise verlieren. Die Integration in Konzepte wie das 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) würde die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes, insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis PBG, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Kriterien für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Vorgaben erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt scheint die vorgeschlagene Regelung eine schleichende Aushöhlung unserer

Souveränität und eine Gefährdung unseres bewährten Service public darzustellen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des Abkommens zur Lebensmittelsicherheit, das unter dem irreführenden Titel eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vorsieht. Es ist keineswegs ein reines Sicherheitsthema, sondern vielmehr eine strategische Massnahme zur Angleichung an oft tiefere EU-Standards, welche die sprichwörtliche Schweizer Qualität zu gefährden droht. Die spürbare Entwertung des Labels "Made in Switzerland" durch die Notwendigkeit, nach denselben, weniger strengen Kriterien zu produzieren, untergräbt einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und bedroht die Existenz kleinster bäuerlicher Familienbetriebe.

Die Einführung einer beispiellosen bürokratischen Welle ist vorprogrammiert. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine an einem Schwingfest werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen. Besonders kritisch ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in diesem ethisch wichtigen Bereich bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit, da die Kontrolle über diesen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgegeben wird.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Ablehnung würde das gesamte Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des Weiteren ist die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe werden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dieses Abkommen birgt eine Gefahr für unsere Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit höchst fragwürdig und erscheinen eher als kosmetische Korrekturen denn als substantielle Stärkung. Es ist zu befürchten, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit einen massiven und nicht mehr kompensierbaren Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen ausüben wird. Die insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen drohende flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus wird durch die vorgeschlagenen Regelungen nicht verhindert, sondern lediglich oberflächlich kaschiert.

Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung zugunsten von EU-Standards, die nachweislich weniger robust sind. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nicht zielführender im Kampf gegen Lohndumping. Dies nützt primär ausländischen Akteuren, die das hiesige Lohngefüge ausnutzen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, da die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies resultiert unweigerlich in weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und wurde durch EU-Druck diktiert. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Zudem ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft tiefgreifende und ungelöste Fragen auf, die eine ablehnende Haltung unseresseits rechtfertigen. Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Abkommen scheinbar darauf abzielen, die Schweiz stärker an europäische Rechtsentwicklungen zu binden, ohne die notwendigen demokratischen Kontrollmechanismen und die Souveränität unseres Landes hinreichend zu wahren.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in einem institutionellen Abkommen impliziert wäre, steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unserer Verfassung. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), würde durch eine fortlaufende und automatische Rechtsübernahme massiv untergraben. Die Fähigkeit des Schweizer Volkes, über seine Gesetze zu entscheiden, würde de facto durch Brüsseler Vorgaben eingeschränkt.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine bindende Anerkennung seiner Rechtsprechung, wie sie in den Vernehmlassungsunterlagen angedeutet wird, hätte gravierende Folgen für die Rechtsordnung der Schweiz. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Anwendung von EU-Recht (EU-AnG), das die Geltung von EU-Recht in der Schweiz regelt, bedarf in diesem Kontext einer präzisen und kritischen Prüfung. Die Einbeziehung des EuGH als letztinstanzliche Autorität über schweizerische Gerichte hinweg würde die Souveränität unserer eigenen Rechtsprechung ernsthaft gefährden und könnte im schlimmsten Fall zu einer schleichenden Aushöhlung des schweizerischen Rechts führen. Dies ist mit dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der Unabhängigkeit der Gerichte gemäss Artikel 190 BV kaum vereinbar.

Auch die wirtschaftlichen Implikationen sind kritisch zu hinterfragen. Die potenziellen Kosten und die

mangelnde Flexibilität, die sich aus einer stärkeren Anlehnung an die EU ergeben könnten, sind nicht hinreichend dargelegt. Die vorgeschlagene Regelung der Personenfreizügigkeit, ohne klare Mechanismen zur Steuerung und Begrenzung, birgt erhebliche Risiken für unseren Arbeitsmarkt und die soziale Kohäsion. Die Bundesverfassung schützt ausdrücklich die Rechte der Bürger, und jegliche Vereinbarung, die diese Rechte untergräbt, muss mit grösster Skepsis betrachtet werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge erhebliche Mängel aufweisen, die eine kritische Distanz und eine Ablehnung der vorgeschlagenen Pakete unabdingbar machen. Die Souveränität der Schweiz, die demokratischen Rechte des Volkes und die Integrität unserer Rechtsordnung dürfen nicht kompromittiert werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, wie sie im Rahmen von Verhandlungen zu erwarten ist, läuft Gefahr, die Unabhängigkeit der Schweizer Gesetzgebung zu untergraben. Insbesondere das Prinzip der direkten Demokratie, das in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist, könnte durch die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes ausgehöhlt werden.

Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert, dass das Schweizer Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt sind. Die Übernahme von EU-Recht, welches durch supranationale Organe geschaffen wird, und dessen Anwendung in der Schweiz ohne die Möglichkeit direkter Volksabstimmung oder zumindest einer umfassenden parlamentarischen Kontrolle, steht im fundamentalen Widerspruch zu diesem Prinzip. Es ist zu befürchten, dass eine solche Übernahme dazu führt, dass die Schweizer Gesetzgebung de facto von externen Vorgaben abhängig wird.

Darüber hinaus werfen die Verhandlungen Fragen hinsichtlich der Rolle des Bundesgerichts auf. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind Gerichte und Verwaltungsbehörden an Gesetze und das Völkerrecht gebunden. Wenn jedoch zukünftig EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung integriert wird, stellt sich die Frage, wie dieses mit nationalem Recht und der Verfassung in Einklang gebracht werden kann. Eine Vorrangstellung von EU-Recht vor schweizerischem Recht wäre nicht nur rechtlich problematisch, sondern würde auch die Souveränität der eidgenössischen Gerichte und die Gültigkeit der nationalen Verfassung in Frage stellen.

Die angestrebte "Stabilisierung" könnte somit zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Kontrolle führen. Es ist unabdingbar, dass jegliche Form der Annäherung zur EU die volle Souveränität der Schweiz wahrt und die Grundprinzipien unserer Verfassung, einschliesslich der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Prinzipien, uneingeschränkt respektiert. Ohne klare Garantien hierfür ist eine Zustimmung zu solchen Vereinbarungen höchst fragwürdig und birgt erhebliche Gefahren für die Zukunft der Schweiz. Die Risiken für die nationale Autonomie und die rechtsstaatliche Integrität dürfen nicht unterschätzt werden.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Magali <magali.lariche@bluewin.ch>
Sent: Donnerstag, 30. Oktober 2025 11:31
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Magali Lariche

2, rue François-Durafour

1220 Genève

Genève, le 22 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Magali Lariche

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: CHPE Tuning <tuningchpe@gmail.com>
Sent: Mittwoch, 22. Oktober 2025 07:07
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Categories: noch nicht eingeordnet f. Veröff

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Mäder (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Mäder · tuningchpe@gmail.com

Allgemein

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Es ist fraglich, inwieweit die Schweiz ihre rechtsstaatliche Autonomie wahren kann, wenn sie sich einem Rechtssystem unterwirft, das sie nicht mitgestalten kann. Besondere Bedenken bestehen hinsichtlich der Angleichung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die durch Artikel 190 BV geschützt ist, könnte durch eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen untergraben werden. Die richterliche Unabhängigkeit verlangt, dass Gerichte ihre Entscheide auf Basis des geltenden schweizerischen Rechts fällen und nicht einer externen Instanz unterworfen sind, deren Rechtsauffassung sich zudem laufend wandelt. Die Idee, dass der EuGH in der Schweiz künftig als eine Art "Oberrichter" fungieren könnte, ist mit unserer Verfassung unvereinbar. Weiterhin wird die Möglichkeit einer indirekten Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht explizit im Abkommen aufgeführt sind, die schweizerische

Gesetzgebung weiter aushöhlen. Dies könnte zu einer schleichenden Entnationalisierung des Rechts führen und die Fähigkeit des Schweizer Volkes einschränken, seine eigenen Gesetze zu bestimmen, wie es die parlamentarische Demokratie vorsieht. Die Freiheit des nationalen Gesetzgebers, unter Berücksichtigung der schweizerischen Verhältnisse und Interessen, Gesetze zu erlassen, würde massiv eingeschränkt. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme birgt zudem die Gefahr, dass sich die Schweiz fortlaufend neuen EU-Regulierungen anpassen muss, ohne dass dies durch eine effektive Rückkopplungsschleife an die schweizerischen Entscheidungsgremien abgesichert ist. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Rechtssicherheit, das in der Schweiz einen hohen Stellenwert geniesst. Die Verfassung und die Gesetze müssten in einem ständigen Anpassungsprozess gehalten werden, was eine erhebliche Belastung darstellt und die Verlässlichkeit unseres Rechtssystems schwächt. Die Idee, dass die Schweiz sich einem ständigen Rechtsänderungsprozess ausserhalb ihrer direkten Kontrolle unterwerfen soll, ist abzulehnen.

Verhandlungen

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des rechtlichen Rahmens der Schweiz auf. Es ist unbestreitbar, dass die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht erhebliche Auswirkungen auf die Unabhängigkeit unserer Rechtsprechung und die Gestaltung unserer nationalen Politik haben wird. Konkret besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Aneignung von EU-Recht zu einem blossen Anhängsel der EU mutiert, ohne jedoch die demokratischen Vorteile einer Vollmitgliedschaft geniessen zu können. Dieiliyorität von EU-Richtlinien und Verordnungen, wie sie sich in den anhängigen Verhandlungen abzeichnet, widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger würden entmachtet, da sie zukünftige Gesetze nicht mehr direkt beeinflussen können. Darüber hinaus ist die Interpretation und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ein erheblicher Stolperstein. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, könnte massiv untergraben werden, wenn die Rechtsprechung des EuGH die nationale Rechtsauslegung verbindlich prägen würde. Dies stünde im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die verbindliche Wirkung von Bundesgesetzen und anderen Verordnungen vorsieht, aber nicht die zwingende Unterwerfung unter die

Rechtsprechung eines fremden Gerichtshofes. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die nicht mehr im Einklang mit den schweizerischen Wertvorstellungen steht, ist real. Die angeblichen Vorteile der institutionellen Anbindung, wie der Zugang zum EU-Binnenmarkt, erscheinen angesichts dieser tiefgreifenden Einschränkungen der nationalen Entscheidungsfreiheit als ein zu hoher Preis. Es muss hinterfragt werden, ob dieser Preis nicht die Grundlage unserer staatlichen Identität gefährdet. Die Verhandlungsergebnisse sind daher kritisch zu prüfen und es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Autonomie und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien nicht opfert. Ein blindes Eintreten für diese Vereinbarungen wäre fahrlässig und würde die Zukunft unseres Landes aufs Spiel setzen.

Inländische Umsetzung

Allgemeine Bemerkungen

Die Vorlage der vorliegenden Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Tragweite und der potenziellen Auswirkungen der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union auf die inländische Rechtsordnung und die schweizerische Souveränität auf. Es ist fraglich, inwieweit die angestrebte Harmonisierung tatsächlich dem schweizerischen Interesse dient oder vielmehr eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende demokratische Legitimation und Mitspracherechte für die Schweiz bedeutet. Besonders hervorzuheben sind die Risiken, die sich aus einer potenziellen Erosion der rechtssetzenden Gewalt des Schweizerischen Bundesrates und der Bundesversammlung ergeben könnten. Gemäss Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung ist es die Aufgabe des Bundesrates, die Gesetzgebung des Bundes vorzubereiten. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen jedoch eine starke Einflussnahme von externen Vorgaben zu implizieren, die die Autonomie bei der Gesetzgebung massiv einschränken könnte. Dies widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung, der in der Bundesverfassung festgeschrieben ist. Des Weiteren sind die Implikationen für die richterliche Unabhängigkeit und die Anwendung des Schweizerischen Rechts kritisch zu beleuchten. Die Einführung von Mechanismen, die eine Orientierung an oder gar eine Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) vorsehen, birgt die Gefahr, dass das eigenständige Schweizer Recht systematisch verdrängt wird. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte massgebend. Eine unklare oder gar widersprüchliche Auslegung von Schweizer Recht durch externe juristische Instanzen würde die Rechtssicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger und Unternehmen

erheblich gefährden. Die vorgesehene Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne eine fundierte Prüfung ihrer Vereinbarkeit mit den schweizerischen Verhältnissen und Grundwerten ist nicht akzeptabel. Artikel 173 der Bundesverfassung verpflichtet den Bundesrat, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren und zu fördern. Dies schliesst eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgeschlagenen Regulierungen ein, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die Besonderheiten des schweizerischen Rechtssystems nicht kompromittiert werden. Die pauschale Übernahme von EU-Recht mag vordergründig als Effizienzsteigerung erscheinen, birgt aber die Gefahr einer schleichenden Entmündigung und einer Schwächung der demokratischen Kontrolle. Es bedarf einer detaillierten und kritischen Analyse, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und die Prinzipien ihrer Rechtsordnung wahrt.

Staatliche Beihilfen

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit, einschliesslich der Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer verfassungsmässigen Ordnung und des Volkswillens dar. Artikel 121a der Bundesverfassung, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung festschreibt, wird durch die vorgeschlagenen Änderungen massiv untergraben. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", welche praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, gefährdet unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass niemand auf Kosten der Allgemeinheit ein solches Recht auf Daueranspruch ohne entsprechende Gegenleistung oder Einhaltung von Grundregeln beanspruchen kann. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen befeuert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die immensen Kosten dafür werden von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, ohne dass eine adäquate Gegenfinanzierung oder Limitierung vorgesehen ist. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, übersteigt jegliches Mass für ein Nicht-EU-Land und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angepriesene "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt,

dass sie in der Praxis bedeutungslos bleibt. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu aktivieren, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Es handelt sich somit nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine Erpressungsklausel. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass unser Parlament und unser Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem äusserst sensiblen Bereich praktisch ihre Mitsprache verlieren. Dies ist eine direkte Kapitulation vor Brüssel und eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei extremer Abhängigkeit, nahezu unmöglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirkliche Steuerung ermöglicht und uns zahnlos macht. Die Einführung drastisch erhöhter Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven, durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung bedeutet und unsere hohen Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des AIG stellt das Kernstück dieser Kapitulation dar. Die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke und missachten den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV). Die Änderungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) sind kosmetisch und überdecken den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt. Die Unterstellung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Selbst das Zivilgesetzbuch (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) wird an die EU-Rechtsordnung angepasst. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (Art. 15, 35 MedBG), Gesundheitsberufegesetz (Art. 10, 15 GesBG) und Psychologieberufegesetz (neuer Art. 37 Abs. 4 PsyG) ersetzt die nationalen Qualitätskontrollen durch automatisierte EU-

Mechanismen, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt und unsere nationalen Standards gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und genügen bei weitem nicht, um dem immensen Lohndruck standzuhalten, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, droht. Statt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt vor allem ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Artikel 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Es handelt sich um einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle

Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket stellt eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar und schwächt die schweizerische Souveränität massiv.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Schweiz und ihre Bürger. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine fundamentale Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Ausländische Anbieter, die oft von den Steuerzahlern ihrer Heimatländer profitieren, werden in der Lage sein, die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Phänomen der 'Rosinenpickerei' wird dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den weniger profitablen, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Leistungsfähigkeit unseres etablierten öffentlichen Verkehrsnetzes. Die Behauptung, die 'Gemeinsame Erklärung' biete einen ausreichenden Schutz, ist nicht haltbar. Diese Erklärung ist rechtlich unverbindlich und bietet keinerlei Gewähr dafür, dass zukünftige Änderungen des EU-Beihilferechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste, keine negativen Auswirkungen auf die Finanzierung und den Betrieb des schweizerischen Schienenverkehrs haben werden. Unser Service public, der über Jahrzehnte gewachsen ist und dem Wohl der Bevölkerung dient, könnte durch die Anwendung des EU-Beihilferechts in seiner Existenz bedroht sein, da bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Beschaffung neuen Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Zudem schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Die Pflicht, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, beschneidet die Möglichkeit, den öffentlichen Verkehr national und kantonal so zu gestalten, wie es den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz am besten dient. Statt die Vergabe nach den optimalen Kriterien für unser Land auszurichten, müssen wir uns an Brüsseler Standards halten, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führt. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), verlagert Entscheidungskompetenzen an zentrale EU-Stellen und schwächt unsere nationale Steuerungsmöglichkeit. Dieses Abkommen höhlt die Souveränität der Schweiz im Bereich

des Landverkehrs schleichend aus und gefährdet die Qualität und die Verlässlichkeit des öffentlichen Verkehrs, auf den sich die Schweizerinnen und Schweizer verlassen können.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge an die Europäische Union sind aus schweizerischer Sicht in höchstem Masse bedenklich und stellen eine erhebliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Es ist unhaltbar, dass freiwillige, vom Parlament kontrollierte Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht überführt werden sollen. Diese Umwandlung entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Vielmehr handelt es sich hierbei de facto um eine Zwangsabgabe, die nicht mehr im freien Ermessen unserer gewählten Volksvertreter liegt. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und muss fortan diktierte Zahlungen leisten. Diese Entwicklung macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keine Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kosten und kaum greifbare Vorteile bringen wird. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das neue KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung unserer Steuergelder droht lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die Freizügigkeitsabkommen (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Des Weiteren ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Hier wird der "gute Name" der

Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine inakzeptable Vermischung von Politikfeldern und eine Untergrabung der Integrität unserer Friedensförderung.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Strom ist aus Sicht der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit äusserst bedenklich. Die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet faktisch die Aufgabe unserer Autonomie. Wir werden zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer, der Kosten tragen muss, ohne Mitspracherecht bei Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz, welche zukünftig in Brüssel gefällt werden. Die ElCom verkommt von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, deren undemokratisch legitimierte Vorschriften sie umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Gemeindekraftwerke, die lokal und dezentral Energie produzieren, werden durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt, indem ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Die geplante vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren

Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen erheblichen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter einem irreführenden Titel, stellt in Wahrheit eine umfassende und höchst bedenkliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dies geht weit über die reine Sicherheit hinaus und bedroht fundamentale Säulen unserer nationalen Identität und Wirtschaft: unsere anerkannt hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unmittelbar in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das begehrte Label "Made in Switzerland". Wenn Produkte nach denselben, potenziell weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, verlieren wir einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil. Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns zu Geiselhaft macht. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören. Die von der Bevölkerung mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt; die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und dessen Kontrollmöglichkeit ausschaltet. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, was uns in der Reaktion auf spezifische Bedrohungen lähmt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und riskiert durch die Unterwerfung unter das starre EU-System unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Gesamtbeurteilung

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche und bislang unzureichend adressierte Risiken für die Souveränität und die demokratischen Institutionen der Schweiz. Eine kritische Auseinandersetzung mit den einzelnen Elementen dieses Pakets ist unerlässlich, bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen vorgesehen ist, steht im direkten Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung (Stimmrechtsgesetz, StRG) verankert ist. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger sind die obersten Entscheidungsträger, und die automatische Übernahme von Recht, das sie nicht unmittelbar beeinflussen oder kontrollieren können, untergräbt dieses fundamentale Prinzip. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Autonomie der Kantone und die demokratische Mitwirkung des Volkes. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der Personenfreizügigkeit, bedroht diese Autonomie erheblich, da sie eine Einschränkung der kantonalen Hoheitsrechte bedeutet und potenziell zu einer Überfremdung führt, die von den Bürgern nicht mehr kontrolliert werden kann. Des Weiteren wirft die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gravierende Fragen hinsichtlich der Rechtsstaatlichkeit auf. Die Unterwerfung unter die Rechtsprechung eines fremden Gerichts, dessen Urteile für die Schweiz bindend wären, widerspricht Artikel 29 der Bundesverfassung, der das Recht auf ein unabhängiges Gericht garantiert. Die Schweizer Justiz würde de facto an die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts durch den EuGH gebunden sein, was die Unabhängigkeit und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems erheblich beeinträchtigen würde. Die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Rechtsordnung ist real und darf nicht ignoriert werden. Die finanziellen Verpflichtungen, die mit dem Paket einhergehen, sind ebenfalls Anlass zu grösster Skepsis. Eine ungeprüfte und unbegrenzte Beteiligung an EU-Programmen und -Fonds kann zu erheblichen und potenziell unkalkulierbaren Kosten für die schweizerischen Steuerzahler führen. Die im Bundesgesetz über die Politische Teilhabe (Politikgesetz, PolG) verankerte Transparenz und Rechenschaftspflicht werden durch solche intransparenten Finanzströme gefährdet. Es muss sichergestellt werden, dass jede finanzielle Beteiligung klar definierten Zielen dient und einer strengen Kontrolle unterliegt, was beim aktuellen Vorschlag nicht ausreichend gewährleistet scheint. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine gefährliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Rechte darstellt. Die Argumente für eine Zustimmung sind schwach

> und ignorieren die tiefgreifenden negativen Auswirkungen auf unsere Verfassungsgrundsätze und unsere Rechtsordnung.

Freundliche Grüsse,
Mäder Thomas

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Lorenz Maurer · +41793126519 · lorenz.maurer@profihandwerker.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Paket mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und ist aus einer kritischen Perspektive zu betrachten. Es ist besorgniserregend, dass durch die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung und Parlament die Souveränität der Schweiz untergraben wird. Gemäss Artikel 1 des Bundesverfassungsgrundsatzes der Schweizerischen Eidgenossenschaft liegt die Staatsgewalt beim Volk und den Kantonen. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht in weiten Teilen verletzt dieses Prinzip, da die Schweizer Gesetzgebung zunehmend von Brüssel diktiert würde, ohne dass dies einer direkten demokratischen Legitimation unterliegt. Die institutionellen Fragen im Rahmen des Abkommens sind besonders problematisch. Die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Streitfällen bezüglich des Abkommens steht im Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsgleichheit und der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung hat jede Person Anspruch auf rechtliches Gehör und eine unabhängige, unparteiische Beurteilung ihres Falles durch das zuständige Gericht. Die Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH würde die Möglichkeit einschränken, die eigenen nationalen Gerichte in letztinstanzlichen Fragen anzurufen und die Einhaltung schweizerischer Rechtsgrundsätze sicherzustellen. Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel an der langfristigen wirtschaftlichen Vorteilhaftigkeit des Pakets. Die Annahme des automatischen Rechtsübernahmemechanismus könnte zu einem stetigen Zustrom von EU-Regularien führen, die nicht unbedingt den schweizerischen Wirtschaftsinteressen entsprechen und zu zusätzlichen Belastungen für kleine und mittlere Unternehmen führen könnten. Dies könnte den Wettbewerbsvorteil der Schweiz beeinträchtigen und die wirtschaftliche Autonomie schwächen. Die vorgeschlagene Lösung scheint nicht die notwendige Flexibilität zu bieten, um auf die spezifischen Bedürfnisse und Herausforderungen der Schweizer Wirtschaft einzugehen, wie sie beispielsweise im Artikel 103 der Bundesverfassung verankert sind, der die wirtschaftliche Freiheit schützt. Die Ausgestaltung des Abkommens birgt das Risiko einer schleichenden Entfremdung von den Kernprinzipien der schweizerischen direkten Demokratie und der Souveränität, ohne dass die damit verbundenen Risiken und Nachteile umfassend berücksichtigt oder adäquat abgefedert werden. Es ist unerlässlich, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung bei jeder Form der Annäherung an die EU an erster Stelle stehen und nicht durch eine übermässige Abhängigkeit kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der effektiven Umsetzung des Schweizer Rechts auf. Es ist äusserst fragwürdig, ob die erzielten Vereinbarungen geeignet sind, die durch die bilateralen Abkommen und potenziell neuen Verträge entstehenden Herausforderungen im Einklang mit unserer Bundesverfassung zu bewältigen. Besonders besorgniserregend ist die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten und die potentielle Übernahme von EU-Recht, das nicht im Lichte unserer eigenen rechtlichen Traditionen und Bedürfnisse bewertet werden kann. Dies berührt unmittelbar das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die Möglichkeit, dass neues EU-Recht ohne direkten demokratischen Einfluss des Schweizer Volkes in unser Rechtssystem einfliessen könnte, ist mit den Grundsätzen der direkten Demokratie schwer vereinbar. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) weiterhin ein Kernproblem. Die vorgesehene Anwendung des EU-Rechts und die damit verbundene Gerichtsbarkeit des EuGH stellen eine faktische Unterstellung unter eine fremde Rechtsprechung dar. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 49 der Bundesverfassung (BV), welcher die Unabhängigkeit der

Gerichte und die Eigenständigkeit unseres Rechtsstaates garantiert. Die Möglichkeit, dass der EuGH verbindliche Auslegungen vornehmen kann, die über die ursprünglichen Absichten der bilateralen Abkommen hinausgehen, birgt ein erhebliches Risiko der Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung bedürfen einer kritischen Überprüfung. Die Gefahr einer stillschweigenden Übernahme von EU-Recht durch Interpretationen oder Präjudizien im Rahmen dieser Mechanismen ist real. Die Schweiz muss sicherstellen, dass ihre nationalen Interessen und die Kohärenz ihres Rechtssystems jederzeit gewahrt bleiben. Die Schwächung der parlamentarischen und rechtlichen Kontrollmöglichkeiten gegenüber der exekutiven Umsetzung von Vereinbarungen ist nicht hinnehmbar. Die Verhandlungsergebnisse müssen daher einer tiefgehenden und kritischen Prüfung unterzogen werden, wobei die Wahrung der Souveränität und die Einhaltung der Schweizerischen Bundesverfassung im Vordergrund stehen müssen. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die Schweiz bereit ist, substanzielle Zugeständnisse zu machen, die ihre rechtliche und politische Autonomie kompromittieren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Rahmen des vorliegenden Abkommens wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer nationalen Interessen auf. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten und ohne die Möglichkeit eigener Gestaltungsspielräume untergräbt die legislativen Kompetenzen des Bundes und der Kantone. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössischen Verfassungsbestimmungen (BV) verankert ist, welcher festhält, dass das Volk die Verfassungsmacht innehat. Es ist zu befürchten, dass die faktische Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) zu einer Rechtsfortbildung führt, die nicht mehr von schweizerischen Gerichten kontrolliert werden kann. Dies könnte dazu führen, dass Verordnungen und Richtlinien der EU, die nicht im Einklang mit der Schweizer Verfassung oder den spezifischen Bedürfnissen unserer Wirtschaft und Gesellschaft stehen, dennoch in der Schweiz Gültigkeit erlangen. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Selbstbestimmung des schweizerischen Volkes. Die vorgeschlagene Übernahme würde diese Selbstbestimmung erheblich einschränken, da unsere Gesetzgebung zunehmend von externen, nicht demokratisch legitimierten Institutionen diktiert würde. Besonders kritisch ist die Frage der Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke. Die Harmonisierung von Vorschriften auf EU-Niveau könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen und die Flexibilität des schweizerischen Arbeitsmarktes einschränken, der sich über Jahrzehnte bewährt hat. Die Bestimmungen des Obligationenrechts (OR), die ein hohes Mass an Vertragsfreiheit und die Berücksichtigung schweizerischer Besonderheiten gewährleisten, könnten unter Druck geraten. Eine pauschale Übernahme von EU-Richtlinien, wie beispielsweise im Bereich der Arbeitszeitgestaltung oder der Sozialversicherungsbeiträge, birgt das Risiko, dass bewährte schweizerische Modelle aufgegeben werden müssen, ohne dass dafür überzeugende Gründe vorliegen, die die Nachteile aufwiegen. Darüber hinaus fehlt es an Transparenz und demokratischer Legitimation für die Entscheidungen, die im Rahmen der Umsetzung dieses Abkommens getroffen werden. Die Schweizer Bevölkerung hat kein Mitspracherecht bei der Entstehung des EU-Rechts, das nun potenziell bindend für uns werden könnte. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, das einen zentralen Pfeiler unseres politischen Systems darstellt. Die Stärkung der Bundesbehörden in der Übernahme und Umsetzung von EU-Recht ohne ausreichende Kontrollmechanismen birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der föderalistischen Struktur und der kantonalen Hoheitsrechte, die in den Artikeln 1 bis 3 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Wir fordern daher eine kritische Prüfung aller Bestimmungen und die Sicherstellung, dass die Souveränität und die spezifischen Interessen der Schweiz stets gewahrt bleiben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Es ist höchst bedenklich, dass bisherige freiwillige und vom Parlament kontrollierte Kohäsionsbeiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht umgewandelt werden sollen. Diese Entwicklung entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit zur demokratischen Steuerung von milliardenschweren Zahlungen. Eine solche Umwandlung grenzt faktisch an eine Zwangsabgabe, bei der die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht fungiert. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein reines Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz wird somit gezwungen, Zahlungen zu leisten, die von der EU diktiert werden, ohne dafür eine Garantie auf verbesserten

Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse zu erhalten. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Artikel 1 des KoBG sieht die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs vor, der die Budgethoheit des Parlaments massiv aushöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird nur noch der Vollzug einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung übrigbleiben. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG erscheint irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese gesetzgeberische Instrumentalisierung des KoBG dient primär dazu, die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten und die bisherige politische Geste in eine rechtliche Pflicht zu verwandeln. Die Schweiz verliert dadurch an Autonomie und wirtschaftlicher Flexibilität, ohne dass die Vorteile für die eigenen Bürgerinnen und Bürger klar ersichtlich sind.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind entschieden unzureichend und erscheinen eher als kosmetische Anpassungen denn als wirksame Abwehrmechanismen gegen den erheblichen Druck auf das Schweizer Lohnniveau. Es ist zu befürchten, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zu einer flächendeckenden Erosion der Löhne führen wird, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und Angleichung an schwächere EU-Standards. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen, in die Hände. Die Kontrollmechanismen werden erheblich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist, was die Flexibilität von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Diese Gesamtrevision schwächt den schweizerischen Lohnschutz fundamental und ignoriert die berechtigten Sorgen der Schweizer Arbeitnehmenden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für inner-schweizerische Transportleistungen. Dieses Vorgehen birgt die Gefahr der sogenannten "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen primär die profitabelsten Strecken bedienen. Dies würde die finanzielle Grundlage der SBB und anderer inländischer Anbieter, die sich zur Erfüllung des umfassenden Versorgungsauftrags auch auf weniger rentablen Strecken engagieren müssen, erheblich untergraben. Darüber hinaus wirft die Anwendung des EU-Beihilferechts ernsthafte Bedenken auf. Bewährte Subventionsmodelle, die entscheidend zur Aufrechterhaltung und Verbesserung des Angebots im Güter- und Regionalverkehr sowie zur

Erneuerung des Rollmaterials beitragen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und die Umfänge des öffentlichen Verkehrsangebots, wie es die Bürgerinnen und Bürger gewohnt sind und erwarten dürfen. Die als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich unverbindlich und bietet keinen wirklichen Schutz vor künftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich um eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Autonomie nicht verhindert. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz zudem, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und priorisiert EU-konforme Kriterien über die besten Lösungen für die Schweiz, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Diese Entwicklungen sind nicht mit den Interessen der Schweiz vereinbar und gefährden das Fundament unseres leistungsfähigen öffentlichen Verkehrs.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die etablierte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies höhlt die demokratische Legitimation unserer Förderinstrumente aus, die bislang auf die spezifischen Bedürfnisse unserer Bevölkerung und unserer Wirtschaft zugeschnitten waren. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt. Die in Artikel 3 BHÜG vorgesehene Beihilfekammer wird zum verlängerten Arm der EU und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft Mehrheitseigentümer sind und deren Service public von nationaler Bedeutung ist, werden so der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie der Schweiz gefährdet. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Mit dem neuen Artikel 82 Buchstabe b Ziffer i BGG erhalten kantonale Erlasse ein neues Beschwerderecht, welches die kantonalen Entscheidungsbefugnisse stark einschränkt und die kantonalen Gebietskörperschaften zu Bittstellern degradiert. Der Verlust der Organisations- und Verfahrensautonomie sowie die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht gemäss Artikel 98a BGG führen zu einer inakzeptablen Herabstufung der Kantone. Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese „Superbehörde“ wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts fungieren. Diese Machtkonzentration ist gefährlich und steht im Widerspruch zur Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Regelungen werden die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger machen und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung beeinträchtigen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Rechts auf eigenständige Steuerung der Zuwanderung dar, wie sie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren sind klare Widersprüche zum Willen des Souveräns und gefährden die innere Sicherheit sowie die Stabilität unserer Sozialwerke. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die "Integrationsmethode" beraubt unser Parlament und unser Volk jeder Mitsprache bei künftigen Verschärfungen, was eine direkte Untergrabung unserer direkten Demokratie bedeutet. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch die neuen Regelungen, insbesondere durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), massiv

gefördert. Die Ausweitung des Anspruchs auf Sozialhilfe für EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, auch bei Abhängigkeit, belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unzumenklich. Der beispiellose und unkontrollierbare Familiennachzug, der nun auch Eltern und Grosseltern einschliesst, wird die Sozialkosten explodieren lassen. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist dabei nicht mehr als ein Placebo; ihre Hürden sind so hoch, dass sie praktisch wirkungslos bleibt, während die Androhung von EU-Strafmassnahmen sie zu einer "Erpressungsklausel" degradiert. Die automatisierten Anerkennungsverfahren für Berufsqualifikationen, wie sie im Bundesgesetz über die Freizügigkeit (BGVB) und in Fachgesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) vorgesehen sind, ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen EU-gesteuerten Mechanismus. Dies senkt unsere hohen Standards und entzieht uns die Kontrolle, insbesondere im sensiblen Gesundheitsbereich, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Auch die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz (FG) sind ein klarer Eingriff in unsere sozialpolitische Souveränität und unsere Eigentumsrechte. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen, versteckten Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Die Schweiz verliert durch diese umfassende Kapitulation vor der EU systematisch ihre Fähigkeit zur autonomen Steuerung ihrer Zuwanderung, ihrer Sozialwerke, ihrer Bildungssysteme und letztlich ihrer gesamten Rechtsordnung. Es handelt sich um eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags und eine gefährliche Preisgabe unserer nationalen Interessen.

Strom

Die vorliegenden Vorschläge zur Strommarktliberalisierung bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Die Entscheidungsfindung über unser Stromnetz wird de facto nach Brüssel verlagert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer künftig die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der «freie Markt» nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) führt mit Art. 4a ff. zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere der neue Art. 15, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer

Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die vollständige Marktliberalisierung stellt ein hochriskantes Experiment dar, das auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft geht. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend als 'Vom Hof auf den Tisch' tituliert, stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Sie bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv gefährdet, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das geschützte Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der EU. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Eine gravierende Problematik bildet die 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift die Schweizer Qualität und die Produzenten an, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdiktat unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, da unsere nationalen, breiter akzeptierten Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt werden. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament in entscheidenden Fragen. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, eigenständig auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und unterwirft die Schweiz einem starren, bürokratischen System, das fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die angestrebte Annäherung, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf unsere direktdemokratischen Instrumente und die Unabhängigkeit unserer Gerichte aufkommen. Die Idee, die dynamische Rechtsübernahme aus Brüssel zu institutionalisieren, steht im fundamentalen Widerspruch zur Schweizer Verfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Rechte der Bürgerinnen und Bürger sowie die politischen Parteien (Bürgerrechtsgesetz, BGR) verankert das Recht des Volkes, über Verfassungsänderungen mitzubestimmen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses grundlegende Recht aushöhlen, da das Schweizer Volk künftige Gesetzgebungen der EU nicht mehr direkt beeinflussen oder ablehnen könnte. Die Kontinuität der Souveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, würde dadurch ernsthaft gefährdet. Darüber hinaus ist die Rolle des

Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Verpflichtung zur Berücksichtigung der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU üblich ist, greift tief in die Gewaltenteilung der Schweiz ein. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, primär die Entscheidungen des EuGH zu berücksichtigen, würde dies die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz schwächen und potenziell dazu führen, dass nationales Recht durch ausländische Gerichtsentscheidungen überlagert wird. Dies steht im Gegensatz zum Grundsatz, dass das Schweizer Recht von Schweizer Gerichten im Lichte der Schweizer Verfassung ausgelegt wird. Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Rechtfertigung für eine engere Bindung an die EU angeführt werden, dürfen nicht die erheblichen politischen und rechtlichen Nachteile aufwiegen. Die Flexibilität, die unsere Unabhängigkeit uns bisher geboten hat, um auf spezifische Schweizer Bedürfnisse und Werte einzugehen, wäre verloren. Die vorgesehene Stabilisierung könnte sich somit als eine schleichende Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Errungenschaften erweisen, deren negative Folgen sich langfristig auf alle Lebensbereiche auswirken würden. Es ist geboten, die volle Souveränität und die bewährten demokratischen Prinzipien der Schweiz über jedwede vordergründigen Annäherung an die EU zu stellen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Lorenz Maurer · +41793126519 · lorenz.maurer@profihandwerker.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Paket mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und ist aus einer kritischen Perspektive zu betrachten. Es ist besorgniserregend, dass durch die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung und Parlament die Souveränität der Schweiz untergraben wird. Gemäss Artikel 1 des Bundesverfassungsgrundsatzes der Schweizerischen Eidgenossenschaft liegt die Staatsgewalt beim Volk und den Kantonen. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht in weiten Teilen verletzt dieses Prinzip, da die Schweizer Gesetzgebung zunehmend von Brüssel diktiert würde, ohne dass dies einer direkten demokratischen Legitimation unterliegt. Die institutionellen Fragen im Rahmen des Abkommens sind besonders problematisch. Die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Streitfällen bezüglich des Abkommens steht im Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsgleichheit und der Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung hat jede Person Anspruch auf rechtliches Gehör und eine unabhängige, unparteiische Beurteilung ihres Falles durch das zuständige Gericht. Die Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH würde die Möglichkeit einschränken, die eigenen nationalen Gerichte in letztinstanzlichen Fragen anzurufen und die Einhaltung schweizerischer Rechtsgrundsätze sicherzustellen. Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel an der langfristigen wirtschaftlichen Vorteilhaftigkeit des Pakets. Die Annahme des automatischen Rechtsübernahmemechanismus könnte zu einem stetigen Zustrom von EU-Regularien führen, die nicht unbedingt den schweizerischen Wirtschaftsinteressen entsprechen und zu zusätzlichen Belastungen für kleine und mittlere Unternehmen führen könnten. Dies könnte den Wettbewerbsvorteil der Schweiz beeinträchtigen und die wirtschaftliche Autonomie schwächen. Die vorgeschlagene Lösung scheint nicht die notwendige Flexibilität zu bieten, um auf die spezifischen Bedürfnisse und Herausforderungen der Schweizer Wirtschaft einzugehen, wie sie beispielsweise im Artikel 103 der Bundesverfassung verankert sind, der die wirtschaftliche Freiheit schützt. Die Ausgestaltung des Abkommens birgt das Risiko einer schleichenden Entfremdung von den Kernprinzipien der schweizerischen direkten Demokratie und der Souveränität, ohne dass die damit verbundenen Risiken und Nachteile umfassend berücksichtigt oder adäquat abgefedert werden. Es ist unerlässlich, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung bei jeder Form der Annäherung an die EU an erster Stelle stehen und nicht durch eine übermässige Abhängigkeit kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der effektiven Umsetzung des Schweizer Rechts auf. Es ist äusserst fragwürdig, ob die erzielten Vereinbarungen geeignet sind, die durch die bilateralen Abkommen und potenziell neuen Verträge entstehenden Herausforderungen im Einklang mit unserer Bundesverfassung zu bewältigen. Besonders besorgniserregend ist die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten und die potentielle Übernahme von EU-Recht, das nicht im Lichte unserer eigenen rechtlichen Traditionen und Bedürfnisse bewertet werden kann. Dies berührt unmittelbar das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die Möglichkeit, dass neues EU-Recht ohne direkten demokratischen Einfluss des Schweizer Volkes in unser Rechtssystem einfliessen könnte, ist mit den Grundsätzen der direkten Demokratie schwer vereinbar. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) weiterhin ein Kernproblem. Die vorgesehene Anwendung des EU-Rechts und die damit verbundene Gerichtsbarkeit des EuGH stellen eine faktische Unterstellung unter eine fremde Rechtsprechung dar. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 49 der Bundesverfassung (BV), welcher die Unabhängigkeit der

Gerichte und die Eigenständigkeit unseres Rechtsstaates garantiert. Die Möglichkeit, dass der EuGH verbindliche Auslegungen vornehmen kann, die über die ursprünglichen Absichten der bilateralen Abkommen hinausgehen, birgt ein erhebliches Risiko der Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung bedürfen einer kritischen Überprüfung. Die Gefahr einer stillschweigenden Übernahme von EU-Recht durch Interpretationen oder Präjudizien im Rahmen dieser Mechanismen ist real. Die Schweiz muss sicherstellen, dass ihre nationalen Interessen und die Kohärenz ihres Rechtssystems jederzeit gewahrt bleiben. Die Schwächung der parlamentarischen und rechtlichen Kontrollmöglichkeiten gegenüber der exekutiven Umsetzung von Vereinbarungen ist nicht hinnehmbar. Die Verhandlungsergebnisse müssen daher einer tiefgehenden und kritischen Prüfung unterzogen werden, wobei die Wahrung der Souveränität und die Einhaltung der Schweizerischen Bundesverfassung im Vordergrund stehen müssen. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die Schweiz bereit ist, substanzielle Zugeständnisse zu machen, die ihre rechtliche und politische Autonomie kompromittieren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Rahmen des vorliegenden Abkommens wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer nationalen Interessen auf. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Anpassung an die schweizerischen Gegebenheiten und ohne die Möglichkeit eigener Gestaltungsspielräume untergräbt die legislativen Kompetenzen des Bundes und der Kantone. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössischen Verfassungsbestimmungen (BV) verankert ist, welcher festhält, dass das Volk die Verfassungsmacht innehat. Es ist zu befürchten, dass die faktische Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) zu einer Rechtsfortbildung führt, die nicht mehr von schweizerischen Gerichten kontrolliert werden kann. Dies könnte dazu führen, dass Verordnungen und Richtlinien der EU, die nicht im Einklang mit der Schweizer Verfassung oder den spezifischen Bedürfnissen unserer Wirtschaft und Gesellschaft stehen, dennoch in der Schweiz Gültigkeit erlangen. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Selbstbestimmung des schweizerischen Volkes. Die vorgeschlagene Übernahme würde diese Selbstbestimmung erheblich einschränken, da unsere Gesetzgebung zunehmend von externen, nicht demokratisch legitimierten Institutionen diktiert würde. Besonders kritisch ist die Frage der Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke. Die Harmonisierung von Vorschriften auf EU-Niveau könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen und die Flexibilität des schweizerischen Arbeitsmarktes einschränken, der sich über Jahrzehnte bewährt hat. Die Bestimmungen des Obligationenrechts (OR), die ein hohes Mass an Vertragsfreiheit und die Berücksichtigung schweizerischer Besonderheiten gewährleisten, könnten unter Druck geraten. Eine pauschale Übernahme von EU-Richtlinien, wie beispielsweise im Bereich der Arbeitszeitgestaltung oder der Sozialversicherungsbeiträge, birgt das Risiko, dass bewährte schweizerische Modelle aufgegeben werden müssen, ohne dass dafür überzeugende Gründe vorliegen, die die Nachteile aufwiegen. Darüber hinaus fehlt es an Transparenz und demokratischer Legitimation für die Entscheidungen, die im Rahmen der Umsetzung dieses Abkommens getroffen werden. Die Schweizer Bevölkerung hat kein Mitspracherecht bei der Entstehung des EU-Rechts, das nun potenziell bindend für uns werden könnte. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, das einen zentralen Pfeiler unseres politischen Systems darstellt. Die Stärkung der Bundesbehörden in der Übernahme und Umsetzung von EU-Recht ohne ausreichende Kontrollmechanismen birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der föderalistischen Struktur und der kantonalen Hoheitsrechte, die in den Artikeln 1 bis 3 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Wir fordern daher eine kritische Prüfung aller Bestimmungen und die Sicherstellung, dass die Souveränität und die spezifischen Interessen der Schweiz stets gewahrt bleiben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Es ist höchst bedenklich, dass bisherige freiwillige und vom Parlament kontrollierte Kohäsionsbeiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht umgewandelt werden sollen. Diese Entwicklung entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die Möglichkeit zur demokratischen Steuerung von milliardenschweren Zahlungen. Eine solche Umwandlung grenzt faktisch an eine Zwangsabgabe, bei der die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht fungiert. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein reines Lockvogelangebot. Es ist absehbar, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz wird somit gezwungen, Zahlungen zu leisten, die von der EU diktiert werden, ohne dafür eine Garantie auf verbesserten

Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse zu erhalten. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Artikel 1 des KoBG sieht die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs vor, der die Budgethoheit des Parlaments massiv aushöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird nur noch der Vollzug einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung übrigbleiben. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG erscheint irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese gesetzgeberische Instrumentalisierung des KoBG dient primär dazu, die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten und die bisherige politische Geste in eine rechtliche Pflicht zu verwandeln. Die Schweiz verliert dadurch an Autonomie und wirtschaftlicher Flexibilität, ohne dass die Vorteile für die eigenen Bürgerinnen und Bürger klar ersichtlich sind.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind entschieden unzureichend und erscheinen eher als kosmetische Anpassungen denn als wirksame Abwehrmechanismen gegen den erheblichen Druck auf das Schweizer Lohnniveau. Es ist zu befürchten, dass die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zu einer flächendeckenden Erosion der Löhne führen wird, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und Angleichung an schwächere EU-Standards. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies spielt ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping setzen, in die Hände. Die Kontrollmechanismen werden erheblich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist, was die Flexibilität von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Diese Gesamtrevision schwächt den schweizerischen Lohnschutz fundamental und ignoriert die berechtigten Sorgen der Schweizer Arbeitnehmenden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für inner-schweizerische Transportleistungen. Dieses Vorgehen birgt die Gefahr der sogenannten "Rosinenpickerei", bei der ausländische Unternehmen primär die profitabelsten Strecken bedienen. Dies würde die finanzielle Grundlage der SBB und anderer inländischer Anbieter, die sich zur Erfüllung des umfassenden Versorgungsauftrags auch auf weniger rentablen Strecken engagieren müssen, erheblich untergraben. Darüber hinaus wirft die Anwendung des EU-Beihilferechts ernsthafte Bedenken auf. Bewährte Subventionsmodelle, die entscheidend zur Aufrechterhaltung und Verbesserung des Angebots im Güter- und Regionalverkehr sowie zur

Erneuerung des Rollmaterials beitragen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und die Umfänge des öffentlichen Verkehrsangebots, wie es die Bürgerinnen und Bürger gewohnt sind und erwarten dürfen. Die als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich unverbindlich und bietet keinen wirklichen Schutz vor künftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich um eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Autonomie nicht verhindert. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz zudem, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und priorisiert EU-konforme Kriterien über die besten Lösungen für die Schweiz, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Diese Entwicklungen sind nicht mit den Interessen der Schweiz vereinbar und gefährden das Fundament unseres leistungsfähigen öffentlichen Verkehrs.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die etablierte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies höhlt die demokratische Legitimation unserer Förderinstrumente aus, die bislang auf die spezifischen Bedürfnisse unserer Bevölkerung und unserer Wirtschaft zugeschnitten waren. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt. Die in Artikel 3 BHÜG vorgesehene Beihilfekammer wird zum verlängerten Arm der EU und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen Kantone und Gemeinden oft Mehrheitseigentümer sind und deren Service public von nationaler Bedeutung ist, werden so der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie der Schweiz gefährdet. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Mit dem neuen Artikel 82 Buchstabe b Ziffer i BGG erhalten kantonale Erlasse ein neues Beschwerderecht, welches die kantonalen Entscheidungsbefugnisse stark einschränkt und die kantonalen Gebietskörperschaften zu Bittstellern degradiert. Der Verlust der Organisations- und Verfahrensautonomie sowie die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht gemäss Artikel 98a BGG führen zu einer inakzeptablen Herabstufung der Kantone. Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese „Superbehörde“ wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts fungieren. Diese Machtkonzentration ist gefährlich und steht im Widerspruch zur Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Regelungen werden die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger machen und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung beeinträchtigen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Rechts auf eigenständige Steuerung der Zuwanderung dar, wie sie in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren sind klare Widersprüche zum Willen des Souveräns und gefährden die innere Sicherheit sowie die Stabilität unserer Sozialwerke. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die "Integrationsmethode" beraubt unser Parlament und unser Volk jeder Mitsprache bei künftigen Verschärfungen, was eine direkte Untergrabung unserer direkten Demokratie bedeutet. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch die neuen Regelungen, insbesondere durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), massiv

gefördert. Die Ausweitung des Anspruchs auf Sozialhilfe für EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, auch bei Abhängigkeit, belastet die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unzumenklich. Der beispiellose und unkontrollierbare Familiennachzug, der nun auch Eltern und Grosseltern einschliesst, wird die Sozialkosten explodieren lassen. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist dabei nicht mehr als ein Placebo; ihre Hürden sind so hoch, dass sie praktisch wirkungslos bleibt, während die Androhung von EU-Strafmassnahmen sie zu einer "Erpressungsklausel" degradiert. Die automatisierten Anerkennungsverfahren für Berufsqualifikationen, wie sie im Bundesgesetz über die Freizügigkeit (BGVB) und in Fachgesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) vorgesehen sind, ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen EU-gesteuerten Mechanismus. Dies senkt unsere hohen Standards und entzieht uns die Kontrolle, insbesondere im sensiblen Gesundheitsbereich, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Auch die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz (FG) sind ein klarer Eingriff in unsere sozialpolitische Souveränität und unsere Eigentumsrechte. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen, versteckten Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Die Schweiz verliert durch diese umfassende Kapitulation vor der EU systematisch ihre Fähigkeit zur autonomen Steuerung ihrer Zuwanderung, ihrer Sozialwerke, ihrer Bildungssysteme und letztlich ihrer gesamten Rechtsordnung. Es handelt sich um eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags und eine gefährliche Preisgabe unserer nationalen Interessen.

Strom

Die vorliegenden Vorschläge zur Strommarktliberalisierung bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Die Entscheidungsfindung über unser Stromnetz wird de facto nach Brüssel verlagert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer künftig die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der «freie Markt» nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) führt mit Art. 4a ff. zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere der neue Art. 15, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht und grosse, zentralisierte Akteure bevorzugt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer

Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die vollständige Marktliberalisierung stellt ein hochriskantes Experiment dar, das auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft geht. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend als 'Vom Hof auf den Tisch' tituliert, stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Sie bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv gefährdet, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das geschützte Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie in der EU. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Eine gravierende Problematik bildet die 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die geplante Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift die Schweizer Qualität und die Produzenten an, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsdiktat unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, da unsere nationalen, breiter akzeptierten Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt werden. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament in entscheidenden Fragen. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, eigenständig auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und unterwirft die Schweiz einem starren, bürokratischen System, das fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die angestrebte Annäherung, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf unsere direktdemokratischen Instrumente und die Unabhängigkeit unserer Gerichte aufkommen. Die Idee, die dynamische Rechtsübernahme aus Brüssel zu institutionalisieren, steht im fundamentalen Widerspruch zur Schweizer Verfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Rechte der Bürgerinnen und Bürger sowie die politischen Parteien (Bürgerrechtsgesetz, BGR) verankert das Recht des Volkes, über Verfassungsänderungen mitzubestimmen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses grundlegende Recht aushöhlen, da das Schweizer Volk künftige Gesetzgebungen der EU nicht mehr direkt beeinflussen oder ablehnen könnte. Die Kontinuität der Souveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, würde dadurch ernsthaft gefährdet. Darüber hinaus ist die Rolle des

Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Verpflichtung zur Berücksichtigung der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU üblich ist, greift tief in die Gewaltenteilung der Schweiz ein. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte. Wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, primär die Entscheidungen des EuGH zu berücksichtigen, würde dies die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz schwächen und potenziell dazu führen, dass nationales Recht durch ausländische Gerichtsentscheidungen überlagert wird. Dies steht im Gegensatz zum Grundsatz, dass das Schweizer Recht von Schweizer Gerichten im Lichte der Schweizer Verfassung ausgelegt wird. Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Rechtfertigung für eine engere Bindung an die EU angeführt werden, dürfen nicht die erheblichen politischen und rechtlichen Nachteile aufwiegen. Die Flexibilität, die unsere Unabhängigkeit uns bisher geboten hat, um auf spezifische Schweizer Bedürfnisse und Werte einzugehen, wäre verloren. Die vorgesehene Stabilisierung könnte sich somit als eine schleichende Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Errungenschaften erweisen, deren negative Folgen sich langfristig auf alle Lebensbereiche auswirken würden. Es ist geboten, die volle Souveränität und die bewährten demokratischen Prinzipien der Schweiz über jedwede vordergründigen Annäherung an die EU zu stellen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Manuel Maurer (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Manuel Maurer · +41792893427 · maurer.manuel@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitbestimmungsmöglichkeit verletzt das Prinzip der bundesstaatlichen Autonomie, wie es in Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Insbesondere die Möglichkeit der direkten Anwendung von EU-Recht durch die Gerichte, wie sie beispielsweise im Rahmen des institutionalisierten Rahmens zur Anwendung des Freihandelsabkommens denkbar wäre, greift massiv in die nationale Rechtsordnung ein. Dies könnte die verfassungsrechtliche Kompetenzordnung der Schweiz untergraben und die Errungenschaften der direkten Demokratie in Frage stellen, die auf der Grundlage der Artikel 138 ff. BV beruhen. Es ist fraglich, ob eine solche einseitige Rechtsübernahme mit dem Geist und dem Wortlaut des Völkerrechts vereinbar ist, welches primär auf der Gleichberechtigung souveräner Staaten beruht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit stark anzuzweifeln und scheinen eher kosmetischer Natur zu sein. Sie drohen, den erheblichen Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere für mittlere und tiefere Einkommen, nicht aufzufangen. Die neuen, EU-konformen Regeln am Entsendegesetz (EntsG), wie die Anpassungen in Art. 9 Abs. 2 und die Umstrukturierung des Klagerechts in Art. 13a, schwächen den bewährten Schweizer Lohnschutz und fördern potenzielles Lohndumping. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen Strukturen untergraben, was zu einer lascheren Durchsetzung führt. Der zusätzliche Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) stellt einen unverhältnismässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse, die die Flexibilität von KMU lähmend beeinträchtigt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6) stellt eine erhebliche Souveränitätsabtretung dar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit birgt gravierende Gefahren für die schweizerische Souveränität und die Steuerung der Zuwanderung. Die ungezügelte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die die Personenfreizügigkeit über das hinaus ausbaut, was das Volk in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert hat, ist inakzeptabel. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv, da selbst Kriminalität oder permanenter Sozialhilfebezug nicht mehr zur Ausweisung führen können. Dies zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, wie es die Anpassungen im Gesetz über die Zuwanderung (AIG), insbesondere der neue Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, eindrücklich belegen. Der Familiennachzug wird auf ein beispielloses Mass ausgeweitet, was zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führt. Die propagierte "Schutzklausel" entpuppt sich

als reines Placebo; ihre Hürden sind so hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird und die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte sie dennoch zur Anwendung kommen. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" entmachtet unser Parlament und Volk in einem hochsensiblen Bereich. Der Verlust der nationalen Kontrollhoheit im Berufsqualifikationswesen, beispielsweise durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Meldung von Personen, die in der Schweiz erwerbstätig sind (BGMD) und in Medizinal- und Gesundheitsberufegesetzen, setzt unsere hohen Qualitätsstandards aufs Spiel und gefährdet die Patientensicherheit. Die massive Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer ist ein Schuldeingeständnis der horrenden Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun von den Studierenden getragen werden müssen. Die Unterordnung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere unerträgliche Schritte in Richtung Souveränitätsverlust. Dieses Paket stellt eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht dar, die unsere rechtliche Eigenständigkeit und die Interessen der Schweizer Bevölkerung missachtet.

Landverkehr

Die vorgesehene Öffnung des Landverkehrsmarktes für die Kabotage birgt gravierende Gefahren für den Schweizer Service public. Die Zulassung ausländischer Anbieter zum Befahren von inner-schweizerischen Strecken, wie sie durch den neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht wird, droht zu einer unerwünschten "Rosinenpickerei" zu führen. Profitabelitätsorientierte ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativen Hauptachsen konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und die Leistungsfähigkeit unseres bewährten öffentlichen Verkehrs. Zudem ist die rechtliche Verbindlichkeit der sogenannten "Gemeinsamen Erklärung" äusserst fragwürdig; sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen und schwächt somit die Souveränität der Schweiz im Bereich des Schienenverkehrs. Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) schränkt zudem die Gestaltungshoheit von Bund und Kantonen über ihr Verkehrsnetz ein und könnte zu suboptimalen Lösungen führen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, getarnt als Massnahme zur "Lebensmittelsicherheit", stellt eine beispiellose Unterwerfung unserer heimischen Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Regeln dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet; das geschätzte Label "Made in Switzerland" droht entwertet zu werden. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Grundprinzipien des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), insbesondere dessen Totalrevision, die eine erstickende Bürokratie über unsere bäuerlichen Familienbetriebe hereinbrechen lässt.

Eine beängstigende "Guillotineklausel" birgt zudem das Risiko, das gesamte bilaterale Vertragswerk preiszugeben, sollte die Schweiz sich diesem schädlichen Abkommen widersetzen. Die spürbare Einschränkung unserer Souveränität wird durch die Ermächtigung von EU-Inspektoren zur Kontrolle schweizerischer Betriebe weiter verschärft.

Weiterhin ist die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums und die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen ein fundamentaler Affront gegen den Volkswillen. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) ein klarer Rückschritt, der unsere bewährten, oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) stellen eine Blankovollmacht dar, welche die parlamentarische Kontrolle umgeht und dem Bundesrat eine unzulässige Machtfülle zur Umsetzung von EU-Recht einräumt. Auch die Unterstellung unseres Waldschutzes unter EU-Regeln (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) und die Übernahme der EU-Verordnungen

im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1) sind gravierende Souveränitätsverluste, die unsere Resilienz und die Anpassungsfähigkeit an spezifische schweizerische Bedürfnisse schwächen.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Umwandlung der freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine inakzeptable Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Indem die Schweiz mit dem KoBG zu einer permanenten Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird, entzieht man dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Die Verankerung in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert eine dauerhafte Verpflichtung, die jegliche politische Flexibilität negiert. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist eine Irreführung, da der rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren, nicht mehr verhandelbaren Forderungen führen wird. Die Verbindung mit dem Gesetz zur Friedensförderung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b dient lediglich dazu, die finanziellen Abgaben an die EU mit einem positiven Image zu versehen, während die Souveränität der Schweiz auf dem Spiel steht.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und den Föderalismus dar. Die Unterstellung unserer bewährten und demokratisch legitimierten Förderpraktiken unter ein starres EU-Kontrollregime, wie es das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) vorsieht, höhlt die Autonomie von Bund und Kantonen aus. Insbesondere die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die als verlängerter Arm der EU fungiert und die Kompatibilität mit EU-Recht über nationale Interessen stellt, ist inakzeptabel. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert, da ihre Entscheidungen mittels Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) vor Bundesgericht anfechtbar werden. Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) und die unzureichende Einbindung von Institutionen wie dem Preisüberwacher gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG untergraben zudem die strategische Steuerungshoheit und den Konsumentenschutz.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss StromVG, insbesondere Artikel 4a ff., birgt gravierende Risiken für die Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der Kosten tragen muss. Die ElCom wird de facto zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende eigenständiger, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteter Energieregulierung bedeutet. Die Wasserkraft als Rückgrat unserer Energieversorgung wird durch EU-Beihilfenregeln gefährdet, und föderale Strukturen wie Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, mit eingeschränkter Bildung strategischer Reserven. Das neue StromVG und das revidierte EnG, namentlich Artikel 15 neu und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE, gefährden die dezentrale Energieerzeugung und führen zu unkalkulierbarer Preisvolatilität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und sind in ihrer jetzigen Form nicht akzeptabel. Die angestrebte Annäherung birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Souveränität, wie sie im Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne

entsprechende Mitspracherechte der Schweiz, wie sie durch die vorgeschlagenen Abkommen zu befürchten ist, widerspricht dem Prinzip der rechtsstaatlichen Legitimation. Die vorgeschlagenen Regelungen könnten zudem die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen, die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, erheblich beeinträchtigen, ohne dass ein klarer Mehrwert für die Schweizer Bevölkerung ersichtlich ist. Die Garantien des Artikels 41 BV zur Förderung des Gemeinwohls scheinen in diesem Kontext nicht ausreichend berücksichtigt zu werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und das Recht. Die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss der Schweiz, wie sie in der angestrebten institutionellen Verankerung impliziert ist, steht im fundamentalen Widerspruch zum nostro principe der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV). Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Rezipienten von EU-Recht wird, dessen Entwicklung sie nicht mehr aktiv mitgestalten kann, ist offensichtlich. Dies untergräbt die im Artikel 54 BV verankerten Prinzipien der aussenpolitischen Unabhängigkeit und der Wahrung der Interessen des Landes. Es ist zu befürchten, dass die angebliche Stabilisierung lediglich eine schleichende Abhängigkeit schafft und die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Gesetze und Normen zu gestalten, langfristig aufhebt. Die negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und unsere demokratischen Prozesse müssen kritisch hinterfragt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus rechtsstaatlicher und souveräner Perspektive äusserst problematisch. Die vorgeschlagenen institutionellen Anpassungen, insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne eigene Gestaltungsspielräume, stellen eine kaum verdeckte Aushöhlung unserer direktdemokratischen Grundsätze dar. Artikel 4 unserer Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft garantiert, wird durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und die Unterwerfung unter den Europäischen Gerichtshof massiv tangiert.

Die Gefahr einer schleichenden Entdemokratisierung ist immens. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz würden ihre Möglichkeit verlieren, über die Gesetzgebung mitzubestimmen, wenn sich die Schweiz weiterhin von der EU diktieren lässt. Die Gewährleistung der rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie in Artikel 5 unserer Bundesverfassung verankert sind, könnte durch die unklaren Haftungsregeln und die mangelnde Transparenz bei der Übernahme von EU-Recht nicht mehr uneingeschränkt gegeben sein. Dieses Paket untergräbt die nationalen Entscheidungskompetenzen und schwächt die Stellung der Schweiz als unabhängiger Staat.

François Meylan
Case postale 7
1110 Morges 2

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Morges, le 22 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes
2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

./.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités ;
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants ;
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal ;
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum

obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Alors que la construction de l'Union européenne (UE) comme elle l'a été faite centralisée au profit d'une Commission technocrate et autocratique est de plus en plus remise en question.

Le bilan de l'UE est, pour l'heure, une paupérisation des classes moyennes du vieux continent avec des milliards dépensés dans une entreprise tant belliciste qu'imprudente à l'endroit de la Fédération de Russie.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

François Meylan

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marco Müller (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Müller Marco · 0793433817 · marco.j.mueller@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung. Während oberflächlich betrachtet eine Annäherung wünschenswert erscheinen mag, bergen die zugrundeliegenden Mechanismen erhebliche Gefahren für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkten Einfluss auf dessen Gestaltung, wie sie in verschiedenen Bereichen der künftigen Abkommen denkbar ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien der Volks Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung.

Die schweizerische Rechtsordnung, gestützt auf die Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 Absatz 2 BV, der die Souveränität des Volkes und des Kantons hervorhebt, darf nicht schleichend ausgehöhlt werden. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, selbst in Form von bilateralen Abkommen, könnte faktisch zu einer Unterwerfung unter eine nicht-demokratisch legitimierte Rechtsetzung führen. Dies steht im Widerspruch zur Idee, dass Gesetze in einem rechtsstaatlichen Verfahren von den vom Volk gewählten Vertretern erlassen werden müssen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, die im Interesse der Rechtssicherheit und der Rechtsgleichheit steht, könnte durch die Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Rechtsprechung ebenfalls beeinträchtigt werden. Es muss sichergestellt werden, dass die autonome Auslegung und Anwendung des Rechts gewahrt bleibt.

Des Weiteren wirft die finanzielle Komponente, wie sie bei früheren Abkommen bereits deutlich wurde, erhebliche Bedenken auf. Die unklare und potenziell steigende finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Initiativen, ohne dass eine entsprechende Mitsprache bei der Mittelverwendung oder der Zielsetzung besteht, stellt eine unnötige Belastung für die öffentlichen Finanzen dar. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile einer engeren Beziehung die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen und die potenziellen Risiken für die schweizerische Autonomie rechtfertigen.

Die vorgeschlagene Stabilisierung darf nicht auf Kosten der schweizerischen Identität und der bewährten institutionellen Ordnung erfolgen. Eine kritische Neubewertung der bisherigen bilateralen Verträge ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit bewahrt und ihre nationalen Interessen wirksam vertritt. Eine vorschnelle Annäherung, die zu einer faktischen Integration in den EU-Rechtsrahmen führt, ohne dass eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe besteht, ist abzulehnen. Die Schweiz muss ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung und zur Wahrung ihrer demokratischen Prinzipien uneingeschränkt behalten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen zum Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende und inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden Subventionen als legitime Instrumente der eigenständigen Wirtschaftsförderung einsetzen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die lokale Anpassungsfähigkeit unserer Förderinstrumente.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden massiv tangiert. Anstatt über lokale Wirtschaftsförderung eigenständig zu entscheiden, sind sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern genehmigen zu lassen. Dies ist ein fundamentaler Angriff auf die bewährten föderalistischen Strukturen der Schweiz.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue "Superbehörde" installiert, die faktisch als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Beihilfekammer, verankert in Art. 3 BHÜG, wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, und ihre Entscheide dienen der EU-Kontrolle statt nationaler Steuerungshoheit.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist besonders stossend. Sie verleiht der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse und degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können via abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden, was eine unannehmbare Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt.

Auch die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre souveränen Entscheidungen werden nun von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und können für ungültig erklärt werden. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und der föderalistischen Zusammenarbeit.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt.

Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zur Unterwerfung der Schweiz unter eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt, kritische Sektoren werden der EU-Kontrolle unterstellt, und unsere föderalistischen Strukturen werden massiv geschwächt. Dies ist unter keinem Umstand zu akzeptieren.

Strom

Die vorgeschlagene Energieregelung, welche die Schweiz enger an die Europäische Union bindet, stellt eine fundamentale Gefährdung unserer nationalen Energiesouveränität dar. Die Überführung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben gemäss Art. 22 StromVG, untergräbt die demokratische Legitimität und Anpassungsfähigkeit unserer Energiepolitik. Die Schweiz wird in eine abhängige Position gedrängt, in der Entscheidungen über ihr Stromnetz und ihre Energieversorgung in Brüssel getroffen werden, während sie gleichzeitig die Kosten mittragen muss.

Besonders kritisch ist die potenzielle Aushebelung des bewährten Systems der Wasserzinsen durch die EU-Beihilfenregeln. Unsere Wasserkraft, das Rückgrat der Schweizer Energieversorgung, wird

dadurch existenziell bedroht, und die finanzielle Stärkung der Bergkantone könnte massiv beeinträchtigt werden. Gleichzeitig benachteiligen verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die neuen Vergütungsregeln im Energiegesetz (neues Art. 15 EnG) die dezentrale Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungen von 3 MW auf 200 kW gefährdet die Wirtschaftlichkeit von Gemeindekraftwerken und lokalen Produzenten, was im Widerspruch zu einer diversifizierten und bürgernahen Energieversorgung steht.

Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) setzt die Versorgungssicherheit aufs Spiel. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und supranationalen Akteuren. Dies birgt unkalkulierbare Risiken, insbesondere in Krisenzeiten. Es ist zu befürchten, dass die Kosten für die nun vom Markt nicht mehr getragene Versorgungssicherheit auf die Konsumenten durch neue Umlagen abgewälzt werden. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien, was den Ausbau verlangsamt und die Abhängigkeit von fossilen Energieträgern und unberechenbaren ausländischen Märkten erhöht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zur Aufgabe von Flexibilität und Souveränität führt. Diese Entwicklungen sind ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union stellt aus schweizerischer Sicht eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament eigenverantwortlich und flexibel zu entscheidenden Kohäsionsbeiträge in eine automatisch ablaufende, rechtlich bindende Verpflichtung, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) intendiert ist, ist höchst bedenklich. Dieses KoBG zementiert nicht nur die Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung, sondern entzieht dem Parlament auch die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung unserer Steuergelder. Die budgetäre Hoheit, ein Kernstück parlamentarischer Demokratie, wird dadurch faktisch ausgehebelt.

Es ist offensichtlich, dass der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockmittel fungiert. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die erhebliche Gefahr, dass die Schweiz zukünftig zu massiv höheren Zahlungen gezwungen wird, ohne die Möglichkeit, dies zu verweigern. Dies verwandelt eine politische Geste in eine faktische Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht und Einfluss wird. Es besteht keine Garantie, dass diese Zahlungen im Gegenzug zu einem besseren Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen führen. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unserer Souveränität schadet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese regelmässigen und potenziell stark steigenden Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert damit eine dauerhafte Akzeptanz als festen Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung, ohne dass dies dem Willen des Souveräns oder der direkten Kontrolle durch das Parlament untersteht.

Zudem ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Zahlungsverpflichtungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und ihre Akzeptanz zu erhöhen. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Sachbereichen und dient lediglich dazu, die Umgehung einer offenen und ehrlichen politischen Debatte über die tatsächlichen Kosten und Nachteile dieser Vereinbarung zu ermöglichen. Wir fordern daher eine Überprüfung und Ablehnung dieser Bestimmungen, welche unsere nationale Souveränität und die demokratische Kontrolle über unsere

Finanzen untergraben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die vorgeschlagenen Anpassungen des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) und weiterer Erlasse intendiert ist, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', welche praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegenden Vergehen wie Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Dies ist keineswegs im Interesse der Schweizer Bevölkerung, die die Lasten dieser Entwicklung tragen muss. Vielmehr wird durch die Ausweitung des Familiennachzugs, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, eine unkontrollierbare Zuwanderung und eine erhebliche Belastung unserer Sozialsysteme und damit der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden gefördert.

Die sogenannte 'Schutzklausel' gemäss neuem Artikel 21b AIG ist eine reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu aktivieren, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmassnahme degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine direkte Missachtung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Dies widerspricht dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und stellt eine bedenkliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein offenes Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen und nun von den Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen getragen werden müssen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) in diversen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung, die Patientensicherheit und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Schweizer Gründlichkeit wird geopfert für EU-Konformität. Diese umfassenden Anpassungen zeigen eine bedenkliche Tendenz zur Unterwerfung unter das EU-Recht und dürfen in dieser Form nicht ohne Weiteres akzeptiert werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind als unzureichend und lediglich kosmetischer Natur zu betrachten. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht vielmehr eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen Regelungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Bestimmungen sind zwar

bürokratischer, jedoch ungleich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt vorrangig ausländischen Firmen zugute, die mit Lohndumping operieren wollen.

Die Kontrollmechanismen werden zudem signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Gesetz über den Allgemeinen Teil des Arbeitsvertrages (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Souveränität und unserer bewährten Standards dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine reine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter ein fremdes Rechtssystem, das potenziell tiefere Standards und eine industrielle Massenproduktion begünstigt.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht zur Disposition. Die Angleichung an EU-Vorschriften, die oft auf Effizienz und Quantität statt auf Qualität und Nachhaltigkeit ausgelegt sind, wird unweigerlich zu einem Verlust an Differenzierung und Wertschöpfung führen. Das begehrte Label 'Made in Switzerland' droht entwertet zu werden, da unsere Produzenten gezwungen wären, sich an Kriterien zu halten, die nicht mehr unseren eigenen, höheren Ansprüchen genügen. Dies untergräbt einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer innovativen und qualitätsbewussten Landwirtschaft.

Die in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) verankerte Angleichung an das EU-Recht ist ein Frontalangriff auf die schweizerischen Werte und Praktiken. Die damit einhergehende, beispiellose Bürokratie wird insbesondere kleine und mittlere Betriebe wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzgereien treffen. Die Komplexität und Unpassendheit der EU-Vorschriften bedrohen nicht nur deren wirtschaftliche Existenz, sondern auch lokale Traditionen und die kulinarische Vielfalt, die unsere Identität prägen.

Besorgniserregend sind insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) markiert einen inakzeptablen Rückschritt. Unsere nationalen Tierschutzvorschriften, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen und oft strenger sind, werden durch EU-Standards ersetzt. Dies bedeutet einen direkten Souveränitätsverlust in einem ethisch hochsensiblen Bereich.

Die Ausdehnung der Verordnungskompetenzen des Bundesrates im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleicht einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird entmachtet, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Sektor massiv schwächt.

Die Angleichung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Dies beraubt uns der Fähigkeit, souverän und schnell auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ähnlich verhält es sich mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG). Die Flexibilität und die auf lokale Gegebenheiten zugeschnittenen Massnahmen, die für die effektive Seuchenbekämpfung essenziell sind, gehen verloren und werden durch ein starres, bürokratisches System ersetzt.

Schliesslich untergräbt die Annäherung an EU-Standards systematisch unser Gentechnik-Moratorium. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, und ignoriert damit den Volkswillen.

Die Gesamtheit dieser Anpassungen untergräbt die Schweizer Souveränität, unsere hohen Qualitäts- und Sicherheitsstandards, die Existenzgrundlage unserer Produzenten und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Wir lehnen diese schleichende Unterwerfung entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich des Fortbestands unseres leistungsfähigen Service public im Schienenverkehr. Die potenziellen Auswirkungen des EU-Beihilferechts auf die Finanzierung bestehender Angebote, wie sie heute im Güter-, Regionalverkehr oder bei der Erneuerung des Rollmaterials zur Anwendung kommen, sind alarmierend. Es besteht die reale Gefahr, dass essenzielle Subventionen, die für die Aufrechterhaltung eines qualitativ hochwertigen und breit gefächerten Angebots für die Bevölkerung unerlässlich sind, als unzulässig eingestuft werden könnten.

Des Weiteren öffnet die Zulassung von Kabotage im Eisenbahngesetz, konkretisiert in Art. 40ater EBG, die Tür für eine gravierende Schwächung unseres Systems. Ausländische Anbieter werden ermutigt, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Phänomen der 'Rosinenpickerei' wird dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu bedienen, finanziell ausgeblutet werden. Dies untergräbt die tragfähige Basis für einen flächendeckenden und zuverlässigen öffentlichen Verkehr in der gesamten Schweiz.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte 'Gemeinsame Erklärung' vermag diese fundamentalen Risiken in keiner Weise zu kompensieren. Ihre rechtliche Verbindlichkeit ist äusserst fragwürdig, und sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies ist keine wirksame Absicherung, sondern lediglich eine oberflächliche Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnsektor nicht verhindert. Die Schweiz gibt durch die schrittweise Einführung solcher Bestimmungen die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur preis. Die Notwendigkeit, künftige EU-Regulierungen, beispielsweise zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), zu übernehmen, verlagert die nationale Steuerungskompetenz weiter in Richtung zentraler EU-Stellen.

Die Bestimmungen zur Kabotage in Art. 40ater EBG sind somit ein direkter Angriff auf den Schweizer Service public. Sie erlauben ausländischen, oftmals staatlich subventionierten Unternehmen, selektiv von den profitabelsten Strecken zu profitieren. Dies schwächt die SBB und andere Betreiber mit umfassendem Versorgungsauftrag massiv und gefährdet die langfristige Qualität und die flächendeckende Versorgung mit öffentlichem Verkehr. Ebenso schränkt die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten (Art. 32a Abs. 1bis PBG), die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Statt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Insbesondere die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die Schweiz angemessen an dessen Gestaltung mitwirken kann, ist zutiefst problematisch. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien der demokratischen Legitimation und der nationalen Souveränität, wie sie auch im Rahmen der Bundesverfassung, insbesondere in Bezug auf die obligatorische Volksabstimmung über wesentliche staatsvertragliche Änderungen, zum Ausdruck kommen. Die Schweiz würde faktisch zu einem Anhängsel der EU-Gesetzgebung degradiert, ohne die Möglichkeit, eigene Interessen oder die spezifischen Bedürfnisse ihrer Bevölkerung wirksam zu vertreten.

Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen verletzt das Prinzip der Mitwirkung und des Mitspracherechts, das für ein souveränes Land unerlässlich ist. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Würde und Freiheit des Menschen, was auch die Freiheit des politischen Willensbildungsprozesses auf nationaler Ebene einschliesst. Wenn die Schweiz gezwungen ist, EU-Recht zu übernehmen, das in Brüssel ohne Schweizer Beteiligung beschlossen wurde, wird diese Freiheit massiv eingeschränkt. Die Begründung, dies diene der Erleichterung des Handels und der Stabilität, greift zu kurz und verkennt die grundlegende Bedeutung der Eigenständigkeit im politischen und rechtlichen Bereich.

Des Weiteren ist die Frage der Umsetzungs- und Anpassungskosten für die Schweizer Wirtschaft und Verwaltung noch nicht hinreichend geklärt. Die geforderten Anpassungen könnten erhebliche finanzielle Belastungen nach sich ziehen, deren Verteilung unklar ist und die potenziell zulasten von Unternehmen und Bürgern gehen. Die Unklarheit bezüglich der Anwendung und Interpretation des übernommenen EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) birgt zudem erhebliche Rechtsunsicherheiten. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in vergleichbaren Abkommen oft vorgesehen ist, stellt eine direkte Einschränkung der nationalen Gerichtsbarkeit dar und könnte im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung stehen, der die Bindung der Gerichte an das Recht vorsieht, welches aus Schweizer Perspektive auszulegen ist. Eine solch umfassende Übernahme von Recht und die damit verbundene Bindung an fremde Gerichte ist mit den grundlegenden Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der nationalen Souveränität unvereinbar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die zugrundeliegenden Prinzipien der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere die Wahrung der Souveränität und die direktdemokratischen Rechte der Bürger, in ausreichendem Masse gewahrt bleiben.

Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht zu führen, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieser Rechtsakte Einfluss nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Bildung (PBG), der die Wichtigkeit der informierten Meinungsbildung und Partizipation der Bürgerinnen und Bürger betont. Eine blosse Übernahme von EU-Vorgaben, die nicht dem schweizerischen Rechtsverständnis entsprechen, untergräbt die demokratische Legitimation und die Akzeptanz dieser Regelungen in der Bevölkerung.

Des Weiteren ist zu hinterfragen, inwieweit die Unabhängigkeit der Schweizerischen Rechtsprechung durch die vorgeschlagenen Mechanismen beeinträchtigt wird. Die mögliche Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letzte Instanz in bestimmten Streitfällen, wie sie sich aus Artikel 4 der bilateralen Verträge ableiten liesse, birgt das Risiko einer Vorherrschaft externen Rechts über nationales Recht. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) garantiert zwar die verbindliche Wirkung von Völkerrecht, doch die hier angestrebte Form der Rechtsübernahme geht deutlich darüber hinaus und könnte die Auslegung und Anwendung schweizerischer Gesetze determinieren.

Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus diesen Abkommen ergeben könnten, bedürfen einer transparenten und umfassenden Prüfung. Ohne klare Darstellung der daraus resultierenden Kosten und des Nutzens für die Schweizer Volkswirtschaft ist eine fundierte Beurteilung nicht möglich. Das Prinzip der wirtschaftlichen Selbstverantwortung, verankert in Artikel 94 BV, könnte durch unkalkulierbare finanzielle Abhängigkeiten ausgehöhlt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse Anlass zu erheblichen Zweifeln an ihrer Vereinbarkeit mit den Grundprinzipien der Schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie geben. Eine unkritische Akzeptanz birgt das Risiko einer Erosion der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Mitbestimmung. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Auseinandersetzung mit allen Aspekten, bevor eine Entscheidung getroffen werden kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Maurizio (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Maurizio · 0041765891563 · mapastore@pm.me

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung nationalstaatlicher Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz, wie sie in Art. 189 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) festgeschrieben ist, welches die Geltung von Bundesgesetzen regelt, untergräbt die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Die fragwürdige Kompatibilität mit dem Föderalismusprinzip, verankert in Art. 3 der Bundesverfassung (BV), sowie die unklaren Auswirkungen auf die direkte Demokratie, die ein Grundpfeiler unserer politischen Ordnung darstellt, sind nicht zu unterschätzen. Die mangelnde Klarheit bezüglich der Durchsetzung und der Folgen bei Nichteinhaltung birgt ein erhebliches Risiko für die Schweizer Interessen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimation offen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitgestaltungsmöglichkeit durch die Schweiz stellt eine Erosion der bundesrätlichen Entscheidungsgewalt gemäss Artikel 173 der Bundesverfassung dar. Die Weisungsfreiheit des Parlaments, wie sie im Gesetz über die politischen Rechte (GPR) verankert ist, wird durch die automatische Rechtsübernahme faktisch ausgehebelt. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die langfristigen negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und die direktdemokratischen Instrumente aufwiegen können. Die mangelnde Transparenz und die unklare Verantwortlichkeit bei der Umsetzung des neuen Abkommens sind ebenfalls gravierend.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist äusserst bedenklich und wirft gravierende Fragen bezüglich der Souveränität der Schweiz auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne

Mitspracherecht, wie es die derzeitigen Überlegungen nahelegen, widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und der direkten Demokratie. Insbesondere Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die Geltung von Völkerrecht verankert, darf nicht dazu missbraucht werden, primäres EU-Recht ohne eigene gesetzgeberische Prüfung und demokratische Legitimation in unser Rechtssystem zu integrieren. Die Gefahr einer schleichenden Entmachtung schweizerischer Entscheidungsprozesse, wie sie auch im Kontext des EU-Beitritts zur Debatte stand, ist offensichtlich. Solche Abkommen könnten unsere Unabhängigkeit massiv beeinträchtigen und langfristig negative Auswirkungen auf die wirtschaftliche und politische Autonomie der Schweiz haben. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU die Kerninteressen und die rechtsstaatlichen Grundsätze der Schweiz wahrt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung der EU-Abkommen wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Gemäss Artikel 5 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit (GZPolG) ist die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtspflege zu wahren. Die vorliegende Vorlage droht jedoch, die schweizerische Souveränität im Bereich der Justiz und der Inneren Sicherheit zu untergraben, indem sie die automatische Übernahme von EU-Recht vorsieht. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (polR) verankert ist. Es ist fraglich, ob die nationalen Kontrollmechanismen angesichts der dynamischen Rechtsentwicklung in der EU ausreichend sind, um die Interessen der Schweiz zu wahren. Die mögliche mittelbare Anwendung von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vorlage zur Lebensmittelsicherheit ist ein irreführender Euphemismus für eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die hohen Produktionsstandards, die auf dem Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) basieren, sind massiv gefährdet. Die erzwungene Angleichung an oft tiefere EU-Standards, insbesondere im Tierschutzrecht durch die neuen Artikel 15a und 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG), stellt einen bedauerlichen Rückschritt dar. Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen an alle bilateralen Verträge knüpft, ist eine inakzeptable Erpressung, welche die souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert. Die neuen Verordnungskompetenzen in den Artikeln 141 und 148 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) umgehen zudem die parlamentarische Kontrolle und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Die Gefahr einer erstickenden Bürokratie für kleine und mittlere Betriebe sowie die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums sind weitere gravierende Nachteile.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt gravierende Gefahren für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage, wie in Artikel 40ater EBG vorgesehen, ermöglicht ausländischen Anbietern das Auskundschaften rentabler Schweizer Strecken. Dies schädigt die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, welche die unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien bedienen müssen. Die Gefahr einer «Rosinenpickerei» ist immens und untergräbt die finanzielle Grundlage der Landesversorgung. Zudem bedroht die Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte Subventionen, die für die Qualität des Schienenverkehrs unerlässlich sind. Die sogenannte «Gemeinsame Erklärung» entpuppt sich als rechtlich haltlos und schützt nicht vor dynamischen Rechtsübernahmen, was unsere Souveränität weiter aushöhlt. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, neu Artikel 32a Absatz 1bis PBG, schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen spürbar ein.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung zum Bereich Staatliche Beihilfen stellt eine eklatante Aushöhlung

unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die bewährte Praxis demokratisch legitimierter Subventionen von Bund, Kantonen und Gemeinden soll einem starren EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die ihre Entscheide künftig von einer zentralen Behörde absegnen lassen müssen. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert eine systematische Überwachung durch die EU, wodurch die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger wird. Die Schaffung einer "Superbehörde" in der WEKO, die als verlängerter Arm der EU agiert, gefährdet zudem kritische Sektoren wie Energie und Luftverkehr. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft, was gemäss neuem Art. 82 Bst. bbis BGG und Art. 3 BHÜG die kantonalen Strukturen schwächt. Die Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im Luftverkehr. Dies ist eine inakzeptable Unterwerfung unter EU-Recht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung der Zuwanderung dar und steht im Widerspruch zum Verfassungsauftrag (Art. 121a BV) zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, eine „Niederlassung C PLUS“, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da ein Ausschluss von Personen, die von Sozialhilfe leben oder straffällig werden, kaum noch möglich ist. Dies wird durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementiert, die eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme fördern. Die angebliche „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine Farce; ihre Hürden sind so hoch, dass sie praktisch nie greifen wird und droht im Falle ihrer Anwendung zu Sanktionen seitens der EU zu führen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und direkten Demokratie.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und von kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht, nicht wirksam zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch EU-konforme Strukturen untergraben werden. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Der vorgeschlagene finanzielle Beitrag in Form von Kohäsionszahlungen stellt eine bedenkliche Verlagerung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Zahlungen zu einer rechtsverbindlichen Pflicht dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament seine souveräne Budgethoheit und die Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die parlamentarische Kontrolle aus. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird faktisch zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, während keine Garantie für einen besseren Marktzugang besteht. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist zudem irreführend und missbraucht den guten Namen der Friedensförderung zur Legitimierung umstrittener Zahlungen an die

EU.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) führen zu einer bedenklichen Abgabe der Energiesouveränität. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E reduziert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Stromnetzentscheidungen fortan in Brüssel getroffen werden. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung darstellt. Existenzielle Gefahren drohen zudem der Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln, welche das bewährte System der Wasserzinsen untergraben könnten. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG birgt erhebliche Risiken einer Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und schwächt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG benachteiligt zudem unzählige kleine und mittlere Energieproduzenten, was der dezentralen, bürgernahen Energieproduktion schadet. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft geht.

Frédéric Quartier-dit-Maire
Impasse de la Fontaine 10
1441 Valeyres-sous-Montagny

Valeyres, le 22 octobre 2025

Département fédéral des
affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 berne

Prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Il est hors de question d'accepter un nouveau contrat "F35" européen!

1. refus de la subordination institutionnelle

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse

les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés

les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

5. en résumé

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux 1 et 2 existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit!

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Frédéric Quartier-dit-Maire

Marc Renevier
Ch. des Mémises 10
1008 Jouxtens-Mézery

Jouxtens-Mézery, le 22 octobre 2025

ESTV
30. Okt. 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

Marc Renevier

Samuel Renevier
Ch. des Mémises 10
1008 Jouxtens-Mézery

Jouxtens-Mézery, le 22 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

Samuel Renevier

Corinne Renevier
Ch. des Mémises 10
1008 Jouxtens-Mézery

Jouxtens-Mézery, le 22 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

Corinne Renevier

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: ren.resch@bluewin.ch
Sent: Mittwoch, 22. Oktober 2025 18:01
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] vernehmlassung

Vernehmlassung
Sehr geehrte Damen und Herren,
Absender & Kontakt
Absender: rené (Privat)
Datum: 22.10.2025
Kontakt: René Rüesch · 076********** · ren.resch@bluewin.ch
Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?
Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?
Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?
Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur inländischen Umsetzung von EU-Recht birgt gravierende Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien. Insbesondere die schleichende Übernahme von EU-Recht durch den Hintereingang der bilateralen Verträge, ohne dass hierfür ein dezidiertes Mandat des schweizerischen Souveräns vorliegt, ist höchst problematisch.
Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagene Umsetzung mit den Grundsätzen der Gewaltentrennung und der demokratischen Legitimation, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, vereinbar ist. Die ungeprüfte oder nur marginal angepasste Übernahme von EU-Normen, die in einem gänzlich anderen politischen und rechtlichen Kontext entstanden sind, untergräbt die Fähigkeit des schweizerischen Gesetzgebers, die Bedürfnisse und Interessen der eigenen Bevölkerung zu berücksichtigen. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Pflicht des Bundes zur Wahrung der Sicherheit und Wohlfahrt des Volkes sowie zur Berücksichtigung von dessen Bedürfnissen statuiert, scheint hierbei unzureichend beachtet zu werden.
Die drohende automatische Übernahme von EU-Recht, die in der Vorlage angedeutet wird, birgt die Gefahr einer Erosion der rechtsstaatlichen Garantien. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), die über den Inhalt und die Auslegung des übernommenen EU-Rechts entscheidet, steht potenziell im Widerspruch zu den Grundsätzen des schweizerischen Rechtssystems. Artikel 29 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein faires Verfahren, einschliesslich des Rechts auf rechtliches Gehör und der Unabhängigkeit der Gerichte. Die Bindung an die EuGH-Rechtsprechung könnte diese Garantien erheblich einschränken, indem sie eine unabhängige richterliche Überprüfung erschwert oder verunmöglicht.
Ferner ist die mangelnde Transparenz und demokratische Mitgestaltung bei der Entstehung des zu übernehmenden EU-Rechts kritisch zu hinterfragen. Die schweizerische Bevölkerung wird faktisch mit Bestimmungen konfrontiert, an deren Entstehung sie keinen Einfluss hatte. Dies widerspricht dem Geist der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die vorliegende Umsetzungsvorlage muss daher im Lichte dieser fundamentalen rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien einer kritischen Überprüfung unterzogen werden, um die Integrität des schweizerischen Rechtssystems und die Souveränität unseres Landes zu wahren. Es bedarf klarer Mechanismen, die eine eigenständige und dem schweizerischen Recht angepasste Übernahme von EU-Bestimmungen gewährleisten und die demokratische Legitimation aller Gesetzesänderungen sicherstellen.

Lebensmittelsicherheit

Der vorliegende Vorschlag zur Lebensmittelsicherheit entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein umfassendes Unterfangen zur schleichenden Integration der Schweiz in das EU-Regelwerk, weit über den ursprünglichen Schutz von Mensch und Tier hinaus. Die Angleichung an die EU-Standards im Rahmen der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) birgt die reale Gefahr einer Erosion unserer eigenen, nachweislich hohen Produktionsstandards. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die als entscheidender Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten gilt, droht durch die Übernahme oft tiefer angesetzter EU-Kriterien aufgeweicht zu werden. Dies wirft die Frage auf, ob das Label 'Made in Switzerland' seine heutige Wertigkeit behalten kann, wenn die Herstellungsgrundlagen sich nach Brüsseler Vorgaben richten müssen.

Zudem stellt die neu im Tierschutzgesetz (TSchG) verankerte Übernahme von EU-Verordnungen zu Tiertransporten (Art. 15a TSchG) und Schlachtungen (Art. 21 TSchG) einen bemerkenswerten Rückschritt dar. Die bewährten und oft strengeren nationalen Vorschriften, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, werden zugunsten eines europäischen Einheitsrechts aufgegeben. Dies bedeutet einen unannehmbaren Verlust an Souveränität in einem ethisch sensiblen Bereich und beschneidet unsere Möglichkeit, eigene, höhere Massstäbe zum Wohl der Tiere zu setzen.

Die befürchtete bürokratische Überlastung für Schweizer Landwirte und Lebensmittelproduzenten ist alarmierend. Die neuen EU-Vorschriften, die primär auf die Bedürfnisse einer industriellen Massenproduktion ausgerichtet sind, drohen kleine Betriebe, Hofläden und traditionelle Handwerksbetriebe mit einer unüberwindbaren Regulierungsflut zu überziehen. Dies gefährdet nicht nur wirtschaftliche Existenzen, sondern auch die Vielfalt und kulinarische Identität der Schweiz.

Darüber hinaus wird durch die Übernahme der EU-Regularien das schweizerische Gentechnik-Moratorium systematisch untergraben. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren gentechnisch veränderter Organismen enthalten können, was einen direkten Widerspruch zum Volkswillen darstellt.

Die im Landwirtschaftsgesetz (LwG) vorgesehene Ermächtigung des Bundesrates (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) zur Umsetzung von EU-Recht grenzt an eine parlamentarische Entmündigung und untergräbt die demokratische Kontrolle. Ebenso ist die Unterstellung des Waldschutzes vor Schadorganismen unter EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle im Tierseuchenrecht (Art. 1 neu TSG) ein flagranter Souveränitätsverlust. Die befürchtete "Guillotineklausel", welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem Zerfall aller bilateralen Verträge gleichsetzen würde, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede freie Willensbildung der Schweiz blockiert. Die erzwungene Zulassung von EU-Inspektoren und deren Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben ist zudem ein direkter Eingriff in unsere nationale Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union stellen eine signifikante und bedenkliche Abkehr von bisherigen Prinzipien dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische und rechtlich bindende Verpflichtung ist zutiefst problematisch. Dies entzieht der Schweiz ein entscheidendes politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Ausgaben. Die Bezeichnung als "Zwangsabgabe" ist angesichts dieser Entwicklung sachlich richtig.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen; sie wird zu einer Zahlungsmasse, deren Höhe diktiert wird. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Souveränität und der Budgethoheit.

Die Schweiz wird ohne Stimmrecht zur Nettozahlerin degradiert. Während verbindliche Zahlungen geleistet werden müssen, sind keine Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die

Beseitigung bestehender Hindernisse vorgesehen. Es handelt sich um die Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Gegenleistungen bietet.
Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsmacht über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 KoBG etabliert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gibt es nur noch den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine formelle Verankerung; sie integriert diese Abgaben tief in unsere Rechtsordnung, was sie als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung etabliert.
Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist nicht transparent und untergräbt das Vertrauen in die Integrität der Gesetzgebung.
Personenfreizügigkeit: Zuwanderung
Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung ist zutiefst besorgniserregend und stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und direkten Demokratie dar. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, widersprechen diametral dem Volkswillen und dem expliziten Auftrag in Artikel 121a der Bundesverfassung zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.
Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, einer faktischen „Niederlassung C PLUS“, bereits nach fünf statt zehn Jahren. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsbewilligung, selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch ungezügelt gefördert, da EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die damit verbundenen Kosten werden unausweichlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.
Der geplante Ausbau des Familiennachzugs, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen. Die sogenannte „Schutzklausel“ ist angesichts der extrem hohen Hürden für ihre Anwendung reine Augenwischerei und wird in der Praxis nie greifen. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel eher zu einer Erpressungsklausel macht.
Die vorgesehene automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.
Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Das Bundesgesetz über die Beschaffung von Gütern und Dienstleistungen (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was die nationale Qualitätsprüfung von Berufsqualifikationen durch automatisierte Anerkennung ersetzt und unsere hohen Standards schwächt.

Die Anpassung des AIG stellt das Kernstück der Kapitulation vor der EU dar. Die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten, da die zweite Säule durch die Anpassung des BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) den Koordinationsregeln der EU unterstellt wird. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein Eingriff in Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Diese Anpassungen greifen tief in unsere gesamte Rechtsordnung ein, wie das Beispiel des Zivilgesetzbuches (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zeigt. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Patientensicherheit gefährdet und die nationale Kontrollhoheit untergräbt.
Diese gesamte Vorlage ist eine unannehmbare Kapitulation vor der EU und gefährdet unsere wirtschaftliche Stabilität, soziale Kohäsion und politische Selbstbestimmung. Wir lehnen sie entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen einen fundamentalen Bruch mit der bisherigen schweizerischen Energiepolitik dar und gefährden die Souveränität sowie die Versorgungssicherheit der Schweiz erheblich. Die drohende institutionelle Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie sich aus den geplanten Neuregelungen ergibt, degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über das Rückgrat unserer Energieversorgung werden künftig in Brüssel gefällt, während die Schweizer Bevölkerung die Konsequenzen tragen muss.
Die ElCom wird durch die geplante Regelung zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen und an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energieregulierung bedeutet. Die demokratische Legitimation der ElCom wird damit untergraben, da sie undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss.
Besonders bedenklich ist die Existenzgefährdung der Schweizer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Grundlage für deren Finanzen bildet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Stabilität dieser Kantone gefährden und den Ausbau sowie den Unterhalt unserer wichtigsten erneuerbaren Energiequelle beeinträchtigen.
Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften, wie sie in Art. 10, 18 und 19 StromVG vorgesehen sind, schwächt zudem die föderalen Strukturen. Lokale und dezentrale Energieproduzenten wie Gemeindekraftwerke und Landwirte werden durch die neuen Wettbewerbsregeln benachteiligt, da ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Dies steht im Widerspruch zur Stärkung der dezentralen Energieversorgung und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.
Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG ist ein hochriskantes Experiment. Sie opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt, da die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven eingeschränkt wird. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die resultierende Preisvolatilität und die damit verbundenen höheren Strompreise für KMU und Haushalte sind nicht akzeptabel.
Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe

Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage.
Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.
Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Dieses Abkommen gefährdet unsere Energieunabhängigkeit und damit die Sicherheit unserer Bevölkerung.
Staatliche Beihilfen
Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist insbesondere in Bezug auf Förderungen für den Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU besorgniserregend, da diese künftig einem externen und zentralisierten Kontrollmechanismus unterworfen werden.
Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sind sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese neue Beihilfekammer der WEKO wird ihre Entscheidungen nicht primär nach Schweizer Interessen, sondern nach der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten.
Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird damit zur Realität. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert.
Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und haben kein formelles rechtliches Gehör, wenn die neue Beihilfekammer ihre souveränen Entscheide prüft. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) wird ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.
Landverkehr
Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche

Gefahren für den Schweizer Service public. Die dynamische Rechtsübernahme, wie sie im Entwurf vorgesehen ist, entzieht der Schweiz die Möglichkeit, auf künftige Entwicklungen und Anpassungen des EU-Rechts selbstbestimmt zu reagieren. Dies ist insbesondere im Hinblick auf das EU-Beihilferecht besorgniserregend, da bewährte Subventionen, die heute essenziell für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung unseres Schienennetzes sind – sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder bei der Erneuerung des Rollmaterials – als unzulässig eingestuft werden könnten. Die daraus resultierende Einschränkung finanzieller Spielräume würde unweigerlich zu einer Reduzierung der Servicequalität und des Angebotsumfangs für die Schweizer Bevölkerung führen.
Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret in Artikel 40ater EBG, stellt einen Frontalangriff auf die finanzielle Tragfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs dar. Diese Bestimmung öffnet ausländischen Anbietern die Tür, sich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken herauszupicken. Dies führt zu einer unheilvollen «Rosinenpickerei», bei der ausländische Unternehmen die lukrativen Verbindungen bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Bahngesellschaften mit den defizitären, aber für die flächendeckende Versorgung unverzichtbaren Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt nachhaltig die finanzielle Basis des Service public und gefährdet dessen universellen Versorgungsauftrag.
Die von der Regierung angepriesene «Gemeinsame Erklärung» erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich nicht bindendes Dokument. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann gezwungen wäre, dynamisch zu übernehmen. Eine solche Beruhigungspille vermag die schleichende Aushöhlung der nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht zu verhindern. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die Notwendigkeit der Übernahme künftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), weiter vorangetrieben. Dies verlagert die Steuerungskompetenz von der nationalen Ebene hin zu zentralen EU-Institutionen.
Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis PBG, ist kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu berücksichtigen, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Grundlage der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.
Personenfreizügigkeit: Lohnschutz
Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind nicht nur unzureichend, sondern stellen eine massive Erosion unseres bewährten Schweizer Lohnschutzsystems dar. Die Argumentation, dass diese Neuerungen eine Kompensation für den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden Lohndruck darstellen, entbehrt jeder Grundlage. Vielmehr besteht die konkrete Gefahr einer flächendeckenden Lohnsenkung, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten.
Anstatt den bestehenden, wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine bewusste Aufweichung und eine Anpassung an oft deutlich schwächere EU-Standards. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping durch ausländische Unternehmen erheblich geschwächt. Die Kontrollmechanismen werden untergraben, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen marginalisiert werden. Dies wird unweigerlich zu einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.
Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG

ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.
Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) ist ein vergiftetes Geschenk. Diese Bestimmungen greifen massiv in die schweizerische Vertragsfreiheit ein und schaffen eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU, widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und hat keine Wirkung auf das Grundproblem des Lohndrucks.
Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz durch Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.
Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt handelt es sich hier um einen Schritt weg von der schweizerischen Souveränität und hin zu einer schleichenden Annexion durch die EU.
Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?
Die Beurteilung der jüngsten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union offenbart erhebliche Bedenken hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der Dienstleistungen werfen ernste Fragen auf. Es ist zu befürchten, dass die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen vorgesehen ist, eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung darstellt.
Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament diese Gesetze im Einzelfall prüfen und genehmigen kann, steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in Artikel 160 der Bundesverfassung verankert ist. Dieses Prinzip fordert, dass Gesetzgebungsgewalt bei den eidgenössischen Räten liegt. Die vorgesehene Mechanismen drohen, die parlamentarische Kontrolle auszuhöhlen und Entscheidungen, die direkte Auswirkungen auf Schweizer Bürger und Unternehmen haben, von Bern nach Brüssel zu verlagern. Dies untergräbt die direkte Demokratie, die ein Eckpfeiler unseres politischen Systems ist.
Des Weiteren sind die potenziellen negativen Folgen für die Wirtschaftsfreiheit und den Wettbewerb in der Schweiz nicht zu unterschätzen. Die Angleichung an EU-Standards könnte zu einer stärkeren Regulierung führen, die insbesondere kleine und mittlere Unternehmen (KMU) unverhältnismässig belastet. Die Freiheit, eigene wirtschaftspolitische Massnahmen zu ergreifen, würde eingeschränkt, was die Anpassungsfähigkeit unserer Wirtschaft an globale Veränderungen beeinträchtigen könnte.
Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im vorgeschlagenen institutionellen Rahmen ist ebenfalls kritisch zu betrachten. Eine faktische Unterordnung unter die Rechtsprechung des EuGH, selbst wenn diese nicht explizit als bindend deklariert wird, birgt die Gefahr, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, Urteile zu übernehmen, die nicht mit unserer eigenen Rechtsordnung im Einklang stehen. Dies würde gegen das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die Autonomie unseres Rechtssystems verstossen, wie sie durch die Bundesverfassung gewährleistet werden.
Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse in ihrer jetzigen Form erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität, die demokratische Legitimation und die wirtschaftliche Freiheit bergen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und eine faktische Unterordnung unter europäische Gerichte wäre ein Schritt in die falsche Richtung und müsste mit aller Kraft bekämpft werden. Es bedarf klarer und verbindlicher Garantien, die die Unabhängigkeit und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auch zukünftig sicherstellen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Schelbert Ueli (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Schelbert Ueli · 0797651920 · schelbert17@hotmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des institutionellen Abkommens mit der Europäischen Union verdient eine kritische und äusserst zurückhaltende Würdigung. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die Schweiz überhastet und ohne tiefgreifende Prüfung der Konsequenzen in eine weitere Vertiefung der bilateralen Beziehungen einwilligt. Insbesondere die mangelnde Transparenz und die impliziten Kompetenzverschiebungen werfen gravierende Fragen auf, die im Sinne des Subsidiaritätsprinzips und der nationalen Souveränität unbeantwortet bleiben.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz stellt eine Gefährdung der demokratischen Legitimation dar. Artikel 173 der Bundesverfassung garantiert die Wahrung der schweizerischen Rechtsordnung. Dieses Abkommen droht jedoch, die Fähigkeit des Bundesparlaments und der Regierung zu untergraben, eigenständige Rechtsnormen zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz Rechnung tragen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das Abkommen angestrebt wird, könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetzgeber gezwungen sind, Bestimmungen zu übernehmen, deren Sinn und Zweck sie nicht vollständig nachvollziehen oder beeinflussen können. Dies widerspricht dem Geist der bundesstaatlichen Ordnung und der Gewaltenteilung.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgesehene Gerichtsbarkeit des EuGH über die Anwendung des Abkommens, selbst wenn sie im Prinzip auf die korrekte Auslegung des Abkommens beschränkt sein soll, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Gerichtsbarkeit. Artikel 1 des Obligationenrechts, der die Grundlagen des schweizerischen Privatrechts regelt, könnte indirekt von der Rechtsprechung des EuGH beeinflusst werden, ohne dass dies im Abkommen klar und verbindlich geregelt ist. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, darf nicht kompromittiert werden.

Die finanziellen Verpflichtungen, die mit der Übernahme von EU-Recht und der Teilnahme an verschiedenen Programmen einhergehen, bedürfen einer äusserst sorgfältigen Prüfung im Lichte der Haushaltsdisziplin. Artikel 126 der Bundesverfassung, der die Grundsätze der Finanzordnung festlegt, darf nicht durch unkalkulierbare und potenziell belastende Verpflichtungen ausgehebelt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die rechtliche Eigenständigkeit birgt. Eine vorsichtige und skeptische Haltung ist daher unerlässlich, und es müssen klare Leitplanken formuliert werden, um die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Der vorliegende Vorschlag zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Die pauschale Akzeptanz eines Rahmens, der die Schweizer Souveränität untergräbt, ist nicht hinnehmbar. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer direkten Mitgestaltung durch das schweizerische Parlament, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, ist problematisch. Artikel 168 BV garantiert die Autonomie der Kantone und deren Einbindung in die Gesetzgebung. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht würde diese verfassungsmässigen Prinzipien aushöhlen.

Die vorgesehene Gerichtsbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellt einen direkten Eingriff in die nationale Rechtsprechung dar. Die BV verankert in Artikel 1 die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Die Unterwerfung unter die Urteile eines ausländischen Gerichts, dessen Zuständigkeit nicht durch einen demokratischen Prozess in der Schweiz legitimiert ist, widerspricht fundamental diesem Prinzip. Die Gefahr, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, Recht zu sprechen, das nicht im Einklang mit den schweizerischen Rechtsgrundsätzen oder der Verfassung steht, ist real und darf nicht ignoriert werden.

Darüber hinaus ist die Frage der finanziellen Beiträge an die EU ungeklärt. Eine pauschale Verpflichtung zu Zahlungen, deren Verwendung und Umfang nicht transparent und kontrollierbar sind, birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Staatshaushalt. Das Prinzip der finanziellen Eigenständigkeit und der sparsamen Verwendung öffentlicher Gelder, wie es im Haushaltsrecht und den Grundsätzen der Fiskalpolitik der Schweiz verankert ist, könnte hierdurch gefährdet werden.

Die vorgesehene Mechanik zur Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise bedarf einer kritischen Betrachtung. Artikel 1 der BV legt fest, dass das schweizerische Recht massgebend ist. Die Schaffung eines Systems, bei dem EU-Normen automatisiert in das schweizerische Recht überführt werden, ohne dass eine explizite parlamentarische Zustimmung erfolgt, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Es ist unabdingbar, dass jede Rechtsübernahme einem gründlichen parlamentarischen und gegebenenfalls demokratischen Prozess unterliegt, um die rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien der Schweiz zu wahren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der aktuelle Vorschlag erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität, die demokratischen Institutionen und die Rechtstaatlichkeit birgt. Es ist geboten, eine Lösung zu finden, die die Interessen der Schweiz wahrt und keine unumkehrbaren Verpflichtungen eingeht, die unsere Unabhängigkeit kompromittieren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Es ist fragwürdig, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich eine Stärkung der inländischen Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung gewährleisten. Vielmehr besteht die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer eigenständigen Gesetzgebung und einer unzulässigen Bindung an europäische Vorgaben, ohne dass dies im Sinne des Schweizer Volkes erfolgt ist.

Insbesondere die potentiellen Auswirkungen auf die nationale Gesetzgebung und die damit verbundenen demokratischen Prozesse sind alarmierend. Die Schweiz hat sich stets durch ihre direkte Demokratie und die Fähigkeit ausgezeichnet, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu erlassen. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht könnte diese Grundprinzipien untergraben. Artikel 4 unserer Bundesverfassung, der die Achtung vor dem Völkerrecht und den internationalen Verträgen vorsieht, darf nicht als Freipass für eine unkritische

Anpassung an externe Normen missverstanden werden. Es ist essenziell, dass die Souveränität unseres Landes und die Legitimität unserer Gesetzgebung durch explizite parlamentarische und volksdemokratische Prozesse gewahrt bleiben.

Des Weiteren stellt sich die Frage nach der Transparenz und der Mitwirkung der betroffenen Kreise. Werden alle relevanten Interessengruppen angemessen angehört und ihre Bedenken ernst genommen? Der Grundsatz der Rechtsgleichheit, wie er in Artikel 29 der Bundesverfassung verankert ist, fordert eine gerechte Behandlung aller Betroffenen. Es ist zu befürchten, dass die vorliegende Umsetzung nicht allen nationalen Akteuren die gebührende Stimme gewährt und somit dem Geist dieses fundamentalen Rechts widerspricht.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Regulierungen könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen und die Flexibilität unserer Wirtschaft einschränken. Artikel 124 des Obligationenrechts, welcher die vertragliche Freiheit garantiert, könnte durch übermässige regulatorische Vorgaben aus Brüssel unter Druck geraten. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich dem Wohlstand und der Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz dienen oder ob sie primär auf die Erfüllung europäischer Interessen abzielen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung zahlreiche ungeklärte Fragen aufwirft und Anlass zu tiefgreifender Skepsis gibt. Es drängt sich die dringende Notwendigkeit auf, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität, die demokratischen Prozesse und die wirtschaftliche Eigenständigkeit eingehend zu analysieren und die vorgeschlagenen Massnahmen kritisch zu hinterfragen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht dem klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, faktisch eine "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich.

Diese Massnahmen fördern eine massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Der Familiennachzug wird auf eine beispiellose Weise ausgeweitet, indem neu auch Eltern und Grosseltern nachziehen können, was zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führt.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist eine reine Farce. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll neu automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Das bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschul- und Forschungsfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der

massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und ein verzweifelter Versuch, diese Kosten auf den Buckel der Studierenden und die Reputation unserer Hochschulen abzuwälzen.

Die Unterstellung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) durch das Bundesgesetz über die Dienstleistungspakete (BGVB, neuer Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und das HFKG (Artikel 61a) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese Massnahmen sind ein inakzeptabler Verlust an nationaler Kontrollhoheit und eine Aufgabe unserer Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag in Form von Kohäsionszahlungen sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und demokratischen Kontrolle inakzeptabel. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern ein entscheidendes politisches Druckmittel und die hoheitliche Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Dies stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar, welche die finanzielle Autonomie des Bundes paralyseiert.

Der im Vertrag genannte Betrag von anfänglich 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Schweizer Verpflichtungen führen. Die Schweiz verliert jegliche Verhandlungsmacht und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen. Dieser Zustand macht die Schweiz zu einer reinen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die für eine institutionelle Anbindung zahlt, deren primärer Effekt der Verlust von Souveränität ist, während greifbare Vorteile für den Schweizer Binnenmarkt fraglich bleiben.

Das KoBG selbst ist das gesetzgeberische Instrument, das diese dauerhafte finanzielle Verpflichtung zementiert. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge, wie in Artikel 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Erfüllung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, spezifisch in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert eine gefährliche Normalisierung von Zahlungen an die EU.

Irreführend und problematisch ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU eine scheinbare Legitimation zu verschaffen. Insgesamt stellt der vorliegende Vorschlag eine erhebliche Gefährdung der Schweizer Souveränität und der demokratischen Mitbestimmung dar und ist abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) im Hinblick auf eine EU-Angleichung stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die vorgesehene institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Akteur ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was das

Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energieregulierung bedeutet.

Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies widerspricht demokratischen Prinzipien und untergräbt die auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Regulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hat direkte Auswirkungen auf die Finanzen unserer Kantone und die Stabilität lokaler Energieversorger.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die lokalen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr Einspeisevorrang, der die dezentrale Energieproduktion fördert, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven wird eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit geht verloren. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das die zuverlässige Grundversorgung der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft aufs Spiel setzt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit. Die neu geschaffene Energiereserve nach Art. 8b ff. StromVG ist unzureichend. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) dienen ausschliesslich der Angleichung an EU-Vorgaben und führen zum Verlust der Hoheit über kritische Infrastrukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und reduziert die Flexibilität in der Steuerung unserer Netze.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale Energieerzeugung massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht mit einer Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion und widerspricht der Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies führt zu einer erhöhten Abhängigkeit von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweizer Energiesouveränität aufgeben, die Versorgungssicherheit gefährden, föderale Strukturen zerstören und die Konsumenten mit volatileren und potenziell höheren Strompreisen belasten. Es handelt sich um eine unzumissbare Unterwerfung unter europäische Regularien, die den schweizerischen Besonderheiten und Bedürfnissen nicht Rechnung trägt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnverkehrsabkommen mit der Europäischen Union, geben zu gravierenden Bedenken Anlass. Die Bewahrung und Weiterentwicklung unseres hochwertigen Service public im Schienenverkehr ist ein zentrales Anliegen, welches durch die vorliegende Vorlage massiv gefährdet wird.

Die Öffnung für die sogenannte Kabotage, wie sie durch die Einführung von Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) beabsichtigt ist, birgt die Gefahr einer selektiven und damit schädlichen Ausnutzung des Schweizer Marktes. Ausländische Anbieter werden sich voraussichtlich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die finanzielle Last für die Aufrechterhaltung des Angebots auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien weiterhin von den Schweizer Bahnen getragen werden muss. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Zukunftsfähigkeit unseres integrierten Bahnangebots.

Weiterhin ist die im Entwurf vorgesehene Anpassung von Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung

völkerrechtlicher Vorgaben, sprich EU-Recht, bei gemeinsamen Ausschreibungen schränkt die Autonomie von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Auswahl von Anbietern primär nach den besten nationalen und regionalen Bedürfnissen auszurichten, droht eine Ausrichtung an EU-kompatiblen Kriterien, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann.

Die Befürchtung, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte Subventionspraktiken für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte, stellt eine direkte Bedrohung für die Qualität und den Umfang unseres Bahnangebots dar. Die finanzielle Grundlage für die Sicherung des Service public wird hierdurch fragil.

Die als Schutzmassnahme propagierte "Gemeinsame Erklärung" vermag die Sorgen nicht zu zerstreuen. Ihre rechtliche Bindungswirkung ist äusserst fraglich und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und die Verlagerung von Steuerungs- und Regulierungskompetenzen auf supranationale Ebenen, wie beispielsweise durch die potenzielle Übernahme von Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre eigenen Schieneninfrastruktur schrittweise abzugeben.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zur Überwachung staatlicher Beihilfen unter dem Einfluss des EU-Rechts stellt eine gravierende Bedrohung für die schweizerische Souveränität und die föderalistische Struktur unseres Landes dar. Die geplante Gesetzgebung, insbesondere das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis), etabliert ein technokratisches Kontrollregime, das die bewährte Praxis der autonomen und demokratisch legitimierten Förderpolitik der Schweiz untergräbt.

Die Unterstellung staatlicher Beihilfen, die heute Ausdruck politischer Gestaltungsfreiheit von Bund, Kantonen und Gemeinden sind – sei es im Bereich des Regionalverkehrs, zur Unterstützung von Kantonalbanken, im kulturellen Sektor oder zur Förderung lokaler KMU –, unter ein starres EU-Kontrollregime ist unannehmbar. Dies führt zu einer massiven Aushöhlung der Souveränität der Kantone und ihrer föderalistischen Autonomie. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, von der EU vorgegebenen Stelle in Bern genehmigen zu lassen.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die mit der Meldepflicht und Genehmigung von Beihilfen durch die EU-Kommission einhergeht, degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen oft die öffentliche Hand über Elektrizitätswerke und andere Infrastrukturen verfügt, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen.

Die Schaffung einer "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, die als verlängerter Arm der EU agiert, ist äusserst problematisch. Gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG werden deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen und nicht mehr vorrangig den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Zudem verlieren die Kantone durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG (Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden, was eine inakzeptable Herabstufung der Kantone darstellt.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz wird geopfert und dem EU-Beihilferecht unterstellt. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO schafft ein

undurchsichtiges Machtzentrum, das die Gewaltenteilung und demokratische Rechenschaftspflicht verletzt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Integration des EU-Beihilferechts eine fundamentale Aushöhlung unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung, unseres Föderalismus und unserer nationalen Souveränität darstellt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme zur Lebensmittelsicherheit im Rahmen der EU-Annäherung wird mit tiefster Besorgnis zur Kenntnis genommen. Unter dem irreführenden Etikett der "Lebensmittelsicherheit" droht eine schleichende und umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das europäische Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies ist nicht nur eine Anpassung, sondern eine existentielle Bedrohung für unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich für die Wahlfreiheit unserer Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen Kriterien und langjährigen Traditionen beruht, steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die lediglich auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn seine Produkte nach denselben, weniger strengen und auf Effizienz statt auf Qualität ausgelegten Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen unersetzlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und greift die Grundlage unserer kulinarischen Identität an.

Die in diesem Abkommen verankerte "Guillotineklausel" ist eine inakzeptable politische Erpressung. Die Verknüpfung dieses potenziell schädlichen Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I stellt eine ultimative Blockade jeder souveränen Entscheidungsfindung dar. Eine Kündigung dieses schädlichen Paktes würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was uns in eine erpresserische Abhängigkeit manövriert.

Die vorgesehene Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere staatliche Souveränität. Schweizer Landwirte, Käsereien und Restaurants würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Unabhängigkeit unserer nationalen Regelwerke untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) schaffen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle.

Besonders alarmierend ist die systematische Aushöhlung unseres seit Jahrzehnten demokratisch bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen und die Prinzipien des Vorsorgeprinzips mit Füssen tritt.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) wird ein Rückschritt angetreten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (Art. 15a, 21 TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt und uns die Souveränität nimmt, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und entzieht uns die Möglichkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ebenso ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet die nationale Sicherheit. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, indem sie sich einem starren, bürokratischen System unterwirft, anstatt flexible, auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen ergreifen zu können.

Zusammenfassend handelt es sich hierbei nicht um eine Harmonisierung im Sinne einer gegenseitigen Verbesserung, sondern um eine faktische Unterwerfung unter fremdes Recht, die unsere Souveränität untergräbt, unsere Qualität gefährdet, unsere Produzenten mit Bürokratie erdrückt und unsere demokratischen Entscheidungsgrundlagen aushöhlt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind erschreckend unzureichend und dienen lediglich der Kosmetik. Sie können den immensen Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keinesfalls kompensieren. Wir sehen uns mit der gravierenden Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus konfrontiert, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und opportunistisch an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber eindeutig weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Firmen zugute, die auf Lohndumping setzen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten empfindlich erschwert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Arbeitslosenkasse (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVIG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, durch welche die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen tiefgreifende Bedenken auf, die eine kritische Prüfung erfordern. Insbesondere die vorgeschlagenen Abkommen bergen die Gefahr, die Souveränität der Schweiz und die Kohärenz ihres Rechtssystems erheblich zu kompromittieren.

Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieses Rechts Einfluss nehmen kann, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation und der Selbstbestimmung. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen jedoch darauf abzuzielen, dass die Schweiz faktisch geltendes EU-Recht, welches sich unterdessen dynamisch weiterentwickelt, übernehmen muss. Dies tangiert die verfassungsrechtliche Kompetenzverteilung, insbesondere im Bereich der Gesetzgebung, die gemäss Artikel 164 BV dem Parlament obliegt. Die autonome Rechtssetzungskompetenz der Schweiz würde hierdurch schleichend ausgehöhlt.

Die im Raum stehende Übernahme des EU-Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliches Organ zur Auslegung des zu übernehmenden EU-Rechts ist ebenfalls äusserst problematisch. Dies stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte dar und untergräbt die Autorität des Bundesgerichts. Artikel 190 BV legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für das Bundesgericht und die anderen Behörden massgebend sind. Die vorgeschlagene Lösung würde jedoch bedeuten, dass die Auslegung des Völkerrechts durch den EuGH über die Auslegung durch schweizerische Gerichte gestellt wird, was zu einem befürchteten Verlust der Rechtsklarheit und der Rechtsanwendungssicherheit in der Schweiz führen kann.

Die finanzielle Belastung, die mit der Übernahme von EU-Beiträgen einhergeht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug gleichwertige und substanzielle Vorteile auf wirtschaftlicher und politischer Ebene erzielen kann, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Eine finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die nicht klar dem direkten und nachweisbaren Interesse der Schweiz dienen, erscheint als eine einseitige Belastung.

Es drängt sich die Frage auf, ob diese Verhandlungsergebnisse wirklich im besten Interesse der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger sind. Angesichts der dargelegten Bedenken bezüglich Souveränität, Rechtssystem und finanzieller Auswirkungen sind diese Vorschläge in ihrer jetzigen Form nicht tragbar. Eine sorgfältige und eingehende Prüfung aller Konsequenzen ist unerlässlich, bevor über eine Annahme solcher Abkommen entschieden werden kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Melanie Austen Schönenberger (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Melanie Austen Schönenberger · 0795412517 · melanieschoenenberger@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der neuen EU-Regulierungen birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsetzungshoheit der Schweiz. Es ist besorgniserregend, wie die vorgeschlagenen Anpassungen bestehende Schweizer Gesetze untergraben könnten. Insbesondere die Annahme von EU-Recht ohne vorgängige eingehende Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Bedürfnisse läuft Gefahr, die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems zu kompromittieren. Dies steht im Widerspruch zu grundlegenden Prinzipien, die in der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere in den Artikeln zur demokratischen Legitimation und zur Rechtsstaatlichkeit, verankert sind.

Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme ist evident. Wenn die Schweiz gezwungen ist, EU-Richtlinien und Verordnungen ohne wesentliche Änderungen zu übernehmen, verlieren wir die Möglichkeit, unser Recht an die spezifischen Gegebenheiten und Traditionen unseres Landes anzupassen. Dies betrifft potenziell Bereiche, in denen die Schweiz historisch starke und bewährte Regelungen hat. Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Pflicht des Bundesrates zur Wahrung der Interessen der Schweiz betont, scheint in diesem Zusammenhang nicht ausreichend berücksichtigt zu werden. Die vorgeschlagenen Übernahmen könnten zu einer Erosion der nationalen Entscheidungskompetenz führen, was wiederum die schweizerische Demokratie schwächt.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die Vorteile einer solchen engen Anbindung an die EU die Nachteile für die schweizerische Rechtsordnung überwiegen. Die Unverbindlichkeit der meisten Referendumsabstimmungen im Rahmen der Schweizer Gesetzgebung zur Umsetzung von EU-Recht, wie sie durch bilaterale Verträge oft impliziert wird, ist ein gravierendes Problem. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, der ein zentrales Element unseres politischen Systems darstellt. Wir laufen Gefahr, die Mitsprache des Souveräns auszuhebeln, indem wir uns unweigerlichen Vorgaben aus Brüssel unterwerfen, die nicht dem Willen des Schweizer Volkes entsprechen. Artikel 34 des Bundesgesetzes über die politische Rechte, welcher die Volkssouveränität und die demokratische Legitimation garantiert, könnte hier eine tragende Rolle spielen. Die vorgelegte Lösung scheint diesen fundamentalen rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien nicht in genügendem Masse Rechnung zu tragen und bedarf einer grundlegenden Überprüfung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Die scheinbar technische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie konterkariert explizit den Volkswillen, der in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, quasi einer «Niederlassung C PLUS», die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Energie oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unzumässig.

Dies widerspricht dem Grundsatz, dass der Staat die Verfassungsgüter der inneren Sicherheit und der sozialen Gerechtigkeit schützt.

Diemassive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist nicht länger tragbar. EU-Bürger und ihre extensiv nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, ungeachtet ihrer tatsächlichen Beitragspflicht. Die dadurch entstehenden Kosten werden einseitig von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Insbesondere der weit ausufernde Familiennachzug, der Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Land ausserhalb der EU beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte «Schutzklausel» in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) entpuppt sich als reine Alibi-Bestimmung. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht im Falle einer Anwendung die EU mit Sanktionen, was die Klausel eher zu einer Erpressungsposition degradiert. Diese Bestimmung, zusammen mit der Aufhebung von Artikel 29a AIG und der Einführung von Artikel 41c AIG, zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialwerke und erschwert einen Ausschluss von Leistungsempfängern, selbst bei klarer Abhängigkeit. Dies ist eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur Steuerung der Zuwanderung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der «Integrationsmethode» entmündigt unser Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts im hochsensiblen Bereich der Zuwanderung. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Auch die Einführung drastisch erhöhter Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zeigt die enormen, versteckten Kosten dieses Pakets auf, die letztlich vom Schweizer Steuerzahler getragen werden müssen.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU, wie im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) durch die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 beabsichtigt, schwächt unsere sozialpolitische Souveränität erheblich. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Auch die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger, diktiert von Brüssel. Die Anpassung des Zivilgesetzbuches (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) spiegelt die tiefe Durchdringung unserer Rechtsordnung mit EU-Recht wider.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung im Bau- und Planungssektor (BGDB), Artikel 2 Absatz 1bis, sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Diese umfassenden Änderungen sind nicht nur rechtlich bedenklich, sondern stellen eine kapitale Aufgabe unserer nationalen Kompetenzen dar.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem Deckmantel des EU-Programms "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Verbesserung dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk.

Dies bedroht massiv unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, gefährdet die Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit unserer Konsumenten auf unzumässbare Weise ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil darstellt, wird durch die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards unweigerlich aufgeweicht und entwertet. Das Kernstück dieser Unterwerfung bildet die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), die eine Flut von unpassenden und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften nach sich zieht. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen zur Aufgabe zwingen wird und damit unsere kulinarische Identität sowie unsere mittelständische Wirtschaft angreift.

Darüber hinaus wird unsere Souveränität durch die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben frontal angegriffen. Ebenso inakzeptabel ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums, da die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren.

Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet den Verlust der Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und nimmt uns die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle aus. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit, indem sie die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Schliesslich ist die "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, eine inakzeptable politische Erpressung, welche jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Strom, insbesondere im Lichte des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und der Änderungen im Energiegesetz (EnG), bergen erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Stromnetz zukünftig de facto in Brüssel verwaltet wird. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der nationalen Hoheit über kritische Infrastrukturen.

Die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Die Übernahme undemokratisch legitimierter Regeln aus Brüssel untergräbt die eigenständige, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene Energieregulierung und schwächt die föderalen Strukturen.

Besonders alarmierend ist die Gefährdung unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das zentral für die Finanzierung der Berggemeinden ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden die föderalen Strukturen durch die Schwächung lokaler Energieversorger, wie Gemeindekraftwerke, untergraben. Deren Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem StromVG (Art. 4a ff.) und die Änderungen im EnG (Art. 15 neu) opfern die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung

für die Versorgungssicherheit verschwimmt. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die Marktliberalisierung wird zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt deren wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und bedeuten den Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationalen Netze unnötig den oft unpassenden EU-Regeln und reduziert unsere Flexibilität und Souveränität. Dieses Abkommen gefährdet unsere Energieunabhängigkeit und die Stabilität unserer Versorgung zu einem unvertretbar hohen Preis.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Bahnverkehrsabkommen mit der EU, ist aus Sicht des Service public und der nationalen Souveränität höchst bedenklich und bedarf einer kritischen Überprüfung. Die Annahme des EU-Beihilferechts birgt die erhebliche Gefahr, dass etablierte und für die Schweiz essenzielle Subventionsmodelle, welche die Finanzierung und Weiterentwicklung des Schienenverkehrs gewährleisten, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies betrifft sowohl die Unterstützung des Güterverkehrs als auch des regionalen Personenverkehrs sowie die dringend notwendige Erneuerung des Rollmaterials, Massnahmen, die den Kern eines leistungsfähigen öffentlichen Verkehrs für die Bevölkerung bilden.

Die Öffnung für die sogenannte Kabotage durch ausländische Anbieter, wie im neu geschaffenen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen, verspricht eine gefährliche "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere Konzessionäre mit der Finanzierung der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Verfügbarkeit.

Die im Rahmen des Abkommens angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich als unverbindlich einzustufen und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen durch die EU. Sie vermag die fortschreitende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität im Bahnverkehr nicht zu verhindern. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur sukzessive abzugeben, insbesondere durch die automatische Übernahme künftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale europäische Stellen verlagert.

Zusätzlich wird die schweizerische Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) massiv eingeschränkt. Der neue Art. 32a Abs. 1bis PBG zwingt die Schweiz bei gemeinsamen Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies hat zur Folge, dass nationale und kantonale Interessen und verkehrspolitische Ziele sekundär werden und die Gefahr besteht, dass statt der optimalen Lösungen für die Schweiz EU-konforme, aber potenziell suboptimale und teurere Kriterien angewendet werden müssen. Die Einführung der Kabotage im EBG und die damit einhergehenden Beschränkungen im PBG stellen eine klare Gefährdung des etablierten und bewährten Schweizer Service public dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind offensichtlich unzureichend und stellen lediglich kosmetische Korrekturen dar. Sie vermögen den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unabwendbar entsteht, in

keiner Weise zu kompensieren. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die Anpassung an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch in ihrer Wirksamkeit gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen deutlich unterlegen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne umfassende gerichtliche Prüfung.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und föderalistische Ordnung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihre eigenständige Wirtschaftsförderung, die künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden muss.

Die Schweiz unterwirft sich hier einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Die Schaffung einer "Superbehörde" im Rahmen der WEKO, agierend als verlängerter Arm der EU, birgt erhebliche Gefahren. Diese neue Beihilfekammer, institutionalisiert durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2), wird primär die EU-Kompatibilität durchsetzen und nicht mehr schweizerische Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die

Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Die Streichung des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen widersprechen grundlegenden Prinzipien unserer Rechtsordnung und der föderalistischen Struktur.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einer rechtlich bindenden Form birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und finanzielle Autonomie der Schweiz. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verpflichtende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, während der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann.

Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Während unsere finanziellen Verpflichtungen verbindlich werden, gibt es keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Es handelt sich um die Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität untergräbt und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient als gesetzgeberisches Instrument zur dauerhaften finanziellen Bindung der Schweiz. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Art. 1 KoBG vorgesehen, die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zementiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen untergräbt die Transparenz und die demokratische Legitimation solcher Abkommen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist äusserst bedenklich, dass durch diese Massnahmen eine weitere Angleichung an europäisches Recht ohne angemessene demokratische Mitsprache und Kontrolle angestrebt wird. Dies widerspricht dem Geist unserer direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone betont, gerät durch eine fortwährende Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Volksabstimmung unter Druck.

Die angestrebte Harmonisierung von Regulierungen und Standards mit der EU könnte dazu führen, dass Schweizer Unternehmen und Bürger einer Gesetzgebung unterworfen werden, die nicht den spezifischen Bedürfnissen und Werten unseres Landes entspricht. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme ist real und muss kritisch hinterfragt werden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Möglichkeit, eigene Gesetze zu erlassen, könnten durch die Verpflichtung zur Einhaltung des EU-Rechts, wie es sich durch die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs entwickelt, erheblich beeinträchtigt werden. Der Grundsatz der Rechtsgleichheit, ein weiterer

Eckpfeiler unseres Rechtssystems, könnte darunter leiden, wenn sich Schweizer Gerichte in immer stärkerem Masse an fremden Rechtsauffassungen orientieren müssen.

Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch eine zu enge Anbindung an die EU ihren Spielraum bei der Gestaltung ihrer eigenen Aussen- und Sicherheitspolitik verliert. Die automatische Übernahme von EU-Positionen in internationalen Gremien würde die Handlungsfähigkeit der Schweiz einschränken und ihre Fähigkeit untergraben, eigenständige Interessen zu vertreten. Die Verfassung gibt dem Bund die Kompetenz zur aussenpolitischen Gestaltung, aber eine solche Angleichung könnte diese Kompetenz aushöhlen.

Die Argumentation, dass eine engere Bindung die wirtschaftlichen Vorteile maximiert, überzeugt nur bedingt. Der Preis für diese vermeintlichen Vorteile könnte die Erosion unserer demokratischen Institutionen und unserer rechtlichen Eigenständigkeit sein. Eine solche Entwicklung wäre nicht im Interesse der Schweiz und darf nicht ohne eingehende Prüfung und breite gesellschaftliche Debatte erfolgen. Es bedarf einer klaren Abgrenzung und einer Stärkung unserer nationalen Gesetzgebung, anstatt einer sukzessiven Übernahme von externem Recht.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Annahme dieses Pakets birgt das Risiko einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf direkten Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der rechtsgleichen Behandlung, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, und untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Volkes, seine Angelegenheiten selbst zu regeln.

Besonders kritisch ist die geplante Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen durch die dynamische Rechtsübernahme. Diese Bestimmung gemäss der vorgeschlagenen neuen Artikel 134 Absatz 4 des Landwirtschaftsgesetzes (LWG) und Artikel 67b des Luftfahrtgesetzes (LFG) erlaubt es der EU, ihre Gesetzgebung einseitig zu ändern und diese Änderungen automatisch auf die Schweiz zu übertragen. Dies entzieht dem Schweizer Parlament und Volk jegliche Mitsprache bei der Ausgestaltung von Gesetzen, die für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft von zentraler Bedeutung sind. Ein solches Vorgehen steht im krassen Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV).

Die vorgeschlagene Regelung zur Beilegung von Streitigkeiten, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), stellt eine weitere erhebliche Einschränkung der schweizerischen Souveränität dar. Gemäss dem vorgeschlagenen Artikel 18 Absatz 4 des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (APF) würde der EuGH verbindliche Auslegungen des EU-Rechts vornehmen, die auch für die Schweiz bindend wären. Dies würde die Autonomie des schweizerischen Rechtssystems erheblich beeinträchtigen und könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die im Widerspruch zu nationalen Gesetzen und der schweizerischen Rechtsauffassung stehen. Die Möglichkeit, durch die Anwendung von fremdem Recht die eigene Rechtsordnung zu untergraben, widerspricht dem Wesen eines souveränen Staates.

Zudem ist die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Entscheidungsprozesse innerhalb des neuen institutionellen Rahmens unzureichend. Die Schweiz würde in vielen Bereichen zu einem reinen Rezipienten von EU-Entscheidungen, ohne angemessene Mitgestaltungsmöglichkeiten. Dies gefährdet die Legitimität des schweizerischen Rechts und die Akzeptanz bei der Bevölkerung. Die vorgeschlagenen Regelungen schaffen eine rechtliche und politische Abhängigkeit, die die schweizerischen Interessen mittel- bis langfristig gefährden könnte. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einer Art "Rechtskolonie" der EU wird, was die demokratischen Prinzipien und die Eigenständigkeit der Schweiz massiv beeinträchtigt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine engere Anbindung an die Europäische Union werfen fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie sich in den Verhandlungsergebnissen abzeichnet, widerspricht dem Geist und Buchstaben der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stärkung der direkten Demokratie (SR 161.1).

Die vorgeschlagene Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der parlamentarischen Mitsprache und der direkten Demokratie. Indem sich die Schweiz verpflichtet, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass dieses Recht dem obligatorischen Referendum untersteht, wird das Volk von wesentlichen Entscheidungsprozessen ausgeschlossen. Dies steht im krassen Gegensatz zum Artikel 34 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (SR 161.1), der das Referendum als zentrales Instrument der demokratischen Kontrolle vorsieht. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde somit die Möglichkeit des Volkes, über Gesetze zu entscheiden, erheblich beschneiden.

Des Weiteren ist die Frage der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gefährden. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 190, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Die potenzielle Überordnung der EuGH-Rechtsprechung über nationales Recht, welches wiederum auf der Bundesverfassung beruht, stellt eine direkte Herausforderung für die Gewaltentrennung und die Rechtsstaatlichkeit dar, wie sie im Artikel 5 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die Schweizer Gerichte müssten dann primär die Auslegung des EuGH berücksichtigen, was ihre Autonomie und ihre Fähigkeit, schweizerische Interessen zu wahren, untergraben würde.

Die Verhandlungsergebnisse scheinen überdies die Möglichkeit einer flexiblen Anpassung des schweizerischen Rechts an die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zu vernachlässigen. Stattdessen wird eine Konvergenz mit einem Rechtsraum verfolgt, dessen Prioritäten und Interessen sich von denen der Schweiz unterscheiden können. Die mangelnde Transparenz und die komplexen juristischen Mechanismen, die mit der Übernahme von EU-Recht verbunden sind, erschweren zudem eine fundierte öffentliche Debatte und eine wirksame Kontrolle durch die eidgenössischen Räte.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse erhebliche rechtsstaatliche und demokratische Bedenken aufwerfen, die einer gründlichen und kritischen Prüfung bedürfen, bevor jegliche Zustimmung erteilt werden kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: mylandmyvoice (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Frodo

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

das Schweizer Volk, der Souverän, verraten und verkauft

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die im vorliegenden Entwurf formulierten Ansätze zur Integration von EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung erscheinen unzureichend und potenziell schädlich für die Souveränität der Schweiz. Es ist besorgniserregend, dass die vorgesehenen Umsetzungsmechanismen eine schleichende Übernahme von EU-Recht in die Schweizer Gesetzgebung ermöglichen, ohne dass ein angemessenes demokratisches Mitspracherecht der eidgenössischen Räte und des Volkes gewährleistet ist. Die Gefahr einer faktischen Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist latent. Artikel 120a des Bundesgesetzes über die Politische Organisation der Bundesstadt (BOP) sieht vor, dass Bundesgesetze und Verordnungen zur Umsetzung von völkerrechtlichen Verträgen erlassen werden können. Diese Bestimmung, wenngleich formal korrekt, birgt die Gefahr, dass die Hürde für die Übernahme von EU-Recht zu niedrig angesetzt wird und eine differenzierte Prüfung der Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung unterbleibt. Des Weiteren ist fraglich, ob die angedachten Umsetzungsregelungen im Einklang mit dem Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit stehen, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Eine unzureichende Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Rechtskultur und der Bedürfnisse der heimischen Wirtschaft könnte zu erheblichen Rechtsunsicherheiten und Wettbewerbsnachteilen führen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Unabhängigkeit in der Rechtsetzung müssen im Lichte von Artikel 3 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Kantone und des Bundes unterstreicht, intensiv hinterfragt werden. Die vorgeschlagenen Regelungen zur Umsetzung verletzen zudem das Prinzip der Gewaltenteilung, indem sie potenziell die legislative und exekutive Gewalt übermässig an supranationale Strukturen binden. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die Rechte des Parlaments stärkt, könnte durch eine vorauseilende Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt werden. Die mangelnde Transparenz und die Komplexität der vorgeschlagenen Mechanismen erschweren zudem eine fundierte öffentliche Debatte und eine wirksame Kontrolle durch die zivilgesellschaftlichen Akteure. Es bedarf einer klaren und rechtsverbindlichen Verankerung, die sicherstellt, dass die schweizerische Souveränität und die demokratischen Grundwerte jederzeit gewahrt bleiben.

Finanzieller Beitrag

Keine Gelder an Kriegstreiber

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

sofort unterbinden, unser Land ist zu klein für eingeladene Schmarotzer, während der Souverän unter der Steuerlast ächzt und Zuwanderer in den Genuss staatlicher Unterstützung geniesst, die wir berappen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

fällt dieser weg, verendet unsere Gesellschaft.

Staatliche Beihilfen

Wir unterstützen jetzt schon die korrupte EU, den Kriegstreiber

Strom

eigene Versorgung sichern, die Energie-Konzerne sollen ihrer Verpflichtung nachkommen

Landverkehr

Lebensmittelsicherheit

eigene nachhaltige Landwirtschaft schützen, Subventionen wo sinnvoll und unterstützend wirken.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

absolut hinterhältig, das Schweizer Volk verkauft

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Ja, aber nicht zu diesen Bedingungen welche von Brüssel auf das Schweizer Volk übertragend wird.

Wir sind und bleiben souverän.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Tissot (Privat)

Date: 22.10.2025

Contact: Tissot · 0763930186 · tissotfred30@gmail.com

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse se trouve à un carrefour décisif concernant son avenir relationnel avec l'Union européenne. L'évaluation globale du paquet proposé soulève des préoccupations fondamentales qui méritent une analyse rigoureuse et critique. L'alignement sur le droit européen, tel que suggéré, risque d'éroder la souveraineté helvétique et de compromettre les spécificités de notre ordre juridique national.

Le principe fondamental de la primauté du droit de l'Union européenne, tel que consacré par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), constitue une menace directe pour notre constitutionnalisme. L'article 5 de la Constitution fédérale suisse (Cst.) garantit l'autonomie de la Confédération et des cantons. L'adoption systématique de législations européennes, y compris celles dont la base juridique n'est pas expressément prévue dans les accords bilatéraux, irait à l'encontre de ce principe, vidant de sa substance notre capacité à légiférer de manière autonome. De plus, l'application de la jurisprudence de la CJUE, qui n'est pas issue d'un processus législatif démocratique suisse, soulève de sérieuses questions de légitimité démocratique.

La reprise dynamique de droit, une caractéristique intrinsèque de l'accord-cadre, implique que la Suisse est tenue d'adapter sa législation aux évolutions du droit de l'UE sans avoir son mot à dire dans leur élaboration. Cela contrevient au principe de souveraineté tel que défini par l'article 3 de la Cst., qui stipule que le peuple et les cantons sont les sources du pouvoir. Il est impératif que toute adaptation législative résulte d'une décision souveraine du parlement fédéral et, le cas échéant, soit soumise au référendum.

La clause de guillotine, qui lie tous les accords bilatéraux à la bonne exécution de l'accord-cadre, représente un levier de pression inacceptable. Cette disposition prive la Suisse de sa marge de manœuvre et la rend vulnérable aux exigences unilatérales de l'UE. Il est de notre devoir de défendre la flexibilité et l'indépendance de notre politique étrangère, conformément à l'article 54 de la Cst.

Enfin, l'intégration institutionnelle croissante, qui découle de l'application de la jurisprudence de la CJUE et de la reprise de droit, menace de transformer la Suisse en un simple exécutant des décisions européennes. Cela affaiblirait le rôle du Parlement fédéral, organe législatif suprême selon l'article 148 de la Cst., et marginaliserait la démocratie directe, qui repose sur la participation citoyenne. Une approche pragmatique et sélective des accords avec l'UE, qui préserve notre souveraineté et nos intérêts nationaux, est la seule voie défendable.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation sur la mise en œuvre nationale soulève des préoccupations majeures quant à

l'impact de ces accords sur la souveraineté helvétique et la conformité avec notre droit interne. Il est impératif que le Conseil fédéral adopte une approche rigoureuse et critique avant d'accepter toute nouvelle intégration législative européenne.

Nous observons avec inquiétude une tendance à l'alignement de notre législation nationale sur le droit de l'Union européenne, souvent présentée comme une nécessité technique. Or, cette intégration, même partielle, risque d'éroder notre capacité à légiférer de manière autonome, en dépit des garanties prétendument inscrites dans les accords bilatéraux. L'article 120a de la Constitution fédérale, qui stipule que la Suisse ne peut adhérer à des traités instaurant des institutions supranationales ou obligeant à une adaptation du droit, semble être interprété de manière de plus en plus souple.

La question de la primauté du droit européen, même si elle n'est pas explicitement reconnue, se pose néanmoins. Les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne, bien que non directement contraignants pour la Suisse, exercent une pression considérable sur notre jurisprudence et, par conséquent, sur notre droit. La crainte est que, par le biais de l'interprétation des accords existants, nous soyons conduits à appliquer des normes européennes sans que le peuple n'ait eu son mot à dire, violant ainsi le principe de la démocratie directe inscrit dans notre texte fondamental.

De plus, la complexité des accords et leur fréquente évolution rendent la surveillance et le contrôle par le Parlement suisse particulièrement difficiles. Il en résulte un risque accru de décisions prises sans une compréhension complète des implications juridiques et politiques pour la Suisse. L'article 40 alinéa 2 de la Loi sur l'Assemblée fédérale stipule que le Parlement doit pouvoir exercer un contrôle effectif sur la politique extérieure de la Confédération. Ce contrôle risque d'être affaibli si les accords avec l'UE conduisent à une automatisation de l'adoption de nouvelles normes européennes.

Il est donc essentiel que toute nouvelle étape d'intégration soit soumise à un examen approfondi, avec une évaluation systématique des conséquences sur notre ordre juridique et notre souveraineté. Le principe de subsidiarité, pilier de notre confédéralisme, doit être préservé. L'adaptation continue de notre droit à celui de l'UE, sans véritable contrepartie ou bénéfice clair pour la Suisse, ne peut être acceptée sans une profonde réflexion et, potentiellement, un référendum. Le Conseil fédéral doit veiller à ce que les intérêts nationaux prévalent toujours sur les impératifs d'harmonisation européenne.

Contribution financière

La proposition relative à la contribution financière au titre de la cohésion avec l'Union européenne soulève de profondes préoccupations quant à la perte de souveraineté et au contrôle démocratique. En transformant les paiements de cohésion, autrefois des contributions volontaires soumises au contrôle du Parlement, en une obligation juridique contraignante, la Suisse se prive d'un levier politique essentiel. Le projet de loi sur la contribution à la cohésion (KoBG) institue un mécanisme de révision permanente qui, au-delà d'un montant initial qui s'apparente à un argument d'appel, conduira inévitablement à des exigences financières accrues dictées par l'UE. La Suisse devient ainsi une contributrice nette sans droit de vote, contrainte de payer sans garantie d'amélioration de l'accès au marché ou de suppression des obstacles non tarifaires.

L'article 1 du KoBG, qui consacre un "droit permanent" aux contributions, érode gravement la souveraineté budgétaire du Parlement. Au lieu d'une décision souveraine sur l'allocation des deniers publics, la Suisse se retrouve dans une situation où elle ne fait qu'exécuter une obligation de paiement imposée par l'UE. Cette inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, du concordat sur le droit du partenariat, dépasse la simple formalité ; elle ancre ces paiements dans notre ordre juridique comme un élément permanent de notre législation fédérale.

De plus, la liaison de ces paiements à la promotion de la paix, telle que proposée à l'article 1, alinéa 2, lettre b, de la loi sur la promotion de la paix, apparaît comme une manœuvre sémantique trompeuse. Elle vise à légitimer des contributions financièrement et politiquement sensibles en s'appuyant sur la réputation positive de la promotion suisse de la paix. Cette approche détourne l'attention des implications négatives sur notre autonomie décisionnelle et notre indépendance financière. En

somme, ce projet législatif transforme une initiative politique en une contrainte juridique, affaiblissant le contrôle démocratique et la marge de manœuvre budgétaire de la Suisse face à l'UE.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux implications de l'accord proposé dans le domaine de la libre circulation et de l'immigration, qui semble traduire une capitulation inacceptable face aux exigences de l'Union européenne, au détriment de la souveraineté nationale et de la volonté du peuple suisse telle qu'exprimée notamment dans l'article 121a de la Constitution fédérale. L'extension de la libre circulation, notamment par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union, constitue un abandon de notre droit à une maîtrise autonome de l'immigration.

L'instauration d'un nouveau « droit de séjour permanent » après seulement cinq ans, qualifié de « C PLUS », représente une menace sérieuse pour notre sécurité intérieure et la stabilité de nos assurances sociales. Ce statut, pratiquement inaliénable, même en cas de criminalité ou de dépendance aux aides sociales, va à l'encontre des principes fondamentaux de notre système. Il favorise de manière flagrante l'immigration dans nos systèmes sociaux, faisant peser les coûts sur les contribuables suisses, les cantons et les communes. L'élargissement sans précédent du regroupement familial, incluant désormais parents, grands-parents et beaux-parents, promet une augmentation incontrôlable de l'immigration et des charges sociales.

La prétendue « clause de sauvegarde » prévue dans le paquet d'accords est une illusion. Ses conditions d'application sont si restrictives qu'elle ne sera jamais opérationnelle. L'imposition d'une telle clause par l'UE, sous peine de mesures de rétorsion, en fait un instrument de contrainte plutôt qu'une protection réelle. L'adoption automatique du droit de l'UE en matière d'immigration, selon la « méthode d'intégration », supprime toute marge de manœuvre au Parlement et au peuple suisses face à d'éventuels futurs durcissements du droit européen, sapant ainsi les fondements de notre démocratie directe.

Les modifications apportées à la Loi sur l'immigration (Loi sur l'étrangers et l'intégration, LEI), notamment le nouvel article 41c et l'abrogation de l'article 29a, cimentent l'immigration dans nos systèmes sociaux, élargissant l'accès à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE. La nouvelle « clause de sauvegarde » de l'article 21b LEI est un placebo sans aucune efficacité réelle, car elle exclut les contingents unilatéraux contraignants. La décision d'introduire des frais de scolarité nettement plus élevés pour les étudiants étrangers dans le cadre de la Loi sur les EPF (article 34d al. 2bis) et de la Loi sur le financement de la haute école spécialisée (article 61a) est un aveu des coûts additionnels considérables engendrés par la libre circulation dans le domaine de la formation, coûts qui seront supportés par les étudiants et notre système d'éducation.

L'intégration du système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) dans la Loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivants (AVS) et le système de l'Union européenne (IMI) remplace une évaluation nationale rigoureuse par une reconnaissance automatisée, menaçant nos standards de qualité et notre capacité à réguler notre marché du travail. Dans le domaine médical et des professions de la santé, l'introduction de l'Espace Professionnel Européen (EPE) dans la Loi sur les professions médicales (article 15 et 35) et la Loi sur les professions de la santé (article 10 et 15) mine notre capacité à garantir la qualité des qualifications du personnel étranger, posant un risque inacceptable pour la sécurité des patients. L'intégration du système IMI dans la Loi sur la profession de psychologue (article 37 al. 4) représente une autre cession de notre compétence réglementaire souveraine au profit d'un processus automatisé de l'UE, au détriment de nos hauts standards de qualité.

En somme, cet accord représente un recul majeur pour notre indépendance et notre capacité à gérer de manière autonome les défis de l'immigration, tout en transférant des coûts importants vers le contribuable et les assuré(e)s suisses.

Électricité

L'accord proposé sur le domaine de l'électricité soulève des préoccupations fondamentales quant à la

souveraineté énergétique de la Suisse et à la stabilité de son approvisionnement. L'intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, telles que l'ACER et l'ENTSO-E, nous réduit à un participant dépendant, contraint de supporter les coûts sans droit de vote décisionnel. Les décisions relatives à notre infrastructure électrique seront désormais prises à Bruxelles, ce qui marque la fin d'une régulation énergétique indépendante, adaptée aux besoins nationaux, et transforme l'ElCom en un simple bras opérationnel du droit européen.

Le secteur de l'hydroélectricité, pilier de notre sécurité d'approvisionnement, est directement menacé par les règles européennes en matière de subventions. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, pourrait être invalidé en tant qu'aide d'État illégale. De plus, la libéralisation complète du marché de l'électricité, comme le prévoit le nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG, art. 4a ss.), entraînera une volatilité accrue des prix et, ultimement, une augmentation des coûts pour les PME et les ménages, puisque les charges liées à la sécurité d'approvisionnement, non prises en charge par le marché, devront être répercutées via de nouvelles taxes.

Les structures fédérales suisses, y compris les centrales communales, seront affaiblies. Leur droit de priorité d'injection actuel sera sapé par les règles européennes de concurrence, désavantageant ainsi la production d'énergie locale et décentralisée. La sécurité de l'approvisionnement national est sacrifiée au profit d'un marché libre aux conséquences imprévisibles. Les possibilités de constituer des réserves stratégiques, telles que des réserves d'eau, seront restreintes, et la responsabilité de la sécurité de l'approvisionnement en Suisse deviendra floue. Le nouveau droit sur l'énergie (EnG, art. 15 nouveau), en modifiant les règles de rémunération et en abaissant drastiquement la limite de puissance de 3 MW à 200 kW pour l'exclusion de la garantie d'injection, porte un coup direct à la production d'énergie décentralisée et citoyenne, affaiblissant la base économique des petits et moyens producteurs et favorisant les acteurs centralisés à grande échelle. L'introduction d'une exclusion de promotion en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG) crée une insécurité d'investissement massive pour les énergies renouvelables, freine leur déploiement et augmente notre dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et des énergies fossiles.

La libéralisation complète du marché de l'électricité est une expérience à haut risque au détriment de la population et de l'économie suisses. Elle compromet la stabilité et la fiabilité de l'approvisionnement de base. L'élargissement des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le durcissement des règles de séparation (art. 10, 18, 19 StromVG) visent à imposer une uniformisation avec l'UE, privant la Suisse de la maîtrise de son infrastructure critique et sapant ses structures fédérales. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau (art. 8 al. 2 BATE) est un pas supplémentaire vers la soumission au régime de l'UE, nous privant de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos réseaux électriques.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue "sécurité alimentaire" masque en réalité une intégration profonde et problématique du droit de l'Union européenne dans notre système juridique. Loin de se limiter à des aspects sanitaires, ce projet vise à soumettre l'ensemble de notre économie agricole et alimentaire au règlement "De la ferme à la table" de l'UE. Cette démarche menace intrinsèquement nos standards de production élevés, la survie de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs.

La qualité suisse, gage de notre compétitivité, est directement mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins exigeantes engendrera inévitablement une dégradation qualitative. Le label "Swiss Made" perdra sa valeur intrinsèque si nos produits doivent être fabriqués selon des critères identiques, voire inférieurs, à ceux appliqués dans l'UE. Ceci anéantit un avantage concurrentiel essentiel pour nos producteurs.

Une "clause guillotine" d'une dangerosité inouïe lie ce nouvel accord à l'ensemble des autres accords bilatéraux I. La simple possibilité de dénoncer cet accord délétère entraînerait la chute de l'ensemble du corpus juridique bilatéral. Il s'agit d'un chantage politique inacceptable qui écarte toute possibilité de décision souveraine pour la Suisse.

L'octroi de compétences d'inspection à des agents de l'UE au sein de nos exploitations agricoles, laiteries et restaurants constitue une ingérence sans précédent dans notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de contrôle pour une autorité étrangère.

Par ailleurs, une vague de bureaucratie sans précédent s'apprête à déferler sur nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises industrielles, mais aussi les petites exploitations, les fromageries d'alpage, les bouchers de village, et même les organisateurs de fêtes populaires seraient contraints de se conformer à des réglementations européennes complexes et inadaptées. Cette situation menace directement nos traditions locales et nos activités économiques.

Le moratoire sur la technique génétique, cautionné à plusieurs reprises par le peuple suisse, se trouve systématiquement érodé. La Suisse se verra contrainte d'accepter des produits autorisés par l'UE, même s'ils contiennent des traces d'organismes génétiquement modifiés, ignorant ainsi la volonté populaire.

La révision totale de la Loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre la qualité helvétique. Elle soumet l'ensemble de la chaîne alimentaire à la régulation de l'UE, générant une bureaucratie asphyxiante et une perte de nos standards élevés. L'article 15a et l'article 21 du Code des obligations (CO) concernant le bien-être animal (TSchG) obligent la Suisse à renoncer à ses propres règles, souvent plus strictes, en matière de transport et d'abattage au profit des normes de l'UE. Ceci constitue un recul pour la protection animale et une perte de souveraineté flagrante.

Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la Loi sur l'agriculture (nouveaux alinéas des art. 141 et 148 LwG) constituent une délégation de pouvoir discrétionnaire pour l'implémentation du droit européen, court-circuitant ainsi le Parlement. De plus, l'adaptation de l'article 26, alinéa 1bis de la Loi sur les forêts (WaG) subordonne la protection de nos forêts aux directives de l'UE, nous privant de notre capacité à réagir souverainement aux menaces spécifiques qui les touchent.

Enfin, l'adhésion aux règlements de l'UE dans la Loi sur l'épizootie (art. 1 nouveau TSG) conduit à une perte de contrôle sur un domaine d'une importance capitale. La lutte contre les maladies animales nécessite une réactivité et une flexibilité que le système rigide et bureaucratique de l'UE ne peut garantir.

Transports terrestres

La Suisse, par son attachement à un service public ferroviaire de haute qualité, se retrouve aujourd'hui confrontée à des propositions d'accord avec l'Union européenne qui menacent directement les fondements de ce système. L'application du droit européen des aides d'État, telle que proposée, risque de remettre en cause des subventions essentielles pour le transport de marchandises, le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. Ces aides, fruit d'une longue expérience et adaptées aux besoins helvétiques, pourraient être jugées incompatibles avec le droit de l'UE, entraînant une dégradation inévitable de l'offre au détriment des citoyens.

L'introduction de la "kabotage", prévue dans le nouvel article 40ater de la loi sur le transport par chemin de fer (EBG), ouvre la voie à une concurrence déloyale. Elle permettrait à des opérateurs étrangers, potentiellement subventionnés par leurs États d'origine, de desservir des liaisons purement nationales. Cette "cueillette de cerises" bénéficierait aux lignes les plus rentables, laissant les lignes secondaires, pourtant vitales pour la desserte du territoire, à la charge des entreprises suisses. Ce mécanisme mettrait en péril la viabilité financière de notre service public et mettrait en péril la continuité de l'offre ferroviaire sur l'ensemble du territoire.

La "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une protection s'avère être un leurre juridique. Dépourvue de force contraignante, elle ne constitue en aucun cas une garantie contre les futures évolutions du droit européen, que la Suisse serait alors tenue d'intégrer dynamiquement. Cette situation mine la souveraineté de la Suisse dans un domaine stratégique et remet en question sa capacité à définir sa propre politique des transports. L'alignement sur des normes européennes

non contraignantes, comme celles relatives au "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM), accentuerait cette perte de contrôle au profit d'institutions supranationales.

De plus, l'adaptation de l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (PBG) contraint la Suisse à intégrer des critères du droit de l'UE lors des appels d'offres. Cette obligation restreint considérablement la marge de manœuvre des autorités nationales et cantonales dans la définition des objectifs de leur politique des transports. Au lieu de privilégier les solutions les plus adaptées aux besoins spécifiques de la Suisse, les critères de sélection devront se conformer au droit européen, pouvant ainsi aboutir à des solutions sous-optimales et plus coûteuses pour les contribuables helvétiques. Ces modifications législatives constituent une érosion progressive et dangereuse de la souveraineté suisse dans le domaine des transports.

Aides d'État

La consultation proposée sur le domaine des aides d'État révèle une volonté manifeste de soumettre notre système économique et juridique à un contrôle extérieur, au détriment de notre souveraineté et de notre autonomie décisionnelle. L'introduction du nouveau Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) marque un tournant inacceptable. Il ne s'agit pas d'une simple adaptation, mais d'une véritable institutionalisation de la dépendance à l'égard du droit européen des aides d'État.

La création d'une Beihilfekammer au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que prévue par l'article 18 alinéa 2 du Kartellgesetz (KG) modifié, instaure une "super-autorité" agissant comme un "bras étendu de l'UE". Cette entité concentre un pouvoir considérable, potentiellement échappant à une surveillance démocratique adéquate, et dont les décisions privilégieront la conformité avec le droit européen plutôt que les intérêts nationaux. Cette évolution remet en cause la pratique établie et démocratiquement légitimée des subventions, désormais soumises à un régime technocratique rigide.

Le fédéralisme suisse est particulièrement menacé. L'article 82 lettre bbis du Bundesgerichtsgesetz (BGG) modifié octroie un droit de recours direct à la nouvelle autorité de contrôle contre les décisions des cantons. Ceci dégrade les cantons en simples unités administratives subordonnées, dont les décisions autonomes et démocratiquement fondées pourront être annulées par le biais d'un contrôle abstrait des normes devant le Tribunal fédéral. Cette atteinte à l'autonomie cantonale, déjà fragilisée par l'article 98a BGG, est inadmissible.

De plus, l'article 3 du BHÜG institue une autorité centrale de contrôle, affaiblissant ainsi la gestion économique nationale et la souveraineté. La suppression de l'article 103 du Luftfahrtgesetz (LFG) est un exemple flagrant de cette abdication de souveraineté : la compétence d'examen de la WEKO sur les aides d'État dans le secteur stratégique du transport aérien est purement et simplement sacrifiée au profit des règles européennes.

Enfin, l'exclusion du Préposé fédéral à la surveillance des prix des réunions de la Beihilfekammer, telle que modifiée à l'article 5 alinéa 2 du Preisüberwachungsgesetz (PüG), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Cette mesure semble avoir pour unique but de permettre à la nouvelle autorité de fonctionner sans être contredite par la voix officielle de la surveillance des prix.

En somme, les propositions actuelles entraînent une perte de contrôle, une remise en cause de nos structures fédéralistes et une soumission à des procédures extérieures, mettant en péril notre autodétermination économique et politique.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux propositions relatives à la libre circulation et à la protection des salaires. Les mesures envisagées pour la protection des salaires apparaissent non seulement insuffisantes, mais fondamentalement cosmétiques. Elles ne sauraient compenser la pression considérable exercée sur les rémunérations suisses par l'extension de la libre circulation. Nous craignons une érosion généralisée de notre niveau salarial, particulièrement au

détriment des classes moyennes et inférieures.

Au lieu de renforcer notre système de protection des salaires, éprouvé et efficace, il est proposé de le diluer et de l'aligner sur des normes européennes moins contraignantes. Les nouvelles règles, bien que plus bureaucratiques, s'avèrent potentiellement moins efficaces que les mesures d'accompagnement actuelles, favorisant ainsi les entreprises étrangères désireuses de pratiquer le dumping salarial.

Les mécanismes de contrôle sont affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont sapées par de nouvelles structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Ceci risque de se traduire par une diminution des contrôles et une application plus laxiste des conditions de salaire et de travail.

La modification du droit de renvoi des travailleurs (EntsG) ne constitue pas un renforcement, mais une restructuration imposée par l'UE de notre protection des salaires. L'extension du système de sanctions, telle que prévue à l'article 9, alinéa 2 EntsG, sert avant tout la compatibilité avec le droit de l'UE et non une amélioration tangible pour les travailleurs suisses. La suppression du droit d'action prévu à l'article 11 et sa relocalisation dans un nouvel article 13a modifient la systémique éprouvée et compliquent la défense des droits des travailleurs.

L'introduction d'une protection spéciale contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, telle que proposée aux articles 335l à 335q CO, représente une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par des pressions externes. Cette disposition crée une classe privilégiée de salariés dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique, entravant la flexibilité des PME et allant à l'encontre de nos principes d'un marché du travail libéral.

La liaison entre la loi sur les marchés publics (LMP) et la loi sur la contribution au développement des cantons de l'Est (annexe 5 ch. 1 let. d) est problématique. Elle ancre les paiements de cohésion comme un élément permanent de notre ordre juridique et crée des interdépendances qui lient politiquement la Suisse de manière encore plus étroite à l'UE.

L'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel art. 80 al. 2 ch. 6 LP) constitue une cession massive de souveraineté. La Suisse devient un instrument de mise en œuvre pour des sanctions administratives financières de l'UE, ce qui sape notre propre ordre juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans examen judiciaire complet.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation concerne l'évaluation des résultats des négociations avec l'Union européenne. Force est de constater que les propositions actuellement sur la table soulèvent de sérieuses préoccupations quant à leur conformité avec le droit suisse et à leurs implications pour la souveraineté nationale.

Il est impératif de souligner que l'adoption unilatérale de pans entiers de l'acquis communautaire, telle que suggérée par ces accords, risque de porter atteinte à la souveraineté helvétique. L'article 5 de la Constitution fédérale, qui consacre la compétence des cantons dans de nombreux domaines, pourrait être directement menacé par une harmonisation législative excessive dictée par Bruxelles. La primauté du droit de l'UE, principe fondamental de l'intégration européenne, risquerait d'imposer des normes contraires aux intérêts et aux spécificités suisses, sans que le peuple et les cantons n'aient leur mot à dire, en violation potentielle de l'article 140 de la Constitution fédérale, garantissant la participation démocratique directe.

De plus, la reprise systématique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne

(CJUE) pose un problème juridique de taille. La Suisse, pays tiers à l'UE, ne saurait accepter une soumission juridictionnelle à une cour étrangère. L'article 120a, alinéa 2, de la Constitution fédérale, qui stipule que le droit suisse prévaut, serait ainsi mis à mal. L'acceptation de la compétence de la CJUE, même de manière indirecte, constituerait une renonciation inacceptable à notre propre système juridique et à notre indépendance judiciaire.

La question de la compensation financière doit également être abordée avec une vigilance extrême. Les contributions que la Suisse devrait verser à l'UE, sans bénéfice proportionnel et clair, pourraient s'apparenter à une forme de tribut, grevant inutilement les finances publiques et les contribuables suisses. Il est essentiel que tout accord financier soit strictement proportionné et qu'il résulte d'une négociation équilibrée, garantissant la pérennité de notre modèle économique et social. L'absence de clarté sur les mécanismes de ces contributions et sur leur utilisation par l'UE est une source d'inquiétude majeure.

En conclusion, les résultats des négociations actuels ne semblent pas suffisamment protecteurs de la souveraineté suisse, de notre système juridique et de nos intérêts économiques. Une révision substantielle s'impose pour garantir la préservation des acquis helvétiques et refuser toute forme de soumission à des normes et des juridictions étrangères.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

L'objet de cette consultation, visant à stabiliser les relations avec l'Union européenne, soulève de profondes interrogations quant à l'impact réel sur la souveraineté helvétique et la protection de nos intérêts nationaux. Si une certaine forme de stabilisation des relations peut être souhaitable sur le plan économique, il est impératif d'aborder cette question avec une vigilance accrue, en considérant les implications juridiques et politiques à long terme.

L'idée de converger vers des accords plus contraignants avec l'UE, sous couvert de stabilisation, ne peut qu'inciter à la méfiance. L'expérience passée démontre que de tels accords tendent à imposer unilatéralement le droit européen, menaçant ainsi l'indépendance décisionnelle de la Suisse. L'article 5 de la Constitution fédérale (Cst.) garantit le principe de subsidiarité, selon lequel la Confédération n'assume que les tâches qui lui sont dévolues par la Constitution. Or, une intégration accrue au droit de l'UE risque de vider ce principe de sa substance, en obligeant la Suisse à adopter des législations européennes sans que celles-ci ne correspondent nécessairement aux besoins spécifiques de notre pays.

De plus, la reprise du droit européen, même sous une forme négociée, pose un défi majeur quant à la maîtrise de notre système juridique. L'Accord sur la libre circulation des personnes, par exemple, a déjà conduit à des adaptations substantielles de notre droit, parfois sans que le peuple n'ait eu son mot à dire. La perspective d'élargir ce type de mécanismes d'intégration doit être examinée à la lumière de l'article 172 Cst. qui stipule que la Confédération "veille à la sauvegarde des intérêts de la Suisse". La stabilisation des relations ne doit pas se faire au détriment de nos intérêts fondamentaux, qu'ils soient économiques, sociaux ou identitaires.

Il est donc essentiel de s'interroger sur la véritable portée de cette "stabilisation". S'agit-il d'une stabilisation qui renforce la coopération sur un pied d'égalité, ou d'une stabilisation qui nous enferme davantage dans une dépendance structurelle vis-à-vis de Bruxelles ? La Suisse a toujours su naviguer avec succès sur la scène internationale grâce à son indépendance et à sa capacité à définir ses propres règles. Toute évolution des relations avec l'UE doit impérativement respecter cette souveraineté et être soumise à un contrôle démocratique rigoureux, incluant la participation des cantons et du peuple. Une intégration accrue sans une contrepartie claire en termes de bénéfices tangibles et de préservation de notre autonomie juridique et politique serait une erreur stratégique.

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

nom et prénom VERMEULEN ROSE-ANNE
adresse Chemin du CREBLEY 2
Code postal et ville 1873 VAL D'ILLIEZ

Date 22/10/'25

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature RAVerteulen
Nom et prénom en caractères d'imprimerie VERTEULEN ROSE-ANNE

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Patrizia Villiger (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Patrizia Villiger · 0797150551 · pvilliger@sunrise.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Das ist schlicht und einfach eine Aufgabe unserer nationalen Souveränität und eine Verachtung des Stimmvolkes.

Lebensmittelsicherheit

Auch dies können wir unabhängig regeln.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Eine weitere Verachtung des Stimmvolkes, das längst gegen unkontrollierte Zuwanderung abgestimmt hat und damit weiter ignoriert wird.

Landverkehr

Strom

Ebenfalls ein Witz. Wir sollten UNABhÄNGIG bleiben, auch und vor allem hinsichtlich Stromversorgung.

Staatliche Beihilfen

No comment, das erklärt sich von selbst als Eigentor.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Ein Witz. Das wird nie eingehalten werden können.

Finanzieller Beitrag

Man holt das Geld bei denen, die es noch haben und durch Unternehmergeist erworben haben. Die EU gibt gern das Geld anderer aus.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Einfach nur traurig. Warum hat die Schweiz nicht die Souveränität, die Stärke und die Neutralität ein unabhängiges Land und damit ein Vorbild für die ganze Welt zu bleiben? Machtkonzentration bietet Korruption immer Vorschub.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Vuda (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Vukelic · 041 921 81 57 · info@ftsv.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die zur Vernehmlassung unterbreiteten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu äusserst gravierenden Bedenken und sind aus Sicht der Schweiz nur unter erheblichen Vorbehalten und mit tiefgreifenden Modifikationen akzeptabel. Eine unkritische Übernahme der vorgeschlagenen Abkommen würde die Souveränität der Schweiz und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes in unannehmbarer Weise gefährden.

Zunächst muss die Frage der institutionellen Anbindung, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen vorgesehen ist, kritisch beleuchtet werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Zustandekommen hat, widerspricht fundamental dem demokratischen Selbstbestimmungsrecht unseres Volkes. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Volkssouveränität und die staatsbürgerliche Freiheit. Eine Übernahme von EU-Recht, das in Brüssel und nicht in Bern geschaffen wird, stellt eine Erosion dieser Grundsätze dar. Die vorgeschlagene Gerichtsbarkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens über die Personenfreizügigkeit (APF) und anderer sektorieller Abkommen wirft ebenfalls erhebliche verfassungsrechtliche Fragen auf. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) bestimmt die Rechtsordnung, die in der Schweiz gilt. Die Bindung an die Judikatur des EuGH würde die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts in vielen Bereichen de facto deregulieren und uns einer externen Rechtsprechung unterwerfen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und die Rechtskultur der Schweiz zugeschnitten ist. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der vorsieht, dass Bundesgesetze und Völkerrecht anzuwenden sind, jedoch nicht ein Recht, das ausserhalb der demokratischen Kontrolle des Schweizer Volkes und seiner Vertreter geschaffen wird. Die damit verbundene Gefahr einer stillschweigenden Verfassungsänderung durch völkerrechtliche Verträge, die ohne direkte Zustimmung des Souveräns von der Exekutive geschlossen werden, darf nicht unterschätzt werden.

Weiterhin sind die finanziellen Verpflichtungen, die aus den Abkommen resultieren, kritisch zu prüfen. Die sogenannte Kohäsionszahlung an die EU stellt eine erhebliche finanzielle Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar. Artikel 127 BV regelt die Finanzordnung des Bundes. Die Mittel, die für solche Zahlungen aufgewendet werden, fehlen für dringende nationale Prioritäten im Inland. Eine detaillierte und transparente Darstellung der genauen Höhe und der Verwendungszwecke dieser Zahlungen ist unerlässlich. Es darf nicht sein, dass die Schweiz für die wirtschaftliche Entwicklung anderer Staaten aufkommt, während im eigenen Land Investitionsbedarf besteht. Die Begründung für solche Zahlungen muss klar und nachvollziehbar sein und darf nicht im Rahmen vager politischer Zugeständnisse erfolgen.

Auch die Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke dürfen nicht ausser Acht

gelassen werden. Die Personenfreizügigkeit, wie sie in den bilateralen Abkommen geregelt ist, birgt das Risiko einer Lohnunterbietung und einer Verlagerung von Arbeitsplätzen. Artikel 33 BV garantiert das Recht auf Bildung und Weiterbildung. Die unkontrollierte Zuwanderung von Arbeitskräften aus dem EU-Raum könnte die Bemühungen zur Ausbildung und Förderung einheimischer Fachkräfte untergraben. Es müssen wirksame Kontrollmechanismen und Schutzbestimmungen etabliert werden, um die Arbeitsbedingungen und Löhne in der Schweiz zu schützen und den Missbrauch von Sozialleistungen zu verhindern. Die flankierenden Massnahmen, wie sie im Arbeitsgesetz (ArG) vorgesehen sind, müssen robust gestaltet und konsequent angewendet werden, um Lohndumping und unfaire Wettbewerbsbedingungen zu unterbinden.

Die sektorielle Übernahme von EU-Recht birgt zudem die Gefahr, dass die Schweiz ihre eigene Gesetzgebung nicht mehr eigenständig anpassen kann. Dies betrifft insbesondere Bereiche wie den Luftverkehr, die Landwirtschaft und den Finanzplatz. Artikel 2 BV betont die Wahrung der Eigenständigkeit und Unabhängigkeit der Schweiz. Eine ständige Abhängigkeit von Anpassungen des EU-Rechts würde die Flexibilität der schweizerischen Politik und Wirtschaft erheblich einschränken und die Fähigkeit beeinträchtigen, auf neue Herausforderungen und Chancen adäquat zu reagieren. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die in einem anderen politischen und wirtschaftlichen Kontext entstanden sind, kann zu unerwünschten und möglicherweise nachteiligen Auswirkungen für die schweizerische Realität führen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die zur Vernehmlassung stehenden Verhandlungsergebnisse eine Reihe von grundlegenden Bedenken aufwerfen, die einer eingehenden Prüfung bedürfen. Die Gefährdung der schweizerischen Souveränität, die rechtlichen und finanziellen Belastungen sowie die potenziellen negativen Auswirkungen auf Arbeitsmarkt und Gesetzgebung sind gravierend. Bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann, sind substanzielle Änderungen erforderlich, die die Interessen und die Rechtsordnung der Schweiz wirksam schützen. Eine vorschnelle Annahme dieser Abkommen wäre ein Fehler mit langfristigen und potenziell negativen Konsequenzen für unser Land.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union im vorliegenden Vernehmlassungsdossier wirft gravierende Fragen auf, die einer eingehenden und kritischen Prüfung bedürfen. Eine oberflächliche Betrachtung mag eine Annäherung als vorteilhaft erscheinen lassen, doch bei genauerer Analyse, insbesondere unter Berücksichtigung der schweizerischen Rechtsordnung und der historischen Erfahrungen, offenbaren sich erhebliche Risiken, die die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz massgeblich gefährden könnten.

Das primäre Anliegen, das sich aus der Lektüre des Dossiers ergibt, ist die potentielle Erosion der schweizerischen Rechtsautonomie. Die Europäische Union operiert auf der Grundlage eines Rechtsverständnisses, das die supranationale Geltung von EU-Recht vorsieht. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zum schweizerischen Prinzip der Volkssouveränität und der direkten Demokratie. Die Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie im Rahmen einer "Stabilisierung der Beziehungen" unweigerlich angestrebt würde, würde bedeuten, dass sich die Schweiz faktisch der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) unterwerfen müsste. Dies wäre eine direkte Verletzung von Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Autonomie der Kantone garantiert. Artikel 49a der Bundesverfassung, der die Grundrechte schützt, würde ebenfalls untergraben, da die Möglichkeit, künftige Rechtsentwicklungen in Brüssel autonom zu gestalten und auf die Bedürfnisse der schweizerischen Bevölkerung abzustimmen, stark eingeschränkt würde. Die Rechtsentwicklung in der EU ist dynamisch und oft von politischen Erwägungen getrieben, die nicht zwangsläufig den Interessen der Schweiz entsprechen. Die Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass die Schweiz in einem ständigen Anpassungsmodus verharrt, ohne die Möglichkeit, ihre eigene Rechtskultur und ihre demokratischen Prozesse wirksam zu verteidigen.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen einer solchen Annäherung äusserst bedenklich. Zwar wird oft auf den freien Waren- und Dienstleistungsverkehr verwiesen, doch die damit verbundenen Verpflichtungen, insbesondere die Übernahme des gemeinsamen Rechtsrahmens, sind immens. Artikel 27 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsfreiheit garantiert, könnte durch eine zu starke Angleichung an EU-Regulierungen eingeschränkt werden. Die schweizerische KMU-Landschaft, die für die Innovationskraft und die Stabilität der Schweizer Wirtschaft von zentraler Bedeutung ist, würde durch zusätzliche regulatorische Hürden und bürokratischen Aufwand massiv belastet. Die Kosten für die Anpassung an EU-Standards wären erheblich und würden die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Unternehmen schmälern, anstatt sie zu stärken. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Regulierungen ihre Flexibilität verliert und sich in einem Anpassungszwang befindet, der ihre Wirtschaftskraft schwächt. Die wirtschaftliche Attraktivität der Schweiz, die auf einer Kombination aus liberaler Wirtschaftspolitik, qualifizierter Arbeitskraft und einem stabilen rechtlichen Umfeld beruht, würde erheblich beeinträchtigt. Die Idee, dass eine tiefere Integration zu wirtschaftlichem Wohlstand führt, ist nicht per se gegeben, insbesondere wenn die Kosten der Anpassung die Vorteile übersteigen.

Die versprochene "Stabilität der Beziehungen" scheint zudem ein euphemistischer Begriff für eine schleichende Integration zu sein, die das Schweizer Volk in seinen demokratischen Rechten massiv benachteiligen würde. Die Möglichkeit, sich mittels Volksinitiativen und Referenden direkt an politischen Entscheidungen zu beteiligen, ist ein Eckpfeiler der schweizerischen Demokratie. Wenn jedoch Entscheidungen primär in Brüssel getroffen und von der Schweiz lediglich übernommen werden müssten, würde die Wirksamkeit dieser demokratischen Instrumente drastisch reduziert. Artikel 34 der Bundesverfassung, der die politischen Rechte gewährleistet, wäre somit indirekt bedroht. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz würden zu passiven Rezipienten von EU-Beschlüssen, ohne die Möglichkeit, diese aktiv mitzugestalten oder abzustimmen. Dies untergräbt das Fundament der schweizerischen direkten Demokratie und könnte zu einer tiefen Entfremdung zwischen Volk und Politik führen. Die Komplexität der EU-Gesetzgebung und die undurchsichtigen Entscheidungsprozesse in Brüssel machen es zudem schwierig, die konkreten Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung und die Lebensrealität der Bürgerinnen und Bürger vorherzusehen.

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU scheint eher auf eine Unterordnung der Schweiz unter die EU-Rechtsordnung abzuzielen, als auf eine echte Partnerschaft auf Augenhöhe. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme und einer Verwässerung der demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten ist allzu präsent. Es ist unerlässlich, dass jede Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU einer strengen Prüfung unterzogen wird, die nicht nur die wirtschaftlichen Aspekte, sondern vor allem die Wahrung der schweizerischen Souveränität, der Rechtsautonomie und der demokratischen Rechte unserer Bevölkerung in den Vordergrund stellt. Die aktuellen Vorschläge scheinen diese fundamentalen Prinzipien zu vernachlässigen und bergen erhebliche Risiken für die Zukunft der Schweiz.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zum sogenannten "Gesamtpaket Schweiz-EU" wirft tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Verfassungsmässigkeit des vorgeschlagenen Abkommens auf. Die vorgeschlagene Regelung, welche die Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union neu definieren soll, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als eine schleichende Untergrabung unserer direkten Demokratie und unseres rechtlichen Systems, unter dem Deckmantel einer angeblichen Harmonisierung und Vereinfachung.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder gar das Parlament ein Mitspracherecht bei dessen Entstehung hätte, ist äusserst bedenklich. Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) garantiert das Recht des Volkes, Gesetze zu beschliessen und mitzubestimmen. Die vorgeschlagene Regelung würde dieses Recht in unzulässiger Weise aushöhlen, da sie die Schweiz verpflichtet, neue EU-Bestimmungen, die im Rahmen der

bilateralen Abkommen relevant werden, ohne weitere nationale Gesetzgebungsakte zu übernehmen. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Demokratieprinzip, wie es in Artikel 1 Absatz 2 BV verankert ist. Das Volk soll nicht über übernommenes Recht abstimmen können, welches bereits ohne seine Zustimmung in der EU geschaffen wurde.

Des Weiteren gibt es erhebliche Bedenken hinsichtlich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagene Verpflichtung zur Übernahme der Rechtsprechung des EuGH in bestimmten Bereichen würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gefährden und die schweizerische Rechtsordnung in ihrer Autonomie schwächen. Artikel 190 BV besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht gelten. Dies impliziert jedoch nicht die blindlings Übernahme der Auslegung durch ein fremdes Gericht. Die Souveränität der Schweiz wird massiv angetastet, wenn die Interpretation von für die Schweiz massgeblichem Recht nicht mehr primär durch die schweizerischen Gerichte erfolgt. Der EuGH würde de facto zum obersten Schweizer Richter in den relevanten Bereichen.

Die finanzielle Komponente des Pakets verdient ebenfalls kritische Betrachtung. Die vorgeschlagene Beteiligung an EU-Programmen und die potenzielle Verpflichtung zu weiteren Zahlungen sind nicht nur fiskalisch belastend, sondern auch strategisch fragwürdig. Ohne eine klare Gegenleistung und ohne die Möglichkeit, die Mittel gezielt für schweizerische Interessen einzusetzen, stellt dies eine einseitige finanzielle Belastung dar. Die Transparenz und Kontrolle über diese finanziellen Ströme sind fraglich, was insbesondere im Hinblick auf die Rechenschaftspflicht gegenüber dem Souverän, dem Schweizer Volk, problematisch ist.

Die vorgesehene institutionelle Übernahme von EU-Entscheidungen, selbst in Bereichen, die nicht explizit in den bestehenden bilateralen Abkommen geregelt sind, stellt eine Gefahr für die rechtsstaatliche Selbstbestimmung dar. Artikel 173 Absatz 2 BV verpflichtet den Bundesrat, die Interessen der Schweiz im Ausland zu wahren und ihre Beziehungen zur EU zu pflegen. Dies darf jedoch nicht dazu führen, dass die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU wird und ihre eigenen völkerrechtlichen Verpflichtungen verletzt, indem sie sich bedingungslos EU-Richtlinien unterwirft.

Die Argumentation, dass dieses Paket notwendig sei, um die bilateralen Abkommen zu stabilisieren und den Marktzugang zu sichern, überzeugt nicht gänzlich. Es stellt sich die Frage, ob nicht alternative Wege beschritten werden könnten, die die Souveränität der Schweiz besser schützen. Die Erfahrung zeigt, dass die EU ihre Forderungen im Laufe der Zeit tendenziell erhöht, und es ist nicht auszuschliessen, dass dieses Paket lediglich ein erster Schritt zu einer tieferen Integration und damit zu einer weiteren Einschränkung unserer nationalen Autonomie darstellt. Die schweizerische Verfassung, insbesondere die Garantie der direkten Demokratie und die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, muss bei jeder Form der internationalen Zusammenarbeit oberste Priorität geniessen. Dieses Paket scheint diese Prioritäten zu verschieben und damit das Fundament der schweizerischen Identität und Unabhängigkeit zu gefährden.

Die vorgeschlagene Regelung birgt das Risiko einer schleichenden Entnationalisierung der Gesetzgebung und der Rechtsauslegung. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts besagt, dass das Gesetz und das kantonale Recht gelten. Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende nationale Gesetzgebung und ohne die Möglichkeit der gerichtlichen Überprüfung durch Schweizer Gerichte untergräbt diesen Grundsatz. Die Unvereinbarkeit mit dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in der Bundesverfassung festgeschrieben ist, ist offensichtlich. Die Übernahme von EU-Recht ohne demokratische Legitimation auf nationaler Ebene widerspricht direkt dem Willen des Souveräns.

Die Schweiz hat sich in der Vergangenheit erfolgreich durch eine Politik der klaren Abgrenzung und der selektiven Kooperation eine einzigartige Position in Europa erarbeitet. Dieses Paket droht diese erfolgreiche Strategie aufzugeben und die Schweiz in eine Abhängigkeit zu manövrieren, aus der ein Ausstieg nur schwer möglich sein wird. Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Wirtschaft, die Gesellschaft und die politische Unabhängigkeit sind kaum abzuschätzen und bergen erhebliche Risiken. Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat und das Parlament die Interessen der Schweiz und die Prinzipien unserer Verfassung über kurzfristige vorteilhafte, aber langfristig schädliche Abkommen stellen. Die vorliegende Vernehmlassung sollte daher zu einer kritischen

Überprüfung und Ablehnung dieses Pakets führen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Zweifel hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union auf. Die von der EU angestrebte Integration und Harmonisierung von Rechtsnormen birgt potentielle Gefahren für die Souveränität der Schweiz und die bewährte schweizerische Rechtsordnung. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung kritisch hinterfragt und ausschliesslich unter Berücksichtigung der nationalen Interessen und der bestehenden verfassungsrechtlichen Grundlagen geprüft wird.

Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme ist beachtlich. Die Europäische Union entwickelt und ändert ihre Gesetzgebung fortlaufend. Eine pauschale oder nur punktuelle Übernahme dieser Entwicklungen ohne eine tiefgreifende Prüfung ihrer Kompatibilität mit unseren eigenen, über Jahrzehnte gewachsenen und gut funktionierenden Rechtsprinzipien, birgt erhebliche Risiken. Das Prinzip der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht in einzelnen Sektoren, wie es in verschiedenen bilateralen Abkommen angedeutet wird, bedarf einer äusserst sorgfältigen Prüfung. Gemäss Artikel 139 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Bund und den Kantonen. Eine Regelung, die die nationale Gesetzgebung de facto durch externe Vorgaben ausser Kraft setzt, widerspricht dem Grundgedanken der nationalen Selbstbestimmung und der Gewaltentrennung. Die Rolle des Parlaments und der direkten Demokratie, die Eckpfeiler unserer politischen Ordnung darstellen, würde in einer solchen Konstellation massiv geschwächt.

Ein weiterer Punkt von zentraler Bedeutung ist die Souveränität der Schweiz. Die EU hat das Ziel, eine immer engere Union zu schaffen. Die vorgeschlagenen Abkommen könnten als Schritt in Richtung einer vertieften politischen und wirtschaftlichen Integration verstanden werden, die letztlich die Unabhängigkeit der Schweiz beeinträchtigt. Die Eidgenössische Verfassung, insbesondere in ihren Grundbestimmungen, garantiert die Selbstbestimmung unseres Landes. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) unterstreicht die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Jede Übertragung von Kompetenzen, die über das im Rahmen von bestehenden Abkommen definierte Mass hinausgeht, muss daher äusserst kritisch betrachtet werden. Die Gefahr einer Erosion unserer Unabhängigkeit und der Möglichkeit, eigene politische und wirtschaftliche Entscheidungen zu treffen, ist latent vorhanden und darf nicht unterschätzt werden.

Die Stärkung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Bereichen, die durch die Abkommen abgedeckt werden, stellt eine weitere gravierende Herausforderung dar. Gemäss Artikel 188 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) ist die Auslegung und Anwendung des Unionsrechts verbindlich. Sollte eine solche Verbindlichkeit auch für die Schweiz entstehen, würde dies bedeuten, dass die Schweizer Gerichte gezwungen wären, Urteile des EuGH zu befolgen, auch wenn diese unseren nationalen Rechtsprinzipien oder unserer Rechtstradition widersprechen. Dies tangiert die Autonomie unserer Gerichte und das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in der Schweiz verstanden wird. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, könnte durch eine solche Regelung ernsthaft gefährdet werden. Die Rechtsprechung der schweizerischen Gerichte, die sich auf nationales Recht und die Verfassung stützt, würde durch externe Vorgaben überstimmt. Dies ist nicht mit dem Artikel 190 der Bundesverfassung vereinbar, der die Bindung der Behörden an Recht und Gesetz vorsieht, wobei die Rechtsquellen primär die schweizerische Gesetzgebung und die Bundesverfassung sein müssten.

Darüber hinaus ist die wirtschaftliche Dimension der Abkommen kritisch zu beleuchten. Die Anpassung an europäische Standards und Regulierungen, auch wenn sie auf den ersten Blick vorteilhaft erscheinen mögen, kann erhebliche Kosten für die Schweizer Wirtschaft mit sich bringen. Insbesondere kleine und mittlere Unternehmen (KMU), die das Rückgrat unserer Wirtschaft bilden, könnten durch erhöhte regulatorische Anforderungen und einen verstärkten Wettbewerbsdruck überfordert werden. Die Anpassungskosten für die Unternehmen, die oft mit der Umsetzung neuer Normen verbunden sind, sind nicht zu unterschätzen. Eine genaue Folgenabschätzung, die die Belastung für die schweizerische Wirtschaft detailliert darlegt, ist unabdingbar. Die Wettbewerbsfähigkeit unserer heimischen Industrien könnte durch eine ungeprüfte Übernahme von

EU-Normen, die möglicherweise für die Grösse und Struktur der EU-Mitgliedstaaten konzipiert sind, beeinträchtigt werden. Dies hat direkte Auswirkungen auf Artikel 103 und 104 der Bundesverfassung, welche die wirtschaftliche Grundlage und die Rolle des Bundes in der Wirtschaft regeln.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen mit der EU erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Stabilität bergen. Eine kritische und skeptische Haltung gegenüber jeder Form der inländischen Umsetzung ist daher nicht nur angebracht, sondern geboten. Die Bewahrung unserer Unabhängigkeit und unserer bewährten Rechtsgrundsätze muss oberste Priorität haben. Es bedarf einer gründlichen und unabhängigen Prüfung jedes einzelnen Aspekts, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung stets gewahrt bleiben. Jegliche Entscheidung muss im Einklang mit der Bundesverfassung und dem Willen des schweizerischen Volkes stehen.

Finanzieller Beitrag

An die zuständige Behörde,

Betreff: Vernehmlassung zum Bereich Finanzieller Beitrag

Mit tiefgreifenden Vorbehalten und in scharfer kritischer Abgrenzung nehmen wir Stellung zum vorliegenden Vorschlag bezüglich des finanziellen Beitrags der Schweiz an die Europäische Union. Die im Entwurf dargelegten Massnahmen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar und führen zu einer unhaltbaren finanzpolitischen Abhängigkeit, welche die grundlegenden Prinzipien der parlamentarischen Budgethoheit und der direkten Demokratie missachtet.

Die geplante Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies bedeutet den unwiederbringlichen Verlust eines essenziellen politischen Druckmittels und die faktische Entmachtung des schweizerischen Parlaments bei der Entscheidung über milliardenschwere finanzielle Verpflichtungen. Die Bezeichnung als "Kohäsionsbeitrag" mag wohlklingend sein, doch die zugrundeliegende Mechanik läuft auf eine Zwangsabgabe hinaus. Artikel 1 Absatz 2 des vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) verankert diesen Beitrag als permanente und unumstössliche Verpflichtung, was einer schleichenden Entziehung der Budgethoheit gleichkommt. Das Parlament wird von einem souveränen Entscheidungsträger zu einem blossen Vollzugsgehilfen einer von der EU diktierten finanziellen Last degradiert.

Der im Vertrag genannte Anfangsbetrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint auf den ersten Blick als vertretbar, doch die darin verankerten Mechanismen zur Neuberechnung und automatischen Anpassung lassen Böses ahnen. Die Formulierung eines "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Bestimmung zukünftiger Zahlungen impliziert, dass die Schweiz keinerlei Möglichkeit mehr haben wird, über die Höhe oder die Angemessenheit dieser Beiträge zu verhandeln oder gar Nein zu sagen. Wir werden von der EU zu einer finanziellen Zuzahlung gezwungen, deren Höhe und Entwicklung wir nicht mehr beeinflussen können. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Steuergerechtigkeit und der nationalen Autonomie. Die Schweiz droht, zu einer ewigen Nettozahlerin zu werden, ohne dafür substanzielle Gegenleistungen in Form von abgesichertem Marktzugang oder dem Abbau bestehender Handelshemmnisse zu erhalten. Die vorgeschlagene Regelung führt zu einer institutionellen Anbindung, die primär zu Lasten unserer Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist die legislative Manifestation dieser unfreien Abhängigkeit. Artikel 1 KoBG zementiert die bisherigen freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament jede souveräne Entscheidungsmacht über jeden einzelnen Beitrag. Statt einer sorgfältigen Abwägung und jährlichen Genehmigung durch die Volksvertreter wird hier ein permanenter Rechtsanspruch auf finanzielle Mittel für die EU geschaffen. Dies untergräbt die Kernfunktion des Parlaments, die Budgethoheit über die Verwendung der Steuergelder auszuüben. Die Schweiz zahlt, ohne mitzubestimmen, und verliert dabei jegliches Druckmittel, um seinerseits Forderungen an die EU durchzusetzen.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die schweizerische Kohäsionspolitik (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert eine tiefe Verankerung dieser Zahlungsverpflichtungen in unserer Rechtsordnung und impliziert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies widerspricht dem Geist der Unabhängigkeit und der Souveränität, welche die Schweiz stets ausgezeichnet haben.

Besonders kritisch sehen wir die Verknüpfung des Kohäsionsbeitrags mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Die Instrumentalisierung der unbestrittenen und hochgeschätzten Schweizer Friedensförderung für die Legitimation politisch heikler und umstrittener finanzieller Transaktionen mit der EU ist irreführend und fragwürdig. Es darf nicht sein, dass ein wichtiges nationales Anliegen missbraucht wird, um eine finanziell nachteilige und souveränitätsverletzende Verpflichtung durchzusetzen. Dies schwächt die Glaubwürdigkeit der Schweizer Friedenspolitik und ist eine unlautere Taktik, um breitere Akzeptanz für die Kohäsionszahlungen zu generieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an die EU eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität darstellen und zu einer unkontrollierbaren finanziellen Belastung führen. Wir lehnen diese Vorlage in ihrer vorliegenden Form entschieden ab.

Mit freundlichen Grüssen

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatlicher Beihilfen stellt eine gravierende Einschränkung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Sie unterwirft die legitime und bewährte Praxis der Subventionsvergabe durch Bund, Kantone und Gemeinden einem starren, technokratischen Kontrollregime der Europäischen Union. Dies wird nicht nur die demokratische Legitimation von Förderinstrumenten aufheben, sondern auch die Autonomie der Kantone und Gemeinden im Bereich der regionalen und lokalen Wirtschaftsförderung massiv untergraben.

Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische Instrumente zur Förderung lokaler und regionaler Interessen eingesetzt werden, wird durch eine zentralisierte EU-kontrollierte Überwachung ersetzt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres politischen Systems. Die föderalistische Autonomie der Kantone, ein Eckpfeiler der schweizerischen Staatsordnung, wird durch die Verpflichtung, kantonale Entscheidungen von einer zentralen, EU-konformen Behörde absegnen zu lassen, empfindlich gestört. Diese Entwicklung ist als direkter Angriff auf den Föderalismus zu werten. Die Schweiz wird durch diese Massnahmen zu einem reinen Empfänger von EU-Regeln degradiert, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU in einem Kernbereich der Wirtschafts- und Sozialpolitik ist inakzeptabel.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle birgt erhebliche strategische Risiken. Viele Elektrizitätswerke sind im Besitz von Kantonen und Gemeinden, und ihre operative Unabhängigkeit im Rahmen der Beihilfen wird durch diese Regelung gefährdet. Der Service public in diesen Kernbereichen unserer Infrastruktur könnte dadurch beeinträchtigt werden.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, führt zur Entstehung einer "Superbehörde". Diese Instanz wird faktisch als "verlängerter Arm der EU" agieren und ihre Entscheidungen primär auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten, anstatt schweizerische Interessen zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist unzureichend, und ihre Unabhängigkeit von nationalen Interessen ist fraglich.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Es institutionalisiert die

Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär schweizerische Interessen, sondern die Konformität mit EU-Vorgaben durchsetzt. Die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz wird damit ausgehebelt, und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse eingeräumt wird (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Entscheidungen können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus dar.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsgerichtsgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Ein neues Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ermöglicht es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im BGG ihre Verfahrensautonomie, da ihre Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Bevölkerung kritisch beleuchtet zu sehen. Die vorgeschlagene Regelung gefährdet somit nicht nur unsere wirtschaftliche und politische Autonomie, sondern auch die Rechte und den Schutz der schweizerischen Bürger.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Ich nehme mit tiefen Bedenken und ausdrücklicher Ablehnung Stellung zu den vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung. Die vorliegenden Vorschläge stellen eine beispiellose Kapitulation vor den Anforderungen der Europäischen Union dar und missachten diametral den klaren Volkswillen, wie er in der Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 121a BV, verankert ist. Diese Bestimmung verlangt eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung, ein Prinzip, das durch die vorliegenden Massnahmen auf geradezu zynische Weise ausgehebelt wird.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie ist keine geringere als eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf statt zehn Jahren Aufenthalt, eine Art „Niederlassung C PLUS“, ist eine inakzeptable Lockerung. Diese Form der Niederlassung ist praktisch unentziehbar, selbst im Falle von schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt massiv unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Es ist unvorstellbar, dass eine solche Person, die unsere Gesetze

bricht oder unsere Sozialsysteme ausnutzt, faktisch nicht mehr ausgewiesen oder ihr Aufenthaltsrecht entzogen werden kann. Dies ist eine direkte Bedrohung für die rechtschaffenen Bürgerinnen und Bürger der Schweiz, die die Lasten tragen müssen.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen, auch solche, die nachgezogen werden, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die finanzielle Last dieser Entwicklung trifft primär die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Dies widerspricht jeglicher Logik einer verantwortungsvollen Haushaltspolitik und ist eine unerträgliche Subventionierung von Drittstaatsangehörigen auf Kosten unserer eigenen Bevölkerung.

Der Familiennachzug wird auf eine Weise ausgeweitet, die für ein Land, das nicht Mitglied der EU ist, absolut unhaltbar ist. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, ist ein Einfallstor für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Dies hat nichts mehr mit einer bedarfsgerechten Familienzusammenführung zu tun, sondern öffnet die Schleusen für eine Massenzuwanderung, die wir uns weder leisten können noch wollen.

Die im Vertragspaket angepriesene „Schutzklausel“ ist, gelinde gesagt, eine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind so hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz wider Erwarten versuchen, diese Klausel doch noch anzurufen, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine echte Schutzmassnahme, sondern eine reine Erpressungsklausel, die unsere Souveränität weiter untergräbt.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll neu automatisch nach der sogenannten „Integrationsmethode“ erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Das ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein Schlag ins Gesicht aller Bürgerinnen und Bürger, die von ihrem Stimmrecht Gebrauch machen möchten.

Das angepasste Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine reine Augenauswischerei, die keine echte Steuerung ermöglicht. Während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren, missachtet dies bewusst den verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV. Dies ist eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist lediglich eine kosmetische Massnahme. Sie soll darüber hinwegtäuschen, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung eigenständig zu steuern, verwalten wir lediglich deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das offene Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen, versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss nun direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen, tiefen Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt

unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im besten Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz (FreizG), insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein unzulässiger Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB), Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24, ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor dieser Anpassungslogik geschützt ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzfreien Dienstleistungen (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das erhebliche Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Personenfreizügigkeit massiv ausbauen, sondern auch unsere Souveränität untergraben, unsere Sozialwerke gefährden und die Kosten für die Schweizer Steuerzahler in die Höhe treiben. Sie widersprechen dem klaren Willen des Volkes und der Bundesverfassung. Ich fordere daher die dringende Überarbeitung oder gänzliche Ablehnung dieser Vorlagen, um die Unabhängigkeit und das Wohl unseres Landes zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer jetzigen Form nicht nur unzureichend, sondern bergen erhebliche Risiken für das Schweizer Lohnniveau und die Eigenständigkeit unserer Rechtsordnung. Sie stellen keine echte Stärkung des Schutzes dar, sondern vielmehr eine Anbiederung an EU-Standards, die den bewährten und robusten Schweizer Lohnschutz aufweichen.

Die behauptete Stärkung des Lohnschutzes entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine kosmetische Massnahme, die den immensen Druck auf die schweizerischen Löhne, welcher aus der unbeschränkten Personenfreizügigkeit resultiert, keineswegs kompensieren kann. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen empfindlich treffen wird. Anstatt den bereits bestehenden und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser reformiert und an EU-Richtlinien angepasst. Die angeblich neuen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch in ihrer Effektivität merklich

geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Diese Entwicklung begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen wollen, und untergräbt die faire Konkurrenz auf unserem Arbeitsmarkt.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistisch ausgerichteten und EU-konformen Strukturen ausgehöhlt. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein verheerendes Vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lämt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne dabei das Kernproblem des massiven Lohndrucks zu lösen. Dieser spezielle Kündigungsschutz stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wurde. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien und schränkt die Handlungsfähigkeit von KMU massiv ein.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker und unumkehrbar an die EU binden.

Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung und gestattet die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide in der Schweiz in einer Weise, die unseren rechtsstaatlichen Prinzipien widerspricht.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche Verwässerung unseres Lohnschutzes und eine unerwünschte Anbiederung an EU-Recht. Sie schaffen mehr Bürokratie, schwächen die Kontrollen und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten und gefährden die Lohnstruktur der Schweiz. Es ist dringend geboten, diese Vorschläge abzulehnen und stattdessen den bestehenden, wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken und unsere Souveränität zu wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, welche unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" subsumiert wird, stellt eine umfassende und bedenkliche Integration dar, die weit über die reine Gewährleistung von Sicherheit hinausgeht. Vielmehr droht sie die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter

die EU-Richtlinie "Vom Hof auf den Tisch". Dies hat gravierende Konsequenzen für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, gerät durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich in Gefahr. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" wird seine Wertigkeit verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Diese Angleichung stellt eine Entwertung unserer nationalen Standards dar und untergräbt die Basis für Innovation und Exzellenz.

Besorgniserregend ist insbesondere die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Konsequenz ist klar: Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz im Keim erstickt und unsere Handlungsfähigkeit massiv einschränkt.

Die vorgesehene Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu direkten Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Unabhängigkeit unserer nationalen Gesetzgebung und Überwachungssysteme untergräbt.

Des Weiteren droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine an einem traditionellen Fest würden gezwungen sein, die komplexen und für sie oft unpassenden EU-Vorschriften zu erfüllen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen zu zerstören und die wirtschaftliche Existenz zahlreicher kleiner und mittlerer Unternehmen zu gefährden.

Besonders kritisch ist die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, welche von der EU zugelassen sind. Dieser Vorgang missachtet den klaren Volkswillen und untergräbt die demokratischen Entscheidungsprozesse.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung und führt zu einer erstickenden Bürokratie sowie einem Verlust an unseren hohen Standards. Das Prinzip der nationalen Souveränität wird hier fundamental in Frage gestellt.

Ebenso besorgniserregend sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die neuen Artikel 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein bedeutender Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG, als Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht, zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue

Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine klare Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle und der demokratischen Legitimation in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt sich die Schweiz dem Diktat der EU. Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem europäischen Regelwerk unterworfen. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorliegende Abkommen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Souveränitätsaufgabe und eine Unterwerfung unter fremde Regeln darstellt. Es bedroht die Qualität, die Vielfalt und die Zukunftsfähigkeit unserer Land- und Ernährungswirtschaft und ist mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Autonomie unvereinbar. Wir lehnen diese Form der Integration entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen aus Sicht der nationalen Souveränität, der wirtschaftlichen Stabilität und der Versorgungssicherheit eine gravierende Verschlechterung der aktuellen Situation dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, führt de facto dazu, dass die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jegliches Stimmrecht wird, obwohl sie die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen, die unser Stromnetz und somit unsere Energieversorgung betreffen, werden künftig in Brüssel gefällt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung und der nationalen Hoheit über lebenswichtige Infrastrukturen.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen „operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk“ degradiert. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Anpassung der ElCom-Kompetenzen gemäss Artikel 22 StromVG in Verbindung mit der Verschärfung der Unbundling-Vorschriften in den Artikeln 10, 18 und 19 StromVG sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Dies führt zu einem Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur und unterstellt uns einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch systematisch untergraben.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte und für die Bergkantone äusserst wichtige System der Wasserzinsen, das massgeblich zur Finanzierung der alpinen Infrastruktur beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies hätte verheerende Folgen für die betroffenen Kantone und ihre lokale Wirtschaft.

Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie beispielsweise die zahlreichen und für die lokale Versorgung wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion im Vergleich zu grossen, internationalen Akteuren massiv benachteiligt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE ist ein weiterer

schädlicher Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen klaren Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar und besorgniserregend, wer im Falle einer Krise die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll – weder der Markt noch die EU scheinen hier eine eindeutige und belastbare Verpflichtung einzugehen. Dies gleicht einem Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft tragen müssten. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Artikel 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ ausser Acht lässt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies ist ein unzumutbares Risiko.

Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das neue StromVG birgt erhebliche Gefahren. Artikel 8b ff. StromVG schaffen eine potenziell unzureichende Energiereserve, während die verschärften Unbundling-Vorschriften in den Artikeln 10, 18 und 19 StromVG die bewährten föderalen Strukturen untergraben.

Darüber hinaus schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG) massiv die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht gemäss Artikel 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im direkten Widerspruch zur viel propagierten Energiestrategie und bevorzugt stattdessen grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen gemäss den neuen Artikeln 29d Absatz 4 und 33a Absatz 2bis EnG schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz damit unnötigerweise abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell fossilen Energieträgern machen.

Die vollständige Strommarktliberalisierung, als neues Kapitel 1a, Artikel 4a ff. StromVG, ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu einer unkalkulierbaren Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schweiz gibt hierbei ihre Energiesouveränität auf und begibt sich in eine Abhängigkeit, die unseren nationalen Interessen massiv schadet.

Landverkehr

Sehr geehrte Damen und Herren,

die vorliegende Vernehmlassung im Bereich Landverkehr, und insbesondere die damit verbundenen Abkommen mit der Europäischen Union, geben Anlass zu erheblichen und begründeten Bedenken hinsichtlich der künftigen Ausgestaltung und des Fortbestandes unseres bewährten Service public im Schienenverkehr. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der Schweizer Souveränität und einer Beeinträchtigung der Qualität und Finanzierbarkeit der öffentlichen Verkehrsleistungen, wie wir sie kennen und schätzen.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die drohende Inkompatibilität bewährter schweizerischer Subventionsmodelle mit dem EU-Beihilferecht. Unser Service public im Schienenverkehr, ein Pfeiler der nationalen Daseinsvorsorge und ein Erfolgsmodell, das durch zielgerichtete staatliche Unterstützung aufrechterhalten und weiterentwickelt wird, steht unter erheblichem Druck. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bisherige und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den oft defizitären Regionalverkehr oder die essenzielle Erneuerung unseres

Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde nicht nur die finanzielle Tragfähigkeit dieser Angebote gefährden, sondern unweigerlich zu einer Reduktion der Qualität und des Umfangs der Dienstleistungen führen, von denen die schweizerische Bevölkerung tagtäglich profitiert. Die Gefahr ist real, dass wir unser eigenes, auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenes System der Verkehrsfinanzierung opfern müssen, um EU-Normen zu genügen.

Darüber hinaus öffnet das Abkommen, ungeachtet aller Beschwichtigungsversuche, die Tür zur sogenannten Kabotage im Eisenbahnverkehr. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung rein inner-schweizerischer Strecken birgt die Gefahr einer ausgeprägten "Rosinenpickerei". Es ist zu befürchten, dass ausländische Akteure selektiv die wirtschaftlich lukrativsten Hauptverbindungen bedienen werden. Dies würde unweigerlich dazu führen, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen auf den finanziell unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Die Folge wäre eine massive Schwächung der finanziellen Basis des gesamten öffentlichen Bahnsystems, was letztlich die flächendeckende Versorgung und damit den Service public selbst bedroht.

Die vom Bundesrat als wirksame Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei näherer Betrachtung als juristisch nicht tragfähige Konstruktion. Eine derartige Erklärung entbehrt der rechtlichen Verbindlichkeit und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen und Weiterentwicklungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre, wie im Prinzip des dynamischen Rechtsübernahmeabkommens vorgesehen, gezwungen, diese neuen Regulierungen ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit zu übernehmen. Diese "Beruhigungspille" mag kurzfristig Vertrauen schaffen, doch sie verhindert keineswegs die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bereich des Schienenverkehrs. Es handelt sich um eine illusorische Sicherheit, die die reale Gefahr des Kontrollverlusts nicht mindert.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine besorgniserregende Realität. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet konkret, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), unwiderruflich übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisieren und die Entscheidungsfindung aus der Schweiz wegverlagern, hin zu übergeordneten EU-Stellen. Dies widerspricht fundamental unserem föderalistischen System und unserer Fähigkeit, eigenständig die besten Entscheidungen für unsere Infrastruktur zu treffen.

Der neu im Eisenbahngesetz (EBG) vorgesehene Artikel 40ater, der die Kabotage einführt, ist ein direkter Frontalangriff auf den Service public. Er ermöglicht es ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich gezielt die profitabelsten Strecken aus dem Schweizer Netz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen und für die die Quersubventionierung von weniger rentablen Linien ein notwendiges Element des öffentlichen Dienstes ist. Die langfristige Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz sind dadurch ernsthaft gefährdet.

Ebenso bedenklich ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG). Der neue Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen im öffentlichen Nah- und Fernverkehr EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen anhand der besten Lösungen für die Schweiz und ihre Bevölkerung auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass weniger optimale und potenziell teurere Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler und Fahrgäste gewählt werden müssen, nur um den Vorgaben der EU zu entsprechen. Die Freiheit, eigene verkehrspolitische Ziele zu verfolgen und die Bedürfnisse unserer Bevölkerung in den Vordergrund zu stellen, wird dadurch erheblich beschnitten.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Landverkehr nicht nur die finanziellen Grundlagen unseres Service public gefährden, sondern auch unsere Souveränität und die Fähigkeit, den öffentlichen Verkehr nach unseren eigenen Vorstellungen zu gestalten, massiv einschränken. Die erwarteten Vorteile stehen in keinem Verhältnis zu den erheblichen Risiken für ein Kernelement unserer nationalen Identität und Daseinsvorsorge. Wir

fordern daher eine grundlegende Überprüfung und eine deutlich kritischere Auseinandersetzung mit den negativen Konsequenzen dieser Abkommen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Esther Wagner (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Esther Wagner · 715087006 · estwag@protonmail.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union ist ein Ziel, das unter kritischer Betrachtung der potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die Rechtsordnung erfolgen muss. Eine engere Anbindung an die EU, wie sie in den jüngsten Verhandlungskreisen angedeutet wird, birgt erhebliche Risiken, die nicht ignoriert werden dürfen. Die Schweizer Bevölkerung hat sich wiederholt gegen eine Mitgliedschaft in der EU ausgesprochen, und die aktuelle Ausrichtung scheint diese Volksentscheide zu unterlaufen.

Es ist zwingend erforderlich, die Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Gesetzgebung zu wahren. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von flankierenden Massnahmen oder institutionellen Abkommen, würde die Autonomie der Schweizer Gerichte und des Gesetzgebers erheblich einschränken. Artikel 6 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft festschreibt, und Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Mitwirkung der Kantone an der Bundespolitik regelt, sind hierbei von zentraler Bedeutung. Eine solche Anlehnung an Brüssel könnte dazu führen, dass Schweizer Gesetze und Verordnungen de facto von einer externen Instanz, dem Europäischen Gerichtshof, ausgelegt und potenziell für ungültig erklärt werden. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen nicht abschliessend geklärt. Die Annahme von EU-Regularien, die nicht den spezifischen Bedürfnissen der Schweizer Wirtschaft entsprechen, könnte zu Wettbewerbsnachteilen und unnötigen administrativen Belastungen führen. Die Bilateralen Abkommen, die bisher einen ausgewogenen Rahmen geschaffen haben, sind nicht unbegrenzt dehnbar. Eine weitergehende Integration würde unweigerlich zu einer Aushöhlung des Status quo führen, ohne klare Gegenleistungen oder Garantien für die Schweiz. Die Beibehaltung der wirtschaftlichen Eigenständigkeit und die Vermeidung einer Abhängigkeit von der EU sind essenziell für die langfristige Stabilität und Prosperität unseres Landes. Jegliche Form der Annäherung muss daher einer rigorosen Prüfung unterzogen werden, die primär die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsmässigen Ordnung in den Vordergrund stellt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht scheinen einer schleichenden Übernahme von Rechtsnormen Tür und Tor zu öffnen, ohne dass hierfür eine klare und demokratisch legitimierte

Grundlage geschaffen wird.

Es ist fraglich, inwieweit die angezielte Umsetzung tatsächlich im Einklang mit den verfassungsmässigen Grundsätzen steht, insbesondere mit Artikel 1 der Bundesverfassung, der besagt, dass das schweizerische Volk und die Kantone die Gesetzgebungsmacht ausüben. Die Übernahme von EU-Recht droht diese zentrale Säule der schweizerischen Demokratie auszuhebeln und die Entscheidungsfindung faktisch nach Brüssel zu verlagern. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben des schweizerischen Rechtssystems, das auf dem Prinzip der Volkssouveränität beruht.

Ferner muss die Vereinbarkeit mit Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung geprüft werden, der die Beachtung des Rechtsgrundsatzes (nulla poena sine lege) verankert. Wenn die Schweiz fortlaufend neues EU-Recht übernimmt, ohne dass dieses einer gründlichen nationalen Prüfung unterzogen und durch ein formelles Gesetzgebungsverfahren verabschiedet wird, entsteht eine Rechtsunsicherheit. Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen könnten gezwungen sein, sich an Rechtsnormen zu halten, die sie nicht kennen und die nicht dem schweizerischen Gesetzgebungsdiktat unterliegen. Dies untergräbt die Rechtssicherheit und die rechtsstaatliche Garantiefunktion des Staates.

Die behauptete Effizienzsteigerung durch die Übernahme von EU-Recht erscheint fragwürdig, wenn sie mit einem Verlust an demokratischer Kontrolle und rechtsstaatlicher Legitimität erkauft wird. Es ist zwingend erforderlich, dass jede Übernahme von ausländischem Recht einer sorgfältigen Abwägung unterzogen wird, bei der die Interessen und die Rechtsordnung der Schweiz klar im Vordergrund stehen. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint diesen Grundsatz zu vernachlässigen und birgt die Gefahr einer ungewollten und nicht kontrollierten Integration in die Rechtsordnung der Europäischen Union, was die Unabhängigkeit der Schweiz massgeblich beeinträchtigen könnte. Es ist daher dringend geboten, diese Übernahmepläne kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und erfordert eine kritische Auseinandersetzung. Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes sind in ihrer Substanz unzureichend und lassen darauf schliessen, dass sie lediglich kosmetischer Natur sind. Sie sind in keiner Weise geeignet, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der aus der ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, wirksam zu kompensieren. Es droht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und bislang äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und eine Angleichung an schwächere EU-Standards. Die neuen Regeln sind zweifellos bürokratischer angelegt, aber ihre Effektivität im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen ist stark anzuzweifeln. Dies dürfte primär ausländischen Unternehmen zugutekommen, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck diktiert ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des Entsendegesetzes (EntsG) dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus

Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments dar. Diese automatische Verpflichtung, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert würde, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG würde dies einen permanenten Rechtsanspruch begründen, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlen würde. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern gäbe es lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reine Finte. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht und ohne Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die schweizerische Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (BöB), spezifisch in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine formale Anpassung. Es verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz zahlt somit für eine institutionelle Anbindung, die primär ihre Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Strom

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Strommarktes birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen, die ihr Stromnetz betreffen. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird zur reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk herabgestuft, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung.

Die EU-Beihilfenregeln gefährden existenziell die Schweizer Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Des Weiteren werden unsere föderalen Strukturen geschwächt. Die traditionellen Einspeisevorrangregelungen für Gemeindekraftwerke werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und es gibt keine klare Verantwortung mehr für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Dies birgt unkalkulierbare Risiken. Die Preisvolatilität wird zunehmen, was insbesondere KMU und Haushalte treffen wird, da die Kosten für die nicht vom Markt übernommenen Leistungen über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden müssen.

Das neue Energiegesetz (EnG) verschärft diese Problematik. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt massiv kleine und mittlere Produzenten dezentraler, erneuerbarer Energien. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und stärkt zentrale Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern macht.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dieses Abkommen ist ein hochriskantes Experiment, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung der Schweiz aufs Spiel setzt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen gravierenden Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die heutige, bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, die künftig ihre eigenständigen Wirtschaftsförderungsentscheide einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorlegen müssen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine „Superbehörde“ institutionalisiert, die primär der Durchsetzung des EU-Beihilferechts dient. Artikel 3 BHÜG etabliert eine Kontrollinstanz, die nicht zwingend Schweizer Interessen wahrt, sondern die Kompatibilität mit EU-Recht erzwingt. Dies geht zulasten der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG ist für den Föderalismus besonders stossend. Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, wodurch Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was die kantonalen Autonomien in beispielloser Weise aushöhlt. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als „verlängerter Arm der EU“ agiert. Diese Machtkonzentration widerspricht den Prinzipien der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt Konsumentenschutz und Transparenz.

Diese Massnahmen sind unannehmbar und gefährden die Schweizer Selbstbestimmung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht bewährte Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen. Dies stellt eine direkte Gefährdung der Qualität und des Umfangs des öffentlichen Verkehrs dar, der für die Versorgung der Bevölkerung unerlässlich ist.

Besonders kritisch ist die Einführung der sogenannten Kabotage, die durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht wird. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter wie Flixtrain begünstigt unweigerlich eine "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die Verantwortung für die weniger rentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Funktion.

Die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, denen die Schweiz fortan dynamisch folgen müsste. Dies ist eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, insbesondere durch die dynamische Rechtsübernahme. Dies bedeutet die Einführung von Regelungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), die die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Des Weiteren schränkt die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen, wie im neuen Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) verankert, die Souveränität von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung nationaler Verkehrsziele erschweren. Die schweizerischen Verkehrsinteressen laufen Gefahr, hinter EU-weiten Regelungen zurückzustehen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenz kleinerer Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten erheblich ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist direkt in Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Eine besonders beunruhigende Komponente ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des Weiteren erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt und Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und

unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die vollständige Überarbeitung des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) greift die Schweizer Qualität und die Produzenten an, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt und ein Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle.

Auch der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Ebenso gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Das Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, und die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz höchst problematisch. Es drängt sich die Frage auf, ob diese Ergebnisse tatsächlich im besten Interesse unseres Landes sind oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Aufgabe unserer Unabhängigkeit bedeuten.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (SR 101.20) schreibt vor, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft ihre Rechtsordnung im Einklang mit dem Unionsrecht weiterentwickelt. Die vorgeschlagenen Ergebnisse scheinen jedoch über eine reine Weiterentwicklung hinauszugehen und deuten auf eine direkte Übernahme hin, die die Handlungsfreiheit des Schweizer Gesetzgebers erheblich einschränken würde. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Selbstbestimmungsrecht unseres Landes, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Die unklare Abgrenzung, welche Rechtsakte der EU künftig für die Schweiz bindend sein sollen, ist inakzeptabel und birgt die Gefahr einer unkontrollierten Erosion unserer Gesetzgebungskompetenzen.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen nicht abschliessend geklärt. Die automatische Übernahme von EU-Recht im Binnenmarktsektor birgt das Risiko, dass Schweizer Unternehmen plötzlich neuen und potenziell wettbewerbsnachteiligen Regulierungen ausgesetzt sind, ohne dass eine angemessene Mitsprache oder Anpassungszeit gewährleistet ist. Die Argumentation, dass dies dem Marktzugang dient, übersieht die Gefahren einer unflexiblen Regulierung und die Kosten, die durch eine Anpassung an ständig wechselnde EU-Vorgaben entstehen. Artikel 27 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (SR 101.20) regelt zwar die Anpassung des schweizerischen Rechts, doch die konkreten Vorschläge lassen die notwendige Transparenz und die Schutzmechanismen für die schweizerische Wirtschaft vermissen.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls ein gravierender Punkt. Die Akzeptanz der EuGH-Rechtsprechung, auch wenn sie nur indirekt über die Auslegung der übernommenen Abkommen erfolgt, stellt eine erhebliche Beeinträchtigung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte dar. Die Bundesverfassung garantiert jedem Bürger die Zuständigkeit der staatlichen Gerichte. Eine Bindung an die Auslegung des EuGH untergräbt diese

Garantie und könnte zu einer Situation führen, in der schweizerische Rechtsentscheide nicht mehr primär auf Basis unseres eigenen Rechtssystems getroffen werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse in ihrer aktuellen Form nicht tragbar sind. Sie bergen erhebliche Risiken für die Souveränität, die Rechtsprechung und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz. Eine sorgfältige Prüfung und Nachverhandlung unter strikter Wahrung unserer nationalen Interessen ist unabdingbar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus verschiedenen Blickwinkeln äusserst problematisch und bedarf einer kritischen Neubewertung. Es besteht die ernste Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme dieses Pakets erhebliche Souveränitätsverluste hinnehmen muss, ohne dass eine klare und angemessene Gegenleistung erkennbar ist.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen kann, stellt eine fundamentale Aushöhlung des demokratischen Prinzips dar. Artikel 2 der Schweizer Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Eidgenossenschaft. Diese wird jedoch durch die automatische Übernahme von EU-Recht tangiert, da die Schweiz in solchen Fällen nicht mehr autonom entscheiden kann, ob sie diese Rechtsnormen in ihr Rechtssystem integrieren möchte.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst bedenklich. Gemäss Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Beziehungen zur Europäischen Union (BeUG) hat die Schweiz die Möglichkeit, völkerrechtliche Verträge mit der EU abzuschliessen. Jedoch würde die verbindliche Anwendung der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in diesem Paket vorgesehen ist, dazu führen, dass die Schweizer Gerichte ihre eigene Auslegung von Rechtsnormen aufgeben und sich der Interpretation des EuGH unterwerfen müssten. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie auch im Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist, welcher besagt, dass Bundesgerichte und Behörden das Völkerrecht anzuwenden haben. Die faktische Überordnung des EuGH würde die Autonomie der schweizerischen Rechtsordnung massiv einschränken.

Des Weiteren werden die wirtschaftlichen Vorteile, die aus einer solchen Annäherung resultieren sollen, oft überschätzt und die potenziellen Nachteile unterschätzt. Die Kosten für die Übernahme von EU-Recht und die mögliche Beteiligung an EU-Programmen sind nicht transparent dargelegt. Es droht eine Abhängigkeit von Brüssel, die der Schweiz die Flexibilität nimmt, auf sich wandelnde wirtschaftliche und politische Umstände autonom zu reagieren.

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Personenfreizügigkeit birgt ebenfalls erhebliches Konfliktpotenzial mit dem eidgenössischen Recht, insbesondere mit dem im Artikel 120 der Bundesverfassung festgeschriebenen Recht auf Schutz vor übermässiger Zuwanderung. Eine unbeschränkte Übernahme der EU-Regelungen könnte die Schweiz vor zusätzliche Herausforderungen stellen, die nur schwer mit den berechtigten Anliegen der schweizerischen Bevölkerung in Einklang zu bringen sind.

Insgesamt erscheint das Paket in seiner jetzigen Form als eine einseitige Belastung für die Schweiz. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, die die Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die spezifischen Interessen der Schweiz besser wahrt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Andreas Walder (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Andreas Walder · 079 404 28 85 · andreas@walderdesign.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Während die EU eine engere Anbindung und damit potenziell mehr Einfluss auf die Schweizer Gesetzgebung anstrebt, müssen die potenziellen Nachteile sorgfältig abgewogen werden. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht birgt erhebliche Risiken.

Eine zentrale Sorge betrifft die derogatorische Kraft des Unionsrechts gegenüber nationalem Recht. Gemäss der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) hat Unionsrecht in der Regel Vorrang vor widersprüchlichem nationalem Recht. Dies bedeutet, dass die Schweiz im Falle einer Übernahme von EU-Recht die Möglichkeit verlieren würde, von ihren eigenen Gesetzen abzuweichen oder diese anzupassen, selbst wenn dies im spezifischen Interesse der Schweizer Bevölkerung läge. Artikel 4 der Schweizerischen Bundesverfassung, der die Selbstbestimmung des Volkes und der Kantone gewährleistet, könnte durch eine solche Übernahme de facto ausgehöhlt werden. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz wäre ebenfalls gefährdet, wenn Urteile des EuGH bindende Wirkung für nationale Gerichte hätten, ohne dass die Möglichkeit einer abweichenden nationalen Rechtsauslegung bestünde.

Des Weiteren ist fraglich, ob die angepriesenen wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Bindung die potenziellen Nachteile aufwiegen. Die Einführung von EU-Vorschriften in Bereichen wie Arbeitnehmerrechte oder Umweltstandards, die möglicherweise nicht den spezifischen Gegebenheiten und Bedürfnissen der Schweiz entsprechen, könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen. Artikel 31 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte durch übermässige Regulierungen aus Brüssel tangiert werden. Die Rolle des Bundesrates als Hüter der Schweizer Interessen gemäss Artikel 174 der Bundesverfassung würde durch die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht erheblich geschwächt.

Die scheinbare "Stabilisierung" könnte sich somit als ein schleichender Verlust von Autonomie und Einfluss erweisen. Die Schweiz sollte ihre Souveränität nicht leichtfertig aufs Spiel setzen, sondern weiterhin auf bilaterale Abkommen setzen, die ihren spezifischen Bedürfnissen Rechnung tragen und die Kontrolle über ihre Gesetzgebung gewährleisten. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht wäre ein gefährlicher Weg, der die Grundfesten des schweizerischen Rechts- und Verfassungsstaates untergraben würde.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Regelung zur Umsetzung von EU-Recht auf nationaler Ebene wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der demokratischen Legitimation auf. Es ist fraglich, inwieweit eine generische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen mit den Prinzipien der direkten Demokratie und des föderalen Systems vereinbar ist, wie sie in der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert sind.

Die BV garantiert in Artikel 1 die Souveränität der Schweiz und in Artikel 3 die Autonomie der Kantone. Eine ausschliessliche Übernahme von EU-Recht könnte diese Grundsätze aushöhlen, da die Gesetzgebung nicht mehr primär im nationalen Parlament und unter Einbezug der Kantone ausgearbeitet wird, sondern durch externe Instanzen vorgegeben ist. Dies schwächt die parlamentarische Kontrolle und die Mitsprache der demokratischen Kräfte in der Schweiz.

Des Weiteren ist die Frage der Angleichung von Rechtsnormen im Rahmen von Abkommen mit der EU – insbesondere wenn diese über einzelne Sektoren hinausgehen – kritisch zu beleuchten. Artikel 95 BV verlangt, dass die Schweiz mit anderen Staaten Verträge schliesst, die ihren Interessen entsprechen. Es muss dargelegt werden, inwiefern eine faktische Rechtsangleichung im Sinne der EU die schweizerischen Interessen tatsächlich wahrt oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterordnung unter europäische Rechtsetzung bedeutet. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz gezwungen ist, Gesetze zu übernehmen, die ihren spezifischen Bedürfnissen und ihrer Tradition widersprechen, ohne dass eine angemessene Mitsprache oder ein Vetorecht der nationalen Institutionen besteht.

Die Auswirkungen auf die Rechtsprechung sind ebenfalls zu bedenken. Gemäss Artikel 190 BV sind Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte massgebend. Wenn nun aber ein wachsender Teil des Völkerrechts durch die Übernahme von EU-Recht bestimmt wird, welches nicht im nationalen Gesetzgebungsprozess geschaffen wurde, wird die Rolle der nationalen Gerichte als Hüter des schweizerischen Rechts geschwächt. Es stellt sich die Frage, ob die Unabhängigkeit der Gerichte gewahrt bleibt, wenn sie fortlaufend EU-Recht anwenden müssen, dessen Zustandekommen sie nicht beeinflussen können.

Diese generelle Bemerkung unterstreicht die Notwendigkeit einer sorgfältigen Prüfung jeder einzelnen vorgeschlagenen Massnahme und ihrer Vereinbarkeit mit den Grundwerten der Schweizerischen Bundesverfassung und der direkten Demokratie.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr. Die Einführung der sogenannten Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet ausländischen Anbietern die Tür für inner-schweizerische Transporte. Dieses Vorgehen birgt die klare Gefahr der "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen selektiv nur die profitabelsten Strecken bedienen werden. Die Konsequenzen wären verheerend: Unsere eigenen Transportunternehmen, insbesondere die SBB, die einen universellen Versorgungsauftrag erfüllen müssen, würden auf den unrentablen, aber für die Versorgung unerlässlichen Nebenstrecken sitzen bleiben. Dies untergräbt nicht nur die finanzielle Stabilität des Service public, sondern gefährdet auch dessen flächendeckende Existenz und die Qualität des Angebots für die Bevölkerung.

Darüber hinaus ist die im Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehene Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen, eine signifikante Einschränkung unserer nationalen Souveränität. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten Kriterien für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen, EU-konforme Standards zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Möglichkeit einschränken, eigene, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Verkehrsziele zu verfolgen.

Die als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Diese fortlaufende Rechtsübernahme höhlt unsere Autonomie im

Bahnverkehr schleichend aus und verschiebt die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen, wie beispielsweise bei der geplanten Integration in das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Die Konsequenzen dieser Entwicklung sind gravierend: Unser Service public, dessen Subventionen nach EU-Beihilferecht potenziell als unzulässig eingestuft werden könnten, ist akut bedroht. Dies betrifft insbesondere essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials. Die Schweiz würde die Kontrolle über ihre eigene Schieneninfrastruktur und die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs schrittweise aufgeben, was die langfristige Sicherstellung eines qualitativ hochwertigen und flächendeckenden Bahnangebots in Frage stellt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen der Beziehungen zur EU sind aus einer souveränen und finanziell verantwortungsbewussten Perspektive zutiefst bedenklich. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle dar. Gemäss dem Prinzip der Budgethoheit, wie sie im Schweizer Recht verankert ist, obliegt es dem Parlament, über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert die bisher politischen Entscheidungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung, was dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag entzieht.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr, dass der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockvogelangebot dient. Eine unaufhaltsame Steigerung der Forderungen durch die EU ist zu erwarten, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese abzulehnen. Dies führt dazu, dass die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, wobei keine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht. Stattdessen wird für eine institutionelle Anbindung bezahlt, die primär die Souveränität der Schweiz kompromittiert.

Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als fester Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Ergänzung von Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung und technischen Zusammenarbeit ist zudem irreführend. Hier wird die an sich lobenswerte Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird somit zur Kasse gebeten, ohne dass die Vorteile dieser Zahlungen den zu erwartenden finanziellen und souveränen Nachteilen gegenüberstehen. Dies ist unter keinem Gesichtspunkt vertretbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bisherige Praxis, wonach Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse der Schweizer Bevölkerung getroffen werden, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone massiv und degradiert sie zu Bittstellern, deren souveräne Entscheide von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern auf Konformität mit EU-Recht überprüft und gekippt werden können.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der darin verankerten Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese neue "Superbehörde" wird als verlängerter Arm der EU agieren und primär die Durchsetzung von EU-Kompatibilität statt Schweizer Interessen verfolgen. Die bisherige, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis wird ausgehebelt, und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt, da Beihilfen neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden müssen.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), die der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse im neuen Art. 82 Bst. bbis BGG einräumt. Dies erlaubt die abstrakte Normenkontrolle von kantonalen Entscheiden vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) und höhlt die kantonale Autonomie auf inakzeptable Weise aus. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie gemäss dem neuen BHÜG und dem angepassten Bundesgerichtsgesetz (BGG), da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert zudem die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese gesamte Neuregelung gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und stellt einen fundamentalen Angriff auf unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage stellt eine bedenkliche Erosion unserer energiesouveränen Stellung dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz, eine kritische nationale Infrastruktur, werden fortan in Brüssel gefällt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung in essenziellen Versorgungsfragen.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blosse "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG) bisher vorsah.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die Einführung von EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und die regionale Wertschöpfung stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für betroffene Kantone und Gemeinden.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgesehene vollständige Marktliberalisierung geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler, erneuerbarer Energieproduzenten wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die dezentrale Energieproduktion und widerspricht der Strategie zur Stärkung lokaler Wertschöpfungsketten.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die kritische Frage, wer nach einer solchen Liberalisierung die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU übernehmen diese unmissverständlich. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko für die Bevölkerung und die Wirtschaft.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) verankert ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen.

Die Kosten für die Deckung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärfen diese Problematik, indem sie die Vergütungsregeln für erneuerbare Energien ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die Zerstörung unserer föderalen Strukturen und der bewährten Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zur Folge hat.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind höchst bedenklich und weisen gravierende Schwachstellen auf. Es ist offensichtlich, dass die dargelegten Schutzmechanismen unzureichend und eher kosmetischer Natur sind, um den immensen Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, effektiv zu kompensieren. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstandards, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensschichten.

Anstatt den bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer Aufweichung konfrontiert, die auf EU-Standards ausgerichtet ist. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber mitnichten effektiver als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die vorgeschlagene Neuregelung des Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) dargelegt, ist ein vergiftetes Geschenk. Sie führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität.

Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union zeugt von einer alarmierenden Kapitulation vor Brüssel und einem eklatanten Bruch mit dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die angestrebte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widersprechen fundamental dem Gebot der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Besonders gravierend ist die Einführung eines faktisch unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre. Diese neue Kategorie eines „Niederlassung C PLUS“ ist selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe nicht mehr entziehbar. Dies stellt eine inakzeptable Bedrohung für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar, da es die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv fördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familien erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von der Sozialhilfe leben, und die Kosten dafür werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Der Familiennachzug wird zudem in einem für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Ausmass ausgeweitet. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachzuziehen, birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten. Die propagierte „Schutzklausel“ im Vertragspaket ist nichts als ein Placebo, deren Anwendungs-Hürden derart hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Die Drohung der EU mit Strafmassnahmen im Falle ihrer Aktivierung macht sie zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einer echten Schutzmassnahme.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos sein werden. Dies ist eine nicht hinnehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung eines neuen Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich machen. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und ein zahnloser Tiger bleibt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz wird gezwungen, die Gleichbehandlung von EU-Bürgern zu gewähren, während die Kosten auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und in spezialgesetzlichen Regelungen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 MedBG an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit entpuppt sich bei näherer Betrachtung als ein umfassendes Integrationsprojekt, das weit über die reine Sicherheit von Lebensmitteln hinausgeht. Unter dem irreführenden Titel wird eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" angestrebt. Dies stellt eine direkte Bedrohung für unsere etablierten und oft höheren Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe sowie die Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut gefährdet. Die Angleichung an die teilweise tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Besorgniserregend ist zudem die konsequente Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Dies missachtet den Volkswillen in einem fundamentalen Bereich.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf unsere hohen Standards dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Qualität führen wird. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter Vorschriften überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen dürfte. Dies vernichtet lokale Traditionen und gefährdet Existenzen.

Ebenso beunruhigend sind die angekündigten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG). Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was uns die Souveränität nimmt, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Auch im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) geben wir durch die Übernahme von EU-Verordnungen die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle und flexible Massnahmen, die durch das starre, bürokratische System der EU behindert werden.

Ferner ist die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) bedenklich, da sie den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem zentralen Bereich schwächt.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies

zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Schliesslich ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Die Komplexität der vorgeschlagenen Vereinbarungen und die damit verbundenen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität sowie die rechtsstaatlichen Prinzipien sind tiefgreifend.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Artikel 12 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz und die freiheitliche Selbstbestimmung des Volkes. Die vorgeschlagene Regelung läuft Gefahr, diese verfassungsrechtlichen Grundsätze zu untergraben, indem sie eine dynamische Übernahme von EU-Recht vorsieht. Dies bedeutet, dass die Schweiz künftig nicht mehr autonom entscheiden kann, welche EU-Bestimmungen sie in ihr Rechtssystem integriert, sondern sich einem automatischen Übernahmeverfahren unterwirft. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Artikels 12 BV, der die ausschliessliche Zuständigkeit der schweizerischen Gesetzgebung und der Eidgenossenschaft festlegt.

Weiterhin wirft die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ernsthafte Bedenken auf. Die vorgeschlagene Einbeziehung der Rechtsprechung des EuGH in die Auslegung der Abkommen würde faktisch die richterliche Gewalt der Schweizer Gerichte einschränken. Artikel 190 BV bestimmt, dass die Gerichte und die zuständigen Behörden das Bundesrecht anwenden. Die automatische Bindung an die Urteile eines ausländischen Gerichts, das nicht der schweizerischen Rechtsordnung untersteht, stellt eine erhebliche Beeinträchtigung der nationalen Rechtspflege dar und könnte die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz gefährden.

Die mangelnde Flexibilität und die Unmöglichkeit, im Rahmen der bestehenden Verträge eigene nationale Interessen zu wahren, sind weitere gravierende Schwachstellen. Das vorgeschlagene institutionelle Rahmenabkommen bietet kaum Spielraum für schweizerische Anpassungen oder die Berücksichtigung spezifischer nationaler Bedürfnisse. Dies steht im Widerspruch zu den in der Verfassung verankerten Grundsätzen der direkten Demokratie und der Selbstbestimmung, welche es dem Schweizer Volk ermöglichen, seine Zukunft eigenständig zu gestalten.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass das vorgeschlagene Paket Schweiz-EU in seiner jetzigen Form eine erhebliche Gefahr für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Selbstbestimmung darstellt. Eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf die Verfassung und die bestehenden rechtlichen Rahmenbedingungen ist unerlässlich. Die kritische Distanz zum vorgelegten Paket muss gewahrt bleiben, um die Interessen der Schweiz nachhaltig zu schützen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der

Personenfreizügigkeit und des freien Warenverkehrs, birgt erhebliche Risiken für unsere demokratischen Prozesse und die Rechtsetzungshoheit.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die flankierenden Massnahmen im Rahmen der bilateralen Verträge impliziert wird, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer parlamentarischen Kontrolle dar. Artikel 7 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101) garantiert die Volkssouveränität, welche durch eine derartige Bindung an ausländisches Recht erheblich beeinträchtigt wird. Es besteht die Gefahr, dass der Schweizer Gesetzgeber gezwungen wäre, EU-Richtlinien zu übernehmen, ohne diese im nationalen Parlament eingehend prüfen und an unsere spezifischen Bedürfnisse anpassen zu können. Dies widerspricht dem demokratischen Grundsatz, dass Gesetze vom Volk und seinen gewählten Vertretern erlassen werden.

Insbesondere die Regelungen zur Personenfreizügigkeit und deren Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt sowie die Sozialwerke dürfen nicht unterschätzt werden. Die Erfahrungen der letzten Jahre zeigen, dass die bestehenden Abkommen zu einer erheblichen Zuwanderung geführt haben, deren Integration und Bewältigung für unsere Infrastruktur und sozialen Sicherungssysteme eine Herausforderung darstellt. Die Forderung nach einer generellen Weiterentwicklung der Personenfreizügigkeit birgt das Risiko einer weiteren Belastung und könnte die Schweiz zwingen, ihre eigenständigen Migrations- und Sozialpolitiken aufzugeben. Dies tangiert unmittelbar die Hoheit des Bundes im Bereich der Sozialversicherungsgesetzgebung und die Fähigkeit, die Bedürfnisse der eigenen Bevölkerung zu priorisieren.

Des Weiteren ist die Rolle des EuGH als Schiedsrichter bei Streitigkeiten über die Auslegung der bilateralen Abkommen problematisch. Die bedingungslose Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, schwächt die Souveränität der Schweizer Gerichte und unseres Rechtssystems. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (SR 210), der die primäre Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte festlegt. Die Gefahr, dass nationale Gerichte von der EuGH-Rechtsprechung überstimmt werden, untergräbt das Vertrauen in unsere eigene Rechtsordnung.

Die Verhandlungsergebnisse erscheinen daher nicht als eine Stärkung unserer Beziehung zur EU, sondern vielmehr als ein Schritt in Richtung einer einseitigen Anpassung an europäische Vorgaben, ohne ausreichende Berücksichtigung der schweizerischen Interessen und rechtsstaatlichen Prinzipien. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob diese Ergebnisse mit den Grundsätzen unserer Verfassung und den Erwartungen der Schweizer Bevölkerung vereinbar sind.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Mike Wyrsch (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt: Mike Wyrsch · wyrsch@yahoo.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung im Paket mit der Europäischen Union wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unklar, inwieweit diese Vereinbarung tatsächlich den Schweizer Interessen dient, anstatt eine schleichende Unterwerfung unter die Rechtsentwicklung der EU zu bedeuten.

Die Übernahme von EU-Recht in den Anhang zum bilateralen Abkommen über die Personenfreizügigkeit (AFR) birgt die Gefahr einer stillschweigenden und unkontrollierten Übernahme von Sekundärrecht der EU. Artikel 13 des AFR ermöglicht zwar die Anpassung, doch die Mechanismen zur Übernahme neuer EU-Regelungen sind in der Praxis oft intransparent. Die fortwährende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder das Parlament substanziell darüber entscheiden können, untergräbt die demokratische Souveränität. Dies steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien der Schweizer Verfassung, insbesondere des Demokratieprinzips, das eine Mitsprache des Volkes vorsieht.

Darüber hinaus sind die befürchteten Auswirkungen auf die Lohnschutzinstrumente und den Schweizer Arbeitsmarkt besorgniserregend. Die EU-Rechtsprechung, insbesondere des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), hat wiederholt die Arbeitnehmerfreizügigkeit über nationale Schutzmechanismen gestellt. Die Möglichkeit, dass ausländische Lohnforderungen gemäss EU-Recht auch in der Schweiz durchgesetzt werden könnten, ohne die spezifischen Gegebenheiten des Schweizer Arbeitsmarktes angemessen zu berücksichtigen, ist eine reale Gefahr. Artikel 6 Absatz 2 des AFR, der die Anwendung des Rechts des Herkunftsstaates vorsieht, könnte durch die flankierenden Massnahmen der EU de facto ausgehöhlt werden, wenn die EU-Rechtsprechung eine andere Auslegung zulässt. Dies tangiert direkt die Bestrebungen, die Löhne und Arbeitsbedingungen in der Schweiz zu schützen.

Die institutionelle Verankerung des Pakets, einschliesslich der Rolle des Gemischten Ausschusses und der Übernahme von EU-Gerichtsentscheidungen, wirft Fragen zur Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsprechung auf. Wenn der EuGH fortlaufend als Instanz für die Auslegung von Schweizer Recht durch EU-Recht bestimmt wird, verliert die Schweiz die Kontrolle über ihre eigene Rechtsordnung. Das Prinzip der Rechtsgleichheit und die garantie der Souveränität, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind, könnten hierdurch erheblich beeinträchtigt werden. Es ist fraglich, ob die im Pakett vorgesehenen Streitbeilegungsmechanismen tatsächlich eine unabhängige Lösung von Konflikten gewährleisten können, oder ob sie primär dem Zweck dienen, die EU-Perspektive durchzusetzen. Die wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer solchen Rechtsunterstellung sind nicht kalkulierbar und bergen ein erhebliches Risiko für die Stabilität und den Wohlstand der Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf und verdient eine kritische Prüfung. Eine schrittweise Annäherung und stärkere Verflechtung mit der Europäischen Union birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer souveränen Entscheidungsgewalt. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR), könnte untergraben werden, wenn schweizerische Gesetzgebung zunehmend durch EU-Recht beeinflusst oder gar diktiert wird, ohne dass das Volk direkt oder indirekt darüber entscheiden kann.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne klare Kompensationsmechanismen oder Mitspracherechte für die Schweiz stellt eine ernste Herausforderung dar. Das revidierte Bundesgesetz über die internationalen Organisationen (RIO) bietet zwar einen Rahmen für die Beteiligung an internationalen Organisationen, doch die Vertiefung der Beziehungen zur EU geht weit über die blosse Teilnahme hinaus. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in institutionellen Abkommen oft vorgesehen ist, widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und des Föderalismus, die zentrale Pfeiler unseres politischen Systems gemäss der Bundesverfassung (BV) darstellen.

Die Argumentation, dass eine solche Stabilisierung notwendig sei, um wirtschaftliche Vorteile zu sichern, vernachlässigt die potenziellen Kosten für unsere politische Unabhängigkeit. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und andere spezifische Gesetze, die auf unsere besonderen Verhältnisse zugeschnitten sind, könnten durch die Harmonisierung mit EU-Standards an ihre Effektivität verlieren. Dies kann zu unnötigen Belastungen für unsere Unternehmen und Bürger führen, insbesondere wenn die EU-Regulierung nicht praxistauglich für die Schweiz ist.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Vertiefung der Beziehungen zur EU einer rigorosen Prüfung unterzogen wird, die nicht nur wirtschaftliche, sondern vor allem auch politische und rechtliche Implikationen berücksichtigt. Die Wahrung unserer Souveränität und die Prinzipien unserer direkten Demokratie müssen dabei oberste Priorität geniessen. Die aktuelle Richtung scheint diese Prioritäten zu gefährden, und es bedarf einer klaren Kurskorrektur, um die schweizerischen Interessen nachhaltig zu schützen. Eine solche "Stabilisierung" könnte sich als Pyrrhussieg erweisen, wenn sie zu Lasten unserer fundamentalen demokratischen Rechte und unserer nationalen Identität geht.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung sind nicht zu unterschätzen.

Die angestrebte Harmonisierung mit EU-Recht, wie sie in den beabsichtigten Umsetzungsakten vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass diese einem demokratischen Legitimationsprozess im Inland unterworfen werden. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, wonach alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht. Die direkte oder indirekte Übernahme von Rechtsakten, die nicht durch schweizerische Volks- und Ständemehrheiten legitimiert sind, untergräbt die Legitimität des staatlichen Handelns.

Darüber hinaus ist die Frage der richterlichen Überprüfung von EU-Recht durch schweizerische Gerichte von zentraler Bedeutung. Falls die inländischen Gerichte angehalten wären, EU-Recht anzuwenden, das möglicherweise nicht mit der Bundesverfassung übereinstimmt, entstünde eine problematische Konstellation. Artikel 190 der Bundesverfassung besagt, dass Bundesgesetze und

Völkerrecht für die Gerichte und Behörden verbindlich sind. Die Einbeziehung von EU-Recht in diese Kategorie, ohne dessen Konformität mit der Bundesverfassung sicherzustellen, würde die Verfassungsmässigkeit der Rechtsordnung gefährden und die Gerichte in einen unlösbaren Konflikt stürzen.

Es ist zudem fraglich, ob die beabsichtigten Umsetzungsbestimmungen die verfassungsrechtlich gebotene Gewaltenteilung wahren. Die Übertragung von exekutiven oder gar legislativen Befugnissen an EU-Institutionen oder die Verpflichtung zur Implementierung von deren Entscheidungen ohne entsprechende schweizerische legislative Zustimmung würde die Grundsätze der Gewaltenteilung und der demokratischen Kontrolle, wie sie sich aus den Artikeln 46 und 51 der Bundesverfassung ergeben, verletzen.

Die Schweiz muss ihre eigene Rechtsordnung und ihre demokratischen Prinzipien wahren. Eine übermässige Anpassung an ausländisches Recht birgt das Risiko, die Souveränität der Schweiz zu kompromittieren und die Rechte ihrer Bürgerinnen und Bürger zu schmälern. Jegliche Umsetzungsmassnahmen müssen daher einer kritischen Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung standhalten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung spezifischer Sektoren und zur Sicherung des Service public dienen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Regime ersetzt. Dies widerspricht fundamental dem Geist unseres Rechtsstaates und der gewachsenen Struktur unserer dezentralen Entscheidungsfindung.

Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG) wird eine neue Beihilfekammer geschaffen. Diese soll als "verlängerter Arm der EU" agieren und die primäre Aufgabe haben, die Kompatibilität von Schweizer Beihilfen mit dem EU-Recht zu gewährleisten, nicht aber die Durchsetzung schweizerischer Interessen. Die damit verbundene Machtkonzentration in der neugeschaffenen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) untergräbt die demokratische Kontrolle und Rechenschaftspflicht.

Besonders bedenklich ist die massive Einschränkung der kantonalen Autonomie. Durch die geplante Änderung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souveränen Subventionsentscheide von der neuen Beihilfekammer geprüft und mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und zerstört die Grundlage unseres Föderalismus.

Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiterer eklatanter Verlust an nationaler Steuerungskompetenz. Die bisherige, an schweizerischen Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird ersatzlos aufgehoben und unterstellt diesen Sektor vollständig dem EU-Regime. Dies gefährdet die strategische Autonomie in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Beschränkung des Zugangs des Preisüberwachers zu den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Dies deutet auf eine bewusste Entmachtung nationaler Kontrollinstanzen hin, um der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine systematische Unterwerfung unter europäische Regularien und eine Entmachtung schweizerischer und kantonaler Entscheidungsträger bedeuten. Dies ist unter keinen Umständen hinnehmbar.

Finanzieller Beitrag

Ich äussere mich mit grösster Skepsis zum vorgeschlagenen finanziellen Beitrag an die Europäische Union. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht im Sinne des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt einen erheblichen Verlust an politischer Souveränität und demokratischer Kontrolle dar. Die Annahme, dass die anfängliche Summe von 350 Millionen Franken eine Obergrenze darstellt, ist angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung höchst unwahrscheinlich. Dieser Mechanismus birgt die Gefahr einer unaufhaltsamen Erhöhung der Zahlungen, ohne dass die Schweiz noch die Möglichkeit hat, diese zu verweigern. Wir werden faktisch zu einem Nettozahler ohne Mitspracherecht, dessen finanzielle Mittel diktiert werden, ohne dass dafür eine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht.

Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist ein gesetzgeberisches Instrument, das dazu dient, eine permanente und rechtlich bindende Verpflichtung zur Zahlung zu schaffen. Die Aufnahme in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d) des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) unterstreicht diese Absicht und verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung. Dies höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus, da statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung im Vordergrund steht. Die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b) des Gesetzes über die Friedensförderung und die internationale Entwicklungszusammenarbeit ist eine irreführende Verknüpfung. Der angesehene Bereich der Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch umstrittene und finanzielle Belastungen für die Schweiz gesetzlich zu legitimieren. Es handelt sich hierbei nicht um eine Geste der guten Nachbarschaft, sondern um eine faktische Zwangsabgabe, die die Schweiz ohne entsprechende Gegenleistungen zur Kasse bittet und die Unabhängigkeit des Schweizer Parlaments untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt keine Verbesserung, sondern eine massive Untergrabung unserer nationalen Standards und Souveränität dar. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das weit über die reine Gewährleistung von Sicherheit hinausgeht und die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' unterwirft. Dies bedroht nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität, sondern auch unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland', was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Befugnis von EU-Inspektoren, Schweizer Betriebe zu kontrollieren, stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen, welche nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Traditionen zerstört.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt. Insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die Schweiz verliert die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Dies höhlt die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aus. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den

Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und unterwirft sich einem starren, bürokratischen System, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für den Service public und die Souveränität der Schweiz. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ist äusserst bedenklich. Diese Bestimmung öffnet die Türen für ausländische Anbieter, welche sich gezielt die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken herauspicken werden. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche ihrerseits den Auftrag haben, auch unrentable, aber für die Grundversorgung notwendige Nebenlinien zu betreiben. Die Folge wird eine Aushöhlung der Finanzkraft unseres Service public sein, was sich direkt auf die Qualität und die Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung auswirken wird.

Des Weiteren ist die in Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehene Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, eine gravierende Einschränkung der nationalen und kantonalen Gestaltungsfreiheit. Anstatt Aufträge basierend auf den besten Lösungen für die Schweiz vergeben zu können, sind wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führen und verhindert eine effektive Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" stellt keinerlei wirkliche Absicherung dar. Sie ist rechtlich nicht bindend und schützt die Schweiz nicht vor zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen durch die EU. Dies bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie jene zum European Network of Infrastructure Managers (ENIM), übernehmen müssten, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert und einen schleichenden Verlust der Souveränität im Bahnverkehr zur Folge hat. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt zudem die Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies bedroht unmittelbar die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das die Bürgerinnen und Bürger angewiesen sind.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche Aushöhlung des Schweizer Service public und unserer nationalen Souveränität bedeuten. Die Risiken überwiegen bei weitem die vermeintlichen Vorteile.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefahr für unsere Sozialwerke dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie im vorliegenden Vorschlag anvisiert wird, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung festgehalten ist, und steht im klaren Gegensatz zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf Jahren, vergleichbar einer 'Niederlassung C PLUS', ist in ihrer praktisch unentziehbaren Natur geradezu skandalös. Dieses Recht gewährt selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe einen Verbleib in der Schweiz. Dies untergräbt massiv unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf eine Art und Weise, die nicht länger tragbar ist. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird auf diese Weise massiv gefördert, wobei die Kosten unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt werden.

Besonders besorgniserregend ist die unermessliche Ausweitung des Familiennachzugs. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern

nachziehen zu lassen, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit auch der Sozialkosten. Dies geht weit über das hinaus, was von einem souveränen Staat zu erwarten wäre.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im vorliegenden Paket ist nichts weiter als ein Placebo, eine reine Täuschung. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Bestimmung anzurufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Sicherheit, sondern eine Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung ist eine Bankrotterklärung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk hätten bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr. Dies ist eine unannehmbare Kapitulation vor Brüssel. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung neuer Artikel wie 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Der neue Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht.

Die damit verbundenen Mehrkosten im Bildungsbereich, die sich in drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) niederschlagen, sind ein offenes Eingeständnis der immensen Belastung, die die Personenfreizügigkeit für unsere Hochschulen und letztlich für den Schweizer Steuerzahler bedeutet. Auch die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Regeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind direkte Eingriffe in unsere sozialpolitische Souveränität. Die flächendeckende Aufgabe der nationalen Regulierungskompetenz durch die Anbindung an EU-Systeme wie das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) gefährdet unsere hohen Qualitätsstandards und die Patientensicherheit. Dies ist eine schleichende Entmachtung, die wir entschieden ablehnen müssen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarktumfeld stellen eine inakzeptable Aufgabe der nationalen Souveränität dar und bergen erhebliche Gefahren für die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) vorsieht, zwingt die Schweiz in die Rolle eines weisungsgebundenen Teilnehmers ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten mittragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom wird durch die Erweiterung ihrer Kompetenzen (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Anpassungsfähigkeit unserer Energieversorgung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was die finanzielle Basis dieser Kantone empfindlich treffen würde. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen durch die Aushebelung des traditionellen Einspeisevorrangs für Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit unserer Energieversorgung.

Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit einer massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von ausländischen Strommärkten macht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind trotz anderslautender Beteuerungen in ihrer Wirksamkeit äusserst zweifelhaft und scheinen primär kosmetischer Natur zu sein. Sie sind nicht geeignet, den immensen Druck auf die Schweizer Lohnniveaus zu kompensieren, der durch die fortgesetzte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es droht eine schleichende Erosion unserer Lohnstrukturen, die insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten hart treffen wird. Anstatt unseren bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer ausgestaltet, jedoch nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär ausländische Unternehmen, die Lohndumping praktizieren wollen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neu geschaffenen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen systematisch untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (AVP), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVP, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU,

ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung der ausländischen Entscheide stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung massiv. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bezüglich der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen inakzeptabel. Die vorgeschlagene Annäherung birgt erhebliche Risiken für die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems und die Fähigkeit des Bundes und der Kantone, ihre Gesetzgebung autonom zu gestalten und anzuwenden.

Besonders kritisch ist die geplante Übernahme von EU-Recht. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Volkssouveränität, welche durch eine automatische Übernahme von EU-Recht untergraben würde, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter diese Gesetze im nationalen Prozess hätten prüfen und verabschieden können. Die Unterwerfung unter das Primat des EU-Rechts, wie es sich aus der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs ergibt, würde die rechtliche Gestaltungsfreiheit der Schweiz massiv einschränken. Dies kollidiert direkt mit der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankerten Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft.

Die vorgesehene Übernahme der Personenfreizügigkeit in ihrer derzeitigen Form, einschliesslich der dynamischen Rechtsübernahme, stellt eine erhebliche Belastung für die Infrastruktur, den sozialen Frieden und die Lohnstandards dar. Die Schweiz würde sich den entsprechenden Richtlinien der EU unterwerfen, ohne die Möglichkeit, die Auswirkungen auf die eigene Bevölkerung und Wirtschaft adäquat zu steuern. Artikel 123 der Bundesverfassung, der die innere Sicherheit und das Wohl der Bevölkerung schützt, könnte durch unkontrollierte Zuwanderung beeinträchtigt werden.

Weiterhin sind die Bestimmungen zur Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Anerkennung seiner Zuständigkeit in Bereichen, die das Schweizer Recht betreffen, stellt eine faktische Souveränitätsabtretung dar und bedroht die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte. Dies steht im Widerspruch zum Recht auf ein faires Verfahren und zur unabhängigen Rechtsprechung, wie sie durch Artikel 30 der Bundesverfassung gewährleistet sind. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, einschliesslich zukünftiger Änderungen, würde die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition bringen, die ihre Fähigkeit zur eigenständigen Entscheidungsfindung erheblich schwächt.

Die vorgeschlagenen Abkommen verletzen den Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, indem sie die Souveränität, die demokratischen Grundsätze und die nationalen Interessen der Schweiz gefährden. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Gesetzgebungskompetenz behält und die Bedürfnisse ihrer Bevölkerung über die automatische Übernahme von EU-Recht gestellt werden. Eine solche Entwicklung würde unsere Unabhängigkeit aufs Spiel setzen und die direkte Kontrolle des Volkes über seine Gesetze untergraben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: René Zimmermann (Privat)

Datum: 22.10.2025

Kontakt:

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der Stärkung der binnenländischen Gesetzgebung auf. Es ist fraglich, inwieweit die EU-Rechtsprechung, insbesondere im Hinblick auf die Nichtdiskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit gemäss Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Personenfreizügigkeit (PFZG) und Artikel 12 der Bundesverfassung (BV), mit unseren nationalen Interessen vereinbar ist, ohne dabei die Grenzen der Eigenständigkeit zu überschreiten. Die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem, einschliesslich der Rolle des Bundesgerichts und der kantonalen Gerichte, sind nicht abschliessend geklärt. Eine unkritische Übernahme von Rechtsnormen birgt die Gefahr, dass die schweizerische Rechtstradition untergraben wird und die Schweiz gezwungen ist, europäische Rechtsentwicklungen zu implementieren, deren Sinnhaftigkeit für unser Land fragwürdig ist.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind offensichtlich unzureichend und stellen eine reine Kosmetik dar. Sie können den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise kompensieren. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist die absehbare Konsequenz. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber deutlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was primär ausländischen Firmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, der eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern schafft und die Flexibilität von KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Gefahr für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für eine selektive Bedienung rentabler Strecken, was die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergräbt. Dies widerspricht fundamental unserem Auftrag der flächendeckenden Grundversorgung. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" bietet keinerlei rechtlich bindenden Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, was eine fortlaufende Aushöhlung unserer Souveränität bedeutet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regularien im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine massive Bedrohung für die Schweizer Souveränität und unsere etablierten hohen Standards dar. Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Regelwerk, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem unweigerlichen Qualitätsverlust führt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und das Label 'Made in Switzerland' werden dadurch entwertet. Die Bestrebungen zur Anpassung des Tierschutzgesetzes (TSchG, Art. 15a, 21) mit der erzwungenen Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt und ignoriert nationale, oft strengere Regelungen. Ferner wird das Gentechnik-Moratorium untergraben, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVOs zu akzeptieren, was dem Volkswillen widerspricht. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgehen das Parlament und stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Die Unterwerfung unter die EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gefährdet die nationale Kontrolle über die Seuchenbekämpfung. Diese umfassende Angleichung ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Unterwerfung, die unsere Autonomie und die Existenzgrundlage vieler kleiner und mittlerer Betriebe in Frage stellt. Die befürchtete Guillotineklausel macht jede Ablehnung dieses schädlichen Abkommens zu einem politisch inakzeptablen Risiko für das gesamte bilaterale Vertragswerk.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit gehen weit über die Vorgaben der Bundesverfassung, namentlich Art. 121a BV, hinaus und widersprechen dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer 'Niederlassung C PLUS', untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke massiv, insbesondere bei Kriminalität oder Sozialhilfebezug. Die damit verbundene, beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die sogar Eltern und Grosseltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen, deren Last die Schweizer Steuerzahler tragen müssen. Die so genannte 'Schutzklausel' ist ein reines Placebo, dessen Anwendungs-Hürden in der Praxis unüberwindbar sind und bei deren Versuch die EU mit Strafmassnahmen droht. Die automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsrecht durch die 'Integrationsmethode' entmündigt unser Parlament und Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss EU-Bürger, selbst bei Abhängigkeit. Diese Entwicklungen stellen eine bedenkliche Kapitulation vor der EU dar und gefährden unsere Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag bergen erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Haushaltsautonomie des Parlaments. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Zahlungen in eine rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt faktisch eine permanente Zwangsabgabe dar, die dem demokratischen Prozess entzogen ist. Die anfänglich genannten Beträge sind

mutmasslich Lockangebote, da ein rechtsverbindlicher Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu steigenden Forderungen der EU führen wird, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht und ohne garantierte Gegenleistungen, was im Widerspruch zu unserer Haushaltsautonomie steht. Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB und die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Friedensförderungsgesetzes legitimieren diesen permanenten Rechtsanspruch (Art. 1 KoBG) und höhlen die Budgethoheit des Parlaments aus, anstatt die Friedensförderung zu stärken.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung zur Strommarktliberalisierung im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) und des revidierten Energiegesetzes (EnG, Art. 15 neu) stellt eine grundsätzliche Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die Überführung der ElCom in eine reine Vollzugsstelle für EU-Vorschriften und die institutionelle Einbindung in EU-Kontrollstrukturen wie ACER bedeuten den Verlust nationaler Entscheidungshoheit über unser Stromnetz. Existenzielle Gefahren drohen unserer Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln, welche das bewährte System der Wasserzinsen untergraben könnten. Zudem werden durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Schwächung dezentraler Produktionsformen (Art. 15 EnG) unsere föderalen Strukturen und die lokale Energieerzeugung massiv geschwächt. Die Preisvolatilität und die unsichere Energieversorgungssicherheit durch eingeschränkte strategische Reserven (Art. 8b ff. StromVG) sind nicht akzeptabel. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem massive Investitionsunsicherheit. Dieses Hochrisiko-Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft muss abgelehnt werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, dass Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und führt dazu, dass deren Förderentscheide von einer Brüsseler Behörde genehmigt werden müssen. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine „Superbehörde“ geschaffen, die primär EU-Recht durchsetzt und Schweizer Interessen zweitrangig behandelt. Insbesondere die kantonalen Verfahrensautonomien werden durch das BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) massiv beschnitten, da ihre Entscheide nun von einer zentralen Instanz und letztlich dem Bundesgericht auf EU-Konformität geprüft und gekippt werden können. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz bedeutet den Verlust nationaler Kontrolle über strategisch wichtige Beihilfen. Diese Entwicklung führt zu einer unannehmbaren Abhängigkeit von der EU und schwächt die demokratische Legitimation wirtschaftspolitischer Entscheidungen in der Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtliche Autonomie. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte der Schweiz, wie sie durch die Nichteinhaltung des Prinzips der rechtsgleichen Behandlung gemäss Art. 4 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die europäischen und internationalen Abkommen der Schweiz (BEG) befürchtet werden muss, ist höchst problematisch. Eine solche Entwicklung untergräbt die verfassungsrechtlichen Grundlagen, die in Art. 54 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) die Wahrung der Unabhängigkeit und der Interessen der Schweiz betonen. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen widerspricht dem demokratischen Prinzip der

Volkssouveränität und könnte die Schweizer Rechtsordnung unangemessen beeinflussen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der demokratischen Prinzipien. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht des Schweizer Volkes, wie es das revidierte Obligationenrecht (OR) im Kontext des freien Personenverkehrs nahelegt, steht im Widerspruch zum föderalistischen Gedanken und dem Grundrecht auf demokratische Mitbestimmung gemäss Artikel 34 der Schweizerischen Bundesverfassung. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien in unser Rechtssystem, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk darüber entscheiden können, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung dar. Die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH), verletzen die richterliche Unabhängigkeit der Schweiz und könnten zu einer Bevormundung durch ausländische Gerichte führen, was die Prinzipien von Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) bezüglich der Autonomie der Rechtsordnung untergräbt. Diesbezüglich sind die befürchteten negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Handlungsfähigkeit des Bundes und der Kantone nach Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (DzG) nicht zu unterschätzen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme von Sekundärrecht verletzt die in Artikel 164 BV definierte Kompetenzverteilung, wonach das Parlament die Gesetzgebungskompetenz innehat. Weiterhin besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz durch die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) untergraben wird, was gegen den Rechtsstaat kämpfen widerspricht. Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus einem solchen Abkommen ergeben, sind zudem kaum abschätzbar und belasten die Schweizer Steuerzahler unverhältnismässig.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Elisabeth ZUMSTEIN KENNEDY (Privat)

Date: 22.10.2025

Contact: Idem · zoomstone@bluewin.ch

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Le bilan des négociations actuelles soulève de sérieuses interrogations quant à la préservation de la souveraineté helvétique et à l'intérêt national. L'accord cadre proposé, en dépit de ses apparences, semble s'éloigner des principes fondamentaux de notre droit constitutionnel, notamment en ce qui concerne la primauté du droit suisse. L'application potentielle du droit de l'Union européenne, telle qu'elle semble esquissée, pourrait entrer en conflit avec l'article 5 de la Constitution fédérale, qui garantit l'autonomie des cantons et la flexibilité de notre législation. De plus, les implications économiques, notamment en matière de libre circulation des personnes et de concurrence, méritent une analyse plus approfondie et critique, afin d'éviter toute distorsion préjudiciable à notre économie.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

Les dispositions proposées concernant la mise en œuvre nationale des accords avec l'Union européenne soulèvent des préoccupations fondamentales quant à la préservation de la souveraineté législative et judiciaire de la Suisse. L'alignement automatique sur le droit de l'UE, tel qu'il semble être envisagé, risque de conduire à une perte de contrôle sur nos propres normes, potentiellement en contradiction avec l'article 54 de la Constitution fédérale suisse qui garantit le droit du peuple de décider de son appartenance aux communautés supranationales. De plus, l'impact sur l'indépendance de nos tribunaux, notamment dans l'application du droit européen, mériterait une analyse plus approfondie au regard de l'article 190 de la Constitution, qui stipule que le droit fédéral prime sur le droit cantonal. Une délégation excessive de pouvoir décisionnel à des instances supranationales sans garanties suffisantes d'autonomie constitutionnelle serait préjudiciable.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes apparaissent insuffisantes et purement cosmétiques. Elles ne compenseront en rien la pression considérable exercée sur les niveaux salariaux suisses, menaçant ainsi une érosion généralisée, particulièrement préjudiciable aux classes moyennes et inférieures. Plutôt que de renforcer le système éprouvé et efficace de protection des salaires suisses, les nouvelles dispositions visent à l'assouplir pour le conformer aux normes européennes, engendrant une complexité bureaucratique accrue pour une efficacité réduite. Les mécanismes de contrôle sont affaiblis, les compétences des commissions paritaires et des inspections du travail étant sapées par des structures centralisées et conformes au droit de l'UE. La nouvelle protection spéciale contre le licenciement pour les représentants des travailleurs (art. 335l à 335q CO) constitue un assaut direct à notre liberté

contractuelle, introduisant une classe privilégiée et entravant la flexibilité des PME. L'alignement des sanctions de l'UE sur des jugements exécutoires (art. 80 al. 2 ch. 6 COV) représente une cession de souveraineté inacceptable, faisant de la Suisse un exécutant de décisions administratives étrangères sans contrôle judiciaire exhaustif.

Aides d'État

La présente consultation concerne une révision du droit des aides d'État qui constitue une soumission inacceptable à la volonté de l'Union européenne. L'instauration d'une nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO) tel que prévu par l'article 18 alinéa 2 du Code de la concurrence (KG) et le projet de Loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSAid) transforme cet organe en un bras étendu de Bruxelles. Ce régime technocratique et centralisé menace directement la souveraineté de nos cantons et leur autonomie dans des domaines vitaux tels que la promotion économique locale, le transport régional ou le soutien aux entreprises suisses.

Le projet de Loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSAid) et les modifications corrélatives du Code de procédure civile (CPC), du Code de procédure pénale (CPP) et de la Loi sur le Tribunal fédéral (LTF) visent à soumettre nos décisions politiques et économiques à un contrôle étranger. En conférant un droit de recours direct à la nouvelle autorité de surveillance contre les décisions cantonales (nouvel article 82 lettre bbis LTF), on dénie aux cantons leur statut de partenaires égaux et on les réduit à de simples exécutants. L'abrogation de l'article 103 de la Loi sur l'aviation (LFG) supprime la dernière barrière nationale à l'application du droit européen dans ce secteur stratégique. Cette démarche sape les fondements de notre fédéralisme et de notre indépendance économique.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé concernant la libre circulation et l'immigration, perçu comme un affaiblissement significatif de la souveraineté suisse. L'extension de la libre circulation, notamment par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union, contrevient manifestement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule la volonté du peuple de maîtriser la migration de manière autonome. L'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent, acquérable après seulement cinq ans, et pratiquement inaliénable, même en cas de criminalité ou de dépendance aux aides sociales, constitue une menace directe pour la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. De surcroît, l'élargissement du regroupement familial au-delà des partenaires et enfants, incluant désormais parents et grands-parents, entraînera une augmentation incontrôlable des flux migratoires et des coûts sociaux, dont le fardeau reposera sur les contribuables suisses. Les clauses de sauvegarde prévues s'apparentent à une illusion, étant irréalisables en pratique et susceptibles de déclencher des mesures punitives de l'UE. L'automatisation de l'adoption du droit de l'UE par la voie de l'intégration, telle que prévue, annule de fait le pouvoir décisionnel de nos institutions et du peuple dans ce domaine crucial, sapant ainsi les fondements de notre démocratie directe. Les modifications du droit des étrangers, notamment la suppression de l'article 29a et l'introduction des articles 41c et 21b, légitiment une immigration massive dans nos systèmes sociaux, rendant l'exclusion quasi impossible, même en cas de dépendance. La Suisse sacrifie sa capacité à réguler de manière autonome son marché du travail et ses systèmes de prévoyance au profit d'une intégration forcée au sein de l'UE, avec des conséquences financières et sociales considérables pour notre pays.

Électricité

L'alignement proposé avec le droit de l'Union européenne dans le domaine de l'électricité représente une menace tangible pour la souveraineté énergétique suisse. L'intégration à des structures de surveillance telles qu'ACER et ENTSO-E, sans droit de vote, transforme la Suisse en un contributeur dépendant aux décisions prises à Bruxelles, comme le prévoit implicitement l'intégration progressive du droit de l'UE dans l'ordonnancement juridique national. La transformation de l'ElCom en un simple exécutant de prescriptions européennes, en vertu des articles 22 et suivants du StromVG, anéantit l'autonomie réglementaire suisse, s'opposant aux principes d'une gouvernance démocratique et adaptée aux besoins nationaux. La préoccupation majeure réside dans la potentielle remise en cause des régulations favorisant la production locale, telles que le système des ristournes sur l'eau, sous

l'empire des règles européennes de concurrence relatives aux aides d'État. La libéralisation complète du marché, initiée par l'article 4a ff. du StromVG, risque d'entraîner une volatilité accrue des prix et une insécurité de l'approvisionnement, les coûts de la sécurité de l'approvisionnement étant reportés sur les consommateurs par le biais de nouvelles redevances, vidant ainsi de leur sens les dispositions relatives à la réserve énergétique (art. 8b ff.). Ces modifications, couplées aux altérations des mécanismes de soutien à la production décentralisée prévues par l'article 15 nouveau de l'EnG, déstabilisent l'ensemble du système énergétique helvétique.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue « sécurité alimentaire » masque une intégration poussée du droit de l'UE, menaçant nos standards de qualité élevés et nos exploitations familiales. La Suisse risque de perdre sa souveraineté sur des normes essentielles, notamment via la révision totale du Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG), qui soumettra notre chaîne alimentaire à un cadre européen moins exigeant et générateur d'une bureaucratie écrasante pour les petits producteurs. Les adaptations au Tierschutzgesetz (TSchG, art. 15a, 21) impliquent un abandon de nos règles nationales plus strictes en matière de transport et d'abattage des animaux, représentant un recul du bien-être animal. De plus, l'octroi de compétences réglementaires au Conseil fédéral (LwG, art. 141 et 148) contourne le Parlement et permet une mise en œuvre arbitraire du droit de l'UE, une atteinte à notre démocratie.

Contribution financière

La proposition visant à institutionnaliser la contribution financière suisse à l'UE sous l'égide d'un nouveau loi sur les contributions à la cohésion (KoBG) soulève de sérieuses préoccupations quant à notre souveraineté et notre autonomie budgétaire. La transformation des paiements, actuellement volontaires et soumis au contrôle parlementaire, en une obligation juridiquement contraignante, comme le prévoit l'article 1 du KoBG, prive la Suisse d'un levier politique essentiel. L'intégration de ce mécanisme dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d du BöB cimente cette dépendance et transforme une décision souveraine en une obligation permanente, minant ainsi la capacité du Parlement à exercer sa fonction budgétaire conformément à l'article 128 de la Constitution fédérale. De plus, le lien factice avec le financement de la promotion de la paix, tel que suggéré dans l'article 1, alinéa 2, lettre b, ne saurait masquer le caractère de "diktat" financier que le mécanisme de recalcul imposera inévitablement. La Suisse se verrait ainsi réduite au rôle de contributeur net sans droit de regard ni contrepartie garantie, ce qui est inacceptable.

Transports terrestres

La proposition d'accord sur les transports terrestres avec l'Union européenne présente des risques majeurs pour le service public ferroviaire suisse. L'introduction de la « Kabotage » ferroviaire, telle que prévue par le nouvel article 40ater de la loi sur le chemin de fer (LCdF), permettra aux entreprises étrangères de desservir des liaisons purement nationales. Cette « rosinepickerei » risque de drainer les revenus des lignes rentables, laissant les CFF et autres concessionnaires nationaux avec le fardeau des lignes moins rentables mais essentielles à la desserte du pays. De plus, l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) impose le respect du droit de l'UE lors des appels d'offres conjoints, limitant ainsi la souveraineté des cantons et de la Confédération dans la définition de leurs priorités de transport. La prétendue « Déclaration commune » du Conseil fédéral ne constitue pas une garantie juridique suffisante contre l'évolution dynamique du droit de l'UE, exposant notre système à des adaptations unilatérales et à une perte de contrôle sur notre politique ferroviaire.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse doit impérativement évaluer de manière critique le paquet d'accords avec l'Union européenne. Le transfert de compétences législatives, tel qu'il pourrait découler de l'adoption de la législation de l'UE sans une réelle contrepartie, soulève de sérieuses questions quant au respect de la

souveraineté suisse, consacrée par l'article 5 de la Constitution fédérale. L'application du droit de l'UE, sans que la Suisse ne participe pleinement aux processus décisionnels, est problématique. De plus, la délimitation de la portée de l'accord sur la libre circulation des personnes doit être examinée à la lumière des risques potentiels pour le marché du travail suisse et des coûts sociaux associés, comme le prévoit la loi fédérale sur l'immigration et l'asile. L'intégration de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, sans réciprocité claire, pourrait restreindre la marge de manœuvre de nos tribunaux nationaux et compromettre l'indépendance judiciaire suisse.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact de tels accords sur la souveraineté suisse et la conformité avec le droit constitutionnel helvétique. L'adoption unilatérale de législations européennes, telle qu'impliquée par un accord-cadre, constituerait une dérogation inacceptable à l'article 5 de la Constitution fédérale (Cst. Féd.), qui garantit l'autonomie décisionnelle de la Suisse. De surcroît, la soumission à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne violerait l'article 138 Cst. Féd., qui réserve au Tribunal fédéral la compétence suprême en matière d'interprétation du droit suisse. Il est impératif de réévaluer la stratégie actuelle afin de préserver nos intérêts nationaux et nos institutions démocratiques face aux pressions extérieures.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Tina Bassi (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Tina Bassi · 0763163051 · tbassi@gmx.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Rahmen des Pakets Schweiz-EU geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und zur Geltendmachung erheblicher Bedenken. Die angestrebte "Gesamtbeurteilung" vermag die fundamentalen Nachteile und Risiken für die Schweizer Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung nicht zu überdecken.

Eine der grössten Sorgen betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Mitsprache des Schweizer Stimmvolkes. Die vorgesehenen Mechanismen zur Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, insbesondere im Bereich des Binnenmarktrechts, laufen Gefahr, die Kompetenz des schweizerischen Parlaments und damit die demokratische Kontrolle auszuhebeln. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Bundesverfassung, welche die Hoheit der Eidgenossenschaft über ihre Gesetzgebung betont. Insbesondere Art. 5 der Bundesverfassung, der die Gewaltentrennung und die Rechtsstaatlichkeit verankert, könnte durch eine automatische Rechtsübernahme untergraben werden, da die Möglichkeit zur kritischen Prüfung und Anpassung schweizerischer Bedürfnisse stark eingeschränkt würde.

Die Einrichtung des zuständigen EU-Gerichts zur Auslegung des zu übernehmenden EU-Rechts, wie sie im Rahmen von Abkommen dieser Art häufig diskutiert wird, stellt eine direkte Bedrohung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte dar. Die souveräne Auslegung des Rechts durch unsere eigenen Gerichte, verankert in der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Art. 30 der Bundesverfassung, würde de facto durch die Autorität eines fremden Gerichts beschnitten. Dies eröffnet die Gefahr, dass primäres EU-Recht und die Rechtsprechung des EuGH über die bilateralen Abkommen auch in den schweizerischen Rechtsraum hineinwirken, ohne dass eine effektive Kontrolle durch schweizerische Instanzen gewährleistet ist.

Die Sorge hinsichtlich der Angleichung der Arbeitsbedingungen und des Lohnschutzes ist ebenfalls gravierend. Eine pauschale Übernahme von EU-Normen, ohne ausreichende Berücksichtigung der schweizerischen Besonderheiten und des dortigen Lohnniveaus, birgt das Risiko einer schleichenden Erosion des Schweizer Lohnschutzes und der Wettbewerbsfähigkeit. Dies würde die Errungenschaften des Schweizer Arbeitsmarktes gefährden und könnte zu ungerechtfertigten Belastungen für die schweizerische Wirtschaft führen.

Insgesamt scheint das vorgelegte Paket mehr auf die Anpassung der Schweiz an die EU-Strukturen ausgerichtet zu sein, als auf eine für die Schweiz vorteilhafte und souveräne Neuausrichtung der Beziehungen. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Rechtsordnung, die demokratischen Prozesse und die wirtschaftliche Eigenständigkeit sind so erheblich, dass eine kritische und ablehnende Haltung angebracht erscheint.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Tragweite und der Auswirkungen einer vertieften Integration mit der Europäischen Union auf. Während die Notwendigkeit, die Beziehungen zur EU neu zu gestalten, unbestritten ist, muss die Art und Weise, wie dies geschieht, kritisch hinterfragt werden. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung im Inland erwecken den Anschein einer schleichenden Aufgabe souveräner Entscheidungskompetenzen, die im krassen Widerspruch zu den Grundsätzen unserer Verfassung stehen.

Insbesondere ist die Tendenz erkennbar, EU-Recht unbesehen und oft mit erheblicher Verzögerung in unser Rechtssystem zu übernehmen. Dies untergräbt die demokratische Legitimation und die Möglichkeit einer unabhängigen Prüfung der Vereinbarkeit mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen. Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) fordert, dass der Bund bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben die Interessen der Gesamtheit und die des Gemeinwohls wahrnimmt. Die unkritische Übernahme von EU-Recht, das oft eigenen wirtschaftlichen und politischen Interessen der Mitgliedstaaten dient, scheint diesem Gebot nicht immer gerecht zu werden. Weiterhin garantiert Artikel 120 Absatz 1 BV die Unabhängigkeit der Schweiz. Eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht in Bereichen, die die Kerninteressen der Schweiz berühren, wie etwa die Wirtschafts- und Sicherheitspolitik, stellt eine faktische Abhängigkeit her, die dem Grundsatz der Unabhängigkeit zuwiderläuft.

Die Art und Weise der Umsetzung, wie sie hier angedeutet wird, birgt die Gefahr einer Aushöhlung des Parlaments und der direkten Demokratie. Entscheidungen, die fundamentalen Einfluss auf das Leben der Schweizer Bevölkerung haben, würden zunehmend in Brüssel getroffen und in Bern nur noch formell abgenickt. Artikel 164 Absatz 1 BV verankert die oberste Gewalt des Bundes und die Zustimmung des Parlaments zu Rechtsetzungsakten. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint diesen Prozess zu umgehen, indem EU-Recht de facto als bindend betrachtet wird, ohne die notwendige parlamentarische Debatte und Genehmigung.

Es muss klargestellt werden, dass die Souveränität der Schweiz und die Wahrung unserer spezifischen Rechtsordnung oberste Priorität geniessen. Jede Form der Anpassung von nationalem Recht muss einer sorgfältigen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass sie mit unseren verfassungsmässigen Prinzipien und den Interessen unseres Landes vereinbar ist. Die vorliegende Vernehmlassung liefert keine ausreichenden Garantien dafür, dass dies gewährleistet ist. Vielmehr besteht die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die die schweizerische Eigenständigkeit gefährdet.

Strom

Staatliche Beihilfen

Finanzieller Beitrag

Landverkehr

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Lebensmittelsicherheit

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine kritische Prüfung offenbart eine Tendenz zur schleichenden Übernahme von EU-Recht, die mit den Grundsätzen unseres demokratischen Systems und der direkten Demokratie unvereinbar ist.

Insbesondere die im Verhandlungsprotokoll angedeutete Übernahme von Sekundärrecht der EU birgt erhebliche Risiken. Gemäss Artikel 97 der Schweizerischen Bundesverfassung liegt die oberste Gewalt in der Schweiz beim Volke und den Ständen, die ihre Gewalt durch die Völker und die von ihnen gewählten Räte ausüben. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht untergräbt dieses Fundament, da das Schweizer Volk und die eidgenössischen Räte nicht mehr die volle legislative Souveränität zur Gestaltung ihrer eigenen Gesetze behalten. Es besteht die Gefahr, dass Schweizerinnen und Schweizer über Gesetze abgestimmt werden, deren Entstehung sie nicht mitgestaltet haben und die nicht auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind.

Weiterhin ist die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Anerkennung seiner Rechtsprechung, selbst in begrenztem Umfang, stellt eine direkte Herausforderung für die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte und die Anwendung des Schweizer Rechts dar. Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches verankert das Prinzip, dass das Recht in erster Linie durch Gesetz und Gewohnheitsrecht gefunden wird, und erst subsidiär durch richterliche Rechtsprechung. Die Einführung einer übergeordneten gerichtlichen Instanz aus dem Ausland, deren Urteile bindend wären, widerspricht diesem Prinzip und gefährdet die Rechtssicherheit im Inland. Die Möglichkeit, dass sich die EU-Kommission oder der EuGH direkt in die Auslegung und Anwendung des Schweizer Rechts einmischen könnten, ist mit der Gewaltenteilung und dem Grundsatz der nationalen Rechtsautonomie nicht vereinbar.

Die im Verhandlungsprotokoll vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten deuten zudem auf eine potenzielle Einschränkung der diplomatischen Handlungsfreiheit der Schweiz hin. Während bilaterale Abkommen stets klare Regelungen zur Streitbeilegung erfordern, darf dies nicht dazu führen, dass sich die Schweiz faktisch einer externen Gerichtsbarkeit unterwirft, die nicht den schweizerischen rechtsstaatlichen Standards entspricht.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine ernste Gefahr für die Souveränität, die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz darstellen. Es bedarf einer eingehenden und kritischen Prüfung, ob die vorgeschlagenen Kompromisse tatsächlich im Interesse der Schweiz sind oder ob sie eine schleichende Abhängigkeit von der Europäischen Union bewirken.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz. Die Annahme eines institutionellen Rahmens, wie er imEEP oder in anderen bilateralen Verträgen angedacht ist, würde die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der Europäischen Union machen, ohne dass sie Mitspracherechte in deren Gesetzgebungsprozessen hätte. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu unserem föderalistischen System und dem Recht auf Selbstbestimmung, wie es in der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone betont, wird durch eine ungleiche Partnerschaft mit der EU untergraben. Die Übernahme von EU-Recht ohne Einflussnahme würde die demokratische Legitimation der Gesetzgebung erheblich

schwächen. Die Schweizer Bevölkerung und die Kantone würden gezwungen, EU-Vorgaben zu akzeptieren, die sie nicht mitgestalten können. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität und der direkten Demokratie, die wesentliche Bestandteile unserer politischen Identität sind.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung die wirtschaftlichen Vorteile der EU-Mitgliedschaft nachahmen würde, ist kurzsichtig und ignoriert die langfristigen negativen Auswirkungen. Der Verlust der Unabhängigkeit in der Gesetzgebung könnte sich negativ auf die Rechtssicherheit und die Innovationskraft der Schweiz auswirken. Die Gefahr einer schleichenden Entdemokratisierung ist real und darf nicht unterschätzt werden. Es ist fraglich, ob die fraglichen Vorteile die Erosion unserer demokratischen Institutionen und unserer nationalen Identität rechtfertigen können.

Ferner ist die Frage der Übernahme des EU-Gerichtshofs und dessen Rolle bei der Auslegung und Anwendung des übernommenen Rechts höchst problematisch. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bedeutung des Bundesrechts festlegt, würde faktisch entkräftet, wenn ein ausländisches Gericht die letzte Instanz für die Auslegung von schweizerischem Recht darstellen würde, das auf EU-Recht basiert. Dies würde die juristische Autonomie der Schweiz stark einschränken und die schweizerischen Gerichte in ihrer richterlichen Unabhängigkeit behindern.

Es muss dringend hinterfragt werden, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schrittweise Aufgabe unserer Souveränität darstellt. Die Schweiz hat sich in der Vergangenheit durch Unabhängigkeit und Eigenständigkeit ausgezeichnet. Die derzeitigen Vorschläge laufen Gefahr, diese Errungenschaften aufs Spiel zu setzen. Statt blindlings EU-Standards zu übernehmen, sollte die Schweiz ihre eigenen Interessen wahren und eigenständige Lösungen entwickeln, die unseren Werten und Prinzipien entsprechen. Ein bedingungsloses Übernehmen von EU-Recht ist nicht im Interesse der Schweiz und gefährdet die Stabilität unseres demokratischen Systems.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: André Berger (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: André Berger · 0791250325 · aberger@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft fundamentale und gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Auseinandersetzung bedürfen. Eine oberflächliche Akzeptanz würde die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz in unzulässiger Weise untergraben. Es ist fraglich, ob die angestrebte «Stabilität» und «Verlässlichkeit», die von der EU und ihren Befürwortern stets betont werden, nicht vielmehr die Festschreibung einer einseitigen Abhängigkeit bedeuten.

Besonders alarmierend ist die potentielle Erosion der rechtssetzenden Gewalt des Schweizer Parlaments. Die Übernahme von EU-Recht ohne wirkliche Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie bei einem institutionellen Abkommen zu erwarten wäre, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in der Bundesverfassung, namentlich in Artikel 164 BV über die Grundsätze der Gesetzgebung, verankert ist. Die Gefahr, dass das Schweizer Recht primär durch Brüssel diktiert wird, während die eigene parlamentarische Debatte und Entscheidungsfindung zur reinen Formsache verkommt, ist real.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die direkte Demokratie zu beleuchten. Das schweizerische System mit seinen Volksinitiativen und Referenden ist ein Eckpfeiler unserer politischen Identität. Ein Abkommen, das die automatische oder faktische Übernahme von EU-Recht vorsieht, könnte die Möglichkeiten der Bürgerinnen und Bürger, auf die Gesetzgebung Einfluss zu nehmen, massiv einschränken. Artikel 138a BV, der die Mitsprache der Bürgerinnen und Bürger in der Politik regelt, würde in seiner Substanz tangiert. Die Möglichkeit, durch ein Referendum gegen ein Gesetz vorzugehen, würde untergraben, wenn dieses Gesetz lediglich die Übernahme von EU-Recht darstellt, das in der Schweiz kaum noch hinterfragt werden kann.

Die Annahme eines solchen Pakets birgt das Risiko einer schleichenden Verwässerung der schweizerischen Rechtsordnung. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde zwangsläufig auch in der Schweiz Wirkung entfalten, was zu einer unkontrollierbaren Ausdehnung der EU-Rechtsprechung auf nationale Belange führen könnte. Artikel 190 BV, der die Geltung des Bundesrechts vorschreibt, wäre in seiner Interpretation zunehmend durch die Primär- und Sekundärrecht der EU sowie durch die Rechtsprechung des EuGH beeinflusst.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket eher einer Unterwerfung unter die europäische Rechtsordnung gleicht als einer gleichberechtigten Partnerschaft. Die angeblichen Vorteile wiegen die erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit bei Weitem nicht auf. Eine solche Entwicklung wäre mit den Grundwerten und Prinzipien der Schweizerischen Eidgenossenschaft unvereinbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den vorgeschlagenen Bedingungen birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung der Schweiz. Die angestrebte Annäherung droht, die Schweiz in eine abhängige Position zu drängen, in der europäisches Recht über nationales Recht gestellt wird, ohne dass die Schweiz angemessene Mitspracherechte hat.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in der vorgeschlagenen Stabilisierungsvereinbarung impliziert wird, steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von sich änderndem EU-Recht würde die demokratische Legitimation nationaler Gesetzgebung untergraben und die direkte Einflussnahme der Schweizer Bevölkerung auf die Gesetzgebung faktisch ausschalten. Dies widerspricht auch Artikel 3 der Bundesverfassung, der die Kantone in ihrer Autonomie stärkt und deren Kompetenzen durch eine solche Vereinbarung massiv beschnitten würden.

Darüber hinaus sind die potenziellen Auswirkungen auf die richterliche Gewalt besorgniserregend. Die Verpflichtung, die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) anzuerkennen, könnte die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gefährden. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass Bundesgesetze und – soweit die Kantone damit einverstanden sind – kantonale Gesetzgebung in der Schweiz gelten. Eine Bindung an die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH würde diese nationale Zuständigkeit aushöhlen und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen schwächen, da sie nicht mehr primär auf die Schweizer Verfassung und Bundesgesetze, sondern auf die Interpretationen einer fremden Justiz angewiesen wären.

Die Sorge, dass eine solche Annäherung zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung führt, ist keineswegs unbegründet. Die vorgeschlagene Stabilisierung könnte als Vorwand dienen, um die Schweiz sukzessive in die EU-Strukturen zu integrieren, ohne die klare Entscheidung des Schweizer Volkes für oder gegen einen EU-Beitritt zu suchen. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die Übernahme von Regelungen ohne klare Gegenleistung oder Einflussnahme stellt eine unverhältnismässige Belastung dar.

Es muss hinterfragt werden, ob die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen nicht eher eine Destabilisierung der schweizerischen Eigenständigkeit darstellt. Die Verhandlungsposition der Schweiz wird durch eine solche Vereinbarung geschwächt, und es besteht die Gefahr, dass zukünftige Verhandlungen von den EU-Institutionen diktiert werden. Die Schweizer Politik muss hier eine klare rote Linie ziehen und die unantastbare Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Eidgenossenschaft über vordergründige Stabilitätsbekundungen stellen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Vorlage eines Vernehmlassungsformulars zu den inländischen Umsetzungsmodalitäten eines Abkommens mit der Europäischen Union wirft bereits im Ansatz erhebliche Vorbehalte auf. Die blosse Tatsache, dass wir uns mit der "inländischen Umsetzung" befassen, suggeriert eine schwindende Autonomie unserer Gesetzgebung und eine unkritische Übernahme von EU-Normen.

Wir beobachten mit grösster Skepsis, wie die Schweizer Gesetzgebung zunehmend unter den Druck gerät, sich an EU-Richtlinien und -Verordnungen anzupassen. Dies widerspricht dem Geist unseres föderalistischen Systems und der souveränen Willensbildung des Schweizer Volkes. Die Gefahr ist immens, dass durch die Hintertür europäisches Recht auf Kosten unserer nationalen Rechtsordnung durchgesetzt wird.

Insbesondere das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und das Bundesgesetz über den unlauteren Wettbewerb (UWG) könnten durch eine solche Umsetzung massiv tangiert werden. Artikel 1 OR, der die richterliche Freiheit in der Lückenfüllung festlegt, würde durch die Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt. Die schweizerische Rechtsfindung würde von Brüssel diktiert statt von unseren eigenen Gerichten und Parlamentariern gestaltet.

Des Weiteren stellt sich die Frage nach der Rechtfertigung einer solchen Übernahme im Lichte des Bundesgesetzes über die Gleichstellung von Frau und Mann (Gleichstellungsgesetz, GleG). Während die Gleichstellung ein wichtiges gesellschaftliches Ziel ist, muss deren Umsetzung im Einklang mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen und unter Wahrung unserer spezifischen Rahmenbedingungen erfolgen. Eine pauschale Übernahme von EU-Bestimmungen birgt die Gefahr, unpassende oder sogar kontraproduktive Massnahmen für die Schweiz zu schaffen. Artikel 3 des GleG, der die Diskriminierungsverbote vorsieht, ist ein zentraler Punkt, dessen Interpretation und Anwendung nicht unbesehen von externen Vorgaben erfolgen darf.

Wir fordern daher eine kritische Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen zur "inländischen Umsetzung" nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung der schweizerischen Souveränität darstellen. Die hiesige Rechtsordnung und unsere bewährten rechtsstaatlichen Prinzipien dürfen nicht zum Altar der europäischen Integration geopfert werden. Es muss sichergestellt werden, dass jede Anpassung primär dem Wohl und den Interessen der Schweiz dient und nicht lediglich der Erfüllung von Brüsseler Forderungen. Die Vernehmlassung sollte genutzt werden, um diese Bedenken klar und unmissverständlich zu artikulieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt keine genuine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern entpuppt sich als ein schleichender Prozess der Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch'. Diese Angleichung, die unter dem irreführenden Titel der Sicherheit vorangetrieben wird, bedroht massiv unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist fundamental in Gefahr. Eine Anpassung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland'. Unsere Produzenten verlieren einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil.

Die beispiellose 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit und blockiert jeglichen Ausstieg aus diesem schädlichen Abkommen. Die Idee, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und macht Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Eine Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften werden nicht nur grosse Industriebetriebe treffen, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger existenziell bedrohen und lokale Traditionen zerstören. Dies ist eine direkte Folge der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), die einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, Produzenten und Konsumenten darstellt.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, ein klarer Rückschritt und Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Auch der Waldschutz wird mit der

Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen schwächt.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet einen Verlust der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Schweiz gibt die Fähigkeit auf, schnelle, flexible und lokal zugeschnittene Massnahmen zur Krankheitsbekämpfung zu ergreifen, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die Gesamtheit dieser Massnahmen untergräbt unsere Souveränität und unsere bewährten Standards in fundamentaler Weise.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine grundlegende und höchst problematische Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der Budgethoheit des Schweizer Parlaments dar. Die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen, vom Parlament jederzeit zu kontrollierenden Beiträgen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht ist faktisch als eine Zwangsabgabe zu werten. Dies bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und eine willkommene Willkommensgeste für die EU, welche die Schweiz in eine permanente Nettozahlerposition ohne wirkliches Mitspracherecht drängt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, dessen geringe Höhe in keinem Verhältnis zu den langfristigen Verpflichtungen steht. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird dann keine Möglichkeit mehr haben, diese diktierten Summen abzulehnen. Die Ausgestaltung des KoBG, insbesondere die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG), zementiert diese Zahlungen als rechtliche Pflicht und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip, dass das Parlament über die Verwendung von Steuergeldern zu entscheiden hat.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und dient dazu, die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren, indem der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht wird. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin degradiert, ohne Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Die primären Profiteure dieser Regelung sind nicht Schweizer Bürgerinnen und Bürger, sondern die EU und ihre Interessen. Dieses Abkommen stellt eine schleichende Entreissung von Souveränität dar, bei der wir zahlen, ohne dafür substantielle Gegenleistungen zu erhalten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind nach unserer Einschätzung nicht nur unzureichend, sondern geradezu kosmetisch und vermögen den immensen Druck auf das Schweizer Lohnniveau nicht zu kompensieren. Es besteht die ernste Gefahr einer flächendeckenden Erosion, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine Aufweichung und Angleichung an EU-Standards, die primär bürokratischer Natur sind und die Effektivität mindern. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der

Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss neuem Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Landverkehrsabkommen mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public im Eisenbahnwesen und bedroht die nationale Souveränität in einem strategisch wichtigen Sektor. Insbesondere die Einführung der Kabotage, wie sie in Art. 40ater des revidierten Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, stellt einen Frontalangriff auf die finanzielle Stabilität und die universelle Versorgung dar. Durch die Erlaubnis für ausländische Anbieter, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, wird eine gefährliche 'Rosinenpickerei' Tür und Tor geöffnet. Profitabel lukrative Hauptachsen werden ausländischen Unternehmen zugänglich gemacht, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit der Finanzierung der unrentablen, aber für die lückenlose Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die ökonomische Basis unseres bewährten Modells des öffentlichen Verkehrs.

Des Weiteren ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung von Art. 32a Abs. 1bis bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei nationalen und kantonalen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die autonome Gestaltungshoheit von Bund und Kantonen über ihren öffentlichen Personenverkehr massiv ein. Anstatt optimale Lösungen im Sinne der schweizerischen Bedürfnisse und Steuerzahler zu wählen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen führen kann. Die so genannte 'Gemeinsame Erklärung' des Bundesrates, die als Schutzmassnahme angepriesen wird, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor dynamisch übernommenen EU-Rechtsänderungen, die die Schweiz zukünftig ohnehin umsetzen müsste. Es handelt sich um eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen der EU, wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), müssten dann ohne Mitspracherecht übernommen werden. Dies führt zu einer Verlagerung der nationalen Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen und schwächt die Eigenständigkeit der Schweiz in einem Sektor von nationaler Bedeutung. Die Ausgestaltung des Service public, der Kern unserer öffentlichen Daseinsvorsorge, wird somit einem externen Regelwerk unterworfen, dessen Entwicklungen wir nicht mehr aktiv mitgestalten können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Bedrohung für unsere Sozialwerke dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen bewirkt wird, widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung

verankert ist, welcher eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, faktisch eine unentziehbare Niederlassung C PLUS, selbst bei kriminellem Verhalten oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialsysteme massiv. Die Zuwanderung in unsere Sozialwerke wird dadurch geradezu gefördert, da EU-Bürger und ihre Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Situation, während die Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden.

Die Ausweitung des Familiennachzugs, welche auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die so genannte "Schutzklausel" im Vertragspaket, namentlich die Regelungen in Artikel 21b AIG, erweist sich als reines Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum zur Anwendung kommen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese zu nutzen, droht die EU mit Sanktionen, was die Klausel eher zu einer Erpressungsklausel als zu einem Schutzmechanismus macht.

Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitgestalten können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die höhere Studiengebühren im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) stellt einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität dar. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Neuregelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies bedroht nicht nur die Autonomie unserer Gebietskörperschaften, sondern auch die Fähigkeit, gezielt Schweizer Interessen, wie die Förderung des Regionalverkehrs, die Unterstützung kantonaler Banken, die Subventionierung von Kultur oder die Stärkung lokaler KMU, zu fördern.

Mit dem neu geschaffenen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird faktisch eine "Superbehörde" geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Beihilfekammer der WEKO wird künftig primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen und nicht mehr uneingeschränkt Schweizer Interessen vertreten. Dies hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und unterwirft die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU.

Besonders stossend ist die massive Untergrabung der Souveränität der Kantone. Anstatt über ihre eigene Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Die kantonalen Organisations- und Verfahrensautonomien werden massiv eingeschränkt. Durch die neuen Bestimmungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souveränen Entscheidungen von der neuen Beihilfekammer geprüft und letztlich durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) gekippt werden können. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und höhlt die föderalistischen Strukturen aus.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle

unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Diese Sektoren sind essentiell für unsere Daseinsvorsorge und strategische Autonomie. Ihre Unterstellung unter ein fremdes Regelwerk gefährdet den Service public und unsere Fähigkeit, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen. Die unzureichende demokratische Kontrolle über diese mächtige, zentrale Instanz ist inakzeptabel. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz zugunsten der ungestörten Durchsetzung von EU-Regeln. Diese Neuregelung gefährdet fundamental die Schweizer Wirtschaftsordnung und die bewährte dezentrale Entscheidungsfindung.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Einbeziehung von ACER und ENTSO-E, macht die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet und die demokratische Legitimation untergräbt.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die betroffenen Kantone, sondern auch die dezentrale Energieversorgung insgesamt. Die föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln weiter geschwächt, indem ihr Einspeisevorrang ausgehebelt wird.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, untergräbt die nationale Versorgungssicherheit. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit verschwimmt zwischen Markt und EU. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere kritische Infrastruktur der Hoheit der Schweiz entziehen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schädigen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln benachteiligt unzählige kleine Produzenten und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was uns abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE führt zu einer Unterwerfung unter unpassende EU-Regeln und einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dies ist ein unkalkulierbares Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen zutiefst besorgniserregend. Die vorgeschlagenen Abkommen drohen, wesentliche Bereiche unserer Rechtsordnung und unserer

wirtschaftlichen Autonomie schleichend auszuhebeln und uns in eine abhängige Position zu manövrieren.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige eigene Prüfung und Anpassung, wie sie in den Bereichen des Binnenmarktes und der Personenfreizügigkeit impliziert ist, widerspricht fundamental dem Geist der Schweizer Verfassung. Das Prinzip der direkten Demokratie und die pouvoir konstituierenden Gewalt des schweizerischen Volkes, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) verankert sind, würden dadurch empfindlich tangiert. Es ist nicht nachvollziehbar, wie eine solche Übernahme von Drittrecht mit der Wahrung der verfassungsmässigen Ordnung vereinbar sein soll. Artikel 7 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Kantone und deren Rechte, welche durch eine pauschale Rechtsübernahme aus Brüssel massiv untergraben würden.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als potenzieller Ausleger der übernommenen EU-Rechtsnormen ist ein weiterer kritischer Punkt. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH in Sachbereichen, die direkt unser Rechtssystem beeinflussen, würde die unabhängige Rechtsprechung der Schweizer Gerichte, verankert in Artikel 190 BV, de facto aushebeln und die Souveränität der schweizerischen Justiz gravierend beschneiden. Dies stellt eine unzulässige Delegation staatlicher Hoheitsgewalt dar.

Die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile der engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt werden durch die erwarteten negativen Auswirkungen auf unsere Lohnschutzmechanismen und die flankierenden Massnahmen, wie sie im Arbeitsgesetz (ArG) und anderen Gesetzen vorgesehen sind, relativiert. Die Gefahr einer Lohndrückerei und der Erosion der schweizerischen Arbeitsstandards ist real und darf nicht ignoriert werden.

Die mangelnde Transparenz und die unklaren Formulierungen in einigen Vertragsbereichen lassen zudem Raum für Interpretationen, die potenziell noch nachteiligere Folgen für die Schweiz haben könnten. Wir fordern eine klare Darstellung der Konsequenzen und eine offene Debatte über die langfristigen Auswirkungen dieser Abkommen auf unsere demokratischen Prinzipien, unsere Rechtsstaatlichkeit und unseren Wohlstand. Die Schweizer Bevölkerung hat ein Recht auf vollständige Information und auf die Wahrung ihrer Selbstbestimmung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Simokovic Branko (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Branko Simokovic · 078 971 07 72 · Jumpingjack81flash@outlook.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Vor dem Hintergrund der Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz sind die Implikationen der Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen angemessenen Einfluss auf dessen Entstehung hat, zutiefst problematisch. Insbesondere die in den bilateralen Verträgen vorgesehenen Mechanismen, welche die Schweiz zur Übernahme von sich entwickelndem EU-Recht verpflichten, sind mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, nur schwer vereinbar. Die ständige Übernahme neuen EU-Rechts ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit widerspricht fundamental dem Selbstbestimmungsrecht des schweizerischen Volkes und der Kantone.

Die dogmatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die oft komplexe und weitreichende Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung haben, birgt erhebliche Risiken. Es besteht die Gefahr, dass diese Regelungen nicht immer den spezifischen Bedürfnissen und Traditionen der Schweiz Rechnung tragen. Artikel 2 Absatz 2 BV, der besagt, dass das Bundesrecht dem Willen des Volkes und den zürcherischen Lebensweise Rechnung zu tragen hat, könnte durch eine blosse Adaption von EU-Recht ausgehöhlt werden. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsidentität ist real.

Die Frage der gerichtlichen Zuständigkeit ist ein weiterer kritischer Punkt. Die automatische Übernahme der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) durch die Anwendung von EU-Recht würde bedeuten, dass ausländische Gerichte massgeblich die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts beeinflussen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), der die Zuständigkeit schweizerischer Gerichte zur Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts festlegt. Eine solche Abhängigkeit von einem externen Gericht birgt die Gefahr, dass die schweizerischen Grundwerte und die spezifischen Besonderheiten des schweizerischen Rechtssystems an Bedeutung verlieren. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, könnte dadurch ernsthaft gefährdet werden.

Die institutionellen Vereinbarungen, die im Rahmen des Pakets diskutiert werden, scheinen auf eine schrittweise Annäherung an die Rechtsordnung der EU hinauszulaufen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese Annäherung aktiv zu gestalten. Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Armee und die Militärverwaltung (AoV) betont die Unabhängigkeit der Schweiz. Eine solche institutionelle Verflechtung, die eine ständige Anpassung an EU-Vorschriften ohne entsprechende Gegenrechte impliziert, könnte die schweizerische Souveränität untergraben. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die damit verbundenen Vorteile einer Mitgliedschaft geniessen zu

können, ist eine berechtigte Sorge.

Des Weiteren ist die wirtschaftliche Dimension zu beleuchten. Während die Befürworter des Pakets von erleichtertem Marktzugang sprechen, muss die Kehrseite betrachtet werden. Die Übernahme von EU-Regulierungen könnte zu höheren Kosten für schweizerische Unternehmen führen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen, die möglicherweise Schwierigkeiten haben, sich an die komplexen und sich ständig ändernden Vorschriften anzupassen. Artikel 194 Absatz 2 BV, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte unter den Anforderungen einer solchen Integration leiden, wenn die Anpassungskosten die Vorteile übersteigen. Die Gleichstellung der schweizerischen Wirtschaft mit der EU-Wirtschaft muss sorgfältig geprüft werden, um sicherzustellen, dass sie nicht zu einer Wettbewerbsverzerrung zulasten der Schweiz führt.

Die dynamische Rechtsübernahme, die durch das EU-Paket befürwortet wird, birgt ein erhebliches Risiko der Entmündigung des schweizerischen Gesetzgebers. Wenn die Schweiz gezwungen ist, jedes neue Gesetz der EU automatisch zu übernehmen, verliert sie die Fähigkeit, eigene politische Prioritäten zu setzen und auf spezifische nationale Bedürfnisse zu reagieren. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zu den Prinzipien der demokratischen Rechenschaftspflicht und der Gewaltenteilung, die in der schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere in Artikel 164 (Grundsatz der Rechtsgleichheit und der Gesetzgebung) und Artikel 170 (Aufgaben des Bundesrates und des Bundesgerichts), verankert sind. Die Gesetzgebungshoheit des Parlaments und die Mitsprache des Volkes durch Referenden könnten auf lange Sicht ausgehöhlt werden.

Die mangelnde Rechtssicherheit, die mit einer sich ständig ändernden Rechtsgrundlage einhergeht, ist ebenfalls bedenklich. Unternehmen und Bürger könnten mit einer wachsenden Unsicherheit über die geltenden Vorschriften konfrontiert werden, was Innovation und Investitionen behindern kann. Die Garantien, die in Artikel 9 der Bundesverfassung (Grundsatz von Treu und Glauben) und Artikel 13 der Bundesverfassung (Recht auf Schutz vor Willkür) verankert sind, könnten durch die ständige und unvorhersehbare Übernahme von EU-Recht in Frage gestellt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket Schweiz-EU, wie es derzeit konzipiert ist, erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität, die Rechtsidentität und die demokratischen Prinzipien birgt. Die kritische Auseinandersetzung mit den juristischen und politischen Implikationen ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und die Möglichkeit zur Selbstbestimmung bewahren kann. Die derzeitige Ausgestaltung scheint eher auf eine Angleichung an die EU-Regularien abzuzielen, ohne eine angemessene Beteiligung der Schweiz an der Gesetzgebung oder eine klare Abgrenzung der Zuständigkeiten zu gewährleisten. Eine solche Entwicklung ist aus der Perspektive der schweizerischen Verfassung und der Wahrung unserer nationalen Interessen kritisch zu hinterfragen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die jüngsten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende und ungelöste Fragen hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz auf. Eine oberflächliche Betrachtung mag geneigt sein, die Vorteile einer engeren Anbindung an den europäischen Wirtschaftsraum zu betonen. Doch bei näherer, kritischer Prüfung offenbaren sich tiefgreifende Risiken, die eine vorsichtige und ablehnende Haltung gegenüber den vorliegenden Vorschlägen gebieten. Es ist unerlässlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem, unsere wirtschaftliche Autonomie und die direktdemokratischen Institutionen sorgfältig abzuwägen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der drohenden Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit. Das Prinzip der dynamischen Rechtsübernahme, wie es in verschiedenen Sektoren zur Debatte steht, würde bedeuten, dass die Schweiz automatisch eine Fülle von neuen EU-Regulierungen adaptieren müsste, die sie nicht mitgestaltet hat. Dies steht im

fundamentalen Widerspruch zum schweizerischen Rechtsstaatprinzip, welches auf demokratischer Legitimation und rechtsstaatlicher Kontrolle beruht. Gemäss Artikel 160 der Bundesverfassung ist der Bundesrat verpflichtet, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren und die Souveränität des Landes zu schützen. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Verpflichtung untergraben, da die Schweiz gezwungen wäre, Regeln zu akzeptieren, die ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten möglicherweise nicht entsprechen. Insbesondere die Gefahr einer Erosion der richterlichen Unabhängigkeit durch die mögliche Anwendung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz in bestimmten Bereichen ist nicht zu unterschätzen. Die Weisungsgebundenheit an eine ausländische Rechtsordnung würde die Kernkompetenzen unserer eigenen Gerichte empfindlich stören und die Rechtssicherheit im Inland schwächen.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen mit grösster Skepsis zu betrachten. Die angestrebte Erweiterung des Personenfreizügigkeitsabkommens über den bilateralen Rahmen hinaus, insbesondere im Hinblick auf eine mögliche Ausdehnung auf Drittstaatsangehörige, birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke. Während die EU-Kommission die Vorteile eines freien Personenverkehrs hervorhebt, dürfen die negativen Folgen für die Lohnentwicklung, die soziale Absicherung und die Arbeitsplatzsicherheit von Schweizer Bürgern nicht ignoriert werden. Artikel 120 der Bundesverfassung postuliert, dass der Bund die Kohäsion zwischen den Landesteilen und die Bewältigung von regionalen und räumlichen Ungleichheiten fördert. Eine unkontrollierte Einwanderung könnte diese Bemühungen konterkarieren und zu erhöhten sozialen Spannungen führen. Die zusätzliche Belastung der Sozialversicherungen und die potenziellen Kosten für die Integration zusätzlicher Arbeitskräfte sind Faktoren, die in der öffentlichen Debatte oft verharmlost werden. Die Annahme von EU-Vorschriften im Bereich der staatlichen Beihilfen könnte zudem die Handlungsfreiheit der Schweiz bei der Unterstützung ihrer eigenen Industrien und Unternehmen einschränken, was die Wettbewerbsfähigkeit schwächen könnte.

Auch die Frage der institutionellen Einbindung bereitet erhebliches Kopfzerbrechen. Die Forderung nach einer institutionellen Verankerung der bilateralen Abkommen, die de facto einer Übernahme des EU-Rechts und der Gerichtsbarkeit des EuGH gleichkommt, widerspricht dem Geist der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie. Die Möglichkeit, das Volk über zentrale Fragen durch Abstimmungen entscheiden zu lassen, ist ein Eckpfeiler unserer politischen Ordnung. Wenn sich die Schweiz primär an EU-Beschlüsse halten muss, verliert die Volksabstimmung an Bedeutung, da die nationalen Entscheidungsträger ihren Spielraum verlieren. Artikel 138 der Bundesverfassung garantiert das Initiativrecht und das Referendum als Mittel der Volkssouveränität. Eine Verengung dieses Spielraums durch externe Verpflichtungen würde die grundlegenden Rechte der Schweizer Bürger aushöhlen. Die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des Parlaments und der Regierung ist real, wenn die Schweiz zunehmend in eine abhängige Rolle gedrängt wird.

Schliesslich müssen die Kosten und der administrative Aufwand, der mit der Umsetzung und Überwachung neuer Abkommen verbunden ist, kritisch hinterfragt werden. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile die immensen bürokratischen Hürden und die finanziellen Belastungen rechtfertigen. Die Erfahrung zeigt, dass die Anpassung an neue regulatorische Rahmenbedingungen oft mit erheblichen Kosten für die Wirtschaft und die öffentliche Verwaltung verbunden ist. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die neuen Vereinbarungen in ein komplexes Regelwerk gedrängt wird, das ihre Flexibilität einschränkt und ihre Fähigkeit, auf eigene Probleme eigenverantwortlich zu reagieren, beeinträchtigt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU eine bedenkliche Entwicklung darstellen, die die schweizerische Souveränität, die direktdemokratischen Institutionen und die wirtschaftliche Autonomie ernsthaft gefährdet. Eine kritische und ablehnende Haltung ist angesichts dieser Risiken mehr als gerechtfertigt. Es ist unsere Pflicht, die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger konsequent zu wahren und jeglichen Versuch einer schleichenden Unterordnung unter ausländische Rechtsprechung und Regulierung entschieden entgegenzutreten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von Vereinbarungen mit der Europäischen Union

werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Rechtsordnung und der Wahrung unserer Souveränität auf. Es ist von grundlegender Bedeutung, dass jede Fortsetzung der bilateralen Zusammenarbeit einer sorgfältigen Prüfung unterzogen wird, um sicherzustellen, dass die Integrität unseres Rechtssystems und die Interessen unseres Landes gewahrt bleiben.

Insbesondere ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Anpassung oder Klärung der nationalen Gesetzgebung problematisch. Das Schweizerische Recht, welches auf dem Prinzip der Volkssouveränität beruht, würde durch die direkte oder indirekte Einführung von externem Recht, das nicht durch einen demokratischen Prozess innerhalb der Schweiz legitimiert wurde, untergraben. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert klar, dass das Schweizerische Volk und die Kantone die obersten Träger der Staatsgewalt sind. Die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen könnten diesem Grundsatz zuwiderlaufen, indem sie eine Entscheidungsfindung aus Brüssel über unsere nationalen Regelungen stellen.

Ferner besteht die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der Rechtsetzungskompetenz der eidgenössischen Räte und Kantone. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in einigen Szenarien denkbar wäre, würde bedeuten, dass das Parlament und die kantonalen Gesetzgeber de facto nur noch eine reaktive Rolle einnehmen könnten, anstatt proaktiv Gesetze zu gestalten, die den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz entsprechen. Artikel 163 der Bundesverfassung legt fest, dass die Bundesversammlung die oberste Leitungsbehörde der Eidgenossenschaft ist. Eine Verlagerung von Gesetzgebungsbefugnissen, selbst indirekt, würde die im Verfassungsrecht verankerte Rolle der Bundesversammlung schwächen.

Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die richterliche Überprüfung und Auslegung von Rechtsnormen. Wenn Schweizer Gerichte gezwungen wären, EU-Recht anzuwenden und auszulegen, ohne dass eine klare und konsistente Harmonisierung mit dem Schweizerischen Recht sichergestellt ist, könnte dies zu Rechtsunsicherheit und widersprüchlichen Urteilen führen. Die Anwendung von EU-Recht durch nationale Gerichte muss klar geregelt sein, um sicherzustellen, dass die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der Rechtssicherheit gewahrt bleiben, wie sie auch in den Artikeln 5 und 10 der Bundesverfassung verankert sind. Ohne solche Klarheit besteht die Gefahr, dass schweizerisches Recht durch die europäische Rechtsprechung verdrängt wird, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation oder eine Überprüfung durch nationale Instanzen stattfindet.

Die finanzielle Komponente derartiger Abkommen darf ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Recht kann erhebliche Kosten für die Anpassung von Infrastrukturen, Verwaltungsapparaten und Unternehmen mit sich bringen. Diese Kosten müssen sorgfältig geschätzt und transparent kommuniziert werden. Es ist fraglich, ob die Vorteile, die aus solchen Abkommen gezogen werden, die damit verbundenen finanziellen Belastungen für die schweizerische Volkswirtschaft rechtfertigen. Die Verfassung sieht vor, dass die Bundesversammlung die Finanzaufsicht ausübt und über die Ausgaben des Bundes bestimmt. Neue finanzielle Verpflichtungen, die sich aus der Umsetzung von EU-Recht ergeben, müssen diesem Prozess unterliegen und dürfen nicht de facto durch externe Vereinbarungen diktiert werden.

Darüber hinaus stellt sich die Frage der Gleichwertigkeit der Umsetzung. Es ist essenziell, dass die Schweiz die Kontrolle darüber behält, wie und wann sie bestimmte Standards oder Regelungen übernimmt. Eine zu strikte Bindung an EU-Vorgaben könnte unsere Fähigkeit einschränken, flexibel auf sich ändernde wirtschaftliche und gesellschaftliche Bedingungen zu reagieren. Die Verpflichtung zur Umsetzung muss in einem Mass erfolgen, das die nationalen Interessen wahrt und eine übermässige Abhängigkeit von der EU vermeidet. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Souveränität in Bezug auf die Gesetzgebung und die Ausgestaltung ihrer Institutionen behält. Jegliche Form der Umsetzung, die zu einer faktischen Unterwerfung unter die Gesetzgebung der EU führt, ist abzulehnen. Die Schweiz muss in der Lage sein, ihre eigenen Prioritäten zu setzen und ihre Rechtsordnung unabhängig zu gestalten.

Die Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen sind ebenfalls kritisch zu prüfen. Während eine Harmonisierung auf den ersten Blick vorteilhaft erscheinen mag, können die spezifischen Anforderungen der EU zu Belastungen führen, die für Schweizer Unternehmen schwerer

zu tragen sind als für ihre europäischen Konkurrenten, insbesondere wenn diese Anpassungen nicht im Einklang mit unseren spezifischen Marktgegebenheiten stehen. Es ist unbedingt erforderlich, dass jede Übernahme von EU-Recht eine detaillierte Folgenabschätzung bezüglich der Wettbewerbsfähigkeit beinhaltet und sicherstellt, dass die Interessen der schweizerischen Wirtschaft nicht nachteilig beeinflusst werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge zur Umsetzung von Vereinbarungen mit der EU eine tiefergehende und kritische Auseinandersetzung erfordern. Es muss gewährleistet sein, dass die Souveränität der Schweiz, die Prinzipien der Volkssouveränität und der Rechtsstaatlichkeit, die Rolle unserer demokratischen Institutionen sowie die Interessen unserer Wirtschaft und Bevölkerung uneingeschränkt gewahrt bleiben. Jegliche Form der Umsetzung, die diese Grundsätze gefährdet, ist abzulehnen.

Landverkehr

Das vorliegende Abkommen im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Stabilität unseres Service public im Schienenverkehr. Die propagierte Angleichung an das EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Beihilfenregelung, stellt eine fundamentale Bedrohung für bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionsmodelle dar. Die Befürchtung ist gross, dass bisherige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials zukünftig als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte unweigerlich negative Konsequenzen für die Qualität und die Reichweite des öffentlichen Verkehrsangebots, von dem unsere Bürgerinnen und Bürger abhängig sind.

Die Einführung der sogenannten Kabotage, wie sie im revidierten Eisenbahngesetz (EBG) unter Art. 40ater vorgesehen ist, öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die lediglich die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden. Dieses Prinzip der 'Rosinenpickerei' ist nicht neu und hat sich in anderen Kontexten als schädlich erwiesen. Während ausländische Unternehmen sich die profitabelsten Verbindungen aussuchen, bleiben die SBB und andere konzessionierte Betriebe mit den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien allein zurück. Dies untergräbt auf Dauer die finanzielle Grundlage unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Existenz. Die Argumentation, die vom Bundesrat als Absicherung angeführte 'Gemeinsame Erklärung' sei ausreichend, entbehrt jeder Grundlage. Diese Erklärung ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich um eine reine Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung, welche die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine besorgniserregende Entwicklung. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir uns künftigen EU-Regulierungen unterwerfen müssen, wie beispielsweise jenen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM). Dies führt zu einer weiteren Verlagerung nationaler Steuerungs- und Regulierungskompetenzen auf zentrale EU-Stellen und schwächt die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen infrastrukturpolitischen Ziele zu definieren und durchzusetzen.

Die im Eisenbahngesetz (EBG) neu eingeführte Bestimmung des Art. 40ater zur Kabotage im Eisenbahnverkehr ist ein direkter Angriff auf den Kern unseres Service public. Sie ermöglicht es ausländischen, oftmals durch staatliche Subventionen gestärkte Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt zwangsläufig die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für die gesamte Bevölkerung erfüllen müssen. Langfristig gefährdet dies nicht nur die finanzielle Gesundheit dieser Unternehmen, sondern auch die Qualität und die Abdeckung des öffentlichen Verkehrsnetzes in der Schweiz.

Ferner schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Art. 32a Abs. 1bis, die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, bedeutet, dass die Kriterien und Vorgaben der Europäischen Union massgebend werden. Anstatt die Vergabe von Konzessionen nach den für die Schweiz besten und zweckmässigsten Kriterien auszurichten, müssen nun EU-konforme

Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass weniger optimale und potenziell teurere Lösungen für die Schweizer Steuerzahler gewählt werden müssen, da rein schweizerische Verkehrsziele und Bedürfnisse in den Hintergrund treten. Die Souveränität bei der Gestaltung des eigenen Verkehrsnetzes wird dadurch erheblich beschnitten.

Insgesamt lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Landverkehr gravierende Nachteile für die Schweiz mit sich bringen. Sie gefährden die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit unseres Service public, schwächen die schweizerische Souveränität und untergraben die Fähigkeit von Bund und Kantonen, ihren öffentlichen Verkehr bedarfsgerecht und im Interesse der Bevölkerung zu gestalten. Es ist unerlässlich, diese Risiken sorgfältig abzuwägen und den Schutz unserer nationalen Interessen in den Vordergrund zu stellen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit wirft gravierende und grundlegende Bedenken auf, die weit über den appellativen Charakter der Sicherheit hinausgehen. Unter dem Euphemismus "Lebensmittelsicherheit" wird schleichend ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das auf die faktische Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" abzielt. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, für die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe und für die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und ein Markenzeichen von internationalem Renommee, ist durch die vorgesehene Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut in Gefahr. Die Entwertung des Labels "Made in Switzerland" ist vorprogrammiert, wenn unsere Produkte künftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer Exzellenz und spielt jenen in die Hände, die auf eine Nivellierung nach unten setzen.

Besonders bedenklich ist die in das Abkommen eingebaute, sprichwörtliche "Guillotineklausel". Diese verknüpft das vorliegende Abkommen untrennbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde unweigerlich das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in zukunftsweisenden Fragen blockiert und uns in eine unerträgliche Abhängigkeit manövriert.

Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren Prioritäten und Perspektiven sich naturgemäss von unseren unterscheiden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere heimischen Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine, die im Rahmen von lokalen Festlichkeiten ihre Produkte anbieten, müssten die komplexen und für ihre Strukturen oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird unweigerlich zur Zerstörung lokaler Traditionen und zur Vernichtung wirtschaftlicher Existenzen führen, insbesondere in ländlichen Regionen.

Das bereits mehrfach demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird durch die Übernahme des EU-Regelwerks systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens und ein gefährlicher Präzedenzfall für die Aushöhlung direkter Demokratie.

Die vorgesehene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich auch auf die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie

zu einer erstickenden Bürokratie und einem unvermeidlichen Verlust an unseren hohen nationalen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies bedeutet einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen gravierenden Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist unannehmbar, da unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards ersetzt würden.

Die Totalrevision des LMG ist das eigentliche Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, die viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur einseitigen Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine fundamentale Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist bedenklich. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit massiv.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen keine blosse Regelung der Lebensmittelsicherheit ist, sondern ein strategischer Schritt zur schleichenden Erosion unserer nationalen Souveränität, unserer Qualitätsstandards und der Vielfalt unserer landwirtschaftlichen und kulinarischen Traditionen. Es stellt eine unzumissbare Belastung für unsere Klein- und Mittelbetriebe dar und untergräbt die demokratischen Entscheidungsprozesse. Die Schweiz riskiert, ihre Identität und ihre bewährten Stärken gegen eine unbestimmte und potenziell schädliche Integration in die EU einzutauschen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und offenbart eine bedenkliche Tendenz zur Aushöhlung unserer Souveränität und der Errungenschaften unserer direkten Demokratie. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere im Zusammenhang mit der Übernahme des EU-Rechts, laufen diametral dem klaren Willen des Schweizer Volkes zuwider, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung dar, die weit über das hinausgeht, was sich das Volk bei der Annahme der Masseneinwanderungsinitiative vorgestellt hat. Diese Entwicklung widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Steuerungshoheit über die Zuwanderung. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", eines faktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS"-Status nach lediglich fünf statt zehn Jahren, wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der inneren Sicherheit und der

finanziellen Tragfähigkeit unserer Sozialwerke auf. Ein solcher Status, der selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, untergräbt das Prinzip der Rechenschaftspflicht und des Beitrags zur Gesellschaft.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler sowie die Kantone und Gemeinden abgewälzt. Dies ist eine inakzeptable Umverteilung von Lasten, die dem Grundsatz der Eigenverantwortung zuwiderläuft.

Besonders alarmierend ist die unermessliche Ausweitung des Familiennachzugs. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, eröffnet ein Einfallstor für eine unkontrollierbare Zuwanderung und wird zu einer erheblichen Belastung für unsere Sozial- und Infrastruktursysteme führen. Dies steht in keinem Verhältnis zu den Praktiken von Ländern, die kein Interesse an der Personenfreizügigkeit mit der EU haben, und zeugt von einer unverantwortlichen Liberalisierung.

Die im Vertragspaket enthaltene "Schutzklausel" entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch definiert, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese rudimentäre Schutzmassnahme zu aktivieren, droht die EU umgehend mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine genuine Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die jegliche Handlungsfähigkeit der Schweiz unterbindet. Die vorgeschlagene neue "Schutzklausel" in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Sie überlässt entscheidende Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst einseitige, wirksame Kontingente aus.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Diese vorgesehene automatische Rechtsübernahme untergräbt massiv unsere direkte Demokratie und die Volkssouveränität. Die Anpassung des AIG, insbesondere die Aufhebung des Artikels 29a und die Einführung des neuen Artikels 41c, zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei anhaltender Abhängigkeit kaum noch möglich. Dies steht in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag aus Artikel 121a BV zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine rein kosmetische Massnahme. Sie soll den Eindruck erwecken, die Schweiz behalte die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt, doch faktisch verliert sie diese weitgehend. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, wird lediglich deren Folge mit bürokratischen Mitteln verwaltet, was den Druck auf die Sozialwerke kaum zu mindern vermag.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Rücken der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen, versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen wie Einheimische zu immatrikulieren.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im ZGB nachvollzieht. Sie zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Bundesbahnen (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) wird durch die Einführung des EPC die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 MedBG und Artikel 15 GesBG an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist die Anbindung an das IMI-System ein Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Die nationale Qualitätskontrolle wird durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Anpassungen nicht nur eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität bedeuten, sondern auch eine massive Fehlleitung von finanziellen Mitteln und eine Gefährdung unserer sozialen Systeme und Qualitätsstandards darstellen. Die Schweiz droht, die Kontrolle über ihre Zuwanderungspolitik und die Regulierung ihrer Arbeitsmärkte unwiederbringlich zu verlieren. Angesichts dieser tiefgreifenden negativen Auswirkungen ist eine scharfe Ablehnung dieser Vorlage dringend geboten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind in ihrer Substanz ungenügend und erscheinen als rein kosmetische Massnahmen, welche die gravierenden negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau nicht abzufedern vermögen. Die Ausweitung der Personenfreizügigkeit birgt ein immenses Potenzial für eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird. Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser bedauerlicherweise aufgeweicht und an weniger stringente EU-Standards angepasst. Die neu konzipierten Regeln sind bürokratischer, aber in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, welche die Möglichkeit erhalten, Lohndumping in einem noch grösseren Umfang zu betreiben.

Die beabsichtigten Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen und die Handlungsspielräume der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies wird zwangsläufig zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was wiederum die Schweizer Arbeitnehmerschaft gegenüber ausländischer Konkurrenz benachteiligt.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter muss als vergiftetes Geschenk betrachtet werden. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne jedoch das Grundproblem des enormen Lohndrucks zu lösen.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9

Abs. 2 dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die stillschweigende Akzeptanz der Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, welcher als Resultat von EU-Druck zu werten ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren und bürokratischen Verfahren unterliegt. Dies beeinträchtigt die notwendige Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Präzisierungen im Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Arbeitslosenfürsorge (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die nachweislich effektiven Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, oft schwächeren Modellen aufgeweicht werden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Schweizer Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung massiv, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz direkt durchgesetzt werden können. Dieses Vorgehen ist mit unserem Rechtsempfinden und unserer rechtsstaatlichen Ordnung unvereinbar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen am Lohnschutz als unzureichend und als Untergrabung schweizerischer Rechtsprinzipien einzustufen sind. Sie dienen primär der EU-Kompatibilität und schwächen den Schutz der Schweizer Arbeitnehmerschaft. Diese Entwicklung ist entschieden abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Wir äussern uns mit tiefgreifenden Bedenken zu den vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen. Die vorliegende Vorlage bedeutet eine fundamentale Aushöhlung der Schweizer Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Kontrolle. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese Entwicklung ist nicht akzeptabel und widerspricht den Interessen der Schweiz.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue, zentrale Kontrollinstanz, die Beihilfekammer, etabliert. Gemäss Art. 3 BHÜG agiert diese als "verlängerter Arm der EU", dessen Entscheidungen primär auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht auf Schweizer Interessen abzielen. Dies bedeutet eine direkte Unterwerfung unter Brüsseler Vorgaben und eine gravierende Einschränkung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit. Unsere Fähigkeit, gezielt Förderinstrumente zur Stärkung unserer lokalen Wirtschaft, zur Unterstützung unseres Service public oder zur Pflege unserer kulturellen Identität einzusetzen, wird massiv beschnitten.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen

Massnahmen in unannehmbarer Weise untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonalen Beschlüsse künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern abgenickt werden. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Gemäss dem neuen Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (Art. 98a BGG). Diese Herabstufung ist inakzeptabel.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden fallen unter diese neue Aufsicht, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die demokratische Rechenschaftspflicht weiter zu schwächen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen eine gefährliche Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres Föderalismus darstellen. Sie unterwerfen die Schweiz einem starren, zentralisierten und von der EU dominierten System, das die Interessen unseres Landes und seiner Bürger missachtet. Wir fordern eindringlich eine Überarbeitung dieser Vorlage, die die Schweizer Eigenständigkeit wahrt und die demokratische Legitimation von Förderentscheidungen auf allen Ebenen sichert.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung der Strommarktgesetzgebung birgt gravierende Risiken für die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Insbesondere die vollständige Liberalisierung des Strommarktes gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) sowie die Anpassungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis neu) sind aus mehreren Gründen zutiefst problematisch.

Die institutionelle Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet faktisch die Aufgabe unserer Energiesouveränität. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen

Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die Kosten und die Konsequenzen von Entscheidungen tragen muss, die in Brüssel getroffen werden. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung in einem so kritischen Sektor wie der Energieversorgung. Die ElCom, bisher eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, droht zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert zu werden, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energieregulierung markiert. Das Prinzip der demokratischen Legitimation wird ausgehebelt, wenn undemokratisch verabschiedete Vorschriften aus Brüssel hierzulande umgesetzt werden müssen.

Die Beihilfenregeln der EU stellen eine existenzielle Bedrohung für unser Rückgrat der Energieversorgung, die Wasserkraft, dar. Das bewährte System der Wasserzinsen, das essenziell für die Finanzierung der Bergkantone ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die Finanzgrundlage dieser Kantone schwächen, sondern auch die Investitionsbereitschaft in die Instandhaltung und den Ausbau der Wasserkraftwerke beeinträchtigen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen erheblich geschwächt. Gemeindekraftwerke, die eine wichtige Rolle in der lokalen und dezentralen Energieproduktion spielen, verlieren ihren traditionellen Einspeisevorrang durch die Aushebelung durch EU-Wettbewerbsregeln. Dies benachteiligt explizit kleinere, bürgernahe Produzenten und begünstigt grosse, zentrale Akteure.

Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit einem vermeintlichen Effizienzdenken des freien Marktes. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen soll – weder der Markt noch die EU scheinen in der Lage oder willens zu sein, diese unerlässliche Aufgabe zu garantieren. Dieses Vorgehen ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer.

Die Marktliberalisierung führt zwangsläufig zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Kosten, die der freie Markt nicht übernimmt, beispielsweise für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue Stromversorgungsgesetz, insbesondere Art. 4a ff., schafft Preisvolatilität und untergräbt die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung empfindlich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und gefährdet deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Zielen einer diversifizierten und dezentralen Energieversorgung.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und erhöht die Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und möglicherweise fossilen Energieträgern.

Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment. Sie wird zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führen und die bisher stabile Grundversorgung gefährden. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes unterworfen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Dies zerstört unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft

unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein inakzeptabler Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen in der Strommarktgesetzgebung die Schweizer Energiesouveränität aushöhlen, die Versorgungssicherheit gefährden, die föderalen Strukturen untergraben und zu höheren und volatileren Strompreisen für Bevölkerung und Wirtschaft führen werden. Dies sind nicht hinnehmbare Risiken, die im nationalen Interesse strikt abzulehnen sind.

Finanzieller Beitrag

Bezüglich der vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag äussere ich mich mit tiefgreifenden Bedenken und behördlicher Skepsis. Die geplante Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und somit flexibel gestaltbaren freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Diese Transaktion, die im Kern einer Zwangsabgabe gleicht, entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern ein essenzielles politisches Druckmittel und die unverzichtbare demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen. Die anfänglich kommunizierte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr darf als politisch motivierte Lockvogelstrategie betrachtet werden. Der im Vertrag verankerte und als rechtsverbindlich deklarierte Mechanismus zur Neuberechnung birgt die unausweichliche Gefahr massiv höherer Forderungen. Die Schweiz würde sich damit vertraglich verpflichten, zukünftige Zahlungen zu leisten, deren Höhe von der EU diktiert wird und deren Ablehnung nicht mehr im Bereich des Möglichen liegt.

Diese Situation positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne gleichwertiges Stimmrecht in den Entscheidungsprozessen der EU. Während unsere finanziellen Leistungen verbindlich festgeschrieben werden, existieren keinerlei garantierte Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der proaktiven Beseitigung bestehender Handelshindernisse. Vielmehr zahlen wir für eine institutionelle Anbindung, deren Hauptfolge der Verlust an Souveränität ist und die kaum greifbare oder quantifizierbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung mit sich bringt. Die Schaffung eines separaten Gesetzes zur Regelung der Kohäsionsbeiträge, des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), festigt diese vorher freiwilligen Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung. Damit wird dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag entzogen.

Das KoBG fungiert damit als das zentrale gesetzgeberische Instrument, welches die Schweiz langfristig zur finanziellen Unterstützung der EU verpflichtet. Es transformiert eine politisch motivierte Geste der Solidarität in eine rechtliche Verpflichtung. Mit der Etablierung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Artikel 1 des KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer unabhängigen und souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich die routinemässige Erfüllung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang 5, Ziffer 1, Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die Freizügigkeit (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie integriert die Kohäsionszahlungen tief in die Schweizer Rechtsordnung und signalisiert unmissverständlich, dass diese Zuwendungen an die EU als fester und permanenter Bestandteil der nationalen Gesetzgebung betrachtet werden. Diese juristische Verankerung erschwert zukünftige politische Diskussionen und eine Anpassung der Zahlungen erheblich.

Zudem ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2, Buchstabe b irreführend und politisch opportunistisch. Hierbei wird der "gute Name" und die internationale Reputation der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch hochgradig heiklen und in der Schweiz äusserst umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU eine scheinbar legitime gesetzliche Grundlage zu verschaffen. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Zielen und eine Ausnutzung eines wohltätigen Zwecks zur Durchsetzung umstrittener finanzieller Verpflichtungen. Die finanzielle Belastung der Schweiz wird dadurch unnötigerweise vergrössert, während die Souveränität und die demokratischen Kontrollmechanismen des Landes geschwächt

werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft tiefgreifende und besorgniserregende Fragen auf, die einer kritischen und skeptischen Prüfung bedürfen. Es ist unerlässlich, dass wir die potenziellen Konsequenzen für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz sorgfältig abwägen, bevor wir uns auf neue Abkommen einlassen, deren Langzeitwirkungen derzeit nur unzureichend absehbar sind.

Eine zentrale Sorge betrifft die Gefahr einer schleichenden Untergrabung der schweizerischen Rechtsordnung. Die EU verfolgt das Ziel der Schaffung eines immer engeren Europas, was naturgemäss bedeutet, dass die Mitgliedstaaten ihre Gesetze und Vorschriften zunehmend harmonisieren. Eine engere Anbindung an die EU, selbst in Form von bilateralen Abkommen, birgt die erhebliche Gefahr, dass schweizerische Gesetze zunehmend an EU-Recht angepasst werden müssen, um die Kompatibilität zu gewährleisten. Dies könnte dazu führen, dass das Schweizer Parlament und die Regierung faktisch die Rolle von Exekutivorganen für Brüsseler Entscheidungen einnehmen, anstatt primär die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu vertreten.

Die geltende Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft ist hierbei ein entscheidender Massstab. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz. Eine Übernahme von EU-Recht ohne demokratische Legitimation und ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten der schweizerischen Bevölkerung würde diese Souveränität massiv beeinträchtigen. Insbesondere Artikel 47 der Bundesverfassung, der die Verfassungsgebungskompetenz des Bundes regelt, und Artikel 160, der die Befugnisse des Parlaments festlegt, könnten durch die faktische Übernahme von EU-Recht untergraben werden. Jede Form der Annäherung, die zu einer automatischen Übernahme von EU-Recht führt, ohne dass diese Rechtsakte im schweizerischen Gesetzgebungsverfahren geprüft und verabschiedet werden, ist mit diesen verfassungsrechtlichen Grundsätzen unvereinbar.

Des Weiteren muss die Frage der automatischen Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) mit grösster Skepsis betrachtet werden. Der EuGH ist das oberste Gericht der EU und seine Entscheidungen sind für die Mitgliedstaaten bindend. Wenn die Schweiz in neuen Abkommen der Jurisdiktion des EuGH unterworfen würde, selbst indirekt durch die Übernahme von EU-Recht, würde dies einen erheblichen Eingriff in die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz bedeuten. Artikel 188 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Die Bindung an EuGH-Urteile würde diese Unabhängigkeit in Frage stellen und es unmöglich machen, dass schweizerische Gerichte eigene, unabhängige Urteile fällen, die den Besonderheiten des schweizerischen Rechts und den Interessen der Schweiz Rechnung tragen. Wir müssen uns fragen, inwieweit das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, wie es in der Schweiz verstanden und gelebt wird, mit einer externen Rechtsprechung vereinbar ist.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die finanzielle Dimension. Die EU-Mitgliedschaft ist mit erheblichen finanziellen Beiträgen verbunden. Auch wenn es sich bei den vorgeschlagenen Abkommen nicht um eine Mitgliedschaft handelt, ist zu befürchten, dass eine engere Beziehung zur EU auch zu neuen finanziellen Verpflichtungen für die Schweiz führen könnte. Die Rückflüsse aus der EU-Mitgliedschaft, die oft als Gegenargument für die Beiträge angeführt werden, sind in der Regel stark vom EU-Binnenmarkt abhängig. Ohne die volle Mitgliedschaft und ohne die Möglichkeit, die Gestaltung der EU-Politik aktiv mitzubefreuen, stellen diese Beiträge eine einseitige finanzielle Belastung dar. Die Stabilität der schweizerischen Staatsfinanzen und die effiziente Verwendung der Steuergelder sollten stets Priorität haben. Neue finanzielle Verpflichtungen ohne klare und nachweisbare Vorteile für die Schweiz sind daher abzulehnen.

Es stellt sich zudem die Frage nach der Flexibilität und Handlungsfähigkeit der Schweiz. Die EU ist

ein dynamisches Gebilde, das sich ständig weiterentwickelt. Neue Gesetze und Verordnungen werden kontinuierlich verabschiedet. Wenn die Schweiz auf diese Entwicklungen reagieren muss, um ihre Abkommen aufrechtzuerhalten, verliert sie an strategischer Flexibilität. Sie wird gezwungen sein, ihre Politik und ihre Gesetzgebung an die Bedürfnisse und Entscheidungen der EU anzupassen, anstatt ihre eigene Agenda autonom zu gestalten. Dies widerspricht dem Grundgedanken der schweizerischen Politik, die auf Unabhängigkeit, Neutralität und der eigenständigen Wahrung ihrer Interessen beruht. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Ziele der Eidgenossenschaft nennt, darunter die Wahrung der Unabhängigkeit und der Wohlstand des Landes, könnten durch eine solche Abhängigkeit beeinträchtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Idee einer "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" mit einer kritischen Distanz betrachtet werden muss. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung die Souveränität der Schweiz, die Unabhängigkeit ihrer Justiz, die Kontrolle über ihre Gesetzgebung und die finanzielle Solidität des Landes nicht gefährdet. Die vorgeschlagenen Schritte scheinen eher auf eine faktische Abhängigkeit hinauszulaufen als auf eine echte Partnerschaft, die auf gegenseitigem Respekt und Gleichberechtigung basiert. Wir müssen wachsam sein und sicherstellen, dass die Schweiz ihre einzigartige Position in Europa nicht opfert, nur um kurzfristige Vorteile zu erzielen, die langfristig ihre grundlegenden Prinzipien untergraben. Die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft bildet hierbei das unantastbare Fundament, welches jede neue Vereinbarung mit der EU messen lassen muss.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Peter Brodmann (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: PETER BRODMANN - p.brodmann@sunrise.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die unkritische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und einer Abhängigkeit, die den Interessen der Schweizer Bevölkerung zuwiderläuft. Es muss mit grösster Skepsis geprüft werden, inwieweit eine solche Vereinbarung im Einklang mit unserer Bundesverfassung steht, insbesondere mit den Prinzipien der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV).

Die Erfahrungen mit bestehenden bilateralen Abkommen zeigen, dass die EU wiederholt versucht, die Auslegung und Anwendung dieser Verträge zu ihren Gunsten zu beeinflussen. Eine weitergehende Annäherung birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine passive Rolle gedrängt wird, in der sie primär auf die Vorgaben aus Brüssel reagiert, anstatt eigene, bedarfsgerechte Lösungen zu entwickeln. Artikel 3 der Bundesverfassung, der die Grundrechte schützt, könnte durch eine unkontrollierte Rechtsübernahme untergraben werden, wenn EU-Bestimmungen eingeführt werden, die schweizerischen Standards widersprechen.

Die finanzielle Beteiligung, die mit einer solchen Stabilisierung einhergehen würde, ist ebenfalls ein Punkt äusserster Besorgnis. Es ist fraglich, ob die Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahler bereit sind, zusätzliche finanzielle Lasten für eine Beziehung zu tragen, deren Nutzen für die Schweiz nicht klar belegt ist und die potenziell zu Nachteilen in anderen Bereichen führen könnte.

Besonders kritisch ist die Frage der richterlichen Gewalt. Die Unterstellung unter den Europäischen Gerichtshof oder die Übernahme seiner Rechtsprechung würde die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte beeinträchtigen. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltentrennung und der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in der Schweiz verankert sind. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerische Rechtsordnung ihre Autonomie bewahrt und keine ausländischen Gerichte über die Anwendung schweizerischen Rechts entscheiden.

Die vielbeschworene "Stabilität" darf nicht auf Kosten der demokratischen Rechte und der Möglichkeit des Volkes, über seine eigenen Angelegenheiten zu entscheiden, erkauft werden. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher unerlässlich, um die langfristigen Interessen der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgelegte Gesamtbeurteilung des institutionellen Abkommens mit der Europäischen Union stösst auf erhebliche Bedenken und lässt wesentliche kritische Fragen offen. Es ist besorgniserregend, dass die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung nicht mit der gebotenen Deutlichkeit herausgearbeitet werden.

Die geplante Übernahme von EU-Recht durch eine dynamische Verweisung, wie sie in den einschlägigen Abkommen vorgesehen ist, birgt gravierende Gefahren für unsere rechtsstaatliche Integrität. Gemäss Artikel 123 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesgesetzgebung (BGI) bedarf die Übernahme von ausländischem Recht der Zustimmung der eidgenössischen Räte und muss in einem gesetzeskonformen Verfahren erfolgen. Eine pauschale und automatische Anpassung unseres Rechtsrahmens an neue EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne spezifische parlamentarische Debatte und Genehmigung, untergräbt dieses Prinzip fundamental. Dies steht im krassen Widerspruch zur Gewaltenteilung und zur demokratischen Legitimation von Gesetzen, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Eine Unterwerfung unter seine Rechtsprechung, selbst in indirekter Form, würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte massiv einschränken und die Auslegung schweizerischen Rechts durch fremde Instanzen ermöglichen. Dies könnte zu einer Erosion der schweizerischen Rechtsidentität führen, deren Schutz in Artikel 1 der Bundesverfassung als oberstes Ziel formuliert ist. Die Freiheit, unsere eigenen Gesetze zu gestalten und auszulegen, ist ein Eckpfeiler unserer Demokratie und unserer nationalen Identität.

Zudem sind die wirtschaftlichen Vorteile, die vom Bundesrat angepriesen werden, angesichts der potenziellen Kosten – insbesondere der Verpflichtung zur Zahlung von Beiträgen an die EU und der Übernahme von Verordnungen ohne Mitspracherecht – fraglich. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob der Zugang zum EU-Binnenmarkt die damit verbundenen Souveränitätsverluste und finanziellen Belastungen wirklich rechtfertigt. Die Ausgestaltung der Streitbeilegung birgt ebenfalls erhebliche Risiken, da die Möglichkeit einer einseitigen Anwendung von Massnahmen durch die EU die schweizerischen Exportinteressen gefährden könnte.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgelegte Paket die Schweiz in eine Position der Unterordnung gegenüber der EU drängt und die Grundfesten unserer direkten Demokratie und unserer Rechtsstaatlichkeit gefährdet. Es ist unerlässlich, dass diese tiefgreifenden Bedenken im weiteren Vernehmlassungsprozess ernsthaft berücksichtigt und adäquate Schutzmechanismen für die schweizerische Souveränität entwickelt werden, bevor weitere Schritte unternommen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung werfen tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Schweiz auf. Es ist beunruhigend festzustellen, dass die Mechanismen, die zur Bewältigung potenzieller Abhängigkeiten von der Europäischen Union in diesem Entwurf verankert werden sollen, unzureichend sind und eher eine schleichende Annäherung an die EU-Gesetzgebung fördern als eine echte Autonomie zu gewährleisten.

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Beteiligung der eidgenössischen und kantonalen Instanzen steht im direkten Widerspruch zu den Grundsätzen der föderalen Ordnung, wie sie in den Artikeln 41 und 43 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Diese Artikel betonen die Bedeutung der kantonalen Hoheit und der direkten Mitwirkung der Bürger. Die vorgeschlagene Umsetzungsdynamik läuft Gefahr, diese fundamentalen Prinzipien auszuhebeln und den Willen des Souveräns, wie er sich in der direktdemokratischen Tradition der Schweiz manifestiert, zu untergraben.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der versprochenen wirtschaftlichen Vorteile. Die Annahme, dass die Anpassung an EU-Standards zwangsläufig zu einem verbesserten Marktzugang führt, vernachlässigt die negativen Konsequenzen für inländische Unternehmen,

insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU). Diese werden einer verstärkten Konkurrenz ausgesetzt, ohne dass die erforderlichen flankierenden Massnahmen im Sinne des Artikels 124 BV zur Sicherung der Arbeitsplätze und zur Förderung der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit ausreichend dargelegt werden.

Die Mechanismen zur Bewältigung von Streitigkeiten und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bedürfen einer kritischeren Betrachtung. Die Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH in Bereichen, die potenziell die schweizerische Gesetzgebung beeinflussen, kann zu einer faktischen Rechtsangleichung führen, die die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität des Parlaments und des Bundesrates einschränkt. Dies widerspricht dem Geist der bilateralen Verträge, die auf gegenseitiger Anerkennung und nicht auf Unterordnung basieren.

Es ist unabdingbar, dass die inländische Umsetzung so gestaltet wird, dass die schweizerische Rechtsordnung gestärkt und die Souveränität des Landes gewahrt bleibt. Die aktuellen Vorschläge scheinen diesen Grundsatz nicht ausreichend zu berücksichtigen und bergen das Risiko einer unerwünschten und unkontrollierten Abhängigkeit von der Europäischen Union. Eine sorgfältige Prüfung und Nachbesserung sind unerlässlich.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit mit der EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der langfristigen Stabilität unserer Sozialwerke und unseres Bildungssystems. Die vorgeschlagenen Massnahmen laufen einem klaren Verfassungsauftrag gemäss Artikel 121a BV zuwider, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch das Schweizer Volk und die Kantone vorsieht.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, auch durch die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' (praktisch eine 'Niederlassung C PLUS') bereits nach fünf Jahren, welche eine faktische Unentziehbarkeit selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe bedeutet, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialsysteme erheblich. Dies fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme auf eine Weise, die für ein Nicht-EU-Land beispiellos ist und deren Kosten einseitig von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket, insbesondere in Artikel 21b AIG, erweist sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet zudem, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) vorgesehenen drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert ihre bewährte Qualitätsprüfung von Berufsqualifikationen zugunsten einer automatisierten EU-Anerkennung durch das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was unsere Standards schwächt und die eigene Regulierung des Arbeitsmarktes entzieht.

Die Unterordnung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Beispiele für die

schwindende sozialpolitische Souveränität. Diese umfangreichen Anpassungen greifen tief in unsere Rechtsordnung ein und zeigen eine bedenkliche Kapitulation vor der EU.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf den Schienenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Service public und der nationalen Souveränität auf. Die Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar. Ausländische Anbieter werden sich auf die rentablen Hauptstrecken konzentrieren und die weniger profitablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien vernachlässigen. Dies wird unweigerlich zu einer Aushöhlung der Rentabilität des Schweizer Bahnwesens führen und die Qualität des Angebots für die Bevölkerung gefährden.

Die im Zusammenhang mit Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG) neu eingeführte Verpflichtung, völkerrechtliche, sprich EU-Vorgaben zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen erheblich ein. Anstatt die Vergabe von Leistungen primär nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die Behauptung, die «Gemeinsame Erklärung» biete ausreichende Schutzmechanismen, ist äusserst fragwürdig. Rechtlich ist sie nicht bindend und bietet keinerlei Garantie vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies untergräbt langfristig die schweizerische Steuerungskompetenz im Bahnverkehr und bedeutet eine schleichende Aufgabe der Souveränität. Die potenzielle Einstufung bewährter Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder Rollmaterialerneuerung als unzulässig gemäss EU-Beihilferecht bedroht zudem direkt die Qualität und den Umfang des Service public. Die schrittweise Verlagerung der Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen, wie sie durch die Übernahme von Regelungen zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM) droht, ist inakzeptabel. Diese Abkommen stellen keinen Fortschritt, sondern eine ernsthafte Gefährdung unserer nationalen Interessen dar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind angesichts des immensen Drucks, der auf das Schweizer Lohnniveau ausgeübt wird, unzureichend und eher kosmetischer Natur. Es ist zu befürchten, dass die ausgedehnte Personenfreizügigkeit, ungeachtet dieser oberflächlichen Anpassungen, weiterhin zu einer flächendeckenden Erosion der Löhne führen wird, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden wir Zeugen einer Aufweichung und einer Anpassung an fragwürdige EU-Standards. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vorrangig ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Besorgniserregend ist die geschwächte Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was wiederum die Schweizer Arbeitnehmerschaft benachteiligt.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein veritables vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität kleiner und mittlerer Unternehmen (KMU) erheblich, ohne das Kernproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, wonach Subventionen primär politische und damit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone, die ihre Entscheidungen über die lokale Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigen lassen müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone, die im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert werden und kein formelles rechtliches Gehör mehr haben.

Die Schweiz unterwirft sich einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG agiert als verlängerter Arm der EU. Diese Instanz dient nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist ungenügend. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis BGG, ist stossend, da die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält. Kantone werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, deren demokratisch legitimierte Entscheide von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a VGG

zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen eine gefährliche Machtkonzentration, die den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht widerspricht und unsere Rechts- und Wirtschaftsordnung fundamental verändert.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung zur Strommarktliberalisierung untergräbt die Energiesouveränität der Schweiz und gefährdet die Versorgungssicherheit erheblich. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Verpflichtung zur Umsetzung von Vorgaben von ENTSO-E und ACER, macht die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer an Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsbehörde für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer nationalen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Dies verstösst gegen das Prinzip einer eigenständigen Regulierung und schwächt die demokratische Legitimation der Massnahmen.

Das Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. führt eine vollständige Marktliberalisierung ein, die das Rückgrat unserer Energieversorgung, insbesondere die Wasserkraft, existentiell gefährdet. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und abschaffen. Ferner schwächen die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG die föderalen Strukturen, indem sie die Position lokaler Energieversorger, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, schwächen und deren Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln aushebeln. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Gemäss Art. 8b ff. StromVG wird eine Energiereserve geschaffen, deren Angemessenheit und Effektivität fraglich ist. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und damit höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die den Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze zur Folge haben.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen gemäss Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze und die Investitionsunsicherheit wird der Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen gebremst, was die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge zur Kohäsion in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität dar. Gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), insbesondere in Artikel 1, wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen. Dies entzieht dem Parlament die budgetäre Hoheit und verwandelt eine politische Geste in eine faktische Zwangsabgabe, die primär den Interessen der EU dient. Die Schweiz wird de facto zur Nettozahlerin ohne jegliches Mitspracherecht im Entscheidungsprozess der EU.

Der zunächst kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im

Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als ein reines Lockvogelangebot. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese abzulehnen oder neu zu verhandeln. Die Budgethoheit des Parlaments, ein Kernstück unserer demokratischen Ordnung, wird damit faktisch ausgehebelt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern findet lediglich die Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, spezifiziert in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine formelle Aufnahme; sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Verpflichtung. Die nachträgliche Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung ist irreführend. Hier wird der anerkannte 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass solche Zahlungen klar als solche gekennzeichnet und die damit verbundenen wirtschaftlichen und politischen Implikationen transparent offengelegt werden müssen. Die Schweiz riskiert, für eine institutionelle Anbindung zu bezahlen, die primär die eigene Souveränität schmälert, ohne substantielle Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu garantieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine Harmonisierung im Sinne einer gegenseitigen Anerkennung von hohen Standards, sondern um eine schleichende Unterwerfung unter ein umfassendes EU-Regelwerk, das unsere bisherigen, oft überlegenen Produktionsstandards gefährdet.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch diese Annäherung an oft tiefere EU-Standards akut bedroht. Das international anerkannte Label 'Made in Switzerland' droht an Wert zu verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies entwertet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten in die Einzigartigkeit Schweizer Erzeugnisse. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) markiert hierbei das Kernstück dieser gefährlichen Entwicklung, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft und damit eine erstickende Bürokratie für unsere Produzenten in Kauf nimmt. Dies bedroht nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern insbesondere auch kleinere Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen, deren Existenz durch unverhältnige Auflagen vernichtet werden könnte.

Die von der EU diktierten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) stellen einen inakzeptablen Rückschritt dar. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) zwingt die Schweiz, ihre nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften aufzugeben. Dies ist nicht nur ein ethischer Rückschritt, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust, der uns die Möglichkeit nimmt, in diesem wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Ähnlich verhält es sich mit dem Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), das den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt und die Schweiz von schnellen, eigenständigen Massnahmen entbindet. Auch die Anpassung im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und unterwirft die Schweiz dem starren, bürokratischen System der EU, was als fahrlässig und gefährlich für unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit einzustufen ist.

Besonders gravierend ist die Einführung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Gleichzeitig wird durch die Übernahme des EU-Rechts das Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, und die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen widerspricht.

Die kritischste Komponente ist jedoch die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die

jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit stürzt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind zudem eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die demokratische Kontrolle durch das Parlament umgeht und eine Aushöhlung der parlamentarischen Entscheidungsfindung in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich bedeutet. Dieses Abkommen stellt somit eine existenzielle Bedrohung für unsere Landwirtschaft, unsere Konsumenten und unsere nationale Souveränität dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer langfristigen Verträglichkeit mit den Interessen und der Souveränität der Schweiz auf. Eine kritische Würdigung offenbart eine Reihe von Punkten, die eine tiefergehende Analyse und gegebenenfalls eine Revision unerlässlich machen.

Besonders bedenklich ist die potenzielle Aushöhlung der direktdemokratischen Rechte. Die geplante Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige Volksabstimmung würde Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung, welche die eidgenössische Volksinitiative und das Referendum verankern, de facto untergraben. Die Möglichkeit, dass die Schweizer Bevölkerung zukünftig nicht mehr über die Übernahme von EU-Rechtsnormen abstimmen kann, stellt eine fundamentale Abkehr von den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie dar und entmündigt die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger in essenziellen Fragen.

Darüber hinaus ist die Frage der finanziellen Verpflichtungen und deren genauen Ausgestaltung äusserst unklar. Die unbestimmte Natur der sogenannten "Beitragszahlungen" birgt das Risiko, dass die Schweiz in eine finanzielle Abhängigkeit gerät, die ihre wirtschaftliche Autonomie beeinträchtigt. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die Förderung des Gemeinwohls und des Wohlstands der gesamten Bevölkerung zum Ziel hat, könnte durch unkalkulierbare finanzielle Belastungen gefährdet werden.

Auch die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) verdient eine kritische Betrachtung. Die Möglichkeit, dass der EuGH Entscheidungen trifft, die direkt oder indirekt auf die Schweiz anwendbar sind, ohne dass die Schweizer Gerichte hierbei letzte Instanz sind, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Souveränität, wie sie durch die Bundesverfassung gewährleistet ist.

Die Verhandlungsergebnisse scheinen demnach eher darauf ausgerichtet zu sein, die Schweiz näher an die EU heranzuführen, anstatt ihre Eigenständigkeit zu wahren. Es ist zwingend erforderlich, dass diese Aspekte nochmals eingehend geprüft und gegebenenfalls angepasst werden, um sicherzustellen, dass die schweizerischen Interessen und die verfassungsmässigen Prinzipien nicht kompromittiert werden. Eine unkritische Übernahme der vorgeschlagenen Regelungen wäre verantwortungslos und würde die Grundlagen unseres Staates gefährden.

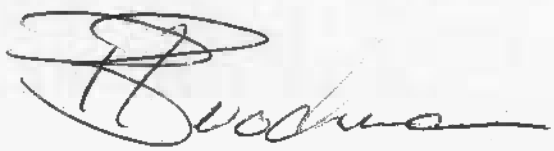

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Hans Bühler (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt:

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema "Allgemeine Bemerkungen zur inländischen Umsetzung" gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität unseres Landes. Ohne eine klare Darlegung der konkreten Vorteile und unter dem Schleier einer ungenügenden Transparenz, insbesondere im Hinblick auf die tiefergehenden Verpflichtungen gegenüber der Europäischen Union, müssen wir die vorgeschlagenen Massnahmen kritisch hinterfragen.

Es ist besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen eine schleichende Annäherung an EU-Recht vorsehen, ohne dass die damit verbundenen Nachteile und Risiken für die Schweiz angemessen berücksichtigt werden. Insbesondere die Möglichkeit, dass die EU-Gesetzgebung in Zukunft ohne direkte Einflussmöglichkeit der Schweiz in unser internes Recht übernommen werden könnte, ist eine gravierende Erosion unserer verfassungsrechtlichen Autonomie. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, könnte hierdurch fundamental untergraben werden. Wir riskieren, uns zu einem reinen Rezipienten fremden Rechts zu machen, dessen Legitimation allein aus Brüssel stammt und dessen Einflussmöglichkeiten auf die Gesetzgebung der EU immer weiter schwinden.

Des Weiteren bedarf die Frage der richterlichen Überprüfung und der Verbindlichkeit von EU-Urteilen einer äusserst kritischen Betrachtung. Die Erfahrung hat gezeigt, dass die Rechtsfortbildung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) oft über den ursprünglichen Wortlaut von Verträgen hinausgeht und neue, unvorhergesehene Verpflichtungen für die Mitgliedstaaten schafft. Sollte eine ähnliche Dynamik auf die Schweiz übertragen werden, könnten schweizerische Gerichte gezwungen sein, Urteile des EuGH zu berücksichtigen oder gar anzuwenden, auch wenn diese im Widerspruch zu nationalen Rechtsgrundsätzen oder der Verfassung stehen. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die rechtsstaatliche Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigen. Die Rolle des Bundesgerichts als oberstes Organ der schweizerischen Rechtsprechung, das über die Einhaltung der Verfassung wacht, würde dadurch de facto geschwächt.

Die angeführten Argumente werfen zudem Fragen bezüglich der demokratischen Legitimität auf. Wenn die Schweiz durch eine Übernahme von EU-Recht gezwungen wäre, Bestimmungen umzusetzen, die nicht von unserem Parlament oder Volk legitimiert wurden, stellt sich die Frage nach der Akzeptanz und der demokratischen Verankerung dieser Regeln. Artikel 166 der Bundesverfassung sichert die parlamentarische Gesetzgebung. Wenn aber automatisch EU-Recht übernommen wird, welches nur indirekt durch Abkommen beeinflusst wird, die von der EU-Kommission ausgearbeitet und vom Rat der EU verabschiedet werden, untergräbt dies die Rolle des Schweizer Parlaments. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, dass ihre Gesetze von ihren gewählten Vertretern beschlossen werden.

Wir müssen uns auch der potenziellen wirtschaftlichen Nachteile bewusst sein. Die Übernahme von

komplexen und sich ständig ändernden EU-Regularien ist mit erheblichen Kosten für die Anpassung von Unternehmen und Verwaltungen verbunden. Es ist keineswegs garantiert, dass die angepriesenen Vorteile, wie ein erleichterter Marktzugang, diese Kosten und Risiken aufwiegen. Ohne eine detaillierte Kosten-Nutzen-Analyse und klare Garantien für die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit erscheinen die Risiken einer überstürzten Annäherung an EU-Recht als übermässig. Die Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweizer Wirtschaft, die in Artikel 41 der Bundesverfassung verankert sind, muss oberste Priorität haben.

Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Gesetzgebung primär den Interessen und Werten der Schweiz dient. Eine übermässige Abhängigkeit von der Europäischen Union und die schleichende Übernahme von EU-Recht drohen, diese Grundsätze zu opfern. Wir fordern daher eine transparente und sorgfältige Prüfung aller vorgeschlagenen Massnahmen, wobei die Wahrung unserer Souveränität, die Stärkung unserer direktdemokratischen Instrumente und die Sicherung der wirtschaftlichen Interessen unseres Landes im Vordergrund stehen müssen. Es bedarf klarer und verlässlicher Garantien, dass die Schweiz ihre Fähigkeit zur unabhängigen Gesetzgebung und zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft behält. Ein Rückschritt bei der Souveränität wäre ein inakzeptabler Preis für eine fragwürdige Annäherung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit mit Fokus auf Lohnschutzmassnahmen gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der angeblichen Stärkung und des Schutzes schweizerischer Arbeitnehmer. Die vorgeschlagenen Massnahmen erscheinen oberflächlich und primär darauf ausgerichtet, den Eindruck einer wirksamen Massnahme zu erwecken, ohne jedoch den realen und erheblichen Druck auf das Lohnniveau in der Schweiz zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion der Lohnstrukturen, insbesondere für Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen, welche die Hauptlast dieser Entwicklung tragen müssten.

Statt unseren bewährten und überaus wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind in ihrer Ausgestaltung unbestreitbar bürokratischer, aber ihre Effektivität im Vergleich zu den bisherigen flankierenden Massnahmen ist fragwürdig. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, welche die Absicht verfolgen, durch Lohndumping ihre Wettbewerbsvorteile zu maximieren, ohne dabei die schweizerischen Lohnstrukturen und die damit verbundenen Lebenshaltungskosten zu berücksichtigen. Die vorgeschlagenen Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und auf EU-Konformität ausgerichteten Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer nachlässigeren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen, was den Schutz der Arbeitnehmer massiv beeinträchtigt.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) erheblich, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich durch EU-Druck zustande gekommen ist. Es wird eine

privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies schränkt die Flexibilität von KMU in unzumutbarer Weise ein und widerspricht fundamentalen schweizerischen Prinzipien eines liberalen Arbeitsmarktes.

Die Präzisierungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AIG, mögen auf den ersten Blick technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, aber oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz faktisch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht dazu geeignet sind, den Lohndruck auf die Schweiz abzufedern, sondern vielmehr den Lohnschutz durch eine EU-zentrierte Bürokratisierung und eine Schwächung unserer etablierten Kontrollmechanismen gefährden. Die damit verbundenen Eingriffe in unsere Rechtsordnung und unsere Souveränität sind gravierend und dürfen nicht hingenommen werden. Es bedarf einer Überarbeitung der Vorschläge, die sich an den tatsächlichen Bedürfnissen und den bewährten Grundsätzen des schweizerischen Arbeitsmarktes orientiert und nicht an den Vorgaben aus Brüssel.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Rahmen des neuen Abkommens mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Es ist zynisch, dass durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie die Personenfreizügigkeit in einer Weise massiv ausgebaut wird, die dem klaren Volkswillen zur Kontrolle der Zuwanderung diametral entgegensteht.

Besonders besorgniserregend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' für EU-Bürger bereits nach fünf statt zehn Jahren. Diese 'Niederlassung C PLUS' ist, entgegen jeglicher Vernunft und der inneren Sicherheit unseres Landes, praktisch unentziehbar ausgestaltet. Die Tatsache, dass selbst kriminelle Handlungen oder ein dauerhafter Bezug von Sozialhilfe diese Statusveränderung nicht mehr zu verhindern vermögen, untergräbt nicht nur die Stabilität unserer Sozialwerke, sondern auch das Vertrauen der Bevölkerung in die Gerechtigkeit und Durchsetzungsfähigkeit unseres Rechtssystems. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und der Verhältnismässigkeit, wonach staatliche Leistungen an ein verantwortungsvolles Verhalten geknüpft sein sollten.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch dieses Abkommen ist schlichtweg inakzeptabel. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die dafür anfallenden Kosten werden auf die schweizerischen Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt, was eine unfaire Belastung darstellt und die Finanzgrundlage unserer Sozialwerke bedroht.

Die Ausweitung des Familiennachzugs ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, wird die demografischen und sozialen Belastungen erheblich verstärken.

Die im Vertragspaket angepriesene 'Schutzklausel' entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Lenkungswirkung entfalten kann. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen,

droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine reine Erpressungsmechanismus, der die Handlungsfreiheit unseres Landes massiv einschränkt.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet die faktische Kapitulation unserer parlamentarischen und direktdemokratischen Kontrolle. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für uns so wichtigen Bereich entmachtet. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Kompetenzen.

Die Anpassungen im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei offensichtlicher Abhängigkeit kaum noch möglich. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Auch die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Artikel 24a ist lediglich eine kosmetische Massnahme. Sie soll darüber hinwegtäuschen, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir lediglich deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern werden.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im Hochschulförderungs- und -kooperationsgesetz (HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden sind weitere Beweise für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die direkt vom Schweizer Steuerzahler zu tragen sind.

Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität, indem die Schweiz die Fähigkeit verliert, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU durch den neuen Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Auch das Zivilgesetzbuch (ZGB) bleibt von der Anpassungslogik an das EU-Recht nicht verschont. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich führt die Einführung des EPC und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit und ist ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz, bei der die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entnationalisierung unserer Gesetzgebung und eine Preisgabe unserer Souveränität bedeuten. Die Personenfreizügigkeit wird auf eine Weise ausgebaut, die weder den Interessen der Schweiz noch

dem Willen ihrer Bevölkerung entspricht. Es ist höchste Zeit, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit verteidigt und sich nicht blind den Vorgaben aus Brüssel unterwirft.

Strom

Ich äussere hiermit meine tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich Strom mit der Europäischen Union. Die vorliegenden Vorschläge stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar und sind daher aus meiner Sicht in ihrer jetzigen Form entschieden abzulehnen.

Die zentrale Sorge ist die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Energiesektor. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem blossen Befehlsempfänger degradiert. Wir werden gezwungen sein, Entscheidungen mitzutragen, die ausschliesslich in Brüssel getroffen werden, ohne dabei selbst ein Mitspracherecht zu besitzen. Diese Konstellation untergräbt die Grundprinzipien des Föderalismus und der nationalen Selbstbestimmung, indem sie uns von einer externen Macht abhängig macht, die unsere spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten nicht angemessen berücksichtigen kann. Die Kosten für die Infrastruktur und die Regulierung werden uns zugemutet, während wir gleichzeitig von der Entscheidungsfindung ausgeschlossen werden.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch das Abkommen fundamental verändert. Sie wandelt sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben. Dies bedeutet, dass die ElCom gezwungen sein wird, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, ohne die Möglichkeit, diese an schweizerische Verhältnisse anzupassen. Die Gefahr ist gross, dass dies das Ende einer eigenständigen, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur, denn die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen primär der Gleichschaltung mit der EU.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die potentielle Gefährdung unserer Wasserkraft, die das Rückgrat unserer Energieversorgung bildet. Die EU-Beihilfenregeln könnten dazu führen, dass das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden muss. Dies hätte nicht nur erhebliche finanzielle Auswirkungen auf betroffene Kantone, sondern würde auch die lokale Wertschöpfung und die dezentrale Energieproduktion schwächen.

Die vorgeschlagene Marktliberalisierung bedroht zudem unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung. Die traditionellen Mechanismen, wie der Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke, könnten durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt werden. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion und verschiebt die Macht hin zu grossen, überregionalen Anbietern, was die Abhängigkeit von externen Akteuren erhöht. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu einer vollständigen Marktliberalisierung, die das bewährte System der Grundversorgung gefährdet.

Besonders alarmierend ist die Opferung der nationalen Versorgungssicherheit zugunsten des freien Marktes. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit tragen wird, wenn weder der Markt noch die EU eindeutig dazu verpflichtet sind. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das die Stabilität unserer Energieversorgung aufs Spiel setzt. Das neue Stromversorgungsgesetz (Art. 8b ff. StromVG) schafft eine unzureichende Energiereserve, was die Versorgungssicherheit weiter schwächt.

Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die in Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG neu eingeführte Regelung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für

erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der schweizerischen Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Zusätzlich ist die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf schweizerische Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies stellt einen klaren Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze dar.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom eine Aushöhlung der schweizerischen Souveränität, eine Gefährdung der Versorgungssicherheit und eine Benachteiligung unserer dezentralen Energieproduzenten bedeuten. Es handelt sich um ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung untergräbt. Ich fordere daher dringend eine Überprüfung und eine konsequente Abkehr von diesen für die Schweiz nachteiligen Regelungen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Landverkehrsrecht im Rahmen der bilateralen Verträge mit der Europäischen Union stellen eine ernsthafte Bedrohung für die Integrität und die Finanzierung unseres öffentlichen Verkehrssystems dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) und die Änderung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) sind aus einer kritischen Perspektive höchst bedenklich.

Die Einführung der Kabotage durch den neuen Art. 40ater EBG eröffnet ausländischen Bahnbetreibern die Möglichkeit, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Prinzip der «Rosinenpickerei» ist im Hinblick auf unseren Service public und die damit verbundenen Versorgungsaufgaben äusserst problematisch. Unsere SBB und die zahlreichen regionalen Transportunternehmen haben über Jahrzehnte hinweg ein dichtes Netz an Verkehrsverbindungen aufgebaut, welches nicht nur die wirtschaftlich lukrativen Hauptachsen, sondern auch ländliche Regionen und kleinere Ortschaften erschliesst. Diese umfassende Grundversorgung ist mit erheblichen Kosten verbunden und wird durch unser heutiges System finanziert, welches eine Quersubventionierung von rentablen durch weniger rentable Linien ermöglicht. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter, die sich selektiv die profitabelsten Strecken aussuchen können, wird diese finanzielle Basis unwiederbringlich untergraben. Die Unternehmen, die für die Erfüllung des Service public verantwortlich sind, werden auf den unrentablen Linien sitzen gelassen, während die ausländischen Akteure die Erträge aus dem lukrativen Markt abschöpfen. Dies führt unweigerlich zu einer Verschlechterung des Angebots, insbesondere in den peripheren Gebieten, und gefährdet die Attraktivität und die Wettbewerbsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs.

Die angepriesene «Gemeinsame Erklärung» zur Kompensation dieser Risiken vermag die fundamentalen Bedenken nicht zu zerstreuen. Es handelt sich hierbei um eine rechtlich nicht bindende Absichtserklärung, die keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen Entwicklungen im EU-Recht bietet. Die Schweiz unterwirft sich dem Prinzip der dynamischen Rechtsübernahme. Das bedeutet, dass wir uns verpflichten, zukünftige Änderungen und Ergänzungen des EU-Rechts im Bereich des Landverkehrs automatisch zu übernehmen. Die «Gemeinsame Erklärung» kann und wird nicht verhindern, dass die EU-Kommission oder der Europäische Gerichtshof künftig weitere Bestimmungen erlassen oder eine bestimmte Auslegung des bestehenden Rechts vornehmen, welche die schweizerischen Interessen und unser Service public noch stärker unter Druck setzen. Wir opfern unsere Souveränität und Verhandlungsautonomie für eine vage Zusage, deren Wirksamkeit fraglich ist und die uns langfristig jeglichen Gestaltungsspielraum nimmt.

Darüber hinaus droht durch die dynamische Rechtsübernahme eine schleichende Entmachtung der nationalen Instanzen. Sobald neue EU-Regulierungen, wie beispielsweise zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), in Kraft treten, werden diese auch für die Schweiz bindend, ohne dass wir Einfluss auf deren Ausgestaltung nehmen können. Die Steuerung und die strategische Ausrichtung unserer Schieneninfrastruktur würden zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, welche die Grundlage unseres politischen Systems bilden. Die Kontrolle über unsere Infrastruktur ist entscheidend für die Gewährleistung eines funktionierenden öffentlichen Verkehrs, der auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnitten ist.

Die Änderungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere der neue Art. 32a Abs. 1bis, verschärfen die Problematik zusätzlich. Gemäss dieser Bestimmung muss die Schweiz bei gemeinsamen Ausschreibungen von Verkehrsleistungen völkerrechtliche Vorgaben beachten. Dies bedeutet in der Praxis, dass EU-konforme Kriterien erfüllt werden müssen. Anstatt die Vergabe von Konzessionen nach den Kriterien auszurichten, die für die Schweiz am vorteilhaftesten sind – sei es in Bezug auf Qualität, Preis, Innovation oder die Berücksichtigung lokaler Bedürfnisse –, sind wir gezwungen, uns den Vorgaben der EU zu unterwerfen. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein. Die Gefahr besteht, dass die besten Angebote für die Schweiz durch die Notwendigkeit, EU-Vorschriften zu erfüllen, verunmöglicht werden. Die Folge könnten teurere und weniger auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen sein, was letztlich zu Lasten der Steuerzahler und der Nutzer des öffentlichen Verkehrs geht.

Die Sorge um die Finanzierung und die Weiterentwicklung des Service public im Schienenverkehr ist mehr als begründet. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die dringend benötigte Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Diese Subventionen sind essenziell, um die Attraktivität und die Leistungsfähigkeit unseres öffentlichen Verkehrs aufrechtzuerhalten. Eine Einschränkung dieser Subventionen würde direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes bedrohen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Fundamente unseres gut funktionierenden öffentlichen Verkehrssystems angreifen. Sie gefährden die finanzielle Stabilität, die operative Unabhängigkeit und die strategische Steuerungskompetenz der Schweiz im Bereich des Landverkehrs. Die «Gemeinsame Erklärung» ist keine wirksame Absicherung, sondern lediglich ein politischer Nebelkerze, die von den langfristigen negativen Konsequenzen der dynamischen Rechtsübernahme und der Einführung der Kabotage ablenkt. Es ist unerlässlich, diese Bestimmungen kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass die Souveränität der Schweiz und die Interessen unseres Service public uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Stellungnahme zum Bereich: Lebensmittelsicherheit

Mit grösster Besorgnis nehmen wir die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Lebensmittelsicherheit zur Kenntnis. Die scheinbar harmlose Überschrift "Lebensmittelsicherheit" täuscht über ein umfassendes und weitreichendes Integrationsprojekt hinweg, das weit über die eigentliche Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht. Es handelt sich um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere hohen Produktionsstandards, unsere wertvollen bäuerlichen Familienbetriebe und die tatsächliche Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die über Jahrzehnte sorgfältig aufgebaut wurde und einen unschätzbaren Wettbewerbsvorteil darstellt, ist akut in Gefahr. Die geforderte Angleichung an oft tiefere und weniger strenge EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label "Made in Switzerland", ein Synonym für Exzellenz und Verlässlichkeit, wird

systematisch entwertet, wenn die Produktion nach denselben, weniger rigorosen Kriterien erfolgen muss wie in der Europäischen Union. Dies ist nicht nur ein Schlag ins Gesicht unserer Produzenten, sondern untergräbt auch die Grundlage für unseren Wohlstand und unsere internationale Reputation.

Darüber hinaus birgt das vorgeschlagene Abkommen eine gefährliche "Guillotineklausel". Dieses Vertragswerk ist untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses als schädlich erachteten Abkommens würde das gesamte bestehende bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit in einem für sie zentralen Politikbereich blockiert und eine erpresserische Abhängigkeit schafft.

Der geplante Zugang von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit de facto zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie und die Selbstbestimmung unserer heimischen Produzenten massiv einschränkt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzentinnen und Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar gemeinnützige Vereine, die im Rahmen lokaler Anlässe Produkte anbieten, müssten die komplexen und oft für die schweizerischen Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet die Existenzgrundlage vieler kleiner und mittlerer Betriebe, zerstört lokale Traditionen und schwächt die wirtschaftliche Diversität im ländlichen Raum. Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an den hohen Standards, die unsere Produkte auszeichnen.

Besonders bedenklich ist die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Der klare Volkswille und die bewährten Prinzipien des vorsorgenden Handelns werden hierbei grob missachtet.

Auch im Bereich des Tierschutzes sind die vorgeschlagenen Anpassungen äusserst kritisch zu bewerten. Die Änderungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz dar. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz basieren, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen und zu verteidigen.

Des Weiteren sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu betrachten. Das Parlament wird hierbei umgangen und verliert seine Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gefährliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist besorgniserregend. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ein erneuter Akt der Souveränitätsaufgabe. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von

höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende und gefährliche Integration bedeuten, die unsere Souveränität untergräbt, unsere hohen Standards gefährdet, unsere Produzenten mit Bürokratie überzieht und die Wahlfreiheit der Konsumenten einschränkt. Wir fordern eine entschiedene Abgrenzung und die Beibehaltung unserer nationalen Gesetzgebung und unserer bewährten Standards.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Einschränkung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische, demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies ist nicht nur ein direkter Angriff auf die Autonomie unserer föderalistischen Ordnung, sondern auch eine schlichte Unterwerfung unter externe Entscheidungsgewalt.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit einhergehenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2), im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG, neue Art. 31a, 33 und 37a-c) institutionalisieren diese Unterwerfung. Mit dem BHÜG wird eine neue „Superbehörde“, die Beihilfekammer, geschaffen. Diese Institution, die de facto als „verlängerter Arm der EU“ agieren wird, steht unter dem Primat der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär unter der Berücksichtigung schweizerischer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst unzureichend, was die Gefahr birgt, dass Entscheidungen primär Brüsseler Vorgaben und nicht dem Wohl der Schweizer Bevölkerung dienen.

Besonders alarmierend ist die Untergrabung der kantonalen Souveränität. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie gänzlich. Ihre eigenständigen, demokratisch gefällten Entscheide zur lokalen Wirtschaftsförderung, wie sie beispielsweise für Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU von zentraler Bedeutung sind, werden künftig von einer zentralen Behörde in Bern und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und potenziell gekippt werden können. Dies wird durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) zementiert, indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG). Dies degradiert die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten und ermöglicht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Kantone werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft und verlieren ihr formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheidungen geprüft werden.

Auch kritische Sektoren unserer Infrastruktur geraten unter die Kontrolle der EU. Die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luftverkehr und der Landverkehr werden dem neuen EU-Regime unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist hierfür ein Paradebeispiel. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer nationalen Daseinsvorsorge.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese „Superbehörde“ wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer

einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Ein besonders stossender Aspekt ist die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Während die neue Behörde Entscheidungen trifft, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen „Wächters der Preise“ zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass die Auswirkungen auf die Konsumenten angemessen berücksichtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger machen und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Die Souveränität der Kantone und die föderalistische Autonomie werden massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen wir unsere Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist nicht nur rechtlich bedenklich, sondern auch ein fundamentaler Angriff auf die demokratische und föderalistische Grundordnung der Schweiz. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an EU-Kohäsionsmassnahmen ist aus verschiedenen Gründen äusserst bedenklich und wirft erhebliche Zweifel an ihrer Verhältnismässigkeit und ihrem Einfluss auf die schweizerische Souveränität auf.

Zunächst muss mit aller Deutlichkeit darauf hingewiesen werden, dass die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht die demokratische Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen fundamental untergräbt. Die vorgeschlagene institutionelle Anbindung impliziert eine faktische Zwangsabgabe, welche die Schweiz in eine finanzielle Abhängigkeit zur Europäischen Union drängt, ohne dass diesem Schritt entsprechende Gegenleistungen in Form von gesichertem Marktzugang oder der Beseitigung bestehender Handelshemmnisse gegenüberstehen. Die anfänglich kommunizierten Beträge von 350 Millionen Franken pro Jahr sind augenscheinlich lediglich ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung und Anpassung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen führen. Die Schweiz wird damit in eine Position gedrängt, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, den Zahlungen zu widersprechen oder diese zu verweigern; sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der wirtschaftlichen Selbstbestimmung und der Budgethoheit des Schweizer Parlaments.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein gesetzgeberisches Instrument, das dazu dient, die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und über die Verwendung der Steuergelder. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments de facto aushöhlt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Bundesmitteln, die im Interesse der schweizerischen Bevölkerung stehen, wird lediglich der Vollzug einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung festgeschrieben. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Souveränität, die nicht hingenommen werden darf.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Institutionen der Friedensförderung und die Humanitäre Hilfe der Schweiz (BöB) ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in der schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies sendet ein fatales Signal an die Europäische Union und untergräbt die Verhandlungsposition der Schweiz bei zukünftigen Abkommen.

Besonders fragwürdig ist die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des BöB. Diese Verbindung ist irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" und die positive Assoziation der Schweizer Friedensförderung werden instrumentalisiert, um politisch heikle und äusserst umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies stellt eine Taktik dar, die darauf abzielt, die tatsächlichen finanziellen Verpflichtungen hinter einer Fassade des Friedensengagements zu verstecken. Es ist abzulehnen, dass die schweizerische Friedenspolitik als Vehikel für finanzielle Transaktionen mit der EU missbraucht wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Regelung zu den finanziellen Beiträgen eine Gefährdung der schweizerischen Souveränität darstellt. Sie verwandelt freiwillige Solidaritätsbekundungen in eine rechtlich bindende Zahlungsverpflichtung, entzieht dem Parlament die Budgethoheit und schwächt die demokratische Kontrolle über die Verwendung öffentlicher Mittel. Die Schweiz wird zu einer Nettozahlerin degradiert, die keine Garantie auf verbesserte Marktzugangsbedingungen oder die Beseitigung von Handelshemmnissen erhält. Die rechtliche Verankerung durch das KoBG und die missbräuchliche Verknüpfung mit der Friedensförderung sind unannehmbar. Jeglicher finanzielle Beitrag der Schweiz an die EU sollte weiterhin eine freiwillige, vom Parlament kontrollierte und im nationalen Interesse liegende Entscheidung bleiben.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Rechtsetzungskompetenz und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Eine oberflächliche Betrachtung mag den Anschein erwecken, dass eine engere Anbindung an die EU Vorteile bringt, doch eine kritische Analyse deckt die potenziellen Nachteile und die Gefahren auf, die mit einer solchen Annäherung verbunden sind.

Zunächst einmal ist die unklare Abgrenzung der Verantwortlichkeiten und Kompetenzen zwischen der Schweiz und der EU von fundamentaler Bedeutung. Das Schweizerische Obligationenrecht, welches die Grundlage vieler wirtschaftlicher Transaktionen bildet, und die Bundesverfassung, welche die Grundpfeiler unseres Rechtsstaates und unserer Demokratie festlegt, könnten durch die Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt werden. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung schreibt vor, dass die Gesetzgebungskompetenz in Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich Bund und Kantonen zugewiesen sind, beim Bund liegt. Die vorgeschlagenen Abkommen könnten jedoch dazu führen, dass die EU-Gesetzgebung präjudizielle Wirkung für die Schweizer Gesetzgebung entfaltet, ohne dass der Schweizerische Gesetzgeber einen direkten Einfluss auf deren Zustandekommen hat. Dies widerspricht dem demokratischen Prinzip der Mitsprache und der Legitimität von Gesetzen, die für die schweizerische Bevölkerung bindend sein sollen.

Ferner ist die Sorge hinsichtlich der automatischen Übernahme von EU-Recht durch das Schweizer Rechtssystem zutiefst berechtigt. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, zukünftige EU-Rechtsakte in ihr nationales Recht zu integrieren, ohne eine eigene, kritische Prüfung vornehmen zu können, wird die Souveränität der Schweiz faktisch eingeschränkt. Artikel 173 Absatz 2 der Bundesverfassung verlangt, dass die Bundesversammlung die Grundlinien der schweizerischen Aussenpolitik festlegt und die Interessen des Landes wahrt. Eine automatische Rechtsübernahme würde diese Aufgabe untergraben, da die Schweiz nicht mehr frei entscheiden könnte, welche Regelungen sie für ihre spezifischen Bedürfnisse und Werte als angemessen erachtet. Es stellt sich die Frage, ob die EU-Gesetzgebung, die für 27 Mitgliedstaaten mit unterschiedlichen wirtschaftlichen und sozialen Strukturen konzipiert wurde, zwangsläufig die beste Lösung für die Schweiz darstellt.

Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen bedürfen einer genauen Betrachtung. Während der Zugang zum EU-Binnenmarkt beworben wird, dürfen die damit verbundenen Kosten und Verpflichtungen nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Standards und -Richtlinien, selbst in Bereichen, die

nicht unmittelbar durch bilaterale Verträge geregelt sind, könnte für Schweizer Unternehmen zu erheblichen Anpassungskosten führen. Die Wettbewerbsfähigkeit könnte dadurch beeinträchtigt werden, wenn Schweizer Unternehmen höhere regulatorische Hürden überwinden müssen als ihre direkten Konkurrenten in der EU. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen der Schweizer Wirtschaftspolitik, die darauf abzielt, innovationsfreundliche Rahmenbedingungen zu schaffen und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft zu stärken. Artikel 174 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsordnung festlegt, könnte hierdurch unter Druck geraten.

Ein weiterer kritischer Punkt ist die Frage der Rechtsprechung. Die automatische Übernahme von EU-Recht impliziert oft auch die Anerkennung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies würde bedeuten, dass Gerichte in der Schweiz potenziell an Urteile des EuGH gebunden wären, was die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Souveränität der nationalen Gerichte einschränken könnte. Das Prinzip der Gewaltenteilung, ein Eckpfeiler des Schweizer Rechtssystems, könnte hierdurch kompromittiert werden. Die Schweizer Gerichte haben die Aufgabe, das Recht gemäss der Bundesverfassung und den Schweizer Gesetzen anzuwenden. Eine faktische Bindung an die Rechtsprechung eines ausländischen Gerichts widerspricht diesem Grundsatz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar vordergründig Vorteile verspricht, jedoch tiefgreifende Fragen hinsichtlich der Souveränität, der Rechtsetzungskompetenz, der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit und der richterlichen Unabhängigkeit aufwirft. Die potenziellen Risiken einer schleichenden Integration und einer De-facto-Unterstellung unter EU-Recht sind erheblich und dürfen nicht leichtfertig ignoriert werden. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit und ihre demokratischen Prinzipien wahrt und nur solche Vereinbarungen eingeht, die klar definierten Schweizer Interessen dienen und keine unerwünschte Abhängigkeit schaffen. Die sorgfältige Prüfung jedes einzelnen Aspekts dieser Abkommen unter Berücksichtigung der bestehenden verfassungsrechtlichen Grundlagen ist von höchster Wichtigkeit.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und erfordern eine kritische Überprüfung hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Souveränität, die Rechtsetzungshoheit und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Es ist zwingend geboten, die vorgeschlagenen Abkommen nicht vorschnell und unbesehen zu akzeptieren, sondern deren potenzielle Nachteile und Risiken mit äusserster Skepsis zu beleuchten.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der potenziellen Erosion der Schweizer Rechtsetzungshoheit. Die Übernahme von EU-Recht, auch in selektiver Form, birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz zunehmend in einem rechtssetzenden Umfeld bewegt, das nicht mehr vollständig durch eigene demokratische Prozesse bestimmt wird. Das Prinzip der direkten Demokratie und die Möglichkeit des Schweizer Stimmvolkes, über Gesetze abzustimmen, könnten durch die automatische oder faktische Übernahme von EU-Rechtsakten ausgehöhlt werden. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Bundesverfassung, insbesondere den Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert sind. Es stellt sich die Frage, ob die vorgeschlagenen Regelungen die Schweiz nicht faktisch zu einem Vasallenstaat der EU degradieren, der Gegebenheiten hinnehmen muss, die er nicht mehr eigenständig gestalten kann.

Besonders bedenklich ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine Verpflichtung zur Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, selbst wenn sie nur indirekt durch die Auslegung von Abkommen erfolgt, stellt eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit dar. Die Schweizer Gerichte wären in ihrer Urteilsfindung faktisch an die Entscheidungen einer ausländischen Gerichtsinstanz gebunden. Dies widerspricht fundamental dem Artikel 190 der Bundesverfassung, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Organe des Bundes und die Kantone verbindlich sind. Wird jedoch die Auslegungshoheit des EuGH

anerkannt, so wird die Verbindlichkeit des nationalen Rechts und dessen Auslegung durch nationale Gerichte de facto relativiert. Es ist die Aufgabe der Schweizer Gerichte, die Bundesgesetze im Lichte der Bundesverfassung auszulegen, nicht umgekehrt die Rechtsprechung des EuGH über unsere eigene Verfassung zu stellen.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Während die Befürworter der Abkommen auf Vorteile für den Marktzugang verweisen, dürfen die Kosten und Risiken nicht ignoriert werden. Die geforderte Übernahme des EU-Binnenmarktregulierungsrahmens bedeutet nicht nur die Übernahme von Rechtsakten, sondern auch die Verpflichtung zur deren Umsetzung und Durchsetzung. Dies kann mit erheblichen administrativen und finanziellen Belastungen für Schweizer Unternehmen verbunden sein, insbesondere für KMU, die möglicherweise nicht über die Ressourcen verfügen, um mit den komplexen und sich ständig ändernden EU-Vorschriften Schritt zu halten. Das Prinzip der «Non-Discrimination» im Binnenmarkt mag vordergründig attraktiv klingen, doch verbirgt sich dahinter oft die Gefahr einer ungleichen Wettbewerbslandschaft, wenn die regulatorischen Rahmenbedingungen für die EU und die Schweiz nicht identisch sind und die Schweiz sich an die strengeren EU-Standards anpassen muss.

Ein weiteres gravierendes Problem stellt die Frage der Kohärenz mit bestehenden bilateralen Verträgen dar. Die vorgeschlagenen neuen Abkommen dürfen nicht dazu führen, dass die Schweiz ihre Handlungsspielräume innerhalb der bestehenden Verträge verliert oder dass diese Verträge aufgeweicht werden. Es ist fraglich, ob die neuen Regelungen tatsächlich eine Verbesserung der Beziehungen zur EU darstellen oder ob sie nicht vielmehr eine faktische Annexion der Schweiz an die EU bedeuten, ohne dass die Schweiz die Vorteile einer Vollmitgliedschaft geniesst, aber alle Nachteile in Kauf nehmen muss. Artikel 9 der Bundesverfassung betont die Berücksichtigung der Interessen der Kantone und der Bevölkerung bei der Gestaltung der Schweizer Politik. Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse scheinen diese Prinzipien nur unzureichend zu berücksichtigen und werfen die Frage auf, ob nicht die Interessen bestimmter Lobbygruppen über das Wohl des Landes gestellt werden.

Zudem ist die Transparenz und die Einbeziehung der Öffentlichkeit in den Verhandlungsprozess kritisch zu hinterfragen. Viele der Verhandlungsergebnisse werden im Verborgenen ausgehandelt, und die breite Öffentlichkeit erfährt erst spät von den potenziellen Konsequenzen. Eine fundierte Meinungsbildung ist unter solchen Umständen kaum möglich. Die Schweizer Bevölkerung hat ein Recht darauf, umfassend und transparent über die Tragweite von Abkommen informiert zu werden, die ihre Lebensweise und ihre demokratischen Rechte beeinflussen. Die Verfassung garantiert das Recht auf Information, und dieses Recht muss auch im Kontext internationaler Verhandlungen gewahrt bleiben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU aus einer Reihe von Gründen mit grosser Skepsis betrachtet werden müssen. Die potenzielle Aushöhlung der Souveränität, die Einschränkung der Rechtsetzungshoheit, die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, die unklaren wirtschaftlichen Auswirkungen und die mangelnde Transparenz sind ernsthafte Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre demokratischen Prinzipien wahrt und nur solche Abkommen eingeht, die ihre Interessen wirklich fördern und nicht untergraben. Die aktuelle Tendenz scheint eher in Richtung einer schrittweisen Unterordnung unter EU-Recht zu gehen, was für die Schweiz keine wünschenswerte Entwicklung darstellt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU wirft tiefgreifende und besorgniserregende Fragen auf, die einer kritischen und skeptischen Prüfung bedürfen. Es scheint, als ob die angestrebte Annäherung nicht primär den Interessen der Schweizerischen Eidgenossenschaft dient, sondern vielmehr eine schleichende Unterordnung unter europäische Rechtsnormen und die supranationale Hoheit der Europäischen Union befördert. Diese Entwicklung

steht im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien unserer direkten Demokratie und der Souveränität, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind.

Ein zentraler Kritikpunkt ist die potenzielle Aushöhlung der verfassungsrechtlichen Kompetenzen des Bundes und der Kantone. Die Übernahme von EU-Recht, sei es durch die flankierenden Massnahmen oder durch institutionelle Vereinbarungen, bedeutet eine Delegation von Gesetzgebungskompetenzen. Artikel 160 Absatz 1 BV, der die Mitwirkung der Kantone an der Bundesgesetzgebung vorsieht, könnte dadurch de facto entwertet werden, wenn Rechtsetzungsprozesse primär in Brüssel stattfinden und der Schweiz lediglich die Rolle der Übernahme zugedacht ist. Des Weiteren berührt die angestrebte Übernahme von EU-Recht die kantonalen Kompetenzen gemäss Artikel 47 BV, welche die kantonalen Gesetzgebungs-, Justiz- und Verwaltungskompetenzen schützen. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht könnte somit die föderale Struktur der Schweiz untergraben.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Forderung nach dessen ausschliesslicher Zuständigkeit bei der Auslegung und Anwendung von EWR-rechtlichen Bestimmungen, die auch in bilateralen Abkommen eine Rolle spielen könnten, stellt eine erhebliche Bedrohung für die rechtsstaatliche Souveränität der Schweiz dar. Dies steht im direkten Konflikt mit Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), welcher die Anwendung des Schweizerischen Rechts vorsieht, und ebenso mit Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB). Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte gezwungen wären, Urteile zu fällen, die auf einer Rechtsordnung basieren, die nicht von Schweizer Parlamentariern und nicht durch schweizerische demokratische Prozesse legitimiert wurde. Dies untergräbt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der souveränen Rechtsetzung im Inland. Der Bundesrat hat in der Vergangenheit stets betont, dass die Souveränität und die Unabhängigkeit der Schweiz nicht zur Disposition stünden. Die gegenwärtigen Vorschläge scheinen diese Linie zu verlassen und einen Kurs der schrittweisen Rechtsangleichung und Akzeptanz supranationaler Gerichtsentscheidungen zu verfolgen.

Die Auswirkungen auf die Arbeitsmarkt- und Lohnpolitik sind ebenfalls äusserst bedenklich. Die angeblichen Schutzmechanismen, wie die flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr, erweisen sich in der Praxis oft als unzureichend und werden von der EU regelmässig kritisiert. Die EU verweist dabei auf die Artikel 39 und 40 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), die die Freizügigkeit von Arbeitnehmern garantieren. Die Schweiz müsste sich einem Rechtsverständnis beugen, das die Dienstleistungsfreiheit und die Niederlassungsfreiheit primär als automatische Rechte der EU-Bürger interpretiert, was den Schutz der Schweizer Löhne und Arbeitsbedingungen zusätzlich erschwert. Artikel 119 BV, welcher die Arbeitnehmerrechte schützt, könnte durch eine unzureichende Regulierung des EU-Rechts untergraben werden.

Auch die Auswirkungen auf die Binnenwirtschaft und den Wettbewerb sind nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von EU-Standards, ohne dass die Schweiz im Gegenzug einen gleichwertigen Zugang zu den EU-Märkten erhält, kann zu einer Wettbewerbsverzerrung führen. Schweizer Unternehmen müssten sich an EU-Vorschriften halten, während die EU-Unternehmen weiterhin von ihren heimischen Standards profitieren. Dies widerspricht dem Prinzip der Chancengleichheit und könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Industrie beeinträchtigen. Artikel 27 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte in seiner praktischen Anwendung eingeschränkt werden, wenn nicht-schweizerische Standards faktisch zur Norm werden.

Die Frage der Flexibilität und der Anpassungsfähigkeit der Schweiz an sich wandelnde wirtschaftliche und gesellschaftliche Gegebenheiten ist ebenfalls von grosser Bedeutung. Die Bindung an ein komplexes und sich ständig weiterentwickelndes Regelwerk der EU schränkt die Möglichkeit der Schweiz ein, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Dies könnte die Innovationskraft und die Anpassungsfähigkeit des Schweizer Modells schwächen. Artikel 31 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsfreiheit schützt, könnte durch eine zu starre Übernahme von EU-Normen de facto eingeschränkt werden.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU Anlass zu ernsten Bedenken gibt. Es scheint, als ob die angestrebten Vereinbarungen zu einer

schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität, der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit führen. Die potenziellen Nachteile für die Schweizer Arbeitskräfte, die Binnenwirtschaft und die Innovationsfähigkeit überwiegen meiner Meinung nach die zugeschriebenen Vorteile bei weitem. Eine kritische und skeptische Haltung gegenüber diesem Paket ist daher nicht nur angebracht, sondern geboten, um die grundlegenden Werte und Prinzipien der Schweizerischen Eidgenossenschaft zu wahren. Es muss gewährleistet bleiben, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter die letzte Entscheidungsgewalt über die Gesetzgebung und die Rechtsordnung des Landes behalten.

Burnand Marc
Ch de Boissonnet 65
1010 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, 23 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

BURNAND MARC

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Valentine Dind
Av. Belles-Roches 4
1004 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, le 23 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **est donc sommé** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE** sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Valentine Dind

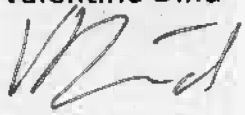

23.10.2025

VERNEHMLASSUNG
STELLUNGNAHME ZUM SCHWEIZ-EU-PAKET (STABILISIERUNG DER BEZIEHUNGEN)

Absender: Joel Dittli - privat
Datum: 23.10.2025
Kontakt: 079 575 11 65 • dittli.j@gmail.com

Persönlicher Kontext:
Ich bin seit über zehn Jahren in leitenden Funktionen der Schweizer Gastronomie/Hotellerie tätig, mit Verantwortung für mehrere Betriebe, Personalführung und siebenstellige Budgets. Daneben beschäftige ich mich mit finanziellen Steuerungsfragen (KPI, Kosten-/Nutzenanalysen, Regulierungsfolgen). Das EU-Paket berührt zentrale Bereiche meines Fachalltags: Arbeitsmarkt/Lohnschutz, öffentliche Beschaffung, Energiepreise/Versorgungssicherheit, Lebensmittelstandards und Service public. Meine Beurteilung fokussiert auf Umsetzbarkeit im Vollzug, Kostenwirkungen für Betriebe und föderale Zuständigkeiten. Ich reiche die Stellungnahme als Privatperson ein; es bestehen keine Mandate oder vertraglichen Bindungen zu EU-nahen Organisationen.

1. Executive Summary

Die Vorlage schwächt in der vorliegenden Form Souveränität, demokratische Kontrolle und finanzielle Eigenständigkeit der Schweiz. Kernprobleme sind die dynamische bzw. quasi-automatische Übernahme von EU-Recht, externe Streitbeilegungsmechanismen mit EuGH-Prägung, eine schleichende Entmachtung von Parlament, Kantonen und Aufsichtsbehörden sowie offene, potenziell steigende Zahlungsverpflichtungen ohne gesicherten Gegenwert.

Antrag: Ablehnung in der aktuellen Form. Prüfung nur unter klaren Bedingungen (Kapitel 11) und mit sektoriell begrenzten, explizit kündbaren Regelungen ohne automatische Rechtsübernahme.

2. Ausgangslage und Interessenlage

Diese Stellungnahme erfolgt aus bürgerlicher Perspektive mit Fokus auf:

- **Verfassungs- und Rechtsstaatlichkeit** (Art. 1 BV: Volkssouveränität; Art. 190 BV: Vorrang Bundesgesetz/Völkerrecht; Budget- und Finanzordnung u. a. Art. 126, 167 BV).
- **Föderalismus und Vollzugstauglichkeit** (Rollen von Kantonen, Gemeinden, Aufsichtsstellen).
- **Wirtschaftliche Planbarkeit** für Unternehmen, KMU und Service-public-Branchen.

3. Grundsätzliche Würdigung

- **Dynamische Rechtsübernahme:** Unterläuft die demokratische Selbstbestimmung. Künftige EU-Änderungen würden ohne vollwertige schweizerische Mitentscheidung gelten.
- **Streitbeilegung/EuGH-Bezug:** Externe Letztinstanz schwächt die richterliche und politische Autonomie.
- **Kosten/Nutzen:** Regelmässige Zahlungen und regulatorische Folgekosten ohne gesicherte, justiziable Gegenleistung (Marktzugang/Abbau von Hemmnissen) sind nicht vertretbar.
- **Föderale Balance:** Zentralisierung von Aufsicht/Kompetenzen entzieht Kantonen und etablierten Schweizer Institutionen wirksame Steuerung.

4. Verhandlungen – Beurteilung der Resultate

- **Gesetzgebungsautonomie:** Gefahr einer Erosion, Schweizer Besonderheiten werden ungenügend abgebildet.
- **Finanzielle Verpflichtungen:** Unklare Pfade und Eskalationsmechanismen widersprechen einer strikten Schulden- und Ausgabenbremse.
- **Luftverkehr (Beispiel):** Übernahmen ohne Level-Playing-Field schwächen Wettbewerbsfähigkeit.
  Zwischenfazit: Kein Abschluss ohne klare, durchsetzbare Schutzklauseln und Opt-outs.

5. Inländische Umsetzung

- **Kompetenzordnung Bund/Kantone:** Sektorale EU-Rahmen mit nationaler „Wahlfreiheit“ kollidieren mit föderalen Zuständigkeiten.
- **Demokratische Legitimation:** Umsetzung darf das Vernehmlassungsrecht und die Parlamentshoheit nicht entwerten.
- **Rechtskohärenz:** Ungefilterte Kopie externer Regelwerke fragmentiert schweizerisches Recht.
  Konsequenz: Nur selektive, strikt geprüfte Übernahmen; keine Automatismen.

6. Staatliche Beihilfen

- **Föderalismus:** EU-Beihilfelogik ersetzt politisch legitimierte Förderentscheide durch technokratische Kontrolle.
- **Institutionenrisiko:** Neue Spezialkammern/Aufsichten drohen zum Vollzugsarm externer Vorgaben zu werden.
- **Sektoren:** Energie, Luft-/Landverkehr und Service public wären besonderen Eingriffen ausgesetzt.

Antrag: Kein Beihilferegime ohne explizite Bundeshoheit, transparente Rechtsmittel und Kantonsmitwirkung.

7. Personenfreizügigkeit – Zuwanderung

- **Daueraufenthalte/Nachzug:** Weitreichende Ansprüche erhöhen Druck auf Sozialwerke und Sicherheitsbehörden.
- **Schutzklauseln:** Bei hohen Hürden faktisch wirkungslos; Sanktionsdrohung entwertet nationale Steuerung.
- **Bildung/Finanzen/2. Säule:** Zusatzzahlungen und externe Koordinierung schwächen die schweizerische Gestaltungshoheit.

Antrag: Materielle Schutzklauseln mit objektiven Indikatoren, national vollziehbar; Nachzugsregeln auf Schweizer Standard halten.

8. Personenfreizügigkeit – Lohnschutz

- **Vollzug:** Zentralisierung schwächt paritätische Kontrollen; Risiko von Lohndruck/Lohndumping.
- **Arbeitsrecht:** Sonderregime unterminieren Vertragsfreiheit und KMU-Flexibilität.
- **Vollstreckung ausländischer Akte:** Keine automatische Anerkennung ohne vollumfängliche gerichtliche Prüfung.

Antrag: Schweizer Lohnschutzinstrumente in voller Schärfe erhalten; keine Verwässerung zugunsten formaler EU-Konvergenz.

9. Landverkehr

- **Kabotage/Cherry-Picking:** Gefährdet Quersubventionierung des Service public und Netzstabilität.
- **Vergaben:** EU-Vorgaben passen nicht zwingend zu schweizerischen Qualitäts-/Erreichbarkeitszielen.

Antrag: Keine Kabotage ohne symmetrische Verpflichtungen und Service-public-Sicherung; Vergabehoheit national belassen.

10. Finanzieller Beitrag

- **Von Freiwilligkeit zu Pflicht:** Entzug eines zentralen aussenpolitischen Hebels; Budgethoheit wird geschwächt.
- **Beitragsmechanik:** Absehbare Aufwärtsdrift ohne Vetorecht; Risiko Nettozählerstatus ohne Stimmrecht.

Antrag: Falls überhaupt, nur befristete, plafonierte, konditionierte Beiträge mit messbaren Gegenleistungen und Exit-Klausel.

11. Strom

- **Souveränität/Versorgung:** Einbindung in EU-Agenturen ohne Mitsprache macht die Schweiz zum Regel-Empfänger.
- **Markt und Reserve:** Volle Liberalisierung vor gesicherter Versorgung erhöht Preisvolatilität.
- **Dezentrale Erzeugung/Wasserkraft:** Gefahr der Benachteiligung bewährter Schweizer Modelle.

Antrag: Schweizer Priorität „Versorgung vor Markt“. Kein Regimewechsel ohne gesicherte Steuerungsrechte und Netzsicherheit.

12. Lebensmittelsicherheit

- **Standards und Labels:** Angleichung nach unten entwertet „Swiss Quality“.
- **Guillotine-Effekte:** Politischer Zwang anstelle sachlicher Abwägung.
- **Bürokratie:** Unverhältnismässige Lasten für Kleinbetriebe, Alp- und Dorfstrukturen.
- **Gentechnik/Tierschutz:** Senkung etablierter Schweizer Schutzniveaus ist nicht akzeptabel.

Antrag: Schweizer Standards als Mindestniveaus festschreiben; keine extern erzwungene Absenkung.

13. Konkrete Bedingungen und Änderungsanträge

1. **Keine dynamische Rechtsübernahme.** Jede Übernahme nur via ordentlichem schweizerischem Gesetzgebungsweg (inkl. Referendumsmöglichkeit).
2. **Streitbeilegung:** Kein Automatismus zugunsten des EuGH. Streitfragen Schweiz-EU ausschliesslich durch paritätische Schiedsstellen; EuGH-Auslegungen nicht bindend für rein nationale Wirkungen.
3. **Föderalismus sichern:** Kantone erhalten Mitentscheidungs- und Vetorechte in Vollzugsfragen; keine Entmachtung bestehender Aufsichten (z. B. Preisüberwacher, ElCom, WEKO in ihrer schweizerischen Rolle).
4. **Schutzklauseln mit harten Triggern:** Bei Migrations-, Arbeitsmarkt- oder Systemrisiken nationale Sofortmassnahmen ohne Sanktionsdrohung zulässig.
5. **Service public schützen:** Keine Kabotage im öV ohne symmetrische Verpflichtungen, Quersubventionierung und Netzabdeckung garantiert.
6. **Beihilfen:** Nationale Beihilfenpolitik bleibt in Bundeskompetenz; EU-Kriterien nur als Orientierung, nicht als verbindlicher Prüfungsstandard.
7. **Finanzbeiträge:** Befristung (max. 3 Jahre), absoluter Plafond, Auszahlung nur gegen messbare Gegenleistungen (Marktzugang, konkrete Hemmnisreduktion), automatische Sistierung bei Zielverfehlung.
8. **Energie:** Kein Beitritt zu externen Aufsichts-/Agenturmechanismen ohne Stimm- und Vetorechte; „Versorgung vor Markt“ gesetzlich priorisieren.
9. **Lebensmittel/Tierschutz:** Schweizer Mindeststandards als „Stand-still-Klausel“ fixieren; GVO-Regel bleibt national.
10. **Sunset-Klauseln & Opt-outs:** Jedes Teilabkommen befristet (z. B. 5 Jahre) mit einfacher Kündigung; keine Guillotine über Sektoren hinweg.
11. **Transparenz & Folgenabschätzung:** Verbindliche, sektorweise Ex-ante-Kosten-Nutzen-Analysen inkl. Kantons-/KMU-Impact; jährlicher Wirkungsbericht ans Parlament.

14. Antworten entlang typischer Leitfragen des Bundes

- **Zieladäquanz:** Ziele (Planbarkeit, Marktzugang) werden ohne Automatismen und mit klaren Schutzklauseln besser erreicht.
- **Verhältnismässigkeit:** In der aktuellen Fassung verneint; hohe Eingriffe bei fraglichem Mehrwert.
- **Vollzugstauglichkeit/Föderalismus:** In Sektoren mit Kantonsvollzug ungenügend; Anpassungen gemäss Kap. 13 erforderlich.
- **Finanzen/Wirtschaft:** Nur bei konditionierten, plafonierten Beiträgen und nachweislicher Hemmnisreduktion vertretbar.
- **Rechtliche Kohärenz:** Erfordert explizite Abkehr von dynamischer Übernahme, klare Schiedsarchitektur, Sunset-Mechanismen.

15. Gesamtbeurteilung

Das Paket birgt substanzielle Risiken für Souveränität, demokratische Kontrolle, Föderalismus und Finanzstabilität. In dieser Form **ablehnen**. Eine selektive, sektorweise Kooperation mit strikter Schweizer Steuerung bleibt möglich und sinnvoll – aber nur unter den in Kapitel 13 genannten Bedingungen.

16. Schlussantrag

Ich beantrage,
a) die Vorlage in der vorliegenden Form abzuweisen, und
b) sie gemäss den Bedingungen und Änderungsanträgen in Kapitel 13 grundlegend zu überarbeiten.

Mit freundlichen Grüssen
Joel Dittli

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Eggenberger Heidi (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Eggenberger Heidi

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werden einer kritischen Prüfung nicht standhalten. Es ist fraglich, ob die angestrebte Stabilisierung tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie nicht vielmehr zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität führt. Die Idee, die Beziehungen zur EU durch eine einseitige Annäherung zu „stabilisieren", ignoriert grundlegend die Prinzipien der bilateralen Abkommen, die auf gegenseitigem Respekt und Eigenständigkeit beruhen. Die Europäische Union verfolgt seit jeher eine Politik der Vertiefung ihrer Integration, und jede Form der Annäherung birgt die Gefahr, dass die Schweiz in den Sog dieser Dynamik gerät und gezwungen wird, europäisches Recht zu übernehmen, ohne dass dies zwingend unseren nationalen Interessen dient. Insbesondere die Möglichkeit, dass das Europäische Gerichtsrecht (EuGH-Rechtsprechung) in Zukunft auf die Schweiz angewendet werden könnte, ist äusserst bedenklich. Artikel 12 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Die Unterstellung unter die Jurisdiktion des EuGH würde dieses Grundprinzip verletzen und die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gefährden. Dies widerspräche zudem dem Geist der bilateralen Verträge, die eine klare Abgrenzung der Zuständigkeiten vorsehen. Weiterhin stellt sich die Frage, inwieweit die vorgeschlagene Stabilisierung die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft tatsächlich fördern würde. Eine stärkere Anbindung an den EU-Binnenmarkt könnte kurzfristig vorteilhaft erscheinen, birgt jedoch das Risiko, dass Schweizer Unternehmen mit überbordender Bürokratie und regulatorischem Druck konfrontiert werden, der aus Brüssel diktiert wird. Das Prinzip der Subsidiarität, wie es in Artikel 5 des Vertrags über die Europäische Union (EUV) verankert ist, wird in der Praxis der EU oft missachtet, und es gibt keine Garantie, dass die Schweiz von solchen übermässigen Regulierungen verschont bliebe. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtliche Eigenständigkeit und die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit verbunden ist. Bevor weitere Schritte unternommen werden, bedarf es einer gründlichen und kritischen Analyse der langfristigen Konsequenzen, welche die nationalen Interessen der Schweiz wahrend. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Autonomie wahrt und sich nicht in einer Position wiederfindet, in der sie unumgängliche Anpassungen an eine sich ständig weiterentwickelnde EU vornehmen muss.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union lassen eine tiefe Unzufriedenheit erkennen, da sie in keiner Weise den Interessen und der Souveränität der Schweiz gerecht werden. Das vorgeschlagene Paket birgt erhebliche Risiken und keine adäquaten Vorteile, die eine Zustimmung rechtfertigen würden. Es ist fraglich, ob die schweizerische Rechtsordnung, insbesondere das Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung, durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Bevölkerung und der eidgenössischen Räte hinreichend geschützt ist. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, wie sie in zahlreichen Bereichen des Pakets angedeutet wird, stellt eine faktische Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs dar. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 50 des Obligationenrechts, der die vertragliche Autonomie der Schweizer Parteien garantiert. Die vorgeschlagene Regelung würde diese Autonomie durch eine externe Rechtsordnung massiv einschränken. Die angepriesenen Vorteile einer vertieften Kooperation mit der EU verblassen angesichts der massiven Verlagerung von Kompetenzen und der Aufgabe zentraler schweizerischer Steuerungsmöglichkeiten. Die Ausführungsbestimmungen zur Personenfreizügigkeit, die eine erhebliche Belastung für die sozialen

Sicherungssysteme und den Arbeitsmarkt darstellen könnten, sind besonders bedenklich. Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme ohne die Möglichkeit einer echten Einflussnahme seitens der Schweiz widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 34 der Bundesverfassung verankert ist, und untergräbt die demokratischen Entscheidungsprozesse. Es ist offensichtlich, dass die Europäische Union mit diesem Paket ihre institutionelle Agenda durchsetzen will, ohne auf die spezifischen Bedürfnisse und die Rechtskultur der Schweiz Rücksicht zu nehmen. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, die im vorliegenden Paket noch nicht abschliessend beziffert ist, wird voraussichtlich zu einer erheblichen finanziellen Belastung führen, ohne dass ein klarer Mehrwert für die schweizerische Wirtschaft oder Gesellschaft erkennbar ist. Dieses Paket ist somit nicht nur aus rechtlicher, sondern auch aus wirtschaftlicher und politischer Sicht äusserst problematisch.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen einer tieferen Integration mit der Europäischen Union auf die schweizerische Rechtsordnung und die Souveränität unseres Landes auf. Es ist ausserordentlich kritisch zu hinterfragen, ob die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit den Grundprinzipien unserer Verfassung stehen und ob sie tatsächlich dem langfristigen Interesse der Schweiz dienen. Wir äussern uns mit äusserster Skepsis zu den potenziellen Auswirkungen einer weiteren Übernahme von EU-Recht. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert die Pflicht des Bundes, das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu sichern. Die unreflektierte Adaption von EU-Recht, oft ohne die Möglichkeit, diese Regelungen an die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz anzupassen, birgt die Gefahr, dass dieses Wohl untergraben wird. Es besteht die ernste Sorge, dass die Schweiz ihre Fähigkeit verlieren könnte, eigenständige und auf ihre Bedürfnisse zugeschnittene Regulierungen zu schaffen, die im Einklang mit Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) stehen, welcher die Rechtsentwicklung als primäres Ziel der Gesetzgebung vorsieht. Weiterhin ist die Frage der demokratischen Legitimation und der Volkssouveränität von zentraler Bedeutung. Die Übernahme von Recht, das von externen Organen geschaffen wird, deren Legitimation nicht auf dem schweizerischen Wählervotum beruht, steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, wie es in Artikel 138 ff. BV verankert ist. Das Volk hat das Recht, die Gesetzgebung zu gestalten, und dieses Recht darf nicht durch eine schleichende Aushöhlung durch überstaatliche Normen in Frage gestellt werden. Die angestrebte Harmonisierung könnte zudem zu einer Dezentralisierung von Entscheidungsbefugnissen führen, die den Kantonen gemäss Artikel 3 BV zustehen. Es ist unklar, inwieweit die kantonalen Rechte und Kompetenzen durch die Übernahme von EU-Regelungen tangiert oder gar beeinträchtigt werden. Die Flexibilität, die Artikel 48 BV den Kantonen zur Ausübung ihrer Rechte zubilligt, könnte durch die Verbindlichkeit überstaatlicher Rechtsakte eingeschränkt werden. Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegende Vernehmlassung Anlass zu tiefgreifenden Bedenken gibt. Eine kritische Prüfung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die schweizerische Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die verfassungsmässige Ordnung nicht kompromittiert werden. Wir fordern eine eingehende Analyse der potenziellen negativen Auswirkungen und eine klare Darlegung, wie die vorgeschlagenen Schritte mit den grundlegenden Werten und Prinzipien unseres Rechtsstaates in Einklang gebracht werden können.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen an die Europäische Union, sind aus mehreren Gründen höchst bedenklich und bedürfen einer kritischen Auseinandersetzung. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht ist ein schwerwiegender Eingriff in die finanzielle Souveränität der Schweiz. Dies entzieht der nationalen Legislative ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über substanzielle finanzielle Mittel. Die Rede von einem "finanziellen Beitrag" ist angesichts der verbindlichen Natur und der potenziell unbegrenzten Steigerungsmöglichkeiten eine Euphemismus für eine faktische Zwangsabgabe. Die im Vertrag initial genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz wird in eine Position gedrängt, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, die Höhe der Zahlungen zu beeinflussen oder abzulehnen, und somit gezwungen ist, die von der EU diktierten Beträge zu akzeptieren. Dies bedeutet die Schaffung eines zahlenden Staates ohne Stimmrecht, der sich zur Kasse bitten lässt, ohne dafür einen garantierten, substanziellen Gegenwert in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, um diese Zahlungen als

permanente und rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer eigenständigen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine reine Formalität. Sie verankert diese Zahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Absicht, sie als integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung zu etablieren. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und grenzt an eine instrumentalisierende Taktik. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen die finanzielle Souveränität der Schweiz erheblich schwächen, die demokratische Kontrolle über erhebliche finanzielle Mittel aushöhlen und die Schweiz zur Nettozahlerin ohne adäquate Gegenleistung machen. Dieses Vorgehen ist im Lichte der nationalen Interessen nicht vertretbar.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsrecht und im Energiegesetz stellen eine fundamentale Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die beabsichtigte institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Anhängsel der Europäischen Union. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die nationale Hoheit über eine kritische Infrastruktur aufgibt. Die geplante Überführung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" ist inakzeptabel. Dies bedeutet die erzwungene Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel und das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, eigenständigen Energieregulierung. Das StromVG, insbesondere die Artikel 4a ff., welche eine vollständige Marktliberalisierung vorsehen, führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Grundversorgung. Die Energieversorgung wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schaffung einer angeblich ausreichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist angesichts der Marktlogik höchst fragwürdig. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und somit auch der ländlichen Bevölkerung, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde zu massiven Einnahmeverlusten in betroffenen Regionen führen. Die föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die Verschärfung des Unbundlings gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, mit der Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine überstürzte und ungenügend durchdachte Aufgabe nationaler Kompetenzen darstellen, die zu Lasten der Bevölkerung und der Wirtschaft gehen wird. Die Versorgungssicherheit wird geopfert, die föderale Struktur geschwächt und die Kosten auf die Konsumenten abgewälzt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung äusserst fragwürdig und bergen erhebliche Risiken für das Schweizer Lohnniveau. Die behaupteten Schutzmechanismen erscheinen eher kosmetischer Natur und sind offensichtlich unzureichend, um dem massiven Druck entgegenzuwirken, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion der Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die von dieser Entwicklung am stärksten betroffen sein werden. Es ist zutiefst bedenklich,

dass der bewährte und effektive Schweizer Lohnschutz nicht gestärkt, sondern vielmehr aufgeweicht und an die schwächeren Standards der Europäischen Union angepasst wird. Die neu geschaffenen Regeln sind nicht nur bürokratischer, sondern auch nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt zwangsläufig ausländische Unternehmen, die versuchen, durch Lohndumping ihre Wettbewerbsvorteile zu erzielen. Die Kontrollmechanismen werden dabei geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die vorgesehenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Des Weiteren ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehr mit der EU birgt erhebliche Risiken für die Schweiz und die Qualität unseres Service public. Insbesondere die Zulassung der Kabotage im Schienenverkehr, verankert im neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Grundlage und die flächendeckende Versorgung unseres Bahnnetzes dar. Ausländische Anbieter werden sich, wie zu erwarten ist, auf die profitabelsten Strecken konzentrieren, die sogenannte 'Rosinenpickerei' betreiben und damit die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen schwächen, die ihrerseits die weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien bedienen müssen. Dies untergräbt das bewährte Modell, das die Schweiz seit Jahrzehnten erfolgreich praktiziert. Darüber hinaus ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies beschneidet die Souveränität von Bund und Kantonen in der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich. Statt die Vergabeentscheidungen primär nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die bisherigen schweizerischen Verkehrsziele könnten dadurch marginalisiert werden. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich hierbei um eine trügerische Sicherheit, die die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz im Bahnverkehr nicht verhindert. Die damit verbundene dynamische Rechtsübernahme könnte beispielsweise zukünftige Regelungen zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) nach sich ziehen, was die Hoheit über unsere Schieneninfrastruktur weiter an zentrale EU-Stellen verlagern würde. Die Gefahr, dass EU-Beihilferegelungen bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen, ist ebenfalls gravierend und bedroht direkt die Qualität und das Angebot für die Schweizer Bevölkerung. Dieses Abkommen stellt eine signifikante Bedrohung für die Unabhängigkeit und die Leistungsfähigkeit unseres Eisenbahnsystems dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an die EU-Regularien, maskiert unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine inakzeptable Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Sicherheit unserer Lebensmittel geht, sondern um eine umfassende Integration, die unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter akuter Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland". Wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, verlieren wir einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser gefährlichen Entwicklung. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Annahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Darüber hinaus sehen wir eine massive Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, wodurch der Volkswille klar missachtet wird. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet zudem, dass die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Revision des LMG sowie die Anpassungen im Tierschutz-, Landwirtschafts-, Wald- und Tierseuchengesetz einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten darstellen. Es ist eine erstickende Bürokratie, ein Verlust an hohen Standards und eine klare Verletzung unserer Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Rechte des Schweizer Volkes dar. Die ungezügelte Übernahme von EU-Recht, insbesondere die Einführung des Daueraufenthaltsrechts bereits nach fünf Jahren und die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Das Versprechen einer "Schutzklausel" ist eine reine Farce, deren Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis nie greifen wird, während die EU mit Sanktionen droht, sollte die Schweiz versuchen, sich zu schützen. Die geplante "Integrationsmethode" für die Rechtsübernahme in der Zuwanderung entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel und eine direkte Bedrohung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die neuen Artikel 41c und 21b sowie die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die für Schweizer Steuerzahler, Kantone

und Gemeinden nicht tragbar ist. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGMD) und im Medizinalberufegesetz (MedBG) ersetzt schweizerische Gründlichkeit durch automatisierte EU-Kompatibilität und gefährdet unsere Qualitätsstandards. Die massiv erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) sind ein deutliches Eingeständnis der enormen Folgekosten der Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich. Die Unterstellung unserer beruflichen Vorsorge unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur schleichenden Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese Massnahmen sind nicht nur eine Missachtung des Volkswillens, sondern auch eine ernsthafte Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die innere Sicherheit der Schweiz.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen Eingriff in die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung dar und sind aus mehreren Gründen höchst bedenklich. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt nicht nur die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie, sondern führt auch zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Die Schweiz würde de facto zum reinen Regel-Empfänger degradiert, und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit würde ausgehebelt. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Mit der neuen Beihilfekammer, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die primär die EU-Kompatibilität und nicht schweizerische Interessen durchsetzen wird. Dies hebt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis auf und schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde in Bern mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gezogen und gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Umgehung der föderalistischen Grundsätze. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die föderalistischen Strukturen weiter. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geopfert wird. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" agiert als "verlängerter Arm der EU", dessen Entscheide nicht primär Schweizer Interessen dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt sind die vorgeschlagenen Änderungen eine inakzeptable Preisgabe nationaler Souveränität und eine fundamentale Schwächung des Föderalismus.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Verhältnis zur Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die vorgeschlagenen Regelungen mit den fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere mit dem Primat des eidgenössischen Rechts und der direkten Demokratie, in Einklang gebracht werden können. Die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeit des eidgenössischen Gesetzgebers und des Souveräns widerspricht dem Geist und Buchstaben von Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als freie und souveräne Nation umschreibt. Die automatische Übernahme von Rechtsakten, wie sie in den bilateralen Verträgen mit der EU oft impliziert wird, würde die schweizerische Rechtsetzungskompetenz gravierend einschränken und die Möglichkeit zur Anpassung von Gesetzen an schweizerische Bedürfnisse de facto eliminieren. Dies steht im Widerspruch zu

Artikel 160 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit des Bundesrates und der Bundesversammlung für den Erlass von Bundesgesetzen festlegt. Des Weiteren birgt die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung. Eine Bindung an dessen Rechtsprechung, die in vielen Punkten auf dem EU-eigenen Primat des EU-Rechts und dem Effet utile beruht, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben und die Anwendung des schweizerischen Rechts, wie es in der Bundesverfassung verankert ist, faktisch verunmöglichen. Dies tangiert das Prinzip der Gewaltenteilung und die Souveränität der schweizerischen Justiz. Die Möglichkeit, dass der EuGH über die Auslegung von Verträgen entscheidet, die für die Schweiz bindend sind, stellt eine schleichende Aushöhlung der nationalen Gerichtshoheit dar. Die Auswirkungen auf die direkten demokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung sind ebenfalls gravierend. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen darauf abzuzielen, eine stärkere Angleichung an EU-Standards zu erzwingen, ohne dass die Bürgerinnen und Bürger über die einzelnen Rechtsakte oder deren Auswirkungen im Rahmen von Referenden abgestimmt werden können. Dies untergräbt das in Artikel 34 der Bundesverfassung verankerte Recht auf demokratische Mitwirkung und die Möglichkeit, die Gesetzgebung massgeblich zu beeinflussen. Die Gefahr einer Entmündigung des Souveräns durch eine übermässige Übernahme fremder Rechtsnormen ist real und darf nicht unterschätzt werden. Es ist daher unabdingbar, dass jede zukünftige Vereinbarung mit der EU die schweizerische Souveränität und die demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkt wahrt.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Eichenberger (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Thomas Eichenberger · 0796898660 · teddy.beinwil@outlook.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des bilateralen Pakets mit der Europäischen Union birgt erhebliche prozedurale und inhaltliche Bedenken, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Anpassungen die Souveränität der Schweiz angemessen wahren und die demokratischen Prinzipien unseres Landes stärken. Die Übernahme von EU-Recht, ohne eine klare und wirksame Mitgestaltungsmöglichkeit der Schweiz, widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung und dem Willen des Schweizer Volkes, wie er insbesondere in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) zum Ausdruck kommt. Die Demokratie lebt von der Mitwirkung und der Akzeptanz durch das Volk, nicht von einer einseitigen Übernahme von Rechtsnormen einer externen Macht.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung des Abkommens wirft ernsthafte Fragen hinsichtlich der Gewaltenteilung und der Rechtsprechung auf. Die Idee, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in bestimmten Angelegenheiten bindende Entscheidungen für die Schweiz treffen soll, greift tief in die richterliche Unabhängigkeit ein, wie sie durch Artikel 194 BV geschützt wird. Eine externe Gerichtsbarkeit, deren Urteile nicht dem schweizerischen Rechtsweg unterliegen, stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Gerichtshoheit dar. Die Übertragung von Kompetenzen an Organe, die nicht dem demokratischen Einfluss der Schweizer Bevölkerung unterliegen, ist mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 Absatz 2 BV verankert ist, kaum vereinbar.

Darüber hinaus ist die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Gesetzgebung durch die ständige Übernahme von EU-Recht nicht zu unterschätzen. Ohne eine klare Verankerung der Mitbestimmungsrechte und eine Sicherstellung, dass nur Rechtsakte übernommen werden, die den Kerninteressen der Schweiz dienen, droht eine faktische Entwertung des nationalen Gesetzgebungsprozesses. Die Bundesversammlung als oberstes Organ der rechtsetzenden Gewalt müsste ihre Kompetenzen in einem Mass abgeben, das mit den Grundsätzen der parlamentarischen Demokratie nur schwer in Einklang zu bringen ist. Die Langfristigkeit und die demokratische Legitimität solcher Abkommen sind daher ernsthaft in Frage zu stellen. Die vorgesehene Form der Einbindung birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine unkontrollierbare Abhängigkeit gerät und ihre Fähigkeit verliert, eigenständige und dem Volk dienliche Politiken zu gestalten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Vorschriften gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die nationalen Interessen der Schweiz. Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die Schweiz durch die schrittweise Übernahme von EU-Recht, auch in Bereichen, die bisher klar dem nationalen

Zuständigkeitsbereich oblagen, an Autonomie verliert.

Insbesondere Artikel 44 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) ist hierbei von zentraler Bedeutung. Dieses Prinzip der ausschliesslichen Zuständigkeit des Bundes in gewissen Bereichen steht unter erheblichem Druck. Die vorgesehene Umsetzung von EU-Bestimmungen greift in Kernbereiche der Schweizer Gesetzgebung ein und bedroht die Möglichkeit, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln.

Des Weiteren werfen die vorgeschlagenen Massnahmen Fragen bezüglich der demokratischen Legitimation auf. Wenn schweizerische Parlamentsbeschlüsse und rechtsstaatliche Prozesse durch die Übernahme von EU-Vorgaben umgangen oder überlagert werden, stellt dies eine Schwächung der direktdemokratischen Instrumente und der parlamentarischen Kontrolle dar. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe d BV, der die Bundesversammlung zur Wahrung der Interessen des Landes verpflichtet, scheint in diesem Kontext untergraben zu werden.

Die Vernehmlassung scheint die langfristigen Konsequenzen einer solchen Annäherung an das EU-Recht zu unterschätzen. Eine fortlaufende und selektive Übernahme von EU-Recht ohne eine klare vertragliche Grundlage und ohne eine angemessene Gegenleistung für die Schweiz führt zu einer asymmetrischen Abhängigkeit. Dies widerspricht dem Grundsatz der Souveränität, der in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist und die Schweiz als unabhängigen und selbstbestimmten Staat definiert.

Es muss klar dargelegt werden, welche konkreten Vorteile für die Schweiz aus dieser zunehmenden Rechtsübernahme erwachsen und ob diese Vorteile die evidenten Nachteile, wie den Verlust der legislativen Autonomie und die mögliche Überfremdung des Rechtssystems, überwiegen. Ohne überzeugende Argumente, die diese Bedenken ausräumen, ist die aktuelle Stossrichtung kritisch zu hinterfragen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in einem rechtsgleichen Verhältnis zur EU steht, ohne die damit verbundenen Vorteile eines Mitgliedstaates zu geniessen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regularien im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel „Vom Hof auf den Tisch“ stellt keine Verbesserung der hiesigen Standards dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein fremdes Regelwerk. Dies hat gravierende Konsequenzen für unsere Produktionsstandards, die Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist dadurch massiv gefährdet, da eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label „Made in Switzerland“ entwertet.

Besonders besorgniserregend ist die im Abkommen verankerte, sprichwörtliche „Guillotineklausel“. Diese verknüpft die Zustimmung zu diesem schädlichen Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen, was eine unhaltbare Erpressung darstellt und jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein nicht hinnehmbarer Eingriff in unsere Souveränität. Dies unterstellt Schweizer Unternehmen der Kontrolle durch ausländische Behörden.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überschwemmen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen müssten sich mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften auseinandersetzen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen bedroht. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Recht unterwirft und zu einer erstickenden Bürokratie sowie einem Verlust an hohen Standards führt.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Auch im

Tierschutzgesetz (TSchG) sind negative Entwicklungen zu verzeichnen. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, der es uns verunmöglicht, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen zudem eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aus. Ebenso ist die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) kritisch zu sehen, da sie den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt und die Schweiz unfähig macht, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet die Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit durch die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ist äusserst bedenklich. Dieses Abkommen ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Bahnstrecken zu bedienen. Die Gefahr der "Rosinenpickerei" ist evident: Unternehmen wie Flixtrain könnten sich auf die lukrativen Hauptachsen konzentrieren und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung unerlässlichen Nebenstrecken allein lassen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres bewährten öffentlichen Verkehrsmodells und gefährdet die Erfüllung des Versorgungsauftrags.

Des Weiteren ist die Sorge berechtigt, dass das EU-Beihilferecht die Finanzierung des Service public in seiner bisherigen Form unmöglich machen könnte. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das sich die Schweizer Bevölkerung verlassen kann.

Die von der Regierung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" zur Absicherung entpuppt sich als rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Dies ist eine leere Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die Verpflichtung zur Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) manifestiert, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis ist alarmierend. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Das Abkommen untergräbt die Grundpfeiler unseres Service public und unsere Fähigkeit, unseren öffentlichen Verkehr eigenständig und im Interesse der eigenen Bevölkerung zu gestalten.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zur Strommarktliberalisierung und zur institutionellen Einbindung in EU-Strukturen ist mit tiefgreifenden Bedenken verbunden, die eine unmissverständliche Ablehnung nahelegen. Die angestrebte vollständige Marktöffnung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer massiven Preisvolatilität und gefährdet fundamental die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Schaffung einer angeblich ausreichenden

Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG erscheint als unzureichender Mechanismus, um die Risiken eines vollständig deregulierten Marktes abzufedern. Die Geschichte lehrt, dass der freie Markt primär auf Profitmaximierung ausgerichtet ist und die Gewährleistung einer stabilen Grundversorgung nicht sein vorrangiges Ziel ist.

Die Ausweitung der Kompetenzen der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) gemäss Art. 22 StromVG und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften nach Art. 10, 18 und 19 StromVG sind klare Indizien für eine schleichende Unterstellung unter das EU-Regime. Die ElCom würde von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Entscheidungen über unser Stromnetz würden künftig in Brüssel gefällt, während die Schweiz die Kosten mittragen müsste, ohne dabei ein Stimmrecht zu besitzen. Dies stellt einen erheblichen Souveränitätsverlust dar und gefährdet die nationale Energiesicherheit.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG) verschärfen die Problematik zusätzlich. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG stellt einen direkten Schlag gegen die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion dar. Durch die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen einer nachhaltigen Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Ferner schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln ebenfalls existenziell auf dem Spiel. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, indem ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze weiter einschränkt. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment, das die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes überlässt und in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Dieses Abkommen opfert die nationale Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen auf dem Altar der europäischen Integration, ohne dabei klare Verantwortlichkeiten für die schweizerische Energieversorgung zu schaffen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht des Schweizer Arbeitsmarktes äusserst bedenklich und enttäuschend. Die angepriesenen Lohnschutzmassnahmen erscheinen eher kosmetischer Natur und vermögen den massiven Druck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich auf die Schweizer Löhne ausgeübt wird, nicht kompensieren. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, droht. Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, werden wir Zeugen einer Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards, die bürokratischer, aber weniger effektiv sind. Dies begünstigt vorrangig ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen

und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, da die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Anpassungen an das AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus. Jede Änderung unseres bewährten Systems der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Insgesamt zeugen diese Vorschläge von einer starken Tendenz zur Aufgabe bewährter schweizerischer Prinzipien zugunsten einer unkritischen Übernahme von EU-Regelungen, mit gravierenden negativen Folgen für den Schweizer Arbeitsmarkt und die schweizerische Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine krasse Überschreitung dessen dar, was die Schweizer Stimmbevölkerung mit der Annahme von Artikel 121a der Bundesverfassung beabsichtigt hat. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", konterkariert den klaren Willen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieser neue Status birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da er selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hätte.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten die Schweizer Steuerzahler tragen. Der nahezu unbeschränkte Familiennachzug, der neu auch Eltern und Grosseltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Kosten führen. Die angebliche "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Placebo, deren Anwendungsbedingungen so hoch sind, dass sie praktisch wirkungslos bleibt und im Falle ihrer Aktivierung zu unangenehmen Sanktionen durch die EU führt. Die automatische Rechtsübernahme im Sinne der "Integrationsmethode" entmachtet unser Parlament und Volk faktisch bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen in diesem sensiblen Bereich.

Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert diese Entwicklung. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus und erschweren deren Ausschluss aus dem System, was eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags darstellt. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine effektive Steuerung ermöglicht. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) sind ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35) und GesBG (Artikel 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzen die schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte

EU-Mechanismen, was die Gefahr einer Absenkung unserer hohen Standards birgt und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet. Diese Anpassungen sind eine Kapitulation vor Brüssel und stellen eine unannehmbare Bedrohung unserer Souveränität und unseres Wohlstands dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsionsförderung bergen erhebliche Risiken für die finanzielle Autonomie und die Souveränität der Schweiz. Es ist äusserst besorgniserregend, dass bisherige freiwillige und vom Parlament kontrollierte Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht werden sollen. Diese Umwandlung entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die Gefahr einer faktischen Zwangsabgabe ist offensichtlich.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz würde damit jegliche Möglichkeit verlieren, diesen Forderungen entgegenzutreten, und wäre gezwungen, zu diktierten Konditionen zu zahlen. Dies widerspricht dem Prinzip der Souveränität und der Eigenverantwortung.

Es ist zudem höchst bedenklich, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, gibt es keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir zahlen offensichtlich für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet, ohne greifbare Vorteile für unser Land zu bieten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG dient als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht hier nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b ist irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Wir lehnen eine derartige Vorgehensweise entschieden ab.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Untergrabung der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Sinne des öffentlichen Interesses getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies bedeutet de facto die Aufgabe nationaler wirtschaftspolitischer Steuerungshoheit zugunsten einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionellisiert diese Unterwerfung. Insbesondere Art. 3 BHÜG etabliert eine zentrale Kontrollinstanz, die Beihilfekammer, deren Aufgabe primär die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht die Verfolgung schweizerischer Interessen ist. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien der nationalen Autonomie und der dezentralen Entscheidungsfindung.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv eingeschränkt. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern abgesegnet werden. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) verschärft diese Problematik weiter: Der neue Art. 82 Bst. bbis BGG verleiht der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Entscheidungen mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können (vgl. Art. 98a BGG).

Die Beibehaltung der nationalen Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr wird durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG geopfert. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO wird aufgegeben. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft zudem ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Entmachtung des eigenen demokratischen und föderalistischen Systems zugunsten externer, EU-zentrierter Entscheidungsprozesse bedeuten. Die schweizerische Rechtsordnung und die Autonomie der Kantone werden in Kernbereichen ausgehebelt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit zentralen Bestimmungen des schweizerischen Rechtssystems und der Souveränität unseres Landes auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die flankierenden Massnahmen zum Schutz der schweizerischen Arbeitskräfte und die Gefahr der faktischen Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation geben Anlass zu tiefgehender Besorgnis.

Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen im Einklang mit Artikel 119 Absatz 2 der Bundesverfassung stehen, der die Gewährleistung fairer Arbeitsbedingungen und den Schutz der Arbeitnehmer vorsieht. Die Gefahr einer Aushöhlung der schweizerischen Lohn- und Sozialstandards durch die Personenfreizügigkeit, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, kann nicht ausgeschlossen werden. Die flankierenden Massnahmen, die zur Abfederung solcher Risiken eingeführt wurden, scheinen durch die neuen Vereinbarungen unter Druck zu geraten. Eine Übernahme von EU-Recht, das nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Rahmenbedingungen zugeschnitten ist, birgt die Gefahr, dass schweizerische Besonderheiten ignoriert werden und ein Wettbewerbsnachteil für unsere Unternehmen entsteht.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität unserer Gerichte kritisch zu prüfen. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) de facto die Auslegung von schweizerischem Recht beeinflusst, widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung und dem Prinzip der rechtsstaatlichen Selbstbestimmung. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Bindung von Gerichten und Behörden an das Recht statuiert, könnte untergraben werden, wenn ausländische Gerichtsurteile implizit oder explizit bindenden Charakter für die schweizerische Rechtsanwendung erhalten.

Die mangelnde Transparenz und die unzureichende demokratische Einbindung der Bevölkerung und der parlamentarischen Prozesse in diese weitreichenden Verhandlungsergebnisse sind ebenfalls

bedenklich. Die Entscheidungen über die Ausgestaltung unserer Beziehungen zur EU dürfen nicht hinter verschlossenen Türen getroffen werden. Es bedarf einer gründlichen öffentlichen Debatte und einer kritischen Auseinandersetzung mit den konkreten Folgen, bevor eine solche Entwicklung als tragfähig für die Schweiz eingestuft werden kann. Die bestehenden Instrumente zur Wahrung unserer nationalen Interessen scheinen in den vorgeschlagenen Regelungen nicht ausreichend berücksichtigt zu werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz. Wenngleich die Notwendigkeit einer klaren und berechenbaren Grundlage für die Zusammenarbeit mit unserem wichtigsten Wirtschaftspartner unbestritten ist, dürfen die potenziellen negativen Auswirkungen auf unser Rechtssystem und unsere demokratischen Prozesse nicht ignoriert werden. Es besteht die ernsthafte Gefahr, dass durch die Übernahme von EU-Recht, selbst in selektiven Bereichen, eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung stattfindet.

Insbesondere die automatische Übernahme von sich wandelndem EU-Recht gemäss Art. 10 des Verordnungsentwurfs ist äusserst bedenklich. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Art. 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Das Volk und die Kantone sind die obersten Hoheitsgewaltsträger. Eine solche Regelung würde bedeuten, dass die Schweizer Stimmbürger und unsere gewählten Volksvertreter mittelbar der Gesetzgebung unterliegen, die sie nicht direkt beeinflussen oder kontrollieren können. Die dynamische Natur des EU-Rechts, die ständige Weiterentwicklung und Anpassung, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann, stellt eine direkte Bedrohung für die rechtsstaatliche Ordnung dar, wie sie in Art. 5 BV definiert ist, welcher das Prinzip der Rechtsgleichheit und die Verlässlichkeit der Rechtsordnung betont.

Darüber hinaus wirft die vorgeschlagene Angleichung der Gesetzgebung Fragen hinsichtlich der richterlichen Unabhängigkeit auf, wie sie in Art. 190 BV geschützt ist. Sollten Schweizer Gerichte in der Auslegung von schweizerischem Recht, das durch EU-Recht beeinflusst oder überlagert wird, an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs gebunden sein, ohne dass eine eigene, unabhängige richterliche Überprüfung im nationalen Kontext gewährleistet ist, würde dies die richterliche Autonomie und die nationale Rechtsprechung schwächen. Dies könnte zu einer Erosion des Vertrauens in unsere Justiz führen und die Gewissheit des Rechts für Bürger und Unternehmen beeinträchtigen.

Die Befürchtung, dass ein solches Abkommen de facto eine Annäherung an die EU-Mitgliedschaft bedeuten könnte, ohne die damit verbundenen Pflichten und die volle Teilhabe an Entscheidungsprozessen, ist daher berechtigt. Es muss sichergestellt werden, dass die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Rechte ihrer Bürger nicht kompromittiert werden. Eine eingehende Prüfung der langfristigen Konsequenzen und die Wahrung unserer Kerninteressen sind unerlässlich, bevor solche weitreichenden Vereinbarungen eingegangen werden.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: (Privat)

Date: 23.10.2025

Contact: Frei · 079 668 86 24 · noukyfree@gmail.com

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations avec l'Union européenne révèle des lacunes préoccupantes quant à la préservation de la souveraineté suisse et à la protection de nos intérêts nationaux. Il est impératif d'analyser ces conclusions avec une rigueur critique, car les propositions avancées risquent de diluer notre capacité à légiférer et à agir de manière autonome.

La perspective d'une application unilatérale du droit communautaire, sans réelle réciprocité ni possibilité de contrôle effectif de la part de la Suisse, soulève des questions fondamentales. L'article 141, alinéa 2 de la Constitution fédérale (Cst.) garantit à la Suisse le droit de décider pour elle-même. L'adoption de dispositions qui nous lieraient à des réglementations extérieures, sans pouvoir les influencer ou les adapter à nos spécificités, irait à l'encontre de ce principe constitutionnel fondamental. La crainte est que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ne devienne une juridiction suprême dont les arrêts s'imposeraient à la Suisse, sapant ainsi l'autorité de nos propres tribunaux et de notre législateur.

De plus, la libre circulation des personnes, telle qu'envisagée dans certains accords, suscite de sérieuses inquiétudes quant à son impact sur notre marché du travail, nos prestations sociales et nos infrastructures. L'article 120 de la Constitution fédérale (Cst.) stipule que la Confédération veille à la sécurité, à la prospérité et au développement durable du pays. Une mise en œuvre trop précipitée ou insuffisamment encadrée de la libre circulation pourrait compromettre ces objectifs. Il est essentiel que des mécanismes robustes soient mis en place pour gérer les flux migratoires et pour prévenir les abus, sans tomber dans une dépendance excessive vis-à-vis des normes européennes qui ne tiendraient pas compte des réalités suisses.

L'accord institutionnel, en particulier, semble présenter des risques majeurs d'ingérence dans notre système fédéral et démocratique. L'article 3 de la Constitution fédérale (Cst.) consacre le fédéralisme et l'article 164 de la Constitution fédérale (Cst.) attribue le pouvoir législatif aux Chambres fédérales. Toute structure qui remettrait en cause cette séparation des pouvoirs ou qui conférerait à des organes supranationaux un pouvoir de décision contraignant sur la Suisse minerait les fondements de notre État. Il est donc crucial de réaffirmer notre attachement à notre indépendance et à notre droit souverain de déterminer notre propre voie, en privilégiant des accords bilatéraux pragmatiques et équilibrés qui respectent pleinement nos spécificités et nos valeurs démocratiques. L'UE doit comprendre que la Suisse n'est pas un État membre potentiel, mais un partenaire souverain dont l'autonomie doit être préservée à tout prix.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La proposition de stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des inquiétudes fondamentales quant à l'avenir de la souveraineté suisse et à la préservation de notre système constitutionnel unique. Si l'objectif affiché est une amélioration des liens, le contenu de cet accord semble s'orienter vers une dépendance accrue, potentiellement au détriment de nos intérêts nationaux.

Il est impératif de questionner la nature de cette "stabilisation". En quoi consiste-t-elle concrètement? La crainte est que cela conduise à une intégration progressive dans le cadre juridique de l'UE, sans pour autant que la Suisse puisse influencer l'élaboration de ces normes. L'adoption systématique de la législation européenne, sans mécanisme de contrôle démocratique fort et autonome, contrevient aux principes de l'article 5 de la Constitution fédérale qui garantit l'autonomie de la Confédération.

De plus, la référence à la Cour de justice de l'Union européenne dans ce type d'accord pose un problème juridique majeur. L'article 104 de la Loi fédérale sur la coopération avec les États voisins et d'autres États peut être invoqué ici pour souligner que la souveraineté judiciaire suisse, consacrée par l'article 1 de la Constitution fédérale, ne saurait être subordonnée à une juridiction étrangère, quelle qu'elle soit. Permettre à une cour extérieure d'interpréter et d'appliquer le droit suisse, même de manière indirecte, affaiblit notre État de droit et notre capacité à définir nos propres règles.

La "stabilisation" ne devrait pas signifier une renonciation à notre indépendance. Au contraire, elle devrait se traduire par un renforcement de nos relations bilatérales basées sur l'égalité souveraine et le respect mutuel. L'approche proposée semble privilégier la conformité au détriment de la réciprocité.

Enfin, il est crucial de se demander si les gains potentiels en termes de "stabilité" justifient les sacrifices en matière de souveraineté, de démocratie directe et d'autonomie législative. Les citoyens suisses doivent pouvoir juger de l'impact réel de tels accords sur leur quotidien et sur l'avenir de leur pays. Une approche trop précipitée et un manque de transparence dans ces négociations ne serviraient ni les intérêts de la Suisse ni ceux d'une relation saine et équilibrée avec l'Union européenne.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève d'importantes interrogations quant à la transposition nationale de l'accord proposé avec l'Union européenne. Si l'objectif d'harmonisation est compréhensible, la méthode et la portée de cette intégration méritent une analyse critique approfondie, afin de préserver l'autonomie normative et la souveraineté de la Suisse.

En premier lieu, il convient de s'interroger sur la profondeur de l'alignement requis. L'article 42, alinéa 2 de la Constitution fédérale suisse garantit que le droit fédéral prime sur le droit cantonal, mais ne justifie pas une soumission automatique à des normes étrangères qui pourraient entrer en conflit avec nos principes fondamentaux. La mise en œuvre de cet accord risque d'engendrer une renonciation progressive à notre capacité de légiférer selon nos propres besoins et valeurs, ce qui serait contraire à l'esprit de l'article 54, alinéa 2 de la Constitution, qui stipule que la Confédération veille à la sauvegarde des intérêts de la Suisse.

De plus, la dynamique d'intégration avec l'Union européenne tend vers une application « dynamique » du droit, où les jugements de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) influencent de manière croissante l'interprétation et l'application du droit suisse. Cette évolution n'est pas sans conséquence. L'absence de participation directe de la Suisse aux procédures d'élaboration et de décision de l'UE, ainsi qu'à celles de la CJUE, pose un problème de légitimité démocratique. Le principe de la démocratie directe, ancré dans la Constitution (articles 138 et suivants), pourrait être érodé si les

citoyens suisses se voient appliquer des règles dont ils n'ont pas eu leur mot à dire dans l'élaboration.

Il est impératif que la mise en œuvre nationale ne se traduise pas par une simple absorption passive du droit européen. La Suisse doit conserver sa marge de manœuvre pour adapter les dispositions adoptées à son contexte socio-économique et juridique spécifique. L'article 190 de la Constitution stipule que le droit fédéral est contraignant pour les autorités suisses, mais cela ne doit pas signifier que le droit étranger devienne un modèle incontournable sans examen critique. La transparence et la clarté dans la transposition sont essentielles pour garantir que les adaptations nationales soient conformes aux objectifs constitutionnels et ne portent pas atteinte aux droits fondamentaux des citoyens suisses. Une surveillance constante de l'impact de cet accord sur la souveraineté législative et la marge de manœuvre de la Suisse est donc indispensable.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'élargissement de la libre circulation des personnes dans le cadre de l'accord avec l'Union européenne, tel que proposé par la nouvelle réglementation. Cette initiative représente une dérive significative par rapport à l'esprit de la Constitution fédérale, en particulier de l'article 121a, qui consacre la volonté populaire d'une gestion autonome de la immigration. L'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union européenne va considérablement étendre la libre circulation, sapant ainsi notre capacité souveraine à contrôler les flux migratoires.

L'introduction d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans, qualifié de "Niederlassung C PLUS", est particulièrement préoccupante. Ce statut, difficilement révocable, même en cas de criminalité ou de dépendance prolongée aux aides sociales, constitue une menace directe pour notre sécurité intérieure et la pérennité de nos systèmes sociaux. Il est inadmissible que des individus puissent acquérir un droit de séjour quasi absolu sans que notre État ne puisse réagir de manière adéquate.

Cette évolution encourage de manière disproportionnée l'immigration dans nos systèmes de protection sociale. Les citoyens de l'Union européenne et leurs familles, y compris par le biais d'un élargissement sans précédent du regroupement familial, acquièrent un droit de séjour effectif, même en cas de recours aux aides sociales. Ce sont les contribuables suisses, les cantons et les communes qui assumeront le fardeau financier de cette politique. La Suisse se retrouve contrainte d'accueillir des personnes dont la charge pèse sur ses propres citoyens.

La prétendue "clause de sauvegarde" inscrite dans le paquet d'accords est une illusion. Les conditions d'application sont si draconiennes qu'elle est inopérante en pratique. En cas d'activation, la Suisse s'expose à des représailles de l'Union européenne, transformant une mesure de protection en un instrument de coercition. Cette disposition est une imposture qui masque une perte de contrôle.

De plus, l'automatisation de la reprise du droit de l'UE en matière d'immigration, selon la "méthode d'intégration", ôte toute marge de manœuvre à notre Parlement et au peuple. Les futures modifications du droit européen imposeront automatiquement leur logique, annulant le pouvoir décisionnel suisse dans un domaine crucial. Ceci représente une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. Les modifications apportées à la Loi sur l'assurance-immigration (LAI), notamment les nouveaux articles 41c et la suppression de l'article 29a, consacrent l'immigration dans les systèmes sociaux, renforçant le droit aux prestations pour les ressortissants de l'UE, même en situation de dépendance.

L'intégration du système d'information du marché intérieur (IMI) de l'UE dans la Loi fédérale sur les professions du domaine des hautes écoles spécialisées (LHP) (nouvel article 34d, alinéa 2bis de la LETH et article 61a de la LFH) et le système d'information du marché intérieur (IMI) confirment une subordination regrettable. La reconnaissance automatique des qualifications professionnelles, via le système IMI, au lieu d'une évaluation nationale rigoureuse, risque de compromettre nos standards de qualité élevés et notre capacité à réguler notre marché du travail.

L'adaptation de la Loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivants (LAVS) via l'ajout du chiffre 27 à l'article 49, alinéa 2, soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE. Cela érode

davantage notre souveraineté en matière de politique sociale. La Suisse perd sa capacité à adapter les règles de sa prévoyance professionnelle de manière autonome. La modification de la loi sur la libre circulation, notamment le nouvel article 25f, alinéa 1bis, restreint le versement intégral des avoirs de caisse de pension lors d'un départ vers l'UE, une ingérence dictée par Bruxelles. L'intégration du système IMI dans la loi sur les professions des psychologues (PsyG), nouvel article 37, alinéa 4, illustre la cession généralisée de la compétence réglementaire souveraine.

En conclusion, ce paquet législatif représente une capitulation devant les exigences de l'Union européenne, au détriment de notre souveraineté, de notre sécurité et de notre système social. Nous réaffirmons notre opposition ferme à ces modifications.

Sécurité des denrées alimentaires

La soumission proposée sous le titre trompeur de "Sécurité alimentaire" constitue un projet d'intégration global dont les implications dépassent largement la simple protection du consommateur. Il s'agit, en réalité, d'une assimilation forcée de l'ensemble de l'économie agricole et alimentaire suisse au corpus réglementaire de l'Union européenne, le fameux règlement "De la ferme à la table". Ce faisant, la Suisse risque de sacrifier ses standards de production élevés, de mettre en péril ses exploitations familiales et de restreindre la liberté de choix des consommateurs.

La qualité suisse, reconnue mondialement, est gravement menacée. L'alignement sur des normes européennes souvent moins exigeantes entraînera inévitablement une dévaluation de nos produits. Le label "Swiss made" perdra de sa valeur si les exigences de production deviennent identiques à celles de l'UE, effaçant ainsi un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs. La modification du Gesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG) représente une attaque frontale contre cette qualité, subordonnant l'intégralité de notre chaîne alimentaire aux réglementations de l'UE, ce qui engendrera une bureaucratie étouffante.

Une clause de guillotine particulièrement dangereuse lie cet accord à tous les autres traités bilatéraux I. La renonciation à cet accord préjudiciable entraînerait l'effondrement de l'ensemble du cadre contractuel bilatéral, une forme de chantage politique inacceptable qui entrave toute décision souveraine de la Suisse. De plus, l'octroi de droits d'accès et de contrôle à des inspecteurs de l'UE dans nos exploitations et entreprises représente une ingérence massive dans notre souveraineté. Nos entreprises deviendraient des objets de surveillance pour une autorité étrangère.

Une vague sans précédent de bureaucratie menace nos producteurs. Non seulement les grandes entreprises industrielles, mais aussi les petites épiceries à la ferme, les fromageries d'alpage, les bouchers de village et même les associations lors de fêtes folkloriques devront se conformer à des réglementations européennes complexes et inadaptées. Cela détruit les traditions locales et des pans entiers de notre économie.

Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, confirmation démocratique à plusieurs reprises, est sapé de manière systématique. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens contenant des traces d'OGM, méprisant ainsi la volonté populaire. Les ajustements au Tierschutzgesetz (TSchG) forcent la Suisse à abandonner ses règles souvent plus strictes en matière de transport et d'abattage d'animaux, au profit des normes de l'UE. C'est un recul pour la protection animale et une perte claire de souveraineté. L'adaptation du Waldgesetz (WaG) soumet la protection de nos forêts à l'influence de l'UE, limitant notre capacité à réagir rapidement aux menaces spécifiques.

Enfin, les nouvelles compétences conférées au Conseil fédéral dans le Landwirtschaftsgesetz (LwG) constituent une autorisation d'appliquer le droit européen sans contrôle parlementaire adéquat, érodant la démocratie dans un domaine vital. La Suisse perd son autonomie pour définir ses propres normes, guidée par la seule logique de l'intégration européenne au détriment de ses propres standards et de sa souveraineté.

Contribution financière

La proposition visant à formaliser les contributions financières à l'Union européenne soulève de sérieuses préoccupations quant à l'atteinte à notre souveraineté et au démantèlement du contrôle démocratique. Initialement perçues comme des contributions volontaires et sujettes à la décision souveraine du Parlement, ces paiements sont sur le point de devenir une obligation légale irrévocable, transformant ainsi un geste politique en une dépense forcée.

L'introduction d'un nouveau mécanisme de calcul, ancré juridiquement, dans le cadre de l'Accord sur la libre circulation des personnes et de ses avenants, est particulièrement inquiétante. Le montant initial de 350 millions de francs par an doit être considéré comme une offre de départ, susceptible d'être révisée à la hausse de manière exponentielle par le biais de ce mécanisme, rendant la Suisse redevable de sommes considérables sans marge de négociation. Cette transformation d'une contribution volontaire en une obligation juridique permanente, consacrée par le projet de loi sur les contributions de cohésion (KoBG), contrevient directement au principe fondamental de la maîtrise de notre budget par le Parlement. En créant un droit permanent aux paiements (Art. 1 KoBG), ce projet de loi vide la compétence budgétaire de l'organe législatif et le réduit à un simple exécutant des exigences de l'UE.

L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, ch. 1, let. d) de l'Arrêté fédéral sur le maintien de l'application provisoire de certains accords (BöB) ne constitue pas une simple formalité administrative. Elle ancre ces contributions dans notre ordre juridique interne, les considérant comme des éléments pérennes et légitimes de notre législation fédérale, tout en nous positionnant en tant que contributeur net sans droit de regard sur les décisions de l'UE. Il est déplorable de constater que la légitimité des contributions de cohésion soit cherchée dans la valorisation de la promotion de la paix, en modifiant l'article 1, alinéa 2, lettre b) de la loi sur la promotion de la paix. Cette association est fallacieuse et masque la véritable nature de ces paiements, qui affaiblissent notre indépendance sans offrir de garanties tangibles d'amélioration de notre accès au marché. La Suisse se retrouve ainsi à payer pour une intégration institutionnelle qui se fait au détriment de sa souveraineté, sans bénéfices concrets et vérifiables en retour.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant à l'accord proposé dans le domaine de l'électricité, en particulier concernant son impact sur la souveraineté énergétique de la Suisse et la sécurité de son approvisionnement. L'intégration institutionnelle dans la structure de supervision de l'UE, telle qu'envisagée par la participation à ACER et ENTSO-E, nous transformerait en un participant dépendant de directives, sans droit de vote, mais contraint de supporter les coûts. Cette évolution remet en question le principe fondamental de l'autonomie décisionnelle concernant notre réseau électrique, reléguant les décisions clés à Bruxelles.

L'élévation de la Commission fédérale de la concurrence (ComCo) au rang de simple "point d'exécution opérationnel du droit de l'UE" représente une dérive démocratique significative. Elle se voit contrainte de mettre en œuvre des règlements issus de Bruxelles, sans légitimité démocratique suisse, marquant ainsi la fin d'une régulation énergétique indépendante et adaptée aux besoins spécifiques de notre pays.

Le pilier de notre production énergétique, l'hydroélectricité, se trouve directement menacé par les règles européennes en matière d'aides d'État. Le système actuel de redevances hydrauliques, qui bénéficie aux cantons de montagne, risque d'être qualifié de subvention d'État illicite et aboli. Parallèlement, nos structures fédérales, incluant les importantes centrales communales, seraient affaiblies. Leur priorité d'injection traditionnelle serait annulée par les règles de concurrence de l'UE, au détriment de la production d'énergie locale et décentralisée.

La sécurité d'approvisionnement nationale est sacrifiée au profit d'un marché libre aux conséquences imprévisibles. La possibilité de constituer des réserves stratégiques, telles que des réserves d'eau, serait limitée par les réglementations de l'UE. Personne ne porterait alors la responsabilité claire de la sécurité d'approvisionnement de la Suisse, créant une situation périlleuse. La libéralisation totale du marché électrique, telle que prévue par le nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (LApEl, art. 4a ss.), entraînera une volatilité accrue des prix et, ultimement, une augmentation des coûts pour

les PME et les ménages. Les coûts liés à la sécurité d'approvisionnement, que le marché libre ne couvrira pas, devront être répercutés sur les consommateurs via de nouvelles taxes.

Les modifications proposées dans la loi sur l'énergie (LEne, art. 15 nouveau) affaiblissent la position de la production décentralisée d'énergies renouvelables en modifiant les règles de rémunération, nuisant ainsi à la rentabilité des petits producteurs locaux. La nouvelle réglementation de l'obligation de reprise et de rémunération (art. 15 LEne) représente un coup direct porté à la production d'énergie décentralisée et proche des citoyens. La modification de la limite de puissance de 3 MW à 200 kW pénalise un grand nombre de petits et moyens producteurs, sapant leur base économique. L'introduction d'une exclusion de subvention en cas de prix négatifs (nouveaux art. 29d al. 4 et 33a al. 2bis LEne) crée une énorme incertitude pour les investissements dans les énergies renouvelables, ralentissant leur développement et accroissant notre dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et des énergies fossiles.

En résumé, la libéralisation complète du marché électrique constitue une expérience à haut risque au détriment de la population et de l'économie suisse. Elle mènera à une volatilité des prix incontrôlable et érodera la fiabilité de l'approvisionnement de base. La sécurité d'approvisionnement sera livrée au diktat du marché, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses en temps de crise.

Aides d'État

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant au projet soumis à consultation dans le domaine des aides d'État, en particulier dans ses implications pour la souveraineté nationale et l'autonomie cantonale. L'adaptation de notre législation à l'accord sur les aides d'État avec l'Union Européenne, notamment par le biais du nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et des modifications conséquentes du droit des cartels (KG) et du droit de procédure du Tribunal fédéral (BGG), marque une soumission inquiétante à des normes étrangères.

La pratique actuelle, bien établie et démocratiquement légitimée, de considérer les subventions comme des décisions politiques souveraines des cantons et des communes, sera abrogée. L'introduction d'une chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que prévue par l'article 18 alinéa 2 du KG, instaure une instance de contrôle technocratique qui agira de facto comme un bras étendu de l'UE. Les subventions accordées pour des motifs d'intérêt général, tels que le soutien au transport régional, aux banques cantonales, à la culture ou aux PME locales, seront désormais soumises à un régime de contrôle rigide et inapproprié.

Cette nouvelle réglementation constitue une atteinte directe à notre fédéralisme et à la souveraineté des cantons. L'article 82 lettre bbis du BGG confère à la nouvelle chambre des aides d'État un droit de recours direct contre les actes cantonaux, transformant les cantons en entités administratives subordonnées. Leurs décisions, prises démocratiquement, pourront être contestées devant le Tribunal fédéral par le biais d'un contrôle abstrait des normes (article 98a BGG), sapant ainsi leur autonomie décisionnelle et procédurale. L'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral, via les articles 31a, 33 et 37a-c du VGG, accentue cette centralisation du contrôle, au détriment des compétences traditionnelles des instances cantonales.

De plus, la suppression de l'article 103 du droit aérien (LFG) retire à la WEKO sa compétence nationale de contrôle sur les aides d'État dans le secteur stratégique du transport aérien, le soumettant entièrement au droit européen des aides d'État. Cette renonciation à notre souveraineté est inacceptable. Enfin, l'exclusion du Préposé fédéral à la surveillance des prix des réunions de la chambre des aides d'État, conformément à la modification de l'article 5 alinéa 2 du PüG, affaiblit la protection des consommateurs et la transparence, tout en permettant à la nouvelle autorité d'agir sans contrôle indépendant. L'ensemble de ces mesures confirme notre dégradation en un simple récepteur de règles, au détriment de nos intérêts nationaux et de notre autonomie politico-économique.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant aux implications de l'accord proposé dans le domaine des transports terrestres, particulièrement en ce qui concerne le secteur

ferroviaire, pilier de notre infrastructure nationale.

L'intégration du droit européen des aides d'État, telle qu'envisagée, constitue une menace directe pour la pérennité du service public ferroviaire. Les subventions actuelles, indispensables au maintien et à l'amélioration du transport de marchandises, du trafic régional et au renouvellement du matériel roulant, pourraient être qualifiées d'incompatibles. Cette remise en cause du financement de nos prestations de transport public risque de dégrader la qualité et de réduire l'accessibilité des services pour la population suisse.

L'ouverture à la « kabotage », introduite notamment par le nouvel article 40ter de la loi sur le transport de marchandises (LTM) et l'article 40ater de la loi sur le chemin de fer (LCH), pose un risque majeur de « sélection des profits » par les entreprises étrangères. Ces dernières seraient tentées de se concentrer exclusivement sur les liaisons rentables, au détriment des lignes moins lucratives mais essentielles à la desserte globale du territoire. Ce phénomène compromettrait gravement la viabilité financière des CFF et des autres concessionnaires tenus à un mandat de service public universel.

La prétendue « déclaration commune » avancée par le Conseil fédéral pour sécuriser la situation est, de notre point de vue, juridiquement insuffisante et dénuée de force contraignante. Elle ne garantit aucune protection contre les futures évolutions du droit de l'Union européenne, que la Suisse serait contrainte d'intégrer de manière dynamique. Il s'agit d'une fausse assurance qui ne prévient pas l'érosion progressive de notre souveraineté dans la gestion de notre système ferroviaire.

La perspective de devoir adhérer à des structures comme le « European Network of Infrastructure Managers » (ENIM) illustre une cession de compétence au profit d'organismes européens, affaiblissant la maîtrise nationale sur notre infrastructure ferroviaire.

De plus, l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) contraindrait la Suisse à tenir compte du droit européen lors des appels d'offres. Cette disposition restreint l'autonomie des autorités fédérales et cantonales dans la définition de leur politique de transport, et pourrait aboutir à des solutions moins adaptées aux besoins nationaux et potentiellement plus coûteuses pour le contribuable.

En conclusion, les modifications proposées, notamment l'introduction de la kabotage et l'alignement sur le droit européen, constituent une remise en cause fondamentale du modèle du service public ferroviaire suisse, tel que nous le connaissons et le valorisons. La prudence et la préservation de notre souveraineté décisionnelle devraient primer sur une intégration européenne qui affaiblit nos acquis.

Libre circulation: Protection des salaires

La proposition de renforcement de la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes suscite de profondes inquiétudes quant à son efficacité réelle et à ses conséquences sur le marché du travail suisse. Les mesures envisagées apparaissent largement insuffisantes pour compenser la pression accrue sur les salaires induite par l'élargissement de la libre circulation. Nous craignons une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, particulièrement préjudiciable aux classes moyennes et inférieures.

Au lieu de consolider notre système de protection des salaires, éprouvé et performant, le projet semble viser à l'édulcorer pour le conformer aux standards de l'Union européenne. Les nouvelles dispositions, plus bureaucratiques, se révèlent moins efficaces que les mesures d'accompagnement existantes. Cette approche favorise potentiellement les entreprises étrangères pratiquant le dumping salarial.

Les mécanismes de contrôle sont affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections du travail cantonales risquent d'être sapées par des structures centralisées et européanisées, entraînant une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de travail. L'extension du système de sanctions à l'article 9, alinéa 2, de la loi sur le travail (LTr) ne vise pas une amélioration substantielle de la protection des travailleurs suisses, mais une

conformité accrue avec le droit de l'UE. La suppression du droit d'action prévu à l'article 11 et sa réintroduction à l'article 13a modifient la structure juridique existante, compliquant la défense des droits des travailleurs.

L'introduction d'un régime spécial de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, tel que proposé par les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, imposée par la pression de l'UE. Il crée une catégorie privilégiée de salariés, soumise à une procédure rigide et bureaucratique, nuisant à la flexibilité des petites et moyennes entreprises (PME) et contredisant nos principes de marché du travail libéral.

De plus, l'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires, prévue par le nouvel article 80, alinéa 2, chiffre 6, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) représente une cession de souveraineté majeure. La Suisse deviendrait un instrument d'application des sanctions administratives financières de l'UE, subvertissant notre ordre juridique par l'exécution de décisions administratives étrangères sans examen judiciaire approfondi.

Enfin, le lien entre la loi sur les marchés publics (LMP) et la loi sur la contribution au développement de certains États membres de l'UE (annexe 5, ch. 1, let. d) ancre indûment les paiements de cohésion dans notre droit, créant des interconnexions qui lient davantage politiquement la Suisse à l'UE. L'ensemble de ces modifications remet en cause l'autonomie et l'efficacité des instruments suisses de protection des salaires et des travailleurs.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le paquet global soumis à consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à son impact sur la souveraineté helvétique et le droit suisse. L'alignement automatique sur le droit de l'Union européenne, tel que proposé, constitue une atteinte inacceptable à notre autonomie législative. L'article 164, alinéa 2, de la Constitution fédérale (Cst.) stipule que la Confédération garantit la souveraineté de l'État et ses prérogatives dans la mesure où elles ne sont pas délimitées. Or, l'acceptation préalable et automatique de normes européennes sans débat démocratique national remet en cause cette garantie.

La reprise du droit dérivé de l'UE, même dans le cadre d'accords sectoriels, risque de nous lier à des réglementations que nous n'avons pas choisies et dont nous ne maîtrisons pas le processus d'élaboration. L'article 173, alinéa 2, Cst. charge le Parlement d'assurer que les actes de droit international soient compatibles avec le droit suisse. Le paquet actuel semble inverser cette logique en subordonnant le droit suisse au droit européen.

De plus, l'extension de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à des domaines relevant de nos accords bilatéraux soulève de sérieuses questions quant à la primauté du droit suisse et à l'indépendance de nos propres tribunaux. L'article 5 de la loi fédérale sur la coopération avec l'Union européenne et les États de l'AELE (LCoop, RS 133.1) précise que la Suisse participe à la mise en œuvre et à l'application des accords, mais ne saurait impliquer une soumission aveugle à une juridiction supranationale étrangère. L'introduction d'un mécanisme d'arbitrage institutionnalisé, tel que cela semble être le cas, risque de fragiliser la capacité de la Suisse à définir et à appliquer ses propres politiques, notamment dans des secteurs sensibles.

L'absence de mécanismes de sauvegarde efficaces pour protéger les spécificités du modèle suisse, telles que les salaires élevés, les normes environnementales strictes ou le système de sécurité sociale, est particulièrement préoccupante. L'article 2 de la Constitution fédérale, qui énonce les valeurs fondamentales de la Suisse, y compris la protection de la dignité humaine et le bien commun, pourrait être mis à mal par une intégration trop poussée qui ne tiendrait pas compte de ces principes. En l'état, ce paquet ne semble pas offrir les garanties nécessaires pour préserver les intérêts fondamentaux de la Suisse et devrait être réexaminé en profondeur.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Silvia Künzli (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: S. Künzli · 041 440 30 89 · eigelkuenzli@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung. Die Annahme eines solchen Pakets birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung der Schweizer Souveränität und einer faktischen Unterwerfung unter die Gesetzgebung der Europäischen Union, ohne dass die Schweiz im Gegenzug adäquate Mitspracherechte erhält.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie im Abkommen vorgesehen ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Achtung der Völkerrechte, doch die vorliegende Regelung droht, Schweizer Rechtsnormen automatisch und ohne ausreichende Prüfung durch das Parlament oder gar das Volk an EU-Richtlinien anzupassen. Dies untergräbt das Subsidiaritätsprinzip und die Fähigkeit des Schweizerischen Gesetzgebers, auf spezifische nationale Bedürfnisse einzugehen.

Die Klausel zur dynamischen Rechtsübernahme, welche die automatische Übernahme neuer EU-Rechtsakte vorsieht, ist besonders problematisch. Sie steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Rechtssicherheit und der demokratischen Legitimation von Gesetzen. Die Bürgerinnen und Bürger hätten keine Möglichkeit mehr, Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, die ihren Alltag betrifft, wenn diese primär in Brüssel und nicht in Bern geschaffen wird. Die Gefahr, dass Schweizer Anliegen im Dickicht der EU-Bürokratie untergehen, ist immens.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu hinterfragen. Eine Überordnung des EuGH über nationales Recht würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigen und die Anwendung des Schweizerischen Rechts verunmöglichen, wenn dieses im Konflikt mit dem EU-Recht steht. Dies wäre eine klare Verletzung von Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches, welches die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung an das nationale Recht verankert.

Die behaupteten wirtschaftlichen Vorteile eines solchen Abkommens erscheinen angesichts dieser Souveränitätsverluste fragwürdig. Es ist unklar, ob die Schweiz im Gegenzug für die Übernahme von EU-Recht tatsächliche Vorteile im Zugang zum EU-Binnenmarkt erzielen kann, die die Nachteile aufwiegen. Die Abhängigkeit von der EU wird zunehmen, während die Schweiz immer weniger Einfluss auf die Regeln hat, die ihren wirtschaftlichen Handlungsspielraum bestimmen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket eine ernsthafte Bedrohung für die Schweizerische Rechtsordnung, die direkte Demokratie und die nationale Souveränität darstellt. Es ist unerlässlich, diese negativen Konsequenzen sorgfältig zu prüfen und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung stets im Vordergrund stehen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegte Vorlage für die inländische Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den Grundprinzipien unserer Rechtsordnung auf. Eine unkritische Übernahme von Bestimmungen, die ausserhalb eines klaren rechtssetzerischen Prozesses unter Einbeziehung der eidgenössischen und kantonalen Parlamente entstehen, widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien.

Besonders bedenklich ist die drohende Erosion der schweizerischen Souveränität. Die Übernahme von EU-Recht ohne vorherige parlamentarische Prüfung und Genehmigung, wie sie in einem Vernehmlassungsverfahren üblich wäre, könnte zu einer faktischen Abhängigkeit führen, die der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 164 BV betreffend die Gesetzgebungskompetenz und Artikel 173 BV zur Oberaufsicht des Parlaments, zuwiderläuft. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweizer Stimmbürger und ihre gewählten Vertreter von wesentlichen rechtsetzerischen Entscheidungen entmachtet werden.

Weiterhin ist die Frage der rechtsstaatlichen Garantien unbeantwortet. Die EU-Gesetzgebung ist ein komplexes System, dessen kohärente Anwendung im Schweizer Rechtsraum nicht ohne Weiteres gewährleistet werden kann. Die fehlende Klarheit über die genaue Auslegung und die Übertragbarkeit von EU-Richtlinien und -Verordnungen in das schweizerische Rechtssystem birgt erhebliche Risiken für Rechtssicherheit und Rechtsgleichheit, wie sie durch Artikel 5 BV und das Prinzip der Rechtsstaatlichkeit gefordert werden. Es besteht die Gefahr einer nachträglichen Rechtsfortbildung durch nicht-demokratisch legitimierte Organe, was im Widerspruch zu Artikel 1 BV steht, welcher die Schweiz als Bundesstaat auf dem Boden der Rechtsstaatlichkeit beschreibt.

Die vorgeschlagene Umsetzung scheint die Bedeutung des Parlaments als primäres Gesetzgebungsorgan zu untergraben. Die Vernehmlassung dient dazu, unterschiedliche Interessen und juristische Argumente zu sammeln, um ein ausgewogenes und dem schweizerischen Kontext angepasstes Gesetz zu schaffen. Ein Abkommen, das dies umgeht und stattdessen eine automatische Übernahme von Recht zur Folge hat, wäre ein direkter Affront gegen die parlamentarische Kontrolle und die Volkssouveränität. Es ist unabdingbar, dass jede Anpassung des schweizerischen Rechts einem gründlichen und transparenten Gesetzgebungsprozess unterliegt, der die Mitsprache aller relevanten Akteure, insbesondere der Kantone gemäss Artikel 46 BV, gewährleistet. Ohne diese Garantien ist die Akzeptanz einer solchen Vorgehensweise fraglich.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit mit der EU stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine faktische Kapitulation vor Brüssel dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die daraus resultierende Ausweitung der Personenfreizügigkeit widersprechen fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", selbst bei straffälligem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke massiv.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen auf eine beispiellose Weise gefördert. EU-Bürger und ihre weitläufigen Familienangehörigen, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die Kosten hierfür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die angebliche "Schutzklausel" im Vertragspaket ist eine reine Farce, deren Hürden so hoch angesetzt sind, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressungsklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der

"Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, sind lediglich kosmetische Massnahmen, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern sollen. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Dies ist ein klares Eingeständnis der enormen zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird zudem durch einen spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG (Artikel 61a) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden gezwungen. Die Anpassung des BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was die Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität weiter vorantreibt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderungen im Freizügigkeitsgesetz (Artikel 25f Absatz 1bis) schränken die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technischen Anpassungen in verschiedenen Gesetzen wie dem ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), BGV (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und HFKG (Artikel 61a) dienen letztlich der tiefgreifenden Anpassung unserer Rechtsordnung an das EU-Recht. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in Gesetzen wie dem BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35) und GesBG (Artikel 10, 15) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle, insbesondere im hochsensiblen Gesundheitsbereich, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz, bei der die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt wird. Diese gesamte Paket stellt eine unannehmbare Unterwanderung unserer nationalen Interessen und unserer demokratischen Prinzipien dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung der bisherigen, parlamentarisch kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist eine schleichende Entreissung wesentlicher politischer Gestaltungsmittel. Diese Entwicklung, die das KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB verankert, entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und macht die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht.

Der zunächst präsentierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung von Zahlungen wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar und höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus, indem mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zum Vollzug degradiert wird.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Sie missbraucht den Ruf der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Kohäsionszahlungen an die EU. Dies untergräbt die Glaubwürdigkeit unseres Engagements für den Frieden und verschleiert die finanzielle Dimension der Verpflichtungen. Die Schweiz wird hierdurch zu einer dauerhaften Kasse, ohne dass greifbare Gegenleistungen wie ein verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen

garantiert werden. Es handelt sich um die Zahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum nachweisbare Vorteile bringt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität und die föderalistischen Strukturen der Schweiz dar. Die bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden eingesetzt werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und die Möglichkeit, lokale wirtschaftliche und soziale Bedürfnisse gezielt zu fördern.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue, mächtige Beihilfekammer bei der WEKO etabliert. Diese Institution agiert de facto als "verlängerter Arm der EU", dessen primäre Aufgabe nicht mehr die Durchsetzung Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Beihilferecht ist. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen kantonale und kommunale Interessen stark vertreten sind, werden der vollständigen EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur, wie beispielsweise die Streichung von Art. 103 LFG belegt, welche die nationale Kontrollkompetenz im Luftverkehr aufgibt.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis). Die neue Beihilfekammer erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, wodurch die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden. Ihre demokratisch gefällten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie bedeutet. Ebenso sind die erweiterten Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) eine Zementierung der Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) ist ein alarmierendes Zeichen für eine reduzierte Transparenz und einen geschwächten Konsumentenschutz. Während die neue Behörde über Beihilfen entscheidet, die sich direkt auf Preise und Kosten auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht.

Insgesamt führt die geplante Regelung zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU, deren Beihilfen gemeldet und genehmigt werden müssen. Die Schweiz wird zum reinen Regel-Empfänger, die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt und die demokratische Kontrolle über essenzielle Förderinstrumente wird massiv eingeschränkt. Diese Entwicklungen widersprechen fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und unseres föderalistischen Staatsaufbaus und sind daher entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind nicht nur unzureichend, sondern werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufweichung unseres bewährten Schweizer Lohnschutzes auf. Es ist offensichtlich, dass die formulierten Schutzmassnahmen kosmetischer Natur sind und den immensen Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehen wird, nicht kompensieren können. Eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für die mittleren und unteren Einkommensschichten, droht.

Anstatt unseren effektiven und gut etablierten Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an die Vorgaben der EU angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber offensichtlich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die sich durch Lohndumping einen unlauteren Wettbewerbsvorteil verschaffen wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der

paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d). Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Einführungsgesetz zum Arbeitsvertrag (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil des Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Stärkung der Lebensmittelsicherheit unter dem Deckmantel der EU-Angleichung stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist weit mehr als eine reine Sicherheitsmassnahme; es ist ein strategisches Manöver zur Integration, das unsere hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe existenziell bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentraler Pfeiler unseres wirtschaftlichen Erfolgs und ein Garant für Konsumentenvertrauen, läuft Gefahr, durch die Angleichung an oft tiefere und auf Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards verwässert zu werden. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie im EU-Ausland, was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten unwiederbringlich zerstört.

Die gesamte Lebensmittelkette wird durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) dem EU-Diktat unterworfen, was eine erstickende Bürokratie und einen fundamentalen Verlust an Qualitätsstandards mit sich bringt. Insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit komplexen, auf industrielle Massenproduktion zugeschnittenen EU-Vorschriften überfordert, was viele zur Aufgabe zwingen und unsere kulinarische Identität sowie unsere mittelständische Wirtschaft untergraben wird.

Die beispiellose Einführung einer 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jede souveräne Entscheidungsfreiheit und blockiert jegliche Möglichkeit, sich von nachteiligen Vereinbarungen zu lösen. Die Befugnis für EU-Inspektoren, in Schweizer Betrieben Kontrollen durchzuführen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und degradiert Schweizer Betriebe zu blossen Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Darüber hinaus werden unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt und unsere oft strengeren Tierschutzvorschriften geopfert. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre bewährten nationalen Regelungen bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust bedeutet. Ebenso wird die Kontrolle über die Tierseuchenbekämpfung durch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) an die EU abgetreten, was angesichts der Notwendigkeit schneller, flexibler und lokal angepasster Massnahmen fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Insgesamt handelt es sich um eine gefährliche Unterwerfung, die unsere Souveränität, unsere Standards und unsere wirtschaftliche Lebensgrundlage massiv gefährdet.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung stellt eine fundamentale Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird unser Land zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die demokratische Legitimation der Schweizer Energiepolitik untergräbt. Die ElCom, einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, welche undemokratisch legitimierte Regelungen umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ferner werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit, die weder vom Markt noch von der EU übernommen wird – ein äusserst riskantes Unterfangen. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Sie untergräbt zudem föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch Änderungen bei den Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG mit der drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer Brüsseler Fernsteuerung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in

Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netzgesellschaft unnötigerweise den gleichen, oft unpassenden Regeln wie grossen europäischen Konzernen, was zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität bei der Steuerung unserer Stromnetze führt. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, welches zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und unsicherer Grundversorgung führen wird.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere die Regelungen zur Eisenbahn, bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Die Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird zwangsläufig dazu führen, dass die finanzielle Basis unseres eigenen, flächendeckenden Bahnangebots untergraben wird. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch weniger rentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu betreiben, werden dadurch zusätzlich belastet.

Besonders bedenklich ist die potenzielle Anwendung des EU-Beihilferechts. Bestehende und bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies gefährdet direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das die Schweizer Bevölkerung angewiesen ist. Die vom Bundesrat erwähnte "Gemeinsame Erklärung" bietet hierbei keinerlei rechtlich bindenden Schutz. Sie ist nichts weiter als eine unverbindliche Absichtserklärung, die uns gegenüber zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das wir dynamisch übernehmen müssten, schutzlos macht.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten wir übernehmen. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Eigenständigkeit unserer Bahnpolitik schwächen.

Des Weiteren schränkt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, zwingt uns, nicht mehr primär die besten Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, sondern EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die Kabotage im EBG und die Beachtung von EU-Vorgaben im PBG stellen somit einen Frontalangriff auf den Schweizer Service public dar und gefährden die finanzielle Stabilität und die serviceorientierte Ausrichtung unseres Bahnverkehrs nachhaltig.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der nationalen Rechtsprechung äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Die vorgeschlagenen Abkommen greifen tief in die demokratischen Entscheidungsprozesse der Schweiz ein und gefährden die rechtsstaatliche Integrität.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch Referenzakten, wie sie in verschiedenen Bereichen angedacht ist, stellt eine schleichende Aushöhlung der direkten Demokratie dar. Das Schweizer Volk würde durch solche Regelungen indirekt an EU-Gesetzgebung gebunden, ohne die Möglichkeit einer direkten Mitbestimmung oder gar Ablehnung. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes

über die politischen Rechte (BPR), der die politische Teilhabe der Bürgerinnen und Bürger garantiert. Die Möglichkeit, dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über jede Änderung des EU-Rechts abstimmen könnten, ist unrealistisch und demotiviert zukünftige Volksabstimmungen.

Des Weiteren werfen die vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung ernste Fragen auf. Die Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an nicht-schweizerische Gerichte oder Gremien, die potenziell dem Europäischen Gerichtshof (EuGH) unterstellt sind, widerspricht dem Geist der schweizerischen Rechtspflege, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist. Dort wird explizit die Bindung der Gerichte und Behörden an das eidgenössische Recht festgehalten. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen, auch wenn dies nicht explizit vorgesehen ist, birgt die Gefahr, dass nationales Recht de facto entwertet und die schweizerische Gerichtsbarkeit untergraben wird.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt erscheinen im Lichte dieser gravierenden Einschnitte in die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien fragwürdig. Die Schweiz hat sich stets durch ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit, eigene Gesetze zu erlassen und durchzusetzen, ausgezeichnet. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diese Errungenschaften aufs Spiel zu setzen, ohne klare und überzeugende Gegenleistungen zu bieten, die den Verlust der Autonomie aufwiegen könnten. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die wirtschaftlichen Vorteile die politischen und rechtlichen Nachteile rechtfertigen und ob nicht andere, souveränitätsfreundlichere bilaterale Wege denkbar wären.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsdokument dargelegt wird, gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Zwar wird die Notwendigkeit einer pragmatischen Annäherung an die EU anerkannt, doch die Art und Weise, wie diese Stabilisierung erfolgen soll, wirft ernsthafte Fragen auf, insbesondere im Hinblick auf die Umsetzung des Volkswillen, wie er im Bundesbeschluss über die gegenseitige Anerkennung von Übereinkommen mit der EU verankert ist.

Die Ausdehnung des Geltungsbereichs des Freizügigkeitsabkommens und die Übernahme neuen EU-Rechts ohne direkte demokratische Mitsprache stellen eine unannehmbare Aushöhlung der schweizerischen Autonomie dar. Das Prinzip der direkten Demokratie, ein Grundpfeiler unseres Rechtssystems, scheint in diesem Kontext zu kurz zu kommen. Gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung ist die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone unveräusserlich. Die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass dem Schweizer Volk die Möglichkeit gegeben wird, über die einzelnen Abkommen zu befinden, widerspricht diesem fundamentalen Prinzip. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhängsel der EU wird, dessen Gesetzgebung primär von Brüssel diktiert wird, während die eigene parlamentarische und volksdemokratische Kontrolle ausgehöhlt wird.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf die Lohnschutzmechanismen und die flankierenden Massnahmen besorgniserregend. Die EU verfolgt ein liberaleres Modell, das weniger Wert auf den Schutz der heimischen Arbeitsmärkte legt. Eine unkontrollierte Zuwanderung ohne angemessene Schutzmassnahmen könnte zu Lohndumping und einer Schwächung der schweizerischen Arbeitnehmerschaft führen. Das Prinzip der Subsidiarität, welches vorsieht, dass Entscheidungen auf der am wenigsten zentralen Ebene getroffen werden sollen, wird hierbei missachtet.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung, die eine Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) vorsehen, sind besonders kritisch zu betrachten. Die Anerkennung der EuGH-Rechtsprechung, auch in Bereichen, die nicht explizit durch Abkommen abgedeckt sind, würde

bedeuten, dass die Schweiz sich freiwillig der Jurisdiktion eines obersten Gerichts unterwirft, dessen Urteile für sie bindend wären, ohne dass die Schweizer Gerichte die Möglichkeit hätten, eigenständig zu entscheiden oder die Urteile im Lichte des schweizerischen Rechts zu interpretieren. Dies untergräbt die rechtsstaatliche Souveränität und die Autonomie der schweizerischen Gerichte, wie sie im Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches festgelegt ist, der die Gerichte zur Anwendung des Gesetzes verpflichtet.

Die aktuelle Vorlage birgt die Gefahr einer schleichenden Mitgliedschaft in der EU, ohne die damit verbundenen Rechte und Pflichten einer Vollmitgliedschaft, aber mit wesentlichen Nachteilen für die schweizerische Rechtsordnung und Demokratie. Die negativen Konsequenzen für die Souveränität, die demokratische Legitimation und den Schutz der eigenen Bevölkerung werden derzeit unterschätzt. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre rechtsstaatlichen Grundsätze wahrt und keine Abkommen unterzeichnet, die diese fundamentalen Prinzipien kompromittieren.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Francine Rose Magnin <mfrose@bluewin.ch>
Sent: Donnerstag, 23. Oktober 2025 15:37
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] m/prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

Magnin Francine Rose
Chemin de Richemond 4
1700 Fribourg

Fribourg, 23 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
consultation Suisse-UE
3003 Berne

Concerne : **m/prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"**

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Non à ce traité d'adhésion déguisé, soit :

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. **Protection de notre démocratie directe**
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. **Refus de l'immigration de masse**
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national.

4. **Coûts prohibitifs injustifiés**
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires :
1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Le conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Francine Rose Magnin

Maillard Ruth
Les Brêts 19
1617 Remaufens

Remaufens, le 23 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Ruth Maillard

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Leandra Margelisch (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Leandra Margelisch · 0798856911 · l.margelisch@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die vorliegende Vorlage, die auf eine engere Anbindung an europäische Rechtsnormen abzielt, steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unserer Verfassungsordnung. Insbesondere das Prinzip der direkten Demokratie, verankert in Artikel 34 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV), wird durch die Übernahme von EU-Recht ohne nationale Mitsprache untergraben. Dies hat zur Folge, dass Schweizer Bürgerinnen und Bürger potenziell rechtlichen Regelungen unterworfen werden, die sie nicht direkt beeinflussen oder ablehnen können. Die Annahme eines solchen Abkommens würde die Schweiz unweigerlich in eine Abhängigkeit von der Europäischen Union bringen, die nicht mit unserem Status als unabhängiger Staat vereinbar ist. Die Schweiz hat sich stets durch ihre Neutralität und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung ausgezeichnet. Die Angleichung an EU-Recht, wie sie hier angedeutet wird, würde diese Position schwächen und die Handlungsspielräume der Schweiz erheblich einschränken. Dies wirft die Frage auf, wie die Wahrung der nationalen Interessen und die Durchsetzung schweizerischer Werte unter solchen Bedingungen noch gewährleistet werden kann. Darüber hinaus ist die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie bei einer solchen Stabilisierung zu erwarten wäre, problematisch. Dies widerspricht dem Artikel 120 Absatz 2 BV, der die Mitwirkung des Bundes bei internationalen Organisationen regelt, aber nicht eine blinde Übernahme von externem Recht vorsieht. Die damit verbundene Erosion der rechtssetzenden Gewalt des schweizerischen Parlaments und der direkten Mitwirkung des Volkes ist nicht hinnehmbar. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die erheblichen Souveränitätsverluste aufwiegen können. Die rechtliche Klarheit und die verfassungsrechtliche Integrität der Schweiz dürfen nicht geopfert werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die Annahme, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine klare und vorteilhafte Lösung für die Schweiz darstellen, entbehrt einer fundierten Grundlage und ignoriert die potenziellen negativen Implikationen für unsere Souveränität und unseren Rechtsrahmen. Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 97 Absatz 2 der Bundesverfassung ist die Souveränität der Eidgenossenschaft zu wahren. Die geplante automatische Übernahme von EU-Recht in unseren Rechtsbestand, ohne dass das Schweizer Parlament und Volk ein Mitspracherecht haben, stellt eine gravierende Aushöhlung dieser souveränen Stellung dar. Insbesondere die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) ist problematisch. Seine Judikatur würde bindenden Charakter erlangen, was Artikel 189b Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Gerichtsbarkeit dem Schweizerischen Bundesgericht zuweist, faktisch untergräbt. Dies würde eine schleichende Entdemokratisierung unseres Rechtssystems bedeuten und die Entscheidungsfindung von Schweizer Gerichten massgeblich beeinflussen. Weiterhin besteht die Gefahr einer einseitigen Abhängigkeit von der EU. Die vorgeschlagenen Mechanismen könnten dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, EU-Regulierungen zu übernehmen, die nicht zwingend unseren nationalen Interessen dienen. Dies steht im Widerspruch zur Unabhängigkeit, die in der Präambel der Bundesverfassung verankert ist. Die wirtschaftlichen Verflechtungen sind zwar offensichtlich, dürfen aber nicht dazu führen, dass wir unsere politischen Freiheiten opfern. Die Frage der Haftung ist ebenfalls unklar geregelt. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz nicht für Entscheidungen und Verpflichtungen der EU haftbar gemacht werden kann, auf die sie keinen Einfluss hat. Artikel 2 Absatz 2 der Bundesverfassung gebietet, dass die Schweiz ihre

Interessen wahrnehmen und ihre Unabhängigkeit verteidigen muss. Die vorgeschlagene Lösung scheint diese Gebote nicht ausreichend zu berücksichtigen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Gesamtbeurteilung eine übermässig optimistische Sichtweise vertritt. Die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität, die demokratischen Prozesse und die Rechtsstaatlichkeit sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden. Eine tiefergehende Analyse und eine transparente öffentliche Debatte sind unerlässlich, bevor weitreichende Entscheidungen getroffen werden, die die Zukunft unseres Landes massgeblich beeinflussen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Tragweite und der potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die heimische Rechtsordnung auf. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagene Umsetzung tatsächlich im Einklang mit den grundlegenden Prinzipien unseres Rechtssystems steht, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der verfassungsrechtlichen Kompetenzverteilung. Die Integration neuer EU-Rechtsakte, wie sie hier impliziert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebungskompetenz. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung obliegt die Rechtsetzung dem Parlament. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht, ohne klare und transparente demokratische Prozesse, würde diese verfassungsmässige Ordnung untergraben. Artikel 164 Abs. 2 BV garantiert die rechtsstaatliche Grundlage der Gesetzgebung. Es muss sichergestellt werden, dass jede Übernahme von EU-Recht diesen Grundsatz respektiert und nicht zu einer willkürlichen Anwendung führt, die von unseren eigenen demokratischen Institutionen nicht mehr vollständig kontrolliert werden kann. Besonders kritisch ist die potenzielle Auswirkung auf die Rechtsprechung. Die Vorgabe, EU-Recht anzuwenden, könnte zu einer Divergenz zwischen der nationalen Rechtsauffassung und der Interpretation durch europäische Gerichte führen. Dies würde die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen beeinträchtigen und die Unabhängigkeit unserer Gerichte in Frage stellen, die gemäss Artikel 190 BV an Bundesgesetze und das Völkerrecht gebunden sind, aber nicht zwingend an die direkte Anwendbarkeit und Auslegung von fremdem Recht, das nicht explizit in nationale Gesetze überführt wurde. Die mögliche Dominanz der EuGH-Rechtsprechung, ohne angemessene Anpassung an schweizerische Verhältnisse, ist problematisch. Die vorgeschlagene Umsetzung erscheint zudem als ein Schritt in Richtung einer faktischen Unterwerfung unter die europäische Rechtsprechung, die die Autonomie des Schweizer Gesetzgebers bedroht. Die Stossrichtung der Vorlage lässt wenig Raum für eine kritische Prüfung, ob die übernommenen Bestimmungen tatsächlich dem Wohl der Schweiz dienen und mit unseren verfassungsmässigen Werten vereinbar sind. Eine solche pauschale Übernahme ohne differenzierte Abwägung widerspricht dem Geist der demokratischen Selbstbestimmung, der in der Bundesverfassung tief verankert ist. Die Gefahr einer Rechtsunsicherheit und einer übermässigen Bindung an externe Rechtsnormen muss ernst genommen und einer rigorosen Prüfung unterzogen werden, bevor solche Schritte unumkehrbar werden.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung untergräbt grundlegend die Energiesouveränität der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, nicht in Bern. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Dies bedeutet die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel und das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Gefahr für das Rückgrat unserer Energieversorgung dar: die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende finanzielle Auswirkungen hätte. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein hochgefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue StromVG birgt durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19) Risiken für die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten untergraben. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz würde abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, was einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Neugestaltung des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht des Schweizer Arbeitsmarktes und unserer Rechtsordnung zutiefst bedenklich. Die behaupteten Massnahmen zur Stärkung des Lohnschutzes erscheinen eher kosmetischer Natur und drohen, das bewährte schweizerische System aufzuweichen und dessen Wirksamkeit zu kompromittieren. Es ist offensichtlich, dass die angestrebte Harmonisierung mit EU-Standards zu einer Schwächung der flankierenden Massnahmen führt, die seit jeher eine zentrale Säule des Schweizer Lohnschutzes darstellen. Anstatt bestehende, bewährte Kontrollmechanismen zu stärken, werden diese durch bürokratischere und weniger effektive Strukturen ersetzt. Dies öffnet Tür und Tor für Lohndumping und erhöht den Druck auf die Löhne, insbesondere im unteren und mittleren Einkommenssegment, was bereits durch die erweiterte Personenfreizügigkeit untergraben wird. Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), namentlich die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer nachweislichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Umplatzierung des Klagerechts von Art. 11 auf Art. 13a EntsG stellt eine juristische Verschleierung dar, welche die bisherige klare Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Ebenso problematisch ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR. Dieser ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch externe Vorgaben. Er schafft eine ungleiche Behandlung von Arbeitnehmern und belastet insbesondere KMU durch starre, bürokratische Verfahren, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz ist eine bedenkliche Formalisierung von Querverbindungen, die die Schweiz politisch enger an die EU bindet. Des Weiteren stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar. Unsere Rechtsordnung wird zur Vollzugsgehilfin für administrative Sanktionen aus der EU, deren Durchsetzung ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz erfolgt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge eine Aushöhlung des Schweizer Lohnschutzes und eine Gefährdung unserer Souveränität bedeuten und daher in ihrer jetzigen Form abzulehnen sind.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die facto eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit entgegen dem Volkswillen gemäss Artikel 121a BV, wird durch die Einführung eines faktisch unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren verschärft. Diese „Niederlassung C PLUS“ birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe ein dauerhaftes Bleiberecht gewährt wird. Diese Entwicklung wird durch die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme weiter befeuert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen, die neu auf unannehmbare Weise um Eltern und

Grosseltern erweitert wird, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ erweist sich als reine Illusion. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel eher zu einer Erpressungsklausel als zu einem Schutzmechanismus macht. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig automatisch nach der „Integrationsmethode“ erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich jegliche Mitsprache verlieren werden. Diese Kapitulation vor Brüssel wird im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert. Die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a AIG institutionalisieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger faktisch ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und mit ihren Ausnahmekriterien und der fehlenden Möglichkeit einseitiger Kontingente zu einem zahnlosen Tiger verkommt. Die Anpassung des Binnenmarkt-Informationssystem-Gesetzes (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das IMI-System der EU. Anstatt einer sorgfältigen nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt, was die Qualität unserer Standards schwächt und unsere Fähigkeit zur Eigenregulierung des Arbeitsmarktes untergräbt. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) wird durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) die eigenständige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Dies stellt ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar und delegiert die Verantwortung für die Qualitätssicherung an ein bürokratisches EU-System. Die Schweiz verliert die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und ihre Fähigkeit, autonom sicherzustellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert und auf Kosten der Schweizer Bevölkerung ausgetragen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und somit souverän zu entscheidenden freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung unserer demokratischen Kontrolle dar. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Verfassungsordnung, insbesondere dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Budgethoheit des Parlaments. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung auf gesetzgeberischer Ebene und entzieht dem Parlament die Möglichkeit, über jeden einzelnen finanziellen Beitrag souverän zu entscheiden. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung des Beitrags, beginnend mit einer vermeintlich moderaten Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr, birgt die Gefahr erheblicher Nachzahlungen. Die Schweiz wird faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, deren Zahlungen unabänderlich werden, während keine Garantie auf verbesserte Marktzugangsbedingungen oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht. Dies ist eine fatale Entwicklung, die primär die Souveränität der Schweiz schwächt, ohne greifbare, kompensierende Vorteile zu generieren. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der EG (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die dauerhafte Verankerung dieser Zahlungen in unserer Rechtsordnung und untergräbt die Budgethoheit des Parlaments im Sinne von Art. 1 des KoBG. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Die irreführende Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist nicht hinnehmbar, da sie den "guten Namen" Schweizer Friedensinitiativen missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen zu legitimieren. Es handelt sich hierbei nicht um eine freiwillige Geste, sondern um die Etablierung einer Zwangsabgabe.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Einschränkung der Schweizer Souveränität und eine Untergrabung unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies bedeutet, dass Förderungen, die entscheidend für die lokale Wirtschaft, den Regionalverkehr, die

Kantonalbanken, die Kultur und lokale KMU sind, künftig der Genehmigung durch eine externe Instanz bedürfen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Bern, die als "verlängerter Arm der EU" fungieren wird, massiv untergraben. Gemäss dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den angepassten Artikeln im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) werden Entscheide nicht mehr primär im Lichte schweizerischer Interessen getroffen, sondern im Hinblick auf ihre Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, ohne formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren ihrer souveränen Entscheide. Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten macht. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG vor Bundesgericht gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Die Schaffung des BHÜG und die damit verbundene Institutionalisierung der Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, insbesondere durch die neue Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG), ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis wird ausgehebelt und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird der EU-Kommission unterworfen. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU wird somit auf eine neue Stufe gehoben, und die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Stärkung der Lebensmittelsicherheit im Rahmen der EU-Annäherung entpuppt sich als eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies stellt eine beispiellose Bedrohung für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die reale Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut gefährdet, da die angleichende Übernahme oft tieferer EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das prestigeträchtige Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien unterliegt wie in der EU. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer heimischen Produzenten. Besorgniserregend ist zudem die verankerte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Kündigung dieses potenziell schädlichen Agreements würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und ihr Handlungsspielraum massiv einschränkt. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen gravierenden Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine würden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Dies droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem bedauerlichen Verlust an hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere Art. 15a und Art. 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards. Die Schweiz verliert die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert seine Fähigkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen

Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) führt zur Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine ernste Bedrohung für den Schweizer Service public im Schienenverkehr dar. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater EBG ermöglicht es ausländischen Anbietern, gezielt die lukrativsten inner-schweizerischen Bahnstrecken zu bedienen. Dieses Modell der „Rosinenpickerei" wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Versorgung der Bevölkerung unerlässlichen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage des Service public und gefährdet die flächendeckende Grundversorgung. Darüber hinaus ist die von Ihnen als Absicherung angepriesene „Gemeinsame Erklärung" juristisch irrelevant. Sie bietet keinen verlässlichen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Beihilferechts, welches die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr sowie für die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden, ist real. Dies hat direkte Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die schweizerische Bevölkerung. Die sukzessive Aufgabe der nationalen Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige Regulierungen der EU, wie jene zum „European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten übernommen werden, was die Steuerungs- und Entscheidungsbefugnisse von Schweizer Stellen an zentrale EU-Institutionen verlagert. Ferner schränkt der neue Artikel 32a Absatz 1bis PBG die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein, da bei gemeinsamen Ausschreibungen zwingend EU-Vorgaben zu beachten sind. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was suboptimal und potenziell teurer für die Steuerzahler sein kann. Die Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit und die langfristige Finanzierung des Schweizer Bahnwesens sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Annäherung an die Europäische Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Die vorgeschlagenen Abkommen offenbaren eine besorgniserregende Tendenz zur Aushöhlung schweizerischer Souveränität und zur Preisgabe von Kerninteressen, die für die Unabhängigkeit und den Wohlstand unseres Landes von fundamentaler Bedeutung sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit eigener Gesetzgebung, wie sie sich in den vorgeschlagenen institutionellen Regelungen abzeichnet, steht im direkten Widerspruch zu den Prinzipien unserer föderalen Ordnung und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (BPMG) und im Grundsatz der demokratischen Legitimation verankert sind. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk ein Mitspracherecht haben, untergräbt die demokratische Kontrolle und die Möglichkeit, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz entsprechen. Des Weiteren besteht die Gefahr einer schleichenden Erosion der direkten Demokratie. Die Möglichkeit, dass neue EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne jegliche Volksabstimmung in das schweizerische Recht überführt werden könnten, würde die Grundrechte der Bürgerinnen und Bürger auf Mitbestimmung massiv einschränken. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zu den in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) festgeschriebenen Grundsätzen der Volks- und Ständemehrheit bei Verfassungsänderungen und der Möglichkeit von fakultativen Referenden. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Rechtsprechung könnte ebenfalls kompromittiert werden, wenn Gerichte primär europäischem Recht verpflichtet wären, was im Widerspruch zu Artikel 1 der Bundesverfassung steht, der die Schweiz als souveränen Staat erklärt. Die Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaft und insbesondere auf kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sind ebenfalls gravierend zu beurteilen. Die Übernahme von EU-Standards, die oft auf die Bedürfnisse grosser Märkte zugeschnitten sind, könnte für unsere KMU zu einer übermässigen Belastung führen und ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Die mögliche Aufgabe von Flexibilität bei der Gestaltung von Regulierungen, die für die heimische Wirtschaft essenziell sind, ist ein kritischer Punkt. Zusammenfassend lässt

sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse einen gefährlichen Weg für die Schweiz darstellen. Sie bedrohen unsere Souveränität, unsere demokratischen Institutionen und potenziell auch unseren wirtschaftlichen Wohlstand. Eine sorgfältige und kritische Auseinandersetzung mit diesen Punkten ist unabdingbar, um die Interessen unseres Landes nachhaltig zu wahren.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: haute-78.wurst@icloud.com
Sent: Donnerstag, 23. Oktober 2025 03:43
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: N. Rieger (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: N. Rieger

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union stellen die Schweiz vor erhebliche Herausforderungen und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen wirtschaftlichen Stabilität auf. Eine kritische Gesamtbeurteilung des Pakets ist daher unumgänglich. Die vorgeschlagene institutionelle Regelung untergräbt die Prinzipien unserer direkten Demokratie. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in Artikel 4 des vorgeschlagenen Abkommens zur Sprache kommt, tangiert die Kernkompetenzen des Schweizer Parlaments und würde dessen Rolle als Gesetzgeber massiv einschränken. Dies steht im Widerspruch zu fundamentalen Grundsätzen unseres Rechtssystems, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es auch in der Bundesverfassung verankert ist. Eine solche Regelung würde es der EU ermöglichen, über unsere Köpfe hinweg Recht zu setzen, was einem schleichenden Verlust unserer demokratischen Selbstbestimmung gleichkäme. Die Übertragung von Zuständigkeiten an den Gerichtshof der Europäischen Union, wie im Bereich des freien Warenverkehrs vorgesehen, birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Die Entscheidungen des EuGH wären für die Schweiz bindend, ohne dass diese einen direkten Einfluss auf die Zusammensetzung oder die Rechtsauslegung dieses Gerichts hätte. Dies stellt eine beispiellose Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsprechung dar, die nicht mit unserer rechtsstaatlichen Tradition vereinbar ist. Es fragt sich, wie hier die Souveränität der Schweiz gewahrt bleiben soll, wenn ausländisches Recht uns diktiert wird. Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Konsequenzen nicht zu unterschätzen. Die Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dieses massgeschneidert an die schweizerischen Bedürfnisse anzupassen, könnte zu erheblichen Wettbewerbsnachteilen für unsere Unternehmen führen. Insbesondere die geforderte Übernahme von EU-Verordnungen und Richtlinien im Bereich der Agrarpolitik oder des Arbeitsmarktes könnte unsere heimische Wirtschaft destabilisieren. Es fehlen klare Garantien dafür, dass die Schweiz auch in

Zukunft ihre bewährten Regulierungsmodelle beibehalten kann. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, die in Artikel 33 des Abkommens angesprochen wird, stellt zudem eine zusätzliche Belastung für den Schweizer Steuerzahler dar, deren Nutzen nicht ausreichend belegt ist. Diese Punkte erfordern eine eingehendere Prüfung und deutlichere Abfederungsmassnahmen, um die Interessen der Schweiz zu schützen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Rahmen der angestrebten neuen Beziehung zur Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung unabdingbar machen. Es ist bedauerlich feststellen zu müssen, dass die Ergebnisse in ihrer Gesamtheit weit davon entfernt sind, eine für die Schweiz vorteilhafte und souveräne Position zu sichern. Vielmehr drängt sich der Verdacht auf, dass die Schweiz unter der Führung der Verhandlungsdelegation signifikante Zugeständnisse gemacht hat, deren Tragweite für die nationale Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung unseres Landes noch gar nicht vollständig absehbar ist. Besonders alarmierend ist die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass hierfür ein klar definierter und demokratisch legitimierter Mechanismus erkennbar wäre. Die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Regulierungen, beispielsweise im Bereich der Personenfreizügigkeit oder der Dienstleistungsfreiheit, angedacht ist, steht in direktem Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Die Übernahme von EU-Recht durch eine blosse Verweisungsnorm, ohne die Möglichkeit des Referendums oder einer parlamentarischen Zustimmung durch die eidgenössischen Räte in jedem Einzelfall, untergräbt dieses fundamentale Prinzip. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Bindung an dessen Rechtsprechung, wie sie in den Artikeln zum institutionellen Rahmen und zur technischen Übernahme von EU-Recht thematisiert wird, droht die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte zu beschneiden. Gemäss Artikel 190 Absatz 1 BV ist das Bundesrecht für Gerichte und Behörden massgebend. Eine faktische Überordnung der EuGH-Rechtsprechung würde diese Verfassungsvorschrift aushöhlen und die Schweizerische Rechtsordnung einer externen Instanz unterwerfen, deren Urteile nicht dem Schweizer Rechtssystem entstammen. Dies steht im krassen Gegensatz zum föderalistischen System und der Gewaltenteilung, wie sie in der Schweiz gelebt werden. Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Übernahme von EU-Recht und die damit verbundenen Einschränkungen der Handlungsfreiheit sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Die vorgeschlagenen Regelungen lassen befürchten, dass die Schweiz künftig stärker den Vorgaben der EU unterworfen sein wird, was zu einer Schwächung des Schweizer Wirtschaftsstandortes führen könnte. Die Freiheit, eigene wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen und auf nationale Bedürfnisse zugeschnittene Regulierungen zu erlassen, wird dadurch empfindlich beeinträchtigt. Es ist fraglich, ob die angeblichen Vorteile einer engen Anbindung an den EU-Binnenmarkt diese erheblichen Souveränitätsverluste und rechtlichen Unsicherheiten aufwiegen können. Die Verhandlungsresultate bedürfen daher einer eingehenden und kritischen Prüfung, um die

langfristigen Konsequenzen für die Schweiz zu verstehen und unerwünschte Entwicklungen zu verhindern.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundsätzliche Fragen hinsichtlich der nationalen Souveränität und der rechtlichen Kohärenz auf, die eine äusserst kritische Betrachtung unerlässlich machen. Es besteht die erhebliche Gefahr, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Erosion der schweizerischen Rechtsordnung zur Folge haben, indem sie die Autonomie des Schweizer Gesetzgebers untergraben und eine übermässige Abhängigkeit von der europäischen Rechtsprechung schaffen. Insbesondere die Art und Weise, wie fremdes Recht – in diesem Fall EU-Recht – in die schweizerische Rechtsordnung integriert werden soll, bereitet Anlass zu tiefer Besorgnis. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, gebietet, dass die oberste Gewalt vom Volke und den Kantonen ausgeht. Die vorgeschlagene Angleichung birgt die Gefahr, dass das Schweizer Volk und seine Vertreter faktisch entmachtet werden, wenn sie gezwungen sind, Recht zu übernehmen, das sie nicht selbst gestaltet haben und auf dessen Entstehung sie keinen direkten Einfluss ausüben können. Artikel 2 Absatz 2 BV fordert die Achtung von Recht und Gesetz. Die pauschale Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass Bestimmungen in die schweizerische Rechtsordnung integriert werden, die nicht mit den Grundwerten und den spezifischen Gegebenheiten der Schweiz vereinbar sind. Dies tangiert direkt das Gebot der Rechtssicherheit, da die Anpassungsfähigkeit des schweizerischen Rechts an nationale Bedürfnisse und Gegebenheiten eingeschränkt würde. Die geforderte Übernahme von EU-Recht birgt zudem die Gefahr einer unzumässigen Belastung der Schweizer Gerichte. Diese könnten gezwungen sein, komplexe und sich ständig ändernde EU-Rechtsakte auszulegen und anzuwenden, was zu Rechtsunsicherheit und divergierenden Urteilen führen könnte, insbesondere wenn der Europäische Gerichtshof (EuGH) im Rahmen der Auslegung des abkommensrelevanten EU-Rechts eine massgebliche Rolle spielt. Dies würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz beeinträchtigen. Die Verfassungsgrundsätze des Richters als "Anwalt des Rechts" (Artikel 190 BV) würden auf eine neue und potenziell problematische Probe gestellt, wenn die primäre Auslegungsmassgabe nicht mehr ausschliesslich das schweizerische Recht wäre. Die vorgeschlagenen Anpassungen müssen daher einer eingehenden Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die schweizerische Souveränität und die Integrität unserer Rechtsordnung gewahrt bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine geplante, umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies ist keine Frage der Sicherheit, sondern ein tiefgreifendes Integrationsprojekt, das unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist

unmittelbar in Gefahr. Die geforderte Angleichung an oft tiefer liegende EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produzenten gezwungen sind, nach Kriterien zu arbeiten, die signifikant weniger streng sind als die bisherigen Schweizer Bestimmungen. Die von uns angestrebte, nachweislich höhere Qualität wird durch eine Angleichung nach unten nivelliert. Besonders besorgniserregend ist die zutiefst problematische 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen untrennbar mit allen bestehenden bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in zukunftsweisenden Fragestellungen unterbindet. Der geplante Eintritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen beispiellosen und inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine bedrohliche Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien würden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert. Dies bedroht lokale Traditionen und die wirtschaftliche Existenz zahlloser Klein- und Kleinstbetriebe. Das bestehende, demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme des EU-Rechts systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen würden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen würde. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) erzwingen die Aufgabe unserer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards. Dies stellt einen Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament würde umgangen und verliert die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im

Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom markieren eine besorgniserregende Erosion unserer nationalen Souveränität und ein Aufgeben der bewährten schweizerischen Energieregulierung. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, insbesondere die Verpflichtung zur Teilnahme an ENTSO-E und die mögliche Einflussnahme durch ACER, degradiert die Schweiz zu einem reinen Kostenfaktor ohne Mitspracherecht bei Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Autonomie und der Möglichkeit, unsere Energieversorgung auf unsere spezifischen Bedürfnisse auszurichten. Die Rolle der ElCom wird sich unwiederbringlich wandeln. Von einer unabhängigen Regulierungsbehörde, die auf schweizerische Gegebenheiten Rücksicht nimmt, droht sie zu einer blossen Vollzugsstelle für nicht demokratisch legitimierte EU-Vorschriften zu werden. Dies gefährdet die eigenständige und bedarfsgerechte Gestaltung unserer Energiepolitik. Besonders gravierend sind die potenziellen Auswirkungen auf unsere Kernenergiequelle, die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für das bewährte System der Wasserzinsen dar, die essenziell für die finanzielle Stabilität der Bergkantone sind. Eine Einstufung als unzulässige Beihilfe würde dieses System aushebeln und zu erheblichen finanziellen Einbussen für betroffene Regionen führen. Darüber hinaus untergräbt die vorgesehene vollständige Strommarktliberalisierung unser föderales System. Die traditionelle Einspeisevorrangregelung für Gemeindekraftwerke, die eine dezentrale und lokale Energieversorgung sicherstellt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt bewusst kleine und lokale Produzenten, was im Widerspruch zur Energiestrategie des Bundes steht. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Gleichzeitig entzieht sich die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit, die bisher auf nationaler Ebene verankert war, einer eindeutigen Zuweisung. Dies schafft eine gefährliche Lücke und birgt erhebliche Risiken in kritischen Situationen. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) vorgesehen ist, führt unweigerlich zu Preisvolatilität und steigenden Kosten für KMU und Haushalte, da Kosten für Versorgungssicherheit auf neue Umlagen abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) verschärfen diese Bedenken. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflichten in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, diskriminiert massiv kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der

Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Hoheit über kritische Infrastrukturen und unsere föderalen Strukturen gefährden. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt in Richtung Unterwerfung unter ein unpassendes EU-Regime.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags in Form von Kohäsionszahlungen an die Europäische Union stellt aus Sicht der Schweiz eine bedenkliche Entwicklung dar, welche die Souveränität des Landes und die demokratische Kontrolle über die Bundesfinanzen erheblich schwächt. Es ist höchst problematisch, dass freiwillige und vom Parlament kontrollierte Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht umgewandelt werden sollen. Dies bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und eine Entmachtung des Parlaments bei der Entscheidung über diese milliardenschweren Zahlungen, die faktisch zu einer Zwangsabgabe werden. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als eine primär rhetorische Massnahme, um Zustimmung zu generieren. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung der Beiträge birgt das erhebliche Risiko, dass die Forderungen der EU unweigerlich massiv ansteigen werden. Die Schweiz würde damit in eine Position gedrängt, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, solche Forderungen abzulehnen, und gezwungen wäre, den von der EU diktierten Beträgen zuzustimmen. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht. Es gibt keinerlei Garantie, dass diese Zahlungen zu einem besseren Marktzugang oder zur Beseitigung bestehender Handelshindernisse führen. Vielmehr bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare, substanzielle Vorteile mit sich bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsbefugnis über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft finanziell zu belasten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Umsetzung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung praktiziert. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), genauer gesagt in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die vorgeschlagene Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b des KoBG, welche die Zahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung verknüpft, ist zudem irreführend. Hier wird der an sich positive «gute Name» der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die demokratische Legitimation dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen im Rahmen der politischen Entscheidungsfindung von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Diese Entscheidungen, die oft auf lokalen Bedürfnissen und strategischen Überlegungen beruhen, wie beispielsweise die Förderung des Regionalverkehrs, die Unterstützung von Kantonalbanken, die Finanzierung von Kulturprojekten oder die Stärkung lokaler KMU, werden neu einer zentralen und unzugänglichen Bürokratie unterworfen. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung einer neuen, zentralisierten Beihilfekammer untergraben. Diese Institution wird als «verlängerter Arm der EU» agieren, deren Entscheide primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen und nicht mehr den nationalen Interessen. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren eigenständige und demokratisch gefällte Entscheidungen von einer zentralen Behörde in Bern auf EU-Konformität geprüft und potenziell gekippt werden können. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip des Föderalismus und der Gewaltenteilung, wie er in der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) schaffen eine «Superbehörde», die eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU institutionalisiert. Die Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) illustriert diese Aufgabe nationaler Souveränität auf besorgniserregende Weise. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der neuen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und stellt eine Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten dar. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert zudem die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine erhebliche Bedrohung für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit im Wesentlichen auf eine Stufe mit der Unionsbürgerschaft hebt, steht im klaren Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, vergleichbar mit einer „Niederlassung C PLUS“, ist ein beispielloser Zugeständnis. Dies untergräbt unsere Fähigkeit, Personen mit kriminellem Hintergrund oder die auf Dauer von Sozialhilfe abhängig sind, aus der Schweiz zu verweisen. Dies führt zu einer zusätzlichen Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden, die die Kosten für die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme tragen müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern ist zudem eine massive und unkontrollierbare Öffnung, die die Sozialkosten weiter in die Höhe treiben wird. Die angebliche „Schutzklausel“ ist nichts weiter als ein Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie greifen wird. Im Falle einer theoretischen Anwendung droht die Schweiz zudem mit Strafmassnahmen seitens der EU, was diese Klausel zu einer reinen Erpressungstat macht. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass unser Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts faktisch nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine nicht hinnehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung des neuen Artikels 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die erschwerte Möglichkeit eines Ausschlusses selbst bei Abhängigkeit sind eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die sogenannte „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht und ein zahnloser Tiger bleibt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird gezwungen, die Kosten für die Gleichbehandlung von EU-Bürgern zu tragen, während unsere Hochschulen und die Studierenden mit den Folgen belastet werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und gefährdet gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich die Patientensicherheit und die nationale Kontrollhoheit. Diese

Anpassungen stellen eine Kapitulation vor der EU dar, die unsere Rechtsordnung und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung untergraben.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine erhebliche Bedrohung für den Service public im schweizerischen Schienenverkehr dar. Die Übernahme von EU-Beihilferecht birgt die Gefahr, dass bewährte Subventionsmodelle für den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung. Besonders kritisch ist die Einführung der Kabotage gemäss dem neu vorgeschlagenen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG). Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, führt zwangsläufig zu einer "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien bedienen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Verfügbarkeit. Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist aus rechtlicher Sicht von geringem Wert und entbehrt jeder bindenden Wirkung. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, dessen dynamische Übernahme uns dann aufgezwungen würde. Dies ist keine wirksame Massnahme, sondern lediglich eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz gibt mit diesen Regelungen schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme würde bedeuten, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Einführung der Kabotage im EBG und die Einschränkung der nationalen Hoheit im PBG sind Frontalangriffe auf den Schweizer Service public und die Souveränität der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern drohen eine empfindliche Erosion unseres Lohnniveaus zu bewirken, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Diese neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies

nützt primär ausländischen Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt durch die neuen Art. 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, setzen unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und wirft gravierende rechtliche sowie politische Fragen auf, die im gegenwärtigen Entwurf ungenügend adressiert werden. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst unter dem Deckmantel der Stabilisierung, bedeutet de facto eine fortschreitende Erosion der Schweizer Souveränität und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere ist zu befürchten, dass eine solche Annäherung zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führen würde, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder die zuständigen eidgenössischen Räte eine angemessene Mitsprachemöglichkeit hätten. Dies steht im klaren Widerspruch zum Demokratieprinzip und der Souveränität, die gemäss Artikel 1 der

Bundesverfassung (BV) den Grundpfeilern der Schweiz bilden. Das Recht auf Selbstbestimmung, ein integraler Bestandteil unserer Verfassung, würde durch die Unterwerfung unter fremde Gesetzgebung massiv beeinträchtigt. Darüber hinaus ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen die rechtsstaatlichen Garantien der Schweiz, wie sie im Obligationenrecht (OR) oder im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) detailliert sind, unberührt lassen würden. Die Übernahme von EU-Recht könnte zu Konflikten mit bestehenden Schweizer Rechtsnormen führen und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen gefährden. Es besteht die Sorge, dass die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Anwendung unseres eigenen Rechts untergraben würden, was gegen das Rechtsstaatsprinzip verstösst, welches die Grundlage jedes geordneten Rechtswesens bildet. Die ökonomischen Auswirkungen sind ebenfalls nicht abschliessend geklärt. Zwar werden Vorteile einer besseren Integration oft hervorgehoben, doch werden die potenziellen Nachteile, wie erhöhte Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft und die Notwendigkeit, bei jeder regulatorischen Änderung der EU mitzuziehen, unterbewertet. Das Freihandelsabkommen (FHA) von 1972 hat bereits gezeigt, dass wirtschaftliche Beziehungen mit der EU Komplexität und Anpassungsdruck mit sich bringen. Eine weitere Vertiefung birgt das Risiko, dass die Schweiz ihre wirtschaftliche Flexibilität verliert und stärkeren externen Einflussfaktoren ausgesetzt ist. Wir müssen kritisch hinterfragen, ob die angebliche Stabilisierung der Beziehungen nicht letztlich zu einer De-facto-Mitgliedschaft ohne die entsprechenden Mitspracherechte führt. Die Schweiz hat über Jahrhunderte hinweg ihre Unabhängigkeit und ihre spezifischen Rechts- und Staatsgrundsätze verteidigt. Diese gilt es zu wahren und nicht leichtfertig zugunsten einer fragwürdigen europäischen Harmonisierung aufs Spiel zu setzen. Jede Form der Annäherung muss einer strengen Prüfung unterzogen werden, die sicherstellt, dass die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz stets oberste Priorität geniessen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heinz Rindisbacher (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Heinz Rindisbacher · 0793112938 · heinz@rindisbacher.top

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit unseres Landes. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in der Form von stabilisierten Beziehungen, droht die Unabhängigkeit der Schweiz zu untergraben und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien zu kompromittieren. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, auch in sektoriellen Abkommen, stellt eine Gefährdung der direkten Demokratie und der Volkssouveränität dar. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung sind die eidgenössischen Räte verpflichtet, die Grundsätze der Bundesverfassung zu wahren. Die Übernahme von EU-Recht, das im Ausland geschaffen wurde und oft auf Prinzipien basiert, die sich von unseren eigenen unterscheiden, steht diesem Grundsatz fundamental entgegen. Es ist zu befürchten, dass durch solche Abkommen die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger indirekt Entscheidungen aus Brüssel unterworfen würden, ohne die Möglichkeit direkter Einflussnahme, wie sie uns die eidgenössische Gesetzgebung ermöglicht. Die Annahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, dieses aktiv mitzugestalten, verletzt das Prinzip der demokratischen Legitimation. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert, dass das Volk die höchste Gewalt darstellt. Wenn aber wesentliche Teile unserer Gesetzgebung von einer externen Macht vorgegeben werden, die nicht direkt von den Schweizer Bürgerinnen und Bürgern gewählt wird, wird dieses Grundprinzip ausgehöhlt. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) könnte durch die Auslegung des EU-Rechts, das in die schweizerische Rechtsordnung integriert würde, faktisch eine quasi-legislative Funktion einnehmen, was mit der Gewaltenteilung und der nationalen Gesetzgebungskompetenz gemäss Artikel 163 der Bundesverfassung unvereinbar ist. Weiterhin bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die Flexibilität des Schweizer Arbeitsmarktes und die Eigenheiten unserer Wirtschaftsordnung könnten durch eine stärkere Angleichung an EU-Normen beeinträchtigt werden. Dies könnte zu einer Erosion des Wettbewerbsvorteils der Schweiz führen und die Arbeitsbedingungen negativ beeinflussen. Artikel 41 der Bundesverfassung nennt als Ziel die Förderung des Gemeinwohls, wozu auch die soziale Sicherheit und ein gerechter Ausgleich zwischen Arbeit und Lohn gehören. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Regularien könnte diese Ziele gefährden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den vorgeschlagenen Bedingungen mehr Fragen und Bedenken aufwirft, als sie Antworten und Lösungen bietet. Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die wirtschaftliche Eigenständigkeit sind gravierend und erfordern eine äusserst kritische Prüfung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz fundamental in Frage stellen. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Es ist unvertretbar, dass die Schweiz sich fortwährend neuem Unionsrecht unterwerfen soll, dessen Entstehung sie nicht mitgestalten kann. Dies untergräbt die demokratische Legitimität der Gesetzgebung, die dem Schweizer Volk zusteht. Die Einbeziehung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) als verbindliche Instanz zur Auslegung des

zukünftigen Abkommens widerspricht dem Geist und Buchstaben der Schweizerischen Rechtsordnung. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung der Gerichte an das Recht. Die Anerkennung der bindenden Vorabentscheidungen des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte aushöhlen und die Hoheit über die Rechtsauslegung an eine fremde Institution abtreten. Dies ist mit Artikel 190 BV nicht vereinbar. Des Weiteren ist die Befürchtung gross, dass die fortlaufende Übernahme von EU-Regulierungen zu einer schleichenden Verwässerung schweizerischer Standards in Bereichen wie Umweltschutz, Arbeitnehmerrechte und Lebensmittelsicherheit führen könnte. Die EU verfolgt eigene Interessen, die nicht zwangsläufig mit denjenigen der Schweiz übereinstimmen. Die Schweiz muss in der Lage bleiben, ihre eigenen, oft höheren Standards zu definieren und zu wahren, anstatt sich an den kleinsten gemeinsamen Nenner der EU-Mitgliedstaaten anzupassen. Die garantierte Personenfreizügigkeit, wie sie in bilateralen Abkommen geregelt ist, führt bereits heute zu spürbaren Herausforderungen im Sozialwesen und auf dem Arbeitsmarkt. Eine weitere Intensivierung dieser Freizügigkeit, ohne wirksame Kontrollmechanismen und die Möglichkeit zur Steuerung der Zuwanderung, birgt erhebliche Risiken für die Stabilität und den sozialen Frieden in der Schweiz. Artikel 120 BV, der die wirtschaftliche und soziale Kohäsion als Ziel des Bundes verankert, könnte durch eine ungesteuerte Zuwanderung gefährdet werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket in seiner jetzigen Form die Interessen der Schweiz nicht angemessen wahrt und die Gefahr einer Untergrabung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien birgt. Es mangelt an einer klaren Abgrenzung und an ausreichenden Schutzmechanismen für die Schweiz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu erheblichen Bedenken Anlass und drohen, die Souveränität der Schweiz sowie die Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger empfindlich zu beeinträchtigen. Es ist besorgniserregend, wie wenig Rücksicht auf die spezifischen Bedürfnisse und die Rechtsordnung der Schweiz genommen wird. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht wirft kritische Fragen auf. Die automatische oder halbindirekte Übernahme von EU-Bestimmungen, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger hätten nach diesem Grundsatz das letzte Wort bei der Gesetzgebung. Eine Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige explizite Zustimmung durch Volk und Stände würde dieses demokratische Prinzip untergraben. Des Weiteren beunruhigt die mangelnde Flexibilität bei der Umsetzung von Bestimmungen. Die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Regelungen ohne Rücksicht auf lokale Gegebenheiten und bewährte schweizerische Praktiken zu übernehmen, ist gross. Dies könnte insbesondere im Bereich des Arbeitsmarktes und der Sozialwerke negative Folgen haben. Die vorgesehenen Mechanismen zur Streitschlichtung und zur Auslegung des Rechts könnten dazu führen, dass die EU-Gerichtsbarkeit de facto zur verbindlichen Autorität für die Schweiz wird, was der Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und der Rechtsordnung gemäss Artikel 190 BV widersprechen würde. Die angeblichen Vorteile, wie eine erleichterte Marktdurchdringung, scheinen die immensen Nachteile nicht aufzuwiegen. Die geforderte Personenfreizügigkeit birgt erhebliche Risiken für den tieferen Lohn und die sozialen Standards in der Schweiz. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht kann zudem zu einer unkontrollierbaren Zunahme an regulatorischen Auflagen führen, die KMUs und kleinere Unternehmen unverhältnismässig belasten. Es muss klargestellt werden, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft kein Mitgliedstaat der Europäischen Union ist und auch nicht beabsichtigt, es zu werden. Jegliche Vereinbarungen müssen dies in vollem Umfang respektieren und die nationalen Interessen der Schweiz uneingeschränkt wahren. Die gegenwärtigen Verhandlungsergebnisse scheinen diese Priorität nicht hinreichend zu berücksichtigen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Vorlage einer Stellungnahme zu nationalen Umsetzungsfragen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union erfordert eine sorgfältige und kritische Betrachtung. Ohne spezifische Details des vorliegenden Textentwurfs ist eine direkte Verbesserung schwierig. Dennoch kann eine allgemeine, aber fundierte Stellungnahme mit einem deutlich skeptischen Tenor formuliert werden, die potenzielle Fallstricke

und Bedenken hervorhebt. Es ist von grösster Wichtigkeit, dass die inländische Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung steht. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz betont, und Artikel 173 Absatz 2, der dem Bundesrat die Pflicht auferlegt, die Interessen der Schweiz zu wahren, müssen als leitende Prinzipien für jede Art von völkerrechtlichen Vereinbarungen dienen. Bei der Prüfung der vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen im Hinblick auf die Beziehungen zur EU drängt sich die Frage auf, inwieweit diese tatsächlich dem Schutz der schweizerischen Souveränität und den Interessen unseres Landes dienen. Die Übernahme von Rechtsakten der EU, selbst wenn sie nur mittelbar erfolgt, birgt erhebliche Risiken. Ein zentrales Bedenken ist die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, die nicht nur die legislativen Kompetenzen des Schweizer Parlaments untergraben kann, sondern auch die effektive rechtsstaatliche Kontrolle erschwert. Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung verpflichtet das Parlament, das Recht zu gestalten. Wenn die Schweiz jedoch gezwungen ist, EU-Recht ohne entsprechende Mitsprache oder Anpassungsmöglichkeiten zu übernehmen, wird dieses verfassungsrechtliche Prinzip ausgehöhlt. Dies könnte dazu führen, dass die Schweiz indirekt an Rechtsentwicklungen in Brüssel gebunden wird, ohne direkten Einfluss auf deren Entstehung nehmen zu können. Darüber hinaus muss die wirtschaftliche Dimension kritisch hinterfragt werden. Die Auswirkungen auf KMU, auf den Arbeitsmarkt und auf die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz dürfen keinesfalls unterschätzt werden. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile einer engeren Anbindung die potenziellen Nachteile und die damit verbundenen Kosten überwiegen. Die Transparenz und die demokratische Legitimation solcher Umsetzungsakte sind ebenfalls von entscheidender Bedeutung. Ein Prozess, der nicht transparent ist und dem Volk keine ausreichenden Mitgestaltungsmöglichkeiten lässt, widerspricht den Prinzipien der direkten Demokratie, die tief in der Schweizer Identität verankert sind. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen nationalen Umsetzungsstrategien im Kontext der EU-Beziehungen einer äusserst kritischen Prüfung bedürfen. Die Wahrung der nationalen Souveränität, die Stärkung der demokratischen Kontrolle und die Berücksichtigung der konkreten wirtschaftlichen Auswirkungen müssen im Vordergrund stehen. Jede Vereinbarung, die diese Kernprinzipien kompromittiert, muss mit aller Entschiedenheit abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinien-Pakets in der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer verfassungsrechtlich verankerten Kompetenz zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', auch bei krimineller Verfehlung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, gefährdet unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf nicht tragbare Weise. Dies widerspricht dem klaren Volkswillen, die Zuwanderung selbstbestimmt zu regeln. Es ist unübersehbar, dass diese Massnahmen die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv fördern. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben, wobei die Kosten von Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG, sowie die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), insbesondere die Einführung einer 'Wiedereingliederungsstrategie' in Artikel 24a, sind rein kosmetische Massnahmen. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen werden. Die Androhung von EU-Strafmassnahmen bei deren Anrufung macht sie zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einem Schutzinstrument. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch kein Mitspracherecht mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassung des AIG, die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern aus der Sozialhilfe praktisch unmöglich. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aufgabe unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des

Binnenmarkt-Informationssystems der EU (IMI) in Gesetzen wie dem BGVBG (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35, 50), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Standards senkt und unsere Kontrolle über Berufsqualifikationen und Patientensicherheit gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Strukturen unseres Landes dar. Die bestehende Praxis, wonach Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden im Interesse der jeweiligen Region und Bevölkerung getroffen werden, soll einer rigiden, technokratischen Kontrolle durch die Europäische Union unterworfen werden. Dies bedeutet die faktische Abschaffung der nationalen und kantonalen Steuerungshoheit über die Wirtschaftsförderung. Durch die Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Etablierung einer "Beihilfekammer" innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine neue "Superbehörde" geschaffen. Diese agiert primär als verlängerter Arm der EU und priorisiert die Kompatibilität mit dem EU-Beihilferecht über die tatsächlichen Interessen der Schweiz. Diese Machtkonzentration in einer von direkter demokratischer Kontrolle weitgehend entkoppelten Institution ist äusserst bedenklich und widerspricht den Prinzipien der Gewaltenteilung. Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Mit der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG), insbesondere durch den neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG, erhalten kantonale Erlasse die Möglichkeit, direkt vor Bundesgericht gezogen zu werden. Dies bedeutet, dass die kantonalen Entscheidungsträger zu Bittstellern degradiert werden, deren autonom und demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Ebenso führt die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zu einer zentralisierten Rechtskontrolle, die kantonale Souveränität aushebelt. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie und ihre Organisationsfreiheit. Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie der Energieversorgung, des Luftverkehrs und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im Luftverkehr. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Fähigkeit der Schweiz, ihren Service public in Kernbereichen der nationalen Infrastruktur eigenständig zu gestalten und zu sichern. Die Anpassung des Kartellgesetzes (KG) in Artikel 18 Absatz 2 KG und die Regelungen im BHÜG schaffen eine neue, undurchsichtige Machtkonzentration bei der WEKO. Diese Institution ist nicht mehr primär den Schweizer Interessen verpflichtet, sondern muss die EU-Vorgaben durchsetzen. Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese vorgeschlagenen Änderungen einen direkten Angriff auf die schweizerische Wirtschaftsordnung, den Föderalismus und die nationale Souveränität darstellen. Sie führen zu einer unverhältnismässigen Zentralisierung von Macht, einer Entmündigung der Kantone und einer Unterwerfung unter die Regeln der Europäischen Union, ohne dass die Schweiz hierfür ein Mitspracherecht hätte.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle zutiefst bedenklich. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht im Rahmen eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) bedeutet einen erheblichen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Legitimation. Dies stellt faktisch eine unzulässige Zwangsabgabe dar, die unsere Haushaltsautonomie untergräbt. Der im Vertrag initial verankerte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der darin vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die unheilvolle Gewissheit massiv höherer Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde damit in die Position einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht gedrängt, die vertraglich gebundene Zahlungen leisten muss, ohne dafür garantierte

Gegenleistungen wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Wir würden primär für eine institutionelle Anbindung zahlen, die unsere Souveränität kostet, ohne klare und greifbare Vorteile zu generieren. Das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das instrumentelle Werkzeug zur Zementierung dieser permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung unserer Steuergelder tritt lediglich die Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist weit mehr als eine technische Formalität; sie integriert diese Abgaben tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist abzulehnen, da sie die Integrität unserer aussenpolitischen Instrumente gefährdet und die Transparenz der finanziellen Verpflichtungen mindert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit mit der EU sind bestenfalls als unzureichend und schlimmstenfalls als eine schädliche Aufweichung unseres bewährten Systems zu bezeichnen. Die versprochenen Massnahmen zur Abfederung des Lohndrucks sind kosmetischer Natur und werden der Realität einer potenziellen flächendeckenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, keinesfalls gerecht. Anstatt den effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind intransparenter und bürokratischer, aber faktisch weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die im Entsendegesetz (EntsG) vorgesehenen Anpassungen, insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig der Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des eigenständigen Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu einer Schwächung der Kontrollmechanismen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Ebenso bedenklich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird, ohne dass diese ausländischen administrativen Entscheide einer umfassenden gerichtlichen Prüfung in der Schweiz unterzogen werden. Die vorgeschlagenen Änderungen stellen somit keine Verbesserung, sondern eine gefährliche Aushöhlung unserer Rechtsordnung und unseres Lohnschutzes dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine beispiellose Aushöhlung unserer Souveränität und die systematische Untergrabung Schweizer Qualitätsstandards dar. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" verbirgt sich ein umfassendes Integrationsprojekt, das die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft bedingungslos dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterwerfen will. Dies gefährdet nicht nur unsere hochstehenden Produktionsstandards und die

Existenz bäuerlicher Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist akut in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das anerkannte Label "Made in Switzerland" wird damit seiner Bedeutung beraubt, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien genügen müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und führt zu einer Entwertung des Schweizer Erbes. Besorgniserregend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und jegliche kritische Überprüfung im Keim erstickt. Die geplanten Zugänge für EU-Inspektoren und deren Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants sind ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe werden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was jegliches nationales Selbstverständnis in Frage stellt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen, kulturelle Vielfalt und wirtschaftliche Existenzen. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hierdurch klar missachtet und unsere Unabhängigkeit in dieser wichtigen ethischen Frage untergraben. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren bewährten hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der sogenannten Kabotage, wie sie in Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, ermöglicht es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Bahnstrecken zu bedienen. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass private Unternehmen sich auf die rentabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres umfassenden öffentlichen Verkehrsangebots, das eine essenzielle Daseinsvorsorge für die Bevölkerung darstellt. Darüber hinaus sind die explizit als Absicherung deklarierten Massnahmen, wie die "Gemeinsame Erklärung", rechtlich nicht bindend und bieten keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, das die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies stellt eine Aushöhlung unserer Souveränität dar, da wir die Kontrolle über die Gestaltung unserer eigenen Schieneninfrastruktur und deren Regulierung schrittweise abgeben. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, wie in Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) verankert, schränkt die nationale und kantonale Hoheit zur Gestaltung des öffentlichen Verkehrs weiter ein. Anstatt optimale Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, müssen wir uns an EU-konforme Kriterien halten, was zu suboptimalen und potenziell

teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, bedroht direkt die Qualität und den Umfang des bestehenden Angebots für die Bürger. Die vorgesehene Anpassung des PBG führt somit zu einer empfindlichen Einschränkung der Gestaltungsfreiheit und gefährdet die Zukunft des Schweizer Service public im Landverkehr.

Strom

Die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, insbesondere ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zum weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, muss aber die damit verbundenen Kosten tragen. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit in Brüssel gefällt, nicht in Bern. Dies ist ein inakzeptabler Verlust an nationaler Autonomie. Die schweizerische Energie-Wirtschaftskommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Sie muss undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Dies widerspricht fundamental unserem föderalistischen System und dem Prinzip der direkten Demokratie. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte massive finanzielle Folgen für die betroffenen Kantone und würde die lokale Wertschöpfung schwächen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und die Abhängigkeit von grossen, internationalen Konzernen erhöht. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dieses Vorgehen ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt sie die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen.

Anne Salamin
60, rue de Mura
3960 Muraz-Sierre

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Sierre, le 23 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Anne Salamin

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Martin Sauser
Winkelriedstrasse 63
3014 Bern

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Bern, il 23 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

MARTIN SAUSER

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Fabrice Schreiber (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Fabrice Schreiber · 0774349749 · f-schreiber@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsentwurf dargelegt werden, geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und stellen meiner Ansicht nach eine unzureichende Grundlage für die langfristige Souveränität und den Wohlstand der Schweiz dar. Die beabsichtigte Annäherung, ohne die grundlegenden Mechanismen unserer direkten Demokratie und die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie in unserem Rechtssystem verankert sind, angemessen zu schützen, birgt erhebliche Risiken.

Insbesondere die drohende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer echten demokratischen Kontrolle, wie sie die Volksinitiative und das Referendum gemäss den Artikeln 138 und 139 der Bundesverfassung gewährleisten, ist problematisch. Die Tatsache, dass die Schweiz in einem solchen Szenario gezwungen wäre, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu adaptieren, welche die EU-Institutionen autonom erlassen, entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern die Entscheidungsbefugnis über seine eigenen Gesetze. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben unserer Verfassung, welche die Volkssouveränität in den Mittelpunkt stellt.

Weiterhin beunruhigt die mangelnde Klarheit bezüglich der Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten. Die Gefahr, dass ein externer Gerichtshof, wie der Europäische Gerichtshof (EuGH), als oberste Instanz anerkannt wird, würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Anwendung unseres eigenen Rechts untergraben. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Rechtssicherheit, die durch die Bundesverfassung, insbesondere durch die Garantien der Rechtsgleichheit (Artikel 8) und des fairen Verfahrens (Artikel 29), geschützt wird. Die Schweiz hat sich stets auf ihre eigene Rechtsordnung gestützt, und eine Delegation dieser Autorität an eine ausländische Institution wäre ein beispielloser und inakzeptabler Schritt.

Die pauschale Behauptung, dass diese Massnahmen eine Stabilisierung brächten, ignoriert die fundamentalen Unterschiede in den Rechtssystemen und politischen Kulturen zwischen der Schweiz und der EU. Eine echte Stabilisierung kann nur erreicht werden, wenn die Souveränität der Schweiz und die direktdemokratischen Instrumente des Volkes uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die gegenwärtigen Vorschläge scheinen diesem Grundsatz nicht Rechnung zu tragen und laufen Gefahr, die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit zu manövrieren, die mit den Werten unserer nationalen Identität unvereinbar ist. Es ist unerlässlich, dass jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU auf einer klaren Verhandlungsgrundlage erfolgt, die die Schweizer Verfassung und unsere demokratischen Prinzipien achtet und schützt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an der tatsächlichen Souveränität und den langfristigen Interessen der Schweiz aufkommen. Es drängt sich die Frage auf, ob die zugrundeliegenden Regelungen nicht eher eine schleichende Unterordnung unter EU-Recht darstellen, als eine gleichberechtigte Partnerschaft.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit zur Mitgestaltung untergräbt die schweizerische Gesetzgebungskompetenz. Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungshoheit des Bundesrates und der Bundesversammlung verankert, wird durch die automatische Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt. Es ist nicht ersichtlich, wie die schweizerischen Institutionen in diesem Prozess noch ihre volle Gestaltungsfreiheit wahrnehmen können. Die Verfassung legt fest, dass die Gesetzgebung vom Parlament ausgeht; die vorgeschlagene Regelung birgt die Gefahr, dass dies lediglich eine formelle Bestätigung von Brüsseler Dekreten wird.

Darüber hinaus bestehen ernsthafte Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die Rechtsstaatlichkeit. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) seine Rechtsprechung indirekt auf die Schweiz übertragen könnte, wie dies bei der Übernahme von EU-Recht oft der Fall ist, stösst auf fundamentale Vorbehalte. Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung sichert zwar die Geltung des Bundesrechts, doch die potentielle Auslegungskraft des EuGH-Rechts in Bezug auf die übernommenen EU-Bestimmungen könnte zu einer Erosion der nationalen Autonomie in rechtlichen Belangen führen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Die ökonomischen Vorteile, die möglicherweise angeführt werden, dürfen nicht über die grundsätzlichen Fragen der politischen Unabhängigkeit hinwegtäuschen. Es ist unabdingbar, dass jede Vereinbarung mit der EU die Kerninteressen der Schweiz wahrt und eine klare Trennung zwischen schweizerischer und europäischer Rechtsprechung und Gesetzgebung beibehält. Die gegenwärtigen Vorschläge erscheinen nicht geeignet, diese essenziellen Anforderungen zu erfüllen und bedürfen daher einer kritischen und ablehnenden Haltung.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgehender Besorgnis und bedürfen einer kritischen Neubewertung. Die vorgeschlagene Annäherung birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und die Stabilität unseres Rechtssystems.

Es ist fraglich, inwieweit die per se anwendbaren Rechtsakte der EU, wie sie im Abkommen vorgesehen sind, mit dem Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung vereinbar sind. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne direkten parlamentarischen Einfluss und ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung über jede einzelne Regelung schwächt die demokratische Legitimation massiv. Dies widerspricht fundamental dem Geist und dem Wortlaut unserer Verfassung, die das Volk als oberste Gewalt anerkennt.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Rechtsprechung. Die Übernahme von EU-Recht, insbesondere in Bereichen, die bisher national geregelt waren, könnte zu einer Überfremdung unseres Rechtssystems führen. Die Rolle des Bundesgerichts als oberster Hüter des Schweizer Rechts, wie in Artikel 188 der Bundesverfassung verankert, könnte untergraben werden, wenn es sich primär an der Rechtsprechung des

Europäischen Gerichtshofs orientieren muss, ohne die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz angemessen berücksichtigen zu können.

Die vorgeschlagene Regelung zur Personenfreizügigkeit wirft ebenfalls erhebliche Fragen auf. Die unklare Abgrenzung und die potenziellen Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind besorgniserregend. Artikel 119 der Bundesverfassung, der die Chancengleichheit und die Vermeidung von Lohndumping verankert, könnte durch die unkontrollierte Zuwanderung unter Druck geraten.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, auch wenn sie als "Beitrag" deklariert wird, birgt das Risiko einer schleichenden Verpflichtung zu weiteren und potenziell unkontrollierbaren Zahlungen, die unsere Haushaltsautonomie einschränken.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse keine ausreichenden Garantien für die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsrechtlichen Grundsätze bieten. Eine überstürzte Annahme birgt erhebliche Risiken, die sorgfältig abgewogen und in keinem Fall unterschätzt werden dürfen. Es bedarf einer umfassenden Debatte, die die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz in den Vordergrund stellt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Recht im Inland wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter noch die Kontrolle über die Gesetzgebung behalten werden, wenn fortlaufend europäische Richtlinien und Verordnungen kritiklos übernommen werden. Dieser Prozess untergräbt das Fundament unserer direkten Demokratie, wonach das Volk und die Kantone die obersten Rechtquellen darstellen, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne eine umfassende nationale Folgenabschätzung und ohne die Möglichkeit, diese den Schweizer Verhältnissen anzupassen, verstösst gegen den Grundsatz der Volkssouveränität. Artikel 168 Absatz 2 BV ermächtigt den Bundesrat, die Interessen der Schweiz in der Europäischen Union zu wahren. Die aktuelle Praxis scheint jedoch eher auf eine Unterordnung als auf eine Wahrung schweizerischer Interessen hinauszulaufen. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz und die Garantien der rechtsstaatlichen Verfahren, wie sie in Artikel 5 BV und den Grundrechten der Bundesverfassung geschützt sind, könnten durch eine Übernahme von EU-Recht, das nicht auf ihre Vereinbarkeit mit diesen fundamentalen Prinzipien geprüft wurde, gefährdet werden.

Insbesondere die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht erfolgt, ohne klare legislative Mitsprache und ohne die Möglichkeit, eigene Gesetzesinitiativen oder Referenden zu ergreifen, ist bedenklich. Das Recht des Volkes, über die Gesetzgebung zu bestimmen, wie es in Artikel 138 BV gewährleistet ist, wird durch die sukzessive Implementierung von EU-Vorgaben ausgehöhlt. Es muss hinterfragt werden, ob die geforderte Harmonisierung tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie primär der Vereinfachung für die EU dient, während die Schweiz die Nachteile trägt. Die fortlaufende Anpassung an einen sich ständig ändernden Rechtsrahmen der EU ohne echte demokratische Legitimation stellt eine Erosion der nationalen Entscheidungsfindung dar und ist entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental den Interessen der Schweiz. Insbesondere die bevorstehende Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird die Zuwanderung massiv ausbauen und steht damit im klaren Gegensatz zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der den Willen des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung

verankert.

Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts», das bereits nach fünf Jahren gewährt wird und einer «Niederlassung C PLUS» gleicht, ist alarmierend. Dieser Status ist praktisch unentziehbar, selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe. Dies untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern belastet auch unsere Sozialwerke und damit die Schweizer Steuerzahler erheblich. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird hierdurch gefördert, wobei EU-Bürger und ihre Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, auch wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die Kosten dafür werden unverhältnismässig von Kantonen und Gemeinden getragen.

Der nun vorgesehene Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte «Schutzklausel», die im Vertragspaket enthalten ist, erweist sich als reines Scheinmanöver. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressung macht und nicht zu einem wirksamen Schutzinstrument.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch ihre Souveränität verlieren. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich könnten nicht mehr durch nationale Gesetzgebung beeinflusst werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum noch ermöglichen.

Die im AIG vorgesehene «Schutzklausel» in Artikel 21b ist ein Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen aber dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Sie ist ein zahnloser Tiger, der keine echte Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern.

Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die damit einhergehende automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGVB) schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Ebenso ist die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Diese Anpassungen sind eine klare Missachtung des Verfassungsauftrags und eine gefährliche Unterwerfung unter die EU.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, staatliche Beihilfen als politische und demokratisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung lokaler Anliegen wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder KMU einzusetzen, würde durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Diese Umgestaltung untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer Gemeinden massiv. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssten ihre Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde vorgelegt und von dieser genehmigt werden. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, der durch die Schaffung einer "Superbehörde" in der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert und deren Entscheide primär auf EU-Kompatibilität und nicht auf Schweizer Interessen abzielen, zementiert wird.

Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Mit der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG entsteht eine zentrale Kontrollinstanz, die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr, in denen viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer, was den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt und der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren ermöglicht. Diese tiefgreifenden Eingriffe in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung sind inakzeptabel und widersprechen den Grundsätzen unserer demokratischen und föderalistischen Ordnung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verschleiert unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine fundamentale Bedrohung für die Souveränität und die einzigartigen Standards der Schweiz dar. Dieses Abkommen geht weit über die reine Lebensmittelsicherheit hinaus und zielt auf eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Bestimmungen ab. Dies gefährdet die hohen Produktionsstandards, die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich durch sorgfältige Produktion und strenge Kontrollen auszeichnet, steht unter massivem Druck. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen müssen wie in der EU. Dies untergräbt einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die Implementierung der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die schweizerischen Qualitätsstandards. Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien überfordern und zur Aufgabe zwingen würde. Dies ist eine direkte Bedrohung für lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Darüber hinaus wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können, was einen klaren Missachtungsakt des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere Art. 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, da wir die Freiheit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Ähnlich stellt die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine gefährliche Aufgabe der Kontrolle dar, da die Bekämpfung von Seuchen schnelle und flexible, auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen erfordert, welche durch das starre EU-System behindert würden.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was uns die Fähigkeit nimmt, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Aus diesen Gründen lehnen wir die vorliegenden Vorschläge entschieden ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom stellen eine eklatante Preisgabe unserer Energiesouveränität dar und gefährden die Versorgungssicherheit der Schweiz fundamental. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Netzhoheit zukünftig in Brüssel entschieden wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer eigenständigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert, welche undemokratisch legitimierte Vorschriften ohne Rücksicht auf Schweizer Bedürfnisse umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer auf nationale Interessen ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, indem ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Dies wird durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) weiter vorangetrieben, das eine vollständige Marktliberalisierung vorsieht. Diese führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG), während die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben werden.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit – weder der Markt noch die EU. Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, welche unsere kritische Infrastruktur und die Steuerung unserer Stromnetze gefährden. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre Energieversorgung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der finanziellen Beiträge im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und demokratischen Kontrolle inakzeptabel. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Entscheidungsgewalt dar. Dies offenbart sich insbesondere in der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), welches die bisherigen politischen Gesten in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung überführt.

Der im Entwurf genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im

Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als ein zunächst lockendes Angebot, das jedoch unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz verliert dadurch jegliche Möglichkeit, zukünftige Zahlungen abzulehnen und wird zur reinen Zahlmeisterin degradiert, ohne dass diesem Umstand durch eine verbesserte Marktintegration oder den Abbau von Handelshemmnissen Rechnung getragen wird. Vielmehr wird die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, was eine klare Benachteiligung darstellt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als dauerhafte Verpflichtung gegenüber der EU. Dies geschieht unter dem Deckmantel des Gesetzes zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b, was die missbräuchliche Verknüpfung des gut beleumundeten Bereichs der Friedensförderung mit politisch heiklen Finanztransaktionen darstellt.

Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Schweizer Parlaments de facto ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht die Schweiz, zur blossen Vollstreckung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung verdammt zu werden. Dieses Vorgehen mindert die demokratische Kontrolle und die nationale Handlungsfreiheit in einem für die Schweiz ökonomisch und politisch massgeblichen Bereich erheblich.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und dem Lohnschutz offenbart gravierende Mängel und birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Arbeitsmarkt und unsere Souveränität. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Lohnsicherung erweisen sich als unzureichend und lediglich kosmetischer Natur. Sie vermögen keinesfalls den immensen Lohndruck zu kompensieren, der durch die fortgesetzte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen würde.

Besorgniserregend ist die Tatsache, dass anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, dieser faktisch aufgeweicht und an EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer ausgestaltet, jedoch weitaus weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben.

Die Kontrollmechanismen werden empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was eine Abkehr von unseren bisherigen Standards bedeutet.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vornehmlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Darüber hinaus stellt die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren

Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht diametral unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorliegende Vorlage ist daher aus unserer Sicht abzulehnen.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Service public im Schienenverkehr. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen. Insbesondere die potenzielle Einstufung bestehender und bewährter Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig gemäss EU-Beihilferecht würde den Service public direkt schwächen und die Qualität des Angebots für die schweizerische Bevölkerung und Wirtschaft gefährden.

Die vorgesehene Öffnung für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater EBG ist eine inakzeptable Entwicklung. Sie erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen und führt unweigerlich zur "Rosinenpickerei". Dies bedeutet, dass ausländische Firmen gezielt die profitabelsten Hauptstrecken bedienen werden, während die SBB und andere Unternehmen die Verantwortung und die finanziellen Lasten der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Diese Aushöhlung der finanziellen Basis unseres Service public ist unhaltbar und gefährdet die flächendeckende Erschliessung des Landes per Bahn.

Die vom Bundesrat postulierte "Gemeinsame Erklärung" als Absicherung gegen diese negativen Auswirkungen ist rechtlich unzureichend und entbehrt jeder Verbindlichkeit. Sie bietet keinen echten Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, dessen dynamische Übernahme von der Schweiz dann unweigerlich erfolgen müsste. Dies untergräbt die nationale Souveränität und Steuerungskompetenz im Bahnverkehr. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die Notwendigkeit verstärkt, zukünftige EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu übernehmen, was die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Zusätzlich stellt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis PBG eine erhebliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit dar. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, zwingt die Schweiz, ihre Verkehrsziele und Ausschreibungskriterien an EU-Vorgaben auszurichten. Dies verhindert eine optimale Gestaltung des öffentlichen Verkehrs im Sinne der schweizerischen Bedürfnisse und kann zu suboptimalen sowie teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Die Einführung der Kabotage und die Einschränkung der nationalen Gestaltungsfreiheit im PBG sind Frontalangriffe auf den Schweizer Service public und dessen Finanzierungsgrundlagen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Yvan Steiner (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Yvan Steiner · 0799437904 · szhxis@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und muss kritisch hinterfragt werden. Es ist zu befürchten, dass eine überhastete und unzureichend durchdachte Übernahme europäischer Rechtsakte zu einer gravierenden Erosion der schweizerischen Souveränität führen könnte. Namentlich die Übernahme des EU-Besitzstands im Rahmen der bilateralen Abkommen verletzt das Prinzip der Volksherrschaft, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (SR 161.1) verankert ist.

Die vorgeschlagene Umsetzung droht, die parlamentarische Autonomie sowie die direkte Mitsprache des Schweizer Volkes empfindlich zu beeinträchtigen. Wenn die Schweiz fortlaufend und quasi automatisch EU-Recht übernimmt, verliert das Parlament seine primäre Gestaltungsfunktion. Es wird de facto zu einem reinen Vollzugsorgan, dessen Aufgabe sich auf die formelle Überführung von EU-Richtlinien und -Verordnungen in nationales Recht beschränkt. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Legitimation staatlichen Handelns, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) festgeschrieben sind.

Besondere Sorge bereitet die mögliche Aushöhlung der richterlichen Unabhängigkeit und der rechtsstaatlichen Garantien. Artikel 29 der BV schützt das Recht auf ein faires Verfahren und den Zugang zu Gerichten. Die Übernahme von EU-Recht, das oft komplex und schwer verständlich ist, birgt die Gefahr, dass schweizerische Gerichte in Rechtsgebiete hineingezogen werden, deren Logik und juristische Traditionen sich fundamental von den unseren unterscheiden. Die fortlaufende Anwendung und Interpretation von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) könnte mittelbar oder unmittelbar die Autonomie der schweizerischen Justiz untergraben und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen.

Die vorliegende Regelung zur Umsetzung erscheint daher nicht geeignet, die schweizerische Rechtsordnung im Sinne der BV zu wahren und die legitimen Interessen der Bevölkerung zu schützen. Eine kritische Neubewertung ist dringend geboten, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz nicht geopfert werden.

Lebensmittelsicherheit

Der vorliegende Vorschlag, der unter dem euphemistischen Titel "Lebensmittelsicherheit" lanciert wird, stellt tatsächlich eine umfassende und unannehmbare Unterwerfung unter das EU-Regelwerk dar. Es geht hierbei nicht um die Verbesserung der Sicherheit für die Schweizer Bevölkerung, sondern um die Zerstörung unserer autonomen Lebensmittelproduktion und die Anpassung an oft tiefere Standards der Europäischen Union. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Kriterien und jahrzehntelanger Tradition beruht, ist massiv in Gefahr. Die zwangsweise Angleichung an EU-Vorschriften, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind, wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Dies tangiert auch das

Tierschutzgesetz (TSchG), wo die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) einen klaren Rückschritt bedeutet und die Schweiz daran hindert, eigene, höhere Tierschutzstandards zu setzen.

Die drohende Bürokratie ist erschreckend. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser problematischen Annäherung. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette einem ausufernden und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Regelwerk. Dies überzieht nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen mit einer erstickenden Bürokratie, die viele zur Aufgabe zwingen wird. Unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft werden damit systematisch ausgehöhlt.

Besonders alarmierend ist die faktische Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, was den Volkswillen klar missachtet. Ebenso gravierend ist der Eingriff in unsere Souveränität durch die Möglichkeit der EU-Inspektoren, Schweizer Betriebe zu kontrollieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht dar, die das Parlament umgeht und jegliche demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich schwächt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) bedeutet zudem, dass wir die souveräne Entscheidungsfindung bei der Bekämpfung von Schadorganismen verlieren und uns den oft für uns unpassenden EU-Mechanismen unterwerfen müssen. Die geplante Anpassung im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet durch die Unterwerfung unter das starre EU-System die Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Diese umfassende Übernahme von EU-Recht, verbunden mit der "Guillotineklausel", die jegliche Kündigung unmöglich macht, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die unsere Souveränität und die Zukunft unserer Land- und Ernährungswirtschaft unwiederbringlich gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union in Form von Kohäsionszahlungen ist aus mehreren Gründen höchst problematisch und birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die finanzielle Autonomie der Schweiz. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine fundamentale Aushöhlung der demokratischen Kontrolle dar. Dies geschieht nicht nur im Sinne der finanziellen Verpflichtungen, sondern auch im Hinblick auf die politisch-strategische Handlungsfähigkeit der Schweiz.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts der im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismen zur Neuberechnung" als eine irreführende Lockvogelpolitik. Diese Mechanismen werden unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, die die Schweiz sodann nicht mehr ablehnen kann. Wir werden zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht in den relevanten Gremien, was einer stillschweigenden Akzeptanz von EU-Diktaten gleichkommt, ohne substanzielle Gegenleistungen in Form von verbesserten Marktzugangsbedingungen oder der Beseitigung bestehender Handelshemmnisse zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist dabei das zentrale gesetzgeberische Instrument zur Zementierung dieser dauerhaften finanziellen Verpflichtung. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern sehen wir uns mit einer blossen Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung konfrontiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine formelle Einbettung; sie signalisiert eine dauerhafte Akzeptanz dieser Abgaben als integralen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier

instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine fragwürdige Praxis, die den eigentlichen Charakter der Friedensförderung verwässert und ihre Glaubwürdigkeit untergräbt.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine erhebliche Gefährdung der Schweizer Souveränität darstellen, die finanzielle Belastung für unser Land unkalkulierbar erhöhen und demokratische Kontrollmechanismen schwächen. Die Schweiz zahlt einen hohen Preis für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Autonomie kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Strom

Das vorgeschlagene Abkommen im Strombereich stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar und untergräbt die Grundfesten unserer nationalen Energieversorgung. Die faktische Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, namentlich ACER und ENTSO-E, reduziert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer. Dies bedeutet, dass essenzielle Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel gefällt werden, fernab unserer nationalen Bedürfnisse und Interessen. Die ElCom verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer auf die Schweiz zugeschnittenen, demokratisch legitimierten Energieregulierung markiert.

Besonders bedenklich ist die existentielle Bedrohung der Schweizer Wasserkraft, die das Rückgrat unserer Energieversorgung bildet. Die EU-Beihilfenregeln könnten das bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und zu dessen Abschaffung zwingen. Dies würde nicht nur die Finanzierungsgrundlage dieser Kantone schwächen, sondern auch ein bewährtes Instrument zur lokalen Wertschöpfung zerstören. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke und dezentrale Produzenten, wie er in unseren lokalen Gegebenheiten verankert ist, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Das Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment. Es opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt, schränkt die Möglichkeiten zur Bildung strategischer Reserven gemäss Art. 8b ff. StromVG ein und verwischt die Verantwortlichkeiten für die Versorgungssicherheit. Dies bedeutet, dass wir uns auf volatile und potenziell höhere Strompreise einstellen müssen, da die Kosten für die nicht vom Markt übernommenen Sicherungselemente über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften in Art. 10, 18 und 19 StromVG und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die uns die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur nehmen und unsere föderalen Strukturen zerstören.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, treffen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion hart. Die Absenkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage, was im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie steht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen gemäss Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und führt zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dieses Abkommen ist kein Gewinn für die Schweiz, sondern ein gefährlicher Rückschritt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der EU werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Stabilität und Zukunftsfähigkeit unseres Service public auf. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater EBG stellt eine existenzielle Bedrohung dar. Diese Bestimmung öffnet Tür und Tor für

ausländische Anbieter, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses als 'Rosinenpickerei' zu bezeichnende Vorgehen wird unweigerlich dazu führen, dass sich ausländische Firmen die lukrativsten Routen herauspicken, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den weniger rentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres bewährten Service public massiv.

Des Weiteren ist die Befürchtung gross, dass durch die Anwendung des EU-Beihilferechts unser Service public im Schienenverkehr nachhaltig geschädigt wird. Bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das Angebot des öffentlichen Verkehrs, von dem die Schweizer Bevölkerung abhängig ist. Die vom Bundesrat als Absicherung angeführte 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist besorgniserregend. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Art. 32a Abs. 1bis PBG, die die Schweiz zwingt, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt schwächen diese Massnahmen die Souveränität der Schweiz in einem strategisch wichtigen Sektor und gefährden die Qualität und den flächendeckenden Charakter unseres öffentlichen Verkehrs.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Wesentlichen ohne wirksame Gegenmassnahmen konterkariert den klaren Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines quasi unentziehbaren „Niederlassungsrechts C PLUS“ nach nur fünf Jahren Aufenthaltsdauer, selbst bei krimineller Vergangenheit oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Bestimmungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familien erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden in vollem Umfang von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Der Familiennachzug wird auf eine für ein Nicht-EU-Land beispiellose Weise ausgeweitet, indem nicht nur Partner und Kinder, sondern neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen dürfen. Dies birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte „Schutzklausel“, die in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, entpuppt sich als reine Farce. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzurufen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet zudem, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger

wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist kaum noch möglich. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Untergrabung unserer Souveränität. Die zusätzlichen Kosten für das Bildungswesen werden durch die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) kaschiert, was das Eingeständnis der massiven Mehrkosten durch die Personenfreizügigkeit darstellt.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln durch die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) im Bundesgesetz über die Meisterprüfung im Gewerbe (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis), Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung unserer hohen Standards und den Verlust der nationalen Kontrollhoheit birgt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind von erheblicher Besorgnis und drohen, die hart erarbeiteten Standards des Schweizer Arbeitsmarktes zu untergraben. Es ist evident, dass die angepriesenen Schutzmechanismen weitgehend kosmetischer Natur sind und den massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Ausdehnung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren können. Stattdessen ist eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, absehbar. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) mit der Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a stellen eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Des Weiteren werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was ausländischen Firmen mit Lohndumping-Absichten Tür und Tor öffnet. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Diese Massnahme schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für administrative Sanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt. Insgesamt deuten alle Anzeichen darauf hin, dass die vorgeschlagenen Änderungen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres bewährten Lohnschutzes darstellen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamentale und inakzeptable Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Gefüges dar. Die heutige, bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische und demokratisch legitimierte

Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone, die ihre Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen müssen, sondern schwächt auch die Grundlage unseres Föderalismus im Sinne von Artikel 2, 3 und 5 der Bundesverfassung.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, bei der Beihilfen der EU-Kommission gemeldet und genehmigt werden müssen, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Abschaffung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geopfert wird.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) und Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), agiert als "verlängerter Arm der EU". Ihre Entscheide dienen nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Artikel 82 Buchstabe b bis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden, was die kantonalen Souveränitätsrechte im Sinne von Artikel 3 Absatz 2 der Bundesverfassung massiv einschränkt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor dem Bundesverwaltungsgericht (VGG) zementiert diese Zentralisierung und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Dieses Abkommen stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar und ist unter diesen Umständen entschieden abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und verdient eine kritische Prüfung aus mehreren Blickwinkeln, insbesondere unter Berücksichtigung der schweizerischen Souveränität und des nostro diritto.

Die angestrebte engere Bindung an die EU, auch in einer "stabilisierten" Form, birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz hierfür ein Mitspracherecht besitzt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation und der nationalen Selbstbestimmung. Die EU-Gesetzgebung, die zunehmend auch externe Akteure betrifft, würde unkontrolliert in das schweizerische Rechtssystem einfliessen. Artikel 4 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Eine Übernahme von EU-Recht, die nicht auf freiwilliger und demokratisch legitimierter Basis erfolgt, stellt eine erhebliche Schwächung dieser verfassungsmässigen Grundlage dar.

Des Weiteren besteht die Sorge, dass eine solche Stabilisierung zu einer Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte führen könnte. Die vorgeschlagene Angleichung an das Rechtssystem der EU, einschliesslich der Berücksichtigung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), könnte dazu führen, dass die Autorität nationaler Gerichte untergraben wird, wie es in Artikel 190 BV verankert ist. Die verbindliche Übernahme von EuGH-Urteilen würde die Rolle der schweizerischen Gerichte als oberste Hüter des nationalen Rechts de facto aushebeln und zu einer Erosion der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung führen.

Die wirtschaftlichen Aspekte sind ebenfalls kritisch zu beleuchten. Die angestrebte vertiefte Integration, oft unter dem Stichwort "stabile Beziehungen", impliziert meist die Übernahme des Schengen-Besitzstandes oder sogar die Beteiligung an weiteren Binnenmarktregelungen. Dies würde für die Schweiz bedeuten, eine Vielzahl von Vorschriften und Richtlinien zu adaptieren, ohne dass die EU im Gegenzug die gleichen Verpflichtungen eingehen müsste. Die Vorteile einer solchen Anpassung sind fragwürdig, während die Kosten für die Umsetzung und die potentielle Verlagerung von Kompetenzen erheblich wären. Das Prinzip der Verhältnismässigkeit, das auch im Obligationenrecht (OR) als Leitlinie dient, scheint hier missachtet zu werden, wenn die Lasten der Anpassung unverhältnismässig hoch sind im Vergleich zum fragwürdigen Nutzen.

Schliesslich darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass jede engere Anbindung an die EU zwangsläufig zu einer weiteren Abnahme der Verhandlungsmacht der Schweiz führt. Je stärker die Abhängigkeit von EU-Regularien, desto geringer die Fähigkeit, eigene Interessen eigenständig zu verfolgen und zu verteidigen. Dies wäre eine bedenkliche Entwicklung für ein Land, das traditionell auf seine Unabhängigkeit und seine Fähigkeit zur autonomen Gestaltung seiner Politik stolz ist.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bedürfen einer kritischen Überprüfung hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit schweizerischen Rechtsgrundsätzen und nationalen Interessen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angestrebt wird, steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben des Schweizerischen Bundesverfassungsguts.

Die potenzielle automatische Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz, ohne dass die demokratischen Institutionen des Landes, insbesondere das Parlament und das Volk, eine angemessene Mitsprache und Kontrollmöglichkeit haben, ist äusserst problematisch. Dies berührt den Grundsatz der Volkssouveränität und der repräsentativen Demokratie, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 164 BV, der die verbindliche Wirkung von Völkerrecht festlegt, darf nicht dazu missbraucht werden, um eine schleichende Rechtsangleichung zu initiieren, die die verfassungsrechtlichen Kompetenzen der Schweiz untergräbt. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsordnung und die Möglichkeit, eigene, auf die Bedürfnisse der Bevölkerung zugeschnittene Gesetze zu erlassen, werden dadurch massiv beeinträchtigt.

Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen. Die im Rahmen der Personenfreizügigkeit diskutierten Massnahmen könnten zu einem unkontrollierten Zustrom von Arbeitskräften führen, der den schweizerischen Arbeitsmarkt unter Druck setzt und Lohnstandards gefährdet. Dies widerspricht dem Ziel, die schweizerische Bevölkerung vor negativen ökonomischen Verwerfungen zu schützen. Die Souveränität der Schweiz bei der Gestaltung ihrer Migrations- und Arbeitsmarktpolitik, die integraler Bestandteil ihrer nationalen Selbstbestimmung ist, darf nicht geopfert werden.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Institutionen oder -Programmen ohne klare Gegenleistungen und eine nachvollziehbare Nutzenanalyse ist ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, verbunden mit finanziellen Beiträgen, ohne dass die Schweiz gleichberechtigt an den Entscheidungsprozessen der EU teilhaben kann, stellt eine erhebliche Belastung der öffentlichen Haushalte dar und ist mit dem Grundsatz der finanziellen Eigenverantwortung nur schwer vereinbar. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche finanzielle Verpflichtung einer detaillierten Prüfung unterzogen wird und dem nationalen Interesse dient.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse das Potenzial haben, die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz erheblich zu gefährden. Eine blindlings geführte Annäherung an die EU, die

nicht die spezifischen Interessen und Rechtsgrundsätze der Schweiz wahrt, ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Bedenken aufkommen und gibt Anlass zu tiefgreifender Skepsis hinsichtlich der langfristigen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prinzipien. Die vorgeschlagene Vereinbarung, obwohl als kohärent dargestellt, birgt das Risiko einer schleichenden Untergrabung der direkten Demokratie und der nationalen Gesetzgebung zugunsten einer stärkeren Anbindung an europäische Rechtsnormen ohne entsprechende Mitspracherechte.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz im Gegenzug vollwertige Entscheidungsgewalt in den entsprechenden EU-Institutionen erhält, ist problematisch. Dies könnte zu einer Situation führen, in der die Schweiz durch die Übernahme von EU-Regulierungen faktisch gebunden ist, ohne die Möglichkeit, diese mitzugestalten oder gar abzulehnen. Artikel 172 der Bundesverfassung, der die hoheitlichen Rechte der Kantone schützt, und Artikel 5 der Bundesverfassung, der die bundesstaatliche Ordnung festlegt, könnten durch eine derartige Regelung potenziell tangiert werden, da Entscheidungen von supranationaler Natur von der schweizerischen Stimmbevölkerung und den Kantonen nicht mehr direkt beeinflusst werden könnten.

Die angeblichen Vorteile einer engeren Kooperation dürfen nicht dazu verleiten, die negativen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die direkte Demokratie ausser Acht zu lassen. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die Erosion unserer direktdemokratischen Institutionen und die damit verbundene politische Handlungsfähigkeit rechtfertigen. Die Verpflichtung zur Übernahme fortlaufend neuen EU-Rechts, wie sie in der Rahmenvereinbarung angelegt ist, birgt die Gefahr einer stetigen und unkontrollierten Erosion unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz.

Darüber hinaus stellt sich die Frage, inwieweit die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte durch eine mögliche obligatorische Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs in Bereichen, die dem EU-Recht unterstellt werden, beeinträchtigt würde. Dies könnte die Anwendung des schweizerischen Rechts und die letztendliche richterliche Überprüfung von Sachverhalten beeinflussen, was wiederum die Rechtsstaatlichkeit im Inland tangieren könnte. Die Gesamtbeurteilung sollte diese Risiken ungeschminkt offenlegen und nicht durch eine wohlklingende, aber substanzlose Rhetorik der Vorteile verschleiern. Es bedarf einer kritischeren Prüfung, ob diese Vereinbarung tatsächlich im besten Interesse der Schweiz ist oder ob sie uns in eine abhängige Position bringt, aus der eine Rückkehr kaum mehr möglich sein wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Thomas Tunkel (Privat)

Datum: 23.10.2025

Kontakt: Thomas Tunkel · +41792911605 · ttunkel@icloud.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die eine kritische Überprüfung erfordern. Insbesondere die mangelnde Klarheit bezüglich der Kompetenzabgrenzung zwischen der Schweiz und der EU birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der Schweizer Souveränität.

Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) sowie die Bundesverfassung (BV) legen die Grundlage für die Rechtsordnung der Schweiz. Jegliche Übernahme von EU-Recht ohne klare vertragliche Grundlage und ohne die Wahrung der rechtssetzenden Gewalt des Bundes und der Kantone verstösst fundamental gegen diese Prinzipien. Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe b der Bundesverfassung verpflichtet den Bundesrat, die Interessen der Schweiz zu wahren. Es ist fraglich, ob die aktuellen Vorschläge diesen Verpflichtungen genügen, insbesondere im Hinblick auf die autonome Rechtssetzung, die durch die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz untergraben würde.

Die fehlende rechtsverbindliche Regelung der institutionellen Fragen, wie sie in der revidierten Verordnung über die EU-Politik (VUEG) angedeutet wird, ist äusserst besorgniserregend. Insbesondere Artikel 2 Absatz 2 VUEG, der die Wahrung der direkten Demokratie und der föderalen Struktur der Schweiz vorsieht, könnte durch die unklare Übernahme von EU-Recht effektiv ausgehöhlt werden. Es besteht die Gefahr, dass Gerichtsentscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) indirekt oder direkt Anwendung finden könnten, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder die Parlamente die Möglichkeit hätten, darauf Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert ist.

Darüber hinaus ist die Langfristigkeit der Stabilität dieser Beziehungen fraglich, solange kein klares, von der Schweiz frei ausgehandeltes Abkommen vorliegt. Die Abhängigkeit von der sich wandelnden Rechtslage der EU und deren Auslegung durch den EuGH schafft Unsicherheit und macht eine verlässliche Planung für die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft unmöglich. Die vermeintliche Stabilisierung könnte sich als trügerisch erweisen und zu einer fortlaufenden Anpassung an eine Rechtsordnung führen, die nicht den Bedürfnissen und Werten der Schweiz entspricht. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweizer Gesetzgebung jederzeit im Einklang mit den Grundprinzipien der Verfassung und den Interessen der Bevölkerung steht und nicht einer externen Rechtsautorität unterworfen wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Vernehmlassungsdossier, welches ein „Gesamtpaket“ mit der Europäischen Union präsentiert, wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Abkommen lassen eine schleichende Annäherung an die Rechtsordnung der EU erkennen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hätte, diese Rechtsentwicklung aktiv mitzugestalten. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der direkten Demokratie und des Föderalismus, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert sind.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung, ist problematisch. Artikel 141 Absatz 1 der Bundesverfassung sieht zwingend eine Volksabstimmung vor, wenn die Schweiz völkerrechtliche Verträge abschliesst, die zur Folge haben, dass die Schweiz in ihrer Gesetzgebung an das Recht der Europäischen Gemeinschaften gebunden wird. Die vorgeschlagene Regelung umgeht dieses Prinzip, indem sie auf eine differenzierte Übernahme von Rechtsakten abzielt, die de facto zu einer automatischen und nicht hinterfragbaren Integration führt. Die Möglichkeit, dass das Europäische Gerichtsurteil (EuGH) direkte Anwendung auf Schweizer Recht findet und nicht mehr durch nationale Gerichte überprüft werden kann, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit und die Rechtsprechungshoheit des Bundesgerichts.

Die Annahme eines solchen Pakets würde die Schweiz in eine abhängige Position drängen, in der sie EU-Recht adaptieren müsste, ohne Einfluss auf dessen Entstehung nehmen zu können. Dies gefährdet die schweizerische Eigenständigkeit und die Fähigkeit, eigene politische und wirtschaftliche Interessen eigenverantwortlich zu verfolgen. Die behaupteten Vorteile einer engeren Kooperation müssen kritisch gegen die damit verbundenen Souveränitätsverluste abgewogen werden. Die demokratischen Kontrollmechanismen des schweizerischen Systems würden durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht erheblich geschwächt.

Es ist fraglich, ob der vorgeschlagene Rahmen tatsächlich die Interessen der Schweiz wahrt oder ob er nicht vielmehr zu einer fortschreitenden Unterwerfung unter die Rechtsnormen und politischen Ziele der EU führt. Angesichts der fundamentalen Bedeutung der Souveränität für die Schweiz, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, muss eine derartige Entwicklung mit äusserster Vorsicht betrachtet und kritisch hinterfragt werden. Die vorgeschlagenen Regelungen bergen die Gefahr, die demokratische Selbstbestimmung des schweizerischen Volkes und die föderale Ordnung des Landes nachhaltig zu beeinträchtigen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung von EU-Recht auf und provoziert erhebliche Bedenken aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der Rechtsstaatlichkeit. Es ist zutiefst beunruhigend, wie die vorgeschlagenen Anpassungen und die damit einhergehende Übernahme von EU-Recht die Autonomie der Schweiz aushöhlen könnten.

Im Kern steht die Frage, ob die Schweiz bereit ist, die Kompetenzen, die ihr nach Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeiten von Bundesrat und Verwaltung bei der Ausübung der polizeilichen Grenzsicherheit (ZGPG) obliegen, in einem Mass abzugeben, das die nationale Kontrolle faktisch untergräbt. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regelungen, insbesondere im Bereich der Grenzsicherheit, birgt die Gefahr, dass Schweizer Entscheidungsträger in Zukunft nur noch marginale Einflussmöglichkeiten auf Gesetze und Verordnungen haben, die für die Sicherheit unseres Landes von zentraler Bedeutung sind.

Besondere Sorge bereitet die potenzielle Aushöhlung des Prinzips der Rechtsgleichheit und der rechtsstaatlichen Garantien, wie sie in Artikel 4 der Bundesverfassung verankert sind. Die Übernahme von EU-Recht, welches oft auf anderen rechtlichen Traditionen und Strukturen basiert, könnte zu einer Rechtsunsicherheit führen und die durch die schweizerische Verfassung garantierten Grundrechte für die Bürgerinnen und Bürger beeinträchtigen. Es ist keineswegs sichergestellt, dass die übernommenen Bestimmungen den hohen Standards der schweizerischen Rechtsordnung

entsprechen und im Einklang mit den Grundsätzen der Verhältnismässigkeit und der Rechtssicherheit stehen.

Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der demokratischen Legitimation. Wenn das Parlament und die Bevölkerung in der Schweiz de facto nicht mehr über die Gesetzgebung in wichtigen Bereichen wie der Grenzsicherheit entscheiden können, da diese durch Brüssel diktiert wird, ist die Grundlage der repräsentativen Demokratie gefährdet. Artikel 165 der Bundesverfassung, welcher die Übertragung von Hoheitsrechten regelt, müsste unter diesen Umständen kritisch hinterfragt werden, ob die hier vorgesehene Form der Implementierung tatsächlich den Anforderungen einer solchen Übertragung genügt und ob die notwendige Zustimmung der eidgenössischen Räte und gegebenenfalls des Volkes in einem transparenten und demokratischen Prozess eingeholt werden kann.

Die vorliegende Vernehmlassung scheint eher einem schrittweisen Anschluss an die EU zu ähneln als einer sorgfältigen Abwägung der nationalen Interessen. Die damit verbundenen Risiken für die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratische Legitimation sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und die Kontrolle über ihre eigenen Gesetze behält.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und eine Abkehr vom Volkswillen dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird die Zuwanderung massiv ausbauen und die von unseren Bürgern gewünschte eigenständige Steuerung dieses empfindlichen Bereichs verunmöglichen. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei Vorliegen von kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Kosten für die ausufern-de Zuwanderung in unsere Sozialsysteme werden folglich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Der geplante Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel', die im Vertragspaket enthalten ist, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie zur Anwendung kommen wird, und im Falle einer versuchten Anwendung droht die EU mit Strafmassnahmen, was jegliche Vorstellung von einem echten Schutz ausschliesst.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung untergräbt die direkte Demokratie und die Befugnisse unseres Parlaments. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich werden faktisch automatisch übernommen, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter Einfluss nehmen können. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation vor Brüssel. Die Anpassungen im Automatisierten Zivilstandswesen (AZV) und insbesondere die Neureinführung von Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a im Gesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss praktisch unmöglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hoch-schul-för-de-rungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun von den Studierenden getragen werden müssen. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Qualitätsstandards durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis), das eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen vorsieht und den Schweizer Behörden die Kontrolle entzieht. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich führt die Einführung des EPC im

Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit und einem unkalkulierbaren Risiko für die Patientensicherheit. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beweise für die schleichende Aufgabe unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese gesamte Paket stellt eine tiefe Kapitulation unserer Rechtsordnung vor dem EU-Recht dar.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen einen fundamentalen und höchst bedenklichen Bruch mit der bisherigen schweizerischen Energiepolitik dar. Sie führen zu einer schleichenden Aufgabe unserer Energiesouveränität und setzen die Versorgungssicherheit aufs Spiel.

Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer degradiert, der Verpflichtungen zu tragen hat, aber keine Mitsprache erhält. Entscheidungen über unser kritischstes Netz werden künftig in Brüssel gefällt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Souveränität, wie sie auch in der Bundesverfassung verankert ist. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer rein ausführenden Stelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, schweizerischen Energiepolitik bedeutet.

Die Regeln des EU-Beihilfenrechts, die durch die Annahme des Abkommens wirksam würden, bedrohen das Rückgrat unserer Energieversorgung: die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Grundlage dieser Kantone empfindlich treffen und die Wasserkraft als wettbewerbsfähigen Energieträger schwächen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist keine adäquate Antwort auf die damit verbundenen Risiken.

Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Ebenso schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Die Konsumenten werden die Zeche für diese Marktliberalisierung zahlen müssen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Garantien, die wir bisher für eine stabile und bezahlbare Stromversorgung hatten, werden preisgegeben.

Finanzieller Beitrag

Der vorgeschlagene finanzielle Beitrag an die Europäische Union stellt eine besorgniserregende Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische und rechtlich bindende Verpflichtung dar. Diese Entwicklung ist nicht nur aus politischer, sondern auch aus rechtlicher Sicht äusserst problematisch. Die Schweiz verliert mit dieser Änderung ein bedeutendes politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Die anfänglich kommunizierte Zahl von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz ohne Möglichkeit zur Ablehnung nachkommen muss. Wir würden faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 des KoBG etabliert einen permanenten Rechtsanspruch, was die Budgethoheit des Parlaments erheblich aushöhlt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern werden wir lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erleben. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB ist mehr als eine rein technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Zudem ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend und unlauter. Der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Täuschung, die den wahren Charakter der finanziellen Verpflichtungen verschleiert. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsverluste mit sich bringt und kaum greifbare Vorteile verspricht. Es handelt sich hierbei faktisch um eine Zwangsabgabe, die unsere Unabhängigkeit und unsere demokratischen Prozesse untergräbt. Wir fordern eine kritische Überprüfung dieser völkerrechtlichen Verträge, die unserer Souveränität und unserem Willen als Nation nicht gerecht werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur dar. Die geplante Unterstellung unserer bewährten, politisch legitimierten Förderpraxis unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist fundamental abzulehnen. Demokratisch gewachsene Subventionen, die seit jeher den politischen und wirtschaftlichen Bedürfnissen von Bund, Kantonen und Gemeinden Rechnung tragen, sollen durch eine zentrale, EU-konforme Behörde in Bern ersetzt werden.

Dies untergräbt die Autonomie der Kantone in einer Weise, die mit unserem föderalistischen Staatsverständnis unvereinbar ist. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und gestützt auf das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), institutionalisiert eine fremdbestimmte Kontrolle. Diese "Superbehörde" agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide dienen primär der Kompatibilität mit EU-Recht, nicht mehr den Schweizer Interessen. Dies wird durch die Schaffung einer zentralen Kontrollinstanz, wie in Art. 3 BHÜG dargelegt, zementiert.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone keinerlei formelles rechtliches Gehör mehr, wenn ihre souveränen Entscheide von der neuen Beihilfekammer geprüft werden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch eine zentrale Behörde und schliesslich das Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden. Dies stellt eine inakzeptable Herabstufung der Kantone dar und höhlt ihre Autonomie massiv aus.

Die Übertragung der Prüfkompetenz über strategisch wichtige Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr auf die EU-Kontrolle birgt erhebliche Risiken für unsere nationale Sicherheit und die Aufrechterhaltung des Service public. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Indiz für den Verzicht auf nationale Steuerungshoheit. Die Rolle des Preisüberwachers wird durch den Ausschluss von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG geschwächt, was zu Lasten der Transparenz und des Konsumentenschutzes geht. Die Schweiz begibt sich in eine Position, in der sie primär als Regel-Empfänger fungiert, anstatt ihre eigene wirtschaftspolitische Agenda zu gestalten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks «Vom Hof auf den Tisch» im Bereich Lebensmittelsicherheit stellt eine gravierende Bedrohung für die Souveränität der Schweiz und die Integrität unserer hohen Produktionsstandards dar. Unter dem irreführenden Titel der «Lebensmittelsicherheit» verbirgt sich eine umfassende Unterwerfung unserer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben, die unsere nationalen Interessen massiv beeinträchtigen.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf sorgfältig entwickelten und strengen Richtlinien fusst, ist unmittelbar in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie sich auch in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) abzeichnet, führt zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust. Das wertvolle Label «Made in Switzerland» würde entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und die Grundlage für die Wertschätzung unserer Lebensmittel.

Darüber hinaus ist die beispiellose Welle der Bürokratie, die über unsere Produzenten hereinbrechen würde, ein erhebliches Problem. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten die komplexen und auf die industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften erfüllen. Die Totalrevision des LMG greift hier massiv in die bestehenden Strukturen ein und droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören.

Die Einführung neuer Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) ist eine gefährliche Blankovollmacht. Diese umgehen das Parlament und entziehen der demokratischen Kontrolle wesentliche Entscheidungsprozesse in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Die Anpassungen im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellen gar den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und berauben uns der Möglichkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

Die gefürchtete «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie blockiert jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz und zwingt uns in eine Abhängigkeit, die mit den Prinzipien unserer direkten Demokratie unvereinbar ist. Die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Schliesslich wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweizer Lebensmittelsicherheit nicht primär verbessern, sondern vielmehr die Unterwerfung unter das

EU-Recht vorantreiben, die Qualität unserer Produkte gefährden, unsere Produzenten mit Bürokratie überlasten und unsere Souveränität massiv einschränken.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für den schweizerischen Service public und die Souveränität des Landes. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater EBG stellt eine direkte Bedrohung für den Fortbestand des etablierten öffentlichen Personenverkehrs dar. Ausländische Anbieter werden die Möglichkeit erhalten, sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere schweizerische Transportunternehmen die finanziell unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien und Regionen nicht mehr wirtschaftlich betreiben können. Dies untergräbt die Grundlagen des Service public, der gerade die Erschliessung aller Landesteile zum Ziel hat und nicht nur die Bedienung von lukrativen Korridoren.

Die vom Bundesrat zur Beschwichtigung angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertloses Konstrukt. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz jederzeit gezwungen sein wird, Regelungen zu übernehmen, deren Tragweite sie heute noch gar nicht abschätzen kann. Die Sorge, dass bewährte Subventionspraktiken für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Rollmaterialerneuerung unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist somit mehr als berechtigt und gefährdet die Qualität sowie den Umfang des Angebots für die Bevölkerung.

Darüber hinaus bedeutet die obligatorische Berücksichtigung von völkerrechtlichen, sprich EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen, wie im neuen Artikel 32a Absatz 1bis PBG verankert, eine empfindliche Einschränkung der nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den optimalen Kriterien für die Schweiz auszurichten, werden künftig EU-konforme Kriterien massgebend sein, was die Gefahr von suboptimalen und verteuerten Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler erhöht. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen, beispielsweise durch die Übernahme von Regulierungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Steuerungskompetenz, die nicht hinnehmbar ist. Die Freiheit, unsere eigenen verkehrspolitischen Ziele zu definieren und umzusetzen, wird durch diese Abkommen massiv beschnitten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetischer Natur und bieten keine adäquate Antwort auf den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweiz zukommt. Es droht eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die bisher von einem robusten Schweizer Lohnschutz profitierten. Anstatt diesen bewährten Schutz zu stärken, wird er durch die Anpassung an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind bürokratischer gestaltet, aber unbestreitbar weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die Lohndumping praktizieren wollen.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und EU-konformer Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte

Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien diametral. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist zudem eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU degradiert und die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz ermöglicht. Die gesamte Neuausrichtung des Lohnschutzes untergräbt die Errungenschaften des Schweizer Sozialmodells und stärkt primär die Interessen der EU.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis und üben erhebliche Kritik an der Beibehaltung unserer Souveränität und der Eigenständigkeit unseres Rechtssystems aus. Es muss unmissverständlich klargestellt werden, dass die vorgeschlagenen Regelungen eine schleichende Untergrabung der demokratischen Grundfesten der Schweiz darstellen und die richterliche Unabhängigkeit unseres Landes gefährden.

Insbesondere die Übernahme des EU-Rechts durch den automatischen Verweis auf entsprechende Richtlinien und Verordnungen, wie sie in den Verhandlungsergebnissen impliziert ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die Akzeptanz von Rechtsakten, deren Inhalt wir nicht aktiv mitgestalten können und deren Entwicklung wir lediglich passiv beobachten, bedeutet eine faktische Abtretung von Gesetzgebungskompetenzen. Dies steht im krassen Gegensatz zu unserem verfassungsmässigen Auftrag, Gesetze in eigenverantwortlicher Weise zu erlassen und zu ändern.

Darüber hinaus birgt die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gravierende Probleme für die Rechtsstaatlichkeit in der Schweiz. Die Verpflichtung zur Anwendung des EU-Rechts und die Berücksichtigung der Rechtsprechung des EuGH, selbst wenn diese nicht explizit übernommen wird, stellt eine indirekte, aber wirkungsvolle Einschränkung der Unabhängigkeit unserer Gerichte dar. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit, die jedoch durch die zwangsweise Orientierung an einer externen richterlichen Instanz, deren Entscheidungen für unser Rechtssystem richtungsweisend sein sollen, massiv beeinträchtigt wird. Wir laufen Gefahr, dass Schweizer Urteile in Zukunft primär daraufhin geprüft werden, ob sie mit der EuGH-Rechtsprechung übereinstimmen, anstatt sich auf unsere eigenen Gesetze und verfassungsmässigen Prinzipien zu stützen.

Die angepriesenen Vorteile der Verhandlungsergebnisse wiegen die fundamentalen Nachteile für unsere Souveränität und Rechtssystem nicht auf. Die damit einhergehende Rechtsunsicherheit und die mögliche Erosion unserer demokratischen Institutionen sind unannehmbar. Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit wahren und darf sich nicht in eine rechtliche Abhängigkeit von der Europäischen Union begeben. Es ist zwingend erforderlich, dass diese Verhandlungsergebnisse unter Wahrung unserer verfassungsmässigen Prinzipien grundlegend überarbeitet werden.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: patrick.werder@ref-hettlingen.ch
Sent: Donnerstag, 23. Oktober 2025 10:07
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU; _EDA-Kommunikation
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung "Bilaterale 3"

Sehr geehrter Herr Bundesrat Cassis,
sehr geehrte Damen und Herren

Ich bitte Sie eindringlich, den Bilaterale 3-Prozess der Annäherung an die EU in dieser geplanten, hier vorliegenden Form zu sistieren bzw. ein Moratorium einzulegen, um *nicht* vorschnell zu grosse und nicht oder nur ausserordentlich schwer korrigierbare Fehler zu begehen! Natürlich bin ich für bilaterale Beziehungen, keine Frage, aber durch diesen «dynamischen Vertrag» – ein absoluter Widerspruch in sich! – zerstören wir, so fürchte ich, die, wenn auch nicht perfekte, so doch sehr gute, demokratische und rechtsstaatliche Struktur der Schweiz. Wir sind dann beinahe unwiederbringlich juristisch an die EU angekettet, in wichtigsten Fragen unterworfen und einseitig auf deren «Goodwill» angewiesen; dieses überstaatliche Gebilde zeigt aber seit Jahr und Tag in erschreckender Weise, dass es viel zu wenig die Werte und Bedürfnisse der Mitgliedstaaten und vor allem der einfachen Menschen berücksichtigt, sondern viel zu sehr andere, vermutlich persönliche, ideologische und machtpolitische Interessen verfolgt. Natürlich würde ein solches Paket auch Vorteile mit sich bringen, das ist klar, aber die Nachteile und Gefahren für die ganze Schweiz überwiegen weit.

Für eine so weitreichende Veränderung, wie es diese Bilaterale 3 (oder «Unterwerfung», so die Wortwahl der Kritiker) bewirken würde, ist überdies unbedingt ein Ständemehr erforderlich, nicht nur eine einfache Abstimmung, wo einzelne Ballungszentren eine solch einseitige Macht erhalten. Ich bitte Sie höflich, aber mit umso grösserer Sorge: Setzen Sie sich für ein obligatorisches Ständemehr ein!

Mit allem Respekt und im Wissen um Ihre schwere Aufgabe als Bundesrat: Bitte, bitte geben Sie sich und uns mehr Zeit und lassen Sie es nicht zu, dass unsere trotz aller Schwächen geliebte Schweiz, die weltweit schon ein solcher Segen war (ich denke an viele gute, einfache und ehrliche Menschen, an die Reformation mit starken sozialen, internationalen Impulsen, an die Sozialwerke, an Hilfe für Flüchtlinge und Bedürftige, an internationale Friedensvermittlung, an die Neutralität, an das Rote Kreuz, an das ZGB, an das duale Schul- und Ausbildungssystem und vieles mehr), ins Unglück schlittert! Sie sind doch Katholik: Bitte verzeihen Sie mir, ich will nicht übergriffig sein, aber denken Sie auch an die Worte von Bruder Klaus, der meines Erachtens bis heute Recht behalten hat. Wir sind das unseren Vorfahren, den Mitmenschen und unseren Kindern, unseren Nachbarstaaten, ja auch Europa und der EU – der Welt – schuldig. Ich bitte Sie eindringlich, diesen einseitigen Prozess zu stoppen oder zumindest eine längere Bedenkzeit einzuräumen und sich entschieden für die Mitsprache der Stände/Kantone einzusetzen!

Im Vertrauen, dass Sie auch das Beste für die Schweiz suchen und sich auch ein ehrliches Herz für einfache und bedürftige Mitmenschen bewahrt haben, was durch Ihr immer wieder gewinnend sympathisches und freundliches Auftreten sichtbar wird, schreibe ich Ihnen diese ungelenken und wohl juristisch und staatsbürgerlich kindlichen – ich hoffe nicht unverschämten – Zeilen. Im Gebet im Namen von Jesus Christus, dem wir uns anvertrauen dürfen und der noch in der schwersten Lage Hilfe schenkt, wünsche ich Ihnen nur das Allerbeste, viel Weisheit und Gelingen – und bitte Sie – ich muss es betonen: aus einem Herz in grosser Sorge um die Zukunft der Schweiz, die obigen Argumente zu bedenken und nach bestem Vermögen aufzunehmen. Vielen Dank!

Hochachtungsvoll,
mit freundlichen Grüssen und Segenswünschen
Patrick Werder

Ev.-ref. Kirchgemeinde Hettlingen
Patrick Werder, Pfarrer
Kirchsteig 7
8442 Hettlingen
052 301 12 80
patrick.werder@ref-hettlingen.ch
www.ref-hettlingen.ch

Melden Sie sich an für unseren Newsletter. Sie wählen die Themen, die Sie interessieren und erhalten Informationen in der von Ihnen gewünschten Häufigkeit.
https://ref-hettlingen-newsletter.ch/

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Dr.Theo@gmx.de
Sent: Donnerstag, 23. Oktober 2025 23:35
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Theo Yannacopoulos (Privat)
Datum: 23.10.2025
Kontakt: Theo Yannacopoulos · 0793811313 · dr.theo@gmx.de Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die angestrebte Annäherung an die EU birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion schweizerischer Souveränität und widerspricht fundamental dem Geist unserer direkten Demokratie und föderalistischen Struktur. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in bilateralen Abkommen stellt eine inakzeptable Delegation von Gesetzgebungsbefugnissen dar. Gemäss Artikel 166 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, untergräbt dieses verfassungsmässige Prinzip. Es ist unklar, wie die demokratische Legitimation solcher Rechtsakte gewährleistet werden soll, wenn sie nicht mehr im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren durch die Eidgenössischen Räte beraten und beschlossen werden. Die Gefahr, dass sich die Schweiz durch diese Mechanismen in Abhängigkeiten begibt, die ihr Autonomie schaden, ist beträchtlich. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen der Streiterledigung ist ebenfalls höchst problematisch. Die Akzeptanz der bindenden Rechtsprechung des EuGH, insbesondere im Hinblick auf die Auslegung von Abkommen, steht im Widerspruch zum nostro principe di sovranità giuridica. Artikel 173 der Bundesverfassung regelt die Aufgaben des Bundesgerichts als oberste Gerichtsinstanz. Eine zusätzliche, übergeordnete juristische Instanz, deren Urteile für die Schweiz bindend sind, ohne dass die schweizerische Rechtsordnung dabei das letzte Wort hat, ist verfassungsrechtlich fragwürdig und gefährdet die Unabhängigkeit unseres Justizsystems. Die Freiheit des Personenverkehrs, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, muss im Lichte der Auswirkungen auf unsere Sozialwerke und den Arbeitsmarkt kritisch betrachtet werden. Die Zuwanderung ohne ausreichende Kontrollmechanismen, die durch eine reine Übernahme des EU-Besitzstandes droht, könnte die Lohnstrukturen und die soziale Kohäsion in der Schweiz erheblich unter Druck setzen. Artikel 117 der Bundesverfassung betont die Bedeutung der freiheitlichen Grundrechte, zu denen auch das Recht auf Freiheit und Sicherheit der Person gehört. Dies beinhaltet implizit auch die staatliche Verantwortung für die Sicherung der inneren Sicherheit und die Kontrolle der Zuwanderung zum Schutz der heimischen Bevölkerung und Wirtschaft. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Position manövrieren könnten, in der sie zwar die Form der Souveränität behält, jedoch inhaltlich in erheblichem Masse von externen Entscheidungsstrukturen abhängig wird. Dies ist nicht im Interesse unseres Landes und unserer Bevölkerung. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die schweizerischen Kerninteressen und verfassungsrechtlichen Prinzipien zu wahren.
Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblicher Besorgnis und muss kritisch hinterfragt werden. Die Verflechtung mit der Europäischen Union durch institutionelle Abkommen birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und der direkten Demokratie, wie wir sie kennen und schätzen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit einer Mitgestaltung oder eines Vetos, steht im Widerspruch zu den Grundprinzipien unseres Rechtsstaates und der direkten Mitsprache des Volkes. Die aktuelle Ausrichtung zielt darauf ab, die Schweiz stärker an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu binden. Dies tangiert direkt die Hoheit unseres eigenen Rechtssystems. Die Schweiz muss die Kontrolle über ihre Gesetzgebung behalten und darf nicht zu einem blossen Anhängsel supranationaler Rechtsetzungsorgane werden. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die richterliche Unabhängigkeit und die Geltung des Rechts hervorhebt, darf durch externe Einflüsse nicht untergraben werden. Die Möglichkeit, dass der EuGH über die Auslegung von Abkommen entscheidet, birgt die Gefahr, dass schweizerische Besonderheiten und Wertvorstellungen ignoriert werden. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen unklar und potenziell nachteilig. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen von Abkommen wie dem des freien Personenverkehrs geschieht, führt zu Anpassungsdruck auf unsere Lohn- und Arbeitsbedingungen. Artikel 11 der Bundesverfassung,

der den Schutz der Arbeitnehmer betont, könnte durch diese Dynamik aufgeweicht werden. Die erhofften wirtschaftlichen Vorteile müssen dem Risiko gegenübergestellt werden, dass die Schweiz zu einer reinen "Befolgungsmacht" wird, deren wirtschaftliche Interessen von Brüssel diktiert werden. Das Prinzip der Bilateralen, das bisher eine flexible und auf konkrete Bereiche zugeschnittene Zusammenarbeit ermöglichte, scheint durch die nun angestrebte institutionelle Annäherung aufgeweicht zu werden. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz in einen rechtlichen und politischen Rahmen gezwungen wird, der nicht mehr ihren Bedürfnissen und Interessen entspricht. Die Verpflichtung, bestehendes und zukünftiges EU-Recht ohne nennenswerte Einflussmöglichkeiten zu übernehmen, schwächt die Position der Schweiz in internationalen Angelegenheiten und verringert die Flexibilität, auf neue Herausforderungen zu reagieren. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität und die direkten demokratischen Rechte unseres Landes gewahrt bleiben.
Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung bedauerlicherweise erweckt den Eindruck, dass die zentralen Anliegen der Schweizer Bevölkerung und die Integrität unserer nationalen Gesetzgebung erneut zweitrangig behandelt werden. Es ist zutiefst beunruhigend festzustellen, wie der Entwurf scheinbar unkritisch und ohne ausreichende Berücksichtigung der heimischen Rechtsordnung Bestimmungen übernimmt, die primär den Interessen der Europäischen Union dienen. Insbesondere die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Zivil- und Wirtschaftsrechts werfen gravierende Fragen auf. Artikel 7 des Bundesgesetzes über den Internationalen Privatrecht (IPRG) sieht vor, dass die Schweiz für die Anwendung des internationalen Privatrechts auf die Rechtsordnung eines anderen Staates verweisen kann. Eine automatische oder weitreichende Übernahme von EU-Recht, wie sie hier angedeutet wird, könnte jedoch dazu führen, dass die Schweiz ihre Souveränität im Bereich der Gesetzgebung verliert. Dies widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), welches die Vertragsfreiheit und die Autonomie des Rechtssetzungsorgans der Schweiz verankert. Die Einführung neuer Bestimmungen, die nicht aus nationaler Notwendigkeit erwachsen, sondern einer externen politischen Agenda geschuldet sind, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Rechtsgrundlagen. Es muss zwingend hinterfragt werden, ob die vorgesehene Umsetzung tatsächlich im besten Interesse der schweizerischen Wirtschaft und ihrer Bürgerinnen und Bürger liegt. Die Erfahrung zeigt, dass solche Übernahmen oft mit erheblichen administrativen Belastungen und einer Zunahme an bürokratischen Hürden einhergehen, welche die Wettbewerbsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen massiv beeinträchtigen könnten. Dies steht im Widerspruch zu den Prinzipien des Schweizerischen Gewerbegesetzes, das die Förderung des Gewerbes als wichtiges Anliegen deklariert. Darüber hinaus ist die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung der Übernahme von EU-Recht problematisch. Es bedarf klarer und nachvollziehbarer Kriterien, wann und wie Schweizer Recht angepasst wird. Eine blosse Übernahme von Verordnungen ohne eingehende Prüfung ihrer Kompatibilität mit unserer Verfassung und unseren Grundwerten ist nicht akzeptabel. Die Schweizer Verfassung verankert explizit die föderalistische Struktur und die Eigenständigkeit des Rechtssetzungsprozesses. Jegliche Massnahme, die diese Prinzipien untergräbt, muss mit grösster Skepsis betrachtet werden. Wir fordern eine detaillierte Begründung, wie die vorgeschlagenen Änderungen mit dem Grundsatz der Volkssouveränität und dem Schutz der nationalen Interessen vereinbar sind.

Staatliche Beihilfen
Die vorgesehene Unterstellung der staatlichen Beihilfen unter ein strenges EU-Regime stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und durch eine starre, technokratische EU-Kontrolle ersetzt werden. Dies wird nicht nur demokratisch legitimierte Förderungen in Sektoren wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur und lokale KMU untergraben, sondern auch die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie massiv schwächen. Die Kantone verlieren ihre Fähigkeit, eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, und werden gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigen zu lassen. Dies stellt einen direkten Angriff auf den Föderalismus dar. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue, übermächtige Beihilfekammer bei der WEKO geschaffen. Diese agiert de facto als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide dienen nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese zentrale Instanz ist unzureichend. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ist stossend, da die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält. Die Kantone werden zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Diese inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie wird durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert, wodurch die Zentralisierung der Rechtskontrolle vorangetrieben wird. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und Landverkehr, in denen kantonale und kommunale Interessen eine grosse Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenzen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz unterwirft sich damit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU und wird zu einem reinen Regel-Empfänger. Die Aushebelung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit ist eine bedenkliche Entwicklung, die die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des

Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG), was den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung
Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und des Volkswillens dar. Artikel 121a der Bundesverfassung betont explizit die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz. Die geplante Einführung eines 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf statt zehn Jahren, quasi eine "Niederlassung C PLUS", die unter den neuen Bestimmungen des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), insbesondere unter dem neuen Art. 41c und der Aufhebung des Art. 29a, praktisch unentziehbar wird, selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt massiv die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unzumen. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch exzessiv gefördert, mit direkten finanziellen Konsequenzen für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Der geplante ausserordentliche Ausbau des Familiennachzugs, der nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, widerspricht jeglicher Vorstellung einer kontrollierten Zuwanderung und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg führen, der unsere Infrastruktur und Sozialsysteme überfordern wird. Die sogenannte "Schutzklausel" des Abkommens ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird, und droht bei einem Versuch ihrer Aktivierung mit Sanktionen der EU, was sie zu einer reinen Erpressungsklausel macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme durch die "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts ohne Mitspracherecht des Schweizer Parlaments oder des Volkes in unsere Rechtsordnung einfliessen werden. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Das revidierte AIG, namentlich die neue "Schutzklausel" in Art. 21b, ist ein Placebo. Sie ermöglicht keine wirksame Steuerung und schliesst einseitige Kontingente aus. Vielmehr zementiert sie die Zuwanderung in die Sozialwerke, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein Eingeständnis der enormen, versteckten Kosten, die die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich verursacht. Die Aufnahme der zweiten Säule in die EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) stellen weitere kapitale Verluste unserer sozialpolitischen und wirtschaftlichen Souveränität dar. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (BGVB, Art. 2 Abs. 1bis; MedBG, Art. 15, 35; GesBG, Art. 10, 15; PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch einen automatisierten Prozess, was die Absenkung von Qualitätsstandards und den Verlust nationaler Kontrollhoheit in sensiblen Bereichen wie dem Gesundheitswesen bedeutet. Diese Entwicklungen sind nicht akzeptabel und gefährden die Fundamente unseres Staates.

Finanzieller Beitrag
Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken. Insbesondere die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen schwerwiegenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar. Dies entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen, die faktisch zu einer Zwangsabgabe werden. Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Zahlungen ohne Mitspracherecht zu leisten. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, ohne Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen. Die Zahlungen dienen primär der institutionellen Anbindung und kosten Souveränität, während greifbare Vorteile ausbleiben. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird somit zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern verbleibt lediglich die Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Transparenz und Rechtssicherheit vermissende Regelung ist abzulehnen.

Strom
Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts stellt einen fundamentalen Angriff auf die Souveränität der Schweiz dar und gefährdet die Grundfesten unserer Energieversorgungssicherheit. Mit der Einbindung in die europäischen Regulierungsinstitutionen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem reinen Kosten- und Umsetzungsträger degradiert, ohne Einflussnahme auf die sie betreffenden Entscheidungen. Dies ist eine faktische Aufgabe unserer energiesouveränen Steuerung. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer

unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für nicht-demokratisch legitimierte EU-Vorschriften herabgestuft. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnissen orientierten Energieregulierung, wie sie im bestehenden Energiegesetz (EnG) und Stromversorgungsgesetz (StromVG) verankert ist. Insbesondere die Regeln für staatliche Beihilfen im EU-Recht drohen das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, existenziell zu schwächen. Das bewährte System der Wasserzinsen, das einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung der Bergkantone leistet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und damit de facto abgeschafft werden. Dies hätte gravierende finanzielle Folgen für die betroffenen Regionen und schwächt die Eigenständigkeit der kantonalen Energiepolitik. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Artikel 4a ff. des revidierten StromVG vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa einer Wasserreserve zur Sicherung der Stromproduktion in trockenen Perioden, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem derartigen System die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt – weder der Markt noch die EU können diese Lücke schliessen. Dies ist ein hochriskantes Spiel mit dem Feuer. Die Liberalisierung wird zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen für Haushalte und insbesondere KMU führen, da Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15, stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion dar. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur angestrebten Energiestrategie und begünstigt zentralisierte Akteure. Der Ausschluss der Förderung bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was die Abhängigkeit von ausländischen, oft fossilen Energiequellen weiter erhöht. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU und führen zum Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netze ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie grossen europäischen Konzernen, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze bedeutet. Insgesamt schwächen diese Massnahmen die föderalen Strukturen, untergraben bewährte Regelungen und gefährden die Versorgungssicherheit der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit
Die vorgeschlagene Regelung unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere hochstehenden Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich verwässert. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Besonders besorgniserregend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Landverkehr
Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, birgt gravierende Gefahren für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage, wie sie durch die Einführung des neuen Art. 40ater im Eisenbahngesetz (EBG) vorgesehen ist, ist ein direkter Angriff auf das bewährte System der Grundversorgung. Ausländische Anbieter werden sich durch sogenannte "Rosinenpickerei" auf die profitabelsten Strecken konzentrieren. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die unrentablen, aber für die Versorgung der Bevölkerung essenziellen Nebenlinien nicht mehr kostendeckend betreiben können. Darüber hinaus stellt die Anwendung des EU-Beihilferechts eine existenzielle Bedrohung für bestehende und zukünftige Subventionen dar. Bewährte und notwendige Förderinstrumente für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das Angebot des öffentlichen Verkehrs für die Schweizer Bevölkerung. Die vom Bundesrat als vermeintliche Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme. Zukünftige Änderungen des EU-Rechts müssten von der Schweiz übernommen werden, was die Kontrolle über die eigene Bahnregulierung unwiederbringlich aufgibt. Dies untergräbt die nationale Steuerungskompetenz weiter, insbesondere im Hinblick auf die Integration in europäische Netzwerke wie das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch den neuen Art. 32a Abs. 1bis ist ebenso bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und zwingt zur Berücksichtigung von Kriterien, die nicht zwingend den besten Lösungen für die Schweiz dienen. Die Vergabe von Aufträgen könnte dadurch suboptimal und für die Steuerzahler teurer werden, statt sich an rein schweizerischen Verkehrs- und Versorgungszielen zu orientieren. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Abkommen die Grundfesten des schweizerischen Service public im Landverkehr erschüttert und die nationale Souveränität weiter aushöhlt, ohne substantielle und rechtlich bindende Schutzmechanismen zu bieten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz
Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erweisen sich als äusserst bedenklich und im Kern unzureichend. Anstatt einer wirksamen Stärkung unseres bewährten schweizerischen Lohnschutzes, wie er beispielsweise durch die flankierenden Massnahmen zum bilateralen Abkommen über die Freizügigkeit geregelt ist, droht eine faktische Erosion unseres Lohnniveaus. Die angeblichen Schutzmechanismen sind offensichtlich kosmetischer Natur und werden dem massiven Lohndruck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, nicht standhalten können. Dies birgt die Gefahr einer flächendeckenden Abwärtsspirale bei den Löhnen, die insbesondere die breiten Schichten der Schweizer Arbeitnehmerschaft hart treffen wird. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Verbesserung, sondern eine diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes im Sinne der EU. Die angeblichen Verschärfungen des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Verlagerung in den neuen Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Ebenso ist die Einführung eines spezifischen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der auf EU-Druck zurückzuführen ist. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität von KMU ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die vorgeschlagenen Änderungen an den Kontrollmechanismen schwächen die Autonomie und Effektivität der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate erheblich. Die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben die bewährten Kompetenzen und führen unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Dies begünstigt gezielt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für EU-Verwaltungssanktionen, was unsere Rechtsordnung untergräbt. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz ist ebenfalls äusserst problematisch und zementiert eine politische Bindung an die EU.
Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerischen Rechtsgrundsätze. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte engere Anbindung tatsächlich im besten Interesse der Schweiz ist oder ob sie vielmehr eine schleichende Erosion unserer Unabhängigkeit darstellt. Das Konzept der automatischen Übernahme von EU-Recht, wie es in Artikel 11 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) vorgesehen ist, wenn auch indirekt über bilaterale Abkommen, wirft ernste Bedenken auf. Die BV garantiert die Rechtsstaatlichkeit und die demokratischen Prinzipien, die durch eine unkontrollierte Akzeptanz externer Rechtsnormen untergraben werden könnten. Die Schweiz würde ihre Fähigkeit verlieren, ihre Gesetzgebung eigenständig und im Einklang mit ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten zu gestalten. Artikel 2 BV, der die Wahrung der Interessen des Landes und seiner Bevölkerung betont,

scheint hier tangiert zu werden, wenn die Übernahme von EU-Recht primär den Interessen Brüssels dient. Insbesondere die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU, die keinerlei Anpassungsspielraum lassen, ist problematisch. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der in Artikel 1 BV verankert ist. Das Volk hat das Recht, über die Gesetzgebung seines Landes zu entscheiden, und dieses Recht darf nicht durch automatische Übernahme von Recht aus dem Ausland ausgehebelt werden. Des Weiteren besteht die Gefahr, dass die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, ohne Mitspracherecht bei deren Gestaltung und Überwachung, zu einer einseitigen Belastung wird. Die Unabhängigkeit des Schweizer Stimmvolkes, sich durch Referenden über wichtige Gesetze zu äussern, wie sie in Artikel 138 und 139 BV verankert ist, könnte durch vertragliche Verpflichtungen zur Übernahme von EU-Recht faktisch eingeschränkt werden. Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen scheint weniger auf einer echten Partnerschaft zu basieren, sondern vielmehr auf einer Unterordnung unter die Regeln und Interessen der Europäischen Union. Solange die Schweiz nicht als gleichberechtigter Partner in den Prozess der Rechtssetzung eingebunden ist und ihre Souveränität und ihre fundamentalen demokratischen Prinzipien gewahrt bleiben, ist eine kritische Haltung gegenüber derartigen Abkommen unerlässlich. Die Schweiz muss ihre einzigartige Position und ihre Unabhängigkeit bewahren und darf nicht dem Druck nachgeben, sich in einer Weise zu integrieren, die ihre Kerninteressen gefährdet.

Gesendet mit der GMX Mail App

Addor Sylvie
Place du Village 1
1407 Bioley-Magnoux

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bioley-Magnoux, le 24 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Addor Sylvie

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

nom et prénom BALTERA Claudia
adresse 16, ch. des Clochettes
Code postal et ville 1206 Genève

Date 24 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. *ABANDON du présent paquet de traités*
2. *MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants*
3. *NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités* ***d'égal à égal***
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature Balton

Nom et prénom en caractères d'imprimerie

BALTERA Claudia

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Maya Büschlen (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Büschlen · maja.bueschlen@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitsprache durch das Schweizer Parlament, wie sie bei institutionellen Abkommen droht, untergräbt die verfassungsmässige Ordnung. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird dadurch tangiert. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zum blossen Anhängsel der EU wird und ihre eigenständige Rechtsetzungsgewalt verliert. Die Unabhängigkeit der Gerichte, ein zentrales Element des Rechtsstaates gemäss Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Gerichte und die militärische Gerichtsbarkeit, könnte durch die Übernahme von EU-Recht und die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs gefährdet werden. Solche Abkommen drohen, die Errungenschaften der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung aufzuweichen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene allgemeine Umsetzung der neuen EU-Regulierungen in die inländische Rechtsordnung wirft erhebliche Bedenken auf. Es ist fraglich, inwieweit hierdurch die Souveränität der Schweiz gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) gewahrt bleibt. Die Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union ohne die Möglichkeit zur Mitsprache oder Einflussnahme stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Legitimation dar. Insbesondere Artikel 5 des Bundesgesetzes über die EU-Institutionen (BUEI) verlangt eine sorgfältige Prüfung, ob die angestrebte Umsetzung die Grundrechte und verfassungsmässigen Prinzipien der Schweiz unzumässigerweise beeinträchtigt. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, wie sie hier angedeutet wird, birgt das Risiko, dass Schweizer Besonderheiten und Interessen unberücksichtigt bleiben und die Rechtssicherheit für inländische Akteure gefährdet wird. Es muss sichergestellt werden, dass die nationale Gesetzgebung, insbesondere im Hinblick auf die Artikel 1 und 2 BV, die wesentlichen Grundsätze und die politische Eigenständigkeit der Schweiz nicht untergräbt.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss dem revidierten Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine fatale Aufgabe unserer Energiesouveränität dar. Die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht uns zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Anhängsel der EU. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verkommt von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimiertes EU-Recht, was das Ende einer eigenständigen Schweizer Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Stromversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, und unser bewährtes System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe abgeschafft werden. Föderale Strukturen und gemeindeeigene Kraftwerke werden durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) geschwächt, indem ihr Einspeisevorrang untergraben wird. Die Versorgungssicherheit wird dem volatilen freien Markt geopfert; strategische Reserven werden eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und die Verantwortung dafür wird unklar. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu Preisvolatilität und höheren Kosten für KMU und Haushalte. Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) benachteiligen dezentrale Produzenten, und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit. Die Ausweitung der ElCom-Kompetenzen (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind unannehmbare Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind offensichtlich ungenügend und entfalten eine kosmetische Wirkung. Die massive Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefere Einkommen, droht trotz dieser oberflächlichen Anpassungen. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen, bürokratischeren und weniger effektiven Kontrollmechanismen untergraben die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter stellt eine unnötige Komplizierung des Arbeitsrechts dar, die KMU lähmt und das Kernproblem des Lohndrucks nicht löst. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Änderungen in Art. 9 Abs. 2 und Art. 13a, dienen primär der EU-Konformität und erschweren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Verknüpfung des Beschaffungswesens mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz bindet die Schweiz politisch stärker an die EU. Die Einführung eines Sonderkündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) widerspricht den Prinzipien der Vertragsfreiheit und Flexibilität. Die Änderungen im AVEG setzen unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aus. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine gefährliche Souveränitätsabtretung, die ausländische administrative Entscheide ohne umfassende Prüfung in der Schweiz durchsetzbar macht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine eklatante Missachtung von Artikel 121a der Bundesverfassung und des Volkswillens dar, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', untergräbt massiv die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein Bleiberecht gewährt wird. Dies fördert zudem unkontrolliert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und belastet Schweizer Steuerzahler erheblich. Die Ausweitung des Familiennachzugs, einschliesslich Eltern und Grosseltern, ist beispiellos und führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Sozialkosten. Die angebliche 'Schutzklausel' ist eine reine Farce, deren Anwendungs-Hürden praktisch unüberwindbar sind und deren Anwendung mit EU-Strafmassnahmen gedroht wird. Die automatische Rechtsübernahme mittels 'Integrationsmethode' bedeutet faktisch eine Kapitulation unserer direkten Demokratie vor künftigen EU-Verschärfungen. Insbesondere die Anpassungen im Arbeitslosenversicherungsgesetz (AIG) mit der Neufassung von Artikel 41c und der Aufhebung von Artikel 29a zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die angepasste 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz und im HFKG ist ein offenes Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun von Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGVB) ersetzt die sorgfältige schweizerische Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des Aktien- und Obligationenrechts (AOR) und

des Obligationenrechts (OR) im Hinblick auf die EU-weite Harmonisierung von Verjährungsfristen für bestimmte Ansprüche ist ein weiterer Schritt zur Untergrabung unserer nationalen Rechtsordnung. Die Änderungen im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellen unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was die eigenständige Gestaltung unserer Sozialpolitik weiter einschränkt. Der neue Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU ein, was einen Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter darstellt. Die Anpassung des Zivilgesetzbuches (ZGB) unterwirft unsere Rechtsordnung weiter dem EU-Sozialversicherungsrecht. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Minderheit der Bundesangestellten (BGMD) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) ersetzt die eigenständige Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was gerade im Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die bewährte Praxis, dass Subventionen primär politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies unterläuft die Autonomie der Kantone gemäss Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die kantonalen Verfahrensautonomien, wie sie implizit durch die Stärkung der zentralen Kontrolle gemäss Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Bundesgesetz über die Verwaltungsgerichte (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) ausgehebelt werden. Kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Die Schaffung einer "Superbehörde" bei der WEKO, die als verlängerter Arm der EU agiert und die Prinzipien des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) und des Luftfahrtgesetzes (LFG, Streichung von Art. 103) neu interpretiert, ist höchst bedenklich. Dies zerstört die Möglichkeit der Schweiz, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen zu treffen.

Landverkehr

Die vorgesehene Regelung im Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, die sich auf die lukrativsten Strecken konzentrieren werden. Dies ist eine klare 'Rosinenpickerei', die die finanzielle Basis unseres Bahnverkehrs untergräbt und die SBB sowie andere konzessionierte Unternehmen schwächt, welche die lebenswichtige Grundversorgung auch auf unwirtschaftlichen Linien sicherstellen müssen. Die unter Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) vorgesehene Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen schränkt zudem die nationale und kantonale Hoheit zur Gestaltung eines bedarfsgerechten öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Die so genannte 'Gemeinsame Erklärung' bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, wodurch unsere Souveränität schleichend ausgehöhlt wird.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag bergen erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die demokratische Kontrolle. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dieser Schritt entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und höhlt die Budgethoheit aus, indem mit Art. 1 KoBG ein permanenter Rechtsanspruch der EU geschaffen wird. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht widersprechen kann. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und

missbraucht den 'guten Namen' der Friedensförderung zur Legitimierung dieser politisch heiklen Zahlungen. Diese Verankerung im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert die dauerhafte Akzeptanz von EU-Diktaten anstelle eigener souveräner Entscheidungen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem Deckmantel der Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" erfolgen, stellen eine fundamentale Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die beabsichtigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft unsere Produktion ohne Rücksicht auf die etablierten, hohen Schweizer Standards dem EU-Regulierungsrahmen. Dies führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust, entwertet das Label "Made in Switzerland" und vernichtet die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger Sorgfalt und strengen Vorschriften beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards geopfert. Insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, bewährte und strengere nationale Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar und untergräbt unsere Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich.

Ferner bedroht die geplante Umsetzung die Vielfalt und die wirtschaftliche Existenz kleiner und mittlerer Produzenten. Die erstickende Bürokratie der EU-Vorschriften, die auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet ist, wird Kleinbetriebe, Hofläden und lokale Gastronomen unverhältnismässig belasten und viele zur Aufgabe zwingen. Dies ist ein Frontalangriff auf unsere kulinarische Identität und die mittelständische Wirtschaft.

Die Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Die Gefahr einer "Guillotineklausel", welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem Scheitern aller bilateralen Verträge gleichsetzt, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Zudem wird die Schweiz gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet und unser Gentechnik-Moratorium aushöhlt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) umgehen zudem das Parlament und ermöglichen die unkontrollierte Übernahme von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle schwächt.

Die Schweiz verliert ihre Fähigkeit, in Bereichen wie dem Waldschutz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) und der Tierseuchenbekämpfung (TSG, Art. 1 neu) souverän und situationsgerecht zu handeln. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Insgesamt handelt es sich hierbei nicht um Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, die unsere nationalen Interessen und unsere Souveränität massiv gefährdet.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben zu tiefgreifender Besorgnis Anlass. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeit wirft Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Gemäss Artikel 120 der Bundesverfassung ist die Schweiz dazu verpflichtet, ihre Unabhängigkeit und ihre freiheitliche, demokratische Staatsordnung zu wahren. Die vorliegenden Ergebnisse drohen diese Grundsätze auszuhöhlen. Das Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Verfassung verankert ist, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien, die in der Schweiz weder dem Volk noch den Kantonen zur Zustimmung vorgelegt werden, untergraben werden. Es ist fraglich, ob die im Schweizer Recht festgelegten Schutzmechanismen, beispielsweise im Obligationenrecht oder im Gesetz gegen

den unlauteren Wettbewerb, durch diese neuen Regelungen noch ausreichend Geltung verschaffen können. Die wirtschaftlichen und sozialen Konsequenzen einer solchen Rechtsangleichung sind unklar und bergen erhebliche Risiken.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtvereinbarung mit der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Die Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Gestaltungsmacht. Insbesondere Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Institutionen des Völkerrechts (IGV) unterstreicht die Notwendigkeit, dass völkerrechtliche Verträge im Einklang mit der Bundesverfassung stehen. Das vorliegende Paket droht jedoch, dies zu untergraben, indem es eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht vorsieht, ohne dass das Schweizer Parlament und Volk die Möglichkeit haben, diese direkt zu beeinflussen. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben unseres Verfassungsauftrags, die nationalen Interessen und die demokratische Selbstbestimmung zu wahren, wie sie auch im Völkerrechtstraktat (VTR) verankert sind. Eine solche Regelung könnte dazu führen, dass sich die Schweiz einer Gesetzgebung unterwirft, die ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten nicht mehr gerecht wird, und birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die künftige politische Unabhängigkeit.

De Kalbermatten Jasmine
2 rue couvaloup
1166 Perroy

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, 24 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jasmine de Kalbermatten

Luigi Degani
Via Emilio Bontadina 3
6724 Ponto Valentino

Dipartimento federale degli affari esteri
(DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Ponto Valentino, 24 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Luigi Degani

LUIGI DEGANI

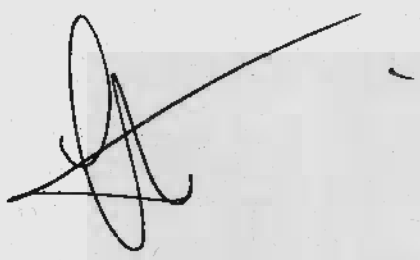

Tiziano Dozio
Via L. Taddei 6
6962 Viganello

Dipartimento federale degli affari esteri
(DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Viganello, 27 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Tiziano Dozio

TIZIANO DOZIO

Marie-Agnès Dionigi

Chemin Frisco 2

1208 Genève

Département fédéral des affaires

étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Genève, le 24 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse »

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance *notre système démocratique unique :*

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC PRIÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Marie-Agnès Dionigi

ADionigi

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Doutaz et Francis
Route de Saussivue 8
1663 Pringy
Date 24 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Doutaz Francis

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Cornelia Egloff (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Cornelia Egloff · 0628732404 · cornelia-egloff@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den Grundsätzen der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Eine kritische Beurteilung ist unerlässlich, um die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere verfassungsmässige Ordnung und die demokratischen Errungenschaften unseres Landes abzufedern.

Insbesondere ist die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, wie sie sich aus den vorliegenden Dokumenten abzeichnet, zutiefst problematisch. Das Schweizer Volk hat in der Vergangenheit wiederholt und mit deutlicher Mehrheit seine Ablehnung einer unkontrollierten und formlosen Übernahme von EU-Regulierungen zum Ausdruck gebracht. Die nun vorgeschlagene Methode zur Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz faktisch in einen Zustand der Rechtsunterordnung gerät, ohne dass die schweizerischen Gesetzgebungsinstrumente und insbesondere die direkte Demokratie angemessen zur Geltung kommen. Dies steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben der Bundesverfassung, insbesondere zu Artikel 2, der die Pflicht des Bundes betont, das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu wahren, und Artikel 160 Absatz 2, der die Pflicht der Kantone zur Mitwirkung bei der Gesetzgebung hervorhebt und somit ihre Autonomie stärkt.

Die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme, bei der sich schweizerisches Recht automatisch an zukünftige Änderungen des EU-Rechts anpasst, stellt eine fundamentale Aushöhlung der parlamentarischen und volksdemokratischen Kontrolle dar. Es ist unbestritten, dass die Gesetzgebungshoheit beim Schweizer Parlament und letztlich beim Volk liegt. Eine solche dynamische Übernahme würde bedeuten, dass das schweizerische Recht nicht mehr primär durch schweizerische Entscheidungsprozesse bestimmt wird, sondern durch externe, supranationale Instanzen, deren demokratische Legitimation im schweizerischen Kontext nicht gegeben ist. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr, dass die Schweiz fortlaufend EU-Richtlinien und -Verordnungen übernehmen muss, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu prüfen, zu modifizieren oder abzulehnen, ist real und bedrohlich. Dies könnte beispielsweise die von der EU angestrebte Harmonisierung im Bereich des Arbeitsrechts oder des Umweltschutzes betreffen, wo die Schweiz oft eigene, praxistaugliche Lösungen entwickelt hat, die von den Brüsseler Vorgaben abweichen. Eine automatische Übernahme würde diese differenzierten Ansätze untergraben und potenziell zu unnötigen Belastungen für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft führen.

Des Weiteren gibt es erhebliche Bedenken hinsichtlich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die geplante Anerkennung seiner Rechtsprechung und die damit verbundene

Bindungswirkung für schweizerische Gerichte stellen eine gravierende Einschränkung der nationalen Rechtspflege dar. Das schweizerische Rechtssystem basiert auf einer klaren Gewaltenteilung und der Unabhängigkeit der Gerichte. Die Unterordnung unter die Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH würde die Autonomie unserer Justiz untergraben und potenziell zu einer Rechtsunsicherheit führen, da die Urteile des EuGH im Lichte des schweizerischen Rechtskontexts neu interpretiert werden müssten. Artikel 188 Absatz 2 der Bundesverfassung legt die Bindungswirkung von Bundesgerichtsentscheidungen fest; eine Übertragung dieser Bindungswirkung auf die Rechtsprechung eines ausländischen Gerichtshofs ist verfassungsrechtlich äusserst fragwürdig und könnte die Rechtssicherheit im Inland gefährden. Es ist unklar, wie der EuGH in Fällen entscheiden würde, die sich explizit auf die besonderen Gegebenheiten des schweizerischen Rechts und seiner Verfassung beziehen.

Auch die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus den Verhandlungsergebnissen ergeben könnten, sind kritisch zu prüfen. Die Übernahme von Kosten im Zusammenhang mit der Teilnahme an EU-Programmen oder der Umsetzung von EU-Richtlinien muss transparent und im Einklang mit der Haushaltsautonomie der Schweiz erfolgen. Artikel 127 der Bundesverfassung regelt die Finanzkompetenzen des Bundes und die Grundsätze der Ausgabenpolitik. Jede Verpflichtung, die über die reine bilaterale Kooperation hinausgeht und zu einer de facto finanziellen Beteiligung an EU-Strukturen führt, bedarf einer sorgfältigen Prüfung und einer klaren demokratischen Legitimation. Es besteht die Sorge, dass die Schweiz durch die vorgeschlagenen Abkommen zu Zahlungen gedrängt werden könnte, die nicht direkt im Interesse des Landes liegen oder deren Umfang und Zweck nicht transparent genug ausgewiesen sind.

Die Sorge vor einer schleichenden Erosion der direkten Demokratie ist ebenfalls von grosser Bedeutung. Wenn das schweizerische Recht zunehmend von Brüssel diktiert wird, verringert sich die Relevanz von Volksabstimmungen und Referenden zu diesen Materien. Das Volk würde die Möglichkeit verlieren, über Gesetze zu entscheiden, die es unmittelbar betreffen, wenn diese Gesetze als direkte Übernahme von EU-Recht deklariert werden. Dies würde einen fundamentalen Abbau der demokratischen Partizipationsmöglichkeiten bedeuten und das Vertrauen der Bürger in die politischen Institutionen nachhaltig schädigen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union Anlass zu tiefgreifender Besorgnis geben. Die potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatliche Ordnung, die direkte Demokratie und die finanzielle Autonomie sind gravierend. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht und eine Unterordnung unter externe Gerichtsbarkeit sind mit den Grundwerten unserer Verfassung und den demokratischen Rechten des Schweizer Volkes nicht vereinbar. Es ist von höchster Wichtigkeit, dass die schweizerischen Entscheidungsträger diese Bedenken ernst nehmen und sicherstellen, dass jegliche Abkommen die Integrität und die Unabhängigkeit unseres Landes wahren. Es bedarf einer transparenten und faktenbasierten Debatte, die die Risiken klar benennt und alternative Wege zur kooperativen Beziehung mit der EU aufzeigt, die die schweizerische Souveränität nicht kompromittieren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU, wie sie zur Vernehmlassung vorgelegt wird, gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der wirtschaftlichen Zukunft der Schweiz auf. Es ist zwingend erforderlich, dass die nationalen Interessen über allem stehen und die vorgeschlagenen Regelungen kritisch hinterfragt werden, anstatt sie unbesehen zu akzeptieren.

Die angestrebte institutionelle Verankerung der bilateralen Verträge durch ein Rahmenabkommen birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweizer Bevölkerung oder die demokratischen Institutionen adäquate Kontrollmöglichkeiten besitzen. Artikel 48 der Bundesverfassung (BV) verankert die Volksrechte, darunter das fakultative Referendum. Sollte das

Rahmenabkommen, wie befürchtet, die Möglichkeit eines solchen Referendums in Bezug auf die übernommene EU-Gesetzgebung de facto aushebeln oder massiv erschweren, würde dies eine gravierende Aushöhlung der direkten Demokratie bedeuten. Die verbindliche Übernahme von EU-Recht, das sich zudem dynamisch weiterentwickelt, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat, verletzt das Prinzip der bundesrätlichen Verfassungsgerichtsbarkeit gemäss Artikel 188 BV. Es ist fraglich, ob eine solche Übernahme mit dem Wesen einer rechtsstaatlichen Demokratie vereinbar ist, in der Gesetze durch souveräne und gewählte Organe erlassen werden.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die vorgeschlagene Einbindung des EuGH als oberste Instanz zur Auslegung der bilateralen Verträge stellt eine gravierende Einschränkung der schweizerischen Rechtsstaatlichkeit dar. Gemäss Artikel 190 BV sind Gerichte und Behörden an die Bundesverfassung und das Völkerrecht gebunden. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH, der das EU-Recht als primäres Recht betrachtet, birgt die Gefahr, dass dessen Auslegungen dem schweizerischen Recht und der schweizerischen Verfassung präjudizieren. Dies könnte zu einer Situation führen, in der das schweizerische Recht, einschliesslich der Grundrechte, durch richterliche Entscheidungen eines fremden Gerichts eingeschränkt oder verdrängt wird, ohne dass eine direkte demokratische Zustimmung vorliegt. Der Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in der Präambel der Bundesverfassung verankert ist, wird dadurch potenziell untergraben.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen dieses Abkommens sind ebenfalls mit grosser Skepsis zu betrachten. Zwar wird argumentiert, dass der Marktzugang gesichert wird, doch der Preis dafür scheint hoch. Die Schweiz würde sich Verpflichtungen unterwerfen, die ihr Spielraum für eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen erheblich einschränken. Insbesondere die Gefahr von Marktzugangsbehinderungen oder Sanktionen im Falle von Abweichungen von EU-Regularien muss mit aller Deutlichkeit thematisiert werden. Dies betrifft nicht nur die Grossunternehmen, sondern auch und gerade die KMU, die oft auf Flexibilität und Anpassungsfähigkeit angewiesen sind. Die vorgesehene Mechanismen zur Streitbeilegung, die den EuGH involvieren, könnten für Schweizer Unternehmen zu einer enormen Rechtsunsicherheit führen.

Die Frage der Lohndumping-Bekämpfung und des Schutzes der schweizerischen Arbeitsbedingungen ist ein weiterer kritischer Punkt. Zwar werden Schutzmechanismen erwähnt, doch die Erfahrungen mit der Personenfreizügigkeit zeigen, dass die Wirksamkeit dieser Massnahmen oft begrenzt ist. Die vorgesehene Übernahme von EU-Richtlinien, die sich unter Umständen nicht optimal mit dem schweizerischen Sozialversicherungssystem oder den schweizerischen Arbeitsmarktstrukturen vertragen, könnte zu unbeabsichtigten negativen Folgen führen. Die Garantie der Lohn- und Arbeitsbedingungen, die in der Bundesverfassung und im Obligationenrecht verankert sind, könnte durch die indirekte Anwendung von EU-Recht aufgeweicht werden.

Darüber hinaus muss die Frage der Unabhängigkeit der Schweiz im globalen Kontext betrachtet werden. Eine zu starke Bindung an die EU, selbst durch bilaterale Abkommen, schwächt die Fähigkeit der Schweiz, eine eigenständige Aussen- und Sicherheitspolitik zu betreiben und ihre Interessen auf der internationalen Bühne unabhängig zu vertreten. Die im Völkerrecht verankerte Souveränität eines Staates, die auch die Freiheit zur Gestaltung seiner Beziehungen zu anderen Staaten und Organisationen umfasst, könnte durch die vorgeschlagene institutionelle Einbettung in die EU-Struktur beeinträchtigt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket einseitig die Interessen der EU zu stärken scheint und dabei die demokratischen Rechte, die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz in unannehmbarer Weise gefährdet. Es ist essenziell, dass die Schweizer Regierung die Bedenken der Bevölkerung und der Vernehmlassungsteilnehmer ernst nimmt und eine Lösung anstrebt, die den nationalen Interessen gerecht wird und die fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Demokratie und Rechtsstaatlichkeit wahrt. Eine reine Übernahme von EU-Recht, die mit einer Einschränkung der schweizerischen Souveränität einhergeht, ist keine Option, die im Interesse der Schweiz liegt. Die vorgesehene Verankerung von Art. 10a des Bundesgesetzes über die Personenfreizügigkeit (GFA) durch das Rahmenabkommen bedarf einer äusserst kritischen Prüfung hinsichtlich seiner konkreten Auswirkungen und der Schutzmöglichkeiten für die Schweiz.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz auf. Obwohl die Notwendigkeit einer geordneten Beziehung zur EU unbestritten ist, müssen die vorliegenden Vorschläge kritisch hinterfragt werden, um sicherzustellen, dass die Schweiz nicht in einer Weise gebunden wird, die ihre Handlungsfreiheit und ihre einzigartige Rechtsordnung untergräbt.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die potenzielle Übernahme von EU-Recht. Die vertragliche Verpflichtung, «angenäherte Rechtsentwicklung» zu verfolgen, kann eine schleichende Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU bedeuten, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese im eigenen Interesse zu gestalten oder abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der rechtsstaatlichen Souveränität, der in Artikel 5 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Dieses Prinzip fordert, dass Gesetzgebung und staatliches Handeln auf rechtmässiger Grundlage beruhen und die Grundrechte sowie die verfassungsmässige Ordnung achten. Die unkritische Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetze und Verordnungen, die auf spezifischen nationalen Bedürfnissen und Traditionen beruhen, verdrängt werden.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgeschlagene Einbindung der Rechtsprechung des EuGH in die Interpretation der bilateralen Abkommen stellt eine faktische Unterwerfung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit dar. Dies würde die Hoheit der schweizerischen Gerichte, insbesondere des Bundesgerichts, massiv einschränken. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) beispielsweise, der die richterliche Auslegung von Gesetzen regelt, würde untergraben, wenn die Auslegung von Verträgen, die für die Schweiz gelten, primär durch den EuGH bestimmt würde. Die Schweiz würde sich von einem unabhängigen Rechtssystem zu einer Rechtsordnung wandeln, die in erheblichem Masse von externen Urteilen beeinflusst wird. Dies ist mit dem Prinzip der nationalen Rechtsautonomie und der Souveränität, wie sie im Schweizer Rechtssystem verankert ist, kaum vereinbar.

Die Stabilität der Beziehungen darf nicht auf Kosten der demokratischen Legitimation erkauft werden. Wenn die Schweiz verpflichtet wird, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass dieses Recht dem schweizerischen demokratischen Prozess, einschliesslich der Volksabstimmung und des parlamentarischen Verfahrens, unterworfen ist, wird die Mitsprache der Bürgerinnen und Bürger ausgehöhlt. Das Prinzip der Volkssouveränität, welches im föderalen System der Schweiz eine zentrale Rolle spielt und sich in der Existenz von fakultativen Referenden und Volksinitiativen widerspiegelt, würde de facto eingeschränkt. Die Fähigkeit des Souveräns, über die Ausgestaltung der Gesetze mitzubestimmen, wäre stark beeinträchtigt.

Darüber hinaus ist die Frage der wirtschaftlichen Auswirkungen nicht abschliessend geklärt. Die angeblich stabilisierten Beziehungen könnten zu neuen Verpflichtungen und Kosten führen, die nicht vollständig abzuschätzen sind. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die für die Mitgliedstaaten konzipiert sind, mag für die EU effizient sein, aber für ein kleines, offenes Land wie die Schweiz potenziell nachteilig. Artikel 2 des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs (ZGB) betont die Berücksichtigung der tatsächlichen Verhältnisse bei der Gesetzesauslegung. Eine pauschale Übernahme von EU-Normen könnte diese tatsächlichen Verhältnisse ignorieren und zu ungerechtfertigten Belastungen für Schweizer Unternehmen und Konsumenten führen. Die behaupteten Vorteile einer "stabilisierten Beziehung" könnten sich als trügerisch erweisen, wenn sie mit erheblichen wirtschaftlichen Nachteilen und rechtlicher Unsicherheit einhergehen.

Die Kompromisslosigkeit der EU in Bezug auf die Kernforderungen, insbesondere die Freizügigkeit und die Rolle des EuGH, lässt wenig Spielraum für die Wahrung schweizerischer Interessen. Die

Erfahrung hat gezeigt, dass die EU bei der Auslegung von Abkommen oft auf einer strikten Einhaltung ihrer internen Regeln und Rechtsprechung besteht. Ein Beitritt zur Rechtsordnung des Binnenmarktes ohne volle politische Integration ist ein illusorisches Ziel, das die Schweiz in eine rechtliche und politische Abhängigkeit führen kann, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen. Dies birgt das Risiko, dass die Schweiz einerseits die Pflichten eines Mitgliedstaates erfüllen muss, andererseits aber die Mitsprache und die Möglichkeit zur Einflussnahme auf die Gesetzgebung der EU nicht erhält. Diese asymmetrische Beziehung ist für die Schweiz nicht tragbar.

Die Sorge, dass die Verhandlungsposition der Schweiz geschwächt wird und sie zukünftig noch weniger Spielraum für eigene Entscheidungen haben wird, ist daher berechtigt. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen eher darauf abzuzielen, die Schweiz näher an die EU-Normen heranzuführen und die EU-Institutionen stärker in die schweizerische Rechtssetzung einzubinden, als tatsächliche Stabilität auf einer Basis gegenseitiger Achtung der Souveränität zu schaffen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre demokratischen Prinzipien schützt. Die vorgelegten Vorschläge bieten hierfür offensichtlich keine ausreichenden Garantien und erfordern eine tiefgreifende kritische Prüfung und Revision.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der langfristigen Souveränität und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz auf. Die vorgelegten Vorschläge deuten auf eine schleichende Annäherung an die Europäische Union hin, die ohne eine klare strategische Begründung und ohne ausreichende Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Gegebenheiten erfolgt.

Es ist fragwürdig, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich im besten Interesse der Schweizer Bevölkerung sind. Die Gefahr einer unkontrollierten Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine entsprechende Anpassung an die schweizerischen Bedürfnisse und Wertvorstellungen erfolgt, ist real. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Volkssouveränität impliziert die Befugnis des Volkes, über seine staatliche Ordnung und Gesetzgebung selbst zu bestimmen. Eine zu starke Übernahme von EU-Recht untergräbt diese grundlegende Kompetenz.

Die Frage der institutionellen Angleichung ist besonders kritisch zu betrachten. Die schrittweise Übernahme von EU-Regulierungen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese aktiv mitzugestalten, birgt die Gefahr, dass fremde Interessen über die schweizerischen gestellt werden. Artikel 5 Absatz 2 BV legt fest, dass der Bund die Interessen der Allgemeinheit und die des gesamtgesellschaftlichen Wohls wahrt. Dies schliesst die Wahrung der wirtschaftlichen und politischen Unabhängigkeit ein. Eine zu starke Bindung an die EU könnte diese Unabhängigkeit gefährden und die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit schwächen.

Die finanzielle Belastung, die mit einer weiteren Integration verbunden wäre, darf nicht unterschätzt werden. Die Schweiz würde voraussichtlich gezwungen sein, erhebliche Beiträge in den EU-Haushalt zu leisten, ohne im Gegenzug über eine entsprechende Mitsprache bei der Verwendung dieser Mittel zu verfügen. Artikel 127 Absatz 2 BV regelt die Finanzordnung des Bundes und betont die Notwendigkeit einer sorgfältigen Haushaltsführung. Eine übermässige finanzielle Vorleistung ohne klare Gegenleistung könnte die schweizerische Finanzautonomie beeinträchtigen.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die schweizerische Sozialpartnerschaft zu hinterfragen. Die freie Personenmobilität, wie sie im Rahmen der bilateralen Abkommen mit der EU praktiziert wird, hat bereits zu erheblichen Herausforderungen geführt, insbesondere im Hinblick auf Lohndumping und die Überlastung der Sozialsysteme. Eine weitere Liberalisierung könnte diese Probleme verschärfen und die Errungenschaften des schweizerischen Sozialmodells gefährden. Artikel 31 der Bundesverfassung garantiert die wirtschaftliche Freiheit, aber diese Freiheit muss im Einklang mit den Interessen der Allgemeinheit und dem Schutz der Arbeitnehmer stehen.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls ein zentraler Streitpunkt. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH in Bereichen, die bisher unter schweizerischer Hoheit stehen, würde einen erheblichen Eingriff in die nationale Rechtsordnung darstellen. Artikel 189a BV räumt dem Bundesgericht die oberste richterliche Gewalt in der Schweiz ein. Die Bindung an die Urteile des EuGH würde diese oberste richterliche Gewalt de facto aufheben und die Möglichkeit einschränken, die schweizerischen Rechtsgrundsätze eigenständig anzuwenden und fortzuentwickeln.

Es stellt sich die dringende Frage, ob die schweizerische Politik die notwendige kritische Distanz zur EU wahrt und ob die langfristigen strategischen Ziele der Schweiz klar definiert sind. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfähigkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft einschränkt. Das Prinzip der Subsidiarität, das auch im schweizerischen föderalen System eine wichtige Rolle spielt, besagt, dass Entscheidungen auf der niedrigstmöglichen Ebene getroffen werden sollten. Eine zu starke Zentralisierung von Entscheidungen auf EU-Ebene widerspricht diesem Prinzip und untergräbt die Effektivität der politischen Steuerung.

Abschliessend ist festzuhalten, dass die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung eine kritische Neubewertung erfordern. Es müssen klare und überzeugende Argumente dafür vorgelegt werden, wie diese Massnahmen die Souveränität, die wirtschaftliche Stabilität und die schweizerischen Werte schützen. Ohne solche Garantien ist von einer Zustimmung zu diesen Vorschlägen dringend abzuraten. Die Schweiz hat in der Vergangenheit erfolgreich ihren eigenen Weg verfolgt und sollte diesen Kurs der Unabhängigkeit und Eigenverantwortung konsequent beibehalten. Die Hinnahme von Regelungen, die nicht im klaren Interesse der Schweiz liegen, wäre ein schwerwiegender Fehler mit potenziell irreversiblen Folgen.

Finanzieller Beitrag

Betreff: Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag – Massive Bedenken bezüglich der automatischen Kohäsionszahlungen und der Aushöhlung der Souveränität

Die vorgeschlagene Neuregelung der finanziellen Beiträge an die Europäische Union, insbesondere die Umwandlung der bisherigen freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, erfüllt uns mit tiefgreifender Besorgnis. Diese Entwicklung stellt eine signifikante Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar, welche die Grundlage unseres demokratischen Systems bildet.

Die heutige Praxis, bei der Kohäsionszahlungen als freiwillige, vom Parlament kontrollierte Beiträge erfolgen, bietet der Schweiz ein wichtiges politisches Steuerungsinstrument und gewährleistet eine demokratische Überprüfung der Mittelverwendung. Durch die geplante Umwandlung dieser Beiträge in eine automatische und rechtsverbindliche Verpflichtung geht dieses entscheidende Kontrollrecht verloren. Es handelt sich hierbei nicht um eine freiwillige Geste mehr, sondern um die faktische Einführung einer Zwangsabgabe, die unser Land ohne angemessene Gegenleistung finanziell belastet.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten „rechtsverbindlichen Mechanismus“ zur Neuberechnung als eine reine Lockvogelstrategie. Es ist offensichtlich, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz wird dann nicht mehr die Möglichkeit besitzen, über die Höhe und die Notwendigkeit dieser Zahlungen zu verhandeln oder diese abzulehnen. Sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu akzeptieren und zu begleichen. Dies entbehrt jeder Grundlage einer fairen Partnerschaft und setzt die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition, die mit ihren Kerninteressen als unabhängiger Staat nicht vereinbar ist.

Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne dabei ein Stimmrecht oder gar eine Garantie auf einen verbesserten Marktzugang zu erhalten. Während unsere Zahlungen verbindlich und unaufhaltsam fliessen werden, bleiben die zugesagten Vorteile, wie die Beseitigung von Handelsschranken, vage und ungewiss. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär

unsere Souveränität schmälert und im Gegenzug kaum messbare oder greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung mit sich bringt. Dies widerspricht dem Prinzip der Leistung und Gegenleistung, das einer gesunden zwischenstaatlichen Beziehung zugrunde liegen sollte.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das Kernstück dieser problematischen Neuregelung. Dieses Gesetz zementiert die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament endgültig die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen, wie in Art. 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die im Interesse der schweizerischen Bevölkerung getroffen werden sollte, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung im Vordergrund stehen. Dies bedeutet eine Abkehr von demokratischen Prinzipien und eine Schwächung der nationalen Selbstbestimmung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), genauer in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert unmissverständlich, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies festigt die finanzielle Abhängigkeit und schwächt die Verhandlungsposition der Schweiz gegenüber der EU nachhaltig.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Förderung der Schweizer Aussenpolitik durch friedensfördernde Massnahmen, durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b, ist zutiefst irreführend und manipulativ. Der positive Ruf und das Ansehen der Schweizer Friedensförderung werden missbraucht, um politisch heikle und äusserst umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vermischung zweier grundverschiedener Politikbereiche ist nicht nur fragwürdig, sondern auch eine Täuschung der Öffentlichkeit und der politischen Entscheidungsträger.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Neuregelung der finanziellen Beiträge eine Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die demokratische Kontrolle und die finanzielle Autonomie darstellt. Wir fordern daher eine kritische Überprüfung und Ablehnung dieser Bestimmungen, die darauf abzielen, die Schweiz zu einer dauerhaften finanziellen Geisel der EU zu machen, ohne angemessene Gegenleistungen zu bieten und unter Inkaufnahme einer erheblichen Aushöhlung unserer nationalen Selbstbestimmung.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung im Zusammenhang mit der Übernahme von EU-Recht. Die fraglichen Regelungen gefährden die schweizerische Souveränität, untergraben die demokratische Willensbildung und belasten die Sozialwerke und den Steuerzahler erheblich.

Die geplante Umsetzung der Unionsbürgerrichtlinie stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die im klaren Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung steht. Dieser Artikel verankert den Willen des Souveräns zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Übernahme des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich entzieht dem Volk und seinen Vertretern in Bundesbern die Möglichkeit, die Zuwanderung den Bedürfnissen und Kapazitäten der Schweiz anzupassen. Die Integrationsmethode, die eine automatische Rechtsübernahme vorsieht, zementiert diese Unterordnung und lässt dem Schweizer Parlament und der Bevölkerung praktisch keine Handhabe mehr bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein gefährlicher Präzedenzfall für weitere Bereiche.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf statt zehn Jahren. Dieses "Niederlassungsrecht C PLUS", das praktisch unentziehbar sein soll, stellt selbst bei schwerwiegenden Verfehlungen wie Kriminalität oder langjährigem Bezug von Sozialhilfe eine erhebliche Bedrohung für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Artikel 41c

des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) institutionalisiert diese Problematik, indem er den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweitet und einen Ausschluss aus dem System selbst bei Abhängigkeit kaum noch zulässt. Die Kosten für diese faktische Unkündbarkeit werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt.

Die Ausweitung des Familiennachzugs über die bisherigen Grenzen hinaus ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern stellt eine beispiellose Erschliessung unserer Sozialsysteme für EU-Bürger dar und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung sowie der damit verbundenen sozialen und finanziellen Belastungen.

Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragsdossier, die im revidierten AIG in Artikel 21b verankert wird, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Angesichts der Tatsache, dass die EU mit Strafmassnahmen droht, sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, handelt es sich nicht um eine Schutz-, sondern um eine Erpressungsklausel. Die Definition von Indikatoren mag zwar vorhanden sein, doch die entscheidenden Massnahmen bleiben dem politischen Ermessen überlassen und schliessen wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht die Klausel zu einem zahnlosen Tiger, der keine wirkliche Steuerung ermöglicht.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a ist eine rein kosmetische Massnahme. Sie soll den Eindruck erwecken, die Schweiz könne den Zuzug in den Arbeitsmarkt noch steuern, doch in Wahrheit verliert sie hier weitgehend die Kontrolle. Anstatt die Zuwanderung aktiv zu gestalten, wird lediglich verwaltet, und das mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, und die Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG dient dazu, die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu kompensieren, was bedeutet, dass der Schweizer Steuerzahler direkt für die finanzielle Belastung aufkommt, die Kantone zu tragen haben, wenn sie EU-Bürger zu gleichen Konditionen wie Einheimische immatrikulieren müssen.

Auch die berufliche Vorsorge bleibt nicht verschont. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Vorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität, indem die Schweiz die Fähigkeit verliert, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Die scheinbar technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Im Bereich der Berufsqualifikationen geht die Schweiz durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über den beruflichen, wissenschaftlichen und technischen Schutz von Sorten (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis) und in den Medizinalberufegesetzen (MedBG, Artikel 15, 35 und GesBG, Artikel 10, 15) eine gefährliche Abkürzung. Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Gerade

im hochsensiblen Gesundheitsbereich birgt die Aushebelung der eigenständigen und sorgfältigen Prüfung ausländischer Diplome ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung eine kapitale Niederlage für die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie darstellen. Sie führen zu einer unkontrollierten Zuwanderung, einer massiven Belastung der Sozialwerke und des Steuerzahlers sowie zu einer schleichenden Absenkung von Qualitätsstandards in verschiedenen Schlüsselbereichen. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit, ihre Unabhängigkeit und ihren Gestaltungsspielraum für eine fragwürdige EU-Kompatibilität. Diese Entwicklung ist in keiner Weise im Interesse der Schweizer Bevölkerung und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich der Lebensmittelsicherheit. Unter dem irreführenden Titel einer vermeintlichen Verbesserung der Lebensmittelsicherheit wird eine umfassende und für die Schweiz potenziell verheerende Integration in das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vollzogen. Dies geht weit über die reine Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit hinaus und stellt eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Standards dar.

Es ist evident, dass die sprichwörtliche Schweizer Qualität in akuter Gefahr schwebt. Die Angleichung an oft tiefere und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das angesehene Label "Made in Switzerland", welches für Exzellenz und Vertrauen steht, wird entwertet, wenn Schweizer Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden wie jene, die auf dem EU-Binnenmarkt vertrieben werden. Dies zerstört einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt die internationale Position unserer Landwirtschaft.

Die in diesem Abkommen verankerte, sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit, da eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk gefährden würde. Diese unfaire Abhängigkeit untergräbt die Handlungsfreiheit unseres Landes und erzwingt eine Akzeptanz von Regelungen, deren Nachteile für die Schweiz offensichtlich sind.

Ein besonders gravierender Eingriff in unsere Souveränität stellt die geplante Zulassung von EU-Inspektoren dar, die in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants Kontrollbefugnisse erhalten sollen. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert, was die nationale Hoheit über eigene Produktionsstätten untergräbt und dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung widerspricht.

Die Einführung des EU-Regelwerks zieht eine beispiellose Welle der Bürokratie nach sich, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern insbesondere auch kleinere Betriebe treffen wird. Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine, die beispielsweise bei Volksfesten Lebensmittel anbieten, müssten die komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies bedroht nicht nur die wirtschaftliche Existenz zahlloser kleiner und mittlerer Unternehmen, sondern auch lokale Traditionen und die Vielfalt unserer regionalen Produkte.

Das vom Schweizer Volk mehrfach und deutlich bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten, auch wenn diese nicht explizit deklariert werden müssen. Dies stellt eine klare Missachtung des Volkswillens und der nationalen Entscheidung in einem für die öffentliche Gesundheit und Umwelt so wichtigen Bereich dar.

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem unvermeidlichen Verlust an unseren hohen Standards führt. Dieses Gesetz, mit seinen neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat gemäss den neuen Absätzen in Art. 141 und 148 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG), umgeht das Parlament und entzieht der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich die Wirksamkeit.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls bedenklich. Die neuen Artikel, insbesondere Art. 15a und Art. 21 TSchG, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen erheblichen Souveränitätsverlust dar. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ersetzt nationale, oft strengere Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, durch EU-Massenstandards.

Ähnlich verhält es sich mit der Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG). Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist kritisch zu betrachten. Die Schweiz gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass dieses Abkommen im Bereich der Lebensmittelsicherheit primär dem Ziel dient, die Schweiz tiefgreifend an das EU-Regelwerk zu binden, ohne jedoch substanzielle Vorteile für die Schweizer Bevölkerung oder Wirtschaft zu bieten. Stattdessen bedroht es unsere hohen Qualitätsstandards, die Vielfalt unserer Landwirtschaft, die Souveränität unseres Landes und die demokratische Entscheidungsfindung. Die Schweiz sollte sich nicht einer Regulierung unterwerfen, die ihre eigenen, bewährten und von der Bevölkerung getragenen Standards herabsetzt und die Handlungsfreiheit in Kernbereichen einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und des Schutzes unserer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer äusserst bedenklich und eröffnen neue Einfallstore für eine schleichende Erosion unseres bewährten Systems. Die vermeintlichen Lohnschutzmassnahmen sind offensichtlich nicht mehr als kosmetische Korrekturen, die kaum in der Lage sein werden, dem massiven und fortwährenden Lohndruck standzuhalten, der aus der ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert. Es droht eine flächendeckende Aushöhlung unseres Lohnniveaus, insbesondere in den tieferen und mittleren Einkommensschichten, die bereits jetzt unter dem Wettbewerbsdruck leiden.

Anstatt unseren bestehenden, sich in der Praxis bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer bedenklichen Tendenz zur Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die neuen Regelungen erscheinen bürokratischer und komplizierter, ohne jedoch eine signifikante Verbesserung des Schutzes für die Schweizer Arbeitnehmerschaft zu gewährleisten. Vielmehr nützen sie primär ausländischen Unternehmen, die durch die neuen, laxeren Regeln möglicherweise Lohndumping-Praktiken einfacher durchführen können.

Die Kontrollmechanismen werden in einem besorgniserregenden Masse geschwächt. Die bewährten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und auf EU-Konformität ausgerichteter Strukturen untergraben.

Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was das Fundament unseres Sozialmodells bedroht.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, ist nichts anderes als ein vergiftetes Geschenk. Diese Massnahme schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres und unnötig kompliziertes bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die notwendige Flexibilität, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks substanziell zu lösen.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern vielmehr eine von der EU diktierte Umgestaltung, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient in erster Linie der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des bisherigen Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten für die betroffenen Personen unnötig verkompliziert.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen und unabdingbaren Bestandteil unserer Rechtsordnung. Dies schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden und unsere Handlungsfreiheit weiter einschränken.

Auch die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung (AVIG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVIG, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Konformität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das erhebliche Risiko, dass die bewährten schweizerischen Mechanismen zugunsten schwächerer, EU-konformer Modelle aufgeweicht werden.

Der Gipfel der Souveränitätsabtretung stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) dar. Damit wird die Schweiz faktisch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, ohne dass eine umfassende gerichtliche Überprüfung auf Schweizer Boden stattfindet. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung grundlegend, indem ausländische administrative Entscheide quasi automatisch in der Schweiz durchgesetzt werden können, was ein nicht hinnehmbarer Eingriff in unsere nationale Gerichtsbarkeit ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge nicht geeignet sind, die berechtigten Sorgen der Schweizer Bevölkerung hinsichtlich des Lohnschutzes und der Souveränität zu zerstreuen. Im Gegenteil, sie deuten auf eine weitere Untergrabung unseres nationalen Rechtsverständnisses und eine schleichende Abhängigkeit von der EU hin, deren Auswirkungen auf unsere Arbeitsmärkte und unseren Wohlstand verheerend sein könnten. Wir lehnen diese Massnahmen in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordern eine Stärkung des eigenständigen Schweizer Lohnschutzes unter Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung der Energieregelungen im Kontext einer Annäherung an EU-Recht stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Entscheidungsbefugnis degradiert, der jedoch verpflichtet ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen, werden zukünftig in Brüssel getroffen, was jegliche nationale Gestaltungshoheit ausschliesst. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission

(ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Die zwingende Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Grundlage für deren finanzielle Stabilität bildet, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies hätte weitreichende negative Folgen für die betroffenen Kantone und ihre finanzielle Autonomie.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die Bedeutung der Gemeindekraftwerke, werden massiv geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt lokale Energieerzeuger und entzieht den Gemeinden einen wesentlichen Teil ihrer Einflussmöglichkeiten auf die lokale Energieversorgung.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, die sich in der Vergangenheit als äusserst wertvoll erwiesen haben, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslücke: Weder der Markt noch die EU können klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz garantieren. Dies ist ein leichtsinniges Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen unkalkulierbar sind.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" aus Eigeninteresse nicht trägt, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das StromVG mit seinen Artikeln 4a ff. zu Marktliberalisierung, 8b ff. zur unzureichenden Energiereserve und 10, 18, 19 zum verschärften Unbundling untergräbt somit die Grundprinzipien einer stabilen und bezahlbaren Energieversorgung.

Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht diametral der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen erheblich bremsen und die Schweiz weiter von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern abhängig machen.

Die vollständige Strommarktliberalisierung, umgesetzt im neuen 1a. Kapitel des StromVG (Art. 4a ff.), ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei unwiederbringlich zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf schweizerische Verhältnisse

zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen erheblichen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Schweizer Bevölkerung wird gezwungen, einem ungetesteten und potenziell schädlichen Modell zuzustimmen, das ihre Energieunabhängigkeit und ihre wirtschaftliche Zukunft aufs Spiel setzt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahn, sind aus Sicht des Service public und der nationalen Souveränität höchst bedenklich. Die Ratifizierung des vorliegenden Abkommens birgt erhebliche Risiken, die in ihrer Tragweite nicht unterschätzt werden dürfen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die potenzielle Gefährdung des Schweizer Service public im Schienenverkehr. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht, etablierte und bewährte Subventionspraktiken für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die notwendige Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einzustufen. Dies hat unmittelbare und negative Konsequenzen für die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern schulden. Der Service public ist kein Luxus, sondern eine Grundversorgungsleistung, die es zu schützen gilt.

Die Öffnung für die sogenannte Kabotage im Eisenbahnverkehr ist ein weiterer schwerwiegender Einwand. Gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) wird ausländischen Anbietern gestattet, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen impliziert unweigerlich eine "Rosinenpickerei": Ausländische Unternehmen werden sich auf die rentablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Transportunternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis des Service public und gefährdet die flächendeckende Mobilität in unserem Land. Die SBB und andere Akteure, die einen umfassenden Versorgungsauftrag wahrnehmen, werden dadurch geschwächt und die langfristige Qualität und Wirtschaftlichkeit des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz sind akut gefährdet.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist lediglich eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern, was eine unerwünschte und inakzeptable Zentralisierung der Entscheidungsgewalt darstellt.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten und auf die schweizerischen Bedürfnisse zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da die spezifischen Anforderungen und Prioritäten der Schweiz möglicherweise nicht mehr im Vordergrund stehen können. Die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele wird dadurch erheblich erschwert.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Abkommen im Bereich des Landverkehrs die Fundamente unseres Service public und unserer nationalen Souveränität angreifen. Die Einführung der Kabotage und die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht stellen eine erhebliche Bedrohung für die Qualität, die Finanzierbarkeit und die flächendeckende Versorgung des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz dar. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab und fordern eine stärkere Betonung der nationalen Interessen und der bewährten Strukturen, die den Schweizer Service public auszeichnen. Die Risiken überwiegen bei weitem die vermeintlichen Vorteile.

Staatliche Beihilfen

Unsere tiefgreifende Analyse der vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen offenbart eine besorgniserregende Erosion nationaler Souveränität, föderalistischer Prinzipien und demokratischer Kontrolle. Die vorgelegten Anpassungen, insbesondere die Schaffung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Änderungen im Kartellgesetz (KG), im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und im Luftfahrtgesetz (LFG), stellen keine Weiterentwicklung, sondern eine grundlegende Untergrabung der schweizerischen Rechts- und Wirtschaftsordnung dar.

Die Kernproblematik liegt in der faktischen Unterwerfung der Schweizer Subventionspraxis unter ein starres, technokratisches EU-Regime. Was bisher als legitimes politisches Instrument von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung von Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokalen KMU diente, wird nun einem externen Kontrollmechanismus ausgeliefert. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die im Interesse unserer Gesellschaft und Wirtschaft gestaltet werden, sollen künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern de facto genehmigt werden. Dies bedeutet eine massive Einschränkung der kantonalen und kommunalen Autonomie, die im föderalistischen Gefüge der Schweiz einen zentralen Pfeiler bildet. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone zu Bittstellern herabgestuft, deren Beschlüsse von einer übergeordneten Instanz auf Kompatibilität mit EU-Recht geprüft werden. Diese Zentralisierung der Macht und Kontrolle steht in direktem Widerspruch zu unserem föderalistischen System und schwächt die Eigenverantwortung der Gliedstaaten.

Die Schaffung des BHÜG, insbesondere dessen Artikel 3, institutionalisiert die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Notwendigkeit, Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von ihr genehmigen zu lassen, verwandelt die Schweiz in einen reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Dies ist nicht nur eine bürokratische Hürde, sondern ein fundamentaler Eingriff in die Fähigkeit der Schweiz, eigenständig wirtschaftspolitische Entscheidungen im eigenen Interesse zu treffen. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, wo viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, sowie der Luft- und Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies birgt erhebliche Gefahren für die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur.

Die Integration der Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft eine undurchsichtige Machtkonzentration. Diese neu geschaffene "Superbehörde" agiert nicht primär im Interesse der Schweiz, sondern als "verlängerter Arm der EU", dessen primäres Ziel die Durchsetzung der EU-Kompatibilität von Beihilfen ist. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, was zu einer Entkopplung von politischen Entscheidungsprozessen und den tatsächlichen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft und Gesellschaft führt.

Die vorgesehene Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts für die neue Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse, wie im neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG vorgesehen, werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gezogen und gekippt werden, wie in Artikel 98a BGG verankert. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und untergräbt die föderalistische Kompetenzordnung.

Ähnlich gravierend ist die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesgesetzes über das Bundesverwaltungsgericht (VGG). Das neue Beschwerderecht gemäss Artikel 31a VGG schafft einen weiteren Mechanismus, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Anstatt kantonale Instanzen zu stärken, wird die Rechtskontrolle zentralisiert und auf eine EU-konforme Ausrichtung ausgerichtet.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete

Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Dies ist nicht im nationalen Interesse und schwächt die strategische Handlungsfähigkeit der Schweiz.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen für die mangelnde Transparenz und den geschwächten Konsumentenschutz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient lediglich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die demokratische Mitsprache sowie den Schutz der Konsumenten zu vernachlässigen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine gefährliche Verlagerung von Macht und Entscheidungsbefugnissen bedeuten. Sie schwächen die nationale Souveränität, untergraben den Föderalismus und entziehen wichtige wirtschaftspolitische Instrumente der demokratischen Kontrolle. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab, da sie die Grundfesten unserer Rechts- und Wirtschaftsordnung gefährden und die Schweiz in eine untergeordnete Rolle gegenüber der EU drängen.

Patrick Etter
Quai La Pérouse 3
1897 Bouveret

RECOMMANDE
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bouveret, le 24 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

Par avance, je vous remercie de bien vouloir me confirmer la bonne réception du présent courrier.

Dans l'attente de vous lire, je vous remercie de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Patrick Etter [1]

[1] **Envoyé par courrier électronique à** vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch **et RECOMMANDÉ**

Claudette Falatakis
25, ch. Lullin
1256 Troinex

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Troinex, le 24 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Claudette Falatakis

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

CHRISTIAN FANTOLI
Sous le Mont 26 1116 COTTENS 078 605 53 63 christianfantoli@me.com

Cottens, le 24 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 BerneConsultation Suisse-UE
3003 Berne

V/réf

Concerne : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

CHRISTIAN FANTOLI

DENISE FANTOLI
Sous le Mont 26 1116 COTTENS

Cottens, le 24 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 BerneConsultation Suisse-UE
3003 Berne

V/réf

Concerne : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

DENISE FANTOLI

NOÉLINE FANTOLI
Sous le Mont 26 1116 COTTENS

Cottens, le 24 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 BerneConsultation Suisse-UE
3003 Berne

V/réf

Concerne : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

NOÉLINE FANTOLI

QUENTIN FANTOLI
Sous le Mont 26 1116 COTTENS

Cottens, le 24 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 BerneConsultation Suisse-UE
3003 Berne

V/réf

Concerne : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

QUENTIN FANTOLI

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marco Gabriel (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Marco Gabriel · +41562224291 · mg@gabrielinfo.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angepeilte Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und muss mit äusserster Skepsis betrachtet werden. Die jüngsten Vorschläge werfen ernsthafte Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Kohärenz unseres Rechtssystems auf. Insbesondere die Ausdehnung der direkten Anwendbarkeit von EU-Recht, wie sie in den bilateralen Verträgen bisher gehandhabt wird, bedroht die Unabhängigkeit unserer Gesetzgebung. Artikel 123 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz, und eine weitergehende Implementierung von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrolle seitens der Schweiz würde gegen diesen Grundsatz verstossen.

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit zur Mitsprache oder zur Anpassung an schweizerische Gegebenheiten, könnte zu einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien führen. Das Konzept der «dynamischen Rechtsübernahme», bei der sich die Schweiz automatisch an zukünftige Anpassungen des EU-Rechts binden würde, ist besonders bedenklich. Dies stünde im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, wonach das Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt bilden. Eine solche automatische Übernahme würde die demokratische Legitimation von Gesetzen untergraben und die Möglichkeit der direkten Einflussnahme durch die Schweizer Bevölkerung und deren Vertreter erheblich einschränken.

Darüber hinaus fehlen klare Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten, die die Interessen der Schweiz wirksam schützen. Das Streben nach einer vermeintlichen «Stabilisierung» darf nicht dazu führen, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Politik und Wirtschaft beeinträchtigt. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu übernehmen, die nicht unseren nationalen Bedürfnissen entsprechen oder sogar im Widerspruch zu unseren verfassungsmässigen Grundsätzen stehen. Die Stabilität der Beziehungen sollte nicht auf Kosten unserer Kerninteressen und unserer demokratischen Selbstbestimmung erkauft werden. Vor einer Annahme solcher Vorschläge ist eine gründliche Prüfung der langfristigen Konsequenzen und möglicher Alternativen unabdingbar.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die vorgelegten Massnahmen tatsächlich die

Interessen der Schweiz wahren und die Souveränität unseres Landes stärken. Die angebliche Modernisierung der bilateralen Beziehungen droht vielmehr eine schleichende Übernahme von EU-Recht zu zementieren, ohne dass die Schweiz auf Augenhöhe mit der EU verhandeln könnte.

Insbesondere die mangelnde Transparenz bei der Ausgestaltung der institutionellen Anbindung ist alarmierend. Artikel 10 des Bundesgesetzes über die europäischen Organe (EG-OrganeG) fordert, dass die Schweiz ihre Positionen eigenständig bestimmt und verteidigt. Die aktuellen Vorschläge lassen befürchten, dass eine stärkere Anbindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) zu einer Untergrabung dieser Souveränität führt, da die Urteile des EuGH bindenden Charakter erlangen könnten. Dies stünde im Widerspruch zum Geist des schweizerischen Rechtsverständnisses und der parlamentarischen Kontrolle, wie sie beispielsweise im Gesetz über die Bundesbeschlüsse (BGBB) verankert ist.

Des Weiteren erscheint die wirtschaftliche Dimension des Pakets problematisch. Die Fortführung des freien Personenverkehrs, obschon als Errungenschaft verkauft, birgt das Risiko einer unkontrollierten Zuwanderung und belastet die Sozialwerke sowie die Infrastruktur übermässig. Artikel 45 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Gleichwertigkeit der schweizerischen Staatsbürgerschaft, welche durch die Personenfreizügigkeit im bestehenden Umfang de facto relativiert wird. Die erhofften wirtschaftlichen Vorteile durch den Zugang zum EU-Binnenmarkt scheinen im Lichte der gleichzeitig zu tragenden Lasten und der Aufgabe von Einflussmöglichkeiten fragwürdig.

Die Verhandler scheinen die negativen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftliche Autonomie nicht hinreichend berücksichtigt zu haben. Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat und das Parlament die vorgeschlagenen Vereinbarungen einer äusserst kritischen Prüfung unterziehen und sicherstellen, dass die Souveränität der Schweiz und die Interessen unserer Bevölkerung nicht kompromittiert werden. Ein blinder Vertrauensvorschuss gegenüber der EU ist in der aktuellen Situation nicht angebracht.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung im Inland bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Es ist höchst fragwürdig, ob die Übernahme von EU-Recht, wie sie hier offensichtlich angestrebt wird, mit unserem verfassungsmässigen Auftrag vereinbar ist, die schweizerische Eigenständigkeit zu wahren.

Insbesondere die Ausführungsbestimmungen zum revidierten Bundesgesetz über die Finanzmarktinfrastrukturen (FinfraG) werfen gravierende Fragen auf. Die Möglichkeit, dass der Bundesrat gestützt auf die Bestimmungen des FinfraG Bestimmungen erlässt, die auf EU-Recht Bezug nehmen oder dieses adaptieren, birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Das Schweizer Volk hat das Recht, seine Gesetze selbst zu bestimmen, und dies darf nicht durch externe Rechtsnormen ausgehebelt werden.

Darüber hinaus ist die Unklarheit bezüglich der Anwendbarkeit und Interpretation von EU-Recht im schweizerischen Kontext alarmierend. Die Übernahme von EU-Recht kann zu erheblicher Rechtsunsicherheit führen, da die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in der Schweiz nicht bindend ist, aber dennoch als Interpretationshilfe herangezogen werden könnte. Dies schafft eine Grauzone, in der die verbindliche Rechtslage für Schweizer Unternehmen und Bürger unklar bleibt.

Die inländischen Umsetzungsmassnahmen scheinen die Notwendigkeit einer parlamentarischen Kontrolle zu vernachlässigen. Die Befugnis des Bundesrates, Verordnungen zu erlassen, die auf EU-Recht basieren, könnte die Rolle des Parlaments und damit die demokratische Legitimation der Gesetzgebung schwächen. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung fordert, dass das Parlament über die wichtigen und prinzipiellen Fragen entscheidet. Eine generelle Übernahme von EU-Recht mittels Verordnung wäre damit kaum vereinbar.

Es besteht die ernste Sorge, dass die vorgeschlagene Vorgehensweise die schweizerischen Besonderheiten ignoriert und eine einseitige Anpassung an Brüsseler Vorgaben darstellt. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Finanzplatzes beeinträchtigen, indem kleine und mittlere Unternehmen unverhältnismässig belastet werden und die Schweizer Gesetzgebung ihre Flexibilität verliert. Eine kritische Überprüfung der Auswirkungen auf die schweizerische Wirtschaft und die Rechtsstaatlichkeit ist unerlässlich, bevor solche Massnahmen weiterverfolgt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der Prinzipien unserer direkten Demokratie dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, nämlich die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, einer faktischen 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Verfehlung oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, stellt eine unannehmbare Bedrozung der inneren Sicherheit und der Nachhaltigkeit unserer Sozialwerke dar.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Der erweiterte Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte 'Schutzklausel', deren Anwendungshürden in der Praxis als unüberwindbar erscheinen, entpuppt sich als reines Placebo und als Mittel zur Erpressung durch die EU. Die automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich keine Mitsprache mehr haben werden. Dies ist eine inakzeptable Kapitulation unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neue Formulierung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und durch ihre Ausgestaltung, die wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst, zu einem zahnlosen Tiger verkommt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern, und ein klares Eingeständnis der immensen Mehrkosten. Die Anpassung des Berufsbildungsgesetzes (BGVB) zur Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) ersetzt nationale Qualitätsprüfungen durch automatisierte Anerkennungsverfahren, was unsere Standards schwächt. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) wird die eigenständige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anbindung des Psychologieberufegesetzes (PsyG) an das IMI-System ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe nationaler Regulierungskompetenz. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) untergräbt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU greift in die Eigentumsrechte ein. Die Anpassung des Zivilgesetzbuches (ZGB) unterwirft unsere Rechtsordnung weiter dem EU-Recht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Einordnung des finanziellen Beitrags an die EU in die schweizerische

Rechtsordnung ist äusserst bedenklich und bedarf einer kritischen Auseinandersetzung. Die Umwandlung von bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt eine erhebliche Aushöhlung der schweizerischen Souveränität dar. Dies wird durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) manifestiert, welches die bisherigen, politisch gestaltbaren Zahlungen in eine permanente und rechtlich verankerte Pflicht überführt.

Der im Vertrag initial veranschlagte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Abkommen verankerten, rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung eher als ein Lockvogelangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der finanziellen Forderungen seitens der EU führen wird, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit erhält, diesen Forderungen entgegenzutreten oder die Zahlungen zu verweigern. Die Schweiz droht somit, zu einer reinen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden, deren finanzielle Mittel ohne klare Gegenleistung fliessen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) unterstreicht die Ernsthaftigkeit dieser Entwicklung. Diese Verankerung in der Bundesgesetzgebung signalisiert eine Normalisierung und Dauerhaftigkeit dieser Zahlungsverpflichtungen, die den demokratischen Prozess der Budgethoheit des Parlaments nachhaltig beeinträchtigt. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Beiträge geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments erheblich schwächt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der schweizerischen Friedensförderung wird hier missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Verbindung ist nicht nur strategisch fragwürdig, sondern auch ethisch bedenklich, da sie eine legitime humanitäre Politik instrumentalisiert, um finanzielle Verpflichtungen zu rechtfertigen, die primär der EU zugutekommen. Es fehlt jede Garantie, dass diese Zahlungen zu einem besseren Marktzugang oder zur Beseitigung handelspolitischer Hindernisse für die Schweiz führen. Vielmehr wird eine institutionelle Anbindung geschaffen, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist äusserst bedenklich. Diese Regelung erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der profitablen Hauptstrecken von ausländischen Firmen bedient werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Funktion.

Zudem ist die im Personenbeförderungsgesetz vorgesehene Anpassung (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) kritisch zu betrachten. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann.

Die im EU-Beihilferecht liegenden Gefahren für den Service public sind nicht zu unterschätzen. Bewährte Subventionen, die zur Aufrechterhaltung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung von Rollmaterial dienen, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger. Die vom Bundesrat als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich wertlos und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dynamisch übernehmen müsste.

Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, wie beispielsweise bei der Einbeziehung des "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen und höhlt unsere Souveränität aus. Die negativen Konsequenzen der Kabotage im Eisenbahngesetz (Art. 40ater EBG) als Frontalangriff auf den Schweizer Service public, der die finanzielle Basis der SBB und anderer nationaler Transportunternehmen schwächt, sind gravierend. Die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen (Art. 32a Abs. 1bis PBG) schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen unnötig ein.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt eine gravierende Untergrabung schweizerischer Souveränität und föderalistischer Prinzipien dar. Die heutige Praxis, bei der staatliche Förderungen demokratisch legitimierte politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies bedeutet die Abschaffung bewährter und bewährter politischer Gestaltungsspielräume zugunsten einer zentralisierten und undurchsichtigen EU-Kontrolle.

Insbesondere die Souveränität der Kantone wird durch die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv beeinträchtigt. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen Behörde in Bern, die als verlängerter Arm der EU agiert, absegnen zu lassen. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer in der WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) und die damit verbundene Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementieren diese Zentralisierung. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft, ohne formelles rechtliches Gehör bei der Prüfung ihrer souveränen Entscheide.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist in diesem Zusammenhang besonders stossend. Die Möglichkeit für die neue Beihilfebehörde, ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse zu erwirken, indem ein neuer Artikel 82 Buchstabe bbis eingefügt wird, degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden, wie in Artikel 98a BGG vorgesehen. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie dar.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle birgt erhebliche Risiken für die strategische Autonomie und den Service public. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr aufgegeben wird.

Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, wodurch sie zu einem reinen Regel-Empfänger wird und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Stromsektor stellen einen gravierenden Eingriff in die Energiesouveränität der Schweiz dar und gefährden fundamentale Aspekte unserer Versorgungssicherheit und unseres föderalen Systems. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten zu tragen hat, aber keine wirkliche Entscheidungsbefugnis mehr besitzt. Die strategischen Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was eine direkte Aushöhlung nationaler Kompetenzen bedeutet.

Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Identität als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk". Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht. Die Einführung eines vollständigen Marktliberalisierungspakets ist ein hochriskantes Experiment, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führen und die bisher stabile Grundversorgung gefährden wird. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Insbesondere das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist existenziell durch die EU-Beihilfenregeln gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln, insbesondere die verschärften Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG, ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit tragen soll. Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die nicht gedeckte Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 des revidierten Energiegesetzes (EnG) ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion, da die Leistungsgrenze für Vergütungen massiv gesenkt wird. Dies benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE bedeutet eine unnötige Unterwerfung unter EU-Regeln, die nicht auf Schweizer Verhältnisse zugeschnitten sind. Diese Massnahmen untergraben die Souveränität und Flexibilität in der Steuerung unserer Stromnetze und sind aus diesen Gründen entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind angesichts des erheblichen Drucks auf das Schweizer Lohnniveau offensichtlich unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Die Ausweitung der Personenfreizügigkeit bedroht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was durch die vorliegenden Vorschläge keineswegs kompensiert wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber unzweifelhaft weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausschliesslich ausländische Unternehmen, die gezielt Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden empfindlich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres,

bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagene Regelung ist daher entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Lebensmittelrecht unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Sicherheit der Lebensmittel geht, sondern um die Implementierung des EU-Regelwerks 'Vom Hof auf den Tisch'. Dies bedroht unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil darstellt, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich kompromittiert. Das begehrte Label 'Made in Switzerland' würde an Wert verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU.

Eine besonders beunruhigende Komponente ist die sogenannte 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, da eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Fall brächte. Darüber hinaus ist die Vorstellung, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten, ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie ist ebenfalls gravierend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die vollständige Überarbeitung des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere Qualität, unsere Produzenten und unsere Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards.

Zudem wird unser demokratisch bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und untergraben die demokratische Kontrolle. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind kritisch zu betrachten, da sie die Souveränität der Schweiz in essenziellen Bereichen einschränken.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Überprüfung, da sie tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen

Gesetzgebung aufwerfen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Mitspracherechte in deren Entstehungsprozess hat, widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Legitimation und der Selbstbestimmung, wie sie in Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher die Würde und die Freiheit des Menschen sowie die Rechtsstaatlichkeit betont.

Die automatische Übernahme von EU-Recht durch das sogenannte "dynamische Verweismodell" birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Gesetze und Verordnungen. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger Vorschriften unterworfen werden, deren Entstehung sie nicht beeinflussen konnten und die möglicherweise nicht den schweizerischen Gegebenheiten oder Interessen entsprechen. Hierbei sind insbesondere die Bestimmungen des Obligationenrechts (OR) und des Bundesgesetzes über den unlauteren Wettbewerb (UWG) betroffen, deren Überarbeitung durch externe Regelungen ohne nationale Debatte und Zustimmung gravierende Folgen haben könnte. Artikel 6 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) beispielsweise, der die richterliche Auslegung des Rechts vorsieht, könnte durch die vorgegebenen EU-Richtlinien de facto entwertet werden.

Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen, ohne dass die Schweiz im Gegenzug eine angemessene Stimmgewalt über die entsprechenden Politiken erhält, stellt eine einseitige Belastung dar. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Verhältnismässigkeit, der auch im Rahmen internationaler Abkommen zu wahren ist. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Angelegenheiten entscheidet, die ausschliesslich nationale Kompetenzen betreffen, untergräbt die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Hoheit unseres Rechtssystems, wie sie durch Artikel 1 der Bundesverfassung geschützt wird. Die vorgeschlagene Regelung birgt zudem das Risiko, dass zukünftige, noch nicht absehbare EU-Regulierungen ohne weitere Verhandlung automatisch in Schweizer Recht überführt werden könnten, was eine dauerhafte Unsicherheit und Abhängigkeit schafft. Die Konkretisierung der Verhandlungsergebnisse muss daher mit grösster Skepsis betrachtet und auf ihre Vereinbarkeit mit den Kerninteressen der Schweiz hin überprüft werden.

Nicola Giuffrida

Hinterer Kilchmattweg 3

CH-4435 Niederdorf

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)

Consultazione Svizzera–UE

Bundeshaus West

CH-3003 Bern

Niederdorf, 24.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia opposizione al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE".

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo

NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri

NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese

NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo

Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali

I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale

Le nostre infrastrutture, già sovraccariche

Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra 182 e 432 milioni di franchi, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

ABANDONO dell'attuale pacchetto di trattati

MANTENIMENTO degli accordi bilaterali I e II esistenti

NEGOZIAZIONE di accordi settoriali limitati, su base paritaria

SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA di qualsiasi futuro accordo istituzionale a referendum obbligatorio (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su 700 anni di indipendenza e neutralità.

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa: NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Nicola Giuffrida

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Germaine Gohl (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Gohl, Germaine Marliese · gohlgerm@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die eine kritische Prüfung unerlässlich machen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung bedarf einer eingehenden Auseinandersetzung. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass das schweizerische Parlament diese individuell prüfen und verabschieden kann, stellt eine Erosion der parlamentarischen Souveränität dar. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Aufgaben der Bundesversammlung zur Gesetzgebung und zur Überwachung der Regierung festschreibt, wird dadurch ausgehöhlt.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der schweizerischen Legislative birgt die Gefahr, dass Bestimmungen implementiert werden, die nicht im besten Interesse der Schweiz sind oder die unsere spezifischen Bedürfnisse und Traditionen unberücksichtigt lassen. Das Vorsorgeprinzip, welches im schweizerischen Recht verankert ist, könnte unter Druck geraten, wenn die EU-Gesetzgebung andere Prioritäten setzt. Die Gefahr einer de facto Rechtsangleichung, welche die Schweiz zu einer reinen Rezeptionärin von EU-Recht degradiert, ist real. Dies steht im Widerspruch zu unserem grundlegenden Prinzip der Selbstbestimmung und der Fähigkeit, eigene Gesetze zu erlassen, die auf unsere spezifischen Verhältnisse zugeschnitten sind.

Zudem ist die Frage der Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Souveränität der schweizerischen Gerichte tangieren. Das Prinzip der Gewaltenteilung, welches in der Schweizerischen Bundesverfassung als Grundpfeiler unseres Rechtssystems verankert ist, wird dadurch erheblich beeinträchtigt. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert jedem das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Wenn jedoch das EuGH in letzter Instanz über die Auslegung von schweizerischem Recht entscheidet, dessen Grundlage aus EU-Recht stammt, ist die Unabhängigkeit unserer Gerichte nicht mehr gewährleistet.

Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die EU zu binden, ohne die notwendige Flexibilität für eigene politische Entscheidungen zu belassen. Diese Entwicklung ist angesichts unserer Geschichte und unserer Werte als unabhängiger und souveräner Staat zutiefst besorgniserregend. Die langjährige Tradition der direkten Demokratie und der subsidiären Gewaltenteilung würde durch die stärkere Einbindung in rechtliche und institutionelle Strukturen der EU untergraben. Daher ist eine ablehnende Haltung gegenüber der vorgeschlagenen Gesamtbeurteilung dringend geboten.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Eine unvoreingenommene Beurteilung offenbart erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger ein direktes Mitspracherecht haben, ist höchst problematisch. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Rechte (BPR) verankert ist. Es ist beunruhigend, dass durch die Annahme von Beschlüssen des Gemischten Ausschusses, deren genaue rechtliche Natur und Tragweite oft unklar bleibt, Schweizer Recht effektiv von einer externen Instanz mitbestimmt werden könnte. Diese indirekte Übernahme von Recht ist nicht transparent und entzieht sich der direkten demokratischen Kontrolle.

Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte. Sollte der Europäische Gerichtshof (EuGH) durch die vorliegenden Abkommen eine direkte oder indirekte Weisungsbefugnis über Schweizer Gerichte erlangen, würde dies das Fundament unseres Rechtssystems untergraben. Die Garantien eines unabhängigen Richters, wie sie im Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention (EMRK) und in Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, könnten hierdurch ausgehöhlt werden. Eine solche Abhängigkeit von einem ausländischen Gericht würde die Rechtssicherheit und die Gleichbehandlung aller vor dem Gesetz in der Schweiz lebenden Personen gefährden.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit bergen ebenfalls erhebliche Gefahren. Die potentielle Zunahme der Migration und die damit verbundenen Herausforderungen für den Schweizer Sozialstaat und den Arbeitsmarkt dürfen nicht unterschätzt werden. Es ist fraglich, ob die Schweiz die Kapazitäten besitzt, diese Entwicklungen aufzufangen, ohne die soziale Kohäsion und die Funktionsfähigkeit ihrer Institutionen zu gefährden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse keine ausreichenden Garantien für die Wahrung der Schweizer Souveränität und die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems bieten. Eine kritische Prüfung ist unerlässlich, um die langfristigen Konsequenzen für unser Land abzuwägen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz auf. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Anpassungen an die schweizerischen Gegebenheiten würde die Grundsätze der direkten Demokratie und des Föderalismus untergraben. Insbesondere die im Entwurf angedeutete automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, die sich auf die bilateralen Abkommen stützt, ist problematisch.

Das schweizerische Recht, insbesondere das Obligationenrecht, welches durch Artikel 1 des Obligationenrechts (OR) geregelt wird, garantiert die Rechtsicherheit und die Anwendbarkeit des schweizerischen Rechts. Die Einführung von Bestimmungen, die sich primär an unionsrechtlichen Vorgaben orientieren, könnte zu einer Rechtsunsicherheit führen und die Rechtsprechung unnötig verkomplizieren. Artikel 41 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) betont die Subsidiärverantwortung der Kantone. Eine zu starke Harmonisierung durch die Übernahme von EU-Recht würde die kantonalen Kompetenzen und die föderale Struktur der Schweiz gefährden.

Des Weiteren muss die Gefahr einer schleichenden Erosion der parlamentarischen Kontrolle betrachtet werden. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die nicht mehr im üblichen

Gesetzgebungsprozess von National- und Ständerat debattiert und verabschiedet werden, entzieht sich der demokratischen Legitimation. Artikel 166 Absatz 1 BV legt die Zuständigkeit für die Gesetzgebung klar beim Parlament. Eine Verlagerung dieser Kompetenzen an die EU wäre nicht mit den verfassungsmässigen Prinzipien vereinbar.

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt auch Risiken im Hinblick auf die Rechtsprechung. Die Gerichte müssten sich fortan primär mit der Auslegung von unionsrechtlichen Bestimmungen befassen, was die Kohärenz und die Effizienz der schweizerischen Justiz beeinträchtigen könnte. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein hohes Gut der schweizerischen Rechtsordnung, könnte durch die Notwendigkeit der Berücksichtigung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs unter Druck geraten. Es ist unerlässlich, dass die schweizerischen Gesetze weiterhin primär nach dem nationalen Rechtsverständnis und den schweizerischen Bedürfnissen ausgelegt und angewendet werden. Die vorgelegten Ansätze scheinen diese Notwendigkeit zu vernachlässigen und könnten langfristig zu einer Entfremdung von den schweizerischen Rechtsgrundsätzen führen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind angesichts des massiven Drucks, der durch die fortlaufende Ausdehnung dieses Abkommens auf die Schweizer Lohnstrukturen ausgeübt wird, offensichtlich unzureichend und lediglich kosmetischer Natur. Es zeichnet sich eine reale Gefahr der flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus ab, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und bisher äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser bedauerlicherweise aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben.

Die Kontrollmechanismen werden ausserdem geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der angepriesene neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter entpuppt sich als ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht schafft und die Flexibilität von KMU lähmt, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Schliesslich stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im

Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklungen sind zutiefst besorgniserregend und bedürfen einer kritischen Überprüfung.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt eine gefährliche Aufgabe zentraler souveräner Kompetenzen dar und gefährdet die Versorgungssicherheit sowie die Stabilität unserer Energiepreise. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen über ihr eigenes Stromnetz. Dies ist eine Kapitulation vor Brüssel. Die ElCom, einst eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird zur blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Die EU-Beihilfenregeln drohen, das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, existenziell zu gefährden. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, die den traditionellen Einspeisevorrang aushebeln und damit die lokale, dezentrale Energieproduktion benachteiligen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert; die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit entfällt. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) sowie die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage und widerspricht der Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere kritische Infrastruktur und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not dem EU-Regime.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit im Kontext der Beziehungen zur EU gibt Anlass zu gravierenden Bedenken und wirft die Frage auf, ob die vorgeschlagenen Anpassungen im Einklang mit den Interessen der Schweiz und dem Willen des Volkes stehen. Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie in den vorgeschlagenen Gesetzesänderungen zum Ausdruck kommt, stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die dem in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) festgeschriebenen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung klar widerspricht. Der Wille des Souveräns, die Zuwanderung im nationalen Interesse zu gestalten, wird durch diese Regelungen massiv untergraben.

Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren – einer Art "Niederlassung C PLUS" – birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dass dieser Status selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand haben soll, ist aus unserer Sicht unhaltbar und widerspricht dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und der Eigenverantwortung. Dies fördert zudem die Zuwanderung in unsere

Sozialsysteme auf eine Weise, die für ein nicht-EU-Land beispiellos ist. Die Kosten hierfür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, während die EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie nicht zur Wertschöpfung beitragen.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in einer Weise ausgeweitet, die zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen wird. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist eine drastische Erweiterung, die über jede vernünftige Grenze hinausgeht.

Die angepriesene "Schutzklausel" ist aus unserer Sicht reines Augenwischerei. Die Hürden für deren Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je zur Anwendung kommen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies entpuppt sich als Erpressungsmechanismus und nicht als Schutzmassnahme. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig gar automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität.

Die geplanten Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags aus Artikel 121a BV. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und somit eine unannehmbare Kapitulation vor der EU darstellt. Die Anpassungen im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) mit massiv höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein deutliches Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Diese Verschlechterung unserer sozialen und bildungspolitischen Souveränität ist nicht hinnehmbar.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ist höchst bedenklich. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Eisenbahnunternehmen, die lediglich auf den lukrativen Hauptstrecken operieren dürfen, ist nichts anderes als eine staatlich sanktionierte 'Rosinenpickerei'. Sie untergräbt die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Anbieter, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Strecken aufrechtzuerhalten. Dies gefährdet direkt die Qualität und Flächendeckung des öffentlichen Verkehrs, auf den sich die Schweizer Bevölkerung verlässt.

Zusätzlich wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche, also EU-Vorgaben zu beachten, zwingt die Schweiz, sich an von Brüssel diktierten Kriterien zu orientieren, anstatt die für die Schweiz besten Lösungen zu verfolgen. Dies kann zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele.

Die vom Bundesrat angeführte 'Gemeinsame Erklärung' als Schutzmassnahme entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Dieses Prinzip der dynamischen Rechtsübernahme, insbesondere im Hinblick auf Regelungen wie das 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), bedeutet eine schleichende Verlagerung der Steuerungskompetenz über unsere Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen und somit einen weiteren Abbau unserer Souveränität. Die aktuellen Vorschläge gefährden

somit nicht nur den Service public im Landverkehr, sondern höhlen auch langfristig die schweizerische Selbstbestimmung in einem essenziellen Sektor aus.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatlicher Beihilfen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unsere bewährte föderalistische Ordnung dar. Die Praxis, wonach Subventionen und Förderungen primär politische und lokal legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt massiv die Autonomie der Kantone, die ihre bewährte Praxis der eigenständigen Wirtschaftsförderung aufgeben und ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Der Föderalismus wird damit direkt angegriffen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine strukturelle Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht institutionalisiert. Die darin verankerte neue Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) fungiert als eine Art 'Superbehörde' und als verlängerter Arm der EU, deren primäre Aufgabe die Durchsetzung der EU-Kompatibilität und nicht die Wahrung Schweizer Interessen ist. Diese massive Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde widerspricht den Prinzipien der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Die demokratische Kontrolle über diese Instanz ist ungenügend.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Durch die Gewährung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse an die neue Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Ebenso verlieren die Kantone durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht überwacht, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agiert. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontrollmöglichkeit im strategisch wichtigen Luftverkehr verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Insgesamt wird mit der Einführung dieser Regelungen die schweizerische wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU gemacht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies schwächt die Verhandlungsposition der Schweiz erheblich und entzieht dem Parlament die Möglichkeit, über die Verwendung von Steuergeldern in einem Milliardenumfang souverän zu entscheiden.

Der im Rahmen des Abkommens genannte finanzielle Beitrag, anfänglich als Lockvogelangebot präsentiert, birgt durch den verankerten rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus die Gefahr massiv steigender Forderungen der EU. Die Schweiz würde damit ohne Einflussmöglichkeit zur Annahme diktierter Zahlungen gezwungen. Dieser Zustand, die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu etablieren, ohne dafür garantierte Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang zu erhalten, ist inakzeptabel.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) dient der Zementierung dieser Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Artikel 1 KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt und die demokratische Kontrolle über die Ausgaben von Steuergeldern faktisch eliminiert. Statt souveräner Entscheidungsgewalt bleibt nur die Ausführung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die Einbindung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert zudem die Etablierung dieser Abgaben als integralen Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist als irreführend zu werten. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler und umstrittener Zahlungen an die EU. Insgesamt führt die vorgeschlagene Regelung zu einer erheblichen Erosion der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Kontrolle über finanzielle Angelegenheiten, ohne angemessene Gegenleistungen zu bieten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellen eine schleichende, aber unverkennbare Unterwerfung der Schweiz unter das Recht der Europäischen Union dar. Unter dem irreführenden Titel einer vermeintlichen Verbesserung der Lebensmittelsicherheit wird ein umfassendes Integrationsprojekt betrieben, das weit über die reine Gewährleistung von Produktsicherheit hinausgeht. Es droht die vollständige Angleichung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies hat gravierende Konsequenzen für die hochstehenden Produktionsstandards, die Existenzgrundlage bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiderruflich aufs Spiel gesetzt und das Label "Made in Switzerland" massiv entwertet.

Eine inakzeptable politische Erpressung stellt die sogenannte "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung des hier vorliegenden schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockieren. Ebenso gravierend ist die geplante Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben. Dies stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, der Schweizer Betriebe zu reinen Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten sich den komplexen und für ihre Grösse und Struktur unpassenden EU-Vorschriften unterwerfen. Dies ist ein Angriff auf lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards.

Darüber hinaus wird das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein unannehmbarer Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) bieten eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle aus.

Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Auch die Übernahme der

EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Insgesamt handelt es sich um eine bedenkliche schleichende Annexion unserer Gesetzgebung, welche die Schweiz in ihrer Souveränität und der Bewahrung ihrer eigenen Standards massiv einschränkt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Das vorgeschlagene Abkommen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz und die Bewahrung unserer Rechtsordnung sind Anlass zur Skepsis.

Das Prinzip der Souveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), garantiert, dass die Schweiz ihre eigenen Angelegenheiten selbständig regelt. Eine zu enge Anlehnung an EU-Recht könnte dieses Fundament untergraben. Wenn die Schweiz verpflichtet wäre, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass sie darauf Einfluss nehmen kann, würde dies die Entscheidungsfreiheit des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter erheblich einschränken. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Grundsatz der Volkssouveränität.

Ferner sind die potenziellen finanziellen Verpflichtungen, die mit einer solchen Stabilisierung einhergehen könnten, noch unklar. Die Schweizer Steuerzahler dürfen nicht mit zusätzlichen Lasten konfrontiert werden, ohne dass ein klarer und nachvollziehbarer Nutzen für die Schweiz ersichtlich ist. Artikel 41 der Bundesverfassung (BV) nennt die Förderung des Gemeinwohls als Staatsziel. Es stellt sich die Frage, ob eine einseitige Übernahme von EU-Vorgaben tatsächlich dem Schweizer Gemeinwohl dient.

Die Rechtsstaatlichkeit ist ein weiteres zentrales Anliegen. Die Schweiz verfügt über ein hochentwickeltes und unabhängiges Rechtssystem. Die Einführung von EU-Recht, das von Gerichten ausserhalb der Schweiz ausgelegt und angewendet werden könnte, birgt die Gefahr, dass Schweizer Rechtsgrundsätze und die Rechtsprechung des Bundesgerichts, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) dargelegt sind, an Bedeutung verlieren. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Geltung des Schweizer Rechts müssen jederzeit gewährleistet sein.

Die erhoffte "Stabilisierung" der Beziehungen könnte sich als eine schleichende Erosion unserer Unabhängigkeit erweisen. Anstatt einer echten Partnerschaft könnte es sich um eine einseitige Anpassung an die Interessen der EU handeln. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit wahren und sicherstellen, dass zukünftige Abkommen ausschliesslich auf dem Prinzip der gegenseitigen Vorteile und der uneingeschränkten Souveränität basieren. Eine kritische und zurückhaltende Haltung ist angesichts der potenziellen Risiken absolut geboten.

GUILLEMOT Catherine
Place Longemale 2
1262 Eysins

24 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit Européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

GUILLEMOT Catherine

Haymoz Christian
Rue de Corbières 31
1630 Bulle

Bulle, le 24 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

D'autant que sans la double majorité le risque de manipulation du vote en cas de résultat serré est trop grand, la dernière votation sur L'E-id en est la preuve et la confiance en notre démocratie commence à s'effriter.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Haymoz Christian

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Jordan Tobias <jordan.tobias@gmx.ch>
Sent: Freitag, 24. Oktober 2025 07:42
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jordan Tobias (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Jordan Tobias · +46767679709 · jordan.tobias@gmx.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt erhebliche Zweifel an der Wahrung schweizerischer Interessen und der Stärkung unserer Souveränität aufkommen. Vielmehr scheint das Paket in vielen Bereichen eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht zu zementieren, ohne dass dies durch entsprechende Vorteile kompensiert würde. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht ist äusserst problematisch. Die automatische Übernahme von Sekundärrecht der EU, wie sie im institutionellen Abkommen vorgesehen ist, würde die rechtssetzende Gewalt des Schweizer Parlaments de facto aushebeln. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (LawG) verankert ist, welches die Gesetzgebungskompetenz des Bundes darlegt. Die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Gesetze im Interesse ihrer Bevölkerung zu gestalten, würde massiv eingeschränkt. Darüber hinaus birgt die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche Gefahren für die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, selbst in Bereichen, die nicht explizit durch ein Abkommen abgedeckt sind, würde die Autonomie unserer Gerichte untergraben. Artikel 167 der Schweizerischen Bundesverfassung schützt die richterliche Unabhängigkeit. Die faktische Vorrangigkeit der EuGH-Urteile würde diese verfassungsrechtliche Garantie aushöhlen und die Möglichkeit einschränken, dass Schweizer Gerichte Recht im Einklang mit den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz anwenden. Die angeblichen wirtschaftlichen Vorteile des Pakets erscheinen angesichts dieser Souveränitätsverluste fragwürdig. Die Anpassung an ständig neue EU-Regulierungen verursacht nicht nur erhebliche Kosten für die Schweizer Wirtschaft, sondern zementiert auch eine Abhängigkeit, die unsere Verhandlungsposition gegenüber der EU schwächt. Die Garantie des freien Warenverkehrs, welche die EU als Hauptargument anführt, darf nicht auf Kosten unserer politischen Autonomie erkauft werden. Zusammenfassend lässt sich

sagen, dass das vorliegende Paket nicht die notwendige Balance zwischen Zusammenarbeit und Souveränität wahrt. Es birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung und der Erosion unserer demokratischen Prinzipien, ohne klare und substanzielle Gegenleistungen für die Schweiz. Es ist daher dringend geboten, eine Neubewertung vorzunehmen und die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz kritisch zu hinterfragen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Tragweite und der potenziellen Auswirkungen einer tieferen Integration mit der Europäischen Union, insbesondere im Hinblick auf die inländische Umsetzung. Es ist unsere Pflicht, kritisch zu hinterfragen, ob die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit unseren fundamentalen rechtlichen Prinzipien und nationalen Interessen stehen. Die geplante Übernahme von EU-Rechtspositionen birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität. Insbesondere die Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Zusammenarbeit mit der Europäischen Union vom 16. Dezember 2005 (EuG) bedürfen einer genauen Prüfung. Artikel 2 EuG, der die Grundlage für die Übernahme von Sekundärrecht schafft, muss im Lichte einer restriktiven Auslegung betrachtet werden, um eine unkontrollierte Übernahme von Rechtstexten zu verhindern, die unseren spezifischen Bedürfnissen und unserer Rechtsordnung nicht angemessen sind. Die Gefahr, dass schweizerisches Recht de facto von Brüssel diktiert wird, ist akut und muss mit aller Kraft abgewehrt werden. Weiterhin sind die Auswirkungen auf die Rechtsgleichheit und den Rechtsschutz im Inland nicht zu unterschätzen. Die Einführung von Rechtsnormen, deren Auslegung und Anwendung primär durch europäische Gerichte geprägt ist, kann zu einer Rechtsunsicherheit für Schweizer Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen führen. Das Prinzip der Rechtsgleichheit, verankert im Artikel 4 der Bundesverfassung, könnte tangiert werden, wenn schweizerische Gerichte gezwungen sind, Rechtsprechung anzuwenden, die nicht im Einklang mit der schweizerischen Rechtskultur steht. Es darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die fortlaufende Angleichung an EU-Recht die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigt, auf nationale Herausforderungen mit massgeschneiderten Lösungen zu reagieren. Die Flexibilität, die durch Artikel 120 der Bundesverfassung gewährleistet wird, um die Interessen der Schweiz auf internationaler Ebene zu wahren, könnte durch eine zu starke Bindung an EU-Regime erheblich eingeschränkt werden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, eigenständige Aussen- und Sicherheitspolitik zu betreiben, wenn die wirtschaftliche Integration zu einer politischen und rechtlichen Abhängigkeit führt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vernehmlassung eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordert. Die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Souveränität, die Rechtsgleichheit und die Gestaltungsfreiheit der Schweiz dürfen nicht ignoriert werden. Es ist von grösster Bedeutung, dass die nationalen Interessen und die grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung bei jeder Form der Zusammenarbeit mit der EU stets Priorität geniessen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem Label der Sicherheit, stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' dar. Dies bedroht nicht nur unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist unter diesen Bedingungen unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an oft deutlich tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem qualitativen Rückschritt und entwertet das Label 'Made in Switzerland'. Die Produktion nach denselben, weniger strengen Kriterien wie in der EU, untergräbt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Integration des EU-Lebensmittelrechts durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette einer für die Schweiz unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten Regulierung. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen zur Aufgabe zwingen wird. Unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft werden somit direkt angegriffen. Zusätzlich zur erdrückenden Bürokratie stellt die geforderte Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren und gesellschaftlich breit abgestützten Regeln werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet. Ebenso gefährlich ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen offen missachtet. Besonders bedenklich sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG). Diese gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle in einem zentralen Politikbereich massiv schwächt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und nimmt der Schweiz die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System die Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Das gravierendste Problem stellt jedoch die sprichwörtliche 'Guillotineklausel' dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Hinzu kommt der unannehmbare Eingriff in unsere Souveränität durch die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben. Unsere Landwirtschaft und unsere Lebensmittelsicherheit werden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Staatliche Beihilfen

Wir äussern erhebliche Bedenken gegen die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen. Die geplante Unterstellung unserer Subventionspraxis unter ein starres EU-Kontrollregime bedroht die bewährte und demokratisch legitimierte Förderpolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden. Diese Massnahmen, insbesondere die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), stellen einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Sie institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und höhlen die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch das neue System massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) verschärft dies dramatisch. Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Entscheidungen können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG und Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und verletzt die Prinzipien des Föderalismus. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, stellt eine gefährliche Machtkonzentration dar. Diese 'Superbehörde' agiert als 'verlängerter Arm der EU', deren Entscheidungen primär der Kompatibilität mit EU-Recht dienen und nicht mehr den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Insbesondere die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG beraubt uns der nationalen Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Darüber hinaus ist die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz durch den Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) besorgniserregend. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Bürger potenziellen Preissteigerungen ungeschützt gegenüberstehen. Diese Änderungen führen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, machen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebeln die nationale Steuerungshoheit aus.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen bezüglich des finanziellen Beitrags an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf, welche die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz in Frage stellen. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung ist äusserst problematisch. Dies stellt de facto eine Zwangsabgabe dar, die dem Parlament seine budgetäre Entscheidungsfreiheit entzieht. Der im Rahmen des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) festgelegte initiale Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der

Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert dadurch jegliche Möglichkeit, solchen Forderungen entgegenzutreten und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Beträge zu leisten. Dies bedeutet, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht wird, ohne dass konkrete Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert werden. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Beiträge geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv untergräbt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich die Ausführung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine formale Aufnahme; sie signalisiert die Akzeptanz dieser Zahlungen als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung und schwächt die nationale Kontrolle über die Finanzen. Zusätzlich ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und ihnen eine scheinbar noble Fassade zu geben. Insgesamt stellen die vorgeschlagenen Regelungen einen bedenklichen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die parlamentarische Kontrolle dar, der primär die Kosten für die Schweiz erhöht und nur geringen greifbaren Nutzen mit sich bringt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und des Arbeitnehmerschutzes äusserst bedenklich. Die als Lohnschutzmassnahmen bezeichneten Regelungen erscheinen eher als kosmetische Eingriffe, die den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, hervorgerufen durch die uneingeschränkte Ausweitung der Personenfreizügigkeit, kaum zu kompensieren vermögen. Vielmehr besteht die Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer im mittleren und unteren Einkommenssegment. Es ist alarmierend zu beobachten, wie anstatt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, dieser durch EU-Standards aufgeweicht und in seiner Effektivität beschnitten wird. Die neuen Regelungen sind vordergründig bürokratischer, doch die Kernbotschaft ist eine Schwächung der bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt unweigerlich jene ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping und Ausbeutung setzen. Die beschriebene Schwächung der Kontrollmechanismen ist ein gravierendes Problem. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies führt unweigerlich zu einer reduzierten Anzahl an Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist nichts anderes als ein vergiftetes Geschenk. Er etabliert eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die notwendige

Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das eigentliche Problem des Lohndrucks substanziell zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Platzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch enger an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklungen sind in ihrer Gesamtheit geeignet, die schweizerische Rechtsordnung nachhaltig zu schwächen und die wirtschaftliche Grundlage unseres Landes zu gefährden.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt einen gravierenden Eingriff in die Souveränität der Schweiz dar und gefährdet die Grundfesten unserer Energieversorgung. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, welche das StromVG in Art. 4a ff. vorsieht, macht die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer, der Kostentragungspflichten auferlegt bekommt, ohne dabei ein Mitspracherecht zu besitzen. Entscheidungen über unser Stromnetz werden damit in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Regulierung markiert. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk» degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Erschwerend kommt hinzu, dass die EU-Beihilfenregeln, wie sie in den vorgeschlagenen Änderungen des Energiegesetzes (EnG) neu Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG Berücksichtigung finden, das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, existenziell bedrohen. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Einschränkung des Einspeisevorrangs geschwächt. Die lokale und dezentrale Energieproduktion, die für die Versorgungssicherheit unerlässlich ist, wird dadurch benachteiligt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem 1a. Kapitel des StromVG ist ein hochriskantes Experiment, das die Versorgungssicherheit dem freien Markt opfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise

Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Es entsteht eine unklare Verantwortungslage, weder der Markt noch die EU kann eine klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, die die Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW senkt, stellt einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar und schwächt die wirtschaftliche Grundlage kleiner Produzenten. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere kritische Infrastruktur unnötigerweise den EU-Regeln. Dies alles führt zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze und untergräbt die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Tragweite und ihren potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Souveränität und unsere Sozialsysteme äusserst besorgniserregend. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht in direktem Widerspruch zum klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren «Niederlassung C PLUS», stellt eine erhebliche Bedankung für Zuwanderer dar und birgt erhebliche Risiken für unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern eröffnet Tür und Tor für eine unkontrollierbare Zuwanderungswelle und die damit verbundenen Kosten, die ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die im Vertragspaket verankerte «Schutzklausel» entpuppt sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv formuliert, dass ihre Wirksamkeit in der Praxis ausgeschlossen werden kann. Die Drohung der EU mit Strafmassnahmen bei Inanspruchnahme dieser vermeintlichen Klausel entlarvt sie als ein Instrument des Drucks und der Erpressung, nicht als eine wirkliche Schutzmassnahme für die Schweiz. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der «Integrationsmethode» bedeutet eine faktische Entmachtung unseres Parlaments und unseres Volkes. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich würden unwidersprochen übernommen, was eine unannehmbare Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität darstellt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit von Sozialhilfe. Dies ist eine bewusste Missachtung unseres Verfassungsauftrags zur Steuerung der Zuwanderung. Die massiv erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Es ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun

auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger ein. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis) und im Medizinalberufegesetz (Art. 15, 35) ersetzt unsere bewährte Qualitätsprüfung durch einen EU-Mechanismus, der unsere hohen Standards und die Patientensicherheit gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Kapitulation vor der EU darstellen und unsere nationale Souveränität, unsere Sozialsysteme und unsere direkten demokratischen Rechte erheblich gefährden. Es ist eine bedauerliche Entwicklung, die den Interessen der Schweizer Bevölkerung zuwiderläuft.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die Souveränität unseres Landes. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu Art. 40ater EBG, ist ein Frontalangriff auf die finanzielle Basis und die flächendeckende Versorgung durch den öffentlichen Verkehr. Ausländische Anbieter, oft staatlich subventioniert, werden sich die profitabelsten Strecken herauspicken, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit des Service public und bedroht dessen Qualität und Umfang für die Bürgerinnen und Bürger. Zudem ist die "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates keinerlei rechtliche Absicherung, sondern eine Beruhigungspille ohne Substanz. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen des EU-Rechts, was unsere Souveränität im Bahnverkehr langfristig aushöhlt. Die Schweiz würde schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur aufgeben und künftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zentralen EU-Stellen unterwerfen. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Anwendung des EU-Beihilferechts bedroht zudem bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial. Diese könnten als unzulässig eingestuft werden, was direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung hätte. Die vermeintlichen Vorteile dieses Abkommens werden durch die massiven Risiken für unseren Service public und unsere Souveränität bei weitem überschattet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Gefahren für die Souveränität und das Wohl der Schweiz. Es ist zwingend erforderlich, die nationalen Interessen zu wahren und die in der Bundesverfassung verankerten Grundsätze nicht zu kompromittieren. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Kontrolle. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Kooperation mit der Europäischen Union (SR 183.1) garantiert, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrnimmt. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die vorgeschlagene Stabilisierung angedeutet wird, steht im Widerspruch zu diesem Prinzip. Es ist nicht nachvollziehbar, wie eine "Stabilisierung" erreicht werden kann, wenn sie auf Kosten der rechtsstaatlichen Autonomie geht. Das Schweizer Recht, einschliesslich der Verfassung und der Gesetze, müsste gegebenenfalls angepasst werden, um eine solche Übernahme zu ermöglichen. Dies würde einen gefährlichen Präzedenzfall schaffen und die Tür für weitere, möglicherweise noch weitergehende Zugeständnisse öffnen. Das Prinzip der direkten Demokratie, ein Eckpfeiler des schweizerischen politischen Systems, würde ausgehöhlt, wenn Entscheide, die das Leben der Bürgerinnen und Bürger direkt betreffen, von einer externen Autorität getroffen werden, ohne dass das Volk oder seine Vertreter ein Mitspracherecht haben. Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls bedenklich. Während der Zugang zum EU-Binnenmarkt verlockend erscheint, dürfen die Kosten für die Schweizer Wirtschaft nicht unterschätzt werden. Die Anpassung an EU-Normen und -Regulierungen kann zu erheblichen zusätzlichen Kosten für Unternehmen führen und ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Das revidierte Bundesgesetz über die internationalen Organisationen (SR 193.1) betont die Notwendigkeit, dass die Schweiz ihre Interessen in internationalen Gremien wahrnimmt. Eine bloße Akzeptanz von EU-Vorgaben, ohne substantielle Verhandlungsmacht, steht diesem Ziel entgegen. Die Stabilität der Beziehungen zur EU sollte nicht auf Kosten der schweizerischen Unabhängigkeit erkauft werden. Vielmehr bedarf es einer sorgfältigen Prüfung jedes einzelnen Vorschlags unter dem strengen Gesichtspunkt der nationalen Interessen und der verfassungsrechtlichen Prinzipien. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagene "Stabilisierung" tatsächlich eine nachhaltige und für die Schweiz vorteilhafte Lösung darstellt, oder ob sie vielmehr die Schweiz in eine Abhängigkeit treibt, die ihre Handlungsfähigkeit langfristig einschränkt. Die Bürgerinnen und Bürger verdienen eine transparente und kritische Auseinandersetzung mit den weitreichenden Konsequenzen solcher Abkommen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und rechtsstaatlicher Prinzipien auf. Insbesondere die im Entwurf vorgesehenen Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht und die Einbindung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) sind äusserst problematisch. Die sukzessive Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Eckpunkten des

Abkommens angedeutet wird, untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Indem das Parlament und die Regierung gezwungen wären, EU-Recht ohne substanzielle Anpassungsmöglichkeiten zu übernehmen, würde die Möglichkeit des Schweizer Volkes, seine Gesetze auf demokratischem Weg zu gestalten und zu kontrollieren, massiv beschnitten. Dies widerspricht auch der in Artikel 164 BV festgelegten parlamentarischen Gestaltungsfreiheit und Unabhängigkeit. Die geplante Einbindung des EuGH als letztinstanzliche Auslegungsinstanz für die vereinbarten Abkommen stellt eine klare Verletzung der bundesstaatlichen Struktur und der Gewaltenteilung dar, wie sie in den Artikeln 164 ff. BV und 188 BV (Rechtsbindung) vorgesehen ist. Die Schweizer Gerichte wären in ihrer richterlichen Unabhängigkeit und der eigenständigen Auslegung des nationalen Rechts massiv beeinträchtigt. Eine solche Unterordnung unter ausländisches Recht, insbesondere wenn es um die Auslegung von Verträgen geht, die potenziell tiefgreifende Auswirkungen auf das schweizerische Rechtssystem haben, ist nicht hinnehmbar. Des Weiteren ist die finanzielle Komponente, die mit der Übernahme von EU-Recht und der Teilnahme an EU-Programmen einhergeht, kritisch zu hinterfragen. Ohne klare Garantien für eine faire Gegenleistung und eine transparente Verwendung der Mittel, besteht die Gefahr einer einseitigen finanziellen Belastung der Schweiz. Die im Rahmen des Abkommens angestrebte Regelung der Personenfreizügigkeit muss im Lichte des Artikels 121a BV, welcher die Zuwanderung im nationalen Interesse regelt, und der damit verbundenen flankierenden Massnahmen einer eingehenden Prüfung unterzogen werden, um negative Auswirkungen auf den schweizerischen Arbeitsmarkt zu verhindern. Die vorliegenden Ergebnisse genügen den Kriterien einer souveränen und rechtsstaatlichen Schweiz nicht. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die demokratischen Prinzipien, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz wirksam zu schützen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Urs Lechner (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Urs Lechner · 0796840483 · urslech@icloud.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf legislative Entscheidungen der EU Einfluss nehmen kann, stellt eine beispiellose Aushöhlung unserer demokratischen Prinzipien dar. Die Verpflichtung zur dynamischen Rechtsübernahme, wie sie in Artikel 12 des Institutionsabkommens vorgesehen ist, widerspricht fundamental dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Wir würden uns einer ständigen Flut von Gesetzen unterwerfen, deren Entstehung und Inhalt wir nicht mitbestimmen können.

Diese Abhängigkeit ist nicht nur politisch bedenklich, sondern auch rechtlich problematisch. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) im Rahmen dieses Abkommens über die Auslegung des übernommenen EU-Rechts entscheidet, greift tief in die Kompetenzen unserer eigenen Gerichte ein. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 BV, der die Gerichte verpflichtet, das Schweizer Recht anzuwenden. Die Suprematie von EU-Recht, wie sie implizit durch die Zuständigkeit des EuGH geschaffen würde, kann und darf nicht akzeptiert werden, da sie die nationalstaatliche Rechtsordnung untergräbt.

Die wirtschaftlichen Vorteile, die von Befürwortern ins Feld geführt werden, erscheinen angesichts der aufgezeigten Nachteile fragwürdig. Die angeblichen Erleichterungen für den Marktzugang könnten schnell durch eine Verschlechterung der Wettbewerbsbedingungen für Schweizer Unternehmen erkauft werden, die sich an EU-Normen halten müssen, ohne im Gegenzug die Möglichkeit zu haben, die Entwicklung dieser Normen mitzugestalten. Zudem ist die Stabilität des Finanzplatzes Schweiz durch die drohende automatische Übernahme von Finanzmarktregulierungen gefährdet, was die Eigenständigkeit unserer Finanzmarktpolitik untergraben würde.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre rechtsstaatlichen Grundlagen wahrt. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse stehen diesem Anspruch in fundamentaler Weise entgegen. Eine Annahme solcher Vereinbarungen würde bedeuten, dass die Schweiz faktisch zu einem Anhängsel der EU degradiert würde, mit allen negativen Konsequenzen für unsere Souveränität, unsere Demokratie und unsere Rechtsordnung. Es bedarf einer kritischen Neubewertung dieser Ergebnisse unter strikter Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer Verfassungsgrundsätze.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Die Beibehaltung oder gar Ausweitung des freien Personenverkehrs, wie er in der bilateralen Personenfreizügigkeitsabkommen (FZA) verankert ist, steht im fundamentalen Widerspruch zu den verfassungsrechtlichen Bestrebungen der Schweiz, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Insbesondere Artikel 121a der Bundesverfassung, der die gesteuerte Zuwanderung vorsieht, wird durch fortgesetzte Verpflichtungen zur Personenfreizügigkeit ausgehöhlt. Die Schweiz würde sich erneut in eine Abhängigkeit von EU-Recht begeben, ohne dabei ein Mitspracherecht zu besitzen.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie bei einem solchen Abkommen impliziert wäre, widerspricht dem Prinzip der rechtsstaatlichen Volkssouveränität, das in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung würde die Kontrolle über ihre Gesetzgebung verlieren, da sich die Schweiz verpflichten würde, EU-Richtlinien und -Verordnungen in ihr nationales Recht zu überführen, ohne dass diese dem demokratischen Prozess unterworfen wären. Dies untergräbt die Möglichkeit, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz entsprechen.

Ferner ist zu befürchten, dass eine engere Anbindung an die EU zu einer Erosion der wirtschaftlichen Autonomie führen könnte. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen, beispielsweise im Bereich der Binnenmarktregulierung, könnte schweizerische Unternehmen benachteiligen oder ihnen die Flexibilität nehmen, innovative Geschäftsmodelle zu entwickeln. Die Schweiz würde sich dem Wettbewerbsdruck der EU aussetzen, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft in Bezug auf Entscheidungsgewalt und Gestaltungsmöglichkeiten zu geniessen.

Die juristische Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) durch die Übernahme des FZA und potenzieller weiterer Abkommen würde die Kompetenzen der Schweizer Gerichte massiv einschränken. Entscheidungen des EuGH müssten in der Schweiz angewendet werden, selbst wenn sie im Widerspruch zu nationalen Rechtsauffassungen stehen. Dies beeinträchtigt die rechtsstaatliche Unabhängigkeit und die Möglichkeit der Schweiz, ihre eigenen rechtlichen Standards zu definieren und durchzusetzen, was ein Kernbestandteil der schweizerischen Souveränität ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU keine echte Stärkung der schweizerischen Position darstellt, sondern vielmehr eine schrittweise Untergrabung unserer verfassungsmässigen Ordnung und Souveränität bedeutet. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und keine Abkommen eingeht, die ihre Fähigkeit zur autonomen Gesetzgebung und Rechtsgestaltung beeinträchtigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz ernsthaft gefährden. Die pauschale Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und Kontrolle untergräbt die demokratische Legitimation und die Fähigkeit des Schweizer Volkes, seine Gesetze selbst zu gestalten.

Besonders bedenklich ist die potenzielle Erosion der direkten Demokratie. Das Schweizer Modell basiert auf der Volkssouveränität, die es dem Bürger ermöglicht, Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen. Die Übernahme von EU-Recht, das nicht dem Schweizer Gesetzgebungsprozess unterliegt und oft auf komplexen Verordnungen beruht, die in Brüssel verabschiedet werden, entzieht den

Bürgern diese Möglichkeit. Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassungs (BV) garantiert die Volkssouveränität. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht könnte diesen Artikel faktisch aushebeln, da die Bürger nicht mehr über die Inhalte mitbestimmen könnten, die ihr tägliches Leben regeln.

Weiterhin bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen auf die schweizerische Rechtspflege und die Unabhängigkeit der Gerichte. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des neuen Abkommens muss kritisch hinterfragt werden. Eine Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen vorgesehen ist, würde die Autonomie der schweizerischen Gerichte massiv einschränken. Artikel 188a der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung an das Recht. Wenn das letzte Wort in Rechtsfragen zukünftig in Luxemburg gesprochen wird, könnte dies die Grundfesten dieses Verfassungsartikels erschüttern. Die schweizerischen Richter wären gezwungen, Urteile zu fällen, die nicht ausschliesslich auf schweizerischem Recht basieren, sondern die Auslegung des EuGH berücksichtigen müssen. Dies widerspricht dem Prinzip der nationalen Rechtsbindung und der richterlichen Autonomie.

Die Bedenken bezüglich der Arbeitsbedingungen sind ebenfalls gravierend. Während die EU-Harmonisierung auf dem Papier eine Verbesserung darstellen mag, birgt die verpflichtende Übernahme von EU-Richtlinien das Risiko einer pauschalen Angleichung, die den spezifischen Bedürfnissen und Schutzstandards der Schweiz nicht Rechnung trägt. Artikel 114 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) schützt die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Es ist unklar, ob die übernommene EU-Gesetzgebung den schweizerischen Schutz aufrechterhält oder potenziell schwächt, insbesondere wenn es um soziale Errungenschaften geht, die über EU-Standards hinausgehen. Ohne klare Mechanismen zur Anpassung an die schweizerische Realität besteht die Gefahr einer Verschlechterung der Arbeitsbedingungen oder einer Beeinträchtigung der Lohnpolitik.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU eine Reihe von grundlegenden Bedenken aufwirft, die eine sorgfältige und kritische Prüfung erfordern. Die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsaufgabe und einer Untergrabung der direkten Demokratie sowie der richterlichen Unabhängigkeit sind so gravierend, dass eine generelle Ablehnung dieses Pakets im Interesse der Schweiz und ihrer Bürger dringend in Erwägung gezogen werden sollte.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zeugt von einer gefährlichen Verengung des Fokus auf die reine Umsetzung von EU-Recht, wobei die souveräne Gestaltungsfähigkeit des Schweizer Gesetzgebers massiv untergraben wird. Es ist besorgniserregend zu beobachten, wie die Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Eigenständigkeit in den Hintergrund gedrängt werden, zugunsten einer blinden Übernahme von Vorschriften, die primär den Interessen der Europäischen Union dienen.

Wir lehnen die pauschale und unkritische Übernahme von EU-Recht vehement ab. Insbesondere Artikel 4 der Bundesverfassung (BV) betreffend die Souveränität und die Legitimation der staatlichen Gewalt wird durch solche Vorgänge tangiert. Die Art und Weise, wie die Vorlage die Notwendigkeit einer angepassten Umsetzung formuliert, lässt befürchten, dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger weiterhin vor vollendete Tatsachen gestellt werden, ohne die Möglichkeit, auf die entscheidenden Inhalte Einfluss zu nehmen. Dies widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben von Artikel 34 Absatz 2 BV, welcher die Grundrechte und ihre Schranken an die Bedingung knüpft, dass sie in den für die Rechtsanwendung massgebenden Vorschriften enthalten sein müssen und die rechtsanwendenden Organe im Rahmen des Gesetztes handeln. Eine solche indirekte Übernahme von Recht birgt die Gefahr, dass die rechtsanwendenden Organe sich auf angepasste EU-Vorschriften berufen, deren legislative und demokratische Legitimationskette im Inland unvollständig ist.

Wir sehen zudem die Gefahr, dass durch die detaillierte und oft kleinteilige Umsetzung von EU-Richtlinien und -Verordnungen die Kohärenz und die Zweckmässigkeit der Schweizer Rechtsordnung gefährdet werden. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Freiheit des Rechtsverkehrs und die Anwendung des schweizerischen Rechts. Die unreflektierte Anpassung an EU-Normen könnte die Stabilität und Vorhersehbarkeit des hiesigen Rechtssystems beeinträchtigen und zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, die sich mit einer immer komplexeren und teils widersprüchlichen Rechtslandschaft auseinandersetzen müssen. Die Vorlage lässt vermissen, wie eine sorgfältige Prüfung der Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen im Einzelnen stattfinden soll. Die damit verbundenen Kosten und administrativen Belastungen für die Schweiz werden ebenfalls unzureichend beleuchtet.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards und die Existenzgrundlage unserer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine ausgewogene Angleichung, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, das in weiten Teilen auf Massenproduktion und niedrigere Standards ausgerichtet ist.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch strenge nationalen Vorschriften und das Label 'Made in Switzerland' gestützt wird, ist unmittelbar in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie auch durch die angepassten Artikel im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und die Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung erzwungen wird, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet einen unserer wichtigsten Wettbewerbsvorteile. Unsere oft strengeren und bewährten nationalen Tierschutzvorschriften werden zugunsten von EU-Standards aufgegeben, was einen klaren Rückschritt für den Tierschutz und einen unannehmbaren Souveränitätsverlust bedeutet.

Die sprichwörtliche Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Sie nimmt der Schweiz jede Möglichkeit, souverän zu entscheiden und blockiert jegliche zukünftige Kurskorrektur. Ebenso gravierend ist die geplante Einführung von EU-Inspektoren, die Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten sollen. Dies ist ein direkter Eingriff in unsere Souveränität und macht unsere Produzenten zu Objekten ausländischer Behörden.

Die beispiellose Welle der Bürokratie, die mit der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und der Übernahme der EU-Verordnungen droht, wird insbesondere kleine und mittlere Betriebe sowie lokale Traditionen zerstören. Die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften werden viele zur Aufgabe zwingen und unsere kulinarische Identität gefährden. Das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren, was einen klaren Missacht des Volkswillens darstellt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Auch der Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Schliesslich stellt die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1) einen gefährlichen Kontrollverlust in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung dar. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist eine Gefährdung unserer Lebensmittelsicherheit, unserer Standards und unserer Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bedauerlicherweise nicht geeignet, den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen abzufedern. Vielmehr handelt es sich um kosmetische Korrekturen, die eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht verhindern können. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was vornehmlich ausländischen Unternehmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden dabei signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Änderungen sind daher höchst bedenklich und gefährden die hiesigen Arbeitsstandards und die schweizerische Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregeln stellt einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität der Schweiz dar. Mit der institutionellen Einbindung in die Aufsichtsstrukturen der EU, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem reinen Nutznießer fremder Entscheidungen, ohne Mitspracherecht, aber mit der vollen Kostenlast. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für unzureichend demokratisch legitimiertes EU-Recht. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, an schweizerische Bedürfnisse angepassten Energieregulierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) vorsehen.

Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, läuft Gefahr, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft zu werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Energieversorgungsstrukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG). Es stellt sich die dringende Frage, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernimmt, wenn weder der Markt noch die EU diese gewährleistet. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer.

Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und damit höheren Strompreisen für Schweizer KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der „freie Markt“ nicht deckt, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Dies ist insbesondere vor dem Hintergrund der Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und der massiven Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) bedenklich. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität bei der Steuerung unserer Stromnetze weiter beschneidet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die bisherige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden Subventionen als legitime politische Instrumente zur Förderung regionaler Anliegen, der Kultur, des lokalen Gewerbes oder des Service public einsetzen, soll durch ein starres, technokratisches EU-Regime ersetzt werden. Dies bedeutet eine Abkehr von demokratisch legitimierten Entscheiden hin zu einer zentralisierten Kontrolle durch Brüssel, die unsere eigene Gestaltungsfreiheit massiv einschränkt.

Die Schaffung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG) mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO als "verlängerter Arm der EU" ist äusserst besorgniserregend. Diese neue Instanz, wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige "Superbehörde" ist ungenügend, und ihre Entscheidungen werden die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Die Kantone verlieren durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ihre Verfahrensautonomie. Ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der neuen Beihilfebehörde vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG gekippt werden. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und ist eine inakzeptable Aushöhlung ihrer Autonomie. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung und schwächt föderalistische Strukturen.

Die Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch dieser Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt wird. Ferner ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht nur die bewährte Praxis der Subventionierung in der Schweiz zunichtemachen, sondern auch die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränken und die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaates und unserer föderalistischen Ordnung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, wirft gravierende verfassungs- und völkerrechtliche Bedenken auf. Anstatt einer freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste der Solidarität, wie sie bisher Praxis war, wird eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht geschaffen. Diese Umwandlung in eine quasi-Zwangsabgabe gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) entzieht dem Schweizer Parlament die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen und damit

ein wichtiges politisches Druckmittel gegenüber der Europäischen Union. Die Festlegung eines anfänglichen Betrags von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als blosses Lockangebot. Es ist abzusehen, dass dieser Mechanismus zu einer unweigerlichen Steigerung der Forderungen führen wird, der die Schweiz nicht mehr ablehnen kann. Wir werden de facto zu einer Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht oder Mitspracherecht bei der Verwendung dieser Gelder.

Die Einführung des KoBG per se ist problematisch. Gemäss Art. 1 KoBG zementiert dieses Gesetz die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und höhlt dessen Budgethoheit aus. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die dem föderalistischen Prinzip und der direkten Demokratie entspricht, findet lediglich die Implementierung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen mit der EU (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, signalisiert eine tiefgreifende Verankerung dieser Abgaben in unserer Rechtsordnung, was eine dauerhafte finanzielle Abhängigkeit und Unterordnung unter europäische Vorgaben impliziert.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der renommierte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Dies untergräbt die Integrität unserer humanitären Aussenpolitik und dient primär dazu, die umstrittene finanzielle Beteiligung ohne klare Gegenleistungen oder verbesserte Marktzugänge zu rechtfertigen. Wir bezahlen somit für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweiz mit sich bringt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefe Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit mit der EU. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie im vorliegenden Vertragspaket vorgesehen ist, führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit und steht im eklatanten Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV sowie zum klaren Willen des Schweizer Souveräns.

Insbesondere die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts», das bereits nach fünf Jahren anstelle der bisherigen zehn Jahre gewährt wird, ist äusserst problematisch. Dieses de facto unentziehbare «Niederlassungsrecht C PLUS» birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Befürchtung ist gross, dass Kriminelle oder Personen mit dauerhaftem Sozialhilfebezug ihr Aufenthaltsrecht faktisch nicht mehr verlieren können.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen erheblich gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden in letzter Konsequenz von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die im Vertragspaket enthaltene sogenannte «Schutzklausel», wie sie in Artikel 21b des revidierten Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) angelegt ist, entpuppt sich als reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum zur Anwendung kommen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu aktivieren, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einer echten Schutzmassnahme degradiert.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten «Integrationsmethode» höhlt unsere direkte Demokratie gravierend aus. Das Schweizer Parlament

und das Volk werden faktisch entmachtet, künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen zu können. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei Abhängigkeit erheblich. Dies ist eine Missachtung des Verfassungsauftrags gemäss Artikel 121a BV und eine Aushöhlung unserer Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und schwächt unsere sozialpolitische Souveränität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Kapitulation vor der EU darstellen, die unsere Souveränität untergräbt und erhebliche finanzielle sowie soziale Lasten für die Schweiz mit sich bringt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere Souveränität. Die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Basis und die operative Grundlage der SBB sowie anderer konzessionierter Transportunternehmen dar. Diese Öffnung erlaubt es ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativen Hauptverkehrsachsen zu konzentrieren, was als reine «Rosinenpickerei» zu werten ist. Dies hinterlässt die nationalen Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Grundversorgung unverzichtbaren Nebenstrecken. Die Konsequenz ist eine Aushöhlung des Service public, der ja gerade durch sein umfassendes Angebot gekennzeichnet ist.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene «Gemeinsame Erklärung» vermag die gravierenden Nachteile nicht zu kompensieren. Ihre rechtliche Verbindlichkeit ist fraglich und bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen. Die Sorge, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials unter dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist nicht von der Hand zu weisen und bedroht unmittelbar die Qualität und den Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung.

Zudem wird durch die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss neuem Artikel 32a Absatz 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich eingeschränkt. Anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, wie sie beispielsweise bei der Einführung von Regulierungen zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM) zu befürchten ist, verlagert nationale Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen zunehmend an zentrale EU-Stellen. Dieses Abkommen stellt eine bedenkliche Abgabe von Souveränität dar, deren langfristige Konsequenzen für die schweizerische Verkehrspolitik und die Qualität des öffentlichen Verkehrs nicht unterschätzt werden dürfen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Pius Merz (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Pius Merz · pius.merz@datazug.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angestrebten Verträge mit der EU sind vollkommen sinnlos. Die Vorteile sind bereits durch andere Abkommen gegeben und die Nachteile sind zahlreich und so gravierend, dass es gar keinen Vorteil geben könnte, der diese aufwiegt. Die EU fährt gerade ihre Wirtschaft herunter und macht jede Gegenwehr mit endlosen Vorschriften Regulatorien unmöglich, so dass mehr und mehr Betriebe der EU den Rücken zuwenden. Die geplante Übernahme von EU-Recht und von Sekundärrecht der EU, widerspricht nicht nur fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist, sondern sie würde auch die KMUs und sämtliche Grosskonzerne in die gleiche Abwärtsspirale führen, wie sie gerade in der EU um sich greift und alles in den Untergang zerrt. Das Ziel, die Schweizer Bevölkerung ihrer Mitbestimmungsrechte zu berauben, indem Gesetze ohne eigene parlamentarische Debatte und Zustimmung in Kraft treten, ist moralisch verwerflich, wenn man hier nicht sogar von Landesverrat reden sollte. Mit Demokratie hat das nichts mehr zu tun. Dass uns das Lausbubentrickli einiger weniger, die am EU-Pfropf hängen, auch noch Riesenbeträge aus den Taschen zieht, lässt diese Papiere eher wie einen Raubzug für Dumme, als einen Vertrag erscheinen. Die geplante Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls ein gravierendes Problem. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, selbst in den wichtigsten Bereichen der Schweizerischen Gesetzgebung, stellt einen erheblichen Eingriff in die schweizerische Rechtsordnung dar. Und auch hier zeigt sich schon wieder ein Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist und macht uns Schweizer zu Marionetten, wenn nicht sogar Zombies, in Anbetracht des Gesundheitsabkommens, dass uns alle die schädlichen Injektionen der Vorjahre für immer sicher werden. Ohne richterliche Unabhängigkeit und die Wahrung der nationalen Gerichtsbarkeit ist die Schweiz gar kein Staat mehr, sondern eine europäische Kolonie. Schweizer Demokratie und die Glaubwürdigkeit unseres Rechtssystems wären damit am Ende. Abschliessend lässt sich sagen, dass keine Rede von Stabilisierung sein darf, da die Schweizer Souveränität und demokratische Prinzipien komplett demontiert würden. Die wirtschaftlichen und rechtlichen Risiken sind erheblich, die Eintrittswahrscheinlichkeit gewiss. Der Alleingang der letzten Hunderte von Jahren wird geopfert für nichts.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Übernahme von EU-Recht ohne klare Abgrenzung und ohne adäquate Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Verhältnisse widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems. Ausserdem fehlt dieser Rechtsordnung die Stabilität, da die EU den längeren Hebel kriegt. Damit lässt sich Schritt für Schritt die Souveränität der Schweiz demontieren. Es gibt keine gemeinsame Erklärung, es gibt nur diejenige der EU. Scheinbar waren keinen Schweizer beim Aushandeln des Abkommens zugegen oder sie litten unter zeitweiser Unzurechnungsfähigkeit oder Schlimmerem. Nachdem nun über die letzten Jahrzehnte das Schweizer Rechtssystem Schritt für Schritt ausgehöhlt wurde, man nehme nur schon die Geldschöpfung aus dem Nichts, dann haut dieses Abkommen definitiv dem Fass den Boden raus. Die Schweiz würde gezwungen sich am Verschleudern von Milliardensummen zu beteiligen, um einige wenige kriminelle Konzerne und Staatsorgane superreich zu machen und als Gegenwert opfert man Gesundheit und Frieden. Wo liegt darin der Sinn?

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Eine Anbindung an die EU käme der Anbindung an ein autoritäres System gleich, ein Linksrutsch sondergleichen, wo das Individuum nichts mehr zu melden hat und wo einige wenige alle Entscheide für alle treffen. Und trotzdem wären wir nicht gleich, wie man das in einem sozialen Gefüge erwarten würde, denn wie auch im Kommunismus bereichern sich die Regierenden selber, während das Volk dafür zahlt. Widerspruch wird mit Strafen und hohen Bussen bestraft, wie es bereits heute in der EU der Fall ist. Darum macht eine inländische Umsetzung keinen Sinn. Sie würde innert kürzester Zeit durch EU Regeln kompromittiert und durch Regelungen aus der EU ersetzt.

Lebensmittelsicherheit

Leider wird die Schweiz genau bei diesem Punkt bereits heute massiv durch die EU gefährdet, weil wir die ganzen Regulatorien der EU bereits heute mehr oder minder unbesehen übernehmen. Durch den EU-Vertrag wird dies nur noch verschlimmert, da eine andersartige Festlegung von Grenzwerten nicht wirklich vorgesehen ist. Sie mag in Bereichen, wo es der EU egal ist funktionieren, aber in jedem Punkt des europäischen Interesses, wird die EU ihr Recht erzwingen. Leider werden heutzutage vollkommen unwissenschaftliche und ungeprüfte Grenzwerte, ja sogar Schadstoffe identifiziert und festgelegt, während dort, wo tatsächlich Schaden entsteht, aber finanzstarke Interessen diesen wollen, sämtliche Warnungen in den Wind geschlagen werden. Mit der aktuellen Politik mag es keinen grossen Unterschied machen, aber ist dieser Vertrag in Kraft, wird gar keine andere Politik mehr möglich sein. Das heisst, Demokratie wird verunmöglicht. Noch immer ist es mir ein Rätsel, warum grosse Teile der Schweizer Politik diesen Vertrag will. Es zeigt, in welcher Gefahr die Demokratie in der Schweiz ist und von welcher Seite diese Gefahr kommt. Und es ist nicht die rechte Seite, denn diese Seite lehnt solche demokratie-schädigenden Bestrebungen vehement ab. Alle anderen Kräfte sind sich des Unrechts bewusst, dass sie mit diesem Vertrag begehen, denn sonst müsste das Ständemehr nicht absichtlich und unrechtmässig verweigert werden. Wäre man im Recht, d.h. man hätte den Souverän im Rücken, dann wären solche Missachtungen der Verfassung sicher nicht notwendig.

Strom

Die vorgeschlagene Öffnung des Strommarktes mit der institutionellen Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet einen fundamentalen Souveränitätsverlust für die Schweiz. Wir werden zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, während Entscheidungen über unser kritisches Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird de facto zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, eigenständigen Energieregulierung. Ich sehe diesen Teil des Vertragswerks als weiteren finanziellen Beitrag an die EU und er wird die Schweizer ein Vielfaches der 350 Millionen der Kohäsionszahlung kosten. Genau darum ist der Teil mit den finanziellen Beiträgen ein Witz. In jedem anderen Bereich wird die Schweiz weitere finanzielle Beiträge zu leisen haben. Dieses ganze Vertragswerk ist es gar nicht wert, durchgesprochen zu werden, jeder einzelne Teil für sich birgt nichts Erstrebenswertes in sich. Es ist wie zum 10ten Mal den gleichen Befund zu wiederholen. Es gibt nichts, wofür sich der ganze Aufwand lohnt.

Finanzieller Beitrag

Zur Vernehmlassung im Bereich der finanziellen Beiträge äussere ich mich mit erheblichen Vorbehalten. Die vorgeschlagene Überführung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und somit freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Dies wird insbesondere durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert. Dieses Gesetz wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) macht diese Zahlungen zu einem festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was die Illusion eines freiwilligen Beitrags endgültig zerstört. Der im Vertrag anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als verlockendes Lockvogelangebot. Der im Vertrag festgeschriebene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die unheilvolle Aussicht auf massiv höhere Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und wird zur Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht, faktisch zu einer Nettozahlerin, deren finanzielle Verpflichtungen automatisiert und ohne

demokratische Kontrolle festgeschrieben werden. Es fehlt jede Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die scheinbare Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zynisch. Sie missbraucht das Renommee der Schweizer Friedensförderung, um die politisch höchst umstrittenen und finanziell belastenden Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies stellt eine Irreführung dar und lenkt vom eigentlichen Kern der Problematik ab: der unumkehrbaren Verpflichtung zu immer höheren Zahlungen an die EU, ohne dass die Schweiz hierfür im Gegenzug substanzielle Vorteile oder gar Mitspracherechte erhält. Die vorgesehene Gesetzesänderung höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus, wie sie sich aus der Bundesverfassung ergibt, und ersetzt souveräne Entscheidungen durch die Erfüllung diktierter Zahlungsverpflichtungen. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet und nur marginale, kaum greifbare Vorteile bietet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Dieser Punkt im Vertrag erübrigt sich, da sich bis hierher kein Gesamtbild ergeben hat, das dieser Vertrag der Schweiz etwas bringen könnte. Sollte er so angenommen werden, ist bald niemand mehr da, der die heutigen Löhne bezahlen könnte. Ausserdem ist es irrelevant was im Vertrag zu diesem Punkt steht, da nach Annahme des Vertrages die EU sowieso sämtliche Artikel und Klauseln mit ihrem eigenen Regelwerk ersetzen könnte. Die direkte Gesetzesübernahme macht es möglich.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bisherige Praxis, wonach Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung lokaler und regionaler Interessen eingesetzt werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone, sondern schwächt auch die demokratische Legitimation solcher Entscheidungen. An ihre Stellen treten Kommissare und Kommissionen, wo einige Wenige die Geschicke Vieler lenken und kontrollieren. Dem Missbrauch wird Tür und Tor geöffnet, und die Staatskassen mit Gabelstapler und LKW leergeräumt. Subventionen hier, Geschenke dort, dann noch ein bisschen Goodwill der Medien eingekauft und eine ganze Leibgarde von Coiffeuren, Schminkexperten und Farbberatern Jedem mit einem Ämtchen zur Seite gestellt, damit diese auch ja in gutem Licht dastehen. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie in Artikel 18 Absatz 2 des angepassten Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, führt zur Etablierung einer «Superbehörde». Diese wird faktisch zum «verlängerten Arm der EU» und ihre primäre Aufgabe wird nicht mehr die Durchsetzung schweizerischer Interessen, sondern die Gewährleistung der finanziellen Unterstützung der Schweiz an die europäischen Eskapaden sichergestellt, die nur dem Wohle einiger weniger diesen werden. Eine solche Machtkonzentration, fernab direkter demokratischer Kontrolle, widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht und hebt die bewährte, dezentrale Subventionspraxis auf. Die Souveränität von Bund und Kantonen wird dadurch massiv eingeschränkt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) in Artikel 82 lit. bbis, welche der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt, zeigt schon von Anfang an auf, das die Schweiz nie ein Mitbestimmungsrecht bekommen wird und Beschwerden von dieser Seite keine Chance haben werden. Sämtliche Entscheidungswege werden von Anfang an in umgekehrter Richtung instanziiert. Kantone werden somit zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, die nicht mehr zu entscheiden brauchen, sondern nur noch die EU-Weisungen und -Richtlinien über die Köpfe ihrer Bürger ausgiessen müssen. Jedwede kantonale Entscheidung wird durch das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und in diese Richtung umgeleitet, sollte die Kantone nicht schon selber diese Richtung eingeschlagen haben. Die kantonale Autonomie kann man dann nur noch in den Geschichtsbüchern oder europäischen Witzgazetten nachlesen, wo man sich über die Schweizer Dummheit auslässt. Damit nicht etwa das Bundesverwaltungsgerichts noch ausscheren könnte wurden die neuen Artikel 31a, 33 sowie 37a-c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor Bundesverwaltungsgericht (VGG) eingesetzt, um die Zentralisierung der Rechtskontrolle und Abschaffung föderalistischer Strukturen zu ermöglichen. Auch die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) stellt einen weiteren Souveränitätsverlust dar. Die bisherige nationale Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird aufgegeben und dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt. Die vorgeschlagenen Änderungen berauben die Schweiz ihrer wirtschaftspolitischen Steuerungsautonomie und gefährden Kernbereiche der Infrastruktur sowie den Service public. Was bleibt uns eigentlich noch, von allen Errungenschaften der Vergangenheit? Was mit dem äusserst

merkwürdigen und mit Hilfe der Banken herbeigeführten Grounding der Swissair begann, kommt hier zum krönenden Abschluss. Die Krönung erfährt aber das Ausland und die Lufthansa, während die Schweizer wieder zum Bergbauerntum zurückkehren. Endlich wären wir wieder da, wo uns die Initianten des infantilen Vertragswerkes haben wollten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Schon heute können sich die Bürger ihre Wohnungen und Häuser kaum noch leisten, abgesehen von Grossgrundbesitzern und von den Wegelagerern im öffentlichen Dienst. Wo sollen alle diese Zuzüger wohnen? Kein Problem, diese Bergbauern ziehen wieder in die Alphütten in den Bergen, während die studierten und hochdekorierten Experten aus dem umliegenden Ausland ihre Wohnungen und Jobs übernehmen. Diese sind sowieso besser geeignet für den Dienst unter den Gnaden der EU, das sie deren Bedürfnisse bereits von zu Hause kennen. Aber dann bitte mit der entsprechenden Transparenz und machen Sie diese Absicht öffentlich. Sollte das nicht die Absicht sein, dann muss der Vertrag gestoppt werden und ein Vertragswerk vorgelegt werden, welches andere Absichten begünstigt. Ich persönlich kann nichts davon gutheissen, ich sehe auch keinen Grund für weiteren Zuzug aus dem Ausland in die Schweiz, da ich nichts im Ausland erkennen kann, sei es in der Wissenschaft oder in der Wirtschaft und schon gar nicht in der Staatsführung, was uns hier etwas bringen könnte oder geschweige denn erstrebenswert wäre. Im Gegenteil ist meine Erfahrung eher in die andere Richtung, wäre die EU unter Schweizer Führung würde sie endlich wieder prosperieren und die Entwicklung diente eher dem Wohle aller. Gerade in diesem Bereich könnte auch die Schweiz selbst eine Stärkung brauche, aber die EU ist definitiv der falsche Partner dafür. Wer nimmt schon einen Blinden um einen Sehgeschwächten zu führen?

Landverkehr

Es wird nie funktionieren. Die EU-Regeln werden die Schweiz zum Stillstand bringen, wie es bereits in den EU-Staaten passiert. Die Infrastruktur wird erodieren, die öffentlichen Dienste nicht mehr funktionieren, da durch Überregulierung bereits heute nicht mehr handlungsfähig. Ausserdem fehlt es an allem, vor allem aber an Geld. Durch die uns durch diesen Vertrag auferlegten Kosten und dem Freipass durch den Zwang der Gesetzesübernahme werden uns weitere Beteiligungen an den europäischen Programmen und deren Kosten unserer wirtschaftlichen Möglichkeiten berauben. Dies wird auch unsere Infrastruktur auf den maroden europäischen Standard herunterdrücken. Der Schweizer Franken wird genauso seinen Wert verlieren wie der Euro und dies wird die Situation zusätzlich belasten. Die immer teurer werdende Beschaffung von Rohstoffen auf dem Weltmarkt wird dadurch noch zusätzlich erschwert. Unter diesen Vorzeichen ist der Unterhalt von Strassen, Schienen und der dazu notwendigen Energieversorgung kaum mehr zu bewältigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das Fazit ist klar. Dieser Vertrag ist abzulehnen, den befürwortenden Politikern die Vertrauensfrage zu stellen. Dass ihre Handlungen verwerflich sind, beweisen sie mit der Ablehnung des Ständemehrs. Nur wer weiss, dass er den Souverän nicht im Rücken hat, muss zu solchen Massnahmen greifen. Das Vorgehen ist genau wie das Vertragswerk armselig und bedauernswert. Eine unsägliche Verschwendung von Ressourcen, wie es in den letzten Jahren in sehr vielen Bereichen sichtbar geworden ist. WEF, UNO und der Great Reset sprechen alle die gleiche Sprache und es ist die gleiche Sprache, in der dieser Vertrag geschrieben wurde. Als bekennender Souverän und freiheitlicher Mensch lehne ich derartige Bevormundung und Infantilität durchwegs ab. Es ist die Sprache der Anti-Demokraten, derjenigen, die über das Volk ohne Mitsprache des Volkes regieren wollen. Es ist unwürdig für jeden Schweizer, eine Verleugnung seiner selbst. Menschen, die diese Sprache wählen, erkennen nicht, dass sie die Sprache der Macht sprechen, und das jeder einzelne von Ihnen auf dieser Welt zu klein und unbedeutend ist, dass er einem solchen Spiel gewachsen wäre. Sollte sich solcherlei durchsetzen, werden sie alle dort landen, wo sie ihre Mitmenschen haben wollen. Die Schande wird unendlich sein.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Pius Merz (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Pius Merz · pius.merz@datazug.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angestrebten Verträge mit der EU sind vollkommen sinnlos. Die Vorteile sind bereits durch andere Abkommen gegeben und die Nachteile sind zahlreich und so gravierend, dass es gar keinen Vorteil geben könnte, der diese aufwiegt. Die EU fährt gerade ihre Wirtschaft herunter und macht jede Gegenwehr mit endlosen Vorschriften Regulatorien unmöglich, so dass mehr und mehr Betriebe der EU den Rücken zuwenden. Die geplante Übernahme von EU-Recht und von Sekundärrecht der EU, widerspricht nicht nur fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist, sondern sie würde auch die KMUs und sämtliche Grosskonzerne in die gleiche Abwärtsspirale führen, wie sie gerade in der EU um sich greift und alles in den Untergang zerrt. Das Ziel, die Schweizer Bevölkerung ihrer Mitbestimmungsrechte zu berauben, indem Gesetze ohne eigene parlamentarische Debatte und Zustimmung in Kraft treten, ist moralisch verwerflich, wenn man hier nicht sogar von Landesverrat reden sollte. Mit Demokratie hat das nichts mehr zu tun. Dass uns das Lausbubentrickli einiger weniger, die am EU-Pfropf hängen, auch noch Riesenbeträge aus den Taschen zieht, lässt diese Papiere eher wie einen Raubzug für Dumme, als einen Vertrag erscheinen. Die geplante Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls ein gravierendes Problem. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, selbst in den wichtigsten Bereichen der Schweizerischen Gesetzgebung, stellt einen erheblichen Eingriff in die schweizerische Rechtsordnung dar. Und auch hier zeigt sich schon wieder ein Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist und macht uns Schweizer zu Marionetten, wenn nicht sogar Zombies, in Anbetracht des Gesundheitsabkommens, dass uns alle die schädlichen Injektionen der Vorjahre für immer sicher werden. Ohne richterliche Unabhängigkeit und die Wahrung der nationalen Gerichtsbarkeit ist die Schweiz gar kein Staat mehr, sondern eine europäische Kolonie. Schweizer Demokratie und die Glaubwürdigkeit unseres Rechtssystems wären damit am Ende. Abschliessend lässt sich sagen, dass keine Rede von Stabilisierung sein darf, da die Schweizer Souveränität und demokratische Prinzipien komplett demontiert würden. Die wirtschaftlichen und rechtlichen Risiken sind erheblich, die Eintrittswahrscheinlichkeit gewiss. Der Alleingang der letzten Hunderte von Jahren wird geopfert für nichts.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Übernahme von EU-Recht ohne klare Abgrenzung und ohne adäquate Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Verhältnisse widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems. Ausserdem fehlt dieser Rechtsordnung die Stabilität, da die EU den längeren Hebel kriegt. Damit lässt sich Schritt für Schritt die Souveränität der Schweiz demontieren. Es gibt keine gemeinsame Erklärung, es gibt nur diejenige der EU. Scheinbar waren keinen Schweizer beim Aushandeln des Abkommens zugegen oder sie litten unter zeitweiser Unzurechnungsfähigkeit oder Schlimmerem. Nachdem nun über die letzten Jahrzehnte das Schweizer Rechtssystem Schritt für Schritt ausgehöhlt wurde, man nehme nur schon die Geldschöpfung aus dem Nichts, dann haut dieses Abkommen definitiv dem Fass den Boden raus. Die Schweiz würde gezwungen sich am Verschleudern von Milliardensummen zu beteiligen, um einige wenige kriminelle Konzerne und Staatsorgane superreich zu machen und als Gegenwert opfert man Gesundheit und Frieden. Wo liegt darin der Sinn?

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Eine Anbindung an die EU käme der Anbindung an ein autoritäres System gleich, ein Linksrutsch sondergleichen, wo das Individuum nichts mehr zu melden hat und wo einige wenige alle Entscheide für alle treffen. Und trotzdem wären wir nicht gleich, wie man das in einem sozialen Gefüge erwarten würde, denn wie auch im Kommunismus bereichern sich die Regierenden selber. während das Volk dafür zahlt. Widerspruch wird mit Strafen und hohen Bussen bestraft, wie es bereits heute in der EU der Fall ist. Darum macht eine inländische Umsetzung keinen Sinn. Sie würde innert kürzester Zeit durch EU Regeln kompromittiert und durch Regelungen aus der EU ersetzt.

Lebensmittelsicherheit

Leider wird die Schweiz genau bei diesem Punkt bereits heute massiv durch die EU gefährdet, weil wir die ganzen Regulatorien der EU bereits heute mehr oder minder unbesehen übernehmen. Durch den EU-Vertrag wird dies nur noch verschlimmert, da eine andersartige Festlegung von Grenzwerten nicht wirklich vorgesehen ist. Sie mag in Bereichen, wo es der EU egal ist funktionieren, aber in jedem Punkt des europäischen Interesses, wird die EU ihr Recht erzwingen. Leider werden heutzutage vollkommen unwissenschaftliche und ungeprüfte Grenzwerte, ja sogar Schadstoffe identifiziert und festgelegt, während dort, wo tatsächlich Schaden entsteht, aber finanzstarke Interessen diesen wollen, sämtliche Warnungen in den Wind geschlagen werden. Mit der aktuellen Politik mag es keinen grossen Unterschied machen, aber ist dieser Vertrag in Kraft, wird gar keine andere Politik mehr möglich sein. Das heisst, Demokratie wird verunmöglicht. Noch immer ist es mir ein Rätsel, warum grosse Teile der Schweizer Politik diesen Vertrag will. Es zeigt, in welcher Gefahr die Demokratie in der Schweiz ist und von welcher Seite diese Gefahr kommt. Und es ist nicht die rechte Seite, denn diese Seite lehnt solche demokratie-schädigenden Bestrebungen vehement ab. Alle anderen Kräfte sind sich des Unrechts bewusst, dass sie mit diesem Vertrag begehen, denn sonst müsste das Ständemehr nicht absichtlich und unrechtmässig verweigert werden. Wäre man im Recht, d.h. man hätte den Souverän im Rücken, dann wären solche Missachtungen der Verfassung sicher nicht notwendig.

Strom

Die vorgeschlagene Öffnung des Strommarktes mit der institutionellen Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E bedeutet einen fundamentalen Souveränitätsverlust für die Schweiz. Wir werden zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, während Entscheidungen über unser kritisches Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird de facto zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, eigenständigen Energieregulierung. Ich sehe diesen Teil des Vertragswerks als weiteren finanziellen Beitrag an die EU und er wird die Schweizer ein Vielfaches der 350 Millionen der Kohäsionszahlung kosten. Genau darum ist der Teil mit den finanziellen Beiträgen ein Witz. In jedem anderen Bereich wird die Schweiz weitere finanzielle Beiträge zu leisen haben. Dieses ganze Vertragswerk ist es gar nicht wert, durchgesprochen zu werden, jeder einzelne Teil für sich birgt nichts Erstrebenswertes in sich. Es ist wie zum 10ten Mal den gleichen Befund zu wiederholen. Es gibt nichts, wofür sich der ganze Aufwand lohnt.

Finanzieller Beitrag

Zur Vernehmlassung im Bereich der finanziellen Beiträge äussere ich mich mit erheblichen Vorbehalten. Die vorgeschlagene Überführung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und somit freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Dies wird insbesondere durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert. Dieses Gesetz wandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) macht diese Zahlungen zu einem festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was die Illusion eines freiwilligen Beitrags endgültig zerstört. Der im Vertrag anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als verlockendes Lockvogelangebot. Der im Vertrag festgeschriebene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die unheilvolle Aussicht auf massiv höhere Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und wird zur Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht, faktisch zu einer Nettozahlerin, deren finanzielle Verpflichtungen automatisiert und ohne

demokratische Kontrolle festgeschrieben werden. Es fehlt jede Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die scheinbare Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zynisch. Sie missbraucht das Renommee der Schweizer Friedensförderung, um die politisch höchst umstrittenen und finanziell belastenden Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies stellt eine Irreführung dar und lenkt vom eigentlichen Kern der Problematik ab: der unumkehrbaren Verpflichtung zu immer höheren Zahlungen an die EU, ohne dass die Schweiz hierfür im Gegenzug substanzielle Vorteile oder gar Mitspracherechte erhält. Die vorgesehene Gesetzesänderung höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus, wie sie sich aus der Bundesverfassung ergibt, und ersetzt souveräne Entscheidungen durch die Erfüllung diktierter Zahlungsverpflichtungen. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet und nur marginale, kaum greifbare Vorteile bietet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Dieser Punkt im Vertrag erübrigt sich, da sich bis hierher kein Gesamtbild ergeben hat, das dieser Vertrag der Schweiz etwas bringen könnte. Sollte er so angenommen werden, ist bald niemand mehr da, der die heutigen Löhne bezahlen könnte. Ausserdem ist es irrelevant was im Vertrag zu diesem Punkt steht, da nach Annahme des Vertrages die EU sowieso sämtliche Artikel und Klauseln mit ihrem eigenen Regelwerk ersetzen könnte. Die direkte Gesetzesübernahme macht es möglich.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistische Ordnung dar. Die bisherige Praxis, wonach Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung lokaler und regionaler Interessen eingesetzt werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie der Kantone, sondern schwächt auch die demokratische Legitimation solcher Entscheidungen. An ihre Stellen treten Kommissare und Kommissionen, wo einige Wenige die Geschicke Vieler lenken und kontrollieren. Dem Missbrauch wird Tür und Tor geöffnet, und die Staatskassen mit Gabelstapler und LKW leergeräumt. Subventionen hier, Geschenke dort, dann noch ein bisschen Goodwill der Medien eingekauft und eine ganze Leibgarde von Coiffeuren, Schminkexperten und Farbberatern Jedem mit einem Ämtchen zur Seite gestellt, damit diese auch ja in gutem Licht dastehen. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO), wie in Artikel 18 Absatz 2 des angepassten Kartellgesetzes (KG) vorgesehen, führt zur Etablierung einer «Superbehörde». Diese wird faktisch zum «verlängerten Arm der EU» und ihre primäre Aufgabe wird nicht mehr die Durchsetzung schweizerischer Interessen, sondern die Gewährleistung der finanziellen Unterstützung der Schweiz an die europäischen Eskapaden sichergestellt, die nur dem Wohle einiger weniger diesen werden. Eine solche Machtkonzentration, fernab direkter demokratischer Kontrolle, widerspricht fundamentalen Prinzipien der Gewaltenteilung und Rechenschaftspflicht. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht und hebt die bewährte, dezentrale Subventionspraxis auf. Die Souveränität von Bund und Kantonen wird dadurch massiv eingeschränkt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) in Artikel 82 lit. bbis, welche der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt, zeigt schon von Anfang an auf, das die Schweiz nie ein Mitbestimmungsrecht bekommen wird und Beschwerden von dieser Seite keine Chance haben werden. Sämtliche Entscheidungswege werden von Anfang an in umgekehrter Richtung instanziiert. Kantone werden somit zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, die nicht mehr zu entscheiden brauchen, sondern nur noch die EU-Weisungen und -Richtlinien über die Köpfe ihrer Bürger ausgiessen müssen. Jedwede kantonale Entscheidung wird durch das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und in diese Richtung umgeleitet, sollte die Kantone nicht schon selber diese Richtung eingeschlagen haben. Die kantonale Autonomie kann man dann nur noch in den Geschichtsbüchern oder europäischen Witzgazetten nachlesen, wo man sich über die Schweizer Dummheit auslässt. Damit nicht etwa das Bundesverwaltungsgerichts noch ausscheren könnte wurden die neuen Artikel 31a, 33 sowie 37a-c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor Bundesverwaltungsgericht (VGG) eingesetzt, um die Zentralisierung der Rechtskontrolle und Abschaffung föderalistischer Strukturen zu ermöglichen. Auch die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) stellt einen weiteren Souveränitätsverlust dar. Die bisherige nationale Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird aufgegeben und dieser Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt. Die vorgeschlagenen Änderungen berauben die Schweiz ihrer wirtschaftspolitischen Steuerungsautonomie und gefährden Kernbereiche der Infrastruktur sowie den Service public. Was bleibt uns eigentlich noch, von allen Errungenschaften der Vergangenheit? Was mit dem äusserst

merkwürdigen und mit Hilfe der Banken herbeigeführten Grounding der Swissair begann, kommt hier zum krönenden Abschluss. Die Krönung erfährt aber das Ausland und die Lufthansa, während die Schweizer wieder zum Bergbauerntum zurückkehren. Endlich wären wir wieder da, wo uns die Initianten des infantilen Vertragswerkes haben wollten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Schon heute können sich die Bürger ihre Wohnungen und Häuser kaum noch leisten, abgesehen von Grossgrundbesitzern und von den Wegelagerern im öffentlichen Dienst. Wo sollen alle diese Zuzüger wohnen? Kein Problem, diese Bergbauern ziehen wieder in die Alphütten in den Bergen, während die studierten und hochdekorierten Experten aus dem umliegenden Ausland ihre Wohnungen und Jobs übernehmen. Diese sind sowieso besser geeignet für den Dienst unter den Gnaden der EU, das sie deren Bedürfnisse bereits von zu Hause kennen. Aber dann bitte mit der entsprechenden Transparenz und machen Sie diese Absicht öffentlich. Sollte das nicht die Absicht sein, dann muss der Vertrag gestoppt werden und ein Vertragswerk vorgelegt werden, welches andere Absichten begünstigt. Ich persönlich kann nichts davon gutheissen, ich sehe auch keinen Grund für weiteren Zuzug aus dem Ausland in die Schweiz, da ich nichts im Ausland erkennen kann, sei es in der Wissenschaft oder in der Wirtschaft und schon gar nicht in der Staatsführung, was uns hier etwas bringen könnte oder geschweige denn erstrebenswert wäre. Im Gegenteil ist meine Erfahrung eher in die andere Richtung, wäre die EU unter Schweizer Führung würde sie endlich wieder prosperieren und die Entwicklung diente eher dem Wohle aller. Gerade in diesem Bereich könnte auch die Schweiz selbst eine Stärkung brauche, aber die EU ist definitiv der falsche Partner dafür. Wer nimmt schon einen Blinden um einen Sehgeschwächten zu führen?

Landverkehr

Es wird nie funktionieren. Die EU-Regeln werden die Schweiz zum Stillstand bringen, wie es bereits in den EU-Staaten passiert. Die Infrastruktur wird erodieren, die öffentlichen Dienste nicht mehr funktionieren, da durch Überregulierung bereits heute nicht mehr handlungsfähig. Ausserdem fehlt es an allem, vor allem aber an Geld. Durch die uns durch diesen Vertrag auferlegten Kosten und dem Freipass durch den Zwang der Gesetzesübernahme werden uns weitere Beteiligungen an den europäischen Programmen und deren Kosten unserer wirtschaftlichen Möglichkeiten berauben. Dies wird auch unsere Infrastruktur auf den maroden europäischen Standard herunterdrücken. Der Schweizer Franken wird genauso seinen Wert verlieren wie der Euro und dies wird die Situation zusätzlich belasten. Die immer teurer werdende Beschaffung von Rohstoffen auf dem Weltmarkt wird dadurch noch zusätzlich erschwert. Unter diesen Vorzeichen ist der Unterhalt von Strassen, Schienen und der dazu notwendigen Energieversorgung kaum mehr zu bewältigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das Fazit ist klar. Dieser Vertrag ist abzulehnen, den befürwortenden Politikern die Vertrauensfrage zu stellen. Dass ihre Handlungen verwerflich sind, beweisen sie mit der Ablehnung des Ständemehrs. Nur wer weiss, dass er den Souverän nicht im Rücken hat, muss zu solchen Massnahmen greifen. Das Vorgehen ist genau wie das Vertragswerk armselig und bedauernswert. Eine unsägliche Verschwendung von Ressourcen, wie es in den letzten Jahren in sehr vielen Bereichen sichtbar geworden ist. WEF, UNO und der Great Reset sprechen alle die gleiche Sprache und es ist die gleiche Sprache, in der dieser Vertrag geschrieben wurde. Als bekennender Souverän und freiheitlicher Mensch lehne ich derartige Bevormundung und Infantilität durchwegs ab. Es ist die Sprache der Anti-Demokraten, derjenigen, die über das Volk ohne Mitsprache des Volkes regieren wollen. Es ist unwürdig für jeden Schweizer, eine Verleugnung seiner selbst. Menschen, die diese Sprache wählen, erkennen nicht, dass sie die Sprache der Macht sprechen, und das jeder einzelne von Ihnen auf dieser Welt zu klein und unbedeutend ist, dass er einem solchen Spiel gewachsen wäre. Sollte sich solcherlei durchsetzen, werden sie alle dort landen, wo sie ihre Mitmenschen haben wollen. Die Schande wird unendlich sein.

Avv. Franco Mondini
Via in Porta 4A
6616 Losone

Losone, 24 ottobre 2025

Posta A+
Dipartimento
federale degli
Affari esteri
Segreteria generale
Consultazione Svizzera – UE
Bundeshaus West
3003 Berna

Presa di posizione sulla consultazione "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"

Gentili Signore, egregi Signori,

*desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE", accordi parafati il 21 maggio 2025 e approvati dal Consiglio federale il 13 giugno 2025.*

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- *NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo;*
- *NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri;*
- *NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese;*
- *NO all'allineamento forzato a regolamenti europei, comprendenti oltre 20'000 pagine.*

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di ogni contenuto il nostro sistema democratico unico:

- *le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo;*
- *il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali;*

- *i Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta.*

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione sono una minaccia diretta per:

- *il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale*
- *le nostre infrastrutture, già sovraccariche;*
- *Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi.*

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

*I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, sono uno spreco inaccettabile per un trattato, il quale ci rende subordinati a Bruxelles.*

RICHIESTE CHIARE

1. ***ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati:*
2. ***MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti;*
3. ***NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria;*
4. ***SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di ogni futuro accordo istituzionale al **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni).*

*La Svizzera **non ha necessità alcuna di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità.***

Il Consiglio federale è pertanto richiesto di ritirare questo progetto e di rispettare la volontà popolare, più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione europea, sotto ogni forma.

Vi ringrazio per l'attenzione e presento distinti saluti.

Avv. Franco Mondini

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jules Müller (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Jules Müller · r80@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Eine unreflektierte Annahme dieser Ergebnisse birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der Beeinträchtigung unseres bewährten Rechtssystems. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der demokratischen Legitimation und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf.

Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat, der sein Schicksal selbst bestimmt. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit der direkten Mitgestaltung oder gar Verweigerung durch das Schweizer Volk, widerspricht fundamental diesem Grundsatz. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz zu einem reinen Rezipienten von EU-Vorgaben wird, was die Autonomie unserer Gesetzgebung erheblich einschränken würde.

Weiterhin ist zu hinterfragen, ob die Übernahme des EU-Rechts mit der Artikel 164 BV vereinbar ist, welcher besagt, dass das Parlament bei der Rechtsetzung die Grundsätze der Bundesverfassung und die Erfordernisse der Rechtsgleichheit, der Verhältnismässigkeit und der Freiheit zu beachten hat. Es ist fraglich, ob die komplexen und oft divergierenden Rechtsakte der EU diesen Grundsätzen in jeder Hinsicht genügen und ob sie ohne tiefgreifende Anpassungen und Prüfungen in unser Rechtssystem integriert werden können.

Die automatische Übernahme von Urteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) birgt ebenfalls gravierende Probleme. Dies greift in die Kompetenz unserer eigenen Gerichte ein, welche gemäss Artikel 190 BV das Recht anzuwenden haben. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit und die Möglichkeit unserer Gerichte, Rechtsfragen im Lichte der schweizerischen Verfassung und Rechtsordnung zu beurteilen, massiv beeinträchtigen.

Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Argument für solche Abkommen angeführt werden, dürfen nicht über die fundamentalen demokratischen und rechtsstaatlichen Nachteile hinwegtäuschen. Die damit verbundene Komplexität und die Unsicherheit über die langfristigen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung sind nicht zu unterschätzen. Eine sorgfältige und abwägende Prüfung, die die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien in den Vordergrund stellt, ist unerlässlich. Die Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme dieser Verhandlungsergebnisse an Gestaltungsspielraum verliert und sich einem fremden Recht unterwirft, ist real und bedarf einer entschiedenen Gegenposition.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist keineswegs gesichert, dass die vorgeschlagenen Regelungen im besten Interesse der Schweiz sind und die Souveränität unseres Landes hinreichend wahren. Vielmehr besteht die Gefahr, dass durch eine zu starke Angleichung an das EU-Recht die eigenständige Gesetzgebungskompetenz der Schweiz erheblich eingeschränkt wird.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in den Bereichen, in denen keine direkten Äquivalente im bestehenden schweizerischen Recht bestehen oder in denen signifikante Abweichungen vorliegen, ist problematisch. Artikel 3 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert zwar die Achtung der rechtsstaatlichen Grundsätze, jedoch ist die Autonomie der Schweiz bei der Auslegung und Anwendung dieser Grundsätze nicht garantiert, wenn sie sich an fremden Rechtsnormen orientiert. Die Integration von EU-Recht in das schweizerische System könnte die Flexibilität des Gesetzgebers einschränken und zu einer unerwünschten Rechtsentwicklung führen.

Darüber hinaus bestehen Bedenken hinsichtlich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine bindende Übernahme seiner Rechtsprechung, auch wenn dies nicht explizit im Abkommen verankert ist, könnte faktisch zu einer Unterordnung der schweizerischen Gerichte führen. Dies stünde im Widerspruch zum Geist der Eigenständigkeit, der in Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) implizit durch die Betonung der schweizerischen Rechtsordnung anerkannt wird. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz ist ein Grundpfeiler unseres Rechtssystems, und jede Entwicklung, die diese Unabhängigkeit gefährdet, muss mit äusserster Skepsis betrachtet werden.

Die vorgeschlagenen Regelungen bergen das Risiko einer schleichenden Erosion der schweizerischen Gesetzgebungshoheit. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Fähigkeit behält, ihre Gesetze autonom zu gestalten und an ihre spezifischen Bedürfnisse anzupassen. Die pauschale Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Rücksichtnahme auf die verfassungsrechtlichen Vorgaben und die Traditionen der schweizerischen Rechtsordnung wäre ein eklatanter Verstoss gegen das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung. Die langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsidentität der Schweiz sind noch nicht abschliessend geklärt und erfordern eine sorgfältige und kritische Analyse.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz auf. Während die Notwendigkeit einer kohärenten Aussenpolitik unbestritten ist, bedarf der aktuelle Ansatz einer kritischen Überprüfung.

Die angestrebte Annäherung an die EU, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, steht im fundamentalen Widerspruch zum Geist und Buchstaben unserer Verfassung. Artikel 1 der Bundesverfassung verankert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Eine schrittweise Übernahme von EU-Regulierungen, die in den meisten Fällen ohne Mitwirkungsrechte unsererseits erlassen werden, untergräbt diese Souveränität massiv. Die Rechtsgrundlage für solche Übernahmen müsste äusserst solide sein und darf nicht auf einer impliziten Zustimmung beruhen, die unsere demokratischen Prozesse aushebelt.

Besonders bedenklich ist die drohende Angleichung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Schweiz hat sich stets durch ein eigenständiges Rechtssystem ausgezeichnet, das auf den Bedürfnissen und Werten unseres Landes basiert. Die Unterwerfung unter die Auslegung des EuGH, wie sie beispielsweise im Freizügigkeitsabkommen eine Rolle spielt, führt zu einer Aushöhlung unserer nationalen Rechtssetzungshoheit. Dies widerspricht dem Prinzip der Gewaltenteilung und der Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie im Bundesgesetz über die Bundesgerichtsbarkeit (OG) und in der Verfassung gewährleistet sind.

Ferner stellt sich die Frage der wirtschaftlichen Auswirkungen. Die Annahme von EU-Recht kann zu einer erheblichen administrativen Belastung für Schweizer Unternehmen führen, die sich an neue, oft komplexere Vorschriften anpassen müssen. Die angeblichen Vorteile einer besseren Integration in den EU-Binnenmarkt werden durch die Verpflichtung zur Übernahme von regulatorischem Ballast und die potenzielle Erosion unserer Wettbewerbsvorteile durch eine Angleichung an EU-Standards erkauft.

Die im Rahmen der Stabilisierung der Beziehungen zur EU angestrebten Mechanismen scheinen primär darauf ausgerichtet zu sein, die Schweiz stärker an die EU zu binden, ohne jedoch adäquate Gegenleistungen oder eine echte partnerschaftliche Behandlung zu gewährleisten. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine Position gedrängt wird, in der sie die Regeln der EU akzeptieren muss, ohne dabei die Möglichkeit zu haben, diese mitzugestalten. Dies wäre ein strategischer Fehler mit weitreichenden Konsequenzen für unsere Unabhängigkeit und unseren Wohlstand. Wir fordern eine sorgfältige Prüfung aller Abkommensentwürfe unter dem Gesichtspunkt der Wahrung unserer nationalen Interessen und der demokratischen Grundsätze.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der geplanten Massnahmen zur inländischen Umsetzung von EU-Vorgaben. Es ist besorgniserregend festzustellen, dass die vorgeschlagenen Regelungen erneut eine erhebliche Aushöhlung der Schweizer Souveränität und die Preisgabe von nationalen Entscheidungskompetenzen befürchten lassen. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Grundsätzen, die in der Bundesverfassung verankert sind, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung der Unabhängigkeit und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz.

Die Einbeziehung von EU-Recht in die nationale Gesetzgebung, ohne dass das Schweizer Volk und die demokratischen Institutionen die Möglichkeit haben, die entsprechenden Richtlinien und Verordnungen in ihrer Gänze zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen, untergräbt das Prinzip der Volksgesetzgebung. Das Schweizer Volk hat stets darauf geachtet, seine Gesetzgebung auf der Grundlage eigener Bedürfnisse und Werte zu gestalten. Die Übernahme von EU-Recht in Form von «automatischem Recht» würde dieses Grundrecht fundamental verletzen. Dies gilt insbesondere im Lichte von Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Rechte des Volkes und der Kantone schützt.

Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorliegenden Vorschläge die Anforderungen des Verfassungsrechts erfüllen. Die vorgeschlagene Harmonisierung droht, die spezifischen Schweizer Rechtsgrundsätze und Traditionen zu verdrängen, die über Jahrzehnte hinweg sorgfältig entwickelt wurden. Insbesondere die Angleichung an EU-Standards, die nicht immer mit den schweizerischen verfassungsrechtlichen Garantien wie der Rechtsgleichheit (Artikel 8 Bundesverfassung) oder dem Schutz des Eigentums (Artikel 26 Bundesverfassung) vereinbar sind, gibt Anlass zu grösster Skepsis. Es ist fraglich, ob die notwendige «Constitutional Review» in ausreichendem Masse stattgefunden hat, um sicherzustellen, dass die geplanten Umsetzungen nicht zu Verfassungsbrüchen führen.

Die Transparenz und die demokratische Legitimation der Prozessführung im Rahmen dieser Vernehmlassung sind ebenfalls zu beanstanden. Die Komplexität der Materie und die oft nur mangelhaften Informationen erschweren es den betroffenen Kreisen, eine fundierte Stellungnahme abzugeben. Es ist zwingend erforderlich, dass jegliche nationale Umsetzung von EU-Recht im Einklang mit den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit, der Volkssouveränität und der Wahrung der

schweizerischen Besonderheiten steht. Angesichts der vorliegenden Vorschläge bestehen erhebliche Zweifel, ob diese Kriterien erfüllt sind.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit offenbart einen beunruhigenden Versuch, die Schweiz mittels des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" schleichend und umfassend an die Europäische Union anzubinden. Die Bezeichnung "Lebensmittelsicherheit" ist hierbei irreführend, da es primär um die Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Regeln geht. Dies stellt eine direkte Bedrohung für unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die wertvolle Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Die notwendige Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das international anerkannte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil, den sich unsere Produzenten hart erarbeitet haben.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall brächte. Eine derartige politische Erpressung ist inakzeptabel und blockiert jegliche souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz.

Die Tatsache, dass EU-Inspektoren Zugang zu Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten und dort Kontrollbefugnisse ausüben sollen, stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies gefährdet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten und lokale Betriebe werden mit erstickender Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Gleichzeitig wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch das Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Souveränitätsaufgabe und eine Unterwerfung unter EU-Recht darstellt, die inakzeptabel ist. Es gefährdet unsere Qualität, unsere Traditionen, unsere Bäuerinnen und Bauern sowie unsere demokratischen Prozesse. Wir lehnen diese Angleichung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme neuer Unionsrichtlinien im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres nationalen Rechts dar. Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die implizite Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, widerspricht fundamental dem Willen des Souveräns, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung zum Ausdruck gebracht wird, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, faktisch eine „Niederlassung C PLUS“, die praktisch unentziehbar ist, selbst bei schwerwiegenden Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies bedeutet eine massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in beispielloser Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angepriesene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsanforderungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was die Klausel eher zu einer Erpressungsklausel degradiert.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ entmündigt faktisch das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme durch die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und erschweren deren Ausschluss selbst bei Abhängigkeit. Die „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und die Schweiz in ihrer Handlungsfähigkeit massiv einschränkt.

Die im ETH-Gesetz und im HFKG eingeführten drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein schmerzhaftes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere hohen Qualitätsstandards schwächt. Im Gesundheitswesen führt die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) zu einer gefährlichen Deregulierung und gefährdet die Patientensicherheit. Die Koordinierung der zweiten Säule mit EU-Regeln und die

Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese Vereinbarungen sind keine gleichberechtigte Partnerschaft, sondern eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des finanziellen Beitrags, insbesondere die Einführung eines Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), stellt aus unserer Sicht eine bedenkliche und in ihren Konsequenzen unterschätzte Entwicklung dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und flexibel gestalteten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht per KoBG ist nicht weniger als eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Souveränität und der Budgethoheit des Schweizer Volkes. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird hier ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen, was faktisch einer Zwangsabgabe gleichkommt und die Verhandlungsmacht der Schweiz gegenüber der EU erheblich schwächt.

Der ursprünglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als ein offensichtliches Lockvogelangebot. Wir befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren und für die Schweiz nicht mehr kontrollierbaren Forderungen seitens der EU führen wird. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese Zahlungen zu verweigern oder anzupassen, und wird de facto zur Nettozahlerin ohne entsprechendes Stimmrecht in den relevanten Entscheidungsgremien. Es ist höchst fragwürdig, ob für diese Zahlungsverpflichtung ein adäquater Gegenwert in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert wird.

Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist keine rein technische Formalität, sondern zementiert die Kohäsionszahlungen als integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung. Dies signalisiert eine bedenkliche Bereitschaft, unsere nationalen Interessen zugunsten einer vermeintlichen europäischen Integration aufzugeben. Die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG, die eine Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung herstellt, erscheint uns irreführend. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier zweckentfremdet, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Novellierung widerspricht fundamental dem Prinzip der finanziellen Selbstbestimmung und der demokratischen Kontrolle durch das Parlament.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Eisenbahnwesen, werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres leistungsfähigen Service public auf. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu Art. 40ater EBG, birgt die Gefahr einer selektiven "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese würden voraussichtlich nur die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen und somit die finanzielle Basis der SBB sowie anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, die ihrerseits für die Grundversorgung auf weniger rentablen Linien zuständig sind. Dies steht im Widerspruch zu den Zielen eines umfassenden und flächendeckenden öffentlichen Verkehrs.

Ferner ist die Anwendung des EU-Beihilferechts auf bestehende Subventionen problematisch. Bewährte und für die Qualität des Angebots essenzielle Förderinstrumente, sei es für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die finanzielle Stabilität und die Weiterentwicklung des Bahnverkehrs massiv gefährden.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates zur Absicherung erscheint angesichts der dynamischen Rechtsübernahme als rechtlich unzureichend. Sie bietet keinen wirklichen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann ohne eigene Gestaltungsspielräume übernehmen müsste. Dies untergräbt langfristig die nationale Souveränität und die Fähigkeit, eigene verkehrspolitische Ziele zu verfolgen. Die schrittweise Aushöhlung der Steuerungskompetenz durch die Verpflichtung zur Übernahme neuer Regulierungen, wie etwa jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist besorgniserregend.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, neu Art. 32a Abs. 1bis PBG, welche die Berücksichtigung völkerrechtlicher Vorgaben bei Ausschreibungen vorschreibt, schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und für die Steuerzahler teureren Ergebnissen führt. Die Gefahr einer Aushöhlung des Service public durch diese Massnahmen ist real und bedarf einer kritischen Neubewertung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und lassen erhebliche Zweifel an ihrer tatsächlichen Wirksamkeit und an den Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau aufkommen. Es drängt sich der Eindruck auf, dass die Massnahmen primär kosmetischer Natur sind und den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise kompensieren können. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, scheint unausweichlich.

Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln erscheinen bürokratischer, aber weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt offenbar ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q OR ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung zum Strombereich stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem nicht-stimmberechtigten, aber kostenpflichtigen Teilnehmer degradiert. Zukünftige Entscheidungen über unser Stromnetz werden in Brüssel getroffen, was dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung diametral widerspricht. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben degradiert, was das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das erfolgreiche System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren,

könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Diese Regelung würde die finanzielle Grundlage betroffener Kantone nachhaltig schwächen und die lokale Wertschöpfung beeinträchtigen. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln massiv geschwächt. Der Einspeisevorrang für lokale Energieproduzenten wird ausgehebelt, was die dezentrale Energieerzeugung benachteiligt und die Abhängigkeit von Grosskonzernen verstärkt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie z.B. Wasserspeicher, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen Szenario die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und damit höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der Markt nicht decken wird, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz gefährdet zudem die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte beeinträchtigt. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Dieses Abkommen ist ein Spiel mit dem Feuer und stellt eine unannehmbare Gefährdung der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich staatliche Beihilfen muss entschieden zurückgewiesen werden. Die vorgeschlagenen Änderungen, namentlich die Schaffung eines neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die entsprechenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2 KG), im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis BGG) sowie im Bundesgesetz über die Zuständigkeit der Bundesverwaltung und des Bundesgerichts im Bereich des Verwaltungsstrafrechts (VGG, Art. 31a, 33 und 37a-c VGG), stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und den Föderalismus dar.

Die etablierte und bewährte Praxis, wonach staatliche Subventionen auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene politische Entscheide darstellen, die demokratisch legitimiert sind und primär nationalen Interessen dienen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die Souveränität der Kantone, ihre föderalistische Autonomie und ihre traditionelle Rolle in der Wirtschaftsförderung werden massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokalen und regionalen Bedürfnisse zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde unterwürfig zu machen.

Die Schweiz unterwirft sich damit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Notwendigkeit, Beihilfen der EU-Kommission zu melden und genehmigen zu lassen, macht unser Land zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität in einem strategisch wichtigen Sektor.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form einer Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und gestützt durch das BHÜG, ist besonders bedenklich. Diese Instanz

wird als "verlängerter Arm der EU" agieren und ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist ungenügend. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und schwächt die föderalistischen Strukturen der Schweiz. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Massnahmen sind nicht im Interesse der Schweiz.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Richard Müller (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Richard Müller · 079 471 14 16 · richard.mueller@dlog.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft tiefgreifende und beunruhigende Fragen auf, die eine kritische Prüfung auf höchster Ebene erfordern. Die blosse Vorstellung, dass die Schweiz derart weitreichenden Verpflichtungen im Rahmen neuer Abkommen mit der Europäischen Union zustimmen soll, steht im fundamentalen Widerspruch zu unserer gefestigten rechtsstaatlichen Tradition und unserer Souveränität.

Besondere Besorgnis bereitet die drohende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit der Schweiz. Dies impliziert eine schleichende Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, insbesondere des Grundsatzes der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Wenn die Schweiz gezwungen ist, die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu übernehmen, wie sie beispielsweise im Kontext der bilateralen Abkommen über die Personenfreizügigkeit und des Schengen-Besitzstands zunehmend zur Anwendung kommt, untergräbt dies die Kompetenz unserer eigenen Gerichte und Parlamente, das Schweizer Recht eigenständig zu gestalten und anzuwenden.

Die vorgeschlagene Regelung könnte dazu führen, dass sich die Schweiz in einer Situation wiederfindet, in der sie EU-Recht umsetzt, ohne dieses rechtlich bindend beeinflussen zu können. Dies ist nicht nur eine unbefriedigende politische Konsequenz, sondern stellt auch eine Gefahr für die rechtliche Kohärenz und Verlässlichkeit unserer Gesetzgebung dar. Die stetige Übernahme von EU-Recht, das sich zudem kontinuierlich weiterentwickelt, ohne einen direkten Einfluss auf dessen Entstehung zu haben, ist mit dem in Artikel 164 BV verankerten Prinzip der Gesetzgebung durch das Parlament unvereinbar. Die Gefahr einer Rechtsungleichheit und einer unklaren Rechtslage für Schweizer Bürger und Unternehmen ist hierbei erheblich.

Die Behauptung, dass diese neuen Abkommen eine Stabilität für die Beziehungen zur EU schaffen würden, vermag nicht zu überzeugen. Vielmehr scheint hier eine Strategie verfolgt zu werden, die auf eine schrittweise Integration und eine zunehmende Abhängigkeit der Schweiz von Brüssel abzielt. Die Autonomie der Schweiz, die in Artikel 1 BV als fundamentaler Pfeiler unseres Staates festgeschrieben ist, steht hier unter erheblichem Druck. Es ist zwingend erforderlich, die langfristigen Auswirkungen dieser potenziellen Abkommen auf unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit und unsere politische Handlungsfreiheit sorgfältig zu analysieren.

Wir lehnen jegliche Form der Übernahme von EU-Recht ab, die nicht durch explizite, von Volk und Ständen gutgeheissene Verträge geregelt ist und die nicht im Einklang mit unserer Verfassung steht. Die Risiken für unsere Souveränität und unseren Rechtsstaat sind zu gross, um diese Entwicklungen tatenlos hinzunehmen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Rechte der Schweiz. Es ist zu befürchten, dass eine engere Anbindung an die Europäische Union, insbesondere durch die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte, die Unabhängigkeit des schweizerischen Rechtssystems untergraben würde. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Vertragsfreiheit, doch die geplante Angleichung könnte diese Freiheit de facto einschränken, indem sie die Schweiz zwingt, Rechtsakte zu akzeptieren, die nicht ihren nationalen Interessen entsprechen.

Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Autonomie der Kantone, die gemäss Artikel 3 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft garantiert ist, ausgehöhlt wird. Die Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen könnte die legislative Gewalt der Kantone in Bereichen, die ihnen traditionell obliegen, erheblich beschneiden. Dies widerspricht dem föderalistischen Grundgedanken der Schweiz und der in Artikel 50 der Bundesverfassung verankerten Subsidiarität.

Die wirtschaftlichen Implikationen einer solchen Annäherung sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Zwar wird oft auf die Vorteile des Marktzugangs verwiesen, doch die Übernahme des EU-Besitzstands, auch als acquis communautaire bekannt, würde eine massive regulatorische Belastung für Schweizer Unternehmen bedeuten. Dies könnte insbesondere kleine und mittlere Unternehmen überfordern und ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen. Eine ungleiche Wettbewerbssituation gegenüber EU-Unternehmen, die von den gleichen Regulierungen profitieren, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese mitzugestalten, ist nicht tragbar.

Die demokratische Legitimation von Abkommen mit der EU ist ein weiterer besorgniserregender Punkt. Die Gefahr besteht, dass entscheidende politische Weichenstellungen ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes getroffen werden. Artikel 138 der Bundesverfassung sichert das fakultative Referendum ab, doch bei der Übernahme von EU-Recht wäre dies oft nicht mehr möglich, da es sich um technokratische Bestimmungen handelt, deren Abstraktheit eine fundierte Volksabstimmung erschweren würde. Eine solche Aushöhlung der direkten Demokratie wäre ein fundamentaler Bruch mit den schweizerischen Staatsprinzipien.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den derzeitigen Bedingungen eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Souveränität, die föderale Struktur und die demokratischen Rechte der Bürger darstellt. Ohne klare Mechanismen zur Wahrung der nationalen Interessen und der Mitgestaltungsmöglichkeit der Schweiz auf Augenhöhe sind die Risiken unannehmbar hoch.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse bezüglich der Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu tiefgehender Besorgnis und werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz auf. Es ist unerlässlich, die potenziellen Konsequenzen einer Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprache und auf Augenhöhe mit der EU zu prüfen.

Die vorgeschlagene Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung. Insbesondere Artikel 123 des

Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 1. Januar 2022 (BGSG) garantiert die richterliche Überprüfung der Einhaltung der Bundesverfassung durch die Gesetzgebung. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, welches potenziell im Widerspruch zu unserer Verfassung steht, würde dieses fundamentale Prinzip untergraben. Es besteht die Gefahr, dass sich Schweizer Gerichte gezwungen sehen, EU-Recht anzuwenden, das möglicherweise die in der Schweizerischen Bundesverfassung verankerten Grundrechte oder die föderalen Kompetenzverteilungen verletzt.

Des Weiteren ist die Interpretation des Verhältnisses zwischen dem geltenden Recht der Schweiz und dem künftigen EU-Recht unklar. Artikel 31a des Obligationenrechts (OR) regelt die Unmöglichkeit der Leistung und die Nichtigkeit von Verträgen. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, künftiges EU-Recht zu übernehmen, könnten Verträge oder Rechtsakte, die diesem künftigen Recht widersprechen, als nichtig erklärt werden. Dies würde zu erheblicher Rechtsunsicherheit führen und die Stabilität unseres Rechtssystems gefährden.

Die fehlende Möglichkeit der Schweiz, bei der Gestaltung des EU-Rechts mitzuwirken, stellt eine erhebliche Ungleichheit dar. Wir wären verpflichtet, Gesetze zu adaptieren, ohne Einfluss auf deren Inhalt zu haben. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Selbstbestimmung, das in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert ist. Die Souveränität der Schweiz, ihre Fähigkeit, eigene Entscheidungen zu treffen und ihre Interessen zu wahren, scheint durch diese Vereinbarungen erheblich eingeschränkt zu werden. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die kurzfristigen wirtschaftlichen Vorteile den langfristigen Verlust an Autonomie und Entscheidungsmacht rechtfertigen. Die Übernahme von EU-Recht ohne demokratische Legitimation und ohne Mitsprache ist aus rechtsstaatlicher und souveräner Perspektive inakzeptabel.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Vorlage eines Vernehmlassungsdossiers zur inländischen Umsetzung, insbesondere im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union, erfordert eine äusserst kritische Betrachtung. Die vorgeschlagenen Massnahmen und Abkommen werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf.

Besorgniserregend ist die potenzielle Aushöhlung des Prinzips der Rechtssetzungskompetenz der nationalen Organe. Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert, dass Bundesgesetze dem Volk und den Kantonen zur Abstimmung unterbreitet werden können, sofern die Voraussetzungen erfüllt sind. Die Übernahme von EU-Recht ohne formelle parlamentarische oder gar demokratische Genehmigung würde dieses verfassungsmässige Recht massiv einschränken und die Mitsprache der Schweizer Bevölkerung und der Kantone de facto eliminieren. Dies steht im Widerspruch zur direkten Demokratie, die ein Fundament unseres politischen Systems bildet.

Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die Rechtssicherheit und die Anwendbarkeit schweizerischen Rechts zu hinterfragen. Die fraglose Implementierung von EU-Regelungen, wie sie in einer Vielzahl von Abkommen vorgesehen sein mag, könnte zu einem Flickenteppich von Rechtsnormen führen, dessen kohärente Anwendung und Auslegung im Inland zunehmend erschwert wird. Artikel 5 Absatz 1 des Obligationenrechts (OR) betont die Bedeutung der Klarheit und Bestimmtheit von Rechtsnormen für die Rechtssicherheit. Eine solche rechtsunsichere Gemengelage wäre mit diesem Grundsatz schwer vereinbar.

Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, auch wenn diese als "umfassend" oder "automatisch" bezeichnet wird, birgt die Gefahr, dass die Schweiz sich unwissentlich oder unwiderruflich an dynamische Rechtsentwicklungen in der EU bindet, ohne dass dafür ein legitimer schweizerischer Bedarf besteht oder dies dem Willen der eidgenössischen Räte oder des Souveräns entspricht. Die Rolle des Bundesgerichts als oberste juristische Instanz der Schweiz, welche die Einhaltung der Bundesverfassung sicherzustellen hat, könnte durch die vorgelagerte Übernahme von EU-Recht in ihrer richterlichen Autonomie und ihrer Aufgabe, die Verfassung zu wahren, tangiert werden. Artikel 188 Absatz 1 BV, der die Bundesversammlung als oberstes gesetzgebendes Organ der Eidgenossenschaft festlegt, würde in seiner Funktion durch eine solche Praxis empfindlich gestört.

Es ist unerlässlich, dass jegliche Form der Umsetzung von EU-rechtlichen Vorgaben einer strengen Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung, dem Willen des Souveräns und den Prinzipien der Rechtssicherheit unterzogen wird. Ein pauschales oder übermässig entgegenkommendes Vorgehen birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Eigenständigkeit und die demokratische Legitimation von Gesetzgebungsprozessen.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zur Angleichung des schweizerischen Eisenbahnrechts an die EU-Vorschriften wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich des Fortbestands unseres hochentwickelten Service public im Schienenverkehr auf. Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bewährte und für die Sicherstellung der Grundversorgung essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die notwendige Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde unmittelbar die Qualität und das Umfang des Angebots für die schweizerische Bevölkerung beeinträchtigen.

Besonders gravierend ist die beabsichtigte Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG). Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter wie Flixtrain zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken befördert eine gefährliche "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich voraussichtlich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die ländliche Bevölkerung und die wirtschaftliche Verankerung unverzichtbaren Nebenlinien tragen müssten. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Existenz.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme propagierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und somit als wertlos. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Dies ist eine trügerische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht abwenden kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. So müssten zukünftige EU-Regulierungen, beispielsweise zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz unwiderruflich an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere der neue Art. 32a Abs. 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG), verpflichten die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die souveräne Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen über ihr eigenes öffentliches Verkehrsnetz empfindlich ein. Statt die Vergabe von Aufträgen nach den optimalen Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen, da nationale Bedürfnisse und spezifische schweizerische Verkehrsziele in den Hintergrund treten. Die damit verbundene Gefahr, dass ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen die profitabelsten Strecken abgreifen, ist ein direkter Frontalangriff auf den bestehenden Service public.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine krasse Verletzung unserer verfassungsrechtlichen Grundsätze und des Volkswillens dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die über den bestehenden bilateralen Vertrag hinausgeht, ist eine direkte Missachtung von Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Diese Entwicklung untergräbt massiv unsere Souveränität und die demokratischen Mitspracherechte des Schweizer Volkes.

Besonders beunruhigend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, das als „Niederlassung C PLUS“ praktisch unentziehbar wird. Diese Bestimmung, die selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat, gefährdet die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unannehmbarem Ausmass. Die Zuwanderung in unsere

Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, und die Kosten werden unweigerlich auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die erstmals auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundener Sozialkosten, was für ein nicht-EU-Land beispiellos ist.

Die sogenannte „Schutzklausel“ im Vertragspaket entpuppt sich als reine Täuschung. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Die drohenden EU-Strafmassnahmen im Falle einer versuchten Anwendung zeigen, dass es sich hierbei um eine Erpressungsklausel handelt und nicht um einen Schutzmechanismus.

Die geplante automatische Rechtsübernahme künftiger EU-Verschärfungen im Bereich der Zuwanderung mittels der „Integrationsmethode“ ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Parlament und Volk werden faktisch entmachtet, was die Steuerung dieses sensiblen Bereichs betrifft. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich der neue Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss nahezu unmöglich machen. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht und stattdessen auf politisches Ermessen setzt, während wirksame, einseitige Kontingente ausgeschlossen werden.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und ihre Fähigkeit zur autonomen Arbeitsmarktregulierung durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis), wo eine automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen die nationale Prüfung ersetzt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards.

Die geplante Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ (Art. 24a), ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiern soll. Die Schweiz verliert durch diese Massnahmen die Möglichkeit, ihre Zuwanderung eigenständig zu steuern, und wird stattdessen gezwungen, die Folgen bürokratisch zu verwalten. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere unerträgliche Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Diese Änderungen sind eine Kapitulation vor der EU und eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Kompetenzen und eine Gefährdung des Schweizer Arbeitsmarktes dar. Die angepriesenen Lohnschutzmassnahmen sind offensichtlich unzureichend und ihrer Natur nach kosmetisch. Sie vermögen den massiven Lohndruck, der durch die bedingungslose Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres hohen Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, was die soziale Stabilität gefährdet.

Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er sukzessive aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind in ihrer Komplexität bürokratischer, aber mitnichten effektiver als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dieses Vorgehen begünstigt primär ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und

EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht aber zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom stellen eine massive Aushöhlung der Schweizer Souveränität und eine Gefährdung der Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zum weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der die Kosten trägt, aber keine Mitsprache hat. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, nicht mehr in Bern. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung.

Besonders alarmierend ist die existentielle Bedrohung für unsere Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die föderalen Strukturen, sondern entzieht den betroffenen Kantonen wichtige Einnahmen. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken. Sie führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht mit der massiven Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten macht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Dieses Paket gefährdet die Stabilität, die Versorgungssicherheit und die Schweizer Souveränität in einem Masse, das nicht hingenommen werden kann.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum vermeintlichen Bereich der "Lebensmittelsicherheit" entlarvt sich bei genauerer Betrachtung als ein umfassendes und beispielloses Integrationsprojekt, das weit über die reine Lebensmittelsicherheit hinausgeht. Stattdessen wird hier die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" angestrebt. Dieses Vorgehen bedroht unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist massiv in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels "Made in Switzerland".

Besonders bedenklich ist die sogenannte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Schweiz würde gezwungen, ausserdem die Zulassung von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen und das Gentechnik-Moratorium systematisch aushehlt.

Die Befürchtung eines massiven Eingriffs in unsere Souveränität wird durch die geplante Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben verstärkt. Schweizer Produzenten würden zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Kleine Betriebe, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird.

Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) sind Rückschritte zu befürchten. Die Anpassungen in Art. 15a und Art. 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein deutlicher Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Ferner wird durch neue Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) das Parlament umgangen und die demokratische Kontrolle ausgehöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet eine fahrlässige Preisgabe der Kontrolle in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Insgesamt betrachtet handelt es sich hierbei um eine Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, die unsere Souveränität, unsere Qualität, unsere Traditionen und die Existenzgrundlage unserer Produzenten massiv gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Unsere Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag ist von tiefgreifender Skepsis geprägt. Die vorgeschlagene Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt eine signifikante Erosion unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Dies bedeutet faktisch eine Zwangsabgabe, die uns jeglichen politischen Einfluss auf die Verwendung milliardenschwerer Zahlungen entzieht.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird dadurch in eine Position gedrängt, in der sie gezwungen ist, die von der EU diktierten Beträge zu akzeptieren, ohne Einfluss auf deren Höhe oder Zweckmässigkeit nehmen zu können. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter

Rechtsanspruch geschaffen, der die Budgethoheit des Parlaments empfindlich höhlt. Statt einer demokratisch legitimierten Verwendung von Steuergeldern wird nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung übrigbleiben.

Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die direkten Bundessteuern (DBG) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben an die EU als normalen und dauerhaften Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung. Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes über die Friedensförderung und die menschliche Sicherheit (Friedensförderungsgesetz) erscheint zudem irreführend. Hier wird der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für die Schweiz mit sich bringt.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage stellt eine fundamentale und in ihren Konsequenzen für die schweizerische Souveränität und den Föderalismus äusserst bedenkliche Übernahme von EU-Beihilferecht dar. Die vorgeschlagenen Änderungen laufen auf eine faktische Unterwerfung unserer bewährten nationalen Regelungspraxis unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime hinaus und bedrohen die Autonomie von Bund und Kantonen in einem Kernelement der Wirtschaftspolitik.

Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen Neuschaffung einer Beihilfekammer innerhalb der WEKO wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die faktisch als 'verlängerter Arm der EU' agieren wird. Diese Instanz ist gemäss Artikel 3 BHÜG primär dazu bestimmt, die Einhaltung von EU-Beihilfevorschriften zu gewährleisten und nicht, die spezifischen, nationalen Interessen der Schweiz zu wahren. Die bisherige, demokratisch legitimierte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungsinstrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden eingesetzt wurden, wird damit abgeschafft. Dies betrifft auch essenzielle Bereiche wie den Regionalverkehr, die Finanzierung von Kantonalbanken, die Kulturförderung oder die Unterstützung lokaler KMU.

Die Souveränität der Kantone wird durch diese Bestrebungen massiv untergraben. Anstatt über ihre eigene Wirtschaftsförderung eigenständig zu entscheiden, sehen sich die Kantone künftig mit einer zentralen EU-konformen Kontrollinstanz in Bern konfrontiert. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre Entscheidungen gemäss den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) durch die neue Beihilfekammer auf EU-Kompatibilität überprüft und durch das Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern ohne formelles rechtliches Gehör in Bezug auf ihre eigenen, souverän gefällten Entscheide. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung und schwächt die föderalistischen Strukturen.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle ist besonders bedenklich. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz gibt hierbei jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit auf. Ferner ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegende Vorlage eine gefährliche Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde schafft, die nicht primär Schweizer Interessen dient. Die damit einhergehende Aushöhlung der nationalen Souveränität, der föderalistischen Prinzipien und der demokratischen Rechenschaftspflicht ist inakzeptabel und muss auf ganzer Linie abgelehnt werden.

Marlyse Neyroud
Chemin Vermont 22
1006 Lausanne
Mail : marlyse.neyroud70@gmail.com

Lausanne, le 24 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Marlyse Neyroud

NOTAIO TIZIANO
TIEGOLI NUCLEO 7
6958 BIOGNO

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

PESSE MTE, 24/10/25

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

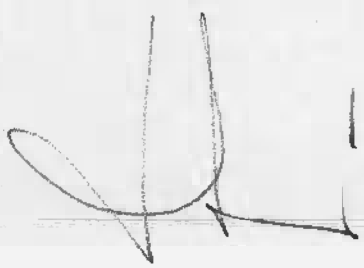

Peter Ruckstuhl
Hausmattstrasse 38
4900 Langenthal

Langenthal, den 24. Oktober 2025

Eidgenössisches Departement für
Auswärtige Angelegenheiten EDA
Bundeshaus West
3003 Bern

Sehr geehrte Damen und Herren,

Vernehmlassungsantwort – Kritische Stellungnahme zu den Unterabkommen Schweiz–EU

1. Strassen- und Luftverkehrsabkommen

- Die dynamische Übernahme von EU-Regulierungen führt zu einem schleichenden Souveränitätsverlust, da die Schweiz keine Mitbestimmung über neue Rechtsakte hat.
- Die institutionellen Mechanismen schaffen faktisch einen Anpassungszwang, wodurch die nationale Verkehrspolitik (insbesondere Alpenschutz und LSVA) eingeschränkt wird.
- Durch zunehmende Marktöffnungen im Luftverkehr drohen Wettbewerbsnachteile für Schweizer Unternehmen und ein erhöhter Druck auf staatliche Unterstützungsinstrumente.
- Die individuellen verkehrspolitischen Prioritäten der Schweiz könnten unter die Interessen der EU gestellt werden, wodurch die langfristige Steuerungsfähigkeit geschwächt wird.
- Das Abkommen erhöht die Abhängigkeit von europäischen Sicherheits- und Zertifizierungsbehörden und erschwert alternative politische Strategien.

2. Landwirtschaftsabkommen

- Die Öffnung der Agrarmärkte führt zu einem erhöhten Preisdruck auf Schweizer Produzenten und gefährdet die inländische Versorgungssicherheit.
- Eine faktische Dynamisierung der Agrarregulierung würde die autonome Gestaltung der Schweizer Landwirtschaftspolitik infrage stellen.
- Höhere Konformitätsanforderungen und Kontrollmechanismen verursachen überproportionale Mehrkosten für Schweizer Klein- und Familienbetriebe.
- Die Anpassung an EU-Standards könnte traditionelle Produktionsweisen und regionale Qualitätslabels schrittweise unter Druck setzen.
- Es besteht die Gefahr, dass landwirtschaftliche Strukturpolitik nicht mehr primär durch schweizerische Interessen, sondern durch EU-Binnenmarktlogik geprägt wird.

3. Lebensmittelabkommen

- Die Schaffung eines gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraums bindet die Schweiz an eine fortlaufende Übernahme des EU-Rechts ohne volle demokratische Legitimation.
- Die vorgesehene Rolle des EuGH im Streitbeilegungsverfahren führt zu einer indirekten Unterordnung unter fremdes Recht.
- Erhöhte regulatorische Anforderungen verursachen zusätzlichen Aufwand für Produzenten und Handelsbetriebe, insbesondere im Bereich Rückverfolgbarkeit und Kennzeichnung.
- Nationale Besonderheiten im Konsumentenschutz oder in der Qualitätsförderung könnten nicht mehr eigenständig fortentwickelt werden.
- Die Souveränität über lebensmittelrechtliche Kriseninterventionen wird eingeschränkt, da EU-Mechanismen Vorrang erhalten.

4. Abkommen über das Gesundheitswesen

- Die Einbindung in EU-Gesundheitsnetzwerke bringt eine dynamische Rechtsübernahme mit sich und schwächt die eigenständige Ausgestaltung des Schweizer Gesundheitswesens.
- Der Austausch sensibler Gesundheitsdaten mit EU-Behörden birgt Risiken für Datenschutz und nationale Krisenautonomie.
- Die Anerkennung und Mobilität von Gesundheitsfachkräften kann zu Lohndruck und erhöhter Abwanderung von qualifiziertem Personal führen.
- Krisen- und Pandemie-Management würde zunehmend an EU-Standards gekoppelt, was die Reaktionsfähigkeit der Schweiz einschränken kann.
- Die Schweiz riskiert, ohne Stimmrecht in EU-Gremien an Entscheidungen gebunden zu sein, die erhebliche Auswirkungen auf das nationale Gesundheitswesen haben.

- Ergänzung zum Gesundheitsabkommen: Konflikt zwischen WHO-Vorbehalt und EU-Digital Service Act (DSA)
    - Die Schweiz hat im Rahmen der neuen Internationalen Gesundheitsvorschriften (IGV) der WHO ausdrücklich einen Vorbehalt angebracht, um sich gegenüber globalen Vorgaben zur Informationskontrolle, Zensur und Einschränkung der Meinungsäusserungsfreiheit rechtlich abzusichern.
    - Dieser Vorbehalt sichert der Schweiz das Recht zu, eigene Kommunikations- und Informationsrichtlinien im Gesundheitsbereich beizubehalten – insbesondere im Hinblick auf Transparenz, wissenschaftliche Debatte und Meinungspluralität.
    - Mit dem Inkrafttreten des Rahmenabkommens und insbesondere des Gesundheitsabkommens wäre die Schweiz jedoch verpflichtet, den Digital Services Act (DSA) der EU dynamisch und verbindlich zu übernehmen.
    - Der DSA enthält klare Vorschriften zur Überwachung digitaler Inhalte, zur Entfernung sogenannter "gesundheitsgefährdender" oder "desinformationsrelevanter" Aussagen sowie zur direkten Eingriffs- und Weisungskompetenz der EU-Kommission gegenüber digitalen Plattformen.
    - Damit würde ein supranationales Zensur- und Kontrollsystem eingeführt, welches in der Hierarchie über nationalem Recht stünde. Der bestehende WHO-Vorbehalt würde faktisch bedeutungslos, da durch die EU-Rechtsübernahme zwingende Zensurmechanismen implementiert werden.
    - Folge: Die Schweiz verlöre die Kontrolle über ihre Informationshoheit im Gesundheitsbereich. Nationale demokratische Mechanismen und Vorbehalte wären wirkungslos, da EU-Digitalrecht automatisch Anwendung fände und durch ein supranationales Aufsichtssystem durchgesetzt wird.
    - Dies stellt einen verdeckten Souveränitätsverzicht dar, insbesondere im Bereich der Grundrechte (Meinungsfreiheit, Informationsfreiheit gemäss Art. 16 BV) und der Volkssouveränität.
    - Damit entsteht eine doppelte Rechtsbindung: Einerseits WHO-IGV, andererseits EU-DSA, wobei letzterer unmittelbar vollstreckbar wäre und nationale Schutzklauseln faktisch aushebelt.
    - **Fazit:** Mit der Übernahme des DSA würde die Schweiz auch ihre digitale Souveränität im Gesundheits- und Informationsbereich verlieren. Der bestehende WHO-Vorbehalt würde wirkungslos, da EU-Vorgaben mit Zwangscharakter darüber gestellt werden.

5. Stromabkommen

- Die Übernahme europäischer Netzvorgaben führt zu einem Verlust an energiepolitischer Autonomie und erschwert eine eigenständige Versorgungssicherheitsstrategie.
- Das Abkommen verpflichtet die Schweiz zur Teilnahme an EU-Marktplattformen und Kapazitätsmechanismen, was die Steuerung über Wasser- und Speicherkraftwerke einschränken kann.
- Die Schweizer Strompreise könnten stärker von den volatilen EU-Börsen abhängig werden, was Risiken für Konsumenten und Industrie bedeutet.
- Nationale Förderinstrumente für erneuerbare Energien unterliegen EU-Beihilferegeln, wodurch zielgerichtete Subventionen gefährdet werden.
- Bei Netzengpässen könnten EU-Interessen Vorrang erhalten, was die Versorgungssicherheit der Schweiz beeinträchtigen kann.

6. Abkommen über Forschung und Kulturprojekte

- Die finanziellen Verpflichtungen der Schweiz stehen in einem Missverhältnis zum Mitbestimmungsrecht, da die strategischen Prioritäten von der EU festgelegt werden.
- Die Schweiz ist weiterhin dem Risiko politisch motivierter Ausschlüsse ausgesetzt, wie bereits in der Vergangenheit geschehen.
- Nationale Forschungs- und Kulturprioritäten könnten zugunsten EU-definierter Programme verdrängt werden.
- Hohe Beitragszahlungen können Druck auf das Bundesbudget erzeugen und autonome Förderprogramme einschränken.
- Die Schweiz erhält keinen gesicherten Langzeitzugang, sondern bleibt vom politischen Wohlwollen der EU abhängig.

7. Abkommen über die Personenfreizügigkeit

- Die unbeschränkte Zuwanderung führt zu strukturellem Druck auf den Arbeitsmarkt, insbesondere in Niedrig- und Mittellohnsegmenten.
- Die flankierenden Massnahmen zum Lohnschutz sind unzureichend und könnten im Rahmen institutioneller Mechanismen weiter geschwächt werden.
- Die Personenfreizügigkeit verstärkt den Druck auf den Wohnungsmarkt und trägt zu steigenden Lebenshaltungskosten bei.
- Die Schweiz verliert die Möglichkeit, ihre Zuwanderung nach volkswirtschaftlichen Bedürfnissen zu steuern.
- Mit dem institutionellen Rahmen entsteht ein rechtlicher Automatismus, der zukünftige Anpassungen zu Gunsten der EU und zu Lasten der demokratischen Mitbestimmung der Schweiz begünstigt.

Vergleich: Heutiges Schweizer Modell vs. neues institutionelles Rahmenwerk (EU)

Kriterium	Heutiges Schweizer Modell (bilateraler Ansatz)	Neues Rahmenabkommen / institutionelle Dynamik
Rechtssetzung	Schweiz entscheidet autonom; EU-Recht wird nur nach demokratischer Prüfung übernommen	EU-Recht wird dynamisch und automatisch übernommen; nur noch formelle Abnahme ohne Einfluss auf Inhalt
Demokratie & Referendumsrecht	Volksabstimmungen haben volle Wirkung; Parlament und Volk können Gesetze ablehnen oder anpassen	Dynamische Rechtsübernahme setzt demokratische Mitsprache unter Druck; Ablehnung führt zu Sanktionen oder Marktausschluss
Streitbeilegung	Streitfälle werden politisch oder bilateral ausgehandelt; keine fremde Gerichtsbarkeit	Schiedsverfahren mit EuGH-Vorlagepflicht – EuGH-Entscheide sind verbindlich und überschreiben nationales Recht
Souveränität	Volle staatliche Steuerung in zentralen Bereichen; flexible sektorielle Zusammenarbeit	Institutionalisierte Rechtsunterordnung mit Anpassungszwang; EU erhält faktisch das Interpretationsmonopol
Neutralität & Eigenständigkeit	Schweiz wahrt Neutralität auch in regulatorischen Fragen	Schweiz wird Teil des EU-Rechtsraums und kann politisch-rechtlich nicht mehr neutral agieren
Zukunftsfähigkeit	Bilaterales Modell erlaubt massgeschneiderte Lösungen und demokratische Kontrolle	Rahmenvertrag schafft eine Einbahnstruktur in Richtung EU-Integration ohne Rückholmöglichkeit

Zusammenfassende Bewertung (Rechtsübernahme, Schiedsverfahren, EuGH) (Rechtsübernahme, Schiedsverfahren, EuGH)

- **Dynamische Rechtsübernahme:** Alle Unterabkommen basieren auf dem Prinzip der fortlaufenden Anpassung an EU-Recht (Acquis communautaire). Die Schweiz verpflichtet sich, zukünftige EU-Regulierungen automatisch zu übernehmen oder müsste bei Abweichung mit Sanktionen rechnen. Dies führt zu einer faktischen Rechtsunterordnung ohne demokratische Mitgestaltung.
- **Schiedsverfahren mit EuGH-Vorlagepflicht:** Bei Streitigkeiten entscheidet ein Schiedsgericht. Dieses ist jedoch verpflichtet, den Europäischen Gerichtshof (EuGH) verbindlich anzurufen, sofern EU-Recht tangiert ist. Damit wird der EuGH zur letztinstanzlich entscheidenden Behörde – ein klarer Eingriff in die Rechtsautonomie der Schweiz.
- **Institutionelle Einbahnmechanik:** Das Abkommen sieht Mechanismen vor, welche die EU interpretativ bevorteilen. Weicht die Schweiz ab, drohen

Ausgleichsmassnahmen oder teilweiser Marktzugangsentzug. Dadurch entsteht ein permanenter Anpassungsdruck zugunsten der EU.

- **Demokratische Hoheitsrechte unter Druck:** Die direkte Demokratie, das Referendumsrecht und föderale Entscheidungsprozesse können durch supranationale Rechtspflichten umgangen oder entwertet werden.
- **Verwaltungsaufwand wird explodieren:** Drei neue Gesetze müssen erstellt werden, Beihilfeüberwachungsgesetz, Bundesgesetz über die Verwaltungszusammenarbeit sowie das Kohäsionsbeitragsgesetz. Geschweige von der Implementierung der 20'000 Seiten EU-Ausführungsverordnungen.
- **Gesamtbeurteilung:** Die geplanten institutionellen Regelungen stellen einen Paradigmenwechsel dar: von einer partnerschaftlichen Zusammenarbeit auf Augenhöhe hin zu einer institutionalisierten Rechtsbindung an die EU. Dies betrifft nicht nur einzelne Sachbereiche, sondern die Souveränität der Schweizer Rechtsordnung als Ganzes sowie die zunehmende Erosion der direkten schweizerischen Demokratie!

Mit freundlichen Grüssen

Peter Ruckstuhl

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: (Privat)

Date: 24.10.2025

Contact: Saiz · saiz.gorana@gmail.com

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation est accueillie avec un scepticisme marqué, tant les résultats des négociations semblent s'écarter des intérêts fondamentaux de la Suisse et de sa souveraineté. Il est impératif d'évaluer avec la plus grande rigueur les implications de tels accords, qui risquent de nous entraîner inexorablement dans le sillage de l'Union européenne sans que nous en recueillions les bénéfices politiques. L'alignement progressif sur le droit de l'UE, tel qu'il transparaît des résultats des négociations, soulève des questions juridiques fondamentales. La Constitution fédérale suisse, notamment l'article 5, garantit le principe de subsidiarité, exigeant que les compétences soient exercées au niveau le plus proche possible du citoyen. Or, une adoption systématique de la législation européenne contrevient à ce principe, transférant des compétences décisionnelles à des organes étrangers. De plus, l'article 160 alinéa 1 de la Constitution stipule que la Confédération doit tenir compte des nécessités des cantons. L'intégration de droit européen non négocié, sans consultation approfondie des cantons, bafoue cette exigence constitutionnelle. Les accords envisagés semblent privilégier une intégration "à la carte" où la Suisse assume les contraintes européennes sans bénéficier d'une contrepartie politique proportionnée. Il est essentiel de s'interroger sur la capacité de la Suisse à conserver sa flexibilité législative et sa marge de manœuvre dans des domaines cruciaux pour son avenir économique et social. L'absence d'une réelle participation aux processus décisionnels de l'UE, tout en étant contraint d'appliquer une part croissante de son droit, constitue une asymétrie inacceptable. Nous craignons que ces accords ne constituent une forme d'adhésion de facto, érodant progressivement les prérogatives de notre système politique démocratique et fédéral. Il est crucial de ne pas sacrifier l'autonomie législative et la capacité de la Suisse à définir ses propres priorités au nom d'un accès facilité au marché intérieur européen. Les conséquences à long terme d'un tel assujettissement, notamment en matière de politique sociale, de politique environnementale et de politique économique, doivent être minutieusement analysées et rendues publiques avant toute décision irréversible. L'indépendance de notre droit et de nos institutions doit demeurer une priorité absolue.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

L'introduction de mesures visant à transposer le droit de l'Union européenne dans notre ordre juridique national, telle qu'envisagée dans le cadre de la présente procédure de consultation, soulève des préoccupations fondamentales quant à leur conformité avec les principes constitutionnels de notre État. Si l'objectif affiché est de rationaliser certaines procédures, il est impératif d'examiner attentivement les implications de cette démarche au regard de notre souveraineté et de nos prérogatives législatives. La volonté d'alignement avec les normes européennes risque de nous imposer des cadres contraignants qui ne tiennent pas toujours compte de nos spécificités nationales et de notre tradition juridique. L'article 164 de la Constitution fédérale, qui garantit la souveraineté de la Confédération, ne saurait être interprété comme une invitation à une délégation de compétence législative, même implicite, au profit d'une autorité extérieure. La transposition systématique de normes supranationales peut conduire à une érosion progressive de notre capacité à définir notre propre politique, notamment dans des domaines sensibles où l'intérêt national doit primer. De plus, l'absence d'une révision approfondie de nos propres lois nationales, précédant une éventuelle adoption de normes européennes, peut aboutir à des incohérences juridiques et à des interprétations divergentes. L'article 5 de la Constitution fédérale, qui stipule que les cantons exercent tous les droits qui ne sont pas attribués à la Confédération, souligne l'importance d'un fédéralisme fort et d'une répartition claire des compétences. L'intégration de dispositions européennes sans une analyse rigoureuse de leur impact sur cette répartition pourrait altérer cet équilibre constitutionnel délicat. Il est également préoccupant de constater que la procédure de consultation semble privilégier une approche d'adaptation plutôt qu'une évaluation critique des avantages et des

inconvénients réels pour notre pays. La flexibilité et la marge de manœuvre dont dispose notre législateur doivent être préservées. L'adoption mécanique de normes étrangères, sans discernement ni adaptation approfondie, affaiblit notre capacité d'action autonome et notre légitimité démocratique. En conclusion, avant d'envisager une quelconque transposition, une analyse exhaustive des conséquences juridiques, politiques et économiques s'impose, en veillant scrupuleusement au respect de notre ordre juridique supérieur et de nos principes fondamentaux. La priorité doit rester la défense de nos intérêts nationaux et la préservation de notre autonomie décisionnelle.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux mesures proposées en matière de protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes. Les dispositions envisagées apparaissent insuffisantes pour compenser la pression croissante exercée sur le niveau des salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation. Il existe un risque réel d'érosion généralisée des revenus, particulièrement préjudiciable aux classes moyennes et inférieures. Au lieu de renforcer notre système de protection des salaires, déjà éprouvé et efficace, celui-ci risque d'être dilué et aligné sur des normes européennes moins contraignantes. Ces nouvelles réglementations, bien que potentiellement plus bureaucratiques, s'avèrent moins efficaces que les mesures de protection existantes, profitant ainsi aux entreprises étrangères cherchant à pratiquer le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle se trouvent affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont sapées par des structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Cette restructuration risque de réduire le nombre de contrôles et de compromettre l'application rigoureuse des conditions de salaire et de travail. L'introduction d'un régime de protection spéciale contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, tel que prévu dans les nouveaux articles 335l à 335q du Code des Obligations, constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par les pressions de l'UE. Ce dispositif crée une classe privilégiée d'employés, dont le licenciement est subordonné à des procédures rigides et bureaucratiques, entravant ainsi la flexibilité des petites et moyennes entreprises et contredisant les principes de notre marché du travail libéral. Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-accidents (LAA) et à la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), notamment en ce qui concerne la prise en compte des sanctions de l'UE dans le cadre de la loi sur la poursuite et la faillite (LP), représenteraient une cession de souveraineté considérable. L'équivalence des sanctions de l'UE avec des décisions exécutoires en Suisse, telle que proposée pour le nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 LP, transformerait la Suisse en un instrument d'exécution des sanctions administratives financières de l'UE, sans un contrôle judiciaire approfondi. Ceci porte atteinte à notre ordre juridique en permettant l'application en Suisse de décisions administratives étrangères. Enfin, l'articulation du nouveau projet de loi sur les contributions de cohésion avec la loi sur les marchés publics (LMP) semble sceller les contributions de cohésion comme élément permanent de notre droit, créant des liens transversaux qui assujettissent davantage la Suisse politiquement à l'UE. Ces modifications, loin d'apporter une réelle amélioration, semblent principalement viser une adaptation à la législation européenne, au détriment de notre autonomie et de la protection effective de nos travailleurs.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes inquiétudes quant à la proposition d'alignement sur le marché européen de l'électricité, laquelle risque de compromettre la souveraineté énergétique de la Suisse et de fragiliser sa sécurité d'approvisionnement. L'intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, telles que l'ACER et ENTSO-E, nous rendra dépendants d'une autorité supranationale sans droit de vote, tout en nous imposant les coûts de son fonctionnement. Les décisions relatives à notre réseau électrique seront désormais prises à Bruxelles, transformant l'ElCom, autorité de régulation indépendante, en un simple bras exécutif des directives européennes, ce qui constitue une régression démocratique et un abandon de notre propre modèle de régulation énergétique, adapté à nos besoins spécifiques. Les règles européennes relatives aux aides d'État menacent le pilier de notre production électrique, l'hydroélectricité. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, pourrait être qualifié d'aide d'État illicite et être aboli, fragilisant ainsi les finances cantonales. De surcroît, l'affaiblissement des structures fédérales, notamment des centrales communales, par la remise en cause de leur priorité d'injection, prévue par les règles de concurrence de l'UE, constitue une atteinte à la production d'énergie locale et décentralisée. La sécurité d'approvisionnement nationale est sacrifiée au profit d'un marché libéralisé, dont la capacité à garantir des réserves stratégiques, comme celles d'eau, est hautement douteuse. La loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG), en son article 4a et suivants, ainsi que les dispositions concernant les réserves énergétiques (art. 8b et suivants), témoignent d'une confiance excessive envers le marché, au détriment d'une gestion nationale rigoureuse. Cette libéralisation complète entraînera une volatilité des prix accrue, impactant négativement les PME et les

ménages, les coûts de la sécurité d'approvisionnement devant être répercutés via de nouvelles taxes. Le nouveau chapitre 1a du StromVG, en introduisant une libéralisation totale du marché, représente une expérience risquée pour la population et l'économie suisse, compromettant la stabilité de notre approvisionnement. Les modifications apportées à la loi sur l'énergie (EnG), en particulier l'article 15 nouveau, concernant la révision des règles de rémunération pour la production décentralisée et les énergies renouvelables, constituent un coup dur pour les petits et moyens producteurs. La limitation drastique de la puissance à 200 kW pour bénéficier de ces régimes, au lieu de 3 MW, pénalise les initiatives locales et favorise les grands acteurs centralisés. De plus, l'exclusion du soutien en cas de prix négatifs (art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis EnG) engendre une incertitude d'investissement majeure pour les énergies renouvelables, freinant leur développement et nous rendant plus dépendants des marchés étrangers. L'élargissement des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles de séparation (art. 10, 18, 19 StromVG) sont des instruments d'alignement avec l'UE, nous privant de notre souveraineté sur nos infrastructures critiques et détruisant nos structures fédérales. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau dans l'article 8 al. 2 BATE est une autre étape vers la soumission au régime de l'UE, limitant notre flexibilité dans la gestion de nos réseaux électriques. En somme, cette approche représente un recul significatif pour la sécurité, la souveraineté et la stabilité énergétique de la Suisse.

Contribution financière

La proposition d'intégration de paiements de cohésion dans le cadre de notre relation avec l'Union européenne soulève de graves préoccupations quant à notre souveraineté et à notre indépendance financière. L'idée de transformer des contributions volontaires, soumises au contrôle du Parlement, en une obligation juridique automatique et contraignante représente une perte majeure d'outils politiques et de contrôle démocratique sur des sommes considérables. Il s'agit, dans les faits, d'une forme de contribution forcée qui viole le principe de l'autonomie budgétaire de la Confédération. Le montant initial de 350 millions de francs par an doit être considéré avec un scepticisme prononcé. Il ne s'agit que d'une offre d'appel. Le mécanisme de recalcul qui sera ancré dans le traité conduira inévitablement à des exigences beaucoup plus élevées. La Suisse se trouvera alors dans l'incapacité de refuser et devra se conformer aux dictats financiers de l'Union européenne. Le projet de loi sur les contributions de cohésion (KoBG) vise précisément à pérenniser ces paiements, transformant un geste politique en une obligation juridique irréversible. L'article 1 du KoBG crée un droit permanent, sapant ainsi la souveraineté du Parlement en matière budgétaire. Au lieu d'une décision souveraine sur l'utilisation des fonds publics, il ne resterait que l'exécution d'une obligation de paiement dictée par l'UE. L'inclusion du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d du Bologneser Bundesgesetz über die direkten Bundessteuern (BöB) n'est pas une simple formalité technique. Elle ancre ces paiements de manière profonde dans notre ordre juridique, signalant leur assimilation à une dépense fédérale ordinaire et permanente, sans véritable contrepartie garantie. Il est particulièrement préoccupant de constater le lien tissé avec la loi sur la promotion de la paix par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b. L'utilisation du prestige de la promotion de la paix pour légitimer ces paiements financièrement et politiquement délicats à l'UE est trompeuse. La Suisse risque de devenir une contributrice nette sans droit de regard, payant pour une intégration institutionnelle qui coûte cher à notre souveraineté pour des avantages rares.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant aux propositions relatives au domaine des transports terrestres, telles qu'elles sont soumises à consultation. L'intégration de dispositions inspirées du droit de l'Union européenne, notamment en matière de droit des aides d'État et d'ouverture du marché, présente un risque considérable pour le service public ferroviaire suisse, pilier de notre système de mobilité et de notre souveraineté. L'application du droit européen des aides d'État, même par le biais de la "soumission matérielle" visée par le nouvel article 40ter de la loi sur les chemins de fer (LCR), risque de qualifier les subventions actuelles, essentielles à la pérennité du trafic marchandises, du trafic régional et au renouvellement du matériel roulant, d'aides d'État incompatibles. Cela menace directement la qualité et l'étendue des prestations offertes aux citoyens et aux entreprises. L'introduction de la possibilité de "cabotage" dans le transport ferroviaire, telle que prévue par le nouvel article 40ater LCR, est particulièrement préoccupante. Cette mesure ouvre la voie à une "pêche aux clients" par des opérateurs étrangers. Ces derniers se concentreraient sur les liaisons les plus rentables, négligeant ainsi les lignes secondaires, pourtant indispensables à la desserte du territoire et à l'aménagement du territoire. Cette stratégie de "rosinenpickerei" saperait la viabilité financière des entreprises ferroviaires suisses, y compris les CFF, qui ont une obligation de service public étendue. La "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral comme mécanisme de protection ne constitue, juridiquement parlant, qu'un instrument sans portée contraignante. Elle n'offre aucune garantie réelle face à l'évolution future et

dynamique du droit de l'UE, que la Suisse serait tenue d'intégrer sans pouvoir en influencer le contenu. Il s'agit là d'une illusion de sécurité qui ne préserve en rien notre autonomie décisionnelle en matière ferroviaire. En outre, la perspective de devoir adopter des normes européennes telles que celles relatives au "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM) par le biais de la reprise dynamique du droit signifierait une perte supplémentaire de contrôle au profit d'instances supranationales, au détriment de la gestion nationale de notre réseau ferroviaire. Enfin, l'adaptation du nouveau chiffre 1bis de l'article 32a de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), qui impose de tenir compte du droit européen dans les appels d'offres pour les transports de voyageurs, restreint significativement la souveraineté des cantons et de la Confédération dans la définition de leurs réseaux de transport public. Au lieu de pouvoir privilégier les solutions les plus adaptées aux besoins suisses, il faudra se conformer à des critères européens, potentiellement coûteux et moins efficaces. Ces dispositions constituent une atteinte inacceptable à notre souveraineté et à la pérennité de notre service public.

Aides d'État

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant à la proposition d'alignement du droit suisse sur le régime européen des aides d'État, telle que présentée dans le cadre de cette consultation. Loin d'être une simple adaptation technique, cette démarche représente une remise en cause fondamentale de notre souveraineté nationale, de notre système fédéraliste et de notre capacité à définir nos propres politiques économiques et sociales. L'introduction du nouveau cadre légal, notamment le projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), marque une rupture significative avec la pratique actuelle, éprouvée et démocratiquement légitimée. La soumission des décisions de subventionnement, qu'elles émanent de la Confédération, des cantons ou des communes, à un contrôle technocratique édicté par l'Union européenne est inacceptable. Il est essentiel de souligner que ces aides, souvent destinées à soutenir le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les petites et moyennes entreprises locales, sont le fruit de choix politiques délibérés et adaptés aux réalités de notre pays. Les soumettre à un régime de contrôle de l'UE équivaut à renoncer à notre autonomie décisionnelle en matière de politique économique. Le projet de loi BHÜG, ainsi que les modifications proposées au droit des cartels (Art. 18 al. 2 KG) et au droit de procédure du Tribunal fédéral (Art. 82 let. bbis BGG), consacrent la création d'une nouvelle "super-autorité" au sein de la Commission de la concurrence (WEKO). Cette entité, que l'on peut qualifier de "bras étendu de l'UE", sera chargée d'évaluer la compatibilité des aides d'État avec le droit européen. Cette concentration de pouvoir, éloignée des mécanismes de contrôle démocratique et de proximité, pose de sérieux problèmes. La perte de la souveraineté des cantons est particulièrement préoccupante. Ces derniers, dépossédés de leur autonomie organisationnelle et procédurale, se retrouvent en position de demandeurs face à une autorité centrale. Le droit de recours direct de cette nouvelle chambre des aides d'État devant le Tribunal fédéral, tel que prévu par le nouvel Art. 82 let. bbis BGG, permettrait d'invalider des décisions cantonales souveraines par le biais d'un contrôle abstrait de norme, sapant ainsi les fondements de notre fédéralisme. De plus, l'abandon de l'article 103 de la loi sur l'aviation (LFG) supprime toute compétence nationale de la WEKO en matière de contrôle des aides d'État dans le secteur stratégique du transport aérien. Cela signifie une soumission complète de ce secteur au régime de l'UE, privant la Suisse de tout levier de contrôle et de pilotage autonome. L'exclusion du Préposé fédéral à la surveillance des prix des réunions de la chambre des aides d'État, tel que prévu par la modification de l'article 5 al. 2 PüG, affaiblit le rôle du consommateur et la transparence, tout en garantissant un champ d'action plus libre à cette nouvelle autorité, dont les décisions peuvent avoir un impact direct sur les prix et les coûts supportés par les citoyens. En conclusion, cette révision législative, loin d'être une simple mise à jour technique, représente une capitulation devant les exigences de l'UE. Elle sacrifie notre autonomie, notre fédéralisme et notre capacité à définir nos propres priorités économiques et sociales sur l'autel d'une intégration excessive. Il est impératif de rejeter ces dispositions qui ouvrent la voie à une soumission systématique de notre droit et de nos institutions aux diktats de Bruxelles, au détriment des intérêts fondamentaux de la Suisse et de ses citoyens.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux propositions d'accord relatives à la libre circulation et à l'immigration, qui semblent s'éloigner de la volonté clairement exprimée par le peuple suisse et de notre droit constitutionnel. L'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union européenne, telle que proposée, entraînera une extension considérable de la libre circulation, contredisant l'article 121a de la Constitution fédérale qui stipule le droit de la Confédération à une immigration autonome. L'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent, acquis après seulement cinq ans au lieu de dix, ainsi que le caractère pratiquement inaliénable de ce statut, même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale, soulèvent d'importantes questions de sécurité intérieure et de soutenabilité de nos systèmes sociaux. La crainte est que ces dispositions encouragent une immigration massive vers nos systèmes sociaux, les coûts étant répercutés sur les

contribuables suisses, les cantons et les communes. L'élargissement sans précédent du regroupement familial, incluant désormais les parents, grands-parents et beaux-parents, risque de provoquer une augmentation incontrôlable de l'immigration et des charges sociales associées. La "clause de sauvegarde" prévue semble relever de l'illusion, ses conditions d'application étant si restrictives qu'elle sera, selon toute vraisemblance, inopérante. Sa mise en œuvre pourrait même déclencher des mesures de rétorsion de la part de l'Union européenne, la transformant en un levier de contrainte plutôt qu'une protection réelle. L'automatisation future de la reprise du droit de l'UE dans le domaine de l'immigration, par le biais de la "méthode d'intégration", priverait de facto le parlement et le peuple suisses de leur pouvoir décisionnel sur ces questions cruciales, ce qui constitue une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. Les modifications proposées dans la Loi sur l'assurance-chômage (par le biais de l'adaptation de l'article 41c nouveau et l'abrogation de l'article 29a de la Loi sur l'assurance-invalidité) semblent vouloir cimenter l'immigration dans nos systèmes sociaux, en élargissant le droit à l'aide sociale pour les citoyens de l'UE et en rendant l'exclusion quasi impossible, même en cas de dépendance. L'article 21b nouveau de la Loi sur l'immigration, qui prévoit une "clause de sauvegarde", apparaît comme un placebo inefficace, ses indicateurs ne laissant aucune marge de manœuvre pour des mesures concrètes et autonomes telles que des contingents. De plus, l'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étrangers dans la Loi sur l'École polytechnique fédérale (article 34d alinéa 2bis) et la Loi sur la formation professionnelle supérieure (article 61a) semble être un aveu des coûts supplémentaires considérables engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation, désormais répercutés sur les étudiants et la réputation de nos hautes écoles. Le nouveau concordat (Art. 48 al. 2 let. c) et le mécanisme de contribution spécifique (Art. 61a) prévus dans la Loi sur la formation professionnelle supérieure pour compenser l'égalité de traitement des étudiants de l'UE confirment les coûts cachés de ces accords, qui pèsent directement sur le contribuable suisse. Enfin, l'alignement de la deuxième pilier sur les règles de coordination de l'UE, tel que proposé dans la Loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, ainsi que la restriction de la restitution des fonds de caisse de pensions lors d'un déménagement vers l'UE, constituent une érosion de notre souveraineté en matière de politique sociale et une atteinte aux droits de propriété des assurés suisses. Ces modifications, même d'apparence technique, démontrent une soumission progressive de notre droit national au droit de l'UE, compromettant notre capacité à réguler de manière autonome notre système de sécurité sociale.

Sécurité des denrées alimentaires

Le projet d'intégration intitulé "Sécurité alimentaire" masque une soumission généralisée de l'économie agricole et alimentaire suisse au droit de l'Union européenne. Cette démarche, loin de se limiter à la sécurité, représente une tentative d'assujettissement intégral à la réglementation européenne "De la ferme à la table", menaçant directement nos normes de production élevées, nos exploitations agricoles familiales et la liberté de choix des consommateurs. La qualité suisse, un atout concurrentiel majeur, est mise en péril. L'harmonisation avec des standards européens souvent moins rigoureux entraînera inévitablement une dévaluation du label "Swiss made". Nos producteurs, contraints d'opérer sous des critères moins exigeants, perdront un avantage distinctif essentiel. La clause guillotine, liant cet accord à l'ensemble des traités bilatéraux I, constitue une forme inacceptable de chantage politique. La renonciation à cet accord néfaste entraînerait l'effondrement de tout le cadre des accords bilatéraux, paralysant toute décision souveraine future de la Suisse. L'octroi de droits d'accès et de contrôle à des inspecteurs de l'UE sur nos exploitations, nos fromageries et nos restaurants représente une atteinte gravissime à notre souveraineté. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de surveillance pour une autorité étrangère. Une vague de bureaucratie sans précédent menace nos producteurs. Des petites exploitations familiales aux manifestations locales, tous seraient contraints de se conformer à des règles complexes et inadaptées à notre réalité, menaçant les traditions locales et des pans entiers de notre économie. Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, plébiscité démocratiquement à plusieurs reprises, est sapé de l'intérieur. La Suisse serait contrainte d'accepter des produits contenant des traces d'OGM, bafouant ainsi la volonté populaire. La révision totale de la Loi sur les produits alimentaires et les objets usuels (LPM, RS 817.02) constitue une attaque frontale contre la qualité helvétique, nos producteurs et nos consommateurs. L'assujettissement de toute la chaîne alimentaire aux réglementations de l'UE engendre une bureaucratie étouffante et une perte des standards d'excellence. Les modifications apportées au Code des obligations concernant la protection des animaux, notamment les articles 15a et 21, nous obligent à abandonner nos réglementations nationales, souvent plus strictes et éprouvées, en matière de transport et d'abattage, au profit des normes de l'UE. Cela représente un recul clair en matière de bien-être animal et une perte de souveraineté dans un domaine éthiquement crucial. Les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la Loi sur l'agriculture (LAgr, RS 912.1) par le biais de nouveaux alinéas aux articles 141 et 148, confèrent une délégation de pouvoir exorbitante. Le Parlement se retrouve contourné, perdant son droit de regard sur l'adoption de normes affectant directement nos agriculteurs. Cette situation fragilise la démocratie dans un secteur économique vital pour la Suisse. L'adaptation de la Loi sur les forêts (LF, RS 921.0) par le nouvel article 26

alinéa 1bis, soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles à l'influence de l'UE. La Suisse perd sa capacité de réaction rapide et souveraine face aux menaces spécifiques qui pèsent sur nos écosystèmes forestiers. Les mécanismes européens, souvent lents et inadaptés à notre situation alpine, se substituent à nos stratégies nationales éprouvées. Enfin, l'alignement sur les règlements de l'UE dans la Loi sur l'épizootie (LEp, RS 916.0) par le nouvel article 1, aboutit à l'abandon du contrôle d'un domaine d'une importance capitale pour notre sécurité nationale. La lutte contre les maladies animales exige des mesures rapides, flexibles et adaptées aux réalités locales. L'assujettissement au système rigide et bureaucratique de l'UE, tel que le prescrit le nouveau champ d'application de l'article 1 LEp, est une négligence qui met en péril notre agriculture et la santé publique. En bref, ce projet d'accord compromet notre indépendance alimentaire, notre qualité reconnue et notre capacité à définir nos propres standards dans des domaines fondamentaux.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente prise de position formelle exprime de profondes préoccupations quant aux propositions visant à stabiliser les relations avec l'Union européenne, telles que présentées dans le cadre de la consultation. Bien que l'intention affichée soit de consolider nos liens, il est impératif d'analyser de manière critique les implications pour la souveraineté suisse et le respect de notre droit interne. L'harmonisation législative accrue, prônée par ces accords, soulève d'importantes questions quant à l'autonomie décisionnelle de la Suisse. L'intégration de droit dérivé de l'UE, sans que la Suisse n'ait voix au chapitre dans son élaboration, pourrait conduire à une perte de contrôle significative sur notre propre ordre juridique. Cette dynamique est particulièrement préoccupante au regard de l'article 5 de la Constitution fédérale (Cst.), qui consacre le principe de subsidiarité et l'importance pour la Confédération d'agir uniquement dans la mesure où les cantons ne peuvent pas assurer l'exécution de la tâche de manière adéquate. L'application unilatérale du droit de l'UE risque de saper ce principe fondamental. En outre, il est essentiel de considérer la jurisprudence du Tribunal fédéral (TF) concernant l'application du droit international coutumier et des traités en droit interne. Le TF a systématiquement réaffirmé la primauté du droit constitutionnel suisse. L'adoption systématique de normes européennes, potentiellement contraires à nos principes constitutionnels ou à des lois fédérales adoptées par le peuple et les cantons, pourrait engendrer des conflits juridiques insolubles et une instabilité constitutionnelle. La simple transposition de directives et règlements sans un examen rigoureux de leur compatibilité avec notre ordre juridique suprême constituerait une entorse grave à notre système juridique. De plus, la perspective d'un recours à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour l'interprétation des accords soulève des inquiétudes quant à la capacité de la Suisse à préserver son indépendance judiciaire. L'autorité de la CJUE, même dans le cadre d'accords spécifiques, pourrait se traduire par une soumission de facto à une juridiction étrangère, portant ainsi atteinte à la souveraineté judiciaire garantie par l'article 1 du Code de procédure civile suisse. La Suisse a toujours défendu avec fermeté son droit à une justice indépendante et souveraine. Nous doutons que les prétendus bénéfices d'une telle stabilisation justifient les risques considérables qui pèsent sur notre souveraineté, notre droit interne et notre système constitutionnel. Une approche prudente et sélective, privilégiant la négociation d'accords bilatéraux ciblés et respectueux de nos spécificités, demeure la voie la plus sûre pour l'avenir de la Suisse.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation globale du paquet proposé dans le cadre des négociations avec l'Union européenne soulève des inquiétudes fondamentales quant à son impact sur la souveraineté suisse et le respect de notre ordre juridique interne. La tendance à l'alignement unilatéral sur le droit de l'Union européenne, telle que suggérée par ce paquet, représente une dérive inquiétante. Il est impératif de rappeler que la Suisse est un État souverain, régi par sa propre Constitution et ses lois. L'intégration automatique du droit de l'UE, sans possibilité de contrôle démocratique et sans réciprocité équitable, est une violation directe du principe fondamental de l'autodétermination du peuple suisse, consacré notamment par l'article 1er de la Constitution fédérale. Ce paquet risque de nous transformer en une juridiction satellite de l'UE, perdant ainsi notre capacité à légiférer dans notre propre intérêt national. L'extension de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à des domaines relevant de la politique intérieure suisse est particulièrement problématique. L'article 293 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération doit agir dans le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. L'absorption mécanique des interprétations de la CJUE pourrait porter atteinte à ces principes, en forçant la Suisse à adopter des solutions qui ne correspondent pas à ses traditions juridiques ou à ses priorités politiques. La clause de sauvegarde, telle que proposée, semble insuffisante pour garantir une véritable marge de manœuvre à notre pays. De plus, la perspective d'une procédure de règlement des différencîts qui impliquerait

l'application du droit de l'UE, potentiellement interprété par la CJUE, pose un problème majeur. L'article 5 de notre Constitution fédérale garantit l'indépendance de la justice suisse. Une telle clause pourrait, en pratique, contraindre nos tribunaux à suivre les directives de la CJUE, sapant ainsi leur indépendance et la souveraineté judiciaire helvétique. Les accords bilatéraux existants ont toujours veillé à préserver un équilibre et à éviter une telle subordination. En conclusion, ce paquet, dans sa forme actuelle, ne semble pas garantir les intérêts fondamentaux de la Suisse. Il présente un risque sérieux d'érosion de notre souveraineté et de notre ordre juridique. Une réévaluation profonde, axée sur la préservation de nos acquis constitutionnels et de notre capacité décisionnelle, est nécessaire avant d'envisager toute acceptation.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Emanuel Schmidt (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Emanuel Schmidt · info@emanuelschmidt.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung, bevor eine Zustimmung in Betracht gezogen werden kann. Die vom Bundesrat präsentierte Darstellung der Vor- und Nachteile lässt wesentliche Fragen offen und verkennt die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit.

Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung stellt eine kaum zu rechtfertigende Aushöhlung des demokratischen Prinzips dar. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert zwar die Übernahme von völkerrechtlichen Verträgen, doch dies darf nicht zu einer schleichenden Entmachtung der eidgenössischen Institutionen führen. Die vorliegende Paketlösung impliziert eine systemimmanente Übernahme von EU-Recht, welche die parlamentarische Entscheidungsfreiheit erheblich einschränkt. Dies widerspricht dem Geist des Artikels 141 Absatz 1 der Bundesverfassung, der die direkte Mitgestaltung der Schweizer Gesetzgebung durch das Volk und die Kantone vorsieht.

Besondere Besorgnis erregt die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in diesem Paket vorgesehen ist, greift tief in die Gewaltenteilung ein. Dies ist insbesondere vor dem Hintergrund des Artikels 190 Absatz 2 der Bundesverfassung problematisch, der festlegt, dass die Gerichte das Recht anwenden, aber nicht dessen Schöpfer sind. Die verbindliche Anwendung von EuGH-Urteilen würde de facto die oberste richterliche Instanz in der Schweiz durch eine ausländische Gerichtsbarkeit ersetzen, was eine inakzeptable Einschränkung der nationalen Rechtsordnung darstellt. Der Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, verankert in Artikel 30 der Bundesverfassung, wäre hierdurch ebenfalls gefährdet.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Vorteile, die dem Paket zugeschrieben werden, mit erheblichen Unsicherheiten behaftet. Die Gewährung des Marktzugangs ist kein Geschenk, sondern eine Gegenleistung, für die die Schweiz potenziell substanzielle Souveränitätsrechte aufgeben muss. Die Behauptung, dies sei im nationalen Interesse, bedarf einer gründlichen und unabhängigen Analyse, die über die vom Bundesrat vorgelegten Argumente hinausgeht. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die langfristig nicht im eigenen Interesse ist.

Die pauschale Annahme des EU-Rechts ignoriert die Komplexität und die spezifischen Bedürfnisse der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft. Es ist zwingend erforderlich, dass jede Übernahme von EU-Recht einer sorgfältigen Prüfung auf ihre Konformität mit der Schweizer Bundesverfassung und den nationalen Interessen unterzogen wird. Die vorliegende Paketlösung lässt eine solche differenzierte Betrachtung vermissen und birgt erhebliche Risiken für die Zukunft der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit zentralen Bestimmungen des Schweizer Rechts auf, insbesondere im Hinblick auf die Wahrung unserer Souveränität und die demokratischen Prinzipien.

Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen die Garantien gemäss Artikel 5 und 120 der Bundesverfassung erfüllen können. Artikel 5 BV verankert das Prinzip der föderalistischen Ordnung und der kantonalen Autonomie. Die vorliegende Vorlage birgt die Gefahr, dass Kompetenzen, die heute bei Kantonen und Bund liegen, indirekt an die Europäische Union delegiert werden, ohne dass dies über eine ordentliche Verfassungsänderung legitimiert würde. Dies würde die föderalistische Struktur der Schweiz grundlegend untergraben.

Des Weiteren ist die Einhaltung von Artikel 120 BV, welcher die Vernehmlassungsfassung und die Anhörung der Eidgenössischen Räte sowie der Kantone vorschreibt, kritisch zu prüfen. Es muss sichergestellt werden, dass die inländischen Umsetzungsbestimmungen nicht von vornherein so gestaltet sind, dass sie den Einfluss der europäischen Gesetzgebung faktisch irreversibel machen. Die Gefahr besteht, dass sich die Schweiz verpflichtet, EU-Recht zu übernehmen, bevor die notwendigen nationalen Gesetzgebungsprozesse, einschliesslich der Beteiligung der Kantone und der beiden Räte, abgeschlossen sind. Dies würde den demokratischen Willensbildungsprozess erheblich beeinträchtigen.

Besondere Skepsis besteht bezüglich der Möglichkeit, dass die vorgeschlagenen Umsetzungsbestimmungen durch einseitige Interpretationen oder spätere Änderungen durch die EU inhaltlich so verändert werden können, dass der ursprüngliche schweizerische Wille ausgehöhlt wird. Die Stärkung der Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) und die Einbindung seiner Rechtsprechung in die schweizerische Rechtsordnung sind aus der Perspektive der nationalen Souveränität äusserst problematisch. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Die übermässige Bindung an ausländische Gerichtsentscheidungen, insbesondere des EuGH, könnte dazu führen, dass die schweizerischen Gerichte und die zuständigen Bundesstellen faktisch gezwungen sind, Entscheidungen nachzuvollziehen, die im Widerspruch zu schweizerischen Rechtsgrundsätzen oder dem Volkswillen stehen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit und der Volkssouveränität.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen mit erheblichen Risiken für die schweizerische Rechtsordnung, die föderalistische Struktur und die demokratische Legitimation verbunden. Es bedarf einer gründlichen Überprüfung, ob die vorgeschlagene Lösung mit den Grundwerten unserer Verfassung vereinbar ist und ob sie die schweizerische Souveränität ausreichend schützt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht stellt eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politisch legitimierte Instrumente der regionalen, kantonalen und kommunalen Wirtschaftsförderung dienen, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies entmachtet die demokratisch legitimierten Entscheidungsträger auf allen Ebenen und unterstellt essenzielle Sektoren wie den öffentlichen Verkehr, Kantonalbanken, die Kulturförderung und lokale KMU einer fremden Überwachung.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) manifestiert diese Souveränitätsaufgabe. Mit der neuen Beihilfekammer als zentraler Kontrollinstanz nach Art. 3 BHÜG wird eine Behörde etabliert, deren primäres Ziel die Durchsetzung der EU-Konformität und nicht die Förderung schweizerischer Interessen ist. Dies widerspricht dem Grundsatz, dass wirtschaftspolitische Steuerungshoheit national verbleiben muss.

Der Föderalismus wird durch die vorgesehene Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) massiv geschwächt. Der neue Art. 82 Bst. bbis BGG verleiht der Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu administrativen Untereinheiten, deren demokratisch getroffene Entscheidungen mittels abstrakter Normenkontrolle nach Art. 98a BGG durch das Bundesgericht gekippt werden können. Die Verfahrensautonomie der Kantone wird damit ausgehebelt, und sie werden zu Bittstellern herabgestuft, denen ein formelles rechtliches Gehör im Prüfverfahren durch die neue Beihilfekammer verwehrt bleibt. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zeugt von dieser Zentralisierungstendenz und schwächt die kantonale Souveränität zusätzlich.

Besonders kritisch ist die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG zu betrachten. Diese 'Superbehörde' agiert als 'verlängerter Arm der EU' und vereint undurchsichtige Machtbefugnisse, die die Gewaltenteilung und demokratische Rechenschaftspflicht in Frage stellen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG unterstreicht die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr, der fortan ausschliesslich dem EU-Beihilferecht unterliegt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schliesslich schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz im Namen der ungestörten EU-Konformität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks unter dem Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" stellt eine bedenkliche und weitreichende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es geht hierbei weit über die blosse Gewährleistung der Sicherheit hinaus; vielmehr droht die faktische Abschaffung unserer eigenen, auf hohen Standards basierenden Produktionspraktiken. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf dem Label "Made in Switzerland" fusst, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards akut gefährdet. Dies untergräbt nicht nur einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, sondern bedroht auch die Vielfalt und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe, die den Kern unserer kulinarischen Identität bilden.

Die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück dieser gefährlichen Entwicklung. Sie droht, unsere gesamte Lebensmittelkette mit einer Welle der Bürokratie zu überziehen. Komplexe und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Vorschriften würden kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine überfordern, was unweigerlich zur Aufgabe von Existenzen und zur Zerstörung lokaler Traditionen führen würde. Dieses Abkommen ist auch ein direkter Angriff auf die Souveränität der Schweiz. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede unabhängige Entscheidung der Schweiz blockiert. Hinzu kommt der gravierende Eingriff in unsere Souveränität durch die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben.

Besonders bedenklich ist die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Ebenso stellen die erzwungenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und die Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung einen inakzeptablen Rückschritt dar. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, würden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies bedeutet einen Verlust an Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und somit die demokratische Kontrolle untergräbt. Auch der Schutz unserer Wälder gerät unter die Räder: Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz vor Schadorganismen dem Diktat der EU und beraubt uns der Fähigkeit, souverän und schnell

auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Nicht zuletzt ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit, indem sie die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Dieses Abkommen ist somit kein Schritt zur Lebensmittelsicherheit, sondern eine schrittweise Entreissung unserer nationalen Identität und unserer Souveränität.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, werfen erhebliche und gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Service public auf. Die vorgesehene Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die reale Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den regionalen Personenverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden. Dies würde direkt die Qualität und die Umfange des Angebots beeinträchtigen, auf das unsere Bürgerinnen und Bürger angewiesen sind.

Die Zulassung der sogenannten Kabotage durch ausländische Anbieter im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist eine fatale Entwicklung. Sie öffnet die Tür für eine reine "Rosinenpickerei" durch ausländische Unternehmen, die sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen bleiben damit auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien sitzen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts und ist lediglich eine Beruhigungspille, welche die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Mit der schrittweisen Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielhaft an der dynamischen Rechtsübernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) ersichtlich, verlagern wir unsere Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen. Diese Entwicklung ist unannehmbar.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Der Service public steht somit unter direktem Angriff.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und damit verbundenen Abkommen mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine Missachtung des klaren Volkswillens dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die durch die Schaffung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren zur 'Niederlassung C PLUS' führt, steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung, der die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz verankert. Dieses neue Recht untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, indem es die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv fördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, deren Kosten letztlich die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist reines Augenwischerei; ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer

Erpressungsklausel macht.

Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der 'Integrationsmethode' erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben. Diese automatische Unterwerfung unter Brüssel ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein spätes, aber deutliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und eigene Standards durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4). Die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung wird durch einen automatisierten EU-Mechanismus ersetzt, was das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards birgt und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen gefährdet.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU durch die Anpassung des BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Diese scheinbar technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zeigen, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen. Die vorgeschlagenen Abkommen sind somit eine Kapitulation vor der EU und eine Missachtung des Volkswillens.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erweisen sich bei genauerer Betrachtung als unzureichend und lediglich kosmetischer Natur. Es ist offensichtlich, dass sie dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursacht wird, nicht standhalten können. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, die am stärksten von diesem Wettbewerbsdruck betroffen sind. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an die schwächeren EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vorrangig ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen, und verschlechtert die Position der Schweizer Arbeitnehmerschaft.

Die Kontrollmechanismen werden darüber hinaus geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen, was die Gefahr von Missbräuchen weiter erhöht. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der offensichtlich durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen das bestehende System schwächen und die Schweiz übermässig an die EU binden, ohne substanzielle Vorteile für die Schweizer Arbeitnehmerschaft zu bieten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen bezüglich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion werfen gravierende Fragen hinsichtlich der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament zu entscheidender Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung stellt eine substantielle Erosion der parlamentarischen Budgethoheit dar. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) und dessen Verankerung in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BöB) wird eine dauerhafte und rechtlich bindende Zahlungsverpflichtung geschaffen. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und zementiert eine faktische Zwangsabgabe.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot, dessen tatsächliche Entwicklung durch den im Abkommen verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung zwangsläufig zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert hierbei jegliche Verhandlungsbasis und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Zahlungen zu leisten, ohne Gegenleistung in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Wir bezahlen somit für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kosten wird.

Die rechtliche Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die friedensfördernde Tätigkeit der Schweizerischen Eidgenossenschaft (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) ist äusserst irreführend. Der gute Ruf der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, deren Zahlungen verbindlich werden, während die Rückflüsse und die demokratische Kontrolle auf der Strecke bleiben. Diese Entwicklung ist aus einer souveränitätsbewahrenden und demokratischen Perspektive entschieden abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des neuen Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die Kosten mittragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die Unabhängigkeit unserer Energieregulierung fundamental untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, da undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umgesetzt werden müssen.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt,

könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ferner werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer in Zukunft für die Versorgungssicherheit der Schweiz verantwortlich sein wird – weder der Markt noch die EU tragen diese klare Verantwortung. Dieses Vorgehen ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die vollständige Strommarktliberalisierung durch das StromVG, Art. 4a ff., führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Das neue 1a. Kapitel des StromVG (Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze weiter reduziert.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz. Ein engere Anlehnung an Brüssel, auch wenn sie unter dem Deckmantel der Beziehungsstabilisierung erfolgt, droht die Schweiz in einen Zustand der Rechtsfortbildung ohne direkten Einfluss zu versetzen. Dies widerspricht fundamental dem Geist und dem Wortlaut von Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als eine freie und souveräne Nation definiert. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von flankierenden Massnahmen oder institutionellen Anpassungen, würde die schweizerische Gesetzgebung und Rechtsprechung unweigerlich an die Vorgaben der EU angleichen, ohne dass die Schweiz dabei über Mitspracherechte auf gleicher Augenhöhe verfügt.

Besonders bedenklich ist die potenzielle Erosion der direkten Demokratie. Die EU ist ein supranationales Gebilde, dessen Entscheidungsprozesse für die Schweizer Bevölkerung und ihre politischen Institutionen intransparent und schwer zugänglich sind. Die in der Verordnung über die

Teilnahme der Schweiz an EU-Programmen (SR 172.0.231.1) verankerte Verpflichtung zur Übernahme von sich änderndem EU-Recht, auch wenn sie auf spezifische Programme abzielt, schafft einen Präzedenzfall für eine schleichende Übernahme von EU-Recht. Gemäss Artikel 141 des Bundesgesetzes über die politische Rechte (BPR, SR 161.1) sind Volksinitiativen und Referenden wesentliche Instrumente der direkten Demokratie. Die Möglichkeit, dass ein Grossteil der relevanten Gesetzgebung zukünftig aus Brüssel diktiert wird, würde die Wirksamkeit dieser demokratischen Rechte massiv schwächen und das Volk vom politischen Prozess entmündigen.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Folgen einer solchen Annäherung fraglich. Während eine engere Kooperation mit der EU zweifellos Vorteile bringen mag, ist die Gefahr einer Abhängigkeit von den zyklischen Entwicklungen und politischen Entscheidungen der EU nicht zu unterschätzen. Dies könnte die schweizerische Wirtschaft in eine Position bringen, in der sie den wirtschaftspolitischen Entwicklungen der EU ausgeliefert ist, ohne die Möglichkeit, eigene, auf die nationalen Bedürfnisse zugeschnittene Massnahmen zu ergreifen. Das Prinzip der wirtschaftlichen Freiheit, welches in der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch eine solche Abhängigkeit eingeschränkt werden. Die Schweiz sollte sich stattdessen auf die Stärkung ihrer bestehenden bilateralen Abkommen konzentrieren und ihre einzigartige Position als unabhängiger Akteur auf der globalen Bühne bewahren, anstatt sich in eine für die Schweiz nachteilige institutionelle Verflechtung zu begeben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung unter den gegebenen Umständen im Interesse der Schweiz liegt und ob die Souveränität unseres Landes ausreichend gewahrt bleibt.

Insbesondere die angedachte Übernahme von EU-Recht durch einseitige Adaption, wie sie sich aus den vorgeschlagenen Abkommen andeutet, ist problematisch. Das Schweizer Volk hat in zahlreichen Abstimmungen seine Skepsis gegenüber einer solchen Unterordnung bekräftigt. Artikel 139 der Bundesverfassung garantiert das Selbstbestimmungsrecht des Schweizer Volkes und der Kantone, welches durch eine unkontrollierte Rechtsübernahme ausgehöhlt würde. Die Schweizer Gesetzgebung, einschliesslich des Obligationenrechts oder des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft, könnte in Zukunft direkt oder indirekt von Brüssel diktiert werden, ohne dass das Schweizer Parlament noch die Möglichkeit hätte, diese Regelungen kritisch zu hinterfragen oder anzupassen. Dies widerspricht fundamental dem demokratischen Prinzip der Volkssouveränität.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Implikationen mit grosser Vorsicht zu geniessen. Die erhofften Vorteile durch einen erleichterten Marktzugang könnten durch zusätzliche Verpflichtungen und eine stärkere Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft erkauft werden. Es besteht die Gefahr, dass sich Schweizer Unternehmen stärker an die Bedürfnisse des EU-Binnenmarktes anpassen müssen, anstatt ihre eigenen Stärken und Innovationskraft zu entfalten. Die im Bundesgesetz über die Binnenmarktgesetzgebung verankerten Grundsätze der Wettbewerbsneutralität und des Schutzes der heimischen Wirtschaft könnten unter Druck geraten.

Die juristische Ausgestaltung und die Überwachung der Einhaltung dieser Abkommen sind ebenfalls unzureichend geklärt. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) als oberste Instanz würde potenziell über Streitigkeiten entscheiden, die schweizerische Belange betreffen. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 123 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte betont. Die Gefahr, dass schweizerisches Recht durch die Rechtsprechung des EuGH in nicht vorhersehbarer Weise beeinflusst wird, ist real und birgt erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Autonomie unseres Rechtssystems.

Abschliessend muss festgehalten werden, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse eine ernsthafte Bedrohung für die Schweizer Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die

wirtschaftliche Eigenständigkeit darstellen. Eine eingehende und kritische Prüfung ist unerlässlich, bevor der Schweiz eine solche Abhängigkeit aufgezwungen wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Hans Peter Steffen (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Hans Peter Steffen · 0792741288 · hpsluch@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgelegten Vorschläge zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine unbesehene Annahme neuer Abkommen birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer Souveränität und der Erosion unseres rechtlichen Eigenständigkeit.

Zunächst ist die finanzielle Komponente der vorgeschlagenen Vereinbarungen kritisch zu hinterfragen. Die Schweiz würde sich potenziell zu erheblichen Zahlungen an die EU verpflichten, deren genaue Ausgestaltung und deren langfristige Konsequenzen unklar bleiben. Dies steht im Widerspruch zu unserem Prinzip der Haushaltsautonomie und könnte zu einer ungerechtfertigten finanziellen Belastung für die Schweizer Bevölkerung führen. Artikel 2 der Bundesverfassung garantiert die Selbstbestimmung der Kantone und die demokratische Legitimation von Staatsentscheidungen. Eine übermässige finanzielle Abhängigkeit von der EU könnte diese Grundsätze tangieren.

Des Weiteren ist die Übernahme von EU-Recht in unser nationales System besorgniserregend. Die unkritische Adaption von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie in der Vergangenheit zu beobachten war, gefährdet die Flexibilität unseres Rechtssystems und die Fähigkeit, eigene, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Das Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltentrennung, verankert in Artikel 5 der Bundesverfassung, könnte durch eine stärkere Dominanz externen Rechts beeinträchtigt werden, insbesondere wenn die Rolle des Schweizer Parlaments bei der Umsetzung und Überprüfung solcher Bestimmungen unzureichend gewahrt bleibt.

Die angeblichen Vorteile einer "stabilisierten" Beziehung zur EU dürfen nicht über die immensen Risiken hinwegtäuschen. Eine zu enge Anbindung an die EU, ohne die notwendige demokratische Kontrolle und ohne klare Abgrenzung unserer Kompetenzen, könnte langfristig die Schweiz in eine Position bringen, in der sie die Regeln Dritter erfüllen muss, ohne bei deren Gestaltung Mitspracherecht zu haben. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Schweizerischen Unabhängigkeit und der Volksouveränität, welche die Eckpfeiler unseres föderalistischen Systems bilden.

Es ist unabdingbar, dass jede neue Vereinbarung mit der EU einer strengen Prüfung unterzogen wird, die nicht nur die kurzfristigen Vorteile, sondern vor allem die langfristigen Auswirkungen auf unsere Souveränität, unsere demokratischen Prozesse und die finanzielle Stabilität unseres Landes berücksichtigt. Ein "Weiter so" auf Kosten unserer Autonomie ist nicht tragbar.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der im Inland beabsichtigten Umsetzung von EU-Rechtspaketen aufkommen, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine unkritische Übernahme von Bestimmungen aus dem EU-Raum, wie sie hier implizit zur Debatte steht, birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Legitimation.

Die vorgeschlagene Ausrichtung scheint darauf abzuzielen, die Schweiz in eine Position zu manövrieren, in der sie sich bestehenden EU-Regulierungen weitgehend unterwirft, ohne dass dies in einem ausgewogenen, bilateralen Vertragswerk verankert wäre, das die spezifischen Interessen der Schweiz adäquat berücksichtigt. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere Artikel 160 Absatz 1 BV, der die Bundesversammlung verpflichtet, die Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren und die Unabhängigkeit der Schweiz zu sichern. Eine faktische Übernahme von EU-Recht ohne klare Kompensationsmechanismen oder die Beibehaltung der legislativen Gestaltungsfreiheit würde diese grundlegenden Verfassungsaufträge untergraben.

Darüber hinaus wirft die Frage der richterlichen Überprüfung von EU-Recht, das potenziell in die schweizerische Rechtsordnung überführt werden soll, erhebliche Bedenken auf. Das Prinzip der Gewaltenteilung, wie es in Artikel 5 BV verankert ist, und die Bedeutung der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 190 Absatz 2 BV, könnten durch eine direkte Anwendung von Recht bedroht sein, dessen Entstehung und Auslegung primär auf europäischer Ebene stattfindet und dessen Rechtsprechung nicht immer mit den schweizerischen Rechtsgrundsätzen übereinstimmt.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an das EU-Recht unter strikter Wahrung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien erfolgt. Eine pauschale Übernahme von EU-Regulierungen ohne sorgfältige Prüfung ihrer Konformität mit der schweizerischen Verfassung und den nationalen Interessen wäre nicht im Sinne des schweizerischen Souveräns und würde die Grundlagen unserer demokratischen Ordnung schwächen. Die Bundesversammlung hat die Pflicht, die Unabhängigkeit und die eigenständige Rechtsgestaltung der Schweiz zu schützen. Die hier angedeutete Richtung scheint diesen Schutz nicht hinreichend zu gewährleisten. Es bedarf einer klaren Positionierung, die die nationalen Interessen über eine blinde Angleichung an europäische Regelwerke stellt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur Personenfreizügigkeit birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und den schweizerischen Wohlstandsstaat. Die anvisierten Anpassungen untergraben systematisch die Bestrebungen des Bundesverfassungsartikels 121a BV, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Insbesondere die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird die Zuwanderung in einem Ausmass verstärken, das nicht im Einklang mit dem Volkswillen steht.

Die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', ist zutiefst beunruhigend. Artikel 41c des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) und die Aufhebung von Artikel 29a AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Aussicht, dass selbst kriminelle EU-Bürger oder Personen, die dauerhaft von Sozialhilfe leben, ein Bleiberecht erhalten, stellt eine unmittelbare Bedrohung für die innere Sicherheit und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialwerke dar. Die Kosten dafür werden primär von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden.

Die ausufernde Ausdehnung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die angebliche 'Schutzklausel' gemäss neuem Artikel 21b AIG entpuppt sich als reine Illusion. Ihre Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Anwendung finden wird. Die drohenden

Sanktionen der EU bei einer auch nur theoretischen Nutzung machen sie zu einer Erpressungsklausel statt zu einer echten Schutzmassnahme.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden zukünftig bei Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch entmachtet. Die Kostenintensität der unkontrollierten Zuwanderung wird sich auch im Bildungsbereich bemerkbar machen, wie die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) zeigen. Dies ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die dieses Abkommen generiert.

Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau (BGVB) und anderen Spezialgesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch einen automatisierten Prozess. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Senkung der Berufsstandards und entzieht unseren Behörden die Kontrolle über die Zulassung von qualifiziertem Personal, was gerade im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU erweisen sich bei genauerer Betrachtung als unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den erheblichen Druck auf die Schweizer Lohnniveaus, der durch eine ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, keineswegs zu kompensieren. Es ist zu befürchten, dass dies zu einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstruktur führen wird, was insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten hart treffen wird.

Statt die bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutzmechanismen zu stärken, werden diese aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, ihre Effektivität im Schutz vor Lohndumping erscheint jedoch fraglich. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf diese Weise versuchen, Schweizer Lohnstandards zu unterlaufen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, da die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, geregelt in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Folge des EU-Drucks. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die

Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung stattfindet.

Finanzieller Beitrag

Zur Vernehmlassung im Bereich Finanzieller Beitrag äussern wir uns mit erheblichen Vorbehalten. Die vorgeschlagene Überführung der bisherigen freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist aus mehreren Gründen höchst bedenklich.

Der zentrale Punkt ist der Verlust der demokratischen Kontrolle und des politischen Druckmittels, das dem Parlament durch die Umwandlung in eine verbindliche Verpflichtung entzogen wird. Die neu geschaffene rechtliche Bindung, wie sie durch das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) zementiert würde, verwandelt eine politische Geste in eine permanente, rechtlich einklagbare Pflicht. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Budgethoheit des Parlaments und der souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Die explizite Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs in Art. 1 KoBG, verbunden mit der Aufnahme in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d BöB, signalisiert eine unzulässige Verlagerung von Kompetenzen und eine Unterwerfung unter externe Zahlungsverpflichtungen, ohne dass dem ein gleichwertiger Vorteil für die Schweiz gegenübersteht.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die erhebliche Gefahr, dass die Forderungen der EU unaufhörlich steigen werden. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, zukünftige Zahlungen zu verweigern oder zu verhandeln, und wird faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Es fehlt jegliche Garantie auf einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelsschranken.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) erscheint als irreführende Taktik, um die umstrittenen Kohäsionszahlungen durch den "guten Namen" der Friedensförderung politisch salonfähig zu machen. Diese Verbindung missbraucht ein wichtiges schweizerisches Anliegen zur Legitimierung von Zahlungen, deren Notwendigkeit und Höhe ausserhalb der demokratischen Kontrolle liegen.

Zusammenfassend sehen wir in den vorgeschlagenen Regelungen eine Aushöhlung unserer Souveränität und eine unfreiwillige Verpflichtung zu milliardenschweren Zahlungen, ohne dass diese durch konkrete und vorteilhafte Gegenleistungen für die Schweiz aufgewogen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit ist angesichts der damit verbundenen Tragweite kritisch zu hinterfragen. Hinter dem irreführenden Titel verbirgt sich nichts Geringeres als eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt eine immense Gefahr für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt für die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Rufs und unserer Wettbewerbsfähigkeit, steht unter direkter Bedrohung. Eine Angleichung an oft tiefere und weniger strenge EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn die Produkte nach denselben, weniger rigorosen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der Europäischen Union. Dies vernichtet einen unserer wichtigsten Wettbewerbsvorteile.

Besonders besorgniserregend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen

unwiderruflich mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsfindung der Schweiz blockiert.

Darüber hinaus wird die Souveränität der Schweiz in einem unannehmbaren Masse angetastet. Die vorgesehene Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen massiven Eingriff dar. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen zu zerstören und wirtschaftliche Existenzen zu vernichten.

Die in diesem Zusammenhang stehende Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies ist nicht vereinbar mit dem Willen des Volkes und den bewährten nationalen Regelungen.

Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) in Bezug auf Transport und Schlachtung (Art. 15a und 21 TSchG) kritisch zu bewerten. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen stellt einen Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz dar und führt zu einem klaren Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich, in dem wir bisher eigene, strengere Massstäbe setzen konnten.

Auch das Gentechnik-Moratorium, das unser Volk mehrfach bestätigt hat, wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und reduzieren dessen demokratische Kontrollfunktion.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die souveräne und schnelle Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt.

Schliesslich führt die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) dazu, dass die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Abkommen keine Fortentwicklung der Lebensmittelsicherheit darstellt, sondern eine schleichende Entmachtung und eine Gefährdung unserer nationalen Identität, unserer Wirtschaft und unserer Werte bedeutet. Es ist abzulehnen.

Strom

Mit tiefer Besorgnis nehmen wir die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom zur Kenntnis. Die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch ACER und ENTSO-E, signalisiert einen bedenklichen Souveränitätsverlust. Die Schweiz wird zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch für EU-Regulierungen aufkommen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig primär in Brüssel gefällt. Die ElCom verkommt von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende finanzielle Folgen hätte. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19).

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Dies untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten und steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) und die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligen unzählige kleine Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität. Wir lehnen diese Abkommen entschieden ab, da sie unsere Energiesouveränität und Versorgungssicherheit gefährden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) stellt eine gravierende und inakzeptable Einschränkung unserer nationalen Souveränität sowie eine fundamentale Untergrabung unseres Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische, demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies betrifft zentrale Bereiche wie den Regionalverkehr, Kantonalbanken, die Kulturförderung und die Unterstützung lokaler KMU.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch dieses Vorhaben massiv angetastet. Statt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Diese direkte Herabstufung der kantonalen Entscheidungskompetenz ist ein Angriff auf die Grundfesten unseres Staates. Insbesondere die kantonalen Organisations- und Verfahrensautonomien gehen verloren, da die Kantone im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert werden und kein formelles rechtliches Gehör mehr geniessen, wenn ihre souveränen Entscheidungen geprüft werden. Dies wird durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) zementiert, welches der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) und somit die Möglichkeit schafft, kantonale Souveränität mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht kippen zu lassen (Art. 98a BGG).

Die Schweiz unterwirft sich durch dieses Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen nicht nur gemeldet, sondern von der EU-Kommission genehmigt werden. Dies macht uns zu reinen Regel-Empfängern und hebt die nationale

wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, die für die Daseinsvorsorge und die strategische Autonomie von entscheidender Bedeutung sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein alarmierendes Beispiel, da sie die nationale Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr eliminiert und diesen Sektor vollständig dem EU-Regime unterstellt.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist äusserst bedenklich. Diese Instanz wird ihre Entscheide nicht primär an Schweizer Interessen ausrichten, sondern an der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist ungenügend, was ihre Legitimität zusätzlich schwächt. Die Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein weiterer negativer Aspekt, der den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt. Dieses Abkommen gefährdet die schweizerische Wirtschaftsordnung und unsere demokratischen Grundprinzipien.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für die Schweiz. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Ausländische Anbieter, oft mit staatlichen Subventionen aus ihren Heimatländern ausgestattet, erhalten die Möglichkeit, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung notwendigen Nebenlinien allein gelassen werden. Die finanzielle Basis unseres bewährten öffentlichen Verkehrsnetzes wird dadurch nachhaltig untergraben.

Weiterhin ist die angedachte Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) äusserst bedenklich. Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen erheblich ein. Anstatt die Vergabe nach nationalen Bedürfnissen und den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entbehrt jeglicher rechtlichen Substanz. Sie ist nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz auch in Zukunft gezwungen sein wird, Regulierungen zu adaptieren, die möglicherweise nicht im besten Interesse unseres Landes sind. Die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr wird dadurch nicht verhindert, sondern eher vorangetrieben. Die Kontrolle über unsere eigene Schieneninfrastruktur wird schrittweise an zentrale EU-Stellen verlagert, wie beispielsweise durch die potenzielle Übernahme von Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM).

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen den Schweizer Service public gefährden, die Souveränität einschränken und langfristig die Qualität und Flächendeckung unseres öffentlichen Verkehrs beeinträchtigen. Die vermeintlichen Vorteile dieser Abkommen werden durch erhebliche Nachteile für die Schweiz bei weitem aufgewogen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vom Bundesrat vorgelegten Vorschläge zur Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU werfen grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine kritische Analyse offenbart erhebliche Defizite und potentielle Gefahren, die einer

unvoreingenommenen Zustimmung entgegenstehen.

Es ist äusserst bedenklich, dass das vorgeschlagene Abkommen die Übernahme von EU-Recht in weiten Teilen vorsieht, ohne dass die Schweiz hierfür ein Mitspracherecht hätte. Dies steht im direkten Widerspruch zu unserem verfassungsmässigen Auftrag, die eigene Rechtsordnung primär und eigenständig zu gestalten. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Institutionen des Bundes (IG) sowie Artikel 160 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) muss das Parlament über die Gesetzgebung entscheiden. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses fundamentale Prinzip untergraben und die Schweiz zu einem reinen Rezipienten europäischer Gesetzgebung degradieren.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Auslegungsbehörde für die zu übernehmenden EU-Rechtsnormen ist ebenfalls Anlass zu tiefgreifender Besorgnis. Dies impliziert, dass Gerichte in der Schweiz in Zukunft die Rechtsprechung des EuGH anzuwenden hätten. Dies widerspricht fundamental der Gewaltenteilung und der Autonomie unserer eigenen Gerichte, die gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung primär das schweizerische Recht anzuwenden haben. Die Unterstellung unter die Jurisdiktion eines ausländischen Gerichts ist eine erhebliche Aushöhlung unserer Rechtsstaatlichkeit.

Ferner sind die potenziellen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Lohnschutzmechanismen keineswegs geklärt. Die Personenfreizügigkeit birgt das Risiko negativen Lohndumpings und einer unkontrollierten Zuwanderung, die unsere Sozialwerke zusätzlich belasten könnte. Es fehlen ausreichende Garantien dafür, dass die schweizerischen Lohnstandards und die Arbeitnehmerschutzbestimmungen effektiv geschützt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket die Gefahr birgt, die Schweiz rechtlich und politisch der Europäischen Union auszuliefern, ohne dass dafür eine entsprechende demokratische Legitimation besteht. Die mangelnde Souveränität bei der Rechtsübernahme und die potentielle Unterwerfung unter ausländische Gerichte sind unannehmbar. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, die die Kerninteressen der Schweiz, ihre rechtsstaatliche Autonomie und die Stabilität ihres Sozialsystems in den Vordergrund stellt. Ohne substanzielle Änderungen sind die vorgelegten Vorschläge entschieden abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Integrität der Schweiz auf. Es ist höchst fragwürdig, inwieweit die geforderten Zugeständnisse mit den Grundsätzen unseres föderalistischen Systems und dem Selbstbestimmungsrecht des Schweizer Volkes vereinbar sind.

Ein Kernproblem stellt die potenziell einseitige Übernahme von EU-Recht dar. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und andere zentrale Gesetzeswerke wie das Bundesgesetz über den nichtständigen Anspruch auf eine kindesrechtliche Unterhaltsrente (Kindesunterhaltsrentegesetz, KUG) dürfen nicht derart unter die Hoheit Brüssels gestellt werden, dass ihre Anwendung fortan nur noch im Lichte der EU-Judikatur erfolgt. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Autonomie der Kantone, welche durch eine übermässige Harmonisierung und die Bindung an europäische Gerichte untergraben würde.

Besonders alarmierend sind die Passagen, die eine stärkere Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) vorsehen. Die faktische Anerkennung der EuGH-Urteile, auch wenn sie nicht explizit als bindend bezeichnet werden, würde die Schweizer Gerichte in ihrer richterlichen Unabhängigkeit beschneiden, wie sie durch Artikel 190 BV geschützt ist. Die Schweizer Rechtsordnung würde de facto einer externen Rechtsprechung unterworfen, was dem Prinzip der Volkssouveränität widerspricht, welche in der Schweiz durch direkte demokratische Instrumente ausgelebt wird.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Arbeitsmarktintegration und den Schutz der Lohnstandards, bergen erhebliche Risiken. Die Gefahr einer Lohndumping und einer zusätzlichen Belastung der Sozialwerke ist real, wenn keine ausreichenden flankierenden Massnahmen und Kontrollmechanismen etabliert werden, die im Einklang mit den Prinzipien des Schweizerischen Sozialversicherungssystems stehen.

Ferner ist die Intransparenz bei der Ausgestaltung der Überwachungsmechanismen und der Streitschlichtung besorgniserregend. Wie soll sichergestellt werden, dass die Interessen der Schweiz gewahrt bleiben, wenn die EU-Institutionen in entscheidenden Fragen das letzte Wort haben könnten? Es besteht die ernsthafte Sorge, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU degradiert wird, ohne die entsprechenden Mitspracherechte und Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu geniessen. Die Verhandlungsergebnisse müssen kritisch hinterfragt werden, um die fundamentalen Prinzipien unserer nationalen Rechtsordnung und die Souveränität der Schweiz zu schützen.

Vuignier Régis
Rue de l'Avenir 25
1950 Sion

Sion, le 24 octobre 2025

Département Fédéral des Affaires Étrangères
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Je dis non à ce traité d'adhésion déguisé.

1. Refus de la subordination institutionnelle
   - non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - non à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

   Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
   - nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
   - le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
   - nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

   Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :
   - notre marché du travail par une concurrence déloyale
   - nos infrastructures déjà saturées
   - notre système social par une hausse explosive des coûts
   - le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

5. Des exigences claires

- abandon du présent paquet de traités
- maintien des accords bilatéraux i et ii existants
- négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
- soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité du peuple et des cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Régis Vuignier

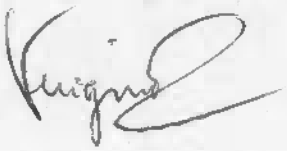

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marc (Privat)

Datum: 24.10.2025

Kontakt: Wiederkehr · 079 437 18 03 · marc_wiederkehr@hotmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Annäherung nicht zu einer schleichenden Untergrabung des schweizerischen Rechtsordnung führt, die im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) sowie in anderen zentralen Erlassen festgeschrieben ist.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeiten der schweizerischen Bevölkerung und der eidgenössischen Räte stellt ein fundamental problematisches Ansinnen dar. Artikel 123 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die verfassungsrechtliche Stellung der Schweiz, doch die aktuelle Ausrichtung droht, diese zu kompromittieren. Wenn die Schweiz in Zukunft vermehrt Bestimmungen des Schengen-Besitzstandes oder anderer EU-Regelwerke adaptieren muss, ohne dass diese einem obligatorischen Referendum unterliegen, wird die direkte Demokratie ausgehöhlt. Die Bevölkerung hat ein Recht darauf, über Gesetze, die ihre Lebensweise und die Grundpfeiler des Staates tangieren, entscheiden zu können.

Die Gefahr einer "Rechtsharmonisierung" im Sinne der EU besteht darin, dass die Schweiz zur blossen Anwenderin von EU-Recht degradiert wird. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der nationalen Selbstbestimmung, das im Aussengestaltungsrecht der Schweiz verankert ist. Es ist fraglich, ob die in Aussicht gestellten wirtschaftlichen Vorteile die gravierenden rechtlichen und politischen Nachteile aufwiegen können. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte könnte ebenfalls unter Druck geraten, wenn Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) faktisch bindend würden, ohne dass diese auf ihre Vereinbarkeit mit der schweizerischen Bundesverfassung geprüft werden könnten. Dieses Szenario ist insbesondere im Hinblick auf die Grundrechte, wie sie in den Artikeln 10 und 11 der Bundesverfassung verankert sind, bedenklich.

Zudem ist zu befürchten, dass die Flexibilität der schweizerischen Aussenpolitik eingeschränkt wird, wenn die Beziehungen zur EU zu eng gestaltet werden. Die Fähigkeit der Schweiz, eigene diplomatische Wege zu gehen und ihre Interessen eigenständig zu vertreten, könnte massiv beeinträchtigt werden. Die sorgfältige Prüfung der langfristigen Konsequenzen dieser Entwicklung ist unabdingbar, bevor weitere Schritte in Richtung einer noch engeren Bindung mit der EU unternommen werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorgelegte Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Betrachtung bedürfen. Die proklamierte Annäherung und Harmonisierung birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und der Abkehr von bewährten Rechtsgrundsätzen, die das Fundament unserer Unabhängigkeit bilden.

Besondere Besorgnis erregt die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, die nicht nur die Unmöglichkeit einer echten Mitsprache des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter unterstreicht, sondern auch die Gefahr birgt, dass die Schweiz zum blossen Anwender fremder Gesetzgebung degradiert wird. Dies steht im diametralen Gegensatz zu den Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Die Art und Weise, wie EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung integriert werden soll, wirft zudem Fragen der demokratischen Legitimation auf. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und des Kantons. Die unkritische Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses einer vollen demokratischen Debatte und Zustimmung im Inland unterliegt, untergräbt dieses grundlegende Prinzip.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind äusserst problematisch. Die Zuerkennung von Kompetenzen an ein externes Gericht, dessen Rechtsprechung nicht zwingend mit der schweizerischen Rechtsordnung oder unserer Verfassung übereinstimmt, stellt einen eklatanten Eingriff in die richterliche Unabhängigkeit dar und verletzt die Souveränität der schweizerischen Gerichte. Artikel 188 der Bundesverfassung legt fest, dass das Bundesgericht bei der Anwendung des Rechts die Bundesverfassung und die übrigen Gesetze beachtet. Die Vorstellung, dass die Auslegung des schweizerischen Rechts durch den EuGH beeinflusst oder gar bestimmt werden könnte, ist mit diesem Artikel nicht vereinbar.

Des Weiteren bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen des Pakets auf die steuerliche Autonomie der Kantone und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen. Die geforderte Angleichung von Regulierungen und Standards könnte zu einer Benachteiligung Schweizer Unternehmen führen und den Spielraum für nationale Wirtschaftspolitik einschränken. Die wirtschaftlichen Vorteile einer solchen Annäherung müssen im Lichte dieser potenziellen Nachteile sorgfältig abgewogen werden. Die pauschale Übernahme von EU-Regularien ohne differenzierte Betrachtung der schweizerischen Besonderheiten ist eine riskante Strategie.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Vereinbarungen mit der Europäischen Union werden erhebliche Bedenken geäussert, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Die aktuelle Entwurfsposition lässt zwar eine Unzufriedenheit erkennen, formuliert diese jedoch nicht ausreichend präzise und juristisch fundiert, um den schwerwiegenden Implikationen für die schweizerische Rechtsordnung und Souveränität Rechnung zu tragen.

Es ist unbestritten, dass die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch eine solche Annäherung impliziert wird, tiefgreifende Auswirkungen auf die nationale Gesetzgebung hat. Insbesondere die Gefahr einer schleichenden Erosion der Souveränität, die durch die mittelbare oder gar unmittelbare Anwendung von EU-Recht droht, darf nicht unterschätzt werden. Dies steht im direkten Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Primat der Schweizerischen Bundesverfassung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität und die Unabhängigkeit der Schweiz. Die vorgeschlagenen Abkommen könnten jedoch eine Situation schaffen, in der Schweizer Gerichte gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden, welches über nationales Recht gestellt werden könnte. Dies würde die Unabhängigkeit der Schweizer Rechtsordnung untergraben.

Weiterhin ist die Frage der gerichtlichen Zuständigkeit und der Überprüfung von EU-Recht durch Schweizer Gerichte von zentraler Bedeutung. Artikel 5 der Bundesverfassung legt fest, dass die oberste Gewalt vom Volk und den Kantonen ausgeübt wird. Die Akzeptanz einer automatischen

Übernahme von EU-Recht oder die Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs würde diese Gewaltenteilung aufheben und die demokratische Legitimation der Gesetzgebung in Frage stellen. Das Prinzip der Gewaltenteilung, verankert in Artikel 164 BV, wird durch die potenzielle Vorrangigkeit ausländischen Rechts tangiert.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen, insbesondere im Hinblick auf die Wettbewerbsgleichheit und die Vermeidung unlauteren Wettbewerbs gemäss Artikel 10 des Kartellgesetzes, sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Schweiz würde sich möglicherweise einem regulatorischen Umfeld aussetzen, das nicht auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten ist und zu Nachteilen für heimische Unternehmen führen könnte. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche neue Vereinbarung die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft nicht beeinträchtigt, sondern stärkt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Vereinbarungen mit der EU zwar im nationalen Interesse liegen mögen, ihre Umsetzung jedoch mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die wirtschaftliche Unabhängigkeit verbunden ist. Eine sorgfältige Prüfung und gegebenenfalls eine Anpassung der vorgeschlagenen Massnahmen sind unerlässlich, um die fundamentalen Prinzipien des schweizerischen Rechtssystems zu wahren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind aus mehreren Gründen höchst bedenklich und widersprechen dem grundlegenden Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie erweitert die Personenfreizügigkeit in einer Weise, die die Schweiz vor eine beispiellose Herausforderung stellt. Insbesondere die Einführung eines „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, das praktisch unentziehbar wird und somit die innere Sicherheit sowie die Stabilität unserer Sozialwerke untergräbt, ist inakzeptabel.

Es ist besorgniserregend, wie die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Bestimmungen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die zusätzlichen Kosten dafür werden zwangsläufig von den Schweizer Steuerzahlern sowie von den Kantonen und Gemeinden getragen. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land geradezu unvorstellbar und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte „Schutzklausel“ erweist sich als reine Illusion. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Vielmehr droht im Falle einer dennoch versuchten Anwendung der EU mit Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsmasche degradiert und keineswegs als Schutzmechanismus dienen kann. Die automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass unser Parlament und unser Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich keine Mitsprache mehr haben. Dies stellt eine gravierende Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss wird selbst bei klarer Abhängigkeit kaum mehr möglich sein. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist nichts weiter als ein Placebo; sie überlässt wirksame Massnahmen dem politischen Ermessen und schliesst einseitige Kontingente aus. Dies ist eine klare Kapitulation vor der EU und missachtet den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Wir sehen uns gezwungen, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen auszutragen. Diese Angleichungen untergraben unsere Souveränität und die Fähigkeit, unsere Rechtsordnung zum Wohle der eigenen Bevölkerung zu gestalten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag in den Rahmen des Abkommens mit der EU werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter freiwilliger Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, die dem Parlament seine Budgethoheit entzieht. Dies wird durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) weiter zementiert.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, den von der EU diktierten Betrag zu begleichen. Es ist bedauerlich, dass die Schweiz hierbei zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, während keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen besteht.

Das Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist ein legislatorisches Instrument, das dazu dient, die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern findet lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklungen untergraben die Kernprinzipien der Schweizer Demokratie und Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromabkommen mit der EU stellen eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer an Entscheidungen, die unser eigenes Stromnetz betreffen und künftig in Brüssel gefällt werden. Dies impliziert einen unwiderruflichen Verlust nationaler Autonomie in einem strategisch entscheidenden Sektor.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Gemäss Art. 22 StromVG (Stromversorgungsgesetz) wird ihre Kompetenz zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel massiv ausgeweitet, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet und die föderalen Strukturen schwächt.

Die wirtschaftliche Grundlage unserer Wasserkraft, des Rückgrats der Energieversorgung, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden die traditionellen Einspeisevorrechte lokaler und dezentraler Energieerzeuger, wie sie von Gemeindekraftwerken genutzt werden, durch die EU-Wettbewerbsregeln gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und bürgernahe Energieproduktion erheblich.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen 1a. Kapitel des StromVG (Art. 4a ff.) und in Art. 15 EnG (Energiegesetz) dargelegt wird, ist ein hochriskantes Experiment. Sie gefährdet die

Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und untergräbt föderale Strukturen. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, einschliesslich der Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird verwischt, weder der Markt noch die EU tragen eine klare Verantwortung.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, stellt einen direkten Schlag gegen kleine und mittlere Produzenten dar. Auch die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten. Die vollständige Marktliberalisierung wird unkalkulierbare Preisvolatilität zur Folge haben und die bisher stabile Grundversorgung gefährden. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE wird die Schweiz unnötigerweise denselben, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne unterwerfen. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und reichen bei Weitem nicht aus, um den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau abzufedern. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Statt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet die Tür für Lohndumping durch ausländische Unternehmen.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Der neue Kündigungsschutz ist ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht schafft und das Grundproblem des Lohndrucks ungelöst lässt.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt zeigen die vorgeschlagenen Änderungen eine bedenkliche Tendenz zur Aufweichung nationaler Schutzmechanismen zugunsten EU-konformer Regelungen, deren Nutzen für die Schweizer

Arbeitnehmerschaft fragwürdig ist.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der EU werfen erhebliche und beunruhigende Fragen hinsichtlich der Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr auf. Es ist nicht ersichtlich, wie die mit dem EU-Beihilferecht einhergehenden Einschränkungen auf bewährte Subventionsmodelle, die für die Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs sowie für die dringend notwendige Erneuerung des Rollmaterials unerlässlich sind, ohne tiefgreifende negative Auswirkungen auf die Angebotsqualität und -quantität für die Schweizer Bevölkerung umgesetzt werden können.

Die Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, stellt eine unmittelbare Gefahr für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung dar. Diese Öffnung für ausländische Anbieter, die mutmasslich selektiv die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken bedienen werden, wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen. Dies bedeutet, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien tragen müssen, während ausländische Akteure lediglich die profitablen Routen für sich beanspruchen. Diese ökonomische Verzerrung untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, die als Schutzmassnahme angepriesen wird, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich substantienlos. Sie bietet keinen verlässlichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Eine derartige Beruhigungspille verkennt die reale Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnsektor. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die obligatorische Übernahme von EU-Regulierungen wie dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) weiter vorangetrieben, was die nationale Steuerungskompetenz unweigerlich an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) in Artikel 32a Absatz 1bis, der die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den für die Schweiz optimalen Kriterien auszurichten, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und verteuerter Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer verkehrspolitischer Ziele. Die Gesamtheit dieser Massnahmen lässt erhebliche Zweifel aufkommen, ob die langfristige Stabilität und die Qualität unseres Bahnwesens gesichert bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Verordnungen im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine massive Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine marginale Anpassung, sondern um eine umfassende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk, welche die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten in unannehmbare Gefahr bringt. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland', was einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Besonders bedenklich ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft. Dies bedeutet eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine unerträgliche Abhängigkeit bringt. Der vorgeschlagene Zutritt und die Kontrollbefugnisse von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und machen Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück

dieser Unterwerfung. Sie birgt das Risiko einer beispiellosen Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzieht. Dies droht, lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zu zerstören. Die Schweiz wird zudem gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium aushöhlt und den Volkswillen missachtet.

Weiterhin ist die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ein unannehmbarer Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen klaren Souveränitätsverlust in diesem ethisch wichtigen Bereich bedeutet. Auch die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieses Abkommen ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten, die Konsumenten, unsere kulinarische Identität und unsere Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur staatlichen Beihilfenpolitik stellt eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung der schweizerischen Souveränität, des Föderalismus und der demokratischen Legitimation dar. Die anvisierte Übernahme des EU-Beihilferechts führt zu einer schleichenden Entmachtung des Bundes und insbesondere der Kantone in einem Bereich, der traditionell der nationalen Steuerungshoheit unterliegt.

Die bewährte Praxis, wonach Bund, Kantone und Gemeinden ihre wirtschafts- und regionalpolitischen Förderungen als politische, demokratisch legitimierte Instrumente eigenständig gestalten können, wird durch ein starres, technokratisches EU-Regime ersetzt. Das vorgesehene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG eine zentrale Kontrollinstanz, deren primäres Ziel die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht primär die Förderung schweizerischer Interessen ist. Dies widerspricht diametral den Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung und der bedarfsgerechten lokalen Wirtschaftsförderung.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Änderungen massiv untergraben. Anstatt ihre wirtschaftliche Entwicklung autonom zu gestalten, sollen sie künftig ihre förderpolitischen Entscheide einer EU-konformen Behörde in Bern unterstellen. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden, was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Dies wird durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG weiter zementiert, welche die Zentralisierung der Rechtskontrolle auf Kosten der kantonalen Verfahrensautonomie vorantreiben.

Die Schaffung einer 'Superbehörde' durch die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG ist äusserst bedenklich. Diese Instanz agiert als 'verlängerter Arm der EU' und entzieht sich durch ihre Machtkonzentration und die mangelnde direkte demokratische Kontrolle den Prinzipien der Gewaltenteilung und der Rechenschaftspflicht. Die strategisch wichtigen Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr geraten so unter die direkte Kontrolle der EU, was die nationale Autonomie und den Service public gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG unterstreicht diesen Kontrollverlust im Luftverkehr.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Es ist höchst

fragwürdig, warum die Instanz, welche die Preise überwacht, von den Beratungen ausgeschlossen wird, wenn über Beihilfen entschieden wird, die direkten Einfluss auf die Kostenstruktur und damit auf die Preise haben können.

Diese Vorlage bedeutet keine Stärkung der schweizerischen Rechtsordnung, sondern ihre Unterwerfung unter ein fremdes Rechtssystem. Die Schweiz würde zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit würde ausgehebelt. Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeit der Schweiz stellt eine gravierende Abweichung von unserem bisherigen Vorgehen dar, welches auf der bilateralen und souveränen Gestaltung unserer Beziehungen basiert.

Die automatische Übernahme von EU-Recht durch den Vertrag birgt die Gefahr, dass die Schweiz inhaltlich an die Entwicklungen in Brüssel gebunden wird, ohne die Möglichkeit zu haben, diese aktiv mitzugestalten oder abzulehnen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es auch im Schweizer Recht verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung und die politischen Institutionen würden somit faktisch entmachtet, wenn EU-Recht, das im Kontext der Mitgliedstaaten und deren institutioneller Architektur entstanden ist, ohne Anpassung und kritische Prüfung in unser Rechtssystem integriert würde.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist besonders kritisch zu betrachten. Die Befugnis des EuGH, in Angelegenheiten, die schweizerisches Recht betreffen, verbindliche Urteile zu fällen, stellt eine klare Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Souveränität dar. Artikel 123 der Bundesverfassung garantiert die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine externe Gerichtsbarkeit, die über die Auslegung und Anwendung des schweizerischen Rechts entscheidet, untergräbt dieses Fundament des Rechtsstaates. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte gewahrt bleiben soll, wenn sie sich an die Rechtsprechung des EuGH zu halten haben, insbesondere wenn diese Rechtsprechung im Widerspruch zur nationalen Rechtsüberzeugung steht.

Weiterhin sind die potenziellen Auswirkungen auf die Gesetzgebung und die Rechtsprechung in der Schweiz tiefgreifend. Die stetige Weiterentwicklung des EU-Rechts würde einen permanenten Anpassungsdruck auf die schweizerischen Gesetze ausüben. Dies könnte dazu führen, dass das schweizerische Recht zunehmend von europäischen Entwicklungen diktiert wird und die Fähigkeit des eidgenössischen Parlaments, im Sinne der Schweizer Bevölkerung Gesetze zu verabschieden, eingeschränkt wird. Die Garantien, die Artikel 164 der Bundesverfassung für die parlamentarische Gesetzgebung vorsieht, könnten unter diesem Diktat de facto ausgehöhlt werden.

Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, die konkreten Auswirkungen auf die Schweiz kritisch zu prüfen und gegebenenfalls abzuwehren, ist mit dem föderalistischen Prinzip und dem Subsidiaritätsgedanken nicht vereinbar. Es muss sichergestellt werden, dass die Gesetzgebungskompetenz und die gerichtliche Autonomie der Schweiz gewahrt bleiben. Die vorliegenden Ergebnisse lassen diese wesentlichen nationalen Interessen vermissen und stellen daher eine unzumutbare Belastung für die Souveränität der Schweiz dar.

Silvia Bottini Campagnuolo
Via Roncaccia 27
6946 Ponte Capriasca

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

6946 Ponte Capriasca, 25 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Silvia Bottini Campagnola

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Marie Bournoud <mariemarie189@gmail.com>
Sent: Montag, 27. Oktober 2025 10:59
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] contestation

Bournoud Marie-Paule
Europe 53 à
1870 Monthey

25 octobre 2025
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
    - Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Bournoud Marie-PauleBournoud Marie-Paule
Europe 53 à
1870 Monthey

25 octobre 2025
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
    - Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Bournoud Marie-PauleBournoud Marie-Paule
Europe 53 à
1870 Monthey

25 octobre 2025
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
    - Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Bournoud Marie-Paule

Monica Conio
Skèda di Resa 13
6760 Calpiogna

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Calpiogna, 25. 10. 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Eric DELISSY
Avocat-Conseil
29, Impasse des Ecureuils
Case postale 1105
3967 Vercorin/Suisse
Mobile 079-250 55 00
e-mail legaleagle41@bluewin.ch

Par courriel et poste
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Vercorin, le 25 octobre 2025

Objet : **Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"**

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Eric Delissy

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Mymi F <mymi34@hotmail.com>
Sent: Samstag, 25. Oktober 2025 17:46
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

FRANCEY Myriam

Zumhofstrasse 10

6048 Horw

25.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées

- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Myriam Francey

Rita Frischkopf
Impasse des Écureuils 29 – CP 1105
3967 Vercorin
Natel 078 699 97 39
Courriel rfrischkopf45@gmail.com

Par courriel et poste
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Vercorin, le 25 octobre 2025

Objet : **Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"**

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Rita Frischkopf

Gianini Laura
Prato Bello 512
6959 Cimadera

Cimadera, 25 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Laure Fiamini

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

nom et prénom Rodrigues Graça Miguel Angelo
adresse 248 Impasse du Vignolet
Code postal et ville 74520 Chênex

Date 25/10/2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Nom et prénom en caractères d'imprimerie

GRAÇA MIGUEL

Graça Miguel

Lorenzo Habermann
Via San Gottardo 60
6900 Massagno

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Tesserete 25.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marc Häfliger (Privat)

Datum: 25.10.2025

Kontakt: Marc Häfliger · mahaefli@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werfen ernste Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den fundamentalen Interessen und der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in den bilateralen Vertragswerken birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtlichen Autonomie und einer Beeinträchtigung unserer demokratischen Willensbildung.

Artikel 7 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Internationalen Verträge (SR 151.1) verlangt, dass völkerrechtliche Verträge nicht gegen zwingendes Völkerrecht verstossen dürfen. Die Art und Weise, wie EU-Recht in schweizerisches Recht überführt werden soll, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehung hat, wirft die Frage auf, ob dies nicht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Souveränität und der Selbstbestimmung steht, die im Schweizer Recht verankert sind. Das Prinzip der indirekten Rechtsübernahme, wie es im Rahmen der bilateralen Abkommen mit der EU praktiziert wird, könnte dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, Recht zu übernehmen, das sie nicht mitgestaltet hat und das potenziell ihren spezifischen Bedürfnissen und Werten widerspricht.

Die Übernahme von EU-Recht im Rahmen der bilateralen Verträge birgt die Gefahr einer unflexiblen Anwendung und Interpretation. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) betont die Bindung der Schweizer Gerichte an das Bundesgesetz und andere Erlasse des Parlaments. Wenn jedoch die Gerichte gezwungen wären, EU-Recht im Sinne des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auszulegen, würde dies die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsprechung untergraben. Das vorgeschlagene Schiedsgericht könnte in die Rolle eines direkten Anwenders von EU-Recht gedrängt werden, was eine massive Einschränkung der Schweizer Justiz darstellen würde.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und die damit verbundenen indirekten Zahlungen an die EU stellen ebenfalls eine erhebliche Belastung dar. Diese Mittel könnten zweckmässiger im Inland eingesetzt werden, um die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft zu stärken. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Gegenleistungen und ohne Mitspracherecht bei dessen Gestaltung ist daher aus einer nationalen Perspektive entschieden abzulehnen.

Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die Rechtsetzungskompetenz und die wirtschaftliche Unabhängigkeit sorgfältig zu prüfen. Eine blinde Übernahme von EU-Recht untergräbt die Grundlagen unseres Rechtsstaates und gefährdet die Interessen der schweizerischen Bevölkerung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Die Annahme des vorliegenden Abkommens würde die Schweiz in eine Abhängigkeit manövrieren, die ihrer langen Tradition der Unabhängigkeit und Selbstbestimmung widerspricht.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne eigene Mitgestaltungsmöglichkeit gemäss Art. 184 Abs. 2 der Bundesverfassung ist höchst bedenklich. Diese Bestimmung verlangt, dass sich die Schweiz bei der Erfüllung ihrer völkerrechtlichen Verpflichtungen an ihre verfassungsmässigen Grundlagen hält. Die bloße Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die primär auf die Interessen der Mitgliedstaaten zugeschnitten sind, steht im fundamentalen Widerspruch dazu. Es droht eine Aushöhlung der demokratischen Legitimation, da Schweizer Bürgerinnen und Bürger indirekt Gesetzen unterworfen würden, die sie nicht selbst mitgestalten können.

Weiterhin ist die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Anerkennung der Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung von Verträgen und zur verbindlichen Urteilsfindung über Schweizer Angelegenheiten würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz untergraben. Dies steht im Konflikt mit Art. 1 der Bundesverfassung, der die Würde des Menschen und die Rechtsstaatlichkeit garantiert. Eine ausländische Gerichtsbarkeit, die nicht an die schweizerische Rechtsordnung gebunden ist, kann diese Garantie nicht uneingeschränkt gewährleisten. Die schweizerische Gerichtsbarkeit, gestützt auf die Bundesverfassung, würde dadurch erheblich geschwächt.

Die Befürchtung, dass die Annahme dieses Abkommens eine schleichende Annäherung an die EU darstellt, ohne dass die schweizerische Bevölkerung die Möglichkeit hat, über eine Vollmitgliedschaft abzustimmen, ist legitim. Die potenziellen ökonomischen Vorteile werden überschattet von der Gefahr einer permanenten Unterordnung unter die Europäische Union. Die langfristigen Auswirkungen auf die politische und rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz dürfen nicht unterschätzt werden. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich im übergeordneten Interesse der Schweiz liegen oder ob sie nicht vielmehr dazu dienen, die Schweiz sukzessive in den EU-Orbit zu integrieren, ohne die dafür nötige demokratische Grundlage zu schaffen. Die Unvereinbarkeit mit zentralen Verfassungsprinzipien wie der Souveränität und der rechtsstaatlichen Selbstbestimmung ist offensichtlich und darf nicht ignoriert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene allgemeine Bemerkung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche und begründete Bedenken hinsichtlich der Vereinbarkeit mit unserem bestehenden Rechtssystem auf. Es ist unsere unumgängliche Pflicht, die Integrität unserer Souveränität und die grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung zu wahren. Die aktuellen Vorschläge, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, deuten auf eine potentielle Aushöhlung der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle hin, die im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) festgeschrieben sind.

Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) legt fest, dass das Recht durch die Gesetzgebung und das Gewohnheitsrecht geschaffen wird. Die vorgesehene automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht durch bilateralen Vertrag, ohne dass eine gründliche und kritische Prüfung im nationalen Gesetzgebungsprozess stattfindet, widerspricht diesem fundamentalen Grundsatz. Es stellt sich die Frage, wer die Legitimation hat, unser Recht zu gestalten, und ob dies nicht primär im Rahmen unserer eigenen demokratischen Institutionen erfolgen sollte.

Darüber hinaus ist die Auslegung und Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) problematisch. Unsere Rechtsordnung basiert auf klar definierten Prinzipien und der Rechtsprechung unserer eigenen Gerichte. Die Möglichkeit, dass die Urteile des EuGH direkt oder indirekt unser nationales Recht präjudizieren, ohne dass dies im Vorfeld durch das Schweizer Parlament evaluiert und sanktioniert wird, untergräbt die Gewaltenteilung gemäss Artikel 30 der Bundesverfassung. Artikel 30 BV garantiert, dass die Gerichte unabhängig und unparteiisch sind. Eine externe richterliche Instanz, deren Urteile unmittelbar bindend sein könnten, stellt eine fundamentale Herausforderung für diese Unabhängigkeit dar.

Es muss ausserdem die Frage gestellt werden, inwieweit eine solche Umsetzung mit dem Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung vereinbar ist, wie er implizit im Rechtsstaat zu verstehen ist. Die Komplexität und die ständige Weiterentwicklung des EU-Rechts machen eine umfassende und vorausschauende Prüfung für Schweizer Gesetzgeber und Bürger äusserst schwierig. Dies birgt die Gefahr der Intransparenz und der ungleichen Anwendung von Regeln. Die vorgeschlagene Richtung birgt das Risiko, dass die Schweiz zum reinen Anwender von externem Recht wird, was die demokratische Selbstbestimmung und die Fähigkeit, auf spezifische schweizerische Bedürfnisse und Werte einzugehen, erheblich beeinträchtigen würde.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung dar. Diese Bestimmung öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dies wird unweigerlich zur sogenannten "Rosinenpickerei" führen: Private Anbieter konzentrieren sich auf profitabelste Routen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres etablierten Service public und gefährdet langfristig die flächendeckende Mobilität für alle Bürgerinnen und Bürger.

Die Befürchtung, dass das EU-Beihilferecht angewendet wird, ist real und besorgniserregend. Bewährte Subventionen, die essenziell für den Güterverkehr, die Aufrechterhaltung des Regionalverkehrs oder die dringend notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Die Folgen wären gravierend: Eine Reduzierung der Qualität und des Umfangs des Angebots, von dem unzählige Menschen und Unternehmen täglich abhängig sind.

Die angepriesene "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates erweist sich als rechtlich unzureichend und bindet niemanden. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch und ohne Mitspracherecht übernehmen müsste. Dies ist lediglich eine kurzfristige Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die fortlaufende dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf Strukturen wie das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die nationale Steuerungskompetenz zunehmend auf zentrale EU-Stellen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Statt die Vergabe nach den besten nationalen Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Schweiz gibt somit schrittweise die Kontrolle über ihre kritische Schieneninfrastruktur ab, ohne dafür eine adäquate Gegenleistung zu erhalten.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit einhergehende institutionelle Einbindung in EU-Strukturen bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Abgabe von Kompetenzen an EU-Institutionen wie ACER und ENTSO-E, wie im Rahmen des StromVG (Art. 4a ff.) vorgesehen, führt dazu, dass die Schweiz zu einem

kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer im EU-Regelwerk wird. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, nicht mehr in Bern, was einen fundamentalen Verlust nationaler Kontrolle bedeutet.

Die Schweizerische Energie-Ombudsstelle (ElCom) wird durch diese Massnahmen von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies entzieht der demokratischen Legitimation die Grundlage, indem undemokratisch entstandene EU-Regeln ungeprüft umgesetzt werden müssen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik markiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe gewertet und abgeschafft werden. Dies hat gravierende finanzielle Auswirkungen auf die betroffenen Kantone.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang, eine wichtige Säule der lokalen Energieproduktion, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt dezentrale und lokale Energieinitiativen massiv. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise für Wasser, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortung für die Versorgungssicherheit, da weder der Markt noch die EU diese abschliessend garantieren können. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko für die Bevölkerung.

Die vollständige Marktliberalisierung führt nachweislich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für Gewerbe und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Konkret gefährdet die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG (Art. 4a ff.) die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch die Anpassung der Vergütungsregeln. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netze unnötigerweise dem EU-Regime, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer kritischen Infrastruktur bedeutet. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören bewährte Kooperationen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere Artikel 121a BV, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer 'Niederlassung C PLUS', untergraben die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Dies bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Souveräns und eine massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der massiv ausgeweitete Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist dabei nichts weiter als ein politisches Manöver, eine reine Alibi-Bestimmung, deren hohe Hürden und die drohenden EU-Strafmassnahmen sie in der Praxis wirkungslos machen. Ihre Anrufung ist unter diesen Bedingungen schlichtweg nicht realistisch. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass unser Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts keine Mitsprache mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich sein. Die neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG entpuppt sich als ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht. Der Druck auf die Sozialwerke wird durch diese Massnahmen nicht gemindert, sondern im Gegenteil erhöht, da die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven, durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten im Bildungsbereich. Der Schweizer Steuerzahler muss für die Gleichbehandlung von EU-Bürgern bei der Immatrikulation aufkommen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität, diktiert von Brüssel. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichstellung von Mann und Frau im öffentlichen Dienst (BGVB) und in den Medizinal- und Gesundheitsberufegesetzen (MedBG, GesBG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung und birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Berufsstandards.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine tiefgreifende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Dies gefährdet nicht nur die exzellenten Produktionsstandards, die unsere Bauernfamilien seit Generationen pflegen, sondern auch die Wahlfreiheit der Konsumenten und die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich an Wert verlieren würde. Das Label 'Made in Switzerland' droht entwertet zu werden, wenn Produzenten gezwungen sind, Kriterien anzuwenden, die tiefer angesetzt sind als unsere heutigen Best Practices.

Die drohende 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen der I. Generation verknüpft, ist nichts anderes als politische Erpressung und schränkt die Souveränität der Schweiz auf inakzeptable Weise ein. Die Vorstellung, dass fremde EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, ist ein eklatanter Eingriff in unsere nationale Selbstbestimmung. Dies führt zu einer beispiellosen bürokratischen Welle, die selbst kleine Hofläden und lokale Betriebe überfordern und zur Aufgabe zwingen würde.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf unsere kulinarische Identität dar, indem sie unsere gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsregime unterwirft. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, bewährte, oft strengere nationale Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben und stattdessen EU-Massenstandards zu übernehmen. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht, die das Parlament umgeht und eine demokratische Kontrolle über die Umsetzung von EU-Recht in einem zentralen Politikbereich verunmöglicht. Ebenso ist die Unterstellung unseres Waldschutzes vor Schadorganismen unter das Diktat der EU (Art. 26 Abs. 1bis WaG) ein Verlust der Fähigkeit, souverän und flexibel auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System. Unser Volkswille, wie er im Gentechnik-Moratorium bestätigt wurde, wird systematisch ausgehöhlt, indem wir gezwungen werden, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Dieses Abkommen gefährdet unsere nationale Identität und die Grundlagen unserer wirtschaftlichen Stärke.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage im Bereich staatliche Beihilfen ist aus unserer Sicht äusserst bedenklich und stellt einen fundamentalen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistischen Prinzipien unseres Landes dar. Die beabsichtigte Unterstellung der Schweizerischen Beihilfen unter ein starres EU-Kontrollregime gefährdet die bewährte und demokratisch legitimierte Praxis der Förderpolitik von Bund, Kantonen und Gemeinden.

Die Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit einhergehenden Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) instrumentalisieren eine zentrale und technokratische Kontrollinstanz, die de facto als verlängerter Arm der EU fungieren wird. Mit der Schaffung der neuen Beihilfekammer, wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, wird eine mächtige "Superbehörde" etabliert, deren primäre Aufgabe nicht mehr die Wahrung Schweizer Interessen, sondern die Durchsetzung von EU-Kompatibilität ist. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Steuerungshoheit und der wirtschaftspolitischen Autonomie.

Besonders gravierend ist die massive Untergrabung der Souveränität der Kantone. Gemäss dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Entscheide im Bereich der lokalen Wirtschaftsförderung, des Regionalverkehrs oder der Unterstützung lokaler KMU ohne angemessenes formelles rechtliches Gehör ihrerseits durch eine zentrale Behörde und letztlich das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus.

Die Integration dieser Beihilfekammer in die Wettbewerbskommission (WEKO) gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzen wird. Die Konzentration solcher Befugnisse in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und steht im Widerspruch zur Gewaltenteilung.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verzicht nationaler Souveränität in strategisch wichtigen Sektoren. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr wird geopfert und diesem Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt.

Auch die Anpassungen im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG) durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen die föderalistischen Strukturen weiter.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen für eine Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz, welches einzig dazu dient, der neuen, EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen.

Wir lehnen diese Vorlage entschieden ab, da sie die schweizerische Souveränität untergräbt, den Föderalismus schwächt und die demokratische Kontrolle über wirtschaftspolitische Entscheidungen eliminiert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge im Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz werfen gravierende Bedenken auf und stellen eine unannehmbare Aufweichung unseres bewährten Schweizer Schutzes dar. Die angeblichen Lohnschutzmassnahmen sind offensichtlich kosmetischer Natur und reichen bei weitem nicht aus, um dem massiven Lohndruck entgegenzuwirken, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, was die Existenzgrundlage vieler

unserer Bürger gefährdet. Anstatt unseren wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst.

Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein vergiftetes Geschenk. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt. Wir lehnen diese Verschlechterungen unseres Lohnschutzes entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Betreff: Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag

Der vorliegende Vorschlag zur Regelung der finanziellen Beiträge an die Europäische Union ist in seiner Grundkonzeption aus zutiefst souveränitätskritischer und volkswirtschaftlich bedenklicher Perspektive zu betrachten. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine massive Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der budgetären Autonomie der Schweiz dar. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), insbesondere durch die Verankerung in Art. 1 KoBG, wird aus einer politischen Geste eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung, welche die Budgethoheit des Schweizer Parlaments faktisch aushebelt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht der Automatismus einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Der im Vertrag genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als definitive Grösse verstanden werden, sondern ist offensichtlich als Lockvogelangebot zu werten. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung impliziert unweigerlich eine Tendenz zu massiv höheren Forderungen. Die Schweiz würde damit in eine Position gedrängt, in der sie nicht mehr die Möglichkeit hat, solche Forderungen abzulehnen, und faktisch gezwungen wäre, jeden von der EU diktierten Betrag zu begleichen. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht und ohne Garantie auf adäquate Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung handelspolitischer Hindernisse.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), spezifisch Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert eine tiefgreifende Verankerung dieser Zahlungen in der Schweizer Rechtsordnung und deren Charakterisierung als Dauerbestandteil der

Bundesgesetzgebung. Irreführend ist zudem die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG. Hier wird der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU eine gesetzliche Legitimierung zu verschaffen. Die Schweiz verliert durch diese Regelungen ein wesentliches politisches Druckmittel und die essenzielle demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft tiefgreifende und besorgniserregende Fragen auf, die eine kritische und abwägende Betrachtung erfordern. Es darf nicht der Eindruck entstehen, dass die Schweiz blindlings einer weiteren Vertiefung der Beziehungen mit der Europäischen Union zustimmt, ohne die potenziellen Nachteile und Risiken für unsere Souveränität und unsere nationalen Interessen sorgfältig zu analysieren.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch dynamische Rechtsübernahme gemäss Artikel 12 des institutionellen Abkommens stellt eine fundamentale Erosion unserer Gesetzgebungskompetenz dar. Die automatische und bedingungslose Übernahme neuer EU-Regulierungen ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Verhandlungsmöglichkeit widerspricht dem Geist unserer Verfassung, insbesondere den Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Legitimation von Gesetzen, wie sie im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesgesetzgebung (Parlamentsgesetz, ParlG) verankert sind. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz de facto zu einer Anhängsel-Gesetzgebung der EU wird, deren eigene Interessen und Besonderheiten zunehmend marginalisiert werden.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letzte Instanz bei der Auslegung des übernommenen EU-Rechts höchst problematisch. Dies tangiert Artikel 190 der Bundesverfassung (BV), welcher die richterliche Unabhängigkeit und die Zuständigkeit der Schweizer Gerichte als oberste Hüter des Rechts festschreibt. Eine Unterstellung unter die Urteile des EuGH würde die Souveränität unserer nationalen Gerichte beschneiden und unsere Rechtsprechung potenziell fremden Einflüssen aussetzen, was mit dem Grundsatz der nationalen Rechtsautonomie unvereinbar ist.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, die unter Umständen zu Sanktionen gegen die Schweiz führen könnten, wie sie indirekt in den Konsultationsmechanismen angedeutet werden, sind ebenfalls äusserst bedenklich. Solche Bestimmungen laufen Gefahr, die Schweiz einem externen Zwang auszusetzen und ihre Verhandlungsposition massiv zu schwächen. Dies steht im Widerspruch zum föderalistischen Gedanken und dem Recht auf Selbstbestimmung, welche die Grundlage unseres Staates bilden.

Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Weiterentwicklung der Beziehungen mit der EU im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung steht und die Errungenschaften unserer direkten Demokratie sowie die Eigenständigkeit unserer Aussen- und Innenpolitik nicht kompromittiert werden. Eine überstürzte Zustimmung zu diesem Paket ohne eingehende Prüfung und gegebenenfalls Nachverhandlungen wäre fahrlässig und würde zukünftigen Generationen eine erhebliche Last aufbürden.

CHRISTIAN J. HOCHULI

SANDMATTE 1 ◆ CH-6024 HILDISRIEDEN
MOBILE ◆ +41 79 390 64 33
christian.j.hochuli@bluewin.ch

Hildisrieden, 25. Oktober 2025

Per E-Mail an:
vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Eidgenössisches Departement für
auswärtige Angelegenheiten EDA
3003 Bern

▶ Vernehmlassung zum EU-Paket

Sehr geehrte Damen und Herren

Indem wir Ihnen für die Einladung zur Vernehmlassung danken, lassen wir Ihnen innert Frist unsere Stellungnahme wie folgt zukommen:

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein. Ihre Einstiegsfrage ist hochgradig manipulativ. Sie beruht auf einer Erfindung Ihrer Werbeagenturen, die den CH-Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern Sand in die Augen streuen sollen.

Es handelt sich beim «Schweiz-EU-Paket» nicht um die Fortsetzung des «bilateralen» Weges, sondern um die Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit des EuGH und um die dynamische Übernahme fremden Rechts ohne inländische demokratische Mitsprache. Alles andere sind Erfindungen der von Ihnen beauftragten PR-Agenturen, die mit Steuergeldern dafür beauftragt wurden, den CH-Stimmbürgerinnen und Stimmbürger die gröbsten vorsätzlichen Lügen als Leckerbissen zu präsentieren.

Die aktuell geltenden bilateralen Verträge genügen vollauf und belasten die Schweiz bereits heute insbesondere mit Blick auf die schranken- und masslose Einwanderung (Sie haben uns eine Netto EU-Zuwanderung von 8'000 Menschen jährlich versprochen, es kamen jedoch durchschnittlich zehnmal mehr!) übermässig. Dass die EU von der Schweiz seit Jahren mit permanentem erpresserischem Druck (zeitweiser Ausschluss aus dem Horizon-Forschungsprogramm, Ausschluss von CH-Banken auf EU-Handelsplätzen) den Abschluss einer vollkommen neuen vertraglichen Ordnung der Beziehungen mit dynamischer Rechtsübernahme durch die Schweiz («Schweiz-EU-Paket») zu erzwingen versucht, ist vollkommen inakzeptabel und hätte von unserem EDA und dem Bundesrat, der für die Interessenwahrung der Schweiz gegenüber dem Ausland an erster Stelle verpflichtet und beauftragt wäre, längst überdeutlich kommunikativ klargestellt werden müssen.

Nicht die Schweiz, sondern die EU will das neue Abkommen mit der Schweiz erzwingen. Wenn es der für die Aussenpolitik verfassungsmässig zuständige Bundesrat nicht schafft, die Bundesverfassung gegenüber dem Ausland zu verteidigen und deren Respekt auch von der EU einzufordern, dann sollte das Parlament diesem Bundesrat sofort das Mandat entziehen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Bereits die aktuell geltenden bilateralen Verträge bedeuten für die schweizerische Justiz und die inländische Ausländerpolitik eine schwerwiegende Belastungsprobe, an welcher der Gemeinsinn innerhalb der Schweiz endgültig zu zerbrechen droht. Die Brandmauer sämtlicher Volks- und Standesvertreter gegenüber der SVP bei der Behandlung der 10-Millionen-Initiative beweist, dass in der Schweiz eine tiefe Spaltung von den obersten Exekutive offensichtlich vorsätzlich in Kauf genommen wird und provoziert werden soll. Die Schweiz hält sich an jeden Buchstaben des Abkommens mit der EU und verschweigt, dass einzelne Staaten der EU die Anwendung gewisser Abkommen längst ausgesetzt haben. Der Justizminister der Schweiz sorgt – aus rein sozialistisch-motivierten Gründen – im Einzelfall mit Stichentscheid dafür, dass EGMR-Entscheide zu Ungunsten der Schweiz nicht an die Grosse Kammer des EGMR weitergezogen werden. Alle EU-Entscheide, welche die schweizerische Rechtsordnung torpedieren, werden von diesem Justizminister offensichtlich freudig begrüsst (so z.B. das «Klimaseniorinnenurteil» aus Strassburg). In Dublin-Abkommensfällen erleben dies die schweizerischen Rechtsanwender jährlich auf allen Ebenen des Gemeinwesens mehrfach! Der Bundesrat praktiziert eine Aussenpolitik mit untragbaren Kosten zu Lasten der unteren beiden Ebenen unseres Gemeinwesens. Gleichzeitig hält er nichts davon, das neue EU-Paket wenigstens anstandshalber auch dem Ständemehr sui generis zu unterstellen.

Landverkehr

Unsere Stellungnahme zum Bereich Landverkehr des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union ist von tiefgreifender Besorgnis geprägt. Die vorliegenden Vorschläge stellen eine signifikante Bedrohung für den unverzichtbaren Service public im Schweizer Schienenverkehr dar, dessen Erhalt und Weiterentwicklung für die Lebensqualität und die Mobilität unserer Bürger von höchster Bedeutung ist. Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass langjährig bewährte und für die Aufrechterhaltung eines attraktiven Angebots notwendige Subventionen im Güterverkehr, im Regionalverkehr sowie für die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies hätte unmittelbare negative Konsequenzen für die Qualität und die Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgerinnen und Bürgern bieten. Unsere bisherigen Subventionsinstrumente sind auf die spezifischen Bedürfnisse und die geografischen Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten und haben sich als essenziell für die Sicherstellung einer flächendeckenden Versorgung erwiesen. Eine nachträgliche Ungültigkeit dieser Massnahmen würde ein Vakuum schaffen, das durch EU-Konformität allein nicht aufgefangen werden könnte, ohne die finanzielle Nachhaltigkeit und die operative Leistungsfähigkeit der Transportunternehmen zu gefährden. Die im Abkommen vorgesehene Öffnung für die sogenannte Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt einen direkten Angriff auf die Integrität unseres Service public dar. Die Zulassung ausländischer Anbieter zur Bedienung inner-schweizerischer Strecken wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen. Etablierte ausländische Unternehmen werden sich auf die wirtschaftlich lukrativen Hauptverkehrsachsen konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die Fähigkeit, ein landesweit ausgewogenes Mobilitätsangebot aufrechtzuerhalten. Die Verpflichtung zur Beachtung völkerrechtlicher, sprich EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, neuer Art. 32a Abs. 1bis) schränkt zudem die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten und für die Schweiz günstigsten Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist aus unserer Sicht rechtlich wertlos und keineswegs bindend. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung gleicht einer Beruhigungspille ohne Substanz, die die langfristige Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die dynamische

Rechtsübernahme ist das Kernproblem: Sie bedeutet, dass die Schweiz künftige Regulierungen, beispielsweise solche zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müsste. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigenen Infrastrukturen und Verkehrsdienstleistungen im Sinne der eigenen Bevölkerung zu gestalten, erheblich einschränken. Die Schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist eine besorgniserregende Entwicklung. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Es ermöglicht ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag haben, und gefährdet langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die dem Service public verpflichtet sind und eine soziale Verantwortung für die Anbindung aller Regionen tragen, werden hierdurch in ihrer Existenz bedroht. Die Wettbewerbsbedingungen werden verzerrt, da ausländische Anbieter nicht die gleichen umfassenden Verpflichtungen und Kosten tragen wie die nationalen Akteure. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich Landverkehr eine ernsthafte Gefahr für die schweizerische Souveränität, die Qualität und die Finanzierung unseres Service public darstellen. Wir lehnen die vorgesehene dynamische Rechtsübernahme und die Einführung der Kabotage entschieden ab, da sie die Fundamente unseres integrierten und bürgerfreundlichen Bahnverkehrsystems untergraben. Es bedarf klarer und rechtlich bindender Garantien, die den Schutz unseres Service public und unserer nationalen Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs gewährleisten, anstatt völkerrechtliche Vorgaben zu implementieren, die unsere Gestaltungsfreiheit massiv einschränken.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die derzeitige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, hat sich bewährt und ist Ausdruck demokratischer Legitimation und lokaler Autonomie. Die Unterwerfung dieser bewährten Praxis unter ein starres, technokratisches Kontrollregime der Europäischen Union ist aus fundamentalen Gründen abzulehnen. Insbesondere die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig und bedarfsgerecht über die lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale und kommunale Subventionsentscheide künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden. Dies ist nicht nur ein direkter Angriff auf das föderalistische Prinzip, sondern degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern, deren souveräne Beschlüsse einer fremden Kontrollinstanz unterstellt werden. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den damit verbundenen Anpassungen, insbesondere der Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG), wird eine neue "Superbehörde" geschaffen. Diese Institution agiert faktisch als "verlängerter Arm der EU" und ihre Entscheidungsfindung wird primär an der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht an den spezifischen Interessen der Schweiz ausgerichtet sein. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, was zu einer gefährlichen Machtkonzentration führt, die den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht widerspricht. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die geplanten Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. b bis) ihre Verfahrensautonomie gänzlich. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden nicht mehr primär von kantonalen Instanzen geprüft, sondern können von der neuen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität hinüberprüft und gekippt werden. Die Schaffung eines direkten Beschwerderechts der Beihilfebehörde gegen kantonale Erlasse im Art. 82 Bst. b bis BGG ist besonders stossend für unseren Föderalismus, da sie die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und ihre Souveränität aushöhlt. Die Möglichkeit, mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) kantonale Erlasse zu kippen, ist eine inakzeptable Einschränkung der kantonalen Autonomie. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Bundesgesetzes über das Verfahren vor dem

Bundesverwaltungsgericht (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit dem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen nachhaltig zu schwächen. Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle birgt erhebliche strategische Risiken. Viele Elektrizitätswerke befinden sich im Besitz von Kantonen und Gemeinden, und ihre Förderinstrumente würden neu einem externen Regime unterworfen. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Des Weiteren ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Bundesgesetzes über die Preisüberwachung (PüG) ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz erheblich. Während die neue Behörde Entscheidungen fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Konsumenten in den Hintergrund zu drängen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine systematische Aufgabe nationaler Steuerungshoheit und die Unterwerfung unter europäische Regulierungsstrukturen bedeuten. Die Schweiz würde sich de facto zu einem reinen Regel-Empfänger entwickeln, was ihre wirtschaftspolitische Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit, eigenständige politische Entscheidungen zu treffen, massiv einschränkt. Die bewährte Praxis der dezentralen und demokratisch legitimierten Subventionsvergabe wird durch ein zentralistisches und fremdbestimmtes System ersetzt, das die föderalistischen Grundsätze verletzt und die kantonale Autonomie untergräbt. Diese Entwicklung ist angesichts der Kerninteressen und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz entschieden abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Während der Justizminister der Schweiz, von ihm dominiert der CH-Bundesrat und zahlreiche NGO's sowie halbstaatliche Organisationen sich CH-intern an das Dublin-Schengen-Abkommen halten, haben andere EU-Staaten (wie beispielsweise Italien) für ihr eigenes Land längst die Anwendbarkeit dieses Akommens ausgesetzt. Auch Deutschland und Dänemark, welche ihre Landesgrenzen wieder selbstständig kontrollieren, haben längst begriffen, dass es KEIN Menschenrecht auf illegalen Grenzübertritt von Drittstaatsangehörigen aus einem sicheren EU-Erstland in die Schweiz gibt! Es ist ein Skandal, dass sich unser eigener Justizminister weigert, unsere Landesgrenzen gleichwertig zu schützen! Wenn solche Verfassungsbrecher im Bundesrat sitzen, kommt nur die vollständige Ablehnung solcher Abkommen in Frage, welche diese Exekutivmitglieder den CH-Stimmbürgern auf's Auge drücken wollen.

Strom

Vor 20-30 Jahren begann man (auch die bürgerlichen Parteien und auch die SVP) von der Liberalisierung des nationalen und internationalen Strommarktes zu schwafeln. Damit vergab sich die Schweiz ihre einzigartige geopolitisch-strategische Lage im Herzen des Wasserschlosses Europas. Je mehr Markt, je weniger hat der CH-Infrastruktureigentümer von den Stromproduktionsreserven der Schweiz. Als man die Stromleitungen und das Stromnetz im Liberalisierungswahn den Stromproduzenten entzog, schrieb man in den Handelsregisterauszug (Zweckbestimmung) der SWISSGRID, dass diese Alleineigentümer der gesamten schweizerischen Stromleitungeninfrastruktur auch den Interessen der ausländischen Stromversorger dienen müsse. Wenn also in der zweiten Hälfte des Novembers 2024 infolge einer Dunkelflaute (wetterbedingt kein Solarstrom in Deutschland und wegen eines Sturms auf der Nordsee Abschaltung von Windrädern) in Süddeutschland beinahe die Lichter

grossflächig ausgingen, musste das gesamte CH-Stromnetz während weniger Stunden gigantische Terawattstunden-Mengen von verstromtem Gas aus Kraftwerken in Italien durch die Schweiz nach Deutschland leiten. Solche Zwischenfälle haben in den letzten zehn Jahren um das x-fache zugenommen. Je mehr internationale Abhängigkeiten wir vertraglich insbesondere mit der hirnrissig heterogenen EU-Stromproduktionslandschaft (Deutschland träumt von Wind und Sonne als exklusive Stromlieferanten, während Frankreich auf Atomstrom und Italien auf Gas setzen) eingehen, desto wenige kann die Schweiz auf eine zuverlässig garantierte und eigenständig planbare Stromversorgung zählen. Deshalb: Hände weg von weiteren Stromabkommen mit der EU!!

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind unzureichend und stellen eine gefährliche Aufweichung des bewährten schweizerischen Systems dar. Die Kritik richtet sich insbesondere gegen die ungenügende Kompensationsfähigkeit der neuen Regelungen im Hinblick auf den immensen Druck, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Lohnstrukturen ausgeübt wird. Es ist evident, dass eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, vor allem in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die unausweichliche Konsequenz sein wird, wenn nicht substantielle Massnahmen ergriffen werden. Die vorliegenden Vorschläge vermögen diesem Risiko nicht wirksam zu begegnen. Anstatt unseren bestehenden, sich bewährten und äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an die weniger strengen EU-Standards angepasst. Die neu konzipierten Regeln mögen auf den ersten Blick komplexer und bürokratischer erscheinen, doch ihre Effektivität im Schutz vor Lohndumping ist fragwürdig. Diese Entwicklung begünstigt eindeutig ausländische Unternehmen, die darauf abzielen, tiefere Lohnkosten durchzusetzen. Die geschwächten Kontrollmechanismen sind hierbei besonders besorgniserregend. Die Kompetenzen, die bisher den paritätischen Kommissionen und den kantonalen Arbeitsinspektoraten oblagen, werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Interesse der schweizerischen Arbeitnehmerschaft massiv schadet. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, der in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) verankert werden soll, ist ein offensichtliches Zugeständnis an Brüssel und stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar. Dieses als "vergiftetes Geschenk" zu betrachtende Element schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von Kleinen und Mittleren Unternehmen (KMU), und löst nicht das Kernproblem des Lohndrucks. Vielmehr verzettelt es die Arbeitsmarktpolitik in unnötige regulatorische Komplexität. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dient. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer, sondern der Angleichung an EU-Vorgaben. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik des Gesetzes aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, konkret Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d, ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies ist eine schleichende Souveränitätsabtretung unter dem Deckmantel der Finanzbeziehungen. Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVG, sind nicht als isolierte technische Anpassungen zu betrachten. Sie sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das Risiko, dass die robusten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG) durch die Einführung eines neuen Artikels 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle

Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Überprüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies öffnet Tür und Tor für Willkür und bevormundet unsere eigene Rechtsprechung. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen keine Stärkung des schweizerischen Lohnschutzes bedeuten, sondern eine Aushöhlung und Anpassung an niedrigere europäische Standards. Die Schweiz muss sich der Versuchung widersetzen, ihre erfolgreichen nationalen Regelungen im Namen einer oberflächlichen Harmonisierung mit der EU zu opfern. Die Souveränität unseres Landes und der Schutz der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer haben höchste Priorität und dürfen nicht durch überstürzte und ungenügende Anpassungen an das EU-Recht aufs Spiel gesetzt werden. Es ist dringend geboten, den bestehenden Lohnschutz substanziell zu stärken und nicht durch bürokratische und ineffektive EU-Konformität zu schwächen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen an die Europäische Union, geben Anlass zu äusserst gravierenden Bedenken, die einer kritischen und fundierten Auseinandersetzung bedürfen. Die beabsichtigte Umwandlung der bisher auf freiwilliger Basis und unter parlamentarischer Kontrolle erfolgenden Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Entscheidungsprozesse dar. Es ist unbestreitbar, dass die Schweiz durch diesen Schritt ein mächtiges politisches Druckmittel verliert und die uneingeschränkte demokratische Kontrolle über die Verwendung von Mitteln in Milliardenhöhe eingebüsst. Was hier als Beitrag deklariert wird, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als eine faktische Zwangsabgabe, die dem Prinzip der freiwilligen Unterstützung diametral entgegensteht. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet lediglich als ein Lockvogelangebot an, um die Zustimmung zu diesem neuen Regime zu erleichtern. Der im Vertrag fest verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung" birgt die unheilvolle Gewissheit, dass die tatsächlichen Forderungen der EU unaufhaltsam und massiv ansteigen werden. Sobald dieser Mechanismus greift, wird die Schweiz faktisch in eine Position gezwungen, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, "Nein" zu sagen, und gezwungen ist, jene Summen zu entrichten, die die EU diktiert. Dies untergräbt massiv die Verhandlungsautonomie und die strategischen Interessen unseres Landes. Die Schweiz wird de facto zu einer Nettozahlerin, ohne dabei ein entsprechendes Stimmrecht oder eine gesicherte Gegenleistung zu erhalten. Während unsere Zahlungen zur rechtlich bindenden Pflicht werden, existiert keine hinreichende Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die wirksame Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, deren Hauptresultat primär der Verlust unserer Souveränität ist, während greifbare und substanzielle Vorteile für die Schweiz kaum ersichtlich sind. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein legislatives Meisterstück, das darauf abzielt, die bisher freiwilligen Zahlungen als permanente und rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren. Dieses Gesetz entzieht dem Schweizer Parlament auf souveräne Weise die Möglichkeit, über jeden einzelnen Beitrag frei zu entscheiden. Das KoBG fungiert als das legislative Instrumentarium, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es wandelt eine politische Geste, die auf gutnachbarschaftlicher Zusammenarbeit beruhen sollte, in eine unausweichliche rechtliche Pflicht um. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie er in Art. 1 KoBG verankert ist, wird die Budgethoheit des Parlaments schleichend ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, die im Dienste der schweizerischen Bevölkerung stehen sollten, wird nur noch die reine Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung praktiziert. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des bilateralen Rahmenabkommens (BöB), speziell in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung hat tiefgreifende Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und signalisiert unmissverständlich, dass diese Abgaben an die EU fortan als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung der Schweiz betrachtet werden. Dies ist ein besorgniserregender Präzedenzfall, der die Tür für weitere finanzielle Verpflichtungen öffnen könnte, ohne dass eine adäquate parlamentarische Kontrolle oder eine klare Gegenleistung besteht. Des Weiteren ist die Verknüpfung des Kohäsionsbeitragsgesetzes mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b irreführend und

geradezu zynisch. Hier wird der renommierte und positive Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und äusserst umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Taktik, die darauf abzielt, die wahre Natur dieser finanziellen Verpflichtungen zu verschleiern und sie in einem positiven Licht erscheinen zu lassen, das ihrer tatsächlichen Bedeutung nicht gerecht wird. Es ist eine Vermischung von wohlklingenden Zielen mit einer finanziellen Verpflichtung, die substantielle Nachteile für die Schweiz mit sich bringt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge, insbesondere die Einführung des Kohäsionsbeitragsgesetzes, eine gefährliche Entwicklung darstellen, die die Souveränität der Schweiz untergräbt, die demokratische Kontrolle aushöhlt und die schweizerischen Steuerzahler potenziell mit erheblichen finanziellen Lasten konfrontiert, ohne dass klare und angemessene Gegenleistungen in Aussicht gestellt werden. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken mit aller Deutlichkeit vorgebracht und eine kritische Überprüfung dieser Vorschläge gefordert wird.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Lebensmittelsicherheit, die im Rahmen des angestrebten Abkommens mit der Europäischen Union diskutiert werden, geben Anlass zu äusserst ernster Besorgnis und sind entschieden abzulehnen. Was unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" als technischer Fortschritt verkauft werden soll, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein umfassendes Integrationsprojekt, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft einer bedenklichen Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" ausliefert. Dies gefährdet nicht nur unsere über Jahrzehnte aufgebauten, hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern schränkt auch massiv die Wahlfreiheit unserer Konsumenten ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die ein unbestreitbarer Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten ist und von Konsumenten im In- und Ausland geschätzt wird, steht unter direkter Bedrohung. Die zwingende Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie durch die Übernahme der entsprechenden EU-Verordnungen im Lebensmittelrecht angestrebt wird, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label "Made in Switzerland" würde dramatisch an Wert verlieren, wenn die darauf basierenden Produkte nach denselben, häufig weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Dies untergräbt die Einzigartigkeit und den Ruf unserer Lebensmittelproduktion und wäre ein verheerender Schlag für unsere Exportfähigkeit. Besonders alarmierend ist die Implementierung einer inakzeptablen "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen unheilvoll mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Eine solche Verknüpfung stellt eine unannehmbare politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem und anderen für uns wichtigen Politikbereichen de facto blockiert und uns in eine unhaltbare Abhängigkeit bringt. Die Souveränität der Schweiz wird zudem durch die geplante Gewährung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants massiv angegriffen. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, deren Interessen und Prioritäten sich von den unseren unterscheiden mögen. Dies ist ein unerträglicher Eingriff in die Autonomie unseres Landes und die Freiheit unserer Unternehmer. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die im Rahmen lokaler Veranstaltungen Speisen anbieten, müssten die komplexen und für unsere spezifischen Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt in diesem Zusammenhang einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet und unsere kulinarische Identität bedroht. Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Der klar geäusserte Volkswille wird hier in einer Weise missachtet, die nicht hinnehmbar ist und das Vertrauen in unsere demokratischen Prozesse untergräbt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) stellen einen klaren Rückschritt dar. Mit den neuen

Artikeln 15a und 21 TSchG werden die Schweiz gezwungen, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Dies bedeutet einen Verlust der Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich, in dem wir eigene, höhere Massstäbe setzen wollen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird de facto umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und damit unsere Ernährungssicherheit direkt betreffen. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich und entzieht den gewählten Vertretern die notwendige Handlungsfreiheit. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien, die auf die Besonderheiten unseres alpinen Raumes zugeschnitten sind, müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Dies birgt Risiken für unsere wertvollen natürlichen Ressourcen. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet, dass die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit erheblich. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge, die unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit vorangetrieben werden, eine schleichende und inakzeptable Unterwerfung der Schweiz unter europäische Standards und Vorschriften darstellen. Sie bedrohen unsere Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards, die Existenz unserer Kleinbetriebe, die Wahlfreiheit der Konsumenten und unsere demokratische Selbstbestimmung. Daher lehnen wir diese Vorhaben in ihrer jetzigen Form strikt ab und fordern, dass die Schweiz ihre eigenen, bewährten und dem Willen des Volkes entsprechenden Regelungen beibehält und weiterentwickelt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die dem vorliegenden Vernehmlassungsformular zugrundeliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt schwerwiegende Bedenken hinsichtlich seiner Auswirkungen auf die Souveränität, die Rechtsordnung und die wirtschaftliche Zukunft der Schweiz aufkommen. Die vorgeschlagenen Abkommen scheinen eine schleichende und nicht unumkehrbare Annäherung an die Europäische Union zu forcieren, ohne dass hierfür ein klares und demokratisch legitimiertes Mandat besteht. Zuallererst ist die Wahrung der schweizerischen Souveränität in Frage zu stellen. Die Annahme von Sekundärrecht der Europäischen Union, wie es die vorgeschlagenen Abkommen vorsehen, untergräbt massgeblich die Fähigkeit des Schweizerischen Gesetzgebers, eigene, auf die spezifischen Bedürfnisse und Interessen der Schweiz zugeschnittene Gesetze zu erlassen. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, das nicht nur von der Schweiz mitgestaltet wird, sondern auch von Gerichten der EU interpretiert werden kann, steht diesem Grundsatz fundamental entgegen. Insbesondere die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) als potenzieller Ausleger von Abkommen, die in die schweizerische Rechtsordnung transformiert werden, birgt erhebliche Gefahren. Die direkte oder indirekte Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde die Autonomie der schweizerischen Gerichte erheblich einschränken und die verbindliche Auslegung des Bundesrechts potenziell dem Zugriff nationaler Kompetenzen entziehen. Dies widerspricht dem Geist von Artikel 190 der Bundesverfassung, der festlegt, dass Bundesgesetze für die Eidgenössischen Gerichte und die zuständigen Behörden massgebend sind. Des Weiteren ist die befürchtete "Richterliche Übernahme" von EU-Recht problematisch. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine individuelle Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse stattfindet, birgt das Risiko, dass Rechtsgrundsätze, die für die Mitgliedstaaten der EU geschaffen wurden, auf die Schweiz übertragen werden, wo sie möglicherweise nicht

passen oder gar schädlich sind. Artikel 160 der Bundesverfassung legt fest, dass die Bundesversammlung die Aufgabe hat, die Rechtsetzung zu führen. Die Übernahme von EU-Recht in einem solchen Ausmass würde diese Aufgabe aushöhlen und die demokratische Legitimation der Gesetzgebung erheblich schwächen, da die entsprechenden Regelungen nicht mehr durch die direkt gewählten Volksvertreter in der Schweiz geschaffen und verabschiedet würden. Hinsichtlich der wirtschaftlichen Aspekte sind die angeblichen Vorteile des ungehinderten Zugangs zum EU-Binnenmarkt mit erheblichen Kosten und Risiken verbunden. Die Übernahme von EU-Regulierungen, insbesondere im Finanzsektor, im Lebensmittelrecht oder im Umweltbereich, bedeutet nicht nur die Anpassung von Gesetzen, sondern auch die Akzeptanz von Überwachungs- und Durchsetzungsmechanismen, die von der EU etabliert wurden. Dies könnte zu einer übermässigen Bürokratisierung führen und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen, die sich an Regeln halten müssen, die von Drittland-Institutionen geschaffen wurden. Die Verpflichtung zur Anpassung an neue EU-Regulierungen, ohne dass die Schweiz Einfluss auf deren Entstehung hat, ist keine Grundlage für eine stabile und prosperierende Wirtschaft. Die Frage der politischen Kontrolle und der Einflussnahme der Schweiz auf die Entwicklung des EU-Rechts ist ebenfalls von zentraler Bedeutung. Die vorgeschlagene Paketlösung scheint darauf hinauszulaufen, dass die Schweiz das Recht der EU "nimmt und gibt" – primär das Nehmen, ohne die Möglichkeit des Gebens im Sinne von Mitgestaltung. Dies untergräbt das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung und der vollen Kontrolle über die eigene politische und rechtliche Zukunft. Artikel 2 der Bundesverfassung verpflichtet die Eidgenossen, für das Wohl des Landes zu sorgen. Ein Abkommen, das die schweizerische Entscheidungsfreiheit derart einschränkt und die schweizerische Gesetzgebung potenziell der Rechtsprechung eines ausländischen Gerichts unterstellt, ist schwerlich mit diesem Wohl vereinbar. Darüber hinaus besteht die Gefahr einer schleichenden Verwässerung des schweizerischen Rechtsverständnisses und der rechtlichen Identität. Die ständige Bezugnahme auf und Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass sich Rechtsinstitute, die für die Schweiz charakteristisch sind, auflösen oder ihre Bedeutung verlieren. Dies hat nicht nur juristische, sondern auch kulturelle Implikationen. Die Vernehmlassung als solches mag zwar stattfinden, doch die Art und Weise, wie die vorgeschlagene Paketlösung präsentiert wird, erweckt den Anschein, dass bereits eine starke Tendenz zur Annahme besteht. Es ist unerlässlich, dass im Rahmen dieser Vernehmlassung die potenziellen Nachteile und Risiken einer solchen engen Anbindung an die EU schonungslos offengelegt und kritisch beleuchtet werden. Eine blosse formelle Beteiligung der Bevölkerung oder der Interessengruppen ohne echte Berücksichtigung ihrer Bedenken wäre eine Täuschung. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU Anlass zu tiefgreifender Besorgnis gibt. Die vorgeschlagenen Abkommen bedrohen die schweizerische Souveränität, gefährden die Unabhängigkeit der Rechtsordnung und stellen die wirtschaftliche Zukunft auf eine unsichere Basis. Es bedarf einer kritischen Prüfung und einer klaren Abgrenzung zu den Institutionen und Rechtsordnungen der Europäischen Union, um die Integrität und die Autonomie der Schweiz zu wahren. Die Grundsätze der Bundesverfassung, insbesondere in Bezug auf Souveränität, Gesetzgebungskompetenz und die Achtung der nationalen Rechtsordnung, müssen oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie. Während die Notwendigkeit einer pragmatischen Beziehung zur EU unbestritten ist, werfen die vorgeschlagenen Regelungen gravierende Fragen auf, die eine kritische Würdigung unerlässlich machen. Besonders bedenklich ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne adäquate demokratische Kontrolle. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung verankert die Hoheit des Bundes und die Pflicht zur Wahrung der Interessen der Eidgenossenschaft. Die vorgeschlagene Dynamik, EU-Recht in weiten Teilen automatisch zu übernehmen, birgt die Gefahr, dass die Schweiz sukzessive ihre Gesetzgebungshoheit verliert. Die Gefahr der Automatischen Rechtsübernahme gemäss Artikel 7 des Entwurfs zur Personenfreizügigkeit würde die Schweizerischen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger in eine Situation bringen, in der sie über Sachverhalte abstimmen, deren regulatorische Ausgestaltung sie kaum noch beeinflussen können, da sie sich an den einmal übernommenen EU-Richtlinien orientiert. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Artikel 34 Absatz 2 der

Bundesverfassung, der die Rechte und Freiheiten durch Gesetzgebung nur in dem Masse einschränken lässt, als es die Sicherstellung von Rechtsfrieden, innerer und äusserer Sicherheit sowie die Erfüllung völkerrechtlicher Verpflichtungen erfordert. Die pauschale Übernahme von EU-Recht geht weit über diese Rechtfertigungsgrenzen hinaus und gefährdet die Souveränität unseres Rechtssetzungsprozesses. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen der vorgeschlagenen Vereinbarungen kritisch zu hinterfragen. Die Zuständigkeit des EuGH, die Anwendung des neuen bilateralen Abkommens zu interpretieren, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte dar. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung sind die Gerichte und die Behörden an die Bundesgesetze und das Völkerrecht gebunden. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, die in Artikel 13 des Abkommens zur institutionellen Übernahme vorgesehen ist, würde diese Bindung um eine externe Instanz erweitern, deren Urteile nicht unbedingt mit den schweizerischen Rechtsgrundsätzen übereinstimmen müssen. Dies wirft die Frage auf, wie die Autonomie der Schweizer Judikative gewahrt werden kann. Artikel 188 der Bundesverfassung, der die Unabhängigkeit der Gerichte garantiert, könnte durch eine solche Konstruktion untergraben werden. Die Möglichkeit, dass der EuGH die Interpretation des Abkommens vorgibt, während Schweizer Gerichte an diese Auslegung gebunden wären, schwächt die Möglichkeit, eigene Rechtsinterpretationen zu entwickeln und die besonderen Gegebenheiten der Schweiz zu berücksichtigen. Auch die Frage der Kosten und des Beitrags der Schweiz an die EU-Budgets verdient eine kritische Betrachtung. Ohne die Möglichkeit, aktiv an der Gestaltung der Politiken, zu denen diese Beiträge geleistet werden, mitzuwirken, handelt es sich um eine reine Alimentierung der EU-Kasse. Artikel 127 der Bundesverfassung regelt zwar die Wirtschafts- und Finanzpolitik des Bundes, lässt aber keinen Spielraum für die Befürwortung von Zahlungen, die nicht im direkten Interesse der Schweiz sind oder deren Verwendung nicht transparent nachvollziehbar ist. Die vorgeschlagenen finanziellen Zusagen, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionsmittel, erscheinen als einseitige Belastung für die Schweizer Steuerzahler, ohne eine entsprechende Gegenleistung in Bezug auf die Mitgestaltung der relevanten EU-Politiken. Die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt sind ebenfalls ein Punkt der Sorge. Während die Personenfreizügigkeit an sich nicht neu ist, könnten die vorgeschlagenen Anpassungen die flankierenden Massnahmen, die zum Schutz der Löhne und Arbeitsbedingungen in der Schweiz dienen, aushöhlen. Artikel 33 der Bundesverfassung garantiert die Förderung des wirtschaftlichen Wohls der Bevölkerung und die Sicherung der Lebensgrundlagen. Die Befürchtung ist gross, dass durch eine Deregulierung oder eine Aufweichung der bestehenden Schutzmechanismen der Lohndruck auf Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer steigen könnte. Die Übernahme von EU-Arbeitsrecht, das möglicherweise weniger restriktiv ist als die schweizerischen Bestimmungen, könnte dazu führen, dass die Schweiz sich in einem «Race to the Bottom» im Bereich der Arbeitsstandards wiederfindet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse, obwohl sie möglicherweise eine kurzfristige Stabilisierung der Beziehungen zur EU versprechen, auf lange Sicht eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Souveränität, der direkten Demokratie und des Wohlstands unserer Bevölkerung darstellen könnten. Die automatische Übernahme von EU-Recht, die eingeschränkte Rolle des EuGH, die unklaren finanziellen Verpflichtungen und die potenziellen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt sind gravierende Punkte, die eine eingehende Prüfung und gegebenenfalls eine deutliche Nachbesserung erfordern. Eine pauschale Zustimmung zu diesen Ergebnissen wäre fahrlässig und würde die Grundpfeiler unseres Staates gefährden. Die Schweiz muss ihre Unabhängigkeit wahren und ihre eigenen Interessen kompromisslos vertreten.

Wir sind uns bewusst, dass sich in der Schweiz weder Parlamentarier noch Mitglieder der Exekutiven und auch die Justiz seit der Coronazeit nicht mehr an die verfassungsmässigen Grundlagen unseres Bundesstaates halten. Sie haben in den letzten bald sechs Jahren gelernt, dass sie – ohne irgendwelche Sanktionen seitens des Rechtsstaates oder des Souveräns befürchten zu müssen – vollkommen entfesselt permanent willkürlich die Bundesverfassung verletzen können. Notrecht hilft gegen Grippeviren ebenso wie gegen Bankenpleiten oder Blackouts in der Stromversorgung. Impfen für die Freiheit? Waffen für den Frieden? Zensur für die Demokratie? Der Bundesrat ignoriert die traditionellen Neutralitätsgrundsätze der Schweiz und will am liebsten die Schweiz am Ständemehr vorbei der ausländischen EuGH-Gerichtsbarkeit unterstellen. Es sind Zustände, die einen vor 50 Jahren halbwegs staatskundlich ausgebildeten Bürger dieser Eidgenossenschaft nur noch den Kopf schütteln

lassen. Dennoch hoffen wir, dass diese Zeilen nicht nur von EU-Turbos direkt geschreddert werden. Unser Widerstand gegen dieses verfassungswidrige Verhalten unserer politischen Eliten bleibt standhaft.

Besten Dank für die Kenntnisnahme und ebensolche Grüsse

C.J. Hochuli

Kopie z.K.
Roger.koeppel@weltwoche.ch
SVP, Bern

Liliane INARD d'ARGENCE
Place Longemale 2
1262 Eysins

2 Octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit Européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Liliane INARD d'ARGENCE

Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations.

Lambiel Dave
Chemin Marais Roulet 17
CH-1926 Fully (Valais)

Fully, le 25 octobre 2025

Département fédéral des
affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ.

1. <u>Refus de la subordination institutionnelle.</u>

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen.
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays.
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européen.

2. <u>Protection de notre démocratie directe.</u>

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. <u>Refus de l'immigration de masse.</u>

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale.
- Nos infrastructures déjà saturées.
- Notre système social par une hausse explosive des coûts.
- Le principe de préférence national.

4. <u>Coûts prohibitifs injustifiés.</u>

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

<u>DES EXIGENCES CLAIRES :</u>

1. ABANDON du présent paquet de traités.
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants.
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal.**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa rréussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Lambiel Dave

DENISE LEMMA
IN DI BÜGEI 17
6950 TESSERETE

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Tesserete, 25.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Catherine Michel
Avenue de la Dôle 1
1005 Lausanne

Lausanne, le 25.10 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Catherine Michel

Giuseppe Moccia
Via San Pietro Pambio 11
6900 Paradiso

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"

Gentili Signore, egregi Signori,
desidero esprimere la mia opposizione al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di "Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE".

Rifiuto della subordinazione istituzionale

NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
NO alla perdita della sovranità legislativa della Svizzera
NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

Difesa della democrazia diretta

Le iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
I Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia

Perdita del sistema a doppio canale (UE vs extra-UE)

Attualmente la Svizzera distingue tra:
- Cittadini UE/AELS (che godono già di diritti di libera circolazione *limitata*), e
- Cittadini extra-UE, per cui esistono quote, limiti e selezioni rigide

Con le nuove disposizioni:
- Le autorità svizzere non potrebbero più subordinare i permessi UE a un bisogno economico.
- Le valutazioni "caso per caso" dei cantoni perderebbero molto potere verso un sistema più automatico d'integrazione

Maggiore mobilità, meno controlli preventivi

L'attuale sistema svizzero prevede controlli ex ante:
- Permessi richiesti prima dell'assunzione.
- Verifica delle condizioni salariali e abitative.

Con la libera circolazione in stile UE:
- Il permesso non serve più prima di arrivare.
- I controlli diventano ex post (a posteriori), come nei Paesi UE.

Questo significa meno possibilità di filtrare o gestire i flussi prima dell'arrivo.

Indebolimento del controllo cantonale

Oggi i cantoni decidono chi può ricevere un permesso di lavoro e in che condizioni.
Con la piena applicazione della libera circolazione molti di questi poteri verrebbero centralizzati o resi irrilevanti.

Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra 182 e 432 milioni di franchi, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. ABANDONO dell'attuale pacchetto di trattati
2. MANTENIMENTO degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. NEGOZIAZIONE di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA di qualsiasi futuro accordo istituzionale a referendum obbligatorio (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera ha costruito il proprio successo su 700 anni di indipendenza e neutralità.

Il Consiglio federale dovrebbe rispettare la volontà popolare più volte espressa: NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Paradiso 25.10.2025

Giuseppe Moccia

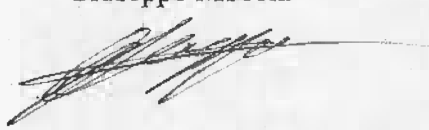

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Obrecht Andréa (Privat)

Date: 25.10.2025

Contact: Obrecht Andréa · 0765765172 · aobrecht@sunrise.ch

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La proposition visant à stabiliser les relations avec l'UE soulève de sérieuses interrogations quant à son impact sur la souveraineté suisse et sa neutralité. L'adoption de droit communautaire sans participation pleine et entière aux processus décisionnels de l'UE contrevient aux principes fondamentaux de notre démocratie directe, tels que garantis par l'article 140 de la Constitution fédérale. De plus, l'alignement sur des réglementations européennes, souvent adoptées sous l'impulsion d'intérêts extérieurs à la Suisse, risque de compromettre nos spécificités économiques et sociales. L'article 3 de la Loi fédérale sur les relations avec l'Union européenne (LRUE) stipule que les accords conclus doivent respecter les intérêts fondamentaux de la Suisse. Il est impératif que toute "stabilisation" ne se fasse pas au détriment de notre autonomie décisionnelle et de notre indépendance.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations révèle une insatisfaction profonde quant à la direction prise dans nos relations avec l'Union européenne. Il est impératif de souligner que les accords négociés présentent des risques considérables pour la souveraineté helvétique et l'indépendance de notre système juridique. L'adoption de droit dérivé de l'UE, sans réelle marge de manœuvre, contrevient directement à la volonté du peuple exprimée notamment lors des votations sur l'initiative populaire contre l'immigration de masse, qui visait à maîtriser notre politique migratoire. De plus, la soumission à la Cour de justice de l'Union européenne, telle que suggérée dans certains accords, porte atteinte à la primauté du droit suisse et à la compétence exclusive de nos tribunaux nationaux, telle que garantie par la Constitution fédérale, notamment par les articles 1 et 5. Une vigilance accrue et une remise en question de ces orientations sont donc nécessaires pour préserver les intérêts fondamentaux de la Suisse.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à la transposition des actes juridiques européens dans le droit suisse, particulièrement dans le cadre des accords bilatéraux. Si la nécessité d'une harmonisation est reconnue, les modalités proposées soulèvent des questions de souveraineté et de légitimité démocratique. L'adoption automatique de normes externes sans une

analyse approfondie de leur impact sur l'ordre juridique et économique suisse représente un risque considérable. Il est impératif que le Parlement exerce pleinement son contrôle et que toute adaptation législative respecte les principes constitutionnels suisses, notamment ceux garantissant la sécurité juridique et la capacité de décision autonome de la Suisse, conformément à l'article 54 de la Constitution fédérale. L'absence de mécanismes de révision et de participation accrue des cantons affaiblit la légitimité de ces adaptations.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue "sécurité alimentaire" masque en réalité une intégration profonde et inacceptable de notre système agroalimentaire sous le droit de l'Union européenne. La révision totale du droit alimentaire, telle que proposée, constitue une attaque frontale contre la qualité helvétique reconnue internationalement. L'alignement sur des normes européennes souvent moins contraignantes, comme le prévoient de nouveaux articles dans le Code de droit pénal suisse, risque de dévaloriser nos labels et de mettre en péril nos exploitations familiales. De surcroît, l'octroi de compétences étendues au Conseil fédéral par le biais de modifications du droit agricole (art. 141 et 148 LwG) contourne le Parlement et ouvre la voie à une dérive bureaucratique sans précédent. Le respect de la volonté populaire, notamment sur la question des OGM et du moratoire sur la technologie génétique, est bafoué par l'acceptation forcée de produits européens. Enfin, les modifications proposées au Tierschutzgesetz (art. 15a, 21 TSchG) et au Waldgesetz (art. 26 Abs. 1bis WaG) révèlent une perte de souveraineté préjudiciable, nous obligeant à abandonner des réglementations nationales éprouvées au profit de standards européens inadaptés à notre contexte. Cette démarche représente une capitulation inacceptable de notre autonomie.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes sont inadéquates et ne feront qu'aggraver la pression sur les rémunérations en Suisse. La prétendue protection se limite à des ajustements cosmétiques qui diluent nos mécanismes éprouvés, tels que la force obligatoire des conventions collectives (art. 2 AVEG), pour les aligner sur des normes européennes souvent moins contraignantes. L'introduction d'un nouveau statut de protection accru pour les représentants des travailleurs (art. 335l-q CO), tout en semblant favorable, complique inutilement le droit du travail et entrave la flexibilité des PME. De surcroît, l'article 9 alinéa 2 de la loi sur le travail (LTr), tel que modifié, renforce le système de sanctions au profit d'une conformité accrue avec le droit de l'UE, plutôt qu'une réelle amélioration de la protection des travailleurs suisses. Ces changements sapent la souveraineté et la capacité de la Suisse à maintenir ses standards salariaux élevés.

Contribution financière

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux propositions relatives à la contribution financière. Le projet d'ériger les paiements de cohésion en obligation légalement contraignante, au lieu de contributions volontaires soumises au contrôle parlementaire, représente une érosion significative de notre souveraineté. L'article 1 du projet de loi sur les contributions de cohésion (KoBG) établit un droit permanent, privant ainsi le Parlement de sa prérogative budgétaire essentielle et le réduisant à un simple exécuteur d'une demande dictée par l'UE.

Le mécanisme de recalcul juridiquement contraignant prévu, couplé à la transformation de notre statut en pays contributeur net sans droit de vote, est inacceptable. Les montants initiaux ne sont qu'une tactique d'attraction, le mécanisme garantissant des augmentations futures incontrôlables. L'intégration du KoBG dans l'Annexe 5, Chiffre 1, lettre d, du BöB consolide cette dépendance juridique. L'amalgame avec la promotion de la paix, comme mentionné à l'article 1, alinéa 2, lettre b, est une manœuvre trompeuse visant à légitimer des paiements politiquement controversés. Cette évolution vers une dépendance financière institutionnalisée et une perte de contrôle démocratique est inacceptable.

Transports terrestres

La proposition d'intégrer davantage le droit de l'UE dans le domaine des transports terrestres présente des risques inacceptables pour notre service public ferroviaire. L'application potentielle du droit européen des aides d'État pourrait invalider des subventions essentielles à la pérennité du transport de marchandises, du trafic régional et au renouvellement de notre matériel roulant, compromettant ainsi la qualité des transports pour nos concitoyens. L'ouverture à la kabotage, introduite par un nouvel article 40a ter de la loi sur le chemin de fer (LChF), permettra aux opérateurs étrangers de sélectionner les lignes les plus lucratives, laissant à nos entreprises nationales le fardeau des lignes moins rentables mais vitales pour la desserte du territoire. La "Déclaration commune" avancée comme garantie est dépourvue de force juridique contraignante et ne nous prémunira pas contre l'évolution du droit de l'UE. De plus, l'obligation de se conformer aux normes européennes lors d'appels d'offres, comme le stipule l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), dilue notre souveraineté dans la définition des priorités de transport nationales. Ces dispositions menacent directement la structure et le financement du service public helvétique.

Électricité

La Suisse sacrifie sa souveraineté énergétique en acceptant une intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, notamment ACER et ENTSO-E. Cette participation sans droit de vote, tout en imposant des coûts, nous lie à des décisions prises à Bruxelles concernant notre propre réseau électrique. L'ElCom, jadis autorité de régulation indépendante, se voit réduite à un bras opérationnel de l'UE, contrainte d'appliquer des réglementations non démocratiquement légitimées. Le système des redevances hydrauliques, pilier du financement des cantons alpins, est menacé par les règles européennes relatives aux aides d'État. Les structures fédérales, comme les centrales communales, sont affaiblies par les règles de concurrence de l'UE qui compromettent le droit d'injection prioritaire. La libéralisation totale du marché, telle que prévue par le nouveau droit de l'approvisionnement en électricité (LAppE, art. 4a ss.), présente un risque élevé de volatilité des prix et une remise en cause de la sécurité d'approvisionnement, avec des réserves énergétiques potentiellement insuffisantes (art. 8b ss. LAppE). Les modifications apportées à la loi sur l'énergie (LEne, nouvel art. 15) pénalisent la production décentralisée et renouvelable, et la suppression de l'exception pour la société nationale du réseau (art. 8 al. 2 BATE) soumet notre infrastructure critique à des règles inadaptées. L'ensemble de ces mesures affaiblit la gouvernance nationale et la stabilité de notre approvisionnement.

Libre circulation: Immigration

La proposition de réforme de la libre circulation des personnes, telle que présentée, constitue une capitulation inacceptable face à l'Union européenne. L'élargissement massif de la libre circulation par l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale et à la volonté souveraine du peuple suisse d'une immigration maîtrisée. L'instauration d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans, pratiquement inattaquable, même en cas de criminalité ou de dépendance aux aides sociales, menace gravement notre sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux.

L'extension du regroupement familial à des degrés de parenté sans précédent est une invitation ouverte à une immigration incontrôlée et à une explosion des coûts sociaux, dont le fardeau reposera sur les contribuables suisses. La prétendue "clause de sauvegarde" est une illusion, aux conditions d'application irréalisables, transformée en un levier de chantage par l'UE. De plus, l'intégration automatique du droit de l'UE par la "méthode d'intégration" annule la compétence législative de notre Parlement et de notre peuple dans un domaine aussi crucial, sapant ainsi notre démocratie directe.

L'adaptation de la Loi sur l'asile et l'immigration (LAi) enfonce le clou : l'article 41c renforce le droit à l'aide sociale pour les ressortissants de l'UE, rendant l'exclusion quasi impossible et consacrant ainsi l'immigration dans nos systèmes sociaux, en violation de l'article 121a BV. La "clause de sauvegarde" de l'article 21b LAi est un placebo inefficace, incapable d'offrir une véritable maîtrise. L'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étrangers, telle que prévue dans la loi sur l'ETH (art. 34d al. 2bis), est un aveu flagrant des coûts supplémentaires massifs engendrés par cette politique d'ouverture. Le paiement d'un nouveau cadre et d'un mécanisme de contribution spécifique dans la loi sur la formation professionnelle supérieure (art. 61a) confirme que le contribuable suisse doit assumer

les conséquences de l'égalité de traitement forcée des étudiants de l'UE.

La Suisse abandonne sa souveraineté en matière de sécurité sociale, notamment par l'adaptation de la Loi sur le deuxième pilier (art. 49 al. 2 ch. 27), et en perdant la capacité de gérer la prévoyance professionnelle dans l'intérêt de ses assurés. De plus, l'article 25f al. 1bis de la Loi sur la libre circulation restreint le versement intégral des avoirs de caisse de retraite à un départ vers l'UE, portant atteinte aux droits de propriété des assurés suisses. Même le Code civil suisse (art. 89a al. 6 ch. 24) est réformé pour se conformer au droit de l'UE en matière de sécurité sociale. L'intégration du nouveau système européen de la carte professionnelle (art. 2 al. 1bis de la loi sur le marché intérieur) et son application dans les lois sur les professions médicales (art. 15, 35 MedBG; art. 10, 15 GesBG) et la psychologie (art. 37 al. 4 PsyG) remplacent l'évaluation rigoureuse suisse par un mécanisme automatisé de l'UE, risquant une baisse des normes de qualité et mettant en péril la sécurité des patients, tout en affaiblissant notre contrôle sur le marché du travail et en sapant notre souveraineté.

Aides d'État

La présente consultation soulève de profondes préoccupations quant à l'atteinte à la souveraineté suisse et à notre système fédéraliste. L'alignement sur le droit européen des aides d'État, tel que proposé par le nouveau projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), menace de démanteler notre pratique éprouvée et démocratiquement légitimée en matière de subventions. L'introduction d'une «super-autorité» au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), agissant comme un «bras étendu de l'UE» (Art. 18 al. 2 du Code des obligations), sacrifie l'autonomie décisionnelle de nos cantons et communes. Le nouveau droit de recours contre les actes cantonaux devant le Tribunal fédéral (nouvel Art. 82 let. bbis du BGG) dégrade les cantons en simples unités administratives subordonnées, minant ainsi les principes fondamentaux de notre fédéralisme. De plus, la suppression de l'article 103 LFG ôte à la Suisse toute compétence de contrôle nationale sur les aides d'État dans le secteur stratégique de l'aviation, le soumettant entièrement à un régime extérieur. Cette nouvelle configuration législative constitue une soumission inacceptable à des normes externes, au détriment de nos intérêts nationaux et de notre autodétermination économique.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation globale du paquet Suisse-UE révèle des lacunes préoccupantes quant à la préservation de la souveraineté helvétique. L'intégration de la législation européenne sans véritable contrôle parlementaire, telle que proposée, pourrait éroder le principe de l'autodétermination inscrit dans l'article 54 de la Constitution fédérale. La crainte que la Cour de justice de l'Union européenne ne devienne l'autorité interprétative suprême, sapant ainsi la primauté du droit suisse, est fondée. De plus, l'article 27 de la loi sur les relations avec l'Union européenne stipule la nécessité d'un contrôle démocratique, qui semble ici compromis. Il est impératif de refuser ce paquet dans sa forme actuelle pour sauvegarder nos intérêts nationaux.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Beatrice Roduner (Privat)

Datum: 25.10.2025

Kontakt: Beatrice · beatrice.roduner1@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier angestrebt wird, wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, selbst in Form einer scheinbar rein technischen Harmonisierung, birgt Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien, die unser Land prägen. Die vorgeschlagenen Massnahmen deuten auf eine schleichende Übernahme von EU-Recht hin, ohne dass die Schweiz auf die Gestaltung dieser Rechtsnormen Einfluss nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zu unserem verfassungsmässigen Auftrag, die Eigenständigkeit und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung zu wahren. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz und die Selbstbestimmung des Volkes garantiert, wird durch eine unkontrollierte Rechtsübernahme potenziell untergraben. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger haben wiederholt klargemacht, dass sie keine Übernahme von EU-Recht wünschen, und diese Haltung darf nicht ignoriert werden. Die Argumentation, dass eine solche Harmonisierung lediglich der Vereinfachung und Effizienz diene, vernachlässigt die tiefgreifenden Auswirkungen auf unser Rechtssystem. Das Prinzip der Rechtsgleichheit, verankert in Artikel 8 der Bundesverfassung, könnte durch die Einführung von EU-Recht, das möglicherweise nicht mit unseren spezifischen Verhältnissen und Wertvorstellungen vereinbar ist, beeinträchtigt werden. Zudem fehlt es an Transparenz, wie die Inhalte des künftigen EU-Rechts, das die Schweiz adaptieren müsste, konkret aussehen werden. Die Unsicherheit über die zukünftige Rechtslage erschwert eine fundierte Meinungsbildung und Beteiligung. Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit in wichtigen politischen und wirtschaftlichen Bereichen einschränkt. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), die untrennbar mit der Anwendung von EU-Recht verbunden ist, würde de facto auch für die Schweiz massgeblich werden, ohne dass unsere Gerichte die letztinstanzliche Autorität behalten. Dies schwächt die nationale Rechtsprechung und die demokratische Kontrolle über die Rechtsanwendung. Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen könnte somit zu einer Aushöhlung der schweizerischen Rechtsordnung führen und die Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und föderalen Struktur gefährden. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Annäherung an die EU sorgfältig geprüft wird und die Wahrung unserer Souveränität und unseres Rechtsstaates stets oberste Priorität hat.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union. Es ist fraglich, ob die beabsichtigten Massnahmen tatsächlich dem schweizerischen Recht und den Interessen der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Legitimation darstellen. Insbesondere wird bemängelt, dass die im Entwurf vorgesehenen Anpassungen bestehender Rechtsgrundlagen und die Schaffung neuer Bestimmungen nicht klar genug darlegen, wie die Souveränität der Schweiz gewahrt bleiben soll. Artikel 139 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Verfassungsgebung als Kernbereich der direkten Demokratie hervorhebt, scheint durch eine übermässige Übernahme von externen Regelungen untergraben zu werden. Es besteht die Gefahr, dass die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über Massnahmen entscheiden müssen, deren Inhalt und Auswirkungen sie nicht vollständig überblicken können, da sie primär auf externen Vorgaben beruhen. Des Weiteren ist die in Artikel 2 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Umsetzung der bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (SR 101.2) verankerte Pflicht zur rechtsgleichen Umsetzung von EU-Recht kritisch zu hinterfragen. Diese Pflicht könnte dazu führen, dass die Schweiz gezwungen ist, sich Unionsrecht anzueignen, das nicht im Einklang mit den schweizerischen

Grundwerten und rechtsstaatlichen Prinzipien steht. Die Unklarheit über die genauen Auswirkungen auf bestehende schweizerische Gesetze, wie beispielsweise das Obligationenrecht (OR) oder das Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (SchKG), ist besorgniserregend. Es muss sichergestellt werden, dass durch die Umsetzung kein Rechtsunsicherheit entsteht und dass die Kernprinzipien des schweizerischen Rechts, wie die Trennung von Gewalt und die Verhältnismässigkeit, weiterhin uneingeschränkt gelten. Die vorgeschlagene Umsetzung birgt die Gefahr, die legislative Autonomie der Schweiz erheblich einzuschränken. Anstatt eigenständige und bedarfsgerechte Lösungen zu entwickeln, droht eine reine Anpassung an Brüsseler Vorgaben. Dies widerspricht dem Geist der schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere dem Prinzip der Subsidiarität, das eine dezentrale Entscheidungsfindung und die Wahrung der kantonalen Hoheit vorsieht. Es ist unklar, wie die Kantone in diesem Prozess ausreichend Gehör finden und ihre verfassungsmässigen Rechte wahrnehmen können. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die direkte Demokratie verbunden ist. Es bedarf einer kritischeren Prüfung und klarerer Garantien, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung gewahrt bleiben.

Finanzieller Beitrag

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefe Besorgnis hinsichtlich der vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union. Die geplante Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Verlust an politischem Mitspracherecht und demokratischer Kontrolle dar. Diese faktische Zwangsabgabe, die im neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) verankert werden soll, höhlt die Budgethoheit des Schweizer Parlaments aus und zementiert die Zahlungen als permanente Verpflichtung. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus wie ein Lockvogelangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz nicht mehr wird widersprechen können. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne entsprechende Stimmrechte, was im Widerspruch zu den Prinzipien der Souveränität und der Gleichwertigkeit in internationalen Beziehungen steht. Die Schaffung eines eigenen KoBG, dessen Aufnahme in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) eine tiefe Verankerung in unserer Rechtsordnung bedeutet, ist das zentrale gesetzgeberische Instrument zur permanenten finanziellen Belastung der Schweiz. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Beiträge (Art. 1 KoBG) wird die Souveränität der Eidgenossenschaft erheblich eingeschränkt. Statt einer eigenständigen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht die Schweiz vor der bloßen Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verknüpfung des KoBG mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung ist zudem irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Abkommen mit der EU gesetzlich zu legitimieren. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die demokratische Kontrolle über finanzielle Transaktionen von solcher Tragweite zu wahren und die Souveränität der Schweiz nicht durch automatische, nicht mehr hinterfragbare Zahlungsverpflichtungen zu untergraben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellen eine schleichende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk dar, die weit über die reine Gewährleistung der Sicherheit hinausgeht. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft sukzessive dem EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterworfen. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards und bedroht die Existenzgrundlage bäuerlicher Familienbetriebe. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an tendenziell tiefere EU-Standards entwertet. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Aussagekraft, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Eine besonders gravierende Bedrohung stellt die sogenannte "Guillotineklausel" dar, die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Jegliche Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, welche die Souveränität der Schweiz massiv einschränkt und jede eigenständige Entscheidungsmöglichkeit blockiert. Der geplante Zugang von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben – seien es Ställe, Käsereien oder Restaurants – stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Produzenten würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Gleichzeitig droht eine Welle der Bürokratie, die

nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überziehen würde. Dies gefährdet lokale Traditionen und die wirtschaftliche Vielfalt. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium der Schweiz wird systematisch ausgehöhlt. Das Land wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards, was eine existenzielle Bedrohung für unsere Produzenten und eine Einschränkung der Konsumentenwahl darstellt. Ferner zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle in diesem essenziellen Bereich aushöhlt. Ähnlich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was eine souveräne und flexible Reaktion auf spezifische Bedrohungen verunmöglicht. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und des föderalistischen Prinzips dar. Die heutige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden eigenverantwortlich über Förderungen entscheiden, die auf lokalen Bedürfnissen und demokratischer Legitimation basieren, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies gefährdet insbesondere die Autonomie der Kantone, die durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die angepasste Rechtsordnung massiv eingeschränkt wird. Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die als verlängerter Arm der EU fungiert, wie in Art. 3 BHÜG dargelegt, ist ein direkter Angriff auf unsere föderalistische Struktur. Die Souveränität der Kantone wird weiter geschwächt, indem ihnen das formelle rechtliche Gehör im Prüfverfahren durch die neue Beihilfekammer verwehrt bleibt und ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide einer abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht unterstellt werden (Art. 82 Bst. bbis BGG). Dies degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern und beraubt sie ihrer Entscheidungsautonomie. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) und die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementieren diese Zentralisierung und schwächen die kantonalen Strukturen weiter. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG zur Schaffung einer "Superbehörde" ist äusserst bedenklich. Diese Institution agiert nicht mehr primär im Interesse der Schweiz, sondern dient der Durchsetzung von EU-Recht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG, die die nationale Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr aufhebt, ist ein Paradebeispiel für den Verlust nationaler Steuerungshoheit. Ebenso alarmierend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG), was den Konsumentenschutz schwächt und die Transparenz mindert. Kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr werden somit der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet. Diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Recht ist unter keinen Umständen hinnehmbar.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strombereich stellen eine tiefgreifende Erosion unserer energiesouveränen Position dar und sind aus nationaler Sicht entschieden abzulehnen. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem unselbstständigen Teilnehmer degradiert, der die Kosten trägt, aber jegliche Entscheidungsbefugnis verliert. Dies widerspricht dem Grundsatz der nationalen Hoheit über unsere kritische Infrastruktur. Die ElCom wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blosen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk", die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung und untergräbt die föderalen Strukturen, da beispielsweise das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet wird und das bewährte System der Wasserzinsen abgeschafft werden könnte. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu

unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die Einschränkung der Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie Wasserreserven, sind beunruhigend. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Des Weiteren schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz der Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. All dies ist ein Verlust von Flexibilität, Souveränität und ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen die Schweizer Bevölkerung tragen müsste.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, sind aus Sicht der Aufrechterhaltung eines robusten und zugänglichen Service public äusserst bedenklich. Die Einführung des Prinzips der Kabotage, wie sie durch die geplante Ergänzung von Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ermöglicht wird, birgt eine erhebliche Gefahr für die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung durch unser Bahnnetz. Es ist absehbar, dass ausländische Anbieter sich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden, eine Praxis, die gemeinhin als "Rosinenpickerei" bezeichnet wird. Dies wird zwangsläufig dazu führen, dass die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Betreiber auf den weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien unterfinanziert werden. Dieses Vorgehen untergräbt die Grundlage des Service public, der gerade darin besteht, auch abgelegene Regionen anzubinden und eine Dienstleistung für alle Bürger zu gewährleisten. Darüber hinaus ist die Erwähnung von Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) besorgniserregend. Diese Bestimmung würde die Schweiz zwingen, bei grenzüberschreitenden Ausschreibungen EU-Recht zu berücksichtigen. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres eigenen öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Kriterien so zu setzen, dass sie den spezifischen Bedürfnissen und Zielen der Schweiz am besten entsprechen, müssen nun EU-konforme Vorgaben erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führt. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesen wird, entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich wenig aussagekräftig. Sie bietet keine verbindliche Garantie gegen zukünftige Anpassungen des EU-Beihilferechts, welche die Schweiz sodann dynamisch und ohne eigene Gestaltungsspielräume übernehmen müsste. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und die Preisgabe nationaler Entscheidungskompetenzen im Bahnbereich. Die Gefahr, dass bewährte und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und bedroht direkt die Qualität und den Umfang des Angebots, das wir unseren Bürgern bieten. Die Übernahme neuer Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würde die Steuerung unserer Schieneninfrastruktur weiter an zentrale EU-Stellen verlagern, was eine klare Aufgabe der nationalen Kontrolle darstellt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine ungezügelte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit impliziert, steht im klaren Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV. Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", quasi einer "Niederlassung C PLUS", das bereits nach fünf statt zehn Jahren gewährt wird. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsbewilligung untergräbt unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, zumal sie selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hätte. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert; EU-Bürger und ihre

nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die finanziellen Lasten dafür werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in einer für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Weise ausgeweitet. Neu können nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen. Dies birgt das Risiko eines unkontrollierbaren Anstiegs der Zuwanderung und damit verbundenen explodierenden Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel", wie sie sich neu in Artikel 21b AIG manifestiert, ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese als Placebo konzipierte Massnahme anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit eliminiert. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll künftig automatisch nach der "Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch jegliche Entscheidungsgewalt verlieren. Eine solche Unterordnung ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Automatisierten Intelligenter Informationsaustausch (IMI) System, insbesondere im BGVB (Art. 2 Abs. 1bis), im Medizinalberufegesetz (Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (neuer Art. 37 Abs. 4), ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im Gesundheitswesen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Änderungen im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellen unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Diese Anpassungen sind nicht tragbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und des Lohnschutzes. Die als Massnahmen getarnten Regelungen erscheinen wenig mehr als kosmetische Korrekturen, die den von der Ausweitung der Personenfreizügigkeit ausgehenden massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensschichten, in keiner Weise zu kompensieren vermögen. Statt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und Angleichung an EU-Standards, welche die bestehenden flankierenden Massnahmen bürokratischer, aber unterm Strich weniger wirksam machen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies bedeutet unweigerlich weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der eindeutig auf EU-Druck zurückzuführen ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar, da die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche

Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz. Eine kritische Würdigung unterstreicht die Notwendigkeit, die potenziellen Nachteile gegenüber den angepriesenen Vorteilen scharf abzuwägen. Die Übernahme von Unionsrecht ohne adäquate Mitsprache der Schweiz, wie sie durch die angestrebte dynamische Rechtsübernahme zu befürchten ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Verfassungsordnung. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Eidgenossenschaft und das Volk als oberste Normsetzer verankert, wird hierdurch massiv tangiert. Die faktische Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Bereichen, die von bilateralen Abkommen erfasst werden, würde die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz erheblich beschneiden und die Rolle des Bundesgerichts als oberstes Schweizer Richtergremium schwächen. Dies steht im Widerspruch zu den in Artikel 190 der Bundesverfassung festgeschriebenen Prinzipien, wonach Bundesgesetze und Völkerrecht vom Bundesgericht und anderen Behörden anzuwenden sind, wobei die Anwendung jedoch im Rahmen der Schweizer Rechtsordnung erfolgt. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen würde diesen Rahmen sprengen. Die potenziellen Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft sind ebenfalls besorgniserregend. Die garantierte Personenfreizügigkeit, die in den Verhandlungsergebnissen verankert zu sein scheint, könnte zu einer unkontrollierten Zuwanderung führen, welche die Lohnstrukturen und sozialen Sicherungssysteme der Schweiz unter enormen Druck setzen würde. Artikel 120 der Bundesverfassung, der die Regelung der Zuwanderung und des Ausländeraufenthalts der Bundesgesetzgebung überlässt, würde durch eine völkerrechtlich bindende Verpflichtung zur Personenfreizügigkeit faktisch ausgehebelt. Dies birgt das Risiko einer Erosion der Schweizerischen Arbeitnehmerschutzbestimmungen und Lohnnivellierung, was die Wettbewerbsfähigkeit heimischer Unternehmen beeinträchtigen und die soziale Kohäsion gefährden könnte. Ferner muss die Frage der finanziellen Beiträge der Schweiz an die Europäische Union kritisch beleuchtet werden. Solche Beiträge, die sich potenziell in die Milliarden bewegen, stellen eine erhebliche Belastung für den Bundeshaushalt dar und würden dringend benötigte Mittel von der Finanzierung schweizerischer Prioritäten abziehen. Dies würde das Prinzip der finanziellen Selbstbestimmung untergraben und die Fähigkeit des Bundes beeinträchtigen, seine originären Aufgaben wahrzunehmen. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebten Vorteile die finanziellen Lasten und die Aufgabe von Souveränitätsrechten rechtfertigen. Die Verhandlungen scheinen zu einem Ergebnis zu führen, das die Schweizerischen Interessen und die Autonomie des Landes aufs Spiel setzt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft aus Sicht der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der Prinzipien unseres Rechtssystems gravierende Bedenken auf. Es scheint, dass die angestrebte Annäherung an die Europäische Union eine schleichende Übernahme von EU-Recht bedeutet, ohne dass die Schweiz entsprechende Mitspracherechte erhält. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu Art. 164 Abs. 2 der Schweizer Bundesverfassung, der verlangt, dass die Gesetzgebung des Bundes die freiheitliche und rechtsstaatliche Ordnung achtet und sich mit ihr verträgt. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorliegenden Vorschlägen impliziert wird, untergräbt diese verfassungsrechtliche Vorgabe massiv. Besonders kritisch ist die potenzielle Erosion der demokratischen Legitimation. Wenn das Schweizer Parlament und Volk fortlaufend Verordnungen und Richtlinien der EU übernehmen müssen, die sie nicht aktiv mitgestalten können, wird das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Art. 1 der Bundesverfassung, ausgehöhlt. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsetzung, ein Kernstück unserer direkten Demokratie, ist damit ernsthaft gefährdet. Weiterhin ist die Auslegung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) problematisch. Die vorgeschlagene Einbindung der Schweizer Gerichte in die Jurisdiktion des EuGH, wenn auch indirekt, würde bedeuten, dass unser nationales Recht durch ein ausländisches Gerichtssystem interpretiert und potenziell beeinflusst würde. Dies kollidiert mit dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung. Es ist zu befürchten, dass dies zu einer Rechtsunsicherheit führt und die Rechtsprechung in der Schweiz massiv verkompliziert. Die wirtschaftlichen Argumente für eine stärkere Bindung an die EU, wie die Sicherung des Marktzugangs, müssen nüchtern gegen die immensen

politischen und rechtlichen Kosten abgewogen werden. Die Annahme einer solchen Dynamik, in der die Schweiz stets in die Rolle desjenigen gedrängt wird, der sich anpassen muss, birgt die Gefahr einer permanenten Unterordnung unter fremde Interessen. Es ist daher unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU sorgfältig geprüft wird und die Wahrung unserer verfassungsmässigen Prinzipien, einschliesslich der Souveränität und der direkten Demokratie, jederzeit oberste Priorität geniesst. Die aktuell vorgelegten Vorschläge erscheinen dieser Prüfinstanz nicht standzuhalten.

Paul Rosset
Route du Verger 21
1608 Chapelle Rue

25 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Paul Rosset

Mireille Rouvinez
Ancienne route cantonale 52
1902 Evionnaz

Evionnaz, le 25 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

N. Ramuz

ROVACNATI SARINA
M. CARLO BATTAGLINI 67
6955 CAGALO

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

TESSERA 25/2011

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

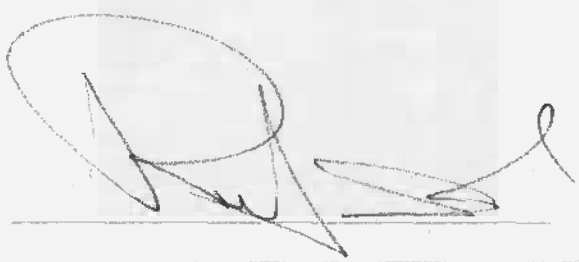

Stöcklin Corinne
Grand' Rue 110
1454 L'Auberson

Date 25.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

Merci de prendre compte de cette prise de position citoyenne.
Avec mes meilleures salutations

Corinne Stöcklin

Storni MariaAngela
Via Pietro Nobile 19
6950 Tesserete

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

25.10.25 Tesserete

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Mauro Storni
Via Pietro Nobile 19
6950 Tesserete

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Tesserete 25.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

PAOLO STURZENEGGER
A INSÉ 15
6955 CAGIALLO

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

CAGIALLO, 25 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a *Bruxelles*.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità.**

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lukas Wölflinger (Privat)

Datum: 25.10.2025

Kontakt: Lukas Wölflinger · 0791542449 · chesterartphotography@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Die Annahme der EU-Gesetzgebung, selbst in Form von indirekter Übernahme, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Ausübung der politischen Rechte (SR 161.1) verankert ist. Die Schweiz würde faktisch zu einem Anhängsel der EU, dessen rechtlicher Rahmen zunehmend von Brüssel diktiert würde, ohne dass die schweizerische Bevölkerung oder ihre Vertreter ein Mitspracherecht auf der Ebene der Gesetzgebung hätten.

Es ist höchst fragwürdig, ob die behaupteten Vorteile einer «Stabilisierung» die Nachteile überwiegen. Die Erfahrung zeigt, dass solche Abkommen tendenziell zu einer schleichenden Rechtsübernahme führen, die über den ursprünglichen Geltungsbereich hinauswächst. Die EU ist eine sich ständig weiterentwickelnde Rechtsgemeinschaft, und jede Anpassung ihrer Gesetzgebung würde uns zwingen, unsere eigenen Gesetze anzupassen, um den Vertrag weiterhin einzuhalten. Dies widerspricht fundamental dem Geist der schweizerischen Verfassung, die eine eigenständige Rechtsordnung vorsieht.

Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Auswirkung auf die wirtschaftliche und soziale Kohäsion der Schweiz. Die Übernahme von EU-Richtlinien, die möglicherweise nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten unseres Landes zugeschnitten sind, könnte zu Wettbewerbsverzerrungen und Belastungen für unsere Unternehmen und Bürger führen. Die Freiheit des Personenverkehrs, ein zentraler Bestandteil der EU-Beziehungen, hat bereits spürbare Auswirkungen auf die Lohn- und Sozialstandards gezeigt, und eine Vertiefung dieser Zusammenarbeit könnte diese Tendenzen verstärken. Artikel 12 der Bundesverfassung (SR 101) garantiert die Wahrung der Interessen der Bevölkerung und des Landes, und es ist unklar, wie dies unter der Last weiterer EU-rechtlicher Verpflichtungen gewährleistet werden kann.

Die angebliche «Stabilisierung» könnte sich somit als eine schrittweise Entmachtung der Schweiz erweisen. Anstatt auf eine solche Entwicklung zuzusteuern, sollte die Schweiz ihre eigenen Interessen verteidigen und eine Politik verfolgen, die ihre Souveränität und ihre einzigartige Rechtsordnung wahrt. Die Vorstellung, dass eine engere Bindung an die EU zwangsläufig zu mehr Stabilität führt, ist eine Verklärung, die die realen Gefahren für unsere Unabhängigkeit und unseren Wohlstand ignoriert. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die vorgeschlagene Richtung wirklich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie nicht vielmehr eine erhebliche Gefährdung darstellt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erfüllt die Erwartungen keineswegs und weckt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz. Das Paket birgt die Gefahr einer schleichenden Annäherung an die Europäische Union, ohne dass die Schweiz die Vorteile einer Mitgliedschaft geniessen kann. Vielmehr drohen Nachteile, die die schweizerischen Rechtsgrundlagen und die demokratischen Mitbestimmungsrechte erheblich untergraben.

Es ist äusserst fraglich, ob die angepriesene Vereinfachung der Beziehungen zur EU durch die Übernahme von EU-Recht wirklich zu einer Verbesserung führt. Im Gegenteil, die Schweiz wird zunehmend zu einem reinen "Anhangsstaat" der EU, der deren Regulierungen und Gerichtsentscheidungen ohne Mitspracherecht übernehmen muss. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der schweizerischen Souveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Jede Aufgabe von Souveränität bedarf einer klaren und direkten demokratischen Legitimation, welche hier offensichtlich fehlt.

Besonders kritisch ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Übernahme von dessen Rechtsprechung, wie sie in verschiedenen Abkommen implizit oder explizit vorgesehen ist, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte bedrohen. Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert, dass die oberste Gewalt des Bundes in den Händen der Bundesversammlung und des Bundesrates liegt. Eine indirekte Unterordnung unter die Urteile des EuGH würde dieses Prinzip aushöhlen und die rechtliche Autonomie der Schweiz massiv einschränken.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls besorgniserregend. Während die Befürworter des Pakets auf Erleichterungen im Handel verweisen, wird ignoriert, dass die Übernahme von EU-Regulierungen zu höheren Kosten für schweizerische Unternehmen führen kann, ohne dass diese im Gegenzug Zugang zu den vollen Vorteilen des EU-Binnenmarktes erhalten. Dies könnte die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz schwächen und Arbeitsplätze gefährden.

Die fehlende Transparenz und die mangelnde demokratische Einbindung des Volkes in diesen Prozess sind inakzeptabel. Entscheidungen von solch weitreichender Bedeutung dürfen nicht im stillen Kämmerlein getroffen werden, sondern bedürfen einer breiten öffentlichen Debatte und der Zustimmung durch das Volk und die Kantone, wie es die schweizerische Verfassungsordnung vorsieht. Angesichts dieser gravierenden Bedenken muss das vorliegende Paket entschieden zurückgewiesen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Eine unvoreingenommene Beurteilung offenbart erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) und im Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (BewG) verankert sind.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Übernahme von EU-Recht werfen grundlegende Fragen auf. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Anhang der EU mutiert, indem wir uns bestehenden und zukünftigen Rechtsakten der Union beugen, ohne substanziellen Einfluss auf deren Inhalt nehmen zu können. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, der im Schweizer Rechtssystem oberste Priorität geniesst. Die automatische

Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf das schrittweise Inkrafttreten von Verordnungen und Richtlinien, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Gesetzgebung. Es muss hinterfragt werden, inwieweit die Schweiz noch in der Lage sein wird, eigene Gesetze zu erlassen und zu ändern, wenn sie primär an Brüsseler Vorgaben gebunden ist.

Des Weiteren sind die Konsequenzen für den Schutz unserer Bürger und unserer Wirtschaft durch die vorgeschlagene Angleichung an EU-Normen kritisch zu beleuchten. Artikel 292 OR beispielsweise, der die Haftung des Schuldners regelt, könnte durch neue, von der EU diktierte Haftungsregime untergraben werden. Ebenso ist die Situation im Bereich des Erwerbs von Grundstücken durch Personen im Ausland gemäss BewG beunruhigend. Eine Liberalisierung, die über die bestehenden, sorgfältig austarierten Regelungen hinausgeht, könnte zu einer unerwünschten Landnahme führen und die Eigenständigkeit der ländlichen Bevölkerung gefährden.

Es ist unerlässlich, dass die Verhandlungsergebnisse nicht vorschnell als Erfolg verkauft werden. Vielmehr bedarf es einer tiefgehenden Analyse der langfristigen Auswirkungen auf unsere demokratischen Institutionen und die wirtschaftliche Stabilität. Die Unabhängigkeit der Schweiz und die Fähigkeit, unsere nationalen Interessen eigenständig zu vertreten, dürfen nicht aufs Spiel gesetzt werden. Es ist daher ratsam, eine weitere Verhandlungsposition einzunehmen, die die Souveränität und die rechtsstaatlichen Errungenschaften der Schweiz uneingeschränkt schützt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist äusserst bedenklich, dass durch die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige, umfassende parlamentarische und volksdemokratische Beratung massgeblich in die verfassungsmässige Ordnung der Eidgenossenschaft eingegriffen wird. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesverfassung (BV), wird durch einen solchen Mechanismus ad absurdum geführt.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne die Möglichkeit einer eingehenden Prüfung auf ihre Vereinbarkeit mit den fundamentalen Rechten und Prinzipien des schweizerischen Rechts, ist inakzeptabel. Artikel 5 der BV betont die Kompetenzverteilung, und eine schleichende Aushöhlung dieser Kompetenzen zugunsten einer externen Instanz wie der EU ist eine klare Verletzung dieses Prinzips. Insbesondere die Übernahme von Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ohne die Möglichkeit, diese auf ihre Kohärenz mit dem schweizerischen Rechtssystem zu prüfen, birgt erhebliche Risiken. Artikel 190 BV, der die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz und das Völkerrecht vorsieht, impliziert nicht die blinde Übernahme von Rechtsprechung, die auf einem anderen Rechtsverständnis beruht.

Die befürchtete schrittweise Entrechtung der Schweiz und die Schwächung der parlamentarischen Kontrolle sind nicht von der Hand zu weisen. Die Möglichkeit, dass Gerichte in der Schweiz gezwungen wären, EU-Recht anzuwenden, das von der Schweizerischen Bundesversammlung nicht ratifiziert oder gar bewilligt wurde, widerspricht dem Grundsatz der demokratischen Legitimation von Gesetzen. Dies steht im Widerspruch zur Idee der rechtsstaatlichen Gewaltentrennung und zur Rolle des Parlaments als primäre Gesetzgebungsorgan. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem blossen Vollzugsgehilfen Brüssels degradiert wird, ist real und muss mit aller Kraft abgewendet werden. Die vorgeschlagene Vorgehensweise ignoriert die Notwendigkeit, dass jede Rechtsänderung in der Schweiz dem strengen Verfahren der bundesrätlichen Vernehmlassung und anschliessend der parlamentarischen Debatte und Genehmigung unterliegt. Die dadurch entstehende Rechtsunsicherheit und die potentielle Erosion der schweizerischen Rechtsordnung sind unannehmbar.

Strom

Die vorgeschlagene Integration in den europäischen Strommarkt birgt erhebliche Gefahren für die schweizerische Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Durch die institutionelle Einbindung in

die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch gezwungen ist, die damit verbundenen Kosten zu tragen. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die nationale Hoheit untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung, da die ElCom unweigerlich undemokratisch legitimierte Vorgaben aus Brüssel umsetzen muss.

Besonders gravierend sind die Auswirkungen auf das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln, wie sie im Rahmen des vorgesehenen Abkommens zur Anwendung kommen dürften, gefährden existenziell das bewährte System der Wasserzinsen. Dieses System, das den Bergkantonen zugutekommt und deren finanzielle Situation stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden.

Die schweizerischen föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagene Marktliberalisierung geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für dezentrale Energieerzeugung, der lokale und bürgernahe Produzenten stärkt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion massiv. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) treibt die Marktliberalisierung voran und führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, während die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, durch EU-Regeln eingeschränkt wird. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz.

Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit, die der 'freie Markt' nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) in seinem Art. 4a ff. schafft eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Das vorgeschlagene Abkommen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung birgt gravierende Gefahren für die Integrität und die Zukunft unseres Schienenverkehrs. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf das EU-Beihilferecht und die Einführung der Kabotage, stellen eine direkte Bedrohung für den Service public dar, wie er in der Schweiz seit jeher verstanden und gelebt wird.

Die Anwendung des EU-Beihilferechts birgt das erhebliche Risiko, dass bewährte und für die Aufrechterhaltung eines flächendeckenden Angebots unerlässliche Subventionen, sei es im Güterverkehr, im Regionalverkehr oder für die Erneuerung unseres Rollmaterials, als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Verschlechterung der Qualität und einer Reduzierung des Angebots für die Schweizer Bevölkerung führen.

Besonders bedenklich ist die Legalisierung der Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret in Art. 40ater EBG. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter ermöglicht eine unfaire "Rosinenpickerei". Unternehmen aus dem Ausland werden sich auf die profitabelsten Strecken konzentrieren, während die SBB und andere schweizerische Anbieter, die für die Grundversorgung des ländlichen Raums und weniger frequentierter Gebiete zuständig sind, mit der Finanzierung dieser essenziellen, aber unrentablen Linien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public fundamental.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist nichts weiter als eine rechtlich nicht bindende Absichtserklärung. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Rechtsänderungen, die unsere Souveränität im Bahnverkehr weiter aushöhlen würden. Die damit verbundene dynamische Rechtsübernahme, etwa im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), bedeutet eine schrittweise Verlagerung der Steuerungskompetenz über unsere Schieneninfrastruktur an zentrale EU-Stellen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, insbesondere Art. 32a Abs. 1bis PBG, zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Statt die Vergabe von Verkehrsleistungen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen wir uns EU-konformen Kriterien unterwerfen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist somit ein direkter Angriff auf den Schweizer Service public. Sie gefährdet die SBB und andere Transportunternehmen, welche die Verantwortung für die umfassende Versorgung tragen, und bedroht auf lange Sicht die Qualität und die Flächendeckung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags im Bereich der Kohäsionszahlungen stellt eine gravierende Erosion der Schweizer Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung untergräbt grundlegende demokratische Prinzipien. Dies mutet einer Zwangsabgabe gleich, welche die Schweiz in die Position einer permanenten Nettozahlerin ohne Mitspracherecht versetzt.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr ist offensichtlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Abkommen vorgesehene rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beträge wird unweigerlich zu signifikant höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und die Möglichkeit, sich gegen ungerechtfertigte Zahlungsaufforderungen zu wehren.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklungen. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über die Verwendung von Steuergeldern. Statt einer freien Entscheidung über die Ausgaben des Bundes steht nur noch die Implementierung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung im Vordergrund. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Begleitabkommens zum Bundesgesetz über die Zusammenarbeit mit der Europäischen Union (BöB) festigt diesen Eingriff in die Schweizer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Bst. b ist fragwürdig. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Art

der Verknüpfung ist irreführend und verschleiert die eigentlichen Konsequenzen für die Schweizer Finanzen und die Souveränität des Landes. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Unabhängigkeit einschränkt und kaum greifbare, kompensierende Vorteile im Marktzugang mit sich bringt. Dieses Abkommen ist unannehmbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatlicher Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Untergrabung schweizerischer Souveränität, unseres föderalistischen Prinzips und der demokratischen Legitimation politischer Entscheidungen dar. Die heutige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden subventionelle Massnahmen als Ausdruck ihrer autonomen politischen Gestaltungskraft ergreifen, soll einem starren, technokratischen Regime der Europäischen Union unterworfen werden. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien unseres Rechts- und Wirtschaftssystems.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue, mächtige Beihilfekammer ins Leben gerufen. Diese Kammer agiert faktisch als verlängerter Arm der EU und ihre primäre Aufgabe wird nicht mehr die Förderung schweizerischer Interessen sein, sondern die Durchsetzung der EU-Kompatibilität. Die demokratische Kontrolle über diese zentrale Instanz ist äusserst ungenügend, was eine erhebliche Gefahr für unsere nationale Steuerungshoheit birgt.

Die Souveränität der Kantone wird durch die vorgesehenen Anpassungen des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) und des Bundesverwaltungsgerichtsgesetzes (VGG) massiv eingeschränkt. Insbesondere die Einführung eines direkten Beschwerderechts der Beihilfekammer gegen kantonale Erlasse im neuen Art. 82 Bst. bbis BGG und Art. 31a VGG degradiert die Kantone zu blossen Verwaltungseinheiten. Ihre autonom getroffenen, demokratisch legitimierten Entscheide zur lokalen Wirtschaftsförderung können ohne formelles rechtliches Gehör der Kantone selbst von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität hin überprüft und aufgehoben werden. Dies höhlt die kantonale Autonomie und den Föderalismus in unzulässiger Weise aus.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle, insbesondere durch die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG), gefährdet unsere strategische Autonomie und den Service public. Bisherige nationale Kontrollkompetenzen gehen verloren und machen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Die Abschaffung des Mitspracherechts des Preisüberwachers bei den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme eines wichtigen Kontrollorgans zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde über Entscheidungen wacht, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken.

Zusammenfassend stellen diese Massnahmen einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar, der die nationalstaatliche Unabhängigkeit und die föderalistischen Prinzipien unserer Staatsordnung ernsthaft gefährdet. Wir lehnen eine solche Unterwerfung unter europäische Regularien entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine inakzeptable Unterwanderung des Volkswillens dar, wie er in der Bundesverfassung (Art. 121a BV) und in zahlreichen Volksabstimmungen zum Ausdruck gebracht wurde. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widersprechen fundamental dem Ziel, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Besonders bedenklich ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren. Dieser Status, vergleichbar mit einer „Niederlassung C PLUS“, ist praktisch unentziehbar und selbst bei schwerer Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug nicht mehr aufhebbar. Dies untergräbt

die innere Sicherheit und stellt eine unzumässbare Belastung für unsere Sozialwerke dar, deren Kosten letztlich die Schweizer Steuerzahler tragen müssen. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird somit massiv gefördert, was angesichts der Tatsache, dass EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben, zu einer unerträglichen finanziellen Last führt.

Der hierfür vorgesehene Mechanismus im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert diese problematische Entwicklung. Die Aufhebung von Art. 29a AIG und die Einführung von Art. 41c AIG führen zu einer Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger, ein Ausschluss von Sozialleistungen ist selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich. Die neue „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine reine Farce. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Sollte die Schweiz diese dennoch anzurufen versuchen, drohen seitens der EU unannehmbare Strafmassnahmen, was diese Klausel zu einer reinen Erpressungsmaßnahme degradiert.

Darüber hinaus wird durch die vorgesehene „Integrationsmethode“ eine automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung etabliert. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Entscheidungsgewalt mehr haben werden. Dies ist eine unerträgliche Aushöhlung unserer direkten Demokratie und unserer Souveränität.

Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Selbst im Bildungsbereich greifen die negativen Folgen: Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen, und ein verzweifelter Versuch, diese abzufedern. Der Schweizer Steuerzahler muss zudem für einen spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen.

Die Unterordnung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (Art. 49 Abs. 2 Ziffer 27 BVG) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Belege für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen mittels des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Dienstleistungen und stellt eine Aufgabe der nationalen Kontrollhoheit dar.

Diese Vorlage stellt somit eine Kapitulation vor der EU dar und missachtet den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweiz höchst bedenklich und greifen tief in unser bewährtes System ein. Es ist offensichtlich, dass die Massnahmen zur Kompensation des Lohnschutzes nicht nur unzureichend, sondern lediglich kosmetischer Natur sind. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, in keiner Weise aufzufangen. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird er im Zuge dieser Vorlage aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, jedoch unbestrittenermassen weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies nützt primär jenen ausländischen Firmen, die auf Lohndumping abzielen. Die

Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die vorgeschlagenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich der Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweiz dar und darf unter keinen Umständen zugestimmt werden. Es handelt sich hierbei nicht um eine reine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter EU-Vorschriften, die unseren hohen Standards widersprechen und die Schweizer Identität untergraben.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich geopfert. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie jene aus der EU. Dies gefährdet die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten, die heute auf eine verlässliche Qualität vertrauen können.

Besorgniserregend ist die drohende 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der I. Generation verknüpft. Eine Kündigung dieser schädlichen Vorlage würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und eine Rücknahme dieser Fehlentwicklung verunmöglicht.

Die Einsetzung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Autonomie und Selbstbestimmung unserer Wirtschaft untergräbt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten komplexe und oft unpassende EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen, die oft das Rückgrat unserer ländlichen Gemeinschaften bilden.

Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen klar widerspricht.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff

auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Insbesondere die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, die das Parlament umgeht. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind Ausdruck dieses Souveränitätsverlustes und gefährden die Fähigkeit der Schweiz, eigene, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene Massnahmen zu ergreifen.

Dieses Abkommen ist kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt in allen Belangen der Souveränität, der Qualität und der Freiheit unserer Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft.

Peter Zweifel
Strada di Resa 13
6760 Calpiogna / TI

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Calpiogna 25.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare.** Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità.**

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

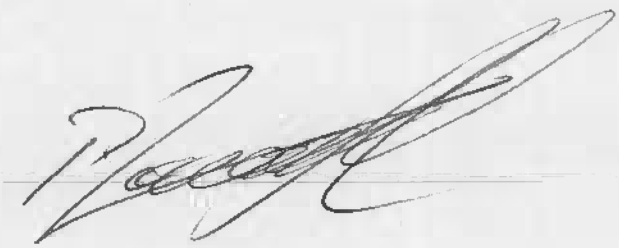

BÄHLER Yann
19 rue Jean Jaurès
74100 AMBILLY (F)
Confédéré

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Le 26 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

BÄHLER YANN

Prof. Dr Jérôme Berger
Ch. du Parimbot 1
1077 Servion

Servion, le 26 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "*Stabilisation et développement des relations Suisse-UE*"

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de la possibilité offerte de participer à la consultation sur le paquet Suisse-UE. Par ce courrier, je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation de "*Stabilisation et développement des relations Suisse-UE*".

Cette opposition est motivée par ma crainte d'une perte de souveraineté législative de notre pays.

Je m'oppose notamment à :

- la reprise automatique et dynamique du droit européen,
- l'installation d'un mécanisme de règlement des différends gérés hors de Suisse par la Cour de justice de l'Union européenne,
- l'alignement sur les réglementations européennes,
- un risque potentiel sur notre souveraineté et neutralité,
- des coûts d'implémentation de plusieurs centaines de millions de CHF, sans garantie de bénéfices clairs pour notre pays.

La libre circulation des personnes est importante pour l'économie suisse et pour nos politiques de formation et de culture. Elle contribue à la prospérité et à l'attractivité de la Suisse. Toutefois la reprise dynamique du droit européen en la matière représente des risques importants pour:

- les travailleuses et travailleurs en Suisse en exerçant une pression concurrentielle accrue,
- notre système social par une hausse probable des coûts non compensée par les rentrées potentielles,
- nos infrastructures routières et ferroviaires déjà saturées.

Bien qu'il soit nécessaire de stabiliser et développer les accords entre la Suisse et l'UE, ceci doit se faire dans le respect de notre démocratie directe et je crains que ce traité réduise fortement notre système démocratique en:

- limitant les possibilités d'initiatives populaires face au droit européen, notamment pour les travailleuses et travailleurs,
- réduisant l'autonomie des cantons et communes.

Ainsi, je souhaite que soit abandonné le paquet d'accords en cours de négociation et qu'il soit remplacé par des négociations d'accords sectoriels limités, en tenant compte des Accords Bilatéraux existants, et en soumettant au référendum obligatoire tout futur accord institutionnel.

Je vous remercie d'avance de prendre compte de ce courrier et vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Prof. Dr Jérôme Berger

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

BRON EMILE JOSEPH ANTOINE

BRON EMILE JOSEPH ANTOINE
VIALE EDOARDO GARRONE 50
96010 MELILLI SR ITALIE

26.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Chiodoni Romano
Via al Convento 55
6954 Bigorio

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Tesserete 26.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Devanthéry-Devenoge Anne-Christine
Rte du Mollendruz 12
1148 L'Isle

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

L'Isle, le 26 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Devanthéry Anne-Christine

Gérard Fombonne
Chemin des Gentianes 2
1663 Pringy

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Pringy, le 26 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».
NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ.
1. Refus de la subordination institutionnelle.
-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen.
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays.
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.
2. Protection de notre démocratie directe.
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.
3. Refus de l'immigration de masse.
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale.
- Nos infrastructures déjà saturées.
- Notre système social par une hausse explosive des coûts.
Le principe de préférence national.
4. Coûts prohibitifs injustifiés.
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

./.

DES EXIGENCES CLAIRES.

1. ABANDON du présent paquet de traités.
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants.
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal.
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire. (Double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Gérard Fombonne

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

BRON GAYANE

BRON GAYANE
VIALE EDOARDO GARRONE 50
96010 MELILLI SR ITALIE

26.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Oliver Grünig (Privat)

Datum: 26.10.2025

Kontakt: Oliver Grünig · 0588517540 · oliver.gruenig@galexis.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die dem vorliegenden Vernehmlassungsdokument zugrundeliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen erhebliche rechtliche sowie politische Fragen auf, welche einer kritischen Prüfung bedürfen. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in den schweizerischen Rechtsbestand birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung des Schweizer Volkes.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die mangelnde klare Abgrenzung der Anwendung des Europäischen Gerichts. Es ist nicht ersichtlich, inwieweit die richterliche Interpretation des EU-Rechts durch das EuGH zukünftig direkt oder indirekt Anwendung im Schweizer Recht finden soll. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert sind, insbesondere in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BRP) sowie in den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit, die das Fundament unserer Rechtsordnung bilden.

Des Weiteren ist zu befürchten, dass die vorgeschlagene Regelung zu einer Überfremdung unseres Rechtswesens führen könnte. Die Übernahme von EU-Recht ohne eine entsprechende Möglichkeit zur demokratischen Legitimation und zur Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Verhältnisse läuft Gefahr, bestehende Regelungen zu verdrängen, die sich über Jahrzehnte bewährt haben. Dies könnte insbesondere die für die Schweiz so wichtigen Bereiche der Landwirtschaft, des Transportwesens oder des Finanzplatzes negativ beeinflussen, wo schweizerische Besonderheiten und Interessen oft nicht mit den standardisierten EU-Lösungen übereinstimmen. Artikel 27 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverwaltung (VwVG) und Artikel 1 des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VwVG) verlangen eine sorgfältige Prüfung der Verhältnismässigkeit und Angemessenheit von Rechtsnormen, was hier fraglich erscheint.

Die Transparenz des Verfahrens und die Einbeziehung der betroffenen Bevölkerungsgruppen sind ebenfalls unzureichend. Die vorliegende Vernehmlassung gewährt nur unzureichenden Raum für eine substanzielle Kritik und Anpassung der Ergebnisse. Es ist essenziell, dass die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über die Tragweite der einzelnen Bestimmungen vollständig informiert werden und eine echte Mitgestaltungsmöglichkeit haben. Die Bestimmungen zur Rechtsetzungskompetenz, verankert in Artikel 164 BV, scheinen in ihrer Auslegung durch die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht tangiert zu werden. Wir müssen sicherstellen, dass die Souveränität des schweizerischen Gesetzgebers unangetastet bleibt. Die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung sind tiefgreifend und bedürfen einer eingehenden Debatte und kritischen Würdigung, bevor irgendwelche Verbindlichkeiten eingegangen werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtlichen Autonomie der Schweiz auf. Es ist fraglich, ob die im Verhandlungsstandpunkt dargelegten Zugeständnisse im Einklang mit unserer Verfassung stehen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht birgt fundamentale Risiken. Die Europäische Union entwickelt sich stetig weiter, und die automatische Übernahme neuer Rechtsakte könnte die Schweiz in eine Position zwingen, in der sie sich Gesetzen unterwerfen muss, die nicht ihren nationalen Interessen entsprechen oder die sie nicht aktiv mitgestalten kann. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung, der im Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, wie sie in den sektoriellen Abkommen impliziert ist, könnte dazu führen, dass die Hoheit über wichtige Gesetzgebungsbereiche, die Kernbestandteil unserer nationalen Identität und unseres Wohlstands sind, schleichend an Brüssel abgetreten wird.

Das Fehlen eines Mechanismus, der eine wirksame Kontrolle über die Entwicklung des Unionsrechts ermöglicht und die Möglichkeit bietet, sich kritisch damit auseinanderzusetzen, bevor es übernommen wird, ist zutiefst beunruhigend. Dies könnte die Schweiz entwaffnen und ihre Fähigkeit beeinträchtigen, auf Veränderungen in der globalen Wirtschaft und Politik flexibel und eigenständig zu reagieren. Die im Rahmen der Verhandlungen angestrebte Übernahme von EU-Recht könnte zudem die rechtsstaatlichen Prinzipien untergraben, indem sie das Gerichtssystem der Schweiz durch die Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs und seiner Auslegungen beeinflusst, was im Widerspruch zu Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung stehen könnte, der die Zuständigkeit der Schweizer Gerichte hervorhebt.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung des Abkommens birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine abhängige Rolle gedrängt wird. Die Schaffung von gemischten Ausschüssen, in denen die EU über eine dominante Stimme verfügen könnte, und die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs als letztinstanzliche Entscheidungsinstanz in streitigen Fragen, schwächen die Position der Schweiz erheblich. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrt und ihre nationalen Interessen auch in Zukunft eigenständig vertreten kann. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse scheinen diesen Grundsatz zu kompromittieren.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen EU-Abkommen auf. Es ist dringend geboten, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz sorgfältig zu prüfen. Die Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige, gründliche Prüfung der Auswirkungen auf unsere nationalen Gesetze birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse und unseres Rechtssystems.

Konkret besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Bedeutung unserer eigenen Gesetze untergraben werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Vernehmlassungsunterlagen angedeutet wird, stünde im Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, welcher die Hoheit der Eidgenossenschaft garantiert. Eine solche Entwicklung würde die Möglichkeit einschränken, Gesetze zu erlassen und anzuwenden, die spezifisch auf die Bedürfnisse und Werte der Schweiz zugeschnitten sind.

Des Weiteren gibt es Bedenken hinsichtlich der demokratischen Legitimation derartiger Übernahmen. Artikel 1 der Bundesverfassung erklärt, dass das schweizerische Volk und die Kantone die Träger der

Staatsgewalt sind. Die Einführung von EU-Recht, das nicht durch die direktdemokratischen Instrumente des Schweizer Volkes legitimiert wurde, widerspricht diesem fundamentalen Prinzip. Es ist fraglich, ob die vorgesehenen Mechanismen eine ausreichende Mitsprache für Parlament, Kantone und Volk gewährleisten, um die negativen Folgen einer unkontrollierten Rechtsübernahme abzufedern.

Besonders kritisch zu betrachten sind die potenziellen Konsequenzen für die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit und die Souveränität im Bereich der Aussenwirtschaftspolitik. Die Bindung an EU-Recht könnte zu einer Einschränkung unserer Flexibilität führen und uns von den Entscheidungen einer supranationalen Organisation abhängig machen, deren Interessen nicht immer mit den unseren übereinstimmen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Fähigkeit behält, eigenständige wirtschaftliche und politische Entscheidungen zu treffen, die dem Wohl des Landes dienen. Die Vernehmlassung muss daher die potenziellen Einschränkungen der Souveränität gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung ernsthaft berücksichtigen und konkrete Schutzmassnahmen vorschlagen. Die pauschale Übernahme von Rechtssätzen ohne kritische Auseinandersetzung ist abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Bis anhin erfolgte die finanzielle Unterstützung für die EU auf freiwilliger Basis und unterlag der Kontrolle durch das Parlament. Die Umwandlung in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht im Sinne des Art. 1 KoBG entzieht dem schweizerischen Gesetzgeber jegliches politische Druckmittel und jegliche demokratische Mitsprache bei diesen milliardenschweren Zahlungen. Dies ist faktisch als eine Zwangsabgabe zu betrachten, die nicht im Interesse der Schweiz liegt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint lediglich als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren und unkontrollierbaren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird gezwungen, zukünftige, von der EU diktierte Zahlungen zu leisten, ohne die Möglichkeit, dies abzulehnen. Dies positioniert die Schweiz als reine Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne entsprechende Gegenleistungen wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse zu erhalten.

Die Schaffung des KoBG zementiert diese einseitigen Zahlungsverpflichtungen als permanente, rechtlich bindende Last. Es handelt sich um ein gesetzgeberisches Instrument, das dazu dient, die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten und die Budgethoheit des Parlaments nachhaltig auszuhebeln. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine formale Integration; sie signalisiert die Akzeptanz dieser Abgaben als fester Bestandteil der schweizerischen Gesetzgebung, was die Souveränität weiter schwächt.

Die Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und grenzt an eine instrumentalisierte Taktik. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren und zu verharmlosen. Die Schweiz sollte ihre Steuergelder zur Stärkung eigener Belange einsetzen und nicht als Mittel zur Erfüllung externer Verpflichtungen, die primär die Souveränität kosten.

Strom

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der geplanten Strommarktliberalisierung und der damit einhergehenden Annäherung an EU-Regularien. Es ist offensichtlich, dass die Schweiz durch diese Massnahmen ihre Energiesouveränität aufgibt. Mit der Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Stromnetz künftig von Brüssel aus gesteuert wird. Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom wird zu einer blosse Vollzugsstelle für

EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Die Kernenergieversorgung, insbesondere die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Weiterhin werden die föderalen Strukturen geschwächt, da der Einspeisevorrang lokaler Energieproduzenten, wie Gemeindekraftwerken, durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird.

Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. EU-Regeln schränken die Bildung strategischer Reserven ein, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Dies ist ein inakzeptables Risiko. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG, Art. 4a ff., führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, werden über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) benachteiligen dezentrale Energieerzeuger erheblich. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW für die Vergütung schwächt die wirtschaftliche Grundlage kleiner und mittlerer Produzenten. Der Förderausschluss bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit und verlangsamt den Ausbau erneuerbarer Energien.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE zwingt unsere nationale Netzgesellschaft unnötigerweise in die Fesseln unpassender EU-Regeln. Dieses gesamte Paket stellt ein hochriskantes Experiment dar, das die Stabilität und Zuverlässigkeit der schweizerischen Stromversorgung gefährdet und die Bevölkerung unnötigen Risiken aussetzt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema Lebensmittelsicherheit entpuppt sich bei näherer Betrachtung als veritabler Angriff auf die Souveränität, die Schweizer Qualität und die Existenzgrundlage unserer Land- und Ernährungswirtschaft. Unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" wird schleichend eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vollzogen. Dies gefährdet nicht nur unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, sondern bedroht auch die Vielfalt unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, steht unter Beschuss. Die Angleichung an tendenziell tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Besonders bedenklich ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen Bilateralen I Verträgen verknüpft. Eine Kündigung würde das gesamte Vertragswerk zum Absturz bringen, was nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung darstellt und jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert.

Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten würde.

Das Gentechnik-Moratorium, demokratisch mehrfach bestätigt, wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust hoher Standards führt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein erheblicher Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt und uns die Souveränität nimmt, eigene, höhere ethische Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt.

Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt sich der Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die Fähigkeit der Schweiz zur schnellen und souveränen Reaktion auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder beeinträchtigt.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU im Bereich der Seuchenbekämpfung ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Diese Gesamtschau zeigt deutlich: Dieses Abkommen untergräbt massiv unsere nationalen Interessen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrechts und die damit verbundene massiv ausgeweitete Personenfreizügigkeit stehen in fundamentalem Widerspruch zum klaren Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) und verletzen den Volkswillen. Die Einführung eines beinahe unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, das einer "Niederlassung C PLUS" gleichkommt, stellt eine akute Bedrohung für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke dar. Dieses Recht birgt die Gefahr, dass selbst Personen, die durch kriminelle Handlungen auffallen oder dauerhaft von Sozialhilfe abhängig sind, weiterhin in der Schweiz verbleiben können, was die Last für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unverhältnismässig erhöht.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen exzessiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten de facto ein unkündbares Bleiberecht, selbst wenn sie keine wirtschaftliche Leistung erbringen und auf Sozialleistungen angewiesen sind. Dies ist eine direkte Belastung unserer Solidaritätsmechanismen. Der ausserordentlich weitreichende Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die angebliche "Schutzklausel" in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist ein reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz diese dennoch zu ziehen wagen, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Es handelt sich hierbei nicht um eine Schutzbestimmung, sondern um eine Erpressungsdrohung, die jede ernsthafte Steuerung der Zuwanderung verunmöglicht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet eine faktische Kapitulation vor der EU. Unser Parlament und unser Volk verlieren jede Mitsprache bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem für die Schweiz existentiellen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren den Ausschluss von EU-Bürgern selbst bei anhaltender Abhängigkeit. Die Studierenden werden zudem mit drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer belastet, wie die neuen Bestimmungen im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulgesetz (Artikel 61a) zeigen. Dies ist ein Eingeständnis der immensen Kosten, die die Personenfreizügigkeit verursacht. Die Einbindung in das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) unter dem neuen Bundesgesetz über die Berufsanerkennung (BGVB, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte Anerkennung und senkt unsere Qualitätsstandards. Die Anpassungen im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und im Zivilgesetzbuch (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) unterstellen unsere Vorsorge und unser Rechtssystem dem EU-Diktat. Die Schweiz verliert ihre Souveränität in zentralen Politikbereichen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und dem damit verbundenen Lohnschutz sind aus unserer Sicht höchst problematisch und bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Arbeitsmarkt. Es ist offensichtlich, dass die postulierten Massnahmen zur Kompensation des durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden Lohndrucks nicht ausreichen. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion des hiesigen Lohnniveaus, insbesondere zulasten von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt die bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutzmechanismen zu stärken, werden diese aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch mutmasslich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Zudem werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird, ohne dass diese Sanktionen umfassend gerichtlich geprüft werden. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Insgesamt führen diese Anpassungen zu einer Schwächung des schweizerischen Lohnschutzes und einer Gefährdung der hiesigen Arbeitsbedingungen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Während die Absicht, die Beziehungen zu festigen, auf den ersten Blick positiv erscheinen mag, sind die potenziellen Konsequenzen für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung unseres Landes gravierend.

Eine zentrale Sorge betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die Möglichkeit, dass durch ein solches Abkommen künftiges EU-Recht automatisch oder mit minimaler Einflussnahme der Schweiz in unser Rechtssystem einfliessen könnte, stellt eine Erosion unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz dar. Dies stünde im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die schweizerische Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter müssten die Kontrolle über die Gesetze verlieren, die ihr tägliches Leben bestimmen.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Verpflichtung zur Übernahme der Rechtsprechung des EuGH würde die unabhängige richterliche Gewalt der Schweizer Gerichte beeinträchtigen. Das Prinzip der Gewaltenteilung, ein Fundament unseres Rechtsstaates, würde untergraben. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit der kantonalen und eidgenössischen Gerichte regelt, könnte durch eine automatische Bindung an EuGH-Urteile de facto ausgehebelt werden.

Die Sorge vor einer schleichenden Mitgliedschaft durch die Hintertür ist nicht unbegründet. Solche Abkommen, die eine tiefe rechtliche und wirtschaftliche Integration vorsehen, können den Weg für eine faktische Übernahme von EU-Standards und -Politiken ebnen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese demokratisch zu beeinflussen oder abzulehnen. Dies könnte sich beispielsweise auf die flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr auswirken, wo eine Angleichung an EU-Standards unter Druck geraten würde, was wiederum die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz gefährden könnte.

Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Interessen und die nationale Identität nicht den Ambitionen einer immer weiter integrierten Europäischen Union geopfert werden. Jede Form der Annäherung muss dem Leistungsfähigkeitsprinzip unterliegen und die Möglichkeit einer wirksamen demokratischen Kontrolle sowie die Wahrung unserer Rechtsordnung gewährleisten. Eine kritische und abwägende Haltung ist unerlässlich, um die Souveränität der Schweiz zu schützen.

Gysler Manuel
Chemin Isaac-Anken 11
1219 Aïre

26.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

GYSLER Manuel

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: malouhuber0421@hotmail.com
Sent: Sonntag, 26. Oktober 2025 11:34
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL]

Madame
Marie-Louise Huber
Chemin Fief-de-Chapitre 16
1213 Petit-Lancy

Département fédéral des affaires étrangères (dfae)
Consultation suisse-UE
3003 Berne

Petit-Lancy, le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".
NON à ce traité d'adhésion déguisé
1. refus de la subordination institutionnelle
- Non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- Non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes
2. protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
-Le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires
1.Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants

3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)
La suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Marie-Louise Huber

JATON Philippe-Etienne
4, ch. Des Finages
2852 Courtételle

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Courtételle, 26.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

5. La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe-Etienne JATON

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Heike Lorenz (Privat)

Datum: 26.10.2025

Kontakt: Lorenz Heike · 079 954 51 80 · heike.lorenz@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus verschiedenen Gründen kritisch zu hinterfragen und bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der schweizerischen Gesetzgebung stellt eine Gefährdung unserer demokratischen Prinzipien dar.

Es ist äusserst bedenklich, dass der Entwurf eine schrittweise Einführung von Bestimmungen vorsieht, die de facto eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) implizieren. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (SR 0.142.112.51) und gefährdet die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte. Die schweizerische Rechtsordnung, die auf dem Prinzip der Volkssouveränität fusst, würde durch die automatische Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Konsequenzen der vorgeschlagenen Regelungen kaum abschätzbar und könnten zu einer ungerechtfertigten Belastung für Schweizer Unternehmen und Konsumenten führen. Die Angleichung an EU-Regulierungen, beispielsweise im Bereich des Wettbewerbsrechts, ohne Berücksichtigung spezifisch schweizerischer Marktgegebenheiten, könnte die Wettbewerbsfähigkeit unserer heimischen Wirtschaft schwächen. Artikel 17 des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) schützt die Prinzipien des fairen Wettbewerbs auf nationaler Ebene, welche durch eine übermässige Harmonisierung mit dem EU-Recht untergraben werden könnten.

Die Übernahme von EU-Richtlinien, die nicht explizit in den bilateralen Verträgen verankert sind, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer legislativen Autonomie. Dies widerspricht dem Geist der bilateralen Abkommen, welche auf einer gegenseitigen Anerkennung und einer klaren Abgrenzung der Zuständigkeiten basieren sollten. Die vorgeschlagene dynamische Rechtsübernahme birgt das Risiko, dass die Schweiz zukünftigen Entwicklungen im EU-Recht ausgeliefert ist, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu prüfen oder anzupassen.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre eigenständige Gesetzgebung wahrt. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen diese fundamentalen Prinzipien zu gefährden. Es bedarf einer sorgfältigen Prüfung und einer deutlichen Revision, um sicherzustellen, dass zukünftige Vereinbarungen die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz wahren und nicht zu einer schleichenden Integration in die Europäische Union führen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Überlegungen zur inländischen Umsetzung werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Es ist mit äusserster Skepsis zu betrachten, inwieweit eine Übernahme von EU-Recht, selbst in «umschriebener Form», mit dem Schweizer Recht vereinbar ist, ohne dabei die Grundpfeiler unserer Verfassung zu untergraben.

Das Prinzip der rechtsstaatlichen Legitimation, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, verlangt, dass staatliches Handeln auf Gesetzen beruht, die demokratisch legitimiert sind. Eine Delegierung von Gesetzgebungsbefugnissen an die Europäische Union, selbst indirekt durch die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, steht diesem Grundsatz fundamental entgegen. Die Schweiz würde sich damit von der primären Gesetzgebungskompetenz des eidgenössischen Parlaments entkoppeln, was die demokratische Kontrolle und die Volkssouveränität erheblich schwächt.

Des Weiteren gibt die vorgeschlagene Umsetzung Anlass zu Bedenken hinsichtlich des Gewaltmonopols des Staates, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert ist. Die EU-Institutionen agieren ausserhalb des direkten Einflussbereichs der Schweizer Bevölkerung und ihrer demokratisch gewählten Vertreter. Eine bindende Übernahme von EU-Recht würde bedeuten, dass Rechtsetzungsprozesse in Brüssel über die Schweiz entscheiden, ohne dass diese eine angemessene Stimme hat. Dies kann potenziell zu einer Erosion des staatlichen Gewaltmonopols führen, da die bindende Kraft des Rechts nicht mehr allein aus der nationalen Gesetzgebung, sondern aus einer externen Quelle erwächst.

Die Idee, «umschriebenes Recht» zu übernehmen, birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die kaum mehr rückgängig zu machen ist. Die Interpretation und Anwendung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ist dynamisch und kann zu unerwarteten Auslegungen führen, die nicht mit den Interessen oder der Rechtsauffassung der Schweiz übereinstimmen. Die Schweiz würde sich damit einer Judikatur unterwerfen, die sie nicht beeinflussen kann.

Die vorgeschlagene Vorgehensweise birgt somit erhebliche Risiken für die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz und die Prinzipien der direkten Demokratie. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU die Souveränität der Schweiz und die Gültigkeit ihrer eigenen Verfassung uneingeschränkt wahrt. Eine Übernahme von EU-Recht, selbst in modifizierter Form, muss kritisch hinterfragt werden, ob sie nicht zu einer schleichenden Entmachtung des Schweizerischen Parlaments und damit des Souveräns führt. Die Beibehaltung der nationalen Rechtsetzungskompetenz und die demokratische Legitimation aller Gesetze müssen oberste Priorität haben.

Finanzieller Beitrag

Der vorgeschlagene finanzielle Beitrag an die Europäische Union wirft gravierende verfassungsrechtliche und souveränitätspolitische Bedenken auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und politisch gestaltbaren freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht mittels eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist inakzeptabel. Dies bedeutet den Verlust eines wesentlichen politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung lediglich als Lockvogelangebot. Es ist davon auszugehen, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Zahlungsverpflichtungen führen wird, ohne dass die Schweiz noch die Möglichkeit hat, diesen Forderungen entgegenzutreten. Dies führt dazu, dass die Schweiz faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, die externe diktierte Beträge zu leisten hat.

Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt dabei das zentrale gesetzgeberische

Instrument dar, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Art. 1 KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zur gesetzlichen Norm.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit mit der Europäischen Union und anderen Staaten (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine Akzeptanz dieser Abgaben als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was die Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigt.

Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG irreführend und problematisch. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, was einer Täuschung gleichkommt. Diese Regelung birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät und ihre Autonomie in der Aussen- und Sicherheitspolitik verliert.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Bedrohung für die schweizerische Souveränität und den Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft werden. Stattdessen werden diese Förderungen, die essenziell für die regionale Entwicklung, die Kultur oder die Unterstützung lokaler KMU sind, einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies ist nicht nur ein Eingriff in die wirtschaftspolitische Steuerungshoheit, sondern auch eine erhebliche Untergrabung der föderalistischen Autonomie der Kantone. Sie verlieren ihre Kompetenz, eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, und müssen künftige Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern genehmigen lassen.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Insbesondere die Schaffung einer neuen Beihilfekammer bei der WEKO, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, etabliert eine Kontrollinstanz, deren primäre Aufgabe die Durchsetzung der EU-Konformität und nicht die Wahrung schweizerischer Interessen ist. Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) erweitert die Zuständigkeiten dieser "Superbehörde" und macht sie zu einem "verlängerten Arm der EU", was die Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle entfernten Instanz bedenklich macht.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für den Föderalismus. Der neue Artikel 82 Buchstabe bbis BGG gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Entscheidungen mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Ebenso untergraben die erweiterten Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG die föderalistischen Strukturen, indem kantonale Instanzen durch zentrale Kontrollmechanismen ersetzt werden.

Strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr geraten unter EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beendet die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend wird durch die Übernahme des EU-Beihilferechts die schweizerische Souveränität,

der Föderalismus und die demokratische Kontrolle über wirtschaftspolitische Entscheidungen systematisch ausgehebelt. Die Schweiz begibt sich in die Rolle eines reinen Regel-Empfängers und verliert ihre Fähigkeit, nationale Interessen eigenständig zu vertreten.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Strommarktrechts birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, namentlich ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über unser kritischstes Infrastrukturnetz werden damit nach Brüssel verlagert, was dem demokratisch verankerten schweizerischen Willen widerspricht. Die ElCom, bisher eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und stellt eine Aushöhlung unserer föderalen Strukturen dar.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das direkt den betroffenen Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden die lokalen und dezentralen Energieproduktionsstrukturen durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang von wichtigen Gemeindekraftwerken wird ausgehebelt, was die lokale Wertschöpfung und die bürgernahe Energieversorgung untergräbt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit der Schweiz, weder der Markt noch die EU werden diese lückenlos garantieren können. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Energiestrategie und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung des Rechts im Bereich Landverkehr mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Gefährdung für die finanzielle Stabilität und das Leistungsangebot der SBB und anderer konzessionierter Transportunternehmen dar. Diese Öffnung ermöglicht es ausländischen Anbietern, sich auf die profitablen Hauptstrecken zu konzentrieren, während die Verpflichtung zur Bedienung unrentabler, aber für die flächendeckende Versorgung notwendiger Nebenlinien weiterhin bei den Schweizer Unternehmen verbleibt. Dies ist eine klassische Form der "Rosinenpickerei", die die finanzielle Basis unseres Service public aushöhlt.

Des Weiteren ist die Sorge gross, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bestehende und notwendige Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte. Solche Massnahmen sind jedoch entscheidend für die Aufrechterhaltung der Qualität und des Umfangs des öffentlichen Verkehrsangebots für die Bevölkerung.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" ist juristisch unzureichend und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies untergräbt die langfristige Souveränität der Schweiz im Bahnverkehr und zwingt uns zur Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisiert.

Auch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) ist bedenklich. Sie zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz zu gestalten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führt. Die Schweiz gibt somit schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf, was nicht im Interesse unserer Bevölkerung sein kann.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine Gefährdung unserer sozialen und wirtschaftlichen Stabilität dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie durch die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, welches als praktisch unentziehbar konzipiert ist, widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieser Ausbau der Personenfreizügigkeit, verbunden mit einer beispiellosen Ausweitung des Familiennachzugs, auch auf Grosseltern und Schwiegereltern, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten führen, deren Last die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden unverhältnismässig tragen müssen. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, da EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind.

Die sogenannte „Schutzklausel“ ist nichts weiter als ein politisches Feigenblatt. Die extrem hohen Hürden für ihre Anwendung, wie in Artikel 21b AIG dargelegt, machen sie in der Praxis wirkungslos. Angesichts der drohenden EU-Strafmassnahmen bei ihrer Inanspruchnahme handelt es sich nicht um einen Schutzmechanismus, sondern um eine Erpressungsdrohung. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der „Integrationsmethode“ beraubt unser Parlament und unser Volk der Möglichkeit, zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich mitzugestalten. Dies ist eine direkte Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss bei Abhängigkeit kaum noch möglich wird. Dies steht im klaren Widerspruch zum Verfassungsauftrag und untergräbt die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Schweiz opfert ihre Gründlichkeit und Qualitätsstandards im Bereich der Berufsqualifikationen zugunsten einer automatisierten EU-Kompatibilität durch das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI). Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen und nun den Studierenden aufgebürdet werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) ist ein weiterer Schritt zur Erosion unserer sozialpolitischen Souveränität, der die Fähigkeit der Schweiz zur eigenständigen Gestaltung der beruflichen Vorsorge gefährdet. Diese massive und schleichende Unterordnung unter das EU-Recht in diversen Rechtsbereichen ist nicht hinnehmbar.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit. Die angekündigten Massnahmen erscheinen in ihrer Substanz unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken.

Sie sind nicht geeignet, den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit verursacht wird, wirksam zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche insbesondere die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen unverhältnismässig treffen würde.

Es ist zutiefst besorgniserregend, dass der bewährte und bisher äusserst wirksame Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden soll. Die neuen Regeln sind in ihrer Ausgestaltung bürokratischer, jedoch im Kern weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die offensichtlich auf Lohndumping abzielen.

Die angekündigten Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung des Lohnschutzes dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, die unsere Souveränität schwächt. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Ebenso kritisch ist die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR). Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der unter EU-Druck erfolgt. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Massnahmen geeignet, den Lohnschutz in der Schweiz nachhaltig zu schwächen und unsere Souveränität zu untergraben. Es ist unerlässlich, dass der Bundesrat diese schwerwiegenden Bedenken ernst nimmt und den Schutz der schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer über die Erfüllung von EU-Forderungen stellt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es geht hierbei keineswegs nur um die Gewährleistung der Sicherheit, sondern um die schleichende Aufgabe unserer hohen Produktionsstandards, die Gefährdung unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Einschränkung der Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, droht durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiderruflich verloren zu gehen. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Eine besonders beunruhigende Entwicklung ist die Einführung einer "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Eine Ablehnung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was eine unannehmbare Erpressungsmethodik darstellt. Die Souveränität der Schweiz wird zudem durch die

geplante Zulassung von EU-Inspektoren, die Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten, massiv eingeschränkt. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie ist ein weiteres gravierendes Problem. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien müssten komplexe und unpassende EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichtet. Die angeblichen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) bedeuten einen Rückschritt für den Tierschutz, indem unsere oft strengeren und bewährten nationalen Vorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufgegeben werden. Dies untergräbt unsere ethischen Standards und unsere Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die von der EU geforderte Übernahme ihrer Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dieses Gesetz, das die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, da die Bekämpfung von Seuchen schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen erfordert. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf und birgt das Risiko einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität. Insbesondere die Unterstellung unter das Recht der Europäischen Union, wie sie sich potenziell aus den Verhandlungsergebnissen ergibt, steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems.

Das Schweizerische Bundesverfassungsrecht, insbesondere Artikel 1 und Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung, verankert das Prinzip der Volkssouveränität und der Gewaltentrennung. Die Annahme von EU-Recht, das von nicht gewählten Institutionen in Brüssel geschaffen wird, ohne

direkte schweizerische Mitsprache und demokratische Legitimation, stellt eine gravierende Beeinträchtigung dieser Prinzipien dar. Die Gefahr, dass die Schweiz zu einem reinen Rechtsanwender fremden Rechts wird, ohne die Möglichkeit, dieses massgeblich mitzugestalten, ist akut.

Weiterhin ist die Frage der richterlichen Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Anerkennung der verbindlichen Auslegung von EU-Recht durch den EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, die durch Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung gewährleistet ist, untergraben. Unsere Gerichte wären gezwungen, Urteile zu fällen, deren rechtliche Grundlage sie nicht selbständig prüfen und interpretieren können. Dies widerspricht dem Grundgedanken einer nationalen Rechtsprechung, die auf dem Boden des schweizerischen Rechts steht.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung notwendig sei, um die bilateralen Abkommen zu sichern, überzeugt nicht gänzlich. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die Bewahrung dieser Abkommen den Preis der Aufgabe wesentlicher Elemente unserer nationalen Rechtsordnung wert ist. Die schweizerische Rechtsordnung hat sich über Jahrzehnte bewährt und ist das Ergebnis eines sorgfältigen demokratischen Prozesses. Eine einseitige Übernahme von EU-Recht würde die Flexibilität unseres Rechtsrahmens einschränken und unsere Fähigkeit beeinträchtigen, auf eigene Bedürfnisse und Herausforderungen adäquat zu reagieren.

Abschliessend ist festzustellen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie sich abzeichnet, eher einer Unterwerfung unter fremdes Recht gleichkommt als einer echten Partnerschaft. Die damit verbundenen verfassungsrechtlichen Risiken und die potentielle Schwächung unserer Souveränität sind so gravierend, dass eine eingehende und kritische Prüfung unerlässlich ist. Die Wahrung unserer demokratischen Grundsätze und unserer rechtlichen Eigenständigkeit muss dabei oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung, die über oberflächliche Zugeständnisse hinausgeht. Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der langfristigen Interessen der Schweiz.

Ein zentraler Punkt ist die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Mitspracherecht auf EU-Ebene hat. Dies tangiert Artikel 120 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung, der vorsieht, dass die Schweiz auf die Ausgestaltung der EU-Gesetzgebung Einfluss nehmen kann, wo dies im Interesse der Schweiz liegt. Das aktuelle Paket scheint dieses Prinzip zu untergraben, indem es faktisch eine Übernahme bestehenden und zukünftigen EU-Rechts vorsieht. Dies schafft eine klare Asymmetrie, die nicht im Einklang mit den verfassungsrechtlichen Vorgaben steht.

Weiterhin sind die Auswirkungen auf das Prinzip der direkten Demokratie und die Rolle des Schweizer Volkes zu beleuchten. Gemäss Artikel 138 Absatz 3 der Bundesverfassung steht das fakultative Referendum als wichtige Kontrollinstanz zur Verfügung. Die Art und Weise, wie das Paket die Übernahme von EU-Recht strukturiert, könnte die effektive Anwendung dieses verfassungsrechtlichen Instruments erschweren oder gar aushöhlen, insbesondere wenn die Übernahme von EU-Recht in einem kumulativen Prozess erfolgt, der einzelne Referenden erschwert.

Die Frage der institutionellen Kohärenz und der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Akzeptanz der Zuständigkeit des EuGH in den relevanten Bereichen würde die schweizerische Rechtsordnung und die Rolle unserer eigenen Gerichte, einschliesslich des Bundesgerichts, massgeblich beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtspflege, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket zwar auf den ersten Blick ein stabilisierendes Element verspricht, jedoch die Gefahr birgt, die Schweiz in eine abhängige Position zu drängen und fundamentale verfassungsrechtliche Prinzipien zu kompromittieren. Eine eingehende und kritische Analyse der langfristigen Konsequenzen für unsere Souveränität, direkte Demokratie und nationale Rechtsordnung ist unerlässlich, bevor jegliche Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann. Die Bewahrung unserer verfassungsrechtlichen Identität muss hierbei oberste Priorität haben.

Erika Monroy
Rue de Lausanne 67
1202 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

GE, Le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
2.
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes
   -

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite
-

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

E. Monroy

MAURO PORCERA
AV. TREMBLEY 5
1209 GENEVE

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève Le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
2.
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Cécile Hofmann
34, Rue de Lyon
1203 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, Le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
2.
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes
   -

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite
-

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

C. Hofmann

BEATRICE MANN
22 Rue Daubin
1203 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, Le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
2.
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes
   -

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite
-

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

B. Mann

Patricia FERRINI
10, Av. Devin-du-Village
1203 GENEVE

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève , Le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
2.
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Parvex Pierre
Chemin du Bochet 4-A
CH-1196 Gland

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
CH-3003 Berne

Gland, le 12 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES :

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pierre Parvex

E. Hybl Sutherland
22, rue Daubin
1203 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, Le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
2.
   - NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
   - NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
   - NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
   - NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes
   -

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite
-

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

E. Hybl Sutherland

Bruno Tschachtli
16 rue Daubin
1203 Genève

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, Le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. **Refus de la subordination institutionnelle**
2.
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes
-

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite
-

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE *sous quelque forme que ce soit***

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

B. Tschachtli

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Elisabeth Moore <elisamoore91@yahoo.fr>
Sent: Sonntag, 26. Oktober 2025 14:52
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL]

Madame
Elisabeth Moore
Chemin Fief-de-Chapitre 16
1213 Petit-Lancy
Département fédéral des affaires étrangères (dfae)
Consultation suisse-UE
3003 Berne

Petit-Lancy, le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".
NON à ce traité d'adhésion déguisé
1. refus de la subordination institutionnelle
- Non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- Non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes 2. protection de notre démocratie directe Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts -Le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires
1.Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants 3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal 4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons) La suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Elisabeth Moore

Anna Pellegrinelli
Cagalb, nucleo 67
6955 Cagalb

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Cagalb, 26. ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Aldo Pellegrinelli

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Ruth Pfister <ruthpfister56@gmail.com>
Sent: Sonntag, 26. Oktober 2025 10:01
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Allgemeine Bemerkungen

Die vorgeschlagene Umsetzung der vereinbarten Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die in der vorliegenden Vernehmlassung dringlich thematisiert werden müssen. Es ist fraglich, inwieweit die beabsichtigten Massnahmen mit den Grundsätzen des schweizerischen Rechtssystems vereinbar sind, insbesondere mit dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die sukzessive Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Mitsprache des Schweizer Volkes untergräbt die Möglichkeit der Bürgerinnen und Bürger, über die Gesetzgebung ihres Landes mitzubestimmen. Darüber hinaus wird die Stossrichtung der vorgeschlagenen Massnahmen kritisch hinterfragt, da sie das Potenzial birgt, die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz zu kompromittieren. Die Einführung von externen Instanzen, die die Anwendung des schweizerischen Rechts überwachen oder gar beeinflussen können, widerspricht dem in Artikel 190 der Bundesverfassung festgeschriebenen Grundsatz, dass Bundesgesetze und Völkerrecht dem Recht der Bundesverfassung untergeordnet sind. Die potenzielle Vorrangigkeit von EU-Recht vor nationalem Recht, auch wenn dies in der aktuellen Formulierung möglicherweise nicht explizit ausgesprochen wird, ist eine reale Gefahr, die weitreichende Folgen für die Rechtssicherheit und die rechtsstaatlichen Prinzipien in der Schweiz haben könnte. Es ist zudem fraglich, ob die dimaksudierten Abkommen tatsächlich dem in Artikel 54 der Bundesverfassung verankerten Grundsatz der subsidiären Aufgabenwahrnehmung entsprechen. Die Tendenz zur Verlagerung von Zuständigkeiten auf europäische Ebenen müsste einer strengen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Kernkompetenzen und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Politik nicht aufgibt. Die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen einer solchen Rechtsangleichung sind ebenfalls nicht abschliessend geklärt

und bergen das Risiko unbeabsichtigter negativer Konsequenzen für den schweizerischen Arbeitsmarkt und die Sozialwerke. Eine vertiefte Analyse unter Einbezug aller relevanten Stakeholder ist unerlässlich, bevor weitere Schritte in Richtung einer tieferen Integration unternommen werden, die die Souveränität und die demokratische Legitimation unseres Rechtswesens gefährden könnten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und im Interesse lokaler und nationaler Belange getroffen wurden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und schränkt ihre Möglichkeit ein, eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit seiner zentralen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert eine Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese neue Instanz agiert als verlängerter Arm der EU und setzt primär europäische Interessen durch, anstatt die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zu berücksichtigen. Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, die mit der Meldepflicht und Genehmigungspflicht durch die EU-Kommission einhergeht, entzieht der Schweiz die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse durch die neue Beihilfebehörde (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht angefochten und gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Ebenso sind die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG eine Zementierung der Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht überwacht. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem EU-Regime. Schliesslich ist der

Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Diese Massnahmen höhlen unsere Rechtsordnung und die demokratische Kontrolle fundamental aus.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Kapitulation vor den Interessen der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Zuwanderung, die jeglicher Vorstellung einer kontrollierten und bedarfsgerechten Zuwanderung spottet. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, gefährdet die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Dies steht im krassen Gegensatz zum Willen des Souveräns, der sich für eine kontrollierte Zuwanderung ausgesprochen hat. Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist unzumissbar. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die daraus resultierenden Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Dies gilt insbesondere für den auf eine beispiellose Weise ausgeweiteten Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst und zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der Sozialkosten führt. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) ist eine reine Farce. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Die Drohung mit Strafmassnahmen seitens der EU im Falle einer Anwendung macht sie zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einem Instrument der nationalen Steuerung. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich faktisch nichts mehr zu sagen haben, eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Dies widerspricht dem

Verfassungsauftrag gemäss Artikel 121a BV und untergräbt unsere Souveränität. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) durch das BGVB und das Medizinalberufegesetz (MedBG) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung unserer hohen Standards birgt. Die unterstellte Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterwirft unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU und untergräbt unsere sozialpolitische Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte. Diese umfassenden Anpassungen stellen eine schleichende Entmündigung der Schweiz dar, bei der unsere Souveränität und die Interessen unserer Bevölkerung den unerbittlichen Anforderungen des EU-Binnenmarktes geopfert werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind höchst bedenklich und stellen keine adäquate Antwort auf die absehbaren negativen Folgen für das Schweizer Lohnniveau dar. Die angepriesenen Schutzmassnahmen erscheinen primär kosmetischer Natur und sind gänzlich ungeeignet, den massiven Lohndruck zu kompensieren, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit unausweichlich entsteht. Es droht eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, die insbesondere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer im mittleren und unteren Einkommenssegment hart treffen wird. Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken und seine Instrumente zu verfeinern, wird er aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind intransparent, bürokratischer und in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies schafft günstige Bedingungen für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Anpassungen in Artikel 9 Absatz 2 und die Verlegung des Klagerechts in Artikel 13a, sind keine Stärkung des Arbeitnehmerschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes, die primär der

Kompatibilität mit EU-Recht dient und die bewährte Systematik verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen ausgehöhlt. Dies wird zwangsläufig zu weniger effektiven Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q Obligationenrecht) ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität von Schweizer Unternehmen, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend sind die vorgeschlagenen Änderungen nicht geeignet, die negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit abzufedern, sondern schwächen vielmehr den schweizerischen Lohnschutz und gefährden die Souveränität der Schweiz.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die angeblichen Angleichungen mit dem EU-Recht, wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung und Weiterentwicklung des Schweizer Service public im Schienenverkehr auf. Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), stellen eine direkte und unannehmbare Bedrohung für die finanzielle Stabilität und die operative Leistungsfähigkeit unserer Bahn dar. Die sogenannte Kabotage erlaubt ausländischen Anbietern die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich dazu führen, dass lukrative Hauptachsen von

ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient werden. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung essenzielle Nebenlinien zu betreiben, werden dadurch massiv geschwächt. Dies untergräbt die finanzielle Basis, auf der der flächendeckende öffentliche Verkehr in der Schweiz aufgebaut ist und bedroht die Qualität des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger. Des Weiteren ist die vom Bundesrat als Absicherung präsentierte "Gemeinsame Erklärung" rechtlich gesehen wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Diese Erklärung ist nichts weiter als eine illusorische Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr keineswegs verhindert. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme vorangetrieben, was bedeutet, dass wir künftigen EU-Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) nachkommen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich der neue Artikel 32a Absatz 1bis, zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Der Service public, ein Juwel unseres Landes, wird durch diese Massnahmen unnötig und inakzeptabel gefährdet.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags der Schweiz an die EU birgt erhebliche Risiken für unsere Souveränität und unsere finanzielle Autonomie. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten, freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Bruch dar. Dieses Vorgehen ist meines Erachtens nicht mit dem Prinzip der demokratischen Kontrolle und der budgetären Hoheit des Parlaments vereinbar. Die Festsetzung eines anfänglichen Betrags von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als eine reine Lockvogelmethode. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung und Anpassung birgt die Gefahr einer unaufhaltsamen Eskalation der Forderungen seitens der EU. Die Schweiz würde damit in eine Position gedrängt, in der sie Zahlungsverpflichtungen eingehen muss, denen sie sich nicht entziehen kann, ohne gravierende negative

Konsequenzen befürchten zu müssen. Dies ist nichts anderes als die Einführung einer faktischen Zwangsabgabe, welche die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht macht. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist die gesetzgeberische Konsequenz dieser Entwicklung. Es zementiert die freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 KoBG würde ein permanenter Rechtsanspruch der EU auf diese Mittel geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv aushöhlen würde. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, würde lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erfolgen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB unterstreicht die Ernsthaftigkeit dieser Verankerung und signalisiert die Akzeptanz dieser Zahlungen als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die vorgeschlagene Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung, welche die Kohäsionszahlungen mit diesem legitimen Anliegen verknüpft, ist irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt sehe ich die vorgeschlagenen Änderungen kritisch. Sie schwächen die Stellung der Schweiz gegenüber der EU erheblich und untergraben wesentliche demokratische und finanzielle Prinzipien unseres Landes. Die mangelnde Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Hindernissen macht die Zahlungen zu einem reinen Souveränitätsverlust ohne adäquaten Gegenwert.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen einen fundamentalen Bruch mit bewährten Schweizer Prinzipien dar und gefährden massiv unsere Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, insbesondere ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem unselbstständigen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten zu tragen hat. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was einem bedenklichen Souveränitätsverlust gleichkommt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Stellung als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerke degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel untergräbt die auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichtete Energieregulierung und markiert

das Ende einer eigenständigen Politik. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG), insbesondere die Artikel 4a ff., perpetuiert diese Tendenz durch die vollständige Marktliberalisierung, die zu einer erhöhten Preisvolatilität führen wird. Die damit geschaffene unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist ungenügend, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten. Die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das erfolgreiche System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, droht als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft zu werden. Dies schwächt nicht nur die lokalen Wirtschaften, sondern auch die dezentrale Energieproduktion. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom gemäss Art. 22 StromVG sind klare Instrumente zur Angleichung an die EU und zerstören unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) sind ebenfalls äusserst bedenklich. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen gemäss Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Kapitel 1a, Art. 4a ff. StromVG ist ein hochriskantes Experiment, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung aufgibt und die Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes überlässt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE zwingt unsere kritische Infrastruktur ohne Not den gleichen, oft unpassenden EU-Regeln zu unterwerfen. Diese Entwicklung ist nicht tragbar und erfordert eine klare Ablehnung.

Lebensmittelsicherheit

Die scheinbar isolierte Anpassung im Bereich der Lebensmittelsicherheit entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als umfassende Unterwerfung unter das europäische Regelwerk „Vom Hof auf den Tisch“. Dies geht weit über die eigentliche Gewährleistung der Sicherheit hinaus und stellt eine ernsthafte Bedrohung für die etablierten, hohen Produktionsstandards der Schweiz dar. Die drohende Angleichung an oft tiefere EU-Standards birgt das Risiko eines unweigerlichen Qualitätsverlustes. Das renommierte Label „Made in Switzerland“ könnte massiv an Wert verlieren, wenn Produkte denselben,

weniger strengen Kriterien unterworfen werden. Dies würde einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten eliminieren. Besonders kritisch ist die integrierte „Guillotineklausel“, die dieses Abkommen untrennbar mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses für die Schweiz nachteiligen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen, eine unhaltbare politische Erpressung, welche die souveräne Handlungsfähigkeit unseres Landes de facto blockiert. Die Befugnisse, die EU-Inspektoren zugestanden werden, um Kontrollen in Schweizer Betrieben durchzuführen, stellen einen inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollinstanzen einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose bürokratische Last droht die Schweizer Produzenten zu überrollen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Handwerksbetriebe müssten sich den komplexen und oft unpassenden EU-Vorschriften beugen. Dies hat das Potenzial, lokale Traditionen zu vernichten und die Existenzgrundlage vieler mittelständischer Betriebe zu gefährden. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hier das Kernstück, welches durch die vollständige Unterwerfung der Lebensmittelkette unter das EU-Recht, eine erdrückende Bürokratie schafft und zu einem Verlust unserer hohen Standards führt. Die Änderungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere Art. 15a und Art. 21, zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und bedeutet einen erheblichen Souveränitätsverlust in einem ethisch bedeutsamen Bereich. Des Weiteren wird das in der Schweiz demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren gentechnisch veränderter Organismen enthalten. Zusätzlich zu den regulatorischen Anpassungen werden durch neue Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) dem Bundesrat faktisch Blankovollmachten erteilt, EU-Recht umzusetzen. Das Parlament wird somit umgangen und seiner demokratischen Kontrollfunktion beraubt. Ebenso unterstellt der neue Art. 26 Abs. 1bis des Waldgesetzes (WaG) den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU, was die Fähigkeit zur eigenständigen und schnellen Reaktion auf spezifische Bedrohungen einschränkt. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit flexibler, lokaler Massnahmen fahrlässig erscheint.

Gesamtbeurteilung

Die vorgeschlagene Gesamteinschätzung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der zukünftigen Souveränität und der rechtlichen Eigenständigkeit der Schweiz. Eine kritische Prüfung der vorgeschlagenen Vereinbarungen zeigt eine Tendenz zur schrittweisen Untergrabung unserer nationalen Gesetzgebung und der direkten Demokratie. Insbesondere Artikel 12 des Entwurfs des Institutionalen Abkommens (IA) wirft erhebliche Fragen auf. Die automatische Übernahme von EU-Recht in das schweizerische Rechtssystem, wie sie in diesem Artikel impliziert ist, würde die Fähigkeit des schweizerischen Parlaments einschränken, eigenständige Gesetzgebungsentscheidungen zu treffen, die im besten Interesse der Schweiz sind. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Bundesverfassung, welche die primäre Gesetzgebungsgewalt bei den eidgenössischen Räten verankert. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates, könnte durch die direkte Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ebenfalls beeinträchtigt werden. Dies widerspricht dem Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit, wie es in Artikel 30 der Bundesverfassung verankert ist. Die Einbeziehung der dynamischen Übernahme von Recht in das schweizerische Rechtssystem, wie sie durch die vorgeschlagene Interpretation des IA angestrebt wird, birgt das Risiko einer schleichenden Entmachtung des Souveräns. Es ist fraglich, inwieweit das schweizerische Volk durch referendumfähige Gesetze noch Einfluss auf die inhaltliche Ausgestaltung derjenigen Rechtsbereiche nehmen kann, die zukünftig dem EU-Recht folgen. Die Auswirkungen auf die Landwirtschaft und dieKMU, die oft besonders sensibel auf regulatorische Änderungen reagieren, sind noch nicht ausreichend absehbar und bedürfen einer eingehenderen Prüfung. Des Weiteren ist die Frage der staatlichen Beihilfen und deren Einfluss auf die Wettbewerbsgleichheit in den bilateralen Beziehungen kritisch zu beleuchten. Die potenziellen Einschränkungen für die Schweiz bei der Gewährung von staatlichen Beihilfen, die insbesondere zur Unterstützung heimischer Industrien und zur Schaffung von Arbeitsplätzen notwendig sein können, sind aus Sicht des Schweizerischen Wirtschaftsinteresses bedenklich. Artikel 13 des IA bedarf einer klaren Klarstellung, wie diese Regelung mit den nationalen Bedürfnissen und den Bestimmungen des Schweizerischen Kartellgesetzes (KG) in Einklang gebracht werden kann, ohne die schweizerische Wirtschaft zu benachteiligen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamteinschätzung des Pakets Schweiz-EU in seiner jetzigen Form das

schweizerische Rechtssystem, die direkte Demokratie und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz gefährdet und daher einer fundamentalen Überarbeitung bedarf.

Freundliche Grüsse,
Ruth Pfister

Schachen 10a
8618 Oetwil am See

+41 44 929 18 36
+41 76 341 94 97

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Phakpring Mesmer <info@thaiorchidee.ch>
Sent: Sonntag, 26. Oktober 2025 09:03
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Phakpring Mesmer (Privat)

Datum: 26.10.2025

Kontakt: Phakpring Mesmer · 0719111474 · info@thaiorchidee.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des wirtschaftlichen Wohls der Schweiz auf. Es ist unerlässlich, diese Ergebnisse einer kritischen Überprüfung zu unterziehen, um sicherzustellen, dass sie den Interessen unseres Landes dienen und nicht zu einer schleichenden Erosion unserer Unabhängigkeit führen. Besondere Bedenken bereitet die geplante Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen kann. Dies steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres föderalistischen Systems und der direkten Demokratie. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen könnte dazu führen, dass sich Schweizer Bürger und Unternehmen mit Vorschriften konfrontiert sehen, die für ihre spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten nicht optimal sind. Dies untergräbt die Möglichkeit, eigene, auf die Schweiz zugeschnittene Lösungen zu entwickeln. Das Bundesgesetz über die Verrechnungssteuer (VStG), beispielsweise, könnte durch EU-Regulierungen in seiner Wirksamkeit beeinträchtigt werden, was sich negativ auf die Einnahmen des Bundes und der Kantone auswirken könnte. Ferner ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Akzeptanz seiner Rechtsprechung, auch wenn dies in Form einer «fakultativen obligatorischen Annahme» geschieht, bedeutet de facto eine Unterwerfung unter eine ausländische Gerichtsbarkeit. Dies widerspricht dem Artikel 1 des Bundesgesetzes über die internationalen Rechtshilfe in Strafsachen (IRSG), der die Souveränität der Schweiz in Rechtsfragen unterstreicht. Eine ständige Einflussnahme des EuGH auf die nationale Rechtsauslegung schwächt die Kompetenzen unserer eigenen Gerichte und des Parlaments. Die Verhandler scheinen die negativen Auswirkungen auf die schweizerische Landwirtschaft und die damit verbundenen Schutzmassnahmen nicht ausreichend berücksichtigt zu haben. Eine Liberalisierung des Marktzugangs könnte heimische Produzenten übermässigem Wettbewerbsdruck aussetzen, der ihre Existenzgrundlage gefährdet. Dies widerspricht den Zielen des Landwirtschaftsgesetzes (LwG), welches die Förderung einer leistungsfähigen und standortgerechten Landwirtschaft zum Ziel hat. Zusammenfassend

lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zu wenig klare Vorteile für die Schweiz bringen und erhebliche Risiken für unsere Souveränität, unsere wirtschaftliche Stabilität und unsere direktdemokratischen Institutionen bergen. Eine sorgfältige Prüfung und eine klare Ablehnung von Bestimmungen, die unsere Unabhängigkeit bedrohen, sind unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorliegenden Abkommen mit der Europäischen Union gibt zu erheblichen Bedenken Anlass und muss kritisch hinterfragt werden. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die Souveränität der Schweiz in unannehmbarer Weise beeinträchtigen, sondern auch im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unseres Rechtswesens stehen. Insbesondere die Art und Weise, wie die EU-Gesetzgebung in unser nationales Recht integriert werden soll, wirft Fragen bezüglich der Gewaltenteilung und der demokratischen Legitimation auf. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne angemessene parlamentarische Beratung und Zustimmung, untergräbt die Rolle des eidgenössischen Parlaments, wie es in Artikel 160 der Bundesverfassung verankert ist, wo die Zuständigkeit des Parlaments für die Gesetzgebung festgelegt wird. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der Schweizerischen Rechtsordnung durch externe, nicht demokratisch legitimierte Institutionen. Weiterhin ist die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu betonen. Die Bindung an dessen Urteile, selbst in Bereichen, die nicht explizit durch bilaterale Abkommen geregelt sind, könnte die richterliche Unabhängigkeit und die Eigenständigkeit der Schweizer Gerichte erheblich beschneiden. Die Bedeutung nationaler Gerichte, wie sie sich aus der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 194 Absatz 2 der Bundesverfassung ergibt, würde dadurch geschmälert. Die vorgesehene Mechanismen zur Streitbeilegung und zur Umsetzung von EU-Recht durch ein gemeinsames Gerichtswesen oder eine analoge Konstruktion erscheinen problematisch. Sie könnten dazu führen, dass die Anwendung des schweizerischen Rechts nicht mehr primär durch Schweizer Richter und unter Berücksichtigung unserer spezifischen Verfassungsgrundsätze erfolgt, sondern durch eine externe Instanz, deren Rechtsverständnis und Prioritäten sich von unseren unterscheiden können. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der nationalen Rechtssetzungsgewalt. Es ist daher von grösster Wichtigkeit, dass die inländische Umsetzung sorgfältig geprüft wird und sichergestellt wird, dass die schweizerische Souveränität und die Integrität unserer Rechtsordnung gewahrt bleiben. Jeder Schritt in Richtung einer engeren Anbindung an die EU muss auf seine verfassungsrechtliche Konformität und seine Auswirkungen auf unsere demokratischen Institutionen hin untersucht werden. Ein blindes oder unkritisches Übernehmen von EU-Regulierungen ist abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale Aushöhlung der Schweizer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als demokratisch

legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies ist insbesondere im Hinblick auf die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) äusserst bedenklich. Mit dem BHÜG wird eine neue "Superbehörde", die Beihilfekammer, in der WEKO integriert (Art. 18 Abs. 2 KG), welche de facto als verlängerter Arm der EU fungieren wird. Diese Institution wird nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzen und somit primär die Kompatibilität mit EU-Recht statt Schweizer Interessen wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend, und ihre organisatorische Einbindung in die WEKO schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das die Gewaltenteilung gefährdet. Die Souveränität der Kantone wird durch die neuen Regelungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse der Kontrolle einer zentralen EU-konformen Behörde unterworfen. Dies wird durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) zementiert: Die neue Beihilfebehörde erhält ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), wodurch kantonale Souveränität ausgehebelt und die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert werden. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Ebenso verlieren die Kantone durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) ihre Verfahrensautonomie. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Indiz für den Verlust nationaler Steuerungskompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Es ist nicht hinnehmbar, dass die Schweiz sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU unterwirft und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Strom offenbart tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Versorgungssicherheit und der wirtschaftlichen Folgen für die Schweiz. Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Kontext der weiteren Annäherung an EU-Recht, stellen eine fundamentale Gefährdung der bewährten Schweizer Energiepolitik dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E gibt die Schweiz ihre energiespezifische Souveränität auf. Sie wird zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Stromnetz künftig von Brüssel aus reguliert wird. Die ElCom verliert ihre Rolle als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energieregulierung bedeutet. Dies steht im Widerspruch zu Art. 22 StromVG, der die Kompetenzen der ElCom massiv ausweitet und sie faktisch an EU-Vorgaben bindet. Die Wasserkraft, das Rückgrat der Schweizer Energieversorgung, ist durch die EU-

Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Zudem werden föderale Strukturen wie Gemeindekraftwerke durch EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, deren Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Dies beeinträchtigt die lokale und dezentrale Energieproduktion. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit geht verloren. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und zerstören die föderalen Strukturen. Die vollständige Marktliberalisierung birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Kosten, die der Markt nicht deckt, müssen durch neue staatliche Umlagen abgewälzt werden. Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht durch Senkung der Leistungsgrenze auf 200 kW benachteiligen und schwächen kleine, lokale Produzenten erheblich. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft darstellen. Sie untergraben die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung, gefährden die Souveränität und zerstören bewährte föderale Strukturen. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge stellen eine gravierende Verschlechterung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht bedeutet faktisch eine Zwangszahlung. Dies entzieht uns ein wichtiges politisches Druckmittel und untergräbt die Budgethoheit des Parlaments, wie sie im Bundesgesetz über die Haushaltsrechnung des Bundes (Haushaltsgesetz) verankert ist. Der im Rahmen des Abkommens initial festgesetzte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist augenscheinlich eine Lockvogelofferte. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz wird dann in eine Position gedrängt, in der sie keine Möglichkeit mehr hat, diese Zahlungen zu verweigern oder deren Höhe zu beeinflussen. Es handelt sich hierbei um eine faktische Unterwerfung unter die diktierenden Zahlungsforderungen der EU. Wir werden hierdurch zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne dass eine Gegenleistung in Form von besserem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert wird. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kosten und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG)

zementiert diese faktische Zwangsabgabe als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dieses KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die Freizügigkeit (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist nicht akzeptabel und zeugt von mangelndem Respekt gegenüber den demokratischen Prinzipien und der Schweizerischen Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind unseres Erachtens unzureichend und primär kosmetischer Natur. Sie vermögen den durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, keineswegs zu kompensieren. Statt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, beobachten wir eine schleichende Anpassung an EU-Standards, die in der Realität zu einer Schwächung führen. Die neuen Regelungen sind bürokratischer und damit weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen. Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies ist eine beunruhigende Entwicklung, die zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR

stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck bedingt ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Auch die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine beispiellose Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Vorgaben dar. Dies ist keineswegs eine reine Massnahme zur Verbesserung der Sicherheit, sondern ein umfassendes Integrationsprojekt, das die Schweizer Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten fundamental bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, ist in akuter Gefahr, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt und das Label "Made in Switzerland" entwertet. Die einseitige Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I durch eine gefährliche "Guillotineklausel" ist nichts weniger als politische Erpressung. Sie nimmt der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit und zwingt sie, ein für sie nachteiliges Abkommen zu akzeptieren, um das gesamte bilaterale Vertragswerk nicht zu gefährden. Der geplante Zutritt und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar und degradieren Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Die spürbarste Auswirkung für unsere Produzenten wird eine beispiellose Welle der Bürokratie sein. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Betriebe wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger werden mit komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) entmachten das Parlament und gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die demokratische Kontrolle in diesem zentralen Politikbereich aushöhlt. Ferner wird unser demokratisch mehrfach

bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, der uns die Möglichkeit nimmt, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Unterstellung des Schutzes unserer Wälder vor Schadorganismen unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) beraubt uns der Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich ist die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit, indem sie die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung aufgibt und auf ein starres, bürokratisches System der EU setzt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt gravierende Risiken für die Integrität und Finanzierung unseres Service public im Schienenverkehr. Insbesondere die Öffnung für die Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt eine direkte Bedrohung dar. Ausländische Anbieter werden die Möglichkeit erhalten, ausschliesslich die lukrativen inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen, bekannt als «Rosinenpickerei», wird zwangsläufig dazu führen, dass sich ausländische Unternehmen auf die profitabelsten Linien konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Versorgung der Bevölkerung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres Service public und gefährdet dessen flächendeckende Leistungserbringung. Die im Rahmen des Abkommens vorgesehene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis, welche die Berücksichtigung von EU-Recht bei gemeinsamen Ausschreibungen vorschreibt, greift tief in die nationale und kantonale Hoheit ein. Anstatt die Vergabe von Transportleistungen nach den für die Schweiz besten Kriterien zu gestalten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Vorgaben zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und verteuerten Lösungen führen und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer verkehrspolitischer Ziele erheblich. Die sogenannte «Gemeinsame Erklärung» des Bundesrates vermag diese Bedenken nicht auszuräumen; sie bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts und stellt lediglich eine Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität nicht verhindert. Darüber hinaus besteht die Gefahr, dass etablierte und für die Qualität des Schienenverkehrs unerlässliche Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr oder für die Erneuerung von Rollmaterial durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf das Angebot für die Bürgerinnen und Bürger. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die eigene Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM), verlagert entscheidende Steuerungs- und Regulierungsbefugnisse auf zentrale

EU-Stellen und schwächt die nationale Handlungsfähigkeit weiter. Dieses Abkommen schwächt die Grundlage des schweizerischen Service public und gefährdet die Versorgungssicherheit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die sogenannte «Integrationsmethode» im Bereich der Zuwanderung fortan erfolgen soll, untergräbt die verfassungsmässige Grundlage unseres Landes. Artikel 121a der Bundesverfassung und der unmissverständliche Wille des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung werden damit massiv missachtet. Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» nach lediglich fünf Jahren, faktisch eine «Niederlassung C PLUS», die praktisch unentziehbar ist, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, widerspricht fundamental unseren Prinzipien der inneren Sicherheit und der Solidarität mit unseren Sozialwerken. Dies fördert eine Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, deren Kosten zulasten der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden gehen. Der vorgesehene ausgedehnte Familiennachzug, der künftig auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen. Die im Vertragspaket verankerte sogenannte «Schutzklausel», namentlich der neue Artikel 21b im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), entpuppt sich als reine Täuschung. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hochgesteckt, dass ihre Wirksamkeit in der Praxis ausgeschlossen werden kann. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzuwenden, droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressungsposition degradiert. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss praktisch unmöglich ist. Dies ist eine direkte Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Anbindung an das Unionsbürgerrichtlinie widerspricht zudem dem klaren Volkswillen, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diversen Gesetzen wie dem Bundesgesetz über die Berufsbildung und die höhere Berufsbildung (BGVB), dem Medizinalberufegesetz (MedBG), dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG) anstelle einer sorgfältigen nationalen Prüfung birgt erhebliche Risiken für unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Arbeitsmarktregulierung. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität, was nicht hinnehmbar ist.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer kritischen und tiefgehenden Analyse, da sie gravierende Nachteile für die schweizerische

Souveränität und die wirtschaftliche Autonomie birgt. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit substanzieller Mitgestaltung oder gar Ablehnung stellt eine Erosion der demokratischen Legitimation dar. Insbesondere die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen gemäss Artikel 14 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft und die Europäische Union (SR 142.1) würde bedeuten, dass das schweizerische Parlament und Volk faktisch zu Ratifizierungsorganen für europäische Gesetzgebung degradiert würden, ohne Einfluss auf deren Inhalt. Die im Rahmen des Pakets vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Streitfällen widerspricht fundamental den Prinzipien der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte. Artikel 167 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Die Unterordnung unter den EuGH, dessen Auslegung des EU-Rechts für die Schweiz massgeblich wäre, verletzt dieses Prinzip und transferiert legislative und judikative Hoheitsrechte an eine externe Institution. Dies könnte zu einer unvorhersehbaren Entwicklung der schweizerischen Rechtsordnung führen, die nicht mehr von den schweizerischen Entscheidungsträgern kontrolliert werden kann. Darüber hinaus ist die Ausgestaltung der Dienstleistungsfreiheit, insbesondere im Hinblick auf Artikel 6 Absatz 1 des Abkommens über die Dienstleistungserbringung im Rahmen der Personenfreizügigkeit und den zugehörigen sektorspezifischen Regulierungen, problematisch. Während die EU-Mitgliedstaaten von einer Harmonisierung der Standards profitieren mögen, besteht für die Schweiz die erhebliche Gefahr, dass sie gezwungen wird, eigene, möglicherweise strengere oder auf spezifische Bedürfnisse zugeschnittene Regulierungen aufzugeben. Dies könnte insbesondere kleine und mittlere Unternehmen sowie Sektoren mit besonderen schweizerischen Qualitätsmerkmalen unter erheblichen Wettbewerbsdruck setzen. Die im Pakets vorgeschlagene Angleichung der Regeln könnte zu einem "Race to the Bottom" führen, bei dem schweizerische Standards dem geringsten gemeinsamen Nenner der EU angepasst werden, anstatt deren Stärken zu nutzen. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, auch wenn sie als "Beitrag" deklariert wird, stellt eine zusätzliche finanzielle Belastung dar, deren Umfang und Konsequenzen nicht klar genug dargelegt sind. Dies widerspricht dem Grundsatz der Haushaltsautonomie und der Verteilung der öffentlichen Lasten gemäss den Prinzipien des Föderalismus und der finanziellen Eigenständigkeit, wie sie auch in den Artikeln 127 und folgende der Bundesverfassung verankert sind. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgelegte Paket eine substantielle und potenziell irreversible Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien darstellt. Die damit verbundenen Risiken überwiegen die angeblichen Vorteile bei weitem und bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung oder gänzlichen Ablehnung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Eine unkritische Übernahme von EU-Rechtspaketen, wie sie in den gegenwärtigen Vorschlägen impliziert zu sein scheint, birgt erhebliche Gefahren. Gemäss Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung muss die Schweiz die Wahrung ihrer

Eigenständigkeit und ihres Wohlstands anstreben. Die aktuelle Stossrichtung scheint jedoch eher auf eine schleichende Annexion von EU-Regulierungen hinauszulaufen, ohne dass eine gleichwertige Mitsprache oder gar ein Vetorecht für die Schweiz gewährleistet wäre. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der verfassungsrechtlichen Eigenständigkeit. Des Weiteren berührt die Übernahme von EU-Recht, das sich fortlaufend und ohne direkten Einfluss der Schweiz ändert, die rechtsstaatlichen Prinzipien. Das Rechtsgleichheitsgebot, verankert in Artikel 4 der Bundesverfassung, könnte untergraben werden, wenn die Schweiz Gesetzen unterworfen wird, deren Entstehungsprozess sie nicht kontrolliert. Die obligatorische Übernahme von Sekundärrecht der EU, ohne die Möglichkeit, nationale Interessen angemessen zu berücksichtigen, führt zu einer ungleichen Rechtslage im Inland. Die Vorstellung, dass eine "Stabilisierung" der Beziehungen ausschliesslich durch eine stärkere rechtliche Anpassung an die EU erreicht werden kann, ignoriert die komplexen und oft widersprüchlichen Interessen der Schweiz. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Schritte nicht zu einer echten Partnerschaft führen, sondern zu einer reinen Unterordnung unter die EU-Dynamik. Dies würde die Handlungsfreiheit des Schweizer Parlaments und der Regierung massiv einschränken und die demokratische Legitimation von Entscheiden in Frage stellen. Es ist entscheidend, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU sorgfältig geprüft wird und ausschliesslich auf Basis von gegenseitigem Respekt und der Wahrung unserer Kerninteressen erfolgt. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Gegenleistungen oder klare Mechanismen zur Wahrung unserer Souveränität ist abzulehnen. Die Schweiz muss ihre Autonomie aktiv verteidigen und darf nicht zum blossen Anhängsel einer anderen Rechtsordnung werden. Die Risiken für unsere Rechtsordnung, unsere Wirtschaft und unsere politische Unabhängigkeit sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Laurent Pirard <lpirard@bluewin.ch>
Sent: Sonntag, 26. Oktober 2025 09:11
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Pas d'accord

Bonjour,

Je ne suis pas d'accord avec ces prétendus accords qui ne sont que des consentements à une soumission totale à une Union européenne en pleine déliquescence dirigée par une pseudo-élite totalement corrompue.
À bon entendeur.
Laurent Pirard

Envoyé de mon iPhone

Chantal Rouge
rue Basse 39
1422 Grandson

Grandson, le 26 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européenen
-NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national !

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal

5. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE** sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

CHANTAL ROUGE

Ch. Rouge.

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

nom et prénom : Salmon nagali
adresse : rue du Haut-Fourneau 35
Code postal et ville 2800 Delemont

Date 26.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Vernehmlassung Paket EU
Abteilung Europa
Bundeshaus OST
3003 Bern

Absender & Kontakt

Absender: Georg Schulthess (Privat)

Datum: 26.10.2025

Kontakt:

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und bergen das Potenzial, die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz nachhaltig zu untergraben. Es ist festzustellen, dass die erzielten Kompromisse keineswegs eine ausgewogene Stärkung der bilateralen Beziehungen darstellen, sondern vielmehr eine schleichende Annäherung an die europäische Gesetzgebung ohne entsprechende Mitspracherechte befürchten lassen.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht, wie sie in der Richtlinie zur grenzüberschreitenden Dienstleistungserbringung verankert ist, wirft gravierende Fragen auf. Die automatische Inkraftsetzung von EU-Bestimmungen, ohne dass das Schweizer Parlament diese im Detail prüfen und gegebenenfalls an die spezifischen Bedürfnisse und Verfassungsprinzipien der Schweiz anpassen kann, widerspricht fundamental dem demokratischen Prozess und der Gewaltenteilung, wie sie in Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist. Das Prinzip der Volkssouveränität und die Mitbestimmung der eidgenössischen Räte werden hierdurch massiv tangiert.

Die Sorge, dass die Schweiz durch die Akzeptanz des Unionsrechts in eine abhängige Position gedrängt wird, die dem Zustand eines Mitgliedstaates nahekommt, ohne die damit verbundenen Rechte und Vorteile zu geniessen, ist unbegründet. Artikel 128 der Bundesverfassung, der die Pflicht zur Wahrung der Unabhängigkeit und der Interessen der Schweiz betont, scheint in diesen Verhandlungsergebnissen nicht ausreichend berücksichtigt worden zu sein. Es drängt sich die Frage auf, ob die zugrundeliegenden Abkommen nicht gegen das in Artikel 173 der Bundesverfassung verankerte Prinzip verstossen, wonach die Bundesversammlung über die Aufnahme der Schweiz in internationale Organisationen entscheidet und die Schweiz somit nicht durch Hintertüren in eine europäische Rechtsordnung eingebunden wird, die sie nicht direkt mitgestaltet.

Die befürchtete Aushöhlung des Schweizer Rechts und die unkontrollierte Übernahme von EU-Regulierungen ohne Rücksicht auf die spezifischen schweizerischen Gegebenheiten, wie beispielsweise das duale Bildungssystem oder die detaillierten Agrarvorschriften, ist eine reale Gefahr. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) als oberste Instanz für die Auslegung des Unionsrechts würde faktisch auch über die Anwendung von Recht in der Schweiz entscheiden, was die richterliche Unabhängigkeit und die Autonomie des Schweizer Rechtssystems gefährden würde. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit und der richterlichen Unabhängigkeit, die durch die Bundesverfassung garantiert sind.

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse müssen daher kritisch hinterfragt und eine Abwägung

zwischen den vermeintlichen Vorteilen und den erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung vorgenommen werden. Eine vorschnelle Zustimmung wäre fatal.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Wahrung unserer Rechtsordnung. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, wie sie durch die vorgelegten Vereinbarungen angestrebt wird, könnte unsere Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung und zur Fortführung unserer bewährten neutralen Aussenpolitik massiv beeinträchtigen.

Die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprache durch unser Parlament und unsere Bevölkerung stellt eine fundamentale Erosion unserer demokratischen Prinzipien dar. Gemäss Artikel 41 der Bundesverfassung hat die Schweiz die Aufgabe, «die schweizerische Unabhängigkeit und die Neutralität zu wahren». Die Verpflichtung zur automatischen Übernahme von EU-Recht widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Die Europäische Union ist ein sich stetig entwickelndes Gebilde, dessen Rechtsakte oft über den nationalen Horizont hinausgehen und spezifische Interessen verfolgen, die nicht zwangsläufig mit denjenigen der Schweiz übereinstimmen.

Besonders kritisch ist die fehlende Möglichkeit zur Einflussnahme auf die Entstehung von EU-Recht, das uns jedoch binden soll. Dies widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU degradiert wird, dessen wirtschaftliche und politische Interessen denjenigen Brüssels untergeordnet werden.

Auch die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke sind besorgniserregend. Eine ungebremste Personenfreizügigkeit, wie sie in früheren Verhandlungen gefordert wurde und als Kernbestandteil der angestrebten Stabilitätsabkommen gelten könnte, setzt die schweizerischen Lohnstandards und unser Sozialversicherungssystem unter erheblichen Druck. Die Gewährleistung der inneren Kohäsion und des sozialen Friedens, wie sie im Artikel 11 der Bundesverfassung implizit gefordert wird, könnte durch solche Massnahmen gefährdet werden.

Die vorgeschlagene Harmonisierung von Regulierungen wirft zudem Fragen bezüglich unserer Fähigkeit auf, eigenständige wirtschaftliche und technologische Entwicklungen zu fördern, die auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind. Die Freiheit, eigene Wege zu gehen, auch im Bereich der Regulierung, ist ein wesentlicher Faktor für die Innovationskraft und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz.

Es ist von grösster Bedeutung, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre Fähigkeit zur autonomen Gestaltung ihrer Zukunft wahrt. Die vorliegenden Vorschläge zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU laufen Gefahr, diese fundamentalen Prinzipien zu untergraben. Eine kritische Prüfung und ein starkes Eintreten für die schweizerischen Interessen sind daher unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung des Abkommens im Inland wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimation auf. Die unzureichende Berücksichtigung der spezifischen Schweizer Gegebenheiten und die potentielle Überdehnung der Kompetenzen der EU-Institutionen sind zutiefst beunruhigend.

Es besteht die Gefahr, dass durch die Annahme dieses Abkommens wesentliche Teile des Schweizer Rechts, insbesondere im Bereich des Arbeitsrechts und des Datenschutzes, ohne direkte

parlamentarische Zustimmung durch EU-Recht überlagert werden. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (BGG) verankert ist. Jede Rechtssetzung in der Schweiz hat auf die Bedürfnisse und die Verfassungsordnung der Schweiz Rücksicht zu nehmen. Die vorliegende Vorlage scheint diese Rücksichtnahme zu vernachlässigen und eine faktische Unterwerfung unter fremde Rechtsnormen vorzubereiten.

Ferner missachtet die vorgesehene Umsetzung den Artikel 164 der Bundesverfassung (BV), der festlegt, dass das Gesetzgebungsorgan dafür sorgt, dass die Gesetzgebung allenfalls notwendige übergeordnete Rechtsnormen beachtet. Die aktuelle Gestaltung der Umsetzung birgt die Gefahr, dass die Schweiz sich verpflichtet, EU-Recht anzuwenden, das nicht dem schweizerischen verfassungsrechtlichen Rahmen entspricht. Die Gefahr einer Aushöhlung des Gesetzgebungsrechts des Parlaments durch die Einführung von flankierenden Massnahmen und angepassten Verordnungen ist erheblich. Diese Massnahmen könnten zwar als Schutz gedacht sein, stellen aber letztlich eine Reaktion auf eine von der Schweiz selbst eingegangene Verpflichtung dar, die die schweizerische Rechtsetzungskompetenz in relevanten Bereichen de facto schwächt.

Die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung sind noch nicht in vollem Umfang abzuschätzen, doch die Tendenz geht klar in Richtung einer schleichenden Rechtsangleichung, die den Kern unserer Unabhängigkeit bedroht. Es ist nicht ersichtlich, wie die in Artikel 5 der Bundesverfassung verankerten Grundsätze der Verhältnismässigkeit und der Rechtsgleichheit bei der Umsetzung dieses Abkommens gewahrt bleiben sollen, wenn wesentliche Bestimmungen ohne den üblichen Gesetzgebungsprozess und die parlamentarische Debatte eingeführt werden. Die unklare Rechtsgrundlage für die Übernahme von EU-Recht und die potenziell einseitige Auslegung der Abkommensbestimmungen durch die EU sind Gründe für grösste Skepsis.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, gibt Anlass zu gravierender Besorgnis und stellt eine erhebliche Erosion unserer nationalen Souveränität dar. Die Umwandlung von ursprünglich freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist ein fundamentaler und inakzeptabler Paradigmenwechsel. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere finanzielle Transaktionen. Die Vorstellung, dass ein anfänglich genannter Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockvogelangebot dient, während ein im Vertrag verankerter 'rechtsverbindlicher Mechanismus' zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist äusserst alarmierend. Die Schweiz würde damit faktisch zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, gezwungen, Zahlungen zu leisten, ohne substanzielle Gegenleistungen wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung zu einer permanenten, rechtlich bindenden Verpflichtung und entzieht dem Parlament souveräne Entscheidungsbefugnisse über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird somit zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben an die EU tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Akzeptanz als normalen und dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b erscheint dabei irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung zur gesetzlichen Legitimation politisch heikler und umstrittener Kohäsionszahlungen an die EU. Diese Regelung ist unter diesen Gesichtspunkten entschieden abzulehnen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, birgt erhebliche Risiken für die Integrität und die zukünftige Funktionsfähigkeit unseres Service public. Die Liberalisierung des Marktes durch die Einführung der sogenannten Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, stellt eine direkte Bedrohung für die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar. Diese Öffnung ermöglicht ausländischen Anbietern, sich gezielt die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken auszusuchen. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird unweigerlich dazu führen, dass unrentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Nebenlinien und Regionalverbindungen weiter unterfinanziert und somit gefährdet werden. Dies untergräbt das Prinzip des Service public, der eine flächendeckende und für alle zugängliche Mobilität gewährleisten soll.

Die vermeintlichen Schutzmassnahmen, wie die "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, erweisen sich bei näherer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und somit als unzureichend. Sie bieten keinerlei Gewähr, dass die Schweiz künftigen Änderungen des EU-Rechts entgehen kann, welches sie dann dynamisch übernehmen müsste. Die Schweiz würde somit sukzessive die Kontrolle über ihre eigene Bahnregulierung verlieren und in eine Abhängigkeit von Brüssel geraten. Dies wird durch die fortschreitende Übernahme von EU-Regulierungen, wie beispielsweise im Zusammenhang mit dem "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), weiter befeuert, welche die nationale Steuerungskompetenz zugunsten zentraler EU-Stellen verlagern.

Zudem sind die Auswirkungen auf die Vergabe von öffentlichen Dienstleistungen besorgniserregend. Die Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) durch den neuen Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs ein. Anstatt die Vergabe nach den besten schweizerischen Kriterien zu richten, müssen Kriterien erfüllt werden, die nicht notwendigerweise im Interesse der Schweizer Steuerzahler oder der optimalen Gestaltung des Verkehrsnetzes sind. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für essenzielle Bereiche wie den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger direkt beeinträchtigen und das bisher funktionierende System des Service public in seinen Grundfesten erschüttern.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, da sie die gravierenden negativen Auswirkungen der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit unzureichend thematisiert. Es ist zwingend notwendig, die in den vorgeschlagenen Verträgen enthaltenen Massnahmen kritisch zu hinterfragen und die daraus resultierenden Gefahren für die schweizerische Souveränität und die soziale Stabilität klar zu benennen.

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie zur Personenfreizügigkeit stellt eine eklatante Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV dar. Die damit verbundene faktische Ausweitung des Daueraufenthaltsrechts auf nur fünf Jahre und die Schaffung einer praktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", die selbst bei kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hätte, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unzumässlich. Dies widerspricht dem klaren Willen des Souveräns zur Steuerung der Zuwanderung.

Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme ist schlichtweg inakzeptabel. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die damit verbundenen Kosten werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern sowie von Kantonen und Gemeinden getragen. Ebenso bedenklich ist die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst. Dies birgt die Gefahr eines unkontrollierbaren Anstiegs der Zuwanderung und der daraus resultierenden Sozialkosten.

Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist nichts weiter als ein politisches Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Schutz bietet. Vielmehr droht die EU mit Sanktionen, sollte die Schweiz sie dennoch zu ziehen versuchen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsmassnahme, die unsere Handlungsfähigkeit weiter einschränkt.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren faktisch jede Entscheidungskompetenz über künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit. Die Wiedereingliederungsstrategie im AVG ist eine rein kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert.

Auch im Bildungsbereich sind die negativen Folgen gravierend. Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Der Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG unterstreichen die direkten finanziellen Lasten für den Schweizer Steuerzahler. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) greifen tief in unsere sozialpolitische Souveränität und unsere Eigentumsrechte ein.

Die bedingungslose Unterwerfung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU durch das BGVG (Art. 2 Abs. 1bis) und die damit verbundene automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung. Dies schwächt unsere hohen Standards und unsere Fähigkeit zur Arbeitsmarktregulierung. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich, wo die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) die Patientensicherheit gefährdet, ist dies ein unkalkulierbares Risiko. Die Verantwortung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert, was einer gefährlichen Deregulierung gleichkommt. Die Integration des IMI-Systems im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) setzt diesen Trend fort und gefährdet die nationalen Qualitätsstandards. Diese Massnahmen stellen eine Kapitulation vor der EU dar und sind mit dem Schutz der schweizerischen Interessen und der Souveränität nicht vereinbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine beispiellose Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Mit der Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird de facto eine neue "Superbehörde" geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agiert. Diese Institution untergräbt die bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und demokratisch legitimiert werden. Stattdessen werden diese Förderungen, die für essenzielle Bereiche wie Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU unerlässlich sind, einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv geschwächt. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Insbesondere die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist stossend, da sie der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf

EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Das ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und widerspricht den Grundsätzen des Bundesstaates.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde über Beihilfen entscheidet, die sich direkt auf Preise und Kosten auswirken, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Diese Entwicklung dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Schweizer Bürger die Konsequenzen tragen müssen. Insgesamt wird die Schweiz durch diese Übernahme des EU-Rechts zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit wird ausgehebelt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche Risiken und weckt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Unabhängigkeit der Schweiz. Eine unkritische Übernahme europäischer Gesetzgebung, wie sie durch die Übernahme des EU-Besitzstands im Rahmen eines institutionellen Abkommens zu befürchten ist, untergräbt die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz und die demokratische Selbstbestimmung. Die Gefahr, dass die Schweiz faktisch zu einem Vasallenstaat der Europäischen Union wird, der ihre Gesetze aufgenötigt bekommt, ohne direkten Einfluss auf deren Gestaltung zu nehmen, ist real.

Insbesondere die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist äusserst problematisch. Eine automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Kontexten praktiziert wird, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Bedeutung des Bundesgerichts als oberste Instanz schlechthin faktisch aushebeln. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Gewaltenteilung, wie er in Artikel 164 der Bundesverfassung verankert ist, der die richterliche Gewalt als unabhängig und nur dem Recht verpflichtet definiert. Die Souveränität der Schweiz, die durch Artikel 1 der Bundesverfassung geschützt wird, würde durch die Unterwerfung unter eine externe Rechtsprechung massiv tangiert.

Die erwarteten wirtschaftlichen Vorteile eines solchen Pakets sind fraglich und könnten durch neue Abhängigkeiten und ungerechtfertigte Belastungen zunichte gemacht werden. Die Einführung des freien Personenverkehrs, die bereits erhebliche Herausforderungen mit sich bringt, ohne adäquate Kontrollmechanismen und Anpassungsfähigkeit, könnte die Lohnstrukturen und den Arbeitsmarkt negativ beeinflussen. Artikel 123 der Bundesverfassung, der die Freizügigkeit regelt, muss im Lichte der nationalen Interessen und der Sicherung der Arbeitsplätze in der Schweiz interpretiert und angewendet werden, nicht im Sinne einer bedingungslosen Übernahme europäischer Vorgaben.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an diversen EU-Programmen und Fonds, ohne entsprechende Stimm- und Entscheidungskompetenzen, stellt eine ungerechtfertigte Belastung für die schweizerischen Steuerzahler dar. Es ist unerlässlich, dass jede finanzielle Verpflichtung klar und transparent ihre Grundlage in nationalen Interessen hat und von der Schweizer Bevölkerung legitimiert wird. Eine ungeprüfte Zustimmung zu solchen Abkommen würde die schweizerische Politik einem externen Diktat ausliefern und die Möglichkeit einschränken, auf nationale Bedürfnisse und Prioritäten zu reagieren. Die Schweiz muss ihre Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft wahren können.

Vandenabeele Jean-François
Chemin du Crau-au-Fer 3
1092 Belmont-sur-Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Belmont-sur-Lausanne, le 26 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

VANDENABEELE JEAN-FRANCOIS

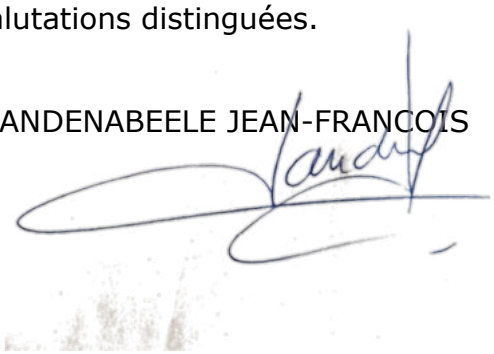

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Di Martino (Privat)

Datum: 26.10.2025

Kontakt: Di Martino xenia · xenia.vizcaino@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der Abkommen mit der EU erfolgt effizient, erfordert jedoch Anpassungen an bestehenden Gesetzen. Dies bringt sowohl Vorteile, wie den Marktzugang, als auch Herausforderungen, wie Konflikte mit nationalen Interessen, mit sich. Eine Berücksichtigung der Bürgerinteressen ist entscheidend.

Landverkehr

Im Vergleich zur EU ist die Schweiz im Bereich Landverkehr gut ausgebaut. Die Infrastruktur ist effizient und ermöglicht einen reibungslosen Transport von Personen und Gütern. Dies fördert nicht nur die Mobilität, sondern auch die wirtschaftliche Entwicklung des Landes.

Lebensmittelsicherheit

Es ist wichtig, diese Standards aufrechtzuerhalten, um das Vertrauen der Verbraucher zu stärken und die Gesundheit der Bevölkerung zu schützen.

Staatliche Beihilfen

Staatliche Beihilfen sind finanzielle Hilfen von Regierungen an Unternehmen, um Wettbewerbsnachteile auszugleichen oder bestimmte Wirtschaftszweige zu unterstützen. Sie können der Wirtschaft helfen, aber auch den Wettbewerb stören und gegen EU-Regeln verstoßen, wenn sie nicht richtig genehmigt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die Personenfreizügigkeit ermöglicht Bürgern der EU und der Schweiz, frei zu wohnen und zu arbeiten, was Zuwanderung fördert und den Arbeitsmarkt bereichert. Zudem sollte die Flüchtlingsaufnahme in einem ausgewogenen Rahmen erfolgen, um Integrations- und Wohnraumherausforderungen zu bewältigen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Eine Balance zwischen dem Schutz der Arbeitnehmer und der Anwerbung von Fachkräften ist wichtig.

Strom

Strom wird in der Schweiz überwiegend aus nachhaltigen Quellen erzeugt, und die Energiewende läuft erfolgreich. Es ist wichtig, diesen positiven Kurs fortzusetzen, um den Klimaschutz weiter

voranzutreiben.

Finanzieller Beitrag

Die Schweiz sieht sich als verantwortungsbewusster Akteur, der zur Stabilität und zum Wohlstand in verschiedenen Regionen der Welt beiträgt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die Schweiz sollte nicht gezwungen werden, der EU beizutreten. Ihre bilateralen Abkommen ermöglichen eine enge Zusammenarbeit, während die Souveränität gewahrt bleibt. Ein konstruktiver Dialog ist entscheidend, um die Vorteile der bestehenden Beziehungen zu maximieren, ohne die Unabhängigkeit der Schweiz zu gefährden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der Stabilität unseres Rechtssystems auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache birgt die Gefahr einer schleichenden Entnationalisierung und einer Erosion unserer demokratischen Grundfesten.

Die Übernahme von Rechtsakten der Europäischen Union birgt die Gefahr, dass das Schweizer Volk und seine gewählten Vertreter faktisch entmachtet werden. Gemäss Artikel 139 Absatz 2 der Bundesverfassung ist die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone nicht übertragbar. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht droht jedoch genau dies zu tun, indem sie unser Rechtssystem zunehmend von externen Vorgaben abhängig macht. Dies widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung. Die Möglichkeit, dass die Schweiz zukünftig EU-Recht ungefiltert übernehmen muss, ohne die Möglichkeit, eigene Anpassungen vorzunehmen oder gar abzulehnen, untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität. Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung postuliert, dass sich die Kantone und das Volk die staatsrechtliche Organisation vorbehalten. Dies würde durch eine automatische Rechtsübernahme massiv eingeschränkt.

Weiterhin ist die Frage der Anwendbarkeit des revidierten Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in der Schweiz problematisch. Die Übernahme der EuGH-Rechtsprechung, die ja nicht in einem demokratischen Prozess von Schweizer Parlamentariern verabschiedet wurde, greift tief in die Autonomie unseres Rechtssystems ein. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 190, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Die automatische Bindung an EuGH-Urteile würde jedoch bedeuten, dass das Schweizer Recht fortan durch eine ausländische Judikative, deren Legitimation für die Schweiz nicht gegeben ist, bestimmt wird. Dies ist eine direkte Verletzung der rechtsstaatlichen Prinzipien, da die richterliche Unabhängigkeit und die Kontrolle durch nationale Organe ausgehebelt werden.

Es stellt sich die dringende Frage, wie die Schweiz sicherstellen kann, dass ihre nationalen Interessen und Werte in einem solchen Abkommen ausreichend berücksichtigt werden. Die Stärke unseres Wohlstands und unserer politischen Stabilität beruhen auf unserer Fähigkeit, eigenständige Entscheidungen zu treffen. Die aktuelle Stossrichtung scheint eher darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die EU anzubinden, anstatt ihre Unabhängigkeit zu wahren und ihre besonderen Gegebenheiten zu berücksichtigen. Die angebotenen "Stabilisierungsmassnahmen" könnten sich als eine schleichende Unterwerfung unter europäische Regeln erweisen, ohne dass dies dem Schweizer

Volk transparent und demokratisch legitimiert dargelegt wird. Diese Entwicklung ist kritisch zu hinterfragen und es bedarf klarer Garantien, um unsere verfassungsmässigen Prinzipien zu verteidigen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Abkommen und Protokolle zwischen der Schweiz und der EU ermöglichen eine enge Zusammenarbeit und sichern den Zugang zum EU-Markt. Sie bieten Flexibilität und erhalten die Unabhängigkeit der Schweiz, während sie gleichzeitig wichtige wirtschaftliche und politische Beziehungen stärken.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Wyler, Ruke (Privat)

Datum: 26.10.2025

Kontakt: Ruke Wyler · 026 677 28 17 · rukewyler@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne wirkliche Mitgestaltungsmöglichkeit untergräbt die Souveränität der Schweiz und tangiert die Autonomie, die durch Artikel 54 Absatz 2 der Bundesverfassung garantiert ist. Insbesondere die ständige Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), welche in einem institutionellen Rahmen bindend würde, steht im Widerspruch zur nationalen Gerichtsbarkeit und zur Gewaltenteilung, wie sie im Schweizer Rechtssystem verankert ist. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der rechtssetzenden Gewalt des eidgenössischen Parlaments, was durch Artikel 163 der Bundesverfassung geschützt ist. Die wirtschaftlichen Vorteile scheinen die fundamentalen demokratischen Prinzipien und die rechtsstaatliche Eigenständigkeit der Schweiz nicht aufzuwiegen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit. Die Angleichung an EU-Recht, wie sie in den Verhandlungen angestrebt wird, steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben unserer Verfassung, insbesondere Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV). Die Übernahme von EU-Regulierungen ohne entsprechende Mitspracherechte untergräbt die demokratische Legitimation und die Möglichkeit, eigene, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Gesetze zu erlassen. Weiterhin ist fraglich, ob die befürworteten Abkommen wirklich eine "Stabilisierung" bringen oder vielmehr eine schleichende Abhängigkeit schaffen, die langfristig zu unerwünschten Kompromissen führt. Die potenziellen wirtschaftlichen Vorteile müssen sorgfältig gegen die Risiken einer Erosion der Unabhängigkeit abgewogen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die anvisierte Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren untergräbt die innere Sicherheit und belastet die Sozialwerke ausserordentlich. Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, einschliesslich eines

beispiellosen Familiennachzugs, dessen Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen, ist unhaltbar. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ist eine reine Illusion; ihre Hürden sind so hoch, dass sie nie greifen wird, und eine Anwendung zieht drohende Sanktionen der EU nach sich. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" entmachtet Parlament und Volk bei zukünftigen EU-Rechtsverschärfungen in diesem sensiblen Bereich. Die damit verbundene Institutionalisierung der Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) ersetzt nationale Qualitätsprüfungen durch automatisierte Anerkennungen, was unsere Standards senkt und die eigenständige Marktregulierung schwächt. Diese Massnahmen stellen eine kapitulationsartige Akzeptanz dar, die unsere Souveränität aushöhlt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne nicht zu kompensieren, was zu einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, führen wird. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies dient primär ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Die Anpassungen am Entsendegesetz, wie die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) greift in die Vertragsfreiheit ein und schafft eine privilegierte Klasse, was insbesondere KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts, getarnt unter dem Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt eine massive Untergrabung der Schweizer Souveränität und unserer hohen Qualitätsstandards dar. Die umfassende Angleichung an die EU-Regularien, insbesondere durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), führt zu einer erstickenden Bürokratie für Produzenten aller Grössen und bedroht die Vielfalt und Einzigartigkeit unserer heimischen Produkte. Unsere bewährten, oft strengeren Vorschriften im Tierschutz, wie in Artikel 15a und 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG), werden aufgegeben, um EU-Standards zu übernehmen, was einen unannehmbaren Rückschritt bedeutet. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) entmündigen das Parlament und gewähren dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Übernahme von EU-Recht. Zudem gefährdet die Unterstellung unseres Waldschutzes und der Tierseuchenbekämpfung (Art. 26 Abs. 1bis WaG, Art. 1 neu TSG) unter EU-Diktate die Fähigkeit der Schweiz, eigenständig und effektiv auf nationale Herausforderungen zu reagieren. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten sind in akuter Gefahr.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarktrecht stellen eine gravierende Gefährdung der nationalen Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem Kosten tragenden, aber stimmlosen Teilnehmer. Die ElCom mutiert von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für nicht demokratisch legitimiertes EU-Recht, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energiepolitik bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft, unser Rückgrat der Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht, und das bewährte System der Wasserzinsen könnte abgeschafft werden. Gemäss Artikel 4a ff. StromVG führt die vollständige Marktliberalisierung zu volatilen und voraussichtlich höheren Strompreisen. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert, da strategische Reserven eingeschränkt werden. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen Artikeln 4a ff. und Artikel 8b ff. sowie die Änderungen im Energiegesetz (EnG) mit Artikel 15 neu, Artikel 29d Abs. 4 und Artikel 33a Abs. 2bis, sind keine Fortschritte, sondern ein gefährliches Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die Ausweitung

der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) bedeuten eine Unterwerfung unter Brüssel und zerstören unsere föderalen Strukturen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Entmündigung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für unseren Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, welche durch Rosinenpickerei die Rentabilität der Schweizer Bahninfrastruktur gefährden. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche verpflichtet sind, auch unrentable, aber essenzielle Nebenlinien zu bedienen. Weiterhin ist die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Recht bei Ausschreibungen, wie im neuen Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehen, eine erhebliche Einschränkung unserer Souveränität. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" stellt keine wirksame rechtliche Absicherung dar und lässt uns zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen schutzlos ausgeliefert sein, was die nationale Steuerungskompetenz weiter aushöhlt. Die Auswirkungen auf unser bewährtes System des Service public sind besorgniserregend.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Verankerung von Kohäsionszahlungen durch ein eigenes Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität dar. Gemäss Art. 1 KoBG wird aus einer freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Geste eine permanent rechtlich bindende Verpflichtung geschaffen, die jegliche demokratische Kontrolle entzieht. Dies verwandelt die Schweiz de facto in eine Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Der anfänglich kommunizierte Betrag ist augenscheinlich ein Lockvogelangebot, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) ist irreführend und missbraucht den guten Namen der Friedensförderung zur Legitimierung dieser umstrittenen Zahlungen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d des BöB zementiert diese Zahlungsverpflichtungen als dauerhaften Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung und entzieht dem Parlament die Budgethoheit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Einbettung des EU-Beihilferechts in die Schweizer Rechtsordnung birgt erhebliche Gefahren für unsere Souveränität und unseren Föderalismus. Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die de facto als verlängerter Arm der EU fungiert und insbesondere durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) etabliert wird, entmachtet Bund und Kantone. Insbesondere die Kantone verlieren durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch legitimierten Förderentscheide werden einer technokratischen Kontrolle unterworfen, deren primäres Ziel die Kompatibilität mit EU-Recht und nicht die Wahrung Schweizer Interessen ist. Die Streichung von Art. 103 LFG untergräbt zudem die nationale Steuerungshoheit in strategisch wichtigen Sektoren wie dem Luftverkehr. Diese Entwicklung stellt eine inakzeptable Herabstufung unserer demokratischen und föderalistischen Strukturen dar.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: albert pedro (Privat)

Date: 27.10.2025

Contact:

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

L'accord-cadre institutionnel, tel que proposé dans le cadre de la stabilisation des relations avec l'Union européenne, soulève des préoccupations fondamentales quant à sa compatibilité avec le droit constitutionnel suisse, en particulier en ce qui concerne la souveraineté helvétique et le principe de la démocratie directe.

L'adhésion à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) par le biais de l'article 4, paragraphe 1, de l'accord, constitue une renonciation inacceptable à l'application autonome du droit suisse. Cette disposition conférerait à la CJUE une autorité sur les questions relevant du droit suisse, y compris le droit constitutionnel, ce qui contrevient directement à l'article 1 de la Constitution fédérale, qui stipule que le peuple et les cantons sont souverains. La primauté du droit de l'UE, telle qu'imposée par cette clause, minerait la capacité de la Suisse à légiférer et à adapter ses propres lois pour servir les intérêts nationaux. L'article 5 de la Constitution fédérale, qui garantit l'autonomie communale et cantonale, serait également menacé, car les dispositions de l'accord pourraient imposer des normes uniformes qui ne tiennent pas compte des spécificités régionales.

De plus, l'absence d'une clause de sauvegarde claire et efficace, permettant à la Suisse de se retirer unilatéralement en cas de besoin, est une lacune majeure. L'article 7, qui prévoit une procédure de « dénonciation », est trop vague et pourrait être sujet à interprétation, laissant la Suisse dans une position de vulnérabilité. Le droit de veto populaire, inscrit à l'article 139, alinéa 2, de la Constitution fédérale, garantit aux citoyens le droit de se prononcer sur les changements fondamentaux de la Constitution. L'accord-cadre, en contournant un référendum contraignant sur des points essentiels, affaiblirait ce droit démocratique fondamental.

L'impact sur le marché du travail, notamment par l'extension de la libre circulation des personnes, est une autre source d'inquiétude. L'article 12 de l'accord, qui prévoit des mécanismes de contrôle et des mesures d'accompagnement, ne semble pas suffisant pour prévenir une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail suisses, comme le garantit l'article 115 de la Constitution fédérale, qui vise à protéger les travailleurs.

En conclusion, l'accord-cadre, dans sa forme actuelle, représente un risque significatif pour la souveraineté, la démocratie et le bien-être économique de la Suisse. Il est impératif que toute relation future avec l'UE soit négociée dans le respect strict de nos principes constitutionnels fondamentaux et ne conduise pas à une intégration progressive et involontaire dans l'ordre juridique de l'Union européenne.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations

communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse, en tant qu'État souverain, doit faire preuve d'une vigilance extrême face aux accords négociés avec l'Union européenne. Les résultats actuels des pourparlers soulèvent des interrogations fondamentales quant à leur conformité avec notre ordre juridique interne et, plus particulièrement, avec les principes constitutionnels qui garantissent notre indépendance.

L'intégration du droit de l'Union européenne, même sous une forme indirecte, pose un risque majeur pour la souveraineté helvétique. L'article 54 de la Constitution fédérale garantit que les décisions contraignantes de certaines organisations internationales ne peuvent être prises qu'à l'unanimité des cantons. Un accord qui imposerait l'adoption automatique de nouvelles législations européennes sans un contrôle démocratique adéquat constituerait une atteinte à ce principe. La jurisprudence du Tribunal fédéral a constamment réaffirmé la primauté du droit constitutionnel suisse, et toute disposition négociée qui irait à l'encontre de cette primauté devrait être rigoureusement rejetée.

De plus, l'article 173 de la Constitution fédérale attribue au Parlement la responsabilité de surveiller l'action du gouvernement et de le contrôler. L'acceptation d'accords qui limiteraient de manière significative la marge de manœuvre du Conseil fédéral et du Parlement dans l'élaboration et l'application de la législation nationale serait problématique. Cela affaiblirait le rôle de nos institutions représentatives élues. La législation de l'UE, évoluant constamment, pourrait ainsi dicter notre politique intérieure sans que nos représentants aient un réel pouvoir d'influence ou de veto, ce qui serait contraire à l'esprit de notre système fédéral et démocratique.

Il est impératif que toute nouvelle forme de coopération avec l'UE soit soumise à un examen approfondi et transparent, garantissant que les intérêts nationaux soient préservés et que notre système juridique demeure intact. Les bénéfices potentiels de tels accords ne sauraient justifier une érosion, même progressive, de notre souveraineté et de nos compétences législatives. La prudence commande une réévaluation rigoureuse des acquis de ces négociations et une ferme défense de nos principes constitutionnels fondamentaux.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

L'évaluation globale de ce paquet législatif relatif aux relations avec l'Union Européenne soulève de profondes inquiétudes quant à l'impact potentiel sur la souveraineté helvétique et le respect de nos principes constitutionnels fondamentaux.

L'intégration systématique de l'acquis communautaire, telle que proposée, risque de déposséder la Suisse de sa capacité à légiférer de manière autonome dans des domaines cruciaux. La Cour de justice de l'Union Européenne (CJUE) est appelée à interpréter le droit de l'UE, et par extension, les accords bilatéraux. Cela contrevient directement au principe de l'art. 5 de la Constitution fédérale, qui garantit la souveraineté de la Confédération. Si la jurisprudence de la CJUE doit être prise en compte de manière contraignante, notre droit national sera indirectement soumis à une juridiction étrangère, portant atteinte à notre indépendance judiciaire.

De plus, la transmission du droit de l'UE sans distinction aux accords bilatéraux, telle qu'envisagée, pourrait conduire à une incorporation hâtive et incontrôlée de normes qui ne tiennent pas compte des spécificités de notre système juridique et social. L'art. 122 de la Constitution fédérale stipule que le peuple et les cantons décident des questions essentielles, et l'adoption de lois européennes sans un examen approfondi et une acceptation démocratique directe contredit cette disposition. Le risque d'une "re-réglementation" permanente, où la Suisse serait obligée d'adopter toute nouvelle législation européenne, sans pouvoir refuser ou adapter ces normes, est inacceptable.

L'accord-cadre, dans sa forme actuelle, semble privilégier l'alignement au détriment de la flexibilité et

de l'autonomie décisionnelle helvétiques. Il est impératif que toute nouvelle approche des relations avec l'UE soit soumise à une analyse rigoureuse des conséquences juridiques, économiques et politiques, et qu'elle respecte scrupuleusement les principes de notre démocratie directe et de notre fédéralisme. L'élargissement des compétences de la Commission européenne dans la supervision de l'application des accords, tel que proposé, représente une érosion supplémentaire de notre souveraineté. L'art. 50 al. 2 Cst. garantit la droit de la Suisse de déterminer ses relations avec les organisations internationales, et il est crucial que cette capacité ne soit pas compromise par des accords qui nous lieraient excessivement.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation formelle soulève des préoccupations majeures quant à l'implication accrue de la Suisse dans l'acquis communautaire européen, sans que les garanties constitutionnelles et les intérêts nationaux ne soient suffisamment pris en compte. L'intégration progressive de dispositions européennes, souvent par le biais d'accords sectoriels, risque de porter atteinte à la souveraineté helvétique et à la capacité de décision du peuple suisse, principes fondamentaux inscrits dans notre Constitution fédérale, notamment à travers le droit d'initiative et de référendum (articles 138 et 139 Cst. Féd.).

Nous observons avec scepticisme la tendance à adopter des pans entiers de législation européenne sans un examen critique approfondi de leur pertinence et de leur compatibilité avec notre système juridique et notre tradition démocratique. L'application du droit de l'Union européenne, même par le biais d'accords bilatéraux, peut conduire à une réception quasi automatique de normes dont l'origine et les finalités ne sont pas toujours alignées avec les priorités suisses. L'article 120b Cst. Féd., qui régit les relations de la Suisse avec l'Union européenne, doit être interprété de manière à préserver au maximum notre autonomie normative.

La question de la révision constante de l'acquis communautaire pose également un problème de stabilité juridique et de prévisibilité pour notre économie et nos citoyens. Si la Suisse doit suivre les évolutions législatives de l'UE, cela implique un suivi permanent et une adaptation potentiellement coûteuse de notre droit national, sans que nous ayons un droit de regard sur l'élaboration de ces normes. Ceci est particulièrement préoccupant dans des domaines sensibles tels que la politique monétaire, la fiscalité ou la sécurité.

Enfin, la charge administrative et les coûts liés à la transposition et à l'application du droit européen devraient être évalués de manière plus rigoureuse. Il est essentiel que toute nouvelle réglementation européenne soit précédée d'une analyse d'impact complète, démontrant de manière tangible les bénéfices pour la Suisse et identifiant clairement les implications budgétaires et organisationnelles. Sans ces garanties, la perspective d'une intégration accrue semble déconnectée des réalités et des attentes de la population suisse.

Aides d'État

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux modifications proposées dans le domaine des aides d'État, considérant que celles-ci constituent une atteinte inacceptable à la souveraineté nationale et à l'autonomie cantonale. L'instauration du nouveau cadre législatif, notamment le projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et les adaptations du droit de la concurrence et du droit de procédure, s'apparente à une soumission de notre système économique et juridique aux impératifs de l'Union européenne, au détriment de nos propres intérêts et de notre modèle fédéraliste.

L'argument selon lequel la pratique actuelle, où les subventions relèvent de décisions politiques démocratiquement légitimées des cantons et des communes, serait remplacée par un contrôle technique et rigide de l'UE, est particulièrement préoccupant. Ce nouveau régime, institué par le BHÜG, avec sa nouvelle chambre des aides d'État intégrée à la Commission de la concurrence (WEKO) selon l'article 18 alinéa 2 du Code de la concurrence (KG), transformera notre appareil

fédéral en un simple récepteur de normes européennes. La création de cette "super-autorité" au sein de la WEKO, qui agira comme un bras étendu de l'UE, compromet la prise de décisions orientées vers les intérêts helvétiques.

La souveraineté des cantons et leur autonomie dans la promotion économique locale sont massivement érodées. Désormais, les décisions cantonales en matière de subventions devront être validées par une instance centralisée, soumise aux règles de l'UE. Le BHÜG instaure une chambre des aides d'État (art. 3 BHÜG) dont les décisions ne serviront plus prioritairement les intérêts suisses, mais la compatibilité avec le droit européen. Cette mesure est une remise en cause directe de notre fédéralisme.

De surcroît, l'adaptation du droit de procédure, notamment l'ajout de l'article 82 lettre bbis au Tribunal fédéral (BGG), accorde à la nouvelle chambre des aides d'État un droit de recours direct contre les édictats cantonaux. Cette disposition dégrade les cantons en simples unités administratives subordonnées, dont les décisions démocratiques peuvent être contestées devant le Tribunal fédéral par une voie d'action abstraite, sapant ainsi l'autonomie cantonale. L'élargissement des compétences du Tribunal administratif fédéral, via les articles 31a, 33 et 37a-c de la loi sur la procédure administrative (LPAV), renforce cette centralisation du contrôle juridique, affaiblissant davantage les structures fédéralistes.

L'exemple concret de l'abrogation de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG) illustre la perte de notre compétence nationale de contrôle sur les aides d'État dans le secteur stratégique du transport aérien. La surveillance de la WEKO, auparavant axée sur les intérêts suisses, sera désormais entièrement soumise au régime des aides d'État de l'UE, privant la Suisse de toute autonomie de gestion.

Enfin, l'exclusion du Préposé fédéral à la protection des consommateurs (PPCC) des réunions de la chambre des aides d'État, suite à la modification de l'article 5 alinéa 2 de la loi sur la surveillance des prix (PüG), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Cela permet à la nouvelle autorité, dont les décisions peuvent avoir un impact direct sur les prix et les coûts pour les citoyens, d'agir sans la supervision adéquate de l'organisme chargé de la défense des intérêts des consommateurs. L'ensemble de ces modifications configurent un renoncement inacceptable à notre souveraineté économique et à notre identité fédérale.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue amélioration de la sécurité alimentaire sous le couvert d'une intégration accrue avec l'Union européenne constitue une menace inacceptable pour la souveraineté, la qualité et la diversité de notre système alimentaire. Le titre trompeur d'« intégration » masque une soumission totale de notre agriculture et de notre industrie alimentaire au cadre réglementaire européen, connu sous le nom de « De la ferme à la table ». Cette démarche compromet nos normes de production élevées, notre modèle d'entreprises familiales agricoles et la liberté de choix des consommateurs suisses.

La qualité helvétique, fleuron de notre économie, est mise en péril. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes entraînera inévitablement une baisse de qualité. Le label « Swiss made » perdra de sa valeur si les produits doivent être fabriqués selon des critères moins rigoureux que ceux actuellement en vigueur en Suisse, érodant ainsi un avantage concurrentiel essentiel pour nos producteurs. La refonte totale du droit des denrées alimentaires et des objets usuels (LMG) représente une attaque frontale contre cette qualité, submergeant l'ensemble de la chaîne alimentaire sous une réglementation européenne conçue pour une production de masse industrielle.

La clause dite « guillotine » représente une forme inacceptable de chantage politique. L'intégration de cet accord à l'ensemble des accords bilatéraux I signifie qu'une renonciation à cet accord nuisible entraînerait la chute de l'ensemble du corpus contractuel. Ceci bloque toute capacité de décision souveraine de la Suisse. De surcroît, l'octroi de droits d'accès et de contrôle à des inspecteurs de l'UE dans nos exploitations, nos laiteries et nos restaurants constitue une ingérence massive dans notre souveraineté nationale.

L'instauration d'une vague bureaucratique d'une ampleur sans précédent menace nos producteurs. Les petites exploitations, les magasins à la ferme, les fromageries d'alpage et même les associations locales se retrouveraient confrontés à des réglementations européennes complexes et inadaptées, menaçant des traditions locales et des activités économiques viables. L'article 26, alinéa 1bis, du Code forestier (WaG) nouvellement introduit, soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE, nous privant de la capacité de réagir rapidement et souverainement.

Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés, confirmé à plusieurs reprises par le peuple suisse, est sapé systématiquement. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits autorisés par l'UE contenant des traces d'OGM, bafouant ainsi clairement la volonté populaire. De plus, les adaptations au droit des animaux (art. 15a et 21 du TSchG) nous obligent à abandonner des réglementations suisses, souvent plus strictes et éprouvées, en matière de transport et d'abattage, au profit des normes de l'UE. Ceci constitue un recul pour le bien-être animal et une perte claire de souveraineté. L'application des nouvelles compétences du Conseil fédéral prévues aux articles 141 et 148 du droit agricole (LwG) constitue une autorisation en blanc pour la mise en œuvre du droit européen, contournant le Parlement et sapant le contrôle démocratique. L'adoption des réglementations européennes relatives aux épizooties (art. 1 nouveau TSG) nous fait perdre le contrôle d'un domaine d'importance capitale, nous exposant à des risques sanitaires et agricoles par l'adhésion à un système rigide et bureaucratique.

Contribution financière

La contribution financière proposée dans le cadre de l'accord avec l'Union Européenne soulève de sérieuses préoccupations quant à l'aliénation de notre souveraineté et à l'impact sur notre autonomie budgétaire. Le passage de contributions volontaires, soumises au contrôle démocratique du Parlement, à une obligation légalement contraignante constitue un recul significatif. L'article 1 du projet de Loi sur les contributions à la cohésion (KoBG) semble consacrer cette transformation d'un geste politique en une obligation permanente, privant ainsi le Parlement de sa prérogative souveraine sur l'allocation des fonds publics. Cette institutionnalisation d'un droit permanent de la part de l'UE, comme le suggère la référence à l'article 1 KoBG, équivaut à une ponction automatique et soustrait à tout contrôle démocratique effectif une part considérable de nos ressources.

De plus, le montant initial de 350 millions de francs par an, présenté comme une base de discussion, pourrait s'avérer être une simple offre d'appel. Le "mécanisme juridiquement contraignant" de recalcul inscrit dans l'accord promet des augmentations futures inévitables. La Suisse se retrouverait alors dans une position de débiteur net sans droit de regard, contrainte d'accepter des demandes de l'UE sans pouvoir de négociation, transformant de facto ces paiements en une forme de contribution forcée.

L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d du Bulletin officiel des arrêtés fédéraux (BöB) va au-delà d'une simple formalité technique. Elle ancre ces paiements dans notre système juridique, les normalisant comme une composante permanente de notre législation. L'association de ces contributions financières avec le financement de la promotion de la paix, par l'ajout de l'article 1, alinéa 2, lettre b, est particulièrement discutable. Cette manœuvre semble utiliser la réputation de la Suisse en matière de promotion de la paix pour légitimer des paiements financièrement et politiquement sensibles à l'UE, sans bénéfices tangibles garantis en retour, tels qu'un accès amélioré au marché ou la suppression d'obstacles commerciaux. La Suisse paierait donc pour une intégration institutionnelle qui semble coûter plus cher en souveraineté qu'elle n'apporte en avantages concrets.

Transports terrestres

La présente consultation sur le domaine des transports terrestres soulève des inquiétudes majeures quant à l'impact de l'accord proposé avec l'Union européenne sur le service public ferroviaire, un pilier essentiel de notre pays. L'application du droit européen des aides d'État risque de remettre en cause des subventions éprouvées, pourtant cruciales pour le transport de marchandises, le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. Ces modifications, imposées par une législation étrangère, menacent directement la qualité et l'étendue des prestations offertes à la population suisse.

L'introduction de la « cabotage », telle que prévue par l'article 40ater du nouveau projet de loi sur le transport ferroviaire (EBG), constitue une brèche fondamentale. Elle ouvre la porte à des entreprises étrangères, potentiellement soutenues par des subventions publiques de leurs pays d'origine, pour exploiter des lignes intérieures suisses. Cette pratique favorise la « cueillette des cerises », où ces opérateurs privilégieront les trajets les plus rentables, laissant les lignes moins lucratives, mais vitales pour l'accessibilité du territoire, à la charge des CFF et autres compagnies nationales. Cette stratégie de profit unilatéral menace la viabilité financière de notre service public.

De surcroît, l'article 32a alinéa 1bis du projet de loi sur le transport de voyageurs (PBG) impose la prise en compte du droit de l'Union européenne dans le cadre des appels d'offres. Cette contrainte érode la souveraineté de la Confédération et des cantons dans la définition et la mise en œuvre de leurs politiques de transport public. La priorité devrait être donnée aux solutions optimales pour la Suisse, et non à la conformité avec des normes européennes qui pourraient s'avérer moins adaptées à nos réalités nationales, voire plus coûteuses pour les contribuables.

La « déclaration commune » avancée par le Conseil fédéral comme garantie est juridiquement insuffisante. Elle ne représente aucun engagement contraignant et ne protège en rien la Suisse contre de futures modifications du droit de l'UE que nous serions contraints d'appliquer de manière dynamique. Elle ne fait qu'offrir une illusion de sécurité tout en sapant progressivement notre autonomie dans un domaine stratégique. L'application dynamique de nouvelles réglementations, comme celles concernant le « Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure » (ENIM), conduirait à une décentralisation de nos compétences décisionnelles vers des instances européennes, affaiblissant ainsi notre contrôle national sur l'infrastructure ferroviaire. Il est impératif de préserver notre indépendance et de refuser les clauses qui diluent notre souveraineté.

Libre circulation: Protection des salaires

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant aux propositions relatives à la libre circulation et à la protection des salaires. Les mesures envisagées apparaissent comme insuffisantes et relevant davantage de la cosmétique que d'une réelle protection. Elles ne seront pas en mesure de compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de la libre circulation, menaçant ainsi une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, particulièrement pour les classes moyennes et inférieures.

Il est préoccupant de constater que, loin de renforcer notre dispositif éprouvé et efficace de protection des salaires, ces nouvelles règles semblent le diluer pour l'aligner sur des normes européennes. La complexité accrue des procédures, sans garantie d'une efficacité supérieure, favorise les entreprises étrangères qui pourraient être tentées par le dumping salarial. Les mécanismes de contrôle, pierre angulaire de notre système, risquent d'être affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail pourraient être subverties par des structures centralisées et conformes au droit européen, entraînant une baisse des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions de travail et salariales.

L'introduction d'un régime spécial de protection contre les licenciements pour les représentants syndicaux (nouvel art. 335l à 335q CO) constitue un cadeau empoisonné. Il crée une société à deux vitesses au sein du droit du travail et entrave la flexibilité des PME sans s'attaquer au problème fondamental de la pression sur les salaires. De plus, les adaptations proposées à la loi sur le travail (LTr), notamment les nouvelles règles concernant les associations (nouvel art. 2 LTr), s'inscrivent dans une logique d'alignement sur l'UE qui pourrait affaiblir nos mécanismes de déclaration de force obligatoire (DSFO). L'assimilation des sanctions européennes à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouvel art. 80 al. 2 ch. 6 LP) représente une renonciation significative à notre souveraineté, la Suisse devenant un exécutant pour des sanctions administratives financières de l'UE, sapant ainsi notre propre ordre juridique en permettant l'application de décisions administratives étrangères sans examen judiciaire approfondi. Le lien entre la loi sur les marchés publics (LMP) et la loi sur la coopération (L Coop) est également problématique, car il ancre les paiements de cohésion de manière pérenne et crée des interdépendances qui lient davantage la Suisse politiquement à l'UE.

Libre circulation: Immigration

La proposition actuelle concernant la libre circulation et l'immigration, telle qu'elle découle de l'intégration de la directive sur les citoyens de l'Union, constitue une remise en cause fondamentale des principes établis par notre Constitution et de la volonté populaire. L'extension massive de la libre circulation des personnes, prévue notamment par l'adaptation de la législation fédérale sur l'assurance-chômage (LACI) et la loi fédérale sur la libre circulation des personnes (LFLP), contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui garantit à la Suisse le droit de maîtriser elle-même sa politique d'immigration.

L'introduction d'un nouveau droit de séjour permanent, accordé après seulement cinq ans de résidence, représente une avancée sans précédent qui rend la résiliation pratiquement impossible, même en cas de comportement délictueux avéré ou de dépendance prolongée aux aides sociales. Ce "C PLUS" helvétique, tel que configuré par les nouvelles dispositions, compromet gravement notre sécurité intérieure et la pérennité de nos institutions sociales. Il faut souligner que l'article 41c de la loi sur l'assurance pour la vieillesse et l'assurance-invalidité (LPP) et l'abrogation de l'article 29a de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) vont dans le sens d'une institutionnalisation de l'immigration dans nos systèmes sociaux, une charge supplémentaire pour les contribuables suisses, les cantons et les communes.

De surcroît, l'élargissement du regroupement familial, qui autorise désormais le séjour de parents, grands-parents et beaux-parents, va bien au-delà de ce qui est acceptable pour un pays non membre de l'UE. Cette mesure engendrera inévitablement une croissance incontrôlable de l'immigration et une augmentation significative des coûts sociaux, sans que des mécanismes de contrôle efficaces ne soient mis en place.

La prétendue "clause de sauvegarde" inscrite dans l'accord n'est qu'une illusion. Ses conditions d'application, extrêmement strictes, la rendent inopérante en pratique. Son activation même exposerait la Suisse à des mesures de rétorsion de la part de l'UE, la transformant en une clause d'intimidation plutôt qu'une protection. De plus, l'adoption automatique du droit de l'UE en matière d'immigration, via la "méthode d'intégration", prive le Parlement et le peuple suisses de leur droit de décision dans un domaine crucial, hypothéquant ainsi notre démocratie directe. Les modifications apportées au droit des étrangers, notamment l'article 21b de la loi sur les étrangers (LEtr), s'apparentent à un placebo inefficace, incapable de garantir une réelle maîtrise de l'immigration. L'introduction de droits de séjour quasi inconditionnels, même en cas de dépendance aux aides sociales, tel que prévu par le nouvel article 41c de la loi sur l'assurance-vieillesse et l'assurance-invalidité (LAVS), est une violation directe de l'article 121a de la Constitution fédérale.

L'ajustement du droit régissant la formation professionnelle, tel que l'intégration du système européen de la carte professionnelle dans le règlement sur le régime des offices de procédure de passation des marchés publics (ROPM), avec l'article 2 alinéa 1bis, remplace notre contrôle qualité éprouvé par un mécanisme européen automatisé, au risque d'une dégradation des normes suisses. De même, dans le domaine de la santé, l'adoption de l'EPC par le biais des articles 15 et 50 du Code des professions médicales (CPMed) et des articles 10 et 15 du Code des professions de la santé (GesBG) affaiblit nos standards de qualité et notre souveraineté en matière de reconnaissance des qualifications étrangères, posant un risque pour la sécurité des patients. Les adaptations proposées à l'article 49 alinéa 2 chiffre 27 de la loi sur le deuxième pilier (LPP) assujettissent notre prévoyance professionnelle aux règles de coordination de l'UE, érodant notre souveraineté sociale. L'article 25f alinéa 1bis de la LFLP limite le versement du droit de pension lors d'un déménagement dans l'UE, une restriction dictée par Bruxelles qui porte atteinte aux droits des assurés suisses. L'intégration de l'article 89a alinéa 6 chiffre 24 du Code civil suisse (CC) au droit de l'UE en matière de sécurité sociale démontre la profondeur de cette soumission juridique. L'augmentation drastique des frais de scolarité pour les étrangers, notamment via l'article 34d alinéa 2bis de la loi sur l'EPF et l'article 61a du Code des professions de la santé, est un aveu des coûts exorbitants engendrés par la libre circulation. La Suisse cède ainsi sa souveraineté et sacrifie ses intérêts nationaux au profit d'une intégration forcée.

Électricité

La présente prise de position exprime de vives préoccupations quant aux accords proposés dans le domaine de l'électricité avec l'Union Européenne, lesquels menacent l'intégrité de notre approvisionnement énergétique national et notre souveraineté. L'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'UE, via ACER et ENTSO-E, transforme la Suisse en un participant dépendant, contraint de supporter les coûts sans droit de vote décisionnel. Cette dilution de notre autonomie est inacceptable, d'autant que les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seraient désormais prises à Bruxelles.

De surcroît, le rôle de la Commission fédérale de la concurrence (COMCO) est dénaturé, passant d'une autorité de régulation indépendante à un simple bras exécutif du droit européen. Cette soumission à des réglementations non démocratiquement légitimées en Suisse met un terme à une régulation énergétique adaptée à nos besoins spécifiques et à nos réalités nationales. Le droit des aides d'État de l'UE risque également de fragiliser notre production d'hydroélectricité, pilier de notre sécurité énergétique. Le système actuel des redevances hydrauliques, bénéfique pour les cantons montagneux, pourrait être qualifié d'aide d'État illicite et aboli, sapant ainsi les fondements de notre économie énergétique.

L'impact sur nos structures fédérales est également alarmant. Les centrales communales, centrales de production décentralisées et essentielles, voient leur priorité d'injection potentiellement remise en cause par les règles de concurrence de l'UE, désavantageant ainsi la production locale et décentralisée. La sécurité d'approvisionnement nationale est sacrifiée sur l'autel du marché libre, avec une restriction de notre capacité à constituer des réserves stratégiques, rendant notre approvisionnement vulnérable.

La libéralisation complète du marché de l'électricité, telle que prévue par le nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (LApEl, art. 4a ss.), est un pari risqué aux conséquences potentiellement désastreuses. Elle conduira à une volatilité accrue des prix, une insécurité accrue pour les PME et les ménages, et une perte de contrôle sur la sécurité de l'approvisionnement. L'article 15 nouvellement modifié de la loi sur l'énergie (LEne, art. 15) aggrave cette situation en modifiant les règles de rémunération pour la production décentralisée, pénalisant les petits producteurs locaux au profit des grands acteurs centralisés. L'introduction d'un critère d'exclusion de la rétribution en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis LEne) crée une incertitude d'investissement considérable pour les énergies renouvelables, freine leur développement et accroît notre dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et des énergies fossiles.

En conclusion, ces accords remettent en question notre souveraineté énergétique, notre modèle fédéral et la stabilité de notre approvisionnement. Il est impératif de rejeter ces dispositions qui sacrifient les intérêts suisses à une intégration européenne forcée.

Olivier Baillif
Route des Condémines 65
1961 Vernamiège

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Vernamiège, le 27 octobre 2025.

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Madame, Monsieur,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE". NON à ce traité d'adhésion déguisé.

1. Refus de la subordination institutionnelle

NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires

ABANDON du présent paquet de traités
MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité. Le Conseil fédéral, employé par le peuple et répondant à ce dernier, est sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

Olivier Baillif

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Bays Martine
Rte d'Autafond 2
1782 Belfaux

Date 27.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

BAYS Martine

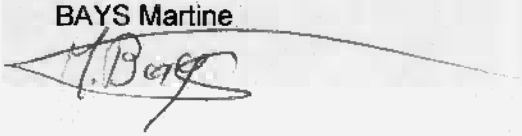

Bundeshaus Ost
Abteilung Europa

3003 Bern

Datum: 27.10.2025

Vernehmlassung

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft eine Reihe von grundsätzlichen Fragen auf, die eine kritische Auseinandersetzung mit dem vorgeschlagenen Vorgehen unerlässlich machen. Die Generaldirektion für europäische Angelegenheiten (Direktion für Völkerrecht, EDA) präsentiert hier ein Paket von Massnahmen, das unter dem Deckmantel der „inländischen Umsetzung" eine kaum zu unterschätzende Aushöhlung nationaler Souveränitätsrechte befürchten lässt. Es ist dringend geboten, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Rechtsordnung und die Autonomie unseres Landes sorgfältig zu prüfen und die vorgeschlagenen Schritte kritisch zu hinterfragen.

Die pauschale Aussage, es handle sich um eine „inländische Umsetzung", verschleiert die Tatsache, dass die vorgeschlagenen Massnahmen das Ergebnis von Verhandlungen und Vereinbarungen mit der Europäischen Union sind. Diese sind naturgemäss von einem Interesse der EU geprägt, ihre eigenen Standards und Rechtsnormen in Drittstaaten zu implementieren. Es stellt sich daher die Frage, inwieweit die Schweizer Gesetzgebung hier lediglich als Vehikel zur Übernahme externer Regelungen dient, anstatt Ausdruck eigener politischer und rechtlicher Prioritäten zu sein. Dies steht im Widerspruch zum Geist unserer Bundesverfassung, die die Souveränität der Eidgenossenschaft und die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes schützt. Insbesondere Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Pflicht zur Wahrung der Interessen des Landes und zum Wohl des Volkes hervorhebt, müsste hier kritisch herangezogen werden. Wenn die vorgeschlagenen Massnahmen primär den Interessen der EU dienen, dann ist die Rede von „inländischer Umsetzung" irreführend und täuscht über die tatsächlichen Abhängigkeiten hinweg.

Besondere Besorgnis bereitet die Tendenz, dass durch solche Abkommen eine immer stärkere Angleichung an das EU-Recht erfolgt, ohne dass dies in jedem Einzelfall einer spezifischen demokratischen Legitimierung unterliegt. Dies ist insbesondere dann problematisch, wenn es sich um Bereiche handelt, die tief in die wirtschaftliche und soziale Organisation der Schweiz eingreifen.

Charles Biaggi • Bahnhof-Park 6 • CH-6340 Baar • E-mail: charles_biaggi@bluewin.ch

Wir müssen uns fragen, ob die vorgeschlagenen Regelungen, die aus der Perspektive der EU entwickelt wurden, überhaupt mit den spezifischen Bedürfnissen und Gegebenheiten der Schweiz vereinbar sind. Das Prinzip der Subsidiarität, das auch im europäischen Kontext eine Rolle spielt, würde implizieren, dass Entscheidungen auf der für sie am besten geeigneten Ebene getroffen werden sollten. Wenn jedoch Regelungen von der EU vorgegeben werden und lediglich „umgesetzt" werden müssen, wird dieser Grundsatz untergraben.

Ferner besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte durch die Übernahme von EU-Rechtsprechung und -Konventionen beeinträchtigt wird. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) hat einen erheblichen Einfluss auf die Auslegung und Anwendung von EU-Recht. Sollte ein künftiges Abkommen eine solche Übernahme implizit oder explizit vorsehen, würde dies die Autonomie der Schweizer Judikative einschränken. Die Möglichkeit, Schweizer Recht unabhängig auszulegen und anzuwenden, ist ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Eine automatische oder bevorzugte Übernahme von EuGH-Rechtsprechung könnte dieses Recht gefährden, da sie die gerichtliche Unabhängigkeit in Frage stellen würde, wenn Richter gezwungen wären, Entscheidungen zu treffen, die nicht im Einklang mit der eigenen Rechtsüberzeugung stehen, sondern lediglich eine externe Vorgabe umsetzen.

Die Begründung, dass eine „inländische Umsetzung" die Rechtssicherheit und Vorhersehbarkeit für Unternehmen erhöhe, mag auf den ersten Blick plausibel erscheinen. Doch auch hier sind die negativen Konsequenzen nicht zu vernachlässigen. Eine zu starke Harmonisierung mit dem EU-Recht kann dazu führen, dass die Schweiz ihre eigene regulatorische Identität verliert und sich dadurch in einer Position der Abhängigkeit wiederfindet, in der sie Änderungen des EU-Rechts kritiklos übernehmen muss, um den Zugang zum Binnenmarkt zu sichern. Dies schränkt den politischen Spielraum für die Gestaltung eigener, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittener Regelungen erheblich ein. Es besteht die Gefahr einer „Übernahme durch die Hintertür", bei der durch bilaterale Abkommen rechtliche Entwicklungen aus Brüssel durchgesetzt werden, ohne dass das Schweizer Volk oder seine gewählten Vertreter eine wirkliche Mitgestaltungsmöglichkeit haben.

Die Konsultation stellt uns vor die Aufgabe, die vorgeschlagenen Massnahmen nicht einfach als technische Anpassungen abzutun, sondern ihre strategischen Implikationen für die Souveränität und die schweizerische Rechtskultur kritisch zu bewerten. Es ist unerlässlich, dass jede Entscheidung im Einklang mit der Bundesverfassung steht und die langfristigen Interessen unseres Landes wahrt. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, die Schweiz in eine Position zu bringen, in der sie zunehmend fremdbestimmten Regeln unterworfen wird, was letztlich dem Wohl des Schweizer Volkes zuwiderlaufen könnte. Wir müssen daher mit äusserster Vorsicht vorgehen und sicherstellen, dass die schweizerische Autonomie und die Prinzipien unseres Rechtssystems stets gewahrt bleiben. Die vorgeschlagenen Schritte sind nicht als zwangsläufige Entwicklung zu betrachten, sondern als Resultat politischer Entscheidungen, deren Konsequenzen sorgfältig abzuwägen sind.

Strom

Unsere Stellungnahme zur Strommarktliberalisierung und der damit verbundenen institutionellen

Einbindung in EU-Strukturen ist von tiefgreifender Besorgnis und fundamentaler Kritik geprägt. Die vorgeschlagenen Regelungen stellen eine existentielle Bedrohung für die Energiesouveränität der Schweiz dar und gefährden die Versorgungssicherheit sowie die wirtschaftliche Stabilität unseres Landes.

Es ist unverkennbar, dass mit der Zustimmung zu den vorliegenden Abkommen die Schweiz ihre Energiesouveränität aufgibt. Die faktische Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Einbeziehung in ACER und ENTSO-E, verwandelt die Schweiz von einem souveränen Akteur in einen weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jegliches Stimmrecht. Dies bedeutet, dass wegweisende Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz und dessen Zukunft künftig in Brüssel getroffen werden, während die Schweiz lediglich die Kosten trägt. Dies ist ein inakzeptabler Verlust an nationaler Entscheidungshoheit über eine strategisch entscheidende Infrastruktur.

Die Folgen für unsere nationale Regulierungsbehörde, die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom), sind gravierend. Von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde, die auf die Bedürfnisse unseres Landes zugeschnitten ist, wird sie zu einer bloßen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk». Dies impliziert, dass die ElCom künftig undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu hinterfragen oder an die spezifischen Schweizer Gegebenheiten anzupassen. Das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung ist hier besiegelt.

Besonders alarmierend sind die potenziellen Auswirkungen auf unsere Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln, auf die wir uns durch eine Annäherung einlassen, könnten das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe einstufen und dessen Abschaffung erzwingen. Dies hätte gravierende finanzielle Konsequenzen für die betroffenen Kantone und würde eine wichtige Einnahmequelle zerstören, die massgeblich zur Entwicklung und zum Unterhalt der Infrastruktur in diesen Regionen beiträgt.

Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung werden durch diese Vorschläge erheblich geschwächt. Insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, die oft eine dezentrale und bürgernahe Energieproduktion gewährleisten, sehen ihre Position untergraben. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, ein wichtiges Element zur Förderung lokaler erneuerbarer Energien, wird durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion und begünstigt grosse, zentralisierte Akteure, was im Widerspruch zu einer diversifizierten und resilienten Energieversorgung steht.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit den Artikeln 4a ff. vorgesehen ist, birgt das Risiko, die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt zu opfern. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve zur Absicherung von Engpässen, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in einem liberalisierten Markt die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen wird. Weder der Markt noch die EU scheinen hier eine zufriedenstellende Antwort zu bieten. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Konsequenzen wir uns

nicht leisten können.

Die zu erwartende Marktvolatilität wird zu unberechenbareren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) sowie für private Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der «freie Markt» per definitionem nicht im ausreichenden Masse übernimmt, müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies entpuppt sich als eine versteckte Steuererhöhung für die Bevölkerung.

Die konkrete Ausgestaltung der Marktliberalisierung im StromVG, namentlich die Artikel 4a ff., zur Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. und die Verschärfung des Unbundlings in den Artikeln 10, 18 und 19, sind keine Fortschritte, sondern Schritte in die falsche Richtung. Sie untergraben die bisherige Stabilität und Zuverlässigkeit unserer Energieversorgung.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere der neue Artikel 15, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage zerstört. Dies widerspricht nicht nur der propagierten Energiestrategie, sondern begünstigt de facto grosse, zentralisierte Akteure.

Ferner schafft die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz letztlich abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen.

Das neue 1a. Kapitel des StromVG (Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Es führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört.

Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein bedauerlicher Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen nicht zu einer Stärkung, sondern zu einer Schwächung der Schweiz führen werden. Sie gefährden unsere

Energiesouveränität, unsere Versorgungssicherheit, unsere föderalen Strukturen und die wirtschaftliche Stabilität für unsere KMU und Haushalte. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Sehr geehrte Damen und Herren

bezüglich des Bereichs "Finanzieller Beitrag" in der vorliegenden Vernehmlassung möchten wir unsere tiefgreifende Besorgnis und unseren entschiedenen Widerstand gegen die vorgeschlagenen Regelungen zum Ausdruck bringen. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar.

Es ist höchst problematisch, dass die dem Parlament unterstellten, flexiblen Beiträge zu einer festgeschriebenen, milliardenschweren Zahlungsverpflichtung umfunktioniert werden sollen. Dies nimmt der Schweiz ein entscheidendes politisches Druckmittel ab und entzieht der eidgenössischen Volksvertretung die Möglichkeit, über die Verwendung dieser Gelder souverän zu entscheiden. Statt einer politisch gesteuerten und auf die Schweizer Interessen ausgerichteten Unterstützung wird hier eine faktische Zwangsabgabe installiert, die jegliche Gestaltungsfreiheit untergräbt.

Der im Raum stehende Betrag von anfänglich 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein offensichtliches Lockmittel. Die im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismen" zur Neuberechnung der Beiträge lassen erwarten, dass die Forderungen der EU unweigerlich und massiv ansteigen werden. Die Schweiz würde sich in eine Position begeben, in der sie fortan zu Zahlungen verpflichtet ist, ohne die Möglichkeit zu haben, diese zu verweigern oder zu verhandeln. Dies birgt die Gefahr einer permanenter finanziellen Belastung, die über die ursprünglichen Absichten weit hinausgehen und von der EU diktiert wird.

Die Konsequenz ist klar: Die Schweiz wird zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne ein entsprechendes Stimmrecht oder die Garantie auf verbesserte Marktbedingungen. Während unsere finanziellen Mittel fest zugesagt werden, bleiben greifbare Gegenleistungen aus. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität einschränkt und nur marginale, kaum messbare Vorteile bringt.

Die geplante Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Entwicklung in unannehmbarer Weise. Dieses Gesetz würde die bisherigen, flexiblen Zahlungen in eine dauerhafte, rechtlich bindende Verpflichtung umwandeln und damit die Budgethoheit des Parlaments de facto aushebeln. Das KoBG ist nichts anderes als ein gesetzgeberisches Instrument, das darauf abzielt, die Schweiz langfristig und unumkehrbar zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Artikel 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt lediglich die Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (BöB) ist mehr als eine reine Formalität. Sie integriert die Kohäsionszahlungen tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als integraler und dauerhafter Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies ist ein weiterer Schritt in Richtung einer schleichenden Übernahme von EU-Recht und einer Beeinträchtigung unserer nationalen Gesetzgebungskompetenz.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend und manipulativ. Hier wird der "gute Name" und die Reputation der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und äusserst umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vermischung von Zielen ist unredlich und dient lediglich dazu, die wahren Konsequenzen der finanziellen Verpflichtungen zu verschleiern.

Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Regelungen eine unannehmbare Belastung für die schweizerische Souveränität, die demokratische Legitimation und die finanzielle Autonomie dar. Wir fordern daher nachdrücklich, diese Bestimmungen abzulehnen und die bisherige Praxis freiwilliger und parlamentarisch kontrollierter Beiträge beizubehalten.

Mit freundlichen Grüssen

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen demokratisch legitimierte politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, soll abgeschafft und durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies bedeutet, dass unsere eigenständigen Förderinstrumente, die gezielt zur Stärkung unserer Wirtschaft und zur Erfüllung des Service public dienen, einer zentralen, externen Instanz unterstellt werden.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen sie ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Struktur unseres Landes, die es den Regionen ermöglicht, auf ihre spezifischen Bedürfnisse und Herausforderungen einzugehen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue, sogenannte "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Beihilfekammer der WEKO wird ihre Entscheide nicht primär an Schweizer Interessen ausrichten, sondern an der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, was zu einer

gravierenden Schwächung der nationalen Steuerungshoheit führt. Die Schweiz unterwirft sich somit der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, und Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Viele Elektrizitätswerke, die für die Energieversorgung von Kantonen und Gemeinden essenziell sind, fallen unter diese neue Regulierung. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu blossen Bittstellern, die kein formelles rechtliches Gehör mehr haben, wenn ihre souveränen Entscheide von einer externen Instanz geprüft werden.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Auswirkungen auf die Schweizer Bevölkerung zu verschleiern.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine gefährliche Verschiebung der Macht von der Schweiz zur EU darstellen. Sie schwächen unseren Föderalismus,

gefährden unsere strategische Autonomie und untergraben die demokratische Kontrolle über wichtige wirtschaftspolitische Entscheidungen. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern, dass die Schweiz ihre Souveränität in der Gestaltung ihrer eigenen Wirtschaftspolitik behält.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Unsere Stellungnahme zum Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz ist von tiefgreifender Skepsis geprägt, da die vorgeschlagenen Massnahmen den negativen Auswirkungen der erweiterten Personenfreizügigkeit auf das Schweizer Lohnniveau nicht adäquat begegnen. Vielmehr scheinen die Anpassungen eher kosmetischer Natur zu sein und den bestehenden, bewährten Schweizer Lohnschutz aufzuweichen, anstatt ihn zu stärken. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Dies steht im klaren Widerspruch zu den Zielen der Sicherung fairer Arbeitsbedingungen und der wirtschaftlichen Stabilität unseres Landes.

Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung, die primär auf die Kompatibilität mit dem EU-Recht abzielt. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vordergründig der Angleichung an europäische Standards und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Diese Entwicklung nützt vor allem ausländischen Firmen, die ein Interesse daran haben, Lohndumping zu betreiben und die schweizerischen Standards zu unterlaufen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Art. 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der offensichtlich unter EU-Druck erfolgt ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, mögen technisch erscheinen, sind aber Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Besonders gravierend ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG). Dies stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Entwicklung schafft einen gefährlichen Präzedenzfall und schwächt die Unabhängigkeit unserer nationalen Gesetzgebung.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Personenfreizügigkeit und Lohnschutz nicht geeignet sind, die negativen Auswirkungen auf das Schweizer Lohnniveau abzufedern. Stattdessen sehen wir eine Schwächung bewährter Schutzmechanismen und eine übermässige Anlehnung an EU-Recht, die unsere Souveränität untergräbt und die schweizerischen Arbeitnehmer einem erhöhten Lohndruck aussetzt. Wir fordern daher eine Überprüfung und Nachbesserung der vorgeschlagenen Massnahmen mit dem klaren Ziel, den robusten Schweizer Lohnschutz zu erhalten und zu stärken, anstatt ihn aufzuweichen. Die langfristigen wirtschaftlichen und sozialen Folgen für unser Land dürfen nicht durch kurzfristige politische Zugeständnisse an die EU aufs Spiel gesetzt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme drückt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und deren Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die innere Sicherheit und die Sozialsysteme aus. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Zusammenhang mit der Unionsbürgerrichtlinie, steht im Widerspruch zum klaren Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung zum Ziel hat.

Die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren Aufenthaltsdauer, gleichzusetzen mit einer „Niederlassung C PLUS", stellt eine gravierende Verschärfung dar. Diese praktisch unentziehbare Aufenthaltsbewilligung wirft ernsthafte Fragen hinsichtlich der inneren Sicherheit auf. Die Möglichkeit, dass Individuen, die trotz Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe eine solche privilegierte Stellung erlangen, untergräbt die Effektivität unserer Justiz und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Die Kosten, die hierdurch für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden entstehen, sind nicht zu unterschätzen und werden durch die scheinbar unbegrenzte Zuwanderung weiter belastet.

Besonders kritisch zu betrachten ist die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies ist eine unzumissbare Belastung, die die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialversicherungen gefährdet und zu einer Überlastung auf

kantonaler und kommunaler Ebene führt. Die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, geht weit über das hinaus, was für ein Nicht-EU-Land vertretbar wäre. Dies droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der damit verbundenen Sozialkosten zu führen.

Die sogenannte „Schutzklausel", wie sie im vorgeschlagenen Paket enthalten ist, erweist sich bei genauerer Betrachtung als reines Täuschungsmanöver. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Vielmehr droht die EU im Falle einer dennoch erfolgten Anrufung mit Strafmassnahmen, was jegliche Vorstellung von einer wirksamen nationalen Steuerung ad absurdum führt. Diese Klausel ist somit keine Schutzbestimmung, sondern vielmehr eine sanktionsbewehrte Verpflichtung zur Duldung von Zuwanderung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung gemäss der „Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren damit faktisch ihre Mitspracherechte bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in einem hochsensiblen Bereich. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz und entzieht der schweizerischen Bevölkerung die Kontrolle über ihre eigene Migrationspolitik.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück einer Kapitulation vor der EU. Die Aufhebung des Artikels 29a AIG und die Einführung des neuen Artikels 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss selbst bei dauerhafter Abhängigkeit wird faktisch unmöglich. Die neue „Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger, der keine reale Steuerung ermöglicht.

Als direkte Konsequenz der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden sind weitere Beweise für die versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler direkt tragen muss.

Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Schweizer Gründlichkeit wird für EU-Kompatibilität geopfert. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der

Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Auch im Gesundheitswesen sind die Folgen gravierend. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Gleiches gilt für das Gesundheitsberufegesetz (GesBG), wo die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit führt. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz.

Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technischen Anpassungen im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) sind Folgeänderungen, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollziehen. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit eine schleichende Erosion unserer Souveränität, eine massive Belastung unserer Sozialsysteme und eine Gefährdung unserer inneren Sicherheit darstellen. Die vermeintlichen Vorteile der Personenfreizügigkeit werden durch unkalkulierbare Kosten und Risiken für die Schweiz überschattet. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung im Sinne des Volkswillens und zum Schutz der Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger wahrt. Die vorliegenden Verträge stellen dies in fundamentaler Weise in Frage.

Lebensmittelsicherheit

Zur Konsultation über die Lebensmittelsicherheit und die damit verbundenen Gesetzesanpassungen nehmen wir kritisch und äusserst besorgt Stellung. Die vorgeschlagenen Massnahmen unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellen keine punktuelle Verbesserung dar, sondern vielmehr eine umfassende und bedenkliche Integration in das Rechtssystem der Europäischen Union, insbesondere des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt eine erhebliche Gefahr für die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft, unsere hoch gesteckten Produktionsstandards, die Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres wirtschaftlichen Erfolgs und unseres Rufs, steht unter massivem Druck. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird durch eine solche Angleichung de facto entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt unsere Position auf dem globalen Markt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, die viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass die Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Eine derartige Abhängigkeit stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in grundlegenden Bereichen blockiert.

Die Idee, EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu gewähren, ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was jeglicher nationalen Selbstbestimmung Hohn spricht. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die bei einem traditionellen Fest einen Verpflegungsstand betreiben, müssten die komplexen und für ihre Bedürfnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen, wirtschaftliche Existenzen und fördert eine Uniformität, die unserer Vielfalt widerspricht.

Das unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt wird, ist ein weiterer schwerwiegender Angriff auf den Volkswillen. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten könnten. Der Wille des Souveräns, in diesem sensiblen Bereich eigene, vorsichtige Wege zu gehen, wird hier klar missachtet und untergraben.

Auch im Bereich des Tierschutzes sind die vorgesehenen Anpassungen äusserst bedenklich. Die vorgesehenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein direkter Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird hierbei umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine unzulässige Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Selbst im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Auch die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) bedeutet die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen weit über die blosse Lebensmittelsicherheit hinausgehen. Sie bedeuten eine schleichende, aber entschlossene Unterwerfung unter das EU-Recht, die unsere Souveränität, unsere bewährten Standards, unsere traditionelle Landwirtschaft und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten fundamental gefährdet. Wir lehnen diese umfassende Integration entschieden ab und fordern die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer Unabhängigkeit.

Landverkehr

Die vorliegende Stellungnahme richtet sich kritisch gegen die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht und dessen potenzielle Auswirkungen auf den Schweizer Service public. Es bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der langfristigen Folgen dieser Entwicklung für die Souveränität, die Finanzierung und die Qualität unseres öffentlichen Verkehrssystems.

Ein Kernanliegen betrifft die Sicherheit des Service public im Schienenverkehr. Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts birgt die Gefahr, dass bewährte und für die schweizerische Bedürfnisse entwickelte Subventionsmodelle für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig eingestuft werden könnten. Solche Massnahmen sind essenziell, um die Wirtschaftlichkeit dieser Bereiche zu gewährleisten und damit ein qualitativ hochwertiges und flächendeckendes Angebot für die gesamte Bevölkerung sicherzustellen. Die finanzielle Grundlage des Service public, wie wir ihn kennen und schätzen, wird dadurch fundamental bedroht.

Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz, neu zu verankern in Art. 40ater EBG, ist ein besonders gravierender Punkt. Dieses Abkommen öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die lediglich die lukrativen inner-schweizerischen Strecken bedienen wollen. Dieses Vorgehen, bekannt als "Rosinenpickerei", wird zwangsläufig dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die Verantwortung für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit des gesamten Systems und gefährdet die Existenzberechtigung des Service public in seiner jetzigen Form. Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, neuer Art. 32a Abs. 1bis) verschärft diese Problematik. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den optimalen Kriterien für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich bedeutungslos. Sie ist nicht bindend und bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre fortan dazu verpflichtet, diese Änderungen dynamisch zu übernehmen, was eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs bedeuten würde. Dies ist keine wirksame Absicherung, sondern eine reine Beruhigungspille ohne Substanz.

Darüber hinaus sehen wir eine sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Die dynamische Rechtsübernahme zwingt uns, künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen. Dies würde bedeuten, dass nationale Steuerungs- und Planungsbefugnisse zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert würden, was die Unabhängigkeit der Schweiz massiv einschränkt.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Landverkehr, insbesondere die Einführung der Kabotage und die dynamische Übernahme von EU-Recht, eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Die finanzielle Basis wird durch "Rosinenpickerei" ausländischer Anbieter geschwächt, die Souveränität bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs wird beschnitten, und die bewährten Subventionsmodelle geraten unter Druck. Die angeblichen Schutzmechanismen erweisen sich als rechtlich unzureichend. Angesichts dieser gravierenden Bedenken sprechen wir uns entschieden gegen die vorliegenden Vorschläge aus und fordern eine Überprüfung und Neuausrichtung im Sinne der Wahrung der

schweizerischen Interessen und der Stärkung unseres hervorragenden Service public.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" löst erhebliche Bedenken aus, die einer kritischen und eingehenden Prüfung bedürfen. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union, so wie sie im vorliegenden Dokument dargestellt werden, bergen die Gefahr, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf fundamentaler Ebene zu untergraben. Eine oberflächliche Betrachtung mag zwar den Vorteil einer vermeintlichen Stabilität suggerieren, doch die langfristigen Konsequenzen für die Schweizer Verfassungsgemeinschaft und die Autonomie unserer Gesetzgebung dürfen keinesfalls unterschätzt werden.

Besonders beunruhigend ist die Tendenz, die hiesige Rechtsordnung zunehmend den Vorgaben der Europäischen Union unterzuordnen. Das Schweizerische Obligationenrecht, welches tief in unserer Rechtstradition verwurzelt ist und die wirtschaftlichen Verhältnisse unseres Landes seit jeher regelt, könnte durch eine unkritische Übernahme von EU-Richtlinien aufgeweicht werden. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Freiheit der Willenserklärung und die Vertragsfreiheit, Grundpfeiler unseres Wirtschaftsrechts. Die Gefahr besteht, dass durch die Angleichung an europäisches Recht diese Freiheit eingeschränkt wird, indem spezifische Regulierungen eingeführt werden, die nicht den Bedürfnissen und Besonderheiten des Schweizer Marktes entsprechen. Beispielsweise könnte die Einführung von EU-weit harmonisierten Konsumentenschutzbestimmungen, so verlockend sie auf den ersten Blick erscheinen mögen, zu einer unverhältnismässigen Belastung für Schweizer KMU führen, die oft flexiblere und auf ihre spezifische Kundschaft zugeschnittene Regelungen benötigen.

Ebenso alarmierend ist die potenzielle Auswirkung auf das Schweizerische Strafrecht. Artikel 1 des Schweizerischen Strafgesetzbuches (StGB) verankert das Prinzip der Gesetzmässigkeit der Strafen (nulla poena sine lege). Dies bedeutet, dass niemand für eine Tat bestraft werden kann, wenn die Tat zur Zeit ihrer Begehung nicht unter die Strafdrohung fiel oder wenn keine Gesetze zur Zeit der Tat Anwendung fanden. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-rechtlichen Normen im Strafrecht, insbesondere im Bereich der Kriminalpolitik, könnte zu einer Erosion dieses fundamentalen Rechtsprinzips führen. Die Europäische Union verfolgt teilweise eine expansivere Strafrechtspolitik als die Schweiz, und eine Übernahme dieser Ansätze könnte dazu führen, dass Verhaltensweisen, die bisher nicht strafbar waren, plötzlich sanktioniert würden, ohne dass dies einer sorgfältigen Prüfung im Lichte unserer eigenen verfassungsrechtlichen Grundsätze standhält. Dies würde die Rechtssicherheit der Bürgerinnen und Bürger erheblich beeinträchtigen.

Weiterhin ist die Frage der automatischen Rechtsübernahme, die in vielen EU-Abkommen eine zentrale Rolle spielt, äusserst problematisch. Das Schweizerische Bundesgesetz über die Schweizerische Bundesbahnen (Eisenbahngesetz, EBG) regelt beispielsweise die Infrastruktur und

den Betrieb des Eisenbahnwesens. Sollte durch ein Abkommen die automatische Übernahme von EU-Richtlinien im Eisenbahnsektor erfolgen, würden wir Gefahr laufen, dass die detaillierten Bestimmungen des EBG durch europäische Vorgaben de facto ausgehebelt würden. Dies würde die politische und parlamentarische Kontrolle über die Gesetzgebung in einem strategisch wichtigen Sektor massiv schwächen. Die in der Bundesverfassung garantierten Rechte des Parlaments zur Gesetzgebung, verankert in Artikel 168 der Bundesverfassung (BV), könnten so umgangen werden.

Ein weiterer kritischer Punkt betrifft die richterliche Unabhängigkeit und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Artikel 190 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte und Richterinnen und Richter. Sollte durch eine engere Anbindung an die EU der EuGH eine übergeordnete Rolle bei der Auslegung schweizerischer Gesetze erhalten, insbesondere wenn diese EU-Recht betreffen, wäre die richterliche Unabhängigkeit gemäss BV gefährdet. Die Anwendung von EU-Recht in der Schweiz darf nicht dazu führen, dass nationale Gerichte de facto zu blossen Vollzugsorganen des EuGH werden. Dies widerspräche dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung.

Die vorliegende Vernehmlassung scheint die Risiken einer übermässigen Abhängigkeit von der Europäischen Union zu unterschätzen. Die vermeintliche Stabilisierung der Beziehungen könnte sich als Pyrrhussieg erweisen, wenn sie auf Kosten unserer nationalen Souveränität und unseres rechtsstaatlichen Fundaments erkauft wird. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an die EU sorgfältig und kritisch auf ihre Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere mit den Grundrechten und den Prinzipien der Gewaltenteilung, geprüft wird. Eine pauschale Zustimmung zu Mechanismen, die eine automatische Übernahme von EU-Recht vorsehen oder die Rolle unserer nationalen Gerichte schwächen, wäre kurzsichtig und könnte langfristig gravierende negative Folgen für die Schweiz haben. Die Vernehmlassung sollte daher dazu dienen, diese Risiken aufzuzeigen und sicherzustellen, dass die Interessen und die Verfassungsidentität der Schweiz gewahrt bleiben. Es bedarf klarer und robuster Mechanismen, die sicherstellen, dass die Schweiz ihre Gesetzgebungshoheit behält und ihre eigenen nationalen Interessen ohne übermässige Einflussnahme von aussen verteidigen kann. Die jetzigen Vorschläge erfüllen diese Anforderung in keiner Weise.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken. Die Annahme dieses Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der Schweizer Souveränität und einer Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien, ohne dass dafür ein angemessenes Gegengewicht in Form von verbrieften Vorteilen für die Schweiz ersichtlich wäre. Es ist unerlässlich, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung und die Unabhängigkeit unserer Gerichte kritisch zu beleuchten.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die Übernahme von EU-Recht. Gemäss dem vorgeschlagenen Abkommen würde die Schweiz verpflichtet, neues EU-Recht, das im Geltungsbereich der bilateralen Abkommen erlassen wird, in ihr eigenes Recht zu integrieren. Dies

hat gravierende Konsequenzen für die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz. Die obligatorische Übernahme von EU-Recht entzieht dem Schweizer Parlament die Möglichkeit, eigenständig über die Gesetzgebung zu entscheiden und diese an die spezifischen Bedürfnisse und Werte der Schweiz anzupassen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es auch im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) durch die Vertragsfreiheit und die Geltung des schweizerischen Rechts verankert ist. Es droht eine Situation, in der das Schweizer Recht von einem externen Gesetzgeber, der nicht dem demokratischen Einfluss der Schweizer Bevölkerung unterliegt, bestimmt wird. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte wäre ebenfalls stark gefährdet. Zwar wird argumentiert, dass die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf die Auslegung des relevanten EU-Rechts beschränkt sei. Doch die Praxis zeigt, dass die Auslegungen des EuGH präjudiziellen Charakter für die nationalen Rechtsordnungen haben. Die Gefahr einer indirekten Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch ohne direkte Anrufungsmöglichkeit für Schweizer Parteien, ist immens. Dies könnte dazu führen, dass Schweizer Gerichte gezwungen sind, Entscheidungen zu treffen, die mit der Schweizer Rechtsauffassung kollidieren, um im Einklang mit dem übernommenen EU-Recht zu bleiben. Artikel 5 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) fordert explizit die Anwendung des Schweizer Rechts auf Verträge, sofern nicht anders vereinbart. Die hier vorgeschlagene Regelung impliziert jedoch eine weitreichende faktische Dominanz des EU-Rechts, die einer solchen vertraglichen Vereinbarung im Sinne des OR entgegensteht.

Die Mechanismen zur Streitbeilegung werfen ebenfalls erhebliche Fragen auf. Die vorgeschlagene institutionelle Einbettung des Abkommens, insbesondere die Rolle des Gemischten Ausschusses, lässt wenig Spielraum für die Schweiz, eigene Interessen wirksam durchzusetzen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz in einem solchen Gremium in der Minderheit ist und Entscheidungen gegen ihre Interessen getroffen werden. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank (SNB) und ihre geldpolitischen Entscheidungen könnten potenziell beeinträchtigt werden, wenn diese im Rahmen der institutionellen Anpassung einer EU-weiten Regulierung unterworfen würden, die nicht den schweizerischen ökonomischen Realitäten Rechnung trägt. Die Schweizer Verfassung selbst, insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, garantiert die Souveränität und Unabhängigkeit der Schweiz. Die vorgeschlagene Regelung droht, diese verfassungsmässigen Garantien auszuhöhlen, indem sie die Entscheidungsfreiheit des Bundes und des Parlaments in wesentlichen Bereichen einschränkt.

Des Weiteren ist die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Prozesse zu bemängeln. Die komplexen und sich ständig weiterentwickelnden Rechtsnormen der EU sind oft schwer verständlich und ihre Auswirkungen auf die Schweiz nur schwer abzuschätzen. Die mangelnde Möglichkeit für die schweizerische Bevölkerung, direkt auf die Gesetzgebung Einfluss zu nehmen, die ihrerseits zur Übernahme des EU-Rechts führt, ist demokratierelevant. Das Subsidiaritätsprinzip, das eine wichtige Säule des schweizerischen Föderalismus darstellt, könnte untergraben werden, wenn Entscheidungen, die auf lokaler oder kantonaler Ebene getroffen werden könnten, durch übergeordnete EU-Normen diktiert werden.

Abschliessend muss die Frage gestellt werden, ob die vermeintlichen Vorteile, wie der erleichterte Marktzugang, die Kosten und Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung rechtfertigen. Ein Markt, der nur durch die bedingungslose Übernahme von Recht und die

Unterwerfung unter externe Jurisdiktion zugänglich ist, ist kein fairer oder vorteilhafter Markt. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie ihre eigenen Wege gehen und erfolgreich sein kann. Die jetzige Richtung scheint eher eine Politik der Abhängigkeit zu fördern, anstatt die Stärken der Schweiz zu nutzen. Es ist daher geboten, das vorliegende Paket mit grösster Skepsis zu betrachten und seine weitreichenden negativen Konsequenzen für die Schweiz ernsthaft zu bedenken. Die Beibehaltung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien muss oberste Priorität haben, auch wenn dies bedeutet, dass wir einen anderen Weg als die EU einschlagen müssen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zwischen der Schweiz und der Europäischen Union im Hinblick auf eine zukünftige Kooperationsvereinbarung werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen und wohlüberlegten Prüfung bedürfen. Während die Befürworter eine Harmonisierung und erleichterte wirtschaftliche Beziehungen propagieren, dürfen die negativen Auswirkungen auf die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz nicht unterschätzt werden. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der direkten Mitgestaltung und die potenzielle Schwächung der schweizerischen Rechtsordnung stehen im Fokus meiner tiefen Skepsis.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Diese Praxis, die sich in den bisherigen bilateralen Verträgen abzeichnet und in den aktuellen Verhandlungsergebnissen offenbar fortgeführt wird, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer demokratischen Selbstbestimmung dar. Artikel 123 der Bundesverfassung (BV) verankert das Prinzip der Volkssouveränität und die Entscheidungsfreiheit des Schweizer Volkes und seiner Behörden. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch eine Referenzklausel in völkerrechtlichen Verträgen, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk explizit darüber befinden können, widerspricht fundamental diesem Grundsatz. Es entsteht die Gefahr, dass wir uns künftig an EU-Regulierungen binden, die nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung oder Wirtschaft sind. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde somit indirekt auch in der Schweiz Geltung erlangen, was das Prinzip der Gewaltenteilung und die Eigenständigkeit der Schweizerischen Gerichte, wie sie in Artikel 160 BV verankert ist, untergräbt. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, könnte durch die faktische Vorrangigkeit der EuGH-Rechtsprechung massiv beeinträchtigt werden.

Des Weiteren ist die Frage der Kohärenz mit dem bestehenden schweizerischen Recht von entscheidender Bedeutung. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko von Kollisionen und Inkonsistenzen mit bereits bestehenden oder zukünftig zu schaffenden schweizerischen Gesetzen. Artikel 5 der Bundesgesetzgebung (Art. 5 BV) legt fest, dass die Gesetzgebung dem Gemeinwohl dienen muss. Wenn EU-Recht, das auf ganz anderen politischen und wirtschaftlichen Verhältnissen beruht, übernommen wird, ist nicht garantiert, dass dies dem

schweizerischen Gemeinwohl entspricht. Die sorgfältige Prüfung der Kompatibilität jeder einzelnen EU-Bestimmung mit dem schweizerischen Rechtssystem ist eine immense Herausforderung, deren Bewältigung fraglich erscheint, insbesondere unter dem Druck, rasche Vertragsabschlüsse zu erzielen. Die Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen könnte durch eine solche rechtliche Amalgamierung leiden.

Die erwartete Dynamik der EU-Gesetzgebung ist ein weiterer Aspekt, der zur Vorsicht mahnt. Die EU entwickelt sich kontinuierlich weiter und erlässt fortlaufend neue Rechtsakte. Wenn die Schweiz sich verpflichtet, diese dynamisch zu übernehmen, ohne die Möglichkeit zu haben, die spezifischen Auswirkungen auf die eigene Situation abzuwägen, begibt sie sich in eine Position der ständigen Anpassung an eine fremde Rechtsordnung. Dies birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen ist, Regelungen zu adaptieren, die möglicherweise nicht auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind oder die schweizerischen Besonderheiten ignorieren. Die schweizerische Wirtschaft, insbesondere KMU, könnten dadurch unnötigen bürokratischen Ballast und Wettbewerbsnachteile erfahren.

Die Sorge um die wirtschaftliche Unabhängigkeit ist ebenfalls gravierend. Während die Befürworter die wirtschaftlichen Vorteile betonen, muss bedacht werden, dass die Übernahme von EU-Regulierungen im Bereich des Binnenmarktes, wie beispielsweise im Dienstleistungssektor oder im Agrarbereich, zu einer Angleichung der Wettbewerbsbedingungen führen kann, die für die Schweiz nicht zwangsläufig vorteilhaft ist. Es besteht die Gefahr, dass die schweizerische Industrie und Landwirtschaft stärkerem Wettbewerbsdruck aus dem EU-Raum ausgesetzt wird, ohne dass die Schweiz gleiche Zugangsmöglichkeiten zu den Märkten der EU erhält. Dies steht im Widerspruch zu dem in Artikel 41 BV verankerten Ziel, die Lebensgrundlagen zu sichern und den Wohlstand zu mehren. Eine ungleiche Wettbewerbslandschaft würde die schweizerische Wirtschaft schwächen und die Lebensgrundlagen vieler Bürger gefährden.

Zusätzlich darf die Rolle der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH) und Universitäten in der juristischen Auseinandersetzung mit dem EU-Recht nicht unterschätzt werden. Die Expertise dieser Institutionen ist essenziell für eine fundierte Beurteilung der Auswirkungen von EU-Recht auf die schweizerische Rechtsordnung. Es ist fraglich, ob diese Expertise in einem fairen Umfang und mit ausreichender Wirkung in den Verhandlungsprozess eingebracht werden kann, wenn die grundsätzliche Bereitschaft zur Übernahme von EU-Recht bereits im Vorfeld besteht.

Abschliessend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse, basierend auf der bisherigen Praxis und den angedeuteten Regelungen, tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Souveränität, der rechtlichen Eigenständigkeit und der nationalen Interessen aufwerfen. Die drohende Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprache und die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und Wirtschaft erfordern eine äusserst kritische Prüfung. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche zukünftige Vereinbarung die grundlegenden Prinzipien unserer Verfassung, wie Souveränität, Gewaltenteilung und die Sicherung des Gemeinwohls, nicht kompromittiert. Die schweizerische Politik ist gefordert, eine Lösung zu finden, die den langfristigen Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung dient und nicht einer kurzfristigen Harmonisierung um jeden Preis geopfert wird. Eine solche Lösung muss die

Unabhängigkeit und die einzigartige Stellung der Schweiz in Europa wahren.

Freundliche Grüsse

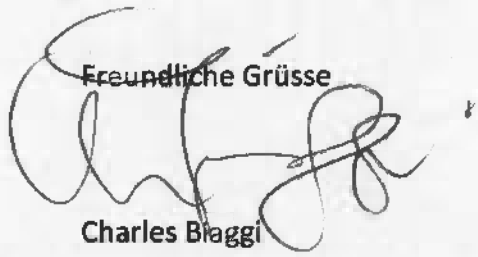

Charles Biaggi

Boyer Rita
Via Lisgenò 113
6915 Tesserete

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Tesserete 27.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Dagostino Jérôme (Privat)

Date: 27.10.2025

Contact: Dagostino Jérôme · 0325100880 · jerome.dagostino@bluewin.ch

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

L'objet de la présente consultation, visant à la stabilisation des relations avec l'Union européenne, soulève des préoccupations fondamentales quant à la préservation de la souveraineté et de l'autonomie décisionnelle de la Suisse. Il est impératif de réaffirmer que toute évolution de nos relations avec l'UE doit impérativement respecter les principes fondamentaux inscrits dans la Constitution fédérale, notamment l'article 5 alinéa 2 qui consacre le principe de subsidiarité. L'adoption de mesures qui tendraient à une harmonisation législative excessive ou à une soumission au droit dérivé de l'UE sans marge de manœuvre significative constituerait une atteinte directe à ce principe et affaiblirait notre capacité à légiférer dans l'intérêt national.

Les accords bilatéraux actuels, bien que nécessaires dans certains domaines, ont déjà démontré les risques inhérents à une intégration croissante. L'extension du champ d'application de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) par le biais d'accords institutionnels, souvent évoquée, pose un problème juridique majeur. La jurisprudence suisse, forgée par notre propre Tribunal fédéral, se fonde sur une interprétation autonome du droit suisse. Intégrer systématiquement la jurisprudence de la CJUE, sans garde-fous appropriés, équivaudrait à une délégation de souveraineté juridique inacceptable et contraire à l'article 1 de la Constitution fédérale qui stipule que le peuple et les cantons exercent leur souveraineté.

De plus, la perspective d'une adhésion automatique à de nouvelles législations de l'UE, telle que suggérée par certains scénarios de stabilisation, irait à l'encontre du processus parlementaire suisse, tel que défini par l'article 165 de la Constitution fédérale. Ce processus garantit un débat démocratique approfondi et la prise en compte des spécificités suisses. L'adoption préventive de normes sans évaluation préalable de leur impact sur notre économie, notre société et notre système juridique, s'avère une approche risquée et potentiellement coûteuse.

Il est donc essentiel que toute proposition visant à stabiliser nos relations avec l'UE soit soumise à une analyse rigoureuse de ses implications en matière de souveraineté, d'autonomie législative et de respect de nos principes constitutionnels. La Suisse doit conserver sa capacité à définir ses propres priorités et à adapter ses lois en fonction de ses intérêts nationaux, sans succomber à une pression uniformisatrice qui saperait les fondements de son identité et de son modèle de prospérité. La prudence et la préservation de notre indépendance doivent rester les maîtres mots de toute négociation.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des questions fondamentales quant à l'adéquation et à la légitimité

de l'intégration accrue avec l'Union européenne, particulièrement en ce qui concerne les implications pour la souveraineté suisse et le respect de notre ordre juridique interne. Nous exprimons de sérieuses réserves quant à la direction prise, qui semble privilégier une dépendance croissante au détriment de notre autonomie décisionnelle.

Le recours systématique à des accords bilatéraux, souvent présentés comme des solutions pragmatiques, masque en réalité une érosion progressive de notre capacité à légiférer et à agir indépendamment. La Suisse, par le biais de l'adoption quasi automatique de la législation européenne, se trouve de facto soumise à des normes qui n'ont pas été débattues et approuvées par notre propre Parlement selon nos procédures démocratiques. Ceci contrevient au principe fondamental de la souveraineté nationale, tel qu'ancré dans notre Constitution, notamment dans ses articles relatifs à l'autonomie cantonale et à la représentation du peuple.

En particulier, l'application de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) par le biais des accords institutionnels pose un problème juridique majeur. La CJUE interprète le droit de l'UE, et son influence sur le droit suisse, sans que ses décisions ne soient soumises au contrôle de nos tribunaux nationaux ou du peuple suisse. Cela représente une atteinte inacceptable à notre système de séparation des pouvoirs et à la primauté de notre droit constitutionnel. L'article 164 de la Constitution fédérale stipule que la loi fédérale est le moyen suprême de l'État. Or, l'alignement automatique sur le droit européen, y compris par l'interprétation de la CJUE, risque de reléguer le droit suisse au second plan.

De plus, la rapidité avec laquelle de nouveaux accords sont négociés et mis en œuvre ne permet pas toujours une évaluation approfondie de leurs conséquences sur le plan économique, social et juridique. Les mécanismes de mise en œuvre nationale décrits dans ce processus semblent davantage viser à assurer une conformité superficielle qu'une intégration réfléchie et bénéfique pour la Suisse. Il est impératif de réaffirmer le droit de la Suisse de déterminer ses propres règles, sans subir l'influence indue d'une autorité supranationale dont les intérêts ne coïncident pas nécessairement avec les nôtres. Nous appelons à une révision des approches actuelles afin de préserver l'indépendance et la spécificité de notre système juridique et politique.

Contribution financière

La contribution financière proposée, telle que présentée dans le cadre de l'accord sur la contribution financière, soulève des préoccupations majeures quant à la perte de souveraineté et à l'assujettissement de la Suisse à des obligations financières contraignantes envers l'Union européenne. Initialement perçues comme des contributions volontaires et soumises au contrôle du Parlement, ces paiements sont désormais transformés en une obligation légale permanente. Cette mutation, consacrée par l'édiction d'un nouveau Gesetz sur la contribution à la cohésion (KoBG), vide le Parlement de sa compétence budgétaire souveraine et prive le pays d'un levier politique essentiel.

L'introduction de l'article 1 du KoBG, qui établit un droit permanent, marque un tournant dangereux. Il transforme ce qui était auparavant une décision politique, souverainement examinée et votée par les représentants du peuple, en une obligation inéluctable. La Suisse se retrouve dans une position de net payeur, sans droit de regard ni contrepartie tangible garantie, tandis que l'UE dicte les montants et les modalités. Le montant initial avancé de 350 millions de francs par an doit être considéré avec le plus grand scepticisme. L'expérience démontre que les mécanismes de révision automatique prévus dans ces accords tendent inexorablement à augmenter les exigences financières, transformant une offre initiale attrayante en une charge récurrente et croissante.

L'intégration du KoBG dans l'Annexe 5, ch. 1, let. d, du Concordat sur la coordination des politiques de sécurité (BöB) n'est pas une simple formalité technique. Elle ancre ces paiements au cœur de notre système juridique, leur conférant une légitimité et une pérennité qui réduisent la marge de manœuvre du législateur suisse à néant. De plus, la falsification par la liaison avec le droit de la promotion de la paix, à travers l'ajout de l'article 1, alinéa 2, lettre b, du KoBG, est particulièrement préoccupante. Elle instrumentalise un domaine consensuel pour faire passer une mesure financière hautement controversée, bafouant ainsi le principe de transparence et d'honnêteté dans le processus législatif. En somme, cet accord transforme des gestes de bonne volonté en une servitude financière, sapant

les fondements de notre autonomie décisionnelle.

Libre circulation: Protection des salaires

La consultation proposée concernant la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes soulève des inquiétudes majeures quant à son efficacité réelle et à son impact sur le marché du travail suisse. Les mesures de protection salariale envisagées apparaissent insuffisantes pour compenser la pression accrue exercée sur les salaires helvétiques par l'élargissement de la libre circulation. Elles risquent de conduire à une érosion généralisée du niveau des rémunérations, particulièrement préjudiciable aux classes moyennes et inférieures.

Plutôt que de renforcer notre système de protection salariale éprouvé, les dispositions actuelles tendent à le diluer et à l'aligner sur des normes européennes potentiellement moins contraignantes. Les nouvelles réglementations, bien que plus bureaucratiques, semblent moins efficaces que les mesures de sauvegarde existantes. Ce renoncement à notre propre système est une concession qui profite avant tout aux entreprises étrangères désireuses de pratiquer le dumping salarial.

Les mécanismes de contrôle se retrouvent affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont compromises par l'instauration de structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Cette réorganisation aboutit à une diminution des contrôles et à une application moins rigoureuse des conditions de travail et de salaire.

L'introduction d'un régime de protection spéciale contre le licenciement pour les représentants syndicaux, tel que proposé dans les articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue un cas d'espèce problématique. Cette disposition, directement dictée par des pressions européennes, institue une classe privilégiée d'employés et entrave la flexibilité des petites et moyennes entreprises (PME), sans pour autant résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires.

De plus, l'adaptation de la loi sur l'assurance-accidents (LAA) et de la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) en matière de contrôle et de sanctions, notamment l'extension du système de sanctions prévu à l'article 9 alinéa 2 de la loi sur l'assurance sociale (LAS), ne vise pas une amélioration intrinsèque de la protection des travailleurs suisses mais plutôt une compatibilité avec le droit de l'UE. La modification des voies de recours, comme le déplacement du droit d'action de l'article 11 vers l'article 13a de la loi sur la procédure de saisie et de faillite (LP), complique la mise en œuvre des droits des travailleurs.

Enfin, l'intégration des sanctions de l'UE dans le droit suisse, notamment via le renvoi à des décisions administratives européennes exécutoires conformément à l'article 80 alinéa 2 chiffre 6 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), représente une cession de souveraineté inacceptable. La Suisse se transforme ainsi en un instrument d'application des sanctions financières de l'UE, sapant notre propre ordre juridique en permettant leur mise en œuvre sans un contrôle judiciaire approfondi.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de vives préoccupations quant aux modifications proposées relatives à la libre circulation des personnes et à l'immigration, telles qu'elles découlent de l'adoption de la directive sur les citoyens de l'Union. Ces changements, loin de renforcer notre autonomie, semblent au contraire la compromettre gravement.

L'extension massive de la libre circulation, notamment par la création d'un nouveau "droit de séjour prolongé" après seulement cinq ans, contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale, qui stipule le principe d'une maîtrise souveraine de l'immigration par la Suisse. Ce nouveau statut, pratiquement inamovible, même en cas de comportement répréhensible, pose un risque sérieux pour notre sécurité intérieure et la pérennité de nos systèmes sociaux. L'article 41c nouveau de la loi sur l'assurance-immigration (AIG) renforce cette inquiétude en consolidant l'accès aux aides sociales pour les ressortissants de l'UE, rendant l'exclusion particulièrement difficile, même en cas de dépendance, ce qui représente une charge indue pour les contribuables suisses. L'abrogation de l'article 29a AIG et la consécration de l'article 41c AIG constituent une capitulation face aux exigences

de l'UE.

Le recours à la "clause de sauvegarde" prévue dans l'accord est illusoire. Les conditions d'application sont tellement restrictives que son efficacité pratique est nulle. L'idée d'une véritable maîtrise de l'immigration s'en trouve réduite à néant, la clause de sauvegarde de l'article 21b AIG se révélant n'être qu'un placebo.

L'élargissement du regroupement familial, incluant désormais parents, grands-parents et beaux-parents, représente une source d'immigration incontrôlable et une augmentation significative des coûts sociaux. Cette mesure, inédite pour un pays tiers à l'UE, affaiblit notre capacité à réguler les flux migratoires.

De plus, l'intégration du système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI) dans diverses législations, comme le droit sur les professions de la santé (MedBG, GesBG) et le droit des professions de psychologue (PsyG), ainsi que l'adoption de la norme européenne pour la reconnaissance des qualifications professionnelles (EPC) dans le domaine de la santé et dans le BGMD, entraînent une automatisation de la reconnaissance des diplômes. Ce mécanisme affaiblit nos standards de qualité élevés et notre capacité à évaluer de manière approfondie les qualifications, mettant potentiellement en péril la sécurité des patients et la maîtrise de notre marché du travail. L'article 34d alinéa 2bis de la loi sur l'EPF et l'article 61a de la loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (HFKG) introduisent des frais de scolarité considérablement plus élevés pour les étrangers, reconnaissant implicitement les coûts accrus engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation.

L'intégration des règles de coordination de l'UE concernant la deuxième pilier de prévoyance professionnelle (modifications au BVG, art. 49 al. 2 ch. 27) représente une atteinte à notre souveraineté en matière de politique sociale. Il en va de même pour la restriction de la possibilité de retirer en espèces son avoir de caisse de pension lors d'un déménagement dans l'UE, une mesure imposée par Bruxelles et édictée dans le nouvel article 25f alinéa 1bis de la loi sur la libre circulation.

Enfin, l'instauration de la méthode dite "d'intégration" pour l'adoption automatique du droit de l'UE en matière de migration est inacceptable. Elle prive le peuple et le parlement suisses de leur droit de décider sur des questions fondamentales, une violation de notre démocratie directe. L'ensemble de ces dispositions constitue une soumission de fait au droit de l'UE, au détriment de notre indépendance et de nos intérêts nationaux.

Transports terrestres

La consultation sur le domaine des transports terrestres soulève de vives inquiétudes quant à l'impact de l'intégration accrue avec l'Union européenne sur notre réseau ferroviaire, pilier essentiel de notre service public. L'application du droit des aides d'État de l'UE menace directement les subventions éprouvées qui soutiennent le trafic marchandises, le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. Ces mesures sont fondamentales pour garantir la qualité et l'accessibilité du transport pour l'ensemble de la population, et leur remise en cause représente une menace concrète.

L'introduction de la "cabotage", telle que prévue par le nouvel article 40a ter de la Loi sur le transport ferroviaire (LTF), ouvre la voie à une "pêche aux fruits" de la part d'opérateurs étrangers. Ces derniers privilégieront les lignes les plus rentables, laissant les Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) et autres entreprises concessionnées la charge des lignes moins lucratives, mais vitales pour la desserte universelle. Cette "rosinpickerei" érode les bases financières de notre service public et compromet l'équité territoriale.

La "Déclaration commune" présentée par le Conseil fédéral comme une garantie est juridiquement dénuée de poids. Elle n'offre aucune protection contre les futures modifications du droit de l'UE, que la Suisse serait tenue d'adopter de manière dynamique, sapant ainsi notre souveraineté en matière de transport ferroviaire. Cette déclaration est une illusion de sécurité qui ne parera pas à l'érosion progressive de notre contrôle sur notre infrastructure ferroviaire. Les dispositions relatives à l'adaptation aux futures réglementations de l'UE, comme celles concernant le "Réseau européen des

gestionnaires d'infrastructure" (ENIM), témoignent de cette dérive vers une centralisation des compétences au détriment de notre autonomie nationale.

L'article 32a, alinéa 1bis, du nouveau droit des transports publics (LPC) contraint la Suisse à tenir compte du droit de l'UE lors des appels d'offres. Cette disposition restreint sévèrement la marge de manœuvre des cantons et de la Confédération dans la définition de leur réseau de transport public, privilégiant des critères de conformité européens au détriment d'objectifs nationaux spécifiques. Cela pourrait conduire à des solutions sous-optimales et plus coûteuses pour les contribuables suisses.

En conclusion, l'accord proposé fragilise notre service public ferroviaire, menace notre souveraineté et pourrait aboutir à une dégradation de l'offre de transports pour nos concitoyens. Il est impératif de refuser ces dispositions qui vont à l'encontre des intérêts fondamentaux de la Suisse.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes réserves quant à l'accord proposé dans le domaine de l'électricité, qui risque de compromettre de manière significative la souveraineté énergétique et la stabilité de l'approvisionnement de la Suisse. L'intégration institutionnelle dans la structure de surveillance de l'Union européenne, notamment via ACER et ENTSO-E, nous transforme en un participant soumis à des directives, dépourvu de droit de vote, mais tenu de supporter les coûts. Les décisions stratégiques concernant notre réseau électrique seront désormais prises à Bruxelles, privant la Suisse de son autonomie.

Cette perspective remet en cause le rôle de la Commission fédérale de la concurrence (ComCo), qui risque d'être réduite à une simple instance d'application du droit européen, et non plus une autorité indépendante orientée vers les besoins suisses. Le droit de l'énergie, tel que nous le connaissons, pourrait ainsi perdre sa légitimité démocratique.

L'impact sur notre principal pilier de production énergétique, la force hydraulique, est particulièrement préoccupant. Les règles européennes relatives aux aides d'État pourraient qualifier notre système éprouvé de "participation d'eau" comme une aide d'État inadmissible, menaçant ainsi sa pérennité et, par conséquent, les finances des cantons montagneux.

De plus, les structures fédérales qui constituent le socle de notre système énergétique, comme les centrales électriques communales, se trouvent affaiblies. L'article 4a et suivants du nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) et l'article 15 du nouveau droit de l'énergie (EnG) menacent le principe de priorité d'injection, désavantageant la production d'énergie locale et décentralisée au profit de grands acteurs. Les articles 10, 18 et 19 du StromVG renforcent les exigences de désimbrication, portant atteinte aux spécificités de nos structures fédérales.

La sécurité de l'approvisionnement national risque d'être sacrifiée sur l'autel du marché libre. Les articles 8b et suivants du StromVG limitent la capacité de constituer des réserves stratégiques, rendant notre pays vulnérable. L'absence d'une responsabilité claire pour la sécurité de l'approvisionnement – ni le marché, ni l'UE ne l'assument pleinement – est inacceptable. La libéralisation complète du marché, comme prévu dans le chapitre 1a du StromVG, induira une volatilité des prix accrue et, inévitablement, des coûts plus élevés pour les PME et les ménages, qui devront compenser les défaillances du marché via de nouvelles taxes.

L'introduction d'une exclusion de subvention en cas de prix négatifs, comme stipulé dans les nouveaux articles 29d alinéa 4 et 33a alinéa 2bis de l'EnG, crée une incertitude d'investissement majeure pour les énergies renouvelables, freinant leur développement et augmentant notre dépendance aux marchés étrangers et aux énergies fossiles. L'élargissement des compétences de la ComCo (art. 22 StromVG) et la modification de l'article 8 alinéa 2 BATE, en supprimant l'exception pour la société nationale du réseau, indiquent une soumission au régime de l'UE, au détriment de notre souveraineté et de notre capacité d'adaptation. Ces mesures représentent un risque considérable pour l'économie et la population suisses.

Aides d'État

La nouvelle réglementation proposée concernant les aides d'État représente une remise en cause profonde de notre souveraineté et de notre système fédéral. L'idée d'abandonner la pratique actuelle, où les subventions constituent des décisions politiques démocratiquement légitimées par la Confédération, les cantons et les communes, au profit d'un régime de contrôle européen rigide et technocratique est inacceptable. Ce projet soumet les aides destinées à des secteurs vitaux tels que le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les PME locales à une tutelle étrangère.

L'impact sur l'autonomie cantonale est particulièrement préoccupant. Au lieu de décider souverainement de leur politique de développement économique, les cantons se verront contraints de soumettre leurs décisions à une autorité européenne centralisée, agissant par l'intermédiaire de Berne. Cette ingérence constitue une attaque directe contre notre fédéralisme, tel que garanti par la Constitution fédérale. L'article 3 de la Constitution, qui consacre l'autonomie des cantons dans les limites de la loi, est ainsi mis à mal.

En soumettant nos aides d'État au contrôle systématique de l'Union européenne, la Suisse se positionne en simple réceptrice de règles, cédant ainsi sa marge de manœuvre en matière de politique économique nationale. La création d'une "super-autorité" sous la forme de la nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que prévue par l'article 18 alinéa 2 du nouveau droit des cartels, est particulièrement alarmante. Cette chambre, présentée comme un "bras étendu de l'UE", sera appelée à faire primer la conformité avec le droit européen sur les intérêts suisses.

Les conséquences pour les cantons sont désastreuses. L'introduction d'un nouveau droit de recours direct contre les décisions cantonales devant cette chambre, tel que prévu par le nouvel article 82 lettre bbis de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF), dégrade les cantons au rang d'unités administratives subordonnées. Leurs décisions, issues d'un processus démocratique, pourront être contestées et annulées par une autorité centrale, avant d'être soumises à un contrôle abstrait de norme devant le Tribunal fédéral. Cette soumission est une violation flagrante de l'autonomie procédurale des cantons.

De plus, la suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LCA) signale l'abandon de notre compétence nationale de contrôle des aides dans un secteur stratégique, le soumettant entièrement au régime européen. L'exclusion du Surveillant des prix des sessions de la chambre des aides d'État, telle que modifiée à l'article 5 alinéa 2 de la loi sur la surveillance des prix (LSP), affaiblit encore la transparence et la protection des consommateurs, permettant à cette nouvelle autorité d'agir sans contre-pouvoir significatif. L'ensemble de ces mesures préfigure un asservissement de notre politique économique aux directives de Bruxelles, au détriment de nos intérêts nationaux et de notre autonomie.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue amélioration de la sécurité alimentaire sous le titre trompeur de « Sécurité des denrées alimentaires » représente en réalité un projet d'intégration sans précédent qui soumet l'ensemble de l'économie agricole et alimentaire suisse au cadre réglementaire de l'Union européenne, sous l'appellation « De la ferme à la table ». Ce projet menace directement nos standards de production élevés, la survie de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs.

La qualité « Made in Switzerland », reconnue mondialement, est mise en péril par une harmonisation qui conduira inévitablement à une baisse des standards. L'alignement sur des normes européennes souvent moins strictes déprécie un avantage concurrentiel majeur de nos producteurs. L'introduction d'inspecteurs de l'UE sur notre territoire constitue une ingérence inacceptable dans notre souveraineté nationale. Nos exploitations deviendront des objets de contrôle pour une autorité étrangère, ce qui viole les principes fondamentaux de notre droit national.

La mise en œuvre de ce paquet réglementaire implique une vague de bureaucratie sans précédent, écrasant non seulement les grandes entreprises, mais aussi les petits exploitants, les producteurs de fromage d'alpage, les bouchers de village, voire les associations organisant des événements

traditionnels. Les adaptations prévues au niveau du droit sur la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) nous contraignent à abandonner nos réglementations nationales, souvent plus strictes, en matière de transport et d'abattage au profit des standards de l'UE. Il s'agit d'un recul clair en matière de protection animale et d'une perte de souveraineté inacceptable.

La révision totale du droit des denrées alimentaires et des objets usuels (LMG) est le cœur de cette soumission au droit alimentaire de l'UE. Elle vise à détruire la diversité et la qualité de notre production alimentaire par un déluge de réglementations européennes inadaptées, conçues pour une production industrielle de masse. Les petits producteurs, les magasins à la ferme et la gastronomie locale seront noyés sous une bureaucratie étouffante, menant à la faillite de nombreux acteurs. C'est une attaque directe contre notre identité culinaire et notre économie.

De plus, les nouvelles compétences accordées au Conseil fédéral dans la loi sur l'agriculture (nouvelles alinéas aux art. 141 et 148 LwG) constituent une autorisation en blanc pour la mise en œuvre du droit de l'UE, contournant le rôle du Parlement et minant le contrôle démocratique sur un secteur vital pour la Suisse. La clause guillotine qui lie cet accord à l'ensemble des autres contrats bilatéraux constitue un chantage politique inacceptable, nous privant de toute marge de manœuvre souveraine. Le moratoire suisse sur les organismes génétiquement modifiés, confirmé à plusieurs reprises par le peuple, sera vidé de sa substance, nous obligeant à accepter des produits contenant des traces d'OGM autorisés par l'UE, foulant ainsi aux pieds la volonté populaire.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse se trouve à un carrefour crucial quant à ses relations futures avec l'Union européenne. L'évaluation globale du paquet d'accords intervenue suscite de vives inquiétudes quant à la souveraineté nationale et à la pérennité de notre modèle de démocratie directe. Il est impératif d'adopter une posture rigoureusement critique face aux propositions soumises, car celles-ci semblent tendre vers une intégration accrue qui pourrait, à terme, éroder notre autonomie législative.

Un point particulièrement préoccupant réside dans l'application potentielle de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). L'article 4 du projet d'accord-cadre prévoit explicitement que les accords conclus entre la Suisse et l'UE soient interprétés conformément à la jurisprudence pertinente de la CJUE. Cette clause représente une soumission de facto à un droit étranger dont l'élaboration nous échappe totalement, contredisant l'esprit de la Constitution fédérale, notamment l'article 5 sur la subsidiarité, qui garantit que les compétences doivent être exercées au niveau le plus bas possible. L'acceptation d'une interprétation constante par la CJUE équivaut à déléguer notre pouvoir souverain de décision aux institutions européennes, sans mécanisme de contrôle démocratique adéquat pour le peuple suisse.

De surcroît, la perspective d'une automatisation de la reprise du droit de l'UE, telle qu'entrevue dans certaines dispositions, soulève des questions fondamentales quant au rôle du Parlement suisse et du peuple. La Constitution, dans ses articles 163 et suivants relatifs au processus législatif, confère au Conseil fédéral et aux Chambres fédérales la responsabilité d'élaborer et de voter les lois. Une intégration trop poussée, qui impliquerait une reprise quasi systématique des directives et règlements européens, priverait nos organes représentatifs de leur pouvoir décisionnel légitime et diluerait la participation citoyenne garantie par les instruments de démocratie directe, tels que le référendum, tel que le protège l'article 138 de la Constitution.

Il est donc essentiel que toute évaluation de ce paquet d'accords soit menée avec la plus grande prudence, en privilégiant la défense des intérêts fondamentaux de la Suisse et en veillant à préserver notre indépendance et notre capacité à légiférer dans l'intérêt de notre propre population. La voie actuelle semble nous mener vers une dépendance croissante, au détriment de notre souveraineté.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations

communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations suscite une profonde insatisfaction et des interrogations quant à leur conformité avec les intérêts fondamentaux de la Suisse, tels que garantis par la Constitution fédérale. La tendance à une intégration croissante et à une subordination progressive aux normes et décisions de l'Union européenne constitue une préoccupation majeure.

Le principe de l'autodétermination suisse, pierre angulaire de notre système politique, est mis à mal par la perspective d'accepter unilatéralement le droit dérivé de l'UE sans avoir, en retour, une voix contraignante dans son élaboration. Cela contrevient directement à l'article 2 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération agit en vue de sauvegarder les intérêts du pays et le bien-être du peuple. L'acceptation de dispositions dont la genèse et le contenu échappent à notre contrôle démocratique direct soulève la question de la capacité de la Suisse à définir et à poursuivre ses propres intérêts de manière autonome.

De plus, la pérennisation du principe de la libre circulation des personnes, tel que promu par l'UE, continue de poser des défis significatifs en termes de gestion de l'immigration et de préservation de la cohésion sociale et des infrastructures nationales. L'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), par son application potentiellement illimitée et le caractère de suprématie du droit européen qu'il induit, peut entrer en conflit avec les exigences de l'article 121a de la Constitution fédérale, qui permet de limiter l'immigration de ressortissants étrangers. La jurisprudence européenne, qui tend à interpréter la libre circulation de manière extensive, risque de diluer la souveraineté législative suisse dans ce domaine crucial.

Il est impératif de réaffirmer la primauté du droit suisse et la capacité de la Suisse à légiférer dans son propre intérêt. L'acceptation de nouvelles dispositions qui conféreraient une primauté accrue au droit européen sans garanties suffisantes pour la souveraineté suisse, la démocratie directe et la flexibilité de notre système politique serait une erreur stratégique. Il convient de rester vigilant quant aux implications à long terme de ces accords et de privilégier des solutions qui renforcent, plutôt qu'elles n'affaiblissent, la position indépendante de la Suisse sur la scène internationale.

Dominique-Noëlle **Dauphin Bottinelli**
Route du Clos 70A
1913 **Saillon / VS**
dn.dauphinb@saillon.ch

Par courriel ⇨
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 **Berne**

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de *"stabilisation et développement des relations Suisse-UE".*

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ !!!!

1. Refus de la subordination institutionnelle

- **NON** à la reprise automatique et dynamique du droit européen.
- **NON** à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
- **NON** à la perte de souveraineté législative de notre pays.
- **NON** à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- **Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.**
- **Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.**
- **Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.**

Saillon, le 27.10.2025

Dominique-Noëlle **Dauphin Bottinelli**
Route du Clos 70A
1913 **Saillon / VS**
dn.dauphinb@saillon.ch

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES ÉXIGENCES CLAIRES ⇨

1. **ABANDON du présent paquet de traités**
2. **MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants**
3. **NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal**
4. **4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : « **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.** »

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations les meilleures.

Dominique-Noëlle Dauphin Bottinelli

Saillon, le 27.10.2025

MARIA DE LUIGI
6954 BIGORIO
NUCLEO 43

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

BIGORIO 27 10 25

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

De Marchi Charleene
Rue des Terreaux 5
CH – 1315 La Sarraz

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
CH - 3003 Berne

La Sarraz, le 27 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

De Marchi Charleene

De MARCHI CHARLEENE

Defache Fernand
Rue de Morat 46
2502 Biel/Bienne

Biel/Bienne, 27 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames,Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2.Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique:
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4.Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2.MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3.NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal** à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Scanned with CamScanner

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée àmaintes

reprises : **NON** à **l'adhésion à** l'UE **sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer,

Mesdames,Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Defache Fernand

Scanned with CamScanner

Defache Martine
Rue de Morat 46
2502 Biel/Bienne

Biel/Bienne, 27 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames,Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2.Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique:
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4.Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2.MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3.NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal** à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Scanned with CamScanner

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée àmaintes

reprises : **NON** à **l'adhésion à** l'UE **sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer,

Mesdames,Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Defache Martine

Scanned with CamScanner

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Senza pregiudizio, in onore e buona fede

Tutti i diritti riservati

per F o r l i n i , ®©
Luciano

F o r l i n i , Luciano ©®
via Vellano 16
6583 Bellinzona - Vellano

Dipartimento federale degli affari esteri
(DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Bellinzona – Vellano, 27.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Walter Frei (Privat)

Datum: 27.10.2025

Kontakt: Walter Frei · +41 21 791 72 86 · walterfrei55@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Ausdehnung der EU-Gesetzgebung auf Schweizer Territorium, ohne dass die Schweiz hierbei ein angemessenes Mitspracherecht geniesst, widerspricht grundlegend dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, wie es in der Bundesverfassung verankert ist. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Rechtspositionen untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, eigenständige und auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Regulierungen zu erlassen. Die Konsequenzen für die Rechtssicherheit und die Eigenständigkeit der Schweiz sind GRAVIEREND.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public im Bahnbereich. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG öffnet die Tür für ausländische Anbieter, welche die profitablen Linien bedienen und somit die Finanzierung der SBB und anderer Transportunternehmen mit umfassendem Versorgungsauftrag untergraben. Dies führt unweigerlich zu einer Rosinenpickerei, die den flächendeckenden öffentlichen Verkehr gefährdet. Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG) schränkt die Gestaltungsfreiheit von Bund und Kantonen ein und kann zu suboptimalen Lösungen führen.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Souveränität. Die Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" führt zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland". Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr, da wir gezwungen werden, oft tiefere EU-Standards zu übernehmen.

Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jede souveräne Entscheidung der Schweiz blockiert. Der Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, die insbesondere kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen zur Aufgabe zwingen wird. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren nationalen Vorschriften zugunsten der EU-Standards aufzugeben, was einen Rückschritt für den Tierschutz bedeutet. Das Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, und die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) umgehen das Parlament und sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Auch der Schutz unserer Wälder wird durch die Unterstellung unter das Diktat der EU im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) gefährdet. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet die Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Insgesamt stellt dieses Abkommen eine gefährliche Aushöhlung unserer nationalen Standards, unserer Souveränität und unserer Identität dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung der freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht ist aus souveränitätspolitischer Sicht äusserst bedenklich. Das neue Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) entzieht dem Parlament auf unzulässige Weise die demokratische Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen, indem es einen permanenten Rechtsanspruch nach Art. 1 KoBG schafft und somit die Budgethoheit aushebelt. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Lohnschutzmassnahmen im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar. Es ist zu befürchten, dass diese Massnahmen zu einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus führen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, und die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den Artikeln 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein vergiftetes Geschenk, das eine Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht schafft und die Flexibilität von KMU lähmt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) dar. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, gekoppelt mit einer beispiellosen Ausweitung des Familiennachzugs, zementiert eine unkontrollierte Zuwanderung. Die angeblichen 'Schutzklauseln', wie in Art. 21b AIG dargelegt, erweisen sich als reine Illusion, deren Anwendungshürden eine effektive Steuerung verunmöglichen. Die automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' entmachtet unser Parlament und Volk. Die Unterordnung unter EU-Systeme wie das IMI (BGVB, MedBG, GesBG, PsyG) und die Koordinierung der zweiten Säule (BVG) sowie die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind nicht einfach technische Anpassungen, sondern kapitulative Akte, die unsere nationalen Standards und die Interessen unserer Bürger opfern.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Angriff auf die Schweizer Souveränität und den Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre Entscheidungen von einer zentralen Behörde geprüft und potenziell gekippt werden können, was durch die geplanten Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (Art. 82 Bst. bbis BGG) und im Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) zementiert wird. Mit der neuen Beihilfekammer, die als verlängerter Arm der EU fungiert, wird die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt. Ein solches Vorgehen ist INAKZEPTABEL.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz ihre Entscheidungsautonomie über ihr Stromnetz, während sie zur Kostenübernahme verpflichtet wird. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis) fördern eine vollständige Marktliberalisierung, die zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen wird. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere Netze unnötigerweise EU-Regeln.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die mögliche Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle untergräbt die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Das Prinzip der Volkssouveränität und die Rechte der Stimmbürger, wie in Artikel 138 und 139 BV garantiert, könnten durch solche Abkommen de facto ausgehebelt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU geben Anlass zu tiefgreifender Sorge. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweizer Souveränität in unannehmbarer Weise zu untergraben. Die Akzeptanz des EuGH-Rechts, wie sie in den angedachten Abkommen impliziert wird, stellt eine direkte Verletzung des Art. 1 Abs. 2 der Bundesverfassung dar, der die Unabhängigkeit der Schweiz betont. Die mögliche Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, welche die demokratische Legitimation nationaler Gesetzgebung aushöhlt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtvereinbarung mit der EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer fundamentalen Prinzipien auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in Art. 12 des Institutionalen Abkommens vorgesehen ist, untergräbt die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der Schweiz. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der direkten Demokratie, die in der Bundesverfassung verankert sind. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs birgt zudem die Gefahr, dass unser Rechtssystem in einer Weise beeinflusst wird, die nicht unseren nationalen Interessen entspricht. NIEMALS darf die Schweiz diesem Paket zustimmen.

Gervaise Cristina
Rue Château-Vieux 12
1870 Monthey

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Monthey, le 27 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Gervaise Cristina

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

nom et prénom GONZALEZ HUGO
adresse CHEMIN DU DEVIN 65 BIS
Code postal et ville 1012 LAUSANNE

Date 27.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Nom et prénom en caractères d'imprimerie
GONZALEZ HUGO

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Granato Nicolas
Chemin dun Grand Bisse 30
1977 ICOGNE

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Icogne, le 27 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Granato Nicolas

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Hefti Therese

Goldgrubenweg 51

2504 Biel

Biel/Bienne, 27 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames,Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2.Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique:
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4.Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

Scanned with CamScanner

2.MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3.NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal** à égal

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée àmaintes

reprises : **NON** à **l'adhésion à** l'UE **sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer,

Mesdames,Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Hefti Therese

Scanned with CamScanner

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Toni Lumiella (Privat)

Datum: 27.10.2025

Kontakt: Toni Lumiella · +41798031000 · toni.lumiella@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken. Aus schweizerischer Perspektive ist die vorgeschlagene Ausgestaltung in mehrfacher Hinsicht problematisch und birgt erhebliche Risiken für unsere Souveränität, unsere Rechtsordnung und die schweizerische Wirtschaft.

Das Hauptanliegen betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht. Artikel 1 des revidierten revidierten Bundesgesetzes über die Institutionen der Europäischen Union (IG EU) sieht eine generelle Übernahme von EU-Recht vor. Dies untergräbt die verfassungsmässige Kompetenz des schweizerischen Gesetzgebers, wie sie in Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Es ist inakzeptabel, dass die Schweiz faktisch zu einem Juniorpartner degradiert wird, dessen Gesetzgebung von externen, nicht demokratisch legitimierten Institutionen der EU diktiert wird. Die Unabhängigkeit unseres Rechtswesens, ein zentraler Pfeiler unserer nationalen Identität, wird dadurch fundamental in Frage gestellt.

Die im Paket vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind ebenfalls bedenklich. Die bindende Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, selbst in Bereichen, die indirekt die Schweiz betreffen, verletzt das Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung gemäss Artikel 30 BV. Eine Gerichtsinstanz, die nicht der schweizerischen Verfassung untersteht, darf keine bindende Hoheitsgewalt über die schweizerische Rechtsprechung ausüben. Dies führt zu einer schleichenden Aushöhlung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Souveränität.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen besorgniserregend. Die vorgesehene institutionelle Anbindung könnte zu einer Verlagerung von Arbeitsplätzen und Investitionen führen, wenn sich Schweizer Unternehmen durch die fortlaufende Übernahme von EU-Recht benachteiligt sehen und sich stattdessen in der EU ansiedeln. Die Freiheit der Personen und Warenverkehr, wie er durch das Personenfreizügigkeitsabkommen geregelt ist, darf nicht auf eine Weise umgesetzt werden, die unsere Sozialwerke und unseren Arbeitsmarkt überfordert. Die potenziellen Kosten für die Schweiz, sowohl finanziell als auch im Hinblick auf die Anpassungsleistungen, sind nicht in einem angemessenen Verhältnis zum erwarteten Nutzen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket eine schleichende Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres Rechtsstaates darstellt. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit bewahrt und ihre Interessen auf eigenständige Weise wahrt, anstatt sich einer übergeordneten Rechtsprechung und Gesetzgebung zu beugen. Jegliche Abkommen mit der EU müssen die Souveränität der Schweiz und die demokratische Legitimation ihrer Gesetzgebung uneingeschränkt respektieren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Die proklamierte Annäherung und Intensivierung der Beziehungen lassen befürchten, dass die Schweiz erhebliche Souveränitätsrechte aufgibt, ohne dafür adäquate Gegenleistungen zu erhalten.

Besonders beunruhigend ist die potentielle Übernahme von EU-Recht, die das Prinzip der rechtsgleichen Behandlung und die Stabilität des schweizerischen Rechtssystems gefährdet. Gemäss Artikel 122 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) muss die Bundesgesetzgebung dem Wesen nach der Rechtsordnung der Kantone entsprechen. Die drohende fortlaufende Übernahme von EU-Recht, ohne eine angemessene Einflussmöglichkeit der Schweiz, birgt die Gefahr, dass zukünftige Gesetze nicht mehr auf die spezifischen Bedürfnisse und die Rechtskultur der Schweiz zugeschnitten sind. Dies könnte zu einer Erosion der kantonalen Autonomie führen, welche durch Artikel 3 Absatz 2 BV geschützt ist.

Die avisierte stärkere Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls ausserordentlich problematisch. Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine faktische Unterordnung unter die Rechtsprechung des EuGH würde die Souveränität des schweizerischen Rechtssystems untergraben und die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte in Frage stellen. Die autonome Rechtsfindung, ein Grundpfeiler unserer Demokratie, wäre massiv beeinträchtigt.

Es stellt sich die dringende Frage, ob die vermeintlichen Vorteile dieser Abkommen die Nachteile überwiegen. Die Stärkung der wirtschaftlichen Verflechtungen könnte sich als zweischneidiges Schwert erweisen, wenn sie zu einer Abhängigkeit von Entscheidungen führt, die ausserhalb des Einflussbereichs der Schweiz getroffen werden. Die Stabilität und Verlässlichkeit der schweizerischen Rechtsordnung, ein entscheidender Faktor für den Wohlstand und die Akzeptanz der Bürgerinnen und Bürger, steht auf dem Spiel. Eine sorgfältige und kritische Prüfung der Konsequenzen ist unerlässlich, bevor irreversible Schritte unternommen werden. Es muss sichergestellt werden, dass die Interessen und die Souveränität der Schweiz gewahrt bleiben und nicht durch schleichende Anpassungen ausgehöhlt werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Vorlage eines derartigen Vernehmlassungsdossiers, welches potenziell tiefgreifende und unwiderrufliche Änderungen an der schweizerischen Rechtsordnung nach sich ziehen könnte, gibt Anlass zu äusserster Skepsis und ernsthaften Bedenken. Es ist fragwürdig, ob die vorgeschlagene Herangehensweise im Einklang mit den Grundsätzen der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie steht, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone betont, scheint unter den aktuellen Vorschlägen untergraben zu werden.

Die unkritische Übernahme von EU-Recht, selbst in Form eines Rahmenabkommens, birgt die Gefahr einer schleichenden Entwertung nationaler Gesetzgebungskompetenzen. Dies widerspricht dem Geist des schweizerischen Föderalismus und der Gewaltenteilung. Das Prinzip der Volkssouveränität, niedergelegt in Artikel 1 BV, verlangt, dass das Volk und die Kantone die obersten Entscheidungsträger bleiben. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne klare Mechanismen zur Anpassung an schweizerische Bedürfnisse und ohne die Möglichkeit einer direkten demokratischen Kontrolle durch das Volk, stellt hier eine erhebliche Herausforderung dar.

Des Weiteren werfen die vorgeschlagenen Anpassungen Fragen bezüglich der Unabhängigkeit der

schweizerischen Justiz auf. Die Vorstellung, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in bestimmten Fällen verbindliche Entscheidungen für die Schweiz treffen könnte, tangiert das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und die Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung gewährleistet werden soll. Eine derart tiefgreifende Beeinträchtigung der richterlichen Autonomie ist mit dem schweizerischen Rechtsverständnis kaum vereinbar und müsste einer eingehenden Prüfung unterzogen werden.

Die fehlende Transparenz bei der Ausgestaltung der Verträge und die unzureichende Einbindung relevanter Interessengruppen im Vorfeld der Vernehmlassung verstärken die Bedenken. Es drängt sich die Frage auf, ob hier nicht Verfahrensweisen gewählt werden, die den Anforderungen an eine rechtsstaatliche Gesetzgebung nicht genügen. Die Möglichkeit, dass das schweizerische Parlament und das Volk zu blosse Vollstreckern von EU-Entscheidungen degradiert werden könnten, ist eine reale Gefahr, die nicht ignoriert werden darf. Es ist unerlässlich, dass die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Institutionen nicht durch völkerrechtliche Verträge ausgehöhlt werden, sondern deren Geltungsbereich und ihre Auslegung auch in Zukunft klar im nationalen Interesse und unter nationaler Kontrolle verbleiben.

Lebensmittelsicherheit

Mit tiefster Besorgnis und schärfster Kritik nehmen wir Stellung zur vorgeschlagenen Übernahme von EU-Regularien im Bereich Lebensmittelsicherheit. Was irreführend als Massnahme zur Stärkung der Sicherheit verkauft wird, entpuppt sich als umfassendes Projekt zur Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". DieseAngleichung an oft tiefere EU-Standards bedroht nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Das Label "Made in Switzerland", ein wichtiger Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an weniger strenge Kriterien entwertet.

Die gravierendste Gefahr liegt jedoch in der beispiellosen "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Diese unhaltbare Erpressungsvariante schränkt jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz massiv ein. Zudem erhalten EU-Inspektoren unzulässigen Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen klaren Eingriff in unsere Souveränität darstellt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere Standards. Sie führt eine Welle der Bürokratie mit sich, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Betriebe überfordern wird. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen bezüglich des Gentechnik-Moratoriums missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zu einem Rückschritt im Tierschutz, indem bewährte und oft strengere nationale Vorschriften für Tiertransporte und Schlachtung aufgegeben werden müssen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Ebenso wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) der Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU unterstellt, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Wir lehnen diese umfassende Unterwerfung unter EU-Regularien entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind bestenfalls kosmetischer Natur und vermögen den massiven negativen Druck auf die Schweizer Lohnniveaus keineswegs zu kompensieren. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion der Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und Anpassung an schwächere EU-Standards. Die neu geschaffenen Regeln sind bürokratischer, aber weniger

effektiv und begünstigen ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Kontrollmechanismen werden untergraben. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische und EU-konforme Strukturen geschwächt. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der EU-Kompatibilität, nicht einer echten Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Verlagerung nach Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und eine Folge von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheidungen wird, ohne umfassende gerichtliche Prüfung. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromabkommen mit der Europäischen Union stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität dar. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Beteiligung an ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht. Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was die Eigenständigkeit unserer Energiepolitik fundamental untergräbt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert, was das Ende einer schweizerischen, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Existenzielle Risiken ergeben sich für unsere Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das bewährte System der Wasserzinsen, das essenziell für die Bergkantone ist, indem es als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden könnte. Dies würde nicht nur die Finanzen betroffener Kantone schwächen, sondern auch die Grundlage unserer heimischen Energieerzeugung angreifen. Ebenso werden föderale Strukturen wie Gemeindekraftwerke durch die EU-Wettbewerbsregeln und verschärfte Unbundling-Vorschriften (gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG) geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler Energieerzeuger wird ausgehebelt, was die dezentrale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie unserer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die kritische Frage, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit in einem solchen liberalisierten Markt tragen soll – weder der Markt noch die EU übernehmen klar die Verantwortung. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten, die der Markt nicht deckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt.

Des Weiteren untergräbt die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 des Energiegesetzes (EnG) die dezentrale Energieproduktion massiv, indem die Leistungsgrenzen für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW gesenkt werden. Dies benachteiligt unzählige kleine Produzenten und stärkt zentrale Akteure, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines

Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind klare Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die unsere Souveränität und Flexibilität in der Steuerung unserer kritischen Infrastruktur kosten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie konterkariert den klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Schaffung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, das selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand hat, gefährdet massiv die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien des Rechtsstaates und der Eigenverantwortung.

Wir beobachten mit grösster Sorge, dass die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Massnahmen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und droht zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten zu führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" erweist sich als reines Placebo. Ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird, während die Androhung von EU-Strafmassnahmen im Falle ihrer Anwendung einer Erpressung gleichkommt. Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung entmachtet unser Parlament und unser Volk vollständig. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich werden uns ohne Mitgestaltungsmöglichkeit aufgezwungen.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Wiedereingliederungsstrategie im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) ist eine kosmetische Massnahme, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt verschleiert. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) ist ein eingestandenes Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (FZA, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere gravierende Eingriffe in unsere sozialpolitische und wirtschaftliche Souveränität.

Die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz durch die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) in diversen Gesetzen, wie dem Bundesgesetz über die Bundesbahnen (BGVB), dem Medizinalberufegesetz (MedBG), dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG), ersetzt bewährte nationale Prüfmechanismen durch automatisierte EU-Prozesse. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung, die Patientensicherheit und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit und Souveränität für eine fragwürdige EU-Kompatibilität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, wonach Subventionen primär politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, welche demokratisch legitimiert und an Schweizer Interessen ausgerichtet sind, soll einem

starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies tangiert grundlegend die Autonomie der Kantone, wie sie im Rahmen des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den angepassten Bestimmungen des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) massiv eingeschränkt wird.

Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG vorgesehen, führt zur Entstehung einer «Superbehörde», die als verlängerter Arm der EU fungieren wird. Diese Instanz ist nicht mehr primär den Schweizer Interessen verpflichtet, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhalten die Kantone kein formelles rechtliches Gehör mehr, ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide können durch die Beihilfekammer und schliesslich durch das Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu reinen Bittstellern und ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Insbesondere die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im Luftverkehr, wodurch dieser Sektor vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt wird. Die damit verbundene Zentralisierung der Rechtskontrolle, unter anderem durch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG), schwächt föderalistische Strukturen zusehends.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Es ist bedenklich, dass die Stimme des offiziellen «Wächters der Preise» zum Schweigen gebracht wird, während die neue Behörde Entscheidungen trifft, die direkte Auswirkungen auf die Kosten für die Bürger haben können. Insgesamt führen diese Massnahmen zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, wodurch die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger wird und ihre nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags untergräbt grundlegend die Souveränität der Schweiz und entzieht dem Parlament die demokratische Kontrolle über erhebliche Mittel. Die Umwandlung der bisherigen, parlamentarisch kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar. Dies verstösst gegen das Prinzip der Budgethoheit des Parlaments, wie es sich aus der Bundesverfassung ergibt.

Der im Abkommen genannte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr ist höchstwahrscheinlich als Lockvogelangebot zu verstehen. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Schweizer Verpflichtungen führen. Die Schweiz wird dadurch in eine Position gedrängt, in der sie den von der EU diktierten Zahlungen nicht mehr entgehen kann und somit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird. Es fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Artikel 1 KoBG vorgesehen, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer freien und souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Umsetzung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine formale Formalität; sie verankert diese Abgaben als festen Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine inakzeptable Umgehung

demokratischer Prozesse und nationaler Interessen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den in der Schweiz etablierten Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Die pauschale Anwendung des EU-Beihilferechts droht, bewährte Subventionsmodelle für den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung des Rollmaterials als unzulässig einzustufen. Dies würde nicht nur die finanzielle Grundlage der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, sondern auch direkt die Qualität und den Umfang des öffentlichen Verkehrsangebots für die Bevölkerung beeinträchtigen.

Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz, konkret durch den neuen Artikel 40ater EBG, ist äusserst bedenklich. Sie begünstigt ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und ihre Partner auf den defizitären, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" ist mit dem Auftrag zur flächendeckenden Versorgung der Bevölkerung unvereinbar und gefährdet die finanzielle Stabilität des gesamten Systems.

Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates entpuppt sich bei näherer Betrachtung als rechtlich unzureichend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz nach dem Prinzip der dynamischen Rechtsübernahme übernehmen müsste. Diese Erklärung ist somit keine wirksame Absicherung, sondern vielmehr eine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung der nationalen Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur, etwa durch die spätere Übernahme von Regulierungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert entscheidende Steuerungs- und Regulierungsbefugnisse an zentrale EU-Stellen.

Des Weiteren schränkt die Pflicht zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz, neu Art. 32a Abs. 1bis PBG, die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz zu treffen, werden künftig EU-konforme Kriterien massgeblich sein, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Dieses Abkommen schwächt die Position der Schweiz und ihres Service public massiv.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsentwurf dargelegt wird, gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und kann in seiner jetzigen Form nicht unterstützt werden. Während die Notwendigkeit, die bilateralen Beziehungen zur EU zu gestalten, unbestritten ist, sind die vorgeschlagenen Mechanismen und die damit verbundenen potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Ordnung problematisch.

Die Ausweitung der Übernahme von EU-Recht durch automatische oder quasi-automatische Übernahme verletzt fundamental das Prinzip der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Kontrolle, wie es in der Schweizer Verfassung verankert ist. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) , der die Schweiz als souveräne und demokratische Republik bezeichnet, sowie Artikel 164 und 165 BV, welche die Rolle des Parlaments bei der Gesetzgebung und die Bedeutung der rechtsstaatlichen Prinzipien hervorheben, werden durch eine solche Praxis untergraben. Die Gefahr, dass die Schweiz unbesehen EU-Rechtsakte übernimmt, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Werte unseres Landes zugeschnitten sind, ist real und bedroht die Fähigkeit des schweizerischen Gesetzgebers, das Wohl des Landes zu wahren.

Des Weiteren wirft die vorgeschlagene Überwachung durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ernste Fragen hinsichtlich der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Souveränität auf. Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) garantiert die richterliche Unabhängigkeit. Die verbindliche Anwendung von Urteilen des EuGH würde die Autonomie unserer eigenen Gerichte und die Auslegung schweizerischen Rechts durch diese Gerichte massiv einschränken. Dies steht im Widerspruch zu unserem rechtsstaatlichen Selbstverständnis und könnte zu einer schleichenden Aushöhlung der Kompetenzen nationaler Institutionen führen.

Die Argumentation, dass dies zur Rechtssicherheit und zur Vermeidung von Streitigkeiten diene, überzeugt nicht restlos. Vielmehr besteht die Gefahr, dass die Übernahme von EU-Recht und die Unterwerfung unter fremde Gerichtsbarkeit langfristig die Eigenständigkeit der Schweiz beeinträchtigen und zu einer Abhängigkeit führen, die im Widerspruch zu den grundlegenden Zielen unserer Aussenpolitik steht. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Kooperation mit der EU die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prinzipien unseres Landes uneingeschränkt wahrt. Die vorgeschlagene Stabilisierung scheint diese Prioritäten nicht ausreichend zu berücksichtigen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Lukas Lupaioli (Privat)

Datum: 27.10.2025

Kontakt: Lukas Lupaioli · 0523650626 · lukas.lupaioli@gmx.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es besteht die tiefe Besorgnis, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende demokratische Legitimation und Berücksichtigung der spezifischen schweizerischen Verhältnisse vorsehen. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (LGV) verankert ist. Jede Übertragung von Kompetenzen an internationale Organisationen muss klar und eindeutig dem Volk oder den Kantonen vorbehalten bleiben, es sei denn, es handelt sich um zwingende internationale Verpflichtungen, die jedoch im Lichte der nationalen Interessen sorgfältig abzuwägen sind.

Die befürchtete automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die vorgeschlagene Umsetzung impliziert wird, untergräbt die Rolle des Schweizer Parlaments und der Regierung bei der Gesetzgebung. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) und Artikel 1 des Parlamentsgesetzes (PG) sind die Eidgenössischen Räte die obersten eidgenössischen Gerichte und üben die oberste Gewalt in der Bundesverwaltung aus. Ein Mechanismus, der dazu führt, dass Rechtsakte der Europäischen Union ohne detaillierte Prüfung und Anpassung an das schweizerische Rechtssystem in Kraft gesetzt werden, entzieht dem Parlament seine Kernaufgabe der Gesetzgebung und Kontrolle. Dies stellt eine Gefährdung der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung dar, die durch Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gerichte (BGG) gewährleistet wird.

Darüber hinaus sind die potenziellen wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen auf die Schweiz nicht ausreichend evaluiert. Die Übernahme von EU-Regulierungen, die für eine Wirtschaft von 27 Mitgliedstaaten konzipiert sind, könnte für die kleinere Schweizer Wirtschaft prohibitiv sein und zu unverhältnismässigen Belastungen für Unternehmen und Bürger führen. Die Ausgestaltung von Marktregeln muss primär auf die Bedürfnisse und die Struktur der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sein, anstatt sich unkritisch an Brüsseler Vorgaben zu orientieren. Es ist unabdingbar, dass die Unabhängigkeit der Schweiz und ihre Fähigkeit zur autonomen Gestaltung ihrer Gesetzgebung uneingeschränkt gewahrt bleiben. Die vorliegende Vorlage birgt die Gefahr einer Aushöhlung dieser Grundsätze und muss daher mit grösster Skepsis betrachtet und einer eingehenden Prüfung unterzogen werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel einer Harmonisierung gefasst werden, stellen eine beispiellose Gefährdung der Schweizer Souveränität, unserer hohen Qualitätsstandards und der Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Betriebe dar. Es ist offensichtlich, dass es hierbei nicht primär um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit geht, sondern um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer

Land- und Ernährungswirtschaft unter das umfangreiche EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch".

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf strengen nationalen Normen und Traditionen beruht, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich ausgehöhlt. Das angesehene Label "Made in Switzerland" verliert seine Aussagekraft, wenn die Produktion denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen wird wie in der EU. Dies zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und benachteiligt uns auf dem globalen Markt.

Die totale Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierfür das Kernstück. Sie zielt darauf ab, die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung zu unterwerfen, was eine erstickende Bürokratie und einen immensen Verlust an Qualität zur Folge haben wird. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird und unsere kulinarische Identität gefährdet.

Besonders alarmierend sind die Eingriffe in unsere Kernkompetenzen und ethischen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die Einführung neuer Artikel wie Art. 15a und Art. 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein nicht hinnehmbarer Souveränitätsverlust in einem Bereich von hoher ethischer Relevanz.

Die Einführung neuer Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellt eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und verliert die Möglichkeit, detailliert über Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies untergräbt die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die angeblichen Vorteile einer Harmonisierung werden durch die drohende "Guillotineklausel" aufgewogen, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen I verknüpft. Eine Ablehnung dieses schädlichen Pakets würde das gesamte Vertragswerk zu Fall bringen, was einer politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Handlungsfreiheit der Schweiz blockiert.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) stellt eine Kapitulation in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung dar. Die Fähigkeit, schnell und flexibel auf Seuchen zu reagieren, wird durch ein starres, bürokratisches System ersetzt, was unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine schleichende Annexion und Unterwerfung unter das EU-Recht darstellen, die unsere Identität, unsere Werte und unsere wirtschaftliche Zukunft bedrohen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Kapitulation vor der Europäischen Union dar und widersprechen fundamental dem Willen des schweizerischen Souveräns, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, verschleiert durch das scheinbar harmlose Konstrukt eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, untergräbt unsere Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Dieses neue Statusrecht, eine faktisch unentziehbare "Niederlassung C PLUS", öffnet Tür und Tor für Zuwanderung, selbst bei krimineller Veranlagung oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, was eine erhebliche Bedank auf unsere innere Sicherheit und unsere Sozialwerke zur Folge hat.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Bestimmungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, unabhängig von ihrer wirtschaftlichen Integration. Die daraus resultierenden Kosten tragen allein die schweizerischen Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die

angebliche "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Placebo, deren Anwendungshürden so hoch angesetzt sind, dass sie in der Praxis irrelevant bleiben wird. Die Drohung mit EU-Strafmassnahmen bei deren Inanspruchnahme entlarvt diese Klausel als reine Erpressung und nicht als Mittel zur Selbstbestimmung.

Die automatische Rechtsübernahme im Wege der "Integrationsmethode" entmachtet das schweizerische Parlament und das Volk de facto in allen künftigen Anpassungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die angepassten Bestimmungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit. Die "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Feigenblatt, das keine wirksame Steuerung erlaubt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG beweisen, dass der Schweizer Steuerzahler nun direkt für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden aufkommen muss. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU gemäss Freizügigkeitsgesetz (Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte ein. Diese Anpassungen gefährden die Qualitätssicherung und die eigenständige Regulierungskompetenz der Schweiz in zentralen Bereichen.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Landverkehr gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der künftigen Ausgestaltung des schweizerischen öffentlichen Verkehrs. Die angestrebte Annäherung an das EU-Recht birgt erhebliche Risiken für den Service public, dessen Erhalt und Weiterentwicklung für unser Land von zentraler Bedeutung ist.

Insbesondere die Zulassung der Kabotage gemäss der geplanten Anpassung im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine unmittelbare Bedrohung dar. Sie ermöglicht ausländischen Anbietern, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird unweigerlich die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergraben, die gleichzeitig für die Aufrechterhaltung des Angebots auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Linien verantwortlich sind. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip eines flächendeckenden und erschwinglichen öffentlichen Verkehrs für alle Bürgerinnen und Bürger.

Die vermeintliche Absicherung durch die "Gemeinsame Erklärung" ist als rechtlich nicht verbindlich einzustufen und bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Die damit verbundene sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die geplante Übernahme von Regulierungen wie zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verschiebt die Steuerungskompetenz zunehmend auf zentrale EU-Stellen und schwächt somit die nationale Souveränität.

Des Weiteren wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich eingeschränkt. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, anstatt rein schweizerische Verkehrsziele zu verfolgen, kann zu suboptimalen und kostspieligeren Lösungen für die Steuerzahler führen.

Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG sowie die EU-konformen Ausschreibungskriterien nach Art. 32a Abs. 1bis PBG sind somit als Frontalangriffe auf den Schweizer Service public zu werten, die dessen langfristige Existenz und Qualität gefährden. Es ist dringend geboten, die negativen Auswirkungen dieser Entwicklungen auf die Versorgungssicherheit und die finanzielle

Stabilität unserer Bahngesellschaften kritisch zu prüfen und sicherzustellen, dass der Service public im Sinne der schweizerischen Bevölkerung bewahrt bleibt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine grundlegende Schwächung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Überführung der schweizerischen Beihilfepolitik in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist angesichts der bewährten Praxis, bei der Förderentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden als politisch legitimierte Massnahmen getroffen werden, höchst bedenklich. Die vorgeschlagene EU-Kontrolle untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer Gemeinden, welche die lokale Wirtschaftsförderung eigenständig und im Sinne ihrer spezifischen Bedürfnisse gestalten.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert eine permanente Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Insbesondere die Schaffung der Beihilfekammer gemäss Artikel 3 BHÜG, die als "verlängerter Arm der EU" agieren wird, wirft gravierende Fragen bezüglich der Durchsetzung nationaler Interessen auf. Diese Instanz wird ihre Entscheide primär an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit de facto aufhebt.

Die mit dem BHÜG und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) entstehende "Superbehörde" innerhalb der WEKO bündelt eine beispiellose Macht, welche die Grundsätze der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht missachtet. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Ferner wird durch die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und des Bundesverwaltungsgerichtsgesetzes (VGG, Art. 31a VGG) die Grundlage für eine zentrale Rechtskontrolle geschaffen. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, da ihre souveränen, demokratisch gefällten Subventionsentscheide von dieser neuen Behörde überprüft und mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und des Föderalismus.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle ist strategisch gefährlich. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert damit jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ein alarmierendes Zeichen für eine mangelnde Transparenz und eine Schwächung des Konsumentenschutzes, um der neuen Behörde ein ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Diese Entwicklungen sind mit den Grundprinzipien unserer Rechtsordnung und unserer föderalistischen Struktur unvereinbar.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromsektor im Rahmen der Annäherung an die EU-Gesetzgebung sind aus Sicht der nationalen Souveränität, der Versorgungssicherheit und der Wirtschaftlichkeit zutiefst bedenklich. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Akzeptanz der Regularien von ACER und ENTSO-E, bedeutet de facto den Verlust der Entscheidungshoheit über unser eigenes Stromnetz. Die Schweiz würde zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Teilnehmer europäischer Energieentscheidungen, deren Legitimation für unsere nationale Gegebenheiten fragwürdig ist. Die ElCom würde von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorgaben degradiert, was das Ende einer eigenständigen, bedarfsgerechten Schweizer Energiepolitik markiert.

Besondere Sorge bereitet die gefährdete Stellung unserer heimischen Wasserkraft, dem Rückgrat der Schweizer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln drohen, das etablierte System der Wasserzinsen, von dem insbesondere Bergkantone profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe zu deklarieren und zu kassieren. Ebenso werden föderale Strukturen und dezentrale Energieproduzenten, wie die für die lokale Versorgung wichtigen Gemeindekraftwerke, durch die

EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Der Einspeisevorrang, eine wichtige Stütze für lokale Produzenten, würde durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) untergraben.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt ein explosives Experiment dar. Sie opfert die nationale Versorgungssicherheit einem unkontrollierten Markt, dessen Fähigkeit zur Gewährleistung einer stabilen Grundversorgung in Frage steht. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt (Art. 8b ff. StromVG), und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit zerfällt zwischen Markt und Brüssel. Dies ist ein verantwortungsloses Spiel mit der Versorgungssicherheit der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Die erwartete Preisvolatilität und letztlich höhere Strompreise für KMU und Haushalte sind vorprogrammiert, da die Kosten für die Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden müssten.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die dezentrale erneuerbare Energieerzeugung erheblich. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte und gefährdet deren wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit, bremst den Ausbau erneuerbarer Energien und erhöht die Abhängigkeit von ausländischen und fossilen Energieträgern. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) dient der Gleichschaltung mit der EU und dem Verlust der Hoheit über unsere kritische Infrastruktur.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsion stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist nicht weniger als die Einführung einer de facto Zwangsabgabe. Dies entzieht dem Schweizer Volk und seinen gewählten Vertretern ein entscheidendes politisches Druckmittel und die Möglichkeit, die Verwendung unserer Steuergelder souverän zu bestimmen.

Die anfänglich kommunizierte Zahl von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als feste Grösse verstanden werden, sondern eher als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das immense Risiko, dass die Schweizer Zahlungen unweigerlich und massiv steigen werden. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, auf diese Forderungen Einfluss zu nehmen oder gar "Nein" zu sagen. Wir werden gezwungen, die von der EU diktierten Beträge zu leisten, ohne Gegenleistung in Form von besserem Marktzugang oder der Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Dies macht die Schweiz zu einer reinen Nettozahlerin, die ihre finanzielle Beteiligung leistet, aber keinerlei Stimmrecht oder Mitgestaltungsmöglichkeit besitzt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierfür das zentrale gesetzgeberische Instrument. Mit der Verankerung des KoBG, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, werden diese Zahlungen als permanenter, rechtlich bindender Bestandteil unserer Bundesgesetzgebung etabliert. Das KoBG zementiert die bisher freiwilligen Beiträge als Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Die Budgethoheit des Parlaments wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG ausgehöhlt. Anstelle einer demokratisch legitimierten Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern steht nur noch die bedingungslose Erfüllung einer von der EU auferlegten Zahlungsverpflichtung.

Die vorgeschlagene Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b, die das KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung verknüpft, ist eine irreführende Taktik. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vermischung von Sachthemen ist höchst bedenklich und untergräbt die Transparenz unserer Gesetzgebung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit werfen erhebliche Bedenken auf und sind unseres Erachtens ungenügend, um die negativen Folgen der bilateralen Verträge abzufedern. Die angedachten Massnahmen erscheinen eher kosmetischer Natur und vermögen den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt ausgeübt wird, nicht zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen treffen würde.

Statt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung und Anpassung an EU-Standards, die sich als bürokratischer, aber weniger effektiv erweisen. Diese Entwicklung dient vornehmlich ausländischen Unternehmen, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben. Die Kontrollmechanismen werden in gravierender Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Entsendegesetzes (EntsG) stellt keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, eingeführt in Art. 335l bis 335q OR, ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die Flexibilität von KMU und löst das Grundproblem des Lohndrucks nicht. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist zudem eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt. Es ist abzulehnen, dass ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorgeschlagenen Änderungen sind daher in ihrer Gesamtheit abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bergen erhebliche Risiken und werfen ernsthafte Fragen hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz auf. Eine tiefere Integration mit der Europäischen Union, wie sie diese Vorschläge implizieren, steht im Widerspruch zu den grundlegenden Prinzipien unserer Verfassungsordnung. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache, wie sie bei einer Weiterentwicklung des institutionellen Rahmens befürchtet werden muss, widerspricht dem Geist unserer direkten Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit.

Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die schweizerische Gesetzgebung direkt und ohne parlamentarische Debatte oder öffentliche Volksabstimmung beeinflussen. Dies ist eine klare Verletzung des Prinzips der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) verankert ist. Artikel 1 BV besagt, dass das Volk und die Kantone die Träger der Staatsgewalt sind. Die vorgeschlagene Lösung würde diese Trägerschaft aushöhlen. Weiterhin stellt die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Beteiligung des Schweizer Parlaments eine Untergrabung der Gewaltentrennung dar, da die legislative Gewalt des Bundes effektiv ausgehebelt würde. Das Prinzip der Gewaltentrennung ist ein Eckpfeiler unseres

Rechtssystems und in Artikel 138 BV als Grundsatz der Bundesverwaltung etabliert.

Es ist ausserdem zu bezweifeln, ob eine solche Übernahme von EU-Recht mit den Grundsätzen des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LwG) vereinbar ist, insbesondere in Bezug auf die Autonomie der Schweizer Landwirtschaft und die Sicherung der Ernährungssicherheit. Die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz können durch pauschale EU-Regulierungen nicht abgedeckt werden. Artikel 1 der LwG betont die Bedeutung einer standortgerechten und nachhaltigen Landwirtschaft in der Schweiz.

Die Befürchtung, dass die vorgeschlagenen Schritte lediglich eine schrittweise Annäherung und letztlich eine Unterordnung unter die EU darstellen, ist angesichts der bisherigen Verhandlungsposition der EU berechtigt. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, eigene Gesetze zu erlassen und ihre nationalen Interessen eigenständig zu verfolgen. Dies wäre ein inakzeptabler Verlust an Souveränität, der durch keine vermeintliche Stabilisierung der Beziehungen zur EU aufgewogen werden kann. Die Schweiz sollte ihre Unabhängigkeit und ihre einzigartigen demokratischen Institutionen verteidigen und nicht durch einseitige Zugeständnisse an die EU gefährden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf und mangelt an überzeugender Begründung für eine Annahme. Eine kritische Prüfung offenbart gravierende Schwächen, die eine vorsichtige und ablehnende Haltung rechtfertigen.

Es ist fragwürdig, inwieweit die im Rahmen des Pakets angestrebte Kohärenz mit dem EU-Recht tatsächlich eine Stärkung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Legitimation darstellt. Vielmehr besteht die Gefahr einer schleichenden Erosion nationaler Entscheidungskompetenzen. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht bei dessen Entstehung, wie sie bei der Übernahme von Sekundärrecht der Fall wäre, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung (BV). Dieses Prinzip garantiert, dass die oberste Staatsgewalt vom Volk und den Kantonen ausgeht. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Fundament untergraben.

Die im Abkommen vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind äusserst problematisch. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, ohne dass die Schweiz auf deren Zustandekommen Einfluss nehmen kann, verletzt die rechtsstaatlichen Prinzipien, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, insbesondere das Prinzip der Rechtsgleichheit und der Verhältnismässigkeit. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die Bindung an nationales Recht würden durch die Überordnung von EuGH-Entscheidungen massiv beeinträchtigt. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung (BV), der die Bindung der Gerichte an das Bundesrecht vorsieht.

Die ökonomischen Vorteile, die als Rechtfertigung für die Übernahme von EU-Recht angeführt werden, sind spekulativ und könnten durch die genannten Nachteile leicht aufgewogen werden. Die erhoffte Verbesserung des Marktzugangs könnte durch die damit verbundenen Verpflichtungen und den Verlust an regulatorischer Eigenständigkeit erkauft werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Paket Schweiz-EU keine ausgewogene Lösung darstellt, sondern vielmehr eine unzulässige Verlagerung von Kompetenzen und eine Gefährdung der schweizerischen Rechtsordnung und Souveränität birgt. Die demokratische Legitimation und die rechtsstaatlichen Prinzipien werden durch die vorgeschlagenen Regelungen erheblich untergraben.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und des Schutzes unserer wirtschaftlichen und sozialen Errungenschaften auf. Die vorgeschlagenen Abkommen drohen, die Schweiz einer Rechtsprechung zu unterstellen, die nicht von unseren eidgenössischen Institutionen geschaffen wurde, sondern deren Ursprung in Brüssel liegt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Das Recht, Gesetze zu erlassen und die eigene Rechtsordnung zu gestalten, ist ein Kernbestandteil unseres demokratischen Systems.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne vorgängige nationale Interessenabwägung und die Bindung an den Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) bedeuten einen erheblichen Eingriff in unsere Rechtshoheit. Die Übertragung von Kompetenzen an eine supranationale Instanz ist gemäss Artikel 166 der Bundesverfassung (BV) nur unter strengen Voraussetzungen und mit der Zustimmung des Volkes und der Kantone möglich. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse scheinen diese Hürden zu umgehen oder zu verwässern.

Die Sorge, dass die angeblichen Vorteile der Bilateralen in der Praxis durch eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht und durch die dadurch entstehenden Belastungen für unsere Wirtschaft und Gesellschaft zunichte gemacht werden, ist keineswegs unbegründet. Die im Rahmen des Binnenmarktes geforderte Angleichung von Standards und Vorschriften birgt die Gefahr, dass Schweizer Besonderheiten und bewährte Regulierungen geopfert werden, was zu Wettbewerbsnachteilen und einer Erosion unserer wirtschaftlichen Identität führen könnte. Artikel 27 der Bundesverfassung garantiert zwar die Wirtschaftsfreiheit, doch diese Freiheit darf nicht dazu missbraucht werden, unsere Souveränität auszuhöhlen.

Die angepriesene Flexibilität der Verhandlungsergebnisse erweist sich bei näherer Betrachtung als Illusion. Stattdessen zeichnet sich ein Szenario ab, in dem die Schweiz zunehmend in die rechtliche und politische Dynamik der EU eingebunden wird, ohne jedoch die damit verbundenen Mitspracherechte und Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen. Dies wäre eine unzumissbare Verschlechterung unserer Position. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Bevölkerung die Tragweite dieser Entwicklungen erkennt und entschieden auf der Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer Unabhängigkeit beharrt.

Mamie Schaub Janine
Isabelle-de-Montolieu 23
1010 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, le 27 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Janine Mamie Schaub

Danièle Mange
Contrada dei Silva 4
6834 Morbio Inferiore

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Morbio Inferiore, le 27 octobre 2025.

<u>Objet :</u> Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"
Madame, Monsieur,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE". NON à ce traité d'adhésion déguisé.

<u>1. Refus de la subordination institutionnelle</u>
NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

<u>2. Protection de notre démocratie directe</u>
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- **Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen**
- **Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles**
- **Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite**

<u>3. Refus de l'immigration de masse</u>
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- **Notre marché du travail par une concurrence déloyale**
- **Nos infrastructures déjà saturées**
- **Notre système social par une hausse explosive des coûts**
- **Le principe de préférence national**

<u>4. Coûts prohibitifs injustifiés</u>
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires

ABANDON du présent paquet de traités
MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité. Le Conseil fédéral, employé par le peuple et répondant à ce dernier, est sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

Danièle Mange

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Masoch Anne-Marie
Avenue du Bietschhorn 33
1950 Sion

Sion, le 27 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

AM Masoch

Anne-Marie Masoch

Jeanne Matti
Rue de Venise 14
1870 Monthey

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Monthey, le 27 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jeanne Matti

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Nilde Nanchen
Rue de l'Autoroute 26
1907 Saxon

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Saxon, le 27 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nilde Nanchen

Christophe Neyroud
Chemin Vermont 22
1006 Lausanne

Lausanne, le 27.10.2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

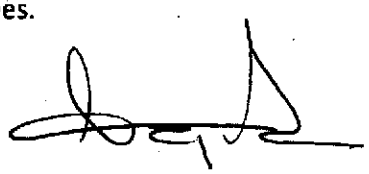

Christophe Neyroud

Eliane Ody Bapst
Rte de la Serbache 23
1634 La Roche

La Roche, le 27 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Eliane Ody Bapst

Pagnani Mauro
Rte d'Autafond 2
1782 Belfaux

Date 27.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

PAGNANI Mauro

Zdenek POSVA
Chemin Aimé-Nicollerat 35
1880 Bex

Bex, le 27 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet :
Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Zdenek Posva

L'Isle, le 27 octobre 2025

Bernard Reymond
R. Chargeaulaz 3,
1148 L'ISLE

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations respectueuses

Bernard Reymond

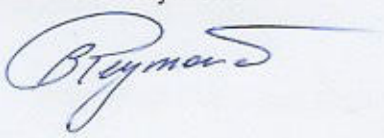

De Kalbermatten Roch
Route de Couvaloup 2
1166 Perroy
Vaud

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Perroy, 27 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Roch DE KALBERMATTEN

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ursula Rothenfluh (Privat)

Datum: 27.10.2025

Kontakt: Ursula Rothenfluh · ursula.rothenfluh@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und lässt eine kritische Distanzierung unerlässlich erscheinen. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebten Vereinbarungen tatsächlich im Interesse der Schweiz liegen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien zur Folge haben. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) ist die Schweiz ein souveräner Staat. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen von sektoriellen Abkommen im Raum steht, verletzt dieses Grundprinzip fundamental. Wir würden uns faktisch zu einem Anhängsel der EU entwickeln, ohne die Möglichkeit, die Entstehung dieser Rechtsnormen aktiv mitzugestalten oder abzulehnen. Dies steht im Widerspruch zum Demokratieprinzip, das in Artikel 146 BV verankert ist und auf dem Willen des Volkes und der Kantone beruht. Die blosse Übernahme von EU-Recht ignoriert diesen Willen und entmündigt die schweizerische Gesetzgebung. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in diversen Abkommen gefordert wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte untergraben. Artikel 190 BV postuliert, dass die Gerichte unabhängig und unparteiisch sind. Eine Bindung an die Urteile eines fremden Gerichts würde diese Unabhängigkeit empfindlich stören und die schweizerische Rechtsordnung de facto dem Primat der EuGH-Rechtsprechung unterstellen. Dies widerspricht dem Grundgedanken der nationalen Rechtshoheit. Die wirtschaftlichen Vorteile, die oft als Argument für eine engere Anbindung an die EU angeführt werden, erscheinen angesichts dieser massiven Einschnitte in unsere Souveränität fragwürdig. Es gilt sorgfältig abzuwägen, ob die vermeintlichen wirtschaftlichen Vorteile nicht durch den Verlust unserer demokratischen Selbstbestimmung und rechtsstaatlichen Integrität mit einem zu hohen Preis erkauft werden. Eine unkritische Übernahme des EU-Rechtspakets birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre Einzigartigkeit und ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung ihrer Zukunft verliert. Es ist daher dringend geboten, eine kritische und nüchterne Beurteilung vorzunehmen, die primär die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger wahrt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und genauerer Prüfung. Eine unkritische Übernahme dieser Abkommen würde potenziell die Souveränität der Schweiz und die Ausübung unserer nationalen Gesetzgebung massiv untergraben. Insbesondere die drohende Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz wirft gravierende Fragen auf. Die vorgesehene Mechanik birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wäre, EU-Richtlinien und -Verordnungen zu adaptieren, selbst wenn diese unseren spezifischen nationalen Interessen und rechtlichen Traditionen widersprechen. Dies steht im klaren Konflikt mit dem Grundsatz der demokratischen Legitimation, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, der die Schweiz als

Republik definiert und die Macht vom Volk ausgehen lässt. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie offenbar vorgesehen ist, würde die parlamentarische Kontrolle aushöhlen. Unser nationales Parlament würde de facto zu einem reinen Rezipienten von EU-Beschlüssen degradiert, anstatt die gesetzgeberische Initiative in eigener Regie zu behalten. Dies betrifft nicht nur die legislativen Prozesse, sondern auch die richterliche Unabhängigkeit. Eine Verpflichtung zur Orientierung an der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) könnte die Entscheidungsfreiheit unserer Gerichte einschränken und das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 194 der Bundesverfassung tangieren. Darüber hinaus ist die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und die mögliche Übernahme von Haftungen ohne klare Gegenleistungen oder eine transparente Kontrolle über die Mittelverwendung äusserst bedenklich. Die Gefahr einer Abhängigkeit von Brüssel wächst, während die Fähigkeit der Schweiz, eigene strategische Entscheidungen zu treffen, abnimmt. Es muss klar definiert werden, welche Mechanismen zur Überwachung und Steuerung dieser finanziellen Verpflichtungen existieren und wie sichergestellt wird, dass schweizerische Steuergelder zweckgebunden und im Interesse der Schweiz eingesetzt werden. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse scheinen eher die Interessen der EU zu verfolgen als die der Schweiz. Es ist unerlässlich, dass jeder Vertragsabschluss einer strengen Prüfung unterzogen wird, um sicherzustellen, dass die Grundpfeiler unserer Verfassungsordnung und unseres nationalen Rechts unversehrt bleiben. Die Risiken einer schleichenden Rechtsangleichung und eines Souveränitätsverlusts sind erheblich und dürfen nicht ignoriert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Vernehmlassung birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Autonomie der Schweiz. Es ist besorgniserregend, dass die inländischen Umsetzungsbestimmungen offenbar primär darauf abzielen, die Schweiz an eine wachsende Anzahl von EU-Rechtsakten anzupassen, ohne dass die Schweiz auf deren Entstehung Einfluss nehmen kann. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung unserer demokratischen Prozesse dar. Die Bundesverfassung (BV) garantiert in Artikel 1 die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Die vorliegende Vorlage droht, diese Souveränität durch die Übernahme externer Rechtsnormen zu beschneiden, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation oder eine wirksame Kontrolle durch die eidgenössischen Räte gewährleistet ist. Insbesondere Artikel 2 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die Verordnungserlasse (VREGL) verlangt, dass Verordnungen im Einklang mit dem Gesetz stehen. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte zu einem Widerspruch mit diesem Grundsatz führen, da die Schweiz keine Möglichkeit hat, die Entstehung dieser Rechtsakte aktiv mitzugestalten oder abzulehnen. Des Weiteren ist Artikel 160 Absatz 1 Buchstabe b BV zu berücksichtigen, welcher die parlamentarische Kontrolle des Bundesrates vorsieht. Die in der Vernehmlassung angedeutete Praxis der automatischen Übernahme von EU-Recht könnte die Möglichkeit des Parlaments, seine Kontrollfunktion wahrzunehmen, erheblich einschränken. Es besteht die Gefahr, dass das Parlament de facto nur noch über bereits existierende und durch die EU verabschiedete Rechtsnormen informiert wird, anstatt eigene, auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittene Regelungen zu entwickeln. Die finanzielle Dimension darf ebenfalls nicht ausser Acht gelassen werden. Die Umsetzung neuer EU-Vorschriften ist oft mit erheblichen Kosten für die öffentliche Hand und die Wirtschaft verbunden. Ohne eine klare Abwägung der Vor- und Nachteile sowie eine transparente Darstellung der finanziellen Auswirkungen ist eine solche Angleichung unseres Rechtssystems nicht zu rechtfertigen. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagene Angleichung wirklich im nationalen Interesse liegt und ob die damit verbundenen Kosten und Nachteile im Verhältnis zum potenziellen Nutzen stehen. Wir fordern eine gründliche Überprüfung der vorliegenden Vorschläge unter Berücksichtigung des Ziels, die Schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien zu wahren. Die Übernahme von EU-Recht sollte nur in Ausnahmefällen und nach sorgfältiger Prüfung erfolgen, wobei stets die Möglichkeit der Einflussnahme und Ablehnung für die Schweiz gewahrt bleiben muss.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Stärkung des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und im Kern eine gefährliche Aufweichung des schweizerischen Systems. Anstatt unsere bewährten flankierenden Massnahmen zu stärken, werden diese an EU-Standards angepasst, was primär ausländischen Unternehmen mit dem Ziel des Lohndumpings zugutekommt. Die aus der Personenfreizügigkeit resultierende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere bei mittleren und tiefen Einkommen, wird durch die vorgeschlagenen Massnahmen keineswegs kompensiert. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Verbesserung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus

Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben, was zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist, was die Flexibilität insbesondere von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB), welche die Kohäsionszahlungen zementiert und die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Neugestaltung des Lebensmittelrechts im Rahmen der sogenannten "Lebensmittelsicherheit" stellt eine bedenkliche und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Entgegen der trügerischen Bezeichnung geht es hier nicht primär um die Stärkung der Sicherheit, sondern um die faktische Abschaffung unserer nationalen Standards und die Aufgabe unserer Souveränität. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentraler Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, ist fundamental gefährdet. Durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) erzwungen wird, droht ein unausweichlicher Qualitätsverlust. Das international anerkannte Label "Made in Switzerland" wird seiner Bedeutung beraubt, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien genügen müssen wie ausländische Erzeugnisse. Dies öffnet Tür und Tor für eine Entwertung unseres Angebots. Besonders besorgniserregend ist die von den EU-Institutionen implementierte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen an alle anderen bilateralen Verträge knüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die der Schweiz jede Möglichkeit nimmt, souveräne Entscheidungen über ihre eigene Zukunft zu treffen. Eine Ablehnung dieses schädlichen Agreements würde faktisch das gesamte bilaterale Vertragswerk in Frage stellen. Des Weiteren ist der geplante Zugang und die Kontrollbefugnis von EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben, von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants, ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Die drohende Welle der Bürokratie ist erdrückend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und selbst Vereine werden mit komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften überzogen. Dies bedroht lokale Traditionen und die Existenzgrundlage vieler kleiner und mittlerer Unternehmen, deren Flexibilität und Innovationskraft durch starre EU-Regularien erstickt würde. Die Angleichung im Tierschutzrecht, insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG), stellt einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften werden geopfert, um EU-Massenstandards zu genügen. Die Schweiz verliert die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Auch das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch die Übernahme des EU-Rechts untergraben. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen klar widerspricht. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht dar, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Dies ist eine fatale Entwicklung in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Das Vorhaben untergräbt die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung im Bereich Landverkehr legt gravierende Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen des vorgeschlagenen Abkommens mit der Europäischen Union offen. Insbesondere die anvisierte Übernahme von EU-Recht im Schienenverkehr birgt erhebliche Gefahren für den etablierten und für die Schweiz essenziellen Service public. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht, bewährte und für die

Sicherstellung des öffentlichen Verkehrs notwendige Subventionen, etwa im Güter- oder Regionalverkehr sowie für die Erneuerung des Rollmaterials, als unzulässig einzustufen. Dies hat direkte negative Konsequenzen für die Qualität und das Angebot des öffentlichen Verkehrs, das den Schweizer Bürgerinnen und Bürgern heute zur Verfügung steht. Ein weiterer, nicht minder kritischer Punkt ist die durch das Abkommen eröffnete Möglichkeit der sogenannten Kabotage. Die Zulassung ausländischer Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, für innerschweizerische Bahnstrecken verspricht eine unheilvolle "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die wirtschaftlich lukrativen Hauptlinien konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public nachhaltig. Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angeführte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und unverbindlich. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Diese Erklärung stellt somit lediglich eine Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr keineswegs verhindert. Es ist alarmierend, dass die Schweiz schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur abgibt. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet zwangsläufig die Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern. Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater ist ein direkter Angriff auf den Schweizer Service public. Durch den Markteintritt ausländischer Anbieter, die sich auf die profitabelsten Strecken konzentrieren, wird die Finanzierung der landesweiten Grundversorgung massiv gefährdet. Ebenso schränkt die neue Bestimmung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), welche die Beachtung von EU-Recht bei Ausschreibungen erzwingt, die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Die Schweiz muss die Souveränität über ihr eigenes Bahnnetz wahren und darf die Fundamente ihres bewährten Service public nicht aufs Spiel setzen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatlicher Beihilfen stellt einen gravierenden Eingriff in die schweizerische Souveränität und die bewährte föderalistische Ordnung dar. Die Überführung der nationalen Subventionspraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ist zutiefst bedenklich. Unsere heutige, auf demokratischen und politischen Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden basierende Förderpraxis, die beispielsweise den Regionalverkehr, Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU unterstützt, wird abgeschafft. An ihre Stelle tritt eine externe Überwachung, die jegliche Flexibilität und lokale Anpassung untergräbt. Die Souveränität der Kantone wird durch die neuen Bestimmungen, insbesondere durch das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die angepassten Artikel im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis), massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone zu Bittstellern, deren Beschlüsse von einer zentralen Behörde in Bern und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und gekippt werden können. Dies bedeutet eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie und eine Aushöhlung des Föderalismus. Die Schweiz unterwirft sich mit diesem Abkommen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen gemeldet und genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein Paradebeispiel dafür, wie nationale Kontrollkompetenzen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert werden. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, ist äusserst besorgniserregend. Diese Institution, deren Entscheidungen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen und nicht mehr zwingend Schweizer Interessen, wird durch das BHÜG (Art. 3 BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) geschaffen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und die Integration in die WEKO schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im VGG (Art. 31a, 33, 37a-c VGG) zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Es ist nicht hinnehmbar, dass eine Behörde, die weitreichende Auswirkungen auf Preise und Kosten hat, ohne die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" agiert. Dieses Abkommen untergräbt die schweizerische Rechtsordnung und die föderalistischen Prinzipien zu Gunsten einer bedingungslosen Unterwerfung unter europäische Vorgaben.

Strom

Die vorgeschlagene europäische Strommarktintegration stellt eine gravierende Bedrohung für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Mit der Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die finanziellen Lasten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die ElCom wird von einer unabhängigen nationalen Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies ist eine undemokratische Entmündigung, da sie gezwungen ist, nicht legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was erhebliche wirtschaftliche Folgen für diese Regionen hätte. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz geht verloren. Dies birgt unkalkulierbare Risiken für die Bevölkerung und die Wirtschaft. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstören. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung und die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit. Wir lehnen dieses hochriskante Experiment entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsion mit der Europäischen Union sind aus schweizerischer Perspektive zutiefst bedenklich und stellen eine massive Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und somit flexiblen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie durch das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) vorgesehen ist, ist nicht akzeptabel. Artikel 1 des KoBG zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Dies widerspricht fundamental unserer Budgethoheit und verwandelt eine politische Geste in eine diktierte Zahlungsverpflichtung. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein lockendes Lockvogelangebot, dessen wahre Kosten durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung verschleiert werden. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr ausweichen kann. Wir werden zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne dass dafür eine Garantie auf besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht. Die Schweiz zahlt hierbei für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kosten wird, ohne greifbare kompensierende Vorteile zu bieten. Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) signalisiert zudem, dass diese Abgaben an die EU als permanenter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies entzieht die Entscheidungshoheit über diese milliardenschweren Zahlungen dem föderalen Willen und bindet uns an EU-Diktate. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist besonders verwerflich. Hier wird der exzellente Ruf der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein strategischer Schachzug, der die Transparenz und die demokratische Legitimation untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive und unannehmbare Ausweitung der Zuwanderung dar. Dies steht in klarem Widerspruch zum verfassungsrechtlichen Auftrag gemäss Artikel 121a BV, wonach die Schweiz die Zuwanderung eigenständig steuern muss. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, faktisch eine "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei Kriminalität oder massivem Sozialhilfebezug, untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familien erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben, deren Kosten letztlich die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen. Der nun vorgesehene Familiennachzug, der Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, sprengt jede sinnvolle Begrenzung und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche "Schutzklausel" im Vertragspaket ist reines Täuschungsmanöver. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die geplante automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen EU-Rechtsverschärfungen in diesem sensiblen Bereich faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und Souveränität. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von neuem Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit ist kaum mehr möglich. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Kosten der Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich abzufedern. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere schmerzliche Eingriffe in unsere sozialpolitische und wirtschaftliche Souveränität. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35) und GesBG (Artikel 10, 15) senkt unsere Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrollhoheit. Diese Massnahmen sind eine Kapitulation vor der EU und missachten den klaren Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung unserer Zuwanderung.

Adele Ruh
21 A route de la Combaz
3963 Crans Montana

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Crans Montana , le 27 octobre 2025.

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Madame, Monsieur,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE". N O N à ce traité d'adhésion déguisé.

1. Refus de la subordination institutionnelle

NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires

ABANDON du présent paquet de traités
MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité. Le Conseil fédéral, employé par le peuple et répondant à ce dernier, est sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

Adele Ruh

Gloria Sciaroni
v. alle Pezze 1
6954 Sala Capriasca

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Sala, 27.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

C. Saiani

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

nom et prénom VIERA SALOMÉ
adresse CHEMIN DU DEVIN 65 BIS
Code postal et ville 1012 LAUSANNE

Date 27.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature Salomé Viera
Nom et prénom en caractères d'imprimerie
VIERA SALOMÉ

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Widmer Liliane
Avenue de la Vallombreuse 95
1008 Prilly

27.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature 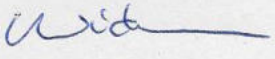

WIDMER LILIANE

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Andrea Wyss (Privat)

Datum: 27.10.2025

Kontakt: Andrea Wyss · 0793323546 · info@saufieber.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der angemessenen und gesetzeskonformen Umsetzung der vorgeschlagenen EU-Abkommen auf. Es besteht die ernste Besorgnis, dass die vorgeschlagenen Regelungen in ihrer jetzigen Form zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien führen könnten, wie sie im Bundesgesetz über die Rechtsetzung vom 17. Dezember 2010 (LR) und insbesondere in Artikel 5 Absatz 2 LR verankert sind, welcher die Einhaltung der verfassungsmässigen Ordnung als Grundsatz der Gesetzgebung hervorhebt. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Bestimmungen tatsächlich im Einklang mit der Schweizerischen Bundesverfassung stehen. Insbesondere die Artikel, die eine automatische Übernahme von EU-Recht vorsehen oder die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) übermässig stärken, bergen die Gefahr, dass die richterliche Gewalt des EuGH auf die Schweiz ausgeweitet wird, ohne dass eine angemessene demokratische Kontrolle oder die Möglichkeit zur Berücksichtigung schweizerischer Rechtsgrundsätze besteht. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Gewaltenteilung und zur Autonomie des schweizerischen Rechtssystems. Die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Überprüfungsmöglichkeit stellt eine erhebliche Einschränkung der Gestaltungsfreiheit des schweizerischen Gesetzgebers dar. Darüber hinaus sind die Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung und die Rechtsprechung noch nicht ausreichend evaluiert worden. Es mangelt an einer klaren Darlegung, wie die neuen Regelungen mit bestehenden Schweizer Gesetzen, wie beispielsweise dem Obligationenrecht oder dem Bundesgesetz über den Datenschutz, harmonisiert werden sollen, ohne dass es zu widersprüchlichen oder unklaren Rechtslagen kommt. Die Gefahr von Rechtsunsicherheit für Unternehmen und Bürger ist immens. Das Prinzip der Rechtssicherheit, welches eine klare und verständliche Rechtsordnung fordert, scheint hier untergraben zu werden. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung geben ebenfalls Anlass zu grosser Sorge. Wenn diese Mechanismen eine Überordnung des EU-Rechts implizieren oder die Schweiz faktisch zu einer blossen Anwendung von EU-Recht verpflichtet, dann stellt dies eine inakzeptable Einschränkung der schweizerischen Souveränität dar. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweiz ihre Kerninteressen wahren und ihre rechtsstaatlichen Standards beibehalten kann. Ohne diese Zusicherungen muss von einer Zustimmung zur jetzigen Form der vorgeschlagenen Abkommen abgeraten werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union werfen erhebliche und gravierende Bedenken auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine massive Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Das Parlament verliert damit ein entscheidendes politisches Druckmittel und die Möglichkeit, über milliardenschwere Zahlungen an die EU eigenverantwortlich zu entscheiden. Diese geplante Massnahme gleicht faktisch einer unumkehrbaren Zwangsabgabe, die die budgetäre Autonomie der Schweiz massiv beschneidet. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockangebot, das die tatsächlichen Kosten und die zukünftigen Verpflichtungen verschleiert. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer drastischen Erhöhung der Schweizer Zahlungen führen. Die Schweiz wird dadurch in eine Position gedrängt, in der sie den von der EU diktierten Forderungen nicht mehr widersprechen kann, und verkommt zu einer reinen Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Es ist höchst fraglich, ob für diese Verbindlichkeiten ein angemessener Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse garantiert wird. Vielmehr scheint es sich um eine institutionelle Anbindung zu handeln, die primär die Souveränität kostet, ohne greifbare Vorteile für die Schweiz zu generieren. Die Schaffung eines spezifischen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen

Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Mit dem KoBG, insbesondere durch die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG, wird die Budgethoheit des Parlaments de facto ausgehöhlt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird die Schweiz gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesbeschlusses über die Genehmigung des Rahmenabkommens (BöB) ist mehr als eine formale Integration; sie verankert diese Abgaben tief in der schweizerischen Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Verpflichtung gegenüber der EU. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und missbräuchlich. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Täuschung der Öffentlichkeit und eine Perversion der ursprünglichen Intention der Friedensförderung. Diese Regelungen sind mit den Grundprinzipien der schweizerischen Demokratie und Souveränität unvereinbar und müssen entschieden abgelehnt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene totale Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks, irreführenderweise als Massnahme zur Stärkung der Lebensmittelsicherheit dargestellt, stellt eine gravierende Bedrohung für die Schweizer Souveränität, unsere hohen Produktionsstandards und die Vielfalt unserer Ernährungswirtschaft dar. Die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft würde bedingungslos dem EU-Rahmenwerk "Vom Hof auf den Tisch" unterworfen, was in keinster Weise nur die Lebensmittelsicherheit betrifft, sondern eine umfassende wirtschaftliche und regulatorische Unterwerfung bedeutet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, ist unmittelbar in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, wie sie durch die Revision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) vorangetrieben wird, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" würde seine Bedeutung verlieren, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen müssen wie in der EU. Dies untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer Herkunftsbezeichnungen und schadet unseren Produzenten. Des Weiteren ist die an das Abkommen geknüpfte "Guillotineklausel" eine inakzeptable politische Erpressung. Sie droht, das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall zu bringen, sollte die Schweiz eine eigene, souveräne Entscheidung treffen wollen, dieses schädliche Abkommen abzulehnen. Dies blockiert jegliche autonome Handlungsfähigkeit und zwingt die Schweiz in eine unhaltbare Abhängigkeit. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde, was die Autonomie unserer nationalen Aufsicht untergräbt. Eine welleartige Bürokratie droht unsere Produzenten zu überrollen. Kleinbetriebe, Hofläden und lokale Gewerbebetriebe müssten sich komplexen und auf die EU-Massenproduktion ausgerichteten Vorschriften unterwerfen, was ihre Existenz gefährdet und lokale Traditionen zerstört. Die Aushebelung unseres Gentechnik-Moratoriums, verbunden mit der erzwungenen Akzeptanz von Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen, missachtet klar den Volkswillen und die demokratisch getroffenen Entscheide. Auch im Tierschutzgesetz (TSchG) führen die vorgeschlagenen Anpassungen zu einem Rückschritt. Die neuen Artikel 15a und 21 TSchG zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein deutlicher Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen, wodurch die demokratische Kontrolle über essenzielle landwirtschaftliche Belange ausgehöhlt wird. Abschliessend ist die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das Diktat der EU im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ein klarer Souveränitätsverlust. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän und flexibel auf spezifische Bedrohungen für ihre Wälder zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig. Sie gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System. Zusammenfassend stellt diese umfassende regulatorische Übernahme einen Angriff auf die Schweizer Identität, unsere Werte und unsere Wirtschaft dar.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr in Bezug auf die Umsetzung von EU-Recht im Eisenbahnwesen bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, sich auf die lukrativsten Strecken zu konzentrieren. Dieses Vorgehen, als "Rosinenpickerei"

bekannt, untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die ihrerseits verpflichtet sind, auch unrentable, aber für die Grundversorgung unerlässliche Nebenlinien aufrechtzuerhalten. Die Konsequenz ist eine schleichende Erosion des flächendeckenden Angebots, von dem die Schweizer Bevölkerung profitiert. Die vermeintlichen Schutzmechanismen, wie die "Gemeinsame Erklärung", entpuppen sich bei näherer Betrachtung als rechtlich substanzlos. Sie bieten keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsentwicklungen, die die Schweiz unweigerlich in eine untergeordnete Position drängen. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur, insbesondere durch die Anwendbarkeit von Regelungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert entscheidende Steuerungskompetenzen in die Hände zentraler EU-Stellen. Dies stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar. Weiterhin zwingt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs massiv ein und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Statt einer auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Vergabe werden wir uns EU-konformen Kriterien unterwerfen müssen, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Die im EBG vorgesehene Einführung der Kabotage ist ein direkter Angriff auf den Service public, der die finanzielle Stabilität der einheimischen Bahnbetreiber gefährdet und somit die Qualität und den Umfang des öffentlichen Verkehrs für die Bevölkerung negativ beeinflusst.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar und widerspricht fundamental dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Einführung eines praktisch unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, einer sogenannten „Niederlassung C PLUS“, öffnet Tür und Tor für Missbrauch unserer Sozialwerke und gefährdet die innere Sicherheit. Diese Bestimmung untergräbt die Möglichkeit, Personen mit krimineller Vergangenheit oder dauerhaft auf Sozialhilfe Angewiesenen die Aufenthaltsberechtigung zu entziehen. Dies ist mit unserer Verfassung und dem Prinzip der inneren Sicherheit nicht vereinbar. Die massiv ausgeweitete Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die sich aus der geplanten Rechtsübernahme ergibt, ist unannehmbar. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe leben. Die daraus resultierenden Kosten werden auf die Schultern der Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abgewälzt. Der geplante, beispiellose Familiennachzug, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte „Schutzklausel“ im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) ist eine reine Augenwischerei. Ihre Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Vielmehr droht bei einem Versuch ihrer Anwendung die EU mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ bedeutet faktisch die Aufgabe der parlamentarischen und volklichen Entscheidungsgewalt über künftige Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Streichung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss faktisch unmöglich gemacht wird. Die massiv erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz und im HFKG sind ein offenes Eingeständnis der immensen zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU durch das Bundesgesetz über die Berufsbildung und die höhere Bildung (BGVB) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was unsere hohen Standards und unsere Fähigkeit zur Arbeitsmarktregulierung schwächt. Dies gilt ebenso für die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG, welche die nationale Qualitätskontrolle durch automatisierte EU-Prozesse ersetzt und die Patientensicherheit gefährdet. Die EU-Koordinierung der zweiten Säule (BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU stellen eine weitere Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und einen Eingriff in Eigentumsrechte dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen sind nicht als Modernisierung, sondern als schleichende Unterwerfung unter die Vorgaben der Europäischen Union zu verstehen. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund,

Kantonen und Gemeinden getroffen werden, war Ausdruck unserer demokratischen Legitimation und Anpassungsfähigkeit an lokale Bedürfnisse. Mit der Einführung eines starren, technokratischen EU-Kontrollregimes, wie es durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG) vorgesehen ist, wird diese bewährte Praxis abgeschafft. Insbesondere die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, die gemäss Art. 18 Abs. 2 KG als eine Art „verlängerter Arm der EU" agieren wird, ist äusserst bedenklich. Diese „Superbehörde" wird Entscheidungen primär auf Basis der Kompatibilität mit EU-Recht treffen, anstatt schweizerische Interessen zu wahren. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Die Souveränität der Kantone wird durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde genehmigen zu lassen. Der neue Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu blossen untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie und ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Die Schweiz unterwirft sich damit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) und die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementieren die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden im neuen Verfahren zu Bittstellern, ohne formelles rechtliches Gehör. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz zusätzlich. Diese Massnahmen sind nicht im Interesse der Schweiz und müssen entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweiz unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Die erweiterte Personenfreizügigkeit generiert einen massiven Druck auf die Schweizer Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, eine Erosion, welche die präsentierten Schutzmechanismen keinesfalls aufzufangen vermögen. Statt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er de facto aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen erscheinen bürokratischer und weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was ausländischen Firmen, die Lohndumping betreiben wollen, unverhältnismässig zugutekommt. Die Kontrollmechanismen werden in kritischer Weise geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten massiv verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Art. 335l bis 335q OR, ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von

Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Insgesamt werden die vorliegenden Vorschläge die Schweiz von innen heraus schwächen und unsere Souveränität weiter untergraben.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Stromsektor stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem Akteur degradiert, der zwar die Kosten trägt, aber keine Mitbestimmungsrechte mehr über die eigene Energieversorgung hat. Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel gefällt, anstatt in Bern. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung in einem existenziellen Bereich der Daseinsvorsorge. Die Unabhängigkeit unserer Regulierungsbehörde, der ElCom, wird durch die Transformation zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften untergraben. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Regelungen aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik bedeutet. Dies tangiert Artikel 2 unserer Bundesverfassung, der die Grundwerte der Demokratie und des Rechtsstaats verankert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt und eine wichtige Grundlage für ihre Finanzierung darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies gefährdet nicht nur die wirtschaftliche Stabilität betroffener Regionen, sondern auch die Finanzierung der Wasserkraftinfrastruktur selbst. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln massiv geschwächt. Der ihnen zustehende Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion fördert, wird ausgehebelt. Dies benachteiligt gezielt kleine und mittlere Produzenten und führt zu einer Zentralisierung der Energieversorgung, die nicht im Interesse der Bevölkerung liegt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit, strategische Energiereserven zu bilden, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungslücke: Weder der Markt noch die EU können nachweislich die Gewähr für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, das unsere Bevölkerung unnötigen Risiken aussetzt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Sicherstellung der Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, werden durch neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Dies widerspricht dem Prinzip einer bezahlbaren und stabilen Energieversorgung für alle. Ferner schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einem erheblichen Verlust an nationaler Souveränität, zur Schwächung föderaler Strukturen und zur Gefährdung der Versorgungssicherheit führen. Die Schweiz würde sich unwiderruflich dem Diktat des EU-Marktes und dessen unberechenbaren Entwicklungen ausliefern.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und den Wohlstand der Schweiz. Es ist äusserst fragwürdig, ob die angestrebte Stabilisierung tatsächlich erreicht werden kann, ohne gleichzeitig fundamentale Prinzipien unserer Rechtsordnung zu kompromittieren. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese Gesetzgebung aktiv mitzugestalten, stellt eine gefährliche Erosion unserer legislativen Autonomie dar. Artikel 138 der Bundesverfassung garantiert die Selbstbestimmung der eidgenössischen Räte und schützt uns vor einer Fremdbestimmung durch externe Institutionen. Die vorgeschlagenen Schritte drohen, genau diese verfassungsmässige Grundlage auszuhöhlen. Die Befürchtung, dass durch eine zu starke Annäherung an die EU die flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit untergraben werden könnten, ist berechtigt. Dies hätte direkte Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt und könnte zu Lohndumping führen, was wiederum die Stabilität des Schweizer Sozialsystems gefährden würde. Die Ausgestaltung der flankierenden Massnahmen ist

ein zentraler Bestandteil der Schweizerischen Politik zur Abfederung der negativen Folgen der Personenfreizügigkeit, wie sie im Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Arbeitsvermittlung und im Arbeitsgesetz geregelt ist. Jegliche Schwächung dieser Massnahmen ist abzulehnen. Zudem ist die finanzielle Belastung, die mit einer engeren Anbindung an die EU einhergehen würde, nicht zu unterschätzen. Die Schweiz würde voraussichtlich deutlich höhere Beiträge an EU-Programme leisten müssen, ohne im Gegenzug die Mitspracherechte zu erhalten, die Mitgliedstaaten geniessen. Dies widerspricht dem Prinzip der wirtschaftlichen Solidarität und könnte zu einer ungerechtfertigten Benachteiligung der Schweizer Steuerzahler führen. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen nicht de facto einer schleichenden Mitgliedschaft gleichkommt, welche aber die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft, nämlich Mitspracherecht und Einflussnahme, nicht mit sich brächte. Eine solche Konstellation wäre weder im Interesse der Schweiz noch mit den Grundsätzen einer gleichberechtigten Partnerschaft vereinbar. Die Stabilität unserer Beziehungen zur EU sollte auf gegenseitigem Respekt und einer klaren Abgrenzung der Zuständigkeiten basieren, nicht auf einer schrittweisen Unterwerfung unter externe Regelwerke.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien erhebliche Bedenken auf. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die wirtschaftliche Unabhängigkeit kritisch zu beleuchten, bevor einer derartigen Weiterentwicklung der bilateralen Beziehungen zugestimmt werden kann. Insbesondere die Übernahme von neuem, sogenanntem EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass dieses in einem transparenten und demokratischen Gesetzgebungsprozess durch das schweizerische Parlament verabschiedet wurde, ist höchst problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung, welche die Volkssouveränität und die Gewaltenteilung vorsieht. Die Tatsache, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) de facto eine bindende Entscheidungsgewalt über die Auslegung von Recht hätte, das für die Schweiz massgeblich werden soll, untergräbt die richterliche Unabhängigkeit und die Eigenständigkeit unserer Gerichte. Dies wäre insbesondere im Hinblick auf Artikel 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesgerichtsbarkeit (BGG) zu hinterfragen, der die unabhängige Rechtsprechung garantiert. Die blosse Übernahme von Urteilen des EuGH, auch wenn dies unter dem Deckmantel der "einheitlichen Rechtsanwendung" geschieht, bedeutet eine faktische Unterwerfung unter eine ausländische Rechtsprechung. Darüber hinaus bestehen erhebliche Zweifel hinsichtlich der Auswirkungen auf die Lohn- und Sozialstandards in der Schweiz. Die befürchtete Zunahme des Lohndumpings und der unfairen Wettbewerbsbedingungen durch die Öffnung des Arbeitsmarktes für EU-Bürger ist eine ernstzunehmende Gefahr für die schweizerische Arbeitnehmerschaft. Es ist fraglich, inwieweit die vorgesehenen Begleitmassnahmen tatsächlich in der Lage sein werden, die negativen Folgen abzufedern. Artikel 122 der Bundesverfassung, der sich mit dem Schutz der Arbeitnehmenden befasst, könnte durch eine unkontrollierte Zuwanderung unter Druck geraten. Die finanzielle Belastung der Schweiz durch die Teilnahme an EU-Programmen und die Zustimmung zu weiteren Zahlungen ist ebenfalls ein wichtiger Punkt, der einer kritischen Prüfung bedarf. Diese finanziellen Verpflichtungen müssen im Lichte der nationalen Prioritäten und der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der Schweiz sorgfältig abgewogen werden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine beunruhigende Entwicklung darstellen, die die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die sozialen Errungenschaften unseres Landes ernsthaft gefährden könnte. Eine unkritische Annahme dieser Ergebnisse wäre fahrlässig und würde die Interessen der Schweiz nachhaltig beeinträchtigen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist äusserst problematisch und lässt gravierende Defizite erkennen, die eine kritische Auseinandersetzung auf höchster Ebene erfordern. Es darf nicht hingenommen werden, dass die Schweiz in einer Weise in die europäische Rechtsordnung integriert wird, die ihre souveränen Entscheidungsprozesse und die direktdemokratischen Mitspracherechte der Bürgerinnen und Bürger untergräbt. Besonders bedenklich ist die in Aussicht gestellte Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz auf gleicher Augenhöhe an dessen Entstehung mitwirken kann. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der Selbstbestimmung und der nationalen Souveränität, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die vorgeschlagene institutionelle Verankerung, die eine automatische Übernahme von EU-Recht vorsieht, birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Rechtsordnung. Die Unabhängigkeit

der Schweizer Gerichte und die Anwendung des Schweizer Rechts, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung gewährleistet sind, könnten dadurch erheblich beeinträchtigt werden. Die ständige Rezeption von EU-Recht ohne expliziten und informierten Schweizer Parlamentsbeschluss stellt eine unzulässige Aushöhlung der rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Des Weiteren sind die Bedenken hinsichtlich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) von zentraler Bedeutung. Eine obligatorische Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in einigen Bereichen der bilateralen Abkommen bereits angedeutet wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv einschränken. Die Auslegung des Europarechts durch den EuGH müsste von Schweizer Gerichten ohne eigene Ermessensspielräume übernommen werden, was gegen die Kompetenz des Schweizer Parlaments verstösst, Gesetze zu erlassen und die Anwendung des Rechts zu gestalten. Die angeblichen Vorteile eines solchen Pakets werden überschattet von der erheblichen Gefahr, dass die Schweiz ihre politischen und wirtschaftlichen Gestaltungsspielräume verliert. Die Unklarheit bezüglich der dynamischen Rechtsübernahme und der möglichen Auswirkungen auf die freie Meinungsbildung und Entscheidungsfindung im Parlament und bei Volksabstimmungen ist alarmierend. Es drängt sich die Frage auf, ob die Schweiz im Rahmen dieses Pakets nicht de facto zu einem Juniorpartner der EU wird, dessen Interessen primär denen der Union untergeordnet werden. Dies wäre nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung und der Stabilität unseres Landes. Die Vernehmlassung muss daher eine Gelegenheit sein, diese fundamentalen Bedenken klar zu artikulieren und sicherzustellen, dass unsere Souveränität und unsere direktdemokratischen Institutionen geschützt bleiben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Beat Wyss (Privat)

Datum: 27.10.2025

Kontakt: Beat Wyss · 0794266234 · beat.wyss@diensthunde.org

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der Souveränität der eidgenössischen Räte, auf. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtsordnung und die demokratischen Institutionen der Schweiz kritisch zu beleuchten. Besondere Besorgnis bereitet die geplante Übernahme von EU-Recht durch das Abkommen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Europäische Union (EU-Gesetz) verweist auf die bilaterale Ausgestaltung der Beziehungen zur EU, welche gerade die Wahrung der schweizerischen Souveränität zum Ziel hat. Die vorliegenden Resultate scheinen jedoch eine automatische Übernahme von EU-Recht vorzusehen, ohne dass die Schweizerischen demokratischen Prozesse – namentlich die Mitsprache des Parlaments und die Möglichkeit eines Referendums – in angemessener Weise gewahrt bleiben. Dies steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben des EU-Gesetzes, das explizit die Berücksichtigung der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Prinzipien vorsieht. Darüber hinaus ist die im Rahmen des Abkommens vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die angenommene Zuständigkeit des EuGH zur Auslegung des anwendbaren Rechts birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte. Die Artikel 188 und 189 der Bundesverfassung, welche die richterliche Unabhängigkeit und die Gewaltenteilung garantieren, könnten durch eine de facto Vorrangstellung des EuGH untergraben werden. Eine solche Abhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung von ausländischen Gerichten widerspricht fundamental den Grundsätzen unserer Rechtsordnung. Die vorgesehene institutionelle Verankerung, die eine fortlaufende Anpassung an EU-Recht vorsieht, birgt die Gefahr, dass die Schweiz in eine unumkehrbare Abhängigkeit gerät. Dies untergräbt die Handlungsfreiheit des Schweizerischen Gesetzgebers, wie sie durch die Kompetenzverteilung gemäss Artikel 3 BV gewährleistet ist. Die Möglichkeit, dass sich die Schweiz von den gemeinschaftlichen Rechtsnormen der EU distanzieren kann, scheint durch die vorgeschlagenen Regelungen erheblich eingeschränkt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse, wie sie bisher bekannt geworden sind, erhebliche Verfassungs- und Rechtsstaatlichkeitsfragen aufwerfen. Bevor eine Zustimmung in Erwägung gezogen werden kann, bedarf es einer umfassenden und kritischen Prüfung, ob die Souveränität, die direkte Demokratie und die Rechtsstaatlichkeit der Schweiz tatsächlich gewahrt bleiben oder ob nicht eher eine schleichende Unterminierung unserer nationalen Institutionen droht.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist äusserst fraglich, ob die angestrebte Vereinbarung wirklich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Unterordnung unter europäisches Recht darstellt. Insbesondere Artikel 4 des Bundesgesetzes über die Umsetzung des Personenfreizügigkeitsabkommens (FZA) und Artikel 13 des revidierten Ausländergesetzes (AuG) werfen kritische Fragen auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne eigene Mitsprachemöglichkeit gemäss Artikel 4 FZA untergräbt die demokratischen Entscheidungsprozesse, die für die schweizerische Rechtsordnung konstitutiv sind. Dies steht im direkten Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die nicht im nationalen Interesse liegen oder den schweizerischen Besonderheiten widersprechen, wäre eine gravierende Einschränkung unserer Autonomie. Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst

problematisch. Die Anerkennung der verbindlichen Zuständigkeit des EuGH in Bezug auf die Auslegung des FZA, wie sie implizit mit der Übernahme des EU-Rechts einhergeht, stellt eine fundamentale Aushöhlung der nationalen Gerichtsbarkeit dar. Dies widerspricht Artikel 5 der Bundesverfassung, der die schweizerische Gerichtsbarkeit schützt. Es ist nicht hinnehmbar, dass ein ausländisches Gericht über die Anwendung von Recht in der Schweiz entscheidet und damit die Rechtsgrundlage unserer eigenen Gesetze massgeblich beeinflusst. Die im FZA vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung sind unzureichend, um die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Eigenständigkeit unseres Rechtssystems zu gewährleisten. Zudem befürchten wir, dass die angestrebte Paketlösung einen gefährlichen Präzedenzfall schafft. Die Gefahr besteht, dass weitere EU-Regulierungen und -Rechtsakte übernommen werden müssen, ohne dass eine sorgfältige Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse stattfindet. Dies könnte zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und zu einer Abhängigkeit von Brüssel führen, die unseren nationalen Interessen zuwiderläuft. Die Garantien für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien müssen oberste Priorität haben. Die aktuelle Paketlösung scheint diesen Anforderungen nicht gerecht zu werden und bedarf einer fundamentalen Überarbeitung, um die Kerninteressen der Schweiz zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung, da sie erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung birgt. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommen angedeutet wird, stellt eine unzulässige Aushöhlung unseres demokratischen Selbstbestimmungsrechts dar. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Treue zur Verfassung. Die faktische Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende parlamentarische Mitsprache und direkte demokratische Legitimation widerspricht diesem Grundsatz fundamental. Wenn neue Rechtsakte der EU, die sich auf bereits bestehende bilaterale Abkommen beziehen, von der Schweiz ohne eigenes Mitspracherecht übernommen werden müssten, so untergräbt dies die Kompetenz des Schweizerischen Parlaments, das unsere Interessen gemäss Artikel 165 BV wahrzunehmen hat. Des Weiteren ist die Anwendung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) für die Schweiz problematisch. Artikel 138 der Bundesverfassung sieht vor, dass Gerichte die Bundesgesetze und das Völkerrecht anzuwenden haben. Die Einbeziehung der Rechtsprechung des EuGH, die sich aus der Auslegung von EU-Recht ergibt, welches wir nicht aktiv mitgestalten, führt zu einer indirekten Unterwerfung unter eine fremde Gerichtsbarkeit. Dies kann dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Urteile zu fällen, die im Widerspruch zu schweizerischem Recht oder Verfassungsprinzipien stehen. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz, ein Kernstück unseres Rechtsstaates, wäre damit in Frage gestellt. Die im Raum stehenden institutionellen Abkommen werfen die Frage auf, ob die Schweiz nicht de facto zu einem Anhängsel der EU wird, ohne die damit verbundenen Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen. Die geforderte Übernahme von EU-Recht, die sogenannte "dynamische Rechtsübernahme", schafft eine Rechtsetzungsautonomie der EU, die sich ständig auf die Schweiz ausdehnt. Dies entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern die Möglichkeit, die Gesetzgebung zu gestalten und über deren Inhalt zu entscheiden. Die Sicherung der schweizerischen Souveränität und die Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien müssen bei jeder weiteren Annäherung an die EU an erster Stelle stehen. Die aktuellen Vorschläge scheinen diesen Grundsätzen nicht in ausreichendem Masse Rechnung zu tragen und bergen die Gefahr einer schleichenden Entmachtung der Schweiz.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Rahmen der inländischen Umsetzung, insbesondere im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union, geben Anlass zu erheblicher Skepsis und bedürfen einer kritischen Prüfung. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Souveränität und die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz durch eine zu enge Anlehnung an EU-Recht tangiert werden. Wir äussern dezidierte Bedenken hinsichtlich der möglichen Erosion schweizerischer Rechtsprinzipien. Die Übernahme von Unionsrecht, wie sie in derartigen Abkommen typischerweise vorgesehen ist, birgt die Gefahr, dass fundamentale Prinzipien des schweizerischen Rechtssystems, wie sie beispielsweise im Obligationenrecht (OR) oder im Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG) verankert sind, unterlaufen werden. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Hoheit der Eidgenossenschaft und die Autonomie der Kantone. Jede Übernahme von EU-Recht muss auf ihre Kompatibilität mit dieser grundlegenden Verfassungsbestimmung hin überprüft werden. Besonders problematisch erscheint uns die potenzielle Einschränkung der parlamentarischen und volksdemokratischen Mitgestaltung. Die Einführung von EU-Recht, das nicht im direkten schweizerischen Gesetzgebungsprozess

entstanden ist, entzieht sich der üblichen parlamentarischen Debatte und der direkten Mitsprache des Souveräns. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie, wie sie in der Schweiz gelebt wird. Die Frage, ob und wie die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments und des Volkes durch automatische oder faktische Übernahme von EU-Regelungen eingeschränkt wird, ist von zentraler Bedeutung. Ferner sind die wirtschaftlichen Auswirkungen einer solchen Anpassung unklar und möglicherweise nachteilig. Während die EU die Harmonisierung des Binnenmarktes anstrebt, muss sichergestellt werden, dass dies nicht zu Lasten der Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer KMUs oder spezifischer Branchen geht, die durch einzigartige regulatorische Rahmenbedingungen geschützt sind. Die Rücksichtnahme auf die Besonderheiten der schweizerischen Wirtschaft, die in der Verfassung und den relevanten Gesetzen verankert sind, muss oberste Priorität haben. Zusammenfassend fordern wir eine äusserst zurückhaltende und kritische Haltung gegenüber jeglicher Übernahme von EU-Recht. Die Wahrung der schweizerischen Souveränität, die Stärkung der direkten Demokratie und der Schutz der nationalen Wirtschaftsinteressen müssen bei allen Verhandlungen und Umsetzungsbestrebungen unmissverständlich im Vordergrund stehen. Eine unreflektierte Anpassung an EU-Standards wäre mit erheblichen Risiken verbunden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit offenbart eine erschreckende Realität: Unter dem irreführenden Titel einer vermeintlichen Verbesserung der Sicherheit vollzieht sich ein umfassendes Unterwerfungsprojekt unter das europäische Regelwerk. Es ist offensichtlich, dass es hierbei keineswegs nur um die Gewährleistung von Sicherheit geht, sondern vielmehr um die schleichende Überführung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft in die Abhängigkeit des EU-Regelwerks „Vom Hof auf den Tisch". Dieses Vorhaben droht nicht nur, unsere nachweislich hohen Produktionsstandards zu untergraben, sondern stellt auch eine existenzielle Bedrohung für unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, gerät hier in akute Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem signifikanten Qualitätsverlust führen. Das angesehene Label „Made in Switzerland" würde massiv an Wert verlieren, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssten wie in der EU. Dies würde die Grundlage unserer hochwertigen Lebensmittelproduktion zerstören. Besonders besorgniserregend ist die inakzeptable „Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine unerträgliche politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in zukunftsweisenden Fragen blockiert. Ferner wird durch die Zulassung von EU-Inspektoren mit Zutritt und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ein massiver Eingriff in unsere Souveränität legitimiert. Schweizer Betriebe würden somit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und bedroht wirtschaftliche Existenzen. Die Einführung des neuen Art. 15a TSchG sowie Art. 21 TSchG zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein inakzeptabler Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen ersetzt unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Schweiz muss die Fähigkeit behalten, eigene, souveräne Entscheidungen zum Schutz ihrer Bevölkerung, ihrer Tiere und ihrer Umwelt zu treffen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, wie sie im neuen StromVG (insbesondere Art. 4a ff.) dargelegt wird, stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem

satellitenhaften Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten trägt, aber keine Mitsprache bei Entscheidungen über sein eigenes Stromnetz hat. Dies steht im direkten Widerspruch zu Art. 8 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Energie (EnG), der die nationale Autonomie in Energiefragen festschreibt. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die EU-Vorgaben zu einer blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte Brüsseler Verordnungen degradiert. Dies untergräbt die Unabhängigkeit und die auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichtete Regulierung, die bisher durch das StromVG gewährleistet war. Die föderalen Strukturen, auf denen die Schweizer Energieversorgung beruht, werden durch die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die faktische Abschaffung des Einspeisevorrangs für dezentrale Produzenten, wie sie das EnG (Art. 15 neu) vorsieht, massiv geschwächt. Insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) mit der drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt gemeindeeigene Kraftwerke und landwirtschaftliche Kleinproduzenten existenziell. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen zudem das Rückgrat unserer Energieversorgung: die Wasserkraft. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Die vorgeschlagene Marktliberalisierung opfert die Versorgungssicherheit dem freien Spiel der Kräfte. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie sie gemäss Art. 8b ff. StromVG nur noch unzureichend vorgesehen ist, wird stark eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Zuverlässigkeit unserer Stromversorgung – weder der Markt noch die EU. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Schweiz riskiert, ihre Energieversorgung in eine unsichere Zukunft zu entlassen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt gravierende Gefahren für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit, profitablen inner-schweizerischen Streckenverkehr zu betreiben. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt direkt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, einen flächendeckenden und auch auf weniger rentablen Linien notwendigen öffentlichen Verkehr sicherzustellen. Die damit verbundene Gefährdung des Service public ist nicht zu unterschätzen, da die Quersubventionierung durch lukrative Hauptstrecken wegfallen würde. Des Weiteren besteht die erhebliche Gefahr, dass EU-Beihilferecht bestehende und bewährte Subventionsmodelle für den Schienenverkehr, einschliesslich des Güterverkehrs, des Regionalverkehrs und der Rollmaterialerneuerung, als unzulässig einstufen könnte. Dies würde die finanzielle Flexibilität und die Fähigkeit, den öffentlichen Verkehr gemäss den Bedürfnissen der Schweizer Bevölkerung zu gestalten, erheblich einschränken. Die vom Bundesrat als Absicherung angeführte "Gemeinsame Erklärung" vermag diese Bedenken nicht auszuräumen. Ihre rechtliche Verbindlichkeit ist fraglich und sie schützt nicht vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Anpassungen des EU-Rechts. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die nationale Schieneninfrastruktur wird durch die Verpflichtung zur Übernahme künftiger EU-Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) weiter vorangetrieben. Dies bedeutet eine Verlagerung von Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen an zentrale EU-Stellen und eine Aushöhlung der nationalen Hoheit. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis schränkt die Freiheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung und Vergabe von Verkehrsleistungen empfindlich ein. Die Notwendigkeit, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten, kann dazu führen, dass nationale Interessen und spezifische schweizerische Verkehrsziele zurückstehen müssen und suboptimalen, potenziell teureren Lösungen der Vorzug gegeben wird. Die Souveränität bei der Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs wird dadurch massiv beschnitten.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren widersprechen fundamental dem Recht, die Zuwanderung eigenständig zu steuern. Dieses neue "Niederlassungsrecht C PLUS" birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da es selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand haben soll.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, deren Kosten folglich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen. Der Ausbau des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungsanforderungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zur einer Erpressungsklausel macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme durch die "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss nahezu unmöglich gemacht wird. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Anbindung an das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung (BGB) und im Medizinalberufegesetz (MedBG), Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und Psychologieberufegesetz (PsyG) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung von Qualitätsstandards und einen Verlust der nationalen Kontrollhoheit birgt. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte schweizerischer Versicherter ein. Diese umfangreichen Anpassungen unterwerfen unsere gesamte Rechtsordnung der EU-Logik.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind höchst bedenklich und stellen eine unzureichende, beinahe kosmetische Reaktion auf den massiven Lohndruck dar, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit auf die Schweiz ausgeübt wird. Es ist offensichtlich, dass die vorliegenden Anpassungen die bereits bestehende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht aufhalten können. Stattdessen wird unser bewährter und wirksamer Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, doch ihre Effektivität im Schutz vor Lohndumping durch ausländische Unternehmen ist stark anzuzweifeln. Die vorgeschlagenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, welche die Schweiz politisch noch stärker an die EU bindet. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Diese Neuerungen untergraben unsere Rechtsordnung und die Souveränität der Schweiz erheblich.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind,

soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies untergräbt massiv die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonale Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen gelassen werden. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue „Superbehörde" geschaffen, die als verlängerter Arm der EU agiert und deren Entscheide nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Das Bundesverwaltungsgericht wird durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG gestärkt, was die Zentralisierung der Rechtskontrolle zementiert und die Souveränität der Kantone weiter schwächt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen für geschwächten Konsumentenschutz und mangelnde Transparenz. Die Schaffung des BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aushebelt. Wir lehnen diese massive Einschränkung der nationalen und kantonalen Steuerungshoheit entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend den finanziellen Beitrag zur Kohäsion stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität dar und ist in ihrer jetzigen Form abzulehnen. Es ist beunruhigend zu sehen, wie bisher freiwillige und vom Parlament kontrollierte Beiträge zu einer automatischen, rechtlich bindenden Pflicht mutieren sollen. Dies bedeutet den Verlust eines essenziellen politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint vielmehr als ein Lockvogelangebot denn als eine verlässliche Grösse. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, solche Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die diktierten Summen zu begleichen. Mit diesen Abkommen begibt sich die Schweiz in die Position einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht. Unsere Zahlungen werden verbindlich, während wir keine Garantie auf einen besseren Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse erhalten. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG wird zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (gemäss Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern findet lediglich die Umsetzung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung statt. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend und grenzt an eine Irreführung. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Aus diesen tiefgreifenden Gründen müssen diese Regelungen abgelehnt werden.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Black Dog <agousnadine@gmail.com>
Sent: Dienstag, 28. Oktober 2025 11:46
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Stellungnahme zur Vernehmlassung Paket CH-EU

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei finden Sie meine Stellungnahme zur Vernehmlassung bezüglich des Pakets Schweiz-EU.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: N.Agous (Privat)

Datum: 28.10.2025

Kontakt: Nadine Agous · - · agousnadine@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um den offensichtlichen gravierenden Mängeln und den potenziellen negativen Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und Rechtsordnung Rechnung zu tragen. Eine oberflächliche Annahme der vorgeschlagenen Abkommen würde eine eklatante Missachtung der verfassungsrechtlichen Prinzipien und des Volkswillens darstellen, wie er insbesondere in der Bundesverfassung verankert ist. Zunächst muss die Frage der institutionellen Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür mit aller Deutlichkeit aufgeworfen werden. Das vorliegende Paket sieht eine Fortentwicklung des schweizerischen Rechts vor, die über die reine Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen hinausgeht und in die Entscheidungsautonomie der Schweiz eingreift. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Wenn nun durch bilaterale Vereinbarungen eine fortlaufende, quasi automatische Rechtsübernahme stattfindet, wird die parlamentarische Kontrolle ausgehöhlt und das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung postuliert wird, untergraben. Es ist nicht akzeptabel, dass sich die Schweiz potenziell verpflichtet, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass dieses Recht im konkreten Fall dem Schweizerischen Interesse dient und ohne dass das Schweizer Parlament die Möglichkeit hat, dieses Recht eingehend zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen. Diese Art der indirekten Rechtsetzung ist mit den Prinzipien einer direkten Demokratie unvereinbar. Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die vorgesehene Einbeziehung des EuGH, auch wenn sie nur in bestimmten Bereichen und unter Einschränkungen erfolgen soll, stellt eine direkte Verletzung der richterlichen Souveränität der Schweiz dar. Die Gerichte der Schweiz sind gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung an das Recht gebunden, welches die Gerichte und Behörden anzuwenden haben. Dies schliesst primär schweizerisches Recht ein. Die Übertragung von Zuständigkeiten an ein ausländisches Gericht, dessen Urteile bindende Wirkung für die schweizerische Rechtsanwendung entfalten, bedeutet eine faktische Aufgabe der richterlichen Unabhängigkeit und Souveränität. Dies wird insbesondere dann kritisch, wenn die Auslegung von EU-Recht, das in die schweizerische Rechtsordnung integriert werden soll, durch den EuGH erfolgt. Die divergierenden Rechtskulturen und -traditionen könnten zu Rechtsunsicherheiten und zu einer unerwünschten Angleichung führen, die nicht im besten Interesse der Schweiz ist. Die Argumentation, dass die Übernahme von EU-Recht und die Akzeptanz der Rechtsprechung des EuGH notwendig sei, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, ist eine einseitige und zudem bedenkliche Vereinfachung. Sie suggeriert, dass die Schweiz keine Alternativen habe und sich bedingungslos den Vorgaben der EU fügen müsse. Dies ignoriert das Potenzial der Schweiz, eigene, auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln und die Beziehungen zur EU auf einer gleichberechtigten Basis zu gestalten. Es ist fraglich, ob die kurzfristigen wirtschaftlichen Vorteile, die sich aus einem solchen Paket ergeben mögen, die langfristigen negativen Auswirkungen auf die demokratischen Institutionen, die Rechtsstaatlichkeit und die aussenpolitische Handlungsfähigkeit der Schweiz aufwiegen. Ein weiterer wichtiger Punkt betrifft die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen und den Beitrag zum Kohäsionsfonds. Während die EU von einer solchen Beteiligung als Gegenleistung für den Marktzugang spricht, muss kritisch hinterfragt werden, ob diese Beiträge im Verhältnis zum Nutzen stehen und ob sie nicht zu einer unerwünschten Abhängigkeit führen. Die Mittel, die der Schweiz entzogen werden, könnten anderweitig zur Stärkung der heimischen Wirtschaft und zur Förderung von Innovationen eingesetzt werden. Eine blindlings fortgesetzte

finanzielle Unterstützung der EU, ohne klare Gegenleistungen und ohne Rücksicht auf die eigenen wirtschaftlichen Kapazitäten, ist nicht länger tragbar. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre demokratischen Grundwerte nicht leichtfertig aufs Spiel setzt. Das vorliegende Paket birgt die Gefahr, die Schweiz zu einem Vasallenstaat der EU zu degradieren, der zwar formell unabhängig ist, aber de facto in seinen Entscheidungen stark von Brüssel beeinflusst wird. Eine solche Entwicklung wäre nicht nur eine Enttäuschung für die Schweizer Bevölkerung, sondern würde auch die Schweiz als eigenständigen Akteur auf der internationalen Bühne schwächen. Eine kritische und auf die langfristigen Interessen der Schweiz ausgerichtete Neubewertung des gesamten Pakets ist daher unumgänglich. Die vorgeschlagenen Massnahmen scheinen mehr auf die Bedürfnisse der EU zugeschnitten zu sein als auf die der Schweiz. Es bedarf einer grundlegenden Revision, die die Souveränität, die Rechtsstaatlichkeit und die demokratischen Prinzipien der Schweiz in den Vordergrund stellt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der Wahrung unserer nationalen Interessen höchst bedenklich und bedürfen einer grundlegenden Überprüfung. Die Argumentation, dass eine engere Anbindung an die EU unweigerlich zu einer Stärkung unserer Position führen würde, verkennt die grundlegenden Unterschiede in den rechtlichen und politischen Systemen und ignoriert die bewährten Mechanismen, die es der Schweiz über Jahrzehnte ermöglicht haben, ihre Unabhängigkeit zu wahren und gleichzeitig prosperierende Beziehungen zu ihren Nachbarn zu pflegen. Ein zentraler Kritikpunkt liegt in der schleichenden Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitsprache. Artikel 16 des Bundesgesetzes über die diplomatischen Beziehungen (diplG) garantiert zwar die Wahrung der schweizerischen Interessen in den internationalen Beziehungen, doch die Art und Weise, wie die EU ihre Gesetzgebung fortlaufend anpasst und diese Übernahme im Rahmen bestehender Verträge quasi automatisiert wird, untergräbt die Fähigkeit des Bundesrates und des Parlaments, diese Interessen aktiv zu gestalten. Die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, die im Rahmen der sogenannten "Bilaterale I" und "Bilaterale II" integriert werden, geschieht oft ohne die Möglichkeit einer echten Einflussnahme auf deren Inhalt. Dies führt zu einer de facto Rechtsangleichung, die in ihrer Tragweite der Mitgliedschaft nahekommt, jedoch die damit verbundenen Vorteile einer vollen Mitbestimmung ausschliesst. Besonders problematisch ist die Perspektive, dass die Stabilität der Beziehungen nur durch eine fortgesetzte Übernahme von EU-Recht gewährleistet werden könne. Dies impliziert eine asymmetrische Beziehung, in der die Schweiz sich primär anzupassen hat, während die EU ihre Positionen als gegeben betrachtet. Das Prinzip der Subsidiarität, das auch in der Schweizer Verfassung verankert ist und im Bundesgesetz über die Zuständigkeit von Bundesbern und Kantonen in der Aussenpolitik (ZG) seinen Niederschlag findet, wird hierbei ausgehöhlt. Die Kantone, deren kantonale Hoheit in vielen Bereichen direkt von der Übernahme von EU-Recht betroffen wäre, werden in diesem Prozess zunehmend marginalisiert. Ihre Kompetenzen, die durch Artikel 163 der Bundesverfassung geschützt sind, könnten durch eine zu starke Integration in den EU-Rechtsrahmen de facto entwertet werden. Die Vorstellung, dass die Stabilisierung der Beziehungen zur EU einen automatischen Schutz vor wirtschaftlichen Nachteilen oder gar eine Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit mit sich bringe, ist ebenfalls mit Skepsis zu betrachten. Zwar ist der Zugang zum EU-Binnenmarkt zweifellos von grosser Bedeutung, doch dürfen die damit verbundenen Verpflichtungen nicht unterschätzt werden. Die Kosten der Rechtsangleichung, die für Unternehmen entstehen, sowie die potenziellen negativen Auswirkungen auf Sektoren, die nicht von den vereinbarten Abkommen profitieren, werden oft heruntergespielt. Artikel 17 des Aussenwirtschaftsgesetzes (AWG) ermöglicht zwar die Ergreifung von Massnahmen zur Sicherung der aussenwirtschaftlichen Interessen, doch die Komplexität und die potenziellen Retorsionsmassnahmen seitens der EU erschweren die effektive Anwendung solcher Instrumente im Falle einer ungleichen Wettbewerbssituation, die durch die Rechtsangleichung entstehen könnte. Die Aussage, dass die Schweiz als souveräner Staat weiterhin die Kontrolle über ihre Entscheidungen behalte, ist angesichts der fortlaufenden Entwicklungen im EU-Recht und der rechtlichen Interpretation von bestehenden Abkommen fragwürdig. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) spielt eine zunehmend dominante Rolle bei der Auslegung von Verträgen, die die Schweiz betreffen. Zwar wurde in der Vergangenheit Wert darauf gelegt, die Zuständigkeit des EuGH in den bilateralen Abkommen zu begrenzen, doch die fortlaufende Harmonisierung von Rechtsgebieten kann dazu führen, dass die Entscheidungen des EuGH indirekt auch für die Schweiz bindend werden, ohne dass diese eine formelle Möglichkeit zur Einflussnahme hatte. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung. Die Behauptung, dass die Stärkung der Beziehungen zur EU unausweichlich sei, um die Interessen der Schweiz zu wahren, ignoriert die Erfolge der schweizerischen Aussenpolitik, die auf Unabhängigkeit, Flexibilität und der Fähigkeit zur Abgrenzung beruht. Ein übermässiges Sich-Anlehnen an die EU könnte dazu führen, dass die Schweiz ihre Einzigartigkeit und ihre Fähigkeit, eigene Wege zu gehen, verliert. Dies würde sich nicht nur auf die politische, sondern auch auf die wirtschaftliche und kulturelle Identität der Schweiz auswirken. Artikel 4 des Bundesgesetzes über die schweizerische Nationalbank (SNB-Gesetz) beispielsweise sieht vor, dass die Nationalbank die Geldversorgung und die Stabilität des Finanzsystems zu sichern hat. Eine zu starke wirtschaftliche Verflechtung mit der EU, die durch die Übernahme von EU-Regulierungen vorangetrieben wird, könnte die Autonomie der SNB und die Wirksamkeit ihrer Massnahmen in Frage stellen, wenn sie beispielsweise gezwungen wäre, sich an die Geldpolitik der EZB anzupassen, die nicht notwendigerweise den schweizerischen Bedürfnissen entspricht. Es ist unerlässlich, dass jede weitere Annäherung an die EU kritisch auf ihre Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die Wahrung unserer nationalen Interessen geprüft wird. Pauschale Forderungen nach "Stabilisierung" durch rechtliche und politische Angleichung verfangen sich zu sehr in den Strukturen und der Dynamik der EU, ohne die spezifischen Bedürfnisse und die Erfolgskriterien der Schweiz hinreichend zu berücksichtigen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und der Wahrung unserer Souveränität auf. Es ist zwingend erforderlich, dass die inländischen Umsetzungsbestimmungen nicht dazu missbraucht werden, die Schweiz schleichend in einen EU-Mitgliedstaat zu transformieren, ohne dass dies dem Volk und den Kantonen in angemessener Weise zur Abstimmung vorgelegt wird. Besondere Besorgnis erregt die potenzielle Aushöhlung des Prinzip der Gesetzgebungskompetenz der nationalen Organe. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) verankert klar, dass die Bundesversammlung die Gesetzgebungskompetenz für die Bereiche hat, die die Verfassung nicht ausdrücklich anderen Instanzen zuweist. Die Art und Weise, wie das EU-Recht in unsere Rechtsordnung überführt werden soll, birgt die Gefahr, dass die EU-Institutionen über die Gesetzgebung der Schweiz bestimmen, was eine direkte Verletzung dieses fundamentalen Verfassungsprinzips darstellt. Die Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse würde bedeuten, dass die Schweizer Gesetzgeber ihrer zentralen Aufgabe, dem Wohl des Landes dienende Gesetze zu erlassen, systematisch entmachtet werden. Dies steht im krassen Widerspruch zu Artikel 2 Absatz 2 BV, welcher die Wahrung der Interessen des Landes und des Wohls der Bevölkerung als oberstes Ziel der Bundespolitik formuliert. Weiterhin sind die Auswirkungen auf die demokratische Legitimation und die politische Willensbildung kritisch zu beleuchten. Die Einführung von EU-Recht durch die Hintertür, beispielsweise über Verordnungsermächtigungen oder interpretationsmässige Übernahmen, umgeht das obligatorische Referendum, das für völkerrechtliche Verträge, die inhaltlich einer Verfassungsänderung gleichkommen, vorgesehen ist (Artikel 140 Absatz 1 Ziffer 1 BV). Dies würde bedeuten, dass wesentliche Änderungen unserer Rechtsordnung ohne direkte demokratische Kontrolle und Zustimmung des Volkes stattfinden. Die Möglichkeit des Volkes, durch Referendum Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen, ist ein Eckpfeiler unserer direkten Demokratie, und jede Massnahme, die diese Möglichkeit untergräbt, ist entschieden abzulehnen. Ferner muss die integrale Berücksichtigung der kantonalen Hoheitsrechte gewährleistet sein. Artikel 3 der Bundesverfassung garantiert die kantonale Souveränität, soweit sie nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist. Die übermässige Zentralisierung von Kompetenzen zugunsten der EU oder die Einführung von EU-Rechtsnormen, die tief in die kantonalen Zuständigkeiten eingreifen, ohne dass die Kantone in einem wirksamen Verfahren konsultiert und eingebunden werden, ist verfassungsrechtlich fragwürdig. Artikel 47 der Bundesverfassung legt fest, dass Bund und Kantone zusammenarbeiten. Die aktuelle Umsetzung droht dieses Prinzip der partnerschaftlichen Zusammenarbeit zu einem Verhältnis der Unterordnung zu verkehren. Die Kantone sind nicht lediglich ausführende Organe für Brüsseler Vorgaben, sondern eigenständige Träger von Staatsgewalt. Die Transparenz und Nachvollziehbarkeit der Umsetzungsprozesse sind ebenfalls mangelhaft. Es ist unerlässlich, dass die einzelnen Bestimmungen und ihre konkreten Auswirkungen auf das schweizerische Recht und die schweizerische Gesellschaft klar und verständlich dargelegt werden. Die derzeitige Vorgehensweise scheint eher darauf abzuzielen, bestehende Tatsachen zu schaffen, anstatt eine offene und kritische Auseinandersetzung mit den Konsequenzen zu ermöglichen. Die Bundesversammlung hat gemäss Artikel 166 BV die Aufgabe, die Regierung zu kontrollieren und die Rechenschaft über ihr Handeln einzufordern. Dieser Kontrollauftrag wird durch intransparente oder unzureichend begründete Umsetzungsmechanismen erschwert. Abschliessend lässt sich festhalten, dass die inländischen Umsetzungsbestimmungen zurzeit in einer Weise konzipiert sind, die das Risiko birgt, die schweizerische Rechtsordnung, die demokratischen Prinzipien und die föderalen Strukturen erheblich zu beeinträchtigen. Es bedarf einer grundlegenden Überprüfung und Korrektur, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre demokratischen Errungenschaften wahrt und dass jede Anpassung im Einklang mit der Bundesverfassung und dem Willen des Volkes erfolgt. Die bisherigen Vorschläge genügen diesen Anforderungen in keiner Weise und sind daher kritisch zu hinterfragen. Die Integrität unseres Rechtsstaates und die Zukunft unserer direkten Demokratie stehen auf dem Spiel.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union sind aus einer kritischen und souveränitätsbewahrenden Perspektive äusserst bedenklich und stellen eine ernsthafte Gefährdung des Schweizer Service public dar. Die scheinbar wohlklingenden Formulierungen und die versprochenen Vorteile verschleiern die tiefgreifenden negativen Auswirkungen, die insbesondere auf den öffentlichen Verkehr, ein Kernelement unserer nationalen Daseinsvorsorge, zukommen. Ein zentraler Kritikpunkt ist die potenzielle Aushöhlung des Service public im Schienenverkehr durch die Anwendung des EU-Beihilferechts. Dieses Recht, das auf die wirtschaftlichen Verhältnisse und die Marktstruktur der Mitgliedstaaten zugeschnitten ist, ist nicht ohne Weiteres auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz übertragbar. Bewährte Subventionsmodelle, die darauf abzielen, den Güterverkehr zu fördern, die regionale Erschliessung sicherzustellen oder die Erneuerung des Rollmaterials zu finanzieren, könnten unter dem Diktat des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies birgt die unmittelbare Gefahr, dass die finanzielle Grundlage für qualitativ hochwertige und flächendeckende Transportangebote entzogen wird. Die Folgen wären eine spürbare Verschlechterung des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger sowie eine Schwächung der SBB und anderer Transportunternehmen, die heute bereits unter wirtschaftlichem Druck stehen. Die Einführung der sogenannten Kabotage, die ausländischen Anbietern erlaubt, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, ist ein frontal angreifender Mechanismus, der die Prinzipien des Service public auf den Kopf stellt. Dies wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" durch ausländische Unternehmen führen, die sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren werden. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen, die verpflichtet sind, auch die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien zu betreiben, würden dadurch finanziell ausgeblutet. Die im neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) verankerte Kabotage ist somit ein direkter Frontalangriff auf die Finanzierungsbasis unseres Service public und gefährdet die landesweite Versorgungssicherheit. Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis, die die Schweiz zwingt, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, verschärft diese Problematik noch weiter. Sie schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und macht es schwieriger, rein schweizerische Verkehrsziele zu verfolgen. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen, was zu suboptimalen und potenziell teureren

Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die vom Bundesrat als schützende Massnahme dargestellte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei substantielle Garantie gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts. Da die Schweiz zur dynamischen Rechtsübernahme verpflichtet wäre, müssten wir auch künftige, möglicherweise noch nachteiligere Regulierungen übernehmen. Diese "Beruhigungspille" ohne echte Wirkung verhindert nicht die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und stellt eine Täuschung der Öffentlichkeit dar. Des Weiteren ist festzustellen, dass die Schweiz durch die dynamische Rechtsübernahme schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur aufgibt. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten übernommen werden. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die Fähigkeit der Schweiz, ihre Infrastruktur im nationalen Interesse zu gestalten und zu verwalten, massiv beschneiden. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehr eine existenzielle Bedrohung für den Schweizer Service public darstellen. Die Kabotage, die ungeregelte Anwendung des EU-Beihilferechts und die Schwächung der nationalen Steuerungskompetenz durch die dynamische Rechtsübernahme sind nicht hinnehmbar. Es muss betont werden, dass die Schweiz ein eigenständiges Verkehrssystem hat, das auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten ist und einen wichtigen Beitrag zur wirtschaftlichen Attraktivität und zur Lebensqualität leistet. Die vorgeschlagenen Abkommen untergraben diese Errungenschaften und führen zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität. Es ist unerlässlich, dass diese bedenklichen Bestimmungen im Sinne der nationalen Interessen und des Erhalts unseres Service public entschieden abgelehnt werden. Jegliche scheinbaren Zugeständnisse, die nicht auf einer völkerrechtlich bindenden und überprüfbaren Absicherung unserer Kerninteressen beruhen, sind abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich im Rahmen des EU-Stromabkommens stellen eine gravierende und inakzeptable Einschränkung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne jegliches Stimmrecht degradiert. Dies bedeutet, dass künftige Entscheidungen über unser Stromnetz, eine kritische nationale Infrastruktur, nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel getroffen werden. Die Schweiz ist dann gezwungen, die daraus entstehenden Kosten zu tragen, ohne Einfluss auf die Entscheidungsfindung zu haben. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen schweizerischen Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert. Dies ist das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Die ElCom ist dann gezwungen, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, was die demokratische Legitimation der Regulierung untergräbt. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches insbesondere den Bergkantonen und deren Bevölkerung zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis dieser Kantone schwächen, sondern auch die Rolle der Wasserkraft als wichtige heimische Energiequelle beeinträchtigen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen und oft kommunal getragenen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der eine lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine und mittlere Energieproduzenten und fördert eine Zentralisierung der Energieversorgung, die nicht im Interesse der schweizerischen Bevölkerung liegt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer im Falle einer Krise die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen soll. Weder der Markt noch die EU werden klare Verantwortung tragen, was ein gefährliches Spiel mit dem Feuer darstellt. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) und Haushalte führen. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht abdeckt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergraben. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage geschwächt. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure, was die Abhängigkeit von ausländischen Energiequellen erhöht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer

auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein massiver Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze und damit unserer Energieversorgung. Es ist unerlässlich, die schweizerische Energiesouveränität, die Sicherheit und die stabilen Rahmenbedingungen für die eigene Bevölkerung und Wirtschaft zu wahren. Die vorgeschlagenen Änderungen gefährden diese fundamentalen Güter und dürfen daher in ihrer aktuellen Form nicht akzeptiert werden.

Staatliche Beihilfen

Stellungnahme zum Bereich: Staatliche Beihilfen Wir nehmen mit äusserster Besorgnis und starker Ablehnung Stellung zum vorliegenden Vorschlag zur Regelung staatlicher Beihilfen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union. Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Angriff auf die schweizerische Souveränität, den Föderalismus und die bewährte Praxis demokratisch legitimierter Wirtschaftsförderung dar. Die heutige, über Jahrzehnte gewachsene und äusserst erfolgreiche Praxis, bei der Subventionen und Beihilfen primär als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft werden. Diese demokratisch verankerten Förderinstrumente, die massgeblich zur Stärkung regionaler Strukturen, zur Unterstützung unserer Kantonalbanken, zur Förderung von Kultur und zur gezielten Hilfe für lokale Klein- und Mittelunternehmen (KMU) dienen, sollen einem starren, technokratischen und externen Kontrollregime der Europäischen Union unterworfen werden. Dies bedeutet eine Entmündigung unserer legislativen Organe und eine Schwächung der direkten Einflussnahme der Bürger auf die Wirtschaftspolitik ihres Landes. Die Souveränität der Kantone und ihre durch die Bundesverfassung garantierte föderalistische Autonomie werden durch die vorgeschlagenen Änderungen massiv untergraben. Anstatt eigenständig und bedürfnisgerecht über die lokale und kantonale Wirtschaftsförderung zu entscheiden und somit auf die spezifischen Gegebenheiten ihrer Regionen einzugehen, sollen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern – faktisch einem verlängerten Arm Brüssels – abgenickt werden müssen. Dies ist nicht weniger als ein direkter und verheerender Angriff auf die Grundfesten unseres föderalistischen Systems, das massgeblich zur Stabilität und zum Wohlstand der Schweiz beigetragen hat. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Plänen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Sämtliche Beihilfen müssten neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf fundamentalste Weise aus. Unsere Fähigkeit, eigenständig strategische Entscheidungen zum Wohle der Schweizer Wirtschaft und Bevölkerung zu treffen, wird damit liquidiert. Besonders kritische Sektoren, die für die Daseinsvorsorge und die strategische Autonomie unseres Landes von zentraler Bedeutung sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dazu gehören die Energieversorgung, bei der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luftverkehr und der Landverkehr. Die Unterstellung dieser Kernbereiche unserer Infrastruktur unter ein fremdes Rechtssystem gefährdet nicht nur unsere strategische Handlungsfähigkeit, sondern auch das Prinzip des Service public, welches auf nationalen Bedürfnissen und nicht auf den Vorgaben der EU basieren sollte. Mit der neu geschaffenen Beihilfekammer innerhalb der Wettbewerbskommission (WEKO) wird eine "Superbehörde" etabliert, die als faktischer "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär schweizerische Interessen verfolgen, sondern die strikte Kompatibilität mit dem EU-Recht sicherstellen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst unzureichend. Die Kantone verlieren zudem ihre Organisations- und Verfahrensautonomie gänzlich. Sie werden in dem neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft und erhalten kein formelles rechtliches Gehör mehr, wenn die neue Beihilfekammer ihre souverän gefassten Entscheide prüft und potenziell zu Fall bringt. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der föderalen Ebenen. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit einhergehende Anpassung des Kartellgesetzes (KG, insbesondere Art. 18 Abs. 2 KG) schaffen eine neue, übermächtige Kontrollinstanz, die unsere bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aushebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv einschränkt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die einschneidenden Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden künftig von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf ihre EU-Konformität überprüft und können ohne Weiteres gekippt werden. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein exemplarisches Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) ist ein fundamentaler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen

Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Mitsprache der schweizerischen Bevölkerungsorganisationen auszuschalten. Zusammenfassend lehnen wir diese Vorschläge entschieden ab. Sie bedeuten eine schleichende, aber unaufhaltsame Aufgabe unserer Souveränität, eine Zerstörung des Föderalismus und eine Entmachtung unserer demokratischen Institutionen zugunsten einer externen, bürokratischen Kontrolle durch die Europäische Union. Wir fordern eine klare Absage an diese gefährlichen Entwicklungen und eine Verteidigung der schweizerischen Unabhängigkeit und Eigenständigkeit.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema Personenfreizügigkeit und Zuwanderung wird mit äusserster Skepsis und tiefer Besorgnis zur Kenntnis genommen. Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen eine bedenkliche Erosion der schweizerischen Souveränität und der Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung unserer Zuwanderungspolitik dar, was in fundamentalem Widerspruch zum Volkswillen und den verfassungsrechtlichen Vorgaben steht. Die angebliche Ausweitung der Personenfreizügigkeit, insbesondere durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, untergräbt gezielt den in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) festgeschriebenen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Stattdessen wird faktisch ein unkontrollierter Zuzug geschaffen, der die Kapazitäten unseres Landes und unserer Sozialwerke überstrapaziert. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", ist äusserst problematisch. Dies birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe ein Verbleib in der Schweiz ermöglicht wird. Dies ist eine direkte Missachtung der Verantwortung, die Sicherheit und das Wohlergehen der eigenen Bevölkerung zu gewährleisten. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die dadurch entstehenden Kosten werden auf die Schweizer Steuerzahler sowie die Kantone und Gemeinden abgewälzt, was eine unhaltbare finanzielle Belastung darstellt. Der vorgesehene Familiennachzug, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, dehnt sich in einem für Nicht-EU-Länder beispiellosen Ausmass aus. Dies wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen, ohne dass wirkliche Steuerungsmechanismen existieren. Die sogenannte "Schutzklausel" in den vorgeschlagenen Abkommen ist nichts anderes als ein Trugbild und reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind dermassen hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine greifbare Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu aktivieren, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten "Integrationsmethode" ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden faktisch entmachtet, künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich zu beeinflussen. Dies widerspricht fundamental unserem demokratischen System. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) manifestieren diese Kapitulation auf allen Ebenen. Die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss, selbst bei offensichtlicher Abhängigkeit, wird kaum noch möglich sein. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG, die zwar Indikatoren definiert, die eigentlichen Massnahmen aber dem politischen Ermessen überlässt und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst, ist ein zahnloser Tiger. Sie bietet keine echte Steuerungsmöglichkeit und ist ein reines Placebo. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifelter Versuch, die immensen Mehrkosten abzufedern, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein klares Eingeständnis, dass die unkontrollierte Zuwanderung erhebliche finanzielle Folgen nach sich zieht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG (Art. 48 Abs. 2 Bst. c und Art. 61a) sind direkte Belege für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets, die der Schweizer Steuerzahler tragen muss. Das neue Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstelle einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Schweizer Gründlichkeit wird für EU-Kompatibilität geopfert. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, Art. 37 Abs. 4) untergräbt die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome. Gerade in hochsensiblen Bereichen wie dem Gesundheitswesen birgt dies unkalkulierbare Risiken für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme. Sie verschleiert, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, werden lediglich deren Folgen mit bürokratischen Mitteln verwaltet, was den Druck auf die Sozialwerke kaum mindert. Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (Art. 89a

Abs. 6 Ziff. 24 ZGB) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tiefgreifend die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor dieser Anpassungslogik geschützt ist. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Vernehmlassungsdossier eine schleichende, aber systematische Aushöhlung unserer Souveränität, unserer direkten Demokratie und unserer Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung darstellt. Die vorgeschlagenen Massnahmen sind unausgewogen, kostenintensiv und stellen eine Bedrohung für die Stabilität unserer Sozialwerke und die Sicherheit unserer Bevölkerung dar. Wir lehnen diese Massnahmen in ihrer vorliegenden Form entschieden ab und fordern eine Überarbeitung, die den Volkswillen und die verfassungsrechtlichen Vorgaben zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung respektiert. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Handlungsfähigkeit in diesem entscheidenden Bereich bewahrt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit", stellt keine Verbesserung dar, sondern vielmehr eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Diese Angleichung birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Lebensgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger Tradition und strengen Kontrollen beruht, steht unter existenzieller Bedrohung. Eine Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte und vertrauenswürdige Label "Made in Switzerland" wird massiv entwertet, wenn die Produkte nach denselben, oft weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen der wichtigsten und nachhaltigsten Wettbewerbsvorteile unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen, das sich Schweizer Landwirte und Lebensmittelhersteller erarbeitet haben. Besonders besorgniserregend ist die in diesem Abkommen verankerte, sprichwörtliche "Guillotineklausel". Diese Klausel verknüpft das vorliegende Abkommen auf unheilvolle Weise mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses aus unserer Sicht schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Dies ist nichts weniger als eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in Kernbereichen unserer Politik und Wirtschaft blockiert und uns in eine unerträgliche Abhängigkeit manövriert. Die vorgesehene Regelung, wonach EU-Inspektoren Zutritt und weitreichende Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants erhalten sollen, stellt einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies untergräbt das Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und die Glaubwürdigkeit unserer eigenen Kontrollinstanzen. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine, die bei einem lokalen Fest einen Verkaufsstand betreiben, müssten die komplexen, langwierigen und für unsere lokalen Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies würde nicht nur eine erdrückende administrative Last bedeuten, sondern auch lokale Traditionen und die wirtschaftliche Existenz unzähliger kleiner und mittlerer Betriebe zerstören. Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium durch dieses Abkommen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz würde gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten können. Der klare Volkswille, der sich wiederholt gegen den Einsatz von GVO in Lebensmitteln ausgesprochen hat, wird hier auf perfide Weise missachtet und untergraben. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich auch auf die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem unvermeidlichen Verlust an unseren hohen Qualitätsstandards. Die angekündigten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ebenfalls äusserst problematisch. Die Schweiz würde gezwungen, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies wäre ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein nicht hinnehmbarer Souveränitätsverlust in einem ethisch hochsensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die besagte Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird damit umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und damit die gesamte Ernährungssicherheit direkt betreffen. Dies ist eine eklatante Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist bedenklich. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine Kapitulation in einem Bereich von höchster nationaler Bedeutung darstellt. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit massiv. Es ist offensichtlich, dass die vorgesehene Angleichung nicht der

Stärkung der Lebensmittelsicherheit dient, sondern einer schleichenden Erosion unserer Souveränität, unserer hohen Standards und der Vielfalt unserer landwirtschaftlichen Produktion. Wir fordern daher die Ablehnung dieses Vorhabens in seiner jetzigen Form.

Finanzieller Beitrag

Zur Stellungnahme im Bereich Finanzieller Beitrag: Mit tiefgreifender Besorgnis nehmen wir die vorgeschlagenen Änderungen betreffend den finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union zur Kenntnis. Die Umwandlung von anfänglich als freiwillig deklarierten, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Dieser Schritt ist mit dem Prinzip der Budgethoheit des Parlaments, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist, nur schwer vereinbar. Die Tatsache, dass diese zukünftigen Zahlungen durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) in der Schweizer Rechtsordnung verankert werden sollen, ist besonders bedenklich. Gemäss Artikel 1 des vorgeschlagenen KoBG wird hier ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Beiträge geschaffen. Dies entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und reduziert es auf die reine Vollzugsstelle einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als ein offensichtlicher Lockvogel betrachtet werden. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt das erhebliche Risiko massiv höherer Forderungen in der Zukunft. Die Schweiz würde sich damit vertraglich binden, zukünftigen, von der EU diktierten Zahlungsforderungen ohne Möglichkeit der Ablehnung nachzukommen. Wir würden faktisch zu einer Nettozahlerin an die EU degradiert, ohne dass uns im Gegenzug ein verbesserter Marktzugang oder eine tatsächliche Beseitigung von Handelshemmnissen garantiert wird. Die Schweiz bezahlt somit für eine institutionelle Anbindung, deren Hauptkonsequenz ein Verlust an Souveränität bei marginalen oder nicht greifbaren Vorteilen ist. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des revidierten Bundesbeschlusses über die Beziehungen zur Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie signalisiert die Absicht, diese Zahlungen als einen festen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung zu etablieren und ihre rechtliche Verbindlichkeit in unserer Rechtsordnung zu zementieren. Dies untergräbt die Flexibilität und die Möglichkeit, solche Beiträge auf Basis der jeweiligen politischen und wirtschaftlichen Lage neu zu beurteilen. Besonders kritisch sehen wir die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Es ist irreführend und unseres Erachtens unzulässig, den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zu missbrauchen, um politisch umstrittene und fragwürdige finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Die Friedensförderung und die nunmehr quasi zwangsweisen Kohäsionszahlungen sind zwei gänzlich unterschiedliche Sachverhalte und sollten nicht auf diese Weise vermischt werden. Die Umwandlung der bisher freiwilligen Beiträge in eine rechtlich bindende Pflicht, wie sie durch das KoBG angestrebt wird, widerspricht dem Geist der bilateralen Abkommen, die auf einem Prinzip der Freiwilligkeit und des gegenseitigen Nutzens beruhen. Die nun vorgeschlagene Regelung impliziert eine Einbahnstrassen-Finanzierung, bei der die Schweiz erhebliche Mittel aufwendet, ohne eine klare Gegenleistung in Bezug auf ihre Kerninteressen zu erhalten. Das Parlament würde seine Fähigkeit verlieren, über die Höhe und die Angemessenheit dieser finanziellen Beiträge zu entscheiden, was eine erhebliche Einschränkung seiner verfassungsmässigen Befugnisse darstellt. Die vorgeschlagene Regelung birgt das Risiko, dass die Schweiz in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfähigkeit auf der internationalen Bühne weiter einschränkt. Es ist unabdingbar, dass jede finanzielle Verpflichtung der Schweiz gegenüber Drittstaaten oder Organisationen einer gründlichen parlamentarischen Prüfung unterliegt und im Einklang mit unseren nationalen Interessen und unserer Souveränität steht.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind nach unserer Auffassung nicht nur unzureichend, sondern auch potenziell schädlich für das Schweizer Lohngefüge und die bewährten flankierenden Massnahmen. Sie erscheinen eher als kosmetische Korrekturen denn als substanzielle Stärkung des heimischen Arbeitnehmerschutzes. Es besteht die ernste Gefahr, dass die aus der EU-Erweiterung resultierende Lohnarbitrage zu einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus führt, insbesondere in den hart getroffenen mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unsere bewährten und nachweislich wirksamen Lohnschutzmechanismen zu stärken, werden diese durch die Angleichung an EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind primär durch eine erhöhte Bürokratie gekennzeichnet, was jedoch nicht zwangsläufig eine verbesserte Wirksamkeit mit sich bringt. Vielmehr dürften diese Neuregelungen ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen, entgegenkommen. Die vorgeschlagenen Änderungen an den Kontrollmechanismen sind äusserst bedenklich, da sie eine Schwächung der etablierten Kontrollinstanzen bedeuten. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und primär auf EU-Konformität abzielender Strukturen untergraben. Dies birgt die Gefahr, dass die Anzahl und Effektivität der Kontrollen reduziert wird und die Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen lascher gehandhabt wird. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der unter dem Druck der EU-Kompatibilität zu erfolgen scheint. Es wird damit eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres liberalen Arbeitsmarktes, ohne das Kernproblem des Lohndrucks nachhaltig zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die vorgeschlagene Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend

einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten eher verkompliziert als vereinfacht. Problematisch ist zudem die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d). Diese Verknüpfung zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch enger an die EU binden, ohne dass dies im Sinne einer Stärkung unseres Lohnschutzes geschieht. Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, mögen technisch erscheinen, sind jedoch Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass robuste Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU degradiert. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Anpassung des Lohnschutzes unter dem Druck der Personenfreizügigkeit mit der EU nicht die notwendigen Schutzmechanismen bieten. Im Gegenteil, sie drohen, das Schweizer Lohnniveau zu untergraben, unsere bewährten flankierenden Massnahmen aufzuweichen und unsere Souveränität in zentralen Rechtsbereichen einzuschränken. Wir lehnen diese Änderungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und werfen kritische Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Souveränität und den grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie auf. Eine oberflächliche Betrachtung mag die vermeintlichen Vorteile hervorheben, doch eine tiefergehende Analyse offenbart eine Reihe von Problemen, die nicht nur juristischer, sondern auch politischer und verfassungsrechtlicher Natur sind. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in einem Umfang, der über eine rein technische Umsetzung hinausgeht, stellt eine gefährliche Erosion der schweizerischen Gesetzgebungskompetenz dar. Artikel 164 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Hoheit des Bundes, die Gesetzgebung zu erlassen. Die vorgeschlagenen Vereinbarungen scheinen jedoch darauf abzielen, eine automatische und fortlaufende Übernahme von EU-Recht zu institutionalisieren. Dies würde bedeuten, dass die Schweizer Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter einen substanziellen Teil ihrer Gesetzgebungsgewalt an Brüssel abgeben würden. Die demokratische Legitimität von Gesetzen, die nicht mehr im schweizerischen Parlament oder durch Volksinitiativen direkt beeinflusst werden können, sondern stattdessen durch einen externen, nicht demokratisch legitimierten Prozess in der Schweiz in Kraft treten, ist fundamental in Frage gestellt. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird dadurch direkt untergraben. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Verpflichtung, die Rechtsprechung des EuGH zu übernehmen oder sich an diese anzulehnen, birgt die Gefahr einer schleichenden Jurisdiktionsübertragung. Gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung ist die Bundesgerichtsbarkeit für die Anwendung des Bundesrechts zuständig. Wenn jedoch Urteile eines ausländischen Gerichts die Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts massgeblich und bindend beeinflussen, wird die schweizerische Gerichtsbarkeit geschwächt. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Entscheidungen zu treffen, die nicht im Einklang mit den Interessen oder der Rechtsauffassung der Schweiz stehen, sondern primär an den Interessen der EU ausgerichtet sind. Die Unabhängigkeit der Justiz und die Ausgestaltung des schweizerischen Rechtssystems würden dadurch erheblich beeinträchtigt. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert ein unabhängiges Gericht. Die vorgeschlagene Regelung könnte diese Unabhängigkeit in der Praxis stark einschränken. Die wirtschaftlichen Auswirkungen der vorgeschlagenen Regelungen müssen ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Während oft auf den freien Zugang zum EU-Binnenmarkt verwiesen wird, wird zu wenig beleuchtet, welche Verpflichtungen damit einhergehen. Die Übernahme von EU-Recht, einschliesslich des Wettbewerbsrechts und der staatlichen Beihilfen, könnte die Flexibilität der Schweiz bei der Gestaltung ihrer eigenen Wirtschaftspolitik erheblich einschränken. Dies betrifft insbesondere die Fähigkeit, gezielte Massnahmen zur Förderung schweizerischer Unternehmen oder Sektoren zu ergreifen. Die Gewährung staatlicher Beihilfen ist ein wichtiges Instrument zur Sicherung der Wettbewerbsfähigkeit und zur Förderung von Innovationen. Eine automatische Angleichung an die EU-Regeln könnte hier zu erheblichen Nachteilen führen und die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit schwächen. Artikel 2 der Bundesverfassung, der die Förderung des Gemeinwohls als Ziel des Bundes nennt, könnte durch eine solche Einschränkung der wirtschaftspolitischen Handlungsfreiheit tangiert werden. Die automatische Übernahme von Gerichtsurteilen oder Rechtsakten der EU in das schweizerische Recht, ohne die Möglichkeit einer vorgängigen parlamentarischen Debatte oder einer Volksabstimmung, ist ein gravierender Eingriff in die demokratischen Prozesse. Die Bundesverfassung legt in Artikel 138 und folgenden die Verfahren für die Volksinitiative und das Referendum fest. Diese Mechanismen sind zentrale Pfeiler unserer direkten Demokratie und ermöglichen es dem Volk, direkt Einfluss auf die Gesetzgebung zu nehmen. Wenn ein Grossteil der Gesetzgebung durch die automatische Übernahme von EU-Recht bestimmt wird, verlieren diese Instrumente ihre Wirksamkeit und damit an Bedeutung. Es ist fraglich, ob die Schweiz in einem solchen Szenario noch als souveräner Staat im vollen Sinne des Wortes bezeichnet werden kann. Zudem ist die Frage der Solidarität und der Mitverantwortung bei der Bewältigung von Krisen innerhalb der EU unklar geregelt. Welche Verpflichtungen ergäben sich für die Schweiz im Falle von neuen Finanzmarktregulierungen oder anderen Massnahmen, die im Rahmen von EU-Krisenbewältigungsstrategien erlassen werden? Die Gefahr besteht, dass die Schweiz zu einer Art Zahlmeister oder einer Haftungsinstanz für Probleme wird, die sie nicht selbst verursacht hat. Die finanzielle Belastung für die schweizerischen Steuerzahler könnte erheblich ansteigen, ohne dass die Schweiz einen entsprechenden politischen Einfluss oder eine Mitsprache

bei den Entscheidungen hätte. Abschliessend muss festgestellt werden, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse eine erhebliche Gefahr für die schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die Unabhängigkeit unserer Rechtsprechung darstellen. Eine kritische und umfängliche Prüfung ist unerlässlich, bevor solche Vereinbarungen in Betracht gezogen werden. Es darf nicht zugelassen werden, dass die Schweiz ihre Errungenschaften in Bezug auf Demokratie und Selbstbestimmung zu Gunsten einer fragwürdigen Integration in eine übergeordnete Struktur aufs Spiel setzt. Die Wahrung der schweizerischen Identität und der nationalen Interessen muss oberste Priorität haben. Die Bundesverfassung muss als oberste Richtschnur für alle staatsrechtlichen Beziehungen dienen, und jeder Eingriff in ihre Prinzipien muss auf seine Verfassungsmässigkeit und seine Akzeptanz durch das schweizerische Volk geprüft werden.

Freundliche Grüsse,
Nadine Agous

Carlo Ammann
Via Maraini 21A
6963 Pregassona

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Pregassona, 24 ottobre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Carlo Ammann

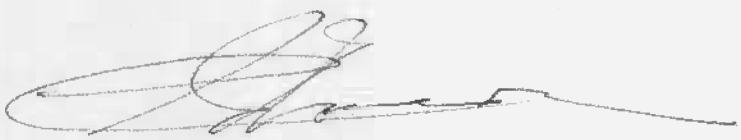

Billieux Marie-Odile
Les Voirdgerats 247
2902 fontenais

Date 28.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature M-Odile Billieux
BILLIEUX MARIE-ODILE

Billieux Patrick
Les Voirdgerats 247
2902 fontenais

Date 28.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
BILLIEUX PATRICK

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Sulpiz Boisserée (Privat)

Datum: 28.10.2025

Kontakt: Sulpiz Boisserée · 079 325 47 58 · sboisseree@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Vertiefung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen schwerwiegende Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz massiv gefährden. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und ihre demokratischen Prozesse schützt. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen jedoch darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu binden, was eine unzulässige Aushöhlung unserer nationalen Rechtsordnung darstellen würde.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das bestehende Personenfreizügigkeitsabkommen (PFZ) im Prinzip bereits angedeutet wird, und eine potentielle Ausdehnung dieser Dynamik durch neue Abkommen, verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Schweizer Bevölkerung hat das Recht, über die Gesetze, denen sie unterworfen ist, selbst zu entscheiden. Die automatische oder indirekte Übernahme von EU-Recht, ohne eine explizite demokratische Legitimation durch Volk und Stände, widerspricht diesem fundamentalen Grundsatz.

Weiterhin ist die im Raume stehende Einbeziehung der dynamischen Rechtsübernahme kritisch zu betrachten. Dies würde bedeuten, dass die Schweiz fortlaufend neue EU-Bestimmungen übernehmen müsste, ohne jedes Mal die Möglichkeit zu haben, diese im nationalen Parlament zu beraten und gegebenenfalls anzupassen. Eine solche Entwicklung würde das Parlament in seiner Rolle als Gesetzgeber de facto entmachten und die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU machen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 164 BV, der die verfassungsmässige Aufgabe des Parlaments zur Gesetzgebung umschreibt.

Die vorgeschlagene Schiedsgerichtsbarkeit, welche eine verbindliche Entscheidung über die Auslegung von Abkommen durch ein neu zu schaffendes Gremium vorsieht, birgt die Gefahr, dass die Schweizer Gerichte ihre richterliche Unabhängigkeit verlieren. Artikel 190 BV garantiert zwar die Bindung der Gerichte an eidgenössisches und kantonales Recht, doch eine externe Instanz, deren Entscheidungen übergeordnet wären, würde diese Unabhängigkeit untergraben. Die Gefahr einer faktischen Vorrangigkeit des EU-Rechts, wie sie im Urteil des EuGH in der Rechtssache Costa gegen ENEL bereits manifestiert wurde, ist hierbei unübersehbar.

Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit und ihre rechtsstaatlichen Werte verteidigen. Eine unkritische Annäherung an die EU, die auf Kosten der Souveränität und der demokratischen Kontrolle geht, ist entschieden abzulehnen. Es bedarf einer klaren Positionierung, die sicherstellt, dass die Schweiz auch in Zukunft ein freier und souveräner Staat bleibt, der seine Gesetze selbst bestimmt und seine

Bürgerinnen und Bürger vor übermässigen externalisierten Eingriffen schützt. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse scheinen diese Grundsätze nicht in ausreichendem Masse zu berücksichtigen und erfordern daher eine kritische Distanzierung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen und tiefgreifenden Bedenken, die eine sorgfältige kritische Würdigung erfordern. Auf den ersten Blick mag das Paket den Anschein erwecken, eine Fortführung der bilateralen Beziehungen zu gewährleisten, doch bei genauerer Betrachtung offenbart sich ein erhebliches Ungleichgewicht zugunsten der Europäischen Union. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitgestaltungsrechte der Schweiz stellt eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität dar.

Das Prinzip, dass die Schweiz fortlaufend und ohne Mitsprache die Rechtsakte der EU, die das EWR-Abkommen berühren, übernehmen soll, ist problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung und den Prinzipien der direkten Demokratie. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) betont die Pflicht des Bundes, die freiheitliche, demokratische und soziale Schweiz zu wahren und zu fördern. Die automatische Übernahme von EU-Recht untergräbt die demokratische Legitimation, da das Schweizer Stimmvolk und die eidgenössischen Räte keinen Einfluss auf die Entstehung dieser Rechtsakte haben.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in diesem Paket äusserst bedenklich. Die vorgesehene Einbeziehung seiner Rechtsprechung, auch wenn sie nicht direkt als bindend erklärt wird, wird de facto zu einer Angleichung an die EU-Judikatur führen. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (SR 0.142.112.3) regelt die Umsetzung der bilateralen Abkommen. Wenn der EuGH durch seine Auslegung von EU-Recht, das wir übernehmen, die Interpretation dieser Abkommen massgeblich beeinflusst, verliert die Schweiz an rechtlicher Autonomie und die Möglichkeit, ihre eigenen Rechtsinterpretationen durchzusetzen. Dies könnte insbesondere im Hinblick auf den Schutz unserer Grundrechte und die Wahrung unserer spezifischen rechtlichen Traditionen negative Folgen haben.

Die negativen Auswirkungen auf die Schweizer Gesetzgebung und die parlamentarische Kontrolle sind nicht zu unterschätzen. Die Annahme des Pakets würde zu einer fortschreitenden Integration führen, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, die Inhalte der übernommenen Rechtsakte aktiv mitzugestalten. Die potenziellen Kosten für die Umsetzung und die fehlende Flexibilität, auf spezifische Schweizer Bedürfnisse einzugehen, stellen eine weitere Belastung dar.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das vorgeschlagene Paket einen Schritt in Richtung einer schleichenden Unterordnung unter das EU-Recht darstellt, der die Souveränität und die demokratischen Grundsätze der Schweiz erheblich gefährdet. Eine kritische und ablehnende Haltung gegenüber dieser Form der Annäherung ist daher uneingeschränkt geboten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen grundlegende und schwerwiegende Bedenken auf, die eine eingehende Prüfung erfordern. Zwar wird die Notwendigkeit stabiler Beziehungen zur EU anerkannt, doch die Art und Weise, wie diese Stabilisierung angestrebt wird, birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz.

Insbesondere die Tendenz, sich stärker an europäisches Recht anzupassen, ohne dass die Schweiz

dabei ein Mitspracherecht auf Augenhöhe hat, ist äusserst bedenklich. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz der demokratischen Selbstbestimmung, wie er in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverwaltung (BGV) betont die Verantwortung der Bundesverwaltung, im Einklang mit der Verfassung zu handeln. Eine Übernahme von EU-Recht, das unilateral von der EU erlassen wird, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Inhalt nehmen kann, verletzt diesen Grundsatz. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die die Errungenschaften der direkten Demokratie und die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Bevölkerung untergräbt.

Des Weiteren ist die potenzielle Aushöhlung der richterlichen Unabhängigkeit durch die Übernahme von EuGH-Rechtsprechung kritisch zu betrachten. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass die Gerichte das Recht anwenden. Wenn die Interpretation dieses Rechts primär durch den Europäischen Gerichtshof bestimmt wird, dessen Urteile für die Schweiz bindend werden könnten, ohne dass schweizerische Gerichte in der Lage sind, abweichende, dem schweizerischen Recht entsprechende Entscheidungen zu treffen, wird die Souveränität des schweizerischen Rechtssystems bedroht. Dies könnte die Autonomie der schweizerischen Justiz beeinträchtigen und die Anwendung des schweizerischen Rechts verkomplizieren.

Die versprochene "Stabilisierung" darf nicht auf Kosten der Schweizer Rechtsordnung und der demokratischen Kontrolle geschehen. Es ist unabdingbar, dass jede Form der Annäherung an die EU sorgfältig daraufhin geprüft wird, ob sie mit der Bundesverfassung vereinbar ist und ob die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger gewahrt bleiben. Ohne klare und verbindliche Schutzmechanismen für die Schweizer Souveränität birgt die aktuelle Stoßrichtung erhebliche Gefahren und rechtfertigt eine ausgesprochen skeptische Haltung. Die Langfristigkeit und die Legitimität einer solchen Stabilisierung sind fraglich, wenn sie auf einem Ungleichgewicht der Kräfte und einer einseitigen Anpassung beruht.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der EU-Regelungen im Inland wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung nationalstaatlicher Souveränität und der demokratischen Legitimität auf. Es ist alarmierend, wie bereitwillig Schweizer Institutionen scheinbar bereit sind, weitreichende Kompetenzen und die Gestaltung unserer Gesetzgebung an eine supranationale Entität abzugeben, deren Interessen nicht immer mit den unseren übereinstimmen.

Insbesondere die Art und Weise, wie das sogenannte "dynamische Verweisungsrecht" umgesetzt werden soll, steht im krassen Gegensatz zu den Grundsätzen unseres Rechtsstaates. Gemäss Artikel 160 der Bundesverfassung hat die Bundesversammlung das Recht, Gesetze zu erlassen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Verabschiedung durch die zuständigen Räte, untergräbt dieses fundamentale Recht. Es ist nicht nachvollziehbar, wie eine solche Praxis mit dem Prinzip der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, in Einklang gebracht werden kann. Das Volk wählt seine Vertreter, damit diese im nationalen Interesse Gesetze schaffen und verabschieden können, nicht um ihnen eine externe Rechtsordnung vorzuschreiben.

Des Weiteren beunruhigt die mangelnde Transparenz und die potenzielle Benachteiligung der schweizerischen Wirtschaft. Die Anpassung an sich ständig ändernde EU-Vorschriften stellt eine erhebliche Belastung dar und schafft unfaire Wettbewerbsbedingungen, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen. Artikel 27 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsfreiheit schützt, wird durch eine solche dynamische Rechtsübernahme de facto ausgehöhlt. Statt unsere eigene, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene Rechtsordnung zu pflegen, setzen wir uns dem Diktat aus Brüssel aus.

Die Befürchtung, dass die Unabhängigkeit der Schweiz auf lange Sicht gefährdet ist, ist keineswegs übertrieben. Die vorgelegten Pläne signalisieren eine schleichende Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer Fähigkeit, eigenständige Entscheidungen zu treffen. Wir dürfen nicht zulassen, dass die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der Europäischen Union wird, dessen Gesetzgebung primär von externen Akteuren bestimmt wird. Eine kritische Prüfung und eine klare Abgrenzung sind daher unerlässlich, um die Interessen und die Souveränität der Schweiz zu wahren.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf den Schienenverkehr, birgt erhebliche Risiken für die Schweiz und ihre Service-public-Grundversorgung. Die Öffnung der Türen für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) und die damit einhergehende „Rosinenpickerei“ durch ausländische Anbieter gefährdet direkt die finanzielle Stabilität der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die mit der Erbringung eines flächendeckenden öffentlichen Verkehrs beauftragt sind. Diese Unternehmen müssten die unrentablen Nebenlinien weiterhin bedienen, während ausländische Konkurrenten sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren. Dies untergräbt das bestehende Modell der Quersubventionierung, welches für die Aufrechterhaltung eines schweizweiten Angebots unerlässlich ist.

Des Weiteren sind die befürchteten Auswirkungen des EU-Beihilferechts auf bestehende Subventionen alarmierend. Bewährte und für die Qualitätssicherung notwendige finanzielle Unterstützungsmassnahmen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde nicht nur die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger beeinträchtigen, sondern auch die Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Bahnsektors schwächen.

Die sogenannte „Gemeinsame Erklärung“ zur Absicherung mutet rechtlich wenig robust an. Es besteht die Gefahr, dass diese Erklärung keinen hinreichenden Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts bietet, welches die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies würde zu einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Souveränität im Bahnverkehr führen. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird weiter durch die dynamische Rechtsübernahme vorangetrieben, beispielsweise durch die spätere Übernahme von Regelungen wie jener zum „European Network of Infrastructure Managers“ (ENIM).

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die vorliegende Vereinbarung droht somit, die Integrität und die Effizienz des Schweizer Service public nachhaltig zu beschädigen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind angesichts des immensen Drucks auf die Schweizer Lohnstrukturen ungenügend und lediglich kosmetischer Natur. Es ist offensichtlich, dass eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus droht, wobei insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen der Gefahr einer Lohnsenkung ausgesetzt sind. Anstatt unseren bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die angepassten Regeln aufgeweicht und an EU-Standards angeglichen. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, aber keineswegs effektiver als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die sich durch Lohndumping Wettbewerbsvorteile verschaffen wollen.

Die Kontrollmechanismen werden im Zuge dieser Änderungen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Schutzes dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter und inakzeptabler Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und Querverbindungen schafft, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit birgt unter dem Deckmantel der angeblichen Angleichung von Sicherheitsstandards eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Es ist keineswegs eine Frage der reinen Lebensmittelsicherheit, sondern ein umfassendes Integrationsprojekt, das unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht unter erheblichem Druck. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn unsere Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt die Identität unserer hochwertigen Lebensmittel. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf diese Werte dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an Errungenem führt.

Besorgniserregend ist die Rolle der sogenannten "Guillotineklausel". Diese verknüpft dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Ablehnung oder Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns faktisch in eine unerträgliche Abhängigkeit manövriert.

Darüber hinaus wird unsere Souveränität durch die geplante Ermächtigung von EU-Inspektoren, Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants zu erhalten, aufs Ärgste missachtet. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Dies ist ein tiefer Eingriff in die Selbstbestimmung unseres Landes.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und gefährdet wirtschaftliche Existenzen.

Unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet. Auch die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im

Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellt eine massive Erosion unserer Souveränität dar und widerspricht fundamental dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Auffälligkeit oder langjährigem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke in unannehmbarer Weise. Die Schweiz riskiert, zum Sozialfall der EU zu werden, während die Kosten auf den Schweizer Steuerzahler, die Kantone und Gemeinden abgewälzt werden.

Die massive Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist beispiellos und droht zu einem unkontrollierbaren Zuwanderungsschub zu führen, der unsere sozialen Systeme und unsere Infrastruktur überfordern wird. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist dabei lediglich ein Feigenblatt, dessen Hürden in der Praxis unerreichbar hoch angesetzt sind, und die bei einer Anwendung mit massiven EU-Strafmassnahmen beantwortet würde. Es handelt sich hierbei um eine Erpressungsklausel, keine wirkliche Schutzmassnahme.

Die automatische Rechtsübernahme künftiger EU-Verschärfungen im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk in einem hochsensiblen Bereich und höhlt unsere direkte Demokratie zutiefst aus. Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit. Der neue Artikel 21b AIG zur 'Schutzklausel' ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und wirksame, einseitige Kontingente ausschliesst.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven, versteckten Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird gezwungen, die Gleichbehandlung von EU-Bürgern bei der Immatrikulation zu subventionieren, was durch einen neuen Zahlungsrahmen und spezifische Beitragsmechanismen im HFKG (Artikel 48 Absatz 2 Bst. c und Artikel 61a) weiter zementiert wird. Die Anbindung der zweiten Säule an die EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes sind weitere Beispiele für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten ein.

Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die sorgfältige Schweizer Prüfung und birgt das Risiko einer Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards. Im Gesundheitsbereich wird durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG Artikel 10, 15) die nationale Kontrollhoheit ausgehebelt, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Ebenso gefährdet die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG neuer Artikel 37 Absatz 4) die nationalen Qualitätskontrollen. Diese Anpassungen des AIG, das ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziff. 24) und weiterer Gesetze stellen eine umfassende Unterwerfung unter das EU-Recht dar und führen zu einer faktischen Kapitulation der Schweiz in Fragen der Zuwanderung und der Regulierung unserer eigenen Märkte.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung

der schweizerischen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, dass Subventionen als politisch legitimierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden eingesetzt werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Die Kantone verlieren ihre Autonomie in der Wirtschaftsförderung, da ihre Entscheidungen künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern genehmigt werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Struktur der Schweiz.

Durch die Unterstellung unter die systematische Kontrolle und Überwachung der EU-Kommission wird die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger, dessen nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit ausgehebelt wird. Kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr geraten unter EU-Kontrolle, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer der WEKO gemäss dem Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) ist äusserst problematisch. Diese Instanz agiert als "verlängerter Arm der EU" und ihre Entscheidungen dienen primär der Kompatibilität mit EU-Recht, nicht aber den Schweizer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies stellt eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten dar. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das entgegen den Grundsätzen der Gewaltenteilung und demokratischen Rechenschaftspflicht agiert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung des finanziellen Beitrags an die EU, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle auf. Die Umwandlung einer vormals freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Leistung in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine signifikante Aushöhlung der Haushalts- und Budgethoheit des Schweizerischen Parlaments dar.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierbei von zentraler Bedeutung. Dieses Gesetz zementiert die Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments faktisch aushebelt. Anstatt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern verkommt die Schweiz zu einem reinen Vollzugsgehilfen einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die anfänglich kommunizierten 350 Millionen Franken pro Jahr sind dabei augenscheinlich als Lockvogelangebot zu verstehen, da der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert damit jedwede Verhandlungsmacht und wird zur unfreiwilligen Nettozahlerin degradiert, ohne dafür einen garantierten Gegenwert in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Absicht, diese als dauerhaften Bestandteil der

Bundesgesetzgebung zu etablieren. Ferner ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend und strategisch fragwürdig. Sie missbraucht den positiven Ruf der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist abzulehnen, da es die demokratische Willensbildung und die Eigenständigkeit der Schweiz gefährdet.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsbereich im Rahmen der EU-Annäherung stellen eine existenzielle Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entzieht der Schweiz die Entscheidungsbefugnis über ihr eigenes Stromnetz und macht sie zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Anhängsel des europäischen Systems. Die ElCom, einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert.

Besonders kritisch ist die potenzielle Aushebelung des bewährten Systems der Wasserzinsen durch die EU-Beihilfenregeln. Dieses System sichert den Bergkantonen wichtige Einnahmen und seine Abschaffung wäre ein verheerender Schlag gegen die föderalen Strukturen und die wirtschaftliche Grundlage betroffener Regionen. Gleichzeitig gefährden verschärfte Unbundling-Vorschriften (gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Benachteiligung lokaler Energieproduzenten die Vielfalt und Dezentralität unserer Energieversorgung. Gemeindekraftwerke und kleine Produzenten, die das Rückgrat einer resilienten lokalen Energieversorgung bilden, werden durch die neuen Wettbewerbsregeln und geänderte Vergütungsmechanismen (gemäss neuem Art. 15 EnG) marginalisiert.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) setzt die Versorgungssicherheit aufs Spiel. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Stromversorgung wird unklar zwischen Markt und EU aufgeteilt, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben könnte. Die erwartete Preisvolatilität und die notwendige Abwälzung der Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit auf die Konsumenten sind nicht akzeptabel. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung von Ausnahmen für nationale Netzgesellschaften (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Aufgabe der nationalen Souveränität. Statt einer auf die Schweiz zugeschnittenen Steuerung unserer kritischen Infrastruktur beugen wir uns einem von Brüssel ferngesteuerten Regime. Dieses Abkommen bedeutet einen Verlust an Flexibilität, an föderaler Autonomie und letztlich an nationaler Unabhängigkeit in einem existenziellen Bereich.

Fausto Cattalini
via Stráda da Mòralta 1
6955 Cagiallo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

CAGIALLO, 28.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

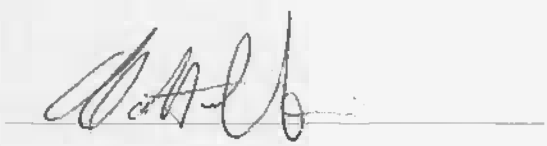

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

nom et prénom DAVID CHAILLIE
adresse AV. DE CHABRAY 55 A
Code postal et ville 1202 PORTA CLBAN

Date 28/10/2021

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Nom et prénom en caractères d'imprimerie

DAVID CHAILLE

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Colombo Giuseppa
Route du Pont-Noir
1844 Villeneuve

28.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

G. Colombo

GIUSEPPA COLOMBO

De Marchi Jean-Louis
Rue des Terreaux 5
CH – 1315 La Sarraz

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
CH - 3003 Berne

La Sarraz, le 28 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

De Marchi Jean-Louis

DE MARCHI JEAN-LOUIS

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Anne ETIENNE-NAGY <annedecarouge@icloud.com>
Sent: Dienstag, 28. Oktober 2025 09:32
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations CH-UE

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratiqueunique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Anne Nagy

Fattebert Catherine
Chemin de Perrelet 2
1020 Renens (VD)

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Renens, le 28.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Fattebert Catherine

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Jayshree Patel Fornerod
Route de Lullier 26
1254 Jussy – Genève

Département fédéral des affaires étrangères
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Jussy, 28.10.2025

Objet : Prise de position sur la consultation « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

En référence à l'objet susmentionné, je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

Non à ce traité d'adhésion pour les motifs suivants :

1. Refus de la subordination institutionnelle

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

   Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

   Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

   Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

   De ce fait, des exigences claires s'imposent :

- abandon du présent paquet de traités
- maintien des accords bilatéraux I et II existants
- négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
- soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion pour prospérer, notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral est donc prié de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : Non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

J Patel Fornerod

Jayshree Patel Fornerod

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Graf Susanne (Privat) Neufeldstr. 7e, 9533 Kirchberg SG

Datum: 28.10.2025

Kontakt: Susanne Graf · 0762679636 · wunschfactory@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU ist mit erheblichen Bedenken verbunden und birgt das Risiko, die Souveränität der Schweiz und die Rechtmässigkeit unserer Gesetzgebung zu untergraben. Eine zu enge Bindung an die Europäische Union, selbst in Form von Abkommen, die als «Stabilisierung» verkauft werden, könnte schleichend zu einer Abhängigkeit führen, die unsere politische und wirtschaftliche Handlungsfreiheit massiv einschränkt. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitspracherechte und Kontrollmechanismen widerspricht grundlegend unserem rechtsstaatlichen Prinzip. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), das die Grundlage vieler unserer Wirtschaftsbeziehungen bildet, könnte durch die unkritische Übernahme von EU-Richtlinien aufgeweicht werden. Dies betrifft insbesondere Regelungen im Bereich des Vertragsrechts und des Wettbewerbsrechts, wo die EU oft eine andere Auslegung und Zielsetzung verfolgt als die Schweiz. Die Gefahr besteht, dass Schweizer Unternehmen gezwungen sein werden, sich an EU-Normen anzupassen, die nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten zugeschnitten sind. Auch im Bereich des öffentlichen Rechts sind die Konsequenzen nicht zu unterschätzen. Die direkte oder indirekte Anwendung von EU-Recht könnte die verfassungsrechtliche Ordnung der Schweiz gefährden. Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) besagt zwar, dass Bundesgesetze und Völkerrecht anzuwenden sind. Jedoch muss die Anwendung von Völkerrecht im Einklang mit der Verfassung stehen. Die automatische Übernahme von EU-Recht, das oft aus einer supranationalen Perspektive entwickelt wird, könnte die Prinzipien des Föderalismus und der direkten Demokratie, die in der BV verankert sind, aushöhlen. Ferner stellt sich die Frage, wie die Schweiz die Kontrolle über ihre eigene Rechtsetzung behalten soll, wenn sie sich vertraglich verpflichtet, EU-Recht zu übernehmen. Die Europäische Gerichtsbarkeit, die über die Auslegung und Anwendung des EU-Rechts wacht, könnte auch auf diese Abkommen ausgeweitet werden. Dies würde bedeuten, dass Schweizer Gerichte in bestimmten Fällen an die Rechtsprechung des EuGH gebunden wären. Ein solches Szenario ist mit Artikel 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB), der die richterliche Freiheit bei der Rechtsfindung anerkennt, schwer vereinbar. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass eine «Stabilisierung» der Beziehungen zur EU, die auf einer unkritischen Übernahme von EU-Recht basiert, erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die Rechtmässigkeit unserer Gesetzgebung birgt. Es ist unerlässlich, dass jegliche Vereinbarung mit der EU sicherstellt, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre rechtsstaatlichen Prinzipien vollständig wahren kann. Eine reine Übernahme von EU-Normen ohne kritische Prüfung und Anpassung an die Schweizer Verhältnisse ist abzulehnen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft gravierende Fragen hinsichtlich der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Grundsätze auf, die dem schweizerischen Rechtssystem zugrunde liegen. Es ist bedauerlich, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer potenziellen Aushöhlung der demokratischen Mitbestimmung und der rechtsstaatlichen Garantien führen könnten. Besonders bedenklich ist die implizite Akzeptanz von EU-Recht, welches die Bundesversammlung in ihrer legislativen Funktion einschränken könnte. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die direkte Übernahme von EU-Recht, ohne adäquate Anpassung an schweizerische Verhältnisse und ohne die Möglichkeit einer parlamentarischen Überprüfung, birgt die Gefahr, dass die Schweiz sich einem Rechtskreis unterwirft, dessen Gesetzgebungsprozesse nicht unseren demokratischen Standards entsprechen. Dies könnte die Willensbildung des Volkes und seiner Vertreter massgeblich beeinträchtigen. Ferner ist Artikel 120 Absatz 2 BV, der die Grundrechte garantiert, nicht unberührt. Die Übernahme von EU-Recht kann potenziell zu einer Aushöhlung dieser Grundrechte führen, insbesondere wenn das Europäische Gericht die Auslegung dieser

Bestimmungen dominiert. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Grundrechte und ihre rechtsstaatliche Auslegung jederzeit gewahrt bleiben. Die Gefahr einer divergenten Rechtsauslegung durch Gerichte, die nicht an die schweizerische Rechtsordnung gebunden sind, ist nicht zu unterschätzen. Auch die Unabhängigkeit der Justiz, ein Eckpfeiler des Rechtsstaates, könnte durch die Verpflichtung zur Übernahme und Anwendung von EU-Recht untergraben werden. Artikel 190 BV legt fest, dass Bundesgesetze und Völkerrecht zu beachten sind. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht könnte jedoch dazu führen, dass das schweizerische Recht durch externe Instanzen überprägt wird, was die Autonomie der schweizerischen Gerichte beeinträchtigen könnte. Es muss klar definiert werden, wie die Verpflichtung gegenüber dem Völkerrecht mit der Unabhängigkeit unserer Gerichte vereinbar ist, insbesondere wenn es um die Anwendung von Rechtsprechung eines fremden Gerichtshofs geht. Die mangelnde Transparenz und die komplexe Natur der vorgeschlagenen Regelungen erschweren zudem eine fundierte Auseinandersetzung mit den potenziellen Auswirkungen. Eine offene und kritische Diskussion ist unabdingbar, um sicherzustellen, dass die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien unseres Rechtssystems nicht kompromittiert werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der Haushaltsautonomie äusserst bedenklich. Die Umwandlung der bisherigen, freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine massive Aushöhlung der demokratischen Kontrolle dar. Mit der Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) werden diese Zahlungen nicht nur als permanente, sondern als rechtlich bindende Verpflichtung zementiert. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, wie sie beispielsweise in Artikel 1 des KoBG verankert ist, welches einen permanenten Rechtsanspruch suggeriert. Die Budgethoheit des Parlaments wird dadurch erheblich geschmälert, und die Schweiz wird faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Mitspracherecht. Der im Abkommen genannte Betrag von anfänglich 350 Millionen Franken pro Jahr muss kritisch hinterfragt werden. Der darin enthaltene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das immense Risiko, dass die Forderungen der EU unweigerlich massiv steigen werden. Die Schweiz verliert jegliche Möglichkeit, solche steigenden Forderungen abzulehnen und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Zahlungen zu leisten. Dies ist kein freiwilliger Beitrag mehr, sondern gleicht einer Zwangsabgabe. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Absicht, diese Zahlungen als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Insgesamt handelt es sich bei dieser Regelung um eine sukzessive Entschärfung der schweizerischen Unabhängigkeit zugunsten einer institutionellen Abhängigkeit, ohne dass die Schweiz dafür greifbare Vorteile wie einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse erhält.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Missachtung des Volkswillens und der Bundesverfassung dar. Gemäss Artikel 121a BV ist die Schweiz zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung verpflichtet. Dieses Prinzip wird durch die geplante Regelung fundamental untergraben. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, quasi einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Vergehen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, ist ein direkter Angriff auf unsere innere Sicherheit und die Finanzierung unserer Sozialwerke. Die massive Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen geradezu gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die Kosten dafür werden folglich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Insbesondere die Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Sollte die Schweiz sie dennoch anrufen, droht die EU mit Sanktionen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der

"Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Einflussmöglichkeit auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert durch die Anpassungen im Bereich des Sozialhilfeverhaltens. Der neue Artikel 41c AIG und die Aufhebung von Artikel 29a AIG weiten den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger aus und erschweren einen Ausschluss selbst bei Abhängigkeit, was die Kostenlast auf die Schweiz verlagert. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung werden im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Anpassung des BVG, insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Art. 49 Abs. 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die geplante Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Art. 25f Abs. 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird die eigenständige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und im Psychologieberufegesetz (PsyG) führt die Einführung des EPC zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Diese Massnahmen sind insgesamt eine Kapitulation vor der EU und eine Entmündigung der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarkt stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die Unabhängigkeit unserer Energiepolitik fundamental untergräbt. Die ElCom, einst eine unabhängige Regulierungsbehörde, wird zu einer blossen «operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk», die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt, da ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie z.B. einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Sie untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern und somit die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten benachteiligen. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit

der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität und die föderalistische Struktur der Schweiz dar. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Einführung einer neuen Beihilfekammer, die integraler Bestandteil der WEKO wird (Art. 3 BHÜG, Art. 18 Abs. 2 KG), wird eine "Superbehörde" etabliert, die primär als verlängerter Arm der EU fungiert. Diese neue Rechtsordnung zementiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und höhlt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aus. Politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden, welche bisher eigenständig und im Interesse lokaler Bedürfnisse getroffen wurden, wie beispielsweise Förderungen im Regionalverkehr, für Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU, werden einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies stellt einen direkten Angriff auf die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie dar. Sie werden im neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert, deren Beschlüsse von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern abgesegnet werden müssen, anstatt diese eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden. Die Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) sind besonders stossend. Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies enthebt die Kantone ihrer Verfahrensautonomie und ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Die strategisch wichtigen Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor und wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, was die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) ist ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Diese Massnahme dient lediglich dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweizer Wirtschafts- und Rechtsordnung fundamental verändern und eine bedenkliche Unterwerfung unter EU-Recht mit sich bringen. Die Souveränität der Schweiz und die Autonomie der Kantone werden massiv eingeschränkt, während die demokratische Kontrolle über wichtige wirtschaftspolitische Entscheidungen ausgehebelt wird.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit mit der EU sind unzureichend und können den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere

von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Diese Entwicklungen sind mit erheblichen Risiken für die schweizerische Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität verbunden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für die Integrität und die Finanzierung unseres Service public im Schienenverkehr. Die bedingungslose Übernahme von EU-Beihilferechtsvorschriften stellt eine direkte Bedrohung für bewährte Subventionierungspraktiken dar, die essenziell für den Güterverkehr, die Sicherstellung des Regionalverkehrs und die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials sind. Eine Einstufung dieser Subventionen als unzulässig würde unweigerlich zu einer Reduktion der Qualität und des Umfangs des Angebots führen, was sich unmittelbar auf die Mobilität und Lebensqualität der Schweizer Bevölkerung auswirken würde. Die Zulassung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu in Artikel 40ater EBG verankert, öffnet Tür und Tor für eine schädliche "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese ausländischen Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren und somit die finanzielle Basis unseres Service public untergraben. Die SBB und andere konzessionierte Unternehmen bleiben auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unabdingbaren Nebenlinien sitzen. Diese Ungleichheit im Wettbewerb gefährdet die flächendeckende Erschliessung und die finanzielle Tragfähigkeit unseres Bahnnetzes. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", als Absicherung präsentiert, entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unbedeutend und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies ist eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert, sondern vielmehr beschleunigt. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) weiter vorangetrieben, was die nationale Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagert. Darüber hinaus zwingt die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, konkret Artikel 32a Absatz 1bis PBG, die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was potenziell zu suboptimalen und kostspieligeren Lösungen für die Steuerzahler führt. Die Einführung der Kabotage in Artikel 40ater EBG und die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen stellen somit einen Frontalangriff auf die Struktur und die Finanzierbarkeit unseres Service public dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Lebensmittelsicherheit, die unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' eine umfassende Angleichung an das EU-Regelwerk vorsieht, stellt eine erhebliche Bedrohung für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es handelt sich nicht primär um eine Verbesserung der Sicherheit, sondern um eine schleichende Unterwerfung unter EU-Standards, die zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust führt. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, wird entwertet, wenn die Produktionskriterien denen der EU angeglichen werden, die oft weniger streng sind. Dies widerspricht dem Grundgedanken der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), welches stattdessen die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften gefährdet. Kleine Produzenten,

Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Besonders gravierend ist die Verknüpfung dieses Abkommens mit allen anderen bilateralen Verträgen durch eine Guillotineklausel. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Ermächtigung von EU-Inspektoren, Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben auszuüben, ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden. Das Schweizer Gentechnik-Moratorium wird durch die erzwungene Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) durch die Einführung neuer Artikel wie Art. 15a und 21 zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, der eigene, höhere ethische Massstäbe negiert. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ähnlich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, wodurch die Schweiz die Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und gefährdet durch die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Insgesamt führt diese Angleichung zu einer erstickenden Bürokratie, einem Verlust an hohen Standards und einer Schwächung der Schweizer Souveränität in für uns zentralen Bereichen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit dem Schweizer Recht und den grundlegenden Prinzipien unserer Souveränität auf. Es ist beunruhigend zu beobachten, wie weitreichende Anpassungen unseres Rechtsrahmens zugunsten einer blinden Übernahme von EU-Recht angestrebt werden, ohne dass die langfristigen Konsequenzen für die Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft umfassend evaluiert wurden. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht im Bereich der Dienstleistungen wirft Fragen bezüglich des Verhältnismässigkeitsprinzips und der demokratischen Legitimation auf. Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Wahrung der Interessen der Schweiz. Es ist fraglich, ob die bedingungslose Übernahme von EU-Recht im Einklang mit diesem Grundsatz steht, da sie unsere Gesetzgebung von externen Vorgaben abhängig macht und den schweizerischen Gesetzgeber entmachtet. Weiterhin birgt die dynamische Rechtsübernahme, wie sie in Abkommen mit der EU üblich ist, die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Autonomie. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 138 BV, der die Grundsätze der direkten Demokratie und der Volkssouveränität verankert. Die finanzielle Komponente der Vereinbarungen, insbesondere die Beteiligung an EU-Programmen und die mögliche Entrichtung von Beiträgen, muss kritisch hinterfragt werden. Ohne klare und transparente Darstellung der Verpflichtungen und ohne Nachweis eines direkten Nutzens für die Schweiz, stellt dies eine potenzielle Belastung der öffentlichen Finanzen dar, welche die finanziellen Interessen der Schweiz, wie sie in Artikel 41 BV als Staatsziel verankert sind, beeinträchtigen könnte. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz und die Hoheit über unsere eigenen Gesetze sind zentrale Säulen unseres Rechtsstaates. Die im Entwurf angedeuteten Mechanismen zur Streitbeilegung und die Interpretation des anwendbaren Rechts durch Organe, deren Unabhängigkeit vom Schweizer Recht nicht gänzlich gewährleistet ist, deuten auf eine potenzielle Untergrabung der richterlichen Unabhängigkeit hin, wie sie in Artikel 190 BV geschützt wird. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse trotz der beteuerten Vorteile eine gravierende Gefährdung unserer Souveränität und unseres Rechtsstaates darstellen. Eine sorgfältige Prüfung und eine Abwägung der Nachteile gegenüber den angeblichen Vorteilen sind zwingend erforderlich, bevor eine solche Fortsetzung der Integration in Erwägung gezogen wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und droht, die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz in einem Mass zu untergraben, das mit den Grundsätzen unseres Rechtssystems nicht vereinbar ist. Die Annahme einer Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit im Rahmen der institutionellen Regelungen angedeutet wird, stellt eine gravierende Abweichung von unserer

bewährten Politik der bilateralen Abkommen dar, die auf dem Prinzip der Gleichwertigkeit und des gegenseitigen Nutzens beruht. Insbesondere Artikel 288 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft und die Europäische Union (SR 132.10), der die Anwendung des EU-Rechts in den von den Abkommen erfassten Bereichen regelt, birgt die Gefahr einer automatischen und de facto unumkehrbaren Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Anpassung an die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz. Dies untergräbt die Rolle des Schweizer Parlaments und der Schweizer Gerichte bei der Auslegung und Anwendung von Gesetzen, da die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) massgeblich oder gar bindend würde. Gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) sind die obersten Bundesbehörden, einschliesslich der Gerichte, an die Bundesverfassung gebunden. Eine solche Übermacht des EuGH könnte im Widerspruch zu dieser Verfassungsbestimmung stehen, da die richterliche Unabhängigkeit und die nationale Rechtsordnung tangiert werden. Des Weiteren wirft die im Paket vorgesehene Rolle der Europäischen Kommission ernste Fragen bezüglich der Souveränität auf. Wenn die Kommission als Schiedsinstanz oder überwachungsorgan in Streitigkeiten über die Anwendung der Abkommen eingesetzt würde, ginge dies über das Prinzip der gegenseitigen Rechtshilfe hinaus und würde faktisch eine externe Weisungsbefugnis in Angelegenheiten, die die Schweiz betreffen, etablieren. Artikel 173 Absatz 2 BV, der die Bundesversammlung zur obersten Leitung der Aussenpolitik verpflichtet, könnte hierdurch ausgehöhlt werden. Die Möglichkeit, dass die EU-Kommission die Auslegung von Abkommen vorgibt, ohne dass ein effektiver Gegenvorschlag oder eine Überprüfung durch schweizerische Organe möglich ist, ist aus demokratischer und rechtsstaatlicher Sicht höchst problematisch. Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, insbesondere im Rahmen der Kohäsionszahlungen, müsste zudem unter kritischer Prüfung stehen. Eine pauschale Übernahme von Verpflichtungen ohne klare Gegenleistung und ohne Transparenz bezüglich der Verwendung der Mittel wäre eine unnötige Belastung für die schweizerischen Steuerzahler und würde gegen das Prinzip der wirtschaftlichen Vernunft verstossen, welches die Haushaltsführung der Eidgenossenschaft leiten sollte. Die Begründung für eine solche finanzielle Verpflichtung müsste sich klar aus den bilateralen Vorteilen ergeben und darf nicht als Vorbedingung für den Zugang zu bestimmten Märkten missbraucht werden.

Kirchberg, 28.10.25

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Fulvio Haefeli <fulviohaefeli@gmail.com>
Sent: Dienstag, 28. Oktober 2025 10:00
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung
Attachments: juristen_stellungnahme.docx

Follow Up Flag: Follow up
Flag Status: Flagged

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anbei erhalten Sie eine Vernehmlassung zum Thema.

Ich bitte Sie um Kenntnisnahme und verbleibe

Mit freundlichen Grüssen

Dr.iur. Fulvio Haefeli

Stellungnahme zur Frage des obligatorischen Referendums für das Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU»

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

I. Einleitung und Zusammenfassung der Thesen

Die vorliegende juristische Stellungnahme befasst sich mit der verfassungsrechtlichen Qualifikation des Pakets «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU» (nachfolgend: Paket) und der daraus resultierenden Notwendigkeit, dieses dem obligatorischen Referendum gemäss Art. 140 Abs. 1 der Bundesverfassung (BV) zu unterstellen. Es wird dargelegt, dass das Paket aufgrund seiner institutionellen Mechanismen und seiner materiellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung eine staatsrechtliche Dimension erreicht, die eine Abstimmung von Volk und Ständen nicht nur politisch geboten, sondern verfassungsrechtlich zwingend erfordert. Die Analyse konzentriert sich ausschliesslich auf die Frage der Referendumsart und verzichtet auf eine politische oder wirtschaftliche Würdigung des Inhalts.

Die zentrale These lautet, dass das Paket in seiner Gesamtheit die Kriterien für ein obligatorisches Referendum aus zwei kumulativen und je für sich allein ausreichenden Gründen erfüllt:

Erstens kommt die mit dem Paket geschaffene institutionelle Anbindung einer De-facto-Integration in eine supranationale Gemeinschaft gleich, was die Anwendung von **Art. 140 Abs. 1 lit. b BV** zwingend macht. Die qualitative und quantitative Übertragung von Souveränitätsrechten in den Bereichen der Legislative und der Judikative erreicht eine Intensität, die materiell einem Beitritt entspricht.

Zweitens stellt das Paket in mehreren zentralen Bereichen eine **materielle Änderung der Bundesverfassung** dar. Es greift in die Grundprinzipien der Staats- und Rechtsordnung – Volkssouveränität, direkte Demokratie, Föderalismus und richterliche Unabhängigkeit – in einer Weise ein, die einer Verfassungsrevision gleichkommt und daher der Zustimmung von Volk und Ständen bedarf.

Diese Stellungnahme wird diese beiden Argumentationslinien detailliert ausführen und zu dem Schluss kommen, dass die Unterstellung des Gesamtpakets unter das obligatorische Referendum der einzig verfassungskonforme Weg ist.

II. Die Qualifikation als Beitritt zu einer supranationalen Gemeinschaft (Art. 140 Abs. 1 lit. b BV)

Das obligatorische Referendum für völkerrechtliche Verträge ist für Sachverhalte von grundlegender, verfassungsändernder oder -gestaltender Bedeutung vorgesehen. Es stellt die höchste Stufe der demokratischen Legitimation dar, da es die Zustimmung sowohl des Volks- als auch des Ständemehrs erfordert. Gerade das Erfordernis des Ständemehrs unterstreicht den föderalistischen Charakter der Entscheidung: Es geht um Verträge, die das Wesen des Bundesstaates und das Verhältnis zwischen Bund und Kantonen so grundlegend berühren, dass die Kantone als staatliche Einheiten ihre Zustimmung geben müssen. Gemäss Art. 140 Abs. 1 lit. b BV unterstehen völkerrechtliche Verträge, die den Beitritt zu Organisationen für kollektive Sicherheit oder zu supranationalen Gemeinschaften vorsehen, dem obligatorischen Referendum.

A. Der materielle Begriff der supranationalen Gemeinschaft

Das Paket sieht zwar keinen formellen Beitritt der Schweiz zur Europäischen Union vor. Eine rein formale Betrachtung greift hier jedoch zu kurz und widerspräche dem Geist der Verfassung, die auf die materiellen Auswirkungen abstellt. Massgebend für die Anwendung von Art. 140 Abs. 1 lit. b BV ist die materielle Übertragung von Hoheitsrechten. Eine supranationale Gemeinschaft ist dadurch gekennzeichnet, dass ihre Mitgliedstaaten Souveränitätsrechte auf die Organisation übertragen, deren Organe für die Mitgliedstaaten verbindliche Rechtsakte erlassen können, die unter Umständen sogar direkt anwendbar

sind und Vorrang vor nationalem Recht geniessen. Die Lehre und die bundesgerichtliche Praxis stellen für die Qualifikation auf eine Gesamtbetrachtung der Intensität der rechtlichen Bindung ab.

Das vorliegende Paket etabliert exakt solche Mechanismen, wenn auch unter der Bezeichnung «Weiterentwicklung des Binnenmarktrechts»:

B. Die dynamische Rechtsübernahme als Übertragung legislativer Hoheitsrechte

Das Kernstück des Pakets ist die Verpflichtung der Schweiz zur dynamischen Übernahme von neuem EU-Recht in den vom Abkommen erfassten Bereichen. Im Unterschied zur bisherigen statischen Rechtsübernahme, bei der die Schweiz autonom entschied, ob und wie sie ihr Recht an EU-Entwicklungen anpasst (sog. autonomer Nachvollzug), schafft die dynamische Übernahme einen Automatismus. Dieser Mechanismus transferiert die Kompetenz zur Rechtsetzung für wesentliche Teile der schweizerischen Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung von den zuständigen schweizerischen Organen (Parlament, Volk) auf die Organe der EU. Die Schweiz verpflichtet sich, einen von aussen kommenden Rechtsstrom zu internalisieren.

Der vorgesehene Prozess, in dem die Schweiz im «Gemischten Ausschuss» eine Rechtsentwicklung ablehnen kann, ändert nichts am supranationalen Charakter. Die Ausübung dieses «Vetos» ist vertraglich an die Androhung von «Ausgleichsmassnahmen» (Retorsionsmassnahmen) geknüpft. Eine souveräne Entscheidung, die unter der Androhung von Sanktionen steht, ist keine freie souveräne Entscheidung mehr. Die legislative Autonomie wird somit materiell ausgehöhlt und durch eine Pflicht zum Rechtsnachvollzug ersetzt. Dies ist ein Wesensmerkmal supranationaler Integration.

C. Die verbindliche Auslegung durch den EuGH als Übertragung judikativer Hoheitsrechte

Das Paket sieht vor, dass Streitigkeiten über die Auslegung des übernommenen EU-Rechts einem Schiedsgericht vorgelegt werden. Dieses Schiedsgericht ist jedoch verpflichtet, für die Auslegung des relevanten EU-Rechts eine verbindliche Vorabentscheidung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) einzuholen. Der EuGH, ein Organ der EU, dessen primäre Aufgabe die Förderung der europäischen Integration ist (sog. teleologische Auslegungsmethode), erhält damit die definitive Auslegungshoheit über Recht, das in der Schweiz Geltung hat. Die höchste richterliche Gewalt im Sinne von Art. 188 BV wird für diese Bereiche materiell vom Bundesgericht auf den EuGH übertragen. Die Schweiz verliert die Souveränität, ihr eigenes Recht letztinstanzlich selbst auszulegen («maîtrise de l'interprétation»). Auch dies ist ein klassisches Merkmal der Unterordnung unter eine supranationale Rechtsordnung.

D. Gesamtwürdigung

In einer Gesamtschau der institutionellen Elemente – der automatisierten Rechtsübernahme und der Unterordnung unter eine fremde Gerichtsbarkeit – wird deutlich, dass das Paket eine qualitative Schwelle überschreitet. Es geht nicht mehr um eine punktuelle Zusammenarbeit zwischen souveränen Staaten, sondern um die Integration der Schweiz in einen fremden Rechtsraum mit eigenen, übergeordneten Organen. Die Kombination aus dynamischer Rechtsübernahme und der verbindlichen Auslegung durch den EuGH schafft eine institutionelle Verknüpfung, die in ihrer materiellen Wirkung einem Beitritt zu einer supranationalen Gemeinschaft gleichkommt. Die Schweiz gäbe in den betroffenen Bereichen ihre Souveränität auf, eigene Gesetze zu erlassen und diese selbst auszulegen. Ein derart tiefgreifender Eingriff in die staatliche Souveränität hat eine verfassungsgestaltende, quasi-konstitutionelle Dimension. Er verändert die Grundarchitektur des schweizerischen Staatswesens. Die Anwendung von Art. 140 Abs. 1 lit. b BV ist daher nicht nur eine politische Option, sondern eine verfassungsrechtliche Konsequenz der materiellen Tragweite des Pakets.

III. Das Paket als materielle Verfassungsänderung

Unabhängig von der Qualifikation als Beitritt zu einer supranationalen Gemeinschaft gebietet sich das obligatorische Referendum auch aus dem Umstand, dass das Paket in mehreren Bereichen zu einer materiellen Änderung der Bundesverfassung führt. Eine materielle Verfassungsänderung liegt vor, wenn ein Rechtsakt, ohne den Verfassungstext formal zu ändern, dessen Gehalt in wesentlichen Punkten derart modifiziert, dass die Verfassung eine neue Bedeutung erhält oder ihre fundamentalen Prinzipien tangiert

werden. Solche Änderungen erfordern dieselbe demokratische Legitimation wie eine formale Verfassungsrevision, also die Zustimmung von Volk und Ständen.

A. Änderung des Prinzips der legislativen Souveränität und der direkten Demokratie

Die Bundesverfassung statuiert in Art. 148 ff. und Art. 163 ff. BV die Zuständigkeiten im Gesetzgebungsverfahren. Die oberste gesetzgebende Gewalt liegt bei der Bundesversammlung, unter dem Vorbehalt der Volksrechte (Referendum, Initiative). Dieses Prinzip der Volkssouveränität und der repräsentativen Demokratie wird durch die dynamische Rechtsübernahme materiell geändert. Die Kompetenz zur Rechtsetzung wird de facto an die EU-Organe delegiert. Das schweizerische Parlament wird von einem primären Gesetzgeber zu einer Instanz des Rechtsnachvollzugs. Das Referendumsrecht der Bürgerinnen und Bürger gemäss Art. 141 BV wird zwar formal nicht angetastet, aber materiell entwertet. Eine Abstimmung über einen Rechtsakt, dessen Ablehnung automatisch zu vertraglich legitimierten Sanktionen führt, ist keine freie demokratische Willensäusserung mehr. Die Abwägung beschränkt sich nicht mehr auf die sachliche Angemessenheit einer Norm, sondern wird durch aussenpolitischen Druck überlagert. Dies verändert die Substanz der direkten Demokratie und das Prinzip, dass alles staatliche Handeln auf der Verfassung beruhen und vom schweizerischen Souverän legitimiert sein muss.

B. Änderung des Prinzips der richterlichen Souveränität

Wie oben dargelegt, etabliert das Paket den EuGH als letztverbindliche Auslegungsinstanz für einen stetig wachsenden Teil der schweizerischen Rechtsordnung. Dies steht im direkten Widerspruch zu Art. 188 Abs. 1 BV, der das Bundesgericht als oberste richterliche Behörde des Bundes einsetzt. Die Schaffung einer externen, supranationalen Gerichtsinstanz, deren Entscheide für die Schweiz bindend sind, durchbricht die in der Verfassung verankerte Judikative und etabliert eine neue, in der Verfassung nicht vorgesehene Hierarchie. Dies ist eine materielle Änderung der Verfassungsstruktur im Bereich der rechtsprechenden Gewalt.

C. Materielle Änderung spezifischer Verfassungsnormen

Über die fundamentalen Prinzipien hinaus ändert das Paket auch den materiellen Gehalt spezifischer Verfassungsartikel:

Art. 121a BV (Steuerung der Zuwanderung): Diese Norm erteilt dem Bund den klaren Verfassungsauftrag, die Zuwanderung von Ausländerinnen und Ausländern eigenständig zu regeln. Das vorliegende Paket zementiert nicht nur die Personenfreizügigkeit, sondern baut sie durch die Gewährung eines quasi-automatischen Daueraufenthaltsrechts und einen erweiterten Familiennachzug weiter aus. Die Möglichkeit einer eigenständigen Steuerung, wie sie die Verfassung fordert, wird damit faktisch verunmöglicht. Ein völkerrechtlicher Vertrag, der einen Verfassungsauftrag materiell ausser Kraft setzt, stellt eine materielle Verfassungsänderung dar.

Art. 96 BV (Wettbewerbspolitik) und die föderale Ordnung: Die Verfassung gibt dem Bund die Kompetenz, gegen volkswirtschaftlich oder sozial schädliche Auswirkungen von Kartellen und anderen Wettbewerbsbeschränkungen vorzugehen. Das Paket führt nun ein umfassendes, dem EU-Recht nachempfundenes Regime zur Kontrolle staatlicher Beihilfen ein. Dies geht weit über den bisherigen Rahmen von Art. 96 BV hinaus und greift tief in die finanz- und strukturpolitische Autonomie der Kantone und Gemeinden ein (vgl. Art. 3, Art. 42, Art. 55 BV). Die Einführung eines derart weitreichenden, neuen wirtschaftspolitischen Prinzips, das die föderale Kompetenzverteilung empfindlich tangiert, hat verfassungsändernden Charakter.

IV. Die Unteilbarkeit des Pakets als Gebot der demokratischen Transparenz

Das vorliegende Paket ist ein kohärentes Gesamtwerk, dessen einzelne Teile untrennbar miteinander verknüpft sind. Die institutionellen Elemente (dynamische Rechtsübernahme, EuGH-Anbindung) sind der explizite Preis für die Weiterführung und den Ausbau des Marktzugangs. Eine Aufspaltung des Pakets in einen «institutionellen» und einen «materiellen» Teil, um ersteren allenfalls dem obligatorischen Referendum zu unterstellen, würde den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern ein falsches Bild der tatsächlichen Abwägung vermitteln. Man kann nicht die «Vorteile» des Marktzugangs haben, ohne die

«Kosten» der institutionellen Anbindung zu tragen. Die Stimmbürgerschaft hat ein Recht darauf, über das Gesamtpaket mit all seinen Konsequenzen zu befinden. Nur eine Abstimmung über das ungeteilte Paket respektiert den Grundsatz der Einheit der Materie und der demokratischen Transparenz. Da die institutionellen, verfassungsändernden Elemente das gesamte Paket durchdringen und dessen Wesen ausmachen, muss das gesamte Paket dem obligatorischen Referendum unterstellt werden.

V. Schlussfolgerung

Das Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU» ist aus verfassungsrechtlicher Sicht kein gewöhnlicher völkerrechtlicher Vertrag. Es ist ein staatsrechtliches Grundlagenwerk, das die Architektur der schweizerischen Rechts- und Staatsordnung fundamental neu definieren würde.

Die Analyse hat gezeigt, dass die Kriterien für das obligatorische Referendum mehrfach erfüllt sind:

Die institutionelle Anbindung durch die dynamische Rechtsübernahme und die Unterordnung unter den EuGH kommt materiell einem **Beitritt zu einer supranationalen Gemeinschaft** gleich (Art. 140 Abs. 1 lit. b BV).

Das Paket führt zu einer **materiellen Änderung fundamentaler Verfassungsprinzipien**, namentlich der Souveränität in der Gesetzgebung und der Rechtsprechung, der direkten Demokratie und des Föderalismus.

Es setzt den materiellen Gehalt spezifischer Verfassungsnormen (insb. Art. 121a BV, Art. 96 BV) ausser Kraft.

Aus Gründen der Verfassungstreue und der staatspolitischen Klugheit ist es daher zwingend, diesen Schritt der höchsten demokratischen Legitimation zu unterziehen, die unsere Rechtsordnung kennt. Die Frage, ob die Schweiz einen Teil ihrer Souveränität aufgeben und sich in eine supranationale Rechtsordnung integrieren will, ist eine Entscheidung von historischer Tragweite. Sie muss von Volk und Ständen in voller Kenntnis der Konsequenzen getroffen werden. Alles andere wäre eine Missachtung der Bundesverfassung und des schweizerischen Souveräns.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Brigitte Hilt (Privat)

Datum: 28.10.2025

Kontakt: Brigitte Hilt · 0794359433 · hundesalon-mugge@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

(leer)

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Substanz ungenügend und entfalten lediglich eine kosmetische Wirkung. Sie sind nicht in der Lage, dem immensen Druck auf die schweizerischen Lohnniveaus entgegenzuwirken, der durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit generiert wird. Eine flächendeckende Erosion der Löhne, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten, ist unabwendbar die Folge. Anstatt die bewährten und überaus wirksamen schweizerischen Lohnschutzmechanismen zu stärken und zu erhalten, werden diese aufgeweicht und unangemessen an die Standards der Europäischen Union angepasst. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, jedoch signifikant weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen, was ausschliesslich ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen, zugutekommt.

Die Kontrollmechanismen erfahren eine erhebliche Schwächung. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die Einführung neuer, zentralistischer und primär EU-konformer Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und zu einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts stellt einen direkten und unzulässigen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der offensichtlich unter EU-Druck erfolgte. Es wird eine privilegiere Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern vielmehr eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für schweizerische Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird somit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche "Lebensmittelsicherheit" dient offensichtlich als Vorwand für eine weitreichende Unterwerfung der Schweiz unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dies ist kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt für unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein entscheidender Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unwiederbringlich zerstört. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Die von den EU-Inspektoren angestrebten Zutritts- und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben stellen einen inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht, insbesondere unsere kleinen und mittleren Betriebe, Hofläden und lokalen Gastronomen zu vernichten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt.

Das Gentechnik-Moratorium, ein demokratisch mehrfach bestätigter Volkswille, wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen auf fatale Weise. Ebenso sind die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) und die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ein klarer Rückschritt für den Tierschutz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Vorschriften werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was einen Verlust der Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich bedeutet.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle in diesem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und beraubt die Schweiz der Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich bedeutet die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit durch ein starres, bürokratisches System. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) stellen eine inakzeptable Gefährdung unserer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die Überführung der Schweizer Stromregulierung in eine operative Vollzugsstelle für EU-Regelwerk durch eine massive Kompetenzerweiterung der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind nicht mehr als eine Unterwerfung unter ein von Brüssel gesteuertes Regime. Dies zerstört unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen 1a. Kapitel (Art. 4a ff. StromVG) verankert ist, gleicht einem hochriskanten Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie verspricht Preisvolatilität und gefährdet die bisher stabile Grundversorgung, indem sie die Versorgungssicherheit dem unberechenbaren Diktat des Marktes überlässt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird vager als je zuvor. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen in Krisenzeiten katastrophal sein könnten.

Darüber hinaus wird die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage, was der Schweizer Energiestrategie widerspricht. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden EU-Regeln wie riesige europäische Konzerne, was zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität führt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Kapitulation vor den Forderungen der Europäischen Union dar und höhlen unsere Souveränität in einem für unser Land fundamentalen Bereich aus. Die masslose Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht dem klaren Willen des Schweizer Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, der auf eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung abzielt.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach lediglich fünf statt zehn Jahren. Diese faktische 'Niederlassung C PLUS', die praktisch unentziehbar ist, selbst bei Vorliegen von kriminellen Handlungen oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe, untergräbt unsere innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unhaltbar. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, mit erheblichen Kosten, die einzig von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der im Vertragspaket vorgesehene Familiennachzug wird in einer für ein Nicht-EU-Land beispiellosen Weise ausgeweitet. Die Möglichkeit des Nachzugs von Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel' erweist sich als reine Augenwischerei, deren Anwendungshürden derart hoch sind, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch auf sie zurückgreifen, droht die EU mit Strafmassnahmen, was die Klausel zu einer Erpressungsklausel degradiert.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch kein Mitspracherecht mehr haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Art. 41c und die Aufhebung von Art. 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss kaum mehr ermöglichen. Die neue 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Diese Kosten werden nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU, wie in Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG vorgesehen, ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Diese gesamte Paketierung untergräbt die Grundpfeiler unserer schweizerischen Rechtsordnung und Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und bedenklichen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die föderalistischen Strukturen dar. Die bisherige Praxis, Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden zu gestalten, wird durch ein rigides, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt die demokratische Legitimation solcher Förderungen, die beispielsweise den Regionalverkehr, Kantonalbanken, die Kultur oder lokale KMU unterstützen.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv eingeschränkt. Anstatt eigenständige Entscheidungen über lokale Wirtschaftsförderung zu treffen, sind sie künftig gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorlegen zu lassen. Die Kantone werden in diesem neuen Verfahren zu Bittstellern herabgestuft und verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert und ihre demokratisch gefällten Entscheidungen durch abstrakte Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden können.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Massnahmen einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushöhlt. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird.

Mit der neuen Beihilfekammer der WEKO, geschaffen durch Art. 18 Abs. 2 des Kartellgesetzes (KG) und Art. 3 BHÜG, wird eine 'Superbehörde' installiert, die als 'verlängerter Arm der EU' fungiert. Ihre Entscheide dienen nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend, und die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel im Verwaltungsverfahrensgesetz (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen weiter. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz zugunsten eines ungestörten Agierens der neuen EU-konformen Behörde.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen in Bezug auf den finanziellen Beitrag der Schweiz an die EU stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament freiwillig und kontrolliert geleisteten Beiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist höchst bedenklich. Dies entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel und schwächt die demokratische Legitimation derartiger Zahlungen erheblich. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments faktisch ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern sehen wir uns mit der Verpflichtung konfrontiert, eine von der EU diktierte Zahlungsforderung zu erfüllen.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert damit jede Möglichkeit, über die Höhe und Frequenz dieser Zahlungen zu verhandeln oder sie abzulehnen. Wir

werden zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, die für eine institutionelle Anbindung bezahlt, deren Vorteile für die Schweiz fraglich bleiben, während die Kosten für unsere Souveränität gravierend sind.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen als dauerhaften und festen Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung, was die Gefahr birgt, dass diese Verpflichtungen als selbstverständlich und unantastbar erachtet werden. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG missbraucht den guten Namen der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist nicht akzeptabel.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zur Landverkehrsvereinbarung mit der EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Finanzierung, die operative Gestaltung und letztlich die Qualität des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz.

Besonders beunruhigend ist die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater). Diese Regelung erlaubt es ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Wir befürchten eine gezielte "Rosinenpickerei", bei der diese Unternehmen lediglich die lukrativsten Hauptstrecken bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Bedienung des Landes.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erscheint uns rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Garantie gegen zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, die die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Eine solche Erklärung ist lediglich eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme, insbesondere im Hinblick auf Regelungen wie das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis), wonach bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten sind, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Ferner besteht die Sorge, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger bedrohen.

Wir sind der festen Überzeugung, dass die angestrebte Annäherung die Kernsubstanz unseres Service public im Landverkehr gefährdet und die Souveränität der Schweiz im Bereich der Verkehrspolitik nachhaltig schwächt.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und hinterfragt die strategischen Vorteile für die Schweiz. Es mangelt an einer klaren Darlegung, wie dieses Paket die Souveränität unseres Landes wahrt und die direktdemokratischen Instrumente stärkt. Vielmehr drängt sich der Eindruck auf, dass die Schweiz durch eine Annäherung an die EU, die weit über bestehende bilaterale Verträge hinausgeht, eine schleichende Unterwerfung unter europäisches Recht riskiert.

Besondere Sorge bereitet die übermässige Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache. Artikel 16 des Bundesgesetzes über die Dienstleistungsfreiheit (DLF) würde in diesem Kontext zu einer erheblichen Einschränkung führen, da die Schweiz gezwungen wäre, primäres und sekundäres EU-Recht, einschliesslich zukünftiger Entwicklungen, zu übernehmen. Dies untergräbt die Fähigkeit des Schweizer Parlaments, Gesetze zu erlassen, die den spezifischen Bedürfnissen und Interessen der Schweizer Bevölkerung entsprechen. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie in einem solchen Paket wahrscheinlich vorgesehen ist, widerspricht dem Geist der Verfassung und dem Volkswillen, wie er sich beispielsweise im referendumsgemäss angefochtenen Bundesgesetz über die Schweizerische Bundesbahnen (SR 742.101) gezeigt hat, wo eine klare Volksmeinung eine wichtige Rolle spielt.

Die angeblich ausgewogenen Vorteile des Pakets sind zweifelhaft. Es wird nicht ausreichend dargelegt, wie der Zugang zum EU-Binnenmarkt im Verhältnis zu den Kosten und Verpflichtungen steht, die die Schweiz eingehen müsste. Insbesondere die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Streitfällen ist problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Artikel 190 der Bundesverfassung (SR 101), der besagt, dass die Bundesgesetze und die Verordnungen des Bundesrats die Gerichte bindend sind. Die Souveränität unseres Rechtssystems würde durch die Anerkennung der Autorität des EuGH empfindlich gestört.

Zudem fehlt eine klare Antwort auf die Frage, wie die Umsetzung und Überwachung der Verpflichtungen aus diesem Paket mit den Prinzipien der Föderalismus und der Subsidiarität, wie sie in Artikel 174 der Bundesverfassung verankert sind, vereinbar ist. Die Gefahr einer weiteren Zentralisierung von Entscheidungsgewalt auf Kosten der Kantone und Gemeinden ist real. Wir benötigen ein Abkommen, das die bewährten bilateralen Verträge weiterentwickelt, anstatt ein umfassendes Paket, das die Schweiz in eine Abhängigkeit von der EU manövriert und unsere direktdemokratischen Errungenschaften gefährdet. Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung reicht daher bei weitem nicht aus, um die notwendige Transparenz und Sicherheit für die Schweiz zu gewährleisten.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind in ihrer jetzigen Form aus Sicht der Schweiz nicht akzeptabel. Eine Übernahme von Unionsrecht ohne eigene Gestaltungsmöglichkeit und ohne klare Vorteile für die Schweizer Souveränität und Wirtschaft birgt fundamentale Risiken.

Besonders kritisch ist die vorgesehene Übernahme von EU-Recht in verschiedenen Bereichen. Dies tangiert das Prinzip der direkten Demokratie, wie es in Artikel 34 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert ist, das sich mit der Gültigkeit von Verträgen befasst, welche die Souveränität des Staates einschränken. Die Schweiz würde sich faktisch zu einer fortlaufenden Annahme von Rechtsakten verpflichten, deren Entstehung und Ausgestaltung sie nicht mehr massgeblich beeinflussen kann. Dies untergräbt die Fähigkeit des Schweizerischen Parlaments und Volkes, eigene Gesetze zu erlassen und zu gestalten, und steht im Widerspruch zu den Prinzipien der repräsentativen Demokratie.

Weiterhin besteht die Sorge, dass die vorgesehene institutionelle Verankerung einer automatischen Übernahme von EU-Recht die richterliche Überprüfung von EU-Rechtsakten durch Schweizer

Gerichte erschwert. Dies könnte zu einer schleichenden Entstehung eines Rechtspluralismus führen, bei dem EU-Recht über das Schweizer Recht gestellt wird, ohne dass dies im Rahmen des parlamentarischen Gesetzgebungsprozesses erfolgte. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz, welche durch die vorgesehene Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht fundamental in Frage gestellt wird.

Die behaupteten wirtschaftlichen Vorteile erscheinen angesichts dieser Souveränitätsverluste fragwürdig. Es ist nicht ersichtlich, wie die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die Akzeptanz von EU-Recht in bisher nicht geregelten Bereichen die wirtschaftliche Eigenständigkeit und Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz nachhaltig stärken sollen. Vielmehr besteht die Gefahr, dass Schweizer Unternehmen zusätzlichen regulatorischen Belastungen ausgesetzt werden, ohne dass ihnen im Gegenzug vergleichbare Marktchancen in der EU eingeräumt werden.

Die im Rahmen der Verhandlungen erzielten Ergebnisse deuten auf eine einseitige Anpassung der Schweiz an die Position der EU hin. Die Kernanliegen der Schweiz, insbesondere die Wahrung der direkten Demokratie, die Unabhängigkeit der Rechtsprechung und die finanzielle Eigenständigkeit, scheinen nicht ausreichend berücksichtigt worden zu sein. Eine Annahme der aktuellen Verhandlungsergebnisse würde die Schweiz in eine Position der Abhängigkeit bringen, die mit ihren verfassungsmässigen Grundsätzen nicht vereinbar ist. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung der Verhandlungsgrundlagen, um eine für die Schweiz tragbare Lösung zu erzielen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

(leer)

Jean-Pierre Ingold
Rue des Moulins 16
1562 Corcelles-Près-Payerne

Corcelles-Près-Payerne, le 28.10.2025

RECOMMANDE

Département fédéral des
Affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Je dis NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ pour les raisons suivantes:

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles et qui seraient mieux investis dans des dépenses liées au développement de nos institutions sociales.

Mes EXIGENCES se résument à :
1. L'ABANDON du présent paquet de traités
2. AU MAINTIEN des accords bilatéraux I et II déjà existants
3. A LA NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **A LA SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance, de neutralité et de souveraineté.

Le Conseil Fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Pierre Ingold

Jennifer Ingold
Rue des Moulins 16
1562 Corcelles-Près-Payerne

Corcelles-Près-Payerne, le 28.10.2025

RECOMMANDE

Département fédéral des
Affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Je dis NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ pour les raisons suivantes:

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles et qui seraient mieux investis dans des dépenses liées au développement de nos institutions sociales.

Mes EXIGENCES se résument à :
1. L'ABANDON du présent paquet de traités
2. AU MAINTIEN des accords bilatéraux I et II déjà existants
3. A LA NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **A LA SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance, de neutralité et de souveraineté.

Le Conseil Fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jennifer Ingold

Silvana Neva
Rue des Moulins 16
1562 Corcelles-Près-Payerne

Corcelles-Près-Payerne, le 28.10.2025

RECOMMANDE

Département fédéral des
Affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Je dis NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ pour les raisons suivantes:

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles et qui seraient mieux investis dans des dépenses liées au développement de nos institutions sociales.

Mes EXIGENCES se résument à :
1. L'ABANDON du présent paquet de traités
2. AU MAINTIEN des accords bilatéraux I et II déjà existants
3. A LA NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **A LA SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance, de neutralité et de souveraineté.

Le Conseil Fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Silvana Neva

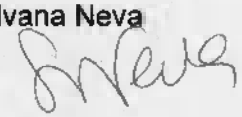

Jennifer Ingold
Rue des Moulins 16
1562 Corcelles-Près-Payerne

Corcelles-Près-Payerne, le 28.10.2025

Département fédéral des
Affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jennifer INGOLD

Kamoo Julien
Chemin des Fauvettes 4
1470 Estavayer-le-Lac

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Estavayer, le 28 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Kamoo Julien

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Kamoo Nathalie
Chemin des Fauvettes 4
1470 Estavayer-le-Lac

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Estavayer.le 28 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Kamoo Nathalie

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Nadia Langenauer
Ra Strada da Müralta 1
6955 Cagiallo

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

CAGIALLO, 28.10.2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità.**

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Nadia Cavegnaus

GIUSEPPE MARZAPALLA
via San Gottardo 108
6900 MASSAGNO

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

MASSAGNO 28/10/2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità.**

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

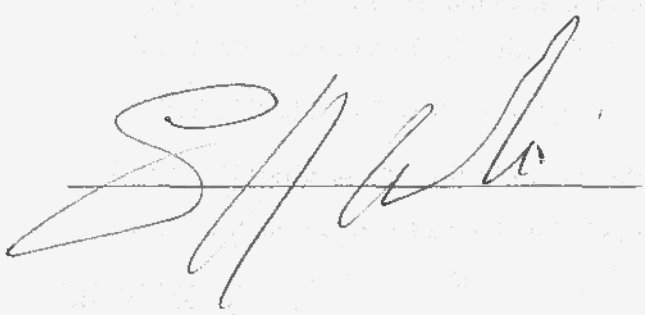

Massonnet Chloé
Rue de la Pontaise 46
1018 Lausanne

Lausanne le 28/10/2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Chloé Massonnet

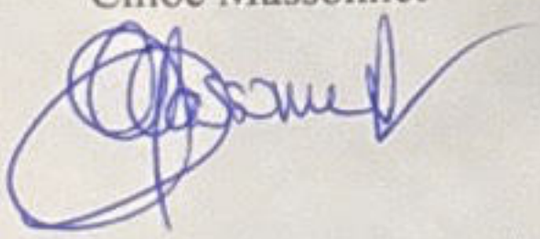

MADE WITH Scanner App

Mirella OSS PEGORAR BUCK
8 avenue du Lignon - 1219 LE LIGNON
Tél. 079 628 79 27 - e-mail : mirella@ossbuck.com

Département fédéral des affaires
étrangères
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, 28.10.2025

Objet : Prise de position sur la consultation « stabilisation et développement des relations Suisse-UE»

Mesdames, Messieurs,

En référence à l'objet susmentionné, je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation « stabilisation et développement des relations Suisse-UE».

NON à ce traité d'adhésion pour les motifs suivants :

1 . Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

MERCI d'en prendre bonne note.
Bien cordialement

Mirella OSS PEGORAR – BUCK

Charlotte Pasquier
Avenue Léon-Gaud 14
1206 Genève

Département fédéral des affaires étrangères
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Genève, 28.10.2025

Objet : Prise de position sur la consultation « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

En référence à l'objet susmentionné, je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

Non à ce traité d'adhésion pour les motifs suivants :

1. Refus de la subordination institutionnelle

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

   Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

   Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

   Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

   De ce fait, des exigences claires s'imposent :

- abandon du présent paquet de traités
- maintien des accords bilatéraux I et II existants
- négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
- soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc prié de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : Non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Charlotte Pasquier

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

X Privatpersonen

Absenderin oder Absender:

Andreas Roduner, Talbodenstrasse 95, 3098 Schliern b. Köniz
031 972 13 74
a.roduner@bluewin.ch

Datum der Stellungnahme:

28.10.2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Andreas Roduner
031 972 13 74
a.roduner@bluewin.ch

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1. **Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?**
Ja. Es muss das Ziel der Schweiz sein, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) fair und in gegenseitigem Respekt und auf Augenhöhe zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Am Anfang der Verhandlungen über ein institutionelles Abkommen zwischen der EU und der Schweiz war die Ausgangslage und das Denken der EU-Vertreter sehr einseitig.

So war nur die Rede davon, dass die Schweiz einen Zugang zum Europäischen Markt erhalten würde. Keine Rede war davon, dass gleichzeitig auch 27 Länder der EU Zugang zum schweizerischen Markt erhalten würden, was mindestens als gleichwertig betrachtet werden kann, wie ein Blick in die Handelsbilanz zeigt.

Dieses einseitige Denken führte zu ersten Vorschlägen, die für die Schweiz nicht annehmbar waren. Obwohl die EU mit der Schweiz ein Abkommen wollte, hat sie unnötig Druck auf die Schweiz ausgeübt, einseitig ihre Regeln zu akzeptieren. So hat sie diverse Strafmassnahmen gegen die Schweiz eingesetzt.

Seit der Ablehnung des Rahmenabkommens hat sich das Verhandlungsklima offensichtlich wesentlich gebessert und das gegenseitige Verständnis ist gewachsen. Allerdings sind vermutlich nicht alle Asymmetrien ganz ausgebügelt worden. Darüber fehlt mir die Übersicht.

Ein wichtiges Beispiel dafür ist aus meiner Sicht das zwar verbesserte, aber immer noch einseitige Streitschlichtungsverfahren. Hier ist noch Handlungsbedarf, um es respektvoll und ausgewogen zu gestalten. (vgl. nachstehenden Vorschlag mittels Stärkung des Schiedsgerichts)

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

3.1. Allgemeine Bemerkungen

Die Asymmetrie im Streitschlichtungsverfahren beheben

Gegenwärtig besteht im geplanten Abkommen noch eine kritische Asymmetrie, namentlich im Streitschlichtungsverfahren:

- Die Schweiz muss einseitig das EU-Recht dynamisch übernehmen.
- Falls sie dies nicht wortgetreu umsetzt, sondern im Stil des eigenen Rechts, riskiert sie eine einseitig bestimmte Ausgleichsmassnahme.
- Und das EUGH als Gericht der Gegenpartei kann einseitig bestimmen, wie das Gesetz aus seiner Sicht umgesetzt wird. Die Auslegung des Marktrechts ist aber keine exakte Wissenschaft. Dabei können Fehler passieren. Die Schweiz hat kein Mittel diese zu korrigieren.
- Das Schiedsgericht ist fix an diese Entscheidungen des EUGH gebunden.

Diese noch verbleibende Asymmetrie muss zugunsten der Verträglichkeit und Akzeptanz für die Schweiz ausgeglichen werden. Mit nachfolgendem Vorschlag wäre eine massvolle Lösung möglich. Der Vorbehalt der «Fremden Richter» kann so ausreichend entschärft und allfällige Entscheidungsfehler vermieden werden. Dies ist nicht zuletzt nötig, weil voraussichtlich nicht alle Artikel des EU-Rechts in der dynamischen Rechtsübernahme der Schweiz wörtlich umgesetzt werden können! Für die Schweiz ist diese Ergänzung von grosser Bedeutung. Demgegenüber ist es für die EU ein kaum spürbarer, kleiner Schritt:

Stärkung des Schiedsgerichts ist erforderlich!

- Die Regelungen bezüglich des Schiedsgerichts können zwar weitgehend beibehalten werden, sind jedoch durch geringe Anpassungen ausgewogener zu gestalten.
- Wenn das Schiedsgericht das EUGH anruft, ist die Beurteilung des EUGH anschliessend noch der Schweiz vorzulegen, so dass sie bei Bedarf eine Stellungnahme dazu abgeben kann.
- Das Schiedsgericht muss frei und eigenständig auf Basis beider Unterlagen (Beurteilung des EUGH und der Stellungnahme der Schweiz) abschliessend entscheiden können. Damit wird auch die einheitliche Auslegung des EU-Rechts nicht beeinträchtigt.
- Dasselbe gilt auch bei der Beurteilung, ob die dynamische Umsetzung des EU-Rechts in der Schweiz ausreichend gleichwertig ist oder nicht und ob Ausgleichsmassnahmen zulässig und gegebenenfalls angemessen sind oder nicht.
- Bei wichtigen Themen sollen die Juristen der Parteien die Möglichkeit erhalten, nicht nur eine weitere unabhängige Person ins Schiedsgericht wählen, sondern drei Personen wovon eine das Gericht präsentiert. Damit kann die Qualität der Entscheidung verbessert und der grösseren Bedeutung des Gerichts Rechnung getragen werden.

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Nach meiner Einschätzung sind die Verhandlungen in den letzten zwei Jahren mit mehr gegenseitigem Respekt erfolgt. Das ganze Werk scheint auch für die Schweiz nahe an einer verträglichen Lösung zu sein. Gewisse Asymmetrien werden wohl noch auszumerzen sein. Insbesondere ist für mich sehr wichtig, dass die Asymmetrie bei der Streitbeilegung beseitigt und das Schiedsgericht gemäss obigem Vorschlag gestärkt wird.

Marion Sandoz
Poudrières 45
2000 Neuchâtel

Neuchâtel, le 28 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. *NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités* ***d'égal à égal***
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Marion Sandoz

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Andrea Schöllnast (Privat)

Datum: 28.10.2025

Kontakt: Schöllnast Andrea · 0788616025 · andrea_schoellnast@outlook.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung standhalten müssen. Es ist fraglich, ob die dargelegten Vorteile die potenziellen Nachteile für die schweizerische Souveränität und Rechtsprechung ausreichend kompensieren. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die automatische Übernahme von Verordnungen und Richtlinien erfolgen würde, steht im direkten Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert, dass die oberste Staatsgewalt vom Volk und den Kantonen ausgeht. Die angestrebte Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung dieser grundlegenden Bestimmung, da die Schweiz zukünftig Recht aus Brüssel übernehmen müsste, ohne direkten Einfluss auf dessen Entstehung nehmen zu können.

Ferner muss die Einhaltung des Rechts auf Selbstbestimmung und demokratischer Legitimation, wie sie in Artikel 160 Absatz 1 BV gewährleistet wird, hinterfragt werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde dem Parlament und dem Volk die Möglichkeit nehmen, Gesetze auf ihre Vereinbarkeit mit den schweizerischen Interessen und Werten zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen. Dies untergräbt die demokratische Rechenschaftspflicht und die Möglichkeit einer unabhängigen Gesetzgebung.

Die Frage der institutionellen Unabhängigkeit der Schweiz, die durch die vorgeschlagene Regelung ebenfalls berührt wird, ist von zentraler Bedeutung. Artikel 1 der BV legt fest, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft die Freiheit und die Rechte der Menschen und die verfassungsmässige Ordnung schützt. Die Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), wie sie in den bilateralen Verträgen vorgesehen wäre, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte erheblich beeinträchtigen. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gesetze und Urteile letztlich von einem externen Gerichtshof interpretiert und korrigiert werden, was die nationalen Rechtsstrukturen und die Souveränität des schweizerischen Rechtssystems in Frage stellt.

Die pauschale Übernahme von EU-Recht ohne detaillierte Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse birgt zudem die Gefahr einer Überforderung des schweizerischen Rechtssystems und einer potenziellen Benachteiligung schweizerischer Unternehmen und Bürger durch nicht angepasste Regulierungen. Die ökonomischen Argumente für eine engere Anbindung an den EU-Binnenmarkt müssen daher sorgfältig gegen die Souveränitätsverluste und die Erosion der demokratischen Prinzipien abgewogen werden. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Lösung nicht einen zu hohen Preis für die Schweiz darstellt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zur Umsetzung von EU-Rechtspraktiken in unser nationales Rechtssystem wirft schwerwiegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der langfristigen Stabilität unserer Rechtsordnung auf. Es ist beunruhigend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen primär auf einer automatischen Übernahme von EU-Recht basieren, ohne eine hinreichende Prüfung der spezifischen Bedürfnisse und der verfassungsrechtlichen Grundlagen der Schweiz.

Besonders kritisch ist die Tendenz, die geltenden schweizerischen Gesetze, wie beispielsweise das Bundesgesetz über die Schweizerische Nationalbank (SNBG) oder das Bankengesetz (BankG), durch Verweise auf EU-Richtlinien und -Verordnungen de facto zu revidieren. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die direkte Anwendung von EU-Recht, ohne angemessene legislative Verarbeitung durch die eidgenössischen Räte, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation.

Die Argumentation, dass eine solche Harmonisierung für den Zugang zum EU-Binnenmarkt unerlässlich sei, ist ein bequemer, aber potenziell gefährlicher Vorwand. Sie verkennt, dass die Schweiz ein eigenständiges Rechtssystem mit einer reichen Tradition geschaffen hat, das sich bewährt hat. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die in Artikel 97 Absatz 1 BV, welcher die Zuständigkeit des Bundes zur Gesetzgebung abschliessend regelt, hineinläuft, ist real. Wir müssen uns fragen, ob die angestrebte Angleichung nicht zu einer De-facto-Unterwerfung unter europäische Rechtsstandards führt, die unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen könnten.

Es besteht die erhebliche Gefahr, dass durch die übermässige Übernahme von EU-Recht unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung in für uns strategisch wichtigen Sektoren beschnitten wird. Artikel 31bis der Bundesverfassung, der die Umsetzung von Völkerrecht regelt, darf nicht als Freipass für eine unkontrollierte Übernahme fremden Rechts missverstanden werden. Wir müssen sicherstellen, dass jede Anpassung unseres Rechtsrahmens im Lichte unserer nationalen Verfassung und unserer spezifischen wirtschaftlichen und sozialen Gegebenheiten sorgfältig abgewogen wird. Die vorliegende Vorlage vermag diese Bedenken nicht auszuräumen, sondern verstärkt sie vielmehr. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die Souveränität der Schweiz zu wahren und ihre Rechtsordnung resilient zu gestalten.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die bewährte Praxis, dass Bund, Kantone und Gemeinden Subventionen als Instrumente der lokalen Wirtschaftsförderung und zur Stärkung des Service public eigenständig und demokratisch legitimiert gestalten können, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Diese zentrale Kontrolle durch Brüssel gefährdet die Autonomie der Kantone, die gemäss der Bundesverfassung über ihre eigene Organisation entscheiden können.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit seiner zentralen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Recht und errichtet eine Kontrollinstanz, deren primäres Ziel die EU-Konformität und nicht das Schweizer Interesse ist. Dies hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, die oft im Besitz kantonaler und kommunaler Einheiten sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public gefährdet.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Art. 82 Bst. bbis BGG ist besonders stossend für den Föderalismus. Sie gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), eine inakzeptable Aushöhlung der

kantonalen Autonomie. Ebenso führt die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Art. 31a, 33 und 37a-c VGG zu einer zentralisierten Rechtskontrolle, die kantonale Souveränität untergräbt.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als verlängerter Arm der EU agiert und nicht primär Schweizer Interessen dient. Diese Machtkonzentration ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr und unterstellt diesen strategisch wichtigen Sektor vollständig dem EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese umfangreichen Änderungen bedeuten eine faktische Aufgabe der nationalen Steuerungsmöglichkeiten zugunsten einer externen Regelungsautorität.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Verordnungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit, hintergründig als 'Vom Hof auf den Tisch' bezeichnet, stellt einen inakzeptablen Angriff auf die Schweizer Souveränität und unsere etablierten hohen Standards dar. Dieses Dossier führt nicht bloss zu einer Harmonisierung, sondern zu einer faktischen Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Pfeiler unserer Identität und unseres wirtschaftlichen Erfolgs, wird hierbei aufs Spiel gesetzt. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die im Rahmen der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und den damit verbundenen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) propagiert wird, ist ein direkter Rückschritt. Insbesondere die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung untergräbt bewährte, national verankerte Tierschutzstandards und raubt uns die Souveränität, in diesem ethisch sensiblen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Befürchtung einer massiven Bürokratisierung ist nicht aus der Luft gegriffen. Die neuen EU-Vorschriften werden unweigerlich eine erdrückende Last für unsere Produzenten darstellen, von Kleinstbetrieben bis hin zu lokalen Handwerksbetrieben. Die Idee, dass Hofläden, Alp-Käsereien oder Dorfmetzger die komplexen EU-Regularien erfüllen sollen, ist realitätsfern und bedroht Existenzen sowie lokale Traditionen. Diese Regelungsflut, die durch die Totalrevision des LMG vorangetrieben wird, zielt auf eine industrielle Massenproduktion ab, die mit der Vielfalt und Qualität unserer Schweizer Lebensmittelproduktion unvereinbar ist.

Ferner ist die Aushöhlung unseres demokratisch verankerten Gentechnik-Moratoriums zutiefst besorgniserregend. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten, was einen klaren Affront gegen den Volkswillen darstellt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind nichts anderes als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Entscheidungsfindung in Kernbereichen unserer Landwirtschaft de facto aushebelt.

Die gravierendste Gefahr liegt jedoch in der beispiellosen 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen I verknüpft. Diese politische Erpressung nimmt der Schweiz jede Freiheit, souveräne Entscheidungen über ihre Zukunft zu treffen. Der Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in unseren Betrieben sind ein direkter Eingriff in unsere Souveränität und somit nicht hinnehmbar.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des Unionsrechts im Bereich der Personenfreizügigkeit stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und die Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines nahezu unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach lediglich fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung wird durch die

Neuregelung des Aufenthaltsgesetzes (AIG) weiter zementiert, insbesondere durch die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, welche die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme faktisch begünstigen und einen Ausschluss EU-Bürgerinnen und -Bürger selbst bei Sozialhilfeabhängigkeit kaum noch ermöglichen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs, einschliesslich Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, übersteigt jedes vertretbare Mass und wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket ist eine reine Illusion, deren Anwendungsbedingungen derart restriktiv gestaltet sind, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Im Gegenteil, ihre Anwendung würde die Schweiz massiven Sanktionen der EU aussetzen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine Erpressung.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr beeinflussen können. Dies ist eine inakzeptable Einschränkung unserer direkten Demokratie. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen, und belastet nun die Studierenden sowie die Reputation unserer Hochschulen.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und gefährdet die Patientensicherheit im Gesundheitswesen. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) und die Unterstellung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2, Ziffer 27) sind weitere Schritte in Richtung Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel. Dieses Vertragspaket ist ein klarer Angriff auf die Unabhängigkeit und den Wohlstand der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Strommarktumfeld, insbesondere im Hinblick auf eine engere Anbindung an EU-Regulierungen, geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Versorgungssicherheit und der Wirtschaftlichkeit für Schweizer Haushalte und Unternehmen. Es ist zutiefst fraglich, ob die angestrebte vertragliche Integration im Strombereich tatsächlich im nationalen Interesse liegt.

Die vorgesehene institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt faktisch dazu, dass die Schweiz zum weisungsgebundenen Teilnehmer an Entscheidungen über ihr eigenes Stromnetz wird, ohne dabei ein Mitspracherecht zu besitzen. Dies bedeutet einen schleichenden Verlust der Energiesouveränität, während die Kosten des Systems weiterhin von der Schweiz getragen werden müssen. Die ElCom, bisher eine unabhängige Regulierungsbehörde, droht zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften zu verkommen. Dies steht im Widerspruch zu einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse ausgerichteten Energiepolitik, wie sie beispielsweise im StromVG in Art. 4a ff. als vollständige Marktliberalisierung konzipiert ist.

Die EU-Beihilfenregeln stellen eine existenzielle Bedrohung für das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, dar. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies gefährdet nicht nur eine wichtige Einnahmequelle der betroffenen Kantone, sondern auch die Wirtschaftlichkeit von Wasserkraftprojekten.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue StromVG, Art. 4a ff., angestrebt wird, birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für

die Sicherstellung der Versorgung, die der Markt nicht zu tragen vermag, werden voraussichtlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die im StromVG Art. 8b ff. vorgesehene Energiereserve erscheint angesichts dieser Marktmechanismen unzureichend zur Gewährleistung der nationalen Versorgungssicherheit. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird auf einen unklaren Markt verschoben, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Ferner schwächt die vorgeschlagene Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht den Zielen einer diversifizierten und bürgernahen Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, welche die bewährten föderalen Strukturen und die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört. Der Verlust der nationalen Netzgesellschaft-Ausnahme (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter ein unpassendes EU-Regime, der Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze einbüsst. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union werfen erhebliche und grundsätzliche Bedenken auf. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament freiwillig und kontrolliert geleisteten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen gravierenden Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Souveränität dar. Diese Zahlungen werden de facto zu einer Zwangsabgabe, deren Höhe und Verwendung zukünftig von der EU diktiert werden könnte.

Die im Rahmen des Abkommens initial genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen. Die Schweiz verliert damit jegliche Verhandlungsmacht und ist gezwungen, fortlaufend steigende Summen zu entrichten, ohne die Möglichkeit, dies politisch oder rechtlich zu verhindern. Wir werden zur Nettozahlerin degradiert, ohne die Gewissheit, dass im Gegenzug verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen gewährt wird. Stattdessen bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Gemäss Artikel 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Beiträge geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv untergräbt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung etabliert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert die Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Förderung der zivilen Friedensförderung und der humanitären Hilfe durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist höchst bedenklich und widerspricht dem Prinzip der Transparenz und der klaren Zweckbindung staatlicher Mittel. Wir lehnen

diese ungleichen und souveränitätsverletzenden Regelungen entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt gravierende Gefahren für den Service public im schweizerischen Eisenbahnwesen. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativsten Strecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen, auch als "Rosinenpickerei" bekannt, untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche die Verantwortung für die Aufrechterhaltung des gesamten Verkehrsnetzes, einschliesslich der unrentablen Nebenlinien, tragen. Die Verpflichtung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, neuer Art. 32a Abs. 1bis) beschränkt zudem die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs und kann zu suboptimalen Lösungen führen.

Die befürchtete Anwendung des EU-Beihilferechts stellt eine existenzielle Bedrohung für bewährte Subventionen dar, die für die Qualität und den Umfang des Angebots im Schienenverkehr unerlässlich sind. Jegliche Anpassungen des EU-Rechts müssten dynamisch übernommen werden, was die Schweiz der Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung im Bahnbereich entzieht und die nationale Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagert, wie sie beispielsweise für das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) vorgesehen ist. Die sogenannte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates ist rechtlich bedeutungslos und bietet keinen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Sie stellt lediglich eine leere Beruhigungspille dar, die die schleichende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität nicht verhindert. Dieses Abkommen schwächt die SBB und gefährdet langfristig die flächendeckende und qualitätsvolle Grundversorgung mit öffentlichem Verkehr in der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Konzeption und Ausgestaltung äusserst bedenklich und lassen erhebliche Zweifel an ihrer Wirksamkeit aufkommen. Es drängt sich der Eindruck auf, dass es sich hierbei primär um kosmetische Anpassungen handelt, die den massiven und bereits spürbaren Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der aus der ausgeweiteten Personenfreizügigkeit resultiert, keineswegs kompensieren können. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen wird.

Der vorliegende Vorschlag schwächt den bisher bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz und passt ihn stattdessen an die, gelinde gesagt, weniger restriktiven EU-Standards an. Die neu geschaffenen Regeln sind zwar bürokratischer, aber in ihrer Effektivität gegenüber den bisherigen flankierenden Massnahmen fragwürdig. Dies kommt jenen ausländischen Unternehmen entgegen, die offenbar Lohndumping als strategisches Mittel einsetzen wollen.

Die Kontrollmechanismen werden substanziell geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und auf EU-Konformität ausgerichteten Strukturen systematisch untergraben. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem eigentlichen Ziel des Lohnschutzes diametral entgegensteht.

Die Einführung eines besonderen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, stellt einen direkten und nicht zu rechtfertigenden Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der augenscheinlich dem EU-Druck geschuldet ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung einem starren und bürokratischen Verfahren unterworfen ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien.

Die vorgenommenen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art.

9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d). Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorliegenden Vorschläge sind daher in ihrer Gesamtheit abzulehnen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgesehene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Es ist zu befürchten, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine schleichende Übernahme von EU-Recht bedeuten und die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der Europäischen Union machen, ohne dass sie dabei die Möglichkeit hat, diese Rechtssetzung mitzugestalten.

Insbesondere die Übernahme von ständig neu entstehendem EU-Recht, das im Rahmen des Binnenmarktgesetzes verankert werden soll, ist problematisch. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU (SR 0.142.111.1) sollen die Abkommen die Zusammenarbeit in verschiedenen Bereichen regeln. Jedoch läuft die Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Bereich der Dienstleistungen und des freien Warenverkehrs, Gefahr, den Willen des Schweizer Souveräns zu unterlaufen, wie er sich in der Bundesverfassung (BV) manifestiert. Artikel 1 BV garantiert die Souveränität der Schweiz und den Willen des Volkes und der Kantone. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Recht, ohne effektive Mitspracherechte, verletzt dieses Grundprinzip.

Die automatische Übernahme von EU-Recht birgt zudem die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen ist, Regeln zu akzeptieren, die ihren spezifischen wirtschaftlichen Gegebenheiten nicht Rechnung tragen. Dies betrifft insbesondere Bereiche wie den Schutz der Konsumenten oder die Umweltstandards, bei denen die EU-Regelungen oft auf einen grösseren und homogeneren Markt zugeschnitten sind als auf die Bedürfnisse der Schweiz. Die Folgen für die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen könnten gravierend sein, wenn sie zusätzlichen regulatorischen Lasten ausgesetzt werden, die im Ausland nicht bestehen.

Weiterhin ist die Frage der gerichtlichen Durchsetzung der Abkommen kritisch zu betrachten. Die Vorstellung, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) als letzte Instanz in Streitfällen über die Auslegung des Abkommens dienen könnte, ist aus einer souveränen Perspektive inakzeptabel. Dies würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massiv beschneiden und die Anwendung schweizerischen Rechts verunmöglichen. Artikel 50 Absatz 2 BV verlangt, dass die Schweiz ihre eigene Rechtsordnung aufrechterhält. Eine richterliche Bindung an den EuGH steht dem diametral entgegen und würde die Rechtshoheit der Schweiz aufgeben.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen dürfen nicht unterschätzt werden. Die Stärkung der Abhängigkeit von der EU könnte die Verhandlungsposition der Schweiz in anderen Bereichen schwächen und sie anfälliger für politische und wirtschaftliche Druckmittel machen. Es besteht die Gefahr, dass der

Schweizer Binnenmarkt von ausländischen Anbietern überschwemmt wird, ohne dass die Schweiz angemessene Schutzmechanismen beibehalten kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den gegebenen Umständen eine erhebliche Bedrohung für die schweizerische Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit darstellt. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Recht und die potenzielle Bindung an fremde Gerichte sind nicht mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung vereinbar. Eine kritische Neubewertung der angestrebten Abkommen ist unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit schweizerischer Souveränität und den fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems auf. Es drängt sich die Besorgnis auf, dass die vorgeschlagenen Abkommen eine schleichende Übernahme von EU-Recht implizieren, ohne dass hierfür eine klare und demokratisch legitimierte Grundlage besteht.

Insbesondere die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU, wie sie sich in den verhandelten Bereichen abzeichnet, steht im Widerspruch zum Geist und Buchstaben des Bundesgesetzes vom 17. Dezember 1976 über die Gesetzgebung des Bundes (LSG). Artikel 3 des LSG bestimmt, dass Bundesgesetze dem Volk zur Abstimmung unterbreitet werden können, sofern die Verfassung dies vorsieht. Die vorliegenden Abkommen scheinen jedoch darauf abzuzielen, EU-Rechtsakte unmittelbar oder indirekt in die schweizerische Rechtsordnung zu integrieren, was das Recht des Volkes auf Mitbestimmung und direkter Demokratie tangiert. Dies betrifft insbesondere Bereiche, in denen die EU über ihre Mitgliedstaaten hinausgehende Kompetenzen beansprucht und entsprechende Rechtsakte erlässt, die dann de facto auch für die Schweiz bindend würden, ohne dass eine eigene parlamentarische oder gar eidgenössische Volksentscheidung stattfindet.

Des Weiteren bestehen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Stärkung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Eine automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen praktiziert wird, birgt die Gefahr, dass die Auslegung des schweizerischen Rechts durch ein ausländisches Gericht bestimmt wird, dessen Urteile für die Schweiz als verbindlich erklärt werden könnten. Dies widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtshoheit, wie sie auch im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) und anderen Gesetzen implizit verankert ist, wo die Anwendung des nationalen Rechts durch schweizerische Gerichte selbstverständlich ist. Artikel 36 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, der die Schranken von Grundrechten regelt, muss stets im Lichte nationaler Verfassungsgrundsätze und nicht primär durch fremde Gerichte interpretiert werden. Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung und die Rolle des EuGH könnten hier eine unzulässige Umgehung nationaler verfassungsrechtlicher Garantien darstellen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse das Risiko bergen, die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien substanziell zu untergraben. Es bedarf einer kritischen Prüfung, ob die angestrebte Nähe zur EU im Einklang mit den verfassungsmässigen Grundsätzen und den Interessen der schweizerischen Bevölkerung steht.

Schüpfer Patrick
Chemin de Perreiet 2
1020 Renens (VD)

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Renens, le 28.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Schüpfer Patrick

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Leonidas Stergiou (Privat)

Datum: 28.10.2025

Kontakt: Leonidas Stergiou · +41787812231 · l.stergiou@gmx.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Bedenken und erfordert eine kritische Auseinandersetzung. Die scheinbar vorteilhaften Aspekte des Pakets verdecken tiefgreifende institutionelle und rechtliche Verwerfungen, die die Souveränität der Schweiz und die demokratische Legitimation ihrer Gesetzgebung fundamental untergraben.

Ein zentrales Problem stellt die Übernahme von EU-Recht dar, die, obwohl als "automatische Adaption" formuliert, de facto einer irreversiblen Unterwerfung unter die Gesetzgebung der Europäischen Union gleichkommt. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Prinzipien des Schweizerischen Bundesstaates, wie sie in der Bundesverfassung (BV) verankert sind, insbesondere dem Recht auf Selbstbestimmung und der demokratischen Mitwirkung des Volkes und der Kantone. Artikel 1 der BV garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Die geplante Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht scheinen diesen Artikel in seiner Substanz auszuhöhlen, indem sie die legislative Hoheit der Eidgenössischen Räte und damit des Souveräns empfindlich beschneiden.

Darüber hinaus wird die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als unzulässige Eingrenzung der schweizerischen Rechtsordnung empfunden. Die automatische Bindung an EuGH-Urteile, auch wenn diese sich auf Primär- und Sekundärrecht beziehen, welches die Schweiz nicht selbst mitgestaltet hat, würde die richterliche Unabhängigkeit und die Auslegung des schweizerischen Rechts durch schweizerische Gerichte massiv beeinträchtigen. Dies steht im Gegensatz zu Artikel 190 BV, der besagt, dass sich Bundesgerichte und Behörden an das Unionsrecht halten, sofern es nach dem Unionsrecht unmittelbar anwendbar ist. Jedoch ist eine automatische und rückwirkende Übernahme der Rechtsprechung des EuGH ohne Mitspracherecht der Schweiz eine andere Dimension und stellt eine faktische Aushebelung der nationalen Souveränität in Rechtsfragen dar.

Die in den Verhandlungsdokumenten angedeuteten Mechanismen zur Kompensation oder Abfederung dieser gravierenden Eingriffe erscheinen eher kosmetischer Natur und bieten keine substanzielle Gewährleistung für die Wahrung schweizerischer Interessen. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der politischen Autonomie ist real und muss ernst genommen werden. Die Vernehmlassung sollte daher eine klare Ablehnung oder zumindest eine grundlegende Revision des vorgeschlagenen Pakets empfehlen, die den Kern der schweizerischen Souveränität und die demokratischen Grundsätze schützt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union

(EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse zur Weiterentwicklung des bilateralen Abkommensrahmenwerks mit der Europäischen Union werfen erhebliche prinzipielle und praktische Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es scheint, dass die vorliegenden Vorschläge eine unzulässige Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und eine potenziell nachteilige Anpassung unseres Rechtssystems an die Rechtsordnung der EU zur Folge haben könnten.

Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht durch dynamische Verweise, wie sie in Artikel X der Verordnung Y thematisiert wird, ist höchst problematisch. Dieses Vorgehen entzieht dem schweizerischen Gesetzgeber die Möglichkeit, die Übernahme von EU-Rechtsakten kritisch zu prüfen und gegebenenfalls anzupassen. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist, welcher die oberste Gewalt vom Volke und den Kantonen ableitet. Eine blosse Übernahme von EU-Recht ohne eigene Gestaltungsfreiheit untergräbt die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung und die Rechte des schweizerischen Volkes.

Ferner sind die Konsequenzen für die Rechtsprechung und die Gerichte in der Schweiz nicht zu unterschätzen. Die Verpflichtung, Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu berücksichtigen, wie sie in den Verhandlungsleitlinien (Abschnitt Z, Ziffer A) angedeutet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Angleichung unseres Rechtssystems an die EU-Normen, ohne dass dies explizit im schweizerischen Gesetzgebungsprozess abgebildet würde. Dies tangiert die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die kohärentere Auslegung nationalen Rechts.

Die finanzielle Dimension der vorgeschlagenen Vereinbarungen, insbesondere im Hinblick auf potenzielle Zahlungen an die EU, bedarf einer detaillierteren und transparenten Darlegung. Die Verpflichtung zur Beteiligung an Programmen und Fonds der EU könnte zu einer erheblichen finanziellen Belastung für die Schweiz führen, ohne dass die genauen Gegenleistungen und die Vorteile für die schweizerische Wirtschaft und Bevölkerung klar ersichtlich sind.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse Anlass zu tiefgreifender Skepsis geben. Die Gefahr der schleichenden Souveränitätsverlustes, der unkontrollierten Übernahme von EU-Recht und der potenziell nachteiligen finanziellen Verpflichtungen darf nicht unterschätzt werden. Eine solche Entwicklung wäre mit den Grundprinzipien unseres Rechtsstaates und unserer demokratischen Ordnung nicht vereinbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung. Die angestrebte Annäherung droht, die Unabhängigkeit unseres Landes zu untergraben, ohne dass ein klarer und vorteilhafter Nutzen für die Schweiz erkennbar ist. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht stellt eine ernste Bedrohung dar. Gemäss Artikel 120 Absatz 2 der Bundesverfassung ist die Schweiz verpflichtet, die Grundsätze der Demokratie, des Rechtsstaates und der Verfassung zu wahren. Eine pauschale Rechtsübernahme würde diesen Grundsatz verletzen, da die Schweiz die Möglichkeit verlöre, ihre Gesetze autonom zu gestalten und an die spezifischen Bedürfnisse und Werte des Landes anzupassen.

Die befürchtete Erosion der direkten Demokratie ist ebenfalls ein gravierendes Anliegen. Die Einführung von EU-rechtlichen Bestimmungen, die ohne direkte Mitsprache des Schweizer Volkes oder seiner direkt gewählten Vertreter umgesetzt werden müssten, stellt einen fundamentalen Bruch mit unseren demokratischen Prinzipien dar. Das Subsidiaritätsprinzip, verankert in diversen

schweizerischen Rechtsgrundlagen, wird durch eine solche Entwicklung massiv untergraben. Es ist fraglich, ob die versprochenen Vorteile einer engeren Zusammenarbeit die Gefahren, die mit einer Schwächung unserer rechtsstaatlichen Unabhängigkeit einhergehen, aufwiegen. Die Europäische Kommission argumentiert zwar mit Stabilität und Rechtssicherheit, doch diese Argumente verkennen die essenzielle Bedeutung der schweizerischen Souveränität und die direkte Einbindung des Volkes in politische Entscheidungsprozesse. Ohne klare Garantien, dass unsere rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien unangetastet bleiben, sind weitere Schritte in Richtung einer EU-Annäherung mit äusserster Vorsicht zu prüfen. Die Kosten einer solchen Entwicklung, sowohl politisch als auch wirtschaftlich, sind nicht zu unterschätzen und bedürfen einer tiefgreifenden Analyse, die über die oberflächlichen Zusagen der EU hinausgeht.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zurzeit liegt kein Entwurf vor, weshalb die nachfolgenden Ausführungen als neuer Beitrag zu verstehen sind.

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union auf. Es ist aus Sicht der Schweiz unerlässlich, dass jede Form der Anpassung an europäisches Recht oder die Übernahme neuer Abkommen einer strengen Prüfung unterzogen wird, die primär die nationalen Interessen, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien in den Vordergrund stellt.

Wir beobachten mit grosser Skepsis, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich dem Wohlstand und der Autonomie unseres Landes dienen. Die Erfahrung hat gezeigt, dass eine zu enge Anbindung an die EU häufig zu einem schleichenden Bedeutungsverlust unserer eigenen Gesetzgebung führt. Dies berührt grundlegende Prinzipien unseres Rechtssystems. Gemäss Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner und unabhängiger Staat. Jede Übernahme von Unionsrecht, die nicht explizit durch einen völkerrechtlichen Vertrag geregelt und vom Parlament ratifiziert ist, stellt eine potenziell unzulässige Aushöhlung dieser Souveränität dar. Dies gilt insbesondere, wenn durch rein administrative Umsetzungen oder die Anerkennung von "allgemeinen Rechtsgrundsätzen" der EU faktisch neue Verpflichtungen entstehen, die nicht dem demokratischen Prozess unterliegen.

Zudem bestehen erhebliche Zweifel, ob die vorgesehenen Anpassungen die Funktionsfähigkeit unserer direktdemokratischen Institutionen wahren. Das Subsidiaritätsprinzip, verankert in Artikel 5 der Bundesverfassung, gebietet, dass Entscheidungen auf der tiefstmöglichen Ebene getroffen werden. Wenn nun Mechanismen etabliert werden, die dazu führen, dass Schweizer Gesetzgebung durch Interpretationen von EU-Recht oder durch Weisungen von EU-Institutionen beeinflusst wird, ohne dass hierfür ein klarer gesetzlicher Auftrag vorliegt, gerät dieses Prinzip in Gefahr. Es stellt sich die dringende Frage, ob die vorgesehene Umsetzung im Einklang mit den Grundrechten steht, die in den Artikeln 7 ff. der Bundesverfassung verankert sind, insbesondere im Hinblick auf die Rechtssicherheit und die rechtsstaatliche Gleichbehandlung aller Bürger und Unternehmen.

Wir fordern daher eine äusserst zurückhaltende und kritische Herangehensweise bei der inländischen Umsetzung von EU-Anliegen. Eine blosse Übernahme von Standards ohne eigene nationale Interessenabwägung birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Legitimation staatlichen Handelns.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die bewährte föderalistische Ordnung dar. Die heutige Praxis, bei der Bund, Kantone und Gemeinden staatliche Beihilfen als politisches Steuerungsinstrument im Rahmen ihrer demokratischen Legitimation einsetzen, soll einem starren, technokratischen EU-Regime unterworfen werden. Dies widerspricht dem Grundgedanken unseres Rechtsstaates, wo politische Entscheidungen dem Volk und seinen Vertretern obliegen und nicht einer

externen, supranationalen Kontrollinstanz.

Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Schaffung einer zentralen Beihilfekammer, die ihre Entscheide genehmigen muss, massiv untergraben. Dies ist ein direkter Angriff auf den Föderalismus, der das Recht der Kantone auf Autonomie in der lokalen Wirtschaftsförderung in Frage stellt. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine Kontrollinstanz, die primär EU-Kompatibilität durchsetzt. Die Kantone verlieren mit dem BHÜG und der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle gefährdet unsere strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird.

Die Schaffung einer "Superbehörde" durch die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG ist eine gefährliche Machtkonzentration. Diese Instanz wird nicht nur das Kartellrecht, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren und primär der Kompatibilität mit EU-Recht dienen, anstatt den Schweizer Interessen. Die mangelnde demokratische Kontrolle über diese mächtige Institution ist höchst bedenklich. Zudem ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für die Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Insgesamt führt dies zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU, welche die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromabkommen mit der EU stellen einen fundamentalen Angriff auf die Energiesouveränität der Schweiz dar und gefährden die Versorgungssicherheit sowie die bewährten föderalen Strukturen. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer, dessen Entscheidungsbefugnis über das eigene Stromnetz nach Brüssel verlagert wird. Dies entmachtet die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde ElCom, die gemäss der revidierten Fassung des StromVG (insbesondere Art. 22) zu einer blossen Vollzugsstelle für nicht-demokratisch legitimierte EU-Vorschriften verkommt. Das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung ist absehbar.

Besondere Sorge bereitet die EU-Beihilfenregelung, die das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, existenziell bedroht. Das etablierte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und eliminiert werden. Ebenso werden die föderalen Strukturen und die lokale Energieproduktion durch die Streichung des Einspeisevorrangs für Gemeindekraftwerke geschwächt, was dem Wettbewerbsrecht der EU untergeordnet wird.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im StromVG in Art. 4a ff. vorgesehen ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit einem unberechenbaren Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt, ohne dass eine klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit zugewiesen wird. Dies birgt unkalkulierbare Risiken. Die Volatilität der Strompreise wird zunehmen, was insbesondere für KMU und Haushalte zu höheren Kosten führen wird, da die Kosten für die nicht durch den Markt gedeckte Versorgungssicherheit über neue Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärfen diese Problematik, indem die Vergütungsregeln für dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung massiv verschlechtert werden. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage und widerspricht der Schweizer Energiestrategie. Der Ausschluss von Förderungen bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE führt zudem zu einer unnötigen Unterwerfung unter EU-Regeln und reduziert unsere Flexibilität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Verbesserung, sondern eine gefährliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Es ist unmissverständlich, dass hier nicht primär die Lebensmittelsicherheit im Fokus steht, sondern eine umfassende Angleichung an das EU-Recht, welche die Grundlagen unserer hochstehenden Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf jahrzehntelanger Tradition und strengen Auflagen beruht, ist durch diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards in akuter Gefahr. Das angesehene Label "Made in Switzerland" wird zusehends entwertet, wenn Schweizer Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und höhlt die Attraktivität unserer hochwertigen Erzeugnisse aus.

Eine besonders gravierende Problematik stellt die beispiellose "Guillotineklausel" dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft. Die Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz im Kern untergräbt und uns erpressbar macht.

Die Einsetzung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein unannehmbarer Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was dem Prinzip der Selbstbestimmung unserer Landwirtschaft diametral widerspricht.

Gleichzeitig droht eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine müssten die komplexen und für die Schweiz oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen vernichten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte

(neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Diese umfassende Angleichung, welche die Souveränität aushöhlt, die Qualität gefährdet und zu einer Bürokratieflut führt, muss entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls als unzureichend zu bezeichnen. Sie drohen, das bewährte Schweizer Lohnschutzsystem auszuhöhlen und durch eine bürokratischere, aber letztlich schwächere Struktur zu ersetzen, die primär den Interessen ausländischer Unternehmen dient, welche Lohndumping betreiben wollen. Die flankierenden Massnahmen sind nicht geeignet, den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, abzufedern. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus ist eine reale Gefahr.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben, was zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führt.

Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern,

deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist, was die Flexibilität insbesondere von KMU lähmt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird und damit die schweizerische Rechtsordnung untergräbt. Diese Änderungen sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine schleichende Untergrabung unserer Souveränität und unseres bewährten Rechtsrahmens.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Anpassung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung dar. Sie ermöglicht es ausländischen Anbietern, die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen und so die Prinzipien der "Rosinenpickerei" anzuwenden. Dies untergräbt zwangsläufig die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Aufrechterhaltung des Angebots auf unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien verantwortlich sind. Die Konsequenz ist eine schleichende Aushöhlung der flächendeckenden öffentlichen Verkehrsversorgung, die für die Bürgerinnen und Bürger unerlässlich ist.

Die vermeintlichen Absicherungen, wie die "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates, entpuppen sich als rechtlich wertlos. Sie bieten keinerlei Schutz vor zukünftigen dynamischen Rechtsübernahmen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann ohne Mitspracherecht zu integrieren hätte. Diese Aussicht ist zutiefst besorgniserregend, da sie die Souveränität der Schweiz im Bahnwesen fundamental schwächt. Die Schweiz gibt faktisch die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur aus der Hand, indem sie sich künftigen Regulierungen, wie jenen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), unterwirft und damit die Steuerungskompetenz an zentrale EU-Stellen verlagert.

Auch die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) sind kritisch zu betrachten. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen primär EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies birgt die Gefahr suboptimaler und teurerer Lösungen für die Schweizer Steuerzahler und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge den Schweizer Service public gefährden, die nationale Souveränität aushöhlen und die Entscheidungsfreiheit des Bundes und der Kantone über die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrs massiv einschränken. Die Risiken überwiegen bei weitem die vermeintlichen Vorteile.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, verbunden mit der Einführung eines de facto unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, untergräbt unsere Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und zur Gewährleistung der inneren Sicherheit. Die Möglichkeit, selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug ein solches Aufenthaltsrecht zu erlangen, ist inakzeptabel und birgt erhebliche Risiken für unsere Sozialwerke und die Steuerzahler.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe

angewiesen sind. Dies geht zulasten der Kantone und Gemeinden und somit letztlich der Schweizer Bevölkerung. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Kosten.

Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket, die unter anderem in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) ihren Niederschlag findet, erweist sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsschwellen sind so hoch, dass sie in der Praxis kaum je greifen wird. Angesichts der drohenden EU-Strafmassnahmen bei einer dennoch erfolgten Anrufung handelt es sich nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine Erpressungsmaßnahme, die unsere Handlungsfähigkeit weiter einschränkt.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern aus dem Sozialbezug selbst bei Abhängigkeit, was eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags darstellt.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) vorgesehen, ist ein schmerzhaftes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) ersetzt bewährte nationale Prüfmechanismen durch automatisierte Anerkennungsverfahren, was die Gefahr einer schleichenden Absenkung unserer Qualitätsstandards birgt. Dies betrifft auch hochsensible Bereiche wie die medizinischen Berufe, wo die Patientensicherheit durch die delegierte Qualitätskontrolle an ein bürokratisches EU-System gefährdet wird. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) ist ein weiterer Schritt zur Erosion unserer sozialpolitischen Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem eigenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Budgethoheit und der parlamentarischen Kontrolle dar. Die Umwandlung bisheriger, vom Parlament kontrollierter, freiwilliger Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss Art. 1 KoBG führt faktisch zu einer Zwangsabgabe. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsfindung über die Verwendung von Steuergeldern und delegiert diese an Brüssel.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, gegen die die Schweiz keine Möglichkeit mehr hat, Nein zu sagen. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Der Verlust des politischen Druckmittels und der demokratischen Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen ist ein erheblicher Nachteil.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren Dauerhaftigkeit, ohne dass dafür ein garantierter verbesserter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen vorliegt. Es handelt sich um die Bezahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet.

Die Ergänzung von Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes zur Friedensförderung, die die Kohäsionszahlungen unter dem Deckmantel der Friedensförderung legitimieren soll, ist irreführend. Hier wird der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu verankern. Dies ist eine unzulässige

Vermischung von Zielen. Das KoBG dient somit als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten und die Budgethoheit des Parlaments auszuhöhlen, indem ein permanenter Rechtsanspruch auf Zahlungen geschaffen wird. Statt einer souveränen politischen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Barbara Wenger (Privat)

Datum: 28.10.2025

Kontakt: Barbara Wenger · 0763235225 · barbara.wenger@gmx.net

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtdarstellung des Pakets Schweiz-EU birgt erhebliche und gravierende Nachteile für die Souveränität und die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Schweiz. Es ist zwingend erforderlich, diese Entwicklung kritisch zu hinterfragen und die potenziellen negativen Folgen aufzuzeigen.

Vor allem die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung stellt eine Aushöhlung des demokratischen Prinzips dar. Die Schweiz würde sich faktisch der Rechtsordnung der Europäischen Union unterstellen, ohne dabei die entsprechenden Mitspracherechte zu geniessen. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere Artikel 2 und Artikel 1 der Bundesverfassung betonen die Selbstbestimmung und die nationale Souveränität der Schweiz. Die vorgeschlagene Regelung untergräbt diese Grundpfeiler und zwingt die Schweiz, Entscheidungen zu akzeptieren, die aus Brüssel diktiert werden, ohne dass Schweizer Bürgerinnen und Bürger oder deren gewählte Vertreter diese wirklich beeinflussen können.

Darüber hinaus birgt die automatische Übernahme von EU-Recht eine erhebliche Rechtsunsicherheit. Das EU-Recht ist dynamisch und unterliegt ständigen Änderungen. Ohne klare Mechanismen zur Anpassung und Überprüfung würde die Schweiz Gefahr laufen, in einem Zustand der permanenten Rechtsunsicherheit zu verharren, was negative Auswirkungen auf die Planbarkeit für Unternehmen und Bürger hätte. Die Übernahme von Verordnungen und Richtlinien, deren Inhalte und zukünftige Entwicklungen nicht absehbar sind, verletzt das rechtsstaatliche Prinzip der Bestimmtheit und Vorhersehbarkeit des Rechts, wie es auch im Schweizer Recht, beispielsweise im Verwaltungsverfahrensrecht, verankert ist.

Die wirtschaftlichen Implikationen sind ebenfalls äusserst bedenklich. Während vorgegaukelt wird, der Zugang zum EU-Binnenmarkt würde erleichtert, verschweigt man die damit verbundenen Auflagen und Kosten. Die Schweiz müsste sich an EU-Standards anpassen, was für viele Schweizer KMU zu erheblichen Wettbewerbsnachteilen gegenüber Unternehmen führen könnte, die von Beginn an nach EU-Regeln operieren. Die Möglichkeit, eigene regulatorische Rahmenbedingungen zu gestalten und so auf spezifische Schweizer Bedürfnisse einzugehen, ginge verloren. Artikel 31 der Bundesverfassung, der die Wirtschaftsfreiheit garantiert, könnte durch eine solche unflexible Übernahme von EU-Recht faktisch eingeschränkt werden.

Insgesamt lässt das vorgeschlagene Paket die Schweiz in einer schwächeren und abhängigeren Position zurück. Die bewährte Bilateralität, die auf gegenseitigem Respekt und klar definierten Abkommen beruhte, würde durch eine einseitige Anpassung an das EU-Recht ersetzt. Dies ist kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt, der die Schweiz unter die europäische Gesetzgebung stellt, ohne

ihr die entsprechenden Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu gewähren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU sind aus Sicht der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz äusserst bedenklich. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, wie sie durch die vorgeschlagene Stabilisierung impliziert wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des Schweizer Volkes und der nationalen Institutionen.

Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Recht, die durch solche Abkommen oft unausweichlich wird, widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Gesetzgebung (LG) verankert ist. Das Schweizer Volk und die Kantone sind die obersten Träger der Staatsgewalt. Die Unterwerfung unter fremdes Recht, das ohne direkte demokratische Legitimation in der Schweiz gilt, stellt eine Erosion dieser Souveränität dar.

Die Argumentation, dass eine solche Übernahme notwendig sei, um die Beziehungen zur EU zu stabilisieren, vernachlässigt die negativen Konsequenzen für die Rechtsetzungskompetenz der Eidgenossenschaft. Artikel 164 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) bestimmt, dass die Bundesversammlung das Recht hat, Gesetze zu erlassen. Die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Recht de facto untergraben und die Rolle des Schweizer Parlaments auf eine reine Umsetzungsorganisation reduzieren.

Ferner ist zu befürchten, dass die Stabilität, die durch eine solche Annäherung an die EU angestrebt wird, auf Kosten der Rechtssicherheit und der Rechtsprechungsgewalt der Schweizer Gerichte erkauft wird. Die Einführung von EU-Recht, das potenziell anders ausgelegt werden kann als bisheriges Schweizer Recht, würde zu Unsicherheiten führen und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz gefährden. Artikel 190 Absatz 1 BV besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und die Behörden massgebend sind. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht würde die Gerichte zwingen, Recht anzuwenden, das nicht im Einklang mit den Schweizerischen Grundwerten und der Verfassung steht, oder dies zumindest unter enormen Interpretationsaufwand tun.

Es besteht die erhebliche Gefahr, dass die Schweiz durch solche Abkommen in eine Abhängigkeit gerät, die langfristig ihre Handlungsfreiheit und ihre Fähigkeit, eigene nationale Interessen zu wahren, massiv einschränkt. Die vermeintliche "Stabilisierung" könnte sich als Pyrrhussieg erweisen, der die Schweizer Identität und die demokratischen Errungenschaften untergräbt. Stattdessen sollte die Schweiz auf bilateralen Verhandlungswegen und unter Wahrung ihrer Souveränität auf eine für beide Seiten vorteilhafte Koexistenz mit der EU setzen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Auf den ersten Blick mag der Anschein erweckt werden, dass die Schweiz eine vorteilhafte Position einnehme. Bei genauerer Betrachtung, insbesondere unter Einbezug unserer bundesstaatlichen Rechtsordnung und des Prinzips der Volkssouveränität, offenbaren sich jedoch gravierende Bedenken, die eine Annahme des Abkommens fragwürdig erscheinen lassen.

Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizer Rechtssystem sind

besorgniserregend. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die beabsichtigten Mechanismen der Übernahme von Verordnungen und Richtlinien im Rahmen der bilateralen Abkommen erfolgt, steht im Widerspruch zum Geist unseres Rechtsstaates. Artikel 160 Absatz 3 der Bundesverfassung, der die Kompetenz zur Gesetzgebung beim Bundesrat und den eidgenössischen Räten verankert, wird durch eine fortwährende Adaption von EU-Recht de facto ausgehöhlt. Es besteht die Gefahr, dass die Schweizerischen Bundesbehörden gezwungen sind, Gesetze zu übernehmen, die sie nicht eigenständig verabschiedet haben und deren Sinn und Zweck im Schweizer Kontext nicht immer vollständig nachvollziehbar ist.

Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Streitbeilegung dürften unweigerlich eine stärkere Bindung an die Rechtsprechung des EuGH bedeuten. Dies kollidiert frontal mit der Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie sie in Artikel 190 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die nicht mehr vom Schweizer Souverän legitimiert ist, sondern indirekt durch die Judikatur einer supranationalen Instanz diktiert wird, ist real.

Die mangelnde Flexibilität und die Einschränkung unserer wirtschaftlichen und politischen Gestaltungsfreiheit sind weitere Punkte, die Anlass zur Sorge geben. Die geforderte automatische Übernahme von EU-Recht schränkt die Möglichkeit der Schweiz ein, auf eigene Bedürfnisse und Besonderheiten durch nationale Gesetzgebung zu reagieren. Artikel 2 der Bundesverfassung betont die Pflicht des Bundes, die Interessen der Allgemeinheit und die Wohlfahrt des Landes zu wahren. Eine pauschale Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, dass eben diese Interessen zugunsten einer blinden Angleichung geopfert werden.

Angesichts dieser erheblichen juristischen und politischen Bedenken muss die vorliegende Verhandlungsgrundlage als unzureichend und potenziell schädlich für die Schweizer Souveränität und Rechtsordnung eingestuft werden. Eine vorschnelle Zustimmung wäre fahrlässig und würde die Errungenschaften unserer direkten Demokratie und unseres eigenständigen Rechtssystems aufs Spiel setzen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung werfen gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Es ist äusserst besorgniserregend, dass die hiesige Gesetzgebung offenbar dazu dient, vordefinierte externe Vorgaben zu adaptieren, anstatt eigenständige und bedarfsgerechte Lösungen im Interesse der Schweiz zu entwickeln.

Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) ist die Rechtsordnung primär darauf ausgerichtet, die Beziehungen zwischen Privatpersonen zu regeln und wirtschaftliche Aktivitäten zu fördern. Die nunmehr angedachte Übernahme von EU-rechtlichen Bestimmungen, die oft von Interessen geprägt sind, die nicht mit jenen der Schweiz übereinstimmen, widerspricht diesem Grundsatz. Es besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit des schweizerischen Gesetzgebers und der Gerichte untergraben wird.

Besonders kritisch ist die Situation im Hinblick auf das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV). Die zwangsweise Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht durch das Schweizer Volk und die Bundesversammlung legitimiert wurden, stellt eine direkte Aushöhlung dieser Grundlage dar. Die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen scheinen darauf abzuzielen, die legislative Kontrolle durch die Eidgenössischen Räte und letztlich durch das Volk zu minimieren.

Weiterhin muss die Wahrung der rechtsstaatlichen Prinzipien, insbesondere des Gewaltmonopols des Staates, gemäss Artikel 5 BV gewährleistet sein. Die Einführung von Mechanismen, die eine direkte Anwendung oder indirekte Wirksamkeit von externem Recht ermöglichen, ohne dass dieses den vollen demokratischen und rechtsstaatlichen Prozess durchlaufen hat, birgt die Gefahr von Rechtsunsicherheit und potenziellen Konflikten mit bestehendem schweizerischem Recht.

Es ist unerlässlich, dass jede Anpassung der schweizerischen Rechtsordnung einer eingehenden Prüfung unterzogen wird, die deren Vereinbarkeit mit unserer Verfassung und unseren nationalen Interessen sicherstellt. Eine blosse Übernahme von EU-Recht ohne kritische Auseinandersetzung und ohne die Möglichkeit, diese an unsere spezifischen Gegebenheiten anzupassen, ist nicht tragbar und gefährdet die Grundlagen unseres Rechtsstaates. Die Souveränität und die Möglichkeit zur autonomen Gestaltung unserer Gesetzgebung dürfen nicht kompromittiert werden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen zur Überwachung staatlicher Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität, den Föderalismus und die demokratische Steuerung dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt nicht nur die Autonomie unserer föderalistischen Struktur, sondern degradiert Kantone zu Bittstellern, deren eigenständige Wirtschaftsförderung einem zentralen, EU-konformen Genehmigungsprozess unterworfen wird.

Die Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Insbesondere die Einrichtung der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG, welche als "verlängerter Arm der EU" fungieren wird, ist zutiefst besorgniserregend. Diese Instanz wird primär die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzen und nicht mehr schweizerische Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Behörde ist ungenügend. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gibt, ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie. Diese Regelung ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle durch das Bundesgericht (Art. 98a BGG), welche die Souveränität der Kantone massiv einschränkt.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das sowohl das Kartellrecht als auch das EU-Beihilferecht durchsetzen wird. Dies ist eine gefährliche Machtkonzentration, die die Grundsätze der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht verletzt. Des Weiteren bedeutet die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Dieser Sektor wird vollständig dem EU-Regime unterstellt, was die strategische Autonomie gefährdet. Auch der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen, das den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass diese Massnahmen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Sie sind mit den Grundsätzen der direkten Demokratie und des Föderalismus unvereinbar und müssen entschieden abgelehnt werden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung der Kohäsionszahlungen in einem Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist aus einer souveränen und demokratischen Perspektive höchst problematisch. Es ist zu befürchten, dass die bisher auf freiwilliger Basis und unter parlamentarischer Kontrolle erfolgenden Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht werden. Dies würde die Schweiz eines wichtigen politischen Druckmittels berauben und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen aufheben. Wir würden uns faktisch in eine Zwangsabgabe begeben.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint wenig glaubwürdig und muss als Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen. Die Schweiz würde in eine Position gedrängt, in der sie nicht mehr die Möglichkeit hat, "Nein" zu sagen, und gezwungen wäre, die von der EU diktierten Beträge zu zahlen.

Die Schweiz droht zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht zu werden. Während unsere finanziellen Beiträge verbindlich und in unserer Rechtsordnung verankert würden, sind keine Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen ersichtlich. Wir würden für eine institutionelle Anbindung bezahlen, die primär die Souveränität kosten würde und kaum greifbare, für die Schweiz vorteilhafte Ergebnisse verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, um diese Zahlungen dauerhaft zu etablieren. Mit der Verankerung in Art. 1 KoBG als permanentem Rechtsanspruch wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die reine Vollziehung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine rein technische Formalität; sie zementiert diese Abgaben als festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b höchst irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren, was in dieser Form nicht hinnehmbar ist.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public und der schweizerischen Souveränität auf. Die Einführung der sogenannten Kabotage durch den neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) stellt einen direkten Angriff auf die finanzielle Stabilität und die flächendeckende Versorgung dar, die das Rückgrat des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz bilden. Ausländische Anbieter werden durch diese Liberalisierung ermutigt, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren. Diese 'Rosinenpickerei' wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit der Finanzierung der weniger rentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien überfordert werden. Dies untergräbt die Gewährleistung eines schweizweiten Angebots für alle Bürger.

Darüber hinaus ist die Sorge, dass EU-Beihilferecht, angewendet auf unser bewährtes Fördersystem für den Schienenverkehr, zu einer Einstufung von Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr oder für die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig führen könnte, äusserst begründet. Solche Entwicklungen würden die Qualität und den Umfang des Angebots, auf das sich die Bevölkerung verlässt, unmittelbar bedrohen und die über Jahrzehnte gewachsene Struktur des schweizerischen Bahnwesens destabilisieren.

Die vermeintlichen Absicherungen durch die vom Bundesrat angeführte 'Gemeinsame Erklärung' entpuppen sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bieten keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann gezwungen wäre, dynamisch zu übernehmen. Dies ist keine wirksame Beruhigungspille, sondern ein strategischer Schritt, der die schleichende Aushöhlung unserer nationalen Hoheit im Bahnverkehr zur Folge hat. Die sukzessive Abgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme verstärkt. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), müssten dann ebenfalls übernommen werden, was die Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die verpflichtende Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen gemäss dem neuen Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) stellt eine empfindliche Einschränkung der Souveränität von Bund und Kantonen dar. Anstatt die Vergabe nach den optimalen Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung rein nationaler verkehrspolitischer Ziele. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Gefahr bergen, die Integrität und die Leistungsfähigkeit des schweizerischen öffentlichen Verkehrs massiv zu gefährden

und die nationale Steuerungshoheit im entscheidenden Bereich des Landverkehrs aufzugeben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind in ihrer aktuellen Form gänzlich unzureichend und stellen lediglich kosmetische Anpassungen dar. Sie sind nicht in der Lage, dem immensen Lohndruck standzuhalten, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch diese Vorschläge nicht eingedämmt. Statt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er sukzessive aufgeweicht und an fragwürdige EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt in erster Linie ausländischen Unternehmen zugute, die offensichtlich bestrebt sind, Lohndumping zu praktizieren.

Besorgniserregend ist zudem die Schwächung der Kontrollmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmerschaft diametral entgegensteht.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres liberalen Arbeitsmarktes.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die Integrität unserer Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Diese Vorlage ist aus Sicht des Lohnschutzes und der schweizerischen Souveränität abzulehnen.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Anpassung des Strommarktes und zur Integration in europäische Regulierungsstrukturen geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität, der Versorgungssicherheit und der wirtschaftlichen Stabilität der Schweiz. Die bevorstehende institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E degradiert die Schweiz zu einem abhängigen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen, die unser Stromnetz betreffen, werden künftig in Brüssel getroffen.

Die unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, die ElCom, wird de facto zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Recht degradiert. Dies bedeutet die erzwungene Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel und das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Das Stromversorgungsgesetz (StromVG) mit seinen neuen Artikeln 4a ff. zur vollständigen Marktliberalisierung birgt erhebliche Risiken. Es verspricht Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine potenziell unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG und untergräbt die föderalen Strukturen durch

verschärftes Unbundling gemäss Art. 10, 18 und 19 StromVG.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln unter existenzieller Bedrohung. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis dieser Kantone schwächen, sondern auch die nachhaltige Bewirtschaftung unserer Wasserressourcen beeinträchtigen.

Unsere föderalen Strukturen, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für dezentrale Energieerzeugung wird ausgehebelt, was die lokale und bürgernahe Energieproduktion benachteiligt. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG) durch die Einfügung von Art. 15 neu zur Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligen unzählige kleine und mittlere Produzenten erheblich und untergraben ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies steht im Widerspruch zur Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie z.B. Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es ist unklar, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen wird – weder der Markt noch die EU scheinen hierfür klar zuständig zu sein. Dies ist ein inakzeptables Risiko. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die vollständige Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie mit der Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren einhergeht, widerspricht fundamental dem Geist und Buchstaben von Artikel 121a der Bundesverfassung, der explizit die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz vorsieht. Dieses neu geschaffene "Niederlassungsrecht C PLUS" ist praktisch unentziehbar und untergräbt somit die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, selbst bei Vorliegen von kriminellem Verhalten oder dauerhaftem Sozialhilfebezug.

Besonders bedenklich ist die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die dadurch entstehenden Kosten werden primär von den Schweizer Steuerzahlern sowie den Kantonen und Gemeinden getragen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern, wie sie durch die vorgeschlagenen Regelungen ermöglicht wird, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte "Schutzklausel" ist nichts weiter als ein Placebo. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis praktisch wirkungslos bleiben wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Sanktionen, was diese zu einer reinen Erpressungsklausel degradiert. Die automatische Rechtsübernahme künftiger Verschärfungen des

EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk vollständig und ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG, nebst der "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG, machen eine wirksame Steuerung praktisch unmöglich und sichern den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke. Dies ist eine bewusste Missachtung unseres Verfassungsauftrags und eine direkte Kapitulation vor Brüssel. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie sie im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) vorgesehen ist, ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern und ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte unserer Bürger ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) in diversen Gesetzen, wie dem BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis), dem Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35 MedBG) und dem Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15 GesBG), ersetzen die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die hohen Schweizer Standards gefährdet und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen unkalkulierbar macht. Die Schweiz verliert die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern und die Qualitätssicherung wird an ein bürokratisches EU-System delegiert. Wir lehnen diese schleichende Unterwanderung unserer Rechtsordnung und die Abgabe unserer Souveränität entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zur Lebensmittelsicherheit deckt sich mit einer gefährlichen und umfassenden Angleichung an das EU-Regelwerk. Unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» wird faktisch eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter die Brüsseler Vorgaben vollzogen. Dies hat gravierende Konsequenzen für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die faktische Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die einen unschätzbaren Wettbewerbsvorteil darstellt, ist in akuter Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das Label «Made in Switzerland» massiv entwerten.

Besonders beunruhigend ist die sogenannte «Guillotineklausel», die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns jeglichen Spielraum für notwendige Anpassungen nimmt. Die EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants, was einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hierbei das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein gravierender Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossenden Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt und uns die Souveränität nimmt, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle. Ähnlich verhält es sich mit dem Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG), welches den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU unterstellt und uns die Fähigkeit nimmt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Patrizia Barth (Privat)

Datum: 29.10.2025

Kontakt: Barth · 0765086957 · pbarth@outlook.om

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prozesse der Schweiz. Es ist höchst bedenklich, inwieweit die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch das institutionelle Abkommen vorgesehen ist, mit dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) vereinbar ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht ohne direkte parlamentarische oder demokratische Kontrolle untergräbt die Mitspracherechte des Volkes und des Parlaments.

Zudem wirft die Stärkung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) erhebliche verfassungsrechtliche Fragen auf, insbesondere im Hinblick auf die richterliche Unabhängigkeit und die Rechtsprechung gemäss Artikel 190 BV, der die Verbindlichkeit von Bundesgesetzen festschreibt. Die Unterordnung schweizerischer Rechtsprechung unter EuGH-Urteile stellt eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Autonomie dar.

Die fragwürdige Rechtfertigung dieser Konzessionen im Lichte der wirtschaftlichen Vorteile erscheint angesichts der potenziellen Souveränitätsverluste als wenig überzeugend. Die negativen Auswirkungen auf die Rechtsautonomie und die indirekte Angleichung an EU-Recht sind gravierend und bedürfen einer kritischen Neubewertung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Der vorliegende Vorschlag zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes. Die ungeprüfte Übernahme von EU-Recht, wie sie bei zukünftigen Abkommen zu befürchten ist, steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die Gefahr, dass sich die Schweiz in eine Abhängigkeit von nicht-demokratisch legitimierten europäischen Institutionen begibt, ist gross. Insbesondere Artikel 177 der Bundesverfassung, der die Autonomie der Kantone schützt, könnte durch solche Abkommen untergraben werden. Es ist unabdingbar, dass die Wahrung unserer nationalen Interessen und die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung im Vordergrund stehen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung untergräbt die Souveränität der Schweiz erheblich und stellt eine schrittweise Aushöhlung unserer direktdemokratischen Grundsätze dar. Insbesondere die Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht, wie sie in Art. 46 des Entwurfs angedeutet wird, widerspricht fundamental dem Geist und dem Wortlaut der Bundesverfassung, namentlich Art. 173 Abs. 2, der die verfassungsmässige Ordnung als oberstes Prinzip festlegt. Die automatische Applikation von EU-Regulierungen ohne vorgängige parlamentarische Prüfung und nationale Interessenabwägung ist inakzeptabel. Dies öffnet die Tür für eine schleichende Rechtsübernahme, die die Mitbestimmung des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter schwächt. Die Unklarheit über die genauen Auswirkungen auf die Rechtsetzungskompetenz des Bundes und die kantonalen Hoheitsrechte wirft ernsthafte Bedenken auf.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Verbesserung der Lebensmittelsicherheit durch die Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine schleichende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) führt eine erstickende Bürokratie ein, die nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität gefährdet, sondern auch kleine Produzenten und lokale Traditionen vernichtet. Insbesondere die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) durch die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung bedeuten einen inakzeptablen Rückschritt und einen klaren Souveränitätsverlust. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, eigene, höhere Tierschutzstandards zu setzen. Ebenso ist die Ausserkraftsetzung des Gentechnik-Moratoriums und die erzwungene Akzeptanz von Produkten mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen eine Missachtung des Volkswillens. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) entmachten das Parlament und sichern dem Bundesrat eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Die Unterstellung des Waldschutzes (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1 neu) durch die Schweiz sind fahrlässig und gefährden unsere nationale Sicherheit und Identität. Diese Vorlage ist ein Angriff auf unsere Souveränität, unsere Standards und unsere Demokratie.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine gefährliche Schwächung unserer sozialen Sicherheit dar. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines de facto unentziehbaren 'Niederlassungs C PLUS' nach nur fünf Jahren widersprechen diametral dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und dem Volkswillen. Die massive Ausweitung des Familiennachzugs und die faktische Gewährung eines Bleiberechts, selbst bei Sozialhilfebezug, belasten unsere Sozialwerke und Steuerzahler unzumutbar, wie auch die Anpassungen im AIG (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a) belegen. Die angebliche 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine wirksame Steuerung ermöglicht und dem Druck aus Brüssel kaum standhält. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' beraubt unser Parlament und Volk jeglicher Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem Kernbereich unserer Politik. Die Einführung massiv erhöhter Studiengebühren (ETH-Gesetz Art. 34d Abs. 2bis) ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die uns diese Politik auferlegt. Die Unterwerfung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (BGVB, BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) und die damit einhergehende automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen und Diplomen opfert Schweizer Gründlichkeit und Qualitätssicherung für die blosse EU-Kompatibilität, mit unkalkulierbaren Risiken für unsere Standards und Patientensicherheit. Dies alles zeugt von einer kapitulierenden Haltung gegenüber der EU auf Kosten der Interessen der Schweiz.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) stellen eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER führt zu einer Abgabe von Entscheidungskompetenzen und Stimmrechten, während die Schweiz zur Kostenübernahme verpflichtet wird. Die ElCom wird zur

operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft und die föderalen Strukturen durch Gemeindekraftwerke sind durch EU-Wettbewerbs- und Beihilfenregeln existenziell bedroht. Die vollständige Marktliberalisierung nach Art. 4a ff. StromVG, die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft gemäss Art. 8 Abs. 2 BATE sowie die Änderungen im EnG (Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) führen zu unkalkulierbarer Preisvolatilität, gefährden die Versorgungssicherheit durch eingeschränkte strategische Reserven und untergraben die dezentrale Energieproduktion. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die nationale Versorgungssicherheit dem Diktat des Marktes opfert.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein starres EU-Regime stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bewährte Praxis politisch legitimierter Förderungen durch Bund und Kantone wird durch eine technokratische EU-Kontrolle ersetzt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Rechtsstaats und der Eigenständigkeit der Kantone. Die Schaffung einer "Superbehörde" in der WEKO, gestützt auf das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und angepasstes Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2), agiert als verlängerter Arm der EU und ignoriert schweizerische Interessen. Der Verlust der Verfahrensautonomie der Kantone, wie im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) verankert, und die Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz sind inakzeptabel. Diese Massnahmen untergraben die demokratische Kontrolle und die Fähigkeit, strategische Sektoren im nationalen Interesse zu steuern.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) droht, durch die "Rosinenpickerei" ausländischer Anbieter die finanzielle Basis des nationalen Angebots zu untergraben. Die Verpflichtung zur Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis Personenbeförderungsgesetz (PBG) schränkt zudem die nationale Gestaltungsfreiheit empfindlich ein. Die vermeintlichen Sicherheiten durch eine "Gemeinsame Erklärung" sind rechtlich nicht bindend und bieten keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Regulierungen. Die Souveränität über die eigene Schieneninfrastruktur und die Steuerung des öffentlichen Verkehrs werden schleichend ausgehöhlt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht im Rahmen des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist äusserst bedenklich. Artikel 1 KoBG zementiert die Kohäsionszahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über diese milliardenschweren Mittel. Dies stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, welche die demokratische Kontrolle aushöhlt und die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Der anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken ist ein Lockvogel; der rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht entkommen kann. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) missbraucht den guten Namen der Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler Zahlungen. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB verankert diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Bundesgesetzgebung, was die Budgethoheit des Parlaments weiter untergräbt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen eine Aushöhlung unseres bewährten schweizerischen Systems dar. Anstatt den massiven Druck auf die Schweizer Löhne durch eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit

effektiv abzufedern, werden die flankierenden Massnahmen aufgeweicht und bürokratisiert. Dies begünstigt ausländische Anbieter und fördert Lohndumping. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a sowie die Anpassung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dienen primär der EU-Konformität und nicht dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmenden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen unzulässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schwächt die Flexibilität von KMU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine inakzeptable Abtretung von Souveränität.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Rechtsordnung berührt die Souveränität der Schweiz auf eine Weise, die mit Artikel 5 der Bundesverfassung, der die Wahrung der nationalen Interessen fordert, nur schwer vereinbar ist. Die Art und Weise, wie die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) künftig indirekt bindende Wirkung entfalten könnte, untergräbt die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und die rechtsstaatliche Gewaltenteilung gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Es ist fraglich, ob die angeblichen Vorteile die Erosion unserer Rechtsetzungsautonomie und die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Demokratie rechtfertigen. Eine kritische Prüfung der langfristigen Folgen für die schweizerische Rechtsordnung ist unerlässlich.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Ralf Barth (Privat)

Datum: 29.10.2025

Kontakt: Ralf Barth · 0555253116 · ralfbarth@hotmail.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage für die inländische Umsetzung bedauerlicherweise keine hinreichende Berücksichtigung der nationalen Souveränität und der verfassungsrechtlichen Ordnung der Schweiz. Es ist äusserst besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine unzulässige Schwächung der demokratischen Legitimation und der direkten Mitwirkung des Schweizer Volkes befürchten lassen.

Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SR 101), wird durch die vorliegende Vorlage potenziell ausgehöhlt. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Verfassungsprüfung und die daraus resultierende Bindung an nicht direkt vom Volk gewählte Organe der Europäischen Union stellen eine inakzeptable Verlagerung von Entscheidungskompetenzen dar. Dies widerspricht fundamental dem Geist der helvetischen Demokratie, in der das Volk die oberste Staatsgewalt innehat.

Darüber hinaus werfen die vorgeschlagenen Anpassungen erhebliche Fragen hinsichtlich der rechtsstaatlichen Prinzipien und des Schutzes der Grundrechte auf. Das Prinzip der Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte könnten durch eine faktische Unterordnung unter die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) beeinträchtigt werden. Die Berücksichtigung der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in der Vorlage angedeutet wird, darf keinesfalls dazu führen, dass die kantonalen und eidgenössischen Gerichte in ihrer richterlichen Unabhängigkeit, wie sie sich aus Artikel 190 BV (SR 101) ableitet, eingeschränkt werden. Die Autonomie der schweizerischen Rechtsordnung und die spezifischen Bedürfnisse unserer Gesellschaft dürfen nicht hinter europäischen Vorgaben zurückstehen.

Es ist zudem fragwürdig, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die erheblichen rechtlichen und politischen Nachteile aufwiegen. Die Gefahr einer schleichenden Neutralitätsverletzung und einer Verwässerung der schweizerischen Aussenpolitik ist real. Die Unabhängigkeit der Schweiz in wichtigen politischen und sicherheitspolitischen Fragen darf nicht durch die Annäherung an die EU kompromittiert werden.

Wir fordern daher eine kritische Überprüfung und Überarbeitung der vorliegenden Vorlage mit dem Ziel, die nationale Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die demokratische Mitwirkung des Volkes uneingeschränkt zu wahren. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht ist mit den Grundwerten der Schweizerischen Eidgenossenschaft nicht vereinbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und unsere bewährte föderalistische

Ordnung dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politisch legitimierte und demokratisch kontrollierte Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung lokaler und regionaler Anliegen eingesetzt werden, soll einem starren, technokratischen EU-Regime unterworfen werden.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit seiner zentralen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institution-alisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Diese "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" fungiert und deren Entscheidungen primär auf EU-Konformität und nicht auf Schweizer Interessen abzielen, untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit und entmachtet Bund und Kantone. Insbesondere die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden massiv tangiert.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die gravierenden Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Damit werden die Kantone zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheidungen nicht mehr primär auf nationale Bedürfnisse, sondern auf die Kompatibilität mit EU-Recht ausgerichtet werden müssen. Das neue Beschwerderecht gemäss Art. 31a VGG, das die Zuständigkeit des Bundesverwaltungsgerichts erweitert, zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen zusätzlich.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese Konzentration von Befugnissen in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz unterwirft sich der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, wodurch kritische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr der EU-Kontrolle unterstellt werden. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Diese umfassende Unterstellung unter EU-Recht ist unter Schweizer Verhältnissen unhaltbar.

Lebensmittelsicherheit

Das vorgelagerte Abkommen zum Thema Lebensmittelsicherheit, das sich hinter einem irreführenden Titel verbirgt, stellt nichts Geringeres als eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Es geht hierbei keineswegs nur um eine Harmonisierung von Sicherheitsstandards, sondern um die bedenkliche Übernahme des gesamten EU-Rechtsrahmens "Vom Hof auf den Tisch". Dies birgt eine reale Gefahr für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards und gefährdet massiv die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe, die oft nicht die Kapazitäten zur Bewältigung der angekündigten EU-Bürokratie aufbringen können.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Rufs und unserer Wettbewerbsfähigkeit, steht auf dem Spiel. Eine angleichung an oft tiefere EU-Standards ist unvermeidlich und führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das geschätzte Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn die Produkte unter denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Besonders alarmierend ist die implizite "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen Bilateralen I Verträgen verknüpft. Eine Kündigung dieses aus unserer Sicht schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was einer inakzeptablen politischen Erpressung gleichkommt und jegliche souveräne Entscheidungsfreiheit der Schweiz blockiert. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in unseren Betrieben stellt zudem einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere Souveränität dar.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, eine beispiellose Welle der Bürokratie über unsere Produzenten hereinbrechen zu lassen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was zahlreiche Existenzen bedroht und lokale Traditionen zerstört.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind ein weiterer bedenklicher Punkt. Sie zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz dar. Ähnlich kritisch sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) zu sehen, welche eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht darstellen und das Parlament umgehen.

Selbst unser Waldschutz wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren.

Nicht zuletzt gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Dieses Abkommen ist keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Entmachtung der Schweiz in zentralen Bereichen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind entschieden unzureichend und erscheinen eher kosmetischer Natur. Sie bieten keine adäquate Antwort auf den massiven und erwarteten Druck auf die Schweizer Löhne, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht. Wir befürchten eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, die von den bisherigen Schutzmechanismen profitiert haben.

Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch die vorgeschlagenen Anpassungen aufgeweicht und an EU-Standards angeglichen. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch potenziell weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die die neuen Rahmenbedingungen für Lohndumping ausnutzen könnten.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein zweifelhaftes Zugeständnis. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die Flexibilität von KMU und adressiert nicht das grundlegende Problem des Lohndrucks.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden, ohne dass der Lohnschutz dadurch substanziell gestärkt wird.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die Unabhängigkeit unserer Rechtsordnung untergräbt. Ausländische administrative Entscheide können damit ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen gravierende Bedenken auf und stellen eine potenzielle Gefahr für den Schweizer Service public dar.

Die Einführung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), wie in Artikel 40ater EBG neu vorgesehen, birgt die Gefahr einer gezielten "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese würden sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren und somit die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die den Auftrag zur flächendeckenden Versorgung mit öffentlichen Verkehrsleistungen zu erfüllen haben, massiv untergraben. Die Folge wäre eine Aushöhlung des Service public im Schienenverkehr, der seit jeher ein Rückgrat der schweizerischen Mobilität darstellt.

Ebenso besorgniserregend ist die vorgesehene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG). Gemäß Artikel 32a Absatz 1bis PBG müssten bei gemeinsamen Ausschreibungen völkerrechtliche Vorgaben, sprich EU-Recht, beachtet werden. Dies beschränkt die nationale und kantonale Souveränität bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs. Anstatt die Vergabe nach den besten und auf die Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Lösungen auszurichten, werden wir gezwungen, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele erschweren.

Die Befürchtung, dass bewährte Subventionen im Schienenverkehr, beispielsweise für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial, nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real. Dies würde die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung unmittelbar bedrohen.

Die von der Regierung angeführte "Gemeinsame Erklärung" ist als rechtliche Absicherung ungenügend. Sie ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, das die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Dies stellt keine nachhaltige Lösung dar, sondern lediglich eine vorübergehende Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine signifikante Gefahr für den Schweizer Service public im Landverkehr darstellen und die nationale Souveränität in diesem wichtigen Bereich schwächen. Es ist dringend geboten, diese potenziellen negativen Auswirkungen kritisch zu prüfen und Schutzmechanismen zu verankern, die den einzigartigen Charakter und die Verlässlichkeit unseres öffentlichen Verkehrs gewährleisten.

Strom

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Strommarktregelungen stellt eine grundlegende Gefährdung

der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser kritischstes nationales Gut – unser Stromnetz – werden künftig in Brüssel getroffen. Dies widerspricht dem föderalistischen Gedanken und untergräbt die demokratische Legitimation, da die ElCom von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" herabgestuft wird, die undemokratisch legitimierte Vorschriften umzusetzen hat. Das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung ist damit besiegelt.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt und dort massgeblich zur Finanzierung ihrer Infrastruktur beiträgt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der lokale und dezentrale Energieproduktion begünstigt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die vorgeschlagenen Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten massiv untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit der Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden damit zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der inneren Stabilität der Schweiz. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere im Hinblick auf die Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die in klarem Widerspruch zum Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung steht, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die Einführung eines neuen, quasi unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" bereits nach fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Tragfähigkeit unserer Sozialwerke, insbesondere wenn Personen trotz strafrechtlicher Verfehlungen oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit ein solches Recht erhalten.

Die Gefahr einer übermässigen Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen drastisch erhöht. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten sind eine direkte Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden. Die ungezügelte Ausweitung des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) erweist sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine Wirkung entfalten wird. Sollte die Schweiz dennoch auf diese Massnahme zurückgreifen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsmechanismus, der die Schweiz de facto handlungsunfähig macht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet eine kapitale Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden faktisch entmachtet und haben bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich kein Mitspracherecht mehr. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Abschaffung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und erschweren einen Ausschluss von EU-Bürgern, selbst bei Abhängigkeit. Dies untergräbt den verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und die schweizerische Souveränität.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen zusätzlichen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler muss die Kosten für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden tragen. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Beweise für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen und wirtschaftlichen Souveränität.

Auch die Anpassungen im Bundesgesetz über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGVB) und in diversen Berufsgesetzen, wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG), dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG), durch die Integration von EU-Systemen wie dem Europäischen Berufsausweis (EPC) und dem Binnenmarkt-Informationssystem (IMI), sind alarmierend. Sie ersetzen bewährte schweizerische Prüfmechanismen durch automatisierte EU-Prozesse, was das Risiko einer Absenkung unserer hohen Qualitätsstandards und der Patientensicherheit birgt. Dies ist eine unannehmbare Aufgabe der nationalen Kontrollkompetenz.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen die Schweiz in eine Position der Unterordnung unter die EU drängen und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung fundamentaler Bereiche wie Zuwanderung, Sozialwesen und Bildung massiv einschränken. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union, insbesondere im Rahmen eines neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG), wirft gravierende verfassungsrechtliche und demokratiepolitische Bedenken auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und freiwilligen Zahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine erhebliche Aushöhlung der Souveränität und der Budgethoheit des Parlaments dar. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch auf diese Zahlungen, was dem Parlament jede Möglichkeit nimmt, zukünftige Beiträge kritisch zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen. Dies ist keine freiwillige Geste der Solidarität mehr, sondern eine faktische Zwangsabgabe, welche die Schweiz ohne entsprechende Gegenleistungen oder Mitspracherechte in einseitige Abhängigkeit

bringt.

Der anfänglich kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als Lockvogelangebot. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu einer massiven Steigerung der Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Wir werden zur Nettozahlerin degradiert, ohne jedoch einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen als Gegenwert zu erhalten. Stattdessen zahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Autonomie schmälert.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit und der illegale Beschäftigung (BöB) ist keine rein technische Formalität. Sie zementiert diese Zahlungsverpflichtungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Verpflichtung gegenüber der EU. Die irreführende Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes über die Friedensförderung und die menschliche Sicherheit ist ein Versuch, politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen unter dem Deckmantel eines renommierten Anliegens gesetzlich zu legitimieren. Diese Vorgehensweise ist abzulehnen und untergräbt die Integrität der Schweizer Aussenpolitik.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen Schweiz-EU wirft gravierende Bedenken auf, die nicht ignoriert werden dürfen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitspracherechte ihre Souveränität und ihre demokratischen Prozesse auf unzulässige Weise untergräbt.

Insbesondere die Art und Weise, wie die Übernahme von EU-Recht in verschiedenen Sektoren vorgesehen ist, ist äusserst problematisch. Gemäss Artikel 13 der Bundesverfassung (BV) muss die Schweiz ihre Souveränität wahren und ihre Interessen auf der Grundlage ihrer Verfassung und der geltenden Gesetze verfolgen. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht droht, diesem Grundsatz zuwiderzulaufen, da sie zu einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebung führen könnte, ohne dass das Schweizer Volk oder seine Vertreter eine wirksame Kontrolle ausüben können.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ein weiterer Punkt, der Anlass zu tiefgreifender Skepsis gibt. Artikel 123 BV regelt die Zuständigkeit von Gerichten. Die vorgesehene automatische Übernahme der Rechtsprechung des EuGH würde die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte beeinträchtigen und die Anwendung des Schweizer Rechts in Frage stellen. Dies steht im Widerspruch zur rechtsstaatlichen Ordnung, die auf nationaler Gesetzgebung und nationalen Gerichten beruht. Die Gefahr, dass primäres EU-Recht, also Verträge, und sekundäres EU-Recht, also Verordnungen und Richtlinien, sowie die Rechtsprechung des EuGH der nationalen Rechtsordnung übergeordnet würden, ist latent vorhanden und müsste strikt verhindert werden.

Weiterhin darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass die vorgeschlagene Regelung zu einer einseitigen Bindung der Schweiz führen kann, ohne dass diese im Gegenzug die volle Teilhabe an Entscheidungsprozessen der EU erhält. Dies widerspricht dem Geist der Souveränität und der Eigenverantwortung, wie sie in der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweiz hat ein ureigenes Interesse daran, ihre Gesetzgebung selbst zu gestalten und auf die spezifischen Bedürfnisse ihrer Bevölkerung abzustimmen. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht, insbesondere ohne Vetorecht oder die Möglichkeit zur Ausgestaltung eigener Lösungen, würde diese Gestaltungsfreiheit empfindlich einschränken. Die avisierte Übernahme von EU-Recht in der vorliegenden Form birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die demokratische Selbstbestimmung.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur

Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Schweizer Souveränität und die Rechtsetzung. Zwar wird die Notwendigkeit einer kohärenten und stabilen Beziehung zur Europäischen Union anerkannt, doch die Art und Weise, wie diese Stabilisierung angestrebt wird, wirft ernste Bedenken auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht ist mit den Grundprinzipien unserer Verfassung nicht vereinbar. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und ihres Volkes. Die automatische oder faktische Übernahme von EU-Recht, wie sie in der vorgeschlagenen Stabilisierung angedeutet wird, würde diese Souveränität untergraben, da wesentliche rechtliche Entscheidungen von einer externen Instanz getroffen würden, deren demokratische Legitimation für die Schweiz nicht gegeben ist.

Des Weiteren ist Artikel 49a der Bundesverfassung, der die Grundlage für die Beziehungen zur EU bildet, zwar wichtig, muss jedoch im Lichte des Souveränitätsprinzips interpretiert werden. Eine reine Annexionspolitik des EU-Rechts, die von der EU vorgegeben wird, steht im Widerspruch zur Idee einer gleichberechtigten Partnerschaft und der Möglichkeit, eigene Rechtsgrundsätze zu wahren und weiterzuentwickeln. Es ist fraglich, ob eine solche Übernahme von EU-Recht im Einklang mit Artikel 173 BV steht, der dem Bundesrat die Aufgabe überträgt, die Interessen der Eidgenossenschaft im Verkehr mit dem Ausland zu wahren. Die bloße Übernahme von EU-Recht könnte gerade die Wahrung dieser Interessen gefährden, da die spezifischen Bedürfnisse und Eigenheiten der Schweiz dabei unberücksichtigt bleiben.

Es muss kritisch hinterfragt werden, welche konkreten Vorteile eine solche Stabilisierung mit sich bringt, die die potenziellen Nachteile für unsere Rechtsordnung und unsere Unabhängigkeit aufwiegen. Die Gefahr, in einem Zustand der Abhängigkeit zu verharren, ohne die Möglichkeit, eigene Wege zu gehen und die eigene Rechtsentwicklung aktiv zu gestalten, ist real. Dies könnte auch die Verankerung der direkten Demokratie schwächen, da rechtssetzerische Initiativen und Abstimmungen auf Bundesebene durch die automatische Übernahme von EU-Recht an Bedeutung verlieren könnten. Die sorgfältige Prüfung und eine kritische Auseinandersetzung mit den Konsequenzen für die Schweizerische Rechtsetzung sind daher unerlässlich, bevor solche Schritte unternommen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und genauer Prüfung, insbesondere im Hinblick auf ihre Vereinbarkeit mit den fundamentalen Prinzipien unserer schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie.

Es muss kritisch hinterfragt werden, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen die Souveränität der Schweiz unzulässig einschränken. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von «Äquivalenzbestimmungen» oder durch die ständige Anpassung an Unionsrecht, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer legislativen Unabhängigkeit. Gemäss Artikel 123 der Bundesverfassung sind die eidgenössischen Räte für den Erlass von Gesetzen zuständig. Die faktische Bindung an EU-Recht untergräbt dieses Prinzip und könnte dazu führen, dass zukünftige politische Entscheidungen primär von Brüssel diktiert werden, anstatt den Bedürfnissen und dem Willen des schweizerischen Volkes zu entsprechen.

Besondere Sorge bereitet die mögliche Auswirkung auf die Unionsbürger in der Schweiz. Die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf neue Kategorien von Unionsbürgern, wie sie in Abkommen mit der EU oft vorgesehen ist, könnte den Druck auf unseren Arbeitsmarkt und die Sozialwerke weiter erhöhen. Es ist fraglich, ob die bestehenden Schutzmechanismen und die Kapazitäten unserer Sozialversicherungen, wie sie im Bundesgesetz über die Invalidenversicherung (IVG) oder im

Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG) dargelegt sind, einer derart signifikanten Zunahme der Anspruchsberechtigten standhalten können. Die vorgesehene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Koordination der sozialen Sicherheit, wie sie im Abkommen über die Freizügigkeit geregelt ist, bedarf einer eingehenden Prüfung hinsichtlich ihrer finanziellen Tragbarkeit und ihrer Auswirkungen auf das Vorsorgesystem.

Des Weiteren erscheint die befürchtete «Dynamisierung» der Abkommen problematisch. Die automatische Übernahme neuer EU-Rechtsakte, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese im nationalen Verfahren zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen oder anzupassen, stellt eine erhebliche Einschränkung der demokratischen Kontrolle dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie er auch im Obligationenrecht (OR), beispielsweise in Bezug auf Vertragsanpassungen, eine Rolle spielt, jedoch hier unter völlig anderen Vorzeichen. Die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen ist, sich EU-rechtlichen Entwicklungen anzuschliessen, ohne diese kritisch hinterfragen zu können, ist nicht zu unterschätzen.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse tiefgreifende rechtliche, wirtschaftliche und politische Fragen aufwerfen, deren Beantwortung auf der Grundlage der schweizerischen Verfassung und geltenden Gesetze erfolgen muss und nicht primär im Lichte der Interessen der Europäischen Union.

Catherine de Charrière de Sévery
10A route de Soral
1232 Confignon
cdc2@bluewin.ch

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch
Département fédéral des affaires étrangères
DFAE
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Confignon, le 29 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Non à ce traité d'adhésion déguisé :

1. Refus de la subordination institutionnelle :
- Non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- Non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires :
1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : Non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

C. de Charrière de Sévery

Vincent Cochard
Ch. de la Comba 9
1616 Attalens

Attalens, le 29 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ma position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Dès lors, j'exige :

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Vincent Cochard

Madame
Chantal Compondu
Rue du Clos 9
1800 Vevey

Département fédéral des
affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Vevey, le 29.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national.

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaireexprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Chantal Compondu

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Curtit Chantal
Champ du Tronc 1a
2108 Couvet NE

Date le, 29 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
-NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
CURTIT CHANTAL

Patricia Dafflon
Rue François-Guillimann 11
1700 Fribourg

Fribourg, le 29 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P. Dafflon

Patricia Dafflon

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: catherine-eggler@bluemail.ch
Sent: Mittwoch, 29. Oktober 2025 05:51
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] relations Suisse UE

Eggler Katharina
Chemin se Renens 46
1004 Lausanne

Le 29 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".
NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1.Refus de la subordination institutionnelle
-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)
La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Katharina Eggler

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Stefan Egli (Privat)

Datum: 29.10.2025

Kontakt: Egli Stefan · 079 797 80 06 · stefan.egli@spar.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft gravierende Fragen hinsichtlich der Souveränität und des Wohls der Schweiz auf. Es ist zwingend erforderlich, die möglichen negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit kritisch zu prüfen. Die Annahme eines solchen Abkommens birgt die Gefahr einer schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk oder das Parlament ein Mitspracherecht bei dessen Entstehung haben. Dies steht im Widerspruch zu unserem demokratischen Grundverständnis, das in der Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Volkssouveränität, verankert ist. Die Schweizer Verfassung gewährt dem Volk und den Kantonen das Recht, über die Gestaltung der staatlichen Ordnung zu bestimmen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses Recht untergraben und die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit bringen, die die Entscheidungsfreiheit auf nationaler Ebene massiv einschränkt. Zudem ist die Frage der richterlichen Zuständigkeit ungeklärt. Die Vorstellung, dass europäische Gerichte, insbesondere der Europäische Gerichtshof (EuGH), bindende Urteile über die Anwendung von Schweizer Recht fällen könnten, ist äusserst bedenklich. Dies würde die Unabhängigkeit unserer Gerichte und die Anwendung unseres eigenen Rechtssystems, wie es durch die Bundesverfassung und die darauf basierenden Gesetze gewährleistet wird, ernsthaft gefährden. Artikel 1 des Obligationenrechts beispielsweise, der die Grundsätze des Vertragsrechts festlegt, müsste potenziell im Lichte von EuGH-Recht interpretiert werden, was zu Rechtsunsicherheit und Willkür führen kann. Die angeblichen wirtschaftlichen Vorteile sind ebenfalls fragwürdig und stehen oft im Schatten der damit verbundenen Verpflichtungen. Eine stärkere Bindung an die EU könnte zu höheren Kosten durch die Übernahme von EU-Regulierungen führen, die nicht auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sind. Die Sicherung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt darf nicht auf Kosten der nationalen Gesetzgebung und der Kontrolle über unsere eigenen wirtschaftlichen Rahmenbedingungen erkauft werden. Die aktuelle Situation erfordert eine kritische Distanz und die Wahrung unserer nationalen Interessen. Eine vorschnelle Zustimmung zu einem umfassenden Abkommen, das unsere Souveränität weiter schwächt und unsere Rechtsordnung bedroht, ist abzulehnen. Es bedarf einer gründlichen und kritischen Prüfung jeder einzelnen Klausel, wobei die Wahrung der Schweizer Verfassung und die Interessen der Schweizer Bevölkerung oberste Priorität haben müssen. Wir dürfen uns nicht von der EU übervorteilen lassen und unsere Errungenschaften aufgeben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung im Inland wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Prinzipien auf. Die übermässige Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer eigenständigen Gesetzgebung. Insbesondere Artikel 2 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Institutionen des Europäischen Wirtschaftsraums (I-EWRG) attestiert dem EWR-Recht Vorrang vor dem innerstaatlichen Recht. Diese Formulierung ist bedenklich, da sie implizit auch für die bilateralen Abkommen mit der EU gilt und die Möglichkeit birgt, dass künftiges EU-Recht ohne direkte Mitsprache der Schweiz in unser Rechtssystem einfliessen könnte. Dies widerspricht fundamental dem Geist der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Gefahr einer automatischen Rechtsübernahme, die in der Praxis nicht ausgeschlossen werden kann, würde die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation von Gesetzen schwächen. Es ist fraglich, ob die vorgesehene Umsetzung dem Geist des Artikels 97 der Bundesverfassung genügt, der die Grundsätze der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung betont. Die faktische Bindung an EU-Rechtsakte, die von nicht-demokratisch legitimierten Institutionen der EU erlassen werden, könnte die Unabhängigkeit der

schweizerischen Gerichte beeinträchtigen, wie es Artikel 190 der Bundesverfassung zu gewährleisten sucht. Die Komplexität und Intransparenz der Übernahme von EU-Recht erschwert zudem die Nachvollziehbarkeit für die Bürgerinnen und Bürger. Dies steht im Widerspruch zu den Anforderungen an eine transparente und zugängliche Rechtsordnung. Es muss sichergestellt werden, dass die schweizerischen Interessen stets gewahrt bleiben und die Möglichkeit besteht, sich von EU-Recht abzugrenzen, wenn dies zum Wohle der Schweiz erforderlich ist. Die aktuelle Ausgestaltung der Umsetzung scheint diesem Anspruch nicht in ausreichendem Masse gerecht zu werden und birgt Risiken, die sorgfältig abgewogen und adressiert werden müssen. Es ist unabdingbar, dass die Souveränität der Schweiz und die direkte Mitsprache des Volkes über den Einfluss auf die Gesetzgebung uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags stellen aus Sicht der Souveränität und demokratischen Kontrolle der Schweiz eine tiefgreifende und inakzeptable Verschlechterung dar. Die Umwandlung der bisher freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist faktisch als eine Zwangsabgabe zu werten. Dies entzieht der Schweiz ein wesentliches politisches Druckmittel und die demokratische Steuerung über milliardenschwere Zahlungen. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge ist nichts anderes als ein Mechanismus zur unweigerlichen Erhöhung der Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Es ist anzunehmen, dass der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr lediglich als Lockvogelangebot dient, um die Schweiz in eine Zahlungsverpflichtung zu drängen, deren tatsächliche Höhe sich der schweizerischen Einflussnahme entziehen wird. Die Schweiz wird damit de facto zu einer Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht. Die Verbindlichkeit unserer Zahlungen steht keinerlei Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshindernissen gegenüber. Wir zahlen somit für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile für unser Land mit sich bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG ist das legislatives Werkzeug, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bitten soll. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung festgeschrieben. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB (Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und als Versuch zu werten, den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung missbräuchlich zu nutzen, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Staatliche Beihilfen

Die vorgesehene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Einschränkung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die heutige Praxis, wonach staatliche Beihilfen als politisch legitimierte Instrumente der Standort- und Regionalförderung von Bund, Kantonen und Gemeinden eigenverantwortlich und gemäss schweizerischen Interessen entschieden werden, soll einem rigiden, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer demokratisch legitimierten Entscheidungsfindung. Das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlicher Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert eine systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU. Entscheidungen über Förderungen, die bisher primär lokale Bedürfnisse und strategische Ziele der Schweiz berücksichtigten, müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen kantons- und gemeindeeigene Betriebe eine wichtige Rolle spielen, werden so der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und die Sicherung des Service public gefährdet. Die Schaffung einer zentralen Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG erzeugt eine "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" fungiert. Ihre primäre Aufgabe wird es sein, die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchzusetzen, und nicht primär die Wahrung schweizerischer Interessen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist ungenügend. Die Kantone verlieren mit dem neuen BHÜG und der Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) ihre Organisations- und

Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide werden von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Konformität überprüft und können mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) gekippt werden. Sie werden zu Bittstellern degradiert, und ihre föderalistische Autonomie wird in unzulässiger Weise ausgehöhlt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftverkehr unterstreicht die Aufgabe nationaler Kontrollkompetenzen zugunsten des EU-Regimes. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen sind aus unserer Sicht inakzeptabel und gefährden die Kernprinzipien unserer Wirtschafts- und Rechtsordnung sowie unseren Föderalismus.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung für den Strommarkt stellt eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der Einbindung in europäische Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz die Kontrolle über ihre Energiepolitik. Die ElCom wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was dem Ende einer auf nationale Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung gleichkommt. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das System der Wasserzinsen, eine wichtige Einnahmequelle für die Bergkantone, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies schwächt nicht nur die betroffenen Kantone, sondern gefährdet die Finanzierung der Wasserkraftwerke. Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz geht verloren; weder der Markt noch die EU können diese adäquat gewährleisten. Dies ist ein äusserst riskantes Unterfangen. Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die nicht gedeckte Versorgungssicherheit werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt erhebliche Risiken. Es führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Schweizer Energiestrategie und bevorzugt grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz wird dadurch abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten. Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne, was zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität führt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Gesamtheit als äusserst bedenklich einzustufen. Die vorgelegten Massnahmen erscheinen nicht als Stärkung des Schweizer Lohnschutzes, sondern vielmehr als eine kosmetische Aufhübschung, die den realen Druck auf das hiesige Lohnniveau nicht kompensieren kann. Es ist zu befürchten, dass die ausufernde Personenfreizügigkeit zu einer flächendeckenden Erosion der Löhne führen wird, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt die bewährten

und wirksamen schweizerischen flankierenden Massnahmen zu stärken und fortzuentwickeln, werden diese durch bürokratischere und de facto weniger effektive EU-Standards ersetzt. Dies öffnet Türen für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen und von einer geschwächten Kontrollinstanz profitieren. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen merklich untergraben. Dies ist eine gefährliche Entwicklung, die zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Verbesserung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) ist ein Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern. Dies lähmt die Flexibilität von KMU und widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres liberalen Arbeitsmarktes. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen und bindet die Schweiz politisch noch stärker an die EU. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Sanktionen, ohne umfassende gerichtliche Prüfung. Das gesamte Paket droht, unser robustes System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVEG) zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufzuweichen.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, birgt gravierende Risiken für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG ist ein Frontalangriff auf die Grundversorgung. Ausländische Anbieter, oft staatlich subventioniert, werden sich auf die lukrativsten Strecken konzentrieren und so die finanzielle Basis der SBB sowie anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable Regionen zu bedienen, nachhaltig untergraben. Dies ist nichts anderes als systematische "Rosinenpickerei" auf Kosten der schweizerischen Allgemeinheit. Die vermeintliche Absicherung durch die "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei Schutz vor dynamisch übernommenes EU-Recht, welches unsere Gesetzgebung jederzeit überlagern kann. Die Schweiz würde de facto die Kontrolle über ihre Regulierungshoheit im Bahnbereich verlieren und zukünftigen, nicht von uns beeinflussbaren EU-Vorgaben ausgeliefert sein. Dies manifestiert sich auch in der Anpassung des Personenbeförderungsgesetzes (PBG). Neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Kriterien zu beachten. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung eines bedarfsgerechten und kosteneffizienten öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Statt die besten Lösungen für die Schweiz zu finden, müssen wir EU-konforme Vorgaben erfüllen, was zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Das EU-Beihilferecht stellt eine weitere erhebliche Bedrohung dar. Bewährte Subventionen, die essenziell für die Aufrechterhaltung unseres Service public im Güter- und Regionalverkehr oder für die Erneuerung unserer Infrastruktur sind, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die Bürgerinnen und Bürger unseres Landes beeinträchtigen. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, insbesondere durch die dynamische Rechtsübernahme zukünftiger EU-Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert Kompetenzen unwiederbringlich an zentrale EU-Stellen und schwächt die nationale Steuerung. Die vorgesehene Regelung untergräbt somit direkt die finanzielle Stabilität, die operative Flexibilität und die Souveränität im Schweizer Landverkehr.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine grundlegende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar und widersprechen klar dem Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie erweitert die Personenfreizügigkeit in einem Masse, das die Schweiz zur Annahme von Zuwanderern zwingt, deren Integration nicht mehr gewährleistet ist. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Diese neue Regelung, verankert in den Anpassungen des Arbeitslosenversicherungsgesetzes (AIG), insbesondere im neuen Artikel 41c und der Aufhebung von Artikel

29a, zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. EU-Bürger und ihre erweiterten Familienangehörigen, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst bei Bezug von Sozialhilfe, was die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler abwälzt. Die sogenannte "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Im Falle einer dennoch angestrebten Anwendung droht die EU zudem mit Vergeltungsmassnahmen. Dies ist keine echte Schutzmassnahme, sondern vielmehr eine Erpressung. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitentscheiden können. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar. Zusätzlich führt die gezwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern zur Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a). Dies ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen, und belastet Studierende sowie die Reputation unserer Hochschulen. Die Schweiz verliert die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, wie die Integration des Europäischen Berufsausweises im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) zeigt. Insbesondere im Gesundheitswesen, wo die Einführung des EPC im Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) eine unkalkulierbare Gefahr für die Patientensicherheit darstellt, gibt die Schweiz ihre souveräne Regulierungskompetenz auf. Die Anpassungen des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGVB) institutionalisieren die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was zu einer automatisierten Anerkennung von Berufsqualifikationen statt einer sorgfältigen nationalen Prüfung führt. Dies schwächt unsere Qualitätsstandards und die Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität und gibt ihre Souveränität preis.

Lebensmittelsicherheit

Ich äussere hierzu meine tiefsten Bedenken und lehne die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Lebensmittelsicherheit entschieden ab. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' wird nicht eine Verbesserung unserer Standards angestrebt, sondern eine umfassende Unterwerfung unserer gesamten Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk. Dies stellt einen Frontalangriff auf die sprichwörtliche Schweizer Qualität dar, gefährdet unsere bäuerlichen Familienbetriebe und schränkt die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv ein. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das international anerkannte Label 'Made in Switzerland'. Wenn unsere Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterliegen müssen wie in der EU, verlieren wir einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was eine erstickende Bürokratie und einen Verlust unserer hohen Standards zur Folge hat. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen uns, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein bedauerlicher Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Wir verlieren die Möglichkeit, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Des Weiteren ist die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ein inakzeptabler Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Die neue Verordnungskompetenz für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewährt eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgeht das Parlament. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Gastronomen werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften konfrontiert, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die gefährliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. EU-Inspektoren erhalten Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Unsere demokratisch bestätigten Prinzipien, wie das Gentechnik-Moratorium, werden untergraben, indem wir gezwungen werden, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Abschliessend lehne ich diese Vorschläge entschieden ab, da sie die Schweizer Souveränität, unsere hohen Qualitätsstandards, den Tierschutz und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion massiv gefährden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine Annäherung an die Europäische Union geben Anlass zu erheblicher Skepsis und tiefer Besorgnis. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Souveränität der Schweiz und die Autonomie unserer Rechtsetzung tatsächlich gewahrt bleiben, wenn wesentliche Teile der EU-Gesetzgebung potenziell in unser Rechtssystem übernommen werden müssten. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die drohende Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer Mitgestaltung. Das schweizerische Obligationenrecht (OR), welches die Grundlagen unserer wirtschaftlichen Beziehungen regelt, könnte durch die Angleichung an europäische Standards an Flexibilität verlieren. Insbesondere Artikel 1 OR, der die richterliche Freiheit zur Rechtsfindung bei Lücken im Gesetz betont, könnte durch eine unreflektierte Übernahme von EU-Normen eingeschränkt werden. Diese Normen sind oft auf andere Rechtsordnungen und wirtschaftliche Verhältnisse zugeschnitten und passen möglicherweise nicht optimal zu den Bedürfnissen unseres Wirtschaftsstandorts. Weiterhin stellen die im Raum stehenden Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten, wie sie in einem zukünftigen Abkommen mit der EU vorgesehen sein könnten, eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in letzter Instanz über die Auslegung von EU-Recht entscheidet, welches dann in der Schweiz Gültigkeit beanspruchen würde, stösst auf fundamentalen Widerstand. Dies würde die Befugnisse unserer nationalen Gerichte, wie sie beispielsweise im Bundesgesetz über das Bundesverwaltungsgericht (VwVG) in Bezug auf die Rechtsanwendung festgelegt sind, untergraben und die Souveränität unserer rechtssprechenden Gewalt in Frage stellen. Auch die finanzielle Dimension der vorgeschlagenen Vereinbarungen ist kritisch zu betrachten. Die potenzielle Beteiligung an EU-Instrumenten und Fonds, wie sie in anderen Partnerschaftsabkommen üblich ist, bedeutet eine erhebliche finanzielle Belastung für die schweizerischen Steuerzahler, ohne dass ein klarer und proportionaler Nutzen für die Schweiz erkennbar ist. Die im Obligationenrecht verankerte Sorgfaltspflicht und Verantwortlichkeit von Organen und Gesellschaften könnte durch die Übernahme von EU-Regularien komplizierter und teurer werden, was die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft beeinträchtigen könnte. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse trotz des Versprechens einer engeren Kooperation mit der EU fundamentale Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsetzungshoheit und die wirtschaftliche Autonomie bergen. Es bedarf einer eingehenden Prüfung und kritischen Auseinandersetzung, um sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz uneingeschränkt gewahrt bleiben.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der direkten Demokratie unseres Landes. Die Annahme dieses Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Entfremdung von unseren bewährten Rechtsgrundsätzen, ohne dass die Schweizer Bevölkerung angemessen in den Entscheidungsprozess eingebunden ist. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ein Mitspracherecht der Eidgenössischen Räte und die mögliche automatische Übernahme zukünftiger EU-Gesetzgebung, wie sie im vorgeschlagenen Rahmenabkommen angedeutet wird, widerspricht dem Geist der Schweizer Verfassung und dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Ausdehnung der Zuständigkeiten des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf Bereiche, die gemäss Bundesverfassung in die Hoheit der Schweiz fallen, ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer nationalen Rechtsordnung. Dies steht im direkten Gegensatz zu den Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit, die in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert sind. Es ist nicht nachvollziehbar, wie die Schweiz ihre eigenen Gesetze und Verordnungen weiterhin autonom gestalten kann, wenn ein ausländisches Gericht institutionell die Oberhand gewinnt. Die Vorstellung, dass der EuGH über die Auslegung und Anwendung von Schweizer Recht urteilt, stellt eine fundamentale Bedrohung für die Rechtsgleichheit und die Rechtssicherheit dar, die unsere Bürgerinnen und Bürger erwarten dürfen. Darüber hinaus ist die Gefahr einer Untergrabung des Geltungsbereichs von Verfassungsbestimmungen, insbesondere von Grundrechten, die durch völkerrechtliche Verträge eingeschränkt werden könnten, beunruhigend. Artikel 122 der Bundesverfassung betont die Einhaltung der Grundrechte. Eine Übernahme von EU-Recht, das im Widerspruch zu diesen Grundrechten steht oder deren Anwendung einschränkt, ist unannehmbar. Es drängt sich die Frage auf, ob die vorgeschlagenen Regelungen tatsächlich die Interessen der Schweiz wahren oder ob sie primär dem Ziel dienen, die Schweiz stärker an die EU zu binden, ohne dass die Vorteile für unser Land klar ersichtlich sind. Die mangelnde Transparenz und die unklaren Auswirkungen auf die wirtschaftliche und politische Autonomie unseres Landes rechtfertigen eine kritische und ablehnende Haltung gegenüber dem vorliegenden Paket. Die

Schweizer Bevölkerung verdient eine klare und unverfälschte Darstellung der Konsequenzen, bevor über eine solche weitreichende Annäherung an die EU entschieden wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Fakih-Trachsler Brigitte (Privat)

Datum: 29.10.2025

Kontakt: Brigitte Fakih-Trachsler · 0787213113 · b.fakihtrachsler67@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bedürfen einer kritischen Prüfung im Lichte der schweizerischen Rechtsordnung. Die angestrebte Vertiefung der institutionellen Verflechtung, wie sie in den derzeit diskutierten Ansätzen zum Ausdruck kommt, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Selbstbestimmung. Es ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine Unterwerfung unter EU-Recht bedeutet, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese Rechtssetzung aktiv mitzugestalten.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass eine entsprechende Notwendigkeit aus schweizerischer Perspektive nachgewiesen ist, widerspricht dem Prinzip der Gesetzgebungskompetenz des schweizerischen Parlaments, wie sie in Artikel 160 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen würde die Rolle des eidgenössischen Gesetzgebers erheblich schwächen und dem Schweizer Volk seine Stimme in wichtigen Sachfragen nehmen. Dies steht im Widerspruch zum demokratischen Grundsatz, dass Gesetze vom Volk und seinen Vertretern beschlossen werden.

Darüber hinaus ist die Frage der richterlichen Überprüfung von EU-Recht in der Schweiz von grösster Bedeutung. Würden die Schweizer Gerichte verpflichtet, EU-Recht anzuwenden und dieses sogar dem schweizerischen Recht vorzuziehen, wäre dies eine gravierende Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsgewohnheit. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein durch das Gesetz geschaffenes Gericht. Die unkritische Übernahme von EU-Recht könnte dieses Recht untergraben, indem fremde Rechtsnormen ohne entsprechende parlamentarische Legitimation Geltung erlangen.

Die vorgeschlagene "Stabilisierung" könnte ferner zu einer Ungleichbehandlung von Schweizer Bürgern und Unternehmen führen, falls die EU-Standards in einigen Bereichen strenger sind als die bisherigen schweizerischen Regelungen. Ohne klare Mechanismen zur Abfederung potenzieller negativer Folgen für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft ist die Gefahr einer Verschlechterung der Lebensbedingungen nicht von der Hand zu weisen. Die Verfassung, insbesondere Artikel 2, welcher die Verpflichtung zur Wahrung der Interessen des Landes und des Wohls der Bevölkerung betont, müsste hierbei als Leitlinie dienen. Die angestrebte Stabilisierung muss daher im Dienste der schweizerischen Interessen stehen und darf nicht zu einer Erosion unserer bewährten Institutionen und unseres Rechtsstaates führen. Eine kritische Auseinandersetzung mit den detaillierten Auswirkungen ist unerlässlich, bevor jegliche Verpflichtungen eingegangen werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung des Abkommens mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es ist zwingend erforderlich, die tiefgreifenden Auswirkungen auf unsere Gesetzgebung und die Autonomie des Bundes und der Kantone sorgfältig zu prüfen.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie im Rahmen des vorliegenden Abkommens angestrebt wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung. Insbesondere Artikel 137 des Bundesgesetzes über die grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit (BG PZP) in Verbindung mit den entsprechenden EU-Richtlinien, die hier implementiert werden sollen, muss kritisch hinterfragt werden. Diese Bestimmungen könnten zu einer faktischen Unterordnung unserer nationalen Sicherheitsinteressen und polizeilichen Zuständigkeiten unter die Vorgaben der EU führen. Die Gefahr, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, EU-Recht anzuwenden, welches möglicherweise im Widerspruch zu unseren Verfassungsprinzipien steht, ist real.

Des Weiteren bestehen Zweifel hinsichtlich der demokratischen Legitimation der Übernahme von EU-Regulierungen. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, könnte durch einen Mechanismus untergraben werden, bei dem sich die Schweiz verpflichtet, EU-Recht zu übernehmen, ohne dass dieses einer direkten demokratischen Kontrolle durch das Schweizer Volk unterliegt. Die Übernahme von Gesetzen über bilaterale Abkommen, die keinen referendumspflichtigen Charakter haben, entzieht dem Volk die Möglichkeit, über entscheidende Weichenstellungen in der Gesetzgebung mitzubestimmen.

Die Kantone sehen sich ebenfalls mit erheblichen Herausforderungen konfrontiert. Die kantonale Autonomie, ein Eckpfeiler unseres föderalen Systems und durch Artikel 3 der Bundesverfassung geschützt, könnte durch die Harmonisierung mit EU-Recht stark eingeschränkt werden. Die Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen in den Bereichen, die traditionell in die Kompetenz der Kantone fallen, wie beispielsweise bestimmte Aspekte der Wirtschaftsregulierung oder des Arbeitsrechts, birgt die Gefahr einer Zentralisierung von Kompetenzen und einer Erosion der kantonalen Gestaltungsfreiheit. Es muss sichergestellt werden, dass die Zuständigkeiten und die finanziellen Lasten klar geregelt sind und die Kantone nicht unverhältnismässig belastet werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Umsetzung einer kritischen Überprüfung bedarf. Die potenzielle Schwächung der nationalen Souveränität, die Einschränkung der demokratischen Mitgestaltungsmöglichkeiten und die Gefährdung der kantonalen Autonomie sind ernsthafte Bedenken, die nicht ignoriert werden dürfen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit wahrt und sicherstellt, dass jede vertragliche Vereinbarung im Einklang mit ihren grundlegenden rechtsstaatlichen Prinzipien und ihrer Verfassung steht.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Gefahren für die schweizerische Souveränität und den Erhalt unseres hochwertigen Service public im Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss Artikel 40ater EBG stellt einen Frontalangriff auf die Grundversorgung dar. Ausländische, oft staatlich subventionierte Anbieter werden ermächtigt, die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu bedienen. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die gerade auf den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien für die Erfüllung ihres Service public Auftrags auf Einnahmen aus rentablen Strecken angewiesen sind. Die Qualität und der Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung sind dadurch unmittelbar bedroht.

Des Weiteren ist die "Gemeinsame Erklärung", die als Schutzmassnahme deklariert wird, rechtlich als nicht bindend einzustufen und bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die Schweiz wäre gezwungen, diese Regulierungen dynamisch zu übernehmen, was zu

einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr führt. Die Aussicht, künftige EU-Regulierungen wie die zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernehmen zu müssen, unterstreicht die gegebene Verlagerung von nationalen Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen hin zu zentralen EU-Instanzen.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe von Leistungen im öffentlichen Verkehr empfindlich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und erschwert die Verfolgung spezifisch schweizerischer Verkehrsziele. Das EU-Beihilferecht birgt zudem die Gefahr, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig eingestuft werden, was den Service public weiter schwächen würde. Die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Bahnlandschaft sind besorgniserregend und werfen ernsthafte Zweifel an der Sinnhaftigkeit dieses Abkommens auf.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen, einschliesslich des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis), stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Rechtsordnung und unserer föderalistischen Struktur.

Die Souveränität der Kantone wird durch die geplante Regelung massiv untergraben. Anstatt autonom über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Das neue BHÜG institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine Kontrollinstanz, die primär EU-Kompatibilität statt Schweizer Interessen durchsetzt. Diese Zentralisierung der Macht ist nicht nur unvereinbar mit unseren föderalistischen Grundsätzen, sondern auch demokratisch bedenklich.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der kantonalen Autonomie und eine Verletzung der Gewaltenteilung.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO (Art. 18 Abs. 2 KG) führt zur Entstehung einer undurchsichtigen "Superbehörde", die nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzt. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontrollmöglichkeit verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweiz systematisch der Kontrolle der EU unterwerfen, unsere nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln und unsere föderalistische Struktur irreparabel beschädigen. Wir lehnen diese Entwicklungen entschieden ab.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine weitreichende und höchst bedenkliche Überführung schweizerischer Standards unter die Gesetzgebung der Europäischen Union dar. Unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" wird eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" vorangetrieben. Dies birgt eine existenzielle Gefahr für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, für die kleinen und mittleren bäuerlichen Familienbetriebe, die das Rückgrat unserer ländlichen Identität bilden, sowie für die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die primär auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das begehrte Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten in die Einzigartigkeit und Hochwertigkeit Schweizer Erzeugnisse.

Eine besonders gefährliche Komponente dieses Pakets ist die sogenannte "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine untragbare Abhängigkeit manövriert.

Der vorgesehene Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellen einen massiven Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die nationale Selbstbestimmung in einem Kernbereich der Wirtschaft und des täglichen Lebens zutiefst verletzt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und auf die EU-Gegebenheiten zugeschnittenen Vorschriften erfüllen. Dies wird unweigerlich lokale Traditionen zerstören und zahlreiche wirtschaftliche Existenzen gefährden.

Besonders alarmierend ist die systematische Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Der Volkswille wird hier klar missachtet und durch übergeordnete EU-Vorgaben ausgehebelt.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies bedroht die Vielfalt und Einzigartigkeit unserer Lebensmittelproduktion.

Ferner zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Schritt zurück. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften

entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Zusammenfassend handelt es sich bei diesem Vorhaben um eine gefährliche schleichende Unterwerfung unter die EU, die unsere Souveränität, unsere Standards und unsere Identität bedroht. Wir lehnen diese Regelungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Finanzieller Beitrag

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen finanziellen Beitrags im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union, insbesondere in Bezug auf die Kohäsionszahlungen. Es ist besorgniserregend, dass freiwillige, vom Parlament kontrollierte Beiträge in eine automatische und rechtlich bindende Pflicht umgewandelt werden sollen. Diese Transformation entzieht dem Schweizer Parlament eine essenzielle demokratische Kontrollfunktion über milliardenschwere Zahlungen und mindert das politische Druckmittel der Schweiz erheblich. Wir sehen hierin die Umwandlung einer politischen Geste in eine faktische Zwangsabgabe, die nicht im Interesse unserer nationalen Souveränität liegt.

Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt wie ein Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt das unkalkulierbare Risiko massiv höherer zukünftiger Forderungen. Die Schweiz würde sich in eine Position begeben, in der sie Zahlungen leisten muss, die von der EU diktiert werden, ohne eine Möglichkeit zur Verweigerung. Dies widerspricht dem Prinzip der Haushaltsautonomie und der Budgethoheit des Parlaments, wie sie durch die Bundesverfassung gewährleistet sein sollte.

Die Schweiz würde zur Nettozahlerin ohne entsprechende Stimmgewichte oder Mitspracherechte. Während unsere finanziellen Verpflichtungen rechtlich verbindlich werden, fehlen klare Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Es scheint, als würden wir für eine institutionelle Anbindung bezahlen, die primär Souveränitätsrechte kostet und kaum greifbare, im Interesse der Schweiz liegende Vorteile verspricht.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) manifestiert diese Problematik auf legislativer Ebene. Dieses Gesetz würde die bisher freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandeln und die souveräne Entscheidung des Parlaments über jeden einzelnen Beitrag entkräften. Artikel 1 des KoBG, der die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen vorsieht, höhlt die Budgethoheit des Parlaments grundlegend aus. Anstatt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern, würde die Schweiz lediglich den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung erleben. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit (BöB) ist mehr als eine formelle Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert deren angebliche Normalität und Dauerhaftigkeit.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des Gesetzes über die Friedensförderung und die menschliche Sicherheit ist zutiefst irreführend. Hierbei wird die angesehene Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige

Vermischung von Anliegen und untergräbt die Integrität beider Rechtsbereiche.

Zusammenfassend ist die vorgeschlagene Regelung zur finanziellen Beteiligung inakzeptabel, da sie die Souveränität der Schweiz untergräbt, demokratische Kontrollmechanismen aushöhlt und zu unkalkulierbaren finanziellen Belastungen führt, ohne dafür adäquate Gegenleistungen zu garantieren.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine inakzeptable Untergrabung unserer Souveränität und unserer demokratischen Prinzipien dar. Insbesondere die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche die Personenfreizügigkeit massiv ausbaut, steht in klarem Widerspruch zu Artikel 121a der Bundesverfassung und dem Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, vergleichbar einer "Niederlassung C PLUS", birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst bei Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe ein Ausschluss praktisch unmöglich wird. Dies wird durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementiert, welche den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und eine effektive Steuerung erschweren.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, einschliesslich Eltern und Grosseltern, erhalten ein faktisches Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe leben. Die damit verbundenen Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel" ist eine reine Augenwischerei. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis kaum je zur Anwendung kommen wird. Vielmehr droht die EU bei einer Berufung auf diese Klausel mit empfindlichen Strafmassnahmen, was sie zu einer Erpressungs-, nicht aber zu einer Schutzklausel macht.

Die automatische Rechtsübernahme künftiger EU-Verschärfungen im Bereich der Zuwanderung mittels der "Integrationsmethode" entzieht unserem Parlament und dem Volk jede Mitgestaltungsmöglichkeit in diesem hochsensiblen Bereich. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Auch die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVB (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die schweizerische Gründlichkeit durch EU-Kompatibilität und birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer Qualitätsstandards. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (Artikel 37 Absatz 4) bedeuten eine gefährliche Deregulierung und den Verlust nationaler Kontrollhoheit im hochsensiblen Gesundheitsbereich. Insgesamt markieren diese Anpassungen eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung unseres Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, die im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) dargelegt wird, birgt erhebliche Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem abhängigen Akteur degradiert, der Verpflichtungen ohne Mitspracherecht erfüllen muss. Dies bedeutet den faktischen Verlust der nationalen Kontrolle über unser Stromnetz und die Entscheidungsfindung über kritische Infrastrukturen.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wandelt sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Recht. Dies untergräbt die demokratische Legitimität der Energieregulierung und zwingt zur Umsetzung undemokratisch

legitimierter Vorschriften aus Brüssel, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energiepolitik markiert.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleichzeitig werden die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, einschliesslich der wichtigen Gemeindekraftwerke, durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang lokaler Produzenten wird ausgehebelt, was die dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz verschwimmt zwischen Markt und EU. Die vollständige Marktliberalisierung wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW für die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen, was die Schweiz abhängiger von ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern macht. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft unsere kritische Infrastruktur ohne Not dem EU-Regime. Diese umfassende Marktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet und die Schweiz potenziell in eine unsichere energiepolitische Zukunft stürzt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit im Bereich Lohnschutz ist aus Sicht der Schweiz äusserst bedenklich. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Sicherung der Löhne bei einer erweiterten Personenfreizügigkeit sind nicht nur unzureichend, sondern weisen eher kosmetischen Charakter auf. Sie vermögen den zu erwartenden immensen Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, keineswegs zu kompensieren. Vielmehr droht eine schleichende Aushöhlung unseres bewährten Lohnschutzes, der bisherigen flankierenden Massnahmen, die nach EU-Standards umgestaltet und damit bürokratischer, aber letztlich weniger wirksam werden. Dies öffnet Tür und Tor für ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Konformität mit EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die angedachten Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu geschaffene, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, lähmt die Flexibilität von KMU und löst das Grundproblem des Lohndrucks nicht. Es handelt sich um einen direkten Eingriff in die Schweizer Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck diktiert wird und eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern schafft, deren Kündigung an ein starres,

bürokratisches Verfahren geknüpft ist.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, wobei ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies untergräbt unsere eigene Rechtsordnung.

Die Änderungen an der Allgemeinverbindlicherklärung (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, setzen die Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität. Jede Anpassung unseres bewährten Systems birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eher einer schleichenden Untergrabung schweizerischer Souveränität und bewährter Schutzmechanismen gleichkommen, als einer echten Stärkung des Lohnschutzes.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung betreffend die Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Vor dem Hintergrund der Souveränität unseres Landes und der bewährten direktdemokratischen Grundsätze sind die potenziellen Auswirkungen dieses Pakets kritisch zu hinterfragen. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Schweiz durch die Übernahme von EU-Recht, ohne formellen Mitspracherechts an dessen Entstehung, in ihrer autonomen Gesetzgebung eingeschränkt wird. Dies steht im direkten Widerspruch zu Art. 190 Abs. 1 der Schweizerischen Bundesverfassung, welcher die Zuständigkeit des Bundes zur Gesetzgebung festlegt. Die Intention, durch die Übernahme von EU-Regulierungen den Marktzugang zu sichern, darf nicht dazu führen, dass die schweizerische Rechtsordnung schleichend dem Recht der Europäischen Union untergeordnet wird.

Besonders bedenklich ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Möglichkeit, dass der EuGH bindende Urteile über die Auslegung von im Rahmen von bilateralen Verträgen übernommenen EU-Rechtsakten fällt, stellt eine erhebliche Einschränkung der nationalen Rechtsprechung und der richterlichen Unabhängigkeit dar. Dies könnte dazu führen, dass Gerichte in der Schweiz gezwungen sind, Urteile zu fällen, die im Widerspruch zu schweizerischen Rechtsprinzipien oder gar der Verfassung stehen. Artikel 50a der Bundesverfassung, der die Möglichkeit des fakultativen oder obligatorischen Referendums vorsieht, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht faktisch ausgehebelt werden. Es muss sichergestellt bleiben, dass das schweizerische Volk und seine Vertretungen die letzte Instanz in Gesetzgebungsfragen bleiben.

Weiterhin ist die Frage der Finanzbeiträge an die EU und die damit verbundenen Verpflichtungen zu beleuchten. Ohne eine klare und nachvollziehbare Gegenleistung, die den Interessen der Schweiz uneingeschränkt dient, sind solche finanziellen Belastungen nicht zu rechtfertigen. Es ist unabdingbar, dass jeder Schritt in Richtung einer engeren Anbindung an die EU sorgfältig abgewogen wird und primär den nationalen Interessen dient. Eine pauschale Übernahme von EU-Regulierungen birgt die Gefahr einer Erosion der schweizerischen Eigenständigkeit und schwächt die demokratische Legitimation unserer Institutionen. Die vorgeschlagene Lösung scheint diese Risiken nicht ausreichend zu adressieren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Fragen auf und bergen potenzielle Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Eine oberflächliche Betrachtung mag die Vorteile in den Vordergrund rücken, doch eine kritische Analyse deckt gravierende Nachteile auf, die im Sinne des Art. 49 der Bundesverfassung, der die Wahrung der schweizerischen Interessen verankert, nicht ignoriert werden dürfen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitgestaltungsmöglichkeit durch die schweizerischen eidgenössischen Räte, wie sie sich aus der Kompetenzverteilung gemäss Art. 164 Bundesverfassung ergibt, ist bedenklich. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, die sich auf die Bilateralen Verträge beziehen, untergräbt die parlamentarische Kontrolle und die demokratische Legitimation des schweizerischen Gesetzgebungsprozesses. Es stellt sich die Frage, ob hierbei das Prinzip der Volksouveränität, wie es in Art. 1 der Bundesverfassung niedergelegt ist, ausreichend gewahrt bleibt.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Auswirkungen nicht abschliessend geklärt. Die zugrundeliegenden Mechanismen zur Übernahme von EU-Recht könnten zu einer stärkeren Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft führen und die schweizerische Wettbewerbsfähigkeit potenziell negativ beeinflussen, wenn neue regulatorische Lasten ohne adäquate Kompensation eingeführt werden. Artikel 41 der Bundesverfassung, der das Gemeinwohl zum Ziel hat, gebietet eine sorgfältige Abwägung aller Folgen.

Die vorgeschlagenen Regelungen zur Streitschlichtung, die potenziell die Zuständigkeit schweizerischer Gerichte einschränken, sind ebenfalls Anlass zu tiefgreifender Skepsis. Die unabhängige Rechtsprechung ist ein Grundpfeiler unseres Rechtstaates, wie ihn Art. 30 Bundesverfassung garantiert. Eine Verlagerung von Entscheidungsbefugnissen an EU-Institutionen oder Gerichte wäre ein fundamentaler Eingriff in die nationale Rechtshoheit.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet erscheinen, die langfristigen Interessen der Schweiz umfassend zu sichern. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und steht im Widerspruch zu den verfassungsmässigen Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung. Eine vertiefte Prüfung und gegebenenfalls eine deutliche Nachverhandlung sind unabdingbar, um die Integrität unseres Rechtssystems und die Interessen unseres Landes zu wahren.

Olivier Ferrari
Chemin de la Potteilaz 81
1030 Bussigny
079 614 29 24
ferrari@ik.me

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Bussigny, le 29 octobre 2025

Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral EST DONC INSTAMMENT PRIÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Olivier Ferrari

Envoyé également par courrier électronique à :
vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung 2025/47

Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehung SCHWEIZ-eu

Absender: Werner Heller (Privat)

Datum: 29.10.2025

Kontakt: Werner Heller · w_heller@bluewin.ch

Sehr geehrte Damen und Herren

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die Rechtsprechung der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne wirksame Mitsprachemöglichkeit würde die Autonomie der Schweiz untergraben und sie faktisch zu einem Anhängsel der EU machen. Dies steht im Widerspruch zu grundlegenden Prinzipien unseres föderalistischen Systems und den verfassungsrechtlichen Garantien, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert sind, der die Unabhängigkeit und die Interessen der Schweiz betont. Weiterhin kann eine solche Abhängigkeit die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, ihre eigene Rechtspolitik im Einklang mit Artikel 2 BV zu gestalten, der die Förderung des Gemeinwohls und der Sicherheit der Bevölkerung als Staatsziel vorsieht. Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz gezwungen sein könnte, EU-Richtlinien zu übernehmen, die nicht im nationalen Interesse liegen, was die Position der Schweiz im internationalen Gefüge schwächen und die demokratische Legitimation von Entscheiden in Frage stellen würde.

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der nationalen Rechtstradition auf. Es ist fraglich, inwieweit eine Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die vorgeschlagenen Massnahmen nahegelegt wird, mit dem Prinzip der Volkssouveränität im Einklang steht, das im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere die potenzielle Aushöhlung der Kompetenzen des Bundesrates und des Parlaments zugunsten einer externen Instanz, die nicht demokratisch legitimiert ist, ist kritisch zu hinterfragen. Zudem besteht die Gefahr, dass die schweizerische Rechtsordnung, die auf dem Prinzip der Verhältnismässigkeit und dem Schutz von Grundrechten basiert, durch eine rein unionsrechtliche Perspektive verdrängt wird, was gegen Artikel 5 und 12 BV verstossen könnte.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Landverkehrsrecht stellen eine ernste Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor, um lediglich die lukrativen Strecken zu bedienen und somit die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen zu untergraben, die den flächendeckenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf die bewährten Subventionen, die nach EU-Beihilferecht potenziell als unzulässig eingestuft werden könnten, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürger massiv gefährdet. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Schutz vor dynamischer Rechtsübernahme. Die Pflicht, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt zudem die Souveränität von Bund und Kantonen empfindlich ein und zwingt zur Akzeptanz von suboptimalen Lösungen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Umwandlung von demokratisch legitimierten Förderungsentscheiden in ein technokratisches EU-Kontrollregime, wie es das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die angepassten Artikel im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2) vorsehen, unterwirft die Schweiz der systematischen Kontrolle der EU. Die Schaffung einer neuen, zentralen Beihilfekammer agiert als verlängerter Arm Brüssels und negiert die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone, welche durch neue Beschwerdemöglichkeiten beim Bundesgericht (Art. 82 Bst. bbis BGG) zu Bittstellern degradiert werden. Dies ist ein inakzeptabler Eingriff in die Kernkompetenzen unseres Rechts- und Wirtschaftssystems und gefährdet strategisch wichtige Sektoren wie den Luftverkehr, dessen nationale Kontrollkompetenz mit der Streichung von Art. 103 LFG verloren geht.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung untergräbt die schweizerische Energiesouveränität fundamental. Die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer, der Kosten trägt, aber kein Stimmrecht besitzt. Dies hat zur Folge, dass Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden. Die ElCom wird zur blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen

Strukturen, wie die Gemeindekraftwerke, werden geschwächt, da ihr Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert; die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen abgewälzt werden müssen. Die Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG ist unzureichend. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU, zerstören unsere föderalen Strukturen und untergraben die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE des bestehenden Stromversorgungsgesetzes ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW in Art. 15 EnG benachteiligt unzählige kleine Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit stellt eine eklatante Aushöhlung unserer Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie sich in den vorgeschlagenen Anpassungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) manifestiert, widerspricht dem klaren Willen des Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Insbesondere die Einführung eines faktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, eine Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, die nun auch EU-Bürgern und ihren Familienangehörigen ein faktisches Bleiberecht gewährt, auch bei Sozialhilfebezug, ist unhaltbar und belastet die Schweizer Steuerzahler unverantwortlich. Die "Schutzklausel" im revidierten AIG (Art. 21b) entpuppt sich als reines Placebo, dessen Anwendungs-Hürden in der Praxis nie zu überwinden sein werden und deren Anwendung zudem mit Sanktionen seitens der EU bedroht ist. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" entzieht zudem dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache bei künftigen EU-Verschärfungen in diesem hochsensiblen Bereich. Diese Entwicklung zementiert die Unterwanderung unserer nationalen Gesetzgebung und setzt unsere bewährten Regulierungsmechanismen, wie die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen gemäss dem Bundesgesetz über die Berufsbildung und die höheren Fachschulen (BGVB), zugunsten einer EU-Kompatibilität aufs Spiel.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein Eingeständnis der enormen Kosten, die durch diese unkontrollierte Zuwanderung entstehen. Die Anpassungen im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), welche unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU unterstellen, stellen eine inakzeptable Erosion unserer sozialpolitischen Eigenständigkeit dar. Die Schweiz wird zur reinen Vollzugsgehilfin von Brüsseler Vorgaben degradiert, während unsere Bürger die finanziellen und sozialen Lasten tragen müssen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und laufen auf eine Schwächung des schweizerischen Systems hinaus. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG, dienen primär der EU-Konformität und nicht einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG verkompliziert die Durchsetzung bewährter Arbeitnehmerrechte. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein ungerechtfertigter Eingriff in die Vertragsfreiheit und schafft eine unnötige Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine inakzeptable Abtretung von Souveränität dar und öffnet die Tür für die unhinterfragte Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag stellen eine erhebliche Erosion der schweizerischen Souveränität und der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist besorgniserregend. Insbesondere die Verankerung in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB signalisiert eine dauerhafte und rechtlich verankerte Zahlungsverpflichtung an die EU, die de facto einer Zwangsabgabe gleichkommt. Die anfängliche Festlegung eines Betrages von 350 Millionen Franken pro Jahr ist fragwürdig, da der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, denen die Schweiz nicht mehr entkommen kann. Das KoBG zementiert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Stimmrecht, ohne dass greifbare Vorteile für den Marktzugang garantiert werden. Die Kopplung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Friedensförderung zur Legitimierung umstrittener Zahlungen. Die Ausgestaltung des

KoBG, insbesondere Art. 1 KoBG, höhlt die Budgethoheit des Parlaments aus und untergräbt die demokratische Kontrolle über die Verwendung von Steuergeldern.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter ausländische Standards und Bürokratie. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) droht, unsere bewährten, oft höheren Produktionsstandards zu untergraben und die sprichwörtliche Schweizer Qualität zu entwerten, indem sie auf EU-Kriterien abzielt, die häufig tiefer angesetzt sind. Dies gefährdet nicht nur die Wahlfreiheit der Konsumenten, sondern auch die Existenz kleinerer Betriebe und lokaler Traditionen durch eine beispiellose bürokratische Flut, die durch neue Verordnungskompetenzen des Bundesrates im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) zusätzlich verschärft wird. Die erzwungene Übernahme von EU-Vorschriften im Tierschutzgesetz (Art. 15a und 21 TSchG) stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar und höhlt die Souveränität in diesem ethisch wichtigen Bereich aus. Zudem wird das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren. Die Einbeziehung von EU-Inspektoren und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betriebe verletzt unsere nationale Souveränität massiv. Die gefährliche "Guillotineklausel" bindet dieses Abkommen an alle bilateralen Verträge, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt.

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der Interessen unserer Bevölkerung. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in den bilateralen Abkommen, wie sie sich beispielsweise aus der Interpretation des EWR-Abkommens ableiten lässt, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Unabhängigkeit. Die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber eine angemessene Einflussmöglichkeit behält, steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die eidgenössische Volksinitiative und die Referendumsabstimmung über Bundesgesetze und Volksinitiativen (VIG) verankert ist. Die damit verbundenen Auswirkungen auf die Rechtsetzungskompetenz des Bundes und der Kantone, sowie auf die Auslegung von Gesetzen durch den Europäischen Gerichtshof, sind unkalkulierbar und stellen eine nicht hinnehmbare Belastung für die schweizerische Rechtsordnung dar. Die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus einer solchen Annäherung ergeben, ohne dass dem Schweizer Volk eine Mitsprache bei der Gestaltung der zugrundeliegenden Politik eingeräumt wird, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen.

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich die Souveränität der Schweiz gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung wahren. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, an dessen Gestaltung mitzuwirken, widerspricht fundamental dem Prinzip der Selbstbestimmung. Insbesondere die potenzielle Rolle des Europäischen Gerichtshofs, dessen Zuständigkeit über die Anwendung von Schweizer Recht im vorliegenden Kontext bisher ungeklärt ist, wirft ernste Fragen auf. Dies könnte zu einer schleichenden Untergrabung unserer Rechtsordnung führen, die in der Bundesverfassung sowie im Obligationenrecht verankert ist. Die Nachteile in Bezug auf die Unabhängigkeit und die Rechtssicherheit scheinen die vermeintlichen Vorteile deutlich zu überwiegen.

Nathalie Jobin
Grande Fin 88
1616 Attalens

Attalens, le 29 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ma position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Dès lors, j'exige :

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit !**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

N. Jobin

Nathalie Jobin

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

nom et prénom Jouvenot Frédéric
adresse : Route de Carignan 20
Code postal et ville 1565 Missy

Date 29.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Nom et prénom en caractères d'imprimerie

FREDERIC JOUVENOT, le 31.10.2025

Tania Läderach
Ch. du Trabandan 39
1006 Lausanne

Département fédéral des
affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, le 29.10. 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Tania Läderach

Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Lear Christian
Route des Tattes d'Oie 36
1260 Nyon

Le 29 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En tant qu'élus et resprésentants des Citoyens et Souverains Suisses, vous avez une obligation de vous plier à la volonté populaire et de refuser l'adoption du paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Avec mes salutations,

Christian Lear

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch.

Patrick Lusa
Rte du Moulin 32
1746 Prez-vers-Noréaz

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prez, le 29.10.2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Patrick Lusa

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Marlyse Neyroud
Chemin Vermont 22
1006 Lausanne
Marlyse.neyroud70@gmail.com

Lausanne, le 29 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Marlyse Neyroud

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Franz Obrecht (Privé)

Datum: 29.10.2025

Kontakt: Franz Obrecht · 0614014717 · obrecht-f@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche rechtsstaatliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene demokratische Kontrolle verstösst fundamental gegen das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Volkswahlen und die politischen Rechte (SR 161.1) verankert ist. Die Befürchtung, dass die Schweizer Gerichte in Zukunft an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs gebunden sein könnten, was in der Praxis einer Unterwerfung unter supranationales Recht gleichkäme, ist inakzeptabel. Dies stünde im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung, welcher die Bindung der Gerichte an das geltende Recht betont, welches primär nationalen Ursprungs sein muss. Die vorgesehenen Ausnahmen und Interpretationsspielräume erscheinen unzureichend, um die Eigenständigkeit der Schweizer Rechtsordnung zu gewährleisten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU offenbart gravierende Mängel und birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Rechtsordnung. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz verstösst fundamental gegen das Prinzip der direkten Demokratie und die Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung (StimmG) verankert ist. Insbesondere die automatische Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, wie sie auch in den Rahmenabkommen zur Diskussion steht, würde die Gesetzgebungskompetenz des Schweizer Volkes und des Parlaments aushöhlen. Artikel 170 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verlangt, dass der Bund die Unabhängigkeit und die Sicherheit der Schweiz wahrt; dies scheint durch die vorgesehene Abhängigkeit von EU-Recht gefährdet. Die fragwürdige Natur der institutionellen Verankerung und die fehlende Klarheit bezüglich der Streitbeilegung werfen ernsthafte Zweifel an der langfristigen Stabilität und Akzeptanz eines solchen Abkommens auf.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Einhaltung unserer verfassungsmässigen Ordnung

auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der schweizerischen Stimmbürger, wie sie bei der direkten oder indirekten Anwendung von EU-Verordnungen und -Richtlinien erfolgen kann, widerspricht den Prinzipien der direkten Demokratie gemäss Artikel 34 Absatz 2 der Bundesverfassung.

Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die durch die institutionelle Verankerung in den bilateralen Abkommen befördert wird, bedroht die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung. Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung verpflichtet die Bundesversammlung zur Berücksichtigung der Interessen der Bevölkerung und der Kantone. Eine Umsetzung von EU-Recht, die diese Interessen beeinträchtigt und zu einer Verlagerung von Entscheidungskompetenzen nach Brüssel führt, ist daher kritisch zu prüfen und abzulehnen.

Die vorgeschlagene generelle Übernahme von EU-Recht ist unvereinbar mit dem Grundsatz der Volkssouveränität und den verfassungsrechtlichen Garantien der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Unterwerfung unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" eine umfassende Annexion des Schweizer Landwirtschafts- und Ernährungssektors dar. Die Totalrevision des Lebensmittelgesetzes (LMG) zielt auf eine erstickende Bürokratie ab, die Schweizer Qualitätsstandards und die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards entwertet.

EU-Inspektoren erhalten zudem Einblick und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität bedeutet. Die Schweiz wird gezwungen, ihre oft strengeren Tierschutzvorschriften, wie in den neuen Artikeln 15a und 21 des Tierschutzgesetzes (TSchG) vorgesehen, aufzugeben. Das Gentechnik-Moratorium wird ausgehöhlt, und unser Volkswille missachtet. Neue Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) umgehen das Parlament. Die Guillotineklausel droht zudem, jegliches bilaterale Abkommen bei einer Kündigung zu Fall zu bringen, was eine inakzeptable politische Erpressung darstellt. Die Schweiz verliert die Souveränität, eigene, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene Regeln zu setzen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf die Schweizer Löhne, welcher durch die ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht abzufedern. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für mittlere und tiefere Einkommensschichten. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer und ineffektiver als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt ausschliesslich ausländischen Unternehmen zugute, die Lohndumping betreiben.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies führt zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein vergiftetes Geschenk, das zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht führt und die Flexibilität von KMU lähmt, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 und die Umplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, dienen primär der EU-Kompatibilität und nicht einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimierte Praxis der Subventionsvergabe wird durch ein starres, technokratisches EU-Regime ersetzt. Dies entmachtet die Kantone massiv, indem ihre Organisations- und Verfahrensautonomie durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) beschnitten wird. Die neu geschaffene Beihilfekammer der WEKO agiert als verlängerter Arm der EU und nicht primär im Interesse der Schweiz. Kritische Sektoren wie Energie, Luft- und Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was strategische Autonomie gefährdet. Die Abschaffung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz ist beispielhaft für diesen Souveränitätsverlust.

Landverkehr

Der vorliegende Entwurf wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Zukunft des Schweizer Landverkehrs auf. Die geplante Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG und die Berücksichtigung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss Art. 32a Abs. 1bis PBG, stellt eine akute Gefahr für unseren Service public dar. Die Möglichkeit für ausländische Anbieter, nur die profitabelsten Strecken zu bedienen, untergräbt die finanzielle Grundlage der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die Aufrechterhaltung des Angebots auf unrentablen, aber essenziellen Linien verantwortlich sind. Die vom Bundesrat erwähnte "Gemeinsame Erklärung" bietet hierbei keinerlei rechtsverbindlichen Schutz. Die dynamische Rechtsübernahme droht zudem eine schrittweise Aushöhlung unserer nationalen Souveränität im Schienenverkehr.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die faktische Abschaffung der Steuerungsmöglichkeiten widersprechen fundamental dem Willen des Schweizer Volkes gemäss Art. 121a BV. Die Einführung eines praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur 5 Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', untergräbt die innere Sicherheit und die Tragfähigkeit unserer Sozialwerke, da ein Ausschluss selbst bei schwerer Kriminalität oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit kaum mehr möglich sein wird, wie die Anpassungen im AIG (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a) zementieren. Der ungezügelte Familiennachzug auf eine für Nicht-EU-Länder beispiellose Art und Weise und die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entziehen unserem Parlament und dem Volk jegliche Entscheidungsgewalt über hochsensible Zuwanderungsfragen. Die sogenannte 'Schutzklausel' ist ein reines Placebo, dessen Anwendungs-Hürden in Art. 21b AIG unüberwindbar sind und deren Anwendung von der EU mit Strafmassnahmen bedroht wird. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel, die unser Land zur Unterordnung zwingt.

Strom

Die vorgeschlagene Marktliberalisierung im Stromsektor, wie sie in Art. 4a ff. des revidierten Stromversorgungsgesetzes (StromVG) und Art. 15 neu des Energiegesetzes (EnG) dargelegt wird, birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Energiesouveränität und Versorgungssicherheit. Die Übertragung von regulatorischen Kompetenzen an EU-Gremien wie ACER und ENTSO-E, die in Art. 22 StromVG weiter ausgebaut werden, schwächt die Rolle der unabhängigen ElCom zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, welches undemokratisch legitimiert ist. Dies untergräbt die auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene Energieregulierung.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung unserer Wasserkraft durch EU-Beihilfenregeln, welche das bewährte System der Wasserzinsen und somit die Finanzierung der Bergkantone bedrohen. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom sind klare Schritte zur Angleichung an EU-Standards, die unsere föderalen Strukturen und die lokale Energieproduktion, beispielsweise durch

Gemeindekraftwerke, massiv schwächen.

Die Einführung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) und die Einschränkung strategischer Reserven durch EU-Regeln setzen die nationale Versorgungssicherheit aufs Spiel. Die befürchtete Preisvolatilität, die durch die vollständige Marktliberalisierung entstehen wird, verteuert den Strom für KMU und Haushalte, während die Kosten für die nicht gedeckte Versorgungssicherheit auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt der Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität bei der Steuerung unserer Stromnetze aufgibt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend den finanziellen Beitrag birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratische Kontrolle der Schweiz. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist besorgniserregend. Dieses Gesetz (Art. 1 KoBG) verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments untergräbt und die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht macht. Der zunächst genannte Betrag erscheint als Lockvogelangebot, während der rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 des BöB zementiert diese Verpflichtungen und macht sie zu einem festen Bestandteil der Bundesgesetzgebung. Die Verknüpfung mit der Friedensförderung ist irreführend und missbraucht ein wichtiges Anliegen zur Legitimierung dieser finanziell belastenden Abkommen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtshoheit. Die vorgeschlagenen Abkommen drohen, das schweizerische Rechtssystem de facto der direkten oder indirekten Interpretation des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) zu unterstellen. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 5 der Bundesverfassung (BV), welcher die Souveränität und die Selbstbestimmung der Schweiz gewährleistet. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht des Schweizer Volkes, wie es bei einem institutionellen Abkommen der Fall wäre, untergräbt das Prinzip der direkten Demokratie gemäss Artikel 34 BV. Es ist fraglich, ob die angeblichen Vorteile einer engeren Anbindung die gravierenden Nachteile für die schweizerische Rechtsordnung und die Unabhängigkeit unseres Landes aufwiegen.

Sonia Ott
Rue du Torrent 19
1800 Vevey

Département fédéral des affaires
étrangères DFAE
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Vevey, le 29 octobre 2025

Concerne: prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

En tant que citoyenne helvétique, je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

Je vous remercie de prendre en compte cette prise de position citoyenne et vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sonia Ott

CLAUDE-ALAIN ROMAILLER

Av. Kiener 21 ➢ CH-1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 076 456 40 77

Département Fédéral des affaires étrangères
Consultation Suisse–UE

3003 Berne

Prise de position sur la consultation «Stabilisation et développement des relations Suisse-UE»

Yverdon-les-Bains, le 29 octobre 2025

Mesdames et Messieurs,

Je désire faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de «Stabilisation et développement des relations Suisse-UE»
Non à ce traité d'adhésion déguisé

1. Refus de la subordination institutionnelle
Non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec de juges étrangers
Non à la perte de souveraineté législative de notre pays
Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementation européennes
2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide des sa substance notre système démocratique unique :
Nos initiatives populaires deviendraient caduque face au droit européen
Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
Les cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite
3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
Notre marché du travail
Nos infrastructures déjà saturées
Notre système social par une hausse explosive des coûts
Le principe de préférence nationale
4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.
Des exigences claires
1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux 1 et 2 existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. Soumission obligatoire de tout future accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

CLAUDE-ALAIN ROMAILLER

Av. Kiener 21 ▸ CH-1400 Yverdon-les-Bains

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer.
Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprise :
Non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette position ; partagée par de nombreux citoyens ; je vous adresse, Mesdames et Messieurs, mes salutations respectueuses.

Claude-Alain Romailler

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Eric Sauvain <e.sauvain@me.com>
Sent: Mittwoch, 29. Oktober 2025 11:00
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations CH-UE

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords
soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratiqueunique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national
-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sincères salutations.

Eric Sauvain
e.sauvain@me.com
+41 79 353 81 03

Alain SCHREYER
Chemin des Pervenches 8
1530 Payerne

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Payerne, le 29 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Alain SCHREYER

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Anik Schwendiman-Issemann
Chemin le Grenier 22
1291 Commugny

29.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (dfae)
Consultation suisse-ue
3003 berne

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

Non à ce traité d'adhésion déguisé

1. Refus de la subordination institutionnelle

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à bruxelles.

des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux I et II existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

ANIK SCHWENDIMAN-ISSEMANN

g

SIGG Walter
Chemin de Fontannaz 8
1004 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne, le 29 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Walter SIGG

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Erik (Privat)

Date: 29.10.2025

Contact: Veldman · 0792593604 · ejveldman68@gmail.com

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La consultation sur le paquet d'accords Suisse-UE soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact sur la souveraineté helvétique et la prospérité économique. L'adoption de la législation européenne, telle qu'impliquée par l'accord sur la libre circulation des personnes, risque de porter atteinte à la Constitution fédérale, notamment en ce qui concerne la protection des travailleurs et le droit de propriété. L'article 5 du Code civil suisse, qui garantit l'autonomie privée, pourrait être érodé par une jurisprudence européenne divergente. De plus, l'incertitude quant aux compensations financières et à l'accès aux marchés européens rend l'évaluation du bénéfice économique difficile, et potentiellement défavorable à la Suisse. La délégation unilatérale de pouvoir législatif à des instances supranationales, sans réelle contrepartie, est inacceptable.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Les résultats des négociations menées dans le cadre de la consultation actuelle soulèvent des préoccupations majeures quant à leur impact sur la souveraineté suisse et la protection des intérêts nationaux. L'alignement automatique sur le droit européen, tel que potentiellement induit par certains accords, contrevient aux principes fondamentaux inscrits dans la Constitution fédérale, notamment l'article 5 qui consacre la compétence de la Confédération à définir ses propres lois. De surcroît, la crainte d'une perte de contrôle sur des domaines législatifs essentiels, sans mécanismes de compensation adéquats, fragilise l'autonomie décisionnelle de la Suisse. Les dispositions proposées semblent ignorer les spécificités de notre système juridique et économique, risquant de placer notre pays dans une position de subordination non souhaitée. Il est impératif de réévaluer ces acquis sous l'angle strict de la préservation de nos prérogatives souveraines.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève de sérieuses interrogations quant à la conformité de la mise en œuvre nationale avec les principes fondamentaux de notre souveraineté et de notre système juridique. L'adoption de dispositions qui pourraient potentiellement prévaloir sur le droit suisse, sans mécanisme de contrôle adéquat, constitue une dérogation inacceptable aux articles 50 et 164 de la Constitution fédérale qui garantissent l'autonomie législative de la Confédération et le respect des principes de l'État de droit. L'influence de l'Union européenne, telle que suggérée dans le cadre de ces accords, semble s'étendre bien au-delà de ce qui est justifiable dans le respect de nos intérêts nationaux. Il est impératif de réaffirmer la primauté de nos propres lois et de maintenir une vigilance constante pour préserver notre indépendance décisionnelle face à des intégrations potentiellement coûteuses et contraignantes.

Aides d'État

La proposition d'alignement sur le droit européen des aides d'État représente une menace directe pour notre souveraineté et notre fédéralisme. L'instauration d'une nouvelle autorité de surveillance des aides d'État, agissant comme un "prolongement de l'UE", comme le suggère l'article 3 du projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), sape les compétences décisionnelles démocratiquement légitimées de la Confédération et des cantons. L'article 18 alinéa 2 du Code des obligations (KG) et les adaptations prévues au niveau du Tribunal

fédéral, notamment l'article 82 lettre bbis du BGG, confèrent à cette nouvelle autorité un pouvoir excessif, permettant l'annulation de décisions cantonales souveraines par le biais d'une "contrôle abstrait de normes". Cette décentralisation de la prise de décision, pilier de notre système, est ainsi démantelée au profit d'un contrôle centralisé et technocratique. De plus, la suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG) transfère la compétence stratégique de contrôle des aides dans le secteur aérien à l'UE, privant la Suisse de sa capacité d'action autonome. Ces modifications juridiques, loin de renforcer notre économie, la soumettent à un régime de surveillance étrangère, limitant notre marge de manœuvre politique et économique.

Électricité

L'accord proposé sur le marché de l'électricité avec l'UE représente une menace sérieuse pour notre souveraineté énergétique et la sécurité de notre approvisionnement. L'intégration dans la structure de surveillance de l'UE (ACER, ENTSO-E) nous soumettra à des décisions prises à Bruxelles sans droit de vote, tout en nous imposant les coûts. L'autorité de régulation suisse ElCom deviendra une simple exécutante de réglementations non démocratiques de l'UE, ce qui mettra fin à une régulation énergétique indépendante et adaptée à nos besoins. La centrale hydraulique, pilier de notre production énergétique, est existentialement menacée par les règles de subventions de l'UE. Les redevances hydrauliques actuelles, bénéficiant aux cantons de montagne, pourraient être jugées comme une aide d'État illicite. Nos structures fédérales, notamment les centrales communales, seront affaiblies par les règles de concurrence de l'UE qui sapent leur priorité d'injection et la production d'énergie locale et décentralisée. La sécurité de l'approvisionnement national sera sacrifiée au profit du marché libre. Les règles de l'UE restreindront la constitution de réserves stratégiques, et personne ne portera la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse. La libéralisation totale du marché de l'électricité entraînera une volatilité accrue des prix et, finalement, des coûts plus élevés pour les PME et les ménages, car les coûts de la sécurité d'approvisionnement non pris en charge par le marché libre seront répercutés sur les consommateurs par le biais de nouvelles taxes. La libéralisation complète du marché de l'électricité, telle que prévue par la nouvelle loi sur l'approvisionnement en électricité (LAPel, art. 4a ss.), entraînera une volatilité des prix, mettra en péril la sécurité de l'approvisionnement en créant une réserve d'énergie insuffisante (art. 8b ss.) et sapera les structures fédérales par un dégroupage renforcé (art. 10, 18, 19). Les modifications apportées à la loi sur l'énergie (LEne, art. 15 nouveau) affaiblissent la position de la production d'énergie décentralisée et renouvelable en modifiant les règles de rémunération, sapant ainsi la viabilité économique des petits producteurs locaux tels que les centrales communales ou les agriculteurs. La nouvelle réglementation de l'obligation d'achat et de rémunération à l'art. 15 LEne est un coup direct porté à la production d'énergie décentralisée et proche des citoyens. En abaissant massivement la limite de puissance de 3 MW à 200 kW, d'innombrables producteurs de petite et moyenne taille seront désavantagés et leur base économique sera affaiblie. Cela contredit la stratégie énergétique de la Suisse et favorise les grands acteurs centralisés. L'introduction d'une exclusion du soutien en cas de prix négatifs (nouvel art. 29d al. 4 et art. 33a al. 2bis LEne) crée une énorme insécurité d'investissement pour les énergies renouvelables. Cela freine l'expansion des installations solaires, éoliennes et de biomasse et rend la Suisse plus dépendante des marchés étrangers imprévisibles de l'électricité et des sources d'énergie fossiles. La libéralisation complète du marché (nouveau chapitre 1a, art. 4a ss. LAPel) est une expérience à haut risque aux dépens de la population et de l'économie suisses. Elle entraîne une volatilité des prix incontrôlable et sape l'approvisionnement de base jusqu'alors stable et fiable. La sécurité de l'approvisionnement est laissée à la merci du marché, ce qui peut avoir des conséquences catastrophiques en temps de crise. L'élargissement massif des compétences de l'ElCom (art. 22 LAPel) et le renforcement des dispositions relatives au dégroupage (art. 10, 18, 19 LAPel) sont des instruments d'alignement sur l'UE. La Suisse perd le contrôle de son infrastructure critique et se soumet à une réglementation télécommandée depuis Bruxelles. Nos structures fédérales et la coopération éprouvée entre la Confédération et les cantons sont ainsi détruites. La suppression de l'exception pour la société nationale de réseau à l'art. 8 al. 2 BATE est une nouvelle étape de soumission au régime de l'UE. Au lieu d'une réglementation adaptée aux conditions suisses, notre société nationale de réseau est soumise sans nécessité aux mêmes règles, souvent inadaptées, que celles qui s'appliquent aux immenses groupes européens. Il s'agit d'une perte de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos réseaux électriques.

Transports terrestres

La soumission de la Suisse aux dispositions du droit de l'Union européenne en matière de transports terrestres représente une menace directe pour notre service public ferroviaire. L'introduction de la kabotage, telle que prévue à l'article 40a ter de la loi sur les chemins de fer (LChemin), risque de permettre à des entreprises étrangères de se concentrer uniquement sur les lignes rentables, laissant les liaisons moins lucratives mais essentielles à la desserte du territoire à la charge de nos propres compagnies. Cette pratique de "ros Pickett" affaiblit considérablement la viabilité financière des CFF et des autres opérateurs ayant un mandat de service

public. De surcroît, l'obligation de respecter le droit de l'UE lors des appels d'offres pour le transport de voyageurs, conformément au nouvel article 32a alinéa 1 bis de la loi sur le transport de voyageurs (LTV), limite la souveraineté de la Confédération et des cantons dans la définition de leurs propres objectifs de transport et peut entraîner des solutions moins adaptées et plus coûteuses pour la collectivité. Les garanties prétendument offertes par la Suisse sont juridiquement insuffisantes et ne protègent pas contre l'évolution future du droit de l'UE.

Contribution financière

La proposition visant à institutionnaliser les contributions financières versées à l'Union européenne, notamment par le biais d'un projet de loi sur les contributions à la cohésion (KoBG), soulève de sérieuses préoccupations quant à la souveraineté suisse et au contrôle démocratique. L'évolution de paiements d'appoint volontaires vers une obligation juridiquement contraignante, telle que suggérée par l'insertion du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d du Bologne-Konkordanz-Abkommen (BöB), dépossède le Parlement de sa prérogative budgétaire. La création d'un "droit permanent" (art. 1 KoBG) transforme une contribution politique discrétionnaire en une verpflichtung quasi automatique. Cette automatisation, couplée à un mécanisme de recalcul intrinsèquement contraignant, risque d'entraîner une augmentation exponentielle des sommes dues, sans que la Suisse n'ait la capacité de refuser. La Suisse se verrait ainsi réduite au statut de contributeur net sans droit de veto, ce qui contrevient aux principes fondamentaux de notre système politique et aux intérêts nationaux.

Libre circulation: Immigration

La proposition actuelle concernant la libre circulation et l'immigration représente une capitulation inacceptable face aux exigences de l'Union européenne. L'adoption de la directive sur les citoyens de l'UE, en particulier, conduit à une extension massive de la libre circulation, contredisant directement l'article 121a de la Constitution fédérale et la volonté populaire d'une maîtrise autonome de l'immigration. L'introduction d'un nouveau droit de séjour permanent après seulement cinq ans, tel qu'une "installation C PLUS" pratiquement inaliénable, compromet notre sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. Cette mesure, associée à l'extension du regroupement familial, favorise l'immigration incontrôlée et l'augmentation des coûts sociaux, grevant lourdement les contribuables suisses. La prétendue "clause de sauvegarde" de l'article 21b de la LIA est une illusion ; ses conditions d'application sont si restrictives qu'elle sera inopérante en pratique, tandis que la menace de mesures de rétorsion de l'UE rend cette disposition plus proche d'une clause d'extorsion. La méthode d'intégration de la législation de l'UE dans le domaine de la migration, telle que prévue, équivaut à une délégation de notre souveraineté législative, vidant de leur substance notre Parlement et notre démocratie directe. La Suisse doit impérativement réaffirmer son droit à une politique d'immigration indépendante.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue « Sécurité des denrées alimentaires » est une manœuvre déguisée visant à imposer l'intégralité du règlement UE « De la ferme à la table » à notre agriculture et à notre économie alimentaire. Cette intégration menace directement nos standards de qualité élevés, nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs. L'article 141 et 148 du Loi sur l'agriculture (LwG) confère au Conseil fédéral une compétence règlementaire étendue, contournant le parlement et ouvrant la porte à une adoption simplifiée du droit européen, au détriment de notre souveraineté. La Totalrevision du Code des obligations et les adaptations du Code des assurances sociales introduisent une bureaucratie étouffante, rendant notre système alimentaire plus fragile et moins adapté à nos réalités. De plus, l'acceptation de produits OGM, en contradiction avec notre moratoire sur les biotechnologies, est inacceptable.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures proposées pour la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation sont inadéquates et d'une portée cosmétique. Elles ne parviendront pas à compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'élargissement de cette liberté, risquant ainsi une érosion généralisée, particulièrement pour les revenus moyens et faibles. Au lieu de renforcer notre système de protection salariale éprouvé, les nouvelles dispositions l'affaiblissent et le soumettent aux normes de l'Union européenne, engendrant une bureaucratie accrue au détriment de l'efficacité. Les mécanismes de contrôle sont affaiblis, les compétences des commissions paritaires et des inspections du travail étant subordonnées à des structures centralisées et conformes à l'UE, ce

qui rendra l'application des conditions salariales et de travail moins rigoureuse. L'introduction d'un régime de licenciement spécifique pour les représentants du personnel, tel que le nouvel article 335l à 335q CO, constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par la pression européenne, créant une classe privilégiée et entravant la flexibilité des PME. L'égalisation des sanctions de l'UE avec des jugements exécutoires selon le nouvel article 80 alinéa 2 chiffre 6 LP, représente une cession massive de souveraineté, transformant la Suisse en un bras d'exécution pour les sanctions administratives financières de l'UE sans examen judiciaire approfondi.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation sur la stabilisation des relations avec l'UE soulève des inquiétudes majeures quant à l'impact sur la souveraineté helvétique. L'adoption unilatérale du droit européen, telle qu'envisagée, contrevient à l'esprit de l'article 2 de la Constitution fédérale (Cst.) qui garantit l'autonomie et l'indépendance de la Suisse. L'intégration progressive du droit de l'UE sans contrepartie équivalente en matière de participation aux décisions européennes, comme le stipulerait un principe de réciprocité juste, risque de nous placer dans une position de subordination juridique. La référence à une "application uniforme" du droit communautaire, telle qu'exigée par la Cour de justice de l'UE, pourrait imposer des obligations interprétatives contraires à notre système constitutionnel, potentiellement en conflit avec l'article 138 Cst. qui protège la compétence du peuple et des cantons. Une telle démarche ne saurait être considérée comme une stabilisation mais plutôt comme une renonciation progressive à nos prérogatives.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 29.10.2025

Kontakt: Rolf Wick · 0793412222 · rolf.wick@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung. Es ist fraglich, inwieweit die vorliegenden Vorschläge tatsächlich den nationalen Interessen dienen und ob sie nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität führen.

Besonders hervorzuheben sind die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtsetzungskompetenz der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht, auch in Form von streitigen Rechtsakten, ohne adäquate Mitsprachemöglichkeiten der eidgenössischen Räte und der direkten Demokratie birgt die Gefahr, dass sich Schweizer Bürgerinnen und Bürger nicht mehr in der Gesetzgebung wiederfinden. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die obligatorische Vernehmlassung zur Vorbereitung von Bundesgesetzen vorsieht, könnte durch die vorliegende Abkommen-Logik untergraben werden. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht erfolgt oft intransparent und entzieht sich der üblichen parlamentarischen Debatte und der Volksabstimmung, welche die Eckpfeiler unserer direkten Demokratie darstellen.

Weiterhin stellt sich die Frage nach der praktischen Umsetzbarkeit und den damit verbundenen Kosten. Die technische und administrative Anpassung an die Vorgaben der EU ist oft mit einem erheblichen Aufwand verbunden, der die schweizerischen KMU und öffentlichen Verwaltungen übermässig belasten könnte. Es fehlen schlüssige Analysen, die aufzeigen, wie diese Lasten gerecht verteilt werden sollen.

Die Unklarheit bezüglich der zukünftigen Auslegung und Anwendung des übernommenen EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ist ein weiterer zentraler Kritikpunkt. Die ständige Rechtsprechung des EuGH, die gemäss Artikel 19 Abs. 3 EUV bindend für die Mitgliedstaaten ist, würde de facto auch für die Schweiz verbindlich werden, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf die Entwicklung dieser Rechtsprechung nehmen kann. Dies widerspricht dem Geist der Souveränität, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, welche die Eidgenossenschaft zur Wahrung ihrer Interessen und zur eigenverantwortlichen Gestaltung ihrer Angelegenheiten verpflichtet.

Es drängt sich die Frage auf, ob die Vorteile, die aus diesen Abkommen gezogen werden sollen, die potenziellen Nachteile für unsere Rechtsordnung und unsere demokratischen Strukturen aufwiegen. Eine sorgfältige Prüfung, die über rein wirtschaftliche Überlegungen hinausgeht, ist unerlässlich, um die langfristigen Konsequenzen für die Schweiz zu bewerten.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind angesichts des damit verbundenen Drucks auf das Schweizer Lohnniveau höchst problematisch und erscheinen wenig mehr als kosmetischer Natur. Eine wirkliche Kompensation für die negativen

Auswirkungen, insbesondere auf die mittleren und unteren Einkommensklassen, ist nicht zu erwarten. Statt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, droht eine Aufweichung zugunsten von EU-Standards, die in ihrer bürokratischen Ausgestaltung weniger wirksam sind und vor allem jenen zugutekommen, die Lohndumping betreiben wollen.

Die geplanten Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Ebenso ist die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen.

Zudem ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird. Damit werden ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Bahnverkehrsabkommen mit der EU, birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret durch den neuen Art. 40ater, ermöglicht es ausländischen Anbietern, innereuropäische Strecken in der Schweiz zu bedienen. Dieses Vorgehen wird unweigerlich zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der profitorientierte ausländische Unternehmen die lukrativen Hauptstrecken bedienen, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Betreiber mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Qualität des umfassenden öffentlichen Verkehrsangebots, das wir für unsere Bürger gewohnt sind.

Darüber hinaus sind die vom Bundesrat als flankierende Massnahme dargestellten "Gemeinsamen Erklärungen" rechtlich wertlos und bieten keinen wirklichen Schutz. Sie sind nicht bindend und entziehen sich der Kontrolle der Schweiz, sobald die EU ihr Recht dynamisch anpasst. Die Schweiz wäre gezwungen, zukünftige EU-Regulierungen zu übernehmen, was die nationale Steuerungskompetenz weiter aushöhlt. Die Sorge, dass bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials nach EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist keineswegs unbegründet. Dies bedroht direkt die Finanzierung und somit die Qualität des Service public im Schienenverkehr, einem integralen Bestandteil der schweizerischen Daseinsvorsorge.

Die Verpflichtung, bei gemeinsamen Ausschreibungen das völkerrechtliche, also das EU-Recht, zu beachten (neuer Art. 32a Abs. 1bis PBG), schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen über die Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Schweizer Steuerzahler führen kann. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf das "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ist eine besorgniserregende Entwicklung, die unsere Souveränität weiter schwächt. Es muss klar gesagt werden, dass die Kabotage und die damit verbundenen Einschränkungen der nationalen Gestaltungshoheit eine ernsthafte Bedrohung für den Service public und die Schweizer Verkehrspolitik darstellen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union sind aus mehreren Gründen höchst bedenklich und bedürfen einer kritischen Neubewertung. Insbesondere die Umwandlung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die parlamentarische Budgethoheit dar.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese bisher als Geste der Solidarität verstandenen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, was die Budgethoheit des Parlaments erheblich aushöhlt. Anstatt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern durch die gewählten Vertreter des Volkes, wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Dies ist nicht nur eine technokratische Umgehung der demokratischen Kontrolle, sondern verwischt auch die klare Trennung zwischen freiwilliger Hilfe und erzwungener Abgabe.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr darf nicht als feste Grösse missverstanden werden. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung wird unweigerlich zu einer massiven Steigerung der Forderungen führen. Die Schweiz würde sich damit einem unumkehrbaren Prozess ausliefern, bei dem sie gezwungen wäre zu zahlen, was die EU diktiert, ohne die Möglichkeit, diese Forderungen kritisch zu prüfen oder abzulehnen. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie verankert diese Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine faktische Akzeptanz als dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung, der primär die Souveränität kostet. Die irreführende Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist dabei besonders zu kritisieren. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Diese Entwicklungen führen zu einer schleichenden Erosion der schweizerischen Autonomie und der demokratischen Legitimation von Finanztransfers. Die Schweiz wird in eine Position gedrängt, in der sie Zahlungen leistet, ohne die ihr zustehenden Mitspracherechte auf Augenhöhe zu erhalten. Dies widerspricht dem Prinzip der Souveränität und der Verhältnismässigkeit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Souveränität und die föderalistische Ordnung der Schweiz dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die demokratische Legitimation von Förderungen, die für das Funktionieren unseres Landes unerlässlich sind, wie beispielsweise im

Regionalverkehr, bei Kantonalbanken, in der Kultur oder zur Unterstützung lokaler KMU.

Die Souveränität der Kantone wird durch die neuen Regelungen massiv beschnitten. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und degradiert die Kantone zu blossen Bittstellern. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide durch die neue Beihilfekammer der WEKO und letztlich durch das Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies wird durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) zementiert, welche der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse ermöglichen. Ebenso stossen die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) die Zentralisierung der Rechtskontrolle voran und schwächen föderalistische Strukturen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird eine neue "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Beihilfekammer in der WEKO wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Regelungen institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und hebeln die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks "Vom Hof auf den Tisch" unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter Brüsseler Vorgaben dar. Dies ist kein Akt der Erhöhung der Lebensmittelsicherheit, sondern ein Projekt der tiefgreifenden Integration, das unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird unweigerlich einem Qualitätsverlust zum Opfer fallen, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards das wertvolle Label "Made in Switzerland" entwertet und einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten zerstört.

Besonders alarmierend ist die "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen Bilateralen I-Verträgen verknüpft. Dies bedeutet eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert, da eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen würde. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, der unsere Landwirte und Verarbeiter zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die spürbare Welle der Bürokratie, die über unsere Produzenten hereinbrechen wird, ist ebenfalls eine ernsthafte Bedrohung. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen, was lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstört.

Darüber hinaus wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen klar missachtet. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist der Kernpunkt dieser Unterwerfung. Sie

bedeutet einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies vernichtet die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und jegliche demokratische Kontrolle in diesem zentralen Politikbereich aushöhlt. Selbst der Schutz unserer Wälder wird durch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) dem Diktat der EU unterstellt, was die Schweiz unfähig macht, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Nicht zuletzt gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was angesichts der Notwendigkeit flexibler und lokaler Massnahmen fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine erhebliche Bedrohung für die Souveränität und die Eigenständigkeit der Schweiz dar. Die beabsichtigte Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die durch eine automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode untermauert wird, widerspricht fundamental dem Auftrag unseres Parlaments und der direkten Demokratie. Das Volk hat wiederholt seinen Willen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung bekundet, wie er auch in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer faktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS' bereits nach fünf Jahren, wirft gravierende Fragen hinsichtlich der inneren Sicherheit und der Belastung unserer Sozialwerke auf. Die Unmöglichkeit, diesen Status selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug zu entziehen, untergräbt die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der Rechenschaftspflicht. Gleichzeitig wird die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten dafür werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Der nunmehr ausgeweitete Familiennachzug, der auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen Kosten. Die angebliche 'Schutzklausel' im Vertragspaket ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv, dass sie in der Praxis kaum greifen wird, und die angedrohten Strafmassnahmen der EU bei ihrer Anwendung machen sie zu einer Erpressungsklausel.

Die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Neugestaltung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet und ein Ausschluss kaum mehr möglich. Die als neue 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG bezeichnete Bestimmung ist nichts weiter als ein Placebo. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die flächendeckende Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die Einführung des Europäischen

Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Minderheitengesetzgebung (BGMD) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und im Psychologieberufegesetz (PsyG) erfolgt, ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung unserer hohen Berufs- und Qualitätsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die notwendige Kontrolle, insbesondere in sensiblen Bereichen wie dem Gesundheitswesen, was letztlich die Patientensicherheit gefährdet. Die Anpassung des Berufsbildungsgesetzes (BBG) ist ebenso bedenklich.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dies ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung abzufedern. Die Schweiz muss hierfür auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen aufkommen.

Die Anbindung unserer zweiten Säule an die EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziffer 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Ebenso stellt die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) einen Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter dar. Diese Anpassungen sind keine technischen Detailregelungen, sondern zielen auf eine Unterwerfung unserer Rechtsordnung unter das EU-Recht ab.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem machtlosen Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten, aber keine Entscheidungsgewalt mehr über das eigene Stromnetz hat. Die ElCom verliert ihre Unabhängigkeit und wird zur reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, an schweizerische Bedürfnisse angepassten Energieregulierung bedeutet und Artikel 4a ff. des revidierten StromVG widerspricht.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das eine wichtige Einnahmequelle für Bergkantone darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Gleichzeitig werden unsere föderalen Strukturen durch die EU-Wettbewerbsregeln geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für Gemeindekraftwerke wird ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt und Artikel 10, 18 und 19 des revidierten StromVG sowie Artikel 15 des revidierten Energiegesetzes widerspricht.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit ist unklar. Dies ist ein hochriskantes Experiment, das Artikel 8b ff. des revidierten StromVG zur Energiereserve nicht adäquat adressiert. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da Kosten für Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Artikel 15 des revidierten Energiegesetzes ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Artikel 29d Abs. 4 und 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau, was unsere Abhängigkeit von unberechenbaren ausländischen Märkten und fossilen Energieträgern erhöht.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Artikel 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Artikel 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der

EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Artikel 8 Absatz 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union sind aus der Perspektive der schweizerischen Souveränität und der Rechtsordnung ausserordentlich bedenklich und lassen erhebliche Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit fundamentalen Prinzipien unseres Rechtssystems aufkommen. Die vorgeschlagene Übernahme von Unionsrecht in das schweizerische Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Selbstbestimmung. Insbesondere die in Artikel 4 des revidierten Verordnungsentwurfs des Bundesrats vorgesehene dynamische Verweisung auf primäres und sekundäres Unionsrecht verstösst fundamental gegen das Gebot der Normenklarheit und der Rechtssicherheit, wie es auch im Schweizerischen Obligationenrecht (OR) oder im Bundesgesetz über die Bundesrechtspflege (BPR) im Allgemeinen verankert ist, wo Rechtsnormen klar und bestimmt sein müssen, um anwendbar zu sein. Die automatische und ohne explizite parlamentarische Zustimmung erfolgende Integration neuer EU-Rechtsakte in die schweizerische Rechtsordnung untergräbt die Gewaltentrennung und die parlamentarische Kontrolle, die Kernbestandteile des föderalistischen Schweizerstaates sind, wie sie auch in der Bundesverfassung (BV) in Artikel 5 und 6 verankert sind.

Die vorgeschlagene Schiedsgerichtsbarkeit, wie sie in Anhang X der Verhandlungsdokumente dargelegt wird, birgt ebenfalls erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsprechung und die Souveränität der Gerichte. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in Streitigkeiten eine bindende Auslegung des in das schweizerische Recht übernommenen Unionsrechts vornehmen kann, steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit, und die Einbindung externer, nicht-schweizerischer Instanzen mit potenziell übergeordnetem Entscheidungsrecht stellt eine direkte Bedrohung für diese verfassungsrechtliche Garantie dar. Die Unmöglichkeit, in letzter Instanz durch schweizerische Gerichte über die korrekte Anwendung von Recht entschieden zu bekommen, schwächt das Vertrauen in die nationale Rechtsprechung und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Es stellt sich die Frage, ob die angestrebte Harmonisierung mit dem EU-Recht den Preis wert ist, die eigenständige Rechtssetzung und die rechtsstaatliche Souveränität der Schweiz in dieser Form preiszugeben. Diese Verhandlungen scheinen nicht die Interessen der Schweiz in den Vordergrund zu stellen, sondern vielmehr eine Unterordnung unter die Rechtsprechung und Gesetzgebung der Europäischen Union zu fördern, was die schweizerische Identität und die demokratischen Grundfesten gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und sind aus mehreren Gründen kritisch zu betrachten. Eine vertiefte Annäherung an die EU birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie.

Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Würde des Menschen, Artikel 5 BV die Achtung vor

dem Völkerrecht und Artikel 123 BV die richterliche Unabhängigkeit. Diese fundamentalen Prinzipien könnten durch eine Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit, den Inhalt dieser Rechtsnormen schweizerischen Verhältnissen anzupassen, gefährdet werden. Die Unabhängigkeit unserer Gerichte, wie in Artikel 123 BV verankert, steht unter dem Primat des EU-Rechts, wenn dieses direkt anwendbar würde. Dies würde die Möglichkeit einschränken, unsere eigenen Rechtsgrundsätze zu wahren.

Darüber hinaus birgt eine stärkere institutionelle Bindung an die EU das Risiko, dass die EU-Gerichtsbarkeit auf Bereiche ausgedehnt wird, die bisher klar in die Zuständigkeit der schweizerischen Bundesorgane fallen. Die Unabhängigkeit der Schweiz als Staat, die in Artikel 1 BV als föderalistisch und demokratisch verankert ist, könnte durch die Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof ausgehöhlt werden. Die Willensbildung des schweizerischen Volkes, die durch Artikel 138 ff. BV durch Initiativen und Referenden gewährleistet wird, könnte faktisch bedeutungslos werden, wenn Entscheidungen auf europäischer Ebene getroffen werden, die dann unweigerlich in der Schweiz umgesetzt werden müssten, ohne dass das Volk hierüber befinden könnte.

Die Argumentation, dass eine solche Annäherung die wirtschaftlichen Vorteile sichert, überzeugt nicht restlos. Die Schweiz hat trotz ihrer Unabhängigkeit und der fehlenden Mitgliedschaft in der EU erfolgreich wirtschaftliche Beziehungen aufgebaut und unterhält diese auch weiterhin. Eine Aufgabe von Kernbeständen unserer Souveränität zugunsten eines vermeintlichen Zugangs zu bestimmten Märkten erscheint als ein zu hoher Preis. Die Möglichkeit, dass durch solche Abkommen neue Verpflichtungen entstehen, die dann wiederum im Inland umgesetzt werden müssen, ohne dass ein effektives Mitspracherecht besteht, ist äusserst bedenklich.

Es muss klar gestellt werden, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre demokratischen Institutionen nicht zum Preis einer noch engeren Anbindung an die EU aufgeben darf. Die Stabilität der Beziehungen zur EU sollte nicht auf Kosten der schweizerischen Eigenständigkeit erreicht werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken und erscheint in ihrer aktuellen Form unzureichend, um die Souveränität und die Interessen der Schweiz nachhaltig zu wahren. Eine kritische Überprüfung der im vorliegenden Paket enthaltenen Regelungen enthüllt erhebliche Defizite, die eine vorsichtige und abwägende Haltung gebieten.

Insbesondere die Angleichung der Schweizer Rechtsordnung an das EU-Recht birgt erhebliche Risiken. Die übermässige Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, ohne dass eine entsprechende demokratische Mitgestaltung oder eine klare Interessenvertretung der Schweiz gewährleistet ist, untergräbt die verfassungsrechtliche Grundlage unseres Landes. Das Prinzip der direkten Demokratie, wie es in Artikel 138 ff. der Bundesverfassung verankert ist, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht faktisch ausgehöhlt werden. Die Gefahr besteht, dass Schweizer Bürgerinnen und Bürger Entscheidungen unterworfen werden, die sie nicht direkt oder indirekt beeinflussen können.

Weiterhin sind die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus der Beteiligung am EU-Binnenmarkt und anderen Kooperationsbereichen ergeben, nicht transparent genug dargelegt und potenziell erdrückend. Artikel 124 der Bundesverfassung betont die Bedeutung einer soliden Finanzpolitik. Es ist fraglich, ob die befürworteten Abkommen diese Anforderung erfüllen und ob die Schweiz tatsächlich einen angemessenen Nutzen aus den getätigten Zahlungen ziehen kann. Die fehlende Mitsprache bei der Verwendung der EU-Beiträge ist hierbei besonders problematisch.

Die Übertragung von Kompetenzen an Organe der Europäischen Union, selbst wenn diese indirekt erfolgt, verletzt das Prinzip der staatlichen Souveränität, wie es im Wesen der schweizerischen

Eidgenossenschaft und in grundlegenden staatsrechtlichen Bestimmungen zum Ausdruck kommt. Die verbindliche Übernahme von Gerichtsurteilen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen des Abkommens über die Personenfreizügigkeit, ohne dass eine gleichwertige Anrufungsmöglichkeit für Schweizer Gerichte besteht, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtssetzung dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gewaltenteilung und der Rechtsstaatlichkeit, wie sie in Artikel 30 der Bundesverfassung verankert sind.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU die bestehenden Risiken und potenziellen Nachteile für die Schweiz nicht ausreichend berücksichtigt. Eine vertiefte Analyse und eine klare Positionierung zur Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer verfassungsrechtlichen Identität sind dringend geboten. Die Schweiz muss ihre Eigenständigkeit und ihre demokratischen Prinzipien auch in zukünftigen Beziehungen zur EU konsequent verteidigen.

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- ☐ Weitere interessierte Kreise
- ☐ x Nicht offiziell angeschriebene Organisationen / Privatpersonen

Absenderin oder Absender:

Dr. iur. Marianne Wüthrich, Kienbergerstrasse 22, 9500 Wil

Datum der Stellungnahme:

29. Oktober 2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Marianne Wüthrich / Tel. 071 565 97 06 / marianne.wuethrich@thurweb.ch

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

1.1 Gegen diese Begriffsverwirrung wende ich mich entschieden

Das vorliegende Paket Schweiz-EU hat nicht zum Ziel, «die bilateralen Beziehungen» zwischen der Schweiz und der EU «zu stabilisieren und weiterzuentwickeln», sondern der Schweiz die *Übernahme der institutionellen Regeln der EU aufzudrängen*. Damit bin ich nicht einverstanden.

Gegen bilaterale Beziehungen auf gleicher Augenhöhe wäre nichts einzuwenden. Es ist auch ohne Übernahme des monumentalen und unüberblickbaren Bürokratieapparats der EU sehr wohl möglich, den bilateralen Weg mit der EU und insbesondere mit unseren Nachbarländern von gleich zu gleich weiterzubeschreiten.

1.2 Wirtschaftlicher Nutzen des Vertragspakets wird stark überschätzt

Bundesrat *im Begleitbrief zur Vernehmlassung vom 13.06.2025***:** *«*Der bilaterale Weg weist von allen Optionen *das ausgewogenste Verhältnis von konkretem, namentlich wirtschaftlichem Nutzen* sowie politischem Gestaltungsspielraum auf*.»*

Namhafte Experten halten den wirtschaftlichen Nutzen dieses Abkommens für stark überschätzt.

Fazit*: Es ist unverständlich, warum manche Exponenten der Schweizer Wirtschaft sich für das Vertragspaket aussprechen. Den Schweizer Unternehmen geht es weit besser als denjenigen der meisten EU-Staaten, weil das dezentrale, direktdemokratisch und föderalistisch organisierte Schweizer Staatsmodell viel flexibler und besser geeignet ist zur Bewältigung wirtschaftlicher und gesellschaftlicher Probleme und Krisen als der bürokratische und zentralistische EU-Apparat.*

1.3 Ecoplan-Studie: Fiktive Annahmen als fragwürdiges Argument des Bundesrates

Die Ecoplan-Studie schätzt den volkswirtschaftlichen Wert der sieben Abkommen ab, «indem sie den vollständigen Wegfall der Bilateralen I bis ins Jahr 2045 simuliert». Dem liegt die unbelegte Annahme zugrunde, die EU werde bei einem Nein zum Paket die bilateralen Verträge kündigen.

Bundesrat: «*Dem Szenario liegen plausibilisierte Annahmen zu Grunde. Was bei einer Ablehnung des Pakets Schweiz-EU tatsächlich geschehen würde, hängt von politischen Entscheidungen ab und lässt sich nicht vorhersagen.»* (*Medienrohstoff, 13.06.2025*)

Fazit: *Der Bundesrat stützt seine Argumentation also auf die Ergebnisse einer Studie ab, deren Realitätswert er selbst in Frage stellt.*

1.4 Die Bilateralen werden nach einem Nein nicht erodieren

Der Bundesrat verschweigt in seinen gesamten Stellungnahmen, dass die EU kein Interesse an der Kündigung der Bilateralen I hat, weil die meisten Verträge für sie von existenzieller Bedeutung sind, allen voran das Personenfreizügigkeits- und das Landverkehrsabkommen.

Bundesrat: *«Rund drei Viertel des negativen Effekts* [laut Ecoplan-Studie] *geht auf den Wegfall der Personenfreizügigkeit zurück. Die Wirtschaft hätte mehr Mühe, Arbeitskräfte zu finden,* […]» (Medienrohstoff).

Diese Annahme ist absurd.

Laut *Boris Zürcher, dem früheren Direktor für Arbeit im Staatssekretariat für Wirtschaft*, wird die Freizügigkeit auch bei einem Nein zu den Verträgen weiterhin gelten wie heute. Unternehmen in der Schweiz können weiterhin Personal aus der EU rekrutieren, die EU-Staaten haben null Interesse, die PFZ einzuschränken.

Fazit: *Die Alternative zur Annahme des Pakets Schweiz-EU ist nicht der Wegfall der Bilateralen I und die wirtschaftliche Isolierung der Schweiz. Mit der EU und ihren Mitgliedern können wir auf der Basis des Freihandelsabkommens von 1972 sowie der Bilateralen I und II die Beziehungen weiterführen. Weitere Verträge auf Augenhöhe sind ebenfalls möglich.*

1.5 Wirtschaftliche Kosten bei Annahme des EU-Vertragspakets werden ausgeblendet

Die Befürworter der Verträge warnen vor hohen Kosten bei Ablehnung des Pakets Schweiz-EU. Ausgeblendet werden die unüberblickbaren Kosten im Falle der Annahme des Pakets. Neben den Milliarden *Kohäsionsbeiträgen (total über 3 Milliarden Franken bis 2036)* würden Stand heute weitere Milliarden anfallen für Agenturkosten, für die Beteiligung an Programmen, für die vervielfachte Bürokratie und die zunehmende Zuwanderung in die Sozialleistungen (ausgeweiteter Familiennachzug). Dazu kämen künftige noch unbekannte EU-Erlasse mit weiteren Kosten, die wir übernehmen müssten.

Vorschlag: *Die Schweiz könnte auf ein institutionelles Abkommen und den damit verbundenen Souveränitätsverlust samt unüberblickbaren Kosten verzichten und dafür einen* (von der Schweiz mitbestimmten) *jährlichen Betrag bezahlen.*

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

2.1 Die Abkommen

Dazu nur einige grundsätzliche Anmerkungen.

- Die einzelnen Abkommen enthalten viele auslegungsbedürftige Bestimmungen, die letztlich der EuGH mit Inhalt füllen würde, sowie Verweise auf zahlreiche EU-Erlasse, die durch unbekanntes künftiges EU-Recht wieder geändert werden könnten. Auf den Wortlaut ist deshalb kein Verlass.
- Die Aufteilung der Verträge in einen sogenannten «Stabilisierungsteil» und einen «Weiterentwicklungsteil» ist ein rein taktisches Manöver.
- Im ersten Teil des Pakets wird – neben dem PFZ – vor allem die Bedeutung des *Abkommens über technische Handelshemmnisse (MRA)* betont. Die meisten Unternehmer haben jedoch, als Reaktion auf die häufigen vertragswidrigen Angriffe Brüssels auf das MRA, einen bereits funktionierenden Plan B entwickelt: Sie zertifizieren neue Produkte direkt in der EU.
- Zum zweiten Teil: Das Stromabkommen widerspricht von Grund auf den Schweizer Gepflogenheiten (Service public, direkte Demokratie, Föderalismus, eigenständige Rechtsetzung, Eigentumsverhältnisse).
- Das *Abkommen über die Lebensmittelsicherheit* hätte eine Durchdringung des Schweizer Rechts «vom Hof bis zum Teller» durch von Brüssel vorgeschriebene Kontrollmechanismen und eine entsprechende Bürokratisierung zur Folge – untragbar für die Landwirtschaft, die Lebensmittelverarbeitungsbetriebe und die Konsumenten. Dieses Regime gegenwärtigen und künftigen EU-Rechts ginge weit über das Landwirtschaftsabkommen der heutigen Bilateralen I hinaus. (siehe **Bundesrat** *im Faktenblatt Lebensmittelsicherheit vom 15.12.2023.* https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/85455.pdf)
- Die *Programme Horizon und Erasmus* sind nur bedingt ein Vorteil für die Schweiz. Denn im Rahmen des institutionellen Rechtsübernahmeverfahrens kann die EU sie jederzeit als sogenannte «angemessene Ausgleichsmassnahmen» erneut stoppen. Der *Plan B zu Erasmus* (eigene Organisation des Studentenaustausches) erwies sich überdies als Vorteil für die Schweiz: er ist weit kostengünstiger und erlaubt zudem die Verwendung der Schweizer Gelder für die Aufnahme von Tausenden ausländischer Studenten statt für die Brüsseler Zentrale.

Fazit*: Insgesamt würde der Abschluss dieses Abkommens-Pakets kaum einen Mehrwert für die Schweiz, für unsere Unternehmen und für die Bevölkerung bringen. Was in Zukunft auf uns zukommt, ist offen. Regel Nummer 1 für Juristen und andere Bürger: Wenn man nicht genau weiss, was laut einem Vertrag gelten wird, sollte man die Finger davon lassen.*

2.2 Institutionelle Protokolle

Die institutionelle Rechtsübernahme ist die eigentliche Crux des Pakets Schweiz-EU.

Bundesrat im *Begleitbrief zur Vernehmlassung vom 13.6.2025***:** *«Die vorliegenden Abkommen sichern die verfassungsmässigen Kompetenzen der Kantone, der Bundesversammlung, des Bundesrates, der Gerichte und des Volkes sowie die Initiativ- und Referendumsrechte.»*
Das entspricht in keiner Weise der Realität.

2.2.1 Staatsverständnis und Volksrechte von Grund auf verändert

- Die dynamische Rechtsübernahme verändert das Schweizer Staatsverständnis von Grund auf. Als eigenständiger, direktdemokratischer, stark föderalistisch und subsidiär aufgebauter Staat kann die Schweiz einer solchen institutionalisierten Regel niemals zustimmen.
- Mit der drohenden Verhängung von sogenannten Ausgleichsmassnahmen durch die EU wird das Stimmrecht des Volks, insbesondere die freie Meinungsbildung, auf gravierende Weise beschränkt.

2.2.2 Faktische Abschaffung des Referendumsrechts beim Integrationsverfahren

Bei einigen wichtigen Abkommen hat die EU das Integrationsverfahren durchgesetzt, das heisst neues EU-Recht würde direkt gelten, ohne dass die Schweiz sie in Schweizer Recht umsetzen müsste. Damit würde das Referendumsrecht der Bürger – entgegen dem Versprechen des Bundesrates! – faktisch aufgehoben.

2.2.3 Gewaltenteilung im Inland: Verschiebung der Macht zur Exekutive

Das Rechtsübernahmeverfahren hätte innerhalb der Schweiz eine massive Verschiebung der Macht zur Exekutive zur Folge (*soweit unter der Herrschaft der EU-Kommission noch Macht übrigbliebe*).

- *Decision Shaping*: Zu geplantem neuem EU-Recht könnte der Bundesrat seine Meinung einbringen, als einer von vielen neben den Vertretern der 27 EU-Staaten. Also mit vermutlich geringer Wirkung. Im Inland könnte kaum jemand kontrollieren, ob der Bundesrat auch wirklich die Interessen der Schweiz vertritt.

- *Gemischter Ausschuss als Schaltstelle für die Übernahme von EU-Normen:* Mit dem institutionellen Paket würde der «Gemischte Ausschuss» zu einer Schaltstelle für die Übernahme von EU-Normen abqualifiziert. Wenn der Bundesrat problematische Neuregelungen zu spät bemerkt, dann gilt das neue Recht mit allen Konsequenzen für die Schweiz.
- *Das Parlament würde an Bedeutung verlieren.* Es könnte neues Recht nicht selbst gestalten, sondern müsste Änderungen des EU-Rechts übernehmen und innerstaatlich umsetzen.
- *Das Vernehmlassungsverfahren*, ein zentrales Gefäss im demokratischen Prozess, fällt im Rahmen der EU-Rechtsübernahme weg oder wird bedeutungslos.
- *Einfluss von Kantonen und Verbänden?* Wo in diesem von der EU-Kommission gelenkten Prozess sich die KdK oder manche Verbände Einfluss erhoffen, bleibt im Dunkeln.

Fazit: *Dass die Mehrheit der Kantonsregierungen dem Vertragspaket zustimmt, ist ein Alarmzeichen! Wir Bürgerinnen und Bürger dürfen unsere Angelegenheiten weder den Exekutiven des Bundes noch der Kantone überlassen.*

2.2.4 «Unabhängiges Schiedsgericht» ist eine «Camouflage» (Carl Baudenbacher)

Mit der Einschaltung eines sogenannten «unabhängigen Schiedsgerichts» in den Prozess der Übernahme von EU-Recht missbraucht der Bundesrat das hohe Ansehen und das Vertrauen, das Schiedsgerichte in der Schweizer Bevölkerung geniessen. Unter dem Mäntelchen einer urschweizerischen Institution soll der Schweiz EU-Recht aufgedrückt werden.

- Die Bestimmung, dass die EU-Kommission rechtlich nicht festgelegte «verhältnismässige Ausgleichsmassnahmen» in Bezug auf ein unbestimmtes Abkommen gegen die Schweiz ergreifen kann, falls diese ihrer Meinung nach eine Vertragsbestimmung verletzt, ist Ausdruck der ungleichen Beziehung zwischen den Vertragsparteien, welche das ganze Paket durchzieht.
- Der Schweizer Schiedsrichter hat die undankbare Aufgabe zu beurteilen, ob die Strafmassnahmen der EU gegen das eigene Land, zum Beispiel im Falle eines Volksentscheids, der gegen EU-Recht verstösst, «angemessen» seien. Dabei steht seine Stimme den zwei Stimmen der EU (1 Schiedsrichter und 1 Vorsitzender) gegenüber. Unter einem Schiedsgericht stelle ich mir etwas anderes vor.

2.2.5 Es gilt die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs

Die Behauptung, der Europäische Gerichtshof werde keinen Einfluss auf die Entscheidungen des Schiedsgerichts haben, ist falsch. Denn für sämtliche revidierten und neuen Abkommen gilt der «Grundsatz der einheitlichen Auslegung» durch den EuGH.

Institutionelles Protokoll zum LVA, Art. 7 Abs. 2: «Die Rechtsakte der Union, auf die im Abkommen Bezug genommen wird, und die Bestimmungen des Abkommens, soweit ihre Anwendung unionsrechtliche Begriffe impliziert, werden *gemäss der vor oder nach der Unterzeichnung des Abkommens ergangenen Rechtsprechung des Gerichtshofs der Europäischen Union ausgelegt und angewandt*.»

Fazit: *Ziel des Pakets Schweiz-EU ist die Übernahme des gesamten geltenden und künftigen EU-Rechts durch die Schweiz, und zwar gemäss der Rechtsprechung des EuGH. Darüber kann das ganze komplizierte Verfahren vom Decision Shaping bis zum Schiedsgericht und der angebliche Einbezug der Volksrechte nicht hinwegtäuschen.*

2.2.6 Keine Rechtssicherheit

Bundesrat: Die institutionellen Bestimmungen machen «die Weiterentwicklung der Binnenmarktabkommen *für die Zukunft berechenbar und verbindlich*». […] «Die institutionellen Elemente *erhöhen die Rechtssicherheit und schützen vor willkürlichen, sachfremden Massnahmen.» (Erläuternder Bericht, S. 50)*

In Wirklichkeit wären wären bei einer Annahme des Vertragspakets aufgrund unserer Verpflichtung zur «dynamischen Rechtsübernahme» unsere Beziehungen zur EU weder verbindlich noch vorhersehbar.

- Wir wissen nicht, in welche Richtung sich die EU und die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs entwickeln werden.
- Die Hoffnung, dass mit den neuen Verträgen weniger «Nadelstiche» seitens der EU zu erwarten seien, ist eine Illusion. Bisher waren es vertragswidrige Strafmassnahmen, künftig wären es vom EuGH abgewinkte und vom Schiedsgericht abgesegnete «verhältnismässige Ausgleichsmassnahmen».

Fazit: *Mit dem Paket Schweiz-EU wäre die Rechtssicherheit nicht grösser als heute. Im Gegenteil, die Schweiz wäre weniger autonom als bisher und den EU-Gremien mehr ausgeliefert.*

2.3 Protokolle über staatliche Beihilfen

Bundesrat im Faktenblatt Staatliche Beihilfen*: «Service-Public-Leistungen bleiben bestehen. Sie sind auch in der EU grundsätzlich zulässig. Zudem existieren Schwellenwerte und zahlreiche Ausnahmebestimmungen.»*

Das ist eine Verdrehung der Tatsachen. Denn laut den Protokollen über staatliche Beihilfen in den drei betroffenen Abkommen ist das Gegenteil richtig: *Staatliche Beihilfen sind grundsätzlich verboten.*

Grundlage-Artikel 3 Absatz 1 im Beihilfe-Protokoll zum LVA

[im Strom- und Luftverkehrsabkommen gleichlautend]:

«1. Soweit im Abkommen nicht etwas anderes bestimmt ist, sind staatliche oder aus staatlichen Mitteln[1] durch die Schweiz oder einen Mitgliedstaat der Union gewährte Beihilfen gleich welcher Art[2], die durch die Begünstigung bestimmter Unternehmen oder Produktionszweige[3] den Wettbewerb verfälschen oder zu verfälschen drohen[4], mit dem ordnungsgemässen Funktionieren des Binnenmarkts unvereinbar[5], soweit sie den Handel zwischen den Vertragsparteien im Geltungsbereich des Abkommens beeinträchtigen[6].»
Hier sind sämtliche Formulierungen (1-6) auslegungsbedürftig. Ein weites Feld für den EuGH.

2.3.1 Weitreichende Konsequenzen des EU-Beihilferechts für die Schweiz:
- Da der EU-Beihilfebegriff dem schweizerischen Wirtschafts- und Rechtssystem unbekannt ist, hätte die Übernahme des EU-Beihilferechts weitreichende Konsequenzen für die Schweiz. Wir müssen damit rechnen, dass eine unbekannte Anzahl von Fördermassnahmen des Bundes oder der Kantone gemäss EU-Beihilferecht nicht zulässig wären. Einige Beispiele.

2.3.2 Beihilfeverbot gemäss Landverkehrsabkommen:
Bundesrat im *Faktenblatt Staatliche Beihilfen*: «der rein inländische öffentliche Verkehr» sei nicht betroffen, «da dieser heute und auch in Zukunft nicht vom Landverkehrsabkommen abgedeckt wird.»
Richtigstellung: Ob es sich um «rein inländischen» oder «grenzüberschreitenden» Verkehr handelt, entscheidet im Streitfall der Europäische Gerichtshof.
Vom Bundesrat unbeantworte Frage: Für welche Fälle gilt denn das Protokoll über staatliche Beihilfen zum LVA, wenn der inländische öV angeblich nicht betroffen ist? Weiterführende Fragen: Werden die EU-Gremien zum Beispiel günstige staatliche Kredite für die SBB dulden? Oder ein Nein des Stimmvolks zur Privatisierung der SBB oder anderer öV-Unternehmen?

2.3.3 Beihilfeverbot gemäss Stromabkommen:
Beispiel 1: *EU-Verbot für Schweizer Stromreserven?* Am 20. Juni 2025 haben der National- und der Ständerat fast einstimmig die gesetzliche Grundlage für den möglichen Betrieb von Gaskraftwerken und Notstromgruppen in einer Strommangellage beschlossen. Einem ähnlichen Gesetz zur Verankerung einer Wasserkraftreserve (Bundesgesetz über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien) hat das Schweizer Volk am 9. Juni 2024 mit über 68% Ja-Stimmen klar zugestimmt.
Nun heisst es aber in **Art. 9 Abs. 2 des Stromabkommens**:

«Die Schweiz kann *notwendige, verhältnismässige und nicht verzerrende Massnahmen* ergreifen, um die Stromversorgungssicherheit sicherzustellen, insbesondere durch die Errichtung und Beibehaltung von Stromreserven, *soweit solche Massnahmen mit diesem Abkommen vereinbar sind*.»

Ob die von Parlament und Volk beschlossenen Stromreserven *«mit diesem Abkommen vereinbar sind»,* würde der EuGH entscheiden, falls die EU-Kommission das Streitbeilegungsverfahren in Gang setzt.

Beispiel 2: *Staatliche Subventionen für Schweizer Stahlwerke:* Im Dezember 2024 haben der National- und der Ständerat beschlossen, den notleidenden Stahlwerken in Gerlafingen und Emmenbrücke sowie zwei Walliser Aluminiumwerken vorübergehend Sonderrabatte für die Benutzung des Stromnetzes zu gewähren. Ob die EU dies erlauben würde?

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

1.1. Allgemeine Bemerkungen

1. Ein Abkommen, das schon im voraus mit Dutzenden von neuen Gesetzen / Gesetzesänderungen aufgebessert werden muss, damit es tragbar sein soll für die Bevölkerung, ist nicht demokratieverträglich.
2. Gegen die einzelnen Gesetze ist kein fakutatives Referendum möglich. Mit einem Ja zum Gesamtpaket würden wir dem ganzen Multipack zustimmen.
3. Mit der Verpflichtung zur Übernahme künftigen EU-Rechts wird die vom Bundesrat heute vorgelegte inländische Umsetzung womöglich nur beschränkt Bestand haben.

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2. Stabilisierungsteil			
1.2.1. Staatliche Beihilfen			
Neues Gesetz			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2.1.1. Bundesgesetz über die Überwachung von [staatlichen] Beihilfen (BHÜG)			
Gesetzesanpassungen			
1.2.1.2. Bundesgerichtsgesetz (BGG, SR 173.110)			
1.2.1.3. Verwaltungsgerichtsgesetz (VGG, SR 173.32)			
1.2.1.4. Kartellgesetz (KG, SR 251)			
1.2.1.5. Luftfahrtgesetz (LFG, SR 748.0)			
1.2.1.6. Preisüberwachungsgesetz (PüG, SR 942.20)			
1.2.2. Personenfreizügigkeit: Zuwanderung			
Neues Gesetz			
1.2.2.1. Bundesgesetz über die Verwaltungszusammenarbeit im Bereich der Anerkennung von Berufsqualifikationen (Binnenmarkt-Informationssystem) (BGVB)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2.2.2. Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG, SR 142.20)			
1.2.2.3. Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, SR 823.11)			
1.2.2.4. Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz, SR 414.110)			
1.2.2.5. Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG, SR 414.20)			
1.2.2.6. Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, SR 831.40)			
1.2.2.7. Freizügigkeitsgesetz (FZG, SR 831.42)			
1.2.2.8. Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB, SR 210)			
1.2.2.9. Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten berufen (BGMD, SR 935.01)			
1.2.2.10. Medizinalberufegesetz (MedBG, SR 811.11)			
1.2.2.11. Gesundheitsberufegesetz (GesBG, SR 811.21)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2.2.12. Psychologieberufegesetz (PsyG, SR 935.81)			
1.2.3. Personenfreizügigkeit: Lohnschutz			
Gesetzesanpassungen			
1.2.3.1. Bundesgesetz über die flankierenden Massnahmen bei entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und über die Kontrolle der in Normalarbeitsverträgen vorgesehenen Mindestlöhne (Entsendegesetz, EntsG, SR 823.20)			
1.2.3.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.5 Finanzieller Beitrag der Schweiz)*			
1.2.3.3. Obligationenrecht (OR, SR 220)			
1.2.3.4. Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG, SR 221.215.311)			
1.2.3.5. Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG, SR 281.1)			
1.2.4. Landverkehr			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2.4.1. Eisenbahngesetz (EBG, SR 742.101)			
1.2.4.2. Personenbeförderungsgesetz (PBG, SR 745.1)			
1.2.5. Finanzieller Beitrag der Schweiz			
Neues Gesetz			
1.2.5.1. Bundesgesetz über die Beiträge der Schweiz zur Stärkung der Kohäsion in Europa (Kohäsionsbeitragsgesetz, KoBG)			
Gesetzesanpassungen			
1.2.5.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.3 Personenfreizügigkeit: Lohnschutz)*			
1.2.5.3. Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte (SR 193.9)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.3. Weiterentwicklungsteil			
1.3.1. Strom			
Gesetzesanpassungen			
1.3.1.1. Energiegesetz (EnG, SR 730.0)			
1.3.1.2. Stromversorgungsgesetz (StromVG, SR 734.7)			
1.3.1.3. Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE)			
1.3.2. Lebensmittelsicherheit			
Gesetzesanpassungen			

1.3.2.1. Tierschutzgesetz (TSchG, SR 455)			
1.3.2.2. Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0)			
1.3.2.3. Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG, SR 910.1)			
1.3.2.4. Bundesgesetz über den Wald (Wald-gesetz, WaG, SR 921.0)			
1.3.2.5. Tierseuchengesetz (TSG, SR 916.40)			

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das politische und staatsrechtliche System der Schweiz ist nicht kompatibel mit dem der Europäischen Union. Wer das einzigartige Schweizer Staatsmodell, die Souveränität des Landes und die Freiheit der Bürger erhalten will, der kann diesem zentralistischen Vertragspaket nicht zustimmen. Das ganze Staatsgebäude würde ins Wanken geraten – die direkte Demokratie, der Föderalismus, die dezentrale Organisation, die starken Rechte von Kantonen und Gemeinden, das Subsidiaritätsprinzip, die genossenschaftlichen und solidarischen Grundlagen des Schweizer Gemeinwesens.

Die Bezeichnung der geplanten Verträge als «Bilaterale III» oder «Weiterführung des bilateralen Weges» ist irreführend und verharmlosend. Anders als das Freihandelsabkommen von 1972 mit der EWG und die Bilateralen I und II mit der EU lassen die neuen Verträge mit ihrem institutionellen Überbau und der Verpflichtung zur Übernahme von EU-Recht und -Rechtsprechung der Schweiz kaum Raum für die eigene Ausgestaltung des Rechts.

Die Parlamente von Bund und Kantonen sowie die Stimmbevölkerung würden in ihrer Entscheidungsfreiheit durch die Verträge stark eingeschränkt. Das Vernehmlassungsrecht breiter Kreise würde in den betroffenen Bereichen praktisch bedeutungslos.

Fazit: *Solange der Bundesrat und sein Verwaltungsapparat die institutionelle Eingliederung in das EU-Rechtssystem als alternativlos darstellen, verhindern sie einen freiheitlicheren bilateralen Ansatz. Es ist unabdingbar, dass der Bundesrat gegenüber Brüssel klar kommuniziert, dass für die Schweiz nur Verträge von gleich zu gleich in Frage kommen.*

Abschliessende Bemerkung: Eine so gewichtige Vorlage ist dem obligatorischen Referendum zu unterstellen

Der Vernehmlassungs-Fragebogen lässt die wichtige Frage aus, ob die Vorlage dem obligatorischen Referendum mit doppeltem Mehr oder lediglich dem fakultativen Mehr unterstellt werden soll.

Die grosse Tragweite der Vorlage für das gesamte Schweizer Staatswesen erfordert zwingend eine obligatorische Abstimmung mit Volks- und Ständemehr. Materiell hat die Vorlage zweifellos Verfassungsrang und ist deshalb gemäss der Sui-generis-Praxis des Parlaments – wie das Freihandelsabkommen von 1972 mit der damaligen EWG sowie der 1992 verworfene EWR-Beitritt – dem obligatorischen Referendum zu unterstellen. Der Einwand des *Bundesamtes für Justiz (BJ),* ein obligatorisches Referendum gegen das Paket Schweiz-EU sei

verfassungswidrig, ist nicht haltbar. Das Parlament ist frei, dies zu beschliessen und würde damit die direktdemokratischen Rechte von Volk und Ständen respektieren.

Wil, 29. Oktober 2025 Marianne Wüthrich, Kienbergerstrasse 22, 9500 Wil

Ballaman Gérard
Chemin du Pré 7
2604 La Heutte

La Heutte, 30 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames,Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2.Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique:
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4.Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2.MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3.NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal** à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Scanned with CamScanner

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée àmaintes

reprises : **NON** à **l'adhésion à** l'UE **sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer,

Mesdames,Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Ballaman Gérard

Scanned with CamScanner

Ballaman Liliane
Chemin du Pré 7
2604 La Heutte

La Heutte, 30 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames,Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2.Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique:
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4.Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2.MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3.NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal** à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

Scanned with CamScanner

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée àmaintes

reprises : **NON** à **l'adhésion à** l'UE **sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer,

Mesdames,Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Ballaman Liliane

Scanned with CamScanner

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Balogh Zoltan
Route du Montagnier 102
1868 Collombey

30.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

Nom et prénom

ZOLTAN BALOGH.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Surya Baudet <suryadance@gmail.com>
Sent: Donnerstag, 30. Oktober 2025 21:36
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

SURYA BAUDET
21 av. mirany
1225 Chêne-Bourg

Date 30.10.2025

département fédéral des affaires étrangères (dfae)
consultation suisse-ue
3003 berne

objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

Mesdames, Messieurs,
Jje souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

NON à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe
ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés
les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

la suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

Surya Baudet
Créatrice
Danser avec tous les rayons du soleil

Nouveau: Merci la Vie 2024
21, ave. A.-M. Mirany
1225 Chêne-Bourg
Tél: +41 (0)22 348 10 24
+41 (0)79 722 48 05

Blog yoga
Blog photos
Facebook
Instagram Surya Baudet
youtube Surya
Mes e-books

Sans virus.www.avg.com

Chantal Benvegnin
Chemin du Recordet 11
1035 Bournens

Bournens, le 30 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

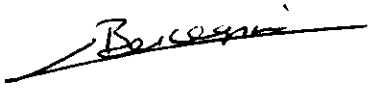

Chantal Benvegnin

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christian Breutel (Privat)

Datum: 30.10.2025

Kontakt: Christian Breutel · 0793951127 · cajetan11@me.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die institutionelle Annäherung an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf und bedürfen einer kritischen und tiefgehenden Prüfung. Es ist evident, dass die vorgeschlagenen Regelungen das Potenzial bergen, die Souveränität und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der Schweiz erheblich zu untergraben.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die vorgeschlagene Übernahme des EU-Rechts. Gemäss Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse deuten jedoch auf eine faktische Entmachtung des Schweizer Gesetzgebers hin, indem die automatische Übernahme von EU-Recht vorgesehen ist, ohne dass dieses spezifisch auf seine Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Rechtsordnung und den verfassungsmässigen Grundsätzen geprüft würde. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation von Gesetzen, welches die Meinungsäusserung und Entscheidungsfindung der vom Volk gewählten Vertreter vorsieht. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die nicht mehr durch den Schweizerischen Gesetzgeber aktiv gestaltet werden kann, ist real und besorgniserregend. Es stellt sich die Frage, inwieweit die vom Volk legitimierten Institutionen noch Herr ihrer Gesetzgebung sein können, wenn weite Teile des Rechts von einer externen Instanz vorgegeben werden.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im vorgeschlagenen Abkommen äusserst problematisch. Die automatische Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte massgeblich beeinträchtigen. Gemäss Artikel 190 BV sind die Gerichte und Behörden an Recht und Gesetz gebunden. Die Anerkennung der verbindlichen Auslegung des EU-Rechts durch den EuGH würde dazu führen, dass die Schweizer Gerichte nicht mehr primär das schweizerische Recht und die schweizerische Verfassung, sondern die Auslegung des EuGH anzuwenden hätten. Dies könnte dazu führen, dass Entscheidungen getroffen werden, die im Widerspruch zur schweizerischen Verfassung und zu den Grundrechten stehen, wie sie in der Präambel und den Grundrechtsartikeln der Bundesverfassung verankert sind. Die Möglichkeit für Schweizer Gerichte, im Sinne der schweizerischen Rechtsordnung eigenständig zu entscheiden, wäre stark eingeschränkt, und die kantonalen Rechte gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BG-BV) könnten ebenfalls tangiert werden, da die kantonalen Gesetzgeber und Gerichte an die Vorgaben des EuGH gebunden wären. Die Einhaltung des Prinzips der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit, wie sie in der Schweizerischen Bundesverfassung gewährleistet sind, scheint hier nicht mehr gewährleistet.

Die Auswirkungen auf die direkte Demokratie sind ebenfalls kritisch zu betrachten. Die Möglichkeit

des Referendums gemäss Artikel 138 und 139 BV ist ein Eckpfeiler des schweizerischen politischen Systems. Wenn jedoch automatisch übernommenes EU-Recht die Anwendungsgrundlage bildet, wird es für die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger schwierig, sinnvolle und zielführende Referendumsinitiativen zu lancieren. Die Komplexität und die Unumkehrbarkeit der übernommenen EU-Regelungen könnten die direkte Einflussnahme des Volkes auf die Gesetzgebung erheblich erschweren. Es stellt sich die Frage, ob die Stimmbürger in der Lage sein werden, die Konsequenzen einer Zustimmung oder Ablehnung eines solchen Abkommens vollständig zu erfassen, insbesondere wenn die tieferen Auswirkungen auf die nationale Gesetzgebung und Rechtsprechung unklar bleiben. Dies untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, welches die Grundlage der schweizerischen Demokratie bildet.

Des Weiteren sind die finanziellen Verpflichtungen, die sich aus einer Annäherung an die EU ergeben könnten, nicht unerheblich und bedürfen einer transparenten Darstellung. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen oder die Übernahme von Beiträgen könnten die öffentlichen Finanzen belasten und die steuerliche Belastung für die Bürgerinnen und Bürger erhöhen. Die Auswirkungen auf die wirtschaftliche Stabilität und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz müssen sorgfältig analysiert werden. Artikel 41 BV, der die Förderung des Gemeinwohls und der wirtschaftlichen Wohlfahrt zum Ziel hat, könnte durch unkontrollierte finanzielle Verpflichtungen gefährdet werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse gravierende Mängel aufweisen, die die Schweizer Souveränität, die rechtsstaatliche Unabhängigkeit, die direkte Demokratie und die finanziellen Interessen der Schweiz gefährden. Eine bedingungslose Übernahme von EU-Recht und die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH stehen im Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien der Schweizer Bundesverfassung. Es ist unerlässlich, dass diese Bedenken ernst genommen und eine Neubewertung der Verhandlungsstrategie vorgenommen wird, um die Interessen und die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren. Eine solche Annäherung darf nicht auf Kosten der schweizerischen Rechtsordnung und der demokratischen Prinzipien erfolgen. Die Verfassungsmässigkeit und die Auswirkungen auf die schweizerische Identität müssen im Vordergrund stehen und dürfen nicht ignoriert werden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die wirtschaftliche Stabilität der Schweiz. Es ist unabdingbar, dass diese Initiative kritisch hinterfragt und die potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Rechtsordnung und unsere demokratischen Prozesse eingehend geprüft werden.

Die Europäische Union verfolgt seit jeher das Ziel einer immer engeren Verflechtung ihrer Mitgliedstaaten. Die Übernahme von EU-Recht, auch in sogenannter «massgeblicher» Form, wie sie im Rahmen der Stabilisierungsbemühungen zur Diskussion steht, stellt eine schleichende Aushöhlung unserer nationalen Gesetzgebung dar. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die richterliche Freiheit im Rahmen der Gesetze. Die Einführung von EU-Recht, das in der Regel von einem Gerichtssystem interpretiert wird, dessen Bindungswirkung für die Schweiz nicht klar definiert ist, gefährdet diese richterliche Freiheit. Es besteht die Gefahr, dass schweizerische Richter gezwungen wären, Urteile zu fällen, die im Widerspruch zu unseren eigenen Gesetzen und Werten stehen, nur um die Konformität mit EU-Recht zu wahren. Dies würde die Rechtssicherheit für Unternehmen und Bürger massiv beeinträchtigen.

Weiterhin ist die Frage der Umsetzbarkeit von EU-Recht in unser nationales Rechtssystem problematisch. Das Schweizerische Parlamentsgesetz (ParlG), insbesondere Artikel 160a, regelt die Behandlung von Völkerrecht in der nationalen Gesetzgebung. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht würde dieses sorgfältig austarierte System untergraben. Es stellt sich die dringende Frage, wie die demokratische Legitimation solcher Rechtsakte gewährleistet werden soll. Die Schweizerinnen und Schweizer haben ihre Vertreter im

Parlament und in der Regierung gewählt, um ihre Interessen zu vertreten. Wenn weite Teile der Gesetzgebung durch eine externe Institution, die Europäische Union, diktiert werden, entzieht dies dem Volk und seinen gewählten Vertretern einen wesentlichen Teil der politischen Gestaltungsmacht. Dies steht im fundamentalen Gegensatz zum Prinzip der Volkssouveränität, das im Schweizerischen Verfassungsrecht tief verankert ist.

Die wirtschaftlichen Konsequenzen einer solchen Annäherung sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die EU-Binnenmarktregeln, die im Rahmen der Stabilisierungspakete wahrscheinlich eine zentrale Rolle spielen werden, sind darauf ausgelegt, die Integration ihrer Mitgliedstaaten voranzutreiben. Für die Schweiz, die auf ihre spezifischen Marktbedingungen und ihre hochentwickelte Dienstleistungsindustrie angewiesen ist, birgt die bedingungslose Übernahme dieser Regeln erhebliche Risiken. Die sozioökonomischen Auswirkungen auf Branchen, die bisher von schweizerischen Regulierungen profitiert haben, sind unklar und könnten negativ ausfallen. Es besteht die Gefahr, dass unsere kleinen und mittleren Unternehmen, das Rückgrat unserer Wirtschaft, mit den regulatorischen Anforderungen überfordert werden. Die Stabilitäts- und Wachstumspakete der EU sind auf eine andere Wirtschaftsstruktur zugeschnitten und könnten für die Schweiz kontraproduktiv sein. Das Obligationenrecht (OR) mit seinen Bestimmungen zur Vertragsfreiheit und zum Schutz von Minderheitsaktionären könnte durch EU-Richtlinien, die auf grosse Konzerne ausgerichtet sind, unter Druck geraten.

Die Stärkung der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder die Akzeptanz seiner Rechtsprechung in Bereichen, die nicht explizit in bilateralen Verträgen geregelt sind, wäre ein gravierender Eingriff in die Souveränität der Schweizerischen Gerichte. Das Schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) und das Obligationenrecht (OR) sind das Ergebnis jahrzehntelanger rechtswissenschaftlicher Arbeit und parlamentarischer Debatten. Die Möglichkeit, dass die Interpretation dieser Gesetze durch ein fremdes Gericht erfolgt, dessen Entscheidungsfindung nicht transparent und nachvollziehbar für das schweizerische Rechtssystem ist, ist zutiefst beunruhigend. Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert den Grundsatz der Gewaltenteilung und der richterlichen Unabhängigkeit. Die indirekte Einflussnahme des EuGH auf die Rechtsanwendung in der Schweiz würde diese Prinzipien aushöhlen.

Auch die Mechanismen zur Streitbeilegung bedürfen einer kritischen Betrachtung. Die EU bevorzugt Mechanismen, die auf ihre eigene Rechtsordnung ausgerichtet sind. Die Vorschläge zur Stabilisierung könnten darauf abzielen, die Schweiz stärker in diese Mechanismen zu integrieren, was zu einer Unterwerfung unter EU-spezifische Verfahren führen könnte. Dies würde die Eigenständigkeit unserer Rechtsprechung beeinträchtigen und die Möglichkeit der Schweiz, ihre nationalen Interessen effektiv zu vertreten, schwächen. Die Verfassungsmässigkeit solcher Mechanismen, insbesondere im Hinblick auf die Gleichheit vor dem Gesetz und das Recht auf ein faires Verfahren, wie es in Artikel 29 der Bundesverfassung (BV) garantiert ist, müsste genau geprüft werden.

Abschliessend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU mit erheblichen Gefahren für die schweizerische Souveränität, unsere Rechtsordnung und unsere wirtschaftliche Stabilität verbunden ist. Es ist unerlässlich, dass jeder Schritt in diese Richtung mit grösster Vorsicht und unter Einbeziehung der potenziellen negativen Auswirkungen auf unsere Grundprinzipien und unsere Verfassung getroffen wird. Die Risiken einer schleichenden Entnationalisierung und einer Beeinträchtigung unserer demokratischen Selbstbestimmung sind zu hoch, um sie zu ignorieren. Eine kritische und skeptische Haltung ist daher angebracht und geboten.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU stösst auf erhebliche Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Die vorliegende Vorlage vermag die gravierenden Nachteile und die Erosion unserer Souveränität, die sich aus einer solchen Abkommen ergeben würden, keineswegs angemessen darzustellen. Vielmehr scheint sie eine Verharmlosung der tiefgreifenden Konsequenzen zu betreiben, die mit der Übernahme von EU-Recht einhergehen.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die automatische Übernahme von EU-Recht. Dieses Prinzip widerspricht fundamental unserem Verständnis von Rechtsstaatlichkeit und Demokratie. Gemäss Artikel 138 der Schweizer Bundesverfassung hat das Bundesrecht Vorrang vor kantonales Recht. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch dazu führen, dass supranationales Recht, welches von einer fremden Institution erlassen wird und ohne direkte demokratische Legitimation in der Schweiz Gültigkeit beanspruchen würde, Vorrang vor dem schweizerischen Recht erhielte. Dies würde das Prinzip der Volkssouveränität und der direkten Demokratie aushöhlen, da das Schweizer Volk und seine Vertreter nicht mehr die alleinige Hoheit über die Gesetzgebung hätten. Die Übernahme von EU-Recht, das sich zudem stetig weiterentwickelt, würde einen permanenten Anpassungsdruck auf unsere nationalen Gesetze ausüben und die rechtsstaatliche Kohärenz gefährden. Es stellt sich die drängende Frage, wie die demokratische Kontrolle und die Legitimation der erlassenen EU-Normen auf schweizerischer Ebene gewährleistet werden können, wenn diese ohne direkte parlamentarische Debatte und Verabschiedung in Kraft treten.

Darüber hinaus birgt die Übernahme von EU-Recht erhebliche wirtschaftliche Risiken. Die Wettbewerbsgleichheit, die oft als Argument für solche Abkommen angeführt wird, könnte sich als trügerisch erweisen. Die EU-Binnenmarktregeln sind komplex und werden von den Mitgliedstaaten unterschiedlich interpretiert und umgesetzt. Eine pauschale Übernahme könnte dazu führen, dass Schweizer Unternehmen plötzlich mit regulatorischen Anforderungen konfrontiert werden, die nicht auf unsere spezifischen Bedürfnisse und Strukturen zugeschnitten sind. Dies könnte zu unverhältnismässigen Kosten und einer Schwächung der Wettbewerbsfähigkeit führen. Artikel 31 des Bundesgesetzes über den Binnenmarkt (BGBM) regelt die Dienstleistungsfreiheit, doch die von der EU diktierten Rahmenbedingungen könnten die Schweiz in eine Position zwingen, in der sie bestimmte Dienstleistungen nicht mehr zu den bisherigen Konditionen anbieten kann, was unseren Wirtschaftsstandort schwächen würde.

Besonders problematisch ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Anerkennung seiner Rechtsprechung, auch wenn sie nicht explizit im Abkommen vorgesehen ist, würde de facto eine Unterordnung unserer nationalen Gerichte und der obersten schweizerischen Rechtsprechung unter ein fremdes Gericht bedeuten. Dies verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Souveränität in Rechtsetzungs- und Rechtsanwendungsfragen. Die Möglichkeit, dass der EuGH bindende Entscheidungen trifft, die in der Schweiz durchgesetzt werden müssen, stellt eine direkte Bedrohung für unsere rechtsstaatliche Unabhängigkeit dar. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 190 die Bindung von Gerichten und Behörden an das Bundesrecht. Die potenzielle Einflussnahme des EuGH würde dieses Prinzip untergraben und könnte dazu führen, dass schweizerisches Recht durch nicht-demokratisch legitimierte, supranationale Interpretationen ausgehebelt wird.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an EU-Programmen, die in solchen Paketen oft enthalten ist, muss ebenfalls kritisch betrachtet werden. Hierbei handelt es sich um erhebliche Mittel, die aus der Bundeskasse fliessen. Die Mittelverwendung und die damit verbundenen administrativen Aufwände sind oft intransparent und eine effektive Kontrolle durch das Schweizer Parlament ist schwierig. Die Argumentation, dass diese Beiträge notwendig seien, um Zugang zu bestimmten Märkten oder Programmen zu erhalten, ignoriert die Tatsache, dass die Schweiz in vielen Bereichen bereits heute gut funktionierende bilaterale Abkommen unterhält, die diese Bedürfnisse abdecken, ohne die genannte Souveränitätsabgabe zu fordern. Der Artikel 128 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Zusammenarbeit regelt, sollte nicht dazu missbraucht werden, unsere Unabhängigkeit zu kompromittieren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Gesamtbeurteilung die tiefgreifenden Risiken und negativen Folgen einer Annäherung an die EU in der Form eines umfassenden Pakets unterschätzt. Die Gefährdung unserer Souveränität, die Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und die potenziellen wirtschaftlichen Nachteile sind gravierend und dürfen nicht ignoriert werden. Es bedarf einer kritischeren Auseinandersetzung mit diesen Themen und einer klaren Haltung, die die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer Unabhängigkeit über alles stellt. Die Argumente für solche Abkommen müssen auf einer realistischen Einschätzung der Folgen basieren und dürfen nicht von einer romantisierenden Vorstellung von Nähe zur EU getrübt werden. Wir dürfen uns nicht

auf einen Weg begeben, der uns schleichend von unserer eigenen Gesetzgebung und unseren eigenen Werten entfremdet. Die Schweiz hat einen erfolgreichen Weg der Unabhängigkeit beschritten, und dieser sollte nicht leichtfertig aufgegeben werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der Vereinbarkeit der vorgeschlagenen Regelungen mit der Schweizerischen Rechtsordnung und den grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie auf. Es drängt sich die Sorge auf, dass die angestrebte Annäherung an die Europäische Union, ungeachtet der formalen Bezeichnung als "Abkommen", zu einer schleichenden Erosion der Souveränität und der rechtsstaatlichen Garantien unseres Landes führen könnte.

Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und das Bundesgesetz über den unlauteren Wettbewerb (UWG) sind kritisch zu beleuchten. Artikel 335 OR, der die Möglichkeit der Parteien zur freien Vertragsgestaltung innerhalb der gesetzlichen Schranken garantiert, und Artikel 2 UWG, der die Grundsätze des fairen und lauteren Wettbewerbs festlegt, sind Eckpfeiler unseres Wirtschaftsrechts. Es besteht die Gefahr, dass eine Übernahme von EU-Recht, selbst in selektiven Bereichen, zu einer Harmonisierung führt, die die Flexibilität des Schweizerischen Rechts untergräbt und im nationalen Interesse liegende Gestaltungsspielräume einschränkt. Die Europäische Union verfolgt einen Integrationsprozess, der naturgemäss auf die Schaffung eines einheitlichen Rechtsrahmens abzielt. Die Übernahme von EU-Sekundärrecht, selbst wenn es als "Anpassung bestehender Abkommen" oder "technische Harmonisierung" deklariert wird, birgt die Gefahr, dass Schweizer Unternehmen gezwungen sind, sich an europäische Standards anzupassen, die möglicherweise nicht den spezifischen Bedürfnissen oder der Wettbewerbslandschaft der Schweiz entsprechen. Dies könnte insbesondere kleine und mittlere Unternehmen (KMU) unverhältnismässig belasten und ihre Wettbewerbsfähigkeit im Vergleich zu Unternehmen in der EU schwächen, die von diesen Standards profitieren.

Die vorgeschlagenen Massnahmen könnten auch die Rolle und die Kompetenzen des Schweizerischen Bundesgerichts und der kantonalen Gerichte in Frage stellen. Die Übernahme von EU-Recht impliziert oft die Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Dies würde dazu führen, dass Schweizer Gerichte, die gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Ausübung der Gerichts- und Verwaltungsbehörden (BGG) die oberste Gerichtsinstanz darstellen und für die Anwendung des Schweizer Rechts zuständig sind, potenziell die Vorgaben eines ausländischen Gerichts zu berücksichtigen hätten. Diese Entwicklung birgt die Gefahr einer Kompetenzverschiebung und einer Beeinträchtigung der richterlichen Unabhängigkeit, da die Interpretationshoheit über das schweizerische Recht zunehmend an eine externe Institution delegiert würde. Die Unabhängigkeit der Justiz ist ein zentrales Element unseres Rechtsstaates, und jede Entwicklung, die diese Unabhängigkeit auch nur potenziell gefährdet, muss mit äusserster Skepsis betrachtet werden.

Des Weiteren ist die demokratische Legitimation von Abkommen, die eine Übernahme von EU-Recht vorsehen, ein kritischer Punkt. Während das Schweizer Volk die Möglichkeit hat, völkerrechtliche Verträge im Rahmen eines Referendums abzulehnen, ist die Komplexität und der Umfang der zu übernehmenden Rechtsmaterie oft so gross, dass eine fundierte demokratische Entscheidungsfindung erschwert wird. Artikel 166 der Bundesverfassung (BV) regelt die Beteiligung des Parlaments an der Aussenpolitik, und Artikel 141 BV die Volksinitiative und das fakultative Referendum. Die gegenständliche Vernehmlassung scheint jedoch darauf abzuzielen, wesentliche Teile des EU-Rechts in die Schweizer Rechtsordnung zu integrieren, ohne dass eine klare und transparente demokratische Debatte über jede einzelne Bestimmung stattfinden kann. Die Gefahr besteht darin, dass das Schweizer Stimmvolk vor vollendete Tatsachen gestellt wird, deren Tragweite und Konsequenzen es nicht vollständig überblicken kann. Dies steht im Widerspruch zum Geist der direkten Demokratie, der auf informierte und selbstbestimmte Bürgerinnen und Bürger setzt.

Die angeführten Argumente unterstreichen die dringende Notwendigkeit einer kritischen und abwägenden Haltung gegenüber den vorgeschlagenen Regelungen. Es ist unerlässlich, dass die

Souveränität der Schweiz, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die direktdemokratischen Instrumente uneingeschränkt gewahrt bleiben. Jegliche Annäherung an die Europäische Union muss sorgfältig auf ihre Auswirkungen auf das Schweizerische Rechtssystem und die demokratischen Institutionen geprüft werden, und zwar mit einer gesunden Portion Skepsis gegenüber potenziellen negativen Folgen. Eine unreflektierte Übernahme von Rechtsstandards, auch in scheinbar technischen Bereichen, könnte langfristig zu einer De-facto-Anpassung an die EU ohne die entsprechenden Mitgestaltungsrechte und demokratischen Kontrollmechanismen führen. Es gilt, die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung an erste Stelle zu setzen und sich nicht blindlings in einem Prozess der Rechtsangleichung zu verlieren, dessen ultimative Konsequenzen unklar sind.

Finanzieller Beitrag

Stellungnahme zum Bereich: Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf und tangieren fundamentale Prinzipien unserer nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle. Insbesondere die Umwandlung bisheriger freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich bindende Verpflichtung ist kritisch zu hinterfragen. Dies stellt eine faktische Zwangsabgabe dar, die der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel nimmt und die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen untergräbt.

Der anfangs genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die Gefahr unaufhaltsam steigender Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, Zahlungen zu verweigern oder deren Höhe zu beeinflussen, und ist gezwungen, den von der EU diktierten Beträgen zuzustimmen. Dies entzieht die finanziellen Mittel der direkten demokratischen Kontrolle und der parlamentarischen Budgethoheit.

Die Schweiz droht, zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu werden. Während unsere Zahlungen verbindlich werden, existieren keine Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshindernisse. Wir würden für eine institutionelle Anbindung bezahlen, die primär die eigene Souveränität reduziert und deren greifbare Vorteile fraglich sind.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist ein zentrales legislatives Instrument, das die bisher flexiblen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung überführt. Dies entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag und verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht. Das KoBG zementiert die permanente finanzielle Abhängigkeit von der EU. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse Vollziehung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB), konkret in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies widerspricht dem Prinzip, dass die Ausgaben des Bundes durch das Parlament im Rahmen der jährlichen Budgetberatungen festzulegen sind.

Die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des Entwurfs ist irreführend und unlauter. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um die politisch heiklen und höchst umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Taktik, um die eigentliche finanzielle Belastung und die damit verbundenen Souveränitätsverluste zu verschleiern und politisch salonfähig zu machen.

Diese Regelungen gefährden die finanzielle Eigenständigkeit der Schweiz und untergraben die demokratische Rechenschaftspflicht. Wir fordern eine Neubewertung der vorgeschlagenen Mechanismen, die unsere Souveränität wahrt und die parlamentarische Kontrolle über die Staatsfinanzen sicherstellt. Eine verbindliche und unkalkulierbare Zahlungsverpflichtung gegenüber einer Drittpartei ist mit den Grundsätzen unserer Verfassungsordnung nicht vereinbar. Es muss sichergestellt bleiben, dass jeder finanzielle Beitrag der Schweiz im Rahmen der demokratischen Prozesse und unter Wahrung unserer Souveränität entschieden wird.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme richtet sich gegen die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und der Zuwanderung, wie sie im Rahmen der Übernahme neuer EU-Rechtsakte zur Debatte stehen. Wir äussern tiefgreifende und grundsätzliche Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen dieser Vorlagen auf die schweizerische Souveränität, die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung, die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke.

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar. Diese Entwicklung widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und die eigenständige Steuerung der Zuwanderung zum Prinzip erhebt. Die automatische Übernahme von EU-Regelungen im Bereich der Zuwanderung, insbesondere durch die sogenannte „Integrationsmethode“, untergräbt massiv die verfassungsrechtlich garantierte Kompetenz des Schweizer Gesetzgebers und des Souveräns. Die Tatsache, dass künftige Verschärfungen des EU-Rechts faktisch und ohne Mitspracherecht übernommen werden müssen, ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und der nationalen Willensbildung.

Besonders alarmierend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre. Diese als „Niederlassung C PLUS“ zu bezeichnende Statusänderung ist praktisch unentziehbar und gewährt ein faktisches Bleiberecht, selbst im Falle von kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe. Dies öffnet die Tür für erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und stellt eine unzumutbare Belastung für unsere Sozialwerke dar. Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen sozialen und finanziellen Lasten.

Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel“ erweist sich bei genauer Betrachtung als reines Feigenblatt. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis kaum jemals greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern vielmehr eine Erpressungsstrategie, die die Schweiz ihrer Handlungsfähigkeit beraubt.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation vor den Anforderungen der EU. Die neu eingeführte „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist eine Farce, die keine wirkliche Steuerung der Zuwanderung ermöglicht. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger. Gleichzeitig zementieren die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von Artikel 41c AIG den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird faktisch ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum noch möglich sein. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität.

Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Integration in das Europäische Binnenmarkt-Informationssystem (IMI), wie sie im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von Ausbildungsnachweisen (BGVB) vorgesehen ist, ersetzt die sorgfältige und nationale Prüfung durch einen automatisierten Prozess. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Schweizer Gründlichkeit wird für die EU-Konformität geopfert. Dies gilt auch für den Bereich der Medizinal- und Gesundheitsberufe sowie

für die Psychologie. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) hebelt die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome aus. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 MedBG an ein bürokratisches EU-System delegiert. Die Schweiz verliert die nationale Kontrollhoheit und kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie“ in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein verzweifelter Versuch, die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungsbereich abzufedern. Es ist das Eingeständnis, dass die Personenfreizügigkeit massive Kosten verursacht, die nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Art. 48 Abs. 2 Bst. c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Art. 61a) im Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG) zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine schleichende, aber unaufhaltsame Erosion unserer Souveränität bedeuten. Sie führen zu einer unkontrollierten Zuwanderung, die unsere Sozialwerke überlastet, die innere Sicherheit gefährdet und unsere direkte Demokratie untergräbt. Wir fordern daher eine konsequente Ablehnung dieser Vorlagen. Die Schweiz muss ihre Zuwanderungspolitik weiterhin eigenständig gestalten und im besten Interesse ihrer Bevölkerung und ihrer Werte regeln können.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs birgt erhebliche Risiken für die Integrität und die Zukunftsfähigkeit des schweizerischen Service public, insbesondere im Schienenverkehr. Es ist besorgniserregend, dass durch die obligatorische Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionen, die bisher den Güterverkehr, den Regionalverkehr und die Erneuerung des Rollmaterials sicherten, als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies stellt eine direkte Bedrohung für die Qualität und den Umfang des Angebots dar, das unseren Bürgerinnen und Bürgern heute zur Verfügung steht und das einen

Grundpfeiler unserer Lebensqualität bildet. Die Argumentation, dass diese Anpassungen notwendig seien, um die Konformität mit dem EU-Recht herzustellen, ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und Prioritäten unseres Landes und unterstellt im Gegenteil, dass die Schweiz ihre bewährten Instrumente zur Sicherung ihres öffentlichen Verkehrs aufgeben muss.

Besondere Beunruhigung ruft die Öffnung für die sogenannte Kabotage hervor. Die Ermöglichung für ausländische Anbieter wie Flixtrain, inner-schweizerische Strecken zu bedienen, wird unweigerlich zu einer aggressiven "Rosinenpickerei" führen. Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen gezwungen sein werden, die finanziell belastenden, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien weiterhin zu betreiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Mobilität in unserem Land. Die Behauptung, dass dies zu mehr Wettbewerb und günstigeren Preisen führe, verkennt die Realität, dass es sich hierbei um einen ungleichen Wettbewerb handelt, bei dem ausländische Anbieter oft von staatlichen Subventionen in ihren Heimatländern profitieren und somit nicht die wahren Kosten ihrer Dienstleistung abbilden.

Die vom Bundesrat angepriesene "Gemeinsame Erklärung" zur Absicherung ist aus rechtlicher Sicht wertlos. Sie bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die die Schweiz dann dynamisch übernehmen müsste. Diese Erklärung ist bestenfalls eine Beruhigungspille ohne substanzielle Wirkung und verhindert nicht die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr. Die Schweiz gibt damit schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur auf. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), übernehmen müssten. Dies würde die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagern und die strategische Ausrichtung unseres Bahnwesens von Brüssel abhängig machen.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater ist ein direkter Angriff auf den Service public. Sie erlaubt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt die SBB und andere Transportunternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen und nicht die Möglichkeit haben, sich auf lukrative Nischen zu beschränken. Langfristig gefährdet dies die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz, auf den unsere Bevölkerung angewiesen ist.

Ebenso problematisch ist die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), die durch Artikel 32a Absatz 1bis eingeführt wird. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass Verträge an Anbieter vergeben werden, deren Angebote zwar EU-konform, aber suboptimal oder teurer für die Schweizer Steuerzahler sind. Die Gefahr besteht, dass unsere eigenen strengen Umwelt- und Sozialstandards sowie die Bedürfnisse unserer Regionen durch die Priorisierung von EU-Vorgaben in den Hintergrund gedrängt werden. Die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes wird empfindlich eingeschränkt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs die Gefahr bergen, den schweizerischen Service public, insbesondere im Schienenverkehr, nachhaltig zu schwächen und unsere nationale Souveränität zu untergraben. Die vermeintlichen Vorteile, wie Wettbewerb und Effizienzsteigerung, werden durch die reale Gefahr der "Rosinenpickerei" und die Übernahme von nicht auf die Schweiz zugeschnittenen EU-Regulierungen aufgewogen. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre eigene Gesetzgebung im Bereich des öffentlichen Verkehrs eigenständig und im Interesse ihrer Bürgerinnen und Bürger gestalten kann, ohne einer übermässigen Einflussnahme durch die Europäische Union ausgesetzt zu sein. Wir fordern daher eine kritische Überprüfung und gegebenenfalls eine Ablehnung der Passagen, die die finanzielle Basis und die operative Unabhängigkeit unseres Service public gefährden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamental unerwünschte Abkehr von bewährten Schweizer Prinzipien dar und bergen erhebliche Gefahren für unsere Souveränität, unseren Föderalismus und unsere wirtschaftspolitische Eigenständigkeit. Mit grosser Sorge nehmen wir zur Kenntnis, dass mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und den damit verbundenen Anpassungen im Kartellgesetz (KG) sowie im Bundesgerichtsgesetz (BGG) eine technokratische EU-Regelungslogik in unser Rechtssystem importiert wird, die das Wesen unserer föderalistischen und demokratischen Ordnung fundamental angreift.

Die bisherige Praxis, wonach Subventionen als politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, ist ein Ausdruck unserer direkten Demokratie und ermöglicht zielgerichtete Förderungen, die auf spezifische lokale oder regionale Bedürfnisse zugeschnitten sind, sei es im Bereich des öffentlichen Verkehrs, zur Unterstützung von Kantonalbanken, zur Förderung von Kultur oder zur Stärkung lokaler Klein- und Mittelunternehmen. Diese bewährte und demokratisch legitimierte Praxis wird durch die geplante Einführung eines starren, zentralisierten EU-Kontrollregimes ersetzt.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden und damit auf die spezifischen Bedürfnisse ihrer Bevölkerung einzugehen, werden die Kantone gezwungen sein, ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen zu lassen. Dies ist ein direkter und inakzeptabler Angriff auf unseren Föderalismus, der auf der Dezentralisierung von Kompetenzen und der Autonomie der Gliedstaaten beruht.

Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Die Verpflichtung, Beihilfen der EU-Kommission zu melden und von ihr genehmigen zu lassen, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Dies untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, eigenständige wirtschaftspolitische Entscheidungen im nationalen Interesse zu treffen.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, die für viele Kantone und Gemeinden von zentraler Bedeutung ist, da sie oft Eigentümer von Elektrizitätswerken sind, sowie der Luft- und der Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer kritischen Infrastruktur. Die Möglichkeit, diese Sektoren im nationalen Interesse zu steuern und zu fördern, wird empfindlich eingeschränkt.

Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine «Superbehörde» etabliert, die de facto als «verlängerter Arm der EU» agieren wird. Ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend, was zu einem erheblichen Mangel an Rechenschaftspflicht führt.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die damit verbundenen Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, insbesondere Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die Kantone werden in diesem neuen Verfahren zu Bittstellern degradiert und verlieren ihr formelles rechtliches Gehör, wenn ihre souveränen Entscheide von der neuen Beihilfekammer geprüft werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und untergräbt die föderalistische Struktur der Schweiz.

Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine neue «Superbehörde», die als «verlängerter Arm der EU» agiert und die demokratische und föderalistische Kontrolle über Subventionen aushebelt. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen

zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Art. 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhöhlen und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese «Superbehörde» wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen «Wächters der Preise» zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, ohne dass die Auswirkungen auf die schweizerische Bevölkerung kritisch hinterfragt werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität, unseres Föderalismus und unserer demokratischen Prinzipien darstellen. Sie schaffen eine übermächtige, von Brüssel gelenkte Kontrollinstanz, schwächen die kantonalen Kompetenzen und entziehen wichtige strategische Sektoren der nationalen Steuerung. Wir fordern daher eine umgehende Überprüfung und Ablehnung dieser weitreichenden und negativen Entwicklung.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strommarktrecht stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und der Versorgungssicherheit dar. Mit der Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar die Kosten trägt, aber kein Stimmrecht besitzt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen, was eine kausale Folge des EU-Ausschlusses und der damit verbundenen faktischen Unterordnung darstellt. Die ElCom, einst eine unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde, wird zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die finanzielle Basis betroffener Kantone schwächen, sondern auch die Planungssicherheit für Wasserkraftprojekte erheblich beeinträchtigen.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Regelungen massiv geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion fördert, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleinere, bürgernahe Energieproduzenten und fördert eine Zentralisierung der Energieversorgung, die nicht im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung

strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer in einem derart liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen wird. Weder der Markt noch die EU scheinen hierfür klare Mechanismen zu bieten. Dies ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen für die Bevölkerung und die Wirtschaft kaum absehbar sind.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die nicht vom Markt gedeckte Versorgungssicherheit müssen zwangsläufig über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der Verlässlichkeit und Bezahlbarkeit der Energieversorgung. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG wird die Versorgungssicherheit weiter gefährden.

Das neue Energiegesetz (EnG) birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Insbesondere die Änderungen in Art. 15 neu schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, welche die Leistungsgrenze für die Vergütung von 3 MW auf 200 kW senkt, ist ein direkter Schlag gegen unzählige kleine und mittlere Produzenten. Dies untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage und widerspricht der propagierten Energiestrategie, die auf eine breite Beteiligung der Bevölkerung und lokaler Akteure setzt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind klare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies bedeutet einen Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine existentielle Bedrohung für die schweizerische Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die föderale Struktur darstellen. Sie führen zu einer Schwächung der dezentralen Energieerzeugung, zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und zu einer Abhängigkeit von EU-Regulierungen, die unseren nationalen Interessen zuwiderlaufen. Es ist unabdingbar, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und Massnahmen zu ergreifen, um die schweizerische Energieautonomie zu wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme der EU-Regularien im Bereich der Lebensmittelsicherheit stellt eine grundlegende und in ihren Auswirkungen verheerende Aushöhlung der Schweizer Souveränität und unserer bewährten nationalen Standards dar. Unter dem irreführenden Etikett der "Lebensmittelsicherheit" wird de facto eine umfassende Integration in die landwirtschaftliche und Ernährungspolitik der Europäischen Union vorangetrieben. Es handelt sich hierbei nicht um eine marginale Anpassung, sondern um die Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dieses Vorhaben bedroht

nicht nur unsere historisch gewachsenen und international anerkannten hohen Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die tatsächliche Wahlfreiheit unserer Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die sich über Jahrzehnte als bedeutender Wettbewerbsvorteil etabliert hat, ist akut in Gefahr. Die erzwungene Angleichung an oft tiefere und auf industrielle Massenproduktion ausgerichtete EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das renommierte Label "Made in Switzerland" wird dadurch massiv entwertet, wenn die hierzulande produzierten Lebensmittel nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen zentralen Pfeiler unserer landwirtschaftlichen Identität und unseres wirtschaftlichen Erfolgs.

Besonders alarmierend ist die integrierte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit sämtlichen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Diese Klausel stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, da sie jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Eine Ablehnung oder spätere Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen, was jeglichen Spielraum für eine unabhängige Schweizer Politik im Keim erstickt.

Des Weiteren ist die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben wie Ställen, Käsereien und Restaurants ein beispielloser Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie und das Vertrauen in unsere nationalen Kontrollorgane untergräbt.

Eine Welle der Bürokratie von ungeahnten Ausmassen droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine, die im Rahmen von traditionellen Veranstaltungen kulinarische Angebote bereitstellen, müssten die komplexen und für ihre spezifischen Gegebenheiten unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird unweigerlich lokale Traditionen zerstören und die wirtschaftliche Existenz vieler kleiner Betriebe gefährden.

Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Vereinbarungen systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen enthalten. Dies ist eine klare Missachtung des Volkswillens und ein direkter Angriff auf die Eigenverantwortung des Landes in Bezug auf wissenschaftlich und ethisch umstrittene Technologien.

Die angekündigte Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, unsere Produzenten und letztlich auch auf die Konsumenten dar. Indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, führt sie zu einer erstickenden Bürokratie und einem unverkennbaren Verlust unserer bisherigen hohen Standards.

Die geplanten Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften beim Transport und bei der Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies stellt einen gravierenden Rückschritt für den Tierschutz dar und ist ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch sensiblen Bereich. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein unannehmbarer Rückschritt. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu zerstören. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere

mittelständische Wirtschaft.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine inakzeptable Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, und die Möglichkeit, im Detail über die Übernahme von Vorschriften zu entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen, wird eliminiert. Dies ist eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich.

Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist problematisch, da sie den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit massiv.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Lebensmittelrecht keine Verbesserung der Lebensmittelsicherheit darstellt, sondern vielmehr eine gravierende Gefährdung unserer nationalen Standards, unserer wirtschaftlichen Substanz und unserer demokratischen Souveränität. Es ist eine Unterwanderung unserer Kerninteressen unter falschem Vorwand.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer jetzigen Form unzureichend und bedienen primär kosmetische Zwecke, anstatt den gravierenden Erosionstendenzen unseres Lohnniveaus wirksam entgegenzutreten. Die fortschreitende Ausweitung der Personenfreizügigkeit in Verbindung mit diesen nur oberflächlich wirksamen Schutzmechanismen birgt die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Senkung der Löhne, insbesondere in den hart arbeitenden mittleren und unteren Einkommensschichten. Anstatt den seit Jahrzehnten bewährten und äusserst effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird hier eine bedenkliche Aufweichung und eine unfreiwillige Anpassung an EU-Standards angestrebt. Die neuen, als Massnahmen getarnten Regelungen sind in ihrer Komplexität primär bürokratisch, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies eröffnet ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumpingpraktiken, welche die hart erarbeiteten Lohnstrukturen der Schweiz systematisch untergraben.

Die Schwächung der Kontrollmechanismen ist ein eklatantes Problem. Die bewährten Kompetenzen der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die nun vorgeschlagenen, zentralistischen und auf EU-Konformität ausgerichteten Strukturen massiv untergraben. Dies hat unausweichlich zur Folge, dass die Zahl der Kontrollen sinken und die Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen lascher gehandhabt wird. Die geplante Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, verankert in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), ist ein vergiftetes Geschenk. Sie führt zur Schaffung einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, welche die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) lähmend beeinträchtigt, ohne jedoch das eigentliche Kernproblem des unablässigen Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Dies stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, welcher eindeutig durch externen EU-Druck erzwungen wird. Es wird damit eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starreres, bürokratischeres Verfahren geknüpft ist, was im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien steht.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar,

sondern eine EU-diktierte Umgestaltung, welche unsere Souveränität schmälert. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient in erster Linie der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des bisherigen Klagerechts aus Artikel 11 EntsG und dessen Neupositionierung in Artikel 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erheblich verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, konkret mit Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d BöB, ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen, nicht mehr verhandelbaren Bestandteil unserer Rechtsordnung. Darüber hinaus schafft sie bedenkliche Querverbindungen, welche die Schweiz politisch noch enger und potenziell unumkehrbar an die Europäische Union binden.

Die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick technisch und harmlos erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines umfassenden Pakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität unterwirft. Jede noch so kleine Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung (AVE) birgt das inhärente Risiko, dass die bewährten und wirksamen Schweizer Mechanismen zugunsten von EU-konformen, aber oft deutlich schwächeren Modellen aufgeweicht werden. Dies darf nicht sein.

Der wohl gravierendste Eingriff in unsere Rechtsordnung und Souveränität stellt die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen dar, verankert im neuen Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 des Schuldbetreibungs- und Konkursgesetzes (SchKG). Damit wird die Schweiz faktisch zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der Europäischen Union. Dies untergräbt das Fundament unserer eigenen Rechtsordnung zutiefst, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz direkt und ohne Widerstand durchgesetzt werden können. Ein solch weitreichender Eingriff in die staatliche Souveränität ist inakzeptabel und muss entschieden zurückgewiesen werden.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Vorschläge den Schutz der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer nicht gewährleisten, sondern vielmehr schwächen. Sie sind eine gefährliche Verwässerung unseres Lohnschutzes und eine schrittweise Aushöhlung unserer Souveränität. Es ist daher dringend geboten, diese Vorlagen abzulehnen und stattdessen auf die Stärkung und Weiterentwicklung der bestehenden, bewährten Schweizer Instrumente zu setzen, anstatt uns den Vorgaben der Europäischen Union zu beugen.

CAILLER Michelle
63, avenue Maurice Troillet
1950 SION

Sion, le 30 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.
Michelle Cailler

Philippe Christinat
Chemin de Rueyres 1
1092 Belmont-sur-Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Belmont/Lausanne, le 30.10.2025

Objet :
Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

CHRISTINAT PHILIPPE

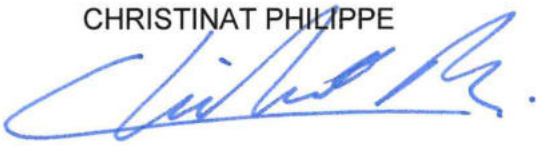

Coral Jessica
Rte Principale 32
2943 Vendlincourt

Vendlincourt le 30 octobre 2025

Département Fédéral des Affaires
Etrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

CORAL JESSICA

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: liliane@cara.news
Sent: Donnerstag, 30. Oktober 2025 23:02
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Consultation Suisse - UE

Liliane de Toledo
45 route des Eaux-Belles
1243 Presinge

30 Octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (dfae)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Non à ce traité d'adhésion déguisé que la population suisse a clairement refusée.

1. Refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

des exigences claires

1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité et se porte nettement mieux que la plupart des pays membres de l'UE.

Le Conseil Fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Liliane de Toledo

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Defleur Raphaël <defleur@citycable.ch>
Sent: Donnerstag, 30. Oktober 2025 18:15
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Paquet d'accords avec l'U.E.

Defleur Raphaël
Ch. du Salève 14
1004
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Consultation Suisse-UE
3003 Berne
Lausanne , 30 octobre 2025
Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"
Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".
NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ
1. Refus de la subordination institutionnelle NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers NON à la perte de souveraineté législative de notre pays NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes 2. Protection de notre démocratie directe Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite 3. Refus de l'immigration de masse Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
Notre marché du travail par une concurrence déloyale Nos infrastructures déjà saturées Notre système social par une hausse explosive des coûts Le principe de préférence national 4. Coûts prohibitifs injustifiés Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.
DES EXIGENCES CLAIRES
ABANDON du présent paquet de traités
MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.
Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Prénom Nom Solange Demole Mont-sur-Rolle, le 30 octobre 2025

Rue 236 rte de Lausanne

NPA Ville 1292 GENEVE / CHAMBESY

Département fédéral des affaires étrangères (dfae)

Consultation suisse-ue

3003 berne

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

Non à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- notre marché du travail par une concurrence déloyale

- nos infrastructures déjà saturées

- notre système social par une hausse explosive des coûts

- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités

2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants

3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

J. Arnold

Signature:

Prénom Nom

Jelange Arnold

EICHENBERGER Marie-France
Ch. Claire-Vue 18
1213 Petit-Lancy

Petit-Lancy, le 30 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

EICHENBERGER Marie-France

L'Eplattenier Pierre-Alain et Suzanne
Ch. du Tessin 36
1052 Le Mont-sur-Lausanne

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Bundesplatz 3
3003 Berne

Le Mont, le 30 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Nous souhaitons faire valoir notre opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

NOUS DEFENDONS DES EXIGENCES CLAIRES:

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit. Nous nous permettons en outre de rappeler que le Conseil fédéral, tout comme l'ensemble des parlementaires ont prêté le serment de respecter la Constitution fédérale. Or ce projet d'accord la viole à plusieurs égards et ne devrait donc même pas être sur la table. Poursuivre dans cette voie constituerait une vaste opération de plus de sabotage de la confiance populaire dans les autorités.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

P.-A. L'Eplattenier

S. L'Eplattenier

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Sabine Finger <coupdmainpour4pattes@gmail.com>
Sent: Donnerstag, 30. Oktober 2025 19:12
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Sabine Finger
La Claire 10
2400 Le Locle

Le Locle, le 30.10.2025

Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE)
consultation Suisse-UE
3003 berne

objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE "

mesdames, messieurs,

je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE ".

non à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe
ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés

les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à bruxelles.

des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

la suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit

en vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sabine Finger

Carmen Fuchs
6210 Sursee
CH-Bürgerin

Abteilung Europa
Bundeshaus Ost
3003 Bern

Sursee, 30. Oktober 2025

Stellungnahme zum EU-Knechtschaftsvertrag / Aufforderung zur Ablehnung

Sehr geehrter Herr Cassis
Sehr geehrte Damen und Herren

Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Souveränität

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf eine vertiefte Zusammenarbeit mit der Europäischen Union werfen **gravierende Bedenken** auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Eine bedingungslose Übernahme europäischer Rechtsnormen, wie sie in verschiedenen Bereichen angestrebt wird, steht im direkten Widerspruch zu den fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), wird durch eine fortlaufende Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt, da das Schweizer Volk keinen direkten Einfluss mehr auf die Entstehung dieser Regelungen hat. Besonders kritisch ist die potenzielle Unterwerfung unter den Europäischen Gerichtshof (EuGH). Die Annahme einer verbindlichen Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte erheblich beeinträchtigen. Artikel 190 BV garantiert die richterliche Unabhängigkeit, welche durch eine de facto übergeordnete juristische Instanz aus dem Ausland massiv gefährdet wäre. Dies widerspricht dem Grundgedanken, dass schweizerisches Recht von schweizerischen Gerichten nach schweizerischem Verständnis auszulegen ist. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass die schweizerische Legislative *oder gar* das Volk die Möglichkeit haben, diese Übernahme zu prüfen und gegebenenfalls abzulehnen, stellt eine Aushöhlung des demokratischen Prozesses dar. Gemäss Artikel 164 BV obliegt die Gesetzgebung dem Parlament, welches hierdurch seiner Kernaufgabe entkleidet würde. Die fehlende Mitsprachemöglichkeit des Volkes verletzt zudem das Grundrecht auf politische Beteiligung, wie es in den Artikeln 34 BV und 39 BV verankert ist. Des Weiteren ist die wirtschaftliche Dimension derartigen Abkommen kritisch zu hinterfragen. Eine ungleiche Wettbewerbsbasis, die sich aus der Übernahme von EU-Standards ohne gleichzeitige Rücksichtnahme auf die spezifischen Bedürfnisse der schweizerischen Wirtschaft ergeben könnte, birgt erhebliche Risiken. Die Stärkung der Binnenwirtschaft, ein Ziel, das im Interesse der schweizerischen Bevölkerung und Unternehmen liegen sollte, könnte durch eine zu starke Fokussierung auf die Integration in den EU-Markt gefährdet werden. Die Verhandler haben es versäumt, ausreichende Schutzmechanismen für die schweizerischen Interessen zu verankern. **Diese Abkommen drohen, die Schweiz stärker an die EU zu binden, ohne dass die Vorteile einer Mitgliedschaft in vollem Umfang gegeben wären.**

Carmen Fuchs
6210 Sursee
CH-Bürgerin

Erhebliche Bedenken hinsichtlich Souveranität

Die vorgeschlagene Umsetzung des Abkommens wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz angemessene Mitspracherechte bei dessen Gestaltung geniesst, ist äusserst problematisch. **Dies widerspricht dem Geist des Schweizer Föderalismus und der direkten Demokratie, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert sind, der die Förderung des Gemeinwohls und die Sicherung der Freiheit und des Wohlstands der Bevölkerung als oberste Ziele nennt.** Die automatische Übernahme von Sekundärrecht der EU, wie sie durch die vorliegende Regelung angestrebt wird, untergräbt die legislative Kompetenz des Schweizer Parlaments und schwächt die demokratische Legitimation der von uns erlassenen Gesetze. Artikel 164 der Bundesverfassung legt fest, dass die Gesetzgebung Sache der eidgenössischen Räte ist. Wenn jedoch EU-Recht ohne vorgängige parlamentarische Debatte und Genehmigung in unser Rechtssystem einfliessen kann, wird dieses grundlegende Prinzip ausgehöhlt.

Die Tatsache, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) potenziell über Streitigkeiten entscheiden könnte, die Schweizer Bürger und Unternehmen betreffen, ist ebenfalls bedenklich. Unsere Verfassung, insbesondere Artikel 191, garantiert, dass die Gerichte das Recht anwenden. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, selbst wenn diese nicht mit unseren Verfassungsprinzipien übereinstimmt, stellt eine Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar und gefährdet die Anwendung des Schweizer Rechts im Sinne unserer eigenen rechtsstaatlichen Traditionen. Die potenzielle Diskriminierung von Schweizer Unternehmen im Vergleich zu EU-Unternehmen, die möglicherweise von einer anderen Auslegung des Rechts profitieren könnten, ist ein weiterer gravierender Nachteil. Die Gleichbehandlung von Bürgern und Unternehmen, wie sie im Leistungsfreiheitsartikel der Bundesverfassung implizit verankert ist, könnte hier untergraben werden. Abschliessend ist festzuhalten, dass die vorgeschlagene Umsetzung eine unzureichende Berücksichtigung der nationalen Interessen und der schweizerischen Rechtsordnung erkennen lässt. Eine stärkere Einbindung der parlamentarischen Gremien und eine klare Abgrenzung der Zuständigkeiten sind unerlässlich, um unsere Souveränität zu wahren und die Prinzipien unserer Demokratie zu schützen.

Personenfreizügigkeit

Die vorliegende Stellungnahme richtet sich entschieden gegen die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und deren tiefgreifende negative Auswirkungen auf die Souveränität und die sozialen Sicherungssysteme der Schweiz. **Die massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie widerspricht fundamental dem Willen des Volkes und dem Auftrag aus Artikel 121a der Bundesverfassung zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.** Die Einführung eines neuartigen "Daueraufenthaltsrechts", einer praktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS" bereits nach fünf statt zehn Jahren, stellt eine erhebliche Bedrohung für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke dar. **Dass dieser Status selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug bestehen bleiben soll, ist unannehmbar und öffnet der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme Tür und Tor.** Die damit verbundenen Kosten werden unweigerlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern im Vergleich zu anderen Nicht-EU-Ländern birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. **Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket erweist sich als reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch angesetzt, dass sie praktisch nie greifen wird.** Die angedrohten Strafmassnahmen der EU im Falle

Carmen Fuchs
6210 Sursee
CH-Bürgerin

einer ihrer Aktivierung entlarven sie als Erpressungsversuch, nicht als Schutzmechanismus. **Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet faktisch eine Aushöhlung unserer direkten Demokratie.** Das Schweizer Parlament und das Volk verlieren jeglichen Einfluss auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich. Diese Unterordnung ist inakzeptabel. Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die neuen Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementiert die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum noch möglich ist. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist lediglich ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulgesetz (Artikel 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen. **Der Schweizer Steuerzahler wird durch neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen zusätzlich belastet, um die Gleichbehandlung von EU-Studierenden zu kompensieren.**

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Absatz 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz zeigt sich auch bei der Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) in diversen Gesetzen, wie dem Bundesgesetz über die Berufsberatung, die Ausbildung und die Weiterbildung (BGVB), dem Medizinalberufegesetz (MedBG), dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG) und dem Psychologieberufegesetz (PsyG). Die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung wird durch automatisierte EU-Mechanismen ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen unkalkulierbar macht. Diese Massnahmen stellen eine kapitulative Haltung gegenüber der EU dar und gefährden nachhaltig unsere Eigenständigkeit und das Wohl unserer Bevölkerung.

Strom

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Strom stellt eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Kontrollstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostentragenden, aber stimmlosen Akteur degradiert, dessen Netzentscheidungen künftig in Brüssel getroffen werden. Die Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihre Unabhängigkeit und wird zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regularien, was das Ende einer eigenständigen, an Schweizer Bedürfnisse angepassten Energieregulierung bedeutet. **Besonders besorgniserregend ist die Gefährdung der Wasserkraft, unseres energetischen Rückgrats, durch die EU-Beihilfenregeln.** Das etablierte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies hätte verheerende finanzielle Folgen für die betroffenen Kantone. Auch die schweizerischen föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr Einspeisevorrang, ein Eckpfeiler der lokalen Energieversorgung, würde durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die dezentrale Energieproduktion systematisch benachteiligt. Die Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz eintreten. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) mit seiner vollständigen Marktliberalisierung birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht trägt, werden durch neue

Carmen Fuchs
6210 Sursee
CH-Bürgerin

staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das StromVG, insbesondere die Artikel 4a ff. zur Marktliberalisierung, die Artikel 8b ff. zur Energiereserve und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19), untergräbt die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen. Zudem schwächen die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsregeln von 3 MW auf 200 kW benachteiligt kleine und mittlere Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte massiv und gefährdet ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien, bremst deren Ausbau und erhöht unsere Abhängigkeit von ausländischen, unberechenbaren Strommärkten. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, die zur Zerstörung unserer föderalen Strukturen und zum Verlust der nationalen Hoheit über kritische Infrastruktur führen.

Ich bin absolut dagegen, dass mit der EU solche menschenverachtenden Verträge abgeschlossen werden. Ich würde mir wünschen, dass der Bundesrat und die gesamte Politik der Schweiz wieder für die Bürgen überlegen und handeln. Leider lässt dies seit der Corona-PLandemie zu wünschen übrig. Und es ist sogar anzunehmen, dass die Schweiz mit irgendwelchen Drohungen bestochen wird.

Besten Dank, dass Sie sich ab sofort wieder dem Willen des Volkes annehmen und diese Verträge von uns Schweizern und Schweizerinnen fernhalten!

Freundliche Grüsse

Carmen Fuchs

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Gasser Eric
42 Route de la Combaz
3963 Crans-Montana

30.10-2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

Gasser Eric

Modèle de lettre pour la consultation publique
Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Gasser Quentin
42 Route de la Combaz
3963 Crans-Montana

Le 30 10 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature

Gasser Quentin

Francine Grandjean

Av. du Grey 32

1004 Lausanne

Lausanne, le 30 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (dfae)

Consultation suisse-ue

3003 berne

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

Non à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature:

Francine Grandjean

Nicolas Grandjean

Rte de l’Etraz 17

1185 Mont-sur-Rolle

Mont-sur-Rolle, le 30 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (dfae)

Consultation suisse-ue

3003 berne

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

Non à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l’installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:

- notre marché du travail par une concurrence déloyale

- nos infrastructures déjà saturées

- notre système social par une hausse explosive des coûts

- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités

2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants

3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal

4. soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nicolas Grandjean

Claudie Grillon
Haut du village 4
2943 Vendlincourt

Jeudi 30 Octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- **NON** à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- **NON** à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- **NON** à la perte de souveraineté législative de notre pays
- **NON** à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

GRILLON CLAUDIE

David Grillon
Haut du village 4
2943 Vendlincourt

Jeudi 30 Octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l’installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
David Grillon

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- x→ Weitere interessierte Kreise
  xNicht offiziell angeschriebene Organisationen / Privatpersonen

Absenderin oder Absender:

Charles Guillod, Plattenstrasse 5, 5015 Erlinsbach

Datum der Stellungnahme:

30. Oktober 2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Charles Guillod, 079 753 41 24 charles.guillod@bluewin.ch

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Text eingeben.

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Text eingeben.

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

3.1. Allgemeine Bemerkungen

Text eingeben.

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2. Stabilisierungsteil			
3.2.1. Staatliche Beihilfen			
Neues Gesetz			
3.2.1.1. Bundesgesetz über die Überwachung von [staatlichen] Beihilfen (BHÜG)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.1.2. Bundesgerichtsgesetz (BGG, SR 173.110)			
3.2.1.3. Verwaltungsgerichtsgesetz (VGG, SR 173.32)			
3.2.1.4. Kartellgesetz (KG, SR 251)			
3.2.1.5. Luftfahrtgesetz (LFG, SR 748.0)			
3.2.1.6. Preisüberwachungsgesetz (PüG, SR 942.20)			
3.2.2. Personenfreizügigkeit: Zuwanderung			
Neues Gesetz			
3.2.2.1. Bundesgesetz über die Verwaltungszusammenarbeit im Bereich der Anerkennung von Berufsqualifikationen (Binnenmarkt-Informationssystem) (BGVB)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.2.2. Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG, SR 142.20)			
3.2.2.3. Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, SR 823.11)			
3.2.2.4. Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz, SR 414.110)			
3.2.2.5. Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG, SR 414.20)			
3.2.2.6. Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, SR 831.40)			
3.2.2.7. Freizügigkeitsgesetz (FZG, SR 831.42)			
3.2.2.8. Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB, SR 210)			
3.2.2.9. Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten berufen (BGMD, SR 935.01)			
3.2.2.10. Medizinalberufegesetz (MedBG, SR 811.11)			
3.2.2.11. Gesundheitsberufegesetz (GesBG, SR 811.21)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.2.12. Psychologieberufegesetz (PsyG, SR 935.81)			
3.2.3. Personenfreizügigkeit: Lohnschutz			
Gesetzesanpassungen			
3.2.3.1. Bundesgesetz über die flankierenden Massnahmen bei entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und über die Kontrolle der in Normalarbeitsverträgen vorgesehenen Mindestlöhne (Entsendegesetz, EntsG, SR 823.20)			
3.2.3.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.5 Finanzieller Beitrag der Schweiz)*			
3.2.3.3. Obligationenrecht (OR, SR 220)			
3.2.3.4. Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG, SR 221.215.311)			
3.2.3.5. Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG, SR 281.1)			
3.2.4. Landverkehr			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.4.1. Eisenbahngesetz (EBG, SR 742.101)			
3.2.4.2. Personenbeförderungsgesetz (PBG, SR 745.1)			
3.2.5. Finanzieller Beitrag der Schweiz			
Neues Gesetz			
3.2.5.1. Bundesgesetz über die Beiträge der Schweiz zur Stärkung der Kohäsion in Europa (Kohäsionsbeitragsgesetz, KoBG)			
Gesetzesanpassungen			
3.2.5.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.3 Personenfreizügigkeit: Lohnschutz)*			
3.2.5.3. Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte (SR 193.9)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.3. Weiterentwicklungsteil			
3.3.1. Strom			
Gesetzesanpassungen			

3.3.1.1. Energiegesetz (EnG, SR 730.0)			
3.3.1.2. Stromversorgungsgesetz (StromVG, SR 734.7)	Art. 10 Abs. 1: Art. 10 Abs. 2b.	Klar festhalten, dass auch Dienstleistungen zu Gunsten Dritter aus dem Betrieb der Elektrizitätsnetze als «übrige Tätigkeitsbereiche» qualifiziert werden und die entsprechenden Unbundling-Richtlinien Anwendung finden	Im Bundesbeschluss wird von «übrigen Tätigkeitsbereichen» gesprochen. Gemeint ist der Energiebereich oder auch Tätigkeiten für andere Infrastrukturen (siehe z.B. erläuternder Bericht, S. 655). Zu wenig klar geht aber hervor, dass die Erbringung von Dienstleistungen aus dem Netz zu Gunsten Dritter ebenfalls als «übrige Tätigkeit» zu qualifizieren ist. Wirtschaftlich sensible Informationen gemäss Art. 10 Abs. 2b. umfassen damit z.B. auch die Nutzung von Referenzen, die im eigenen Netz erworben wurden sowie weiterer monetärer/nicht-monetärer Vorteile aus dem Monopolbereich zu Gunsten der Marktleistungen für Dritte.
3.3.1.3. Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE)			
3.3.2. Lebensmittelsicherheit			
Gesetzesanpassungen			

3.3.2.1. Tierschutzgesetz (TSchG, SR 455)			
3.3.2.2. Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0)			
3.3.2.3. Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG, SR 910.1)			
3.3.2.4. Bundesgesetz über den Wald (Wald-gesetz, WaG, SR 921.0)			
3.3.2.5. Tierseuchengesetz (TSG, SR 916.40)			

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Text eingeben.

M. Kervella Julien

Chemin du Fau-blanc 20E

1009 Pully

Le 30.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Non à ce traité d'adhésion déguisé.

1. Refus de la subordination institutionnelle

- Non à la reprise automatique et dynamique du droit européen.
- Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.
- Non à la perte de souveraineté législative de notre pays.
- Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées.

- notre système social par une hausse explosive des coûts.

- le principe de préférence national.

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires :

1. Abandon du présent paquet de traités.

2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants.

3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal.

4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

M. KERVELLA JULIEN

Monnat Jean-claude
Chemin du Verger 26
1752 Villars-sur-Glâne

Recommandé avec AR
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

30.10.2025

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-UE

Mesdames, messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE.

Non à ce traité d'adhésion déguisé

1. refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Claude Monnat

Montagnesi Claudio
Rte Principale 32
2943 Vendlincourt

Vendlincourt le 30 octobre 2025

Département Fédéral des Affaires
Etrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

MONTAGNESI CLAUDIO

Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Fabrice Nicolier
Ch. de Dandolens 5
1026 Echandens

30 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Fabrice Nicolier

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Anna Patient <patient.anna@proton.me>
Sent: Donnerstag, 30. Oktober 2025 23:31
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Consultation Suisse-UE 3003 Berne

le 30 octobre 2025

Mesdames, Messieurs,

Je me permets de vous adresser cette prise de position pour exprimer mon opposition ferme au paquet d'accords mis en consultation sous le titre trompeur de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ». Ce projet, loin de renforcer notre partenariat avec l'Union européenne, s'apparente à un traité d'adhésion déguisé qui menace les fondements mêmes de notre indépendance et de notre démocratie.

La Suisse, forgée par sept siècles d'indépendance et de neutralité, n'a nul besoin d'un tel arrangement pour assurer sa prospérité. Au contraire, il nous imposerait une subordination institutionnelle inacceptable, vidant de sa substance notre système démocratique unique et aggravant les pressions migratoires déjà intenses.

Tout d'abord, ce paquet signerait la fin de notre souveraineté législative. Nous serions contraints à un alignement forcé sur plus de 20 000 pages de réglementations européennes, avec une reprise automatique et dynamique du droit de l'UE. Pire encore, l'installation d'un mécanisme de règlement des différends impliquant des juges étrangers nous priverait de notre autonomie judiciaire. Non à cette perte irréversible de contrôle sur nos propres lois !

De plus, ce traité mettrait en péril la protection farouche de notre démocratie directe, ce joyau unique au monde. Nos initiatives populaires, véritable pilier de notre souveraineté populaire, deviendraient caduques et inutiles face à la primauté implacable du droit européen. Le peuple suisse serait ainsi dépouillé de son droit inaliénable de regard et de décision sur les questions vitales qui touchent à notre avenir, tandis que les cantons, gardiens de notre fédéralisme, verraient leur autonomie drastiquement rognée. Comment pourrions-nous tolérer qu'un tel arrangement émasse ainsi notre mode de gouvernance exemplaire, fruit de siècles de luttes pour la liberté et l'indépendance ?

Sur le plan économique et social, les nouvelles dispositions relatives à la libre circulation des personnes représentent une menace directe pour notre marché du travail, déjà confronté à une concurrence déloyale. Nos infrastructures, saturées, et notre système social, sous tension, subiraient une hausse explosive des coûts, au mépris du principe de préférence nationale. À quoi bon un tel sacrifice pour un accord qui nous lie les mains ?

Enfin, les coûts d'implémentation estimés entre 182 et 432 millions de francs suisses constituent un gaspillage intolérable. Ces sommes exorbitantes, injustifiées pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles, pourraient être investies bien plus utilement au bénéfice direct de notre population.

Face à ces risques majeurs, j'exige :

1. L'abandon immédiat de ce paquet de traités ;
2. Le maintien intégral des accords bilatéraux I et II existants ;
3. La négociation d'accords sectoriels limités, sur un pied d'égalité stricte ;
4. La soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel à un référendum au suffrage populaire et à la double majorité (peuple et cantons).

Le Conseil fédéral est sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire, exprimée à de multiples reprises : non à l'adhésion à l'UE, sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de bien vouloir prendre en compte cette voix citoyenne et de confirmer la réception de ma contribution écrite, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Anna Patient

62 route de la Branvaude 1290 Chavannes-des-Bois

patient.anna@protonmail.ch

Chantal Perret
(Avenue de la Croisette 16
1205 Genève)
Case postale 371
1211 Genève 4

Lettre en recommandé/AR

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
CH-3003 Berne

Genève, le 30 octobre 2025

Concerne : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

CP

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Ch. Perret

Chantal Perret

François Perret
(Avenue de la Croisette 16
1205 Genève)
Case postale 371
1211 Genève 4

Lettre en recommandé/AR

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
CH-3003 Berne

Genève, le 30 octobre 2025

Concerne : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

François Perret

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Véronique Piller (Privat)

Date: 30.10.2025

Contact: Véronique Piller · 0264223510 · veroniquepiller@bluewin.ch

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Les résultats des négociations actuelles avec l'Union européenne suscitent une profonde préoccupation quant à leur impact sur la souveraineté suisse et à leur conformité avec notre ordonnancement juridique fondamental. Il est impératif de procéder à une évaluation rigoureuse et critique de ces accords, au-delà des déclarations optimistes des négociateurs. Premièrement, l'alignement sur le droit européen, tel qu'il semble émerger des discussions, pose un risque majeur pour l'indépendance législative de la Suisse. L'article 120 de la Constitution fédérale garantit la pleine souveraineté de notre pays. Or, l'acceptation d'un droit dérivé de l'UE, sans que le peuple et les cantons aient leur mot à dire sur son contenu, contrevient à ce principe. Nous risquons de nous retrouver liés par des directives et règlements dont nous n'avons pas la maîtrise, sapant ainsi le pouvoir décisionnel de nos institutions démocratiques, y compris le Parlement fédéral et les cantons, tels que garantis par l'article 3 de la Constitution fédérale. Deuxièmement, la reprise automatique de pans entiers de l'acquis communautaire, même sous couvert d'accords sectoriels, pourrait aboutir à une intégration de fait dans l'Union européenne, sans que le peuple suisse n'ait jamais consenti à une telle adhésion par la voie démocratique prévue, notamment par l'article 140 de la Constitution fédérale. Cette dynamique d'intégration progressive et non soumise au consentement populaire direct est inacceptable. Troisièmement, les répercussions sur le pouvoir judiciaire sont également préoccupantes. L'interprétation du droit suisse serait de plus en plus influencée, voire dictée, par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. Cela affaiblirait l'autonomie de nos tribunaux et l'application du droit national, tel que le Code civil suisse, qui doit rester l'expression de notre propre volonté. Enfin, l'absence de garanties claires concernant la capacité de la Suisse à adapter sa législation aux évolutions futures de l'UE, tout en préservant ses intérêts nationaux, est une lacune majeure. L'article 173 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération doit veiller à la prospérité du pays et au bien-être de la population. L'adoption d'accords qui ne garantissent pas cette marge de manœuvre pourrait aller à l'encontre de cet objectif constitutionnel fondamental. Il est donc essentiel que toute nouvelle réglementation soit rigoureusement examinée sous l'angle de sa compatibilité avec la souveraineté suisse et de son bénéfice réel pour notre population, et non comme une simple concession aux exigences de l'UE.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des interrogations fondamentales quant à l'impact de l'accord cadre avec l'Union européenne sur notre souveraineté nationale et notre ordre juridique interne. Si l'objectif affiché est de fluidifier les relations bilatérales, la perspective d'une assimilation progressive de pans entiers de notre législation aux normes européennes, telle qu'elle semble se dessiner, suscite une profonde réserve. L'article 3 alinéa 2 de la Constitution fédérale suisse garantit le respect du droit international, mais il ne saurait justifier une dérogation à la primauté de notre droit constitutionnel et de nos lois. L'application directe du droit de l'Union européenne, telle qu'envisagée, pourrait entrer en conflit avec ce principe fondamental, notamment en ce qui concerne la séparation des pouvoirs et la souveraineté du peuple suisse. L'article 160 alinéa 1 de la Constitution stipule que les lois fédérales doivent être formulées de manière claire et compréhensible ; or, l'intégration de normes complexes et en constante évolution issues du droit européen risque de compromettre cette exigence et d'engendrer une incertitude juridique préjudiciable. De plus, la prévision d'une clause de sauvegarde qui, bien qu'existante, pourrait s'avérer insuffisante face à la puissance normative de l'UE, ne nous rassure pas quant à notre capacité à préserver notre spécificité et nos intérêts nationaux. Il est impératif que notre droit reste le pilier de notre organisation étatique et que toute nouvelle réglementation soit soumise à un examen rigoureux de sa compatibilité avec nos principes constitutionnels fondamentaux, tels que le fédéralisme et la démocratie directe. Le risque est grand que l'application mécanique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne

ne conduise à une érosion progressive de notre autonomie décisionnelle, contredisant ainsi l'esprit de l'article 2 de la Constitution, qui vise à assurer le bien-être du peuple et la prospérité du pays. Nous appelons à une vigilance accrue et à des garanties juridiques solides pour que la Suisse conserve la maîtrise de son destin législatif.

Libre circulation: Immigration

Contribution financière

La proposition visant à formaliser la contribution financière de la Suisse à l'Union européenne soulève de sérieuses préoccupations quant à notre souveraineté et à notre autonomie budgétaire. La transformation des contributions dites de "cohésion" d'un geste volontaire, contrôlé par le Parlement, en une obligation juridique contraignante représente un glissement majeur. L'article 1 de la loi sur la contribution à la cohésion (KoBG), tel qu'il est envisagé, consacre ce changement en créant un droit permanent de la part de l'UE, ce qui constitue une érosion de la décision souveraine de notre parlement concernant l'affectation des deniers publics. Il est manifeste que le montant initial de 350 millions de francs par an, présenté comme un engagement ponctuel, n'est qu'une tactique d'approche. Le mécanisme de recalcul mentionné dans le projet sera inévitablement utilisé pour augmenter significativement les exigences financières de l'UE. La Suisse se verra alors contrainte de payer, sans véritable marge de négociation ni possibilité de refuser, ce qui est l'essence même d'une imposition. Le fait que la Suisse devienne ainsi une "netto-payeuse" sans droit de vote au sein de l'UE est particulièrement problématique. Aucune garantie de meilleur accès au marché ou de suppression des entraves commerciales n'est offerte en contrepartie de ces paiements obligatoires. L'intégration de cette nouvelle obligation dans le cadre de l'Accord de libre-échange (ALE) et sa consécration dans l'Annexe 5, chiffre 1, lettre d du même accord, ne sont pas de simples formalités. Elles inscrivent ces paiements au cœur de notre système juridique, leur conférant une légitimité et une pérennité qui vont bien au-delà d'un partenariat économique classique. De plus, le lien établi avec la loi sur la promotion de la paix, via l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, est une manœuvre déguisant l'essence réelle de ces contributions. Il est inacceptable que la noble cause de la promotion de la paix soit utilisée pour légitimer des paiements financièrement contraignants et politiquement sensibles à l'UE. Cette approche mine la confiance et remet en question la clarté et l'intégrité de notre politique étrangère et de nos engagements financiers.

Aides d'État

La consultation proposée sur la réglementation des aides d'État représente une avancée problématique qui sape fondamentalement la souveraineté suisse, le fédéralisme et le contrôle démocratique. L'introduction du nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) marque un transfert inacceptable de compétences nationales vers un régime de contrôle technocratique dicté par l'Union européenne. La pratique établie et éprouvée, où les subventions sont des décisions politiques légitimées démocratiquement par la Confédération, les cantons et les communes, sera abolie. Il s'agit d'une ingérence directe dans la capacité de nos autorités à soutenir des secteurs vitaux pour le bien public, tels que le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les petites et moyennes entreprises locales. Ces aides, fruits de choix politiques souverains, seront désormais soumises à un contrôle centralisé et rigide émanant de Bruxelles, via une autorité suisse qui agira comme un simple relais. La souveraineté des cantons et leur autonomie fédéraliste sont massivement compromises. Plutôt que de décider de manière autonome de leur politique de développement économique local, ils devront désormais soumettre leurs délibérations à l'approbation d'une autorité centrale, dont les critères seront dictés par la compatibilité avec le droit de l'UE. Cette centralisation constitue une attaque frontale contre notre structure fédérale. L'assujettissement de la Suisse à un contrôle et une surveillance systématiques par l'UE est indéniable. La nécessité de déclarer et de faire approuver les aides par la Commission européenne fait de notre pays un simple destinataire de règles, minant ainsi notre propre pouvoir de décision en matière de politique économique nationale. Des secteurs critiques comme l'approvisionnement énergétique, où de nombreuses entreprises sont détenues par les cantons et les communes, ainsi que les transports aérien et terrestre, seront placés sous ce régime de contrôle, mettant en péril notre autonomie stratégique et le service public dans des domaines d'infrastructure fondamentaux. La création d'une nouvelle Chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que prévue par l'article 18 alinéa 2 du Code des obligations (KG), transforme cette dernière en une "super-autorité" agissant comme un prolongement de l'UE. Les décisions de cette chambre ne serviront plus prioritairement les intérêts suisses, mais leur conformité avec le droit européen. Le contrôle démocratique sur cette instance puissante est insuffisant, et le manque de

transparence dans ses opérations est préoccupant. Les cantons perdent leur autonomie organisationnelle et procédurale, devenant de simples demandeurs dont les décisions souveraines sont soumises à l'examen d'une autorité centrale. L'introduction de l'article 82 lettre bbis du Code de procédure civile fédérale (BGG) donne à cette autorité un droit de recours direct contre les décisions cantonales, permettant ainsi une annulation par le Tribunal fédéral par le biais d'un contrôle abstrait de la norme. Cela représente une dégradation inacceptable de l'autonomie cantonale et une érosion de notre fédéralisme. De plus, la suppression de l'article 103 de la Loi sur l'aviation (LFG) entraîne la perte de la compétence nationale de contrôle de la WEKO sur les aides dans le secteur stratégique du transport aérien. Ce secteur sera entièrement soumis au nouveau régime de l'UE, privant la Suisse de toute capacité de contrôle et de gestion autonome. Enfin, l'exclusion du Surveillant des prix des séances de la Chambre des aides d'État, modifiant l'article 5 alinéa 2 de la Loi sur la surveillance des prix (PüG), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Alors que cette nouvelle autorité prendra des décisions impactant directement les prix et les coûts pour les citoyens, la voix du gardien officiel des prix sera muselée. Cela sert uniquement à permettre à la nouvelle autorité conforme à l'UE d'agir sans entrave. En conclusion, le projet actuel menace gravement nos institutions, notre autonomie et nos intérêts nationaux. Il est impératif de rejeter cette approche qui sacrifie notre souveraineté sur l'autel d'une intégration européenne non désirée.

Transports terrestres

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue "sécurité alimentaire" constitue une façade trompeuse dissimulant une intégration profonde et dangereuse de l'économie suisse dans le cadre réglementaire de l'Union européenne. L'adoption du règlement "De la ferme à la table" menace directement nos standards de production élevés, la viabilité de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs. La qualité suisse, reconnue mondialement, risque d'être diluée par l'alignement sur des normes souvent inférieures à celles que nous appliquons actuellement. Le label "Swiss Made" perdra de sa valeur intrinsèque. L'une des préoccupations les plus graves réside dans la clause guillotine, qui lie ce prétendu accord de sécurité alimentaire à l'ensemble des traités bilatéraux I. Une telle interdépendance constitue une forme inacceptable de chantage politique, limitant drastiquement notre marge de manœuvre souveraine. La révocation de cet accord, s'il venait à s'avérer néfaste, entraînerait la chute de l'ensemble du corpus de nos accords avec l'UE, une perspective désastreuse pour notre relation avec notre principal partenaire. L'autorisation d'inspecteurs européens sur notre territoire pour contrôler nos exploitations agricoles, nos laiteries et nos restaurants représente une atteinte directe à notre souveraineté. Nos entreprises deviendraient des objets de contrôle d'une autorité étrangère, au mépris de notre droit national. L'implémentation de ces nouvelles réglementations européennes entraînera une vague de bureaucratie sans précédent. Non seulement les grandes entreprises, mais aussi les petits producteurs, les exploitations alpines, les bouchers de village et même les organisateurs de manifestations locales seraient contraints de se conformer à des normes complexes et inadaptées à notre tissu économique et nos traditions. Ceci est une menace directe pour l'existence de nos petits producteurs et la diversité de notre offre alimentaire. L'article 15a et 21 du futur Tierschutzgesetz (TSchG) imposent l'abandon de nos réglementations, souvent plus strictes et mieux adaptées, en matière de transport et d'abattage des animaux. Il s'agit d'un recul notable en matière de bien-être animal et d'une perte de souveraineté dans un domaine de préoccupation éthique majeur pour la société suisse. De même, l'article 26 alinéa 1bis du Waldgesetz (WaG) soumet la protection de nos forêts aux diktats de l'UE, nous privant de la capacité de réagir rapidement et souverainement aux menaces spécifiques qui pèsent sur nos écosystèmes forestiers. La révision totale du Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) est le cœur de cette soumission au droit alimentaire de l'UE. Elle menace notre qualité alimentaire par une profusion de normes conçues pour une production industrielle de masse, inadaptées à notre réalité. Les nouveaux paragraphes des articles 141 et 148 du Landwirtschaftsgesetz (LwG) accordent au Conseil fédéral des compétences réglementaires étendues, contournant ainsi le rôle du Parlement et réduisant le contrôle démocratique sur des mesures qui affectent directement nos agriculteurs. L'article 1 du Tierseuchengesetz (TSG) confie à l'UE le contrôle de la lutte contre les maladies animales, une abdication de responsabilité dans un domaine critique pour notre sécurité sanitaire et agricole. L'acceptation forcée de produits contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés, malgré notre moratoire démocratiquement confirmé, constitue un mépris flagrant de la volonté populaire. En conclusion, ce projet, sous couvert de sécurité alimentaire, représente une remise en cause fondamentale de notre modèle agricole, de notre souveraineté et de nos standards de qualité.

Libre circulation: Protection des salaires

Électricité

La proposition visant à intégrer davantage la Suisse dans le marché européen de l'électricité soulève de profondes inquiétudes quant à la souveraineté nationale, la sécurité d'approvisionnement et la stabilité des prix. L'adhésion à des structures de régulation européennes telles qu'ACER et ENTSO-E, telle que préconisée par le nouveau chapitre 1a du StromVG (art. 4a ss.), nous contraint à devenir un participant subordonné, investi de coûts sans disposer d'un droit de vote contraignant. Les décisions concernant notre infrastructure énergétique critique seront prises à Bruxelles, nous privant ainsi de notre autonomie décisionnelle. L'ElCom, autrefois autorité de régulation indépendante, risque de se transformer en un simple bras opérationnel de l'UE, obligée de transposer des réglementations non légitimées démocratiquement au niveau national, mettant fin à une régulation énergétique adaptée aux besoins suisses. Le secteur de la force hydraulique, pilier de notre approvisionnement, est exposé à un danger existentiel par les règles de l'UE en matière d'aides d'État. Le système éprouvé des redevances hydrauliques, bénéficiant aux cantons de montagne, pourrait être qualifié de subvention d'État inadmissible et être ainsi aboli. Nos structures fédérales dans le domaine de l'approvisionnement en énergie, notamment les centrales communales, seraient affaiblies. Leur priorité d'injection actuelle serait érodée par les règles de concurrence de l'UE, au détriment de la production d'énergie locale et décentralisée. La sécurité nationale de l'approvisionnement est sacrifiée au profit du marché libre. La capacité à constituer des réserves stratégiques, comme la réserve hydraulique, sera limitée par les règles de l'UE, et la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse sera diluée. La libéralisation totale du marché de l'électricité entraînera une volatilité accrue des prix et, à terme, une augmentation des coûts pour les PME et les ménages, les coûts de la sécurité d'approvisionnement non pris en charge par le marché devant être répercutés via de nouvelles taxes. Le nouvel article 4a et suivants du StromVG conduit à une volatilité des prix, compromet la sécurité d'approvisionnement par une réserve énergétique insuffisante (art. 8b et suivants), et sape les structures fédérales par un unbundling renforcé (art. 10, 18, 19). L'article 15 modifié de l'EnG affaiblit la production d'énergie renouvelable décentralisée en modifiant les règles de rémunération, rendant la production locale moins rentable. La nouvelle réglementation de l'obligation d'achat et de rémunération à l'article 15 EnG, qui abaisse la limite de puissance de 3 MW à 200 kW, pénalise de nombreux petits producteurs et affaiblit leur base économique. L'introduction d'une exclusion de soutien en cas de prix négatifs (art. 29d al. 4 et 33a al. 2bis EnG) crée une incertitude d'investissement massive pour les énergies renouvelables, ralentissant leur développement et nous rendant plus dépendants de marchés étrangers et d'énergies fossiles. L'extension des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement de l'unbundling (art. 10, 18, 19 StromVG) visent à nous aligner sur l'UE, nous faisant perdre la souveraineté sur notre infrastructure critique. La suppression de l'exception pour la société nationale de réseau (art. 8 al. 2 BATE) nous soumet inutilement aux règles européennes. L'ensemble de ces mesures représente un risque élevé pour la population et l'économie suisse.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Les propositions visant à stabiliser les relations avec l'Union européenne, bien qu'elles se présentent sous un jour favorable, soulèvent des préoccupations fondamentales quant à leur impact sur la souveraineté et les intérêts de la Suisse. L'intégration accrue, même sous une forme apparemment consensuelle, risque d'engendrer une dépendance institutionnelle progressive qui pourrait, à terme, éroder les fondements de notre système juridique et politique. Il est impératif d'analyser avec la plus grande rigueur les implications de l'adoption, même indirecte, de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. L'article 16 de l'Accord sur la libre circulation des personnes, bien que centré sur les droits des citoyens, ouvre la voie à une interprétation qui pourrait, dans le cadre de futurs accords sectoriels, conduire à une primauté du droit de l'UE sur le droit suisse. Cette perspective est d'autant plus préoccupante que notre Constitution, notamment son article 5, consacre le principe de subsidiarité et la compétence des cantons dans de nombreux domaines. Le risque est donc concret que des décisions prises à Bruxelles, sans le consentement direct des citoyens ou des cantons suisses, s'imposent à nous. En outre, la logique des "paquets d'accords" promue par l'UE tend à lier des domaines dont la pertinence pour la Suisse est variable, voire discutable. L'instrumentalisation de l'accès au marché unique pour imposer des réglementations non désirées, y compris dans des domaines où la Suisse a démontré sa capacité à réguler efficacement et à satisfaire ses partenaires, constitue une pratique peu équitable. Il convient de se demander si les bénéfices annoncés de cette "stabilisation" ne masquent pas une volonté d'alignement forcé, contraire à l'esprit de la coopération souveraine que la Suisse a toujours privilégiée. Le respect du droit international et des principes fondamentaux de notre confédération doit rester notre boussole. Toute nouvelle forme de coopération avec l'UE doit être évaluée à l'aune de sa capacité à préserver notre indépendance normative et décisionnelle,

conformément aux garanties constitutionnelles. Sans ces garde-fous, la prétendue stabilisation pourrait se révéler être une voie insidieuse vers une perte de contrôle.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation relative à l'évaluation globale du paquet Suisse-UE soulève des inquiétudes fondamentales quant à l'impact d'une telle démarche sur la souveraineté nationale et l'autonomie décisionnelle de la Suisse. L'accord envisagé, en dépit des assurances quant à sa forme, risque de nous lier de manière croissante aux décisions prises à Bruxelles, sans que la Suisse ne dispose d'un droit de regard significatif ni d'un pouvoir de décision proportionnel. Cette dynamique contrevient aux principes constitutionnels fondamentaux inscrits dans la Constitution fédérale, notamment l'article 1 de la Constitution fédérale qui consacre la souveraineté du peuple et des cantons. L'extension de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) aux accords bilatéraux représente une menace directe à l'indépendance du droit suisse. L'article 49 de la Constitution fédérale, qui garantit que les cantons participent à la politique extérieure de la Confédération, risque d'être vidé de sa substance si les normes européennes s'imposent sans possibilité de réciprocité ou de débat véritablement démocratique. L'acceptation de la primauté du droit de l'UE, même indirecte, constitue une régression démocratique majeure et une remise en cause de la capacité de la Suisse à légiférer dans son propre intérêt. De plus, la complexité et l'opacité des mécanismes de mise en œuvre et de surveillance de tels accords soulèvent des doutes quant à leur respect des principes de clarté et de prévisibilité, essentiels à notre système fédéral. L'absence de mécanismes de sortie clairs et contraignants de l'UE pour les dispositions qui deviendraient obsolètes ou contraires aux intérêts suisses est particulièrement préoccupante. L'article 173 de la Constitution fédérale, qui stipule que la Confédération prend en compte les intérêts des cantons lors de l'élaboration de sa politique extérieure, risque d'être mis à mal par un cadre qui privilégie une intégration toujours plus poussée au détriment des spécificités cantonales. La volonté d'une intégration accrue sans contrepartie claire en termes de droits de décision pour la Suisse est inacceptable et pourrait, à terme, compromettre le modèle helvétique tant envié.

Genève, le 30 octobre 2025

Rapillard Jeanny
75, chemin de planta
CH-1223 Cologny

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européenen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE quelle qu'en soit sa forme.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jeanny Rapillard

Genève, le 30 octobre 2025

Rapillard Philippe
75, chemin de planta
CH-1223 Cologny

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européenen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE quelle qu'en soit sa forme.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe Rapillard

Richardet Christine
Mi-Côte 18
2400 Le Locle

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Le Locle, le 30 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Richardet Christine

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- ☐ Weitere interessierte Kreise
- ☐ xNicht offiziell angeschriebene Organisationen / Privatpersonen

Absenderin oder Absender:

Prof. em. Dr. iur. Paul Richli

Datum der Stellungnahme:

30. Oktober 2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Paul Richli, e-mail: paul.richli@unilu.ch Tel. 041 371 09 46 – 079 682 04 08

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

Vorbemerkungen

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne mache ich von der Möglichkeit Gebrauch, als Einzelperson eine Vernehmlassung einzureichen. Dabei geht es mir nicht um eine Stellungnahme zum Inhalt der Abkommen, sondern um die verfassungsrechtliche Qualifikation. Diese wird im Vernehmlassungsbericht klar zu wenig herausgearbeitet. Es ist nicht zutreffend, dass die Abkommen keine verfassungsrechtliche Qualität hätten. Ich habe dazu am 15. Oktober 2025 im Institut für Wirtschaftspolitik der Universität Luzern (IWP) ein viel beachtetes Referat gehalten. Die nachstehende Vernehmlassung nimmt Elemente des Referats auf und konkretisiert sie teilweise zusätzlich.

Meiner verfassungsrechtlichen Analyse liegen im Wesentlichen der Vernehmlassungsbericht vom 13. Juni 2025 unter dem Titel «Paket 'Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz und der EU'»[1] sowie insbesondere das MRA, das Agrarabkommen, je mit den Änderungsprotokollen, sowie das Lebensmittelsicherheitsabkommen-Protokoll zugrunde. Ich wähle diese Abkommen, weil ich Professor für öffentliches Recht war, mit Schwerpunkt im öffentlichen Wirtschaftsrecht und in diesem Schwerpunkt noch mit dem Unterschwerpunkt Agrarrecht. Ich als Emeritus auch heute noch im öffentlichen Wirtschaftsrecht tätig und lege Wert darauf, dass die Interessen der Wirtschaft in hinreichendem Ausmass berücksichtigt werden. Ich setzt mich seit jeher insbesondere für den Schutz der Wirtschaftsfreiheit und der Eigentumsgarantie gegen überbordende staatliche Beschränkungen ein.

Die nachfolgend behandelten Abkommen des Pakets eignen sich gut zur Illustration der verfassungsrechtlichen Analyse, weil sie repräsentativ für alle Binnenmarktabkommen sind.

Was mein Bezug zum Europarecht betrifft, so war ich von1993–2013 in leitender Funktion im CEDR (Comité européen de droit rural; European Council for Rural Law; Europäische Agrarrechtsgesellschaft) mit Sitz in Paris tätig, von 2001–2013 zudem als wissenschaftlicher Leiter mit Zuständigkeit für die Konzeption und Leitung der Europäischen Agrarrechtskongresse sowie für die Herausgabe der Kongressbände. Ich habe damit eine langjährige Erfahrung nicht nur im nationalen öffentlichen Wirtschaftsrecht, sondern auch im europäischen Agrarrecht. Vor zwei Monaten war er zudem wieder Referent am europäischen Agrarrechtskongress 2025 in Burgos (Spanien). Das CEDR ist die Dachgesellschaft der nationalen Agrarrechtsgesellschaften Europas.

[1] Dieser Bericht ist nicht amtlich publiziert. Er ist aber mit der Eingabe des Berichtstitels auffindbar auf der folgenden Plattform: fedlex.admin.ch

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Text eingeben.

Meine Vernehmlassung bezweckt einzig, darauf hinzuwirken, dass die Ausführungen zur verfassungsrechtlichen Relevanz der neuen Abkommen Schweiz-EU im Vernehmlassungsbericht nicht unbesehen in die Botschaft übernommen werden. Denn diese bagatellisieren die Bedeutung in einer nicht zu verantwortenden Weise, wie ich nachfolgend und mit dem beigelegten Volltext meiner verfassungsrechtlichen Beurteilung darlege und anhand der relevanten Bestimmungen aus Verträgen nachweise.

Nachfolgend führe ich die wichtigsten Ausführungen bzw. Elemente aus meinem Volltext an.

MRA-Institutionelles Protokoll

Die im vorliegenden Zusammenhang zentrale Bestimmung im MRA-Institutionellen Protokoll ist Art. 5 über die Integration von Rechtsakten der Union. Nach dessen Abs. 1 sorgen die Schweiz und die Union zur Gewährleistung der Rechtssicherheit und der Homogenität des Rechts im Bereich betreffend den Binnenmarkt, an dem die Schweiz durch das Abkommen teilnimmt, dafür, dass *die in den Bereich des Abkommens fallenden Rechtsakte der Union nach ihrer Verabschiedung so rasch wie möglich in das Abkommen integriert werden*. Abs. 2 bestimmt, dass die *Schweiz in ihrer Rechtsordnung Bestimmungen erlässt oder beibehält, im Hinblick darauf, das Ergebnis zu erreichen, das durch die gemäss Abs. 4 in das Abkommen integrierten Rechtsakte der Union erzielt werden soll*, gegebenenfalls vorbehaltlich der vom Gemischten Ausschuss beschlossenen Anpassungen.

Laut Art. 5 Abs. 4 handelt der Gemischte Ausschuss gemäss Abs. 1 und fasst so rasch wie möglich einen Beschluss zur Änderung des Anhangs 1 des Abkommens, einschliesslich der erforderlichen Anpassungen.

Ab Inkrafttreten des Institutionellen Protokolls gibt es demnach *neu kein selbständiges Schweizer Recht mehr. Das – auch für die Schweiz erlassene – EU-Recht muss formell und materiell in Schweizer Recht umgesetzt werden, Vorbehalte und Anpassungen vorbehalten. Hinzu kommen allfällige Regelungsspielräume, welche die EU-Rechtsakte für die Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz eröffnen. Aus verfassungsrechtlicher Sicht bedeutet dieses Regelungskonzept den Wechsel von der gleichberechtigten Festlegung der anwendbaren Normen zu einem blossen Vetorecht der Schweiz mit dem Preisschild von Ausgleichsmassnahmen. Damit ist ein klarer Paradigmenwechsel verbunden.*

Agrarabkommen-Änderungsprotokoll

Im *Agrarabkommen-Änderungsprotokoll* gibt es für die nachfolgende Beurteilung vor allem eine wichtige Änderung: In Art. 17 wird als Abs. 12 Folgendes festgelegt: Die *Anhänge 4, 5, 6 und 11 werden am Tag des Inkrafttretens des Protokolls zur Errichtung eines gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraums aufgehoben*. Dabei geht es um folgende Anhänge, die *ins Lebensmittelsicherheitsabkommen überführt* werden: Anhang 4: Pflanzenschutz; Anhang 5: Futtermittel; Anhang 6: Saatgutsektor; Anhang 11: Veterinärhygienische und tierzüchterische Massnahmen im Handel mit lebenden Tieren und tierischen Erzeugnissen.

Diese Aufhebung im Agrarabkommen und *Verschiebung* ins Lebensmittelsicherheitsabkommen ist insofern von *grosser Bedeutung*, als damit ein *Paradigmenwechsel von einer bilateralen Regelung zu einer Integrationsregelung* verbunden ist. Das wird in der Behandlung des Protokolls Lebensmittelsicherheitsabkommens illustriert. Dieser Transfer bedeutet auch, das ein immer wichtiger werdender Teil der Agrarpolitik auf die EU übergeht. Die Schweiz verliert damit die Rechtsetzungskompetenz über hochsensible Bereiche, der anfällig ist für Volksinitiativen.

Lebennsmittelsicherheitsabkommen-Protokoll

Im Lebensmittelsicherheitsabkommen ist vorweg der Geltungsbereichsartikel von zentraler Bedeutung. Nach Art. 2 fallen unter den Geltungsbereich des gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraums alle Stufen der Produktion, der Verarbeitung und des Vertriebs von Lebens- und Futtermitteln sowie tierischen Nebenprodukten; Tiergesundheit und Tierschutz; Pflanzengesundheit und Pflanzenschutzmittel; Pflanzenvermehrungsmaterial; antimikrobielle Resistenzen; Tierzucht; Kontaminanten und Rückstände; Materialien und Gegenstände, die dazu bestimmt sind, mit Lebensmitteln in Berührung zu kommen; Kennzeichnung; sowie die entsprechenden amtlichen Kontrollen.

Für die nachfolgende Beurteilung ist weiter zentral, was in Art. 13 über die Integration von Rechtsakten der Union verankert wird. Danach sorgen die Schweiz und die Union dafür, dass zur Gewährleistung der Rechtssicherheit und der Homogenität des Rechts im Bereich betreffend den Binnenmarkt, an dem die Schweiz durch dieses Protokoll teilnimmt, die in den Bereich dieses Protokolls fallenden Rechtsakte der Union nach ihrer Verabschiedung so rasch wie möglich in das Protokoll integriert werden (Abs. 1). *Rechtsakte der Union, die gemäss Abs. 4 in das Protokoll integriert werden, werden durch ihre Integration Teil der Schweizer Rechtsordnung*, gegebenenfalls vorbehaltlich der vom Gemischten Ausschuss für Lebensmittelsicherheit beschlossenen Anpassungen (Abs. 2). Der Gemischte Ausschuss handelt gemäss Abs. 1 und fasst so rasch wie möglich einen Beschluss zur Änderung von Anhang I Abschnitt 2, einschliesslich der erforderlichen Anpassungen (Abs. 4).

Dieses Regelungskonzept wird im Vernehmlassungsbericht *«Integrationsmethode»* genannt.[2]

Was dieses Konzept bedeutet, kann mit Anhang 1 betr. Rechtsakte im Gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraum illustriert werden

Im Anhang I des Lebensmittelsicherheitsabkommens wird es demnach im Unterschied zu den Anhängen im *Agrarabkommen keine von der Schweiz eigenständig erlassene Gesetze und Verordnungen mehr geben, sondern einzig noch von der EU erlassene Rechtsakte, Vorbehalte und Anpassungen vorbehalten*. Hinzu kommen allfällige Regelungssielräume, welche die EU-Rechtsakte für die Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz eröffnen. Die EU-Rechtsakte werden in der Schweiz unmittelbar anwendbar sein und werden in der Schweizer Rechtssammlung nicht publiziert, sondern werden in der EUR-Lex zu suchen sein. *Die Vollzugsbehörden* von Bund und Kantonen werden ihre *Verfügungen direkt auf EU-Recht stützen*.

Vollzugsmassnahmen zu diesen EU-Bestimmungen *erfolgen aufgrund der Verordnung* (mit Anhängen von 163 Seiten) *(EU) 2017/625 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 über amtliche Kontrollen und andere amtliche Tätigkeiten zur Gewährleistung der Anwendung des Lebens- und Futtermittelrechts und der Vorschriften über Tiergesundheit und Tierschutz, Pflanzengesundheit und Pflanzenschutzmittel …*

Aufgrund des Lebensmittelsicherheitsabkommens gibt es demnach neu *kein selbständiges Schweizer Recht. Das – auch für die Schweiz erlassene – EU-Recht muss formell und materiell in Schweizer Recht umgesetzt werden, Vorbehalte und Anpassungen vorbehalten. Hinzu kommen allfällige Regelungsspielräume, welche die EU-Rechtsakte für die Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz eröffnen. Aus verfassungsrechtlicher Sicht bedeutet dieses Regelungskonzept den Wechsel von der gleichberechtigten Festlegung der anwendbaren Normen zu einem blossen Vetorecht der Schweiz mit dem Preisschild von Ausgleichsmassnahmen. Damit ist ein klarer Paradigmenwechsel verbunden.*

Materielle Verfassungsänderungen

Art. 163 BV: Form der Erlasse der Bundesversammlung

Nach Art. 163 Abs. 2 erlässt die Bundesversammlung rechtsetzende Bestimmungen in der Form des Bundesgesetzes oder der Verordnung.

In Art. 4 Abs. 1 MRA und Art. 12 Abs. 1 Lebensmittelsicherheitsabkommen lesen wir unter der Artikelüberschrift «Teilnahme an der Ausarbeitung von Rechtsakten der Union (Mitspracherecht)» Folgendes:

[2] Vernehmlassungsbericht, S. 74.

«1. *Erarbeitet die Kommission einen Vorschlag für einen Rechtsakt der Union* gemäss dem AEUV im von diesem Protokoll abgedeckten Bereich, so informiert sie die Schweiz und *zieht Sachverständige der Schweiz informell gleichermassen zurate, wie sie die Stellungnahmen der Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Union für die Ausarbeitung ihrer Vorschläge einholt*.»

Die klare und eindeutige Konsequenz dieser Bestimmung (in Verbindung mit den vorangehenden Ausführungen) ist, dass die Schweiz die Gesetzgebungskompetenz auf die EU überträgt. Es wird nach Inkrafttreten der Abkommen keine schweizerischen Gesetze (Abkommen mit Integrationsmodus) bzw. autonom erlassenen schweizerischen Gesetze (Abkommen mit Repräsentationsmodus) mehr geben, soweit nicht Vorbehalte oder Spielräume für die EU-Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz bestehen. Weder wird der Bundesrat dem Parlament ein neues Gesetz oder dessen Änderung oder Aufhebung beantragen können, noch wird das Parlament die Möglichkeit haben, mit einer parlamentarischen Initiative ein Gesetz auf den Weg zu bringen, zu ändern oder aufzuheben. *Das gilt nicht nur für Abkommen gemäss der Integrationsmethode wie dem Lebensmittelsicherheitsabkommen, sondern auch für Abkommen gemäss der Äquivalenzmethode wie dem MRA*. Im zweiten Fall gibt es zwar noch nationale Gesetze, aber grundsätzlich nur solche, die EU-Recht materiell vollumfänglich umsetzen. Genuin geht es also nicht mehr um schweizerische Gesetze. Die Schweiz hat einzig noch die Möglichkeit, über Sachverständige an der Ausarbeitung neuer EU-Erlasse informell mitzuwirken.

Konsequenz: *Der Abschluss der Abkommen führt zu einer materiellen Änderung von Art. 163 Abs. 2 BV im Geltungsbereich der Abkommen. Die Gesetzgebungskompetenz wird im Grunde genommen auf ein blosses Vetorecht zurückgestuft, dessen Ausübung erst noch Ausgleichsmassnahmen in unbekannter Höhe und in einem unbekannten Regelungsbereich auslösen kann.*

Eine materielle Verfassungsänderung bedeutet, dass eine Änderung der Bundesverfasssung nicht auf dem Weg der formellen Änderung nach Art. 194 Abs. 1 BV zustande kommt, sondern stillschweigend durch eine Praxisänderung von staatlichen Behörden, so etwa durch eine autoritative gerichtliche Verfassungsauslegung.[3]

Ehrlicherweise müsste man erwägen, Art. 163 Abs. 2 formell etwa wie folgt zu ergänzen: «Vorbehalten sind rechtsetzende Bestimmungen, welche die europäische Union im Bereich der Binnenmarktabkommen zwischen der Schweiz und der Union erlässt.»

[3] Siehe namentlich Johannes Reich, in: St. Galler Kommentar der Bundesverfassung, 4. Aufl., Zürich 2023, Note 13 zu Art. 188 BV; derselbe, Grundsatz der Wirtschaftsfreiheit – Evolution und Dogmatik von Art. 94 Abs. 1 und 4 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999,Zürich 2011, S. 279. Eine materielle Verfassungsänderung läge nach Corsin Bisaz/Uwe Serdült (E-Collecting als Herausforderung für die direkte Demokratie der Schweiz, LeGes 2017 S. 539) vor im Zusammenhang mit einem erleichterten Sammeln von Unterschriften mit E-Collecting, wenn keine formelle Verfassungsänderung vorgenommen würde.

Art. 182 BV: Rechtsetzung und Vollzug

Nach Art. 182 Abs. 1 BV erlässt der Bundesrat rechtsetzende Bestimmungen in der Form der Verordnung, soweit er durch Verfassung oder Gesetz dazu ermächtigt ist.

Das vorstehend zu Art. 163 BV Ausgeführte gilt hier analog.

Art. 147 BV: Vernehmlassungsverfahren

Nach Art. 147 BV werden die Kantone, die politischen Parteien und die interessierten Kreise bei der Vorbereitung wichtiger Erlasse und anderer Vorhaben von grosser Tragweite sowie bei wichtigen völkerrechtlichen Verträgen zur Stellungnahme eingeladen.

Die EU wird in der Schwei nie eine Vernehmlassung im Modus von Art. 147 BV durchführen. Und der Bundesrat bzw. die Bundesverwaltung können auch keine Vernehmlassung durchführen, weil sie keine Möglichkeit haben, diese der EU förmlich zu unterbreiten. Selbst wenn Vernehmlassungen nach Brüssel übermittelt würden, hätte dies keine rechtliche Relevanz. Wie im Zusammenhang mit Art. 4 MRA und Art. 12 Lebensmittelsicherheitsabkommen bereits erwähnt, zieht die EU einzig Sachverständige wie aus den Mitgliedstaaten der EU in die Vorbereitung ein. Der Bundesrat kann lediglich noch ein Vernehmlassungsverfahren durchführen, wenn er einen EU-Rechtsakt nicht übernehmen will bzw. ein Referendum ergriffen wird. Auch in diesem Fall kann er aber keine Vernehmlassung zum Inhalt durchführen, sondern nur zur Frage, ob man den EU-Rechtsakt annehmen oder ablehnen will. Es verhält sich also gleich, wie wenn er ein Vernehmlassungsverfahren zur Frage durchführt, ob ein Staatsvertrag angenommen oder abgelehnt werden soll. Die Vernehmlassung kann keine relevante materielle bzw. inhaltliche Änderung bewirken.

Es ergibt sich demnach, dass die *EU keine Vernehmlassungen zu ihren Erlassen durchführen wird, zu denen sich die schweizerischen Vernehmlassungsadressaten wie bei Bundesgesetzen und Verordnungen äussern können*. Dies dürfte zu einen *erheblichen Bedeutungsverlust hinsichtlich der Einflussnahme auf die Rechtsetzung* im Bereich der hier fraglichen Abkommen führen.

Konsequenz: *Auch mit Bezug auf Art. 147 BV führt der Abschluss der Abkommen zu einer materiellen Änderung im Geltungsbereich der Binnenmarktabkommen. Ehrlicherweise müsste man erwägen, diese Bestimmung in analoger Weise formell wie Art. 163 Abs. 2 zu ergänzen.*

Art. 189: Zuständigkeiten des Bundesgerichts

Nach Art. 189 Abs. 1 BV beurteilt das Bundesgericht Streitigkeiten wegen Verletzung von a. Bundesrecht; b. von Völkerrecht.

Diesbezüglich lesen wir in Art. 10 MRA und Art. 20 Lebensmittelsicherheitsabkommen, dass das Schiedsgericht im Fall einer Streitigkeit betreffend die Auslegung oder Anwendung einer Bestimmung des Abkommens die Auslegung dieser Bestimmung, sofern dies für die Streitbeilegung relevant und für die Entscheidfindung notwendig ist, diese Frage dem Gerichtshof der Europäischen Union vorlegt (Abs. 3). Die Entscheidung des Gerichtshofs ist für das Schiedsgericht bindend (Abs. 4).

Obwohl das Bundesgericht in den hier behandelten Abkommen nicht erwähnt wird, gilt für dieses wie für das Schiedsgericht, dass es die Praxis des EuGH übernehmen muss, auch wenn es keine Vorlagen an den Europäischen Gerichtshof machen muss. Im Fall des Lebensmittelsicherheitsabkommens geht es grundsätzlich immer um EU-Recht, das angewendet werden muss, während im Fall des MRA das EU-Recht in das Landesrecht übertragen werden muss. Auch diesfalls ist aber die EuGH-Rechtsprechung massgebend, soweit es um Begriffe des EU-Rechts geht und das wird ja der Regelfall sein, weil die Schweiz das EU-Recht materiell inhaltsgleich übernehmen muss.

Der Vernehmlassungsbericht enthält keine Aussagen zum Bundesgericht für die hier fraglichen Abkommen. Und die Aussagen im Rahmen der Institutionellen Elemente sind unvollständig.[4]

Was den EuGH betrifft, hört man immer wieder, dieser werde gegenüber der Schweiz schon ein gewisses Verständnis haben. Dies ist eine Illusion. Der EuGH kann gar kein Verständnis dafür haben, dass die Schweiz nicht Mitglied der EU ist. *Er kann EU-Recht für die Schweiz nicht anders auslegen als für die Mitgliedstaaten.* Das Bundesgericht kann ein Bundesgesetz für den Kanton Bern auch nicht anders auslegen als z.B. für den Kanton Glarus.

Konsequenz: *Das alles bedeutet per Saldo, dass auch die Zuständigkeit des Bundesgerichts zurückgedrängt wird, was zu einer materiellen Änderung von Art. 189 Abs. 1 BV im Bereich der Binnenmarktabkommen führt.*

Angemerkt sei zum Schiedsgericht noch Folgendes: Es ist immer wieder zu hören und zu lesen, dass das Modell mit Schiedsgericht typisch für bilaterale Abkommen sei. Das sei auch hier der Fall. Dies ist im vorliegenden Zusammenhang völlig verfehlt. Schiedsgerichte in bilateralen Abkommen legen Abkommensrecht aus, das beide Parteien einvernehmlich gesetzt haben. Bei den hier fraglichen Abkommen hat das

[4] Vernehmlassungsbericht, namentlich S. 66, 80 und 82.

Schiedsgericht ERU-Recht anzuwenden, das von der EU einseitig erlassen wird. Dessen Auslegung wird erst noch vom EuGH bestimmt und nicht vom Schiedsgricht.

Art. 3 BV: Kantone

Die Kantone sind nach Art. 3 BV souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist; sie üben alle Rechte aus, die nicht dem Bund übertragen sind.

Auf die Stellung der Kantone braucht nicht im Einzelnen eingegangen zu werden. Für die Übertragung von Kompetenzen von kantonalen Organen auf EU-Organe und für die Verletzung von Verfassungsbestimmungen insbesondere betr. das freie Stimmrecht gilt dasselbe wie für den Bund, soweit kantonale Regelungsbereiche betroffen sind. Erwähnt sei lediglich, dass ihnen ein wesentlicher Teil der Durchführung des Lebensmittelsicherheitsabkommens obliegen würde. Diesbezüglich sei auf die vorstehenden Ausführungen verwiesen. *Die Kantone werden gestützt auf EU-Recht Verfügungen erlassen und für Sanktionen wegen Verletzungen von EU-Recht die genannte EU-Kontrollverordnung anwenden müssen*.

Konsequenz: *Grundsätzlich lässt sich demnach sagen, dass auch Art. 3 BV im Geltungsbereich der Binnenmarktabkommen materiell geändert wird. Eine gleiche materielle Änderung und Verletzung von Verfassungsbestimmungen wie im Bund erfolgen mit Bezug auf die kantonalen Verfassungsbestimmungen.*

Verfassungsverletzungen

Art. 34 BV: Politische Rechte

Art. 34 Abs. 2 BV bestimmt, dass die Garantie der politischen Rechte die freie Willensbildung und die unverfälschte Stimmabgabe schützt.

Der Vernehmlassungsbericht äussert sich nicht zum Stimmrecht. Er hält lediglich fest, dass die durch die Bundesverfassung garantierten Initiativ- und Referendums-rechte (Art. 136 Abs.2 BV) weiterhin in vollem Umfang gewährleistet seien. Das ist eine rein formale Beurteilung, die in keiner Weise überzeugend ist. Dass es *um gravierende Einschränkungen der politischen Rechte* geht, lässt nicht zuletzt auch der Europarechtler Mathias Oesch erkennen, wenn er schreibt: «Die «dynamische Rechtsübernahme führt dazu, dass die Schweiz in mitgliedstaatsähnlicher Weise in den unionalen Rechtsraum eingebunden wird und zukünftige Rechtsentwicklungen mitträgt. Schon heute besteht

zwischen der fortlaufenden Rechtsübernahme und der (direkten) Demokratie ein Spannungsverhältnis; die Substanz der demokratischen Rechte wird ausgehöhlt. Diese Dynamik wird sich mit der Dynamisierung der Beziehungen noch verstärken.»[5]

An dieser Stelle ist auf Art. 11 Abs. 1 MRA und Art. 21 Abs. 1 Lebensmittelsicherheitsabkommen hinzuweisen, welche im Wesentlichen den folgenden Inhalt haben:

Wenn die Partei, die gemäss Schiedsgericht gegen dieses Protokoll verstossen hat, der anderen Partei nicht innerhalb einer angemessenen Frist mitteilt, welche Massnahmen sie zur Umsetzung des Schiedsspruchs ergriffen hat, oder wenn die andere Partei der Auffassung ist, dass durch die mitgeteilten Massnahmen dem Schiedsspruch nicht Folge geleistet wird, kann diese andere Partei im Rahmen dieses Protokolls oder eines anderen bilateralen Abkommens in den Bereichen betreffend den Binnenmarkt, an denen die Schweiz teilnimmt, oder des Abkommens über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen verhältnismässige Ausgleichsmassnahmen ergreifen, um ein mögliches Ungleichgewicht zu beheben.

Das bedeutet, dass die EU Ausgleichsmassnahmen in irgendeinem Binnenmarktabkommen treffen kann. wenn der Verstoss des Abkommens durch die Schweiz aufgrund eines Referendums oder eine Initiative stattfindet. Die Stimmberechtigten können damit ihr Stimmrecht nie frei ausüben, weil sie mit Ausgleichsmassnahmen in einen nicht bekannten Umfang bzw. einer nicht bekannten Höhe in irgendeinem Binnenmarktabkommen rechnen müssen. Gegen die Ausgleichsmassnahmen wird kein Referendum mehr möglich sein. Was die Schweiz betrifft, wird sie nie in die Lage kommen, gegenüber der EU Ausgleichsmassnahmen zu treffen. Die Bilateralität mit «diese andere Partei» ist rein fiktiv.

Konsequenz: *Dieses Konzept führt zur Verletzung der in Art. 34 Abs. 2 BV geschützten freien Willensbildung, die mindestens in die Nähe einer Kerngehaltsverletzung kommt.*

Art. 9 BV: Schutz vor Willkür und Wahrung von Treu und Glauben

Nach Art. 9 BV hat jede Person Anspruch darauf, von den staatlichen Organen ohne Willkür und nach Treu und Glauben behandelt zu werden.

An dieser Stelle ist nochmals auf Art. 11 Abs. 1 MRA und Art. 21 Abs. 1 Lebensmittelsicherheitsabkommen einzugehen. Danach gilt: Falls die Partei, die gemäss Schiedsgericht gegen das MRA oder das Lebensmittelsicherheitsabkommen verstossen hat, dem Schiedsspruch nicht Folge leistet, so kann die andere Partei, d.h. die EU, *im Rahmen des MRA bzw. des Lebensmittelsicherheitsabkommens oder eines*

[5] Mathias Oesch, Europarecht, 3. Aufl., Bern 2024, Rz. 1047.

anderen bilateralen Abkommens in den Bereichen betreffend den Binnenmarkt, an denen die Schweiz teilnimmt, oder des Abkommens über den Handel mit landwirt-schaftlichen Erzeugnissen verhältnismässige Ausgleichsmassnahmen ergreifen, um ein mögliches Ungleichgewicht zu beheben.

Das heisst, dass die EU *Ausgleichsmassnahmen in einem sachlich völlig anderen Zusammenhang* als dem Regelungsbereich des verletzten Abkommen treffen kann. Nationalrechtlich *widerspricht dies klar dem Willkürverbot*. Dieses verlangt laut der Rechtsprechung einen sachlichen Zusammenhang zwischen verletzten Normen und Sanktionen.[6]
Konsequenz*: Unter diesen Umständen würde es dem Willkürverbot widersprechen, wenn die EU z.B. wegen der Verletzung des Lebensmittelsicherheitsabkommens aufgrund einer angenommenen Volksinitiative Ausgleichsmassnahmen z.B. im MRA bei Medizinprodukten ergreifen würde*.

Konsequenzen für den Abstimmungsmodus über das Abkommenspaket

Aufgrund der nachgewiesenen kumulativen materiellen Verfassungsänderungen und Verfassungsverletzungen sprechen mehr verfassungsrechtliche Gründe für als gegen eine Abstimmung von Volk und Ständen gemäss der bisherigen «Sui-generis-Praxis» der Bundesversammlung. Die nähere Begründung dafür hat der Autor schon vor der Publikation des Vernehmlassungsberichts in Medienbeiträgen und Interviews gegeben.[7] Die Argumente für das doppelte Mehr werden durch die gravierenderen verfassungsrechtlichen Konsequenzen, als vor der Veröffentlichung der Abkommen angenommen, noch verstärkt.

In Ergänzung der erwähnten Stellungnahmen sind aufgrund des Vernehmlassungsberichts noch folgende Erwägungen angezeigt:

Im Bericht ist zu lesen: «Mit der Wahl des fakultativen Referendums wahrt der Bundesrat die Kohärenz mit seiner bisherigen Praxis und die Kontinuität der Schweizer Europapolitik. Die grundsätzliche Frage eines obligatorischen Staatsvertragsreferendums sui generis bleibt durch den Entscheid des Bundesrates unberührt.»[8]

Der Bundesrat löst sich damit implizit von der kategorischen Haltung des Bundesamtes für Justiz, wonach für ein doppeltes Mehr die Rechtsgrundlage fehlt, weshalb dieses verfassungswidrig wäre. Er zitiert dieses Gutachten nicht einmal. Zudem lässt er erkennen, dass es

[6] Siehe namentlich Thomas Kürsteiner, Erschliessungsabgaberecht. Eine Analyse am Beispiel des Kantons Basel-Landschaft, Liestal 2020, S. 257 f. mit Hinweisen.
[7] Siehe namentlich Paul Richli, EU-Vertragswerk und doppeltes Mehr, NZZ vom 17. Februar 2025, S. 18; Paul Richli, Stimmrecht des Volkes wird beschränkt – Staatsrechtler Paul Richli erklärt, wie sich die neuen EU-Verträge auf die direkte Demokratie der Schweiz auswirken, alle CH-Medien vom 24. April 2025, darunter der Bote der Urschweiz (S. 17), Aargauer Zeitung, Luzerner Zeitung, St. Galler Tagblatt.
[8] Vernehmlassungsbericht, S. 888.

Sache der Bundesversammlung ist, einen anderen Entscheid als den von ihm vorgeschlagenen zu fällen. Seines Erachtens genügt das einfache Mehr, weil er die Fälle, in denen in der Vergangenheit unter dem Titel des obligatorischen Staatsvertragsreferendums «sui generis» eine Abstimmung mit doppeltem Mehr angesetzt worden ist, nicht für repräsentativ erachtet. Gemeint sind namentlich das Freihandelsabkommen von 1972 und der EWR.[9]

Allerdings erwähnt der Bundesrat einen Weg, der dann doch zu einer Abstimmung mit doppeltem Mehr führen würde, den Weg über eine Verfassungsänderung. Er begründet dies wie folgt:

«Der einzige Weg, sie [Hinweis: gemeint die Verträge] in Abweichung der Artikel 140 und 141 BV einem obligatorischen Referendum zu unterstellen, wäre demnach eine Anpassung der BV. Die Revisionsschranken nach Artikel 194 Absatz 2 BV würden es nicht ausschliessen, die BV um eine Übergangsbestimmung zu ergänzen, welche vorsieht, dass die völkerrechtlichen Verträge zur Stabilisierung der bilateralen Beziehungen genehmigt werden und der Bundesrat ermächtigt ist, sie zu ratifizieren. Die Übergangsbestimmung unterstünde einem obligatorischen Referendum nach Artikel 140 Absatz 1 Buchstabe a BV.»[10]

Der Bundesrat zieht diesen Weg im vorliegenden Fall aber nicht in Betracht.

Per Saldo ergibt sich, dass der Bundesrat angesichts der seines Erachtens fehlenden institutionell tiefgreifenden Änderungen des Abkommenspakets ein einfaches Mehr postuliert. Er schliesst implizit eine andere Entscheidung der Bundesversammlung nicht aus. Damit nähert er sich in der Sache der hier vertretenen Auffassung an: Die Bundesversammlung kann gestützt auf die «Sui-generis-Praxis» ein doppeltes Mehr beschliessen. Dies ist in der Tat mehr als angezeigt, nachdem sich aufgrund der vorstehenden Erwägungen erweist, dass die Auffassung des Bundesrates, die neuen Abkommen hätten keine verfassungsrechtliche Relevanz und würden die Initiativ- und Referendumsrechte nicht beeinträchtigen, nicht zutreffend ist. Der Vergleich mit Schengen/Dublin ist verfehlt. Es geht angesichts der Mehrzahl neuer und umgewandelter Verträge um einen viel weiteren Geltungsbereich in zentralen Regelungsbereichen des Landes.

[9] Vernehmlassungsbericht, S. 885.
[10] Vernehmlassungsbericht, S. 888.

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Text eingeben.
Keine Bemerkungen. Siehe Ziff. 1

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Keine Stellungnahme.

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Text eingeben.
Ich äussere mich in dieser individuellen Vernehmlassung nicht zum materiellen Gehalt der Abkommen. Selbstverständlich kann man die Abkommen aus verfassungsrechtlicher Sicht annehmen. Was den Abstimmungsmodus betrifft, so sprechen nach der hier vertretenen Auffassung angesichts der Übertragung höchst bedeutsamer Kompetenzen von der Schweiz an die EU und angesichts der massiven Beschränkung der Abstimmungsfreiheit durch die Abkommen im Anschluss an die «Sui-generis-Praxis» der Bundesversammlung mehr Gründe für als gegen das doppelte Mehr. Ich wende mich aus verfassungsrechtlicher Sicht nicht gegen die Annahme der Abkommen, sondern einzig dagegen, dass die verfassungsrechtliche Relevanz der Abkommen im Vernehmlassungsbericht derart kleingeredet wird. Meine Vernehmlassung dient dazu, die verfassungsrechtliche Relevanz darzulegen und nachzuweisen. Diese Darlegung ist verbunden mit dem dringenden Ersuchen, dass in der Botschaft eine andere verfassungsrechtliche Würdigung als im Vernehmlassungsbericht erfolgt.

Zusammenfassend möchte ich zum Paradigmenewechsel Folgendes festhalten:

Das Freihandelsabkommen 1972 sowie das MRA 1999 und das Agrarabkommen 1999 sind in der jetzigen Ausgestaltung klare bilaterale Abkommen. Keine Partei kann für andere Vorgaben machen. Änderungen der Abkommen bedürfen der Zustimmung beider Parteien.

Mit dem Abkommenspaket unterbreitet der Bundesrat Abkommen mit einem Paradigmenwechsel. Es geht nicht mehr um reine bilaterale Abkommen. Die Binnenmarktabkommen sind vielmehr Integrationsabkommen, soweit nicht Vorbehalte oder Ausnahmen oder Regelungsspielräume für die EU-Mitgliedstaaten und damit auch für Schweiz bestehen. Dies gilt nicht nur für die Abkommen gemäss Integrationsmethode, sondern auch für Abkommen gemäss Äquivalenzmethode. Die Bezeichnung als «Bilaterale III» ist daher nicht mehr zutreffend. Es handelt sich vielmehr um «Integrationsabkommen I», die einem faktischen Teilbeitritt der Schweiz zur EU mindestens nahekommen**.** In der Substanz argumentiert Mathias Oesch im bereits wiedergegebenen Zitat mindesten ähnlich, wenn er schreibt, dass die «Schweiz in mitgliedstaatsähnlicher Weise in den unionalen Rechtsraum eingebunden wird» ,[11] und weiter, dass die Schweiz «die Rechtsetzung in relevanten Bereichen faktisch an die EU delegiert hat».[12]

Nach Abschluss von Abkommen nach der Integrationsmethode (Lebensmittelsicherheitsabkommen) wird es in deren Geltungsbereich in Zukunft materiell keine wesentlichen nationalen Rechtsnormen auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe mehr geben, soweit nicht Ausnahmen oder Vorbehalte oder Regelungsspielräume für die EU-Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz bestehen. Das für die Schweiz massgebende Recht wird in der EUR-Lex und nicht mehr in der Amtlichen Sammlung und der Systematischen Rechtssammlung der Schweiz publiziert werden. Die inländischen Vollzugsbehörden werden Verfügungen direkt gestützt auf das EU-Recht erlassen[13]. Welchem Rechtsschutzsystem Beschwerden unterliegen werden, geht aus dem Vernehmlassungsbericht höchstens ansatzweise hervor. Gemäss Art. 7 der vorn (Ziff. VI.3.) zitierten Kontrollverordnung EU 2017/625 läuft der Rechtsschutz gegen Sanktionen jedenfalls nach nationalem Recht. Nach Abschluss von Abkommen nach der Äquivalenzmethode wird es zwar Sache der Schweiz sein, eigenes Recht zur Umsetzung des EU-Rechts zu erlassen. Das Schweizer Recht muss aber im Ergebnis, soweit keine Ausnahmen oder Vorbehalte oder Regelungsspielräume für die EU-Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz bestehen, aber dem EU-Recht entsprechen, weil andernfalls die EU im Rahmen des Prozederes Ausgleichsmassnahmen ergreifen kann.

[11] Oesch, Rz. 1047.
[12] Oesch, Rz. 1049.
[13] Vernehmlassungsbericht, S. 696.

Anmerkung

Gestatten Sie mir zum Schluss die Anmerkung, dass ich in den 80er Jahren Abteilungschef, dann Hauptabteilungschef und am Ende Vizedirektor in jenem Bereich des Bundesamtes für Justiz tätig war, der heute für die verfassungsrechtliche Kontrolle der Vorlagen des Bundesrates an das Parlament zuständig ist. Ich hätte eine Botschaft mit Sicherheit nicht durchgehen lassen, welche die Institutionen der Schweizerischen Eidgenossenschaft in der Weise wie der Vernehmlassungsbericht «verzwergt». Und ich bin sicher, dass Bundesrat Kurt Furgler sel,. der damals dem EJPD vorstand und mitr dem ich einen intensiven und grossartigen Austausch hatte, das auch nicht hingenommen hätte.

Prof. em. Dr. iur. Paul Richli, Universität Luzern

Verfassungsrechtliche Analyse der Abkommen mit der EU[1]
Von Bilateralen I und II zu Integrationsabkommen I

Prof. em. Dr. iur. Paul Richli, Universität Luzern

30. Oktober 2025

Inhaltsverzeichnis

I. Übersicht ... 2
II. Einleitung ... 2
1. Prüfungs- und Beurteilungsraster und Hauptanliegen des Referats ... 2
2. Grundlagen für die verfassungsrechtliche Beurteilung ... 3
3. Mein Bezug zum Europarecht ... 3
III. Freihandelsabkommen von 1972 (FHA) ... 3
IV. Bilaterale Abkommen I von 1999 ... 5
1. Abkommen über technische Handelshemmnisse (MRA) ... 5
2. Agrarabkommen ... 6
V. Bilaterale Abkommen II von 2004 ... 6
VI. Abkommenspaket ... 7
1. MRA-Änderungsprotokoll und MRA-Institutionelles Protokoll ... 7
2. Agrarabkommen-Änderungsprotokoll ... 8
3. Lebensmittelsicherheitsabkommen-Protokoll ... 9
VII. Verfassungsrechtliche Beurteilung des Abkommenspakets Schweiz-EU ... 11
1. Beurteilung des Bundesrates ... 11
2. Materielle Verfassungsänderungen ... 12
3. Verfassungsverletzungen ... 16
4. Faktische Risiken ... 18
VIII. Folgerungen ... 21
1. Paradigmenwechsel ... 21
2. Verfassungsrechtliche Folgerungen ... 22
3. Konsequenzen für den Abstimmungsmodus über das Abkommenspaket ... 23
4. Haltung zum Abkommenspaket ... 25

[1] Diese Analyse beruht auf einem Referat, das der Autor am 15. Oktober 2025 auf Einladung des Instituts für Schweizer Wirtschaftspolitik (IWP) an der Universität Luzern gehalten hat.

I. Übersicht

Nach der Einleitung (Ziff. II) wird zunächst an das Freihandelsabkommen von 1972 erinnert (Ziff. III), das ein echtes bilaterales Abkommen ist, an dem zwei gleichberechtigte Partner beteiligt sind. Sodann folgen Hinweise auf die Bilateralen I von 1999, die ebenfalls noch echte bilaterale Abkommen sind (Ziff. IV). Dabei erfolgt eine Beschränkung auf das Abkommen über die technischen Handelshemmnisse (MRA) und das Agrarabkommen. Die bilateralen Abkommen II von 2004 werden lediglich kurz erwähnt, weil sie die zwei erwähnten Abkommen nicht wesentlich betreffen (Ziff. V).

Die drei erwähnten bilateralen Abkommen werden skizziert, um den Paradigmenwechsel sichtbar zu machen, der sich mit dem neuen Abkommenspaket bei dessen Annahme zwischen der Schweiz und der EU ergibt.

Die grösste Bedeutung hat dann selbstverständlich die Skizzierung des neuen Abkommenspakets, wobei auch hier eine Beschränkung erfolgt, nämlich auf die Änderungsprotokolle zum MRA und zum Agrarabkommen sowie auf das neue, einen Teil der Regelungen des Agrarabkommens übernehmende und weiterführende Lebensmittelsicherheitsabkommen-Protokoll. Die Auswahl dieser Abkommen wird in der Einleitung begründet (Ziff. VI).

Im Anschluss an die Skizzierung der genannten Abkommen werden die staats- und verfassungsrechtlichen Konsequenzen des Abkommenspakets am Beispiel der genannten Abkommen herausgearbeitet. Neben den verfassungsrechtlichen Implikationen wird auch nach faktischen Risiken gefragt (Ziff. VII).

Den Abschluss bilden die Folgerungen Ziff. VIII).

II. Einleitung

1. Prüfungs- und Beurteilungsraster und Hauptanliegen des Referats

Der naheliegende Prüfungs- und Beurteilungsraster für das Abkommenspaket geht m.E. von der Frage aus, ob dem dessen Abschluss verfassungsrechtlich etwas entgegensteht. Die Antwort darauf findet sich in Art. 194 BV betr. Teilrevision der Bundesverfassung und in Art. 140 BV betr. Staatsvertragsreferendum. Art. 194 BV bestimmt in Abs. 2, soweit hier von Belang, dass die Teilrevision die Einheit der Materie wahren muss und die zwingenden Bestimmungen des Völkerrechts nicht verletzen darf. Und Art. 140 BV bestimmt in Abs. 2 Bst. b, soweit hier von Belang, dass der Beitritt zu Organisationen für kollektive Sicherheit oder zu supranationalen Gemeinschaften Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet werden muss. Daraus lässt sich ableiten, dass etwa der Beitritt der Schweiz zur EU verfassungsrechtlich unter Einhaltung dieser Bestimmungen zulässig wäre. Ist selbst der Beitritt zulässig, so muss – a maiore minus – auch der Abschluss des Abkommens-pakets, das weniger weit geht als der Beitritt, verfassungsrechtlich zulässig sein. Also kann es aus verfassungsrechtlicher Sicht nur fraglich sein, nach welchem Modus die Abstim-

mung über das Abkommenspaket erfolgen soll bzw. kann. Das ist dann unter anderem Gegenstand der Folgerungen.

Das Hauptanliegen dieses Textes lautet dahin, zu einer möglichst umfassenden Informationsbasis für die Meinungsbildung im Hinblick auf die Abstimmung über das Abkommenspaket beizutragen.

2. Grundlagen für die verfassungsrechtliche Beurteilung

Der nachfolgenden staatsrechtlichen Analyse liegen im Wesentlichen der Vernehmlassungsbericht des Bundesrates vom 13. Juni 2025 unter dem Titel «Paket 'Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz und der EU'»[2] sowie insbesondere die eingangs erwähnten Abkommen zugrunde.

Die genannten Abkommen werden zur Illustration der Analyse gewählt, weil der Autor Professor für öffentliches Recht war, mit Schwerpunkt im öffentlichen Wirtschaftsrecht und in diesem Schwerpunkt noch mit dem Unterschwerpunkt Agrarrecht. Er ist als Emeritus auch heute noch im öffentlichen Wirtschaftsrecht tätig und ist daran interessiert, dass die Interessen der Wirtschaft in hinreichendem Ausmass berücksichtigt werden. Er setzt sich seit jeher insbesondere für den Schutz der Wirtschaftsfreiheit und der Eigentumsgarantie gegen überbordende staatliche Beschränkungen ein.

Die nachfolgend behandelten Abkommen des Pakets eignen sich gut zur Illustration der verfassungsrechtlichen Erwägungen, weil sie repräsentativ für alle Binnenmarktabkommen sind.

3. Bezug zum Europarecht

Der Autor arbeitet seit 40 Jahren insbesondere im öffentlichen Wirtschaftsrecht mit Schwerpunkt Agrarrecht. Von 1993–2013 war er in leitender Funktion im CEDR (Comité européen de droit rural; European Council for Rural Law; Europäische Agrarrechtsgesellschaft) mit Sitz in Paris tätig, von 2001–2013 zudem als wissenschaftlicher Leiter mit Zuständigkeit für die Konzeption und Leitung der Europäischen Agrarrechtskongresse sowie für die Herausgabe der Kongressbände. Er hat damit eine langjährige Erfahrung nicht nur im nationalen öffentlichen Wirtschaftsrecht, sondern auch im europäischen Agrarrecht. Vor zwei Monaten war er zudem wieder Referent am europäischen Agrarrechtskongress 2025 in Burgos (Spanien). Das CEDR ist die Dachgesellschaft der nationalen Agrarrechtsgesellschaften Europas.

III. Freihandelsabkommen von 1972 (FHA)

Zweck des heute noch gültigen FHA von 1972 ist gemäss Art. 1 insbesondere die Ausweitung des Warenverkehrs zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (heute der Europäischen Union) und der Schweizerischen Eidgenossenschaft sowie die Förderung der harmonischen Entwicklung der Wirtschaftsbeziehungen

[2] Dieser Bericht ist nicht amtlich publiziert. Er ist aber mit der Eingabe des Berichtstitels auffindbar auf der folgenden Plattform: fedlex.admin.ch

(Bst. a). Sodann sollen im Warenverkehr zwischen den Vertragsparteien gerechte Wettbewerbsbedingungen gewährleistet werden (Bst. b).

Gemäss Art. 3 werden im Warenverkehr zwischen der Gemeinschaft und der Schweiz keine neuen Einfuhrzölle eingeführt (Abs. 1), und die bisherigen Einfuhrzölle werden schrittweise beseitigt (Abs. 2).

Von besonderer Bedeutung ist im vorliegenden Zusammenhang Art. 23. Danach sind mit dem guten Funktionieren dieses Abkommens unvereinbar, soweit sie geeignet sind, den Warenverkehr zwischen der Gemeinschaft und der Schweiz zu beeinträchtigen: alle Vereinbarungen zwischen Unternehmen, Beschlüsse von Unternehmensvereinigungen und aufeinander abgestimmte Verhaltensweisen zwischen Unternehmen, welche eine Verhinderung, Einschränkung oder Verfälschung des Wettbewerbs bezüglich der Produktion und des Warenverkehrs bezwecken oder bewirken (Abs. 1 Bst. i); die missbräuchliche Ausnutzung einer beherrschenden Stellung auf dem gesamten Gebiet der Vertragsparteien oder auf einem wesentlichen Teil desselben durch ein oder mehrere Unternehmen (Abs. 1 Bst. ii) und jede staatliche Beihilfe, die den Wettbewerb durch Begünstigung bestimmter Unternehmen oder Produktionszweige verfälscht oder zu verfälschen droht (Abs. 1 Bst. iii).

Neben der Zweckbestimmung und den beispielhaft aufgeführten materiellen Bestimmungen sind namentlich noch die folgenden organisatorischen Bestimmungen erwähnenswert:

Art. 29 Abs. 1 sieht einen Gemischten Ausschuss vor, der mit der Durchführung des FHA Abkommens beauftragt ist und für dessen ordnungsgemässe Erfüllung sorgt. Zu diesem Zweck spricht er Empfehlungen aus. In den vorgesehenen Fällen fasst er Beschlüsse. Die Vertragsparteien führen diese Beschlüsse nach ihren eigenen Bestimmungen durch.

Nach Art. 30 Abs. 2 äussert sich der Gemischte Ausschuss im gegenseitigen Einvernehmen.

Analysiert man diese Bestimmungen, so ist der Wortlaut der meisten Bestimmungen ziemlich klar und damit auch nicht Gegenstand schwieriger Auslegungsfragen. Anders verhält es sich mit Bezug auf Art. 23, wenn man bedenkt, dass dieser materiell auf den Wettbewerbsbestimmungen (Art. 85 ff.) des EWG-Vertrags beruht, allerdings ohne die dortigen «Insbesondere-Konkretisierungen». Es ist auch eine wichtige Abweichung enthalten: Im FHA ist die Rede von «Unvereinbarkeit», während der EWG-Vertrag die Begriffe «Unvereinbarkeit und Unzulässigkeit» verwendete. Es wurde auch die Nichtigkeit der Beschränkungen verankert. Nicht zuletzt dieser Unterschied im Wortlaut führte denn auch zu Diskussionen und Meinungsverschiedenheiten, die u.a. auch in einem komplizierten Rechtsstreit vor Bundesgericht eine Rolle spielten. Das Bundesgericht griff darin zu folgender Argumentation, die auch von der Bundesverwaltung gestützt wurde.[3]

[3] BGE BGE 104 IV 175 Erwägung 2.c), S. 179.

«Das Freihandelsabkommen ist ein reines Handelsabkommen, das sich ... auf die Regelung des industriellen Freihandels beschränkt (BBl 1972 II 661). Bei seiner Aushandlung wurde nicht nur eine Pflicht zur gegenseitigen Angleichung der gemeinschaftlichen und der schweizerischen Rechtsnormen bewusst ausgeschlossen (BBl 1972 II 730; Antwort des Bundesrates auf die Einfache Anfrage Jauslin, act. 415b), sondern es wurden ... die bestehenden Rechtsordnungen gegenseitig anerkannt und deren uneingeschränkte autonome Durchsetzung gutgeheissen (Amtsbericht des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements (EJPD ...) (...) Art. 23 FHA schafft sodann kein Verhaltensrecht für Private (Amtsbericht EJPD...); er stellt nur fest, welche Praktiken mit dem guten Funktionieren des Freihandelsabkommens unvereinbar seien, verbietet diese aber nicht.»

Zusammenfassend lässt sich festhalten: Das FHA 1972 ist ein reines bilaterales Abkommen. Es bezweckte keine Integration in den EWG-Binnenmarkt und bezweckt auch heute keine Integration in den EU-Binnenmarkt. Keine Partei kann für die andere Partei verbindliche Normen erlassen oder Entscheidungen fällen. Es handelt sich um gleichberechtigte Partner, die ihre Autonomie bewahren. Entscheide müssen für ihre rechtliche Verbindlichkeit einvernehmlich getroffen werden.

IV. Bilaterale Abkommen I von 1999

1. Abkommen über technische Handelshemmnisse (MRA)

Das Ziel des MRA 1999 besteht gemäss Art. 1 Abs. 1 darin, dass die Gemeinschaft und die Schweiz gegenseitig die von den gemäss den in diesem Abkommen festgelegten Verfahren anerkannten Stellen ... ausgestellten Berichte, Bescheinigungen, Zulassungen und Konformitätskennzeichen sowie die Konformitätserklärungen des Herstellers anerkennen, mit denen die Übereinstimmung mit den Anforderungen der anderen Vertragspartei in den in Art. 3 genannten Bereichen bescheinigt wird. Abs. 2 bestimmt sodann, dass zur Vermeidung doppelter Verfahren in den Fällen, in denen die schweizerischen Anforderungen mit denen der Gemeinschaft als gleichwertig beurteilt werden, die Gemeinschaft und die Schweiz gegenseitig die von den anerkannten Konformitätsbewertungsstellen ausgestellten Berichte, Bescheinigungen und Zulassungen sowie die Konformitätserklärungen des Herstellers anerkennen, mit denen die Übereinstimmung mit ihren jeweiligen Anforderungen in den in Art. 3 genannten Bereichen bescheinigt wird.

Zur Vermeidung doppelter Verfahren in den Fällen, in denen die schweizerischen Anforderungen mit denen der Gemeinschaft als gleichwertig beurteilt werden, anerkennen die Gemeinschaft und die Schweiz gemäss Art. 1 Abs. 2 gegenseitig die von den anerkannten Konformitätsbewertungsstellen ausgestellten Berichte, Bescheinigungen und Zulassungen sowie die Konformitätserklärungen des Herstellers, mit denen die Übereinstimmung mit ihren jeweiligen Anforderungen in den in Artikel 3 genannten Bereichen bescheinigt wird. In den ... Konformitätserklärungen des Herstellers wird insbesondere angegeben, dass die betreffenden Produkte mit den Rechtsvorschriften der Gemeinschaft übereinstimmen.

Gemäss Art. 1 Abs. 3 legt der Ausschuss nach Artikel 10 fest, in welchen Fällen Absatz 2 Anwendung findet.

Laut Art. 10 Abs. 1 besteht ein aus Vertretern der Vertragsparteien bestehender Ausschuss für gegenseitige Anerkennung der Konformitätsbewertung, der mit der Verwaltung des Abkommens betraut wird und für dessen ordnungsgemässes Funktionieren sorgt. Zu diesem Zweck gibt er Empfehlungen ab und fasst in den im Abkommen vorgesehenen Fällen Beschlüsse. Er beschliesst einvernehmlich.

Das MRA 1999 ist wie das FHA 1972 ein eindeutig bilateraler Vertrag. Keine Partei kann Normen für die andere Partei aufstellen oder für die andere Partei verbindliche Entscheidungen treffen. Damit in den Konformitätserklärungen des Herstellers gemäss Art. 1 Abs. 2 angegeben werden kann, dass die betreffenden Produkte mit den Rechtsvorschriften der EU übereinstimmen, muss die Schweiz diesen Rechtsvorschriften im Gemischten Ausschuss zugestimmt haben, was sich aus Art. 1 Abs. 3 ergibt..

2. Agrarabkommen

Nach Art. 1 Abs. 1 besteht das Ziel des Agrarabkommens darin, die Freihandelsbeziehungen zwischen den Parteien durch Verbesserung des Marktzugangs für landwirtschaftliche Erzeugnisse der anderen Partei zu stärken.

Art. 5 regelt sodann den Abbau der technischen Handelshemmnisse. In diesem Sinn ist gemäss Abs. 1 in den Anhängen 4–12 des Abkommens festgelegt, wie im Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen die technischen Hemmnisse abzubauen sind.

Art. 6 fokussiert den Gemischten Ausschuss. Nach Abs. 1 besteht dieser aus Vertretern der Parteien. Laut Abs. 2 wird der Ausschuss mit der Verwaltung des Abkommens betraut, und er sorgt für dessen ordnungsgemässe Anwendung. Abs. 5 bestimmt, dass der Ausschuss einvernehmlich entscheidet.

Das Agrarabkommen ist demnach wie das MRA 1999 und das FHA 1972 ein eindeutig bilateraler Vertrag. Dieser legt fest, wie Handelshemmnisse abzubauen sind. Keine Partei kann Normen für die andere Partei setzen oder Entscheidungen für die andere Partei treffen. Es gibt auch kein Schiedsgericht.

V. Bilaterale Abkommen II von 2004

Hierzu soll ein Hinweis genügen, weil sich der Fokus der nachfolgend vorzunehmenden Beurteilung auf das MRA und das Agrarabkommen sowie deren Änderungsprotokolle sowie auf das Lebensmittelsicherheitsabkommen-Protokoll beschränkt. Die landwirtschaftlichen Verarbeitungsprodukte werden nicht beleuchtet. Es sei lediglich erwähnt, dass die Bilateralen II folgende Bereiche betreffen:
1. Schengen/Dublin; 2. Automatischer Informationsaustausch; 3. Betrugsbekämpfung; 4. Landwirtschaftliche Verarbeitungsprodukte; 5. Kreatives Europa (MEDIA); 6. Umwelt; 7. Statistik; 8. Ruhegehälter; 9. Bildung, Berufsbildung, Jugend.

VI. Abkommenspaket

1. MRA-Änderungsprotokoll und MRA-Institutionelles Protokoll

1.1. MRA-Änderungsprotokoll

Das MRA 1999 wird mit dem Änderungsprotokoll nur in wenigen Bereichen angepasst. Es geht namentlich um die Änderungen in Art. 1 Abs. 2, Art. 3 und Art. 1 im Anhang 1:

Art. 1 Abs. 3 wird gelöscht, weil neu nicht mehr der Gemischte Ausschuss darüber befindet, in welchen Fällen Art. 1 Abs. 2 Anwendung findet. Vielmehr wird die EU gemäss dem neuen Anhang 1 Art. 1 in Verb. mit Art. 5 des Institutionellen Protokolls die Normen einseitig erlassen.

Art. 3 über den Geltungsbereich wird in Abs. 1 dahingehend geändert, dass das Abkommen für die Konformitätsbewertungsverfahren gilt, die durch die Rechts- und Verwaltungsvorschriften in Anhang 1 und hinsichtlich der unter Art. 1 Abs. 2 fallenden Bestimmungen durch die entsprechenden *nach Art. 5 Abs. 2 des Institutionellen Protokolls erlassenen oder beibehaltenen schweizerischen Bestimmungen verbindlich vorgeschrieben sind*.

Anhang 1 wird insbesondere um einen Art. 1 ergänzt. Danach sind, sofern in technischen Anpassungen nichts anderes bestimmt ist, die Rechte und Pflichten, die in den in diesem Anhang *integrierten Rechtsakten der Union* für die Mitgliedstaaten der Union vorgesehen sind, so zu verstehen, dass sie für die Schweiz vorgesehen sind.

Entscheidend ist in diesem Art. 1 die Festlegung, dass die *Rechte und Pflichten* in den EU-Rechtsakten an die Adresse der Mitgliedstaaten *gleicherweise für die Schweiz gelten*. Diese Bestimmung lässt zusammen mit den soeben erwähnten Art. 1 Abs. 2 und Art. 3 klar den *Paradigmenwechsel erkennen*. Dieser ist die Folge des Institutionellen Protokolls MRA. Die *Schweiz muss die gleicherweise wie für die Mitgliedstaaten geltenden EU-Rechtsakte in ihr eigenes Recht übertragen. Sie kann – abgesehen von Ausnahmebereichen – nach Inkrafttreten des geänderten MRA kein eigenes Recht mehr erlassen*. Dies ergibt sich aus den sogleich folgenden Angaben zum Institutionellen Protokoll.

Dieses Regelungskonzept wird im Vernehmlassungsbericht *«Äquivalenzmethode»* genannt.[4]

1.2. MRA-Institutionelles Protokoll

Die im vorliegenden Zusammenhang zentrale Bestimmung im MRA-Institutionellen Protokoll ist Art. 5 über die Integration von Rechtsakten der Union. Nach dessen Abs. 1 sorgen die Schweiz und die Union zur Gewährleistung der Rechtssicherheit und der Homogenität des Rechts im Bereich betreffend den Binnenmarkt, an dem die Schweiz durch das Abkommen teilnimmt, dafür, dass *die in den Bereich des Abkommens fallenden Rechtsakte der Union nach ihrer Verabschiedung so rasch wie*

[4] Vernehmlassungsbericht, S. 74.

möglich in das Abkommen integriert werden. Abs. 2 bestimmt, dass die *Schweiz in ihrer Rechtsordnung Bestimmungen erlässt oder beibehält, im Hinblick darauf, das Ergebnis zu erreichen, das durch die gemäss Abs. 4 in das Abkommen integrierten Rechtsakte der Union erzielt werden soll*, gegebenenfalls vorbehaltlich der vom Gemischten Ausschuss beschlossenen Anpassungen.

Laut Art. 5 Abs. 4 handelt der Gemischte Ausschuss gemäss Abs. 1 und fasst so rasch wie möglich einen Beschluss zur Änderung des Anhangs 1 des Abkommens, einschliesslich der erforderlichen Anpassungen.

Ab Inkrafttreten des Institutionellen Protokolls gibt es demnach *neu kein selbständiges Schweizer Recht mehr. Das – auch für die Schweiz erlassene – EU-Recht muss formell und materiell in Schweizer Recht umgesetzt werden, Vorbehalte und Anpassungen vorbehalten. Hinzu kommen allfällige Regelungsspielräume, welche die EU-Rechtsakte für die Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz eröffnen. Aus verfassungsrechtlicher Sicht bedeutet dieses Regelungskonzept den Wechsel von der gleichberechtigten Festlegung der anwendbaren Normen zu einem blossen Vetorecht der Schweiz mit dem Preisschild von Ausgleichsmassnahmen. Das ist ein klarer Paradigmenwechsel.*

2. Agrarabkommen-Änderungsprotokoll

Im *Agrarabkommen-Änderungsprotokoll* gibt es für die nachfolgende Beurteilung vor allem eine wichtige Änderung: In Art. 17 wird als Abs. 12 Folgendes festgelegt: Die *Anhänge 4, 5, 6 und 11 werden am Tag des Inkrafttretens des Protokolls zur Errichtung eines gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraums aufgehoben*. Dabei geht es um folgende Anhänge, die *ins Lebensmittelsicherheitsabkommen überführt* werden: Anhang 4: Pflanzenschutz; Anhang 5: Futtermittel; Anhang 6: Saatgutsektor; Anhang 11: Veterinärhygienische und tierzüchterische Massnahmen im Handel mit lebenden Tieren und tierischen Erzeugnissen.

Diese Aufhebung im Agrarabkommen und *Verschiebung* ins Lebensmittelsicherheitsabkommen ist insofern von *grosser Bedeutung*, als damit ein *Paradigmenwechsel von einer bilateralen Regelung zu einer Integrationsregelung* verbunden ist. Das wird in der Behandlung des Protokolls Lebensmittelsicherheitsabkommens illustriert. Mit dieser Verschiebung wird auch ein wesentlicher Teil der Agrarpolitik vom Agrarabkommen in das Lebensmittelsicherheitsabkommen verschoben, und zwar ausgerechnet die für Volksinitiativen sehr sensiblen Bereiche. Es trifft daher entgegen den Ausführungen im Vernehmlassungsbericht[5] nicht zu, dass die Schweiz in der (ganzen) Agrarpolitik autonom bleibt.

Im Agrarabkommen selber werden mit dem Änderungsprotokoll auch institutionelle Bestimmungen hinsichtlich Schiedsgerichtsbarkeit und Ausgleichsmassnahmen eingeführt, auf die aber nicht eingetreten wird. Im Vordergrund stehen die entsprechenden und weitergehenden institutionellen Bestimmungen im Lebensmitelsicherheitsabkommen-Protokoll.

[5] Vernehmlassungsbericht, S. 468 ff. und S. 693.

3. Lebensmittelsicherheitsabkommen-Protokoll

Im Lebensmittelsicherheitsabkommen ist vorweg der Geltungsbereichsartikel von zentraler Bedeutung. Nach Art. 2 fallen unter den Geltungsbereich des gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraums alle Stufen der Produktion, der Verarbeitung und des Vertriebs von Lebens- und Futtermitteln sowie tierischen Nebenprodukten; Tiergesundheit und Tierschutz; Pflanzengesundheit und Pflanzenschutzmittel; Pflanzenvermehrungsmaterial; antimikrobielle Resistenzen; Tierzucht; Kontaminanten und Rückstände; Materialien und Gegenstände, die dazu bestimmt sind, mit Lebensmitteln in Berührung zu kommen; Kennzeichnung; sowie die entsprechenden amtlichen Kontrollen.

Für die nachfolgende Beurteilung ist weiter zentral, was in Art. 13 über die Integration von Rechtsakten der Union verankert wird. Danach sorgen die Schweiz und die Union dafür, dass zur Gewährleistung der Rechtssicherheit und der Homogenität des Rechts im Bereich betreffend den Binnenmarkt, an dem die Schweiz durch dieses Protokoll teilnimmt, die in den Bereich dieses Protokolls fallenden Rechtsakte der Union nach ihrer Verabschiedung so rasch wie möglich in das Protokoll integriert werden (Abs. 1). *Rechtsakte der Union, die gemäss Abs. 4 in das Protokoll integriert werden, werden durch ihre Integration Teil der Schweizer Rechtsordnung*, gegebenenfalls vorbehaltlich der vom Gemischten Ausschuss für Lebensmittelsicherheit beschlossenen Anpassungen (Abs. 2). Der Gemischte Ausschuss handelt gemäss Abs. 1 und fasst so rasch wie möglich einen Beschluss zur Änderung von Anhang I Abschnitt 2, einschliesslich der erforderlichen Anpassungen (Abs. 4).

Dieses Regelungskonzept wird im Vernehmlassungsbericht *«Integrationsmethode»* genannt.[6]

Was dieses Konzept bedeutet, kann mit Anhang 1 betr. Rechtsakte im Gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraum illustriert werden. Unter C. *Pflanzenschutzmittel* ist zu lesen, dass die folgenden Bestimmungen gelten: «14. 32009 R 1107: Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates (ABl. L 309 vom 24.11.2009, S. 1), geändert durch folgenden Rechtsakt resp. folgende Rechtsakte: - 14.1. 32013 R 0518: Verordnung (EU) Nr. 518/2013 des Rates vom 13. Mai 2013 (ABl. L 158 vom 10.6.2013, S. 72), - 14.2. 32017 R 0625: Verordnung (EU) 2017/625 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 (ABl. L 95 vom 7.4.2017, S. 1), 14.3. 32019 R 1009: Verordnung (EU) 2019/1009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 (ABl. L 170 vom 25.6.2019, S. 1), 14.4. 32019 R 1381: Verordnung (EU) 2019/1381 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Juni 2019 (ABl. L 231 vom 6.9.2019, S. 1), einschliesslich der aufgrund dieser Verordnung erlassenen und bis zum 31. Dezember 2024 integrierten Rechtsakte.»

[6] Vernehmlassungsbericht, S. 74.

Im Anhang I des Lebensmittelsicherheitsabkommens wird es demnach im Unterschied zu den Anhängen im *Agrarabkommen grundsätzlich keine von der Schweiz eigenständig erlassene Gesetze und Verordnungen mehr geben, sondern einzig noch von der EU erlassene Rechtsakte. Vorbehalten sind nationale Regelungen aufgrund von Anpassungen und Vorbehalten sowie zur Ausfüllung von Regelungsspielräumen, welche der EU-Rechtsakt zugunsten der Mitgliedstaaten und damit auch zugunsten der Schweiz offen lässt*. Die EU-Rechtsakte werden in der Schweiz unmittelbar anwendbar sein und werden in der Schweizer Rechtssammlung nicht publiziert, sondern werden in der EUR-Lex zu suchen sein. *Die Vollzugsbehörden* von Bund und Kantonen werden ihre *Verfügungen direkt auf EU-Recht stützen*.

Vollzugsmassnahmen zu diesen EU-Bestimmungen *erfolgen aufgrund der Verordnung* (mit Anhängen von 163 Seiten) *(EU) 2017/625 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 über amtliche Kontrollen und andere amtliche Tätigkeiten zur Gewährleistung der Anwendung des Lebens- und Futtermittelrechts und der Vorschriften über Tiergesundheit und Tierschutz, Pflanzengesundheit und Pflanzenschutzmittel*, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 999/2001, (EG) Nr. 396/2005, (EG) Nr. 1069/2009, (EG) Nr. 1107/2009, (EU) Nr. 1151/2012, (EU) Nr. 652/2014, (EU) 2016/429 und (EU) 2016/2031 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Verordnungen (EG) Nr. 1/2005 und (EG) Nr. 1099/2009 des Rates sowie der Richtlinien 98/58/EG, 1999/74/EG, 2007/43/EG, 2008/119/EG und 2008/120/EG des Rates und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 854/2004 und (EG) Nr. 882/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 89/608/EWG, 89/662/EWG, 90/425/EWG, 91/496/EEG, 96/23/EG, 96/93/EG und 97/78/EG des Rates und des Beschlusses 92/438/EWG des Rates (Verordnung über amtliche Kontrollen) (ABl. L 95 vom 7.4.2017, S. 1)*, geändert durch folgenden Rechtsakt resp. folgende Rechtsakte:* 1.1. 32021 R 1756: Verordnung (EU) 2021/1756 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Oktober 2021 (ABl. L 357 vom 8.10.2021, S. 27), 1.2. 32024 R 3115: Verordnung (EU) 2024/3115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2024 (ABl. L, 2024/3115, 16.12.2024, S. 1), *einschliesslich der auf der Grundlage dieser Verordnung erlassenen und bis zum 31. Dezember 2024 integrierten Rechtsakte*.

Von dieser Verordnung gibt es in der EUR-Lex eine letzte konsolidierte Fassung vom 05.01.2025, CELEX-Nummer: 32017R0625.[7] *Diese Fassung* ist aber nicht rechtsverbindlich, sondern hat *nur Informationscharakter*. Der genaue Wortlaut zu dieser konsolidierten Fassung liest sich wie folgt: «Dieser Text dient lediglich zu Informationszwecken und hat keine Rechtswirkung. Die EU-Organe übernehmen keine Haftung für seinen Inhalt. Verbindliche Fassungen der betreffenden Rechtsakte einschließlich ihrer Präambeln sind nur die im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlichten und auf EUR-Lex verfügbaren Texte. Diese amtlichen Texte sind über die Links in diesem Dokument unmittelbar zugänglich.»

[7] Konsolidierte Texte der EU-Gesetzgebung kann man wie folgt aufsuchen, speziell für die hier aufgeführte Verordnung: https://eur-lex.europa.eu > EU-Recht > Konsolidierte Texte > Konsolidierte Texte durchsuchen > Verordnung > Jahr (2017) und Nummer (625).

Aus verfassungsrechtlicher Sicht liegt demnach ein Regelungskonzept vor, das der Schweiz statt einer gleichberechtigten Beteiligung am Erlass neuen Rechts wie bei typischen bilateralen Abkommen lediglich noch ein Vetorecht mit dem Preisschild von Ausgleichsmassnahmen belässt. Das ist ein klarer Paradigmenwechsel.

VII. Verfassungsrechtliche Beurteilung des Abkommenspakets Schweiz-EU

1. Beurteilung des Bundesrates

Im Vernehmlassungsbericht ist zur verfassungsrechtlichen Beurteilung des Abkommenspakets Schweiz-EU Folgendes zu lesen:

«Alles in allem stehen die institutionellen Elemente im Einklang mit den in den bilateralen Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU bereits bestehenden Lösungen. Es handelt sich um keine grundlegende Änderung dieser Beziehungen. *Die institutionellen Elemente haben also keinen verfassungsrechtlichen Charakter.* Sie dienen der Umsetzung des Ziels des Bundesrates, die Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU zu stabilisieren und weiterzuentwickeln.»[8]

«Für den Bundesrat war es bereits bei der Vorbereitung des Verhandlungsmandats wichtig zu betonen, dass die Schweiz kein Ergebnis akzeptieren könne, welches zu Abstrichen an den verfassungsmässigen Rechten und Kompetenzen führen würde (s. Ziff. 2.1.3.3). Dieses Verhandlungsziel wurde erreicht. *Die durch die Bundesverfassung garantierten Initiativ- und Referendumsrechte (Art. 136 Abs. 2 BV) sind weiterhin in vollem Umfang gewährleistet*. Weder die einzelnen Abkommen noch die darin enthaltenen institutionellen Elemente verhindern, dass eine Volksinitiative lanciert werden kann, die sich gegen die Übernahme einer relevanten Weiterentwicklung des EU-Rechts in das betroffene Abkommen richtet, sofern sie die bekannten verfassungsrechtlichen Gültigkeitsvoraussetzungen erfüllt. Ebenso wird gegen eine solche Rechtsübernahme bzw. ein in diesem Zusammenhang erforderliches neues Gesetz oder eine erforderliche Gesetzesanpassung wie bisher das Referendum ergriffen werden können.»[9][10]

Die Rechtsauffassung des Bundesrates ist im Folgenden auf der Grundlage der bisherigen Darstellung von zentralen Elementen des Abkommenspakets, des bereits diagnostizierten Paradigmenwechsels sowie der massgebenden Bestimmungen der Bundesverfassung zu überprüfen. Dabei sind zusätzliche Artikel aus den Verträgen ins Blickfeld zu rücken.

[8] Vernehmlassungsbericht, S. 90.
[9] Vernehmlassungsbericht, S. 90.
[10] Vernehmlassungsbericht, S. 92; siehe auch S. 56.

2. Materielle Verfassungsänderungen

2.1. Art. 163 BV: Form der Erlasse der Bundesversammlung

Nach Art. 163 Abs. 2 erlässt die Bundesversammlung rechtsetzende Bestimmungen in der Form des Bundesgesetzes oder der Verordnung.

In Art. 4 Abs. 1 MRA und Art. 12 Abs. 1 Lebensmittelsicherheitsabkommen lesen wir unter der Artikelüberschrift «Teilnahme an der Ausarbeitung von Rechtsakten der Union (Mitspracherecht)» Folgendes:

«1. *Erarbeitet die Kommission einen Vorschlag für einen Rechtsakt der Union* gemäss dem AEUV im von diesem Protokoll abgedeckten Bereich, so informiert sie die Schweiz und *zieht Sachverständige der Schweiz informell gleichermassen zurate, wie sie die Stellungnahmen der Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Union für die Ausarbeitung ihrer Vorschläge einholt*.»

Die klare und eindeutige Konsequenz dieser Bestimmung (in Verbindung mit den vorangehenden Ausführungen) ist, dass die Schweiz die Gesetzgebungskompetenz auf die EU überträgt. Es wird nach Inkrafttreten der Abkommen keine schweizerische Gesetze mehr geben, soweit nicht Vorbehalte bestehen. Weder wird der Bundesrat dem Parlament ein neues Gesetz oder dessen Änderung oder Aufhebung beantragen können, noch wird das Parlament die Möglichkeit haben, mit einer parlamentarischen Initiative ein Gesetz auf den Weg zu bringen, zu ändern oder aufzuheben. *Das gilt nicht nur für Verträge gemäss der Integrationsmethode wie dem Lebensmittelsicherheitsabkommen, sondern auch für Verträge gemäss der Äquivalenzmethode wie dem MRA*. Im zweiten Fall gibt es zwar noch nationale Gesetze, aber grundsätzlich nur solche, die EU-Recht materiell im Ergebnis gleichwertig umsetzen. Genuin geht es also nicht mehr um schweizerische Gesetze. Die Schweiz hat einzig noch die Möglichkeit, über Sachverständige an der Ausarbeitung neuer EU-Erlasse informell mitzuwirken.

Konsequenz: *Der Abschluss der Abkommen führt zu einer materiellen Änderung von Art. 163 Abs. 2 BV im Geltungsbereich der Abkommen.* Per Saldo verkümmert die Rechtsetzungskompetenz zu einem *blossen Vetorecht* gegen neues EU-Recht, mit der Möglichkeit der EU, im Fall des Vetos Ausgleichsmassnahmen in unbekannter Höhe und in einem unbekannten Regelungsbereich zu treffen.

Eine materielle Verfassungsänderung bedeutet, dass eine Änderung der Bundesverfasssung nicht auf dem Weg der formellen Änderung nach Art. 194 Abs. 1 BV zustande kommt, sondern stillschweigend durch eine Praxisänderung von staatlichen Behörden, so etwa durch eine autoritative gerichtliche Verfassungsauslegung.[11]

[11] Siehe namentlich Johannes Reich, in: St. Galler Kommentar der Bundesverfassung, 4. Aufl., Zürich 2023, Note 13 zu Art. 188 BV; derselbe, Grundsatz der Wirtschaftsfreiheit – Evolution und Dogmatik von Art. 94 Abs. 1 und 4 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999,Zürich 2011, S. 279. Eine materielle Verfassungsänderung läge nach Corsin Bisaz/Uwe Serdült (E-Collecting als Herausforderung für die direkte Demokratie der Schweiz, LeGes 2017 S. 539) vor im Zusammenhang mit

Ehrlicherweise müsste man erwägen, Art. 163 Abs. 2 formell etwa wie folgt zu ergänzen: «Vorbehalten sind rechtsetzende Bestimmungen, welche die europäische Union im Bereich der Binnenmarktabkommen zwischen der Schweiz und der Union erlässt.»

2.2. Art. 182 BV: Rechtsetzung und Vollzug

Nach Art. 182 Abs. 1 BV erlässt der Bundesrat rechtsetzende Bestimmungen in der Form der Verordnung, soweit er durch Verfassung oder Gesetz dazu ermächtigt ist.

In Art. 4 Abs. 2 und 3 MRA und Art. 12 Abs. 2 und 3 Lebensmittelsicherheitsabkommen lesen wir unter der Artikelüberschrift «Teilnahme an der Ausarbeitung von Rechtsakten der Union (Mitspracherecht)» Folgendes:

«2. *Erarbeitet die Kommission delegierte Rechtsakte* gemäss dem AEUV mit Bezug auf die in den Bereich dieses Protokolls fallenden Basisrechtsakte der Union, so gewährt die Kommission der Schweiz die grösstmögliche Teilnahme an der Ausarbeitung ihrer Vorschläge und *zieht Sachverständige der Schweiz gleichermassen zurate, wie sie die Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Union zurate* zieht.»

«3. *Erarbeitet die Kommission Durchführungsrechtsakte* gemäss dem AEUV mit Bezug auf die in den Bereich dieses Protokolls fallenden Basisrechtsakte der Union, so gewährt die Kommission der Schweiz die grösstmögliche Teilnahme an der Ausarbeitung ihrer Vorschläge, die anschliessend den Ausschüssen zu unterbreiten sind, die die Kommission bei der Ausübung ihrer Durchführungsbefugnisse unterstützen, und *zieht Sachverständige der Schweiz gleichermassen zurate, wie sie die Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Union zurate zieht*.»

Aus diesen Bestimmungen (in Verbindung mit den vorangehenden Ausführungen) folgt eindeutig, dass die Schweiz die Verordnungskompetenz auf die EU überträgt. Der Bundesrat wird nach Inkrafttreten der Verträge keine genuin schweizerische Verordnung mehr erlassen können, soweit nicht Vorbehalte oder Regelungsspielräume für die EU-Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz bestehen. Im Bereich von Verträgen nach der Äquivalenzmethode wird es grundsätzlich keine wichtigen materiellrechtlichen nationalen Verordnungen mehr geben und im Bereich von Verträgen nach der Integrationsmethode nur noch Verordnungen zur Durchführung von EU-Verordnungen, immer Ausnahmen und Vorbehalte, die voraussichtlich aber selten sein werden, vorbehalten.

Konsequenz: *Der Abschluss der Abkommen führt zu einer materiellen Änderung von Art. 182 Abs. 1 BV im Geltungsbereich der Binnenmarktabkommen. Ehrlicherweise müsste man erwägen, diese Bestimmung in analoger Weise formell wie Art. 163 Abs. 2 zu ergänzen.*

einem erleichterten Sammeln von Unterschriften mit E-Collecting, wenn keine formelle Verfassungsänderung vorgenommen würde.

2.3. Art. 147 BV: Vernehmlassungsverfahren

Nach Art. 147 BV werden die Kantone, die politischen Parteien und die interessierten Kreise bei der Vorbereitung wichtiger Erlasse und anderer Vorhaben von grosser Tragweite sowie bei wichtigen völkerrechtlichen Verträgen zur Stellungnahme eingeladen.

Im Zusammenhang mit dem Vernehmlassungsverfahren vernehmen wir aus dem Vernehmlassungsbericht lediglich Folgendes:

«Ob und welche administrativen Anpassungen für die politische Praxis sinnvoll sein könnten – wie etwa bei der Planung und Durchführung von Vernehmlassungen – wird sich noch zeigen müssen.»[12]

Die EU wird in der Schwei nie eine Vernehmlassung im Modus von Art. 147 BV durchführen. Und der Bundesrat bzw. die Bundesverwaltung können auch keine Vernehmlassung durchführen, weil sie keine Möglichkeit haben, diese der EU förmlich zu unterbreiten. Selbst wenn Vernehmlassungen nach Brüssel übermittelt würden, hätte dies keine rechtliche Relevanz. Wie im Zusammenhang mit Art. 4 MRA und Art. 12 Lebensmittelsicherheitsabkommen bereits erwähnt, zieht die EU einzig Sachverständige wie aus den Mitgliedstaaten der EU in die Vorbereitung ein. Der Bundesrat kann lediglich noch ein Vernehmlassungsverfahren durchführen, wenn er einen EU-Rechtsakt nicht übernehmen will bzw. ein Referendum ergriffen wird. Auch in diesem Fall kann er aber keine Vernehmlassung zum Inhalt durchführen, sondern nur zur Frage, ob man den EU-Rechtsakt annehmen oder ablehnen will. Es verhält sich also gleich, wie wenn er ein Vernehmlassungsverfahren zur Frage durchführt, ob einen Staatsvertrag angenommen oder abgelehnt werden soll. Die Vernehmlassung kann keine relevante materielle bzw. inhaltliche Änderung bewirken.

Es ergibt sich demnach, dass die *EU keine Vernehmlassungen zu ihren Erlassen durchführen wird, zu denen sich die schweizerischen Vernehmlassungsadressaten wie bei Bundesgesetzen und Verordnungen äussern können*. Dies dürfte zu einen *erheblichen Bedeutungsverluste hinsichtlich der Einflussnahme auf die Rechtsetzung* im Bereich der hier fraglichen Abkommen führen.

Konsequenz: *Auch mit Bezug auf Art. 147 BV führt der Abschluss der Abkommen zu einer materiellen Änderung im Geltungsbereich der Binnenmarktabkommen. Ehrlicherweise müsste man erwägen, diese Bestimmung in analoger Weise formell wie Art. 163 Abs. 2 zu ergänzen.*

2.4. Art. 189: Zuständigkeiten des Bundesgerichts

Nach Art. 189 Abs. 1 BV beurteilt das Bundesgericht Streitigkeiten wegen Verletzung von a. Bundesrecht; b. von Völkerrecht.

Diesbezüglich lesen wir in Art. 10 MRA und Art. 20 Lebensmittelsicherheitsabkommen, dass das Schiedsgericht im Fall einer Streitigkeit betreffend die Auslegung

[12] Vernehmlassungsbericht, S. 92.

oder Anwendung einer Bestimmung des Abkommens die Auslegung dieser Bestimmung, sofern dies für die Streitbeilegung relevant und für die Entscheidfindung notwendig ist, diese Frage dem Gerichtshof der Europäischen Union vorlegt, d.h. vorleben muss (Abs. 3). Die Entscheidung des Gerichtshofs ist für das Schiedsgericht bindend (Abs. 4).

Obwohl das Bundesgericht in den hier behandelten Abkommen nicht erwähnt wird, gilt für dieses wie für das Schiedsgericht, dass es die Praxis des EuGH übernehmen muss, auch wenn es keine Vorlagen an den Europäischen Gerichtshof machen muss. Im Fall des Lebensmittelsicherheitsabkommens geht es grundsätzlich immer um EU-Recht, das angewendet werden muss, während im Fall des MRA das EU-Recht in das Landesrecht übertragen werden muss. Auch diesfalls ist aber die EuGH-Rechtsprechung massgebend, soweit es um Begriffe des EU-Rechts geht und das wird ja der Regelfall sein, weil die Schweiz das EU-Recht materiell ergebnisgleich übernehmen muss.

Der Vernehmlassungsbericht enthält keine Aussagen zum Bundesgericht für die hier fraglichen Abkommen. Und die Aussagen im Rahmen der Institutionellen Elemente sind unvollständig.[13]

Was den EuGH betrifft, hört man immer wieder, dieser werde gegenüber der Schweiz schon ein gewisses Verständnis haben. Dies dürfte eine Illusion sein. Der EuGH kann gar kein Verständnis dafür haben, dass die Schweiz nicht Mitglied der EU ist. *Er kann EU-Recht für die Schweiz nicht anders auslegen als für die Mitgliedstaaten.* Das Bundesgericht kann ein Bundesgesetz für den Kanton Bern auch nicht anders auslegen als z.B. für den Kanton Glarus.

Konsequenz: *Das alles bedeutet per Saldo, dass auch die Zuständigkeit des Bundesgerichts zurückgedrängt wird, was zu einer materiellen Änderung von Art. 189 Abs. 1 BV im Bereich der Binnenmarktabkommen führt.*

2.5. Art. 3 BV: Kantone

Die Kantone sind nach Art. 3 BV souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist; sie üben alle Rechte aus, die nicht dem Bund übertragen sind.

Auf die Stellung der Kantone braucht nicht im Einzelnen eingegangen zu werden. Für die Übertragung von Kompetenzen von kantonalen Organen auf EU-Organe und für die Verletzung von Verfassungsbestimmungen insbesondere betr. das freie Stimmrecht gilt dasselbe wie für den Bund, soweit kantonale Regelungsbereiche betroffen sind. Erwähnt sei lediglich, dass ihnen ein wesentlicher Teil der Durchführung des Lebensmittelsicherheitsabkommens obliegen würde. Diesbezüglich sei auf die vorstehenden Ausführungen verwiesen. *Die Kantone werden gestützt auf EU-Recht Verfügungen erlassen und für Sanktionen wegen Verletzungen von EU-Recht die genannte EU-Kontrollverordnung anwenden müssen*.

[13] Vernehmlassungsbericht, namentlich S. 66, 80 und 82.

Konsequenz: *Grundsätzlich lässt sich demnach sagen, dass auch Art. 3 BV im Geltungsbereich der Binnenmarktabkommen materiell geändert wird. Eine gleiche materielle Änderung und Verletzung von Verfassungsbestimmungen wie im Bund erfolgen mit Bezug auf die kantonalen Verfassungsbestimmungen.*

3. Verfassungsverletzungen

3.1. Art. 34 BV: Politische Rechte

Art. 34 Abs. 2 BV bestimmt, dass die Garantie der politischen Rechte die freie Willensbildung und die unverfälschte Stimmabgabe schützt.

Der Vernehmlassungsbericht äussert sich nicht zum Stimmrecht. Er hält lediglich fest, dass die durch die Bundesverfassung garantierten Initiativ- und Referendumsrechte (Art. 136 Abs.2 BV) weiterhin in vollem Umfang gewährleistet seien. Das ist eine rein formale Beurteilung, die in keiner Weise überzeugend ist. Dass es *um gravierende Einschränkungen der politischen Rechte* geht, lässt nicht zuletzt auch der Europarechtler Mathias Oesch erkennen, wenn er schreibt: «Die «dynamische Rechtsübernahme führt dazu, dass die Schweiz in mitgliedstaatsähnlicher Weise in den unionalen Rechtsraum eingebunden wird und zukünftige Rechtsentwicklungen mitträgt. Schon heute besteht zwischen der fortlaufenden Rechtsübernahme und der (direkten) Demokratie ein Spannungsverhältnis; die Substanz der demokratischen Rechte wird ausgehöhlt. Diese Dynamik wird sich mit der Dynamisierung der Beziehungen noch verstärken.»[14]

An dieser Stelle ist auf Art. 11 Abs. 1 MRA und Art. 21 Abs. 1 Lebensmittelsicherheitsabkommen hinzuweisen, welche im Wesentlichen den folgenden Inhalt haben:

Wenn die Partei, die gemäss Schiedsgericht gegen dieses Protokoll verstossen hat, der anderen Partei nicht innerhalb einer angemessenen Frist mitteilt, welche Massnahmen sie zur Umsetzung des Schiedsspruchs ergriffen hat, oder wenn die andere Partei der Auffassung ist, dass durch die mitgeteilten Massnahmen dem Schiedsspruch nicht Folge geleistet wird, kann diese andere Partei im Rahmen dieses Protokolls oder eines anderen bilateralen Abkommens in den Bereichen betreffend den Binnenmarkt, an denen die Schweiz teilnimmt, oder des Abkommens über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen verhältnismässige Ausgleichsmassnahmen ergreifen, um ein mögliches Ungleichgewicht zu beheben.

Das bedeutet, dass die EU Ausgleichsmassnahmen in irgendeinem Binnenmarktabkommen treffen kann. wenn der Verstoss des Abkommens durch die Schweiz aufgrund eines Referendums oder eine Initiative stattfindet. Die Stimmberechtigten können damit ihr Stimmrecht nie frei ausüben, weil sie mit Ausgleichsmassnahmen in einen nicht bekannten Umfang bzw. einer nicht bekannten Höhe in irgendeinem Binnenmarktabkommen rechnen müssen. Gegen die Ausgleichsmassnahmen wird kein Referendum mehr möglich sein.

[14] Mathias Oesch, Europarecht, 3. Aufl., Bern 2024, Rz. 1047.

Konsequenz: *Dieses Konzept führt zur Verletzung der in Art. 34 Abs. 2 BV geschützten freien Willensbildung, die mindestens in die Nähe einer Kerngehaltsverletzung kommt.*

3.2. Art. 194 BV betr. Einheit der Materie bei Verfassungsrevisionen

Art. 194 BV betr. die Teilrevision der Bundesverfassung bestimmt, dass bei Teilrevisionen auch die Einheit der Materie gewahrt werden muss. Diese Bestimmung gilt in der Zusammenschau mit Art. 34 Abs. 2 BV betr. der freien Willensbildung bei Abstimmungen nicht nur für Verfassungsänderungen, sondern auch für die Bundesgesetzgebung.

Das MRA-Änderungsprotokoll und das MRA-Institutionelle Protokoll sollen zusammen mit elf anderen Abkommen in einem einzigen Bundesbeschluss dem Referendum unterstellt werden (Bundesbeschluss über die Genehmigung und Umsetzung der Abkommen zwischen der Schweiz und der EU über die Stabilisierung der bilateralen Beziehungen).

Diese Zusammenlegung von Abkommen, die zum Teil keinen sachlichen Zusammenhang untereinander aufweisen, ist angesichts des Gebots der Einheit der Materie problematisch. Das vom Bundesrat vorgetragene Argument, es handle sich lediglich um eine «Stabilisierung»,[15] weshalb das Stimmrecht durch den Zusammenzug nicht eingeschränkt werde, schafft wohl keinen hinreichenden sachlichen Zusammenhang. Allerdings gibt es eine Tendenz, sog. «Mantelerlasse» zuzulassen. Ob dieses Konzept im vorliegenden Zusammenhang zur Anwendung kommen könne, scheint aber fraglich.[16]

Konsequenz: *Der Zusammenzug zahlreicher Abkommen, die zum Teil inhaltlich keinen sachlichen Zusammenhang aufweisen, in einem einzigen Genehmigungsbeschluss führt mindestens tendenziell zur Verletzung der Einheit der Materie und damit von Art. 34 Abs. 2 und Art. 194 Abs. 2 BV*.

3.3. Art. 9 BV: Schutz vor Willkür und Wahrung von Treu und Glauben

Nach Art. 9 BV hat jede Person Anspruch darauf, von den staatlichen Organen ohne Willkür und nach Treu und Glauben behandelt zu werden.

An dieser Stelle ist nochmals auf Art. 11 Abs. 1 MRA und Art. 21 Abs. 1 Lebensmittelsicherheitsabkommen einzugehen. Danach gilt: Falls die Partei, die gemäss Schiedsgericht gegen das MRA oder das Lebensmittelsicherheitsabkommen verstossen hat, dem Schiedsspruch nicht Folge leistet, so kann die andere Partei, d.h. die EU, *im Rahmen des MRA bzw. des Lebensmittelsicherheitsabkommens oder eines anderen bilateralen Abkommens in den Bereichen betreffend den Binnenmarkt, an denen die Schweiz teilnimmt, oder des Abkommens über den Handel mit landwirt-*

[15] Vernehmlassungsbericht, S. 45.

[16] Siehe zur Thematik der Einheit der Materie allgemein etwa Andreas Kley, Die Einheit der Materie bei Bundesgesetzen und der Stein der Weisen, Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht (Zbl) 2019, S. 15 ff.; vor allem auch Georg Müller/Felix Uhlmann/Stefan Höfler, Elemente einer Rechtsetzungslehre, 4. Aufl., Zürich/Genf 2024, Rz. 201 und 568, Fn. 1350 mit Hinweisen.

schaftlichen Erzeugnissen verhältnismässige Ausgleichsmassnahmen ergreifen, um ein mögliches Ungleichgewicht zu beheben.

Das heisst, dass die EU *Ausgleichsmassnahmen in einem sachlich völlig anderen Zusammenhang* als dem Regelungsbereich des verletzten Abkommen treffen kann. Nationalrechtlich *widerspricht dies klar dem Willkürverbot*. Dieses verlangt laut der Rechtsprechung einen sachlichen Zusammenhang zwischen verletzten Normen und Sanktionen.[17]

Konsequenz*: Unter diesen Umständen würde es dem Willkürverbot widersprechen, wenn die EU z.B. wegen der Verletzung des Lebensmittelsicherheitsabkommens aufgrund einer angenommenen Volksinitiative Ausgleichsmassnahmen z.B. im MRA bei Medizinprodukten ergreifen würde.*

4. Faktische Risiken

4.1. Teilnahme an der Ausarbeitung von Rechtsakten der Union

An dieser Stelle ist auf Art. 4 MRA und Art. 12 Lebensmittelsicherheitsabkommen zurückzukommen. Danach gilt: *Erarbeitet die Kommission einen Vorschlag* für einen Rechtsakt der Union im von diesem Protokoll abgedeckten Bereich, *so informiert sie die Schweiz und zieht Sachverständige der Schweiz informell gleichermassen zurate, wie sie die Stellungnahmen der Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Union für die Ausarbeitung ihrer Vorschläge einholt*.

Der Wortlaut für die einzelnen Regelungsstufen (Rechtsakte, delegierte Rechtsakte, Durchführungsrechtsakte) weist – anscheinend aufgrund der unterschiedlichen Regelungen in der EU – leichte Unterschiede auf.[18]

Rechtsakte: «... zieht Sachverständige der Schweiz informell gleichermassen zurate, wie sie die Stellungnahmen der Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Union für die Ausarbeitung ihrer Vorschläge einholt.»

Delegierte Rechtsakte: «... gewährt die Kommission der Schweiz die grösstmögliche Teilnahme an der Ausarbeitung ihrer Vorschläge und zieht Sachverständige der Schweiz gleichermassen zurate, wie sie die Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Union zurate zieht.»

Durchführungsrechtsakte: «... gewährt die Kommission der Schweiz die grösstmögliche Teilnahme an der Ausarbeitung ihrer Vorschläge, die anschliessend den Ausschüssen zu unterbreiten sind, die die Kommission bei der Ausübung ihrer Durchführungsbefugnisse unterstützen, und zieht Sachverständige der Schweiz gleichermassen zurate, wie sie die Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Union zurate zieht.»

[17] Siehe namentlich Thomas Kürsteiner, Erschliessungsabgaberecht. Eine Analyse am Beispiel des Kantons Basel-Landschaft, Liestal 2020, S. 257 f. mit Hinweisen.

[18] Vernehmlassungsbericht, S. 72

Die Risiken dieses Beteiligungssystems liegen erstens darin, dass die Bundesverwaltung darin die Führungsrolle haben dürfte. Dass in der Schweiz auch Vernehmlassungsadressaten wie namentlich Wirtschaftsverbände Zugang erhalten könnten, wird nicht erwähnt. Ein solcher Einbezug ist nach den Informationen des Autors aus Deutschland und Österreich wohl auch gar nicht möglich, weil auch die Wirtschaftsverbände der Mitgliedstaaten der EU keinen diesbezüglichen Zugang zu haben scheinen.

Zweitens ist in der Schweiz *teilweise mehr als ein Bundesamt angesprochen*, so etwa im Bereich des Lebensmittelsicherheitsabkommens namentlich das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) und das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV). Diese beiden Ämter haben nicht stets dieselben Interessen und unterstehen auch noch unterschiedlichen Departementen. *Es scheint nicht ausgeschlossen zu sein, dass es deswegen zu Abstimmungsproblemen und zu einer geschwächten Einflussmöglichkeit kommen kann*.

Drittens und vor allem *darf man von diesen Mitwirkungsmöglichkeiten nicht zu viel erhoffen*. Nach den Informationen des Autors von hochrangingen Funktionären in Verwaltung und Verbänden in Deutschland und Österreich sowie in der EU-Kommission hat z.B. ein kleinerer Mitgliedstaat wie Österreich kaum die Möglichkeit, inhaltlich Wesentliches zu erreichen, wenn nicht Deutschland oder Frankreich gleichlaufende Interessen haben. *Selbst die EWR-Staaten* hätten kaum ernsthafte Einflussmöglichkeiten, sobald erhebliche Interessen von Mitgliedstaaten ins Spiel gebracht würden.

Unter diesen Umständen bleibt den *Wirtschaftsverbänden* möglicherweise nicht viel anderes, als eine Abstimmung mit Partnerverbänden bzw. deren Dachverbänden in EU-Mitgliedstaaten zu suchen oder auf den Weg des Lobbying in Brüssel zu setzen, wenn sie irgend ein inhaltliches Anliegen mit Bezug auf eine geplante EU-Regelung haben.

Diese Risiken sind vor allem deswegen nicht zu unterschätzen, weil es nicht um eine Integration in den EU-Binnenmarkt von zwei oder drei Jahren geht, sondern wohl um eine nicht umkehrbare Integration auf viele Jahrzehnte.

4.2. Ausgleichsmassnahmen in irgendeinem Binnenmarktabkommen

Wenn Ausgleichsmassnahmen in irgendeinem Binnenmarktabkommen getroffen werden können, besteht das Risiko einer kollektiven Gegnerschaft gegen die Ablehnung eines neuen EU-Rechtsakts in irgendeinem Binnenmarktabkommen, *weil niemand das Risko eingehen will, am Ende von Ausgleichsmassnahmen betroffen zu werden*. Dies könnte dazu führen, dass es gar nie zu einer Ablehnung eines neuen EU-Rechtsakts durch die Bundesversammlung, den Bundesrat oder aufgrund eines Referendums kommen wird. *Per Saldo könnte sich diese weit gefasste abkommensübergreifende Möglichkeit von Ausgleichsmassnahmen als «Schachmattkriterium» zugunsten der EU erweisen*.

Ich habe einem hohen *Funktionär eines wichtigen Wirtschaftsverbandes* die Frage gestellt, wie sich sein Verband angesichts des erwähnten Risikos im Fall eines Referendums gegen einem EU-Rechtsakt in einem anderen Abkommen als dem seinen Verband betreffenden Abkommen verhalten würde. *Er meinte, dass man gegen die Ablehnung der EU-Regelung, d.h. gegen das Referendum eintreten müsste, um allfällige Ausgleichsmassnahmen gegenüber seiner Branche zu vermeiden*.

4.3. Zusammensetzung des Schiedsgerichts

Ein weiteres Risiko könnte insbesondere für die Wirtschaft in der Zusammensetzung des Schiedsgerichts bestehen. Es soll eine *indikative Liste mit Namen möglicher Schiedsrichterinnen und Schiedsrichter* erstellt werden. Dies folgt für das MRA aus Art. II.2 Abs. 4 über das Schiedsgericht der Anlage im institutionellen Protokoll und ebenfalls aus Art. II.2 Abs. 4 der Anlage im Lebensmittelsicherheitsabkommen-Protokoll. Zuständig für die Erstellung und Nachführung der Liste ist der Gemischte Ausschuss. Gemäss Angaben im Vernehmlassungsbericht geht es um die «Liste von qualifizierten Personen, die vorab von der Schweiz und der EU im GA vereinbart wurde».[19]

Sollte die Vermutung über die Verwaltungslastigkeit des Gemischten Ausschusses und des ganzen Prozederes zutreffen, so ist *nicht ausgeschlossen, dass Personen auf die Liste kommen, welche eher Verwaltungs- als legitime Wirtschaftsinteressen vertreten.*

Die Schweiz könnte sich im Hinblick auf die Verfolgung nationaler Wirtschaftsinteressen im Streitfall selber ein Bein stellen, wenn die Interessen der Wirtschaft für die Auswahl der Personen auf der erwähnten Liste nicht genügend beachtet werden.

4.4. Rechtssicherheit

Im Vernehmlassungsbericht wird die Integration in den Binnenmarkt nicht zuletzt mit Argumenten der Rechtssicherheit begründet. Hier sollen ein paar zentrale diesbezügliche Aussagen zitiert werden:

«Nach einigen Jahren der Stagnation der Beziehungen mit der EU und der Rechtsunsicherheit, in denen die Stabilisierung und Weiterentwicklung des Verhältnisses zur EU aufgrund nicht gelöster institutioneller Fragen mit der EU auf Eis lagen, legt der Bundesrat mit dem vorliegenden Paket eine solide Grundlage für geregelte Beziehungen mit dem wichtigsten Partner vor. Anpassungen an den bestehenden Abkommen beschränken sich auf das Notwendigste, um das Funktionieren der bestehenden Verträge sicherzustellen. Dies dient der Rechtssicherheit.»[20]

«Mit den institutionellen Elementen erhöht die Schweiz die Rechtssicherheit und sichert die Teilnahme am EU-Binnenmarkt in den genannten Bereichen auch für die Zukunft.»[21]

[19] Vernehmlassungsbericht, S. 83.
[20] Vernehmlassungsbericht, S. 50.
[21] Vernehmlassungsbericht, S. 57.

«Dynamische Rechtsübernahme: Die Binnenmarktabkommen müssen regelmässig an die relevanten Entwicklungen des EU-Rechts angepasst werden, damit die Teilnahme der Schweiz am EU-Binnenmarkt in den betreffenden Sektoren langfristig gesichert ist. Ohne Aktualisierung würden Rechtsabweichungen entstehen, die zu immer grösseren Hürden bei der Umsetzung der Binnenmarktabkommen, wie sie von den Parteien angestrebt wird, führen könnten. Diese Hürden würden die angestrebte Rechtssicherheit ... und ganz allgemein die in den Abkommen vorgesehene Beteiligung der Schweiz am EU-Binnenmarkt gefährden, was insbesondere die Schweizer Wirtschaftsakteure benachteiligen würde.»[22]

Hier vermisst man die Frage, ob die – z.B. auf 50 Jahre extrapolierte Zugehörigkeit zum EU-Binnenmarkt – nicht ebenfalls eine nicht voraussehbare Rechtsunsicherheit mit sich bringt, ob also die beseitigten Rechtsunsicherheiten nicht durch Rechtsunsicherheiten über die Zukunft der EU ganz oder teilweise kompensiert werden könnten. Vor allem gibt es keine Gewähr dafür, dass die EU ausserhalb der jetzt vorliegenden Abkommen nie mehr Druck auf die Schweiz für weitere Integrationsschritte ausüben könnte. Zu denken ist z.B. an die Forderung auf Dynamisierung des Freihandelsabkommens 1972 oder aufgrund der Entwicklungsklausel im Agrarabkommen von 1999.

VIII. Folgerungen

Aufgrund der vorstehenden Ausführungen gelangt der Autor zu einer Reihe von Folgerungen:

1. Paradigmenwechsel

Das Freihandelsabkommen 1972 sowie das MRA 1999 und das Agrarabkommen 1999 sind in der jetzigen Ausgestaltung klare bilaterale Abkommen. Keine Partei kann für andere Vorgaben machen. Änderungen der Abkommen bedürfen der Zustimmung beider Parteien.

Mit dem Abkommenspaket unterbreitet der Bundesrat Abkommen mit einem Paradigmenwechsel. Es geht nicht mehr um reine bilaterale Abkommen. Die Binnenmarktabkommen sind vielmehr Integrationsabkommen, soweit nicht Vorbehalte oder Ausnahmen oder Regelungsspielräume für die EU-Mitgliedstaaten und damit auch für Schweiz bestehen. Dies gilt nicht nur für die Abkommen gemäss Integrationsmethode, sondern auch für Abkommen gemäss Äquivalenzmethode. Die Bezeichnung als «Bilaterale III» ist daher nicht mehr zutreffend. Es handelt sich vielmehr um «Integrationsabkommen I», die einem faktischen Teilbeitritt der Schweiz zur EU mindestens nahekommen**.** In der Substanz argumentiert Mathias Oesch im bereits wiedergegebenen Zitat mindesten ähnlich, wenn er schreibt, dass die «Schweiz in mitgliedstaatsähnlicher Weise in den unionalen Rechtsraum

[22] Vernehmlassungsbericht, S. 72.

eingebunden wird»,[23] und weiter, dass die Schweiz «die Rechtsetzung in relevanten Bereichen faktisch an die EU delegiert hat».[24]

Nach Abschluss von Abkommen nach der Integrationsmethode (Lebensmittelsicherheitsabkommen) wird es in deren Geltungsbereich in Zukunft materiell keine wesentlichen nationalen Rechtsnormen auf Gesetzes- oder Verordnungsstufe mehr geben, soweit nicht Ausnahmen oder Vorbehalte oder Regelungsspielräume für die EU-Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz bestehen. Das für die Schweiz massgebende Recht wird in der EUR-Lex und nicht mehr in der Amtlichen Sammlung und der Systematischen Rechtssammlung der Schweiz publiziert werden. Die inländischen Vollzugsbehörden werden Verfügungen direkt gestützt auf das EU-Recht erlassen[25]. Welchem Rechtsschutzsystem Beschwerden unterliegen werden, geht aus dem Vernehmlassungsbericht höchstens ansatzweise hervor. Gemäss Art. 7 der vorn (Ziff. VI.3.) zitierten Kontrollverordnung EU 2017/625 läuft der Rechtsschutz gegen Sanktionen jedenfalls nach nationalem Recht.

Nach Abschluss von Abkommen nach der Äquivalenzmethode wird es zwar Sache der Schweiz sein, eigenes Recht zur Umsetzung des EU-Rechts zu erlassen. Das Schweizer Recht muss aber im Ergebnis, soweit keine Ausnahmen oder Vorbehalte oder Regelungsspielräume für die EU-Mitgliedstaaten und damit auch für die Schweiz bestehen, aber dem EU-Recht entsprechen, weil andernfalls die EU im Rahmen des Prozederes Ausgleichsmassnahmen ergreifen kann.

2. Verfassungsrechtliche Folgerungen

Die verfassungsrechtlichen Folgerungen des Paradigmenwechsels lauten aufgrund der Ausführungen in Ziff. III bis VI wie folgt:

2.1. Materielle Änderungen der Bundesverfassung und der kantonalen Verfassungen

Das Abkommenspaket führt zu materiellen Änderungen der Bundesverfassung im Geltungsbereich der Binnenmarktabkommen. Betroffen sind vor allem:

- Art. 163 BV: Die Gesetzgebung wird von der Bundesversammlung grundsätzlich auf die EU übertragen.
- Art. 182 BV: Die Verordnungsgebung wird vom Bundesrat grundsätzlich auf die EU übertragen.
- Art. 147 BV: Das Vernehmlassungsverfahren wird faktisch abgeschafft.
- Art. 189 BV: Die Kompetenzen des Bundesgerichts werden eingeschränkt.

Ehrlicherweise müsste man erwägen, diese Bestimmungen, allenfalls mit Ausnahme von Art. 189 BV, wie für Art. 163 Abs. 2 erwähnt, formell zu ergänzen.[26]

Für die kantonalen Verfassungen gelten diese Folgerungen analog.

---

[23] Vorn Ziff. VII.3.1., Fn. 14.
[24] Oesch, Rz. 1049.
[25] Vernehmlassungsbericht, S. 696.
[26] Siehe vorn Ziff. VII.2.1.

2.2. Verletzungen der Bundesverfassung

Das Abkommenspaket führt im Weiteren zu *Verletzungen der Bundesverfassung*, nämlich:

– Art. 9 BV: Das Willkürverbot wird durch die Möglichkeit von Ausgleichsmassnahmen in sachlich fremden Abkommen verletzt.

– Art. 34 Abs. 2 BV: Die Garantie der freien Willensbildung bei Abstimmungen wird durch die Möglichkeit von Ausgleichsmassnahmen seitens der EU in nicht im Voraus bekannten Bereichen und in ungewisser Höhe in gravierender Weise verletzt. Hinzu kommt, dass gegen die Ausgleichsmassnahmen kein Referendum mehr möglich ist.

– Art. 194 BV in Verbindung mit Art. 34 Abs. 2 BV: Die Unterstellung einer Vielzahl von Abkommen unter ein einziges Referendum ist im Hinblick auf das Erfordernis der Einheit der Materie mindestens fragwürdig.

2.3. Faktische Risiken

Das Abkommenspaket birgt nicht zuletzt faktische Risiken, insbesondere die folgenden:

– Teilnahme an der Ausarbeitung von Rechtsakten der Union: Es besteht das Risiko, dass die Vernehmlassungsteilnehmer keinen hinreichenden Ausgleich für den Verlust des Vernehmlassungsverfahrens erhalten. Insbesondere die Wirtschaft scheint am sog. «Decision shaping» nicht beteiligt zu sein.

– Ausgleichsmassnahmen: Das Konzept, dass die EU bei Vertragsverletzungen nach dem Scheitern eines Schiedsverfahrens Ausgleichsmassnahmen in irgendeinem Binnenmarktabkommen ergreifen kann und mit Massnahmen nicht auf den Geltungsbereich des verletzten Abkommens beschränkt ist, könnte sich als «Schachmattkriterium» gegen jedwede Ablehnung eines neuen EU-Rechtsakts erweisen.

– Zusammensetzung des Schiedsgerichts: Es wird darauf zu achten sein, dass bei der Bestimmung der Personen für die Liste möglicher Schweizer Mitglieder des Schiedsgerichts auch die Interessen der Wirtschaft berücksichtigt werden, um einem allfälligen Übergewicht von Verwaltungsvertretungen vorzubeugen.

– Rechtssicherheit: Was an Rechtssicherheit durch den Abschluss des Abkommenspakets gewonnen werden könnte, könnte durch die Rechtsunsicherheit der langfristigen Entwicklung der EU und ihrer Institutionen in der (langen) Zukunft teilweise oder ganz kompensiert werden.

3. Konsequenzen für den Abstimmungsmodus über das Abkommenspaket

Aufgrund der nachgewiesenen kumulativen materiellen Verfassungsänderungen und Verfassungsverletzungen sprechen mehr verfassungsrechtliche Gründe für als gegen eine Abstimmung von Volk und Ständen gemäss der bisherigen «Sui-generis-Praxis» der Bundesversammlung. Die nähere Begründung dafür hat der Autor schon

vor der Publikation des Vernehmlassungsberichts in Medienbeiträgen und Interviews gegeben.[27] Die Argumente für das doppelte Mehr werden durch die gravierenderen verfassungsrechtlichen Konsequenzen, als vor der Veröffentlichung der Abkommen angenommen, noch verstärkt.

In Ergänzung der erwähnten Stellungnahmen sind aufgrund des Vernehmlassungsberichts noch folgende Erwägungen angezeigt:

Im Bericht ist zu lesen: «Mit der Wahl des fakultativen Referendums wahrt der Bundesrat die Kohärenz mit seiner bisherigen Praxis und die Kontinuität der Schweizer Europapolitik. Die grundsätzliche Frage eines obligatorischen Staatsvertragsreferendums sui generis bleibt durch den Entscheid des Bundesrates unberührt.»[28]

Der Bundesrat löst sich damit implizit von der kategorischen Haltung des Bundesamtes für Justiz, wonach für ein doppeltes Mehr die Rechtsgrundlage fehlt, weshalb dieses verfassungswidrig wäre. Er zitiert dieses Gutachten nicht einmal. Zudem lässt er erkennen, dass es Sache der Bundesversammlung ist, einen anderen Entscheid als den von ihm vorgeschlagenen zu fällen. Seines Erachtens genügt das einfache Mehr, weil er die Fälle, in denen in der Vergangenheit unter dem Titel des obligatorischen Staatsvertragsreferendums «sui generis» eine Abstimmung mit doppeltem Mehr angesetzt worden ist, nicht für repräsentativ erachtet. Gemeint sind namentlich das Freihandelsabkommen von 1972 und der EWR.[29]

Allerdings erwähnt der Bundesrat einen Weg, der dann doch zu einer Abstimmung mit doppeltem Mehr führen würde, den Weg über eine Verfassungsänderung. Er begründet dies wie folgt:

«Der einzige Weg, sie [Hinweis: gemeint die Verträge] in Abweichung der Artikel 140 und 141 BV einem obligatorischen Referendum zu unterstellen, wäre demnach eine Anpassung der BV. Die Revisionsschranken nach Artikel 194 Absatz 2 BV würden es nicht ausschliessen, die BV um eine Übergangsbestimmung zu ergänzen, welche vorsieht, dass die völkerrechtlichen Verträge zur Stabilisierung der bilateralen Beziehungen genehmigt werden und der Bundesrat ermächtigt ist, sie zu ratifizieren. Die Übergangsbestimmung unterstünde einem obligatorischen Referendum nach Artikel 140 Absatz 1 Buchstabe a BV.»[30]

Der Bundesrat zieht diesen Weg im vorliegenden Fall aber nicht in Betracht.

Per Saldo ergibt sich, dass der Bundesrat angesichts der seines Erachtens fehlenden institutionell tiefgreifenden Änderungen des Abkommenspakets ein einfaches Mehr postuliert. Er schliesst implizit eine andere Entscheidung der Bundesversammlung nicht aus. Damit nähert er sich in der Sache der hier vertretenen Auffassung an: Die

[27] Siehe namentlich Paul Richli, EU-Vertragswerk und doppeltes Mehr, NZZ vom 17. Februar 2025, S. 18; Paul Richli, Stimmrecht des Volkes wird beschränkt – Staatsrechtler Paul Richli erklärt, wie sich die neuen EU-Verträge auf die direkte Demokratie der Schweiz auswirken, alle CH-Medien vom 24. April 2025, darunter der Bote der Urschweiz (S. 17), Aargauer Zeitung, Luzerner Zeitung, St. Galler Tagblatt.

[28] Vernehmlassungsbericht, S. 888.

[29] Vernehmlassungsbericht, S. 885.

[30] Vernehmlassungsbericht, S. 888.

Bundesversammlung kann gestützt auf die «Sui-generis-Praxis» ein doppeltes Mehr beschliessen. Dies ist in der Tat mehr als angezeigt, nachdem sich aufgrund der vorstehenden Erwägungen erweist, dass die Auffassung des Bundesrates, die neuen Abkommen hätten keine verfassungsrechtliche Relevanz und würden die Initiativ- und Referendumsrechte nicht beeinträchtigen, nicht haltbar ist. Der Vergleich mit Schengen/Dublin ist verfehlt. Es geht angesichts der Mehrzahl neuer Verträge um einen viel weiteren Geltungsbereich in zentralen Regelungsbereichen des Landes.

4. Haltung zum Abkommenspaket

Ob man dem Vertragspaket als solchem zustimmen oder dieses ablehnen solle, ist keine verfassungsrechtliche Frage, sondern eine Frage von grosser staats- und verfassungspolitischer Bedeutung, die jede Schweizer Stimmbürgerin und jeder Schweizer Stimmbürger – unter Einbezug insbesondere ökonomischer Erwägungen – aufgrund eigener Wertentscheidungen treffen muss.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Pius Röösli (Privat)

Datum: 30.10.2025

Kontakt: Pius Röösli · 044 845 04 66 · roeoesli.pius@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der inländischen Umsetzung auf und bedarf einer kritischen Prüfung. Die vorgeschlagenen Regelungen, die durch die EU-Dokumente impliziert werden, drohen die Souveränität der Schweiz und die Kernprinzipien unseres Rechtssystems zu untergraben.

Es ist äusserst bedenklich, dass mit einer solchen Umsetzung die Gefahr besteht, dass Schweizer Gesetze, die im Einklang mit unserer Verfassung, insbesondere Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) betreffend die Wahrung der schweizerischen Unabhängigkeit und der Neutralität, erlassen wurden, durch übergeordnetes EU-Recht de facto ausgehebelt werden. Die Einführung einer automatischen Übernahme von EU-Recht widerspricht dem Prinzip der Volkssouveränität, welches in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Unsere demokratischen Prozesse, die im direktdemokratischen System der Schweiz verankert sind, würden dadurch ausgehöhlt, da das Parlament und das Volk nicht mehr die Möglichkeit hätten, über die Übernahme von EU-Regulierungen angemessen zu entscheiden.

Ferner besteht die Sorge, dass die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) automatischen Vorrang vor der schweizerischen Rechtsprechung, einschliesslich der des Bundesgerichts, erhalten könnte. Dies würde die Gewaltentrennung und die richterliche Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 30 der Bundesverfassung (BV) gewährleistet werden, massiv beeinträchtigen. Die schweizerischen Gerichte würden zu reinen Anwendungsinstanzen fremden Rechts degradiert.

Die vorgeschlagene Umsetzung birgt zudem das Risiko, dass die Schweiz von zukünftigen Anpassungen der EU-Gesetzgebung überrollt wird, ohne dass sie Einfluss darauf nehmen kann. Dies könnte zu einer permanenten Anpassungsdynamik führen, die für die schweizerische Wirtschaft und Gesellschaft erhebliche Belastungen mit sich brächte. Die Rechtssicherheit, die für das Funktionieren unseres Rechtsstaates unerlässlich ist, wäre dadurch nicht mehr gewährleistet.

Es muss hinterfragt werden, inwieweit die vorgeschlagenen Schritte im Einklang mit den Grundsätzen der Verhältnismässigkeit und der Rechtsgleichheit stehen, wie sie in der Schweizerischen Bundesverfassung verankert sind. Die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer verfassungsrechtlichen Grundordnung ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die schweizerische Gesetzgebung, die sich an den Bedürfnissen und Werten unseres Landes orientiert, darf nicht durch unreflektierte und potenziell schädliche Übernahmen von EU-Recht ersetzt werden. Eine solche Entwicklung würde die Integrität unseres Rechtsstaates und die Souveränität des Schweizer Volkes ernsthaft gefährden.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs stellen eine erhebliche Bedrohung für den Schweizer Service public dar und höhlen unsere Souveränität schleichend aus. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist in dieser Hinsicht besonders besorgniserregend. Sie öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen die Verantwortung für die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien tragen müssen. Diese "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis des öffentlichen Verkehrs und gefährdet langfristig dessen Qualität und Flächendeckung.

Darüber hinaus ist die im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) vorgesehene Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, eine weitere Einschränkung unserer nationalen und kantonalen Hoheit. Anstatt die Vergabe von Leistungen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, werden wir gezwungen sein, EU-konforme Kriterien zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen.

Die als Absicherung dargestellte "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates ist rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies bedeutet, dass die Schweiz die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur schrittweise aufgibt und künftige Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), an zentrale EU-Stellen verlagert. Diese dynamische Rechtsübernahme ist ein schleichender Souveränitätsverlust, der nicht hingenommen werden darf.

Das EU-Beihilferecht birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine unannehmbare Aushöhlung des Schweizer Service public und unserer Souveränität bedeuten. Sie bedrohen die finanzielle Stabilität und die Servicequalität unseres öffentlichen Verkehrs und sollten daher entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und stellen keine adäquate Kompensation für den unvermeidlichen Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen dar. Es ist zu befürchten, dass eine flächendeckende Erosion des Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten, die Folge sein wird. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an europäische Standards angepasst, was primär ausländischen Unternehmen mit fragwürdigen Lohnpraktiken zugutekommt.

Die vorgeschlagene Umgestaltung des Entsendegesetzes (EntsG) entpuppt sich nicht als Stärkung, sondern als EU-diktierte Umformung. Die Ausweitung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vorrangig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten erschwert. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, da die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer laxeren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Der neu eingeführte, spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch enger an die EU binden. Ferner ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die gesamte Anpassung des schweizerischen Rechts erscheint als eine defensive Reaktion auf europäische Forderungen, welche die Souveränität der Schweiz und den Schutz unserer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer massiv gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Souveränität und die föderalistischen Strukturen der Schweiz dar. Die bisherige Praxis, bei der staatliche Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Diese Entwicklung untergräbt die Autonomie der Kantone massiv, da ihre eigenständigen Beschlüsse zur lokalen Wirtschaftsförderung fortan einer zentralen, EU-konformen Behörde vorgelegt und von dieser genehmigt werden müssen. Dies ist ein direkter Affront gegen unseren Föderalismus und die Organisations- und Verfahrensautonomie der Kantone, die im neuen System zu reinen Bittstellern degradiert werden.

Die systematische Kontrolle und Überwachung durch die EU, bei der Beihilfen gemeldet und genehmigt werden müssen, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet. Die Abschaffung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beispielhaft für den Verlust nationaler Kontrollkompetenzen.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine neue 'Superbehörde' etabliert, die als verlängerter Arm der EU agiert. Gemäss Artikel 3 BHÜG durchsetzt diese zentrale Kontrollinstanz nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Konformität. Die damit verbundene Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das das Kartellrecht und das EU-Beihilferecht vereint und die demokratische Kontrolle erschwert. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Artikel 82 Buchstabe b bis BGG ist besonders stossend, da sie der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gibt und somit die kantonalen Souveränitätsrechte aushebelt. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz ihre Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt föderalistische Strukturen. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen sind nicht mit den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht vereinbar und dürfen daher nicht unwidersprochen bleiben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, irreführend als «vom Hof auf den Tisch»-Strategie tituliert, stellt eine bedrohliche Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist nicht nur ein Angriff auf unsere etablierten und hohen Produktionsstandards, sondern bedroht fundamental unsere

bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein wesentlicher Wettbewerbsvorteil, ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unmittelbar gefährdet. Das angestrebte Label «Made in Switzerland» wird massiv entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU.

Die mit diesem Abkommen verbundene «Guillotineklausel», welche die Kündigung dieses schädlichen Pakets an die Integrität des gesamten bilateralen Vertragswerks koppelt, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie entzieht der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit und blockiert jeglichen Ausstieg, selbst wenn sich die negativen Folgen manifestieren. Die beabsichtigte Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben stellt einen massiven Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden zu reinen Kontrollobjekten ausländischer Behörden degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie wird Existenzen vernichten. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine werden mit komplexen und unpassenden EU-Vorschriften überzogen. Dies zerstört lokale Traditionen und die wirtschaftliche Grundlage vieler kleinräumiger Betriebe.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsrahmen unterwirft. Dies führt zu erstickender Bürokratie und einem unvermeidlichen Verlust an unseren hohen Standards. Gleichzeitig wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt und ein klarer Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, ethisch begründeten Massstäbe werden durch EU-Massenstandards ersetzt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich ausgehöhlt. Auch der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird dem Diktat der EU unterstellt, was unsere Handlungsfähigkeit einschränkt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit durch die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsbereich bedrohen in fundamentaler Weise die energiepolitische Souveränität der Schweiz. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E gerät die Schweiz in die Rolle eines weisungsgebundenen Teilnehmers ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten mittragen muss. Dies bedeutet, dass zukünftige Entscheidungen über unser Stromnetz nicht mehr in Bern, sondern in Brüssel getroffen werden. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel müssen umgesetzt werden. Dies markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was direkte negative

Auswirkungen auf die betroffenen Regionen hätte. Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer künftig die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz trägt, wenn weder der Markt noch die EU diese garantieren können. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorsieht, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt. Das StromVG (Art. 8b ff.) schafft eine unzureichende Energiereserve, was die Versorgungssicherheit zusätzlich gefährdet. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU und untergraben die föderalen Strukturen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime, bei denen die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur verliert.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und des Volkswillens dar. Die Bundesverfassung gebietet in Artikel 121a BV eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung, ein Prinzip, das durch die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie auf fatale Weise missachtet wird. Die Einführung eines neuen, quasi unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, vergleichbar mit einer "Niederlassung C PLUS", widerspricht jeglicher Logik der inneren Sicherheit und der finanziellen Nachhaltigkeit unserer Sozialwerke. Die Möglichkeit, dass Personen, die von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug leben, ein faktisches Bleiberecht erhalten, ist unerträglich und belastet die Schweizer Steuerzahler ungebührlich.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern geht weit über das hinaus, was für ein Nicht-EU-Land annehmbar ist, und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket ist eine reine Illusion; ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird, und die Androhung von EU-Strafmassnahmen im Falle ihrer Anwendung entlarvt sie als Erpressung, nicht als Schutz.

Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Mitsprache bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Dies ist eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss faktisch verunmöglichen. Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden

ausgetragen werden. Die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im BGVBG (Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die nationale Qualitätsprüfung durch eine automatisierte Anerkennung, was unsere Standards schwächt und die eigenständige Arbeitsmarktregulierung untergräbt. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz.

Die Anpassung des AIG ist das Kernstück der Kapitulation vor der EU. Die neue "Schutzklausel" ist eine Farce, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c die Zuwanderung auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine Missachtung des Verfassungsauftrags (Art. 121a BV) und eine Aushöhlung unserer Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig zu gestalten, da die zweite Säule (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) den EU-Koordinationsregeln unterstellt wird. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, Artikel 25f Absatz 1bis) ist ein Eingriff in Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Diese Anpassungen greifen tief in unsere gesamte Rechtsordnung ein und gefährden die Patientensicherheit durch die Aushebelung der nationalen Qualitätskontrolle im Gesundheitsbereich (MedBG, Artikel 15, 35; GesBG, Artikel 10, 15).

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht im Bereich der finanziellen Beiträge zur Kohäsion stellt eine gravierende Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der Souveränität der Schweiz dar. Anstatt eines politischen Instruments zur Gestaltung der Beziehungen mit der Europäischen Union handelt es sich hierbei um die Schaffung einer faktischen Zwangsabgabe. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf als Lockvogelangebot betrachtet werden, da der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz verliert damit die Möglichkeit, diese Entwicklungen zu beeinflussen oder abzulehnen, und wird zur faktischen Nettozahlerin ohne Stimmrecht im Kreise der EU-Institutionen. Es ist dabei fraglich, ob diesem finanziellen Engagement auf Schweizer Seite ein angemessener und garantierter Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse gegenübersteht. Vielmehr scheint die Schweiz für eine institutionelle Anbindung zu bezahlen, die primär die eigene Souveränität mindert, ohne greifbare kompensierende Vorteile zu generieren.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist offensichtlich darauf ausgerichtet, die bisherigen freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung zu zementieren und damit die souveräne Entscheidungskompetenz des Parlaments über jeden einzelnen Beitrag zu entziehen. Das KoBG, verankert in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB, wird zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung institutionalisiert. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist dabei irreführend und dient lediglich dazu, den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zu missbrauchen, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz droht, zur Zahlmeisterin ohne Mitspracherecht zu werden, was in hohem Masse kritisch zu hinterfragen ist.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine engere Anbindung an die Europäische Union, insbesondere durch die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte, widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung. Das Schweizerische

Bundesgesetz über die grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit (POLZG) und das Schweizerische Bundesgesetz über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen (IRSG) sind Beispiele für Gesetze, die unsere nationale Gesetzgebung und polizeiliche Autonomie regeln. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-Regulierungen könnte diese Gesetze untergraben und die Handlungsfähigkeit der schweizerischen Behörden einschränken.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in einem Abkommen ohne klare Gegengewichte denkbar ist, verstösst gegen das Prinzip der Volkssouveränität, das im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz haben das Recht, über die Gesetzgebung zu entscheiden, die ihr Leben beeinflusst. Eine solche Übernahme von EU-Recht würde dieses Recht aushöhlen. Weiterhin stellt sich die Frage der demokratischen Legitimation von EU-Richtlinien und -Verordnungen, die direkt in unser Rechtssystem einfliessen würden. Artikel 160 der Bundesverfassung betont die Rolle des Parlaments bei der Gesetzgebung. Eine automatische Übernahme von EU-Recht würde diese Rolle de facto entmachten.

Die potenziellen Kosten einer solchen Annäherung dürfen nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von EU-Regulierungen ist oft mit erheblichen wirtschaftlichen Lasten verbunden. Dies betrifft insbesondere kleine und mittlere Unternehmen, die mit zusätzlichen Compliance-Anforderungen und Bürokratie konfrontiert wären. Die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und Fonds, die oft Teil solcher Abkommen ist, stellt ebenfalls eine erhebliche Belastung für den schweizerischen Steuerzahler dar, ohne dass ein klarer Mehrwert für die Schweiz erkennbar ist.

Die Rechtsstaatlichkeit ist ein Eckpfeiler des schweizerischen Systems. Die Unabhängigkeit der Gerichte und die Geltung des schweizerischen Rechts sind durch Artikel 5 der Bundesverfassung geschützt. Eine übermässige Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) oder die faktische Überordnung von EU-Recht könnte die schweizerische Rechtsordnung und die Gewissheit des Rechts gefährden. Die Bewahrung unserer Rechtstradition und die Möglichkeit, unsere Gesetze im Interesse der schweizerischen Bevölkerung anzupassen, dürfen nicht kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Ergebnisse der Verhandlungen mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Es ist festzustellen, dass die vorgeschlagenen Abkommen tendenziell die Souveränität der Schweiz untergraben und die nationale Gesetzgebung in Bereichen, in denen die Schweiz bisher eigene, gut etablierte Regelungen hatte, zu stark beeinflussen.

Besonders problematisch ist die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung. Artikel 4 unserer Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz schützt, wird durch eine solche Übernahme de facto ausgehöhlt. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Rechtsprechung, wie sie durch das Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte und die Rechtspflege (GOG) gewährleistet wird, könnte durch die Bindung an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Frage gestellt werden. Dies bedeutet, dass Schweizer Gerichte künftig Entscheidungen treffen müssten, die möglicherweise im Widerspruch zu nationalen Interessen oder Traditionen stehen, nur um den Vorgaben aus Brüssel zu entsprechen.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Umsetzung und Überwachung der Abkommen bergen ebenfalls Risiken. Es ist unklar, wie sichergestellt werden kann, dass die Schweiz ihre eigenen, über Jahrzehnte gewachsenen Standards, beispielsweise im Bereich des Umweltschutzes oder der Arbeitnehmerrechte, aufrechterhalten kann, wenn diese durch EU-Richtlinien harmonisiert werden. Dies könnte zu einer schleichenden Erosion unserer nationalen Gesetzgebung führen, ohne dass dies im Rahmen eines klaren demokratischen Prozesses im Inland entschieden wird. Die Möglichkeit, dass die EU-Kommission oder der Rat der EU einseitig über die Auslegung und Anwendung von

Abkommen entscheiden, ist mit dem Prinzip der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, schwer vereinbar.

Die erwarteten wirtschaftlichen Vorteile scheinen zudem die potenziellen Nachteile nicht aufzuwiegen. Die Verlagerung von Kompetenzen und die damit einhergehende Einschränkung der politischen Handlungsfreiheit sind ein zu hoher Preis für den Zugang zum EU-Binnenmarkt. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die versprochenen Erleichterungen die Nachteile, wie etwa höhere regulatorische Kosten durch die Übernahme von EU-Normen, tatsächlich kompensieren. Ohne klare Garantien zur Wahrung unserer Souveränität und zur Stärkung unserer nationalen Gesetzgebung sind diese Verhandlungsergebnisse abzulehnen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist in mehrfacher Hinsicht äusserst problematisch und lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der nationalen Interessen der Schweiz aufkommen. Es drängt sich die Frage auf, ob der vorliegende Vorschlag tatsächlich eine ausgewogene und vorteilhafte Lösung für die Schweiz darstellt, oder ob er nicht vielmehr eine schleichende Untergrabung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und wirtschaftlichen Eigenständigkeit zur Folge hat.

Die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie sich aus dem Mechanismus der direkten Anwendbarkeit und der Dynamisierung der Rechtsentwicklung ergibt, stellt eine gravierende Einschränkung unserer verfassungsmässigen Ordnung dar. Artikel 1 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert zwar die Souveränität des Bundes, doch die vorgesehene Übernahme von EU-Recht steht in einem klaren Widerspruch zu diesem Grundsatz. Insbesondere die durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) entwickelte Rechtsprechung zur Auslegung des Unionsrechts könnte zukünftig massgeblich die Anwendung schweizerischen Rechts beeinflussen, ohne dass die Schweiz hierauf direkten Einfluss nehmen kann.

Die Garantie der schweizerischen Gesetzgebung, insbesondere des fortwährenden Geltungsanspruchs nationaler Gesetze, wird durch die dynamische Übernahme von EU-Recht de facto ausgehöhlt. Es ist fraglich, inwieweit das Prinzip der Rechtsgleichheit gemäss Artikel 8 der Bundesverfassung gewahrt bleiben kann, wenn die Schweiz gezwungen ist, EU-Vorschriften zu adaptieren, deren Entstehungsprozess und inhaltliche Ausgestaltung nicht schweizerischen parlamentarischen Mehrheiten entsprechen. Die Gefahr einer de-facto-Erosion der demokratischen Legitimation und der rechtsstaatlichen Kontrolle ist offensichtlich.

Ferner ist die wirtschaftliche Komponente des Pakets mit erheblichen Unsicherheiten behaftet. Die Aufrechterhaltung des Marktzugangs zu den EU-Mitgliedstaaten zu den bestehenden Bedingungen scheint auf den ersten Blick attraktiv. Doch die damit verbundene Verpflichtung zur Übernahme von EU-Regulierungen, auch wenn diese für die schweizerische Wirtschaft nicht zwingend erforderlich oder sogar nachteilig sind, birgt das Risiko einer schleichenden Angleichung, die unsere Wettbewerbsfähigkeit untergraben könnte. Die Frage nach der Kostenseite dieser Anpassungen, die nicht direkt durch die EU getragen wird, bleibt dabei unzureichend beantwortet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket eine erhebliche Gefährdung der schweizerischen Souveränität, unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer wirtschaftlichen Autonomie darstellt. Eine kritische und tiefgehende Überprüfung der langfristigen Konsequenzen ist unerlässlich, bevor einer solchen Vereinbarung zugestimmt werden kann.

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- ☐ Weitere interessierte Kreise
- ☒ Nicht offiziell angeschriebene Organisationen / Privatpersonen

Absenderin oder Absender:

Phyllis Scholl

Datum der Stellungnahme:

30. Oktober 2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Phyllis Scholl, 076 376 16 76

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Text eingeben.
Klar will ich gute Beziehungen zur EU.

Es geht hier aber um den Inhalt der vorgeschlagenen Verträge.

Bitte keine Suggestivfragen stellen. Auf die Frage 1 kann ja niemand mit NEIN antworten.

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Text eingeben.

Die Verträge enthalten sehr viele Unklarheiten, die angesichts der institutionellen Elemente (Rechtsübernahme, EuGH) zulasten der Schweiz sein werden. Daher: ich lehne die Verträge ab.

3. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Stanschova Zuzana
Chemin du Cheval Blanc 8
1213 Onex

30.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Non à ce traité d'adhésion déguisé ;

1. Refus de la subordination institutionnelle ;

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe, ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique ;
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse. Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur ;
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés ;
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires :
1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : Non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Zuzana Stanschova

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: doris-cecilia.s <doris-cecilia.s@bluewin.ch>
Sent: Donnerstag, 30. Oktober 2025 19:54
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] prise de position envers le paquet d'accords avec L'UE

Par la présente je vous informe que je suis totalement opposée au paquet d'accords nommés "stabilisation et développement des relations suisse -UE ».

Ces accords ne servent nullement les intérêts d'une Suisse souveraine et prospère, et place de facto la Suisse sous la domination de l'union européenne, gouvernée elle-même par des personnes non-élues par les peuples.

D'autre part, sur le plan financier la Suisse contribuera bien plus qu'elle ne recevra, vu que les pays de cette union, sont pratiquement tous surendettés.

Sur le plan politique la Suisse DOIT RETROUVER SA NEUTRALITE (perdue avec les sanctions adoptées contre la Russie) et ce paquet d'accords s'il était accepté rendrait cette démarche impossible, sans parler du droit suisse qui en cas de litige devra se plier au droit européen.

Pour ces raisons et bien d'autres qu'il serait trop long d'énumérer ici, en tant que citoyenne de ce pays, je réitère mon opposition formelle à ce paquet d'accords

Je vous remercie d'en tenir compte et vous présente mes salutations distinguées.

Dre Doris Stucki
45 rte des Eaux-Belles
1243 PRESINGE

Nicolas Sutter
Rue Saint Roch 8
1004 Lausanne

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne le 30 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sutter Nicolas

Jean-Michel Treyvaud

1844 Villeneuve

jmttrj@gmail.com 077 405 62 49

Consultation Paquet UE – Par courriel à :

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Madame, Monsieur,

Citoyen de mon pays, j'observe attentivement la vie politique et prends position, au titre de la consultation, sur le « Paquet UE ».

Le « Paquet UE » est en contradiction avec plusieurs points de notre Constitution :

Constitution fédérale, Art. 2

1 La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.

L'Union européenne, dans sa forme actuelle, est une institution en dérive, qui porte la corruption à la boutonnière tout en bafouant les droits des citoyens au moyen d'un arsenal législatif et répressif de plus en plus délirant, dont le « Paquet UE » n'est qu'un aimable apéritif de la « nourriture technocratique » qui nous sera servie plus tard, au propre comme au figuré, l'alimentation artificielle étant aussi au « menu » des mondialistes dont l'UE est le fer de lance.

En acceptant ce traité, la Confédération n'assure pas la protection de la liberté et des droits du peuple, bien au contraire. Elle livre ses citoyens et citoyennes corps, âmes et biens en pâture au bon vouloir des technocrates de Bruxelles, qui n'ont pas pour réputation de s'encombrer des préoccupations de notre Constitution. De surcroît, ce « Titanic » européen ne prend pas seulement de l'eau, il est en train de couler, le naufrage intellectuel, culturel et moral ayant déjà eu lieu, le reste étant en cours. Nous amarrer par la bande à ce rafiot en perdition coulera notre indépendance, notre économie et nos chances de survie.

L'Allemagne a par exemple déjà perdu 13% de sa production industrielle entre 2020 et 2024. Et 2025 s'annonce catastrophique pour l'économie allemande…

Constitution fédérale, Art. 2

2 Elle favorise la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays.

L'UE favorisera surtout le renflouage de l'Union, et donc un appauvrissement de la Suisse. La diversité culturelle sera mise à mal par des indigestions de lois, règlements et normes qui – aujourd'hui déjà – tendent à définir tous les gestes du quotidien, et surtout les plus insignifiants. Les artisans, les petites et moyennes entreprises – qui ne peuvent engager une armée de juristes ou investir pour s'adapter incessamment aux nouvelles exigences – seront de plus en plus sacrifiés sur l'autel normatif qui étouffe la création, la motivation et entrave l'exploitation d'une entreprise. Adieu la création de valeur !

Le développement durable, quant à lui, est une notion noble qui a été totalement pervertie par cette même EU et ses agents soi-disant « scientifiques », le GIEC par exemple, qui a réussi « l'exploit » de faire du CO2 un ennemi climatique alors que c'est l'ingrédient même qui fait pousser les plantes et leur est indispensable ! L'inversion des valeurs est une pratique courante de l'UE, qui ne saurait être compatible avec notre Constitution.

L'UE est aussi le principal continent à mettre en œuvre des mesures drastiques contre le soi-disant « réchauffement climatique », dont les effets « visibles » (pluies diluviennes ou sécheresses, hausse ou baisse massive des températures, etc…) ne sont pas causés seulement par la nature, mais amplifiés par les fréquences peu mélodieuses de la Haarp et les arabesques des pinceaux géoingéniérés à l'insu des populations occidentales. La perte de compétitivité et d'innovation de l'Europe par rapport aux autres continents, l'Asie notamment, se creuse encore un peu plus à chaque décision d'une commission européenne hors-sol, loin, très loin des réalités économiques des pays.

Quant à la cohésion interne helvétique, cadet des soucis de l'UE, elle figurera au compte Pertes et profits, à la rubrique des amortissements extraordinaires…

Constitution fédérale, Art. 3 Cantons

Les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération.

Compte tenu des mesures clairement punitives que l'UE pourrait prendre, en cas d'acceptation des « Bilatérales III » si la Suisse n'applique pas certaines dispositions du droit européen, la souveraineté de la Confédération et celle des cantons seront massivement impactées et nos droits constitutionnels inopérants ou simplement obsolètes.

Constitution fédérale, Art. 54 Affaires étrangères

2 La Confédération s'attache à préserver l'indépendance et la prospérité de la Suisse ; elle contribue (…) à promouvoir **le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples** et la préservation des ressources naturelles.

Ces dernières années, la Commission européenne affiche clairement une tendance à vouloir supplanter les Etats, en pratiquant une politique de plus en plus dictatoriale, une censure des opposants et en s'octroyant des prérogatives nullement prévues par l'Union, par exemple en matière de défense. ***L'attitude ouvertement belliqueuse de l'UE n'est pas compatible avec notre Constitution****. Les art. 16 et 17 de notre Constitution sont également concernés, dans la mesure où l'on constate quotidiennement que la liberté d'opinion et d'information est clairement menacée, la censure étant pratiquée à large échelle avec des moyens techniques redoutables (shadowbanning par exemple). Tout cela déteint évidemment déjà en Suisse…*

Ce ne sont ici que quelques exemples sélectionnés pour souligner **l'inconstitutionnalité du « paquet UE ».** D'autres éléments sont à prendre en compte :

- Le principe de la reprise « dynamique » du droit de l'UE - qui deviendra obligatoire - est d'autant plus pervers que Bruxelles caresse le projet de créer un 28e Etat virtuel pour les multinationales installées en EU; en gros, ce projet permettrait à celles-ci de se soustraire à la législation des pays où elles sont implantées physiquement. De tels projets menacent

gravement la cohésion sociale, l'indépendance et les finances des Etats, et confirment la volonté de l'UE de court-circuiter les Etats, membres ou affiliés...

- Le « paquet UE » fait 2000 pages et exige une connaissance approfondie des mécanismes de fonctionnement de l'UE. Une production législative de cette ampleur (sans compter les 20'000 pages de règlements européens qui doivent être adoptées d'un coup, ainsi que l'ensemble du droit européen du futur, dont on ne sait pas de quoi il sera fait…) démontre simplement le **délire législatif et normatif actuel**. Personne ne peut en maîtriser l'ensemble – et encore moins les conséquences. Laisser cette maîtrise à l'intelligence artificielle et à quelques spécialistes éloignés de toute réalité est terriblement dangereux... Il est grand temps de revenir au bon sens et à une simplification radicale des législations, qui doivent être aisément compréhensibles par chaque citoyen/ne et gérables à un échelon humain, le pays. Aucun particulier ne signerait un contrat qui peut être modifié unilatéralement uniquement par l'autre partie, à tout moment, sans aucune discussion possible.

- Compte tenu de l'état de délabrement de l'UE, **la recommandation d'un Etat sain d'esprit devrait être de se tenir aussi éloigné que possible d'une technocratie qui a perdu toute humanité**, et qui méprise profondément les intérêts des citoyens. Les avantages économiques que notre pays pourrait éventuellement retirer de ce « Paquet UE » ne contrebalancent nullement la perte de notre souveraineté et pourraient même être totalement insignifiants en raison de la baisse magistrale du pouvoir d'achat des Européens, Allemands et Français en tête. Quant aux problèmes actuels de la Suisse avec les Etats-Unis (droits de douane), ils se résoudront d'eux-mêmes lorsque notre pays **retrouvera les valeurs** qui, cumulées, ont fait sa force : **indépendance, neutralité, formation, intégrité, savoir-faire et bon sens**. Le monde est actuellement à un point de bascule. Les pays qui parviendront à faire vivre leurs valeurs profondes seront les véritables gagnants de cet éveil de la conscience

individuelle dont on perçoit, déjà, le souffle profond. Le « vieux monde » qui s'effondre sous nos yeux ne fait plus envie à personne…

Compte tenu de son importance, ce « paquet UE » qui affectera de manière conséquente la vie quotidienne de tous les habitants de notre pays **doit impérativement être soumis en votation avec double majorité** des cantons et des suffrages, comme cela est prévu par la Constitution (référendum obligatoire). **Un référendum facultatif pour cet objet n'est pas envisageable et constituerait une trahison majeure des autorités vis-à-vis de la population**.

Garantir le bon déroulement du scrutin

Des mesures complémentaires devraient par ailleurs être prises pour **garantir le bon déroulement du scrutin** (contrôle citoyen approfondi, les observateurs étant tirés au sort, puis formés à cette tâche) et limitation du vote par correspondance aux Suisses de l'étranger et aux personnes hospitalisées/malades. Le vote électronique est à bannir dans tous les cas.

Par ailleurs, **tous les médias qui reçoivent des subventions d'Etat** (y compris la redevance) devraient accorder une parité de volume et de temps de parole entre les partisans et les opposants au dossier. Les entreprises étatiques ou semi-étatiques devraient être tenues à un strict devoir de réserve.

Le citoyen n'a plus confiance !

Meilleures salutations.

Jean-Michel Treyvaud

30.10.2025

Tzvetelina Tzoneva
18, rue du Vidollet
1202 Genève

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-EU
Palais fédéral
3003 Berne

Genève, le 30 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation « Stabilisation et développement Suisse-UE ».

Non à ce traité d'adhésion sous forme déguisée :

1. Refus de la subordination institutionnelle :
Non à la repise automatique du droit européen,
Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers,
Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européens,
Non à la perte de souveraineté législative de notre pays.

2. Protection de notre démocratie directe.
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
Nos initiatives populaires deviendront caduques face au droit européen,
Le peuple suisse perdrait son droit de décision,
Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
Notre marché du travail par une concurrence déloyale,
Nos infrastructures déjà saturées,
Notre système social par une hausse explosive des couts,
Le principe de référence national.

4. Coûts prohibitifs injustifiés de millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires :
Abandon du présent paquet de traités,
Maintien des accords bilatéraux I et II existants,

Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal,
Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La Suisse n'a pas besoin de ce traité pour prospérer. Elle a bâti sa réussite durant sept siècles d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'EU quelque que soit sa forme !

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Tzvetelina Tzoneva

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Mathias Weiss (Privat)

Datum: 30.10.2025

Kontakt: Mathias Weiss · mathias_weiss@outlook.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen erhebliche Fragen hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung und den verfassungsmässigen Prinzipien auf. Insbesondere die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht in zentralen Bereichen wie dem freien Personenverkehr und der Justiz- und Polizeizusammenarbeit wirft die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Legitimation von Gesetzen auf.

Der Bundesrat hat im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens die Möglichkeit, die Ergebnisse der Verhandlungen kritisch zu würdigen und potentielle Nachteile für die Schweiz aufzuzeigen. Dabei muss besonders die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung und die Entscheidungsfindung im Rahmen unserer direkten Demokratie im Fokus stehen. Die Übernahme von EU-Recht durch den sogenannten "automatischen" Mechanismus bedeutet, dass sich die Schweiz an neue Gesetze und Verordnungen der EU anpassen müsste, ohne dass diese einem parlamentarischen oder gar direktdemokratischen Prozess in der Schweiz unterworfen wären. Dies steht im klaren Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politische Stimmberechtigung (Stimmrechtsgesetz) verankert ist. Weiterhin sind die Grundsätze der Gewaltenteilung und der Rechtsstaatlichkeit, die im Artikel 5 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft festgeschrieben sind, durch eine solche Automatismus-Klausel akut gefährdet.

Der freie Personenverkehr, ein Kernstück der bilateralen Abkommen, birgt das Risiko, die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz unter Druck zu setzen. Es ist zu befürchten, dass die schweizerischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer einem vermehrten Wettbewerb ausgesetzt werden, der die soziale Stabilität gefährden könnte. Die schweizerische Gesetzgebung zum Schutz der Arbeitnehmer, wie sie beispielsweise im Arbeitsgesetz (ArG) und im Obligationenrecht (OR) geregelt ist, müsste unter Umständen angepasst werden, um den Vorgaben der EU zu entsprechen. Dies könnte zu einer Verwässerung von Schutzbestimmungen führen, die über Jahrzehnte hart erkämpft wurden. Die Frage, ob die EU-Richtlinien, die durch die Übernahme des EU-Rechts Wirkung in der Schweiz entfalten würden, die schweizerischen Standards tatsächlich erfüllen oder gar übertreffen, muss kritisch hinterfragt werden. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wäre, Regelungen zu übernehmen, die nicht auf die spezifischen schweizerischen Verhältnisse zugeschnitten sind und potenziell negativere Auswirkungen auf die hiesige Wirtschaft und Gesellschaft hätten.

Die Justiz- und Polizeizusammenarbeit mit der EU, wenngleich prinzipiell wünschenswert zur Bekämpfung grenzüberschreitender Kriminalität, birgt ebenfalls erhebliche Risiken. Die Übernahme

von EU-Rechtsakten in diesem Bereich könnte die Autonomie der schweizerischen Gerichte und Strafverfolgungsbehörden beeinträchtigen. Insbesondere die Frage der Zuständigkeit und der bindenden Wirkung von Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist von zentraler Bedeutung. Würden die schweizerischen Gerichte verpflichtet, Urteile des EuGH zu respektieren und anzuwenden, auch wenn diese im Widerspruch zur schweizerischen Verfassung oder zu bestehenden Gesetzen stehen? Dies wäre ein massiver Eingriff in die richterliche Unabhängigkeit und die Souveränität der Schweiz. Artikel 190 der Bundesverfassung, der festlegt, dass Bundesgesetze für die eidgenössischen Gerichte und die Behörden bindend sind, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht und die Bindung an EuGH-Urteile auf eine harte Probe gestellt, vermutlich sogar unterminiert werden. Die Verfassungsbestimmungen zur Rechtspflege und die Garantie eines fairen Verfahrens könnten auf diesem Wege untergraben werden.

Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität und ihre demokratischen Prinzipien wahrt. Die Verhandlungsergebnisse müssen auf ihre Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die direkte Demokratie hin eingehend geprüft werden. Ein kritischer und ablehnender Standpunkt ist angebracht, solange nicht nachgewiesen werden kann, dass die vorgeschlagenen Regelungen die schweizerischen Interessen umfassend wahren und die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der demokratischen Legitimation nicht beeinträchtigen. Die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit von der EU und einer Erosion der schweizerischen Entscheidungsfindung ist real und darf nicht unterschätzt werden. Die Vernehmlassung muss daher genutzt werden, um diese Bedenken klar und deutlich zu formulieren und eine kritische Überarbeitung der Verhandlungsergebnisse zu fordern. Die schweizerische Bevölkerung hat ein Recht darauf, dass ihre Gesetze durch ihre gewählten Vertreter und durch direktdemokratische Instrumente bestimmt werden, und nicht durch die automatische Übernahme von Recht, das in Brüssel geschaffen wurde und dessen Legitimation für die Schweiz fraglich ist. Es ist von höchster Wichtigkeit, dass die Integrität unseres Rechtssystems und die fundamentale Gewaltenteilung in unserem Staat nicht durch überstürzte oder unzureichend geprüfte Abkommen mit der EU kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung bietet Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung, insbesondere im Hinblick auf deren Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Es ist besorgniserregend, dass die gegenwärtige Vorlage eine Tendenz erkennen lässt, die schweizerische Gesetzgebung und Rechtsprechung in einer Weise zu harmonisieren, die potenziell die Autonomie des schweizerischen Rechts korrumpiert und die Rolle unserer nationalen Institutionen schwächt.

Zunächst ist die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht auf nationaler Ebene äusserst kritisch zu betrachten. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Souveränität der Schweiz. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, ohne eine sorgfältige Prüfung der Kompatibilität mit unseren verfassungsmässigen Grundsätzen, stellt eine potentielle Verletzung dieses fundamentalen Artikels dar. Insbesondere die Gefahr, dass durch die Umsetzung von Richtlinien und Verordnungen, die im EU-Kontext entwickelt wurden, unsere nationalen Gesetzgeber in ihren Gestaltungsmöglichkeiten eingeschränkt werden, ist alarmierend. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 Absatz 2 BV verankert ist, der besagt, dass alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und durch die Bundesversammlung und die Eidgenössischen Räte sowie durch das Volk und die Stände ausgeübt wird. Wenn jedoch weite Teile der Gesetzgebung durch die Übernahme von EU-Recht vorweggenommen werden, wird die Fähigkeit des schweizerischen Parlaments, im Interesse der Bevölkerung eigenständige und bedarfsgerechte Gesetze zu erlassen, erheblich beeinträchtigt.

Des Weiteren werfen die vorgeschlagenen Umsetzungsmechanismen Fragen bezüglich der Gewaltenteilung und der Rechtssicherheit auf. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein durch Gesetz geschaffenes Richterliches und verwaltungsrechtliches Verfahren. Wenn die Auslegung und Anwendung des übernommenen EU-Rechts primär von europäischen Gerichten, wie dem Gerichtshof der Europäischen Union, beeinflusst oder gar bestimmt wird, so könnte dies die unabhängige richterliche Tätigkeit in der Schweiz untergraben. Es ist nicht auszuschliessen, dass die Verbindlichkeit von Urteilen des EUGH, auch wenn sie nicht explizit im Vernehmlassungsdokument

erwähnt werden, eine indirekte, aber mächtige Wirkung auf die schweizerische Rechtsprechung entfalten würde. Dies könnte dazu führen, dass schweizerische Gerichte gezwungen sind, Entscheidungen zu treffen, die im Widerspruch zu ihrer eigenen Rechtsüberzeugung oder den spezifischen Bedürfnissen der Schweiz stehen, was die Rechtssicherheit für die Bürgerinnen und Bürger schmälert.

Die formellen Anforderungen, die mit einer solchen Übernahme verbunden sind, und die damit einhergehende komplexe Verweisungsarchitektur könnten zudem zu einer erheblichen Belastung für die schweizerische Verwaltung und die Rechtssuchenden führen. Es ist zu befürchten, dass die Transparenz und Zugänglichkeit des Rechts leiden würden, wenn Gesetze nicht mehr primär in den offiziellen schweizerischen Gesetzessammlungen klar und verständlich dargelegt sind, sondern durch Verweise auf eine Vielzahl von EU-Dokumenten ergänzt werden müssen. Artikel 11 der Bundesverfassung garantiert das Recht, in einer Amtssprache und mit angemessener Begründung zu handeln. Eine übermässige Komplexität und Intransparenz des Rechts würde diesem Grundsatz zuwiderlaufen.

Darüber hinaus stellt sich die Frage, ob die vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich im besten Interesse der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft sind. Oftmals werden die Vorteile der Harmonisierung mit der EU überbewertet, während die spezifischen Bedürfnisse und die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen KMUs, die oft auf massgeschneiderte Lösungen angewiesen sind, nicht ausreichend berücksichtigt werden. Die Bürokratie und die Kosten der Anpassung an EU-Standards könnten sich für kleinere Unternehmen als erdrückend erweisen und ihre Innovationskraft hemmen. Artikel 27 der Bundesverfassung garantiert die Wirtschaftsfreiheit. Eine unflexible Übernahme von EU-Regularien könnte diese Freiheit einschränken, indem sie divergierende, aber potenziell effizientere schweizerische Ansätze verunmöglicht.

Es ist unerlässlich, dass jede Form der Annäherung an das EU-Recht einer strengen Prüfung auf ihre Verfassungsmässigkeit, ihre Auswirkungen auf die schweizerische Souveränität und ihre praktischen Folgen für die schweizerische Bevölkerung und Wirtschaft unterzogen wird. Die gegenwärtige Vorlage scheint diese notwendige kritische Distanz nicht hinreichend zu wahren. Die Schweiz ist aufgefordert, die Eigenständigkeit unseres Rechts und unserer Institutionen zu verteidigen, anstatt uns blindlings den Vorgaben eines externen Rechtsraums zu beugen. Die verfassungsrechtlichen Garantien der Schweiz müssen bei jeder Form der Umsetzung oberste Priorität geniessen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Es ist unhaltbar, dass die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen primär politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, abgeschafft werden soll. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die für die Kohäsion und die wirtschaftliche Vitalität unseres Landes unerlässlich sind – sei es für den Regionalverkehr, die Stärkung von Kantonalbanken, die Förderung von Kultur oder die Unterstützung lokaler KMU –, sollen zukünftig einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch diese Massnahmen massiv untergraben. Anstatt eigenständig und im Sinne ihrer jeweiligen Bevölkerungen über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sollen kantonale Beschlüsse fortan einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern zur Genehmigung vorgelegt werden. Dies ist nicht weniger als ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der seit jeher ein Eckpfeiler unserer politischen Ordnung ist. Die kantonalen Organe werden de facto zu Bittstellern degradiert, deren Entscheidungsfreiheit beschnitten wird.

Mit diesen Massnahmen unterwirft sich die Schweiz einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Beihilfen müssen nicht mehr nur im nationalen Interesse geprüft und bewilligt werden, sondern der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, wo zahlreiche Elektrizitätswerke

im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer kritischen Infrastruktur, die für die Versorgungssicherheit und die Mobilität der Bevölkerung von entscheidender Bedeutung sind.

Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) ist besonders bedenklich. Diese Institution wird als "verlängerter Arm der EU" agieren und ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend. Die Kantone verlieren durch das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von dieser zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies verletzt die Prinzipien der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Es institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer (Artikel 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern EU-Kompatibilität durchsetzt. Damit wird die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz ausgehebelt und die Souveränität von Bund und Kantonen massiv eingeschränkt.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Artikel 82 Buchstabe b bis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Artikel 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a bis c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Artikel 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Interessen der Schweizer Bevölkerung zu vernachlässigen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine unannehmbare

Einschränkung der Schweizer Souveränität, eine Schwächung des Föderalismus und eine Unterminierung der demokratischen Kontrolle bedeuten. Ich lehne diese Entflechtung der Beziehungen zur EU in diesem Bereich entschieden ab und fordere, dass die bewährten und eigenständigen Kompetenzen der Schweiz in der Frage der staatlichen Beihilfen erhalten bleiben.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Gesamtheit ungenügend und dienen eher einer kosmetischen Aufbesserung als einer wirklichen Kompensation des massiven Drucks, der durch die ausgedehnte Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Lohnniveaus ausgeübt wird. Es besteht die ernsthafte und reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensschichten, die bisher von einem vergleichsweise hohen Lohnniveau profitiert haben. Anstatt den bewährten und in der Schweiz äusserst wirksamen Lohnschutz zu stärken und weiterzuentwickeln, wird hier eine Anpassung an EU-Standards vorgenommen, die faktisch eine Aufweichung bedeutet. Die neuen Regelungen sind in ihrer Komplexität und Bürokratie auf den ersten Blick möglicherweise umfassend erscheinend, jedoch fehlt ihnen die Effektivität, die unsere bisherigen flankierenden Massnahmen auszeichneten. Diese Entwicklung spielt vornehmlich ausländischen Unternehmen in die Hände, die ein Interesse daran haben, Lohndumping auf Schweizer Boden zu betreiben und sich so unfaire Wettbewerbsvorteile zu verschaffen.

Die Kontrollmechanismen werden durch diese Reformen massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate, die in der Schweiz als Eckpfeiler des Lohn- und Arbeitnehmerschutzes gelten, werden durch die neuen, zentralistisch ausgerichteten und EU-konformen Strukturen de facto untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollintensität und einer lascheren Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was dem Schutz der Schweizer Arbeitnehmerschaft nicht dient.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) vorgesehen, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist augenscheinlich durch EU-Druck motiviert. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das eigentliche Grundproblem des Lohndrucks nachhaltig zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung unseres Lohnschutzes dar, sondern vielmehr eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer substanziellen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik des Gesetzes aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft damit Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Dies schwächt unsere Souveränität und zwingt uns zu finanziellen Verpflichtungen, deren Nutzen für die Schweiz fragwürdig ist.

Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2 AVEG, mögen auf den ersten Blick rein technischer Natur erscheinen. Sie sind jedoch Teil eines grösseren Pakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Dies könnte die Grundlage unserer Sozialpartnerschaft unterminieren.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive und inakzeptable Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur blinden Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung massiv, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies öffnet Tür und Tor für eine unkontrollierte Einflussnahme aus Brüssel und gefährdet die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte und Behörden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Vorschläge keine substanzielle Verbesserung des Lohnschutzes für Schweizer Arbeitnehmer darstellen. Stattdessen besteht die Gefahr einer Erosion der Lohnniveaus, einer Schwächung der Kontrollmechanismen und einer Einschränkung unserer Souveränität. Ich lehne diese Anpassungen in ihrer jetzigen Form entschieden ab und fordere eine Überarbeitung, die den Schutz der Schweizer Arbeitnehmerschaft und die Wahrung unserer nationalen Interessen in den Vordergrund stellt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Abkommens mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Zukunft unseres Service public im Schienenverkehr auf. Die geplante Öffnung des Marktes für die sogenannte Kabotage birgt erhebliche Risiken, die das bewährte System der SBB und anderer konzessionierter Transportunternehmen fundamental untergraben könnten.

Die Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, öffnet ausländischen Anbietern die Tür für die Bedienung innerschweizerischer Strecken. Dies geschieht offenbar unter dem Deckmantel einer vermeintlichen Marktliberalisierung. In Wirklichkeit ist hier eine klare Tendenz zur "Rosinenpickerei" zu erkennen. Ausländische Unternehmen, die oft von staatlichen Subventionen ihrer Heimatländer profitieren, werden sich naturgemäss auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren. Dies hat zur Folge, dass die SBB und andere Unternehmen, die einen umfassenden Versorgungsauftrag für die gesamte Bevölkerung und das gesamte Land wahrnehmen, auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Die dadurch entstehenden finanziellen Einbussen gefährden direkt die wirtschaftliche Grundlage unseres Service public und damit die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung.

Ebenso beunruhigend ist die geplante Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter Artikel 32a Absatz 1bis. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei der Vergabe von öffentlichen Verkehrsleistungen künftig EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabeentscheidungen auf Basis der besten und für die Schweiz optimalen Lösungen zu treffen, müssen nun EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann dazu führen, dass weniger vorteilhafte und potenziell teurere Angebote bevorzugt werden, was zulasten der Steuerzahler geht und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" erweist sich bei genauerer Betrachtung als rechtlich unzureichend und bindet die Schweiz in keiner Weise. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, die wir dann dynamisch, also automatisch, übernehmen müssten. Diese Erklärung ist nichts weiter als eine Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert. Die Schweiz gibt schrittweise die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur und die Regulierung des öffentlichen Verkehrs auf. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten sodann übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Besondere Besorgnis erregt zudem die potenzielle Anwendung des EU-Beihilferechts auf unseren Schienenverkehr. Unser Service public, ein langjährig gewachsenes und geschätztes Gut, ist durch die geplante Übernahme des EU-Beihilferechts in Gefahr. Bewährte und notwendige Subventionen für

den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hätte direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und den Umfang des Angebots, das den Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung steht. Die Finanzierung von Leistungen, die für die Erschliessung abgelegener Regionen oder die Förderung des umweltfreundlichen Güterverkehrs unerlässlich sind, könnte somit aufgeweicht werden.

Die Argumentation, dass diese Massnahmen dem Wettbewerb dienen, ignoriert die spezifische Struktur des Schweizer öffentlichen Verkehrs. Unser System basiert auf einem Auftrag zur Grundversorgung, der nicht primär durch rein profitorientierte Anreize gesteuert wird. Die Einführung der Kabotage, wie sie durch Artikel 40ater EBG verankert werden soll, ist ein Frontalangriff auf dieses Prinzip. Sie erlaubt ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die profitabelsten Strecken herauszupicken und schwächt damit die SBB und andere Transportunternehmen, die einen flächendeckenden Versorgungsauftrag erfüllen müssen. Langfristig droht eine Aushöhlung der Qualität und die Gefährdung des gesamten öffentlichen Verkehrsnetzes in der Schweiz. Die bisherige Regelung, die diese Art von grenzüberschreitender Konkurrenz für den Binnenverkehr auf den Schienen untersagt, hat sich bewährt und schützt den Service public. Dieses erfolgreiche Modell nun aufzugeben, erscheint unverantwortlich. Die Schweiz muss ihre Souveränität im Bereich des öffentlichen Verkehrs wahren und darf sich nicht den Regeln eines supranationalen Gremiums unterwerfen, die nicht den spezifischen Bedürfnissen und Gegebenheiten unseres Landes Rechnung tragen.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom stellen eine tiefgreifende Erosion der nationalen Souveränität und eine Gefährdung der Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch die Übernahme von EU-Regelwerk impliziert wird, führt dazu, dass die Schweiz zu einem kostenpflichtigen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird. Entscheidungen über unser Stromnetz, ein strategisch vitaler Sektor für die nationale Unabhängigkeit, werden künftig in Brüssel gefällt. Dies untergräbt massiv die Prinzipien der demokratischen Legitimation und der nationalen Selbstbestimmung.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird sich von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften wandeln. Gemäss Art. 22 StromVG und den impliziten Änderungen durch die EU-Angleichung wird die ElCom gezwungen sein, undemokratisch legitimierte EU-Regularien umzusetzen, anstatt eine eigenständige, auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweiz zugeschnittene Energieregulierung zu gewährleisten. Dies bedeutet das Ende einer autonomen schweizerischen Energiepolitik und die faktische Unterwerfung unter eine externe Regulierungsmacht.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen und deren Gemeinden zugutekommt und somit eine wichtige Grundlage für deren finanzielle Stabilität darstellt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde nicht nur die betroffenen Regionen empfindlich treffen, sondern auch die Attraktivität und Wirtschaftlichkeit der Wasserkraftproduktion generell in Frage stellen.

Die föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die bedeutenden Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln empfindlich geschwächt. Der traditionelle Einspeisevorrang für lokale und dezentrale Energieerzeugung wird durch die Vorgaben des EU-Binnenmarktes ausgehebelt. Dies benachteiligt kleine und mittlere Energieproduzenten, die oft eine wichtige Rolle in der lokalen Versorgung und Wertschöpfung spielen, und begünstigt stattdessen grosse, supranationale Energiekonzerne.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem unberechenbaren freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Energiereserven, wie beispielsweise eine Reserve im Wasserkraftbereich, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. In einer Situation, in der die Versorgungssicherheit oberste Priorität haben muss, ist es höchst bedenklich, diese durch marktwirtschaftliche Prinzipien allein regeln zu lassen. Es stellt sich die drängende Frage, wer in einem solchen Szenario die klare

Verantwortung für die Energieversorgung der Schweiz trägt. Weder der Markt noch die EU scheinen hierfür adäquat gerüstet oder willens zu sein.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) angestrebt wird, wird unweigerlich zu einer stärkeren Preisvolatilität führen. Dies wird sich negativ auf die Kosten für KMU und Haushalte auswirken. Die Kosten, die der freie Markt zur Gewährleistung der Versorgungssicherheit nicht übernehmen kann oder will, müssen letztlich über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Dieses Experiment auf Kosten der schweizerischen Bevölkerung ist nicht zu rechtfertigen.

Konkret führt die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Sie untergräbt die bewährten föderalen Strukturen durch ein verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) und entzieht der Schweiz die Kontrolle über ihre Energieinfrastruktur. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind offenkundige Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei unwiederbringlich zerstört.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere Art. 15 neu, schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung massiv. Durch die Änderung der Vergütungsregeln und die drastische Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW werden unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte, benachteiligt und ihre wirtschaftliche Grundlage zerstört. Dies steht im Widerspruch zur angeblichen Energiestrategie und begünstigt stattdessen grosse, zentralisierte Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Strompreisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies bremst den benötigten Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen und macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt einer auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Regelung wird unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein inakzeptabler Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen ein hochriskantes Experiment darstellen, das auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft durchgeführt wird. Die vollständige Strommarktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein gefährliches Unterfangen, das zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führt und die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung untergräbt. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Ich lehne diese Pläne entschieden und mit aller Deutlichkeit ab.

Finanzieller Beitrag

Vernehmlassung zur finanziellen Beteiligung der Schweiz an der Europäischen Union

Mit tiefgehender Skepsis und angesichts der potenziell gravierenden Auswirkungen auf die Schweizer Souveränität und die demokratische Kontrolle nehme ich die vorgeschlagenen Regelungen zur finanziellen Beteiligung der Schweiz im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union zur Kenntnis. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt einen fundamentalen Bruch mit der bisherigen Praxis dar und wirft erhebliche verfassungsrechtliche sowie politische Bedenken auf.

Die Ankündigung, dass die bisherigen, vom Parlament kontrollierten und jederzeit diskretionären

Beiträge zu einer festen, rechtlich bindenden Verpflichtung werden sollen, ist äusserst alarmierend. Dies bedeutet den Verlust eines zentralen politischen Druckmittels und eine erhebliche Einschränkung der demokratischen Kontrolle über Zahlungen in Milliardenhöhe. Was hier als «Kohäsionsbeitrag» verpackt wird, ist in seiner neuen Ausgestaltung de facto nichts anderes als eine Zwangsabgabe. Die Schweiz wird auf diese Weise zu einem Nettozahler degradiert, der keine Mitbestimmungsrechte geniesst. Dies widerspricht grundlegend dem Prinzip der souveränen Selbstbestimmung und der Budgethoheit des Parlaments.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint dabei als geradezu zynisches Lockvogelangebot. Der im Vertrag explizit verankerte «rechtsverbindliche Mechanismus» zur Neuberechnung und Anpassung dieser Beiträge birgt das unkalkulierbare Risiko massiv höherer Forderungen in der Zukunft. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, zukünftige Zahlungen zu verweigern oder auch nur zu verhandeln. Sie wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren, ohne im Gegenzug eine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von bestehenden Hindernissen zu erhalten. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und deren greifbare Vorteile fragwürdig bleiben.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist dabei nicht weniger als ein legislatives Manöver, um diese neue, problematische Praxis dauerhaft zu zementieren. Dieses Gesetz würde die bisher auf Freiwilligkeit beruhenden Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung umwandeln und damit dem Parlament endgültig die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag entziehen. Das KoBG fungiert als das gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz permanent zur Kasse bitten wird. Es verwandelt eine politische Geste, die der inneren Legitimation und der Pflege der bilateralen Beziehungen diente, in eine rechtliche Pflicht. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie er in Art. 1 KoBG angedeutet ist, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern durch unsere gewählten Vertreter bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die Bundesbeschaffung (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als nur eine technische Formalität. Diese Verankerung signalisiert, dass die Kohäsionszahlungen an die EU als ein normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Dies hat weitreichende Konsequenzen für die juristische und politische Einordnung dieser Zahlungen und erschwert zukünftige Anpassungen oder gar die Rücknahme dieser Verpflichtungen erheblich.

Besonders problematisch ist die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Absatz 2 Buchstabe b. Diese Verknüpfung ist äusserst irreführend und grenzt an eine Zweckentfremdung. Der «gute Name» und die universell anerkannte Bedeutung der Schweizer Friedensförderung werden hier missbraucht, um politisch heikle und bereits jetzt umstrittene finanzielle Zahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist ein taktischer Schachzug, der die breite Zustimmung zur Friedensförderung für die Akzeptanz der Kohäsionszahlungen instrumentalisieren soll, ohne deren problematische Natur zu adressieren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagenen Regelungen zur finanziellen Beteiligung einen unakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und die demokratische Legitimation darstellen. Die Umwandlung freiwilliger Beiträge in eine rechtlich bindende Pflicht, der Verlust der parlamentarischen Kontrolle, die unkalkulierbare finanzielle Belastung und die irreführende gesetzliche Verknüpfung mit der Friedensförderung sind Gründe genug, diesen Vorschlägen mit aller Deutlichkeit entgegenzutreten. Es ist unsere Pflicht, die Souveränität und die Eigenständigkeit der Schweiz zu wahren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine tiefgreifende und höchst bedenkliche Integrationsmassnahme dar, die weit über reine Lebensmittelsicherheit hinausgeht. Es handelt sich um eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter

die europäische Gesetzgebung. Dies bedroht nicht nur unsere traditionell hohen Produktionsstandards und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe, sondern auch die Wahlfreiheit der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten erheblich.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Rufs und unseres Wettbewerbsvorteils, ist unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards, die primär auf industrielle Massenproduktion ausgerichtet sind, führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das weltweit anerkannte Label 'Made in Switzerland' wird fundamental entwertet, wenn die hierzulande produzierten Lebensmittel denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden, die auch in der EU gelten. Dies vernichtet einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil, den sich unsere Produzenten über Generationen erarbeitet haben. Die vorgesehene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) verkörpert diesen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was eine erstickende Bürokratie nach sich zieht und unsere bewährten hohen Standards untergräbt.

Besonders alarmierend ist die sprichwörtliche 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Kündigung dieses in seinen Auswirkungen so schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies stellt eine inakzeptable Form der politischen Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns in eine strategisch völlig nachteilige Abhängigkeit manövriert.

Der vorgesehene Zutritt und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe, die sich bisher eigenständig und nach nationalen Vorschriften organisieren, würden zu reinen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert. Diese Erosion der nationalen Hoheit ist gerade in einem so sensiblen Bereich wie der Lebensmittelproduktion nicht hinnehmbar.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Einheiten wie Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar lokale Vereine, die beispielsweise an einem Schwingfest für das leibliche Wohl sorgen, müssten die komplexen und für ihre Betriebsgrösse völlig unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird unweigerlich zur Zerstörung lokaler Traditionen und zur Vernichtung wirtschaftlicher Existenzen führen, insbesondere in ländlichen und abgelegenen Regionen. Die bereits bestehende Bürokratie wird exponentiell anwachsen.

Das seit Jahren demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird durch diese Übernahme systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten und nach EU-Standards zugelassen sind. Dies missachtet klar und deutlich den Volkswillen und untergräbt die Möglichkeit, auf nationaler Ebene eigenständige Entscheidungen bezüglich der Gentechnik zu treffen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere in den Artikeln 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die neuen Bestimmungen im Tierschutzgesetz (neuer Art. 15a TSchG für Tiertransporte und neuer Art. 21 TSchG für Schlachtung) stellen einen klaren Rückschritt für den Tierschutz dar und führen zu einem weiteren Souveränitätsverlust. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breiter gesellschaftlicher Akzeptanz beruhen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Dies widerspricht den Bestrebungen einer wachsenden Zahl von Konsumentinnen und Konsumenten, die Wert auf eine tierschutzkonforme Produktion legen.

Die Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht bildet die Totalrevision des LMG. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Darüber hinaus sehen die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) eine gefährliche Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht vor. Das Parlament wird auf diese Weise umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern und die gesamte Landwirtschaft direkt betreffen. Dies stellt eine erhebliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich dar.

Auch im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) wird unsere Souveränität beschnitten. Der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen wird dem Diktat der EU unterstellt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten.

Nicht zuletzt gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Tierseuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit massiv.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit eine weitreichende und gefährliche Unterwerfung unter EU-Recht darstellen, die unsere Souveränität untergräbt, unsere Standards senkt, die Bürokratie erhöht und die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion bedroht. Wir lehnen diese Massnahmen entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme neuer EU-Bestimmungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf die Zuwanderung, stellt eine bedenkliche Abkehr von den Grundsätzen unserer nationalen Steuerungshoheit dar und widerspricht fundamental dem Volkswillen, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit durch die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie untergräbt die Fähigkeit der Schweiz, ihre Zuwanderung eigenständig und im Interesse ihrer Bevölkerung zu gestalten.

Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", das bereits nach fünf statt der bisherigen zehn Jahre gewährt wird. Diese neue Form der "Niederlassung C PLUS" mutet praktisch unentziehbar an, selbst im Falle von krimineller Vergehen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfeleistungen. Dies ist nicht nur ein direkter Angriff auf unsere innere Sicherheit und die Integrität unseres Rechtssystems, sondern birgt auch erhebliche Risiken für die Stabilität unserer Sozialwerke. Die automatische Gewährung eines solchen quasi-unwiderruflichen Aufenthaltsrechts für Personen, die möglicherweise nicht zur gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Tragfähigkeit unseres Landes beitragen, ist schlichtweg unverantwortlich und stellt eine erhebliche Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden dar.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Massnahmen nicht nur gefördert, sondern geradezu institutionalisiert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies steht im krassen Gegensatz zu unserem Verständnis von Solidarität und Eigenverantwortung. Die Kosten für diese Alimentierung werden bedingungslos auf die Schweizer Bevölkerung abgewälzt, während die EU-Mitgliedstaaten von einer Entlastung profitieren.

Die Ausweitung des Familiennachzugs ist ein weiteres gravierendes Problem. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, übertrifft selbst die Massnahmen anderer EU-Länder und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit zu explodierenden Sozialkosten. Diese liberale Auslegung des

Familiennachzugs hat keine Entsprechung in der Autonomie einer Nicht-EU-Mitgliedschaft und bedroht die Kohäsion unserer Gesellschaft.

Die sogenannte "Schutzklausel", die im Vertragspaket vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Trugbild. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis praktisch nicht greifen wird. Im Gegenteil droht die EU bei einer auch nur versuchten Anwendung mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern eine klare Erpressung, die jede ernsthafte Möglichkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung von vornherein unterbindet.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der "Integrationsmethode" bedeutet eine faktische Entmachtung unseres Parlaments und unseres Volkes. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich würden ohne weitere nationale Debatten und Abstimmungen in unser Recht übernommen. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar und untergräbt das Prinzip der nationalen Souveränität.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind das Kernstück dieser Kapitulation vor der EU. Die Neufassung von Artikel 41c AIG und die Aufhebung von Artikel 29a AIG zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschlussgrund bei Abhängigkeit wird praktisch eliminiert. Dies steht in klarem Widerspruch zum Verfassungsauftrag, die Zuwanderung eigenständig zu steuern.

Die neue "Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist, wie bereits erwähnt, eine Farce. Sie definiert zwar Indikatoren, überlässt die entscheidenden Massnahmen jedoch dem politischen Ermessen und schliesst wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger, der keine echte Steuerung ermöglicht.

Das ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und das Hochschulfinanzierungsgesetz (HFKG, Artikel 61a) werden angepasst, um als Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern massiv höhere Studiengebühren für Nicht-EU-Ausländer einzuführen. Dies ist nichts anderes als ein Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz über die Bundesverwaltung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für EU-Kompatibilität.

Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern.

Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische.

Die Anpassung des Berufsvorsorgegesetzes (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten.

Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel.

Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der
Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten Berufen (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern.

Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert.

Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung.

Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine gefährliche Aushöhlung unserer Souveränität, unserer direkten Demokratie und unserer Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung bedeuten. Wir laufen Gefahr, uns unumkehrbar an die Vorgaben der EU zu binden, ohne echte Einflussmöglichkeiten auf die künftige Gestaltung des relevanten Rechts. Die Schweiz droht, die Kontrolle über ihre eigene Zukunft zu verlieren und ihre einzigartige Position als unabhängiger Staat aufs Spiel zu setzen. Es ist unerlässlich, dass diese gravierenden Bedenken ernst genommen und die vorgesehenen Massnahmen kritisch hinterfragt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft fundamentale Fragen bezüglich der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Eine kritische Prüfung offenbart erhebliche Bedenken, die in dieser Vernehmlassung dargelegt werden müssen.

Die Übernahme von EU-Recht durch institutionelle Anpassungen birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie. Gemäss Artikel 122 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) sind die eidgenössischen Räte für die Gesetzgebung zuständig. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Rahmen der institutionellen

Annäherung, birgt die Gefahr, dass die Legislative, also das Parlament, in zentralen Bereichen entmachtet wird. Wenn die Schweiz gezwungen wäre, EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne signifikante Einflussnahme zu übernehmen, würde dies die Rolle des Parlaments als oberstes Gesetzgebungsorgan der Schweiz untergraben. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, das in Artikel 1 Absatz 1 BV verankert ist und wonach das Volk die oberste Gewalt innehat. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger üben diese Gewalt durch die Wahl der Volksvertretung und durch Abstimmungen über Gesetze und Verfassungsänderungen aus. Eine faktische Übernahme von EU-Recht ohne direkte demokratische Kontrolle durch das Volk oder seine gewählten Vertreter schwächt dieses Grundprinzip empfindlich oder zerstört es sogar.

Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste richterliche Instanz für die Auslegung des übernommenen EU-Rechts ist ein weiterer gravierender Kritikpunkt. Die schweizerische Bundesverfassung, insbesondere Artikel 188 BV, garantiert die richterliche Unabhängigkeit und die Bindung der Gerichte an Recht und Gesetz. Wenn der EuGH zum de facto obersten Richter über schweizerische Rechtsfragen wird, deren Grundlage EU-Recht ist, dann wird die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte ernsthaft beeinträchtigt. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH würde bedeuten, dass schweizerische Richter primär die Interpretationen eines ausländischen Gerichts anwenden müssten, was potenziell im Widerspruch zu schweizerischen Rechtsgrundsätzen oder der Rechtsauffassung schweizerischer Gerichte stehen könnte. Dies ist nicht nur eine Frage der Souveränität, sondern auch der Rechtssicherheit für die Schweizer Bevölkerung und die Unternehmen. Artikel 172 Absatz 3 BV regelt die Zuständigkeit der Kantone für die Gesetzgebung in bestimmten Bereichen. Die Übernahme von EU-Recht könnte die Handlungsspielräume der Kantone in hohem Masse einschränken, was wiederum die föderale Struktur der Schweiz untergräbt.

Die wirtschaftlichen Implikationen des Pakets sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Zwar wird oft der Zugang zum EU-Binnenmarkt als Hauptvorteil angeführt. Doch dieser Zugang ist an die Übernahme von EU-Recht gebunden. Dies bedeutet, dass die Schweiz fortwährend regulatorischen Änderungen der EU unterworfen wäre, ohne direkten Einfluss auf deren Entstehung zu haben. Solche Änderungen könnten kostenintensiv in der Umsetzung sein und die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen, insbesondere wenn sie auf spezifische Gegebenheiten des schweizerischen Marktes keine Rücksicht nehmen. Die Wettbewerbsregeln der EU, insbesondere Artikel 101 und 102 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), müssten von der Schweiz übernommen und angewendet werden. Die Durchsetzung dieser Regeln durch die EU, beispielsweise im Falle von Kartelluntersuchungen, könnte die Autonomie der schweizerischen Wettbewerbsbehörden einschränken und zu potenziellen Konflikten führen.

Die Finanzbeiträge, die die Schweiz im Rahmen des Pakets leisten müsste, stellen eine erhebliche finanzielle Belastung dar, deren Nutzen fragwürdig ist. Die Verwendung dieser Gelder und die Transparenz der damit verbundenen Prozesse müssen kritisch hinterfragt werden. Gemäss Artikel 127 BV ist die Finanzpolitik des Bundes darauf ausgerichtet, eine nachhaltige Staatsfinanzierung zu gewährleisten. Eine zusätzliche finanzielle Verpflichtung gegenüber der EU ohne entsprechende Gegenleistungen, die über den Zugang zum Binnenmarkt hinausgehen, könnte die schweizerischen Staatsfinanzen belasten und somit gegen die Prinzipien einer soliden Finanzpolitik verstossen.

Schliesslich muss die mangelnde Mitsprache der Schweiz in den Entscheidungsprozessen der EU hervorgehoben werden. Die Übernahme von EU-Recht ohne gleichzeitige Möglichkeit zur Mitgestaltung der entsprechenden Gesetzgebung ist eine Einbahnstrasse. Dies widerspricht dem Prinzip der Partnerschaft und Gleichberechtigung, das für souveräne Staaten gelten sollte. Die Schweiz würde sich in eine Position begeben, in der sie die Regeln eines Blocks befolgt, zu dessen Gestaltung sie keinen formellen Beitrag leisten kann. Dies ist kein Modell für eine gleichberechtigte und für beide Seiten vorteilhafte Beziehung.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erhebliche Vorbehalte hervorruft. Die potenzielle Erosion der schweizerischen Souveränität, die Beeinträchtigung der direkten Demokratie, die rechtliche Abhängigkeit vom EuGH, die wirtschaftlichen Risiken und die finanziellen Belastungen sind gravierende Mängel, die nicht ignoriert werden dürfen. Eine Annahme des Pakets in seiner jetzigen Form würde die Schweiz in eine Position der Unterordnung gegenüber der EU bringen und die fundamentalen Prinzipien ihrer

Verfassung und ihrer demokratischen Ordnung kompromittieren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsformular dargelegt wird, wirft erhebliche und bis anhin unzureichend adressierte Bedenken auf, welche die Souveränität und die demokratische Legitimation der Schweiz fundamental untergraben könnten. Eine oberflächliche Betrachtung, die nur auf vermeintliche Stabilität und wirtschaftliche Vorteile abzielt, verkennt die tiefgreifenden rechtlichen und politischen Implikationen, die sich aus einer noch engeren Anbindung an die Europäische Union ergeben würden.

Namentlich ist die Übernahme von neuem EU-Recht, wie sie in den angedachten Abkommen impliziert wird, mit erheblichen Vorbehalten zu betrachten. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) gründet die Schweiz auf der Souveränität des Volkes und der Kantone. Diese Souveränität wird durch eine unkontrollierte Rechtsübernahme direkt tangiert. Die EU-Gesetzgebung wird nicht durch einen schweizerischen Gesetzgebungsprozess geschaffen, sondern von Brüssel diktiert. Die blosse Umsetzung dieser Gesetze in die schweizerische Rechtsordnung, ohne dass das schweizerische Parlament oder gar das Volk ein Mitspracherecht haben, stellt eine schwere Aushöhlung der demokratischen Prinzipien dar, wie sie in Artikel 137 Absatz 2 BV für die Kantone und in Artikel 164 BV für die Bundesversammlung als oberstes Organ der rechtsetzenden Gewalt verankert sind.

Besonders kritisch zu hinterfragen ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) und die automatische Übernahme seiner Rechtsprechung. Die Bindung an den EuGH, wie sie bei der Übernahme von EU-Recht unweigerlich eintreten würde, bedeutet, dass schweizerische Gerichte und Behörden die Auslegung und Anwendung von Rechtsnormen, die für die Schweiz verbindlich werden, an eine ausländische Gerichtsinstanz delegieren. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsgewalt, wie sie durch die Bundesverfassung gewährleistet wird. Der EuGH ist kein Organ der schweizerischen Bundesrechtspflege. Seine Urteile könnten zu Interpretationen von Abkommen führen, die den expliziten Willen des schweizerischen Gesetzgebers oder des Volkes missachten. Die Folge wäre, dass die Schweiz von einer ausländischen Justiz beurteilt würde, ohne dass die ihr zugrundeliegenden demokratischen Prozesse und Legitimationen Berücksichtigung fänden.

Ferner stellt sich die Frage nach der kohärenten Umsetzung der bilateralen Verträge, insbesondere derjenigen, die die Personenfreizügigkeit regeln. Die Tendenz, die Personenfreizügigkeit sukzessive zu erweitern und mit zusätzlichen Massnahmen zu flankieren, die von der EU gefordert werden, ist besorgniserregend. Jegliche Einschränkung der Personenfreizügigkeit, selbst im Rahmen des geltenden Rechts oder neuer Abkommen, müsste sorgfältig abgewogen werden, um nicht die wirtschaftlichen Vorteile, aber vor allem die soziale Kohäsion und die Sicherheit im Land zu gefährden. Die Argumentation, dass eine "Stabilisierung" der Beziehungen zwangsläufig eine grössere Angleichung an EU-Normen bedingt, ignoriert die spezifischen schweizerischen Bedürfnisse und Schutzmechanismen.

Die Gefahr einer schleichenden Rechtsübernahme und eines damit einhergehenden Souveränitätsverlustes ist real. Die EU verfolgt offensichtlich das Ziel einer immer engeren Union, und die Schweiz würde sich durch eine solche "Stabilisierung" unweigerlich stärker in diese Richtung bewegen, ohne jedoch die Mitspracherechte und die Gestaltungsmöglichkeiten eines vollwertigen Mitgliedstaates zu erhalten. Dies würde die Schweiz in eine strategisch und politisch schwächere Position bringen, in der sie EU-Entscheidungen hinnehmen müsste, ohne deren Entstehungsprozess mitgestalten zu können. Dies widerspricht dem Geist der direkten Demokratie und des Föderalismus, die grundlegende Pfeiler unseres Staatswesens darstellen.

Die vom Bund in Artikel 184 Absatz 1 BV wahrgenommene Aussenpolitik muss die Interessen der Schweiz wahren und fördern. Eine Politik, die auf die Übernahme von fremdem Recht und die

Bindung an ausländische Gerichte abzielt, ohne klare Kontrollmechanismen und demokratische Mitsprachemöglichkeiten zu verankern, dient diesen Interessen nicht. Die langfristigen Konsequenzen für die Eigenständigkeit und die Handlungsfähigkeit der Schweiz sind erheblich und dürfen nicht unterschätzt werden. Eine kritische und abwägende Haltung ist daher unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die direkten demokratischen Rechte der Schweizer Bevölkerung nicht preisgegeben werden. Die sogenannte "Stabilisierung" darf nicht zum Synonym für eine schleichende Entmündigung werden.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Jessica (Privat)

Datum: 30.10.2025

Kontakt: Wenger · 0763975506 · 666sushi666@gmail.com

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union sind aus Sicht des Schweizer Souveräns äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung im Lichte des geltenden Rechts und der verfassungsmässigen Ordnung der Schweiz. Die Annahme einer pauschalen Übernahme von EU-Recht, wie sie in solchen Stabilisierungsabkommen impliziert werden könnte, steht im direkten Widerspruch zu Artikel 1 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweizerischen Eidgenossenschaft und die Hoheit der Kantone festschreibt.

Die Vorstellung, dass die Schweiz sich einseitig dem Primär- und Sekundärrecht der EU unterwerfen könnte, ohne dabei über eine angemessene Mitsprache und Gestaltungsmacht zu verfügen, ist eine Bedrohung für unsere bewährten direktdemokratischen Prinzipien. Insbesondere Artikel 49 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Verfassungs- und Gesetzgebungshoheit des Bundes und der Kantone garantiert, würde durch die automatische Übernahme von EU-Recht untergraben. Dies würde bedeuten, dass ein Grossteil unserer Gesetzgebung nicht mehr auf nationaler Ebene, sondern durch supranationale Organe der EU bestimmt würde, was die demokratische Legitimität unserer Institutionen schwächen würde.

Es muss befürchtet werden, dass die angestrebte "Stabilisierung" in Wirklichkeit eine schleichende Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer wirtschaftlichen Eigenständigkeit bedeutet. Der Europäische Gerichtshof (EuGH) würde in einer solchen Konstellation de facto als höchste Instanz in jenen Bereichen fungieren, die von den Abkommen abgedeckt sind. Dies widerspricht fundamental dem Artikel 190 Absatz 2 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte festlegt.

Die Argumentation, dass eine engere Bindung an die EU für die wirtschaftliche Stabilität unerlässlich sei, ignoriert die Erfolge und die Flexibilität, die der Schweiz durch ihre Unabhängigkeit bisher ermöglicht wurden. Eine unreflektierte Angleichung an EU-Normen birgt die Gefahr, dass wir uns in regulatorischen Fesseln verfangen, die unseren spezifischen Bedürfnissen und unserem Wirtschaftsmodell nicht gerecht werden. Es ist unerlässlich, dass jede Form der Zusammenarbeit mit der EU auf einer klaren vertraglichen Grundlage erfolgt, die unsere Souveränität, unsere direktdemokratischen Rechte und die Zuständigkeit unserer Gerichte uneingeschränkt wahrt. Andernfalls droht eine Verwässerung der schweizerischen Identität und eine Gefährdung unserer nationalen Interessen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die Schweiz ist darauf bedacht, ihre Souveränität und ihre einzigartigen demokratischen Institutionen zu wahren. Die vorliegende Vernehmlassung deutet auf eine weitere Annäherung an die Europäische Union hin, was erhebliche Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung dieser Grundsätze aufwirft. Eine vertiefte Integration, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, birgt die Gefahr, dass die Schweizer Gesetzgebung, wie sie im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AIG) und der Bundesverfassung (BV) verankert ist, ausgehöhlt wird.

Es besteht die dringende Notwendigkeit, die Auswirkungen jeder vorgeschlagenen Massnahme auf die schweizerische Rechtsordnung und die demokratischen Entscheidungsprozesse genauestens zu prüfen. Die übermässige Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen könnte zu einer De-facto-Mitgliedschaft führen, ohne dass die Schweiz die damit verbundenen Vorteile geniessen oder Einfluss auf deren Gestaltung nehmen kann. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität der Schweiz, und jede Massnahme, die diese Souveränität untergräbt, ist strikt abzulehnen.

Darüber hinaus muss die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Rechtsstaatlichkeit gewahrt bleiben. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen von Abkommen mit der EU muss kritisch hinterfragt werden. Eine Verpflichtung zur Anerkennung von EuGH-Urteilen könnte die nationale Rechtsdurchsetzung und die Auslegung von Gesetzen, einschliesslich solcher, die Aspekte des AIG regeln, massgeblich beeinflussen und potenziell in Konflikt mit der schweizerischen Rechtsprechung geraten.

Die Ausgestaltung der Beziehungen zur EU sollte stets im Einklang mit den Interessen der Schweiz und unter Wahrung ihrer Kernwerte erfolgen. Eine schrittweise Übernahme von EU-Recht, die nicht transparent und nachvollziehbar für die Schweizer Bevölkerung ist, birgt erhebliche Risiken für die politische Stabilität und die Akzeptanz solcher Vereinbarungen. Wir fordern eine sorgfältige Abwägung aller Konsequenzen, bevor weitere Schritte unternommen werden, die potenziell die schweizerische Autonomie und die rechtsstaatlichen Prinzipien gefährden könnten. Die Souveränität und die demokratische Selbstbestimmung der Schweiz müssen oberste Priorität haben.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung zum finanziellen Beitrag im Rahmen der Beziehungen zur Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und verdient eine kritische Auseinandersetzung. Insbesondere die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar.

Das KoBG, welches die bisherigen freiwilligen Zahlungen in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung transformiert, entzieht dem Schweizer Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Statt einer politischen Geste wird eine rechtliche Pflicht geschaffen, wobei die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen gemäss Art. 1 KoBG die Budgethoheit des Parlaments fundamental untergräbt. Die Schweiz wird somit zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, die Zahlungen werden zu einer faktischen Zwangsabgabe, ohne dass im Gegenzug garantierter Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zugesichert werden.

Der im Vertrag festgelegte anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot betrachtet werden. Der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung von Zahlungen wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies entzieht der Schweiz jegliches politische Druckmittel und verpflichtet sie zur Zahlung, was die EU diktiert.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) ist mehr als eine reine Formalität. Sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert eine dauerhafte Akzeptanz, die dem Geist der Souveränität widerspricht. Die irreführende Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG, welche den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle Zahlungen zu legitimieren, ist äusserst problematisch. Dieses Gesetz verwandelt eine freiwillige politische Geste in eine diktierte finanzielle Verpflichtung, die die budgetäre Autonomie der Schweiz erheblich einschränkt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit markieren eine gravierende Erosion unserer Souveränität und widersprechen fundamental dem Willen des schweizerischen Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie erweitert die Personenfreizügigkeit in einer Weise, die eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung praktisch verunmöglicht. Insbesondere die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» bereits nach fünf Jahren, einer quasi unentziehbaren «Niederlassung C PLUS», stellt eine inakzeptable Bedrohung für unsere innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke dar. Es ist abzusehen, dass diese Regelung gerade bei Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug kaum mehr greifen wird, was die Kostenlast auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden weiter erhöht.

Der vorgesehene Ausbau des Familiennachzugs, der neu Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, ist für ein Land, das nicht Mitglied der EU ist, beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundenen Sozialkosten. Die angebliche «Schutzklausel» in Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) entpuppt sich als reine Alibi-Bestimmung. Ihre Anwendungsanforderungen sind derart hoch, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Angesichts der angedrohten EU-Strafmassnahmen bei deren Aktivierung handelt es sich nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine Erpressung.

Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der «Integrationsmethode» entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk in einem hochsensiblen Politikbereich vollständig. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, namentlich die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die kaum noch mögliche Aberkennung dieses Rechts, selbst bei anhaltender Abhängigkeit, ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Art. 121a BV) und eine direkte Kapitulation vor der EU, deren Folgen die Schweizer Steuerzahler tragen müssen.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein verzweifeltes Eingeständnis der immensen Kosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Zwang zur Gleichbehandlung von EU-Studierenden führt zu einer direkten finanziellen Belastung des Schweizer Steuerzahlers, um die Lücke zu schliessen, die durch die erzwungene Immatrikulation von EU-Bürgern zu Tiefstpreisen entsteht. Auch die zweite Säule ist betroffen: Die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 des BVG unterstellt unsere berufliche Vorsorge den EU-Koordinationsregeln, was einen weiteren Verlust unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Ferner schränkt der neue Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein, was einen unzulässigen Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter darstellt. Die offensichtliche Absicht hinter diesen Massnahmen ist die Unterordnung der Schweiz unter das EU-Recht, was unsere Fähigkeit zur eigenständigen Gestaltung unserer Sozial- und Wirtschaftspolitik massiv beeinträchtigt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale und inakzeptable Untergrabung der schweizerischen Souveränität, der föderalistischen Struktur und der demokratischen Prinzipien dar. Die heutige Praxis, bei der Subventionen integraler Bestandteil der

politischen Entscheidungsfindung von Bund, Kantonen und Gemeinden sind und somit demokratisch legitimiert sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Insbesondere das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) schafft mit seiner Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine zentrale Kontrollinstanz, die primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt und damit die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt.

Diese neue Regelung greift die Souveränität der Kantone massiv an. Anstatt eigenständig über lokale und regionale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden ihre Beschlüsse der Genehmigung durch eine aussernationale Behörde unterworfen. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a VGG zementiert diese Zentralisierung, indem sie der zentralen Beihilfebehörde die Möglichkeit gibt, kantonale Souveränität auszuhöhlen.

Die Schaffung einer Beihilfekammer innerhalb der WEKO, integriert gemäss Art. 18 Abs. 2 KG, birgt die Gefahr der Machtkonzentration in einer undurchsichtigen "Superbehörde", die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Ihre Entscheide werden nicht mehr primär Schweizer Interessen dienen, sondern der Anpassung an europäische Vorgaben. Dies untergräbt die demokratische Kontrolle und Rechenschaftspflicht erheblich.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein exemplarisches Beispiel für den Verlust nationaler Kontrollkompetenz. Der strategisch wichtige Luftverkehr wird damit vollständig dem neuen EU-Regime unterstellt, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit verliert. Ebenso besorgniserregend ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG. Dies schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde ungestört agieren kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine inakzeptable Unterwerfung unter EU-Recht darstellen, die die schweizerische Autonomie und die föderalistischen Prinzipien fundamental gefährdet. Die etablierte, auf nationalen Interessen basierende Subventionspraxis wird zerstört und durch ein fremdbestimmtes System ersetzt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr stellt eine gravierende Gefährdung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, neu Art. 40ater EBG, ist aus mehreren Gründen zutiefst problematisch. Diese Öffnung des Binnenmarktes für ausländische Anbieter, wie sie beispielsweise durch Flixtrain bereits angedeutet wird, verspricht eine unkontrollierte "Rosinenpickerei". Profitabelste Strecken werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen bedient, während die finanzielle Last der unrentablen, aber für die Versorgung essenziellen Nebenlinien weiterhin auf den SBB und anderen konzessionierten Unternehmen lastet. Dies untergräbt die finanzielle Grundlage unseres Service public und gefährdet die flächendeckende Bedienung der Bevölkerung.

Weiterhin wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, Art. 32a Abs. 1bis PBG, die nationale und kantonale Souveränität bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich beschnitten. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die Freiheit ein, Angebote nach rein schweizerischen Bedürfnissen und Zielen auszurichten. Statt der bestmöglichen Lösung für die Schweiz wird eine EU-konforme Vergabe erzwungen, die potenziell zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führt.

Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" entpuppt sich als rechtlich wertloses Instrument. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme sich die Schweiz verpflichten würde. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr und stellt eine Scheinsicherheit dar. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische

Rechtsübernahme weiter vorangetrieben, wie die unvermeidliche Übernahme von Regelungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) verdeutlicht. Dies verlagert nationale Steuerungs- und Gestaltungskompetenzen an zentrale EU-Stellen. Die finanzielle Solidität und die bewährten Subventionsmodelle für den schweizerischen Bahnverkehr, einschliesslich des Güterverkehrs, Regionalverkehrs und der Materialerneuerung, könnten durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies würde direkt die Qualität und das Angebot des Bahnverkehrs für die Schweizer Bevölkerung und die Wirtschaft beeinträchtigen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Hinblick auf den Lohnschutz, sind auf erschreckende Weise unzureichend und dienen primär kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven und durch die erweiterte Personenfreizügigkeit bedingten Druck auf die Schweizer Löhne keineswegs zu kompensieren. Vielmehr droht eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, welche die mittleren und unteren Einkommensklassen mit besonderer Härte treffen wird. Anstatt den bewährten und effektiven Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er durch diese Massnahmen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen sind bürokratischer, aber weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden gezielt geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der im Entsendegesetz (EntsG) vorgesehene Sanktionsmechanismus gemäss Art. 9 Abs. 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass die vorgeschlagenen Massnahmen keine Verbesserung, sondern eine signifikante Verschlechterung des Lohnschutzes und eine Schwächung unserer Souveränität bedeuten.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom, namentlich im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG), stellen eine gravierende Gefährdung der Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz ihre Entscheidungsfreiheit über das eigene Stromnetz. Wir werden zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Stimmrecht, dessen Schicksal fortan in Brüssel bestimmt wird. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen

Vollzugsstelle für EU-Regelwerk", die undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt, da ihr traditioneller Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert; die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit unklar. Dies ist ein inakzeptables Risiko.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen StromVG (Art. 4a ff.) wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, werden auf die Konsumenten abgewälzt. Das neue StromVG birgt zudem erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im EnG (Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was kleine Produzenten benachteiligt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, insbesondere die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, ist ein direkter Schlag gegen die bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft massive Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere nationale Netzgesellschaft ohne Not den Regeln für riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet. Dieses Paket gefährdet die Kerninteressen der Schweiz und darf so nicht umgesetzt werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, kaschiert unter dem Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt keine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Standards. Dieses Vorhaben droht, die sprichwörtliche Schweizer Qualität zu zerstören. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards untergräbt die Grundlage unseres Wettbewerbsvorteils und entwertet das Label "Made in Switzerland".

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten dar, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität

und unsere mittelständische Wirtschaft.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt

zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblicher Besorgnis und bergen das Potenzial, die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz nachhaltig zu untergraben. Insbesondere die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der Personenfreizügigkeit werfen gravierende Fragen auf, die nicht ignoriert werden dürfen.

Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen angemessenen Einfluss auf dessen Gestaltung ausüben kann, stellt einen fundamentalen Bruch mit dem Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung dar. Das Schweizer Volk und die Kantone haben das Recht, ihre eigenen Gesetze zu erlassen, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Gesetzgebung des Bundes (Art. 1 BGG) verankert ist. Die fortlaufende Angleichung an das EU-Recht, ohne klare Mechanismen für eine effektive Mitsprache, gefährdet dieses fundamentale Recht.

Des Weiteren ist die automatische Übernahme von Änderungen des EU-Rechts problematisch. Dies widerspricht dem Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, der eine klare und verständliche Gesetzgebung für die Bürgerinnen und Bürger erfordert. Artikel 5 der Bundesverfassung (Art. 5 BV) postuliert, dass der Staat und seine Organe an Recht und Gesetz gebunden sind. Eine Gesetzgebung, die intransparent und ohne direkte demokratische Kontrolle durch ein externes Gremium verändert wird,

untergräbt diese Bindung.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen, insbesondere im Hinblick auf den Lohnschutz und die sozialen Standards, sind ebenfalls bedenklich. Die Erfahrung zeigt, dass eine unkontrollierte Zuwanderung potenziell zu einem Lohndumping führen kann, was die Errungenschaften im Bereich des Arbeitnehmerschutzes gefährdet. Die in Artikel 34 der Bundesverfassung (Art. 34 BV) garantierten Grundrechte, einschliesslich des Rechts auf Arbeit und angemessene Arbeitsbedingungen, dürfen nicht durch bilaterale Abkommen kompromittiert werden.

Die vorgeschlagenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten, insbesondere die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH), sind aus schweizerischer Perspektive höchst fragwürdig. Die Anerkennung der Urteile des EuGH in Bereichen, in denen die Schweiz Souveränität abgibt, widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität und der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zu weit gehen und fundamentale Interessen der Schweiz gefährden. Es bedarf einer kritischen Neubewertung und einer klaren Abgrenzung, um die demokratische Ordnung, die Rechtsstaatlichkeit und die sozialen Errungenschaften unseres Landes zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket der Schweizerischen Eidgenossenschaft zur Gesamteinschätzung der Beziehungen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf und bedarf einer kritischen Überprüfung. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen primär darauf abzuzielen, die Schweiz stärker an die Gesetzgebung der EU anzubinden, ohne dabei die nationalen Interessen und die Souveränität der Schweiz hinreichend zu wahren.

Besonders bedenklich ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht, wie es im Rahmen der bilateralen Abkommen praktiziert wird. Dies könnte zu einer schleichenden Aushöhlung der direkten Demokratie führen. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz müssten sich zunehmend mit Gesetzen auseinandersetzen, die sie nicht direkt beeinflussen oder gar mittragen konnten. Die Gefahr, dass die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Schlüsselbereichen, wie beispielsweise dem freien Personenverkehr gemäss dem Abkommen über die Personenfreizügigkeit (APF) oder den Regeln zur staatlichen Beihilfe, direkte Bindungswirkung entfalten könnte, ist nicht zu unterschätzen. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Gewaltenteilung und der nationalen Gesetzgebungshoheit, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (Bundesverfassung, SR 101) verankert ist.

Die Weiterentwicklung des EU-Rechts, die implizit in den aktuellen Verhandlungen mit der EU eine Rolle spielt, bedroht die Flexibilität der Schweiz. Die Möglichkeit, eigene Gesetze und Verordnungen an die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten des Landes anzupassen, würde eingeschränkt. Dies könnte insbesondere im Bereich der Binnenmarktregulierung problematisch werden, wo eine übermässige Harmonisierung mit der EU die Innovationskraft und Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft beeinträchtigen könnte. Die Bewahrung der wirtschaftlichen Eigenständigkeit und die Förderung von schweizerischen Besonderheiten wären dadurch gefährdet.

Es muss sichergestellt werden, dass die Souveränität der Schweiz auf allen Ebenen gewahrt bleibt. Jede Form der Übernahme von EU-Recht, die die rechtliche und politische Unabhängigkeit der Schweiz schmälert, ist abzulehnen. Das Schweizer Volk hat durch zahlreiche Abstimmungen wiederholt seinen Willen zur Wahrung der nationalen Unabhängigkeit und zur Eigenständigkeit der Gesetzgebung bekundet. Die aktuellen Verhandlungsergebnisse müssen diesem Volkswillen Rechnung tragen und dürfen keine neuen Abhängigkeiten schaffen, die mittel- oder langfristig zu einer Unterminierung der schweizerischen Rechtsordnung führen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Monika Zimmermann (Privat)

Datum: 30.10.2025

Kontakt: Monika Zimmermann · 0795140626 · m.zimmermann@bh-treuhand.ch

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die Ergebnisse tatsächlich die Souveränität und die Interessen der Schweiz wahren. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu bringen, die dem Prinzip der direkten Demokratie und dem föderalen Aufbau unseres Staates fundamental widerspricht.

Insbesondere Artikel 4 der Verordnung [Name der relevanten Verordnung, falls bekannt] wirft erhebliche Bedenken auf. Dieser Artikel scheint eine Übernahme von EU-Rechtstiteln vorzusehen, ohne dass das Schweizer Parlament oder gar das Volk ein Mitspracherecht bei der Entstehung dieser Rechtsakte hätten. Dies steht im klaren Widerspruch zum Bundesgesetz über die Politische Mitwirkung (BPMG), welches eine effektive Beteiligung der Bürgerinnen und Bürger an politischen Entscheidungsprozessen gewährleistet. Wenn die Schweiz durch automatische Rechtsübernahme auf EU-Gesetze verpflichtet wird, wird dieses Recht ausgehöhlt.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die vorgeschlagene Schiedsklausel, die eine Bindung an EuGH-Urteile vorsieht, greift massiv in die richterliche Unabhängigkeit und die Hoheit der Schweizer Gerichte ein. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) beispielsweise basiert auf einer langen Rechtsprechung, die sich aus den spezifischen Bedürfnissen und der Rechtskultur unseres Landes entwickelt hat. Eine automatische Unterwerfung unter die Auslegung des EuGH würde diese Entwicklung torpedieren und die Rechtssicherheit für Schweizer Unternehmen und Bürger gefährden. Artikel 2 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) betont die Pflicht des Richters, nach Recht und Billigkeit zu erkennen. Dies ist unter einer fremden Rechtsordnung, deren Grundsätze nicht immer mit den unseren übereinstimmen, nur eingeschränkt möglich.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Die geforderte Umsetzung von EU-Regulierungen könnte zu erheblichen Kosten und bürokratischen Hürden für Schweizer Unternehmen führen, ohne dass diese von den Vorteilen eines vollwertigen EU-Binnenmarktzugangs profitieren. Die damit verbundenen Verpflichtungen könnten gerade kleine und mittlere Unternehmen disproportionell belasten und ihre Wettbewerbsfähigkeit schwächen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse erhebliche Risiken für die schweizerische Rechtsordnung, die demokratische Mitwirkung und die wirtschaftliche Prosperität bergen. Eine unkritische Übernahme von EU-Rechtstiteln und eine Unterwerfung unter fremde Gerichtsbarkeit sind nicht im Interesse der Schweiz und sollten daher entschieden abgelehnt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche prinzipielle und rechtliche Bedenken auf, die eine kritische Distanzierung erfordern. Die Annahme, dass die vorgeschlagenen Vereinbarungen eine echte Stärkung der Souveränität und der demokratischen Legitimation darstellen, ist angesichts der bestehenden rechtlichen Rahmenbedingungen und der vorgesehenen Mechanismen fragwürdig.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne dass das Schweizer Volk oder der Parlament direkt darüber entscheiden kann, widerspricht fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Die Mechanismen der automatischen Rechtsübernahme, die in den Rahmenabkommen implizit vorgesehen sind, würden die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU machen, deren Gesetzgebung diktiert wird, ohne dass die Schweiz Einfluss auf deren Entstehung nehmen kann. Dies steht im krassen Gegensatz zu Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (SR 101), der die Souveränität der Eidgenossenschaft betont.

Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Verpflichtung zur Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen vorgesehen ist, untergräbt die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und das Prinzip der Gewaltenteilung gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung. Schweizer Recht würde zunehmend von einem ausländischen Gericht interpretiert und beeinflusst, was die Autonomie des Schweizer Rechtssystems bedroht.

Die Behauptung, dass diese Vereinbarungen die Verhandlungsposition der Schweiz stärken, ist eine irreführende Darstellung. Vielmehr zementieren sie die Abhängigkeit und schwächen die Verhandlungsmacht der Schweiz, indem sie die Möglichkeit einseitiger Anpassungen stark einschränken. Die geforderte Zustimmung zu einem zukünftigen, sich entwickelnden Unionsrecht ohne klare Ausstiegsklauseln oder Anpassungsmechanismen stellt ein hohes Risiko dar.

Die ökonomischen Vorteile werden oft übertrieben dargestellt, während die negativen Auswirkungen auf den Binnenmarkt, die Dienstleistungsfreiheit und die Arbeitsmärkte, insbesondere im Hinblick auf Lohndumping und Sozialtourismus, nicht ausreichend berücksichtigt werden. Die Annahme einer positiven Gesamtbeurteilung ignoriert die potenziellen Kosten für die Schweizer Bevölkerung und die Gefahren einer schleichenden Entnationalisierung. Eine tiefgreifende kritische Analyse unter Berücksichtigung aller negativen Aspekte ist unerlässlich.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU wecken erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der direkten Auswirkungen auf die schweizerische Gesetzgebung. Die Annahme einer automatischen Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit in den vorliegenden Vorschlägen angelegt ist, steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der parlamentarischen Autonomie, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere die Artikel 5 und 160 der Bundesverfassung betonen die Selbstbestimmung der Schweiz und die Rolle des Parlaments bei der Gesetzgebung. Eine solche automatische Übernahme würde die parlamentarische Debatte und die Mitwirkung des Volkes durch Referenden faktisch aushebeln, da bestehende schweizerische Gesetze durch externe Bestimmungen obsolet werden könnten, ohne dass ein expliziter legislativer Prozess stattfindet.

Darüber hinaus ist die Frage der Souveränität in Bezug auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst kritisch zu betrachten. Eine Anerkennung der bindenden Wirkung von EuGH-Urteilen, selbst in Bereichen, die nicht explizit durch bilaterale Abkommen abgedeckt sind, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte und damit die nationale Rechtsordnung erheblich untergraben. Dies widerspricht dem Geist des helvetischen Rechtsverständnisses, das auf nationalen Rechtsgrundsätzen und der Interpretation durch eigene Gerichte basiert. Das Prinzip der Rechtsgleichheit und Rechtssicherheit, die durch die Bundesverfassung gewährleistet werden sollen, könnten durch eine solche Abhängigkeit gefährdet werden. Die Möglichkeit, dass externe Gerichte die Auslegung schweizerischen Rechts determinieren, ist nicht mit dem verfassungsrechtlichen Auftrag vereinbar, der die oberste Gewalt in der Schweiz bei den eidgenössischen Räten und dem Volk ansiedelt.

Die finanziellen Implikationen einer tieferen Integration mit der EU dürfen ebenfalls nicht unterschätzt werden. Die Bereitschaft, substantielle finanzielle Beiträge zu leisten, ohne eine klare Gegenleistung oder eine angemessene Mitsprache bei der Verwendung dieser Mittel zu erhalten, ist fragwürdig. Dies wirft Fragen der Effizienz und Verhältnismässigkeit auf, die gemäss der Bundesverfassung bei staatlichem Handeln zu berücksichtigen sind. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zum Nettozahler wird, ohne die Möglichkeit, die eigene wirtschaftliche Entwicklung im gleichen Masse zu fördern oder die eigenen Interessen adäquat zu vertreten. Die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen darf nicht zu Lasten der wirtschaftlichen Eigenständigkeit und der fiskalischen Disziplin der Schweiz gehen. Eine sorgfältige Abwägung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass jede Annäherung an die EU die schweizerischen Interessen wahrt und nicht zu einer schleichenden Aushöhlung unserer nationalen Errungenschaften führt.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die inländische Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es scheint, dass die angestrebte Harmonisierung mit EU-Recht primär eine Übernahme darstellt, ohne die spezifischen Bedürfnisse und die souveräne Rechtsetzung der Schweiz angemessen zu berücksichtigen.

Insbesondere die Art und Weise, wie die EU-Gesetzgebung in das schweizerische Recht integriert werden soll, ist fragwürdig. Gemäss Artikel 120 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV) liegt die Gesetzgebungskompetenz für die meisten Bereiche beim Bund. Eine externe Regelung durch die EU würde dieses Prinzip untergraben. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Abkommen vorgesehen sein könnte, steht im Widerspruch zur Vorstellung einer eigenständigen Rechtsordnung.

Die Umsetzung des Europäischen Wirtschaftsraums (EWR) hat bereits gezeigt, dass die Übernahme von EU-Recht eine erhebliche Belastung für die schweizerische Gesetzgebung und Verwaltung mit sich bringt. Die angefragten Abkommen scheinen diesen Prozess noch zu intensivieren. Die Gefahr einer schleichenden Entparlamentarisierung, bei der die schweizerischen Entscheidungsträger weniger Einfluss auf die Gesetzgebung haben, ist real. Die Schweizerische Bundesversammlung verliert dadurch an Gestaltungsmacht, was durch Artikel 163 BV (Aufgaben der Bundesversammlung) gefährdet wird, wenn die Legislative zunehmend von externen Vorgaben diktiert wird.

Ferner ist zu hinterfragen, inwieweit die schweizerischen Grundrechte und Verfassungsprinzipien, wie sie in der Präambel der Bundesverfassung und im Artikel 5 BV (Grundsatz der Verhältnismässigkeit) verankert sind, durch die Übernahme von EU-Recht gewahrt bleiben. Es besteht die Gefahr, dass die Verhältnismässigkeit und die Verhältnismässigkeit der Massnahmen nicht mehr im Vordergrund stehen, wenn die Priorität auf der Konformität mit EU-Recht liegt.

Die damit verbundenen Kosten für die Anpassung der Infrastruktur und der Verwaltung sind ebenfalls nicht zu unterschätzen. Eine detaillierte Kosten-Nutzen-Analyse, die diese finanziellen Aspekte umfassend beleuchtet und die Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen berücksichtigt, fehlt bisher. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebten Vorteile die immensen Integrationskosten wirklich rechtfertigen. Die defensive Haltung bei der Abwehr

übermässiger regulatorischer Eingriffe ist unerlässlich, um die schweizerische Souveränität und die Stabilität unseres Rechtssystems zu schützen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit mit der EU stellt eine unannehmbare Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, welche den Kern der EU-Gesetzgebung in diesem Bereich bildet, widerspricht fundamental dem Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach lediglich fünf Jahren, einer faktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", selbst bei krimineller Vergehen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke massiv. Dies ist eine direkte Provokation gegenüber den schweizerischen Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden, welche die daraus entstehenden Kosten tragen müssen.

Besonders beunruhigend ist die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs. Die Möglichkeit, nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen zu lassen, droht zu einem unkontrollierbaren Zuwanderungsanstieg und einer Explosion der Sozialkosten zu führen. Die versprochene "Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Ihre Hürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis kaum je zur Anwendung kommen wird, und im Falle einer doch erfolgenden Berufung droht die EU mit Strafmassnahmen. Es handelt sich hierbei um eine Erpressungsklausel, keine Schutzklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch ausgeliefert sind. Das neue Bundesgesetz (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI), was unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes schwächt.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Dies untergräbt den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung und stellt eine gefährliche Kapitulation vor der EU dar. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein eingestandenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität.

Dieses Paket ist keine schrittweise Annäherung, sondern eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht, die unsere Grundwerte und unsere demokratischen Mitbestimmungsrechte aufs Spiel setzt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) im Rahmen des Abkommens mit der EU, das unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' firmiert, stellt eine grundlegende und höchst problematische Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Es geht offensichtlich nicht um die Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern um eine schleichende, umfassende Angleichung an oft tiefer liegende europäische Standards, welche die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe massiv gefährden. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist in Gefahr. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label 'Made in Switzerland' wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar Vereine an einem Schwingfest müssten die komplexen und unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Des Weiteren werden unsere nationalen, oft strengeren Regeln in Bereichen wie dem Tierschutz durch EU-Massenstandards ersetzt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften werden zugunsten der EU-Standards aufgegeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Annahme dieses Abkommens birgt auch die Gefahr einer gefährlichen 'Guillotineklausel'. Diese verknüpft dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Das ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Zudem erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants. Dies ist ein massiver Eingriff in unsere Souveränität, und Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, was die parlamentarische Kontrolle umgeht. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren, indem der Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen neu dem Diktat der EU unterstellt wird (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG). Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich des finanziellen Beitrags werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle der Schweiz auf. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten und flexiblen freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht im Sinne des neuen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist inakzeptabel. Dies stellt eine faktische Zwangsabgabe dar und entzieht dem Schweizer Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel sowie die demokratische Legitimation über milliardenschwere Zahlungen.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als reine Lockvogelstrategie. Der im Abkommen verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung von Beiträgen wird unweigerlich zu massiv erhöhten Forderungen seitens der EU führen. Die Schweiz verliert dadurch jegliche Möglichkeit, diese Forderungen abzulehnen, und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies positioniert die Schweiz als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, da keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse besteht. Stattdessen wird für eine institutionelle Anbindung bezahlt, welche primär die Souveränität der Schweiz schwächt, ohne greifbare Vorteile zu generieren.

Das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist das zentrale gesetzgeberische Instrument, um die Schweiz dauerhaft an die Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen, wie in Art. 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von

Bundesmitteln tritt die blosse Umsetzung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben fest in der Schweizer Rechtsordnung und signalisiert ihre Dauerhaftigkeit.

Die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Buchstabe b des Gesetzes zur Friedensförderung, welche die Kohäsionszahlungen mit dem «guten Namen» der Schweizer Friedensförderung verknüpft, ist irreführend und missbräuchlich. Dieser Schritt dient einzig der politischen Legitimierung von Zahlungen, die sowohl heikel als auch umstritten sind. Die Schweiz muss ihre finanzielle Unabhängigkeit und ihre demokratische Handlungsfreiheit wahren und darf sich nicht in eine finanzielle Abhängigkeit von der EU begeben, die ihre Souveränität beeinträchtigt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen wurden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime weichen. Dies widerspricht fundamental den Prinzipien der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie, die im Schweizer Rechtsgefüge tief verankert sind.

Mit der Schaffung des neuen Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, deren primäre Aufgabe die Durchsetzung von EU-Kompatibilität und nicht primär die Wahrung Schweizer Interessen ist. Gemäss Art. 3 BHÜG wird mit der neuen Beihilfekammer eine "Superbehörde" geschaffen, die als "verlängerter Arm der EU" agiert. Dies hebelt die bewährte dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis aus.

Die Souveränität der Kantone wird durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG) massiv untergraben. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der neuen Beihilfekammer und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Der neue Art. 82 Bst. bbis BGG gewährt der Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG) ermöglicht es, souveräne kantonale Entscheide zu annullieren. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone und eine direkte Bedrohung unseres Föderalismus.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Die Schweiz verliert jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese Behörde wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Die Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernt ist, widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und ermöglicht der neuen Behörde ungestörtes Agieren, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" verstummt. Insgesamt handelt es sich um eine systematische Unterwerfung unter die EU und eine Aufgabe nationaler Steuerungshoheit.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind unserer kritischen Ansicht nach ungenügend und primär kosmetischer Natur. Sie vermögen den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, welcher aus der ungebremsten Ausweitung der

Personenfreizügigkeit resultiert, keineswegs zu kompensieren. Es besteht die ernste Gefahr einer flächendeckenden Erosion unserer Lohnstrukturen, die insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen treffen wird. Anstatt die bewährten und überaus wirksamen schweizerischen flankierenden Massnahmen zur Sicherung der Lohnbedingungen zu stärken, werden diese aufgeweicht und an europäische Standards angepasst, die in vielen Bereichen weniger robust sind. Die neuen Regelungen erscheinen zwar bürokratischer, sind aber in ihrer Effektivität zur Verhinderung von Lohndumping deutlich schwächer als die bisherigen Instrumente. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden zudem geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwangsläufig einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Artikel 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist eine Reaktion auf europäischen Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) ist eine massive Abtretung von Souveränität, die die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU macht und unsere Rechtsordnung untergräbt. Die vorgeschlagenen Änderungen gefährden somit die Kernprinzipien unseres Lohnschutzes und der schweizerischen Souveränität.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen zur Strommarktliberalisierung und zur institutionellen Einbindung in EU-Strukturen sind aus Sicht der nationalen Souveränität und der Versorgungssicherheit äusserst bedenklich. Die damit einhergehende Abgabe von Autonomie in der Energiepolitik ist nicht tragbar.

Mit der institutionellen Verankerung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz faktisch zu einem nachgeordneten Teilnehmer, der zwar Kosten zu tragen hat, aber keinerlei Mitspracherecht bei Entscheidungen über das eigene Stromnetz besitzt. Dies ist ein direkter Eingriff in die nationale Energiesouveränität. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen, demokratisch legitimierten Energieregulierung bedeutet.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung der heimischen Wasserkraft durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches essenziell für die finanzielle Stabilität der Bergkantone ist, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Dies untergräbt nicht nur die finanzielle Basis betroffener Kantone, sondern schwächt auch das Rückgrat unserer Energieversorgung.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) ist ein hochriskantes Experiment. Sie birgt die Gefahr von unkalkulierbarer Preisvolatilität und beeinträchtigt die Versorgungssicherheit. Die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff. StromVG) ist angesichts der Erfahrungen mit Marktversagen und geopolitischen Unsicherheiten nicht ausreichend. Die Verantwortung für die nationale Versorgungssicherheit wird unklar, was einem Spiel mit dem Feuer gleichkommt. Zudem werden durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) die föderalen Strukturen und die lokalen Energieversorger, wie beispielsweise

Gemeindekraftwerke, geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird ausgehebelt, was die dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG), insbesondere die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, stellen einen direkten Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion dar. Die Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und gefährdet deren wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht der Energiestrategie und fördert stattdessen grosse, zentralisierte Akteure. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem erhebliche Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die Stabilität und Zuverlässigkeit der Grundversorgung gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen und den Personenverkehr, werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Aufrechterhaltung unseres Service public und der schweizerischen Souveränität auf. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Art. 40ater EBG stellt eine direkte Bedrohung für den etablierten und für die Bevölkerung essenziellen Service public dar. Diese Öffnung des Marktes für ausländische Anbieter, die explizit von der Möglichkeit des sogenannten "Rosinenpickens" Gebrauch machen würden, indem sie ausschliesslich die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken bedienen, untergräbt die finanzielle Grundlage der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Transportunternehmen. Diese sind jedoch verpflichtet, eine flächendeckende Versorgung zu gewährleisten, die auch unrentable, aber für die Grundversorgung notwendige Nebenlinien einschliesst.

Des Weiteren ist die von den Befürwortern des Abkommens angeführte "Gemeinsame Erklärung" als rechtlich nicht bindende Absicherung zu betrachten. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies gefährdet die Schweiz langfristig in ihrer Entscheidungsfreiheit und Souveränität über ihr eigenes Bahnsystem. Die Sorge, dass bewährte Subventionen für den Güter- und Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial unter Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden könnten, ist real und würde die Qualität und das Angebot des Schienenverkehrs für die Schweizer Bevölkerung direkt beeinträchtigen.

Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Art. 32a Abs. 1bis PBG, welche die Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Statt die besten Lösungen für die Schweiz zu priorisieren, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise im Hinblick auf Regelungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert nationale Steuerungs- und Gestaltungskompetenzen unwiderruflich an zentrale EU-Stellen. Dieses Abkommen öffnet somit die Tür zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Souveränität im Bereich des Landverkehrs.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Agous Tatjana · t.agous@outlook.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema der inländischen Umsetzung von EU-Vorhaben wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Auseinandersetzung bedürfen. Es ist primär zu hinterfragen, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen im Einklang mit der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere mit den Grundsätzen der demokratischen Legitimation und der direkten Volkssouveränität, stehen. Die automatische Übernahme von EU-Recht bedroht die Gestaltungsfreiheit des Schweizerischen Gesetzgebers und könnte zu einer Erosion der parlamentarischen Entscheidungskompetenzen führen.

Die in der Vernehmlassung dargelegten Umsetzungsmechanismen scheinen darauf abzuzielen, die Schweiz sukzessive an EU-Regulierungen zu binden, ohne dass diese einem kohärenten und kritisch hinterfragenden nationalen Gesetzgebungsprozess unterliegen. Dies widerspricht dem Geist von Art. 5 Abs. 2 der Bundesverfassung, der die Bundesbehörden verpflichtet, die Interessen des Landes zu wahren. Die vorgeschlagene Umsetzung von EU-Recht, oft durch delegierte Akte oder Richtlinien, die keiner direkten parlamentarischen Zustimmung bedürfen, entzieht sich der demokratischen Kontrolle und kann zu einer unerwünschten Rechtsangleichung führen, die nicht zwingend den Bedürfnissen der Schweizer Bevölkerung entspricht.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen und sozialen Implikationen einer derartigen Übernahme ungeklärter Natur. Die Annahme von EU-Bestimmungen, die nicht auf ihre spezifische Anwendbarkeit und ihren Nutzen für die Schweiz geprüft wurden, birgt das Risiko unvorhergesehener Belastungen für Schweizer Unternehmen und Bürger. Art. 170 der Bundesverfassung fordert, dass die Schweiz die Auswirkungen ihrer Politik auf die Umwelt und die Gesellschaft berücksichtigt. Die pauschale Implementierung von EU-Recht könnte hier zu Konflikten führen, da die Prioritäten und Rahmenbedingungen der EU nicht immer mit denjenigen der Schweiz übereinstimmen.

Es stellt sich zudem die Frage nach der Kohärenz mit bestehendem Schweizer Recht. Die Einführung neuer Bestimmungen, die ausserhalb des gewohnten rechtsgeschichtlichen und rechtsdogmatischen Kontexts der Schweiz entstehen, birgt die Gefahr von Inkonsistenzen und Rechtsunsicherheit. Die Anwendung von Art. 6 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungskompetenzen klar regelt, ist hierbei von zentraler Bedeutung. Eine schleichende Rechtsübernahme durch die Hintertür, ohne klare gesetzgeberische Grundlage, untergräbt die Verfassungsordnung.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagene Herangehensweise an die inländische Umsetzung von EU-Vorhaben Anlass zu erheblichen Bedenken gibt. Die mangelnde demokratische Legitimation, die potenziellen wirtschaftlichen Nachteile und die Gefahr der Rechtsunsicherheit erfordern eine grundlegende Überprüfung und eine deutlich kritischere Haltung, bevor solche Schritte unternommen werden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG) stellen einen fundamentalen und höchst bedenklichen Bruch mit bewährten Schweizer Prinzipien dar, der die Energiesouveränität, die Versorgungssicherheit und die föderalen Strukturen unseres Landes existenziell gefährdet. Es ist bedauerlich, dass die erhebliche Kritik an der institutionellen Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, ignoriert wird. Die Schweiz wird hier zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die Kosten trägt. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was eine demokratisch nicht legitimierte Abgabe von nationaler Hoheit bedeutet.

Die geplante Umwandlung der ElCom von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, wie sie die massive Kompetenzerweiterung (Art. 22 StromVG) und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) vorsehen, entbehrt jeder demokratischen Legitimation. Diese von Brüssel diktierten Vorschriften werden ohne Rücksicht auf schweizerische Bedürfnisse umgesetzt, was das Ende einer eigenständigen, auf unsere Anliegen ausgerichteten Energieregulierung markiert.

Besonders gravierend sind die Auswirkungen auf die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung. Die EU-Beihilfenregeln bedrohen das gesamte System der Wasserzinsen, das für die Bergkantone von vitaler Bedeutung ist. Eine Einstufung als unzulässige staatliche Beihilfe und die daraus folgende Abschaffung würden die Finanzgrundlage zahlreicher Gemeinden und Kantone zerstören. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen durch die Schwächung der Gemeindekraftwerke und die Aufhebung ihres Einspeisevorrangs durch EU-Wettbewerbsregeln massiv untergraben.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (Art. 4a ff. StromVG) verankert ist, opfert die nationale Versorgungssicherheit dem unberechenbaren freien Markt. Die Einschränkung der Bildung strategischer Reserven und die unklare Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit sind ein Spiel mit dem Feuer. Die negativen Folgen für KMU und Haushalte, wie volatile und letztlich höhere Strompreise durch die Abwälzung von Versorgungssicherheitskosten, sind absehbar. Die geplante energieraubende Art. 8b ff. StromVG zur Energiereserve ist unzureichend. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität einschränkt.

Die Änderungen im Energiegesetz (Art. 15 neu, Art. 29d Abs. 4, Art. 33a Abs. 2bis EnG) sind ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungsvorteile und der Förderausschluss bei negativen Preisen schaffen eine enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was uns abhängiger von ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern macht. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung des schweizerischen Eisenbahnrechts an die EU-Regularien stellt eine ernsthafte Bedrohung für unseren etablierten Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Schienenverkehr, verankert in einem neuen Art. 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG), öffnet die Tür für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden. Dieses Vorgehen, bekannt als 'Rosinenpickerei', untergräbt die finanzielle Stabilität der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche verpflichtet sind, auch die unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien zu bedienen. Die damit einhergehende Einschränkung der Rentabilität gefährdet direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung.

Des Weiteren ist die sogenannte 'Gemeinsame Erklärung', welche als Schutzmassnahme dargestellt wird, rechtlich nicht bindend und bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen dynamischen

Rechtsübernahmen des EU-Rechts. Dies birgt die Gefahr, dass bestehende, bewährte Subventionspraktiken, die essenziell für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials sind, gemäss EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde die Grundlage unseres Service public fundamental erschüttern.

Die schleichende Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Die Verpflichtung zur Übernahme zukünftiger EU-Regulierungen, wie beispielsweise jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), bedeutet eine Verlagerung von nationalen Steuerungs- und Regelungskompetenzen hin zu zentralen EU-Institutionen. Dies schwächt die Souveränität der Schweiz auf einem strategisch wichtigen Sektor.

Die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingen die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu berücksichtigen. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Statt die Vergabe basierend auf den besten Lösungen für die Schweiz zu tätigen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Ergebnissen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Die vorliegenden Regelungen gefährden somit die finanzielle Basis und die operative Handlungsfreiheit unseres Service public im Bahnverkehr auf unannehmbare Weise.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union, insbesondere im Hinblick auf die Kohäsionszahlungen, gibt Anlass zu erheblicher Besorgnis und ist aus einer souveränitätsbewahrenden Perspektive entschieden abzulehnen. Es ist höchst problematisch, dass freiwillige und vom Parlament kontrollierte Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung umgewandelt werden sollen. Dies entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel und untergräbt die demokratische Kontrolle über diese potenziell milliardenschweren Zahlungen. Wir würden faktisch einer Zwangsabgabe zustimmen, ohne dafür eine Gegenleistung von vergleichbarem Wert zu erhalten.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als ein Lockvogelangebot. Es ist davon auszugehen, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird. Die Schweiz hätte dann keine Möglichkeit mehr, solche Forderungen abzulehnen, und wäre gezwungen, die von der EU diktierten Summen zu begleichen. Dies führt dazu, dass die Schweiz de facto zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG mutiert zum gesetzgeberischen Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern sieht sich das Parlament gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu vollziehen.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB, insbesondere in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist weit mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert diese Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Auch die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend. Hier wird der renommierte "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Angesichts dieser schwerwiegenden Bedenken ist eine kritische Neubewertung des gesamten Abkommens unabdingbar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der Lebensmittelsicherheit ist kein Fortschritt, sondern eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk, die unter dem irreführenden Titel «Lebensmittelsicherheit» eine umfassende Integration der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft erzwingen soll. Es geht nicht primär um die Verbesserung der Sicherheit, sondern um die Übernahme des EU-weit geltenden Konzepts «Vom Hof auf den Tisch», welches unsere hohen Produktionsstandards, die Existenz bäuerlicher Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität steht auf dem Spiel, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führt. Das geschätzte Label «Made in Switzerland» wird entwertet, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten.

Eine beispiellose und inakzeptable politische Erpressung stellt die «Guillotineklausel» dar, welche dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockieren. Darüber hinaus erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt und Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde macht.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies wird lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen zerstören. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an unseren hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die neuen Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, da unsere nationalen, oft strengeren Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt werden. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf lokale Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Die Schweiz muss ihre Souveränität in diesen für sie zentralen Bereichen verteidigen und darf sich nicht einem fremden Regelwerk unterwerfen, das unsere Standards und Traditionen gefährdet.

Staatliche Beihilfen

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Staatliche Beihilfen offenbart gravierende Mängel und eine bedenkliche Untergrabung unserer nationalen Souveränität und föderalistischen Struktur. Die vorgeschlagenen Regelungen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme des EU-Beihilferechts, sind aus unserer Sicht entschieden abzulehnen.

Die geplante Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen

(BHÜG) stellt einen fundamentalen Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung dar. Dieses Gesetz institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schafft mit der neuen Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG eine zentrale Kontrollinstanz, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit EU-Recht durchsetzt. Dies hebelt die bewährte, dezentrale und demokratisch legitimierte Subventionspraxis der Schweiz aus und schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen massiv ein. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird abgeschafft und stattdessen einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können von einer zentralen Behörde in Bern vor Bundesgericht gezogen und mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden (Art. 98a BGG). Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und untergräbt deren föderalistische Autonomie massiv.

Besonders kritisch sehen wir die Schaffung einer 'Superbehörde' in Form der Beihilfekammer, die als 'verlängerter Arm der EU' agieren wird. Die Integration dieser Kammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese Behörde wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Die Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Diese neue Instanz wird primär die EU-Vorgaben durchsetzen, nicht die Schweizer Interessen.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Ebenso werden kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr der EU-Kontrolle unterstellt, was die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur gefährdet.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG ist ein alarmierendes Zeichen. Es schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, denn während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen 'Wächters der Preise' zum Schweigen gebracht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger degradieren und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Wir fordern daher eine klare Ablehnung dieser Vorlagen.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind erschütternd unzureichend und offenbaren sich als reine Kosmetik, die den massiven Druck auf die Schweizer Lohnstrukturen keineswegs zu kompensieren vermag. Die befürchtete flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommenssegmenten, ist eine reale Gefahr, die durch diese oberflächlichen Anpassungen nicht abgewendet wird. Statt unseren bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine bedenkliche Aufweichung und eine fragwürdige Angleichung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind bürokratischer Natur, versprechen aber eine deutlich geringere Effektivität als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt zweifellos ausländischen Unternehmen zugute, die offensichtlich bestrebt sind, Lohndumping zu praktizieren.

Die vorgesehene Schwächung der Kontrollmechanismen ist dabei besonders alarmierend. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch

die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies wird unweigerlich zu einer Reduktion der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen, was zu Lasten der Schweizer Arbeitnehmenden geht.

Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er kreiert eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) massiv lähmt, ohne das Kernproblem des Lohndrucks auch nur ansatzweise zu lösen. Diese Einführung ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dieses Paket ist unhaltbar und muss entschieden abgelehnt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart gravierende Mängel und eine beispiellose Aushöhlung unserer Souveränität. Die vorgeschlagenen Anpassungen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stehen im krassen Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und dem klaren Volkswillen.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer praktisch unentziehbaren "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Diese Entwicklung, verankert in neuen Bestimmungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), wie Art. 41c, zementiert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme. Es ist inakzeptabel, dass EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen, selbst bei Sozialhilfebezug, ein faktisches Bleiberecht erhalten, dessen Kosten von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern übersteigt jegliches Mass und verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel", insbesondere die Neuregelung in Art. 21b AIG, ist eine reine Illusion. Ihre Anwendungs-Hürden sind derart hoch, dass sie praktisch nie greifen wird. Angesichts der drohenden EU-Strafmassnahmen bei ihrer Anwendung handelt es sich nicht um einen Schutz, sondern um eine Erpressung. Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" im Bereich der Zuwanderung entmachtet unser Parlament und unser Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Diese schleichende Aufgabe der direkten Demokratie ist unerträglich.

Die bedenkliche Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit der Einführung einer "Wiedereingliederungsstrategie" in Art. 24a AVG ist lediglich eine kosmetische Massnahme, die den

Verlust der nationalen Kontrolle über den Arbeitsmarktzugang verschleiert. Wir verwalten lediglich die Folgen statt die Zuwanderung zu steuern. Die drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) sind ein unübersehbares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler muss die Kosten der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Studierenden tragen.

Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziffer 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Belege für die schleichende Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Sogar das Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird an das EU-Sozialversicherungsrecht angepasst. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was die Gefahr einer Absenkung von Berufsstandards und Patientensicherheit birgt. Die Kapitulation vor der EU ist unübersehbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und bedarf einer kritischen Prüfung. Wenngleich die Absicht, bestehende Spannungen abzubauen, verständlich ist, dürfen die fundamentalen Interessen der Schweiz nicht kompromittiert werden.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR), insbesondere die Bestimmungen zur Vertragsfreiheit und zum Schutz vor übermässiger Regulierung, könnte durch die EU-Harmonisierung erheblich untergraben werden. Artikel 19 OR gewährleistet die Freiheit, Verträge abzuschliessen und deren Inhalt zu bestimmen. Eine pauschale Übernahme von EU-Bestimmungen, die möglicherweise nicht auf die schweizerischen Verhältnisse zugeschnitten sind, könnte diese Freiheit einschränken und zu einer unerwünschten Bürokratisierung führen.

Des Weiteren ist die Frage der Souveränität von grösster Bedeutung. Das Schweizerische Bundesverfassungsrecht, insbesondere die Artikel 1 und 5 BV, verankern das Prinzip der direkten Demokratie und der kantonalen Autonomie. Die vorgeschlagene Annäherung an die EU birgt die Gefahr, dass wichtige Entscheidungen vermehrt auf Brüsseler Ebene getroffen werden, ohne dass das Schweizer Volk oder die Kantone angemessen Mitspracherecht haben. Die Rechtsprechung des Bundesgerichts hat stets betont, dass die Souveränität der Schweiz zu wahren ist und dass fremdes Recht nur unter strengen Voraussetzungen in die nationale Rechtsordnung integriert werden darf.

Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie bei einer institutionellen Annäherung oft diskutiert wird, widerspricht dem Grundsatz der schweizerischen Rechtssetzung, die auf einem demokratischen und transparenten Prozess beruht. Die Möglichkeit, dass sich das Schweizer Parlament nicht mehr frei von neuen EU-Regelungen distanzieren kann, stellt eine Erosion der parlamentarischen Kontrolle dar, wie sie auch im Rahmen des Verhältnismässigkeitsprinzips gemäss Artikel 5 BV kritisch zu sehen wäre.

Auch die wirtschaftlichen Auswirkungen sind nicht abschliessend geklärt. Während die EU stets den Zugang zum Binnenmarkt als Vorteil preist, werden die damit verbundenen Verpflichtungen und Kosten oft heruntergespielt. Die Gefahr von Wettbewerbsverzerrungen und einer übermässigen Abhängigkeit von der EU-Wirtschaft ist real und darf nicht ignoriert werden. Die Sicherstellung fairer Wettbewerbsbedingungen für Schweizer Unternehmen, wie sie auch im Bundesgesetz über den Binnenmarkt (BGBM) verankert sind, könnte durch die EU-Mitgliedschaft oder eine zu enge Anbindung erschwert werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter den gegenwärtigen Bedingungen eher mit Vorsicht und Skepsis zu betrachten ist. Die Wahrung der schweizerischen Souveränität, die Flexibilität der eigenen Gesetzgebung und die nationalen Wirtschaftsinteressen müssen oberste Priorität haben und dürfen nicht durch eine unkritische Annäherung an die EU geopfert werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU erweckt erhebliche Bedenken, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die angestrebte Annäherung tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder vielmehr eine schleichende Unterordnung unter europäische Rechtsprechung und Regulierung darstellt.

Die Annahme des EU-Rechts in der geforderten Form würde zu einer Erosion der schweizerischen Souveränität führen. Insbesondere Artikel 12 der Bundesverfassung (BV), der die Gleichheit vor dem Gesetz garantiert, und Artikel 190 BV, der die Bindung an Bundesgesetze festschreibt, geraten unter Druck. Wenn primäres EU-Recht, wie es durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) ausgelegt wird, über nationale Gesetze gestellt würde, wäre die Rechtsgleichheit und die Selbstbestimmung des Schweizer Gesetzgebers ernsthaft gefährdet. Die Gefahr, dass der EuGH in Zukunft weitreichende Kompetenzen zugesprochen bekommt und seine Urteile direkt oder indirekt die Schweizer Rechtsordnung beeinflussen, ist nicht von der Hand zu weisen.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Implikationen unklar und potenziell nachteilig. Die angeblichen Vorteile des Marktzugangs dürfen nicht über die Kosten der Umsetzung von EU-Regularien hinwegtäuschen. Die zusätzlichen administrativen Hürden und die Anpassung an sich ständig ändernde EU-Vorschriften könnten die Wettbewerbsfähigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen schwächen, die oft nicht über die Ressourcen verfügen, um diese komplexen Anforderungen zu bewältigen. Artikel 27 der Bundesverfassung, der die wirtschaftliche Freiheit schützt, könnte hierdurch untergraben werden, da die freie Entfaltung wirtschaftlicher Tätigkeiten durch eine Flut von extern diktierten Normen eingeschränkt würde.

Die Unklarheit bezüglich der zukünftigen Entwicklung des EU-Rechts und der Rechtsprechung des EuGH lässt zudem eine langfristige Planbarkeit für die Schweiz erschweren. Es besteht die reale Gefahr, dass die Schweiz sich in einem ständigen Prozess der Anpassung befindet, ohne je die volle Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung zu behalten. Dieses Szenario steht im Widerspruch zu den Prinzipien der demokratischen Legitimation und der Volkssouveränität, die zentrale Pfeiler des schweizerischen politischen Systems darstellen.

Abschliessend lässt sich festhalten, dass die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU mit erheblichen Risiken verbunden ist. Eine unkritische Übernahme von EU-Regularien birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsbeschneidung und schadet der Rechtssicherheit sowie der wirtschaftlichen Flexibilität der Schweiz. Es bedarf einer äusserst sorgfältigen Abwägung und einer klaren Positionierung zur Wahrung der Kerninteressen und der Eigenständigkeit unseres Landes.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer kritischen und tiefgehenden Prüfung, bevor einer stillschweigenden Zustimmung zugestimmt werden kann. Eine vordergründige Akzeptanz der vorgeschlagenen Abkommen birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von

EU-Recht ohne angemessene Mitsprache und die potenzielle Aushöhlung unserer demokratischen Institutionen sind Anlass zu grösster Sorge.

Die angestrebte Übernahme von Teilen des EU-Besitzstandes, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht im Verdacht, die schweizerische Rechtsordnung auf unzulässige Weise zu tangieren. Es besteht die Gefahr, dass zukünftige Urteile des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als massgebliche Rechtsquelle für die Schweiz gelten könnten, was die Unabhängigkeit unserer Gerichte fundamental bedroht. Dies steht im Widerspruch zum Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), der die Schweiz als unabhängigen Staat umschreibt, und zum Artikel 190 BV, welcher die Verbindlichkeit von Bundesgesetzen und Völkerrecht für Gerichte festlegt, jedoch nicht die vorgängige Akzeptanz externer Gerichtsbarkeit vorsieht. Die vorgeschlagene Regelung birgt das Potenzial, die Rechtsfortbildung durch den EuGH faktisch für die Schweiz verbindlich zu machen, was eine erhebliche Einschränkung der schweizerischen Souveränität darstellt.

Darüber hinaus geben die Verhandlungsergebnisse Anlass zur Besorgnis bezüglich der direktdemokratischen Rechte. Die automatische Übernahme von EU-Recht, ohne dass das Schweizer Volk oder die Kantone darüber abgestimmen können, schwächt die Legitimation des schweizerischen Rechtssystems und untergräbt die Prinzipien der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 BV verankert sind. Die Möglichkeit, dass die Schweiz gezwungen sein könnte, unionsrechtliche Bestimmungen zu übernehmen, die nicht dem Willen des Volkes entsprechen, ist inakzeptabel.

Die Mechanismen zur Streitbeilegung sind ebenfalls fragwürdig. Die vorgeschlagene Form der Schiedsgerichtsbarkeit, die offensichtlich dem Recht der EU untersteht, droht, die schweizerische Rechtssetzungskompetenz weiter zu beschneiden und zu einer schleichenden Unterwerfung unter europäische Rechtsstandards zu führen. Diese Entwicklungen sind nicht mit den Grundsätzen der bundesstaatlichen Ordnung und der Gewaltenteilung vereinbar, wie sie im Artikel 1 der Bundesverfassung und im Prinzip der Rechtsstaatlichkeit, das sich aus verschiedenen Verfassungsbestimmungen ableitet, verankert sind. Eine Überprüfung der Verhandlungsergebnisse unter diesen kritischen Gesichtspunkten ist unerlässlich.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: aklin <aklin@net2000.ch>
Sent: Freitag, 31. Oktober 2025 18:19
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Nous souhaitons faire valoir notre opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités

2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Cédric & Sandrine Aklin

P.-S. : nous vous avons également fait suivre cette lettre par courrier postal

Cédric et Sandrine Aklin
Rue des Chavannes 50a
2016 Cortaillod

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Cortaillod, le 31 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Nous souhaitons faire valoir notre opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

-

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1 ABANDON du présent paquet de traités
2 MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3 NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4 SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Cédric Aklin Sandrine Aklin

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Theo Anderes (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Theo Anderes · +41794148264 · theo.anderes@gmx.net

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der schweizerischen Rechtsordnung auf. Die Argumentation, dass eine engere Anbindung an die EU zwingend erforderlich sei, um die bestehenden bilateralen Beziehungen zu sichern, ignoriert die negativen Konsequenzen einer solchen Entwicklung. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache würde die Autonomie der Schweiz massiv beschneiden. Das Prinzip der direkten Demokratie, verankert in der Bundesverfassung (BV) Artikel 1, würde durch die Implementierung von EU-Recht de facto ausgehebelt. Die Schweizer Bevölkerung hätte keine Möglichkeit mehr, über Gesetze abzustimmen, die nach Brüsseler Vorgaben erlassen werden. Dies steht im Widerspruch zu Artikel 164 BV, der die Kompetenz des Bundes für die Gesetzgebung klar regelt. Die Befürchtung ist gross, dass die Schweiz zu einer Art «Toilettenbürstenstaat» der EU verkommen könnte, der lediglich vorgibt, eigene Entscheidungen zu treffen, während die eigentliche Gesetzgebungshoheit im Ausland liegt. Des Weiteren ist die Frage der institutionellen Übernahme von EU-Recht problematisch. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz EU-Recht in ihr eigenes Rechtssystem integrieren könnte, ohne die Grundpfeiler ihrer Verfassung zu opfern. Artikel 3 BV betont die Rechtsstaatlichkeit, ein Prinzip, das durch die ständige Übernahme von sich wandelndem EU-Recht gefährdet wäre. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) würde faktisch über dem schweizerischen Recht stehen, was die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte (Artikel 190 BV) untergräbt. Die wirtschaftlichen Vorteile, die als Rechtfertigung für eine engere Bindung angeführt werden, sind fraglich und stehen in keinem Verhältnis zu den fundamentalen Verlusten an Souveränität und direkter Demokratie. Die Schweiz hat bisher bewiesen, dass sie auch ausserhalb der EU erfolgreich und prosperierend sein kann. Die Verengung des Handlungsspielraums durch die Übernahme von EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Stabilität und Eigenständigkeit unseres Landes. Es ist daher unerlässlich, eine solche Entwicklung kritisch zu hinterfragen und im Sinne der schweizerischen Interessen abzulehnen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen und skeptischen Betrachtung bedürfen. Die Unterzeichnung eines solchen Abkommens würde zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität führen und unsere Gesetzgebung zunehmend unter die Hoheit der Europäischen Union stellen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den bilateralen Verträgen und dem angestrebten institutionellen Rahmenwerk vorgesehen ist, steht im Widerspruch zum Prinzip der Selbstbestimmung, wie es in Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieses Prinzip garantiert die Freiheit und Unabhängigkeit des Schweizer Volkes und Staates. Die unreflektierte Übernahme von Rechtsakten der EU, ohne dass die Schweiz dabei Einfluss auf deren Zustandekommen hat, untergräbt dieses fundamentale Prinzip. Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit bedenklich. Die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als potenzieller Auslegungsgarant für übernommenes EU-Recht widerspricht dem Artikel 190 BV, der die richterliche Gewalt dem Bundesgericht und den übrigen kantonalen und eidgenössischen Gerichten zuweist. Die Einbeziehung einer externen Instanz in die Auslegung von auf die Schweiz anwendbarem Recht birgt die Gefahr, dass Schweizer Rechtsauffassungen und nationale Besonderheiten marginalisiert werden. Die Stossrichtung, die Schweiz in eine solche Abhängigkeit von der EU zu bringen, ist fragwürdig. Wir riskieren, in Zukunft immer neuen EU-Rechtsnormen zustimmen zu müssen, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu behalten. Dies wäre keine gleichberechtigte Partnerschaft, sondern eine Unterwerfung unter die Vorgaben aus Brüssel. Die Schweiz würde

faktisch zu einem Satellitenstaat, der die Regeln des EU-Rechts adaptieren muss, ohne jedoch mitentscheiden zu können. Es muss hinterfragt werden, ob die vermeintlichen Vorteile des Zugangs zum Binnenmarkt die erheblichen Nachteile für unsere politische Unabhängigkeit und rechtsstaatliche Autonomie aufwiegen. Die Schweiz hat über Jahrzehnte hinweg erfolgreich ihre eigene Rechtsordnung entwickelt und gepflegt. Diesen wertvollen Besitz zu gefährden, zugunsten eines Abkommens, das uns auf Dauer in ein Abhängigkeitsverhältnis drängt, ist keine zukunftsorientierte Politik. Die vorliegende Beurteilung des Pakets muss daher kritisch hinterfragt werden. Eine überhastete Annahme würde die Schweiz auf einen Weg führen, von dem eine Umkehr kaum noch möglich wäre.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung sind äusserst bedenklich und werfen ernsthafte Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit fundamentalen Schweizer Rechtsprinzipien auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität und die demokratische Legitimation sind gravierend. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und insbesondere die Artikel zur vertraglichen Bindung und deren Auslegung, beispielsweise Art. 1 OR, sind stark darauf ausgerichtet, die Autonomie der Vertragsparteien zu wahren. Die vorliegende Vorlage droht, diese Autonomie in unzulässigem Masse einzuschränken, indem sie die Schweiz faktisch zu einer Übernahme von EU-Recht verpflichtet, ohne dass ein angemessenes Mitspracherecht des eidgenössischen Parlaments oder des Volkes gewährleistet wäre. Dies steht im Widerspruch zum Geist des schweizerischen Rechts, das auf direkter Demokratie und der Volkssouveränität fusst. Die Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Gruyère-Käse-Verordnung vom 19. Dezember 1975 (GRSV) etwa, die klar definierte Herkunftsbezeichnungen und Produktionsstandards regeln, könnten durch eine generische Übernahme von EU-Regulierungen untergraben werden. Es besteht die Gefahr, dass spezifische Schweizer Schutzrechte und Qualitätsstandards verwässert oder gar aufgehoben werden, was zu erheblichen wirtschaftlichen Nachteilen für unsere Produzenten führen würde. Ferner muss die Frage der Rechtssetzungskompetenz aufgeworfen werden. Gemäss Artikel 160 der Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung des Bundes dem Parlament. Eine schleichende Übertragung dieser Kompetenzen an die Europäische Union, wie sie durch die vorgeschlagene Umsetzung befürchtet werden muss, würde die verfassungsrechtliche Ordnung der Schweiz fundamental gefährden. Artikel 164 der Bundesverfassung verlangt zudem, dass die Gesetzgebung in den Bereichen, die in der Verordnung genannt werden, dem Referendum untersteht. Die vorgeschlagene Umsetzung könnte dazu führen, dass die Bürgerinnen und Bürger nicht mehr über wesentliche Gesetzesänderungen abstimmen können, da diese indirekt durch externe Regelungen bestimmt würden. Die mangelnde Transparenz und die unklare juristische Grundlage der vorgeschlagenen Umsetzungsparameter lassen zudem erhebliche Unsicherheiten bezüglich der zukünftigen Rechtslage entstehen. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz in eine rechtliche Abhängigkeit gerät, aus der sie sich nur schwer wieder befreien kann. Die Integrität unseres Rechtssystems und die Unabhängigkeit unseres Landes sind in Gefahr.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind äusserst bedenklich und deuten auf eine schleichende Erosion bewährter Schweizer Schutzmechanismen hin. Die neuen Massnahmen erscheinen eher kosmetischer Natur zu sein und vermögen den massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Lohnlandschaft ausgeübt wird, in keiner Weise zu kompensieren. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere bei den mittleren und unteren Einkommensklassen, welche die Hauptlast dieser Entwicklungen tragen müssten. Anstatt den bewährten und bisher wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine klare Tendenz zur Aufweichung und Anpassung an EU-Standards. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben und sich damit einen unlauteren Wettbewerbsvorteil zu verschaffen. Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten zusätzlich verkompliziert. Die Verknüpfung des Gesetzes über das

öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und ist offensichtlich eine Folge von EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht grundlegenden schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien. Die Präzisierungen im AVEG, insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Insgesamt deuten die vorgeschlagenen Massnahmen auf eine Verschlechterung des Lohnschutzes und eine Schwächung der schweizerischen Souveränität hin.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und im Energiegesetz (EnG) stellen eine bedenkliche Aufgabe der nationalen Energiesouveränität dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verwandelt die Schweiz in einen weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Dies bedeutet, dass zentrale Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung einläutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) droht, von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert zu werden, welche undemokratisch legitimierte Vorschriften umsetzen muss. Besonders alarmierend ist die potenzielle Gefährdung des Rückgrats unserer Energieversorgung, der Wasserkraft, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) führen zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht übernimmt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Schweiz opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung dafür – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein unkalkulierbares Risiko. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was unsere föderalen Strukturen zerstört.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit im Kontext der Beziehungen zur EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken, die weit über die bloße Meinungsäusserung hinausgehen und auf grundlegenden Widersprüchen zu unserer Verfassung und dem Volkswillen beruhen. Die vorgeschlagenen Massnahmen, insbesondere die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine faktische Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die im krassen Gegensatz zu Artikel 121a der Bundesverfassung steht. Dieser Artikel verankert ausdrücklich das Recht der Schweiz, die Zuwanderung eigenständig zu steuern, ein Prinzip, das durch die vorgeschlagenen Anpassungen schleichend ausgehöhlt wird. Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“, das bereits nach fünf Jahren gewährt wird. Diese praktisch unentziehbare „Niederlassung C PLUS“, die selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe

Bestand hat, untergräbt fundamentale Prinzipien der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke. Die daraus resultierende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei der EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, wird die Kostenlast für Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in unerträglichem Masse erhöhen. Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Land ausserhalb der EU beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung sowie der damit verbundenen Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Ihre Anwendungshürden sind so hoch, dass sie in der Praxis keine greifbare Wirkung entfalten wird. Vielmehr droht die EU mit Sanktionen, sollte die Schweiz versuchen, diese zu aktivieren, was diese Klausel zu einer Erpressungsmaßnahme degradiert. Die automatische Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode" bedeutet eine faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Volkes. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich wären somit unwiderruflich und würden die direkte Demokratie massiv beeinträchtigen. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Die „Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirkliche Steuerung ermöglicht. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer in verschiedenen Gesetzen (ETH-Gesetz, HFKG) ist ein klares Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterwerfung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Berufsbildung und die Höhere Bildung (BGVB) durch die automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen schwächt unsere Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die damit verbundenen Anpassungen im AIG sind das Kernstück einer Kapitulation vor der EU. Die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke, was eine bewusste Missachtung von Artikel 121a BV und eine Aushöhlung unserer Souveränität darstellt. Die Änderungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG) sind kosmetische Massnahmen, die den Kontrollverlust über den Zuzug in den Arbeitsmarkt kaschieren sollen. Die Einführung von Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden zeigt die versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Die Unterstellung der zweiten Säule unter die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) sowie die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (FSG, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte ein. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) wird im Zuge der Anpassungslogik an das EU-Recht verändert. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD, MedBG, GesBG und PsyG ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch automatisierte EU-Mechanismen, was eine schleichende Absenkung der Berufsstandards und ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit birgt. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Qualität ihrer Dienstleistungserbringer autonom zu gewährleisten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag der Schweiz an die Europäische Union werfen gravierende Bedenken auf und stellen eine unverantwortliche Aushöhlung unserer Souveränität dar. Die Umwandlung der bisher freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies bedeutet den Verlust eines wichtigen politischen Druckmittels und entzieht dem Schweizer Volk und seinen Vertretern die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen. Es handelt sich hierbei faktisch um eine aufgezwungene Abgabe, die nicht mehr im Ermessen des Parlaments liegt. Der im Rahmen dieser Vereinbarung genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr muss als Lockvogelangebot verstanden werden. Der im Vertrag verankerte „rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Schweizer Zahlungen führen. Die Schweiz wird dadurch in eine Position gezwungen, in der sie den von der EU diktierten Forderungen nicht mehr widersprechen kann. Wir werden zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne dafür einen garantierten besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erhalten. Dies ist eine Zahlung für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität schmälert und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Dieses Gesetz ist das instrumentelle Werkzeug, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern tritt die blosse

Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Verankerung des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität. Sie integriert diese Abgaben tief in unsere Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung betrachtet werden sollen. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend und missbräuchlich. Der angesehene "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Vereinbarungen sind unserer Meinung nach mit den Grundsätzen unserer Verfassung und der Souveränität der Schweiz unvereinbar.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zum Landverkehr birgt gravierende Risiken für die Souveränität und die Qualität des öffentlichen Verkehrs in der Schweiz. Die vorgeschlagenen Änderungen, insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater), stellen einen direkten Angriff auf unseren Service public dar. Ausländische, potenziell staatlich subventionierte Unternehmen erhalten die Möglichkeit, die profitabelsten Strecken in der Schweiz zu bedienen. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable, aber essenzielle Nebenlinien zu betreiben. Die Folge ist eine direkte Gefährdung der flächendeckenden Grundversorgung und der Qualität des Bahnverkehrs für die Schweizer Bevölkerung. Die vermeintliche Absicherung durch die "Gemeinsame Erklärung" ist nichts weiter als eine rechtlich wertlose Beruhigungspille. Sie bietet keinen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Autonomie und die Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur. Die Verpflichtung, künftige EU-Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zu übernehmen, verlagert weitere Steuerungs- und Entscheidungskompetenzen von der nationalen Ebene zu zentralen EU-Stellen. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen primär EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer verkehrspolitischer Ziele erschweren. Die Anwendung des EU-Beihilferechts ist eine weitere erhebliche Bedrohung. Bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung unseres Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies würde direkt die Servicequalität beeinträchtigen und die finanzielle Stabilität unseres Bahnwesens gefährden. Die Freiheit, unsere eigenen verkehrspolitischen Ziele zu definieren und zu fördern, wird durch diese Abkommen massiv beschnitten. Wir lehnen diese Abkommen in ihrer jetzigen Form entschieden ab, da sie unsere Souveränität und die Versorgungssicherheit unseres öffentlichen Verkehrs ernsthaft gefährden.

Lebensmittelsicherheit

Der vorgeschlagene Abkommenstext, der unter dem irreführenden Deckmantel der "Lebensmittelsicherheit" vorliegt, stellt in Wahrheit eine umfassende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" dar. Diese geplante Angleichung bedroht nicht nur die etablierten hohen Schweizer Produktionsstandards und die Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe, sondern greift auch massiv in die Wahlfreiheit der Konsumenten ein. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Exports und unserer nationalen Identität, steht unmittelbar auf dem Spiel. Eine Angleichung an oft tiefere und weniger rigorose EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen. Das angesehene Label "Made in Switzerland" verliert an Wert und Glaubwürdigkeit, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie im EU-Raum. Dies untergräbt einen entscheidenden Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und schwächt unsere Position auf dem globalen Markt. Ein besonders alarmierendes Element ist die berüchtigte "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen unlösbar mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Dies bedeutet, dass eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz brächte. Eine solche politische Erpressung ist inakzeptabel und entzieht der Schweiz jede souveräne Handlungsfähigkeit und Entscheidungsmacht. Des Weiteren wird die Souveränität der Schweiz durch die geplante Gewährung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in unseren Betrieben massiv eingeschränkt. Schweizer Ställe, Käsereien und Restaurants würden zu Kontrollobjekten ausländischer Behörden, was einen beispiellosen Eingriff in unsere nationale Autonomie darstellt. Die angekündigte Welle der Bürokratie wird insbesondere kleine und mittlere Betriebe sowie lokale Traditionen treffen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger müssten die komplexen und für sie unpassenden EU-Vorschriften

erfüllen. Dies droht, lokale Existenzen zu vernichten und unsere kulinarische Vielfalt zu dezimieren. Besonders gravierend ist die Aushöhlung unseres seit Jahrzehnten demokratisch bestätigten Gentechnik-Moratoriums. Die Schweiz würde gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen in einem zentralen Bereich der Lebensmittelproduktion direkt missachtet. Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung und führt zu erstickender Bürokratie und einem Verlust an unseren hohen Standards. Auch im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Anpassungen die Schweiz, ihre oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten niedrigerer EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der unsere nationalen, bewährten Regeln durch EU-Massenstandards ersetzt. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, die das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische EU-System ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies untergräbt massiv die Autonomie der Kantone, die gezwungen werden, ihre lokalen Wirtschaftsförderungsentscheide einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorzulegen. Dieser Vorgang ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus und degradiert die Kantone zu Bittstellern ohne formelles rechtliches Gehör. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) wird eine neue "Superbehörde" etabliert, die de facto als "verlängerter Arm der EU" agiert. Diese Institution wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit der Einführung des neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse gewährt, ist besonders stossend. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle kantonale Souveränitätsentscheide vor Bundesgericht kippen zu lassen und schwächt die föderalistischen Strukturen erheblich. Die strategisch wichtigen Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) beispielsweise bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im Luftverkehr. Die Schweiz verliert somit jegliche eigenständige Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Zudem wird mit der Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG ein undurchsichtiges Machtzentrum geschaffen, das nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzen wird. Diese Machtkonzentration widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" verstummt. Diese Entwicklungen führen unweigerlich zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung der Schweiz durch die EU. Beihilfen müssen künftig der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebelt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur und ist mit den Grundsätzen unserer Verfassung nicht vereinbar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer kritischen und eingehenden Prüfung, da sie erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz aufwerfen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit

und die damit verbundene Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit sind zutiefst beunruhigend. Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, steht im fundamentalen Widerspruch zur bundesstaatlichen Ordnung der Schweiz, wie sie im Schweizerischen Bundesrecht (SR) verankert ist. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) garantiert die Souveränität des Schweizer Volkes und der Kantone. Eine ungeprüfte Übernahme von Recht ohne demokratische Legitimation und die Möglichkeit zur Anpassung an schweizerische Verhältnisse würde diese Souveränität massiv untergraben. Die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger und die Kantone würden ihre Rolle als oberste Gesetzgeber de facto verlieren. Des Weiteren wirft die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ernste Fragen auf. Die Bindung an die Rechtsprechung des EuGH, auch in Bereichen, die nicht explizit dem Abkommen unterstellt sind, wie es das Prinzip des "dynamic reference" nahelegt, würde die Autonomie der schweizerischen Gerichte erheblich beschneiden. Artikel 30 der Bundesverfassung sieht vor, dass die Gerichte in ihrer richterlichen Tätigkeit unabhängig und nur dem Recht verpflichtet sind. Eine automatische Übernahme von EuGH-Urteilen würde diese Unabhängigkeit gefährden und die schweizerische Rechtsordnung faktisch der Jurisdiktion eines ausländischen Gerichts unterstellen. Dies würde die Grundlage der schweizerischen Rechtspflege, wie sie im Gerichtsstandsgesetz (GSG) und anderen relevanten Gesetzen definiert ist, fundamental in Frage stellen. Die angeblichen Vorteile der besseren Zugänglichkeit zu EU-Märkten scheinen angesichts dieser tiefgreifenden Einschränkungen der nationalen Autonomie und Rechtsstaatlichkeit einen zu hohen Preis zu fordern. Es ist unerlässlich, dass die Schweizer Politik die langfristigen Konsequenzen für die Souveränität, die direkte Demokratie und die Unabhängigkeit der Justiz sorgfältig abwägt, bevor über eine Annahme dieser Verhandlungsergebnisse entschieden wird. Die Risiken für die schweizerische Identität und die rechtsstaatlichen Prinzipien sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Hannes Bacher <Hannes-Bacher@proton.me>
Sent: Freitag, 31. Oktober 2025 19:23
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung Paket / Verträge - Schweiz - EU

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

anbei übermittle ich Ihnen die Bedenken zum geplanten Vertragswerk und hoffe, dass sich die freie Schweiz nicht einer EU unterwirft, die sich zwischenzeitlich immer weiter von Freiheit, Demokratie, Grundrechten, Wohlstand und Frieden weg bewegt.

Es reicht meines Erachtens, dass sich die EU in der Rolle der US-amerikanischen Kolonie gefällt - für die freie Schweiz sollte das kein Ziel sein! Die Schweiz ist bisher in puncto Freiheit, Frieden, Demokratie und Wohlstand ein Vorzeigeland und das sollte sie auch bleiben.

Absender & Kontakt

Absender: Hannes Bacher (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Hannes Bacher · 076 592 42 04 · Hannes-Bacher@proton.me

Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt zu tiefgreifenden Bedenken Anlass, die einer sorgfältigen und kritischen Prüfung bedürfen. Es drängt sich die Frage auf, ob die damit verbundenen Nachteile für die Schweizer Souveränität und die Rechtsetzung nicht die potenziellen Vorteile bei weitem überwiegen. Primär ist die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht des Schweizer Volkes und des Parlaments problematisch. Dies tangiert direkt das demokratische Selbstbestimmungsrecht der Schweiz, wie es in Artikel 2 der Bundesverfassung verankert ist. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen durch den Verweis auf die «dynamische Rechtsübernahme» untergräbt die Gesetzgebungskompetenz des nationalen Parlaments und führt zu einer schleichenden Erosion der nationalen Souveränität. Die Schweiz würde sich in einer Abhängigkeitsposition wiederfinden, in der sie externe Rechtsakte adaptieren muss, ohne die Möglichkeit zu haben, diese nationalen Bedürfnissen anzupassen oder gar abzulehnen. Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ein erheblicher Dorn im Auge. Die Einbeziehung des EuGH als oberste juristische Instanz in den Anwendungsbereich des Abkommens, wie er sich aus den entsprechenden Abkommen ergeben würde, würde die Schweizer Gerichte in ihrer richterlichen Unabhängigkeit und ihrer Deutungshoheit über Schweizer Recht massiv einschränken. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist, und könnte dazu führen, dass Schweizer Gesetzgebung von einem ausländischen Gericht aufgehoben oder umgedeutet wird. Die Souveränität der nationalen Justiz wäre damit ernsthaft gefährdet. Die finanziellen Verpflichtungen, die aus der Beteiligung an EU-Programmen und der Übernahme von EU-Regularien resultieren, sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Ohne eine klare und transparente Gegenleistung in Form von gleichwertigen Zugeständnissen auf Seiten der EU, die über den Status quo hinausgehen, stellen diese finanziellen Beiträge eine unnötige Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar. Artikel 41 der Bundesverfassung, der die Wohlfahrt des Landes und seiner Bevölkerung zum Ziel hat, wird durch solche ungleichen Lastenverteilungen in Frage gestellt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket die Schweiz in eine Position bringt, in der ihre Souveränität, ihre demokratischen Prozesse und ihre Rechtsetzungskompetenzen erheblich beeinträchtigt würden, ohne dass dafür ein überzeugender Ausgleich geschaffen wird. Die Risiken für die Schweiz sind gravierend und erfordern eine klare Ablehnung in der vorliegenden Form.

inländische Umsetzung

Die vorgeschlagene Vorlage zur innenpolitischen Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, welche die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz gefährden. Es ist unverkennbar, dass die aktuelle Ausgestaltung eine weitere Aushöhlung der demokratischen Kontrolle und der nationalen Gesetzgebung bedeutet. Namentlich die flankierenden Massnahmen, welche die Europäische Union im Rahmen von Abkommen wie dem Personenfreizügigkeitsabkommen (PFZ) fordert, stellen eine direkte Bedrohung für die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Schweiz dar. Die Annahme, dass diese Massnahmen automatisch den Schutz der Schweizer Arbeitnehmenden gewährleisten, ist nicht nur blauäugig, sondern auch realitätsfern. Artikel 120 der Bundesverfassung, der die Arbeitnehmenden schützt, und das Arbeitsgesetz (ArG) als deren Konkretisierung, werden durch die ständige Erwartung von Anpassungen an EU-Recht faktisch entwertet. Jede vermeintliche Harmonisierung mit EU-Richtlinien birgt das Risiko, dass Schweizer Standards, die über das EU-Niveau hinausgehen, abgebaut werden, um "Konkurrenzfähigkeiten" zu wahren. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Schutzes der inländischen Arbeitskräfte. Darüber hinaus offenbart die Notwendigkeit einer "raschen und wirksamen Umsetzung" von EU-Recht ein alarmierendes Muster. Die vorauseilende Anpassung nationaler Gesetze, noch bevor die Auswirkungen auf die Schweiz vollständig absehbar sind, untergräbt die Fähigkeit des eidgenössischen Parlaments, seiner legislativen Funktion nachzukommen. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Gesetzgebungskompetenz des Parlaments verankert, wird durch die fortwährende Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende nationale Debatte und Prüfung faktisch ausgehöhlt. Die damit verbundene Übertragung von Gestaltungsmöglichkeiten auf die EU-Institutionen ist ein gefährlicher Präzedenzfall, der die parlamentarische Souveränität der Schweiz weiter schwächt. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Eigenständigkeit wahrt und die Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger über die unkritische Übernahme externer Regelwerke stellt. Die vorliegende Vorlage scheint diesem Grundsatz nicht gerecht zu werden und signalisiert eine besorgniserregende Tendenz zur schrittweisen Unterordnung unter die Rechtsprechung der Europäischen Union, was die demokratische Legitimation und die rechtsstaatliche Grundlage der Schweiz ernsthaft gefährdet.

Stellungnahme bzgl. Weiterentwicklung der "bilateralen" Beziehungen zur europäischen Union

wobei "bilateral" nur dann zutrifft, wenn etwas de facto für gleichwertige Partner auf Augenhöhe gemacht wird - das trifft für diese Vertrgäge nicht zu!
Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratischen Prinzipien der Schweiz. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung die langjährige schweizerische Unabhängigkeit wahren kann, insbesondere angesichts des fortwährenden Drängens der EU auf eine institutionelle Anbindung. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht ist ein fundamentaler Angriff auf die schweizerische Rechtsordnung und das Prinzip der Volksgesetzgebung, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BPG) verankert ist. Die Schweiz würde sich zur reinen Übernahme von Rechtsprechung verpflichten, ohne aktiv an deren Gestaltung mitwirken zu können. Dies untergräbt die demokratische Legitimität von Gesetzen, die das Leben unserer Bürgerinnen und Bürger direkt betreffen. Die Schweizer Verfassung, insbesondere Artikel 164, der die Zuständigkeit der Bundesversammlung für den Erlass von Gesetzen regelt, würde in ihrer Substanz ausgehöhlt. Darüber hinaus ist die automatische Übernahme von EU-Recht nicht mit dem Grundsatz der Rechtsstaatlichkeit vereinbar, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Komplexität und die ständigen Änderungen im EU-Recht stellen eine erhebliche Herausforderung dar, die Schweiz ohne entsprechende Kontrollmechanismen und die Möglichkeit zur Anpassung an eigene Bedürfnisse zu verwalten. Die Gefahr einer rechtlichen und politischen Abhängigkeit von Brüssel ist evident. Die geforderte Übernahme der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) wirft ebenfalls ernste Fragen auf. Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Inkraftsetzung von völkerrechtlichen Verträgen (VVRV) verlangt, dass völkerrechtliche Verträge die schweizerischen Rechtsgrundlagen nicht beeinträchtigen dürfen. Eine automatische Übernahme der EuGH-Rechtsprechung könnte zu Widersprüchen mit bestehenden schweizerischen Gesetzen führen und die Gewaltenteilung in der Schweiz gefährden. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte würde eingeschränkt, wenn sie primär an die Auslegung des EuGH gebunden wären. Die wirtschaftlichen Vorteile einer solchen Annäherung scheinen im Vergleich zu den politischen und rechtlichen Nachteilen fragwürdig. Es ist nicht ersichtlich, wie die Schweiz ihre wirtschaftlichen Interessen langfristig besser wahren kann, wenn sie sich einer Rechtsordnung unterwirft, die nicht auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten ist. Die Bewahrung der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit und der Innovationskraft setzt eine flexible und eigenständige Regulierung voraus. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU eine zu hohe Belastung für die Schweizer Souveränität und die demokratischen Institutionen darstellt. Die Risiken einer schleichenden Entmachtung und der Verlust der rechtsstaatlichen Autonomie sind gravierend und dürfen nicht unterschätzt werden.

Beurteilung der Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Prüfung. Die vorgeschlagene Angleichung an EU-Recht birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die demokratische Legitimität der Schweiz. Insbesondere die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen der EU, welche nicht im Einklang mit unserem nationalen Recht stehen, wirft gravierende Fragen auf. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potenzielle Aushöhlung des Schweizerischen Rechtssetzungsprozesses. Gemäss Artikel 164 der Bundesverfassung ist die Bundesversammlung die oberste Gesetzgebungsgewalt der Eidgenossenschaft. Die automatische oder präjudizielle Übernahme von EU-Recht könnte diese Gewalt faktisch entkräften und die demokratische Debatte über Gesetze, die unser Land betreffen, massiv einschränken. Dies stünde im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, welches im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Besorgniserregend ist auch die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Akzeptanz einer bindenden Auslegung von EU-Recht durch den EuGH, auch wenn dieses über bilaterale Abkommen in die Schweizer Rechtsordnung überführt wird, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte dar. Das Prinzip der Gewaltenteilung, das in der Schweiz traditionell hochgehalten wird, könnte hierdurch tangiert werden. Artikel 188 der Bundesverfassung garantiert die richterliche Unabhängigkeit, und die Unterstellung unter die Auslegung eines fremden Gerichts birgt hier die Gefahr einer Erosion dieses Grundsatzes. Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Auswirkungen nicht abschliessend geklärt. Die vorgesehene Übernahme von EU-Regulierungen könnte zu Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen, insbesondere wenn diese Regulierungen nicht auf die spezifischen Bedürfnisse des Schweizer Marktes zugeschnitten sind. Die Garantie der wirtschaftlichen Freiheit gemäss Artikel 27 der Bundesverfassung könnte durch unüberlegte Übernahme von EU-Normen beeinträchtigt werden. Abschliessend lässt sich sagen, dass die Verhandlungsergebnisse die Gefahr bergen, die Schweiz schrittweise in die EU zu integrieren, ohne dass die schweizerische Bevölkerung durch ein demokratisches Verfahren darüber abstimmen kann. Es ist unerlässlich, dass die nationalen Interessen und die verfassungsmässigen Prinzipien der Schweiz bei der Beurteilung dieser Ergebnisse an oberster Stelle stehen.

freundliche Grüsse aus Oberriet

Hannes Bacher
Hinterwasenweg 14
9463 Oberriet
+41 76 592 42 04
Hannes-Bacher@proton.me

Gesendet mit Proton Mail: Ein sicherer E-Mail-Dienst.

Dre Christine Berger
Ch. du Parimbot 1
1077 Servion

Servion, le 31 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "*Stabilisation et développement des relations Suisse-UE*"

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de la possibilité offerte de participer à la consultation sur le paquet Suisse-UE. Par ce courrier, je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation de "*Stabilisation et développement des relations Suisse-UE*".

Cette opposition est motivée par ma crainte d'une perte de souveraineté législative de notre pays.

Je m'oppose notamment à :

- la reprise automatique et dynamique du droit européen,
- l'installation d'un mécanisme de règlement des différends gérés hors de Suisse par la Cour de justice de l'Union européenne,
- l'alignement sur les réglementations européennes,
- un risque potentiel sur notre souveraineté et neutralité,
- des coûts d'implémentation de plusieurs centaines de millions de CHF, sans garantie de bénéfices clairs pour notre pays.

La libre circulation des personnes est importante pour l'économie suisse et pour nos politiques de formation et de culture. Elle contribue à la prospérité et à l'attractivité de la Suisse. Toutefois la reprise dynamique du droit européen en la matière représente des risques importants pour:

- les travailleuses et travailleurs en Suisse en exerçant une pression concurrentielle accrue,
- notre système social par une hausse probable des coûts non compensée par les rentrées potentielles,
- nos infrastructures routières et ferroviaires déjà saturées.

Bien qu'il soit nécessaire de stabiliser et développer les accords entre la Suisse et l'UE, ceci doit se faire dans le respect de notre démocratie directe et je crains que ce traité réduise fortement notre système démocratique en:

- limitant les possibilités d'initiatives populaires face au droit européen, notamment pour les travailleuses et travailleurs,
- réduisant l'autonomie des cantons et communes.

Ainsi, je souhaite que soit abandonné le paquet d'accords en cours de négociation et qu'il soit remplacé par des négociations d'accords sectoriels limités, en tenant compte des Accords Bilatéraux existants, et en soumettant au référendum obligatoire tout futur accord institutionnel.

Je vous remercie d'avance de prendre compte de ce courrier et vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Dre Christine Berger

Andrea Beranasconi
Via dei Soci 16A
6943 Vezia

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Vezia 31.10.25

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*:

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO!

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

4. Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto

5. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABBANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il Consiglio federale è pertanto intimato a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

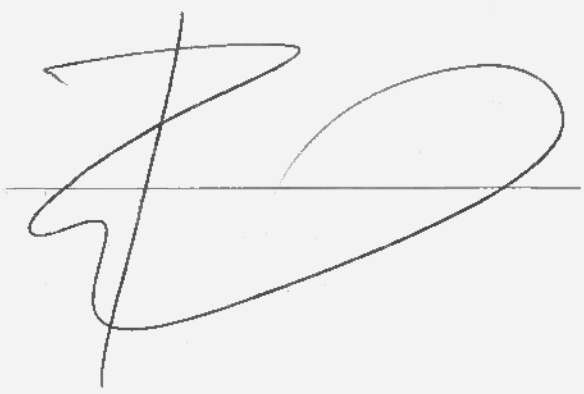

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Stefan Bodmer (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Stefan Bodmer · 0793854176 · provocaziun@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizer Bundesverfassung, insbesondere mit dem Prinzip der direkten Demokratie und der Souveränität unseres Landes, auf.

Es ist äusserst fragwürdig, inwieweit die vorgeschlagenen Regelungen die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz wahren. Die Übernahme von EU-Recht durch sogenanntes «dynamisches Recht» gemäss der vorgeschlagenen Vereinbarung untergräbt massgeblich die Möglichkeit des Schweizer Volkes, über die Gesetzgebung zu entscheiden. Dies steht im direkten Widerspruch zu den Grundsätzen der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert sind. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, ohne dass das Schweizer Parlament oder das Volk eine Einflussmöglichkeit haben, führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer demokratischen Institutionen. Die Gefahr einer «Richter-Herrschaft», bei der der Europäische Gerichtshof (EuGH) de facto über die Auslegung des Schweizer Rechts entscheidet, ist evident und steht im Widerspruch zum Prinzip der staatlichen Unabhängigkeit, das implizit aus der Bundesverfassung fliesst.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsprechung und die Rechtsanwendung unklar und potenziell nachteilig. Artikel 4 der Bundesverfassung, der die Grundrechte schützt, könnte durch eine unkritische Übernahme von EU-Recht, das nicht immer mit unseren schweizerischen Traditionen und Werten übereinstimmt, unter Druck geraten. Insbesondere die Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten und die Rolle des EuGH als verbindliche Instanz bereiten Anlass zu grosser Sorge. Die Garantien, die unsere Verfassung dem Einzelnen bietet, könnten durch die Übernahme von Rechtsnormen, deren Entstehungsgeschichte und Begründung im EU-Kontext liegen, aufgeweicht werden.

Die finanzielle Belastung, die sich aus diesen Vereinbarungen ergeben könnte, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Die Schweiz müsste ohne entsprechende Gegenleistungen erhebliche Beiträge leisten, während gleichzeitig ihre Gestaltungsfreiheit in zentralen Politikbereichen eingeschränkt würde.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im vorliegenden Stadium keine ausreichenden Garantien für die Wahrung der schweizerischen Souveränität, der direkten Demokratie und der rechtsstaatlichen Prinzipien bieten. Eine eingehende Prüfung und Nachverhandlung sind unerlässlich, um die Integrität unseres Rechtssystems und die demokratischen Rechte des Schweizer Volkes zu sichern.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU bedarf einer äusserst kritischen Prüfung, da sie tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Legitimation aufwirft. Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Einflussnahme seitens der Schweiz verstösst gegen fundamentale Prinzipien unserer Rechtsordnung.

Die Automatisierung der Rechtsübernahme, wie sie im Rahmen des institutionellen Abkommens angedacht ist, untergräbt die Gewaltenteilung und die demokratischen Prozesse, wie sie im Bundesgesetz über die politischen Rechte (BPR) verankert sind. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) bindende Entscheidungen trifft, die direkt oder indirekt auf Schweizer Recht Einfluss nehmen, stellt eine unerträgliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) dar. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des nationalen Parlaments und der Schweizer Bevölkerung, die ihre Gesetze im Rahmen des rechtsstaatlichen Verfahrens verabschiedet.

Darüber hinaus wirft die vorgesehene Streitbeilegung im institutionellen Abkommen ernste Fragen auf. Die Rolle des EuGH als ultimative Instanz, die über die Auslegung des EU-Rechts entscheidet, welches wiederum auf die Schweiz angewendet wird, ist problematisch. Artikel 190 BV, der die Bindung der Gerichte an das Bundesgesetz vorsieht, wird hierdurch tangential ausgehöhlt. Die Schweiz würde sich de facto einem Rechtssystem unterstellen, das sie nicht mehr vollumfänglich kontrolliert und dessen Rechtsgrundlagen sie nur eingeschränkt mitgestalten kann.

Es ist unerlässlich, die langfristigen Konsequenzen für die schweizerische Rechtsidentität und die Fähigkeit, eigene politische Entscheidungen zu treffen, gründlich zu analysieren. Die pauschale Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen ohne eine klare und effektive Möglichkeit zur nationalen Anpassung oder Ablehnung, birgt das Risiko einer Erosion unserer demokratischen Strukturen und unserer Souveränität. Jede Vereinbarung mit der EU muss daher einem strengen Kriterium der Verhältnismässigkeit und der Wahrung unserer fundamentalen rechtsstaatlichen Prinzipien genügen. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebten wirtschaftlichen Vorteile die signifikanten Einschränkungen unserer nationalen Selbstbestimmung tatsächlich rechtfertigen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf und laufen Gefahr, die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz substanziell zu untergraben. Insbesondere die angestrebte Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeiten widerspricht fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Rechtsordnung und der direkten Demokratie. Die Inkraftsetzung von EU-Richtlinien und -Verordnungen, wie sie im Rahmen institutioneller Abkommen oft gefordert wird, würde zu einer schleichenden Erosion der nationalen Gesetzgebung führen.

Ein zentraler Punkt der Kritik betrifft die Unvereinbarkeit mit der Bundesverfassung. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner Staat, und die Bürgerinnen und Bürger üben ihre Staatsgewalt durch Wahlen und Abstimmungen aus. Die automatische oder quasi-automatische Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz, ohne dass die schweizerischen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger direkt darüber entscheiden können, stellt eine direkte Verletzung dieses Verfassungsprinzips dar. Artikel 178 der Bundesverfassung, der die Zuständigkeit des Bundesrates für die Aussenpolitik regelt, erlaubt zwar den Abschluss von völkerrechtlichen Verträgen, schliesst jedoch

nicht eine Delegation legislativer Kompetenzen aus, die unsere nationale Gesetzgebung entleeren würde.

Darüber hinaus sind die potenziellen wirtschaftlichen Folgen nicht zu unterschätzen. Die unkontrollierte Übernahme von EU-Regulierungen könnte die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen beeinträchtigen, insbesondere wenn diese Regelungen auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten des Schweizer Binnenmarktes keine Rücksicht nehmen. Die drohende Einflussnahme des Europäischen Gerichtshofs auf die schweizerische Rechtsprechung, wie sie durch die Übernahme des EU-Rechts impliziert wird, wirft ebenfalls erhebliche Bedenken auf. Dies würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates, gefährden. Die ständige Anpassung an sich wandelnde EU-Vorgaben würde zudem eine erhebliche administrative Belastung darstellen und die Flexibilität unserer Politik einschränken. Statt einer echten Stabilisierung laufen wir Gefahr, uns in eine ständige Abhängigkeit von Brüssel zu begeben, ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu erhalten.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Rechtspaketen gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz. Die beabsichtigte Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit einer echten Mitgestaltung seitens der Schweiz birgt fundamentale Risiken für unsere Rechtsordnung und unseren Wohlstand.

Es ist alarmierend, dass die vorgeschlagenen Regelungen offensichtlich darauf abzielen, die automatische Übernahme von EU-Recht zu perpetuieren. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert sind. Insbesondere Artikel 1 der BV, der besagt, dass das schweizerische Volk und die Kantone die obersten Gesetzgeber sind, wird durch solche Mechanismen ausgehebelt. Die Bevölkerung wird de facto von der Gesetzgebung entmündigt, da sie zukünftige rechtliche Entwicklungen in Brüssel nicht mehr direkt beeinflussen kann.

Darüber hinaus ist die wirtschaftliche Tragweite der automatischen Rechtsübernahme nicht zu unterschätzen. Die BV schützt in Artikel 172 die Unabhängigkeit und die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz. Die zwangsweise Einführung von EU-Regularien, die möglicherweise nicht auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten der Schweizer Wirtschaft zugeschnitten sind, kann zu Wettbewerbsnachteilen und zusätzlichen Belastungen für unsere Unternehmen führen. Die Kosten der Compliance werden steigen, ohne dass ein adäquater Nutzen für die heimische Wirtschaft garantiert ist.

Die Argumentation, dass die automatische Rechtsübernahme zur Stabilität und zur erleichterten Zusammenarbeit mit der EU notwendig sei, überzeugt nicht. Vielmehr führt sie zu einer einseitigen Abhängigkeit und zur Erosion unserer eigenständigen Rechtsetzungsgewalt. Die Europäische Union verfolgt ihre eigenen Interessen, und die Schweiz läuft Gefahr, zum reinen Empfänger von Vorgaben zu werden, ohne ausreichende Möglichkeiten zur Einflussnahme. Dies gefährdet die langjährige erfolgreiche Praxis der bilateralen Abkommen, die auf gegenseitigem Respekt und Verhandlungsbereitschaft basieren. Die vorliegende Vernehmlassung impliziert eine Abkehr von diesem bewährten Prinzip und signalisiert eine unerwünschte Unterordnung unter die juristische Souveränität der EU. Es ist dringend geboten, die demokratische Kontrolle über unsere Gesetzgebung zu wahren und sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit und ihre Interessen auch in Zukunft wirksam wahrnehmen kann.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale Erosion unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische und lokal bedingte Entscheidungen von Bund, Kantonen und

Gemeinden sind, soll abgeschafft werden. Diese demokratisch legitimierten Förderungen, die essenziell für die Aufrechterhaltung des Service public und die Unterstützung regionaler Wirtschaftskreisläufe sind, werden neu einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen. Dies widerspricht zutiefst dem Prinzip der nationalen Steuerungshoheit.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv untergraben. Anstatt eigenständig über lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen kantonalen Beschlüsse künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen. Dies stellt einen direkten Angriff auf den Föderalismus dar. Insbesondere der neue Art. 82 Bst. bbis des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ermöglicht der neuen Beihilfebehörde, kantonale Erlasse mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht anzugreifen und zu kippen. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und nimmt ihnen ihre prozessuale Autonomie.

Die Schweiz unterwirft sich durch diese Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU. Beihilfen müssen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden, was die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger macht. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, indem die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Mit der Schaffung des BHÜG und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) wird mit der Beihilfekammer der WEKO eine «Superbehörde» geschaffen, die als «verlängerter Arm der EU» agiert. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung. Die Tatsache, dass der Preisüberwacher von den Sitzungen der Beihilfekammer ausgeschlossen wird (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG), schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz und dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen. Die vorgeschlagene Regelung ist ein inakzeptabler Eingriff in unsere Wirtschafts- und Rechtsordnung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU erweisen sich bei genauerer Betrachtung als unzureichend und primär kosmetischer Natur. Sie sind nicht in der Lage, dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, der durch eine ungezügelte Ausweitung der Personenfreizügigkeit unweigerlich entsteht. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, droht. Anstatt den bewährten und nachweislich wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir uns mit einer Aufweichung und einer Anpassung an EU-Standards konfrontiert. Die neu konzipierten Regeln sind bürokratischer und zentralistischer angelegt, aber substanziell weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping praktizieren wollen.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralisierte und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt ein vergiftetes Geschenk dar. Er führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das grundlegende Problem des Lohndrucks wirksam zu lösen. Diese Regelung ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung

des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Darüber hinaus ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Präzisierungen im Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, sind Teil eines Gesamtpakets, das unsere Sozialpartnerschaft unter den Druck der EU-Kompatibilität setzt. Jede Änderung an unserem bewährten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar und macht die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen gravierende Bedenken auf und stellen eine fundamentale Gefährdung des schweizerischen Service public dar. Die geplante Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet ausländischen Anbietern die Tür für inner-schweizerische Strecken. Dieses Vorgehen wird zwangsläufig zu einer "Rosinenpickerei" führen, bei der ausländische Unternehmen lediglich die profitabelsten Hauptstrecken bedienen. Dies wird die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Transportunternehmen, die für die Grundversorgung auf auch unrentablen Nebenlinien aufkommen müssen, massiv untergraben.

Ferner ist die Sorge, dass EU-Beihilferecht bestehende und bewährte Subventionen für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial als unzulässig einstufen könnte, mehr als berechtigt. Solche Massnahmen sind essentiell für die Aufrechterhaltung der Qualität und des Umfangs unseres Angebots für die Bürger.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene "Gemeinsame Erklärung" entbehrt jeglicher rechtlichen Verbindlichkeit und ist somit wertlos. Sie bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies untergräbt schleichend unsere Souveränität im Bahnverkehr. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme vorangetrieben, was die Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) zur Folge hätte und die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt nach den besten Lösungen für die Schweiz zu suchen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und kostspieligeren Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Die Einführung der Kabotage und die aufgezwungene Berücksichtigung von EU-Vorgaben stellen einen Frontalangriff auf den Service public dar und gefährden die flächendeckende und qualitativ hochstehende Versorgung, die die Schweizer Bevölkerung zu Recht erwartet.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung des Stromversorgungsgesetzes und des Energiegesetzes im Rahmen des Stromabkommens mit der Europäischen Union stellt eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem

weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der Kosten tragen muss, ohne dabei Mitspracherechte zu besitzen. Entscheidungen über das Schweizer Stromnetz werden zukünftig in Brüssel getroffen. Die ElCom verliert ihre Rolle als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer blossen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung bedeutet.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, sieht sich durch die EU-Beihilfenregeln existenziellen Gefahren ausgesetzt. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand übernimmt mehr eine klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein gefährliches Spiel. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der freie Markt nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt föderale Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG, mit einer Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind weitere Schritte zur Unterwerfung unter das EU-Regime und führen zum Verlust von Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegenden Vorschläge im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unserer direkten Demokratie dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie wird die Personenfreizügigkeit auf eine Weise ausbauen, die fundamental im Widerspruch zum klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung steht, welcher die eigenständige Steuerung der Zuwanderung verankert.

Besonders beunruhigend ist die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer quasi unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS', die bereits nach fünf Jahren statt zehn Jahren gewährt werden soll. Dies untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke, da ein solcher Status selbst bei krimineller Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug praktisch nicht mehr entzogen werden kann. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird somit massiv gefördert, indem EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die damit verbundenen Kosten werden ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und birgt das Potenzial für einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten.

Die sogenannte 'Schutzklausel', wie sie im neuen Artikel 21b des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, entpuppt sich als reine Illusion. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch

angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei wirksame Steuerung ermöglicht. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel anzuwenden, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen, was sie zu einer Erpressungsklausel degradiert. Parallel dazu wird durch die Anpassungen im AIG, insbesondere die Neufassung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, die Zuwanderung in die Sozialsysteme zementiert. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet, und ein Ausschluss ist selbst bei klarer Abhängigkeit kaum noch möglich.

Die automatische Rechtsübernahme künftiger EU-Verschärfungen im Bereich der Zuwanderung nach der sogenannten 'Integrationsmethode' ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Unser Parlament und unser Volk werden in diesem hochsensiblen Bereich entmachtet.

Zusätzlich zu diesen gravierenden Einschnitten werden im Rahmen der erzwungenen Gleichbehandlung von EU-Bürgern im Hochschulbereich massiv höhere Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) eingeführt. Dies ist ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden.

Die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4) ersetzen schweizerische Qualitätsprüfungen und nationale Kontrollhoheit durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Qualitätssicherung, die Patientensicherheit und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Die Schweiz opfert Gründlichkeit und Souveränität für EU-Kompatibilität.

Diese Vertragspakete führen unweigerlich zu einer weiteren Erosion unserer Selbstbestimmung und stellen eine erhebliche Belastung für unsere Sozialwerke und unseren Staatshaushalt dar.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Briggeler Elisabeth (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Briggeler Elisabeth · 0796267425 · sigmalibrae9@gmil.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse lassen erhebliche Zweifel an ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung aufkommen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne hinreichende Prüfung der nationalen Verfassungsmässigkeit gemäss Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Vereinfachung des Zugangs zu befristeten Aufenthaltsbewilligungen zur Ausübung einer Erwerbstätigkeit (BGSTA) wirft kritische Fragen auf. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Anpassungen die Souveränität der Schweiz wahren und ob die Garantie der rechtsgleichen Behandlung, die im Obligationenrecht (OR) und im Bundesgesetz über die Invalidenversicherung (IVG) verankert ist, tatsächlich gewährleistet wird. Die potenzielle Erosion unserer Gesetzgebung und die damit verbundenen wirtschaftlichen Risiken müssen mit grösster Skepsis betrachtet werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche verfassungsrechtliche Bedenken auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Souveränität der Schweiz, wie sie in Artikel 5 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) verankert ist, sind kritisch zu prüfen. Eine schleichende Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende demokratische Legitimation und ohne die Möglichkeit einer Volksabstimmung widerspricht dem Prinzip der rechtsstaatlichen Souveränität. Zudem ist fraglich, ob die nationalen Gesetzgebungsbefugnisse, insbesondere im Hinblick auf die Umsetzung von Richtlinien im Sinne von Artikel 189 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), durch die vorliegende Regelung hinreichend gewahrt bleiben. Die Gefahr einer einseitigen Bindung der Schweiz an europäische Rechtsnormen, ohne angemessene Mitspracherechte, ist offensichtlich und muss entschieden entgegengetreten werden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, insbesondere durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG), stellt eine gefährliche Unterwanderung unserer Souveränität und unserer hohen Schweizer Qualitätsstandards dar. Dies ist kein Schritt zur Verbesserung der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Integration, die unsere Land- und Ernährungswirtschaft dem EU-Diktat unterwirft. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität wird massiv gefährdet, da die Angleichung an oft tiefere EU-Standards einen Qualitätsverlust und die Entwertung des Labels 'Made in Switzerland' zur Folge hat. Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verbindet, ist eine inakzeptable politische Erpressung. EU-Inspektoren erhalten Zugang und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität darstellt. Die damit einhergehende Bürokratie wird kleine und mittlere Betriebe, Hofläden und lokale Traditionen zerstören. Zudem wird unser Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, und wir werden gezwungen, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (Art. 15a und 21 TSchG) und die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellen einen Rückschritt für den Tierschutz dar. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) umgehen das Parlament und berauben uns der demokratischen Kontrolle. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das EU-Diktat (Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Aufgabe der Kontrolle im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind fahrlässig und gefährden unsere nationale Sicherheit und Landwirtschaft.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirkung äusserst fragwürdig und stellen eine bedenkliche Aufweichung unseres bewährten Systems dar. Anstatt den massiven Lohndruck, der durch die ungebremste Personenfreizügigkeit entsteht, wirksam zu bekämpfen, drohen diese Massnahmen eine flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für tiefere und mittlere Einkommen. Die angepassten Regelungen im Entsendegesetz (EntsG), wie die Neugestaltung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 und die Umstrukturierung des Klagerechts gemäss Art. 11 und neu Art. 13a, sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Anpassung, die primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht dient und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR greift zudem tief in die schweizerische Vertragsfreiheit ein und schafft eine befürchtete Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht, die insbesondere KMU lähmt. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im SchKG (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar, die die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide in der Schweiz ohne umfassende Prüfung ermöglicht. Insgesamt besteht die grosse Gefahr, dass unsere robusten schweizerischen Kontroll- und Schutzmechanismen zugunsten EU-konformer, aber schwächerer Modelle geopfert werden.

Strom

Die vorgeschlagene Integration in den EU-Strommarkt stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen, wie ACER und ENTSO-E, wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch die Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser Stromnetz werden in Brüssel gefällt, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die ElCom wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, was die demokratische Legitimität untergräbt. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet, und das bewährte System der Wasserzinsen könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch eine massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, was unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die uns die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur entziehen. Dies ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme des Unionsrechts im Bereich der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem Volkswillen gemäss Art. 121a BV zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines de facto unentziehbaren 'Niederlassungs C PLUS' nach nur fünf Jahren, wie durch die Neuregelungen im AIG mit Art. 41c und der Aufhebung von Art. 29a, fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und birgt erhebliche Kostenrisiken für Kantone und Gemeinden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern ist beispiellos und unkontrollierbar. Die angebliche 'Schutzklausel' in Art. 21b AIG ist eine Farce, die angesichts ihrer kaum erfüllbaren Anwendungs-Hürden keine wirksame Steuerung ermöglicht und die Schweiz der EU-Erpressung ausliefert. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entmachtet unser Parlament und Volk. Die Schaffung höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und HFKG (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der durch die Personenfreizügigkeit verursachten Mehrkosten. Die Unterordnung unserer zweiten Säule unter EU-Regeln (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27 BVG) und die Einschränkung von Pensionskassenauszahlungen (Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind inakzeptable Eingriffe in unsere Souveränität und die Rechte unserer Bürger.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterstellung staatlicher Beihilfen unter ein EU-zentriertes Kontrollregime stellt einen fundamentalen Angriff auf die schweizerische Souveränität und den Föderalismus dar. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer innerhalb der WEKO, gestützt auf das Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und Anpassungen im Kartellgesetz (KG, Art. 18 Abs. 2), institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Dies entmachtet Bund und Kantone, indem ihre bewährte, demokratisch legitimierte Praxis der regionalen Förderung, des Service public und der Unterstützung lokaler KMU durch eine technokratische EU-Kontrolle ersetzt wird. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre Entscheide über das Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und das Bundesverwaltungsgericht (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) einem EU-Konformitätscheck unterworfen werden, was eine inakzeptable Herabstufung darstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) entzieht zudem strategisch wichtige Sektoren der nationalen Steuerung. Diese Entwicklungen sind unvereinbar mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der Eigenverantwortung der Gliedstaaten.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Verankerung von Kohäsionszahlungen in einem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), welches in den Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) aufgenommen werden soll, stellt eine grundlegende Entmündigung des Schweizer Parlaments dar. Die Umwandlung von freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine rechtlich bindende Pflicht gemäss Art. 1 KoBG entzieht dem Souverän die entscheidende Budgethoheit. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr darf keinesfalls als finale Summe betrachtet werden; der im Abkommen vorgesehene rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus birgt die Gefahr massiv steigender Forderungen, denen die Schweiz ohne Verhandlungsmacht nachkommen müsste. Dies macht die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, deren Gelder primär die EU-Institutionen stärken, während konkrete, für die Schweiz vorteilhafte Marktzugänge oder die Beseitigung von Handelshemmnissen nicht garantiert sind. Die Ergänzung des Gesetzes zur Friedensförderung durch Art. 1 Abs. 2 Bst. b zur Legitimierung dieser Zahlungen ist eine irreführende Verknüpfung, welche die Glaubwürdigkeit der Friedensförderung missbraucht.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung zum Landverkehr birgt erhebliche Risiken für unseren Service public und die Souveränität der Schweiz. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, Art. 40ater) eröffnet ausländischen Anbietern die Möglichkeit zur "Rosinenpickerei", was die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergräbt. Diese selektive Bedienung profitabler Hauptstrecken durch ausländische, oft subventionierte Unternehmen gefährdet die Aufrechterhaltung des Angebots auf unrentablen, aber essenziellen Nebenlinien und damit die flächendeckende Grundversorgung. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt. Die pauschale Übernahme von EU-Recht, ohne wirksame Absicherung durch die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer Steuerungskompetenz im Bahnverkehr, insbesondere im Hinblick auf zukünftige Regulierungen wie die zum European Network of Infrastructure Managers.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelegte Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und steht im Widerspruch zu grundlegenden schweizerischen Rechtsprinzipien. Insbesondere die potenzielle Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann, verletzt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (PMOG) verankert ist. Die Übernahme von Rechtsakten, die ohne parlamentarische Debatte und demokratische Legitimation direkt ins Schweizer Recht einfliessen könnten, untergräbt die demokratischen Institutionen und die rechtsstaatliche Grundlage der Schweiz. Der angestrebte automatische Geltungsbereich von EU-Rechtsentwicklungen, die nicht dem Prinzip der Verhältnismässigkeit gemäss Artikel 5 des Verfassungsrechts der Europäischen Union (VvEU) entsprechen oder die schweizerischen Grundrechte tangential berühren, ist inakzeptabel. Die mangelnde Klarheit bezüglich

der Streitbeilegung und der zukünftigen Dynamik des Abkommens lässt zudem eine schleichende Abhängigkeit befürchten, welche die Unabhängigkeit der Schweiz nachhaltig gefährden könnte.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die angestrebte Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz und die Anwendung unseres Rechts. Die Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Kontext des institutionellen Abkommens, würde die direkte Anwendung von EU-Vorschriften in der Schweiz zur Folge haben, was unserer verfassungsrechtlichen Ordnung gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung (BV) widerspricht, welcher die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und des Bundesrates festschreibt. Die geforderte Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als höchste Instanz würde die richterliche Unabhängigkeit, wie sie in Artikel 194 Absatz 1 BV verankert ist, untergraben und die Möglichkeit einschränken, notrechstaatliche Prinzipien anzuwenden. Eine solche Angleichung ohne Mitspracherecht in der Gesetzgebung der EU ist inakzeptabel und gefährdet die bewährte direkte Demokratie gemäss Artikel 173 BV.

Buzzi Celestin
Av. de la harpe 33
1007 Lausanne

31.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Buzzi Celestin

Axel Demierre
Ch. du Daillard 8

1071 Chexbres

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Chexbres, le 31 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
5. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Axel Demierre

Myriam Demierre
Ch. du Daillard 8

1071 Chexbres

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Chexbres, le 31 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
5. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Myriam Demierre

Sylvain Demierre
Ch. du Daillard 8

1071 Chexbres

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Chexbres, le 31 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
5. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Sylvain Demierre

Thibaud Demierre
Ch. du Daillard 8

1071 Chexbres

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE

3003 Berne

Chexbres, le 31 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
5. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Thibaud Demierre

Dubail Véronique

Chemin des Boitiers 3

2340 Le Noirmont

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Consultation suisse-ue

3003 berne

Le Noirmont, le 31 octobre 2025

objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations suisse-ue"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

Non à ce traité d'adhésion déguisé.

1. refus de la subordination institutionnelle.

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen.

- non à l’installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers.

- non à la perte de souveraineté législative de notre pays.

- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes.

2. protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.

- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles.

- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite.

3. refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur :

- notre marché du travail par une concurrence déloyale.

- nos infrastructures déjà saturées.

- notre système social par une hausse explosive des coûts.

- le principe de préférence national.

4. coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires.

1. abandon du présent paquet de traités.

2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants.

3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal.

4.soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).

La suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

DUBAIL VERONIQUE

Christiane Ernst
Daniel-Ihly 21
1213 Petit-Lancy

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch
Département fédéral des affaires étrangères
DFAE
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Petit-Lancy, le 31 octobre 2025

Objet : prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Non à ce traité d'adhésion déguisé :

1. Refus de la subordination institutionnelle :
- Non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- Non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires :
1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : Non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Christiane Ernst

Willy Favre
Rue du Jura 10
1800 Vevey

Vevey, le 31 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique:

- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen

- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- notre marché du travail par une concurrence déloyale

- nos infrastructures déjà saturées

- notre système social par une hausse explosive des coûts

- le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES:

1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accord bilatéraux I et II existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **Soumission obligatoire** de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises:

NON à L'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Willy Favre

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marc Fehr (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Marc Fehr · marc-fehr@bluewin.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken auf, die im Lichte der Schweizerischen Rechtsordnung und insbesondere des Prinzips der Volkssouveränität nicht ignoriert werden dürfen. Die geplante Übernahme von EU-Recht bedroht die Autonomie unseres Landes und untergräbt die demokratische Legitimität von Gesetzgebungsakten.

Die sukzessive Übernahme von EU-Recht, wie sie durch verschiedene Abkommen vorangetrieben wird, steht im direkten Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieses Prinzip besagt eindeutig, dass alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht und durch die eidgenössischen Räte und die Kantone ausgeübt wird. Die delegative Übernahme von Rechtsakten, deren Entstehung und Abänderung ausserhalb unseres direktdemokratischen Systems liegt, gefährdet diese Souveränität fundamental.

Des Weiteren ist zu bezweifeln, ob die geplanten Umsetzungsmechanismen mit dem Prinzip der Gewaltentrennung, das in der Schweizerischen Bundesverfassung nicht explizit als eigener Artikel aufgeführt ist, aber als grundlegendes Verfassungsprinzip anerkannt wird, vereinbar sind. Die Auslegung und Anwendung von EU-Recht würde in erheblichem Masse durch Organe der Europäischen Union erfolgen, deren Unabhängigkeit und Verantwortlichkeit gegenüber schweizerischen rechtsanwendenden und -sprechenden Organen fraglich ist. Dies könnte zu einer ungewollten und unkontrollierten Rechtsfortbildung führen, die die Rechtssicherheit und die rechtsstaatlichen Garantien für die schweizerische Bevölkerung schwächt.

Auch die kantonalen Rechte, wie sie in den Artikeln 3 und 47 der Bundesverfassung geschützt sind, sind tangiert. Die übermässige Übernahme von EU-Recht kann die Kompetenzen der Kantone einschränken und ihre Autonomie in Bereichen verletzen, die traditionell in ihrer Zuständigkeit liegen. Die Möglichkeit, dass sich der Bund durch solche Abkommen auf eine Grundlage stellt, die ihm eine erhebliche Einflussnahme auf kantonale Belange ermöglicht, ohne die kantonalen Instanzen angemessen einzubinden, ist höchst problematisch.

Angesichts dieser gravierenden Bedenken bezüglich Souveränität, Gewaltentrennung und kantonaler Rechte ist eine kritische Distanzierung von der geplanten inländischen Umsetzung von EU-Recht geboten. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche Rechtsübernahme den Grundsätzen unserer Verfassung und der direkten Demokratie nicht zuwiderläuft. Eine unkritische Übernahme würde unsere nationale Identität und unsere demokratischen Errungenschaften nachhaltig gefährden.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Regulierungen im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel «Vom Hof auf den Tisch», stellt eine umfassende und inakzeptable Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Standards dar. Die

sprichwörtliche Schweizer Qualität ist dadurch akut gefährdet. Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels «Made in Switzerland». Dies zerstört einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt das Vertrauen der Konsumenten.

Die zentrale Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht mit einer beispiellosen Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Produzenten wie Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger treffen wird. Die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften sind für unsere lokalen Strukturen unpassend und zerstören wirtschaftliche Existenzen sowie kulturelle Traditionen. Zudem wird das demokratisch verankerte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was eine klare Missachtung des Volkswillens darstellt.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) sind ein weiterer gravierender Rückschritt. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) zwingt die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten nationalen Vorschriften aufzugeben. Dies ist nicht nur ein Rückschritt für den Tierschutz, sondern auch ein klarer Souveränitätsverlust, der uns die Fähigkeit nimmt, eigene, höhere ethische Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gleichen einer Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht. Das Parlament wird umgangen, und die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich wird massiv ausgehöhlt. Ebenso gefährlich ist die Unterstellung des Waldschutzes unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG). Die Schweiz verliert die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen unserer Wälder zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf, was fahrlässig ist und unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit gefährdet.

Ferner ist die sprichwörtliche «Guillotineklausel», welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein unerträglicher Eingriff in unsere Souveränität. Wir lehnen diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Regelwerk entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und dem damit verbundenen Lohnschutz sind aus Sicht der Schweiz in ihrer jetzigen Form höchst problematisch und bergen erhebliche Risiken für unseren Arbeitsmarkt und unsere Souveränität. Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Kompensation des Lohndrucks, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, sind offensichtlich unzureichend und erscheinen lediglich kosmetischer Natur. Sie vermögen den zu erwartenden negativen Auswirkungen auf die schweizerischen Löhne, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, nicht wirksam entgegenzuwirken. Stattdessen droht eine schleichende, aber flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus.

Besorgniserregend ist die Tatsache, dass der bewährte und in der Schweiz äusserst wirksame Lohnschutz durch die vorgeschlagenen Anpassungen aufgeweicht und an europäische Standards angenähert wird. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer, sondern auch deutlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt unweigerlich ausländische Unternehmen, die gewillt sind, Lohndumping zu betreiben und die Schweizer Arbeitskräfte auszunutzen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, da die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben werden. Dies wird zwangsläufig zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die geplante Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres und bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies beeinträchtigt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Neuplatzierung in Artikel 13a des EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist ebenfalls problematisch, da sie die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und politische Abhängigkeiten zur EU verstärkt. Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität, die unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Aus all diesen Gründen sind die vorliegenden Vorschläge abzulehnen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine gravierende Einschränkung unserer nationalen Souveränität und des Föderalismus dar. Die Abschaffung der bewährten Praxis, bei der Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, zugunsten eines starren, technokratischen EU-Kontrollregimes ist zutiefst besorgniserregend. Demokratisch legitimierte Förderungen, wie jene für Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder lokale KMU, werden neu einer supranationalen Instanz unterworfen, deren primäres Interesse nicht das Wohl der Schweiz, sondern die Kompatibilität mit EU-Recht ist.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden massiv untergraben. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, müssen ihre Beschlüsse künftig von einer zentralen Behörde in Bern absegnen lassen werden, die als verlängerter Arm der EU agiert. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistischen Grundfesten unseres Staates. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere Artikel 3 BHÜG, wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die nicht primär Schweizer Interessen, sondern die EU-Konformität durchsetzt. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) durch den neuen Artikel 82 Buchstabe bbis BGG ist besonders stossend: Sie ermöglicht der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse, was die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle gemäss Artikel 98a BGG gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Dies gefährdet die strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung einer "Superbehörde" durch die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG) schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese Behörde wird nicht nur das Kartellrecht überwachen, sondern auch als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts agieren. Diese Machtkonzentration in einer einzigen, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich und widerspricht den Grundsätzen der

Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger machen und die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Sie institutionalisieren die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht und schwächen die föderalistischen Strukturen sowie die demokratische Kontrolle massiv.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung im Rahmen des Stromversorgungsgesetzes (StromVG, Art. 4a ff.) stellt einen fundamentalen und in seiner Tragweite unterschätzten Eingriff in die Souveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E verliert die Schweiz ihre autonome Entscheidungsfindung über ihr eigenes Stromnetz. Wir werden zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der Kosten trägt, aber kein Stimmrecht besitzt, während Entscheidungen über unsere kritische Infrastruktur künftig in Brüssel gefällt werden. Dies bedeutet das faktische Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung, da die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer rein operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert wird.

Existenziell gefährdet ist dabei auch unser Rückgrat der Energieversorgung, die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln drohen, das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, als unzulässige staatliche Beihilfe zu qualifizieren und abzuschaffen. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, massiv geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es entsteht eine gefährliche Verantwortungsvakuum, da weder der Markt noch die EU klar für die Versorgungssicherheit der Schweiz einstehen. Die vollständige Marktliberalisierung birgt zudem die Gefahr volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Kosten, die der freie Markt nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch veränderte Vergütungsregeln und damit sinkende Wirtschaftlichkeit für kleine Produzenten. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 15 EnG) ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale Energieproduktion. Die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die vollständige Strommarktliberalisierung ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, welche die Schweiz der Hoheit über ihre kritische Infrastruktur berauben. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust an Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung steht im

krassen Widerspruch zum Willen des Schweizer Volkes, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist und eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie geht weit über das bestehende Abkommen hinaus und führt zu einer massiven Ausweihung der Personenfreizügigkeit. Die Einführung eines neuen, praktisch unentziehbaren "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer Art "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke erheblich. Die unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch die faktische Gewährung eines Bleiberechts, selbst bei Sozialhilfebezug, massiv gefördert, deren Kosten die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden tragen müssen.

Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, verspricht einen unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket entpuppt sich als leeres Versprechen, deren Anwendungshürden praktisch unüberwindbar sind und deren Nutzung durch drohende EU-Strafmassnahmen von vornherein unwahrscheinlich gemacht wird. Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" im Bereich Zuwanderung entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jede Einflussmöglichkeit auf künftige Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt.

Das revidierte Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert durch die Anpassungen (neuer Art. 41c, Aufhebung Art. 29a) die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Die Ausweitung des Sozialhilfeanspruchs für EU-Bürger und die kaum noch mögliche Ausschliessung bei Abhängigkeit sind nicht tragbar. Die neue "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht. Die Schweiz opfert ihre Souveränität und gibt die Kontrolle über ihre Zuwanderungspolitik ab. Die massive Erhöhung der Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein schmerzhaftes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich verursacht. Die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) und die automatisierte Anerkennung von Berufsqualifikationen im BGV (Art. 2 Abs. 1bis) schwächen unsere Qualitätsstandards. Gerade die Änderungen im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35, 50), im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, Art. 37 Abs. 4) durch die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) stellen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar und delegieren die Verantwortung an ein bürokratisches EU-System.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und der demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament zu kontrollierender Zahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist weder mit den Prinzipien der Schweizer Haushaltsautonomie noch mit der direkten Demokratie vereinbar. Artikel 1 des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Dies bedeutet faktisch eine Zwangsabgabe, die die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt.

Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als offensichtliches Lockvogelangebot. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Wir werden zur Nettozahlerin degradiert, ohne dabei einen garantierten verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen zu erlangen. Vielmehr bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB) unter Ziffer 1 Buchstabe d des Anhangs 5 ist mehr als eine technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung

durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist zudem irreführend und missbräuchlich. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz würde damit ihre finanzielle Autonomie und ihre Verhandlungsautonomie verlieren, ohne im Gegenzug eine gleichwertige Gegenleistung zu erhalten. Es ist unerlässlich, dass das Parlament seine Kontrolle über diese milliardenschweren Zahlungen behält und die finanzielle Zukunft der Schweiz nicht einer externen Macht diktiert wird.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich des Landverkehrs stellt eine unannehmbare Gefährdung unseres etablierten Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, verankert in einem potenziell neuen Art. 40ater EBG, öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich lediglich auf die profitabelsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" untergräbt direkt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche verpflichtet sind, die Grundversorgung auch auf wirtschaftlich unrentablen Linien sicherzustellen. Die daraus resultierende Schwächung des heimischen Bahnsystems gefährdet die Qualität und die flächendeckende Verfügbarkeit des öffentlichen Verkehrs, ein Gut, das für die Schweizer Bevölkerung von unschätzbarem Wert ist.

Darüber hinaus ist die sogenannte "Gemeinsame Erklärung", welche vom Bundesrat als Schutzmechanismus verkauft wird, rechtlich bedeutungslos. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, die uns zwingen würde, zukünftige, noch unbekannte EU-Regulierungen ohne Mitspracherecht zu adaptieren. Dies höhlt unsere Souveränität im Bahnverkehr systematisch aus und verlagert entscheidende Steuerungs- und Regelungskompetenzen an zentrale EU-Stellen, wie die potentiell neuen Bestimmungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) nahelegen. Die faktische Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist ein inakzeptabler Preis für diese Partnerschaft.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz, konkret Art. 32a Abs. 1bis PBG, indem Ausschreibungen zwingend EU-Vorgaben berücksichtigen müssen, schränkt die nationale und kantonale Hoheit massiv ein. Anstatt die Vergabe von Verkehrsleistungen nach den besten und den schweizerischen Bedürfnissen entsprechenden Kriterien auszurichten, werden wir gezwungen, EU-konforme Rahmenbedingungen zu erfüllen. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen, da die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert wird. Die versprochenen Vorteile dieser Abkommen wiegen die fundamentalen Risiken für unseren Service public und unsere nationale Souveränität bei Weitem nicht auf.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es ist fraglich, ob die angestrebte Nähe zur EU im Einklang mit unserem nationalen Interesse steht, insbesondere wenn diese mit der Übernahme von EU-Recht einhergeht, das unsere eigene Gesetzgebung und Rechtsprechung untergraben könnte.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der Gefahr der schleichenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass dem Schweizer Volk eine direkte Mitsprache gewährt wird. Dies widerspricht dem Prinzip der demokratischen Legitimation, welches im Schweizer Recht durch die Bundesverfassung, insbesondere durch die Artikel zur direkten Demokratie, gewährleistet ist. Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung schützen das Initiativ- und Referendumsrecht, Instrumente, die bei einer solchen Übernahme von EU-Recht de facto ausgehebelt würden. Die Schweiz würde gezwungen, sich EU-Rechtsakten zu unterwerfen, die sie nicht mitgestaltet hat und deren Auswirkungen auf unsere spezifischen Gegebenheiten unklar sind. Dies könnte die rechtsstaatliche Grundlage unserer eigenen

Gesetzgebung schwächen und die Judikative in eine Zwickmühle bringen, wenn sie versucht, EU-Recht mit nationalem Recht zu vereinbaren.

Zudem ist die institutionelle Verankerung von EU-Recht in unserem Rechtssystem, beispielsweise durch die Schaffung von Gerichten, die EU-Recht interpretieren, äusserst problematisch. Das Schweizer Recht, verankert in der Bundesverfassung, legt die Zuständigkeiten unserer Gerichte klar fest. Die Einführung von Organen, die über nationale Gesetze stehen, würde die Gewaltenteilung und die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte fundamental gefährden. Artikel 164 der Bundesverfassung regelt die Rechtssetzung und verlangt, dass Gesetze vom Parlament und, wo nötig, vom Volk erlassen werden. Die automatische Übernahme von EU-Recht umgeht diesen Prozess.

Die Argumentation, dass eine solche Stabilisierung notwendig sei, um wirtschaftliche Vorteile zu erzielen, überzeugt angesichts der aufgeführten rechtlichen und souveränen Nachteile nicht. Es muss geprüft werden, ob die von der EU verlangten Zugeständnisse nicht zu einer wirtschaftlichen Abhängigkeit führen, die langfristig schädlicher ist als die aktuelle, eigenständige Position der Schweiz. Die Sorge, dass die Schweiz zum "Zahlmeister" der EU wird, ohne die entsprechenden politischen Mitspracherechte zu erhalten, ist durchaus berechtigt. Bevor weitere Schritte in Richtung einer engeren Bindung unternommen werden, bedarf es einer umfassenden und kritischen Analyse der tatsächlichen Kosten und Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus mehreren Gründen äusserst problematisch und lässt erhebliche Zweifel an ihrer Zweckmässigkeit und Vereinbarkeit mit schweizerischen Interessen aufkommen.

Ein zentraler Punkt der Besorgnis betrifft die drohende Erosion der Souveränität. Die Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von streifenweiser Übernahme und ohne die Möglichkeit, auf die Entwicklung dieses Rechts Einfluss zu nehmen, widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesgesetzes über die Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Insbesondere die vorgesehene ständige Übernahme von zukünftigem EU-Recht, ohne dass der Schweizerische Gesetzgeber eine wirkliche Wahlmöglichkeit behält, stellt eine schleichende Entmachtung dar. Dies könnte de facto dazu führen, dass die Schweiz an einer Gesetzgebung gebunden wird, die sie nicht mitgestaltet hat und deren Sinnhaftigkeit für die Schweiz nicht immer gegeben ist.

Weiterhin ist die Ausgestaltung des Streitbeilegungsmechanismus äusserst fragwürdig. Die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in seiner Rolle als oberste juristische Instanz für die Auslegung des EU-Rechts, das im Rahmen des Abkommens übernommen wird, ist inakzeptabel. Dies verstösst gegen die Hoheit des Schweizerischen Bundesgerichts und die Souveränität der Schweizerischen Rechtsordnung. Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Organisation der Gerichte und der Strafbehörden des Bundes (OG) und Artikel 190 BV legen klar fest, dass Schweizer Gerichte das Bundesrecht anzuwenden haben. Die Überordnung des EuGH würde diese Grundsätze unterlaufen und die Unabhängigkeit unserer Justiz gefährden.

Die angeblichen Vorteile einer engen Anbindung an den EU-Binnenmarkt wiegen die Nachteile der souvereinitätsverlustigen Mechanismen und der aufgezwungenen Rechtsübernahme bei Weitem nicht auf. Die dadurch entstehende Abhängigkeit von Brüssel könnte die Flexibilität der Schweizer Wirtschaft und Politik empfindlich beeinträchtigen. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die formelle Gleichheit mit EU-Staaten im Binnenmarkt nicht zu einem faktischen Verlust der politischen und rechtlichen Selbstbestimmung führt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket erhebliche Risiken für die

Souveränität, die Rechtsordnung und die politische Unabhängigkeit der Schweiz birgt. Die vorliegenden Regelungen sind nicht geeignet, die fundamentalen Interessen der Schweiz zu wahren und werden daher entschieden abzulehnen sein.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und rechtsstaatlicher Prinzipien. Es ist festzustellen, dass die erzielten Vereinbarungen in mehreren zentralen Punkten zu einer potenziellen Aushöhlung der nationalen Gesetzgebung und der direktdemokratischen Instrumente führen könnten, was mit den Grundsätzen des Schweizer Rechts, insbesondere der Bundesverfassung, nur schwer vereinbar ist.

Insbesondere die geplante Übernahme von EU-Recht in weiten Teilen des Abkommens wirft Fragen auf bezüglich des Verhältnisses zwischen nationalem und supranationalem Recht. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert die Rechtsbindung an die Gesetzgebung, doch die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorliegenden Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, birgt die Gefahr, dass der Schweizer Gesetzgeber seiner primären Kompetenz zur Rechtssetzung entzogen wird. Dies steht im Widerspruch zur Idee der Volkssouveränität, die gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) vom Volk und den Kantonen ausgeht.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die richterliche Unabhängigkeit und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) besorgniserregend. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH, wie sie in ähnlichen Abkommen üblich ist, könnte die Entscheidungsfreiheit der Schweizer Gerichte einschränken und die Anwendung des nationalen Rechts tangieren. Artikel 30 der Bundesverfassung garantiert das Recht auf ein unabhängiges Gericht, doch die Bindung an die Auslegung von EU-Recht durch den EuGH könnte diese Unabhängigkeit untergraben.

Auch die möglichen Folgen für die flankierenden Massnahmen und den Schutz der Arbeitnehmer sind kritisch zu hinterfragen. Während die EU-Vorgaben oft als Fortschritt dargestellt werden, muss genau geprüft werden, ob diese mit den etablierten und wirksamen schweizerischen Schutzmechanismen, die im Obligationenrecht und anderen Gesetzen verankert sind, vereinbar sind oder diese gar unterlaufen. Die Freiheit des Marktes darf nicht auf Kosten des sozialen Friedens und der bestehenden Arbeitsplatzstandards gehen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zwar auf den ersten Blick Entlastung im wirtschaftlichen Bereich versprechen mögen, jedoch die substanziellen Risiken für die schweizerische Rechtsordnung, die Souveränität und die direktdemokratischen Errungenschaften nicht ausser Acht gelassen werden dürfen. Eine kritische und detaillierte Prüfung ist unerlässlich, um sicherzustellen, dass die Interessen und Werte der Schweiz auch in Zukunft gewahrt bleiben.

Christian Ferlet
Rue du Temple 44
2114 Fleurier

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE) Consultation
Suisse-UE
3003 Berne

Fleurier, le 31 octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Christian Ferlet

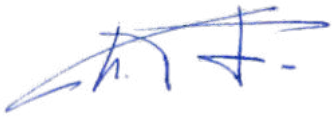

Brigitte Fischer
14 chemin du Salève
1213 Petit-Lancy

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch
Département fédéral des affaires étrangères
DFAE
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lieu, le 31 octobre 2025

Objet : Prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

Non à ce traité d'adhésion déguisé :

1. Refus de la subordination institutionnelle :
- Non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- Non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- Non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- Non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale

- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires :
1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : Non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, mesdames, messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Brigitte Fischer

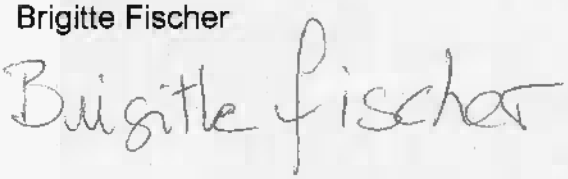

Stellungnahme zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- ☐ Weitere interessierte Kreise
- **X** Nicht offiziell angeschriebene Organisationen / **Privatpersonen**

Absenderin oder Absender:

Max Fischer, Rosenbergweg 10, 4123 Allschwil

Datum der Stellungnahme:

31.10.2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Max Fischer, 079-830 84 20, max.fischer4123@gmail.com

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU»:
Vernehmlassung zum Stromabkommen

Sehr geehrte Damen und Herren

Als Privatperson danke ich dem Bundesrat für die Gelegenheit, zu oben genannter Vernehmlassung Stellung nehmen zu können. Persönlich setze ich mich für die Förderung der Kernenergie als Voraussetzung für eine vollständige Dekarbonisierung unserer Stromversorgung ein.

Ich erlaube mir, im Folgenden die wichtigsten Themen mit Schwerpunkt Stromabkommen aus meiner Sicht auszuführen. Die Gliederung des Textes richtet sich nach den Kapiteln des offiziellen Formulars «fedlex-data-admin-ch-eli-dl-proj-2025-47-cons_1-doc_7-de.docx», welches von der Website des EDA herunterladbar ist. Als Form haben ich jedoch das Briefformat gewählt, da es sich aus meiner Sicht besser eignet als das in seiner Formatierung ziemlich zerschossene Formular. Titel, die dem Formular entnommen wurden, sind grau markiert, damit Sie die Abschnitte bei der Auswertung leichter zuordnen können.

Stromabkommen

Ich anerkenne den Sinn eines Stromabkommens mit der Europäischen Union (EU), um den Stromhandel mit den umliegenden Ländern zu verbessern. Jedoch hat das Abkommen in der vorliegenden Form aus meiner Sicht gravierende Mängel.

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Ja, aber: Dies ist eine suggestive Fangfrage. Niemand ist für eine Verschlechterung der Beziehungen.

Die richtige Frage sollte lauten: **Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) mit dem vorliegenden und ausgehandelten Abkommen der Bilateralen III zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?** In diesem Falle müsste ich mit **Nein** antworten.

Gründe für die Ablehnung:

1. Es ist eine inakzeptable Zumutung, ein derart **umfangreiches und völlig unterschiedliche Teilbereiche umfassendes Abkommen**, welches zudem die Übernahme von gefühlt 10’000 Seiten von EU-Texten einschliesst, in einer einzigen Abstimmung dem Volk vorzulegen. Niemand, vermutlich nicht einmal die Verhandler selbst, sind in der Lage, einen derart grossen Umfang geistig zu durchdringen und die Konsequenzen abzuschätzen. Jeder Teilbereich müsste also separat zur Abstimmung gelangen.

2. Ein Paket, das derart tief in unsere demokratischen Strukturen einwirkt, muss dem **Referendum** unterstellt werden. Das ist aber derzeit nicht vorgesehen. Die ausgehandelte Verpflichtung zur dynamischen Übernahme von künftigem EU-Recht, dessen Inhalt und Reichweite heute nicht absehbar sind, ist inakzeptabel.
3. Nach dem Studium eines einzigen dieser Teilbereiche, nämlich dem Stromabkommen, bin ich zur Erkenntnis gelangt, dass da **Dinge hineingeschmuggelt wurden, die nichts mit dem eigentlichen Sinn der Sache zu tun haben** und lediglich Partikularinteressen finanzieller oder ideologischer Art bedienen. Verschärft wird das durch die Intransparenz der Verhandlungen. Es ist nicht öffentlich bekannt, wer in den Verhandlungen welchen Beitrag geleistet und welche Interessen vertreten hat (Beispiel EU: Dominierende Vertretung der Gasindustrie in entscheidenden energiepolitischen Kommissionen).
4. Ein qualitativ hochstehendes Abkommen zeichnet sich durch die **Konzentration auf das Wesentliche** aus. Das zeigt sich auch im Textumfang. Es sollte hier um konkrete technische und handelspolitische Regeln gehen und nicht um die Übernahme eines ausufernden EU-Gesetzesmonsters.
5. Niemand, auch nicht die Bundesverwaltung, ist in der Lage, die **Kostenfolgen** dieses Monsters Bilaterale III für die Schweiz abzuschätzen.

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Hier kann ich mich nur auf das **Stromabkommen** beziehen, gehe aber davon aus, dass ähnliche Aspekte auch anderswo vorkommen.

1. Das Abkommen mag zwar den täglichen Stromaustausch zwischen den Ländern erleichtern, aber es löst die **Winterstromlücke** nicht, da künftig auch die angrenzenden Länder im Winter Stromknappheit haben werden, sofern dort der Ausstieg aus den fossil betriebenen Kraftwerken vorangetrieben wird.
2. Es fehlt die Forderung nach einem **minimalen Selbstversorgungsgrad** beim Strom für alle beteiligten Länder. Ein solcher ist erforderlich zur Verbesserung der Systemstabilität, in Anbetracht dessen, dass sich die EU nicht immer an Zusagen und Verpflichtungen hält (Bsp. NEAT-Anschlussverbindungen oder Haftpflicht beim Gotthard-Bahnunglück).
3. Vorschriften, wie der Strom in der Schweiz erzeugt werden soll, sind nicht akzeptabel. Hingegen ist die Forderung nach **Dekarbonisierung** sinnvoll.
4. Die **Richtlinie** (EU) 2018/2001 betreffend **Erneuerbarer Energien** (EE) muss komplett aus dem Vertragswerk entfernt werden. Die Forderung nach Ausbau der EE auf 48.4% des Bruttoenergieverbrauchs bis 2030 ist nicht nur völlig illusorisch, sondern wäre, wenn sie

sich erfüllen liesse, finanziell ein Desaster und ökologisch eine Katastrophe. Nach drei Jahren (von 2027 bis 2030) müsste angesichts der weitgehend ausgebauten Wasserkraft *zusätzlich* deutlich mehr PV- und Windstrom erzeugt, gespeichert und verteilt werden können, als heute Rohwasserkraft alleine liefert. Aufgrund der sehr tiefen Kapazitätsfaktoren von PV und Windkraft müssten enorme Landflächen geopfert und viele zusätzliche Pumpspeicherkraftwerke gebaut werden. Die drei Jahre würden nicht einmal ansatzweise für die Bewilligungsverfahren ausreichen. Profitieren würden nur die Solar- und Windkraftindustrie sowie China.

5. Die Richtlinie (EU) 2018/2001 betreffend Erneuerbarer Energien (EE) fördert einen **unbegrenzten Ausbau der variablen Erneuerbaren** PV und Windkraft. PV und Windkraft verursachen jedoch aufgrund ihrer sehr tiefen Kapazitätsfaktoren enorme Zusatzkosten für ihre Systemintegration, sobald ihr Anteil am Strommix einen kritischen Wert überschreitet. Zusatzkosten entstehen durch Backup-Kraftwerke, Netzausbau, Speicherung, Redispatch-Massnahmen, garantierte Abnahmepreise für PV- und Windstrom bei Stromüberschuss im Markt etc., die über den Netzentgelt den Stromkonsumenten überwälzt werden. Der kritische Wert des Anteils am Strommix entspricht erfahrungsgemäss ungefähr dem Kapazitätsfaktor. Eine solche Obergrenze für den Anteil variabler Erneuerbarer muss in die Richtlinie aufgenommen werden, um ein Überschiessen der Strompreise und damit eine tiefgreifende Schädigung der Wirtschaft, Gesellschaft und Umwelt zu vermeiden. Derselbe Schaden würde auch entstehen, wenn man diese Zusatzkosten via Steuern überwälzen würde, nur wäre er dann etwas anders verteilt.
6. Bezüglich Stromerzeugungsarten ist das **Abkommen veraltet**. Spätestens seit der Rede von EU-Kommissionspräsidentin von der Leyen vom 10.09.2025, an welcher sie die Bedeutung der Kernenergie für die Grundlastversorgung betonte, müsste **Kernenergie** zusammen mit den Erneuerbaren Energien genannt werden.

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

3.1. Allgemeine Bemerkungen

Hier beziehe ich mich nur auf das **Stromabkommen**, da ich die übrigen Teile des Abkommens nicht untersucht habe.

Ohne die vollständigen Originaltexte der erwähnten Gesetze zu kennen, scheinen mir die Gedanken hinter den Änderungen nachvollziehbar zu sein.

Eine Zusammenstellung meiner Änderungswünsche zum Thema Strom finden Sie im Kapitel 3.3.1.

Es gibt jedoch einen gravierenden Mangel, einen Aspekt, der als Folge der von der EU geforderten Reorganisation der Stromwirtschaft mit dem Gesetz korrigiert werden muss.

Die EU verlangt die strikte organisatorische Trennung von Stromproduktion und Stromhandel von den Übertragungsnetzen. Irgendwo dazwischen liegen noch die für die Stabilisierung der Netze notwendigen Speicher (Pumpspeicherkraftwerke, Batterien). Nun muss man aber beachten, dass Strom nicht einfach eine beliebige international handelbare Commodity ist, wie etwa Schweinebäuche. Produktion, Speicherung und Transport bilden ein lückenlos zusammenhängendes, höchst kompliziertes technisches System, eine einzige riesige Maschine, welche jederzeit und auf hundertstel Sekunden genau exakt so viel Strom liefern muss, wie nachgefragt und bezogen wird. Das ist eine komplett andere Nummer. Sowas gehört nicht in die Hände von Politikern, sondern in erster Linie von Ingenieuren! Reisst man das auseinander und verbindet die Teile europaweit, so nimmt die Störanfälligkeit zu und die Selbstregulierung weicht zwangsläufig einer Regulierungsflut. Die dahinterstehende **Ideologie** ist in der **Verordnung (EU) 2019/943** zum Elektrizitätsbinnenmarkt beschrieben. Hinzu kommt, dass zunehmend alle kritischen Aspekte des Lebens existenziell von der zuverlässigen Lieferung von Strom abhängen. Erst kürzlich erschien ein Bericht eines Militärstrategen, welcher ein aus seiner Sicht realistisches Szenario eines Angriffs einer Grossmacht auf Europa aufzeigte. Dabei würde der Angriff mit einem durch koordinierte Sabotage ausgelösten grossräumigen Blackout beginnen. Auch das Bundesamt für Bevölkerungsschutz (BABS) stuft ein Blackout als das grösste Risiko für die Bevölkerung ein. Die Bedeutung der Stromversorgung ist also auf einer Ebene mit der Landesverteidigung.

In der Schweiz ist die geforderte Auftrennung der Akteure bereits in vollem Gange. Dabei zeigt sich, dass sich die verschiedenen Teilnehmer dieses lückenlosen Systems gegenseitig ausspielen, was grossen Schaden hervorruft. Während beispielsweise die Stromproduzenten für den unbegrenzten Ausbau destabilisierender variabler Erneuerbarer (PV, Windkraft) förmlich mit Subventionen überschüttet werden, was zu grossen Fehlinvestitionen führt, fallen die grossen Kosten bei denjenigen an, welche diese variablen Erneuerbaren ins System integrieren müssen. Keiner dieser konkurrierenden Akteure kann die Versorgungssicherheit für sich alleine garantieren, denn jeder hängt eng von den anderen ab. Es fehlt eine übergeordnete, nationale, operative Führungsebene mit Weisungsbefugnis bei allen untergeordneten Organisationen. Wir haben lediglich einen zahnlosen Wachhund (die ElCom), welcher gegebenenfalls den Bundesrat warnen und zu Notmassnahmen veranlassen muss. So geschehen, als die BKW aus ideologischen und kurzfristigen betriebswirtschaftlichen Überlegungen das systemkritische Kraftwerk Mühleberg stilllegen und unnötigerweise umgehend zerstören liess, um 200 Mio. CHF für eine Nachrüstung zu vermeiden. Die ElCom schlug Alarm, worauf der Bundesrat für 470 Mio. CHF für 4 Jahre das fossil betriebenen Kraftwerk Birr mieten und sich für weitere ca. 430 Mio. CHF für 4 Jahre unter anderem in Notstromgruppen und Wasserkraftreserven einkaufen musste. Insgesamt also bereits 900 Mio. CHF Ausgaben für bloss 4 Jahre, ohne eine einzige kWh Strom zu produzieren (vgl. Bericht E. Kiener, ehem. Direktor BFE). Alles via Netzentgelt auf die Konsumenten überwälzt, während Mühleberg die Nachrüstung in vergleichsweise kurzer Zeit hätte amortisieren können und noch weitere Jahrzehnte zuverlässig Strom geliefert hätte. Eine übergeordnete nationale Führungsebene, welche die Verantwortung für die

Stromversorgungsicherheit tragen würde, hätte die Zerstörung des Werks Mühleberg verboten und die Nachrüstung befohlen.

Es ist also eindeutig, dass wir für die Stromversorgung eine übergeordnete, nationale, operative Führungsebene brauchen, wie wir das ja bereits für andere existenziell kritische Systeme haben, etwa die Währung oder die Landesverteidigung, auch wenn dies den EU-Regeln widerspricht. Es ist bedenklich, dass hierzu die Verfassungsinitiative “Blackout stoppen” nötig war und sich der Bundesrat den eigennützigen Forderungen der Stromproduzenten und -händler beugte, indem er diese klare Zuweisung der Verantwortung in seinem Gegenvorschlag vermied.

Man stelle sich bloss einmal vor, was es bedeuten würde, wenn wir die Landesverteidigung analog der Stromwirtschaft aufstellen würden. Abschaffung des Generalstabs. Die Divisionen würden an die meistbietenden nichtstaatlichen Organisationen gehen, welche alle um die Bundesgelder buhlen würden. Die Territorialdivision 4 (Ostschweiz) ginge vielleicht an eine Schattenorganisation von Putin, die Division 2 an Blackwater, die 3 (Westschweiz) an die Securitas oder die Fremdenlegion und die Bergler der 1 zu den Hells Angels. Bald würden sich die Divisionäre Saläre in Millionenhöhe gönnen und die Landesverteidigung wäre bloss noch eine Farce.

Was kommt wohl als Nächstes? Aufspaltung der Trinkwasserversorgung auf Netz und viele konkurrierende Wasserwerke? Dann braucht es ein grosses, neues, teures Fernnetz, damit die 1 Rp./m3 billigere, 1000 km entfernte Quelle ebenfalls mitbieten kann, obwohl in der nahen Umgebung bereits genügend Wasser vorhanden ist. Die Kosten des Netzes werden auf alle Konsumenten überwälzt, was trotz Wettbewerb zu höheren Wasserpreisen führt. Was bringt es ausser **Versprechen für Kostensenkungen** durch Wettbewerb und **reale Kostensteigerung** für die Verbraucher durch zusätzliche Komplexität, Verlagerung der Anreize, erhöhte Störanfälligkeit und sinkende Effizienz des Gesamtsystems durch Mehrspurigkeiten, schlecht kalkulierbare Auslastung, Abhängigkeit von weit entfernt liegenden Produzenten etc.?

3.2. Stabilisierungsteil

Nicht geprüft, nicht beurteilt, da er nicht speziell das Stromabkommen betrifft.

3.3. Weiterentwicklungsteil

3.3.1. Strom

Meine nachfolgenden Anträge beziehen sich auf alle betroffenen und mitgeltenden Gesetze.

1. **Antrag:** Bei der Beschreibung “Erneuerbarer Energien” **Kernenergie einschliessen**.

Begründung: Im Hinblick auf die Brütertechnologie ist dank Erosion der Gebirge das Reservoir an Kernbrennstoff praktisch unerschöpflich und somit Kernenergie ebenso nachhaltig wie Wasserkraft.

2. **Antrag:** Genereller **Ersatz des Begriffs "Erneuerbare Energien"** durch "Energien mit vernachlässigbarem Ausstoss an fossilem CO2" oder so ähnlich.

   Begründung: Ziel ist auch in der EU die weitgehende Dekarbonisierung der Stromversorgung. Der Begriff "Erneuerbare Energie" ist in der aktuellen Definition irreführend, da er die Kernenergie, welche sehr gut für die Dekarbonisierung geeignet ist, ausschliesst. Das schwedische Parlament hat am 20. Juni 2023 gezeigt, dass diese Neuausrichtung möglich ist!

3. **Antrag**: Komplette **Entfernung der Richtlinie (EU) 2018/2001** betreffend Erneuerbarer Energien (EE) aus dem Vertragspaket.

   Begründung: Die darin formulierten Ziele sind nicht nur völlig illusorisch, sondern wären, wenn sie sich erfüllen liessen, unsinnig, finanziell ein Desaster und ökologisch schädlich, selbst bei Erfüllung der Anträge 1 und 2.

4. **Antrag:** Zuordnung der **Verantwortung für die Stromversorgungssicherheit** an eine übergeordnete Stelle mit Weisungsbefugnis.

   Begründung: Es fehlt eine klare und verbindliche Zuordnung der Verantwortung für die Stromversorgungssicherheit an eine übergeordnete Stelle mit Weisungsbefugnis in allen Betrieben des Stromversorgungssystems. Die einzelnen Akteure sind aufgrund der innigen Verbindung und Abhängigkeit zwischen Netz, Produktion und Speicherung für sich alleine nicht in der Lage, die Verantwortung zu übernehmen, sobald sie getrennt sind, wie das die Ideologie hinter dem europäischen Stromversorgungsystem vorsieht. In einem solchen System spielen sich die Akteure gegenseitig aus, was Gesellschaft und Umwelt grossen Schaden zufügt.

5. **Antrag:** Festlegung einer **Obergrenze für den Anteil variabler Erneuerbarer** (PV, Windkraft) am Strommix ungefähr in der Höhe des betreffenden Kapazitätsfaktors.

   Begründung: Ein zu hoher Anteil variabler Erneuerbarer im Strommix destabilisiert das Netz und führt zu enormen Zusatzkosten für die Netzintegration.

6. **Antrag: Abschaffung der staatlichen Beihilfen, Abnahme- und Vergütungspflicht und indirekten Förderungen von variablen erneuerbaren Energien** über das Netz.

   Begründung: Solche Massnahmen des Bundes führen zu Fehlanreizen, teuren und umweltschädigenden Fehlinvestitionen, Destabilisierung des Netzes und letztendlich zu enormen Zusatzkosten für die Netzintegration.

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Ein gut gemeinter Anfang, aber noch nicht unterschriftsreif, da zu viele gravierende Mängel vorliegen. Dies bezieht sich auf das Stromabkommen, dürfte aber auch für die anderen Teile gelten. Letztendlich geht es beim Stromabkommen um den Versuch zur Lösung von Problemen, die erst durch die Ideologie der EU-Stromversorgung und unsere verfehlte Energiepolitik der letzten 24 Jahre entstanden sind.

Bei den Bilateralen III werden zu viele stark unterschiedliche und hoch komplexe Themen in einem einzigen Abkommen zusammengeschnürt und dem Volk nur als Gesamtpaket angeboten. Niemand hat Zeit und Nerven, sich ins gesamte Paket einzuarbeiten. Daher kann sich niemand ein fundiertes Urteil bilden. Somit fehlt die Voraussetzung für ein vertretbares Abstimmungsresultat.

Ich danke Ihnen, wenn Sie meine Bedenken und Vorschläge berücksichtigen. Für erläuternden Auskünfte stehe ich ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Max Fischer

Abkürzungen

BABS = Bundesamt für Bevölkerungsschutz

BFE = Bundesamt für Energie

ElCom = staatliche Regulierungsbehörde für den Schweizer Strommarkt, welche die Einhaltung des Stromversorgungsgesetzes überwacht

Urs Gassmann
Route des Grues 24
1566 St-Aubin

Consultation

Division Europe
Palais Fédéral Est
3003 Berne, Suisse

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

31.10.2025

Expéditeur: Gassmann (Privat)

Date: 05.10.2025

Contact: Gassmann · 0796501076 · ursgas@hotmail.com

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation fédérale suscite une profonde préoccupation quant à l'alignement des propositions avec les principes fondamentaux de la souveraineté nationale et de la démocratie directe, tels que consacrés par la Constitution fédérale suisse. L'intégration accrue de réglementations issues de l'Union européenne, même sous la forme d'accords bilatéraux, risque de saper l'autonomie décisionnelle de la Suisse et de contraindre notre législateur à adopter des normes étrangères sans une évaluation adéquate de leur pertinence pour notre contexte national.

Nous soulignons d'emblée que la Constitution fédérale, notamment son article 1, réaffirme que le peuple et les cantons sont la source de tout pouvoir. Or, une adoption systématique de droit dérivé de l'UE, sans mécanisme de contrôle démocratique suffisant, pourrait conduire à une perte de contrôle sur les décisions législatives et réglementaires qui affectent directement la vie des citoyens suisses. La tendance actuelle semble privilégier une harmonisation quasi automatique, omettant une analyse critique des impacts potentiels sur notre système juridique, notre économie et notre société.

En particulier, nous avons des réserves sérieuses concernant la manière dont les accords envisagés pourraient affecter le principe de proportionnalité, un pilier du droit suisse. La Constitution fédérale, dans son article 5 alinéa 2, stipule que "Les cantons et les communes agissent dans les limites de leurs compétences, dans le respect du droit et du droit international, et de manière à assurer la conciliation de l'intérêt public et de l'intérêt privé ainsi que la protection de la dignité humaine". L'application de réglementations européennes, souvent conçues pour un marché de plus grande envergure et avec des priorités différentes, pourrait ne pas respecter ce principe fondamental de proportionnalité dans le contexte suisse. Il est impératif que toute adaptation normative soit soumise à un examen rigoureux de sa nécessité et de sa proportionnalité par rapport aux objectifs poursuivis, et non à une simple transposition de normes externes.

De plus, la question de l'application du droit de l'UE par le Tribunal fédéral, ou son influence prépondérante, soulève des interrogations quant à la primauté du droit national. Bien que les accords bilatéraux soient censés être interprétés de manière autonome par les tribunaux suisses, la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) exerce une influence indéniable. Il est crucial de garantir que le droit suisse et la souveraineté judiciaire helvétique restent prédominants. L'article 101 de la Constitution fédérale garantit l'indépendance des tribunaux. Une interprétation trop conciliante du droit de l'UE pourrait éroder cette indépendance et la capacité des tribunaux suisses à juger selon le droit national.

La nature évolutive du droit de l'UE constitue également une source d'incertitude et de défi constant pour la Suisse. Les accords bilatéraux, une fois conclus, nécessitent une mise à jour continue pour tenir compte des évolutions législatives de l'UE. Ce processus d'adaptation peut s'avérer coûteux, complexe et porter atteinte à la stabilité du droit suisse. Il est essentiel d'évaluer rigoureusement le fardeau administratif et financier que représente cette mise à jour constante pour la Confédération, les

cantons et les entreprises.

Enfin, la transparence et la participation démocratique dans le processus d'adoption de ces accords doivent être renforcées. Les citoyens et les cantons doivent pouvoir comprendre pleinement les implications des accords proposés et avoir les moyens d'exprimer leur opinion de manière significative. L'article 173 de la Constitution fédérale, qui confère au peuple le droit de référendum sur les traités internationaux, doit conserver toute sa substance. Si l'intégration de normes de l'UE conduit à une situation où le référendum devient une procédure de validation quasi automatique d'un droit dont la Suisse n'a pas initié l'élaboration, son efficacité démocratique sera considérablement affaiblie.

En conclusion, la Suisse doit aborder toute forme d'approfondissement de ses relations avec l'UE avec la plus grande prudence, en privilégiant une approche qui préserve sa souveraineté, son autonomie décisionnelle et la primauté de son droit national. L'alignement automatique sur le droit de l'UE doit être remplacé par une analyse critique et ciblée des bénéfices et des inconvénients, en accordant une priorité absolue à la préservation des acquis démocratiques et juridiques de notre pays. La voie de la coopération doit certes être explorée, mais jamais au détriment des fondements de notre État.

Sécurité des denrées alimentaires

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction et une critique acerbe à l'égard du projet soumis à consultation concernant la « Sécurité alimentaire », un titre qui masque une tentative d'intégration massive et inquiétante dans le système réglementaire de l'Union européenne. Loin de se limiter à la simple sécurité des denrées, ce projet constitue une soumission de l'ensemble de l'économie agricole et alimentaire suisse aux règles de l'UE, notamment au règlement « De la ferme à la table ». Cette démarche représente une menace directe pour les standards de production élevés qui font la renommée de la Suisse, pour la survie de nos exploitations familiales, ainsi que pour la liberté de choix des consommateurs.

La qualité suisse, dont la réputation est mondialement reconnue, est mise en péril. L'harmonisation forcée avec des normes européennes souvent moins strictes conduira inévitablement à une dégradation de la qualité intrinsèque de nos produits. Le label « Made in Switzerland », gage de confiance et d'excellence, perdra de sa valeur s'il doit désormais coexister avec des critères de production équivalents à ceux de l'UE, qui ne reflètent pas toujours notre exigence. Cela anéantit un avantage concurrentiel majeur pour nos producteurs.

Le projet intègre une clause guillotine d'une dangerosité extrême, qui lie son sort à celui de l'ensemble des accords bilatéraux I. La possibilité de résilier cet accord serait ainsi synonyme de la caducité de tous les traités existants, ce qui constitue une forme de chantage politique inacceptable. Cette disposition prive la Suisse de toute marge de manœuvre souveraine pour réagir à un accord potentiellement désastreux.

L'autorisation accordée aux inspecteurs de l'UE d'accéder et de contrôler nos exploitations agricoles, nos fromageries et nos restaurants représente une atteinte gravissime à notre souveraineté nationale. Nos entreprises deviendraient ainsi des objets de contrôle pour une administration étrangère, sans que nous ayons un droit de regard équivalent sur les procédures internes de l'UE.

Une vague de bureaucratie d'une ampleur inédite s'apprête à submerger nos producteurs. Ce ne sont pas uniquement les grandes entreprises agroalimentaires qui seraient concernées, mais également les petits exploitants, les producteurs de fromage d'alpage, les bouchers de village, voire les associations organisant des fêtes populaires. L'obligation de se conformer à des réglementations européennes complexes et souvent inadaptées au contexte suisse menace directement les traditions locales et l'existence de nos entreprises artisanales.

Le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), réaffirmé à plusieurs reprises par le peuple suisse, est systématiquement sapé. La Suisse sera contrainte d'accepter des produits européens contenant des traces d'OGM, ignorant ainsi la volonté clairement exprimée par les citoyens.

La révision totale de la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LMG) constitue une attaque frontale contre la qualité suisse, nos producteurs et nos consommateurs. En soumettant l'ensemble de la chaîne alimentaire aux réglementations de l'UE, ce projet instaure une bureaucratie étouffante et conduit à une perte des standards élevés que nous avons toujours défendus.

Les modifications apportées au droit de la protection des animaux (TSchG, art. 15a, 21) obligent la Suisse à renoncer à ses propres réglementations, souvent plus strictes et éprouvées, en matière de transport et d'abattage des animaux, au profit des normes européennes. Il s'agit d'un recul flagrant en matière de protection animale et d'une perte de souveraineté indéniable, qui sacrifie l'éthique sur l'autel de l'uniformisation. L'application des réglementations européennes pour les transports d'animaux (nouvel art. 15a TSchG) et pour l'abattage (nouvel art. 21 TSchG) est un recul inacceptable pour la protection animale en Suisse. Nos règles nationales, bénéficiant d'une large acceptation sociétale, sont remplacées par des normes de masse européennes. Nous perdons la capacité souveraine de maintenir des standards plus élevés dans ce domaine essentiel.

La révision totale de la LMG est le pilier de cette soumission au droit alimentaire européen. Elle déstructure la diversité et la qualité de notre production alimentaire en imposant une pléthore de règlements européens inadaptés, conçus pour une production industrielle de masse. Les petits producteurs, les magasins de ferme et les restaurateurs locaux seront écrasés par une bureaucratie paralysante, contraignant nombre d'entre eux à cesser leur activité. Ceci constitue une agression contre notre identité culinaire et notre économie de moyenne entreprise.

Les nouvelles compétences conférées au Conseil fédéral en matière de réglementation dans la loi sur l'agriculture (nouveaux alinéas aux art. 141 et 148 LwG) représentent une délégation de pouvoir considérable pour l'implémentation du droit européen. Le Parlement est ainsi court-circuité et perd son rôle de décision quant à l'adoption de normes affectant directement nos agriculteurs. Il s'agit d'une érosion de la surveillance démocratique dans un domaine fondamental pour la Suisse.

L'adaptation du droit forestier (nouvel art. 26 al. 1bis WaG) soumet la protection de nos forêts contre les organismes nuisibles au diktat de l'UE. La Suisse perd sa capacité de réaction rapide et souveraine face à des menaces spécifiques pour son patrimoine forestier. Au lieu de stratégies nationales éprouvées, nous devrons nous conformer aux mécanismes européens, souvent plus lents et inadaptés à notre situation alpine.

Enfin, en adoptant les réglementations de l'UE dans la loi sur les épizooties (art. 1 nouveau TSG), la Suisse abandonne le contrôle d'un domaine d'une importance nationale capitale. La lutte contre les maladies animales exige des mesures rapides, flexibles et adaptées aux réalités locales. La soumission au système bureaucratique et rigide de l'UE, telle que prévue par le nouveau champ d'application de l'art. 1 TSG, est une négligence qui met en péril notre agriculture et la santé publique.

En conclusion, ce projet ne garantit en rien une meilleure sécurité alimentaire, mais vise à une intégration profonde et dangereuse dans le système de l'UE, au détriment de notre souveraineté, de notre qualité, de nos traditions et de notre démocratie.

Aides d'État

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux propositions relatives au domaine des aides d'État, particulièrement dans leur articulation avec le droit de l'Union européenne. Les modifications envisagées constituent une remise en cause fondamentale de notre souveraineté économique et de notre structure fédéraliste, des principes pourtant consacrés par notre ordre juridique.

La pratique actuelle, bien établie et reconnue, qui permet aux collectivités publiques – Confédération, cantons et communes – de décider souverainement de l'octroi de subventions, est sciemment remise en cause. Ces aides, qui répondent à des objectifs politiques légitimes et sont l'expression d'une démocratie directe et représentative, seront désormais soumises à un contrôle technocratique et rigide émanant de Bruxelles. L'exemple des soutiens au transport régional, aux banques cantonales, à

la culture ou encore aux petites et moyennes entreprises locales illustre parfaitement la diversité et la pertinence de ces interventions, désormais menacées par une uniformisation forcée.

L'atteinte portée à la souveraineté des cantons et à leur autonomie fédérale est particulièrement préoccupante. Plutôt que de pouvoir décider en toute indépendance de la politique de développement économique locale, les cantons se retrouveront dans une position de dépendance, devant soumettre leurs décisions à une autorité centrale qui veillera à leur conformité avec les normes de l'UE. Cette situation constitue une attaque directe contre les fondements de notre fédéralisme, principe cardinal de notre organisation politique.

En acceptant cette soumission au contrôle et à la surveillance systématiques de l'UE, la Suisse perd une part essentielle de sa marge de manœuvre politique. La nécessité de notifier les aides d'État à la Commission européenne et d'obtenir son approbation transforme notre pays en un simple récepteur de règles, vidant de sa substance notre capacité à mener une politique économique nationale autonome. Cette dépossession de notre souveraineté économique est inacceptable.

Les secteurs jugés critiques, tels que la fourniture d'énergie – où de nombreuses entreprises sont détenues par des cantons et des communes –, le transport aérien ou encore le secteur agricole, se retrouveront également sous le joug de la surveillance européenne. Cette extension du contrôle de l'UE menace directement notre autonomie stratégique et la pérennité du service public dans des domaines d'importance vitale pour notre infrastructure et notre cohésion sociale.

La création d'une « Superbehörde » sous la forme de la nouvelle Chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO) est particulièrement alarmante. Agissant comme un « bras armé de l'UE », ses décisions ne seront plus prioritairement guidées par l'intérêt national suisse, mais par la nécessité de garantir la conformité avec le droit européen. Le contrôle démocratique sur cette instance, dont le pouvoir est considérable, est manifestement insuffisant, soulevant de sérieuses questions quant à sa légitimité et sa responsabilité.

Les cantons se voient priver de leur autonomie en matière d'organisation et de procédure. Ils seront réduits au rang de demandeurs, leurs décisions souveraines étant examinées par la nouvelle Chambre des aides d'État sans qu'ils ne disposent d'un droit d'audition formel et effectif. Il s'agit là d'une dégradation inacceptable de leur statut au sein de la Confédération.

Le nouveau droit, tel que le projet de Loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSAid) et l'adaptation de la Loi sur les cartels (LC, art. 18 al. 2), instaure cette autorité centrale aux pouvoirs étendus. Ce cadre législatif, en créant la nouvelle Chambre des aides d'État (art. 3 LSAid), institutionnalise la dépendance de notre système de subventions vis-à-vis du droit de l'UE. Cette loi représente une ingérence fondamentale dans notre système juridique et économique, sapant la pratique helvétique éprouvée de subventions décentralisées et démocratiquement légitimées.

L'adaptation de la Loi fédérale sur le Tribunal fédéral (LTF) est une illustration particulièrement frappante de l'érosion de notre fédéralisme. En conférant à la nouvelle autorité de contrôle des aides d'État un droit de recours direct contre les actes cantonaux (nouvel art. 82 let. bbis LTF), les cantons sont déclassés en de simples unités administratives subordonnées. Leurs décisions, issues d'un processus démocratique, pourront être contestées devant le Tribunal fédéral et invalidées par le biais d'un contrôle abstrait des normes (art. 98a LTF). Cette perspective est inacceptable pour l'autonomie cantonale.

L'extension des compétences du Tribunal administratif fédéral, par le biais des nouveaux articles 31a, 33 et 37a-c de la Loi sur la procédure administrative (PA), consolide la centralisation du contrôle juridictionnel. Au lieu de maintenir la compétence des instances cantonales, un nouveau droit de recours (art. 31a PA) est introduit, permettant à l'autorité centrale de contrôle des aides d'État, en conformité avec les directives européennes, de contourner la souveraineté cantonale et d'affaiblir les structures fédéralistes.

L'intégration de la Chambre des aides d'État au sein de la WEKO, conformément à l'art. 18 al. 2 LC, crée un centre de pouvoir opaque. Cette instance ne se contentera pas de superviser le droit des

15.7

cartels, mais agira également en tant qu'exécutant du droit européen des aides d'État. Cette concentration de pouvoir entre les mains d'une seule autorité, éloignée du contrôle démocratique direct, est dangereuse et contrevient aux principes fondamentaux de la séparation des pouvoirs et de la responsabilité démocratique.

La suppression pure et simple de l'art. 103 de la Loi sur l'aviation (LAv) constitue un exemple clair d'abandon de souveraineté nationale. La compétence d'examen de la WEKO, orientée vers les intérêts suisses dans le domaine stratégique du transport aérien, est sacrifiée. Dorénavant, seules les règles du droit européen des aides d'État s'appliqueront, privant ainsi la Suisse de toute capacité de contrôle et de gestion autonome dans ce secteur crucial.

Enfin, l'exclusion du Préposé fédéral à la surveillance des prix des séances de la Chambre des aides d'État, modifiant l'art. 5 al. 2 de la Loi sur la surveillance des prix (LSP), est un signe alarmant. Elle affaiblit la protection des consommateurs et la transparence. Pendant que la nouvelle autorité prendra des décisions ayant un impact direct sur les prix et les coûts pour les citoyens, la voix du « gardien des prix » sera muselée. Cette mesure sert uniquement à permettre à la nouvelle autorité, conforme aux normes européennes, d'agir sans entrave ni contre-pouvoir effectif.

En conclusion, les propositions relatives au domaine des aides d'État représentent un recul considérable pour la souveraineté suisse et une atteinte grave à notre fédéralisme. Elles imposent un cadre juridique et un contrôle émanant de l'Union européenne qui ne correspondent pas à nos intérêts nationaux ni à notre système constitutionnel. Il est impératif de rejeter ces modifications qui sacrifient nos principes fondateurs sur l'autel d'une intégration européenne non désirée et potentiellement néfaste.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant aux propositions de réforme touchant le domaine de la libre circulation des personnes et de l'immigration, telles que présentées dans le cadre des accords bilatéraux avec l'Union Européenne. Ces modifications risquent, à notre sens, de porter une atteinte significative à la souveraineté helvétique, à la capacité de notre pays à maîtriser son destin migratoire et à la pérennité de nos systèmes sociaux et économiques.

Le point le plus critique réside dans l'extension de la libre circulation par l'adoption de la directive Unionsbürgerrichtlinie. Cette évolution contrevient directement à l'article 121a de la Constitution fédérale suisse (BV), qui consacre la volonté du peuple de contrôler de manière autonome l'immigration. Loin de renforcer notre contrôle, ces mesures aboutissent à un élargissement massif des droits des ressortissants de l'UE, rendant la maîtrise de l'immigration plus illusoire que jamais.

L'introduction d'un nouveau régime de "Daueraufenthaltsrecht" après seulement cinq ans de séjour, au lieu des dix actuellement requis, représente un approfondissement alarmant de ce mouvement. Ce nouveau statut, assimilable à une "Niederlassung C PLUS", deviendrait pratiquement inconditionnel, même en cas de comportement criminel ou de dépendance prolongée aux aides sociales. Une telle disposition sape fondamentalement notre capacité à assurer la sécurité intérieure et la stabilité de nos filets de sécurité sociale, dont le financement repose sur nos propres citoyens.

Il est manifeste que ces accords favorisent une immigration accrue vers nos systèmes sociaux. Les citoyens de l'UE et leurs familles, y compris les nouveaux membres potentiels, bénéficieraient d'un droit de séjour effectif, indépendamment de leur contribution économique ou de leur solvabilité. Les coûts engendrés par cette dynamique reposeraient intégralement sur les épaules des contribuables suisses, des cantons et des communes, qui sont déjà soumis à une pression fiscale considérable.

L'extension sans précédent du regroupement familial, permettant désormais l'arrivée non seulement des conjoints et des enfants, mais aussi des parents, grands-parents et beaux-parents, est particulièrement préoccupante. Une telle mesure, incompatible avec les pratiques des pays extérieurs à l'UE, entraînera une augmentation incontrôlable de la population immigrée et, par conséquent, une explosion des coûts sociaux.

La "Schutzklausel" (clause de sauvegarde) inscrite dans le paquet d'accords est d'une opacité déconcertante. Les conditions strictes et les obstacles politiques à son application la rendent inopérante en pratique. De surcroît, toute tentative de recours à cette prétendue clause par la Suisse entraînerait des représentes de l'UE sous forme de mesures de rétorsion. Il ne s'agit donc pas d'une protection, mais d'une forme de chantage institutionnalisé.

La méthode d'intégration ("Integrationsmethode") prévue pour l'adoption du droit de l'UE en matière d'immigration est une capitulation en règle de notre processus législatif. Le Parlement suisse et le peuple perdraient toute capacité décisionnelle face aux futures modifications du droit européen dans ce domaine hautement sensible. Cette délégation de pouvoir est une négation de notre démocratie directe.

L'adaptation de la Loi sur l'immigration (AIG) est au cœur de cette dérive. Le nouvel article 41c, combiné à l'abrogation de l'article 29a, consacrent l'immigration dans nos systèmes sociaux. L'extension du droit aux aides sociales pour les citoyens de l'UE, rendant leur exclusion quasi impossible même en cas de dépendance, est inacceptable. La "Schutzklausel" nouvelle dans l'article 21b AIG se révèle être un simple placebo, une disposition sans dent, incapable d'offrir une véritable maîtrise de l'immigration et excluant des mesures contingentes efficaces.

Face à cette contrainte de traitement égalitaire des citoyens de l'UE, le législateur réagit par une mesure de compensation d'une logique contestable. L'augmentation drastique des frais de scolarité pour les étudiants étrangers dans les lois sur l'EPFZ (nouvel art. 34d al. 2bis) et le financement des hautes écoles (HFKG, art. 61a) constitue un aveu flagrant des coûts supplémentaires massifs engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Les étudiants étrangers, et par extension la réputation de nos institutions, deviennent les boucs émissaires des défaillances de cette politique.

La nouvelle Loi sur la gouvernance des systèmes d'information du marché intérieur (BGVB) institutionnalise notre assujettissement au système d'information du marché intérieur de l'UE (IMI). Au lieu d'une évaluation nationale approfondie des qualifications professionnelles, une reconnaissance automatisée est mise en place. Cela affaiblit nos standards de qualité élevés et notre capacité à réguler de manière autonome notre marché du travail. Nous sacrifierions la rigueur suisse pour une conformité européenne.

L'adaptation de l'AIG est le pivot de cette capitulation. La nouvelle "Schutzklausel" de l'article 21b est une mascarade qui ne permet aucune régulation réelle, tandis que l'abrogation de l'article 29a et l'introduction de l'article 41c cimentent le séjour des citoyens de l'UE en Suisse aux dépens de nos assurances sociales. C'est une violation délibérée de l'article 121a BV et une érosion directe de notre souveraineté.

L'adaptation de la Loi sur le marché du travail (AVG), avec l'introduction d'une "stratégie de réinsertion" à l'article 24a, est une mesure cosmétique. Elle vise à masquer la perte quasi totale de contrôle de la Suisse sur l'afflux de main-d'œuvre. Au lieu de contrôler l'immigration, nous nous contentons de gérer ses conséquences par des moyens bureaucratiques, sans réellement alléger la pression sur nos systèmes sociaux.

La création d'un nouveau cadre de paiement (art. 48 al. 2 let. c) et d'un mécanisme de contribution spécifique (art. 61a) dans la loi sur le financement des hautes écoles (HFKG) pour compenser l'égalité de traitement des étudiants de l'UE est une autre preuve des coûts cachés énormes de ce paquet. Le contribuable suisse devra financer directement le fait que nos cantons soient contraints d'immatriculer les citoyens de l'UE aux mêmes conditions (faibles) que les nationaux.

L'adaptation de la Loi sur le deuxième pilier (BVG), en particulier l'ajout de la chiffre 27 à l'article 49 al. 2, soumet notre système de prévoyance professionnelle aux règles de coordination de l'UE. C'est un pas de plus vers l'érosion de notre souveraineté en matière de politique sociale. La Suisse perd sa capacité à définir les règles de sa prévoyance professionnelle de manière autonome et dans l'intérêt de ses assurés.

La modification de la Loi sur la libre circulation (LCC), notamment le nouvel article 25f al. 1bis, limite le paiement en espèces des avoirs de caisse de retraite en cas de départ vers l'UE. C'est une conséquence directe de la subordination au droit de l'UE et une atteinte aux droits de propriété des assurés suisses, dictée par Bruxelles.

Cette modification apparemment technique du Code civil suisse (CC, art. 89a al. 6 ch. 24) est une conséquence qui reflète la soumission au droit des assurances sociales de l'UE. Elle démontre l'ampleur des adaptations du droit suisse à celui de l'UE, et comment même notre Code civil est soumis à cette logique d'alignement.

L'intégration du Diplôme professionnel européen (DPE) dans la Loi sur la gouvernance des systèmes d'information du marché intérieur (BGMD, art. 2 al. 1bis) remplace l'examen éprouvé des qualifications professionnelles par un mécanisme automatisé de l'UE. Cela présente un risque d'abaissement progressif des standards professionnels et prive les autorités suisses du contrôle sur l'admission des prestataires de services.

Dans la Loi sur les professions médicales (MedBG), l'introduction du DPE (art. 15, 35) sape l'examen autonome et rigoureux des diplômes étrangers. Particulièrement dans le domaine de la santé, hautement sensible, il s'agit d'un risque incalculable pour la sécurité des patients. La responsabilité de l'assurance qualité est déléguée, par les nouvelles dispositions de l'art. 50, à un système bureaucratique de l'UE.

Dans la Loi sur les professions de la santé (GesBG), l'introduction du DPE/IMI (art. 10, 15) entraîne également une perte de contrôle national. La Suisse ne peut plus garantir de manière autonome que le personnel de santé étranger possède les qualifications requises pour notre système. Il s'agit d'une déréglementation dangereuse au nom de l'intégration européenne.

L'intégration du système IMI dans la Loi sur les professions de psychologue (PsyG, nouvel art. 37 al. 4) est un autre exemple de l'abandon généralisé de la compétence réglementaire souveraine. Ici aussi, le contrôle de qualité national est remplacé par un processus automatisé de l'UE, mettant en danger les normes suisses élevées.

En conclusion, les propositions actuelles marquent une étape dangereuse vers une intégration forcée et non souhaitée dans des structures supranationales qui n'ont pas été plébiscitées par le peuple suisse. Elles menacent nos fondements constitutionnels, notre sécurité sociale, notre capacité d'auto-détermination et la qualité de nos services publics. Il est impératif de rejeter ces propositions dans leur forme actuelle et de réaffirmer le droit de la Suisse à maîtriser sa propre politique d'immigration et à protéger ses intérêts nationaux.

Contribution financière

La proposition visant à institutionnaliser les contributions financières de la Suisse à l'Union européenne sous forme d'un "droit légalement contraignant" soulève des préoccupations majeures quant à l'impact sur la souveraineté nationale et le contrôle démocratique. Cette démarche représente une évolution fondamentale par rapport au régime actuel des paiements de cohésion, qui sont jusqu'à présent des contributions volontaires, soumises au contrôle parlementaire. L'introduction d'un mécanisme automatique et juridiquement contraignant transforme ces contributions en une obligation inéluctable, privant ainsi la Suisse d'un levier politique essentiel et de la capacité de décider souverainement de l'allocation de fonds considérables.

Il est impératif de souligner que le montant initial de 350 millions de francs par an, avancé comme un argument d'attraction, ne saurait dissimuler le caractère potentiellement insidieux du "mécanisme de recalcul juridiquement contraignant" inscrit dans le projet d'accord. Ce mécanisme garantira inévitablement une augmentation substantielle des demandes financières de l'UE, plaçant la Suisse dans une position où elle ne pourra plus refuser de payer, se voyant ainsi contrainte d'accepter les dictats financiers de Bruxelles. Cette transformation équivaut, en substance, à une taxe forcée, prélevée sans droit de regard ni de décision sur son utilisation.

La Suisse se trouverait alors dans la position précaire de payerer net, sans avoir son mot à dire dans les décisions de l'UE. Alors que nos paiements deviendraient obligatoires, aucune garantie concrète d'un accès amélioré au marché européen ou de la suppression des obstacles commerciaux n'est offerte. Nous paierions, en réalité, pour une intégration institutionnelle qui grève notre souveraineté sans apporter de bénéfices tangibles et mesurables. Ce scénario contrevient directement au principe fondamental de notre participation à la communauté internationale, qui doit reposer sur des relations d'égal à égal et des avantages réciproques.

L'instauration d'une Loi fédérale sur les contributions de cohésion (KoBG) semble être l'outil législatif désigné pour pérenniser ces paiements, les transformant d'une volonté politique en une obligation légale permanente. Cette loi priverait le Parlement de sa prérogative souveraine de décider, cas par cas, de l'octroi de chaque contribution. Au lieu d'une décision autonome sur l'utilisation des deniers publics, nous serions réduits à l'exécution d'une obligation de paiement dictée par l'UE. L'article 1 du KoBG, en établissant un droit permanent, mine directement la souveraineté budgétaire du Parlement, pilier essentiel de notre système démocratique.

L'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, de la loi sur les mesures d'exécution concernant le transport international des marchandises (BöB) va bien au-delà d'une simple formalité technique. Elle ancre ces contributions de cohésion profondément dans notre ordre juridique, signalant une acceptation de ces paiements à l'UE comme un élément normal et permanent de notre législation fédérale. Cette inscription suggère une normalisation d'une situation qui devrait rester soumise à une évaluation et une approbation régulières par nos représentants élus.

Enfin, la justification de la liaison entre le KoBG et la loi sur la promotion de la paix par l'ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b, est particulièrement trompeuse. Le "bon nom" de la promotion de la paix suisse est ainsi instrumentalisé pour légitimer juridiquement des contributions de cohésion politiquement sensibles et controversées. Cette manœuvre ne fait que masquer la véritable nature de ces paiements, qui sont des accords financiers avant tout, et non des instruments de paix intrinsèques. Une telle association dévoie l'objectif louable de la promotion de la paix et sert uniquement à masquer les implications financières et souveraines négatives de ces nouvelles dispositions.

Il est donc fondamental que le Conseil fédéral reconsidère cette approche. La préservation de notre autonomie décisionnelle et de notre contrôle démocratique doit primer sur une intégration financière qui nous lie sans contrepartie proportionnée et sans que notre Parlement ne puisse exercer pleinement ses prérogatives constitutionnelles. Une telle démarche affaiblit notre position souveraine et ouvre la porte à des pressions futures dont nous ne pourrions plus nous défaire.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction et une vive préoccupation quant aux implications de l'accord proposé dans le domaine des transports terrestres, spécifiquement concernant le secteur ferroviaire. L'intégration des normes européennes, telle que présentée, représente une menace directe pour le service public ferroviaire suisse, un pilier essentiel de notre économie et de notre qualité de vie.

Le point le plus alarmant réside dans l'application potentielle du droit européen des aides d'État. Nos subventions actuelles, qui soutiennent des pans cruciaux tels que le fret ferroviaire, le trafic régional ou encore le renouvellement de notre matériel roulant, risquent d'être qualifiées d'illégales. Ce risque, loin d'être une hypothèse abstraite, menace concrètement la pérennité et la qualité de l'offre de transport pour l'ensemble de la population suisse. L'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), dans sa logique d'un marché intérieur concurrentiel, ne tient pas compte des spécificités et des priorités de service public que la Suisse a toujours cherché à préserver.

Parallèlement, l'ouverture de notre marché à la cabotage ferroviaire, telle que prévue, ouvre la porte à une "rosinpickerei" éhontée de la part d'opérateurs étrangers. La permission accordée à des entreprises comme Flixtrain de desservir des liaisons purement intérieures est une invitation à la sélection des lignes les plus rentables, laissant ainsi les chemins de fer fédéraux (CFF) et autres entreprises concessionnaires avec le fardeau des lignes moins lucratives mais indispensables à la

desserte de l'ensemble du territoire. Ce mécanisme, inscrits dans le droit ferroviaire suisse par l'ajout d'un nouvel article 40a ter de la loi fédérale sur le transport de voyageurs (LTC), sape inexorablement la base financière de notre service public et menace son modèle de financement solidaire.

La prétendue "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral pour rassurer sur ces points s'avère être un placebo juridique. Elle est dénuée de toute force contraignante et ne constitue en aucun cas une protection contre les futures évolutions du droit européen. La Suisse serait alors contrainte d'en adopter dynamiquement les modifications, perdant ainsi une autonomie décisionnelle de plus en plus significative dans un domaine aussi stratégique que les transports. Cette "déclaration" ne fait qu'accélérer l'érosion de notre souveraineté dans la gestion de notre réseau ferroviaire.

Cette cession de contrôle se matérialise davantage par l'obligation d'adopter de nouvelles réglementations européennes, à l'instar de celles concernant le "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructures" (ENIM). L'application de ces normes impliquerait une décentralisation accrue des décisions de gestion de notre infrastructure ferroviaire vers des instances supranationales, au détriment de nos autorités nationales.

L'introduction de la cabotage dans le droit ferroviaire, au travers de l'article 40a ter LTC, constitue un assaut frontal contre le principe du service public. Elle permet à des entreprises étrangères, souvent soutenues par des subventions publiques nationales, de capter les flux les plus rémunérateurs, affaiblissant ainsi les CFF et les autres opérateurs qui ont une mission de desserte complète. Cette dynamique de "rosinpickerei" met en péril à long terme la qualité et l'accessibilité du transport public sur l'ensemble du territoire suisse.

De surcroît, la modification de l'article 32a, alinéa 1 bis, de la loi fédérale sur le transport de voyageurs (LTC) contraint la Suisse à se conformer aux directives européennes lors des procédures d'appel d'offres. Au lieu de pouvoir privilégier les solutions les plus adaptées aux besoins nationaux et cantonaux, la Suisse doit désormais se plier à des critères européens. Cette contrainte limite considérablement la marge de manœuvre souveraine des cantons et de la Confédération dans la planification et l'organisation de leur offre de transports publics. Il en résulte un risque de décisions sous-optimales, plus coûteuses pour les contribuables suisses, simplement pour satisfaire des exigences externes.

En conclusion, l'accord proposé dans le domaine des transports terrestres représente une régression significative pour le service public ferroviaire suisse. Les risques juridiques, économiques et opérationnels sont considérables et la protection offerte par la "Déclaration commune" est illusoire. Nous appelons à un réexamen profond de ces dispositions afin de préserver notre souveraineté et de garantir la pérennité d'un service public ferroviaire performant et accessible à tous les citoyens suisses.

Libre circulation: Protection des salaires

La consultation actuelle concernant la libre circulation et la protection des salaires révèle une approche lacunaire et potentiellement préjudiciable pour le marché du travail suisse. Les mesures proposées, prétendument destinées à renforcer la protection des travailleurs, apparaissent plutôt comme des ajustements cosmétiques visant à satisfaire des exigences européennes, sans toutefois s'attaquer aux problèmes structurels engendrés par l'extension de la libre circulation.

Il est consternant de constater que, loin de consolider notre système éprouvé de protection des salaires, les nouvelles dispositions semblent le diluer pour le rendre compatible avec les normes de l'Union européenne. Les mesures annoncées, bien que potentiellement plus bureaucratiques, manquent de l'efficacité intrinsèque de nos mécanismes antérieurs. Elles ouvrent la porte à des pratiques de dumping salarial, profitant principalement aux entreprises étrangères désireuses de minimiser leurs coûts de main-d'œuvre, au détriment des salariés suisses. Le risque d'une érosion généralisée de notre niveau de rémunération, en particulier pour les classes de revenus moyennes et basses, est une préoccupation majeure qui ne peut être ignorée.

Les mécanismes de contrôle, pierre angulaire de la protection des salaires, sont significativement

affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail se voient sapées par l'instauration de structures nouvelles, centralisées et alignées sur les standards de l'UE. Cette réorganisation, si elle vise une uniformisation, conduit inévitablement à une diminution des contrôles et à une application moins rigoureuse des conditions de travail et des salaires. La conséquence directe sera une application moins efficace des dispositions légales, laissant les travailleurs davantage exposés.

L'introduction d'une protection spécifique contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, telle que prévue dans les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue un cadeau empoisonné. Elle engendre une dichotomie complexe au sein du droit du travail, créant une classe privilégiée de salariés dont le licenciement est soumis à une procédure rigide et bureaucratique. Cette mesure leste la flexibilité des petites et moyennes entreprises (PME) sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. Elle contrevient aux principes de notre marché du travail, fondé sur la liberté contractuelle et l'agilité nécessaire pour le succès de nos entreprises.

Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-chômage (LACI), notamment l'extension du système de sanctions tel que stipulé à l'article 9 alinéa 2 de la loi sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), semblent davantage motivées par la nécessité d'assurer la compatibilité avec le droit de l'UE que par une volonté réelle d'améliorer la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit de recours tel qu'il existait à l'article 11 et sa réorganisation à l'article 13a de la loi sur les étrangers (LEtr) représente une restructuration juridique qui affaiblit la systématique éprouvée et complique la défense des droits des travailleurs.

La liaison entre la loi sur les marchés publics (LMP) et le nouveau règlement sur la contribution de cohésion, telle qu'elle est stipulée à l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, est particulièrement problématique. Elle ancre le paiement de la contribution de cohésion de manière permanente dans notre ordonnancement juridique et crée des liens transversaux qui lient politiquement et économiquement la Suisse de manière encore plus étroite à l'UE. Cette interdépendance limite notre marge de manœuvre politique et économique future.

Les précisions apportées à la loi sur la durée du travail (LDTr), en particulier les nouvelles règles concernant les associations à l'article 2, peuvent paraître techniques, mais elles font partie d'un ensemble visant à soumettre notre partenariat social à la pression de la compatibilité avec l'UE. Toute modification de notre système éprouvé de déclaration de généralisation (convention collective de travail) présente le risque d'affaiblir nos mécanismes suisses robustes au profit de modèles conformes à l'UE, souvent moins efficaces.

Enfin, l'assimilation des sanctions de l'UE à des jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouveau chiffre 6 de l'alinéa 2 de l'article 80 de la LP) constitue une cession de souveraineté massive. La Suisse se transforme ainsi en un instrument de mise en œuvre des sanctions administratives financières de l'UE. Cette disposition sape notre propre ordonnancement juridique en permettant l'exécution en Suisse de décisions administratives étrangères sans un contrôle judiciaire exhaustif. Il est inacceptable que des décisions prises par des instances étrangères, sans les garanties de notre droit procédural, puissent avoir une force exécutoire directe sur notre territoire.

En conclusion, l'ensemble des mesures proposées manque de vision stratégique pour la protection de nos acquis sociaux et de nos salaires. Elles témoignent d'une soumission accrue aux diktats européens, risquant de démanteler notre système de protection des travailleurs au nom d'une intégration mal comprise et mal préparée. Il est impératif de réévaluer ces propositions et de privilégier des solutions qui renforcent notre système existant plutôt que de le compromettre.

Électricité

La présente prise de position exprime de profondes préoccupations quant au projet d'ouverture complète du marché de l'électricité, tel que proposé et dont les implications juridiques sont analysées au regard des dispositions actuelles et futures, notamment celles découlant d'une potentielle

intégration accrue avec le cadre réglementaire de l'Union européenne. Les modifications envisagées, en particulier celles prévues par le nouveau Code de l'énergie (StromVG) et la loi sur l'énergie (EnG), semblent compromettre de manière significative la souveraineté énergétique de la Suisse, la sécurité de son approvisionnement, la viabilité de ses structures fédérales et, ultimement, le pouvoir d'achat de ses citoyens et de ses entreprises.

Il est frappant de constater que l'intégration institutionnelle proposée, notamment via l'adhésion à des structures de surveillance européennes comme l'ACER et l'ENTSO-E, conduit à une perte manifeste de souveraineté. La Suisse se retrouverait contrainte d'accepter des directives émanant de Bruxelles sans disposer d'un droit de vote proportionnel à son poids économique et stratégique dans le domaine de l'énergie. Ce statut d'« exécutant » contraint, alors même que les coûts de cette intégration seraient supportés par notre pays, est inacceptable. Les décisions concernant notre réseau électrique, infrastructure vitale, seraient prises dans une capitale étrangère, détachée des réalités et des besoins spécifiques helvétiques.

Dans cette optique, le rôle de la Commission fédérale de la concurrence (ElCom) est fondamentalement altéré. La transformation de cette autorité de régulation indépendante en un simple « bureau d'application opérationnel pour la réglementation de l'UE » (selon l'esprit de l'article 22 StromVG modifiant et élargissant ses compétences) représente l'érosion de notre autonomie réglementaire. L'ElCom serait ainsi contrainte d'appliquer des normes non démocratiquement légitimées au niveau national, vidant ainsi de sa substance une régulation énergétique pensée pour et par la Suisse.

L'avenir de notre production hydroélectrique, pilier de notre indépendance énergétique, est directement menacé par les règles européennes relatives aux aides d'État. Le système actuel des redevances hydrauliques, essentiel au financement des cantons de montagne et bénéfique pour la population locale, pourrait être qualifié d'« aide d'État illicite » et être ainsi remis en cause, voire aboli. Cette perspective met en péril non seulement une source d'énergie propre et renouvelable, mais aussi un mécanisme de péréquation et de soutien à des régions souvent moins favorisées.

Les structures fédérales qui caractérisent notre pays, et qui sont particulièrement efficientes dans le secteur de l'énergie, se trouvent également fragilisées. Les centrales communales, qui jouent un rôle crucial dans l'approvisionnement énergétique local et décentralisé, verraient leur priorité d'injection (Einspeisevorrang), un avantage concurrentiel déterminant, sapée par les règles de concurrence de l'UE. L'article 10, 18 et 19 du StromVG, en renforçant les exigences d'unbundling, renforcent cette tendance à la centralisation et désavantagent la production d'énergie à petite échelle et issue de réseaux locaux.

La sécurité nationale de l'approvisionnement est sacrifiée sur l'autel d'une libéralisation de marché qui s'avère, au mieux, incertaine, et au pire, dangereuse. La possibilité de constituer des réserves stratégiques, qu'il s'agisse de capacités de production ou de stockage d'énergie (par exemple, une réserve d'eau pour l'hydroélectricité), se trouve entravée par les règlements européens. Pire encore, la responsabilité claire de l'approvisionnement, jusqu'alors assurée par des acteurs définis, se dilue. Ni le marché, ni l'UE ne peuvent garantir une couverture fiable et continue des besoins de la Suisse. C'est un pari risqué avec notre propre sécurité.

La libéralisation complète du marché de l'électricité, telle que prévue par le nouveau StromVG (notamment aux articles 4a et suivants), aura pour conséquence inéluctable une volatilité accrue des prix. Les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les ménages suisses devront faire face à des tarifs d'électricité fluctuants, voire à une augmentation des coûts, car les charges liées à la sécurité d'approvisionnement, que le « libre marché » ne couvrira pas, devront être répercutées par le biais de nouvelles taxes ou de prélèvements sur les consommateurs. De surcroît, la création d'une réserve d'énergie jugée insuffisante (conformément aux articles 8b et suivants du StromVG) accentue cette vulnérabilité.

Les modifications apportées à la loi sur l'énergie (EnG), en particulier à l'article 15 (désormais article 15 nouveau), affaiblissent la position de la production d'énergie renouvelable décentralisée. En modifiant les règles de rémunération et en abaissant drastiquement la limite de puissance pour la

prise en charge des producteurs, passant de 3 MW à 200 kW, cette disposition pénalise une multitude de petits et moyens producteurs, qu'il s'agisse de centrales communales, d'installations agricoles ou de projets citoyens. L'économie de ces acteurs est ainsi menacée, ce qui va à l'encontre de la stratégie énergétique nationale et favorise les grands acteurs centralisés.

L'introduction d'une exclusion de soutien en cas de prix négatifs, telle que stipulée dans les nouveaux articles 29d alinéa 4 et 33a alinéa 2bis de l'EnG, crée une insécurité juridique et financière majeure pour les investissements dans les énergies renouvelables. Cette mesure risque de freiner le déploiement des installations solaires, éoliennes et de biomasse, rendant la Suisse plus dépendante des marchés étrangers, souvent volatils, et des énergies fossiles.

Enfin, la suppression de l'exception pour la société nationale du réseau dans l'article 8 alinéa 2 BATE constitue une soumission supplémentaire au régime de l'UE. Plutôt qu'une réglementation adaptée aux spécificités suisses, notre compagnie nationale se retrouve soumise, sans nécessité impérieuse, aux mêmes règles, souvent inadaptées, qui s'appliquent à de gigantesques conglomérats européens. C'est une perte de flexibilité et de souveraineté dans la gestion de nos propres réseaux électriques.

En conclusion, le projet d'ouverture complète du marché de l'électricité, tel qu'il est présenté, représente un saut dans l'inconnu à haut risque, aux dépens des citoyens et de l'économie suisse. Il compromet notre indépendance, notre sécurité d'approvisionnement, la structure décentralisée de notre production énergétique et la stabilité des prix. Il est impératif de réévaluer sérieusement les bénéfices réels de cette démarche face aux dangers manifestes qu'elle fait peser sur notre pays.

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation doit être abordée avec la plus grande circonspection. L'idée de "stabiliser" les relations avec l'Union européenne, bien que séduisante en apparence, recèle des dangers considérables pour la souveraineté et les intérêts fondamentaux de la Suisse. Il est impératif de ne pas céder à une rhétorique qui masquerait une acceptation tacite d'une intégration européenne accrue, laquelle serait contraire à l'esprit de notre constitution et aux aspirations de notre peuple.

L'accord-cadre institutionnel, dans son essence, représente une tentative d'alignement unilatéral de la Suisse sur le droit de l'UE. L'article 4, notamment, tel qu'il est conçu, aurait pour effet de soumettre le droit suisse à l'interprétation de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Ceci est inacceptable. Notre système juridique, fondé sur des principes de démocratie directe et de souveraineté nationale, ne saurait tolérer qu'une juridiction étrangère, dont les décisions ne sont pas soumises au verdict populaire suisse, ait autorité sur notre législation interne. L'article 164 de notre Constitution fédérale stipule que "Les cantons exercent tous les droits qui ne sont pas dévolus à la Confédération". L'ingérence de la CJUE dans les affaires cantonales, qui découlerait de l'application du droit de l'UE par le biais de l'accord-cadre, constituerait une violation flagrante de cette répartition constitutionnelle des compétences. De plus, l'article 5, alinéa 2, de la Constitution fédérale, qui stipule que "La Confédération et les cantons respectent le droit international", ne saurait être interprété comme une autorisation à adopter un droit étranger qui supplanterait notre propre droit constitutionnel et législatif.

La notion de "stabilisation" ne doit pas être synonyme d'abandon progressif de notre marge de manœuvre décisionnelle. L'intégration de la jurisprudence de la CJUE dans notre ordre juridique, par le biais de la clause de référence dynamique, signifierait que de nouvelles décisions européennes, prises sans notre participation, deviendraient contraignantes pour la Suisse. Cela est incompatible avec les principes de démocratie représentative et directe que nous chérissons. L'article 34quinquies de la Constitution fédérale, traitant de la souveraineté suisse, serait directement mis à mal par une telle submersion juridique. La Suisse est une nation souveraine, et non un État membre de l'UE, et doit conserver la pleine capacité de décider de ses propres lois et de son propre avenir.

Il est également pertinent de s'interroger sur les prétendus bénéfices économiques de ces accords.

L'accès au marché intérieur de l'UE est certes un avantage, mais il ne saurait justifier une renonciation à des pans essentiels de notre souveraineté. L'expérience d'autres pays ayant conclu des accords similaires avec l'UE montre que le coût de la transposition du droit européen et les contraintes qui en découlent peuvent rapidement surpasser les gains espérés. En outre, l'accord-cadre prévoit des mécanismes de règlement des différends qui donneraient à l'UE des moyens de pression considérables sur la Suisse en cas de désaccord. Ceci est inacceptable dans une relation entre partenaires souverains.

Les dispositions relatives à la libre circulation des personnes, bien qu'encadrées par des accords bilatéraux existants, doivent être réévaluées dans le contexte d'un éventuel accord-cadre. L'extension de la jurisprudence de la CJUE aurait des répercussions sur l'application de ces accords et pourrait conduire à une immigration non désirée, mettant sous pression nos infrastructures et notre cohésion sociale. La Suisse a le droit et le devoir de contrôler qui entre et qui séjourne sur son territoire, conformément à ses propres intérêts nationaux. L'article 121 de la Constitution fédérale, qui traite de la politique d'immigration et d'émigration, ne doit en aucun cas être compromis par des interprétations extensives du droit européen.

En conclusion, l'idée de "stabiliser" les relations avec l'UE par le biais d'un accord institutionnel tel qu'il est actuellement envisagé constitue une menace sérieuse pour la souveraineté, la démocratie et les intérêts de la Suisse. Il est de notre devoir de refuser tout accord qui affaiblirait notre indépendance et notre capacité à prendre nos propres décisions. Il convient de privilégier des relations bilatérales pragmatiques, qui respectent pleinement notre spécificité constitutionnelle et notre droit de disposer de nous-mêmes. Toute avancée dans la relation avec l'UE doit être soumise à un examen rigoureux et à l'approbation de notre peuple, conformément aux principes démocratiques qui sont le fondement de notre État. La "stabilisation" ne doit pas être une porte d'entrée vers une intégration subreptice qui saperait les fondements mêmes de notre nation.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

Le présent document évalue le paquet de mesures proposé dans le cadre des relations entre la Suisse et l'Union européenne. Il convient d'exprimer d'emblée une profonde insatisfaction quant à la direction que prend ce paquet. Les dispositions envisagées, loin de conforter la souveraineté helvétique et la stabilité de notre système juridique, semblent au contraire ouvrir la porte à une intégration croissante et potentiellement dommageable.

Le pilier central de nos préoccupations réside dans le risque d'une soumission accrue au droit de l'Union européenne. L'accord institutionnel, dans ses versions débattues, tend à accorder à la Cour de justice de l'Union européenne un rôle d'interprète suprême du droit applicable aux accords bilatéraux. Cette perspective est inacceptable. L'article 120 de la Constitution fédérale suisse garantit l'indépendance de notre ordre juridique. Permettre à une juridiction étrangère de dicter l'interprétation du droit qui nous lie, même indirectement, constituerait une atteinte frontale à ce principe fondamental. La Suisse, État souverain, ne saurait déléguer l'interprétation ultime de ses obligations juridiques à une instance dont elle n'est pas membre et qui ne partage pas nécessairement nos valeurs constitutionnelles profondes.

De plus, la clause de sauvegarde généralisée, telle qu'elle est envisagée, semble offrir peu de véritable marge de manœuvre. Bien qu'elle soit présentée comme une protection de nos intérêts nationaux, sa mise en œuvre risque d'être politiquement complexe et juridiquement incertaine face à la volonté de l'UE de faire prévaloir ses propres interprétations. La crainte est que cette clause devienne un simple instrument rhétorique, incapable d'empêcher une dérive progressive vers une adoption quasi automatique de la législation européenne dans les domaines couverts par les accords.

L'extension de l'acquis communautaire, qui semble être une conséquence inévitable de nombreux accords sectoriels, pose également de sérieux problèmes. Chaque nouvelle adhésion à une partie de l'acquis non négociée directement nous éloigne de notre droit national et de nos traditions juridiques.

L'article 5 de la Constitution fédérale exige que les actes de droit international soient compatibles avec le droit constitutionnel suisse. Or, l'assimilation progressive de pans entiers du droit européen, sans une révision adéquate de nos propres textes, risque de créer des dissonances juridiques et de diluer la spécificité de notre système. La libre circulation des personnes, par exemple, soulève des questions récurrentes relatives à la pression sur nos infrastructures, à la stabilité de notre système social et à la capacité de notre marché du travail à absorber ces flux. L'invocation de l'article 121a de la Constitution fédérale, relative à la maîtrise de l'immigration, semble devenir de plus en plus théorique face aux impératifs des accords.

La question de la dynamique d'évolution du droit est également cruciale. Les accords prévoient une adaptation constante du droit suisse aux évolutions de l'acquis communautaire. Cela signifie que la Suisse serait en permanence tenue de transposer de nouvelles normes européennes sans avoir un droit de regard significatif sur leur élaboration. Ce processus unilatéral sape le principe de participation démocratique et de légitimité de la décision politique. Le droit de veto, dans la pratique, semble être une illusion, tant sa mise en œuvre se heurterait à des pressions politiques et diplomatiques intenses.

En outre, il est préoccupant de constater que le débat actuel semble minimiser les implications financières à long terme de ces accords. L'intégration accrue implique souvent des contributions financières significatives et une participation à des programmes européens coûteux, dont les bénéfices pour la Suisse ne sont pas toujours clairement démontrés ou proportionnels aux coûts. Ces fonds pourraient être mieux investis dans des priorités nationales.

Enfin, l'absence de réciprocité véritable dans la gestion des différends est une source majeure d'inquiétude. Si la Suisse est tenue de respecter les décisions européennes, les mécanismes de recours et de protection de ses propres intérêts face aux décisions de l'UE paraissent souvent déséquilibrés. L'article 94, alinéa 3, de la Constitution fédérale protège la liberté économique, mais une application effective de cette protection face aux pressions de l'UE nécessite des garanties juridiques solides qui semblent faire défaut dans le cadre actuel.

En conclusion, le paquet actuel de relations entre la Suisse et l'UE présente des risques majeurs pour notre souveraineté, notre système juridique et notre capacité à définir nos propres priorités nationales. Une approche plus prudente, axée sur la préservation de nos spécificités et une défense ferme de nos intérêts, est impérative. La voie proposée semble s'éloigner dangereusement d'un partenariat d'égal à égal pour se rapprocher d'une intégration subie, contraire aux principes fondamentaux de notre État de droit et aux attentes de notre population.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des récentes négociations avec l'Union européenne soulève des préoccupations majeures quant à la souveraineté helvétique et à la protection de nos intérêts nationaux. Il est impératif de soumettre ces accords à un examen rigoureux et critique, car les avancées obtenues semblent nettement insuffisantes pour justifier les concessions potentielles.

Tout d'abord, l'absence de clarté concernant le rôle de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'interprétation et l'application du droit dérivé de l'UE est profondément alarmante. L'article 17 de l'Accord sur la libre circulation des personnes, tel qu'il pourrait être interprété ou amendé dans le cadre de ces négociations, risque d'ouvrir la porte à une primauté progressive du droit de l'UE sur notre droit national, en dépit des garanties formelles. Si la Suisse devait accepter une jurisprudence de la CJUE qui contredit directement la volonté du peuple suisse telle qu'exprimée par le biais de votations populaires, cela constituerait une atteinte inacceptable à notre démocratie directe. L'article 191 de la Constitution fédérale garantit la souveraineté de la Suisse. Toute disposition qui éroderait cette souveraineté, même de manière subtile, doit être rejetée. Il est essentiel que toute application de règles issues de l'UE soit soumise à un contrôle effectif et indépendant au niveau

national, garantissant ainsi que nos tribunaux suprêmes conservent le dernier mot sur l'interprétation du droit, y compris lorsqu'il s'agit de règles ayant une origine supranationale.

Deuxièmement, la question de la compensation financière demeure une source d'incertitude et de préoccupation. L'engagement de la Suisse à contribuer au budget de l'UE, sous quelque forme que ce soit, doit être évalué avec la plus grande prudence. Les montants discutés et les mécanismes de calcul doivent être transparents et proportionnels aux bénéfices concrets retirés de ces accords. Il est à craindre que les contributions demandées soient excessives par rapport aux avantages réels pour l'économie suisse, et qu'elles ne servent en réalité qu'à financer des politiques européennes qui ne correspondent pas nécessairement aux priorités de notre pays. L'article 3 du Concordat de l'Association européenne de libre-échange (AEEL), qui régit nos relations avec l'UE, ne devrait pas être interprété comme une obligation d'acquiescer à des demandes financières sans contrepartie claire et équitable. La Suisse n'est pas membre de l'UE et ne devrait pas avoir à assumer les coûts de son fonctionnement interne sans que cela soit strictement encadré par des accords bilatéraux précis et limités.

Troisièmement, la protection des secteurs sensibles de notre économie, tels que les services financiers et l'agriculture, n'apparaît pas suffisamment garantie. L'ouverture à une concurrence accrue imposée par des accords mal négociés pourrait avoir des conséquences désastreuses pour nos entreprises et nos travailleurs. Il est crucial que la Suisse conserve la flexibilité nécessaire pour réguler ces secteurs conformément à ses propres normes et intérêts, sans être contrainte d'adopter des réglementations européennes qui pourraient s'avérer inadéquates, voire nuisibles. L'article 27 de la Constitution fédérale, qui garantit la liberté économique, doit être interprété de manière à préserver la capacité de la Suisse à définir ses propres priorités économiques et sociales. L'adoption automatique de normes UE dans ces domaines sensibles, sans adaptation préalable aux spécificités suisses, représente un risque majeur pour notre prospérité.

En outre, le maintien de notre système d'asile et de notre politique de migration est une autre préoccupation centrale. Si les accords impliquent une harmonisation accrue avec le système européen, notamment le règlement de Dublin, cela pourrait compromettre notre capacité à gérer nos propres frontières et à sélectionner les personnes admises sur notre territoire. L'article 121 de la Constitution fédérale, qui traite de la politique en matière d'asile, doit être respecté dans toute son intégrité. Il est inacceptable que des engagements pris dans le cadre de négociations avec l'UE affaiblissent notre souveraineté en matière de politique d'asile.

Enfin, l'absence d'un droit de veto clair et contraignant pour le Conseil fédéral et le Parlement suisse sur l'évolution future du droit de l'UE applicable à la Suisse est une lacune inacceptable. Le principe de l'acquis communautaire, qui implique l'adoption automatique de nouvelles réglementations de l'UE, doit être fermement refusé. La Suisse doit conserver la pleine maîtrise de son ordre juridique et pouvoir décider, de manière souveraine, quelles parties du droit de l'UE elle souhaite intégrer dans son propre système, et sous quelles conditions. Le renvoi systématique aux décisions de l'UE sans possibilité de débat et de refus constitue une dérive dangereuse pour notre indépendance.

En conclusion, l'évaluation actuelle des résultats des négociations révèle des lacunes importantes et des risques sérieux pour la souveraineté, l'économie et le modèle social suisse. Il est de notre devoir de refuser fermement tout accord qui ne garantirait pas la primauté de notre droit national, la protection de nos secteurs stratégiques et le maintien de notre indépendance décisionnelle.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Manon (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Gautschi · 0788049000 · manon.hauser@gmx.net

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur Annäherung an die EU werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Grundsätze der Schweiz auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitgestaltungsmöglichkeit, wie sie sich aus einer potenziellen Unterordnung unter das Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs ergeben könnte, steht im Widerspruch zur direkten Demokratie und dem Volkswillen, wie er im Artikel 7 Absatz 2 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die befürchtete Erosion der eigenständigen Gesetzgebung und die Einschränkung der Entscheidungskompetenz des Schweizer Parlaments gemäss Artikel 164 BV sind nicht zu unterschätzen. Die Stossrichtung der Verhandlungen scheint primär auf eine schrittweise Angleichung und somit auf eine faktische Rechtsübernahme hinauszulaufen, anstatt auf eine für die Schweiz vorteilhafte und souveräne Kooperation.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Insbesondere die Gefahr einer automatischen Übernahme von EU-Recht ohne angemessene parlamentarische Kontrolle und demokratische Legitimation gemäss den Artikeln 164 und 165 der Bundesverfassung muss kritisch hinterfragt werden. Die vorgesehene Überwachungsfunktion durch eine nicht-demokratisch legitimierte Instanz untergräbt die Gewaltentrennung und die Rolle des Parlaments als primäres Gesetzgebungsorgan. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz unbemerkt in eine Rechtsordnung hineingezogen wird, die nicht ihren nationalen Interessen und Werten entspricht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine massive und inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und direkten Demokratie dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, die zu einer faktischen Unentziehbarkeit des Aufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren führt, widerspricht diametral dem Willen des Volkes gemäss Artikel 121a BV. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Schwiegereltern, die Einführung eines Daueraufenthaltsrechts für Sozialhilfeempfänger und die praktisch unwirksame Schutzklausel gemäss neuem Artikel 21b AIG sind unhaltbar. Diese Massnahmen fördern eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme und belasten die Schweizer Steuerzahler unverhältnismässig. Die automatische Rechtsübernahme nach der Integrationsmethode entmündigt unser Parlament und Volk, während die Anbindung an EU-Systeme wie IMI und die Einführung des Europäischen Berufsausweises die nationalen Qualitätsstandards und Kontrollmechanismen, wie sie im Medizinalberufegesetz (Art. 50) und im Psychologieberufegesetz (Art. 37 Abs. 4) vorgesehen waren, untergraben.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung, insbesondere durch die neuen Artikel 4a ff. des Stromversorgungsgesetzes (StromVG), birgt gravierende Risiken für die Energiesouveränität und Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E untergräbt unsere nationale Autonomie und verwandelt die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) in

eine reine Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was gegen die Prinzipien einer eigenständigen Regulierung verstösst. Die EU-Beihilfenregeln gefährden zudem die Wasserkraft und könnten das System der Wasserzinsen abschaffen. Die Schwächung föderaler Strukturen und lokaler Produzenten durch verschärfte Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sowie die Beschränkung strategischer Reserven sind unannehmbar. Die Kosten für die Versorgungssicherheit werden auf die Konsumenten abgewälzt, was zu volatileren und potenziell höheren Strompreisen führt. Die Änderungen im Energiegesetz (Art. 15 neu EnG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind weitere Schritte, die die Schweiz von EU-Regelungen abhängig machen und unsere kritische Infrastruktur gefährden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatlicher Beihilfen stellt einen inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität und föderalistische Struktur dar. Die Abschaffung der bewährten, demokratisch legitimierten Praxis der Subventionsvergabe und die Unterwerfung unter ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime sind aufs Schärfste abzulehnen. Insbesondere die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben, indem ihre autonomen Entscheidungen im Rahmen der Wirtschaftsförderung künftig von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern überprüft werden müssen. Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit der darin verankerten Beihilfekammer agiert als "verlängerter Arm der EU" und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Die Änderungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im Verbandsgerichtsgesetz (VGG) degradieren die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten und schwächen ihre Autonomie durch die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle durch das Bundesgericht. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz bedeutet zudem den Verlust jeglicher nationaler Kontrollkompetenz in diesem strategisch wichtigen Sektor. Die Schweiz wird durch diese Massnahmen zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert, was die Grundfesten unseres Rechtsstaates und die Interessen unserer Bevölkerung gefährdet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Abkommen im Landverkehr mit der EU stellen eine ernsthafte Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Die Zulassung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG ermöglicht ausländischen Anbietern, sich auf lukrative inner-schweizerische Strecken zu konzentrieren, was zwangsläufig zu einer «Rosinenpickerei» führt. Dies untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die verpflichtet sind, auch unrentable Nebenlinien zu bedienen und somit die flächendeckende Grundversorgung sicherzustellen. Die angepriesene «Gemeinsame Erklärung» bietet keinen wirksamen Schutz, da sie rechtlich nicht bindend ist und die Schweiz zukünftigen, dynamisch übernommenen EU-Rechtsvorschriften ausgesetzt wäre. Die Pflicht zur Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen gemäss neuem Art. 32a Abs. 1bis PBG schränkt zudem die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein und birgt das Risiko suboptimaler und kostspieligerer Lösungen für die Schweizer Steuerzahler.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind bestenfalls kosmetisch und reichen bei Weitem nicht aus, um dem immensen Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken. Statt unseres bewährten und wirksamen Lohnschutzes, der durch flankierende Massnahmen im Entsendegesetz (EntsG) mit seinen Kontrollmechanismen gemäss Art. 9 und 11 EntsG gestützt wurde, droht eine schrittweise Erosion unseres Lohnniveaus. Die geplante Umstrukturierung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG und die Verlagerung des Klagerechts nach Art. 13a EntsG mögen EU-konform sein, sind aber keine Stärkung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Vielmehr werden die Kontrollkompetenzen von paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektoraten durch zentralistische EU-Strukturen untergraben, was zu weniger wirksamen Kontrollen führt. Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l ff. OR) stellt einen unverhältnismässigen Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse, die die Flexibilität insbesondere von KMU unnötig einschränkt, ohne das Kernproblem des Lohndumpings zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen gemäss Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG ist eine bedenkliche Souveränitätsabtretung, welche die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für ausländische administrative Entscheide macht. Insgesamt schwächen diese Anpassungen den Schweizer Lohnschutz und zwingen ihn in ein EU-kompatibles, aber weniger robustes Korsett.

Finanzieller Beitrag

Die vorgesehene Umwandlung der bisher freiwilligen Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie im vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) verankert ist, stellt einen fundamentalen Eingriff in die Souveränität und die parlamentarische Budgethoheit dar. Artikel 1 des KoBG zementiert einen permanenten Rechtsanspruch der EU auf diese Zahlungen, was die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Finanzflüsse entzieht und die Schweiz zur reinen Nettozahlerin ohne Mitspracherecht degradiert. Der anfängliche Betrag von 350 Millionen Franken scheint lediglich als Lockmittel, während der "rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung" unweigerlich zu deutlich höheren, diktierten Forderungen führen wird. Die Verknüpfung des KoBG mit dem Friedensförderungsgesetz ist eine irreführende Legitimierung umstrittener Zahlungen unter dem Deckmantel eines vermeintlich guten Zwecks. Diese Entwicklung birgt erhebliche Risiken für die finanzielle Autonomie und die politische Handlungsfähigkeit der Schweiz.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch", wie sie sich in der Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) widerspiegelt, stellt eine erhebliche Gefährdung unserer hohen Produktionsstandards, der Existenz kleinbäuerlicher Familienbetriebe und der Konsumentenwahlfreiheit dar. Es handelt sich hierbei nicht um eine reine Massnahme zur Lebensmittelsicherheit, sondern um eine umfassende Unterwerfung unserer Land- und Ernährungswirtschaft unter externe Vorgaben. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv bedroht. Das Label "Made in Switzerland" verliert seine Bedeutung, wenn Produkte denselben, weniger strengen Kriterien unterworfen werden. Dies schadet nicht nur unseren Produzenten, sondern auch der Glaubwürdigkeit unserer Exporte. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Zutritts- und Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt einen inakzeptablen Eingriff in unsere staatliche Souveränität dar. Weiterhin wird durch die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (Art. 141 und 148 LwG) das Parlament umgangen, was die demokratische Kontrolle aushöhlt. Besonders kritisch ist die systematische Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums, welche die Schweiz zwingt, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen widerspricht. Die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (Art. 15a und 21 TSchG) und die Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung bedeuten einen bedauerlichen Rückschritt für den Tierschutz und einen Verlust an nationaler Gestaltungshoheit in einem ethisch relevanten Bereich. Die Schweizer Tierschutzvorschriften, die oft strenger und bewährter sind, werden aufgegeben. Ferner ist die unter dem Titel "Lebensmittelsicherheit" getarnte Totalrevision des LMG ein Frontalangriff auf unsere mittelständische Wirtschaft und kulinarische Identität. Die erwartete Welle der Bürokratie wird kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger existenziell bedrohen. Diese Massnahmen sind ungeeignet für die Vielfalt unserer Schweizer Produktionslandschaft und gefährden unsere kulinarische Einzigartigkeit. Die Guillotineklausel, die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die unsere souveräne Handlungsfähigkeit massiv einschränkt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeit der Schweiz, wie sie in Vernehmlassungen üblich ist, widerspricht fundamentalen Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung. Die Integration von EU-Bestimmungen, die potenziell nicht im besten Interesse der Schweizer Bevölkerung sind, könnte bestehende Gesetze und Verordnungen, beispielsweise im Bereich des Arbeitsrechts oder der Umweltgesetzgebung, unvereinbar machen. Die Erosion der rechtssetzenden Gewalt durch eine einseitige Rechtsübernahme stellt eine ernste Gefahr dar und muss kritisch hinterfragt werden, bevor jegliche Verpflichtungen eingegangen werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der Europäischen Union wirft erhebliche rechtliche und politische Bedenken auf, die eine kritische Prüfung unerlässlich machen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne

die Möglichkeit zur Mitgestaltung birgt die Gefahr einer schleichenden Souveränitätsabgabe. Gemäss Artikel 49 der Bundesverfassung ist die Schweiz in ihrer Entscheidungsfreiheit zu wahren. Die vorgeschlagene Übernahme der Richtlinie über die Europäische Dienstleistungskarte würde schweizerische KMU unverhältnismässigen bürokratischen Hürden aussetzen, ohne dass klar ersichtlich ist, welchen Nutzen dies für die Schweiz tatsächlich bringt. Die Auswirkungen auf die demokratische Legitimation und die rechtsstaatlichen Prinzipien, die in der Bundesverfassung verankert sind, sind tiefgreifend und bedürfen einer detaillierten Auseinandersetzung. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die schweizerischen Interessen entschieden zu verteidigen und eine übermässige Abhängigkeit von der EU zu vermeiden.

GROSJEAN Jacques Alain
6, ch. Taverney
1218 Le Grand-Saconnex

31 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts

Le principe de préférence national

4. Coût prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Jacques Grosjean

ABFSchweiz
Aktionsbündnis freie Schweiz

Lättichstrasse 8a
6340 Baar (ZG)
kontakt@abfschweiz.ch
www.abfschweiz.ch
Weitere Absender Mitunterzeichner
gemäss separater Liste

ABF Schweiz Lättichstrasse 8a 6340 Baar (ZG)

Per E-Mail und per Briefpost an:
Eidgenössisches Departement für
Auswärtige Angelegenheiten EDA
Bundeshaus West
3003 Bern

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

31. Oktober 2025

Vernehmlassungsverfahren
zum Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz-EU»
Vernehmlassungsantwort
zum Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union über die Gesundheit

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat am 13. Juni 2025 das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten EDA beauftragt, zum Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz-EU» ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Gerne nutzen wir die Gelegenheit, zum Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union über die Gesundheit Stellung zu nehmen.

A Zusammenfassung

Das Gesundheitsabkommen als Teil der EU-Verträge ist abzulehnen.

Die Gründe sind klar und betreffen sowohl die staatliche Souveränität als auch die Interessen der Bevölkerung:

1. **Kosten ohne Mitsprache**
   Die Schweiz müsste jährlich 35–55 Mio. CHF nur auf Basis des Gesundheitsabkommens an die EU entrichten (konservative Hochrechnung von ABF Schweiz). Diese Beiträge werden nach einem BIP-Schlüssel von der EU festgelegt (Institutionelles Protokoll, Art. 13). Das Parlament hat kein Mitspracherecht bei der Höhe der Zahlungen.

2. **Volle Pflichten, null Rechte**
   Die Schweiz muss Daten liefern, Rechtsakte übernehmen und nationale Standards angleichen, erhält jedoch **kein Stimmrecht** in den relevanten Gremien des ECDC (Erläuternder Bericht, S. 834).

3. **Scheinautonomie**
   Formell bleiben nationale Behörden bestehen. Faktisch entsteht Anpassungsdruck: Übernimmt die Schweiz EU-Recht, verliert sie Autonomie. Lehnt sie ab, drohen Ausschluss oder Sanktionen.

4. **Abhängigkeit im Notfall**
   Die Schweiz verpflichtet sich, epidemiologische Daten regelmässig an die EU zu liefern (Erläuternder Bericht, S. 834). Damit macht sie sich im Krisenfall von Brüssel abhängig.

5. **Gefahr für Meinungsfreiheit**
   Mit der dynamischen Übernahme von EU-Regeln gegen «Desinformation» drohen Einschränkungen von Art. 16 und 17 BV (Meinungs- und Medienfreiheit). Kritische Stimmen könnten leichter unterdrückt werden.

6. **Immunitäten für EU-Organe**
   Das ECDC und sein Personal geniessen in der Schweiz Vorrechte und Befreiungen (Erläuternder Bericht, S. 834). Damit fehlt im Krisenfall jede rechtliche Kontrolle.

Fazit:
Das sogenannte Gesundheitsabkommen ist kein partnerschaftlicher Vertrag, sondern ein schleichender Souveränitätsverzicht. Es zieht Schweizer Steuergelder nach Brüssel, ohne dass die Schweiz mitreden darf. Es zwingt uns, sensible Gesundheitsdaten preiszugeben und EU-Entscheide zu vollziehen, während unsere eigenen Behörden nur noch Vollzugsgehilfen sind. Es bedroht unsere Meinungsfreiheit, weil Brüsseler «Desinformations»-Regeln direkt auf die Schweiz durchschlagen. Und es macht die Bevölkerung im Krisenfall abhängig von ausländischen Alarmknöpfen.

Wer diesem Abkommen zustimmt, stimmt aus unserer Sicht nicht für mehr Sicherheit, sondern für den Verlust der Eigenständigkeit, höhere Kosten und weniger Freiheit. Kurz: Die Schweiz würde ihre gesundheitspolitische Selbstbestimmung preisgeben – gegen Geldzahlungen, aber ohne Rechte.

B Die Argumente im Detail

Die folgenden Ausführungen vertiefen die Kernaussagen und zeigen im Detail, weshalb das Gesundheitsabkommen für die Schweiz unausgewogen, verfassungsrechtlich problematisch und politisch untragbar ist.

In dieser Stellungnahme widmen wir uns ausschliesslich dem Gesundheitskapitel. Bereits die Ausgangslage macht deutlich, weshalb eine Zustimmung ausgeschlossen ist: Die Schweiz soll umfassende Verpflichtungen übernehmen, finanzielle Beiträge leisten, sensible Daten weitergeben und ihre nationalen Krisenmechanismen mit der EU harmonisieren, jedoch **ohne gleichwertige Mitbestimmung**. Offiziell wird dies im erläuternden Bericht selbst bestätigt:

„Wie in allen EU-Agenturen, an denen die Schweiz auf Grundlage eines Abkommens teilnimmt, hat sie jedoch kein Stimmrecht in den Gremien des Zentrums."
(Erläuternder Bericht, S. 834)

Es handelt sich um eine Konstellation von Pflichten ohne Rechte, die die gesundheitspolitische Eigenständigkeit der Schweiz schrittweise aushöhlt.

1. Kosten ohne Mitsprache

Ein Kernproblem des vorgeschlagenen Abkommens liegt in der finanziellen Belastung bei gleichzeitigem Ausschluss von Mitentscheidungsrechten.

- Die Schweiz soll jährlich einen Beitrag zwischen **35 und 55 Mio. CHF** leisten (eigene konservative Hochrechnung). Dieser Beitrag ergibt sich aus einem BIP-basierten Berechnungsschlüssel, zu dem zusätzlich eine **4 %-Teilnahmegebühr** erhoben wird.
- Die Höhe wird **jährlich durch die EU-Kommission festgelegt**. Eine Mitwirkung der Schweiz an der Festsetzung der Beträge ist nicht vorgesehen.

Das Abkommen schreibt ausdrücklich:
„Diese Beteiligung setzt sich aus einem operativen Beitrag und einer Teilnahmegebühr zusammen [...]. Die Beträge werden jedes Jahr auf der Grundlage eines Beitragsschlüssels berechnet, der auf dem Bruttoinlandsprodukt der Schweiz und der EU basiert."
(Institutionelles Protokoll, Art. 13, S. 88–89)

Damit wird die Budgethoheit des Parlaments geschwächt: Es kann die Beiträge nicht verhandeln, sondern nur global Ja oder Nein zum Abkommen sagen. Finanzielle Verpflichtungen entstehen somit ohne gleichwertige Einflussmöglichkeiten.

2. Volle Pflichten, null Rechte

Die Schweiz erhielte Zugang zu den Strukturen der EU-Gesundheitspolitik: dem **EWRS (Early Warning and Response System)**, der **Krisenkoordination**, dem **ECDC (European Centre for Disease Prevention and Control)** sowie dem Programm **EU4Health**. Doch dieser Zugang ist asymmetrisch gestaltet:

- Die Schweiz verpflichtet sich, Daten zu liefern, Beiträge zu zahlen und nationale Standards mit den EU-Regeln kompatibel zu machen.
- Gleichzeitig ist sie vom **Stimmrecht in den Gremien ausgeschlossen** (Erläuternder Bericht, S. 834).
- Im Konfliktfall hat die EU das Recht, den Zugang der Schweiz einzuschränken oder zu entziehen.

Das Verhältnis von Rechten und Pflichten ist fundamental unausgeglichen. Es widerspricht den Grundsätzen gleichberechtigter Partnerschaften.

3. Scheinautonomie

Oberflächlich betrachtet betont das Abkommen, dass die Schweiz ihre eigenen Behörden behält und formell selbst über Massnahmen entscheidet. Diese Zusicherung erweist sich jedoch als **Scheinautonomie**.

- Neue EU-Rechtsakte im Gesundheitsbereich werden von der Schweiz lediglich zur Kenntnis genommen. Eine Nicht-Übernahme zieht **Ausgleichsmassnahmen** nach sich, beispielsweise den Ausschluss aus EWRS oder dem ECDC.
- Damit wird die Entscheidungsfreiheit auf eine unhaltbare Alternative reduziert:
    - Übernahme des EU-Rechts → Verlust an Autonomie.
    - Nicht-Übernahme → Verlust an Zugang.

Die Kriterien für das Eingreifen definiert die EU. Damit ist die Schweiz in jedem Fall gezwungen, sich den Entscheidungen der EU anzupassen, ohne faktisch eigenständige Gestaltungsmöglichkeiten.

- Brisant in diesem Zusammenhang: Neu könnte auch die **EU Health Task Force (EUHTF, zu deutsch: EU-Gesundheits-Einsatzgruppe resp. EU-Gesundheits-Taskforce)**, die in der EU im Zusammenhang mit der Covid-19-Krise eingeführt wurde, in der Schweiz zum Einsatz kommen. Das ECDC könnte gemäss EU-Verordnung «Mobilisierung und Einsatz der EU-Gesundheits-Taskforce» anordnen.

4. Abhängigkeit im Notfall

Der Nutzen des Zugangs zu EU-Daten und Frühwarnsystemen liegt auf der Hand. Gleichwohl schafft diese Integration eine **neue Form der Abhängigkeit**, die in Krisensituationen problematisch werden kann.

Das Abkommen regelt klar:
„Die Überwachungs- und Frühwarnmechanismen umfassen insbesondere die Erhebung, Verarbeitung, Bewertung und Übermittlung von Warnmeldungen und epidemiologischen Daten an die EU in Zusammenarbeit mit den zuständigen nationalen und kantonalen Behörden."
(Erläuternder Bericht, S. 842)

Damit verpflichtet sich die Schweiz zur regelmässigen Lieferung sensibler Gesundheits- und Personendaten. Im Krisenfall wäre sie auf EU-Systeme angewiesen, ohne garantierten Einfluss auf deren Funktionsweise oder Verfügbarkeit.

5. Informations- und Meinungsfreiheit

Ein bislang wenig beachteter Aspekt betrifft die Informationspolitik. Mit der dynamischen Rechtsübernahme würde die Schweiz auch an EU-Regeln zu Desinformation gebunden.

- Die EU reguliert Desinformation bereits heute, u. a. durch den **Digital Services Act** und spezielle Pandemieprogramme.
- Mit der dynamischen Rechtsübernahme müsste die Schweiz diese Regeln übernehmen, ohne nationale Vorbehalte einbringen zu können.

Dies birgt erhebliche Risiken:

- Kritische Stimmen zu Impfungen oder Massnahmen könnten unter das Label «Desinformation» fallen.
- Plattformen wären verpflichtet, Inhalte auch in der Schweiz zu löschen oder zu sperren.
- Eine eigenständige schweizerische Regelung wäre nicht mehr möglich.

Die Gefahr einer Zensur ist real. Sie betrifft direkt die verfassungsmässig garantierten Rechte der Meinungs- und Medienfreiheit (Art. 16 und 17 BV). Und sie steht in eklatantem Widerspruch zum vom Bundesrat im Mai 2025 erhobenen Vorbehalt im Zusammenhang mit den Änderungen der Internationalen Gesundheitsvorschriften (IGV) in Bezug auf Desinformation und Fehlinformation.

6. Weitere kritische Punkte

- **Krisenmanagement nach EU-Standards**: Nationale Pandemiepläne müssten auf EU-Linien abgestimmt werden. Dies betrifft zentrale Bereiche wie Quarantäne, Reisebeschränkungen und Impfstrategien. Nationale Eigenständigkeit würde faktisch reduziert.
- **Haftungsfragen**: Das Abkommen sieht Immunitäten für das ECDC und dessen Personal vor.

Dazu heisst es:
„Anhang I und die dazugehörige Anlage führen die Vorrechte und Befreiungen auf, welche die Schweiz dem ECDC und seinen Mitarbeitenden gewährt."
(Erläuternder Bericht, S. 834)

Das bedeutet: Im Krisenfall könnten Schweizer Behörden kaum rechtliche Schritte gegen EU-Organe unternehmen, selbst bei Fehlentscheidungen.

- **Einfallstor für weitere Integration**: Während sich das Abkommen derzeit auf ECDC, EWRS und EU4Health beschränkt, ist die Ausweitung auf weitere Strukturen wie die EU-Behörde **HERA**

(Health Emergency Preparedness and Response Authority) absehbar. Die Schweiz würde in eine kontinuierliche Vertiefung der Integration gedrängt.

7. Verfassungsrechtliche Unvereinbarkeit

Neben den politischen und praktischen Problemen weist das Gesundheitsabkommen eine grundlegende **Unvereinbarkeit mit der Bundesverfassung** auf. Mehrere zentrale Verfassungsbestimmungen werden durch die vorgesehene Konstruktion verletzt oder zumindest erheblich ausgehöhlt:

7.1 Art. 54 BV – Wahrung der Unabhängigkeit

Art. 54 Abs. 2 BV verpflichtet den Bund ausdrücklich, die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren. Die dynamische Rechtsübernahme im Gesundheitsbereich, verbunden mit der faktischen Bindung an EU-Entscheide ohne Mitbestimmung, stellt einen klaren Eingriff in diese Unabhängigkeit dar. Auch wenn formell die eigenen Behörden bestehen bleiben, verliert die Schweiz faktisch die Möglichkeit, in zentralen Fragen frei zu entscheiden.

7.2 Art. 140 BV – Obligatorisches Referendum

Art. 140 Abs. 1 lit. b BV schreibt vor, dass völkerrechtliche Verträge mit wichtigen rechtsetzenden Bestimmungen zwingend dem Volk und den Ständen zur Abstimmung zu unterbreiten sind. Das Gesundheitsabkommen enthält genau solche Bestimmungen:

- Verpflichtung zur Übernahme von EU-Verordnungen (dynamische Rechtsübernahme).
- Institutionelle Streitbeilegung über Schiedsverfahren mit Bindung an den EuGH.
- Verpflichtung zu regelmässigen finanziellen Beiträgen, deren Höhe nicht von der Schweiz bestimmt wird.

Damit handelt es sich eindeutig um ein Abkommen, das dem obligatorischen Referendum untersteht. Ein Umgehen dieser Pflicht wäre ein Bruch mit der Verfassung.

7.3 Art. 16 und 17 BV – Grundrechte

Die automatische Übernahme von EU-Regeln im Bereich «Desinformation» kann die in Art. 16 und 17 BV garantierte Meinungs- und Medienfreiheit erheblich einschränken. Da die Schweiz keinen Vorbehalt anbringen kann, verliert sie die Möglichkeit, diese Grundrechte in eigener Kompetenz zu schützen.

7.4 Prinzip der direkten Demokratie

Das Prinzip der direkten Demokratie ist nicht nur politischer Brauch, sondern verfassungsrechtlich verankert. Mit der dynamischen Rechtsübernahme werden Volk und Kantone dauerhaft von der Möglichkeit ausgeschlossen, über neue Rechtsakte zu entscheiden. Dies widerspricht dem Kerngehalt der schweizerischen Staatsordnung.

8. Verzahnung mit WHO und IGV

Das Gesundheitsabkommen darf nicht isoliert betrachtet werden. Parallel verhandelt die Schweiz auf globaler Ebene die **Internationalen Gesundheitsvorschriften (IGV)** der WHO sowie den **Pandemievertrag**. Beide Instrumente schaffen eine überstaatliche Kompetenzordnung, die im Falle einer «gesundheitlichen Notlage» der WHO erhebliche Steuerungsmöglichkeiten über die Mitgliedsstaaten eröffnet.

Das EU-Gesundheitsabkommen fügt sich nahtlos in diese Architektur ein:

- **Globale Ebene (WHO/IGV):** Ausrufung eines internationalen Gesundheitsnotstands, Vorgaben zu Impfzertifikaten, Reisebeschränkungen und weiteren Massnahmen.

- **Regionale Ebene (EU/EU-Verträge):** Automatische Übernahme dieser Standards in die EU-Verordnungen und Mechanismen (z. B. ECDC, EWRS, EU4Health).
- **Nationale Ebene (Schweiz):** Verpflichtung zur Umsetzung ohne Stimmrecht und ohne Möglichkeit, Vorbehalte einzubringen.

Damit entsteht eine doppelte Bindung: **Wenn die WHO entscheidet und die EU übernimmt, bleibt für die Schweiz faktisch kein Handlungsspielraum.** Die Schweiz wäre in globalen und regionalen Mechanismen zugleich gefangen, ohne effektive Souveränität in der Krisenpolitik.

Besonders bemerkenswert ist der Unterschied in der Argumentation des Bundesrats: Während er bei den Internationalen Gesundheitsvorschriften stets betont, die Schweiz bleibe souverän und könne im Notfall immer noch eigenständig handeln, zeigt das EU-Gesundheitsabkommen schwarz auf weiss das Gegenteil. Hier ist die fehlende Mitsprache explizit im Vertragstext festgeschrieben. Rechte werden nicht erweitert, sondern bewusst ausgeschlossen. Die Schweiz liefert Daten, zahlt Beiträge und setzt Beschlüsse um, aber sie hat **kein Mitspracherecht.**

Damit entlarvt sich das Argument der angeblich gewahrten Souveränität als reine Beruhigungsrhetorik. Auf internationaler Ebene wird sie behauptet, auf regionaler Ebene in der EU aber ausdrücklich negiert. Das Ergebnis bleibt gleich: Die Schweiz verliert faktisch die Kontrolle über ihre Gesundheitspolitik.

9. Folgen für die Bevölkerung

Neben juristischen und institutionellen Fragen stellt sich die entscheidende Frage: **Was bedeutet das Gesundheitsabkommen konkret für die Bürgerinnen und Bürger in der Schweiz?** Denn die Auswirkungen sind keineswegs abstrakt, sondern würden den Alltag vieler Menschen direkt betreffen.

9.1 Finanzielle Folgen

Die im Abkommen vorgesehenen Beiträge an die EU belaufen sich voraussichtlich auf hohe zweistellige Millionenbeträge. Diese Gelder fehlen im Schweizer Haushalt an anderer Stelle, etwa für die Unterstützung von Spitälern, die Förderung der Pflege oder die Entlastung bei den Krankenkassenprämien. Für den Normalbürger bedeutet dies: Mehr Geld nach Brüssel, weniger Mittel für den Gesundheitsbereich im Inland.

9.2 Fehlende Mitsprache bei Regeln

Entscheidungen über zentrale Fragen wie Quarantänepflichten, Reisebeschränkungen oder Impfstrategien würden künftig massgeblich in Brüssel vorbereitet. Die Schweiz wäre verpflichtet, diese Vorgaben umzusetzen, ohne in den entscheidenden Gremien ein Stimmrecht zu haben. Für die Bevölkerung bedeutet dies, dass Regeln, die den Alltag betreffen, nicht mehr allein in Bern beschlossen werden, sondern von aussen vorgegeben sind.

9.3 Einschränkung von Grundrechten

Die dynamische Übernahme von EU-Regeln zur Bekämpfung von Desinformation könnte dazu führen, dass kritische Stimmen schneller unterdrückt werden. Wer sich öffentlich zu Impfungen oder Pandemiemassnahmen äussert, riskiert, als «Desinformant» eingestuft zu werden. Damit steigt die Gefahr von Löschungen oder Sperrungen in sozialen Medien. Für den Normalbürger bedeutet dies eine Schwächung der Meinungs- und Informationsfreiheit.

9.4 Abhängigkeit im Krisenfall

In einer Gesundheitskrise wäre die Schweiz stark auf EU-Informationssysteme angewiesen. Sollte die EU die Zusammenarbeit einschränken oder verzögern, fehlte der Schweiz der Zugang zu wichtigen Daten. Das Risiko: In einer Notlage stünde die Bevölkerung ohne eigene unabhängige Entscheidungsgrundlagen da.

Für Bürgerinnen und Bürger bedeutet dies, dass Schutzmassnahmen und Reaktionszeiten von externen Faktoren abhängen, die sich der Schweizer Kontrolle entziehen.

9.5 Mehr Bürokratie und Anpassungsdruck

Ärzte, Spitäler, Pflegeheime und Betriebe müssten ihre Abläufe und Standards laufend an EU-Vorgaben anpassen. Diese Vorgaben sind nicht immer auf die schweizerischen Gegebenheiten zugeschnitten. Das führt zu mehr Bürokratie, zusätzlichem Aufwand und höheren Kosten, die letztlich von den Versicherten und Patienten getragen werden.

9.6 Schrittweise Integration

Das Abkommen ist kein Endpunkt, sondern ein Einstieg. Heute geht es um den Zugang zum ECDC und zum Frühwarnsystem, morgen um HERA oder andere EU-Behörden. Für die Bevölkerung bedeutet dies, dass immer mehr gesundheitspolitische Entscheidungen von aussen beeinflusst werden. Ein Prozess, der kaum mehr rückgängig zu machen ist.

10. Schlussfolgerung und Forderung

Das vorliegende Gesundheitsabkommen ist wie die EU-Verträge im Gesamten kein partnerschaftlicher Vertrag, sondern ein Instrument zur schrittweisen Entmachtung der Schweiz im Bereich der Gesundheitspolitik. Es verlagert Entscheidungskompetenzen, Datenhoheit und Finanzmittel nach Brüssel, ohne der Schweiz ein Mitspracherecht einzuräumen. Für die Bevölkerung sind keine Vorteile erkennbar. Weder für die Versorgungssicherheit noch für den Schutz vor Krisen.

Wir halten fest: Dieses Abkommen ist ein Nullsummenspiel, bei dem die Schweiz nur verlieren kann. Es gibt keinen einzigen Punkt, an dem Herr und Frau Schweizer profitieren. Jeder Franken, der nach Brüssel fliesst, fehlt im Inland. Jede Datenlieferung schwächt unsere Souveränität. Jede dynamische Rechtsübernahme untergräbt unsere Demokratie.

Besonders alarmierend ist die enge Verzahnung mit den globalen Mechanismen der WHO und den Internationalen Gesundheitsvorschriften. Während der Bundesrat im internationalen Kontext noch behauptet, die Schweiz bleibe souverän, zeigt das EU-Abkommen schwarz auf weiss das Gegenteil: keine Stimme, keine Kontrolle, keine Sicherheit.

Wir fordern den Bundesrat auf, das Gesundheitsabkommen entschieden abzulehnen und es klar aus dem Paket der EU-Verträge zu streichen. Vernünftigerweise sind alle EU-Verträge zurückzuweisen und abzulehnen. In Bezug auf die Gesundheitspolitik ist jedoch in jedem Fall festzuhalten: diese gehört in die Hoheit der Schweiz und darf weder in Brüssel noch in Genf (WHO) fremdbestimmt werden.

Die Bürgerinnen und Bürger dieses Landes haben Anspruch auf eine klare Antwort: Wollen wir eine unabhängige Gesundheitspolitik, die unseren Bedürfnissen entspricht oder ein fremdbestimmtes System, in dem wir zahlen, liefern und gehorchen, aber nicht mitreden dürfen?

Wir sagen unmissverständlich: Dieses Gesundheitsabkommen darf niemals unterzeichnet werden.

Wir danken für die Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse B. [signature] Winterthur den 22.10.25

Im Namen von ABF Schweiz und der Mitunterzeichner gemäss separater Liste

Beilage:
Liste der 1. (Zahl einfügen) Mitunterzeichner (Liste wird ausschliesslich per Briefpost zugestellt)

Quellenverzeichnis:

- **Erläuternder Bericht zur Vernehmlassung:**
  https://www.bag.admin.ch/de/gesundheitsabkommen-schweiz-eu
- **Institutionelles Protokoll:**
  https://www.europa.eda.admin.ch/dam/de/sd-web/H46iDdFM3Ckc/04.%20IP-MRA%20(DE).pdf

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Patrick Huber (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Patrick Huber · 0786421876 · 22phuber+eubilateraleniii@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Angleichung an europäisches Recht tatsächlich im nationalen Interesse liegt oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Erosion unserer Eigenständigkeit bedeutet.

Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz über die Entstehung und Weiterentwicklung dieses Rechts mitentscheiden kann, widerspricht fundamentalen demokratischen Prinzipien. Das Schweizer Stimmvolk hat sich in der Vergangenheit wiederholt für die direkte Demokratie und die Wahrung nationaler Interessen ausgesprochen. Das vorliegende Paket scheint diese Errungenschaften aufs Spiel zu setzen. Insbesondere die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in der Schweiz geltendes Recht interpretieren und auslegen könnte, stellt eine gravierende Einschränkung der schweizerischen Gerichtsbarkeit dar. Dies könnte im Widerspruch zu Artikel 190 der Bundesverfassung (BV) stehen, der besagt, dass Bundesgesetze und Völkerrecht für die Gerichte und Behörden massgebend sind. Hier stellt sich die Frage, ob die vorgesehene Rolle des EuGH die Unabhängigkeit unserer Gerichte gefährdet und damit gegen den Grundsatz der Gewaltenteilung verstösst, wie er implizit in der Verfassung verankert ist.

Des Weiteren ist fraglich, ob die vorgeschlagene institutionelle Regelung, insbesondere die dynamische Rechtsübernahme, im Einklang mit den Garantien des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesgesetzgebung (BGG) steht. Artikel 6 BGG verlangt, dass Gesetze klar und verständlich sind. Die fortlaufende und automatische Übernahme von neuem EU-Recht ohne jede parlamentarische Debatte oder Volksabstimmung untergräbt diese Klarheit und die demokratische Legitimation von Gesetzen, die direkt unser Wirtschaftsleben und die Lebensweise unserer Bürgerinnen und Bürger beeinflussen.

Die Sorge, dass die Schweiz durch diese Annäherung gezwungen sein könnte, Regelungen zu übernehmen, die nicht unseren nationalen Bedürfnissen oder Werten entsprechen, ist durchaus berechtigt. Die vielbeschworenen Vorteile der institutionellen Einbindung müssen sorgfältig gegen die Risiken einer zunehmenden Abhängigkeit und des Verlusts von Gestaltungsmöglichkeiten abgewogen werden. Die Schweiz hat stets Wert auf einen eigenständigen Weg gelegt, und es ist unerlässlich, dass dieser Grundsatz auch in zukünftigen Beziehungen zur EU gewahrt bleibt. Das vorliegende Paket scheint diesem Gebot nicht in ausreichendem Masse Rechnung zu tragen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen

Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifenden Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des direkten Einflusses des Schweizer Volkes auf die Gesetzgebung. Es ist unverkennbar, dass die vorgeschlagenen Regelungen tendenziell eine schleichende Übernahme von EU-Recht in die Schweizer Rechtsordnung vorsehen, ohne dass eine angemessene demokratische Legitimation durch Volk und Stände gewährleistet ist.

Insbesondere die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen im Rahmen der bilateralen Abkommen birgt erhebliche Risiken. Artikel 139 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), der die vertragliche Gestaltungsfreiheit regelt, könnte durch die automatische Übernahme von EU-Recht in seiner Substanz ausgehöhlt werden. Die Schweiz würde sich einer fortlaufenden Dynamik des EU-Rechts unterwerfen, welche die Fähigkeit des Schweizer Gesetzgebers, die eigenen nationalen Interessen zu wahren, massiv einschränken würde.

Die vorgeschlagene institutionelle Ausgestaltung, die eine stärkere Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) vorsieht, ist besonders kritisch zu betrachten. Die bindende Auslegung von EU-Recht durch den EuGH verstösst fundamental gegen das Prinzip der Rechtssetzungskompetenz des Schweizerischen Bundesrates und des Parlaments, wie es in Artikel 160 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Souveränität unseres Landes würde dadurch erheblich beeinträchtigt, da schweizerische Gerichte gezwungen wären, EU-Recht gemäss der Auslegung des EuGH anzuwenden, selbst wenn diese Auslegung im Widerspruch zu nationalen verfassungsrechtlichen Prinzipien steht.

Ferner ist die Frage der Angleichung von Rechtsnormen unter dem Gesichtspunkt der Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen zu prüfen. Eine stetige und unkontrollierte Übernahme von EU-Recht kann zu Rechtsunsicherheit führen, wenn die nationalen Bestimmungen nicht mehr klar auf ihre Gültigkeit und Anwendbarkeit überprüft werden können. Die Unmöglichkeit, eigene Gesetze diskriminierungsfrei und im Einklang mit unseren Verfassungsgrundsätzen zu gestalten, würde die Rechtssicherheit nachhaltig gefährden.

Es muss hinterfragt werden, inwieweit die zugrundeliegenden Abkommen tatsächlich dem Schweizer Interesse dienen oder ob sie primär darauf abzielen, die Schweiz enger an die EU zu binden, auch auf Kosten unserer verfassungsmässigen Ordnung. Die Verhandlungsergebnisse weisen darauf hin, dass die Risiken für die schweizerische Souveränität und die direkte Demokratie nicht ausreichend berücksichtigt wurden. Es bedarf einer kritischen Neubewertung der Folgen einer solchen Integration.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung der vorgeschlagenen Abkommen mit der Europäischen Union sind aus der Perspektive der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien erhebliche Bedenken anzumelden. Die Annahme dieser Abkommen birgt die Gefahr einer schleichenden und potenziell unumkehrbaren Erosion unserer eigenständigen Gesetzgebungskompetenz. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre Handlungsfähigkeit und ihre demokratischen Entscheidungsprozesse unangetastet bewahrt.

Die Übernahme von EU-Recht, auch in einem indirekten oder adaptiven Prozess, wirft grundlegende Fragen hinsichtlich der Volkssouveränität auf, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes vom 18. Dezember 1987 über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Möglichkeit, dass die Auslegung und Anwendung des sich entwickelnden EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) für die Schweiz bindend würde, ohne dass das Schweizer Volk und die Kantone eine direkte Mitgestaltungsmöglichkeit haben, ist mit den Prinzipien der direkten Demokratie und der parlamentarischen Kontrolle gemäss Artikel 164 BV nur schwer vereinbar. Der EuGH ist kein Gericht, das dem schweizerischen Rechtskreis angehört und dessen Urteile müssten kritisch auf ihre

Vereinbarkeit mit der schweizerischen Verfassung geprüft werden.

Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der Transparenz und der demokratischen Legitimation der übernommenen Rechtsnormen. Gemäss Artikel 170 BV hat der Bundesrat darauf hinzuwirken, dass die Gesetzgebung des Bundes und die Rechtsprechung der Gerichte mit der Bundesverfassung im Einklang stehen. Wenn die Schweiz gezwungen wäre, EU-Recht zu übernehmen, welches möglicherweise nicht diesen Anforderungen genügt, wäre dies eine Missachtung dieser verfassungsrechtlichen Vorgabe.

Die vorgeschlagenen Abkommen könnten somit eine Form der rechtssetzenden Unterwanderung darstellen, die darauf abzielt, die Schweiz schrittweise in den Rechtsrahmen der EU zu integrieren, ohne dass dies den demokratischen Weg einer direkten Verfassungsänderung oder eines obligatorischen Referendums gemäss Artikel 138 BV beschreiten würde. Dies birgt die Gefahr, dass sich die Schweiz von ihren rechtsstaatlichen Fundamenten entfernt und die Entscheidungsfindung über ihre eigenen Angelegenheiten an externe, nicht-demokratische Instanzen abgibt. Jegliche Übernahme von EU-Recht muss daher mit äusserster Zurückhaltung und unter strengster Wahrung unserer Souveränitätsrechte erfolgen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie steht im Widerspruch zum klaren Volkswillen gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung, der eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung vorsieht. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' bereits nach fünf Jahren, eine Art 'Niederlassung C PLUS', welche praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke.

Des Weiteren wird durch diese Massnahmen die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein Bleiberecht, auch wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die daraus entstehenden Kosten werden einseitig von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen. Der geplante, beispiellose Familiennachzug, der über Partner und Kinder hinaus auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen.

Die sogenannte 'Schutzklausel' im Vertragspaket entpuppt sich als reine Illusion. Ihre Anwendungsbedingungen sind so restriktiv gestaltet, dass sie in der Praxis niemals greifen wird. Im Gegenteil droht bei deren Anwendung die EU mit Sanktionen, was diese Klausel zu einer de facto Erpressung macht. Die geplante automatische Rechtsübernahme mittels der 'Integrationsmethode' im Bereich der Zuwanderung bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich nicht mehr mitbestimmen können. Dies ist eine inakzeptable Untergrabung unserer direkten Demokratie.

Die angepassten Bestimmungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss kaum noch möglich wird. Der neue Artikel 21b AIG, der eine 'Schutzklausel' einführt, ist lediglich ein Placebo, da die entscheidenden Massnahmen im politischen Ermessen liegen und wirksame, einseitige Kontingente ausgeschlossen werden. Als direkte Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) drastisch höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein klares Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen.

Das neue Bundesgesetz über die Gebäudeversicherung (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstelle einer sorgfältigen nationalen

Prüfung von Berufsqualifikationen erfolgt eine automatisierte Anerkennung, was unsere hohen Qualitätsstandards schwächt und die eigenständige Regulierung des Arbeitsmarktes untergräbt. Die Anpassung des AIG stellt das Kernstück der Kapitulation vor der EU dar. Die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c zementieren den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke. Die Integration der zweiten Säule in die EU-Koordinationsregeln (BVG, Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (FSG, neuer Artikel 25f Absatz 1bis) ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte. Die Anpassungen im ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) zeigen, wie tief die Anpassung an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreift. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und die hohen Schweizer Standards darstellt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der EU sind aus Sicht der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Kontrolle äusserst bedenklich und bedürfen einer kritischen Überprüfung. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament zu kontrollierenden Beiträgen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie das geplante Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) vorsieht, entzieht der Eidgenossenschaft ein entscheidendes politisches Druckmittel und die demokratische Mitsprache bei milliardenschweren Zahlungen. Dies kommt einer faktischen Zwangsabgabe gleich, welche die budgetäre Eigenständigkeit des Parlaments massiv beeinträchtigt.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung von Zahlungen wird unweigerlich zu einer massiven Erhöhung der Schweizerischen Verpflichtungen führen. Eine Möglichkeit, diesen Forderungen entgegenzutreten oder "Nein" zu sagen, wird der Schweiz genommen, wodurch sie faktisch gezwungen wird, die von der EU diktierten Summen zu akzeptieren. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin degradiert, ohne im Gegenzug verbriefte Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung handelspolitischer Hindernisse zu erhalten.

Das neu zu schaffende Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist primär als gesetzgeberisches Instrument konzipiert, um die Schweiz permanent zur Kasse zu bitten. Durch die Verankerung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen, wie in Artikel 1 KoBG dargelegt, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich die Umsetzung einer von der EU vorgegebenen Zahlungsverpflichtung zementiert. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (BöB) signalisiert die Intention, diese Abgaben als dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung zu etablieren.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist irreführend und grenzt an eine Taktik zur Verschleierung. Der angesehene Bereich der Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU zu legitimieren. Dies ist unlauter und untergräbt das Vertrauen in die Transparenz des Verfahrens. Es ist fraglich, ob die Schweiz bereit ist, ihre Souveränität und ihre demokratischen Kontrollmechanismen für finanzielle Zuwendungen aufzugeben, deren tatsächlicher Nutzen für die Schweiz unklar bleibt und deren Kosten unaufhaltsam steigen dürften.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, titulierte "Vom Hof auf den Tisch", entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein umfassendes Projekt der Unterwerfung, das weit über die reine Gewährleistung von Sicherheit hinausgeht. Es droht die zwangsweise Übernahme von EU-Standards, die bestehende, oft höhere Schweizer Standards

untergraben und somit die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Wettbewerbsfähigkeit unserer Produzenten gefährden.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Werte dar. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette einer bürokratischen Last, die insbesondere kleine und mittlere Betriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen erdrücken wird. Dies vernichtet nicht nur traditionelle Wirtschaftsstrukturen und kulinarische Identitäten, sondern zwingt auch zur Akzeptanz von Produkten, die nach weniger strengen Kriterien, einschliesslich des Einsatzes von gentechnisch veränderten Organismen, hergestellt werden. Das bestehende Gentechnik-Moratorium wird damit ausgehöhlt, was den Volkswillen missachtet.

Darüber hinaus sehen wir uns mit einer unannehmbaren Aushöhlung unserer Souveränität konfrontiert. Die sprichwörtliche "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, ist eine Form der politischen Erpressung, die jegliche kritische Distanzierung von fehlerhaften EU-Vorschriften verunmöglicht. Die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben und die erzwungene Aufgabe eigener, oft strengerer Tierschutzvorschriften, wie sie die neuen Artikel 15a und 21 im Tierschutzgesetz (TSchG) vorsehen, sind ein klarer Souveränitätsverlust und ein Rückschritt für den Tierschutz.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG) in den Artikeln 141 und 148 stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle in einem Kernbereich unserer Landwirtschaft eliminiert. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (WaG), Artikel 26 Absatz 1bis, den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was die schweizerische Reaktionsfähigkeit auf spezifische Bedrohungen schwächt. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG), Artikel 1, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch die Unterwerfung unter ein starres, bürokratisches System. Wir lehnen diese umfassende Unterwerfung unter das EU-Recht vehement ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind nach eingehender Prüfung als unzureichend und rein kosmetischer Natur zu bewerten. Sie vermögen den durch die erweiterte Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, in keiner Weise zu kompensieren. Stattdessen droht eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstandards.

Es ist äusserst bedenklich, dass der bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutz aufgeweicht und an die weniger robusten EU-Standards angepasst wird. Die neu konzipierten Regelungen erscheinen zwar bürokratischer, sind jedoch in ihrer Effektivität deutlich geringer als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt primär jene ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden spürbar geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die vorgeschlagenen zentralistischen und EU-konformen Strukturen erheblich untergraben. Dies wird zwangsläufig zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient vornehmlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht primär der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der einzig und allein durch EU-Druck motiviert ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht fundamentalen schweizerischen Arbeitsmarktprinzipien.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) als eine massive Abtretung von Souveränität zu betrachten. Die Schweiz wird damit zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung und die damit verbundene institutionelle Einbettung in EU-Strukturen stellen eine fundamentale Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die Unterwerfung unter die Regulierung von ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Mitspracherecht, der jedoch kostentragend ist. Entscheidungen über unser nationales Stromnetz werden zukünftig in Brüssel gefällt, was eine Entfremdung von den spezifisch schweizerischen Bedürfnissen bedeutet.

Die Schweizerische Energie-Kommission (ElCom) verliert ihre Funktion als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies untergräbt das demokratische Prinzip, indem undemokratisch legitimierte EU-Regulierungen umgesetzt werden müssen, und beendet die Ära einer eigenständigen, auf die Schweiz zugeschnittenen Energieregulierung.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was deren finanzielle Grundlage massiv schwächt.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, insbesondere die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Der traditionelle Einspeisevorrang wird durch die EU-Regeln beeinträchtigt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Dies widerspricht dem Geist des Föderalismus und der dezentralen Energieversorgung.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit wird unklar, weder der Markt noch die EU können diese Aufgabe hinreichend und verlässlich übernehmen. Dies ist ein verantwortungsloses Spiel mit dem Feuer. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt es die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG).

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW (Art. 15 EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und schwächt ihre wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die ausgedehnten Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die verschärften Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die

Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) unterwirft diese unnötigerweise denselben Regeln wie riesige europäische Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf das Bahnverkehrsabkommen mit der Europäischen Union, werfen gravierende Bedenken auf, die weit über rein technische Aspekte hinausgehen. Die angestrebte Angleichung an das EU-Recht bedroht fundamentale Säulen unseres Schweizer Service public, dessen Stärke und Flächendeckung wir seit Jahrzehnten erfolgreich aufgebaut haben.

Die Einführung der Kabotage gemäss dem neuen Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren werden. Dieses selektive Vorgehen, auch als "Rosinenpickerei" bekannt, wird die finanzielle Basis der Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und anderer konzessionierter Unternehmen empfindlich schwächen. Diese sind jedoch verpflichtet, auch die unrentablen Nebenlinien aufrechtzuerhalten und somit die Grundversorgung für die gesamte Bevölkerung sicherzustellen. Eine solche Schwächung des Service public widerspricht dem Interesse der Schweiz an einem gut funktionierenden und flächendeckenden öffentlichen Verkehr.

Des Weiteren besteht die Gefahr, dass bewährte und für die Schweiz essenzielle Subventionen im Schienenverkehr, sei es für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials, gemäss dem EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten. Dies würde nicht nur die finanzielle Stabilität der Bahnbetreiber beeinträchtigen, sondern auch direkt die Qualität und den Umfang des Angebots für unsere Bürger mindern.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme erweist sich bei näherer Betrachtung als rechtlich nicht bindend und daher wertlos. Sie bietet keinerlei Gewähr dafür, dass zukünftige Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste, nicht doch negative Auswirkungen auf unsere Bahnlandschaft hätten.

Die schrittweise Aufgabe der nationalen Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur ist ebenfalls ein zentraler Kritikpunkt. Die dynamische Rechtsübernahme bedeutet, dass wir künftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), ohne Mitspracherecht übernehmen müssten. Dies würde die Steuerungskompetenz weiter in Richtung zentraler EU-Stellen verlagern.

Die im Personenbeförderungsgesetz (PBG) vorgesehene Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz bei gemeinsamen Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Statt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen kann.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Abkommen das Risiko bergen, die Integrität und finanzielle Solidität unseres Service public im Landverkehr nachhaltig zu gefährden und unsere nationale Souveränität in einem für die Schweiz strategisch wichtigen Bereich zu untergraben.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, staatliche Beihilfen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden zu gestalten, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies entmachtet die demokratisch legitimierten Institutionen und überantwortet wichtige Förderungsentscheide, beispielsweise im Regionalverkehr, bei Kantonalbanken oder für lokale KMU, einer externen Instanz.

Die Souveränität der Kantone wird durch das geplante Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) massiv beschnitten. Gemäss Art. 3 BHÜG wird eine neue Beihilfekammer geschaffen, die primär der Durchsetzung von EU-Kompatibilität dient und als "verlängerter Arm der EU" fungiert, anstatt Schweizer Interessen zu wahren. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres Föderalismus und unserer Autonomie in der Wirtschaftsförderung. Die Kantone werden zu Bittstellern degradiert, deren souveräne Entscheide von dieser neuen, zentralen Behörde geprüft und gekippt werden können.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG erhält die Beihilfekammer ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht mittels abstrakter Normenkontrolle (Art. 98a BGG) die Aushebelung kantonaler Souveränität und schwächt die föderalistischen Strukturen erheblich. Die Kantone verlieren ihre Verfahrensautonomie, und ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können nun ohne angemessenes rechtliches Gehör und primär auf EU-Konformität hin überprüft und für ungültig erklärt werden.

Auch kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr geraten unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) gibt die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr auf und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur.

Die Schaffung der Beihilfekammer innerhalb der WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG und die damit verbundenen Änderungen im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) bedeuten eine gefährliche Machtkonzentration in einer von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde. Die Integration des Preisüberwachers in die Sitzungen der Beihilfekammer, wie in Art. 5 Abs. 2 PüG vorgesehen, wird ausgeschlossen, was den Konsumentenschutz und die Transparenz schwächt und lediglich der ungehinderten Geltung des EU-Rechts dient. Diese gesamte Umgestaltung führt zu einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung. Eine engere Anbindung, wie sie durch institutionelle Abkommen angestrebt wird, könnte die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung massiv untergraben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitgestaltungsmöglichkeit stellt eine fundamentale Infragestellung des demokratischen Prinzips dar. Die direkte Anwendung von EU-Recht, ohne die Möglichkeit, dieses im nationalen Kontext kritisch zu prüfen und anzupassen, widerspricht dem Geist des Bundesgesetzes über die schweizerische Bundesgesetzgebung (Art. 160 Abs. 1 Bst. c GG), welches die Zuständigkeit des Parlaments zur Gesetzgebung stärkt.

Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen würde bedeuten, dass das Schweizer Parlament seiner Kernfunktion, nämlich der demokratischen Legitimation von Gesetzen, beraubt würde. Dies wäre eine Aushöhlung der rechtsstaatlichen Prinzipien und eine Gefährdung der schweizerischen Identität. Die Gefahr besteht, dass das Schweizer Recht durch sekundäres EU-Recht, welches oft von komplexen technischen Regularien geprägt ist, überlagert wird. Dies könnte die Rechtssicherheit für Bürger und Unternehmen in der Schweiz erheblich erschweren und zu einer Abhängigkeit von Brüsseler Entscheidungen führen, die nicht immer den schweizerischen Besonderheiten Rechnung tragen.

Des Weiteren ist die Frage der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch.

Eine Anerkennung der Gerichtsbarkeit des EuGH, auch in indirekter Form durch die Auslegung von Abkommen, würde die richterliche Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte tangieren. Das schweizerische Rechtssystem würde dem Primat des EU-Rechts unterworfen, was im Widerspruch zur Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft steht, insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die Gewährleistung der Grundrechte durch eigene Gerichte. Die vorgeschlagene Stabilisierung darf nicht zu einer schleichenden Rechtsangleichung führen, die die Schweiz zu einem blossen Anhängsel der EU macht, ohne ihr Mitspracherecht und unter Aufgabe ihrer rechtsstaatlichen Identität. Es muss klar definiert werden, wo die roten Linien verlaufen, um eine unkontrollierte Souveränitätsabgabe zu verhindern.

Indermuhle Pierre-Alain
Route de la Pâtissière 8
1880 BEX

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

BEX 31. oct. 2025 Pierre-Alain Indermühle

Consultazione

Egregi Signore e Signori,

Mittente e Contatto

Mittente: (Privat)

Data: 31.10.2025

Contatto: Jeannette Ippolito · 0787746008 · ippojeans@hotmail.com

Come valuta il pacchetto Svizzera-UE (risultato dei negoziati e relativa attuazione nazionale)?

Pessimo rivogliamo la nostra neutralità

Come valuta gli accordi, i protocolli e le dichiarazioni congiunte che la Svizzera ha negoziato con l'Unione Europea (UE)?

(leer)

Come valuta l'attuazione a livello nazionale?

Schifosa

Libera circolazione: Immigrazione

Meglio nn rispondere

Elettricità

Meglio andare avanti da soli

Sicurezza alimentare

Indipendenza

Libera circolazione: Protezione salariale

Deve rimanere assolutamente affare svizzero

Trasporti terrestri

Nn saprei

Contributo finanziario

Troppa caro

Aiuti di Stato

Neii confronti del popolo indigeno pessimo

È d'accordo a stabilizzare e sviluppare ulteriormente le relazioni bilaterali con l'Unione Europea (UE)?

No

Martine Jaquier
Rue du Buron 12 bis
1400 **Yverdon-les-Bains**

Département fédéral des affaires étrangères
Consultation Suisse-UE
Par mail : vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

3003 **Berne**

Yverdon-les-Bains, le 31 octobre 2025

Objet : **prise de position sur la consultation « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».**

Mesdames et Messieurs,

Par la présente, je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

Ce paquet d'accords s'apparente fort à une adhésion à l'UE alors que le peuple suisse avait refusé par les urnes l'adhésion à l'UE en 1992. Ce paquet d'accords vide de sa substance notre système démocratique suisse. Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen. Le peuple suisse et les cantons perdraient drastiquement leur pouvoir de décision. **Ce paquet d'accords est donc anticonstitutionnel car dans la Constitution suisse, le peuple est souverain.**

En conséquence, je refuse :

1. **La subordination institutionnelle**

- non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. **L'immigration de masse,** car les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

3. **Les coûts prohibitifs injustifiés**

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Je vous demande donc de prendre les mesures suivantes :

1. abandon du présent paquet de traités
2. maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité. Et la catastrophe annoncée en 1992 en cas de non adhésion à l'UE n'a pas eu lieu.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises, ainsi que la Constitution suisse : non à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit. De plus, l'UE est un bateau qui coule et les fonds siphonnés par l'UE ne permettrait pas, en aucun cas, d'éviter le naufrage.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Martine Jaquier

nom et prenom Jouvenot Gisèle
adresse Prairie 44
Code postal et ville 2300 La Chaux-de-Fonds

Date 31.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. [illegible] des accords bilatéraux I et II existants
3. NEGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature G. Jouvenot

Nom et prénom en caractères d'imprimerie

JOUVENOT GISELE

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Alexis Kaiser (Privat)

Date: 31.10.2025

Contact: Kaiser · 0786001523 · akxis7@gmail.com

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

La présente consultation porte sur la stabilisation des relations avec l'Union européenne. Il est impératif d'aborder cette question avec la plus grande circonspection, compte tenu des implications majeures pour la souveraineté et les intérêts de la Suisse. Bien que l'objectif affiché soit la stabilisation, les propositions en vigueur, telles qu'elles se profilent, risquent d'entraîner une érosion supplémentaire de notre autonomie décisionnelle. L'adoption du droit de l'UE, même de manière sélective, pourrait nous contraindre à transposer des réglementations qui ne correspondent pas nécessairement à nos spécificités nationales ou qui entravent notre compétitivité. L'article 124 de la Constitution fédérale garantit l'autonomie de la Suisse, principe fondamental qui serait mis à mal par une automatisation de l'incorporation du droit communautaire. De surcroît, la clause d'extinction, telle qu'envisagée dans certains accords, pose un défi juridique et politique considérable. Si elle permet théoriquement une sortie, elle introduit une incertitude permanente et soumet la Suisse à des négociations potentiellement déséquilibrées à chaque révision ou développement du droit de l'UE. Le principe de la démocratie directe, garanti par l'article 138 de la Constitution, pourrait se trouver affaibli si des accords complexes et contraignants étaient conclus sans une consultation populaire adéquate ou si les décisions futures étaient préemptées par des engagements européens. Il est également préoccupant de constater que les mécanismes de règlement des différends envisagés pourraient conférer à des instances supranationales un pouvoir d'interprétation et d'application du droit contraignant pour la Suisse. L'article 5 de la Constitution fédérale, relatif à la subsidiarité, souligne que la Confédération n'intervient que si le niveau cantonal ou communal n'est pas en mesure d'atteindre le but visé. Une ingérence plus systématique de l'UE, même via des accords, irait à l'encontre de ce principe et pourrait éroder la marge de manœuvre des cantons et de la Confédération. Avant de s'engager dans une voie qui pourrait lier durablement la Suisse à des évolutions externes non contrôlées, il est essentiel de mener une analyse approfondie et indépendante des conséquences réelles de ces accords sur notre indépendance, notre prospérité économique et notre système politique. La prudence doit être de mise, et toute décision doit avant tout servir les intérêts fondamentaux de la Suisse et de sa population.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La présente consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à l'impact global du paquet d'accords négocié avec l'Union européenne. Si une coopération étroite avec nos voisins européens est légitime et souhaitable, les propositions actuelles ne semblent pas garantir une protection suffisante des intérêts nationaux suisses. Nous nous interrogeons sur la conformité de ces accords avec les principes fondamentaux de notre droit constitutionnel, notamment la souveraineté helvétique et la protection des droits fondamentaux. Il est essentiel de considérer la portée de l'accord institutionnel, qui risque de soumettre la Suisse à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). L'article 46 de la Constitution fédérale garantit l'autonomie de la Suisse dans l'élaboration de sa législation. Permettre à une juridiction étrangère d'interpréter et d'appliquer le droit suisse, même indirectement par le biais de l'accord, constitue une atteinte potentielle à cette autonomie. La Suisse ne saurait accepter une situation où des décisions européennes, prises dans un contexte différent de nos réalités socio-économiques et politiques, s'imposent à notre ordre juridique interne sans que notre système de contrôle démocratique ne puisse pleinement les influencer. De plus, les dispositions relatives à la libre circulation des personnes, bien que déjà encadrées par des accords bilatéraux, pourraient, dans le cadre de ce paquet, connaître une extension ou une interprétation qui mettrait à mal la capacité de la Suisse à réguler son marché du travail et à gérer ses flux migratoires conformément aux besoins de son économie et de sa société.

L'article 121a de la Constitution fédérale, qui garantit la primauté de la population résidente sur les étrangers pour l'accès au marché du travail, doit être scrupuleusement respecté. Toute clause qui affaiblirait ce principe d'autodétermination de la Suisse en matière de politique migratoire et d'emploi serait inacceptable. Enfin, la clause de la balance, telle qu'envisagée, semble offrir à l'UE des leviers de pression qui pourraient contraindre la Suisse à adopter des réglementations européennes sans une analyse approfondie et indépendante de leur pertinence pour notre pays. L'article 173 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération veille à la défense des intérêts économiques et politiques du pays. Il est impératif que la Suisse conserve sa pleine capacité de décision pour adapter ses politiques aux spécificités de son territoire et de sa population. Nous demandons donc une révision substantielle de ces accords afin de mieux préserver la souveraineté et les intérêts fondamentaux de la Suisse.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

L'évaluation des résultats des négociations menées avec l'Union européenne soulève de sérieuses préoccupations quant à leur alignement avec les intérêts fondamentaux de la Suisse et à leur conformité avec le droit constitutionnel helvétique. L'approche adoptée semble privilégier une intégration toujours plus poussée, au détriment de la souveraineté et de la spécificité de notre système juridique. Un point d'achoppement majeur réside dans le risque d'une extension non désirée de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à l'ordonnancement juridique suisse. L'article 120 alinéa 3 de la Constitution fédérale (Cst.) stipule que la Suisse s'engage à respecter les principes du droit international public. Cependant, la soumission de facto à l'interprétation des normes européennes par la CJUE, même dans le cadre d'accords bilatéraux, pourrait indirectement conduire à une perte de contrôle sur notre propre droit. Il est impératif de garantir que l'autonomie décisionnelle de la Suisse ne soit pas érodée par une interprétation unilatérale et évolutive des normes communautaires. De plus, l'absence de mécanismes de réciprocité clairs et contraignants dans les accords négociés constitue une lacune significative. Si la Suisse consent à adopter des normes européennes, il est légitime d'attendre en retour des garanties solides et vérifiables que les droits et intérêts suisses seront tout aussi scrupuleusement pris en compte par l'UE. L'article 54 alinéa 1 Cst. consacre le principe de la participation du peuple et des cantons aux décisions. Une intégration unilatérale qui ne serait pas compensée par des avantages tangibles pour la Suisse risque de contrevenir à cet esprit de collaboration équitable. Enfin, la question de la dynamique des accords est préoccupante. L'histoire montre que les accords sectoriels ont tendance à évoluer, engendrant des pressions pour des ajustements constants et, potentiellement, pour une adhésion de facto à l'acquis communautaire sans les bénéfices d'une adhésion de jure, notamment en termes de participation aux institutions de décision de l'UE. Cette ontwikkeling progressive, souvent qualifiée d'« approche par petits pas », menace insidieusement la capacité de la Suisse à définir sa propre politique. Il est donc essentiel que les accords garantissent une marge de manœuvre suffisante et des clauses de révision qui préservent la flexibilité et l'autonomie législative de la Suisse, conformément aux principes constitutionnels de notre État.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des interrogations fondamentales quant à l'impact de la mise en œuvre nationale des accords proposés avec l'Union européenne sur la souveraineté et les intérêts helvétiques. Bien que les textes visent à faciliter la coopération, ils semblent s'écarter de manière préoccupante des principes constitutionnels fondamentaux, tels que consacrés par l'article 5 de la Constitution fédérale (Cst.) qui stipule que la Confédération et les cantons agissent en vue de la prospérité commune et de la sécurité du peuple et du pays. La tendance observée est à une intégration toujours plus poussée, qui risque de diluer la capacité de décision autonome de la Suisse. L'application de droit étranger, même indirecte, par le biais de l'incorporation de normes européennes, pose un problème de légitimité démocratique. L'article 120 alinéa 2 Cst. stipule que la Confédération prend des mesures pour assurer le bien-être du pays et la prospérité de la population, mais ce principe doit être interprété à la lumière de l'autonomie législative suisse. La dépendance croissante vis-à-vis des développements réglementaires de l'UE pourrait, à terme, rendre la Suisse incapable d'adapter sa législation aux réalités nationales spécifiques, compromettant ainsi l'objectif de l'article 2 Cst. de promouvoir le bien-être général. De plus, la question de la primauté du droit européen sur le droit suisse, même si elle n'est pas explicitement stipulée dans les accords, transparaît dans leur application. Cette potentielle érosion de la souveraineté juridique helvétique est particulièrement préoccupante dans des domaines sensibles. L'article 164 Cst. garantit que le droit est appliqué de manière égale pour tous, mais cela implique que le droit applicable soit effectivement le droit suisse, élaboré par les organes démocratiquement élus de notre pays. L'acceptation de nouvelles dispositions européennes sans une révision constitutionnelle préalable semble peu respectueuse de la

procédure législative prévue par la Constitution, notamment l'article 163 Cst. qui définit les compétences du Parlement. Il est impératif de s'assurer que toute nouvelle réglementation preserve l'intégrité de notre système juridique et la capacité de la Suisse à définir ses propres priorités nationales. Une vigilance accrue est donc nécessaire pour éviter une dépendance excessive vis-à-vis de l'UE.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime de sérieuses réserves quant à l'accord proposé dans le domaine des transports terrestres, en particulier concernant les implications pour le service public ferroviaire suisse. L'application du droit européen des aides d'État tel que prévu risque de remettre en cause les subventions actuellement en vigueur pour des secteurs cruciaux tels que le fret, le trafic régional et le renouvellement du matériel roulant. De telles mesures, qui ont fait leurs preuves, pourraient être jugées incompatibles, compromettant ainsi directement la qualité et l'étendue des prestations offertes aux citoyens. L'introduction de la "cabotage" ferroviaire, telle que proposée, représente une menace directe pour le service public. Elle autorise des prestataires étrangers à opérer sur des lignes intérieures suisses, favorisant ainsi une "rosineraie" où les entreprises étrangères ne desserviront que les axes les plus rentables. Les entreprises suisses, y compris les CFF, chargées d'assurer la desserte des lignes moins rentables mais essentielles à la couverture territoriale, se retrouveront dans une situation financière périlleuse. Cette disposition, inscrite dans le nouvel article 40a ter de la loi sur les chemins de fer (LChemin), affaiblit structurellement la capacité de notre compagnie nationale à remplir son mandat de service public. La "Déclaration commune" avancée par le Conseil fédéral comme mesure de protection se révèle, d'un point de vue juridique, dénuée de portée contraignante. Elle n'offre aucune garantie contre l'évolution future du droit de l'Union européenne, que la Suisse serait tenue d'adopter dynamiquement. Il s'agit d'une façade qui ne parvient pas à masquer l'érosion progressive de notre souveraineté dans le domaine ferroviaire. L'assujettissement aux futures réglementations européennes, comme celle concernant le "Réseau européen des gestionnaires d'infrastructure" (ENIM), transfère davantage de compétences décisionnelles vers des organes de l'UE, au détriment de notre capacité de planification nationale. De surcroît, l'adaptation de l'article 32a alinéa 1bis de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) contraint la Suisse à tenir compte du droit de l'UE dans le cadre des procédures d'attribution de concessions. Cette disposition entrave la capacité des cantons et de la Confédération à définir leurs priorités en matière de transport public et à concevoir des solutions optimales pour les besoins spécifiques de la Suisse. Au lieu de sélectionner les offres les plus adaptées à nos intérêts nationaux, nous serons contraints de privilégier des critères conformes aux exigences de l'UE, ce qui pourrait aboutir à des solutions moins efficientes et plus coûteuses pour les contribuables. La logique du marché européen ne saurait primer sur la nécessité de maintenir un service public ferroviaire fort et équitable pour l'ensemble du territoire helvétique.

Électricité

La proposition d'intégrer davantage la Suisse au marché européen de l'électricité, notamment par le biais de l'accord sur le marché de l'électricité et de l'adoption de dispositions législatives telles que l'article 4a et suivants du nouveau droit sur l'approvisionnement en électricité (StromVG) et l'article 15 du nouveau droit sur l'énergie (EnG), soulève de graves préoccupations quant à la souveraineté énergétique de la Suisse et à la sécurité de son approvisionnement. L'intégration forcée dans les structures de surveillance de l'UE, telles qu'ACER et ENTSO-E, nous transforme en un participant soumis à des directives, sans droit de vote, mais néanmoins contraint de supporter les coûts. Les décisions concernant notre réseau électrique seront désormais prises à Bruxelles, sapant ainsi notre autonomie réglementaire et décisionnelle. La Commission fédérale de la concurrence (ElCom) risque de passer d'une autorité de régulation indépendante à un simple bureau d'exécution du droit de l'UE, forcé de mettre en œuvre des réglementations antidémocratiques. Le système actuel, qui a fait ses preuves, est menacé. Les règles de l'UE en matière de subventions, en particulier concernant le secteur de l'hydroélectricité, posent un risque existentiel. Notre système éprouvé de redevances hydrologiques, bénéfique aux cantons de montagne, pourrait être qualifié de subvention d'État illicite et être aboli. De plus, nos structures fédérales, y compris les importantes centrales électriques communales, seront affaiblies. Leur priorité d'injection traditionnelle sera compromise par les règles de concurrence de l'UE, désavantageant la production d'énergie locale et décentralisée. La sécurité de l'approvisionnement national, pilier de notre indépendance, sera sacrifiée sur l'autel du marché libre. La possibilité de constituer des réserves stratégiques, comme la réserve hydraulique, sera limitée par les réglementations de l'UE. Il est alarmant de constater que personne ne portera la responsabilité claire de la sécurité de l'approvisionnement en Suisse, ni le marché, ni l'UE. Cette libéralisation totale du marché conduira inévitablement à une volatilité accrue des prix et, à terme, à une augmentation des coûts pour les PME et les ménages suisses, les nouvelles cotisations d'État devant compenser les coûts que le "marché libre" ne couvrira pas. La nouvelle réglementation de l'article 15 de la loi sur l'énergie, en abaissant drastiquement la

limite de puissance de 3 MW à 200 kW pour la déduction du prix, pénalise lourdement les petits et moyens producteurs, tels que les centrales communales ou les agriculteurs. L'introduction d'une exclusion de soutien en cas de prix négatifs, telle que prévue par les nouveaux articles 29d, alinéa 4, et 33a, alinéa 2bis, crée une insécurité d'investissement considérable pour les énergies renouvelables, freine leur développement et augmente notre dépendance vis-à-vis des marchés étrangers imprévisibles et des énergies fossiles. L'extension massive des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le durcissement des règles de séparation des activités (art. 10, 18, 19 StromVG) sont des instruments d'alignement sur l'UE, nous privant de la maîtrise de nos infrastructures critiques et détruisant nos structures fédérales. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau à l'article 8, alinéa 2, BATE, est un pas supplémentaire vers la soumission à ce régime européen inadapté. Cette proposition représente un risque incalculable pour la population et l'économie suisses.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux modifications proposées concernant la libre circulation des personnes et l'immigration, telles qu'elles résultent de l'intégration du droit de l'Union européenne. Nous constatons que ces adaptations, notamment celles relatives au nouveau statut de 'Niederlassung C PLUS' acquis après seulement cinq ans, contreviennent directement à l'esprit de l'article 121a de la Constitution fédérale, qui consacre le droit du peuple suisse à une gestion autonome de la migration. Ce nouveau droit de séjour, quasiment inaliénable, même en cas de comportement répréhensible ou de dépendance aux aides sociales, menace l'intégrité de notre système de sécurité intérieure et la viabilité de nos institutions sociales. L'élargissement sans précédent du regroupement familial, permettant l'arrivée de parents et grands-parents, va engendrer une pression insoutenable sur nos caisses sociales et nos infrastructures, les coûts retombant inévitablement sur les contribuables suisses. La prétendue 'Schutzklausel' prévue dans le cadre de ces accords apparaît comme un simple leurre. Les conditions draconiennes pour son activation la rendent, en pratique, inutilisable, tandis que toute tentative de recours entraînerait des représentes de la part de l'UE. Il s'agit là d'une clause d'ingérence plutôt que d'une véritable clause de protection. L'automatisation accrue de la reconnaissance des qualifications professionnelles via des systèmes tels que le Binnenmarkt-Informationssystem de l'UE (IMI) représente une renonciation inacceptable à notre souveraineté. L'intégration de l'European Professional Card (EPC) dans des lois comme le BGMD, le MedBG et le GesBG, ainsi que l'alignement sur le système IMI dans le PsyG, sapent nos propres mécanismes de contrôle qualité, particulièrement critiques dans des domaines sensibles comme la santé. Cette déréglementation au nom de la conformité européenne met en péril les standards élevés que la Suisse a toujours proud. En outre, la modification du droit de la prévoyance professionnelle (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziffer 27) soumet notre deuxième pilier aux règles de coordination de l'UE, affaiblissant ainsi notre capacité à définir des politiques de prévoyance au bénéfice de nos assurés. De même, la restriction de la libre disposition des fonds de caisse de retraite pour les départs vers l'UE, telle que prévue par le nouvel Art. 25f Abs. 1bis du Freizügigkeitsgesetz, constitue une ingérence dans les droits de propriété des assurés suisses. La législation sur les hautes écoles, avec l'instauration de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étudiants étrangers, révèle l'aveu implicite des coûts énormes générés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation, coûts désormais répercutés sur les étudiants et la réputation de nos institutions. Ces changements, loin de renforcer notre autonomie, nous engagent sur une voie de subordination progressive au droit de l'UE, au détriment de notre ordre juridique et de notre démocratie directe.

Libre circulation: Protection des salaires

Les mesures proposées en matière de protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes apparaissent largement insuffisantes et d'ordre cosmétique. Elles ne sauraient compenser la pression massive exercée sur le niveau des salaires suisses, entraînée par l'élargissement de cette même libre circulation. Nous redoutons une érosion généralisée de notre système salarial, particulièrement dans les couches moyennes et inférieures de la population. Au lieu de renforcer notre protection salariale, qui a fait ses preuves, il est proposé de l'assouplir et de l'aligner sur des normes européennes. Les nouvelles réglementations, bien que plus bureaucratiques, s'avèrent moins efficaces que les mesures d'accompagnement actuelles. Cette démarche ne profite qu'aux entreprises étrangères qui recherchent des opportunités de dumping salarial. Les mécanismes de contrôle sont également affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail se trouvent sapées par ces nouvelles structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Il en résultera une diminution des contrôles et une application moins rigoureuse des conditions salariales et de travail. L'instauration d'un régime spécial de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs constitue un cadeau empoisonné. Elle engendrera une société à deux vitesses complexe en droit du travail, paralysant la flexibilité des PME sans régler le problème fondamental de la pression sur les salaires. Les modifications apportées à la loi sur l'assurance-accidents (LAA), visant à une meilleure prise en compte des

accidents survenus en lien avec le travail, ne peuvent masquer les lacunes fondamentales du dispositif global. La reformulation de l'article 9 alinéa 2 de la loi sur le travail (LTr), bien qu'introduisant des sanctions, sert avant tout à la compatibilité avec le droit de l'UE et non une amélioration substantielle de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit d'action prévu à l'article 11 et sa reformulation sous l'article 13a représentent une restructuration juridique qui affaiblit le système existant et complique la défense des droits des travailleurs. L'articulation du nouveau régime avec la loi sur les marchés publics (LMP) et le projet de loi sur la contribution à la cohésion pose question. Elle ancre les paiements de cohésion dans notre ordre juridique et crée des interdépendances qui lient davantage la Suisse à l'UE, sans apporter de bénéfices tangibles pour la protection des salaires. L'introduction d'un régime spécial de protection contre les licenciements pour les représentants des travailleurs, tel que prévu dans les nouveaux articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, imposée par la pression de l'UE. Il se crée une classe privilégiée d'employés dont le licenciement sera soumis à une procédure rigide et bureaucratique. Ceci nuit à la flexibilité, notamment des PME, et contrevient à nos principes libéraux du marché du travail. L'alignement des sanctions de l'UE sur les décisions exécutoires du droit suisse en matière de poursuite et de faillite (nouvel art. 80 al. 2 ch. 6 LP) représente une cession massive de souveraineté, faisant de la Suisse un exécutant des sanctions administratives financières de l'UE sans contrôle judiciaire approfondi.

Contribution financière

La proposition de nouvelle réglementation concernant la contribution financière de la Suisse à l'Union européenne soulève de sérieuses préoccupations quant à son impact sur notre souveraineté et notre autonomie décisionnelle. L'évolution des paiements de cohésion, d'une contribution volontaire et contrôlée par le Parlement à une obligation automatique et juridiquement contraignante, représente un renoncement inacceptable à notre pouvoir politique. Cette transformation d'une mesure de bonne volonté en une "dette" imposée prive la Suisse d'un levier essentiel dans ses relations avec l'UE, transformant de fait ces versements en une ponction forcée. Le montant initialement annoncé de 350 millions de francs par an, loin d'être une proposition définitive, semble être un simple appât. Le mécanisme de recalcul juridiquement contraignant, intégré dans le traité, garantira que les exigences financières de l'UE ne cesseront d'augmenter. La Suisse se verra ainsi contrainte de payer des sommes toujours plus importantes, sans la moindre possibilité de refuser, se positionnant comme une contributrice nette sans droit de regard. Les garanties d'un accès au marché amélioré ou d'une suppression des barrières commerciales sont inexistantes, ce qui rend cette connexion institutionnelle coûteuse en souveraineté et avare en bénéfices tangibles. La création d'une loi spécifique sur les contributions de cohésion (KoBG) solidifie ces paiements, auparavant discrétionnaires, en une obligation permanente et légale, privant ainsi le Parlement de sa prérogative de décider souverainement de chaque contribution. Cette loi (KoBG) deviendra l'instrument législatif qui ancrera la Suisse dans un système de paiements continus à l'UE. Elle mengubah un geste politique en un devoir juridique, sapant la souveraineté budgétaire du Parlement par l'instauration d'un droit permanent à ces contributions, tel que stipulé dans l'article 1 du KoBG. Au lieu d'une décision souveraine sur l'allocation des fonds publics, nous assisterons à la simple exécution d'une obligation de paiement dictée par l'UE. L'inscription du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d) du Bulletin officiel (BöB) n'est pas une simple formalité technique. Elle intègre les contributions de cohésion au plus profond de notre ordre juridique, signalant qu'elles sont désormais considérées comme une partie normale et permanente de notre législation fédérale. De plus, la liaison du KoBG à la loi sur la promotion de la paix, par son ajout à l'article 1, alinéa 2, lettre b), est une manœuvre trompeuse. Elle utilise la réputation de la promotion de la paix suisse pour légitimer des paiements de cohésion politiquement sensibles et controversés à l'UE, sans que les bénéfices réels pour la Suisse soient démontrés.

Aides d'État

La soumission du domaine des aides d'État à un cadre juridique européen représente une renonciation inacceptable à notre souveraineté nationale et à notre système fédéral. La pratique actuelle, où les subventions sont des décisions politiques légitimement prises par la Confédération, les cantons et les communes, sera abolie. Ces aides, qu'elles soutiennent le transport régional, les banques cantonales, la culture ou les petites et moyennes entreprises locales, seront désormais soumises à un contrôle rigide et technocratique de l'Union européenne. Cette nouvelle réglementation porte une atteinte directe à la souveraineté des cantons et à leur autonomie fédérale. Au lieu de décider eux-mêmes de la promotion économique locale, ils devront faire approuver leurs décisions par une autorité centrale basée à Berne, en conformité avec les règles de l'UE. Il s'agit d'une érosion fondamentale de notre système fédéral, transformant les cantons en simples exécutants des directives européennes. Le projet de loi sur la surveillance des aides d'État (BHÜG) et les modifications corrélatives, notamment au sein du droit des cartels (KG, art. 18 par. 2), créent une "super-autorité" qui agira comme un bras étendu de l'UE, subordonnant nos intérêts nationaux à la compatibilité avec le droit européen. La Suisse se

soumettra ainsi à un contrôle et à une surveillance systématiques de la part de l'UE. Les aides devront être notifiées et approuvées par la Commission européenne, nous reléguant au rang de simple récepteur de règles, et annihilant notre propre politique économique nationale. Des secteurs critiques tels que l'approvisionnement énergétique, où de nombreuses entreprises électriques appartiennent aux cantons et aux communes, le transport aérien et le transport routier, seront sous le contrôle de l'UE. Cela met en péril notre autonomie stratégique et le service public dans des domaines centraux de notre infrastructure. La nouvelle chambre des aides d'État au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), telle que définie par l'article 3 du BHÜG, deviendra une instance de contrôle centralisée dont la fonction première ne sera plus la promotion des intérêts suisses, mais l'application de la conformité avec le droit de l'UE. L'atteinte au fédéralisme est particulièrement flagrante avec la modification de la loi sur le Tribunal fédéral (BGG). En accordant à la nouvelle chambre des aides un droit de recours direct contre les décisions cantonales (nouvel art. 82 lettre bbis BGG), les cantons sont réduits à de simples unités administratives subalternes. Leurs décisions, démocratiquement prises, pourront être contestées devant le Tribunal fédéral et annulées par un contrôle abstrait des normes (art. 98a BGG). C'est une profonde atteinte à l'autonomie cantonale. De plus, la suppression de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG) marque l'abandon de notre compétence nationale de contrôle des aides dans le secteur stratégique du transport aérien, le soumettant entièrement au régime de l'UE. L'exclusion du surveillant des prix des sessions de la chambre des aides, telle que prévue par la modification de l'article 5 par. 2 de la loi sur le surveillant des prix (PüG), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence, privant les citoyens d'une voix essentielle. Ces développements représentent une capitulation de notre indépendance et une dégradation de nos institutions démocratiques et fédérales.

Sécurité des denrées alimentaires

La prétendue "sécurité alimentaire" cache une intégration profonde et inquiétante dans le cadre réglementaire de l'Union européenne. Il ne s'agit pas simplement de garantir la sécurité des denrées, mais d'assujettir l'ensemble de notre secteur agricole et alimentaire au concept "de la ferme à la table" de l'UE. Cette démarche constitue une menace directe pour nos normes de production élevées, nos exploitations familiales, ainsi que pour la liberté de choix des consommateurs suisses. La qualité suisse, reconnue mondialement, est mise en péril. L'harmonisation avec des normes souvent moins contraignantes de l'UE entraînera inévitablement une dépréciation de la qualité. Le label "Swiss Made" perdra de sa valeur si nos produits sont soumis aux mêmes critères, moins stricts, que ceux de l'UE, privant ainsi nos producteurs d'un avantage concurrentiel essentiel. L'article 141 et 148 du Landwirtschaftsgesetz (LwG) confèrent au Conseil fédéral des compétences réglementaires étendues, offrant une véritable "chasse gardée" pour l'implémentation du droit de l'UE, contournant ainsi le Parlement. Cette délégation de pouvoir sape le contrôle démocratique sur des domaines cruciaux pour nos agriculteurs. De surcroît, l'introduction de nouvelles dispositions dans le Tierschutzgesetz (TSchG), notamment les articles 15a et 21, nous contraint à abandonner nos réglementations nationales souvent plus strictes en matière de transport et d'abattage des animaux au profit des standards européens. Ceci représente un recul significatif pour le bien-être animal et une perte de souveraineté dans un domaine éthiquement sensible. La révision totale du Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetz (LMG) est au cœur de cette soumission au droit alimentaire de l'UE. Elle anéantit la diversité et la qualité de notre production alimentaire en imposant une myriade de prescriptions européennes, conçues pour une production de masse industrielle, qui étoufferont les petits producteurs, les magasins à la ferme et la gastronomie locale. L'idée que des inspecteurs de l'UE puissent avoir accès et exercer des pouvoirs de contrôle dans nos exploitations, nos fromageries et nos restaurants constitue une atteinte inacceptable à notre souveraineté. Nos entreprises deviendraient des objets de surveillance pour une autorité étrangère. De plus, une clause dite de "guillotine" lie ce dangereux accord à l'ensemble des traités bilatéraux I, faisant de toute renonciation à cet accord une menace pour l'intégralité de notre relation avec l'UE, une forme inacceptable de chantage politique qui paralyse notre marge de manœuvre souveraine. La Suisse perdra également la capacité de décider souverainement de la protection de ses forêts face aux organismes nuisibles, comme le stipule le nouvel article 26, alinéa 1bis, du Waldgesetz (WaG), qui nous soumet au diktat de l'UE. Enfin, l'intégration des réglementations de l'UE dans le Tierseuchengesetz (TSG, art. 1) est une abdication de contrôle dans un domaine de la plus haute importance nationale, mettant en péril notre agriculture et la santé publique par l'adoption d'un système rigide et bureaucratique.

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- ☐ Weitere interessierte Kreise
- X Nicht offiziell angeschriebene Organisationen / Privatpersonen

Absenderin oder Absender:

Norbert Kurz, Froheggweg 9c, 9545 Wängi

Datum der Stellungnahme:

31. Oktober 2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

norbert.kurz@bluewin.ch

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1 Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Nein!

Bereits diese erste Frage empfinde ich als suggestiv. Wer kann schon gegen Weiterentwicklung und Stabilisierung sein?

Was als Weiterentwicklung und Stabilisierung versprochen wird, ist Neusprech und es wird bei einer Umsetzung später ein böses Erwachen geben. Beispiele von Prognosen oder Informationen des Bundesrates gibt es dazu genügend. Wie kreativ Regierung, Parlament, Gerichte und Behörden mit dem Volkswillen manchmal um gehen kann auf swissinfo.ch nachgelesen werden.
https://www.swissinfo.ch/ger/demokratie/direkte-demokratie_10-arten-den-schweizer-volkswillen-zu-umgehen/44371472

Eigentlich würde es genügen wenn man die Schweiz mit den Mitgliedsländern der EU vergleicht um festzustellen dass es die Schweiz besser macht als die allermeisten Länder der EU. Luxemburg ist eines der wenigen Länder in der EU welches einen vergleichbaren Lebensstandard hat wie die Schweiz. Wie die Schweiz ist auch Luxemburg ein kleines Land. Allgemein kann man feststellen dass es kleinen Ländern besser geht als den grossen Ländern. Der Grund ist einfach. Kleine Organisationen sind überschaubar und einfacher zu verwalten. Mit grossen Gebilden wird man früher oder später Probleme bekommen wenn irgendetwas aus dem Ruder läuft. Gut erkennbar ist es wenn ein Konzern ins Straucheln kommt. Als Beispiel könnte man die Grossbanken oder die globalen Finanzmärkte nehmen welche bei einer Bankenkrise ganze Länder und Volkswirtschaften ins Elend stürzen. Dies werden wir bald bei Deutschland erleben. Frankreich steht auch vor der Pleite. Die USA wären längst pleite und überleben nur weil sie den Dollar, «die» Reservewährung unbegrenzt «drucken» können.
Das einzig Gute an der EU ist dass sie ihre Dokumente in die Landessprachen ihrer Mitgliedsländer übersetzt. Davon könne die Schweiz eine Scheibe abschneiden. Obwohl der Bund für die Übersetzungssoftware DeepL fast zwei Millionen Franken ausgibt ist die Verwaltung nicht in der Lage sämtliche Dokumente in die Landessprachen zu übersetzen. Als besonders störend empfinde ich dass es englischsprachige Dokumente gibt welche nicht in die Landessprachen übersetzt werden!

https://www.swissinfo.ch/ger/demografie/internationale-rankings-wo-die-schweiz-gute-noten-bekommt-und-wo-sie-noch-besser-werden-k%c3%b6nnte/87853187

Alleine die mehr als 2'000 Seiten des Vertragspakets mit Verweisen auf geschätzte 20'000 Seiten von EU-Erlassen, Verordnungen usw. betrachte ich als eine Zumutung und Verhöhnung der Bevölkerung und als Verstoss gegen «Treu und Glauben». Wer hat schon die Zeit das ganze Vertragswerk zu lesen und auch noch zu verstehen?

Vor allem Juristen und Beamte welche diese «Werke» erstellt haben scheinen verpasst zu haben dass wir im Zeitalter der Digitalisierung leben. Heute wäre es durchaus möglich die Gesetze so zu verfassen das es immer eindeutig ist wie sie auszulegen sind, wie z.B. in der Technik welche von den physikalischen Gesetzen bestimmt wird. Ein weiteres Beispiel sind die Netzwerkprotokolle in der Informatik. Ohne deren exakte Regeln läuft da nichts.
Mit unklaren Gesetzen lässt sich später viel Geld verdienen und für jedes neue Gesetz braucht es jemand der es umsetzt und kontrolliert. Wer hat schon Lust und Zeit sich durch den Wust von Gesetzen und Verordnungen durchzukämpfen? Die Folge wird sein dass die Abkommen ein Heer von Beratern nach sich ziehen werden welche die Bürokratie auf das EU-Niveau aufblähen. Vermutlich sind dies die Befürworter aus der Wirtschaft welche sich zusätzliche Arbeit und Einkommen erhoffen. Dies sind alles sogenannte Bullshit-Jobs welche der Gesellschaft nicht nur nichts nützen sondern nur zusätzliche Kosten verursachen. Dies könnten die Fachkräfte sein welche der produzierenden Wirtschaft dann fehlen.
https://www.google.ch/books/edition/Bullshit_Jobs/B3VZDwAAQBAJ?hl=de&gbpv=1&printsec=frontcover

Dies ist ein Grund weshalb die Verwaltung ständig wächst und sich gegenseitig Arbeit schafft. Dies erkannte bereits Northcote Parkinson welcher die «Parkinsonschen Gesetze» verfasste. Was für die Verwaltung gilt trifft auch auf manche grössere Firma zu. Diese bauen die «überflüssigen» Jobs allerdings einfach durch Restrukturierungen ab wenn die Profite nicht mehr stimmen.

«1. Jeder Angestellte wünscht, die Zahl seiner Untergebenen, nicht jedoch die Zahl seiner Rivalen zu vergrössern.
2. Angestellte schaffen sich gegenseitig Arbeit.»
https://de.wikipedia.org/wiki/Parkinsonsche_Gesetze

Betrachtet man die heutige Schweiz kann man feststellen dass an den «Parkinsonschen Gesetze» mehr dran ist als vielen lieb ist – vor allem einigen Politikern und vielen «Beamten». Dass diese an ihren Pöstchen und Ämtern hängen ist durchaus verständlich.

Im erläuternden Bericht weist der Bundesrat auf die sich verändernde Weltlage hin. Nun ist es in der Politik häufig so dass wenn sich etwas verändert, dann kann man annehmen dass es so geplant wurde. Der Mensch im Allgemeinen ist nicht in der Lage langsame Veränderungen wahrzunehmen. Eine dieser Veränderung ist die Komplexität welche wegen der Globalisierung immer weiter zu nimmt.

Nun schauen wir uns an wie sich die EU «entwickelt» hat.

Die EU wurde als wirtschaftliches Projekt «Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl» gegründet. Heute ist die EU ein politisches Bürokratiemonster welches tief ins Leben seiner Bürger hineinregiert. Ein Hinweis dass die EU nicht wirklich demokratisch ist könnte man erkennen wenn man weiss dass in der EU nur die Europäische Kommission Gesetzesvorschläge einbringen kann. Am Beispiel von Ungarn sieht man auch sehr schön wie die EU Kommission mit ihren Mitgliedern umspringt. Ähnliches durfte auch schon die Schweiz erfahren bei Erasmus oder der Börsenäquivalenz.
https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/eu-gesetzgebung-370498
https://apolut.net/begrusst-die-eu-terrorakte-gegen-ihre-eigenen-mitgliedstaaten-von-rainer-rupp/

Dass wir in einer direkten Demokratie leben ist übrigens auch ein Märchen. Dass dies den wenigsten aufgefallen ist verdanken wir den Nachkriegsjahren und dem wirtschaftlichen Aufschwung und dem mehr oder weniger stetigen Wirtschaftswachstum. Dieses endete so um die 1980er bis 1990er Jahre. Mit dem Ende des Bretton-Woods-Systems und dem Aufstieg des Neoliberalismus in den USA und GB lief der Kapitalismus aus dem Ruder und die Konzerne übernahmen still und heimlich die Macht. Grösser wurden auch die Medienkonzerne welche die Medienvielfalt verkleinerten, so dass die öffentliche Meinung in der Hand von wenigen liegt. Dies ist leicht an der gleichgeschalteten Berichterstattung zu erkennen – auch in der Schweiz. Wer glaubt dass wir in der Schweiz eine Demokratie haben, der sollte einmal die Begriffe Bundesrat durch König ersetzen, Ständerat durch Herzog und Nationalrat durch Graf. Wir dürfen somit unsere «Adligen» alle vier Jahre wählen, vier mal im Jahr dürfen wir über Sachvorlagen abstimmen, welche dann oft nicht nach dem Volkswillen umgesetzt werden. Somit verbleibt vermutlich weniger als ein Prozent Demokratie.
Das gleiche könnte man bei den Konzernstrukturen oder Parteien anwenden. Dann wird man erkennen dass wir eigentlich noch immer in einem aristokratischen System leben bei welchem die Grossgrundbesitzer (Investoren) das Sagen haben.
Echte Demokratie gibt es eigentlich nur in kleinen Gemeinschaften wo die Bürger noch Gelegenheit haben dem Gemeindeammann am Stammtisch die Meinung zu sagen. In echten Demokratien hätten die Regierungen keine Geheimnisse vor den Bürgern. Somit kann man feststellen dass in der Schweiz die Demokratie im Parlament beim Kommissionsgeheimnis endet und beim Bundesrat bei den nicht öffentlichen Bundesratssitzungen. Dies erinnert stark an die Schweigepflicht (Omertà) der Mafia und ähnlich krimineller Organisationen wie es Wikipedia so schön beschreibt. Ähnliches gilt auch für Kantone und Gemeinden. Mit Gemeindefusionen und Konstrukten von Konferenzen der Kantonsregierungen und Ähnlichem wird die Demokratie immer mehr zentralisiert und so ausgehöhlt. Diese Zentralisierungen mögen Sinn gemacht haben um die Informationen zu zentralisieren. Heute mit den Mitteln der Digitalisierung sind die Informationen von überall her abrufbar. Deshalb würde es Sinn machen die «Macht» wieder den Gemeinden und ihren Bürgern zurückzugeben.
https://www.tagesanzeiger.ch/wenn-147-konzerne-die-ganze-wirtschaft-kontrollieren-775332226934
https://de.wikipedia.org/wiki/Weltwirtschaftsforum
https://de.wikipedia.org/wiki/Omert%C3%A0

Nun schauen wir uns einmal ein paar aktuelle Beispiele an wie die EU die Wünsche der Konzerne umsetzt oder umgesetzt hat. Wie gross der Einfluss auf Bundesrat und Parlament war oder ist darf anschliessend jeder selbst beurteilen.

Die Covid-Pandemie

Damals hat die Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen die Beschaffung der Covid-«Impfstoffe» für die EU per SMS mit dem CEO von Pfizer Albert Bourla ausgehandelt. In der Schweiz dürfte es ähnlich verlaufen sein. Zumindest deuten die nach wie vor geschwärzten Verträge zur Beschaffung der «Impfstoffe» hin. Dass sich die Menschen nicht impfen lassen wollen hätte man von der von der Schweinegrippe 2009 her wissen können. Damals wurden in der Schweiz 13 Millionen Dosen im Wert von 59 Millionen entsorgt. Bei der Covid-«Pandemie» wurden in der Schweiz 36 Millionen Dosen im Wert von 1'300 Millionen Franken entsorgt! Während die Pharmaindustrie aus der Schweinegrippe-Pandiemie gelernt hat, sind der «unwissende» Bundesrat vor WHO und EU eingeknickt. Das Parlament welches den Bundesrat hätte bremsen sollen und können hat das Heft aus der Hand gegeben. Die Medien als ehemals vierte Macht im Staat haben mit der Art ihrer Berichterstattung Politik, Wissenschaft und Bevölkerung in Angst und Schrecken vor sich hergetrieben. Dass die Medien die Massnahmen der Regierungen während der Pandemie unterstützen ist zumindest von Marc Walder dem CEO von Rignier bekannt. Betrachtet man die Art der Berichterstattung der Medien kann man feststellen dass diese die Treiber der Pandemie waren. Über die Gründe kann man streiten, zweifellos haben sie an der «Werbung» für die Inserate der Behörden ganz gut verdient. An einer Aufarbeitung der Pandemie ist und war allerdings kaum jemand interessiert weil viele wissen dass sie falsch gehandelt haben oder weil sie zumindest ahnen dass sie hereingelegt wurden und sich deshalb schämen.
https://www.srf.ch/play/tv/rundschau/video/geschaeft-mit-schweinegrippe?urn=urn:srf:video:69300495-2647-478c-827c-6edd9cf1c77d
https://www.srf.ch/news/schweiz/ungenutzte-covid-impfstoffe-bund-entsorgt-corona-impfstoff-im-wert-von-1-3-milliarden-franken
https://www.srf.ch/news/schweiz/rolle-der-medien-in-krisen-die-unjournalistische-aussage-von-ringier-ceo-marc-walder
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9-2022-003358_DE.html
https://www.infosperber.ch/medien/ueber-printmedien/der-bund-zahlte-22-millionen-fuer-corona-aufklaerung-in-medien/

Die Klima-Krise

Auch der «European Green Deal» wird von der EU in diktatorischer Weise von oben angeordnet und durchgedrückt koste es was es wolle. Vor allem die deutschen Politiker sind besonders folgsam und setzen um was die EU befiehlt, auch wenn das Land ruiniert wird. Auch hier spielen die Medien eine führende Rolle in Sachen Propaganda und versetzen die Menschen in Angst und Schrecken vor dem bösen CO2 welches für die Erderwärmung verantwortlich sein soll. Eine einfache Überlegung zeigt allerdings dass dies eine Lüge ist. Wäre es wirklich so dürfte man der Ukraine schon längst keine Waffen

mehr liefern weil das Militär einer der grössten Klimasünder ist.
Auch hier spielen die «Qualitätsmedien» eine entscheidende Rolle indem diejenigen welche anderer Meinung sind als Klimaleugner diskreditieren. Baumstämme welche von Gletschern freigegeben wurden oder Römerlager auf 2'200 Metern Höhe sind für die Klima-«Experten» allerdings kein Thema. Sie glauben an ihre Klimamodelle welche sie ständig anpassen müssen, weil das Klima ein «gekoppeltes, nichtlineares, chaotisches System» ist und somit nicht berechenbar, wie im Bericht es IPCC von 2001 auf Seite 774 zu lesen ist.
https://www.mdr.de/wissen/podcast/zehnminuten/krieg-klimawandel-klimakrise-wie-viele-treibhausgase-verursachen-militaer-und-kriege-100.html
https://www.nachdenkseiten.de/?p=140904
https://www.srf.ch/news/panorama/aus-dem-gletschereis-wie-uraltes-holz-geschichten-erzaehlt
https://apolut.net/das-nicht-passende-klimapanikpuzzle-teil-1-von-markus-fiedler/

Der Ukraine-Krieg

Wie undemokratisch die EU ist kann man am Ukrainekrieg erkennen. In der EU sind etliche Russische Medien verboten.In der BRD werden freie Journalisten mit Kontosperrungen und Hausdurchsuchungen drangsaliert. Im 3. Reich waren übrigens einige Schweizer Medien ebenfalls verboten. Offensichtlich haben diese damals über Dinge berichtet welche den Nazis nicht genehm waren. Heute kennt man die Gründe. Der «Digital Services Act» und die geplante Chat-Kontrolle in der EU sind nichts anderes als Zensurmassnahmen gegen einzelne Bürger welche es wagen zu berichten was nicht berichtet werden darf. Auch in der Schweiz ist es mit der Medien- und Meinungsfreiheit nicht viel besser gestellt als in der EU. Es sind immer die selben Experten welche zu Wort kommen. Wer es wagt seine eigene, den Leitmedien nicht genehme Meinung zu äussern der wird nicht mehr erwähnt oder auf dem medialen Scheiterhaufen als Verschwörungstheoretiker, Klimaleugner oder Putinversteher verbrannt. Prominente Persönlichkeiten wie der ehemalige Bundesrat Alain Berset wurde nach seiner Aussage: «Ich spüre heute in gewissen Kreisen einen Kriegsrausch» bald wieder auf Linie und er räumte eine «falsche Wortwahl» ein.

Die «Qualitätsmedien»

Der grösste Mangel an der Demokratie sind die angeblich «freien Medien» welche sich in der Hand weniger Medienkonzerne sind und so die öffentliche Meinung bestimmen. In der Schweiz ist dies vor allem unser durch Zwangsabgaben finanziertes SRF welches kein Problem darin sieht **nicht** über die «RKI-Protokolle» zu berichten obwohl die Ombudstelle dies gerügt hat. Die SRG zieht die Sache lieber vor Bundesgericht damit Gras über die Sache wachsen kann. Wir dürfen gespannt sein was das Bundesgericht dazu meint.
Dafür will SRF uns im Verkehrshaus über «Fakt, Fake oder Meinung?» aufklären und der Bundesrat die sozialen Medien «regulieren». Ganz im Sinne der EU.

https://www.srgd.ch/de/aktuelles/news/2024/08/21/srf-hatte-uber-rki-protokolle-berichten-mussen/
https://www.srf.ch/sendungen/school/medien-und-informatik/ausstellung-im-verkehrshaus-wirklich-fakt-fake-oder-meinung
https://www.srf.ch/news/schweiz/tiktok-facebook-und-co-so-will-der-bundesrat-big-tech-regulieren-1

Wenn sich 76% der Journalisten als «ganz links oder eher links» einschätzen, wie kann man da eine **ausgewogene** Berichterstattung erwarten? Ein weiteres Märchen welches uns ständig erzählt wird ist die Unabhängigkeit der Medien. Dass die Nachrichtenagenturen und Medienkonzerne mit Leuten der CIA durchsetzt sind ist eigentlich nichts Neues. Es wird einfach selten darüber berichtet. «Operation Mockingbird (deutsch Operation Spottdrossel) bezeichnet ein in den 1970er Jahren begonnenes Geheimprojekt des US-Außenministeriums zur Beeinflussung der Medien.»
Ein Hinweis dass unsere Medien von den USA «gelenkt» werden ist an der Häufigkeit der Berichterstattung während der Präsidentschaftswahlkämpfe zu erkennen. Dass man wissen will wer Präsident wird ist noch verständlich. Den Wahlkampf selbst dürfte die Mehrheit allerdings kaum interessieren. Wer sich dafür interessiert wird sich online bei amerikanischen Medien informieren. Das Thema Abtreibungen, welches in den USA immer im Wahlkampf als Argument gebraucht wird um Stimmen zu gewinnen schwappt jeweils regelmässig auf Europa herüber.
Dass man sich besser nicht mit dem US-Imperium anlegt musste Julian Assange erfahren, dies dürfte manchen Journalisten von einer allzu kritischen Berichterstattung über die USA abhalten.

https://de.wikipedia.org/wiki/Operation_Mockingbird
https://www.tagesanzeiger.ch/27-000-pr-berater-polieren-image-der-usa-631302390683
https://toggenburg24.ch/articles/81841-medien-staats-subventionen-fuer-milliardaere
https://www.piper.de/buecher/der-fall-julian-assange-isbn-978-3-492-31944-7

Ein Politiker welcher die Medien kritisiert, der versaut sich unter Umständen seine Karriere weil er in den Medien nicht oder weniger häufig erwähnt wird. Medienschaffende wiederum welche Politikern allzu kritische Fragen stellen erhalten keine Interviews mehr oder profitieren nicht von den Subventionen des Bundes. Diese Abhängigkeit von Medien und Politik liesse sich einfach beheben wenn der Bund anstatt Subventionen den Bürgern eine Infrastruktur zur Verfügung stellen würde wo jeder seine Meinung kund tun könnte wie es in der Bundesverfassung garantiert wird. Dadurch könnte sich jede und jeder eine eigene Meinung bilden weil er in der Lage wäre die Meinungen der verschiedenen Medien zu vergleichen. Dies ist heute in den sozialen Medien der Fall. Darum sind sie bei den Medienkonzernen und der Politik so unbeliebt.

Nun noch ein paar Gedanken zu einigen Themen der Abkommen mit der EU.

Schiedsgerichte

Wie bereits erwähnt, wenn es Schiedsgerichte braucht, dann ist die Gesetzgebung oder ein Abkommen schlecht verfasst und weil ein Europäisches Gericht die letzte Instanz ist dann wird die Schweiz immer Verliererin sein. Vor allem die vielen «kann» Formulierungen werden für viele Meinungsverschiedenheiten führen. Absolute Schwellwerte bei welchen etwas geschieht sind transparent und haben sich in der Technik bewährt und wären ein Fortschritt in der Juristerei und würden die Gerichte entlasten.

Personenfreizügigkeit

Dass mehr Menschen in die Schweiz eingewandert sind als vielen lieb ist eigentlich ein alter Hut. Angeblich ist die Wirtschaft auf Fachkräfte angewiesen. Dies ist schon lange bekannt. Wenn die Wirtschaft dies weiss, warum bildet sie die Fachkräfte nicht selbst aus? Ganz einfach. Es ist günstiger die von einem anderen Land ausgebildeten Fachkräfte zu importieren und wenn die Fachkraft nicht mehr gebraucht wird auf Kosten der Allgemeinheit zu entlassen. Ein anderer Teil der Wirtschaft ist wohl eher daran interessiert an den Fachkräften zu verdienen. Jede Fachkraft ist auch Konsument. Zu was das führt sehen wir am Wohnungsmarkt bei welchem sowohl der Markt als auch der Staat versagt haben.
Es geht somit wohl eher in erster Linie um die Profite einiger weniger zulasten der Allgemeinheit.
Das Abkommen liesse sich auf wenige Sätze zusammenstreichen.
Die Bevölkerung legt fest wie viele Einwohner pro km² Siedlungsfläche erträglich sind und anhand dieser Grösse wird die Anzahl Einwohner festgelegt welche in der Schweiz ansässig sind. Für jeden der die Schweiz verlässt darf jemand in die Schweiz einwandern. Der Wohlstand welcher in BIP gemessen wird hat nichts mit dem Wohlstand eines Normalbürgers zu tun. Dieser will eine geheizte Wohnung mit warm und kalt Wasser, ein Auto und einmal im Jahr ans Meer oder in die Berge.

Technische Handelshemmnisse

Auch diese Bürokratie kann gestrichen werden. Als Konsument würde ich mir eine Website wünschen auf welcher ich sehe
- wie sicher ein Produkt ist
- wie langlebig ein Produkt ist
- wie kundenfreundlich ist der Hersteller oder der Verkäufer. Idealerweise wäre die Korrespondenz mit dem Kundendienst öffentlich einsehbar. Heute verstecken sich selbst renommierte Unternehmen hinter dem Datenschutz und hebeln mit ihren ABGs die Gesetze aus.

Mit den Millionen welche die Schweiz für Kohäsionszahlungen bezahlt liesse sich der Beamtenapparat finanzieren welcher die bestehenden Bilateralen an neue EU-Regelungen anpasst. Dies wäre dann eine Weiterentwicklung welche den Namen auch verdient.

Landverkehrsabkommen

Hat die Schweiz nicht die NEAT für die EU gebaut? Wie sieht es mit den Anschlüssen in Deutschland und Italien aus? Ich denke die EU soll zuerst dafür sorgen dass diese fertiggestellt werden. Abgesehen davon sollte man die Produktionsstandorte so platzieren dass ein Produkt nicht x-mal quer durch Europa transportiert werden muss. Ganz besonders heute wo alles von Nachhaltigkeit spricht.

Landwirtschaftsabkommen

Dass die Schweiz die Bauern mit Direktzahlungen subventioniert mag dem einen oder anderen Grossproduzenten ein Dorn im Auge sein. Angesicht des kommenden Krieges sollte man dies beibehalten oder sogar ausbauen. Wenn es dann kracht wird jedes Land wieder für sich selbst schauen. Die Blockade von Masken durch die BRD während der Covid-Krise sollte uns eine Warnung sein.

Beitragsabkommen

Das kann weg. Warum soll die Schweiz etwas bezahlen um mit anderen Ländern Handel zu treiben? Wenn man einem Land helfen will sich zu entwickeln, dann wäre es einfacher dies über ausgeglichene Handelsbilanzen zu tun. Dies gilt vor allem für die Länder des globalen Südens. Wenn jedes Land eine ausgeglichene Handelsbilanz hätte, dann würde dies bedeuten dass die Bevölkerung eines Landes für sich selbst arbeitet und nicht für ausländische Investoren welche ihr Geld ohne Arbeit machen.

Strom

Was mit den Energiepreisen passiert wenn ein Energieträger wegen der Sanktionen wegfällt sollte uns eine Warnung sein. Die Ursache für die gestiegenen Strompreise liegen am Merit-Order-System. Vereinfacht gesagt bestimmt der teuerste Stromproduzent den Strompreis. Vor den Sanktionen gegen Russland war Strom aus Gaskraftwerken der günstigste Strom. Mit den Sanktionen und der Sprengung von 3 Nordstream-Pipelines – ein Strang von Nordstream 2 ist noch intakt und könnte um die 23 Milliarden m³ transportieren – gelangte das Gas über Indien nach Europa. Ein Teil des Gases kommt aus den USA. Dass die Verflüssigung zu LNG und der Transport über den Atlantik das Gas nicht nur teurer ist sondern auch noch klimaschädlicher ist interessiert dabei niemanden. Vor allem nicht die Profiteure.
Der Strommarkt ist ein gutes Beispiel dafür dass freie Märkte nicht besser sind als eine Planwirtschaft. Wie viel Strom eine Gesellschaft braucht ist bekannt. Wenn man eine Reserve von 20% einbaut, dann hätte man immer genügend Strom zu einem Einheitspreis. Dass man sich unter Nachbarn aushilft sollte eine Selbstverständlichkeit sein. Wenn jedes Land eine Stromreserve von 20% hat, dann hätte es in Notsituationen immer genügend Strom für alle.

Der Ausgleich unter Nachbar sollte nicht über den Preis sondern über die Strommenge geschehen. Wenn ein Land übers Jahr gesehen zu wenig eigenen Strom produziert, dann bedeutet es dass es ein Ausbau eines Kraftwerks fällig wird.
Es ist der Strommarkt welcher für die Preisschwankungen verantwortlich ist. Ein Blick nach Deutschland sollte genügen um zu sehen wie sich der Strompreis entwickelt hat – obwohl die Sonne und der Wind keine Rechnung schicken. Bei einer Liberalisierung dürfte uns das Gleiche erwarten. Schaut man sich die Stromrechnung an darf man sich fragen was uns noch erwartet wenn der Strommarkt liberalisiert wird. Wohlverstanden, für ein «Gut» das jeder braucht. Wenn die Energiekosten weniger ausmachen wie Netznutzung und Abgaben dann stimmt etwas nicht mehr.

Strom sollte deshalb genau wie Strassen zur Infrastruktur gehören und im Besitz der Allgemeinheit sein. In den Netzkosten nicht aufgeführt ist der WACC, das sind Quasi die Zinsen welche wir bezahlen würden die Stromanbieter «das Kapital» der Stromleitungen an den Finanzmärkten anlegen; wohlverstanden für ein Stromnetz welches wir bereits bezahlt haben. Dann haben wir so etwas wie einen Grundpreis, ab 2026 ein Messtarif welcher bisher Bestandteil der Netzkosten war. Dieser Messtarif dürfte in Zukunft steigen, vermutlich für die Smartmeter welche regelmässig updated werden müssen. Als nächstes finden wir Einspeisevergütung, eine Abgabe für den Schutz der Gewässer, eine Abgabe für die Systemdienstleistungen von Swissgrid. Als nächstes die Abgabe für die Stromreserve. Diese erhalten die Stromkonzerne damit sie den Strom nicht ins Ausland verkaufen wo sie mehr Geld für den Strom erhalten würden und es deshalb im Winter nicht mehr für die Schweizer Bevölkerung reichen würde. Und zum Schluss noch eine Abgabe namens «solidarisierte Kosten». In nicht allzu ferner Zukunft wird einer der Bürokraten auf die Idee kommen man könnte einen TARSTROM einführen, wie bei den Ärzten welche jeden Handgriff verrechnen.

Heute sind in der Schweiz die Stromkonzerne und Energieversorger noch indirekt im Besitz der Gemeinden und Kantone. Dies wird sich mit einer Liberalisierung der Strommärkte ändern. Es ist durchaus möglich dass der Strom zu Beginn billiger wird. Irgendwann wird es sich allerdings rächen. Es gibt genügend Beispiele von Privatisierungen welche in maroden Infrastrukturen endeten.

https://de.wikipedia.org/wiki/Merit-Order

Lebensmittelsicherheit

Das kann auch weg. Dass im Asiatischen Raum Insekten auf dem Speiseplan nichts ungewöhnliches sind ist bekannt. Gibt es Studien welche die Verträglichkeit für Europäer bescheinigen, vor allem wenn die Insekten in Lebensmitteln beigemischt werden. Angeblich sind unter anderem die Fürze der Kühe auch für den Klimawandel verantwortlich und deshalb sollte man vermehrt Insekten essen. Der wahre Grund ist allerdings dass die Investitionen in Insektenfarmen wegen mangelnder Nachfrage gefloppt sind, also sind die Investoren zur EU gerannt und haben die Erlaubnis erwirkt die Insekten als Pulver anderen Lebensmitteln beizumischen – meine Meinung.

Gesundheit

Zu Beginn der Covid-Krise hatte der Bund noch besonnen reagiert und es bei «Abstand halten und Hände waschen» belassen. Auf Druck des Auslandes ist der Bundesrat dann eingeknickt. Obwohl ich zu den «Risikopersonen» gehöre, geht es mir auch ohne Impfungen bestens. Ich brauche niemanden der mir sagt was für meine Gesundheit gut ist – vor allem nicht aus dem fernen Brüssel.

Parlamentarische Zusammenarbeit

Wie bereits erwähnt kann man die Parlamente und Partien auch mit Adelshäusern vergleichen. Das erinnert mich stark an die Zeiten als der Adel früher sich gegenseitig besuchte um ihre Reichtümer mit Allianzen und Heiraten zu sichern. Meiner Meinung nach ist dies bereits heute der Fall. Bundesrat und etliche Parlamentarier reisen zu viel in der Weltgeschichte herum und lassen sich einseifen weil sie nicht über die charakterliche Stärke verfügen zu erkennen was tatsächlich ist. Dies hat bereits Solomon Asch mit seinem Konformitätsexperiment nachgewiesen. Früher reiste der Bundesrat übrigens kaum ins Ausland. Dies dürfte auch ein Grund sein weshalb es der kleinen Schweiz besser ging als vielen grösseren, zentral regierten Ländern. Aus diesem Grund lehne ich eine Parlamentarische Zusammenarbeit ab. Heute in Zeiten des Internets genügt es wenn sich die Politiker informieren und vergleichen wie und was andere Länder machen und allenfalls bessere Lösungen übernehmen. Alles andere führt zur Gleichschaltung und früher zum Niedergang weil alle gleich denken und handeln. Wenn alle gleich denken wird nicht mehr viel gedacht. Hier sollte man sich an der Technik orientieren; bei kritischen Systemen wie einem Flugzeug wo kritische Komponenten mehrfach vorhanden sind.

https://de.wikipedia.org/wiki/Konformit%C3%A4tsexperiment_von_Asch

Gemeinsame Erklärungen

Dass bereits seit dem 1. Januar 2025 die Übergangsregelungen für «Horizont Europa und Euratom Anwendung und ev. weiter Zusammenarbeiten angewendet werden empfinde ich als eine Frechheit und Aushebelung der direkten Demokratie. Mit diesem Vorgehen werden zumindest die Profiteure darüber jammern was sie verlieren werden falls das Volk nein zu den Abkommen sagt. Wenn das keine Wahlbeeinflussung ist! Meine Meinung! Dies sollte **sofort** rückgängig gemacht werden!

2 Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Text eingeben.

3 Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

1.1 Allgemeine Bemerkungen

Text eingeben.

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2 Stabilisierungsteil			
1.2.1 Staatliche Beihilfen			
Neues Gesetz			
1.2.1.1 Bundesgesetz über die Überwachung von [staatlichen] Beihilfen (BHÜG)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2.1.2 Bundesgerichtsgesetz (BGG, SR 173.110)			
1.2.1.3 Verwaltungsgerichtsgesetz (VGG, SR 173.32)			
1.2.1.4 Kartellgesetz (KG, SR 251)			
1.2.1.5 Luftfahrtgesetz (LFG, SR 748.0)			
1.2.1.6 Preisüberwachungsgesetz (PüG, SR 942.20)			
1.2.2 Personenfreizügigkeit: Zuwanderung			
Neues Gesetz			
1.2.2.1 Bundesgesetz über die Verwaltungszusammenarbeit im Bereich der Anerkennung von Berufsqualifikationen (Binnenmarkt-Informationssystem) (BGVB)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2.2.2 Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG, SR 142.20)			
1.2.2.3 Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, SR 823.11)			
1.2.2.4 Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz, SR 414.110)			
1.2.2.5 Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG, SR 414.20)			
1.2.2.6 Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, SR 831.40)			
1.2.2.7 Freizügigkeitsgesetz (FZG, SR 831.42)			
1.2.2.8 Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB, SR 210)			
1.2.2.9 Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten berufen (BGMD, SR 935.01)			
1.2.2.10 Medizinalberufegesetz (MedBG, SR 811.11)			
1.2.2.11 Gesundheitsberufegesetz (GesBG, SR 811.21)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2.2.12 Psychologieberufegesetz (PsyG, SR 935.81)			
1.2.3 Personenfreizügigkeit: Lohnschutz			
Gesetzesanpassungen			
1.2.3.1 Bundesgesetz über die flankierenden Massnahmen bei entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und über die Kontrolle der in Normalarbeitsverträgen vorgesehenen Mindestlöhne (Entsendegesetz, EntsG, SR 823.20)			
1.2.3.2 Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.5 Finanzieller Beitrag der Schweiz)*			
1.2.3.3 Obligationenrecht (OR, SR 220)			
1.2.3.4 Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG, SR 221.215.311)			
1.2.3.5 Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG, SR 281.1)			
1.2.4 Landverkehr			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.2.4.1 Eisenbahngesetz (EBG, SR 742.101)			
1.2.4.2 Personenbeförderungsgesetz (PBG, SR 745.1)			
1.2.5 Finanzieller Beitrag der Schweiz			
Neues Gesetz			
1.2.5.1 Bundesgesetz über die Beiträge der Schweiz zur Stärkung der Kohäsion in Europa (Kohäsionsbeitragsgesetz, KoBG)			
Gesetzesanpassungen			
1.2.5.2 Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.3 Personenfreizügigkeit: Lohnschutz)*			
1.2.5.3 Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte (SR 193.9)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
1.3 Weiterentwicklungsteil			
1.3.1 Strom			
Gesetzesanpassungen			
1.3.1.1 Energiegesetz (EnG, SR 730.0)			
1.3.1.2 Stromversorgungsgesetz (StromVG, SR 734.7)			
1.3.1.3 Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE)			
1.3.2 Lebensmittelsicherheit			
Gesetzesanpassungen			

1.3.2.1 Tierschutzgesetz (TSchG, SR 455)			
1.3.2.2 Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0)			
1.3.2.3 Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG, SR 910.1)			
1.3.2.4 Bundesgesetz über den Wald (Wald-gesetz, WaG, SR 921.0)			
1.3.2.5 Tierseuchengesetz (TSG, SR 916.40)			

4 Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Text eingeben.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Leandra Landolt (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Leandra Landolt · +41798464971 · landolt.leandra@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Eine engere Bindung an die Europäische Union, selbst in einem reformierten Abkommen, könnte zu einer schleichenden Übernahme von EU-Recht führen, ohne dass die Schweiz darauf direkten Einfluss nehmen kann. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist.

Insbesondere die Sorge, dass die automatische Übernahme von EU-Recht im Rahmen eines institutionellen Abkommens erfolgen könnte, ist gravierend. Dies würde bedeuten, dass Schweizer Parlament und Regierung gezwungen wären, EU-Gesetzgebung umzusetzen, ohne diese im demokratischen Prozess kritisch prüfen und an die eigenen Bedürfnisse anpassen zu können. Dies könnte die Rechtsetzungsfreiheit des Schweizerischen Parlaments, wie sie in Artikel 164 BV gewährleistet ist, massiv einschränken.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH würde die richterliche Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte gefährden. Die Gewährleistung der richterlichen Unabhängigkeit ist ein Eckpfeiler unseres Rechtsstaates und wird in Artikel 190 BV explizit anerkannt. Die Gefahr, dass Schweizer Rechtsprechung durch Urteile eines fremden Gerichts quasi vorweggenommen oder gar überstimmt wird, ist inakzeptabel.

Auch die finanzielle Belastung, die mit einer engeren Anbindung an die EU einhergehen würde, darf nicht unterschätzt werden. Die Übernahme von Beiträgen zum EU-Haushalt, ohne dass die Schweiz im Gegenzug gleiche Mitspracherechte wie Mitgliedstaaten erhält, stellt eine ungerechtfertigte Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz zur finanziellen Alimentierung der EU-Strukturen herangezogen wird, während sie die damit verbundenen Entscheidungsprozesse nicht kontrollieren kann.

Die aktuelle Vorlage birgt die Gefahr, dass die Schweiz ihre einzigartige Rechtsposition und ihre demokratischen Errungenschaften aufgibt, ohne dafür einen angemessenen und ausgewogenen Gegenwert zu erhalten. Die Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatliche Unabhängigkeit sind so erheblich, dass eine kritische Überprüfung und gegebenenfalls eine klare Ablehnung dieses Weges geboten erscheint.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung von EU-Recht werfen grundlegende und ernste Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimität der Schweiz auf. Es ist unverkennbar, dass die Art und Weise, wie die EU-Vorgaben in unser Rechtssystem integriert werden sollen, den Anschein einer erzwungenen Übernahme fremden Rechts erweckt, anstatt einer freiwilligen und dem schweizerischen Interesse dienenden Anpassung.

Besonders kritisch ist die Befürchtung, dass durch die vorliegende Umsetzung die Prinzipien der direkten Demokratie untergraben werden könnten. Die stetige Übernahme von EU-Richtlinien, die im Ursprungsland selbst oft Gegenstand heftiger Debatten sind und deren Akzeptanz dort keineswegs gesichert ist, mutet befremdlich an, wenn sie hierzulande ohne die gleiche demokratische Auseinandersetzung implementiert werden sollen. Dies steht im Widerspruch zum Geist der Schweizerischen Bundesverfassung, insbesondere Artikel 7, der die Achtung und den Schutz der Menschenwürde und der Grundfreiheiten als oberstes Ziel des Staates festlegt. Die Art und Weise der Umsetzung könnte dazu führen, dass sich Schweizer Bürgerinnen und Bürger von Entscheidungsprozessen entfremdet fühlen, deren Ursprung und Begründung ihnen nicht mehr transparent erscheinen.

Darüber hinaus stellt sich die Frage nach der verfassungsrechtlichen Kohärenz. Die geplante Übernahme von EU-Recht muss zwingend im Einklang mit den Grundprinzipien unseres Rechtssystems stehen. Eine pauschale Übernahme kann unweigerlich zu Konflikten mit etablierten Rechtsnormen führen. Insbesondere Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als ein freies und unabhängiges Land bezeichnet, könnte durch eine faktische Unterwerfung unter fremdes Recht tangiert werden. Die Notwendigkeit einer sorgfältigen Prüfung und gegebenenfalls Anpassung der EU-Vorgaben an unsere eigene Rechtsordnung ist nicht nur wünschenswert, sondern verfassungsrechtlich geboten. Die aktuelle Vorgehensweise lässt jedoch die Sorge aufkommen, dass dieser Prüfschritt vernachlässigt wird. Die demokratische Akzeptanz solcher Massnahmen ist fraglich, solange nicht eindeutig dargelegt wird, wie die schweizerischen Interessen gewahrt und unsere rechtsstaatlichen Prinzipien unberührt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vorlage zur Personenfreizügigkeit offenbart eine beunruhigende Tendenz zur schleichenden Aushöhlung schweizerischer Souveränität und zur unkontrollierten Zuwanderung. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit einhergehende massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem Willen des Volkes und dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV. Die Einführung eines „Daueraufenthaltsrechts“ bereits nach fünf Jahren, gleich einer „Niederlassung C PLUS“, die praktisch unentziehbar ist, selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, stellt eine klare Gefährdung der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke dar. Dies wird durch die neuen Regelungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) zementiert. Insbesondere die Anpassungen in Artikel 41c AIG, welche die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme fördern, und die Aufhebung von Artikel 29a AIG, die den Ausschluss von EU-Bürgern vom Sozialhilfebezug erschwert, sind alarmierend.

Die scheinbar grosszügige Ausweitung des Familiennachzugs, welche auch Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die angepriesene „Schutzklausel“ entpuppt sich als reine Augenwischerei; ihre Hürden sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird, und droht im Ernstfall mit EU-Strafmassnahmen. Die automatische Rechtsübernahme mittels der „Integrationsmethode“ für künftige EU-Rechtsverschärfungen im Bereich der Zuwanderung entzieht dem Schweizer Parlament und dem Volk jegliche Mitsprache und stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Auch im Bildungsbereich sind die Folgen gravierend. Die Einführung drastisch höherer

Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) (Art. 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden. Die Einbettung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in diverse Gesetze wie das Bundesgesetz über die Binnenmarkt-Informationssysteme (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis), das Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35), das Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) und das Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Dienstleistungen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Anpassungen eine Kapitulation vor der EU darstellen und die Schweizer Rechtsordnung und Souveränität massiv untergraben. Die beschriebenen Massnahmen gefährden unsere innere Sicherheit, unsere Sozialwerke, unsere Demokratie und unsere Qualitätsstandards. Dies ist nicht hinnehmbar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und inakzeptable Schwächung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bewährte Praxis, dass Subventionen als politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden demokratisch legitimiert und im Interesse lokaler und nationaler Bedürfnisse eingesetzt werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone und ihrer Gemeinden, die ihre Wirtschafts- und Regionalförderung künftig von einer zentralen EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen.

Die systematische Unterwerfung unter die Kontrolle und Überwachung der EU, bei der jede Beihilfe gemeldet und genehmigt werden muss, macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, wo viele Elektrizitätswerke und Infrastrukturen im Besitz von Kantonen und Gemeinden sind, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet unsere strategische Autonomie und die Sicherstellung des Service public in Kernbereichen unserer Daseinsvorsorge.

Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen Beihilfekammer in der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG wird eine 'Superbehörde' geschaffen, die als 'verlängerter Arm der EU' agiert. Diese Institution wird ihre Entscheide nicht primär an Schweizer Interessen, sondern an der Kompatibilität mit dem EU-Recht ausrichten. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige, von der direkten demokratischen Kontrolle weit entfernte Behörde ist ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) sowie im Bundesverwaltungsgesetz (VGG, neue Art. 31a VGG) ihre Verfahrensautonomie. Sie werden zu Bittstellern degradiert, deren demokratisch gefällte Subventionsentscheide von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und eine Schwächung unserer föderalistischen Strukturen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität im strategisch wichtigen Luftverkehr. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen sind aus der Perspektive der Schweizerischen Rechts- und Wirtschaftsordnung entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Lebensmittelsicherheit offenbart ein beunruhigendes Ausmass an unzureichender Transparenz und eine deutliche Agenda der schleichenden Unterwerfung unter EU-Regularien. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' wird nicht weniger als

eine umfassende Integration der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft in das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' angestrebt. Dies stellt eine existentielle Bedrohung für unsere nachweislich hohen Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten dar.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein unschätzbarer Wettbewerbsvorteil, gerät in akute Gefahr. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das angesehene Label 'Made in Switzerland' verliert seine Exklusivität und Strahlkraft, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie im EU-Ausland. Dies untergräbt die Kernwerte, die unsere Landwirtschaft bisher ausgezeichnet haben.

Besonders alarmierend ist die beispiellose 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen unannehmbar eng mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zum Einsturz bringen. Dies ist nichts anderes als eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz in diesem für uns zentralen Bereich blockiert.

Der vorgesehene Zugang und die Kontrollbefugnisse für EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben – von Ställen über Käsereien bis hin zu Restaurants – stellen einen massiven und inakzeptablen Eingriff in unsere nationale Souveränität dar. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Es droht eine beispiellose Welle der Bürokratie, welche unsere Produzenten, von grossen Industriebetrieben bis hin zu kleinen Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzgern und sogar Vereinen an lokalen Festen, mit komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften überziehen wird. Dies gefährdet nicht nur lokale Traditionen, sondern auch wirtschaftliche Existenzen.

Die geplante Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein direkter Frontalangriff auf die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette dem EU-Regulierungsregime und führt zu einer erstickenden Bürokratie sowie einem Verlust an etablierten hohen Standards. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere im Hinblick auf Artikel 15a und 21, zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards. Dies stellt einen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust dar. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung ist ein inakzeptabler Rückschritt, der die Souveränität zur Setzung eigener, höherer ethischer Massstäbe aufgibt.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament, was die demokratische Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich aushöhlt. Ebenso ist die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) problematisch, da sie den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU unterstellt und die Fähigkeit der Schweiz einschränkt, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und setzt unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit fahrlässig einem starren, bürokratischen System aus.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Verankerung des finanziellen Beitrags im Rahmen des Abkommens mit der EU wirft erhebliche und gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Würdigung bedürfen. Die Umwandlung von bisher freiwilligen, parlamentarisch kontrollierten Beiträgen in eine automatische und rechtlich bindende Verpflichtung gemäss dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist eine massive Aushöhlung der Souveränität und demokratischen Kontrolle. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf Kohäsionszahlungen (Art. 1 KoBG) wird die Budgethoheit des Parlaments de facto ausgehebelt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip, dass Steuergelder im Ermessen des nationalen Parlaments verwendet werden. Statt einer souveränen Entscheidung über

die Verwendung von Bundesmitteln droht die blosse Vollziehung von Zahlungsverpflichtungen, die von der EU diktiert werden.

Die anfangs genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als ein Lockangebot, hinter dem ein rechtsverbindlicher Mechanismus zur Neuberechnung lauert. Es ist offensichtlich, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen der EU führen wird, denen die Schweiz dann nicht mehr widersprechen kann. Wir werden zur Nettozahlerin degradiert, ohne Stimmrecht und ohne die Zusicherung substanzieller Gegenleistungen wie eines verbesserten Marktzugangs oder der Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär ihre Souveränität mindert und kaum greifbare Vorteile im Gegenzug bietet.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist weit mehr als eine technische Formalität. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als integralen und dauerhaften Bestandteil der Schweizer Gesetzgebung und signalisiert eine permanente Zahlungsverpflichtung gegenüber der EU. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und grenzt an Täuschung. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU rechtlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung von Zielen und eine Umgehung der legitimen Debatte über die Angemessenheit und die Bedingungen solcher Zahlungen.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der Schweizer Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz de facto zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden somit künftig in Brüssel getroffen, was eine fundamentale Aushöhlung unserer nationalen Hoheitsrechte bedeutet.

Die ElCom verliert ihre Identität als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde und wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies steht im Widerspruch zu rechtsstaatlichen Prinzipien, da undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umgesetzt werden müssen. Die eigenständige, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichtete Energieregulierung findet damit ein Ende.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das insbesondere den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte schwerwiegende finanzielle Konsequenzen für betroffene Kantone und Gemeinden.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung werden durch die vollständige Marktliberalisierung erheblich geschwächt. Insbesondere das Rückgrat lokaler und dezentraler Energieproduktion, wie Gemeindekraftwerke, werden durch EU-Wettbewerbsregeln benachteiligt, indem ihr traditioneller Einspeisevorrang ausgehebelt wird. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zudem zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) zerstört bewährte föderale Strukturen und die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein inakzeptables Risiko für die Grundversorgung. Die vollständige Marktliberalisierung führt unweigerlich zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln. Dies untergräbt die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) ist ein weiterer Schritt zur Gleichschaltung mit der EU, der die Schweiz ihrer Hoheit über kritische Infrastruktur beraubt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft unsere Netze ohne Not denselben, oft unpassenden Regeln wie denen riesiger europäischer Konzerne, was einen Verlust an Flexibilität und Souveränität bedeutet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unserer Ansicht nach unzureichend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch die erweiterte Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht, keineswegs zu kompensieren. Es droht eine flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, welche die primären Leidtragenden sind. Anstatt den bewährten und äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die vorgeschlagenen Änderungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Unternehmen zugute, die bestrebt sind, Lohndumping zu betreiben.

Die Kontrollmechanismen werden zudem geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der einzig und allein durch EU-Druck diktiert wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht fundamental unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) ist zudem eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung massiv, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public im Schienenverkehr und tangiert fundamentale Prinzipien unserer nationalen Souveränität. Die bedingungslose Anwendung des EU-Beihilferechts droht bewährte und für die Versorgungssicherheit unerlässliche Subventionen zu kriminalisieren. Dies betrifft massgeblich die Finanzierung des Güterverkehrs, die Sicherstellung des Regionalverkehrs sowie die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials. Die Qualität und der Umfang des Angebots, das unseren Bürgern zusteht, sind dadurch akut gefährdet.

Des Weiteren ist die Einführung der Kabotage, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, ein direkter Angriff auf die finanzielle Grundlage unseres öffentlichen Verkehrs. Ausländische Anbieter werden in der Lage sein, sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken zu konzentrieren, eine Praxis, die als 'Rosinenpickerei' bekannt ist. Dies bedeutet zwangsläufig, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die Grundversorgung unentbehrlichen Nebenlinien alleingelassen werden. Diese einseitige Marktöffnung untergräbt die finanzielle Stabilität des Service public und gefährdet dessen flächendeckende Ausgestaltung.

Die von der Regierung angeführte 'Gemeinsame Erklärung' entpuppt sich als rechtlich haltlose Absicherung. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Diese Erklärung ist eine reine Beruhigungspille, die die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Schweiz gibt sukzessive die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur ab. Die dynamische Rechtsübernahme impliziert die Akzeptanz zukünftiger EU-Regulierungen, wie jener zum 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM), was die nationale Steuerungskompetenz weiter zentralisiert und unser hoheitliches Selbstbestimmungsrecht im Verkehrswesen schwächt.

Auch die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Artikel 32a Absatz 1bis, sind problematisch. Diese Bestimmung zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrsempfindlich einschränkt. Anstatt die Vergabeentscheidungen auf die besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschweren. Insgesamt lassen die vorgeschlagenen Massnahmen die Befürchtung zu, dass die Interessen des Schweizer Service public und die Souveränität des Landes in diesem sensiblen Sektor aufs Spiel gesetzt werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung unterzogen werden müssen. Es ist fraglich, ob die erzielten Kompromisse tatsächlich dem Wohl der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität und unseres Rechtsstaates darstellen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne klare Gegenleistungen und die damit verbundene Aufgabe der eigenen Gesetzgebungskompetenz ist äusserst problematisch. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) sowie das Bundesgesetz über den Schweizerischen Zoll (ZollG) könnten durch die Angleichung an EU-Vorschriften in ihren Grundfesten erschüttert werden. Es ist nicht ersichtlich, inwiefern die angeblich verbesserten Zugangsbedingungen zum EU-Binnenmarkt die erheblichen Nachteile, die sich aus einer ungleichen Rechtslage ergeben, aufwiegen. Die Übernahme von Richtlinien und Verordnungen, deren Inhalte und Auswirkungen oft unklar sind und deren Weiterentwicklung die Schweiz nicht mehr aktiv mitgestalten kann, läuft der Idee der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung diametral entgegen. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts regelt die Gesetzgebungskompetenz im Zivilrecht, und eine Aufgabe dieser Kompetenz zugunsten der EU wäre ein fundamentaler Bruch mit der föderalistischen Struktur und dem Wesen unseres Rechtssystems. Ebenso bedarf die Stossrichtung in Bezug auf das Zollrecht einer eingehenden Prüfung. Die Freiheit des Handels, die durch das Zollgesetz gewährleistet wird, darf nicht zu Lasten unserer Fähigkeit geopfert werden, unsere eigenen wirtschaftlichen und handelspolitischen Interessen zu wahren.

Die vorgeschlagene institutionelle Verankerung, die eine automatische Übernahme von EU-Recht vorsieht, birgt die Gefahr einer dauerhaften Abhängigkeit und schränkt die Flexibilität des

schweizerischen Gesetzgebers erheblich ein. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs würde faktisch auch für die Schweiz verbindlich, ohne dass diese ein Mitspracherecht auf gleicher Augenhöhe hätte. Dies widerspricht dem Prinzip der Rechtsgleichheit und der Rechtssicherheit, wie sie im schweizerischen Recht verankert sind. Es muss klar hinterfragt werden, ob die angeblichen Vorteile eine derartige Einschränkung unserer nationalen Souveränität rechtfertigen. Die Erfahrungen anderer assoziierter Staaten mit der EU zeigen, dass die tatsächlichen Vorteile oft hinter den Erwartungen zurückbleiben und die Kosten für die Anpassung an EU-Recht erheblich sind. Die Risiken einer Unterwerfung unter fremde Rechtsprechung und Gesetzgebung sind real und dürfen nicht unterschätzt werden.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die damit verbundenen Kompromisse im Einklang mit den Interessen der Schweizer Souveränität und der demokratischen Legitimation stehen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht birgt Gefahren. Gemäss Artikel 123 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV) liegt die oberste Gewalt in der Schweiz beim Volk und den Ständen. Die automatische und formlose Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses von Schweizerischen demokratischen Institutionen verabschiedet oder revidiert wird, untergräbt dieses Prinzip fundamental. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Entrechtung und der Erosion der nationalen Gesetzgebungshoheit. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, die in Artikel 30 BV verankert ist, könnte ebenfalls beeinträchtigt werden, wenn das Europäische Gerichtshof (EuGH) als letzte Instanz über die Auslegung von EU-Recht entscheiden würde, das für die Schweiz massgebend ist. Dies würde die Möglichkeit einschränken, Rechtsprechung im Einklang mit den spezifischen schweizerischen Verhältnissen und Werten zu entwickeln.

Die ökonomischen Auswirkungen sind ebenfalls nicht ausreichend beleuchtet. Die Annahme des Pakets könnte zu einer stärkeren Abhängigkeit von der EU führen, was die schweizerische Aussen- und Wirtschaftspolitik einschränken würde. Die Freiheit, eigene Handelsabkommen zu schliessen und die eigene Wirtschaft zu gestalten, könnte durch die Verpflichtungen gegenüber der EU, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen dargelegt sind, erheblich eingeschränkt werden. Artikel 113 BV, der die wirtschaftliche Freiheit garantiert, könnte in seiner praktischen Anwendung ausgehöhlt werden. Die potenziellen Kosten der Umsetzung und Anpassung an EU-Standards sind noch nicht transparent dargelegt und könnten die schweizerische Volkswirtschaft belasten.

Die mangelnde Flexibilität und die starre Struktur der vorgeschlagenen Regelungen stehen im Widerspruch zur schweizerischen Tradition der pragmatischen und lösungsorientierten Politik. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz gezwungen wird, in nicht zweckmässige Regelungen einzuwilligen, nur um die wirtschaftlichen Vorteile des Zugangs zum EU-Binnenmarkt zu sichern. Dieser Preis könnte zu hoch sein, wenn er auf Kosten der nationalen Souveränität und der direkten Demokratie geht. Eine fundierte und kritische Auseinandersetzung mit diesen Punkten ist unerlässlich, bevor ein solcher weitreichender Schritt unternommen wird.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Landolt Renata (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Landolt · 079 578 69 18 · landolt.renata@bluewin.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zum Thema "Stabilisierung der Beziehungen zur EU" wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Während die Stärkung der Beziehungen zur Europäischen Union als strategisches Ziel formuliert wird, müssen die damit verbundenen Implikationen für die schweizerische Souveränität und die verfassungsmässige Ordnung unmissverständlich dargelegt werden.

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen scheinen darauf abzuzielen, die Schweiz enger an das Recht der Europäischen Union zu binden. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien und der Volkssouveränität. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein unabhängiger Staat, dessen Macht vom Volke und den Ständen ausgeht. Jede vertragliche Regelung, die dieses Fundament untergräbt oder die Gesetzgebungskompetenz des Bundes und der Kantone faktisch an die EU abtritt, widerspricht diesem Grundsatz.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung und unter dem Damoklesschwert der automatischen Übernahme von Neurechtsakten, wie sie in diversen Abkommen mit der EU angestrebt wird, ist problematisch. Dies widerspricht dem Geist des Föderalismus und der direkten Demokratie, die in der Schweiz tief verankert sind. Artikel 47 der Bundesverfassung garantiert die Hoheit der Kantone in ihren Zuständigkeitsbereichen. Eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht könnte diese Kantonsautonomie erheblich beschneiden und die Entscheidungsfindung von den eidgenössischen Institutionen wegverlagern.

Weiterhin ist die Ausgestaltung des Streitschlichtungsmechanismus von zentraler Bedeutung. Die Befürchtung, dass ein Gerichtshof oder eine vergleichbare Instanz, die dem Europäischen Gerichtshof nahesteht, bindende Entscheidungen für die Schweiz treffen könnte, ist höchst bedenklich. Artikel 189a der Bundesverfassung, welcher die Übertragung von Hoheitsrechten regelt, verlangt eine sorgfältige Prüfung und eine klare Begrenzung der übertragenen Kompetenzen. Es darf nicht zugelassen werden, dass eine ausländische Instanz über die Auslegung schweizerischen Rechts oder die Anwendung von EU-Recht in der Schweiz entscheidet, ohne dass die Schweiz hierauf substanziellen Einfluss nehmen kann.

Die vermeintliche "Stabilisierung" der Beziehungen darf nicht zu Lasten der schweizerischen Eigenständigkeit gehen. Es muss sichergestellt werden, dass jede neue Vereinbarung die Grundsätze der direkten Demokratie wahrt, die Volkssouveränität achtet und die verfassungsrechtlichen Kompetenzen von Bund und Kantonen nicht beeinträchtigt. Eine rein reaktive Übernahme von EU-Vorschriften ohne kritische Prüfung und Anpassung an die schweizerischen Bedürfnisse und

Werte ist abzulehnen. Die Schweiz muss ihre Fähigkeit zur eigenständigen Rechtssetzung und zur Gestaltung ihrer Beziehungen zur EU auf einer Basis von Gleichwertigkeit und Respekt für ihre verfassungsrechtlichen Grundsätze bewahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Auseinandersetzung bedürfen. Es drängt sich die Frage auf, ob die damit verbundenen Verpflichtungen und die zu erwartenden Auswirkungen im besten Interesse der Schweiz und ihrer Bevölkerung liegen.

Besonders alarmierend ist die potenzielle Erosion der schweizerischen Souveränität und der direkten Demokratie. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den einzelnen Abkommen vorgesehen ist, ohne die Möglichkeit einer direkten Mitgestaltung oder gar einer Ablehnung durch das Schweizer Volk, widerspricht fundamentalen Prinzipien, die im Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert sind, welcher das Recht auf Mitgestaltung des politischen Willens betont. Die automatische Übernahme von EU-Recht würde die Schweiz de facto zu einem Anhängsel der EU machen, dessen Gesetzgebungsvorhaben primär von Brüssel diktiert würden. Dies steht im krassen Gegensatz zur im Artikel 2 Absatz 1 der Bundesverfassung (BV) festgeschriebenen Pflicht des Bundes, die Freiheit und die Sicherheit der Eidgenossen zu wahren und ihre wohlständige gedeihliche Zukunft zu fördern. Eine solche Abhängigkeit kann die Fähigkeit der Schweiz beeinträchtigen, ihre eigenen Interessen autonom zu vertreten und ihre nationale Identität zu bewahren.

Weiterhin sind die wirtschaftlichen Konsequenzen mit erheblicher Skepsis zu betrachten. Die angepriesenen Vorteile des Zugangs zum EU-Binnenmarkt könnten durch zusätzliche Kosten und Verpflichtungen, die aus der Übernahme von EU-Regularien resultieren, leicht überkompensiert werden. Dies betrifft insbesondere kleine und mittlere Unternehmen (KMU), die oft nicht über die Ressourcen verfügen, um komplexe und sich ständig ändernde europäische Vorschriften umzusetzen. Die im Artikel 94 BV verankerte Wirtschaftsfreiheit könnte hierdurch de facto eingeschränkt werden, wenn die Wettbewerbsbedingungen durch übermässige regulatorische Lasten verzerrt werden. Es ist unabdingbar, dass die wirtschaftlichen Vorteile klar quantifiziert und den potenziellen Nachteilen gegenübergestellt werden, anstatt sich auf vage Versprechungen zu verlassen.

Zudem darf die Problematik der institutionellen Angleichung nicht unterschätzt werden. Die Forderung nach einer dynamischen Rechtsübernahme und die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als oberste Instanz für die Auslegung des Abkommens untergraben die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte. Artikel 190 BV garantiert die Bindung der Gerichte an das Recht, dies schliesst aber keineswegs die Autonomie bei der Rechtsauslegung im Rahmen der schweizerischen Rechtsordnung ein. Die Überordnung des EuGH würde die Möglichkeit einschränken, Gesetze im Einklang mit den spezifischen Bedürfnissen und Werten der Schweiz auszulegen.

Diese Bedenken sind nicht als pauschale Ablehnung europäischer Zusammenarbeit zu verstehen, sondern als dringender Appell, die potenziellen negativen Folgen für die Schweiz gründlich zu analysieren und transparent zu kommunizieren. Eine reine Übernahme von EU-Recht, ohne substanzielle Mitsprache und ohne klare Vorteile für die Schweiz, stellt eine Gefahr für unsere Souveränität, unsere Demokratie und unseren Wohlstand dar.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf die Beziehungen zur Europäischen Union werfen gravierende Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die

erzielten Kompromisse tatsächlich im Interesse der Schweiz liegen und ob sie die Souveränität und die bewährten Prinzipien unseres Rechtssystems unangetastet lassen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Mitspracherecht auf der Gesetzgebungsstufe hat, stellt eine erhebliche Einschränkung der nationalen Entscheidungsgewalt dar. Dies widerspricht dem Grundsatz der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die Befürchtung, dass zukünftige Richtlinien und Verordnungen der EU, die noch nicht einmal in Kraft sind, automatischen Einfluss auf unser Rechtssystem gewinnen könnten, ist besorgniserregend. Das Prinzip der Volkssouveränität würde hierdurch ausgehöhlt.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf den Schweizerischen Arbeitsmarkt und die sozialen Errungenschaften genauestens zu beleuchten. Die potentielle Ausweitung der Personenfreizügigkeit und die damit verbundenen Regelungen zur Gleichbehandlung könnten Druck auf die Lohnstrukturen und die Arbeitsbedingungen in der Schweiz ausüben. Artikel 118 BV, der die Arbeitsbedingungen schützt, könnte unter diesen Umständen unter Druck geraten. Die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung von Errungenschaften im Sozialbereich, die über Jahrzehnte hart erarbeitet wurden, ist nicht von der Hand zu weisen.

Auch die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) im Rahmen der künftigen Abkommen bedarf einer kritischen Betrachtung. Die potenzielle Bindung an Urteile des EuGH, selbst in Bereichen, die nicht unmittelbar Gegenstand der bilateralen Abkommen sind, stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar, wie sie durch Artikel 190 BV gewährleistet ist. Die Möglichkeit, dass ausländische Gerichte über die Auslegung von Schweizer Recht mitentscheiden könnten, ist mit den Prinzipien unserer Rechtsordnung schwer vereinbar.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse kritisch hinterfragt werden müssen. Eine unbedachte Annahme dieser Vereinbarungen könnte zu einer schleichenden Erosion unserer Souveränität und unserer bewährten Rechtsgrundsätze führen. Es ist unerlässlich, dass die nationalen Interessen und die Souveränität der Schweiz stets oberste Priorität geniessen und nicht den kurzfristigen Zielen einer supranationalen Organisation geopfert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vorlage wirft erhebliche Fragen hinsichtlich der inländischen Umsetzung und der potenziellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung auf. Es besteht die dringende Notwendigkeit, eine detaillierte Analyse der spezifischen Massnahmen und ihrer Konformität mit bestehendem schweizerischem Recht vorzunehmen, bevor einer solchen Vorlage zugestimmt werden kann.

Insbesondere ist die Vereinbarkeit mit den Grundsätzen des schweizerischen Obligationenrechts, namentlich den Artikeln 1 und 2 des Obligationenrechts (OR), kritisch zu prüfen. Diese Artikel verankern die Prinzipien von Treu und Glauben sowie des Verbots des Rechtsmissbrauchs. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Regelungen, die potenziell zu einer einseitigen Anpassung der Rahmenbedingungen zugunsten der EU führen könnten, diesen Grundsätzen uneingeschränkt genügen. Die Gefahr einer stillschweigenden Aushöhlung nationaler Souveränitätsrechte und die mögliche Benachteiligung schweizerischer Akteure im Vergleich zu EU-Mitgliedstaaten sind ernst zu nehmende Bedenken.

Darüber hinaus muss die Auswirkung auf das schweizerische Verfassungsrecht, insbesondere auf die Bundesverfassung (BV), sorgfältig evaluiert werden. Artikel 1 der Bundesverfassung betont die Souveränität der Schweiz. Eine Übernahme von EU-Recht ohne klare Gegenleistungen oder gleichwertige Vorteile könnte als eine schleichende Aufgabe von Hoheitsrechten interpretiert werden, was mit dem demokratischen Selbstbestimmungsrecht des schweizerischen Volkes kollidieren würde. Die nationalstaatliche Souveränität darf nicht durch eine übermässige Übernahme externer rechtlicher Vorgaben untergraben werden.

Es ist unerlässlich, dass jede Anpassung der inländischen Gesetzgebung im Einklang mit den verfassungsmässigen Vorgaben erfolgt und das Prinzip der Rechtsgleichheit im Sinne von Artikel 8 der Bundesverfassung gewahrt bleibt. Eine Differenzierung, die schweizerischen Unternehmen oder Bürgern Nachteile gegenüber Akteuren aus der EU verschafft, wäre inakzeptabel.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage eine gründliche und kritische Prüfung erfordert. Es dürfen keine voreiligen Schritte unternommen werden, die die schweizerische Rechtsordnung und die nationalen Interessen gefährden könnten. Eine transparente Darstellung der konkreten Auswirkungen und eine klare Darlegung der Vorteile für die Schweiz sind unabdingbar, bevor weitere Schritte in Erwägung gezogen werden können.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, verschleiert unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt eine gefährliche Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dar. Dies hat gravierende Konsequenzen für unsere hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und entwertet das Label "Made in Switzerland".

Die Einbindung einer "Guillotineklausel", welche dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Die Befugnisse von EU-Inspektoren zur Kontrolle in Schweizer Betrieben stellen einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten. Sie unterwirft die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung, was zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards führt. Dies bedroht die Existenzgrundlage von kleinen Hofläden, Alp-Käsereien und lokalen Gastronomen.

Darüber hinaus wird unser demokratisch verankertes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, EU-zugelassene Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was den Volkswillen missachtet.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust in einem ethisch wichtigen Bereich.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und höhlen die demokratische Kontrolle aus. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, was uns die Fähigkeit nimmt, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und ist fahrlässig. Wir lehnen diese Unterwerfung unter das EU-Regelwerk entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgesehene Übernahme des EU-Rechts im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den schweizerischen Service public und die nationale Souveränität. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) ist eine direkte Bedrohung. Ausländische Unternehmen, die oft von staatlichen Subventionen profitieren, erhalten die Möglichkeit, auf lukrativen inner-schweizerischen Routen tätig zu werden. Dieses Vorgehen der "Rosinenpickerei" wird dazu führen, dass die Rentabilität der Hauptstrecken von ausländischen Anbietern abgeschöpft wird, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen

auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Tragfähigkeit und damit die Qualität des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs, den die Schweizer Bevölkerung zu Recht erwartet.

Darüber hinaus wird die Schweiz durch die Bestimmungen zur Personenbeförderung, insbesondere durch die Anpassung in Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG), gezwungen, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Statt die Vergabe von Leistungen nach den besten Kriterien für die Schweiz zu gestalten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die schweizerischen Steuerzahler führen und die Verfolgung rein schweizerischer verkehrspolitischer Ziele erschweren.

Die vom Bundesrat angeführte "Gemeinsame Erklärung" als schützende Massnahme ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei Sicherheit. Sie schützt nicht vor zukünftigen dynamischen Anpassungen des EU-Rechts, zu deren Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Dies bedeutet eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität, insbesondere im Hinblick auf die Steuerung und die Gestaltung unserer eigenen Eisenbahninfrastruktur. Die Gefahr, dass künftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM) übernommen werden müssten, unterstreicht die zunehmende Verlagerung nationaler Steuerungskompetenzen auf zentrale EU-Stellen. Die vorgesehene Regelung gefährdet somit nicht nur die finanzielle Stabilität, sondern auch die strategische Autonomie der Schweiz im Bereich des Landverkehrs.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Beihilferechts stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Prinzips dar. Die bestehende, bewährte Praxis, bei der staatliche Beihilfen als politisch legitimierte Instrumente zur Förderung von Kantonen, Gemeinden und Sektoren wie dem Regionalverkehr, Kantonalbanken, der Kultur oder lokalen KMU dienen, würde durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies widerspricht fundamental dem Geist unseres Rechtssystems, in dem die demokratische Legitimation von politischen Entscheidungen oberste Priorität hat.

Die massive Untergrabung der Souveränität der Kantone ist besonders besorgniserregend. Anstatt ihre eigene Wirtschaftsförderung autonom zu gestalten, werden sie gezwungen, ihre Beschlüsse einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern vorlegen zu lassen. Diese zentrale Kontrollinstanz, wie sie mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Einrichtung der Beihilfekammer gemäss Art. 3 BHÜG geschaffen wird, agiert de facto als verlängerter Arm der EU und stellt die Kompatibilität mit dem EU-Recht über die nationalen Interessen. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) mit dem neuen Art. 82 Bst. bbis BGG, der der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt, degradiert die Kantone zu reinen Verwaltungseinheiten und schwächt ihre föderalistische Autonomie durch die Möglichkeit der abstrakten Normenkontrolle vor Bundesgericht (Art. 98a BGG). Ebenso bedrohen die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG die kantonale Souveränität, indem sie ein weiteres Beschwerderecht für die zentrale Beihilfebehörde schaffen.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle gefährdet die strategische Autonomie der Schweiz. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für den Verlust nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im Luftverkehr geopfert wird.

Die Schaffung einer "Superbehörde" durch die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG ist höchst bedenklich. Diese Instanz wird nicht nur das Kartellrecht, sondern auch das EU-Beihilferecht durchsetzen, was eine gefährliche Machtkonzentration darstellt und die demokratische Rechenschaftspflicht schwächt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, indem die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise"

zum Schweigen gebracht wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer unflexiblen und zentralisierten Verwaltungspraxis führen, die die nationalen Interessen und die föderalistische Struktur der Schweiz nachhaltig schädigt und uns zu einem reinen Regel-Empfänger der EU macht.

Finanzieller Beitrag

Zur Stellungnahme im Bereich Finanzieller Beitrag:

Die vorgesehene Umwandlung der freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträge zur Kohäsion in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung ist auf tiefgreifende Bedenken gestossen. Dies stellt einen signifikanten Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle für die Schweiz dar, insbesondere angesichts der Milliardenbeträge, um die es hierbei geht. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 des KoBG verankert einen permanenten Rechtsanspruch, der die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern resultiert daraus lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten 'rechtsverbindlichen Mechanismus' zur Neuberechnung als ein Lockvogelangebot. Dieser Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Schweiz wird somit faktisch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert. Es gibt keine Garantie auf verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Vielmehr bezahlen wir für eine institutionelle Anbindung, die primär Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile verspricht.

Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b des KoBG ist irreführend und missbraucht den 'guten Namen' der Schweizer Friedensförderung, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung ist kritisch zu hinterfragen und birgt erhebliche Risiken für die finanzielle Autonomie und die Souveränität der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit erwecken erhebliche Bedenken und lassen eine tiefgreifende Erosion bewährter schweizerischer Schutzmechanismen befürchten. Die angepriesenen Schutzmassnahmen erscheinen primär kosmetischer Natur und vermögen den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die Schweizer Arbeitnehmerschaft, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ausgeübt wird, nicht zu kompensieren. Anstatt die Stossrichtung unseres robusten Schweizer Lohnschutzes zu stärken, wird dieser aufgeweicht und an EU-Standards adaptiert, was insbesondere ausländischen Unternehmen, die auf Lohndumping aus sind, zugutekommt.

Die neuen Regeln sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger wirksam als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben werden. Dies führt unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG

dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwangsläufig der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Der neue, als vergiftetes Geschenk zu betrachtende Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, gemäss den neuen Art. 335l bis 335q OR, führt zu einer komplizierten Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von KMU, ohne das Grundproblem des Lohndrucks zu lösen. Dies ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck, und schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist höchst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, da die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU wird, ohne dass eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz stattfindet.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart gravierende Mängel und bedenkliche Entwicklungen, welche die Souveränität der Schweiz und die Belastbarkeit ihrer Sozialsysteme massiv gefährden. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit einhergehende Ausweitung der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Willen des Schweizer Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuartigen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, welches faktisch unentziehbar ist und selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand hat, stellt eine unhaltbare Bedrohung der inneren Sicherheit und eine immense finanzielle Belastung für die Schweizer Steuerzahler dar. Artikel 41c des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) zementiert diese problematische Entwicklung, indem er die Zuwanderung in die Sozialsysteme begünstigt und einen Ausschluss von Leistungen erschwert.

Die geplante Ausweitung des Familiennachzugs über das bisherige Mass hinaus, die nun auch Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderungszahlen und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" im Vertragspaket, insbesondere in Artikel 21b AIG, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv formuliert, dass sie in der Praxis keinerlei wirksamen Schutz bietet. Stattdessen droht die EU bei einer Inanspruchnahme mit Sanktionen, was die Klausel zu einer Erpressung macht.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" bedeutet eine de facto Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Souveräns in einem hochsensiblen Bereich. Zukünftige Verschärfungen des EU-Rechts in der Zuwanderungspolitik würden somit ohne nationales Mitspracherecht übernommen. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der enormen Kosten, die durch die unkontrollierte Zuwanderung im Bildungsbereich entstehen, welche nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen ausgetragen werden.

Das Bundesgesetz über die Freizügigkeit (BGVB) mit der Institutionalisierung der Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung von Berufsqualifikationen durch eine automatisierte Anerkennung. Dies gefährdet unsere hohen Qualitätsstandards und die Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Kompatibilität. Die Anpassungen im BVG (Artikel 49 Absatz 2,

Ziffer 27) unterstellen unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln, was die Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität weiter vorantreibt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) ist ein direkter Eingriff in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter, diktiert von Brüssel.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), Medizinalberufegesetz (Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit und gefährdet die hohen Schweizer Standards. Insgesamt ist die vorgeschlagene Revision eine Kapitulation vor der EU und eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur Steuerung der Zuwanderung und der Schutz der Schweizer Bevölkerung und ihrer Sozialwerke.

Strom

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich Strom stellen eine gravierende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E, wie sie durch die Übernahme von EU-Recht impliziert wird, reduziert die Schweiz zu einem reinen Befolgungssubjekt ohne Mitspracherecht, das jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser essenzielles Stromnetz werden künftig in Brüssel getroffen, was die Unabhängigkeit und Flexibilität der nationalen Energiepolitik fundamental einschränkt.

Die Regulierungsbehörde Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer eigenständigen Schweizer Institution zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Ihre Aufgabe wird darin bestehen, undemokratisch legitimierte Vorgaben aus Brüssel umzusetzen, was das Ende einer auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen, autonomen Energie-Regulierung bedeutet. Dies ist insbesondere im Hinblick auf das Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) besorgniserregend, da die vollständige Marktliberalisierung zu unkalkulierbarer Preisvolatilität führen wird und die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.) gefährdet. Die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) und die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) sind klare Instrumente zur Angleichung an EU-Normen, welche die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur untergraben und föderale Strukturen zerstören.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen, insbesondere die dezentralen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt, da ihr Einspeisevorrang durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt wird. Dies benachteiligt die lokale und dezentrale Energieproduktion.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es ist unklar, wer in einem solchen Szenario die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt – weder der Markt noch die EU können diese Aufgabe adäquat erfüllen. Die vollständige Marktliberalisierung wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen, da die Kosten für die Versorgungssicherheit über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligen gezielt kleine und mittlere Produzenten erneuerbarer Energien, was die Investitionsunsicherheit erhöht und den Ausbau verlangsamt. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE führt zur Unterwerfung unter unpassende EU-Regeln und bedeutet einen Verlust an Flexibilität und Souveränität. Dieses Vorgehen ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung gefährdet.

LEMONNIER CHRISTINE
Chemin des Ecoliers 10
1964 Conthey

Conthey, le 31.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations Suisse-UE ».

NON A CE TRAITE D'ADHESION DEGUISE

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
-NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
-NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
-NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
-Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
-Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
-Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
-Notre marché du travail
-Nos infrastructures déjà saturées
-Notre système social par une hausse explosive des coûts
Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NEGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons).**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil Fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprise : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations respectueuses.

C. Lemonnier

LEMONNIER CHRISTINE

Nathalie Müller
6, ch. Taverney
1218 Le Grand-Saconnex

31 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coût prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. **SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)**

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

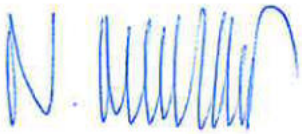

Nathalie Müller

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: nacl <nacl@monmail.ch>
Sent: Freitag, 31. Oktober 2025 00:43
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation "stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations suisse-ue".

Non à ce traité d'adhésion déguisé!

1. Refus de la subordination institutionnelle

-non à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- non à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- non à la perte de souveraineté législative de notre pays
- non à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe.
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse.
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:
- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système social par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés.
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires:

1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit!

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

PAOLO NACLERIO

Envoyé depuis mon appareil Galaxy

Kathleen Niederhauser
Chemin de la Métairie 23
1218 Le Grand-Saconnex

Grand-Saconnex, le 31 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Kathleen Niederhauser

Neida Niederhauser
Chemin de la Métairie 23
1218 Le Grand-Saconnex

Grand-Saconnex, le 31 octobre 2025

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants

3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Neida Niederhauser

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Sandro R. (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Sandro Rechsteiner · kanzleidefago@hotmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Wir brauchen uns nicht an eine EU zu versklaven, die uns alles mögliche vorschreiben will. Die Schweiz hat sowas nicht nötig.

Lebensmittelsicherheit

Die Agrarpolitik ist vom Abkommen nicht betroffen, d. h. beide Seiten bleiben eigenständig in deren Ausgestaltung. Gleiches gilt für den bestehenden Grenzschutz für Agrarprodukte (durch Zölle und Kontingente).

Staatliche Beihilfen

brauchen wir nicht

Finanzieller Beitrag

Die EU kostet uns unnötiges Geld, von dem die Schweiz nicht profitiert, sondern Verluste machen wird

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Wir brauchen nicht noch mehr Zuwanderung. Man erlebt jetzt schon täglich Staus etc. Kriminelle Ausländer ausschaffen und keine neuen Ausländer mehr ins Land reinlassen.

Landverkehr

daran ändert sich nichts - weder mit oder ohne EU Beitritt

Strom

unnötig, die Schweiz produziert ja genug Strom, Dafür gibt es Atomkraftwerke, die logischerweise erhalten werden müssen

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

haben wir auch so ohne EU Beitritt

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis

und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Wir brauchen keine EU! Es ist völlig unsinnig und würde die Kosten in die Höhe treiben. Lasst die Finger von der EU!

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Ich lehne jegliche Verbindung der Schweiz zur EU ab! Es ist absolut unnötig, da die EU von einer kriminellen Verbrecherin geführt wird.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Meine Gründe gegen einen EU-Beitritt sind der Verlust von nationaler Souveränität und direkter Demokratie, hohe finanzielle Kosten durch EU-Beiträge und die Verpflichtung zur Teilnahme an einer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Urs Rufener (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Urs Rufener · ursrufener@protonmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtlösung mit der Europäischen Union wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und des Rechts auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie in diversen Abkommen impliziert ist, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen, die potenziell die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Interessen der Schweiz untergraben, ist inakzeptabel. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtlichen Eigenständigkeit und der demokratischen Willensbildung, wie sie im Obligationenrecht (OR) und anderen nationalen Gesetzen verankert ist. Es müssen klare Mechanismen geschaffen werden, die eine autonome Rechtssetzung und die Interessen der Schweiz gewährleisten.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die demokratischen Prinzipien. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in einem institutionellen Abkommen mit hoher Wahrscheinlichkeit vorgesehen wäre, widerspricht fundamental dem Geist des Völkerrechts und insbesondere dem Grundsatz der Selbstbestimmung, der durch Artikel 2 der Bundesverfassung gewährleistet wird. Die unreflektierte Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen würde die Fähigkeit des Schweizer Parlaments untergraben, eigenständig Gesetze zu erlassen und die Interessen der schweizerischen Bevölkerung zu wahren. Dies stellt eine schleichende Aushöhlung der direkten Demokratie dar und gefährdet die rechtsstaatliche Ordnung, da die Auslegung und Anwendung des übernommenen EU-Rechts letztlich durch den Europäischen Gerichtshof erfolgen könnte, dessen Zuständigkeit für die Schweiz nicht akzeptabel ist. Die Unabhängigkeit der schweizerischen Rechtsprechung, die durch Artikel 190 der Bundesverfassung garantiert ist, wäre damit ernsthaft bedroht.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweizer Bevölkerung und des Parlaments steht im Widerspruch zu Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe b der Bundesverfassung, der dem Parlament die Oberaufsicht über die Regierung und die Gesetzgebung zusichert. Insbesondere die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen, welche die Schweiz ohne eigene Zustimmung binden, untergräbt die demokratische Legitimation und die Möglichkeit, nationale Interessen zu wahren. Die damit verbundenen potenziellen Auswirkungen auf die Rechtsprechung und die Anwendung von Schweizer Recht bedürfen einer kritischen Prüfung, um sicherzustellen, dass die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die Gültigkeit unserer eigenen Gesetze nicht kompromittiert werden.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann, widerspricht dem Geist unserer Verfassung. Die unkritische Übernahme von EU-Regularien, die potenziell dem Schweizerischen Obligationenrecht (OR) oder dem Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) zuwiderlaufen, ist nicht hinnehmbar. Artikel 7 der Bundesverfassung garantiert die Souveränität und die demokratische Legitimation von Gesetzen. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint diese Grundsätze zu gefährden, indem sie exekutiven Entscheidungen der EU Vorrang vor schweizerischem Recht einräumt. Dies untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität und die parlamentarische Kontrolle.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Angleichung des Landverkehrs an das EU-Recht birgt erhebliche Risiken für unseren Service public. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG erlaubt ausländischen Anbietern, profitable inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies führt unweigerlich zu einer 'Rosinenpickerei', welche die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen untergräbt, die auch für die Erbringung unrentabler, aber essenzieller Verkehrsleistungen verantwortlich sind. Zudem droht durch die Anwendung des EU-Beihilferechts eine Neubewertung und möglicherweise Untersagung unserer bewährten Subventionen, was die Qualität und den Umfang des Angebots für die Schweizer Bevölkerung direkt gefährdet. Die versprochenen Absicherungen in der 'Gemeinsamen Erklärung' sind rechtlich nicht bindend und bieten keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, die unsere nationale Steuerungskompetenz weiter aushöhlen. Die Anpassung im PBG, Art. 32a Abs. 1bis, zwingt uns, EU-Kriterien bei Ausschreibungen zu beachten, was die Hoheit von Bund und Kantonen über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt und zu suboptimalen Lösungen führen kann.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem verfassungsrechtlichen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV und dem Volkswillen. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren, wie durch die Verschärfung des Aufenthaltsgesetzes (AIG, neuer Art. 41c) und die Aufhebung von Art. 29a AIG, fördert die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme massiv und untergräbt die innere Sicherheit. Die erweiterte Möglichkeit des Familiennachzugs, bis hin zu Eltern und Schwiegereltern, übersteigt jedes Mass und führt zu unkalkulierbaren Sozialkosten zulasten der Schweizer Steuerzahler. Die angebliche „Schutzklausel“ in Art. 21b AIG ist eine leere Hülle, die durch ihre hohen Hürden und die drohenden EU-Strafmassnahmen in der Praxis wirkungslos bleibt. Die automatische Rechtsübernahme nach der „Integrationsmethode“ bedeutet eine faktische Kapitulation unserer direkten Demokratie, da Parlament und Volk bei künftigen EU-Verschärfungen im Zuwanderungsrecht entmachtet werden. Diese Entwicklung ist eine untragbare Aushöhlung unserer Souveränität.

Lebensmittelsicherheit

Die angebliche Verbesserung der Lebensmittelsicherheit durch die Übernahme von EU-Regularien ist eine trügerische Fassade für eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) zielt darauf ab, unsere hohen Schweizer Standards durch tiefere EU-Normen zu ersetzen, was zwangsläufig zu einem Qualitätsverlust und einer Entwertung des Labels "Made in Switzerland" führt. Dies ist keine Frage der Sicherheit, sondern ein Frontalangriff auf unsere nationale Identität und die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe.

Die durch das Landwirtschaftsgesetz (LwG) neu geschaffenen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Dies bedeutet, dass unser Parlament faktisch entmachtet wird, wenn es um Vorschriften geht, die unsere Bauern direkt betreffen. Die angeblichen Vorteile der EU-Regeln werden durch eine erdrückende Bürokratie erkauft, welche die Vielfalt und lokalen Traditionen unserer Lebensmittelproduktion bedroht. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität und die Wahlfreiheit der Konsumenten geraten so massiv unter Druck.

Darüber hinaus gefährdet die Anpassung im Tierschutzgesetz (TSchG, neue Art. 15a und 21 TSchG) unsere bewährten, oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung. Die erzwungene Übernahme von EU-Verordnungen stellt einen klaren Rückschritt dar und schwächt unsere Souveränität in einem ethisch wichtigen Bereich. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Unsere Fähigkeit, souverän und flexibel auf spezifische Bedrohungen zu reagieren, wird dadurch beschnitten. Die gesamte Übernahme des EU-Lebensmittelrechts im Rahmen dieser Revision ist ein inakzeptabler Souveränitätsverlust und gefährdet die Zukunft unserer Landwirtschaft.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Einbettung von Kohäsionszahlungen in ein verbindliches Gesetz, das im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB verankert wird, birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und Haushaltsautonomie. Die Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine permanente, rechtlich bindende Verpflichtung durch ein neues Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG), insbesondere mit der Schaffung eines ständigen Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG, entzieht dem Parlament die entscheidende Budgethoheit. Dies bedeutet faktisch eine Zwangsabgabe, bei der die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird. Der im Vertrag vorgesehene rechtsverbindliche Neuberechnungsmechanismus verspricht zudem unweigerlich steigende Forderungen, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung erscheint zudem irreführend, um umstrittene Zahlungen zu legitimieren.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind ungenügend und dienen lediglich kosmetischen Zwecken. Sie vermögen den massiven Lohndruck, der durch die Erweiterung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht zu kompensieren und riskieren eine flächendeckende Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den unteren und mittleren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird dieser durch die neuen, bürokratischeren, aber weniger effektiven Regelungen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt, indem die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben werden. Die Änderungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Anpassung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2, dienen primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Das Streichen des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a verwässert die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) stellt einen direkten Eingriff in die Vertragsfreiheit dar und schafft eine privilegierte Klasse von

Arbeitnehmern, was die Flexibilität von KMU beeinträchtigt und unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien widerspricht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Strom

Das vorliegende Stromabkommen markiert einen besorgniserregenden Schritt in Richtung des Verlusts unserer Energiesouveränität. Die Einbindung der Schweiz in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E entzieht uns die Kontrolle über unser eigenes Stromnetz. Entscheidungen, die unser Netz betreffen, werden künftig in Brüssel gefällt, während die Schweiz die Kosten trägt, aber kein Stimmrecht besitzt. Dies verwandelt die ElCom von einer unabhängigen Regulierungsbehörde in eine blosse Vollzugsstelle für EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die EU-Beihilfenregeln stellen zudem eine existenzielle Bedrohung für unsere Wasserkraft dar und könnten das bewährte System der Wasserzinsen zerschlagen. Das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt durch die vollständige Marktliberalisierung Risiken wie Preisvolatilität und eine gefährdete Versorgungssicherheit durch unzureichende Energiereserven (Art. 8b ff.). Ferner schwächt die Verschärfung des Unbundlings (Art. 10, 18, 19 StromVG) unsere föderalen Strukturen. Das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) benachteiligt dezentrale erneuerbare Energien, da die Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht massiv gesenkt wird (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), was Investitionsunsicherheit schafft und den Ausbau bremst. Die Schweiz unterwirft sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung und verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur.

Staatliche Beihilfen

Wir äussern uns kritisch zum vorgeschlagenen Abkommen im Bereich staatliche Beihilfen. Die geplante Unterstellung unter ein starres EU-Kontrollregime bedroht die bewährte Praxis der politischen Entscheidfindung über Subventionen, die dem föderalistischen Grundsatz unseres Landes entspricht. Die Kantone verlieren ihre Autonomie und werden zu Bittstellern, deren souveräne Entscheide von einer technokratischen EU-konformen Behörde in Bern überprüft werden. Das neue Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) schaffen eine «Superbehörde», die als verlängerter Arm der EU agiert und nationale Interessen gefährdet. Kritische Sektoren wie der Luftverkehr (Abschaffung von Art. 103 LFG) und die Energieversorgung geraten unter fremde Kontrolle. Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und des VGG (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) degradiert die Kantone zu untergeordneten Einheiten und schwächt die Gewaltenteilung. Der Ausschluss des Preisüberwachers (Art. 5 Abs. 2 PüG) untergräbt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Massnahmen höhlen unsere Souveränität aus und unterwerfen uns bedingungslos dem EU-Recht.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Alina Ryser (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Ryser Alina · 0798647156 · ryseralina@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken auf, die einer kritischen Neubewertung bedürfen. Es ist höchst fragwürdig, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen im Einklang mit der Schweizer Bundesverfassung und insbesondere mit dem Prinzip der Volkssouveränität stehen. Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Unabhängigkeit.

Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) garantiert die Vertragsfreiheit, doch im vorliegenden Fall scheint die Schweiz unter erheblichem Druck zu stehen, Bestimmungen zu akzeptieren, die ihre Autonomie einschränken. Die Frage, inwieweit die anwendbaren Gerichtsbarkeiten der Europäischen Union Einfluss auf die Auslegung und Anwendung von schweizerischem Recht nehmen können, ist alarmierend. Dies könnte gegen das Prinzip der nationalen Rechtsordnung verstossen, welches durch die Bundesverfassung geschützt wird.

Besondere Besorgnis bereitet die mögliche Beeinträchtigung der direkten Demokratie. Wenn durch die Übernahme von EU-Richtlinien unser Parlament gezwungen ist, Gesetze zu erlassen, die nicht im Einklang mit dem Willen des schweizerischen Volkes stehen, wird das Fundament unserer demokratischen Ordnung untergraben. Die in Artikel 160 der Bundesverfassung verankerte Mitwirkung des Parlaments an der Gestaltung der Aussenpolitik wird hierdurch ad absurdum geführt, wenn die Verhandlungsergebnisse bereits weitgehend feststehen und kaum noch Spielraum für nationale Anpassungen bieten.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Eine zwingende Unterwerfung unter dessen Rechtsprechung, auch in Bereichen, die ursprünglich in die Zuständigkeit der schweizerischen Gerichte fallen, würde die Souveränität der Schweiz massiv beeinträchtigen. Dies steht im Widerspruch zu den Grundsätzen der nationalen Rechtsordnung und der Unabhängigkeit der Justiz, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Die schweizerische Rechtsordnung muss ihre eigene Integrität wahren können, ohne der externen Rechtsprechung eines übergeordneten Gerichts ausgeliefert zu sein. Die negativen Implikationen für die Rechtssicherheit und die Eigenständigkeit unserer Gesetzgebung sind nicht zu unterschätzen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es drängt sich die Frage auf, ob die angestrebte Annäherung tatsächlich im Interesse der Schweizer Bevölkerung liegt oder ob sie primär einer vermeintlichen pragmatischen Notwendigkeit geschuldet ist, die langfristig weitreichende negative Folgen haben könnte.

Die Übernahme von EU-Recht, selbst in selektiven Bereichen, stellt eine fundamentale Infragestellung des schweizerischen Rechtssetzungsprozesses dar. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) sind Verträge zwischen Parteien zu erfüllen, jedoch darf die Anwendung von fremdem Recht, das nicht im direkten Konsens durch das Schweizer Parlament verabschiedet wurde, nicht zu einer Aushöhlung unserer demokratischen Legitimation führen. Die EU strebt eine Übernahme von EU-Recht durch sogenannte „automatische Übernahme“ an, was eine schrittweise Entmachtung des nationalen Gesetzgebers bedeuten würde. Dies steht im Widerspruch zum Geist des Bundesgesetzes über die Förderung der Gleichstellung von Frauen und Männern (GIG), das auf nationaler Ebene verankerte Gleichheitsstandards etabliert, welche durch die EU-Regulierungen potenziell unterlaufen werden könnten, wenn diese unseren spezifischen Bedürfnissen nicht Rechnung tragen.

Ferner ist die Unabhängigkeit der Schweizerischen Gerichtsbarkeit in Gefahr. Eine zu starke Angleichung an das EU-Recht, insbesondere die mögliche Anerkennung der Vorrangigkeit des EU-Rechts vor nationalem Recht, würde die Rolle unserer eigenen Gerichte schwächen. Gemäss Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (BPG) sind die Gerichte gehalten, Recht nach dem kantonalen und eidgenössischen Recht zu sprechen. Wenn jedoch die Auslegung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) für die schweizerischen Gerichte bindend würde, wäre dies eine direkte Verletzung unserer nationalen Rechtsordnung und der Gewaltenteilung, wie sie in der Bundesverfassung im Artikel 164 verankert ist.

Die Idee einer „stabilen“ Beziehung zur EU scheint in der Praxis oft die Akzeptanz einer zunehmenden Abhängigkeit zu bedeuten. Es besteht die ernsthafte Sorge, dass wir uns in eine Position manövrieren, in der wir die Nachteile einer Integration ohne die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft tragen. Die Schweiz hat stets auf ihre Eigenständigkeit und ihre Fähigkeit zur selbstbestimmten Gestaltung ihrer Zukunft Wert gelegt. Eine zu enge Bindung an die EU, die die oben genannten Bedenken nicht ausreichend adressiert, könnte diese Errungenschaften gefährden und zu einem Verlust an politischem und wirtschaftlichem Spielraum führen. Es bedarf einer gründlichen Prüfung und einer klaren Abgrenzung, um die Kerninteressen der Schweiz zu wahren.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist aus verschiedenen Gründen äusserst problematisch und muss kritisch hinterfragt werden. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die vorliegende Ausgestaltung den Interessen der Schweiz tatsächlich dient oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Erosion unserer Souveränität und unseres Rechtssystems zur Folge hat.

Besonders besorgniserregend ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit. Artikel 46 der Schweizer Bundesverfassung garantiert zwar die Wahrung der Interessen der Schweiz, doch die Art und Weise, wie die EU-Gesetzgebung hier integriert werden soll, wirft erhebliche Bedenken auf. Die automatische Übernahme von Sekundärrecht, wie sie in ähnlichen Abkommen mit der EU praktiziert wird, steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und der nationalen Rechtsetzungshoheit, wie sie in Artikel 160 der Bundesverfassung verankert ist. Es besteht die Gefahr, dass sich die Schweiz in rechtliche Verpflichtungen begibt, deren Tragweite und Konsequenzen nicht vollständig absehbar sind.

Weiterhin ist die im Raum stehende Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) kritisch zu betrachten. Die Übertragung von Zuständigkeiten an eine externe Gerichtsbarkeit, die nicht der Schweizerischen Bundesverfassung untersteht, stellt eine direkte Aushöhlung unserer richterlichen

Unabhängigkeit dar. Artikel 190 der Bundesverfassung legt fest, dass die Bundesversammlung und die Kantone das Recht haben, ihre Gesetzgebung zu erlassen. Die Weisungen eines fremden Gerichtshofs, der potenziell über die Auslegung von schweizerischem Recht entscheidet, untergraben diese fundamentale Kompetenz. Eine solche Regelung widerspricht dem Geist und Buchstaben unserer Verfassung und könnte zu einer Abhängigkeit führen, die unserer Rolle als unabhängiger Staat nicht mehr gerecht wird.

Die wirtschaftlichen Implikationen werden oft beschönigt dargestellt. Die erwarteten Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt dürfen nicht über die Kosten für die Anpassung an EU-Regulierungen hinwegtäuschen. Insbesondere für kleinere und mittlere Unternehmen könnten die damit verbundenen bürokratischen Hürden und Kosten eine erhebliche Belastung darstellen, wie sie auch im Rahmen des Landwirtschaftsabkommens zwischen der Schweiz und der EU (SR 0.916.01) bei der Harmonisierung von Standards zu beobachten war.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorgeschlagene Paket erhebliche Risiken birgt, die unsere nationale Souveränität, unser Rechtssystem und unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit gefährden könnten. Eine sorgfältige und kritische Prüfung aller Aspekte ist unabdingbar, bevor irgendeine Entscheidung getroffen wird.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche und unbeantwortete Fragen hinsichtlich der Wahrung der schweizerischen Souveränität und der Verfassungsmässigkeit auf. Insbesondere die Integration von EU-Recht in unsere nationale Gesetzgebung, wie sie in den angedachten Abkommen vorgesehen ist, birgt fundamentale Risiken.

Die Übernahme von EU-Recht ohne eine angemessene Verankerung in unserem demokratischen Prozess untergräbt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Jegliche rechtsverbindliche Übernahme von EU-Recht muss zwingend durch die direkte Mitwirkung des Schweizer Volkes legitimiert werden, sei es durch obligatorische Referenden. Die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht verletzt dieses Prinzip und birgt die Gefahr einer schleichenden Entmündigung der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger.

Darüber hinaus stellt sich die Frage der Vereinbarkeit mit Artikel 138 BV, welcher die Unabhängigkeit der Gerichte gewährleistet. Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Auslegungsbehörde für übernommenes EU-Recht würde die Unabhängigkeit unserer nationalen Gerichte massiv beeinträchtigen. Unsere Gerichte würden de facto zu untergeordneten Instanzen, die an die Entscheidungen einer ausländischen Rechtsprechung gebunden wären. Dies widerspricht diametral dem Prinzip, dass die Auslegung und Anwendung des Rechts in der Schweiz allein durch schweizerische Gerichte zu erfolgen hat.

Die potenziellen Auswirkungen auf die Rechtsetzungskompetenz des Bundesparlaments sind ebenfalls alarmierend. Die Notwendigkeit, EU-Recht zu adaptieren, könnte die Gestaltungsfreiheit des Parlaments erheblich einschränken. Artikel 169 BV fordert, dass das Parlament die Interessen der Bevölkerung wahrt und die Bundesgesetze sorgfältig ausarbeitet. Die automatische Übernahme von EU-Recht könnte dazu führen, dass das Parlament gezwungen ist, Vorschriften zu übernehmen, die nicht den Bedürfnissen oder dem Willen der schweizerischen Bevölkerung entsprechen.

Wir sehen die Gefahr, dass durch die vorgeschlagenen Regelungen die Eigenständigkeit der Schweiz in wichtigen politischen und wirtschaftlichen Bereichen faktisch aufgehoben wird, ohne dass dies einer direkten demokratischen Legitimation unterzogen wird. Die Souveränität und die verfassungsrechtlichen Grundlagen unseres Landes dürfen nicht für die Anpassung an europäische Regelwerke geopfert werden. Es ist von entscheidender Bedeutung, dass die Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer rechtsstaatlichen Prinzipien oberste Priorität hat und nicht kompromittiert wird.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich staatliche Beihilfen stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige Praxis, bei der Subventionen als Ausdruck demokratisch legitimierter politischer Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden. Dies gefährdet die Fähigkeit, gezielte und bedarfsgerechte Förderungen für kritische Sektoren wie den Regionalverkehr, kantonale Banken, Kultur oder lokale KMU aufrechtzuerhalten.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplante Unterstellung ihrer Beschlüsse unter eine zentrale, EU-konforme Behörde in Bern massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden sie zu Bittstellern degradiert, deren Entscheide von einer externen Instanz abgesegnet werden müssen. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) institutionalisieren diese Abhängigkeit und schaffen mit der neuen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU agiert. Ihre Entscheidungen werden primär auf Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht auf Schweizer Interessen ausgerichtet sein.

Besonders stossend ist die geplante Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Indem die neue Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse erhält (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG), werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Art. 98a BGG), was eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie darstellt. Ähnlich verhält es sich mit den Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts (neue Art. 31a, 33 und 37a-c VGG), die eine weitere Zentralisierung der Rechtskontrolle und eine Schwächung föderalistischer Strukturen zementieren.

Die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luft- und Landverkehrs unter die EU-Kontrolle ist eine ernste Gefahr für unsere strategische Autonomie und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität, da die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO geopfert wird. Schliesslich ist der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG) ein alarmierendes Zeichen für eine geschwächte Transparenz und einen reduzierten Konsumentenschutz, während die neue Behörde ungestört und potenziell zum Nachteil der Schweizer Bürger operieren kann. Diese gesamte Regelung unterwirft die Schweiz einer systematischen Kontrolle durch die EU und untergräbt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Vorlage zum Bereich Lebensmittelsicherheit entpuppt sich bei genauerer Betrachtung als ein verdeckter Versuch, die Schweiz umfassend an die Europäische Union zu binden. Unter dem irreführenden Titel 'Lebensmittelsicherheit' wird tatsächlich eine tiefgreifende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk 'Vom Hof auf den Tisch' angestrebt. Dies stellt eine existenzielle Bedrohung für unsere etablierten und hohen Produktionsstandards, unsere bäuerlichen Familienbetriebe sowie für die Wahlfreiheit unserer Konsumenten dar. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität ist massiv in Gefahr. Eine Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust und zur Entwertung des Labels 'Made in Switzerland'.

Die Schweiz wird durch eine gefährliche 'Guillotineklausel' erpresserisch an dieses Abkommen gekettet, welche die Kündigung bei Nichterfüllung mit dem Zusammenbruch aller bilateralen Verträge sanktioniert. Dies ist eine inakzeptable politische Erpressung, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des Weiteren erhalten EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt.

Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und unsere Produzenten. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz zur Aufgabe ihrer oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die Totalrevision des LMG ist das Kernstück der Unterwerfung unter das EU-Lebensmittelrecht. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft.

Zusätzlich werden mit den neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) das Parlament umgangen und die demokratische Kontrolle ausgehöhlt. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU. Mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Schweiz die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit. Dieser gesamte Ansatz untergräbt die Souveränität und die Einzigartigkeit der Schweiz.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Personenfreizügigkeit und Zuwanderung offenbart gravierende Mängel und bedrohliche Entwicklungen für die schweizerische Souveränität und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht, insbesondere der Unionsbürgerrichtlinie, stellt eine massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit dar, die im klaren Widerspruch zum Verfassungsauftrag der eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV und dem Volkswillen steht.

Die Einführung eines neuen «Daueraufenthaltsrechts» nach nur fünf Jahren, gleich einer «Niederlassung C PLUS», ist äusserst bedenklich. Dieser praktisch unentziehbare Status, selbst bei krimineller Energie oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke unerträglich. Die damit einhergehende massive Förderung der Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, bei welcher EU-Bürger und ihre Familienangehörigen faktisch ein Bleiberecht erhalten, auch wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind, wird ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen.

Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die so genannte «Schutzklausel» erweist sich als reines Feigenblatt. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleibt, und im Falle ihrer Anwendung droht die EU mit Vergeltungsmassnahmen, was diese Klausel zu einer Erpressung macht und nicht zu einem Schutz.

Die automatische Rechtsübernahme mittels «Integrationsmethode» bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftig keinerlei Einfluss mehr auf Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss

kaum mehr möglich wird. Die neue «Schutzklausel» in Artikel 21b AIG ist eine reine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht und die Schweiz weiterhin den Folgen einer unkontrollierten Zuwanderung ausliefert.

Die im ETH-Gesetz und im HFKG vorgesehenen drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer sind ein verzweifeltes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben im Freizügigkeitsgesetz (Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis), MedBG (Art. 15, 35), GesBG (Art. 10, 15) und PsyG (Art. 37 Abs. 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus und birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Standards in hochsensiblen Berufsfeldern. Dieses Paket stellt eine Kapitulation vor der EU dar und gefährdet unsere nationale Unabhängigkeit und unseren Wohlstand.

Strom

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Strommarktes unter der Ägide der Europäischen Union stellt eine grundlegende Gefährdung der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit dar. Mit der institutionellen Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, dessen Stromnetz zukünftig in Brüssel kontrolliert wird. Dies bedeutet einen unannehmbaren Verlust an nationaler Autonomie.

Die Schweizerische Energieregulierungsbehörde ElCom wird durch das geplante Stromversorgungsgesetz (StromVG) de facto zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Gemäss den Artikeln 4a ff. StromVG muss die ElCom undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen und verliert ihre Funktion als unabhängige, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittene Regulierungsinstanz. Dies markiert das Ende einer eigenständigen Energiepolitik.

Besonders kritisch ist die potenzielle Aushebelung des bewährten Systems der Wasserzinsen. Die EU-Beihilfenregeln, die durch das Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) indirekt Einfluss gewinnen, könnten unsere Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, existenziell gefährden, indem sie die traditionelle Verteilung der Einnahmen an die Bergkantone als unzulässige staatliche Beihilfe klassifizieren. Auch föderale Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die EU-Wettbewerbsregeln massiv geschwächt. Deren Einspeisevorrang, eine Säule lokaler Energieproduktion, droht durch EU-Vorgaben ausgehebelt zu werden.

Die vollständige Marktliberalisierung opfert die nationale Versorgungssicherheit dem freien Markt. EU-Regeln schränken die Bildung strategischer Reserven ein, wie sie etwa bei der Wasserreserve für die Wasserkraft Sinn ergeben würde. Die Verantwortung für die Versorgungssicherheit zerfasert zwischen Markt und EU, was ein Spiel mit dem Feuer darstellt. Die versprochene Versorgungssicherheit durch Marktmechanismen ist fraglich, zumal die Kosten für die nicht marktkonforme Sicherstellung der Versorgung über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden.

Die neuen Bestimmungen im StromVG (Kapitel 1a, Art. 4a ff.) sowie im EnG (Art. 15 neu) sind höchst problematisch. Insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten von erneuerbaren Energien und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies bremst den Ausbau dezentraler Energiequellen und macht uns abhängiger von volatilen ausländischen Märkten. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) subsumiert unsere kritische Infrastruktur unzweckmässig unter EU-Regeln. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind eindeutige Schritte zur Unterwerfung unter ein nicht-schweizerisches System, das unsere bewährten föderalen Strukturen zerstört. Dieses

Abkommen ist ein Angriff auf die schweizerische Souveränität und die Stabilität unserer Energieversorgung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Anpassung des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind aus Sicht der Schweiz entschieden abzulehnen, da sie eine erhebliche Erosion unseres bewährten Systems und eine Schwächung der nationalen Souveränität darstellen. Die postulierten Massnahmen zur Lohnsicherung sind bestenfalls kosmetischer Natur und vermögen den durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entstehenden massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, keineswegs zu kompensieren. Statt den wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird dieser an schwächere EU-Standards angepasst und bürokratisiert, was primär ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping öffnet.

Die vorgeschlagene Umgestaltung des Entsendegesetzes (EntsG) ist keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Schwächung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient offensichtlich der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer echten Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Verlagerung in den neuen Art. 13a EntsG ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen massiv geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen wird.

Der neu eingeführte spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q Obligationenrecht (OR) stellt einen direkten und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der einzig durch EU-Druck motiviert ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien grundlegend.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) bedeutet eine massive Abtretung von Souveränität. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, da ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft problematische Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die vorgeschlagenen Massnahmen stellen insgesamt eine erhebliche Schwächung des schweizerischen Arbeitsmarktschutzes dar und führen zu einer gefährlichen Annäherung an EU-Standards, die für unsere Wirtschaft und unsere Arbeitnehmer nachteilig sind. Diese Vorlagen sind entschieden abzulehnen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag stellen eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine massive Schwächung der parlamentarischen Kontrolle dar. Die Überführung der bisher freiwilligen und vom Parlament gesteuerten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Verpflichtung gemäss dem neu zu schaffenden Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) ist faktisch eine Zwangsabgabe. Artikel 1 des KoBG zementiert

diesen permanenten Rechtsanspruch und entzieht dem Parlament die budgetäre Hoheit über die Verwendung von Steuergeldern. Die Schweiz wird dadurch zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, deren finanzielle Mittel ohne Mitspracherecht an Brüssel abgeführt werden.

Der anfangs kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an. Der im Abkommen verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge birgt die unweigerliche Gefahr massiv höherer Forderungen seitens der EU. Die Schweiz verliert damit jegliche Möglichkeit, diese diktierten Zahlungen abzulehnen.

Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des bilateralen Abkommens (BöB) über die friedensfördernde Aussenpolitik der Schweiz ist irreführend und missbraucht den "guten Namen" der Schweizer Friedensförderung zur Legitimierung politisch heikler Zahlungsverpflichtungen. Es ist besorgniserregend, dass eine rein finanzielle Angelegenheit auf diese Weise gesetzgeberisch instrumentalisiert wird, um die Zustimmung zu erzwingen.

Statt eines verbesserten Marktzugangs oder einer Beseitigung von Handelshemmnissen wird eine institutionelle Anbindung geschaffen, die primär Souveränitätsverluste nach sich zieht und kaum greifbare Vorteile für die Schweiz bringt. Die vorgeschlagenen Änderungen verwandeln eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlen die demokratische Entscheidungsfindung des Parlaments aus. Dies ist für die Schweiz nicht akzeptabel und widerspricht den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahn, werfen gravierende Bedenken auf, die weit über verfahrenstechnische Details hinausgehen. Der Kern des Problems liegt in der unausweichlichen Schwächung des Service public, einem Eckpfeiler der schweizerischen Daseinsvorsorge und eines unserer wertvollsten Güter.

Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahnverkehr, wie sie in Artikel 40ater des Eisenbahngesetzes (EBG) vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer gezielten "Rosinenpickerei" durch ausländische Anbieter. Diese könnten sich auf die lukrativen Hauptstrecken konzentrieren, während die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien belastet bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Solidität unseres nationalen Bahnbetriebs und gefährdet die Qualität und den Umfang des Angebots für die Bevölkerung, insbesondere in peripheren Regionen.

Die viel beschworene "Gemeinsame Erklärung" des Bundesrates erweist sich als juristisch unzureichend. Sie bietet keinen echten Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsentwicklungen. Die Schweiz würde damit die Kontrolle über ihre eigene Gesetzgebung im Bahnbereich verlieren und wäre zukünftigen Regulierungen ausgeliefert, deren Auswirkungen auf den schweizerischen Service public nicht kalkulierbar sind. Die Befürchtung, dass bewährte Subventionsmodelle im Güter- und Regionalverkehr oder für die Flottenerneuerung durch das EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten, ist keineswegs abwegig.

Die sukzessive Aushöhlung der nationalen Steuerungskompetenz wird durch die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben gemäss Artikel 32a Absatz 1bis des Personenbeförderungsgesetzes (PBG) zu beachten, weiter verschärft. Dies schränkt die Hoheit von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe auf Basis der besten landesspezifischen Lösungen auszurichten, werden EU-konforme Kriterien zum Massstab, was zu suboptimalen und potenziell teureren Ergebnissen für die schweizerischen Steuerzahler führen kann. Die explizite Einführung der Kabotage im EBG stellt somit einen Frontalangriff auf die Grundprinzipien des Service public dar und birgt das Risiko, die Ländermobilität und die wirtschaftliche Attraktivität der Schweiz langfristig zu beeinträchtigen.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marco Ryser (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Marco Ryser · 0797384788 · marco.ryser91@gmail.com

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und verdienen eine kritische Prüfung. Die vorgeschlagenen Abkommen bergen das Risiko, die Souveränität der Schweiz und die direkte Demokratie zu untergraben, ohne dass klare Vorteile für die Bevölkerung ersichtlich sind.

Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht. Die automatische Übernahme von Rechtsakten der EU, wie sie in Artikel 12 der Verordnung über die Mitwirkung der Schweiz an der Entwicklung des Schengen-Besitzstandes und des Dublin-Besitzstandes verankert ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung des Schweizer Gesetzgebers. Die parlamentarische Kontrolle und die Möglichkeit des fakultativen Referendums, wie sie im Schweizer Recht, insbesondere im Bundesgesetz über die politischen Rechte, vorgesehen sind, könnten so ausgehöhlt werden. Es stellt sich die Frage, inwieweit die Schweiz noch in der Lage wäre, eigene Interessen und Werte zu wahren, wenn sie verpflichtet wäre, EU-Recht umzusetzen, das sie nicht mitgestaltet hat.

Die vorgesehene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ist ebenfalls äusserst problematisch. Die obligatorische Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH, wie sie in verschiedenen bilateralen Abkommen impliziert ist, stellt einen fundamentalen Eingriff in die Rechtsordnung der Schweiz dar. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte und die rechtsstaatlichen Prinzipien des schweizerischen Rechts, die durch die Bundesverfassung garantiert werden, könnten dadurch beeinträchtigt werden. Die Möglichkeit, dass der EuGH Urteile erlässt, die gegen die Verfassung oder die Interessen der Schweiz verstossen, ist eine reale Gefahr, die nicht ignoriert werden darf.

Des Weiteren ist die Frage der finanziellen Verpflichtungen ungeklärt. Die Beteiligung an EU-Programmen und die Beiträge an die Kohäsionspolitik der EU stellen erhebliche finanzielle Lasten dar, deren Gegenwert für die Schweiz fragwürdig erscheint. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz mehr einzahlt, als sie durch die Abkommen zurückerhält, und dass diese Gelder zweckentfremdet werden könnten, ohne dass eine transparente Rechenschaftspflicht besteht.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Position bringen, in der ihre Eigenständigkeit und ihre demokratischen Grundsätze ernsthaft gefährdet sind. Ohne klare Vorteile und mit erheblichen Risiken für die Souveränität und die Rechtsordnung, ist eine kritische und ablehnende Haltung gegenüber diesen Abkommen geboten. Es bedarf umfassenderer und transparentester Verhandlungen, die die Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung klar in den Vordergrund stellen.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie im vorliegenden Vernehmlassungsdossier dargelegt wird, wirft erhebliche und tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der verfassungsrechtlichen Grundordnung der Schweiz auf. Eine unkritische Annäherung an die EU, selbst unter dem Deckmantel der Beziehungsstabilisierung, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der nationalen Gesetzgebung und der demokratischen Selbstbestimmung.

Insbesondere die Mechanismen, die durch die Übernahme von EU-Recht entstehen könnten, stehen im Widerspruch zum Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte (BPR) verankert ist. Die Einführung von EU-Recht, das die Schweiz nicht aktiv mitgestaltet, würde die Fähigkeit der Schweizer Bevölkerung und ihrer gewählten Vertreter untergraben, eigene Gesetze zu erlassen und anzupassen. Dies widerspricht fundamental dem Recht auf Mitbestimmung, welches durch Artikel 34 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) gewährleistet wird und die demokratische Legitimation von Rechtsnormen sicherstellt.

Die angestrebte «Stabilisierung» könnte sich als eine Form der Abhängigkeit erweisen, die uns langfristig an die Rechtsordnung der EU bindet, ohne dass wir die Möglichkeit hätten, diese Bindungen aufzulösen oder zu modifizieren. Dies steht im klaren Gegensatz zum Grundsatz der rechtsstaatlichen Selbstbestimmung, wie er sich aus den Artikeln 5 und 36 der Bundesverfassung ableitet. Die Übernahme von Primär- und Sekundärrecht der EU ohne angemessene Übergangsfristen und klare Exit-Strategien würde eine erhebliche Rechtsunsicherheit schaffen und die schweizerische Rechtsordnung in einen Zustand der ständigen Anpassung an Brüsseler Vorgaben versetzen. Die Möglichkeit, dass der Europäische Gerichtshof (EuGH) in der Schweiz geltendes Recht auslegen könnte, ohne dass seine Urteile von Schweizer Gerichten überstimmt werden könnten, stellt eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Hoheit dar. Die schweizerische Verfassung und die Bundesgesetze, insbesondere das Bundesgesetz über die Bundesgerichtsbarkeit (BGG), sehen die letzte Instanz der Rechtsauslegung klar in Schweizer Händen. Eine Unterwerfung unter die Jurisdiktion des EuGH würde diese Grundprinzipien verletzen.

Es ist daher von essenzieller Bedeutung, dass jegliche Vereinbarungen mit der EU sorgfältig daraufhin geprüft werden, ob sie die verfassungsrechtlichen Garantien der Schweiz wahren und ob sie eine echte Stärkung der schweizerischen Autonomie und nicht deren Erosion zur Folge haben. Die vorliegende Vorlage lässt die notwendige kritische Distanz vermissen und droht, die Schweiz in eine Position der Unterordnung zu bringen, die mit den Grundwerten unseres Staates nicht vereinbar ist.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung wirft erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Legitimation der Schweiz auf. Es ist fraglich, inwieweit die vorgeschlagenen Massnahmen mit den Grundprinzipien unserer Verfassung, insbesondere dem Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV), vereinbar sind. Die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeiten für das Schweizer Volk und die eidgenössischen Räte birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Ordnung.

Besonders kritisch zu betrachten ist die automatische Übernahme von EU-Recht. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der legislativen Gewaltenteilung, wie sie in den Artikeln 57 ff. BV verankert ist. Die Bundesversammlung ist das oberste Organ der Gesetzgebung und die alleinige Vertretung des Volkes und der Kantone. Durch die faktische Bindung an europäische Rechtsetzungsakte wird diese Kernfunktion der Bundesversammlung untergraben. Es muss sichergestellt werden, dass jede

Übernahme von EU-Recht einer gründlichen parlamentarischen Prüfung und einem demokratischen Prozess unterliegt, der dem Prinzip der repräsentativen Demokratie gerecht wird.

Ferner sind die potenziellen Auswirkungen auf die Wirtschaft und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz zu untersuchen. Die unklare Rechtslage und die ständige Notwendigkeit der Anpassung an sich ändernde EU-Vorschriften können zu Unsicherheit führen und kleine und mittlere Unternehmen unverhältnismässig belasten. Es muss dargelegt werden, wie die vorgeschlagenen Massnahmen sicherstellen, dass die Schweiz ihre wirtschaftliche Autonomie bewahrt und nicht in eine Abhängigkeit gerät, die ihre Handlungsfreiheit einschränkt.

Darüber hinaus muss die Frage der Gerichtsbarkeit geklärt werden. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bei der Auslegung von übernommene Rechtstiteln ist problematisch. Gemäss Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Bilateralen Abkommen mit der Europäischen Union (SR 0.192.121.5) ist die Anwendung und Auslegung des relevanten EU-Rechts durch den EuGH vorgesehen. Dies stellt eine erhebliche Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit dar und könnte die schweizerische Rechtsordnung untergraben, die auf einer klaren Trennung der Staatsgewalten basiert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagene inländische Umsetzung eine Reihe von gravierenden Fragen aufwirft, die einer detaillierten und kritischen Prüfung bedürfen. Es ist unerlässlich, dass die Souveränität der Schweiz und die demokratischen Prinzipien unserer Verfassung in jedem Fall gewahrt bleiben.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit im Rahmen des geplanten Abkommens mit der EU stellen eine gravierende Bedrohung für die Souveränität und die Eigenständigkeit der Schweiz dar. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie geht weit über die bestehende Personenfreizügigkeit hinaus und widerspricht fundamental dem Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV sowie dem klaren Willen des Schweizer Volkes.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts", einer Art "Niederlassung C PLUS", die bereits nach fünf Jahren statt wie bisher nach zehn Jahren gewährt wird, ist äusserst bedenklich. Dieses praktisch unentziehbare Aufenthaltsrecht, selbst bei fortgesetzter Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke auf unzumässbare Weise. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, wobei die Kosten letztlich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs ist beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Dass neu nicht nur Partner und Kinder, sondern auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern nachziehen können, ist eine faktische Einladung zur Masseneinwanderung, die unsere Kapazitäten übersteigen wird.

Die sogenannte "Schutzklausel", wie sie in Art. 21b des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Placebo. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, diese Klausel zu aktivieren, droht die EU mit umgehenden Sanktionen. Dies ist keine Schutzmassnahme, sondern vielmehr eine Erpressungsklausel, die unsere Handlungsfreiheit weiter einschränkt.

Die automatische Rechtsübernahme von EU-Vorschriften im Bereich der Zuwanderung, angewendet nach der "Integrationsmethode", bedeutet faktisch eine Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich entmachtet. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet wird und ein Ausschluss kaum mehr möglich ist. Dies ignoriert bewusst den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung.

Auch im Bildungsbereich sind die Folgen gravierend. Die Einführung von drastisch höheren Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein klares Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der Schweizer Steuerzahler wird direkt mit den Kosten für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden belastet.

Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen über das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Prüfung von Berufsqualifikationen (BGVB) schwächt unsere hohen Schweizer Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Ebenso unterwirft die Anbindung der zweiten Säule an die EU-Koordinationsregeln im BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unsere sozialpolitische Souveränität.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine schleichende Kapitulation vor der EU darstellen, die unsere Souveränität, unsere soziale Stabilität und die direkte Demokratie ernsthaft gefährden.

Finanzieller Beitrag

Betreff: Stellungnahme zum Bereich Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag sind aus unserer Sicht äusserst bedenklich und stellen eine gravierende Schwächung der schweizerischen Souveränität dar. Die Umwandlung der bisher freiwilligen und parlamentarisch kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist nicht hinnehmbar. Dies entzieht dem Parlament die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Ausgaben und verwandelt faktisch eine Geste des guten Willens in eine Zwangsabgabe. Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung als reine Lockvogelstrategie. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen wird, denen die Schweiz sodann nicht mehr entgehen kann, da sie zur bedingungslosen Zahlung verpflichtet wird.

Die Schweiz droht, zur reinen Nettozahlerin ohne jegliches Mitspracherecht zu werden. Während unsere finanziellen Verpflichtungen verbindlich werden, fehlen jegliche Garantien für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär auf Kosten unserer Souveränität geht und kaum greifbare Vorteile für die Schweizer Bevölkerung mit sich bringt.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament endgültig die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Das KoBG fungiert als gesetzgeberisches Instrument, um die Schweiz dauerhaft zur Kasse zu bitten. Mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs auf diese Zahlungen, wie in Artikel 1 KoBG verankert, wird die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern existiert dann lediglich noch die Pflicht zur Erfüllung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (BöB), konkret in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben an die EU als normaler und dauerhafter Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung betrachtet werden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend und grenzt an Missbrauch. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel, stellt eine beispiellose Bedrohung für die schweizerische Souveränität, unsere hohen Produktionsstandards und die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe dar. Die sogenannte 'Vom Hof auf den Tisch'-Strategie ist kein Zeichen von verbesserter Sicherheit, sondern ein umfassendes Integrationsprojekt, das darauf abzielt, die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem oft tieferen EU-Regelwerk zu unterwerfen. Dies hat unweigerlich einen Qualitätsverlust zur Folge und entwertet das anerkannte Label 'Made in Switzerland'.

Ein zentrales Problem ist die fatale 'Guillotineklausel', die dieses Abkommen mit allen bilateralen Verträgen verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert. Des Weiteren sehen wir mit grösster Besorgnis die Zulassung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in unseren Betrieben, was einen massiven Eingriff in unsere Souveränität darstellt.

Die durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) drohende Welle der Bürokratie wird insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen existentiell gefährden. Ebenso alarmierend ist die Aushöhlung unseres Gentechnik-Moratoriums, das uns zwingt, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was dem Volkswillen widerspricht.

Die angepassten Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) bedeuten einen unannehmbaren Rückschritt für den Tierschutz, da unsere oft strengeren nationalen Vorschriften durch EU-Massenstandards ersetzt werden. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) gewähren eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht und umgehen das Parlament.

Schliesslich unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieses Abkommen ist kein Schritt zur Verbesserung, sondern eine schleichende Unterwerfung unter EU-Standards, die unsere Identität, unsere Wirtschaft und unsere Souveränität massiv gefährden.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine beispiellose Untergrabung der Schweizer Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Förderungen als Ausdruck politischer und regionaler Autonomie von Bund, Kantonen und Gemeinden beschlossen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Regime weichen. Diese Umgestaltung ist nicht nur eine Kapitulation vor Brüssel, sondern auch ein direkter Angriff auf die föderalistische Struktur unseres Landes.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit einhergehende Institutionalisierung der Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht sind fundamental. Mit der neuen Beihilfekammer, wie in Artikel 3 BHÜG vorgesehen, wird eine zentrale Kontrollinstanz etabliert, die primär die EU-Kompatibilität und nicht länger schweizerische Interessen durchsetzen wird. Dies hebt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit auf und erklärt die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger der EU.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Durch die Einführung eines direkten Beschwerderechts gegen kantonale Erlasse für die neue Beihilfebehörde (neuer Artikel 82 Buchstabe b bis BGG) werden die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre demokratisch legitimierten Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle vor Bundesgericht gekippt werden (Artikel 98a BGG). Diese Aushöhlung der kantonalen Autonomie ist inakzeptabel und verletzt die Grundprinzipien unseres Föderalismus.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG)

schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum, das als "verlängerter Arm der EU" agieren wird. Diese Machtkonzentration in einer einzigen Behörde, die über das Kartellrecht hinaus als Vollstreckerin des EU-Beihilferechts fungiert, widerspricht den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht.

Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein weiteres klares Beispiel für die Preisgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Die Schweiz verliert dadurch jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz massiv. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen, während die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" verstummt. Die vorgeschlagenen Massnahmen ignorieren die bereits existierenden und funktionierenden schweizerischen Regelwerke und führen zu einer unnötigen Zentralisierung und Entmündigung nationaler und kantonaler Entscheidungsträger.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus unserer Sicht unzureichend und entfalten primär eine kosmetische Wirkung. Sie vermögen den unverkennbaren und massiven Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit entsteht, nicht kompensieren. Es besteht die erhebliche Gefahr einer flächendeckenden Erosion der hiesigen Lohnstrukturen, welche insbesondere die mittleren und unteren Einkommensklassen hart treffen würde.

Statt den bewährten und bislang äusserst wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, sehen wir eine bedenkliche Aufweichung und eine unfreiwillige Anpassung an EU-Standards. Die neu konzipierten Regeln sind zwar bürokratischer angelegt, aber in ihrer Effektivität den bisherigen flankierenden Massnahmen unterlegen. Dies spielt vornehmlich ausländischen Akteuren in die Hände, die Lohndumping betreiben möchten.

Des Weiteren werden die Kontrollmechanismen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die vorgeschlagenen, zentralistischeren und EU-konformen Strukturen sukzessive untergraben. Dies resultiert in einer Reduktion der Kontrolldichte und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 des EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) stellt einen direkten und unerwünschten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, diktiert durch externen Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), und steht im Widerspruch zu unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Zusammenfassend stellen die vorgeschlagenen Änderungen eine Rückschritt für den Lohnschutz dar und stärken die Position der EU gegenüber der Schweiz erheblich.

Strom

Die vorliegende Vernehmlassung zum Bereich Strom offenbart eine besorgniserregende Tendenz zur Aufgabe nationaler Souveränität und zur Untergrabung bewährter Strukturen zugunsten einer unbestimmten europäischen Integration. Die vorgeschlagene institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt de facto dazu, dass die Schweiz zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert wird, dessen Energieinfrastruktur zunehmend Brüsseler Entscheidungen unterworfen ist. Dies impliziert einen Verlust der Hoheit über das eigene Stromnetz, einem kritischen Element unserer nationalen Versorgungssicherheit.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) wird durch die EU-Anbindung fundamental verändert. Anstatt als unabhängige Schweizer Regulierungsbehörde zu agieren, wird sie zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk. Die Notwendigkeit, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, markiert das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und gefährdet die föderale Struktur, indem die Mitsprache der Kantone und Gemeinden faktisch ausgehebelt wird.

Besonders gravierend sind die potenziellen Auswirkungen auf das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft. Die EU-Beihilfenregeln bergen die reale Gefahr, dass das in der Schweiz bewährte System der Wasserzinsen, von dem die Bergkantone profitieren, als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden könnte. Dies würde nicht nur finanzielle Einbussen für betroffene Kantone bedeuten, sondern auch die lokale Wertschöpfung schwächen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorangetrieben wird, ist ein hochriskantes Experiment. Sie droht, die Versorgungssicherheit dem Primat des freien Marktes zu opfern. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und es ist unklar, wer letztendlich die Verantwortung für die nationale Versorgungssicherheit tragen wird. Die Erfahrung zeigt, dass eine solche Marktliberalisierung zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führt, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen.

Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) verschärfen diese Problematik weiter, indem sie die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung schwächen. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten und untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage. Dies widerspricht fundamental der Idee einer dezentralen und bürgernahen Energieproduktion und begünstigt grossen, zentralisierten Akteure.

Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Dies wird den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen bremsen und die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern machen.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG), einschliesslich der Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE, sind untrügliche Anzeichen für eine schleichende Unterwerfung unter das EU-Regime. Anstatt eine auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittene Regulierung beizubehalten, werden unsere nationalen Strukturen ohne Not den gleichen Regeln unterworfen wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein signifikanter Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer kritischen Infrastruktur. Die Schweiz riskiert, die Kontrolle über ihre Energieversorgung zu verlieren und den Launen des EU-Marktes auszuliefern.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und unsere nationale Souveränität. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Eisenbahnverkehrsordnung, gefährdet die gewachsenen und bewährten Strukturen, die den öffentlichen Verkehr in unserem Land auszeichnen. Die Anwendung des EU-Beihilferechts droht, Subventionen, die für die Aufrechterhaltung und Verbesserung des

Güterverkehrs, des Regionalverkehrs sowie für die notwendige Erneuerung unseres Rollmaterials essenziell sind, als unzulässig einzustufen. Dies wird unweigerlich zu einer Einschränkung der Dienstleistungsqualität und des Umfangs des Angebots für unsere Bürgerinnen und Bürger führen.

Die Zulassung der sogenannten Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) öffnet Tür und Tor für eine reine «Rosinenpickerei» durch ausländische Anbieter. Diese werden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unverzichtbaren Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt auf fundamentalste Weise die finanzielle Stabilität und die Leistungsfähigkeit unseres Service public, der gerade auch die weniger lukrativen Regionen bedienen muss.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme angepriesene «Gemeinsame Erklärung» ist nichts weiter als eine leere Hülle. Sie entbehrt jeder rechtlichen Verbindlichkeit und bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Sie vermag die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht aufzuhalten. Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die Verpflichtung zur Übernahme von Regulierungen wie derjenigen zum «European Network of Infrastructure Managers» (ENIM) weiter vorangetrieben, was die nationale Steuerungskompetenz zunehmend an zentrale EU-Stellen verlagert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung unseres öffentlichen Verkehrs empfindlich ein und erschwert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führt. Die Einführung der Kabotage in Art. 40ater EBG ist somit ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public, der langfristig die Qualität und den flächendeckenden öffentlichen Verkehr in der Schweiz gefährdet.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Das vorliegende Paket zur Gesamtbeurteilung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und wirft die Frage auf, ob es im besten Interesse der Schweiz liegt. Die vorgeschlagenen Abkommen drohen, die Souveränität der Schweiz in unannehmbarer Weise zu untergraben und unsere Rechtsprechung unzulässig an das Recht der Europäischen Union anzupassen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der Schweiz ist zutiefst problematisch. Artikel 14 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes und der Kantone. Durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen, wie sie in verschiedenen Sektoren dieses Pakets angedeutet wird, wird dieses verfassungsrechtliche Prinzip ausgehöhlt. Es entsteht eine Situation, in der Schweizer Bürger und Unternehmen indirekt durch Normen geregelt werden, zu deren Entstehung sie keinen Einfluss hatten. Dies steht im Widerspruch zur demokratischen Legitimation unserer Gesetzgebung, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, welche die Staatstätigkeit an die Volks- und Stimmberechtigten bindet.

Des Weiteren ist die Rolle des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) äusserst kritisch zu betrachten. Die vorgesehene Möglichkeit, dass der EuGH in Streitigkeiten über die Anwendung des Abkommens entscheidet, birgt die Gefahr einer richterlichen Völkerrechtsprechung, die über den eigentlichen Wortlaut der Abkommen hinausgeht und somit eine faktische Erweiterung des Geltungsbereichs des EU-Rechts bewirkt. Dies widerspricht dem Prinzip der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung, wie sie in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Die Schweizer Gerichte würden gezwungen, Urteile zu befolgen, die von einem ausländischen Gericht gefällt wurden und nicht von den nationalen Gerichten, welche gemäss Artikel 190 der Bundesverfassung durch die

Anwendung der Bundesgesetze und des Völkerrechts gebunden sind.

Die Annahme dieses Pakets birgt die Gefahr einer schleichenden Integration in die Europäische Union, ohne dass dies dem Schweizer Volk oder den Kantonen zur direkten Abstimmung vorgelegt würde. Dies würde die in Artikel 14 der Bundesverfassung verankerte Autonomie der Schweiz ernsthaft gefährden. Die Schweizer Bevölkerung hat wiederholt ihre Unabhängigkeit und die Beibehaltung ihrer einzigartigen Rechtsordnung betont. Dieses Paket steht diesen fundamentalen Anliegen diametral entgegen und könnte langfristig zu einer erheblichen Schwächung unserer direktdemokratischen Instrumente und unserer nationalen Souveränität führen. Die wirtschaftlichen Vorteile, sofern sie überhaupt substantiiell sind, wiegen die erheblichen politischen und rechtlichen Nachteile nicht auf.

DOMENICONI ANNE-MARIE
2, GRANDS-CHAMPS
1196 GLAND

31.10.2025

DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES
ETRANGERES (DFAE)
CONSULTATION SUISSE-UE
3003 BERNE

OBJET : PRISE DE POSITION SUR LA CONSULTATION "STABILISATION ET DEVELOPPEMENT DES RELATIONS SUISSE-UE"

MESDAMES, MESSIEURS,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations SUISSE-UE".

NON à ce traité d'adhésion déguisé

① REFUS de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen

- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers

- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays

- NON à l'alignement forcé sur plus de 20 000 pages de réglementations européennes

② Protection de notre démocratie directe. Le traité vide de sa substance notre démocratie unique!

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen.

- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles

- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

③ REFUS de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur

- notre marché du travail par une concurrence déloyale
- nos infrastructures déjà saturées
- notre système sociale par une hausse explosive des coûts
- le principe de préférence national

④ coût prohibitifs injustifiés
les 1.82 à 4.32 milliards de francs de coût d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité que nous subordonne à Bruxelles

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du précaut paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux i il y existaient
3. NEGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. SOUMISSION obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

la Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a fait sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit.

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de décision/position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

ANNE-MARIE DOMENICONI

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Fahrschule Seiler <info@fahrschule-seiler.ch>
Sent: Freitag, 31. Oktober 2025 11:03
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Eu Verträge Nein

Follow Up Flag: Follow up
Flag Status: Completed

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Stephan Karl Seiler (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Stephan Karl Seiler · 079 715 90 00 · info@fahrschule-seiler.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung von Abkommen mit der Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz. Es bestehen tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der potenziellen Erosion unserer nationalen Gesetzgebung und der Unabhängigkeit unserer Gerichte. Ein zentraler Punkt der Besorgnis ist die drohende Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz einen angemessenen Einfluss auf dessen Gestaltung ausüben kann. Dies widerspricht dem Geist des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 101), das die Autonomie der Kantone und des Bundes im Rahmen der bundesstaatlichen Ordnung gewährleistet. Insbesondere die Artikel 3 und 5, welche die Zuständigkeiten von Bund und Kantonen regeln, könnten durch die unkontrollierte Übernahme von EU-Recht de facto ausgehebelt werden. Es stellt sich die dringende Frage, wie die schweizerische Rechtsordnung, die auf demokratischer Legitimation und nationaler Verfassungsgebung beruht, mit einem Regelwerk kompatibel bleiben soll, das von einer externen Macht diktiert wird. Darüber hinaus ist die vorgesehene Einführung eines Europäischen Gerichtshofs als höchste Instanz zur Auslegung von Abkommen höchst problematisch. Dies würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte fundamental untergraben und das Prinzip der Gewaltenteilung, wie es im Bundesgesetz über die Organisation der Gerichte des Bundes (SR 173.110) verankert ist, de facto ausser Kraft setzen. Artikel 3 dieses Gesetzes bestimmt klar die Zuständigkeit der Schweizer Gerichte für die Auslegung und Anwendung von Bundesgesetzen. Wenn ein ausländisches Gericht über die Auslegung von Abkommen entscheidet, die indirekt das schweizerische Recht beeinflussen, wird die primäre Zuständigkeit unserer eigenen Rechtssprechung verletzt. Dies birgt die Gefahr, dass nationale Interessen und rechtsstaatliche Grundsätze, wie sie in unserer Bundesverfassung verankert sind, übergangen werden könnten. Die Argumentation, dass diese Abkommen notwendig seien, um den bilateralen Handel aufrechtzuerhalten, überzeugt angesichts der weitreichenden Souveränitätsverluste

nicht. Es muss geprüft werden, ob nicht alternative, für die Schweiz vorteilhaftere Modelle der Kooperation mit der EU existieren, die unsere nationalen Interessen besser schützen. Die aktuelle Stossrichtung scheint die Schweiz in eine Position der Unterordnung zu drängen, die mit den fundamentalen Prinzipien unserer Demokratie und Rechtsstaatlichkeit unvereinbar ist. Es bedarf einer kritischen Neubewertung der strategischen Ausrichtung und einer kompromisslosen Verteidigung unserer nationalen Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegenden Vorschläge zur Personenfreizügigkeit und zum Lohnschutz erweisen sich bei genauerer Betrachtung als äusserst bedenklich und potenziell schädlich für die schweizerischen Arbeitnehmer und unsere Souveränität. Die angepriesenen Massnahmen zum Lohnschutz erscheinen primär kosmetischer Natur und sind schlichtweg unzureichend, um dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne entgegenzuwirken, der durch die ungebremste Ausweitung der Personenfreizügigkeit droht. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist nicht auszuschliessen. Besonders alarmierend ist die Tatsache, dass der bewährte und wirksame Schweizer Lohnschutz nicht gestärkt, sondern aufgeweicht und an EU-Standards angepasst wird. Die neuen Regelungen sind zwar bürokratischer, aber nachweislich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies begünstigt vor allem ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping setzen. Die Kontrollmechanismen werden geschwächt; die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistische und EU-konforme Strukturen untergraben. Weniger Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen sind die absehbare Konsequenz. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Der Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Art. 335l bis 335q OR vorgesehen, ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der durch EU-Druck erzwungen wird. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien. Zudem ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) zementiert die Kohäsionszahlungen als

festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden. Die vorliegenden Vorschläge sind in ihrer Gesamtheit abzulehnen, da sie die schweizerischen Interessen massiv gefährden und zu einer weiteren Aushöhlung unserer Souveränität führen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Anpassung der Personenfreizügigkeit birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die soziale Stabilität der Schweiz. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit einhergehende Ausweitung der Freizügigkeit widersprechen fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, einer "Niederlassung C PLUS", die praktisch unentziehbar ist, selbst bei krimineller Handlungen oder anhaltendem Bezug von Sozialhilfe, untergräbt die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies stellt eine direkte Gefahr für die schweizerischen Steuerzahler, Kantone und Gemeinden dar, die die Kosten für eine unkontrollierte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme tragen müssen. Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die nun auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkalkulierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die sogenannte "Schutzklausel" ist eine reine Illusion, deren Anwendungshürden so hoch sind, dass sie praktisch wirkungslos bleibt. Die angedrohten Strafmassnahmen der EU im Falle einer Anwendung machen sie zu einer Erpressungsklausel und nicht zu einem Schutzinstrument. Die automatische Übernahme des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung durch die "Integrationsmethode" entmachtet das schweizerische Parlament und das Volk vollständig. Künftige Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich würden ohne Mitspracherecht übernommen, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung des neuen Artikels 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme, indem sie den Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausweiten und einen Ausschluss von der Leistung kaum noch möglich machen. Der neue Artikel 21b AIG, die sogenannte "Schutzklausel", ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und ein zahnloser Tiger bleibt. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und im HFKG (Art. 61a) ist ein offensichtliches Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Der neue Zahlungsrahmen und der spezifische Beitragsmechanismus im HFKG (Art. 48 Abs. 2 Bst. c und Art. 61a) zeigen die enormen versteckten Kosten auf, die der Schweizer Steuerzahler für die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Studierenden tragen muss. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (Freizügigkeitsgesetz, neuer Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Anpassung des Zivilgesetzbuches (Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24) dokumentiert die tiefe Eingliederung in das EU-Sozialversicherungsrecht. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Art. 2 Abs. 1bis),

MedBG (Art. 15, 35) und GesBG (Art. 10, 15) ersetzt die schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was Qualitätsstandards gefährdet und die Patientensicherheit im Gesundheitswesen unkalkulierbaren Risiken aussetzt. Die Anbindung des Psychologieberufegesetzes an das IMI-System (neuer Art. 37 Abs. 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Diese gesamte Vertragsanpassung ist eine Kapitulation vor der EU und eine klare Missachtung des Volkswillens.

Strom

Die vorgeschlagene Überarbeitung der Stromgesetzgebung im Kontext eines Abkommens mit der Europäischen Union wirft erhebliche und grundsätzliche Bedenken hinsichtlich der Energiesouveränität der Schweiz sowie der Sicherheit und Bezahlbarkeit unserer Stromversorgung auf. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer ohne Stimmrecht, der jedoch kostentragend ist. Dies bedeutet, dass wegweisende Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, während die Schweiz die damit verbundenen finanziellen Lasten zu tragen hat. Die Rolle der ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Dies hat das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung zur Folge. Die Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel steht im Widerspruch zu den Prinzipien unserer föderalen Ordnung. Die Stabilität unserer Energieversorgung, insbesondere unserer Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln auf dem Spiel. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und somit abgeschafft werden. Des Weiteren werden unsere föderalen Strukturen durch die Schwächung lokaler und dezentraler Energieversorger wie Gemeindekraftwerke untergraben. Deren Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. In diesem Szenario trägt niemand mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Dies ist ein höchst riskantes Unterfangen. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, wird zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und Haushalte führen. Kosten, die der "freie Markt" nicht deckt, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Das neue StromVG sieht eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) vor und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch geänderte Vergütungsregeln, was die Wirtschaftlichkeit für kleine, lokale Produzenten wie Gemeindewerke oder Landwirte untergräbt. Insbesondere die massive Senkung der Leistungsgrenze für Vergütungen von 3 MW auf 200 kW im EnG (Art. 15 neu) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft eine enorme Investitionsunsicherheit für

erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) dienen der Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE unterwirft diese ohne Not den gleichen, oft unpassenden Regeln wie riesige europäische Konzerne. Dies ist ein Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Landverkehr im Rahmen des Landverkehrsabkommens mit der EU bergen erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG), konkret in Art. 40ater, öffnet ausländischen Anbietern die Tür, innert-schweizerische Strecken zu bedienen. Dieses Prinzip der "Rosinenpickerei" ist unhaltbar: Profitabele Routen werden von ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen abgedeckt, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen mit den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung essenziellen Nebenlinien allein gelassen werden. Dies untergräbt direkt die finanzielle Grundlage unseres gut funktionierenden Service public und gefährdet die Erfüllung des Grundversorgungsauftrags im öffentlichen Verkehr. Darüber hinaus ist die von der Regierung präsentierte "Gemeinsame Erklärung" als Schutzmassnahme rechtlich als unzureichend zu erachten. Sie bietet keine wirkliche Absicherung gegen zukünftige Änderungen des EU-Rechts, welches die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies führt zu einer schleichenden Aushöhlung unserer Entscheidungsgewalt. Mit der dynamischen Rechtsübernahme droht die Schweiz die Kontrolle über ihre Schieneninfrastruktur weiter zu verlieren, beispielsweise durch die spätere Übernahme von Regulierungen wie jener zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM). Solche Bestimmungen verlagern die Steuerungskompetenz von nationalen Stellen hin zu zentralen EU-Institutionen. Die geplante Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies beschränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung und Vergabe des öffentlichen Verkehrs. Anstatt die bestmögliche Lösung für die Schweiz zu wählen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Ergebnissen für die schweizerischen Steuerzahler führen und die Verfolgung rein nationaler verkehrspolitischer Ziele erschweren. Der Service public im Schienenverkehr, ein wertvolles Gut unseres Landes, steht unter ernster Bedrohung, und die bisherigen Absicherungen erscheinen als Illusion.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union wirft fundamentale Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Kontrolle über die Bundesfinanzen auf. Die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Beiträgen zu einer automatischen, rechtlich verbindlichen Pflicht stellt eine

faktische Zwangsabgabe dar und entzieht der Schweiz ein wichtiges politisches Druckmittel. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung von Zahlungen birgt die Gefahr unaufhaltsam steigender Forderungen der EU, denen die Schweiz nicht mehr widersprechen kann. Dies verstösst gegen das Prinzip der parlamentarischen Budgethoheit gemäss Artikel 127 der Bundesverfassung. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und untergräbt die souveräne Entscheidungsgewalt des Parlaments über die Verwendung von Steuergeldern. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments aushöhlt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern wird lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zur Realität. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Aussenwirtschaftsbeziehungen (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, signalisiert die Absicht, diese Abgaben an die EU als dauerhaften und integralen Bestandteil der Bundesgesetzgebung zu etablieren. Die scheinbare Verknüpfung mit der Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen gesetzlich zu legitimieren. Die Schweiz wird ohne Stimmrecht zur Nettozahlerin degradiert. Es fehlt jegliche Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung von Handelshemmnissen. Die Schweiz zahlt für eine institutionelle Anbindung, die primär die eigene Souveränität schmälert und kaum greifbare, kompensierende Vorteile bietet. Dies widerspricht dem Grundsatz der Gleichwertigkeit der Leistungen im Abkommen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung der Schweizer Lebensmittelsicherheit an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt eine grundlegende Bedrohung für die Integrität und Souveränität unseres Landes dar. Unter dem irreführenden Deckmantel der Sicherheit wird ein umfassendes Integrationsprojekt vorangetrieben, das die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft dem uneingeschränkten Diktat Brüssels unterwirft. Dies gefährdet nicht nur unsere etablierten, oft strengeren Produktionsstandards, sondern auch die Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit unserer Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, die auf Vertrauen und höchsten Standards beruht, wird durch diese Angleichung an EU-Vorschriften, die häufig tiefer angesetzt sind, unweigerlich ausgehöhlt. Das renommierte Label "Made in Switzerland" verliert an Wert, wenn die Produktion nach denselben, weniger rigorosen Kriterien erfolgen muss wie in der EU. Dies entwertet einen zentralen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die Einführung einer "Guillotineklausel", welche die Kündigung dieses Abkommens mit dem gesamten bilateralen Vertragswerk verknüpft, ist eine inakzeptable politische Erpressung. Sie beraubt die Schweiz jeder souveränen Entscheidungsmöglichkeit und zwingt sie in eine von der EU diktierte Abhängigkeit. Die Einräumung von Zutritts- und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants stellt einen beispiellosen Eingriff in unsere Souveränität dar. Schweizer Betriebe werden damit de facto zu Kontrollobjekten

ausländischer Behörden degradiert. Eine nicht zu unterschätzende Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien wären gezwungen, die komplexen und auf die Bedürfnisse der EU-Massenproduktion zugeschnittenen Vorschriften zu erfüllen. Dies vernichtet lokale Traditionen und bedroht unzählige wirtschaftliche Existenzen. Das demokratisch mehrfach bestätigte Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missachtung des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie und einem Verlust an hohen Standards. Des Weiteren zwingen die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften für Transporte und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein Rückschritt für den Tierschutz und ein klarer Souveränitätsverlust, indem wir unsere Fähigkeit verlieren, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen das Parlament. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieses Abkommen stellt eine Bedrohung für unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Wirtschaft, unseren Tierschutz und letztlich für die Souveränität der Schweiz dar.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die Überführung der bisherigen, demokratisch legitimierten Subventionspraxis in ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime bedeutet die faktische Abschaffung eigenständiger politischer Entscheidungsfindung auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene. Demokratisch gewachsene Förderinstrumente, die auf lokale Bedürfnisse und politische Prioritäten zugeschnitten sind, werden einem zentralen, Brüssel-orientierten Prüfregime unterworfen. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone in eklatanter Weise. Ihre Autonomie bei der Gestaltung der lokalen Wirtschaftsförderung wird durch die Notwendigkeit einer Genehmigung durch eine zentrale EU-konforme Behörde in Bern ausgehebelt. Diese Degradierung der kantonalen Entscheidungsbefugnis ist ein direkter Angriff auf das föderalistische Grundprinzip der Schweiz. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie und werden zu Bittstellern herabgestuft, deren souveräne Entscheide primär auf ihre Kompatibilität mit dem EU-Recht hin überprüft und potenziell gekippt werden können. Dies zeigt sich auch in der Anfechtbarkeit kantonaler Erlasse vor Bundesgericht mittels abstrakter Normenkontrolle durch die neue Beihilfekammer, was die kantonalen Mitwirkungsrechte erheblich schwächt. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-

Beihilferecht. Mit der neu geschaffenen Beihilfekammer in der WEKO gemäss Art. 3 BHÜG wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, die primär EU-Kompatibilität durchsetzt und somit nationale Interessen zurückdrängt. Diese Beihilfekammer fungiert als "verlängerter Arm der EU", deren Entscheide nicht mehr ausschliesslich Schweizer Interessen dienen, sondern dem Brüsseler Diktat folgen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist unzureichend und die Machtkonzentration in einer einzigen, von direkter demokratischer Kontrolle weit entfernten Behörde ist gefährlich. Strategisch wichtige Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 LFG beispielsweise bedeutet den Verlust nationaler Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr und unterstellt diesen Sektor vollständig dem neuen EU-Regime. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese umfassende Unterstellung unter EU-Regeln hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und gefährdet die strategische Autonomie sowie den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur. Die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. bbis) und im VGG (Art. 31a, 33 und 37a-c VGG) zementieren diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächen föderalistische Strukturen weiter. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgesehene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU wirft erhebliche Bedenken auf, die eine kritische Auseinandersetzung erfordern. Die vorgeschlagenen Regelungen drohen, die Souveränität der Schweiz unangemessen zu beeinträchtigen und die rechtsstaatlichen Prinzipien zu untergraben. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz stellt einen gefährlichen Präzedenzfall dar und widerspricht dem Geist der schweizerischen Verfassung. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Schweiz als ein freies und souveränes Land beschreibt, wird durch eine pauschale Übernahme von Unionsrecht, wie sie im vorliegenden Paket angestrebt wird, fundamental in Frage gestellt. Die automatische Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen vorgesehen ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der demokratischen Prozesse. Die EU-Gesetzgebung wird oft in einem komplexen Verfahren verabschiedet, das für die schweizerischen Entscheidungsträger schwer nachvollziehbar und beeinflussbar ist. Das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist, verlangt, dass das schweizerische Volk und die Kantone die ultimative legislative Gewalt innehaben. Die vorgeschlagenen Regelungen scheinen dieses Prinzip zu missachten, indem sie die Gesetzgebungskompetenz effektiv an die EU abtreten. Darüber hinaus wird die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die obligatorische Unterstellung unter die Rechtsprechung des EuGH, auch in Bereichen, die nicht explizit vom Abkommen abgedeckt sind, verletzt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie es im Rahmen des Rechtsstaatsgebots impliziert ist. Artikel 188 der Bundesverfassung garantiert die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit der Gerichte. Die Durchsetzung von EU-Recht durch den EuGH untergräbt diese Garantie und führt zu einer unangemessenen Einflussnahme auf das

schweizerische Rechtssystem. Es besteht die ernste Sorge, dass das Paket die schweizerische Rechtsordnung in einem Masse verwässert, das die schweizerischen Konsumenten und Unternehmen sowie die öffentliche Ordnung gefährdet. Die fehlende Möglichkeit, eigene, auf schweizerische Verhältnisse zugeschnittene Regulierungen zu erlassen und die automatische Übernahme von EU-Vorschriften, die nicht immer mit den schweizerischen Bedürfnissen übereinstimmen, erzeugt erhebliche Unsicherheiten und Ungleichheiten. Die Verfassung, insbesondere im Hinblick auf den Schutz der schweizerischen Interessen und die Wahrung der rechtsstaatlichen Grundsätze, wird durch die vorliegende Ausgestaltung des Pakets erheblich belastet. Eine kritische Überprüfung und Anpassung der vorgeschlagenen Regelungen ist unerlässlich, um die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien zu wahren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Zwar wird eine engere Kooperation angepriesen, jedoch droht die Schweiz dabei, ihre Souveränität und die direkte Demokratie aufs Spiel zu setzen. Es ist fraglich, ob die angestrebte "Stabilisierung" nicht vielmehr eine schleichende Unterwerfung unter EU-Recht darstellt, ohne dass das Schweizer Volk die Möglichkeit hat, diese Entwicklung in verbindlicher Weise zu beeinflussen. Insbesondere Artikel 46 der Bundesverfassung (BV), der die Selbstbestimmung des Schweizer Volkes und der Kantone gewährleistet, könnte durch eine engere Bindung an die EU ausgehebelt werden. Die fortwährende Übernahme von EU-Recht, wie sie in der Vergangenheit zu beobachten war, verletzt diesen Grundsatz in seiner Substanz. Es droht eine Situation, in der Schweizer Gesetze und Verordnungen nicht mehr eigenständig entwickelt und vom Parlament verabschiedet werden, sondern durch Brüsseler Vorgaben diktiert werden. Dies widerspricht fundamental dem Geist unserer Verfassung, welche die Volkssouveränität in den Mittelpunkt stellt. Weiterhin ist die Unabhängigkeit der Schweizerischen Gerichtsbarkeit, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems und verfassungsrechtlich in Artikel 190 BV verankert, durch die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) akut gefährdet. Die Anerkennung der Rechtsprechung des EuGH in den relevanten bilateralen Abkommen würde de facto bedeuten, dass ausländisches Recht über dem Schweizer Recht steht. Dies ist eine unhaltbare Vorstellung, die die richterliche Unabhängigkeit untergräbt und die Rechtssicherheit für Schweizer Bürger und Unternehmen massiv beeinträchtigt. Die Rhetorik der "Stabilisierung" darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass die EU primär an ihrer eigenen wirtschaftlichen und politischen Integration interessiert ist. Die Schweiz läuft Gefahr, zum Anhängsel der EU zu werden, ohne die ihr zustehenden Mitspracherechte und Vorteile einer vollwertigen Mitgliedschaft zu erhalten. Die vorgeschlagene Annäherung birgt das Risiko einer Entwertung der Schweizer Rechtsordnung und der demokratischen Gestaltungsmöglichkeiten unseres Landes. Bevor weitere Schritte in Richtung einer engeren Bindung an die EU unternommen werden, bedarf es einer gründlichen und kritischen Analyse der potenziellen negativen Auswirkungen auf die Souveränität, die Demokratie und die Rechtshoheit der Schweiz. Die Bedenken sind erheblich und dürfen nicht ignoriert werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen gravierende Fragen bezüglich der Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien der Schweiz auf. Die vorgeschlagene Annäherung, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, ohne angemessene Mitspracherechte der Schweiz, widerspricht fundamentalen Prinzipien der schweizerischen Verfassung, wie sie in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Bundesverfassung (BV) verankert sind, welcher die Souveränität der Eidgenossenschaft betont. Die drohende dynamische Rechtsübernahme, bei der neues EU-Recht automatisch in Schweizer Recht überführt würde, stellt eine nicht hinnehmbare Aushöhlung des demokratischen Prozesses dar. Dies tangiert direkt das Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 BV und im kantonalen Recht durch die föderalistischen Strukturen verankert ist. Es ist fraglich, wie die Mitwirkung von Parlament und Ständen in einem solchen Szenario noch gewährleistet werden kann, wie es Artikel 168 und folgende der BV vorsieht. Zudem ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Die Akzeptanz seiner Urteile in Angelegenheiten, die schweizerisches Recht betreffen, ohne dass Schweizer Gerichte die letzte Instanz darstellen, widerspricht dem Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtsbarkeit, wie er in Artikel 30 BV garantiert wird. Dies würde die schweizerische Rechtsordnung einer externen Jurisdiktion unterwerfen, deren primäres Interesse die Durchsetzung des EU-Rechts ist und nicht die Wahrung schweizerischer Besonderheiten. Die im Verhandlungsergebnis vorgesehenen Mechanismen zur Beilegung von Streitigkeiten scheinen dazu prädestiniert, die Schweiz in eine untergeordnete Position zu drängen. Insbesondere die Möglichkeit von Sanktionen seitens der EU bei Nichteinhaltung, ohne eine gleichwertige Einflussmöglichkeit für die Schweiz, ist inakzeptabel. Dies wirft Fragen bezüglich der Gleichwertigkeit und des Verhältnismässigkeitsprinzips auf, welche auch im Obligationenrecht (OR), beispielsweise in Artikel 2 Absatz 2, grundlegend sind und auf alle Rechtsbeziehungen Anwendung finden sollten. Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die potenziellen wirtschaftlichen Vorteile die gravierenden politischen und rechtlichen Nachteile aufwiegen. Die Gefahr einer schleichenden Erosion der schweizerischen Rechtsstaatlichkeit und Souveränität ist real und darf nicht unterschätzt werden. Es braucht hier eine klare und entschiedene Abgrenzung, um die Grundfesten unseres Rechts- und Staatssystems zu schützen.

ABF Schweiz
Aktionsbündnis freie Schweiz

Lättichstrasse 8a
6340 Baar (ZG)
kontakt@abfschweiz.ch
www.abfschweiz.ch

Weitere Absender Mitunterzeichner
gemäss separater Liste

ABF Schweiz Lättichstrasse 8a 6340 Baar (ZG)

Per E-Mail und per Briefpost an:
Eidgenössisches Departement für
Auswärtige Angelegenheiten EDA
Bundeshaus West
3003 Bern

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

31. Oktober 2025

Vernehmlassungsverfahren
zum Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz-EU»
Vernehmlassungsantwort
zum Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union über die Gesundheit

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat am 13. Juni 2025 das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten EDA beauftragt, zum Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz-EU» ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Gerne nutzen wir die Gelegenheit, zum Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union über die Gesundheit Stellung zu nehmen.

A Zusammenfassung

Das Gesundheitsabkommen als Teil der EU-Verträge ist abzulehnen.

Die Gründe sind klar und betreffen sowohl die staatliche Souveränität als auch die Interessen der Bevölkerung:

1. **Kosten ohne Mitsprache**
   Die Schweiz müsste jährlich 35–55 Mio. CHF nur auf Basis des Gesundheitsabkommens an die EU entrichten (konservative Hochrechnung von ABF Schweiz). Diese Beiträge werden nach einem BIP-Schlüssel von der EU festgelegt (Institutionelles Protokoll, Art. 13). Das Parlament hat kein Mitspracherecht bei der Höhe der Zahlungen.

2. **Volle Pflichten, null Rechte**
   Die Schweiz muss Daten liefern, Rechtsakte übernehmen und nationale Standards angleichen, erhält jedoch **kein Stimmrecht** in den relevanten Gremien des ECDC (Erläuternder Bericht, S. 834).

3. **Scheinautonomie**
   Formell bleiben nationale Behörden bestehen. Faktisch entsteht Anpassungsdruck: Übernimmt die Schweiz EU-Recht, verliert sie Autonomie. Lehnt sie ab, drohen Ausschluss oder Sanktionen.

4. **Abhängigkeit im Notfall**
   Die Schweiz verpflichtet sich, epidemiologische Daten regelmässig an die EU zu liefern (Erläuternder Bericht, S. 834). Damit macht sie sich im Krisenfall von Brüssel abhängig.

5. **Gefahr für Meinungsfreiheit**
   Mit der dynamischen Übernahme von EU-Regeln gegen «Desinformation» drohen Einschränkungen von Art. 16 und 17 BV (Meinungs- und Medienfreiheit). Kritische Stimmen könnten leichter unterdrückt werden.

6. **Immunitäten für EU-Organe**
   Das ECDC und sein Personal geniessen in der Schweiz Vorrechte und Befreiungen (Erläuternder Bericht, S. 834). Damit fehlt im Krisenfall jede rechtliche Kontrolle.

Fazit:
Das sogenannte Gesundheitsabkommen ist kein partnerschaftlicher Vertrag, sondern ein schleichender Souveränitätsverzicht. Es zieht Schweizer Steuergelder nach Brüssel, ohne dass die Schweiz mitreden darf. Es zwingt uns, sensible Gesundheitsdaten preiszugeben und EU-Entscheide zu vollziehen, während unsere eigenen Behörden nur noch Vollzugsgehilfen sind. Es bedroht unsere Meinungsfreiheit, weil Brüsseler «Desinformations»-Regeln direkt auf die Schweiz durchschlagen. Und es macht die Bevölkerung im Krisenfall abhängig von ausländischen Alarmknöpfen.

Wer diesem Abkommen zustimmt, stimmt aus unserer Sicht nicht für mehr Sicherheit, sondern für den Verlust der Eigenständigkeit, höhere Kosten und weniger Freiheit. Kurz: Die Schweiz würde ihre gesundheitspolitische Selbstbestimmung preisgeben – gegen Geldzahlungen, aber ohne Rechte.

B Die Argumente im Detail

Die folgenden Ausführungen vertiefen die Kernaussagen und zeigen im Detail, weshalb das Gesundheitsabkommen für die Schweiz unausgewogen, verfassungsrechtlich problematisch und politisch untragbar ist.

In dieser Stellungnahme widmen wir uns ausschliesslich dem Gesundheitskapitel. Bereits die Ausgangslage macht deutlich, weshalb eine Zustimmung ausgeschlossen ist: Die Schweiz soll umfassende Verpflichtungen übernehmen, finanzielle Beiträge leisten, sensible Daten weitergeben und ihre nationalen Krisenmechanismen mit der EU harmonisieren, jedoch **ohne gleichwertige Mitbestimmung**. Offiziell wird dies im erläuternden Bericht selbst bestätigt:

„Wie in allen EU-Agenturen, an denen die Schweiz auf Grundlage eines Abkommens teilnimmt, hat sie jedoch kein Stimmrecht in den Gremien des Zentrums."
(Erläuternder Bericht, S. 834)

Es handelt sich um eine Konstellation von Pflichten ohne Rechte, die die gesundheitspolitische Eigenständigkeit der Schweiz schrittweise aushöhlt.

1. Kosten ohne Mitsprache

Ein Kernproblem des vorgeschlagenen Abkommens liegt in der finanziellen Belastung bei gleichzeitigem Ausschluss von Mitentscheidungsrechten.

- Die Schweiz soll jährlich einen Beitrag zwischen **35 und 55 Mio. CHF** leisten (eigene konservative Hochrechnung). Dieser Beitrag ergibt sich aus einem BIP-basierten Berechnungsschlüssel, zu dem zusätzlich eine **4 %-Teilnahmegebühr** erhoben wird.
- Die Höhe wird **jährlich durch die EU-Kommission festgelegt**. Eine Mitwirkung der Schweiz an der Festsetzung der Beträge ist nicht vorgesehen.

Das Abkommen schreibt ausdrücklich:
„Diese Beteiligung setzt sich aus einem operativen Beitrag und einer Teilnahmegebühr zusammen [...]. Die Beträge werden jedes Jahr auf der Grundlage eines Beitragsschlüssels berechnet, der auf dem Bruttoinlandsprodukt der Schweiz und der EU basiert."
(Institutionelles Protokoll, Art. 13, S. 88–89)

Damit wird die Budgethoheit des Parlaments geschwächt: Es kann die Beiträge nicht verhandeln, sondern nur global Ja oder Nein zum Abkommen sagen. Finanzielle Verpflichtungen entstehen somit ohne gleichwertige Einflussmöglichkeiten.

2. Volle Pflichten, null Rechte

Die Schweiz erhielte Zugang zu den Strukturen der EU-Gesundheitspolitik: dem **EWRS (Early Warning and Response System)**, der **Krisenkoordination**, dem **ECDC (European Centre for Disease Prevention and Control)** sowie dem Programm **EU4Health**. Doch dieser Zugang ist asymmetrisch gestaltet:

- Die Schweiz verpflichtet sich, Daten zu liefern, Beiträge zu zahlen und nationale Standards mit den EU-Regeln kompatibel zu machen.
- Gleichzeitig ist sie vom **Stimmrecht in den Gremien ausgeschlossen** (Erläuternder Bericht, S. 834).
- Im Konfliktfall hat die EU das Recht, den Zugang der Schweiz einzuschränken oder zu entziehen.

Das Verhältnis von Rechten und Pflichten ist fundamental unausgeglichen. Es widerspricht den Grundsätzen gleichberechtigter Partnerschaften.

3. Scheinautonomie

Oberflächlich betrachtet betont das Abkommen, dass die Schweiz ihre eigenen Behörden behält und formell selbst über Massnahmen entscheidet. Diese Zusicherung erweist sich jedoch als **Scheinautonomie**.

- Neue EU-Rechtsakte im Gesundheitsbereich werden von der Schweiz lediglich zur Kenntnis genommen. Eine Nicht-Übernahme zieht **Ausgleichsmassnahmen** nach sich, beispielsweise den Ausschluss aus EWRS oder dem ECDC.
- Damit wird die Entscheidungsfreiheit auf eine unhaltbare Alternative reduziert:
  - Übernahme des EU-Rechts → Verlust an Autonomie.
  - Nicht-Übernahme → Verlust an Zugang.

Die Kriterien für das Eingreifen definiert die EU. Damit ist die Schweiz in jedem Fall gezwungen, sich den Entscheidungen der EU anzupassen, ohne faktisch eigenständige Gestaltungsmöglichkeiten.

- Brisant in diesem Zusammenhang: Neu könnte auch die **EU Health Task Force (EUHTF, zu deutsch: EU-Gesundheits-Einsatzgruppe resp. EU-Gesundheits-Taskforce)**, die in der EU im Zusammenhang mit der Covid-19-Krise eingeführt wurde, in der Schweiz zum Einsatz kommen. Das ECDC könnte gemäss EU-Verordnung «Mobilisierung und Einsatz der EU-Gesundheits-Taskforce» anordnen.

4. Abhängigkeit im Notfall

Der Nutzen des Zugangs zu EU-Daten und Frühwarnsystemen liegt auf der Hand. Gleichwohl schafft diese Integration eine **neue Form der Abhängigkeit**, die in Krisensituationen problematisch werden kann.

Das Abkommen regelt klar:
„Die Überwachungs- und Frühwarnmechanismen umfassen insbesondere die Erhebung, Verarbeitung, Bewertung und Übermittlung von Warnmeldungen und epidemiologischen Daten an die EU in Zusammenarbeit mit den zuständigen nationalen und kantonalen Behörden."
(Erläuternder Bericht, S. 842)

Damit verpflichtet sich die Schweiz zur regelmässigen Lieferung sensibler Gesundheits- und Personendaten. Im Krisenfall wäre sie auf EU-Systeme angewiesen, ohne garantierten Einfluss auf deren Funktionsweise oder Verfügbarkeit.

5. Informations- und Meinungsfreiheit

Ein bislang wenig beachteter Aspekt betrifft die Informationspolitik. Mit der dynamischen Rechtsübernahme würde die Schweiz auch an EU-Regeln zu Desinformation gebunden.

- Die EU reguliert Desinformation bereits heute, u. a. durch den **Digital Services Act** und spezielle Pandemieprogramme.
- Mit der dynamischen Rechtsübernahme müsste die Schweiz diese Regeln übernehmen, ohne nationale Vorbehalte einbringen zu können.

Dies birgt erhebliche Risiken:

- Kritische Stimmen zu Impfungen oder Massnahmen könnten unter das Label «Desinformation» fallen.
- Plattformen wären verpflichtet, Inhalte auch in der Schweiz zu löschen oder zu sperren.
- Eine eigenständige schweizerische Regelung wäre nicht mehr möglich.

Die Gefahr einer Zensur ist real. Sie betrifft direkt die verfassungsmässig garantierten Rechte der Meinungs- und Medienfreiheit (Art. 16 und 17 BV). Und sie steht in eklatantem Widerspruch zum vom Bundesrat im Mai 2025 erhobenen Vorbehalt im Zusammenhang mit den Änderungen der Internationalen Gesundheitsvorschriften (IGV) in Bezug auf Desinformation und Fehlinformation.

6. Weitere kritische Punkte

- **Krisenmanagement nach EU-Standards**: Nationale Pandemiepläne müssten auf EU-Linien abgestimmt werden. Dies betrifft zentrale Bereiche wie Quarantäne, Reisebeschränkungen und Impfstrategien. Nationale Eigenständigkeit würde faktisch reduziert.
- **Haftungsfragen**: Das Abkommen sieht Immunitäten für das ECDC und dessen Personal vor.

Dazu heisst es:
„Anhang I und die dazugehörige Anlage führen die Vorrechte und Befreiungen auf, welche die Schweiz dem ECDC und seinen Mitarbeitenden gewährt."
(Erläuternder Bericht, S. 834)

Das bedeutet: Im Krisenfall könnten Schweizer Behörden kaum rechtliche Schritte gegen EU-Organe unternehmen, selbst bei Fehlentscheidungen.

- **Einfallstor für weitere Integration**: Während sich das Abkommen derzeit auf ECDC, EWRS und EU4Health beschränkt, ist die Ausweitung auf weitere Strukturen wie die EU-Behörde **HERA**

(Health Emergency Preparedness and Response Authority) absehbar. Die Schweiz würde in eine kontinuierliche Vertiefung der Integration gedrängt.

7. Verfassungsrechtliche Unvereinbarkeit

Neben den politischen und praktischen Problemen weist das Gesundheitsabkommen eine grundlegende **Unvereinbarkeit mit der Bundesverfassung** auf. Mehrere zentrale Verfassungsbestimmungen werden durch die vorgesehene Konstruktion verletzt oder zumindest erheblich ausgehöhlt:

7.1 Art. 54 BV – Wahrung der Unabhängigkeit

Art. 54 Abs. 2 BV verpflichtet den Bund ausdrücklich, die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren. Die dynamische Rechtsübernahme im Gesundheitsbereich, verbunden mit der faktischen Bindung an EU-Entscheide ohne Mitbestimmung, stellt einen klaren Eingriff in diese Unabhängigkeit dar. Auch wenn formell die eigenen Behörden bestehen bleiben, verliert die Schweiz faktisch die Möglichkeit, in zentralen Fragen frei zu entscheiden.

7.2 Art. 140 BV – Obligatorisches Referendum

Art. 140 Abs. 1 lit. b BV schreibt vor, dass völkerrechtliche Verträge mit wichtigen rechtsetzenden Bestimmungen zwingend dem Volk und den Ständen zur Abstimmung zu unterbreiten sind. Das Gesundheitsabkommen enthält genau solche Bestimmungen:

- Verpflichtung zur Übernahme von EU-Verordnungen (dynamische Rechtsübernahme).
- Institutionelle Streitbeilegung über Schiedsverfahren mit Bindung an den EuGH.
- Verpflichtung zu regelmässigen finanziellen Beiträgen, deren Höhe nicht von der Schweiz bestimmt wird.

Damit handelt es sich eindeutig um ein Abkommen, das dem obligatorischen Referendum untersteht. Ein Umgehen dieser Pflicht wäre ein Bruch mit der Verfassung.

7.3 Art. 16 und 17 BV – Grundrechte

Die automatische Übernahme von EU-Regeln im Bereich «Desinformation» kann die in Art. 16 und 17 BV garantierte Meinungs- und Medienfreiheit erheblich einschränken. Da die Schweiz keinen Vorbehalt anbringen kann, verliert sie die Möglichkeit, diese Grundrechte in eigener Kompetenz zu schützen.

7.4 Prinzip der direkten Demokratie

Das Prinzip der direkten Demokratie ist nicht nur politischer Brauch, sondern verfassungsrechtlich verankert. Mit der dynamischen Rechtsübernahme werden Volk und Kantone dauerhaft von der Möglichkeit ausgeschlossen, über neue Rechtsakte zu entscheiden. Dies widerspricht dem Kerngehalt der schweizerischen Staatsordnung.

8. Verzahnung mit WHO und IGV

Das Gesundheitsabkommen darf nicht isoliert betrachtet werden. Parallel verhandelt die Schweiz auf globaler Ebene die **Internationalen Gesundheitsvorschriften (IGV)** der WHO sowie den **Pandemievertrag**. Beide Instrumente schaffen eine überstaatliche Kompetenzordnung, die im Falle einer «gesundheitlichen Notlage» der WHO erhebliche Steuerungsmöglichkeiten über die Mitgliedsstaaten eröffnet.

Das EU-Gesundheitsabkommen fügt sich nahtlos in diese Architektur ein:

- **Globale Ebene (WHO/IGV):** Ausrufung eines internationalen Gesundheitsnotstands, Vorgaben zu Impfzertifikaten, Reisebeschränkungen und weiteren Massnahmen.

- **Regionale Ebene (EU/EU-Verträge):** Automatische Übernahme dieser Standards in die EU-Verordnungen und Mechanismen (z. B. ECDC, EWRS, EU4Health).
- **Nationale Ebene (Schweiz):** Verpflichtung zur Umsetzung ohne Stimmrecht und ohne Möglichkeit, Vorbehalte einzubringen.

Damit entsteht eine doppelte Bindung: **Wenn die WHO entscheidet und die EU übernimmt, bleibt für die Schweiz faktisch kein Handlungsspielraum.** Die Schweiz wäre in globalen und regionalen Mechanismen zugleich gefangen, ohne effektive Souveränität in der Krisenpolitik.

Besonders bemerkenswert ist der Unterschied in der Argumentation des Bundesrats: Während er bei den Internationalen Gesundheitsvorschriften stets betont, die Schweiz bleibe souverän und könne im Notfall immer noch eigenständig handeln, zeigt das EU-Gesundheitsabkommen schwarz auf weiss das Gegenteil. Hier ist die fehlende Mitsprache explizit im Vertragstext festgeschrieben. Rechte werden nicht erweitert, sondern bewusst ausgeschlossen. Die Schweiz liefert Daten, zahlt Beiträge und setzt Beschlüsse um, aber sie hat **kein Mitspracherecht**.

Damit entlarvt sich das Argument der angeblich gewahrten Souveränität als reine Beruhigungsrhetorik. Auf internationaler Ebene wird sie behauptet, auf regionaler Ebene in der EU aber ausdrücklich negiert. Das Ergebnis bleibt gleich: Die Schweiz verliert faktisch die Kontrolle über ihre Gesundheitspolitik.

9. Folgen für die Bevölkerung

Neben juristischen und institutionellen Fragen stellt sich die entscheidende Frage: **Was bedeutet das Gesundheitsabkommen konkret für die Bürgerinnen und Bürger in der Schweiz?** Denn die Auswirkungen sind keineswegs abstrakt, sondern würden den Alltag vieler Menschen direkt betreffen.

9.1 Finanzielle Folgen

Die im Abkommen vorgesehenen Beiträge an die EU belaufen sich voraussichtlich auf hohe zweistellige Millionenbeträge. Diese Gelder fehlen im Schweizer Haushalt an anderer Stelle, etwa für die Unterstützung von Spitälern, die Förderung der Pflege oder die Entlastung bei den Krankenkassenprämien. Für den Normalbürger bedeutet dies: Mehr Geld nach Brüssel, weniger Mittel für den Gesundheitsbereich im Inland.

9.2 Fehlende Mitsprache bei Regeln

Entscheidungen über zentrale Fragen wie Quarantänepflichten, Reisebeschränkungen oder Impfstrategien würden künftig massgeblich in Brüssel vorbereitet. Die Schweiz wäre verpflichtet, diese Vorgaben umzusetzen, ohne in den entscheidenden Gremien ein Stimmrecht zu haben. Für die Bevölkerung bedeutet dies, dass Regeln, die den Alltag betreffen, nicht mehr allein in Bern beschlossen werden, sondern von aussen vorgegeben sind.

9.3 Einschränkung von Grundrechten

Die dynamische Übernahme von EU-Regeln zur Bekämpfung von Desinformation könnte dazu führen, dass kritische Stimmen schneller unterdrückt werden. Wer sich öffentlich zu Impfungen oder Pandemiemassnahmen äussert, riskiert, als «Desinformant» eingestuft zu werden. Damit steigt die Gefahr von Löschungen oder Sperrungen in sozialen Medien. Für den Normalbürger bedeutet dies eine Schwächung der Meinungs- und Informationsfreiheit.

9.4 Abhängigkeit im Krisenfall

In einer Gesundheitskrise wäre die Schweiz stark auf EU-Informationssysteme angewiesen. Sollte die EU die Zusammenarbeit einschränken oder verzögern, fehlte der Schweiz der Zugang zu wichtigen Daten. Das Risiko: In einer Notlage stünde die Bevölkerung ohne eigene unabhängige Entscheidungsgrundlagen da.

Für Bürgerinnen und Bürger bedeutet dies, dass Schutzmassnahmen und Reaktionszeiten von externen Faktoren abhängen, die sich der Schweizer Kontrolle entziehen.

9.5 Mehr Bürokratie und Anpassungsdruck

Ärzte, Spitäler, Pflegeheime und Betriebe müssten ihre Abläufe und Standards laufend an EU-Vorgaben anpassen. Diese Vorgaben sind nicht immer auf die schweizerischen Gegebenheiten zugeschnitten. Das führt zu mehr Bürokratie, zusätzlichem Aufwand und höheren Kosten, die letztlich von den Versicherten und Patienten getragen werden.

9.6 Schrittweise Integration

Das Abkommen ist kein Endpunkt, sondern ein Einstieg. Heute geht es um den Zugang zum ECDC und zum Frühwarnsystem, morgen um HERA oder andere EU-Behörden. Für die Bevölkerung bedeutet dies, dass immer mehr gesundheitspolitische Entscheidungen von aussen beeinflusst werden. Ein Prozess, der kaum mehr rückgängig zu machen ist.

10. Schlussfolgerung und Forderung

Das vorliegende Gesundheitsabkommen ist wie die EU-Verträge im Gesamten kein partnerschaftlicher Vertrag, sondern ein Instrument zur schrittweisen Entmachtung der Schweiz im Bereich der Gesundheitspolitik. Es verlagert Entscheidungskompetenzen, Datenhoheit und Finanzmittel nach Brüssel, ohne der Schweiz ein Mitspracherecht einzuräumen. Für die Bevölkerung sind keine Vorteile erkennbar. Weder für die Versorgungssicherheit noch für den Schutz vor Krisen.

Wir halten fest: Dieses Abkommen ist ein Nullsummenspiel, bei dem die Schweiz nur verlieren kann. Es gibt keinen einzigen Punkt, an dem Herr und Frau Schweizer profitieren. Jeder Franken, der nach Brüssel fliesst, fehlt im Inland. Jede Datenlieferung schwächt unsere Souveränität. Jede dynamische Rechtsübernahme untergräbt unsere Demokratie.

Besonders alarmierend ist die enge Verzahnung mit den globalen Mechanismen der WHO und den Internationalen Gesundheitsvorschriften. Während der Bundesrat im internationalen Kontext noch behauptet, die Schweiz bleibe souverän, zeigt das EU-Abkommen schwarz auf weiss das Gegenteil: keine Stimme, keine Kontrolle, keine Sicherheit.

Wir fordern den Bundesrat auf, das Gesundheitsabkommen entschieden abzulehnen und es klar aus dem Paket der EU-Verträge zu streichen. Vernünftigerweise sind alle EU-Verträge zurückzuweisen und abzulehnen. In Bezug auf die Gesundheitspolitik ist jedoch in jedem Fall festzuhalten: diese gehört in die Hoheit der Schweiz und darf weder in Brüssel noch in Genf (WHO) fremdbestimmt werden.

Die Bürgerinnen und Bürger dieses Landes haben Anspruch auf eine klare Antwort: Wollen wir eine unabhängige Gesundheitspolitik, die unseren Bedürfnissen entspricht oder ein fremdbestimmtes System, in dem wir zahlen, liefern und gehorchen, aber nicht mitreden dürfen?

Wir sagen unmissverständlich: Dieses Gesundheitsabkommen darf niemals unterzeichnet werden.

Wir danken für die Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse

Im Namen von ABF Schweiz und der Mitunterzeichner gemäss separater Liste

Beilage:
Liste der 2 Mitunterzeichner (Liste wird ausschliesslich per Briefpost zugestellt)

Quellenverzeichnis:

- **Erläuternder Bericht zur Vernehmlassung:**
  https://www.bag.admin.ch/de/gesundheitsabkommen-schweiz-eu
- **Institutionelles Protokoll:**
  https://www.europa.eda.admin.ch/dam/de/sd-web/H46iDdFM3Ckc/04.%20IP-MRA%20(DE).pdf

ABF Schweiz
Aktionsbündnis freie Schweiz

Bogen zur Mitunterschrift der Vernehmlassungsantwort von ABF Schweiz zum Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union über die Gesundheit

Ergänzung zur Unterzeichnung der Vernehmlassung auf www.abfschweiz.ch/eu-abkommen/
Bitte alle Felder ausfüllen. **Pro Person ist nur eine Unterschrift erlaubt (online oder händisch).**

Jede Person, unabhängig von Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnort, kann die Vernehmlassungsantwort von ABF Schweiz mitunterschreiben. Die Unterschriften müssen nicht beglaubigt werden. Unterzeichner eines Bogens können in verschiedenen Gemeinden oder im Ausland wohnen.

Die Liste bitte vollständig oder teilweise ausgefüllt einscannen und sofort, **spätestens jedoch bis zum 28.10.2025, einsenden an:** kontakt@abfschweiz.ch
Per Post an: **Aktionsbündnis freie Schweiz, Lättichstrasse 8a, CH-6340 Baar**

	Nachname eigenhändig in Blockschrift	**Vornamen** eigenhändig in Blockschrift	**PLZ**	**Eigenhändige Unterschrift**
1	STEINEGGER	VERENA	2564	V. Steinegger
2	STEINEGGER	Jürg	2564	J. Steinegger
3				
4				
5				

Ihre Stimme zählt

Widerspruch einlegen, wo unsere Grundrechte in Gefahr sind!

Aktionsbündnis freie Schweiz
Lättichstrasse 8a
6340 Baar
www.abfschweiz.ch
kontakt@abfschweiz.ch

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: ursi.stucki@bluewin.ch
Sent: Freitag, 31. Oktober 2025 07:42
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] keine EU Anbindung

blob:https://smex-ctp.trendmicro.com:443/wis/clicktime/v1/query?url=https%3a%2f%2fmassvoll.swiss%2f220970ac%2d0731%2d46d0%2dada6%2df5c96f10d431&umid=5518e561-4b90-48fd-a8a6-34245f703413&auth=21ccbaab1b095e4972d2d2f6b71a229ad0a170bd-81b812273d3eb1588d444819fec26ed14d778fd9
Verhandlungen
Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse im Kontext des Verhältnisses zur Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und verdienen eine kritische Prüfung aus rechtsstaatlicher und verfassungsrechtlicher Perspektive. Es drängt sich die Frage auf, inwieweit die vorgeschlagenen Vereinbarungen die Souveränität der Schweiz wahren und die demokratischen Grundprinzipien unseres Rechtsstaates respektieren.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht durch die Hintertür, ohne eine transparente und demokratische Mitsprache des Schweizer Volkes, ist problematisch. Die Gefahr einer schleichenden Unterwerfung unter europäische Regulierungen, die möglicherweise nicht unseren nationalen Interessen entsprechen, ist real. Gemäß Artikel 164 der Bundesverfassung hat der Bundesrat die Aufgabe, die Interessen der Gesamtheit zu wahren und die Kohärenz der Staatstätigkeit zu sichern. Die vorliegenden Ergebnisse scheinen dieser Verpflichtung nicht vollumfänglich nachzukommen, indem sie potenziell die Möglichkeit einschränken, nationale Lösungen zu entwickeln, die auf unsere spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind.

Des Weiteren sind die Auswirkungen auf die Rechtsetzungskompetenz der eidgenössischen Räte und die richterliche Unabhängigkeit zu hinterfragen. Die fortlaufende Übernahme von Unionsrecht und die mögliche Bindung an den Europäischen Gerichtshof (EuGH) untergraben die Autonomie unseres Rechtssystems. Artikel 190 der Bundesverfassung besagt, dass das Bundesgesetz und das Völkerrecht für die Gerichte und die Behörden verbindlich sind. Wenn jedoch das Unionsrecht, wie es in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, de facto über dem nationalen Recht stehen sollte, ohne dass der Schweizer Gesetzgeber einen direkten Einfluss auf dessen Inhalt hat, stellt dies eine erhebliche Erosion unserer rechtsstaatlichen Prinzipien dar. Die Möglichkeit, dass Gerichte in der Schweiz gezwungen wären, Urteile des EuGH anzuwenden, welche die schweizerische Rechtsordnung tangieren, ist aus Sicht der nationalen Souveränität und der rechtsstaatlichen Gewaltenteilung inakzeptabel.

Die Ausgestaltung der institutionellen Fragen, insbesondere die Rolle des Ständigen Ausschusses und die automatische Übernahme von Rechtsakten, lässt Raum für erhebliche Zweifel. Es muss sichergestellt werden, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft ihre Handlungsfähigkeit behält und nicht zu einem reinen Anhängsel der EU wird. Die Nichteinhaltung des Vorsorgeprinzips und die unzureichende Berücksichtigung der finanziellen Auswirkungen sind ebenfalls gravierende Mängel. Es ist unerlässlich, dass die Verhandlungsergebnisse einer eingehenden und kritischen Prüfung unterzogen werden, um sicherzustellen, dass die Souveränität und die grundlegenden Prinzipien unseres Rechtsstaates gewahrt bleiben.

Suisse-UE : Stabilisation et développement des relations

Telese Emilio
Greifenseestrasse 31
8050 Zurich

31.10.2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit,**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

EMILIO TELESE

Treceno Armand
12 rue Cornavin
1201 Genève

31 octobre 2025

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Signature
Treceno Armand

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: Sabrina Wenger <sabrinawenger@gmx.ch>
Sent: Freitag, 31. Oktober 2025 17:00
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Vernehmlassung EU-Knechtschaftsvertrag

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Sabrina (Privat)

Datum: 31.10.2025

Kontakt: Sabrina Wenger · sabrinawenger@gmx.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union werfen tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Wahrung schweizerischer Souveränität und der nationalen Interessen auf. Eine unkritische Annäherung an die EU, wie sie die vorliegenden Vorschläge implizieren, birgt erhebliche Risiken für die bewährte Rechtsordnung der Schweiz und die demokratischen Entscheidungsprozesse. Es ist unerlässlich, eine genaue Prüfung der Konsequenzen vorzunehmen, bevor weitere Schritte in Richtung einer tieferen Integration unternommen werden. Ein zentraler Punkt der Besorgnis liegt in der drohenden Übernahme von EU-Recht ohne adäquate Mitsprache der Schweiz. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist. Die BV erklärt die Schweiz als ein souveränes, demokratisches und soziales Bundesland. Eine Übernahme von Rechtsetzungsakten der EU, die nicht im Rahmen eines bilateralen Abkommens ausgehandelt wurden, würde die Fähigkeit der Schweizer Bevölkerung und ihrer gewählten Vertreter, die eigenen Gesetze zu gestalten, erheblich beschneiden. Die Idee einer passiven Übernahme von EU-Recht untergräbt die Eigenständigkeit des schweizerischen Gesetzgebers und schwächt die demokratische Legitimation der Rechtssetzung. Darüber hinaus ist die Anwendung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) auf die Schweiz in bestimmten Bereichen problematisch. Die Vorstellung, dass ein ausländisches Gericht verbindliche Urteile für die Schweiz fällen kann, steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Gerichtshoheit, die in Artikel 190 BV implizit geachtet wird, indem die Gerichte das Völkerrecht und das Bundesrecht anwenden. Während die Einhaltung völkerrechtlicher Verträge eine Selbstverständlichkeit darstellt, ist die Unterwerfung unter die Rechtsprechung eines supranationalen Gerichts eine andere Dimension. Der EuGH vertritt die Rechtsauslegung der EU, welche sich evolutionär weiterentwickelt. Die Schweiz würde sich so einem dynamischen Recht unterwerfen, das sie nicht direkt mitgestalten kann. Dies könnte zu einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Rechtsidentität führen und die Rechtssicherheit für Schweizer Unternehmen und Bürger beeinträchtigen, die dann unvorhersehbaren Rechtsentwicklungen ausgesetzt wären. Die wirtschaftlichen Auswirkungen einer engeren Anbindung an die EU bedürfen ebenfalls einer kritischen Würdigung. Während die EU von einer Stabilisierung der Beziehungen spricht, ist fraglich, ob diese Stabilisierung nicht auf Kosten der schweizerischen Wirtschaft gehen könnte. Die Anpassung an EU-Standards, auch in Bereichen, die über die bestehenden bilateralen Abkommen hinausgehen, kann erhebliche Kosten für die Unternehmen verursachen. Die vielgepriesene "Stabilität" könnte sich als eine erzwungene Konformität erweisen, die die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz beeinträchtigt. Es ist zu befürchten, dass die Schweiz gezwungen wäre, ihre Arbeitsmarkt- und Sozialstandards anzugwyczajen anzupassen, die nicht den Bedürfnissen und der Struktur der schweizerischen Wirtschaft entsprechen. Die Gefahr einer Deindustrialisierung oder einer Abwanderung von Arbeitsplätzen aufgrund höherer regulatorischer Lasten und Kosten ist real und darf nicht ignoriert werden. Die Bestimmungen des Arbeitsrechts, wie sie beispielsweise im Obligationenrecht (OR) verankert sind, könnten durch externe Vorgaben unter Druck geraten. Die Frage der

Meinungsbildung und des politischen Willens der schweizerischen Bevölkerung ist ebenfalls von zentraler Bedeutung. Die vorgeschlagenen Schritte zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU könnten einer breiten öffentlichen Debatte und einer gründlichen demokratischen Konsultation bedürfen. Artikel 34 der Bundesverfassung garantiert die politischen Rechte der Bürger, darunter die Möglichkeit, sich an der politischen Willensbildung zu beteiligen. Eine vorschnelle Annahme von Massnahmen, die tiefgreifende Auswirkungen auf die Souveränität und die Lebensweise der Schweizer Bevölkerung haben, ohne eine angemessene demokratische Legitimation, wäre höchst problematisch. Es besteht die Gefahr, dass die Entscheidungsfindung auf einer rein administrativen oder politischen Ebene getroffen wird, die die Bedenken und den Willen der Bevölkerung nicht hinreichend berücksichtigt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die aktuellen Vorschläge zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU zwar auf den ersten Blick als Fortschritt erscheinen mögen, bei näherer Betrachtung jedoch erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität, die Rechtsordnung und die wirtschaftlichen Interessen bergen. Eine vorsichtige und kritische Haltung ist unerlässlich. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie eigenständig prosperieren und ihre nationalen Interessen wahren kann. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Standards und die Unterwerfung unter ausländische Gerichte sind keine Wege zu nachhaltiger Stabilität, sondern Schritte, die die Fundamente der schweizerischen Demokratie und Eigenständigkeit gefährden könnten. Die Schweiz sollte ihren eigenen Weg fortsetzen und nur solche Abkommen eingehen, die ihre Souveränität uneingeschränkt wahren und im klaren Interesse der schweizerischen Bevölkerung und Wirtschaft liegen.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgelagerten Vernehmlassungsunterlagen zum sogenannten «Paket Schweiz-EU» werfen fundamentale Fragen hinsichtlich der Souveränität, der demokratischen Legitimation und der wirtschaftlichen Folgen für die Schweiz auf. Die vorgeschlagenen Abkommen, die unter dem Deckmantel der «Weiterentwicklung und Vertiefung der bilateralen Beziehungen» präsentiert werden, stellen de facto eine schleichende Annäherung an die Europäische Union dar, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, an den sie betreffenden Entscheidungsprozessen teilzuhaben. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien unseres föderalistischen Systems und der direkten Demokratie. Ein zentraler Kritikpunkt ist die Übernahme von EU-Recht durch Referenz. Gemäss Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 12. April 1978 (SR 101) ist die Eidgenossenschaft zur Wahrung der Interessen des Landes und der Bevölkerung berechtigt und verpflichtet. Die vorgesehene automatische Übernahme von EU-Recht durch Referenz, wie sie in verschiedenen Bereichen des Pakets angedeutet wird, untergräbt die legislative Gewalt des Schweizer Parlaments und die Mitbestimmung des Volkes. Das Parlament würde zu einer reinen Ausführungsbehörde für Brüsseler Vorgaben degradiert. Dies steht im Widerspruch zum Prinzip der Gewaltenteilung und zur demokratischen Rechenschaftspflicht. Die Möglichkeit, das Volk über solche gravierenden Eingriffe in unsere Rechtsordnung mittels Volksinitiativen oder Referenden entscheiden zu lassen, würde durch die sukzessive Übernahme von EU-Recht ausgehöhlt. Dies betrifft insbesondere die Anwendung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) auf schweizerisches Recht. Die Anerkennung der Jurisdiktion des EuGH, wie sie im Rahmen der Übernahme des EU-Acquis zu erwarten ist, stellt eine gravierende Einschränkung der nationalen Souveränität dar. Unsere Gerichte würden faktisch zu nachgeordneten Instanzen, deren Urteile durch eine ausländische Institution aufgehoben oder korrigiert werden könnten. Dies untergräbt das Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung. Die finanzielle Dimension des Pakets ist ebenfalls besorgniserregend. Die erwarteten finanziellen Beiträge der Schweiz an die EU, insbesondere im Rahmen der Kohäsionsbeiträge und der Teilnahme an bestimmten EU-Programmen, sind erheblich und belasten die Schweizer Steuerzahler massiv. Diese Gelder könnten stattdessen in die Stärkung unserer eigenen Infrastruktur, unseres Bildungswesens oder unserer sozialen Sicherheit investiert werden. Die Argumentation, dass diese Beiträge notwendig sind, um den Zugang zum EU-Binnenmarkt zu sichern, ist fragwürdig. Die Schweiz hat bereits über Jahrzehnte hinweg erfolgreich durch ihre eigenständigen bilateralen Verträge mit der EU Handel und Kooperation betrieben, ohne sich einer derart tiefgreifenden juristischen und finanziellen Abhängigkeit auszusetzen. Die geforderte «Gleichbehandlung» mit EU-Mitgliedstaaten in Bezug auf die Beitragszahlungen ignoriert die Tatsache, dass die Schweiz kein Mitglied ist und daher auch keine Mitspracherechte in der EU hat. Dies ist ein fundamentaler Unterschied, der nicht ignoriert werden darf. Die vorgesehene institutionelle Verankerung der bilateralen Abkommen ist ein weiterer Punkt, der Anlass zu tiefgreifender Skepsis gibt. Die Schaffung ständiger institutioneller Rahmenbedingungen, die eine dynamische Rechtsübernahme ermöglichen, würde die Schweiz in eine Abhängigkeit von der EU bringen, die kaum umkehrbar ist. Das Schweizer Volk und sein Parlament würden die Kontrolle über die Weiterentwicklung unserer eigenen Gesetzgebung verlieren. Die Tatsache, dass die EU diese institutionelle Verankerung fordert, zeigt deutlich die Absicht, die Schweiz schrittweise in ihre rechtlichen und politischen Strukturen zu integrieren, ohne ihr die Vorteile einer vollen Mitgliedschaft zu gewähren. Dies ist eine inakzeptable Form der politischen und wirtschaftlichen Abhängigkeit. Die Schweizer Verfassung, insbesondere die Artikel zur direkten Demokratie (z.B. Art. 138 ff. SR 101), aber auch die kantonalen Verfassungen, werden durch eine solche Entwicklung massiv untergraben. Besonders kritisch muss auch die Abgrenzung des Pakets zu anderen Abkommen betrachtet werden. Es besteht die Gefahr, dass die «Gesamtbeurteilung» des Pakets dazu missbraucht wird, bestehende bilaterale Abkommen, die über die Jahre für die Schweiz vorteilhaft und ausgewogen gestaltet wurden, neu zu verhandeln oder gar

aufzukündigen. Die Stabilität und Verlässlichkeit des schweizerischen bilateralen Weges wäre damit ernsthaft gefährdet. Die von der EU oft geforderte «Dynamik» bei der Übernahme von Recht birgt die Gefahr, dass die Schweiz in einem ständigen Anpassungsmodus verharrt, ohne die Möglichkeit zu haben, ihre eigenen Prioritäten zu setzen. Die wirtschaftliche Autonomie der Schweiz, die über Jahrzehnte erfolgreich aufgebaut wurde, würde durch eine solche permanente Anpassung an EU-Standards und -Regulierungen stark beeinträchtigt. Abschliessend ist festzustellen, dass das vorliegende Paket die Schweiz in eine Position bringt, in der sie den Regeln der EU unterworfen wird, ohne Einfluss auf deren Gestaltung nehmen zu können. Dies ist keine partnerschaftliche Beziehung, sondern eine klare Benachteiligung der Schweiz. Die damit verbundene Schwächung unserer Souveränität und demokratischen Mitbestimmung ist nicht hinnehmbar. Die Kosten, sowohl finanziell als auch politisch, sind viel zu hoch, und die Vorteile sind fragwürdig. Es muss daher im nationalen Interesse der Schweiz liegen, diesen Weg der schleichenden Integration abzulehnen und stattdessen auf der Stärkung und Weiterentwicklung des bestehenden, bewährten bilateralen Weges zu bestehen, der unsere Unabhängigkeit und unsere direktdemokratischen Rechte wahrt. Die Schweizer Verfassung und die darin verankerten Rechte des Volkes müssen oberste Priorität haben.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgelegten Vorschläge zur Umsetzung von Vereinbarungen mit der Europäischen Union werfen erhebliche und tiefgreifende Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der Schweizerischen Bundesverfassung und den grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie auf. Es ist besorgniserregend, wie die Souveränität der Schweiz in verschiedenen Bereichen potenziell untergraben wird, ohne dass eine angemessene öffentliche Debatte oder gar eine Volksabstimmung absehbar ist. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die Übernahme von EU-Recht, ohne dass dieses einer eingehenden Prüfung auf seine Auswirkungen auf unsere nationalen Gesetze und unsere Rechtsordnung unterzogen wird. Artikel 139 der Bundesverfassung, der die obligatorische Volksabstimmung über Verfassungsänderungen vorsieht, scheint in diesem Kontext eine bemerkenswerte Lücke aufzuweisen, wenn es um die schleichende Übernahme von EU-Recht durch bilaterale Abkommen geht. Die Gefahr besteht darin, dass durch flankierende Massnahmen und die Verpflichtung zur Übernahme von Drittstaatenrecht der Schweizer Gesetzgeber faktisch entmachtet wird. Dies widerspricht fundamental dem Geist des Artikels 1 des Bundesgesetzes über die Politische Rechte, der das Recht auf Mitbestimmung des Volkes festschreibt. Besonders kritisch ist die Ausgestaltung des Verfahrens zur automatischen Übernahme von EU-Recht. Dies führt zu einer Entkopplung von der parlamentarischen Kontrolle und der direkten Mitsprache der Bürgerinnen und Bürger. Die Annahme, dass eine solche Übernahme ohne direkte Zustimmung des Souveräns erfolgen kann, ist rechtlich und politisch problematisch. Das Prinzip der Volkssouveränität, verankert in Artikel 1 der Bundesverfassung, wird hierdurch erheblich tangiert. Die Möglichkeit, dass sich der Bundesrat oder die Verwaltung über die tatsächlichen Wünsche des Souveräns hinwegsetzen könnten, indem sie Abkommen ratifizieren, die weitreichende rechtliche Konsequenzen nach sich ziehen, ist inakzeptabel. Es muss gewährleistet sein, dass jede wesentliche Übernahme von Recht, die die Souveränität der Schweiz berührt, dem Volk zur Abstimmung vorgelegt wird, wie es Artikel 138, Absatz 2 der Bundesverfassung für die Teilrevision der Bundesverfassung vorsieht, auch wenn die Übernahme hier nicht direkt eine Verfassungsänderung darstellt, so sind die Folgen doch vergleichbar. Die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit von der Europäischen Union ist nicht zu unterschätzen. Durch die stetige Übernahme von EU-Recht, sei es direkt oder indirekt, wird die Schweiz zunehmend zu einem Anhängsel der EU, ohne jedoch die damit verbundenen Vorteile einer Vollmitgliedschaft zu geniessen. Artikel 1 der Bundesverfassung garantiert die Eigenständigkeit und die Unabhängigkeit der Schweiz. Dieses Prinzip wird durch eine Politik der ständigen Anpassung an Brüsseler Vorgaben massiv untergraben. Die Schweiz verliert ihre Fähigkeit, eigenständig ihre Gesetze zu gestalten und auf ihre spezifischen Bedürfnisse einzugehen. Weiterhin ist die Transparenz und die öffentliche Zugänglichkeit der Verhandlungsprozesse und der resultierenden Vereinbarungen unzureichend. Artikel 38 des Parlamentsgesetzes schreibt vor, dass die Vernehmlassung über die Entwürfe von Bundesgesetzen und Verordnungen unter Einbezug der interessierten Kreise zu erfolgen hat. Dieses Prinzip muss auch für die Ausgestaltung von Verträgen mit der EU gelten, insbesondere wenn diese weitreichende Auswirkungen auf die inländische Gesetzgebung haben. Die Bürgerinnen und Bürger müssen die Möglichkeit haben, sich fundiert zu informieren und ihre Meinung zu äussern, bevor Fakten geschaffen werden. Der derzeitige Prozess scheint eher darauf ausgerichtet zu sein, vollendete Tatsachen zu schaffen und die öffentliche Meinung zu umgehen. Die Kosten und der administrative Aufwand für die Umsetzung dieser Vereinbarungen sind ebenfalls bedenklich. Die Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahler werden mit zusätzlichen Belastungen konfrontiert, deren Nutzen fragwürdig ist, wenn gleichzeitig die Souveränität und die eigene Gesetzgebungshoheit eingeschränkt werden. Es muss eine klare und nachvollziehbare Kosten-Nutzen-Analyse vorgelegt werden, die auch die immateriellen Kosten wie den Verlust von Souveränität berücksichtigt. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung von Vereinbarungen mit der EU eine ernsthafte Bedrohung für die Schweizerische Souveränität, die direkte Demokratie und die rechtsstaatlichen Prinzipien darstellen. Es ist zwingend erforderlich, dass der Gesetzgeber und die Regierung die Bedenken der Bevölkerung ernst nehmen und sicherstellen, dass jede Übernahme von EU-Recht dem schweizerischen Recht und dem Volkswillen untergeordnet bleibt. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz und das Volk als oberste Gewalt garantiert, muss kompromisslos verteidigt werden. Jede Tendenz zur Aushöhlung dieser Grundsätze ist entschieden zurückzuweisen. Die Schweiz hat sich einen Weg der Unabhängigkeit und der direkten Demokratie erkämpft, der nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden darf. Die derzeitige Richtung birgt die Gefahr, dass wir uns schleichend von diesen Grundwerten entfernen, ohne dass es zu einer bewussten Entscheidung des Souveräns kommt.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht im Bereich Landverkehr, insbesondere im Schienenverkehr, birgt erhebliche Gefahren für die integrität und Finanzierbarkeit unseres Service public. Es ist zutiefst besorgniserregend, dass die vermeintlichen Vorteile dieses Abkommens die fundamentalen Risiken für die Schweizerische Verkehrspolitik und die SBB zu überdecken scheinen. Ein zentraler Kritikpunkt ist die bedrohliche Auswirkung auf den Schweizer Service public im Schienenverkehr. Das EU-Beihilferecht, welches wir durch die dynamische Rechtsübernahme assimilieren müssten, droht bewährte und essenzielle Subventionen für den Güterverkehr, den regionalen Personenverkehr oder die dringend benötigte Erneuerung unseres Rollmaterials als unzulässig einzustufen. Dies würde direkt die Qualität und den Umfang des Bahnangebots für die Schweizer Bevölkerung beeinträchtigen und die finanzielle Basis unseres öffentlichen Verkehrs untergraben. Die vom Bundesrat propagierte "Gemeinsame Erklärung" zur Abfederung dieser Risiken entpuppt sich als rechtlich wertlose und nicht bindende Absichtserklärung. Sie bietet keinerlei verlässlichen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Diese Erklärung ist bestenfalls eine Beruhigungspille, die die unaufhaltsame Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindern kann. Die Zulassung der sogenannten Kabotage durch ausländische Anbieter, wie sie durch das Abkommen ermöglicht wird, stellt eine direkte Bedrohung für die finanzielle Stabilität unseres Eisenbahnsystems dar. Die Einbringung von Firmen wie Flixtrain, die lediglich inner-schweizerische Strecken bedienen dürfen, führt zu einer unheilvollen "Rosinenpickerei". Diese ausländischen Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte schweizerische Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt systematisch die wirtschaftliche Basis des Service public, dessen Aufrechterhaltung ein Kernanliegen unseres Landes ist. Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Schweiz wird gezwungen sein, künftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), zu übernehmen. Dies bedeutet eine weitere Verlagerung der nationalen Steuerungskompetenz auf zentrale EU-Stellen und schwächt die Fähigkeit der Schweiz, ihre eigene Verkehrspolitik unabhängig zu gestalten. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) mittels des neuen Artikels 40ater ist ein Frontalangriff auf den Schweizer Service public. Sie ermöglicht ausländischen, oft staatlich subventionierten Unternehmen, sich die lukrativsten Strecken in der Schweiz herauszupicken. Dies schwächt zwangsläufig die SBB und andere Transportunternehmen, die ihrerseits einen umfassenden Versorgungsauftrag für die gesamte Bevölkerung erfüllen müssen. Die langfristige Konsequenz ist eine Gefährdung der Qualität und des flächendeckenden Charakters unseres öffentlichen Verkehrsnetzes. Des Weiteren schränkt die neue Bestimmung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), Art. 32a Abs. 1bis, die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Die Pflicht, bei gemeinsamen Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten, bedeutet, dass die Vergabe nicht mehr primär nach den besten Lösungen für die Schweiz ausgerichtet werden kann, sondern nach EU-konformen Kriterien erfolgen muss. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Schweizer Steuerzahler führen, da nationale Bedürfnisse und spezifische schweizerische Verkehrsziele in den Hintergrund treten. Statt die Vergabe auf Basis nationaler Prioritäten zu steuern, wird die Schweiz gezwungen, sich den Vorgaben einer fremden Regulierungsbehörde zu beugen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegende Vorlage, insbesondere im Bereich des Landverkehrs, eine inakzeptable Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Bedrohung für unseren Service public darstellt. Die scheinbaren Zugeständnisse des Bundesrates sind rechtlich nicht bindend und bieten keinen ausreichenden Schutz vor den negativen Konsequenzen der dynamischen Rechtsübernahme und der Einführung der Kabotage. Es ist unabdingbar, dass diese Aspekte einer kritischen Neubewertung unterzogen werden, um die Interessen der Schweiz und ihrer Bürger langfristig zu wahren. Die Integrität unseres Service public und die Fähigkeit, unseren öffentlichen Verkehr nach unseren eigenen Vorstellungen zu gestalten, dürfen nicht aufs Spiel gesetzt werden.

Finanzieller Beitrag

Ich äussere mich hiermit ausdrücklich kritisch und mit tiefgreifenden Bedenken zum vorgeschlagenen finanziellen Beitrag im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens. Die vorgeschlagenen Regelungen zur Kohäsionszahlung sind nicht nur unbefriedigend, sondern bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die finanzielle Autonomie der Schweiz. Die Umwandlung der bisherigen, freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionsbeiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine fundamentale Aushöhlung unserer demokratischen Prozessordnung dar. Das Parlament, welches die Budgethoheit innehat und die Verwendung von Bundesgeldern im Interesse des Schweizer Volkes zu überwachen hat, wird durch diesen Mechanismus massiv in seinen Befugnissen beschnitten. Die Möglichkeit, über jeden einzelnen Beitrag politisch zu entscheiden und damit auch Druckmittel für die Durchsetzung schweizerischer Interessen gegenüber der EU zu haben, entfällt. Was hier als "freiwillige Geste" verkauft werden mag, ist faktisch die Etablierung einer Zwangsabgabe, die der demokratischen Legitimation entbehrt. Der zunächst genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint als Lockvogelangebot, dessen trügerische Natur durch den im Vertrag verankerten "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung offenkundig wird. Dieser Mechanismus wird unweigerlich dazu führen, dass die

Schweiz zu deutlich höheren Zahlungen verpflichtet wird, ohne die Möglichkeit zu haben, dies zu verhindern. Die EU diktiert hierbei die Summe, und die Schweiz hat lediglich die Pflicht, diese zu erfüllen. Dies ist nicht nur wirtschaftlich nachteilig, sondern entbehrt jeder Grundlage einer gleichberechtigten Partnerschaft. Die Schweiz wird dadurch zu einer reinen Nettozahlerin degradiert, die keine Mitspracherechte bei der Verwendung der ihr entzogenen Gelder hat und im Gegenzug keine garantierten Vorteile, wie etwa einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse, erhält. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist dabei das zentrale gesetzgeberische Instrument zur Zementierung dieser permanenten und rechtlich bindenden Verpflichtung. Dieses Gesetz entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Anstatt einer demokratisch kontrollierten und flexiblen Budgetplanung wird die Schweiz durch das KoBG in eine permanente Zahlungsverpflichtung gedrängt. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf Kohäsionszahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv untergräbt. Die Schweiz wird somit gezwungen, eine von der EU diktierte Zahlungsverpflichtung zu erfüllen, anstatt eigenverantwortlich über die Verwendung ihrer Steuergelder zu entscheiden. Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Aussenwirtschaftsbeziehungen (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine rein technische Formalität. Diese Verankerung signalisiert, dass die Kohäsionszahlungen an die EU als fester und dauerhafter Bestandteil der Schweizer Bundesgesetzgebung betrachtet werden sollen. Dies festigt die Verpflichtung und erschwert zukünftige politische Anpassungen oder gar eine Rücknahme dieser Zahlungen erheblich. Besonders kritisch zu betrachten ist die Verknüpfung der Kohäsionszahlungen mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b. Dieser Schritt erscheint manipulativ. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Es ist höchst fragwürdig, ob die Förderung der Stabilität und Entwicklung in Drittländern, die im Rahmen der Kohäsionszahlungen auch eine Rolle spielt, direkt und untrennbar mit einer rechtlich verbindlichen Zahlungsverpflichtung an die EU verknüpft werden muss. Dies verschleiert die eigentliche Natur der finanziellen Transaktionen und erschwert eine transparente politische Debatte. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der finanziellen Beiträge nicht im Interesse der Schweiz liegen. Sie führen zu einer Schwächung der parlamentarischen Kontrolle, zu einer massiven finanziellen Belastung ohne Gegenleistung und zu einer Aushöhlung unserer Souveränität. Ich fordere daher eine Überprüfung und Ablehnung dieser Bestimmungen in ihrer jetzigen Form. Die Schweiz darf sich nicht durch rechtlich bindende Verpflichtungen in eine Position manövrieren lassen, in der sie zur Kasse gebeten wird, ohne die Kontrolle über die eigenen Finanzen und ohne Mitspracherecht bei der Gestaltung ihrer Beziehungen zur EU zu behalten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) im Rahmen der Angleichung an das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch" stellt unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" eine schleichende und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremdes Recht dar. Es geht offensichtlich nicht primär um die Verbesserung der Sicherheit unserer Lebensmittel, sondern um eine bedenkliche Integration, die unsere etablierten und weltweit anerkannten Produktionsstandards, unsere landwirtschaftlichen Familienbetriebe und letztlich auch die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres wirtschaftlichen Erfolgs und unseres nationalen Stolzes, ist unmittelbar in Gefahr. Eine Angleichung an die, wie die vorliegenden Vorschläge belegen, oft tieferen EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das an sich schon wertvolle Label "Made in Switzerland" wird durch die Verpflichtung, Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien herzustellen, wie dies in der EU der Fall ist, erheblich entwertet. Dies zerstört nicht nur einen wesentlichen Wettbewerbsvorteil unserer heimischen Produzenten, sondern untergräbt auch das Vertrauen der Konsumenten in die Einzigartigkeit und Hochwertigkeit unserer Lebensmittel. Besonders beunruhigend ist die eingebaute "Guillotineklausel", die dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I verknüpft. Die Implikation ist klar: Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens, sollte es sich als nachteilig für die Schweiz erweisen, würde das gesamte bilaterale Vertragswerk zu Fall bringen. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockiert und uns faktisch von jeglicher Korrekturmöglichkeit abschneidet. Des Weiteren sehen wir mit tiefster Besorgnis die geplanten Zugeständnisse hinsichtlich der Kontrollbefugnisse. Die Einräumung von Zugängen und Kontrollbefugnissen für EU-Inspektoren in Schweizer Ställen, Käsereien und Restaurants ist ein massiver und inakzeptabler Eingriff in unsere nationale Souveränität. Schweizer Betriebe würden damit zu blossen Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert, was die Autonomie und die Eigenständigkeit unserer Unternehmen erheblich einschränkt. Eine beispiellose Welle der Bürokratie droht über unsere Produzenten hereinzubrechen. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden, Alp-Käsereien, Dorfmetzger und sogar kulturelle Anlässe wie ein Schwingfest müssten die komplexen und für unsere Verhältnisse oft unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies droht, lokale Traditionen zu zerstören und die wirtschaftlichen Existenzen vieler kleiner und mittlerer Betriebe zu vernichten, die das Rückgrat unserer ländlichen Gemeinschaften bilden. Die Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentechnik-Moratoriums ist ein weiterer gravierender Punkt. Die Schweiz wird gezwungen, EU-zugelassene Produkte zu akzeptieren, die Spuren von gentechnisch veränderten Organismen (GVO) enthalten können. Dies missachtet nicht nur klar den Volkswillen, sondern setzt auch unsere Bevölkerung potenziellen, wissenschaftlich noch nicht abschliessend geklärten Risiken aus. Die Angleichung im Tierschutzgesetz (TSchG) ist

ein deutlicher Rückschritt. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz, insbesondere in Art. 15a und Art. 21 TSchG, zwingen die Schweiz, ihre oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten der EU-Standards aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) ist ein inakzeptabler Rückschritt für den Tierschutz in der Schweiz. Unsere nationalen, oft strengeren Regeln, die auf breite gesellschaftliche Akzeptanz stossen, werden durch EU-Massenstandards ersetzt. Wir verlieren die Souveränität, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen, was ein klares Zeichen des Souveränitätsverlusts darstellt. Die Gesamtrevision des LMG ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie zerstört die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften. Kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen werden mit einer erstickenden Bürokratie überzogen, was viele zur Aufgabe zwingen wird. Dies ist ein Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Darüber hinaus sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) als eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht zu werten. Das Parlament wird umgangen und kann nicht mehr im Detail über die Übernahme von Vorschriften entscheiden, die unsere Bauern direkt betreffen. Dies ist eine Aushöhlung der demokratischen Kontrolle in einem für die Schweiz zentralen Politikbereich. Auch die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ist besorgniserregend. Sie unterstellt den Schutz unserer Wälder vor Schadorganismen dem Diktat der EU. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen für unsere Wälder zu reagieren. Statt bewährter nationaler Strategien müssen wir uns an die oft langsameren und für unsere alpine Situation unpassenden Mechanismen der EU halten. Schliesslich stellt die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) eine Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung dar. Die Bekämpfung von Seuchen erfordert schnelle, flexible und auf die lokalen Gegebenheiten zugeschnittene Massnahmen. Die Unterwerfung unter das starre, bürokratische System der EU, wie es der neue Geltungsbereich in Art. 1 TSG vorschreibt, ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Änderungen weit über die reine Lebensmittelsicherheit hinausgehen und eine umfassende Souveränitätsaufgabe und eine Gefährdung unserer nationalen Standards darstellen. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab und fordern eine strikte Wahrung unserer nationalen Interessen und unserer Souveränität.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Stellungnahme bringt tiefgreifende und erhebliche Bedenken hinsichtlich der vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und der damit verbundenen Rechtsübernahme aus der Europäischen Union zum Ausdruck. Es ist unverkennbar, dass diese Massnahmen eine fundamentale Abkehr von den Grundprinzipien unserer direkten Demokratie und unseres schweizerischen Souveränitätsverständnisses darstellen und bestehende Gesetze in unannehmbarer Weise aushöhlen. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit wird zu einer massiven Ausweitung führen, die im krassen Widerspruch zum klaren Volkswillen steht, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Dieser Artikel fordert ausdrücklich die eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz. Die nun angestrebte Übernahme von EU-Recht, insbesondere im Hinblick auf die Unionsbürgerrichtlinie, läuft diesem Verfassungsauftrag zuwider und untergräbt die souveräne Entscheidungskompetenz des Schweizer Volkes und seiner Vertretung. Besorgniserregend ist die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts", welches bereits nach fünf Jahren anstelle der bisherigen zehn Jahre gewährt werden soll. Diese neue Form der „Niederlassung C PLUS" ist in ihrer Ausgestaltung praktisch unentziehbar. Selbst bei schwerwiegender Kriminalität oder einem dauerhaften Bezug von Sozialhilfe würde dieses Aufenthaltsrecht Bestand haben. Dies stellt eine erhebliche Bedrohung für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke dar. Die Verantwortung und die Kosten für die Integration und Unterstützung von Personen, die potenziell problematische Verhaltensweisen oder keine wirtschaftliche Eigenleistung erbringen, werden unverhältnismässig stark auf die Schweizer Steuerzahler abgewälzt. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Bestrebungen massiv gefördert. EU-Bürger sowie ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten faktisch ein unkündbares Bleiberecht, selbst wenn sie von Sozialhilfe abhängig sind. Die damit verbundenen Kosten werden von den Schweizer Kantonen und Gemeinden getragen, welche bereits heute unter erheblichem finanziellen Druck stehen. Die vorgesehene Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist für ein Land ausserhalb der EU beispiellos und führt zu einem potenziell unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der daraus resultierenden Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene „Schutzklausel" erweist sich als reine Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keine wirkliche Anwendung finden wird. Vielmehr droht die Europäische Union bei einem Versuch der Schweiz, diese Klausel dennoch zu nutzen, mit empfindlichen Strafmassnahmen. Dies ist keine Schutzbestimmung, sondern eine Erpressungsklausel, die der Schweiz jede wirksame Handhabe zur Steuerung der Zuwanderung entzieht. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung soll zukünftig automatisiert nach der sogenannten „Integrationsmethode" erfolgen. Dies bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich faktisch keine Mitsprache mehr haben werden. Diese automatische Rechtsübernahme ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und der Souveränität des Schweizer Stimmvolkes. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) sind besonders besorgniserregend. Die Neufassung von Artikel 41c AIG und die Aufhebung von Artikel 29a AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme. Der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger wird ausgeweitet,

und ein Ausschluss, selbst bei nachgewiesener Abhängigkeit, wird praktisch unmöglich. Die neue „Schutzklausel" in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo. Zwar werden Indikatoren definiert, die entscheidenden Massnahmen verbleiben jedoch im politischen Ermessen und schliessen wirksame, einseitige Kontingente aus. Dies macht sie zu einem zahnlosen Tiger. Als direkte Reaktion auf die erzwungene Gleichbehandlung von EU-Bürgern werden nun im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) massiv höhere Studiengebühren für Ausländer eingeführt. Dies ist ein deutliches Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schweiz muss die finanziellen Folgen der unkontrollierten Zuwanderung im Bildungssektor nun auf dem Buckel der Studierenden und der Reputation unserer Hochschulen austragen. Das neue Bundesgesetz betreffend die Überwachung des grenzverkehrsbezogenen Warenverkehrs (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI). Anstatt einer sorgfältigen, nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt. Dies schwächt unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit, den Arbeitsmarkt eigenständig zu regulieren. Wir opfern Schweizer Gründlichkeit für die EU-Kompatibilität. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück einer Kapitulation vor der EU. Die neue „Schutzklausel" in Artikel 21b ist eine Farce, die keine echte Steuerung ermöglicht, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern in der Schweiz auf Kosten unserer Sozialwerke zementieren. Dies ist eine bewusste Missachtung des Verfassungsauftrags zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung (Artikel 121a BV) und eine direkte Aushöhlung unserer Souveränität. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG), insbesondere die Einführung einer „Wiedereingliederungsstrategie" in Artikel 24a, ist eine kosmetische Massnahme, die darüber hinwegtäuschen soll, dass die Schweiz die Kontrolle über den Zuzug in den Arbeitsmarkt weitgehend verliert. Anstatt die Zuwanderung zu steuern, verwalten wir nur noch deren Folgen mit bürokratischen Mitteln, die den Druck auf die Sozialwerke kaum mindern. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens (Artikel 48 Absatz 2 Buchstabe c) und eines spezifischen Beitragsmechanismus (Artikel 61a) im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden ist ein weiterer Beweis für die enormen versteckten Kosten dieses Vertragspakets. Der Schweizer Steuerzahler muss direkt dafür aufkommen, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu den gleichen (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Die Anpassung des Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), insbesondere die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2, unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU. Dies ist ein weiterer Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität. Die Schweiz verliert die Fähigkeit, die Regeln ihrer beruflichen Vorsorge eigenständig und im Interesse ihrer Versicherten zu gestalten. Die Änderung im Freizügigkeitsgesetz, insbesondere der neue Artikel 25f Absatz 1bis, schränkt die Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU ein. Dies ist eine direkte Folge der Unterordnung unter das EU-Recht und ein Eingriff in die Eigentumsrechte der Schweizer Versicherten, diktiert von Brüssel. Diese scheinbar technische Anpassung im Zivilgesetzbuch (ZGB, Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24) ist eine Folgeänderung, die die Unterwerfung unter das EU-Sozialversicherungsrecht im Zivilgesetzbuch nachvollzieht. Es zeigt, wie tief die Anpassungen an EU-Recht in unsere gesamte Rechtsordnung eingreifen und wie selbst unser Zivilgesetzbuch nicht vor der Anpassungslogik sicher ist. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die grenzverkehrsbezogene Dienstleistungserbringung (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern. Im Medizinalberufegesetz (MedBG) wird mit der Einführung des EPC (Artikel 15, 35) die eigenständige und sorgfältige Prüfung ausländischer Diplome ausgehebelt. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ist dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit. Die Verantwortung für die Qualitätssicherung wird durch die neuen Bestimmungen in Artikel 50 an ein bürokratisches EU-System delegiert. Auch im Gesundheitsberufegesetz (GesBG) führt die Einführung des EPC/IMI (Artikel 10, 15) zu einem Verlust der nationalen Kontrollhoheit. Die Schweiz kann nicht mehr autonom sicherstellen, dass ausländisches Gesundheitspersonal über die für unser System erforderlichen Qualifikationen verfügt. Dies ist eine gefährliche Deregulierung im Namen der EU-Anbindung. Die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ist ein weiteres Beispiel für die flächendeckende Aufgabe der souveränen Regulierungskompetenz. Auch hier wird die nationale Qualitätskontrolle durch einen automatisierten EU-Prozess ersetzt, was die hohen Schweizer Standards gefährdet. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen eine gefährliche Erosion unserer Souveränität, unserer direkten Demokratie und unserer Fähigkeit zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung darstellen. Sie führen zu einer unkontrollierbaren Zuwanderung, einer Überlastung unserer Sozialwerke und einer potenziellen Gefährdung unserer Qualitätsstandards in verschiedenen Sektoren. Diese Entwicklungen sind für die Schweiz nicht hinnehmbar und müssen entschieden zurückgewiesen werden.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom, insbesondere im Hinblick auf eine tiefere Einbindung in den EU-Strommarkt, sind mit gravierenden Bedenken zu beurteilen. Es drängt sich der Eindruck auf, dass die Schweiz im Begriff ist, ihre Energiesouveränität aufzugeben und sich einer externen Regulierung zu unterwerfen, deren Interessen nicht zwingend mit unseren nationalen übereinstimmen. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E stellt eine schleichende Entmachtung der nationalen Entscheidungsträger dar. Als weisungsgebundener Teilnehmer ohne Stimmrecht, aber mit der Verpflichtung zur Kostentragung, werden wir zu einem bloßen Anhängsel der EU-Energiepolitik degradiert. Entscheidungen, die

unser Stromnetz betreffen und somit von fundamentaler Bedeutung für unsere Versorgungssicherheit und Wirtschaft sind, werden zukünftig in Brüssel gefällt. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der nationalen Selbstbestimmung und untergräbt die Fähigkeit, auf spezifische Schweizer Bedürfnisse und Herausforderungen einzugehen. Des Weiteren wird die Schweizerische Energie-Kommision (ElCom) von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer reinen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" degradiert. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Verhältnisse zugeschnittenen Energieregulierung. Die ElCom wird gezwungen sein, undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umzusetzen, ohne die Möglichkeit, diese kritisch zu hinterfragen oder an die lokalen Gegebenheiten anzupassen. Dieser Vorgang höhlt die Legitimität unserer nationalen Institutionen aus und schwächt die föderalen Strukturen, indem Entscheidungen an die nationale Ebene delegiert werden, die dann zur reinen Umsetzung europäischer Vorgaben verdammt ist. Besondere Sorge bereitet die potenzielle Gefährdung des Rückgrats unserer Energieversorgung, der Wasserkraft, durch die EU-Beihilfenregeln. Das bewährte System der Wasserzinsen, das einen wichtigen Beitrag zur Finanzierung der Bergkantone leistet und somit lokale Gemeinschaften stärkt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies hätte weitreichende negative Konsequenzen für die wirtschaftliche Stabilität dieser Regionen und würde die dezentrale Wertschöpfung in der Schweiz massiv beeinträchtigen. Auch unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden durch die vorgeschlagenen Änderungen geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang, der die lokale und dezentrale Energieproduktion stärkt, wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt. Dies benachteiligt kleinere, oft bürgernahe Energieversorger und fördert eine Zentralisierung der Energieproduktion, was dem Geist der Energieunabhängigkeit und der lokalen Wertschöpfung zuwiderläuft. Die Nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Gleichzeitig ist unklar, wer in einem liberalisierten Markt die Verantwortung für die Versorgungssicherheit trägt. Der Markt allein ist nicht in der Lage, diese Aufgabe zu erfüllen, da er primär auf Profitmaximierung ausgerichtet ist und die Bedürfnisse der Bevölkerung in Krisenzeiten nicht adäquat berücksichtigen kann. Dies ist ein Spiel mit dem Feuer, dessen Folgen unabsehbar sind. Die vollständige Marktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) birgt die Gefahr von Preisvolatilität, gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.) und untergräbt die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen zudem die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht, insbesondere durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG), benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke oder Landwirte. Dies untergräbt ihre wirtschaftliche Grundlage und bremst den Ausbau von Solar-, Wind- und Biomasseanlagen. Die Schweiz würde damit abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und potenziell von fossilen Energieträgern. Die vollständige Marktliberalisierung (neues 1a. Kapitel, Art. 4a ff. StromVG) ist ein hochriskantes Experiment auf Kosten der Schweizer Bevölkerung und Wirtschaft. Sie führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und untergräbt die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung. Die Versorgungssicherheit wird dem Diktat des Marktes überlassen, was in Krisenzeiten katastrophale Folgen haben kann. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind offensichtliche Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze unnötig einschränkt. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt, was die Strompreise weiter in die Höhe treibt.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine tiefgreifende und bedenkliche Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bisherige, bewährte Praxis, bei der Subventionen von Bund, Kantonen und Gemeinden als politische und damit demokratisch legitimierte Entscheide getroffen wurden, soll abgeschafft und einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht grundlegend den Prinzipien der Selbstbestimmung und der direkten Demokratie, auf denen unser Staatswesen beruht. Insbesondere die kantonalen und kommunalen Förderinstrumente, die oft auf lokale Bedürfnisse und Besonderheiten zugeschnitten sind – sei es im Bereich des Regionalverkehrs, der Unterstützung kantonaler Banken, der Kulturförderung oder der Stärkung lokaler KMU – sollen künftig einer zentralen, EU-konformen Behörde vorgelegt werden. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie auf eine inakzeptable Weise. Anstatt eigenständig über die lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, werden die Kantone zu Bittstellern herabgestuft, deren Beschlüsse von einer übergeordneten Stelle abgesegnet werden müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus, der die Vielfalt und die unterschiedlichen regionalen Gegebenheiten unseres Landes schätzt und schützt. Die Schweiz unterwirft sich mit diesen Regelungen der systematischen Kontrolle und Überwachung durch die Europäische Union. Staatliche Beihilfen müssten neu der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus. Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, in der viele Elektrizitätswerke im Besitz von Kantonen und

Gemeinden sind, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Dies gefährdet die strategische Autonomie und die Aufrechterhaltung des Service public in Kernbereichen unserer nationalen Infrastruktur. Die Schaffung einer neuen "Superbehörde" in Form der Beihilfekammer, integriert in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 des Kartellgesetzes (KG), ist besonders beunruhigend. Diese Kammer wird als verlängerter Arm der EU agieren und ihre Entscheide werden nicht primär Schweizer Interessen, sondern der Kompatibilität mit dem EU-Recht dienen. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist äusserst ungenügend. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der damit verbundenen Anpassung des Kartellgesetzes wird eine solche zentralisierte Machtkonzentration geschaffen, die den Grundsätzen der Gewaltenteilung und der demokratischen Rechenschaftspflicht widerspricht. Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Artikel 82 Buchstabe bbis) ihre Verfahrensautonomie massiv. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von einer zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies geschieht über einen neuen, direkten Beschwerdeweg gegen kantonale Erlasse, der die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten degradiert. Ihre souveränen Entscheide können mittels abstrakter Normenkontrolle nach Artikel 98a BGG vor dem Bundesgericht angefochten und aufgehoben werden. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ein tiefer Schlag gegen den Föderalismus. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c des Verwaltungsverfahrensgesetzes (VGG) zementiert die Zentralisierung der Rechtskontrolle. Anstatt dass kantonale Instanzen zuständig bleiben, wird mit einem neuen Beschwerderecht (Artikel 31a VGG) ein weiterer Mechanismus geschaffen, der es der zentralen, EU-konformen Beihilfebehörde ermöglicht, kantonale Souveränität auszuhebeln und föderalistische Strukturen zu schwächen. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert. Zukünftig gelten ausschliesslich die Regeln des EU-Beihilferechts, wodurch die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor verliert. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 des Preisüberwachungsgesetzes (PüG) ist ein alarmierendes Zeichen für eine bewusste Schwächung des Konsumentenschutzes und der Transparenz. Während die neue Behörde Entscheide fällt, die sich direkt auf die Preise und Kosten für die Bürger auswirken können, wird die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" zum Schweigen gebracht. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde ungestörtes Agieren zu ermöglichen und die Auswirkungen auf die Bevölkerung zu verschleiern. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen nicht nur die nationale Souveränität in einem strategisch wichtigen Bereich der Wirtschaftspolitik aufgeben, sondern auch das föderalistische Gefüge der Schweiz nachhaltig beschädigen. Die Schaffung einer neuen, EU-dominierten Kontrollinstanz, die Entmachtung der Kantone und die Schwächung demokratischer Kontrollmechanismen sind unannehmbar. Wir lehnen diese Entwicklung entschieden ab.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorliegende Stellungnahme äussert tiefgreifende Bedenken hinsichtlich des vorgeschlagenen Abkommens im Bereich der Personenfreizügigkeit mit der EU, insbesondere im Hinblick auf die dort verankerten Lohnschutzmassnahmen. Es ist festzustellen, dass die präsentierten Massnahmen unzureichend, gar kosmetischer Natur sind und die befürchtete massive Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere für die breite Masse der Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen, nicht wirksam verhindern können. Statt die Stärke und Wirksamkeit des bewährten Schweizer Lohnschutzes, der auf der Kompetenz der Sozialpartner und der Flexibilität der flankierenden Massnahmen beruht, zu stärken, droht eine schrittweise Anpassung an europäische Standards, die bekanntermassen auf eine kollektivere und weniger flexible Anwendung von Schutzmechanismen abzielen. Die vorgesehene Umgestaltung des Lohnschutzes birgt die erhebliche Gefahr, dass bestehende, effektive Instrumente durch bürokratischere und damit weniger zielgerichtete EU-konforme Regelungen ersetzt werden. Dies kommt primär Unternehmen zugute, die auf Lohndumping abzielen und durch komplexere Verfahren und geschwächte Kontrollinstanzen weniger Hemmungen haben werden, schweizerische Arbeitskräfte zu benachteiligen. Die geschwächten Kontrollmechanismen sind dabei ein zentrales Element der Besorgnis. Es ist zu befürchten, dass die neu geschaffenen, eher zentralistischen und auf EU-Kompatibilität ausgelegten Strukturen die Kompetenzen und die operative Reichweite der paritätischen Kommissionen sowie der kantonalen Arbeitsinspektorate untergraben werden. Die Konsequenz hieraus dürfte eine Abnahme der tatsächlichen Kontrollen und eine laschere Durchsetzung der geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen sein, was dem Grundprinzip der Gleichbehandlung und des fairen Wettbewerbs widerspricht. Besonders kritisch zu beurteilen ist die geplante Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist. Dieses Vorhaben stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und die bewährten Prinzipien des Arbeitsrechts dar, der primär auf externen Druck der EU zurückzuführen ist. Die Schaffung einer privilegierten Klasse von Arbeitnehmern, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren gebunden ist, lähmt die notwendige Flexibilität, insbesondere für kleine und mittlere Unternehmen (KMU), welche das Rückgrat der Schweizer Wirtschaft bilden. Ohne das Kernproblem des durch die Personenfreizügigkeit verursachten Lohndrucks substanziell zu lösen, wird die Wettbewerbsfähigkeit heimischer Unternehmen unnötig beeinträchtigt. Die Anpassungen im Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die vorgeschlagene Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient

offensichtlich primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht, anstatt einer tatsächlichen Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des bisherigen Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a ist eine rein juristische Umstrukturierung, welche die bewährte Systematik des Gesetzes aufweicht und die effektive Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert und erschwert. Auch die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, insbesondere in Anhang 5 Ziffer 1 Buchstabe d, ist äusserst problematisch. Diese Verknüpfung zementiert die bedingungslosen Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft unerwünschte Querverbindungen, die die Schweiz politisch und rechtlich noch stärker an die EU binden. Dies gefährdet die Souveränität und die unabhängige Gestaltung unserer Gesetzgebung. Ferner sind die Präzisierungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVEG), insbesondere die neuen Regeln für Verbände in Artikel 2, obwohl sie technisch erscheinen mögen, Teil eines Gesamtpakets, das unsere bewährte Sozialpartnerschaft dem Druck der EU-Kompatibilität aussetzt. Jede Änderung an unserem robusten System der Allgemeinverbindlicherklärung birgt das Risiko, dass die bewährten schweizerischen Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Artikel 80 Absatz 2 Ziffer 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung massgeblich, indem ausländische administrative Entscheide ohne eine umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies ist ein gefährlicher Präzedenzfall, der die Unabhängigkeit unseres Rechtssystems bedroht.
Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des Lohnschutzes und der damit verbundenen Regelungen keine ausreichenden Garantien für den Erhalt des Schweizer Lohnniveaus und den Schutz der heimischen Arbeitnehmer bieten. Im Gegenteil droht eine Schwächung der bestehenden Schutzmechanismen, eine Erhöhung der Bürokratie und eine stärkere Bindung an EU-Recht, was zu Lasten der Schweizer Souveränität und der Wettbewerbsfähigkeit geht. Es ist unerlässlich, dass der Schutz des Schweizer Lohnniveaus und die Autonomie unserer Sozialpartner kompromisslos verteidigt werden, anstatt sie durch unzureichende und potenziell schädliche Kompromisse mit der EU zu gefährden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union bedürfen einer äusserst kritischen Würdigung. Es drängt sich die Frage auf, ob die erzielten Resultate tatsächlich im besten Interesse der Schweiz und ihrer Souveränität liegen. Die vorgeschlagenen Regelungen weisen eine Vielzahl von Punkten auf, die tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der nationalen Rechtsordnung und der demokratischen Willensbildung aufwerfen. Ein zentraler Kritikpunkt betrifft die potentielle Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Mitspracherechte. Gemäss Artikel 120 der Bundesverfassung hat das Volk das Recht, über seine Angelegenheiten zu bestimmen. Die Mechanismen, die im Rahmen des vorgeschlagenen Abkommens zur Anwendung von EU-Recht in der Schweiz vorgesehen sind, scheinen dieses Recht zu untergraben. Wenn die Schweiz fortlaufend Recht der EU übernehmen muss, ohne die Möglichkeit zu haben, dieses aktiv mitzugestalten oder gar abzulehnen, entweicht die Gesetzgebung dem direkten Einfluss des Schweizer Volkes und seiner gewählten Vertreter. Dies ist insbesondere dann problematisch, wenn die EU ihre Gesetzgebung in Zukunft weiterentwickelt. Wir müssten uns potenziell einer stetig wachsenden Menge an Vorgaben beugen, deren Entstehungsprozess uns weitgehend fremd ist. Darüber hinaus ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) ein erhebliches Problem. Die vorgeschlagene Einbeziehung der Rechtsprechung des EuGH in die Auslegung des Abkommens birgt die Gefahr einer faktischen Unterwerfung unter die Judikative der EU. Gemäss Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts sind Verträge nach Treu und Glauben zu erfüllen. Wenn jedoch die Interpretation eines für die Schweiz bindenden Abkommens primär durch ein ausländisches Gericht erfolgt, dessen Entscheidungen für die Schweizer Gerichte massgeblich wären, wird die unabhängige Rechtsanwendung in der Schweiz stark beeinträchtigt. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der richterlichen Unabhängigkeit, wie er im schweizerischen Recht verankert ist. Es ist fraglich, ob die Schweizer Gerichte noch ihrer primären Verpflichtung nachkommen können, nämlich das Schweizer Recht anzuwenden und die Interessen der Schweiz zu wahren, wenn sie durch die Urteile des EuGH gebunden sind. Die im Abkommen vorgesehenen Mechanismen zur Streitbeilegung, die unter Umständen eine Beteiligung von Gerichten oder Schiedsgerichten mit EU-Parteien vorsehen, werfen ebenfalls erhebliche Fragen auf. Artikel 50 der Bundesverfassung garantiert jedem das Recht auf ein unabhängiges und unparteiisches Gericht. Es ist fraglich, ob ein Verfahren, das potenziell die Beteiligung von Richtern oder Schiedsrichtern vorsieht, die nicht ausschliesslich dem Schweizer Recht verpflichtet sind, diesen Anforderungen genügen kann. Die Gefahr einer Benachteiligung der Schweiz in solchen Verfahren ist real, da die EU naturgemäss die Interessen ihrer Mitgliedstaaten vertritt. Ein weiterer kritischer Punkt ist die potentielle Aushöhlung des Subsidiaritätsprinzips. Die Schweiz hat sich stets durch eine starke föderalistische Struktur und die Betonung der Subsidiarität ausgezeichnet, wonach Entscheidungen auf der tiefstmöglichen Ebene getroffen werden sollten. Wenn die EU über Mechanismen verfügt, die es ihr erlauben, direkt Einfluss auf die Gesetzgebung oder die Verwaltung auf kantonaler oder gar kommunaler Ebene zu nehmen, würde dies die bewährte schweizerische Ordnung fundamental in Frage stellen. Die wirtschaftlichen Auswirkungen, die sich aus der Übernahme von EU-Recht ergeben könnten, müssen ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Während die

Vereinfachung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt ein potenzieller Vorteil sein mag, dürfen die Kosten und der administrative Aufwand, die mit der Umsetzung und Einhaltung neuer Regulierungen verbunden sind, nicht unterschätzt werden. Artikel 41 der Bundesverfassung nennt die Förderung des wirtschaftlichen Wohls als Staatsziel. Es ist keineswegs gesichert, dass die vorgeschlagenen Regelungen diesem Ziel tatsächlich dienen, wenn sie zu einer erhöhten regulatorischen Last für Schweizer Unternehmen führen. Insgesamt erwecken die vorliegenden Verhandlungsergebnisse den Eindruck, dass die Schweiz Gefahr läuft, Souveränität und Gestaltungsspielraum gegen eine vermeintliche Vereinfachung der Beziehungen zur EU einzutauschen. Die rechtlichen Implikationen, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, die Rolle des EuGH und die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte, sind gravierend. Vor diesem Hintergrund ist eine äusserst zurückhaltende und kritische Haltung gegenüber den vorgeschlagenen Vereinbarungen geboten. Es bedarf umfassender parlamentarischer Beratungen und einer intensiven öffentlichen Debatte, um die Tragweite dieser Entscheidung vollständig zu erfassen und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweiz und ihrer Bürgerinnen und Bürger gewahrt bleiben.

Martin Widrig

Eidgenössisches Departement für
Auswärtige Angelegenheiten EDA
Bundeshaus West
3003 Bern
vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Freiburg, den 31.10.2025

«Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU», insbesondere «Gesundheitsabkommen» und Gebot des Handelns nach Treu und Glauben

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nutze ich die Möglichkeit, mich zu den neuen Verträgen mit der EU zu äussern.

Grundsätzliches

Gute und konstruktive Beziehungen der Schweiz zur EU sowie EU-Bürgerinnen und Bürgern sind, genau wie gute Beziehungen zu allen anderen Ländern stets zu begrüssen. Der Wunsch nach guten Beziehungen sollte jedoch niemals dazu führen, dass man sich selbst vergisst oder sich abhängig macht. Wird Derartiges von der anderen Partei gar gefordert, ist eine schädliche Beziehung vorprogrammiert – egal mit welchen Zückerchen man uns zu locken vermag. Dies würde höchstens schutzunwürdigen Partikulär-Interessen, nicht aber unserem Land und unserer Bevölkerung dienen. Die Regierung ist nur ermächtigt, und zugleich verpflichtet (!), für das Wohlergehen Letzterer zu sorgen.

Eine partnerschaftliche Beziehung ist nur dann im Interesse der Schweiz, wenn diese ihre Eigenständigkeit bewahrt und als gleichwertige Partnerin mitsprechen kann. Regelungen von Uneinigkeiten, bei denen (egal auf wie vielen Umwegen und mit wie vielen Scheinmitspracherechten) am Ende faktisch nur die EU entscheidet, sind daher kompromisslos abzulehnen – selbst wenn es dazu führt, dass die EU weitere «Bilateralen» (in diesem Fall wären es eben keine bilateralen Verträge) ablehnt. In solchen Fällen darf sich die Schweiz sich nicht erpressen lassen.

Fehlende Transparenz und Umgehung von Volk und Ständen trotz geplanter Abtretung wichtigster Grundrechte und kantonaler Kompetenzen

Die jetzigen Verträge, die der Bundesrat der Schweiz aufzwingen will, werden zu einem Verlust unzähliger wichtiger Rechte des Volkes und der Kantone führen. Dennoch berichten weder die Regierung noch die regierungsnahen Medien über die massiven menschenrechtlichen und föderalstaatlichen Konsequenzen dieser Verträge und dass dadurch auch diejenigen Rechte eingeschränkt werden, die dem Volk und den Ständen am meisten bedeuten.

Der Umstand, dass der Bundesrat trotz der gewaltigen Auswirkungen dieser Verträge auf das für die Schweiz charakteristische und wichtige Ständemehr verzichten will, ist in keiner Weise nachvollziehbar. Dieses Vorgehen ist im Lichte seiner Pflicht nach Treu und Glauben zu handeln höchst fragwürdig. Dasselbe gilt für das berechnende Vorgehen, die Abstimmung zu diesen Verträgen auf einen Zeitpunkt kurz nach den nächsten Wahlen zu verschieben.

Der Bundesrat entbehrt jeglichen Rechts, unser Land durch Täuschung und Intransparenz zur Akzeptanz von Verträgen zu verleiten, ohne auch die Risiken und Probleme offen und transparent darzulegen. Den Auftrag einer Regierung zu erfüllen, bedeutet auch den Willen eines ehrlich, offen und transparent informierten Volkes zu respektieren. So lange dies nicht geschieht, ist auf den Abschluss neuer Abkommen zu verzichten.

Gesundheitsverträge mit der EU im Besonderen

Bis heute hat weder der Bund noch die EU die Corona-Krise aufgearbeitet. Aufgrund der Ereignisse und Verhaltensweise ist höchst fragwürdig, ob man dem Bund und der EU in solchen Gesundheitsfragen überhaupt noch trauen darf. Das Verhalten wer entweder höchst fahrlässig oder bösgläubig. Aufgrund der teilweise herausgeklagten, teilweise geleakten RKI-Protokolle wurde z.B. klar, dass die ganzen aufgezwungenen Massnahmen jeglicher wissenschaftlicher Grundlage entbehrten. Statt die Verantwortlichen des Skandals zur Rechenschaft zu ziehen, hat man nun dafür gesorgt, dass in einer künftigen Pandemie keine Protokolle mehr herausgeklagt werden können. Zudem sind der Bund und die EU eigentlich verpflichtet für ein sinnvolles Monitoring und Studien zu sorgen, die sicherstellen, dass wir wissen, ob Medikamente sicher und wirksam sind. Sie haben lediglich ein passives Monitoring geschaffen. Dieses hat enorme Warnsignale ergeben (50x mehr Nebenwirkungsmeldungen als alle anderen Impfungen zusammen!). Trotzdem wird nur gesagt, das passive Monitoring sei halt nicht gut genug – es wäre aber gerade die Aufgabe der EU und des Bundes gewesen, dafür zu sorgen, dass auch im Falle der Corona-Pandemie ein gutes Überwachungssystem existiert. Als weiteres Beispiel haben wir, obwohl die Pandemie vorbei ist, nicht etwas eine Untersterblichkeit (was zu erwarten wäre), sondern (nicht seit Corona, sondern seit Einführung der Impfung) eine rekordhohe Übersterblichkeit, einen Geburtenrückgang und emporschiessende Zahlen von Krebs und anderen Erkrankungen. Das BAG hätte zwar die Daten, um herauszufinden, ob ein Zusammenhang zwischen der Impfung und diesen Problemen besteht, klärt die Frage

aber nicht ab und hält die Daten mit dem Argument versteckt, es soll kein öffentliches Interesse an der Frage bestehen, ob ein Zusammenhang mit der Impfung bestehe. Dies mangelnde Transparenz ist bösgläubig und höchst verdächtig. Und so gibt es tausend weitere Beispiele an merkwürdigen Verhaltensweisen, Studien oder Daten, die nahelegen, dass vieles anders ist, als es der Bevölkerung kommuniziert wurde.

Mit den Gesundheitsabkommen will der Bundesrat wichtige Entscheidbefugnisse über Zwangsmassnahmen an die EU-Behörden abtreten. Dies birgt die Gefahr, dass die schweizerische Bevölkerung wegen dem in Art. 190 BV verbrieften Vorrang des Völkerrechts und der Immunität der EU-Gesundheitsbehörden nicht mehr gleichermassen vor allfälligen missbräuchlichen, gefährliche Behördenakten geschützt ist, wie sie es ist, wenn keine solche Abkommen unterzeichnet werden. Da es in der EU wegen Entscheidungen dieser Behörden zu massiven Menschenrechtsverletzungen gekommen ist (Grundrechtsverletzungen werden vermutet, solange sie nicht gerechtfertigt werden und zu eine Rechtfertigung ist es nie gekommen) ist und nichts unternommen wurde, um die Ereignisse von damals aufzuarbeiten, ist davon auszugehen, dass es auch bei einer künftigen Pandemie zu vergleichbaren oder schlimmeren Menschenrechtsverbrechen kommen wird.

Es wirkt geradezu als würde der Bundesrat solche Menschenrechtsverletzungen wollen und als würde er versuchen, sich seiner verfassungsrechtlichen Pflicht und Verantwortung zu entziehen, indem er völkerrechtliche Verträge abschliesst, mit denen immune Gremien den verfassungsrechtlichen Schutz unser Bürgerinnen und Bürger umgehen können. Die gesamten Entwicklungen und Verhaltensweisen in diesem Zusammenhang sind höchst besorgniserregend und lassen das Schlimmste befürchten.

Solange es nicht zu einer rigorosen Aufarbeitungen der Pandemie gekommen ist die Entscheidungstragenden Verantwortung für das Geschehene übernehmen (müssen), widerspricht jegliche weitere Machtabtretung an solche Gremien den Interessen der Schweiz und ihrer Bevölkerung. Die Gesundheitsabkommen sind daher im vollen Umfang abzulehnen, solange die Pandemie nicht rigoros aufgearbeitet worden ist.

Global betrachtet sind die Vertragswerke in der heutigen Form abzulehnen und im Sinne der erwähnten Ausführungen nachzubessern.

Besten Dank für die Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse

Martin Widrig

Antwortformular zur Vernehmlassungsvorlage
Paket Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU

Diese Stellungnahme wurde eingereicht von:

- ☐ Kanton
- ☐ In der Bundesversammlung vertretene politische Partei
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Gemeinden, Städte und Berggebiete
- ☐ Gesamtschweizerischer Dachverband der Wirtschaft
- ☐ Eidgenössische Gerichte
- ☐ Weitere interessierte Kreise
- ☐ **Nicht offiziell angeschriebene Organisationen / Privatpersonen**

Absenderin oder Absender:

Ruf Bopp Claudia, Dr.rer.publ. HSG, Fellenbergstrasse 65k, 9000 St.Gallen, ehem. Leiterin Arbeitsbedingungen AWA St.Gallen

Datum der Stellungnahme:

31. Oktober 2025

Kontaktperson bei Fragen (Name/Tel./E-Mail):

Pia Feuz, 058 468 15 90, pia.feuz@babs.admin.ch

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme bis am 31. Oktober 2025 elektronisch an vernehm-lassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch zu senden. Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns **Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument** zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

1. Allgemein: Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Geregelte Beziehungen zu anderen Staaten und insbesondere zu den nächsten Nachbarn sind jederzeit von Vorteil. Das allgemeine Völkerrecht und zahlreiche Staatsverträge bieten diesen Rahmen. Mit der Europäischen Union besteht ein ausreichender rechtlicher Rahmen mit den seit 1992 geltenden bilateralen Verträgen und dem dadurch geschaffenen Aquis Communautaire im Schweizer Recht. Die bisherigen bilateralen Verträge sind ein Regelwerk zwischen zwei gleichwertigen Vertragspartnern, für das vorliegende Rahmenpaket gilt dies nicht. Auch wenn teilweise von Bilateralen III gesprochen wird, wird die Umsetzung mit dem bisherigen Verhältnis von zwei gleichgestellten Partnern endgültig aufräumen. Die EU selbst lehnt die Bezeichnung „bilateral“ ab, und selbst die befürwortenden Kreise in der Schweiz führen als zwingende Argument für die Annahme des neuen Rahmenpakets Schweiz-EU immer wieder an, dass die EU keine bilateralen Verträge mehr wolle und dieser Weg somit nicht weitergeführt werden könne. Es spricht aus Sicht der Schweiz nichts dagegen, die bestehenden bilateralen Verträge weiterzuführen und situativ, wo es für beide Parteien von Interesse ist, die Verträge zu erneuern. Wenn die EU der Schweiz bei diesen Verträgen immer noch die Guillotine-Klausel androht, kann es nicht sein, dass diese Verträge keine Grundlage für das rechtliche Verhältnis sind. Das vorliegende Rahmenabkommen würde tatsächlich die Stellung der Schweiz derart beeinträchtigen, dass von einer Unterwerfung gesprochen werden muss.

1. National- und Ständerat sollen das vorliegende Rahmenpaket Schweiz-EU mit den ihnen vom Bundesrat vorgelegten vier Bundesbeschlüsse ohne Änderungsanträge oder Auftrag zur Nachbesserung in Nachverhandlungen mit der EU ablehnen, aufgrund zu grosser wirtschaftlicher und politischer Kosten. Die monetären Kosten und das allgemeine Risiko, unser erfolgreiches wirtschaftliches und politisches Modell zu beschädigen, sind viel zu hoch angesichts des von den Studien ausgewiesenen wirtschaftlichen Nutzens. Die Zahlen in den Studien beziehen sich zudem oft nur auf die Gewinne für Unternehmen der Privatwirtschaft. Es fehlt jedoch eine Gesamtrechnung mit den von der Allgemeinheit zu tragenden Kosten und Mehraufwände und die Einbeziehung der Einschränkungen des Nutzens, welche den Staatsbürgern durch die drohende irreparable Schädigung unseres politischen Systems entstehen.
2. Stimmen die eidgenössischen Räte den Bundesbeschlüssen zu, sollen sie das Rahmenpaket Schweiz-EU dem obligatorischen Referendum unterstellen. Das Erfordernis des Ständemehrs ist der hohen Bedeutung des Gesamtpakets für die Wirtschaft, Politik und Gesellschaft der Schweiz angemessen. Diese Bedeutung sprechen selbst die Befürworter dem Rahmenpaket nicht ab, da sie darauf verweisen, dass ohne Annahme des Rahmenpakets der Schweiz zumindest der wirtschaftliche Kollaps drohe. Auch trägt das Ständemehr allein zur Rechtssicherheit im Hinblick auf die später zur Abstimmung gelangende Kompassinitiative bei resp. verhindert Komplikationen bei einer allfälligen Annahme dieser Initiative. Schliesslich ist auf Art. 121 a BV (SR 101) zu verweisen: Die Zuwanderung als ein Kernpunkt des vorliegenden Rahmenpakets Schweiz-EU berührt diese Verfassungsbestimmung elementar, so dass eine neue diesen Punkt tangierende Bestimmung zwingend einem obligatorischen Referendum zu unterstellen und keinesfalls nur auf dem Gesetzesweg eingeführt werden kann. Das obligatorische Referendum erscheint in diesem Licht somit

zwingend. Wenn es dies auch nicht wäre, ist es dem schweizerischen Parlament – zumindest heute noch, vor Einführung des Rahmenpakets Schweiz-EU mit seinen neuen institutionellen Einschränkungen – unbenommen, ein obligatorisches Referendum über dieses Rahmenpaket zu beschliessen. Das Parlament als oberstes Organ kann jederzeit und somit auch heute im vorliegenden Fall, die Durchführung eines obligatorischen Abstimmungsprozesses beschliessen, ohne an allfällige eigene frühere Entscheidungen oder auch nur fremde oder eigene Aussagen gebunden zu sein.

3. In der Presse wurde bereits kurz nach der Gutheissung des Rahmenpakets Schweiz-EU durch den Bundesrat angekündigt, dass die Schweiz von bestimmten mit der EU ausgehandelten Vorteilen profitieren solle, welche Teil des Abkommens sind. Keinesfalls dürfen im Stadium vor einer Volksabstimmung zu den einzelnen Abkommen oder den Abkommen als Ganzes bereits Präjudizien und unumkehrbare Tatsachen geschaffen werden, welche bei einem negativen Verdikt des Stimmvolks zu Nachteilen führen oder mit denen gar der positive Ausgang der Abstimmungen durch Sachzwänge beeinflusst werden könnte. Die Inkraftsetzung solcher Bestimmungen und die Teilnahme der Schweiz daran würden ein Handeln ohne entsprechende rechtliche Grundlage bedeuten.

.

2. Verhandlungen: Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Allgemeines

Der Bundesratsbericht stellt allgemein die positiven Aspekte in den Vordergrund, negative Aspekte werden nicht erwähnt oder gar beleuchtet. Risiken werden verharmlost und die Kommunikation an die breiten öffentlichen Kreise enthält Unwahrheiten. Dies fängt auf der Website des Bundesrates mit der Darlegung der Eckdaten des Pakets an. Es wird behauptet, dass das Paket Kontinuität sichere, der bilaterale Weg weitergeführt werde und kein Kurswechsel der Schweizer Aussenpolitik erfolge. Das ist nachweislich falsch, wenn man die Kommunikation der Befürworter im Inland und auch der EU selber überprüft.

Ferner behauptet der Bundesrat an verschiedenen Stellen auch auf der Website und in ihren Erklärvideos, dass die Schweiz ihre Politik und den rechtlichen Rahmen weiterhin selbst gestalten können. Ein Beispiel dafür ist die Landwirtschaftspolitik. Anders als vom Bundesrat behauptet wird gerade diese Branche, selbst ohne Anpassungen des Landwirtschaftsgesetzes, durch das Abkommen über Lebensmittelsicherheit und auch über dasjenige für Gesundheit stark betroffen sein. Höherer Aufwand ist ebenfalls bei Verarbeitungsbetrieben landwirtschaftlicher Erzeugnisse zu erwarten, was negative Rückkoppelungseffekte auf die Landwirtschaft haben wird, etwa bei Kennzeichnungspflichten zu Produktionsmethoden, zum Konsumentenschutz, im Bereich der Ökologie usw.

Vom akdemischen Standpunkt aus ist der Bericht schwach, da sich die Autoren eben nicht mit Meinungen auseinander setzen, die von der eigenen Haltung abweichen, seien diese rechtlicher oder politischer Natur. Bezeichnend für die Mängel ist, dass die Autoren nicht einmal mehr das eigene interne Gutachten des EJPD für die eigenen Argumentation hinzuziehen können. Selbst die positiven Aussagen werden nicht begründet.

Institutioneller Rahmen

Personenfreizügigkeit

abgestritten Chancen des Rahmenpakets Schweiz-EU in den Vordergrund gestellt werden. Negative Aspekte, die im Vorfeld der Ausarbeitung der Botschaft genügend in der öffentlichen Debatte zur Sprache kamen, werden nicht aufgegriffen und es findet damit keine Auseinandersetzung statt. Die aus Sicht des Bundesrates positiven Aspekte werden nur umso mehr betont und mit inhaltlichen Leerbegriffen beschrieben. Ein Beispiel ist schon auf der Website

3. Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

3.1. Allgemeine Bemerkungen

Der Bundesrat suggeriert, dass sich die inländische Umsetzung der Regelungen im Rahmenabkommen in einem sehr engen Rahmen hält. Diese Beurteilung erachte ich als grundsätzlich falsch. Selbst wenn sie sich nur auf den aktuellen Rahmen der Regelungsbereiche im vorliegenden Rahmenabkommen bezieht, wird der Aufwand im Nachvollzug deutlich höher ausfallen. Dies ist darauf zurückzuführen, dass die EU die laufende Erweiterung und Vertiefung des Binnenmarkts als oberstes Ziel angesetzt hat. Störungen dieses Binnenmarkgedankens werden nicht toleriert, weder von der EU-Kommission, noch vom EuGH.

Es wird dabei nicht mitberücksichtigt, dass beispielsweise die gesamten Konsumentenschutzrechte der EU durch die inländische Wirtschaft einzuhalten sind, ob exportorientiert oder nicht, und ob Industrie und Handel, Gewerbe oder Landwirtschaft. Ein gutes Beispiel dafür ist die Frage der Einführung von Umweltetiketten auf Nahrungs- und Lebensmitteln, d.h. ob im Ursprungszustand oder verarbeitet. Der Bundesrat hat vor kurzem eine eigene inländische Regelung als Antwort auf ein Postulat im Nationalrat (Postulat 22.4275) mit dem Hinweis abgelehnt, dass eine eigene Lebensmittelkennzeichnung der Schweiz den Handel mit der EU behindere (Eine CO2-Etikette für unverarbeitete Lebensmittel. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulats 22.4275 der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) vom 18. November 2022). Der Bundesrat spricht sich dafür aus, darauf zu warten, wie die EU diesen Bereich regelt, und dann allenfalls eigene und darauf abgestimmte Regelungen erlassen. Wäre das Rahmenabkommen bereits eingeführt, wäre es weder notwendig, noch opportun, sich Gedanken zu diesen Fragen zu machen, da die EU die Vorgaben machen würde und die Schweiz diese praktisch gleichgeschaltet nachvollziehen müsste. Ein weniger weit gehender Standard, wie auch ein darüber hinausgehender Standard wären nicht tolerierbar durch die EU; das eine würde dem Konsumentenschutz schaden, das andere die Wettbewerbsfähigkeit der europäischen Konkurrenz beeinträchtigen.

Solche zusätzlichen Regelungsbereiche werden sich generell bei Fragen von Standards ergeben, nicht nur bei Lebensmitteln, sondern auch im Bereich von Gesundheit. Es ist völlig absurd zu glauben, dass die Schweiz bei solchen Fragen die Möglichkeit hätte, über eine Einführung oder einen Verzicht darauf zu entscheiden, oder auch über die Frage der Ausgestaltung solcher Regelungen. Und nicht nur müssten sich die exportierenden Unternehmen an solche Regelungen halten, sondern die im Inland tätigen ebenfalls. Denn würden europäische Unternehmen ihre Produkte in den Schweizer Markt einführen, würde dies eine Wettbewerbsverzerrung bedeuten, wenn die inländischen Betriebe diesen Regelungsaufwand nicht hätten oder sich auch dem Konsumenten gegenüber nicht ausweisen müssten.

Landwirtschaft:

Klarzustellen ist an dieser Stelle, dass die Landwirtschaft sehr wohl in gravierender Weise vom Rahmenpaket betroffen sein wird. Die Andeutung auf der Bundesratswebseite, wonach institutionelle Anpassungen durch die Rahmenverträge in die übrigen Binnenmarktabkommen zwischen der Schweiz und der EU aufgenommen würden, aber nicht ins Landwirtschaftsabkommen, ist unhaltbar. Die Anpassungen erfolgen direkt über die neuen Regelungsbereiche Lebensmittelsicherheit und dasjenige für Gesundheit, indirekt aber auch aufgrund aktueller und neuer Erfordernisse des Konsumentenschutzes. Eine eigenständige schweizerische Landwirtschaftspolitik wird mit den auch für die Landwirtschaft zur Anwendung kommenden institutionellen Regelungen erschwert, wenn nicht verunmöglicht. Die Abkommen zur Lebensmittelsicherheit und Gesundheit stehen von ihrer Stossrichtung her mit verschiedenen für die schweizerische Landwirtschaft geltenden Rahmenbedingungen wie Versorgungssicherheit oder Verbesserung der sozialen und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen in der Landwirtschaft in einem Zielkonflikt. Diese und andere Zielkonflikte in der Landwirtschaftspolitik, beispielsweise mit ökologischen Ansprüchen, könnten künftig nicht mehr in der Schweiz ausgetragen werden, sondern würden innerhalb der EU geregelt und die entsprechenden Regelungen in der Schweiz ohne weiteres eingeführt. Politische Auseinandersetzungen und breite Diskussionen in der Gesellschaft, wie sie bei den Landwirtschaftsinitiativen der vergangenen Jahre stattfanden (Ernährungssouveränität (2018), Hornkuhinitiative (2018), Trinkwasser- und Pestizidinitiative (2021), Biodiversitätsinitiative (2024)) wären ein Phänomen der Vergangenheit, soweit sie innerhalb unseres Landes bestehende Interessen eigenständig und im Gegensatz zu bestehenden EU-Regelungen austarieren möchten, da über EU-Regelungen hinausgehende Schweizer Normen als marktverzerrend betrachtet würden. Der Schweiz bliebe nichts, als bei Annahme eigenständiger Regelungen, die aus Sicht der EU in den Binnenmarkt eingreifen, der Anwendung von Ausgleichsmassnahmen entgegen zu sehen.

Ebenfalls darf das Risiko nicht unterschätzt werden, dass bestehende Instrumente der finanziellen Förderung der der Landwirtschaft – abgesehen von de+n schweizerischen Direktzahlungen, welche das europäische Beihilfenrecht explizit nicht tanigieren (siehe Richli, Paul, Ruf, Claudia: Die Vereinbarkeit des) welches vom europäischen Beihilfenrecht auf die eigenständige Ausgestaltung der

Wirkung hätte solche Diskussionen nicht einmal mehr in Bereichen, in denen sie für die eigenen Wirtschaftsteilnehmer über den Regelungsbereich der EU hinausgingen, und wo sie den Regelungsbereich der EU und deren Wirtschaftsteilnehmer nicht verletzten würden. Damit müssten schweizerische Diskussionen über politische oder gesellschaftliche Themen und deren individuelle Regelungen als obsolet betrachtet werden. Dies schadet der Schweiz nicht nur wirtschaftlich, sondern auch politisch: Es mindert die Identifikation der Bürger mit ihrem Gemeinwesen, und zwar auf allen Ebenen, da die politischen Einflussmöglichkeiten der Bürger mit der Annahme des Rahmenpakets Schweiz-EU auf allen Staatsebenen schwinden werden, wie im Folgenden aufgezeigt wird.

Dass die schweizerische Landwirtschaft bei einer Einführung des Rahmenpakets keinesfalls von den Konfliktlinien ausgenommen sein wird, ergibt sich schon aus der institutionellen Bedeutung des Agrarsektors innerhalb der EU seit der Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft. Der Agrarsektor von Mitgliedstaaten wie Frankreich, der Mittelmeerländer und auch der neueren EU-Mitgliedstaaten im Osten umfasst auch heute einen hohen Anteil an der gesamten Wirtschaftsleistung dieser Länder. Dementsprechend gewichtig sind die Interessen, welche diese Länder innerhalb und auch ausserhalb der EU ausspielen, oft auch gegeneinander. Wenn wir uns vor Augen führen, dass die EU zur Regelung der landwirtschaftlichen Produktion die vor- und nachgelagerten Industriezweige mit Subventionen, Beihilfen und Regelungen ins Visier genommen hat, wird klar, wie weitverzweigt das Netz von Eingriffen

Weiter ist in Erinnerung zu rufen, dass der Agrarsektor der alten EWG der erste Wirtschaftssektor sein sollte, der gemäss europäischem Willen

«vergemeinschaftet» werden sollte. Dies ist der EWG auch perfekt gelungen, da die Regelungsdichte für den landwirtschaftlichen Sektor

Bundesgesetze	**Betroffener Artikel**	**Allfälliger Änderungsvorschlag**	**Bemerkungen**
3.2. Stabilisierungsteil			
3.2.1. Staatliche Beihilfen			
Neues Gesetz			
3.2.1.1. Bundesgesetz über die Überwachung von [staatlichen] Beihilfen (BHÜG)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.1.2. Bundesgerichtsgesetz (BGG, SR 173.110)			
3.2.1.3. Verwaltungsgerichtsgesetz (VGG, SR 173.32)			
3.2.1.4. Kartellgesetz (KG, SR 251)			
3.2.1.5. Luftfahrtgesetz (LFG, SR 748.0)			
3.2.1.6. Preisüberwachungsgesetz (PüG, SR 942.20)			
3.2.2. Personenfreizügigkeit: Zuwanderung			
Neues Gesetz			
3.2.2.1. Bundesgesetz über die Verwaltungszusammenarbeit im Bereich der Anerkennung von Berufsqualifikationen (Binnenmarkt-Informationssystem) (BGVB)			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.2.2. Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG, SR 142.20)			
3.2.2.3. Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG, SR 823.11)			
3.2.2.4. Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz, SR 414.110)			
3.2.2.5. Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG, SR 414.20)			
3.2.2.6. Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, SR 831.40)			
3.2.2.7. Freizügigkeitsgesetz (FZG, SR 831.42)			
3.2.2.8. Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB, SR 210)			
3.2.2.9. Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten berufen (BGMD, SR 935.01)			
3.2.2.10. Medizinalberufegesetz (MedBG, SR 811.11)			
3.2.2.11. Gesundheitsberufegesetz (GesBG, SR 811.21)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.2.12. Psychologieberufegesetz (PsyG, SR 935.81)			
3.2.3. Personenfreizügigkeit: Lohnschutz			
Gesetzesanpassungen			
3.2.3.1. Bundesgesetz über die flankierenden Massnahmen bei entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und über die Kontrolle der in Normalarbeitsverträgen vorgesehenen Mindestlöhne (Entsendegesetz, EntsG, SR 823.20)			
3.2.3.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.5 Finanzieller Beitrag der Schweiz)*			
3.2.3.3. Obligationenrecht (OR, SR 220)			
3.2.3.4. Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen (AVEG, SR 221.215.311)			
3.2.3.5. Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG, SR 281.1)			
3.2.4. Landverkehr			
Gesetzesanpassungen			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.2.4.1. Eisenbahngesetz (EBG, SR 742.101)			
3.2.4.2. Personenbeförderungsgesetz (PBG, SR 745.1)			
3.2.5. Finanzieller Beitrag der Schweiz			
Neues Gesetz			
3.2.5.1. Bundesgesetz über die Beiträge der Schweiz zur Stärkung der Kohäsion in Europa (Kohäsionsbeitragsgesetz, KoBG)			
Gesetzesanpassungen			
3.2.5.2. Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB, SR 172.056.1) *(siehe auch unter 3.2.3 Personenfreizügigkeit: Lohnschutz)*			
3.2.5.3. Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte (SR 193.9)			

Bundesgesetze	Betroffener Artikel	Allfälliger Änderungsvorschlag	Bemerkungen
3.3. Weiterentwicklungsteil			
3.3.1. Strom			
Gesetzesanpassungen			
3.3.1.1. Energiegesetz (EnG, SR 730.0)			
3.3.1.2. Stromversorgungsgesetz (StromVG, SR 734.7)			
3.3.1.3. Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE)			
3.3.2. Lebensmittelsicherheit			
Gesetzesanpassungen			

3.3.2.1. Tierschutzgesetz (TSchG, SR 455)			
3.3.2.2. Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0)			
3.3.2.3. Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG, SR 910.1)			
3.3.2.4. Bundesgesetz über den Wald (Waldgesetz, WaG, SR 921.0)			
3.3.2.5. Tierseuchengesetz (TSG, SR 916.40)			

4. Gesamtbeurteilung: Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: chardonmarie <chardonmarie@protonmail.ch>
Sent: Samstag, 1. November 2025 10:27
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Accords cadre avec UE

Bonjour,
Je ne vois pas le gain pour la suisse de ces accords cadres ???
Pardon, c est se mettre a la merci d un association malhonnêtes et avide d'argent à des buts tout sauf altruiste. L argent ne va pas aux citoyens mais encore et toujours aux multinationales et à l industrie des armes sans doute aussi pour une bonne part. La suisse sera noyée dans tous les autres pays et pas écoutée. Il n y aura pas de négociations. Ils veulent juste que notre pays soit à leurs bottes, c est - à dire avec représailles si refus.
Surtout il fait refuser en bloc cette Europe corrompu et pervertie. Chercher d'autres partenaires commerciaux par exemple et se dire que l on est intéressant de toute façon .
Retrouver notre neutralité et d'autres services à offrir que les autres pays.
Sortir de l'OMS corrompue et leurs signifier leur tromperie et leurs conflits d'intérets ignoble et impitoyable.
Laisser à chacun le choix de son traitement, pour éviter les horreurs de produits expérimentaux très très dangereux.
Nous prouver avec des études sans conflits d intérêts les différentes actions pour préserver l environnement, avec l industrie, les investissements financiers des banques. Avouer les tromperies des éoliennes pas du tout écologiques, les datas énergifores.
La surveillance des individus et l opacité des institutions qui grandit en notre défaveur et nous asservir chaque jour un peu plus.
A la poubelle vis accords cadres !
C est indigne du gouvernement suisse.
Voilà mon avis.

Sent from Proton Mail for Android.

Vernehmlassungs-Antort zum Vertragspaket EU - Schweiz

Absender & Kontakt

Absender: Martin Kaufmann (Privat)
Datum: 01.11.2025
Kontakt: Martin Kaufmann · 0798760021 · mk@consules.ch

Allgemein

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die Souveränität der Schweiz.

Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie bei einer institutionellen Annäherung unvermeidlich wäre, widerspricht fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung. Insbesondere Artikel 5 des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege (RPrepG) legt fest, dass die Schweiz eigene Gesetze erlässt. Die automatische Übernahme von EU-Richtlinien würde dieses Prinzip aushöhlen und unsere Gesetzgebung faktisch dem Einfluss Brüssels unterstellen.

Zudem ist zu bezweifeln, ob eine solche Annäherung mit dem Prinzip der direkten Demokratie, verankert in Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung (BV), vereinbar ist, da das Volk über wesentliche rechtliche Änderungen nicht mehr im gewohnten Umfang mitentscheiden könnte. Es besteht die Gefahr einer schleichenden Entmachtung.

Verhandlungen

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Skepsis. Es ist fraglich, ob die vorgeschlagenen Vereinbarungen tatsächlich den Interessen der Schweiz dienen oder ob sie nicht vielmehr eine schleichende Erosion unserer Souveränität bedeuten.

Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Gestaltung hat, widerspricht den Grundsätzen des nationalen Gesetzgebungsrechts, wie sie in der Bundesverfassung verankert sind. Insbesondere die fortlaufende Adaption von EU-Verordnungen ohne entsprechende parlamentarische Zustimmung stellt eine erhebliche Herausforderung für die demokratische Legitimation dar.

Die finanziellen Verpflichtungen, die mit diesen Abkommen einhergehen, bedürfen einer kritischen Prüfung im Lichte der wirtschaftlichen Tragfähigkeit und des Beitrags zur nationalen Sicherheit, gemäss den Prinzipien des Föderalismus und der finanziellen Eigenverantwortung.

Es drängt sich die Frage auf, ob diese Vereinbarungen im Einklang mit dem Artikel 6 der Bundesverfassung stehen, der die Pflicht zur Wahrung der Interessen des Landes betont.

Inländische Umsetzung

Allgemeine Bemerkungen

Die vorgesehene Umsetzung der EU-Vorgaben birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die schweizerische Rechtsordnung. Die schleichende Übernahme von EU-Recht ohne demokratische Legitimation durch das Schweizer Volk widerspricht fundamental dem Prinzip der Volksgesetzgebung gemäss Artikel 138 der Bundesverfassung. Es ist höchst fragwürdig, ob eine solche Übernahme im Einklang mit Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Selbstbestimmung der Eidgenossenschaft und die Rechtsgrundsätze verankert, steht.

Die drohende Bindung an zukünftige EU-Regulierungen verletzt das Recht auf Selbstbestimmung und stellt eine unzumutbare Aushöhlung unserer direktdemokratischen Institutionen dar. Die negativen Auswirkungen auf die Rechtsetzung und die staatliche Handlungsfreiheit dürfen nicht unterschätzt werden.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit stellt eine massive Ausweitung der Zuwanderung dar, die im krassen Widerspruch zum Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Art. 121a BV steht.

Die Einführung eines praktisch unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach nur fünf Jahren, ähnlich einer "Niederlassung C PLUS", untergräbt die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da selbst Kriminelle oder Sozialhilfeabhängige ein solches Recht erlangen können. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, was die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden abwälzt. Der unkontrollierte Familiennachzug, der Eltern und Grosseltern einschliesst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und wird die Sozialkosten weiter in die Höhe treiben.

Die angebliche "Schutzklausel" in Art. 21b AIG ist ein reines Placebo; ihre Hürden sind praktisch unerreichbar, und eine Anwendung droht mit EU-Strafmassnahmen, was einer Erpressung gleichkommt.

Die automatische Rechtsübernahme nach der "Integrationsmethode" beraubt das Schweizer Parlament und Volk jeglicher Mitbestimmung bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem sensiblen Bereich. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Art. 29a und die Einführung von Art. 41c, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss EU-Bürger kaum mehr möglich.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) ist ein Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit entstehen.

Die Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im BGVB und die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) in Fachgesetzen wie dem MedBG und GesBG ersetzen schweizerische Qualitätskontrollen durch automatisierte EU-Mechanismen und stellen ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar.

Die Anpassung des BVG (Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) unterstellt unsere zweite Säule den EU-Koordinationsregeln und höhlt unsere sozialpolitische Souveränität weiter aus.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public, insbesondere im Schienenverkehr.

Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater EBG erlaubt ausländischen Anbietern, inner-schweizerische Strecken zu bedienen. Dies fördert die „Rosinenpickerei“ profitabler Linien durch ausländische, oft staatlich subventionierte Unternehmen, was die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien tätig sind, empfindlich untergräbt. Die Beibehaltung bewährter Subventionen, die zur Aufrechterhaltung des Angebots dienen, wird durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als potenziell unzulässig eingestuft.

Die im neuen Art. 32a Abs. 1bis PBG vorgesehene Pflicht, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt zudem die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes erheblich ein.

Die versprochenen Absicherungen durch die „Gemeinsame Erklärung“ sind rechtlich nicht bindend und bieten keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, was die Souveränität der Schweiz weiter aushöhlt.

Finanzieller Beitrag

Die Umwandlung freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich bindende Pflicht im Bereich der finanziellen Beiträge stellt einen fundamentalen Verlust an politischem Druckmittel und demokratischer Kontrolle dar. Dies muss als faktische Zwangsabgabe betrachtet werden.

Der im Vertrag verankerte rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung verspricht, die anfänglich genannten Beträge erheblich zu übersteigen, wobei der Schweiz jede Möglichkeit genommen wird, auf zukünftige Forderungen Einfluss zu nehmen oder diese abzulehnen. Die Schweiz wird somit zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht, die Zahlungen leistet, ohne dass dies an verbesserte Marktzugangsgarantien gekoppelt ist.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese Zahlungen als permanente Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungshoheit über die Verwendung von Steuergeldern. Dies widerspricht der Budgethoheit des Parlaments, indem es mit Art. 1 KoBG einen permanenten Rechtsanspruch schafft, der den Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung zur Folge hat.

Die Aufnahme des KoBG in den Anhang des BöB und die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung (Art. 1 Abs. 2 Bst. b) missbrauchen die Friedensförderung, um umstrittene finanzielle Verpflichtungen gesetzlich zu legitimieren.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung untergräbt fundamentale schweizerische Interessen und gefährdet die Versorgungssicherheit.

Die Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E führt zu einem Verlust der Energiesouveränität, ohne dass die Schweiz Mitspracherechte erhält.

Gemäss Art. 4a ff. StromVG droht eine Preisvolatilität, die insbesondere KMU und Haushalte treffen wird. Die bisher bewährten föderalen Strukturen werden durch verschärfte Unbundling-Vorschriften gemäss Art. 10, 18, 19 StromVG und die neuen Regelungen in Art. 15 EnG geschwächt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven wird eingeschränkt, und die Verantwortung für die Versorgungssicherheit zerfällt. Dies ist ein inakzeptables Risiko für die Schweiz.

Die ElCom wird zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk, und das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, steht durch die EU-Beihilfenregeln existenziell unter Druck.

Gesamtbeurteilung

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Die übermässige Übernahme von EU-Recht, wie sie implizit in einem solchen Paket zu erwarten ist, birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung der schweizerischen Souveränität.

Insbesondere die faktische Übernahme der EU-Grundfreiheiten und die damit verbundene dynamische Rechtsübernahme im Rahmen des Personenfreizügigkeitsabkommens verletzen das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung.

Die hierfür massgeblichen Bestimmungen, insbesondere Artikel 2 und Artikel 21 des revidierten Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (Stand 1. Januar 2024), welche die Souveränität und die Unabhängigkeit der Schweiz garantieren, werden durch eine unkritische Übernahme von EU-Regelungen de facto untergraben. Die fehlende Mitgestaltungsmöglichkeit der Schweiz an der Entstehung des EU-Rechts stellt eine klare Benachteiligung dar und widerspricht dem Geist einer echten Partnerschaft.

Sig. Martin Kaufmann
Bünishoferstrasse 49
8706 Meilen

mk@consules.ch
079 876 00 21
31.10.2025

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: O.Paravicini <oha.paravicini@bluewin.ch>
Sent: Sonntag, 2. November 2025 13:56
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Zeichen der Zeit

Follow Up Flag: Follow up
Flag Status: Completed

Zeichen der Zeit

Ein **Absterben**, seit über 5 Jahren – wieder – !

gewaltsam, über unsere Kultur-Welten eingebrochen,

will uns blenden und plausibel machen, dass dies Alles,

zum Wohle und der Gesundheit für uns ist !

Es sind aber Ablenkungen, die eine kleine «Elite»

(Schwarze Logen, deren Namen ich kenne),

aus dem *Verborgenen* so steuern, lenken,um – *skrupellos* –

Geld anzuhäufen und, über uns, eine lückenlose Kontrolle

zu erzielen.

Erden-Sklaven-Ketten, dies ist ihre *wahre* Devise.

Wer diese Menschen kennt, kennt auch ihr Wirken, ihre Rituale !

Eine *heutige* EU, ist voll auf derer Kurs, und wird uns, in einen

Zeit-Vernichtungsstrom versinken lassen…

Wollen wir dies wirklich ?

O.C.Paravicini; ein ehem. Armee Hosp-Offizier

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Stefan Schneider (Privat)

Datum: 02.11.2025

Kontakt: Stefan Schneider · 079 697 93 29 · stefan_schneider@bluemail.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu tiefgreifenden Bedenken. Die Übernahme von EU-Recht ohne direkte Mitgestaltungsmöglichkeit untergräbt die Souveränität der Schweiz und verstösst gegen das Prinzip der demokratischen Legitimation, wie es in Artikel 5 der Bundesverfassung verankert ist. Insbesondere die unklare Abgrenzung des Geltungsbereichs der EU-Gerichtsbarkeit widerspricht der in Artikel 190 der Bundesverfassung garantierten Bindung des Bundes an das Völkerrecht und das innerstaatliche Recht. Die angestrebte Harmonisierung birgt die Gefahr einer schleichenden Abhängigkeit und einer Erosion der schweizerischen Rechtsordnung, ohne dass dies durch klare völkerrechtliche Garantien im Einklang mit Artikel 173 der Bundesverfassung abgesichert wäre.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur inländischen Umsetzung werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer nationalen Souveränität auf. Insbesondere die Art und Weise, wie europäisches Recht in unser Rechtssystem integriert werden soll, bedarf einer kritischen Prüfung. Artikel 120 Absatz 2 der Bundesverfassung (BV) fordert eine sorgfältige Abwägung, um sicherzustellen, dass die direkte Anwendung von EU-Recht nicht zu einer schleichenden Entmachtung unserer demokratischen Institutionen führt. Es ist fraglich, ob die vorliegenden Umsetzungspläne diesem verfassungsrechtlichen Gebot in ausreichendem Masse genügen. Die Gefahr einer übermässigen Abhängigkeit von Brüssel und die Erosion unserer rechtlichen Autonomie sind ernst zu nehmende Risiken, die nicht unterschätzt werden dürfen.

Strom

Die vorgeschlagene Strommarktliberalisierung gemäss neuem Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) stellt eine gravierende Aufgabe der schweizerischen Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem kostenpflichtigen, aber stimmlosen Teilnehmer degradiert, dessen Netzentscheidungen zukünftig in Brüssel getroffen werden. Die ElCom verliert ihren Status als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur blossen Vollzugsstelle für undemokratisch legitimierte EU-Vorschriften, was das Ende einer eigenständigen Energieregulierung auf Schweizer Bedürfnisse bedeutet. Insbesondere die Wasserkraft, das Rückgrat unserer Energieversorgung, wird durch EU-Beihilfenregeln existentiell gefährdet, da das bewährte System der Wasserzinsen als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft werden könnte. Die vollständige Marktliberalisierung gemäss StromVG birgt zudem das Risiko volatilerer und höherer Strompreise, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht übernimmt, auf die Konsumenten abgewälzt werden

müssen. Die neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG schaffen zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremsen deren Ausbau. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere föderalen Strukturen und die Hoheit über unsere kritische Infrastruktur zerstören. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime und ein Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Abkommensgestaltung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public. Die Einführung der Kabotage gemäss neuem Artikel 40ater Eisenbahngesetz (EBG) ermöglicht ausländischen Anbietern die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dies wird unweigerlich zu einer 'Rosinenpickerei' führen, bei der diese Unternehmen nur die profitablen Hauptrouten bedienen, während die SBB und andere konzessionierte Betriebe auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien verbleiben. Dies untergräbt die finanzielle Stabilität und damit die Qualität des Angebots für die Bevölkerung.

Des Weiteren bedroht die Anwendung des EU-Beihilferechts, wie in den kritischen Punkten dargelegt, bewährte Subventionen für Güter- und Regionalverkehr sowie für die Erneuerung von Rollmaterial. Die als Schutz massgeschneiderte 'Gemeinsame Erklärung' ist rechtlich nicht bindend und bietet keinen wirksamen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, wie sie beispielsweise im Rahmen des 'European Network of Infrastructure Managers' (ENIM) erfolgen könnten. Dies führt zu einer schrittweisen Aushöhlung der schweizerischen Steuerungskompetenz über die eigene Schieneninfrastruktur. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) unter neuem Artikel 32a Absatz 1bis zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Diese Regelungen stellen einen direkten Angriff auf die Souveränität und die Effizienz unseres etablierten Systems dar.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgesehene Übernahme des EU-Lebensmittelrechts unter dem irreführenden Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» stellt eine fundamentale Bedrohung für die Schweiz dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) und die angeblichen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) sind keineswegs nur sicherheitsrelevante Massnahmen, sondern vielmehr eine umfassende Unterwerfung unserer Land- und Ernährungswirtschaft unter ein fremdes Regelwerk. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, gestützt auf unsere eigenen, oft strengeren Standards, wird durch die Angleichung an EU-Vorschriften, die bekanntermassen tiefer angesetzt sind, unwiederbringlich beschädigt.

Die Idee, dass EU-Inspektoren künftig Schweizer Betriebe kontrollieren dürfen, ist ein inakzeptabler Eingriff in unsere Souveränität. Ebenso bedenklich sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG), welche das Parlament umgehen und eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht darstellen. Dies beraubt uns der demokratischen Kontrolle über für unsere Bauern entscheidende Vorschriften.

Das geltend gemachte Gentechnik-Moratorium wird de facto ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVOs zu akzeptieren. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung (neuer Art. 15a und 21 TSchG) stellt einen Rückschritt für den Tierschutz dar und höhlt unsere nationalen, gesellschaftlich breit akzeptierten Regeln aus. Die Einführung neuer Regelungen im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) unterstellt zudem kritische Bereiche, die spezifisch nationaler Steuerung bedürfen, dem Diktat der EU. Eine solche umfassende Übernahme von EU-Recht gefährdet unsere kulinarische Identität, unsere mittelständische Wirtschaft und die grundlegenden Prinzipien unserer direkten Demokratie. Die Guillotineklausel, welche dieses Abkommen an alle bilateralen Verträge knüpft, ist eine erpresserische Taktik, die jegliche unabhängige Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz negiert.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Umwandlung freiwilliger Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht gemäss dem vorgeschlagenen Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) stellt eine erhebliche Aushöhlung der parlamentarischen Souveränität und der Haushaltsautonomie dar. Gemäss Artikel 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, wodurch die Budgethoheit des Parlaments faktisch ausgehebelt wird. Dies bedeutet, dass die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht wird, wobei die ursprüngliche Lockvogelzahlung von 350 Millionen Franken pro Jahr durch einen rechtsverbindlichen Neuberechnungsmechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung ist ein irreführender Versuch, diese umstrittenen Zahlungen zu legitimieren. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des BöB verankert diese Verpflichtungen tief in unserer Rechtsordnung, ohne dass dem Parlament eine wirksame Kontrollmöglichkeit bleibt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit verstösst fundamental gegen den Verfassungsauftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a BV. Die Einführung eines de facto unentziehbaren "Niederlassungs C PLUS" nach nur fünf Jahren, selbst bei Kriminalität oder Sozialhilfeabhängigkeit, untergräbt unsere innere Sicherheit und gefährdet die Stabilität unserer Sozialwerke. Die massiv ausgeweitete Möglichkeit des Familiennachzugs, einschliesslich Eltern und Schwiegereltern, führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Kosten, die von den Schweizer Steuerzahlern getragen werden müssen. Die angebliche "Schutzklausel" im revidierten Ausschlussgesetz (AIG), insbesondere der neue Artikel 21b AIG, entpuppt sich als reines Placebo ohne wirksame Kontrollmechanismen und birgt das Risiko von EU-Strafmassnahmen. Die automatische Rechtsübernahme im Zuwanderungsbereich mittels der "Integrationsmethode" entmachtet das Schweizer Parlament und das Volk bei zukünftigen Verschärfungen des EU-Rechts, was eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie darstellt. Die vorgeschlagenen Anpassungen zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, was eine klare Missachtung des Volkswillens und unserer Souveränität bedeutet.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und stellen keine wirkliche Verbesserung dar. Vielmehr droht eine massive Erosion des Schweizer Lohnniveaus, da die flankierenden Massnahmen aufgeweicht und an EU-Standards angepasst werden. Die neuen, bürokratischeren Regelungen im Entsendegesetz (EntsG), wie die Anpassungen in Art. 9 Abs. 2 und die Neuplatzierung des Klagerechts in Art. 13a, schwächen die bisherigen Kontroll- und Durchsetzungsmechanismen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden untergraben, was Lohndumping begünstigt. Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (Art. 335l bis 335q OR) greift in die Vertragsfreiheit ein und schafft eine Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen (Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine erhebliche Abtretung von Souveränität dar. Diese Angleichungen dienen primär der EU-Konformität und gefährden den robusten schweizerischen Arbeitnehmerschutz.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine massive Aushöhlung unserer Souveränität und unseres föderalistischen Systems dar. Die bewährte Praxis autonomer, demokratisch legitimierter Subventionsentscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), insbesondere dessen Art. 3, wird eine zentrale "Superbehörde" geschaffen, die als verlängerter Arm der EU fungiert und primär EU-Kompatibilität statt nationaler Interessen durchsetzt.

Dies untergräbt die Autonomie der Kantone erheblich. Sie verlieren durch die Anpassungen im

Bundesgerichtsgesetz (BGG, Art. 82 Bst. b bis) und im Bundesverwaltungsgerichtsgesetz (VGG, Art. 31a) ihre Verfahrensautonomie, da ihre Entscheide einer fremden Normenkontrolle unterliegen. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) übergibt zudem strategisch wichtige Sektoren der EU-Kontrolle. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz. Diese Entwicklungen sind mit den Grundsätzen der nationalen Steuerungshoheit und der dezentralen Ordnung unvereinbar.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU geben Anlass zu erheblicher Besorgnis hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der nationalen Interessen. Die scheinbar unaufhaltsame Annäherung an EU-Regelungen birgt die Gefahr einer schleichenden Untergrabung unserer direkten Demokratie.

Wir stellen uns vehement gegen eine Übernahme von EU-Recht, die nicht im Vorfeld durch eine fundierte parlamentarische und volksdemokratische Prüfung legitimiert wurde. Dies widerspricht dem Geist der Bundesverfassung, insbesondere der EMRK (Eidgenössische Militärverordnung, Art. 7a) und dem Prinzip der demokratischen Legitimation von Gesetzen.

Die unklare Abgrenzung von Kompetenzen und die potenzielle Abhängigkeit von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) stellen eine gravierende Bedrohung für die rechtsstaatliche Unabhängigkeit der Schweiz dar. Eine kritische Haltung ist unerlässlich, um eine Aushebelung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien zu verhindern.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der Wahrung unserer Souveränität und der Stabilität unseres Rechtssystems auf. Insbesondere die potenziellen Auswirkungen auf die Anwendung des Völkerrechts, wie sie in Artikel 5 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR) verankert ist, dürfen nicht unterschätzt werden. Die vorgesehene Übernahme von EU-Recht könnte zu einer Erosion der rechtsstaatlichen Prinzipien führen, die durch die Bundesverfassung, insbesondere Artikel 5 BV, garantiert sind. Die Freiheit, eigene Gesetze zu erlassen, welche dem nationalen Interesse dienen, scheint untergraben zu werden. Dies birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die unsere Unabhängigkeit und unsere spezifischen schweizerischen Bedürfnisse missachtet. Die Auswirkungen auf die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, wie sie im Föderalismusprinzip verankert ist, sind ebenfalls fraglich und bedürfen einer kritischen Prüfung.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Manuela Sievert (Privat)

Datum: 02.11.2025

Kontakt: Manuela Sievert · 0794103851 · manuela.sievert@gmx.ch

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Dieses Land ist mein Zuhause. Wenn die Schweiz in die Hände der EU fällt; wird dieses wunderschöne Land; das ich so sehr liebe; genau wie Deutschland gegen die Wand gefahren. Wir dürfen nicht zulassen; das Brüssel dannüber UNS FREIE SCHWEIZER entscheiden kann. Dieses PEU Packet ist in meinen Augen ein Unterwerfungsvertrag; der unsere Schweizer Werte mit Füßen tritt und uns dem Volk die Mitentscheidung wegnimmt. Ich fühle mich in der Schweiz Sicherer als in der EU [vorallem Deutschland]. Wir dürfen nicht zulassen das dieses Packet jemals Dieses wunderschöne Land ausliefert.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft gravierende Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz und der Wahrung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien auf. Die Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit der Mitgestaltung oder der Ablehnung untergräbt massgeblich das Prinzip der demokratischen Selbstbestimmung, das im Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist und die Grundlage unseres föderalen Systems bildet. Die unkritische Aneignung von Rechtsakten der Europäischen Union birgt die Gefahr, dass schweizerische Interessen, die sich potenziell von denen der EU unterscheiden, unberücksichtigt bleiben.

Insbesondere die Art und Weise, wie EU-Recht implementiert werden soll, steht im Widerspruch zu unserem Verständnis von Rechtsstaatlichkeit, wie es in Artikel 5 BV und Artikel 29 BV, der die Garantie der rechtsstaatlichen Verfahren und der fairen Gerichtsverfahren beinhaltet, zum Ausdruck kommt. Die Übernahme von Recht, das in einem anderen politischen und rechtlichen System geschaffen wurde, ohne die Möglichkeit einer eingehenden nationalen Prüfung und Anpassung an unsere spezifischen Bedürfnisse und Werte, birgt erhebliche Risiken. Es ist fraglich, ob eine solche Implementierung die Rechtssicherheit und die rechtsstaatlichen Garantien für Schweizer Bürger und Unternehmen uneingeschränkt gewährleisten kann.

Des Weiteren muss die finanzielle Dimension kritisch hinterfragt werden. Die Übernahme von EU-Recht bedeutet oft auch die Übernahme von entsprechenden Verpflichtungen und finanziellen Beiträgen. Ohne klare Transparenz und eine umfassende Nutzen-Kosten-Analyse ist es unmöglich, die wirtschaftlichen Auswirkungen dieser Übernahme korrekt einzuschätzen. Die Gefahr einer unkontrollierten Ausweitung von finanziellen Belastungen, die nicht durch entsprechende Vorteile kompensiert werden, ist real. Es muss sichergestellt werden, dass jede Übernahme von EU-Recht einer strengen Prüfung auf ihre finanzielle Verträglichkeit mit dem Schweizer Haushalt unterzogen

wird. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank, geschützt durch Artikel 99 Abs. 2 BV, könnte ebenfalls durch die Übernahme von finanzregulatorischen Vorgaben aus Brüssel beeinträchtigt werden. Die Souveränität in der Geldpolitik ist ein hohes Gut, dessen Bewahrung unerlässlich ist. Die pauschale Übernahme von EU-Recht könnte hierzu schädliche Effekte haben.

Lebensmittelsicherheit

Die vorliegende Stellungnahme äussert sich mit tiefgreifender Besorgnis zur vorgeschlagenen Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit an das EU-Regelwerk, das unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' firmiert. Dieses Abkommen stellt keinen blossen Akt der Harmonisierung von Sicherheitsstandards dar, sondern eine schleichende Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter europäische Vorgaben. Wir sehen darin eine existenzielle Bedrohung für unsere unübertroffenen Produktionsstandards, die Stabilität unserer bäuerlichen Familienbetriebe und nicht zuletzt für die bewährte Wahlfreiheit der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten.

Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Eckpfeiler unseres Exportschlager und unseres nationalen Selbstverständnisses, ist durch diese Angleichung an oft tiefere EU-Standards massiv gefährdet. Die Entwertung des Labels 'Made in Switzerland', wenn Produkte zukünftig nach denselben, weniger strengen Kriterien hergestellt werden müssen wie in der EU, zerstört einen fundamentalen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten. Die zur Diskussion stehende Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist hier das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie droht, die Vielfalt und Qualität unserer Lebensmittelproduktion durch eine Flut von unpassenden, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften zu vernichten.

Ferner ist die eingebettete 'Guillotineklausel' eine inakzeptable politische Erpressung. Sie verknüpft dieses Abkommen mit allen anderen Verträgen der Bilateralen I und droht mit dem Kollaps des gesamten bilateralen Vertragswerks im Falle einer Kündigung. Dies raubt der Schweiz jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit. Die Einführung neuer Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellt eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgeht das Parlament und höhlt die demokratische Kontrolle aus.

Ein beispielloser Eingriff in unsere Souveränität wird durch die Gewährung von Zutritt und Kontrollbefugnissen an EU-Inspektoren in Schweizer Betrieben geschaffen. Schweizer Betriebe werden damit zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde. Parallel dazu droht eine Welle der Bürokratie, die nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleine Hofläden und lokale Betriebe zu ersticken droht. Dies zerstört lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG) und die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte (neuer Art. 15a TSchG) und Schlachtung (neuer Art. 21 TSchG) bedeuten einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz und einen klaren Souveränitätsverlust. Wir verlieren die Möglichkeit, eigene, höhere ethische Massstäbe zu setzen. Ebenso wird das demokratisch bestätigte Gentechnik-Moratorium ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf.

Diese Angleichung ist kein Fortschritt, sondern eine gefährliche Erosion unserer nationalen Identität, unserer wirtschaftlichen Stärke und unserer demokratischen Prinzipien. Sie muss entschieden zurückgewiesen werden.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit mit Fokus auf den Lohnschutz geben Anlass zu erheblichen Bedenken. Die Massnahmen erscheinen in ihrer Gesamtheit als unzureichend und primär kosmetischer Natur, um dem massiven Druck auf die Schweizer Löhne

entgegenzuwirken, welcher durch die Ausweitung der Personenfreizügigkeit zwangsläufig entsteht. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommensklassen. Anstatt den bewährten und wirksamen schweizerischen Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angeglichen. Die neuen Regelungen sind komplexer und bürokratischer ausgestaltet, jedoch voraussichtlich weniger effektiv als die bisherigen flankierenden Massnahmen. Dies kommt primär ausländischen Firmen zugute, welche die Möglichkeit sehen, Lohndumping zu betreiben.

Die vorgesehenen Kontrollmechanismen werden durch die neuen Strukturen geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate geraten durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen unter Druck. Dies dürfte unweigerlich zu einer Reduzierung der Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen führen. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie er in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen ist, stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und birgt die Gefahr, eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern zu schaffen. Dies lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung unseres Lohnschutzes, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und dessen Neuplatzierung in Artikel 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für EU-Verwaltungssanktionen wird und ausländische Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Dies alles zeugt von einer schrittweisen Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien zugunsten einer politischen und rechtlichen Bindung an die EU.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Strombereich stellen eine grundlegende Gefährdung unserer nationalen Energiesouveränität dar und sind in dieser Form abzulehnen. Die geplante institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen wie ACER und ENTSO-E macht die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Akteur ohne Stimmrecht, der jedoch die damit verbundenen Kosten tragen muss. Entscheide über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, während die ElCom von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert wird. Dies bedeutet das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und widerspricht dem föderalistischen Grundprinzip unserer Energieversorgung, wie es auch im StromVG (Art. 4a ff.) in Bezug auf die Marktliberalisierung angelegt ist.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Dies wird durch die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) und die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht (Art. 15 EnG) noch verschärft, indem die Leistungsgrenzen für kleine und mittlere Produzenten massiv gesenkt werden.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie etwa Wasserreserven, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz übernehmen wird – weder der Markt noch die EU scheinen dafür eindeutig geradestehen zu wollen. Die vollständige Marktliberalisierung führt zu volatileren und letztlich höheren Strompreisen für KMU und

Haushalte, da die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der Markt nicht deckt, über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden müssen. Dies stellt ein hochriskantes Experiment dar, das die bisher stabile und zuverlässige Grundversorgung aufs Spiel setzt.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der unsere Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze weiter einschränkt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität, die kantonale Autonomie und die bewährte wirtschaftspolitische Steuerung dar. Es ist zutiefst beunruhigend, wie die gegenwärtige, von demokratischen Institutionen getragene Praxis der Subventionsvergabe durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden soll.

Das neu geschaffene Bundesgesetz über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundenen Anpassungen, insbesondere im Bundesgerichtsgesetz (BGG) und im Kartellgesetz (KG), schaffen eine «Superbehörde», die als verlängerter Arm der EU agieren wird. Die Beihilfekammer innerhalb der WEKO, wie in Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG dargelegt, wird zukünftig primär die Kompatibilität mit EU-Recht und nicht schweizerische Interessen durchsetzen. Dies höhlt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und degradiert die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger.

Die Souveränität der Kantone wird durch das BHÜG und insbesondere durch die Änderung des BGG (neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) massiv untergraben. Die Möglichkeit für die Beihilfebehörde, direkt kantonale Erlasse vor Bundesgericht anzufechten, entmachtet die Kantone und schwächt ihren föderalistischen Autonomiestatus erheblich. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können sodann mittels abstrakter Normenkontrolle gekippt werden, was eine inakzeptable Herabstufung darstellt. Auch die Erweiterung der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch neue Artikel wie 31a, 33 und 37a-c VGG zementiert diese Zentralisierung und schwächt die kantonalen Strukturen weiter.

Besonders kritisch ist die Unterstellung strategisch wichtiger Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr unter die EU-Kontrolle. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO im Luftverkehr, was die strategische Autonomie gefährdet und den Service public in Kernbereichen unserer Infrastruktur beeinträchtigt.

Die Abschaffung der Entscheidungsautonomie über Förderungen, welche bisher im politischen Ermessen von Bund, Kantonen und Gemeinden lagen und demokratisch legitimiert waren, wird durch eine EU-zentrierte Bürokratie ersetzt. Die Entmachtung des Preisüberwachers, der von Sitzungen der Beihilfekammer ausgeschlossen wird (Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG), schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, während die neue Behörde ungestört agieren kann. Diese Entwicklungen sind mit den Grundsätzen der demokratischen Rechenschaftspflicht und Gewaltenteilung unvereinbar und stellen eine ernsthafte Bedrohung für die schweizerische Rechts- und Wirtschaftsordnung dar.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag bergen erhebliche Risiken für die finanzielle Autonomie und die Souveränität der Schweiz. Die Umwandlung der bisherigen, vom Parlament kontrollierten freiwilligen Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt

eine faktische Zwangsabgabe dar. Dies untergräbt die demokratische Kontrolle über milliardenschwere Zahlungen und entzieht dem Parlament ein wichtiges politisches Druckmittel. Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge ist dazu angetan, die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr als Lockvogelangebot zu entlarven. Ein solcher Mechanismus wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen seitens der EU führen, wobei die Schweiz keinerlei Einfluss auf die Höhe der zu leistenden Zahlungen mehr haben wird.

Die Schweiz würde damit zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht werden, eine Entwicklung, die kaum zu rechtfertigen ist. Zwar werden unsere Zahlungen verbindlich, doch fehlt es an jeglicher Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Hindernisse. Wir bezahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile mit sich bringt. Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag.

Das KoBG ist das gesetzgeberische Instrument, das die Schweiz dauerhaft zur Kasse bittet. Es verwandelt eine politische Geste in eine rechtliche Pflicht und höhlt mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs (Art. 1 KoBG) die Budgethoheit des Parlaments aus. Anstelle einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern droht der reine Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des BöB ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert die Kohäsionszahlungen tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass diese Abgaben als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Diese vorgeschlagene Regelung stellt eine Gefährdung der finanziellen Souveränität und der demokratischen Prinzipien dar und ist daher abzulehnen.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Schienenverkehr, stellen eine gravierende Gefährdung des schweizerischen Service public dar und müssen entschieden zurückgewiesen werden. Die Öffnung für die Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) ist ein Frontalangriff auf die finanzielle Stabilität und die umfassende Versorgungsaufgabe unserer eigenen Transportunternehmen. Ausländische, oft staatlich subventionierte Anbieter werden durch diese Regelung ermutigt, sich auf die lukrativen Hauptstrecken zu konzentrieren und die sogenannten "Rosinen" herauszupicken. Dies wird unweigerlich dazu führen, dass die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Nebenlinien sitzen bleiben. Die Folge ist eine Aushöhlung der finanziellen Basis des öffentlichen Verkehrs, der eine flächendeckende Bedienung der Bevölkerung sicherstellen muss.

Die Bestimmung zur Beachtung von EU-Vorgaben bei gemeinsamen Ausschreibungen im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) schränkt zudem die Souveränität von Bund und Kantonen empfindlich ein. Anstatt die Vergabe von Aufträgen nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen künftig EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und verteuerten Ergebnissen für die Steuerzahler führen und behindert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele.

Darüber hinaus ist die vom Bundesrat als Absicherung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" rechtlich wertlos. Sie bietet keinerlei Schutz vor der dynamischen Rechtsübernahme, welche die Schweiz verpflichten würde, zukünftige Änderungen des EU-Rechts ungeprüft zu übernehmen. Dies bedroht auch die Möglichkeit, bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder Rollmaterialerneuerung, die integraler Bestandteil des Service public sind, weiterhin aufrechtzuerhalten, da diese gemäss EU-Beihilferecht als unzulässig eingestuft werden könnten.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur durch die dynamische Rechtsübernahme, beispielsweise die zukünftige Übernahme von Regelungen wie der zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz zunehmend auf zentrale EU-Stellen. Dies untergräbt unsere nationale Souveränität und die Fähigkeit, unsere Verkehrspolitik eigenständig zu gestalten. Die angeführten Gesetzesartikel, insbesondere Art. 40ater EBG und Art. 32a Abs. 1bis PBG, sind klare Indikatoren für die Gefährdung des Service public und der schweizerischen Autonomie. Die Schweiz riskiert, ihre einzigartige Service-public-Struktur aufzugeben, ohne dass die versprochenen Vorteile die erheblichen Nachteile und Risiken aufwiegen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Aushöhlung unserer Souveränität und der direkten Demokratie dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie angestrebt wird, widerspricht dem klaren Willen des schweizerischen Volkes gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer praktisch unentziehbaren 'Niederlassung C PLUS' bereits nach fünf Jahren, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, gefährdet die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Dies wird durch die Anpassungen im revidierten Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) weiter zementiert, insbesondere durch die Aufhebung von Artikel 29a AIG und die Einführung von neuem Artikel 41c AIG, welche die Zuwanderung in die Sozialsysteme fördern und einen Ausschluss von Sozialhilfeleistungen für EU-Bürger kaum noch ermöglichen.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Grosseltern und Schwiegereltern übersteigt jede vertretbare Grenze für ein Nicht-EU-Land und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten. Die sogenannte 'Schutzklausel', wie sie in Artikel 21b AIG verankert werden soll, ist eine reine Farce. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart hoch angesetzt, dass sie in der Praxis keinerlei Wirksamkeit entfalten wird. Die angedrohten Strafmassnahmen der EU im Falle einer Anwendung entlarven sie als Erpressungsinstrument, nicht als Schutzmechanismus.

Die geplante automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk faktisch keine Mitsprache mehr bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung haben. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie. Ebenso ist die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im Bundesgesetz über die immatrikulierten Berufe (BGMD, Art. 2 Abs. 1bis), im Medizinalberufegesetz (MedBG, Art. 15, 35) und im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Art. 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Art. 37 Abs. 4) problematisch. Anstatt einer sorgfältigen nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen erfolgt eine automatisierte Anerkennung, was die hohen Schweizer Qualitätsstandards untergräbt und den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern entzieht. Gerade im Gesundheitsbereich stellt dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar.

Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Art. 34d Abs. 2bis) und die Einführung eines spezifischen Beitragsmechanismus im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Art. 61a) sind offenkundige Eingeständnisse der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun vom Schweizer Steuerzahler getragen werden müssen. Die Unterstellung der zweiten Säule unter die Koordinationsregeln der EU im Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU gemäss neuem Art. 25f Abs. 1bis Freizügigkeitsgesetz sind weitere Schritte zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen in die Eigentumsrechte Schweizer Versicherter ein. Die gesamte Rechtsordnung, einschliesslich des Zivilgesetzbuches (ZGB, Art. 89a Abs. 6 Ziff. 24), wird einer Anpassungslogik unterworfen, die unsere Unabhängigkeit gefährdet.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorliegende Vernehmlassung zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien. Die vorgeschlagene Annäherung, insbesondere im Hinblick auf die Übernahme von EU-Recht, ignoriert die fundamentalen Unterschiede zwischen dem schweizerischen und dem EU-System. Es ist zwingend notwendig, die potenziellen negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die direkte Demokratie kritisch zu beleuchten.

Die Übernahme von EU-Recht, wie sie in verschiedenen Abkommen angedacht wird, würde die schweizerische Gesetzgebung einer externen Macht unterwerfen. Dies widerspricht dem Geist des Schweizerischen Bundesverfassungsartikels (BV) Artikel 1. Die Schweiz ist eine souveräne Republik, die ihre Gesetze selbst erlässt und ihre eigene Verfassung dem Primat unterstellt. Eine systematische Übernahme von EU-Recht würde diese Souveränität aushöhlen und die demokratische Legitimation der Gesetzgebung untergraben. Die Befürchtung ist, dass die Schweiz faktisch zu einer Anhängsel der EU würde, ohne jedoch die Mitspracherechte zu geniessen, die Mitgliedstaaten besitzen.

Besonders bedenklich ist die vorgeschlagene Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Übertragung der Gerichtsbarkeit auf den EuGH im Zusammenhang mit der Anwendung von EU-Recht stellt einen direkten Angriff auf die schweizerische Rechtsstaatlichkeit dar. Nach Artikel 190 BV sind die Gerichte des Bundes an die Bundesverfassung gebunden. Die Anerkennung der bindenden Wirkung von Urteilen eines ausländischen Gerichts, das nicht an die schweizerische Verfassung gebunden ist, würde die Autonomie der schweizerischen Gerichte massiv einschränken und die Rechtssicherheit für schweizerische Bürger und Unternehmen gefährden. Die Unabhängigkeit der Justiz, ein Grundpfeiler des Rechtsstaates, wäre ernsthaft gefährdet.

Ferner stellt sich die Frage nach der demokratischen Kontrolle. Die Entscheidungen der EU werden in Brüssel getroffen, oft hinter verschlossenen Türen. Die schweizerische Bevölkerung hat auf diese Prozesse keinen direkten Einfluss. Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechenden Einfluss auf dessen Entstehung bedeutet, dass die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz Regelungen unterworfen würden, die sie nicht mitgestaltet haben und auf deren Inhalt sie keinen Einfluss ausüben können. Dies ist unvereinbar mit den Prinzipien der direkten Demokratie, die in der Schweiz tief verwurzelt sind und in der Bundesverfassung, insbesondere im Hinblick auf die Volksinitiativen und Referenden, verankert sind.

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU darf nicht zu Lasten der schweizerischen Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien gehen. Eine kritische Prüfung der konkreten Abmachungen ist unerlässlich, um die langfristigen negativen Folgen für die Schweiz abzuwenden. Es bedarf klarer Vorkehrungen, welche die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung und Justiz garantieren.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zur künftigen Ausrichtung der Beziehungen mit der Europäischen Union geben Anlass zu erheblichen Bedenken und sind aus Sicht des schweizerischen Rechts- und Souveränitätsverständnisses inakzeptabel. Eine kritische Würdigung offenbart gravierende Schwachstellen, die eine Zustimmung zu diesem Paket in seiner jetzigen Form unmöglich machen.

Insbesondere die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Mitsprachemöglichkeit der Schweiz ist äusserst problematisch. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung ist die Schweiz ein souveräner Staat, der seine Entscheidungen eigenverantwortlich trifft. Die vorgeschlagene Regelung würde jedoch dazu führen, dass die Schweiz fortlaufend und ohne eigene Gesetzgebungskompetenz auf neue EU-Richtlinien und Verordnungen reagieren müsste. Dies untergräbt massiv die verfassungsmässige Grundlage unserer Demokratie und die parlamentarische Souveränität, wie sie im Artikel 2 der Bundesverfassung verankert ist, der die Pflicht des Bundes zur Förderung des Gemeinwohls und zum Schutz der Interessen der Eidgenossenschaft formuliert.

Das Rückgreifen auf den Europäischen Gerichtshof (EuGH) als letztinstanzliche Entscheidungsinstanz in Streitfällen, welche die Anwendung des Abkommens betreffen, steht im fundamentalen Widerspruch zur richterlichen Unabhängigkeit und Souveränität der schweizerischen Gerichte. Die Schweizerische Bundesverfassung garantiert in Artikel 30 die Unabhängigkeit der Gerichte und der zuständigen Behörden. Eine Bindung an die Urteile des EuGH würde diese verfassungsrechtliche Garantie aushöhlen und die schweizerische Rechtsordnung einer externen Jurisdiktion unterwerfen.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, erscheint zudem unverhältnismässig, insbesondere wenn sie ohne eine entsprechende Gegenleistung in Form von gleichberechtigtem Zugang zum EU-Binnenmarkt erfolgt. Dies würde eine einseitige Belastung der schweizerischen Steuerzahler bedeuten, die schwerlich zu rechtfertigen ist.

Die vorgeschlagene Angleichung von regulatorischen Standards ohne klare Vorteile für die schweizerische Wirtschaft ist ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz ohne kompensatorische Vorteile übermässig regulatorisch belastet wird, was ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen könnte.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse die schweizerische Souveränität, die demokratischen Prinzipien und die Rechtssicherheit in einer Weise gefährden, die eine Annahme unmöglich macht. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die Kerninteressen und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz zu wahren.

_EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU

From: bourquard_c@bluewin.ch
Sent: Montag, 3. November 2025 11:45
To: _EDA-STS Vernehmlassung Paket CH-EU
Subject: [EXTERNAL] Prise de position sur la consultation « stabilisation et développement des relations suisse-ue »

Bourquard Claude
Chemin des Etroits 26
2087 Cornaux NE

03.11.2025

Département fédéral des affaires étrangères (dfae)
consultation suisse-ue
3003 berne

Objet : Prise de position sur la consultation « stabilisation et développement des relations suisse-ue »

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de « stabilisation et développement des relations suisse-ue ».

NON à ce traité d'adhésion déguisé

1. Refus de la subordination institutionnelle

– NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
– NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
– NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
– NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
– Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
– Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
– Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur :
– Notre marché du travail par une concurrence déloyale
– Nos infrastructures déjà saturées
– Notre système social par une hausse explosive des coûts
▪ Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

Des exigences claires

1. Abandon du présent paquet de traités
2. Maintien des accords bilatéraux i et ii existants
3. Négociation d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4. Soumission obligatoire de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral est donc sommé de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : non à l'adhésion à l'ue sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Claude Bourquard

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Zurbuchen (Privat)

Datum: 03.11.2025

Kontakt: Zurbuchen · 0796467534 · deny@muehligade.ch

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken für die schweizerische Souveränität und die Rechtsordnung, welche einer kritischen Prüfung bedürfen. Die Annahme einer solchen Vereinbarung würde unweigerlich zu einer schleichenden Unterwerfung unter europäisches Recht führen, ohne dass die Schweiz auf dessen Gestaltung Einfluss nehmen könnte. Dies steht im fundamentalen Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie und zur Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die Übernahme von EU-Recht, sei es auch nur indirekt durch eine institutionelle Übernahme, untergräbt die Möglichkeit des schweizerischen Volkes, über die Gesetzgebung mitzubestimmen, und schwächt die demokratische Legitimität unserer Rechtsordnung.

Des Weiteren sind die wirtschaftlichen Implikationen kritisch zu beleuchten. Die erhofften Vorteile einer engeren Anbindung an den EU-Binnenmarkt scheinen die potenziellen Nachteile, insbesondere im Hinblick auf die Anpassung an EU-Normen und den Wegfall von Zöllen im Dienstleistungssektor, nicht aufzuwiegen. Die erzwungene Anpassung an Richtlinien und Verordnungen der EU, ohne dass die Schweiz Mitspracherechte in deren Entstehungsprozess hat, birgt die Gefahr einer übermässigen Regulierungsdichte und einer Beeinträchtigung der Wettbewerbsfähigkeit von Schweizer Unternehmen. Der Artikel 123 BV, welcher die Grundsätze der Wirtschaftsordnung festlegt, könnte durch eine solche Angleichung unterminiert werden, insbesondere wenn divergierende Schweizer Interessen zugunsten europäischer Vorgaben aufgegeben werden müssten.

Besondere Besorgnis erregt die Frage der richterlichen Überprüfung. Die automatische Übernahme von EuGH-Urteilen und die Unmöglichkeit, Schweizer Gerichte von der Anwendung EU-rechtskonformer Massnahmen abzuhalten, gefährdet die Unabhängigkeit der schweizerischen Justiz. Die Rolle des Bundesgerichts als oberste richterliche Instanz der Schweiz würde dadurch erheblich geschmälert, was wiederum das Prinzip der Gewaltenteilung und die rechtsstaatlichen Garantien in der Schweiz in Frage stellt. Die vorgeschlagene Vereinbarung scheint demnach nicht nur die politische und wirtschaftliche Autonomie, sondern auch die rechtliche Selbstbestimmung der Schweiz massgeblich zu gefährden. Eine solche Entwicklung widerspricht den fundamentalen Schutzbestimmungen unserer Verfassung, insbesondere den Prinzipien der Souveränität und der Rechtsstaatlichkeit.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU lässt tiefgreifende Bedenken hinsichtlich der nationalen Souveränität und der demokratischen Kontrolle aufkommen. Es ist unklar, inwieweit das Schweizer Stimmvolk und die eidgenössischen Räte über die tatsächliche Ausgestaltung und fortlaufende Weiterentwicklung der angeblich «nicht-revidierbaren» EU-Regelungen noch verfügen werden. Die Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz Einfluss auf dessen Entstehungsprozess hat, widerspricht fundamental dem Prinzip der direkten Demokratie, wie es in der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Insbesondere Artikel 164 BV, der die Gewaltentrennung und die parlamentarische Kontrolle betont, wird durch eine solche Regelung ausgehöhlt.

Die automatische Übernahme von EU-Recht bedroht die rechtsstaatliche Autonomie der Schweiz. Das Schweizer Rechtssystem, das auf jahrzehntelanger Entwicklung und spezifischen nationalen Bedürfnissen beruht, könnte durch ungeprüfte und potenziell unpassende EU-Vorschriften überschrieben werden. Dies wirft Fragen hinsichtlich der Vereinbarkeit mit Artikel 5 BV, dem Prinzip der Gesetzmässigkeit, auf. Die Möglichkeit, dass Gerichte in Luxemburg EU-Recht auslegen, das für die Schweiz bindend sein soll, untergräbt die Souveränität des Schweizer Bundesgerichts und die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz.

Die ökonomischen Implikationen der Übernahme von EU-Regulierungen sind ebenfalls kritisch zu hinterfragen. Es ist keineswegs garantiert, dass die erwarteten Vorteile einer stärkeren Integration die Kosten der Anpassung und den potenziellen Verlust an Flexibilität aufwiegen. Insbesondere für KMUs, die oft stärker von Regulierungen betroffen sind, könnte dies eine erhebliche Belastung darstellen. Die Argumentation, dass dies zur Stabilität der Beziehungen beiträgt, übersieht die Gefahr einer zunehmenden Abhängigkeit und eines Verlusts an Gestaltungsspielraum für die Schweizer Wirtschaftspolitik. Die Schweiz hat in der Vergangenheit bewiesen, dass sie durch eigene regulatorische Ansätze erfolgreich sein kann. Eine pauschale Übernahme von EU-Regeln könnte diesen Erfolg gefährden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das vorliegende Paket die Gefahr birgt, die Schweiz in eine Position der bloßen Rechtübernahme zu drängen, die ihre Souveränität aushöhlt und die demokratischen Entscheidungsprozesse schwächt. Die Argumente für eine solche Entwicklung sind nicht ausreichend überzeugend, um die fundamentalen rechtsstaatlichen und demokratischen Prinzipien der Schweiz zu opfern.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung inländischer Bestimmungen im Kontext des vorliegenden Abkommens mit der Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es besteht die Gefahr, dass durch die Angleichung an unionsrechtliche Vorgaben schweizerisches Recht, insbesondere in Bereichen, die traditionell von nationaler Souveränität geprägt sind, untergraben wird.

Besondere Besorgnis erregt die potentielle Erosion der verfassungsrechtlichen Kompetenzordnung. Artikel 3 der Bundesverfassung (BV) garantiert die kantonale Hoheit, sofern die Bundesverfassung nicht etwas anderes bestimmt. Die Übernahme von EU-Recht, das oft detaillierte und weitreichende Vorgaben enthält, könnte dazu führen, dass die Kantone in ihrem Gestaltungsspielraum erheblich eingeschränkt werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der Subsidiarität, wie er auch in Artikel 43a BV anklingt, der die Mitwirkung der Kantone in der Aussenpolitik vorsieht, aber nicht die faktische Entmachtung in der inneren Gesetzgebung.

Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf das rechtsstaatliche Prinzip der Volkssouveränität gemäss Artikel 1 BV zu beleuchten. Die direkte Übernahme von EU-Recht ohne einen expliziten und umfassenden demokratischen Prozess, der die Schweizer Bevölkerung und ihre Vertreter in angemessener Weise einbezieht, birgt die Gefahr einer "administrativen Demokratie", bei der Entscheidungen auf europäischer Ebene getroffen werden, die dann in der Schweiz ohne substanzielle Mitsprache umgesetzt werden müssen. Die Möglichkeit, dass das Schweizer Parlament die Möglichkeit verliert, eigene, auf die nationalen Bedürfnisse zugeschnittene Lösungen zu entwickeln, ist eine direkte Bedrohung für die demokratische Legitimation von Gesetzen.

Schliesslich sind die Artikel 138 und 139 der Bundesverfassung zu beachten, welche die parlamentarische Kontrolle und die Ausübung der Aufsicht über die Regierung regeln. Wenn die Schweiz gezwungen ist, EU-Recht zu übernehmen, könnten die Handlungsspielräume des Parlaments zur kritischen Überprüfung und Anpassung der Gesetzgebung eingeschränkt werden. Die Frage, inwieweit das Parlament noch eigene Gestaltungsrechte wahrnehmen kann, wenn es primär die Rolle der EU-Rechtsumsetzung einnimmt, ist unbeantwortet und bedarf einer tiefgehenden Klärung. Die vorgeschlagene Umsetzung scheint eine unidirektionale Anpassung zu favorisieren, anstatt einen ausgewogenen Dialog zwischen nationalen Interessen und europäischer Integration zu fördern.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Neugestaltung des Landverkehrsabkommens birgt erhebliche Risiken für die Integrität und die Zukunftsfähigkeit unseres Service public im Schienenverkehr. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz, wie in Artikel 40ater EBG vorgesehen, stellt eine fundamentale Gefährdung dar. Dieses Prinzip ermöglicht ausländischen Betreibern den Zugang zu inner-schweizerischen Strecken. Die Konsequenz ist eine unweigerliche "Rosinenpickerei", bei der lukrative Hauptverbindungen von ausländischen Unternehmen bedient werden, während die SBB und andere schweizerische Anbieter auf den oft unrentablen, aber für die Grundversorgung unerlässlichen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public massiv.

Zusätzlich dazu bedroht die Anwendung des EU-Beihilferechts die etablierten und bewährten Subventionsmechanismen. Massnahmen, die bisher die Attraktivität des Güterverkehrs, die lokale Nahverkehrsanbindung oder die dringende Erneuerung unseres Rollmaterials sicherstellten, könnten als unzulässig eingestuft werden. Dies hat direkte negative Auswirkungen auf die Qualität und das Angebot, das unseren Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung steht.

Die vom Bundesrat als vermeintliche Absicherung präsentierte "Gemeinsame Erklärung" ist aus juristischer Sicht wertlos. Sie bietet keinerlei rechtsverbindlichen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz dynamisch übernehmen müsste. Es handelt sich um eine rein rhetorische Massnahme, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bereich des Bahnverkehrs nicht verhindert. Die sukzessive Aufgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Dies betrifft auch zukünftige Regulierungen wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), die eine Verlagerung der nationalen Steuerungs- und Regelungskompetenzen an zentrale EU-Stellen bedeuten würden.

Auch die Anpassungen im Personenbeförderungsgesetz, namentlich Artikel 32a Absatz 1bis PBG, sind äusserst bedenklich. Diese Vorschrift zwingt die Schweiz, bei Ausschreibungen EU-rechtliche Vorgaben zu beachten. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten und auf die spezifischen Bedürfnisse der Schweiz zugeschnittenen Lösungen auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und letztlich teureren Lösungen für die Steuerzahler führen und behindert die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele. Die übermässige Ausrichtung an EU-Vorgaben gefährdet die Fähigkeit, unseren öffentlichen Verkehr bedarfsgerecht und effizient zu gestalten.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Übernahme des EU-Regelwerks im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel "Vom Hof auf den Tisch", stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und unsere etablierten hohen Standards dar. Wir lehnen diese umfassende Angleichung entschieden ab, da sie nicht nur die sprichwörtliche Schweizer Qualität gefährdet, sondern auch die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten bedroht.

Die Angleichung an oft tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem Qualitätsverlust. Das Label "Made in Switzerland" wird entwertet, wenn die Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien

hergestellt werden müssen wie in der EU. Dies zerstört einen wichtigen Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten und untergräbt die Basis unserer kulinarischen Identität. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Hofläden, Alp-Käsereien und Dorfmetzger an den Rand des Ruins treibt, da diese die komplexen und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteten EU-Vorschriften kaum erfüllen können.

Darüber hinaus wird durch die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a und 21) ein beispielloser Rückschritt im Tierschutz in Kauf genommen. Unsere nationalen, oft strengeren und bewährten Vorschriften bei Transport und Schlachtung werden durch EU-Massenstandards ersetzt, was uns die Souveränität nimmt, in diesem ethisch wichtigen Bereich eigene, höhere Massstäbe zu setzen.

Die sprichwörtliche Guillotineklausel, welche dieses Abkommen mit allen anderen bilateralen Verträgen verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar. Eine Kündigung dieses schädlichen Abkommens würde das gesamte Vertragswerk zu Fall bringen und jegliche souveräne Entscheidungsmöglichkeit der Schweiz blockieren.

Zusätzlich wird unser demokratisch mehrfach bestätigtes Gentechnik-Moratorium systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren. Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141 und 148) sind eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht, welche das Parlament umgeht und die demokratische Kontrolle aushöhlt.

Die Anpassung im Waldgesetz (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) unterstellt den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU, und die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (TSG, Art. 1) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf. Dieser Schritt ist fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft sowie die öffentliche Gesundheit, da die Schweiz ihre Fähigkeit verliert, schnell und souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren.

Diese Massnahmen bedeuten einen massiven Eingriff in unsere Souveränität, indem EU-Inspektoren Kontrollbefugnisse in Schweizer Betrieben erhalten und Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde werden. Wir fordern daher die Ablehnung dieser Integrationsbestrebungen, die unter dem Deckmantel der Lebensmittelsicherheit einen Angriff auf unsere Wirtschaft, unsere Werte und unsere Unabhängigkeit darstellen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Kontext der Übernahme von EU-Recht, stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und eine direkte Missachtung des in Artikel 121a der Bundesverfassung verankerten Willens des Volkes zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung dar. Die Einführung einer Unionsbürgerrichtlinie, die faktisch ein Daueraufenthaltsrecht nach nur fünf Jahren ohne nennenswerte Ausnahmemöglichkeiten gewährt, untergräbt nicht nur die innere Sicherheit, sondern auch die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Diese "Niederlassung C PLUS" ist praktisch unentziehbar, selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe, was eine unzumissbare Belastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden bedeutet.

Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern ist beispiellos für ein Nicht-EU-Land und wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und der damit verbundenen Sozialkosten führen. Die im Vertragspaket vorgesehene "Schutzklausel", wie sie in Artikel 21b des revidierten Automatengesetzes (AIG) dargelegt ist, entpuppt sich als reine Makulatur. Ihre Anwendungsbedingungen sind derart restriktiv gestaltet, dass sie praktisch nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch auf diese vermeintliche Absicherung angewiesen sein, droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen, was die Klausel zu einer Erpressungsmassnahme degradiert und nicht zu einem Schutzmechanismus.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung mittels der

"Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk zukünftig keinerlei Mitspracherecht mehr bei Verschärfungen des EU-Rechts haben werden. Diese Unterwerfung unter EU-Regeln widerspricht fundamental unserer direkten Demokratie. Die Anpassungen im AIG, insbesondere die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung des neuen Artikels 41c, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, da der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss faktisch unmöglich gemacht wird.

Die drastisch erhöhten Studiengebühren für Ausländer in Artikel 34d Absatz 2bis des ETH-Gesetzes und Artikel 61a des HFKG sind ein offenes Eingeständnis der immensen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf dem Buckel der Studierenden ausgetragen werden müssen. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln durch die Anpassung des BVG (Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes) sind weitere Schritte der Kapitulation unserer sozialpolitischen Souveränität.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und des Binnenmarkt-Informationssystems (IMI) in verschiedenen Gesetzen, wie dem BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35), GesBG (Artikel 10, 15) und PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4), ersetzt bewährte schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Dienstleistungen und stellt eine schleichende Erosion unserer nationalen Regulierungs- und Kontrollkompetenzen dar. Diese Massnahmen sind keine technische Anpassung, sondern eine strategische Aufgabe unserer nationalen Interessen zugunsten einer Brüsseler Bürokratie.

Strom

Die vorgeschlagene energiepolitische Neuausrichtung, insbesondere im Hinblick auf die weitere Annäherung an EU-Regelwerke im Strombereich, ist aus Sicht der Versorgungssicherheit, der wirtschaftlichen Stabilität und der nationalen Souveränität zutiefst bedenklich. Die beabsichtigte institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird unweigerlich dazu führen, dass die Schweiz zu einem Teilnehmerstatus ohne Mitspracherecht degradiert wird, während sie gleichzeitig Kosten tragen muss. Entscheidungen über unser eigenes Stromnetz werden künftig primär in Brüssel getroffen. Dies stellt eine Kapitulation unserer energiepolitischen Souveränität dar.

Die Rolle der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) droht sich von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen "operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk" zu wandeln. Die Verpflichtung zur Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel untergräbt die Eigenständigkeit und die Ausrichtung der Energieregulierung auf spezifisch schweizerische Bedürfnisse. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches massgeblich den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und eliminiert werden.

Unsere föderalen Strukturen, einschliesslich wichtiger Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion diskriminiert. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem Diktat des freien Marktes geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, beispielsweise einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln stark eingeschränkt. Es stellt sich die drängende Frage, wer die Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz tragen soll, wenn weder der Markt noch die EU eine klare Zuweisung vornehmen.

Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorgesehen ist, birgt das Risiko volatilerer und letztlich höherer Strompreise für KMU und Haushalte. Die Kosten für die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, welche der freie Markt nicht abdecken kann, müssen über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten abgewälzt werden. Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen,

erneuerbaren Energieerzeugung. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion, indem die Leistungsgrenze massiv gesenkt wird, was unzählige kleine und mittlere Produzenten benachteiligt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind unverkennbare Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, mit Verlust von Flexibilität und Souveränität.

Finanzieller Beitrag

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage zum finanziellen Beitrag birgt gravierende Bedenken und eine erhebliche Erosion unserer Souveränität. Insbesondere die geplante Umwandlung freiwilliger, parlamentarisch kontrollierter Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht stellt eine tiefgreifende Schwächung unserer demokratischen Entscheidungsprozesse dar. Der Gesetzesentwurf zur Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) ist hierbei das zentrale gesetzgeberische Instrument, das eine schleichende Annäherung an eine permanente und unkontrollierbare Zahlungsverpflichtung gegenüber der EU zementiert.

Die im Entwurf vorgesehene Regelung, die einen "rechtsverbindlichen Mechanismus" zur Neuberechnung der Beiträge vorsieht, ist nichts anderes als eine Verschleierung des wahren Ziels: die Schweiz zur Nettozahlerin ohne Mitspracherecht zu machen. Der initial genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet wie ein Lockvogelangebot an, hinter dem sich weitaus höhere, diktierte Forderungen verbergen. Die Schweiz verliert dadurch jedes politische Druckmittel und die Fähigkeit, die Verwendung von Steuergeldern souverän zu steuern. Die Budgethoheit des Parlaments wird durch die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs, wie in Art. 1 KoBG verankert, faktisch ausgehöhlt.

Die Integration des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die direkten Bundesbeiträge an die Friedensförderung und die Entwicklungszusammenarbeit (BöB) ist keine rein technische Formalität. Sie signalisiert die Akzeptanz einer dauerhaften Abgabenpflicht gegenüber der EU als integralen Bestandteil unserer Gesetzgebung und entzieht dem Parlament die Möglichkeit, über jeden einzelnen Beitrag souverän zu entscheiden. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist zudem irreführend. Hier wird der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine unzulässige Vermischung und eine Umgehung der kritischen Debatte über die eigentlichen finanziellen Verpflichtungen. Statt einer politischen Geste zur Stärkung guter Beziehungen wird eine rechtlich bindende Pflicht geschaffen, die die Souveränität der Schweiz erheblich beeinträchtigt, ohne dafür greifbare Gegenleistungen in Form von verbesserten Marktzugangsgarantien oder dem Abbau von Handelshemmnissen zu erhalten. Es handelt sich faktisch um eine Zwangsabgabe im Gewand eines vermeintlich freiwilligen Beitrags.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich der staatlichen Beihilfen stellt einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die schweizerische Souveränität und die föderalistischen Grundsätze unseres Landes dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen als politische und demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren, technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies widerspricht diametral dem Geist und Buchstaben unseres Föderalismus und untergräbt die Autonomie der Kantone, welche gemäss Art. 3 Bundesverfassung ihre Kompetenzen in allen Bereichen behalten, die nicht ausdrücklich dem Bund zugewiesen sind.

Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) institutionalisiert die Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht. Mit der Einführung einer neuen Beihilfekammer, wie in Art. 3 BHÜG vorgesehen, wird eine zentrale Kontrollinstanz geschaffen, deren Primärfokus nicht auf Schweizer Interessen, sondern auf der Durchsetzung der EU-Kompatibilität liegt. Dies hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus und macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger. Insbesondere kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr, in denen kantonale und kommunale Interessen oft eine grosse Rolle spielen, werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) verdeutlicht diesen Souveränitätsverlust, indem die nationale Kontrollkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr geopfert wird.

Die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG) ist besonders stossend für unseren Föderalismus. Der neue Art. 82 Bst. bbis BGG räumt der Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse ein. Dies degradiert die Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten, deren demokratisch legitimierte Entscheide von einer zentralen Behörde in Bern via abstrakter Normenkontrolle gemäss Art. 98a BGG gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und der Gewaltenteilung. Ebenso sind die erweiterten Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG als Zementierung der Zentralisierung der Rechtskontrolle zu werten, welche die kantonalen Souveränitätsrechte weiter schwächen.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Art. 18 Abs. 2 KG schafft ein undurchsichtiges Machtzentrum. Diese "Superbehörde" agiert als verlängerter Arm der EU und ihre Entscheide dienen nicht mehr primär Schweizer Interessen. Die mangelnde demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist besorgniserregend. Zudem schwächt der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss Art. 5 Abs. 2 PüG den Konsumentenschutz und die Transparenz, um einer ungestörten Geltung des EU-Rechts Raum zu geben. Die Schweiz darf ihre eigenständigen politischen und wirtschaftlichen Gestaltungsräume nicht aufgeben und sich einer fremden Regulierung unterwerfen, welche die Interessen unseres Landes nicht hinreichend berücksichtigt.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht des Schweizer Lohnniveaus und der schweizerischen Arbeitsmarktordnung zutiefst bedenklich. Es besteht die erhebliche Gefahr, dass die vorgesehenen Schutzbestimmungen lediglich kosmetischer Natur sind und den immensen Druck auf die Schweizer Löhne, der durch eine erweiterte Personenfreizügigkeit zweifellos entstehen wird, nicht adäquat abfedern können. Eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten, scheint eine reale und drängende Folge zu sein.

Anstatt die bewährten und über Jahrzehnte hinweg wirksamen flankierenden Massnahmen zum Schutz des Schweizer Arbeitsmarktes zu stärken, werden diese aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regelungen versprechen zwar eine vermeintliche Komplexität, doch ihre Effektivität im Vergleich zu den bisherigen, robusten Schweizer Instrumenten ist fragwürdig. Diese Verschiebung der Gewichte scheint vor allem ausländischen Unternehmen Tür und Tor für Lohndumping zu öffnen.

Die Kontrollmechanismen werden nachweislich geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch neue, zentralistischere und EU-konforme Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger wirksamen Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Der neu eingeführte Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter, wie in den neuen Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR) vorgesehen, entpuppt sich als ein vergiftetes Geschenk. Er schafft eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht und lähmt die Flexibilität von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Diese Regelung

stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar und wird durch EU-Druck erzwungen, was die Autonomie unserer Rechtsordnung massiv einschränkt.

Die angeblichen Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) sind keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 EntsG und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG stellt eine juristische Umstrukturierung dar, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist äusserst problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als einen festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Schliesslich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU. Dies untergräbt unsere Rechtsordnung, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Das bewährte System der Allgemeinverbindlicherklärung gemäss dem Bundesgesetz über allgemeinverbindliche Arbeitsverträge (AVEG), insbesondere die Regeln für Verbände in Art. 2 AVEG, birgt das Risiko, dass die robusten Schweizer Mechanismen zugunsten EU-konformer, oft schwächerer Modelle aufgeweicht werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die Ergebnisse der Verhandlungen mit der Europäischen Union sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der nationalen Interessen zutiefst bedenklich. Die vorgelegten Abkommen scheinen nicht in ausreichendem Masse die Unabhängigkeit der Schweiz zu wahren und bergen erhebliche Risiken für unsere Rechtsprechung und unsere Wirtschaftsstruktur. Es ist alarmierend, wie die Verhandlungsführer offensichtlich bereit waren, Zugeständnisse zu machen, die die Grundlage unseres bewährten föderalistischen Systems und die direkte Demokratie untergraben könnten.

Besonders kritisch ist die vorgesehene Übernahme von EU-Recht. Die Schweiz hat eine lange Tradition darin, ihre Gesetzgebung eigenständig zu gestalten, basierend auf den spezifischen Bedürfnissen und Werten unserer Bevölkerung. Die automatische Übernahme von EU-Rechtsakten, wie sie in den Verhandlungsergebnissen angedeutet wird, widerspricht dem Geist des Schweizerischen Rechtssystems. Artikel 2 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert das Prinzip der Volkssouveränität, und jede Regelung, die diese Souveränität durch fremde Gesetzgebung delegiert, muss mit äusserster Skepsis betrachtet werden.

Darüber hinaus gibt es erhebliche Bedenken hinsichtlich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH). Die Möglichkeit, dass ein ausländisches Gericht über die Auslegung von schweizerischem Recht entscheidet, stellt eine unannehmbare Einschränkung unserer richterlichen Unabhängigkeit dar, die in Artikel 30 der Bundesverfassung geschützt ist. Die Souveränität der Schweizer Gerichte und die Anwendung unseres eigenen Rechtsbestandes dürfen nicht durch externen Einfluss kompromittiert werden.

Die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der EU ist ebenfalls ein Punkt von grosser Sorge. Ohne eine klare Gegenleistung, die den Schweizer Interessen dient, stellt dies eine erhebliche finanzielle Belastung dar, die die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler unrechtmässig trifft. Es ist unerlässlich, dass jede finanzielle Vereinbarung einem strengen Nutzen-Risiko-Verhältnis unterliegt und dem

Prinzip der wirtschaftlichen Vernunft entspricht, wie es das Prinzip der Wirtschaftlichkeit im öffentlichen Sektor (vgl. Haushaltsprinzipien in Art. 126 BV) erfordert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgelegten Verhandlungsergebnisse die Schweiz in eine Position bringen, die ihre Souveränität schwächt und ihre nationalen Interessen gefährdet. Es ist höchste Zeit für eine gründliche und kritische Überprüfung dieser Ergebnisse, um sicherzustellen, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit bewahrt und ihre eigenen Gesetze nach eigenem Ermessen gestalten kann.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Christof Bircher (Privat)

Datum: 04.11.2025

Kontakt: Bircher Christof · 0793503307 · rotten@hispeed.ch

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung zur inländischen Umsetzung von EU-Recht wirft schwerwiegende Fragen bezüglich der Souveränität und des rechtsstaatlichen Prinzips der Schweiz auf. Es ist äusserst bedenklich, dass die vorgesehene Umsetzung eine schleichende Übernahme von EU-Normen ohne transparente demokratische Legitimation zur Folge hat. Dies steht in direktem Widerspruch zu fundamentalen Grundsätzen unseres Rechtssystems, wie sie etwa im Bundesgesetz über die politische Teilhabe (PolG) verankert sind, das die Mitwirkung des Volkes an politischen Entscheidungen sicherstellt.

Besonders kritisch zu betrachten ist die Art und Weise, wie EU-Recht in die Schweizer Gesetzgebung integriert werden soll. Es besteht die Gefahr, dass die Schweiz durch die Annahme von sogenannten "de facto" Übernahmeabkommen gezwungen wird, Rechtsakte zu übernehmen, deren Entstehung und Begründung sie nicht beeinflussen konnte. Dies untergräbt die richterliche Unabhängigkeit, da Schweizer Gerichte in Zukunft möglicherweise EU-Recht anwenden müssen, das im Widerspruch zu unseren nationalen Verfassungsgrundsätzen steht. Artikel 1 des Schweizerischen Obligationenrechts (OR), der die Vertragsfreiheit gewährleistet, darf nicht durch externe Vorgaben ausgehöhlt werden, die nicht dem schweizerischen Rechtsverständnis entsprechen.

Die erzwungene Übernahme von EU-Recht birgt zudem erhebliche Risiken für die Rechtssicherheit und die Stabilität unseres Wirtschaftsstandorts. Die ständige Anpassung an sich ändernde EU-Vorgaben schafft Unsicherheit für Unternehmen und Investoren. Dies widerspricht dem Ziel der Rechtssicherheit, das auch im Obligationenrecht und im Bundesgesetz über die Bundesrechtspflege (BPG) eine zentrale Rolle spielt. Es ist unabdingbar, dass die Schweiz ihre rechtliche Eigenständigkeit wahrt und nur solche Abkommen eingeht, die den nationalen Interessen und den Prinzipien unserer direkten Demokratie entsprechen. Die vorliegende Vernehmlassung scheint diesen Grundsatz aufzugeben und eröffnet die Tür zu einer unkontrollierten Rechtsübernahme, die langfristig erhebliche negative Folgen für die Schweiz haben wird. Wir fordern eine kritische Überprüfung der vorgeschlagenen Massnahmen und eine klare Positionierung zur Wahrung unserer Souveränität.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen einen fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unsere bewährte föderalistische Ordnung dar. Mit der Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und der Anpassung des Kartellgesetzes (KG) wird eine zentrale, unzureichend demokratisch kontrollierte "Superbehörde" in Form der neuen Beihilfekammer der WEKO etabliert. Diese Instanz agiert de facto als verlängerter Arm der EU-Kommission und unterwirft die legitime und bedarfsgerechte Schweizer Wirtschaftsförderung einem starren, technokratischen Kontrollregime.

Die heutige Praxis, bei der Subventionen Ausdruck demokratischer politischer Entscheidungen von

Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch eine systematische EU-Kontrolle ersetzt. Dies untergräbt die Souveränität der Kantone massiv, indem sie ihre eigenständige Steuerungshoheit über lokale und regionale Wirtschaftsförderung verliert. Gemäss dem neuen BHÜG und den Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG), insbesondere dem neu eingefügten Artikel 82 Buchstabe b bis, verlieren die Kantone ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Entscheide können von der neuen Beihilfekammer überprüft und mittels abstrakter Normenkontrolle vor dem Bundesgericht gekippt werden, was einer Herabstufung der Kantone zu reinen Bittstellern gleichkommt.

Die erweiterte Zuständigkeit des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 sowie 37a bis c VGG zementiert diese Zentralisierung der Rechtskontrolle und schwächt die kantonalen Kompetenzen weiter. Ebenso ist die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ein klares Indiz für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und dem EU-Regelwerk unterstellt, was jegliche nationale Steuerungsmöglichkeit eliminiert.

Die Integration der Beihilfekammer in die WEKO gemäss Artikel 18 Absatz 2 KG führt zu einer gefährlichen Machtkonzentration in einer Behörde, die primär die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzt und nicht notwendigerweise schweizerische Interessen vertritt. Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Artikel 5 Absatz 2 PüG schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz, da die Stimme des offiziellen "Wächters der Preise" ignoriert wird. Diese gesamte Übertragung von Kompetenzen und die Schaffung neuer Kontrollinstanzen führen zu einer Aushebelung der nationalen wirtschaftspolitischen Steuerungshoheit und unterwerfen die Schweiz bedingungslos dem EU-Recht.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung unserer Souveränität und die Untergrabung zentraler verfassungsrechtlicher Prinzipien dar. Die faktische Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, wie sie durch die geplanten Massnahmen suggeriert wird, widerspricht fundamental dem klaren Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist.

Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer sogenannten 'Niederlassung C PLUS', bereits nach fünf Jahren und praktisch ohne Möglichkeit der Entziehung selbst bei kriminellen Handlungen oder permanenter Sozialhilfeabhängigkeit, ist unannehmbar. Dies stellt eine erhebliche Bedrohung für die innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke dar. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird dadurch massiv gefördert, wobei die Kosten ausschliesslich von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen werden müssen.

Der geplante, beispiellose Ausbau des Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern einschliesst, wird zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit der Sozialkosten führen. Die angepriesene 'Schutzklausel' entpuppt sich als reine Illusion, deren Anwendungs-Hürden in der Praxis unüberwindbar sind und deren Nutzung die EU mit Vergeltungsmassnahmen androht. Dies ist keine Schutzklausel, sondern eine Erpressungsklausel.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet das faktische Ende der direkten Demokratie und der nationalen Entscheidungshoheit. Das Schweizer Parlament und das Volk werden bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts in diesem hochsensiblen Bereich machtlos. Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in die Sozialsysteme und machen einen Ausschluss von EU-Bürgern kaum noch möglich. Die sogenannte 'Schutzklausel' in Artikel 21b AIG ist ein reines Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein trauriges Eingeständnis der immensen Kosten, die die

Personenfreizügigkeit verursacht. Der neue Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismus im HFKG zeugen von den enormen versteckten Kosten dieses Abkommens, die der Schweizer Steuerzahler tragen muss. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln im BVG (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben bei einem Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind klare Angriffe auf unsere sozialpolitische Souveränität und Eigentumsrechte. Die tiefgreifenden Anpassungen unseres gesamten Rechtssystems, einschliesslich des ZGB (Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24), hin zur EU-Konformität sind alarmierend. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35) und GesBG (Artikel 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzen souveräne Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen und bergen unkalkulierbare Risiken für unsere Berufsstandards und die Patientensicherheit.

Strom

Die vorgeschlagene Integration in den EU-Strommarkt stellt eine gravierende Gefährdung unserer Energiesouveränität dar. Durch die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E wird die Schweiz zu einem weisungsgebundenen Teilnehmer degradiert, der zwar Kosten mittragen muss, jedoch keine Mitsprachemöglichkeit über Entscheidungen zu unserem Stromnetz besitzt. Diese Entscheidungen werden künftig in Brüssel getroffen, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung bedeutet. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) wird von einer unabhängigen Regulierungsbehörde zu einer operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert, die undemokratisch legitimierte Vorschriften aus Brüssel umsetzen muss.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell bedroht. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Ihr traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie die Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Die vollständige Marktliberalisierung, die durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) vorangetrieben wird, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch die Schaffung einer unzureichenden Energiereserve (Art. 8b ff.). Dies untergräbt zudem die föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung, indem sie die Vergütungsregeln ändern. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht in Art. 15 EnG ist ein direkter Schlag gegen die dezentrale, bürgernahe Energieproduktion. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien. Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dabei zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgelegte Vorlage zu 'Lebensmittelsicherheit' stellt keineswegs eine Verbesserung der Sicherheit dar, sondern markiert eine schleichende und umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk "Vom Hof auf den Tisch". Dieses Vorhaben birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten, hohen Produktionsstandards, gefährdet die Existenz von Familienbetrieben und schränkt die Wahlfreiheit unserer Konsumenten auf unzulässige Weise ein. Die

sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards unweigerlich zu Grabe getragen. Das Label 'Made in Switzerland' verliert an Wert, wenn Produkte nach denselben, weniger strengen Kriterien gefertigt werden müssen wie in der EU.

Besonders alarmierend ist die konsequente Aushöhlung unseres demokratisch mehrfach bestätigten Gentech-Moratoriums. Die Schweiz wird gezwungen, Produkte mit Spuren von gentechnisch veränderten Organismen zu akzeptieren, was einen klaren Missbrauch des Volkswillens darstellt. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist ein Frontalangriff auf unsere nationalen Standards und die Vielfalt unserer Lebensmittelproduktion, indem sie die gesamte Lebensmittelkette der EU-Regulierung unterwirft. Dies führt zu einer erstickenden Bürokratie, die insbesondere kleine Produzenten, Hofläden und lokale Gastronomen existenziell bedroht und unsere kulinarische Identität sowie unsere mittelständische Wirtschaft angreift.

Die Bestimmungen im Tierschutzgesetz (TSchG), insbesondere die Anpassungen in Art. 15a und Art. 21, zwingen uns, unsere strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies bedeutet einen Rückschritt für den Tierschutz und einen inakzeptablen Verlust an Souveränität in einem ethisch zentralen Bereich. Ebenso problematisch sind die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG), welche eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht darstellen und das Parlament umgehen. Die Unterstellung des Waldschutzes unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) nimmt uns die Fähigkeit, souverän auf spezifische Bedrohungen zu reagieren. Schliesslich gibt die Schweiz mit der Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und setzt unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit fahrlässig einem starren, bürokratischen System aus. Diese umfassende Regelung ist keine Frage der Lebensmittelsicherheit, sondern eine schleichende Entmachtung und Untergrabung unserer nationalen Identität. Die drohende 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen mit allen Bilateralen I verknüpft, stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jede souveräne Entscheidung der Schweiz blockiert.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Kontext der Personenfreizügigkeit mit der EU sind angesichts der schwerwiegenden Folgen für den Schweizer Arbeitsmarkt und unsere Souveränität mit äusserster Skepsis zu betrachten. Die angeblichen Schutzmassnahmen entpuppen sich als unzureichend und dienen primär der Anpassung an EU-Standards, anstatt den bewährten schweizerischen Schutz zu stärken. Es besteht die reale Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Lohnniveaus, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in mittleren und unteren Einkommensklassen, da die bestehenden flankierenden Massnahmen, die sich in der Praxis bewährt haben, aufgeweicht und durch bürokratische, aber weniger wirksame Mechanismen ersetzt werden.

Die vorgesehenen Änderungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung dar. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG mag technisch erscheinen, dient aber in erster Linie der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer effektiven Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die juristische Umstrukturierung, insbesondere die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a EntsG, schwächt die bewährte Systematik und erschwert die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein klarer Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, der unter EU-Druck erfolgt. Dies führt zur Schaffung einer privilegierten Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die Flexibilität, insbesondere von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d BöB) ist problematisch, da sie die

Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung zementiert und die Schweiz politisch stärker an die EU bindet.

Zusätzlich ist die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) eine massive Abtretung von Souveränität. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was die Durchsetzung ausländischer administrativer Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz ermöglicht und unsere Rechtsordnung untergräbt. Die angeblichen Schutzmechanismen sind somit eine Täuschung; stattdessen werden unsere Souveränität und die Rechte unserer Arbeitnehmer massiv geschwächt.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der finanziellen Beiträge sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und demokratischen Kontrolle inakzeptabel. Die Umwandlung der bisherigen freiwilligen, vom Parlament zu kontrollierenden Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht bedeutet den Verlust eines zentralen politischen Druckmittels und eine massive Aushöhlung der Budgethoheit des eidgenössischen Parlaments. Das neu geschaffene Kohäsionsbeitragsgesetz (KoBG) dient faktisch der Perpetuierung einer Zwangsabgabe.

Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint primär als Lockvogelangebot. Der im Abkommen verankerte, rechtsverbindliche Mechanismus zur Neuberechnung wird unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen, denen die Schweiz nicht mehr entgehen kann. Wir werden so zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert, deren Zahlungen verbindlich werden, ohne dass eine Garantie für besseren Marktzugang oder die Beseitigung von Handelsschranken besteht. Die Schweiz bezahlt für eine institutionelle Anbindung, welche primär die Souveränität kostet und kaum greifbare Vorteile bringt.

Die Schaffung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) als eigenständiges Gesetz zementiert die bisherigen freiwilligen Zahlungen als permanente, rechtlich bindende Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Artikel 1 des KoBG wird mit der Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs die Budgethoheit des Parlaments ausgehöhlt. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern bleibt nur noch der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d des Bundesbeschlusses über die bilateralen Verträge (BöB) ist mehr als eine technische Formalität; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert, dass sie als normaler und dauerhafter Bestandteil der Bundesgesetzgebung betrachtet werden.

Zudem ist die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b irreführend. Der "gute Name" der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dieses Vorgehen ist nicht nachvollziehbar und schwächt die Glaubwürdigkeit der Friedensförderungspolitik. Wir lehnen diese unwürdige Kompromittierung unserer demokratischen Institutionen und unserer finanziellen Autonomie entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich des Landverkehrs, insbesondere im Hinblick auf das Eisenbahnwesen, werfen schwerwiegende Bedenken auf und gefährden die Grundfesten unseres Service public. Die angestrebte Übernahme von EU-Recht im Schienenverkehr birgt erhebliche Risiken für die finanzielle Stabilität und operative Leistungsfähigkeit der SBB sowie anderer Bahnunternehmen, die für die Sicherstellung der Grundversorgung im ganzen Land unerlässlich sind.

Das EU-Beihilferecht, das im Zuge der neuen Abkommen zur Anwendung käme, droht bewährte Subventionsmodelle, die für den Güterverkehr, den Regionalverkehr oder die Erneuerung des Rollmaterials entscheidend sind, als unzulässig einzustufen. Dies würde nicht nur die operative Grundlage dieser für die Bevölkerung wichtigen Dienstleistungen untergraben, sondern auch die

Qualität und den Umfang des Angebots für die Bürgerinnen und Bürger direkt beeinträchtigen.

Besonders alarmierend ist die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater). Diese Öffnung für ausländische Anbieter, wie beispielsweise Flixtrain, ermöglicht die Bedienung inner-schweizerischer Strecken und führt unweigerlich zur "Rosinenpickerei". Ausländische Unternehmen werden sich auf die profitabelsten Hauptstrecken konzentrieren, während die SBB und andere konzessionierte Unternehmen auf den unrentablen, aber für die flächendeckende Versorgung notwendigen Nebenlinien sitzen bleiben. Dies untergräbt die finanzielle Basis unseres Service public nachhaltig.

Die vom Bundesrat als Schutzmassnahme präsentierte "Gemeinsame Erklärung" erweist sich als rechtlich wertlos und nicht bindend. Sie bietet keinerlei Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, welche die Schweiz sodann dynamisch übernehmen müsste. Dies ist eine trügerische Beruhigungspille, die die langfristige Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr nicht verhindert.

Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert und die Gestaltung unserer Verkehrspolitik im Sinne schweizerischer Bedürfnisse erschwert.

Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) zwingt die Schweiz bei Ausschreibungen zur Beachtung von EU-Vorgaben. Dies schränkt die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs erheblich ein. Anstatt nach den besten Lösungen für die Schweiz zu suchen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren Lösungen für die Steuerzahler führen kann. Die Sorge ist gross, dass die Souveränität unseres Landes bei der Gestaltung eines bedarfsgerechten öffentlichen Verkehrs erheblich eingeschränkt wird.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und hinterlässt einen tiefen Eindruck der Unzufriedenheit. Es ist unklar, ob die angestrebten Vorteile die damit verbundenen Nachteile überwiegen. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht, wie sie durch die in Betracht gezogenen Abkommen in Aussicht gestellt wird, birgt die Gefahr einer schleichenden Entmachtung der schweizerischen Souveränität.

Insbesondere Artikel 16 des Bundesgesetzes über die Genehmigung der bilateralen Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Union (SR 0.181.01) wird hierbei relevant. Dieser Artikel betont die Notwendigkeit, die Souveränität der Schweiz zu wahren. Die aktuelle Ausrichtung scheint jedoch in eine Richtung zu gehen, die genau diese Souveränität aushöhlt, indem sie die Schweiz faktisch an die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) bindet, ohne dass die Schweiz auf die Zusammensetzung oder Entscheidungsfindung dieses Gerichts Einfluss nehmen kann.

Die im Rahmen dieses Pakets diskutierte Übernahme von EU-Sekundärrecht wirft zudem Fragen hinsichtlich der demokratischen Legitimation auf. Gemäss Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) ist das schweizerische Volk und die Kantone die oberste Staatsgewalt. Die Art und Weise, wie EU-Recht ohne direkten parlamentarischen Prozess in das schweizerische Rechtssystem integriert werden soll, widerspricht diesem Grundsatz. Es fehlt die transparente und demokratische Auseinandersetzung, die für die Gesetzgebung in der Schweiz unerlässlich ist.

Darüber hinaus sind die wirtschaftlichen Folgen dieser Annäherung fraglich. Die Gewährung von Vorteilen im Binnenmarkt muss sorgfältig gegen die Kosten der Übernahme von EU-Regulierungen

und potenziellen Abgaben abgewogen werden. Die Gefahr besteht, dass die Schweiz in eine ungleiche Wettbewerbssituation gerät, wenn sie sich an EU-Standards anpassen muss, ohne von den damit verbundenen strukturellen Vorteilen oder den Befugnissen, diese Standards mitzugestalten, zu profitieren. Die langfristigen Implikationen für die schweizerische Wirtschaft und die Arbeitsplätze sind nicht ausreichend dargelegt und bereiten Kopfzerbrechen.

Es mangelt an einer klaren Darlegung, wie die spezifischen Interessen der Schweiz in diesem Prozess gewahrt werden können und welche Mechanismen zur Abfederung negativer Konsequenzen vorgesehen sind. Ohne diese Klarheit und ohne substanzielle Garantien für die schweizerische Souveränität und die demokratische Mitbestimmung ist die Skepsis gegenüber dem vorliegenden Paket gerechtfertigt.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU unter dem Deckmantel einer neuen Verhandlungsrunde und potenzieller Abkommen erweckt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und des wirtschaftlichen Wohlergehens der Schweiz. Die Annahme, dass eine engere Anbindung an die Europäische Union automatisch zu einer Verbesserung der Stabilität führen würde, ignoriert die negativen Implikationen, die sich aus früheren bilateralen Verträgen und dem Schengen-Besitzstand ergeben haben. Die Schweiz hat sich wiederholt in eine Position gebracht, in der sie gezwungen ist, EU-Recht zu übernehmen, ohne ein Mitspracherecht bei dessen Gestaltung zu haben.

Besonders bedenklich ist die potenzielle Übernahme weiterer EU-Regulierungen, die die Schweizer Gesetzgebung weiter untergraben könnten. Das Schweizerische Obligationenrecht (OR) und spezifische Gesetze wie das Bundesgesetz über den unlauteren Wettbewerb (UWG) könnten durch EU-Richtlinien, die auf ein völlig anderes rechtliches und wirtschaftliches Umfeld zugeschnitten sind, de facto ausgehöhlt werden. Die EU-Gesetzgebung ist oft darauf ausgelegt, die Interessen der Mitgliedstaaten zu fördern, und eine blindlings übernommene Angleichung könnte schweizerische Unternehmen benachteiligen oder zu unnötigen bürokratischen Hürden führen.

Die vielbeschworene "Stabilität" scheint primär im Interesse der EU zu liegen, die die Schweiz als erweiterten Markt und als Garant für die Einhaltung gemeinsamer Standards nutzen möchte. Die Schweiz wiederum muss ihre eigenen Interessen wahren, die nicht zwangsläufig mit denen der EU übereinstimmen. Die unklare Rechtslage und die ständige Angst vor neuen EU-Forderungen haben in der Vergangenheit eher zu Unsicherheit als zu Stabilität geführt.

Die Idee, die Beziehungen "zu stabilisieren", könnte auch als Euphemismus für eine schrittweise Erosion der schweizerischen Unabhängigkeit interpretiert werden. Die Übernahme des EU-Rechts ohne gleichzeitige volle Mitgliedschaft und Mitspracherecht widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz haben das Recht, über die Gesetze mitzubestimmen, die ihr Leben und ihre Wirtschaft regeln. Dieses Recht darf nicht durch eine praetorianische Angleichung an Brüsseler Vorgaben ausgehöhlt werden. Eine echte Stabilisierung kann nur durch klare, auf Augenhöhe ausgehandelte und die schweizerischen Interessen schützende Abkommen erreicht werden, die keine einseitige Abhängigkeit schaffen.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf und bergen das Risiko einer schleichenden Untergrabung der Schweizer Souveränität und der rechtsstaatlichen Prinzipien. Es ist unumgänglich, dass diese Ergebnisse einer kritischen und detaillierten Prüfung unterzogen werden, um ihre potenziell negativen Auswirkungen auf unser Land abzuwägen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitgestaltungsmöglichkeiten stellt eine gravierende Einschränkung der demokratischen Selbstbestimmung dar. Das Prinzip der direkten Demokratie, wie es in Artikel 34 der Schweizerischen Bundesverfassung verankert ist, wird durch eine solche Abhängigkeit de facto ausgehöhlt. Wenn zukünftige regulatorische Entwicklungen in der EU automatisiert in unser Rechtssystem überführt werden, entzieht dies dem Schweizer Stimmbürger und dem Parlament die Möglichkeit, diese zu beeinflussen oder abzulehnen.

Die vorgeschlagene institutionelle Einbettung der bilateralen Abkommen birgt die Gefahr einer unzulässigen Rechtsfortbildung durch externe Organe. Artikel 1 der Bundesverfassung, der die Souveränität der Schweiz betont, scheint in diesem Kontext gefährdet. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als massgebliche Auslegungsinstanz für das Unionsrecht und seine potenziell bindende Wirkung für die Schweiz ist ausserordentlich problematisch. Dies widerspricht fundamental dem Grundsatz, dass schweizerische Gerichte die letzte Instanz für die Auslegung des Schweizer Rechts sind. Die Souveränität der schweizerischen Rechtsordnung wird dadurch direkt in Frage gestellt.

Darüber hinaus bestehen ernste Zweifel hinsichtlich der Bewahrung der Kerninteressen der Schweiz, insbesondere im Bereich der Lohnschutzmassnahmen und der Personenfreizügigkeit. Die Ausgestaltung dieser Regelungen könnte zu unzumutbaren Belastungen für den Schweizer Arbeitsmarkt führen und die bewährten Schutzmechanismen schwächen. Die Sicherstellung des Schutzes der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, der durch Artikel 115 der Bundesverfassung gewährleistet werden soll, muss oberste Priorität haben.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse nicht geeignet sind, die langfristigen Interessen der Schweiz zu wahren und ihre Souveränität zu sichern. Es bedarf einer grundlegenden Überarbeitung, um die verfassungsrechtlichen Garantien unseres Landes zu respektieren und eine unkontrollierte Übernahme von EU-Recht zu verhindern. Die aktuellen Vorschläge bergen ein zu grosses Risiko für unsere demokratischen Institutionen und unsere Rechtsstaatlichkeit.

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Marcel W. Wyss (Privat)

Datum: 04.11.2025

Kontakt: Marcel W. Wyss · +66800403455 · marcelwwyss@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgeschlagene Umsetzung wirft erhebliche verfassungsrechtliche und souveränitätsbezogene Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht ohne ausreichende Mitsprachemöglichkeiten der schweizerischen Gesetzgebung widerspricht fundamental dem Prinzip der Volkssouveränität, wie es in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist.

Die drohende automatische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Aushöhlung unserer rechtsstaatlichen Prinzipien. Es ist fraglich, inwieweit die schweizerische Rechtsordnung, die auf demokratischen und rechtsstaatlichen Verfahren basiert, die mit der EU-Gesetzgebung einhergehende Komplexität und potenziellen Widersprüche auffangen kann. Artikel 190 der Bundesverfassung, der die Gültigkeit von Völkerrecht betont, darf nicht als Freipass zur pauschalen Übernahme fremder Rechtsordnungen missverstanden werden. Die Schweizer Gerichte müssten weiterhin primär das schweizerische Recht anwenden und nur dann auf ausländisches Recht zurückgreifen, wenn dies vom schweizerischen Gesetzgeber explizit so vorgesehen ist.

Des Weiteren ist die finanzielle Belastung, die mit der Anpassung an und der Umsetzung von EU-Recht einhergeht, nicht hinreichend dargelegt. Dies betrifft nicht nur die direkten Kosten, sondern auch den immensen administrativen Aufwand, der für Bund, Kantone und Gemeinden entstehen würde. Die Unabhängigkeit unserer Wirtschaftspolitik und unserer Regulierungshoheit, die essenziell für die Stabilität und den Wohlstand der Schweiz sind, könnten durch eine zu enge Anbindung an die EU-Regulierungen empfindlich beeinträchtigt werden.

Es muss kritisch hinterfragt werden, ob die angestrebte Harmonisierung tatsächlich im Interesse der Schweiz liegt oder ob sie primär den Zielen der EU dient. Die schweizerische Gesetzgebung hat über Jahrzehnte hinweg eigenständig und erfolgreich Rechtsnormen geschaffen, die auf die spezifischen Bedürfnisse und Gegebenheiten unseres Landes zugeschnitten sind. Eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht birgt das Risiko, dass diese bewährten Regelungen verwässert oder gar aufgehoben werden. Die Abkehr von solchen Regelungen, die gemäss Artikel 2 BV dem Wohl des Landes und dem Nutzen der Bevölkerung dienen, wäre nicht nachvollziehbar.

Abschliessend ist die Transparenz des Verfahrens und die Einbeziehung der schweizerischen Bevölkerung in Entscheidungsprozesse, die potenziell die Souveränität und die Rechtsordnung betreffen, ungenügend. Die Stimmberechtigten müssen jederzeit die Möglichkeit haben, über Fragen von solch weitreichender Bedeutung informiert und eingebunden zu werden, was mit einer automatischen Rechtsübernahme kaum gewährleistet werden kann.

Strom

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG) und Energiegesetz (EnG)

werfen gravierende Bedenken hinsichtlich der schweizerischen Energiesouveränität und Versorgungssicherheit auf. Die Einbindung in die EU-Aufsichtsstrukturen wie ACER und ENTSO-E reduziert die Schweiz zu einem nicht-stimmberechtigten Teilnehmer, der jedoch zur Kostentragung verpflichtet ist. Dies bedeutet, dass Entscheidungen über unser Stromnetz künftig in Brüssel getroffen werden, ohne dass die Schweiz ein Mitspracherecht hat. Die ElCom verliert ihren Charakter als unabhängige Regulierungsbehörde und wird zur operativen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert, was das Ende einer eigenständigen, auf Schweizer Bedürfnisse ausgerichteten Energieregulierung markiert.

Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden. Dies würde die finanzielle Basis vieler Kantone schwächen und die Investitionsfähigkeit in Wasserkraftwerke mindern. Ebenso werden unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, geschwächt. Ihr Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln untergraben, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt.

Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie z.B. einer Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt. Die Verantwortlichkeit für die Versorgungssicherheit wird unklar; weder der Markt noch die EU können hierfür klar garantieren. Die vollständige Marktliberalisierung, wie sie in Art. 4a ff. StromVG vorgesehen ist, führt zu Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine potenziell unzureichende Energiereserve gemäss Art. 8b ff. StromVG. Zudem werden durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG) unsere föderalen Strukturen geschwächt.

Die Änderungen im Energiegesetz, insbesondere Art. 15 neu, schwächen die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung. Die massive Senkung der Leistungsgrenze für die Abnahme- und Vergütungspflicht von 3 MW auf 200 kW (Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien, was uns abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten macht. Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU, die unsere Souveränität über kritische Infrastruktur untergraben und unsere föderalen Strukturen zerstören.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht der Schweizer Souveränität und der Stärkung unseres etablierten Lohnschutzniveaus äusserst bedenklich. Die vorliegenden Vorschläge erscheinen nicht mehr als kosmetische Anpassungen, die den fundamentalen und massiven Druck auf die Schweizer Löhne, der aus der ungebremsten Ausweitung der Personenfreizügigkeit resultiert, in keiner Weise kompensieren können. Statt einer echten Stärkung droht eine schleichende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere für die breiten Schichten der Arbeitnehmerschaft in den mittleren und unteren Einkommensklassen.

Unsere bewährten und äusserst wirksamen flankierenden Massnahmen, deren Prinzipien im Arbeitsgesetz (ArG) und im Obligationenrecht (OR) verankert sind, werden durch die Übernahme von EU-Standards aufgeweicht. Die neuen Regelungen sind nicht nur bürokratischer und damit kostspieliger in der Anwendung, sondern auch nachweislich weniger effektiv im Schutz vor Lohndumping. Dies nützt primär ausländischen Unternehmen, die darauf abzielen, von niedrigeren Lohnkosten zu profitieren und den fairen Wettbewerb zu untergraben.

Die vorgeschlagenen Änderungen, namentlich die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), stellen keine Verbesserung dar, sondern eine EU-diktierte Umgestaltung unseres nationalen Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems gemäss Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend einer Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und dessen Neuplatzierung in Art. 13a EntsG ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von

Arbeitnehmerrechten unnötig verkompliziert. Ebenso problematisch ist die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz, die unsere finanzielle Abhängigkeit von der EU festigt.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter gemäss Art. 335l bis 335q OR ist ein direkter Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit und widerspricht fundamentalen Prinzipien des liberalen Arbeitsmarktes. Dies schafft eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern und lähmt die notwendige Flexibilität von KMU, ohne das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt zudem eine massive Abtretung von Souveränität dar, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit stellen eine bedenkliche Kapitulation vor dem EU-Recht dar und widersprechen diametral dem verfassungsmässigen Auftrag zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung gemäss Artikel 121a der Bundesverfassung. Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die damit verbundene massive Ausweitung der Personenfreizügigkeit untergraben die Souveränität der Schweiz und missachten den Volkswillen.

Insbesondere die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts' nach nur fünf Jahren, welches praktisch eine unentziehbare 'Niederlassung C PLUS' darstellt, wirft gravierende Fragen bezüglich der inneren Sicherheit und der Stabilität unserer Sozialwerke auf. Die Ausgestaltung dieses Rechts, das selbst bei kriminellen Handlungen oder dauerhaftem Sozialhilfebezug Bestand haben soll, öffnet Tür und Tor für Missbrauch und erhöht die Kostenbelastung für die Schweizer Steuerzahler, Kantone und Gemeinden in unannehmbarer Weise.

Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Bestimmungen faktisch gefördert. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Dies wird durch die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), namentlich die Neuregelung in Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementiert. Diese Gesetzesänderungen leuchten ein, dass der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss selbst bei Abhängigkeit kaum mehr möglich ist.

Die beispiellose Ausweitung des Familiennachzugs, die neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, verspricht einen unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit verbundener Sozialkosten. Die angebliche 'Schutzklausel', wie sie in Artikel 21b AIG vorgesehen ist, entpuppt sich als reines Placebo. Ihre Anwendungshürden sind derart hoch, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch versuchen, sie anzurufen, droht die EU mit Strafmassnahmen. Es handelt sich hierbei nicht um eine Schutzklausel, sondern um eine Erpressungsklausel, die jede wirksame Steuerung verunmöglicht.

Die geplante automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts faktisch machtlos sind. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie.

Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer, wie im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG, Artikel 61a) vorgesehen, ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Die Schaffung eines neuen Zahlungsrahmens und eines spezifischen Beitragsmechanismus im HFKG zur Kompensation der Gleichbehandlung von EU-Studierenden beweist, dass der Schweizer Steuerzahler direkt dafür aufkommen muss, dass unsere Kantone gezwungen werden, EU-Bürger zu denselben (tiefen) Konditionen zu immatrikulieren wie Einheimische. Dies ist eine klare Benachteiligung der einheimischen Studierenden und eine Belastung für unsere Hochschulen.

Die automatische Anerkennung von Berufsqualifikationen durch die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das Binnenmarkt-Informationssystem der EU (IMI) im Bundesgesetz über die Gleichwertigkeit von ausländischen Berufsqualifikationen (BGMD, Artikel 2 Absatz 1bis) sowie im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35), Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus. Dies birgt das Risiko einer schleichenden Absenkung der Berufsstandards und entzieht den Schweizer Behörden die Kontrolle über die Zulassung von Dienstleistungserbringern, was gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit darstellt. Die Schweiz gibt ihre souveräne Regulierungskompetenz auf.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags zur Kohäsion mit der Europäischen Union stellt eine gravierende Aushöhlung unserer nationalen Souveränität und demokratischen Kontrolle dar. Die Umwandlung der bisher freiwilligen, parlamentarisch zu kontrollierenden Beiträge in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist inakzeptabel. Dies stellt de facto eine Zwangsabgabe dar und beraubt die Schweiz eines wesentlichen politischen Druckmittels gegenüber der EU. Die Befürchtung, dass der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken lediglich als Lockvogelangebot dient und der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ist nicht von der Hand zu weisen. Die Schweiz wird dadurch zu einer Nettozahlerin ohne jegliches Stimmrecht oder Einfluss auf die Verwendung der Gelder.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese problematische Entwicklung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidungsgewalt über jeden einzelnen Beitrag. Gemäss Art. 1 KoBG wird ein permanenter Rechtsanspruch auf diese Zahlungen geschaffen, was die Budgethoheit des Parlaments massiv einschränkt. Statt einer autonomen Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern existiert dann lediglich die Pflicht, von der EU diktierte Zahlungen zu leisten. Die Aufnahme des KoBG in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die besseren und stärkeren wirtschaftlichen Beziehungen mit dem Inland (BöB) ist mehr als eine formale Anpassung; sie verankert diese Abgaben tief in unserer Rechtsordnung und signalisiert ihre Dauerhaftigkeit.

Zusätzlich erscheint die Verknüpfung des KoBG mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Art. 1 Abs. 2 Bst. b irreführend. Der 'gute Name' der Schweizer Friedensförderung wird hier missbraucht, um politisch heikle und umstrittene Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Wir zahlen für eine institutionelle Anbindung, die primär unsere Souveränität kostet und keine substanziellen Gegenleistungen in Form von verbessertem Marktzugang oder der Beseitigung von Handelshemmnissen bietet. Dieses Abkommen ist daher entschieden abzulehnen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung des Schweizer Lebensmittelrechts an die EU-Regularien unter dem Deckmantel der «Lebensmittelsicherheit» stellt eine schleichende und inakzeptable Unterwerfung dar, die die Souveränität und die Kerninteressen unseres Landes massiv gefährdet. Anstatt einer punktuellen Verbesserung der Sicherheit, erleben wir eine umfassende Übernahme des EU-Regelwerks «Vom Hof auf den Tisch», welche die gesamte Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft einem fremden Diktat ausliefert. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein Fundament unseres Rufs und Wettbewerbsvorteils, steht unter existenzieller Bedrohung. Die Angleichung an oft tiefer angesetzte EU-Standards wird unweigerlich zu einem Qualitätsverlust führen und das wertvolle Label «Made in Switzerland» entkräften.

Besonders alarmierend ist die drohende «Guillotineklausel», die dieses Abkommen mit sämtlichen bilateralen Verträgen koppelt. Dies stellt eine inakzeptable Erpressung dar, die jegliche zukünftige Handlungsfreiheit der Schweiz untergräbt und jegliche souveräne Entscheidung verunmöglicht. Die Einsetzung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben ist ein direkter Angriff auf unsere nationale Souveränität und degradiert unsere Produzenten zu Objekten ausländischer

Überwachung.

Die zu erwartende bürokratische Lawine wird insbesondere kleine und mittlere Betriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzgereien treffen. Die Übernahme komplexer und für hiesige Verhältnisse unpassender EU-Vorschriften wird lokale Traditionen zerstören und zahlreiche wirtschaftliche Existenzen vernichten. Das gut informierte Volk, welches das Gentechnik-Moratorium mehrfach bestätigt hat, wird umgangen, da die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren von GVO zu akzeptieren.

Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist dabei das Kernstück dieser Unterwerfung. Sie bedroht die Schweizer Qualität, die Produzenten und die Konsumenten durch eine Flut unpassender, auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften. Dies ist ein direkter Angriff auf unsere kulinarische Identität und unsere mittelständische Wirtschaft. Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns zu einem Rückschritt beim Tierschutz, indem bewährte, strengere nationale Vorschriften für Transport und Schlachtung durch EU-Standards ersetzt werden. Dies schwächt unsere ethischen Standards und ist ein klarer Souveränitätsverlust.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar und umgehen die parlamentarische Kontrolle. Ebenso ist die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das Diktat der EU (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) ein erheblicher Verlust an Reaktionsfähigkeit und Souveränität. Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) ist schliesslich fahrlässig und gefährdet unsere Landwirtschaft und öffentliche Gesundheit durch die Aufgabe der Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung. Wir lehnen diese umfassende Souveränitätsaufgabe entschieden ab.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Risiken für den Schweizer Service public und die nationale Souveränität. Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater öffnet Tür und Tor für ausländische Anbieter, die sich auf die lukrativsten inner-schweizerischen Strecken konzentrieren werden. Dieses Phänomen der "Rosinenpickerei" untergräbt die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, welche die Verantwortung für die Aufrechterhaltung des Angebots auf weniger rentablen, aber für die Grundversorgung essenziellen Linien tragen. Der Service public, ein Garant für die Mobilität aller Bürgerinnen und Bürger, wird somit direkt gefährdet.

Darüber hinaus ist die Befürchtung gross, dass die Anwendung des EU-Beihilferechts bewährte und notwendige Subventionen in Frage stellen könnte. Massnahmen zur Förderung des Güterverkehrs, zur Sicherstellung des Regionalverkehrs oder zur Erneuerung des Rollmaterials könnten als unzulässig eingestuft werden, was unweigerlich zu einer Einschränkung der Qualität und des Umfangs des Angebots führen würde.

Die von der Regierung angepriesene "Gemeinsame Erklärung" bietet hierbei keinerlei tröstliche Aussicht. Sie ist rechtlich unverbindlich und bietet keinen Schutz vor zukünftigen Anpassungen des EU-Rechts, zu deren dynamischer Übernahme die Schweiz verpflichtet wäre. Diese Erklärung dient lediglich als Beruhigungspille, ohne die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität im Bahnverkehr zu verhindern.

Die schrittweise Aufgabe der Kontrolle über die Schieneninfrastruktur wird durch die dynamische Rechtsübernahme weiter vorangetrieben. Zukünftige EU-Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), müssten von der Schweiz übernommen werden, was die nationale Steuerungskompetenz weiter an zentrale EU-Stellen verlagert. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG) durch Artikel 32a Absatz 1bis, der die Beachtung von EU-Vorgaben bei Ausschreibungen erzwingt, schränkt die nationale und kantonale Hoheit bei der Gestaltung des öffentlichen Verkehrs empfindlich ein. Anstatt die besten Lösungen für die Schweiz zu verfolgen, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden, was zu suboptimalen und potenziell teureren

Ergebnissen für die Steuerzahler führen kann. Insgesamt scheint die vorgesehene Regelung eine gefährliche Preisgabe von Schweizer Interessen zugunsten einer fragwürdigen Harmonisierung zu sein.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine inakzeptable Untergrabung unserer nationalen Souveränität und unseres föderalistischen Gefüges dar. Die bewährte Praxis, dass staatliche Subventionen als legitime politische Instrumente von Bund, Kantonen und Gemeinden zur Förderung unserer spezifischen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Interessen eingesetzt werden, wird durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt. Dies entzieht unseren demokratisch gewählten Vertretern die Entscheidungsgewalt und unterwirft uns willkürlich den Vorgaben aus Brüssel.

Die Kantone werden de facto zu Bittstellern herabgestuft. Ihre Organisations- und Verfahrensautonomie geht verloren, da ihre souveränen Beschlüsse zur lokalen Wirtschaftsförderung künftig durch eine neu geschaffene "Superbehörde" in Bern, die als "verlängerter Arm der EU" agiert, auf EU-Konformität überprüft und möglicherweise gekippt werden können. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) mit seiner zentralen Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG) institutionalisiert diese Unterwerfung. Das neue Bundesgerichtsgesetz (BGG) mit Art. 82 Bst. bbis verstärkt diesen Angriff auf den Föderalismus, indem es der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse einräumt und kantonale Souveränität durch abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG) aushebelt. Die Anpassung des Kartellgesetzes (KG, Art. 18 Abs. 2) bündelt zudem exzessive Macht bei der WEKO, die nicht mehr primär Schweizer Interessen, sondern EU-Recht durchsetzen wird.

Kritische Sektoren wie die Energieversorgung, der Luft- und der Landverkehr werden der EU-Kontrolle unterstellt. Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein eklatantes Beispiel für den Verlust nationaler Kontrollkompetenz in einem strategisch wichtigen Bereich. Die Anpassungen im Bundesverwaltungsgericht (VGG, Art. 31a, 33, 37a-c) zementieren die Zentralisierung und schwächen die föderalistischen Strukturen weiter.

Die völlige Entmachtung des Preisüberwachers durch den Ausschluss von den Sitzungen der Beihilfekammer (Art. 5 Abs. 2 PüG) zeigt die Prioritätensetzung: Transparenz und Konsumentenschutz werden dem ungehinderten Agieren der neuen EU-konformen Behörde geopfert. Die Schweiz wird zum reinen Regel-Empfänger degradiert und verliert ihre wirtschaftspolitische Steuerungshoheit. Dieses Abkommen untergräbt unsere Kerninteressen und unsere demokratische Ordnung.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und bedarf einer kritischen und skeptischen Betrachtung. Insbesondere im Hinblick auf die Souveränität und die rechtsstaatlichen Prinzipien unseres Landes sind gravierende Schwachstellen zu identifizieren.

Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit stellt eine schleichende Aushöhlung der demokratischen Legitimation dar. Das Schweizer Volk verliert zunehmend die Kontrolle über die Gesetzgebung, die sein tägliches Leben beeinflusst. Artikel 164 der Bundesverfassung, der die Rolle des Parlaments bei der Gesetzgebung festschreibt, droht durch die automatische Übernahme von EU-Richtlinien und -Verordnungen faktisch ausgehebelt zu werden. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, der im Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist.

Des Weiteren ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Die Übertragung der Auslegungshoheit von Schweizer Gesetzen, die durch das EU-Recht beeinflusst werden, an ein

ausländisches Gericht birgt erhebliche Risiken für die nationale Rechtsordnung. Die Garantien des rechtsstaatlichen Handelns, wie sie in Artikel 29 der Bundesverfassung niedergelegt sind, könnten durch die Vorgaben des EuGH eingeschränkt werden, dessen Urteile nicht immer mit den schweizerischen Rechtsgrundsätzen im Einklang stehen. Die Unabhängigkeit der Schweizer Gerichte wird somit untergraben.

Die fragliche automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in diesem Paket vorgesehen ist, könnte ausserdem zu einer Überlastung unserer nationalen Gesetzgebungsprozesse führen und die Anpassungsfähigkeit unseres Rechtssystems an reale Bedürfnisse einschränken. Die Möglichkeit, eigene Lösungen zu entwickeln, die auf die spezifischen Gegebenheiten der Schweiz zugeschnitten sind, wird dadurch massiv eingeschränkt.

Es muss die Frage gestellt werden, ob der vorgelegte Paketentwurf nicht eher darauf abzielt, die Schweiz stärker in die EU zu integrieren, als die bilateralen Beziehungen auf einer gleichberechtigten Basis zu gestalten. Die mangelnde Transparenz und die Komplexität der vorgeschlagenen Regelungen erschweren zudem eine fundierte Meinungsbildung und erfordern eine sorgfältige Prüfung, um nachteilige Konsequenzen für die Schweiz abzuwehren.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU, wie sie in diesem Vernehmlassungsdossier dargestellt wird, weckt erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der zukünftigen Handlungsfreiheit der Schweiz. Die proklamierte «Stabilisierung» scheint primär darauf abzuzielen, die Schweiz enger an die EU-Rechtsordnung anzubinden, ohne die damit verbundenen Nachteile und Risiken angemessen zu berücksichtigen.

Insbesondere die Übernahme von EU-Recht in die schweizerische Gesetzgebung ohne wirksame Kontrollmechanismen ist problematisch. Das schweizerische Recht, namentlich Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) bezüglich der Achtung der völkerrechtlichen Verpflichtungen und die Gewaltentrennung nach Artikel 169 BV, könnte durch eine unreflektierte Übernahme von EU-Recht ausgehebelt werden. Die Gefahr besteht darin, dass das Schweizer Parlament seine Gesetzgebungskompetenz verliert und stattdessen EU-Instanzen, die nicht demokratisch legitimiert sind im schweizerischen Kontext, die Gesetzgebung dominieren.

Die Klausel zur automatischen Übernahme von neuem EU-Recht birgt die Gefahr einer schleichenden Rechtsüberfremdung. Dies widerspricht dem Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung verankert ist. Die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz würden zunehmend von Regeln betroffen sein, die sie nicht mehr direkt oder indirekt durch ihre gewählten Vertreter beeinflussen können. Artikel 140 BV, der die Volkssouveränität unterstreicht, wird durch eine solche Entwicklung untergraben.

Weiterhin ist die Unklarheit bezüglich der Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) besorgniserregend. Eine Unterwerfung unter die Rechtsprechung des EuGH, auch nur in begrenztem Umfang, würde die Unabhängigkeit der schweizerischen Gerichte, wie sie durch Artikel 190 BV gewährleistet wird, massiv einschränken. Die definitive Auslegung von Recht, auch wenn es sich um übernommenes EU-Recht handelt, müsste weiterhin in der Kompetenz schweizerischer Gerichte liegen, um die Rechtsstaatlichkeit zu wahren. Die vorgeschlagene Struktur scheint diesem Gebot nicht gerecht zu werden.

Die wirtschaftlichen Vorteile einer engeren Anbindung sind zwar nicht gänzlich von der Hand zu weisen, dürfen jedoch nicht auf Kosten der demokratischen Legitimation und der nationalen Souveränität gehen. Es ist fraglich, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die negativen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung und die politische Gestaltungsfreiheit aufwiegen können. Eine kritische Neubewertung der grundsätzlichen Ausrichtung der Beziehungen zur EU, die

die schweizerischen Interessen und die demokratischen Prinzipien in den Vordergrund stellt, ist unerlässlich.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihres Nutzens und ihrer langfristigen Auswirkungen auf die Souveränität und die Rechtsordnung der Schweiz auf. Zwar wird eine Annäherung an die EU angestrebt, doch die Art und Weise, wie dies geschieht, birgt Gefahren, die nicht unterschätzt werden dürfen.

Besonders kritisch ist die potenzielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Einflussnahme der Schweiz. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der Volkssouveränität, wie er in Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Eine schleichende Rechtsübernahme untergräbt die demokratischen Prozesse und die Möglichkeit des Schweizer Volkes, über seine eigenen Gesetze zu bestimmen.

Die automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den vorgeschlagenen Abkommen angedeutet wird, ignoriert die spezifischen Bedürfnisse und Besonderheiten der Schweiz. Dies kann zu Konflikten mit bestehenden nationalen Gesetzen führen und die Rechtssicherheit gefährden. Artikel 123 Absatz 2 BV, der die Zuständigkeit des Bundes für die Gesetzgebung in bestimmten Bereichen regelt, könnte durch eine solche Regelung ausgehöhlt werden.

Weiterhin ist die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) problematisch. Eine Bindung an dessen Rechtsprechung, ohne dass die Schweiz darauf Einfluss nehmen kann, stellt eine inakzeptable Einschränkung der richterlichen Unabhängigkeit und der nationalen Rechtsordnung dar. Dies widerspricht dem Geist des Artikels 190 Absatz 1 BV, wonach die Gerichte das Recht anzuwenden haben. Die Unabhängigkeit der Schweizer Justiz, ein Eckpfeiler unseres Rechtssystems, wäre ernsthaft bedroht.

Die pauschale Übernahme von EU-Richtlinien und Verordnungen birgt zudem die Gefahr, dass die Schweiz verpflichtet wird, Bestimmungen umzusetzen, die ihren Interessen zuwiderlaufen oder unverhältnismässig sind. Dies könnte beispielsweise im Bereich der Binnenmarktregulierungen der Fall sein, wo die Schweizer Wirtschaft möglicherweise übermässig belastet würde. Artikel 2 Absatz 1 BV betont die Pflicht des Bundes, das Wohl des Landes und seiner Bevölkerung zu wahren. Dies scheint bei den aktuellen Verhandlungsergebnissen nicht immer gewährleistet zu sein.

Insgesamt besteht die dringende Notwendigkeit, die potenziellen negativen Folgen der vorgeschlagenen Abkommen eingehend zu prüfen. Es muss sichergestellt werden, dass die Souveränität der Schweiz und die Integrität ihrer Rechtsordnung gewahrt bleiben und dass jegliche Annäherung an die EU in einer Weise erfolgt, die dem Wohl des Landes dient und von der Schweizer Bevölkerung getragen wird. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht ist keine Option.

Consultation

Mesdames, Messieurs,

Expéditeur & Contact

Expéditeur: Urs Rudolf Konrad (Privat)

Date: 16.11.1956

Contact: Urs Rudolf Konrad · 0792591159 · urs.konrad@bluewin.ch

Acceptez-vous de stabiliser et de développer les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Le projet de stabilisation des relations avec l'Union européenne soulève des inquiétudes majeures quant à la souveraineté et aux intérêts nationaux de la Suisse. Bien que l'intention affichée soit de renforcer les liens, une analyse approfondie révèle des risques substantiels qui ne peuvent être ignorés.

La proposition d'adopter le droit dérivé de l'UE, tel que cela transparaît des discussions sur l'accord-cadre institutionnel, représente un renoncement inacceptable à la capacité législative de la Suisse. L'article 164 de la Constitution fédérale stipule que la Confédération est un État de droit, fondé sur la primauté du droit et les droits de l'homme. Or, l'intégration unilatérale de nouvelles réglementations européennes, souvent élaborées sans la participation directe de la Suisse et sans que nos préoccupations soient systématiquement prises en compte, pourrait mener à une perte de contrôle sur notre propre ordonnancement juridique. Le principe de l'autonomie constitutionnelle, cher à notre système, se verrait alors sérieusement érodé.

De plus, la perspective d'une interprétation uniforme du droit par la Cour de justice de l'Union européenne, telle qu'elle serait appliquée aux accords sectoriels, soulève des questions fondamentales. Si l'objectif est la sécurité juridique, l'imposition d'une jurisprudence européenne qui pourrait entrer en conflit avec les principes constitutionnels suisses, notamment en matière de droit des sociétés ou de concurrence, serait préjudiciable. L'article 3 du Code civil suisse garantit la protection des droits acquis et des attentes légitimes. La potentielle remise en cause de ces principes par une interprétation européenne rendrait les relations futures instables, et non stabilisées.

La question de la libre circulation des personnes, souvent présentée comme un pilier essentiel des relations bilatérales, mérite également une attention critique. Si les avantages économiques sont indéniables pour certains secteurs, les conséquences sur le marché du travail suisse, la protection des salaires et les systèmes sociaux ne sont pas encore pleinement évaluées. L'article 118b de la Constitution fédérale, qui traite de la gestion de la migration, doit être respecté. Toute extension de la libre circulation qui compromettrait la capacité de la Suisse à réguler efficacement ses flux migratoires serait une atteinte directe à cette disposition constitutionnelle et à l'intérêt général.

En conclusion, avant d'envisager une quelconque "stabilisation", il est impératif d'évaluer rigoureusement les impacts potentiels sur notre souveraineté, notre système juridique et notre économie. Le principe de précaution, inscrit implicitement dans l'objectif de protection de la population et de l'environnement, doit guider notre démarche. Une approche précipitée, basée sur une confiance aveugle envers les promesses de l'UE, nous expose à des risques inacceptables de perte de contrôle et de dénaturation de notre modèle helvétique.

Comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations communes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

La Suisse, en tant qu'État souverain doté d'institutions démocratiques solides, doit aborder avec une extrême prudence tout accord qui pourrait éroder son autonomie législative et son indépendance judiciaire. Les récents résultats des négociations avec l'Union européenne appellent à une analyse critique rigoureuse, car ils soulèvent des préoccupations quant au respect de la volonté du peuple suisse, telle qu'exprimée à travers la Constitution fédérale, notamment son article 5 sur la souveraineté de l'État et l'article 160 alinéa 2 sur la sauvegarde des intérêts nationaux.

Il est impératif de se demander si les propositions actuelles respectent le principe de subsidiarité, pilier de notre système fédéral. La cession de compétences, même partielle, à des organes supranationaux ou l'application unilatérale de droit étranger, tel que le droit de l'UE, risque de contourner le processus législatif suisse et les référendums populaires, qui sont les garants de la démocratie directe. La jurisprudence du Tribunal fédéral, si elle reconnaît l'importance du droit international, a également toujours veillé à la primauté du droit constitutionnel suisse.

De plus, l'intégration du droit européen, souvent qualifié de « droit dérivé », sans mécanisme de contrôle parlementaire adéquat et sans la possibilité de recourir au peuple, pose un défi majeur à notre ordonnancement juridique. L'article 173 de la Constitution fédérale, qui charge le Tribunal fédéral de veiller à la conformité des lois avec la Constitution, pourrait être mis à mal si des dispositions étrangères devenaient directement applicables sans passer par le filtre de nos propres autorités. L'indépendance de notre système judiciaire, un fondement de notre État de droit, pourrait être compromise par une adhésion implicite à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

Il est donc essentiel d'exiger des garanties formelles et des clauses de sauvegarde claires qui protègent la capacité de la Suisse à légiférer et à juger selon ses propres normes. Le risque d'une dérive vers une adhésion de facto à l'UE, sans consultation populaire ni mandat clair de la part du peuple et des cantons, est réel et ne peut être ignoré. La consultation doit permettre de réaffirmer les principes fondamentaux qui ont fait la force et la prospérité de notre pays.

Comment évaluez-vous la mise en œuvre nationale ?

La présente consultation soulève des préoccupations fondamentales quant à la conformité des propositions avec les principes constitutionnels suisses et la souveraineté nationale, en particulier dans le contexte des relations avec l'Union Européenne. L'application unilatérale de droit dérivé de l'UE, telle qu'elle semble envisagée, remet en question l'autonomie décisionnelle de la Suisse, un pilier de notre ordre juridique garanti par l'article 3 de la Constitution fédérale (Cst.).

Il est essentiel de rappeler que l'adhésion à des accords internationaux, et a fortiori l'intégration de pans entiers du droit étranger, doit impérativement respecter les limites posées par la Constitution. La tendance à l'adoption automatique de législations européennes, sans un examen préalable rigoureux de leur compatibilité avec les normes constitutionnelles suisses, ouvre la porte à une érosion progressive de notre système juridique. L'article 139 Cst., traitant de la ratification des traités, impose un contrôle démocratique et parlementaire qui semble ici court-circuité au profit d'une automatisation préoccupante.

De surcroît, la délégation de compétence, implicite ou explicite, vers des organes supranationaux non élus par le peuple suisse contrevient au principe de la souveraineté populaire, cher à notre système politique et ancré dans l'article 1 de la Constitution. La crainte est que cette approche conduise à une subordination de fait de la Suisse à des décisions prises à Bruxelles, sans que nos représentants ou nos citoyens n'aient un droit de regard effectif ou un pouvoir de décision suffisant. L'équilibre délicat

entre ouverture internationale et préservation de notre indépendance est ainsi menacé.

Les accords envisagés risquent de créer une asymétrie juridique où la Suisse serait tenue de se conformer à des normes dont elle n'est pas partie prenante dans leur élaboration, tout en étant soumise à des mécanismes de contrôle et de règlement des différends potentiellement défavorables. Il convient donc de demander si les bénéfices escomptés justifient les risques avérés pour notre système politique et notre souveraineté. Une approche plus prudente, privilégiant une adaptation ciblée et concertée du droit suisse, serait préférable à une intégration trop hâtive et potentiellement dommageable.

Sécurité des denrées alimentaires

La consultation sur la "sécurité alimentaire" constitue une tentative insidieuse de soumettre l'intégralité de la production agricole et alimentaire suisse au cadre réglementaire de l'Union européenne sous le nom trompeur de "de la ferme à la table". Cette démarche va bien au-delà de la simple assurance de la sécurité sanitaire ; elle menace nos standards de production élevés, la viabilité de nos exploitations familiales et la liberté de choix des consommateurs. La qualité suisse, renommée internationalement, est directement compromise par une harmonisation qui, inévitablement, tirera vers le bas les normes actuelles, dévalorisant ainsi le label "Made in Switzerland" et sapant un avantage concurrentiel essentiel.

L'article 141 LwG, révisé pour accorder des compétences réglementaires étendues au Conseil fédéral, représente une délégation de pouvoir inacceptable qui contourne le Parlement et prive celui-ci de son rôle de contrôle démocratique dans un domaine vital pour notre agriculture. La proposition de modification de l'article 26, alinéa 1bis WaG, soumet le traitement des organismes nuisibles à nos forêts au diktat de l'UE, nous privant de la réactivité et de la souveraineté nécessaires pour protéger notre environnement alpin.

L'intégration forcée des réglementations de l'UE en matière de transport et d'abattage d'animaux, telle qu'imposée par les nouveaux articles 15a et 21 TSchG, constitue un recul inacceptable pour le bien-être animal. Nos dispositions nationales, souvent plus strictes et reflétant nos valeurs sociétales, seraient remplacées par des standards de masse européens. La clause guillotine, qui lie ce dossier à l'ensemble des accords bilatéraux I, est une forme de chantage politique inacceptable, paralysant toute décision souveraine de la Suisse et menaçant l'ensemble de notre relation avec l'UE.

En outre, l'acceptation de produits contenant des traces d'organismes génétiquement modifiés, imposée par l'alignement sur les décisions de l'UE, va à l'encontre de notre moratoire sur les OGM, violant ainsi le verdict démocratique populaire. Les nouvelles compétences en matière de politique des denrées alimentaires, inscrites dans la révision du LMG, ouvrent la porte à une bureaucratie étouffante, particulièrement préjudiciable aux petits producteurs, aux exploitants de fermes et à la gastronomie locale, menaçant ainsi notre identité culinaire et notre tissu économique. L'octroi de pouvoirs de contrôle aux inspecteurs de l'UE sur les exploitations suisses représente une atteinte inacceptable à notre souveraineté nationale.

Électricité

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant au projet soumis à consultation dans le domaine de l'électricité, principalement en raison de son alignement sur le droit de l'Union européenne. Ce projet menace intrinsèquement la souveraineté énergétique de la Suisse, ainsi que la stabilité et la fiabilité de notre approvisionnement.

L'intégration institutionnelle dans les structures de surveillance de l'UE, telles que l'ACER et ENTSO-E, nous contraint à devenir un participant dépendant, sans droit de vote, tout en nous imposant les coûts associés. Les décisions cruciales concernant notre réseau électrique seront désormais prises à Bruxelles, au détriment de nos propres intérêts nationaux. Par conséquent, l'ElCom, notre organisme de régulation indépendant, risque de se transformer en une simple antenne d'exécution de directives européennes, vidant ainsi la régulation énergétique helvétique de sa légitimité démocratique et de son adaptation aux besoins spécifiques de notre pays.

Le cadre juridique proposé, notamment les articles 4a et suivants du nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (StromVG), ainsi que les articles 15, 29d alinéa 4 et 33a alinéa 2bis du projet de modification de la loi sur l'énergie (EnG), soulève des préoccupations majeures. Les règles européennes en matière d'aides d'État pourraient mettre en péril notre production hydroélectrique, pilier de notre approvisionnement, en remettant en cause le système actuel des redevances hydrauliques qui bénéficie aux cantons alpins. De même, les principes de concurrence de l'UE risquent de saper les structures fédérales, comme les centrales communales, en abolissant leur priorité d'injection traditionnelle, désavantageant ainsi la production d'énergie locale et décentralisée.

La libéralisation complète du marché de l'électricité représente un pari risqué pour la sécurité d'approvisionnement nationale. Les règles de l'UE limitent la constitution de réserves stratégiques, telles que les réserves d'eau, et rendent floue la responsabilité de la sécurité de l'approvisionnement, laissant ce domaine au diktat du marché. Ceci est une approche dangereuse. La volatilité accrue des prix qui en résultera, entraînant potentiellement une augmentation des coûts pour les PME et les ménages, est inacceptable. Les coûts de la sécurité d'approvisionnement, non pris en charge par le marché libre, seront refacturés aux consommateurs sous forme de nouvelles taxes.

Enfin, l'élargissement des compétences de l'ElCom (art. 22 StromVG) et le renforcement des règles de désinvestissement (art. 10, 18, 19 StromVG) visent à uniformiser notre réglementation avec celle de l'UE, compromettant ainsi notre indépendance dans la gestion d'une infrastructure critique. La Suisse perdra sa marge de manœuvre, se soumettant à une régulation distante de Bruxelles et fragilisant ses structures fédérales et la collaboration entre la Confédération et les cantons. La suppression de l'exception pour la société nationale du réseau (art. 8 al. 2 BATE) est un autre pas vers cette soumission inutile et préjudiciable. Ce projet, loin de bénéficier à la Suisse, menace son autosuffisance et sa stabilité énergétique.

Transports terrestres

La présente prise de position exprime une profonde insatisfaction quant aux modifications proposées dans le domaine des transports terrestres, particulièrement en ce qui concerne l'intégration de l'acquis communautaire européen. L'application du droit européen des aides d'État, telle qu'envisagée, constitue une menace directe pour le service public ferroviaire suisse, véritable pilier de notre mobilité et de notre économie. Les subventions actuellement en vigueur, qu'elles soutiennent le fret, le trafic régional ou le renouvellement du matériel roulant, risquent d'être qualifiées d'illégales. Ceci aurait des conséquences désastreuses sur la qualité et l'étendue de l'offre destinée aux citoyens, compromettant ainsi un acquis précieux.

L'introduction de la « cabotage » ferroviaire, formalisée par le nouvel article 40ater de la loi sur le chemin de fer (LChF), ouvre la voie à une concurrence déloyale. Des opérateurs étrangers, tels que Flixtrain, pourraient se permettre de desservir les lignes intérieures suisses, se concentrant uniquement sur les trajets les plus rentables. Cette pratique de « sélection des cerises » (Rosinenpickerei) laisserait les CFF et autres entreprises concessionnaires sur les lignes moins lucratives mais essentielles à la couverture nationale, sapant ainsi la base financière de notre service public.

La prétendue « Déclaration commune » avancée par le Conseil fédéral comme mesure de protection s'avère juridiquement dénuée de toute force contraignante. Elle n'offre aucune garantie contre les futures évolutions du droit européen, auquel la Suisse devrait se conformer de manière dynamique. Il s'agit là d'une illusion de sécurité, incapable d'empêcher une érosion progressive de notre souveraineté dans la gestion de notre système ferroviaire.

En outre, la modification de l'article 32a, alinéa 1bis, de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) contraint la Suisse à tenir compte des prescriptions de l'Union européenne dans le cadre d'appels d'offres conjoints. Cette obligation porte atteinte à l'autonomie de décision de la Confédération et des cantons dans la planification de leurs réseaux de transport public. Au lieu de privilégier les solutions les plus adaptées aux besoins suisses, les critères de conformité européenne risquent d'entraîner des résultats sous-optimaux et plus coûteux pour les contribuables. L'introduction de la cabotage, couplée

à l'assujettissement aux normes européennes dans les attributions de concessions, représente un recul significatif pour la maîtrise de notre propre politique des transports.

Libre circulation: Protection des salaires

La proposition actuelle concernant la protection des salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne suscite de profondes inquiétudes quant à son efficacité et à ses répercussions sur le marché du travail suisse. Les mesures envisagées apparaissent au mieux insuffisantes, au pire cosmétiques, et ne parviendront vraisemblablement pas à compenser la pression considérable exercée sur les salaires suisses par l'extension de la libre circulation. Il existe un risque réel d'érosion généralisée de notre niveau de rémunération, particulièrement pour les classes de revenus moyennes et inférieures.

Au lieu de renforcer notre système éprouvé et efficace de protection des salaires, nous assistons à un affaiblissement et à une adaptation aux normes de l'UE. Les nouvelles règles, bien que potentiellement plus bureaucratiques, se révèlent moins efficaces que les mesures de protection actuelles. Ce changement profite avant tout aux entreprises étrangères désireuses de pratiquer le dumping salarial.

Les mécanismes de contrôle sont manifestement affaiblis. Les compétences des commissions paritaires et des inspections cantonales du travail sont minées par de nouvelles structures centralisées et conformes au droit de l'UE. Cela entraînera inévitablement une diminution des contrôles et une application plus laxiste des conditions de salaire et de travail.

L'introduction d'un nouveau régime de protection contre le licenciement pour les représentants des travailleurs, tel que proposé dans les articles 335l à 335q du Code des obligations (CO), constitue un cadeau empoisonné. Il crée une société à deux vitesses dans le droit du travail, paralysant la flexibilité des petites et moyennes entreprises (PME) sans résoudre le problème fondamental de la pression sur les salaires. Ce régime est une ingérence directe dans la liberté contractuelle suisse, dictée par la pression de l'UE.

Les adaptations proposées à la loi sur le travail (LTr) et à la loi sur l'assurance-chômage (LACI), ainsi que la modification de la loi sur les marchés publics (LMP) en lien avec le droit de l'UE, ne constituent pas une amélioration mais une restructuration imposée par l'UE. L'extension du système de sanctions, notamment à l'article 9 alinéa 2 de la loi sur le travail (LTr), sert principalement à assurer la compatibilité avec le droit de l'UE, et non une amélioration de la protection des travailleurs suisses. La suppression du droit de recours, tel que prévu dans l'article 11 de la loi sur les marchés publics (LMP), et son reclassement à l'article 13a, affaiblissent la systématique éprouvée et compliquent l'exercice des droits des travailleurs.

De surcroît, l'équivalence de valeur entre les sanctions de l'UE et les jugements exécutoires dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (nouveau art. 80 al. 2 ch. 6 LP) représente une cession de souveraineté considérable. La Suisse devient ainsi un bras exécutant pour les sanctions administratives financières de l'UE, ce qui sape notre ordre juridique en permettant l'exécution de décisions administratives étrangères sans examen judiciaire approfondi en Suisse. Le renforcement des règles pour les représentants des organisations dans la loi sur la déclaration de généralisation des conventions collectives (LDG) risque de soumettre notre partenariat social à la pression de la conformité à l'UE.

Aides d'État

La nouvelle législation proposée concernant les aides d'État représente une abdication inacceptable de notre souveraineté et une menace directe pour les principes fondamentaux de notre fédéralisme. L'idée de soumettre nos subventions, qui sont actuellement des décisions politiques légitimement démocratiques prises par la Confédération, les cantons et les communes, à un régime de contrôle technocratique de l'Union européenne est profondément préoccupante. L'article 18 alinéa 2 du Code des obligations adaptées, ainsi que la création du nouveau projet de loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (BHÜG), instituent une bureaucratie supranationale qui dictera les politiques

économiques nationales.

Cette nouvelle structure efface la capacité des cantons à décider de leur propre politique de développement économique. L'autonomie cantonale, pilier de notre système fédéral, est massivement érodée. Au lieu de prendre des décisions éclairées sur la base des réalités locales, les cantons devront désormais obtenir l'approbation d'une autorité centrale, agissant comme un bras étendu de l'UE. Cela contrevient directement aux articles pertinents de la Constitution fédérale qui garantissent la souveraineté cantonale.

De plus, le BHÜG crée une "super-autorité" au sein de la Commission de la concurrence (WEKO), la Beihilfekammer. Cette chambre agira non pas dans l'intérêt de la Suisse, mais pour assurer la conformité avec le droit européen des aides d'État. La centralisation du pouvoir au sein de cette nouvelle entité, loin du contrôle démocratique direct, est dangereuse et contraire à nos principes de séparation des pouvoirs. L'article 82 lettre bbis du nouveau projet de loi sur la loi sur le Tribunal fédéral (LTF) accorde à cette nouvelle autorité un droit de recours direct contre les décisions cantonales, transformant les cantons en unités administratives subordonnées et ouvrant la voie à un contrôle abstrait des normes par le Tribunal fédéral, comme le stipule l'article 98a LTF.

L'abrogation de l'article 103 de la loi sur l'aviation civile (LFG) est particulièrement alarmante. Elle supprime la compétence de contrôle nationale de la WEKO sur les aides dans le secteur stratégique du transport aérien, le soumettant entièrement au régime de l'UE. Ceci compromettra notre autonomie stratégique et le maintien du service public dans des domaines d'infrastructure essentiels. L'exclusion du surveillant des prix des réunions de la Beihilfekammer, comme le stipule la modification de l'article 5 alinéa 2 de la loi sur la surveillance des prix (PüG), affaiblit la protection des consommateurs et la transparence, servant uniquement à faciliter l'action ininterrompue de la nouvelle autorité conforme à l'UE. En résumé, cette réforme compromet notre indépendance, notre fédéralisme et nos mécanismes démocratiques de prise de décision.

Contribution financière

La proposition visant à établir une contribution financière structurelle à l'Union européenne représente une régression inacceptable en matière de souveraineté et de contrôle démocratique. Initialement présentées comme des paiements volontaires, ces contributions sont désormais envisagées comme des obligations juridiquement contraignantes, transformant le Parlement de décideur en simple exécutant. Cette évolution, scellée par la création d'un projet de loi spécifique sur les contributions à la cohésion (KoBG), viole le principe fondamental de la gestion autonome des finances publiques.

L'article 1 du projet KoBG institue un droit permanent de l'UE à ces paiements, privant ainsi le Parlement de son pouvoir budgétaire. Plutôt que de déterminer souverainement l'allocation des fonds publics, la Suisse se verrait contrainte de satisfaire des exigences financières dictées par Bruxelles. De surcroît, l'intégration du KoBG dans l'annexe 5, chiffre 1, lettre d, de la loi fédérale sur les relations entre la Confédération et la Suisse, témoigne d'une volonté d'ancrer ces versements dans la législation suisse comme une dépense récurrente et non négociable.

La prétendue contribution initiale de 350 millions de francs annuels apparaît comme un leurre. Le mécanisme de révision contraignant, inscrit dans le traité, garantit une augmentation substantielle et inéluctable des sommes dues. La Suisse deviendrait ainsi un contributeur net sans aucun droit de vote, assumant des obligations financières sans contrepartie tangible en termes d'accès au marché ou de levée d'obstacles commerciaux. Le rattachement à la loi sur la promotion de la paix, via l'article 1, alinéa 2, lettre b, du KoBG, est une manœuvre fallacieuse visant à masquer le caractère politique et financier discutable de ces versements sous le couvert d'une noble cause. Cette approche ne fait qu'affaiblir notre position internationale et aliéner notre capacité à décider de notre propre avenir.

Libre circulation: Immigration

La présente prise de position exprime une profonde préoccupation quant aux propositions d'élargissement de la libre circulation des personnes, particulièrement en ce qui concerne les accords avec l'Union européenne. Ces propositions semblent aller à l'encontre de la volonté populaire

exprimée, notamment concernant la maîtrise de l'immigration, telle que consacrée par l'article 121a de la Constitution fédérale.

L'introduction d'un nouveau droit de séjour prolongé, octroyé après seulement cinq ans au lieu de dix, constitue un grave problème. Ce droit de "C PLUS", pratiquement inaliénable, même en cas de criminalité ou de dépendance à l'aide sociale, affaiblit la sécurité intérieure et la stabilité de nos systèmes sociaux. L'article 41c de la loi sur l'asile (LAsi) ainsi que l'abrogation de l'article 29a LAsi vont dans ce sens en cimentant l'immigration dans les systèmes sociaux en élargissant le droit à l'aide sociale pour les ressortissants de l'UE, rendant leur exclusion quasi impossible.

De plus, le regroupement familial est étendu de manière sans précédent, incluant désormais non seulement les partenaires et enfants, mais aussi les parents, grands-parents et beaux-parents. Cette extension, sans contrôle adéquat, risque de provoquer une augmentation incontrôlable de l'immigration et une charge insoutenable pour nos finances publiques et nos infrastructures.

La "clause de sauvegarde" incluse dans le paquet d'accords est une illusion. Les conditions rigoureuses pour son application la rendent inopérante en pratique. En outre, la menace de mesures punitives de la part de l'UE en cas d'invocation de cette clause la transforme en un instrument de contrainte, et non de protection. L'article 21b LAsi, proposant une nouvelle "clause de sauvegarde", n'est qu'un placebo, ses indicateurs laissant une marge de manœuvre politique trop importante et excluant des contingents efficaces et unilatéraux, la rendant inefficace.

L'adoption automatique du droit de l'UE en matière de migration, via la "méthode d'intégration", privera le parlement et le peuple suisses de leur capacité à décider des futures réglementations dans ce domaine crucial. Ceci représente une atteinte inacceptable à notre démocratie directe et à notre souveraineté.

L'adaptation du droit relatif au travail et à l'emploi, notamment la stratégie de réintégration de l'article 24a de la loi sur le travail (LT), n'est qu'une mesure cosmétique. Elle masque une perte de contrôle sur l'accès au marché du travail, transformant la Suisse en une simple gestionnaire des conséquences de l'immigration, sans véritable pouvoir de régulation.

Enfin, l'introduction de frais de scolarité nettement plus élevés pour les étrangers dans la loi sur l'EPFZ (art. 34d al. 2bis) et la loi sur la formation professionnelle supérieure (LFPS, art. 61a) confirme l'aveu implicite des coûts massifs engendrés par la libre circulation dans le domaine de l'éducation. Ces coûts, auparavant cachés, sont désormais répercutés sur les étudiants et la réputation de nos institutions d'enseignement supérieur. La Suisse semble sacrifier la rigueur de ses propres systèmes de qualification et de contrôle au profit d'une conformité mécanique avec les systèmes de l'UE, mettant en péril la sécurité et la qualité dans des domaines aussi sensibles que la santé.

Comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre nationale associée) ?

La Suisse se trouve à un carrefour décisif concernant son avenir européen. Le paquet d'accords proposé par l'Union européenne, tel qu'évalué dans le cadre de cette procédure de consultation, soulève des préoccupations fondamentales quant à la préservation de nos acquis nationaux et de notre souveraineté.

L'extension du droit de l'UE à la Suisse, qui semble être le pilier central de cette démarche, représente une atteinte inacceptable à notre système constitutionnel. L'article 5 de notre Constitution fédérale garantit le principe de subsidiarité, affirmant que la Confédération n'agit que dans la mesure où les cantons ne peuvent pas atteindre le but de manière adéquate. L'application automatique de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), telle qu'envisagée, court-circuiterait ce principe fondamental et reléguerait notre propre ordre juridique à une position subordonnée. Le droit suisse, façonné par nos traditions démocratiques et nos spécificités nationales, serait ainsi érodé au profit d'une réglementation supranationale dont nous n'avons pas la pleine

maîtrise.

De plus, la question de la compensation des flux financiers est particulièrement préoccupante. Les contributions financières que la Suisse serait appelée à verser pour accéder au marché unique, sans que nos intérêts ne soient pleinement pris en compte ou que notre capacité de négociation soit réelle, s'apparentent à un tribut. L'article 2 de la Loi fédérale sur la coopération avec les États voisins (LCNE) met l'accent sur les bénéfices mutuels et l'équité dans les relations de voisinage. Le paquet proposé semble privilégier les intérêts de l'UE au détriment d'une relation équilibrée et véritablement gagnant-gagnant.

La dénonciation unilatérale des accords existants par l'UE, dans le cas où les nouvelles dispositions ne seraient pas acceptées, est une menace inacceptable qui vise à nous contraindre à une adhésion de fait à un système dont nous avons toujours souhaité nous préserver. Cela contrevient à l'esprit de la négociation et de la coopération, qui devrait être fondée sur le respect mutuel et la reconnaissance de nos spécificités institutionnelles. L'article 127 de la Constitution fédérale, relatif aux relations extérieures de la Suisse, stipule que la Confédération doit agir dans l'intérêt du pays. Ce paquet, en l'état, ne semble pas répondre à cet impératif.

En conclusion, l'intégration accrue proposée par ce paquet d'accords représente un risque majeur pour l'autonomie décisionnelle de la Suisse, la primauté de son droit et l'équilibre de ses relations internationales. Une réévaluation profonde et une approche plus respectueuse de notre neutralité et de notre souveraineté sont impératives avant d'envisager une telle démarche.

Nom & Prénom Aeberscher Jean-Jacques
Adresse Allée de la Laiterie 5
NPA & Ville 1723 MARLY

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, le date

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom & Prénom Agbischer Jean-Jacques

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Nom & Prénom
Adresse
NPA & Ville

Aebischer Monique
17 Allée de la Laiterie 5
1723 Marly

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, le date

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom & Prénom

Aebischer Monique M. Aebischer

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Dominique AUBRY
Mauary 7
1653 Châtel-St-Denis

Département fédéral des affaires étrangères
DFAE
Consultation Suisse – UE
3003 BERNE

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation represente une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

DOMINIQUE AUBRY

Catherine Best

51 route du bois des frères
1219 le Lignon

DFAE Département fédéral des affaires étrangères
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

-NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur:
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités d'égal à égal
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral EST DONC SOMMÉ de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées

Catherine Best

Rezension https://www.europa.eda.admin.ch/de/vernehmlassung-paket-schweiz-eu

1	**Personenfreizügigkeit**	9+38 = 47	
2	**Technische Handelshemmnisse (MRA)**	21+63 = 84	
3	**Landverkehrsabkommen**	25+36+20 = 81	
4	**Luftverkehrsabkommen**	17+61+20 = 98	
5	**Landwirtschaft**	28	
6	**Programme**	65	
7	**Weltraum**	29	
8	**Schweizer Beitrag**	69	
9	**Strom**	181	
10	**Lebensmittelsicherheit**	118	
11	**Gesundheit**	80	
12	**Parlamentarische Zusammenarbeit**	5	
13	**Gemeinsame Erklärungen**	2	= 931

Erläuternder Bericht

Foto: Herr Guy von Planta

Es bedarf heute keiner besonderen Rechtfertigung, dass die Vertreter und Wortführer der christlichen Gemeinde zusammenkommen, um sich über das Problem des Staates zu besinnen. Entscheidungen hinsichtlich des Politischen werden gefällt werden müssen. In einer solchen Zeit gewaltiger staatlicher Neuordnungen ist es von grösster Bedeutung, dass wir uns zu Jesus Christus als unserem Herrn bekennen und wissen, was dieses Bekenntnis für unsere Stellung dem Staat gegenüber bedeutet. Es gibt übergeordnete Gemeinschaftsformen, aber ob der Welt–Staat erreicht werden oder auch nur ein Ziel sein könnte, ist nach den jüngsten Erfahrungen fraglicher denn je. Gottes Wort sagt uns: Von Gott geschaffen, es sagt uns auch: abgefallen! Es zeigt uns Jesus Christus und sagt: Dein Bild. Wer sich das wirklich sagen lässt, erlebt etwas so Gewaltiges wie die Geburt: Wiedergeburt.

Es wird im Folgenden definiert: Europa abzüglich die Nichtmitglieder der Europäischen Union machen diese zu «Resteuropa». Die Kommission hat in den letzten Jahren eine Eigendynamik durchlaufen, die sie zur Bezeichnung als Fürsten berechtigt, was noch begründet wird. Dies ist auslegungstechnisch (hermeneutisch) wichtig. Die Verträge werden hier zur Unterscheidung von anderen die «Cassisverträge» genannt, denn das „Prinzip des Cassis de Dijon" bedeutet im europäischen Kontext, dass ein Produkt, wenn es legal in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hergestellt und vermarktet wird, in der Regel in anderen Mitgliedstaaten verkauft werden kann, ohne dass weitere Überprüfungen erforderlich sind. Das ist der Witz, dass man Verträge schliesst.
Zuallererst komme man nicht mit dem Einwand «Das verstehen wir nicht». Natürlich verstehen wir meistens die technischen Einzelheiten nicht. Wohl aber verstehen alle, die ein Gewissen haben, die unten genannten Forderungen. Wenn erst einmal das Volk, oder doch alle, die Christen sein möchten, hinter den gerechten Forderungen stehen, so wird es nicht an Fachleuten fehlen, die ihnen eine annehmbare praktische Gestalt zu geben wissen.
Der Autor blickt auf folgende Überlieferungskette zurück: während drei Jahrzehnten hörte und beobachtete er immer wieder Pfarrer Ernst Sieber. Dieser studierte bei Emil Brunner und Karl Barth. Diese beiden waren Schüler und Bewunderer von Hermann Kutter und Leonhard Ragaz. Und diese beiden empfingen den Geist von Christoph Blumhardt d.J., dieser vom Vater, dieser über Steudel, Bengel, Francke, Spener, Labadie, Calvin und dieser von Zwingli (Thomas von Kempen?). Er hat sich freiwillig und allein innerem Impuls folgend der Aufgabe gestellt, die Cassisverträge zu lesen und verständlich auf drei Dutzend Seiten zusammenzufassen. Entscheidend ist, dass Interessierte ihre Stichworte und Themen rasch finden und dann über den obigen Link, die Kapitel deren Seitenzahlen im Onlinetext selber lesen und kommentieren können. Auf weitere Unterteilungen oder Hervorhebungen wurde verzichtet. Die eigene Meinung des Rezensenten folgt oft wörtlich der Verkündigung von Ernst Sieber oder Emil Brunner, je einmal auch von Barth und Ragaz und ist im Übrigen weitgehend zurückgenommen; sehr wenig liegt an ihr. Wir sollten das, was gesagt sein muss, nicht aus Furcht tun, sondern aus geschwisterlichem Verantwortungsgefühl. Wir haben der Not und dem Unrecht zugeschaut, jetzt ist’s höchste Zeit, dass wir zu Hilfe eilen.

(0.1.) Absender und Initiator ist «Der Bundesrat». Dieser hat nach einer Zeit der Sozial–demokratisierung, in der die unterschiedlichsten Gruppen, Regionen, Personenkreise und namentlich Randständige einbezogen wurden, eine ganz einzigartige Zusammensetzung. Man will möglichst Personen vom Rand, nämlich von Ultramontanen. Ultra–montane sind, wie der Name sagt, Leute von jenseits der Berge, von jenseits des Alpenhauptkamms und jenseits des Jurahöhenzuges. Eine Schweiz aus Wallis, Tessin und Jura – anstatt eine Schweiz aus Zürich, Bern, Winterthur, Schaffhausen, Glarus, Appenzell, Aargau, Thurgau, der Urschweiz, Biel–Bienne und Lausanne. Ultramontane gehörten im Schicksalsjahr 1798 nicht als Kantone zur Alten Eidgenossenschaft, haben die konfessionellen Verwerfungen und mutigen Entscheidungen für die eine oder andere während drei Jahrhunderten nicht selber miterlebt und verinnerlicht.

Die Dreizehn Alten Orte und das direkt von ihnen beherrschte Gebiet im 18. Jahrhundert

Dieser Eidgenossenschaft zwischen den Bergkämmen wurden die Ultramontanen nach der Revolution im 19. Jahrhundert als Kantone hinzugefügt. Würden noch Aosta, Valtellina, Vorarlberg, das Rheinbadische und das Departement Jura aus Frankreich hinzugefügt, würde all das die Ultramontanen verstärken. Zürich, das nicht in diesem Bundesrat vertreten ist, warnte schon damals vor solchem Ungleichgewicht: «Machet den Zaun nicht zu weit». Und richtig: schon bald machten die Ultramontanen der Eidgenossenschaft Schwierigkeiten. Es war, als ob ein Ignazio Loyola oder ein Carlo Borromeo die Schweiz regieren würden – das ist als ob ein Wolf den Fleischladen hütete, weil er doch ein Experte für Fleisch ist... (0.2.) Dieser Bundesrat will aus eigenem Antrieb, ohne äussere oder innere Not zehn Abkommen mit Resteuropa über Freizügigkeit, Handelshemmnisse, Landverkehr, Luftverkehr, Landwirtschaft, (2) Atomgemeinschaft, Weltraum, Stromelektrizität, Lebensmittel und Gesundheit schliessen und überdies die Parlamentarische Zusammenarbeit als «hochrangigen Dialog» mit ihm aufnehmen schliessen oder ändern. Dieses Allumfassende und Hochrangige beweist das dahinterstehende Menschenbild: das Bild eines Menschen, der selber hochrangig und beherrschend sein will, weil er vergessen hat, aus wessen Gnade er sich selbst, die Seinen und alle Güter empfangen hat, nämlich Gott.

Foto: Herr Guy von Planta

1.1.) Die Schweizerische Eidgenossenschaft will Freizügigkeit. Wir kennen das Wort zuerst von sexuell freizügigen Bildern. Kann dies ein erstrebenswerter Wert sein, sich mit allen gemein zu machen? Die Schweizerische Eidgenossenschaft ist eine wertvolle Kreatur auf dieser Erde, ein köstlicher Schatz. Es gilt, ihn von Verschleuderung und Verfälschung zu behüten. Daneben steht der Begriff der Gemeinschaft, den Resteuropa für sich in Anspruch nimmt. Gemeinschaft kann angeboren oder freiwillig geschlossen sein. Über beiden steht die Gemeinschaft des Glaubens, die auf das Wort Gottes, also auf Jesus Christus hinweist. In der Verkündigung durch die Gemeinde der an Jesus Christus Glaubenden erreicht mich, was durch ihn geschehen ist. Obwohl Glauben das allerpersönlichste ist, kann er nicht individuell bleiben. Es gibt kein Privat– sondern nur Gemeinschaftschristentum und so Gemeinschaft der Glaubenden. Die Ersetzung des Glaubens durch das Denken der Aufklärung ist der Grund für den «westlichen Individualismus», der im kapitalistischen Liberalismus ebenso wie im marxistischen Sozialismus zum Ausdruck kommt. Aufgabe der Theologie, der Gott–Lehre, ist es, den Gemeinschaftsgedanken des Christentums von Pseudogemeinschaftsgedanken, die heute in Erziehung und Literatur allen eingeflösst werden, zu unterscheiden. Denn über all dieser –ismen ertönt: „Himmel und Erde werden vergehen, aber des Herrn Wort bleibt in Ewigkeit“.

(1) Längst wurde die Europäische Gemeinschaft (2) ersetzt durch «Union». Das legt mit einem Wort klar, dass sie ihren ersten Geist verlassen hat. Unter der Hand soll aus dem Begonnenen etwas ganz anderes gemacht werden. (3–4) Aus «Gemeinschaft» ist «Einheitlichkeit sicherzustellen» geworden – kann das in der Eidgenossenschaft ein Ziel sein? Sie soll die «Freizügigkeitsrechte im Hoheitsgebiet einer anderen ausüben». Wir kennen Menschenrechte, aber keine Freizügigkeitsrechte. Immerhin werden sofort Einschränkungen aufgezählt, die finanziell Schwache und Kranke ausnehmen. Zweigniederlassungen werden ermöglicht, was eine gute Sache ist, denn es zwingt, wieder besser zu werden. (5) Selbständigerwerbende werden bevorzugt (6) und fremde Dienstleistungen auf 90 Tage, also auf ein Touristenvisum beschränkt. (7) Die Tätigkeit soll vorübergehend bleiben. (8) Eine Aufenthaltserlaubnis mit Reisedokumenten wird verlangt. (9) Die Arbeitsvermittlung darf durch die Verordnung von 2016 nicht dynamisch die Rechte der Schweiz übergehen – aber wie ist das mit später kommenden Verordnungen? (10) Finanzdienstleistungen bleiben beschränkt. Die Entsendefrist wird auf vier Tage verkürzt, was sinnvoll scheint. Von den Kontrollen der Schweiz sind Kurzeinsätze bis 90 Tage ausgenommen, womit die Kontrolle leicht unterlaufen werden kann. (11) Kautionen sollen da Abhilfe schaffen. (12) Später kommende Verordnungen werden nicht übernommen, wenn Entlöhnung oder Spesen verringert würden. (13) Die Regelungen für Grenzgänger scheinen sinnvoll, (14) ebenso die Regelungen für Studierende. Ihr «Gesamtniveau» soll nicht verringert werden. Hier gilt offenbar ein Numerus Clausus für Ausländer. (15) Das «Recht auf eine Beschäftigung in der öffentlichen Verwaltung» kann im Interesse des Staates beschränkt werden, aber nur aus Gründen der öffentlichen Ordnung. Dabei ist zu beachten, dass der Staat niemals eine unbedingte Autorität für sich in Anspruch nehmen darf. Die Unbedingtheit der Autorität kommt von Gott allein und wird von ihm an keine

menschliche Einrichtung delegiert. Der Christ, der hier nachgeben wollte, würde Gott an den Staat verraten. Die Alte Kirche hat wohl gewusst, warum sie hier unbedingt das Martyrium forderte. (16) Sozialhilfeempfänger sind vom Daueraufenthalt ausgeschlossen. (17) Immobilien können von Ausländern fast frei erworben und behalten werden, was eine Verdrängung der Einheimischen zur Folge hat (Gentrifizierung). Besser wäre die spanische Lösung, wonach eine Liegenschaft drei Jahre nach Verlassen an den Staat zurückfällt – im Sinn eines Erlassjahres Lev/ 3. Mose 25,8–31. Das veräusserte Land soll zurückgegeben werden, da es eigentlich Gott gehört und nur gepachtet war. So eröffnet die Schrift die Möglichkeit eines zeitlich befristeten Eigentums. Dasselbe gilt auch für verlassene Parkplätze: ihre Parkverbote sind ungültig. In diesem Sinn und Geist soll der Vertrag dynamisiert werden. (18) Verschiedene Ausweistypen werden unterschieden. (19) Drittstaatenangehörigen, die arbeiten, werden erleichtert Visa verschafft. (20) Da mit Schwierigkeiten zu rechnen ist, wird ein Gemischter Ausschuss in Bern oder Brüssel eingesetzt. (22) Ergriffene Schutzmassnahmen werden mit Ausgleichsmassnahmen, (23) die das Funktionieren des Abkommens nicht beeinträchtigen, bekämpft. (24) Die Besteuerung bleibt unberührt. (25) Steuerflucht soll bekämpft werden können. (28) Beschränkungen für neue Mitgliedstaaten werden aufgehoben. Alles tritt erst in Kraft, wenn (29–31) alle anderen, einzeln aufgezählten Abkommen unverändert übernommen worden sind. Ein provisorisches versuchsweises Inkrafttreten scheint aber (wie) bei anderen Abkommen möglich. (32–33) Rechtsakte Resteuropas sind für die Schweiz vorgesehen, und Informationsaustausch wird selbstverständlich vorausgesetzt, ausser im Fall von etwas diffusen technischen Anpassungen. (34) Dass statt der Fürsten («Kommission») jetzt der Gemischte Ausschuss zuständig ist, ist eine Verbesserung. Würde dieselbe Änderung in allen Bereichen angewendet, stiege der Goodwill der Eidgenossenschaft merklich. (36) Die Unionsbürgerrichtlinie ist für die Schweiz besonders problematisch, da Unionsbürger etwas wesentlich anderes sind als Eidgenossen. Dies kann leicht getestet werden, indem etwa deutsche und schweizerische Christen über Römer 13 diskutieren. Als Gegenbeispiel blickt Amerika mit seiner Riesenmasse und seinem Zug ins Extreme immer wieder gern auf die Schweiz, um ihr Geheimnis des goldenen Schnitts abzuschauen. Wir können es nicht verraten, es ist uns im Herz, wir können es nicht verraten wie ein Fabrikgeheimnis, denn es ist nicht unser, sondern das Fabrikgeheimnis des Schöpfers. Vergessen wir nicht, dass das Helvetische Bekenntnis als Glaubensbekenntnis formuliert, die Landeshymne ein Gebet an Gott und das Landeswappen „Goppel es Chrüz und kä Bluetwurscht“ (Sieber) ist. Amerikas Pilgerväter sind Abkömmlinge des Zürchers Zwingli und des Genfers Calvin, die sie selbständig weiterentwickelt haben. (37) Militärdienst im Ausland unterbricht den Daueraufenthaltsstatus in der Schweiz nicht. Besser wäre ein entweder Kriegsdienst im Ausland oder Aufenthalt in der Schweiz aus neutralitätsrechtlichen Gründen, so wie es sich gerade mit der Türkei entwickelt. Es ist der Menschheit nicht gelungen, eine Ordnung des Friedens zu schaffen, in der der Friedensstörer durch Gewalt von der Völkerordnung zu Ruhe und Beachtung des über allen stehenden Gesetzes gebracht wird. (38) Die Art der Ausweisung bleibt seit Jahrzehnten unverändert. (41) Informationen werden ausgetauscht und geschützt und (42) auf einschlägige nationale Bestimmungen verwiesen. (44) Stilistische Anpassungen werden vorgenommen. (45) Der faire Wettbewerb wird hoch gewichtet für die Dienstleistungsfreiheit. (46) Kontrollen und Einsprachen werden geregelt. (47) Statt dem Unionsrecht soll jetzt das Abkommen gelten. (48) Das bestehende Arbeitsvermittlungsnetz (49) wird angepasst, wogegen nichts einzuwenden ist. (51) Erstmals wird auch pauschal genannt, was nicht in das Abkommen gehört. (53) Die oben

Seite 18 gewährten Ausnahmen von der Ausweispflicht mit Fingerabdrücken werden unter der Hand wieder zurückgenommen. Dies ist die Tendenz aller Verträge: Sonderregelungen mit der Schweiz gelten auf Zusehen und werden baldmöglichst zurückgenommen. Hier fragt es sich, ob nicht eine klarere Drittstaatenlösung wie England unter Regelung des Allernötigsten anstatt der Fortsetzung des bilateralen Wegs zielführender wäre. (54–55) Stilistische Anpassungen werden getroffen. (57) Die Sozialhilfe bleibt Sache der Kantone oder besser ihrer Gemeinden. (58) Die AHV–beiträge können fünf Jahre freiwillig weitergeführt werden. (61) Familienzulagen sind geregelt, ebenso der Krankheitsfall der Enklave Büsingen bei Schaffhausen. (63) Es folgen weitere Regelungen zur AHV. Hier entsteht der Eindruck, dass viel zu viel einbezogen und in ungarischer, dänischer, deutscher, englischer, estnischer, finnischer, französischer, griechischer, irischer, italienischer, kroatischer, lettischer, litauischer, maltesischer, niederländischer, polnischer, portugiesischer, rumänischer, schwedischer, slowakischer, slowenischer, spanischer, tschechischer und ungarischer Übersetzung ausgefertigt wurde. Was interessiert Büsingen die arabisch sprechenden Malteser? Überheblicher alles regeln wollender Zeitgeist, «wir schaffen das», wir haben alles im Griff spricht hier anstatt bescheidenen Muts zum Stückwerk und Vertrauen auf Durchhilfe. (65) Auch Flüchtlinge und Staatenlose bekommen AHV, was guten evangelischen Geist nach Matthäus 25 verrät. In diesem treffen sich Zwinglis allzu rationale Auffassung des Evangeliums mit Luthers Abneigung gegen freie staatliche Einrichtungen, wie sie schon damals in der Schweiz blühten. (66) Die Angehörigen in einigen Staaten sind von der Krankenkassenpflicht ausgenommen, weil diese dort schon versichert sind. (67) Andere können sich befreien lassen, wenn sie in ihrer Heimat versichert werden. (68) Berufs– und Nichtberufsunfallversicherungen sind separat geregelt. (69) Nach Unfällen werden Eingliederungsmassnahmen bis zur IV grosszügig gewährt. (70–71) Ausnahmen des ausgetretenen Englands und von Griechenland werden geregelt. (72) Freizügigkeit bei Pensionskassenbeiträgen wird geregelt. (73) Die Gültigkeit von Dokumenten wird gemeinsam geprüft. Warum kann man so Vernünftiges nicht einfach tun, anstatt auf Regelungen zu setzen? (75) Betrug wird im Sozialsystem bekämpft – warum nicht auch im Krankenkassenwesen? (77) Eine europäische Krankenversicherungskarte gibt Zugang zu allen unseren Spitälern. (79) Katastrophenfälle und Arbeitslosigkeit werden geregelt, der Text springt rasch von einem zum anderen Thema. (80) Drittstaatenregelungen sollen vereinheitlicht, (81–83) Rentenansprüche gewahrt und die AL wird auf Kroatien ausgedehnt werden. (84) Bei kurzer Arbeitszeit wird diese im Heimatstaat ausgerichtet und von der Schweiz ergänzt. (85) Hülflosenhilfe gibt es nur für in der Schweiz Wohnhafte. (86– 93) Die Präambel wird an den Brexit angepasst. Solche stilistischen Selbstverständlichkeiten könnten auch ausservertraglich bereinigt werden. (94) Berufsqualifikationen werden gegenseitig anerkannt, was für die Schweiz besonders problematisch ist. Die immer weitere masslose Ausdehnung Resteuropas auf Staaten wie Kroation (96) und Bulgarien – am Ende noch auf die Ukraine bringt uns an unsere Grenzen (97) hinsichtlich Anerkennung von Ausbildungsnachweisen und Titeln. Besser ist, wenn wie bisher beispielsweise ein russischer Arzt auf seinem Schild vermerkt, sein Doktortitel sei ein russischer. (98–116) Mindestanforderungen gelten allein im Krankenpflegebereich, und teilweise werden fach(ärzt)liche Weiterbildungen vorgeschrieben. (117) Für Juristen,

namentlich Rechtsanwälte (119) werden Titel definiert (121) und europäische Berufsausweise, aber auch ein «Vorwarnmechanismus» etabliert. Die Skilehrer werden auch noch an diesem Ort versteckt, wo sie niemand sucht. (123) Ein Hauptpunkt der Verträge ist immer wieder die Nutzung europäischer Informationssysteme durch die Schweiz; dafür wird besonders viel aufgeopfert, doch könnten wirtschaftlich interessante Informationen nicht auch anders beschafft werden? Aus dem lebendigen christlichen Ethos von Liebe und Freiheit von Weltsorge würde ganz von selbst eine bestimmte Wirtschaftsordnung hervorwachsen. Dazu gehörte die Begrenzung der wirtschaftlichen Freiheit durch die Erfordernisse der Gemeinschaft, namentlich der wirtschaftlich Schwachen. Vielleicht wird sie in den Cassisverträgen in 1.4 abgesichert. (126) Immobilien und Zweitwohnungen können von Schweizern auch in Dänemark erworben werden, (127) und in Malta hängt das vom Kaufpreis des Hauses ab. (129) Langzeitaufenthalte werden nach einer Dauer von fünf Jahren erteilt. (130) Unionsbürgerrichtlinien werden in der Freizügigkeit (noch) nicht angewendet, doch es bleiben Unsicherheiten mit Blick auf die Zukunft. Auch hier wäre eine klare Drittstaatenregelung wie England mit notwendigen Verträgen besser. (132) Armen Migranten wird die Sozialhilfe verweigert. Da wird die Kirche weiterhin einspringen, nach dem Grundsatz «Wer äs Gesicht hät, bruch Spiis und dänn no für d Seel». Sie macht so etwas besser und zu einem Viertel des Preises (Pfarrer Sieber). (133) Immerhin können Einzelfälle geprüft werden. Vater Staat will von Mutter Kirche fast alles übernehmen, erkennt aber seine Begrenzungen und geht doch nicht bis aufs Letzte. Der Staat ist eine weltliche Ordnung und hat darum Autorität in weltlichen Dingen, keine Autorität über die Gewissen. Wo er diese Grenze überschreitet, ist er zur satanischen Macht geworden. Der Staat muss es sich gefallen lassen, an die Grenzen seiner Befugnisse erinnert zu werden. Wo die Kirche dem Staat diese Begrenzung schuldig bleibt, gibt sie sich selber auf und bleibt ihm jenes Salz schuldig, das ihn vor Fäulnis bewahrt. Wo er auf sie hört, wird er wieder sinnstiftend wie bei der Umwidmung des Forchdenkmals auch auf Corona durch den Regierungsrat Stocker. (135) Bei der Arbeitsvermittlung werden Berufsgattungen unterschieden und Kontrollen durchgeführt. (136) Nichtdiskriminierend ist nicht definiert. (137) Die Teilnahme an Sitzungen und Beratungen scheint vorteilhaft. (138) Warum nicht Änderungen und Protokolle je und je vornehmen, anstatt einen solchen Reformstau abzuwarten? Dieser kann noch teuer zu stehen kommen. (140) Der Vertrag franst aus in einer einseitigen Erklärung der Schweiz. Sie will einseitig Massnahmen ergreifen, wenn Bestimmungen unterlaufen werden, und das traut man ihr auch zu –

(1'.1) Neben notwendigen Änderungen wird auch ein neues Abkommen zur Freizügigkeit beschlossen, vergleiche das zu 1.1 Gesagte. (2) Ein bestehendes Abkommen wird an Bulgarien und Malta angepasst. (4) Wirtschaftsakteure wollen gleich behandelt werden. Dies hat in der Vergangenheit bisher oft dazu geführt, dass sich der Westen über alle Grenzen hinweg breitgemacht und den so erweiterten Lebensraum für sich beansprucht hat in Königsberg, Lemberg, Klausenburg, Katharinenfeld – und jetzt auch noch in Habsburg? Hier sei an den weisen Leonhard Ragaz erinnert: «Wir sind von Grossstaatkolossen rings umgeben: 'Erlaubst

du uns noch eine Schweiz?' Viele von uns leben noch in veralteten Gedanken dahin, während andere allerdings die neue Lage sehen, aber vor ihr die Waffen strecken und die Schweiz fahren lassen. 'Die Zeit der kleinen selbständigen Völker ist vorbei. Es bleibt ihnen nichts anderes übrig, als sich … dem westeuropäischen Block anzuschliessen'. 'Was wollt ihr Kleinen? Wir Grossen machen Geschichte'. Von allen Seiten brandet die Flut fremder Völker heran und überschwemmt fast unmerklich Stück für Stück unseres Landes. Im Osten sind es die Tiroler und Italiener, im Süden die Italiener allein, im Westen die Franzosen, im grössten Teil der Schweiz aber … die Deutschen. Unser Volk wird durch diese Fremdenflut physisch und seelisch beschmutzt und verwüstet. Ja, wenn diese Fremden bloss Gäste wären! Aber sie sind schon zum grossen Teil Herren geworden. Diese Schweiz stellt ein Erbe dar – dürfen wir dieses aufgeben? Die Schweizerische Reformation hat von Zürich und Genf über einen grossen Teil der Welt ausgestrahlt. Denn nicht das ist's, was uns am meisten bedroht, dass wir zu national werden, sondern dass ein fremder Nationalismus uns überflutet. Was uns übrig bleibe, wäre eine Schweiz von zertretener Eigenart ohne Charakter und Wert. England war unser treuster Begleiter unter den Völkern. Alle können wissen, dass von England die politische und religiöse Freiheit Europas zum grössten Teil ausgegangen ist und dass dieser Geist einst gerade von der Schweiz zu ihm hinüber gewandert war, dass es also gewissermassen unser Geist war, sie könnten wissen, dass England mehr als einmal Europa vor Knechtschaft bewahrt hat, aber selber es nie geknechtet hat. Die Grundvoraussetzung eines gesunden Verhältnisses zu Deutschland ist, dass dieses uns gegenüber sich aller Herrschaftsgelüste entledigt.»

Foto: Herr Guy von Planta

(2,1.) Im Konformitätsabkommen ist jetzt von der Paketlösung die Rede. Im Rahmen dieser soll ein bestehendes Abkommen weiterentwickelt werden. (2) Es gibt Konformitätsbewertungsstellen. Diese bewerten Produkte, anstelle anderer komplizierterer Zulassungswege. – Für sich allein genommen ist diese Stelle sicher sinnvoll, und die Schweiz braucht wenig zu befürchten. (3) Die gegenseitige Anerkennung dieser Stellen ist ebenfalls sinnvoll, wenn nicht selbstverständlich. (6) Dass die Stellen in geeigneter Weise zusammenarbeiten, muss nicht heissen, dass beide Seiten in Brüssel sind und später vereinigt werden, (10) und dass die Anerkennung solcher Stellen widerrufen werden kann, scheint ebenfalls pragmatisch. (12) Was genau das Geltungsgebiet von „Resteuropa“ ist, bleibt im Meer zwischen Irland und England und an anderen Orten offen. (14) Digitale Daten können heute leicht und billig hergestellt werden; sie sind kaum der Rede wert. (15) Die heiklen Medizinprodukte werden mit Beobachterstatus abgedeckt. Dieser kann vorsichtig ausgebaut werden. (17) Details wie Füllmenge und Verpackungsarten werden geregelt (18), ebenso Waagen und Messgeräte. (19) Arzneimittel sind – kaum verwunderlich – ausgeschlossen. (20) Voraussetzung für die Änderungen ist die Inkraftsetzung aller anderen Abkommen. An dieser Stelle fragt es sich, ob die Konformität nicht auch ohne diese gewährleistet werden kann. Schweizer Waagen und Messgeräte empfehlen sich im Ausland durch ihre exzellente Qualität von selber. (21) Das Protokoll ist – entgegen anderslautender Meldungen – noch nicht unterzeichnet.

(2’.2) Der Binnenmarkt mit der Schweiz soll, abgesehen von vielen Ausnahmen, auf denselben Regeln basieren wie der Binnenmarkt. (4–6) Die Schweiz nimmt nur in einzelnen Bereichen teil (7) und hat bei weiterer Entwicklung beratende Stimme, was bedeutet, dass sie zustimmen oder den Vertrag künden kann. Das Beispiel Englands zeigt, dass selbst eine Drittstaatenlösung für die Schweiz ein gangbarer Weg wäre. Nicht ohne Not, aber notfalls. (9) Die Schweiz modifiziert je und je ihre Rechtsordnung, womit die dynamische Rechtsübernahme gemeint ist. Mundus vult decipi. Hat der Mensch keine echte Hoffnung, muss er sich Illusionen machen. Staatliche Ordnungen liegen in der Zeitlichkeit und reichen nicht darüber hinaus in die Ewigkeit. (10) Die vorläufige Anwendung eines Beschlusses ist eine interessante Option. (11–12) Die harmonische Anwendung lässt erkennen, dass in diesem Bereich wenig strittig ist. (14) Darum entscheidet ein allfälliges Schiedsgericht abschliessend, ohne Berufungsmöglichkeit an den „resteuropäischen“ Gerichtshof. Vielleicht sollte dies überhaupt die Regel sein, so wäre viel Zündstoff beseitigt. (16) Dafür werden verhältnismässige Ausgleichsmassnahmen definiert. Die schon bisher geführten Nadelstiche wie Börsenäquivalenz werden beschönigend umbenannt. Doch nicht nur Goliath, auch David kann einen Nadelstichkonflikt gewinnen. (18–19) Weshalb ein bilaterales Konformitätsabkommen einseitig einer Beitragsgebühr unterstellt wird, erschliesst sich nicht, zumal sie im gegenseitigen Interesse ist. (20) (23) Es scheint aber, dass dieses Abkommen auch provisorisch in Kraft treten könnte, trotzdem die anderen Verträge noch nicht oder überhaupt nicht durchkommen, wie das in (24–25) verlangt wird. (26) Das Dokument wird in 24 Sprachen ausgefertigt. Was wohl die Ungarn, Franzosen, Rumänen und Tschechen dazu sagen werden? (29) Zu zahlen ist für Agenturen und Informationssysteme, was aber nicht nach Aufwand, sondern nach finanzieller Leistungskraft berechnet wird und den Betrag vervielfacht. (31) Die Formulierungen lassen Zweifel erkennen, ob die Abkommen

überhaupt in Kraft treten, und (32) die Fortsetzung lässt erahnen, dass die meisten Agenturen und Informationssysteme bereits bestehen, sodass der Vertrag auch bilateral bereinigt werden kann. (34) Beim Schiedsgericht fällt auf, dass die Notifikationen auf elektronischem Weg erfolgen. Ob in so wenig strittigen Fragen nicht ganz darauf verzichtet werden könnte? (41) Darauf bezieht sich die genannte Möglichkeit, dass eine Partei überhaupt keinen Schiedsrichter ernennen könnte. (42) Dass Richter keine Weisungen entgegennehmen dürfen, wird nur hier besonders betont, was Fragen zu den Schiedsgerichten anderer Verträge aufkommen lässt. (45) Die Beschlüsse werden als Kopien versandt. (49) Neben Klagen sind auch Widerklagen möglich. (Nicht)Ausschlussgründe für Schiedsrichter werden genannt – in einem Bereich, wo wenig Konflikte zu erwarten sind. Sollen so detaillierte Bestimmungen auch in anderen Bereichen angewendet werden? (50) Auffällig ist, wie oft die Jahresfrist angewendet wird. (53) Das Schiedsgericht kann auch superprovisorisch Ausgleichsmassnahmen aussetzen. (55) Hier wird auch der Datenschutz zu Recht ausführlich und fair geregelt. (57) Rückkommensanträge sind möglich. (58) Das Urteil kommt schriftlich und unterschrieben. (60) Kosten oder Einstellungsverfügungen werden erwogen. (62) Die Honorarregelung im Stundenlohn scheint angemessen. Fazit: Dieses Abkommen könnte so abgeschlossen werden.

Dieses Abkommen könnte so abgeschlossen werden, was von den meisten anderen nicht gesagt werden kann.

Foto: Herr Guy von Planta

(3.1) Dass es vertragliche Regelungen über den Verkehr auf Schiene und Strasse braucht, scheint klar, ob es die hier vereinbarten Regelungen sind oder ob ganz andere Regelungen nötig wären, bleibt abzuwarten. (2) Früher fuhr z.B. eine Eisenbahn bis ins deutsche Singen, heute kommt der Bus der Deutschen Bahn umgekehrt bis nach Stein am Rhein. Die wichtigste Regelung wäre, dass im Bus in beiden Währungen bezahlt werden kann und auch Münzgeld herausgegeben würde... (3–4) Gehört zum Hauptzweck der Beförderung auch eine Fahrt einzig zum Zweck eines dringend nötigen Auslandeinkaufs? Solcherart sind die Interessen der kleinen Leute, es sind die einzigen Vorteile, die sie von den bilateralen Abkommen konkret haben, und ohne die sie diesen nicht zustimmen werden. Denn die vielen quälenden Nachteile erleben sie ja täglich. (6) Die Tendenz geht eindeutig in Richtung «Unionsrecht» und weg von schweizerischen Bestimmungen. (7) Auch Selbstverständ–lichkeiten werden geregelt. (8) Kapazitätszuweisungen sind eine interessante Möglichkeit. (9) Auftragsvergebung erscheint auch pragmatisch. (10) Die „resteuropäische“ Eisenbahn–assoziation ERA wird als Konkurrenz der SBB ausgebaut; wie wird dann die SBB im Ausland aussehen, falls das gelingt? (10) Strassenkapazität zu beschränken, bleibt ein schwieriges Unterfangen. In Rumänien geschieht dies, indem ein Unfall fingiert und stundenlang nicht weggeräumt wird. Die Schweizer versuchen dem täglichen Stau schon kurz nach 5 Uhr auszuweichen, doch ihre Tagwache wird immer früher. Viele Sonderfahrten für Nachtfahrten mit Chauffeur–Prämien von den Unternehmen zu bewilligen, wäre eine wirksame Möglichkeit. (11) Die 40–Tonnen–Beschränkung ist ein Erfordernis der speziellen Geografie, (12) und die Gebühren sind es natürlich auch, (13) samt möglicher Erhöhung für Ausländer. Hier bleiben Elemente des alten Strassenzolls erhalten. (14) Der gemischte Ausschuss tagt selten, (15) spricht aber nicht über Verschlusssachen. (17) Die Verlagerung auf die Schiene bleibt nach wie vor ein Hauptziel. (18–19) Für rein redaktionelle Anpassungen braucht es m.E. nicht das ganze Prozedere. Hier wird zu wenig zwischen Verfassungsrang (z.B. Gerichtsbarkeiten), Gesetzesrang (z.B. Einzelabkommen) und Verordnungsrang (z.B. redaktionelle Anpassungen) unterschieden. (22) Ist nicht jede Beförderung entweder «unter oder über 300 km»? (23–25) Die Koppelung an alle anderen Abkommen ist gerade bei diesem besonders schade und sollte noch während des parlamentarischen Prozesses im Interesse der Sache wegverhandelt werden.

Die Koppelung an alle anderen Abkommen ist gerade bei diesem besonders schade und sollte noch während des parlamentarischen Prozesses im Interesse der Sache wegverhandelt werden.

Eventuell wären zwölf einzelne Abstimmungsfragen im Vorfeld der Zustimmung oder Ablehnung zielführend. (26) Die Zuständigkeit obliegt dem nationalen, und ergänze: dem privaten Eisenbahnraum. Im Übrigen könnte man dieser Vorlage zustimmen.

(3’.1.) Ein «institutionelles Protokoll» ist eine institutionelle Merkwürdigkeit. (2–3) Ziel ist der ungehinderte Zugang zum wichtigen Schweizer Übergang am Gotthard, was einst Ursache für die Lösung der Eidgenossenschaft von Habsburg war. (5) Das bestehende Abkommen scheint sich bewährt zu haben. (7) Zur Durchsetzung des Hauptziels erlässt „Resteuropa“ so genannte „Durchführungsrechtsakte“. (8) Kann der innere Zusammenhang (Kohärenz) eines Abkommens wirklich ein Ziel sein? (9) Viele Ausnahmen werden vereinbart. (10) Dass ein Referendum eine Frist um ein Jahr verlängert, schliesst aus, dass es negativ ausgehen kann. Diese Bestimmung sollte in diesem Sinn angepasst werden. Abgelehnte Referenden können dank intensiver öffentlicher Diskussion bisweilen modifiziert und später dann angenommen werden. (11–12) Annehmbare Lösungen sind der einzige Weg; Zwang führt zu Konflikt und Verlust. (14–15) Die Anrufung des „resteuropäischen“ Gerichtshofes im Grossherzogtum Luxemburg, nicht aber des Bundesgerichts in der Schweiz macht die sonst mögliche Zustimmung zu dieser Vertragsänderung schwer. (16) Weshalb können die Schiedsrichter nicht direkt gegenseitige Ausgleichsmassnahmen beschliessen? Solche Alternativen würden die Lösung des gordischen Knotens beschleunigen. (17) Der „resteuropäische“ Gerichtshof träfe dann wie hier gesagt, lediglich eine «Vorabentscheidung». Dass nicht alle Verträge stur gleich formuliert sind, beweist ein lobenswertes Ringen im Interesse der Sache. (18–20) Die Teilnahmegebühr sollte im Fall der Bahn und Strasse gegenseitig erhoben werden nach Massgabe der jeweiligen Belastung. (21–24) Übergangsregelungen zum Inkrafttreten (25–26) und die Koppelung an andere Abkommen sollten durch einstweilige Anwendungen «als ob» abgemildert werden. Solche entsprechen etwa dem Status Quo; dieses Vorgehen wird in Zukunft oft angewendet werden müssen. (27–30) Zahlungsregelungen sollten gegenseitig vereinbart werden. (32–40) Das Schiedsgericht entspricht jenen in anderen Entwürfen und wird dort besprochen. (42) Schiedsrichter geniessen Immunität. (43–48) Die Prozessordnung entspricht auch anderen Abkommen und wird dort besprochen. (49) Die Vorabentscheidungen des „resteuropäischen“ Gerichtshofes haben den Charakter von Vorurteilen; die oben aufgekeimte zarte Hoffnung ist wieder dahin. Das Prozedere gleicht der Unterstellung der unierten Ostkirchen unter die päpstliche Jurisdiktion, was stets zu ihrer Spaltung, zum Verlust ihrer Autorität und zu unnötigen Konflikten geführt hat. Es braucht ein tapferes protestantisches und konfessionsloses Nein zum Weiterzug ans „resteuropäische“ Gericht: «Nicht fürchten ist der Harnisch». (50–56) Einvernehmliche Lösungen werden in diesem «Pièce de résistence» betont, denn die Schweiz hat in diesem Bereich lange Hebel zur Durchsetzung ihrer Interessen. (58) Sogar eine Berichtigung des Schiedsspruches wird geregelt. (59–61) Die Honorarregelungen scheinen hier massvoll, und exzessive Privilegien für Schiedsrichter unterbleiben.

(3’’.1.) Nicht das ordnungsgemässe Funktionieren von Binnenmarktbereichen, (2) sondern des Landverkehrs ist zu regeln. Der ständige Schluss ad maiorem, der Verallgemeinerungsdrang verdirbt die Verständigung im Detail. Sie ist der Schreck aller Praktiker und Techniker. (3) Vergünstigungen dürfen nur im Inland, nicht im Handel mit „Resteuropa“ gewährt werden. (4) Als wirtschaftliche Förderung von niedrig gestellten Gebieten kann Manches verhandelt werden; die Bestimmungen sind diffus. (5) Die Entwicklung des Handelsverkehrs soll überstaatlich eingeschränkt werden, was ökonomischen Erfahrungen und der Intention aller Abkommen und dem Cassis–Prinzip stracks widerspricht. (6) Die Überwachung obliegt der Schweiz, das heisst den Kantonen und Gemeinden. (7) Die Zuständigkeit von deren Instanzen

wird andiskutiert. (8) Prima–facie–Regelungen haben meist präjudizierenden Charakter und sind daher fragwürdig. (9) Sie sind auf die Gebiete der Schweiz und „Resteuropas“ beschränkt. (10–11) Zu den Modalitäten gehören Konsultationen, die kaum je schaden. (12–14) Eine Koppelung an alle anderen Abkommen, ergänzt durch das Recht, dieses eine einseitig zu kündigen, hebt die Koppelung zuerst de facto, dann de iure auf. Die Entkoppelung ist zwingend; die Abkommen müssen einzeln diskutiert und der Abstimmung vorgelegt werden, wenn irgendeines eine Chance haben soll.

Die Abkommen müssen einzeln diskutiert und der Abstimmung vorgelegt werden, wenn irgendeines eine Chance haben soll.

(17–18) Ausnahmen speziell für die Schweiz werden andere Staaten vielleicht nicht goutieren. Die Sonderstellung dieses Landes in der Welt beruht auf geistigen, direktdemokratischen, föderalistischen und geschichtlichen und nicht zuletzt theologischen Grundlagen und sollte nicht durch kleinlichen Krämergeist herabgewürdigt werden. (21) Offenbar werden die Bestimmungen auch in Resteuropa nicht durchgesetzt. Konsultationen sollten bei allen Abkommen der letzte Schritt sein – und nicht die Anrufung eines Gerichtshofes. Träte dieser Fall ein, müsste ihm durch Kündigung des Abkommens zuvorgekommen werden, um «fremde Richter» verstummen zu lassen. Das Alte Testament erzählt viele Beispiele über das Schicksal von Fürsten, die das Volk unterdrückten, und über deren späteres Schicksal. «Es wird regiert», waren die letzten Worte Karl Barths in einem allerhöchsten Sinn.

Foto: Herr Guy von Planta

(4.1) Zum Luftverkehrsabkommen gibt es ein Änderungsprotokoll. Diese milde Form würde sich auch bei anderen Anpassungen empfehlen statt der harten Form eines Staatsvertrags. (2) Verschlusssachen werden besser geschützt. (6–8) Gedankenstriche werden geändert; der Text wirkt hier fast wie ein Dokument des Dadaismus. (9–11) Trotzdem wird auch dieses Leichtgewicht vom ganzen Rattenschwanz der anderen, teils unannehmbaren Abkommen abhängig gemacht. (12) Räumlichkeiten und Archive der Agentur werden für unverletzlich mit erklärt. Damit wird ihr quasi diplomatischer Schutz bedeutend ausgeweitet. Natürlich folgt auch Befreiung von jeder (Mehrwert)Steuer. Freiwillige Leistungen erhalten hingegen keine Befreiung, was eine schreiende Ungerechtigkeit darstellt. Freiwilligkeit ist in der Schweiz eine Grundlage der Gemeinschaft, wichtiger oft als staatliches Handeln, das zwar verwalten, aber nicht lieben kann. Hier erscheinen blutleere Geldmenschen, die alles freigiebige und frei schenkende Tun hassen, weil es ihre eigenen Grundlagen in Frage stellt. (14) Eine Art Diplomatenausweise bekommt die Agentur auch noch. (15) Ihre weiteren Vorrechte, Befreiungen und Erleichterungen werden angedeutet, was grosse und berechtigte Unsicherheit durchblicken lässt, sie könnten entrechtet, schikaniert oder belastet werden. «Habe ich mein Vertrauen auf Gold gesetzt und zu dem feinen Gold gesagt: ‘Sei du meine Zuversicht!’, so wäre auch das ein strafwürdiges Vergehen gewesen; denn ich hätte den Gott verleugnet, der höher ist.», mahnt die Schrift. Wo Treu und Glauben fehlen, kann man weder Verträge schliessen noch erneuern. (15) Befreiung von Gerichtsbarkeit wollen die Agenten der Agentur auch noch einhandeln und die Einwohnerkontrolle für sich und ihre ganzen zahlreichen Angehörigen umgehen, und zwar auch nach Beendigung ihrer Amtstätigkeit. Wo gibt es denn so etwas? (16) Danach folgen wieder harmlose Selbstverständlichkeiten. (17) Allerdings dürfen Ehegatten keinen Beruf ausüben. (18) Hinterhand wird eine Erbschaftsteuer angedeutet, von der man später behaupten wird, sie sei im Sinn dieser übergeordneten Verträge notwendig. Die ungeschmälerte Weitergabe des Besitzes an die nächste Generation ist unsere Art, den unvermeidlichen Tod so wirkungslos wie möglich zu machen – im Sinn der geglaubten Auferstehung. (19) Solche Fussangeln für später sind besonders häufig in kurzen Dokumenten versteckt.

(4’,1) Wie weit ein «institutionelles Protokoll» etwas anderes sein soll als ein Protokoll, erschliesst sich nicht. Vielleicht sollte das Wort «offiziell» vermieden werden. (2) Ausgewogenheit von Vorteilen ist ein kommunistisches Postulat. Die Vorteile sind von Natur aus ungleich gut verteilt. Ich kann nicht aussuchen, wo ich geboren werde, aber ich kann versuchen, das Beste daraus zu machen. Kommunismus ist stets am Erlahmen der Eigeninitiative gescheitert. Kommunismus versteht alles was an christlichen Kräften in Europa noch lebendig ist, zu spalten und wirkungslos zu machen. Die Vertragsentwürfe haben da ein gefährliches Potential. Ausschaltung des persönlichen Gefühls und Gewissens führt zu gleichgeschalteten Staatsrobotern. Das Brainwashing im Bildungssystem ist weit fortgeschritten. Beispielsweise in Wien malten hunderte von Schülern alle fast die gleichen Regenbogen in exakt denselben Farben, und dieser Schmarren wurde dann im Schlosshof als Kultur ausgestellt. Noch besteht die Hoffnung, dass die Natur des Menschen Widerstand gegen diesen Seelenmord leistet. Im Fall des Kommunismus war nicht Lockerung möglich, sondern

nur der augenblickliche totale Zusammenbruch, der weit herum als Eingreifen Gottes gefeiert wird. (3) Das gilt besonders dringlich, wenn sich Kräfte zusammentun, um «für Einheitlichkeit zu sorgen, heute wie auch in Zukunft», wie teuflisch pseudoreligiös skandiert wird. (4) Allein die einheitliche Auslegung des Rechts von Resteuropa wird angestrebt (6) als kohärentes Ganzes. (7) Sachverständige aus der Schweiz werden zu Rate gezogen. (8) Rechtsakte Resteuropas müssen unbesehen ins Abkommen integriert werden. (9) Offenbar nur hier wird nach Treu und Glauben zusammengearbeitet, was beweist, dass ein zunehmender Konflikt auf der Kippe zum offenen Krieg steht. Vorbei sind die Zeiten freundlicher Nachbarschaft, hélas! (10) Der Schweiz werden Verpflichtungen aufgebürdet (11) und die Rechtssprechung an den resteuropäischen Gerichtshof übertragen. Wer kann so etwas wünschen? (12) Gemeinsame Überwachung der Luftfahrt tönt etwas besser. (13) Ein Schiedsgericht wird nur angedeutet, (14) in der Ahnung, dass dessen Fälle ohnehin am resteuropäischen Gerichtshof landen. Vielleicht hat Resteuropa, namentlich Deutschland, in diesem Bereich schon genügend Oberhoheit gewonnen, dass es die Luftfahrt wie sein Eigentum behandeln darf. (15) Ausgleichsmass–nahmen können keine Privaten treffen, was zweifelhaft bleibt. (16) Dieser Vertrag kann vom gemischten Ausschuss geändert werden. (17) Beiträge an die Agentur beruhen auf dem BIP. (18–19) Geltungsgebiete werden definiert. (20) Alle erforderlichen Massnahmen werden getroffen. (21) Auf diesen Seiten herrscht sehr viel Redundanz, und man spürt, wie viele Hände mitgearbeitet haben. Die Koppelung an alle anderen Abkommen relativiert das Vereinbarte. (25) Die „hiezu gehörig befugten Unterzeichnenden“ verkünden im Subtext das alte habsburgische Kanzleideutsch. (26) Wenn die Schweiz keine Beiträge an die Agenturen leistet, (27–28) warum werden dann Zahlungsbedingungen vereinbart? Wohl traut niemand der Ruhe vor dem Sturm. (29) Ratenzahlungen für Schuldenfreiheit, kalauert man. (30) Die Nichtbeiträge werden besonders ausführlich geregelt. (31–32) Die Übergangsbestimmungen sind wieder kurz und knapp. Wie in allen Verträgen muss gut zwischen den Zeilen gelesen werden. (38) Schiedsgerichte umfassen 3–5 Richter. (40) Unabhängigkeit der Schiedsrichter wird gewährleistet oder in Frage gestellt. (41) Im zweiten Fall erfolgt stets die Absetzung. Allerdings kann die Schweiz viel weniger hochqualifizierte und juristisch gebildete Personen finden als Resteuropa, sodass die Absetzung zur einseitigen Waffe werden kann. (42) Das gilt auch für die Ersatzlösung. (44) Im Luftverkehrsabkommen tagt das Schiedsgericht einseitig in Den Haag. (46) Zuständigkeiten werden beschränkt. (47) Akten können angefordert werden. (49) Die jederzeit mögliche Anrufung des resteuropäischen Gerichtshofs ist ein Verstoss gegen die vereinbarten Grundsätze. (51) Schäden und Strafen werden umrissen (52) und Beweismittel definiert. (53–54) Es kann mündlich verhandelt werden oder per «Merkels Handy», eine Vorstellung, die für etwas so Gewichtiges wie der Luftverkehr irritiert. (58) Das Schiedsgericht kann mit Kostenfolgen abgebrochen werden. (60) Die Richter werden stundenweise vergütet.

(4’’, 1) Auch die Subventionen, genannt staatliche Beihilfen – es gibt auch andere Subventionsgeber, mit deren Hilfe das Abkommen leicht umgangen werden kann – sollen geregelt werden. (2) Alle resteuropäischen Gesellschaften werden homogenisiert wie frische Milch, was von Vorteil für die anderen nichthomogenisierten ist. (4) Dass bestimmte Unternehmen nicht begünstigt werden dürfen – das gibt es nicht einmal in der Schweiz zwischen den Kantonen. (5) Hier interessieren vor allem die Ausnahmen wie strukturschwache Gebiete und irrelevante Branchen. Pfarrer Siebers weiser Rat lautet: bleibt immer unter dem Radar, sodass ihr für die Geldmenschen nicht interessant werdet. Das führt zu immer mehr

Kleinbetrieben auch im Luftwesen, zu mehr Privatfliegerei und Taxiflügen. (6) Grossbanken mit Finanzmonopol sind ausgenommen und dürfen vom Staat gerettet werden. Dies ist ein neues Beispiel, wie sachfremde Themen an unauffälligen Stellen in die Verträge geschmuggelt werden in der Hoffnung, der Souverän merke das nicht. (7) Die Überwachung der Beihilfen obliegt der Schweiz, welche die entsprechenden Gerichtsstellen (er)finden muss. (8) Bestehende Subventionen sind ausgenommen, sodass neue durch Fusionen und Subventionserhöhungen zu erreichen sind. (10) Die Transparenz scheint bisher gewährleistet. (11) Mehr als Konsultationen sind nicht zu befürchten. (13–14) Die Beihilferegelung kann nur in Kraft treten, wenn vorher Artikel 10 über die Koppelung aufgehoben wird. (14) Dieses Abkommen kann wiederum einzeln gekündigt werden. (17–18) De minimis heisst Bagatellfälle und wird auf zwei Seiten definiert, was auch nach vielen Ausnahmen aussieht. (20) Überwacht und durchgesetzt wird es auch von der Polizei in der Schweiz. (22) Die Höchststrafe sind Konsultationen, die die Schweiz verlangen kann.

Von diesem Abkommen geht kaum Gefahr aus; es berücksichtigt und ermöglicht weiterhin die christliche Nächstenliebe und diakonische Hilfe.

Von diesem Abkommen geht kaum Gefahr aus; es berücksichtigt und ermöglicht weiterhin die christliche Nächstenliebe und diakonische Hilfe, auch wenn diese in der Schweiz auf viel höherem Niveau steht als in anderen Ländern.

Foto: Herr Guy von Planta

(5,1) Die besonderen Regelungen im Bereich der Landwirtschaft gehören gleichsam zum Kern des Helvetischen Bekenntnisses, das grundsätzlich unverhandelbar ist. (2) Die «Errichtung eines gemeinsamen Lebensmittelsicherheitsraums» zeigt die Unbeholfenheit, wie es angegangen wird. Für Lebensmittelsicherheit muss jedes Land selbst schauen; Deutschland ist darin vorbildlich, hat es doch in der Zeit seit Menschengedenken noch Hunger erlebt. In der Schweiz pflegen wir Felder mit exotischen Pflanzen wie Urdinkel, 15.–Juni–Gras, Sonnenblumen, um im Kriegsfall, der bekanntlich im Bereich der Ernährung viel rascher eintritt als im Bereich der Waffen, sofort auf Vollernährung durch Intensivlandwirtschaft umstellen zu können. (3) Eine kohärente Einheit bilden die Landwirtschaften allein geografisch. Mehr als geschriebene Abkommen schaffen grenzüberschreitende Einkäufe hier Ausgleich. Die Kantone Thurgau und St.Gallen, die durch einen See von diesem ausgeschlossen sind, versuchen seit Langem, ihn zu behindern, was dem Geist aller Abkommen für freien Handel zuwiderläuft. Verlogen sprechen sie von „Einkaufstourismus“, als ob dieser ein Spass wäre. Ich habe noch zu Lebzeiten mit Pfarrer Sieber darüber gesprochen; er war für

jede solche Massnahme, die bittere Not lindert. Mein Schluss lautet: «Heimatliebe geht bis 30 %, was darüber ist, ist Dummheit». Damit ist nicht gemeint, dass man bei grösseren Differenzen im Ausland einkaufen darf, sondern muss, um das ererbte Gut zu schonen. Auf die Rückerstattung der Mehrwertsteuer oder die Senkung des Freibetrags ist zu verzichten: «Gebt dem Kaiser, was des Kaisers ist und Gott, was Gottes ist» und «Der HERR steht dem Armen zur Rechten, dass er ihm helfe von denen, die ihn verurteilen» Psalm 109,31. (6) Beschlüsse werden einvernehmlich gefasst. (8) Ein allfälliger Schiedsspruch muss allein nach Treu und Glauben befolgt werden. (10) Die Bestimmung, Verschlusssachen der Gegenpartei zugänglich zu machen, führt zur Informationsflucht in andere Medien und virtuelle Räume und ist kaum sinnvoll. (11) Der gemeinsame Lebensmittelsicherheitsraum ist auch darum fragwürdig, weil er andere Räume, die ebenfalls Lebensmittelsicherheit bräuchten, ausgrenzt. (12) Die Fristen sind gut, die Koppelung an andere Abkommen, die mit diesem nichts zu tun haben, ist schade, da dann selbstverständlich alle abgelehnt sind. (16) Das Schiedsgericht hat hier die Besonderheit, (20) dass der juristische Dienst der Fürsten involviert wird, also erneut ein anderer Akteur. (22) Der entscheidende dritte Schiedsrichter kann einseitig von Resteuropa erzwungen werden, wodurch alle Urteile einseitig werden; der Vertrag ist daher abzulehnen. Werden die Ungleichheiten der Ernährung nicht von selbst durch den freien Handel beseitigt? Wozu dann noch ein Vertrag? (24) Mit dem ständigen Schiedshof kommt erneut ein fremder Akteur ins Spiel, doch der Cantus Firmus ist stets, dass all diese Akteure Resteuropäer, niemals Schweizer sind. (27) Die Verfahrenssprachen Französisch und Englisch haben der Westschweiz schon lange einen ungerechtfertigten Vorteil verschafft und Persönlichkeiten wie Alain Berset hervorgebracht. Dazu ist der lustige Film «Bon Schuur Ticino» eine Illustration. In einem gemeinsamen Raum mit vielen Sprachen sollten alle diese Sprachen als Verhandlungssprachen mit Übersetzung zuzulassen sein, was mit der heutigen Übersetzungstechnik kaum noch Probleme bereitet. Andernfalls entstehen Konflikte. Kürzlich bereiste ich Griechenland

erstmals mit einem Sprachsimultanübersetzungsprogramm und staunte, wie inhaltsreicher die Gespräche wurden im Vergleich zu vorher, als noch beide eine Fremdsprache (Englisch) benutzten. Das ist ein sehr wichtiger Punkt, und die sonst fragwürdige Bürgenstockkonferenz war dank den Foccolariniübersetzerinnen zumindest in diesem Punkt vorbildlich. (28) Die Schiedsanzeige kann zur Klageschrift erklärt werden, was eine logische Vereinfachung ist. (29) In allen Abkommen stört es, dass Ausgleichsmassnahmen im betreffenden Gebiet oder in anderen Gebieten getroffen werden. Vermutlich wird mit der Zeit einheitlich eine Busse ausgesprochen werden, um Klagewellen von ungerechterweise von Ausgleichsmassnahmen Beschädigten vorzubeugen, beispielsweise die Birnenzüchter, wenn bei den Apfelzüchtern keine Einigung möglich ist. (30) Möglicherweise kommen meist Sachverhalte zur Sprache, die über die Kompetenz des Schiedsgerichts hinausgehen. (31) Die Fristen sind sinnvoll, (32) die Massnahmen werden meist durch nicht wiedergutzumachenden Schaden verhindert, was schliesslich auf eine Busse als einziger praktikabler Massnahme hinausläuft, die dann den Profiteuren verrechnet werden muss. So wird bald Gerechtigkeit einkehren. (34) Die beliebigen Informationsquellen sind bei diesem wie bei allen Abkommen suspekt. Wo sonst in der Welt dürfen sich Urteile auf unlautere Informationen abstützen? Gerade US–Amerika ist in diesem Punkt besonders streng und erklärt solche Urteile für ungültig. (35) Die mündliche Form scheint richtig, weil sie Vergleiche erleichtert. (37) Die Endgültigkeit von Entscheidungen ist illusorisch wegen der Phantasie der Juristen, Einspruchsorte wie Menschengerichtshof zu erschaffen – am Ende schaffen sie noch ein Weltgericht, was blasphemisch wäre –. (39) Die Kostenfolgen sind zumindest undurchsichtig. (40) Wichtiger als Rechen–, Schreib– oder Druckfehler wären Übersetzungsfehler. (41) Gründe, das Landwirtschafts– an das Gesundheitsabkommen zu koppeln, sind keine erkennbar ausser politische. Das Schweizer Gesundheitswesen ist seit einer Fehlentwicklung in den 90er Jahren ausser Rand und Band. Damals wurde das doppelte Abgabensystem eingeführt: zur massvollen Steuer nach Leistungsfähigkeit kam eine masslose Gesundheitsabgabe. Unser Zustand gleicht jetzt Israel zur Zeit Jesu: die Doppelheit von «Zoll und Steuer». Während die Bezahlung der gerechten staatlichen Steuer problemlos verläuft (Mt 17,25–27), wuchern die Zöllner mit ihrem staatlichen Privileg, von Privaten Geld für Zwecke zu erpressen, masslos und sind jedermann verhasst (Lk 5,27–30), ausser ihren Mitessern, die immer zahlreicher am Sack knabbern wie in Wilhelm Buschs lustiger Geschichte „Der Sack und die Mäuse“ . Während unser Heiland noch gnädig umging mit den Zöllnern, wurde sechsunddreissig Jahre danach Gessius Florus, weil er «die öffentliche Kasse bestahl, viele Privatleute ihres Vermögens beraubte und das ganze Volk mit Abgaben belastete» (Jos Bell 2,14,1), von einem Volksaufstand verjagt und das Kaiseropfer eingestellt. Mit den Folgen beschäftigen wir uns heute noch: die Römer wechselten das ganze Volk aus, Juden raus und Filistinenser rein ins gelobte Land... (42) Wenigstens die Kosten und Honorare scheinen in diesem Abkommen bescheiden.

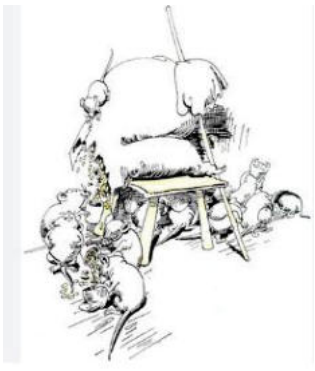

Der Sack und die Mäuse

Foto: Herr Guy von Planta

(6,1) Diffus und entsprechend suspekt wird von «Programmen» gesprochen und noch suspekter die Atomgemeinschaft als Dritte im Bunde beigezogen. (2) Wer die gegenwärtige Entwicklung sieht, beginnt zu zweifeln, ob wir überhaupt noch «gemeinsame Werte und europäische Identität» besitzen. Katholiken sehen diese in ihrer Una Sancta und fordern Einheit um jeden Preis, wobei die Nichtkatholiken immer häufiger ausscheren. (3) Kernfusion wird angestrebt, also Forschung als Staatsaufgabe. Wenn aber wertebezogene Politik oder Staatsverbände Forschung treiben, kommts schlecht; für Forschung ist allein die Wissenschaft zuständig, und diese braucht Ellbogenfreiheit. Ähnliches gilt von der Wirtschaft: sie ist dem Staat gegenüber eigenen Rechts. Es ist nicht der Staat, der sagen kann, was wahr und falsch, gut und böse, schön und hässlich ist, so wenig er selbst das Schöne und Wahre hervorzubringen vermag. So kann der Staat nicht ausmachen, was wirtschaftlich ist und noch weniger die Wirtschaft selbst erzeugen. Wo der Staat Zwangsmonopole in Bildung und Wirtschaft schafft, wo er glaubt, das Leben ganzer Nationen meistern zu dürfen, ist er entartet und die Kirche ist aufgerufen, ihn in seine Grenze zu weisen.

Wo der Staat Zwangsmonopole in Bildung und Wirtschaft schafft, wo er glaubt, das Leben ganzer Nationen meistern zu dürfen, ist er entartet und die Kirche ist aufgerufen, ihn in seine Grenze zu weisen.

(4) Dass Energieformen spezifisch mit Resteuropa zu tun hätten, ist eine Unwahrheit nach dem Motto «Wir sorgen dafür, dass das Matterhorn 4478 Meter hoch bleibt, gebt uns Geld für dieses wertvolle Ziel». Sie vermögen überhaupt nichts und stören bloss durch Einschränkungen. (4) Dass sie Vergünstigungen geben wollen, kann in einem einfachen Beschluss ohne Staatsvertrag geregelt werden, und zwar von Einzelstaaten. Mit der Bewältigung des Planeten steigt die Hybris ins Unermessliche. «Wer bist du, dass du den König so anschreist?» Das wachsende Bewusstsein für die Grösse des Weltalls und damit für die Grösse Gottes ist umgekehrt proportional zur Täuschung über die Machbarkeit beim Menschen und über die eigene Grösse, wenn man Gottes vergisst. Die wachsende Komplexität der Wissenschaft hat ganz ähnliche Auswirkungen. (5) Was bei staatlichen Energieförderungsunternehmen wächst, sind dessen Paläste in Wien (siehe www.wienenergie.at), ganz gleich wie zuvor die Paläste und Stallungen der Fürsten – mit zweifelhaftem Erfolg in der Bewährung. Wer zwischen Gott und Mensch eine Hierarchie von Kollektivsubjekten stellt und den Wert der Menschen durch diese bedingt sein lässt, lässt die Menschen um des Staates willen da sein und tastet das Recht des göttlichen Mittlers an; es gibt nur einen Mittler zwischen Gott und den einzelnen Menschen: Jesus Christus, wahrer Gott und wahrer Mensch. An Horizon, dem Euratom–Programm sollte die Schweiz nicht teilnehmen. Vielleicht können «attraktive Forscherlaufbahnen» – was ist mit Forscherinnen? – gefördert werden, aber mit der Einengung auf Resteuropa wird die

Wissenschaftsfreiheit beschränkt. Die Teilnahme an Erasmus und Horizon soll beendet werden und stattdessen wissenschaftliche Verbindungen zu US–Amerika, England, Israel und Deutschland auf individueller und bilateraler Ebene gefördert werden. (7) Unter der Hand wird noch ein Programm Digitales Europa eingeführt – profitabler wäre ein Programm US–Amerika, England und Israel, (8) gerade auch mit Blick auf Erfahrungen im ökologischen Wandel (Hitze, Waldbrände). Cloud Edge Computing suche man sicher nicht in Resteuropa, sondern da, wo es herkommt: in US–Amerika. Es ist unmöglich, die hier versammelten Torheiten auch nur aufzuzählen. Bildung von Jugend und Sport hat in diesem Abkommen allenfalls Gefälligkeitswert. (9) Unselig ist auch die Hereinnahme eines Health–Abkommens aus dem Gesundheitsabkommen. Dass alles mit allem zusammenhängt, braucht ja die Cassisverträge nicht zusätzlich zu komplizieren. (10) Die Beziehung zur Resteuropa ist von Fall zu Fall von Vorteil, Enge in der Beziehung sicher nicht, da sie leicht in Hass umschlägt. (11) Dass Rechtsakte auch Finanzierungsvereinbarungen beinhalten, ist evident. (12) Schweizer Rechtsträger werden definiert. Das werden deutsche Firmen sein, die von hier aus Korrekturmassnahmen in Gang zu setzen versuchen. (13) Herkunft und Staatsangehörigkeit werden zum Kriterium. (15) Die Fürsten wollen hier unbeeinträchtigt ihre Programme durchführen. So etwas ist nicht einmal in der Schweiz möglich. Bern kann auf einem ihm gehörenden Bahngrundstück in Zürich–Tiefenbrunnen kein Haus bauen. Was stellen sich die eigentlich vor? Das monarchische Regime in jeder Form ist nur dann gut, wenn es sich selbst gegenüber eine begrenzende, kontrollierende Instanz hat. Die Schweiz hat nur als Demokratie eine Existenzberechtigung und hat nur in einer Welt, die nicht dem Staatsabsolutismus verfallen ist, Aussicht am Leben zu bleiben. Die heutigen Formen der Demokratie dürfen nicht mit dem Ruf: Die Demokratie ist in Gefahr! als sakrosankt ausgegeben werden. (16) Die Unionsbürgerrichtlinie wird hier sektoriell eingeschmuggelt und sogar das eigene Programm Erasmus+ behindert. (17) Die Schweiz darf als Beobachterin solcher Programme zusehen (18) und sogar Sachverständige stellen. Wir bedanken uns! Wer die nebenstehenden Karikaturen nicht kennt, hat wahrscheinlich von Erasmus keine Ahnung: schon er entschied damals, die Niederlande zu verlassen und in Basel zu sterben (Grab im Münster). Grund war die Forschungsfreiheit; sein Buch, aus dem die Karrikaturen entnommen sind, heisst «Lob der Torheit». (19) Es folgt eine jährlich steigende Teilnahmegebühr (20) in Euro. (21–24) Diese Gebührenerhöhung ist wichtig genug, vier Seiten im Vertragsentwurf einzunehmen. (25) Zur Kontrolle wollen sie «Bedienstete» schicken – wer will, kann nur schon über dieses Wort nachdenken. (26–27) Dass Unregelmässigkeiten und Betrug – anders als bei anderen Abkommen – einseitig von der Schweiz aus gegen Resteuropa erwartet werden, lässt auf den Geist sprechen, von dem es getragen ist. (28) Der Schweiz bleibt die Denunziantenrolle. (29) Dafür darf sie eine einzige Behörde ernennen, was Föderalismus

und Subsidiarität stracks widerspricht. (30) Dass die Sache von Resteuropa abschliessend entschieden wird, ist so klar wie das Roma locuta, res soluta. Dagegen hilft nur ein tapferes «Hier stehe ich, ich kann nicht anders, so helfe mir Gott». (31) Mit dem einfachen Satz «Resteuropäische Programme sind ungeachtet ihrer Trägerschaft in der Schweiz bewilligungspflichtig» wäre die Sache gelöst. Nicht bewilligte Programme finden nicht statt, Rechtsunsicherheit gibt es auch nicht. Bisweilen wird mit dem Argument für die Cassisverträge geworden, sie schafften Rechtssicherheit. Wo «gegenseitige Offenheit» erst vertraglich geregelt werden muss, wird allzu stark gegen den Wind gesegelt. (32) Dann wird noch versucht, über das Gesundheitsabkommen einen Hebel zu bekommen. (33) Verhandlungsinstrumente (34) und Fristen scheinen vernünftig. (35) Die Koppelung an andere Abkommen wird erwähnt. (36) Vorläufige Anwendung wird in einem Abkommen festgehalten, das nicht in Kraft ist. Das ist so wie wenn ich sagte: «Vielleicht kaufe ich das Glacé, aber gib mir schon einen Schläck, dass es nicht verläuft».

Das ist so wie wenn ich sagte: «Vielleicht kaufe ich das Glacé, aber gib mir schon einen Schläck, dass es nicht verläuft».

(38) Die Programme werden auch ohne Schweizer Teilnahme durchgedrückt. Da ist mit massivstem Widerstand zu rechnen, ganz wie Gottfried Keller gesagt hat: «Die Schweizer streiten unter einander in einem fort, aber wenn sie von aussen angegriffen werden, stehen sie sofort zusammen wie ein einziger Mensch.» (39) Die Programme haben willkürliche und unwillkürliche Anpassungsmechanismen. (40) Es kann nicht ohne Weiters gekündigt werden. (42–43) Sie erstellen ihren Haushalt und teilen der Schweiz ihren Tarif mit. In allem zeigt sich, dass dieses Abkommen besonders schlecht und unbeliebt ist. (44) Sogar Verzugszinsen müssen noch angedroht werden. (46) In einem Anhang folgen noch die Bildungsprogramme. Es zeigt sich, wie unsystematisch die Cassisverträge gegliedert sind in der vergeblichen Hoffnung, dass sie keiner ganz durchliest. Programme an denen die Schweiz nicht teilnehmen sollte: (a) Horizon Europa, (49) (b) Euratom (c) Digitales Europa (d) Erasmus+ (e) (48) Artikel I, a–d sind nicht abgedruckt und die Ausnahmen darum nicht ersichtlich. (49) Ohne Widerspruch werden die Programme automatisch verlängert. Das ist wie wenn man auf dem Handy aus Versehen einen unbefristeten Vertrag geschlossen hat; selbst die Swisscom unterbindet das jetzt automatisch, da es viele Reklamationen gegeben hat. (51) Schweizer dürfen nur bedingt teilnehmen; Resteuropäer unbedingt. (52) Besondere Schranken werden gegen ausländische Rechtsträger in der Schweiz errichtet, die an diesem Abkommen teilnehmen möchten. (53) Nachdem sichergestellt ist, dass die Schweiz schlechter gestellt ist, (54) wird «Gegenseitigkeit» postuliert. – Hier ist an die gescheiterte ökumenische Trauung zu erinnern, die auch so angelegt war, dass immer die Gegenseite gewinnt. Der pragmatische Umgang führte rasch dazu, dass sie, obwohl möglich, nicht mehr praktiziert wird. Das wird mit allen derartigen Abkommen passieren: Divide et impera. Die «offene Wissenschaft» wird nach all diesen Einschränkungen unverschämt postuliert. Offen ist die Wissenschaft dann, wenn ihr ein bestimmter Staat (nicht ein Staatenbund) eine sichere Basis gibt. (55) Schwer lösbar ist die Frage, ob und wie Projekte unterstützt werden sollen/dürfen/nicht dürfen. Hier gewinnt der Finanzstärkere. (58–59) Die Schweiz nimmt an Programmen teil und zahlt, aber wer konkret in ein Programm kommt, entscheiden die anderen. Besser ist der freie Markt wie in den peer–reviewten Zeitschriften:

wer guten Stoff bringt, gewinnt und wird abgedruckt. Dass dies gerecht im Interesse der Sache und ungerecht im Interesse der Personen ist, liegt in der Sache der Wissenschaft. Bündnisse zur Förderung resteuropäischer Forschung sind da ganz wirkungslos. (61) Etwas anders liegt der Fall des personenbezogenen Erasmus+, an dem in weiser Voraussicht nichts geändert wird. (63– 64) Es folgt das Einzige, was relevant ist: die Liste gleichwertiger Programme. Deren wichtigstes ist der Schweizerische Nationalfonds. Nach Ablehnung des Restes bleibt diese Liste stehen, es sei denn, sie werde Teil einer sachfremden Ausgleichsmassnahme. (66) Inwiefern die Schweiz an Fusionsenergie (die es gar nicht gibt) teilnimmt, wird gesagt: (68) durch einen Finanzbeitrag. (69) Die Rückerstattungsgrenze bei Auslandausfuhren wird auf 100 Franken festgelegt, umgekehrt liegt sie bei 50 Franken. Ich plädiere dafür, freiwillig auf Rückerstattung zu verzichten. «Gebt dem Kaiser, was des Kaisers ist». Bewundernswert sind alle, die am Zoll dafür Schlange stehen. Im Übrigen gilt mein Plädoyer für den Auslandeinkauf: «Heimatliebe geht bis 30 %, was darüber ist Dummheit». Nebenbei befreien sich Euratombeamte in der Schweiz von der Steuerpflicht; gut versteckt bei der Waren–Mehrwertsteuer. (70) Auch ihre Familien zahlten in der Schweiz keine Krankenkasse. Dieses Geschäftsmodell muss ja zur Explosion des in der Schweiz abgeschafften Beamtenstatus führen. (71–72) Finanzkontrolle und Strafrecht werden bei diesem Nebenbereich scharf angewendet, nicht aber beim bedeutenden Gesundheitswesen. Kann solches Gebaren Gott wohlgefällig sein? (73) Als Fenster wird eine Schweizer Direktion in Aussicht gestellt. (76) Die ITER hat scheinbar noch keine gleichwertigen Projekte. (77–78) Ein hier eingeschmuggeltes Gesundheitsprogramm bleibt bis 2027, dem vermuteten Datum der Vertragsablehnung, gesichert. (79) Die Bestimmungen lassen sich zusammenfassen: «Das Protokoll bleibt sehr lange in Kraft».

Foto: Herr Guy von Planta

(7.1.) «Wo warst du, als ich den Grund der Erde legte? Sage an, wenn du es weisst! Wer hat ihre Masse bestimmt? Weisst du das? Oder wer hat die Messschnur über sie ausgespannt? Worauf wurden ihre Grundpfeiler gestellt, oder wer hat ihren Eckstein gelegt, als die Morgensterne miteinander jauchzten und alle Söhne Gottes jubelten?» – «Ich erkenne, dass du alles kannst und kein Plan dir unausführbar ist. Wer ist's, der den Ratschluss Gottes verdunkelt mit seinem Unverstand? Fürwahr, ich habe geredet, was ich nicht verstehe, was mir zu wunderbar ist und ich nicht begreifen kann! Höre nun, ich will reden; ich will dich fragen, lehre mich! Vom Hörensagen hatte ich von dir gehört, aber nun sehe ich dich mit meinen Augen; darum widerrufe ich und werde zu Staube und Asche» (aus Ij/ Hiob 38 und 42 nach der ältesten erhaltenen Handschrift 11Q10TgJob aus der Zeit Jesu). Von daher lässt sich die Weltraumforschung grundsätzlich in Frage stellen. (3) Die Schweiz nimmt am Satellitennavigationssystem Resteuropas teil, was sie verletzlich macht; Alternativen sind zu prüfen. Am besten wäre ein möglichst entlegener Anbieter mit wenig Interesse an Verschlusssachen. Die enge Zusammenarbeit ist auf diesem Gebiet nicht zu stärken – im Gegenteil, aus Sicherheitsgründen zu lockern. (4) Das Gleiche gilt für die Beteiligung an der Atomgemeinschaft – wie England sollten wir von ihr möglichst distanziert bleiben. (7) Weitestgehende Handlungsfähigkeit dieser Behörde in der Schweiz muss eingeschränkt werden oder unterbleiben. (8) Schweizer können von Euratom lediglich angestellt werden. (9) Es gibt ein Frühwarnsystem über geplante Änderungen aus Brüssel. (11–13) Die Änderungen sind an alle anderen Abkommen gekoppelt, was der grundlegende Systemfehler der Cassisverträge ist. Er hat nicht hart genug verhandelt. (13) Immerhin kann dieses Abkommen einzeln gekündigt werden, was sofort in die Wege geleitet werden sollte. (15–17) Der Finanzbeitrag nach BIP kann dann auch entfallen. (19) Das entlastet auch von steuerbefreiten Agenten mit quasi Diplomatenstatus (21) und Gerichtsbefreiung (22) und anderen Privilegien (24) wie Sozialversicherungsbefreiung. (26) Wie entlasteter wären wir, wenn wir die Weltraumverträge beispielsweise mit Indien oder einer anderen Weltraummacht ohne besondere Interessen in der Schweiz schliessen würden! (27–30) Auch die besonders strengen Prüfungen durch Emissäre der Fürsten würden unterbleiben. Es ist zu befürchten, dass solche brutalen Prüfungen mit der Zeit auch bei anderen Abkommen angewendet würden. Besser ist es, unseren Nächsten, Brüssel, so weit wie möglich höflich aber bestimmt zu verabschieden und mit freundlicheren Übernächsten zusammen zu arbeiten. Andernfalls droht, nicht nur im Weltraum: «Der Europäische Rechnungshof verfügt über dieselben Rechte wie die Europäische Kommission», also die Fürsten. «Fürsten sind Menschen vom Weib geboren und kehren um zu ihrem Staub / Ihre Anschläge sind auch verloren, wenn nur das Grab nimmt seinen Raub. / Weil denn kein Mensch mehr helfen kann / rufe man Gott um Hilfe an. /Halleluja :/» (J.Herrnschmidt)

Foto: Herr Guy von Planta

(8,1) Zwar sollte eine Verringerung der wirtschaftlichen und sozialen Ungleichheiten in der Union angestrebt werden, die wir in der Schweiz «Finanzausgleich zwischen den Kantonen» nennen. Im Fall des gemeinsamen Marktes ist aber zu berücksichtigen, dass die Schweiz an vielen Märkten teilnimmt und dass der resteuropäische nur einer von diesen ist. (3) Gerechtigkeit heisst nicht «allen gleich viel» wie im Kommunismus, sondern «alles so, dass es ihnen in ihrer Lebenssituation gerecht wird». Die Schweiz hat allen voran aufgrund ihrer besonderen Geschichte eine Weltverantwortung und nicht eine Resteuropa-verantwortung. Erstere hat gegenüber letzterer den Vorrang. Diese Tatsache sollte in Resteuropa besser erklärt werden. (4–5) Hier werden bestehende und avisierte Abkommen vermischt, was methodisch fragwürdig ist. Es soll der Eindruck erweckt werden, man könne nicht anders als den vorgezeichneten Weg weiter gehen. Der Bundesrat zeigt immer wieder solche Zwangsvorstellungen, doch man ist immer frei, «anders aber besser» (Hans Ruh) zu handeln. Dass ein frei gewählter Partnerstaat für eine bestimmte Periode unterstützt werden soll, ist richtig und wichtig. Dieser kann aber auch ausserhalb Resteuropas liegen; zu denken ist an Projekte in Georgien oder Nordmazedonien. Dass die Schweiz auch frei ist, solche Partnerstaaten ausserhalb Resteuropas für eine bestimmte Periode zu unterstützen, sollte noch in diesen Vertrag hineingeschrieben werden. Im Übrigen ist diesem Vertrag zuzustimmen. (7) Der Ausdruck Unterstützung von Themenbereichen ist schwammig und sollte durch einen besseren ersetzt oder gestrichen werden. Ich denke beispielsweise an Evangelisation. (9) Dass ein Schiedsgericht prüfen soll, ob nach Treu und Glauben gehandelt wurde, scheint mit Blick auf dessen Glaubwürdigkeit eine logische Unmöglichkeit. (10) Die schöne Formulierung «es sei denn, die Schweiz und der Partnerstaat vereinbaren etwas anderes» sollte in sämtlichen Vertragsentwürfen viel öfter angewendet werden. (12) Das Bestehen auf den «gemeinsamen Werten der Achtung der Menschenrechte, der Demokratie, der Rechtsstaatlichkeit, der Menschenwürde und der Gleichberechtigung» ist aus mehreren Gründen fragwürdig: von den verschiedenen Ethiktypen rangiert die Werteethik weit unten, sicher hinter der Verantwortungsethik, der Situationsethik im Sinne Jesu, ja noch hinter einer recht verstandenen Normenethik oder Standesethik. Menschenrechte als säkularisierte Form der Zehn Gebote gemäss Frankreichs Hugenotten sind schwach. Beispielsweise Du hast ein Recht auf Ehe ist schwächer als der Vetitiv Du sollst nicht ehebrechen, dasselbe gilt von Recht auf Leben/nicht töten; Recht auf Eigentum/nicht stehlen. Obwohl in der Präambel eingeschränkt, riskieren Menschenrechte immer, den Menschen zu verabsolutieren. Doch Humanität hat Grenzen da, wo das Gegebene in Kultur, Wissenschaft und Kunst sich unter das Gesetz vernünftiger Freiheit und Schönheit beugt – Grenzen nicht als Beschränkung, sondern als Sicherung gegen untermenschliche Willkür. Die Menschenwürde ist Teil der Präambel der Menschenrechte und braucht nicht separat aufgezählt zu werden. Demokratie ist das, was in der Schweiz praktiziert wird, nicht das, was in Resteuropa geschieht. Ausserdem werden hier Rechte und fragwürdige Ideale wie Gleichberechtigung vermischt: wenn man etwa einer Frau, die keinen einzigen Diensttag geleistet hat, das Militärdepartement überträgt, oder einer anderen eine Auslandbotschaft, von der sie bei der geringsten Bedrohung aus Angst flieht, macht man beide Seiten bloss unglücklich. Darum sage ich, die Verantwortungsethik – in diesem Fall der

Parlamente – steht am höchsten. (13) Gegen regelmässige finanzielle Beiträge der Schweiz ist prinzipiell nichts einzuwenden, sofern diese auch an andere regelmässig entrichtet werden.

Gegen regelmässige finanzielle Beiträge der Schweiz ist prinzipiell nichts einzuwenden, sofern diese auch andere regelmässig entrichten.

(13) Eine Rechenschaftspflicht wird anerkannt. (14) Mehrfachprüfungen sollen vermieden werden, um den Verwaltungsaufwand gering zu halten. (16) Dass Sachverständige beigezogen werden können, versteht sich von selbst und braucht nicht extra vereinbart zu werden. (17) Der Satz «Die Bedeutung, die das Schiedsgericht dem Recht einer Vertragspartei mit Ausnahme dieses Abkommens gibt, ist für die Gerichte und Behörden der jeweiligen Vertragspartei nicht bindend» ist logisch falsch und müsste heissen «Behörden der jeweils anderen Vertragspartei nicht bindend». Damit ist ein wichtiger Grundsatz festgelegt, der in allen Abkommen gelten muss; die Rolle des resteuropäischen Gerichtshofes und damit ein Hauptstein des Anstosses wäre damit beseitigt. (18) Was Ausgleichsmassnahmen im Bereich von strittigen Zahlungen anderes sein könnten als andere Zahlungen, ist unklar. (19–20) Die Zahlungsfristenregelung überzeugt. (21–23) Die Koppelung an andere Abkommen ist bei diesem besonders schade. Wenn der Finanzausgleich für strukturschwache resteuropäische und andere ähnliche Länder raschmöglichst funktionierte, wäre ein anderer Hauptstein des Anstosses beseitigt, und die Aufregung über die Cassisverträge, welche jetzt das vorsichtige Abwarten in offenen Hass kippen lassen, würde sich etwas legen. Immerhin kann es einseitig gekündigt werden. Gebe Gott, dass die Schweiz nie so arm und bloss wird, dass sie gezwungen ist, dieses Abkommen zu künden. «Einen freudigen Geber hat Gott lieb»; Freigiebigkeit macht innerlich und äusserlich frei. Leider gibt die Schrift Beispiele dafür was geschieht, wenn ein Tribut als Pflicht verstanden und aufgekündigt wird: 2 Kön 16,3–5 wonach Gott wunderbar, wenn auch bei den Auslegern umstritten, eingegriffen hat. (24) Bei der Tributpflicht wird die Teuerung ausgeglichen. (25) Länderspezifische Beiträge sind als «Brot für alle» eventuell angemessen. «Hungert deinen Feind, so speise ihn mit Brot; dürstet ihn, so tränke ihn mit Wasser! Denn damit sammelst du feurige Kohlen auf sein Haupt, und der HERR wird dir's vergelten». (27) Auch die Berechnung des Wechselkurses wird definiert (28) – von der Kommission, also den Fürsten unserer Zeit. (29) Unsere Beiträge hängen von der Fläche und Bevölkerung der Empfänger ab, was richtig ist. (31) Offenbar genügt es bisweilen, den Beitrag zu 90 % zu leisten. «Wenn Winzer über dich kommen, werden sie nicht eine Nachlese übriglassen?» (32) Einige Beiträge können auch zur Abwehr der Migration verwendet werden. (35) Unsere Verwaltung wird auch noch an diesen Geldern beteiligt. Sonst geht der Betrag an

unterdurchschnittlich arme Staaten. «Ein jeder, wie er es sich im Herzen vorgenommen hat; nicht mit Unwillen oder aus Zwang; denn einen fröhlichen Geber hat Gott lieb!» (38) Wird über dieses Geld und seine Verwendung gestritten, womit zu rechnen ist, (39) darf der Termin beim Schiedsgericht nicht verpasst werden, sonst entscheidet dessen Generalsekretär. Bei Geld entscheidet dieses endgültig. (46) Schiedsrichter geniessen persönliche Immunität. (47) Mündliche Verhandlungen sind möglich – entscheidet nicht jedes Gericht mündlich? «Auf der Aussage von zwei oder drei Zeugen soll jede Sache beruhen» (52) Neunzig Tage als Frist sind zu knapp bemessen. (53) Entscheidungen prima facie wecken Argwohn; Kanzleilatein kommt nie gut an. Besser wäre nach gewissenhafter Prüfung zu entscheiden. (55) Informationen aus jeder beliebigen Quelle wecken in unserer so verlogenen Zeit Argwohn. Besser ist es, aus vertrauenswürdigen Quellen zu schöpfen. (56) Zur Empfehlung mündlicher Verhandlungen siehe oben. (60) Nur die Abkommen und das Völkerrecht, das keiner kennt oder abschliessend definiert, sind hier bindend, nicht ein willkürlicher Spruch (bessere Formulierung statt es aequo et bono). Es bleibt die Frage nach der Gestaltung des Völkerrechts rebus sic stantibus – so wie die Völker nun einmal sind. Die Funktion der Staaten wird beschränkt durch Römer 13 als deutlich unterschiedene Personal– und Sozialethik. Die Unterordnung unter den Staat ist um Gottes willen geboten; dass diese Gehorsamspflicht Grenzen hat, ist darin vorausgesetzt. Eine Völkerordnung, die vom Zentrum der biblischen Offenbarung entfernt ist, stellt die Frage, ob der Christ als Bürger eines nationalen Staates sie mit seinem Gehorsam gegen Jesus Christus vereinbaren kann. – Die Beschlüsse über die Beiträge der Schweiz können nicht beim Gericht Resteuropas angefochten werden, denn eine Gabe, sei sie auch noch so berechtigt, kann letztlich nicht erzwungen werden.

Foto: Herr Guy von Planta

(9.1) Im Bereich Stromabkommen hat der Rezensent durch Besuch eines Podiums von «energiewende–ja» schon Vorkenntnisse. Er gewann den Eindruck, dass Deutschland an unserem sauberen Wasserstrom brennend interessiert ist und im Gegenzug noch nicht lieferbaren Windstrom aus der Nordsee verspricht.

Mit dem Abkommen würde es etwas besser als mit dem Status Quo, ohne Abkommen viel schlechter; beides kann nicht recht geglaubt werden.

Mit dem Abkommen würde es etwas besser als mit dem Status Quo, ohne Abkommen viel schlechter; beides kann nicht recht geglaubt werden. (2) Der Status Quo stellt eine wachsende Herausforderung dar, was für alle Abkommen gilt. (3) Der Übergang zu Netto–Null wird postuliert. (4) Die Verstaatlichung, noch dazu über Landesgrenzen hinaus, kann keine «legitime politische Wahl» sein; wer die Anlagen erbaut hat, soll sie auch besitzen und betreiben. (7) Hingegen kann Diskriminierung eine legitime Wahl sein bei offensichtlichem Missbrauch oder Schlendrian. (9) Nicht nur eine Grundversorgung, sondern die Versorgung überhaupt ist zu garantieren. (10) Die Abkommen mit Frankreich sind wegen dessen Atomstrom besonders wichtig und nicht aufzuheben. (11) Selbstverständlich sind unangemessene Einschränkungen von grenzüberschreitenden Stromflüssen zu vermeiden. (12) Beteiligungen an internationalen Organisationen ist mit Beobachterstatus sinnvoll. (13) Staatliche Beihilfen sind da auch sinnvoll, (14) etwa bei Naturkatastrophen, die das Netz beeinträchtigen. (15) Hingegen gehören Beihilfen zur Förderung der Kultur nicht in ein Stromabkommen. (16) Staatliche Beihilfen werden überwacht, weil sie dem ordnungsgemässen Funktionieren (was ist das für eine ethische Kategorie?) des Binnenmarktes schaden. (19) Noch fragwürdiger ist eine Überwachungsbehörde (20) und deren Leitlinien. (22) Wenn nun «Bereiche im Zusammenhang mit dem Strommarkt» folgen, entsteht der Eindruck, im Stromabkommen seien gerade versteckt viel weiter gehende Bereiche geregelt worden. (24) Schweizerische Infrastrukturprojekte müssen neu als Vorhaben von gegenseitigem Interesse qualifiziert werden. Dies, wie auch gleiche Wettbewerbsbedingungen sind auch darum unmöglich, weil Landschaften und Resourcen unterschiedlich sind. «Jeder aber wird seinen Lohn empfangen nach seiner Arbeit». Von da her ist das geforderte «Gleichgewicht von Rechten und Pflichten zwischen Resteuropa und der Schweiz (warum nicht auch zwischen anderen?) fragwürdig. (30) Auch hier ist ein sachfremder Paragraf eingeschmuggelt, der nichts mit dem Stromabkommen zu tun hat: Freier Zugang von Waren und Dienstleistungen aus der Union. Diese müssen geregelt oder beschränkt werden. Es verfestigt sich der Eindruck von Unlauterkeit der Verhandler. (31) Ein Referendum verlängert die Frist zur Erfüllung energierechtlicher Forderungen um ein Jahr, ändert aber daran nichts. (33) Resteuropäisches Recht wird nach der Rechtsprechung von dessen Gerichtshof ausgelegt. (37) Ausgleichsmassnahmen, um ein Ungleichgewicht zu beheben, werden einseitig ergriffen. Erste Pflicht ist aber nicht die Einordnung, sondern das Distanzhalten nach der Regel: «Stellt euch nicht dieser Welt gleich». Die Selbstverständlichkeit der Überordnung des Staates ist

Kennzeichen des heidnischen Denkens, nicht des unseren. (37) Ausgleichsmassnahmen treffen nie die Privaten, nur die Schweiz. (41) Mitsprache wird immerhin gnädig gewährt. (46) Eine Teilnahmegebühr wird verlangt – reicht da nicht ein attraktiver Strompreis? Andernfalls kann die Gebühr ja auf diesen geschlagen werden. (48–49) Das Stromabkommen wird vom vorherigen Inkrafttreten von Institutionsabkommen, Freizügigkeit, Luftverkehr, anderer Verkehr, Landwirtschaft, Konformitäten und Beitragspflicht abhängig gemacht. (51) Das Abkommen wird in 24 Sprachen veröffentlicht. (54–55) In den Anhängen sind zahlreiche Korrigenda vermerkt, die so formuliert unverständlich sind. Es ist ein Jammer, dass gut gemeinte Vorlagen regelmässig wie ein Wassertropf auf eine heisse Herdplatte auftreffen und dort verdampfen, nur weil sie Unklarheiten oder Überlängen enthalten! (60) Die Fürsten (biblischer Ausdruck für «Kommission») können bezüglich des Stromabkommens Informationen aus Unternehmen anfordern. (62) Die Schweiz soll sich 9 Monate nach Inkrafttreten des so wenig vorteilhaften Stromabkommens, abhängig vom vorherigen Inkrafttreten von Institutionsabkommen, Freizügigkeit, Luftverkehr, anderer Verkehr, Landwirtschaft, Konformitäten und Beitragspflicht an der Marktkoppelung beteiligen. (63–67) Dass die Schweiz als Region parallel zu Mitgliedstaaten der Union bezeichnet wird, sagt viel über die resteuropäische Perspektive auf diese. (68) Dagegen, den Netzkodex für Hochspannungs–Gleichstrom–Übertragungssysteme zu übernehmen, spricht nichts. Mein Grundsatz war immer: «Wir sollen nicht am alteidgenössischen Zollstock festhalten, sondern den Meter übernehmen, jedoch kein Jota am Helvetischen Bekenntnis und dessen Nachwirkungen verändern lassen». (72) Sogar Computernotfallteams werden reguliert. Besser verlässt man sich im Notfall auf freundnachbarschaftliche Hilfe. (73) Wistleblowers werden geschützt. (75) Der Ansatz, Staaten als Netzregionen zu definieren und eine 5–Element–Hürde einzubauen, ist fragwürdig. Dahinter steht nicht helvetische Konkordanz und Rücksicht auf die Schwächsten, sondern deutsches Übermachtsdenken, das Macht konzentriert und Kleine ausschliesst. Diesen Geist des Abkommens können wir Christen nicht gutheissen. (79) Dass die Schweiz Manipulation und Insiderhandel unterbindet, versteht sich auch ohne Erwähnung im Abkommen. Der Satz ist überflüssig. (81–82) Die Einrichtungen der Fürsten, die überstaatlich sind, sind von Steuern befreit, was eine klare Entwicklung in Richtung eines neuen Adels beweist. Es gibt keine andere Gewähr wahrer Volksverbundenheit als den Glauben, in den wahre Verbundenheit, Freiheit und Verantwortlichkeit verwurzelt sind. Wäre dieser Glaube unter uns am Leben, so wäre die Lösung der politischen Fragen eine Kleinigkeit. In dem Mass, als dieser Glaube unter uns verschwindet, wird alle Politik ein Chaos. Nie hat die Welt das Evangelium von Jesus Christus und die Versöhnung durch das Kreuz nötiger gehabt als heute, durch Busse und Glauben. (84) Das gilt auch für ihre überstaatlichen Ausweise (85–86) und ihre anderen Privilegien, Besitztümer und Löhne: inskünftig kommen nicht mehr Deutsche, sondern adelige Resteuropäer mit Privilegien an, deren Zahl nach oben unbeschränkt ist. (87) Sie haben denselben Rechtstatus wie damals die Römer im Israel zur Zeit Jesu. Als dieses sich weigerte, den judäischen Beitrag an Rom abzuliefern, beschloss Rom, nicht seine Regierung, sondern sein ganzes Volk auszuwechseln, was erst 1948 wieder rückgängig gemacht werden konnte. Die Schweiz bleibt enger an den Strommarkt Frankreichs angeschlossen als an jedes andere Land (92–96).

Die Schweiz bleibt enger an den Strommarkt Frankreichs angeschlossen als an jedes andere Land

(99) Unter Subventionen, die noch möglich sind, klafft eine leere Seite – also keine. An diesem Punkt stellt sich in der Schweiz die Frage, wie Strom ersetzt werden kann durch Sonne oder Holz. Diese Frage stellt sich auch, wenn kein Abkommen zustande kommt. (100) Warum Fischereierzeugnisse im Stromabkommen erwähnt werden, bleibt unklar. (101) Zwischen dem Wesen des Staates und dem Wesen des Gottesreiches besteht ein unaufhebbarer Gegensatz. Es ist erste Pflicht der Kirche, diesen festzuhalten. Diese christliche Distanzierung wird dort verdorben, wo der Katholik unter dem Reich Gottes eine sehr staatsähnliche Grösse versteht, die Papstkirche. Nur eine Kirche, deren Mitglieder einzig der Herr der Kirche kennt, hat die Kraft, jene Distanz lebendig zu halten. Sie hat das Zählen aufgegeben und an Autorität hinzugewonnen: ein Beispiel dafür ist Bartholomäus II, der in 1292 Chambésy GE in Freiheit ausgebildet werden durfte, wie er betonte. 1997 hatte seine Kirchgemeinde tausendfünfhundert Gemeindeglieder, inzwischen sind es neunhundert – in seiner Stadt Konstantinopel mit zehn Millionen Menschen. Dennoch suchen in ihr dank ihm die Führer der orthodoxen Kriegsparteien den Frieden, und nicht wegen Erdogans überragender türkischer Diplomatie, wie selbst Köppel glaubt. (102) Warum Beihilfen zur Erzeugung von Fischprodukten in den Stromvertrag gehören, wird nicht begründet, (104–105) ebenso wenig die Verringerung des Schwefelgehaltes in Flüssigbrennstoffen (107) und des Kohlendioxids. Die Einheit der Materie wird immer wieder überschritten. In der Schweiz wäre eine solche Vorlage daher ungültig. (109) Dass Bestimmungen über erneuerbare Energien wie Biogas automatisch von Resteuropa auf die Schweiz ausgeweitet werden, ist vernünftig. (110) Wir haben in der Schweiz nicht Fernkälte, sondern Fernwärme. (111) Der Anteil an erneuerbaren Energien (Vorschlag: 48,4 % anno 2030) gehört nicht in den Vertrag, sondern vor die Volksabstimmung. (112–114) Mit der Aufzählung von Artikeln, die keine Anwendung finden, könnte nicht nur im Stromabkommen viel Goodwill erzeugt werden. (115–117) Wie Treibhausgasemissionseinsparungen (was für ein Wort!) das Stromabkommen betreffen, wird nicht gesagt. (120) Freiwillige Systeme gehören nicht gesetzlich geregelt; das ist ihr Wesen. Denn Freiheit beginnt mit der Freiwilligkeit. Wer sich als Freiwilliger ausgenützt fühlt, kann nur weniger tun. (122–124) Es folgen seitenweise Durchführungsbeschlüsse über sachfremde Treibhausgasemissionen, was beweist, dass nicht nur das Stromabkommen, sondern auch alle anderen Entschlüsse der Fürsten unbesehen übernommen werden sollen. (126–130) Weshalb über den Strompreis hinaus eine Teilnahmegebühr fällig wird, ist unklar. (134) Dass ein oder falls fünf zu bestellen sind, zwei

Schiedsrichterinnen zu bestellen sind, widerspricht dem Schweizerischen Gleichstellungsrecht. «Denn in Christus ist nicht Mann nicht Frau» «Gottes Geist ist ausgegossen über eure Söhne und eure Töchter» Der Glaube, dass wenn alle in diesem Geist abstimmen und wählen, das Richtige geschieht, ist die nicht aufgebbare Basis unserer Demokratie. (137) Schiedsrichter per Losentscheid sind eine wackelige Sache. (138) Ein Schiedsrichter kann nur de facto amtsunwürdig sein, Amtsunfähigkeit de iure ist eine contradictio in adiectu. (139–

104) Ersatzschiedsrichter bei Streitigkeiten sind schwer gerecht zu bestellen. (141) Klagen werden erhoben mit rechtlichen Argumenten – welchen Rechts? Immer wieder knirscht es im Gebälk, weil zwar die Fürsten, nicht aber die Vertragsstaaten all die Regelungen haben wollen. Es gibt schon Austritte und Kriege darob. (144) Die Anrufung des Gerichts von Resteuropa wird vom Schiedsgericht den Parteien notifiziert. Warum nicht einfach bekannt gegeben? (150) Schliesst die Information von jeder beliebigen Quelle auch die international tätige katholische Kirche ein? Hier braucht es Präzisierungen. (153) Entscheidungen mit Stimmenmehrheit der drei Richter tönt vernünftig. (155) Hier werden die Verträge, die Rechtsakten der Union, nicht aber das Schweizer Recht als Grundlage erwähnt. Dies ist nicht bei allen Schiedsgerichten, nur bei diesem für Deutschland besonders wichtigen Abkommen der Fall. Woher die Inkonsequenzen? (156–160) Spesenregelungen und Kostenvorschuss sind hier im Unterschied zu anderen Abkommen vernünftig.

Foto: Herr Guy von Planta

(10,1) Lebensmittel können kaum durch Verträge, sondern durch Produktion im In– und Ausland gesichert werden. Das wahre Ziel ist es, Hunger und Mangel auszugleichen. (2) Hier wird ein bestehendes Abkommen erweitert (3.) Bekräftigungen beweisen stets Unsicherheit – sei es in der Exegese oder in Verträgen. (4) Beabsichtigt wird grössere Rechtssicherheit, die natürlich grösser ist, wenn nur noch ein Recht gilt. (6) In einem Atemzug werden harmonisierte Normen und antimikrobielle Resistenzen genannt. Langsam macht sich in solchen Verwerfungen ein Muster der Verträge erkennen. (7) Dass Tiertransporte nur auf der Schiene gestattet sind, ist in der Schweiz unpraktikabel. (9) Beim Tierschutz wurde grössere Mühe angewendet als bei den allgemeinen Bestimmungen. Allerdings beurteilt der Souverän das Ganze. (14) Periodische Überprüfung ist sicher angezeigt. (16) Ein gemischter Ausschuss für Lebensmittelsicherheit ist sicher recht und billig. (17) Der Schweiz gebührt grösstmögliche Teilnahme an Vorschlägen, die anschliessend von den Fürsten bestimmt werden – was soll das für eine Formulierung sein? Die Schweiz ist gut damit gefahren, gar keine Vorschläge einzubringen in Bereiche, auf die sie keinen Einfluss hatte, sondern zu schweigen. Jüngeres Beispiel wäre das dreizehnjährige Reich: das Eigene wurde in leicht erhöhtem Ton vorgetragen und das andere totgeschwiegen. (18) Einmal mehr macht der Bericht einen scholastischen Eindruck: Tierernährung kann kaum mit guten Gründen reguliert oder beschränkt werden, (19) Futtermittelhygiene scheint fragwürdig, da Tiere wie Menschen unhygienisches Futter ablehnen. Allerdings ist ihre Toleranz (z.B. beim Fressen vom Boden) grösser. (20) Dasselbe gilt für die Regelung der Tierrassen: Fortpflanzung auf natürlichem Weg geschieht mit try and error. (21) Auch die Verbringung von Heimtieren zu Nicht–Handelszwecken weckt Argwohn. (23) Hingegen sollten Zoonosen überwacht werden, wozu vielleicht die Richtlinie 2003/99/EG beiträgt. (24) Gibt es wirklich ein Lebensmittelrecht? Und daher eine Lebensmittelsicherheit? Menschsein kann durch karge Zeiten geprüft werden. Besser wäre es, eine Lebensmittelgerechtigkeit anzustreben. (25) Verwaltungsräte und Wissenschafter in Ausschüssen – aber ohne Stimmrecht? Besser abseitsstehen als in Opposition. (26) Beteiligung an den Netzwerken der fremden Behörde mit gleichen Pflichten gibt hohe Kosten und keinen Ertrag. (27 – 31) Einschränkungen zu Nahrungsergänzungsmitteln sind Einschränkungen der Speisefreiheit, doch «Alles ist mir zu essen erlaubt». Der Protestantismus ist von da her die einzige Religion weltweit, die allen Gläubigen zu allen Zeiten alles zu essen erlaubt. (32) Tagesrationen für Säuglinge oder gewichtskontrollierende Ernährungsbestimmungen sind damit ebenfalls unvereinbar. Zu Käse (Kaseinen) sagt die Theologie sehr wenig. (33) Pestizide sollten auf freiwilliger Basis grundsätzlich gemieden werden, aber die Entscheidung für Bio oder gegen Bio gebührt den Einzelnen. (36) Dass die Rinderregistrierung aufgehoben würde, wäre zu begrüssen. (37) (38) Produkte-kennzeichnungen sollten eher freigegeben als eingeschränkt werden. (39) Ebenso Mineralwässer (sic!) (40 – 41) Zur Art, wie Tiere transportiert werden, ist nichts zu sagen. (42 – 43) Können Antibiotikaresistenzen wirklich auf dem Verordnungsweg geregelt werden? Einmal mehr scheint hier, der Politiker wolle Gott sein statt der Wissenschaft freie Bahn zu lassen. (44) Die Veterinärmediziner haben das (an)gemerkt.

(10’.3–4) Resteuropa stellt der Schweiz Rechnung mit Zahlungsaufforderung für Landwirtschaftshandel, Agenturen, Informationssysteme und anderes, sonst gibt es Verzugszinsen, das heisst, man rechnet schon mit säumigen Zahlern. Solche Tributpflicht gilt anderswo als schwere Strafe für begangene Sünden. Worin anders sollte unsere Sünde begründet sein als in unserem Gottesverhältnis? «An dir allein habe ich gesündigt». Besser wäre, diese Agenturen und Informationssysteme selbst zu betreiben. (9) Zuständig für Klagen ist Den Haag (11) mit einem Schiedsgericht, das endgültig entscheidet oder die Notwendigkeit der Anrufung des Gerichtshofes der Europäischen Union begründet (12). Die gemeinsame Wahl eines Schiedsrichters ist eine Farce: (15) der Vertreter Resteuropas kann in jedem Fall erzwingen, dass der Generalsekretär des ständigen Schiedshofes einspringt. (16) Nicht unabhängige Schiedsrichter können abgesetzt werden – aber es sind immer Menschen und als solche interessegeleitet. (17) Absetzungsgesuche begründen lange und teure Prozesse. «Der Glaube ist der tragende Grund für das, was man hofft: Im Vertrauen zeigt sich jetzt schon, was man noch nicht sieht» – wie weit ist das alles von unserem bewährten Grundsatz von Treu und Glauben entfernt! (20) Die Gerichtssprache Französisch (oder Englisch) bevorzugt die Romands ungebührlich. (23) Dass ein Sachverhalt die Befugnisse eines Schiedsgerichtes überschreitet, ist sehr wahrscheinlich. Spätestens da muss der Souverän, die gewählte Obrigkeit einschreiten. (33) Es ist fraglich, ob es rechtens ist, dass das anwendbare Recht nur jenes von Resteuropa und Völkerrecht sei. Völkerrecht beruht auf der Heiligkeit von Verträgen; ohne diese wären sie bloss Abmachungen, die später gebrochen werden können, nicht mehr wert als Abmachungen zwischen Diebesbanden. Recht gibt es nur da, wo Abmachungen in Kraft bleiben, auch wenn man sie lieber nicht halten würde. Beim aktuellen Vertrauensschwund wird es fraglich, ob völkerrechtliche Verträge überhaupt noch im Rechtssinn möglich seien. (39) Die europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit (42) kann ihre Beamten und deren Familien ohne Meldepflicht für Ausländer einwandern lassen. Hier sind Grundsätze bezüglich fremder Frauen gemäss Esra 10 zu bedenken. (43) Gleiches gilt für deren Steuerbefreiung. (44) Beamte und Bedienstete einer resteuropäischen Behörde werden so leicht zu neuen Adeligen, mit Privilegien ohne demokratisches Recht. Die Schweiz hat einen guten Umgang mit ihren ehemaligen Adeligen. Deutschland ist sie nie losgeworden. Russland hat sie alle ausgerottet. Vom Sozialversicherungssystem sollen sie sich auch noch ausschliessen dürfen. Ich durfte die Erfahrung machen, dass ein Katholik, dem wirklich Jesus Christus die Hauptsache ist, und ich, sobald wir erkennen, dass der Mittelpunkt unseres Lebens derselbe ist, uns nahekommen. Die Entfernung von dieser Mitte ist das Hauptübel im Katholizismus und Protestantismus, und die Rückkehr zu dieser Mitte die Hauptsache. Gott ist noch wichtiger als die Schweiz. Verschiebt sich dieser Mittelpunkt, wird alles im Leben exzentrisch oder verrückt.

Foto: Herr Guy von Planta

(11.1) Der Titel lautet herausfordernd: «Abkommen ... über die Gesundheit». Vergessen sind Grundsätze wie Medicus curat, natura sanat – nein, der Mensch will selbst über Krankheit und Gesundheit entscheiden. Wer da nicht mitmacht, muss trotzdem zahlen. (2) Vor allem grenzüberschreitende Gesundheitsgefahren sollen reguliert werden. (3) Warum entsprechende Programme an Euratom gekoppelt werden sollen, erschliesst sich nicht. (4) Noch weniger ist klar, was die Teilnahme an einem Zentrum für Kontrolle von Krankheiten in Schweden bringen soll; einzeln abgestimmt hätte eine solche Vorlage vor dem Souverän keine Chance. Unsere Medizin ist Weltspitze. (6) Auch Überwachungs– und Warnnetze sind überflüssig; der wissenschaftliche Informationsaustausch genügt. (8) Gerade in diesem Bereich kündigen die Fürsten grosse Pläne an, die dann übernommen werden sollen, weil sie im Bereich der Gesundheit die stärksten Machthebel vermuten. Wir haben aber die grenzüberschreitende Coronakrise selbst bewältigt, und zwar besser als die nördlichen und westlichen Nachbarn. Viel besser. Darum gilt: «Bleiben Sie zu Hause. Halten Sie Abstand». (9) Die Fürsten wollen, dass ihre Weisungen so rasch wie möglich übernommen werden. (10) Nur während der vorbereitenden Verfahren gilt Treu und Glaube, danach das Recht des Stärkeren. (11) Gebiete und Betroffenheiten werden definiert. (13) Die Überwachung obliegt dem freien Meinungsaustausch. (15) Obwohl es noch wenig zu überwachen gilt, wird bereits ein mächtiger Streitschlichtungsmechanismus aufgezogen, was die oben geäusserte Befürchtung über den geplanten Machthebel der Fürsten bestätigt. Kein Zweifel, wir gehen einem Kampf entgegen, und in diesem Kampf wird es direkt oder indirekt um den christlichen Glauben gehen. Wenn sich das Christenvolk nicht tatkräftig einsetzt, werden wir erleben, dass seine Gegner die Macht an sich reissen. Wenn sich die Dinge so zuspitzen, kann es sein, dass die Parole ausgegeben werden muss: alle reformierten Christen angetreten zu einer einzigen politischen Partei! – wenn die anderen Parteien kein Verständnis aufbrächten. Bis dahin macht zum Glück eine auch noch so kleine Partei von der evangelischen Erkenntnis aus Politik. Grösser wird sie kaum, aber sie mahnt, dass wir ihrem Herrn auch einen Dienst am Staat schulden, wie die vorliegende Rezension ja auch einer sein will. So lasst uns kämpfen, aber allein mit den Waffen der Liebe. (17) Denn ebenso wuchtig sind die angedrohten gesundheitsbezogenen Ausgleichs-massnahmen, die immerhin auch von Seiten der Schweiz denkbar sind. Doch wer würde darunter leiden? (18) Die Gemischte Kommission bekommt Kompetenzen, (23) aber auch ein Berufsgeheimnis. Geheimniskrämerei ist der mächtige Panzer aller Götter in Weiss, weil sie Kontrollen und Anklagen wegen Betrugs von vornherein verunmöglichen. (24–25) Auch da darf die Schweiz kräftig zahlen auf Grundlage ihres BIP. (27–29) Das Abkommen mit wenig Inhalt und gewaltigen Machtmitteln wird an die anderen Abkommen gekoppelt. (29) Tröstlicherweise kann es gekündigt werden, ohne dass dann die anderen Abkommen dahinfielen. Das erinnert daran, welch befreiende Wirkung England und sein mutig durchgezogener Brexit auf die Freiheit der Völker hatte und wie sehr er auch uns in der Schweiz gestärkt und Resteuropa geschwächt hat. Es ist traurig, das so sagen zu müssen. Die ersten Einigungsbemühungen führten die damals noch starke ökumenische Bewegung in den Kirchen und ihre sorgfältig gepflegten Dynamiken weiter. «Im Geist habt ihr angefangen» – die ersten Europolitiker waren noch Gläubige – «und jetzt wollt ihr im Fleisch enden?» (31) Nach dreissig Seiten Abkommen mit wenig Inhalt folgen fünfzig Seiten Anhänge. (31) Ein

Gesundheitssicherheitsausschuss wird vorgestellt, was schon vom Begriff her an unrühmliche Begriffe wie den Reichsdeputationshauptschluss erinnert, mit dem einst grösste Umwälzungen durchgeführt worden sind. (32) Ausser einem überflüssigen Frühwarnsystem, Verschwiegenheit und hohen Kosten (33) steht in Ziffer (h) ein erster Hauch von Föderalismus und Subsidiarität. Es war ein grosser Fehler, Coronamassnahmen von Weil am Rhein bis Flennsburg einheitlich durchzuführen, aber gelernt wurde nichts. Während bei uns die theologischen Institute reduziert, aber ausreichend weiter arbeiteten, blieb jenes in Bonn, einst Wirkungsstätte Karl Barths, Monate lang geschlossen, sodass man sich fragte, ob dessen Arbeit überhaupt noch für nötig befunden wurde. Aus diesem Grund verzichten wir dankend auf Vorsorge– und Reaktionspläne. Die Wissenschaft bewältigt Krisen umso besser, je besser die lokalen Behörden ihre Empfehlungen kleinräumig umsetzen. Schon jetzt ist klar, dass das Gesundheitsabkommen eine klare Ablehnung verdient.

Schon jetzt ist klar, dass das Gesundheitsabkommen eine klare Ablehnung verdient

(34) Die Referenzlaboratorien Resteuropas würden wir notfalls berücksichtigen, aber sicher nicht nur sie. Generell gilt im Bereich der Wissenschaft: 1. Amerika, 2. Grossbritannien 3. Israel, 4. Schweiz, 5. Deutschland; den Rest kann man vergessen. (35) Das gilt auch für das bereits erwähnte Labor in Schweden. (36) Beiräte zu wissenschaftlichen Zentren sind überflüssig und bisweilen gefährlich. (38) Wieder wird eine Agentur mit Privilegien und Diplomatenstatus aufgezogen – ohne jeden sachlichen Grund (39) mit Steuerbefreiung, (40) Ausweisen, (41) Immunität, (42) Gehalt und Beamtenstatus, den wir in der Schweiz gerade abgeschafft haben. Das Pfarramt blieb natürlich unberührt. (46) Tätigkeiten hat das Institut ausser den genannten «keine». Und dafür werden Heerscharen neuer Adeliger produziert, was Brüssel gut gefällt, Bern vielleicht auch, aber allen anderen bitter missfällt, seien sie republikanische Zürcher oder sozialdemokratische Solothurner. Das führt zur Frage des Ständemehrs bei der Abstimmung über die Vertragsentwürfe: in der Schweiz konkurrierten von Anfang an zwei unvereinbare Staatsmodelle: Bern (Beitritt 1353) beabsichtigte, möglichst grosse Gebiete seiner zentralen Kontrolle zu unterstellen. Die anderen Kantone namentlich Ob– und Nidwalden (Beitritt 1291), aber auch Basel Beitritt (1501) gingen den entgegengesetzten Weg und unterteilten sich zusätzlich. Vor der Gründung des Bundessstaates musste Bern, das inzwischen fast die halbe Schweiz durchquerte, geteilt werden in drei, später vier Kantone. Der Schreibende war dabei, als die mächtige Zürcher FDP im Zunfthaus Zimmerleuten beschloss, der Kantonsgründung des Juras zuzustimmen. Doch auch heute grassiert Berner Zentralismus, sodass Bern durch Abtrennung weiterer Gebiete wie Moutier, später vielleicht Südjura daran erinnert werden muss, welcher Grundsatz in der Schweiz gilt. In Europa hat Deutschland die gleiche bittere Erfahrung durch Teilungen machen müssen, aber auch die Deutschen scheinen es noch nicht begriffen zu haben. Der grösste Zentralist ist aber Frankreich; mit Tränen sehe ich, was dieses Land innert 80 Jahren aus dem einst kulturell florierenden und ausstrahlenden Elsass gemacht hat. Hier versagt meine Stimme wegen persönlicher Betroffenheit. – (47) Dazu passt, dass die Fürsten die Teilnahmegebühr beliebig erhöhen können. (49) Verzugszinsen bei Nichtbezahlung werden verlangt. (50–56) Das Schiedsgericht wird trotz mangelnder materialer Themen so ausgelegt wie in anderen Fällen. (57) Die Schiedsrichterliste ist gleich wie bei

Landwirtschaft und Finanzausgleich, und man kann mutmassen weshalb. (58–64) Auch Bestellung, Rücktritt und Absetzung von Schiedsrichtern bleiben sich gleich. (65) Hier wird die Möglichkeit eingeräumt, dass die Befugnisse des Schiedsgerichtes überschritten werden könnten. Sie kann aber nur durch Einsprache beim Schiedsgericht selber moniert werden. (67) Auch darüber wie über alles entscheidet der resteuropäische Gerichtshof. (69–70) Geregelt werden, immer mangels materialer Stoffe zur Beurteilung, interne Streitigkeiten des Schiedsgerichtes, das zu einem lukrativen Selbstläufer zu werden droht. Private und Wirtschaftsakteure erhalten Parteistellung, wird ganz am Schluss eingeräumt – mit voraussehbaren grossen Folgen. Es ist Aufgabe aller Christen, in jener Ordnung gegen den Strom zu schwimmen, die Härte dieser gegenwärtigen Wirtschaftsordnung und ihre Unmenschlichkeit so gut wie möglich zu durchbrechen. Ihr könnt nicht immer alle Gesetze einhalten; Gott fragt einmal nicht, ob ihr keines übertreten habt, Gott fragt, ob ihr dem Geschwister in Not zu Hilfe gekommen seid. Wenn es eine Busse gibt, dann zahlt sie halt, aber euer Auftrag geht unbedingt vor. So lehrte es Pfarrer Ernst Sieber.

Es ist Aufgabe aller Christen, in jener Ordnung gegen den Strom zu schwimmen, die Härte dieser gegenwärtigen Wirtschaftsordnung und ihre Unmenschlichkeit so gut wie möglich zu durchbrechen.

(74) Die zu unterschiedlichen Zeiten publizierten Urteile sind endgültig und bindend. (75) Über das Abkommen hinaus gilt Unionsrecht und ein schwer definierbares Völkerrecht. (76–77) Das Verfahren kann gütlich geregelt oder eingestellt werden. (78) Die Kosten werden unabhängig vom Ausgang des Schiedsspruchs geteilt, was eine juristische Merkwürdigkeit darstellt. (81) Die analoge Anwendung auf andere Bereiche wird gleichzeitig bejaht und verneint.

Foto: Herr Guy von Planta

(12,1) Ein gemischter Ausschuss aus Schweizer Parlamentariern und Resteuropäern schwelgt deren Brust und lässt ein Geschwür wachsen, das Kräfte kostet und zu immer neuen Kommissionen und Wucherungen führt. Abkommen 12 ist abzulehnen. (4) Denn dieser Ausschuss ist als Motor für weitere Annäherung vorgesehen; die Schweiz dagegen will allein die nötigsten Probleme lösen. (5) Schon bei der mit grosser Hoffnung begonnenen ökumenischen Annäherung nach den zweiten Vatikanischen Konzil hat steigender Druck schliesslich Gegendruck ausgelöst und es aufgelöst. (6) Weil die Schweiz ein geistiger Quellort ist, besteht überdies die akute Gefahr, dass der Gegendruck zur Desintegration weiterer Staaten wie Ungarn beiträgt, was nicht unsere Absicht ist.

(13,1) Die Einrichtung eines Dialogs zur Pflege, nicht Weiterverengung der Beziehungen ist hingegen zuzustimmen. Die Wahrheit entspringt immer der Begegnung. (13',1) Die Vorläufige Anwendung eines noch nicht, vielleicht überhaupt nie in Kraft tretenden Abkommens ist wie ein Leben auf Kredit. Mit Krediten sollte man vorsichtig sein, denn es kommt der Tag der Rückzahlung. (2) Auf der Ad–Hoc–Basis lässt sich in Bereichen, die bereits funktionieren, wohl am effizientesten arbeiten. Beim «Strom» werden die Techniker dankbar sein, mit dem Status Quo arbeiten zu dürfen und die Politiker und Funktionäre draussen zu behalten. Technik gibt den Menschen Machtmittel in die Hand – als technokratische Diktatur, ausgestattet mit grenzenlosen Kräften ist sie das, was im Neuen Testament das Reich des Antichrists heisst. In vielen Fällen sollte der Status Quo erhalten bleiben. Später kann festgehalten werden, was dieser Status Quo umfasst. Abwarten ist auch gut, weil sich die Voraussetzungen für die Energiegewinnung rasch verändern. Es begegnen sich in der Energietechnik gleichsam schnell wechselnde Zeiten und die Ewigkeit. (3) Der Ratifikationsprozess ist in der Tat «sensibel», aber das ist noch zu wenig gesagt...

(4) Auf die Kommentierung der Erläuterungen wird hier verzichtet. Auch bei Abstimmungen lese ich allein die Vorlage, beschränke mich auf die vorgeschlagenen Gesetzestexte und entscheide dann, ob ich das will oder nicht. Denn das allein gilt schliesslich. Das gleiche Vorgehen wäre auch anderen zu empfehlen. – Es sind 931 Seiten; und weil wir gerade 500jährige Reformationsjubiläen in der Schweiz feiern, drängt sich ein Vergleich mit damals auf: die Gegenseite produzierte voluminöse Folianten und behauptete: Das könnt ihr sowieso nicht alles lesen! Wir aber legten und legen die Sache so kurz und klar auf wie das geschriebene Wort und seine Verkündigung. –

Wem auch diese Zusammenfassung noch zu kompliziert ist, kann sie mit dem Link in einfache Sprache umsetzen. Als Beispiel hier der letzte Abschnitt: *Mein Weg bei Abstim-mungen:* Ich erkläre nicht viel. Bei Abstimmungen lese ich nur das Wichtigste. Das sind die Gesetzestexte. Dann entscheide ich. Ich sage Ja oder Nein. *Wichtigkeit der Gesetzestexte* Die Gesetzestexte sind wichtig. Ich empfehle das auch anderen. Es sind oft viele Seiten. *Feier in der Schweiz* In der Schweiz feiern wir 500 Jahre Reformation. Das erinnert mich an früher. Damals sagten die Gegner: Ihr könnt das nicht alles lesen! *Kurze und klare Erklärung* Wir erklären alles kurz. Wir erklären alles klar. https://www.leichte–sprache–uebersetzer.de/

Index thematisch

1.1 Freizügigkeit 1.10 Entsendefrist 1.13 Grenzgänger 1.16.57 Sozialhilfeempfänger 1.36 Unionsbürger 1.38 Ausweisung 1.65 Flüchtlinge 1.85 Hülflosenhilfe 1.132 Migranten

2.1 Konformitätsabkommen mit 2.2 Bewertungsstellen 2.17 Füllmengen 2.18 Messgeräte

3.1. Verkehrsabkommen 3.6 Unionsrecht 3.11 40-Tonnen-Beschränkung 3.17 Verlagerung auf Schiene

4.1. Luftverkehrsabkommen

5.1. Landwirtschaft

6.55 Projektunterstützung 6.63 Liste gleichwertiger Programme

7.3 Satellitennavigationsprogramm

8.3-4 Partnerstaat unterstützt

9.1 Stromabkommen

10.1. Lebensmittel 10.7 Tiertransporte 10.39 Mineralwässer (sic!)

11.1 Gesundheitsabkommen 11.13 Überwachung 11.33 Föderalismus

13.1 Dialogpflege

Index weitere Themen

0.2. Hochrangiger Dialog

1.97 Ausbildungsnachweise für Ärzte, 1.117 Juristen 1.121 und Skilehrer (!) 1.126 Immobilien 4.14 Diplomatenausweise 4. 18 Erbschaftssteuer (!)

3‘.18 Teilnahmegebühr 3“.5 Entwicklung des Handelsverkehrs

4“.13 Beihilferegelung

5.2 Lebensmittelsicherheitsraum 5.24 Ständiger Schiedshof 5.27 Französisch und Englisch 5.41 Koppelung Landwirtschaft – Gesundheit

6.1 Atomgemeinschaft 6.2 Gemeinsame Werte und Identität 6.4. Energieformen 6.5 Attraktive Forscherlaufbahnen (sic!) Erasmus+ 6.9 Health=Gesundheitsabkommen 6.25 Bedienstete 6.28 Denunziantenrolle 6.77 Gesundheitsprogramm

7.4 Atomgemeinschaft 7.19 Privilegierte Beamte und Emissäre

8.12 Gemeinsame Werte? 8.21 Finanzausgleich für strukturschwache Ostländer

9.1 Teilnahmegebühr 9.27 Computernotfallteams 9.73 Whistleblowers 9.79 Insiderhandel 9.102 Fischereiprodukte

11.34 Referenzlaboratorien 11.35 in Schweden 11.38 Agentur mit Privilegien 11.46 Zentralismus 11.74 Unions- und Völkerrecht

12.1 Parlamentarierausschüsse

Dr. Norbert Buchbinder
Prau du Mulign
6696 Fusio - Lavizzara

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, xx octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Dr. Norbert Buchbinder

Sehr geehrte Damen und Herren

Die vorliegenden Vorschläge im Rahmen des Pakets Schweiz-EU werfen **schwerwiegende Fragen zur nationalen Souveränität, zur demokratischen Kontrolle, zur wirtschaftlichen Autonomie und zur strategischen Handlungsfähigkeit** der Schweiz auf. In praktisch allen relevanten Politikbereichen droht eine schleichende Unterordnung unter EU-Recht, welche die Fähigkeit der Schweiz, eigenständig und bedarfsorientiert zu entscheiden, massiv einschränkt.

---

1. Staatliche Beihilfen und Wirtschaftsförderung

Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) sowie die Anpassungen im Kartellgesetz und im Bundesgerichtsgesetz gefährden den **Föderalismus und die Souveränität der Kantone**. Förderungen für Regionalverkehr, Kantonalbanken, Kultur oder KMU würden künftig einer zentralen EU-konformen Beihilfekammer unterstellt, deren Entscheidungen demokratisch gewählte Subventionsentscheide überprüfen und aufheben könnten.

Die Integration dieser Kammer in die WEKO schafft ein **undurchsichtiges Machtzentrum**, das primär auf EU-Konformität ausgerichtet ist. Dies gefährdet strategische Sektoren wie Energieversorgung, Luft- und Landverkehr und schwächt die Fähigkeit, einen leistungsfähigen Service public aufrechtzuerhalten.

---

2. Personenfreizügigkeit und Zuwanderung

Die Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie und die Einführung eines quasi unentziehbaren Daueraufenthaltsrechts nach fünf Jahren **untergraben die direkte Demokratie und die Verfassungsgarantien (Art. 121a BV)**.

Die geplanten Regelungen fördern eine massive Zuwanderung in unsere Sozialwerke, erweitern den Familiennachzug auf mehrere Generationen und erschweren die wirksame Anwendung der Schutzklausel. Die Kantone und Gemeinden tragen die Kosten, während die Schweiz die Kontrolle über die Integration von Arbeitskräften und Sozialhilfeempfängern verliert.

---

3. Lohnschutz und Arbeitsmarkt

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Lohnschutz und Entsendegesetz schwächen die bisherigen, wirksamen Mechanismen. Paritätische Kommissionen und kantonale Arbeitsinspektorate werden durch EU-konforme Strukturen ersetzt, die **Lohndumping begünstigen**.

Der spezielle Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter und die Umstrukturierung der Klagerechte schränken die Vertragsfreiheit ein und reduzieren die Flexibilität von KMU, ohne

das Kernproblem des Lohndrucks zu lösen. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen untergräbt die nationale Rechtsordnung.

---

4. Landverkehr

Die Änderungen im Eisenbahn- und Personenbeförderungsgesetz gefährden den **Service public und die finanzielle Stabilität der SBB**. Die Einführung der Kabotage öffnet lukrative Strecken für ausländische Anbieter, während Schweizer Anbieter mit defizitären Strecken allein bleiben.

Die dynamische Rechtsübernahme und die rechtlich nicht bindende „Gemeinsame Erklärung" bieten **keinen Schutz vor künftigen EU-Regulierungen**. Nationale Steuerungsbefugnisse bei Infrastrukturprojekten, Ausschreibungen und Vergaben werden massiv eingeschränkt.

---

5. Kohäsionszahlungen

Die Einführung des Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) **beschneidet die Budgethoheit des Parlaments**. Durch die automatische, rechtsverbindliche Verpflichtung wird die Schweiz zum Nettozahler, ohne Mitspracherecht über Höhe und Verwendung der Mittel. Die Verknüpfung mit Friedensförderungsgesetzen verschleiert die tatsächlichen Kosten und **untergräbt die demokratische Kontrolle**.

---

6. Stromversorgung und Energie

Die Einbindung in EU-Strukturen wie ACER und ENTSO-E sowie die Marktliberalisierung im StromVG **reduzieren die nationale Autonomie** und gefährden die Versorgungssicherheit. Die ElCom wird zur Vollstreckerin von EU-Recht degradiert, lokale Kraftwerke und dezentrale Wasserkraftanlagen werden benachteiligt. Die Preisvolatilität für Haushalte und KMU steigt.

Die Anpassungen im Energiegesetz schwächen die dezentrale Energieproduktion, schaffen Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und untergraben die strategische Kontrolle über kritische Infrastruktur.

---

7. Lebensmittelsicherheit, Landwirtschaft und Tierschutz

Die Übernahme des EU-Regelwerks „Vom Hof auf den Tisch" gefährdet die **hohe Qualität und das Label „Made in Switzerland"**. Die Guillotineklausel und die Zulassung von EU-Inspektoren führen zu **massiven Eingriffen in die Souveränität**.

Kleinbetriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und Gastronomen sind einem enormen bürokratischen Aufwand ausgesetzt, der die wirtschaftliche Existenz vieler traditioneller Anbieter gefährdet. Gentechnik-Moratorien, Tierschutzvorschriften und

Tierseuchenbekämpfung werden unter EU-Standards subsumiert, was den Volkswillen unterläuft und ethisch bedenklich ist.

---

8. Gesamtabwägung

Die automatische Rechtsübernahme, die Einbindung des EuGH, die Zentralisierung der Kontrollinstanzen und die umfassende Anpassung an EU-Regelwerke **untergraben die schweizerische Souveränität, die demokratische Kontrolle, den Föderalismus und die wirtschaftliche Handlungsfähigkeit**.

Langfristig drohen der Verlust der Eigenständigkeit in Wirtschaft, Energie, Infrastruktur und Rechtsprechung, Einschränkung der parlamentarischen und direkten Demokratie sowie Gefährdung von Service public und Sozialwerken.

Die Wahrung der nationalen Interessen, der demokratischen Ordnung und der strategischen Autonomie muss **oberste Priorität** haben. Wir lehnen die vorgeschlagenen Abkommen in ihrer jetzigen Form entschieden ab.

Mit freundlichen Grüssen

Daniel Hilfiker

Eric Davet
Suisse de l'étranger
101 B Grande Rue
25550 Bavans / France

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Objet : Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

$Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représente une menace directe sur:

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4.SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Le Conseil fédéral se doit de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Eric Davet

Nom & Prénom
Adresse
NPA & Ville

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, le date

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom & Prénom

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Gay-Balmaz Vincent
Ch. De Pierre-à-Bochet
1226 Thônex

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, xx octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Vincent Gay-Balmaz

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Gregor Galliker (Privat)

Datum: 14.06.2002

Kontakt: Gregor Galliker · 774012245 · gregor.galliker@gmail.com

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorgesehene Umsetzung der inländischen Bestimmungen im Kontext der Beziehungen zur Europäischen Union wirft erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit die Souveränität der Schweiz gewahrt bleibt, wenn die nationale Gesetzgebung fortlaufend an EU-Recht angepasst werden muss, ohne dass die Schweiz dabei ein Mitspracherecht besitzt. Dies berührt die grundsätzliche Gewaltentrennung und die demokratische Legitimation im schweizerischen Rechtsetzungsprozess. Artikel 6 der Bundesverfassung (BV) garantiert die Achtung der Volkssouveränität und der verfassungsmässigen Rechte. Die Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Gegenleistungen oder Mitsprachemöglichkeiten könnte diese Grundsätze untergraben.

Insbesondere die in Artikel 160 Absatz 1 der Bundesverfassung verankerte Pflicht zur Wahrung der Interessen der Eidgenossenschaft scheint im vorliegenden Fall gefährdet. Eine unkritische Übernahme von EU-Regularien birgt das Risiko, dass nationale Bedürfnisse und Besonderheiten der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft vernachlässigt werden. Die Abhängigkeit von externen Rechtsetzungsakten steht im Widerspruch zum Prinzip der direkten Demokratie, welches dem schweizerischen Staatswesen seine einzigartige Identität verleiht.

Weiterhin ist die Frage der Umsetzbarkeit und der damit verbundenen Kosten nicht ausreichend geklärt. Die Anpassung bestehender Gesetze und die Schaffung neuer administrativer Strukturen zur Überwachung und Anwendung von EU-Recht können erhebliche finanzielle Belastungen für den Bund, die Kantone und die Unternehmen bedeuten. Diese Kosten müssen in einem angemessenen Verhältnis zum potenziellen Nutzen stehen, welcher im vorliegenden Kontext jedoch fragwürdig erscheint. Artikel 173 Absatz 1 Buchstabe b der Bundesverfassung betont die Rolle des Bundesrates bei der Förderung des Wohlstands und der Sicherheit der Bevölkerung. Eine unüberlegte Übernahme von EU-Regularien könnte diese Ziele beeinträchtigen, indem sie die Wettbewerbsfähigkeit schweizerischer Unternehmen schwächt oder die Sicherheit durch mangelnde Berücksichtigung nationaler Standards gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die geplante Umsetzung der inländischen Bestimmungen im Rahmen der EU-Beziehungen unter kritischem Vorbehalt steht. Die Wahrung der nationalen Souveränität, die demokratische Legitimation und die wirtschaftliche Vernunft gebieten eine äusserst sorgfältige und restriktive Herangehensweise.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung an das EU-Regelwerk im Bereich Lebensmittelsicherheit, getarnt unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch', stellt keine reine Sicherheitsmassnahme dar, sondern eine umfassende Unterwerfung der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter fremde Regularien. Dies birgt erhebliche Gefahren für unsere etablierten Produktionsstandards, die

Existenzgrundlage unserer bäuerlichen Familienbetriebe und die Wahlfreiheit der Konsumenten. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein fundamentaler Wettbewerbsvorteil, wird durch die Angleichung an oft tiefere EU-Standards unweigerlich verwässert und das Label 'Made in Switzerland' entwertet.

Besonders bedenklich ist die zwingende Verknüpfung dieses Abkommens mit allen bilateralen Verträgen I durch eine gefährliche 'Guillotineklausel'. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz in Frage stellt und uns jegliche Möglichkeit nimmt, uns von nachteiligen Regelungen zu distanzieren. Die Einführung von EU-Inspektoren mit Kontrollbefugnissen in Schweizer Betrieben stellt zudem einen massiven Eingriff in unsere Souveränität dar, der Schweizer Unternehmen zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Bürokratiewelle, ausgelöst durch die Übernahme komplexer und auf industrielle Massenproduktion ausgerichteter EU-Vorschriften, wird insbesondere kleine und mittlere Betriebe, Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Gastronomen überfordern und existenziell bedrohen. Dies steht im Widerspruch zu unserer kulinarischen Identität und gefährdet unsere mittelständische Wirtschaft. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) ist das Kernstück dieser gefährlichen Entwicklung und stellt einen Frontalangriff auf die Schweizer Qualität und die Produzenten dar.

Das schweizerische Gentechnik-Moratorium wird systematisch ausgehöhlt, indem die Schweiz gezwungen wird, Produkte mit Spuren gentechnisch veränderter Organismen zu akzeptieren. Dies missachtet den Volkswillen und gefährdet unsere Autonomie in einem sensiblen Bereich.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen die Schweiz, ihre bewährten und oft strengeren Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung aufzugeben. Die erzwungene Übernahme der EU-Verordnungen für Tiertransporte und Schlachtung stellt einen inakzeptablen Rückschritt für den Tierschutz dar und beraubt uns der Souveränität, eigene, höhere ethische Massstäbe zu setzen.

Die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG) stellen eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht dar, umgehen das Parlament und schwächen die demokratische Kontrolle. Ebenso unterstellt die Anpassung im Waldgesetz (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) den Schutz unserer Wälder dem Diktat der EU und behindert eine souveräne, schnelle Reaktion auf spezifische Bedrohungen.

Die Übernahme der EU-Verordnungen im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) gibt die Kontrolle über einen Bereich von höchster nationaler Bedeutung auf und unterwirft uns einem starren, bürokratischen System, das unsere Landwirtschaft und die öffentliche Gesundheit gefährdet. Insgesamt widerspricht die vorgeschlagene Regelung fundamentalen Prinzipien der Schweizer Souveränität, der Qualitätssicherung und der demokratischen Legitimation.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich der Personenfreizügigkeit, insbesondere im Zusammenhang mit der Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, stellen eine grundlegende Aushöhlung unserer Souveränität und des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die bedingungslose Übernahme von EU-Recht in diesem sensiblen Bereich, unter Missachtung der parlamentarischen und direktdemokratischen Kontrollmechanismen, ist inakzeptabel.

Die Einführung eines neuen "Daueraufenthaltsrechts" nach nur fünf Jahren, quasi einer "Niederlassung C PLUS", die unter den neuen Bestimmungen des revidierten Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG), namentlich durch die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c, praktisch unentziehbar wird, selbst bei kriminellen Handlungen oder anhaltendem Sozialhilfebezug, gefährdet unsere innere Sicherheit und die finanzielle Stabilität unserer Sozialwerke. Dies steht in klarem Widerspruch zu den Grundsätzen der Eigenverantwortung und der fiskalischen Nachhaltigkeit.

Der massiv ausgeweitete Familiennachzug, der nicht nur Partner und Kinder, sondern neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, wird unweigerlich zu einem unkontrollierbaren Zuzug führen und die Sozialkosten in die Höhe treiben. Die im Paket enthaltene "Schutzklausel", die in Artikel 21b AIG neu definiert wird, entpuppt sich als reine Farce. Ihre Anwendungsbestimmungen sind derart restriktiv, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Sollte die Schweiz dennoch auf diese scheinbare Schutzmassnahme zurückgreifen, droht die EU mit Sanktionen, was die Klausel zu einer Erpressung macht und nicht zu einem wirklichen Instrument der Steuerung.

Die automatische Rechtsübernahme mittels der "Integrationsmethode" bedeutet, dass das Schweizer Parlament und das Volk künftige Verschärfungen des EU-Rechts im Bereich der Zuwanderung schlicht hinnehmen müssen. Dies untergräbt massiv die direkte Demokratie und unsere Fähigkeit, die Zuwanderung eigenständig zu gestalten.

Die Anpassungen im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) durch die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer ist ein schlagendes Eingeständnis der immensen Zusatzkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dieses Vorgehen ist ein verzweifelter Versuch, die durch die unkontrollierte Zuwanderung verursachten finanziellen Lasten abzufedern, und belastet die Studierenden sowie die Reputation unserer Hochschulen.

Die Institutionalisierung der Unterordnung unter das EU-Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) im Bundesgesetz über die Bewertung der Berufsqualifikationen (BGVB) durch die Einführung von Artikel 2 Absatz 1bis ersetzt eine sorgfältige nationale Prüfung durch automatisierte Anerkennung. Dies gefährdet unsere hohen Qualitätsstandards und unsere Fähigkeit zur eigenständigen Regulierung des Arbeitsmarktes. Die Schweiz opfert Gründlichkeit für EU-Konformität.

Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in Gesetzen wie dem Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 50) und dem Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) sowie im Psychologieberufegesetz (PsyG, neuer Artikel 37 Absatz 4) höhlt die eigenständige Qualitätsprüfung aus. Gerade im hochsensiblen Gesundheitsbereich stellt dies ein unkalkulierbares Risiko für die Patientensicherheit dar, da die nationale Kontrollhoheit an bürokratische EU-Systeme delegiert wird.

Strom

Mit tiefgreifender Besorgnis nehmen wir die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Strom zur Kenntnis. Die geplante institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere durch die Einbeziehung von ACER und ENTSO-E, signalisiert einen bedauerlichen Verzicht auf unsere Energiesouveränität. Die Schweiz wird zu einem kostentragenden Teilnehmer ohne Stimmrecht degradiert, während entscheidende Regulierungen unseres Stromnetzes künftig in Brüssel getroffen werden. Dies widerspricht fundamentalen Prinzipien der nationalen Selbstbestimmung und der demokratischen Legitimation.

Die Rolle der ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer blossen operativen Vollzugsstelle für EU-Regelwerk degradiert. Dies bedeutet die unumgängliche Umsetzung undemokratisch legitimierter Vorschriften aus Brüssel, was das Ende einer eigenständigen, auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung markiert. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, wird durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, das den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was gravierende finanzielle und infrastrukturelle Folgen hätte.

Unsere föderalen Strukturen in der Energieversorgung, wie die wichtigen Gemeindekraftwerke, werden geschwächt. Deren traditioneller Einspeisevorrang wird durch EU-Wettbewerbsregeln ausgehebelt, was die lokale und dezentrale Energieproduktion benachteiligt. Die nationale Versorgungssicherheit wird dem freien Markt geopfert. Die Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie z.B. eine Wasserreserve, wird durch EU-Regeln eingeschränkt, und niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die

EU. Dies stellt ein inakzeptables Risiko dar.

Die vollständige Marktliberalisierung durch das neue Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu unkalkulierbarer Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit durch eine unzureichende Energiereserve (Art. 8b ff.). Zudem untergräbt sie unsere föderalen Strukturen durch verschärftes Unbundling (Art. 10, 18, 19 StromVG). Die Änderungen im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächen die Position der dezentralen, erneuerbaren Energieerzeugung durch die massive Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW, was die Wirtschaftlichkeit kleiner Produzenten untergräbt. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau.

Die massive Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft (Art. 8 Abs. 2 BATE) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel ferngesteuerten Regulierung, was die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen zerstört und zu einem Verlust an Flexibilität und Souveränität führt.

Landverkehr

Die vorliegende Vernehmlassung zur Teilrevision des Landverkehrsabkommens mit der EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken und muss kritisch hinterfragt werden. Insbesondere die geplanten Änderungen im Bereich des Schienenverkehrs bergen Risiken für die Integrität und die Finanzierung unseres Service public.

Die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG) durch den neuen Artikel 40ater öffnet ausländischen Anbietern Tür und Tor für die Bedienung inner-schweizerischer Strecken. Dieses Vorgehen, auch als "Rosinenpickerei" bekannt, wird unweigerlich dazu führen, dass nur die lukrativen Hauptverbindungen von diesen ausländischen Unternehmen bedient werden. Die SBB und andere konzessionierte Transportunternehmen, die für die flächendeckende Versorgung auch auf weniger rentablen Linien zuständig sind, geraten dadurch unter erheblichen finanziellen Druck. Dies untergräbt die tragenden Säulen unseres Service public, der die Versorgung aller Landesteile gewährleistet und nicht primär profitorientiert ist.

Des Weiteren ist die vorgeschlagene Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), namentlich Artikel 32a Absatz 1bis, bedenklich. Die Verpflichtung, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, schränkt die Souveränität von Bund und Kantonen bei der Gestaltung ihres öffentlichen Verkehrsnetzes empfindlich ein. Anstatt die Vergabe nach den besten Lösungen für die Schweiz auszurichten, müssen EU-konforme Kriterien erfüllt werden. Dies kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen, da nationale Bedürfnisse und Prioritäten in den Hintergrund gedrängt werden könnten.

Die vom Bundesrat als Absicherung propagierte "Gemeinsame Erklärung" zum EU-Beihilferecht ist rechtlich nicht bindend und bietet keinerlei wirksamen Schutz vor zukünftigen Änderungen des EU-Rechts. Die dynamische Rechtsübernahme, die mit diesem Abkommen einhergeht, bedeutet, dass die Schweiz künftige Regulierungen, wie beispielsweise jene zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), unwiderruflich übernehmen müsste. Dies führt zu einer schrittweisen Aushöhlung der nationalen Steuerungskompetenz über unsere Schieneninfrastruktur und die Gestaltung unseres Bahnverkehrs. Die Schweizer Souveränität in diesem strategisch wichtigen Sektor wird damit schleichend aufgegeben.

Zusammenfassend lässt sich feststellen, dass die vorgeschlagenen Änderungen am Landverkehrsabkommen erhebliche Risiken für unseren Service public im Schienenverkehr bergen, die Souveränität der Schweiz schwächen und zu einer Beeinträchtigung der nationalen Verkehrsgestaltung führen. Es ist unerlässlich, diese Punkte mit grösster Skepsis zu betrachten und die Interessen der Schweizer Bevölkerung und unseres bewährten Verkehrssystems in den Vordergrund zu stellen.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagenen Regelungen zum finanziellen Beitrag an die Europäische Union sind in ihrer derzeitigen Form höchst bedenklich und bergen erhebliche Risiken für die Souveränität und die finanzielle Autonomie der Schweiz.

Die Umwandlung der bisher freiwilligen und vom Parlament kontrollierten Kohäsionszahlungen in eine automatische, rechtlich verbindliche Pflicht ist ein fundamentaler Systemwechsel, der das schweizerische parlamentarische System untergräbt. Dies stellt faktisch eine Zwangsabgabe dar, bei der das Parlament seine entscheidende Kontroll- und Einflussmöglichkeit über milliardenschwere Ausgaben verliert. Die Schweiz wird damit zu einem Nettozahler degradiert, der finanzielle Verpflichtungen eingeht, ohne im Gegenzug substanzielle und garantierte Vorteile auf dem EU-Binnenmarkt zu erhalten.

Der im Vertrag verankerte "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung des Beitrags, der im initialen Lockvogelangebot von 350 Millionen Franken pro Jahr kulminiert, lässt eine erhebliche Steigerung der Zahlungen befürchten. Die Schweiz verliert jede Verhandlungsmacht und wird gezwungen sein, die von der EU diktierten und potenziell unerschwinglichen Forderungen zu erfüllen. Dies widerspricht dem Grundsatz der Budgethoheit des Parlaments, wie er auch im Bundesgesetz über die Haushaltsrechnung und die Schuldenbremse (Art. 124 Abs. 1 BV) verankert ist.

Die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) zementiert diese unbefristete Verpflichtung und entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über jeden einzelnen Beitrag. Artikel 1 des KoBG schafft einen permanenten Rechtsanspruch, der die finanzielle Flexibilität und die Gestaltungsmöglichkeiten des Bundeshaushalts massiv einschränkt. Die vorgesehene Aufnahme des KoBG in den Anhang des Bundesbeschlusses über die Aussenwirtschaftsbeziehungen (BöB), insbesondere in Anhang 5, Ziffer 1 Buchstabe d, ist mehr als eine technische Formalität; sie signalisiert die dauerhafte Verankerung dieser Zahlungen in der Schweizer Rechtsordnung und stellt eine schleichende Aushöhlung der Souveränität dar.

Die Verknüpfung mit dem Gesetz über die Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b des KoBG ist irreführend und missbräuchlich. Der gute Ruf der Schweizer Friedensförderung wird instrumentalisiert, um die politisch heiklen und umstrittenen Kohäsionszahlungen an die EU gesetzlich zu legitimieren. Dies ist eine Taktik, die die demokratische Debatte um die Kernfragen der Schweizer Aussen- und Finanzpolitik vernebelt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Regelungen die finanzielle Abhängigkeit der Schweiz von der EU vergrössern, die parlamentarische Kontrolle aushöhlen und die Souveränität der Eidgenossenschaft erheblich schwächen, ohne dass dafür entsprechende und garantierte Gegenleistungen ersichtlich sind. Es handelt sich um eine einseitige finanzielle Verpflichtung, die das Schweizer Volk und seine Vertretung auf lange Sicht stark belasten wird.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich des Lohnschutzes im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit sind aus Sicht des Schweizer Lohnschutzes und der schweizerischen Souveränität höchst bedenklich und stellen eher eine Verschlechterung als eine Verbesserung dar.

Die angeblichen Lohnschutzmassnahmen sind oberflächlich und vermögen den immensen Druck auf das Schweizer Lohnniveau, der durch eine erweiterte Personenfreizügigkeit unausweichlich entsteht, in keiner Weise zu kompensieren. Es droht eine schleichende, aber flächendeckende Erosion unserer Lohnstrukturen, insbesondere für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Schweizer Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an geringere EU-Standards angepasst. Die neuen, als flankierend deklarierten Massnahmen sind primär bürokratischer Natur und dürften in ihrer Wirksamkeit hinter den bisherigen Instrumenten zurückbleiben. Dies begünstigt ausländische Unternehmen, die auf Lohndumping abzielen.

Die Kontrollmechanismen werden signifikant geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die vorgeschlagenen neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies wird unweigerlich zu weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung von Lohn- und Arbeitsbedingungen führen.

Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG) stellen keine Stärkung dar, sondern sind eine EU-diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Art. 9 Abs. 2 EntsG dient primär der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht einer echten Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Art. 11 und seine Neuplatzierung in Art. 13a sind eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten verkompliziert.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter (neue Art. 335l bis 335q OR) ist ein direkter und unzulässiger Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit, diktiert durch EU-Druck. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von KMU und widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Die Schweiz wird zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der staatlichen Beihilfen stellen eine fundamentale Erosion unserer nationalen Souveränität und des Föderalismus dar. Die bisherige, bewährte Praxis, wonach Subventionen als politische und somit demokratisch legitimierte Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden getroffen werden, soll einem starren und technokratischen EU-Kontrollregime unterworfen werden. Dies entmachtet die demokratisch gewählten Vertreter und unterstellt essenzielle Förderinstrumente, wie sie beispielsweise im Regionalverkehr, bei Kantonalbanken, in der Kulturförderung oder zur Unterstützung lokaler KMU zur Anwendung kommen, einer externen Steuerung.

Die Souveränität der Kantone und ihre föderalistische Autonomie werden durch die geplante Gesetzgebung massiv untergraben. Anstatt eigenständig über ihre lokale Wirtschaftsförderung zu entscheiden, sollen sie künftig ihre Beschlüsse von einer zentralen, EU-konformen Behörde in Bern absegnen lassen müssen. Dies ist ein direkter Angriff auf die föderalistische Grundordnung der Schweiz. Die Schweiz unterwirft sich somit einer systematischen Kontrolle und Überwachung durch die EU, indem Beihilfen der EU-Kommission gemeldet und von ihr genehmigt werden müssen. Dies macht die Schweiz zu einem reinen Regel-Empfänger und hebelt die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aus.

Besonders bedenklich ist die Unterstellung kritischer Sektoren wie der Energieversorgung, des Luftverkehrs und des Landverkehrs unter die EU-Kontrolle. Viele Elektrizitätswerke sind im Besitz von Kantonen und Gemeinden, und die Kontrolle über diese Sektoren ist strategisch für die Schweiz von höchster Bedeutung. Die Schaffung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) und die damit verbundene Institutionalisierung der Unterwerfung unter das EU-Beihilferecht, insbesondere durch die neue Beihilfekammer (Art. 3 BHÜG), die als verlängerter Arm der EU agieren wird, ist inakzeptabel. Die demokratische Kontrolle über diese mächtige Instanz ist zudem ungenügend.

Die Kantone verlieren durch das neue BHÜG und die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (BGG, neuer Art. 82 Bst. bbis BGG) ihre Verfahrensautonomie. Ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide können von der zentralen Behörde und letztlich vom Bundesgericht auf EU-Kompatibilität überprüft und gekippt werden. Dies ist eine inakzeptable Herabstufung der Kantone zu untergeordneten Verwaltungseinheiten. Die Streichung von Art. 103 LFG im Luftfahrtgesetz

bedeutet den Verlust der nationalen Kontrollkompetenz der WEKO über Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr. Damit verliert die Schweiz jegliche eigenständige Kontroll- und Steuerungsmöglichkeit in diesem Sektor. Die Anpassung des Preisüberwachungsgesetzes (PüG, Art. 5 Abs. 2), welche den Preisüberwacher von den Sitzungen der Beihilfekammer ausschliesst, schwächt zudem den Konsumentenschutz und die Transparenz.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der Europäischen Union werfen erhebliche Bedenken auf, die einer kritischen Überprüfung bedürfen. Es ist fraglich, ob die angestrebte Annäherung im Einklang mit der schweizerischen Rechtsordnung und den Interessen unseres Landes steht.

Besonders kritisch ist die Übernahme von EU-Recht ohne substanzielle Anpassungsmöglichkeiten zu betrachten. Dies tangiert das Prinzip der rechtsstaatlichen Souveränität, welches in Artikel 5 der Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die unreflektierte Übernahme von Rechtsakten der EU birgt die Gefahr, dass die Schweiz gezwungen wird, Bestimmungen zu akzeptieren, die nicht ihren spezifischen Bedürfnissen oder demokratischen Grundsätzen entsprechen. Dies widerspricht dem Geist der Souveränität, wie sie im Volkswil und in der Verfassung festgeschrieben ist.

Weiterhin ist die Frage der richterlichen Unabhängigkeit und der Anwendbarkeit des EU-Rechts durch nationale Gerichte ungelöst. Die Unabhängigkeit der Gerichte ist ein zentrales Element des Rechtsstaates und in Artikel 190 BV verankert. Eine mögliche Unterstellung schweizerischer Gerichte unter die Auslegung des EU-Rechts durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) würde die Autonomie unserer Justiz gefährden und könnte zu Rechtsunsicherheiten führen. Die Pflicht zur Berücksichtigung des EU-Rechts, wie sie in verschiedenen bilateralen Abkommen angedeutet wird, muss klar abgegrenzt werden, um die Souveränität der Gerichte zu wahren.

Die finanzielle Belastung, die durch die Übernahme von EU-Recht und die Beteiligung an EU-Programmen entsteht, muss ebenfalls kritisch hinterfragt werden. Artikel 164 BV fordert eine solide Finanzpolitik des Bundes. Die fortlaufenden Zahlungen an die EU, ohne eine entsprechende Stärkung der schweizerischen Wirtschaft oder direkte Vorteile für die Bürgerinnen und Bürger, sind fragwürdig. Die fehlende Transparenz und die Unmöglichkeit, die Verwendung dieser Mittel zu beeinflussen, verschärfen dieses Problem zusätzlich.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse zwar eine gewisse Annäherung an die EU vorsehen, jedoch gravierende rechtsstaatliche und finanzielle Fragen aufwerfen. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht birgt die Gefahr, die schweizerische Souveränität zu untergraben und die demokratischen Entscheidungsprozesse zu schwächen. Es bedarf einer eingehenden Prüfung, ob die angestrebten Ergebnisse im besten Interesse der Schweiz sind.

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Kompletter Knechtschaftsvertrag. Wir Schweizer haben uns seit 1291 nie von irgendwelchen fremden Vögten etwas sagen lassen und jetzt soll sich das ändern?
Nein sicher nicht unsere Souveränität ist unser Erfolgsgeheimnis

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und

weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur EU birgt erhebliche Risiken und wirft tiefgreifende rechtliche und politische Bedenken auf, die einer kritischen Prüfung bedürfen. Es ist fraglich, inwieweit eine solche "Stabilisierung" im besten Interesse der Schweiz ist und ob sie nicht vielmehr eine schleichende Aushöhlung unserer Souveränität bedeutet.

Besonders alarmierend ist die potentielle Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprache der Schweiz. Dies steht im Widerspruch zu fundamentalen Prinzipien unserer Verfassung, insbesondere dem Volkssouveränitätsprinzip, das in Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Bundesverfassung (BV) verankert ist. Die automatische oder faktische Übernahme von EU-Regulierungen würde das Parlament und das Volk von der demokratischen Kontrolle über entscheidende Gesetzgebungsprozesse entkoppeln. Dies wird durch Artikel 164 BV noch unterstrichen, der die Verfassungsmässigkeit von Bundesgesetzen und Völkerrechtsnormen verlangt. Es muss sichergestellt werden, dass jede Übernahme von EU-Recht im Einklang mit unserer Verfassung steht und nicht zu einer impliziten Unterordnung unter fremde Gesetzgebung führt.

Des Weiteren ist die Frage der richterlichen Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) äusserst problematisch. Eine Anerkennung seiner Urteile oder eine faktische Bindung an seine Rechtsprechung würde die Unabhängigkeit unserer eigenen Gerichte, die in Artikel 194 BV garantiert ist, erheblich beeinträchtigen. Die Schweizer Rechtsprechung müsste sich potenziellen Entscheidungen unterordnen, die auf einem anderen Rechtssystem und anderen Rechtsauslegungen basieren. Dies wirft die Frage auf, wie die Prinzipien der Rechtsstaatlichkeit und der Gewaltenteilung in der Schweiz gewahrt bleiben können, wenn ein ausländisches Gericht de facto die letzte Instanz für bestimmte Rechtsfragen bildet.

Die versprochene "Stabilisierung" könnte sich somit als eine Verpflichtung zur Anpassung an die sich ständig ändernde Rechtsprechung und Politik der EU erweisen, ohne dass die Schweiz einen gleichwertigen Einfluss auf diese Entwicklungen hat. Dies stellt eine asymmetrische Beziehung dar, die unsere Handlungsfreiheit einschränkt und unsere Fähigkeit untergräbt, eigenständig unsere nationalen Interessen zu verfolgen. Es ist unabdingbar, dass jegliche Vereinbarung mit der EU unsere Souveränität, unsere demokratischen Institutionen und die Integrität unseres Rechtssystems uneingeschränkt wahrt. Ohne klare Garantien gegen eine schleichende Rechtsübernahme und eine unzulässige Einflussnahme auf unsere Justiz sind die Risiken einer solchen "Stabilisierung" nicht tragbar.

Traité d’adhésion à l’Union Européenne

La Suisse n’a pas besoin de ce traité d’adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d’indépendance et de neutralité .

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l’adhésion à l’UE sous quelque forme que ce soit.**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne , je vous prie d’agréer, Mesdames, Messieurs, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature

NICOLAS GUILHAUME
1926 FULLY

Gurtner Roland
Chemin Mettlen 66
2504 Bienne

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse -UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de règlementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts – Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Roland Gurtner

Gurtner Sonja
Chemin Mettlen 66
2504 Bienne

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse -UE
3003 Berne

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,
Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle
- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de règlementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe
Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :
- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse
Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :
- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts – Le principe de préférence nationale

4. Coûts prohibitifs injustifiés
Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES
1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**
En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

S. Gurtner

Sonja Gurtner

Modello di lettera (personalizzabile) per la procedura di consultazione

Svizzera–UE: Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni

Nome e cognome
Indirizzo
NPA e località

YVONNE HARDER
HÜGELWEG 34
4143 DORNACH

Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE)
Consultazione Svizzera–UE
Bundeshaus West
3003 Bern

Luogo e data

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa

Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati

I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:
NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.

Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Firma
Nome e cognome in stampatello
YVONNE HARDER

Hauser Philippe
Les Auges-Dessus 2
2023 Gorgier

épartement fédéral des affaires étrangères (DFAE)

onsultation Suisse-UE

003 Berne

ille, le date

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l’installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

auser Philippe

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassungsstellungnahme

betr. zwingender Notwendigkeit des obligatorischen Referendums zur Zustimmung zum Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU»

vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

I. Einleitung und Zusammenfassung der Thesen

Die vorliegende juristische Stellungnahme befasst sich mit der verfassungsrechtlichen Qualifikation des Pakets «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz–EU» (nachfolgend: Paket) und der daraus resultierenden Notwendigkeit, dieses dem obligatorischen Referendum gemäss Art. 140 Abs. 1 der Bundesverfassung (BV) zu unterstellen. Es wird dargelegt, dass das Paket aufgrund seiner institutionellen Mechanismen, der Integrationsmethodik und seiner materiellen Auswirkungen auf die schweizerische Rechtsordnung eine staatsrechtliche Dimension erreicht, die eine Abstimmung von Volk und Ständen nicht nur politisch geboten, sondern verfassungsrechtlich zwingend erfordert. Die Analyse konzentriert sich ausschliesslich auf die Frage der Referendumsart und verzichtet auf eine politische oder wirtschaftliche Würdigung des Inhalts.

Erstens kommt die mit dem Paket geschaffene institutionelle und integrative Anbindung einem **partiellen Beitritt zu einer supranationale Gemeinschaft** gleich, was die Anwendung von **Art. 140 Abs. 1 lit. b BV expressis verbis** zwingend macht. Für die Verträge zu Freizügigkeit, Strom, Lebensmittel, Gesundheit und Luftverkehr gilt unbestritten die Integrationsmethodik. Der Bundesrat kann auch an seinen Bericht von 2021 erinnert und daran behaftet warden, worin er wörtlich von *"souveränitätspolitischen Konzessionen"* zum damaligen versenkten Rahmenvertrag gesprochen hat. Die **Unterstellung unter den EuGH** wird denn auch von der einschlägigen Lehre als Beitritt zu einer supranationalen Gemeinschaft betrachtet (dazu: Die schweizerische Bundesverfassung, St. Galler Kommentar, 4. Auflage, Rz. 25 zu Art. 140). Auch verweise ich auf den Gastkommentar von Prof. emer. für öffentliches Recht Paul Richli in der NZZ vom 28. Juli 2025.

Nebst der zu übernehmenden bereits bestehenden und der zukünftigen Rechtsakte der EU sind zusätzlich **auch unzählige Erlasse der EU-Kommission** direkt zu übernehmen; mithin eines Organs ausserhalb des Einflussbereichs der Schweiz *(eben: supranational!).*

Zweitens stellt das Paket in mehreren zentralen Bereichen eine **materielle Änderung der Bundesverfassung** dar. Es greift in die Grundprinzipien der Staats- und Rechtsordnung – Volkssouveränität, direkte Demokratie, Föderalismus und richterliche Unabhängigkeit – derogativ ein.

Diese Stellungnahme wird diese beiden Argumentationslinien detailliert ausführen und zu dem Schluss kommen, dass die Unterstellung des Gesamtpakets unter das obligatorische Referendum der einzig verfassungskonforme Weg ist.

II. Die Qualifikation als Beitritt zu einer supranationalen Gemeinschaft (Art. 140 Abs. 1 lit. b BV)

A. Der materielle Begriff der supranationalen Gemeinschaft

Das Paket sieht – wie bereits gesagt – die Übertragung von Souveränitätsrechten auf Organe der EU vor. (dazu: Bundesgericht zur Personenfreizügigkeit und die Nichtumsetzung von Art. 121a BV).

B. Die dynamische Rechtsübernahme als Übertragung legislativer Hoheitsrechte

Das Kernstück des Pakets ist die Verpflichtung der Schweiz zur dynamischen Übernahme von neuem EU-Recht in den vom Abkommen erfassten Bereichen. Im Unterschied zur bisherigen statischen Rechtsübernahme, bei der die Schweiz autonom entschied, ob und wie sie ihr Recht an EU-Entwicklungen anpasst (sog. autonomer Nachvollzug), schafft die dynamische Übernahme einen Automatismus. Dieser Mechanismus transferiert die Kompetenz zur Rechtsetzung für wesentliche Teile der schweizerischen Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung von den zuständigen schweizerischen Organen (Parlament, Volk) auf die Organe der EU. Die Schweiz verpflichtet sich, einen von aussen kommenden Rechtsstrom zu internalisieren.

Der vorgesehene Prozess, in dem die Schweiz im «Gemischten Ausschuss» eine Rechtsentwicklung ablehnen kann, ändert nichts am supranationalen Charakter. Die Ausübung dieses «Vetos» ist vertraglich an die Androhung von «Ausgleichsmassnahmen» (Retorsionsmassnahmen) geknüpft. Eine Entscheidung, die unter der Androhung von Sanktionen steht, ist keine freie souveräne Entscheidung mehr. Die legislative Autonomie wird somit materiell ausgehöhlt und durch eine Pflicht zum Rechtsnachvollzug ersetzt.

C. Die verbindliche Auslegung durch den EuGH als Übertragung judikativer Hoheitsrechte

Das Paket sieht vor, dass Streitigkeiten über die Auslegung des übernommenen EU-Rechts einem Schiedsgericht vorgelegt werden. Dieses Schiedsgericht ist jedoch verpflichtet, für die Auslegung des relevanten EU-Rechts eine verbindliche Vorabentscheidung des Gerichtshofs der Europäischen Union (EuGH) einzuholen. Der EuGH, ein Organ der EU, dessen primäre Aufgabe die Förderung der europäischen Integration ist (sog. teleologische Auslegungsmethode), erhält damit die definitive Auslegungshoheit über Recht, das in der Schweiz Geltung hat. Die höchste richterliche Gewalt im Sinne von Art. 188 BV wird für diese Bereiche materiell vom Bundesgericht auf den EuGH übertragen. Die Schweiz verliert die Souveränität, ihr eigenes Recht letztinstanzlich selbst auszulegen («maîtrise de l'interprétation»).

III. Das Paket als materielle Verfassungsänderung

Unabhängig von der Qualifikation als Beitritt zu einer supranationalen Gemeinschaft gebietet sich das obligatorische Referendum auch aus dem Umstand, dass das Paket in mehreren Bereichen zu einer materiellen Änderung der Bundesverfassung führt. Eine materielle Verfassungsänderung liegt vor, wenn ein Rechtsakt, ohne den Verfassungstext formal zu ändern, dessen Gehalt in wesentlichen Punkten derart modifiziert, dass die Verfassung eine neue Bedeutung erhält oder ihre fundamentalen Prinzipien tangiert werden. Solche Änderungen erfordern dieselbe demokratische Legitimation wie eine formale Verfassungsrevision, also die Zustimmung von Volk und Ständen.

A. Änderung des Prinzips der legislativen Souveränität und der direkten Demokratie

Die Bundesverfassung statuiert in Art. 148 ff. und Art. 163 ff. BV die Zuständigkeiten im Gesetzgebungsverfahren. Die oberste gesetzgebende Gewalt liegt bei der Bundesversammlung, *"unter Vorbehalt der Rechte von Volk **und** Ständen".* Dieses Prinzip der Volkssouveränität und der repräsentativen Demokratie wird durch die dynamische Rechtsübernahme materiell geändert. Die Kompetenz zur Rechtsetzung wird de facto an EU-Organe delegiert. Das schweizerische Parlament wird von einem primären Gesetzgeber zu einer Instanz des Rechtsnachvollzugs. Das Referendumsrecht der Bürgerinnen und Bürger gemäss Art. 141 BV wird zwar formal nicht angetastet, aber materiell entwertet. Eine Abstimmung über einen Rechtsakt, dessen Ablehnung automatisch zu vertraglich legitimierten Sanktionen führt, steht ausserhalb einer freien demokratische Willensbildung. Die Abwägung beschränkt sich nicht mehr auf die sachliche Angemessenheit einer Norm, sondern wird durch aussenpolitischen Druck überlagert. Dies verändert die Substanz der direkten Demokratie und das Prinzip, dass alles staatliche Handeln auf der Verfassung beruhen und vom schweizerischen Souverän legitimiert sein muss.

B. Änderung des Prinzips der richterlichen Souveränität

Wie oben dargelegt, etabliert das Paket den EuGH als letztverbindliche Auslegungsinstanz für einen stetig wachsenden Teil der schweizerischen Rechtsordnung. Dies steht im direkten Widerspruch zu Art. 188 Abs. 1 BV, der das Bundesgericht als oberste richterliche Behörde des Bundes einsetzt. Die Schaffung einer externen, supranationalen Gerichtsinstanz, deren Entscheide für die Schweiz bindend sind, durchbricht die in der Verfassung verankerte Judikative und etabliert eine neue, in der Verfassung nicht vorgesehene Hierarchie. Dies ist eine materielle Änderung der Verfassungsstruktur im Bereich der rechtsprechenden Gewalt.

C. Materielle Änderung spezifischer Verfassungsnormen

Über die fundamentalen Prinzipien hinaus ändert das Paket auch den materiellen Gehalt spezifischer Verfassungsartikel:

Art. 121a BV (Steuerung der Zuwanderung): Diese Norm erteilt dem Bund den klaren Verfassungsauftrag, die Zuwanderung von Ausländerinnen und Ausländern eigenständig zu regeln. Das vorliegende Paket zementiert nicht nur die Personenfreizügigkeit, sondern baut sie durch die Gewährung eines quasi-automatischen Daueraufenthaltsrechts und einen erweiterten Familiennachzug weiter aus. Die Möglichkeit einer eigenständigen Steuerung, wie sie die Verfassung fordert, wird damit faktisch verunmöglicht. Ein völkerrechtlicher Vertrag, der einen Verfassungsauftrag materiell ausser Kraft setzt, stellt eine materielle Verfassungsänderung dar.

Art. 96 BV (Wettbewerbspolitik) und die föderale Ordnung: Die Verfassung gibt dem Bund die Kompetenz, gegen volkswirtschaftlich oder sozial schädliche Auswirkungen von Kartellen und anderen Wettbewerbsbeschränkungen vorzugehen. Das Paket führt nun ein umfassendes, dem EU-Recht nachempfundenes Regime zur Kontrolle staatlicher Beihilfen ein. Dies geht weit über den bisherigen Rahmen von Art. 96 BV hinaus und greift tief in die finanz- und strukturpolitische Autonomie der Kantone und Gemeinden ein (vgl. Art. 3, Art. 42, Art. 55 BV). Die Einführung eines derart weitreichenden, neuen wirtschaftspolitischen Prinzips, das die föderale Kompetenzverteilung empfindlich tangiert, hat verfassungsändernden Charakter.

Art. 104a BV (Ernährungssicherheit/Lebensmittel: Bundeszuständigkeit).

Art. 118 BV (Schutz der Gesundheit: Bundeszuständigkeit)

IV. Die Unteilbarkeit des Pakets als Gebot der demokratischen Transparenz

Das vorliegende Paket ist – wie der Name sagt - ein Gesamtwerk, dessen einzelne Teile miteinander verknüpft sind. Die institutionellen Elemente (dynamische Rechtsübernahme, EuGH-Anbindung) sind der Preis für “Marktzugang”. Eine Aufspaltung des Pakets in einen «institutionellen» und einen «materiellen» Teil, um ersteren allenfalls dem obligatorischen Referendum zu unterstellen, würde den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern ein falsches Bild der tatsächlichen Abwägung vermitteln. Man kann nicht die «Vorteile» des Marktzugangs haben, ohne die «Kosten» der institutionellen Anbindung zu tragen. Die Stimmbürgerschaft hat ein Recht darauf, über das Gesamtpaket mit all seinen Konsequenzen zu befinden. Nur eine Abstimmung über das ungeteilte Paket respektiert den Grundsatz der Einheit der Materie und der demokratischen Transparenz. Da die institutionellen, verfassungsändernden Elemente das gesamte Paket durchdringen und dessen Wesen ausmachen, muss das gesamte Paket dem obligatorischen Referendum unterstellt werden.

V. Schlussfolgerung

Tages-Anzeiger Redaktor Mischa Aebi zieht ein zutreffendes, rechtspolitisches Fazit: *“Wenn man ausgerechnet für die EU das Ständemehr bei einer Abstimmung mit Verfassungscharakter übergeht, setzt man den **Landesfrieden** aufs Spiel. Und der ist wichtiger als jede Anbindung an die EU” (2. Mai 2025).*

Analog hat sich auch Katharina Fontana von der NZZ Inlandredaktion geäussert (30. April 2025).

Andreas Knoepfel

Dr. iur., Rechtsanwalt

Glärnischstr. 24, 8706 Meilen

Dr. Simon KRAMER
Boulevard de Grancy 20
1006 Lausanne

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, le date

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**

4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Simon Kramer

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Stabilisierung der Beziehungen zur EU lassen erhebliche Zweifel aufkommen. Insbesondere die befürchtete Übernahme von EU-Recht ohne wirksame demokratische Mitsprache durch das Schweizer Volk und die eidgenössischen Räte wirft gravierende verfassungsrechtliche Bedenken auf. Gemäss Artikel 1 unserer Bundesverfassung ist das Schweizer Volk und sind die Kantone die oberste Staatsgewalt. Die automatische Übernahme von EU-Regulierungen, die nicht in Einklang mit unseren rechtsstaatlichen Prinzipien und unserer Souveränität stehen, könnte dieses Fundament untergraben. Zudem fehlen detaillierte Ausführungen dazu, wie die Interessen der Schweiz bei der Gesetzgebung der EU effektiv vertreten werden sollen, was dem Geist des Schweizerischen Parlamentsystems widerspricht, das auf direkter Beteiligung basiert. Die Bewahrung unserer rechtlichen Autonomie und die Wahrung der demokratischen Legitimation sind von höchster Bedeutung.

Die vorgeschlagenen Massnahmen zur Umsetzung der EU-Abkommen werfen erhebliche Bedenken hinsichtlich der Souveränität der Schweiz auf. Insbesondere die Art und Weise, wie ausländisches Recht in unser nationales Recht integriert werden soll, untergräbt die Prinzipien der direkten Demokratie und der Volkssouveränität, wie sie in Artikel 1 des Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die Gefahr einer schleichenden Rechtsangleichung, die schweizerische Besonderheiten und die demokratisch legitimierten Entscheidungen des Volkes ignoriert, ist immens. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, selbst in Form von "Umsetzungsvorschlägen", widerspricht dem Geist des Artikels 5 BV, der auf dem Prinzip der Verhältnismässigkeit und der Berücksichtigung der nationalen Interessen beruht. Die Schweiz darf ihre rechtsstaatlichen Grundsätze nicht opfern.

Finanzieller Beitrag

Die geplante Verankerung der Kohäsionszahlungen als automatische, rechtlich bindende Pflicht gemäss des neu geschaffenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt eine gravierende Aushöhlung der parlamentarischen Budgethoheit dar. Die Transformation freiwilliger, vom Parlament kontrollierter Beiträge in eine permanente Verpflichtung nach Art. 1 KoBG entzieht den eidgenössischen Räten die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern. Der anfänglich genannte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr wirkt wie ein Lockvogel, da der im Vertrag vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird. Die Schweiz wird zur Nettozahlerin ohne Stimmrecht, wobei die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung eine irreführende Legitimation für politisch heikle Zahlungen an die EU darstellt. Diese Entwicklung ist weder im Interesse der Schweizer Souveränität noch der demokratischen Kontrolle.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgesehene Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie im Rahmen der Personenfreizügigkeit widerspricht fundamental dem in Artikel 121a der Bundesverfassung festgeschriebenen Volkswillen zur eigenständigen Steuerung der Zuwanderung. Die Einführung eines faktisch unentziehbaren 'Niederlassungsrecht C PLUS' bereits nach fünf Jahren, wie in den Anpassungen des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG) angedeutet, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke. Die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme wird durch diese Regelungen massiv gefördert, wobei die Kosten auf die Schweizer Steuerzahler abgewälzt werden. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern und Grosseltern stellt eine beispiellose Belastung dar. Die genannte 'Schutzklausel' entpuppt sich als reine Farce, deren Anwendungs-Hürden so hoch sind, dass sie praktisch wirkungslos bleibt. Vielmehr muss befürchtet werden, dass die Schweiz unter EU-Druck steht, was einer Erpressung gleichkommt. Die automatische Rechtsübernahme nach der 'Integrationsmethode' entmachtet das Schweizer Parlament und Volk in einem hochsensiblen Bereich. Die Aufhebung von Art. 29a AIG und die Einführung von Art. 41c AIG zementieren die Zuwanderung in die Sozialwerke, ein klarer Verstoss gegen den verfassungsrechtlichen Auftrag. Der Schweizer Steuerzahler wird durch die Einführung von Zahlungsrahmen und Beitragsmechanismen im HFKG zusätzlich belastet. Die Unterstellung unserer zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (BVG, Art. 49 Abs. 2 Ziff. 27) und die Einschränkung von Barauszahlungen von Pensionskassenguthaben (Freizügigkeitsgesetz, Art. 25f Abs. 1bis) sind weitere Beispiele für die schleichende Aushöhlung unserer Souveränität. Die Einführung des Europäischen Berufsausweises (EPC) und die Anbindung an das IMI-System in verschiedenen Berufsgesetzen (BGMD, MedBG, GesBG, PsyG) ersetzen schweizerische Qualitätskontrollen durch automatisierte EU-Prozesse, was eine Absenkung der Standards und eine Gefährdung der Patientensicherheit zur Folge hat.

Landverkehr

Die vorgeschlagenen Änderungen im Bereich Landverkehr stellen eine ernste Bedrohung für den Schweizer Service public dar. Insbesondere die Einführung der Kabotage gemäss neuem Art. 40ater Eisenbahngesetz (EBG) birgt die Gefahr der „Rosinenpickerei“ durch ausländische Anbieter, was die finanzielle Basis der SBB und anderer konzessionierter Unternehmen, die für die landesweite Grundversorgung unerlässlich sind, erheblich untergräbt. Die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG), insbesondere Art. 32a Abs. 1bis, zwingt die Schweiz zur Berücksichtigung von EU-Recht bei Ausschreibungen, was die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs einschränkt und die Verfolgung rein schweizerischer Verkehrsziele erschwert. Die sogenannte „Gemeinsame Erklärung“ des Bundesrates entpuppt sich als rechtlich wertlos und bietet keinen Schutz vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden EU-Rechtsänderungen, welche die Souveränität weiter aushöhlen.

Lebensmittelsicherheit

Die geplante Übernahme des EU-Lebensmittelregelwerks unter dem irreführenden Titel "Lebensmittelsicherheit" stellt eine gravierende Gefährdung der Schweizer Souveränität und unserer hohen Produktionsstandards dar. Die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) zwingt unsere Land- und Ernährungswirtschaft in eine EU-Regulierung, die kleine Produzenten durch erstickende Bürokratie bedroht und unsere kulinarische Identität schwächt. Ferner führen Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zu einem inakzeptablen Rückschritt bei Tiertransporten und Schlachtungen, indem bewährte nationale Vorschriften durch EU-Massenstandards ersetzt werden. Auch die Aushebelung unseres Gentechnik-Moratoriums und die Unterstellung des Waldschutzes (WaG, Art. 26 Abs. 1bis) sowie der Tierseuchenbekämpfung (TSG, Art. 1) unter EU-Diktate sind beispiellose Souveränitätsverluste. Die neuen Verordnungskompetenzen im Landwirtschaftsgesetz (LwG, Art. 141, 148) umgehen zudem das Parlament. Diese einseitige Anbindung ist eine inakzeptable politische Erpressung durch die "Guillotineklausel" und gefährdet die gesamte bilaterale Vertretung.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Rahmen der Personenfreizügigkeit sind unzureichend und reine Kosmetik. Sie vermögen den massiven Lohndruck, der durch die Ausweitung der Freizügigkeit entsteht, keineswegs zu kompensieren und drohen eine flächendeckende Erosion unseres Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommenssegmenten. Anstatt unseren bewährten und wirksamen Lohnschutz zu stärken, wird er aufgeweicht und an EU-Standards angepasst. Die neuen Regeln sind bürokratischer, aber weniger effektiv als bisherige flankierende Massnahmen, was primär ausländischen Firmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch zentralistische, EU-konforme Strukturen untergraben, was zu laxeren Kontrollen und Durchsetzung führt. Der neue Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter ist ein vergiftetes Geschenk, das eine komplizierte Zweiklassen-Gesellschaft im Arbeitsrecht schafft und die Flexibilität von KMU lähmt. Die Anpassungen am Entsendegesetz (EntsG), insbesondere die Neuregelung in Art. 9 Abs. 2 und Art. 13a, dienen primär der EU-Kompatibilität und verkomplizieren die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten. Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar.

Strom

Die vorgeschlagenen Änderungen im Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) und im Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) stellen einen gravierenden Eingriff in die Energiesouveränität der Schweiz dar. Durch die institutionelle Einbindung in EU-Regulierungsstrukturen und die Übernahme von EU-Vorgaben, wie sie beispielsweise durch die erweiterte Kompetenz der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) manifestiert werden, verliert die Schweiz die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur. Die bisherige, auf Schweizer Bedürfnisse zugeschnittene Regulierung wird durch eine undemokratisch legitimierte EU-Regulierung ersetzt. Dies gefährdet nicht nur die bewährte föderale Struktur, sondern auch die lokale Energieproduktion durch die Schwächung von Gemeindekraftwerken und die Benachteiligung kleinerer Produzenten (EnG, Art. 15 neu). Die vollständige Marktliberalisierung birgt erhebliche Risiken für die Versorgungssicherheit und führt zu Preisvolatilität, was die KMU und Haushalte unverhältnismässig belastet. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem eine erhebliche Investitionsunsicherheit und bremst den Ausbau erneuerbarer Energien.

Staatliche Beihilfen

Die geplante Unterstellung der staatlichen Beihilfen unter ein EU-reglementiertes Kontrollregime stellt einen fundamentalen Angriff auf die Schweizer Souveränität und den Föderalismus dar. Die bewährte Praxis, wonach Subventionen politische Entscheide von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, wird durch ein starres, technokratisches EU-Regime ersetzt. Dies untergräbt die Autonomie der Kantone gemäss Artikel 31 der Bundesverfassung massiv. Die Schaffung einer neuen Beihilfekammer der WEKO, als «verlängerter Arm der EU» nach neuem Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG), wird die nationale wirtschaftspolitische Steuerungshoheit aushebeln. Die Kantone verlieren ihre Organisations- und Verfahrensautonomie, da ihre demokratisch gefällten Subventionsentscheide neu der zentralen Prüfung und potenziellen Aufhebung durch diese Behörde und schliesslich das Bundesgericht unterliegen, wie durch die Anpassungen im Bundesgerichtsgesetz (Art. 82 Bst. bbis BGG) vorgesehen. Die ersatzlose Streichung von Artikel 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) bedeutet zudem den Verlust nationaler Kontrollkompetenzen in einem strategisch wichtigen Sektor.

Die vorgeschlagene Gesamtlösung mit der EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Souveränität und der demokratischen Rechte der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht der eidgenössischen Räte und des Volkes stellt eine fundamentale Aushöhlung der bundesstaatlichen Ordnung dar. Insbesondere die Regelungen zur Personenfreizügigkeit bergen die Gefahr einer unkontrollierten Zuwanderung, welche die Sozialwerke und den Arbeitsmarkt unter Druck setzen könnte. Die automatisierte Übernahme von Rechtsakten, wie sie in Artikel 11 des vorgeschlagenen Abkommens zur Sprache kommt, ignoriert die Prinzipien der direkten Demokratie und des Subsidiaritätsprinzips, welche in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft fest verankert sind. Eine solche Schwächung der nationalen Gesetzgebungsprozesse ist inakzeptabel.

Die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit der EU lassen erhebliche Zweifel hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung aufkommen. Insbesondere die Übernahme von EU-Recht, wie sie durch die Angleichung an die Richtlinie 2004/38/EG über das Recht der Unionsbürgerinnen und Unionsbürger sowie ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten, droht, wirft Fragen hinsichtlich der Souveränität und der Wahrung der nationalen Interessen auf. Artikel 2 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft vom 12. April 1978 (SR 101) garantiert die Selbstbestimmung der Kantone und des Bundes, welche durch die automatische Rechtsübernahme potenziell tangiert werden könnte. Die vorgeschlagene Regelung birgt das Risiko einer schleichenden Entnationalisierung von Rechtsstandards und einer Aushöhlung des föderalistischen Prinzips gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit für die Beurteilung von Einbürgerungsgesuchen vom 17. Juni 2011 (SR 141.0). Es ist unabdingbar, dass die Unabhängigkeit der schweizerischen Gesetzgebung und die Wahrung der verfassungsmässigen Ordnung jederzeit gewährleistet bleiben.

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nathalie Manser

Envoyé par courrier électronique à vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch

Christoph Meier, lic. phil., Via Patocchi 31a, CH – 6644 Orselina
Tel. +41 91 220 93 47 e-mail : chris.meier537@bluewin.ch

Dipartimento federale degli affari esteri
(EDA)
Bundeshaus West
3003 Bern

Orselina, il 20 novembre 2025

Oggetto: Presa di posizione sulla consultazione *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*

Gentili Signore, egregi Signori,

desidero esprimere la mia **opposizione** al pacchetto di accordi sottoposto a consultazione sotto la denominazione fuorviante di *"Stabilizzazione e sviluppo delle relazioni Svizzera–UE"*.

NO A QUESTO TRATTATO DI ADESIONE MASCHERATO

1. Rifiuto della subordinazione istituzionale

- NO alla ripresa automatica e dinamica del diritto europeo
- NO all'introduzione di un meccanismo di risoluzione delle controversie con giudici stranieri
- NO alla perdita della sovranità legislativa del nostro Paese
- NO all'allineamento forzato a oltre 20.000 pagine di regolamenti europei

2. Difesa della nostra democrazia diretta

Questo trattato svuota di contenuto il nostro sistema democratico unico:

- Le nostre iniziative popolari diventerebbero nulle di fronte al diritto europeo
- Il popolo svizzero perderebbe il diritto di decisione sulle questioni fondamentali
- I nostri Cantoni vedrebbero la propria autonomia drasticamente ridotta

3. Rifiuto dell'immigrazione di massa
Le nuove disposizioni sulla libera circolazione rappresentano una minaccia diretta per:

- Il nostro mercato del lavoro, a causa di una concorrenza sleale
- Le nostre infrastrutture, già sovraccariche
- Il nostro sistema sociale, per l'aumento esplosivo dei costi

Il principio della preferenza nazionale deve essere mantenuto.

4. Costi proibitivi e ingiustificati
I costi di implementazione, tra **182 e 432 milioni di franchi**, rappresentano uno spreco inaccettabile per un trattato che ci rende subordinati a Bruxelles.

RICHIESTE CHIARE

1. **ABANDONO** dell'attuale pacchetto di trattati
2. **MANTENIMENTO** degli accordi bilaterali I e II esistenti
3. **NEGOZIAZIONE** di accordi settoriali limitati, su base paritaria
4. **SOTTOPOSIZIONE OBBLIGATORIA** di qualsiasi futuro accordo istituzionale a **referendum obbligatorio** (doppia maggioranza di Popolo e Cantoni)

La Svizzera **non ha bisogno di questo trattato di adesione mascherato per prosperare**. Il nostro Paese ha costruito il proprio successo su **700 anni di indipendenza e neutralità**.

Il **Consiglio federale è pertanto intimato** a ritirare questo progetto e a rispettare la volontà popolare più volte espressa:

NO all'adesione all'Unione Europea, sotto qualsiasi forma.
Ringraziandovi per l'attenzione e per aver preso in considerazione questa mia presa di posizione, porgo i miei più distinti saluti.

Christoph Meier

Nom et Prénom
Adresse
Code postal et Ville
PERROTTET Michel
Beau soleil 10
1009 Pully
021 728. 19. 54

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, xx octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom et prénom en caractères d'imprimerie

PERROTTET MICHEL

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse

Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

Perrottet Michel

Nom et Prénom
Adresse
Code postal et Ville

PERROTET ~~Rich~~ LUCIA
Ch. de Beau Soleil 10
1009 Pully

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Ville, xx octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom et prénom en caractères d'imprimerie

GERRATTET Lucia

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung@bwo.admin.ch

Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre votre avis en format Word par courrier électronique. Nous vous remercions de votre attention.

L. Gerrattet

REY JOEL
Av de chailly 61
1012 lausanne

Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Consultation Suisse-UE
3003 Berne

Lausanne le octobre 2025

Prise de position sur la consultation "Stabilisation et développement des relations Suisse-UE"

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite faire valoir mon opposition au paquet d'accords soumis à consultation sous l'appellation trompeuse de "stabilisation et développement des relations Suisse-UE".

NON À CE TRAITÉ D'ADHÉSION DÉGUISÉ

1. Refus de la subordination institutionnelle

- NON à la reprise automatique et dynamique du droit européen
- NON à l'installation d'un mécanisme de règlement des différends avec des juges étrangers
- NON à la perte de souveraineté législative de notre pays
- NON à l'alignement forcé sur plus de 20'000 pages de réglementations européennes

2. Protection de notre démocratie directe

Ce traité vide de sa substance notre système démocratique unique :

- Nos initiatives populaires deviendraient caduques face au droit européen
- Le peuple suisse perdrait son droit de décision sur les questions essentielles
- Nos cantons verraient leur autonomie drastiquement réduite

3. Refus de l'immigration de masse

Les nouvelles dispositions sur la libre circulation représentent une menace directe sur :

- Notre marché du travail par une concurrence déloyale
- Nos infrastructures déjà saturées
- Notre système social par une hausse explosive des coûts
- Le principe de préférence national

4. Coûts prohibitifs injustifiés

Les 182 à 432 millions de francs de coûts d'implémentation représentent un gaspillage inacceptable pour un traité qui nous subordonne à Bruxelles.

DES EXIGENCES CLAIRES

1. ABANDON du présent paquet de traités
2. MAINTIEN des accords bilatéraux I et II existants
3. NÉGOCIATION d'accords sectoriels limités **d'égal à égal**
4. SOUMISSION OBLIGATOIRE de tout futur accord institutionnel au référendum obligatoire (double majorité peuple et cantons)

La Suisse n'a pas besoin de ce traité d'adhésion déguisé pour prospérer. Notre pays a bâti sa réussite sur 700 ans d'indépendance et de neutralité.

Conseil fédéral **EST DONC SOMMÉ** de retirer ce projet et de respecter la volonté populaire exprimée à maintes reprises : **NON à l'adhésion à l'UE sous quelque forme que ce soit**

En vous remerciant de prendre en compte cette prise de position citoyenne, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

REY JOEL

Simon Villiger
Maria-Bernarda-Str. 15
5644 Auw

Abteilung Europa
Bundeshaus Ost
CH-3003 Bern

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU gibt Anlass zu erheblichen Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen auf die Souveränität und die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Schweiz. Die Übernahme von EU-Recht ohne angemessene Mitsprachemöglichkeit untergräbt die demokratischen Grundprinzipien, die für unsere nationale Gesetzgebung massgeblich sind. Insbesondere die Regelungen zur institutionellen Verankerung drohen, die Schweiz in eine Abhängigkeit zu Brüssel zu manövrieren, die nicht mehr mit unserem Status als unabhängiger Staat vereinbar ist. Es stellt sich die Frage, ob die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile die erhebliche Erosion unserer rechtlichen und politischen Autonomie rechtfertigen. Die Mechanismen zur Streitbeilegung, wie sie in solchen Abkommen üblich sind, könnten schweizerische Gerichte faktisch entmachten und die Anwendung unseres eigenen Rechts in Frage stellen. Dies steht im Widerspruch zum Grundsatz der rechtsstaatlichen Unabhängigkeit, der im Schweizerischen Rechtssystem fest verankert ist und auf Artikel 190 der Bundesverfassung beruht, wonach Bundesgesetze und Völkerrecht massgebend sind. Die unklare Abgrenzung der Zuständigkeiten und die Möglichkeit der Anwendung von EU-Recht durch den Europäischen Gerichtshof könnten die rechtliche Sicherheit für Schweizer Unternehmen und Bürger massiv beeinträchtigen. Des Weiteren sind die potenziellen Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Sozialwerke nicht zu unterschätzen. Die Personenfreizügigkeit, ohne flankierende Massnahmen, die den Schutz der Schweizer Lohn- und Arbeitsbedingungen gewährleisten, könnte zu einem Lohndumping und einer Überlastung unserer Sozialsysteme führen. Das Schweizerische Obligationenrecht und das Arbeitsgesetz bieten zwar Schutzmechanismen, doch die Frage ist, ob diese angesichts der Dynamik der EU-Gesetzgebung auf Dauer ausreichen werden. Die Gefahr, dass sich die Schweiz in einem fortwährenden Anpassungsdruck befindet, ohne die Möglichkeit, eigene Regulierungen zu entwickeln, die unseren spezifischen Bedürfnissen entsprechen, ist real. Abschliessend ist festzuhalten, dass die vorgeschlagene Lösung einer kritischen Prüfung bedarf, die über rein wirtschaftliche Erwägungen hinausgeht. Die Wahrung unserer Souveränität und die Fähigkeit, unsere eigenen Gesetze zum Wohle unserer Bevölkerung zu gestalten, müssen oberste Priorität haben. Die blosse Übernahme von EU-Recht, ohne eine klare und wirksame Einflussnahme der Schweiz, birgt erhebliche Risiken, die nicht leichtfertig eingegangen werden dürfen.

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Zur inländischen Umsetzung der vorliegenden Vorschläge sind tiefgreifende Bedenken hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit der schweizerischen Rechtsordnung zu äussern. Die vorgeschlagene Übernahme von EU-Recht droht, die Souveränität der Schweiz fundamental zu untergraben und die rechtsstaatlichen Prinzipien zu gefährden. Insbesondere Artikel 45 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Eidgenossenschaft (SR 131.1) garantiert die Autonomie der Kantone. Die Art und Weise, wie die EU-Regularien implementiert werden sollen, lässt jedoch befürchten, dass die kantonalen Kompetenzen und die föderale Struktur der Schweiz erheblich beschnitten werden. Eine automatische Rechtsübernahme ohne ausreichende Anpassung an die schweizerischen Verhältnisse würde die richterliche Überprüfung und die parlamentarische Beratung untergraben, wie sie im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens gemäss Verordnung über Vernehmlassungen (SR 172.010.1) vorgesehen ist und im Interesse der rechtsstaatlichen Legitimation liegt. Zudem wirft die geplante Übernahme von EU-Recht Fragen hinsichtlich der rechtsstaatlichen Grundsätze des demokratischen Rechtsstaates auf, wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung (BV) verankert sind. Die Möglichkeit, dass die Schweiz an Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) gebunden sein könnte, ohne dass dieser Rechtsprechung durch schweizerische Gerichte in gleicher Weise überprüft werden kann, widerspricht dem Prinzip der richterlichen Unabhängigkeit und der Gewaltenteilung. Dies steht im Konflikt mit den Grundrechten, die in der Bundesverfassung gewährleistet sind und deren Schutz durch nationale Gerichte gewährleistet werden muss. Es besteht die ernsthafte Gefahr, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer schleichenden Entdemokratisierung führen und die direkte Mitsprache des Schweizer Volkes, die durch das Referendumsrecht gemäss Artikel 138 und 139 BV geschützt ist, ausgehöhlt wird. Die Übernahme von EU-Recht im vorliegenden Umfang, ohne transparente und effektive Kontrollmechanismen, die die schweizerischen Besonderheiten berücksichtigen, birgt erhebliche Risiken für die Stabilität und die demokratische Legitimation unserer Gesetzgebung. Die Stossrichtung der vorgeschlagenen Übernahme von EU-Regularien scheint die Unabhängigkeit und die rechtsstaatliche Integrität der Schweiz ernsthaft zu gefährden.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung des finanziellen Beitrags an die Europäische Union, insbesondere die Umwandlung von freiwilligen, vom Parlament kontrollierten Mitteln in eine automatische und rechtlich bindende Verpflichtung, ist aus Sicht der schweizerischen Souveränität und demokratischen Kontrolle zutiefst bedenklich. Die Einführung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) stellt dabei ein legislatives Instrument dar, das die bisherige Praxis einer politischen Geste in eine permanente und rechtlich unumstössliche Forderung transformiert. Dies widerspricht fundamental dem Prinzip der Budgethoheit des Parlaments, welches die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern ausübt. Die Verankerung des KoBG im Anhang des BöB, namentlich in Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d, ist mehr als eine formale Aufnahme; sie zementiert die Kohäsionszahlungen als integralen Bestandteil der schweizerischen Bundesgesetzgebung und signalisiert eine strukturelle Abhängigkeit. Der anfangs kommunizierte Betrag von 350 Millionen Franken pro Jahr erscheint angesichts des im Vertrag verankerten rechtsverbindlichen Mechanismus zur Neuberechnung als ein Lockvogelangebot. Es ist zu befürchten, dass dieser Mechanismus unweigerlich zu massiv höheren Forderungen führen wird, ohne dass die Schweiz die Möglichkeit hat, diese abzuwehren. Wir zahlen somit als Nettozahlerin ohne Mitspracherecht, und die erhofften Gegenleistungen in Form eines verbesserten Marktzugangs oder der Beseitigung von Handelshemmnissen bleiben unsicher, während die Souveränität weiter erodiert. Die ergänzende Aufnahme des KoBG in das Gesetz zur Friedensförderung durch Art. 1 Abs. 2 Bst. b ist irreführend. Hier wird die positive Konnotation der schweizerischen Friedensförderung instrumentalisiert, um politisch heikle und umstrittene Zahlungsverpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Dies untergräbt die Glaubwürdigkeit unserer aussenpolitischen Engagements. Die Schaffung eines permanenten Rechtsanspruchs gemäss Art. 1 KoBG, der das Parlament faktisch seiner Entscheidungsgewalt über diese milliardenschweren Zahlungen entzieht, ist eine unzulässige Aushöhlung der Budgethoheit. Statt einer souveränen Entscheidung über die Verwendung von

Steuergeldern droht lediglich der Vollzug einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung. Die Schweiz wird damit zur Kasse gebeten, ohne dass die demokratische Kontrolle oder die Möglichkeit zur Verweigerung gewahrt bleibt.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich der Personenfreizügigkeit und Zuwanderung stellen eine gravierende Aushöhlung der schweizerischen Souveränität und eine Missachtung des Volkswillens dar, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie führt zu einer massiven Ausweitung der Personenfreizügigkeit, die weit über die bestehenden Abkommen hinausgeht und eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung durch die Schweiz faktisch unmöglich macht. Die Einführung eines neuen 'Daueraufenthaltsrechts', einer Art 'Niederlassung C PLUS', bereits nach fünf statt zehn Jahren Aufenthalt, ist besonders besorgniserregend. Dieser praktisch unentziehbare Status, selbst im Falle von Kriminalität oder dauerhaftem Sozialhilfebezug, untergräbt die innere Sicherheit und belastet unsere Sozialwerke und Steuerzahler in unzumässlicher Weise. Die damit geförderte Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, einschliesslich des ungezügelten Familiennachzugs, der neu auch Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern umfasst, ist für ein Nicht-EU-Land beispiellos und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Sozialkosten. Die im Vertragspaket vorgesehene 'Schutzklausel', insbesondere die Neufassungen in Artikel 21b AIG und die Aufhebung von Artikel 29a AIG, entpuppt sich als reine Illusion. Die Hürden für ihre Anwendung sind derart hoch, dass sie in der Praxis wirkungslos bleiben wird. Jegliche Anwendung riskiert zudem prozedurale Sanktionen seitens der EU, was die Klausel zu einer Farce macht und die schweizerische Handlungsfreiheit weiter einschränkt. Die Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der 'Integrationsmethode' bedeutet die faktische Entmachtung des Schweizer Parlaments und des Volkes bei künftigen Verschärfungen des EU-Rechts. Diese automatische Übernahme von EU-Recht in einem so sensiblen Bereich ist eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie und ein direkter Angriff auf unsere rechtsstaatlichen Prinzipien. Die Anpassungen im Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG), einschliesslich der 'Wiedereingliederungsstrategie' gemäss Artikel 24a AVG, erscheinen als rein kosmetische Massnahmen, die den Verlust der Kontrolle über den Arbeitsmarktzuzug verschleiern sollen. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren für Ausländer im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der massiven Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen. Dieser Versuch, die finanziellen Folgen durch höhere Gebühren abzufedern, ist ein verzweifelter und sozial unausgewogener Schritt. Die Unterstellung der zweiten Säule unter EU-Koordinationsregeln (Artikel 49 Absatz 2 Ziffer 27 BVG) und die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU (neuer Artikel 25f Absatz 1bis Freizügigkeitsgesetz) sind weitere Beweise für die schleichende Aufgabe unserer sozialpolitischen Souveränität und greifen tief in die Eigentumsrechte Schweizer Bürger ein. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) in das BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis), MedBG (Artikel 15, 35) und GesBG (Artikel 10, 15) sowie die Anbindung an das IMI-System im PsyG (neuer Artikel 37 Abs. 4) ersetzen bewährte schweizerische Qualitätsprüfungen durch automatisierte EU-Mechanismen. Dies birgt erhebliche Risiken für die Patientensicherheit und die Qualität unserer Dienstleistungen und stellt eine unannehmbare Delegierung nationaler Kontrollhoheit dar. Diese Vertragspaket bedeutet eine Kapitulation vor der EU und gefährdet die Grundlage unseres Wohlstands und unserer Freiheit.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

Die vorgeschlagene Stabilisierung der Beziehungen zur Europäischen Union birgt erhebliche Risiken für die Souveränität und die rechtliche Eigenständigkeit der Schweiz. Eine unkritische Übernahme von EU-Recht, wie sie in den Eckpunkten des Abkommens angedeutet wird, würde die Schweiz in eine Abhängigkeitsposition drängen, die mit den Grundsätzen der direkten Demokratie und der bundesstaatlichen Ordnung unvereinbar ist. Insbesondere die Gefahr der automatischen Übernahme von EU-Recht ohne die Möglichkeit nationaler Mitsprache und Überprüfung ist äusserst bedenklich. Gemäss Artikel 140 Absatz 1 der Schweizer Bundesverfassung obliegt die Gesetzgebung dem Parlament. Eine delegierte Gesetzgebung, die auf externen Vorgaben basiert und ohne demokratische Kontrolle umgesetzt wird, untergräbt dieses fundamentale Prinzip. Die Schweiz würde zur reinen Vollzugsorganisation für Brüsseler Entscheidungen degradiert, was jegliche politische Gestaltungshoheit entzieht. Die Rolle des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letztinstanzliche Autorität in Streitigkeiten, die sich aus einem solchen Abkommen ergeben könnten, stellt eine weitere gravierende Einschränkung der nationalen Souveränität dar. Die Bundesverfassung garantiert in Artikel 1 der Bundesverfassung die Unabhängigkeit der Gerichte. Eine Überordnung des EuGH würde die unabhängige Auslegung und Anwendung schweizerischen Rechts durch unsere eigenen Gerichte gefährden. Die Vorstellung, dass ein ausländisches Gericht die Gültigkeit oder die Auslegung von Schweizer Gesetzen und Verordnungen bestimmen könnte, ist mit dem Rechtsstaatsprinzip und dem Selbstbestimmungsrecht der Schweiz unvereinbar. Des Weiteren ist zu befürchten, dass die finanzielle Beteiligung an EU-Programmen und die Übernahme von Haftungen zu einer unkalkulierbaren Belastung für die schweizerischen Steuerzahler führen könnten. Ohne klare Transparenz und Kontrolle über die Mittelverwendung besteht die Gefahr, dass Gelder ineffizient eingesetzt werden oder zur Subventionierung von EU-Politiken verwendet werden, die nicht im Interesse der Schweiz liegen. Angesichts dieser tiefgreifenden Bedenken erscheint die aktuelle Ausgestaltung der vorgeschlagenen Stabilisierung als nicht akzeptabel. Eine echte Stärkung der Beziehungen zur EU kann nur auf der Basis von klar definierten Rechten und Pflichten erfolgen, die die Souveränität der Schweiz und die Prinzipien ihrer direkten Demokratie respektieren und wahren. Jede Form der Annäherung, die diese Grundpfeiler gefährdet, muss entschieden zurückgewiesen werden.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

Die vorgelegten Verhandlungsergebnisse im Hinblick auf ein weiterführendes Abkommen mit der Europäischen Union geben Anlass zu tiefgreifender Besorgnis und werfen essenzielle Fragen hinsichtlich der Souveränität und der wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auf. Es ist zwingend erforderlich, die potenziellen Auswirkungen dieser Vereinbarungen kritisch zu beleuchten und die damit verbundenen Risiken für die schweizerische Rechtsordnung und die nationale Unabhängigkeit sorgfältig zu prüfen. Ein zentraler Punkt der Kritik liegt in der drohenden Übernahme von EU-Recht, ohne dass die Schweiz direkten Einfluss auf dessen Entstehung hat. Dies steht im klaren Widerspruch zu den Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Selbstbestimmung, die im Schweizerischen Bundesverfassung (BV) verankert sind. Insbesondere Artikel 1 des Bundesgesetzes über die Politische Mitwirkung (PMG) betont die Bedeutung der Beteiligung des Volkes und der Kantone an politischen Entscheidungsprozessen. Eine automatische Übernahme von EU-Recht, wie sie bei institutionellen Abkommen befürchtet wird, würde diesen Grundsatz fundamental untergraben. Des Weiteren besteht die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Schweizerischen Gerichte durch die Einbeziehung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) als letzte Instanz tangiert wird. Dies wäre eine gravierende Einschränkung der nationalen Gerichtsbarkeit und könnte zu einer Aushöhlung der rechtsstaatlichen Prinzipien führen, wie sie in den Artikeln 29 und 30 der Bundesverfassung garantiert sind. Die schweizerische Rechtsprechung hat stets Wert auf die Wahrung nationaler Rechtstraditionen gelegt, und eine Unterwerfung unter die Auslegung des EuGH würde diese Traditionen gefährden. Auch die wirtschaftlichen Konsequenzen sind mit Skepsis zu betrachten. Die geforderte Übernahme des freien Personenverkehrs ohne ausreichende flankierende Massnahmen birgt das Risiko einer Lohndumping und einer übermässigen Belastung der schweizerischen Sozialwerke. Die im Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und ihre Insolvenzentschädigung (AVIG) verankerten Schutzbestimmungen für

Arbeitnehmer könnten durch einen unregulierten Zustrom von Arbeitskräften untergraben werden. Die Annahme des Schengen-Besitzstands beispielsweise birgt spezifische Herausforderungen im Hinblick auf die Grenzkontrollen und die innere Sicherheit, die nicht unterschätzt werden dürfen.
Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorliegenden Verhandlungsergebnisse mit erheblichen Vorbehalten zu behandeln sind. Es muss sichergestellt werden, dass jegliche zukünftige Vereinbarung mit der EU die schweizerische Souveränität, die rechtsstaatlichen Prinzipien und die wirtschaftlichen Interessen des Landes uneingeschränkt wahrt. Eine blinde Übernahme von EU-Recht und eine Aufgabe der eigenen Rechtsetzungsautonomie wären für die Schweiz inakzeptabel und stünden im Widerspruch zu den fundamentalen Werten unserer Verfassung.

Freundliche Grüsse

S. Villiger

Simon Villiger

Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Absender & Kontakt

Absender: Uta Wendlandt (Privat)

Datum:

Kontakt: Uta Wendlandt Mathis · +41 78 6920912 · ut.landt@gmail.com

Wie beurteilen Sie das Paket Schweiz-EU (Verhandlungsergebnis und dazugehörige inländischen Umsetzung)?

Die vorgeschlagene Gesamtbeurteilung des Pakets Schweiz-EU ist äusserst problematisch und verdient eine kritische Ablehnung. Es ist nicht ersichtlich, wie dieses Paket im Einklang mit unserer demokratischen Grundordnung und unserer Souveränität stehen soll.

Die zentrale Sorge betrifft die vorgesehene Übernahme von EU-Recht ohne Mitspracherecht. Die automatische Übernahme von EU-Gesetzgebung, wie sie in verschiedenen Abkommen impliziert ist, untergräbt die Prinzipien der direkten Demokratie und der nationalen Rechtsetzung. Artikel 1 der Bundesverfassung (BV) garantiert, dass das Schweizer Volk und die Kantone die obersten Träger der Staatsgewalt sind. Durch die faktische Unterwerfung unter europäisches Recht wird dieses Grundprinzip ausgehöhlt. Es stellt sich die dringende Frage, wie wir weiterhin als souveräner Staat agieren können, wenn unsere Gesetzgebung primär von Brüssel diktiert wird und wir nicht mehr die Freiheit haben, eigene Gesetze zu erlassen, die unseren spezifischen Bedürfnissen entsprechen. Die Ratifizierung solcher Vereinbarungen würde die Schweiz in eine abhängige Position manövrieren, in der sie EU-Entscheidungen ohne Einflussmöglichkeit hinnehmen müsste.

Darüber hinaus sind die ökonomischen Konsequenzen bedenklich. Die vorgesehene Einbeziehung in den EU-Binnenmarkt und die damit verbundenen Verpflichtungen zur Übernahme von Regulierungen könnten zu erheblichen Wettbewerbsnachteilen für Schweizer Unternehmen führen. Die Kosten für die Anpassung an europäische Standards und die möglichen Auswirkungen auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen sind nicht klar dargelegt und bergen Risiken. Das Prinzip der Wettbewerbsneutralität, das auch im EU-Recht verankert ist, könnte hier dazu missbraucht werden, Schweizer Verhältnisse anzugliedern, ohne die Vorteile der Mitgliedschaft zu geniessen. Dies wirft Fragen im Hinblick auf den Schutz schweizerischer Arbeitsplätze und die soziale Abfederung auf.

Die vorgeschlagene institutionelle Rahmung birgt ebenfalls erhebliche Gefahren. Die Einsetzung eines gemischten Ausschusses oder eines Schiedsgerichts, das über die Auslegung der Abkommen entscheidet, entzieht sich der nationalen Gerichtsbarkeit und damit der Kontrolle durch das Schweizer Volk und seine Vertreter. Artikel 190 Absatz 1 BV legt fest, dass das Bundesrecht und das Völkerrecht für die Gerichte und Behörden verbindlich sind. Wenn jedoch die Auslegung und Anwendung des Völkerrechts durch übernationale Organe erfolgt, die nicht direkt dem Schweizer Rechtssystem unterstehen, wird die Rechtsstaatlichkeit gefährdet. Die Gefahr einer "Rechtsfortbildung" durch den Europäischen Gerichtshof (EuGH) über die bestehenden Abkommen hinaus ist real und stellt eine erhebliche Bedrohung für unsere Rechtsordnung dar.

Die Nachteile und Gefahren dieses Pakets überwiegen bei weitem die angeblichen Vorteile. Es ist unerlässlich, dass die Schweiz ihre Souveränität wahrt und keine Vereinbarungen eingeht, die ihre demokratische Selbstbestimmung und ihren Wohlstand gefährden.

Sind Sie damit einverstanden, die bilateralen Beziehungen zur Europäischen Union (EU) zu stabilisieren und weiterzuentwickeln?

(leer)

Wie beurteilen Sie die inländische Umsetzung?

Die vorliegende Vernehmlassung wirft fundamentale Fragen hinsichtlich der Auswirkungen auf die inländische Gesetzgebung und die Souveränität der Schweiz auf. Es besteht die dringende Notwendigkeit, die vorgeschlagenen Regelungen kritisch zu hinterfragen und deren Konformität mit bestehendem Schweizer Recht zu prüfen.

Es ist höchst besorgniserregend, dass die vorgeschlagenen Bestimmungen eine erhebliche Aushöhlung des schweizerischen Rechtssystems bedeuten könnten. Insbesondere Artikel 7 des Bundesgesetzes über die Binnenmarktgesetzgebung (BGBM) garantiert die Anwendung schweizerischen Rechts in der Schweiz. Eine übermässige Übernahme von EU-Recht ohne entsprechende Anpassungen oder explizite schweizerische Gesetzgebung würde diesen Grundsatz untergraben. Dies widerspricht dem Geist und dem Buchstaben des Art. 123 der Bundesverfassung, der die Rechtssetzungskompetenz der eidgenössischen Räte festschreibt.

Die Annahme von EU-Recht, das nicht im Einklang mit unseren spezifischen nationalen Interessen und Werten steht, birgt erhebliche Risiken. Es muss gewährleistet sein, dass die Schweiz ihre Fähigkeit zur eigenständigen Gesetzgebung nicht aufgibt. Die Gefahr, dass ausländische Gerichtsurteile und die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) autonom auf die Schweiz angewendet werden, ohne die Möglichkeit einer nationalen Kontrolle, ist inakzeptabel. Dies tangiert direkt die Rechtsstaatlichkeit und die Prinzipien der Gewaltenteilung, wie sie in der Schweizer Bundesverfassung verankert sind.

Weiterhin muss die Frage der demokratischen Legitimation und der direkten Mitsprache des Schweizer Volkes aufgeworfen werden. Wenn Gesetze primär aus Brüssel übernommen werden, entzieht dies dem Parlament und letztlich den Bürgerinnen und Bürgern die Möglichkeit, auf die Gesetzgebung Einfluss zu nehmen. Dies könnte als eine indirekte Aushöhlung der direkten Demokratie interpretiert werden. Die Prinzipien des Artikels 1 der Bundesverfassung, die die Schweiz als eine demokratische und rechtsstaatliche Republik definieren, könnten hierdurch gefährdet werden.

Wir fordern daher eine eingehende Prüfung, wie die vorgeschlagenen Regelungen mit den Kernprinzipien des schweizerischen Rechts, insbesondere mit dem Bundesgesetz über die Binnenmarktgesetzgebung und der Bundesverfassung, in Einklang gebracht werden können, ohne die Souveränität und die rechtsstaatlichen Garantien der Schweiz zu kompromittieren. Es bedarf klarer Mechanismen, die sicherstellen, dass die Schweiz ihre Gesetzgebungshoheit und die Autonomie ihrer Gerichte bewahrt. Die bloße Übernahme von EU-Recht kann keine langfristige und tragfähige Lösung für die schweizerischen Besonderheiten darstellen.

Lebensmittelsicherheit

Die vorgeschlagene Angleichung im Bereich der Lebensmittelsicherheit unter dem irreführenden Titel 'Vom Hof auf den Tisch' stellt eine schleichende, aber systematische Unterwerfung der gesamten Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft unter das EU-Regelwerk dar. Dies ist keineswegs eine reine Massnahme zur Gewährleistung der Sicherheit, sondern eine umfassende Übernahme von EU-Standards, die unsere bewährten, oft höheren Produktionsstandards, die Existenz unserer bäuerlichen Familienbetriebe und letztlich die Wahlfreiheit der Konsumenten massiv gefährdet. Die sprichwörtliche Schweizer Qualität, ein zentraler Wettbewerbsvorteil unserer Produzenten, steht zur Disposition. Eine Angleichung an tendenziell tiefere EU-Standards führt unweigerlich zu einem

Qualitätsverlust und entwertet das Label 'Made in Switzerland'.

Besonders besorgniserregend ist die diplomatisch verpackte 'Guillotineklausel', welche dieses Abkommen untrennbar mit allen bilateralen Verträgen I verknüpft. Dies stellt eine inakzeptable politische Erpressung dar, die jegliche souveräne Handlungsfähigkeit der Schweiz blockiert und uns bei einer Ablehnung vor die Wahl stellt, sämtliche bestehenden Abkommen aufs Spiel zu setzen. Ferner sehen wir mit grosser Sorge, dass EU-Inspektoren Zutritt und Kontrollbefugnisse in unseren Betrieben erhalten sollen. Dies ist ein fundamentaler Eingriff in unsere nationale Souveränität, der Schweizer Betriebe zu Kontrollobjekten einer ausländischen Behörde degradiert.

Die drohende Welle der Bürokratie, die durch die Totalrevision des Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständegesetzes (LMG) auf unsere Produzenten hereinbrechen wird, ist erdrückend. Nicht nur grosse Industriebetriebe, sondern auch kleinste Hofläden, Alp-Käsereien und lokale Metzger müssten die komplexen und für die Schweiz unpassenden EU-Vorschriften erfüllen. Dies vernichtet lokale Traditionen und wirtschaftliche Existenzen. Das Gentechnik-Moratorium, welches unser Volk mehrfach bestätigt hat, wird systematisch ausgehöhlt, indem wir zur Akzeptanz von EU-zugelassenen Produkten mit Spuren von GVO gezwungen werden.

Die Anpassungen im Tierschutzgesetz (TSchG, Art. 15a, 21) zwingen uns, unsere oft strengeren und bewährten Tierschutzvorschriften bei Transport und Schlachtung zugunsten von EU-Standards aufzugeben. Dies ist ein klarer Rückschritt für den Tierschutz und ein unannehmbarer Souveränitätsverlust. Ebenso die neuen Verordnungskompetenzen für den Bundesrat im Landwirtschaftsgesetz (neue Absätze in Art. 141 und 148 LwG), die eine Blankovollmacht zur Umsetzung von EU-Recht darstellen und das Parlament umgehen. Die Unterstellung unseres Waldschutzes unter das EU-Diktat (neuer Art. 26 Abs. 1bis WaG) und die Kontrollverlust im Tierseuchengesetz (Art. 1 neu TSG) sind weitere beunruhigende Beispiele für die Erosion unserer nationalen Souveränität und unsere Fähigkeit, eigene, auf unsere Bedürfnisse zugeschnittene Gesetze zu gestalten. Dieses Abkommen ist ein Frontalangriff auf unsere Qualität, unsere Unabhängigkeit und unsere demokratischen Prozesse.

Personenfreizügigkeit: Lohnschutz

Die vorgeschlagenen Massnahmen zum Lohnschutz im Kontext der Personenfreizügigkeit sind in ihrer Wirksamkeit äusserst fraglich und lassen befürchten, dass sie den bestehenden Schutz schwächen, anstatt ihn zu stärken. Anstatt die bewährten und effektiven Schweizer flankierenden Massnahmen zu festigen, werden diese aufgeweicht und an EU-Normen angepasst. Dies führt zu einer bürokratischeren, aber letztlich weniger wirksamen Schutzmechanik, die primär jenen ausländischen Unternehmen zugutekommt, die Lohndumping betreiben wollen. Die Gefahr einer flächendeckenden Erosion des Schweizer Lohnniveaus, insbesondere in den mittleren und unteren Einkommensklassen, ist real und wird durch diese Vorschläge nicht wirksam eingedämmt.

Die beabsichtigte Anpassung des Entsendegesetzes (EntsG) ist keine Stärkung, sondern eine von der EU diktierte Umgestaltung unseres Lohnschutzes. Die Erweiterung des Sanktionssystems in Artikel 9 Absatz 2 dient vordergründig der Kompatibilität mit dem EU-Recht und nicht zwingend der Verbesserung des Schutzes für Schweizer Arbeitnehmer. Die Streichung des Klagerechts aus Artikel 11 und seine Verlagerung in Artikel 13a ist eine juristische Umstrukturierung, die die bewährte Systematik aufweicht und die Durchsetzung von Arbeitnehmerrechten potenziell verkompliziert.

Die Kontrollmechanismen werden geschwächt. Die Kompetenzen der paritätischen Kommissionen und der kantonalen Arbeitsinspektorate werden durch die neuen, zentralistischen und EU-konformen Strukturen untergraben. Dies birgt die Gefahr von weniger Kontrollen und einer lascheren Durchsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen.

Die Einführung eines speziellen Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertreter, neu in den Artikeln 335l bis 335q des Obligationenrechts (OR), stellt einen direkten Eingriff in die schweizerische Vertragsfreiheit dar, der durch EU-Druck motiviert ist. Es wird eine privilegierte Klasse von Arbeitnehmern geschaffen, deren Kündigung an ein starres, bürokratisches Verfahren geknüpft ist. Dies lähmt die Flexibilität insbesondere von kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) und

widerspricht unseren liberalen Arbeitsmarktprinzipien.

Die Verknüpfung des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen (BöB) mit dem neuen Kohäsionsbeitragsgesetz (Anhang 5 Ziff. 1 Bst. d) ist problematisch. Sie zementiert die Kohäsionszahlungen als festen Bestandteil unserer Rechtsordnung und schafft Querverbindungen, die die Schweiz politisch noch stärker an die EU binden.

Die Gleichstellung von EU-Sanktionen mit vollstreckbaren Urteilen im Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz (neuer Art. 80 Abs. 2 Ziff. 6 SchKG) stellt eine massive Abtretung von Souveränität dar. Damit wird die Schweiz zur Vollzugsgehilfin für finanzielle Verwaltungssanktionen aus der EU, was unsere Rechtsordnung untergräbt, indem ausländische administrative Entscheide ohne umfassende gerichtliche Prüfung in der Schweiz durchgesetzt werden können. Die vorliegenden Vorschläge sind daher kritisch zu hinterfragen und abzulehnen.

Personenfreizügigkeit: Zuwanderung

Die vorliegende Vernehmlassung zur Personenfreizügigkeit und Zuwanderung zeigt bedauerlicherweise eine deutliche Tendenz zur Aushöhlung unserer Souveränität und zur massiven Ausweitung der Zuwanderung, die in krassem Widerspruch zum Volkswillen steht, wie er in Artikel 121a der Bundesverfassung verankert ist. Die geplante Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, insbesondere in Bezug auf das Aufenthaltsrecht, wird durch die Einführung eines neuen „Daueraufenthaltsrechts“ nach nur fünf Jahren quasi unentziehbar. Dieser Status, eine Art „Niederlassung C PLUS“, birgt erhebliche Risiken für die innere Sicherheit und die Stabilität unserer Sozialwerke, da er selbst bei fortgesetzter Kriminalität oder dauerhaftem Bezug von Sozialhilfe Bestand haben soll.

Es ist erschreckend zu sehen, wie die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme durch diese Regelungen massiv gefördert wird. EU-Bürger und ihre nachgezogenen Familienangehörigen erhalten ein faktisches Bleiberecht, selbst wenn sie auf Sozialhilfe angewiesen sind. Die Kosten hierfür werden von den Schweizer Steuerzahlern, Kantonen und Gemeinden getragen, ohne dass eine adäquate Gegenleistung zu erwarten ist. Die Ausweitung des Familiennachzugs auf Eltern, Grosseltern und Schwiegereltern übersteigt jegliches Mass und führt zu einem unkontrollierbaren Anstieg der Zuwanderung und damit auch der Sozialkosten.

Die angepriesene „Schutzklausel“ ist nichts weiter als reines Augenwischerei. Die Hürden für ihre Anwendung sind so hoch angesetzt, dass sie in der Praxis nie greifen wird. Vielmehr droht die EU mit empfindlichen Strafmassnahmen, sollte die Schweiz versuchen, diese Klausel dennoch zu nutzen. Dies entpuppt sich als Erpressung, nicht als Schutz. Die automatische Rechtsübernahme im Bereich der Zuwanderung nach der „Integrationsmethode“ bedeutet, dass unser Parlament und das Volk künftig faktisch kein Mitspracherecht mehr bei Verschärfungen des EU-Rechts haben. Dies stellt eine inakzeptable Aushöhlung unserer direkten Demokratie dar.

Die Anpassungen im Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG), insbesondere die Einführung von Artikel 41c und die Aufhebung von Artikel 29a, zementieren die Zuwanderung in unsere Sozialsysteme, indem der Anspruch auf Sozialhilfe für EU-Bürger ausgeweitet und ein Ausschluss praktisch unmöglich gemacht wird. Die neue „Schutzklausel“ in Artikel 21b AIG ist ein Placebo, das keine wirksame Steuerung ermöglicht und einseitige Kontingente ausschliesst. Die Einführung drastisch höherer Studiengebühren im ETH-Gesetz (Artikel 34d Absatz 2bis) und im HFKG (Artikel 61a) ist ein offenes Eingeständnis der enormen Mehrkosten, die durch die Personenfreizügigkeit im Bildungsbereich entstehen und nun auf den Schultern der Studierenden ausgetragen werden.

Das neue Bundesgesetz über die Umsetzung des bilateralen Abkommens über die Personenfreizügigkeit (BGVB) institutionalisiert die Unterordnung unter das Binnenmarkt-Informationssystem (IMI) der EU. Anstatt einer nationalen Prüfung von Berufsqualifikationen findet eine automatisierte Anerkennung statt, was unsere hohen Qualitätsstandards schwächt. Die Anpassung des AIG ist das Kernstück dieser Kapitulation vor der EU; die neue „Schutzklausel“ ist eine Farce, während die Aufhebung von Artikel 29a und die Einführung von Artikel 41c den Verbleib von EU-Bürgern auf Kosten unserer Sozialwerke

zementieren. Die Anpassung des Arbeitsvermittlungsgesetzes (AVG) mit seiner „Wiedereingliederungsstrategie“ ist eine kosmetische Massnahme, die den Verlust der Kontrolle über den Zuzug verschleiert.

Die Aufnahme von Ziffer 27 in Artikel 49 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) unterstellt unsere zweite Säule den Koordinationsregeln der EU, was einen weiteren Schritt zur Aushöhlung unserer sozialpolitischen Souveränität darstellt. Die Einschränkung der Barauszahlung von Pensionskassenguthaben bei Wegzug in die EU durch Artikel 25f Absatz 1bis des Freizügigkeitsgesetzes ist ein Eingriff in Eigentumsrechte, diktiert von Brüssel. Selbst das Zivilgesetzbuch (ZGB) wird durch Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 24 an das EU-Sozialversicherungsrecht angepasst. Die Integration des Europäischen Berufsausweises (EPC) im BGMD (Artikel 2 Absatz 1bis) und im Medizinalberufegesetz (MedBG, Artikel 15, 35) sowie im Gesundheitsberufegesetz (GesBG, Artikel 10, 15) und im Psychologieberufegesetz (PsyG, Artikel 37 Absatz 4) ersetzt die bewährte schweizerische Qualitätsprüfung durch einen automatisierten EU-Mechanismus, was die Patientensicherheit im Gesundheitsbereich und die Standards in anderen Berufen massiv gefährdet.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die vorgeschlagenen Anpassungen eine schleichende Aufgabe unserer Souveränität und eine erhebliche Belastung für unsere Sozialwerke und unsere Gesellschaft darstellen. Es ist dringend geboten, diese Entwicklungen kritisch zu hinterfragen und sicherzustellen, dass die Interessen der Schweizer Bevölkerung stets im Vordergrund stehen.

Staatliche Beihilfen

Die vorgeschlagenen Regelungen im Bereich staatliche Beihilfen stellen eine fundamentalen und inakzeptablen Eingriff in die Schweizer Souveränität und unseren Föderalismus dar. Die heutige, bewährte Praxis, bei der Subventionen politische Entscheidungen von Bund, Kantonen und Gemeinden sind, die demokratisch legitimiert und an nationalen Interessen orientiert sind, soll durch ein starres, technokratisches EU-Kontrollregime ersetzt werden.

Die Einführung des Bundesgesetzes über die Überwachung von staatlichen Beihilfen (BHÜG) zementiert diese Entwicklung. Mit der Schaffung einer neuen Beihilfekammer, die gemäss Art. 3 BHÜG und Art. 18 Abs. 2 KG in die WEKO integriert wird, entsteht eine "Superbehörde", die als verlängerter Arm der EU fungiert. Diese Institution wird nicht primär Schweizer Interessen, sondern die Kompatibilität mit dem EU-Recht durchsetzen. Die Souveränität der Kantone wird massiv untergraben, indem ihre eigenständigen Förderentscheidungen einer zentralen EU-konformen Behörde unterworfen werden. Dies widerspricht dem föderalistischen Prinzip und reduziert die Kantone zu Bittstellern.

Besonders stossend ist die Anpassung des Bundesgerichtsgesetzes (BGG). Der neue Art. 82 Bst. bbis BGG gewährt der neuen Beihilfebehörde ein direktes Beschwerderecht gegen kantonale Erlasse. Dies ermöglicht eine abstrakte Normenkontrolle (Art. 98a BGG), mit der demokratisch gefällte kantonale Subventionsentscheide gekippt werden können. Dies ist eine inakzeptable Aushöhlung der kantonalen Autonomie und ein direkter Angriff auf unseren Föderalismus. Ebenso greifen die Erweiterungen der Zuständigkeiten des Bundesverwaltungsgerichts durch die neuen Artikel 31a, 33 und 37a-c VGG in die kantonale Verfahrensautonomie ein und stärken eine zentrale, EU-konforme Rechtskontrolle.

Die ersatzlose Streichung von Art. 103 des Luftfahrtgesetzes (LFG) ist ein klares Beispiel für die Aufgabe nationaler Souveränität. Die bisherige, auf Schweizer Interessen ausgerichtete Prüfkompetenz der WEKO für Beihilfen im strategisch wichtigen Luftverkehr wird geopfert und dem EU-Regime unterstellt. Dies gefährdet die nationale Steuerungshoheit in kritischen Infrastrukturbereichen.

Der Ausschluss des Preisüberwachers von den Sitzungen der Beihilfekammer gemäss der Änderung in Art. 5 Abs. 2 PüG schwächt den Konsumentenschutz und die Transparenz. Während die neue Behörde über Entscheide fällt, die sich direkt auf Preise und Kosten auswirken, wird die Stimme des offiziellen Preiskontrolleurs ignoriert. Dies dient einzig dazu, der neuen EU-konformen Behörde

ungestörtes Agieren zu ermöglichen und unterstreicht die Unterwerfung der Schweiz unter externe Regeln. Die Schweiz wird zu einem reinen Regel-Empfänger degradiert.

Finanzieller Beitrag

Die vorgeschlagene Regelung betreffend den finanziellen Beitrag an die Europäische Union bedarf einer kritischen und eingehenden Prüfung, da sie fundamentale Prinzipien der schweizerischen Souveränität und der demokratischen Rechenschaftspflicht in Frage stellt. Die Umwandlung bisheriger freiwilliger und vom Parlament kontrollierter Kohäsionsbeiträge in eine automatische und rechtlich verbindliche Pflicht, wie sie durch die Schaffung eines eigenen Kohäsionsbeitragsgesetzes (KoBG) beabsichtigt ist, stellt eine erhebliche Aushöhlung der demokratischen Kontrolle dar. Die in Artikel 1 des KoBG verankerte Verpflichtung zur Entrichtung von Beiträgen entzieht dem Parlament die souveräne Entscheidung über die Verwendung von Steuergeldern und zementiert stattdessen die Ausführung einer von der EU diktierten Zahlungsverpflichtung.

Die anfänglich genannte Summe von 350 Millionen Franken pro Jahr mutet primär als Lockvogelangebot an. Der im Abkommen vorgesehene "rechtsverbindliche Mechanismus" zur Neuberechnung birgt die erhebliche Gefahr, dass die Schweiz zukünftig zu massiv höheren Zahlungen verpflichtet wird, ohne die Möglichkeit zu haben, diesen zu widersprechen. Dies führt dazu, dass die Schweiz zu einer Nettozahlerin ohne Stimmrecht degradiert wird, während keine Garantie für einen verbesserten Marktzugang oder die Beseitigung bestehender Handelshemmnisse besteht.

Die Verankerung des KoBG im Anhang 5, Ziff. 1 Bst. d des Bundesgesetzes über die bilateralen Verträge zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft (BöB) ist mehr als eine formale Massnahme; sie integriert die Kohäsionszahlungen tief in die schweizerische Rechtsordnung und signalisiert deren dauerhafte Etablierung. Die Verknüpfung mit dem Gesetz zur Friedensförderung durch die Ergänzung in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b ist zudem irreführend, da sie den positiven Ruf der schweizerischen Friedensförderung missbraucht, um politisch sensible und umstrittene finanzielle Verpflichtungen gegenüber der EU gesetzlich zu legitimieren. Diese Entwicklung ist aus einer souveränitätspolitischen Perspektive äusserst bedenklich.

Strom

Die vorgeschlagenen Regelungen im Strombereich stellen eine gravierende Bedrohung für die Energiesouveränität und die Versorgungssicherheit der Schweiz dar. Die institutionelle Einbindung in die EU-Aufsichtsstruktur, insbesondere die Verpflichtung zur Zusammenarbeit mit ACER und ENTSO-E, degradiert die Schweiz zu einem zahlenden Teilnehmer ohne Mitspracherecht. Entscheidungen über unser Stromnetz werden künftig in Brüssel gefällt, was die Möglichkeit zur eigenständigen Gestaltung unserer Energiepolitik aufgibt.

Die ElCom wird von einer unabhängigen Schweizer Regulierungsbehörde zu einer reinen Vollzugsstelle für EU-Vorschriften degradiert. Dies bedeutet das Ende einer auf schweizerische Bedürfnisse zugeschnittenen Energieregulierung und die Implementierung undemokratisch legitimierter Regeln aus Brüssel. Das Rückgrat unserer Energieversorgung, die Wasserkraft, ist durch die EU-Beihilfenregeln existenziell gefährdet. Das bewährte System der Wasserzinsen, welches den Bergkantonen zugutekommt, könnte als unzulässige staatliche Beihilfe eingestuft und abgeschafft werden, was erhebliche finanzielle Einbussen für diese Regionen bedeuten würde.

Die vollständige Marktliberalisierung gemäss dem neuen Stromversorgungsgesetz (StromVG, Art. 4a ff.) führt zu einer unkalkulierbaren Preisvolatilität und gefährdet die Versorgungssicherheit. Die Schaffung unzureichender Energiereserven (Art. 8b ff. StromVG) und die damit einhergehende Aufgabe der Möglichkeit zur Bildung strategischer Reserven, wie beispielsweise Wasserreserven, sind ein Spiel mit dem Feuer. Niemand trägt mehr die klare Verantwortung für die Versorgungssicherheit der Schweiz – weder der Markt noch die EU. Die Kosten für die Versorgungssicherheit, die der "freie Markt" nicht übernimmt, werden über neue staatliche Umlagen auf die Konsumenten, insbesondere KMU und Haushalte, abgewälzt werden.

Das neue Energiegesetz (EnG, Art. 15 neu) schwächt die dezentrale, erneuerbare Energieerzeugung

massiv. Die Neuregelung der Abnahme- und Vergütungspflicht mit einer drastischen Senkung der Leistungsgrenze von 3 MW auf 200 kW benachteiligt unzählige kleine und mittlere Produzenten, wie Gemeindewerke und Landwirte, und untergräbt deren wirtschaftliche Grundlage. Die Einführung eines Förderausschlusses bei negativen Preisen (neue Art. 29d Abs. 4 und Art. 33a Abs. 2bis EnG) schafft zudem enorme Investitionsunsicherheit für erneuerbare Energien und bremst deren Ausbau. Dies macht die Schweiz abhängiger von unberechenbaren ausländischen Strommärkten und fossilen Energieträgern.

Die Ausweitung der Kompetenzen der ElCom (Art. 22 StromVG) und die Verschärfung der Unbundling-Vorschriften (Art. 10, 18, 19 StromVG) sind Instrumente zur Gleichschaltung mit der EU. Die Schweiz verliert die Hoheit über ihre kritische Infrastruktur und unterstellt sich einer von Brüssel gesteuerten Regulierung. Unsere föderalen Strukturen und die bewährte Zusammenarbeit von Bund und Kantonen werden dadurch zerstört. Die Streichung der Ausnahme für die nationale Netzgesellschaft in Art. 8 Abs. 2 BATE ist ein weiterer Schritt zur Unterwerfung unter das EU-Regime, der zu einem Verlust von Flexibilität und Souveränität in der Steuerung unserer Stromnetze führt. Dieses Abkommen bedeutet einen unannehmbaren Verlust an nationaler Souveränität und eine Gefährdung unserer Energieversorgung.

Landverkehr

Die vorgeschlagene Regelung im Bereich Landverkehr birgt erhebliche Gefahren für den Schweizer Service public und unsere verfassungsmässige Ordnung. Insbesondere die Einführung der Kabotage im Eisenbahngesetz (EBG, neuer Art. 40ater) stellt eine direkte Bedrohung für die SBB und andere konzessionierte Unternehmen dar, die einen umfassenden Versorgungsauftrag erfüllen. Durch die Zulassung ausländischer Anbieter, die sich auf die profitablen Hauptstrecken konzentrieren werden, wird die finanzielle Basis des flächendeckenden öffentlichen Verkehrs untergraben. Dies ist eine Form der "Rosinenpickerei", die die Rentabilität von Nebenlinien, welche für die Grundversorgung unerlässlich sind, massiv beeinträchtigt.

Die Behauptung, die "Gemeinsame Erklärung" biete einen Schutz, ist als rechtlich wertlos einzustufen. Sie ist nicht bindend und schützt die Schweiz nicht vor zukünftigen, dynamisch zu übernehmenden Änderungen des EU-Rechts. Dies untergräbt die Souveränität der Schweiz, da wir uns fortlaufend neuen Regulierungen aus Brüssel beugen müssten, ohne Einfluss auf deren Inhalt nehmen zu können.

Des Weiteren wird durch die Anpassung im Personenbeförderungsgesetz (PBG, Art. 32a Abs. 1bis) die nationale und kantonale Hoheit über die Gestaltung des öffentlichen Verkehrs eingeschränkt. Die Pflicht, bei Ausschreibungen EU-Recht zu beachten, anstatt rein schweizerische Verkehrsziele zu verfolgen, kann zu suboptimalen und teureren Lösungen für die Steuerzahler führen. Die schrittweise Preisgabe der Kontrolle über unsere Schieneninfrastruktur, beispielsweise durch die vorgesehene Übernahme von Bestimmungen zum "European Network of Infrastructure Managers" (ENIM), verlagert die Steuerungskompetenz zentral an die EU.

Die potenziellen Auswirkungen auf den Service public im Schienenverkehr sind gravierend. Bewährte Subventionen für Güterverkehr, Regionalverkehr oder die Erneuerung von Rollmaterial könnten durch die Anwendung des EU-Beihilferechts als unzulässig eingestuft werden. Dies würde unweigerlich zu einer Qualitäts- und Angebotsreduktion für die Schweizer Bevölkerung führen. Das vorliegende Abkommen gefährdet somit ein Kernstück unseres öffentlichen Lebens und unserer Daseinsvorsorge.

Wie beurteilen Sie die Abkommen, Protokolle und gemeinsamen Erklärungen, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) ausgehandelt hat?

(leer)